RAA 372
NOVEMBRE 2017
ISSN 0762-6096

Recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France

Prix de vente : 0.50 € - Abonnement annuel : 5 €

Les demandes d'abonnement peuvent être adressées au Bureau du Cabinet et des Interventions de la Région d'Île-de-France, 33, rue Barbet de Jouy, 75700 Paris.

Les paiements sont effectués par chèque bancaire ou postal au nom du Régisseur des dépenses et des recettes de la Région d'Île-de-France.

Commission paritaire n° 1716 ADEP

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les circulaires de la Région d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

- N° CR 2017-166 du 23 novembre 2017 portant sur les représentants du conseil régional dans divers organismes –Octobre 2017……..13

FINANCES ET EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

- N° CR 2017-188 du 23 novembre 2017 portant sur les orientations budgétaires 2018.……29

- N° CR 2017-174 du 23 novembre 2017 portant sur la fixation des taux pour la « TICPE Grenelle » et du montant de la taxe additionnelle spéciale annuelle pour 2018……...30

TRANSPORTS ET MOBILITES DURABLES

- N° CR 2017-171 du 23 novembre 2017 portant sur le schéma directeur d'accessibilité – Tranche 2……..32

TOURISME

- N° CR 2017-179 du 23 novembre 2017 portant sur l'approbation du Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs 2017-2021……..90

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- N° CR 2017-190 du 23 novembre 2017 portant sur la création de l'Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France Convention.……170

AGRICULTURE ET RURALITÉ

- N° CR 2017-185 du 23 novembre 2017 portant sur la Stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021……..184

- N° CR 2017-184 du 23 novembre 2017 portant sur les orientations régionales relatives aux nouveaux contrats de parcs naturels régionaux (2018-2020) Demande de prorogation du classement des parcs naturels régionaux du Gâtinais français, de la Haute Vallée de Chevreuse et du Vexin français…….212

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- N° CR 2017-186 du 23 novembre 2017 portant sur l'adoption de conventions d'objectifs et de moyens (COM) avec les agences territoriales Seine-et-Marne-Développement, Essonne Développement, Comité d'expansion économique du Val d'Oise (CEEVO). Affectations de subventions. Bilan des aides d'État 2016……..218

ATTRACTIVITÉ, LOGEMENT ET RÉNOVATION URBAINE ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- N° CR 2017-182 du 24 novembre 2017 portant sur la convention avec l'epfif pour la mobilisation du patrimoine foncier de la région.……279

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- N° CR 2017-175 du 24 novembre 2017 portant sur les dispositions relatives aux ressources humaines - régime indemnitaire (filière technique et RIFSEEP), développement de l'offre de formation pour les agents régionaux, mise à jour du tableau des effectifs budgétaires et des ratios d'avancement de grade, temps de travail des agents régionaux.……314

- N° CR 2017-176 du 24 novembre 2017 portant sur le plan de déplacements de l'administration……..375

SOLIDARITÉS, SANTÉ ET FAMILLE

- N° CR 2017-187 du 24 novembre 2017 portant sur les formations sanitaires et sociales : Règlement d'intervention pour les agréments des établissements de formation en travail social.……409

CULTURE, PATRIMOINE ET CRÉATION

- N° CR 2017-191 du 24 novembre 2017 relative à pour une politique régionale ambitieuse d'investissement culturel.……..427

CULTURE, PATRIMOINE ET CRÉATION ET ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

- N° CR 2017-189 du 24 novembre 2017 relative à Pour une politique d'éducation artistique et culturelle ouverte, organisée et inclusive dans les lycées et CFA d'Île-de-France.……...435

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

RELATIONS INTERNATIONALES

- N° 2017-560 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des coopérations décentralisées (Liban, Tunisie, Madagascar, Japon), des dispositifs « actions internationales » et « fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient ».……..446

STRATEGIE INSTITUTIONNELLE

- N° 2017-523 du 22 novembre 2017 relative au financement d'actions dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 - Seconde affectation 2017 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention cadre d'application du contrat de plan interrégional Vallée de Seine entre l'État, les Régions Île-de-France et Normandie et les EPF d'Île-de-France et de Normandie.……529

- N° 2017-607 du 22 novembre 2017 relative à l'avis sur le projet de SDAASP du département de Seine-et-Marne.……583

LYCEES

- N° 2017-621 du 22 novembre 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 première année de mise en œuvre - 3ème rapport.……..698

- N° 2017-519 du 22 novembre 2017 relative à l'ensemble immobilier scolaire du second degré Henri IV à Paris 5ème - Restauration historique de la croisée de la bibliothèque des Génovéfains.…….830

- N° 2017-513 du 22 novembre 2017 relative à renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Île-de-France : - solde de la compensation régionale au titre de l'année scolaire 2016-2017 - lancement d'une consultation pour le renouvellement de la plateforme téléphonique d'information et d'accompagnement aux familles - évolution du partenariat Région/Caf : dématérialisation du quotient familial - Fonds Commun Régional du Service d'Hébergement (FCRSH) - Subvention d'équilibre……..847

- N° 2017-530 du 22 novembre 2017 relative aux travaux dans les EPLE de la région Île-de-France - 7ème rapport de l'année 2017.……862

- N° 2017-531 du 22 novembre 2017 relative aux équipements pédagogiques dans les EPLE - Diverses politiques régionales – 6ème rapport de l'année 2017.……875

- N° 2017-532 du 22 novembre 2017 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à la demi-pension - aide régionale à l'équipement - aide aux frais de concours - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - subvention d'équilibre - modification de tarifs de demi-pension.……..897

- N° 2017-553 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions aux lycées pour l'organisation des sélections régionales des 45èmes Olympiades des métiers ; Affectation de crédits pour le financement de la délégation francilienne à la finale internationale des 44èmes olympiades des métiers à Abu Dhabi (Émirats arabes unis).……928

- N° 2017-541 du 22 novembre 2017 relative à la gestion foncière des EPLE - novembre 2017……..939

- N° 2017-545 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du programme « ALYCCE » - Année scolaire 2017-2018.……..942

- N° 2017-551 du 22 novembre 2017 relative au règlement cotisation SIGEIF SIPPEREC achat de gaz, électricité - Fourniture acheminement électricité dans les lycées publics - marché relatif à la surveillance, protection humaine contre les risques d'incendie et panique, marché relatif au déménagement, stockage en garde meubles de mobiliers, matériels lourds des EPLE - Rénovation thermique du lycée l'Essouriau aux Ulis (91) - Complément d'affectation provisionnelle - Redéploiement crédits au titre du fonds commun fonctionnement.……..1039

- N° 2017-540 du 22 novembre 2017 relative à la convention entre la Région d'Île-de-France et le département de Paris concernant l'ensemble Immobilier Janson de Sailly (16ème) et la mise en oeuvre du programme pluriannuel de maintenance.……1043

- N° 2017-550 du 22 novembre 2017 relative au lycée Henri IV à Paris (75) - Protocole transactionnel avec la société RENOFORS titulaire du marché n°1500187-1 - Protocole transactionnel avec la société BTNR - Constructions titulaire du marché n°1500187-2 - Protocole transactionnel avec la société INEO Tertiaire IDF SNC titulaire du marché n°1500187-6 Mandataire : S.A.E.R.P.……1055

- N° 2017-568 du 22 novembre 2017 relative à la lutte contre le décrochage scolaire - projets « Réussite pour tous » - Troisième affectation 2017 - Soutien aux établissements engagés dans une convention « Education prioritaire » avec l'Institut d'études politiques de Paris.……...1076

- N° 2017-538 du 22 novembre 2017 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la région Île-de-France - 7ème rapport de l'année 2017.……..1167

- N° 2017-592 du 22 novembre 2017 relative à protocole transactionnel - Marché de fourniture et installation de bâtiments industrialises neufs et démontables n°11 00230 - lot n° 1 : départements 77 78 91 94 - Société Les constructions DASSE.……...1181

- N° 2017-448 du 22 novembre 2017 relative à la lutte contre le décrochage scolaire - Attribution de subventions dans le cadre du dispositif Phénix - Seconde affectation 2017……..1191

- N° 2017-483 du 22 novembre 2017 relative au partenariat avec l'association PEP 75 pour l'accompagnement des élèves absents pour cause de maternité, d'accident ou de longue maladie…….1207

- N° 2017-485 du 22 novembre 2017 relative à développer le lien entre les lycées et les entreprises : Attribution de subventions aux comités locaux école entreprise suivants : Grand Paris Seine et Oise, Plaine Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines - Attribution de subventions à l'association Plaine Commune Promotion et à la CAPEB - Avenant à la convention avec l'association Alternative pour l'année scolaire 2017-2018.……1217

- N° 2017-384 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions aux fédérations de parents d'élèves franciliens - Année scolaire 2017-2018.……1261

- N° 2017-618 du 22 novembre 2017 relative au lycée Jules-Hardouin Mansart à Saint-Cyr-l'Ecole (78) - Travaux de restructuration d'ensemble et extension - Habilitation de la présidente à signer un protocole transactionnel avec la société Watelet T.P, titulaire du marché n°09.M.0522.……1283

- N° 2017-552 du 22 novembre 2017 relative à la sécurisation des Lycées - Sixième affectation - Budget 2017.……1316

ADMINISTRATION GENERALE

- N° 2017-622 du 22 novembre 2017 relative aux cinquièmes affectations provisionnelles d'autorisation d'engagement - chapitre 930 « Services généraux » - crédits de la direction des systèmes d'information…1338

- N° 2017-566 du 22 novembre 2017 relative à l'adoption de deux conventions concernant le pôle Ressources Humaines - Actions en faveur des agents de la Région en situation de handicap - Conventionnement avec le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) - Convention avec le CIG de la Grande Couronne concernant l'organisation des concours et examens professionnels……1340

- N° 2017-623 du 22 novembre 2017 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux - novembre 2017.……1454

- N° 2017-630 du 22 novembre 2017 relative aux subventions à divers organismes : soutien aux organisations syndicales.……..1460

CULTURE, PATRIMOINE ET CREATION

- N° 2017-600 du 22 novembre 2017 relative au soutien à la permanence artistique et culturelle pour - les lieux et opérateurs - les équipes artistiques professionnelles indépendantes - les fabriques de culture - Affectations au titre d'une convention PAC - avenants - Affectations au titre d'une convention PAC de 2 ans - Troisième affectation pour l'année 2017 - Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional - Affectation «L'île de France fête le théâtre » 2018.……1470

- N° 2017-547 du 22 novembre 2017 relative à l'Aménagement culturel en Ile-de-France - Cinquième affectation 2017.……1797

- N° 2017-577 du 22 novembre 2017 relative au soutien à la permanence artistique et culturelle : - pour les lieux et opérateurs - pour les fabriques de culture - pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes - Évaluation des conventions triennales de permanence artistique et culturelle conclues en novembre 2014 - Affectations au titre d'une convention quadriennale.……1938

- N° 2017-575 du 22 novembre 2017 relative aux aides aux manifestations et réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains - cinquième affectation 2017 - conventions de développement culturel - première affectation 2017 - soutien aux fabriques arts visuels - affectations au titre des conventions quadriennales - affectations au titre des avenants de prolongation annuelle - première affectation 2017 - FRAM - première affectation 2017 - soutien du projet Ateliers Medicis - Adhésion 2018 à l'EPCC.……...2068

- N° 2017-594 du 22 novembre 2017 relative au soutien à la permanence artistique et culturelle : - pour les lieux et opérateurs - pour les fabriques de culture - pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes - Nouveaux bénéficiaires - Affectations au titre d'une convention quadriennale - Soutien à la résidence territoriale - Orchestre national d'Île-de-France - affectation complémentaire (fonctionnement 2017).……...2206

- N° CP 2017-604 du 22 novembre 2017 relative aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel - Soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques - 6ème affectation 2017 - Aide à l'écriture de scenario - 3ème affectation 2017 - AGESSA - avenant pour une aide précédemment votée - Fonds de soutien au cinéma et à l'audiovisuel - 4ème affectation 2017 - changement de bénéficiaire - aide après réalisation - 4ème affectation 2017.……2334

- N° CP 2017-610 du 22 novembre 2017 relative aux affectations dans le cadre de la politique régionales du livre - Troisième affectation 2017.……...2507

TRANSPORTS ET MOBILITES DURABLES

- N° 2017-516 du 22 novembre 2017 relative à la participation au fonctionnement du réseau PAM Île-de-France - 2ème affectation pour 2017.……...2840

- N° 2017-517 du 22 novembre 2017 relative au schéma Directeur des RER - Modernisation des gares…2872

- N° 2017-526 du 22 novembre 2017 relative au tripôle - Gares de Lyon, d'Austerlitz et de Bercy - SDP – AVP.……2915

- N° 2017-527 du 22 novembre 2017 relative au prolongement du T3 Ouest à la Porte Dauphine (75) - Site de maintenance et de remisage du futur TZEN 4 (91).……3052

- N° 2017-529 du 22 novembre 2017 relative au plan régional "anti-bouchon" et pour changer la route…...3150

- N° 2017-549 du 22 novembre 2017 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » dans le cadre de la politique régionale des transports pour l'année 2017……3192

AFFAIRES EUROPEENNES

- N° 2017-564 du 22 novembre 2017 relative aux subventions aux associations dans le cadre du dispositif Europe - novembre 2017.……3219

ATTRACTIVITE, LOGEMENT ET RENOVATION URBAINE

- N° 2017-509 du 22 novembre 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la création de logements locatifs sociaux - Cinquième affectation pour 2017……3232

- N° 2017-533 du 22 novembre 2017 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants, des jeunes et des apprentis - Cinquième affectation pour 2017.……...3447

- N° 2017-536 du 22 novembre 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé - Cinquième affectation pour 2017.……3465

- N° 2017-561 du 22 novembre 2017 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain - Première affectation pour 2017……..3503

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

- N° 2017-584 du 22 novembre 2017 relative aux trophées franciliens de l'innovation numérique dans les établissements supérieurs - Portail régional de l'orientation……..3561

- N° 2017-587 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien aux équipements scientifiques Sésame 2017……..3610

- N° 2017-612 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre du SRESRI : soutien aux lieux d'innovation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche: - Le 503 - IOGS IOTA - Halle TER - ENSAM - Centre MEARY – APHP…….3728

- N° 2017-613 du 22 novembre 2017 relative à la politique d'aide à l'entrepreneuriat étudiant: soutien aux programmes PEPITE d'Ile-de-France……...3768

- N° 2017-511 du 22 novembre 2017 relative à relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence et favoriser la mobilité internationale des étudiants…….3816

SPORTS, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETE ET VIE ASSOCIATIVE

- N° 2017-525 du 22 novembre 2017 relative au soutien régional aux quartiers en politique de la ville : projets destinés à favoriser la place des femmes dans l'espace public - renforcer la cohésion sociale et territoriale - défendre les valeurs de la république et la citoyenneté…..……3850

- N° 2017-595 du 22 novembre 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France et affectations d'autorisations d'engagement : - dispositif « Clubs excellence Île-de-France »……..4198

- N° 2017-598 du 22 novembre 2017 relative au soutien aux fédérations et têtes de réseaux jeunesse - 1ère affectation - Jeunesse, citoyenneté, vie associative - 4ème affectation……4337

- N° 2017-614 du 22 novembre 2017 relative aux Îles de loisirs - Affectation d'autorisations de programme au profit des SMEAG des îles de loisirs de Jablines-Annet (77), Boucles de Seine (78), Saint-Quentin-en-Yvelines (78), Val de Seine (78), Étampes (91), Port aux Cerises (91), Créteil (94), Cergy-Pontoise (95) et de la Corniche des Forts (93) - Affectation d'autorisations de programme pour l'île de loisirs de Vaires-Torcy (77)……..4436

- N° 2017-609 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France et affectations d'autorisations d'engagement - Affectation d'une autorisation d'engagement pour le Conseil Régional des Jeunes……4505

- N° 2017-616 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France - Dispositif d'aide à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées - Dispositif terrains synthétiques de grand jeu - Dispositif équipements de proximité - Dispositif plan piscines - Dispositif équipements sportifs d'intérêt régional - Dispositif achat d'équipements en faveur du handisport……4576

SOLIDARITES, SANTE ET FAMILLE

- N° 2017-504 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles - Sixième affectation pour 2017……..4692

- N° 2017-514 du 22 novembre 2017 relative aux formations sanitaires et sociales : - développement d'une solution informatique de gestion et suivi des organismes de formation sanitaire et sociale - complément à la subvention globale de fonctionnement 2017 - investissement dans les écoles et instituts de formation en travail social.……4841

- N° 2017-562 du 22 novembre 2017 relative au bilan de l'action régionale au profit des fonds de compensation du handicap des MDPH d'île de France - Affectation du solde et attributions de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine du handicap (sixième affectation pour 2017).…….4851

- N° 2017-479 du 22 novembre 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine de la santé - Quatrième affectation.…….4873

- N° 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux formations sanitaires et sociales : conventions d'objectifs et de moyens pour les écoles et instituts de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social……..5023

- N° 2017-632 du 22 novembre 2017 relative à formations sanitaires et sociales : programme régional de qualification par la formation continue.……5095

SOLIDARITES, SANTE ET FAMILLE

- N° 2017-599 du 22 novembre 2017 relative au devenir la première Smart Région d'Europe - mise en œuvre du programme Smart Région Initiative - soutien aux Paris Région Smart Weeks Events 2018…..5103

- N° 2017-576 du 22 novembre 2017 relative à Paris Région Up - Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up et TP'up -Soutien aux réseaux franciliens de business angels - Dotation au dispositif du prêt croissance TPE - Dotation au fonds Equisol.……5130

- N° 2017-578 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : Soutien aux Grands Projets Industriels franciliens……...5207

- N° 2017-583 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation : Soutien aux lieux d'innovation Soutien aux réseaux très haut débit de la Seine-et-Marne et le l'Essonne -Soutien au cluster Security Systems Valley - Évaluation des pôles et filières - Soutien complémentaire à la Fonderie.……5249

- N° 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : - Soutien à l'entrepreneuriat - Soutien à l'Insertion par l'activité économique - Soutien à l'emploi.……5340

AGRICULTURE ET RURALITE

- N° 2017-537 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : Programme de développement rural (FEADER) Agriculture biologique Agriculture et filières avenant n° 1 a la convention relative à la mise en œuvre du plan bio au titre de l'année 2018 entre la région Île-de-France et le groupement des agriculteurs biologiques en Île-de-France (GAB IDF). avenant n° 2 convention ASP hors SIGC 6ème affectation 2017 et signature d'avenants.…….5535

- N° 2017-588 du 22 novembre 2017 relative au dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : cinquième affectation.……5634

- N° 2017-542 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur les contrats antérieurement conclus - Contrats ruraux, contrats d'aménagement régionaux, nouveaux contrats ruraux, avenant à un contrat rural - Quatrième affectation.……5665

SECURITE ET AIDE AUX VICTIMES

- N° 2017-608 du 22 novembre 2017 relative au bouclier de sécurité - Sixième série d'affectations pour l'année 2017……...5854

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- N° 2017-534 du 22 novembre 2017 relative à la désignation des lauréats de la troisième session des 100 quartiers innovants et écologiques - affectation de crédits pour les quartiers innovants et écologiques des première et deuxième sessions……...5915

- N° 2017-539 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains -Contrat d'aménagement régional, contrat régional territorial - Quatrième affectation 2017 - Convention territoriale d'exercice concerté des compétences (CTEC) sur les contrats d'aménagement régionaux - Soutien aux dynamiques territoriales : aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Île-de-France 2015-2020 : affectation de crédits d'études communauté d'agglomération Val Parisis……...5950

- N° 2017-554 du 22 novembre 2017 relative à la politique énergie climat - Sixième affectation 2017- Approbation des conventions de groupement de commande relatives aux assistances à maîtrise d'ouvrage pour le schéma régional biomasse et pour l'évaluation du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie……...6035

- N° 2017-559 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique de prévention et de valorisation des déchets - Cinquième affectations 2017 - Attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Emplois d'insertion environnement » - Troisième affectation 2017 - Avis sur l'avant-projet de plan régional de prévention et gestion des déchets Normandie……..6166

- N° 2017-544 du 22 novembre 2017 relative à la troisième session du dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire : désignation des lauréats et affectation de crédits - Renouvellement de l'adhésion au club des maitres d'ouvrages de la maison de l'architecture en Île-de-France (MAIDF) - Versement d'une dernière contribution régionale à l'Atelier International du Grand Paris (AIGP)…….6230

- N° 2017-548 du 22 novembre 2017 relative à la stratégie régionale pour la biodiversité - Attribution de subventions - Cinquième affectation 2017 Politique régionale emplois d'insertion environnement - Attribution de subventions - Troisième affectation 2017 Environnement et développement durable - Soutien aux associations et organismes - Deuxième affectation 2017 - Coulée Verte la Tegeval - DUP-Prolongation-demande…….6264

- N° 2017-543 du 22 novembre 2017 relative aux organismes extérieurs bénéficiant des concours de la Région dans les secteurs de l'aménagement des territoires et de l'environnement - Solde sur subventions 2017 IAU Île-de-France - ARENE - NATUREPARIF - ORDIF - BRUITPARIF - Avenants aux conventions entre la Région et l'IAU et entre la Région et BRUITPARIF……..6531

- N° 2017-558 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation d'autorisations de programme en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides - cinquième affectation 2017…….6548

- N° 2017-567 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation d'une autorisation d'engagement pour préparer l'organisation de la biennale de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage…….6622

- N° 2017-580 du 22 novembre 2017 relative la première session de l'appel à projet Plan vert : Désignation des lauréats et affectation de crédits 2017…….6624

TOURISME

- N° CP 2017-603 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du tourisme - Attribution de subventions en investissement au titre du fonds pour le tourisme - cinquième affectation 2017 - Attribution d'une dotation spécifique au CRT Île-de-France.……6682

- N° CP 2017-626 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation d'autorisation d'engagement en faveur de la région multilingue.……...6736

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- N° 2017-590 du 22 novembre 2017 relative au programme qualifiant territorialisé 2017 - Attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien à des projets de formation portés par les structures locales INITIATIVES 77 et la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise - Sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs : réaffectation……...6738

- N° 2017-556 du 22 novembre 2017 relative aux attributions de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage - sixième affectation 2017……...6756

- N° 2017-625 du 22 novembre 2017 relative l'approbation de la convention entre la région et l'association sport dans la ville - Affectation d'une subvention annuelle de fonctionnement pour 2017…….6815

- N° 2017-565 du 22 novembre 2017 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion administrative et financière et ce jusqu'au versement des demandes d'aides, des subventions et le règlement des paiements de marchés conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue de l'emploi et du développement économique et de l'aménagement du territoire.……6845

- N° 2017-611 du 22 novembre 2017 relative au soutien régional aux actions expérimentales de sécurisation de parcours de formation tournés vers l'emploi - Lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt « 2ème chance numérique Île-de-France » 2017.……6948

- N° 2017-515 du 22 novembre 2017 relative au dispositif Cap Compétences : 2ème reconduction.……7048

- N° 2017-546 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale de l'apprentissage: - modification des conventions portant création de CFA (renouvellement, procédure d'urgence, ouverture d'une formation) - convention de partenariat (Région/Académies) pour la réalisation de l'enquête « Devenir des apprentis franciliens » - financement des postes de développeurs territoriaux, sectoriels et en CFA - financement des CFA franciliens (avances 2018 et soldes 2017).……7053

- N° 2017-563 du 22 novembre 2017 relative au soutien régional aux missions locales - Avance 2018 et ajustement 2017.……7083

- N° 2017-456 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage : aide à l'entrée en apprentissage (avances et soldes), subvention à l'ANAF (convention).……7105

DÉLIBERATIONS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 17-133 du 16 novembre 2017 relative à l'approbation d'une convention relative aux missions du service médecine préventive du Centre de gestion pour l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention.…….7152

- N° 17-134 du 16 novembre 2017 relative à l'ajustement du tableau des effectifs.……7158

- N° 17-135 du 16 novembre 2017 relative au retrait de la délibération n°17099 du 16 novembre 2017 et approbation de l'avenant n°2 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières - lot n° 4 et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant.……7162

- N° 17-136 du 16 novembre 2017 relative à l'approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants.……7169

ARRETES DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° 17-217 du 9 novembre 2017 portant délégation de signature au Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Île-de-France.……...7174

- N° 17-219 du 15 novembre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Association interdépartementale pour la gestion du réseau automatique de surveillance de la pollution atmosphérique et d'alerte de la Région d'Île-de-France (ARIPARIF).……...7179

- N° 17-222 du 20 novembre 2017 portant désignation des personnalités qualifiées au sein de l'Agence des Espaces Verts (AEV).……7180

- N° 17-223 du 21 novembre 2017 modifiant l'arrêté 16-326 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d' Île-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional.……7181

- N° 17-224 du 22 novembre 2017 portant décision de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le Conseil régional : équipements des EPLE – cessions de biens mobiliers anciens et hors d'usage.……..7185

- N° 17-225 du 23 novembre 2017 portant désignation des représentants du Conseil régional d'Île-de-France au Comité Régional d'Orientation de la Société anonyme BPI-Groupe.……..7203

- N° 17-226 du 24 novembre 2017 portant désignation de Monsieur Jean-François LEGARET à la présidente de la commission de délégation de service public.……..7204

- N° 17-227 du 24 novembre 2017 portant désignation de Monsieur Jean-François LEGARET à la présidente de la commission d'appel d'offres et du jury de conception réalisation.……...7205

- N° 17-228 du 24 novembre 2017 portant désignation de Monsieur Jean-François LEGARET à la présidence des jurys de concours.……..7206

- N° 17-231 du 28 novembre 2017 relatif à la composition de la Commission Consultative l'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.……...7207

- N° 17-232 du 28 novembre 2017 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.....7216

- N° 17-233 du 28 novembre 2017 relatif à la désignation de la présidente de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.....7222

- N° 17-234 du 30 novembre 2017 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.....7223

- N° 17-235 du 30 novembre 2017 portant délégations de signature du Pôle « Patrimoine et moyens généraux »....7224

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-166

DU 23 NOVEMBRE 2017

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES - NOVEMBRE 2017

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code forestier ;

VU le décret du 19 avril 2002 portant classement comme forêt de protection de la forêt de fontainebleau ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mai 2010 portant désignation du site Natura 2000 « Massif de Fontainebleau » ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2017 fixant la composition du comité de pilotage des sites Natura 2000 du Massif de Fontainebleau ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2017 portant renouvellement de la composition du comité comité consultatif scientifique et des usagers de la forêt de Fontainebleau ;

VU la délibération n° CR 13-16 du 21 janvier 2016 modifiée relative au règlement intérieur du Conseil régional ;

VU la délibération n° CR 145-16 du 16 juin 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 2017-088 du 18 mai 2017 relative aux nouvelles ambitions pour un Conseil Régional des Jeunes rénové et dynamique ;

VU le rapport n°CR 2017-166 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Comité de pilotage des sites Natura 2000 du Massif de Fontainebleau

Désigne 1 représentant titulaire au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Sophie DESCHIENS

Désigne 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Huguette FOUCHÉ

Article 2 : Comité consultatif scientifique et des usagers de la forêt de Fontainebleau

Désigne 1 représentant titulaire au scrutin majoritaire à deux tours :

M. Benoît CHEVRON

Désigne 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Sylvie MONCHECOURT

Article 3 : Jury de sélection du Conseil Régional des Jeunes (CRJ)

Désigne 3 représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

Mme Sophie DESCHIENS
Mme Sandrine LAMIRÉ-BURTIN
M. Ali SOUMARÉ

Article 4 : Commission d'Appel d'Offres (CAO), jury de conception-réalisation et jury de concours

Abroge l'article 3.1. de la délibération n° CR 145-16 du 16 juin 2016.

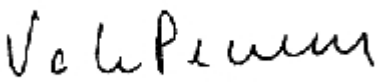
Désigne 5 représentants titulaires et 5 représentants suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Pierre LEQUILLER	Mme Isabelle PEREDEREAU
Mme Huguette FOUCHÉ	M. Gérard HÉBERT
Mme Clotilde DEROUARD	Mme Laure-Agnès MOLLARD-CADIX
Mme Catherine LIME-BIFFE	Mme Ghislaine SENÉE
M. François DAMERVAL	M. Michel JALLAMION

Article 5 : Remplacements des représentants du Conseil régional dans divers organismes

Procède aux remplacements annexés à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Remplacements des représentants du Conseil régional dans divers organismes

DÉMISSIONS		CANDIDATURES

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Balzac à Paris 17e

Brigitte KUSTER (LRI)	Titulaire	Daniel-Georges COURTOIS (LRI)
Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Danièle GIAZZI (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LG) Carnot à Paris 17e

Brigitte KUSTER (LRI)	Titulaire	Daniel-Georges COURTOIS (LRI)
Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Danièle GIAZZI (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LT) École Nationale de Commerce (ENC) à Paris 17e

Catherine DUMAS (LRI)	Titulaire	Danièle GIAZZI (LRI)
Brigitte KUSTER (LRI)	Suppléante	Daniel-Georges COURTOIS (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Jean Drouant à Paris 17e

Catherine DUMAS (LRI)	Titulaire	Danièle GIAZZI (LRI)
Brigitte KUSTER (LRI)	Suppléante	Daniel-Georges COURTOIS (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LT) Auguste Renoir à Paris 18e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Titulaire	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Edmond Rostand Paris 18e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Titulaire	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Hôtelier à Paris 18e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Titulaire	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Rabelais à Paris 18e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Titulaire	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Armand Carrel à Paris 19e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Suppléant	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Diderot à Paris 19e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Suppléant	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LG) Georges Brassens à Paris 19e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Suppléant	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Martin Luther King à Bussy-Saint-Georges

Claudine THOMAS (LRI)	Suppléant	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) René Descartes à Champs-sur-Marne

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Gaston Bachelard à Chelles

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Jéhan de Chelles à Chelles

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Louis Lumière à Chelles

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Le Champ de Claye à Claye-Souilly

Claudine THOMAS (LRI)	Suppléante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Emilie Brontë à Lognes

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Honoré de Balzac à Mitry-Mory

Claudine THOMAS (LRI)	Suppléante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Gérard de Nerval à Noisiel

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) René Cassin à Noisiel

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Lino Ventura à Ozoir-la-Ferrière

Claudine THOMAS (LRI)	Suppléante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Camille Claudel à Pontault-Combault

Claudine THOMAS (LRI)	Suppléante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Charles le Chauve à Roissy-en-Brie

Claudine THOMAS (LRI)	Suppléante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Auguste Perdonnet à Thorigny-sur-Marne

Claudine THOMAS (LRI)	Suppléante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) de l'Arche Guédon à Torcy

Claudine THOMAS (LRI)	Suppléante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Clément Ader à Athis-Mons

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Marcel Pagnol à Athis-Mons

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Nadar à Draveil

Robin REDA (LRI)	Suppléant	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Maurice Éliot à Épinay-sous-Sénart

Robin REDA (LRI)	Suppléant	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Jean Monnet à Juvisy-sur-Orge

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Jean Monnet à Juvisy-sur-Orge

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Jacques Prévert à Longjumeau

Robin REDA (LRI)	Suppléant	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Jean Perrin à Longjumeau

Robin REDA (LRI)	Suppléant	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Marguerite Yourcenar à Morangis

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Pierre Mendès France à Ris-Orangis

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Gaspard Monge à Savigny-sur-Orge

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Jean-Baptiste Corot à Savigny-sur-Orge

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration de l'Établissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA) Le Château du Lac à Ollainville

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Titulaire	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Edmond Michelet à Arpajon

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Suppléant	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Paul Belmondo à Arpajon

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Suppléant	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) René Cassin à Arpajon

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Suppléant	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Nikola Tesla à Dourdan

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Suppléant	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) de la Vallée de la Chevreuse à Gif-sur-Yvette

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Suppléant	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Jules Verne à Limours

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Titulaire	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LYA) Saint-Antoine à Marcoussis

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Titulaire	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration l'Établissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA) La Tour du Mail à Sannois

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Titulaire	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Fernand et Nadia Léger à Argenteuil

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Georges Braque à Argenteuil

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Titulaire	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Jean Jaurès à Argenteuil

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Julie-Victoire Daubié à Argenteuil

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Titulaire	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) du Vexin à Chars

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Louis Armand à Eaubonne

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Gustave Monod à Enghien-les-Bains

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Titulaire	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Turgot à Montmorency

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Fustel de Coulanges à Massy

Grégoire de LASTEYRIE (LRI)	Titulaire	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Gustave Eiffel à Massy

Grégoire de LASTEYRIE (LRI)	Titulaire	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Gabriel Péri à Champigny-sur-Marne

Didier DOUSSET (CD)	Titulaire	Laurent JEANNE (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Marx Dormoy à Champigny-sur-Marne

Didier DOUSSET (CD)	Titulaire	Laurent JEANNE (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Michelet à Fontenay-sous-Bois

Laurent LAFON (UDI)	Titulaire	Olivier DOSNE (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Pablo Picasso à Fontenay-sous-Bois

Laurent LAFON (UDI)	Titulaire	Olivier DOSNE (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Hector Berlioz à Vincennes

Olivier DOSNE (LRI)	Suppléant	Christel ROYER (LRI)
Laurent LAFON (UDI)	Titulaire	Olivier DOSNE (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Jean Moulin à Vincennes

Olivier DOSNE (LRI)	Suppléant	Christel ROYER (LRI)
Laurent LAFON (UDI)	Titulaire	Olivier DOSNE (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Évariste Galois à Beaumont-sur-Oise

Samira AÏDOUD (LRI)	Titulaire	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration l'Établissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA) Françoise Dolto à Beaumont-sur-Oise

Samira AÏDOUD (LRI)	Titulaire	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Gaston Tenoudji à Paris 17e

Brigitte KUSTER (LRI)	Titulaire	Daniel-Georges COURTOIS (LRI)
Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Danièle GIAZZI (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LG) Sainte-Ursule - Louise de Bettignies à Paris 17e

Catherine DUMAS (LRI)	Titulaire	Danièle GIAZZI (LRI)
Brigitte KUSTER (LRI)	Suppléante	Daniel-Georges COURTOIS (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LG) Saint-Michel des Batignolles à Paris 17e

Brigitte KUSTER (LRI)	Titulaire	Daniel-Georges COURTOIS (LRI)
Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Danièle GIAZZI (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Charles de Foucault à Paris 18e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Titulaire	Stéphane CAPLIEZ (LRI)
Brigitte KUSTER (LRI)	Suppléante	Daniel-Georges COURTOIS (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LG) Sinaï à Paris 18e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Titulaire	Stéphane CAPLIEZ (LRI)
Brigitte KUSTER (LRI)	Suppléante	Daniel-Georges COURTOIS (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LP) Centre Marcel Lamy - Coiffure/Esthétique à Paris 18e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Titulaire	Stéphane CAPLIEZ (LRI)
Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Danièle GIAZZI (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LP) Saint-Jean de Montmartre à Paris 18e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Titulaire	Stéphane CAPLIEZ (LRI)
Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Danièle GIAZZI (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LG) Beth-Hanna à Paris 19e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Suppléant	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LPO) L'Initiative à Paris 19e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Suppléant	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Lucien de Hirsch à Paris 19e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Suppléant	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LCM) Association N'R Hatorah à Paris 19e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Suppléant	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LG) EIB Étoile à Paris 8e

Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Danièle GIAZZI (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LG) Fénelon Sainte-Marie à Paris 8e

Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Danièle GIAZZI (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LT) La Plaine Monceau à Paris 8e

Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Danièle GIAZZI (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Saint-Charles à Athis-Mons

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Sacré Cœur à La Ville-du-Bois

Robin REDA (LRI)	Suppléant	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Saint-Louis Saint-Clément à Viry-Châtillon

Robin REDA (LRI)	Suppléant	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Notre-Dame de Bury à Andilly

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée privé (LP) Fondation Cognacq-Jay à Argenteuil

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Titulaire	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée privé (LPO) Garac à Argenteuil

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Titulaire	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Notre-Dame de La Providence à Enghien-les-Bains

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée privé (LP) Jeanne d'Arc à Franconville

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée privé (LG) Notre-Dame des Missions à Charenton-le-Pont

Laurent LAFON (UDI)	Suppléant	Laurent JEANNE (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Saint-Michel de Picpus à Saint-Mandé

Laurent LAFON (UDI)	Titulaire	Olivier DOSNE (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Bâtiments et Travaux Publics (BTP) à Vincennes

Laurent LAFON (UDI)	Titulaire	Christel ROYER (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LP) Bâtiments et Travaux Publics (BTP) à Vincennes

Laurent LAFON (UDI)	Titulaire	Christel ROYER (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LGT) Grégor Mendel à Vincennes

Laurent LAFON (UDI)	Titulaire	Christel ROYER (LRI)

Conseil d'administration du lycée privé (LG) Notre-Dame de la Providence à Vincennes

Laurent LAFON (UDI)	Titulaire	Olivier DOSNE (LRI)

Conseil Départemental de l'Éducation Nationale de l'Essonne (CDEN 91)

Robin REDA (LRI)	Suppléant	Ngandu KENYA (LRI)

Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du Val-d'Oise (CDEN 95)

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration d'Arcadi

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Suppléant	Manon LAPORTE-SIERACZEK (LRI)
Brigitte KUSTER (LRI)	Suppléante	Florence BERTHOUT (LRI)

Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel : comité de lecture Audiovisuel

Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Pascal GIAFFERI (CD)

Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel : comité de lecture Cinéma, 1er collège

Catherine DUMAS (LRI)	Titulaire	Florence PORTELLI (LRI)

Comité de lecture scénario : collège "débutant"

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Suppléant	Caroline COBLENTZ (LRI)

Dispositif d'aide après-réalisation : commission de visionnage long métrage

Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Commission départementale d'aménagement cinématographique de Paris

Catherine DUMAS (LRI)	Représentante	Stéphane CAPLIEZ (LRI)
Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Représentant	Florence BERTHOUT (LRI)

Conseil d'administration de la Commission du Film d'Île-de-France (CFIDF)

Jérémy REDLER (LRI)	Suppléant	Catherine PRIMEVERT (LRI)
Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Titulaire	Jérémy REDLER (LRI)
Anne-Louise MÉSADIEU (LRI)	Suppléante	Pascal GIAFFERI (CD)
Brigitte KUSTER (LRI)	Titulaire	Anne-Louise MÉSADIEU (LRI)

Assemblée générale du Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC)

Brigitte KUSTER (LRI)	Représentante	Anne-Louise MÉSADIEU (LRI)

Conseil d'administration du Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC)

Brigitte KUSTER (LRI)	Représentante	Anne-Louise MÉSADIEU (LRI)

Commission pour la Permanence Artistique et Culturelle (PAC)

Frédérique DUMAS (RCDEC)	Représentante	Juliette ESPARGILIÈRE (RCDEC)

Assemblée générale du Festival d'Île-de-France (FIF)

Frédérique DUMAS (RCDEC)	Représentante	Juliette ESPARGILIÈRE (RCDEC)

Assemblée générale du Chœur régional Vittoria d'Île-de-France

Frédérique DUMAS (RCDEC)	Représentante	Eddie AÏT (RCDEC)

Communauté d'Universités et Établissements (COMUE) Université Paris-Est (UPE) : commission de la recherche

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3 : commission de la recherche

Catherine DUMAS (LRI)	Titulaire	Jean-Pierre LECOQ (LRI)

Université Paris-Dauphine : commission de la recherche

Catherine DUMAS (LRI)	Suppléante	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Université Paris-Sud : conseil d'administration

Robin REDA (LRI)	Suppléant	Grégoire de LASTEYRIE (LRI)

Université Paris-Sud : commission de la recherche

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Suppléant	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM) : conseil d'administration

Claudine THOMAS (LRI)	Suppléante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Assemblée générale de Paris Région Entreprise (PRE)

Othman NASROU (LRI)	Représentant	Isabelle PERDEREAU (LRI)

Assemblée générale et conseil d'administration de Orly International (OI)

Robin REDA (LRI)	Titulaire	Alexandra DUBLANCHE (LRI)

Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Essonne (CDAC 91)

Robin REDA (LRI)	Représentant	Isabelle PERDEREAU (LRI)

Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Val-d'Oise (CDAC 95)

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Représentante	Samira AÏDOUD (LRI)

Assemblée générale de MEDICEN PARIS RÉGION

Carine MARTINI-PEMEZEC (LRI)	Représentante	Franck LE BOHELLEC (LRI)

Assemblée générale, conseil d'administration et comité territorial de MOV'eo

Florence BERTHOUT (LRI)	Représentante	Benjamin CHKROUN (UDI)

Assemblée générale de Opticsvalley

Othman NASROU (LRI)	Représentant	Grégoire de LASTEYRIE (LRI)

Comité syndical de Seine-et-Marne Numérique (SMN)

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Marie-Christine DIRRINGER (CD)

Comité du Comité Régional de l'Emploi, de l'Orientation et de la Formation Professionnelles (CREFOP)

Jérôme CHARTIER (LRI)	Titulaire	Vincent JEANBRUN (LRI)
Marie-Christine DIRRINGER (CD)	Titulaire	Béatrice LECOUTURIER (CD)

Bureau du Comité Régional de l'Emploi, de l'Orientation et de la Formation Professionnelles (CREFOP)

Marie-Christine DIRRINGER (CD)	Titulaire	Béatrice LECOUTURIER (CD)

Ecole de la Deuxième Chance de Paris (E2C 75)

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Représentant	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

GRETA Métiers de la Santé et du Sanitaire à Paris 18e

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Représentant	Stéphane CAPLIEZ (LRI)

Maison de l'Emploi et de la Formation (MEF) du Nord-Ouest 77

Claudine THOMAS (LRI)	Représentante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Mission Locale (ML) pour l'Emploi de Marne-la-Vallée - Val-Maubuée

Claudine THOMAS (LRI)	Représentante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Mission Locale (ML) du Bassin chellois

Claudine THOMAS (LRI)	Représentante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Mission Locale (ML) de Grigny

Robin REDA (LRI)	Représentant	Ngandu KENYA (LRI)

Commission Consultative de l'Environnement (CCE) de l'aérodrome de Chelles-le-Pin

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Commission Consultative de l'Environnement (CCE) de l'aérodrome de Lognes - Émerainville

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Commission Consultative de l'Environnement (CCE) de l'aérodrome de Étampes - Montdésir

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Suppléant	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Commission Départementale de Présence Postale Territoriale de l'Essonne (CDPPT 91)

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Titulaire	Nicolas SAMSOEN (LRI)

Commission Départementale de Présence Postale Territoriale du Val-d'Oise (CDPPT 95)

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Représentante	Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration de l'Établissement Public d'Aménagement de Marne-la-Vallée (EPAMARNE)

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil d'administration de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (IAU IDF)

Sylvie MARIAUD (UDI	Titulaire	Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT (UDI)

Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT (UDI)	Suppléant	Sylvie MARIAUD (UDI
Laurent LAFON (UDI)	Suppléant	Jean-François VIGIER (UDI)

Commission consultative du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Chantiers (PREDEC)

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Représentante	Thibault HUMBERT (LRI)

Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bassin Versant de l'Orge et de l'Yvette

Robin REDA (LRI)	Représentant	Ngandu KENYA (LRI)

Comité syndical du Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre (SMBVB)

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Titulaire	Isabelle PERDEREAU (LRI)

Comité syndical du Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP)

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Suppléante	Anne CABRIT (LRI)

Comité syndical du Parc Naturel Régional (PNR) de la Brie et des Deux Morins

Claudine THOMAS (LRI)	Titulaire	Michel FOUCHAULT (LRI)

Comité Consultatif de Gestion (CCG) de la Réserve Naturelle Nationale (RNN) des sites géologiques de l'Essonne

Jean-Raymond HUGONET (LRI)	Titulaire	Grégoire de LASTEYRIE (LRI)

Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF)

François KALFON (S&R)	Représentant	Olivier THOMAS (S&R)
Jonathan KIENZLEN (S&R)	Représentant	Dominique BARJOU (S&R)

Assemblée générale du Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART)

Brigitte KUSTER (LRI)	Représentante	Delphine BÜRKLI (LRI)

Conseil d'administration de l'École Normale Sociale (ENS)

Pierre-Yves BOURNAZEL (LRI)	Représentant	Clotilde DEROUARD (UDI)

Conseil d'administration de l'École Pratique de Service Social (EPSS)

Claudine THOMAS (LRI)	Représentante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Directoire de l'Institut Régional du Sport (IRDS)

Manon LAPORTE-SIERACZEK (LRI)	Représentante	Gaël BARBOTIN (LRI)
Jonathan KIENZLEN (S&R)	Représentant	Nicola D'ASTA (S&R)

Comité syndical de la Base de Plein Air et de Loisirs (BPAL) de Jablines-Aneth

Claudine THOMAS (LRI)	Représentante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Assemblée générale du Centre Hubertine Auclert, centre francilien pour l'égalité femmes-hommes (CHA)

Viviane ROMANA (ex-S&R)	Représentante	Loubna MÉLIANE (S&R)
Bénédicte MONVILLE - DE CECCO (AES)	Représentante	Hella KRIBI-ROMDHANE (AES)

Assemblée générale du Comité Régional du Tourisme (CRT)

Brigitte KUSTER (LRI)	Représentante	Éric JEUNEMAÎTRE (LRI)

Catherine DUMAS (LRI)	Représentante	Franck MARGAIN (LRI)

Assemblée générale de l'association "Centres d'accueil Régionaux du Tourisme" (CaRT)

Brigitte KUSTER (LRI)	Représentante	Éric JEUNEMAÎTRE (LRI)
Catherine DUMAS (LRI)	Représentante	Franck MARGAIN (LRI)

Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

Claudine THOMAS (LRI)	Représentante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil Départemental d'Accès au Droit de la Seine-et-Marne (CDAD 77)

Claudine THOMAS (LRI)	Représentante	Michel FOUCHAULT (LRI)

Conseil Départemental d'Accès au Droit du Val-d'Oise (CDAD 95)

Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (LRI)	Représentante	Florence PORTELLI (LRI)

Conseil de Discipline et de Recours (CDR)

Claudine THOMAS (LRI)	Représentante	Béatrice de LAVALETTE (UDI)

Open Data France (ODF)

Julien PROFFIT (LRI)	Représentant	Marie-Christine DIRRINGER (CD)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 05/01/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 05/01/2018

PROJET DE DELIBERATION

DU 23 NOVEMBRE 2017

ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2018

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU L'avis de la commission des finances,

VU L'avis du Conseil économique, social et environnemental régional,

VU Le rapport N° CR 2017-188 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil régional prend acte du débat sur les orientations budgétaires 2018.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours
devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-174

DU 23 NOVEMBRE 2017

FIXATION DES TAUX POUR LA ' TICPE GRENELLE ' ET DU MONTANT DE LA TAXE ADDITIONNELLE SPÉCIALE ANNUELLE POUR 2018

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU La Constitution, notamment son article 72-2 ;

VU La loi organique n°2004-758 du 29 juillet 2004 prise en application de l'article 72-2 de la Constitution relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code général des impôts ;

VU Le code des douanes ;

VU Le code de l'urbanisme ;

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La loi n°2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, notamment son article 84 ;

VU La loi n°2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, notamment son article 112 ;

VU La loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, notamment ses articles 11 et 12 ;

VU La loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 et notamment ses articles 50 et 94 ;

VU La loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 et notamment son article 5 ;

VU La loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 ;

VU La loi n°2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 et notamment son article 34 ;

VU La loi n°2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances initiale pour 2015 et notamment son article 77 ;

VU La loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ;

VU La loi n°2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 et notamment son article 89 ;

VU La délibération n°CR 2017-09 du 23 janvier 2017 portant budget primitif 2017 de la Région Ile-de-France ;

VU L'avis du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-174 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Conformément à l'article 265 A bis du code des douanes, décide de maintenir en 2018 la majoration du tarif de la taxe intérieure de consommation applicable aux carburants vendus aux consommateurs finals sur le territoire régional à hauteur de :

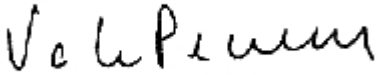
- 0,73 euro par hectolitre s'agissant du supercarburant sans plomb ;
- 1,35 euro par hectolitre s'agissant du gazole.

Cette majoration est destinée à financer les projets contribuant à l'amélioration du réseau de transports en Ile-de-France, conformément à l'article 34 de la loi de finances rectificative du 29 juillet 2011, ainsi que les projets listés aux articles 11 et 12 de la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, conformément à l'article 94 de la loi du 30 décembre 2009 de finances pour 2010.

Article 2 :

Conformément à l'article 77 de la loi de finances initiale pour 2015 et à l'article 1599 quater D du code général des impôts, fixe le produit de la taxe additionnelle spéciale annuelle pour 2018 à 80 millions d'euros.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-171

DU 23 NOVEMBRE 2017

SCHÉMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITÉ - TRANCHE 2

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le règlement (UE) n° 1291/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation Horizon 2020 (2014-2020) et les actes d'exécution afférents ;
VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;
VU Le règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives aux actions innovatrices dans le domaine du développement urbain durable ;
VU L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;
VU La délibération n° CR 51-11 du 23 juin 2011 approuvant la convention cadre pour la mise en œuvre du schéma directeur d'accessibilité d'Île-de-France ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;
VU La délibération n° CP 11-512 approuvant la convention cadre du schéma directeur d'accessibilité relative à la première tranche de projets ;
VU La délibération n° CP 12-424 approuvant l'avenant à la convention de financement de la première tranche de projets ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-171 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention quinquennale pour la période 2017-2021, jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Le calendrier de mise en accessibilité des gares figurant en annexe 2 de la convention

mentionnée à l'alinéa précédent comporte les engagements de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités issus des négociations conduites par la Région et Île-de-France Mobilités. La Région demande fermement à SNCF Réseau et à SNCF Mobilités de respecter ce calendrier et d'anticiper autant que possible les travaux.

La Région demandera chaque année à SNCF Réseau et à SNCF Mobilité un réexamen de ce calendrier pour permettre son amélioration.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la signer.

Article 2 : HP 810-001 « Accessibilité du réseau »

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 40 000 000 €.

Bénéficiaire	**Opération**	**Localisation**	**Action 18100101**
SNCF Réseau	Schéma directeur d'accessibilité du réseau ferré d'Île-de-France – affectation pour l'année 2017	Île-de-France	30 000 000 €
SNCF Mobilités	Schéma directeur d'accessibilité du réseau ferré d'Île-de-France – affectation pour l'année 2017	Île-de-France	10 000 000 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **40 000 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-001 « accessibilité du réseau », action 18100101 « accessibilité du réseau », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 4 :

Délègue à la Commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France l'adaptation et l'approbation des conventions de financement ultérieures en application de la convention quinquennale approuvé par l'article 1 de la présente délibération et les éventuels avenants à la convention approuvée à l'article 2 de la présente délibération.

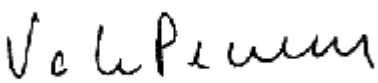
Article 5 :

Pour les opérations d'accessibilité des gares d'Argenteuil, du Boulevard Victor Hugo sur la ligne du RER C, de Champigny-les-Boulereaux, de Chaville-Rive-Droite, de Chesnay/Gagny, de Houilles-

Carrières, de Lagny-Thorigny, Louvres, l'étude de mise en accessibilité des gares ligne de Paris Nord Pontoise et pour l'opération d'aménagement du Nœud d'Ermont sur la ligne Ermont Saint-Lazare

1) Il n'est pas demandé de produire la signature par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes du bilan financier
2) Il n'est pas fait application des articles 8 et 9 des règles générales applicables au calcul, aux conditions d'octroi et à la durée de validité des subventions de la Région approuvée le 28 juin 1983, ni de l'article 10 du règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération CR 02-05 du 31 janvier 2005 et du règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Conseil régional du	23/11/2017	N° de rapport	CR2017-171	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181001 - Accessibilité du réseau**
Action	**18100101 - Accessibilité du réseau**

Dispositif : N° 00000563 - Accessibilité des transports

Dossier	17011448 - SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE - SNCF MOBILITES (AFFECTATION 2017)			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF MOBILITES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000 000,00 €		Code nature	2041712
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000 000,00 €	HT	25 %	10 000 000,00 €	

Dossier	17011482 - SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE - SNCF RESEAU (AFFECTATION 2017)			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000 000,00 €		Code nature	2041722
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000 000,00 €	HT	25 %	30 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000563 - Accessibilité des transports	40 000 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 810 - 181001 - 18100101	40 000 000,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011448

Conseil régional du 23 novembre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE - SNCF MOBILITES (AFFECTATION 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accessibilité des transports	40 000 000,00 €	25,00 %	10 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-810-2041712-181001-200
18100101- Accessibilité du réseau

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Séverine LEPERE, DIRECTRICE D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accessibilité des transports
Rapport Cadre : CR51-11 du 23/06/2011

Objet du projet : attribution d'une subvention d'études et de travaux relative à la mise en accessibilité du réseau ferré d'Île-de-France, sur le périmètre SNCF mobilités, au titre de l'année 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'affectation se faisant au titre de l'année 2017, il est proposé un démarrage anticipé au 1er janvier 2017 afin de couvrir toutes les dépenses pour l'année 2017.
Par ailleurs, la date prévisionnelle de fin correspond à la durée de la convention quinquennale, soit 2017-2021.

Objectifs :
La loi 2005-102 du 11 février 2005 concernant "l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées" fixe dans son article 45 un délai de 10 ans pour la mise en accessibilité des réseaux de transport collectif à l'ensemble des personnes à mobilité réduite (PMR).

Les PMR sont définies par la directive 2001/85/CE comme les personnes "ayant des difficultés pour utiliser les transports publics, telles que par exemple les personnes souffrant de handicaps sensoriels et

intellectuels, les personnes en fauteuil roulant, les personnes handicapées des membres, les personnes de petite taille, les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes transportant des bagages lourds et les personnes avec enfants y compris enfants en poussette".

Le STIF a été désigné, par la directive d'application de la loi du 11 février 2005 du 13 avril 2006, autorité compétente en Ile-de-France pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA) des services de transport. L'objet du SDA est d'assurer l'accessibilité des services et réseaux de transports collectifs aux PMR par une mise en œuvre progressive de mesures appropriées.

Les études préalables ont permis de définir en 2009, en concertation avec les associations ayant participé à l'élaboration du SDA, un réseau de référence régional de 266 gares RATP et SNCF proposées pour être rendues accessibles, dont 207 sous maîtrises d'ouvrage de la SNCF Mobilités et Réseau, et parmi lesquelles 143 gares doivent être rendues accessibles et font partie du SDA.

Le coût d'objectif du programme de mise en accessibilité SDA est de 1,454Md€ (CE2009).

Description :
Sur la période 2011-2016, la Région Ile-de-France a affecté 129,5M€, conformément à la première convention.

La première tranche d'études et de travaux a permis la réalisation :

- sur le périmètre de maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités :
• des travaux de mise en accessibilité de 52 gares (10 REA, 9 PRO+REA, 14 AVP+PRO+REA et 19 EP+AVP+PRO+REA) ;
• des études de niveau PRO pour 37 gares (2 PRO, 15 AVP+PRO et 20 EP+AVP+PRO) ;
• des études de niveau PRO pour les 34 gares dites accessibles ;
• des études de niveau AVP pour 35 gares (4 AVP et 31 EP+AVP) ;
• des études préliminaires de 16 gares.

- sur le périmètre de maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau :
• des études de niveau EP pour 11 gares ;
• des études de niveau AVP pour 6 gares ;
• des études de niveau PRO pur 4 gares ;
• des études EP+AVP pour 24 gares ;
• des études EP+AVP+PRO pour 23 gares ;
• des études AVP+PRO pour 6 gares ;
• 54 gares (13 REA, 17 PRO+REA, 6 AVP+PRO+REA et 18 EP+AVP+PRO+REA).

Moyens mis en œuvre :
Afin de poursuivre ce programme, une nouvelle convention quinquennale est approuvée par le Conseil Régional d'Ile de France en novembre 2017.

Celle-ci porte le financement du SDA pour la période 2017-2021 de la façon suivante :
- Ile-de-France Mobilités (STIF) : 464,6 M€
- RIF : 232,3 M€
- SNCF Réseau : 174,2 M€
- SNCF Mobilités : 58,1 M€

Sur la base de cette convention quinquennale, une convention de financement définit le programme d'intervention sur chaque gare et détermine les obligations réciproques des parties.

Intérêt régional :
En 2011, la Région Ile-de-France a décidé de participer au financement du SDA au titre de sa politique

des transports publics.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les personnes à mobilité réduite et personnes handicapées empruntant les gares franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du budget 2017, il est proposé d'affecter une autorisation de programme de 40 000 000 € prélevée sur l'action budgétaire « Accessibilité du réseau » soit une part régionale de 25% du montant total (160M€) se répartissant de la façon suivante :

- Concernant le périmètre de SNCF Réseau, le montant total s'élève à 120 000 000 € HT, soit une part RIF à hauteur de 30 000 000 €.

- Concernant le périmètre SNCF Mobilités, le montant total s'élève à 40 000 000 € HT, soit une part RIF à hauteur de 10 000 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accessibilité des transports (études et travaux)	40 000 000,00	100,00%
Total	40 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	10 000 000,00	25,00%
STIF	20 000 000,00	50,00%
SNCF Mobilités	10 000 000,00	25,00%
Total	40 000 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	10 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	46 815 000,00 €
	Montant total	208 983 421,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011482

Conseil régional du 23 novembre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE - SNCF RESEAU (AFFECTATION 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accessibilité des transports	120 000 000,00 €	25,00 %	30 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-810-2041722-181001-200
18100101- Accessibilité du réseau

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accessibilité des transports
Rapport Cadre : CR51-11 du 23/06/2011

Objet du projet : attribution d'une subvention d'études et de travaux relative à la mise en accessibilité du réseau ferré d'Île-de-France, sur le périmètre SNCF Réseau, au titre de l'année 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'affectation se faisant au titre de l'année 2017, il est proposé un démarrage anticipé au 1er janvier 2017 afin de couvrir toutes les dépenses pour l'année 2017.
Par ailleurs, la date prévisionnelle de fin correspond à la durée de la convention quinquennale, soit 2017-2021.

Objectifs :
La loi 2005-102 du 11 février 2005 concernant "l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées" fixe dans son article 45 un délai de 10 ans pour la mise en accessibilité des réseaux de transport collectif à l'ensemble des personnes à mobilité réduite (PMR).

Les PMR sont définies par la directive 2001/85/CE comme les personnes "ayant des difficultés pour

utiliser les transports publics, telles que par exemple les personnes souffrant de handicaps sensoriels et intellectuels, les personnes en fauteuil roulant, les personnes handicapées des membres, les personnes de petite taille, les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes transportant des bagages lourds et les personnes avec enfants y compris enfants en poussette ».

Le STIF a été désigné, par la directive d'application de la loi du 11 février 2005 du 13 avril 2006, autorité compétente en Ile-de-France pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA) des services de transport. L'objet du SDA est d'assurer l'accessibilité des services et réseaux de transports collectifs aux PMR par une mise en œuvre progressive de mesures appropriées.

Les études préalables ont permis de définir en 2009, en concertation avec les associations ayant participé à l'élaboration du SDA, un réseau de référence régional de 266 gares RATP et SNCF proposées pour être rendues accessibles, dont 207 sous maîtrises d'ouvrage de la SNCF Mobilités et Réseau, et parmi lesquelles 143 gares doivent être rendues accessibles et font partie du SDA.

Le coût d'objectif du programme de mise en accessibilité du SDA est de 1,454Md€ (CE2009).

Description :
Sur la période 2011-2016, la Région Ile-de-France a affecté 129,5M€, conformément à la première convention.

La première tranche d'études et de travaux a permis la réalisation :

- sur le périmètre de maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités :
• des travaux de mise en accessibilité de 52 gares (10 REA, 9 PRO+REA, 14 AVP+PRO+REA et 19 EP+AVP+PRO+REA) ;
• des études de niveau PRO pour 37 gares (2 PRO, 15 AVP+PRO et 20 EP+AVP+PRO) ;
• des études de niveau PRO pour les 34 gares dites accessibles ;
• des études de niveau AVP pour 35 gares (4 AVP et 31 EP+AVP) ;
• des études préliminaires de 16 gares.

- sur le périmètre de maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau :
• des études de niveau EP pour 11 gares ;
• des études de niveau AVP pour 6 gares ;
• des études de niveau PRO pur 4 gares ;
• des études EP+AVP pour 24 gares ;
• des études EP+AVP+PRO pour 23 gares ;
• des études AVP+PRO pour 6 gares ;
• 54 gares (13 REA, 17 PRO+REA, 6 AVP+PRO+REA et 18 EP+AVP+PRO+REA).

Moyens mis en œuvre :
Afin de poursuivre ce programme, une nouvelle convention quinquennale est approuvée par le Conseil Régional d'Ile de France en novembre 2017.

Celle-ci porte le financement du SDA pour la période 2017-2021 de la façon suivante :
- Ile-de-France Mobilités (STIF) : 464,6 M€
- RIF : 232,3 M€
- SNCF Réseau : 174,2 M€
- SNCF Mobilités : 58,1 M€

Sur la base de cette convention quinquennale, une convention de financement définit le programme d'intervention sur chaque gare et détermine les obligations réciproques des parties.

Intérêt régional :
En 2011, la Région Ile-de-France a décidé de participer au financement du SDA au titre de sa politique des transports publics.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les personnes à mobilité réduite et personnes handicapées empruntant les gares franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du budget 2017, il est proposé d'affecter une autorisation de programme de 40 000 000 € prélevée sur l'action budgétaire « Accessibilité du réseau » soit une part régionale de 25% du montant total (160M€) se répartissant de la façon suivante :

- Concernant le périmètre de SNCF Réseau, le montant total s'élève à 120 000 000 € HT, soit une part RIF à hauteur de 30 000 000 €.

- Concernant le périmètre SNCF Mobilités, le montant total s'élève à 40 000 000 € HT, soit une part RIF à hauteur de 10 000 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accessibilité du réseau ferré (études et travaux)	60 000 000,00	100,00%
Total	60 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000 000,00	25,00%
STIF	60 000 000,00	50,00%
SNCF Réseau	30 000 000,00	25,00%
Total	120 000 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	10 000 000,00 €
2019	20 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	179 636 420,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	535 553 115,60 €

ANNEXE 3 - CONVENTION QUINQUENNALE

2017

SCHÉMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITÉ

Convention quinquennale pour la mise en œuvre de la deuxième tranche des 209 gares SNCF Réseau/SNCF Mobilités du réseau de référence

SOMMAIRE

PREAMBULE....6

DESCRIPTION DU PROGRAMME....6

ADAPTATION DU CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE EN 2015 : LE SDA AD'AP....6

LE COÛT GLOBAL DU PROGRAMME....6

RAPPEL DES CONVENTIONS ANTÉRIEURES....7

ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION QUINQUENNALE....8

ARTICLE 2 - FINANCEMENT DE LA DEUXIEME TRANCHE DU SDA....8

2.1. LISTE DES GARES DE LA DEUXIÈME TRANCHE DU SDA....8

2.2. TABLEAU DE SYNTHÈSE DE RÉPARTITION DES COÛTS PAR MAÎTRE D'OUVRAGE POUR LA RÉALISATION DE LA DEUXIÈME TRANCHE DU SDA....8

2.3. PLAN DE FINANCEMENT....8

2.4. MODALITÉS DE FINANCEMENT DE L'OFFRE DURANT LES INTERRUPTIONS DE CIRCULATION....9

ARTICLE 3 - RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES....9

3.1. L'AUTORITÉ ORGANISATRICE DES TRANSPORTS....9

3.2. LES MAÎTRES D'OUVRAGE....9

3.3. DÉSIGNATION ÉVENTUELLE D'UN MAÎTRE D'OUVRAGE COORDINATEUR PAR GARE....9

3.4. ENGAGEMENTS DES MAÎTRES D'OUVRAGE....9

3.5. ENGAGEMENTS DES FINANCEURS....10

ARTICLE 4 - MODALITES DE FINANCEMENT DE LA DEUXIEME TRANCHE DU SDA....10

4.1. CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE MISE EN PLACE DES FINANCEMENTS....10

4.2. ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (APPELS DE FONDS)....10

4.3. MODALITÉS D'ACTUALISATION....11

ARTICLE 5 - MODALITES DE SUIVI ET MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION QUINQUENNALE....11

5.1. INSTANCES DE SUIVI DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME....11

5.2. DOCUMENTS TRANSMIS....12

5.3. CALENDRIER INDICATIF DES JALONS ANNUELS DE SUIVI DU PROJET....12

5.4. INFORMATIONS HORS COMITÉ DE PILOTAGE ET COMITÉ DE PROJETS....12

5.5. COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE....13

ARTICLE 6 - BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA DEUXIEME TRANCHE....13

6.1. BILAN DES PROJETS DE GARES....13

6.2. BILAN DE LA TRANCHE DE PROJETS....13

ARTICLE 7 - GESTION DES RISQUES ET DES ECARTS....13

7.1. DISPOSITIONS EN CAS DE DÉPASSEMENT DES COÛTS....14

7.2. DISPOSITIONS EN CAS DE DÉPASSEMENT DES DÉLAIS DE RÉALISATION....14

7.3. DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DU CONTENU DU PROJET POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX....14

7.4. DISPOSITIONS EN CAS DE DÉMOLITION OU MODIFICATION D'AFFECTATION DES AMÉNAGEMENTS FINANCÉS....15

ARTICLE 8 - MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE DES FINANCEURS....15

8.1. DROIT D'AUDIT D'ILE-DE-FRANCE MOBILITÉS....15

8.2. PAR LES FINANCEURS....15

8.3. INTERVENTION D'EXPERTS....15

ARTICLE 9 - PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES DU SDA....16

9.1. DIFFUSION DES DOCUMENTS NON PROTÉGÉS PAR UNE CLAUSE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE....16

9.2. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES ÉTUDES....16

ARTICLE 10 - MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION QUINQUENNALE....16

ARTICLE 11 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION QUINQUENNALE....17

Entre,

En premier lieu,

- La **Région Ile-de-France**, (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

- Le **Syndicat des Transports d'Ile-de-France**, établissement public à caractère administratif, autorité organisatrice des transports publics en Ile de France, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016/261 en date du 13 juillet 2016, ci-après désigné « **Île-de-France Mobilités** »

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS BOBIGNY 412 280 737, dont le siège est sis au 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 – 93418 La Plaine Saint Denis, représenté par Patrick JEANTET, son Président , dûment habilité à signer la présente convention,

- **SNCF Mobilités**, établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro B-552 049 447, dont le siège est à Saint Denis 93200, 9 rue Jean-Philippe Rameau, représenté par Guillaume PEPY, son Président, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désigné par « **les maîtres d'ouvrage** »,

En troisième lieu,

- Le **Syndicat des Transports d'Ile-de-France**, établissement public à caractère administratif, autorité organisatrice des transports publics en Ile de France, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016/261 en date du 13 juillet 2016, ci-après désigné « **Île-de-France Mobilités** »

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités** » ou **« l'autorité organisatrice** » ou « **l'AOT** ».

Les quatre signataires ensemble sont désignés ci-après par « **les parties** ».

Visas

VU le Schéma Directeur d'Accessibilité d'Île-de-France adopté par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités du 08 juillet 2009 ;

VU le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR51-11 du Conseil régional du 23 juin 2011 approuvant la convention cadre pour la mise en œuvre des 207 gares SNCF/RFF du réseau de référence du Schéma Directeur d'Accessibilité ;

VU la délibération de la Commission Permanente n° CP 11-512 du 07 juillet 2011 approuvant la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération de la Commission Permanente n° CP 12-424 du 12 juillet 2012 approuvant l'avenant n°1 de la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération n° du Conseil d'Ile-de-France Mobilités du 3 octobre 2017 ;

VU la délibération n° du Conseil Régional Ile-de-France du 20 novembre 2017 ;

VU la délibération n° du Conseil d'Administration de SNCF Mobilités du 25 octobre 2017 ;

VU la délibération n° du Conseil d'Administration de SNCF Réseau du 19 octobre 2017.

IL EST ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Description du Programme

Île-de-France Mobilités a été désigné, par la directive d'application de la loi de février 2005 du 13 avril 2006, autorité compétente en Ile-de-France pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Accessibilité des services de transport (ci-après désigné « **le SDA** » ou « **le Programme** »), dont l'objet est d'assurer l'accessibilité des services et réseaux de transports collectifs aux personnes à mobilité réduite par une mise en œuvre progressive de mesures appropriées.

Le 8 juillet 2009, le Conseil d' Île-de-France Mobilités a adopté le Schéma Directeur d'Accessibilité d'Ile-de-France, prévoyant :

- la mise en accessibilité de 266 gares ferroviaires, dont 207 sous maîtrise d'ouvrage de RFF et de SNCF,
- pour un coût objectif de 1,454 Md€ en valeur 01/2009, valorisant les gares restant à rendre accessibles.

Adaptation du calendrier de mise en œuvre en 2015 : le SDA Ad'AP

La loi du 11 février 2005 a été modifiée par l'ordonnance du 26 septembre 2014, qui a permis aux autorités organisatrices de transport de poursuivre la mise en accessibilité de leurs réseaux, au-delà de l'échéance initiale, sous réserve de l'élaboration d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (dit SDA – Ad'AP).

Le SDA-Ad'AP est un document de programmation technique, physique et budgétaire. Sa durée de mise en œuvre, dans le domaine ferroviaire, est de 9 ans à compter de son approbation.

Le SDA-Ad'AP d'Ile-de-France a été approuvé par le Conseil d' Île-de-France Mobilités du 08 juillet 2015. Il couvre l'ensemble des priorités fixées au SDA (routier, ferré, information voyageurs …).

Il a été validé par les préfets de département et de la Région d'Ile de France le 23 février 2016.

Il engage les maîtres d'ouvrage à avoir rendu accessibles **209 gares** avant le 23 février 2025 (207 gares de la convention cadre + 2 gares Ad'Ap – Villeneuve le Roi et Les grésillons).

Il se compose de trois périodes :

- la première période couvre les années 2015 à 2018, sur lesquelles les études avaient déjà permis de préparer la programmation des plages travaux ;
- la deuxième période porte sur les années 2019, 2020 et 2021 : le détail des aménagements nécessaires, les conditions de réalisation de ces travaux, ainsi que l'assemblage avec l'ensemble des besoins de travaux sur les lignes sont en cours d'études. Les plages travaux de ces projets SDA n'étaient donc pas connues lors de l'approbation du SDA- Ad'AP en 2015, et le deviennent progressivement ;
- La troisième période porte sur les années suivantes jusqu'à la réalisation complète du programme.

Le coût global du programme

Le coût d'objectif du programme, des études préliminaires à la mise en service des projets, et de 1,454 Mds€ aux conditions économiques de janvier 2009, tous périmètres de maîtrise d'ouvrage confondus, conformément à la délibération du Conseil d' Île-de-France Mobilités du 8 juillet 2009 adoptant le Schéma d'Accessibilité d'Ile-de-France.

Ce montant prend en compte les gares pour lesquelles des aménagements lourds devaient ou doivent encore être réalisés pour atteindre à terme une accessibilité des niveaux 1 à 4, pouvant nécessiter dans certains cas une assistance.

Il inclut d'éventuelles dépenses de remise à niveau dans des gares déjà rendues accessibles avant la signature de la présente convention cadre.

Les aménagements à réaliser au titre du SDA sont décrits dans **l'annexe 2** à la présente convention quinquennale.

Les financeurs contribuent à la mise en œuvre du schéma d'accessibilité selon les clefs de répartition suivantes :

- 50% pour Ile-de-France Mobilités, soit 727 M€ HT ;
- 25% pour la Région Ile de France, soit 363,50 M€ HT ;
- 25 % pour SNCF Réseau et SNCF Mobilités : chacun des maîtres d'ouvrage selon son périmètre de propriété, soit 273 M€ HT pour SNCF Réseau et 90 M€ HT pour SNCF Mobilités.

Les maîtres d'ouvrage confirment leur engagement à réaliser le Programme complet avant juin 2024, sous réserve de la mise en place des financements par Ile-de-France Mobilités et la Région Ile-de-France.

Les financeurs confirment leur engagement à permettre la réalisation complète du Programme avant juin 2024 pour le montant de 1,454 Mds €, aux conditions économiques 2009, dans les conditions explicitées à l'article 2 de la présente convention.

Rappel des conventions antérieures

Une convention cadre « pour la mise en œuvre des 207 gares SNCF/RFF du réseau de référence », approuvée par le Conseil régional (n°CR 51-11 du 23 juin 2011), a été signée le 11 octobre 2011, entre le STIF, la Région Ile-de-France, SNCF et RFF.

Une convention de financement de la première tranche de projets, approuvée par le Conseil régional (n° CP 11-512 du 07 juillet 2011), a été signée le 11 octobre 2011. Elle a été modifiée par avenant (n°CP 12-424 du 12 juillet 2012).

Le plan de financement de la première tranche est le suivant :

Rappel du plan de financement de la 1ère tranche de la mise en œuvre du SDA					
M€ courants	**Ile-de-France Mobilités**	**Région**	**SNCF Réseau**	**SNCF Mobilités**	**TOTAL**
MOA SNCF Réseau	194,50	97,25	97,25	0	**389**
MOA SNCF Mobilités	64,50	32,25	0	32,25	**129**
TOTAL	**259**	**129,50**	**97,25**	**32,25**	**518**

La Région Ile-de-France a affecté des AP à hauteur de 129,5M€ sur la période, conformément à la convention cadre relative à la 1ère tranche du SDA. Sur cette première tranche, 34,25M€ ont été notifiés à SNCF Mobilités et 95,25M€ ont été notifiés à SNCF Réseau. Le différentiel entre les montants de ces notifications et ceux prévus par la convention cadre relative à la 1ère tranche du SDA sera régularisé dans le cadre de la première convention annuelle de financement, appliquant la présente convention quinquennale relative à la deuxième tranche.

Bilan des réalisations de la première tranche d'études et de travaux du schéma directeur d'accessibilité :

✓ **SNCF Mobilités**

- des travaux de mise en accessibilité de 52 gares (10 REA, 9 PRO+REA, 14 AVP+PRO+REA et 19 EP+AVP+PRO+REA)
- des études de niveau PRO pour 37 gares (2 PRO, 15 AVP+PRO et 20 EP+AVP+PRO)
- des études de niveau PRO pour les 34 gares dites accessibles
- des études de niveau AVP pour 35 gares (4 AVP et 31 EP+AVP)
- des études préliminaires de 16 gares

✓ **SNCF Réseau**

- des travaux de mise en accessibilité de 128 gares :
- des études de niveau EP pour 11 gares
- des études de niveau AVP pour 6 gares
- des études de niveau PRO pur 4 gares
- des études EP+AVP pour 24 gares
- des études EP+AVP+PRO pour 23 gares
- des études AVP+PRO pour 6 gares
- 54 gares (13 REA, 17 PRO+REA, 6 AVP+PRO+REA et 18 EP+AVP+PRO+REA)

Le présent document est désigné comme suit :

« Convention quinquennale pour la mise en œuvre de la deuxième tranche des 209 gares

SNCF Réseau / SCNF Mobilités du réseau de référence – SDA »

TITRE I OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION QUINQUENNALE

La présente convention quinquennale pour la mise en œuvre de la deuxième tranche de la mise en accessibilité des 209 gares SNCF Réseau/SNCF Mobilités a pour objet de définir les engagements réciproques des parties concernant les conditions de financement et de mise en œuvre des études et travaux nécessaires pour la poursuite du programme SDA pour la période 2017-2021, conformément aux engagements pris à travers le SDA-Ad'AP, tels que rappelés en préambule.

Pour mémoire, sur la période 2017-2021, le montant prévisionnel des commandes à passer par les maîtres d'ouvrage s'élève à 985 M€ courants. Le détail, présenté en annexe 3, constitue la base de référence pour le suivi des conventions annuelles.

A l'issue de la présente convention quinquennale, les parties s'engagent à conclure une troisième convention pluriannuelle pour solder les engagements pris dans la convention cadre de 2011.

TITRE II FINANCEMENT DE LA DEUXIEME TRANCHE DU SDA

Le montant de la deuxième tranche de financement du SDA, objet de la présente convention cadre, s'élève à **929,2 M€ courants**.

1.1. Liste des gares de la deuxième tranche du SDA

La liste des gares concernées, l'objet financé (études et/ou travaux), la date de livraison sont précisés en **annexe 2**. Elle détaille les deux années restantes de la première période de l'Ad'Ap (2017,2018) et globalise la deuxième période (2019-2021).

1.2. Tableau de synthèse de répartition des coûts par maître d'ouvrage pour la réalisation de la deuxième tranche du SDA

Le coût prévisionnel des dépenses des maîtres d'ouvrage est établi comme suit :

Maître d'ouvrage	Coûts en M€ courants
SNCF Réseau	696,9
SNCF Mobilités	232,3
TOTAL	**929,2**

1.3. Plan de financement

Le plan de financement global de la deuxième tranche du SDA est le suivant :

M€ courants	**Ile-de-France Mobilités**		**RIF**		**SNCF Réseau**		**SNCF Mobilités**		**Total**	
	%	**M€**	**%**	**M€**	**%**	**M€**	**%**	**M€**	**%**	**M€**
MOA SNCF Réseau	*50%*	348,5	*25%*	174,2	*25%*	174,2	-	0	**100%**	**696,9**
MOA SNCF Mobilités	*50%*	116,1	*25%*	58,1	-	0	*25%*	58,1	**100%**	**232,3**
TOTAL	**50%**	**464,6**	**25%**	**232,3**	**(18,9%)**	**174,2**	**(6,1%)**	**58,1**	**100%**	**929,2**

1.4. Modalités de financement de l'offre durant les interruptions de circulation

Les maîtres d'ouvrage estiment nécessaire d'interrompre les circulations durant des périodes de plusieurs jours (notamment les week-ends) pour respecter le coût prévisionnel. En effet, les plages de travaux de nuit sont très limitées (4h environ) ; sachant que les travaux doivent être précédés d'une phase d'installation de chantier et suivis d'une phase de « restitution des voies », les durées utiles de chantier sont très réduites au regard du temps de mobilisation des équipes, ce qui renchérit le coût des travaux. En outre, ceci augmente le risque de restitution tardive des voies, qui pénalisent de manière erratique l'exploitation des trains et in fine les voyageurs.

Dès lors que les maîtres d'ouvrage proposent des scénarios d'optimisation des travaux aboutissant à un surcoût d'offre de substitution, ce surcoût sera, après validation des financeurs, intégré dans le coût objectif de l'opération.

Les maîtres d'ouvrage soumettent le(s) plan(s) de transport alternatif(s) à la validation d'Ile-de-France Mobilités avant leur mise en œuvre effective. En l'absence de cette validation, tout surcoût sera à la charge du maître d'ouvrage.

TITRE III RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

1.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Ile-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

1. Les maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage des aménagements du programme SDA à réaliser sur le domaine ferroviaire sont SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

Conformément aux dispositions de la loi n°97-135 du 13 février 1997 et de ses décrets d'application, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national. SNCF Mobilités assure la maîtrise d'ouvrage des biens dévolus à l'exploitation des services de transport.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP. A ce titre, les maîtres d'ouvrage sont notamment responsables, avec la maîtrise d'œuvre qu'ils désignent, de la conception des aménagements et ouvrages qui composent les projets de mise en accessibilité des gares des niveaux 1 à 4 tels que définis dans les études approuvées par leurs instances décisionnelles.

La maîtrise d'ouvrage des aménagements de voirie à réaliser pour assurer l'accessibilité PMR du cheminement principal et situés dans un périmètre connexe à ceux de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités peut être assurée soit par les maîtres d'ouvrage de ces voiries, soit par SNCF Mobilités ou SNCF Réseau quand la MOA leur a été transférée, en fonction notamment de l'ampleur des travaux à réaliser. Dans le cas où ces aménagements sont réalisés par la maîtrise d'ouvrage des collectivités, leur financement ne relève pas de la présente convention.

2. Désignation éventuelle d'un maître d'ouvrage coordinateur par gare

Sur chaque projet de gare, en fonction de la nature et de la complexité des aménagements à réaliser, l'un des deux maîtres d'ouvrage (SNCF Réseau ou SNCF Mobilités) peut être désigné maître d'ouvrage coordinateur du projet pour cette gare.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage coordinateur est désigné d'un commun accord entre SNCF Réseau et SNCF Mobilités à l'issue de la validation de l'étude préliminaire (EP ou DI). SNCF Réseau et SNCF Mobilités en informent alors officiellement le comité de projets.

Le maître d'ouvrage coordinateur d'un projet de gare ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent, et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

3. Engagements des maîtres d'ouvrage

Sous réserve de la mise à disposition des financements par les financeurs selon les conditions définies dans la présente convention quinquennale à l'article 2Erreur : source de la référence non trouvée, les maîtres d'ouvrage s'engagent à réaliser la deuxième tranche du programme SDA telle que définie par le tableau en annexe 2.

Toute variation dans le programme de réalisation doit être entérinée par l'autorité organisatrice des transports et les financeurs dans le cadre de l'établissement des conventions de financement annuelles.

4. Engagements des financeurs

La signature de la présente convention quinquennale vaut engagement des financeurs à participer au financement nécessaire à la réalisation de la deuxième tranche du SDA, dans la limite des montants en euros courants HT inscrits dans le plan de financement global indiqué à l'article 1.3.

Les financements nécessaires, objet d'autorisations de programme (AP), seront mis en place, au fur et à mesure de l'avancement du Projet, dans le cadre de conventions de financement approuvées ultérieurement à la présente convention quinquennale conformément aux besoins des maîtres d'ouvrage.

TITRE IV MODALITES DE FINANCEMENT DE LA DEUXIEME TRANCHE DU SDA

Les contributions des financeurs seront mises en place dans le cadre de conventions de financements annuelles établies selon l'échéancier prévisionnel établi à l'article 5.

Les conventions de financement annuelles seront établies sur la base d'un état d'avancement annuel présenté par les maîtres d'ouvrage, portant sur les études et travaux effectivement réalisés dans l'année écoulée ainsi qu'un état prévisionnel de ceux à réaliser l'année suivante. Cet état est validé en comité de pilotage (article 1.1.1) préalablement à la conclusion de chaque convention de financement annuelle qui permettra d'engager les autorisations de programme pour l'année à venir.

Les conventions de financement annuelles pourront déroger à ce rythme en fonction des besoins prévisionnels des maîtres d'ouvrage et des capacités des financeurs, dans la limite du respect du plan de financement global indiqué à l'article 1.3.

Le principe de plafonnement des acomptes pouvant être versés par les financeurs aux bénéficiaires (80% pour la Région conformément au Règlement budgétaire et financier de la Région et 85% pour Ile-de-France Mobilités) sera applicable à la dernière convention de financement de la mise en œuvre du schéma directeur d'accessibilité.

5. Calendrier prévisionnel de mise en place des financements

L'échéancier prévisionnel de mise en place des financements, en euros courants, est indiqué ci-dessous. Cet échéancier correspond à la mise en place des financements par les financeurs selon les modalités prévues à l'article 4.

En M€ courants	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Région	40	40	52,3	50	50	**232,3**
Ile-de-France Mobilités	80	80	104,6	100	100	**464,6**
SNCF Réseau	30	30	39,2	37,5	37,5	**174,2**
SNCF Mobilités	10	10	13,1	12,5	12,5	**58,1**
TOTAL	**160**	**160**	**209,2**	**200**	**200**	**929,2**

6. Echéancier prévisionnel des crédits de paiement (appels de fonds)

L'échéancier prévisionnel en crédits de paiement, en euros courants, est indiqué ci-dessous. Il est établi de manière à répondre aux besoins des maîtres d'ouvrage.

L'échéancier sera précisé dans les conventions annuelles, afin de tenir compte des besoins des maîtres d'ouvrage et des capacités des financeurs, conformément à l'article 5. Leur montant cumulé n'excédera pas le plan de financement précisé à l'article 1.3.

En M€ courants	2017	2018	2019	2020	2021	***Total 2017-2021***	Période suivante	TOTAL
Région	36,3	29,5	33,8	37,5	33,2	**170,3**	62	**232,3**
Ile-de-France Mobilités	66,5	72	83	92	81	**394,5**	70,1	**464,6**
SNCF Réseau	25	27,6	33,3	37,3	31,8	**155**	19,2	**174,2**
SNCF Mobilités	8	8	8	8,5	8,4	**40,9**	17,2	**58,1**
TOTAL	**135,8**	**137,1**	**158,1**	**175,3**	**154,4**	**760,7**	168,5	**929 ,2**

7. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du SDA sont celles de janvier 2009.

Pour être comparables aux coûts d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention (dernier indice connu TP01 de janvier 2017) ;
- puis de 1,8 % par an étant entendu que les dates retenues pour la réalisation du projet correspondent à la conclusion des marchés par les maîtres d'ouvrage.

Les états d'acompte seront établis à partir des derniers indices connus et pertinents.

L'état du solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Les maîtres d'ouvrage justifient in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs, selon la périodicité de calcul de l'indice.

TITRE V MODALITES DE SUIVI ET MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION QUINQUENNALE

8. Instances de suivi de la réalisation du Programme

Les parties conviennent d'assurer un suivi spécifique de la mise en œuvre du programme, de la signature de la présente convention cadre jusqu'à la clôture administrative de l'ensemble des financements liés à cette convention. Ce suivi spécifique est commun à cette convention quinquennale et aux conventions de financement qui s'y rattachent.

Le dispositif de suivi de la réalisation du programme est composé de trois types d'instances :

- un Comité de Pilotage
- un Comité de projets
- des réunions de présentation et de coordination de projets en cours d'études

En tant que de besoin, la mission de maître d'ouvrage coordinateur de la mise en œuvre du programme est assurée par SNCF Réseau. Cette mission consiste principalement à organiser le dispositif commun de production des projets, ainsi qu'à harmoniser et présenter les éléments de suivi physique et financier du programme produits par les deux maîtres d'ouvrage.

1.1.1 Le Comité de Pilotage

Un Comité de Pilotage est mis en place pour la réalisation du programme. Il réunit, sous la présidence d'Ile-de-France Mobilités, autorité organisatrice : les financeurs, SNCF Réseau et SNCF Mobilités. Les maîtres d'ouvrage présentent, pour validation, les éléments suivants :

- Le suivi financier global et détaillé du programme au regard des engagements de la présente convention quinquennale et des conventions de financement annuelles
- Les écarts prévisionnels et leur justification
- Les interactions entre le programme et d'autres programmes initiés par les financeurs ou par des tiers

- Le cas échéant, le contenu fonctionnel des projets pour lesquels subsistent des options à lever pour lancer les phases suivantes
- Les projets de convention de financement annuelle.

Le Comité de Pilotage se réunit a minima une fois par an. Ces échéances peuvent être ponctuellement adaptées, à la demande de l'un des financeurs.

Les ordres du jour et les présentations des Comités de Pilotage sont proposés par l'autorité organisatrice Ile-de-France Mobilités, trois semaines avant leur tenue.

1.1.2 Le Comité de Projets

Un comité de projets, présidé par Ile-de-France Mobilités, autorité organisatrice, est composé des maîtres d'ouvrage et des financeurs. Il associe, en tant que de besoin, d'autres participants.

Le comité de projets prépare et oriente les décisions présentées au comité de pilotage. Il se réunit régulièrement, au moins une fois par trimestre et avant les Comités de Pilotage. Il associe, en tant que de besoin, d'autres participants.

Il est consulté sur les actions de communication. Les événements associant les élus sont par ailleurs validés par les Direction de la Communication des financeurs.

Le rôle principal du comité de projets est :

- de valider les dossiers d'études et les dossiers travaux présentés par les deux maîtres d'ouvrage
- d'arbitrer sur les projets ayant un impact significatif sur le service voyageurs, sur les calendriers de réalisation, ou encore sur les coûts
- de préparer les éléments de suivi et de reporting du programme,
- d'éclairer les principales orientations à donner ou décisions à prendre par le Comité de Pilotage.

9. Documents transmis

Les ordres du jour commentés des comités de projets et les documents d'études permettant une instruction des parties sont transmis par le maître d'ouvrage coordinateur du programme deux semaines avant la tenue des comités. Les parties peuvent décaler la tenue d'un comité de projets ou l'examen de dossiers à ces comités si les éléments de présentation attendus sont incomplets ou tardifs.

Les maîtres d'ouvrage transmettent, avant chaque comité de projets, un tableau de bord de l'avancement physique et financier de l'ensemble des projets du programme. Ce tableau de bord fait apparaitre les écarts dans le déroulement du programme au regard des objectifs fixés dans la présente convention quinquennale et dans les conventions annuelles qui en découlent. Un document d'analyse séparé détaille et justifie ces écarts. Il expose également les évolutions prévisionnelles du programme sur l'année à venir.

Les points nécessitant des prises de décision du Comité de Pilotage font l'objet d'analyses synthétiques argumentées et d'éléments d'évaluation sur les impacts significatifs potentiels (réglementaires, techniques, financiers, calendaires…). Ces éléments sont présentés par les maîtres d'ouvrage.

Chaque comité de projet fait par ailleurs l'objet d'un compte-rendu proposé par le maître d'ouvrage coordinateur du programme. Ce compte rendu est diffusé aux parties avant le comité projets suivant, après avoir été validé par chacune d'entre elles.

10. Calendrier indicatif des jalons annuels de suivi du projet

Il est proposé le calendrier indicatif suivant :

Comité de projet : janvier et juillet

Comité de pilotage : septembre

Validation de la convention annuelle : septembre à l'issue du comité de pilotage

Adoption de la convention annuelle par la Région Ile-de-France : novembre

11. Informations hors Comité de Pilotage et Comité de projets

Les maîtres d'ouvrage s'engagent :

- Sous réserve d'une demande exprimée au moins deux semaines à l'avance, à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux devant le Conseil d'Ile-de-France mobilité, autorité organisatrice ;

- à tenir informés les financeurs, entre deux Comités de projets, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fonds sur l'exercice en cours ;
- à informer sans délai l'autorité organisatrice et les financeurs en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter l'autorité organisatrice et les financeurs ou les experts missionnés par ceux-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

12. Communication institutionnelle

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à :

- associer les co-signataires de la présente convention à l'élaboration et à la mise en œuvre de toutes les actions de communication institutionnelle relative au SDA,
- mentionner les financeurs sur tout acte de communication relevant de la communication institutionnelle concernant le SDA par la présence de leurs logos ou de toute information sur les taux de financement,
- prévoir systématiquement un délai suffisant afin que chaque co-signataire puisse valider les outils et actions significatives de communication institutionnelle, et les premiers outils de communication de chantier.

Un comité de communication pourra être constitué, regroupant les représentants des directeurs ou responsables de communication des différentes parties, et piloté par les maîtres d'ouvrage.

Les parties s'engagent à faire mention des financements accordés dans le cadre de la convention dans toute publication ou communication des études, notamment par une indication portée sur les documents finaux. L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des parties de la présente convention. Dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires : la Région, Ile-de-France Mobilités, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

TITRE VI BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA DEUXIEME TRANCHE

13. Bilan des projets de gares

Un bilan synthétique des principaux aménagements réalisés et de leur coût final, réévalué aux conditions économiques de janvier 2009, est effectué par les maîtres d'ouvrage de façon continue, et communiqué à l'autorité organisatrice et aux financeurs dans les instances prévues l'article 8.

14. Bilan de la tranche de projets

Chaque maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard deux ans après la mise en service de l'ensemble des projets constituant la tranche objet de la présente convention, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant notamment le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût d'objectif et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses acquittées à la date de réalisation du bilan établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent,
- le calcul et la justification de l'état du solde par rapport aux dépenses acquittées (celui-ci représentant la différence entre les dépenses acquittées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements comptabilisés par les financeurs),
- la nature et l'estimation des dépenses prévisionnelles totales restant à acquitter (contentieux, réclamations d'entreprise, finitions, garanties des aménagements paysagers),
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

TITRE VII GESTION DES RISQUES ET DES ECARTS

Les Maîtres d'Ouvrage sont responsables, dans les conditions de droit commun, de la pleine réalisation du Projet, dans les délais convenus, dans le respect du coût d'objectif du Projet, selon les modalités techniques prévues, ainsi que selon l'analyse de risque réalisée, dans le cadre de l'élaboration de l'Avant-projet pour chaque gare et approuvée dans ce cadre.

Afin de prévenir et gérer les risques liés à la mise en œuvre du projet, les maîtres d'ouvrage assurent une gestion appropriée des interfaces et des risques liés au projet et à son environnement, et en reportent régulièrement les éléments auprès de l'autorité organisatrice et des financeurs du projet.

Les écarts, en termes de déroulement du programme, à la présente convention quinquennale sont discutés avec les financeurs et l'autorité organisatrice dans le cadre des instances prévues à l'article 8. Ils sont validés à l'occasion de la conclusion des conventions de financement établies chaque année.

15. Dispositions en cas de dépassement des coûts

Il est rappelé que le coût d'objectif du SDA validé par le Conseil d' Île-de-France Mobilités comprend d'une part une Provision pour Risques issue d'une analyse des maîtres d'ouvrage des risques techniques, déterminée selon le type de risque couvert et les montants associés, et d'autre part la prise en charge d'assurances couvrant une partie des événements susceptibles d'affecter le projet.

Outre la réalisation des travaux en toute sécurité, les maîtres d'ouvrage s'engagent à rechercher les meilleurs compromis entre le moindre impact sur les services de transport, les coûts des aménagements, l'efficacité des ressources engagées. En cas de surcoûts sur une partie des gares, les maîtres d'ouvrage rechercheront en priorité les solutions permettant de rester dans le coût objectif global du programme. Ces solutions pourront inclure des reventilations parmi les gares, des révisions de la nature de certains travaux ou le phasage de certains éléments.

Les maîtres d'ouvrage présentent aux financeurs et à l'autorité organisatrice un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, et les mesures correctives proposées. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'autorité organisatrice aux financeurs, qui préciseront alors, dans le cadre des instances et dispositions prévues à l'article 8, les actions à prendre.

16. Dispositions en cas de dépassement des délais de réalisation

En cas de dépassement des délais de réalisation du Projet, rappelés à l'article 1 de la présente convention quinquennale, pour un quelconque motif, les maîtres d'ouvrage informeront l'autorité organisatrice et les financeurs de la cause et de la durée prévisible du dépassement.

Les maîtres d'ouvrage présentent un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement et ses conséquences. Il indiquera notamment les incidences sur le planning et sur le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération et, le cas échéant, sur le coût du projet. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'autorité organisatrice aux financeurs, avis qui s'appuiera notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage.

Au vu de ce rapport, et de l'avis formulé par l'autorité organisatrice, les Parties définiront, dans le cadre des Comités prévus à l'article 8, les mesures à adopter afin de limiter la durée du décalage et préciseront les conditions techniques de mise en œuvre de ces mesures. Le délai éventuellement modifié est alors retenu en concertation entre les Parties.

Les éventuels impacts financiers liés à un décalage de réalisation sont traités selon les modalités prévues à l'article 7. En particulier, il est convenu que les coûts engendrés par le décalage de planning consécutif à un report d'une durée d'environ deux années de la mise en place du protocole seront examinés en fin d'opération avec les financeurs. Les maîtres d'ouvrage feront leurs meilleurs efforts pour résorber dans la mesure du possible ces coûts supplémentaires par des mesures de maîtrise des dépenses au cours du déroulement du projet.

17. Dispositions en cas de modification du contenu du projet pour la réalisation des travaux

Aucune modification substantielle non autorisée expressément par Île-de-France Mobilités et la Région ne peut être apportée au contenu du projet tel que décrit dans les AVP validés par les deux maîtres d'ouvrage.

S'il est constaté que le projet réalisé n'est pas conforme à celui décrit dans l'AVP validé par les deux maîtres d'ouvrage ou dans le projet modifié après acceptation expresse de Île-de-France Mobilités et de la Région, le bénéficiaire des subventions de Île-de-France Mobilités et de la Région devra procéder aux adaptations nécessaires, ou reverser à Île-de-France Mobilités et à la Région la subvention perçue. Le versement du solde sera dans ce cas suspendu.

Si au terme du délai fixé par Île-de-France Mobilités et la Région, les adaptations demandées n'ont pas été réalisées, aucun nouveau paiement ne sera effectué par Île-de-France Mobilités et la Région sur les autres gares du programme tant que les adaptations attendues n'auront pas été effectuées.

Dans le cas contraire, le solde de la subvention sera normalement versé, sous réserve que toutes les pièces nécessaires au paiement aient été également fournies.

18. Dispositions en cas de démolition ou modification d'affectation des aménagements financés

En cas de démolition ou de modification d'affectation des aménagements réalisés dans le cadre de la présente convention, les maîtres d'ouvrage en informent préalablement Île-de-France Mobilités et la Région 6 mois avant la démolition ou la modification.

Dans cette hypothèse, les fonctionnalités permettant l'accessibilité de la gare sont reconstituées dans les meilleurs délais. Le cas échéant, ces reconstitutions intègrent les éventuelles évolutions règlementaires intervenues depuis, et elles ne peuvent alors pas faire l'objet de nouvelles subventions au titre du Schéma Directeur d'Accessibilité au cours de la période d'amortissement des aménagements considérés.

Les rehaussements partiels de quais devant être modifiés en rehaussements complets pourront faire l'objet d'une décision dérogatoire du Comité de Pilotage, après examen des raisons pour lesquelles cette évolution est rendue nécessaire.

TITRE VIII MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE DES FINANCEURS

19. Droit d'audit d'Ile-de-France Mobilités

Ile-de-France Mobilités dispose d'un droit d'audit et de contrôle se rapportant à l'exécution de la présente convention, qu'il exerce soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs organismes extérieurs qu'il mandate à cet effet.

Ce droit d'audit vise à assurer à Ile-de-France Mobilités la bonne exécution par les maîtres d'ouvrage des investissements objets de la présente convention. Il consiste à vérifier, sur pièces et éventuellement sur place, les documents et informations attestant que les financements accordés par les financeurs sont exécutés conformément aux principes énoncés dans la présente convention.

Compte tenu du caractère stratégique des informations relatives aux données financières, le droit d'audit en matière financière s'exerce par l'intermédiaire de personnels accrédités ou d'organismes extérieurs mandatés par les financeurs. Ile-de-France Mobilités s'engage à communiquer aux maîtres d'ouvrage la liste des auditeurs internes accrédités à cet effet et à les prévenir de toute modification de ladite liste.

Ile-de-France Mobilités s'engage notamment à conserver la confidentialité des données, informations et documents auxquels les auditeurs ont eu accès lors de ces contrôles et audits durant la période de validité de la convention.

Tout écart constaté en faveur d'Ile-de-France Mobilités ou tout manquement dans l'allocation des fonds versés par les financeurs fait l'objet d'un reversement à son profit et d'une correction des éléments relatifs aux écarts constatés.

20. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

La Région Ile-de-France s'engage notamment à conserver la confidentialité des données, informations et documents auxquels les auditeurs ont eu accès lors de ces contrôles et audits durant la période de validité de la convention.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

21. Intervention d'experts

Sur proposition de l'autorité organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, le maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

TITRE IX PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES DU SDA

22. Diffusion des documents non protégés par une clause de propriété intellectuelle

SNCF Réseau et SNCF Mobilités communiquent à l'autorité organisatrice et à la Région, les EP, DI, AVP au format informatique au moins, dans un délai maximum de 10 jours à compter de leur validation par les maîtres d'ouvrage.

Les études préliminaires et de faisabilité comprendront a minima, pour chaque gare :

- une esquisse reprenant le site de la gare avec les aménagements à prévoir,
- un programme indiquant les aménagements à envisager par lieu : extérieur, bâtiment voyageur, accès aux quais, quais…
- une étude simple pour la solution préconisée. Dans le cas où deux solutions resteraient envisagées, une étude comparative des solutions techniques pour les aménagements : par exemple, passerelle / souterrain, rehaussement partiel ou complet des quais,
- une première estimation chiffrée du montant des travaux et des études, avec le détail des coûts renseignés par nature de travaux
- dans le cas des rehaussements partiels réversibles, le détail des coûts et délais de réversibilité y compris l'impact sur l'exploitation sera précisé.

Les études d'avant-projet (AVP) comprendront a minima, pour chaque gare :

- le plan de la gare et des aménagements,
- le descriptif détaillé des aménagements par lieu,
- l'argumentaire détaillé et l'approfondissement des conséquences opérationnelles des solutions techniques retenues,
- les services complémentaires à prévoir en phase exploitation,
- un chiffrage détaillé et engageant des travaux et des études, avec le détail des coûts par nature de travaux.

Les études projet (PRO) comprendront a minima, pour chaque gare :

- les plans détaillés de la gare et des aménagements,
- le descriptif détaillé des aménagements avec un comparatif des solutions retenues par rapport à celles de la phase précédente,
- une description du phasage retenu des travaux,
- un chiffrage définitif des montants des travaux avec le détail des coûts renseignés par nature de travaux
- une estimation de l'échéancier des coûts des travaux
- une mise à jour des pièces fournies à l'AVP

SNCF Réseau et SNCF Mobilités s'engagent à répondre sous 15 jours ouvrés à toute demande de précision de l'autorité organisatrice sur cette étude à l'exception des informations qui relèvent du savoir-faire industriel des maîtres d'ouvrage, ces dernières étant uniquement consultables.

23. Propriété intellectuelle des études

Les études produites dans le cadre de cette convention sont et restent la propriété exclusive de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités.

Ile-de-France Mobilités et la Région ont toute latitude pour utiliser, dans le cadre de leurs missions, les éléments de ces études permettant de présenter le contenu fonctionnel, la nature des travaux envisagés et le coût prévisionnel des projets étudiés. Toute autre utilisation est subordonnée à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage.

Ile-de-France Mobilités et la Région s'engagent à prendre toutes les précautions et mesures nécessaires afin d'assurer la confidentialité et d'empêcher la diffusion des éléments d'études communiqués par la SNCF Mobilités ou SNCF Réseau autres que ceux nécessaires à la présentation générale des projets.

TITRE X MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION QUINQUENNALE

Toute modification de la présente convention quinquennale doit donner lieu à l'établissement d'un avenant élaboré selon les mêmes modalités que celles de cette convention quinquennale et en particulier, toute modification du coût ou des contributions des financeurs donne lieu à l'établissement d'un avenant permettant d'en requalifier les termes.

Conformément aux principes généraux applicables aux contrats administratifs reconnus par le Conseil d'Etat, les Parties peuvent prononcer la résiliation de la présente convention quinquennale pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la Partie en cause par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal à l'ensemble des autres parties.

TITRE XI DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION QUINQUENNALE

La présente convention quinquennale prend effet à compter de sa notification par Ile-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention quinquennale prend fin à l'expiration des conventions de financement visées à l'article 4 et au plus tard au 31 décembre 2030.

Fait en quatre exemplaires originaux.

Il est signé par toutes les parties et notifié le / / 2017

Pour la Région d'Île-de-France, Valérie PECRESSE Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	Pour Ile-de-France Mobilités, Laurent PROBST Directeur Général
Pour SNCF Réseau, Patrick JEANTET Président de SNCF Réseau	Pour SNCF Mobilités, Guillaume PEPY Président de SNCF Mobilités

ANNEXE 1
Méthodologie de calcul de l'actualisation conventionnelle de la convention quinquennale

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect d'un coût d'objectif en € constants, en l'occurrence, pour le SDA, aux conditions économiques de janvier 2009. La référence au coût d'objectif en € constants permet de comparer les coûts entre eux et de s'assurer du respect du coût d'objectif, indépendamment des fluctuations conjoncturelles.

Les financeurs affectent les subventions (AP/AE) en € courants, au fur et à mesure de l'état d'avancement du projet. C'est pourquoi, la convention quinquennale et les conventions de financement prévoient une méthodologie de calcul en € courants conventionnels.

Le montant prévisionnel du projet, en € courants conventionnels, est calculé de la manière suivante :

- pour la période passée (entre 2011 et 2016), actualisation sur le dernier indice connu de la série TP01 à la date du protocole. Compte tenu du changement de base des indices TP à compter d'octobre 2014, la série des index en vigueur entre juin 2011 et octobre 2014 est harmonisée par application du coefficient de raccordement de l'INSEE ;
- pour l'avenir, application du taux de 1,8% par an.

Ainsi le calcul du montant en € courants conventionnels du SDA est le suivant :

Valeur constatée de l'indice TP01		Nouvelle base 100 en janv 2010 **635,2**	Coef de raccordement sept 2014 **6,5345**
Date	Anncienne base		
janv.-09	**615,9**		
janv.-10	**635,2**		
janv.-11	**667,7**		
janv.-12	**693,4**		
janv.-13	**705,3**		
janv.-14	**705,6**		
janv.-15		**102,8**	671,7
janv.-16		**100,2**	654,8
janv.-17		**104,9**	685,5
Hypothèse inflation		**1,80%**	
janv.-18		**106,8**	697,8
janv.-19		**108,7**	710,4
janv.-20		**110,7**	723,2
janv.-21		**112,7**	736,2
janv.-22		**114,7**	749,4
janv.-23		**116,8**	762,9
janv.-24		**118,9**	776,6
janv.-25		**121,0**	790,6

Les autres valeurs de la convention sont déduites par application des clés de répartition.

ANNEXE 2
Calendrier de mise en accessibilité des gares

1/3

Gare	Dpt	Ligne	Mise en service (a)	Remarque (b)	SNCF Mobilités					SNCF Réseau				
					Prévision phases 2ème Tranche	**Démarrage** de chaque phase (c)				Prévision phases 2ème Tranche	**Démarrage** de chaque phase (c)			
						EP	AVP	PRO	REA		EP	AVP	PRO	REA
GARES RER B														
PARC DES EXPOSITIONS	93	B	**2016**	service d'assistance en 2015										
LA COURNEUVE AUBERVILLIERS	93	B	**2013**	service d'assistance en 2013										
GARES DE LA LIGNE H														
BOUFFEMONT MOISSELLES	95	H	**2014**	service d'assistance en 2012										
CHAMP DE COURSES D'ENGHIEN	95	H	**2023**		PRO			P2019-21		PRO			P2019-21	
DEUIL MONTMAGNY	95	H	**2024**		REA				P2019-21	REA				P2019-21
DOMONT	95	H	**2017**	service d'assistance en 2016										
ECOUEN EZANVILLE	95	H	**2024**		AVP / PRO		P2019-21	P2019-21		AVP/PRO/REA		2018	P2019-21	P2019-21
ENGHIEN LES BAINS	95	H	**2016**	service d'assistance en 2016										
EPINAY VILLETANEUSE	93	H	**2019**		REA				2017	REA				2017
ERMONT HALTE	95	H	**2018**		REA				2017					
GROS NOYER SAINT-PRIX	95	H	**2021**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
GROSLAY	95	H	**2014**	service d'assistance en 2009										
LA BARRE ORMESSON	95	H	**2017**	service d'assistance 2ème sem. 2017										
LUZARCHES	95	H	**2013**	service d'assistance en 2009										
MONTSOULT MAFFLIERS	95	H	**2016**	service d'assistance en 2016										
PARIS NORD	75	H	**2013**	service d'assistance en 2013										
PERSAN BEAUMONT	95	H	**2019**		REA				2017	REA				2017
PONTOISE	95	H/C/J	**2020**		REA				2017	REA				2017
SARCELLES SAINT-BRICE	93	H	**2016**	service d'assistance en 2016										
ST LEU LA FORET	95	H	**2016**	service d'assistance 1er sem. 2017										
ST OUEN L'AUMONE LIESSE	95	H/C	**2016**	service d'assistance en 2016										
GARES DES LIGNES J														
ARGENTEUIL	92	J	**2020**		PRO / REA			2017	2018	REA				2018
CHANTELOUP LES VIGNES	78	J	**2024**		PRO			P2019-21		PRO			P2019-21	
CONFLANS SAINTE-HONORINE	78	J	**2024**	service d'assistance en 2009	PRO			P2019-21		PRO			P2019-21	
CORMEILLES EN PARISIS	95	J	**2024**		PRO			P2019-21		PRO			P2019-21	
HERBLAY	95	J	**2024**		PRO			P2019-21		PRO			P2019-21	
LE STADE	92	J	**2019**											
LES MUREAUX	78	J	**2020**											
VAL D'ARGENTEUIL	95	J	**2017**	service d'assistance en 2012										
VERNOUILLET VERNEUIL	78	J	**2018**											
GARES DES LIGNES L														
BECON LES BRUYERES	92	L	**2018**											
CHAVILLE RIVE DROITE	92	L	**2017**	service d'assistance en 2009										
COURBEVOIE	92	L	**2019**		REA				2018	REA				2017
GARCHES MARNES LA COQUETTE	92	L	**2017**	service d'assistance en 2009										
LA CELLE SAINT-CLOUD	78	L	**2021**		PRO / REA			2018	P2019-21	PRO/REA			2018	P2019-21
LA GARENNE COLOMBES	92	L/J	**2014**	service d'assistance en 2014										
LES VALLEES	92	L/J	**2017**	service d'assistance 1er sem. 2017										
LOUVECIENNES	78	L	**2022**		PRO / REA			2018	P2019-21	AVP/PRO/REA		2017	2018	P2019-21
MARLY LE ROI	78	L	**2019**		REA				2017	REA				2017
MONTREUIL	78	L	**2021**	service d'assistance en 2012	PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
PARIS SAINT-LAZARE	75	L/J	**2021**	service d'assistance en 2009	REA				P2019-21	PRO/REA			2018	P2019-22
PONT CARDINET	75	L	**2020**		PRO / REA			2017	2018	REA				2018
PUTEAUX	92	L/U	**2021**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
SEVRES VILLE D'AVRAY	92	L/U	**2020**		REA				P2019-21					2018
ST CLOUD	92	L/U	**2017**	service d'assistance en 2012										
VIROFLAY RIVE DROITE	78	L	**2020**		REA				2017					2018

2/3

Gare	Dpt	Ligne	Mise en service (a)	Remarque (b)	SNCF Mobilités					SNCF Réseau				
					Prévision phases 2ème Tranche	**Démarrage** de chaque phase (c)				Prévision phases 2ème Tranche	**Démarrage** de chaque phase (c)			
						EP	AVP	PRO	REA		EP	AVP	PRO	REA
GARES DU RER C														
ARPAJON	91	C	**2017**	service d'assistance 2ème sem. 2017										
AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY	75	C	**2017**											
AVENUE FOCH	75	C	**2017**											
AVENUE HENRI MARTIN	75	C	**2017**											
BOULAINVILLIERS	75	C	**2016**											
BRETIGNY	91	C	**2022**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
CERNAY	95	C/H	**2021**		REA				P2019-21	REA				P2019-21
CHAMP DE MARS TOUR EIFFEL	75	C	**2018**		REA				2017					
CHAVILLE VELIZY	78	C	**2021**		AVP / PRO / REA		2017	2018	P2019-21	AVP/PRO/REA		2017	2018	P2019-21
CHOISY LE ROI	94	C	**2018**											
DOURDAN	91	C	**2018**		REA				2017					
DOURDAN LA FORET	78	C	**2018**		REA				2017					
EPINAY SUR ORGE	91	C	**2017**	service d'assistance 2ème sem. 2017										
EPINAY SUR SEINE	93	C	**2020**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	2018
ERMONT EAUBONNE	95	C/J/H	**2019**	service d'assistance en 2012	REA				2017	REA				2017
ETAMPES	91	C	**2023**		REA				P2019-21	REA				P2019-21
FRANCONVILLE LE PLESSIS BOUCH	95	C/H	**2021**		REA				P2019-21	REA				P2019-21
GENNEVILLIERS	92	C	**2019**		REA				2017	REA				2017
INVALIDES	75	C	**2018**											
ISSY (Grand Paris)	92	C	**2022**		REA				P2019-21	REA				P2019-21
ISSY VAL DE SEINE	92	C	**2019**							REA				2017
IVRY SUR SEINE	94	C	**2020**		REA				2017	REA				2017
JAVEL	75	C	**2018**											
JUVISY	91	C/D	**2020**		REA				2017	REA				2017
LES ARDOINES (Grand Paris)	94	C	**2022**		REA				P2019-21	REA				P2019-21
LES GRESILLONS	92	C	**2024**		AVP/PRO/REA		2018	P2019-21	P2019-21	AVP/PRO/REA		2018	P2019-21	P2019-21
LES SAULES	78	C	**2019**							REA				2017
MASSY PALAISEAU (Grand Paris)	92	C	**2022**		PRO / REA			2018	P2019-21	AVP/PRO/REA		2017	2018	P2019-21
MASSY VERRIERES	91	C	**2021**		PRO / REA			2018	P2019-21	PRO/REA			2018	P2019-21
MEUDON VAL FLEURY	92	C	**2020**		PRO / REA			2017	2018	PRO/REA			2017	2018
MONTIGNY BEAUCHAMP	95	C/H	**2019**		REA				2017	REA				2017
MUSEE D'ORSAY	75	C	**2018**											
NEUILLY PORTE MAILLOT	75	C	**2017**											
ORLY VILLE	94	C	**2024**		AVP / PRO		P2019-21	P2019-21		EP/AVP/PRO/REA	2017	2018	P2019-21	P2019-21
PARIS AUSTERLITZ	75	C	**2019**		REA				2017	REA				2017
PERIBRE LEVALLOIS	92	C	**2018**											
PONT DE L'ALMA	75	C	**2019**		REA				2017					
PORTE DE CLICHY	75	C	**2017**											
SAVIGNY SUR ORGE	91	C	**2021**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
SAINT CYR	78	C/N/U	**2024**		AVP / PRO		2018	P2019-21		EP/AVP/PRO/REA	2017	2018	P2019-21	P2019-21
SAINT-GRATIEN	95	C	**2017**	service d'assistance 2ème sem. 2017										
SAINT MICHEL NOTRE DAME	75	C	**2024**		AVP / PRO		2018	P2019-21		EP/AVP/PRO	2017	2018	P2019-21	
SAINT-MICHEL SUR ORGE	91	C	**2022**		AVP/ PRO / REA		2017	2018	P2019-21	AVP/PRO/REA		2017	2018	P2019-21
SAINT-OUEN	93	C	**2017**	service d'assistance 1er sem. 2017										
SAINT-OUEN L'AUMONE	95	C/H	**2021**		PRO / REA			2018	P2019-21	PRO/REA			2018	P2019-21
SAINT-QUENTIN EN YVELINES	78	C/N/U	**2023**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
SAINTE-GENEVIEVE DES BOIS	91	C	**2021**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
VERSAILLES CHANTIERS	78	C/N/U	**2019**											
VERSAILLES RIVE GAUCHE - CHÂTE	78	C	**2018**	service d'assistance en 2013										
VILLENEUVE LE ROI (SD RER C)	94	C	**2024**											
VIROFLAY RIVE GAUCHE	78	C/N	**2021**		REA				2017	REA				2017
VITRY SUR SEINE	94	C	**2021**		PRO / REA			2018	P2019-21	PRO/REA			2018	P2019-21
GARES DU RER D														
BOUSSY SAINT-ANTOINE	91	D	**2017**	service d'assistance 2ème sem. 2017										
BRUNOY	91	D	**2020**		PRO / REA			2017	2018	PRO/REA			2017	2018
CESSON	77	D	**2020**	service d'assistance en 2021	REA				2017	REA				2018
COMBS LA VILLE QUINCY	77	D	**2017**	service d'assistance 1er sem. 2017										
CORBEIL ESSONNES	91	D	**2018**											
EVRY COURCOURONNES - Centre	91	D	**2017**	service d'assistance en 2015										
GARGES SARCELLES	93	D	**2017**											
GOUSSAINVILLE	95	D	**2022**		PRO/REA			2018	P2019-21	PRO/REA			2018	P2019-21
GRIGNY CENTRE	91	D	**2017**	service d'assistance en 2015										
LE BRAS DE FER - Evry Génopole	91	D	**2017**	service d'assistance 2ème sem. 2017										
LE MEE	77	D	**2020**	service d'assistance en 2021	REA				2017	REA				2018
LE VERT DE MAISONS	94	D	**2021**							REA				P2019-21

Gare	Dpt	Ligne	Mise en service (a)	Remarque (b)	SNCF Mobilités					SNCF Réseau				
					Prévision phases 2ème Tranche	**Démarrage** de chaque phase (c)				Prévision phases 2ème Tranche	**Démarrage** de chaque phase (c)			
						EP	AVP	PRO	REA		EP	AVP	PRO	REA
LIEUSAINT MOISSY	77	D	**2024**		AVP/PRO / REA		2017	P2019-21	P2019-21	AVP/PRO/REA		2017	P2019-21	P2019-21
LOUVRES	95	D	**2020**		REA				2018	REA				2018
MAISONS ALFORT ALFORTVILLE	94	D	**2018**											
MELUN	77	D/R	**2024**		AVP / PRO / REA		2018	P2019-21	P2019-21	AVP / PRO / REA		2018	P2019-21	P2019-21
MONTGERON CROSNE	91	D	**2020**		PRO / REA			2017	2018	PRO/REA			2017	2018
ORANGIS BOIS DE L'EPINE	91	D	**2023**		AVP / PRO / REA		2018	P2019-21	P2019-21	AVP/PRO/REA		2018	P2019-21	P2019-21
PARIS - GARE DE LYON	75	D/R	**2022**	service d'assistance en 2016	AVP / PRO / REA		2017	2018	P2019-21	PRO/REA			2018	P2019-21
PIERREFITTE STAINS	93	D	**2017**	service d'assistance 2ème sem. 2017										
SAVIGNY LE TEMPLE NANDY	77	D	**2020**	service d'assistance en 2021	REA				2017	REA				2018
SAINT-DENIS	93	D/H	**2023**		PRO / REA			2017	2018	PRO/REA			2017	2018
STADE DE FRANCE SAINT-DENIS	93	D	**2015**	service d'assistance en 2013										
SURVILLIERS FOSSES	95	D	**2020**		REA				2017	REA				2018
VIGNEUX SUR SEINE	91	D	**2021**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
VILLENEUVE ST GEORGES	94	D	**2024**		AVP / PRO		P2019-21	P2019-21		EP/AVP/PRO/REA	2017	2018	P2019-21	P2019-21
VILLIERS LE BEL GONESSE ARNOU	95	D	**2021**		REA				2018	REA				2018
YERRES	91	D	**2017**	service d'assistance en 2016										
GARES DE LA LIGNE N														
BELLEVUE	92	N	**2024**		AVP / PRO		P2019-21	P2019-21		EP/AVP/PRO/REA	2017	2018	P2019-21	P2019-21
CHAVILLE RIVE GAUCHE	92	N	**2016**	service d'assistance 1er sem. 2017										
CLAMART (Grand Paris)	92	N	**2022**											
HOUDAN	78	N	**2018**											
LA VERRIERE	78	N/U	**2022**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
MONTFORT L'AMAURY MERE	78	N	**2018**	service d'assistance en 2012										
PARIS MONTPARNASSE	75	N	**2021**	service d'assistance en 2012	PRO / REA			2017	2018	PRO/REA			2017	2018
PLAISIR GRIGNON	78	N	**2020**							REA				2017
SEVRES RIVE GAUCHE	92	N	**2020**		REA				2017	REA				2017
TRAPPES	78	N/U	**2019**		REA				2017	REA				2017
VILLEPREUX LES CLAYES	78	N	**2024**		AVP / PRO		P2019-21	P2019-21		EP/AVP/PRO/REA	2017	2018	P2019-21	P2019-21
GARES DE LA LIGNE P														
COULOMMIERS	77	P	**2017**	service d'assistance en 2016										
ESBLY	77	P	**2017**	service d'assistance en 2016										
GRETZ ARMAINVILLIERS	77	P/E	**2022**		AVP/ PRO / REA		2017	P2019-21	P2019-21	AVP/ PRO / REA		2017	P2019-21	P2019-21
LA FERTE SOUS JOUARRE	77	P	**2023**		PRO / REA			2017	2018	PRO/REA			2018	P2019-21
LAGNY THORIGNY	77	P	**2017**	service d'assistance en 2016										
MEAUX	77	P	**2019**		REA				2017	REA				2017
NANGIS (Quais: Phase 3)	77	P	**2023**		AVP / PRO / REA		2017	2018	P2019-21	AVP / PRO		P2019-21	P2019-21	
PARIS EST (Quais: Phase 1)	75	P	**2020**	service d'assistance en 2016	AVP / PRO / REA		2018	P2019-21	P2019-21	AVP/PRO/REA		2018	P2019-21	P2019-21
PROVINS	77	P	**2024**		AVP / PRO		P2019-21	P2019-21		EP/AVP/PRO	2017	2018	P2019-21	
VAIRES TORCY	77	P	**2021**		PRO / REA			2017	P2019-21	PRO/REA			2017	P2019-21
GARES DE LA LIGNE R														
FONTAINEBLEAU AVON	77	R	**2017**											
MONTEREAU	77	R	**2019**		PRO / REA			2017	2017	PRO/REA			2017	2017
MORET VENEUX LES SABLONS	77	R	**2022**		REA				2018	REA				P2019-21
NEMOURS SAINT-PIERRE	77	R	**2017**											
GARES RER E														
PANTIN	93	E	**2018**											
LE RAINCY VILLEMONBLE MONTFER	93	E	**2024**		AVP / PRO		P2019-21	P2019-21		EP/AVP/PRO/REA	2017	2018	P2019-21	P2019-21
ROSNY BOIS PERRIER (Grd Paris)	93	E	**2023**		AVP / PRO / REA		2017	P2019-21	P2019-21	PRO/REA			P2019-21	P2019-21
VAL DE FONTENAY (Grd Paris)	94	E	**2023**											

sur les 2 périmètres :

(a) les travaux sont terminés, les équipements en gare ont été confiés et acceptés par les mainteneurs & exploitants, les équipements sont en service

(b) année où infomobi a déclaré la gare avec un service d'assistance, avant d'avoir achevé la mise aux normes

(c) la phase REA inclut la phase marchés

ANNEXE 3

Marchés engagés par les MOA sur la période 2017-2021 (en M€ courants)

	Coups partis	2012-2016	2017	2018	2019	2020	2021	**2017-2021**	2012-2021	2022	2023	2024	**Total SDA**
Marchés engagés par les MOA	67,52	518,2	341,3	200,4	201,0	107,1	135,8	**985,6**	1 503,8	69,4	10,4	38,3	**1 689,5**

ANNEXE 4 - CONVENTION ANNUELLE 2017

Schéma Directeur d’Accessibilité

Convention de financement annuelle n° 1 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux

Table des matières

PREAMBULE....5
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION....5
ARTICLE 2 – PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION....5
ARTICLE 3 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES....5
ARTICLE 4 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION....6
4.1. Coût global des études et des travaux réalisés dans le cadre de la convention....6
4.2. Tableau de synthèse de répartition des coûts prévisionnels pour les études et les travaux par maître d'ouvrage....6
4.3. Modalités d'actualisation pour les travaux....6
4.4. Plan de financement....6
4.5. Modalités de versement par la Région et Ile-de-France Mobilités....7
4.6. Bénéficiaires et domiciliation....9
4.7. Comptabilité des maîtres d'ouvrage....10
4.8. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France....10
4.9. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire d'Île-de-France Mobilités....11
ARTICLE 5 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTRÔLE....11
ARTICLE 6 – GESTION DES ECARTS....11
ARTICLE 7 - ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION....11
ARTICLE 8 – PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES DU SDA....12
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS GENERALES....12
9.1. Modification de la convention....12
9.2. Résiliation de la convention....12
9.3. Traitement des litiges....12
9.4. Date d'effet de la convention....13
9.5. Mesures d'ordre....13
ANNEXE 1....15

Entre,

En premier lieu,

- La **Région Ile-de-France**, (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

- Le **Syndicat des Transports d'Ile-de-France**, établissement public à caractère administratif, autorité organisatrice des transports publics en Ile de France, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016/261 en date du 13 juillet 2016, ci-après désigné « **Île-de-France Mobilités** »

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS BOBIGNY 412 280 737, dont le siège est sis au 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 – 93418 La Plaine Saint Denis, représenté par Patrick JEANTET, dûment habilité à signer la présente convention,

- **SNCF Mobilités**, établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro B-552 049 447, dont le siège est à Saint Denis 93200, 9 rue Jean-Philippe Rameau, représentée par Guillaume PEPY, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désigné par « **les maîtres d'ouvrage** »,

En troisième lieu,

- Le **Syndicat des Transports d'Ile-de-France**, établissement public à caractère administratif, autorité organisatrice des transports publics en Ile de France, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016/261 en date du 13 juillet 2016, ci-après désigné « **Île-de-France Mobilités** »

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités** » ou **« l'autorité organisatrice** » ou « **l'AOT** ».

Les quatre signataires ensemble sont désignés ci-après par « **les parties** ».

Visas :

VU le Schéma Directeur d'Accessibilité d'Île-de-France adopté par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités du 08 juillet 2009 ;

VU le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR51-11 du Conseil régional du 23 juin 2011 approuvant la convention cadre pour la mise en œuvre des 207 gares SNCF/RFF du réseau de référence du Schéma Directeur d'Accessibilité ;

VU la délibération de la Commission Permanente n° CP 11-512 du 07 juillet 2011 approuvant la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération de la Commission Permanente n° CP 12-424 du 12 juillet 2012 approuvant l'avenant n°1 de la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération de la Commission Permanente n° CP 13-672 du 17 octobre 2013 approuvant l'avenant n°2 de la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération d'Ile-de-France Mobilités du 1er juin 2011, approuvant la convention cadre du Schéma Directeur d'Accessibilité et la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération d'Ile-de-France Mobilités du 11 juillet 2012, approuvant l'avenant n°1 de la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération d'Ile-de-France Mobilités du 9 octobre 2013, approuvant l'avenant n°2 de la convention de financement de la première tranche d'études et de travaux ;

VU la délibération du Conseil d'Administration de SNCF Réseau du 12 mai 2011 ;

VU la délibération du Conseil d'Administration de la SNCF Mobilités du 26 mai 2011 ;

VU la délibération du Conseil d'Administration de la SNCF Mobilités du 26 mai 2011 ;

VU la délibération n° CP approuvant la convention quinquennale pour la mise en œuvre de la deuxième tranche des 209 gares SNCF Réseau/SNCF Mobilités du réseau de référence du schéma directeur d'accessibilité ;

IL EST ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Ile-de-France Mobilités a été désigné, par la directive d'application de la loi de février 2005 du 13 avril 2006, autorité compétente en Ile-de-France pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Accessibilité des services de transport (SDA). L'objet du schéma directeur d'accessibilité est d'assurer l'accessibilité des services et réseaux de transports collectifs aux personnes à mobilité réduite par une mise en œuvre progressive de mesures appropriées.
Une convention cadre « pour la mise en œuvre des 207 gares SNCF/RFF du réseau de référence », approuvée par le Conseil régional (n°CR 51-11 du 23 juin 2011), a été signée le 11 octobre 2011, entre Ile-de-France Mobilités, la Région Ile-de-France, SNCF et RFF.
Une convention de financement de la première tranche de projets, approuvée par le Conseil régional (n° CP 11-512 du 07 juillet 2011), a été signée le 11 octobre 2011. Elle a été modifiée par avenant (n°CP 12-424 du 12 juillet 2012).
Compte tenu du rythme de réalisation du programme, les financeurs ont élaboré une Convention quinquennale pour la mise en œuvre de la deuxième tranche des 209 gares SNCF Réseau/SNCF Mobilités du réseau de référence du schéma directeur d'accessibilité.
La présente convention est une déclinaison annuelle, prévue par la convention quinquennale de deuxième tranche citée ci-dessus, qui doit permettre la poursuite du programme sans discontinuité, tout en précisant les obligations réciproques des parties.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études et des travaux concernant la mise en œuvre de la deuxième tranche du SDA.
Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études et de préciser les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux parties.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur d'Accessibilité – Convention de financement annuelle n°1 relative à la réalisation de la deuxième tranche de financement des études et des travaux »

Désignée ci-après par « la présente convention ».

ARTICLE 2 – PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION

La liste prévisionnelle des gares et phases à financer et les délais de réalisation fixés dans le cadre de la convention quinquennale est modifiée de la façon suivante :
La liste mise à jour figure en annexe 1.

ARTICLE 3 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

Le rôle et les engagements des parties s'appliquent conformément à la convention quinquennale de la réalisation de la deuxième tranche du SDA.

ARTICLE 4 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION

4.1. Coût global des études et des travaux réalisés dans le cadre de la convention

Conformément à la Convention quinquennale, couvrant la période 2017-2021, les financements mis en place dans la présente convention seront versés selon l'échéancier figurant en annexe de la présente convention.
Les dépenses financées par chacun des maitres d'ouvrage sont relatives au programme décrit dans la convention quinquennale et précisées en annexe 1 de la présente convention, conformément à l'article 1 de la présente convention. Elles se décomposent selon les postes de dépenses suivants en euros constants 2009 et en euros courants conventionnels. Cette estimation prévisionnelle a été effectuée à partir d'études de différents niveaux :

- REA à réaliser : sur la base d'études PRO
- PRO+REA à réaliser : sur la base d'études AVP
- AVP à réaliser : sur la base d'études préliminaires DI
- études préliminaires à lancer (EP) : sur la base des études d'évaluation pour l'élaboration du SDA

Cette répartition est prévisionnelle et donnée à titre indicatif. Sous réserve de justification par les maîtres d'ouvrage aux financeurs, et accord de ceux-ci, le principe de fongibilité est applicable dans la limite du montant alloué par maître d'ouvrage en euros courants conventionnels.

4.2. Tableau de synthèse de répartition des coûts prévisionnels pour les études et les travaux par maître d'ouvrage
Le coût prévisionnel des dépenses des maitres d'ouvrage est établi comme suit :

MOA	Coûts euros courants
SNCF Réseau	120 000 000 €
SNCF Mobilités	40 000 000 €
Total	160 000 000 €

4.3. Modalités d'actualisation pour les travaux

Les modalités d'actualisation pour les travaux s'appliqueront conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale pour la réalisation de la deuxième tranche du SDA.

4.4. Plan de financement

La présente convention de financement respecte strictement les montants du calendrier prévisionnel de la mise en place des financements prévu à l'article 4.1 de la convention quinquennale pour l'année 2017.

M€ courants	ILE-DE-FRANCE MOBILITES	RIF	SNCF RESEAU	SNCF Mobilités	Total
	M€	M€	M€	M€	M€
MOA SNCF Réseau	60	30	30		**120**
MOA SNCF Mobilités	20	10		10	**40**
TOTAL	**80** *(50%)*	**40** *(25%)*	**30** *(18,75%)*	**10** *(6,25%)*	**160**

Les subventions de la Région Île-de-France prévues dans le plan de financement de la deuxième tranche au titre de l'année 2017 et notifiées aux partenaires tiennent compte et résorbent le différentiel constaté entre les montants des notifications de subventions attribuées dans le cadre de la première tranche sur la période 2012-2016 et le plan de financement prévu par la convention de la première tranche de projet. A hauteur de ce différentiel, les subventions notifiées par la Région jusqu'en 2017 permettent de clore le cas échéant les opérations entrant dans le périmètre de la précédente convention modifiée et de financer les opérations entrant dans le périmètre de la présente convention de manière à tenir compte des contraintes opérationnelles.

Le plan de financement réel de la présente convention pour les études et les travaux du SDA en euros aux conditions économiques de référence de janvier 2009 :

M€ constants (CE 01/2009)	ILE-DE-FRANCE MOBILITES	RIF	SNCF RESEAU	SNCF Mobilités	Total
	M€	M€	M€	M€	M€
MOA SNCF Réseau	55,5	27,8	27,8		**111,1**
MOA SNCF Mobilités	17,1	8,5		8,5	**34,1**
TOTAL	**72,6** *(50%)*	**36,3** *(25%)*	**27,8** *(18,75%)*	**8,5** *(6,25%)*	**145,2**

Le cout prévisionnel final de réalisation de la deuxième tranche, et plus généralement du programme SDA dans son ensemble fait l'objet d'un suivi détaillé selon les modalités définies dans la convention quinquennale.

4.5. Modalités de versement par la Région et Ile-de-France Mobilités

4.5.1. Versement des acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.
A cette fin, chaque maître d'ouvrage transmettra, auprès de l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1

afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme ou d'engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.
Les états d'acomptes seront établis en euros courants et en euros constants CE janvier 2009 par application des derniers indices connus.

A – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

La demande de versement par **SNCF Réseau** et par **SNCF Mobilités** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des **dépenses réalisées**, leur **date de réalisation** et le montant des **dépenses réalisées**, au prorata de leur état d'avancement.
- La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

B – Demande de versement des acomptes par Ile-de-France Mobilités :

La demande de versement par **SNCF Réseau** et par **SNCF Mobilités** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment le détail par facture (numéro de facture, nom du prestataire/fournisseur, objet, montant HT et date de paiement)
- La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4.
- Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant du maître d'ouvrage.

C – Plafonnement des acomptes

Conformément à la convention quinquennale, le principe de plafonnement des acomptes est repris dans la dernière convention de financement.
Ce plafonnement est de 80% pour la subvention de la Région conformément au Règlement budgétaire et financier de la Région et de 85 % pour Ile-de-France Mobilités.

4.5.2. Versement du solde

A – Versement du solde par la Région

Après achèvement de la phase de réalisation couverte par la présente convention, chaque bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.
Le versement du solde est subordonné à la production des documents, signés par le représentant légal ou le directeur financier de chaque bénéficiaire, indiqués aux articles 4.5.1. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, chaque bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.
Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE janvier 2009 calculés à partir des indices définitifs.
Pour SNCF Réseau et SNCF Mobilités, le versement du solde se fera sur présentation des **factures acquittées**.

B - Versement du solde par Ile-de-France Mobilités

Après achèvement de la phase de réalisation couverte par la présente convention, chaque bénéficiaire présente :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses acquittées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage ;
- un état détaillé des dépenses acquittées, signés par le représentant légal ou le directeur financier de chaque bénéficiaire, indiqué aux articles 4.5.1.
- Chacun de ces documents est signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

Le versement du solde est subordonné à la production de cet état de solde.

Sur la base de ces éléments, chaque bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE janvier 2009 calculés à partir des indices définitifs.

4.5.2. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.5.1. Dans la mesure du possible, feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Les versements sont effectués par Ile-de-France Mobilités au profit du Bénéficiaire dans les 45 jours suivant la réception de l'appel de fonds accompagné de ses pièces justificatives.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 de la convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des maîtres d'ouvrage.

4.6. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire, portant numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement) à :

SNCF Réseau :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

SNCF Mobilités sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :
Code banque : 30001
Code guichet : 00064
N° compte : 00000062471
Clé : 31

La domiciliation des Parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	POLOT/Direction des transports/ Service budget	Tél. : 01.53.85.77.00 Emmanuel.hastings@iledefrance.fr
Ile-de-France Mobilités	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction Intermodalités, Services et Marketing	01 47 53 29 26 Hasni.jeridi@stif.info
SNCF Réseau	DG Finances et achats, 15/17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 – 93418 La Plaine Saint Denis.	Direction Finance et Trésorerie - Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr
SNCF Mobilités	SNCF Mobilités / Gares et Connexions Département comptabilité 16 ave d'Ivry 75634 Paris Cedex 13	SNCF Gares et Connexions Département comptabilité et Achats	01 80 50 94 38 Fouad.hadjaj@sncf.fr

4.7. Comptabilité des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres à la réalisation des études et des travaux du SDA.
Les maîtres d'ouvrage s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
Les maîtres d'ouvrage conservent l'ensemble des pièces justificatives de l'opération pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces.

4.8. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.
Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards, dans le démarrage de l'opération, ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, comme c'est le cas en l'espèce, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.
Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.9. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire d'Île-de-France Mobilités

Délais relatifs à la transmission de l'ordre de service
Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil d'Île-de-France Mobilités lors de sa séance du 7 décembre 2011, le Bénéficiaire dispose d'un délai de deux

ans, à compter de la notification de la convention, pour transmettre à Île-de-France Mobilités un ordre de service de démarrage des travaux ou des études, accompagné d'une demande de paiement d'un premier acompte. A l'expiration de ce délai, la subvention d'Île-de-France Mobilités devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé de deux ans par décision du Directeur Général d'Île-de-France Mobilités, si le Bénéficiaire établit auprès d'Île-de-France Mobilités, avant l'expiration du délai de deux ans, que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, la subvention d'investissement est désengagée et annulée.

Délais relatifs à la présentation du solde de l'opération
Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités lors de sa séance du 7 décembre 2011, le Bénéficiaire dispose, à compter de la date de demande de premier acompte, d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'Opération.
Passé ce délai, le Bénéficiaire ne peut plus prétendre recevoir la part de subvention non encore versée.

ARTICLE 5 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTRÔLE

Conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale, les modalités d'audit et de contrôle s'appliquent à la présente convention.

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu à l'article 16.2, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

ARTICLE 6 – GESTION DES ECARTS

Les modalités de gestion des écarts s'appliquent conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale.

ARTICLE 7 - ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale, le suivi de la présente convention s'effectuera dans le cadre d'un comité de pilotage et d'un comité de projets.

ARTICLE 8 – PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES DU SDA

Les modalités de propriété, communication et diffusion des études du SDA s'appliquent conformément aux dispositions prévues dans la convention quinquennale.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.6 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties.

9.2. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la transmission de l'état de solde prévu à l'article 4.5.1 et à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

9.3. Traitement des litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.
Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4. Date d'effet de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La date de prise en considération des dépenses financées est celle de l'approbation par le Conseil Régional d'Île-de-France de la présente convention.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 2.2, la convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 9.2 de la présente convention, soit après paiement du solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités des articles 4.5.1 et 4.5.2 de la présente convention.

9.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Fait en quatre exemplaires originaux.

Il est signé par toutes les parties et notifié le / /

Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	**Pour SNCF Mobilités,** **Guillaume PEPY** Président
Pour SNCF Réseau, **Patrick JEANTET** Président	**Pour Île-de-France Mobilités,** **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXE 1

Liste des travaux et études prévue dans la convention quinquennale et mise à jour à l'occasion de la présente convention

SNCF Mobilités

Montants à financer :

	Nombre de gares	Montant en M€ courants
AVP	3	0,5
AVP+PRO	2	0,8
PRO	22	4,5
PRO+REA	3	12,1
REA	29	78,6
MOA 1% coordination		0,9
TOTAL	**59**	**97,2**

SNCF Réseau

Montants à financer :

	Nombre de gares	Montant en M€ courants
EP	10	0,9
AVP	4	1,3
AVP+PRO	1	0,8
PRO	20	7,3
PRO+REA	3	51,4
REA	21	181,3
MOA 1% coordination		1,1
TOTAL	**59**	**244,1**

TOTAL SNCF Réseau + Mobilités

		Montant en M€ courants
TOTAL	**59**	**341,3**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-179

DU 23 NOVEMBRE 2017

APPROBATION DU SCHÉMA RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME ET DES LOISIRS 2017-2021

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code du Tourisme ;

VU La loi n° 2015-991du 7 aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 221-16 du 15 décembre 2016 décidant le lancement du processus d'approbation du schéma régional de développement du tourisme et des loisirs ;

VU La consultation de l'Office du tourisme et des congrès de Paris, des Comités départementaux du tourisme de Seine-et-Marne, de l'Essonne, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise en date du 13 octobre 2017;

VU La consultation des Parcs naturels du Vexin français, d'Oise pays de France, de la Haute vallée de Chevreuse et du Gâtinais français en date du 13 octobre 2017 ;

VU La consultation des conseils départementaux des Yvelines et des Hauts-de-Seine en date du 13 octobre 2017 ;

VU L'avis du Conseil économique, social et environnemental régional en date du ;

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-179 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

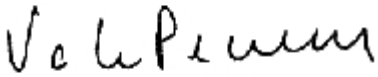
Article 1:

Approuve le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs 2017-2021 (SRDTL) tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

Article 2 :

Décide d'approuver les avenants de prorogation des conventions d'objectifs et de moyens conclues avec le Comité régional du Tourisme (CRT) d'une part, et les Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) d'autre part, tels qu'ils figurent en annexes de la délibération.
Autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs d'Île-de-France 2017-2021

Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs d'Île-de-France 2017-2021

SOMMAIRE

Introduction **p. 3**

Pourquoi un Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs d'Île-de-France ? **p. 5**

Méthodologie d'élaboration du Schéma régional **p. 6**

Diagnostic du tourisme à Paris Île-de-France **p. 8**

1. **Bilan de la SRDTL 2011-2016** **p. 8**
2. **Éléments de comparaison internationale** **p. 9**
3. **Les enjeux du tourisme à Paris Île-de-France** **p. 12**

Stratégie et plan d'action **p. 25**

1. **Renforcer la qualité de l'offre existante pour faire de Paris Île-de-France une expérience unique** **p. 26**
2. **Réinventer la destination Paris Île-de-France : innover pour enrichir l'offre** **p. 34**
3. **Accroître la mobilisation collective au service de la destination Paris Île-de-France** **p. 39**

Conclusion **p. 42**

Annexes – Fiches action, liste des entretiens et des contributions **p. 43**

INTRODUCTION

Avec près de 83 millions de touristes, et malgré sa place conservée de première destination touristique mondiale en 2016, la France a souffert d'une conjoncture difficile (attaques terroristes, faits de délinquance particulièrement médiatisés, grèves et manifestations violentes, etc.). Avec 1,5 millions de touristes en moins sur l'année 2016, la Région Île-de-France et l'ensemble des professionnels du secteur en ont largement fait les frais.

Nous avons décidé de faire face à ces difficultés et, en concertation avec l'ensemble des professionnels du secteur, de travailler à l'amélioration globale de l'attractivité de notre destination Paris Île-de-France. Nous avons mis l'accent sur l'amélioration de l'accueil des touristes avec le déploiement des « Volontaires du tourisme », sur le renforcement de leur sécurité sur l'ensemble des lieux touristiques et dans les transports, ainsi que sur la modernisation de la filière avec la création d'un fonds dédié à la transition numérique. Nous avons également dédié des moyens inédits à la promotion de la destination, dans le cadre d'un plan concerté avec la Ville de Paris et avec l'État.

Ces efforts importants, conjugués à un retournement de conjoncture, portent déjà leurs fruits : avec plus de 16,4 millions d'arrivées hôtelières, le 1er semestre 2017 est le meilleur de ces dix dernières années. Les touristes étrangers, notamment américains, japonais et chinois reviennent. Mais il ne faut pas se contenter de ces bons chiffres – par nature fragiles. Nous devons aller encore plus loin et poursuivre notre travail pour améliorer les facteurs structurels de compétitivité de la destination Paris – Île de France.

Notre Région recèle de merveilleux atouts et propose une grande diversité d'expériences. Des monuments nationaux parisiens aux parcours impressionnistes ; des parcs à thèmes parmi les plus célèbres au monde aux sites gastronomiques, nous avons tant à offrir et à faire connaître.

Face à une concurrence accrue, l'idée n'est pas de viser une liste interminable d'objectifs que nous serions incapables d'atteindre. La politique du saupoudrage et des effets d'annonce n'est pas la solution. L'objectif de cette nouvelle stratégie régionale pour le tourisme et les loisirs est simple : élaborer une feuille de route précise et opérationnelle, en désignant des axes de travail ainsi que des territoires à haut potentiel touristique et des projets structurants, sur lesquels nous concentrerons nos efforts.

C'est en continuant d'avancer résolument sur des projets concrets, main dans la main avec les professionnels du tourisme et l'ensemble des collectivités et partenaires, que nous assurerons le futur et l'attractivité de notre destination.

Valérie PECRESSE

Présidente

Pourquoi un Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs d'Île-de-France ?

Le code du tourisme fixe le cadre légal d'intervention régionale en matière de tourisme. L'article L. 131-1 donne à la Région la mission de définir « *les objectifs à moyen terme du développement touristique régional* ». Le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL) prévu à l'article L. 131-7 fixe les modalités et les conditions de mise en œuvre des objectifs ainsi définis par le plan régional, notamment en matière de financement.

C'est dans ce cadre et au travers de l'élaboration de cette stratégie que la Région Île-de-France a souhaité réaffirmer son engagement en faveur du tourisme dont les retombées sur les territoires franciliens sont multiples et présenter ses orientations stratégiques pour les années à venir.

Par son impact en matière de développement économique et d'attractivité (19,2 milliards d'euros de consommation touristique en 2016), d'emplois (500 000 emplois directs, indirects et induits) et d'aménagement du territoire, le tourisme est un secteur d'activité fondamental qui mérite une attention particulière.

Le plan d'action 2017-2021 s'inscrit dans la lignée du travail accompli dans le cadre du nouveau fonds tourisme de la Région mais aussi des six mesures d'urgence mises en place, dès septembre 2016, par la Région suite à la vague d'attentats terroristes. Il s'articule bien entendu avec la perspective d'organisation en Île-de France de grands événements à retentissement mondial, au premier rang desquels les jeux olympiques de 2024.

L'Île-de-France, région capitale, joue de plus un rôle particulièrement important dans la fréquentation touristique française, en étant la porte d'entrée principale de la destination France et la première destination touristique nationale. Son attractivité et son dynamisme ont donc un impact important sur l'ensemble du pays.

La volonté de la Région est non seulement d'affirmer son engagement en faveur du tourisme, mais aussi de travailler en lien avec l'ensemble des autres collectivités territoriales pour relever les défis auxquels ce secteur d'activité fait face. Il convient de partager le diagnostic établi et de débattre des enjeux et des solutions à apporter. La Région appelle de ses vœux la mise en cohérence de l'ensemble des politiques publiques en matière de tourisme (État, Départements, intercommunalités, organismes et établissements publics,…), qu'il s'agisse de transports, de formation professionnelle, de politique d'apprentissage et d'usage des langues étrangères, de sécurité, de gestion de l'environnement, d'emploi, etc. Ce schéma régional reflète cet engagement et illustre la volonté régionale de jouer un rôle de fédérateur de l'ensemble des partenaires, publics et privés.

Méthodologie d'élaboration du schéma régional

Le Code du tourisme précise qu'« *à la demande du Conseil régional, le Comité régional du tourisme élabore le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs qui est ensuite soumis à l'approbation du Conseil régional après consultation du comité économique et social régional ainsi que des comités départementaux du tourisme et organismes assimilés.* » Lors de sa séance du 15 décembre 2016, le Conseil régional d'Île-de-France a donc confié l'élaboration du schéma régional au Comité régional du tourisme Paris Île-de-France.

Cette élaboration, menée avec le concours du cabinet E-Y, s'est déroulée en plusieurs phases, telles que définies dans le rapport pour le Conseil régional adopté le 15 décembre :

- Bilan de la stratégie régionale de développement du tourisme et des loisirs d'Île-de-France 2011-2016 ;
- Diagnostic de l'activité touristique à Paris Île-de-France ;
- Comparaison internationale ;
- Concertation avec les partenaires de la Région ;
- Rédaction du schéma incluant des fiches-actions, qui serviront de support opérationnel à l'action régionale.

L'enjeu pour la Région était de faire le point sur les enjeux auxquels la destination Paris Île-de-France est confrontée, en préalable à la définition des orientations stratégiques, et de permettre à tous les partenaires qui le souhaitaient de contribuer aux travaux.

De nombreux entretiens, réunions régionales et départementales et réunions de concertation ont été organisées avec les acteurs touristiques ; de nombreux outils ont été mis à disposition, et la participation a été forte. Les réunions régionales ont notamment été l'occasion de mettre l'accent sur « l'expérience visiteur » et de placer celle-ci au cœur de la stratégie afin d'améliorer la qualité de l'accueil et des services proposés aux visiteurs et de leur donner envie de revenir.

Les réunions de concertations se sont déroulées entre janvier et octobre 2017 :

- 31 janvier 2017 : réunion régionale de lancement des travaux avec l'ensemble des professionnels du tourisme et des élus en charge du portefeuille tourisme – Conseil régional d'Île-de-France
- 23 mai 2017 : réunion régionale de concertation avec les professionnels du tourisme– Théâtre National de Chaillot
- 8 juin 2017 : réunion départementale Seine-et-Marne – Fontainebleau

- 13 juin 2017 : réunion départementale Val-de-Marne – Rungis
- 3 juillet 2017 : réunion départemental Val-d'Oise – Cergy
- 10 juillet 2017 : rencontres numériques du Tourisme - Conseil régional d'Île-de-France
- Octobre-novembre 2017: réunions territoriales avec les départements de l'Essonne, des Yvelines et des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de Paris.

Cette stratégie tient également compte de divers rapports publiés par des organismes régionaux, dont :

- la contribution au SRDTL 2017-2021 de l'Institut d'aménagement et de l'urbanisme (IAU) « Tourisme, attractivité de l'Île de France et ses territoires » (juin 2017) ;
- la contribution de la CCI Paris Île-de-France « Tourisme en Île-de-France, surprendre et innover pour rester leader » (septembre 2017) ;
- les recommandations du CESER dans le rapport intitulé « Bienvenue en Île-de-France : Mythe ou réalité ? »(décembre 2016) ;
- les contributions départementales.

DIAGNOSTIC DE LA DESTINATION

PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

1. Bilan du SRDTL 2011-2016

Le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs d'Île-de-France 2011-2016, adoptée en novembre 2011 avait pour objectif principal « *la conversion écologique et sociale pour faire de Paris Île-de-France la première destination mondiale de tourisme durable* ». Cependant, l'absence d'objectifs précis déclinant cette stratégie en actions concrètes et l'absence d'indicateurs de performance ont malheureusement contribué à diluer les ambitions initiales dans une succession de mesures non coordonnées et participant largement à un saupoudrage d'aides sans réel fil directeur. Au total, l'objectif central de conversion écologique et sociale s'est traduit par très peu de réalisations opérationnelles. Pour autant, un certain nombre d'actions intéressantes ont été menées au cours de ces années qui méritent d'être soulignées et renforcées à l'avenir :

- En matière d'amélioration de la qualité de service et de l'accueil : plusieurs réalisations ont été saluées par les partenaires régionaux, dont le renforcement des Points Information Tourisme régionaux, le développement du Pack Accueil en lien avec Viparis et Paris Aéroports et le développement d'un programme de formation adapté aux besoins des professionnels ;

- La promotion de la destination a également fait l'objet d'une attention particulière, grâce à l'ouverture des instances du Comité Régional du Tourisme aux grands opérateurs (Voyages-SNCF.com, Disneyland® Paris…), au renforcement des actions de promotion à l'international ou encore à une approche par segments de clientèles cibles alignées sur les pratiques des professionnels ;

- Enfin des efforts notables en matière d'ingénierie, d'animation et d'appui aux professionnels du tourisme ont été salués : développement des capacités d'études du CRT, mise en place d'un dispositif permanent d'enquêtes dans les aéroports/gares/routes, développement d'un outil de mesure des retombées économiques des événements d'affaires, démarche qualité (visites mystères, accompagnement accessibilité, dispositif Do you speak touriste, développé avec la CCI Paris Île-de-France.

A contrario, notre destination a accusé au cours de ces années un retard certain dans certains domaines qu'il convient de combler de manière urgente. C'est en particulier le cas de l'intégration de la notion de « parcours client » et des technologies numériques qui font cruellement défaut en Île-de France.

En effet, à l'exception notable du Contrat « Normandie-Paris Île-de-France : destination Impressionnisme », la prise en compte du parcours visiteur a été globalement absente du schéma régional 2011-2016. La transformation numérique du secteur touristique, en particulier au sein des Points Information Tourisme régionaux, n'a pas été suffisamment accompagnée.

Enfin, le cloisonnement et la diversité des structures de gouvernance, notamment la dualité OTCP/CRT et le nombre important d'acteurs institutionnels (comités départementaux du tourisme, Offices de tourisme et syndicats d'initiatives locaux) sont également dénoncés par les différents acteurs privés et publics du tourisme qui mettent en avant des enjeux de lisibilité à l'international, de cohérence et d'efficience de l'action publique : complexité quotidienne pour les professionnels, surcoûts financiers (en particulier pour les fonctions supports), difficultés de mise en œuvre dans le déploiement d'outils ou projets similaires ou partagés (marque ombrelle, Citypass et Paris Passlib'…).

L'ensemble de ces éléments, issus du bilan de la précédente Stratégie régionale d'Île-de-France a conduit la Région à proposer un nouveau Schéma régional, plus opérationnel, avec des fiches-actions et des indicateurs de suivi précis pour pouvoir cibler des priorités claires afin d'orienter les moyens humains et financiers régionaux et en faire des bilans réguliers.

2. Éléments de comparaison internationale

Il nous a également semblé indispensable, au moment d'élaborer une nouvelle stratégie régionale, de prendre en compte l'évolution des grandes destinations concurrentes et de porter ainsi un regard plus objectif sur nos forces et faiblesses relatives.

La concurrence à laquelle la destination Paris Île-de-France fait face est forte. Le paysage mondial du tourisme est en constante transformation et chaque destination doit se réinventer pour rester compétitive, comme l'ont fait avec succès nos grands concurrents européens.

a. L'émergence de nouvelles destinations concurrentes

Si le nombre de destinations globales pouvant attirer l'ensemble des clientèles comme Paris Île-de-France, Londres ou New York, reste relativement limité, il convient aussi de prendre en compte le nombre croissant de destinations de taille plus réduite, mais qui proposent une offre de qualité, innovante, et adaptée à certaines attentes des touristes.

Que ce soit en Europe, qui reste en tête des destinations touristiques mondiales, mais aussi en Asie, ou en Amérique, les possibilités de séjours offertes aux touristes internationaux sont considérables, et alimentent une hausse massive des flux touristiques. D'après l'Organisation mondiale du tourisme, les arrivées touristiques internationales ont été multipliées par trois entre 1990 et 2016, passant de 435 millions à 1,235 milliards[1].

[1] Source : UNWTO, *Tourism Highlights*, 2017 Edition

L'émergence touristique de grandes métropoles asiatiques, comme Shanghai (6 millions de touristes internationaux en 2015), Bangkok (18,2 millions), ou la concurrence croissante de métropoles « thématiques » comme Dubaï (14,3 millions) sur le segment du luxe, Berlin ou Barcelone pour le tourisme d'affaires et le tourisme des jeunes, renforcent la compétition mondiale, et fragilisent la position de Paris Île-de-France dans ce paysage en pleine transformation.

Cette fragilisation de la position concurrentielle de Paris Île-de-France est accentuée par le fait que la croissance des flux touristiques est plus forte dans les destinations concurrentes. Si les arrivées hôtelières de la destination Paris Île-de-France sont globalement stables, ce n'est pas le cas d'autres destinations, qui connaissent des hausses très importantes. Madrid a ainsi vu croitre ses arrivées hôtelières de 13% entre 2010 et 2015, passant de 7,7 millions à 8,9 millions ; Barcelone, de 11% (+700 000 arrivées dans la période) et Berlin de 37%. Berlin a ainsi vu 12,4 millions de touristes arriver dans les hôtels (et établissements assimilés) en 2015, ce qui rapproche petit-à-petit la capitale allemande des arrivées hôtelières de Paris intra-muros (15,2 millions), même si la différence est encore importante, notamment sur le plan de la fréquentation internationale.

Au final, Paris Île-de-France reste, pour la plupart des indicateurs étudiés, sur l'une des trois marches du podium, mais perd souvent la première place au profit de ses concurrents, signe d'un décrochage certain de la destination en termes d'attractivité et de dynamisme.

b. Un décrochage face à Londres et New-York ?

Paris Île-de-France est une destination globale et à ce titre, son leadership est fortement concurrencé par deux autres métropoles : Londres et New-York. Celles-ci dépassent régulièrement Paris Île-de-France sur plusieurs indicateurs (fréquentation des principales expositions mondiales, visibilité numérique, valorisation économique de la marque, sécurité, etc.).

Plusieurs points de comparaison entre les 3 métropoles touristiques que sont Paris Île-de-France, New-York et Londres, sont ainsi à souligner :

- New-York est la première destination mondiale, portée par sa fréquentation intérieure, avec plus de 58 millions d'arrivées hôtelières (mais seulement 12,3 millions d'arrivées internationales) en 2015. Vient ensuite Paris Île-de-France avec 32,4 millions d'arrivées hôtelières, dont 48% sont internationales (15,5 millions). Puis Londres, avec 31,7 millions d'arrivées hôtelières, dont 59% de touristes internationaux (18,7 millions). Londres est ainsi devant Paris Île-de-France en matière d'arrivées hôtelières internationales.
- Paris Île-de-France dispose du premier parc hôtelier mondial, avec 150 000 chambres d'hôtels, contre 137 000 à Londres et 107 000 à New-York. Toutefois, Londres a connu une croissance forte de ce nombre de chambres depuis les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2012, mouvement appelé à se poursuivre dans les années à venir.

- Enfin, en matière de consommation touristique, Paris Île-de-France est à la traîne, face à ses deux concurrentes. Avec 39 milliards d'euros en 2014, New York est la première destination en termes de recettes, Londres étant deuxième avec 27,5 milliards d'euros et Paris 3e avec 21 milliards d'euros. Il en est de même, comme le constate l'Alliance du Commerce, pour les achats ouvrant droit à la détaxe, dont le seuil en France est le plus élevé des pays de l'UE en raison de la législation actuelle, ce qui pénalise de facto la destination shopping que représente Paris pour bon nombre de visiteurs étrangers hors UE.

Si Paris reste le leader incontesté en matière de nombre de visiteurs d'affaires face à ses deux principales concurrentes, la dépense globale par touriste d'affaires y est toutefois moins importante qu'ailleurs (par exemple 656€ par séjour et par voyageur d'affaires à Paris contre 1121€ à Londres)[2]. Cela peut s'expliquer, notamment pour Londres, par le fait qu'elle accueille davantage de voyageurs d'affaires internationaux que Paris Île-de-France, où la clientèle d'affaires française est plus importante, puisqu'elle en représente les deux-tiers.

De même Londres dépasse Paris en matière de fréquentation des équipements et expositions culturelles alors même que l'offre culturelle francilienne est particulièrement dynamique et aujourd'hui organisée autour d'un calendrier commun entre la ville, l'État et la région. Londres a ainsi reçu 32,1 millions de visiteurs dans les musées de la ville contre 21,5 millions pour Paris. Et si 30 expositions franciliennes apparaissaient en 2015 dans le classement des expositions les plus populaires, Londres en accueillait 61 et New-York 57[3].

c. Nos concurrents mettent en œuvre des stratégies de promotion globales et mobilisent pleinement les outils numériques

Par ailleurs, New-York et Londres ont adopté des stratégies de développement touristiques marquées par une approche « market-driven », permettant une focalisation sur la demande (promotion et communication) pour les acteurs publics ou parapublics, le développement de l'offre étant laissé aux mains des professionnels. Chez nos concurrents, la promotion touristique est fortement intégrée dans l'ensemble des stratégies d'attractivité de la destination au même titre que l'attractivité en matière d'investissements étrangers, de grands événements, ou encore d'accueil d'étudiants internationaux, avec une véritable mutualisation des moyens et une cohérence des messages. Ces métropoles se fixent des objectifs chiffrés de retombées économiques globales, ce qui implique que les actions de promotion soient ciblées sur les segments de marché présentant un potentiel de création de valeur et d'image important.

Les outils numériques des structures en charge de la promotion de la destination sont utilisés à Londres comme à New-York non seulement comme un levier de visibilité de la destination, mais aussi comme une source de revenus complémentaires et outils de pilotage du retour sur investissement des actions engagées.

[2] Source : Bilan EY, réalisé pour le compte du Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France

[3] Source : Bilan EY, op. cit. / Journal des Arts

En matière de réseaux sociaux, la destination Paris Île-de-France a amélioré sa présence, mais reste en deçà de ses deux concurrentes. En avril 2017, New York comptabilisait 14 millions de mentions « J'aime » sur sa page Facebook officielle de destination quand Dubaï en avait 13 millions, Londres 8 millions et Paris à peine 7 millions. De même Londres apparaît 70 millions de fois sur Instagram devant Paris avec 59 millions de posts.

La valorisation économique des marques Paris et Paris Region reste aussi en retrait de ses principaux concurrents, alors que son potentiel en e-réputation est considérable. Le coût par clic payé par les annonceurs pour les mots clés « Nom de la destination + Tourism » sur Google est ainsi de 1,3€ pour New-York, 1,26 pour Shanghai, 0,95 pour Londres et Rome et « seulement » de 0,9€ pour Paris[4].

De même, le numérique a facilité le développement de nouvelles offres combinées facilitant les séjours et voyages des touristes, et notamment celles combinant à la fois l'offre transports avec une offre culturelle, comme à Amsterdam. A contrario, Paris Île-de-France ne dispose pas encore d'une offre simple combinant sur un support unique un titre de transport et un pass-musées.

Plus globalement, sur le plan du digital, de nombreuses destinations ont fortement investi dans l'expérience numérique du visiteur et ont ainsi su développer des services connectés efficaces, ce que Paris Île-de-France n'a pas su encore faire, malgré un tissu d'entreprises du numérique très vivace. Singapour est un exemple intéressant en la matière. Les pouvoirs publics locaux ont ainsi développé une stratégie de numérisation globale (Smart Nation), à l'échelle de l'ensemble des secteurs d'activités du territoire, dont le tourisme. L'organisme national en charge du tourisme s'est ainsi doté d'une direction de la transformation digitale, chargée de piloter l'ensemble des actions en lien avec les enjeux de numérisation avec les acteurs du secteur (hôtels, restaurants, parcs de loisirs, lieux culturels). La création d'une base de données partagée entre les pouvoirs publics et les professionnels permet d'alimenter ces derniers en informations importantes pour leurs stratégies de compétitivité, ce que la Région est en train de faire à partir de la base de données *open data* Apidae.

3. Les enjeux du tourisme à Paris Île-de-France

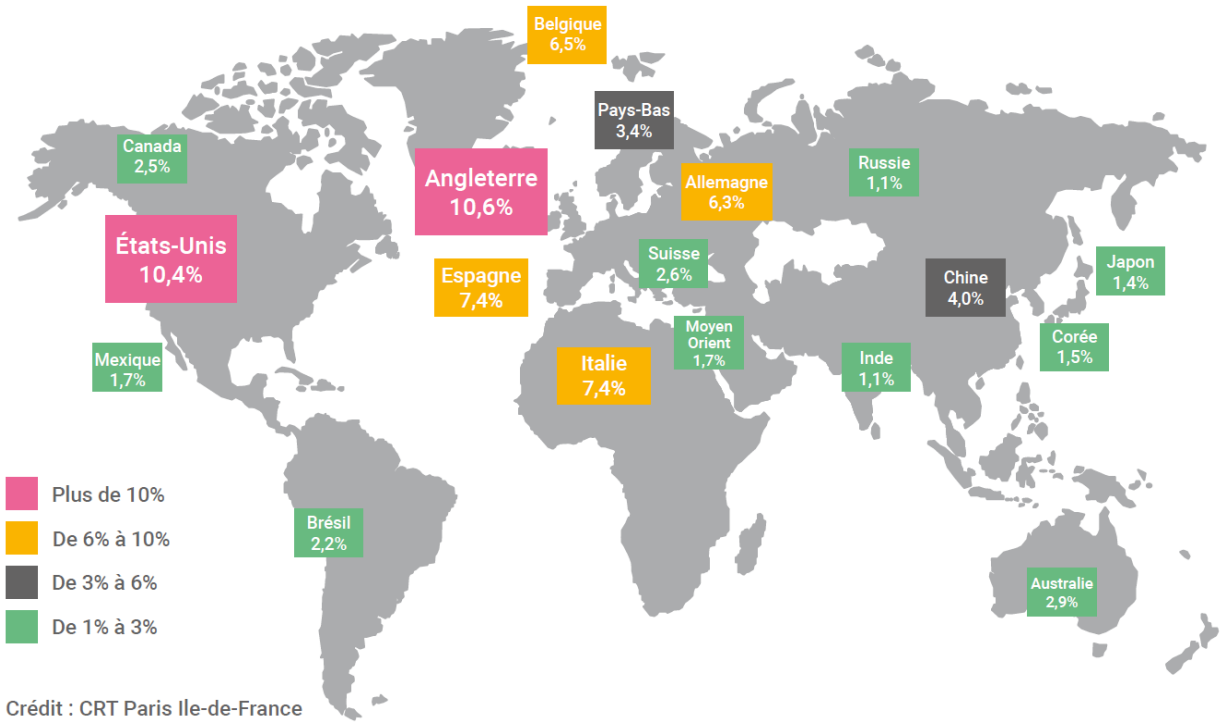
a. Les évolutions de la demande

Paris Île-de-France a accueilli 45 millions de touristes en 2016[5]. 59% étaient Français, 41% internationaux, et parmi les internationaux 60% étaient européens. Cette fréquentation touristique a engendré plus de 19 milliards d'euros de retombées économiques.

[4] Source : Bilan EY, op. cit. / Google Adwords

[5] Source : Dispositifs permanents d'enquêtes dans les avions, les trains, sur les aires d'autoroutes et dans les gares routières, CRT Paris Île-de-France, ADP, SAGEB, SVD, EUROSTAR, APRR, COFIROUTE, SANEF, SAPN, OUIBUS (BVA), résultats 2016

Origine des touristes en Île-de-France en 2016



Ces chiffres de fréquentation montrent une baisse importante par rapport à 2015 (47 millions de touristes pour 21 milliards d'euros de retombées économiques), conséquence notamment des attentats ayant touché la France et l'Europe entre fin 2015 et mi-2016, des intempéries et mouvements sociaux du printemps 2016, mais aussi des faiblesses structurelles de la destination (sécurité, propreté, pratique des langues, qualité de l'accueil).

Le premier semestre 2017 montre toutefois des signes encourageants d'une reprise importante de l'activité touristique, avec une hausse de plus de 10% du nombre de touristes arrivés dans les hôtels de la destination. Avec 16,4 millions d'arrivées hôtelières[6] entre le 1er janvier et le 30 juin 2017, soit 1,5 millions d'arrivées supplémentaires par rapport au 1er semestre 2016, la fréquentation touristique de la destination Paris Île-de-France s'annonce comme la plus élevée depuis plus de 10 ans.

i. Une fréquentation globalement stable depuis 10 ans

Ces évolutions d'une année à l'autre masquent le fait qu'à une échelle décennale (2006-2016), la fréquentation touristique de la destination Paris Île-de-France est restée globalement stable.

Cela signifie que la résilience de la destination est plutôt forte, mais qu'elle ne bénéficie pas non plus de la forte croissance des flux touristiques à l'échelle mondiale (+53% d'arrivées touristiques dans le monde entre 2005 et 2016[7]), démontrant une perte progressive de parts de marché au profit d'autres destinations (Londres, Berlin, Barcelone mais aussi nombre de destinations émergentes comme Dubaï, Shanghai, Bangkok, etc.).

6 Source : INSEE – DGE – CRT Paris Île-de-France

7 Source : UNWTO, *Tourism Highlights*, 2017 Edition

Cette stabilité de la fréquentation se retrouve dans d'autres caractéristiques des séjours des touristes à Paris Île-de-France, comme par exemple le fait qu'il s'agisse très majoritairement de séjours courts (en moyenne 3,7 nuits). Cette courte durée des séjours, typique d'une destination urbaine, a très peu évolué depuis les décennies passées, même si la moyenne masque des différences importantes entre les clientèles de proximité (Français et Européens), majoritaires, qui restent peu, et les clientèles lointaines, dont les séjours durent en moyenne une semaine.

ii. Des visiteurs fidèles

Cette faible durée des séjours est toutefois un corollaire au fait que la plupart des visiteurs de Paris Île-de-France (81%) sont des « repeaters ». C'est particulièrement le cas des clientèles de proximité (Français et Européens). Les clientèles plus lointaines sont, en revanche, plus souvent des « primo-visiteurs » (60% des Américains, 65% des Sud-Coréens, 56% des Chinois par exemple n'étaient jamais venus à Paris Île-de-France avant leur séjour en 2016).

Ces différences dans la connaissance de la destination impliquent des usages et comportements variés, avec un souhait de sortir des sentiers battus au fur et à mesure du nombre de visites dans la destination, et ce même si le cœur de la destination reste le facteur-clé de l'attractivité de Paris Île-de-France.

Comme le montre aussi le nombre de repeaters, l'attachement des touristes à la destination Paris Île-de-France est fort, d'autant plus que la satisfaction globale après leur séjour est très élevée (plus de 93% de touristes satisfaits en 2016)[8].

iii.Des motifs d'insatisfactions à corriger

Toutefois, ces éléments, et le poids des clientèles de proximité (plus de 83% des touristes sont des Français ou des Européens), rendent indispensable la mise en œuvre d'une stratégie de fidélisation par l'ensemble des acteurs de la destination. Il importe d'agir sur les points d'insatisfaction principaux, afin de renforcer la qualité de l'expérience vécue. Les motifs d'insatisfaction portent principalement sur :

- La propreté, qui est un motif majeur d'insatisfaction pour 41 % des touristes, et en particulier pour les clientèles asiatiques (60% des Japonais sont insatisfaits sur ce point-là, comme 50% des Sud-Coréens) mais aussi 43% des Allemands, des Russes ou encore des Suisses. Les touristes français eux-mêmes sont 46 % à considérer la propreté comme insuffisante à Paris Île-de-France.

- La sécurité, également jugée insatisfaisante pour 24% des touristes, en premier lieu pour les Asiatiques (40% des Chinois, 45% des Sud-Coréens, 58% des Japonais). Les agressions répétées de touristes asiatiques fortement relayées via les réseaux sociaux impactent lourdement la destination.

[8] **Source : Dispositifs permanents d'enquêtes dans les avions, les trains, sur les aires d'autoroutes et dans les gares routières, CRT Paris Île-de-France, ADP, SAGEB, SVD, EUROSTAR, APRR, COFIROUTE, SANEF, SAPN, OUIBUS (BVA), résultats 2016**

- Le rapport qualité-prix (notamment des sites et monuments), qui est considéré comme insuffisant, que cela soit par les clientèles européennes (43 % des Allemands, 48% des Espagnols), comme par les clientèles à fort pouvoir d'achat (42% des Moyen-Orientaux) ou émergentes (41% des Brésiliens).

- Le multilinguisme. Si l'anglais est globalement maîtrisé par les professionnels du tourisme même si d'importants efforts restent possibles en la matière, les touristes internationaux attendent de plus en plus qu'ils leur parlent une 2ème langue étrangère et souvent la leur. Or ce point reste une vraie faiblesse de l'offre francilienne et ce quels que soient les maillons de la chaîne touristique, en dehors des grands magasins qui ont fait beaucoup d'efforts sur ce point. Les observations réalisées par le CRT via le dispositif de visites mystères qu'il a mis en place, a ainsi montré que si le « taux de conformité »[9] réel était de plus de 80% en ce qui concerne l'anglais, il tombait à moins de 50% en moyenne pour les autres langues (51% dans les musées et monuments, 48% dans les points d'accueil touristique, 40% dans les taxis, voire 36% dans les hébergements pour jeunes).

- La qualité des transports, qu'il s'agisse des conditions d'arrivée et de départ dans les aéroports (files d'attente), des transports publics (signalétique, sécurité), des taxis (acceptation des cartes de paiement) ou de la circulation et du stationnement. 46% des touristes, essentiellement venus en voiture, considèrent que circuler et stationner à Paris Île-de-France est compliqué. Les Français, les Allemands sont par exemple extrêmement insatisfaits en la matière.

Ces chiffres d'insatisfaction démontrent à la fois que la qualité du service et de l'expérience visiteur n'est pas suffisante à Paris Île-de-France, mais aussi que nombre de clientèles sont habituées à des niveaux de service très supérieurs dans leurs pays d'origine et que le contraste avec la réalité francilienne est donc important et facteur de déception et de critiques.

iv. Des touristes plus exigeants

Les efforts à produire pour corriger ces faiblesses structurelles sont d'autant plus indispensables qu'on observe une évolution importante dans les origines des clientèles, avec une baisse relative des clientèles européennes au profit des clientèles lointaines (Chine, Corée, Russie, Mexique, Inde) mais aussi issues de nouveaux pays et régions émetteurs (Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Amérique latine). Le poids des clientèles européennes est ainsi passé de 63,5% des arrivées hôtelières internationales en 2006 à 51,4% en 2016. En parallèle, celui des clientèles venues des Amériques a augmenté de 3,5 points (17,3% en 2006 et 20,8% en 2016). Quant aux clientèles asiatiques, leur augmentation est encore plus importante : elles passent de 17% des arrivées hôtelières internationales en 2006 à 24,5% en 2016. Or, ces nouvelles clientèles ont également des exigences plus importantes que les clientèles traditionnelles.

[9] Les visites mystères ont pour objectif de mesurer, de façon continue et objective, la qualité produite par 120 sites et partenaires touristiques franciliens. Les résultats présentés ici sont exprimés en % de conformité qualité. Ils résultent de critères portant sur la pratique des langues étrangères par les personnels des différentes structures concernées, ainsi que sur la présence de traduction, tant sur le site internet que sur le site physique.

v. Un enjeu : l'e-réputation de la destination

Cet impact négatif sur la réputation de la destination peut être très lourd et porteur de conséquences graves pour l'avenir de l'économie touristique francilienne. En effet, le développement des réseaux sociaux a engendré de nouvelles pratiques dans la façon dont les touristes s'informent, réservent, et finalement évaluent la qualité du séjour dans une destination. La recommandation et surtout les avis postés par d'autres touristes, ayant déjà vécu l'expérience de la destination, prend une part de plus en plus conséquente dans le choix d'une destination, d'un hébergement, d'un restaurant, etc. Et ce d'autant plus que la part des réservations faites via les principales agences de voyages en ligne (Booking, Expedia, Trip Advisor, Hotels.com , AirBnB, etc.) est en forte croissance depuis quelques années, passant de moins de 45% en 2014 à plus de 47%, au détriment notamment des agences de voyage et tour-opérateurs qui ne publiaient pas forcément les avis négatifs des voyageurs.

Communiquer sur la qualité de l'offre de la destination est également fondamental dans l'attractivité de la destination auprès des touristes d'affaires, dont le nombre, en croissance et les retombées économiques engendrées sont vitaux pour la destination Paris Île-de-France. Les séjours d'affaires représentent plus d'un tiers des séjours touristiques à Paris Île-de-France. Cette croissance est toutefois à nuancer car la consommation touristique de ce segment de clientèle est en baisse en 2016, passant de 8,4 milliards d'euros en 2014 à 7,7 milliards d'euros en 2016 (soit 40% de la consommation touristique globale). Or, ces touristes d'affaires, venus essentiellement d'Europe (près de 90%) et plus particulièrement de France (pour les deux tiers d'entre eux), dépensent en moyenne plus que les clientèles d'agrément. Avec un niveau d'exigence plus important, ils sont globalement moins satisfaits que les touristes « classiques », et ce notamment du fait des questions de propreté ou du manque d'information touristique adaptée à leur catégorie.

b. Les évolutions de l'offre

i. L'hébergement touristique, le secteur le plus touché par les évolutions en cours

En parallèle à ces évolutions des comportements des touristes en quête d'attentions et de services personnalisés, l'offre de la destination s'est également transformée, dans toutes ses composantes. Le secteur de l'hébergement touristique a été le plus touché par ces évolutions.

Paris Île-de-France a la plus grande capacité d'hébergements touristiques au monde, avec 2 460 hôtels et près de 157 000 chambres. Cette offre hôtelière de 1er ordre a considérablement évolué en quelques années. On assiste, depuis 2010, à une remontée du nombre d'hôtels ouverts, du fait à la fois d'une reprise des investissements touristiques (2,3 milliards en 2015), notamment suite à la création de fonds privés dédiés à l'hôtellerie, d'une concentration géographique des investissement hôteliers à Paris Île-de-France (représentant 70% de l'investissement hôtelier en France), d'une meilleure prise en compte par les pouvoirs publics de l'intérêt économique du tourisme, entraînant une intégration de projets hôteliers dans plusieurs grands projets d'aménagements urbains, ou encore, fait nouveau, de la transformation de nombreux bureaux en hôtels (qui représentent, à Paris, 40% des nouvelles chambres entre 2008 et 2016). Le nombre

d'hôtels de Paris Île-de-France reste cependant en 2016 inférieur à celui de 2006, mais le différentiel a pu être comblé par le développement d'autres formes d'hébergements comme les résidences de tourisme et les meublés touristiques.

La répartition territoriale des hôtels montre une concentration très forte dans Paris, qui regroupe 2/3 des hôtels et 50% des chambres, mais qui manque de grands hôtels pour accueillir les groupes. Les évolutions de l'offre ont d'ailleurs renforcé cet état de fait entre 2006 et 2016, avec une reprise importante des constructions d'hôtels dans le cœur de la destination et une diffusion progressive de l'offre en périphérie immédiate de Paris.

D'autre part, la taille relativement petite des hôtels franciliens est un vrai enjeu d'attractivité, afin d'être en capacité d'accueillir des groupes, des grands congrès ou salons, qui nécessiteraient des hôtels de grande taille, comme ceux développés dans les grands pôles hôteliers franciliens, comme Roissy ou Val d'Europe par exemple.

Par ailleurs, le nouveau classement hôtelier, issu de la loi du 22 juillet 2009 « Modernisation des services touristiques », a eu un impact important à Paris Île-de-France, avec une montée en gamme importante, en particulier dans l'hôtellerie de chaîne, avec une concentration dans les segments moyen, haut de gamme et luxe.

Les professionnels du tourisme alertent d'ailleurs sur les difficultés rencontrées pour faire émerger une hôtellerie économique dans le cœur de la destination[10], pour lesquels les projets doivent être soutenus de manière volontaire par les collectivités s'ils veulent pouvoir être menés à bien.

En parallèle à ces évolutions de l'offre hôtelière, qui reste le moyen privilégié par les touristes pour se loger à Paris Île-de-France, d'autres offres se sont développées fortement durant les années 2005-2016.

Tout d'abord, les résidences hôtelières, qui ont connu une très forte augmentation de leur nombre passant de 162 en 2009 en Île-de-France, à 194 en 2016. Le développement de cette offre s'explique certes par le fait qu'elle répond en partie aux besoins de la clientèle de type famille, mais surtout par l'existence de contraintes règlementaires moins fortes que pour les hôtels.

En ce qui concerne les campings, qui restent un mode d'hébergement relativement faible à Paris Île-de-France, ceux-ci ont connu un cycle de renouvellement notable, avec l'émergence de produits nouveaux, très qualitatifs.

De même les hébergements ruraux, comme les Gîtes de France, ont connu des évolutions importantes, avec une augmentation de leur nombre (passant d'environ 500 en 2006 à 800 en 2015, hors Paris et Petite couronne). Toutefois, ils ont été confrontés, comme l'ensemble des autres secteurs touristiques, à des exigences croissantes de la part des touristes, franciliens en premier lieu, sur la qualité de leur offre, et à des contraintes croissantes de commercialisation.

[10] Observatoire régional de l'immobilier d'entreprise en Île-de-France (ORIE) : *L'immobilier hôtelier en Île-de-France, Etat des lieux et propositions*, octobre 2016

La concurrence avec les plateformes de location entre particuliers est sans doute la transformation majeure de ces dernières années. La destination a connu en effet, comme d'ailleurs toutes ses concurrentes, une augmentation très conséquente du nombre de meublés touristiques, avec le développement de ces acteurs, purement numériques, comme Airbnb ou encore Homeaway-Abritel.

Paris Île-de-France est ainsi la première destination pour Airbnb, avec 78 000 logements[11] mis en location, contre 46 000 à New York ou 47 000 à Londres, 23 000 à Barcelone… 4,3% des touristes de Paris Île-de-France, soit près de 2 millions, toutes origines confondues, ont ainsi logé en 2016 dans les meublés et locations touristiques. Ramenée au nombre de nuitées effectivement offertes à la location et estimée grâce à la taxe de séjour reversée, la part de marché d'Airbnb à Paris intra-muros dépasserait 16% des nuitées hôtelières. Ces hébergements, s'ils représentent un facteur d'attractivité très fort de la destination et une réponse importante aux besoins de clientèles jeunes ou familles, bénéficient aussi d'avantages « concurrentiels » face aux hôtels, notamment sur le plan de la réglementation et de la fiscalité. Des actions en leur faveur, notamment en matière de promotion, ne pourront être envisagées que dans un environnement juridique et fiscal plus harmonisé, voulu par les autorités françaises et la Commission européenne.

En réponse à l'émergence de ces acteurs numériques, les hébergeurs traditionnels, et en particulier les chaînes hôtelières, ont su développer de nouveaux produits, répondant à certains besoins et attentes des clientèles. Une nouvelle offre d'hébergements a ainsi émergé et poursuit son développement[12] : boutique hôtels, hostels, hôtels urbains innovants et hôtels flottants. Ces nouveaux concepts hôteliers font la part belle, dans la lignée des Mama Shelter par exemple, au design, aux services, aux nouvelles technologies et à la mixité des usages, et entendent répondre aux attentes de certaines clientèles très ciblées. Ils sont pour nombre d'entre eux le fruit de l'émergence de nouveaux groupes hôteliers pour lesquels Paris Île-de-France représente une opportunité unique de développement. Les hébergements pour jeunes ont aussi connu un renouvellement certain, notamment avec la rénovation de nombreuses auberges de jeunesses, soutenues par la Région.

Toutefois, Paris Île-de-France n'est pas le lieu premier d'émergence de ces nouveaux concepts. Ce sont généralement d'autres destinations, de taille variées, mais au dynamisme touristique réel (Londres, Barcelone, Amsterdam, Berlin), qui permettent cela.

11 Tous confondus : logements entiers, chambres privées et chambres partagées – Source : Airbnb Data and Analytics
12 Source : ORIE, op. cit.

ii. L'offre culturelle et de loisirs est en évolution même si le retard reste important

Les sites touristiques ont aussi suivi les évolutions du secteur, même si le retard sur d'autres destinations reste notable. La destination a connu un fort mouvement de rénovation et ou de modernisation de ses grands sites, dans Paris mais aussi dans tous les départements, qui se poursuit : rénovation du Parc Zoologique de Paris, du Musée du Louvre, des Châteaux de Versailles, Fontainebleau, Auvers-sur-Oise, du Musée de l'Air et de l'Espace, etc. Destinés à agir sur l'expérience des visiteurs, en améliorant les espaces d'accueil, tout en renforçant la sécurité, ces investissements lourds se sont accélérés ces dernières années, fortement soutenus par les pouvoirs publics, au premier plan desquels la Région et l'État.

Tous les secteurs de l'offre sont d'ailleurs concernés par ce mouvement. Les bateaux-mouches sur la Seine ont connu ces dernières années un mouvement important de rénovation voire de remplacement, afin d'offrir une meilleure qualité d'accueil et un confort optimal aux touristes. L'offre de croisières sur la Seine, depuis la Normandie, s'est également développée, et est amenée à croître encore, avec le développement de bateaux plus grands, nécessitant des rénovations profondes des espaces de débarquement des passagers, voire la création de nouveaux ports d'accueil, que ce soit dans Paris ou sur le territoire de la Seine Aval, en lien avec l'offre touristique des territoires proches. L'enjeu de numérisation de l'offre touristique est encore trop faiblement pris en compte et sur ce point, les acteurs du tourisme d'agrément comme d'affaires franciliens restent trop en retrait par rapport à leurs concurrents internationaux.

L'offre culturelle a aussi été renouvelée par l'ouverture d'équipements majeurs, de rang international, comme la Fondation Louis Vuitton, La Seine Musicale ou encore Villages Nature. Ces projets permettent à la destination de proposer une nouvelle offre, de niveau similaire à ce qui fait sa force, et de communiquer.

De même, de nouveaux événements, et notamment de grands festivals, ont élu domicile à Paris Île-de-France. L'activité événementielle s'est amplifiée depuis quelques années, et assure à la destination une animation régulière, ce qui renforce son attractivité notamment auprès des *repeaters*.

Enfin, de grands projets sont à l'étude ou en cours de réalisation à Paris et en Île-de-France, poursuivant le renouvellement de l'offre sur le territoire régional comme le Parc Napoléon à Montereau-Fault-Yonne, l'International Trade Center à Roissy-en-France, EuropaCity à Gonesse, la Cité de la Gastronomie à Rungis et dans plusieurs lieux franciliens, la Fondation Pinault à Paris.

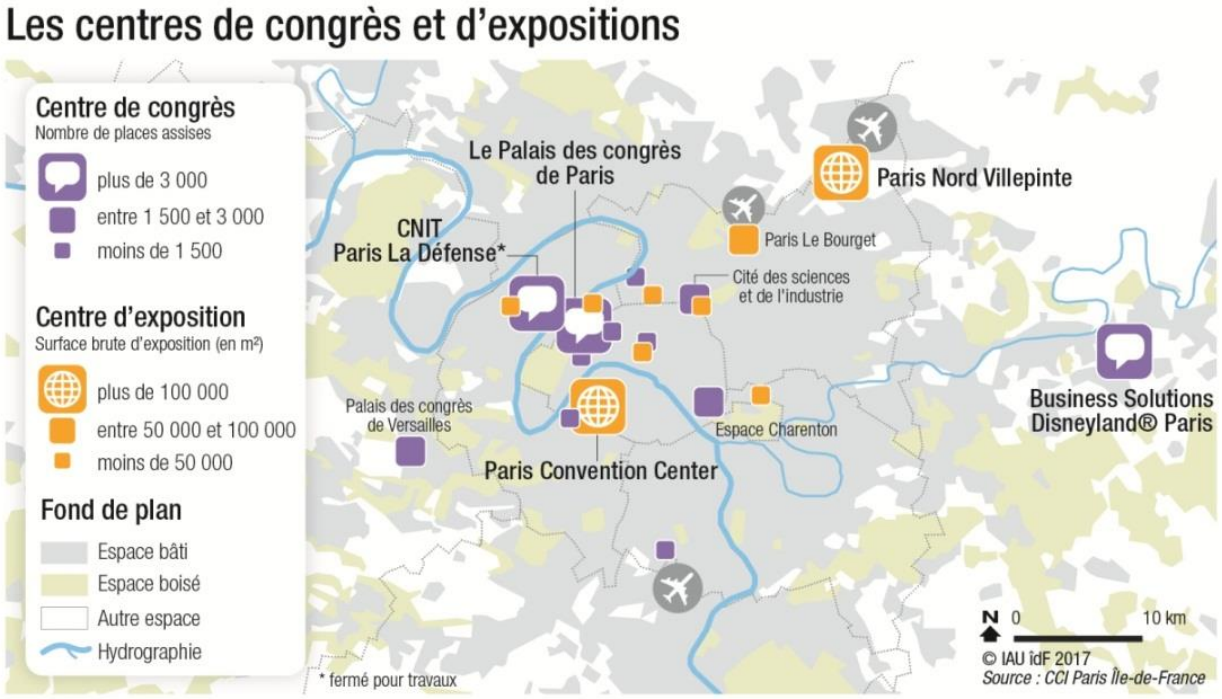
iii. L'offre « affaires », compétitive et profondément renouvelée

Comme indiqué dans les éléments de comparaison internationale, Paris Île-de-France est la première destination mondiale en matière de tourisme d'affaires. Ce secteur d'activité représente une parte majeure de l'activité économique liée au tourisme, avec 51% des nuitées hôtelières et 7,7 milliards d'euros de dépenses générées par la clientèle d'affaires.

Avec 700 000 m² de surface d'exposition et de congrès commercialisable couverte, Paris Île-de-France propose la plus grande offre européenne et reste parmi les leaders mondiaux. La destination a par ailleurs l'avantage de disposer d'une offre de surface riche et variée avec des équipements d'accueil de toutes dimensions. Cette offre connaît depuis plusieurs années un mouvement important de rénovation et de modernisation, lui permettant de répondre aux exigences, importantes, des différentes clientèles concernées.

De même l'offre de salles de réunions, en particulier dans les hôtels, a été renouvelée et offre ainsi aux clients d'affaires, une garantie de qualité de service répondant aux standards internationaux.

Ce mouvement de rénovation est complété par l'ouverture de nouveaux sites d'affaires, comme le Paris Convention Center, Porte de Versailles, ou encore le futur International Trade Center à Roissy, renforçant d'autant plus la compétitivité de la destination à l'international.



c. Les grands enjeux de la destination

Les touristes internationaux ont aujourd'hui le choix entre de multiples destinations, et notamment un certain nombre de métropoles mondiales, offrant des réponses diverses, mais complètes, à leurs attentes en matière de séjours touristiques et d'expérience vécue.

Chacune de ces métropoles, et en premier lieu Paris Île-de-France, doit donc se différencier des autres, et sur des critères toujours plus fins et relevant du ressenti, notamment du fait de la montée en puissance des avis en ligne comme déclencheurs (ou non) des séjours.

Cela signifie que la qualité globale de la destination (qualité d'accueil, qualité de service, qualité des espaces publics, sécurité et sûreté, propreté, maîtrise des langues étrangères, etc.) est un élément fondamental dans la réputation et donc le choix d'une destination au détriment des autres. C'est à ce titre le premier enjeu pour la destination Paris Île-de-France.

Et ce d'autant plus que les standards de qualité, qu'ils soient « officiels » ou totalement subjectifs, évoluent fortement. Les professionnels du tourisme doivent donc être en capacité de s'adapter de manière rapide à ces changements, et de faire évoluer leur offre en fonction, tout en garantissant à chaque touriste une offre singulière, unique et différenciée.

Cette question d'une image globale, nécessairement multiforme, est d'autant plus complexe à gérer que Paris Île-de-France jouit d'un imaginaire extrêmement fort (autour des notions d'art de vivre, d'histoire, de patrimoine exceptionnel, de gastronomie et de romantisme…) qui fait naître beaucoup d'attentes chez nos visiteurs.

L'enjeu est donc de pouvoir alimenter cet imaginaire sur tout notre territoire. La généralisation d'une marque commune devra participer de ce travail, en incarnant les valeurs portées par la destination. Ceci est d'ailleurs demandé par de nombreux acteurs, dont les professionnels du tourisme eux-mêmes[13].

Toutes ces évolutions impliquent une agilité des acteurs franciliens du tourisme, sans commune mesure avec ce qu'ils avaient pu vivre dans les décennies précédentes. Ils doivent plus que jamais inscrire le client au centre de leurs préoccupations et être en capacité de s'adapter et de faire évoluer leurs métiers. Cela étant d'autant plus complexe que le temps des investissements est un temps long, et nécessitant des moyens financiers conséquents.

En parallèle, le développement des services numériques contribue à faire voler en éclat l'écosystème traditionnel du tourisme. En particulier, l'intermédiation fait l'objet de fortes mutations, aussi bien pour l'accès à l'information que pour la distribution. De nouveaux acteurs apparaissent, les acteurs traditionnels sont amenés à adapter leur offre voire à se repositionner et les modèles économiques sont bouleversés. L'ancrage territorial des retombées économiques est également à questionner. En effet, les acteurs numériques sont pour les plus importants d'entre eux « hors sol » et les réservations effectuées par leur intermédiaire impliquent qu'une part du produit de ces transactions échappe aux territoires concernés.

13 Proposition à retrouver dans plusieurs contributions et travaux, comme CCI Paris Île-de-France : *Tourisme en Île-de-France : surprendre et innover pour rester leader* – septembre 2017, ou encore IAU Île-de-France, *Tourisme, attractivité de l'Île-de-France et ses territoires*, juin 2017

Ce changement de fond dans la répartition de la valeur implique une modification du rôle des acteurs locaux, et de nouveaux rapports entre tous, et à toutes les échelles. Concurrence renforcée entre sites, entre hébergements, marquée par une impérative gestion des avis en ligne, entre territoires, entre destinations, mais aussi relations complexes entre acteurs de l'offre et intermédiaires (agences de voyages en ligne, prescripteurs), apparition de nouveaux acteurs numériques sur le volet image et communication (influenceurs, Tripadvisor, etc.).

Mais ces évolutions indiquent aussi la possibilité, sur des marchés de niches, d'un ancrage local plus fort, comme en témoignent le développement des circuits courts et la recherche d'une expérience locale, de l'authentique et de contact humain pour une partie croissante des touristes.

La refonte de l'organisation territoriale en matière de développement du tourisme, si elle n'a pas concerné les Régions et les Départements, implique une restructuration locale totale, avec le transfert de la compétence à l'échelon intercommunal, et regroupant les offices de tourisme de ces nouveaux territoires touristiques. Ces collectivités se saisissent du fait touristique afin de pouvoir définir leur stratégie de développement. Cela va signifier, pour nombre d'entre elles, un besoin d'accompagnement, et la Région devra jouer son rôle en la matière, en lien avec ses partenaires départementaux.

Cette refonte territoriale devra s'accompagner de réflexions à l'échelle interrégionale, car les flux touristiques ne s'arrêtent pas aux frontières administratives. Et, dans l'imaginaire de nombreux touristes, la destination Paris Île-de-France est plus large que le territoire couvert par la Région Île-de-France. Le contrat « Normandie – Paris Île-de-France : destination impressionnisme » a montré la capacité de deux Régions à travailler efficacement et avec succès. Il sera nécessaire de poursuivre les discussions avec l'ensemble des Régions du Bassin parisien (Grand Est, Hauts de France, Normandie, Centre-Val de Loire, Bourgogne-Franche-Comté), pour déboucher sur des partenariats utiles et porteurs de développements conjoints.

Ces évolutions territoriales et comportementales sont d'autant plus nécessaires que les formats des séjours touristiques évoluent une porosité croissante entre sphère privée et sphère professionnelle (« bleisure »), qui peut réinterroger d'une part la distinction classique entre tourisme d'agrément et tourisme d'affaires et d'autre part les composantes de la demande : durée des séjours, besoins d'hébergement, …

Les forces et faiblesses de la destination, peuvent se résumer au travers de la matrice suivante :

Forces :	**Faiblesses :**
✓ Destination « globale », parlant à toutes les clientèles ✓ Situation géographique en Europe et rôle de hub européen (aérien et ferré) ✓ Richesse de l'offre culturelle, patrimoniale, événementielle, naturelle, de loisirs ✓ Mixité des hébergements ✓ Qualité et quantité des transports à Paris intramuros ✓ Mixité des clientèles (affaires et loisirs, origines proches ou lointaines)	✓ Gouvernance morcelée ✓ Image « muséale », figée, avec une vie nocturne peu animée ✓ Accessibilité limitée des sites hors Paris / qualité relative des transports reliant les aéroports ✓ Mauvaise image de l'accueil par les habitants et pratique des langues ✓ sécurité / propreté / Rapport qualité prix ✓ Retard numérique ✓ Pas assez d'hébergements à bas prix.
Opportunités :	**Menaces :**
✓ Grands événements (Gay Games 2018, Ryder Cup 2018, Euro 2019 de Volley, Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024…) ✓ Grands projets de transport, touristiques, de loisirs ✓ Augmentation des flux touristiques internationaux ✓ Amélioration des transports existants ✓ Candidatures à d'autres événements (championnats du monde de Rugby 2023, Expo universelle 2025…)	✓ Cherté croissante de la destination ✓ Sécurité ✓ Saturation des grands sites culturels et touristique, et plus globalement du cœur de la destination ✓ E-réputation de la destination, en retrait par rapport aux autres ✓ Offre hôtelière dans Paris intra-muros

STRATEGIE ET PLAN D'ACTIONS

Deux principes fondamentaux ont prévalu pour l'identification des orientations stratégiques et des actions opérationnelles associées : la transversalité et l'orientation client. Ainsi, cette stratégie place le visiteur au centre de toutes les actions afin de fidéliser et de se démarquer des concurrents par l'excellence du séjour passé au sein de la destination.

Paris Île-de-France, première destination mondiale, bénéficie d'une situation unique de par la richesse de son offre touristique. Toutefois, comme cela a été vu dans le diagnostic, la destination souffre de faiblesses structurelles indéniables (sécurité au quotidien, propreté, pratique des langues, capacité hôtelière, faible digitalisation de l'offre, etc.), et il convient donc, pour les pouvoirs publics comme les professionnels du tourisme, d'aborder les enjeux et de ne pas se « reposer sur ses lauriers ». Le constat est partagé par tous et la Région s'engage à agir, dans cet état d'esprit, pour prendre sa part dans la correction des faiblesses de la destination. C'est tout le sens de l'axe 1 de cette stratégie, qui porte sur le renforcement de la qualité de l'offre existante pour faire vivre aux visiteurs de Paris Île-de-France une expérience unique.

Répondre aux nouvelles attentes des touristes et permettre une véritable irrigation de l'ensemble du territoire de la destination nécessite d'innover, afin de créer une nouvelle offre, de nouveaux services, une nouvelle manière de parler aux visiteurs. C'est pourquoi la Région entend soutenir les dynamiques d'innovation, de transformation numérique en cours ou à créer. L'axe 2 de cette stratégie est centré sur cette volonté et sur sa mise en œuvre opérationnelle.

L'action régionale ne peut enfin s'entendre qu'au travers d'une mobilisation de l'ensemble des acteurs de la destination, institutionnels, privés mais aussi des Franciliens. Cela implique de penser une nouvelle organisation institutionnelle du tourisme, plus efficace, plus collective, permettant de développer une stratégie commune, sans redite, sans chevauchement. C'est le sens de l'axe 3 de cette stratégie, visant à accroître la mobilisation collective au service du développement du tourisme et de l'efficacité de l'action publique.

Les actions proposées ont été regroupées autour de ces trois axes principaux: i) le renforcement de la qualité de l'offre existante, ii) la réinvention de la destination au travers de l'innovation, iii) et la coordination améliorée de l'ensemble des acteurs.

1. Renforcer la qualité de l'offre existante pour faire de Paris Île-de-France une expérience unique

i. Mieux accueillir par des actions sur la formation, le développement de l'initiative des Volontaires du tourisme et l'amélioration du fonctionnement des Centres d'accueil Régionaux du Tourisme

L'offre touristique et de loisirs de Paris Île-de-France est remarquable, diversifiée, permettant à la destination de s'adresser à l'ensemble des visiteurs, quels qu'ils soient (Franciliens, Français, Européens ou clientèles lointaines, venus pour affaires ou agrément, en famille, en groupes, entre amis, en couple, entre collègues, de tous âges, etc.).

Toutefois, au regard des évolutions des attentes des touristes, il est nécessaire d'intervenir pour soutenir l'amélioration de la qualité de l'offre, de l'accueil et des services qui leur sont proposés. La qualité globale de la destination est en effet l'un des facteurs majeurs de différenciation entre les grandes destinations mondiales. La massification du tourisme, couplée à la nécessité d'une personnalisation toujours plus accrue du service rendu, font que chaque destination doit œuvrer à faire vivre à chaque touriste une expérience unique, exceptionnelle. La fidélisation de chaque touriste, afin qu'il communique via les réseaux sociaux sur son expérience, et qu'il revienne régulièrement, impose une prise de conscience de ces enjeux expérientiels par l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur du tourisme.

Pour autant le tourisme n'est pas uniquement la responsabilité de la direction régionale du tourisme et du Comité régional du tourisme, mais aussi de l'ensemble des acteurs du secteur. Au sein des services de la Région, le tourisme a été jusqu'ici beaucoup trop traité sans lien fort avec les actions des autres directions, ce qui va changer : par exemple, les questions des véloroutes, des accès à Disneyland Paris ou encore du Citypass sont traitées en lien étroit avec la direction en charge des transports. De nombreux services participent en effet à la qualité vécue par le touriste durant son séjour, et il revient à la Région de fédérer et d'animer ces acteurs et d'agir, à leurs côtés, et dans ses compétences, pour renforcer l'offre existante. La Région entend donc agir sur certains des points de faiblesses ressentis par les visiteurs et accompagnera les professionnels sur un certain nombre de sujets (mesure de la qualité, gestion de l'attente et des flux, personnalisation du service, etc.), par exemple via des échanges de bonnes pratiques, des analyses issues des études et enquêtes disponibles. La recherche d'une « chaîne continue d'excellence » depuis l'accueil à l'aéroport jusqu'au lieu d'hébergement et aux sites visités doit être l'objectif. En intégrant également l'expérience du retour et en particulier la sortie du territoire, avec le passage aux frontières aux aéroports, qui peut gâcher tout le plaisir du séjour et laisser un souvenir amer du voyage.

C'est à ce titre que la qualité globale de l'accueil est instituée comme une priorité majeure. Fortement sollicitée par les professionnels du tourisme, que cela soit le 15 septembre 2016 lors de la réunion sur la crise du tourisme organisée par la Présidente de Région, comme lors des réunions de concertation tenues dans le cadre des travaux d'élaboration du présent Schéma régional, la Région s'engage à mettre la qualité de l'accueil au cœur de l'ensemble de ses politiques touristiques, de transports, de formation, etc.

C'est pour cela qu'elle entend également poursuivre sa politique volontariste d'accueil via les Volontaires du tourisme, les Centres d'accueil régionaux du tourisme, notamment en partenariat avec Paris Aéroport ou encore le soutien à la professionnalisation des Offices de tourisme existants dans le territoire régional.

Les Volontaires du tourisme (fiche action n°1) ont été annoncés à l'occasion du plan régional de relance de l'activité touristique de la destination, le 30 octobre 2016. Étudiants en tourisme ou en langues, déployés dans les sites touristiques et offices de tourisme partenaires, ils ont pour mission d'accueillir, informer et orienter les visiteurs. Cela constitue pour nombre d'entre eux une véritable expérience professionnelle, voire un test grandeur nature de leur futur métier, garantissant ainsi un engagement important de la part des jeunes concernés. Expérimenté pendant les vacances de Noël 2016 et d'été 2017, avec respectivement 200 et 500 Volontaires déployés, le dispositif rencontre un franc succès auprès des partenaires comme des touristes (88% de satisfaction[14]) et doit donc être pérennisé. Le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France, maître d'œuvre du dispositif, travaillera donc à étendre le réseau des partenaires et le nombre de Volontaires déployés afin de garantir son renouvellement annuel. Des partenariats renforcés avec les universités, les écoles de commerce, les CFA ou tout autre établissement scolaire pouvant proposer ces stages « Volontaires du tourisme » seront recherchés.

Toujours en matière de qualité de l'accueil, la Région interviendra auprès des intercommunalités régionales dont la compétence en matière de tourisme a été renforcée par la Loi Notre. Les offices du tourisme intercommunaux, dont la structuration est en cours, seront ainsi accompagnés par le CRT dans une logique de professionnalisation, de modernisation et de digitalisation.

En ce qui concerne les Centres d'accueil Régionaux du Tourisme, accueillant 2,5 millions de touristes par an, ils sont des acteurs désormais reconnus par les professionnels. Intermédiaires entre l'offre et les visiteurs, les rassurant à la descente de l'avion, ou à leur arrivée au cœur de la destination, ils participent de la qualité de l'accueil à Paris Île-de-France. C'est pourquoi la Région entend poursuivre cette action phare de son action en faveur du tourisme, tout en rationalisant le dispositif après la fermeture du CaRT de Versailles. À ce titre, la Région engagera les discussions avec Paris Aéroport afin de faire évoluer le dispositif d'accueil régional au sein des aéroports franciliens, dans le cadre d'une convention triannuelle, à renouveler en 2019 avec ce partenaire de premier plan en matière d'accueil. Il conviendra en effet de repenser globalement le modèle de fonctionnement des Points Information Tourisme (fiche action n°2), afin qu'ils soient plus autonomes financièrement. Le développement du site internet de la destination, pendant numérique des points physiques, devra permettre un accroissement des revenus propres, complémentaire d'une dynamisation de la démarche commerciale et partenariale globale.

[14] Source : enquête de satisfaction des touristes renseignés par les Volontaires du tourisme – décembre 2016 – Junior ESSEC

Toutefois, l'amélioration de la qualité de l'accueil et des services ne pourra se faire que si les personnes travaillant dans l'ensemble des métiers de la chaîne touristique sont formées correctement, en adéquation avec les évolutions des comportements et des attentes des touristes. La formation aux métiers du tourisme, qu'elle soit initiale comme continue, apparaît aujourd'hui aux yeux des professionnels comme largement inadaptée aux métiers du tourisme. De nouveaux efforts doivent donc être réalisés en matière de culture de l'hospitalité ou de maîtrise des langues étrangères. La Région est compétente en matière de formation professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emplois, et des politiques d'apprentissage. Elle organise, dans ce cadre, par exemple, l'offre de formation des apprentis, au travers des CFA dont certains alimentent la filière (hôtellerie et restauration en particulier). La Région se mobilisera davantage afin de développer un socle commun de compétences pour les étudiants et salariés du tourisme, et de diffuser le sens de l'hospitalité dans l'ensemble des métiers du secteur. **Elle renforcera le volet « formation professionnelle » de son action (fiche annexe n°3)**, d'ores et déjà incarné en partie par le programme de formation proposé chaque année par le CRT aux professionnels de la destination, qui reste encore trop méconnu. Ce programme sera poursuivi et maintiendra sa logique d'adaptation fine aux besoins remontés par les acteurs franciliens du tourisme, pour être le plus utile et efficace possible.

Cas particulier du Cluster Tourisme du Val d'Europe :

Créé fin 2012, ce cluster, auquel la Région a adhéré en 2012, est né de la volonté conjointe des collectivités locales, de l'État, de l'Université de Marne-la-Vallée, de Disneyland Paris notamment d'agir ensemble dans divers domaines :

- la formation : il s'agit de créer un pôle de formation de référence internationale (campus des métiers et des qualifications de l'économie touristique) à la hauteur de la destination par le biais d'un futur CFA et d'une école de tourisme de haut niveau,

- la recherche : il existe à ce jour très peu de recherche sur le tourisme dans les universités. L'Île-de-France a vocation à encourager ce type d'activité universitaire, de par la place de ce secteur dans son économie, avec la création d'un centre francilien de recherche appliquée au tourisme.

- l'attractivité internationale du site.

Construit sur le modèle d'un partenariat privé-public, le cluster se veut le laboratoire de nouvelles approches de la formation initiale ou continue aux métiers du tourisme et de propositions renouvelées en matière de gouvernance des activités du tourisme à la hauteur des enjeux économiques qu'elles représentent. Ce cluster peut devenir un réel atout pour penser la destination touristique de demain. La Région, en tant que membre fondateur, souhaite y jouer un rôle fort et utiliser ses travaux, notamment dans le cadre de la mise en place du nouveau schéma régional.

L'amélioration des services proposés aux visiteurs, notamment aux voyageurs en déplacement professionnel, complètera l'action régionale de renforcement de la qualité de l'offre. Le tourisme d'affaires, qu'il s'agisse des salons ou congrès, mais aussi des rencontres professionnelles (rendez-vous d'affaires, incentives, etc.), est une activité majeure de la destination Paris Île-de-France, dans un contexte toutefois extrêmement concurrentiel, où le dynamisme des destinations européennes représente un danger réel.

Il convient donc, pour les acteurs touristiques d'assurer une qualité exceptionnelle, à la hauteur de l'attente générée par l'imaginaire porté par la destination. La Région accompagnera donc les acteurs de la filière « Tourisme d'affaires » (fiche action n°4) dans l'amélioration de la qualité des événements d'affaires, et des services offerts aux visiteurs d'affaires, que cela soit par la poursuite, en partenariat avec Viparis et Paris Aéroport, du « Pack Accueil », offrant l'accueil à la sortie bagages et le transport en navettes depuis les aéroports jusqu'aux sites de congrès et de salons, par l'amélioration de l'accessibilité en transports des grands sites affaires de la région, le soutien en matière de promotion et communication, ou encore sa mobilisation totale pour obtenir le succès des candidatures internationales pour accueillir les grands congrès et salons mondiaux, en lien avec les filières économiques régionales, etc.

ii. La sécurité est un autre élément clé de la qualité globale de la destination

Paris est perçue comme une ville moins sûre, au quotidien (petite délinquance et pickpockets), que d'autres grandes capitales touristiques mondiales comme New York, Londres ou Barcelone. Les attentats survenus en janvier et novembre 2015 ont lourdement et durablement touché notre destination. Si les visiteurs comprennent et intègrent le fait qu'un attentat puisse être commis dans n'importe quelle ville du monde, a fortiori quand celle-ci a le tourisme comme fort levier de développement économique, ils acceptent moins que la sécurité au quotidien ne soit pas assurée pleinement.

Malheureusement, la destination a connu de trop nombreux actes de délinquance qui ne sont plus aujourd'hui acceptables : La Région ne peut plus accepter que des touristes pour lesquels la venue à Paris représente souvent le voyage d'une vie et pour lesquels notre destination évoque une image de romantisme, de charme et d'art de vivre français repartent de leur séjour avec une image négative voire violente. Par ailleurs, dans la mesure où un visiteur satisfait a vocation à devenir un ambassadeur en termes de recommandation à ses proches, le risque pour la destination est majeur.

La Région Île-de-France ne peut que saluer les moyens humains mis à disposition dans le cadre de l'État d'urgence sur les principaux lieux touristiques. Toutefois, il apparaît que des efforts très importants doivent être réalisés pour faire disparaître cette délinquance du quotidien (pickpockets, vols à la tire, agressions…). Dans le cadre de ses compétences, et en lien avec l'État, la **Région Île-de-France est disponible pour déployer les moyens nécessaires pour une meilleure lutte contre cette insécurité** (fiche action n°5) comme par exemple par le déploiement de commissariats mobiles au cœur même des lieux touristiques les plus emblématiques de notre destination.

La clientèle asiatique est aujourd'hui la plus ciblée :

Notre destination est en Europe celle qui attire le plus de touristes asiatiques. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer : les richesses propres à la destination (shopping, art de vivre, culture, gastronomie…), le taux de change intéressant pour certaines nationalités (Chine, Corée) et une politique de délivrance de visas très offensive décidée par le ministère des Affaires étrangères en 2013, notamment à destination du public chinois qui peut, désormais, obtenir son visa en 24 heures dans certaines grandes villes en Chine.

Les clientèles individuelles, parmi les plus contributives de la destination, sont autant de cibles potentielles pour les délinquants. Par ailleurs, leurs modes de déplacements et leurs lieux de dépenses sont souvent centrés sur quelques arrondissements centraux parisiens. Les dépenses en espèces demeurent pour beaucoup de touristes asiatiques la règle même la digitalisation s'opère de plus en plus. Deux raisons essentielles expliquent ce phénomène : en Chine l'arrivée des moyens de paiement digitaux s'est effectuée assez récemment et, en France, la plupart des commerces touristiques ne proposent à leurs clients que des moyens de paiement certes internationaux (cartes visa, American express…) mais peu ou pas utilisés en Chine par ces touristes.

Plusieurs acteurs majeurs ont fait leur apparition de façon importante sur la scène commerciale et touristique. WeChat tout d'abord, propriété du groupe Tencent qui possède en Chine 850 millions d'utilisateurs mensuels. Wechat est un service mobile chinois qui combine messagerie, réseau social, plateforme de paiements, d'achats et de réservations. AliPay, quant à elle, est la solution de paiement mobile inventé par le groupe Alibaba en 2004. Elle est utilisée aujourd'hui par 450 millions d'utilisateurs en Chine.

Enfin, de façon plus traditionnelle mais également efficace, est en activité depuis de nombreuses années la CUP (China Union Pay), qui regroupe 170 institutions financières chinoises et qui est utilisée par 1 milliard de touristes asiatiques dans le monde.

Or, trop de peu de professionnels du tourisme parisiens et franciliens proposent à leurs clients ces solutions qui éviteraient ainsi un transport encore trop fréquent d'argent en espèces.

La Région se fixe pour objectif de permettre à l'ensemble des professionnels du tourisme qui ont vocation à accueillir des clientèles asiatiques de se doter de ces solutions de paiement. Des discussions approfondies auront lieu avec ces trois opérateurs afin de définir avec eux, et en lien avec les professionnels, un plan inédit de déploiement de ces solutions. Les opérateurs devront également tenir compte des évolutions conséquentes qu'auront à subir ces professionnels notamment dans l'évolution des technologies et de leur prise en main par les collaborateurs et devront donc proposer des solutions attractives et peu onéreuses pour les professionnels.

iii. Les transports restent un enjeu majeur d'attractivité touristique.

Les grands chantiers de transports en cours (Grand Paris Express, CDG Express…), tout comme l'amélioration de la qualité des trajets effectués par les usagers des transports en commun auront également des répercussions fortes sur la qualité du séjour des touristes, et ce d'autant qu'il s'agit d'un des principaux modes de déplacement au sein de la destination (près de 62% des touristes déclarent ainsi avoir utilisé métros ou RER pour se déplacer pendant leur séjour).

Toutefois, cette offre de transport ne suffit pas, et l'existence d'une offre combinant transports et sites touristiques (qu'ils soient culturels, sportifs ou de loisirs…) dans d'autres destinations oblige à réagir. La Région souhaite donc la mise en place, à l'horizon de la Ryder Cup 2018, d'un « Citypass », permettant de répondre à ce manque pénalisant la destination et son attractivité. Cet outil permettra d'associer différentes composantes d'un séjour réussi à Paris Île-de-France et améliorera donc sensiblement son offre de services et la qualité de l'expérience vécue.

La création du Citypass (fiche ation n°6), attendue par de nombreux visiteurs contribuera grandement à faire de Paris Île-de-France une « smart destination » aux yeux des touristes. Aujourd'hui à Paris Île-de-France, pour répondre aux besoins des visiteurs, il n'existe que :

- un ticket magnétique de transports, le « Paris Visite », qui permet un accès illimité aux zones 1 à 3 ou 1 à 5 des transports en commun pendant 1, 2, 3 ou 5 jours consécutifs. Ce produit offre également des réductions et avantages chez un certain nombre de partenaires (monuments, musées, magasins, loisirs…)

- le Paris Museum Pass, mis en œuvre par l'association « Intermusées », qui permet l'entrée coupe-file dans plus de 60 musées et monuments de la région parisienne, pendant 2, 4 ou 6 jours consécutifs (hors expositions temporaires).

- Le tout nouveau Paris Region Pass lancé en juillet 2017 (offre combinée sous forme d'un bracelet, limité à 3 activités: une croisière sur la Seine, un tour en bus panoramique, une visite de l'Arc de Triomphe.).

En proposant un CityPass sur un unique produit, une carte sans contact (complétée par les mobiles NFC dès leur acceptation dans les transports franciliens), la destination Paris Île-de-France affirmera sa volonté d'améliorer réellement la qualité du séjour des touristes et sera à la pointe de l'innovation dans le domaine des services offerts aux visiteurs.

L'engagement régional de réussir ce Citypass pour septembre 2018 se poursuivra dans les années suivantes, pour arriver à développer des offres combinées plus personnalisées à l'horizon des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (engagement pris par le Comité de candidature dans son dossier présenté au CIO). Deux organismes associés au Conseil Régional d'Île-de-France sont impliqués dans ce projet : le CRT porte ce projet en relation avec Île-de-France Mobilités. Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été lancé en juillet 2017 par le CRT pour la réalisation d'études techniques et de faisabilité approfondies.

Le CityPass s'inscrit dans une politique de développement touristique durable et incitera à une utilisation accrue des transports en commun pour une meilleure découverte des richesses de notre destination sur l'ensemble du territoire francilien.

iv. Les Franciliens au cœur de la stratégie du tourisme et des loisirs

Enfin, dans ce large panorama de l'action en matière d'amélioration de la qualité globale de l'offre existante, **il convient de réaffirmer la place des Franciliens comme priorité de l'action régionale.** En effet, ils sont les premiers visiteurs de la plupart des sites patrimoniaux, de loisirs, ou naturels de la destination Paris Île-de-France. Et à ce titre, renforcer la communication et améliorer l'offre pour s'adapter à leurs comportements apparaît comme étant fondamental. La Région agira donc sur plusieurs plans, et notamment via les îles de loisirs dont elle est propriétaire. Elle entend ainsi s'engager afin de renforcer leur capacité d'accueil, de diversifier l'offre d'activités et de proposer des évènements de qualité à un large public. Elle améliorera également sa communication pour valoriser l'offre des territoires franciliens et permettre ainsi leur découverte par leurs habitants.

En matière de **loisirs (fiche action n°7)**, la région s'investit pour soutenir la création culturelle, promouvoir la pratique sportive pour tous et valoriser le patrimoine francilien. Les îles de loisirs, propriétés régionales fréquentées par 4 millions de visiteurs en moyenne chaque année, jouent un rôle clé dans cette politique de loisirs. Aux côtés de ses partenaires, la Région entend s'engager pour renforcer la qualité de l'offre des îles de loisirs en mettant l'accent sur les points suivants :

- renforcer l'offre éducative : la région organise des ateliers d'apprentissage de l'anglais à destination d'un public adolescent, au travers d'activités sportives ou ludiques conduits en langue anglaise. Des activités d'observation de la nature et d'éducation à l'environnement sont également proposées dans les maisons de la nature, fermes pédagogiques ou au sein de la réserve naturelle nationale de Saint-Quentin. La Région souhaite préserver le caractère naturel et la biodiversité des îles de loisirs, tout en favorisant leur développement et l'accès pour un large public.

- encourager la pratique sportive pour tous : Les îles de loisirs renouvellent constamment leurs programmes d'activité afin de proposer de nombreux sports innovants tels que skimboard, slickline, kite-surf ou encore double dutch. Des espaces pour l'apprentissage du pilotage de drones seront également ouverts au public. En partenariat avec le mouvement sportif, la région organise de nombreuses actions pour favoriser le développement de la pratique sportive, et notamment de la pratique féminine. Les villages sportifs et culturels permettent par exemple à un public jeune de découvrir et de pratiquer gratuitement des activités sportives dans une ambiance ludique de plein air.

- ouvrir les îles de loisirs à la culture : Pour rendre la culture accessible au plus grand nombre, la région organise de nombreux événements autour de la musique, de la danse, du théâtre, du patrimoine ou de la littérature. Pour la première fois en 2017, un festival de cinéma en plein air (« L'Île-de-France fait son cinéma ! ») et un festival de théâtre (« L'Île-de-France fête le théâtre ») ont été organisés sur de nombreuses îles de loisirs.

- favoriser l'accueil de tous les publics : la région investit constamment pour moderniser l'offre d'hébergement des îles de loisirs. Par le biais du dispositif « tickets loisirs », elle finance également des vacances pour les familles défavorisées. En 2016, les îles de loisirs ont ainsi accueilli plus d'un millier de personnes pour des séjours avec hébergements qui intègrent aussi de multiples activités de loisirs. En progression de 70 % par rapport à 2015, ce dispositif a été revu pour permettre des séjours plus longs.

- développer l'accessibilité : afin que tous puissent profiter des îles de loisirs, la région mène une politique volontariste de mise en accessibilité des îles de loisirs pour les personnes en situation de handicap. Des activités encadrées et adaptées sont proposées, en partenariat avec la fédération handisport et sport adapté. L'investissement régional permet d'élargir progressivement les espaces accessibles et l'offre d'activités tant pour les individus que pour les groupes.

- renforcer la sécurité : la sécurisation des propriétés régionales est une priorité constante pour la région Île-de-France. Sur la base de diagnostics sécurité conduits par la région, d'importants investissements ont été consentis au cours des deux dernières années afin de sécuriser les accès et de développer la vidéo-protection sur les îles de loisirs. Par ailleurs, un dialogue a été engagé avec l'État afin de renforcer la présence policière sur ces lieux touristiques, en particulier lors des pics de fréquentation.

Un travail de fond sur le modèle des îles de loisirs doit être engagé. Ainsi, La région souhaite accompagner les îles de loisirs afin que celles-ci puissent pérenniser leur offre et continuer d'innover afin de renforcer leur visibilité et leur attractivité. L'objectif est que les îles de loisirs puissent atteindre un équilibre économique, tout en préservant leur vocation sociale et environnementale. Les assises des iles de loisirs qui se sont tenues en décembre 2016 et la mission engagée par la région sur le modèle économique ont permis de dégager de premières pistes de réflexion, qui seront approfondies dans les prochains mois en concertation avec les gestionnaires des îles de loisirs et autres partenaires.

Le développement de nouvelles activités en partenariat avec le secteur privé pourrait permettre de réduire la saisonnalité de l'activité et d'améliorer l'offre d'activités, tout en limitant le recours au financement public. De nouvelles solutions juridiques sont à étudier pour mettre en place ces partenariats, telles que la délégation de service public, le bail emphytéotique administratif ou l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

Les îles de loisirs pourraient accueillir de nouveaux publics par le développement du tourisme de proximité et la valorisation de l'offre en direction des entreprises (séminaires, « team building », espaces de co-working, etc.). Des réflexions ont été engagées avec Paris Région Entreprises et le Comité Régional du Tourisme (CRT) sur ces différentes thématiques. Il faut également mieux insérer les îles de loisirs dans leurs territoires environnant, afin d'en faire des leviers de développement touristique.

L'amélioration de la communication à destination des usagers et de la commercialisation est un autre chantier important. Celle-ci passe par une meilleure structuration des offres par segment de clientèle (scolaire, familiale, professionnelle), par le développement d'une offre commune à tous les sites commercialisable auprès des comités d'entreprises et autres organismes, et enfin par le démarchage de prescripteurs d'affaires à l'échelle du réseau des îles de loisirs. En matière de promotion, les actions suivantes pourraient être développées et valorisées avec l'appui du CRT :

- L'offre d'hébergement et d'activités des îles de loisirs pourrait être valorisée sur le site grand public « ID futées ».
- Le renforcement de la représentation des îles de loisirs lors des salons, de manière coordonnée, est également recherché

Il est également important d'améliorer la gestion des îles de loisirs. La mise en place d'achats groupés et le partage d'équipements peuvent permettre aux îles proches géographiquement de réaliser d'importantes économies. De nouveaux outils numériques permettant d'améliorer la gestion des flux, de mieux informer les visiteurs et de faciliter le paiement sur place sont également à l'étude.

Une meilleure gestion des flux aux entrées et parkings doit se décliner à trois niveaux : avant l'arrivée sur les sites, aux entrées des îles de loisirs et plus particulièrement des baignades et piscines

L'utilisation des outils numériques est à ce titre un élément essentiel pour améliorer la connaissance et la qualité du service rendu aux usagers.

Enfin, une actualisation des connaissances sur la fréquentation des îles de loisirs est indispensable, la précédente étude exhaustive datant de 2010. D'une manière générale, il convient de poursuivre les efforts de veille pour mieux connaître la demande et l'offre de loisirs en IDF et améliorer d'autres points-clés, comme par exemple l'accessibilité en transport des îles.

2. Réinventer la destination Paris Île-de-France : innover pour enrichir l'offre

La destination doit se réinventer afin de poursuivre son développement, de diffuser les flux dans tous ses territoires, de valoriser une nouvelle offre, complémentaire de l'offre existante, d'attirer de nouveaux visiteurs et de proposer à ceux qui la connaissent déjà d'autres expériences. Ce renouvellement de l'offre est d'autant plus nécessaire que la concurrence est forte et que des destinations émergent et proposent des expériences originales de manière très offensive.

i. Accélérer la transformation numérique

L'outil privilégié de cette réinvention de la destination doit être le numérique (fiche action n°8). Il a profondément changé le secteur touristique en quelques années. L'arrivée d'acteurs purement numériques (Booking, AirBnb, etc.) a transformé en profondeur la chaîne de valeur touristique et a obligé les acteurs à changer de modèle et d'habitudes de travail. Cela a également transformé la répartition des retombées économiques du tourisme, une part de celles-ci ne soutenant plus l'offre territoriale mais revenant à quelques entreprises mondiales, sans lien avec les territoires et les acteurs locaux.

La place du client est également modifiée, et son rôle s'est profondément renforcé, avec l'avènement des réseaux sociaux et la prépondérance croissante des avis en ligne dans la recommandation et la réputation d'une destination et de son offre. Ce mouvement profond renforce l'exigence de personnalisation du service rendu et d'excellence de l'expérience vécue par chaque touriste. Cela impose une maîtrise de son image numérique, ou du moins, une présence renforcée de la destination et de son offre sur l'ensemble du champ numérique, et notamment sur les réseaux sociaux et sites d'avis en ligne (Tripadvisor et autres). La Région œuvrera dans ce sens, et accompagnera, via le CRT, les acteurs de la destination, sur ce sujet.

Cela oblige également au partage et à la diffusion d'une véritable marque ombrelle, unique, reconnue, et iconique. **La marque « Paris Region** » répond à ce besoin et a acquis ces dernières années une visibilité internationale indéniable bien qu'insuffisante. Il conviendra donc de poursuivre sa diffusion et son appropriation par l'ensemble des partenaires de la destination. La création d'un site unique de la destination, Welcome to Paris Region, proposant informations et vente de produits touristiques, viendra soutenir la marque en lui donnant une visibilité complémentaire.

Le développement des technologies numériques permet aussi un développement des canaux de communication auprès des visiteurs potentiels, afin de leur donner envie de venir. Outils inspirationnels majeurs, les réseaux sociaux, couplés aux sites internet et applications, offrent de réelles ouvertures pour parler aux touristes, quels qu'ils soient. Toutefois, leur nombre, leur diversité et la multiplication des acteurs présents rend cette tâche complexe et exigeante.

Enfin, les outils numériques permettent un renforcement de la médiation et un enrichissement considérable du séjour et des visites effectuées dans les grands sites touristiques et de loisirs. La France, et en particulier Paris Île-de-France, souffre d'un vrai retard d'équipements adaptés, innovants et il conviendra de continuer à soutenir les acteurs du secteur dans leur mise à niveau voire leur saut technologique. De même, les outils numériques permettent de développer des solutions innovantes en matière d'apprentissage des langues, dont la maîtrise reste encore à ce jour insuffisante par les salariés du secteur.

La Région, dans la lignée des annonces du plan de relance régional, s'engage donc à agir fortement au profit de la transition numérique de l'écosystème touristique et de loisirs francilien. Elle renforcera les passerelles entre les acteurs du tourisme de la destination, et notamment les sites (musées, monuments, parcs de loisirs, etc.) et les entreprises du secteur numérique, porteuses

d'innovations et permettant un renouvellement des services rendus aux visiteurs, quels qu'ils soient.

ii. Mettre en place une véritable stratégie de gestion et d'utilisation des données touristiques

Dans ce nouvel écosystème, la connaissance des comportements des clients, voire leur anticipation, est toujours plus stratégique pour les acteurs de la destination. Or, la multiplication des données touristiques (clients, opérateurs, prescripteurs…), en lien avec la transformation digitale du secteur, constitue un gisement d'informations riche mais encore insuffisamment exploité. Cette multiplication des données, couplée au développement de nouveaux usages, à l'arrivée de nouveaux acteurs (AirBnb, Homeaway-Abritel, Blablacar, etc.) entraîne un accroissement des difficultés dans l'observation des comportements et des flux. Les données « classiques » (arrivées hôtelières INSEE, etc.) ne suffisent plus pour décrire le fait touristique et fournir aux professionnels les analyses dont ils ont besoin.

La France est en retard, par rapport à d'autres destinations (comme Singapour) en matière d'exploitation des données publiques et privées existantes, même si depuis de nombreuses années, les dispositifs permanents d'enquêtes mis en place par le CRT permettent de garantir une information fine, de qualité et fiable aux professionnels, qui reconnaissent son expertise en la matière.

La Région entend donc se mobiliser pour améliorer la connaissance des clientèles de la destination, afin de pouvoir apporter une information précise utile aux professionnels dans leur choix marketing et de développement (fiche action n°9). Elle travaillera à renforcer les partenariats avec l'ensemble des acteurs afin de mutualiser le maximum d'informations et de données au sein de l'observatoire régional et ainsi pouvoir fournir des analyses fines et utiles à tous.

L'émergence d'opérateurs touristiques internationaux a mis la collecte de la donnée au cœur de l'écosystème des destinations majeures. Paris et l'Île-de-France se doivent d'être à la hauteur de l'enjeu. Dans le cadre global défini par la Présidente de Région visant à faire de l'Île-de-France une « smart region », il est nécessaire que l'ensemble des acteurs du tourisme institutionnels se fédèrent et se mobilisent pour rationaliser et unifier la collecte et la diffusion de la donnée de leurs territoires.

C'est dans cet esprit, que la Région Île-de-France, au travers de son Comité Régional du Tourisme, a souhaité rejoindre le **réseau APIDAE**. Les deux éléments forts issus de cette initiative sont une plateforme de travail collaborative (la base de données www.apidae-tourisme.com) et une organisation (le réseau Apidae). Elle constitue aujourd'hui une plateforme de travail collaborative fédérant 700 acteurs du tourisme à travers quatre régions (Auvergne-Rhône-Alpes, PACA, Occitanie et Île-de-France) et une gamme de services pour accompagner chacun dans la réussite de ses stratégies numériques.

Apidae permet aux représentants d'un territoire de construire leur propre stratégie numérique, de renforcer leur présence sur le Web et de créer des liens avec des partenaires. Les utilisateurs, membres du réseau, constituent un véritable écosystème. Chacun garde la maîtrise de sa propre stratégie mais les possibilités de collaboration sont nombreuses et variées. Ce sont des offices de tourisme, des collectivités territoriales, des prestataires de loisirs, des éditeurs de sites web, des agences multimédia, des éditeurs de solutions techniques…

Le réseau offre également à ses utilisateurs un large éventail de services : accompagnement stratégique, veille numérique, soutien au développement, formation en contrôle de la qualité, soutien technique, analyse de la performance et sélection de données.

Apidae en Île-de-France :

En juin 2015, le CRT Paris Île-de-France a fait le choix de rejoindre le réseau Apidae. Aujourd'hui, des départements ont rejoint le dispositif : la Seine et Marne, les Yvelines, l'Essonne, le Val d'Oise et les Hauts de Seine. Soixante structures en sont membres, 20 projets numériques ont été élaborés en s'appuyant sur Apidae, et les équipes du CRT ont pu former plus de 200 acteurs du territoire.

Dans le cadre de l'objectif « smart region », la Région Île-de-France souhaite digitaliser toute l'offre touristique de la région Île-de-France, afin de proposer un inventaire unique et de référence des points d'intérêts (POI) et évènements touristiques de la région Île-de-France, diffuser cette information au plus grand nombre (opérateurs en ligne, sites d'hébergement, transporteurs…), et renforcer la visibilité et l'attractivité de la région à travers l'innovation.

La Région Île-de-France sera au rendez-vous de tous les projets numériques du territoire en accompagnant cette transformation numérique. C'est dans cet esprit que le 10 juillet 2017, près de 200 professionnels du tourisme et start-ups se réunissaient au Conseil régional d'Île-de-France pour participer aux « Rencontres numériques du tourisme » en lien avec Cap Digital. Cette journée a permis la rencontre nécessaire entre les acteurs du tourisme, des loisirs et de la culture et les startups numériques. Cette initiative s'inscrit ainsi dans l'accélération souhaitée de la digitalisation de notre destination. Renouveler la destination, cela signifie aussi être en capacité de proposer une nouvelle offre aux visiteurs, qu'ils soient franciliens, français ou étrangers. Il est donc important de renforcer le soutien à des territoires disposant d'une offre existante mais soit insuffisamment structurée, soit manquant de capacités de développement, de communication ou de promotion. Qu'il s'agisse du cœur de la destination, comme de sites touristiques dans les départements de grande couronne, les territoires disposant d'un tel potentiel de renouvellement sont variés et disposent chacun d'une identité propre et des atouts diversifiés dont il conviendra d'appuyer le développement et la mise en valeur.

iii. Mettre en valeur touristique des territoires à fort potentiel

Dans le cadre de sa compétence d'aménagement du territoire, la Région souhaite renouveler sa politique de soutien aux territoires en matière de développement touristique. C'est pour cela qu'elle proposera à quelques territoires stratégiques pour la destination (liste volontairement limitative pour y concentrer les financements), une nouvelle façon de coordonner l'action publique et privée, en contractualisant collectivement et en prévoyant un plan d'actions et d'investissements pluriannuel. Ces « Contrats régionaux de destination » structureront les choix stratégiques de l'ensemble des partenaires, identifieront les projets majeurs à accompagner et financer, et les clientèles à prioriser dans des opérations de communication et de promotion ciblées.

Ainsi, la Région entend-elle concentrer la majeure partie de ses moyens d'actions, qu'il s'agisse du Fonds régional pour le Tourisme ou des campagnes de promotion et de communication, de l'ingénierie ou de l'accompagnement des porteurs de projets par le CRT, sur ces contrats afin de renforcer l'impact de son intervention et de la rendre donc plus efficace.

Dans la même logique de concentration des moyens pour plus d'efficacité, et de par le succès des actions engagées autour de l'impressionnisme, dans le cadre du contrat « Normandie – Paris Île-de-France : destination Impressionnisme », la Région soutiendra également l'émergence de parcours thématiques, convaincue du potentiel considérable qu'ils représentent (fiches actions n°10 et 11).

La liste des parcours à fort potentiel, présentée dans ce document (fiche en annexe), est une liste indicative qui sera soumise aux professionnels du tourisme et en particulier aux tour-opérateurs, pour la compléter puis la valider après concertation. Ces parcours prioritaires – sélectionnés après consultation des professionnels et notamment des tours-operateurs – seront promus sur le nouveau site touristique de la Région. Parmi ces parcours figureront par exemple le parcours des villes impériales (des Invalides à Fontainebleau en passant par Rueil-Malmaison, le futur parc Napoléon…), le parcours du Moyen-Âge (de l'Abbaye de Cluny à Provins en passant par les différentes abbayes franciliennes), etc.

Par ailleurs, le nouveau site Internet permettra de créer « sur mesure » d'autres parcours thématiques au gré des centres d'intérêt des visiteurs. En entrant les mots clés « parcs animaliers » ou encore « écrivains du XIXe siècle » les visiteurs pourront voir apparaître sur une carte l'ensemble des sites touristiques de la région relevant de ces thématiques. Particulièrement attrayant pour les *repeaters*, cet outil numérique participera directement à l'effort de valorisation des sites méconnus de la destination et à l' « individualisation » des séjours souhaités par nos visiteurs. La variété des thèmes envisagés permettra de s'adresser à des cibles de clientèles multiples, et de valoriser la richesse de l'offre francilienne, qu'elle soit culturelle ou naturelle, sportive ou de loisirs…

Dans la lignée de l'action d'amélioration de la qualité des transports en commun desservant les territoires de la destination, la Région s'est fortement engagée dans la réalisation de nombreux projets de transports en commun lourds en cours de développement (Grand Paris Express, CDG Express, prolongation d'Éole, etc.). Ces projets amélioreront fortement l'accessibilité de nombreux territoires. Les périmètres des gares du Grand Paris Express sont par exemple des territoires clés pour le développement d'infrastructures et de services touristiques indispensables, comme l'hébergement hôtelier (fiche action n°12).

Les grands hubs de transports sont les portes d'entrées principales de la destination. Aéroports, gares TGV ou grandes lignes, barrières de péage sont certes des lieux de passage, mais sont des lieux clés du service et de l'expérience clients (et notamment car ce sont les lieux du 1er et du dernier contact entre la destination et ses visiteurs). La Région entend faire de l'ensemble de ces hubs de transports une vitrine de la destination Paris Île-de-France en termes d'accueil, de services et d'expérience numérique (fiche action n°13).

La Région réaffirmera aussi son soutien aux grands projets touristiques et de loisirs qui sont situés au sein du territoire régional, qu'il s'agisse de Villages Nature (Marne-la-Vallée), d'EuropaCity (Gonesse), de l'International Trade Center (Roissy en France), du Parc Napoléon (Montereau-Fault-Yonne), de la Vallée de la culture (département des Hauts-de-Seine) ou encore de la Cité de la Gastronomie (Rungis) par exemple. Ces grands projets privés ou publics permettront d'apporter une nouvelle offre, complémentaire à ce qui existe, et d'accroître l'attractivité de la destination.

Enfin, la Région entend conforter la destination comme leader mondial pour l'accueil de grands événements de dimension internationale, qu'ils soient sportifs, culturels ou autres (fiche action n°14) : Paris Gay Games 2018, Ryder Cup 2018, Coupe du monde de football féminin 2019, Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, candidatures pour la coupe du monde de rugby 2023 ou l'Exposition universelle de 2025, etc. Porteurs de retombées économiques majeures, d'innovation et de dynamisme, de visibilité internationale, ces grands événements internationaux représentent des enjeux clés de mobilisation des partenaires publics et privés et la Région jouera son rôle, au service du territoire et de ses habitants.

3. Accroître la mobilisation collective au service de la destination Paris Île-de-France

Le développement du tourisme et des loisirs, sur l'ensemble du territoire francilien, nécessite aujourd'hui une mobilisation plus cohérente et mieux pilotée des actions de l'ensemble des acteurs, privés, publics et parapublics.

Les réunions de concertation menées dans l'ensemble des territoires franciliens, ont fait émerger des attentes communes :

- une nécessité de poursuivre l'articulation des offres et des territoires au sein de la destination Paris Île-de-France,

- des priorités stratégiques partagées en matière d'aménagement du territoire, d'accessibilité, d'hébergements, de mise en tourisme de l'offre culturelle et naturelle, de création d'équipements sur des pôles économiques en développement, de modernisation de l'offre existante et de soutien collectif aux porteurs de projets,

- une ingénierie adaptée à l'offre de la destination et à la demande des touristes : promotion, accueil, qualité des emplois, accompagnement des professionnels du tourisme…

- une meilleure coordination de l'action publique menée, pour en augmenter l'efficience.

Du fait de ces attentes partagées, les collectivités territoriales franciliennes doivent renouveler leur approche du pilotage des politiques publiques en faveur du tourisme. La Région a engagé cette réflexion et souhaite la partager avec tous les partenaires institutionnels, et en particulier les Départements et les Intercommunalités (communautés de communes, d'agglomération ou urbaines) afin d'aboutir à un pilotage collectif renouvelé les politiques touristiques, pour plus de cohérence et d'efficacité.

En matière de rationalisation des structures de tourisme, jugées par tous trop nombreuses pour mener cette politique régionale cohérente et efficace avec les territoires, la région continuera à favoriser la création d'une entité commune (un « syndicat du tourisme francilien ») capable de mettre en œuvre la stratégie touristique à l'échelle du territoire régional, à l'image de ce qui existe dans le domaine des transports avec Île-de-France Mobilités (fiche action n°15). Ce syndicat permettra de définir une stratégie unifiée, d'éviter les doublons d'actions entre organismes (en particulier entre CRT et OTCP) et donc de mener davantage d'initiatives à budget constant profitant à tous les territoires, tout en rationalisant les coûts des fonctions supports. Le privé aura ainsi plus de facilités et davantage confiance à travailler avec une telle structure et pourra investir beaucoup plus dans des actions communes que le syndicat lui proposera : l'effet de levier en sera automatiquement meilleur. Cette création est envisagée dans le cadre d'une modification du code du tourisme (adoption d'une loi).

Le futur « Syndicat du tourisme francilien » pourrait prendre la forme d'un établissement public, constitué entre la Région Île-de-France, la ville de Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de l'Essonne, des Yvelines, du Val-d'Oise et de Seine et-Marne ainsi que des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre d'Île-de-France. Il pourrait être administré par un conseil assurant la représentation des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale qui en sont membres ainsi que de la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Île-de-France.

Enfin, un comité de suivi de la mise en œuvre du Schéma régional 2017-2021 sera créé, rassemblant les partenaires de la Région (fiche action n°16). Réuni 2 fois par an, il sera une instance d'échanges autour des priorités et plans d'actions annuels régionaux, permettant ainsi une coordination partagée de l'action publique, dans l'attente de la mise en place d'une instance de pilotage pérenne et partagée.

La Région entend aussi agir afin de toujours mieux faire accepter le tourisme comme activité essentielle de Paris Île-de-France aux yeux de ses habitants. Les Franciliens sont les premiers ambassadeurs de la destination, mais aussi les premiers accueillants. Ils peuvent ainsi apporter leur connaissance de la destination, leur vécu quotidien, pour enrichir le séjour des touristes. Il conviendra donc d'œuvrer à faciliter ce lien entre touristes et habitants, avec les autres acteurs du tourisme, notamment par des campagnes de communication montrant les apports du tourisme à l'ensemble de la région, l'importance de cette industrie pour les territoires, la nécessité de bien accueillir les touristes étrangers.

CONCLUSION

La mise en œuvre de cette stratégie nécessitera la participation et la volonté conjointe de tous les acteurs publics et privés de la région, en mettant notamment en commun leurs moyens opérationnels, pour une politique publique plus efficace et renouvelée en faveur des professionnels du tourisme. La mise en place d'un Syndicat du tourisme francilien, coordonnateur de la stratégie touristique régionale, jouera un rôle clé à cet égard.

La Région aura à cœur de maintenir ses efforts et de mobiliser ses propres moyens, humains et budgétaires, pour faciliter l'ensemble des actions proposées et de jouer le rôle de pilier au sein d'un nouvel environnement institutionnel plus lisible et efficace, qui aura inévitablement un impact positif sur l'emploi et l'image globale de la destination.

La région continuera de mobiliser les différents outils instruments régionaux dont elle dispose actuellement, et en particulier :

- le Fonds régional pour le tourisme qui a d'ores-et-déjà permis de soutenir de nombreuses actions sur 4 thématiques prioritaires (modernisation numérique, sécurité, multilinguisme, soutien à la promotion) qu'il conviendra de réorienter ou de renforcer sur les nouvelles actions définies dans ce schéma ;

- le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France (CRT), organe-pivot de l'action régionale en matière de tourisme qui devra renforcer son rôle de coordinateur des acteurs publics ;

- les politiques régionales hors secteur tourisme, qui contribuent indirectement à l'amélioration de la qualité de l'offre, et qui doivent être davantage impliquées dans cette stratégie tourisme, notamment au travers des actions envisagées dans le domaine des transports (Citypass et aménagements des hubs de transports), de la formation et de la sécurité.

- les sites web et applications mobiles nouvelles mises en place via le CRT, qui doivent fédérer l'offre numérique de l'ensemble des acteurs du tourisme de la région et devenir LA plateforme de référence du tourisme en Île-de-France.

ANNEXES

FICHES ACTION, LISTE DES ENTRETIENS ET DES CONTRIBUTIONS

1. Fiches actions

- Action 1 : Volontaires du tourisme
- Action 2 : Points Information Tourisme
- Action 3 : Formation
- Action 4 : Tourisme d'affaires
- Action 5 : Sécurité - sûreté
- Action 6 : Citypass
- Action 7 : Îles de loisirs
- Action 8 : Transformation numérique
- Action 9 : Data Marketing
- Action 10 : Contrats régionaux de destination
- Action 11 : Parcours thématiques
- Action 12 : Tourisme et développement urbain
- Action 13 : Hubs de transports
- Action 14 : Grands événements
- Action 15 : Rationalisation de l'action publique
- Action 16 : Pilotage et mise en œuvre

2. Liste des entretiens réalisés

3. Liste des contributions reçues

ACTION #1 Volontaires du tourisme

Objectifs

- Développer le dispositif des volontaires du tourisme afin d'améliorer la qualité de l'accueil dans les sites touristiques, valoriser l'offre touristique et de loisirs de la destination et apporter une expérience professionnelle valorisante aux jeunes Volontaires

Indicateurs de suivi et de résultats

- Nombre de volontaires déployés chaque année (en mois cumulés de stage)
- Nombre et satisfaction des partenaires
- Satisfaction des touristes ayant eu recours aux Volontaires du tourisme

Contexte et enjeux

- Demande forte des professionnels d'améliorer la qualité de l'accueil et l'information fournie aux touristes dans les grands sites touristiques
- Annonce de ce dispositif à l'occasion du plan de relance régional
- Expérimentation menée lors des vacances de Noël 2016 et d'été 2017

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Pérennisation du dispositif pendant les vacances de Noël et d'été dès fin 2017 (fonctionnement juridique, financier, organisationnel, partenarial…)
- Potentialités de développement à certaines périodes autres de l'année, via les « semaines d'intégration » proposées par les Centres de formation des apprentis.

Partenaires à associer

- Ensemble des professionnels privés et publics de la destination (sites touristiques, Offices du tourisme, SNCF, RATP, centres commerciaux touristiques, grands magasins, parcs d'attractions, groupes hôteliers…)
- Partenaires éducatifs (Écoles, Universités, Lycées, etc.)

Moyens à mobiliser

- Maîtrise d'œuvre par le CRT
- Financement régional

ACTION #2 Points Information Tourisme

Objectifs

- Améliorer l'accueil des touristes au niveau des points d'information tourisme à leur arrivée sur le territoire

Indicateurs de suivi et de résultats

- Nombre de visiteurs accueillis dans les PIT chaque année
- Chiffre d'affaires annuel cumulé des PIT
- Taux de satisfaction des usagers/clients des PIT

Contexte et enjeux

- La qualité de l'accueil, facteur de différenciation de la destination face à ses concurrents
- Dynamique de croissance du chiffre d'affaires annuel des Centres d'accueil régionaux du tourisme
- Enjeu de transformation du modèle des PIT, avec le déploiement du site marchand de la destination, et la nécessité d'une stratégie commerciale

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Réalisation d'un audit des PIT (satisfaction client, performances commerciale, opérationnelle et économique)
- Identification des pistes d'amélioration du dispositif
- Mise en œuvre de ces pistes d'amélioration en fonction de leur impact en matière de qualité de l'accueil, de service rendu et de modèle économique
- Renégociation de la convention Paris Aéroport / Région Île-de-France

Partenaires à associer

- Paris Aéroport, Galeries Lafayette, Disneyland Paris
- Offre touristique (produits à proposer)
- Autres (SNCF, RATP ?)

Moyens à mobiliser

- Équipes des CaRT
- Financement Région / Partenaires

ACTION #3 Formation

Objectifs

- Intensifier l'effort de formation des acteurs du tourisme
- Créer une école internationale du tourisme sur le modèle de Lausanne
- Favoriser l'acquisition d'un socle commun de compétences autour de l'hospitalité et de la qualité de service

Indicateurs de suivi et de résultats

- Nombre d'apprentis formés / embauchés après leur formation
- Nombre d'heures de formation dispensées / de stagiaires formés annuellement par le CRT
- Niveau de satisfaction des professionnels sur l'offre de formation

Contexte et enjeux

- La formation initiale et continue aux métiers du tourisme apparaît aux yeux des professionnels comme inadaptée aux métiers du tourisme. De nombreux efforts restent à faire en matière de qualité de l'accueil, de culture de l'hospitalité et de maîtrise des langues étrangères.
- La région est riche de la présence de grands acteurs privés du tourisme (Accor, Disney, etc.) et d'acteurs de la formation reconnus (Ferrandi, Vatel, etc.) mais manque d'une offre de formation reconnue d'excellence à l'international
- La Région est compétente en matière de formation professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emplois, et des politiques d'apprentissage. Elle organise par exemple l'offre de formation des apprentis.

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Mettre en relation les acteurs pour faire aboutir un projet d'école internationale du tourisme, par exemple autour de Marne-la-Vallée.
- Prendre en compte les enjeux spécifiques de la filière dans les appels d'offre de la Région au titre de sa compétence formation professionnelle (ex : culture de l'hospitalité, qualité de service...). Renforcer les formations en matière de pratique des langues étrangères, notamment l'anglais.
- Poursuivre et généraliser les actions engagées par le Cluster tourisme : décloisonnement des formations et création de passerelles entre les niveaux de formation et les statuts, redéfinition de la carte des formations (parcours tout au long de la vie de bac -3 à bac +5), promotion des pratiques innovantes en lien notamment avec le digital

Partenaires à associer

- Organismes de formation, Enseignement supérieur, CFA
- Investisseurs
- État
- OPCA
- CCI Paris Île-de-France et départementales, acteurs privés

Moyens à mobiliser

- Financements régionaux dans le cadre de sa compétence en matière de formation professionnelle
- Équipes du CRT

ACTION #4 Tourisme d'affaires

Objectifs

- Renforcer l'accompagnement régional en faveur du soutien au tourisme d'affaires
- Appuyer la mise en œuvre du contrat de filière « Rencontres d'affaires et événementiel » afin de conserver le leadership de Paris Île-de-France et renforcer sa compétitivité
- Améliorer la qualité de l'accueil des visiteurs d'affaires

Indicateurs de suivi et de résultats

- Nombre d'événements internationaux accueillis (classement ICCA)
- Nombre d'événements bénéficiant du Pack accueil
- Satisfaction des utilisateurs du Pack accueil

Contexte et enjeux

- Paris Île-de-France est le leader mondial du tourisme d'affaires mais la concurrence est croissante, notamment à l'échelle européenne
- La seule filière salon représente en Île-de-France des retombées économiques estimées à 4,1 milliards d'euros
- Un contrat de filière « Rencontres d'affaires et événementiel » a été signé entre l'État et les professionnels du secteur en octobre 2016. Ceux-ci attendent de la Région et ses partenaires régionaux un appui politique et technique à la mise en œuvre de ce contrat (21 mesures)

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Appuyer la mise en œuvre du contrat de filière « Rencontres d'affaires et événementiel »
- Mobiliser les outils régionaux (CRT et PRE) afin de soutenir le développement marketing et commercial de la filière (ancrage des salons et congrès existants, accueil de nouveaux événements…)
- Définir un plan d'actions pluriannuel de valorisation économique et sociale des foires et salons (pack accueil CRT-Paris Aéroport – Viparis, actions de promotion de Paris Île-de-France auprès des visiteurs dans les foires et salons…)

Partenaires à associer

- Acteurs publics et privés de la filière (CCI Paris Île-de-France, Viparis, Comexposium, Promosalons, Unimev…)
- Paris Aéroport
- Acteurs du transport de voyageurs

Moyens à mobiliser

- Financements régionaux (Pack Accueil)
- Equipes des outils régionaux CRT et PRE

ACTION #5 Sécurité et sûreté

Objectifs	Indicateurs de suivi et de résultats
▶ Améliorer la sécurité quotidienne des touristes tout au long de leur parcours en Île-de-France, en particulier aux abords des grands sites touristiques	▶ Mise en place effective de commissariats mobiles ▶ Évolution du ressenti des touristes en matière de sécurité ▶ Nombre de projets « sécurité » financés par la Région

Contexte et enjeux

- Un problème de sûreté pour les touristes (vols, agressions…) existait avant les attentats et reste un élément négatif fort (la sécurité est, après la propreté, le second point négatif de la destination cité par les touristes).
- Nécessité de travailler sur les incivilités dont l'impact sur l'image de la destination est dévastateur (images des actes de violence sur les touristes relayées sur les réseaux sociaux et dans la presse internationale). L'effet négatif de ces incivilités est démultiplié avec les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, Tripadvisor… mais aussi Wechat, Weibo et tous les réseaux sociaux « nationaux » en Asie, Russie, etc.)
- La sécurité fait partie des priorités identifiées par la Présidente de Région, qui a annoncé à l'automne 2016 le déploiement, avec le ministère de l'Intérieur, de commissariats mobiles sur les principaux sites touristiques, pour assurer une présence policière permanente sur les sites touristiques, créer un effet dissuasif contre les pickpockets et faciliter le dépôt de plainte en cas de vol.

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Mettre en place une « task force » dédiée aux questions de sécurité et sûreté au sein des équipes Région/CRT, interlocuteur unique des professionnels sur les questions de sécurité
- Mobiliser des financements régionaux (Fonds régional pour le tourisme notamment) en faveur d'actions et de dispositifs de renforcement de la sécurité / sûreté des sites touristiques
- Organiser et animer un travail sur l'intégration des problématiques de sécurité dans l'écosystème touristique (partage d'expériences, formation, etc.)
- Mobiliser les acteurs afin de parvenir à une harmonisation de la signalétique et des réglementations « sécurité » afin d'en faciliter l'appropriation par les visiteurs
- Mettre en place des commissariats mobiles sur les principaux sites touristiques

Partenaires à associer	Moyens à mobiliser
▶ État : Ministère de l'Intérieur, Préfecture de police de Paris, Préfets des départements de grande couronne ▶ Collectivités territoriales ▶ Sites touristiques	▶ Financements régionaux

ACTION #6 City Pass

Objectifs	Indicateurs de suivi et de résultats
▶ Réalisation d'un titre unique d'accès aux transports et à l'offre touristique (musées, monuments, patrimoine, parcs d'attraction…), sur un même support physique ou sur un smartphone	▶ Mise en place effective du City Pass ▶ Nombre de sites auxquels le City Pass donne accès ▶ Nombre de City Pass vendus chaque année

Contexte et enjeux

- Forte concurrence de la part d'autres destinations internationales, ayant déjà mis en place des pass combinant transports et offre touristique
- Souhait répété par les touristes d'outils pratiques, simples, et les technologies numériques offrent des potentialités nouvelles en matière de développement
- A l'occasion de l'annonce du plan de relance régional en octobre 2016, un engagement de réalisation de ce City Pass a été pris avec pour horizon la Ryder Cup, en septembre 2018

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Eté 2017 : expérimentation d'un Pass Eté par le CRT
- 2017-2018 : Assistance à maîtrise d'ouvrage lancée par le CRT
- Mise en œuvre d'une première version lors de la Ryder Cup 2018 (avec premier test lors des Paris 2018 Gay Games)
- Déploiement total pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024

Partenaires à associer	Moyens à mobiliser
▶ État, Départements, Intercommunalités ▶ STIF, RATP, SNCF, Optile ▶ Partenaires publics et privés (musées, monuments, parcs d'attractions, Intermusées, etc.)	▶ Financement du développement de l'outil ▶ Financement de son déploiement ▶ Équipes du CRT et du STIF

ACTION #7 Îles de loisirs

Objectifs

- Renforcer et pérenniser l'offre des îles de loisirs régionales, afin d'améliorer leur visibilité et leur attractivité
- Atteindre un équilibre économique, préservant leur vocation sociale et environnementale
- Mieux insérer les îles de loisirs dans leur territoire pour en faire des leviers de développement touristique en améliorant leur accessibilité pour tous les publics et en développant la commercialisation et les produits combinés
- Garantir la sécurité des biens et des personnes par un meilleur contrôle des accès, la mise en place de la vidéo-protection et un partenariat renforcé avec les forces de l'ordre

Indicateurs de suivi et de résultats

- Capacité d'hébergement et taux de remplissage, nombre et fréquentation des activités ; nombre et qualité des partenariats avec le secteur privé et volume des investissements.
- Capacité d'accueil pour les entreprises, meilleure connaissance de la clientèle, réalisation régulière d'études qualitatives et quantitatives de la fréquentation, capacité à développer des produits innovants et nombre d'évènements culturels et sportifs, amélioration du modèle économique
- Amélioration de l'accessibilité par tous les modes de déplacement, mise en place et commercialisation de produits, création d'emplois directs, indirects et induits
- Montant des investissements en matière de sécurité, mise en place de conventions « sécurité tourisme » avec les services de l'Etat pour garantir la présence et l'intervention des forces de l'ordre sur les îles de loisirs

Contexte et enjeux

- Conçues à l'origine pour répondre aux attentes des franciliens, notamment ceux qui ne partent pas en vacances, les îles de loisirs ont pleinement rempli cet objectif, elles constituent le « jardin de ceux qui n'en ont pas ». Cette vocation doit être préservée et développée par une offre renouvelée d'hébergement et d'activités permettant le développement des séjours, tout en permettant l'accueil de nouveaux publics. Les îles de loisirs disposent par ailleurs d'un foncier important et bien situé qui peut constituer un atout pour l'accueil d'investisseurs privés.
- Le modèle économique des îles de loisirs a aujourd'hui atteint ses limites. Il convient d'aller vers un modèle plus équilibré et moins saisonnier. Cela passe par une meilleure connaissance de la fréquentation, un développement de la commercialisation et une segmentation des produits, pour construire une offre adaptée notamment aux entreprises, et le développement de l'évènementiel pour conquérir de nouveaux publics et renforcer la notoriété et l'image des îles de loisirs.
- Les îles de loisirs ont été conçues à l'origine comme des équipements accessibles essentiellement en voiture. Le développement des modes actifs doit aujourd'hui être privilégié ainsi que l'insertion dans leur territoire pour en faire de véritables leviers de développement économique local.
- La sécurité du public et des personnels est une priorité absolue et la condition du maintien de l'attractivité des îles de loisirs. Cette priorité nécessite de renforcer les investissements dans ce domaine mais aussi les moyens humains qui y sont affectés et tout particulièrement de pérenniser la présence des forces de l'ordre et leur capacité de dissuasion et d'interventions sur les sites.

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Mise en œuvre d'un plan pluriannuel d'investissement sur 2017-2021. La mise en place d'appels à projets en direction des investisseurs privés sera privilégiée pour les investissements « productifs », les investissements publics étant concentrés en priorité sur les infrastructures et la sécurisation des îles de loisirs. Renforcement du volet consacré aux séjours dans le dispositif d'aide à l'accès aux loisirs et aux vacances. Identification et recensement des données sur l'hébergement, et les activités
- Réalisation d'une nouvelle étude de fréquentation, actualisée régulièrement par la suite (tous les 2 ans). Promotion des îles de loisirs comme des lieux d'innovation en matière de pratiques sportives et mise en place d'une veille permanente sur l'évolution des pratiques.
  Réalisation en 2018 d'un guide recensant l'offre en direction des entreprises (séminaires et réception, team building, comités d'entreprise…)
- À partir de 2019, structuration du site de Vaires-Torcy, site olympique pour les JOP 2024, comme site pilote pour le développement du tourisme sportif et de l'évènementiel. Renforcement de la dimension éducative et tourisme de proximité des tickets loisirs, simplification du dispositif par la mise en place d'un outil dématérialisé Renouvellement et pérennisation des évènements culturels mis en place en 2017(festival de musique et théâtre)
- Poursuite et achèvement du déploiement de la nouvelle signalétique régionale. Réalisation par l'IAU-IDF d'une étude sur l'amélioration de l'accessibilité (2018). Réalisation sur quelques sites pilotes d'opérations d'amélioration de l'accessibilité par modes doux et transports en commun. Mise en place de produits combinant activités et hébergements sur les îles de loisirs et leur territoire environnant, notamment en grande couronne.
- Sur l'ensemble des îles de loisirs, réalisation de diagnostics de sécurité et équipement en vidéo-protection, avec mise en place de PC opérationnel et si possible renvoi sur les centres de supervision urbaine (CSU), mise en place de conventions « sécurité-tourisme » avec les services de l'État
- Mise en place de nouveaux outils numériques pour permettre l'amélioration des flux et, de l'information, ainsi que de la réservation et du paiement

Partenaires à associer

- Investisseurs privés dans le domaine de l'hébergement, du tourisme d'affaire, des loisirs sportifs et culturels
- CRT, IAU – IDF, ARD
- Communes, agglomérations et départements, CRT et CDT, OTSI, STIF
- Services de l'Etat en charge de la sécurité publique

Moyens à mobiliser

- Budget loisirs sur infrastructures et sécurité (10 M€/an)
- Budget loisirs fonctionnement pour dispositif accès aux loisirs et aux vacances (1,2 M€/an) + 100.000 € en 2018 pour l'étude de fréquentation et 50.000 € en 2020 pour l'actualisation
- Budget tourisme investissement et fonctionnement pour soutien aux opérateurs privés
- Budget CRT pour promotion et commercialisation
- Budgets autres collectivités et STIF pour amélioration accessibilité

ACTION #8 Transformation numérique

Objectifs

- Accompagner la transformation numérique de l'offre sur l'ensemble de la chaîne de valeur, afin de faire de la destination Paris Île-de-France la 1ère destination connectée

Indicateurs de suivi et de résultats

- Part du Fonds régional pour le Tourisme affectée aux projets numériques
- Nombre de projets soutenus

Contexte et enjeux

- Les activités touristiques et de loisirs sont fortement impactées par la transformation numérique de l'économie
- Les technologies numériques permettent également d'enrichir l'expérience vécue par les clients, d'améliorer la qualité de la visite (estimation des temps d'attente, propositions d'activités adaptées aux goûts, simplification des séjours…)
- Paris Île-de-France est l'une des premières régions au monde en terme d'accueil de start-ups et d'entreprises du numérique.
- La transformation numérique a donc été l'un des axes centraux du plan de relance régional, mis en place en 2016, et bénéficie de moyens financiers importants, via le Fonds régional pour le Tourisme. Il convient de poursuivre cet effort de manière massive.

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Désigner un chef de projet et/ou une task force "transformation digitale" au sein des équipes Région/CRT, interlocuteur privilégié des acteurs régionaux en matière de services numériques
- Faire de la transformation numérique un axe central des Contrats régionaux de destination
- Réaliser une étude portant sur la digitalisation de la chaîne de valeur du tourisme pour préciser comment le numérique peut créer de la valeur sur l'ensemble de la chaîne de valeur (en amont de la visite, à l'arrivée, pendant le séjour, sur les sites, au départ, après le séjour), sur l'ensemble des métiers du tourisme (hébergement, loisirs, commerce, transport...) et des activités de la Région (études/observation, promotion, formation, commercialisation...) et engager une réflexion sur le métier des OT à l'ère numérique
- Renouvellement de la journée « Tourisme et numérique », mise en place de hackatons…
- Définir un plan d'action partagé en faveur de la numérisation de l'offre touristique afin d'enrichir l'expérience client

Partenaires à associer

- Acteurs régionaux du numérique (Cap Digital, Ville de Paris, via le Welcome City Lab...)
- Offre touristique

Moyens à mobiliser

- Fonds régional pour le tourisme

ACTION #9 Data marketing

Objectifs

- Structurer une stratégie de collecte, analyse, partage et exploitation des données pour améliorer l'expérience client et accroître les recettes touristiques

Indicateurs de suivi et de résultats

- Nombre d'acteurs participant à la mise en commun des données
- Nombre de publications de données analysées dans l'année
- Taux de satisfaction des professionnels sur les analyses réalisées

Contexte et enjeux

- La multiplication des données touristiques (clients, opérateurs, prescripteurs…), en lien avec la transformation digitale du secteur, constitue un gisement d'informations riche mais encore insuffisamment exploité.
- Le développement de nouveaux usages, l'arrivée de nouveaux acteurs (AirBnb, Homeaway, Blablacar, etc.) entraîne un accroissement des difficultés dans l'observation des comportements et des flux. Les données « classiques » (arrivées hôtelières INSEE, etc.) ne suffisent plus pour décrire le fait touristique et fournir aux professionnels les analyses dont ils ont besoin.
- La France est en retard, par rapport à d'autres destinations (comme Singapour) en matière d'exploitation des données publiques et privées existantes, même si depuis de nombreuses années, les dispositifs permanents d'enquêtes mis en place par le CRT permettent de garantir une information fine, de qualité et fiable aux professionnels, qui reconnaissent son expertise en la matière.

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Réaliser un état des lieux partagé sur les pratiques d'observation, les besoins et attentes des partenaires de la Région, et leur capacité à participer activement (financement, fourniture de données, etc.) à un dispositif régional cohérent et rigoureux d'observation.
- Sur cette base, définition d'un plan d'actions pluriannuel et mise en œuvre de ce plan d'actions, notamment en renforçant la prise en compte des données « numériques », peu analysées aujourd'hui.
- Pour cela, mise en place des moyens financiers et humains nécessaires au CRT

Partenaires à associer

- Acteurs institutionnels (Atout France, DGE, INSEE, …)
- Partenaires privés et publics de l'offre touristique
- Acteurs du secteur digital (Cap Digital, opérateurs de téléphonie mobile…)
- Start-ups

Moyens à mobiliser

- Équipes et moyens financiers du CRT

ACTION #10 Contrats régionaux de destination

Objectifs

- Renforcer la qualité de l'offre de Paris Île-de-France en agissant sur des destinations majeures et déjà existantes
- Diffuser les flux touristiques sur l'ensemble du territoire
- Concentrer les moyens d'intervention pour plus d'efficacité

Indicateurs de suivi et de résultats

- Nombre de contrats régionaux de destination signés
- Mise en œuvre effective des plans d'actions dans chacun des territoires concernés

Contexte et enjeux

- Le cœur de la destination présente des risques de saturation de son offre.
- La région Île-de-France dispose d'autres destinations de premier plan, dont il convient d'amplifier le développement en mutualisant les moyens nécessaires, venus de l'ensemble des partenaires impliqués. La Région souhaite donc agir dans ce sens, en concentrant ses moyens d'actions et de financement.
- Ces destinations sont généralement structurées autour d'un ou de plusieurs sites phares, dont le rayonnement permet d'attirer les différentes clientèles touristiques, et sur lesquels il est possible de s'appuyer pour valoriser des sites complémentaires, pour améliorer encore l'expérience vécue par les touristes.

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Désignation d'une équipe de chefs de projets au sein des services régionaux et du CRT
- 2018 : construction des contrats régionaux de destination : identification des partenaires, études stratégiques éventuelles (portées par la Région), plans d'actions, financement
- 2019-2021 : mise en œuvre opérationnelle des plans d'actions

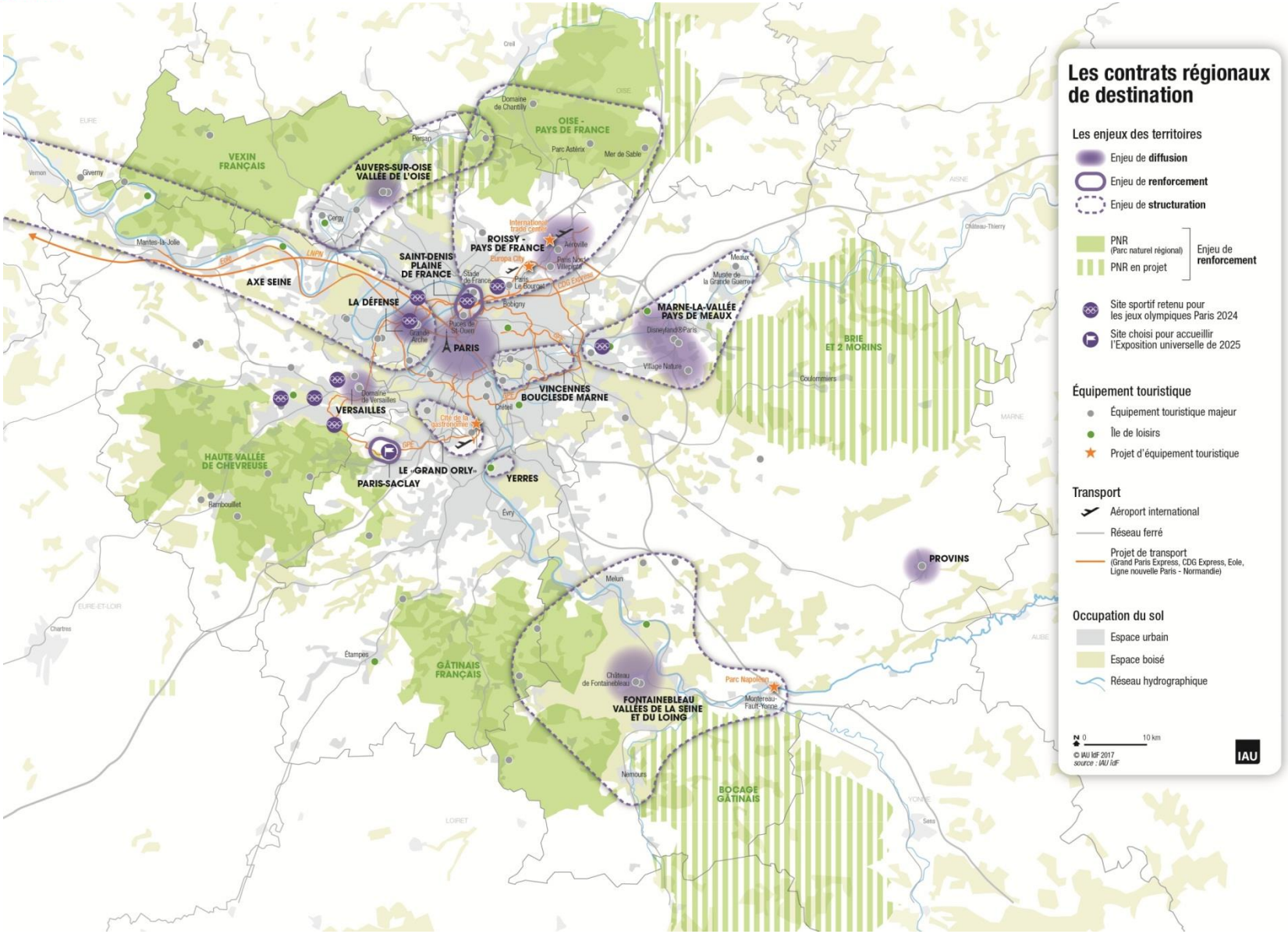
Partenaires à associer

La liste des partenaires est spécifique à chaque CRD

- Partenaires institutionnels : État, Départements, Intercommunalités, chambres consulaires…
- Atout France, Comités départementaux du tourisme, offices du tourisme
- Partenaires publics et privés de l'offre touristique

Moyens à mobiliser

- Budget régional (Fonds régional pour le Tourisme)
- Équipes CRT et Région (et autres OA si nécessaire : IAU, PRE…)


Les contrats régionaux de destination
Les enjeux des territoires
Enjeu de diffusion
Enjeu de renforcement
Enjeu de structuration
PNR (Parc naturel régional)
PNR en projet
Enjeu de renforcement
Site sportif retenu pour les jeux olympiques Paris 2024
Site choisi pour accueillir l'Exposition universelle de 2025
Équipement touristique
Équipement touristique majeur
Île de loisirs
Projet d'équipement touristique
Transport
Aéroport international
Réseau ferré
Projet de transport (Grand Paris Express, CDG Express, Eole, Ligne nouvelle Paris - Normandie)
Occupation du sol
Espace urbain
Espace boisé
Réseau hydrographique
0 10 km
© IAU IdF 2017
source : IAU IdF
IAU
VEXIN FRANÇAIS
AUVERS-SUR-OISE VALLÉE DE L'OISE
OISE - PAYS DE FRANCE
ROISSY - PAYS DE FRANCE
SAINT-DENIS PLAINE DE FRANCE
AXE SEINE
LA DÉFENSE
PARIS
MARNE-LA-VALLÉE PAYS DE MEAUX
BRIE ET 2 MORINS
VINCENNES BOUCLES DE MARNE
VERSAILLES
HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE
LE «GRAND ORLY» PARIS-SACLAY
YERRES
PROVINS
GÂTINAIS FRANÇAIS
FONTAINEBLEAU VALLÉES DE LA SEINE ET DU LOING
BOCAGE GÂTINAIS

Destination d'intérêt régional	Sites touristiques associés (liste non exhaustive)	Enjeux propres à la destination
Paris	Cœur de la destination Paris Île-de-France	- Amélioration de la qualité de l'expérience (gestion de l'attente et des flux…) - Digitalisation et modernisation de l'offre touristique - Sécurité - Diversification de l'offre touristique - Tourisme d'affaires
Destination « Paris ville augmentée » (Paris et petite couronne)	Office du Tourisme et des Congrès de Paris, Comités départementaux des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, RATP, Welcome City Lab, et l'IREST (Université Paris I)	- Valoriser l'image de Paris et élargir son périmètre géographique, à l'échelle du réseau de transport métropolitain - Contribuer à mieux connaître les pratiques et les flux touristiques à partir de Paris - Faire émerger et valoriser une nouvelle offre en matière de tourisme urbain
Versailles	Château et domaine de Versailles, Potager du Roi, Ville de Versailles (quartiers Saint Louis et Notre Dame…) Bougival (Maisons Berthe Morizot, Tourgueniev, Bizet), Jouy-en-Josas (Musée de la toile de Jouy)	- Diffusion des flux, notamment à partir du Château de Versailles, dans la ville de Versailles, et à l'échelle du territoire de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc - Augmentation de la durée du séjour (au moins une nuit), nécessitant une évolution et un développement de l'offre d'hébergements - Amélioration de la qualité de service (par exemple gestion des flux à l'intérieur du domaine de Versailles) - Digitalisation/modernisation de l'offre (y compris au Château de Versailles) - Diversification de l'offre touristique
Marne-la-Vallée / Pays de Meaux	Disneyland® Paris, Villages Nature, la Vallée Village, Centre commercial du Val d'Europe, Châteaux de Champs sur Marne, Ferrières, Musée de la Grande Guerre de Meaux, Parc de Rentilly, Îles de loisirs de Vaires-Torcy et Jablines-Annet	- Renforcement de l'attractivité et du niveau de service autour du pôle de Marne-la-Vallée - Pôle de formations tourisme majeur, à structurer - Développement touristique de la vallée de la Marne (activités fluvestres et fluviales) - Accessibilité en transports en commun des différents sites touristiques de ce territoire - Développement des 2 Îles de loisirs, dont un site olympique
Saint-Denis / Plaine de France	Stade de France, Basilique Saint Denis, Cité du Cinéma, Puces de Saint-Ouen, Street art, futurs sites olympiques	- Développement des flux touristiques, en s'appuyant sur les projets de développement (remontage de la flèche de la Basilique Saint Denis…) - Préparation de l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques - Diversification de l'offre (street art avenue le long du Canal Saint Denis, mais aussi tourisme d'affaires) - Développement touristique dans les territoires des gares du GPE (en particulier

		Saint Denis Pleyel)
La Défense	Sites de tourisme d'affaires : hôtels, CNIT, etc. Sites de tourisme d'agrément : Toit de la Grande Arche, Rueil Malmaison et Saint-Cloud (villes impériales)	- Renforcement des flux de tourisme d'affaires - Travailler à développer les offres complémentaires à l'offre affaires, afin d'augmenter la dépense moyenne des touristes présents
Le « Grand Orly »	Aéroport d'Orly, MIN de Rungis, projet de Cité de la Gastronomie Maison de Châteaubriand (Châtenay-Malabry), Domaine et Château de Sceaux	- Structuration d'une offre territoriale (affaires et agrément) - Développement touristique dans les territoires des gares du GPE
Vincennes – Boucles de la Marne	Château de Vincennes, Vallée de la Marne, Guinguettes, Bry-sur-Marne (Cinéma/Daguerre) Musée Fragonard (Maisons-Alfort), Parc Zoologique de Paris	- Valorisation des boucles de la Marne (activités fluvestres et fluviales, à destination des touristes et des Franciliens - Développement et structuration de l'offre territoriale, et notamment en matière d'hébergements touristiques - Renforcement du pôle de Vincennes (digitalisation, amélioration de la qualité de service, développement de l'offre autour du château, du Parc Zoologique de Paris…)
Roissy – Pays de France	Aéroports Paris-CDG et du Bourget, zone hôtelière de Roissy, Parcs des expositions de Villepinte et du Bourget, International Trade Center (en projet), EuropaCity (en projet), Aéroville, Musée de l'Air et de l'Espace, château d'Ecouen, Abbaye de Royaumont, tourisme de mémoire (Drancy / Bobigny), Parc Naturel Régional Oise Pays de France, La Mer de Sable (Emerainville)	- Développement de la zone aéroportuaire (extension zone hôtelière, développement de l'offre affaires, etc.) - Accessibilité (achèvement de la ligne 17 du GPE, CDG Express, barreau de Gonesse, etc.) - Modernisation de l'offre affaires, et amélioration de la qualité de service - Offre touristique culturelle et naturelle à structurer, renforcer et moderniser - Lien avec la Région des Hauts de France (Emerainville, Chantilly, Parc Astérix)
Auvers-sur-Oise / Vallée de l'Oise	Auvers-sur-Oise / offre impressionnisme, Vieux Pontoise, Conflans-Sainte-Honorine, Vallée de l'Oise (activités fluvestres et fluviales), Île de loisirs de Cergy, Abbaye de Maubuisson	- Mise en œuvre du contrat « Normandie – Paris Île-de-France : destination impressionnisme) - Tourisme itinérant (vélo, équestre, fluvial) - Amélioration de l'accessibilité en transports (trains directs, etc.) - Structuration et développement de l'offre touristique - Modernisation / digitalisation de l'offre touristique existante - Prise en compte du futur Canal Seine-Nord-Europe

Fontainebleau / Vallées de la Seine et du Loing	Forêt et Château de Fontainebleau, Château de Vaux-le-Vicomte, Barbizon, Moret-sur-Loing, Milly-la-Forêt, Courances, Vallées de la Seine et du Loing (tourisme itinérant), Festival Django Reinhardt, tourisme équestre (Grand Parquet), Montereau-Fault-Yonne (projet de Parc Napoléon)…	- Mise en œuvre du contrat « Normandie – Paris Île-de-France : destination impressionnisme) - Structuration et développement de l'offre touristique - Développement de l'offre Napoléon - Tourisme itinérant (vélo, équestre, fluvial) - Accessibilité transports
Provins	Cité médiévale de Provins, Musée du chemin de fer Longueville	- Développement du potentiel de la Cité médiévale de Provins (renforcement, amélioration de la qualité de service, trains logotés, prolongation du séjour, etc.) - Développement du potentiel touristique et de loisirs des espaces naturels de la Bassée Montois (Grands Lacs de Seine)
Val d'Yerres	Maison Caillebotte	- Mise en œuvre du contrat « Normandie – Paris Île-de-France : destination impressionnisme) - Structuration et développement de l'offre touristique
Axe Seine	Vallée de la Seine Aval, Saint-Germain-en-Laye, activités nautiques, îles de loisirs de Moisson- Mousseaux et de Val de Seine	- Développement des croisières sur la Seine, et renforcement de leur impact local - Structuration de l'offre itinérante (véloroute, tourisme fluvial) - Mise en œuvre du contrat « Normandie – Paris Île-de-France : destination impressionnisme)
Les Parcs naturels régionaux d'Île-de-France	Parcs Naturels Régionaux de la Haute Vallée de Chevreuse, du Gâtinais Français, du Vexin Français et Oise Pays de France. Projet de PNR de la Brie et des deux Morin	Enjeux transversaux aux différents PNR : - Structuration et développement de l'offre touristique et de loisirs - Développement des hébergements touristiques - Accessibilité - Renforcement de la communication à destination des Franciliens - Itinérances (vélo, équestre)
Paris Saclay	Site choisi pour accueillir l'Exposition universelle de 2025, dans le cas où la France serait retenue	- Accompagnement des aménagements du site, afin de le rendre accueillant aux visiteurs - Développement des hébergements - Tourisme d'affaires

ACTION #11 Parcours touristiques

Objectifs	Indicateurs de suivi et de résultats
▶ Définir et soutenir le développement de « parcours régionaux » nouveaux, sur le modèle de la « Destination impressionnisme », afin de favoriser le desserrement des flux touristiques et de renouveler la destination Paris Île-de-France	▶ Nombre de parcours touristiques mis en place ▶ Développement de produits touristiques sur chaque parcours

Contexte et enjeux

- La fédération et la coordination de lieux et de territoires autour d'un thème identifié et porteur d'un potentiel de développement important permettent de proposer une offre de qualité, unique et s'adressant à toutes les clientèles.
- La dynamique engagée autour de l'impressionnisme, suite au Contrat « Normandie-Paris Île-de-France : destination impressionnisme » a été saluée par l'ensemble des professionnels du tourisme, qui attendent donc une duplication de ce modèle sur d'autres thématiques.
- Les thématiques proposées sont d'ores et déjà identifiées par les visiteurs, et seront les supports fondamentaux d'une communication et d'une promotion efficaces, quelles que soient les cibles de clientèles. La liste finale sera proposée en concertation avec les professionnels du tourisme et servira de support à des propositions de produits touristiques sur le site marchand de la destination

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Sélection des parcours à développer et à soutenir, via une concertation avec les professionnels du tourisme (la liste proposée ci-après est indicative)
- Définition des modalités d'intervention régionale (via le Fonds régional pour le Tourisme et le CRT) auprès des lauréats

Partenaires à associer	Moyens à mobiliser
▶ Partenaires institutionnels : État, Départements, Intercommunalités, chambres consulaires… ▶ Atout France, Comités départementaux du tourisme, offices du tourisme ▶ Partenaires publics et privés de l'offre touristique	▶ Outils de communication et de promotion du CRT et de ses partenaires (Atout France…) ▶ Budget régional

Parcours thématiques (liste indicative et non exhaustive)	Sites touristiques associés
Impressionnisme	Partenaires du Contrat « Normandie – Paris Île-de-France : destination Impressionnisme »
Villes royales et impériales	Villes royales : Etampes, Saint-Germain-en-Laye, Versailles, Saint-Denis, Fontainebleau, Dourdan, Marly-le-Roi, Rambouillet, Vincennes Villes impériales : Saint-Cloud, Rueil—Malmaison, Fontainebleau, Montereau-Fault-Yonne Sites touristiques complémentaires, dans Paris : Le Louvre, Invalides, etc.
Route des jardins	Saint-Cloud, Versailles, Sceaux, Saint-Germain-en-Laye, Vaux le Vicomte, Courances, Chamarande, Courson, Saint-Jean-de-Beauregard, Méréville, Villarceaux, Rambouillet, Fontainebleau, Champs-sur-Marne, Vallée aux Loups, Chantilly (Région des Hauts de France)
Architecture en Île-de-France	L'architecture francilienne, son univers pavillonnaire, témoignant des différentes périodes modernes : fin 19ème, années 20-30, après-guerre, villes nouvelles et post-modernisme. Réseau des Cités-Jardins, patrimoine de villégiature (vallées), patrimoine Le Corbusier (classé UNESCO), Villa Carrée, Pavillon de l'Arsenal, Cité de l'Architecture et du Patrimoine…
Châteaux d'Île-de-France	Versailles, Vincennes, Fontainebleau, Vaux-le-Vicomte, Chamarande, Champs-sur-Marne, Saint-Cloud, Malmaison, Sceaux, Breteuil, Rambouillet, Villarceaux, Ecouen, Saint-Germain-en-Laye, Blandy-les-Tours, Champs-sur-Marne, Ferrières, Courances, Courson, Grosbois, Vincennes…
Maisons d'artistes	L'IDF (Paris, petite et grande couronnes) est historiquement une terre d'accueil et une source d'inspiration pour des artistes du monde entier. Valable aussi bien pour Paris que pour la petite couronne que la Grande Couronne : Van Gogh à Auvers, Monet à Giverny, Cocteau à Milly-la-Forêt, Rodin à Meudon, Chateaubriand à Chatenay-Malabry, Ecole de Barbizon, atelier de Delacroix à Saint-Germain-des-Prés, Alexandre Dumas à Port-Marly, Rosa Bonheur à By (77), Mallarmé à Vulaines-sur-Seine, Berthe Morizot, Tourgueniev et Bizet à Bougival, Ravel à Montfort-L'Amaury…

Tourisme de Mémoire	Musée de la Grande Guerre, Conservatoire historique du camp de Drancy, Gare de déportation de Bobigny, Mémorial de la France combattante au Mont-Valérien, Mémorial de la Shoah de Paris, Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne
Gastronomie	Cité de la gastronomie, MIN de Rungis, projets de St Ouen et Versailles, Brie de Meaux, Brie de Melun, Coulommiers (Maison du Brie), produits locaux issus des PNR d'Île-de-France (notamment Gâtinais français), EuropaCity, Hôtel de la Marine
Vie nocturne	Cabarets (Moulin Rouge, Lido, Crazy Horse, Paradis Latin, etc.), bars à thèmes et rooftops, discothèques, lieux éphémères (Ground Control), EuropaCity…
Mode, luxe et savoir-faire – shopping	Grands Magasins, outlets type La Vallée Village ou One Nation, ateliers Hermés de Pantin, ateliers Vuitton d'Asnières, écoles de mode, Cité de la Mode, Musée Galliera, …
Street-art	Projet de GR Street Art d'Arcueil-Paris 13-Ivry-Vitry, Saint-Denis, Plaine Commune Grand Paris
Tourisme industriel	Musée des arts et métiers de Paris, Réserves du Cnam à St Denis, ateliers Ratp et Sncf, Saint-Gobain à Aubervilliers, PSA à Saint-Ouen, plateforme de fret d'Air France à Roissy, ateliers centenaires du Lit national au Pré-Saint-Gervais, l'Européenne d'embouteillage, à La Courneuve, Les Pianos Klein à Montreuil, plate-forme du courrier à Wissous, centrale thermique de Porcheville, ancienne gare de triage de Villeneuve-Saint-Georges, Maison du Vitrail à Paris 15ème, Chocolaterie Meunier à Noisiel, Cité du Cinéma à Saint-Denis, Centquatre, Halle Freyssinet à Paris, Galleria Continua (Boissy-le-Châtel), Synchrotron à Saclay, Hangar Y à Meudon, Usine Leroy à Saint-Fargeau-Ponthierry, Sites aéronautiques (usines Thalès à Mantes, Musée Salis et meeting aérien de Cerny-La Ferté Alais…)
L'Île-de-France à vélo	Véloroutes traversant l'Île-de-France : Véloscénie, Paris-Mont-Saint-Michel, Paris-Londres, etc. Itinéraires vélos développés par les Départements (exemple la Seine-et-Marne), Vallées de la Seine, de la Marne, de l'Oise, du Loing, des Morin…
L'Île-de-France à cheval	Hippodromes, Route européenne d'Artagnan, Maisons-Laffitte, Grand Parquet de Fontainebleau, réseau des centres équestres et des éleveurs, itinéraires organisés par les acteurs locaux, Chantilly
Tourisme rural / de nature	Hébergements de plein air, randonnée, etc. – Parcs naturels régionaux, Îles de loisirs

Moyen-Âge	Ville médiévale Provins, Châteaux de Blandy-les-Tours, Dourdan ou Vincennes, Donjon de la Roche-Guyon, Collégiale Notre-Dame de Mantes-la-Jolie, Basilique de Saint-Denis, Musée de Cluny (Musée national du Moyen-âge), Musée du Louvre…
Russes en Île-de-France	Cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois, Cathédrale de la Sainte-Trinité (Paris 7e arrondissement) ou Saint-Alexandre-Nevski (Paris 8e arrondissement), gastronomie russe à Paris (restaurants, épiceries, cabarets russes, etc.), Musée Tourgueniev (Bougival), Musée Zadkine (Paris), Cimetière du Père Lachaise (Paris) : Mémorial des Combattants Russes et Soviétiques de la Résistance Française au cours de la Seconde Guerre Mondiale, tombe de Nijinski au cimetière de Montmartre

ACTION #12 Tourisme et développement urbain

Objectifs

- Assurer la prise en compte des enjeux touristiques, et en particulier l'hébergement, dans les grands projets d'aménagement urbain (OIN, gares du Grand Paris Express, etc.)

Indicateurs de suivi et de résultats

- Nombre de projets touristiques intégrés aux stratégies des territoires ciblés
- Évolution des capacités hôtelières dans les territoires concernés

Contexte et enjeux

- La géographie du cœur de la destination, les pratiques de mobilité et les équilibres territoriaux seront bouleversés par la mise en place du réseau de transport du Grand Paris Express, à partir de 2019 (prolongement nord de la ligne 14 du métro)
- Les 68 gares du GPE sont au centre de projets urbains d'ampleur, qui constituent autant d'opportunités foncières pour développer l'offre touristique, et notamment les capacités d'hébergements (hôtels, hébergements familles ou jeunes, etc.).
- Les bilans des opérations d'aménagement font en général l'impasse sur l'offre touristique, et notamment l'hébergement pour des raisons de faiblesse de la charge foncière, par rapport par exemple aux programmes tertiaires.
- La Région souhaite donc appuyer les collectivités et opérateurs d'aménagement (SGP, SEM, etc.) afin de faire prendre en compte la dimension touristique au sein des territoires dont l'accessibilité sera améliorée par ces nouveaux projets de transport

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Organiser des événements de sensibilisation des collectivités territoriales concernant la prise en compte du tourisme dans les projets d'aménagement urbain
- Réunir les parties prenantes des projets d'aménagement autour des gares du GPE les plus stratégiques d'un point de vue touristique, afin d'identifier les sites appropriés à un développement touristique
- Lancer un appel à projets / appel à manifestation d'intérêt du type « Inventons la métropole du Grand Paris », pour des projets touristiques sur les sites identifiés. Sélectionner et soutenir (budget régional, organismes régionaux comme l'EPFIF, etc.) les projets

Partenaires à associer

- État, Collectivités territoriales, Établissements publics d'aménagement, Métropole du Grand Paris
- Société du Grand Paris et autres aménageurs
- Opérateurs immobiliers, investisseurs, groupes hôteliers et autres partenaires privés

Moyens à mobiliser

- Budget régional
- Organismes régionaux intervenant sur les problématiques d'aménagement (EPFIF, IAU, etc.)

ACTION #13 Hubs de transport

Objectifs

- Mise en place d'un plan d'actions pluriannuel pour chacun des hubs majeurs de transports (aéroports, gares parisiennes et TGV franciliennes, barrières de péage sur les autoroutes) pour en faire des vitrines de Paris Île-de-France en matière d'accueil, de services et d'expérience numérique

Indicateurs de suivi et de résultats

- Nombre d'opérations commerciales / de promotion organisées chaque année dans les différents hubs de transport

Contexte et enjeux

- Les aéroports, grandes gares et barrières de péage ne sont pas que des points d'entrée et de sortie des touristes mais également des lieux-clés du service et de l'expérience clients (1er contact et dernier contact avec la destination)
- Dans le domaine aéroportuaire, la concurrence est féroce entre les pays pour l'obtention de lignes directes. L'ouverture de liaisons directe est décisive pour l'attractivité d'une destination.

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Désigner un chef de projet Région/CRT et identifier les parties prenantes à associer pour chacun des hubs de transport / portes d'entrée-sortie de la Région
- Dresser un état des lieux partagé des enjeux en matière d'amélioration de l'accueil, des services et d'expérience numérique pour les différentes catégories de touristes (individuels, groupes, familles, affaires) : recensement des initiatives, résultats, attentes des voyageurs, bonnes pratiques, points d'amélioration... en matière d'information, fluidité, accueil, services numériques, commercialisation (wifi, pack accueil, fast track, pass coupe-file, pass accompagnants)...
- Apporter un appui politique et technique au développement des hubs aéroportuaires de CDG et Orly afin de soutenir l'ouverture de nouvelles lignes directes, en particulier auprès des cibles prioritaires
- Œuvrer à l'harmonisation de la signalétique touristique dans les hubs, le réseau régional de transport (métro, bus, RER, trains de banlieue…)

Partenaires à associer

- Paris Aéroport, SNCF (Gares et Connexions et autres branches), Concessionnaires autoroutiers
- Services de l'État
- STIF

Moyens à mobiliser

- Budget régional
- Équipes CRT/Région

ACTION #14 Grands événements

Objectifs	Indicateurs de suivi et de résultats
▶ Conforter la place de Paris Île-de-France comme destination de choix pour l'accueil de grands événements de dimension internationale	▶ Nombre d'événements d'ampleur internationale/de candidatures soutenus ou accompagnés

Contexte et enjeux

- Les événements de dimension internationale, qu'ils soient culturels, sportifs, ou d'affaires, sont un vecteur clé de rayonnement touristique et économique. Ils contribuent au renouvellement et à l'enrichissement de l'offre et de l'image de la destination, à l'échelle internationale.
- Ils sont aussi l'occasion pour l'ensemble des acteurs touristiques de la destination de faire un saut qualitatif et donc d'améliorer la qualité globale de l'offre et des services proposés aux visiteurs.
- Paris Île-de-France a reçu de nombreux grands événements internationaux ces dernières années, et une nouvelle dynamique s'est engagée, avec le succès de sa candidature à l'accueil des Gay Games 2018, de la Ryder Cup 2018, de la Coupe du monde de football féminin 2019, de l'Euro 2019 de Volleyball et bien sûr des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.
- Plusieurs candidatures sont en cours, et à ce titre sont fortement soutenues par la Région Île-de-France : Exposition universelle de 2025, Coupe du monde de rugby 2023…

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

- Assurer une veille sur les grands événements internationaux (concurrence, bonnes pratiques, opportunités)
- Apporter un appui politique et technique à l'organisation et l'accueil des grands événements de dimension internationale
- Mettre en place les dispositifs adéquats de communication, de promotion, de formation, d'études et d'observation, d'accueil, au service de chacune des candidatures
- Désignation d'un chef de projet « Grands événements » au sein du CRT, contact privilégié des organisateurs dans la mise en place des partenariats et de l'offre de service régionale.

Partenaires à associer	Moyens à mobiliser
▶ État, collectivités territoriales ▶ Structures de portage des candidatures, et d'organisation (GIP, etc.) ▶ CNOSF, organes représentatifs des secteurs concernés ▶ Acteurs culturels, sportifs, du tourisme d'affaires ▶ STIF/transporteurs	▶ Équipes du CRT et services régionaux ▶ Budget régional

ACTION #15 Rationalisation de l'action publique

Objectifs	Indicateurs de suivi et de résultats
▶ Améliorer l'effet levier de l'action régionale et de ses partenaires en matière de développement du tourisme et des loisirs	▶ Création du Syndicat du Tourisme francilien (STF)

Contexte et enjeux

- La multiplicité des acteurs impliqués dans la promotion de la destination (CRT, CDT, OT) rendent peu lisible l'action publique en matière de tourisme. Les professionnels déplorent une insuffisante coordination et un manque d'agilité opérationnelle entre les différents partenaires, au détriment de l'efficience et de l'impact des actions engagées.
- Dans un contexte de contraction des moyens publics et de défiance de l'opinion vis-à-vis de l'action publique, la Région se doit d'être exemplaire en matière d'efficience
- Le développement des outils numériques permet un suivi plus fin du retour sur investissement des actions, notamment sur la promotion (voir les exemples de New York et Londres)

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

▶ Rénover la gouvernance du tourisme en IDF par la création du « Syndicat du Tourisme francilien »

Partenaires à associer	Moyens à mobiliser
▶ Collectivités territoriales (Départements, Ville de Paris, Métropole du Grand Paris, Intercommunalités) ▶ Organismes institutionnels du tourisme	

ACTION #16 Pilotage et mise en œuvre

Objectifs	Indicateurs de suivi et de résultats
▶ Assurer un suivi politique et technique de la mise en œuvre de la stratégie touristique	▶ Mise en place du comité de suivi ▶ Nombre de réunions de pilotage du SRDTL

Contexte et enjeux

▶ Nécessité d'un suivi politique et opérationnel afin de garantir l'efficacité de l'action régionale, en y associant l'ensemble des partenaires, notamment institutionnels.

Etapes de mise en œuvre / illustrations opérationnelles

▶ Créer le comité de suivi du SRDTL et le réunir, afin de définir son fonctionnement
▶ Coordonner les Directions du Conseil Régional impliquées directement ou indirectement dans le SRDTL : Développement Économique, Formation, Transport, Enseignement supérieur, etc.
▶ Dans le cadre des différentes actions du SRDTL, adopter une posture de chef de file / ensemblier pour les sujets nécessitant l'intervention de différentes parties prenantes (État, collectivités, opérateurs privés, syndicats professionnels...)

Partenaires à associer	Moyens à mobiliser
▶ État, Collectivités territoriales, ▶ Atout France, DGE, CDT, OT, ▶ Professionnels publics et privés	

3. Liste des entretiens réalisés

Aéroports de Paris	Gisèle Rossat-Mignod, Directrice des Affaires Publiques)
UMIH	Christian Navet, Co-président Île-de-France
CAMULC (syndicat des cabarets)	Daniel Stevens, Délégué général Sophie Barthélémy, DGA Développement Commercial et Marque, Crazy Horse Paris Olivier Villalon, DG Moulin Rouge
Eurostar	Nicolas Petrovic, DG
Comité des armateurs fluviaux	Didier Léandri, Président
Comexposium	Renaud Hamaide, DG
Atout France	Christian Mantei, DG Veruschka Bécquart, Chef de Mission des projets transversaux
Air France	Patricia Manent, Directrice des affaires publiques
Airbnb	Juliette Langlais, Directrice des Affaires Publiques Sarah Prot, Affaires Publiques
CCIR Paris Île-de-France	Didier Kling, Président Philippe Solignac, VP Commerce, auteur d'un rapport pour le Ceser France Morot-Videlaine, DGA Vie institutionnelle et des Etudes
Cluster tourisme Marne la Vallée	Bernard Saint-Girons, Directeur Damien Abraham, Directeur opérationnel du campus des métiers du tourisme d'IDF
Voyages-sncf.com	Franck Gervais, DG
Union du Grand commerce de centre-ville	Claude Boulle, Président exécutif Guillaume SIMONIN, Responsable des affaires économiques
Ville de Paris	Louise Quesnel, Conseillère tourisme et représentante de Xavier Vuillaume, directeur adjoint de Cabinet Clara Fayard, membre du Cabinet de l'Adjoint à la Maire en charge du Tourisme)
OT Versailles	Alain Bertet, Président
Château de Versailles	Catherine Pégard, Présidente Denis Verdier Magneau, Directeur du Développement Culturel

Conseil départemental du Val d'Oise	Gérard Lambert-Motte, Président du CDTL du Val d'Oise Vanessa Sarron, Directrice de l'attractivité économique et internationale Franck Lorho, DGA Fabrice Cotté, Directeur Val d'Oise Tourisme
Conseil départemental de Seine-et-Marne	Gilles Pirman, Directeur du cabinet Anne-Sophie Etzol, Chargée de mission de la politique Tourisme Djamel Khadraoui, DGA Education, Culture Tourisme, Jeunesse et Sports
Région Île-de-France	Jean-Claude Riehl, Directeur adjoint Sandra de Jenken Eversmann, Sous directrice Sport et loisirs Jérôme Maunoury, Chef du service Loisirs Joël Gayssot, Conseiller en charge de la Cité de la Gastronomie
Conseil départemental de l'Essonne	Aurélie Gros - Vice-présidente déléguée à la culture, au tourisme et à l'action internationale.
Disneyland® Paris	Amin Luqman, Directeur Marketing et Ventes, Richard Eltveldt, Directeur des Affaires publiques
GNI (Groupement national des indépendants) - Synhorcat (Syndicat National Des Hôteliers Restaurateurs Cafetiers Traiteurs)	Didier Chenet, Président GNI Ludovic Corpecho, Président de la Commission Tourisme et Promotion, Synhorcat Melissa Morandi, General Manager, Hôtel Marquis Delphine Pringent, Directrice, Signature Saint-Germain
European Tour-operator association (ETOA)	Tom Jenkins, CEO
Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Dominique Dellac, Présidente, Comité départemental du tourisme Daniel Orantin, Directeur, Comité départemental du tourisme Daphné Sendros Pons, Directrice de la direction du développement, des mobilités et de l'habitat, Conseil départemental
Conseil départemental des Yvelines	Joséphine KOLLMANNSBERGER, Vice-présidente déléguée à l'environnement, la culture et le tourisme Laura VEDEL, Responsable Pôle Attractivité touristique des territoires, CD 78
Conseil départemental des Hauts-de-Seine	Aurélie Taquilain, Conseillère départementale déléguée au Tourisme Sylvie Guyot, Responsable Unité Tourisme, Pôle Aménagement et Développement territorial

Conseil départemental du Val-de-Marne	Gilles SAINT-GAL, Président, Val de Marne Tourisme Hélène SALLET-LAVOREL, Directrice, Val de Marne Tourisme

4. Liste des contributions reçues

- IAU île de France
- Département de Seine et Marne
- Département du Val d'Oise
- EuropaCity
- Messe Frankfurt
- Marine Loisy, Doctorante à la Mairie de Paris
- Parc naturel régional Oise Pays de France

Avenant 2 COM CRT

AVENANT MODIFICATIF n°2
à la convention d'objectif et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Comité régional du tourisme (CRT)
pour la période 2014-2016

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris,
représentée par son Président, Madame Valérie Pécresse,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Comité régional du tourisme Paris Ile-de-France,
association loi 1901,
dont le n° SIRET est : 301072880 00091
dont le siège social est situé 11, rue du Faubourg Poissonnière, 75009 Paris,
ayant pour représentant son Président,
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Un nouveau schéma régional du tourisme et des loisirs en Île-de-France doit faire suite à la stratégie régionale de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL) 2011-2016 (adoptée par délibération CR n°11-99 du 17 novembre 2011). Il couvrira la période 2017-2021 et sera présenté au CR les 23 et 24 novembre 2017.

Les orientations prioritaires de ce nouveau schéma ont vocation à traduire de façon opérationnelle l'ambition politique et stratégique de la Région, mais aussi des organismes associés dans le domaine du tourisme :

- Le Comité régional du tourisme (CRT)
- et les Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT)

La convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région Île-de-France et le Comité Régional du Tourisme d'Île-de-France (CRT) a été adoptée par délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014.

Le présent avenant vise à proroger la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région et le CRT afin de leur permettre de s'engager dans la définition d'une nouvelle convention d'objectifs et de moyens en cohérence avec le nouveau schéma de développement du tourisme et des loisirs.

Article 1 :

Le paragraphe de l'article 5 est modifié comme suit ;

« La présente convention d'objectifs et de moyens est prorogée de 6 mois, à compter du 1er janvier 2018*. Elle expire le 30 juin 2018.»*

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention sont inchangées

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux,

Le, ……..... Le, …….....

Pour la Région
La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Pour le Comité régional du tourisme
Le Président

Valérie PECRESSE

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Notifié le :

Avenant 2 COM CaRT

AVENANT MODIFICATIF n°2
à la convention d'objectif et de moyens entre la Région Ile-de-France et les Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT)
pour la période 2014-2016

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris,
représentée par son Président, Madame Valérie Pécresse,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Les Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT),
association loi 1901,
dont le n° SIRET est : 401738901 00032
dont le siège social est situé 11, rue du Faubourg Poissonnière, 75009 Paris,
ayant pour représentant son Président,
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Un nouveau schéma régional du tourisme et des loisirs en Île-de-France doit faire suite à la stratégie régionale de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL) 2011-2016 (adoptée par délibération CR n°11-99 du 17 novembre 2011). Il couvrira la période 2017-2021 et sera présenté au CR les 23 et 24 novembre 2017.

Les orientations prioritaires de ce nouveau schéma ont vocation à traduire de façon opérationnelle l'ambition politique et stratégique de la Région, et leur mise en œuvre par les organismes associés dans le domaine du tourisme :

- Le Comité régional du tourisme (CRT)
- et les Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT)

La convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région Île-de-France et le les Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) a été adoptée par délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014.

Le présent avenant vise à proroger la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région et les CaRT afin leur de permettre de s'engager dans la définition d'une nouvelle convention d'objectifs et de moyens en cohérence avec le nouveau schéma de développement du tourisme et des loisirs.

Article 1 :

Le paragraphe de l'article 5 est modifié comme suit ;

« La présente convention d'objectifs et de moyens est prorogée de 6 mois, à compter du 1er janvier 2018*. Elle expire le 30 juin 2018.»*

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention sont inchangées

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux,

Le, ……..... Le, …….....

Pour la Région
La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

Pour les Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT)
Le Président

Valérie PECRESSE

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Notifié le :

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-190

DU 23 NOVEMBRE 2017

CRÉATION DE L'AGENCE RÉGIONALE DE LA BIODIVERSITÉ D'ÎLE-DE-FRANCE
CONVENTION

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017 relative au Plan Vert de l'Île-de-France : la nature pour tous et partout ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-190 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide la création de l'Agence régionale de la biodiversité en Île-de-France.

Approuve la convention portant création de cette Agence ci-annexée et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE UNIQUE : CONVENTION PORTANT CREATION DE L'AGENCE RETIONALE DE LA BIODIVERSITE D'ILE-DE-FRANCE

Convention portant création de l'Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France

Entre

L'Agence française pour la biodiversité, établissement public de l'État à caractère administratif, représentée par Christophe AUBEL, Directeur général,
ci-après dénommée « l'AFB »,

La Région Île-de-France, représentée par Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, ci-après dénommée « la Région »,

L'État, représenté par Michel CADOT, Préfet de la région Île-de-France,
ci-après dénommé « l'État »,

L'Institut d'aménagement et d'urbanisme Île-de-France, Fondation reconnue d'utilité publique, représenté par Fouad AWADA, Directeur général,
ci-après dénommé « l'IAU-IdF »,

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie, établissement public de l'État à caractère administratif, représentée par Patricia BLANC, Directrice générale,
ci-après dénommée « l'Agence de l'eau »,

Ci-après dénommées « les parties »

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), notamment son article 3 par lequel la Région est chargée d'organiser en qualité de chef de file les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dans le domaine de la protection de la biodiversité,

VU la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, et notamment l'article 21, qui précise que l'AFB et les collectivités territoriales coordonnent leurs actions dans les domaines d'intérêt commun, que les Régions et l'AFB peuvent mettre en place conjointement des délégations territoriales, dénommées agences régionales de la biodiversité,

VU le décret n° 2016-1842 du 26 décembre 2016 relatif à l'Agence française pour la biodiversité, et notamment son article 1 qui dispose que la création d'une agence régionale de la biodiversité fait l'objet d'une convention entre l'AFB et les partenaires intéressés, cette convention précisant notamment le statut de l'agence, ses modalités d'organisation et de fonctionnement, les missions exercées et les moyens délégués à cet effet,

VU la délibération n° CP XX-XX du xxx xxx xxx du Conseil régional d'Île-de-France approuvant la création de l'Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France,

VU la délibération n° 2017-XX du 27 novembre 2017 du Conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité approuvant la création de l'Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France,

VU la délibération n° XX du xxx xxx xxx du Conseil d'administration de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme Île-de-France approuvant la création de l'Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France,

VU la délibération n° XX du xxx xxx xxx du Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Seine-Normandie approuvant la création de l'Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France.

PRÉAMBULE

Bien que l'Île-de-France soit la région la plus peuplée et la plus urbanisée de France, elle recèle un patrimoine naturel riche et mal connu. Au total, 10 000 espèces animales, dont 200 protégées, y sont recensées. La flore est également particulièrement abondante et diversifiée, puisqu'elle atteint 25 % du nombre des espèces présentes au niveau national. Région principalement agricole (49 % du territoire), l'Île-de-France possède néanmoins 280 000 ha (24 % du territoire) d'espaces boisés, répartis principalement entre les grands massifs de Fontainebleau, de Rambouillet et de Saint-Germain-en-Laye. L'Île-de-France occupe une position stratégique au cœur du grand carrefour géographique du bassin parisien et du bassin de la Seine. Elle présente une diversité de sols importante pour une région de plaine.

Dans un espace à forte densité démographique, les pressions sont fortes et, avec la fragmentation des milieux naturels et l'imperméabilisation des sols, les conséquences sur la biodiversité sont importantes. Les milieux naturels sont menacés, notamment les milieux humides qui ont perdu environ la moitié de leur surface au cours du dernier demi-siècle, alors même que ceux qui perdurent sont fréquemment artificialisés. À l'échelle régionale, l'abondance des oiseaux a diminué de 21 % depuis 2002 et la richesse en papillons de 8 % depuis 2005, alors que la diversité en plantes est restée stable depuis 2009.

L'Agence française pour la biodiversité

La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a conduit à la création au 1er janvier 2017 de l'Agence française pour la biodiversité. Cette agence exerce des missions de soutien à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, de la préservation, de la gestion et de la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins**.** Elle vient en appui aux acteurs publics et travaille également en partenariat étroit avec les partenaires socio-économiques. Elle a également vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Cette loi ouvre une nouvelle ère pour les politiques de biodiversité. Davantage décentralisées, elles s'appuieront sur de nouveaux leviers territoriaux, notamment régionaux, pour permettre de relever trois défis majeurs : stopper l'érosion de la biodiversité, organiser sa reconquête et rétablir le lien entre la société, l'Homme et l'ensemble du vivant. Nouvelle clef de voûte des politiques de préservation de la biodiversité, ce pari des territoires justifie la construction d'un solide partenariat entre l'Agence française pour la biodiversité et la Région Île-de-France.

La Région Île-de-France, chef de file de la préservation de la biodiversité

Les récentes lois (loi MAPTAM de 2014, loi NOTRE de 2015 et loi pour la reconquête de la biodiversité de 2016) ont consacré l'échelle régionale comme la plus appropriée pour la planification, la coordination et le pilotage de l'action publique territoriale en matière de biodiversité. Chefs de file des collectivités territoriales pour la préservation de la biodiversité, les Régions définissent et mettent en œuvre une stratégie régionale, en concertation avec un comité régional de la biodiversité, et peuvent créer, conjointement avec l'AFB, des agences régionales de la biodiversité.

L'Île-de-France est fortement impliquée dans la préservation de la biodiversité depuis plusieurs années. Sous l'impulsion de la Région, chef de file pour la biodiversité, les collectivités territoriales, les Parcs naturels régionaux, les associations, les organismes de recherche et les entreprises privées se mobilisent fortement en matière de biodiversité. Cette dynamique a conduit à la première stratégie régionale pour la biodiversité et à la création de Natureparif en 2007.

Natureparif, association mobilisée pour la nature et la biodiversité en Île-de-France depuis 10 ans

Natureparif, structure associative dont l'objet était l'observation, l'analyse et la diffusion des bonnes pratiques de préservation de la biodiversité, a œuvré de manière pionnière à la mise en œuvre des politiques publiques sur ce thème. S'appuyant sur les outils nationaux ou régionaux existants, développant ses propres études, Natureparif a joué un rôle majeur d'animation et de mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire dans le domaine la biodiversité.

L'association s'était imposée comme outil central favorisant les échanges entre les différents acteurs publics, associatifs, du monde de la recherche ou privés intervenant dans la sphère de la biodiversité, participant ainsi activement à la formation et à l'information de ces derniers. Elle rassemblait, en les faisant dialoguer, les compétences de naturalistes, d'écologues, de géomaticiens, de pédagogues et d'animateurs au service des territoires.

Afin de pérenniser ses missions, Natureparif a intégré l'IAU-IdF en août 2017, lui transférant, au sein d'un département dédié à la biodiversité, l'ensemble de ses activités et de son personnel.

L'Agence de l'eau Seine-Normandie est un établissement public de l'État qui finance les ouvrages et les actions qui contribuent à préserver les ressources en eau et à lutter contre les pollutions, en respectant le développement des activités économiques sur le bassin de la Seine et des fleuves côtiers normands. Elle accompagne financièrement et techniquement des projets de reconquête de la biodiversité aquatique et de préservation des milieux humides. La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages élargit la mission des agences de l'eau à la protection du milieu marin et à la biodiversité terrestre et marine. A ce titre, l'Agence interviendra en accompagnement de projets dans le respect de son programme d'intervention en cours et de l'avis de sa Commission des aides.

La sauvegarde de la biodiversité et de la qualité des milieux figure parmi les objectifs prioritaires du ministère de l'écologie. Il s'agit d'enjeux aussi majeurs que le changement climatique pour lesquels le ministère a une obligation de résultat de par ses engagements au niveau européen et international. **Les services de l'État à l'échelle régionale** mettent en œuvre, en lien et en complémentarité avec les collectivités territoriales, les acteurs du territoire et les experts naturalistes, la stratégie de l'État pour enrayer la perte de biodiversité : planifications stratégiques, développement de la connaissance, gestion d'espaces protégés, prise en compte des enjeux environnementaux dont la biodiversité via l'accompagnement des porteurs de projets par les avis et la conduite de procédures réglementaires, contrôles et police.

Vers une Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France partenariale

Les parties décident d'unir leurs efforts pour la création de l'Agence régionale pour la biodiversité en Île-de-France (ARB-IdF), un projet commun qui implique la Région Île-de-France, l'AFB, l'IAU-IdF, l'État et l'Agence de l'eau.

Cette coopération permettra de renforcer les missions de services publics dont ils ont la responsabilité en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages.

Les parties ont décidé de constituer l'ARB-IdF par convention, selon les modalités définies par l'article R. 131-32-1 du code de l'environnement. La convention précise notamment le statut de l'Agence régionale de la biodiversité, ses modalités d'organisation et de fonctionnement, les missions exercées et les moyens délégués à cet effet.

Fort de l'acquis de Natureparif, la Région souhaite construire un partenariat fort avec l'AFB en créant l'ARB-IdF, au sens où le nouveau cadre législatif le prévoit sous forme d'une délégation territoriale de l'établissement public national.

L'objectif de l'ARB-IdF est de renforcer l'action engagée, de la rendre plus efficace, plus visible et de l'ancrer durablement dans les territoires. Avec une nouvelle fonction d'ingénierie, l'ARB-IdF travaillera à l'émergence et à l'essaimage d'initiatives et de projets vertueux en Île-de-France. Elle contribuera ainsi à incarner le chef de filât régional en matière de biodiversité.

A travers le lien avec l'AFB, dans le cadre d'un réseau des ARB et à partir de missions élargies, l'enjeu est également de contribuer activement à la stratégie nationale pour la biodiversité.

Le Département dédié de l'IAU-IdF ayant accueilli Natureparif, fort de son équipe technique et de sa gouvernance partenariale, constitue le support de l'Agence régionale de la biodiversité en Île-de-France. L'ARB-IdF bénéficiera ainsi des compétences de l'ensemble des équipes de l'IAU-IdF, notamment en matière d'aménagement et d'urbanisme, thèmes clés dans une région comme l'Île-de-France pour réaliser des diagnostics pertinents et proposer des solutions opérationnelles en faveur de la biodiversité.

Au sens de la présente convention constitutive, la création de l'ARB-IdF se traduit par un partenariat inscrit dans la durée entre l'AFB, la Région et l'IAU-IdF, soutenu par l'État et l'Agence de l'eau au titre de leurs compétences respectives en matière de biodiversité.

Par la présente convention, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise en place de l'Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France, ci-après dénommée ARB-IdF, dans un cadre partenarial entre les parties.

ARTICLE 2 : MISSIONS DE L'ARB-IdF

L'ARB-IdF assure les missions suivantes, organisées autour de quatre axes :

Axe 1 : Développement des connaissances au service des enjeux de la biodiversité en Île-de-France

Mission 1 : Animation de la collecte des données et coordination technique des systèmes d'information sur la biodiversité

Mission 2 : Élaboration, conduite et soutien de programmes d'études et de prospective pour la connaissance, la préservation et la restauration de la biodiversité

Mission 3 : Conduite ou soutien de programmes de recherche

Mission 4 : Appui aux sciences participatives

Axe 2 : Appui et soutien pour les politiques franciliennes en faveur de la biodiversité

Mission 5 : Participation à l'élaboration de la stratégie régionale de la biodiversité et au suivi de sa mise en œuvre

Mission 6 : Accompagnement du schéma régional de cohérence écologique et de la stratégie d'adaptation au changement climatique pour des solutions fondées sur la nature

Mission 7 : Appui à la gestion des aires protégées

Mission 8 : Accompagnement de la mise en œuvre de mesures de compensation des atteintes à la biodiversité, dans le cadre de la séquence « Éviter-Réduire-Compenser »

Axe 3 : Ingénierie, formation et expertise auprès des acteurs franciliens

Mission 9 : Animation et mutualisation des techniques et bonnes pratiques

Mission 10 : Participation et appui aux actions de formation

Mission 11 : Appui technique et expertise auprès des acteurs franciliens dans leurs actions en faveur de la biodiversité

Axe 4 : Sensibilisation sur les enjeux de la biodiversité auprès des Franciliens et contribution à l'action internationale

Mission 12 : Communication, information et sensibilisation du public

Mission 13 : Contribution à l'action internationale en faveur de la biodiversité

ARTICLE 3 : GOUVERNANCE DE L'ARB-IdF

La gouvernance de l'ARB-IdF est organisée sur deux niveaux :

- le Directoire de l'ARB-IdF,
- le Comité des partenaires de l'ARB-IdF.

3.1. Le Directoire de l'ARB-IdF

3.1.1 Composition

Le Directoire est composé de 19 membres comprenant :

1. le Président de l'ARB-IdF, conseiller régional désigné par le Président du Conseil régional d'Île-de-France,
2. le Directeur général de l'AFB ou son représentant, Vice-président de l'ARB-IdF,
3. six conseillers régionaux désignés par le Conseil régional d'Île-de-France,
4. le Président du CESER d'Ile de France ou son représentant,
5. le Préfet de la région Île-de-France ou son représentant,
6. le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ou son représentant,
7. le Directeur général de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ou son représentant,
8. le Directeur général de l'IAU-IdF ou son représentant,
9. un représentant par collège du Comité des partenaires, soit six représentants au total.

3.1.2 Rôle

Sur proposition du Président, en concertation et en lien avec le Vice-président, le Directoire de l'ARB-IdF se prononce sur :

- les orientations stratégiques,
- le programme annuel d'actions,
- le budget annuel,
- le bilan annuel d'activité,
- le bilan annuel financier.

Il examine le bilan annuel d'activité et le bilan annuel financier justifiant de l'utilisation par l'IAU-IdF des financements de l'ARB-IdF pour la mise en œuvre des missions décrites à l'article 2. Il suit la mise en œuvre de la convention au regard du bilan d'activité de l'année précédente. Ces documents sont élaborés avec l'appui technique du département de l'IAU-IdF dédié à la biodiversité.

Par ailleurs, le Directoire examine et valide les candidatures relatives à la participation au Comité des partenaires.

3.1.3 Fonctionnement

Le Directoire se réunit au moins deux fois par an.

Il adopte un règlement intérieur pour préciser ses modalités d'organisation.

Les décisions du Directoire sont prises à la majorité simple. Concernant l'adoption du programme annuel d'actions et la cooptation de nouveaux membres au sein du comité des partenaires, la majorité des deux tiers est requise.

Le Directoire peut, autant que de besoin, solliciter l'avis d'experts ou de toutes personnes qu'il jugera pertinent d'associer à ses travaux.

3.2. Le Comité des partenaires de l'ARB-IdF

3.2.1 Composition

Le Comité des partenaires de l'ARB-IdF réunit l'ensemble des représentants des acteurs de la biodiversité en Île-de-France, regroupés dans les six collèges suivants :

1. Départements,
2. Communes et établissements publics de coopération intercommunale,
3. Associations et fédérations contribuant à la protection de l'environnement,
4. Gestionnaires des aires protégées,
5. Organismes d'étude et de recherche,
6. Organismes professionnels et entreprises publiques et privées.

3.2.2 Rôle

Le Comité des partenaires émet un avis sur le bilan annuel d'activité de l'année précédente et sur le programme d'actions de l'année suivante. Il peut être sollicité par le Président et le Vice-président, en plénière ou par collèges, en vue de la construction des projets de l'ARB-IdF. Il se réunit au moins une fois par an.

Les collèges du Comité des partenaires peuvent proposer des axes de travail et de nouveaux projets contribuant à la réalisation des missions de l'ARB-IdF.

3.3.3 Fonctionnement

Pour chacun des collèges, la liste des membres et de leur structure d'appartenance est annexée au rapport d'activité de chaque année. Chaque collège du Comité des partenaires élit en son sein un représentant membre du Directoire.

La qualité de membre du Comité des partenaires peut donner lieu à la passation de conventions de partenariat ou d'actions de mécénat avec l'une des parties.

ARTICLE 4 : MOYENS ET RESSOURCES DE L'ARB-IdF

Afin de mettre en œuvre les orientations stratégiques et le programme annuel d'actions, les partenaires de l'ARB-IdF s'engagent à mettre en place des moyens et des ressources. Les parties s'engagent à contribuer à la mise en œuvre des missions de l'ARB-IdF.

L'IAU-IdF s'engage à mettre à disposition les moyens nécessaires au département dédié à la biodiversité pour le fonctionnement administratif et technique de l'ARB-IdF.

Les ressources du département dédié à la biodiversité sont constituées des apports financiers suivants :

- les dotations annuelles de la Région et de l'AFB, pour le fonctionnement administratif et technique de l'ARB-IDF,
- les subventions, apportées notamment par l'État et ses établissements publics, les collectivités ou les fonds européens,
- les participations financières des membres du Comité des partenaires,
- la vente de produits et de prestations.

Les ressources affectées par les parties pour le fonctionnement de l'ARB-IdF sont définies dans l'annexe 1 à la présente convention. Cette annexe fait l'objet d'un avenant annuel.

Les parties confient au département dédié le rôle de diversifier les ressources financières en sollicitant des financements par projet auprès de l'Union européenne (FEDER, FEADER…) et d'autres partenaires financiers.

ARTICLE 5 : PROPRIÉTÉ ET RESPONSABILITÉS

5.1 Responsabilité

Chacune des parties conserve la propriété des matériels et équipements mis à la disposition de(s) l'autre(s) partie(s) dans le cadre de la convention.

Chacune des parties supporte la charge des dommages subis à l'occasion de l'exécution de la convention par les matériels et équipements dont elle est propriétaire, sauf faute lourde ou intentionnelle de(s) l'autre(s) parties(s).

Chacune des parties est responsable suivant les règles de droit commun des dommages qu'elle cause aux tiers à l'occasion de l'exécution de la convention.

5.2 Propriété intellectuelle

5.2.1 Connaissances antérieures

Chacune des parties conserve la propriété totale et exclusive de ses connaissances antérieures. Lorsque les connaissances antérieures appartiennent à des tiers auprès desquels les parties ont obtenu les droits d'exploitation aux fins d'exécution de la présente convention, ces connaissances antérieures demeurent la propriété de ces tiers.

Aucune des stipulations de la présente convention ne peut être interprétée comme conférant ou transférant un droit quelconque à la partie qui reçoit communication de ces connaissances antérieures de l'autre partie, en dehors d'un droit d'utilisation sur lesdites connaissances antérieures pour les besoins de la présente convention, dans les conditions définies aux alinéas ci-après.

A condition d'en avoir le libre usage, chaque partie s'engage à concéder à l'autre partie, pour la durée de la convention, et ce pour les seuls besoins de recherche et développement, une licence gratuite, non exclusive, non transférable et non cessible d'utilisation de ses connaissances antérieures strictement nécessaires aux fins de réalisation de la présente convention et à l'obtention des résultats.

5.2.2 Résultats issus de la coopération

Les parties conviennent que les résultats communs sont la propriété conjointe des parties au prorata de leurs apports intellectuels, matériels, humains et financiers.

Les parties régleront les modalités de cette copropriété par contrat séparé préalablement à tout début d'exploitation.

En tout état de cause, les parties conviendront d'un commun accord des mesures de protection à prendre concernant les résultats communs. Notamment, en cas de dépôt de demande de brevet, les parties arrêteront préalablement la prise en charge des modalités de dépôt (frais de dépôt, maintien en vigueur, extension, procédures menées devant les juridictions concernant toute action destinée à protéger les droits des parties portant sur le brevet).

A cet effet, les parties pourront désigner l'une d'entre elles comme mandataire, qui sera habilitée de ce fait, à agir au nom et pour le compte de la copropriété, ayant à ce titre, tout pouvoir et autorisation pour accomplir seule les formalités.

ARTICLE 6 : RÉVISION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Le bilan de la mise en œuvre de la convention est réalisé au terme de 2 années d'exercice. Sur la base de ce bilan, les parties pourront décider de modifier la convention afin de compléter les missions et de modifier le fonctionnement de l'ARB-IdF.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à la signature des parties.

Chacune des parties pourra mettre un terme à sa participation à l'ARB-IdF par décision motivée et exprimée auprès du Directoire, avec un préavis de 6 mois.

Conformément à l'article L.131-8 du code de l'environnement, le retrait de la Région ou de l'AFB constitue un abandon de l'ARB-IdF et emporte de droit la résiliation de la présente convention.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à six mois, à compter du courrier portant notification de la décision, envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal à chaque cocontractant.

Les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par les parties à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu à reversement, au reversement total ou partiel de la participation de chacun.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui peuvent survenir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la Convention. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait en cinq exemplaires originaux, à Paris, le ,

Le Directeur général de l'AFB,

Christophe AUBEL

La Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France,

Valérie PECRESSE

La Directrice générale de l'Agence de l'eau Seine-Normandie,

Patricia BLANC

Le Préfet de Région,

Michel CADOT

Le Directeur général de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France,

Fouad AWADA

ANNEXE 1 A LA CONVENTION : RESSOURCES AFFECTÉES AU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE DE L'ARB-IDF ASSURÉ PAR LE DÉPARTEMENT DÉDIÉ À LA BIODIVERSITÉ DE L'IAU-IDF

Financeurs	Année 2018
IAU-IdF (subvention de la Région pour le fonctionnement de l'ARB-IdF)	*1 743 700 €**
Agence française pour la biodiversité	*300 000 €***
État	60 000 €*
Agence de l'eau Seine-Normandie	Sur projet

* pour mémoire exécution 2017.

** sous réserve de l'approbation définitive du montant.

Cette annexe fait l'objet d'un avenant annuel.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 01/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 01/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-185

DU 23 NOVEMBRE 2017

STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA FORÊT ET LE BOIS 2018-2021

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU Le Code de l'Energie ;

VU Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU Le Code Forestier ;

VU La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, dite loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

VU La délibération n° CR 98-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) ;

VU La délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015, relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) ;

VU La délibération n° CR-97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du projet de schéma directeur de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ; modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-066 du 10 février 2016 relative à la mise en œuvre du programme de développement rural (FEADER) ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU La délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 relative à la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU La délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016, portant approbation du règlement de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU La délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016, relative à la création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relative aux aides PM'up, Innov'up, Back'up et TP'up ;

VU La délibération du 16 juin 2016 n° 114-16 relative à Changeons d'air en Île-de-France : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

VU La délibération n° CR 178-16 du 13 octobre 2016 relative à Dessine-moi le Grand Paris de demain : une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes ;

VU La délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016, relative à la création du contrat d'aménagement régional ;

VU La délibération n° CR 203-16 du 17 novembre 2016 relatives aux actions en faveur de l'agriculture et de la forêt : installation – innovation – forêt ;

VU La délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016, relative au nouveau contrat rural ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie régionale pour la croissance, l'innovation et l'emploi de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017 relative au Plan vert de l'Île-de-France : la nature pour tous et partout ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-44 du 9 mars 2017 relative à un « small business act » francilien pour favoriser l'accès des TPE-PME à la commande publique régionale ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2018 ;

VU Le rapport présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CR 2017-185 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte la stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021, vecteur de création d'emplois, de valeur ajoutée et levier de lutte contre le changement climatique, conformément aux orientations et au plan d'actions présentés en annexe 1 de la présente délibération.

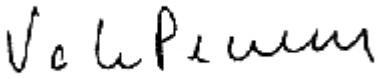
Article 2 :

Décide de déléguer à la commission permanente du conseil régional l'approbation des règlements d'intervention relatifs à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021 ainsi que les conventions-types correspondantes.

Article 3 :

S'engage à développer l'usage du bois, en particulier local et d'autres matériaux biosourcés dans la construction et la rénovation de son parc de bâtiments (lycées, équipements des îles de loisirs, établissements d'enseignement supérieur, etc.).

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

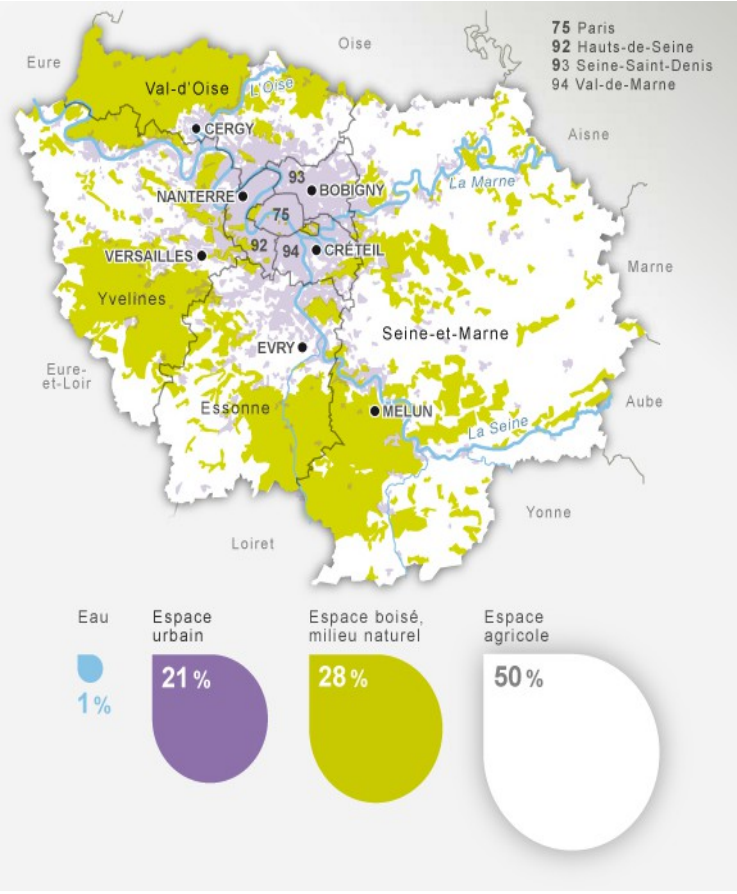
ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : STRATEGIE REGIONALE POUR LA FORET ET LE BOIS

La forêt francilienne couvre près d'un quart du territoire et présente une grande diversité d'essences, feuillues en particulier (chêne rouvre, chêne pédonculé, frêne et châtaignier principalement). Les franciliens lui accordent une forte valeur patrimoniale et sociale, notamment pour sa fonction récréative. Bien qu'elle soit aujourd'hui sous-estimée et sous-valorisée, la fonction économique de la forêt par la production de bois, est indissociable des services sociaux et environnementaux qu'elle procure, lorsqu'elle est gérée durablement. La filière forêt-bois est ainsi au cœur des enjeux du développement durable. En adoptant une stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021, la Région souhaite aujourd'hui se doter d'un cadre lui permettant de mener une action structurante auprès des acteurs de la filière francilienne et faire de la forêt et du bois un vecteur de création d'emplois, de valeur ajoutée et un levier de lutte contre le changement climatique.

.1 Contexte et enjeux

.1.1. La forêt francilienne au cœur de multiples enjeux

Avec plus de 280 000 hectares, soit presque autant que la partie urbanisée du territoire, la forêt francilienne est composée d'une grande diversité d'essences (43), majoritairement feuillues : 94% du total de sa superficie, alors que la moyenne nationale est de 62%[1].



Le statut de la propriété forestière est proche des ratios métropolitains : 69% de la forêt est privée, 31% est publique. La forêt privée est morcelée : 188 000 hectares sont détenus par 150 000 propriétaires, soit une surface moyenne par propriétaire à peine supérieure à 1 hectare. Ce morcellement est amplifié par des coupures et un enclavement causé par la densité du réseau des infrastructures de transports. Près d'un millier de propriétaires possèdent néanmoins chacun plus de 25 hectares soumis à une obligation de planification de la gestion durable, soit 27% de la forêt francilienne. La forêt publique, contrairement aux autres régions, est principalement domaniale (80% contre 1/3 en métropole). Elle est constituée majoritairement de grands massifs de plus de 10 000 ha (Fontainebleau, St Germain-en-Laye, Sénart, Montmorency, Rambouillet, etc.). La Région Île-de-France est propriétaire de plus de 10 000 hectares de forêts (soit plus de 10% de la forêt publique) gérés par l'Agence des Espaces Verts (AEV).

[1] Mémento FCBA 2017

La gestion durable des forêts rend de multiples services pour le bien-être et la santé des 12 millions de franciliens : espaces de détente et de loisirs (près de 100 millions de visites recensées dans les forêts publiques d'Île-de-France[2]), préservation des ressources naturelles (air, eau, sols), réservoirs de biodiversité, lutte contre les effets d'îlots de chaleur urbains, réservoir de grande faune, etc. Bien que les bois franciliens soient connus pour leurs qualités, leur exploitation est trop faible pour assurer le renouvellement des peuplements et améliorer ainsi l'adaptation de la forêt au changement climatique : seulement 20% de l'accroissement biologique annuel est commercialisé, soit 360 000 m^3/an[3] (40% est prélevé si l'on y ajoute l'autoconsommation pour l'essentiel sous forme de bois de feu). Dans certains territoires, il est devenu difficile, voire impossible, d'entretenir et d'exploiter le bois en raison de la résistance des populations à l'exploitation de la forêt, du fait de la perception négative des riverains comme des collectivités, mais aussi de l'amalgame avec les pratiques de « déforestation »[4] qui touchent des régions du monde où le cadre règlementaire garantissant la durabilité de la gestion forestière est défaillant. Paradoxalement, alors que le bois jouit d'une image globalement positive dans l'opinion publique, le lien entre le matériau et la gestion forestière n'est pas toujours établi. Réalisée selon des pratiques règlementaires, l'exploitation des bois est un levier déterminant de lutte contre le changement climatique : elle fournit un matériau de premier choix pour la construction et la rénovation dans le bâtiment (qui représente 50 % des émissions de gaz à effets de serre en Île-de-France[5]) tout en favorisant le stockage du carbone dans les produits bois.

La forêt francilienne se trouve ainsi au croisement d'enjeux sociaux, économiques et environnementaux indissociables.

.1.2. Le paradoxe de la filière bois francilienne

Sur 360 000 m^3 de bois ronds commercialisés en moyenne chaque année en Île-de-France, la moitié trouve des débouchés en tant que bois d'œuvre, 30% en tant que bois d'industrie et 20% en valorisation énergétique[6]. Les bois d'œuvre franciliens, réputés de bonne qualité, sont transformés dans les régions voisines, voire exportés à l'état brut (bois ronds) à l'étranger (20 % des volumes). Ainsi, les feuillus exploités dans les forêts franciliennes sont transformés à l'extérieur du territoire régional, jusqu'en Chine, avant d'être importés sur le marché francilien par les distributeurs de matériaux de construction et d'ameublement. De plus, 75% du marché de la construction bois en Île-de-France échappe aux entreprises locales, des PME essentiellement, qui ne sont pas toujours en mesure de répondre aux marchés de taille importante.

Après avoir connu une érosion continue au fil des décennies, les activités de transformation des bois sont quasiment absentes du territoire régional : moins de 1% des bois issus des forêts franciliennes est transformé en Île-de-France, ce qui conduit à une véritable rupture de chaîne de valeur entre l'amont et l'aval de la filière. En effet, la première transformation, maillon indispensable à la structuration et au développement d'une filière bois d'œuvre, est représentée par une seule scierie transformant environ 2 000 m^3 de bois de feuillus chaque année, alors que les scieries des régions voisines transforment plusieurs dizaines de milliers de m^3 chaque année. Conséquence de la réduction des activités de transformation du bois, le nombre d'emplois dans la

[2] L'agriculture et la sylviculture, IAU Île-de-France, 2013
[3] Enquête Agreste Île-de-France, juillet 2017
[4] Pour une politique ambitieuse de la Région Île-de-France en faveur de la filière forêt-bois, mars 2017
[5] PO FEDER-FSE IDF 2014-2020
[6] Pour une politique ambitieuse de la Région Île-de-France en faveur de la filière forêt-bois, mars 2017

filière a connu une baisse constante, impactant en premier lieu la tranche majoritaire des PME et TPE. A noter qu'entre 2004 et 2012, les effectifs de la filière ont diminué de 16%[7].

La filière bois représente aujourd'hui à peine 1% des emplois en Île-de-France, avec 11 200 emplois directs répartis dans 2 500 établissements[8], soit 5% des effectifs de la filière bois française alors que la région concentre à elle seule 24% des effectifs tous secteurs confondus. Le segment d'activités « sciage et travail du bois » emploie 21% des effectifs, la construction bois 13%, la sylviculture 10%, alors que l'industrie du papier-carton en emploie près de la moitié.

.1.3. L'Île-de-France, un formidable potentiel de marché

En France, le secteur de la construction est le principal débouché du bois matériau avec 65% des sciages et 50% des panneaux[9]. Le développement du bois dans la construction est un enjeu majeur car il permet à la fois d'assurer une rémunération de l'investissement en forêt et d'optimiser la valeur ajoutée aux différents stades de la filière[10]. Par ailleurs, la transformation du bois pour un usage dans la construction génère des coproduits qui peuvent être valorisés en bois énergie.

Le marché francilien constitue un formidable potentiel de marché pour les usages du bois, notamment pour la construction et la rénovation des bâtiments. La loi du Grand Paris et le Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) prévoient de construire 70 000 logements par an entre 2005 et 2030 et le Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) d'Île-de-France vise l'atteinte progressive de 125 000 logements rénovés par an à l'horizon 2020. Le marché de la surélévation, de l'extension et de la construction de grande hauteur constituent également des marchés à fort potentiel pour les solutions bois, au regard des enjeux de densification du territoire. L'appel à manifestation d'intérêt lancé par l'Association pour le développement des immeubles à vivre en bois (ADIVbois) dans le cadre du plan « industries du bois » en est l'illustration : sur les 24 sites lauréats, 7 sont situés en Île-de-France.

Le bois présente en effet de multiples qualités qui en font un matériau de premier choix pour la construction et la rénovation[11] : la mise en œuvre des solutions bois est rapide et provoque peu de nuisances de chantier ; s'agissant d'une filière sèche elle est très faiblement consommatrice en eau ; les solutions constructives bois du fait de leur légèreté, sont particulièrement adaptées à la surélévation, présentent une très bonne résistance mécanique et au feu, et stockent du carbone sur toute la durée de vie du bâtiment. Néanmoins, malgré la pertinence des solutions bois vis-à-vis des enjeux du territoire, la part de marché de la construction bois en Île-de-France reste aujourd'hui inférieure à la moyenne nationale, avec près de 8% pour la maison individuelle et moins de 3% pour les logements collectifs.

Au-delà du bâtiment, la densité urbaine et économique de l'Île-de-France offre des débouchés intéressants pour le bois : bois-énergie, ameublement, agencement, ouvrages d'art, emballage, mobilier urbain, chimie du bois.

[7] Les potentialités et la structuration de la filière bois en Île-de-France, Ernst & Young, 2013
[8] La filière bois en Île-de-France : un fonctionnement qui dépasse les limites régionales, Insee Île-de-France, septembre 2012.
[9] Vers une filière intégrée de la forêt et du bois, Christophe Attali, avril 2013
[10] Bois et forêts de France : nouveaux défis, Jean-Yves Caullet, juin 2013
[11] Alliance Nationale Bois Construction Rénovation, mars 2017

.1.4. L'enseignement, l'innovation et la recherche comme fer de lance

L'Île-de-France dispose d'atouts majeurs pour faire de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement un moteur de développement de la filière forêt-bois. En effet, l'Île-de-France concentre plus de 40% des dépenses de recherche et développement privées et près de 40% des effectifs nationaux de chercheurs[12]. Avec plus de 7 400 brevets déposés en 2015, l'Île-de-France est la région la plus innovante d'Europe.

Le site de Champs-sur-Marne regroupe certains acteurs incontournables du secteur : l'institut technologique chargé des secteurs de la forêt, de la cellulose, du bois-construction et de l'ameublement (FCBA), le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR), le laboratoire Navier (Unité mixte de recherche commune à l'Ecole des Ponts ParisTech, à l'IFSTTAR et au CNRS), etc. L'Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (EPA Marne), également présent sur ce territoire, mène une politique très volontariste en faveur de la construction bois : l'établissement public affiche l'objectif de produire 30% de logements en bois (soit plus de 6 000 logements) dans les 10 années à venir. Le territoire s'inscrit également dans la dynamique des immeubles de grande hauteur en bois avec la construction d'une résidence étudiante de 10 étages (plus un parking à ossature bois) prévue pour 2018.

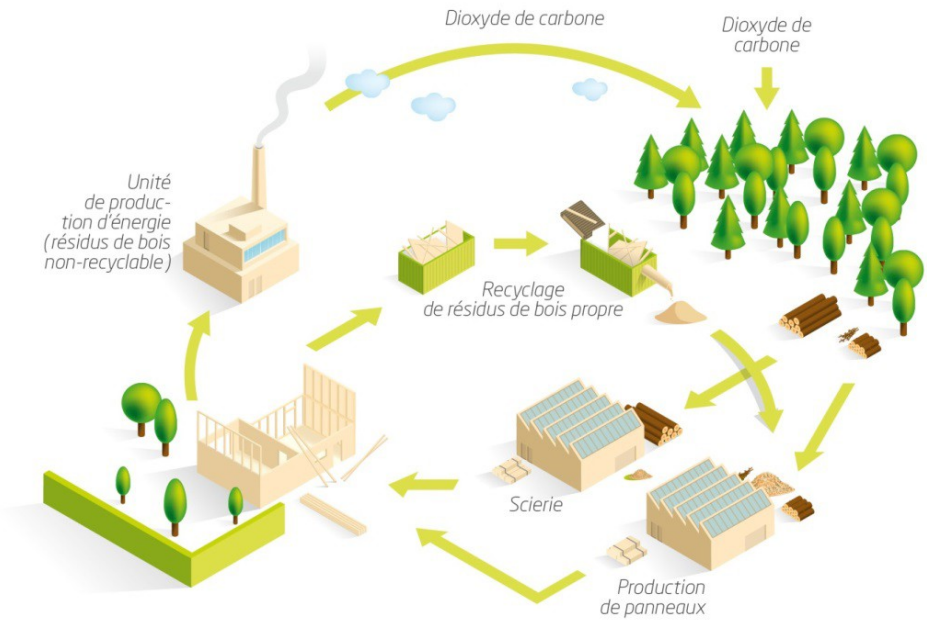
Certes, il n'existe pas en Île-de-France d'école d'ingénieurs spécialisée dans le bois comme le sont l'Ecole Supérieure du Bois (ESB) à Nantes ou l'Ecole Nationale Supérieure des Technologies et Industries du Bois (ENSTIB) à Epinal. Cependant, d'autres établissements d'enseignement supérieur implantés sur le territoire préparent à des métiers et spécialités dans des domaines d'importance pour le déploiement du bois : Ecole des Ponts ParisTech, École nationale des sciences géographiques, AgroParisTech, Ecole des Arts et Métiers, Université Paris-Est, écoles d'architecture, etc. Par ailleurs, la région compte différents organismes qui forment aux métiers du bois tels que constructeur bois, menuisier et travaux forestiers, délivrant des CAP, brevets professionnels, Bac pro, BTS, etc. Enfin, il existe sur le territoire une offre de formation continue délivrée par FCBA et Fab 21 notamment.

[12] Chiffres-clés de la région Île-de-France, 2016

.2 Les grands objectifs de la stratégie régionale à 2023

En impulsant une dynamique sans précédent en Île-de-France, la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse pour la forêt et le bois vise des retombées positives en termes :

- **De création d'emplois**. La stratégie ambitionne la création de plus de 3 000 emplois dans la filière francilienne en 5 ans (dont 300 en exploitation forestière et 2 500 dans le bâtiment), représentant une augmentation de 25% du nombre actuel d'emplois.
- **De création et de développement des entreprises franciliennes de construction bois**. Aujourd'hui, nos entreprises ne captent que 25% du marché francilien de la construction bois. En encourageant les TPE et PME franciliennes à former des groupements d'entreprises pour répondre aux appels d'offre publics notamment et en stimulant le marché de la construction bois, la stratégie prévoit de porter cette part à 35% en 5 ans.
- **De compétitivité par l'innovation**, grâce à la création d'un cluster bois-biosourcés de dimension européenne. Ce cluster aura pour vocation de rapprocher les acteurs incontournables de la recherche et de l'enseignement, les start-ups qui développent de nouveaux produits et usages du bois, ainsi que les organismes de formation.
- **De formation et d'insertion professionnelle des jeunes**, notamment par la mise en place d'un nouveau campus des métiers qui proposera une offre de formation complète du CAP au Titre d'ingénieur répondant aux besoins des entreprises franciliennes.
- **De lutte contre le changement climatique**, en impulsant le développement des usages du bois en cascade dans une logique de circuits courts et d'économie circulaire afin d'optimiser les effets de stockage de carbone dans les produits bois, de substitution matériau et énergie et de séquestration de carbone dans des forêts dynamisées.
- **D'exemplarité et de visibilité de la Région**, en tant que propriétaire de plus de 10 000 ha de forêts publiques, gérés directement par l'Agence des Espaces Verts, en tant que maître d'ouvrage des lycées d'Île-de-France, des îles de loisirs et des établissements d'enseignement supérieur, et dans la cohérence et l'efficacité de ses moyens d'action.



La filière forêt-bois ou l'illustration du principe d'économie circulaire[13]

[13] Source : http://www.atlanbois.com/s-informer/bois-et-economie/

.3 Axes stratégiques et actions opérationnelles

Sur la base du rapport du Ceser[14], des Assises régionales pour la forêt et le bois et des travaux en comités restreints, cinq orientations stratégiques associées à onze actions ont été définies :

AXES STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS 2023	ACTIONS 2018-2021	
Dynamiser et territorialiser la gestion de la forêt francilienne	Mieux concilier les différents usages de la forêt en favorisant l'appropriation des enjeux de gestion forestière par les franciliens	1	Favoriser l'investissement en forêt et l'acceptabilité d'une gestion dynamique par le déploiement des chartes forestières de territoire
	Sensibiliser, former et accompagner les collectivités à la valorisation des forêts et du bois et à la prise en compte des enjeux de gestion forestière	2	Inciter à la gestion forestière dans les documents d'urbanisme et outils d'aménagement du territoire
Structurer la filière à l'échelle régionale et interrégionale	Encourager la structuration de chaînes d'acteurs autour de projets emblématiques Passer de 25 % à 35 % la part de marché des entreprises franciliennes ou groupements comportant une entreprise francilienne	3	Mettre en place des outils structurants pour la filière forêt-bois francilienne
		4	Favoriser la complémentarité des filières régionales par la mise en place de coopérations institutionnelles interrégionales
		5	Mettre en place le programme « 10 bâtiments publics construits et chauffés avec du bois local »
Stimuler le marché de la construction bois	Augmenter la part du bois sur le marché de la construction Donner une visibilité du marché aux entreprises de la filière et aux investisseurs	6	Déclencher le réflexe « bois-biosourcés » dans la commande publique
Rapprocher la recherche, l'enseignement et le marché	Créer des synergies Améliorer les passerelles et la visibilité des formations disponibles en Île-de-France	7	Créer un cluster « bois-biosourcés »
	Disposer sur le territoire francilien d'une offre de formation complète, du CAP (niveau V) au titre d'ingénieur (niveau I)	8	Créer un campus des métiers du bois
Faire de l'Île-de-France une région exemplaire	Démontrer l'exemplarité de la Région en tant que maître d'ouvrage	9	Engager la Région Île-de-France dans un programme ambitieux d'utilisation du bois pour la construction et la réhabilitation de son parc de bâtiments
	Favoriser la cohérence et l'efficacité des moyens d'action de la Région	10	Intégrer des objectifs de valorisation du bois régional et interrégional dans les politiques et dispositifs pilotés par la Région
	Compenser les émissions de gaz à effet de serre liées à l'organisation de manifestations (JO 2024) et/ou à des projets de construction	11	Mettre en place et expérimenter un système de neutralisation carbone

[14] Pour une politique ambitieuse de la Région Île-de-France en faveur de la filière forêt-bois, mars 2017

.3.1. Dynamiser et territorialiser la gestion forestière de la forêt francilienne

Pour relever le défi de la dynamisation de la gestion des forêts franciliennes, la Région interviendra en lien étroit avec les collectivités locales ou leurs groupements, en tant que chef de file des politiques d'aménagement et de développement du territoire francilien.

La dynamisation de la gestion des forêts sera encouragée dans le cadre de démarches concertées portées par les collectivités locales, sensibilisées et accompagnées à l'intégration d'enjeux forestiers dans leurs stratégies locales de développement. Les collectivités seront en effet les plus à même d'instaurer un nouveau dialogue entre les franciliens et les acteurs forestiers pour partager des objectifs de gestion et de valorisation des forêts et du bois.

Instituées par la loi d'orientation sur la forêt de juillet 2001, les Chartes forestières de territoire (CFT) ont démontré leur utilité dans les régions où elles ont été le plus développées, notamment les régions forestières du Sud-Est et Nord-Est métropolitain, pour lever les conflits d'usages en forêt, et favoriser le développement forestier, en recherchant l'adhésion des parties prenantes (élus locaux, acteurs forestiers et des filières de valorisation du bois, socio-professionnels, associatifs, habitants, etc.).

En proposant une nouvelle approche du développement forestier porté par les territoires (intercommunalités, PNR, etc.), cet outil contractuel est particulièrement pertinent en regard des problématiques de la forêt francilienne. Ces démarches reposeront sur une coopération renforcée et renouvelée entre les collectivités locales et les forestiers. La Région sera amenée à prioriser ses soutiens aux investissements forestiers (dessertes internes aux massifs, amélioration et renouvellement des peuplements, etc.) dans le cadre de projets groupés ou collectifs émanant de plusieurs propriétaires privés, voire d'une coopération entre la forêt publique et privée. Les acteurs de la forêt privée et publique seront ainsi incités à coordonner et regrouper les activités de gestion, d'exploitation, de vente des bois, etc. Les investissements forestiers s'inscriront dans les priorités et mesures du programme de développement rural francilien pour 2014-2020, et mobiliseront à ce titre des contreparties du FEADER.

.3.2. Structurer la filière à l'échelle régionale et interrégionale

Du fait des contraintes liées à l'exploitation des forêts franciliennes, de l'absence d'outils de transformation de dimension industrielle sur le territoire et de la spécificité du marché de la construction en Île-de-France, la structuration de la filière bois doit être appréhendée dans une logique interrégionale.

Tout d'abord, la Région Île-de-France prendra l'initiative d'accords de coopérations institutionnelles avec les Régions limitrophes, dans le but d'identifier les complémentarités, de mutualiser les moyens et de mettre en cohérence les objectifs. Ces accords formaliseront les engagements respectifs et les sujets de collaboration entre interprofessions régionales. Les coopérations préexistantes dans d'autres domaines, telle que la coopération avec la Normandie autour du bassin de la Seine, pourront ainsi être élargies au développement de filières forêt-bois interrégionales. Ces accords auront vocation à être articulés avec des projets de coopération européens impliquant d'autres autorités publiques.

En parallèle, des outils structurants seront déployés sur le territoire francilien afin de mobiliser l'ensemble de la chaîne d'acteurs de la filière francilienne et interrégionale (forestiers, entreprises de la transformation, entreprises de construction, collectivités locales, etc.) et de mettre en relation

l'offre et la demande : création d'une veille des marchés de la construction bois, organisation de rencontres professionnelles, élaboration d'un système de bourse à la cotraitance, etc. Compte-tenu de ses missions en tant qu'interprofession régionale de la filière forêt-bois, Francîlbois sera chargé d'élaborer et de déployer ces outils sur le territoire.

Par ailleurs, la Région initiera un programme particulièrement ambitieux visant à valoriser le bois francilien dans les bâtiments publics en tant que matériau de construction et source d'énergie. Un programme de 10 bâtiments publics construits et chauffés avec du bois francilien sera piloté par l'interprofession Francîlbois en étroite collaboration avec la FNCOFOR.

La reconstitution à l'échelle régionale et interrégionale d'une chaîne de valeur compétitive vise à contribuer à la création d'emplois en Île-de-France et dans les régions voisines, à augmenter les parts de marché captées par les entreprises franciliennes et des régions voisines, et à relocaliser une fraction de la valeur ajoutée en Île-de-France.

.3.3. Stimuler le marché de la construction bois

La stratégie régionale pour la forêt et le bois aura pour objectif majeur la stimulation du marché de la construction bois, de l'aménagement intérieur et extérieur et des ouvrages d'art, dans une logique d'utilisation du bois en cascade[15] et d'économie circulaire, en privilégiant autant que possible le bois issu et transformé en Île-de-France et/ou dans les régions voisines.

Pour cela, la Région apportera un soutien technique aux maîtres d'ouvrage signataires de la charte bois construction publique exemplaire et mènera un programme de formation et d'information à destination des maîtres d'ouvrage publics, architectes et autres prescripteurs. Ces deux volets d'actions complémentaires visent à guider le décideur tout au long de son projet (de l'élaboration du programme jusqu'à la livraison du bâtiment), à porter à sa connaissance les possibilités offertes par les solutions constructives bois, et à lever les dernières réticences et freins d'ordre culturel afin de déclencher le réflexe « bois » dans la commande publique.

Ce marché de la construction publique est déterminant à plusieurs titres :

- Il représente un marché potentiel de plusieurs millions de m² en France, offrant aux entreprises de la filière des perspectives de développement,
- Le code des marchés publics offre la possibilité d'innover,
- Il permet de toucher un large public.

.3.4. Rapprocher la recherche, l'enseignement et le marché

Au niveau national, la filière bois identifie la nécessité de diversifier les activités vers des marchés porteurs et des produits innovants en réponse à l'érosion des marchés de la construction et de l'ameublement en particulier, en relevant un besoin de différenciation et de compétitivité des entreprises du bois par l'innovation. De même, la filière constate que l'offre de formation initiale territoriale manque de cohérence, que de nombreux centres de formation sont en sous-effectifs et que l'offre de formation disponible ne répond pas aux besoins de qualification des entreprises.

[15] Selon les recommandations de l'Ademe (Forêt et atténuation du changement climatique, avis de l'Ademe, juin 2015) et de la stratégie forestière européenne, il s'agit d'utiliser d'abord le bois comme matériau (afin d'obtenir une séquestration dans les produits et un effet de substitution matériau), de favoriser le recyclage et, lorsque la matière ne peut plus être valorisée, de l'utiliser en énergie.

Ce constat est également valable en Île-de-France. Malgré la présence sur le territoire d'acteurs incontournables de la filière bois, les passerelles, la visibilité des parcours de formation et des acteurs de la recherche et de l'innovation restent insuffisantes. La stratégie régionale rapprochera les acteurs de la recherche, l'enseignement et le marché, par la création d'un cluster « bois-biosourcés » et d'un campus des métiers du bois sur différents sites d'intérêt du territoire.

.3.5. Faire de la Région Île-de-France une région exemplaire

La Région en tant que maître d'ouvrage des lycées, des îles de loisirs et des établissements d'enseignement supérieur peut jouer pleinement son rôle de collectivité exemplaire en massifiant l'usage du bois dans son parc de bâtiments.

La stratégie engagera la Région dans un programme ambitieux d'utilisation du bois (et autres matériaux biosourcés) dans la construction et la réhabilitation de son parc de bâtiments, de mise en synergie de ses moyens d'actions (CAR, CoR, 100 quartiers innovants et écologiques, aide à la qualité architecturale, solutions d'urbanisme transitoire, etc.) et d'expérimentation d'un système de neutralisation carbone dans la perspective de l'organisation des Jeux Olympiques 2024.

.4 Plan d'actions détaillé

Orientation N°1	Dynamiser et territorialiser la gestion de la forêt francilienne
Objectifs opérationnels	▪ **Mieux concilier les différents usages de la forêt** ▪ **Sensibiliser, former et accompagner les collectivités à la valorisation des forêts et du bois et à la prise en compte des enjeux de gestion forestière**

Action N°1	Favoriser l'investissement en forêt et l'acceptabilité d'une gestion dynamique par le déploiement des chartes forestières de territoire
Contexte	Les franciliens ne font pas toujours le lien entre le bois et la forêt. L'absence de culture forestière en Île-de-France se traduit par des oppositions aux coupes qui représentent un des freins majeurs à la dynamisation de la gestion des forêts franciliennes. Les forestiers sont ainsi amenés à informer, communiquer, voire consulter le public en organisant des comités de gestion (pour l'ONF) ou comités d'usagers (pour l'AEV) réunis à des périodes charnières pour la gestion des massifs. Dans le cadre des Plans de développement de massifs coordonnés par les CRPF pour regrouper la mobilisation des bois en forêt privée, les collectivités et les habitants sont également informés et consultés. En complément de ces démarches ciblées sur des massifs forestiers, les Chartes forestières de territoire (CFT), portées par des collectivités, permettent d'associer l'ensemble des parties prenantes à la définition d'un programme pluriannuel de valorisation des forêts qui s'inscrit dans la stratégie d'aménagement et de développement du territoire. Quatre territoires franciliens ont engagé une CFT (selon le réseau national des CFT animé par la FNCOFOR) : l'Arc boisé du Val de Marne, la forêt de Sénart, le PNR du Gâtinais Français et le PNR Oise Pays de France. Ces 4 CFT représentent près de 65 000 ha de forêt (42% privée, 45% domaniale, 13% appartenant aux collectivités), soit environ 20% de la surface forestière totale d'Île-de-France.
Description	L'action comporte quatre sous-actions complémentaires et indissociables qui visent à favoriser les investissements en forêt et à déployer les programmes élaborés collectivement : ▪ Sous-action 1.1 : favoriser la sensibilisation, la formation et l'accompagnement des collectivités dans le cadre d'un réseau régional de référents forêt-territoire ; ▪ Sous-action 1.2 : favoriser la gestion durable des forêts publiques et privées au travers de démarches concertées et partenariales telles que les CFT ; ▪ Sous-action 1.3 : soutenir les investissements forestiers prévus dans

	le cadre des démarches territoriales concertées, ainsi que les moyens d'ingénierie et d'animation nécessaires à la mise en œuvre des programmes d'actions ; ▪ Sous-action 1.4 : soutenir des actions de sensibilisation innovantes à destination des habitants, afin de réconcilier les franciliens avec l'usage économique de la forêt.
Pilote	FNCOFOR (association) selon des modalités à définir dans le règlement d'intervention
Partenaires potentiels	AEV, Francîlbois, CRPF, Syndicat des forestiers privés, ONF, etc.
Articulation avec les politiques régionales et les dispositifs associés	▪ Plan vert et plan air de la Région Île-de-France ▪ SRCE, SRCAE ▪ SRB et PRFB à venir ▪ Plan de développement rural de l'Île-de-France 2014-2020 (mesure 16.7.2)

Action N°2	**Inciter à la gestion forestière dans les documents d'urbanisme et outils d'aménagement du territoire**
Contexte	Les évolutions règlementaires du Grenelle II, de la loi Alur et de la LTECV ont progressivement généralisé au niveau des intercommunalités les documents d'urbanisme, d'aménagement et de développement (Schéma de cohérence territoriale, Plan local d'urbanisme intercommunal, Plans Climats Air Energie Territoriaux, etc.). Ces documents comportent des prescriptions en termes d'aménagement et d'usages des espaces qui peuvent limiter voire empêcher les activités forestières (travaux de gestion et d'exploitation, sortie des bois des massifs et transport, stockage et logistique d'approvisionnement en bois énergie, etc.). En tant que chef de file de l'aménagement du territoire, la Région Île-de-France est amenée à émettre des avis de conformité sur ces plans locaux, au regard des prescriptions des schémas de planification et d'organisation de l'espace régional : Schéma directeur pour 2030, Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE), etc. Ces avis, accompagnés d'une information et d'une sensibilisation des collectivités, seront un moyen de promouvoir la dynamisation de la gestion forestière, les activités forestières, l'usage du bois et des matériaux biosourcés produits localement.
Description	L'action propose de promouvoir et favoriser les activités forestières à travers les outils d'urbanisme et de planification portés par des intercommunalités. Il s'agira : ▪ d'intégrer les enjeux et objectifs de la stratégie régionale pour la forêt et le bois dans les avis de la Région sur les documents locaux ;

	▪ de sensibiliser et de former les collectivités à la prise en compte de la gestion forestière, au moyen de kits diffusés aux étapes clés de l'élaboration des plans locaux.
Pilote	Région Île-de-France
Partenaires potentiels	AEV, IAU
Articulation avec les politiques régionales	▪ SDRIF, SRCAE ▪ Circuit des avis Région sur les PLU, SCOT, PLD et PCAET

Orientation N°2	**Structurer la filière à l'échelle régionale et interrégionale**
Objectifs opérationnels	▪ **Encourager la structuration de chaînes d'acteurs autour de projets emblématiques** ▪ **Passer de 25 % à 35 % la part de marché des entreprises franciliennes ou groupements comportant une entreprise francilienne**

Action N°3	**Mettre en place des outils structurants pour la filière forêt-bois francilienne**
Contexte	La structuration de la filière à l'échelle régionale et interrégionale nécessite la mise en place d'outils à destination des acteurs de la filière, afin de faciliter la mise en relation de l'offre et de la demande. Par son rôle de représentation auprès des pouvoirs publics, de promotion du bois dans tous ses usages auprès des maîtres d'ouvrage, collectivités et porteurs de projets privés, l'interprofession aura un rôle central dans la conduite de cette action.
Description	Cette action propose de : ▪ Elaborer une veille des marchés et des ressources, ▪ Porter à la connaissance des acteurs les dispositifs portés par la Région, ▪ Mettre en relation l'offre et la demande par l'organisation de rencontres professionnelles, ▪ Elaborer et diffuser des outils de sensibilisation sur les groupements d'entreprises, ▪ Etudier les conditions de mise en place d'un système de traçabilité du bois francilien, ▪ Contribuer à la mise en place d'une bourse à la cotraitance,

	▪ Accompagner la mise en œuvre de la charte bois construction publique exemplaire et contribuer ainsi à l'augmentation de la part du bois dans les constructions, ▪ Organiser les trophées bois d'Île-de-France.
Pilote	Francîlbois (association) selon des modalités à définir dans le règlement d'intervention
Partenaires potentiels	CCI, FCBA, GIP Maximilien, CMA, investisseurs (CDC notamment), IAU, etc.
Articulation avec les politiques régionales	▪ Stratégie régionale #Leader 2017-2021 ▪ Small business act

Action N°4	**Favoriser la complémentarité des filières régionales par la mise en place de coopérations institutionnelles interrégionales**
Contexte	La filière forêt-bois francilienne est dépourvue d'outils de 1ère et 2ème transformation de dimension industrielle. Cependant, le territoire dispose d'atouts importants : une ressource forestière abondante et de qualité, et un marché de la construction et de la rénovation favorable aux solutions bois. Aujourd'hui, 75% du marché de la construction bois en Île-de-France échappe aux entreprises locales, les entreprises de charpente franciliennes, des TPE essentiellement, n'étant pas en capacité de répondre à la demande croissante. La concurrence vient aujourd'hui des régions voisines, notamment de l'ouest de la France, mais aussi de l'étranger (Italie du Nord en particulier). Pour augmenter la part de marché captée par les entreprises franciliennes et des régions voisines, et ainsi optimiser la création de valeur ajoutée et d'emplois en Île-de-France, la stratégie régionale doit être pensée à l'échelle interrégionale et nationale.
Description	L'action vise à impulser la mise en place d'une offre interrégionale et nationale répondant à la demande du marché francilien. Pour cela, quatre sous-actions sont proposées : ▪ Sous-action 4.1 : élaboration et signature d'accords de partenariat avec les Régions voisines afin d'identifier les complémentarités, de mutualiser les moyens et de mettre en cohérence les objectifs. Ces accords de partenariats pourraient formaliser les engagements respectifs et encourager les collaborations entre interprofessions régionales ; ▪ Sous-action 4.2 : signature de l'Alliance Nationale Bois Construction Rénovation pour inscrire l'action régionale dans un cadre national partagé par les acteurs institutionnels et privés. L'Alliance Nationale a été signée le 9 mars 2017 à Marne-la-Vallée par la Ministre chargée

	du logement, l'Ademe, les interprofessions membres du comité stratégique de filière et l'association des Régions de France. L'objectif est de fournir un cadre commun d'engagement à l'Etat, aux Régions et collectivités, à la filière et à l'ensemble des acteurs permettant de relayer l'insertion de la construction bois dans les politiques de transition énergétique et environnementale ; ▪ Sous-action 4.3 : étudier avec les Régions voisines l'opportunité de l'implantation en Île-de-France d'une unité de 2ème transformation du bois (CLT, lamellé-collé, préfabrication, etc.) ; ▪ Sous-action 4.4 : établir des collaborations avec d'autres régions européennes dans le cadre de programmes européens.
Pilote	Région Île-de-France
Partenaires potentiels	Régions voisines, FCBA, AEV, ONF Île-de-France Normandie, Francîlbois et autres interprofessions régionales

Action N°5	**Mettre en place le programme « 10 bâtiments publics construits et chauffés avec du bois local »**
Contexte	La Région Île-de-France est inscrite dans une démarche d'exemplarité dans le domaine de l'écoconstruction. Elle s'est ainsi dotée en 2011 d'un référentiel aménagement et construction durable qui incite les acteurs de la construction à l'utilisation d'éco-matériaux. La Région est par ailleurs signataire de la charte bois construction publique exemplaire qui vise à augmenter la part du bois dans les constructions publiques et à dynamiser la filière bois construction française. Ces démarches sont vertueuses, mais ne privilégient pas pour autant les circuits courts. Des expériences pilotes ont été mises en place dans d'autres régions françaises, notamment le programme « 1 000 chaufferies bois pour le milieu rural », piloté entre 2007 et 2012 par la FNCOFOR, suivi du programme « 100 constructions publiques en bois local ».
Description	L'action propose de relever le double défi de construire 10 bâtiments publics et de les chauffer avec du bois local, pour structurer une chaîne d'acteurs complète à l'échelle régionale et interrégionale et démontrer la capacité de la filière à produire une offre complète en circuits courts. L'année 2018 du programme consistera à capitaliser les outils et expériences des autres régions puis à lancer un appel à manifestation d'intérêt auprès de collectivités porteuses de projets de constructions publiques. Le lancement effectif du programme est prévu en 2019.
Pilote	Francîlbois (association) selon des modalités à définir dans le règlement d'intervention

Partenaires potentiels	FNCOFOR, UCFF, ONF, AEV, ordre des architectes franciliens, etc.
Dispositifs associés	Contrats d'aménagement régional (CAR) et nouveaux Contrats ruraux (CoR)

Orientation N°3	**Stimuler le marché de la construction bois**
Objectifs	▪ **Augmenter la part du bois sur le marché de la construction**

opérationnels	▪ **Donner une visibilité du marché aux entreprises de la filière et aux investisseurs**

Action N°6	**Déclencher le réflexe « bois-biosourcés » dans la commande publique**
Contexte	Certains grands maîtres d'ouvrage publics (bailleurs sociaux, organismes publics et parapublics, collectivités, etc.), représentant un parc de plusieurs millions de m², expriment la volonté d'intégrer du bois dans leurs programmes de construction, de réhabilitation et d'aménagement mais ne passent pas à l'acte, par méconnaissance de la filière et des solutions techniques existantes. Un besoin d'accompagnement technique de ces grands comptes a été identifié au niveau national dans le cadre du plan bois 3 piloté par le Ministère de la cohésion des territoires.
Description	L'action est composée de deux sous-actions : ▪ Sous-action 6.1 : fournir une assistance technique aux maîtres d'ouvrage signataires de la charte bois construction publique exemplaire, afin de lever les freins culturels à l'usage du bois dans la construction et ainsi déclencher le réflexe bois. Il s'agira de financer une ingénierie de projet spécialisée (aide à la programmation fonctionnelle, analyse des offres, suivi des études et des chantiers) pour un nombre défini d'opérations de construction et de réhabilitation ; ▪ Sous-action 6.2 : informer et former les maîtres d'ouvrage publics, architectes et autres prescripteurs.
Pilote	Région Île-de-France
Partenaires potentiels	Membres du cluster bois-biosourcés, FCBA, Francîlbois, ICEB, Ekopolis
Dispositifs associés	▪ Charte construction bois publique exemplaire ▪ AAP Pacte visant à renforcer les relations avec les territoires autour de la montée en compétences des professionnels du bâtiment

Orientation N°4	**Rapprocher la recherche, l'enseignement et le marché**
Objectifs	▪ **Créer des synergies**

opérationnels	▪ **Améliorer les passerelles et la visibilité des formations disponibles en Île-de-France** ▪ **Disposer sur le territoire francilien d'une offre de formation complète, du CAP (niveau V) au titre d'ingénieur (niveau I)**

Action N°7	**Créer un cluster « bois-biosourcés » de dimension internationale**
Contexte	L'Île-de-France dispose d'atouts majeurs pour faire de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement un moteur de développement de la filière forêt-bois. Certains acteurs incontournables, au premier rang desquels FCBA, sont implantés sur le territoire. Cependant, ce réseau d'acteurs n'est pas véritablement constitué et manque par ailleurs de visibilité.
Description	Il s'agit de constituer un pôle d'acteurs sous forme d'un cluster sur la thématique du bois et des matériaux biosourcés. Cette action comporte deux sous-actions : ▪ Sous-action 7.1 : étudier l'opportunité de la création d'un cluster bois-biosourcés en Île-de-France. Ce cluster pourrait réunir les centres techniques et de recherche, des maîtres d'ouvrages et aménageurs, une pépinière d'entreprises, un fab lab, un living lab et un campus des métiers (action N°8). Le cluster pourrait développer sa dimension internationale en initiant des coopérations avec d'autres clusters européens ; ▪ Sous-action 7.2 : initier un programme R&D collaboratif entre les membres du cluster. Parmi les thématiques pressenties : la chimie du bois, le bois massif reconstitué, la valorisation des bois feuillus, la construction de grande hauteur, la valorisation des déchets bois, le bois-énergie, la préfabrication, etc.
Pilote	A définir dans le règlement d'intervention
Partenaires potentiels	FCBA, Université Paris Est, Francîlbois, CSTB, IFSTTAR, Laboratoire Navier, Ecole des Ponts, ENSG, SCOP Karibati, EPA Marne, Fabrique 21, Maison de l'entreprise innovante, école d'architecture et de paysage, ADEME, Pépinière « EcoHabiter » de Pantin, etc.
Articulation avec les politiques régionales	Stratégie régionale #Leader 2017-2021

Action N°8	**Créer un campus des métiers du bois en Île-de-France**

Contexte	Bien que les formations disponibles en Île-de-France couvrent l'essentiel des métiers du bois, il apparaît qu'elles manquent de visibilité et de passerelles entre elles et avec le marché du travail. La Région a adopté au CR de mai 2017 (CR 17-10) un règlement d'intervention permettant de soutenir les campus des métiers et des qualifications (CMQ) labellisés par le ministère de l'éducation sous réserve que les filières correspondent aux priorités régionales décrites dans le SRDEII, que les acteurs économiques aient témoigné un intérêt et une volonté forte et que la Région prenne le leadership dès les phases de faisabilité/construction. Les Campus des métiers regroupent des établissements d'enseignement secondaire et supérieur, de formation initiale ou continue. Ils sont construits autour d'un secteur d'activité d'excellence correspondant à un enjeu économique national ou régional soutenu par la collectivité et les entreprises. 4 campus des métiers ont été créés en Île-de-France, en partenariat avec l'Etat : un campus création numérique, image et son à Paris, un campus économie touristique à Champs-sur-Marne, un campus aéroportuaire au Bourget et au Grand Roissy et un campus dédié à la construction automobile dans les Yvelines.
Description	L'action propose de créer un campus des métiers du bois qui permettrait de structurer l'offre de formation en Île-de-France. Après un état des lieux complet des formations disponibles, l'offre de formation pourra être complétée : élaboration de supports pédagogiques, mise en place de formations qualifiantes, création d'un MOOC, etc. selon les besoins identifiés.
Pilote	Région Île-de-France
Partenaires potentiels	Ecole des Ponts ParisTech, École nationale des sciences géographique, université Paris-Est, écoles nationales d'architectures, EA Campus de Gennevilliers, lycées du bois, CFA d'Ocquerre, Centre horticole d'enseignement et de promotion, FCBA, Fab 21 à la Fabrique 21, GIP Défi-Métiers, UNEP IdF, etc.
Articulation avec les politiques régionales	Stratégie régionale #Leader 2017-2021

Orientation N°5 Faire de l'Île-de-France une Région exemplaire

Objectifs opérationnels	▪ **Démontrer l'exemplarité de la Région en tant que maître d'ouvrage** ▪ **Favoriser la cohérence et l'efficacité des moyens d'action de la Région** ▪ **Compenser les émissions de gaz à effet de serre liées à l'organisation de manifestations (JO 2024) et/ou à des projets de construction**

Action N°9	**Engager la Région Île-de-France dans un programme ambitieux d'utilisation du bois pour la construction et la réhabilitation de son parc de bâtiments**
Contexte	La Région Île-de-France est maître d'ouvrage et gestionnaire de 472 lycées sur le territoire, représentant près de 6 millions de m². La Région s'est engagée il y a quelques années dans la construction bois. Plusieurs lycées ont ainsi été construits en bois, parmi lesquels le lycée Michel-Ange de Villeneuve-la-Garenne livré en 2008, le lycée La Bruyère de Versailles primé aux trophées bois en 2017, le lycée de Dammartin-en-Goële primé aux trophées bois en 2015, l'internat de Cerny ou encore le lycée Corot de Savigny-sur-Orge. Le Pôle lycées souhaite aujourd'hui faire un bilan de ses opérations bois, en construction, en aménagement intérieur et en réhabilitation, pour valoriser ses réalisations et orienter sa politique future.
Description	L'action est composée de six sous-actions : ▪ Sous-action 9.1 : faire un retour d'expérience des réalisations de la Région en matière de construction et de rénovation bois et valoriser les opérations exemplaires ; ▪ Sous-action 9.2 : former/informer les chargés d'opérations et agents impliqués dans les opérations de réhabilitation construction des lycées, des îles de loisirs, etc. ▪ Sous-action 9.3 : sur cette base, élaborer un programme ambitieux d'utilisation du bois pour la construction et la réhabilitation de son parc de bâtiments ; ▪ Sous-action 9.4 : aménager l'hémicycle du nouvel hôtel de Région avec du bois local ; ▪ Sous-action 9.5 : faire la promotion de la filière bois francilienne dans le cadre de la Biennale d'architecture, urbanisme et paysage d'Île-de-France ; ▪ Sous-action 9.6 : construire un théâtre en bois sur le nouveau site régional de Saint-Ouen.
Pilote	Région Île-de-France

Partenaires potentiels	Ekopolis, Francîlbois, FCBA, etc.
Articulation avec les politiques régionales	▪ Démarche « lycées écoresponsables » ▪ Charte construction bois publique exemplaire

Action N°10	**Intégrer des objectifs de valorisation du bois régional et interrégional dans les politiques et dispositifs pilotés par la Région**
Contexte	La Région pilote un certain nombre de dispositifs permettant de financer des projets de construction et d'aménagements dans les territoires : CAR, CoR, solutions d'urbanisme transitoire, 100 quartiers innovants et écologiques, Dessine-moi le Grand Paris de demain, etc.
Description	Cette action propose de promouvoir l'usage du bois et des matériaux biosourcés produits localement en s'appuyant sur les dispositifs existants.
Pilote	Région Île-de-France, AEV

Action N°11	**Mettre en place et expérimenter un système de neutralisation carbone**
Contexte	En séquestrant le carbone, les forêts françaises neutralisent l'équivalent de 12% des émissions annuelles de CO_2 du pays. Les prélèvements de bois en forêt réduisent la séquestration du carbone, qui finit par être compensée après un temps de retour donné par le stockage additionnel de carbone dans les produits bois et par les émissions évitées par la substitution énergie et matériau. L'utilisation du bois en substitution de matériaux énergivores permet ainsi d'éviter l'émission de 1,1 tonne de CO_2 par m^3 de bois. De même, 1 m^3 de bois utilisé pour la production de chaleur en substitution d'énergies fossiles permet d'éviter l'émission de 0,5 tonne de CO_2.
Description	Cette action propose d'élaborer et d'expérimenter un système de neutralisation des émissions de gaz à effet de serre liées aux évènements et aux projets de construction de bâtiments de la Région par le renouvellement de peuplements forestiers voire la création d'espaces forestiers.
Partenaires potentiels	CRFP, Syndicat des forestiers privés, Safer IdF, AEV, IAU, Ademe IdF, Icade, GIP ECOFOR, I4CE, FCBA, etc.
Articulation avec les politiques régionales	▪ Plan vert et convention CDC biodiversité ▪ SRCE

.5 Déploiement de la stratégie

.5.1. Gouvernance

La mise en œuvre de la stratégie régionale sera associée à une gouvernance partagée entre les pouvoirs publics et les acteurs économiques de la filière forêt-bois, garantissant la cohérence des actions menées, leur caractère pleinement opérationnel et leur appropriation par tous les acteurs.

Un comité de pilotage, animé par le service forêt, énergie et matériaux biosourcés du Pôle cohésion territoriale[16], sera chargé de coordonner et de suivre la mise en œuvre de la stratégie, avec les pilotes des actions, les services concernés de la Région, les organisations professionnelles et les acteurs de la filière forêt-bois franciliennes, les services de l'Etat, la Direction régionale de l'Ademe et des experts qualifiés.

Réuni deux fois par an, le comité de pilotage fera le bilan sur l'avancement des actions, les livrables et les moyens mobilisés.

Ce comité sera réuni autant que possible avant les réunions de la Commission régionale de la forêt et du bois co-présidée par la présidente de la Région et le préfet de région, afin que les réalisations de la stratégie régionale soient prises en compte dans les travaux de la *Commission régionale de la forêt et du bois* et s'articulent au mieux aux mesures du programme régional de la forêt et du bois.

.5.2. Indicateurs de résultat

Des indicateurs de résultats associés au plan d'actions seront élaborés et suivis avec le concours de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU). Ces indicateurs seront détaillés dans les règlements d'intervention.

.5.3. Elaboration des règlements d'intervention

Les règlements d'intervention associés aux actions seront soumis au vote des élus régionaux en commission permanente courant 2018.

.5.4. Financement

La mise en œuvre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois aura une première traduction budgétaire dans le budget prévisionnel 2018 qui prévoit 1 million d'euros en investissement et 500 000 euros en fonctionnement.

Les actions menées seront articulées avec les politiques et dispositifs régionaux (action N°10), en particulier avec les dispositifs pilotés par le Pôle cohésion territoriale :

- Subventions accordées au titre du soutien à l'aménagement et au développement des territoires dans le cadre d'une contractualisation avec des collectivités locales : CoR, CAR, PNR, etc.
- Appels à projets pour des opérations innovantes et exemplaires : 100 quartiers écologiques et innovants, AMI urbanisme transitoire, etc.

Les financements régionaux seront autant que possible mobilisés en contrepartie de cofinancements publics nationaux et européens :

[16] Région Île-de-France/Pôle cohésion territoriale/Direction de l'agriculture, de la ruralité et de la forêt

- Le fonds stratégique de la forêt et du bois, qui permet à l'État de concourir au financement de projets (28 M€ crédits d'Etat en 2017) s'inscrivant dans les orientations stratégiques du programme national de la forêt et du bois et dans les priorités du futur programme régional ;
- Les fonds gérés par les agences nationales en charge de la mise en œuvre des politiques nationales de l'énergie, de l'environnement, de la biodiversité (ADEME, agence de la biodiversité, etc.) ;
- Par ailleurs, la Région étant autorité de gestion des programmes 2014-2020 des fonds européens structurels et d'innovation (FESI), des crédits régionaux seront affectés aux mesures forestières du programme de développement rural régional (2014-2020). Des mesures du programme FEDER-FSE régional et interrégional (Bassin de la Seine), en particulier celles répondant aux objectifs de développement d'une économie à faible émission en carbone, et aux usages efficients des ressources naturelles auront également vocation à être mobilisées.

Enfin, il pourra être opportun d'expertiser les opportunités offertes par des instruments financiers tels que des prêts bonifiés, des garanties, des fonds de compensation en lien avec la BPI ou la BPE, notamment pour les PME de la filière.

.5.5. Calendrier

La stratégie régionale pour la forêt et le bois couvre la période 2018-2021, soit 4 années.

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-184

DU 23 NOVEMBRE 2017

ORIENTATIONS RÉGIONALES RELATIVES AUX NOUVEAUX CONTRATS DE PARCS NATURELS RÉGIONAUX (2018 - 2020) DEMANDE DE PROROGATION DU CLASSEMENT DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX DU GÂTINAIS FRANÇAIS, DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE ET DU VEXIN FRANÇAIS

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU la Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et plus particulièrement son article 53 ;

VU le décret n° 2011-465 en date du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n°2011-1430 en date du 3 novembre 2011 portant classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret du 30 juillet 2008 portant classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU le décret n° 2011-816 du 6 juillet 2011 portant prorogation de deux années du classement du Parc naturel régional Oise-Pays de France ;

VU le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

VU la délibération n°CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative au Contrat de plan Etat/Région 2015-2020 et sa signature le 9 juillet 2015 ;

VU la délibération CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial de Contrat de plan Etat/Région 2015-2020 ;

VU le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-184 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Réaffirme l'importance des Parcs dans l'ambition régionale pour les territoires ruraux et la mise en œuvre des priorités de la Région.

Décide d'élaborer les nouveaux contrats de Parcs naturels régionaux d'Ile-de-France avec l'État et les Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des Parcs, pour la période 2018-2020.

Article 2 :

Adopte les orientations régionales relatives aux nouveaux contrats de Parcs figurant en annexe n°1, en vue de l'approbation de ces contrats par la Commission permanente.

Article 3 :

Demande à l'État de proroger de 3 ans le classement des Parcs naturels régionaux du Gâtinais français, de la Haute Vallée de Chevreuse et du Vexin français.

Article 4 :

Soutient le projet de création du Parc naturel régional de la Brie et des Deux Morin et s'engage à accompagner les actions du syndicat mixte d'études et de préfiguration.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE 1

ORIENTATIONS RÉGIONALES RELATIVES AUX NOUVEAUX CONTRATS DE PARCS NATURELS RÉGIONAUX (2018-2020)

1- Affirmer le rôle et la singularité des territoires constitués par les Parcs naturels régionaux (PNR) au travers de nouveaux contrats de Parcs pluriannuels par :

- l'engagement pluriannuel des partenaires sur la période 2018 à 2020.
- la mise en œuvre des priorités régionales dans le respect des objectifs fixés dans les Chartes.
- le positionnement des PNR au cœur d'une nouvelle démarche d'expérimentation et de diffusion de bonnes pratiques, d'innovations écologiques et sociales et de créativité territoriale.
- la prise en charge de la part départementale pour simplifier la gouvernance et surmonter les difficultés des financements croisés pour la gestion des Parcs.
- la mise en place d'une gouvernance et d'une représentation politique plus opérationnelles.
- l'instauration d'un comité de pilotage, composé pour chaque Parc de son Président, de la Région et de l'État.
- le renforcement des programmes d'actions selon les cinq missions fondamentales des Parcs : la protection et la gestion du patrimoine naturel, culturel et paysager, l'aménagement du territoire, le développement économique et social, l'accueil, l'éducation et l'information, l'expérimentation, l'innovation.
- l'amélioration de la mutualisation de l'ingénierie entre les Parcs et de sa diffusion aux autres territoires de la Région.
- le renforcement de la mutualisation des charges de fonctions support et de communication.

2- Les nouveaux contrats de Parcs 2018-2020 obéiront aux principes suivants :

- Contractualisation avec les Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des Parcs et l'État autour des priorités régionales
- Intégration des priorités régionales en matière budgétaire et de pilotage dans le respect des objectifs fixés dans les Chartes de Parcs.
- Visibilité pluriannuelle donnée aux projets des Parcs au travers du financement de leurs frais de structure et programmes d'actions.
- Adaptation, au titre des frais de structure, des moyens humains et matériels à la réalisation des programmes d'actions des Parcs.

Le programme d'actions comportera deux volets :

- le socle du contrat de parc relevant des actions du cœur de métier des PNR susceptibles d'être aidées au titre des lignes budgétaires régionales dédiées aux PNR,

- les opérations relevant des dispositifs régionaux dits « de droit commun » mis en œuvre par la Région qui concourent à aider les porteurs de projet des territoires ruraux notamment et pour lesquels les Parcs constitueront une porte d'entrée privilégiée. Parmi les dispositifs de droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés, peuvent être cités : la nouvelle stratégie forestière, la future politique énergie, les dispositifs agricoles, le Plan vert, la culture, le coworking, le sport, le Plan air, le Plan vélo…

3- Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des contrats de Parcs seront améliorés par :

- l'établissement d'indicateurs de performance portant sur le suivi des effectifs en équivalent temps plein (ETP), le rattachement des charges de personnel aux opérations, la consommation des subventions affectées au programme d'action par les partenaires du présent contrat...

- l'engagement des PNR à mieux affirmer la Région dans tous les outils et actions de communication et à faire expressément référence à l'implication de la Région, notamment dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossiers de presse associés.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-186

DU 23 NOVEMBRE 2017

ADOPTION DE CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (COM) AVEC LES AGENCES TERRITORIALES SEINE-ET-MARNE-DÉVELOPPEMENT, ESSONNE DÉVELOPPEMENT, COMITÉ D'EXPANSION ECONOMIQUE DU VAL D'OISE (CEEVO). AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS. BILAN DES AIDES D'ETAT 2016.

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement UE 2015/1589 du 13 juillet 2015 portant modalité d'application de l'article 108 du Traité sur le fonctionnement de l'UE ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relatives aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission Permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21/09/2017 ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption de la Stratégie Régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 2017-221 du 17 mai 2017 relative à la mise en oeuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII), adoption d'une convention d'application du volet relatif au développement économique de la loi NOTRe entre la Région Ile-de-France et le Département de l'Essonne ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération CR 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-186 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'approuver les conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens conclues entre la Région et respectivement les agences Seine-et-Marne Développement (SMD 77), Essonne Développement ainsi que le Comité d'Expansion Economique du Val d'Oise (CEEVO) et annexées à la présente délibération ;

Décide de participer au financement des agences Seine-et-Marne Développement (SMD 77), Essonne Développement et le Comité d'Expansion Economique du Val d'Oise (CEEVO) par l'attribution de trois subventions respectives de 1 M€ ;

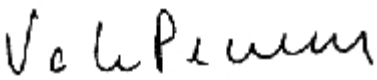
Subordonne le versement de ces trois subventions à la signature des conventions citées au présent article, et autorise la Présidente à les signer ainsi que tout acte qui en découle.

Affecte une autorisation d'engagement de 3 M€ disponible sur le chapitre 939 « Action Economique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales » », programme HP 91-006 « Développement économique des territoires », action 19100606 « Agences territoriales », nature 657 du budget 2017.

Article 2 :

Prend acte du débat sur le rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur le territoire de la région Ile-de-France en annexe à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Conseil régional du	23/11/2017	N° de rapport	CR2017-186	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191006 - Développement économique des territoires**
Action	**19100606 - Agences territoriales**

Dispositif : N° 00001073 - Soutien aux agences territoriales

Dossier	17015409 - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT EN FAVEUR D'ESSONNE DEVELOPPEMENT			
Bénéficiaire	R13625 - ESSONNE DEVELOPPEMENT			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	100 %	1 000 000,00 €	

Dossier	17015512 - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT EN FAVEUR DU COMITE D'EXPANSION ECONOMIQUE DU VAL D'OISE			
Bénéficiaire	P0037885 - COMITE EXPANSION ECONOMIQUE VAL OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	TTC	100 %	1 000 000,00 €	

Dossier	17015534 - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT EN FAVEUR DE SEINE-ET-MARNE ATTRACTIVITE, AGENCE POUR L'ATTRACTIVITE ET LE RAYONNEMENT DE LA SEINE-ET-MARNE			
Bénéficiaire	P0019538 - SMD SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	100 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001073 - Soutien aux agences territoriales	3 000 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191006 - 19100606	3 000 000,00 €

Convention d'objectifs et de moyens avec Seine-et-Marne Développement (SMD)

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017 2021

ENTRE LA RÉGION ILE DE FRANCE ET L'AGENCE-SEINE-ET-MARNE DEVELOPPEMENT

ENTRE

La Région d'Ile-de-France,
Dont le siège social est situé à PARIS - 33 Rue Barbet de Jouy 75007 Paris
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

Seine-et-Marne Développement
Dont le n° SIRET est 32334805200099
Dont le siège social est situé à Melun, 12 Rue des Saint Pères, 77010 Melun
représentée par son Président,
Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

Préambule

Les changements importants induits simultanément par les lois dites Maptam (loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) et NOTRe (loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République) ont conduit la Région, le Département de Seine-et-Marne et l'agence départementale de développement économique « Seine et Marne Développement » à une réflexion commune de redéploiement du développement territorial.

La Région, dont les compétences sont renforcées, s'est dotée le 14 décembre 2016 d'une stratégie économique globale #leader pour la période 2017-2021, prescriptive, avec l'ambition de renouveler en profondeur l'action régionale au service de la croissance, de l'emploi et de l'innovation.

Le Département de Seine-et-Marne, qui souhaite pleinement contribuer au développement de la région Ile-de-France, s'est engagé dans une nouvelle stratégie de développement départementale dans le cadre de son Livre Blanc : « Seine-et-Marne 2030 : l'Ile-de-France des possibles ».

C'est dans ce contexte que le Département de Seine-et-Marne qui, entend rester, aux côtés de la Région Ile-de-France et des intercommunalités un acteur de l'attractivité et du développement de la Seine-et-Marne, a décidé de faire évoluer l'organisation de ses organismes associés. Par décision du Conseil départemental du 9 juin 2017, les deux agences « Seine-et-Marne Développement » et « Seine-et-Marne Tourisme » ont fusionné au sein d'une nouvelle entité juridique constituée sous la forme d'un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) pour former l'Agence « Seine-et-Marne Attractivité, Agence pour l'Attractivité et le Rayonnement de la Seine-et-Marne ». La création de l'Agence permet au Département de Seine-et-Marne de disposer des moyens pour décliner les objectifs de développement issus du Libre Blanc, et de placer ainsi son action en complémentarité de la Région.

L'activité de l'Agence « Seine-et-Marne Attractivité, Agence pour l'Attractivité et le Rayonnement de la Seine-et-Marne » s'organise autour de deux champs d'intervention:

- Le tourisme:
  - La préparation, la mise en œuvre et la promotion en France et à l'étranger de la politique touristique départementale,
  - La déclinaison opérationnelle et le suivi du Schéma d'aménagement touristique départemental pour le compte du Conseil départemental en application de l'article L.132-1 du Code du Tourisme,
- L'attractivité seine-et-marnaise, déclinée en deux axes
  - Axe 1 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs
  - Axe 2 : Marketing et attractivité territoriale

Dans l'attente de la mise en œuvre opérationnelle de cette nouvelle entité prévue au 1er Janvier 2018, Seine-et-Marne Développement assure les missions prévues par cette convention. Ces missions pourront faire l'objet d'un réajustement, courant du 1er semestre 2018, afin d'intégrer au mieux les évolutions, relevant des compétences de la future Agence, qui pourraient découler de la nouvelle stratégie départementale.

L'agence pourra poursuivre des missions soutenues par le Département et financées par ce dernier à l'exception des missions ne relevant pas du champ de compétences de l'Agence. D'autres sources de financement seront recherchées pour financer l'activité de l'Agence auprès d'autres acteurs locaux, notamment les EPCI et le réseau consulaire.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les engagements de l'Agence dans le cadre du partenariat avec la Région et de la mise en œuvre du SRDEII 2017-2021 autour de 2 axes stratégiques déclinés ci-après :

Axe 1 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs

Par sa proximité avec tous les acteurs de l'écosystème seine-et-marnais, l'Agence est en mesure de contribuer à sa structuration, à la mise en réseau de ses acteurs et à l'animation des réseaux dans le cadre d'une gouvernance repensée à l'échelle des Bassins d'emploi.

⇨ **Objectif 1 : Contribuer à la mise en œuvre, au développement et à l'animation des bassins d'emploi**

- Soutenir la structuration des 5 bassins d'emploi (Sud 77, Est 77, Centre 77, Marne La Vallée, Nord Est 77)
- Participer à la structuration et au développement des 2 bassins interdépartementaux que sont Porte Sud du Grand Paris et Grand Roissy- Le Bourget en partenariat avec Essonne Développement, l'Agence essonnienne et le GIP Emploi renouvelé
- Participer aux instances des bassins d'emploi
- Accompagner l'émergence d'une stratégie de développement partagée et sa déclinaison opérationnelle entre les acteurs du Bassin d'emploi
- Mutualiser les services et les compétences et contribuer à simplifier les circuits de décisions
- Etablir un relais d'information entre la Région et les EPCI
- Améliorer la lisibilité des outils/dispositifs d'intervention pour les acteurs socio-économiques en lien avec les guichets actifs.

⇨ **Objectif 2 : Consolider les partenariats et les compétences des territoires en faveur du développement territorial**

- Poursuivre l'animation et la gestion du programme Leader « Sud 77 »
- Contribuer à la mise en réseau des clubs d'entreprises

- Consolider les partenariats autour de l'emploi, de la formation avec les Maisons de l'emploi (actions collectives en faveur des entreprises du territoire sur des thématiques variées (internationalisation, numérique, innovation, développement durable, etc), en lien avec les structures expertes de ces questions (CCI, CMA, CPME, Business France, …)
- Professionnaliser les acteurs du développement territorial dans un objectif de montée en compétences et d'évolution des pratiques

Axe 2 : Marketing et attractivité territoriale

Avec l'objectif de s'inscrire au mieux dans la dynamique métropolitaine francilienne, la Seine-et-Marne souhaite renforcer son positionnement et son attractivité au sein de l'Ile-de-France. afin d'attirer de nouvelles activités plus créatrices de valeur pour ses territoires.
En complémentarité avec l'action Paris Région Entreprises, l'Agence contribuera à la mise en œuvre de la stratégie régionale d'attractivité définie dans le SRDEII.

⇨ **Objectif 1 : Accompagner l'implantation de prospects sur le territoire seine-et-marnais**

- Identifier les opportunités d'implantation sur le territoire de la Seine-et-Marne en lien avec les EPCI et les professionnels de l'immobilier pour faciliter l'implantation d'entreprises
- Actualiser et mettre à disposition des EPCI la base de données recensant les projets et les sites d'implantation
- En lien avec Paris Région Entreprises relayer les dossiers d'implantation internationaux

⇨ **Objectif 2: Renforcer le marketing territorial, la promotion économique de la Seine-et-Marne**

- Valoriser l'économie de la Seine-et-Marne et les atouts du territoire dans l'offre globale d'attractivité proposée par PRE et au sein d'évènements de portée nationale ou régionale (construction d'argumentaire, actions de promotion…)
- Mutualiser des opérations de marketing et de promotion territoriale avec les EPCI
- Contribuer aux opérations de promotion internationale de l'économie régionale notamment dans le cadre de l'alliance Hubstart

⇨ **Objectif 3: Soutenir les filières stratégiques et favoriser le rapprochement avec les pôles de compétitivité**

- Poursuivre l'animation et le développement des filières stratégiques du département sur les bassins d'emploi
- Poursuivre l'animation des filières prioritaires du programme Hubstart Paris (aviation, tourisme d'affaires, logistique)

⇨ **Objectif 4: Favoriser l'implantation de projets structurants**

- L'Agence pourra être mobilisée pour apporter de l'ingénierie dans le cadre des grands projets structurants du territoire.
- Accompagner l'émergence et la mise en œuvre de démonstrateurs et projets structurants en capacité d'améliorer l'offre territoriale et l'attractivité du territoire (agro-produits, routes, matériaux bio-sourcés, bâtiments à énergie positive…)

⇨ **Objectif 5 : Renforcer l'accès aux tiers-lieux de Seine-et-Marne**

- Poursuivre l'animation et le développement du programme « Initiatives Télécentres 77 » et de son réseau « Club des Tiers-lieux IT77 »

Les actions de promotion du territoire relèveront d'un financement départemental et intercommunal (présence au SIMI, au MIPIM, plaquettes de communication, etc). De même, l'Agence pourra continuer à mettre en œuvre les actions de coopération décentralisée du département, sans que la Région ne participe à leur financement.

L'Agence ne pourra désormais plus accompagner les projets de développement individuels des entreprises puisque le SRDEII ne prévoit pas de confier aux agences un rôle en la matière.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2.1. La réalisation des objectifs :

L'Agence s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'article 1 ;
- rechercher ou développer de nouveaux partenariats publics ou privés et à en tenir informés les représentants de la Région. Seront à ce titre sollicités notamment les EPCI du 77 et le réseau consulaire (CCI et CMA) ;
- poursuivre et renforcer la recherche de financements spécifiques pour les actions concourant aux missions de l'Agence. Des contributions financières seront recherchées auprès des EPCI à cet égard. Le temps consacré à la recherche de financements spécifiques ne devra toutefois pas se faire au détriment de la mise en œuvre des missions visées à l'article 1.

2.2. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n°CR 08-16 du 18 février 2016, l'Agence s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois par année de la convention.

L'Agence saisira les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui seront communiquées par la Région.

2.3. La réalisation d'un programme annuel d'actions

L'Agence s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail annuel défini d'un commun accord avec la Région.

A cette fin, l'organisme s'engage à adresser à la Région, au plus tard le 30 septembre de l'année N, ses propositions pour le programme d'actions de l'année N+1. Après divers échanges et réunions de travail sur le sujet, le programme annuel d'actions finalisé sera transmis à la Région dès son vote en Assemblée générale.

La réalisation du programme de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région, sur la base des indicateurs définis en annexe de la présente convention (annexe 1).

2.4. Le cadre budgétaire et comptable

L'Agence s'engage à :

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- Présenter une programmation budgétaire triennale avec pour objectif la maîtrise des charges de structure ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ;
- Adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 1 et en annexe ;
- Fournir annuellement à la Région :

  a) au plus tard avant le 1er décembre de l'année N-1, l'avant-projet de budget de l'année à venir et l'avant-projet de programme d'actions annuel ;

  b) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;

  c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N,

  - les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos et notamment un compte emploi ressources ;
  - le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

  d) au plus tard avant le 30 juin de l'année N, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes.

2.5. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'Agence s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (assemblée générale, conseil d'administration ou tout autre instance à venir) dans les délais prévus par les statuts régissant l'organisme.
- Faire parvenir les procès verbaux de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur tenue.
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Fournir le résultat des indicateurs d'évaluation de l'année N -1 tels que précisés à l'article 4.2, avant le 30 mai de l'année N.
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées en amont ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

2.6. Obligations administratives

L'Agence informe la Région des différentes phases de recrutement de deux stagiaire(s) ou alternant(s) conformément aux dispositions de l'article 2.2 de la présente convention et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans son déroulement.

L'Agence s'engage également à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter la réglementation des marchés publics, à savoir les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…).

2.7. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l'Agence s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'Agence autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur ces projets. Toute utilisation ou exploitation commerciale de ces projets par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.
La taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

L'Agence s'engage à mettre à disposition toutes données utiles et ouvertement disponibles en vue d'alimenter l'open data de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, l'organisme s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'organisme dans sa démarche.

Lorsque les actions subventionnées comprennent la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, DVD, ou tout autre support), l'organisme s'engage à :
- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication,
- mettre à disposition de la Région une version numérique de chaque support réalisé,
- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne en charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'organisme s'engage en application du présent article.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS FINANCIERS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement l'Agence par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à l'Agence par la commission permanente du conseil régional.

Le montant de la subvention régionale pour la période du 1er novembre 2017 au 31 décembre 2018 s'établit à 1 M€.

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de chaque subvention annuelle par l'assemblée régionale, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de chaque subvention annuelle est effectué sur demande du bénéficiaire.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances à valoir sur les paiements prévus.

Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

Les versements d'avances se font sur présentation d'un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme.

3.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention annuelle ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos ;
- un justificatif de recrutement des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut, en application de la présente convention, être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'organisme bénéficiaire. Le versement du solde, est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels de l'organisme.

ARTICLE 3.5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er novembre 2017 et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : SUIVI DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET ÉVALUATION DES ACTIONS

4.1 Comités de suivi

Afin d'assurer le suivi et le bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention, la Région et l'Agence s'engagent à créer un comité de pilotage qui se réunira à minima une fois par an et autant que de besoin, sous la présidence conjointe .du DGA de la Région chargé de développement économique, de l'emploi et de la formation et du Directeur/rice de l'Agence. Ce comité pourra s'appuyer sur diverses instances existantes ou à venir de l'Agence.

Un comité technique sera également créé, composé des services de la Région et de l'Agence chargés du suivi opérationnel des engagements. Il se réunira autant que de besoin, à minima une fois dans l'année.

Ce comité technique est notamment chargé de préparer le programme d'actions relevant des objectifs communs à l'organisme et à la Région, le budget et sa mise en œuvre, le suivi des indicateurs et les travaux relatifs à l'évaluation des actions.

Un compte rendu de réunions est transmis à l'organisme par les services de la Région, Pôle Développement Economique, Direction de la Stratégie et des territoires, Service du Développement Territorial.

4 .2 Evaluation des actions et suivi des indicateurs

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par l'Agence au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, tels que précisés en annexe de la présente convention. Ce suivi sera réalisé via les informations transmises par l'Agence à la Région.

La liste des informations et des indicateurs de suivi est susceptible d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région ou de l'Agence. L'objectif est de disposer de données de réalisation à travers notamment l'alimentation d'indicateurs quantitatifs, qualitatifs, fiables et sincères collectés par l'Agence. Ces tableaux devront être renseignés et transmis à la Région au plus tard le 1er mai (pour l'année N-1).

Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la région dans le cadre du comité technique de suivi.

Ces tableaux d'indicateurs sont assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'organisme pour les atteindre.

Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'Agence ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'Agence.

Les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'Agence. Ils sont présentés en annexe du rapport soumis au vote des élus de la Région pour l'affectation du solde de la subvention régionale de l'année N.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue du 1er novembre 2017 au 31 décembre 2021.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'Agence et par la Commission permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'Agence. Dans ce cas, la Région adresse à l'Agence une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'Agence la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Agence par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et à la restitution totale ou partielle de la subvention déjà perçue par l'Agence.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'Agence. La Région se réserve le droit d'exiger également la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal administratif de Paris

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……	Le ……
Pour la Région,	Pour l'Agence, Seine-et-Marne Développement
la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,	le Président,

Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS :
Annexe budgétaire prévisionnelle 1er novembre 2017- 31 décembre 2018, plan d'actions et indicateurs de suivi et d'évaluation.

BUDGET PREVISIONNEL DU 1er NOVEMBRE 2017 AU 31 DECEMBRE 2018

AXE/ACTION	DESCRIPTIF	COUT (en €)	PRISE EN CHARGE PAR LA REGION Montant (en €)	Indicateurs d'évaluation
AXE 1 ANIMATION TERRITORIALE				
OBJECTIF 1: Contribuer à la mise en oeuvre, au développement et à l'animation ***Animation territoriale et ingénierie de projets sur les 5 bassins d'emploi . Pour les 2 autres bassins interdépartementaux (Grand Roissy-Le Bourget et Porte Sud du Grand Paris) les animateurs du 77 des BE NE77 et GPS seront associés à la démarche mise en oeuvre par l'agence Essonne-Développement et par le GIP de Roissy renouvelé (GIP Emploi de Roissy CDG)***	* Soutenir la structuration des 5 bassins d'emploi (Sud 77, Est 77, Centre 77, Marne La Vallée, Nord Est 77) * Participer à la structuration et le développement des 2 bassins interdépartementaux que sont Porte Sud du Grand Paris et Grand Roissy-Le Bourget en partenariat avec Essonne Développement , l'Agence Essonnienne et le GIP Emploi renouvelé (GIP emploi de Roissy CDG) * Participer aux instances des bassins d'emploi * Accompagner l'émergence d'une stratégie de développement partagée et sa déclinaison opérationnelle entre les acteurs du Bassin d'emploi * Mutualiser les services et les compétences et contribuer à simplifier les circuits de décisions * Etablir un relais d'information entre la Région et les EPCI * Améliorer la lisibilité des outils/dispositifs d'intervention pour les acteurs socio-économiques en lien avec les guichets actifs	575 350,00	460 280,00	* Nombre de bassins d'emploi accompagnés * Nombre de réunions relatives aux Bassins d'emploi auxquelles l'Agence a participé * Nombre et types d'acteurs impliqués * Conception et mise en oeuvre des outils de pilotage et de suivi * Livraison des travaux fournis par l'Agence pour la mise en place des Bassins (analyses, fiches, CR, etc)
OBJECTIF 2: consolider les partenariats et les compétences des territoires en faveur du développement territorial	*Animer et gérer le programme LEADER Sud 77 *Contribuer à la mise en réseau des clubs et associations d'entreprises * Consolider les partenariats autour de l'emploi, de la formation et de la créativité avec les Maisons de l'emploi (actions collectives en faveur des entreprises du territoire sur des thématiques variées (internationalisation, numérique, innovation, développement durable, etc), en lien avec les structures expertes de ces questions (CCI, CMA, CPME, Business France, …) *Professionnaliser les acteurs du développement territorial dans un objectif de montée en compétences et d'évolution des pratiques	248 000,00	87 000,00	* Nombre et types de projets réalisés dans le cadre du programme Leader * Nombre et types de réseaux d'entreprises mobilisés * Nombre et type d'actions collectives menées conjointement avec des partenaires locaux (consulaires, clubs d'entreprises, MEVO, PRE, Direccte, etc) * Nombre et type d'actions de professionnalisation mis en oeuvre et taux de participation
AXE 2 MARKETING ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE				

Objectif 1: accompagner l'implantation de prospects sur le territoire seine-et-marnais	* Identifier les opportunités d'implantation sur le territoire de la Seine-et-Marne en lien avec les EPCI et les professionnels de l'immobilier pour faciliter l'implantation * Actualiser et mettre à disposition des EPCI la base de données recensant les projets et les sites d'implantation * En lien avec PRE relayer les dossiers d'implantation internationaux	233 900,00	75 300,00	* Nombre, type et origine de la demande ou opportunité d'implantation identifiée * Fourniture semestrielle (janvier et juillet) des fichiers qualifiés des entreprises accompagnées (caractéristique de l'entreprise, type accompagnement proposé, implantations envisagées ou actées …) * Bilan semestriel (janvier et juillet) des missions et déplacements réalisés à l'étranger avec programme, liste des participants, etc. * Nombre et type d'utilisateurs de la base de données
Objectif 2: renforcer le marketing territorial, la promotion économique de la Seine-et-Marne	* Valoriser l'économie de la Seine-et-Marne et les atouts du territoire dans l'offre globale d'attractivité proposée par PRE et au sein d'évènements de portée nationale ou régionale (construction d'argumentaires; actions de promotion...) * Mutualiser des opérations de marketing et de promotion territorial avec les EPCI * Contribuer aux opérations de promotion internationale de l'économie régionale notamment dans le cadre de l'alliance Hubstart	242 600,00	60 000,00	* Réalisation des supports, publications, argumentaires rédigés pour valoriser l'économie seine-et-marnaise * Bilan des missions et déplacements réalisés à l'étranger avec programme, liste des participants, etc.
Objectif 3: soutenir les filières stratégiques et favoriser le rapprochement avec les pôles de compétitivité	*Poursuivre l'animation et le développement des filières stratégiques du département sur les bassins d'emploi * Poursuivre l'animation des filières prioritaires du programme Hubstart Paris (aviation, tourisme d'affaires, logistique)	283 000,00	73 000,00	* Type de filières et de pôles de compétitivité mobilisés par l'Agence * Nombre et type d'actions partenariales engagées avec les pôles de compétitivité
Objectif 4: Favoriser l'implantation de projets structurants afin de renforcer l'attractivité du territoire	* Accompagner l'émergence et la mise en œuvre de démonstrateurs et projets strucutrants en capacité d'améliorer l'offre territoriale et l'attractivité du territoire (agro-produits, routes, matériaux bio-sourcés, bâtiments à énergie positive…)	67 200,00	33 600,00	* Nombre et type de projets identifiés, accompagnés et réalisés
Objectif 5: renforcer l'accès aux tiers-lieux de Seine-et-Marne	* Poursuivre l'animation et le développement du programme "Initiatives Télécentres 77" et de son réseau "Club des Tiers-lieux IT77"	67 200,00	13 440,00	* Nombre de tiers-lieux adhérents au réseaux * nombre et type d'actions collectives mise en oeuvre * Evolution du taux de fréquentation des tiers-lieux
SUPPORT				
Frais de fonctionnement (gouvernance et pilotage)		560 000,00	197 380,00	
FINANCEMENT REGION			**1 000 000,00**	
FINANCEMENT DEPARTEMENT			**993 210,00**	
FINANCEMENT EPCI			**284 040,00**	
TOTAL		**2 277 250,00**	**2 277 250,00**	

Convention d'objectifs et de moyens avec Essonne Développement

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017-2021

ENTRE LA RÉGION ILE DE FRANCE ET L'AGENCE ESSONNE DÉVELOPPEMENT

ENTRE

La Région d'Ile-de-France,
Dont le siège social est situé à 75007 Paris, 33 Rue Barbet de Jouy,
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

L'Association Essonne Développement,
Dont le n° SIRET est 38948786900023 à préciser
Dont le siège social est situé à 91000 EVRY, 9 Cours Blaise Pascal,
Représenté par son Président, Monsieur Patrick IMBERT
Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

Préambule

Les changements importants induits simultanément par les lois dites Maptam (loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) et NOTRe (loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République) ont conduit la Région, le Département et Essonne Développement à une réflexion commune de redéploiement du développement territorial.

La Région, dont les compétences sont renforcées, s'est dotée le 14 décembre 2016 d'une stratégie économique globale #leader pour la période 2017-2021, prescriptive, avec l'ambition de renouveler en profondeur l'action régionale au service de la croissance, de l'emploi et de l'innovation.

Le Département, qui contribue au développement du territoire essonnien, en complémentarité avec la Région et dans le respect du nouveau cadre législatif, a adopté des actions prioritaires figurant dans la convention de partenariat votée respectivement les 27 mars et 17 mai 2017 par les Assemblées départementale et régionale.

Essonne Développement inscrit son action dans la mise en œuvre des stratégies régionale et départementale. Par décision de son conseil d'administration le 25 novembre 2016, elle a entériné le principe de sa mutation en « Agence de territoires » tout en se structurant autour d'un socle de missions : l'animation et ingénierie territoriale, la promotion des territoires et l'accompagnement techniques des territoires. Ce cadre d'interventions est respectueux des partenariats et des missions engagés depuis longue date avec les acteurs du développement économique et territorial.

L'agence pourra poursuivre des missions soutenues par le Département et financées par ce dernier. D'autres sources de financement seront recherchées pour financer l'activité de l'Agence auprès d'autres acteurs locaux, notamment les EPCI et le réseau consulaire.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les engagements de l'Agence dans le cadre du partenariat avec la Région et de la mise en œuvre du SRDEII 2017-2021 autour de 3 axes stratégiques déclinés ci-après :

Axe 1 : Attractivité et appui à l'implantation des entreprises

L'attractivité d'un territoire est liée à plusieurs composantes dont notamment l'accessibilité, les infrastructures, le réseau très haut débit, le cadre de vie. Dans sa dimension économique, elle consiste à attirer des entreprises, des investisseurs et des compétences en s'appuyant sur les forces et atouts d'un territoire et en mobilisant l'ensemble des acteurs dans une stratégie intégrée.

En complémentarité avec l'action de Paris Région Entreprises, l'Agence contribuera à la mise en œuvre de la stratégie régionale d'attractivité définie dans le SRDEII.

⇨ **Objectif 1 : Renforcer le marketing territorial**

- Valoriser l'économie de l'Essonne et les atouts du territoire dans l'offre globale d'attractivité proposée par PRE
- Construire des argumentaires visant à accroître la visibilité et la notoriété du territoire auprès des prospects
- Promouvoir la marque Paris Région

⇨ **Objectif 2 : Accompagner l'implantation de prospects sur les territoires essonniens**

- Identifier des prospects, notamment par le biais des réseaux à l'étranger tissés par Essonne Développement depuis sa création, et faire le relais avec PRE
- Identifier les opportunités d'implantation sur les territoires de l'Essonne en lien avec les EPCI
- Accueillir les prospects intéressés par l'Essonne (contribution à l'organisation de business tour, mise en relation avec le monde de l'enseignement supérieur, du tourisme, etc).
- Faire l'interface avec les acteurs locaux, et notamment les EPCI, pour faciliter l'implantation des entreprises.

Les actions de promotion du territoire relèveront d'un financement départemental et intercommunal (présence au SIMI, au MIPIM, plaquettes de communication, etc). De même, l'Agence continuera à mettre en œuvre les actions de coopération décentralisée du département, sans que la Région ne participe à leur financement.

⇨ **Objectif 3 : Faire de l'enseignement supérieur et de la recherche des vecteurs de développement**

L'Essonne constitue un espace privilégié de localisation pour les activités scientifiques de haut niveau avec plus de 40 000 étudiants au sein de deux universités, Evry Val d'Essonne et Paris Saclay, dans laquelle s'insère un nombre croissant de grandes écoles (Polytechnique, Central Supélec, Télécom sud Paris….) et de centres de recherche. Ce constat primordial de richesses potentielles ne suffit pas, il est utile de le bonifier, ceci impliquant une mise en œuvre opérationnelle.

Dans ce contexte, en partenariat avec la Région, Essonne Développement s'engage à :

- ✓ Inscrire davantage le monde de l'enseignement et de la recherche dans le développement économique des territoires,

- ✓ Renforcer le dialogue entre les acteurs économiques et le monde de l'enseignement pour tendre vers une meilleure adéquation entre les besoins en compétences et l'offre de formation,
- ✓ Accompagner l'adaptation du tissu économique et des territoires aux transformations majeures issues des grandes mutations technologiques et sociétales (numérisation de l'économie, transition énergétique, économie circulaire, nouvelles formes de production pour maintenir des capacités locales…).

Axe 2 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs

Essonne Développement, de par sa connaissance de l'écosystème essonnien peut contribuer à la mise en réseau des acteurs et à leur animation dans le cadre d'une gouvernance repensée à l'échelle des Bassins d'emploi.

⇨ Objectif 4 : Favoriser la mise en réseaux des acteurs économiques de l'Essonne

Essonne développement inscrit son action dans une logique de coopérations interterritoriales :

- Animer un réseau essonnien des techniciens du développement économique, « Eco'Réseau ». Lieu de dialogue naturel entre les professionnels du développement économique et les partenaires territoriaux et régionaux, ce réseau répondra à des objectifs d'information, d'échange de bonnes pratiques et de montée en compétences. L'ambition est d'utiliser cet outil d'animation de proximité à la fois pour diffuser les politiques publiques d'intervention et dynamiser la mutualisation des projets et les relations interdépartementales. Essonne Développement associera la Région Ile-de-France, et lorsque cela est pertinent Paris Region Entreprises, aux réunions du réseau. Ces réunions pourront intégrer la présentation des politiques et aides régionales.
- Concevoir des actions collectives en faveur des entreprises du territoire sur des thématiques variées (internationalisation, numérique, innovation, développement durable, etc), en lien avec les structures expertes de ces questions (CCI, CMA, CPME, Business France, …)
- Contribuer à la mise en réseau des clubs et associations d'entreprises
- Soutenir les filières stratégiques et favoriser leur rapprochement avec les pôles de compétitivité

⇨ Objectif 5 : Contribuer à la mise en œuvre, au développement et à l'animation des Bassins d'emploi

Lieu de mutualisation d'actions pour les intercommunalités, Essonne développement s'engage à être un relais pertinent et performant de la territorialisation de la stratégie régionale par :

- Le soutien à la structuration du Bassin Sud 91, au titre de ses précédentes missions d'animation du Pacte Sud 2012-2016
- La participation aux instances des Bassins Porte Sud du Grand Paris, Versailles-Saclay et Grand Orly Seine-Bièvre
- L'accompagnement à l'émergence d'une stratégie partagée entre les acteurs des Bassins
- Suivre la mise en œuvre des actions communes

AXE 3 : Accompagnement technique des territoires et appui aux projets de développement porteurs d'emplois

Essonne Développement a accompagné depuis plus d'une décennie les décideurs locaux, en concentrant son action sur l'excellence des projets et leurs effets d'entrainement et en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour limiter les phénomènes de décrochage.

Conformément au SRDEII, l'Agence ne pourra désormais plus accompagner les projets de développement individuels des entreprises.

L'Agence pourra en revanche apporter un soutien en ingénierie aux grands projets structurants du territoire.

⇨ Objectif 6 : Accompagner en ingénierie les territoires

L'agence est liée aux intercommunalités essonniennes par un système de conventionnement annuel. Elle s'appuie sur des partenariats de long terme, un ancrage local fort, une lecture précise des particularités de l'économie essonnienne et des réseaux de décideurs publics et privés pour proposer des stratégies propices au maintien et à la création d'emplois.

Dans l'objectif d'une efficacité renforcée du développement économique régional, Essonne Développement poursuivra ces missions d'analyse et d'étude de proximité, d'appui à la définition des stratégies locales, d'ingénieries technique et financière dans la conduite de projets, de cohérence et de pertinence des actions engagées.

⇨ Objectif 7 : Agir en faveur d'une amélioration des équipements et infrastructures d'accueil des entreprises

La qualité et le maillage fin des infrastructures d'accueil sont sources de performance. De par la loi, les intercommunalités ont une responsabilité exclusive dans ces domaines et elles devront être en mesure d'apporter des réponses adaptées par leurs outils propres ou par des outils adaptés.

Partenaire des collectivités, Essonne Développement s'attachera à créer les conditions d'une offre territoriale attractive et pérenne :

- ✓ Prolonger l'action initiée en faveur du développement des tiers-lieux,
- ✓ Mettre en place les outils nécessaires pour aider à la réhabilitation de friches industrielles et commerciales.

Essonne Développement apportera une réponse personnalisée aux besoins des territoires, en s'appuyant à la fois sur les dispositifs régionaux et intercommunaux actifs et les acteurs dont l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France.

⇨ Objectif 8 : Appuyer le développement des grands projets du territoire

L'observation des localisations des activités économiques en Ile-de-France montre des spécialisations et des concentrations sur certains territoires, dont l'Essonne. Ces pôles ou projets structurants participent au rayonnement de l'Ile-de-France dans le cadre de la SRDEII

Essonne Développement, dans le cadre de son partenariat avec la Région, s'engage à maximiser les effets levier de ces sites stratégiques :

- ✓ Aider le développement des pôles économiques et technologiques existants : Evry Génopole, Massy, Orly…)
- ✓ Concourir au déploiement des sites stratégiques : Paris Saclay, ex-base aérienne 217 de Brétigny/Orge, ex-hippodrome de Ris-Orangis…

⇨ **Objectif 9 : Accompagner les projets de clusters à vocation régionale**

Le nouveau modèle économique se traduit par un bouleversement des pratiques de production, la nécessité d'innover rapidement et de développer des coopérations entre des entreprises de tailles et de secteurs différents. Pour construire un développement économique ancré dans les territoires, l'enjeu est d'accompagner efficacement l'adaptation des tissus économiques locaux aux transformations majeures qui les impactent. Le cluster peut constituer en ce sens un outil approprié.

Essonne Développement dispose depuis plusieurs années d'une expertise spécifique en matière de montage de cluster : réflexion, financement, structuration juridique, animation.

A ce titre, l'Agence poursuivra son implication dans le cluster « Drones Paris Région » de façon à accompagner sa montée en puissance à l'échelle régionale et pourra contribuer à l'émergence d'expérimentations dans d'autres filières : cluster sport loisirs, Security Park, silver économie.

Ces clusters doivent impérativement s'inscrire dans les filières du SRDEII, être articulés avec les pôles de compétitivité, et avoir à terme un rayonnement régional.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2.1. La réalisation des objectifs :

L'Agence s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'article 1 ;
- rechercher ou développer de nouveaux partenariats publics ou privés et à tenir informés les représentants de la Région. Seront à ce titre sollicités notamment les EPCI de l'Essonne et le réseau consulaire (CCI et CMA) ;
- poursuivre et renforcer la recherche de financements pour les actions concourant aux missions fondatrices de l'Agence. Des contributions financières seront recherchées auprès des EPCI à cet égard. Le temps consacré à la recherche de financements spécifiques ne devra toutefois pas se faire au détriment de la mise en œuvre des missions visées à l'article 1.

2.2. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n°CR 08-16 du 18 février 2016, l'Agence s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois par année de la convention.

Le bénéficiaire saisira les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui seront communiquées par la Région.

2.3 Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité

En vertu de la Charte régionale de la laïcité, adoptée par la délibération n°CR 2017-51, et qui entend promouvoir et faire respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité dans tous les champs de son intervention, le bénéficiaire s'engage à signer cette Charte.

2.4. La réalisation d'un programme annuel d'actions

L'Agence s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail annuel défini d'un commun accord avec la Région.

A cette fin, l'organisme s'engage à adresser à la Région, au plus tard le 30 septembre de l'année N, ses propositions pour le programme d'actions de l'année N+1. Après divers échanges et réunions de travail sur le sujet, le programme annuel d'actions finalisé sera transmis à la Région dès son vote en Conseil d'administration.

La réalisation du programme de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région, sur la base des indicateurs définis en annexe de la présente convention.

2.5. Le cadre budgétaire et comptable

L'Agence s'engage à :

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- Présenter une programmation budgétaire triennale avec pour objectif la maîtrise des charges de structure ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et associations ;
- Adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 1 et en annexe ;
- Fournir annuellement à la Région :

  a) au plus tard avant le 1er décembre de l'année N-1, l'avant-projet de budget de l'année à venir et l'avant-projet de programme d'actions annuel ;

  b) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;

  c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N,

  - les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos et notamment un compte emploi ressources ;
  - le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

  d) au plus tard avant le 30 juin de l'année N, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes.

2.6. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'Agence s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (assemblée générale, conseil d'administration, ou toute autre instance à venir) dans les délais prévus par les statuts régissant l'organisme.

- Faire parvenir les procès-verbaux de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur tenue.
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Fournir les indicateurs d'évaluation de l'année N -1 tels que précisés à l'article 4.2, avant le 30 mai de l'année N.
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées en amont ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

2.7. Obligations administratives

L'Agence informe la Région des différentes phases de recrutement de deux stagiaire(s) ou alternant(s) conformément aux dispositions de l'article 2.2 de la présente convention et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans son déroulement.

L'Agence s'engage également à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter la réglementation des marchés publics, à savoir les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…).

2.8. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l'Agence s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'Agence autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur ces projets. Toute utilisation ou exploitation commerciale de ces projets par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.
La taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

L'Agence s'engage à mettre à disposition toutes données utiles et ouvertement disponibles en vue d'alimenter l'open data de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, l'organisme s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'organisme dans sa démarche.

Lorsque les actions subventionnées comprennent la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, DVD, ou tout autre support), l'organisme s'engage à :
- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication,
- mettre à disposition de la Région une version numérique de chaque support réalisé,
- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne en charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'organisme s'engage en application du présent article.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS FINANCIERS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement l'Agence par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à l'Agence par la commission permanente du conseil régional.

Le montant de la subvention régionale pour la période du 1er novembre 2017 au 31 décembre 2018 s'établit à 1 M€.

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de chaque subvention annuelle par l'assemblée régionale, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de chaque subvention annuelle est effectué sur demande du bénéficiaire.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances à valoir sur les paiements prévus.

Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

Les versements d'avances se font sur présentation d'un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme.

3.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention annuelle ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos ;
- un justificatif de recrutement des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ;
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut, en application de la présente convention, être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'organisme bénéficiaire. Le versement du solde, est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels de l'organisme.

ARTICLE 3.5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er novembre 2017 et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : SUIVI DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET ÉVALUATION DES ACTIONS

4.1 Comités de suivi

Afin d'assurer le suivi et le bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention, la Région et l'Agence s'engagent à créer un comité de pilotage qui se réunira a minima une fois par an et autant que de besoin, sous la présidence conjointe du DGA de la Région chargé de développement économique, de l'emploi et de la formation et du Directeur/rice de l'Agence.

Ce comité pourra s'appuyer sur les instances existantes ou à venir de l'Agence.

Un comité technique sera également créé, composé des services de la Région et de l'Agence pour assurer le suivi opérationnel des engagements. Il se réunira autant que de besoin et à minima 2 fois dans l'année.

Ce comité technique est notamment chargé de préparer le programme d'actions relevant des objectifs communs à l'organisme et à la Région, le budget et sa mise en œuvre, le suivi des indicateurs et les travaux relatifs à l'évaluation des actions.

Un compte rendu de réunions est transmis à l'organisme par les services de la Région, Pôle Développement Economique, Direction de la Stratégie et des territoires, Service du Développement Territorial.

4 .2 Evaluation des actions et suivi des indicateurs

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par l'Agence au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, tels que précisés à en annexe de la présente convention. Ce suivi sera réalisé via les informations transmises par l'Agence à la Région.

La liste des informations et des indicateurs de suivi est susceptible d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région ou de l'Agence. L'objectif est de disposer de données de réalisation à travers notamment l'alimentation d'indicateurs quantitatifs, qualitatifs, fiables et sincères collectés par l'Agence. Ces tableaux devront être renseignés et transmis à la Région au plus tard le 1er mai (pour l'année N-1).

Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la région dans le cadre du comité technique de suivi.

Ces tableaux d'indicateurs sont assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'organisme pour les atteindre.

Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'Agence ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'Agence.

Les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'Agence. Ils sont présentés en annexe du rapport soumis au vote des élus de la Région pour l'affectation du solde de la subvention régionale de l'année N.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue du 1er novembre 2017 au 31 décembre 2021.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'Agence et par la Commission permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse à l'Agence une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'Agence la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Agence par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et à la restitution totale ou partielle de la subvention déjà perçue par l'Agence.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'Agence. La Région se réserve le droit d'exiger également la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants ou en cas de non-respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal administratif de Paris.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le …….

Pour la Région,

la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,

Valérie PECRESSE

Le …….

Pour l'Agence Essonne Développement

le Président,

Patrick IMBERT

Annexe budgétaire prévisionnel 1er novembre 2017- 31 décembre 2018, plan d'actions et indicateurs de suivi et d'évaluation

BUDGET PREVISIONNEL ESSONNE DEVELOPPEMENT NOVEMBRE 2017/DECEMBRE 2018

AXES		AXES DE CONVENTION % REGION	BUDGET ACTION	FINANCEMENT REGION	CRITERES D'EVALUATION
AXE 1	**Attractivité et Appui à l'implantation des entreprises**			**194308**	
OBJ1	**Renforcer le marketing territorial:** valoriser l'Essonne et ses atouts lors de salons ou événements (financement CD91/EPCI)	**OUI** **0**%		0	- livraison des supports, publications, argumentaires rédigés pour valoriser l'économie essonnienne - nombre d'événements où la marque Paris Région a été promue - nombre d'opérations de promotion internationale auxquelles l'Agence a participé avec d'autres acteurs franciliens.
OBJ2	**Accompagner l'implantation de prospects sur les territoires essonniens** en coordination avec PRE: identification de prospects; identification de lieux d'implantation avec les EPCI; accueil de prospects; servir d'interface	**OUI** 45%		69422	- nombre de prospects identifiés et relayés à PRE - nombre de prospects/délégations accompagnés sur le territoire en coordination avec PRE - nombre de projets d'implantation accompagnés et nombre d'emplois associés - fourniture semestrielle (janvier et juillet) des fichiers qualifiés des entreprises accompagnées (caractéristique de l'entreprise, type accompagnement proposé, implantations envisagées ou actées …) - bilan des missions et déplacements réalisés à l'étranger avec programme, liste des participants, etc.
	BUDGET ACTIONS ANNUEL		15 000	6750	
OBJ3	**Faire de l'enseignement supérieur et de la recherche des vecteurs de développement** (ENSIEE, Cifre expérimentions - Lien universités /entreprises/ contrats d'apprentissages + alternance, accueil d'étudiants étrangers.)	**OUI** 100%		77136	nombre et type de mises en relation opérées entre le monde économique et le monde de l'enseignement supérieur
	BUDGET ACTIONS ANNUEL		41 000	41000	
AXE 2	**Animation territoriale et mise en réseau des acteurs**			**198132**	
OBJ4	**Favoriser la mise en réseau des acteurs économiques de l'Essonne:** animation des acteurs du développement économique, actions collectives thématiques en faveur des entreprises, mise en réseau des clubs et associations; soutien aux filières stratégiques coopération interterritoriales Eco Réseaux/Eco Tours..	**OUI** 50%		77136	- nombre d'actions collectives menées conjointement avec des partenaires locaux (consulaires, clubs d'entreprises, MEVO, PRE, Direccte, etc) - Nombre d'écotours et contenus - liste des filières et des pôles de compétitivité suivis par l'Agence
	BUDGET ACTIONS ANNUEL		50 000	25000	
OBJ5	**Contribuer à la mise en œuvre et au développement des Bassins d'emploi:** soutenir la structuration du bassin SUD 91; participer aux instances des bassins Porte Sud du Grand Paris, Versailles Saclay et Grand Orly Seine Bièvres; accompagner l'émergence d'une stratégie de bassins; suivre la mise en œuvre des actions communes	**OUI** 70%		53996	- nombre de réunions relatives aux Bassins d'emploi auxquelles l'Agence a participé - livraison des travaux fournis par l'Agence pour la mise en place des Bassins (analyses, fiches, CR, etc)
	BUDGET ACTIONS ANNUEL		60 000	42000	

AXE 3	**Accompagnement technique des territoires et appui aux projets de développement porteurs d'emplois**			**170560**	
OBJ6	**Accompagner en ingénierie les territoires** : analyses et études de proximité, appui à la définition de stratégies locales, ingénierie technique et financière dans la conduite de projets	**OUI** 45%		34711	- liste des grands projets de territoire suivis par l'Agence et descriptif succinct (échelle, nombre d'acteurs impliqués, thématique, calendrier, etc)
	BUDGET ACTIONS ANNUEL		30 000	13500	
OBJ7	**Agir en faveur d'une amélioration des équipements et infrastructures d'accueil des entreprises (partenariat EPFIF)** : tiers lieux, réhabilitation de friches industrielles et commerciales	**OUI** 50%	1	34711	
	BUDGET ACTIONS ANNUEL		20 000	10000	
OBJ8	**Appuyer le développement des grands projets du territoire:** aider le développement des pôles économiques et technologiques existants; concourir au déploiement des sites stratégiques	**OUI** 45%	1	34711	
	BUDGET ACTIONS ANNUEL		30 000	13500	
OBJ9	**Accompagner les projets de clusters à vocation régionale: préfiguration de clusters;** poursuite de l'implication dans le cluster "Drones Paris Region" pour accompagner sa montée en puissance; et expérimentation d'autres filières (Hlab, sport, préfiguration du cluster silver économie...)	**OUI** 20%	1	15427	
	BUDGET ACTIONS ANNUEL		70 000	14000	
	BUDGET FONCTIONNEMENT ANNUEL	**OUI** 45%		**437000**	
	Frais de personnel administratif chargé = 4 ETP (Comptabilité, communication, secrétariat général + DG)			211971	
	Frais de fonctionnement annuels			157500	
TOTAL FINANCEMENT REGION				**1000000**	
FINANCEMENT CD 91				**1166000**	
FINANCEMENT EPCI				169166	
TOTAL BUDGET AGENCE				**2335166**	

Convention d'objectifs et de moyens avec le Comité d'expansion économique du Val d'Oise (CEEVO)

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017-2021

ENTRE LA RÉGION ILE DE FRANCE ET LE COMITE D'EXPANSION ECONOMIQUE DU VAL D'OISE (CEEVO)

ENTRE

La Région d'Ile-de-France,
Dont le siège social est situé à PARIS – 33 Rue Barbet de Jouy 75007– Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

Le Comité d'expansion économique du Val d'Oise,
Dont le n° SIRET est 31528096600039
Dont le siège social est situé à CERGY – 2, Avenue du Parc – CS 20201 CERGY – 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX.

représenté par son Président, Monsieur Philippe SUEUR,
Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

Préambule

Les changements importants induits simultanément par les lois dites Maptam (loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) et NOTRe (loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République) ont conduit la Région, le Département et le CEEVO à une réflexion commune portant sur le redéploiement de leurs actions en faveur du développement territorial.

La Région, dont les compétences sont renforcées, s'est dotée le 14 décembre 2016 d'une stratégie économique globale #leader pour la période 2017-2021, prescriptive, avec l'ambition de renouveler en profondeur l'action régionale au service de la croissance, de l'emploi et de l'innovation.

Le CEEVO œuvre depuis sa création en 1973 au développement et à la promotion du territoire du Val d'Oise. Afin d'inscrire son action dans le cadre des nouvelles orientations régionales et départementales, il a engagé sa transformation en agence des territoires en faisant évoluer sa gouvernance et son champ d'activité.

Pour financer son activité, le CEEVO pourra solliciter le soutien financier des acteurs territoriaux intéressés par son action, au premier rang desquels figurent la Région, le Département et les EPCI, chacun intervenant en fonction de son propre champ de compétence.

L'activité du CEEVO s'organise désormais autour de six principaux axes :

- Axe 1 : attractivité et appui à l'implantation d'entreprises
- Axe 2 : appui aux projets de développement porteurs d'emploi
- Axe 3 : animation territoriale et mise en réseau des acteurs

- Axe 4 : aménagement économique des territoires
- Axe 5 : observation économique, analyses et études
- Axe 6 : interventions pour l'emploi/la formation/l'enseignement supérieur

Ainsi, en cas de soutien régional, celui-ci portera uniquement sur les trois premiers axes.

L'Agence pourra cependant poursuivre des missions confiées par le Département et financées par ce dernier. D'autres sources de financements seront recherchées pour financer l'activité de l'Agence.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les engagements de l'Agence dans le cadre du partenariat avec la Région et de la mise en œuvre du SRDEII 2017-2021 autour de 3 axes stratégiques déclinés ci-après :

Axe 1 : Attractivité et appui à l'implantation d'entreprises
En complémentarité avec l'action de Paris Région Entreprises, l'Agence contribuera à la mise en œuvre de la stratégie régionale d'attractivité définie dans le SRDEII.

⇨ **Objectif 1 : Renforcer le marketing territorial**
- Valoriser l'économie du Val d'Oise et les atouts de son territoire dans l'offre globale d'attractivité de la Région proposée par PRE
- Construire des argumentaires visant à accroître la visibilité et la notoriété du territoire auprès des prospects
- Promouvoir la marque Paris Région
- Contribuer aux opérations de promotion internationale de l'économie régionale, notamment dans le cadre de l'alliance Hubstart

⇨ **Objectif 2 : Accompagner l'implantation de prospects sur les territoires valdoisiens**
- Identifier des prospects, notamment par le biais des réseaux à l'étranger tissés par le CEEVO depuis sa création, et faire le relais avec PRE
- Identifier les opportunités d'implantation sur les territoires du Val d'Oise en lien avec les EPCI
- Accueillir les prospects intéressés par le Val d'Oise (contribution à l'organisation de Business Tours, mise en relation avec le monde de l'économie territoriale, de l'enseignement supérieur, du tourisme, etc).
- Assurer l'interface avec les acteurs locaux, et notamment les EPCI, les aménageurs et les commercialisateurs, pour faciliter l'implantation des entreprises.

Le CEEVO peut se prévaloir d'une connaissance approfondie de certains marchés étrangers et notamment du marché japonais. A ce titre, il pourra être force de proposition auprès de PRE pour mener des opérations de promotion de l'économie régionale, en particulier au Japon, ainsi que pour réaliser des actions de prospection.

Les actions de promotion du territoire relèveront d'un financement départemental et intercommunal (présence au SIMI, au MIPIM, plaquettes de communication, etc). De même, l'Agence continuera à mettre en œuvre et à accompagner les actions extérieures des collectivités territoriales et de coopération décentralisée du Département, sans que la Région ne participe à leur financement.

Axe 2 : Appui aux projets de développement porteurs d'emploi
L'Agence ne pourra désormais plus intervenir pour la mise en place de prestations d'ingénierie dans le cadre des projets de développement individuels des entreprises pour le compte de la Région puisque le SRDEII ne prévoit pas de confier aux agences un rôle en la

matière. Elle sera en revanche mobilisée pour apporter de l'ingénierie dans le cadre des grands projets structurants du territoire.

⇨ **Objectif 1 : Aider au développement des pôles économiques et technologiques du territoire**

L'Agence contribuera à la mise en valeur des pôles économiques et technologiques du territoire découlant de la stratégie régionale #Leader.
Il s'agit notamment de contribuer au renforcement des pôles économiques structurants mis en avant dans le SRDEII (Cergy-Pontoise/ Confluence, Argenteuil, Grand Roissy - le Bourget en lien avec l'alliance Hubstart Paris Région etc.)

⇨ **Objectif 2 : Accompagner les projets de clusters à vocation régionale,**

L'Agence apportera son appui à l'émergence de nouveaux clusters qui auront vocation à devenir régionaux.
A ce titre, l'Agence s'impliquera fortement dans le cluster « Sécurité System Valley» de façon à accompagner sa montée en puissance à l'échelle régionale et elle pourra contribuer à l'émergence d'expérimentations dans d'autres filières.

⇨ **Objectif 3 : Appuyer le montage des grands projets du territoire**

L'Agence pourra apporter de l'ingénierie pour accompagner les grands projets du territoire (Campus international Université Paris Seine, Canal Seine Nord, Triangle de Gonesse, Vallée de la Seine, etc).

Pour ces trois objectifs, le rôle du CEEVO consistera à mettre à disposition sa connaissance du territoire et des acteurs, à favoriser les rapprochements entre les porteurs de projet les institutionnels, et les milieux économiques et académiques, et à accompagner la mise en œuvre de ces projets dans leurs différentes phases (élaboration, phase opérationnelle, évaluation, etc).

Axe 3 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs

Par sa proximité avec tous les acteurs de l'écosystème val d'oisien, l'Agence est en mesure de contribuer à la structuration de celui-ci, au rapprochement de ses acteurs et à l'animation des réseaux dans le cadre d'une gouvernance repensée à l'échelle des Bassins d'emploi.

⇨ **Objectif 1 : Favoriser la mise en réseaux des acteurs économiques du Val d'Oise**

- Concevoir et organiser des actions collectives en faveur des entreprises du territoire sur des thématiques variées (internationalisation, numérique, innovation, développement durable, sécurité etc), en lien avec les structures expertes de ces questions (Chambres consulaires, MEVO/MEDEF, CPME, Business France, Fédérations professionnelles, BPI, Pôles de Compétitivité…)
- Favoriser le rapprochement entre le monde de l'enseignement supérieur et les entreprises
- Contribuer à la mise en réseau des clubs et associations d'entreprises
- Soutenir les filières stratégiques et favoriser leur rapprochement avec les pôles de compétitivité et les clusters

⇨ **Objectif 2 : Contribuer à la mise en place, au développement et à l'animation des Bassins d'emploi**

- Soutenir la structuration des Bassins Ouest 95 et Est 95
- Participer aux instances des Bassins Ouest 95 et Est 95
- Accompagner l'émergence d'une stratégie partagée entre les acteurs des Bassins
- Suivre la mise en œuvre des actions communes pour le développement de ces Bassins
- Participer à la démarche structurée par le GIP Emploi/ Hubstart Paris Region renouvelé, sur le Bassin du Grand Roissy Le Bourget.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2.1. La réalisation des objectifs :

L'Agence s'engage à :

- apporter les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun dans le cadre du partenariat avec la Région tels que définis dans l'article 1 ;
- rechercher ou développer de nouveaux partenariats publics ou privés et à en tenir informés les représentants de la Région. Seront à ce titre sollicités, notamment, les EPCI du Val d'Oise et le réseau consulaire (CCI et CMA) ;
- poursuivre et renforcer la recherche de financements pour les actions concourant aux missions fondatrices de l'Agence. Des contributions financières seront notamment recherchées auprès des EPCI à cet égard. Le temps consacré à la recherche de financements spécifiques ne devra toutefois pas se faire au détriment de la mise en œuvre des missions visées à l'article 1.

2.2. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n°CR 08-16 du 18 février 2016, l'Agence s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois par année de la convention.

Le bénéficiaire saisira les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui seront communiquées par la Région.

2.3. Obligations relatives à la Charte régionale de la laïcité

En vertu de la Charte régionale de la laïcité, adoptée par la délibération n°CR 2017-51, et qui entend promouvoir et faire respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité dans tous les champs de son intervention, le bénéficiaire s'engage à signer cette Charte.

2.4. La réalisation d'un programme annuel d'actions

L'Agence s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail annuel, défini d'un commun accord avec la Région.

A cette fin, l'organisme s'engage à adresser à la Région, au plus tard le 30 septembre de l'année N, ses propositions pour le programme d'actions de l'année N+1. Après divers échanges et concertations sur le sujet, le programme annuel d'actions finalisé sera transmis à la Région dès son vote en Assemblée générale.

La réalisation du programme de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région, sur la base des indicateurs définis en annexe de la présente convention.

2.5. Le cadre budgétaire et comptable

L'Agence s'engage à :

- respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;

- présenter une programmation budgétaire triennale avec pour objectif la maîtrise des charges de structure ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ;
- adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 1 et en annexe ;
- fournir annuellement à la Région :

  a) au plus tard avant le 1er décembre de l'année N-1, l'avant-projet de budget de l'année à venir et l'avant-projet de programme d'actions annuel ;

  b) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;

  c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N,

  - les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos et notamment un compte emploi ressources ;
  - le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

  d) au plus tard avant le 30 juin de l'année N, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes.

2.6. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'Agence s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (Assemblée Générale, Conseil d'Administration ou toute autre instance statutaire à venir) dans les délais prévus par les statuts régissant l'organisme.
- Faire parvenir à la Région les procès-verbaux de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur tenue.
- Répondre à toute demande d'information et de document de la Région relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Fournir à la Région les résultats des indicateurs d'évaluation de l'année N -1, tels que précisés à l'article 4.2, avant le 30 mai de l'année N.
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées en amont ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

2.7. Obligations administratives

L'Agence informe la Région des différentes phases de recrutement de deux stagiaire(s) ou alternant(s) conformément aux dispositions de l'article 2.2 de la présente convention et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans son déroulement.

L'Agence s'engage également à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter la réglementation des marchés publics, à savoir les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…).

2.8. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l'Agence s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional, conformément à la charte graphique régionale.

L'Agence autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communications à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur ces projets. Toute utilisation ou exploitation commerciale de ces projets par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication édités par l'Agence au titre des actions relevant de la présente convention.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

L'Agence s'engage à mettre à disposition toutes données utiles et ouvertement disponibles en vue d'alimenter l'open data de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, l'organisme s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'organisme dans sa démarche.

Lorsque les actions subventionnées comprennent la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, DVD, ou tout autre support), l'organisme s'engage à :
- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication,
- mettre à disposition de la Région une version numérique de chaque support réalisé,
- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu, dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne en charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'Agence s'engage en application du présent article.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement l'Agence par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à l'Agence par la commission permanente du conseil régional.

Le montant de la subvention régionale pour la période du 1er novembre 2017 au 31 décembre 2018 s'établit à 1 M€.

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de chaque subvention annuelle par l'assemblée régionale, l'Agence n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si l'Agence établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, l'Agence dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de chaque subvention annuelle est effectué sur demande de l'Agence.

L'Agence peut demander le versement d'avances à valoir sur les paiements prévus.

Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

Les versements d'avances se font sur présentation d'un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'Agence.

3.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention annuelle ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'Agence de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'Agence ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'Agence signé par le représentant légal de l'Agence, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste

prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;

- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos ;
- un justificatif de recrutement des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal de l'Agence qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut, en application de la présente convention, être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'Agence. Le versement du solde, est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels de l'Agence.

ARTICLE 3.5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er novembre 2017 et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : SUIVI DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET ÉVALUATION DES ACTIONS

4.1 Comités de suivi

Afin d'assurer le suivi et le bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention, la Région et l'Agence s'engagent à créer un comité de pilotage créer un comité de pilotage qui se réunira a minima une fois par an et autant que de besoin, sous la présidence conjointe du DGA de la Région chargé de développement économique, de l'emploi et de la formation et du Directeur/rice de l'Agence.

Ce comité pourra s'appuyer sur les instances existantes ou à venir de l'Agence.

Un comité technique sera également créé, composé des services de la Région et de l'Agence chargés du suivi opérationnel des engagements. Il se réunira autant que de besoin, à minima 2 fois dans l'année.

Ce comité technique est notamment chargé de préparer le programme d'actions relevant des objectifs communs à l'Agence et à la Région, le budget et sa mise en œuvre, le suivi des indicateurs et les travaux relatifs à l'évaluation des actions.

Un compte rendu de réunions est transmis à l'Agence par les services de la Région, Pôle Développement Economique, Direction de la Stratégie et des territoires, Service du Développement Territorial.

4 .2 Evaluation des actions et suivi des indicateurs

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par l'Agence au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, tels que précisés en annexe à la présente convention. Ce suivi sera réalisé via les informations transmises par l'Agence à la Région.

La liste des informations et des indicateurs de suivi est susceptible d'évoluer, en tant que de besoin, à la demande de la Région ou de l'Agence. L'objectif consiste à disposer de données de réalisation sous la forme notamment de l'alimentation d'indicateurs quantitatifs, qualitatifs, fiables et sincères collectés par l'Agence. Ces tableaux devront être renseignés et transmis à la Région au plus tard le 1er mai (pour l'année N-1).

Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la Région dans le cadre du comité technique de suivi.

Ces tableaux d'indicateurs sont assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'organisme pour les atteindre.

Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'Agence ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'Agence.

Les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'Agence. Ils sont présentés en annexe du rapport soumis au vote des élus de la Région pour l'affectation du solde de la subvention régionale de l'année N.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention, conclue pour la période du 1er novembre 2017 au 31 décembre 2021.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'Agence et par la Commission permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux, définis à l'article 1.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'Agence. Dans ce cas, la Région adresse à l'Agence une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'Agence la décision de

résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Agence par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et à la restitution totale ou partielle de la subvention déjà perçue par l'Agence.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'Agence. La Région se réserve le droit d'exiger également la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants ou en cas de non-respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'Agence sont à la charge de cette dernière.

ARTICLE 10 : **REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal administratif de Paris

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le …….

Pour la Région,

la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,

Valérie PECRESSE

Le …….

Pour le Comité d'Expansion Economique du Val d'Oise, CEEVO

le Président,

Philippe SUEUR

ANNEXE A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS :
Annexe budgétaire prévisionnelle 1er novembre 2017- 31 décembre 2018, plan d'actions et indicateurs de suivi et d'évaluation.

Budget prévisionnel CEEVO novembre 2017/décembre 2018

AXE/ACTION	DESCRIPTIF	COUT DE L'ACTION (en K€)	Financement régional	INDICATEURS D'EVALUATION
AXE 1 : Attractivité et appui à l'implantation d'entreprises				
Objectif 1: Renforcer le marketing territorial	- Valoriser l'économie du Val d'Oise et les atouts du territoire dans l'offre globale d'attractivité proposée par PRE - Construire des argumentaires visant à accroître la visibilité et la notoriété du territoire auprès des prospects - Promouvoir la marque Paris Région - Contribuer aux opérations de promotion internationale de l'économie régionale notamment dans le cadre de l'alliance Hubstart	356 668 €	356 668 €	- livraison des supports, publications, argumentaires rédigés pour valoriser l'économie valdoisienne - nombre d'événements où la marque Paris Région a été promue - nombre d'opérations de promotion internationale auxquelles l'Agence a participé avec d'autres acteurs franciliens - bilan semestriel (janvier et juillet) des missions et déplacements réalisés à l'étranger avec programme, liste des participants, etc.
Objectif 2: Accompagner l'implantation de prospects sur les territoires valdoisiens	- Identifier des prospects, notamment par le biais des réseaux à l'étranger tissés par le CEEVO depuis sa création, et faire le relais avec PRE - Identifier les opportunités d'implantation sur les territoires du Val d'Oise en lien avec les EPCI - Accueillir les prospects intéressés par le Val d'Oise (contribution à l'organisation de business tour, mise en relation avec le monde de l'enseignement supérieur, du tourisme, etc). - Faire l'interface avec les acteurs locaux, et notamment les EPCI, pour faciliter l'implantation des entreprises.			- nombre de prospects identifiés et relayés à PRE - nombre de prospects/délégations accompagnés sur le territoire en coordination avec PRE - nombre de projets d'implantation accompagnés et nombre d'emplois associés - fourniture semestrielle (janvier et juillet) des fichiers qualifiés des entreprises accompagnées (caractéristique de l'entreprise, type accompagnement proposé, implantations envisagées ou actées …) - bilan semestriel (janvier et juillet) des missions et déplacements réalisés à l'étranger avec programme, liste des participants, etc.
Objectif 3 : Promouvoir le Val d'Oise et contribuer aux actions extérieures des collectivités territoriales du 95	- Promotion économique du territoire	172 501 €	0 €	
	- Appui aux actions extérieures du territoire	64 613 €		
AXE 2 : Appui aux projets de développement porteurs d'emploi				
Objectif 1: Aider au développement des pôles économiques et technologiques du territoire	- mettre à disposition sa connaissance du territoire et des acteurs - favoriser les rapprochements entre les porteurs de projet et les institutionnels - suivre la mise en œuvre des projets dans leurs différentes phases (élaboration, phase opérationnelle, évaluation, etc).	226 147 €	226 147 €	- liste des grands projets de territoire suivis par l'Agence et descriptif succinct (échelle, nombre d'acteurs impliqués, thématique, calendrier, etc)

Objectif 2: Accompagner les projets de clusters à vocation régionale, et notamment le projet de cluster « sécurité »				
Objectif 3: Appuyer le montage des grands projets du territoire				
AXE 3 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs				
Objectif 1: Favoriser la mise en réseaux des acteurs économiques du Val d'Oise	-- Concevoir des actions collectives en faveur des entreprises du territoire sur des thématiques variées (internationalisation, numérique, innovation, développement durable, etc), en lien avec les structures expertes de ces questions (CCI, MEVO, CPME, Business France, …) - Favoriser le rapprochement entre le monde de l'enseignement supérieur et les entreprises - Contribuer à la mise en réseau des clubs d'entreprises - Soutenir les filières stratégiques et favoriser le rapprochement avec les pôles de compétitivité	133 716 €	133 716 €	- nombre d'actions collectivesmenées conjointement avec des partenaires locaux (consulaires, clubs d'entreprises, MEVO, PRE, Direccte, etc) - nombre et type de mises en relation opérées entre le monde économique et le monde de l'enseignement supérieur - liste des filières et des pôles de compétitivité suivis par l'Agence
Objectif 2: Contribuer à la mise en œuvre des Bassins d'emploi	-- Soutenir la structuration des Bassins Ouest 95 et Est 95 - Participer aux instances des Bassins Ouest 95 et Est 95 - Accompagner l'émergence d'une stratégie partagée entre les acteurs du Bassin - Suivre la mise en œuvre des actions communes	133 716 €	133 716 €	- nombre de réunions relatives aux Bassins d'emploi auxquelles l'Agence a participé - livraison des travaux fournis par l'Agence pour la mise en place des Bassins (analyses, fiches, CR, etc)
AXE 4 : Aménagement économique des territoires		215 139 €	0 €	
AXE 5 : Observation économique, analyses et études		195 904 €	0 €	
AXE 6 : Emploi/formation/enseignement supérieur		130 972 €	0 €	
SUPPORT		249 744 €	149 753 €	
TOTAL BUDGET AGENCE		**1 879 120 €**		
TOTAL FINANCEMENT REGIONAL		**1 000 000 €**		
TOTAL FINANCEMENT DEPARTEMENTAL		**879 120 €**		

Bilan des aides d'Etat 2016

Bilan annuel des aides et régimes d'aides mis en œuvre en Ile-de-France en 2016

SOMMAIRE

I. Bilan quantitatif des aides et régimes d'aides franciliens 3

I.1. Un bilan quantitatif qui s'inscrit dans le cadre défini par l'Etat et par l'Union Européenne 3

I.2. Une méthode pédagogique pour un recensement le plus exhaustif possible dans un contexte contraint et en mutation 4

II. Bilan qualitatif des aides et régimes d'aide franciliens 7

II.1. Eléments de méthode 7

II.2. Grandes tendances observées à partir des informations recueillies 7

II.2.1. Un système d'aides économiques en constante progression et marqué par la prépondérance de l'action régionale 7

II. 2.2. La répartition des aides selon leur fondement juridique 9

III. Bilan et perspectives 11

Annexe 1 : Liste des départements, des EPCI et des communes ayant répondu à la demande d'information (210 retours) 12

I. Bilan quantitatif des aides et régimes d'aides franciliens

I.1. Un bilan quantitatif qui s'inscrit dans le cadre défini par l'Etat et par l'Union Européenne

Les dispositions de l'article L.1511-1 du code général des collectivités territoriales, modifiées par la loi NOTRe du 7 août 2015, prévoient l'établissement par les Régions d'un rapport annuel relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur leur territoire, rapport devant être transmis au représentant de l'Etat dans la région avant le 31 mai de l'année suivante.

A cet effet, une instruction NOR : INTB1704578N « relative à la mise en œuvre de l'article L.1511-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) : rapport annuel sur les dépenses consacrées aux aides d'État en 2016 par les collectivités territoriales et leurs groupements », a été publiée le 20 février 2017 et fixe la date de remontée des informations des Régions à l'Etat au 31 mai 2017.

L'article L.1511-1 du CGCT prévoit que les informations relatives aux aides et régimes d'aides mis en œuvre en année n-1 par les collectivités territoriales et leurs groupements sont transmises à la région avant le 30 mars de chaque année.
Cependant, compte tenu de la date de la publication de l'instruction, la Région Ile-de-France a laissé aux collectivités et EPCI de son territoire jusqu'au 4 mai pour lui transmettre leurs informations. Il était en effet nécessaire pour la Région d'attendre la publication de cette instruction avant de saisir les collectivités et EPCI afin de connaitre les modalités et le contenu du recensement attendu.
Ainsi, la Région Ile-de-France a bien pris en compte et relayé auprès des collectivités et EPCI de son territoire les informations demandées cette année par l'Etat dans le cadre son recensement annuel des aides et régimes d'aides. Cette année, le recensement portant sur les aides publiques aux entreprises chargées de la gestion d'un service d'intérêt économique général (SIEG) n'a pas eu lieu, cette demande ayant été faite l'an passé et devant se faire seulement une fois tous les 2 ans.

Les nouveautés de l'instruction 2017 sont les suivantes :

- La prise en compte de l'ensemble des régimes en vigueur au cours de l'année 2016.Toutefois, cette année, le recensement exclut les aides versées sur le fondement du régime de minimis agricole.
- Les éléments demandés ont été uniformisés pour tous les types d'aides (que ce soit pour les aides sur régimes notifiés ou exemptés, ou pour les aides individuelles ou encore pour celles relevant du régime de minimis entreprise), à savoir : montant nominal des aides versées, et le cas échéant pour certaines formes d'aides l'équivalent subvention brut (ESB) et le nombre de bénéficiaires. Il convenait de faire remonter le montant nominal des aides versées qui correspond à la valeur de la mesure accordée quelle que soit sa forme (subvention, bonification d'intérêts, prêts, avances récupérables, garanties, apport en capital….). Le montant correspond au montant mandaté et non au montant engagé. De plus, le montant nominal des aides versées doit être distingué du montant de l'équivalent subvention brut (ESB) à indiquer

pour certaines formes d'aides seulement (prêts, avances récupérables et garanties).

- Le montant des aides versées doit également inclure le montant des cofinancements sur fonds européens
- Une attention particulière est portée sur les conséquences de la décision SA.35501 de la Commission européenne, relative au financement de la construction et la rénovation des stades pour l'EURO 2016 considérant que certaines opérations comportaient des éléments d'aide d'Etat. Ainsi, le montant de ces aides doit être repris dans le rapport annuel à destination de la Commission.

I.2. Une méthode pédagogique pour un recensement le plus exhaustif possible dans un contexte contraint et en mutation

Une méthode pédagogique visant à faciliter le recensement

La Région Ile-de-France a poursuivi la méthode de recensement mise en place il y a 4 ans, toujours dans le but de donner une plus grande légitimité à la démarche. Celle-ci se traduit par :

- **Une saisine formalisée** par courrier de l'ensemble des collectivités et EPCI du territoire d'une part, et des structures agissant comme des mandataires de la Région Ile-de-France, d'autre part.

- **Un recensement facilité** concernant les aides versées par les collectivités et EPCI via la PAR (plateforme des aides régionales).

- **Une démarche pédagogique** justifiée par une dynamique de montée en compétence collective, et développée à travers des supports d'information joints au courrier, une assistance aux collectivités et EPCI par le biais d'une boite mail dédiée, et la poursuite d'une organisation en mode projet pour assurer ce recensement.

Dans un contexte contraint, de mutation des territoires

Suite à la recomposition de la carte intercommunale (le nombre d'EPCI est passé de 81 lors du recensement 2016 à 65 cette année), la Région Ile-de-France, a adressé ses courriers, en ce qui concerne les EPCI, aux nouvelles structures intercommunales.
Cependant, celles-ci, en pleine phase de création ou d'installation n'ont que rarement pu récolter et transmettre des données. Ainsi, les données des EPCI sont à nuancer à la lumière de ces difficultés.

I.3. Un retour en progression constante mais encore limité.

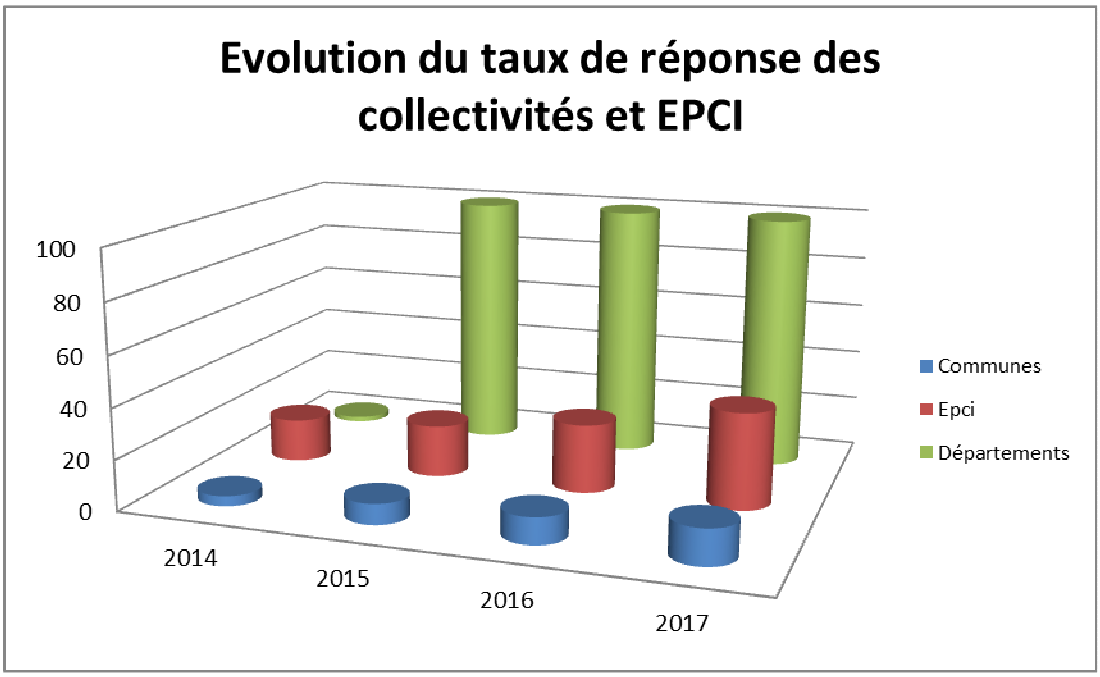
Une progression des retours qui se poursuit encore cette année

Les 1348 entités du territoire régional ont été sollicitées par courrier (1er mars 2017). Trois rappels ont été faits par la suite auprès des départements et des EPCI, entités les plus concernées par le versement d'aides d'Etat. Ces rappels se sont fait par courriel, le plus souvent à plusieurs personnes d'une même structure, afin de s'assurer au maximum d'une réponse ultérieure.
Un premier courriel a été envoyé le 20 mars 2017 auquel était joint le courrier du 1er mars ainsi que l'ensemble des annexes explicatives. Puis deux autres relances ont été faites par courriel les 19 avril et 2 mai 2017.

Au, 12 mai 2017, on totalise 210 retours, soit:

- ***7 départements franciliens (sur 7) soit 100% de retours depuis 2015*** *(le département de Paris est compté dans les communes).*
- 24 EPCI (sur 65), soit 37% (en comparaison : 27% en 2016 et 20,5% en 2015)
- 179 communes (sur 1276), soit 14% (en comparaison : 11% en 2016 et 8% en 2015)

Au total, le taux de retour est de 16% pour l'ensemble des entités infrarégionales franciliennes (le taux de retour était de 12% en 2016 et de 10% en 2015).



Ce taux confirme la nette progression des retours entamée depuis 2 ans. Cette progression constante montre à nouveau à quel point le travail de pédagogie est important et que celui-ci fonctionne même si ce taux de retour reste encore limité, et

même si plusieurs rappels par courriel sont nécessaires pour obtenir des réponses dans les délais.

Cette année encore, l'ensemble des départements ainsi que la Ville de Paris ont répondu. Les taux de retours des EPCI et des communes sont encore en progression.
Toutefois, la progression du taux de retour des EPCI est à nuancer dans la mesure où elle s'explique par la forte diminution du nombre de ceux-ci dans le contexte de refonte de la carte intercommunale du territoire francilien, qui s'est poursuivie en 2017.

… Conséquence du travail de pédagogie engagé par la Région

Comme l'an dernier, nous ne pouvons que rappeler que cette participation plus importante signifie bien que le travail de pédagogie, et le rappel des collectivités et des EPCI à leurs responsabilités est essentiel et nécessaire, et que progressivement le message est entendu.

Néanmoins, en plus des contraintes conjoncturelles notamment liées aux modifications de la carte intercommunale ou à la mobilité des agents territoriaux, la complexité et la méconnaissance du sujet des aides d'Etat expliquent toujours le faible taux de réponses au recensement, particulièrement des communes mais aussi des EPCI que la Région ne peut rencontrer individuellement en raison de leur nombre.

Par ailleurs, comme nous l'avions déjà constaté les années précédentes, la question de la centralisation et de la coordination des données relatives aux aides économiques est essentielle dans les plus grosses structures, et explique en partie les difficultés à faire ce travail de recensement, notamment un recensement exhaustif et clair.
En conséquence, ces structures soit, ne font pas remonter les informations soit, ne peuvent faire remonter que des informations parcellaires, le recensement ne pouvant généralement être fait dans ce cas qu'au niveau des Directions.

Compte tenu de ces éléments, il convient donc de préciser que le présent bilan qualitatif se basant sur des informations incomplètes, ne reflète que partiellement l'activité de développement économique des collectivités territoriales et EPCI en Ile-de-France.

II. Bilan qualitatif des aides et régimes d'aide franciliens

II.1. Eléments de méthode

Si les collectivités déclarantes ont bien fait l'effort de renseigner la plateforme extranet, la grande majorité d'entre elles a déclaré ne pas avoir versé d'aide d'Etat en 2016.

Par ailleurs, pour celles ayant versé des aides, des demandes de précisions ont parfois dû être faites afin de s'assurer que les demandes avaient bien été comprises, ou afin de s'assurer que la forme des aides déclarées était bien la bonne (en effet, parfois la colonne ESB était complétée du même montant que celui de la colonne du montant nominal des aides versées).

Il est également à noter que, que ce soit pour les collectivités et EPCI ou pour la Région elle-même, certaines aides versées en 2016 étaient encore fondées sur la base de régimes aujourd'hui arrivés à expiration.
Par conséquent, des lignes ont été ajoutées au tableau demandé, correspondants à des aides versées sur la base d'autres régimes que ceux mentionnés dans le tableau de la DGCL (ainsi, les régimes N 2/99 régime notifié Fonds régional d'aides au conseil pour la Région Ile de France, FRAC long, X 65/2008 d'aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME, X/66/2008 d'aides au service de conseil en faveur des PME et aide à la participation des PME aux foires, X61/2008 sur l'emploi, X 60/2008 sur la RDI, N 520a/2007 RDI, et autres).

II.2. Grandes tendances observées à partir des informations recueillies

II.2.1. Un système d'aides économiques en constante progression et marqué par la prépondérance de l'action régionale

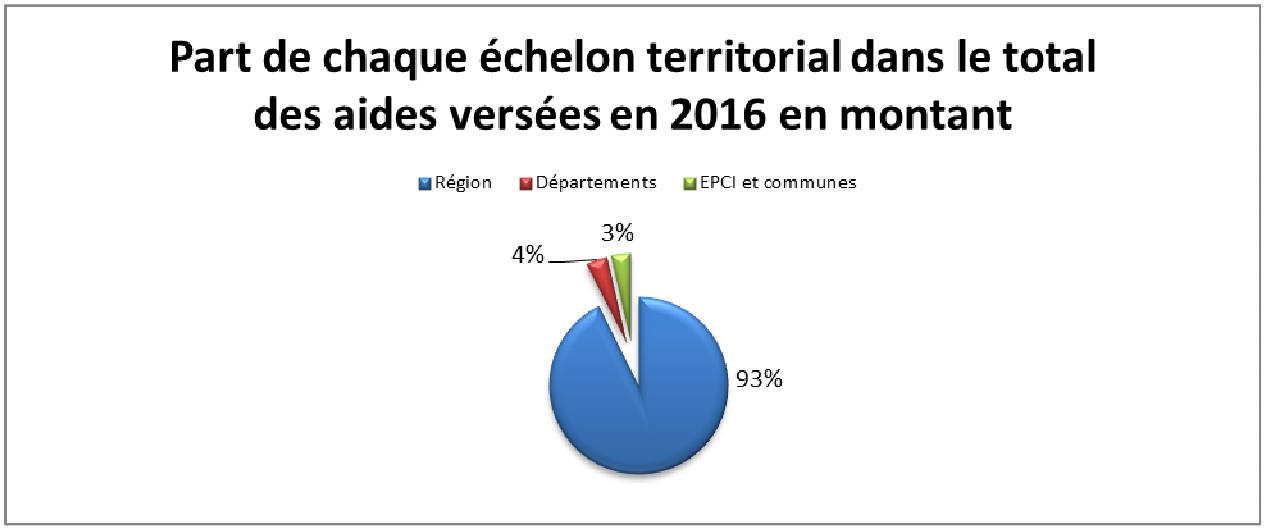
Selon le recensement présenté dans les tableaux ci-joint, le total des aides versées déclarées en 2016 par les collectivités territoriales et EPCI franciliens s'élève à **118 044 947,39 €.**

En comparaison, le montant total des aides déclarées versées en 2015 était de 143 309 536,31 € et de 102 808 885,85 € en 2014.

Alors que depuis 2013, on notait une augmentation constante du montant des aides déclarées (+10% entre 2013 et 2014, +39% entre 2014 et 2015), on observe cette année, une diminution du montant déclaré des aides versées. Cette diminution est de 18% par rapport au montant déclaré l'an dernier.

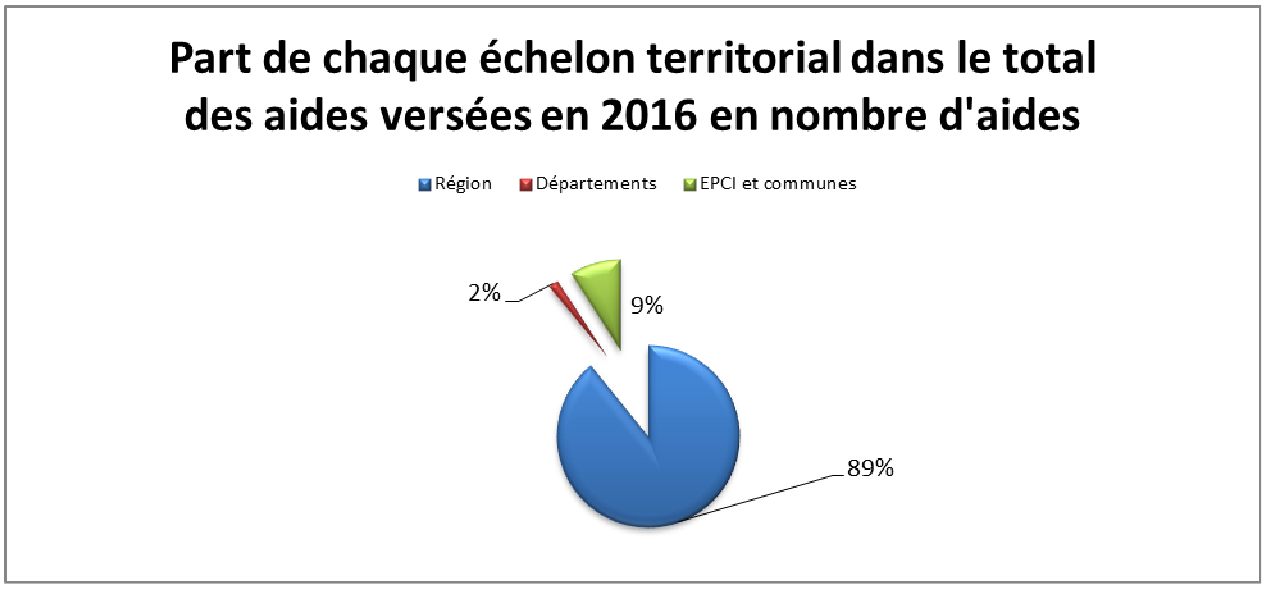
Cette diminution du montant d'aides versées se constate pour tous les niveaux de collectivités : -15% pour la Région, -55% pour les Départements, - 19% pour les communes et EPCI.
La diminution est donc particulièrement significative dans les Départements, en particulier concernant les aides versées sur la base des régimes exemptés et notifiés (-59%).
Au niveau communes/EPCI, la diminution est à peu près équivalente pour les aides versées sur la base des régimes exemptés et notifiés (-17%) et pour les aides versées sur la base du régime de minimis (-21%).

Ces aides sont, pour la majeure partie c'est-à-dire pour 93%, versées par la Région : soit un montant total de **109 395 301,91 €.** Cette proportion reste à peu près identique aux années précédentes.
A titre de comparaison, le recensement 2016 faisait apparaitre que 89,4% des aides versées déclarées l'étaient pour la Région ; ce pourcentage était identique dans le recensement 2015; 97% pour le recensement 2014 et 86% pour 2013.



En termes de nombre d'aides versées, ce recensement permet de dénombrer 7 329 aides versées par les entités infra-étatiques dont 6 536 par la Région (soit 89%), 128 par les Départements (2%), 665 (9%) par les EPCI et les communes (dont 563 aides versées, déclarées par Grand Paris Seine Ouest pour des aides individuelles à caractère social - aide à la protection sociale complémentaire).

Ce nombre est un peu moins important que l'an dernier où l'on avait dénombré 11 151 aides versées par les entités infra-étatiques dont 10 046 par la Région, 217 par les Départements, 888 par les EPCI et les communes.
Toutefois la répartition du nombre d'aides versées par niveau de collectivité est restée stable, quasiment identique à celle du dernier recensement.



La part de la Région dans le total des aides versées déclarées en 2016 reste donc prépondérante, ce qui est en cohérence avec son rôle en matière de développement économique confirmé et renforcé depuis la loi NOTRe du 7 août 2015, qui rappelle que dorénavant la Région est seule habilitée à attribuer certaines aides et dotée de la responsabilité exclusive de la définition sur son territoire des orientations en matière de développement économique.

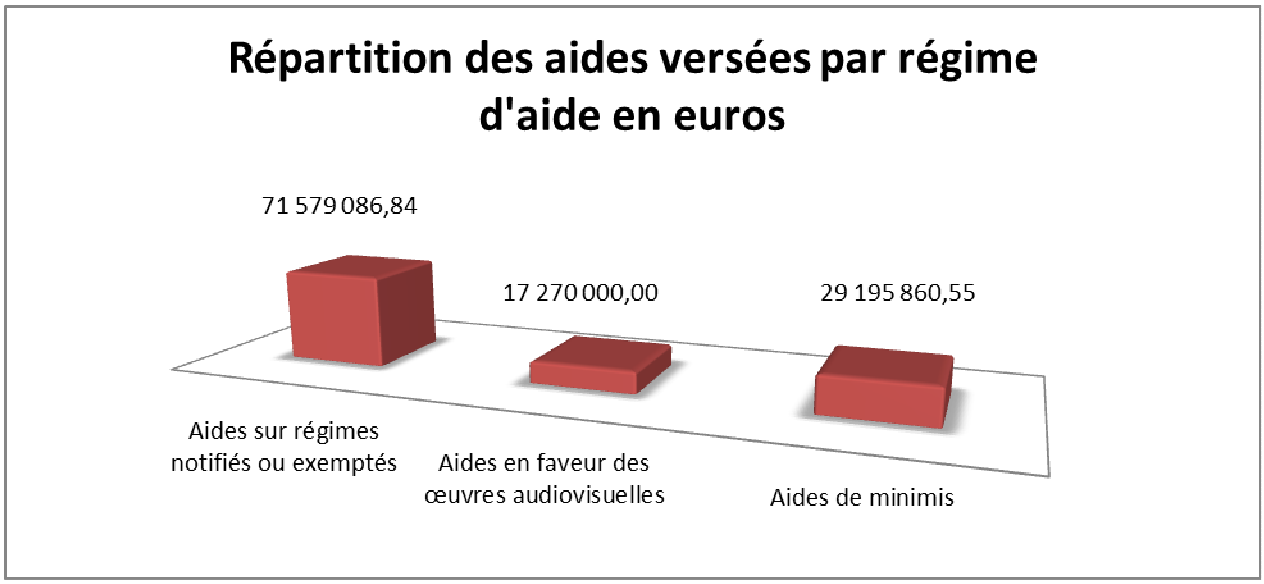
A noter enfin, qu'aucun versement n'ayant été réalisé en 2016 pour des dossiers relevant du PO Régional FEDER FSE, la colonne « montant de cofinancement sur fonds européens mobilisés dans le cadre de subventions globales (FSE, FEDER) », du tableau joint en retour, est restée vide.

II. 2.2. La répartition des aides selon leur fondement juridique

Sur les 7 329 aides versées :

- 3 364 soit 46 % le sont sur le fondement du régime « de minimis »,
- 3 965, soit 54% relèvent des divers régimes notifiés ou exemptés.

Par rapport au dernier recensement, l'écart de répartition du nombre d'aides versées entre régimes notifiés/exemptés et régimes de minimis s'est un peu resserré.
En effet, dans les deux recensements précédents, la répartition était de l'ordre de 60% des aides déclarées encadrées sur divers régimes notifiés ou exemptés et de 40% sur régimes de minimis (agricole compris).
Toutefois, la majorité des aides versées le sont encore sur le fondement de régimes notifiés et exemptés (auquel il faut inclure les aides en faveur des œuvres audiovisuelles).



Parmi les aides versées déclarées en 2016, les montants les plus élevés ont porté sur les régimes suivants, par ordre d'importance :

- Les régimes relatifs aux projets de recherche et développement :
  - le régime exempté SA 40391, régime cadre d'aides aux projets de recherche et développement PME (RGEC) avec 17 675 973,26 € d'aides versées, tous niveaux de collectivités confondus,
  - le régime N 520a/2007 avec 9 426 946 € d'aides versées tous niveaux de collectivités confondus,
- Le régime exempté SA 40453, régime cadre d'aides en faveur de l'investissement des PME,
  - sous forme de subventions, avec 4 333 308 € d'aides versées tous niveaux de collectivités confondus,
  - et avec un montant d'ESB de 7 076 850 € sous forme de prêts à taux réduits (pour un montant nominal d'aides versées de 23 589 500 €).

III. Bilan et perspectives

La méthodologie de recensement structurée en 2013, appliquée depuis cette date et combinée à une grande pédagogie et disponibilité des services de la Région, a permis une évolution constante des retours des EPCI et collectivités, qui se confirme encore cette année sur cet exercice prévu par la loi.
Au-delà de son caractère obligatoire, ce recensement permet à la Région, en complément des collaborations politiques et opérationnelles, de mieux connaitre l'ampleur de l'action des collectivités de son territoire en matière d'aides économiques mais également leurs lacunes en termes de connaissance de la réglementation.

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du développement économique définie par la loi NOTre du 7 août 2015, la Région est la seule compétente, suivant les orientations définies dans le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation, pour définir les régimes d'aides aux entreprises (hormis quelques exceptions et notamment les aides à l'immobilier d'entreprise). Les Départements ne sont plus, là encore sauf quelques exceptions, autorisés à octroyer des aides économiques. Enfin, les communes et EPCI ne peuvent plus intervenir que pour cofinancer les dispositifs créés par la Région et dans le cadre d'une convention signée avec celle-ci qui rappellera leurs obligations en matière d'aides d'Etat. Avant même le recensement, la Région pourra donc avoir une connaissance des dispositifs utilisés par les collectivités et sera donc mieux à même de cibler son recensement. Par ailleurs, les obligations relatives à la réglementation des aides d'Etat étant en général définies au niveau du dispositif d'aide, les collectivités verront leurs interventions sécurisées à ce titre.

Néanmoins, l'exercice de recensement annuel s'appliquant aux aides versées, les effets de ces évolutions seront échelonnés sur les rapports des années à venir.

Annexe 1 : Liste des départements, des EPCI et des communes ayant répondu à la demande d'information (210 retours)

- **7 départements** ont transmis les informations relatives au recensement sont :
- le département du Val d'Oise ;
- le département du Val de Marne
- le département des Hauts de Seine
- le département de l'Essonne
- le département des Yvelines
- le département de Seine et Marne
- le département de Seine Saint-Denis

- S'agissant des **EPCI à fiscalité propre, 24** ont répondu (contre 22 l'an dernier) :

77 (7)	78 (5)	91 (5)	92 (1)	93 (0)	94 (1)	95 (5)
CA MARNE ET GONDOIRE	CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE	CC ENTRE JUINE RENARDE	EPT Grand Paris Seine Ouest		EPT GRAND PARIS SUD EST AVENIR	CA PLAINE VALLEE
CC PAYS DE MONTEREAU	CC DES PORTES DE L'ILE DE France	CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE				COMMUNAUTE DE COMMUNES VEXIN CENTRE
CC PAYS DE FONTAINEBLEAU	CC DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE	CC PAYS DE LIMOURS				CA CERGY PONTOISE
CC DE MORET SEINE ET LOING	CA VERSAILLES GRAND PARC	CC VAL D'ESSONNE				CA Roissy Pays de France
CA VALLEE DE LA MARNE	CC CŒUR D'YVELINES	CA ETAMPOIS SUD ESSONNE				CC VALLEE DE L'OISE ET DES 3 FORETS
VAL D'EUROPE AGGLOMERATION						
CC DE L'OREE DE BRIE						

Certains EPCI qui avaient répondu l'an dernier ont à nouveau répondu cette année.
Seuls 4 EPCI ont déclaré avoir versé des aides d'Etat en 2016, contre 6 en 2015 et 5 en 2014 (toutefois parmi ceux-ci, certains ont disparu cette année).
Il s'agit de :

- CA Cergy Pontoise (95)
- EPT Grand Paris Sud Est à venir (94)
- CA Saint-Germain Boucles de Seine (78)
- EPT Grand Paris Seine Ouest (92)

- S'agissant des **communes,** 179 réponses sur la plateforme, par courrier, ou mail (contre 136 l'an dernier).

Seule Paris a déclaré des aides (sur les régimes RDI SA 40391 et X 60/2008)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-182

DU 23 NOVEMBRE 2017

CONVENTION AVEC L'EPFIF POUR LA MOBILISATION DU PATRIMOINE FONCIER DE LA RÉGION

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la construction et de l'habitation,

VU le code de l'urbanisme,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la délibération n° CR 42-16 du 17 mars 2016 portant mobilisation du foncier,

VU la délibération n° CR 83-16 du 19 mai 2016 portant sur un PPI des lycées révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins

VU la délibération n° CR 39-16 du 17 mars 2016 relative à l'action régionale pour le logement, dispositif anti-ghettos

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-182 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

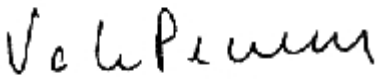
Article 1 :

Approuve les termes de la convention d'intervention foncière cadre figurant en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à signer ladite convention.

Article 2 :

Délègue à la Commission Permanente la compétence pour approuver tout avenant à cette convention.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

CONVENTION D'INTERVENTION FONCIERE CADRE

CONVENTION D'INTERVENTION FONCIERE CADRE DE MOBILISATION DU PATRIMOINE FONCIER DE LA REGION EN FAVEUR DU LOGEMENT

ENTRE

La REGION ILE-DE-FRANCE,

Représentée par :

Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité de Présidente du Régional, dûment habilitée à signer la présente **convention cadre** par délibération n°2017-XX du Conseil Régional en date du XX/XX/2017 ;

Ci-après dénommée ***« La Région »***

De première part,

ET

L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ILE-DE-FRANCE,

Etablissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, créé par décret n°2006-1140 du 13 septembre 2006, dont le siège est situé 14 rue Ferrus, à Paris 14ème arrondissement,

Représenté par :

Monsieur, Gilles BOUVELOT, agissant en qualité de Directeur Général nommé par arrêté ministériel du 10 décembre 2015 et habilité à signer la présente convention par délibération n°A17-X-X du Conseil d'Administration en date du XX/XX/2017 ;

Ci-après dénommé ***« l'EPF IF »***

De deuxième part,

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION....3
ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION....3
ARTICLE 3 : ENVELOPPE FINANCIÈRE DE LA CONVENTION....3
ARTICLE 4 : SECTEURS ET MODALITÉS D'INTERVENTIONS DE L'EPF IF....3
ARTICLE 5 : ENGAGEMENT DES PARTIES....4
ARTICLE 6 : PROJETS DÉVELOPPÉS, PROGRAMMES, CHOIX DES OPÉRATEURS ET PARTENARIATS AVEC LES COLLECTIVITÉS D'IMPLANTATION....5
ARTICLE 7 : DURÉE DE PORTAGE....6
ARTICLE 8 : MODALITÉS DE PORTAGE ET DE GESTION DES BIENS ACQUIS PAR L'EPF IF....7
ARTICLE 9 : CESSION DES BIENS ACQUIS PAR L'EPF IF....7
ARTICLE 10 : CLAUSE « DE RETOUR» AU PROFIT DE LA RÉGION....8
ARTICLE 11 : DISPOSITIFS DE SUIVI....8
ARTICLE 12 : TERME DE LA CONVENTION....8
ARTICLE 13 : EVOLUTION DE LA CONVENTION....9
ARTICLE 14 : CONTENTIEUX....9
ARTICLE 15 : LISTE DES ANNEXES....9

TITRE 1 : PREAMBULE

La Région compte, parmi ses compétences, l'aménagement du territoire et élabore à ce titre une politique en vue de garantir l'équilibre et l'égalité des territoires, la maitrise de la croissance urbaine et démographique, une gestion économe de l'espace, un développement durable du territoire, notamment par la préservation des zones rurales et naturelles. Elle élabore également, en association avec l'Etat, le schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) qui fixe les orientations stratégiques de l'aménagement du territoire régional. **La Région** est également compétente en matière de logement et d'habitat, par les financements qu'elle octroie, mais également, de manière plus générale, depuis la loi NOTRe du 7 août 2015, par le soutien qu'elle apporte pour favoriser l'accès au logement. Ainsi, **la Région** souhaite encourager fortement l'offre de nouveaux logements en Ile-de-France afin d'en diminuer le prix, et s'est fixée comme priorité de faciliter la construction et de diversifier l'offre. Elle entend participer directement à l'effort de construction et a décidé de mobiliser le foncier dont elle est propriétaire, notamment autour des lycées. **La Région** a identifié, au sein du patrimoine régional, le foncier bâti et non bâti dit « détachable », c'est-à-dire non nécessaire à l'activité éducative des lycées et susceptible d'être cédé en vue d'y développer des opérations immobilières permettant la création de logements, ou, le cas échéant, de la réalisation des projets d'équipements publics des collectivités en Ile-de-France. En complément d'une programmation à dominante de logements, les rez-de-chaussée pourront accueillir des programmes complémentaires mixtes comme des locaux d'activités, de commerces, de services, de bureaux notamment pour des start-ups ou des espaces partagés, de co-working ou de la micro logistique urbaine. **La Région** a sollicité **l'EPF IF** pour assurer, en lien avec les collectivités concernées, le portage et le développement de sites identifiés porteurs de foncier.

L'EPF IF a vocation à mener, pour le compte de l'Etat, des collectivités territoriales et de leur groupements, les actions foncières et immobilières de nature à préparer et faciliter la réalisation d'opérations d'aménagement et de construction ultérieurement développées sur le foncier dont il se sera rendu propriétaire. Les thèmes d'interventions prioritaires de **l'EPF IF** définies par son Conseil d'Administration sont le logement et le développement économique. Le logement constitue l'axe prioritaire d'intervention de l'établissement dans une double logique quantitative, de soutien à la production, et qualitative, de mixité sociale, fonctionnelle et générationnelle, et en favorisant l'urbanisation responsable. **L'EPF IF** a été associé en amont par la Région dans sa politique de mobilisation du foncier régional afin d'étudier d'emblée les conditions dans lesquelles il pourrait développer ces terrains, dans le cadre de ses missions générales. Outre l'apport de sa technicité et son ingénierie foncière, **l'EPF IF** constituera l'outil opérationnel du dispositif. Par son action foncière sur le moyen terme, il garantira une réelle capacité de mise en œuvre des opérations, afin de permettre la réalisation de projets de logements correspondant aux attentes de **la Région** et des collectivités partenaires qui seront étroitement associées. La démarche d'optimisation et de rationalisation du foncier régional en vue de sa mobilisation en faveur du logement s'inscrit pleinement dans les objectifs tant quantitatifs que qualitatifs de **l'EPF IF** qui a pour vocation d'accompagner opérations des collectivités et de créer les conditions de leur mise en œuvre. La présente **convention cadre** est ainsi régie par les règles du Programme pluriannuel d'interventions de **l'EPF IF** voté par son conseil d'administration en date du 15 septembre 2016.

Les Parties s'associent pour conduire une politique foncière sur le moyen terme de mobilisation du foncier régional en faveur du logement sur un ensemble de sites définis ci-après.

Les Parties précisent que les déclarations contenues dans le présent exposé font partie intégrante de la présente **convention cadre**.

CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE 2 : CONTENU DE LA CONVENTION CADRE

Article 1 : Objet de la convention

La présente **convention cadre** a pour objet de définir les projets poursuivis et les modalités de partenariat entre **la Région** et **l'EPF IF**. Elle détermine les conditions et modalités selon lesquelles **l'EPF IF** interviendra sur les sites mobilisables retenus répartis sur le territoire régional et définis par l'article 4. Enfin, elle fixe les engagements réciproques de **la Région** et de **l'EPF IF**.

Ce dispositif s'inscrit dans l'action foncière générale de **l'EPF IF** et peut se décliner sur le plan local dans le cadre de protocoles locaux dont le contenu est précisé à l'article 6 ou de conventions d'intervention foncière locales dans lesquels **les parties** s'associeront avec les communes d'implantation des sites mobilisés et, le cas échéant, l'établissement public de coopération intercommunale compétent en urbanisme, afin de formaliser le partenariat avec les collectivités et de préciser les obligations toutes les parties pour faciliter la sortie des opérations.

Les modalités d'application techniques de la convention cadre sont précisées dans **l'annexe « modalités techniques »** (**Annexe 1 : Modalités techniques**)

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par **les parties** et s'achève au plus tard le 31 décembre 2025.

Article 3 : Enveloppe financière de la convention

Le montant de l'intervention de **l'EPF IF** au titre de la présente convention est plafonné à **TRENTE-CINQ MILLIONS D'EUROS HORS TAXES (35 000 000 € HT)**. Au fur et à mesure des reventes de terrains acquis par **l'EPF IF**, les produits des cessions peuvent être réengagés, sans toutefois que le solde des recettes et des dépenses ne dépasse l'enveloppe de la convention. Cette enveloppe couvre l'ensemble des dépenses engagées par **l'EPF IF**, dans le cadre de la présente **convention cadre**, et pourra faire l'objet de réévaluations par voie d'avenants.

Article 4 : Secteurs et modalités d'interventions de l'EPF IF

Maitrise foncière

L'EPF IF procède à l'acquisition des tènements fonciers détachables du patrimoine régional et mobilisables, dont les premiers susceptibles de faire l'objet de cessions à **l'EPF IF** figurent dans la liste qui est annexée aux présentes (**Annexe 2 : Liste des sites susceptibles d'être cédés à l'EPF IF**). Les cessions à l'EPFIF ont lieu une fois lesdits tènements déclassés du domaine public selon les modalités prévues à l'article 5.2, et après accord de la commune d'implantation et, le cas échéant, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour développer une opération de logement. L'accord des collectivités peut se matérialiser par un protocole local dont le contenu est précisé à l'article 6, les associant à **la Région** et **l'EPF IF**. Les premiers tènements fonciers mobilisés figurent sur les fiches de site demeurées annexées aux présentes (**Annexe 3 : Fiches des premiers sites mobilisables**). La liste des tènements fonciers détachables pourra être complétée au fur et à mesure des analyses.

Principes de détermination du prix d'acquisition par l'EPFIF

La valorisation initiale du foncier détachable acquis par **l'EPF IF** auprès de **la Région** est établie selon un bilan foncier prévisionnel à partir du projet qui sera développé, comme précisé dans **l'annexe « modalités techniques »** aux présentes (**Annexe 1 : modalités techniques**).

Conformément aux articles L 1311-9 du Code général des collectivités territoriales et R 1211-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le prix d'acquisition par **l'EPF IF** sera soumis à l'avis conforme de la direction de l'immobilier de l'Etat qui sera saisie conjointement les parties.

Article 5 : Engagement des parties

Les parties ont une obligation de moyens relative à la réalisation des opérations, notamment sur la tenue des délais administratifs et opérationnels, de sorte que le calendrier des cessions et des opérations, arrêté par le comité technique, défini par l'article 11 de la présente **convention cadre**, puisse être respecté. Ces engagements sont complétés et précisés dans **l'annexe « modalités techniques »** (**Annexe 1 : modalités techniques**).

5-1. Engagements de l'EPF IF

Acquisition et portage des tènements fonciers mobilisables

L'EPF IF s'engage à acheter au sein des secteurs et selon les modalités prévues à l'article 4, les tènements fonciers détachables et mobilisables pour des opérations permettant la création de logements, une fois l'accord des collectivités obtenu (commune d'implantation et/ou, le cas échéant, établissement public de coopération intercommunale compétent).

Les acquisitions foncières pourront s'échelonner en fonction de l'accord des collectivités d'implantation et des possibilités de désaffectation des équipements subordonnant le déclassement du domaine public régional.

Accompagnement des collectivités concernées et articulation avec l'intervention foncière locale de l'EPF IF

L'EPF IF s'engage à assurer le lien avec la collectivité concernée, commune d'implantation et, le cas échéant, établissement public de coopération intercommunale compétent, une fois l'accord de principe de celle-ci obtenu pour développer une opération sur le foncier détachable. Par exception, **la Région** pourra donner son accord à **l'EPF IF** pour que ce dernier propose aux collectivités d'intégrer les sites mobilisables dans une convention d'intervention foncière locale existante ou nouvelle. En cas d'accord de la collectivité, et dès qu'il sera inclus dans une convention d'intervention foncière locale, le site mobilisé ne relèvera plus de la présente **convention cadre** et les modalités de portage et de cession seront régies par la convention d'intervention foncière locale. Il sera alors possible de transférer les dispositions de l'article 6-2 (Concours d'opérateurs) dans un protocole local dont **La Région** sera co-signataire.

L'EPF IF s'engage à accompagner **la Région** et les collectivités concernées dans la définition des projets et, le cas échéant, à apporter son appui technique dans la procédure de choix de l'opérateur.

Etudes, expertises et Conseils

Dans la mise en œuvre de ses interventions, **l'EPF IF** analyse l'équilibre économique des projets au regard de leur programmation et peut proposer un ou plusieurs scenarios économiquement viables. Ces analyses permettent d'apporter une expertise à **la Région** et aux collectivités concernées et de faire des préconisations.

5-2. Engagements de la Région

Lien avec le Rectorat et les personnels des lycées

La Région s'engage, au titre de ses compétences, à mener toutes discussions avec l'Etat, le Rectorat de la région académique Ile-de-France et les équipes des lycées, et plus particulièrement les proviseurs, et organiser toute concertation, afin de permettre ou faciliter le développement des projets envisagés sur les fonciers détachables et mobilisables pour des opérations de logement.

Désaffectation, déclassement

La Région s'engage à mener à bien la procédure de déclassement du domaine public des tènements détachables, le cas échéant par anticipation, afin de les céder à **l'EPF** IF dans les délais prévus par le calendrier des opérations arrêté par le comité technique, défini par l'article 11 de la présente **convention cadre**.

Garantie de rachat par la Région des biens acquis par l'EPF IF

Conformément à l'article 2 du décret 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de **l'EPF IF**, lequel prévoit que toute convention de portage doit prévoir la garantie de rachat des biens acquis par l'établissement public foncier, **la Région**, seule cosignataire de la présente convention, s'engage à racheter les biens acquis dans les conditions fixées par l'article 9, sauf cas de basculement dans une convention d'intervention foncière locale dans le cadre de laquelle la collectivité signataire, commune ou, le cas échéant, l'établissement public de coopération communale compétent, assumera la garantie de rachat.

Désignation d'un opérateur comme acquéreur

La Région désigne officiellement, par courrier, en pleine coordination avec les communes concernées et, le cas échéant, l'établissement public de coopération intercommunale compétent, un ou des opérateurs, sauf cas de basculement dans une convention d'intervention foncière locale dans le cadre de laquelle cette charge incombe à la collectivité signataire, commune ou, le cas échéant, l'établissement public de coopération communale compétent.

La Région veillera à associer les collectivités d'implantation, commune et, le cas échéant, établissement public de coopération intercommunale compétent, au cours du le processus de désignation de l'opérateur en charge de la réalisation de l'opération, pouvant être formalisé dans un protocole local défini à l'article 6, et dont les modalités devront respecter la réglementation applicable.

Article 6 : Projets développés, programmes, choix des opérateurs et partenariats avec les collectivités d'implantation

Les parties conviennent de manière générale d'associer en amont étroitement les collectivités directement concernées par la mobilisation du foncier régional en faveur du logement, tant pour des problématiques opérationnelles, que pour des problématiques éducatives ou d'espaces verts.

6-1. Programme

Objectif global

Les tènements fonciers détachables sont mobilisés principalement pour soutenir l'offre de logements en Ile-de-France. **Les parties** se donnent pour objectif d'atteindre la réalisation de 1 000 logements. Cet objectif pourra être réévalué si de nouveaux fonciers détachables

viennent à être mobilisés et à être intégrés dans la présente **convention cadre** par voie d'avenants. Au-delà des objectifs de logement, la programmation pourra contenir une part d'activité économique en lien avec l'identité du site et notamment avec la structure pédagogique du lycée concerné.

Déclinaison locale des objectifs

La programmation des opérations sera définie au cas par cas en lien avec les collectivités, notamment pour la part de logements locatifs sociaux qui sera fixée en conformité avec le Plan Pluriannuel d'Investissement de **l'EPF IF** et selon les besoins exprimés par la commune et, le cas échéant, l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

Partenariat avec les collectivités

Le développement des programmes est fait en pleine coordination avec les collectivités d'implantation, commune et, le cas échéant, établissement public de coopération intercommunale compétent. A défaut de basculement des sites dans une convention d'intervention foncière locale, **les parties** conviennent d'œuvrer ensemble pour mettre au point des protocoles locaux afin d'associer de la manière la plus étroite possible les collectivités d'implantation dans la sortie des opérations portées par **l'EPF IF** et développées sous l'impulsion de **la Région**. Ces protocoles locaux peuvent préciser les engagements de la commune et, le cas échéant, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, concernant les procédures d'urbanisme qui doivent être menées dans un délai compatible avec l'exécution de la présente convention. En cas de besoin, les collectivités peuvent être sollicitées pour lancer des procédures d'aménagement, favoriser l'instruction des autorisations d'urbanisme nécessaires et procéder à toute adaptation nécessaire de leur règlement d'urbanisme.

En cas de basculement du site mobilisé dans une convention d'intervention foncière locale, un protocole local sera également conclu pour assurer le maintien de **la Région** dans le partenariat.

6-2. Concours d'opérateurs

Appel à projets

Dans un double objectif quantitatif et qualitatif, **les parties** conviennent de favoriser, dans la mesure du possible, et en accord avec les collectivités concernées, la cession des terrains aux opérateurs par le biais de toute forme de mise en concurrence portant sur la qualité des projets, et plus particulièrement en intégrant ces cessions à une démarche globale d'appel à projets portée par la Région.

La « Charte qualité Région » visant la qualité des projets et constructions

Les parties conviennent d'introduire dans les opérations de logements faisant l'objet d'un portage foncier de **l'EPFIF**, des exigences de qualité environnementale et architecturale **ambitieuses**. Le Label permet de promouvoir la qualité architecturale des projets, des matériaux, leur durabilité, la qualité spatiale des logements, des espace communs, l'insertion au site ou l'innovation et tout ceci dans le cadre du choc de simplification pour la construction des logements. Dans le cadre des consultations qui répondront à la « Charte qualité Région » une méthodologie de sélection des opérateurs est mise en œuvre et respectera les modalités développées en annexe (Annexe 4, « Charte qualité Région »).

Article 7 : Durée de portage

Les durées de portage s'achèvent :

- si, à l'issue des cinq années suivant l'acquisition par **l'EPF IF**, ce dernier constate qu'aucun projet n'est abouti et ne permet d'envisager une cession à un opérateur, ce qui est acté en réunion du comité de pilotage visé à l'article 11 de la présente **convention cadre** ;
- au plus tard au terme de la convention.

Le rachat des biens par un opérateur désigné par **la Région**, ou à défaut la Région elle-même doit donc impérativement intervenir avant le terme de la convention. Le refus par **la Région** d'exercer cette obligation de rachat entraine la cessation du portage pour son compte. Dans le cas où **la Région** refuse d'exécuter son obligation de rachat, **l'EPF IF** cesse immédiatement de porter les biens pour son compte. A partir de la cessation du portage pour le compte de **la Région**, les frais résultant de ce portage sont à la charge de celle-ci.

Il est précisé que dans le cas d'un basculement du site dans une convention d'intervention foncière locale, les durées de portage seront régies par ladite convention.

Article 8 : Modalités de portage et de gestion des biens acquis par l'EPF IF

Gestion courante des biens acquis par l'EPF IF

Dès qu'il est propriétaire des biens, **l'EPF IF** en supporte les obligations de propriétaire. Pendant le portage, et pour préserver la valeur patrimoniale des biens acquis, **l'EPF IF** recherche des solutions d'occupation des biens libres. Issue d'une concertation avec **la Région**, d'une part, et la commune d'implantation et, le cas échéant l'établissement public de coopération intercommunale compétent, d'autre part, cette solution doit être compatible avec les durées de portage et ne pas en dépasser le terme.

Gestion par la Région, affectataire d'un service public

La cession des sites à **l'EPF IF** peut intervenir après une procédure de déclassement par anticipation. Dans ce contexte, **les parties** précisent que **la Région**, affectataire du service public, et garantissant le bon fonctionnement des lycées, aura à sa charge la gestion desdits terrains, qui lui incombera intégralement, et supportera tous les frais afférents.

Article 9 : Cession des biens acquis par l'EPF IF

Cession dans le cadre de la mise en œuvre de la garantie de rachat supportée par la Région

Conformément à l'article 4.7 du Programme Pluriannuel d'Interventions de **l'EPF IF**, approuvé par son conseil d'administration en date du 15 septembre 2016, la cession à **la Région,** lorsque la garantie de rachat est mise en œuvre, se fait au coût de revient tel que déterminé ci-dessous. Les cessions au profit de **la Région** sont assujetties à la TVA sur marge ou sur la totalité du bien, en fonction de l'état du bien lors de sa cession par **l'EPF IF**.

Détermination du coût de revient

L'EPF IF ne facture pas son intervention, laquelle est effectuée à titre non onéreux.

Le coût de revient correspond au prix d'acquisition incluant les frais annexes, auxquels se rajoutent les frais supportés par **l'EPF IF**, tels que les impôts et taxes de toute nature, mesures conservatoires et de sécurisation, entretien et tous honoraires dus à des tiers (dépenses d'études, de travaux, de mise en état des biens…). Lorsqu'elles existent, les subventions perçues pour la réalisation du projet et les recettes de gestion reçues par **l'EPF IF** pendant le portage sont prises en compte dans le calcul du coût de revient.

Principes de cession à l'opérateur désigné par la Région

Il est convenu qu'en cas de mise en concurrence d'opérateurs pour la cession de charges foncières, la consultation porte sur la qualité du projet et non sur un dispositif d'enchères. Les prix de cession aux opérateurs en charge de la réalisation des projets seront donc définis selon un bilan prévisionnel fiabilisé et fixé à l'avance. Cette démarche respectera le principe de maîtrise des prix de sortie pour le logement. Cette mise en concurrence respectera la réglementation applicable.

Article 10 : Clause « de retour» au profit de la Région

Chaque terrain et opération fait l'objet d'un bilan financier après cession. Si le prix de cession est supérieur au prix de revient, le différentiel revient intégralement à **la Région** qui bénéficie ainsi d'un « retour » versé dans l'année civile suivant son constat, ou peut permettre la réalisation de péréquations, qui restent possibles entre différentes opérations.

A l'issue de la convention, s'il s'avère que le prix de vente final de l'ensemble des biens est inférieur au coût de revient (en tenant compte des péréquations éventuelles), **l'EPF IF** en informe **la Région** qui est tenue de lui verser la différence entre les deux prix dans l'année qui suit le terme de la convention.

Article 11 : Dispositifs de suivi

Une fois par an, **l'EPF IF** adresse à **la Région** un compte rendu annuel détaillant l'état d'avancement de la mission, l'état des acquisitions, et leur prix de cession prévisionnel.

Un **comité de pilotage** et un **comité technique** sont mis en place dont les modalités de tenues sont précisées dans **l'annexe « modalités techniques »** (**Annexe 1 : Modalités techniques**).

Article 12 : Terme de la convention

Dispositifs de suivi au terme de la convention

Six mois avant le terme de la convention, un état physique et financier concernant toutes les dépenses et les recettes de **l'EPF IF** est réalisé et envoyé à **la Région**.

Modalités de clôture

Les biens acquis par **l'EPF IF** dans le cadre de la présente convention doivent être cédés au plus tard le dernier jour de la convention.

La convention arrive à échéance si les biens acquis par **l'EPF IF** ont tous été revendus à **la Région** ou l'opérateur désigné par elle et les collectivités concernées. Dans ce cas, **l'EPF IF** procède à la clôture de la présente **convention cadre**

Si les cessions de biens acquis par **l'EPF IF** n'ont pas abouti avant le terme de la convention, alors même que des actes ou des compromis de vente ont été dressés (soit parce que l'ensemble des conditions suspensives ou résolutoires n'a pas été levé, soit parce que le paiement intégral du prix n'a pas encore eu lieu), la convention arrivée à son terme continue à produire ses effets juridiques et financiers et **l'EPF IF** continue à porter les biens jusqu'à complet encaissement du prix, perçoit éventuellement des pénalités ou sommes convenues conventionnellement, puis procède à la clôture.

Conformément à l'article 5-2 (Engagements de **la Région**, Garantie de rachat par **la Région** des biens acquis par **l'EPF IF**), en cas de rupture d'un acte (promesse de vente ou équivalent) ou si des biens ne sont pas cédés et ne font l'objet d'aucun acte de cession en cours d'exécution, **l'EPF IF** adresse une demande de rachat à **la Région**.

Lorsqu'aucune acquisition n'est réalisée, malgré d'éventuelles démarches engagées, **la Région** peut être tenue de rembourser les dépenses de **l'EPF IF** liées à des études (techniques, urbaines ou encore de faisabilité) ou au recours à des prestataires (avocats ou sondages de sols par exemple), ou tous frais afférents aux démarches préalables susvisées.

Résiliation

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre **les parties**, et notamment dès lors que les biens portés par **l'EPF IF** ont été cédés et qu'aucun bien n'est en portage, sauf cas de manquement grave de l'une ou l'autre partie, dûment constaté. Dans ce cas, les modalités de clôture respecteront les principes énoncés à l'article 12 de la présente **convention cadre**, et la région procède, le cas échéant, au rachat des biens non encore cédés par l'EPFIF selon les termes de l'article 9 de la présente **convention cadre**.

TITRE 3 : DISPOSITIONS FINALES

Article 13 : Evolution de la convention

La présente convention peut faire l'objet, par voie d'avenant, d'ajustements ou de modifications nécessaires à la bonne mise en œuvre du dispositif conventionnel.

Les engagements prévus dans la présente convention se transmettent à la personne juridique issue de la transformation statutaire d'un des signataires. En aucun cas, les modifications statutaires ou règlementaires d'une des **parties** ne sauraient être opposables à l'exécution de la convention.

Article 14 : Contentieux

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, **les parties** s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal compétent.

Article 15 : Liste des Annexes

Annexe 1 : Modalités techniques

Annexe 2 : Liste des premiers sites susceptibles d'être cédés à l'EPF IF

Annexe 3 : Fiches des premiers sites mobilisables

Annexe 4 : « Charte qualité Région »

Les Parties déclarent que les annexes listées font partie intégrante de la présente **convention cadre**.

Fait à Paris, le……..

En deux (2) exemplaires originaux.

La Région Ile-de-France	L'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France

ANNEXE 1
MODALITES TECHNIQUES

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : OBJET....10
ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS POUR LA BONNE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF CONVENTIONNEL....10
ARTICLE 3 : ACQUISITIONS....12
ARTICLE 4 : GESTION DES BIENS ACQUIS PAR L'EPFIF, INTERVENTIONS PENDANT LE PORTAGE....13
ARTICLE 5 : CESSION DES BIENS ACQUIS PAR L'EPF IF....14
ARTICLE 6 : INTERVENTIONS ACCESSOIRES....15
ARTICLE 7 : DISPOSITIFS DE SUIVI....15
ARTICLE 8 : DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA CLAUSE « DE RETOUR »....16

Article 1 : Objet

La présente annexe **« modalités d'intervention »** a pour objet de détailler les modalités techniques d'application de la **convention d'intervention foncière cadre** de mobilisation du patrimoine de la Région en faveur du logement, à laquelle elle est annexé.

Article 2 : Engagements pour la bonne mise en œuvre du dispositif conventionnel

Cet article vise à préciser et compléter les dispositions de l'article 5 « Engagement des parties » de la **convention cadre**.

Transmission de documents règlementaires et de données numériques

La région s'engage à fournir à l'EPFIF l'ensemble des documents exigé par la règlementation pour les cessions immobilières, et notamment le dossier de diagnostics techniques immobilier (que l'EPF IF pourra faire réaliser par ses prestataires), ainsi que tout document pouvant améliorer la connaissance des biens par l'EPFIF lorsqu'ils existent (plans de géomètre, plans des bâtiments, relevés de surface, etc.).

Publicité des délibérations et décisions afférentes à la convention d'intervention foncière

L'EPFIF publie les délibérations du Bureau de son Conseil d'Administration et les décisions de préemption prises par le Directeur Général afférentes à la **convention cadre**, au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région d'Ile de France et de Paris et sur son site internet.

La Région effectue les démarches légales de publicité de ses délibérations approuvant la **convention cadre**, et ses éventuels avenants, et autorisant leur signature par son représentant légal.

La Région transmet à l'EPF IF les certificats d'affichage ou de publication des décisions et délibérations mentionnées ci-dessus.

Lien avec les lycées, l'Etat, le rectorat et les collectivités territoriales concernées

Conformément à l'article 5 de la **convention cadre** (« Engagement des parties »), **La Région**, au titre de ses compétences, s'engage à assurer le lien avec l'Etat, le Rectorat de la région académique Ile-de-France et les lycées. En application de cet article, et concernant plus particulièrement les lycées, la Région s'engage à solliciter tant que de besoin, toutes prises de décisions nécessaires, et organisera toutes concertations, formelles ou informelles vis-à-vis de ces établissements. Elle mobilisera ses services afin de garantir le bon fonctionnement des lycées, en amont et pendant les opérations de portage des terrains par **l'EPF IF**, de démolition et de travaux de construction, qui nécessitent éventuellement une adaptation temporaire ou définitive du fonctionnement des établissements, ou leur réorganisation.

La Région s'assurera également d'une transmission de l'information aux lycées sur la dimension éducative pouvant être impactée par les opérations.

Mise en œuvre de la procédure de la désaffectation et de déclassement du domaine public

En application de l'article 5-2 de la convention-cadre, la Région s'engage à recueillir l'avis des conseils d'administration des établissements sur la désaffectation des sites et à proposer à son assemblée délibérante des délibérations sollicitant l'accord du Préfet de Région pour ces désaffectations. A ce titre, **la Région** s'engage à assurer le lien avec les établissements et les services de l'Etat et faire ses meilleurs efforts pour parvenir à une décision de désaffectation, a effet immédiat ou par anticipation, dans un délai compatible avec le calendrier des opérations de cession et de développement immobilier des terrains, qui sera arrêté par le comité technique, défini par l'article 11 de la **convention cadre**.

La Région procèdera au déclassement des tènements fonciers devant être mobilisés, une fois la décision préfectorale de désaffectation obtenue et dans un délai compatible avec le calendrier des opérations de cession et de développement immobilier. La cession des tènements fonciers à **l'EPF IF** pourra alors intervenir dans un délai rapide, et l'acte de vente, en cas de procédure de déclassement anticipé, devra contenir une clause précisant le délai de désaffectation et organisant les conséquences de la résolution de la vente. A cet effet, **la Région** s'engage à ce que la désaffectation du bien intervienne de manière effective dans les trois ans suivant la décision de déclassement.

Communication

A l'occasion de toute communication portant sur les projets ou les secteurs objets de la **convention cadre**, **la Région** s'engage à faire état de l'intervention de **l'EPF IF** et s'oblige également à transférer cette exigence aux opérateurs qu'elle désigne sur les terrains ayant bénéficié d'une intervention de **l'EPF IF**. **L'EPF IF** pourra, pendant la durée de portage, apposer des panneaux sur les terrains dont il se sera rendu propriétaire et faire état de l'avancement de son intervention sur tous supports.

Confidentialité

Les documents de travail, études en régie et compte rendu annuels à la collectivité communiqués par **l'EPF IF**, sont strictement confidentiels. Toute diffusion, hors cadre conventionnel, est interdite. Au cas où **la Région** aurait besoin de faire état d'un de ces documents, elle devra en faire une demande écrite à **l'EPF IF**. Pour ce qui concerne spécifiquement les comptes rendus annuels, l**a Région** est autorisée à en diffuser la synthèse produite par **l'EPF IF**. En effet, conformément au code général des collectivités

territoriales, le bilan des acquisitions et cessions opérées donne lieu chaque année à une délibération de **la Région**.

De son côté, sauf autorisation de **la Région**, **l'EPF IF** ne communique sur ces études que sous couvert d'anonymat.

Article 3 : Acquisitions

Cet article vise à préciser les dispositions de **l'article 4 « Secteurs et modalités d'interventions de l'EPF IF »** de la **convention cadre**.

Principes de détermination du prix d'acquisition par l'EPFIF

La détermination initiale du prix du foncier détachable acquis par **l'EPF IF** auprès de **la Région** est établie selon un bilan foncier prévisionnel dont le principe de calcul est le suivant :

- la charge foncière « de marché » estimative exprimée en ratio d'euros hors taxes par mètre carré de surface de plancher selon les différentes destinations (accession libre, accession libre maîtrisée, accession sociale à la propriété, logement locatif intermédiaire, logement locatif social, résidence spécifique, équipement, activité etc.), et prenant en compte le régime de droit commun de la taxe d'aménagement dont le taux de la part communale est généralement fixé à 5%,
- multipliée par un programme prévisionnel exprimé en mètres carrés de surface de plancher et par type de destination (logement en accession libre, accession libre maîtrisée, accession sociale à la propriété, logement locatif intermédiaire, logement locatif social, résidence spécifique, équipement, activité etc.),
- moins un ensemble de provisions lorsque l'information a été portée à la connaissance de **l'EPF IF** : coût de démolition, de dépollution, de fondations spéciales (géotechnique), surplus éventuel de taxe d'aménagement lorsque la part communale dépasse 5% ou toute participation pour financement d'aménagement et d'équipement (convention de projet urbain partenarial, participation dans le cadre d'une concession d'aménagement etc.),

moins les frais de portage prévisionnels.

Avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat

L'article 4 de la **convention cadre** (« Secteurs et modalités d'interventions de l'EPF IF ») précise que la cession des terrains à **l'EPF IF** est conditionnée à un avis conforme de la Direction de l'immobilier de l'Etat. En cas d'avis inférieur par rapport au prix initialement envisagé, il est précisé que l'acte de vente comportera des clauses financières spécifiques qui sont relatées à l'article 10 de la présente **convention cadre** (« Clause de "retour" au profit de la Région »). En cas d'avis supérieur, qui peut donc s'avérer incompatible avec le projet envisagé, **la Région** et **l'EPF IF** conviendront des suites à donner à la transaction dans les six (6) mois.

Unité foncière jouxtante et modalité d'acquisition de ces tènements

L'EPF IF pourra intervenir, sous réserve de l'accord de **la Région**, d'une part, et de la commune d'implantation et, le cas échéant, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, d'autre part, sur toute unité foncière jouxtante ou pouvant constituer avec le foncier détachable mobilisé, un périmètre cohérent et continu d'opération, et incluse dans un périmètre couvert par une convention d'intervention foncière locale conclue avec la collectivité d'implantation, sous la double condition que l'opportunité soit justifiée par la pertinence du projet et que l'incidence financière de l'acquisition soit compatible avec l'enveloppe de la convention. Dans ce contexte, et en pleine coordination

avec de la commune d'implantation et, le cas échéant, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, **l'EPF IF** procède, selon les textes en vigueur, aux acquisitions et évictions par tout moyen, et notamment :

- par négociation amiable ;
- par exercice des droits de préemption et de priorité délégués par l'autorité titulaire ; si cette dernière n'est pas signataire de la convention d'intervention foncière locale, **la Région** et **l'EPF IF** s'engagent, en coordination avec les signataires de la convention d'intervention foncière locale, à entamer toutes démarches pour parvenir à la délégation, au cas par cas, de ces droits à **l'EPF IF** ;
- par voie d'expropriation ; dans ce cadre, **l'EPF IF** pourra accompagner la commune ou, le cas échéant, l'établissement public de coopération intercommunale compétent, pendant la phase administrative et mènera sous sa responsabilité la phase judiciaire, dans le cadre d'un protocole local tel que mentionné à l'article 6 de la **convention cadre** et précisant le rôle de l'EPF IF dans la procédure d'expropriation sollicitée par la collectivité.

Article 4 : Gestion des biens acquis par l'EPFIF, interventions pendant le portage

Cet article vise à préciser les modalités d'application de **l'article 8 « Modalités de portage et de gestion des biens acquis par l'EPF IF »** de la **convention cadre**.

Gestion courante

Dès qu'il est propriétaire des biens, **l'EPF IF** en supporte les obligations de propriétaire. Certaines de ces missions sont déléguées à un administrateur de biens désigné par **l'EPF IF**, conformément aux textes relatifs aux marchés publics. En outre, **l'EPF IF** recherche des solutions d'occupation afin de limiter le coût du portage foncier. Sauf stipulation contraire, **l'EPF IF** a la charge de la gestion courante des biens, notamment entretien, assurance, sécurisation, paiement des taxes, perception des recettes d'occupation (le cas échéant). En fonction de la nature et de l'état des biens, et lorsque ces derniers ne sont pas gérés par **la Région** dans le cadre d'une affectation au service public, tel que le relate l'article 8 de la **convention cadre**(« Modalités de portage et de gestion des biens acquis par l'EPF IF »), **l'EPF IF** peut notamment contracter une convention d'occupation précaire (COP), une convention d'occupation temporaire (COT) ou une convention de mise à disposition (CMD) avec une collectivité, une structure publique, une association exerçant des activités d'intérêt général ou un bailleur social. **L'EPF IF** pourra également concéder des COP à usage d'activités économiques.

Cas d'une occupation sans droits ni titres

Dans le cas d'une occupation, sans droits ni titres, intervenant sur des biens acquis par **l'EPF IF**, pendant la durée du portage foncier, celui-ci, en tant que propriétaire, mène toutes les procédures légales afin de permettre la libération des lieux. **L'EPF IF** agira en pleine coordination avec la commune et, le cas échéant, l'établissement public de coopération intercommunale compétent, qui seront invités à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour concourir à la libération du bien.

Sécurisation et requalification des biens acquis par l'EPFIF

Sur les emprises qu'il aura acquises, **l'EPF IF** pourra réaliser ou faire réaliser tous travaux visant à sécuriser provisoirement les biens acquis en attente de leur cession et toute action de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur des terrains. Tous travaux d'aménagement exclus, il pourra réaliser notamment des travaux de démolition, de désamiantage, de mise en sécurité et de dépollution.

Si les biens, dont **l'EPF IF** se rend propriétaire, sont dans un état de dégradation, d'insalubrité ou présentent un danger, **l'EPF IF** pourra procéder à tous travaux et notamment de démolition, après information de **la Région**, d'une part, et de la commune d'implantation et, le cas échéant, l'établissement de coopération communale compétent.

La décision d'engager les opérations de travaux est prise par **l'EPF IF** en tant que propriétaire des biens. Préalablement au démarrage des travaux, **l'EPF IF** informe **la Région** notamment sur le niveau des prestations, les coûts, les délais, la communication et la concertation.

Garanties de sécurisation pendant les phases intercalaires

Dès lors qu'il en a la charge, **l'EPF IF** s'engage à conserver la continuité du dispositif de sécurisation destiné à maintenir l'intégrité des établissements initiaux, et à reporter cet engagement aux opérateurs acquéreurs des tènements pour y développer leurs projets immobiliers, pendant le temps des travaux de construction.

Article5 : Cession des biens acquis par l'EPFIF. Cet article vise à préciser les dispositions de **l'article 9 « Cession des biens acquis par l'EPF IF »** de la **convention cadre**.

Article 5 : Cession des biens acquis par l'EPF IF

Cet article vise à préciser les dispositions de **l'article 9 « Cession des biens acquis par l'EPF IF »** de la **convention cadre**.

Modalités de la cession

Les cessions ont lieu par acte notarié au profit de l'acquéreur, avec le concours du notaire de **l'EPF IF**. Tous les frais accessoires sont supportés par l'acquéreur. Sauf stipulations contraires des parties, le paiement du prix a lieu au moment de la cession.

L'acquéreur prend les biens dans l'état où ils se trouvent lors de l'entrée en jouissance et supporte les servitudes actives et passives les grevant. En cas de litige sur les biens cédés, sauf en matière d'expropriation et pour tout litige indemnitaire antérieur à la cession d'un bien, l'acquéreur se subroge à **l'EPF IF** en demande comme en défense, devant toutes juridictions.

Les cessions au profit sont également assujetties à la TVA sur marge ou sur la totalité du bien, en fonction de l'état du bien lors de sa cession par **l'EPF IF**.

Engagements liés à la convention cadre

La **convention cadre** doit être annexée aux actes de ventes, ainsi que, le cas échéant, la lettre de désignation de l'opérateur. En cas de consultation d'aménageurs, la convention pourra être annexée au cahier des charges de consultation, par le concessionnaire.

Dans le cadre de l'acte de vente et, en cas de déclaration d'utilité publique, dans le cadre d'un ou plusieurs cahiers des charges, l'opérateur reprend les obligations prévues par la **convention cadre**.

Protocole particulier de cession

Dans le cadre d'opérations d'aménagement, un protocole spécifique, ayant pour objet de déterminer un calendrier échelonné de cession, peut être conclu entre le concessionnaire et **l'EPF IF** avec l'accord de **la Région**. La durée de ce protocole ne pourra excéder celle de la **convention cadre** et aucune cession, ni aucun encaissement de prix, ne pourront être

programmés après son terme, sauf perception de pénalités ou sommes convenues conventionnellement.

Article 6 : Interventions accessoires

Etudes

En application de l'article 5 de la **convention cadre** (« Engagement des parties »), **l'EPF IF** peut, sur sollicitation de **la Région**, être amené à cofinancer des études au titre de la **convention cadre**, pour des opérations portées par **l'EPF IF.** Ces études sont à vocation opérationnelle, et comportent notamment un volet foncier (bilan, programmation, économie du foncier). La participation financière de **l'EPF IF** dans le cadre de ces cofinancement est imputée sur l'enveloppe de la **convention cadre**. Il est précisé que toute étude générale, qui n'est pas propre à un site d'intervention objet de la **convention cadre** n'est pas imputée sur son budget, l'intervention de l'EPF étant gratuite.

Le cofinancement est formalisé par la signature d'un protocole spécifique, précisant, au cas par cas, l'imputation budgétaire et a minima les conditions de participation suivantes :

- L'association de **l'EPF IF**, en amont du lancement du marché, à la rédaction du cahier des charges, puis à l'analyse des offres, pour laquelle il fournit un avis technique sur les offres et enfin au suivi de l'étude.
- La livraison des documents produits par le prestataire est également adressée à **l'EPF IF** qui en est le copropriétaire, au titre du cofinancement.

Prestations de tiers et études techniques

Par ailleurs, **L'EPF IF** pourra, avant et après acquisition, faire intervenir tout professionnel dont le concours est nécessaire, notamment : géomètre, notaire, avocat, huissiers…. Il pourra également faire toutes demandes d'acte juridique, étude, expertise et tous contrôles utiles à une meilleure connaissance technique du foncier, entre autres en ce qui concerne la pollution et la qualité du bâti. Plus précisément, **l'EPF IF** mandatera ses géomètres et fournira les éléments techniques de sorte que **la Région** puisse procéder aux divisions foncières préalables aux cessions.

Article 7 : Dispositifs de suivi

Cet article vise à préciser les dispositions de **l'article 11 « Dispositifs de suivi »** de la **convention cadre**.

Pilotage global

Les parties entendent organiser le suivi de la mission de mobilisation du foncier régional par une instance de décision, le comité de pilotage, qui se réunit au moins une fois par an et évalue l'avancement des missions, facilite la coordination des différents acteurs concernés et décide des évolutions souhaitables de la mission. Un état des dépenses et des recettes y est présenté une fois par an à l'occasion du compte-rendu annuel à la collectivité.

Le suivi plus régulier de la mission est assuré par un comité technique qui permet la préparation des décisions stratégiques à soumettre au comité de pilotage et se réunissant autant que de besoin, sur demande de l'une ou l'autre partie.

Dispositifs de suivi complémentaires

Outre le pilotage global de l'intervention de l'EPF IF, assuré par les instances décrites par l'article 11 de la convention cadre (« Dispositifs de suivi »), que sont le comité de pilotage et le comité technique, les parties conviennent qu'en cas de besoin, un comité de pilotage local

se réunira en partenariat avec la commune d'implantation et, le cas échéant, l'établissement public de coopération intercommunale ou tous les acteurs locaux compétents pour le suivi des opérations. Sa composition pourra être adaptée à chaque cas particulier.

De plus, **la Région** et **l'EPF IF** s'engagent à mettre en place une **équipe projet,** co-pilotée par le Pôle Logement Transports et le Pôle Lycées, qui assurera le suivi permanent de la mission au sein d'ateliers partenariaux et sera constituée à minima de :

- un technicien de **la Région** représentant le Pôle Logement Transports, animant les divers ateliers partenariaux **Région** / **EPF IF** / IAU
- un technicien de **la Région** représentant le Pôle Lycées
- un technicien représentant **l'EPF IF**

Un technicien représentant l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France sera invité à participer activement à cette équipe projet.

Tout partenaire dont la présence sera jugée opportune sera invité à participer, en tant que de besoin, aux ateliers partenariaux.

Article 8 : Détermination du montant de la clause « de retour »

Cet article vise à préciser les dispositions de **l'article 10 « Clause de retour au profit de la Région »** de la **convention cadre**.

En application de l'article 10 de la convention cadre, Le **comité de pilotage** visé à l'article 11 de la **convention cadre** et l'article 7 du présent **protocole d'intervention** est informé au moins 15 jours avant sa tenue de ces bilans financiers et des prévisions financières, notamment celles pouvant appeler la réalisation de péréquations, tout solde négatif ne pouvant être acté sans qu'un solde positif ne soit retenu en contrepartie. Il délibère et décide, au regard de ces éléments, du montant des produits de la clause de retour qui est versé, le cas échéant, annuellement. Ce versement est effectué au vu du procès-verbal matérialisant la tenue du comité de pilotage, ses décisions, et arrêtant la somme à verser à la Région.

Fait à Paris, le……..

En deux (2) exemplaires originaux.

La Région Ile-de-France	L'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France

ANNEXE 2

LISTE DES PREMIERS SITES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE CÉDÉS Á L'EPFIF

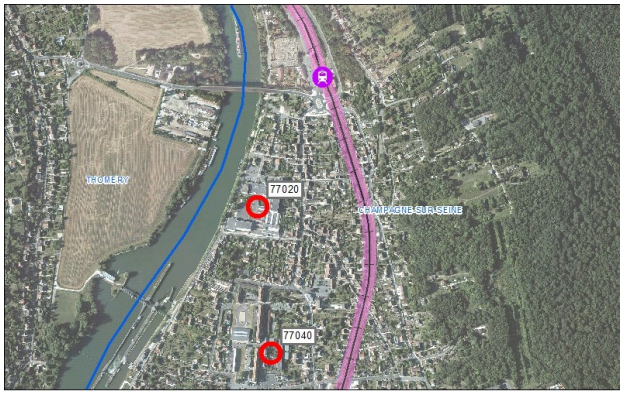
Ville	Dpt	lycée N°	nom du lycée
CHAMPAGNE SUR SEINE	77	221	Clemenceau
CONFLANS-SAINTE-HONO-RINE	78	53	Simone Weil
MELUN	77	81	Léonard de Vin-ci
TAVERNY	95	50	Jacques Pré-vert
VAUREAL	95	117	Camille Claudel

ANNEXE 3
FICHES DES PREMIERS SITES MOBILISABLES

Lycée CLEMENCEAU		code EI	77040	N°	221
		code UAI			
CHAMPAGNE SUR SEINE				77	

Situation

REGION - IAU IDF - EPFIF



Adresse	5 rue Georges Clémenceau		
Réf. cadastrale	AH268		
Surface terrain	4849 m²	Surface non bâtie	3005 m²

Propriétaire	Région Ile de France

Foncier pouvant être mobilisé

REGION



Foncier détachable

Lycée fermé administrativement. Le site est entièrement disponible. Projet d'ensemble possible avec terrain communal limitrophe.

Contraintes

Aucune si le site est cédé entièrement

Projets du lycée

RAS

Lycée SIMONE WEIL	LPO LYCEE DES METIERS	code EI	78035	N°	53-1
		code UAI	0783447Y		
CONFLANS SAINTE HONORINE				78	

Situation

REGION - IAU IDF - EPFIF



Adresse	rue du Val d'Oise		
Réf. cadastrale	AD846;AE485;AE487;AE488		
Surface terrain	30635 m²	Surface non bâtie	21737 m²
Propriétaire	Région Ile de France		

Foncier pouvant être mobilisé

REGION



Foncier détachable

Parcelle AE485 potentiellement détachable, accès rue Aristide Briand (2500m²)

Contraintes

Conserver un accès de service

Projets du lycée

RAS

Lycée LEONARD DE VINCI	LPO LYCEE DES METIERS	code EI	77200	N°	81
		code UAI	077093 4X		
MELUN				77	

Situation

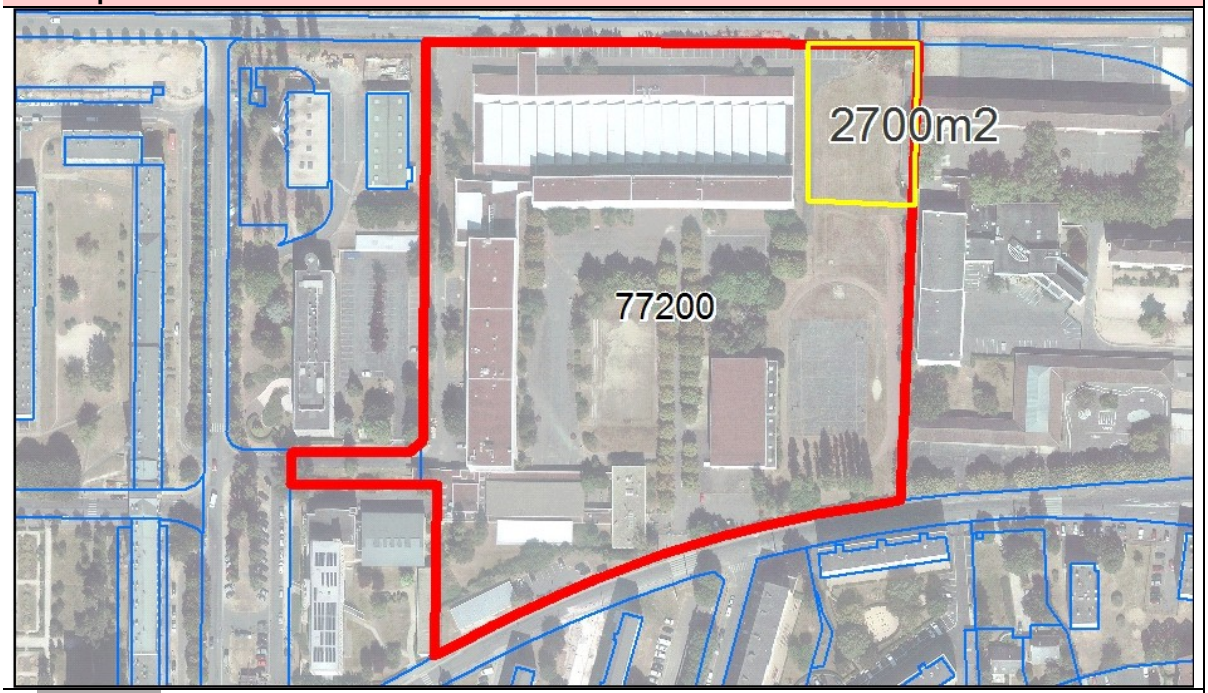
REGION - IAU IDF - EPFIF



Adresse	rue Edouard Branly		
Réf. cadastrale	AD130		
Surface terrain	37916 m²	Surface non bâtie	26325 m²
Propriétaire	Région Ile de France		

Foncier pouvant être mobilisé

REGION



Foncier détachable

Lycée de 1250 élèves. Site assez construit. Actuellement, 2 opérations sont en cours. Nécessité de conserver des espaces libres pour le chantier.

Contraintes

Reconstitution enceinte clôturée lycée, accès, réseaux et voirie.

Projets du lycée

Deux opérations en cours, extension/rénovation et réfection SSI internat (livraison septembre 2008). Inscrit au PPI 2017-2027 pour une opération Toiture/Façades et une opération ciblée sur la demi-pension

Lycée JACQUES PREVERT	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	code EI	95330	N°	50
		code UAI	095065 1S		
TAVERNY				95	

Situation

REGION - IAU IDF - EPFIF



Adresse	23 rue du Chemin Vert de Boissy
Réf. cadastrale	BK235
Surface terrain	23209 m²
Surface non bâtie	17484 m²
Propriétaire	Région Ile de France

Foncier pouvant être mobilisé

REGION



Foncier détachable

Lycée situé dans secteur en forte tension démographique. Espace pour installer les BD et la base de chantier de la rénovation globale (soit sur site Région, soit sur le terrain public limitrophe). Conserver la possibilité d'une extension future (voire dans projet rénovation globale).

Contraintes

En fonction du scenario envisagé, il y aurait la reconstitution des logements à prévoir. Reconstitution de l'enceinte clôturée du lycée, des accès, réseaux et voirie.

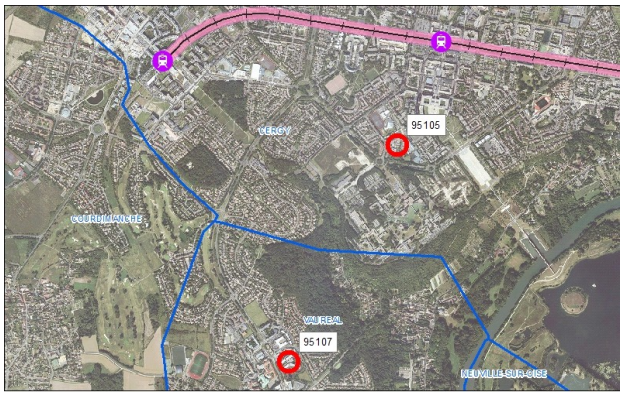
Projets du lycée

Inscrit au PPI 2017-2027 pour une rénovation globale et intervention sur la demi-pension nécessaire

Lycée CAMILLE CLAUDEL	LPO LYCEE DES METIERS	code EI	95107	N°	117
		code UAI	095171 0T		
VAUREAL				95	

Situation

REGION - IAU IDF - EPFIF



Adresse	Boulevard de l'Oise		
Réf. cadastrale	EV183;EV378		
Surface terrain	20971 m²	Surface non bâtie	14659 m²
Propriétaire	Région Ile de France		

Foncier pouvant être mobilisé

REGION



Foncier détachable

Parcelle détachable de 2700m² sur l'arrière du lycée. Actuellement une partie de la cour et théâtre de verdure en mauvais état et inaccessible.

Contraintes

Réaménagement de la cour. Reconstitution de l'enceinte clôturée du lycée, des accès , réseaux et voirie.

Projets du lycée

Inscrit au PPI 2017-2027 pour une opération Toiture/ Façades

ANNEXE 4
CHARTE QUALITÉ RÉGION

La majorité régionale entend encourager fortement la construction de nouveaux logements en Ile-de-France. A cet effet, un audit a été lancé pour identifier, au sein du patrimoine régional, le foncier susceptible d'être cédé en vue de la construction de logements. Ainsi « la Région entend montrer l'exemple en mobilisant le foncier dont elle est propriétaire autour des lycées » (CRIF Rapport n° CR 42-16).

Cet appel à projets, sur le foncier mobilisable des lycées, a pour objectif de faciliter la construction de logements et de diversifier l'offre, tout en permettant l'amélioration de la qualité de vie des franciliens.

Il s'inscrit dans la logique du choc de simplification dans le secteur du logement, avec la volonté de permettre aux acteurs publics et privés de constituer une nouvelle offre de logement en supprimant toutes les normes qui viennent se rajouter à la réglementation en vigueur. Les objectifs en matière de développement durable, labels énergétiques, ou mises en œuvre d'énergie renouvelables, autre que ceux imposés par la loi, ne sont donc pas une obligation mais font l'objet d'une initiative commune des acteurs, publics et/ou privés, du projet. Ils sont à prendre comme une opportunité et non une « contrainte ». Il en va de même pour la réalisation de programmes plus performants ou innovants (bâtiments à énergie positive et bas carbone) ainsi que de la végétalisation des programmes et le recours à des éco-matériaux qui sont encouragés mais non imposés. L'idée étant de mettre la simplification au service de la qualité du projet.

Cette consultation s'inscrit également dans la volonté de la Région de promouvoir l'émergence d'une région durable, innovante, économe en énergie et en ressources naturelles à travers les qualités environnementales, architecturales et la recherche d'une meilleure qualité du cadre de vie.

Les projets devront ainsi contribuer, chacun à son échelle et à travers une approche transversale, aux objectifs du plan vert régional, du plan régional sur la qualité de l'air, du plan vélo régional, du PDUIF…….

3 axes ont été définis pour traduire la démarche souhaitée et engagée par la Région :

- Un projet inscrit dans le territoire
- Un projet innovant en termes de programmation et de gestion
- Un projet soucieux du confort et de la qualité de vie

1. Un projet inscrit dans son territoire.

<u>La qualité urbaine des projets au service de la qualité du cadre de vie.</u>

Une attention particulière devra être apportée à l'insertion urbaine et architecturale de l'opération dans son environnement[i]. Elle se fera dans un souci d'adaptation au contexte urbain (gabarit des voies, bâtiments environnants, perspectives de vues, percées visuelles …), de réponse à une demande diversifiée en logement (nombre, typologie …) et le développement, si le site s'y prête, d'une programmation mixte permettant l'installation d'activités innovantes, d'espaces liés à la proximité des établissements d'enseignement ou encore d'activités faisant partie des stratégie de développement de la Région comme la micro logistique urbaine ou la smart Région.

Ces opérations seront aussi l'occasion de renforcer ou de créer, quand elle est inexistante, une liaison entre le lycée et la ville.

L'intégration des déplacements au service du projet

Afin de favoriser les modes de déplacement actifs, le prestataire devra réfléchir le projet en fonction de la proximité et des accès aux transports en commun, de façon à favoriser la circulation piétonne et cycle vers le centre-ville et les stations de transport.

Il devra ainsi s'assurer de l'aménagement qualitatif des accès piétons, et cycles. Il s'agit également, tout en respectant les normes des PLU en matière de stationnement vélos (lorsqu'elles existent), d'effectuer un travail sur la localisation de ces locaux vélos, en simplifiant autant que possible leurs accès.

Prise en compte de la biodiversité du site

La biodiversité est un enjeu fort et il est nécessaire que chaque projet puisse concevoir des solutions pour conforter et préserver la biodiversité, et participer à la création ou au développement de la nature en ville selon sa possibilité, mais également sa localisation. Différents dispositifs, à l'échelle de l'îlot (espaces extérieurs présentant une diversité écologique, continuité et/ou complémentarité des stratégies paysagères de l'espace public, …) ou du bâtiment (toitures végétalisées, végétalisation des balcons, des façades, …) peuvent être mis en place. Ils devront s'inscrire dans les objectifs du plan vert régional et permettre dans certains lieux de répondre aux enjeux des zones carencées.

Il est également nécessaire, dans un but de pérennité de ces espaces, d'intégrer dès la conception la question de leur gestion future et de mettre en place les conditions d'un entretien durable des espaces extérieurs et végétalisés.

Gestion des eaux pluviales et maintien de la perméabilité des sols

Les projets de construction ont souvent pour conséquence d'imperméabiliser les sols et de déséquilibrer l'écoulement naturel des eaux pluviales et la perte de vie des sols. Il est possible en fonction du contexte géologique et hydrogéologique du site, de prévoir l'infiltration de tout ou partie des eaux pluviales à la parcelle.

Ainsi l'opérateur réfléchira, au regard du contexte environnemental du site, a des techniques constructives permettant l'infiltration des eaux et/ou à la mise en place d'aménagement des espaces publics (voiries, stationnement, espaces de circulation,…) favorisant l'écoulement des eaux pluviales. Il pourra ainsi aller au-delà des contraintes règlementaires imposées par les syndicats de gestion des eaux compétents dans les documents d'urbanisme.

2. Un projet innovant en termes de programmation et de gestion.

Mixité d'usages

Les projets envisagés s'attacheront à promouvoir la mixité sociale, notamment dans les secteurs déjà fortement pourvus en logements sociaux. Ils contribueront à diversifier l'offre de logements et l'offre du parcours résidentiel en lien avec la commune (typologie de logements, logement non familiaux...).

Une attention particulière sera également apportée à la mixité fonctionnelle. Là où c'est possible, les projets devront intégrer une programmation économique des rez-de-chaussée (commerces, locaux d'activité, …), proposer des espaces dédiés à la micro logistique

urbaine, à l'innovation permettant de créer des synergies avec le monde de l'enseignement, à l'installation de start-up ou encore des espaces de co-working.

Les projets pourront également étudier la création d'espaces mutualisés au sein de chaque îlot (ex. : salle polyvalente accessible aux habitants, espace de bricolage mutualisé, terrasses, jardins ou potagers urbains partagés…) contribuant à une meilleur cohésion sociale au sein des îlots, des immeubles. Ils pourront même aller plus loin dans la question de la transformation des appartements, leur évolutivité dans le temps (agrandissement, mutualisation, regroupement…), leur mutabilité et proposer des nouvelles manières d'habiter comme le co-living / co-habiter ou leur réversibilité vers d'autres programmes par exemple.

Enfin, afin de penser le projet dans la durée, une réflexion devra être menée sur les hauteurs d'étages, notamment des rez-de-chaussée en vue de leur possible transformation, adaptation et mutabilité à long terme.

La gestion future, une préoccupation

Les projets devront présenter des garanties dans la durée, le coût, l'entretien et la gestion future des résidences qui y seront réalisées.

Ils devront proposer des gestions simplifiées et intégrées notamment dans le cas de mixités fonctionnelles dans un même immeuble entre du logement et du commerce par exemple dans la séparation des fluides ou de tout éléments constitutifs d'une gestion future séparée assurant une meilleure pérennité de l'immeuble (Copropriétés). La gestion future des ilots mixtes devra également être prise en compte et simplifiée (accès piétons, parkings, espaces communs…).

3. Un projet soucieux du confort et de la qualité de vie.

La recherche du confort et de la qualité de vie dans les logements n'est pas nécessairement une question de norme ou de technicité. Il s'agit avant tout d'une conception innovante et astucieuse des bâtiments prenant en compte différents critères et proposant globalement des nouvelles qualités d'habiter.

Confort thermique et ensoleillement

Afin de garantir le confort thermique et l'ensoleillement nécessaire aux logements, tout en assurant une réduction de la consommation énergétique, l'objectif est de réduire les besoins par la conception des bâtiments.

Cela passe par la maximisation de l'autonomie en éclairage naturel, la bonne isolation des bâtiments, la mise en place de protections nécessaires au rayonnement solaire (protections solaires extérieures et brise-soleils), une meilleur ventilation naturelle des logements en favorisant les logements traversants ou à double orientation. Dans la conception même des appartements, le choix de la répartition des différentes pièces en fonction de l'ensoleillement, lorsque cela est possible, sera recherché. Il est demandé d'atteindre au moins les performances énergétiques des usages réglementaires et de promouvoir, si le montage de projet le permet, l'utilisation des énergies renouvelables.

Confort d'usage et d'habitabilité.

Les équipes seront particulièrement vigilantes à la qualité des espaces intérieurs. Les typologies des espaces devront être adaptées aux usages et intégrer des espaces de

rangement nécessaires dès la conception. La majorité des appartements de type T3 et au-delà disposeront d'espaces extérieurs type balcons ou loggias.

Les projets devront assurer le confort visuel en permettant l'éclairage naturel dans l'ensemble des pièces de vie et la répartition des pièces des logements en fonctions de l'ensoleillement, de l'orientation, des vues et des marques solaires ; favoriser l'implantation d'espaces tampons (circulation, cellier, WC …) en façade nord des bâtiments et privilégier une orientation sud des pièces de vie (salon / séjour) avec des grandes ouvertures ; valoriser les vues depuis les logements, notamment vers les espaces paysagers. Les vis-à-vis devront être limités afin que les habitants puissent disposer d'une intimité à l'intérieur de logements (orientation des ouvertures, distance suffisante entre les façades, travail sur les garde-corps et la perception intérieur-extérieur, …). De plus, l'ensemble des chambres et salons disposeront d'occultations extérieures.

Les projets devront également assurer le confort acoustique. L'implantation des bâtiments doit être réalisée de façon à limiter le linéaire de façade le long des infrastructures bruyantes. Les pièces intérieures seront implantées en fonction des nuisances du site.

Confort et qualité des espaces extérieurs

Cet appel à projet est également l'occasion de favoriser des réponses architecturales innovantes, inventives et en adéquation avec l'identité des territoires. Il favorisera la conception d'espaces extérieurs accessibles, de qualité, confortables et avec un souci de facilité d'entretien, un traitement qualitatif des limites entre les espaces publics et les espaces privés à travers une réflexion sur le rapport à l'espace public notamment au niveau des halls des immeubles. Les espaces extérieurs – tant au sol qu'en toiture ou en façade - sont également au cœur des préoccupations en termes de biodiversité et de qualité du cadre de vie : leur aménagement, le soin apporté au choix des matériaux et des plantations, la perméabilité des sols, ainsi que les usages devront contribuer à cette recherche de qualité.

4. Principes d'organisation des consultations

Nous proposons, pour céder les terrains portés par l'EPFIF, une mise en concurrence sous forme de consultation de promoteurs/bailleurs/opérateurs (groupement) associés à des architectes.

Cette option permet à la Région d'être force de proposition et acteur direct sur son propre foncier, sans se contenter de simplement céder ses terrains. C'est également une manière de montrer l'exemple en portant des projets de qualité en lien étroit avec les villes concernées.

Ce type de consultation permet de choisir un projet de construction de logements (accession, social, étudiant ou spécialisés) ou autre et qui développe un projet architectural valorisant et innovant. Les promoteurs/architectes doivent faire une proposition architecturale et spatiale, doublée d'une proposition de programmation et d'une proposition financière d'achat du terrain (charge foncière) à l'EPFIF. La fourchette de prix d'achat au m² de surface construite sera fixée en amont de la consultation, au plus juste, d'un commun accord avec l'EPFIF et cela permettra de dégager de la marge financière pour développer la qualité spatiale et architecturale des projets attendus.

La consultation se fera sur la base de la Charte Qualité région, qui met en avant la qualité architecturale et spatiale des projets, les projets innovants, la qualité des logements ou le système constructif, les choix de matériaux écologiques, l'insertion du projet à la ville et son environnement, l'obligation aux promoteurs de dédommager les architectes pour leur

production. Des cahiers des charges techniques seront réalisés sur chacun des sites par l'EPFIF en partenariat avec les services de la Région.

En réponse au cahier des charges, l'offre de l'opérateur en phase 2 devra être accompagnée d'une note méthodologique détaillant ses réponses à l'ensemble des points de la Charte Qualité région. Celle-ci devra être précédée d'une étude du contexte environnemental du site afin qu'il soit mis en avant les contraintes et atouts du site. Sur la base de cette étude l'opérateur proposera et justifiera au regard de la Charte Qualité Région, ses options d'aménagement et de construction. Pour cela le recours à une expertise en construction et aménagement durable apparaît essentiel.

Le jury portera une attention particulière à la pertinence des moyens techniques mis en œuvre pour atteindre les objectifs de qualités proposés par l'opérateur et à leurs adéquations avec les propositions architecturales.

Ainsi, par exemple les propositions techniques de végétalisation des toitures ou de façade devront permettre dans leur mise en œuvre (épaisseur et qualité du substrat, accès à la toiture pour l'entretien,…) une réelle prise en compte de la biodiversité.

Si l'opérateur propose l'obtention d'un label ou le suivi d'une démarche d'aménagement ou de construction durable, il devra définir les objectifs performantiels (niveau du label attendu) et les moyens de son suivi.

Des commissions et des jurys seront déclinés pour chaque site, avec des représentants de la Commune en plus des représentants de la Région et de personnes qualifiées (dont l'EPF). Ils seront organisés pour opérer un choix après l'analyse technique des services de la Région et de l'EPF. Des ateliers partenariaux de suivi permettront de valider les choix fait au moment du Jury, tout au long des différentes étapes du projet (PC, DCE, chantier…) et ce jusqu'à sa mise en service.

Principe de déroulement des consultations, suivi des projets

- Phase 1 :
  - Réunion de lancement de la consultation avec communication, invitation à tous les promoteurs, bailleurs et acteurs franciliens concernés…. Présentation des dossiers de consultation des sites mis au concours.
  - Remise des candidatures des groupements intéressés. Ces candidatures se feront sur dossier avec références des opérateurs, note d'intention et références des 3 ou 4 architectes proposés.
  - Commission technique de sélection phase 1 pour le choix des 3 ou 4 qui vont travailler sur chacun des sites (choix des groupements et choix des architectes)

- Phase 2 :
  - Travail des 3 ou 4 équipes pour chacun des sites pour produire un projet : programmation, innovations techniques, engagement sur charge foncière, bilan de promotion, note méthodologique, prix de sorties, plan de masse, plan type d'étages, plans de logements, perspectives, façades, ambitions environnementales,…..
  - Analyse technique et financière des projets en vue des jurys
  - Jury phase 2 de choix des projets avec un jury par site

- Phase 3 :
  - Ateliers partenariaux de suivi du projet

[i] *Les opérations doivent tout d'abord répondre aux règles d'urbanisme inscrites aux PLU des villes concernées.*

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-175

DU 23 NOVEMBRE 2017

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES HUMAINES - RÉGIME INDEMNITAIRE (FILIÈRE TECHNIQUE ET RIFSEEP), DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE FORMATION POUR LES AGENTS RÉGIONAUX, MISE À JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES ET DES RATIOS D'AVANCEMENT DE GRADE, TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS RÉGIONAUX

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation et notamment l'article L 421-23 ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées et notamment l'article 6 ;

VU la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et notamment l'article 115 ;

VU le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ;

VU le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

VU le décret n°88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°88-547 du 6 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

VU le décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat et dans la magistrature ;

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps technique de l'équipement ;

VU le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

VU le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

VU le décret n°2006-1692 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine ;

VU le décret n°2007-913 du 15 mai 2007 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement ;

VU le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 modifié relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat ;

VU le décret n°2010-235 du 5 mars 2010 relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement ;

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 modifié relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;

VU l'arrêté du 25 août 2003 modifié fixant les modalités d'application du décret n°2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant les montants des primes de service et de rendement allouées à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat ;

VU l'arrêté du 20 mai 2014 modifié pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (NOR : RDFF1409306A) ;

VU l'arrêté du 19 mars 2015 modifié pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (NOR : RDFF1503471A) ;

VU l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat (NOR: RDFF1503470A) modifié par l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (NOR: INTA1717715A) ;

VU l'arrêté du 3 juin 2015 modifié pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (NOR : RDFF1509522A) ;

VU l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (NOR : RDFF1509521A) ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (NOR : RDFF1634956A) ;

VU la délibération n° CR 88-23 du 8 novembre 1988 relative au budget rectificatif pour 1988 et à diverses dispositions d'ordre financier ;

VU la délibération n° CR 20-89 du 25 avril 1989 relative à la régularisation de diverses dispositions d'ordre financier, notamment son article 2 ;

VU la délibération n° CR 06-97 du 27 juin 1997 relative aux diverses dispositions concernant la gestion des personnels ;

VU la délibération n° CR 14-98 du 23 avril 1998 relative aux diverses dispositions concernant la gestion des personnels ;

VU la délibération n° CR 69-98 du 4 décembre 1998 portant diverses dispositions concernant la gestion des personnels, notamment son article 1er ;

VU la délibération n° CR 07-99 du 25 mars 1999 portant diverses dispositions relatives aux moyens de l'institution régionale ;

VU la délibération n° CR 44-99 du 14 octobre 1999 portant diverses dispositions relatives aux moyens de l'institution régionale ;

VU la délibération n° CR 35-00 du 29 juin 2000 portant diverses dispositions concernant les moyens de l'institution régionale ;

VU la délibération n° CR 39-01 du 28 juin 2001 portant diverses dispositions concernant la gestion des ressources humaines de l'institution régionale, notamment son article 1er ;

VU la délibération n° CR 48-01 du 1er octobre 2001 portant diverses dispositions concernant la gestion des ressources humaines de la région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 70-01 du 13 décembre 2001 portant diverses mesures relatives aux personnels ;

VU la délibération n° CR 11-02 du 20 juin 2002 portant diverses dispositions relatives à la gestion des ressources humaines, notamment son article 8 ;

VU la délibération n° CR 40-02 du 18 décembre 2002 relative au régime indemnitaire ;

VU la délibération n° CR 08-03 du 27 mars 2003 portant diverses dispositions relatives à la gestion des ressources humaines ;

VU la délibération n° CR 53-06 du 18 mai 2006 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines ;

VU la délibération n° CR 15-07 du 1er février 2007 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines ;

VU la délibération n° CR 102-08 du 17 octobre 2008 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines – 11e rapport ;

VU la délibération n° CR 20-09 du 12 février 2009 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines – 2ème rapport ;

VU la délibération n° CR 57-11 du 24 juin 2011 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines ;

VU la délibération n° CP 12-598 du 12 juillet 2012 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines – 3e rapport ;

VU la délibération n° CR 29-16 du 19 février 2016 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines – régime indemnitaire ;

VU la délibération n° CR 74-16 du 20 mai 2016 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines – mise à jour des ratios d'avancement de grade et correction de la délibération n°37-16 du 18 mars 2016 ;

VU la délibération n° CR 2017-56 du 10 mars 2017 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines – régime indemnitaire ;

VU les avis du comité technique en date du 11 octobre 2017 et du 15 novembre 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-175 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Chapitre I. Régime indemnitaire de la filière technique

Article 1er :

Décide que les fonctionnaires des cadres d'emplois des ingénieurs en chef, des ingénieurs territoriaux et des techniciens territoriaux bénéficient du versement de **l'indemnité spécifique de service (ISS)** conformément au décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps technique de l'équipement.

Les montants du taux de base, les coefficients liés au grade, les coefficients géographiques et les taux individuels maximum correspondent aux maxima fixés par décret et arrêté pour les corps de référence de la fonction publique de l'Etat. En cas de revalorisations réglementaires des montants, coefficients et taux de référence applicables à la fonction publique de l'État, ces derniers s'appliquent automatiquement dans la collectivité.

L'indemnité spécifique de service (ISS) est versée mensuellement.

Article 2 :

Décide que les fonctionnaires des cadres d'emplois des ingénieurs en chef, des ingénieurs territoriaux et des techniciens territoriaux bénéficient du versement de la **prime de service et de rendement (PSR)** conformément au décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

Les taux annuels de base correspondent aux montants maxima fixés par arrêté pour les corps de référence de la fonction publique de l'Etat. En cas de revalorisations réglementaires des montants de référence applicables à la fonction publique de l'État, ces derniers s'appliquent automatiquement dans la collectivité.

Le crédit global annuel est égal au produit des taux annuels de base selon le grade par le nombre de bénéficiaire potentiels.

Le montant individuel ne peut excéder annuellement le double du taux moyen du grade.

La prime de service et de rendement (PSR) est versée mensuellement.

Article 3 :

Précise que le bénéfice de l'indemnité spécifique de service et de la prime de service et de rendement est maintenu dans son intégralité en cas de :

- autorisations d'absence rémunérées, congés annuels, congés bonifiés et congés pris dans le cadre du CET,
- départ en formation (sauf congé de formation professionnelle)
- congé de maternité, paternité ou d'accueil de l'enfant ou d'adoption
- congé pour accident de service ou maladie professionnelle,
- temps partiel thérapeutique
- congé de maladie ordinaire,
- congé de longue maladie,
- congé de grave maladie,
- congé de longue durée.

Article 4 :

Décide d'abroger les délibérations n° CR 17-92 du 28 avril 1992 relative aux compléments de rémunération des agents de la filière technique et n° CR 14-01 du 5 avril 2001 relative à la gestion des personnels.

Sont également abrogées les dispositions relatives à l'ISS et la PSR dans les délibérations susvisées suivantes :

- la délibération n° CR 70-98 du 4 décembre 1998,
- la délibération n° CR 44-99 du 14 octobre 1999,
- la délibération n° CR 102-08 du 17 octobre 2008.

Article 5 :

Impute les dépenses relatives à l'ISS et à la PSR sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux », code fonctionnel 0201 – « personnel non ventilé », programme HP 0201-007 – « frais de personnel ».

Chapitre II. Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Article 6 :

Décide d'instituer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), conformément au décret n°2014-513 du 20 mai 2014 susvisé.

Ce régime est composé, d'une part, d'une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et, d'autre part, du complément indemnitaire annuel (CIA).

Article 7 :

Décide d'instaurer le RIFSEEP pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires en fonction à la Région à temps plein ou à temps partiel relevant des cadres d'emploi cités en annexe n°1 de la présente délibération.

Il est également applicable :

- aux agents contractuels à temps plein ou à temps partiel recrutés à compter du 1er janvier 2018 sur la base de l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale dans les mêmes conditions que celles applicables aux fonctionnaires assurant des missions de même nature et même niveau hiérarchique ;
- aux fonctionnaires détachés dans un emploi fonctionnel de la Région et aux agents contractuels occupant un emploi fonctionnel de la Région en application de l'article 47 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée, qu'ils soient à temps plein ou à temps partiel. Pour les fonctionnaires détachés, le cadre d'emplois de référence est celui applicable à leur cadre d'emplois d'origine, et pour les agents contractuels, le cadre d'emplois de référence est celui des administrateurs territoriaux ou des ingénieurs en chef, selon l'emploi occupé..

Le RIFSEEP s'applique aux agents logés par nécessité absolue de service.

Article 8 :

Décide que **l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)** est instituée selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la fonction publique de l'Etat.

L'IFSE vise à valoriser la reconnaissance du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions, ainsi que les sujétions particulières de la fonction. Elle constitue la part principale du RIFSEEP. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

<u>La détermination des groupes de fonction</u>

Pour chaque cadre d'emploi, les groupes de fonctions sont déterminés en application des critères professionnels prévus à l'article 2 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 susvisé :

- encadrement, coordination, pilotage, conception ;
- technicité, expertise, expérience ou qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions ;
- sujétions particulières et degré d'exposition de certains postes au regard de son environnement professionnel.

Ces critères se déclinent sous quatre aspects : responsabilité, autonomie, connaissances requises/ technicité, sujétions.

Ils ont une portée générique et s'appliquent à l'ensemble des fonctions.

Responsabilité :
Ce critère est lié à la nature des principales activités exercées dans la fonction considérée et à leur incidence, leurs conséquences ou leurs effets sur les résultats finaux à court, moyen ou long terme. Il tient compte de la nature et de la complexité des principales activités en fonction de leur rapport avec les tâches quotidiennes et du niveau où elles se situent (opérationnel, organisationnel, tactique ou stratégique).

Autonomie :
Ce critère caractérise la marge de manœuvre sur la fonction pour agir, prendre des

décisions ou proposer des choix dans un cadre plus ou moins contraint.
Il mesure donc les capacités de résolution de problèmes nécessaires pour exercer les responsabilités attachées à la fonction, les capacités d'analyse permettant d'établir des diagnostics et de comprendre des situations complexes ainsi que les capacités de jugement requises pour formuler des solutions et décider des mesures à prendre. Il se traduit en termes de niveau de directives, de délégation et de contrôles auxquels la fonction est assujettie.

Connaissances requises/ Technicité :
Ce critère est apprécié en fonction de l'ensemble des savoirs, des pratiques professionnelles à maîtriser, des compétences et aptitudes nécessaires pour occuper une fonction : formation initiale, formation continue, expérience professionnelle sanctionnée ou non par un diplôme, un titre homologué, une certification de qualification professionnelle. Ce critère permet également d'apprécier la difficulté et la diversité des situations rencontrées dans une activité et le niveau de réflexion nécessaire pour effectuer cette activité ou prendre des décisions.

Sujétions :
Ce critère mesure les contraintes horaires ou atypiques qui peuvent reposer sur les agents concernés. Il mesure aussi l'importance des contacts internes et externes dans l'exercice d'une activité et les aptitudes requises pour échanger des informations, conseiller autrui ou négocier.

Les groupes de fonctions et leurs montants annuels maximaux pour les agents à temps complet sont fixés à l'annexe n°2 de la présente délibération. Ces montants évoluent dans les mêmes conditions que les montants maximaux fixés par arrêté pour les corps de référence de la fonction publique de l'Etat. En cas de revalorisations réglementaires des montants de référence applicables à la fonction publique de l'État, ces derniers s'appliqueront automatiquement dans la collectivité.

Le montant individuel de l'IFSE

Au regard des fiches de poste individuelles, l'autorité territoriale procède par arrêté au rattachement à un groupe de fonctions au sein de chaque cadre d'emplois.

Les attributions individuelles, décidées par l'autorité territoriale, font l'objet d'un arrêté individuel. Elles sont déterminées au regard du groupe de fonctions et éventuellement de la spécificité de la fonction, en tout cas dans la limite des montants maximaux fixés dans l'annexe n°2 de la présente délibération. Elles ne peuvent pas être inférieures aux montants minimums fixés à l'annexe n°2 de la présente délibération.

L'IFSE est versée au prorata temporis pour les fonctionnaires et agents contractuels autorisés à travailler à temps partiel. Toutefois, conformément à l'article 60 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les agents effectuant un temps partiel à 80% et à 90% percevront respectivement 6/7 et 32/35 de l'IFSE.

Le versement de l'IFSE est mensuel.

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen :
- en cas de changement de fonctions ;
- en cas d'augmentation des sujétions imposées à l'agent dans l'exercice de ses fonctions ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;

- au moins tous les quatre ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

L'incidence des absences sur le versement de l'IFSE

Le bénéfice de l'IFSE est maintenu dans son intégralité en cas de :

- autorisations d'absence rémunérées de tout type, congés annuels, congés bonifiés et congés pris dans le cadre du CET,
- départ en formation (sauf congé de formation professionnelle)
- congé de maternité, paternité ou d'accueil de l'enfant ou d'adoption
- congé pour accident de service ou maladie professionnelle,
- temps partiel thérapeutique
- congé de maladie ordinaire,
- congé de longue maladie,
- congé de grave maladie,
- congé de longue durée.

Article 9 :

Décide que le **complément indemnitaire annuel (CIA)** est institué selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la fonction publique de l'Etat.

Le complément indemnitaire annuel (CIA) tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciés lors de l'entretien professionnel annuel.

Les bénéficiaires

Le CIA est institué pour les fonctions relevant des groupes 1 à 11.

Les groupes de fonctions et leurs montants annuels maximaux sont prévus à l'annexe n°2 de la présente délibération. Ces montants évoluent dans les mêmes conditions que les montants maximaux fixés par arrêté pour les corps de référence de la fonction publique de l'Etat. En cas de revalorisations réglementaires des montants de référence applicables à la fonction publique de l'Etat, ces derniers s'appliqueront automatiquement dans la collectivité.

Le montant individuel du CIA

Les attributions individuelles, décidées par l'autorité territoriale, sont comprises entre 0% et 100% des montants maximaux fixés dans l'annexe n°2 de la présente délibération.

Le CIA est déterminé en fonction :

- de la valeur professionnelle exceptionnelle de l'agent
- le cas échéant, de son affectation à un poste relevant d'un cadre d'emploi supérieur au sien
- de son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions
- de sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail
- de l'investissement collectif d'une équipe autour d'un projet porté par le service.

Le CIA est versé en une fois chaque année. Il n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. L'arrêté portant attribution du complément indemnitaire annuel ne vaut que pour l'année considérée.

Article 10 :

Précise que le RIFSEEP (IFSE et CIA) est cumulable avec les primes, indemnités et frais suivants :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, …),
- La prime de responsabilité des emplois de direction,
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (astreintes, permanence, le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, heures supplémentaires en cas de dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25 Août 2000 relatif à l'organisation du temps de travail …),
- Les primes liées aux dispositifs institués avant le 27 janvier 1984 (prime régionale).

Article 11 :

Décide que le montant indemnitaire mensuel perçu par chaque agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu est conservé au titre de l'IFSE jusqu'à ce qu'intervienne une des conditions de révision citée à l'article 8 de la présente délibération.

En application de l'article 6 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 susvisé, le maintien à titre individuel pourra avoir pour effet, le cas échéant, de dépasser les plafonds mentionnés dans l'annexe n°2 de la présente délibération. Dans ce cas, l'arrêté individuel précisera le montant de la part excédant le plafond maximal de l'IFSE qui sera versée sous forme d'un complément mensuel. Cette part, qui ne pourra subir d'augmentation, a alors vocation à s'éteindre progressivement en fonction des avancements de carrière du bénéficiaire ou de tout autre élément.

Article 12 :

Décide d'abroger les dispositions fixant les modalités de versement des indemnités suivantes uniquement pour les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP :

- l'indemnité de fonctions et de résultats,
- la prime de rendement,
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- l'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (IEMP),
- la prime de service et de rendement,
- l'indemnité pour participation aux travaux,
- la prime de travaux,
- l'indemnité spécifique de service,
- la prime de technicité,
- l'indemnité scientifique,
- l'indemnité de sujétion spéciale.

Ainsi à compter du 1er janvier 2018, les dispositions des délibérations suivantes portant sur le régime indemnitaire sont abrogées :

- Délibération n° CR 07-99 du 25 mars 1999,
- Délibération n° CR 40-02 du 18 décembre 2002,
- Délibération n° CR 53-06 du 18 mai 2006,
- Délibération n° CR 102-08 du 17 octobre 2008,
- Délibération n° CR 29-16 du 19 février 2016 (article 2).

Les dispositions des délibérations qui ne concernent pas le régime indemnitaire, ou qui concernent des cadres d'emplois ou des grades ne faisant pas l'objet de la présente délibération, continuent à s'appliquer en tant qu'elles ne lui sont pas contraires.

Article 13 :

Précise, que les montants minimums et maximums mentionnés dans l'annexe n°2 correspondent à ceux applicables aux cadres d'emplois de référence de l'Etat, fixés par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.
Ces montants évolueront dans les mêmes proportions et en même temps que ceux applicables aux agents de l'Etat.

Article 14 :

Impute les dépenses relatives au RIFSEEP sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux », code fonctionnel 0201 – « personnel non ventilé », programme HP 0201-007 – « frais de personnel » et sur le chapitre budgétaire 932 « enseignement », code fonctionnel 222 – « lycées publics », programme HP 222-022 – « rémunération des agents techniques titulaires des lycées ».

Article 15 :

Décide que le chapitre II de la présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2018.

Article 16 :

Délègue à la commission permanente compétence pour modifier les dispositions du chapitre II de la présente délibération et notamment la liste des cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP.

Chapitre III. Développement de l'offre de formation pour les agents régionaux

Article 17 :

Décide que la rémunération des formateurs internes est fixée dans le respect des conditions prévues par le décret n° 2010-235 du 5 mars 2010 relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement.

L'activité accessoire de formateur interne ne peut être exercée qu'en dehors des heures de service du formateur interne.

La rémunération des formateurs internes est fixée selon la nature de l'intervention décrite ci-dessous. Les montants indiqués ci-dessous correspondent aux rémunérations brutes et s'appuient sur les barèmes de l'activité de formation établis par le CNFPT.

L'évolution des barèmes de rémunération des formateurs internes régionaux est déterminée par celle du point d'indice de la fonction publique.

Nature de l'intervention	Unité	Coût Horaire	Coût pour une journée de formation de 7 heures
Prestation de formation déjà existante dans l'offre de formation interne à la région et requérant un important niveau d'expertise avec un exposé-discussion suivi ou précédé de mises en situation. Travaux seuls ou en groupe avec des cas pédagogiques et des exercices pratiques. (Equivalence du niveau 2 du barème de l'activité formation fixé par le CNFPT)	1 heure	51 €	357 €
Prestation de formation nouvelle et non-existante dans l'offre de formation interne à la région, et/ou prestation complexe dont les savoirs sont élaborés conjointement avec les apprenants avec production de réflexions et d'outils, et apports de conseils. (Equivalence du niveau 3 du barème de l'activité formation fixé par le CNFPT)	1 heure	62 €	434 €

Seul le service formation du pôle Ressources humaines est habilité à qualifier le parcours de formation d'offre existante ou d'offre nouvelle.

Les frais de déplacement et de restauration des agents peuvent également être pris en charge, le cas échéant, par la collectivité, selon les règles et procédures habituelles.

La rémunération est versée aux agents formateurs internes dans les trois mois suivant leur intervention.

Ne sont pas rémunérés les agents dont les actions de formation interne font partie de leurs missions principales.

Article 18 :

Autorise la Région, dans le cadre de l'offre de formation proposée aux agents régionaux, si elle le souhaite et en éprouve le besoin, à solliciter le CNFPT pour la mise en œuvre d'actions de formation intra en cofinancement.

Ces actions relèvent d'un dispositif de collaboration publique établi par le CNFPT dans lequel la délégation première couronne assure auprès de la Région ses missions d'appui en matière d'ingénierie de formation, met à disposition ses plateformes d'inscription en ligne, de communautés de stage, d'évaluation et délivre les attestations de formation.

De son côté, la Région prend en charge administrativement et financièrement la rémunération du ou des intervenants selon les barèmes de rémunération des intervenants fixés annuellement par le CNFPT (formateurs, formateurs internes ou intervenants en régie) ou les procédures de commande publique.

Article 19 :

Approuve la convention de partenariat relative à la mise en œuvre de formations mutualisées entre la Région Ile-de-France et le Conseil départemental de l'Essonne, jointe en annexe n°3 de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Chapitre IV. Tableau des effectifs budgétaires et ratios d'avancement

Article 20 :

Approuve le tableau des effectifs budgétaires joint en annexe n°4 à la présente délibération

Article 21 :

Fixe le ratio d'avancement à l'échelon spécial d'attaché hors classe à 100%.

Chapitre V. Temps de travail

Article 22 :

Approuve le règlement relatif au temps de travail des agents du siège de la Région tel que présenté en annexe n°5 à la présente délibération et le règlement relatif au temps de travail des agents des lycées tel que présenté en annexe n°6 à la présente délibération.

Article 23 :

Approuve le règlement relatif aux autorisations d'absence et facilités d'horaires à la Région tel que présenté en annexe n°7 à la présente délibération.

Article 24 :

Décide que les modalités d'organisation du travail prévues par le règlement relatif au temps de travail des agents du siège de la Région tel que présenté en annexe n°5 à la présente délibération entrent en vigueur le 1er janvier 2018.

Les modalités d'organisation du travail prévues par le règlement relatif au temps de travail des agents des lycées tel que présenté en annexe n°6 à la présente délibération entrent en vigueur à la rentrée 2018.

Le règlement relatif aux autorisations d'absence et facilités d'horaires tel que présenté en annexe n°7 entre en vigueur le 1er janvier 2018.

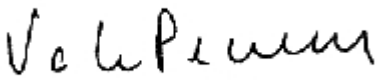
Article 25 :

Ces dispositions abrogent les précédents règlements applicables et notamment celui adopté par délibération CP 12-598 s'agissant du temps de travail pour les agents des lycées

Article 26 :

Délègue à la commission permanente compétence pour modifier les dispositions des règlements mentionnés aux articles 22 et 23 de la présente délibération, à l'exclusion des dispositions concernant le volume global de temps de travail

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Liste des cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP

FILIERE ADMINISTRATIVE
Adjoints administratifs territoriaux
Rédacteurs territoriaux
Attachés territoriaux
Administrateurs territoriaux

FILIERE TECHNIQUE
Adjoints techniques territoriaux
Agents de maîtrise territoriaux

Annexe 2 : Répartition des groupes de fonctions par cadre d'emplois et fixation des montants minimaux et maximaux pour chaque groupe au titre du RIFSEEP

Les montants minimums et maximums mentionnés dans cette annexe correspondent à ceux applicables aux cadres d'emplois de référence de l'Etat, fixés par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.
Ces montants évolueront dans les mêmes proportions et en même temps que ceux applicables aux agents de l'Etat.

FILIERE ADMINISTRATIVE

Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

*Sur la base des minimums et des maximums applicables au cadre d'emplois de référence de l'Etat (corps des administrateurs civils).

Groupe	Fonctions	IFSE Montant minimal annuel en € *	IFSE Montant maximum annuel en €*	CIA Montant maximal annuel en €*	Plafond IFSE + CIA en €*
G1	Direction générale	4 900	49 980	8 820	58 800
G2	Direction	4 600	46 920	8 280	55 200
G3	Encadrement supérieur	4 150	42 330	7 470	49 800
G4	Inspecteur Général, expert de haut niveau	4 000	38 000	7 000	45 000
G5	Chef de service	3 850	37 000	6 700	43 700
G6	Pilotage administratif, technique ou de projet	3 700	36 000	6 400	42 400

Cadre d'emplois des attachés territoriaux

*Sur la base des minimums et des maximums applicables au cadre d'emplois de référence de l'Etat (corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat).

Groupe	Fonctions	IFSE Montant minimal annuel en €*	IFSE Montant maximum annuel en €*	CIA – Montant maximal annuel en €*	Plafond IFSE + CIA en €*
G1	Direction générale	3 500	36 210	6 390	42 600
G2	Direction	3 200	32 130	5 670	37 800
G3	Encadrement supérieur	3 000	25 500	4 500	30 000
G4	Inspecteur Général, expert de haut niveau	2 600	20 400	3 600	24 000
G5	Chef de service	2 600	19 300	3 600	22 900
G6	Pilotage administratif, technique ou de projet	2 400	18 000	3 000	20 700

Cadre d’emplois des rédacteurs territoriaux

*Sur la base des minimums et des maximums applicables au cadre d’emplois de référence de l’Etat (corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat).

Groupe	Fonctions	IFSE Montant minimal annuel en €*	IFSE Montant maximum annuel en €*	CIA Montant maximal annuel en €*	Plafond IFSE + CIA en €*
G5	Chef de service	1 850	17 480	2 380	19 860
G6	Pilotage administratif, technique ou de projet	1 750	16 015	2 185	18 200
G7	Encadrement intermédiaire	1 750	14 650	1 995	16 645
G8	Gestion administrative	1 650	13 000	1 695	14 695

Cadre d’emplois des adjoints administratifs territoriaux

*Sur la base des minimums et des maximums applicables au cadre d’emplois de référence de l’Etat (corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat).

Groupe	Fonctions	IFSE Montant minimal annuel en €*	IFSE Montant maximum annuel en €*	CIA Montant maximal annuel en €*	Plafond IFSE + CIA en €*
G7	Encadrement intermédiaire	1 350	11 340	1 260	12 600
G8	Gestion administrative	1 200	10 800	1 200	12 000
G10	Assistance administrative 1	1 200	10 205	1 200	11 405
G11	Assistance administrative 2	1 200	9 000	1 200	10 200

FILIERE TECHNIQUE

Cadre d'emplois des agents de maitrise territoriaux et des adjoints techniques territoriaux

*Sur la base des minimums et des maximums applicables au cadre d'emplois de référence de l'Etat (corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat).

Groupe	Fonctions	IFSE Montant minimum annuel en €*	IFSE Montant maximum annuel en €*	CIA Montant maximal annuel en €*	Plafond IFSE + CIA en €*
G7	Encadrement intermédiaire	1 350	11 340	1 260	12 600
G8	Gestion technique	1 200	10 800	1 200	12 000
G9	Agent de sécurité et sûreté, conducteur	1 200	10 500	1 200	11 700
G10	Assistance technique 1	1 200	10 205	1 200	11 405
G11	Assistance technique 2	1 200	9 000	1 200	10 200

Annexe 3 : Convention de partenariat entre la Région Ile-de-France et le Conseil départemental de l'Essonne relative à la mise en oeuvre de formations mutualisées

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE FORMATIONS MUTUALISEES

Entre

"La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° CR XX-XX
ci-après dénommée « la Région »"
d'une part,
et

"L'organisme dénommé : Le Conseil départemental de l'Essonne, situé boulevard de France 91012 Évry cedex, ayant pour représentant : Monsieur François DUROVRAY, Président du Conseil départemental de l'Essonne

ci-après dénommé « le Conseil départemental »
d'autre part,

PREAMBULE :

La Région Ile-de-France et le Conseil départemental de l'Essonne engagent une démarche de mutualisation de leur offre de formation à l'attention de leurs agents respectifs.

Les agents territoriaux concernés par cette offre de formation sont les agents des collèges et des lycées.

Cette mutualisation présente plusieurs avantages, à savoir :
- permettre aux agents des deux collectivités de disposer d'un socle de connaissances règlementaires communes pour un même métier,
- développer des compétences métiers transposables dans les deux collectivités,
- échanger sur les pratiques professionnelles,
- favoriser les passerelles entre agents des collèges et des lycées,
- rationaliser les coûts organisationnels des formations,
- proposer des nouvelles thématiques de formation et de nouveaux lieux de formation plus proches des agents des EPLE,
- pallier la réduction du nombre de jours alloués par le CNFPT pour les formations organisées à l'initiative des collectivités,
- lutter contre l'absentéisme en formation.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention, d'une durée d'un an, a pour objet, à titre expérimental, la création d'un partenariat entre la Région et le Conseil départemental visant à faciliter la mise en œuvre de formations mutualisées décrites ci-après et fixe les conditions et modalités d'application de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION

ARTICLE 2.1 : Avantages de la mutualisation des formations

Cette mutualisation présente plusieurs avantages, à savoir :

- permettre aux agents des deux collectivités de disposer d'un socle de connaissances règlementaires communes pour un même métier,
- développer des compétences métiers transposables dans les deux collectivités,
- échanger sur les pratiques professionnelles,
- favoriser les passerelles entre agents des collèges et des lycées,
- rationaliser les coûts organisationnels des formations,
- proposer des nouvelles thématiques de formation et de nouveaux lieux de formation plus proches des agents des EPLE,
- pallier la réduction du nombre de jours alloués par le CNFPT pour les formations organisées à l'initiative des collectivités,
- lutter contre l'absentéisme en formation.

ARTICLE 2.2 : Description des formations mutualisées

A titre expérimental, les formations visées concernent :

- Les formations habilitations électriques - formation initiale (3 jours de formation) et de recyclage (2 jours de formation)

Ces formations concernent :

- Formation «BE manœuvre et BS» : Il s'agit d'une formation pour des personnels non électriciens. Leurs activités en lien avec l'électricité sont des interventions élémentaires de remplacement ou de raccordement.

- Formation BR/B2V : il s'agit d'une formation pour des personnels électriciens, titulaires d'un diplôme, d'un certificat professionnel ou ayant suivi une formation en électricité. Leurs activités sont des interventions générales d'entretien et de dépannage ou des interventions sur des ouvrages ou installations électriques en basse tension.

Depuis le 1er juillet 2011, l'habilitation électrique est devenue une exigence réglementaire relevant des articles R.4544-9 à R.4544-11 du code du travail, issus du décret n°2010-1118 du 22 septembre 2010.

La norme NFC 18-510 donne également des préconisations sur la prévention du risque électrique lors des opérations sur les ouvrages ou installations électriques et dans un environnement électrique.
De plus, la norme préconise un recyclage de la formation à la prévention du risque électrique tous les 3 ans pour les habilitations hors tension et tous les ans concernant les travaux sous tension.

- Formation sauveteur secouriste du travail - formation initiale (2 jours de formation) et de recyclage (1 jour de formation tous les deux ans)

Conformément aux dispositions réglementaires du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, et aux articles R4224-14 et R4224-15 du code du travail, l'employeur a l'obligation de mettre à disposition la présence d'un membre du personnel ayant reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.

ARTICLE 2.3 : Modalités d'organisation

2.3.1 Organisation

Afin de faciliter l'expérimentation, les sessions de formations mutualisées s'organisent dans le cadre des dispositifs respectifs des formateurs internes de la Région et du Conseil départemental.

Chaque collectivité aura la responsabilité administrative, logistique, financière et juridique des sessions qu'ils organisent au titre des formateurs internes. Les agents départementaux et régionaux demeurent sous la responsabilité de leur collectivité employeur.

A ce titre, les référents formations de chaque collectivité sont en charge de l'inscription et du suivi des agents en formation et relevant de leur intervention et accompagnement.

2.3.2 Constitution des groupes de formation :

Les groupes sont constitués selon les modalités suivantes :

- Si la formation est réalisée par un formateur interne Région : le groupe est constitué pour 2/3 d'agents territoriaux régionaux et pour 1/3 d'agents territoriaux départementaux.

- Si la formation est réalisée par un formateur interne du conseil départemental : le groupe est constitué pour 1/2 d'agents territoriaux départementaux et pour 1/2 d'agents territoriaux régionaux.

A titre d'information, le nombre maximal de stagiaires et pour chaque session est le suivant :
- Formation BE manœuvre et BS: 15 places maximum
- Formation BR/B2V : 15 places maximum
- Formation sauveteur secouriste du travail - formation initiale et de recyclage : 12 places

Quinze jours avant la date de la session de formation et dans l'hypothèse où une collectivité n'arrive pas atteindre ses effectifs réservés par manque d'inscriptions, d'un commun accord entre les services administratifs partenaires, les seuils d'inscription mentionnés ci-dessus pourront être dépassés pour garantir la bonne réalisation de la formation.

2.3.3 Localisation des lieux de formation

Les sessions de formation s'organisent au sein de lycées et collèges situés prioritairement en Essonne ou dans les salles de formation départementales à Evry. Il peut être envisagé d'un commun accord que certaines formations puissent être organisées dans des départements franciliens limitrophes de l'Essonne et/ou à Paris.

2.3.4 Nombre de sessions par an

Chaque collectivité s'engage sur la durée de la convention à organiser au moins une session de formation mutualisée sur les parcours de formations mentionnés à l'article 2.2.

2.3.5 Frais de restauration et de déplacements des stagiaires

La prise en charge des éventuels frais de déplacements et de restauration des agents demeurent à la charge de leur collectivité employeur et dans le respect des modalités internes respectives fixées par chaque collectivité.

Selon le lieu de la session de formation (Lycée, Collège ou site disposant d'un service de restauration interne), la collectivité d'accueil s'engage à faciliter l'accès aux stagiaires aux espaces de restauration et de bénéficier de la tarification en vigueur.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Par la présente convention, la Région s'engage à :

- gérer intégralement les sessions de formation concernées par la présente convention dont elle a la charge
- permettre aux agents départementaux d'accéder aux formations mentionnées dans l'article 2.2 réalisées dans le cadre du dispositif des formateurs internes régionaux ;
- transmettre les feuilles d'émargement et avis de fin de formation à chaque fin de stage au Conseil départemental
- accompagner le Conseil départemental dans toutes ses démarches en lien avec la mise en œuvre de la présente convention ;
- participer au programme d'évaluation (apport de données, participation au comité de suivi, …) ;
- participer à la promotion de l'action de formation mutualisée auprès des bénéficiaires et diffuser au besoin les supports de communication créés à cet effet ;
- informer le Conseil départemental de tout changement de situation pour les stagiaires et/ou au sein de la collectivité en lien avec l'action de mutualisation des formations ;

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU CONSEIL DEPARTEMENAL DE L'ESSONNE

Par la présente convention, le Conseil départemental s'engage à :

- gérer intégralement les sessions de formation concernées par la présente convention dont elle a la charge
- permettre aux agents régionaux d'accéder aux formations mentionnées dans l'article 2.2 réalisées dans le cadre du dispositif des formateurs internes départementaux;
- transmettre les feuilles d'émargement et avis de fin de formation à chaque fin de stage à la Région
- accompagner la Région dans toutes ses démarches en lien avec la mise en œuvre de la présente convention ;
- participer au programme d'évaluation (apport de données, participation au comité de suivi, …) ;
- participer à la promotion de l'action de formation mutualisée auprès des bénéficiaires et diffuser au besoin les supports de communication créés à cet effet ;
- informer la Région de tout changement de situation pour les stagiaires et/ou au sein de la collectivité en lien avec l'action de mutualisation des formations ;

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX SUPPORTS PEDAGOGIQUES DES FORMATIONS

Article 5.1 : La propriété des supports pédagogiques des formations mutualisées

Les supports informatiques et pédagogiques fournis par la Région ou le Conseil départemental dans le cadre des formations mutualisées restent la propriété de la collectivité auteure des supports.

Ces derniers, conjointement validés par les partenaires, doivent impérativement répondre aux objectifs des formations énumérées dans l'article 2.2 de la présente convention et respecter les règles en vigueur, en particulier celles afférentes à la propriété intellectuelle lorsqu'ils ont été réalisés par des formateurs internes.

Les créations originales d'un formateur interne lui appartiennent et la collectivité employeur doit s'assurer auprès de son formateur interne de son accord pour utiliser librement les supports pédagogiques créés par lui, dans le cadre d'un usage interne, ou dans le cadre de la présente convention, sans limitation de durée, ni de temps.

Article 5.2 : Les engagements de la Région Ile-de-France

1. La Région s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et supports pédagogiques et notamment d'empêcher qu'ils ne soient déformés ou communiqués à des personnes non autorisées.

2. La Région s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :
• ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente convention ;
• ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées à la présente convention ;
• ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
• prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques et supports pédagogiques en cours d'exécution de la convention ;
• à traiter toutes réclamations, concernant l'utilisation des supports pédagogiques émanant d'un formateur interne employé par la Région.

Article 5.3 : Les engagements du Conseil départemental

1. Le Conseil départemental s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et supports pédagogiques notamment d'empêcher qu'ils ne soient déformés ou communiqués à des personnes non autorisées.

2. Le Conseil départemental s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :
• ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente convention ;
• ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées à la présente convention ;
• ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
• prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques et supports pédagogiques en cours d'exécution de la convention ;
• à traiter toutes réclamations, concernant l'utilisation des supports pédagogiques émanant d'un formateur interne employé par le Conseil départemental.

ARTICLE 6 : CADRE GENERAL D'EXECUTION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

Article 6.1 : Organisation mise en place pour le suivi du partenariat

Chaque collectivité désigne une personne référente pour l'ensemble des obligations liées à cette convention. Il en communique le nom et les coordonnées auprès du partenaire.

Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, chaque partenaire doit en aviser immédiatement l'autre. A ce titre, l'obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai.

Article 6.2 : Evaluation

Une période d'évaluation des formations devra conjointement être réalisée notamment par des retours d'expérience et des évaluations à froid des stagiaires mais également par des rencontres régulières de suivi afin d'ajuster les moyens humains et logistiques. A ce titre, une rencontre entre les agents en charge des formations dans les deux collectivités sera programmée dès le début de la démarche pour fédérer sur le projet.

Un comité de suivi sera également constitué et composé de représentants des services formations des deux collectivités. Sur la période de réalisation de la présente convention, le comité de suivi devra se réunir à minima deux fois par an.
Le comité de suivi peut se réunir à la demande expresse de l'une des deux collectivités.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de la convention de partenariat, tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication des deux collectivités.

Chaque collectivité communiquera largement sur la mutualisation des actions auprès des acteurs concernés (principaux et proviseurs, gestionnaires des EPLE, agents…). L'organisation de séminaires pourrait être mise en place auprès des chefs d'équipe et des gestionnaires des EPLE pour les informer de la convention de partenariat. Enfin, pour valoriser les EPLE qui s'engagent dans la démarche et susciter l'adhésion de nouveaux établissements, une communication dans les journaux internes des deux collectivités et/ou externes pourrait être envisagée.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention de partenariat prend effet à compter de la date de signature par les parties, permettant la mise en œuvre dès le 1er janvier 2018 des premières sessions de formation mutualisées et pour une durée d'une année.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est préalablement autorisée par la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France et du Conseil départemental de l'Essonne.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION

L'une ou l'autre des parties peut prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations respectives. Dans ce cas, la partie obligeante adresse à la partie considérée défaillante une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la partie obligeante adresse à la partie considérée défaillante la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 11 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour tout litige concernant l'exécution de la présente convention, ainsi qu'en cas d'interprétation des clauses et des conditions ci-dessus indiquées, le tribunal administratif de Paris sera seul compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour la Région Ile-de-France	Pour le Conseil départemental de l'Essonne
La Présidente du Conseil Régional et par délégation	Le Président du Conseil Départemental de l'Essonne

Annexe 4 : Tableau des effectifs budgétaires

GRADES OU EMPLOIS (1)		CATEGORIES (2)	EFFECTIFS BUDGETAIRES (3)		
			EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL 2017
EMPLOIS FONCTIONNELS ET COLLABORATEURS DE CABINET [1]					
Directeur général des services		A	1	0	1
Directeur général adjoint des services			12	0	12
Collaborateurs de cabinet			26	0	26
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNELS ET COLLABORATEURS DE CABINET			**39**	**0**	**39**
FILIERE ADMINISTRATIVE [2]					
Administrateurs	Administrateur général	A	2	0	2
	Administrateur hors classe		11	0	11
	Administrateur		38	0	38
	Total administrateurs		**51**	**0**	**51**
Attachés	Attaché hors classe	A	15	0	15
	Directeur Territorial		113	0	113
	Attaché principal		91	0	91
	Attaché territorial		438	0	438
	Total attachés		**657**	**0**	**657**
Rédacteurs	Rédacteur principal de 1ère classe	B	69	0	69
	Rédacteur principal de 2ème classe		86	0	86
	Rédacteur territorial		117	0	117
	Total rédacteurs		**272**	**0**	**272**
Adjoints administratifs	Adjoint administratif principal 1ère classe	C	39	0	39
	Adjoint administratif principal 2ème classe		225	0	225
	Adjoint administratif		166	0	166
	Total adjoints administratifs		**430**	**0**	**430**
TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE			**1 410**	**0**	**1410**
FILIERE TECHNIQUE [3]					
Ingénieurs en chef	Ingénieur général	A	1	0	1
	Ingénieur en chef hors classe		28	0	28
	Ingénieur en chef		41	0	41
	Total ingénieurs en chef		**70**	**0**	**70**
Ingénieurs	Ingénieur en chef de classe exceptionnelle	A	0	0	0
	Ingénieur en chef de classe normale		0	0	0
	Ingénieur hors classe		0	0	0
	Ingénieur principal		78	0	78
	Ingénieur		107	0	107
	Total ingénieurs		**185**	**0**	**185**
Techniciens territoriaux	Technicien principal 1ère classe	B	22	0	22
	Technicien principal 2ème classe		14	0	14
	Technicien		44	0	44
	Total techniciens territoriaux		**80**	**0**	**80**
Agents de maîtrise	Agent de maîtrise principal	C	10	0	10
	Agent de maîtrise		13	0	13
	Total agents de maîtrise		**23**	**0**	**23**
Adjoints techniques	Adjoint technique principal 1ère classe	C	24	0	24
	Adjoint technique principal 2ème classe		67	0	67
	Adjoint technique		51	0	51
	Total adjoints techniques		**142**	**0**	**142**
TOTAL FILIERE TECHNIQUE			**500**	**0**	**500**
FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DU CREPS [4]					
Techniciens territoriaux	Technicien principal 1ère classe	B	2	0	2
	Technicien principal 2ème classe		0	0	0
	Technicien		13	0	13
	Total techniciens territoriaux		**15**	**0**	**15**
Agents de maîtrise	Agent de maîtrise principal	C	3	0	3
	Agent de maîtrise		195	0	195
	Total agents de maîtrise		**198**	**0**	**198**
Adjoints techniques des établissements d'enseignement	Adjoint technique principal 1ère classe des établissements d'enseignement	C	1301	0	1 301
	Adjoint technique principal 2ème classe des établissements d'enseignement		4966	0	4 966
	Adjoint technique		1 845	0	1 845

GRADES OU EMPLOIS (1)		CATEGORIES (2)	EFFECTIFS BUDGETAIRES (3)		
			EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL 2017
	Total adjoints techniques des établissements d'enseignement		**8 112**	**0**	**8 112**
TOTAL FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT			**8 325**	**0**	**8 325**
Techniciens territoriaux	Technicien principal de 1ère classe	B	1	0	1
	Technicien principal de 2ème classe		0	0	0
	Technicien		0	0	0
Adjoints techniques	Adjoint technique principal 1ère classe	C	0	0	0
	Adjoint technique principal 2ème classe		8	0	8
	Adjoint technique		12	0	12
TOTAL FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX DE FORMATION			**21**	**0**	**21**
TOTAL FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DU CREPS			**8 346**	**0**	**8 346**
FILIERE CULTURELLE [5]					
Conservateurs territoriaux du patrimoine	Conservateur territorial du patrimoine en chef	A	8	0	8
	Conservateur territorial du patrimoine		2	0	2
	Total conservateurs du patrimoine		**10**	**0**	**10**
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	Attaché principal de conservation du patrimoine		0	0	0
	Attaché de conservation du patrimoine	A	3	0	3
	Total attachés de conservation du patrimoine		**3**	**0**	**3**
Bibliothécaires territoriaux	Bibliothécaire territorial	A	0	0	0
	Total bibliothécaires territoriaux		**0**	**0**	**0**
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation principal du patrimoine et des bibliothèques 1ère classe	B	2	0	2
	Assistant de conservation principal du patrimoine et des bibliothèques 2ème classe		2	0	2
	Assistant de conservation du patrimoine 2ème classe		0	0	0
	Total assistants qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques		**4**	**0**	**4**
TOTAL FILIERE CULTURELLE			**17**	**0**	**17**

A/ TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3 + 4 + 5)		**10 312**	**0**	**10 312**

Emplois dédiés à l'assistance technique dans le cadre des programmes européens 2014-2020	A	10	0	**10**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995

(2) Catégories : A, B ou C

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

Annexe 5 : Règlement du temps de travail des agents du siège

REGLEMENT RELATIF AU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DU SIEGE DE LA REGION

I. Champ d'application

Le présent règlement s'applique à l'ensemble des agents de droit public (fonctionnaires et agents contractuels) exerçant leurs missions au siège de la Région Ile-de-France.

Lorsque les agents contractuels sont soumis à des règles différentes des fonctionnaires, le règlement le précise expressément.

Les apprentis et autres contrats de droit privé sont également soumis à ce règlement, sous réserve des textes qui leur sont applicables.

II. Le temps de travail effectif

La durée du travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Sont inclus dans le temps de travail effectif :

- les temps de pause de courte durée dès lors que l'agent ne peut quitter son lieu de travail afin de rester à la disposition de son employeur ;
- les temps d'intervention pendant une période d'astreinte, y compris, dans ce cas, le temps de déplacement depuis le domicile ;
- les heures de permanences ;
- les déplacements professionnels ;
- le temps de déplacement entre deux lieux de travail, dès lors qu'il est intégralement consacré au trajet ;
- les temps de formation obligatoires, les temps de formation proposés par le service et/ou le pôle ressources humaines (PRH) ou demandés par l'agent et autorisés par le service et/ou le PRH ;
- le temps pendant lequel l'agent dispense une formation non rémunérée en lien avec l'activité de son service et autorisée par le service ;
- le temps consacré aux consultations médicales organisées au titre de la médecine du travail ou de prévention et devant le médecin agréé pour les visites relevant de sa compétence, ainsi que le temps de trajet depuis le lieu de travail pour se rendre à ces consultations ;
- l'ensemble des absences syndicales (décharges, autorisations spéciales d'absences, formations) encadrées par le règlement relatif au droit syndical de la Région Ile-de-France ;

Ne sont pas inclus dans le temps de travail effectif :

- les temps de trajet entre le domicile et la résidence administrative ;
- la pause méridienne qui est obligatoire et d'une durée minimale de 45 minutes ;

III. L'organisation des cycles de travail au siège

La durée annuelle de travail effectif est fixée à 1 607 heures annuelles maximum (1 600 heures majoré de la journée de solidarité de 7 heures), et les agents régionaux du siège peuvent bénéficier des cycles de travail suivants.

❖ Formule M1

Le cycle de travail est de 35h par semaine.

FORMULE M1	
Nombre de jours travaillés par semaine	5 jours
Nombre d'heures travaillées par semaine	35h
Nombre d'heures travaillées par jour	7h00
Nombre de jours RTT	0

❖ Formule M2

Le cycle de travail est de 35h par semaine.

FORMULE M2	
Nombre de jours travaillés par semaine	4,5 jours
Nombre d'heures travaillées par semaine	35h
Nombre d'heures travaillées par jour	4 jours de 8h00 et une demi-journée de 3h00
Nombre de jours RTT	0

❖ Formule M3

Le cycle de travail est de 35h par semaine.

FORMULE M3	
Nombre de jours travaillés par semaine	4 jours
Nombre d'heures travaillées par semaine	35h
Nombre d'heures travaillées par jour	8h45
Nombre de jours RTT	0

❖ Formule M4

Le cycle de travail de base est de 39h10 par semaine.

FORMULE M4	
Nombre de jours travaillés par semaine	5 jours
Nombre d'heures travaillées par semaine	39h10
Nombre d'heures travaillées par jour	7h50
Nombre de jours RTT	24

Choix de la formule

L'agent doit communiquer à son supérieur hiérarchique son choix de formule à sa prise de fonctions. Son choix est valable pour une année civile, sauf raison dûment justifiée. Le choix de la formule doit être approuvé par le supérieur hiérarchique direct. En cas de désaccord persistant, l'agent peut demander la saisine de la CAP.
La formule M4 est la formule par défaut, appliquée aux agents qui ne choisissent pas une autre formule.

Particularités des formules de travail M2 et M3

Un agent bénéficiant d'une formule M2 ou M3 dispose du même nombre de jours de CA qu'un agent en formule M4 à temps plein, soit 25 jours.
Son temps de travail hebdomadaire est de 35 heures, qu'il travaille 3 jours et demi ou 4 jours.

Par conséquent, en cas d'absence sur une semaine entière (c'est à dire du lundi au vendredi), 5 jours de congés annuels doivent être posés pour régularisation.

Par ailleurs, en cas d'absence un ou plusieurs jours dans la semaine (infra hebdomadaire), le bénéfice de cet aménagement du temps de travail est automatiquement perdu et l'agent est replacé dans le cadre de la semaine "type", soit 7 heures par jour, 5 jours par semaine, y compris la période "normalement" libérée.

Afin de garantir le principe d'équité, un mode de gestion du temps de travail par cycle est adopté.

Prenons l'exemple d'un agent qui a comme jour de compensation le mercredi (modalité 3) et qui serait absent le jeudi suivant son jour de compensation la semaine 1.

	L	**M**	**Me**	**J**	**V**
Semaine 1	8h45	8h45	RTT	x	8h45
Semaine 2	7h	7h	7h	8h45	7h

Il lui faut alors travailler 5 jours la semaine suivante à raison de 7h pendant 4 jours et 1 jour à 8h45 afin de compenser le temps non travaillé (soit 1h45) le jour de son absence la semaine précédente qui, lui, équivaut à une journée de 7h.

Journée de solidarité

La journée de solidarité prévue à l'article 6 de la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 modifiée sera effectuée conformément aux dispositions prévues par la circulaire du 7 mai 2008 relative à l'organisation de la journée de solidarité dans la fonction publique territoriale.

IV. Les horaires individualisés

Les agents bénéficient d'un régime d'horaires individualisés. Les horaires de travail sont souples sur les plages mobiles sous réserve des nécessités de service et de l'accord de leur hiérarchie et respectent des plages fixes durant lesquelles tous les agents doivent être présents à leur poste.

Les plages fixes sont :
- De 10h00 à 11h30
- De 14h30 à 16h00

La pause méridienne est obligatoire et est d'une durée minimale de 45 minutes.

Les agents organisent leur travail en accord avec leur hiérarchie afin de respecter le nombre d'heures hebdomadaires déterminé par leur cycle de travail. Un contrôle des horaires de travail peut être effectué à tout moment.

Pour certains services, un règlement intérieur pourra déterminer une organisation de travail conforme aux nécessités de service.

V. Les heures supplémentaires

Lorsque des nécessités de service entraînent des dépassements d'horaires, les chefs de service doivent en aviser les personnels dans la mesure du possible une semaine à l'avance et au minimum 48 heures à l'avance.

Afin de respecter les garanties minimales en matière de repos quotidien entre deux journées de travail (soit 11 heures minimum), il est admis que les agents qui terminent leur journée de travail après 22h00 ne soient pas soumis à l'obligation d'être présent le lendemain avant 9h00, de sorte que les agents bénéficient de 11 heures de repos minimum, sous réserve d'avoir averti leur supérieur hiérarchique.

VI. Le temps partiel

Le temps partiel s'exerce à la Région dans les conditions et les limites prévues par les textes en vigueur (loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et décret 2004-777 du 29 juillet 2004).

Types de temps partiel

Le temps partiel de droit est accordé, sur demande, en application des textes législatifs et réglementaires applicables.

Le temps partiel sur autorisation est accordé, sur demande, et sous réserve des nécessités de service.
Il est accordé pour les quotités suivantes : 50%, 60%, 70%, 80%, 90% de la durée hebdomadaire de travail afférent à un temps plein.

Modalités du temps partiel

Le temps partiel peut être accordé dans un cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel.
Le temps partiel peut être accompli dans un cadre annuel sous réserve de l'intérêt du service qu'il s'agisse d'un temps partiel sur autorisation ou un temps partiel de droit. Le temps partiel annuel nécessite de déterminer en amont les obligations annuelles de travail compte tenu de la quotité choisie, de fixer les périodes travaillées et non travaillés et les horaires de travail pour chaque année.

Si l'agent a opté pour la formule M4, les jours RTT sont proratisés en fonction de la quotité du temps partiel.

Quotité de temps partiel	Jours RTT accordés
90%	22
80%	19
70%	17
60%	14
50%	12

Procédure de demande d'autorisation

La demande initiale ou de renouvellement de temps partiel doit être présentée au moins 2 mois avant la date de début souhaitée du temps partiel.

La demande de l'agent doit mentionner :

- Le type de temps partiel de droit ou sur autorisation, s'il s'agit d'un temps partiel de droit la demande doit être accompagné de justificatifs,
- La quotité souhaitée,
- Le mode d'organisation : cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel,
- La date de début souhaitée,
- La durée pour laquelle l'agent souhaite travailler à temps partiel (6 mois ou un an)

En cas de temps partiel sur autorisation, l'avis du supérieur hiérarchique direct est recueilli.

Une fois le temps partiel accordé, les agents en bénéficiant n'ont pas le droit de modifier librement la répartition de leur temps de travail dans la semaine.

La durée de l'autorisation est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 3 ans

Procédure de demande de réintégration

La demande de réintégration à temps plein doit être présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée de réintégration, sauf circonstance exceptionnelle dûment justifiée.

VII. Le télétravail

Le télétravail est accompli en application des textes en vigueur (loi n°2012-347 du 12 mars 2012 ; décret n°2016-151 du 11 février 2016) et de la délibération afférente à la Région. Les agents en télétravail doivent respecter le présent règlement du temps de travail.

VIII. Les absences

Les agents de la Région ont droit aux congés et absences prévus par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Les jours fériés

Les jours fériés légaux sont chômés et rémunérés, sauf en cas de nécessités de service impérieuses. Ils ne sont pas comptabilisés comme du temps de travail effectif. De plus ces jours ne sont pas considérés comme des jours de congés et ne donnent pas droit à récupération. Lorsque ces jours fériés interviennent durant une période où l'agent est en congé annuel, ils ne sont pas décomptés comme « jours de congé ».

Les congés annuels

Ils sont accordés en vertu des dispositions législatives et réglementaires applicables (lois n°83-634 du 13 juillet 1983 et n°84-53 du 26 janvier 1984 et décret n°85-1250 du 26 novembre 1985).

Ainsi ces congés sont d'une durée égale à 5 fois ses obligations hebdomadaires de service pour une année de service accompli.
Cette durée est appréciée en nombre de jours ouvrés.
Cette durée est proratisée en fonction des services accomplis sur l'année.

Des jours de fractionnement peuvent être accordés si l'agent remplit les conditions prévues par le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985..

Si l'agent n'a pas pu prendre tout ou partie de ses congés annuels au terme de la période de référence du fait d'un des congés de maladie prévus par l'article 57 de la loi n°84-53 (congé de maladie ordinaire, de longue maladie, de longue durée, accident de service ou

maladie professionnelle), alors il lui est accordé le report automatique du congé annuel restant dû sur la période de référence suivante. Les modalités de ce report doivent être arrêtées avec le supérieur hiérarchique, en fonction des nécessités de service.

Le fonctionnaire qui est radié des cadres sans avoir pu prendre ses congés annuels au terme de la période de référence du fait d'un des congés de maladie prévus par l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (congé de maladie ordinaire, de longue maladie, de longue durée, accident de service ou maladie professionnelle), a droit à une indemnité financière pour congés annuels non pris. Cette indemnité est calculée en référence à la rémunération qu'il aurait normalement perçue lors des congés annuels qu'il n'a pas pu prendre, à raison de quatre semaines par an.

Le compte épargne temps (CET)

Sous réserve des conditions énumérées ci-après, les droits à congés non pris au titre d'une année peuvent alimenter un compte épargne-temps (CET).
Dans la mesure où leur solde de congé le leur permet, les agents du siège peuvent choisir de bénéficier des dispositions du décret n°2004-878 relatif du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps (CET) dans la fonction publique territoriale, conformément aux règles précisées dans les délibérations n°CR 20-09 du 12 février 2009 et n°CP 10-999 du 17 novembre 2010, sauf pour ce qui concerne la gestion dématérialisée du CET.

Les autorisations d'absence

Les fonctionnaires en position d'activité peuvent être autorisés à s'absenter de leur service dans un certain nombre de cas prévus par la loi (art. 59 loi n°84 -53 du 26 janvier 1984).
Les fonctionnaires détachés dans la fonction publique territoriale bénéficient des mêmes autorisations.
Les autorisations d'absence sont notamment précisées par le règlement relatif aux autorisations d'absence et facilités horaires.

L'incidence des absences sur les jours RTT

Les absences pour raisons de santé (congé de maladie ordinaire, de grave maladie, de longue maladie, de longue durée, accident de service ou maladie professionnelle), sont déduites des jours de RTT.

Don de congés

Un agent régional peut, sur sa demande, renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, qu'ils aient été affectés ou non sur un compte épargne-temps, au bénéfice d'un autre agent de la Région, qui assume la charge d'un enfant âgé de moins de vingt ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants.

Ce don s'exerce dans les conditions prévues par le décret n°2015-580 du 28 mai 2015.

Annexe 6 : Règlement du temps de travail des agents des lycées

REGLEMENT RELATIF AU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DES LYCEES DE LA REGION

I. Champ d'application

Le présent dispositif s'applique à l'ensemble des personnels exerçant leurs missions dans les EPLE, dont la Région Ile-de-France est employeur en application de la loi 2004-809 du 13 août 2004, qu'ils soient fonctionnaires d'État détachés sans limitation de durée à la Région Ile-de-France, fonctionnaires détachés de droit commun, fonctionnaires mis à disposition, ou fonctionnaires intégrés dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.
Sont concernés tous les agents, qu'ils soient titulaires ou stagiaires, dès lors qu'ils exercent à temps plein ou à temps partiel.
Le temps de travail applicable aux agents contractuels fait l'objet du paragraphe IX.
Les agents en contrat à durée indéterminée (CDI) sont soumis aux mêmes dispositions que les agents titulaires.

II. Durée du travail

1) Principes

La durée du travail est annuelle.
La période de référence en matière d'annualisation et de droits à congés annuels correspond à l'année scolaire, du 1er septembre au 31 août.
La durée annuelle du travail d'un agent à temps complet est fixée à 1.607 heures, dont la journée de solidarité. Cependant, pour tenir compte des facteurs de pénibilité existant dans les métiers effectués, ce temps de travail est ramené à 1.568h.

Pour le calcul de cette durée annuelle ont été pris en compte :
- les jours de repos de fin de semaine ;
- 8 jours fériés correspondant à un jour ouvré (moyenne annuelle) ;
- les congés annuels d'une durée égale à 5 fois les obligations hebdomadaires de service d'un agent pour une année de service accompli (soit 25 jours de congés annuels pour un agent travaillant à temps plein 5 jours par semaine) ;
- 39 heures de compensation dus à des sujétions particulières liées à des situations de pénibilité ;

Il convient de distinguer au cours de l'année scolaire les périodes dites de « présence élèves », « hors présence élèves ». Ces deux périodes constituent les cycles de référence pour la définition du temps de travail.

2) Les cycles de travail : temps de travail en « présence élèves » et temps de travail « hors présence élèves »

L'organisation du temps de travail prend en compte les spécificités du temps scolaire.

Ainsi l'organisation du temps de travail des agents des lycées s'articule autour :
- des périodes de présence élèves : elles recouvrent 36 semaines en moyenne dans l'année ;
- des périodes hors présence élèves : sont les semaines durant lesquelles, lors des périodes de vacances scolaires, l'EPLE reste en fonctionnement ;

Durant ces périodes, il est souhaitable qu'un cadre de l'établissement puisse être présent.
Le temps de travail des agents est défini et aménagé par le chef d'établissement secondé par le gestionnaire, après consultation des chefs d'équipe, en fonction des périodes de fermeture de l'EPLE, dans le cadre du présent règlement.

3) Les jours ouvrés

Les jours ouvrés correspondent aux jours d'ouverture de l'EPLE. Ainsi pour les EPLE ouverts le samedi, le samedi est un jour ouvré.
Pour les EPLE habituellement fermés le samedi, le samedi n'est pas un jour ouvré.
Les heures travaillées le samedi sont valorisées au coefficient 1.2, à partir de la 11ème demi-journée travaillée de manière continue.
Sont travaillées au maximum dix demi-journées par semaine ou vingt demi-journées sur deux semaines consécutives.
Le repos hebdomadaire doit être au minimum de 35 heures.

III. Le temps de travail effectif

1) Le temps de travail effectif

Le temps de travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles.

Les jours fériés légaux ne sont pas comptabilisés comme du temps de travail effectif. De plus ces jours ne sont pas considérés comme des jours de congés et ne donnent pas droit à récupération. Néanmoins, lorsque ces jours fériés interviennent durant une période où l'agent est en congé annuel, ils ne sont pas décomptés comme « jours de congé ».
La définition du temps de travail effectif correspond aux situations limitativement énumérées ci-dessous :
- Tout le temps passé par l'agent dans le service ou à l'extérieur dans le cadre de ses activités professionnelles dès lors qu'il se trouve en permanence à la disposition de son supérieur hiérarchique.
Sont ainsi comptabilisés dans le temps de travail effectif :
- le temps de repos de 20 minutes (*cf*. art. VII, 5 du présent document) ;
- les temps d'intervention pendant une période d'astreinte, y compris, dans ce cas, le temps de déplacement depuis le domicile ;
- les déplacements professionnels ;
- le temps de déplacement entre deux lieux de travail, dès lors qu'il est intégralement consacré au trajet ;
- les temps de formation obligatoires, les temps de formation proposés par le service et/ou le pôle RH ou demandés par l'agent et autorisée par le gestionnaire et/ou le pôle RH ;
- le temps pendant lequel l'agent dispense une formation non rémunérée en lien avec l'activité de son service et autorisée par le gestionnaire ;
- la participation des agents siégeant aux conseils d'administration et aux différentes formations émanant du conseil d'administration de l'établissement ;
- le temps consacré aux consultations médicales organisées au titre de la médecine du travail ou de prévention et devant le médecin agréé pour les visites relevant de sa compétence, ainsi que le temps de trajet depuis le lieu de travail pour se rendre à ces consultations ;
- l'ensemble des absences syndicales (décharges, autorisations spéciales d'absences, formations) encadrées par le règlement relatif au droit syndical de la Région Ile-de-France;
- Les déplacements du domicile au lycée d'affectation ne sont pas considérés comme du temps de travail effectif.

2) Temps de travail effectif et service effectif

Le temps de travail effectif, défini précédemment, est rémunéré et intégralement pris en compte pour l'appréciation de la durée du travail.

Néanmoins, certaines absences, si elles sont reconnues comme des services effectifs comptant pour l'ancienneté, ne sont pas reconnues comme étant du travail effectif. Dès lors ces absences ne permettent pas de générer des heures ouvrant droit à récupération (RTT).
Les absences liées à la santé ne génèrent pas de droit à récupération.

IV. Le régime des congés

1) Les congés annuels

a) Modalités de calcul

Tout fonctionnaire en position d'activité a droit à un congé annuel rémunéré en application des textes réglementaires en vigueur.
Ce congé est d'une durée égale à 5 fois ses obligations hebdomadaires de service pour une année de service accompli du 1er septembre au 31 août.
Cette durée est appréciée en nombre de jours ouvrés.
Cette durée est proratisée en fonction des services accomplis sur l'année.
En revanche, un agent n'acquiert pas de droits à congés au titre des périodes durant lesquelles il n'exerce pas effectivement ses fonctions, telles que les périodes de suspension et d'exclusion temporaire des fonctions.

b) Modalités d'utilisation des congés annuels

Les congés annuels dus pour une année accomplie (1er septembre-31 août) et non pris ne peuvent se reporter sur l'année qui suit.
Les jours d'absence pour raisons de santé (maladie…) ou de maternité intervenus pendant une période de congés annuels sont reportés ou placés sur un compte épargne temps.
Le congé reporté l'est sur une base de 7 heures par jour non fractionnable et doit être pris dans l'année scolaire suivante.
Le chef d'établissement ou le gestionnaire, secondé par le chef d'équipe, arrête le calendrier des jours ainsi reportés après concertation avec l'agent et en fonction des nécessités de service.

2) Les jours de fractionnement

Sont attribués au fonctionnaire :
- un jour de congé supplémentaire, s'il a pris 5, 6 ou sept jours durant la période allant du 1er novembre au 30 avril de l'année scolaire ;
- ou deux jours de congés supplémentaires lorsqu'il a pris au moins 8 jours de congé durant la période considérée.

Compte-tenu des spécificités du régime des congés des agents des lycées (rythme et définition des congés imposés par le calendrier des vacances scolaires), deux jours de fractionnement sont attribués d'office aux agents exerçant leurs missions dans les EPLE.

3) Les jours de réduction du temps de travail (RTT)

Le nombre de jours de RTT attribué est variable en fonction du volume d'heures travaillées.
Les jours de réduction du temps de travail ont pour objectif de compenser une durée hebdomadaire de temps de travail supérieure à 35 heures.
Ainsi, les absences pour raisons de santé ont des impacts sur le volume de jours RTT.

a) Modalités d'acquisition

Les jours de RTT sont accordés au titre de l'année scolaire. Ils sont calculés sur la base du temps de travail moyen quotidien effectué durant l'année scolaire.
Les jours de RTT constituent un crédit ouvert au début de l'année.
L'acquisition de jours de RTT se calcule sur une base annuelle.

Elle repose sur le temps de travail quotidien moyen estimé avec le planning prévisionnel établi en début d'année.

b) Modalités d'impact des absences pour raison de santé sur les jours RTT

Les congés pour raisons de santé réduisent, à due proportion du temps de travail qui aurait dû être effectué, le nombre de jours de RTT acquis annuellement pour les agents qui se sont absentés.

Les jours de RTT ne sont pas défalqués à l'expiration du congé pour raison de santé, mais au terme de l'année de référence. La déduction se fait sur l'année suivante. Les jours de RTT retranchés sur l'année suivante sont calculés en fonction de la durée des absences sur l'année en cours. Ainsi, de même que l'acquisition des RTT repose sur le temps de travail quotidien moyen, le calcul du nombre de jours RTT à soustraire est fonction de ce temps de travail sur l'année écoulée.

En cas de mobilité interne, un solde de tout compte doit être communiqué à l'agent concerné, ainsi qu'à l'EPLE d'accueil.

Un récapitulatif des jours d'absence impactant les RTT sera fourni à l'agent par le chef d'établissement ou le gestionnaire à la fin de chaque année scolaire.

Par exemple, lors de la définition de l'emploi du temps en début d'année scolaire, pour un agent travaillant 37h30 par semaine en moyenne et n'ayant aucun report (positif ou négatif de l'année N-1, il disposera de 15 jours de RTT.

Ses absences pour raison de santé auront un impact à partir de 8 jours d'absence cumulés.

Ceci signifie qu'au bout de 8 jours cumulés d'absence pour raison de santé, une demi-journée de RTT sera déduite du contingent à attribuer l'année scolaire suivante.

4) Autres types d'absence

a) Les autorisations spéciales d'absence

Les fonctionnaires en position d'activité peuvent être autorisés à s'absenter de leur service dans un certain nombre de cas prévus par la loi (art. 59 loi n°84 -53 du 26 janv. 1984).

Les fonctionnaires détachés dans la fonction publique territoriale bénéficient des mêmes autorisations.

Elles sont notamment fixées par le règlement relatif aux autorisations d'absence et facilités horaires. Une autorisation spéciale d'absence, lorsqu'elle recouvre une journée entière, se substitue à la journée de travail de l'agent et ne saurait donner lieu à la mise en œuvre quelconque d'une activité journalière dans l'établissement.

b) Les congés bonifiés

L'ensemble des congés annuels est allongé d'une durée maximale de 30 jours consécutifs si les nécessités de service ne s'y opposent pas. Cette bonification suit obligatoirement le congé annuel.

La durée totale du congé ne peut excéder 65 jours consécutifs (dimanches et jours fériés inclus). Les délais de route sont inclus dans cette durée.

Le congé annuel de l'année où l'agent prend son congé bonifié ne peut être fractionné (ainsi l'ensemble des congés annuels est nécessairement consommé lors du départ en congé bonifié. La bonification ne peut que suivre le congé annuel. L'ensemble des congés annuels est ainsi pris à cette période) et le cumul des congés des différentes années n'est pas autorisé.

La durée minimale du congé bonifié (congé annuel + bonification) ne peut être inférieure à 58 jours calendaires pour les agents souhaitant bénéficier d'un congé bonifié d'une durée au moins égale à celle-ci.

Les dates de départs et de retour sont fixées en concertation entre le chef d'établissement ou le gestionnaire, secondé par le chef d'équipe, et l'agent afin d'assurer au mieux la continuité du service.

Les congés bonifiés (les jours de majoration qui suivent les congés annuels) sont considérés comme étant du service accompli.

c) Le compte épargne-temps

Les agents des EPLE, compte-tenu du rythme scolaire, prennent leurs vacances lors des périodes hors-présence élève selon les dispositions prévues au présent règlement.
Néanmoins, dans la mesure où leur solde de congé le leur permet, les agents des lycées peuvent choisir de bénéficier des dispositions du décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps (CET) dans la fonction publique territoriale, conformément aux règles précisées dans les délibérations CR 20-09 du 12 février 2009 et CP 10-999 du 17 novembre 2010 sauf pour ce qui concerne la gestion dématérialisée du CET. La période de référence prise en compte pour l'alimentation du CET et l'utilisation des jours portés au CET est l'année scolaire. Le recensement des demandes d'alimentation du CET est organisé entre le 1er juin et le 15 juillet de l'année scolaire concernée.
Le CET ne peut être alimenté par le report des congés bonifiés.
Un formulaire est mis à disposition des agents.

d) Don de congés

Un agent régional peut, sur sa demande, renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, qu'ils aient été affectés ou non sur un compte épargne-temps, au bénéfice d'un autre agent de la Région, qui assume la charge d'un enfant âgé de moins de vingt ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants.

Ce don s'exerce dans les conditions prévues par le décret n°2015-580 du 28 mai 2015.

5) Recommandations relatives à l'attribution des congés

Les congés (congés annuels, jours de fractionnement, jours RTT, jours de compensation et congés bonifiés) sont répartis de manière concertée avec le chef d'établissement et équilibrée entre les périodes de petites et grandes vacances des élèves.
Ils sont définis au moment de l'élaboration de l'emploi du temps annuel avant le 1er octobre.
Les congés annuels et les jours de RTT sont posés, compte tenu des nécessités de service liées aux particularités du calendrier scolaire, en priorité durant les semaines de vacances scolaires.

V. Le temps partiel

1) Cadre juridique

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que les agents contractuels, peuvent, s'ils remplissent les conditions exigées, exercer leur service à temps partiel. Selon les cas, cette autorisation est soit accordée de plein droit, soit soumise à appréciation en fonction des nécessités de service.
Le service à temps partiel est en principe accordé par année scolaire ; cette autorisation est renouvelable pour la même durée, par tacite reconduction, dans la limite de 3 années scolaires. Au-delà de cette limite, le renouvellement du temps partiel doit faire l'objet d'une nouvelle demande et d'une décision expresse.
Les demandes d'octroi ou de renouvellement de l'autorisation d'assurer un service à temps partiel ainsi que les demandes de réintégration à temps plein prennent effet au 1er septembre.
La demande des intéressés doit être présentée avant le 31 mars précédant l'ouverture de l'année scolaire, sauf dans le cas d'une réintégration à temps plein pour motif grave.
Le temps partiel de droit peut être accordé en cours d'année scolaire :

- à l'issue des congés suivants : congé de maternité, congé de paternité, congé d'adoption, congé parental, congé de présence parentale ;
- ou bien, pour les fonctionnaires, dans les cas suivants : naissance d'un enfant, arrivée au-foyer d'un enfant adopté, don de soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave ;
- ou bien, pour les agents contractuels, dans les cas suivants : pour don de soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

2) Modalités d'organisation

Le fonctionnaire ou l'agent contractuel bénéficiaire d'un temps partiel accomplit un service d'une durée hebdomadaire qui doit être au minimum de 50% de la durée hebdomadaire de travail afférente à un temps plein.
Le temps partiel sur autorisation peut être accordé pour les quotités suivantes : 50%, 60%, 70%, 80%, 90%.
Dans le cadre du temps partiel (de droit ou sur autorisation), le service peut être accompli dans le cadre annuel, sous réserve des nécessités de service. Dans ce cas, le temps de travail effectué par l'agent est de 35 heures hebdomadaires. Des jours de compensation sont alors générés.

VI. Organisation du temps de travail

1) Rôle du chef d'établissement et du gestionnaire

Le chef d'établissement, secondé par le gestionnaire, exerce sur les agents l'autorité fonctionnelle.
A ce titre, il détermine le planning prévisionnel de travail et le volume horaire travaillé des agents en fonction des horaires et dates d'ouverture de l'établissement.

En tant qu'employeur et en concertation avec l'EPLE, la région a la possibilité de modifier un planning jugé non conforme au présent règlement.

2) Définition de l'emploi du temps et modalités d'organisation du temps de travail

Les modalités d'organisation annuelle du service se déterminent dans le cadre d'une consultation entre le chef d'établissement ou le gestionnaire, le chef d'équipe et les agents avant le 1er octobre de chaque année.
La définition du calendrier prévisionnel qui en résulte est soumise aux nécessités de service.
Le calendrier prévisionnel de travail, comprenant les jours de travail et de congés, est communiqué, par écrit, à chaque agent par l'établissement, dans les meilleurs délais et toujours avant le 1er octobre.

L'élaboration de ce calendrier doit respecter trois phases :
- une première phase collective de « cadrage » afin d'exposer aux agents le calendrier, les nécessités de service et actions attendues pour l'année ;
- une phase de consultation de chaque agent sur son emploi du temps ;
- une phase de restitution des emplois du temps aux agents.
Les changements significatifs d'organisation pouvant avoir des conséquences sur l'organisation personnelle des agents (équipe du soir plutôt que du matin, …) sont concertés au cours de l'année N-1 et signifiés par écrit aux agents concernés avant le 30/06 de l'année scolaire N-1.

Les modalités d'organisation annuelle du service sont susceptibles d'être modifiées exceptionnellement par le chef d'établissement ou le gestionnaire en cours d'année, après

consultation de l'agent concerné et information de la Région. L'emploi du temps modifié lui est communiqué par écrit dans les meilleurs délais.
Les modalités d'organisation du service des agents arrivés en cours d'année sont définies par le chef d'établissement ou le gestionnaire, après consultation de l'agent concerné.
L'emploi du temps lui est communiqué par écrit dans les 15 jours suivant sa prise de fonction.
Par nécessité de service les agents peuvent être amenés à effectuer des dépassements horaires, qui donneront lieu ultérieurement à des récupérations.
L'emploi du temps est entendu comme l'emploi du temps hebdomadaire de chaque agent pendant les périodes de présence des élèves et hors présence des élèves. Des modifications peuvent intervenir dans le cours de l'année, de façon exceptionnelle et pour nécessité de service, après consultation de l'agent concerné. Elles lui sont communiquées dans les meilleurs délais.

3) Organisation du temps de travail entre cycles de « présence élève » et « hors présence élève »

a) Règles communes aux cycles
L'emploi du temps est établi dans le respect des garanties minimales fixées par le décret n°2000-815et des règles suivantes :
o Le repos quotidien est d'au moins 11 heures
o La durée quotidienne de travail ne peut excéder 10 heures.
o Le repos hebdomadaire (comprenant en principe le dimanche) ne peut être inférieur à 35h heures.
o Le temps de travail ne peut être inférieur à 7 heures sur une journée entière et à 3 heures 30 le samedi.
Les fonctions s'exerçant de nuit sont organisées dans une plage horaire comprise entre 22 heures et 5 heures. Les horaires de travail après 22 heures et avant 5 heures sont considérés comme des horaires de nuit.

b) Temps de travail en cycle de « présence élèves »
L'emploi du temps doit respecter les règles suivantes :
- Le temps de travail hebdomadaire est compris entre 35 et 43 heures (pour un agent à temps plein)
- l'amplitude hebdomadaire est comprise entre 35 heures et 43 heures (pour un agent à temps plein).
- L'amplitude journalière maximale est de 11 heures

c) Temps de travail en cycle « hors présence élèves »
Ce cycle se déroule durant les périodes de vacances scolaires.
Le service effectué pendant les congés des élèves est déterminé en fonction des besoins et contraintes de chaque établissement ;
L'emploi du temps doit respecter les règles suivantes :
- Le temps de travail hebdomadaire est compris entre 35 heures et 40 heures
- l'amplitude hebdomadaire est comprise entre 35 heures et 40 heures.
- L'amplitude journalière maximale est de 8 heures 30

4) Temps de repos

L'ensemble des personnels bénéficient d'un temps de repos quotidien d'une durée maximale de 20 min.
Ce temps de repos est compris dans le temps de travail, pris au cours de la journée de travail, et insusceptible de report sur une autre journée.

Ce temps de repos dans l'emploi du temps quotidien est déterminé en concertation avec l'agent en respect des contraintes de travail de l'équipe et du service. Il ne peut être programmé en début ou en fin d'emploi du temps.

5) Pause méridienne

Le temps de pause méridienne est d'une durée de 30 minutes.
Ce temps de pause est le temps pendant lequel l'agent se restaure. Il n'est pas considéré comme du temps de travail effectif dans la mesure où l'agent peut vaquer librement à ses obligations personnelles. Ce temps de pause n'ouvre pas droit à récupération. Le temps de repos de 20 minutes ne peut coïncider avec ni être accolé à la pause méridienne.
Le chef d'établissement ou le gestionnaire, secondé par le chef d'équipe, doit organiser le service de manière à ce que chaque agent puisse bénéficier de sa pause méridienne.
En cas de nécessité liée à des questions d'hygiène et de sécurité le chef d'établissement ou le gestionnaire peut demander à un agent d'intervenir pendant sa pause méridienne.
Dans cette hypothèse, la pause méridienne de l'agent désigné est alors considérée comme du temps de travail effectif.
Cette mesure ne peut avoir pour effet d'allonger la durée quotidienne de travail. Dès lors, celui-ci récupérera le jour même le temps de pause méridienne initialement prévu.
Cette organisation ne peut avoir pour effet de priver un même agent de sa pause méridienne plus d'un jour par semaine.

6) Temps de travail et mobilité

Les agents de la Région Ile-de-France ayant réalisé en cours d'année scolaire une mobilité interne sont susceptibles de voir leur emploi du temps initial modifié lors de leur changement d'affectation.
Les heures effectuées dans leur précédente affectation sont prises en compte lors de la définition de leur nouvel emploi du temps par le chef d'établissement ou le gestionnaire.
Cet emploi du temps est défini selon les mêmes modalités que l'emploi du temps délivré aux agents au moment de la rentrée scolaire.

VII. Astreintes

1) Définition

L'astreinte est une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.
L'astreinte est régie par les décrets n°2005-542 et n°2015-415.
Un agent ne peut être placé en astreinte durant ses périodes de congés ni de RTT.

2) Modalités d'application

Les astreintes doivent, lorsque cela est possible, être prévues en début d'année lors de l'élaboration de l'emploi du temps. Elles sont mises en place lorsque les exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité l'imposent.
Les astreintes déjà prises en compte par l'octroi d'une indemnité spécifique ou d'une contrepartie à cet effet, tel le logement par nécessité absolue de service, ne donnent pas lieu à compensation conformément à l'article 3 du décret 2005-542. Elles ne peuvent dépasser une semaine par mois.
Les agents d'accueil logés ne font pas d'astreinte.

VIII. Modalités spécifiques d'organisation du temps de travail

1) Les agents d'accueil : les horaires d'équivalence

Les horaires d'équivalence concernent les agents dont les missions impliquent un temps de présence supérieur au temps de travail effectif. Le travail présente alors un caractère intermittent. Il implique des périodes d'inactivité.
A compter de l'adoption du présent règlement, les personnels d'accueil sont affectés sur des postes simples. Le temps de travail des personnels d'accueil logés par nécessité absolue de service est fixé à 1677 heures par an, déduction faite de 14 heures au titre des jours de fractionnement.
Le temps de travail des personnels d'accueil qui demeureraient affectés sur des postes doubles logés est fixé à 1857 heures par an, déduction faite de 14 heures au titre des jours « de fractionnement ».
Pendant les périodes de présence des élèves, le temps de présence hebdomadaire est de 48 heures pour chaque agent exerçant en poste double et de 43 heures pour un agent exerçant en poste simple.
L'amplitude horaire maximale est fixée à 13 heures.

2) Le travail de nuit

Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
La durée annuelle de travail est réduite à 1 500 heures pour les agents travaillant exclusivement de nuit, c'est à dire ceux qui effectuent au moins 90 % de leur temps de travail annuel en travail de nuit.

3) Les agents travaillant en internat

Compte-tenu des spécificités de l'organisation du temps de travail dans les internats, les modalités d'organisation du temps de travail sont aménagées à titre dérogatoire :
o Les samedis et dimanches sont susceptibles d'être travaillés
o A ce titre, ils sont valorisés : Le samedi matin : 1.2, à partir de la 11ème demi-journée travaillée de manière continue. Le samedi après-midi, le dimanche ou le jour férié travaillé : 1.5
o Le repos hebdomadaire doit être au minimum de 35 heures.

IX. Dispositions particulières relatives aux agents contractuels

Des agents contractuels sont recrutés pour suppléer, sous réserve de l'appréciation de l'autorité territoriale, des agents absents pour cause de maladie, maternité, décharge syndicale ou toute autre motif prévu par les textes ainsi que pour occuper de manière temporaire des fonctions d'agents des lycées dans l'attente de recrutement d'un agent titulaire.
Dans le cadre des règles applicables en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail, le temps de travail des agents contractuels est fixé à 38 h 30 par semaine. À ce titre, ils bénéficient de 2 jours de compensation acquis pour chaque période d'un mois travaillé. Les jours fériés sont réputés être travaillés pour le calcul du droit à RTT.
Les agents contractuels bénéficient de 2,25 jours de congés annuels par mois. Ils peuvent bénéficier de jours de fractionnement si ces congés annuels sont pris entre le 1er novembre et le 31 décembre ou entre le 1er janvier et le 30 avril, à hauteur de 1 jour pour au moins 5 jours posés et 2 jours pour au moins 8 jours posés, sans que le total de jours de fractionnement accordés puisse excéder 2 jours sur l'année civile concernée.
Les congés et jours de récupération doivent être soldés à l'issue de chaque période de contrat sans possibilité de report sur un éventuel contrat ultérieur. Les congés sont pris principalement durant les périodes de vacances scolaires et en fonction des nécessités du

service telles que définies par le chef d'établissement ou le gestionnaire, secondé par le chef d'équipe.
En cas de mobilité d'un agent contractuel au cours de sa période de contrat, l'établissement de départ informe la Région des droits à congés et RTT restant de l'agent aux fins de transmission à l'établissement d'accueil.

X. Application et mise en œuvre

1) Fondement

Le règlement initial a été présenté au Comité Technique Paritaire le 27 juin 2012. Il a été approuvé par délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional le 24 juin 2011 (CR n°57-11), modifié par délibération de la Commission Permanente du 12 juillet 2012 (CP n°12-598) et par délibération du Conseil Régional des 23 et 24 novembre 2017, suite à la présentation au Comité Technique le 15 novembre 2017.

2) Diffusion

Il fait l'objet d'une diffusion et d'une information auprès de l'ensemble des agents des lycées et de leur encadrement.

3) Application

Les proviseurs et gestionnaires de l'ensemble des lycées franciliens sont chargés de son application et de sa bonne exécution.
En cas de non application, la Région employeur, dans l'intérêt des agents, prendra les mesures qui s'imposent pour assurer la continuité du service public.

Annexe 7 : Règlement des autorisations spéciales d'absence

REGLEMENT RELATIF AUX AUTORISATIONS D'ABSENCE ET FACILITES D'HORAIRES A LA REGION

Les autorisations spéciales d'absence permettent à l'agent de s'absenter de son service alors qu'il aurait dû exercer ses fonctions, lorsque les circonstances le justifient.

Les autorisations spéciales d'absence peuvent être accordées, de droit ou sous réserve des nécessités de service, **sur présentation de justificatifs**. Elles sont rémunérées et sont assimilées à des périodes de services effectifs.

Les autorisations spéciales d'absence ne peuvent pas être reportées à une date ultérieure ou octroyées si l'agent est absent du service pour tout autre motif.

Les autorisations spéciales d'absence ne génèrent pas de jours RTT, à l'exception des autorisations d'absence liées à la maternité. Les modalités de déduction des jours RTT sont similaires à celles précisées pour les absences pour maladie.

Lorsque les autorisations d'absence sont accordées sous réserve des nécessités de service, le chef de service est appelé à privilégier, lorsque cela est possible, le recours aux facilités horaires compensées.

En outre, en application des textes en vigueur, des autorisations d'absence sont notamment accordées :
- pour participation à un jury d'assises ou en tant que témoin devant le juge pénal,
- pour motifs syndicaux,
- pour une activité de sapeur-pompier volontaire,
- pour engagement politique.

Les facilités horaires doivent être compensées.

	Motif	Autorisations accordées
Autorisations d'absences liées à des évènements familiaux accorées sous réserve des nécessités de service Délai de route : Distance pour se rendre à l'évènement > 1.000 km (soit aller/retour 2.000 km) = + 2 jours	Mariage / PACS	5 jours
	Décès / Maladie grave d'un conjoint / partenaire / concubin	5 jours
	Décès / maladie grave d'un enfant ou d'un enfant d'un conjoint/partenaire/concubin	5 jours
	Décès / maladie grave d'un père/mère et frère/sœur	3 jours
	Décès / maladie grave d'un père/mère d'un conjoint/partenaire/concubin (beau-père / belle-mère)	1 jour
	Décès des autres ascendants ou descendants	1 jour
	Congés de naissance / adoption pour le père ou le / la partenaire de la mère ou du père	3 jours

	Motif	Autorisations accordées
Autorisations d'absences liées à des évènements de la vie courante ou professionnelle accordées sous réserve des nécessités de service	Garde d'enfant	**Définition :** Les autorisations pour garde d'enfants sont accordées, sous réserve des nécessités du service, pour soigner un enfant malade ou pour en assurer la garde. **Modalités :** L'agent doit produire un certificat médical ou apporter la preuve que l'accueil habituel de l'enfant n'est pas possible. Le nombre de jours qui peut être accordé est fixé par famille. Il est indépendant du nombre d'enfants. L'âge limite des enfants pour lequel ces autorisations d'absence peuvent être accordées est de 16 ans, aucune limite d'âge n'est fixée pour les enfants handicapés. **Le décompte est effectué par année civile (1er janvier au 31 décembre).** Les jours non utilisés au titre d'une année ne peuvent être reportés sur l'année suivante. En cas de dépassement du nombre maximum d'autorisations, les droits à congés annuel sont réduits. **Durée** **Droit commun :** Pour les agents travaillant à temps complet : • 6 jours Pour les agents travaillant à temps partiel : • Temps partiel à 90% : 5,5 jours • Temps partiel à 80% : 5 jours • Temps partiel à 70% : 4,5 jours • Temps partiel à 60% : 4 jours • Temps partiel à 50% : 3 jours **Cas particuliers :** **1)** Dans les trois cas suivants, l'agent bénéficie de 12 jours (si travail à temps complet, sinon proratisé en fonction de la quotité de temps partiel). • Agent assumant seul la charge d'un enfant • Agent dont le conjoint est à la recherche d'un emploi (attestation d'inscription à Pôle Emploi) • Agent dont le conjoint ne bénéficie d'aucune autorisation d'absence rémunérée pour garde d'enfants (fournir attestation de l'employeur) 2) Si l'agent dont le conjoint bénéficie d'un nombre d'autorisations d'absence rémunérées inférieur à celui dont il bénéficie lui-même (attestation de l'employeur) : l'agent bénéficie de la différence entre les 12 jours et le nombre de jours auquel son conjoint a droit : **Exemple :** Agent (12 jours) - conjoint (4 jours) = autorisations garde d'enfants de 8 jours

	Motif	Autorisations accordées
	Rentrée scolaire pour les parents ou personnes ayant seules la charge d'enfant(s)	Facilité d'horaire
	Rentrée scolaire pour les beaux-parents	Facilité d'horaire
	Don du sang, plaquettes, et autres dons	Conformément à la pratique de la Région, les personnels faisant don de leur sang ou de leurs plaquettes, peuvent bénéficier d'une demi-journée à prendre impérativement le même jour, après le don, sous réserve de la présentation d'un justificatif.
	Concours et examens professionnels de la fonction publique	Le temps de l’épreuve (demi-journée ou journée)
	Obtention de la médaille d'honneur	1 jour
	Examens médicaux pour les agents reconnus travailleurs handicapés	Une demi-journée par trimestre soit 4 demi-journées par an
	Problèmes de transport en commun	Facilités d’horaires

	Motif	Autorisations accordées
Autorisations d'absence liées à la maternité accordées sous réserve des nécessités de service	Aménagement des horaires de travail à partir du 3e mois de grossesse	Dans la limite d'une heure / jour (après avis du médecin de prévention)
	Accompagnement de sa compagne aux examens prénataux pour le conjoint / partenaire / concubin	Temps du déplacement et examens (3 examens maximum par grossesse)
	Actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation	Temps du déplacement et examens
	Accompagnement de sa compagne aux actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation pour le conjoint / partenaire / concubin	Temps du déplacement et examens (3 examens maximum par protocole de parcours d'assistance médical à la procréation)
Autorisations d'absence liées à la maternité accordées de droit	Séances préparatoires à l'accouchement	Temps du déplacement et examens (après avis du médecin de prévention)
	Examens médicaux obligatoires	Temps du déplacement et examens

	Motif	Autorisations accordées
Autorisations d'absences liées à des motifs civiques accordées sous réserve des nécessités de service	Parents d'élèves : représentant siégeant dans les conseils départementaux, régionaux, académiques et nationaux ou conseil des écoles préélémentaires & maternelles ou conseil d'administration des collèges & lycées	Temps du déplacement et des réunions
Autorisations d'absences liées à des motifs religieux sous réserve des nécessités de service	Fêtes religieuses (circulaire ministérielle du 10 février 2012)	3 maximum / an

- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-176

DU 23 NOVEMBRE 2017

PLAN DE DÉPLACEMENTS DE L'ADMINISTRATION

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code des transports ;

VU la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation des transports intérieurs ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

VU le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;

VU la délibération CR 121-09 du 26 et 27 novembre 2009 relative à l'Agenda 21 Île de France ;

VU la délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 portant sur l'adoption du Schéma directeur de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative à l'approbation du PDUIF ;

VU la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au plan d'action régional en faveur de la mobilité ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 « Changeons d'air en Île-de-France – Plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

VU la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 portant le plan vélo régional ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis du Comité Technique recueilli le 15 novembre 2017 ;

Considérant dans le cadre de l'emménagement à Saint-Ouen (site Influence), que la Région Île-de-France s'est engagée dans une démarche de PDA à « horizon 2020 » concernant les agents du siège ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

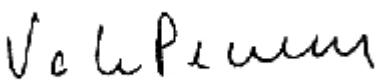
VU le rapport n°CR 2017-176 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte le plan de déplacements de l'administration, joint en annexe à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Plan de Déplacement de l'Administration du Conseil Régional d'Île de France

#NouvelleRegionIDF

SE DÉPLACER À LA RÉGION

PLAN DE DÉPLACEMENTS DE L'ADMINISTRATION DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE







îledeFrance

SOMMAIRE

LE PLAN D'ACTIONS

Les objectifs d'un plan de déplacements de l'administration (PDA) page 4
Les trois étapes de sa mise en place page 4
Les thématiques d'action page 5
Les caractéristiques fondamentales des actions page 6

AXE 1 MIEUX CONNAÎTRE LES OFFRES DE TRANSPORTS

État des lieux page 8
Quelles sont les actions proposées ? page 8
Action 1. Conseiller sur la desserte transports en commun de la ZAC des DOCKS page 9
Action 2. Disposer des informations dynamiques et en temps réel de l'offre multimodale page 10

AXE 2 DÉVELOPPER L'USAGE DES MODES ACTIFS

État des lieux page 12
Quelles sont les actions proposées ? page 12
Action 3. Informer sur les aménagements cyclables et les cheminements piétons page 13
Action 4. Valoriser et inciter à la pratique du vélo (remise en selle ou pérennisation) page 14
Action 5. Faciliter l'acquisition, la maintenance et la sécurité des vélos page 16

AXE 3 INCITER À UN USAGE DE L'AUTOMOBILE MIEUX PARTAGÉ ET PLUS RESPONSABLE

État des lieux page 19
Quelles sont les actions proposées ? page 19
Action 6. Inciter à l'usage du covoiturage page 20
Action 7. Optimiser la flotte de véhicules et son usage page 21
Action 8. Adapter l'offre de stationnement aux besoins des agents page 22

AXE 4 FACILITER UNE ORGANISATION DU TRAVAIL PLUS ÉCONOME EN DÉPLACEMENTS

État des lieux page 24
Quelles sont les actions proposées ? page 24
Action 9. Limiter les déplacements page 25

AXE 5 METTRE EN ŒUVRE LES ACTIONS COMPLÉMENTAIRES DU PDA

État des lieux page 27
Quelles sont les actions proposées ? page 27
Action 10. Renforcer la visibilté du site page 28
Action 11. Piloter le PDA page 29

LE PLAN D'ACTIONS

Pourquoi un Plan de Déplacements de l'Administration (PDA) ?

Les orientations de la loi sur la transition énergétique et les dispositions du Plan de Protection de l'Atmosphère imposent aux grands pôles générateurs de déplacements d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de mobilité destiné à réduire les déplacements domicile – travail et professionnels.

Dans le cadre de l'emménagement à Saint-Ouen (site Influence), la Région Île-de-France s'est ainsi engagée dans une démarche de Plan de Déplacements d'Administration. La Région s'est associée à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU) et le bureau d'étude INDDIGO.

L'objectif de ce PDA consiste à **identifier, mettre en œuvre et évaluer** un ensemble de mesures opérationnelles et cohérentes destinées à optimiser l'accessibilité au site d'Influence pour les agents et les élus de la Région.

Ce plan d'actions sera mis en place dans le cadre de l'installation dans le bâtiment Influence 1 dès janvier 2018, puis en 2019 pour l'installation dans l'immeuble Influence 2.

Le déplacement des personnes en mobilité réduite (PMR) est pris en compte dans la réflexion globale du PDA pour chaque fiche action.

Calendrier de mise en place du PDA ?

PHASE 1 – MAI/JUILLET 2017
Diagnostic et grandes orientations

PHASE 2 – AOÛT/OCTOBRE 2018
Élaboration du plan d'action

PHASE 3 – DÈS 2018 À 2020
Accompagnement de la mise en œuvre des actions

Diagnostic et orientations

Le diagnostic a été réalisé par l'Institut d'Aménagement d'Urbanisme (IAU) sur la base des éléments suivants :

- Une étude d'accessibilité du site de Saint-Ouen (avec visite de terrain) ;
- Une analyse des impacts temps sur les déplacements des agents sur la base des données COLLIERS de 2016 ;ans leUne étude sur le parc de véhicules de la Région ;
- Une enquête réalisée auprès des agents du siège, du 15 au 30 juin 2017 (753 réponses) sur les conditions actuelles et prévisionnelles de leurs déplacements.

Élaboration du plan d'actions

Sur la base de ce diagnostic le plan d'actions du PDA a été défini :



AXE 1

MIEUX CONNAÎTRE **LES OFFRES DE TRANSPORTS**



AXE 2

DÉVELOPPER **L'USAGE DES MODES ACTIFS**



AXE 3

INCITER À **UN USAGE DE L'AUTOMOBILE MIEUX PARTAGÉ ET PLUS RESPONSABLE**



AXE 4

FACILITER UNE ORGANISATION DU TRAVAIL **PLUS ÉCONOME EN DÉPLACEMENTS**



AXE 5

METTRE EN ŒUVRE **LES ACTIONS COMPLÉMENTAIRES DU PDA**

Caractéristiques fondamentales des actions

Les actions seront mise en œuvre au fur et à mesure de l'emménagement des agents sur le site Influence en 2018, puis en 2019. Elles permettront aux agents de s'approprier les modalités d'accès au site, de choisir la ou les solutions de déplacements les plus appropriées à leur situation personnelle.

- Pour chaque axe, des fiches actions déclinent de manière concrète le dispositif du PDA, chacune précisant le délai de mise en œuvre, le ou les partenaires impliqués.

- Les actions du PDA s'échelonnent sur trois ans (2017 – 2020).

- Des priorités ont également été définies quant à la mise en œuvre des actions dans le temps :
  - 4e trimestre 2017, avant le déménagement de janvier 2018
  - 1er trimestre 2018
  - 2e trimestre 2018
  - 3e et 4e trimestre 2018
  - Année 2019

- La liste des indicateurs de suivi du projet est incluse dans chaque action.

- Le planning proposé dans les fiches actions est donné à titre indicatif. Des ajustements calendaires pourront être apportés au cours de leur mise en œuvre.



AXE 1
MIEUX CONNAÎTRE
LES OFFRES DE TRANSPORTS

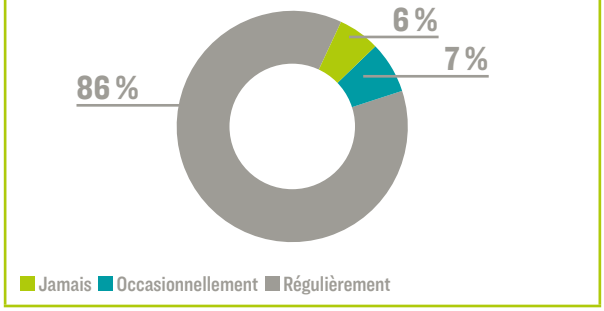
AXE 1
MIEUX CONNAÎTRE LES OFFRES DE TRANSPORTS



État des lieux

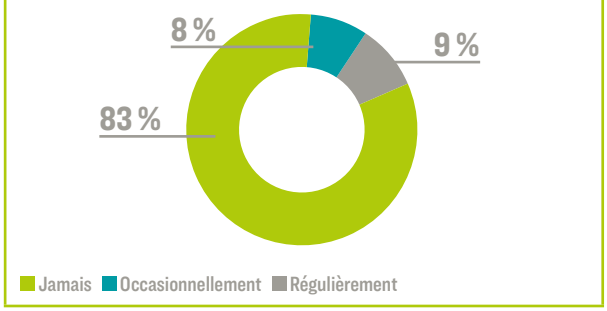
Selon l'enquête réalisée auprès des agents[1], **86% des agents utiliseront régulièrement les transports collectifs.**

USAGE DES TC
POUR SE RENDRE À SAINT-OUEN



↘ 2/3 de ces déplacements seront réalisés avec plusieurs modes de transports collectifs.

RABATTEMENT VP SUR LES TC
POUR SE RENDRE À SAINT-OUEN



↘ 17% des agents prévoient de se rabattre en voiture particulière vers les transports collectifs.

La grande majorité des agents va donc utiliser les modes combinés, que ce soient plusieurs transports collectifs ou des modes différents (voiture/transports collectifs ou encore transports collectifs/vélo ou trottinette...). Informer sur l'offre existante et permettre aux agents d'obtenir une information en temps réel sont donc deux priorités.

Quelles sont les actions proposées?

↘ **Action 1 :** Informer sur la desserte en transport collectif de la ZAC des DOCKS.
↘ **Action 2 :** Conseiller sur l'offre multimodale la plus adaptée.

Ci-après le détail des actions déclinées dans cette partie : INFORMER SUR L'OFFRE MULTIMODALE

ACTION 1
CONSEILLER SUR LA DESSERTE TRANSPORTS EN COMMUN DE LA ZAC DES DOCKS

ACTIONS

- Installation d'un stand d'information avec Île-De-France Mobilités et la RATP au sein de la Région.
- Distribution d'une **carte générale d'accès** à Saint-Ouen.

CONSTAT

- Le territoire de **la ZAC DES DOCKS** est en pleine mutation et propose une offre en transports collectifs conséquente.
- Les lignes de bus **173 et 274** assurent le **rabattement sur le réseau ferré régional.**
- Les lignes **85 et 173** permettent un **rabattement sur le métro ligne 4** (Mairie de Saint Ouen - Porte de Clignancourt).
- **D'ici fin 2019/2020**, le prolongement de la **ligne 14** et du tramway **T3** représenteraient une offre structurante supplémentaire.
- Le rapport du 3 octobre 2017 d'île-De-France Mobilités indique une **adaptation de l'offre** de tout ou partie des **lignes 66, 85 et 173** pour répondre au développement de la zone des Docks.

OBJECTIF

En amont des deux emménagements, l'ensemble des agents disposera de l'information sur **l'offre multimodale** existante et projetée, alternatives à l'usage de la ligne 13 du métro.

MOYENS POUR ATTEINDRE LES ACTIONS

Organisation d'un stand mobilité en présence de la RATP et Île–de-France Mobilités afin de pouvoir échanger avec les agents et répondre aux questions plus individuelles de chacun. Ce stand sera planifié lors d'événements prévus dans le cadre des présentations en amont à l'emménagement (Influence 1 et 2)

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

Réalisation d'une carte téléchargeable sur différents supports (ordinateur, tablette, smartphone) incluant la prise en compte de l'accessibilité PMR.

▼

L'intervention de la RATP, et d'île-de-France Mobilités dans les locaux de la Région.

ACTEUR PORTEUR ET PARTENAIRES TECHNIQUES OU FINANCIERS

- Porteur : Région Île-de-France
- Service porteur : Mission communication interne

INTERVENANTS POTENTIELS

- île-de-France Mobilités
- RATP

CALENDRIER

AVANT L'EMMÉNAGEMENT DES AGENTS
SUR INFLUENCE 1 (JANVIER 2018) PUIS INFLUENCE 2 (1er TRIMESTRE 2019)

DÉCEMBRE 2017	▶ JANVIER 2018 ▶
Stand mobilité animé par la RATP et île-de-France Mobilités pour Influence 1	Carte téléchargeable
▶ JANVIER 2018 À 2020	**▶ 1er TRIMESTRE 2019**
Carte actualisée selon l'évolution de l'offre TC	Stand mobilité animé par la RATP et île-de-France Mobilités pour Influence 2

ACTION 2
DISPOSER DES INFORMATIONS EN TEMPS RÉEL DE L'OFFRE MULTIMODALE

ACTIONS

- Téléchargements de **ViaNavigo** pour diffusion sur écrans d'accueil bâtiments et intranet.
- Inscription de cet outil sur la charte du management en open space comme **moyen d'optimiser le temps de travail collectif.**

CONSTAT

La Région a vocation à devenir une **administration 2.0**.

OBJECTIF

Permettre à l'ensemble des agents d'anticiper leurs déplacements au quotidien, pendant leur temps de travail, en accédant à l'**information** de l'offre multimodale en temps réel via la mise en place d'outils dynamiques.

MOYENS POUR ATTEINDRE LES ACTIONS

METTRE EN PLACE DES OUTILS PERMETTANT L'ACCÈS À L'INFORMATION MULTIMODALE	
Installer Vianavigo sur les écrans situés des bâtiments de la Région et un accès sur l'intranet.	Diffuser les liens vers les applications facilitant les déplacements.

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

L'identification des bons supports de diffusion (affichage «dynamique» et intranet).

▼

La bonne information de l'offre actuelle et future (cf. action 1.1).

▼

La prise en compte de l'information par les managers, notamment en cas de situation perturbée des transports pendant le temps de travail.

ACTEUR PORTEUR ET PARTENAIRES TECHNIQUES

- Porteur : Région Île-de-France
- Services porteurs : Mission communication interne, Direction des systèmes d'informations

INTERVENANTS POTENTIELS

Île-de-France Mobilités

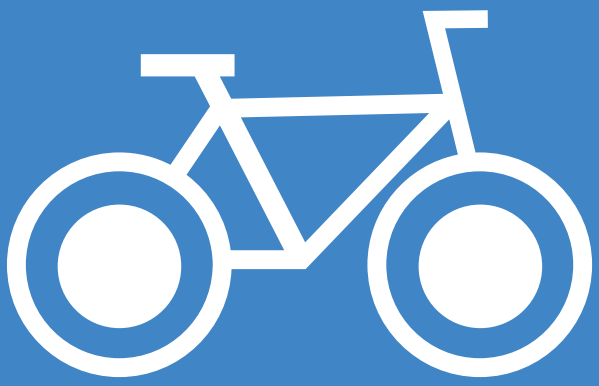
INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

Les indicateurs annuels à suivre sont :
- Le nombre de clics sur l'intranet elien.

CALENDRIER

T4 2017 – T1 2018

FÉVRIER 2018	▶ 1er TRIMESTRE 2019
Mise en place de l'affichage dynamique sur Influence 1 et du lien sur Intranet.	Mise en place de l'affichage dynamique sur Influence 2.



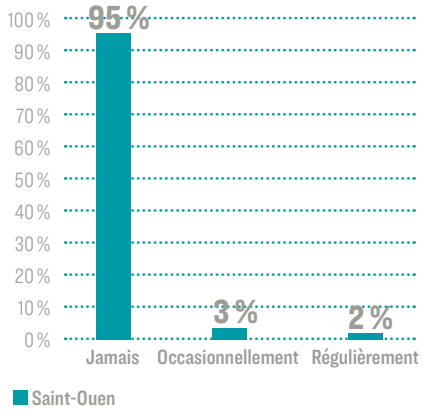
AXE 2
DÉVELOPPER L'USAGE DES MODES ACTIFS

AXE 2
DÉVELOPPER L'USAGE DES MODES ACTIFS

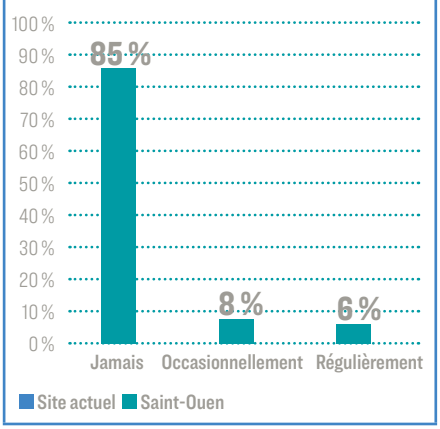


État des lieux

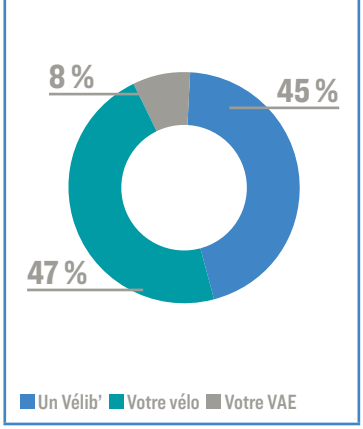
ÉVOLUTION ENVISAGÉE
DE LA PRATIQUE DE LA MARCHE



ÉVOLUTION ENVISAGÉE
DE LA PRATIQUE CYCLABLE



TYPE DE VÉLO UTILISÉ
POUR SE RENDRE À SAINT-OUEN



↘ Les chiffres sont légèrement inférieurs aux pratiques actuelles sur les sites parisiens.

Au regard des lieux d'habitation, il existe un enjeu à maintenir la part de déplacements des modes actifs aux niveaux actuels et/ou de permettre le rabattement par les modes actifs vers les gares, métro et tramway du territoire. Cet axe numéro 2 consiste ainsi à développer la pratique cyclable et piétonne en mettant en place des mesures incitatives et informatives.

Quelles sont les actions proposées?

↘ **Action 3 :** Informer sur les aménagements cyclables et les cheminements piétons.
↘ **Action 4 :** Valoriser et inciter la pratique du vélo.
↘ **Action 5 :** Faciliter l'acquisition, la maintenance et la sécurité des vélos.

Ci-après le détail des actions déclinées dans cette partie : DEVELOPPER L'USAGE DES MODES ACTIFS

ACTION 3

INFORMER SUR LES AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET LES CHEMINEMENTS PIÉTONS

ACTION

↘ Élaboration d'une **carte d'accès à Saint-Ouen** en mode actifs.

CONSTAT

↘ 14% des agents du siège habitent **à moins de 30 minutes à vélo**.

↘ Un **maillage cyclable** est en cours de déploiement sur la ville de Saint-Ouen dans le cadre du schéma directeur de Plaine-Commune.

OBJECTIF

↘ Identifier pour les agents des itinéraires leur permettant de se rendre sur le site en mode actifs.

↘ Créer une communauté d'agents usagers des modes actifs.

MOYENS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF

ÉTAPES DÉCISIVES

INFORMER SUR :
- Les aménagements piétons et cyclables autour du site Influence 1 et 2.
- Les stationnements et services prévus pour les cyclistes.
- Les stations Vélib'.

DIFFUSER :
- La carte d'accessibilité (cf. action 1.1) + 4 cartes complémentaires pour les usagers Vélib', vélos classiques, vélos à assistance éléctrique et les piétons.
- Les liens et applications mettant en exergue les aménagements cyclables existants (exemple le portail GEOVELO).

ANIMER :
- Stand d'information Mobilité (cf. action 1.1).
- Animations ciblées vélos.
- Réalisation de vidéos des usagers modes actifs
- Mise en place de bourses d'échanges d'itinéraires entre agents.

ACTEUR PORTEUR ET PARTENAIRES TECHNIQUES

↘ Porteur : Région Île-de-France

↘ Services porteurs : Mission communication interne et le Pôle Logement et Transports

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

La récupération des informations sur les aménagements existants et projetés.

▼

La mise en place de référents modes actifs .

▼

Le type de diffusion et supports d'animations prévus.

▼

L'animation de cette action.

INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

Les indicateurs annuels à suivre sont :

↘ Nombre d'usagers identifiés, nombre d'animations réalisées, nombres de vélos stationnés sur les places dédiées au sein du site (relevé trimestriel sur la base de 4 jours ouvrables de base par an)

CALENDRIER

Première animation et diffusion des cartes à prévoir en avril-mai 2018, puis deuxième animation ciblée (exemple petit-déjeuner bourses d'échanges d'itinéraires en septembre 2018). La réalisation des vidéos peut être prévue dans le cadre de la Semaine de la mobilité. Ces actions sont à prévoir tous les ans durant les 3 années de mise en œuvre du PDA.

ACTION 4
VALORISER ET INCITER À LA PRATIQUE DU VÉLO

ACTIONS

- Passation d'un **marché avec une société de prestation** « ateliers remise en selle ».
- Distribution d'un **kit de sécurité**.

CONSTAT

- **23%** des **agents** du siège sont susceptibles d'être **intéressés par la pratique cyclable**, parmi lesquels **47%** prévoient **d'utiliser leur vélo personnel**.
- Un **potentiel important de report modal** est à prévoir si des aménagements cyclables adaptés sont réalisés.

OBJECTIFS

Augmenter la part modale du vélo à 10 % en période printanière et estivale.

MOYENS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF

ÉTAPES DÉCISIVES

CONVAINCRE :
- Proposer des ateliers découvertes des modes actifs avec des associations : mise à disposition de documentation et argumentaires sur le vélo, démonstration de l'outil GéoVélo, essai de vélos (classiques, VAE, vélos-cargo, vélos pliants ...), marquage, révision,...

+ Cf. action II.1.

RASSURER :
- Proposer une formation « remise en selle »
- Inciter à l'expérimentation en organisant une semaine dédiée au vélo.

PÉRENNISER :
- Distribuer un kit sécurité-confort,

+ Cf. action II.3.

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

La mise en place d'animations et de formations.

▼

Une adhésion à la pratique du vélo au sein de la collectivité.

ACTEUR PORTEUR ET PARTENAIRES TECHNIQUES

- Porteur : Région Île-de-France
- Services porteurs : Mission communication interne et le Service Formation

INTERVENANTS POTENTIELS

Associations et/ou vélocistes du territoire



INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

Les indicateurs annuels à suivre sont :

- Nombre de participants aux animations et aux formations
- Calcul de la part modale vélo en 2020 par la réalisation d'une enquête

CALENDRIER

Plusieurs sessions entre avril et septembre chaque année du PDA.

ZOOM sur la formation vélo

Cette formation vélo pourra être animée par un prestataire extérieur (plusieurs associations du territoire proposent ce type de formation). Elle intègre :

- **1. une session théorique :** proposer un quiz (pour lever les freins liés aux idées reçues notamment), échanges, conseils, chiffres-clés.
- **2. une session pratique :** (maximim 10 personnes) L'idée est de présenter l'environnement urbain à vélo (perçu différemment lorsqu'on est à pied ou en voiture), les dispositifs dédiés aux cyclistes (cédez-le-passage au feu, aménagements cyclables, ...) et de donner des conseils concrets (comment emprunter un rond-point, comment se positionner à un feu tricolore, anticiper ses mouvements dans la circulation, être visible des autres usagers).

ACTION 5
FACILITER L'ACQUISITION, LA MAINTENANCE ET LA SÉCURITÉ DES VÉLOS

ACTIONS

- Expérimentation de l'**Indemnité Kilométrique Vélo** dés que le droit le permettra.
- Passation d'un marché avec une société de prestation « ateliers de maintenance vélos ».

CONSTATS

- **105 places de stationnement sécurisées** dédiées au vélo.
- Présence au sein des bâtiments Influence 1 de **vestiaires, douches et sanitaires**.
- Local vélos équipé de **20 casiers sécurisés**.

OBJECTIFS

- Bénéficier d'une aide financière pour ceux qui souhaitent devenir des usagers réguliers du vélo.
- Disposer d'une maintenance régulière sur site.

MOYENS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF

ÉTAPES DÉCISIVES

La mise en place de l'Indemnité Kilométrique Vélo (IKV).
Détail des conditions à préciser et sous réserve de pouvoir mettre en place une expérimentation en tant que collectivité publique

▼

La Région met en place pour ses usagers l'IKV :
- Temps 1 : Définition des modalités d'application de l'IKV. Le cumul de l'IKV est possible avec les transports collectifs, si le vélo et les TC sont cumulés au cours d'un même trajet.
- Temps 2 : Mise en place.

+ **Proposition** de services de maintenance et d'ateliers de réparation aux agents de manière ponctuelle avec une association.

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

La communication de ce nouveau dispositif.

▼

Le choix du service proposé en termes de type d'atelier et de fréquence.

ACTEUR PORTEUR ET PARTENAIRES TECHNIQUES

- Porteur : Région Île-de-France
- Service porteur : Les pôles Patrimoine et Moyens Généraux, Ressources-Humaines et la Mission Communication Interne

INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

Les indicateurs annuels à suivre sont :
- Nombre d'agents volontaires
- Coût engagé

CALENDRIER

- Demande d'engagement au premier trimestre 2018 pour une durée de 2 ans
- 3 sessions d'ateliers de réparation par an chaque année du PDA

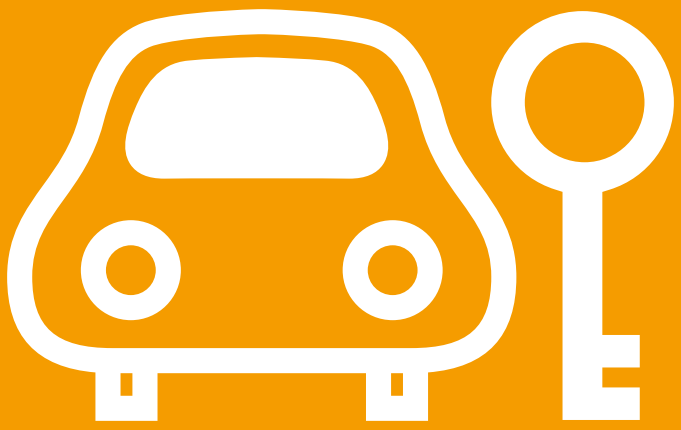
ZOOM sur les ateliers de réparation

Ces services peuvent-être proposés en direct par la Région ou via des associations. La mise en place d'un service de réparation et de maintenance des vélos est pertinent pour anticiper à la sécurité des cyclistes. Pour ce faire il est important de travailler en plusieurs étapes :

- **1. Un état des lieux des vélocistes en Île-de-France :**
  Une carte interactive est à disposition de franciliens « Mieux se déplacer à Bicyclette » qui précise les services proposés par chacun des vélocistes (Vente de vélos neuf, d'occasion, location, réparation, ventes de pièces et accessoires).
- **2. Une service de réparation sur Influence 1 :**
  Il s'agit de proposer aux agents une offre de réparation une fois par semaine dans les locaux de la Région dans le local vélo. L'intérêt d'avoir un atelier mobile est de répondre au plus près des besoins des cyclistes.

ZOOM l'indemnité kilométrique vélos

L'indemnité kilométrique vélo (IKV) a été instituée par la loi TECV du 17 août 2015, et concrétisée pour le secteur privé (et établissements assimilés) par le décret n°2016-144 du 11 février 2016. La mise en place de l'IKV permet aux salariés de s'équiper correctement (élément indispensable d'une pratique du vélo au quotidien). L'expérimentation menée en 2014 et 2015 par l'ADEME auprès d'une vingtaine d'entreprises en France a montré une hausse de 50 % de la part du vélo pour les déplacements domicile-travail en quelques semaines, et de 125 % au bout d'un an. Elle a par ailleurs montré que l'effet de saisonnalité était gommé (moins de variation de la pratique entre l'hiver et l'été), ce qui pourrait s'expliquer par un meilleur équipement dû à une aide financière. Enfin, cette expérimentation a démontré que l'IKV était perçue de manière très positive, que ce soit par les cyclistes et les non-cyclistes.



AXE 3
INCITER À UN USAGE DE L'AUTOMOBILE MIEUX PARTAGÉ ET PLUS RESPONSABLE

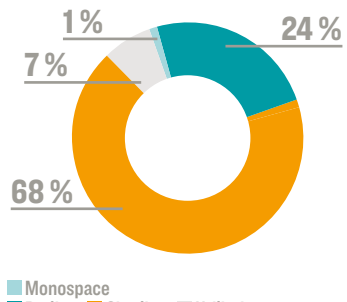
AXE 3
INCITER À UN USAGE DE L'AUTOMOBILE MIEUX PARTAGÉ ET PLUS RESPONSABLE



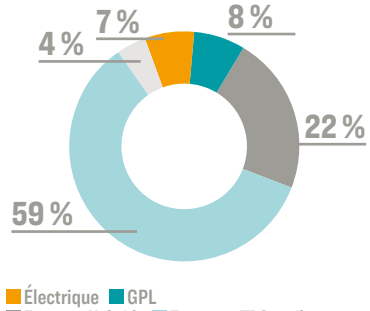
État des lieux

La Région Île-de-France met à disposition de ses salariés pour leurs déplacements professionnels une flotte de véhicules. Cette flotte est composée de **175 véhicules**.

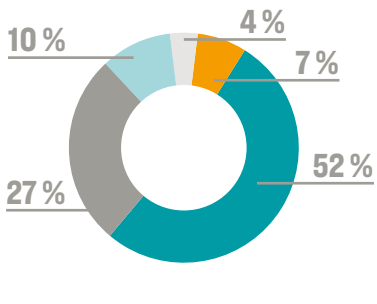
COMPOSITION DU PARC



MOTORISATION DU PARC



VIGNETTES CRIT'AIR



↘ 43 % des véhicules de ce parc ont moins de 5 ans et 67% de ces véhicules sont des citadines.
Un renouvellement de véhicules propres est d'ores et déjà engagé.

Quelles sont les actions proposées ?

↘ **Action 1 :** Inciter à l'usage du covoiturage.
↘ **Action 2 :** Optimiser la flotte de véhicules et son usage.
↘ **Action 3 :** Adapter l'offre de stationnement au fonctionnement du site.

Ci-après le détail des actions déclinées dans la partie :
UN USAGE DE L'AUTOMOBILE PLUS PARTAGE ET PLUS RESPONSABLE

ACTION 6
INCITER À L'USAGE DU COVOITURAGE

ACTIONS

- Réservations de **places de stationnement dédiées au covoiturage** dans les parkings Influence.
- Passation d'un marché avec une **société dans le covoiturage** pour lancer la « communauté de covoitureurs de la ZAC des Docks » .

CONSTAT

- **1%** des **agents** envisagent de venir **régulièrement en covoiturage** sur le site de Saint-Ouen.
- **6%** envisagent de venir **occasionnellement en voiture individuelle**.
- Une démarche favorable au covoiturage engagée dans le cadre de la politique mobilité portée par la Région Île-de-France. Cette expérimentation est une opportunité pour accroître la pratique du covoiturage domicile-travail.

OBJECTIF

Les agents identifient les avantages du covoiturage. La Région, en collaboration avec Île-De-France Mobilités facilitent la rencontre entre futurs covoitureurs en créant par là même une communauté d'usagers.

MOYENS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF

ÉTAPES INDISPENSABLES
POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS

Interventions permettant de convaincre les agents :
- Élaborer et diffuser de l'information sur le covoiturage...
- Proposer une charte de covoiturage.

Interventions facilitant de trouver son covoitureur :
- Organiser un café du covoiturage sur la base de regroupements de services ayant des heures et organisations adéquates et/ou en invitant les salariés par zones géographiques.
- Dresser la liste des outils externes, du type applis mobiles, sites internet existants permettant de trouver un covoitureur.

Interventions permettant de pérenniser les pratiques :
- Matérialiser et réserver des places de stationnement pour les covoitureurs sur le site.
- Réaliser des vidéos des usagers du covoiturage.
- Réaliser un clip time vers l'extérieur sur le covoiturage au sein du site de Saint-Ouen.

Réserver des places selon la demande.
Notion de co-voitureurs à définir : les co-voitureurs s'entendent comme 2 personnes n'habitant pas à la même adresse

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

L'animation et l'information mise à disposition des agents, pour faire tomber les freins.

▼

Des échanges avec les entreprises de la ZAC comme un vrai plus !

INTERVENANTS POTENTIELS

- Île-de-France Mobilités
- Plaine Commune
- Start'up

INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

Les indicateurs annuels à suivre sont :
- Nombre de demandes et d'offres
- Occupation des places
- Enquête d'usages

CALENDRIER

T1 2018

ACTION 7
OPTIMISER LA FLOTTE DE VÉHICULES ET SON USAGE

ACTIONS

- Mise en œuvre d'outils de gestion (armoire à clefs électronique, logiciel de réservation).
- Formation des chauffeurs à l'éco-conduite.

CONSTATS

62 % des véhicules régionaux du siège sont de catégorie 1 (55 %) ou électriques (7 %).

OBJECTIFS

Améliorer la rotation des véhicules de façon à optimiser leur exploitation.

MOYENS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF

DÉMARCHES À ENGAGER

1.	Mettre en place une application Région île-de-France sur les réservations.
2.	Identifier les outils permettant de mettre en place et suivre la feuille de route validée concernant l'évolution de la flotte (nombre, type de motorisation…). Projet de mise en place d'une armoire à clefs électronique sur le site d'influence 1.

\+ **Ces 3 étapes sont parallèles** à la poursuite de l'accroissement de la part de l'électrification des véhicules de la Région et de l'organisation de formation d'éco-conduite.

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe :

Le bon dimensionnement du nombre d'emplacements électriques au regard du nombre de véhicules électriques appartenant à la Région à court terme et à plus long terme concernant les besoins personnels des agents.

▼

Le choix des agents à former ainsi que le suivi et le contrôle de la rotation des véhicules.

INTERVENANT POTENTIEL

Un bureau d'étude

RAJOUTER INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

- Nombre de réservation
- Taux d'utilisation des véhicules
- Nombre de kilomètre par motorisation

CALENDRIER

T1 2018

POUR EN SAVOIR PLUS

CADRE JURIDIQUE

Les efforts en faveur d'un renouvellement du parc avec des véhicules à faibles voire très faibles émissions est en lien avec les dernières évolutions réglementaires, qui obligent désormais les structures à s'orienter vers des véhicules à faibles émissions lors du renouvellement de leur flotte :

- Article 37 de la loi TECV obligeant l'État et ses établissements publics disposant d'une flotte de plus de 20 véhicules légers à acquérir au moins 50 % de véhicules à faibles ou très faibles émissions lors de son renouvellement.
- Décrets n°2017-21 et 2017-24 du 11 janvier 2017 précisant les modalités d'application de la loi TECV concernant les émissions de GES et autres polluants atmosphériques des flottes de véhicules.
- La loi TECV a introduit l'obligation d'installer des bornes de recharge pour les véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les nouvelles constructions, notamment à destination principale de bureaux. Ce dispositif a été traduit dans le décret n°2016-968 du 13 juillet 2016.

ACTION 8
ADAPTER L'OFFRE DE STATIONNEMENT AU FONCTIONNEMENT DU SITE

ACTION

- Convention de mise à disposition de place de stationnement complémentaires jusqu'en 2019/2020 avec la Ville.

CONSTATS

- 215 places de stationnement prévues sur Influence 1.
- 6 % des salariés qui prévoient de venir en voiture seuls sur le site

OBJECTIFS

Donner la priorité aux usages partagés de la voiture sur Influence 1 et compléter d'environ 100 places l'offre de stationnement à proximité du site.



MOYENS POUR ATTEINDRE L'ACTION

ÉTAPES CLÉS	
1.	Informer les agents sur E-lien de la possibilité d'obtenir une carte d'accès gratuite au parking des halles, sous conditions: - usage quotidien sous peine de retrait de la carte (vérification via le gestionnaire du parking), - contrainte spécifique liée à la localisation du domicile.
2.	Les agents intéressés devraient adresser au pôle Ressources Humaines une demande motivée pour avis rendu en décembre 2017.

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

La mise en place opérationnelle des différentes actions du PDA.

▼

L'échéance de la convention de stationnement à 2 ans.

ACTEUR PORTEUR ET PARTENAIRES TECHNIQUES

- Porteur : Région Île-de-France
- Service porteur : Le Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

INTERVENANT POTENTIEL

- Ville de Saint-Ouen

INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

Les indicateurs annuels à suivre sont :

- Nombre de places occupées sur Influence 1 et sur le parking annexe.

CALENDRIER

T1 2018



AXE 4

FACILITER UNE ORGANISATION DU **TRAVAIL PLUS ÉCONOME EN DÉPLACEMENTS**

AXE 4
FACILITER UNE ORGANISATION DU TRAVAIL PLUS ÉCONOME EN DÉPLACEMENTS



État des lieux

76% des agents porte un intérêt à la pratique du télétravail.

Quelles sont les actions proposées ?

- **Action 1 :** Limiter les déplacements
- **Action 2 :** S'adapter aux situations particulières ou exceptionnelles
- **Action 3 :** Optimiser les livraisons et déplacements des prestataires

Ci-après le détail des actions déclinées dans la partie :
PERMETTRE UNE ORGANISATION DU TRAVAIL PLUS ÉCONOME EN DÉPLACEMENTS

ACTION 9
LIMITER LES DÉPLACEMENTS

ACTIONS

- Confirmation des engagements régionaux sur le Télétravail.
- Information sur la localisation des tiers lieux connectés de la Région (carte des sites).
- Aménagement de tiers lieux connectés sur les locaux parisiens de la Région.
- Déploiement de salles de visioconférence sur les sites parisiens.

CONSTAT

- 212 agents du siège, c'est à dire 12%, expérimentent le télétravail depuis le 8 septembre 2017, soit depuis leur domicile, soit depuis un tiers lieux.
- Des guides du télétravail et du travail sur écran sont mis en ligne sur intranet.
- Le site de Saint-Ouen sera équipé de salles de visio-conférences.

OBJECTIF

Optimiser et limiter les déplacements domicile-travail et/ou déplacements professionnels.

MOYENS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF

ÉTAPES DÉCISIVES

1.	**Étude des moyens et processus pour étendre le télétravail :** • Faire un retour sur l'expérimentation existante en matière de télétravail à l'échelle de la Région d'ici fin 2017. • Poursuivre la communication sur les guides existants. • **Généraliser le télétravail à partir de janvier 2018 pour l'ensemble des agents qui le souhaitent** et qui disposeront de la validation de leur encadrant.
2.	**Déployer des bureaux de passage et des points d'accès :** • Etudier l'intérêt et le volume de points d'accès et bureaux de passages à aménager. • Identifier les équipements nécessaires. • Mettre à disposition des agents une carte des lieux privés de co-working.
▼	
3.	**Développer l'usage des outils de travail à distance :** • Pérenniser la pratique des usages de visio-conférence. • Utiliser Skype for business.

ACTEUR PORTEUR ET PARTENAIRES TECHNIQUES

- Porteur : Région Île-de-France
- Service porteur : La Direction du Développement et de l'Accompagnement des Ressources-Humaines et de la Direction des Systèmes d'Information.

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

Des actions pour rassurer sur la pratique du télétravail auprès des décideurs.

▼

L'équipement du site Influence 1 et 2 et des sites parisiens (Nord-Pont et Barbet) en vidéoconférence.

▼

La diffusion de l'ensemble des informations pour bénéficier du télétravail (une large promotion du Télétravail).

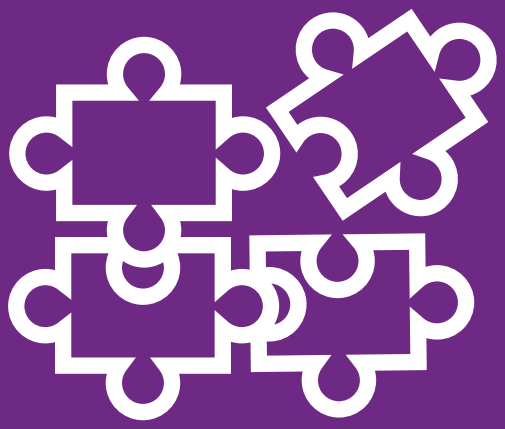
INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

Les indicateurs annuels à suivre sont :

- Suivi du nombre de réunions en visioconférence via le nombre de jours de réservation de la salle de visioconférence

CALENDRIER

Cette action sera réalisée au cours de l'année 2018 et notamment lors du premier trimestre concernant le nouveau site de Saint-Ouen.



AXE 5
METTRE EN ŒUVRE **LES ACTIONS COMPLÉMENTAIRES DU PDA**

AXE 5
METTRE EN ŒUVRE LES ACTIONS COMPLEMENTAIRES DU PDA



État des lieux

Le PDA est un outil d'accompagnement aux emménagements des agents à Saint-Ouen.

Quelles sont les actions proposées ?

↘ **Action 1 :** Renforcer la visibilité du site
↘ **Action 2 :** Piloter et proposer une gouvernance du PDA

Ci-après le détail des actions déclinées dans la partie :
METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS COMPLÉMENTAIRES, DONT PILOTER ET SUIVRE LE PLAN D'ACTIONS

ACTION 10
RENFORCER LA VISIBILITÉ DU SITE

ACTIONS

- Mise en place du jalonnement piétons / cycliste / véhicules à Saint-Ouen avec la ville et la Communauté d'Agglomération.
- Aménagements de voirie renforcés (éclairage, caméras) avec la Ville et la Communauté d'Agglomération.
- Diffusion d'une carte numérique aux visiteurs se rendant à Influence.

CONSTAT

- Périmètre : depuis le parking annexe et entre le métro de Mairie de Saint-Ouen et le site
- Travaux en cours sur l'espace public

OBJECTIFS

- Mettre en place une signalétique piétonne et cyclable proche du site.
- Mettre à disposition des visiteurs un plan d'accès au site.

MOYENS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF

ÉTAPES PRÉPARATOIRES

1. Élaborer un plan d'accès pour les visiteurs et une carte pour les agents (cf. I.1).

▼

2. Informer, communiquer via la diffusion des outils de l'étape 1.

Rencontrer SEQUANO, Plaine-Commune et la Ville de Saint-Ouen pour discuter des modalités de mise en place d'un jalonnement matérialisé au sol et sur poteaux depuis les grandes gares, le métro, les axes routiers et du parking vers le site.

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

La mise à jour régulière par SEQUANO des informations concernant les travaux sur la ZAC des Docks.

▼

Différents supports de diffusion aux utilisateurs du plan d'accès.

▼

La coordination de l'ensemble des partenaires pour la mise en place du jalonnement.

ACTEUR PORTEUR ET PARTENAIRES TECHNIQUES

- Porteur : Région Île-de-France
- Service porteur : Mission Communication Interne

INTERVENANTS POTENTIELS

- Plaine Commune
- SEQUANO
- Ville de Saint-Ouen / Police Municipale et Nationale

INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

Les indicateurs annuels à suivre sont :

- Enquête à prévoir à la fin du PDA
- État du jalonnement
- Nombre de panneaux

CALENDRIER

T1 2018

ACTION 11
PILOTER LE PDA

ACTIONS

↘ Désignation d'un référent PDA Région.

CONSTATS

↘ 12 actions validées dans le cadre du PDA.
↘ Selon l'enquête ADEME 2009 portant sur l'évaluation des PDA, l'animation et le suivi sont des facteurs clés de la réussite de la démarche.
↘ 4 services identifiés comme porteur d'au moins une action.

OBJECTIFS

Les actions du PDA sont mises en œuvre, suivies et évaluées.

MOYENS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF

ÉTAPES DÉCISIVES

Identifier une organisation de la mise en oeuvre du plan d'actions
- Un comité technique intégrant un référent par service concerné par les actions se réunissant tous les 6 mois pour travailler sur les actions à mener.
- Un comité de pilotage se réunissant une fois par semestre pour faire le bilan des actions menées.

Désigner un chef de projet portant le PDA
Il devra :
- assurer la mise en œuvre des actions.
- suivre et coordonner les différents services en charge des dossiers.
- faire vivre au jour le jour le PDA.

FACTEURS CLÉS DE RÉUSSITE

La réussite de cette action passe par :

L'implication des référents par services et une visibilité sur leurs interventions.

▼

Un temps de chef de projet identifié.

▼

Une dynamique de groupe et une valorisation des actions engagées.

ACTEUR PORTEUR ET PARTENAIRES TECHNIQUES

↘ Porteur : Région Île-de-France
↘ Service porteur : Pôle Ressources-Humaines

INTERVENANT POTENTIEL

↘ île-de-France Mobilités

COÛTS ET MOYENS HUMAINS

À noter que cette fonction n'est pas à négliger la charge consacrée à ce poste est estimée à 10 à 15 jours par mois au minimum.

INDICATEURS ET RÉFÉRENT DU SUIVI

Les indicateurs annuels à suivre sont :
↘ Une animation soutenue du PDA
↘ Le respect des étapes d'échanges avec les services et partenaires
↘ Un référent PDA ayant le temps nécessaire pour mettre en place les actions (à minima un mi-temps)
↘ Temps passé par les référents et le chef de projet
↘ Nombre de réunions
↘ Nombre de partenaires sollicités
↘ Bilan annuel des actions

CALENDRIER

T1 2018

CONCEPTION GRAPHIQUE Polysémique **CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES** iStock / p.8 : BeyondImages ; p.9 : serts ; p.13 : Bim ; p.16 : Poba ; p.20 : sanjeri ; p.23 : JaruekChairak ; p.25 : Jacob Ammentorp Lund ; p.29 : gradyreese

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-187

DU 23 NOVEMBRE 2017

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : RÈGLEMENT D'INTERVENTION POUR LES AGRÉMENTS DES ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

VU Le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n° 2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social ;

VU L'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément mentionnée à l'article R.451-2 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU L'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux mentions figurant dans l'arrêté d'agrément délivré par le président du conseil régional défini à l'article R.452-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 16 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain », et à la mise en place du service public régional de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la modification des délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les écoles et instituts de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-187 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

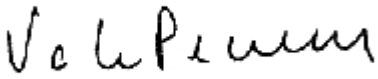
Article 1 :

Approuve le règlement régional d'agrément des formations en travail social tel que présenté en annexe 1 à la délibération.

Article 2 :

Donne mandat à la Présidente pour impulser avec l'Etat la rénovation des référentiels des formations sanitaires et sociales afin qu'ils intègrent spécifiquement les questions d'égalité femmes-hommes, de lutte contre les violences faites aux femmes, de santé environnementale, d'accompagnement à la dépendance et en fin de vie et la diffusion des nouveaux outils de prévention du VIH et de l'accompagnement des personnes séropositives.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

01/12/2017 16:02:08

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe n° 1.doc

REGLEMENT D'AGREMENT DES FORMATIONS EN TRAVAIL SOCIAL

L'article L.451-1 du Code de l'action sociale et des familles modifié par la loi du 5 mars 2014 et le décret d'application n° 2017-537 du 13 avril 2017 renforcent les compétences des Régions en leur confiant la responsabilité de délivrer des agréments d'autorisation à tout organisme désireux de dispenser une formation sociale, après avis de l'Etat (ci-après la DRJSCS). Désormais, les Régions assurent le pilotage de la carte des formations concernées.

Sur la base d'une analyse des travaux d'études réalisées par Défi-Métiers, des résultats d'insertion des formés (données nationales et expérimentation régionale), ainsi que des besoins en emploi exprimés par les représentants du secteur et des territoires, la Région a établi des préconisations sur l'offre de formation qui ont été adoptées dans le Schéma régional des formations sanitaires et sociales. Pour répondre à ces enjeux et à ces objectifs, la Région fixe, au travers du règlement d'intervention, des critères de sélection et de qualité pour agréer les établissements dispensant des formations en travail social. Ce règlement reprend les conditions et les modalités d'agrément prévues dans le décret n°2017-537 du 13 avril 2017[1], ainsi que les arrêtés[2] du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément et aux mentions figurant dans l'arrêté d'agrément.

Ce règlement d'intervention, tout en visant la réalisation des objectifs quantitatifs du schéma régional, permet :

- d'objectiver le choix des établissements agréés,
- de définir la carte des formations répondant aux enjeux et aux besoins en emploi des territoires,
- d'adapter aux besoins la répartition des places financées par la Région.

Ce règlement s'applique pour la délivrance d'agréments relative à :

- une nouvelle demande,
- une augmentation de l'offre de formation,
- un renouvellement.

Les demandes d'agrément sont déposées dans le cadre d'appels à projets publiés par la Région Ile-de-France.

[1] Hors article 3 – relatif à la période transitoire
[2] N°SSAA1717197A et N°SSAA1717207A

1- Le périmètre

Les formations concernées par le règlement d'intervention sont les suivantes :

Formations en travail social	**Durée moyenne** (année)	**Niveau**
- Accompagnant éducatif et social (AES) option : - « structure », - « domicile » - « éducation inclusive »	1	V
Assistant familial (AF)	18 à 24 mois	V
Moniteur éducateur (ME)	2	IV
Technicien de l'intervention sociale et familiale (TISF)	2	IV
Assistant de service social (ASS) Niveau III jusqu'en septembre 2018 [3]	3	II
Conseiller en économie sociale et familiale (CESF) Niveau III jusqu'en septembre 2018	1	II
Educateur spécialisé (ES) Niveau III jusqu'en septembre 2018	3	II
Educateur technique spécialisé (ETS) Niveau III jusqu'en septembre 2018	3	II
Educateur de jeunes enfants (EJE) Niveau III jusqu'en septembre 2018	3	II
Médiateur familial (MF)	3	II
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	2	II
Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Établissement ou de Service d'intervention sociale (CAFDES)	2	I
Ingénierie sociale (IS)	3	I

[3] Les diplômes d'Etat d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé, d'éducateur de jeunes enfants, d'éducateur technique spécialisé et de conseiller en économie sociale familiale obtenus à l'issue d'une formation entamée à compter de la rentrée scolaire de septembre 2018 seront classés au niveau 2 de la nomenclature des niveaux de formation.

2- La demande d’agrément des formations en travail social :

2.1 Dépôt du dossier

- L’agrément est demandé à la Région du lieu d’implantation du site de la formation.
- La demande d’agrément est adressée à la Région de préférence par voie électronique avec accusé de réception. A défaut, elle est adressée en 2 exemplaires, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Le dossier est déposé au plus tard 12 mois avant la date du début de la formation. Le délai peut être réduit par décision de la Région sans que celui-ci ne puisse être inférieur à quatre mois avant la date du début de la formation.
- La Région instruit les demandes d’agrément déposées conformément au décret n°2017-537 du 13 avril 2017. Toutefois, pour toute nouvelle ouverture de places elle peut lancer un appel à projets.

2.2 Composition du dossier de demande :

Les demandeurs doivent présenter un dossier par formation et par établissement.
La demande d'agrément est constituée :

- d'une **déclaration** par laquelle le gestionnaire s'engage à :
  - mettre à disposition des candidats, avant leur inscription aux épreuves d'admission, le règlement d'admission et le projet pédagogique de l'établissement,
  - présenter les candidats aux épreuves du diplôme à l'issue de la formation;
  - adresser chaque année à la Région du lieu d'implantation du site de la formation son rapport d'activité et les résultats de l'insertion professionnelle des diplômés;
  - renseigner, dans les délais impartis, les enquêtes statistiques portant sur les établissements de formation en travail social réalisées sous l'égide du ministère chargé des affaires sociales;
  - présenter la convention de partenariat signée avec l'université dès lors qu'un partenariat est conclu pour la mise en œuvre de la formation;

- d'un dossier composé des pièces suivantes :

PARTIE N°1

VOLET ADMINISTRATIF ET FINANCIER Conformément à l’arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d’agrément.	
Eléments à caractère administratif	
Le nom de la personne physique ou morale juridiquement responsable de l'établissement de formation et ses coordonnées (adresse postale, n° de téléphone, adresse électronique)	A indiquer
Les statuts lorsque la personne juridiquement responsable de l'établissement est une personne morale	A produire
La liste des administrateurs (noms, adresses, qualité, adresses électroniques) lorsque la personne juridiquement responsable de l'établissement est une personne morale	A produire

Les noms, adresses, qualité des personnes engageant, par délégation, la responsabilité de l'établissement	A indiquer
Le nom de l'établissement et ses coordonnées (adresse postale, n° de téléphone, adresse électronique)	A indiquer
L'adresse du site principal et le cas échéant des sites secondaires (au sein de la région du lieu d'implantation du site de la formation)	A indiquer
L'organigramme administratif et fonctionnel	A produire
Le numéro SIREN pour le gestionnaire de l'établissement	A produire
Le numéro SIRET pour l'établissement	A produire
L'attestation de déclaration d'activité et le code APE	A produire
Les justificatifs d'agrément d'autres pays européens	Facultatif
L'attestation d'assurance en vigueur au titre de la responsabilité civile couvrant les activités entrant dans le champ d'application de la demande d'agrément	A produire
Le contrat de bail ou une promesse de contrat de bail justifiant de la location actuelle ou future des locaux destinés à la formation ou le titre de propriété au nom du gestionnaire de l'établissement	A produire
Un tableau récapitulatif des surfaces, de leur affectation et de leur accessibilité aux personnes en situation de handicap	A produire
Les plans détaillés précisant la répartition et l'affectation des locaux	A produire
Dernier avis de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité	A produire
L'attestation d'assurance relative aux locaux de l'établissement de formation et éventuellement de ses annexes	A produire
Eléments à caractère financier	
Un budget prévisionnel retraçant l'ensemble des opérations d'investissement d'une part et les opérations d'exploitation d'autre part	A produire
Les modalités de financement attendues par voies de formation (formation initiale, formation continue, apprentissage)	A produire
Lorsqu'il est disponible, le compte de résultat de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices clos	A produire
Lorsqu'il est disponible, le bilan comptable de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices	A produire
La copie des jugements en cas de redressement judiciaire de la personne juridiquement responsable de l'établissement	A produire le cas échéant
Le montant prévisionnel des droits d'inscription et les frais de scolarité correspondant à la rémunération des services aux étudiants	A produire
La place de l'établissement dans le schéma régional des formations sociales	
Le positionnement de l'établissement de formation dans l'environnement économique et social de la région	Note à produire
La formation pour laquelle l'agrément est demandé au regard de l'offre de formation et des besoins identifiés dans le schéma régional des formations sociales	Note à produire
Le positionnement de l'établissement de formation dans les démarches de partenariat et de réseaux interprofessionnels	Note à produire
LE VOLET PÉDAGOGIQUE	
Eléments relatifs à l'action de formation programmée	
Le diplôme concerné	A indiquer
Les voies de formation prévues (formation initiale, formation continue, apprentissage)	A indiquer
La date prévue pour l'ouverture de la formation	A indiquer

L'effectif prévisionnel annuel maximum par promotion et par voie de formation (formation initiale, formation continue, apprentissage)	A indiquer
Le règlement d'admission précisant les conditions et les modalités de sélection des candidats pour chacune des voies de formation ainsi que les cas de dispense de certification	A produire
Un document exposant le projet pédagogique propre à la préparation du diplôme et les moyens pédagogiques choisis par l'établissement pour la mise en œuvre de cette formation ainsi que les moyens que l'établissement entend mettre à disposition des élèves et étudiants pour prendre connaissance de ce projet avant leur inscription en formation	A produire
Le programme de la formation précis détaillé et séquencé	A produire
Dans le cas où plusieurs établissements de formation sont associés, la (ou les) convention (s) de coopération détaillant leurs modalités d'association à la préparation du diplôme concerné	A produire
Le projet de professionnalisation par l'alternance propre au diplôme concerné ainsi que les modalités d'articulation et de partenariat prévues avec les sites qualifiants	A produire
La liste des structures d'accueil pour les sites qualifiants	A produire
Un document détaillant les modalités pédagogiques prévues pour permettre la prise en compte de parcours personnalisés de formation pour les personnes bénéficiant de dispense de certification ou d'allègement de formation	A produire
Un tableau détaillant l'organisation pédagogique de l'établissement pour la préparation au diplôme concerné faisant apparaître le nom du responsable, et en regard de chaque unité de formation, le nom du formateur qui en assure la charge	A produire
La liste des équipements et matériels pédagogiques utilisés pour la formation	A produire
Une note détaillant les modalités d'évaluation en cours de formation ou, le cas échéant, de contrôle continu	A produire
Une note sur les modalités d'organisation des épreuves de certification pour celles dont le cadre réglementaire du diplôme prévoit qu'elles sont organisées par les établissements de formation	A produire
Eléments relatifs à l'établissement de formation	
Un document exposant le projet pédagogique de l'établissement de formation	A produire
Un tableau présentant l'organisation pédagogique de l'établissement et faisant apparaître la répartition des différentes filières avec en regard le nom des responsables	A produire
Les missions du directeur et de l'équipe de direction	Produire les fiches de poste
Dans le cas où l'établissement dispense ou envisage de dispenser plusieurs formations sociales : - la liste des diplômes déjà préparés par l'établissement de formation en indiquant le nom du responsable de formation en précisant sa charge d'enseignement et le domaine concerné - le diplôme pour lequel l'agrément est demandé en indiquant le nom du responsable de formation et sa charge d'enseignement	A produire
Un document détaillant les articulations pédagogiques entre les formations préparant aux différents diplômes de travail social	A produire
Une note sur les modalités d'association envisagées des personnes accompagnées à la formation des étudiants	A produire
Une note sur la démarche qualité envisagée	A produire
Eventuellement, le dernier rapport d'évaluation interne	Facultatif
Eventuellement, le dernier rapport d'évaluation externe	Facultatif

Le directeur et l'équipe pédagogique	
Le directeur	
Titre ou diplôme au moins de niveau II homologué ou enregistré au répertoire national des certifications (RNCP) ou diplôme sanitaire ou social de niveau II inscrit au RNCP	A produire
Justificatifs de 5 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la pédagogie, de la gestion du secteur social, sanitaire ou médico-social, dans les 10 ans précédant la demande	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Le responsable de formation	
Pour les diplômes de niveau I, II, III :	
Diplôme ou titre homologué ou enregistré au RNCP au moins égal au niveau du diplôme préparé	A produire
Justificatifs de 3 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la pédagogie dans les 10 ans précédant la demande	A produire
Justificatifs d'une expérience professionnelle d'au moins trois années dans un établissement ou service social ou médico-social en rapport direct avec le diplôme préparé	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Pour les diplômes de niveau IV et V :	
Diplôme ou titre homologué ou enregistré au répertoire national des certifications professionnelles au moins égal au niveau III pour les diplômes	A produire
Justificatifs d'une expérience professionnelle d'au moins trois années dans un établissement ou service social ou médico-social en rapport direct avec le diplôme préparé	A produire
Justificatifs de 3 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la pédagogie dans les 10 ans précédant la demande	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Les formateurs permanents	
Diplôme, titre ou tout autre justificatif attestant de la compétence dans le domaine enseigné	A produire
Justificatifs de trois années d'expérience professionnelle dans le domaine social, médico-social ou sanitaire	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire

Dans le volet administratif et financier, partie 1 « Eléments à caractère financier », il est demandé une attention particulière dans la manière de remplir l'item « **Les modalités de financement attendues par voies de formation (formation initiale, formation continue, apprentissage)** », la présentation doit être détaillée et montrer comment est atteint

l'équilibre financier. Elle explique le cas échéant les évolutions en charges et en produits (identifier les financements envisagés) et l'impact de l'ouverture de la nouvelle formation sur le budget (en année N et en année N+1 et N+2 pour l'atteindre l'année de pleine charge).

Par ailleurs, dans la note relative à la démarche qualité envisagée, il est attendu a minima une précision sur la réalisation d'une enquête de satisfaction auprès des apprenants, le candidat pouvant par ailleurs fournir d'autres informations relatives à la démarche. Faute d'outils communs permettant d'assurer la fiabilité des résultats, les résultats de cette enquête ne seront pas analysés.

D'autre part, dans la mesure où les agréments sont délivrés au vu du schéma régional des formations sociales, la Région Ile-de-France demande à l'ensemble des établissements déposant un dossier, de fournir les éléments suivants :

PARTIE N°2

La place de l'établissement dans le schéma régional des formations sociales	
Une note présentant : - les sites qualifiant et les terrains de stage recensés en lien avec le référentiel de formation, - les liens ou partenariats avec les employeurs du secteur et l'organisation de la relation avec les employeurs : ratio nombre de conventions avec site qualifiant et lettres d'intention / nombre d'étudiants, - existence d'un référent stages ou employeurs avec le nombre d'étudiants suivis par référent, ratio nombre de convention de stages / nombre d'étudiants, - organisation journées sites qualifiants, organisation de Conseils Techniques Pédagogiques en présence de représentants d'employeurs, manifestations journées employeurs.	A produire avec les indicateurs
Une note présentant l'**information au public sur l'offre de formation** et qui précise : - nombre de supports ou évènements de communication, organisation de journées portes ouvertes, participation à des salons d'orientation, supports de communication utilisés, sites internet, communication sur les modalités de sélection, d'inscription et de financement	A produire
Un tableau présentant le taux de remplissage des formations par rapport à la déclaration préalable et aux habilitations et agréments délivrés pour la formation (effectifs présents rentrée + 4 semaines) en année N, N-1 et N-2. A défaut : Le remplissage d'autres formations ou les moyens mis en œuvre pour assurer ce remplissage (communication, liens avec les employeurs…)	A produire
Un tableau concernant les effectifs annuels par voie de formation : formation initiale, formation continue, apprentissage en année N, N-1 et N-2	A produire
Un tableau concernant les effectifs annuels par financeur (Pôle emploi, OPCA, Fongecif, employeurs, Conseil départemental…) en année N, N -1 et N-2.	A produire
Pour les formations concernées par l'arrêté du 27 mars 2017, un justificatif de l'accréditation de l'établissement	A produire

Pour les établissements sollicitant un financement régional dans le cadre de la subvention globale de fonctionnement, il est demandé :

PARTIE N°3

Eléments à caractère financier	
Un tableau présentant le coût de formation (charges divisées par effectifs) par étudiant prévisionnel et réalisé (deux derniers exercices connus)	A produire
Eléments relatifs à l'établissement de formation	
Le cas échéant, un document relatif à l'information faite au public sur les conditions d'éligibilité à un financement de la formation par la Région, sur les tarifs de formation selon le statut des étudiants et sur les aides régionales aux étudiants.	A produire
n tableau présentant le taux de remplissage par rapport aux places financées dans le cadre de la subvention régionale globale de fonctionnement (effectifs présents rentrée + 4 semaines) en annéeN, N-1et N-2	A produire
Un tableau sur les taux de présentation à l'examen (ratio annuel des effectifs présents à l'entrée en formation (rentrée + 4 semaines) /nombre de présentés à l'examen)	A produire
Un tableau sur le nombre d'abandons en N-2/N-1 et N (cet indicateur doit être apprécié au regard de la réalité socio-économique des territoires et en prenant en compte d'autres variables notamment les quartiers prioritaires de la ville. L'objectif n'est pas de tendre vers 0)	A produire
Un tableau sur les taux de réussite aux examens (ratio du nombre de diplômés sur la base des données de la DRJSCS et du SIEC par rapport au nombre de présentés à l'examen)	A produire
L'existence d'une enquête de satisfaction auprès des élèves et étudiants	A produire
Une note décrivant les moyens mis en œuvre pour ouvrir la formation aux innovations pédagogiques, pour le soutien à la recherche, et le partenariat entre les établissements, le décloisonnement.	A produire

3- L'instruction de la demande

3.1 Les agréments et les agréments financement

Il faut distinguer deux niveaux de l'agrément :

- **l'agrément de capacité d'accueil** (article L451-1 du Code de l'action sociale) qui est l'autorisation donnée par la Région à l'établissement de dispenser une formation en travail social pour un nombre de places défini à l'entrée en formation,
- **l'agrément financement** (articles L451-2 et L451-2-1 du Code de l'action sociale) qui autorise dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement, le financement par la Région d'un nombre de places à l'entrée en formation précisé au niveau de l'agrément de capacité d'accueil. La convention d'objectifs et de moyens précise les modalités d'éligibilité du public et les modalités d'octroi de la subvention globale de fonctionnement.

L'établissement, qui a obtenu l'agrément, et dont la formation sociale initiale [4] est financée par la subvention globale de fonctionnement conformément aux articles L451-2 et L451-2-1 du Code de l'action sociale, conclut avec la Région une convention d'objectifs et de moyens.

[4] Telle que définie dans la convention d'objectifs et de moyens.

3.2 Le circuit de la demande

❖ **Publicité :**

La Région publie sur son site Internet un appel à projets pour une ou plusieurs formations. Cet appel à projets est publié pour une durée déterminée. Toute demande qui arrive en dehors de la période d'ouverture n'est pas examinée.

L'appel à projets définit la période de réception des candidatures et d'instruction des dossiers, le volume de places, le calendrier.

Cette procédure ne concerne pas le cas exceptionnel de redéploiement des étudiants suite à une fermeture d'une formation.

❖ **Recevabilité :**

Le dossier complet, c'est-à-dire contenant toutes les pièces listées précédemment et les pièces complémentaires demandées, est adressé à la Région.

La Région vérifie la complétude du dossier et adresse, par voie électronique avec accusé de réception, au demandeur l'avis de réception d'un dossier complet ou, le cas échéant, la liste des pièces et informations manquantes et le délai raisonnable fixé pour leur production. Au-delà de ce délai, le dossier est considéré comme incomplet et non recevable. Il ne sera pas instruit

Un courrier notifie au demandeur la date de complétude à partir de laquelle prend effet le délai de réponse de la Présidente du Conseil régional, fixé à quatre mois. Dans le cas d'un dépassement du délai, le nouveau calendrier sera précisé dans le courrier de complétude.

La Région transmet le dossier complet à la DRJSCS qui doit rendre son avis circonstancié dans les 2 mois suivant la réception du dossier. Les services de l'Etat vérifient la capacité de l'établissement à préparer les candidats à l'obtention du diplôme et s'assurent des conditions de fonctionnement pédagogique et des moyens mis en œuvre pour y parvenir.

3.3 Les critères d'examen pour l'ensemble des dossiers :

Dans l'examen des dossiers une attention particulière est portée au respect des orientations et aux préconisations définies dans le Schéma des formations sanitaires et sociales 2016-2022, adopté en Conseil régional du 15 décembre 2016 (délibération CR 225-16).

La Région statue sur la demande d'agrément, après examen des pièces du dossier. Chaque demande sera analysée en application des 3 critères suivants :

A. Qualité

- <u>Le respect des dispositions réglementaires (décret et arrêté relatifs aux agréments des formations sociales) :</u>
  - o La DRJSCS vérifie la capacité de l'établissement à préparer les candidats à l'obtention du diplôme et s'assure des conditions de fonctionnement pédagogique et des moyens mis en œuvre pour y parvenir.
  - o La Région contrôle les aspects relatifs à l'organisation.
- <u>Densité du lien avec les employeurs</u>
  - o La DRJSCS vérifie la conformité des offres de stage par rapport au référentiel de formation.

- La Région examine l'organisation du lien entre les organismes de formation, les employeurs et les sites qualifiants.

- Information du public
  - La Région étudie les moyens mis en œuvre pour délivrer l'information au public sur l'offre de formation.

B. Equilibre territorial

- prise en compte de l'offre de formation existante et des demandes reçues sur le territoire francilien et effet structurant de la demande d'agrément : maillage territorial
- remplissage des habilitations et agréments

Il s'agit d'assurer l'équilibre territorial de l'offre de formation en fonction des besoins en emplois identifiés dans le schéma des formations sanitaires et sociales mais aussi de l'existence historique de l'offre de formation et des nouveaux enjeux. La Région examine ce critère au regard des demandes d'agrément des formations.

C. Diversité des financements

La viabilité des financements prévus par le centre de formation (hors subvention régionale globale) est examinée pour mettre en œuvre la formation : projet d'apprentissage, de contrat de professionnalisation, de financement d'OPCA, OPACIF ou d'employeurs …

A noter :
L'analyse des critères s'arrête à ce stade pour les centres qui ont fait exclusivement une demande d'agrément d'autorisation de capacité d'accueil sans solliciter un agrément de financement.

3.4 Les critères d'examen pour les dossiers sollicitant un financement régional :

La demande d'agrément financement fait l'objet d'une procédure d'analyse complémentaire. Chaque demande sera analysée en application des 3 critères suivants :

A. Coût de formation par étudiant

B. Equilibre territorial de l'offre financée par la subvention régionale globale de fonctionnement

- Prise en compte de l'offre de formation faisant l'objet d'une demande de financement sur le territoire francilien et effet structurant de la demande d'agrément : maillage territorial
- Historique du remplissage de la formation si elle était financée par la Région dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement.

C. Qualité de la formation

- Parcours des élèves et étudiants au sein du centre de formation :
  - Information précise du public sur les conditions d'éligibilité à un financement de la formation par la Région, relative aux tarifs de formation selon le statut des étudiants et aux aides régionales pour les étudiants
  - résultats obtenus (taux de réussite aux examens et abandons)
  - prise en compte des appréciations rendues par les élèves et étudiants (ce que le centre prévoit de mettre en place s'il ne l'a pas encore instauré)
- Moyens mis en œuvre pour ouvrir la formation aux innovations pédagogiques, pour le soutien à la recherche, et le partenariat entre les établissements, le décloisonnement.

4- La délivrance de l’agrément

4.1 L’arrêté

La décision d'acceptation ou de rejet de la demande d'agrément est notifiée par la Présidente du conseil régional à l'auteur de la demande. L'agrément est délivré par un arrêté de la Présidente du conseil régional, conforme à un modèle fixé par arrêté du Ministre chargé des affaires sociales, et publié au recueil des actes administratifs de la Région.

4.2 Le rejet

En l'absence de réponse de la Présidente du Conseil régional au demandeur dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier complet, la demande d'agrément est réputée rejetée. Toutefois, lorsque la complexité de la procédure de l’appel à projets lancé par la Région le justifie, un délai implicite de rejet supérieur à 4 mois peut être prévu expressément par la Région et signifié au demandeur lors de la notification de la complétude de son dossier.

4.3 La durée

L’agrément est attribué pour une durée de 5 ans. Toutefois, cette durée peut, à titre exceptionnel et dûment justifié, être réduite sans pouvoir être inférieure à un an.

5- Le contrôle, le retrait de l’agrément et la radiation

5.1 Le contrôle

La DRJSCS contrôle le respect des textes relatifs aux diplômes, la qualification du directeur, du responsable pédagogique et des formateurs de l'établissement ainsi que la qualité des enseignements délivrés. Il informe la Présidente du conseil régional de tout manquement aux dispositions du III de l'article R. 451-2 et de l'article R. 451-3.

La Région contrôle le respect des textes relatifs à l’organisation, au financement.

La Région se réserve la possibilité de visiter, sur place, les centres de formation ayant déposé une demande, en complément de l’analyse des dossiers

L'établissement dispensant une formation préparant à un diplôme de travail social sans être titulaire d'un agrément fait l'objet d'une mise en demeure de cessation d'activité par la Présidente du conseil régional, qui en informe le représentant de l'Etat dans la région.

5.2 Le retrait de l’agrément

La Présidente du conseil régional procède, après mise en demeure et par décision motivée, au retrait de l'agrément de l'établissement lorsque les conditions fixées au III de l'article R. 451-2 et à l'article R. 451-3 ne sont plus remplies, ou lorsque les obligations et interdictions prévues aux articles L. 6352-1 et L. 6352-2 du code du travail ne sont plus respectées, ou dans tout autre cas constitutif d'une faute grave.

Cette décision vaut opposition à la poursuite de la mise en œuvre de la formation. Elle est notifiée à la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation et au représentant de l'Etat dans la région. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

En cas de retrait de l'agrément de l'établissement, les élèves et étudiants en cours de formation sont redéployés par la Région au sein des structures existantes.

5.3 La radiation

La cessation d'activité de l'établissement de formation est portée sans délai à la connaissance de la Présidente du conseil régional par la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation. La Présidente du conseil régional informe le représentant de l'Etat dans la région qui procède à la radiation de l'établissement du fichier national des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux.

Il est également procédé à cette radiation lorsque l'agrément de l'établissement est arrivé à échéance.

En cas de non-renouvellement de l'agrément ou de cessation de l'activité de l'établissement, les élèves et étudiants peuvent, sur décision de la Présidente du conseil régional, être redéployés au sein de structures existantes. Les élèves et étudiants en cours de formation peuvent la poursuivre dans l'établissement de formation jusqu'à leur première présentation aux épreuves de certification.

6- La modification de l’agrément

Toute demande de modification de la décision d'agrément est déposée à la Région par la personne juridiquement responsable de l'organisme de formation.

Toute modification de l'agrément, notamment celle rendue nécessaire par une réforme substantielle du diplôme, donne lieu au dépôt d'une demande d'agrément dans les conditions prévues dans le règlement d’intervention et dans le respect des textes en vigueur. Sous réserve du respect des conditions fixées par le présent règlement d’intervention, elle donne lieu à la délivrance d’un nouvel arrêté.

7- Le renouvellement

A l'issue de la période de validité, l'agrément peut être renouvelé. Le dossier de demande de renouvellement est déposé dans les mêmes conditions qu’à l’article 2.1, au plus tard douze mois avant l'échéance de l'agrément.

Le dossier complémentaire pour toute demande de renouvellement d'agrément est constitué des éléments suivants :

RAPPORT D'ACTIVITÉ Il couvre la période de l'agrément arrivé à échéance.	
Eléments relatifs aux effectifs et aux résultats Ils sont renseignés conformément aux collectes réalisées par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et pour chaque année.	
Effectif total	
Répartition des inscrits par année d'étude et par promotion	A indiquer
Dont allègement de scolarité VAE	A indiquer
Dont allègement de scolarité hors VAE	A indiquer
Dont nouveaux inscrits (1re année ou entrés directement les années suivantes)	A indiquer
Sélection à l'entrée	
Nombre de sessions d'épreuves de sélection	A indiquer
Nombre de candidats aux épreuves de sélection par session ou ayant déposé un dossier	A indiquer
Nombre de lauréats aux épreuves de sélection par session	A indiquer
Diplômes délivrés	
Nombre d'élèves et étudiants présentés hors VAE	A indiquer
Nombre d'élèves et étudiants reçus hors VAE	A indiquer
Nombre d'élèves et étudiants présentés après VAE puis parcours de formation	A indiquer
Nombre d'élèves et étudiants reçus après VAE puis parcours de formation	A indiquer
Total des élèves et étudiants présentés au diplôme	A indiquer
Total des élèves et étudiants reçus au diplôme	A indiquer
Eléments relatifs à la formation délivrée	
Evaluation du projet pédagogique de la formation préparant au diplôme d'Etat faisant notamment apparaître : - les modalités d'association des personnes accompagnées à la formation des élèves et étudiants - les modes de professionnalisation par l'alternance propre au diplôme concerné ainsi que les modalités d'articulation et de partenariat avec les sites qualifiants - les modalités d'évaluation en cours de formation - les modalités d'organisation des épreuves de certification pour celles dont le cadre réglementaire prévoit qu'elles sont organisées par l'établissement de formation	A produire
La copie des conventions de partenariat pour l'accueil des stagiaires	A produire
La démarche qualité mise en œuvre et ses résultats	A produire
Les formations continues de l'équipe de direction, responsables de formation et formateurs permanents (nombre de jours et thématiques concernées)	A produire
ÉLÉMENTS FINANCIERS	
Le compte de résultat de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices clos	A produire
Le bilan comptable de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices	A produire
Effectif des personnels par catégorie	A produire
La copie des jugements en cas de redressement judiciaire de la personne juridiquement responsable de l'établissement	A produire

Par ailleurs, les éléments demandés, spécifiquement pour la Région Ile-de-France, à l'ensemble des établissements déposant une demande d'agrément tels que décrits dans l'article 2.2 et dénommés « Partie n°2 », complètent le dossier Ils entrent dans la composition du dossier recevable par la Région.
En outre, pour les établissements sollicitant un financement régional dans le cadre de la subvention globale de fonctionnement, il est demandé les éléments tels que décrits dans l'article 2.2 et dénommés « Partie n°3 ».

8- Entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement prend effet à compter du 23 novembre 2017.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-191

DU 23 NOVEMBRE 2017

POUR UNE POLITIQUE RÉGIONALE AMBITIEUSE D'INVESTISSEMENT CULTUREL

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) N° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité paru au journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, L187/1 et notamment son article 54 ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 83-25 du 11 octobre 1983, relative à politique culturelle régionale ;

VU La délibération n° CR 02-90 du 18 janvier 1990, relative à l'aide régionale pour la restauration et la construction des orgues neuves ;

VU La délibération n° CR 36-93 du 25 novembre 1993, relative à l'aide régionale en faveur des ateliers d'artistes ;

VU La délibération n° CR 01-94 du 23 janvier 1994 relative à la construction ou à l'aménagement des conservatoires agréés ;

VU la délibération n° CR 19-99 du 1er juillet 1999, relative à l'intervention du conseil régional en faveur des centres culturels, médiathèques, diffusion du spectacle vivant ;

VU La délibération n° CR 19-99 du 1er octobre 1999 relative à l'aide à l'investissement et équipements numériques, modifiée et complété par CR 29-01 du 1er octobre 2001, actions régionales en faveur de la société de l'information ;

VU La délibération n° CR 09-01 du 5 avril 2001 relative aux politiques régionales en faveur du cinéma, culture et nouvelles technologies ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2017-191 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le dispositif de **« Soutien à l'investissement culturel »** pour la construction la rénovation et l'acquisition des équipements culturels définis dans le règlement d'intervention en annexe 1 à la délibération.

Article 2:

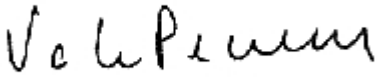
Délègue à la commission permanente l'approbation des conventions type à conclure avec les bénéficiaires de subventions***.***

Article 3 :

Abroge les délibérations ou les articles des délibérations suivantes :

- n° CR 83-25 du 11 octobre 1983 (article 4), relative à l'intervention du conseil régional pour la rénovation des orgues ;
- n° CR 02-90 du 18 janvier 1990 (article 16), relative à l'intervention du conseil régional pour la construction des orgues ;
- n° CR 36-93 du 25 novembre 1993, relative à l'intervention du conseil régional en faveur des ateliers d'artistes ;
- n° CR 01-94 du 23 janvier 1994, relative à l'intervention du conseil régional pour les conservatoires et école de musique (article 13) ;
- n° CR 19-99 du 1er juillet 1999, relative à l'intervention du conseil régional en faveur des centres culturels, médiathèques, diffusion du spectacle vivant ;
- n° CR 09-01 du 5 avril 2001, relative à l'intervention du conseil régional en faveur rénovation des salles de cinéma d'art et d'essai ;
- n° CR 29-01 du 1er octobre 2001, relative à l'intervention du conseil régional en faveur des nouvelles technologies (article 2) ;
- n° CR 75-12 du 28 septembre 2012 relative aux lieux de fabriques de culture (titre II du règlement d'intervention – aide à l'aménagement des lieux de fabriques).

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

01/12/2017 11:13:18

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - Soutien à l'investissement culturel

SOUTIEN A l'INVESTISSEMENT CULTUREL

1. Objectifs

Le dispositif de soutien à la construction, la rénovation et l'aménagement d'équipements culturels permet à la Région d'encourager la création et la préservation du patrimoine immobilier francilien ainsi que la diffusion des œuvres sur l'ensemble du territoire.

L'aide régionale facilite l'adaptation des équipements culturels de taille variable à l'évolution des pratiques, des techniques et des normes de sécurité afin de mieux répondre aux besoins de tous les franciliens.

1- Soutenir la **construction et la restructuration des bâtiments culturels.**
Les équipements ciblés doivent relever des 4 disciplines suivantes :
- **l'enseignement artistique :** les conservatoires agréés par le ministère de la culture,
- **le spectacle vivant :** les lieux de répétition de formation, de diffusion du spectacle vivant, les lieux labellisés par le ministère de la culture…
- **les arts plastiques :** les centres d'art, les espaces collectifs de travail, les ateliers,
- **le livre et la lecture :** les bibliothèques/médiathèques et les lieux de la vie littéraire ;

2- Soutenir la rénovation, l'extension et l'aménagement des **salles de cinémas classées « art et essai »** et des cinémas qui réalisent en moyenne moins de 7 500 entrées par semaine sous réserve de présenter un projet culturel visant l'obtention du classement art et essai à l'issue des travaux.

3- Soutenir **la construction, la restauration et l'acquisition des structures itinérantes** accueillant des manifestations culturelles : péniches, chapiteaux, yourtes, conteneurs, bibliobus ou tout équipement alternatif itinérant.

4- Soutenir **la construction et la restauration d'orgues à tuyaux** de l'Ile-de-France

5- Soutenir **l'aide aux investissements numériques dans le champ culturel** visant à :
- Améliorer l'offre culturelle régionale en contribuant à rendre les manifestations et les œuvres plus visibles et à développer des mises en réseau d'institutions à vocation régionale,
- Favoriser l'émergence de nouvelles formes de création et de médiation recourant aux outils multimédias favorisant l'accès à l'information et à la culture « en ligne ».

2. Nature de l'aide

- **Financer des investissements immobiliers** :

  - les **travaux de construction neuve ou d'extension d'un bâti existant** (les travaux porteront sur le gros œuvre ainsi que le second œuvre), des lieux dédiés aux pratiques culturelles et artistiques,

- les **travaux de restructuration lourde ou de rénovation d'un bâti existant** (les travaux porteront sur le clos et couvert du bâtiment). Ils comprendront l'aménagement intérieur des lieux dédiés aux pratiques culturelles et artistiques,
- les **travaux d'aménagement de locaux existants** (les travaux porteront sur le second œuvre et devront améliorer l'accueil du public ou la fonctionnalité des espaces dédiés à une pratique culturelle et artistique),
- les dépenses **d'acquisition ou de restauration des structures itinérantes.**
- les dépenses **de construction ou de restauration des orgues.**

- **Financer des équipements :**

  - **le mobilier lié à l'accueil du public,** uniquement dans le cadre d'une demande d'aide aux travaux de construction, rénovation ou aménagement d'un lieu : comptoir d'accueil, fauteuils, bibliothèques,

  - le **fonds initial** de la collection d'une nouvelle bibliothèque

  - **le matériel scénique** dans le cadre d'une demande d'aide aux travaux ou d'une demande spécifique non rattachée à des travaux immobiliers : écrans, rideaux de scène, matériel son, lumière et vidéo, matériel pour effets scéniques, tapis de danse, gradins, (matériel et installation)

- **Financer la restauration et la numérisation** d'œuvres issues d'un fonds identifié, la création ou le développement de sites ou applications visant à favoriser la connaissance et la diffusion des œuvres vers le public, l'acquisition de matériel numérique (tablettes, tables de montage/mash-up, …) pour des projets culturels innovants et/ou structurants, des projets mutualisés ou pour des projets d'Education Artistique et Culturelle.

3. Bénéficiaires

- les collectivités territoriales : Départements, Communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (en dehors des structures de l'Etat),
- les aménageurs mandatés par des collectivités territoriales,
- les personnes morales de droit privé ou public ayant au moins un an d'existence.

4. Eligibilité et modalités de l'aide

Conditions générales d'éligibilité :

Pour être éligible le projet doit :

- favoriser les programmations culturelles réalisées avec des équipes professionnelles,
- faire preuve d'un réel ancrage territorial,
- développer des actions de sensibilisation des publics.

- **Pour les investissements immobiliers :**

le dossier de demande de subvention doit :

- proposer au moins un cofinancement public (dans le cas d'une maitrise d'ouvrage privée, la participation d'au moins une autre collectivité publique est nécessaire),
- présenter une estimation des coûts de fonctionnement dans la durée (gage de la viabilité et de la pérennité du lieu),

- **Pour les équipements scéniques, les structures itinérantes, la restauration et la numérisation d'œuvre**

la demande de subvention d'équipement spécifique doit être financée à hauteur de 20% minimum par la structure porteuse du projet.

- **Pour la construction ou la restauration des orgues,**

l'instrument doit présenter un intérêt historique, patrimonial ou musical et permettre d'enrichir l'offre culturelle avec des manifestations nouvelles : concerts, actions de sensibilisation, éducation artistique et culturelle, enseignement musical, animation du lieu.

<u>Les dépenses éligibles</u> :

- **Pour les investissements immobiliers :**

<u>Les dépenses éligibles</u> correspondent aux coûts des travaux et aux honoraires de maitrise d'œuvre ainsi qu'aux dépenses annexes (bureau de contrôle, coordinateurs SPS,…) dans la limite de 15% du coût des travaux HT, **à l'exclusion des dépenses suivantes :**

- acquisitions foncières et frais s'y afférent (frais de dossier, de notaires,…)
- études préalables (diagnostics techniques, programme fonctionnel, environnemental et technique, etc.),
- assurance dommage ouvrage,
- travaux de démolition et de dépollution préalable des sols,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD).

- **Pour les équipements scéniques, l'acquisition de structures mobiles, la restauration et la numérisation :**

<u>Les dépenses éligibles</u> correspondent aux montants des devis des acquisitions envisagées.

- **Pour les orgues :**

<u>Les dépenses éligibles</u> correspondent aux montants de l'étude technique préalable et du devis du facteur d'orgue retenu pour les travaux. Les travaux d'entretien et les travaux annexes (renforcement de la tribune, éclairage ou chauffage du lieu…) n'entreront pas dans la dépense éligible.

5. <u>Critères techniques de recevabilité</u>

Le dépôt du dossier doit intervenir obligatoirement **avant le début des travaux ou l'engagement des dépenses**.

Le dossier de demande de subvention devra obligatoirement comporter :

- Le projet culturel complet comprenant le détail de la programmation culturelle,

- Un descriptif détaillé des travaux/aménagements envisagés (plans et surfaces), et/ou des équipements,
- Le budget prévisionnel détaillé et complet de l'opération,
- Le plan de financement prévisionnel et les cofinancements éventuellement attendus et obtenus,
- L'estimation prévisionnelle des frais de fonctionnement et d'entretien de l'établissement dans le cas de travaux,
- Le calendrier avec la date envisagée de début des travaux et/ou d'engagement de la dépense pour les équipements, restauration et la numérisation,
- Les bilans et comptes de résultat du dernier exercice.

Dans le cas de travaux, les dossiers de subvention ne seront présentés en Commission Permanente que lorsque leur phase d'APD sera terminée et figurera dans le dossier.
Une demande d'autorisation de travaux doit avoir été déposée (permis de construire).
L'attribution régionale est subordonnée au strict respect de l'ensemble des critères techniques de recevabilité décrits ci-dessus.

6. Modalités de calcul du financement régional

La dépense éligible correspond au coût des travaux ou d'acquisition du matériel :

- Hors Taxe (HT) lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité territoriale ou par un organisme qui récupère la TVA,
- Toutes Taxes Comprises (TTC) lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par un organisme ne récupérant pas la TVA.

La subvention est calculée par application d'un taux d'intervention aux dépenses éligibles :

1- **Pour les projets de construction, de rénovation ou d'aménagement comprenant les équipements** : le taux d'intervention est de 30% maximum du montant des dépenses éligibles, plafonnées à 6,5 M€.

2- **Pour les équipements seuls :** le taux d'intervention est de 40% maximum du montant des dépenses éligibles sur la base des devis présentés, plafonnées à 1 M€. Le renouvellement de l'aide régionale aux équipements ne pourra être sollicité qu'après une période de 2 ans minimum.

3- **Pour l'acquisition, la construction et la restauration des structures itinérantes :** le taux d'intervention est de 30% maximum du montant des dépenses éligibles sur la base du devis présenté, plafonnées à 1 M€. Le renouvellement de l'aide régionale aux structures itinérantes ne pourra être sollicité qu'après une période de 5 ans minimum.

4- **Pour l'acquisition, la construction et la restauration des orgues :** le taux d'intervention est de 30% maximum du montant des dépenses éligibles, sur la base du devis présenté, plafonnées à 1 M€.

5- **Pour la numérisation d'œuvres, ou le développement de sites ou applications et l'acquisition de matériel numérique :** le taux d'intervention est de 40% maximum du montant des dépenses éligibles, sur la base du devis présenté, plafonnées à 1 M€.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 01/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 01/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-189

DU 23 NOVEMBRE 2017

POUR UNE POLITIQUE D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE OUVERTE, ORGANISÉE ET INCLUSIVE DANS LES LYCÉES ET CFA D'ÎLE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) N° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité paru au journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, L187/1 et notamment son article 54 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

VU La délibération n°CR 06-08 du 27 juin 2008 relative aux politiques éducatives en collèges et lycées – Mise en œuvre du schéma de formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n°CR 80-16 du 17 mai 2016 relative à l'expérimentation d'un budget d'autonomie pour les lycées publics franciliens ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU le rapport n°CR 2017-189 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le dispositif **« L'aide régionale à l'éducation artistique et culturelle dans les lycées**

et les CFA » dont le règlement d'intervention figure en annexe 1 à la présente délibération.

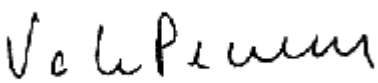
Article 2 :

Approuve le dispositif **« Label de soutien aux démarches d'éducation artistique et culturelle dans les lycées / Label « Lycée art et culture**», dont le règlement d'intervention figure en annexe 2 à la présente délibération, et délègue à la Commission permanente l'adoption d'un règlement d'intervention détaillé.

Article 3 :

Délègue à la Commission permanente l'approbation des conventions-types relatives au dispositif approuvé par les articles 1et 2 à la présente délibération

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : DISPOSITIF « L'AIDE REGIONALE A L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LES LYCEES ET LES CFA »

REGLEMENT DU DISPOSITIF

« L'AIDE REGIONALE A L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LES LYCEES ET LES CFA »

1- Définition et objectifs généraux

Le dispositif de soutien à des lieux culturels, à des opérateurs culturels franciliens à rayonnement régional et national, et à des acteurs culturels du territoire pour l'éducation artistique et culturelle vise à **favoriser la construction de liens entre les établissements scolaires et les structures culturelles**

Les objectifs sont les suivants :

- Contribuer à la généralisation de l'éducation artistique et culturelle pour tous les lycéens et apprentis, en articulation avec le volet culturel du projet d'établissement, dans le cadre des enseignements et de la vie lycéenne, afin d'accompagner les élèves dans le cadre d'un parcours d'éducation artistique et culturelle tout au long de leur de scolarité au lycée ou au CFA.
- Proposer des contenus culturels en complémentarité avec les programmes et le socle commun de connaissances, de compétences, et de culture,
- Donner aux lycées et CFA la possibilité d'appréhender différemment la richesse culturelle de leur territoire, encourager les élèves et indirectement leurs familles, à mieux connaître et davantage fréquenter les lieux culturels de leur environnement,
- Développer l'esprit critique des lycéens et apprentis, afin de lutter contre le décrochage scolaire, de favoriser la réussite scolaire et de permettre l'accès à une pleine citoyenneté,
- Favoriser la découverte par les lycéens et apprentis des différents métiers des arts et de la culture.

La Convention Régionale pour l'Éducation Artistique et Culturelle : CREAC poursuit les objectifs suivants :

- Développer un nombre important de lieux culturels franciliens structurants pour l'éducation artistique et culturelle afin d'avoir un maillage de tout le territoire de l'Ile-de-France,
- Favoriser l'émergence de dynamiques territoriales d'éducation artistique et culturelle et leur inscription dans le long terme,
- Favoriser l'établissement de liens durables entre les lycées et CFA et les lieux culturels de leur territoire,
- Donner aux lieux les moyens nécessaires à la réalisation de projets de qualité basés sur les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle,
- Assurer à tous les lycéens et apprentis un accès facilité et gratuit à la diversité des expressions artistiques, particulièrement contemporaines, avec une approche pratique et critique,

Le programme d'éducation artistique et culturelle poursuit les objectifs suivants :

- Rapprocher les institutions culturelles franciliennes à rayonnement régional et national et les lycées et CFA, sur tout le territoire francilien, par la mise en œuvre de programmes culturels et artistiques de référence et de qualité, basés sur le triptyque de l'éducation artistique et culturelle et comprenant des sessions d'accompagnement des enseignants,
- Développer des liens entre ces institutions culturelles, et les lycées et CFA, prioritairement de grande couronne ou de quartiers « politique de la ville »,

- Permettre aux lycéens et aux apprentis franciliens un accès gratuit à la programmation et aux actions culturelles des institutions culturelles franciliennes à rayonnement régional et national,

Elles s'appuient sur deux types de programmes :
- un parcours comprenant plusieurs actions successives complémentaires. Les actions doivent se dérouler en majorité dans les lycées et/ou CFA participants tout en encourageant la mobilité des jeunes dans les institutions culturelles partenaires.
- des outils pédagogiques innovants, notamment numériques, qui puissent être largement diffusés et ainsi bénéficier au plus grand nombre d'élèves sur l'ensemble du territoire francilien.

L'accompagnement des enseignants et la mise à disposition de ressources utilisables en classe font dans ce cas, partie du programme, afin de favoriser la prise d'autonomie et renforcer la pérennité de l'action.

Le soutien à *des actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle* doit donner aux lycées et aux CFA la possibilité d'appréhender différemment la richesse culturelle de leur territoire, leur ouvrir des perspectives sur leur environnement culturel et donner aux élèves la possibilité de vivre une expérience artistique. Ses objectifs sont les suivants :

- Soutenir les initiatives des acteurs culturels du territoire en matière d'éducation artistique et culturelle des lycéens et apprentis,
- Favoriser l'émergence de projets innovants et de qualité,
- Favoriser la rencontre entre les lycées ou/et CFA, et le monde culturel, autour de la diversité des expressions artistiques, particulièrement contemporaines, avec une approche pratique et critique,

Dans tous les cas, un rayonnement de l'action est attendu sur tout l'établissement concerné

2- Bénéficiaires éligibles

Peuvent être bénéficiaires les personnes morales de droit public ou privé.

Ces bénéficiaires sont notamment :

- Les lieux culturels,
- Les équipes artistiques,
- Les lieux de spectacle vivant,
- Les bibliothèques et les médiathèques,
- Les librairies
- Les maisons d'écrivains
- Les musées,
- Les lieux d'éducation artistique et culturelle,
- Les centres d'arts,
- Les « artist run space » (lieux alternatifs dirigés par des artistes),
- Les cinémas indépendants,
- Les réseaux.
- Les établissements publics nationaux,
- Les établissements publics industriels et commerciaux (EPIC),
- Les établissements publics de coopération culturelle (EPCC),
- Les associations loi 1901 à but non lucratif

La structure doit être dotée de moyens humains, logistiques et techniques professionnels suffisants pour garantir la faisabilité du projet.
Elle doit respecter les différentes législations en vigueur.

La structure doit être soutenue financièrement par au moins un partenaire public avéré autre que la Région Ile-de-France (Etat et/ou collectivités locales).

3- Critères d'éligibilité du projet

Les différents volets de ce dispositif ne sont pas cumulables.
Les actions d'éducation artistique et culturelle proposées dans le cadre de ce dispositif sont gratuites pour l'établissement scolaire

a- - Une Convention Régionale pour l'Éducation Artistique et Culturelle : CREAC

Pour être éligible, la structure doit présenter un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans.
La réalisation du projet doit s'appuyer sur un partenariat avec au moins 3 lycées et/ou CFA franciliens, situés à proximité du lieu concerné par le projet (ville, agglomération, département). En zone rurale, la réalisation du projet doit s'appuyer sur un partenariat avec au moins 2 lycées et/ou CFA franciliens, situés à proximité du lieu concerné par le projet (ville, agglomération, département).
Le projet doit :

- tenir compte des trois piliers de l'éducation artistique : acquisition de connaissances, pratique artistique, rencontre avec l'œuvre et/ou l'artiste,
- contribuer à enclencher une dynamique durable avec les lycées et CFA partenaires, à partir de l'analyse de la situation locale et des objectifs pédagogiques des enseignants, en adéquation avec la programmation du lieu,
- intégrer des enseignants de différentes disciplines par un travail de co-construction des parcours avec les équipes éducatives, dans le cadre du projet d'établissement, et en relation avec les projets de classe.

A la suite de la co-construction du projet par le lieu et les lycées et/ou CFA associés, le lien entre les partenaires sera concrétisé par la signature d'une convention de jumelage.

b- - Un programme d'éducation artistique et culturelle

- La pertinence et la cohérence du projet au regard des besoins identifiés et des objectifs visés.
- L'appui sur les trois piliers de l'éducation artistique (acquisition de connaissances, pratique artistique, rencontre avec l'œuvre et/ou l'artiste),
- L'impact du projet sur le développement de l'autonomie, l'épanouissement et la créativité des lycéens et apprentis,
- La capacité du projet à rayonner sur l'ensemble de l'établissement (nombre de lycéens et apprentis bénéficiaires, implication d'équipes éducatives interdisciplinaires),
- La capacité du projet à s'adapter aux besoins de ses partenaires et de ses publics,
- La capacité du projet à enclencher une dynamique durable avec les lycées et CFA partenaires,
- La capacité du projet à entrer en résonnance avec différentes disciplines scolaires.

Les actions d'éducation artistique et culturelle proposées dans le cadre de ce dispositif sont gratuites pour l'établissement scolaire.

La réalisation du projet doit s'appuyer sur un partenariat avec au moins 5 lycées et/ou CFA franciliens, situés dans au moins deux départements franciliens différents dont un situé en Grande Couronne et concerner plusieurs classes d'un même établissement.

c- - Des actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle

- La pertinence et la cohérence du projet au regard des besoins identifiés et des objectifs visés.

- L'appui sur les trois piliers de l'éducation artistique (acquisition de connaissances, pratique artistique, rencontre avec l'œuvre et/ou l'artiste),
- L'impact du projet sur le développement de l'autonomie, l'épanouissement et la créativité des lycéens et apprentis,
- La capacité du projet à rayonner sur l'ensemble de l'établissement (nombre de lycéens et apprentis bénéficiaires, implication d'équipes éducatives interdisciplinaires),
- La capacité du projet à s'adapter aux besoins de ses partenaires et de ses publics,
- La capacité du projet à enclencher une dynamique durable avec les lycées et CFA partenaires,
- La capacité du projet à entrer en résonnance avec différentes disciplines scolaires.

Les actions d'éducation artistique et culturelle proposées dans le cadre de ce dispositif sont gratuites pour l'établissement scolaire.

Le projet doit inclure différents partenaires dont au moins 2 lycées et/ou CFA franciliens différents ou au moins 3 classes d'un même lycée et/ou CFA francilien.
Le projet doit comprendre plusieurs actions successives qui constituent un parcours pour les élèves participants autour des trois axes de l'EAC (connaissances, rencontres, pratiques).

4- Critères d'attribution

- La nature, les objectifs, le contenu et la qualité du projet,
- La cohérence du budget et la viabilité du projet,
- Le respect des législations en vigueur.

Le soutien régional est prioritairement accordé aux projets incluant des lycées accueillant des publics éloignés de la culture (lycées de zones rurales ou de territoires « politique de la ville », lycées professionnels et CFA, etc.).
Seront privilégiés les projets qui concernent au moins deux classes par établissement,

5- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur un projet spécifique qui fait l'objet d'un budget analytique.

6- Durée et mise en œuvre du soutien régional

- Pour une Convention Régionale pour l'Éducation Artistique et Culturelle : CREAC

Le soutien régional est mis en œuvre au moyen d'une convention d'une durée fixée à trois ans. Le niveau de l'aide régionale peut être révisé au regard de la réalisation des objectifs de la convention.

Chaque année, les actions du projet en cours font l'objet d'une analyse et d'un avenant financier, voté par la Commission permanente, sous réserve des crédits votés annuellement.

L'aide régionale peut être renouvelée par un vote de la Commission permanente.

- Pour un programme d'éducation artistique et culturelle

Le soutien régional est mis en œuvre au moyen d'une convention de douze mois et peut-être renouvelé deux fois sur le même projet en fonction de son évaluation si celui-ci se prolonge et si le nombre de lycées et/ou CFA concernés augmente. Le programme financé doit couvrir une année scolaire.

- Pour des actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle

Le projet doit se dérouler sur une durée minimale de deux mois et maximale de 10 mois, sur une année scolaire.

7- Modalités de calcul du financement régional

Les dépenses éligibles sont celles du projet mené dans le cadre de la convention. La part des coûts de fonctionnement de la structure pouvant être pris en compte dans l'assiette des

dépenses du projet ne peut dépasser 20% du budget du projet. Certaines dépenses sont exclues de la base subventionnable (dotation aux amortissements et frais financiers).

- Pour une Convention Régionale pour l'Éducation Artistique et Culturelle : CREAC

Le soutien régional est plafonné à 70% des dépenses subventionnables du projet, dans la limite d'une subvention régionale annuelle de 50 000€.

- Pour un programme d'éducation artistique et culturelle

Le soutien régional est plafonné à 70% des dépenses subventionnables du projet, dans la limite d'une subvention régionale annuelle de 150 000€.

- Pour des actions ponctuelles d'éducation artistique et culturelle

Le soutien régional est plafonné à 70% des dépenses subventionnables du projet, dans la limite d'une subvention régionale de 25 000€.

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : LABEL DE SOUTIEN AUX DEMARCHES D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LES LYCEES « LABEL LYCEE ART ET CULTURE »

LABEL DE SOUTIEN AUX DEMARCHES D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LES LYCEES / LABEL « LYCEE ART ET CULTURE »

Le label régional sera mis en œuvre après définition du cadre précis de son application.

1- Objectif

Le label sera attribué par la Région aux lycées franciliens en fonction du projet culturel de l'établissement et de son investissement dans des actions d'éducation artistique et culturelle.
Ce label doit permettre d'encourager et de valoriser les lycées franciliens qui souhaiteraient s'investir dans une nouvelle démarche d'éducation artistique et culturelle.

2- Bénéficiaires éligibles

Peuvent être bénéficiaires les lycées d'Île-de-France.

3- Critères d'attribution

Le label est attribué sur la base d'une présentation de ce que l'établissement a déjà mis en œuvre en matière de projet culturel et d'un projet pluriannuel d'établissement pour l'éducation artistique et culturelle.

Le projet sera évalué notamment sur les éléments suivants :

- Le lien avec le projet d'établissement, en particulier le volet culturel,
- Les objectifs et la singularité du projet, en vue de la réussite de tous les élèves,
- La cohérence et la qualité des actions prévues par le projet,
- La capacité du projet à inclure l'ensemble des élèves de l'établissement,
- La viabilité du projet.

4- Durée et mise en œuvre du soutien régional

Le label régional est mis en œuvre au moyen d'une Charte.
La Charte entre la Région et l'établissement prévoit notamment les conditions d'utilisation du label par les bénéficiaires et le suivi de la mise en œuvre du projet d'établissement pour l'éducation artistique et culturelle.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-560

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES (LIBAN, TUNISIE, MADAGASCAR, JAPON), DES DISPOSITIFS "ACTIONS INTERNATIONALES" ET "FONDS DE SOUTIEN AUX MINORITÉS DU MOYEN-ORIENT"

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 16-16 du 19 février 2016 relative aux actions en faveur des populations victimes de violences religieuses, ethniques et sexuelles au Moyen-Orient ;
VU La délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 septembre 2017 ;
VU L'accord de coopération entre la région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 21 décembre 1990 ;
VU L'accord de coopération signé entre la Région Ile-de-France et la Municipalité de Beyrouth le 25 janvier 1999 ;
VU L'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Province du Québec du 16 novembre 2007 ;
VU L'accord de coopération entre la Région Île-de-France et les conseils régionaux du Grand Tunis du 14 février 2017 ;
VU Le budget 2017 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU le rapport n°CP 2017-560 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre des coopérations décentralisées engagées, au financement de quatre projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 423 000 € (275 000 € en autorisations de programmes et 148 000 € en autorisations d'engagement).

Affecte une **autorisation de programme** de **275 000 €** disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-016 « Coopération décentralisée », action 10401602 « Coopération décentralisée » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une **autorisation d'engagement** de **148 000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 « Coopération décentralisée », action 10401702 « Coopération décentralisée » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme aux convention-type jointes en annexes 3 (Fonctionnement) et 4 (Investissement) à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Actions internationales », au financement des quatre projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 181 950 €.

Affecte une **autorisation de programme** de **81 950 €** disponible sur le chapitre 900 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme 04019 « dispositif actions internationales » - action 10401901 « dispositif actions internationales » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif (annexe 1).

Affecte une **autorisation d'engagement** de **100 000 €** disponible sur le chapitre 930 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme 04019 « dispositif actions internationales » - action 10401902 « Dispositif actions internationales » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif (annexe 1).

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme aux conventions-type jointes en annexes 5 (Fonctionnement) et 6 (Investissement) à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds de soutien aux populations victimes de violences religieuses, ethniques et sexuelles au Moyen-Orient », au financement du projet de

reconstruction d'une école à Qaraqosh en Irak, détaillé en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 100 000 €.

Affecte une **autorisation de programme** de **100 000 €** à la Fondation Raoul Follereau, disponible sur le chapitre 900 « services généraux », code fonctionnel 044 « aide publique au développement » - programme HP 044-013 (104013) « solidarité internationale » - action 10401305 « Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif (annexe 1).

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type jointe en annexe 7 (Investissement) à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Autorise la prise en compte des éligibles à compter du 1er novembre 2017, au bénéfice de la Fondation Raoul Follereau, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 :

Approuve la convention jointe en annexe 8 à la délibération, avec l'Etat pour le versement à la Région d'une subvention et autorise la Présidente à la signer.

Acte la réception par la Région de la subvention du MEAE d'un montant de 6 032 € pour le projet «mobilité France-Québec des jeunes Franciliens ».

Article 5 :

Approuve la convention de coopération avec l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale telle qu'elle figure en annexe 9 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 6 :

Décide de participer, au titre des coopérations décentralisées engagées, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution en faveur de l'association France Volontaires d'une subvention de fonctionnement correspondant au solde du projet (14 947.91 €).

Affecte une **autorisation d'engagement** de **14 947,91 €** disponible sur le Chapitre 930 « Services généraux » - Code fonctionnel 048 « Autres actions internationales » - Programme HP048-017 « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée » du budget 2017, au bénéfice de l'association France Volontaires, conformément à l'état récapitulatif en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type jointe en annexe 3 (Fonctionnement) à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à l'association France Volontaires, à compter du 23 janvier 2013, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-560	Budget	2017

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**044 - Aide publique au développement**
Programme	**104013 - Solidarité internationale**
Action	**10401305 - Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient**

Dispositif : N° 00001027 - Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient - INV

Dossier	17015106 - PROJET DE RECONSTRUCTION D'UNE ECOLE A QARAQOSH EN IRAK POUR ACCOMPAGNER LE RETOUR DES POPULATIONS DEPLACEES			
Bénéficiaire	P0037943 - FONDATION RAOUL FOLLEREAU			
Localisation	IRAQ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	TTC	33,33 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001027 - Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient - INV	100 000,00 €

Total sur l'imputation 900 - 044 - 104013 - 10401305	100 000,00 €

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104016 - Coopération décentralisée**
Action	**10401602 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000556 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)

Dossier	17014803 - Simplon.tn : création d'un réseau d'écoles de formation aux métiers en tension du numérique en Tunisie			
Bénéficiaire	P0026087 - SIMPLON CO			
Localisation	TUNISIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 000,00 €	HT	100 %	75 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-560	Budget	2017

Dossier	17014837 - SOUTIEN A L'ECOLE SUPERIEURE DES AFFAIRES DE BEYROUTH			
Bénéficiaire	P0037865 - ECOLE SUPERIEURE DES AFFAIRES DE BEYROUTH			
Localisation	Beyrouth			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	TTC	100 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000556 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	275 000,00 €

Total sur l'imputation 900 - 048 - 104016 - 10401602	275 000,00 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104017 - Coopération décentralisée**
Action	**10401702 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	EX025040 - Aide à la restructuration des quartiers précaires d'Antananarivo au travers de la valorisation des déchets et l'accès à la protection sociale			
Bénéficiaire	R38765 – POSITIVE PLANET INTERNATIONAL			
Localisation	Antananarivo			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
414 048,00 €	TTC	11,59 %	48 000,00 €	

Dossier	17014930 - JAPONISMES 2018 : EXPOSITION "TRANSCENDER LES FRONTIERES"			
Bénéficiaire	P0037900 - FONDATION DU JAPON / MAISON DE LA CULTURE DU JAPON DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 586 927,00 €	HT	2,79 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-560	Budget	2017

Dossier	17014957 - REATTRIBUTION DE SUBVENTION ACCORDEE A FRANCE VOLONTAIRES POUR ASSURER LE PORTAGE SALARIAL DES ANCIENS CORRESPONDANTS DE LA REGION SUR SES ZONES DE COOPERATION			
Bénéficiaire	R20939 - FRANCE VOLONTAIRES			
Localisation	RESTE DU MONDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 947,91 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 947,91 €	TTC	100 %	14 947,91 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	162 947,91 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104017 - 10401702	162 947,91 €

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104019 - Dispositif actions internationales**
Action	**10401901 - Dispositif actions internationales**

Dispositif : N° 00001016 - Actions internationales - Dépenses d'investissement

Dossier	EX025269 - AI 2017 – SOLIDARITE / aménagement d'espaces agricoles en agroécologie à Nguiguiss Bamba (Sénégal)			
Bénéficiaire	P0018515 - SOLIDARITE			
Localisation	SENEGAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 950,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
193 413,00 €	TTC	11,87 %	22 950,00 €	

Dossier	EX026612 - AI 2017 - AGIR ABCD / construction d'un centre polyvalent dédié à la petite enfance, à la formation et à l'insertion professionnelle des femmes à Keur Badiene (Sénégal)			
Bénéficiaire	R11977 - AGIR ABCD ASSOCIATION GENERALE DES INTERVENANTS RETAITES ABCD			
Localisation	DAKAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
118 200,00 €	TTC	49,92 %	59 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001016 - Actions internationales - Dépenses d'investissement	81 950,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-560	Budget	2017

Total sur l'imputation 900 - 048 - 104019 - 10401901	81 950,00 €

Chapitre	930 - Services généraux
Code fonctionnel	048 - Autres actions internationales
Programme	104019 - Dispositif actions internationales
Action	10401902 - Dispositif actions internationales

Dispositif : N° 00001017 - Actions internationales - Dépenses de fonctionnement

Dossier	EX026640 - AI 2017 - COEUR DE FORET : Favoriser la protection de la biodiversité par la structuration de filières de produits forestiers non-ligneux respectueuses de l'Homme et de l'environnement, à Madagascar			
Bénéficiaire	EXM00181 - ASSO COEUR DE FORET			
Localisation	MADAGASCAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
133 900,86 €	TTC	37,34 %	50 000,00 €	

Dossier	17014722 - AI 2017 - AFRIQUE VERTE : Promotion de l'entreprenariat féminin au Mali pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations maliennes			
Bénéficiaire	R20711 - AFRIQUE VERTE			
Localisation	MALI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 159,00 €	TTC	48,47 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001017 - Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	100 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104019 - 10401902	100 000,00 €

Annexe 2 : Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014803

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SIMPLON.TN : CREATION D'UN RESEAU D'ECOLES DE FORMATION AUX METIERS EN TENSION DU NUMERIQUE EN TUNISIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	75 000,00 €	100,00 %	75 000,00 €
		Montant Total de la subvention	75 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104016-020
10401602- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIMPLON CO
Adresse administrative : 55 RUE DE VINCENNES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Frédéric BARDEAU, Président
N° SIRET : 79279132900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sur le modèle des écoles Simplon en France, et en tenant compte du contexte tunisien, il s'agit de permettre aux jeunes tunisiens d'acquérir des compétences dans le domaine du numérique, secteur économique tunisien en croissance mais sous tension.

Description :
Il s'agit de créer la première école de codage de Simplon en Tunisie. Le budget proposé inclut les dépenses d'investissement liées à l'équipement de l'école, ainsi que l'organisation des deux premières sessions de formation.

Calendrier des actions prévues :

- Janvier 2017 : recrutement du/de la chargée de mission basé/e à Tunis
- Février 2017 : création d'une structure juridique locale - Simplon.tn - qui sera la première filiale internationale de Simplon.com
- Mars 2018 : lancement du recrutement des formateurs et des apprenants
- Avril 2018 : formation des formateurs à Montreuil et sélection des 30 apprenants
- Mai 2018: Prairie & début Promo#1, ouverture du fablab

- Décembre 2018: fin Promo#1 et bilan du projet pilote, lancement du recrutement des apprenants de la Promo#2, mise en place de l'offre de services aux entreprises (SimplonCorp) et de l'agence web (SimplonProd)
- Février 2019: lancement de la Promo#2
- Septembre 2019: fin Promo#2, lancement du recrutement des apprenants de la Promo#2

L'un des partenaires majeurs de Simplon dans le projet est l'association tunisienne des technologies de la communication, un club d'entreprises représentant 10 000 salariés. L'association sera mobilisée pour assurer le lien entre apprenants et le monde du travail (notamment pour la réalisation du stage final en entreprise, qui fait partie intégrante de la formation).

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et le Grand Tunis le 14 février 2017. Il traduit la volonté de la Région d'accompagner des structures franciliennes souhaitant développer des projets à Tunis, en vue de renforcer l'employabilité des jeunes et de développer, à terme, les relations commerciales franco-tunisiennes. L'augmentation du nombre de profils dotés de compétences en développement web et mobile, *community management*, ou gestion de projet numérique sur le marché du travail tunisien est susceptible d'encourager la dynamique entrepreneuriale entre les deux pays.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires de Simplon.tn sont les jeunes chômeurs du Grand Tunis en reconversion professionnelle d'une part et les étudiants du Grand Tunis en 3ème année d'IUT d'autre part.

Détail du calcul de la subvention :

Le budget prévisionnel global du projet pour 2018-2019 s'élève à 300 000 euros. Un quart du budget (75 000 euros) concerne les dépenses d'investissement nécessaires à l'équipement de l'école. Le reste représente les dépenses de fonctionnement relatives aux deux premières années de fonctionnement de la structure. Il est à noter que Simplon.tn ne se limitera pas au volet formation, mais répliquera aussi le modèle global de Simplon.co, incluant les volets agence internet et services aux entreprises, afin de garantir la pérennité de son modèle économique.

La subvention de la Région Île-de-France sera affectée en totalité aux dépenses d'investissement (base subventionnable 75 000 euros), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Un reversement partiel ou total des fonds au partenaire local est prévu : il s'agit de l'entité Simplon.tn

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE le 24 décembre 2013).

Localisation géographique :
- TUNISIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement des locaux	**10 000,00**	**3,33%**
Equipement du local (mobilier, casiers, etc.)	**10 000,00**	**3,33%**
Equipement informatique (ordinateurs, vidéoprojecteurs, téléphones, licences logiciels, etc.)	**25 000,00**	**8,33%**
Equipement du Fablab (imprimante 3D, etc.)	**30 000,00**	**10,00%**
Déplacements (billets d'avion, transports locaux, frais d'hébergement et de restauration)	8 500,00	2,83%
Salaires gestion de projet 2 ans (1 ETP+ 1/4 ETP)	71 800,00	23,93%
Salaires équipe pédagogique (2 ETP sur 2 sessions)	84 000,00	28,00%
Loyer	20 000,00	6,67%
Prestations de service (assurance, communication, appui juridique)	25 500,00	8,50%
Frais administratifs	13 200,00	4,40%
Divers	2 000,00	0,67%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	30 000,00	10,00%
Région Île-de-France	75 000,00	25,00%
Fondations	55 000,00	18,33%
Entreprises	55 000,00	18,33%
Ambassade de France à Tunis (Service de coopération et d'action culturelle)	10 500,00	3,50%
Agence Française de Développement	74 500,00	24,83%
Total	300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	86 940,00 €
2015	Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	43 000,00 €
2015	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	149 530,42 €
2016	Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	200 000,00 €
2016	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	149 530,42 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	516 558,50 €
	Montant total	1 145 559,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014837

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN A L'ECOLE SUPERIEURE DES AFFAIRES DE BEYROUTH

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	200 000,00 €	100,00 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-204181-104016-020
10401602- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE SUPERIEURE DES AFFAIRES DE BEYROUTH
Adresse administrative : Campus de L'ESA - 289, rue Clemenceau - Beyrouth Liban - BP 1137318
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane ATTALI, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : Soutien à l'Ecole Supérieure des Affaires pour l'équipement de l'incubateur/accélérateur d'entreprises Smart ESA, de l'Institut Charles de Gaulle et du club de sport.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1er décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- contribuer à la formation entrepreneuriale culturelle et sportive des jeunes étudiants libanais et au développement de partenariats avec des entreprises franciliennes
- contribuer au rayonnement de la FrenchTech et à l'expertise numérique digitale française
- commémorer la vision et l'action du Général de Gaulle au Liban
- contribuer au développement des formations de l'Ecole Supérieure des Affaires
- promouvoir la Francophonie.

Description :
Créée en 1996 par un accord intergouvernemental entre la France et le Liban pour faire bénéficier les Libanais des meilleurs enseignements en management, l'Ecole Supérieure des Affaires de Beyrouth propose aujourd'hui huit programmes diplômants (du Bachelor au doctorat) et cinq formations certifiantes, en lien avec la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Île-de-France. Véritable pôle d'excellence universitaire au Liban, l'ESA a connu ses dernières années un développement important de ses activités.

En 2016, elle a lancé son premier incubateur de start-ups, Smart ESA, et a pour projet la création d'un

Institut Charles de Gaulle et d'un club de sport. C'est pour soutenir l'équipement de ces trois projets, qui s'inscrivent dans un projet global de rénovation et d'agrandissement des activités de l'ESA, que la Région a été sollicitée.

L'incubateur / accélérateur d'entreprises SMART ESA
Au-delà des programmes personnalisés proposés aux entreprises, l'incubateur Smart ESA prévoit la création d'un FabLab et d'un pôle d'expertise en codage informatique. Ces deux unités supplémentaires seront équipées en matériel technique et informatique, et permettront un meilleur accompagnement des start-ups incubées.

L'Institut Charles de Gaulle
Plateforme de débats et d'enseignements, l'Institut Charles de Gaulle sensibilisera le public à la vision et l'action gaullienne au Liban, et investira dans des formations au leadership, qui compléteront les formations de l'ESA. A travers les équipements numériques d'exposition et d'animation (vidéoprojecteurs), ce projet offrira aux élèves des collèges et lycées francophones libanais une activité culturelle et mémorielle liée au Général de Gaulle et sa relation historique avec le Liban.

Le club de sport
Dans un contexte de diversification des publics fréquentant le campus et souhaitant proposer des activités fédératrices autour du sport, l'ESA prévoit la création d'un club d'escrime. La pratique de l'escrime valorisera une activité sportive reconnue pour son excellence en Ile-de-France.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux des bâtiments qui accueilleront les trois projets, pour certains déjà démarrés, devraient être finalisés début 2019. Le matériel financé pourra néanmoins être utilisé dès son acquisition et permettra le lancement immédiat des activités prévues sur des sites temporaires.

Les projets de l'ESA sont suivis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, associée depuis la création de l'école dans le développement de ses activités pédagogiques. Par ailleurs, la gouvernance de l'ESA est assurée par un conseil de surveillance paritaire franco-libanais et présidé conjointement par le Gouverneur de la Banque du Liban et l'Ambassadeur de France à Beyrouth.

Intérêt régional :
Le projet de soutien à l'ESA s'inscrit dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Île-de-France et la Municipalité de Beyrouth. Ces acquisitions permettront de valoriser les savoir-faire franciliens et de contribuer au développement de coopérations universitaires avec le Liban :
- sur le plan pédagogique, de nombreux partenariats ont été signés avec des écoles du réseau de la CCI Paris Ile-de-France
- des partenariats avec des écoles de « coding » françaises et franciliennes, notamment avec l'Ecole 42, le CNAM ou l'ITESCIA, permettront de contribuer au rayonnement de l'expertise française en entreprenariat et innovation numérique
- le projet favorisera l'acquisition de matériel français (projection et d'équipements sportifs)
- les entreprises de l'incubateur Smart ESA travailleront en lien étroit avec Paris Région Entreprises et la CCI France-Liban pour mettre en avant l'attractivité du territoire francilien.

En sa qualité d'établissement de droit étranger, l'Ecole Supérieure des Affaires de Beyrouth est exonéré de l'application du dispositif « 100 000 stages ».

Public(s) cible(s) :
- Etudiants de l'ESA
- Start-ups et entreprises incubées par Smart ESA
- Elèves francophones des collèges et lycées français du Liban

Localisation géographique :

- Beyrouth

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

La Région informe le bénéficiaire que l'aide relative à l'achat d'équipements pour le Fablab et pour le pôle d'expertise en codage informatique est allouée sur la base du régime d'aide de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE le 24 décembre 2013).

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat premiers équipements pour le FabLab de l'incubateur Smart ESA	39 000,00	19,50%
Achat premiers équipements pour le pôle d'expertise en codage informatique	74 000,00	37,00%
Achat premiers équipements pour l'Institut Charles de Gaulle	65 000,00	32,50%
Achat premiers équipements pour le club d'escrime	22 000,00	11,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention du Conseil régional d'Ile-de-France	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025040

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AIDE A LA RESTRUCTURATION DE QUARTIERS PRECAIRES D'ANTANANARIVO AU TRAVERS DE LA VALORISATION DES DECHETS ET L'ACCES A LA PROTECTION SOCIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	414 048,00 €	11,59 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POSITIVE PLANET
Adresse administrative : 1 place Victor Hugo 92400 COURBEVOIE

Statut Juridique : Association
Date de publication au JO : NC
N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : Accompagnement social et économique de la restructuration de quartiers précaires au travers de la valorisation des déchets pour le développement économique et l'accès à la protection de santé.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 3 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Améliorer les conditions de vie des populations de plusieurs quartiers d'Antananarivo en structurant les acteurs de la chaîne de valeur des déchets recyclables (ramasseurs de déchets, petites entreprises de tri/recyclage, et acheteurs de matières recyclés), afin d'accroître les revenus de ces acteurs pour les relier à des services de microassurance santé, et en même temps d'améliorer la salubrité et la gestion des déchets dans les quartiers ciblés.

Description :
Création de six microentreprises dans le secteur de la valorisation des déchets solides.
Etude de marché pour l'identification des entreprises privées acheteuses finales.
Extension d'une couverture santé aux microentrepreneurs des recycleries, pré-collecteurs, ainsi que leurs familles.
Pérennisation de 3 centres d'accès aux services socio-économiques.

Mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation ; Capitalisation du projet et diffusion des acquis de l'innovation.

Moyens mis en œuvre :
- L'AFD, qui est l'émetteur de l'appel à projet et le principal bailleur à hauteur de 79%.
- La mutuelle de santé malgache Harena, avec l'appui de la plateforme technique locale Zina, développera un nouveau produit de microassurance permettant de proposer une assurance santé aux populations.
- Les associations ou organisations locales (formelles et informelles) seront mobilisées pour l'appui aux populations, la sensibilisation et l'accompagnement socio-économique et bénéficieront de renforcements de capacité sur les axes d'intervention du projet.

Intérêt régional :
Les actions sur le territoire francilien sont menées par Positive Planet France via son programme "Entreprendre en banlieue" . Implantations : Poissy, Mantes la Jolie, Les Mureaux, Trappes, Les Clayes-sous-Bois/Plaisir, Montreuil, Bondy, Noisy le Sec, Pantin, Bobigny, Bagnolet, Clichy-Montfermeil et Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le groupe cible de bénéficiaires affectés directement par les activités est constitué de 6 microentrepreneurs, 1000 pré-collecteurs RF2, les ressources humaines de la CUA intervenant dans les Centres d'action Sociale (15 personnes) et les agents communautaires dans les quartiers. Plus largement, les bénéficiaires finaux seront : les familles des microentrepreneurs et des pré-collecteurs (env. 4,800 personnes), et les habitants de 15 quartiers situés dans les arrondissements 1 et 3.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale sera fléchée sur les dépenses de fonctionnement (base subventionnable 414 048 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :
- Antananarivo

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
investissement technique et mobilier	65 085,00	13,58%
fournitures et consommables	**17 160,00**	**3,58%**
études et expertises du nord	**9 300,00**	**1,94%**
études et expertises du sud	**18 360,00**	**3,83%**
personnel expatrié	**57 600,00**	**12,02%**
personnel local	**72 360,00**	**15,10%**
études de marché, diagnostic économique	**14 100,00**	**2,94%**
renforcement de capacités et formation	**8 208,00**	**1,71%**
mission de courte durée	**35 280,00**	**7,36%**
appui technique et suivi	**100 175,00**	**20,91%**
évaluation	**25 000,00**	**5,22%**
capitalisation	**13 160,00**	**2,75%**
audit	**12 000,00**	**2,50%**
frais administratifs	**31 345,00**	**6,54%**
Total	479 133,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	48 000,00	10,02%
Agence Française de Développement	431 133,00	89,98%
Total	479 133,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	48 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014930

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : JAPONISMES 2018 : EXPOSITION "TRANSCENDER LES FRONTIERES"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	3 586 927,00 €	2,79 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-65738-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DU JAPON / MAISON DE LA CULTURE DU JAPON A PARIS
Adresse administrative : 101 B QUAI BRANLY
75740 PARIS CEDEX 15
Statut Juridique : Etablissement Public Etranger
Représentant : Monsieur Hiroyasu ANDO, Président de la Fondation du Japon

N° SIRET : 32116603500048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Soutenir l'un des événements majeurs de Japonismes 2018 en Ile-de-France, en permettant la découverte et l'accès du plus grand nombre (notamment les plus jeunes des Franciliens) à l'art numérique japonais et aux échanges autour de la création artistique.

Description :
L'année 2018 marquera le 160ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et le Japon, le 150ème anniversaire de la naissance de Paul Claudel, dramaturge, poète et ambassadeur de France au Japon de 19121 à 1927 ainsi que le 150ème anniversaire du début de l'ère Meïji, époque à laquelle le Japon s'est engagé sur la voie de la modernité et s'est ouvert à l'Occident.

La France et le Japon célèbreront ces anniversaires par l'organisation, de juillet 2018 à février 2019, de

l'évènement « Japonismes 2018 : les âmes en résonnance ». Pilotée par la Fondation du Japon, cette manifestation est soutenue par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français. Elle doit témoigner de la richesse de la tradition artistique nippone et de la vitalité de sa création contemporaine.

Les expositions, représentations et performances qui ponctueront cet événement se dérouleront à Paris et en quelques sites de l'Ile-de-France (Gennevilliers, Boulogne-Billancourt, Créteil, Saint-Cloud).

Japonismes 2018 accueillera de nombreuses rencontres théâtrales, cinématographiques et chorégraphiques, des concerts, des expositions et des rendez-vous gastronomiques.
Parmi les projets phares de cet événement, la Fondation du Japon propose la tenue à la Grande Halle de La Villette d'une exposition interactive sur les arts numériques et digitaux (« Transcender les frontières »). Portée par le collectif tokyoïte Team Lab, cette exposition conjugue l'art, la science, la technologie et la création. Sur 3500m², elle propose une série d'espaces et de tableaux numériques, évoluant en fonction des déplacements et des mouvements des visiteurs.

Cette exposition a déjà été présentée avec un grand succès en 2015 à Tokyo (465 000 visiteurs) et à l'Exposition universelle de Milan (2 millions de visiteurs) et en 2017 à Singapour (500 000 visiteurs) et Pékin (240 000 visiteurs).

Moyens mis en œuvre :
Pilotage du projet par la Fondation du Japon, avec l'appui de la Maison de la Culture du Japon à Paris.

Mobilisation des équipes et des équipements technologiques du collectif japonais Team Lab.

Soutien technique de la Grande Halle de La Villette.

Intérêt régional :
Cet évènement majeur participe de la connaissance mutuelle et du renforcement des échanges entre l'Ile-de-France et le Japon.

Il constitue une occasion unique de promouvoir les arts numériques auprès d'un large public.

200 000 visiteurs sont attendus à La Villette pour cet évènement, dont l'entrée sera payante (12 €, tarif plein individuel). Dans le cadre d'une action de médiation culturelle, une politique tarifaire spéciale et d'accès privilégiés ainsi qu'un programme de sensibilisation et d'accompagnement à la découverte seront proposés aux établissements scolaires et de formation professionnelle de petite et de grande couronne (en particulier issus des zones REP et politique de la ville).

Seul partenaire institutionnel, la Région bénéficiera d'une forte visibilité dans le cadre de l'importante campagne de communication (affichage, relais médias) qui accompagnera cette exposition.

La Région s'engage financièrement sur ce projet par l'attribution d'une subvention au titre de ses politiques internationale (100 000 €) et culturelle (50 000 €).

Dans le cadre du dispositif "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale sera fléchée sur les dépenses de fonctionnement : prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement des équipes techniques (montage et maintenance), transport et installation des équipements de haute technologie entre le Japon et la France, valorisation de l'exposition et médiation culturelle.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'exploitation	1 252 727,00	34,92%
Frais de production	610 000,00	17,01%
Frais de matériel	1 564 200,00	43,61%
Frais de voyage	120 000,00	3,35%
Frais de transport	40 000,00	1,12%
Total	3 586 927,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billeterie & apport la Villette	1 252 727,00	34,92%
Team Lab	610 000,00	17,01%
Fondation du Japon	1 473 414,00	41,08%
Région Île-de-France-secteur Actions internationales	100 000,00	2,79%
Région Île-de-France-secteur Culture (dispositif Arts numériques)	50 000,00	1,39%
Mécénat (Japon)	100 786,00	2,81%
Total	3 586 927,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025269

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AI 2017 - SOL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	193 413,00 €	11,87 %	22 950,00 €
		Montant Total de la subvention	22 950,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020- 10401901- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOL (ex-SOLIDARITE)
Adresse administrative : 20 rue de Rochechouart 75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Clotilde BATO, Directrice
Date de publication au JO : 16 mars 1980
N° SIRET : 32272062400061

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : actions internationales - Dépenses d'investissement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **aménagement d'espaces agricoles en agroécologie à Nguiguiss Bamba (Sénégal)**

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : créer un modèle agricole, à forte visibilité nationale, répondant aux enjeux de souveraineté alimentaire, d'emploi rural et d'environnement pour le Sénégal et le Sahel, via l'agroécologie.

Objectifs spécifiques :
- créer une dynamique de recherche-expérimentation multi-acteurs pour le soutien et l'innovation agroécologiques en milieu sahélien ;
- développer et diffuser des modèles d'agriculture viable et reproductible via l'apprentissage des techniques agroécologiques et la démonstration de leurs rentabilités économique, sociale et environnementale (intégrant la conservation et multiplication des semences) ;
- développer une solidarité économique, sociale et écologique entre producteurs et consommateurs.

Description :
L'agriculture, principale activité des habitants de Nguiguiss Bamba, en région de Louga, est fragilisée à la fois par la pratique d'une monoculture (arachide) intensive ayant pour effet une perte de fertilité des sols et par la dégradation importante des conditions climatiques (de 800 mm de pluie par an à environ 400 mm par an, en l'espace de 30 ans).
Les populations sont en demande d'alternatives agricoles durables et de modèles d'autonomie, qui leur font défaut. Aussi le présent projet, initié par l'association SOL en partenariat avec les villageois, propose-t-il

d'expérimenter un modèle agricole soutenable, au travers de :
- l'aménagement agroécologique de deux espaces (une ferme de formation d'1 ha et une ferme de production de 8,5 ha) ;
- l'établissement de 7 micro-fermes exploitées par de petits groupes de type communautaire ;
- la formation de formateurs par des experts externes et des bénéficiaires finaux ;
- des échanges d'expériences ;
- des activités de sensibilisation et de communication.

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation de l'ONG des Villageois de Ndem ;
Appui technique de l'association SOL ;
Soutien du Maire de Mbacké Kadior ainsi que des autorités départementales.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Au moins 80 femmes et 20 hommes des villages de Nguiguiss Bamba et avoisinants,
- une cinquantaine de ruraux ou néo-ruraux exploitants les micro-fermes modèles,
- au moins 5 000 personnes informées et sensibilisées au niveau national.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région porte sur les dépenses d'investissement (base subventionnable de 193 413 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.
Un reversement de la subvention régionale aux partenaires locaux (ONG des villageois de Ndem notamment) est prévu.

Localisation géographique : Sénégal, région de Louga (nord-ouest du pays), commune de Mbacké Kadior.

Contrat Particulier : Hors CPRD / **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réseau d'eau	**99 833,00**	19,25%
Constructions	**61 758,00**	11,91%
Equipements	**31 822,00**	6,14%
Fournitures et consommables	56 182,00	10,83%
Dépenses de fonctionnement	269 004,00	51,87%
Total	518 599,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	22 950,00	4,43%
Fondation MISEREOR	260 000,00	50,14%
Fondation Third	150 000,00	28,92%
Autres financements privés	80 649,00	15,55%
Villageois (valorisation)	5 000,00	0,96%
Total	518 599,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 360,00 €
2019	4 590,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026612

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AI 2017 - AGIR ABCD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	118 200,00 €	49,92 %	59 000,00 €
	Montant Total de la subvention		59 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020-10401901- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGIR ABCD ASSOCIATION GENERALE DES INTERVENANTS RETAITES
Adresse administrative : 40 rue Letort 75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yvan LE MOING, Président
Date de publication au JO : 18 octobre 1983
N° SIRET : 33145778800213

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : actions internationales - Dépenses d'investissement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **construction d'un centre polyvalent dédié à la petite enfance, à la formation et à l'insertion professionnelle des femmes à Keur Badiene (Sénégal)**

Date prévisionnelle de début de projet : 1er juillet 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif général : donner aux enfants accès à l'éducation et permettre aux femmes de développer des activités génératrices de revenus en recevant les formations nécessaires pour pérenniser ces activités.

Objectifs spécifiques :
- construire des locaux pouvant recevoir l'école maternelle dans de bonnes conditions,
- créer des activités génératrices de revenus pour les femmes,
- assurer l'accompagnement et les formations nécessaires jusqu'à ce que les femmes puissent mener leurs activités de façon autonome,
- augmenter l'espace de l'école élémentaire (3 salles supplémentaires et un préau),
- produire des légumes de qualité par la culture hors sol,
- fournir des légumes à la cantine de l'école,
- obtenir des ressources financières pour la structure grâce à la vente du surplus de légumes.

Description :
Dans la commune de Djiddah Thiaroye Kao, les quartiers de Medina Gounass et de Djiddah Thiaroye Kao souffrent d'un déficit d'infrastructures scolaires et de formation professionnelle. Faute d'investissement public pour ces services de base, la société civile locale a créé, via l'association ANAVI (Naitre et Vivre), l'école communautaire Keur Fatou Kaba en 2002.

En partenariat avec AGIRabcd, ANAVI a entrepris de créer un centre polyvalent, intégrant l'école Keur Fatou Kaba dans des locaux modernes ainsi qu'un espace dédié à la formation et l'insertion des femmes.

Le projet comprend :
- la construction et l'équipement d'un bâtiment incluant 3 classes, un patio à ciel ouvert entouré d'une galerie-préau, une cuisine, une salle polyvalente et un bureau. Une salle extérieure sur rue, utilisée pour la formation des femmes, sera plus tard une boutique. Le toit-terrasse recevra des cultures de légumes hors sol.
- La tenue d'un chantier de 15 jeunes (2 semaines).
- Le transfert des classes maternelles de Keur Fatou Kaba dans le nouveau bâtiment.
- La formation de 10 femmes par an à la culture hors sol et à la gestion de cette activité (pratique quotidienne et 1 session de formation/mois).
- La formation à la gestion de 20 femmes par an pratiquant déjà des activités génératrices de revenus (1 session de formation/mois).

Moyens mis en œuvre :
ANAVI assurera la maîtrise d'ouvrage du chantier, appuyée par un architecte d'AGIRabcd.
AGIRabcd missionne des intervenants retraités qualifiés.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- 90 enfants d'âge maternel et leur famille,
- 4 enseignants, un personnel d'appui,
- un groupe de 10 femmes par an souhaitant développer des activités génératrices de revenu,
- un groupe de 20 femmes par an menant déjà des activités génératrices de revenu mais ayant besoin d'un accompagnement et de formation,
- 80 familles du quartier qui achèteront des légumes produits par les femmes,
- 15 jeunes sénégalais et 15 jeunes français participant à un chantier.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région porte sur les dépenses d'investissement (base subventionnable de 118 200 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : Sénégal, région de Dakar, département de Pikine, commune de Djiddah Thiaroye Kao.

Contrat Particulier : Hors CPRD / **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction	**100 048,00**	67,83%
Equipement	**18 152,00**	12,31%
Frais de fonctionnement	29 300,00	19,86%
Total	147 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	59 000,00	40,00%
Fonds propres	20 000,00	13,56%
Caisse des dépôts	20 000,00	13,56%
AFD (AMP)	15 000,00	10,17%
Eiffage Sénégal	20 000,00	13,56%
Autres	13 500,00	9,15%
Total	147 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	47 200,00 €
2019	11 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS) (CR46-14)	12 500,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	1 796,00 €
	Montant total	14 296,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026640

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AI 2017 - COEUR DE FORET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	133 900,86 €	37,34 %	50 000,00 €
		Montant Total de la subvention	50 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020- 10401902- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COEUR DE FORET
Adresse administrative : 35 boulevard du Champy Richardets 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Margaux SABOURIN, Présidente
Date de publication au JO : 2 août 2005
N° SIRET : 49908707000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Favoriser la protection de la biodiversité par la structuration de filières de produits forestiers non-ligneux respectueuses de l'Homme et de l'environnement, à Madagascar**

Date prévisionnelle de début de projet : 1er janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : lutter contre la déforestation en favorisant la protection de la biodiversité par la structuration de filières de produits forestiers non-ligneux respectueuses de l'Homme et de l'environnement.

Objectifs spécifiques :
- accompagner les producteurs de PFNL (produits forestiers non-ligneux) dans l'adoption de pratiques plus respectueuses de l'environnement en apportant un savoir-faire en agroforesterie, en agriculture biologique et agroécologique ;
- structurer durablement les filières de PFNL en vue de leur autonomisation ;
- favoriser un système de commercialisation équitable et transparent afin de pérenniser économiquement et commercialement les filières en établissant une transparence stricte et en offrant des garanties de préservation des espaces exploités pour la fabrication des produits.

Description :
- Diversification et implantation de cultures de plantes aromatiques et promotion des principes de l'association culturale ;
- Augmentation des surfaces boisées et établissement de programmes de plantation ;

- Appui à la constitution de groupements de producteurs ;
- Formations et accompagnement pour l'amélioration des techniques et bonnes pratiques de transformation des produits forestiers non-ligneux ;
- Appui à la conception de l'offre producteur en suivant les principes du commerce équitable avec la mise en place d'un Code de Conduite Bio & Equitable permettant les audits des groupements de producteurs adhérents ;
- Regroupement des organisations de producteurs au sein d'une plateforme commerciale répondant aux principes de l'économie sociale et solidaire.
- Accompagnement de la plateforme commerciale sur le respect des réglementations et sur la commercialisation des produits.

Moyens mis en œuvre :
L'association est composée d'une équipe franco-malgache : 1 coordinateur projet, 2 ingénieurs agronomes responsables de la politique d'expérimentation et du suivi des producteurs et 1 comptable.
Cœur de Forêt Madagascar est responsable de la mise en œuvre opérationnelle du projet sur la base du cadre logique et des indicateurs fixés. Elle est également chargée de l'animation opérationnelle du projet, notamment par l'encadrement des communautés bénéficiaires et des équipes locales du projet.

Intérêt régional :
Les actions de l'association Cœur de Forêt se poursuivent en France, et en particulier en Île-de-France à travers des actions de sensibilisation auprès des Franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
En premier lieu, le projet entend se concentrer sur les producteurs de la coopérative d'Equimada, au nombre de 24, ainsi que sur 25 producteurs de la zone d'Ibity, représentant 245 bénéficiaires indirects (à raison de 5 individus par famille en moyenne).
Le projet vise un réseau bien plus large de producteurs (100 producteurs d'huiles essentielles seront audités et accompagnés) mais également d'enfants, par la mise en place des campagnes annuelles de reforestation d'au moins 25 000 arbres. La campagne de plantation 2016-2017 ayant permis d'initier plus de 1000 enfants et 1000 adultes aux gestes de la plantation, il est donc estimé que le présent projet investira au moins 2 000 bénéficiaires directs (1000 adultes et 1000 enfants) sensibilisés aux méfaits de la déforestation et à ses alternatives.
Au total, le projet entend ainsi impacter 2149 bénéficiaires directs (soit environ 10 000 bénéficiaires indirects).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale couvrira l'ensemble des dépenses de fonctionnement du plan de financement prévisionnel ci-dessous.
Un reversement de la subvention régionale au partenaire local (Cœur de Forêt Madagascar) est prévu.

Localisation géographique : Madagascar, région du Vakinankaratra, commune d'Ibity et d'Antsirabe.

Contrat Particulier : Hors CPRD / **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
salaires et charges	76 087,35	56,82%
déplacements/hébergement/communication	39 736,56	29,68%
administratif/bancaire	5 904,16	4,41%
frais administratifs Coeur de Forêt	12 172,79	9,09%
Total	133 900,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	50 000,00	37,34%
Etat (subvention CAE) : acquis	4 060,00	3,03%
Mécénat Société H2O : acquis	50 000,00	37,34%
Mécénat Planète OUI : acquis	8 000,00	5,97%
Mécénat SVL Energie : acquis	4 000,00	2,99%
Partenariat ONG / Initiative Développement : acquis	8 500,00	6,35%
fonds propres	9 340,86	6,98%
Total	133 900,86	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €
2019	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS) (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	15 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014722

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AI 2017 - AFRIQUE VERTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	103 159,00 €	48,47 %	50 000,00 €
		Montant Total de la subvention	50 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020-10401902- Dispositif actions internationales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFRIQUE VERTE
Adresse administrative : 12 rue Voltaire 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : François ADER, Président
Date de publication au JO : 4 janvier 1990
N° SIRET : 35351440900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : **Promotion de l'entreprenariat féminin au Mali pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations maliennes**

Date prévisionnelle de début de projet : 1er décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif général : renforcer les capacités organisationnelles et opérationnelles de 5 unions régionales d'Unités de Transformation de produits Agricoles (UTA) pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations maliennes.

Objectifs spécifiques :
- renforcer la structuration organisationnelle des unions régionales et des UTA-membres ;
- impliquer les unions régionales dans une campagne de plaidoyer sur la consommation des produits locaux et la diversification alimentaire ;
- élaborer une stratégie pour chaque union régionale ;
- capitaliser et communiquer sur les acquis du projet.

Description :
En Afrique de l'Ouest, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle reste une préoccupation majeure pour les populations rurales et urbaines. Pour y faire face, les organisations qui produisent et transforment les produits agricoles locaux sont des acteurs primordiaux. Afrique Verte et son partenaire malien AMASSA - Afrique Verte Mali, accompagnent des entreprises artisanales féminines de ce type, nommées Unités de

Transformation des produits Agricoles (UTA), et impliquées dans les filières céréales, fruits et légumes, légumineuses et oléagineux. Ces UTA se sont peu à peu structurées en fédérations dans les régions de Kayes, Bamako et Sikasso.
L'enjeu actuel est de renforcer les capacités des fédérations régionales d'UTA : d'une part pour qu'elle fournissent durablement à leurs membres des services de qualité (formations, conseil, médiation et accès à l'information), et d'autre part pour qu'elles relaient les aspirations de leurs membres auprès des instances en charge de gérer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de réguler la commercialisation des produits transformés, et de lutter contre les conséquences du changement climatique.

Moyens mis en œuvre :
Afrique Verte est responsable de la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des activités subventionnées par le projet Île-de-France.
La maîtrise d'ouvrage est déléguée à AMASSA pour les activités mises en œuvre directement au Mali et financées par la Région Île-de-France.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
A Bamako, l'Union des coopératives de transformation des céréales dans le district de Bamako (UCTC), qui regroupe 50 UTA membres fonctionnelles, soit 1170 femmes.
A Kayes, la Coordination des Transformatrices des Produits Agroalimentaires du Réseau d'Afrique Verte (CTPA/RAV), qui regroupe 26 UTA membres, soit 780 femmes.
A Sikasso, la Coordination des associations transformatrices agroalimentaires de Koutiala, qui regroupe 15 UTA membres, soit 520 femmes.

Détail du calcul de la subvention :
Un reversement de la subvention régionale au partenaire local ASSAMA est prévu.

Localisation géographique : Mali, régions de Kayes, Bamako et Sikasso

Contrat Particulier : Hors CPRD / **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coordination, animation et suivi du projet	68 965,00	66,85%
Renforcement des capacités des unions régionales et de leurs membres	25 924,00	25,13%
Suivi-évaluation	2 782,00	2,7%
Frais de fonctionnement	58488,00	5,32%
Total	103 159,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	48,47%
ICCO coopération	35 431,00	34,35%
Paix et développement	2 866,00	2,78%
Autres financement	14 862,00	14,41%
Total	103 159,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €
2019	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015106

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET DE RECONSTRUCTION D'UNE ECOLE PRIMAIRE A QARAQOSH EN IRAK POUR ACCOMPAGNER LE RETOUR DES POPULATIONS DEPLACEES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient - INV	300 000,00 €	33,33 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20422-104013-020
10401305- Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION RAOUL FOLLEREAU
Adresse administrative : 31 rue Dantzig, 75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain MORISOT, Président
N° SIRET : 78471951000025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient - INV
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Objet du projet : Projet de reconstruction d'une école à Qaraqosh en Irak pour accompagner le retour des populations déplacées

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au regard de l'urgence à reconstruire les infrastructures de la ville, les travaux débuteront à partir du 1er novembre.

Objectifs :
L'objectif général est d'accompagner le retour des communautés déplacées en Irak.

Les objectifs spécifiques sont :
- faciliter le retour des familles à Qaraqosh ;
- permettre aux enfants de retrouver un accès à l'éducation ;
- installer un climat de confiance dans la ville de Qaraqosh ;
- permettre aux différentes communautés de vivre ensemble.

Description :
Cette école primaire de Qaraqosh est actuellement composée de 2 niveaux détruits à 70%.
Il s'agit donc de détruire les infrastructures restantes, d'évacuer les gravats et de reconstruire une nouvelle école comprenant 12 salles de classe, sept salles pour l'administration et service technique, une grande salle de réunion et des aires de jeux.

Une fois l'école reconstruite, celle-ci appartiendra au système d'éducation nationale irakien. Les salaires des professeurs et équipements pédagogiques seront donc financés par le gouvernement central.
Une collaboration sera mise en place avec l'Association Al Tahira al Koubra afin de mettre en place un ensemble d'activités au sein de l'école (activités sportives, cours de soutien scolaire, accompagnement nutritionnel, construction d'une petite pharmacie, ateliers de parole et d'histoire, cours pédagogiques pour les professeurs).

Moyens mis en œuvre :
Le projet prévoit l'implication des populations déplacées dans la réalisation des travaux de reconstruction de l'école. Le revenu issu de leur participation leur permettra d'accélérer les réparations de leur maison, de nourrir leur famille ou d'investir dans des activités.

La construction sera réalisée par des entreprises des régions de Mossoul et Kirkouk et l'ensemble des équipements et matériels nécessaires seront achetés localement.
Les mobiliers pour les salles de cours, espaces de récréation et pour l'administration seront fournis par l'Etat irakien. Les consommables pour les élèves et les professeurs seront également achetés localement.

Le projet est mis en œuvre en partenariat avec la Fondation Mérieux. Le Coordinateur du projet sera le Responsable Projets Moyen-Orient de la Fondation Raoul Follereau, basé au Liban et la supervision des travaux sera réalisée par le Représentant de la Fondation Mérieux en Irak, partenaire opérationnel du projet. Les travaux seront réalisés par des équipes locales.

Intérêt régional :
La Région Ile-de-France marque de nouveau son soutien aux populations déplacées de la Plaine de Ninive en Irak et poursuit ses efforts d'appui à la reconstruction de cette zone.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- les enfants accueillis dans l'école, estimés à 600 dès la rentrée 2018 ;
- les familles déplacées qui seront de retour dans la ville ;
- les personnes, parmi les populations déplacées, qui seront impliquées dans les travaux de reconstruction de l'école ;
- les entreprises de la région de Mossoul et Kirkouk.

Détail du calcul de la subvention :
Un reversement partiel ou total des fonds au partenaire Fondation Mérieux est prévu, étant donné son rôle dans la supervision des travaux sur place.

Localisation géographique :
- IRAQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de démolition de l'ancien bâtiment	20 000,00	6,67%
Gros œuvre du nouveau bâtiment	80 000,00	26,67%
Second œuvre du nouveau bâtiment	130 000,00	43,33%
Travaux d'aménagements extérieurs	25 000,00	8,33%
Travaux pour l'aire de jeux et de sport	45 000,00	15,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	100 000,00	33,33%
Fondation Raoul Follereau - fonds propres	100 000,00	33,33%
Fondation Mérieux	100 000,00	33,33%
Total	300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014957

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REATTRIBUTION DE SUBVENTION ACCORDEE A FRANCE VOLONTAIRES POUR ASSURER LE PORTAGE SALARIAL DES ANCIENS CORRESPONDANTS DE LA REGION SUR SES ZONES DE COOPERATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	14 947,91 €	100,00 %	14 947,91 €
	Montant Total de la subvention		14 947,91 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE VOLONTAIRES
Adresse administrative : 6 RUE TRUILLOT
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dante MONFERRER, Délégué
Date de publication au JO : 7 juin 2010
N° SIRET : 78520717600047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 janvier 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2013
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la date d'éligibilité des dépenses correspond à celle de la CP d'affectation

Objectifs :
Réattribution de subvention accordée à l'association France Volontaires pour le portage salarial des anciens correspondants de la région sur ses zones de coopération (Kayes, Nouakchott et Erevan)

Description :
La CP 13-090 du 23/01/2013 a attribué une subvention à l'association France Volontaires dans le cadre de la convention 13 UAIE 11F. Cette subvention a fait l'objet d'un versement de solde dont le montant a été révisé en proportion de la dépense réalisée. France Volontaires est revenu vers la Région justifiant des dépenses supplémentaires. La subvention et la convention sont tombées en caducité le 13/09/2016 et la nouvelle demande de solde est arrivée en janvier 2017.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

S’agissant d’une réaffectation relative au portage des salaires de nos anciens correspondants sur la période 2013, le dispositif « 100 000 stages » ne s’applique pas pour ce projet.

Détail du calcul de la subvention :
solde de la subvention

Localisation géographique :
- RESTE DU MONDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 947,91 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Volontaires du progrès et coopérants	75 028,00 €
	Montant total	75 028,00 €

Annexe 3 : Convention type Coopération décentralisée Fonctionnement

CONVENTION N°……
(Coopération décentralisée / fonctionnement)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPxxxx-xxx du xx/xx/xx,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : xxxxx
dont le statut juridique est : xxxxx
N° SIRET : xxxxx
Code APE : xxxxx
dont le siège social est situé au : xxxxxx
ayant pour représentant xxxxxx
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XX du xxxx, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXXXXXX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

- **Pour les personnes morales de droit public**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- Un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- **Pour les personnes morales de droit privé**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du xxxx et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

[le cas échéant] ARTICLE 3.5 REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire est autorisé *[le cas échéant]* à reverser à son partenaire local toute ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le xxxxxxx.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPxxx-xxx du xx/xx/xx.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile France et par délégation,
le Directeur Général adjoint des services chargé des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Monsieur Jacques BELTRAN

Le

Le bénéficiaire
XXXXXX

Annexe 4 : Convention type Coopération décentralisée Investissement

CONVENTION N° …….
(Coopération décentralisée / investissement)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XX-XX du xxxxx,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXXXX
dont le statut juridique est : XXXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXXXXX
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XX du xxxx, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXXXXXX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois, les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

- **Pour les personnes morales de droit public**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- Un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- **Pour les personnes morales de droit privé**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des

prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

[le cas échéant] ARTICLE 3.5 REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire est autorisé *[le cas échéant]* à reverser à son partenaire local toute ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXX.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXXX du XXXX.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du conseil régional d'Ile France et par délégation,
le Directeur Général adjoint des services chargé des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Monsieur Jacques BELTRAN

Le

Le bénéficiaire
XXXXXX

Annexe 5 : Convention type Dispositif Actions internationales Fonctionnement

CONVENTION N°…….
(Dispositif AI / fonctionnement)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°…. du….. ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Actions internationales - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : ……. (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DES STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

- **Pour les personnes morales de droit public**, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et

montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- **Pour les personnes morales de droit privé**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

  - Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
  - Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
  - Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

  Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du…. et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

[le cas échéant] ARTICLE 3.5 REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire est autorisé *[le cas échéant]* à reverser à son partenaire local toute ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le…..

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ou de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° ….. du….. .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

Annexe 6 : Convention type Dispositif Actions internationales Investissement

CONVENTION N°……..
(Dispositif AI / investissement)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°….. du ……,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Actions internationales - Investissement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : …….. (référence dossier n°XXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » et à maintenir l'affectation de cet investissement pendant une durée minimum de dix ans.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DES STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication

relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois, les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

- **Pour les personnes morales de droit public**, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

  Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- **Pour les personnes morales de droit privé**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

  - Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
  - Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
  - Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

  Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du …….. et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

[le cas échéant] ARTICLE 3.5 REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire est autorisé *[le cas échéant]* à reverser à son partenaire local toute ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le …….

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ou de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants**.**

- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation

implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° ….. du…… .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

Annexe 7 : Convention type Dispositif Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient Investissement

CONVENTION N° …….
(Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient / investissement)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XX-XX du xxxxx,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXXXX
dont le statut juridique est : XXXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXXXXX
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient - INV » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XX du xxxx, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXXXXXX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 ans par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance sous réserve de la production par le bénéficiaire d'un plan de trésorerie en français et en euros démontrant l'insuffisance de trésorerie. L'avance ne pourra dépasser la limite de 30% du montant maximum prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, et, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- et d'un compte-rendu final d'exécution de l'action, qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, et, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du

commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- et d'un compte-rendu final d'exécution de l'action, qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

[le cas échéant] ARTICLE 3.5 REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire est autorisé *[le cas échéant]* à reverser à son partenaire local toute ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXX.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXXX du XXXX .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
XXXXXX

Annexe 8 : Convention avec le Ministère de l'Europe des Affaires Etrangères

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE DE FRANCE

CONVENTION BI-ANNUELLE 2017-2018

N° 2017-15– EJ :

ENTRE

L'État représenté par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, d'une part,

et

Le conseil régional d'Ile-de-France, désigné sous le terme « le bénéficiaire », Hôtel de Région, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représenté par Madame Valérie PÉCRESSE, présidente du conseil régional d'Ile-de-France, d'autre part,

Préambule

Le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée (FFQCD) s'inscrit dans le cadre de la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ) sous la responsabilité du Ministère des relations internationales et de la francophonie (MRIF) et du Ministère de l'Europe et affaires étrangères (MEAE), représenté par le Consulat général de France (CGF) à Québec et la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT).

Créé en 2005 pour donner suite à la volonté des Premiers ministres de la France et du Québec d'encourager le développement et le rayonnement des collectivités territoriales en France et au Québec, le FFQCD soutient des projets de coopération décentralisée novateurs d'intérêt commun.

Géré dans un esprit de parité par le MEAE et le MRIF, le FFQCD a permis de soutenir 24 projets lors de la dernière biennie (2015-2016), pour un montant total d'environ 160 000 € / 270 000 $ CA par année. Les projets étaient liés au rayonnement culturel des territoires, à l'économie sociale et solidaire, au développement durable ainsi qu'à l'innovation et au développement économique.

Les appels à projets du FFQCD sont basés sur des thèmes visant à favoriser la réalisation de projets dans des secteurs d'activité jugés prioritaires pour la relation France-Québec. Ces thèmes sont déterminés à l'occasion des sessions de la CPCFQ et des Rencontres alternées des Premiers ministres québécois et français.

Les thèmes pour l'appel à projets en cours (biennie 2017-2018) du FFQCD sont :
- Rayonnement culturel des territoires ;
- Villes durables et intelligentes (notamment énergie, électrification des transports et mobilité durable, agriculture et alimentation, données ouvertes) ;
- Innovation et développement économique des territoires (incluant économie sociale et solidaire, tourisme) ;
- Insertion sociale et professionnelle des jeunes ;
- Lutte contre la radicalisation.

Article 1er - Objet de la convention

Dans le cadre de l'appel à projet franco-québecois en soutien à la coopération décentralisée pour les années 2017-2018, le conseil régional d'Ile-de-France s'engage à réaliser le projet suivant intitulé : **« Mise en place d'un programme de mobilité France-Québec à destination de jeunes franciliens et québécois issus de filières de formation professionnelle».**

Article 2 - Budget prévisionnel et montant de la subvention

Le plan de financement de l'opération pour les années 2017-2018 s'élève à **42 127 €** (quarante-deux mille cent-vingt-sept euros), conformément au budget prévisionnel annexé à la demande de financement auprès du MEAE.

L'État participe au financement de ces actions, pour un montant prévisionnel maximal de **6 032€**, soit 14,32 % du budget prévisionnel présenté par le conseil régional d'Ile-de-France.

Pour l'année 2017, la participation financière de l'État s'élève à 4 032 € et sera versée dès notification de la présente convention.

Sous réserve de l'inscription des crédits en lois de finances et du respect des dispositions de l'article 5, la contribution financière de l'État pour la deuxième année d'exécution de la présente convention, s'élèvera à 2 000 € en 2018.

Le versement qui sera effectué pour l'année 2018 fera l'objet d'un arrêté spécifique.

Article 3 - Modalités de versement de la subvention et obligations comptables

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits délégués par le ministère des affaires étrangères et du développement international sur le programme de gestion 209, nature de dépense 10.01.01.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et du département de Paris.

La subvention sera créditée, selon les procédures comptables en vigueur, sur le compte de la direction régionale des finances publiques Région, n° R7500000000, code banque 30001, code guichet 00084, clé RIB 86, domicilié à la Banque de France à Paris.

Article 4 - Calendrier de réalisation

Le programme d'actions se déroulera de janvier 2017 à juillet 2018.

Article 5 – Comptes rendus d'exécutions et obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues et à fournir un rapport technique et financier d'exécution avant le 31 mai 2018 pour justifier l'emploi d'au moins 75 % des fonds reçus au titre de l'année 2017. Un rapport final d'exécution et d'évaluation du projet comprenant deux parties, l'une relative aux aspects techniques, l'autre présentant un bilan financier équilibré en dépenses et en recettes, sera transmis avant le 31 mai 2019.

Ces rapports seront déposés en ligne sur le site de la délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du MEAE à l'adresse suivante : www.cncd.fr.

Sans dépôt de ces rapports, le bénéficiaire ne pourra prétendre au bénéfice du paiement de la tranche successive de la subvention, ni déposer de nouvelles demandes dans le cadre d'autres appels à projets lancés par le MEAE.

Article 6 – Autre engagements

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration.

Article 7 – Reversement

En cas de non-respect des clauses de la présente convention notamment de la non-exécution partielle ou totale de l'opération, de la non réalisation de l'opération dans les conditions définies dans le descriptif du projet, de l'utilisation non conforme des crédits à l'objet de la convention ou du refus de se soumettre aux contrôles prévus à l'article 8, le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, en accord avec le MEAE, peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées. Dans le cas d'une exécution budgétaire inférieure à la prévision, une régulation financière destinée à réduire la contribution du MEAE au pourcentage du coût total de l'opération indiqué à l'article 2 de la présente convention, pourra être appliquée.

Article 8 : Contrôle de l'administration

Le bénéficiaire s'engage à fournir à l'administration, sur simple demande de celle-ci, tous renseignements sur les éléments techniques et comptables du prix de revient des prestations fournies au titre de la présente convention.
L'État se réserve le droit de faire suivre et vérifier par toute personne de son choix sur pièces et sur place, les travaux et dépenses effectués, au titre de la présente convention. Á cet effet, le bénéficiaire devra regrouper dans un état annexe de sa comptabilité les dépenses entrant dans le cadre de cet arrêté.
Au cas où le contrôle ferait apparaître que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé conformément aux engagements pris, le bénéficiaire sera tenu de reverser les sommes correspondantes.

Article 9 : Communication et publicité

Le bénéficiaire s'engage à mentionner l'aide du MEAE dans tous les documents et sur tous les supports d'information et de communication relatifs à cette action ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation s'y rapportant.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à déclarer en ligne l'aide publique au développement et à réaliser la mise à jour régulière de l'Atlas français de la coopération décentralisée.

Article 10 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

Article 11 – Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 12 –Litiges

Le tribunal administratif de Paris est compétent pour tous les litiges ou contentieux qui résulteraient de l'application de cette convention.

Fait à Paris, en deux exemplaires, le

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Le Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris,

Annexe 9 : Convention-cadre avec l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale

CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT

ENTRE

EXPERTISE FRANCE

ET

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

LA PRESENTE CONVENTION DE PARTENARIAT EST CONCLUE ENTRE :

EXPERTISE FRANCE, l'Agence française d'expertise technique internationale, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est 73, rue de Vaugirard, 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro N° SIRET : 808 734 792 00027, représentée par Mme Bénédicte Fauvarque Cosson, sa Présidente du conseil d'administration, et M. Sébastien Mosneron Dupin, son Directeur général,

(Ci-après dénommée « **Expertise France** »)

D'UNE PART,

ET

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération n°…… du……

(Ci-après dénommée « **la Région** »).

D'AUTRE PART,

(Ci-après désignés ensemble « **les Parties** »).

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE

La loi sur la Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 a conféré aux conseils régionaux une compétence exclusive en matière de définition et de conduite de la stratégie de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) qui doit se traduire par une adaptation de la stratégie internationale de la Région. Dans ce cadre, la Région a adopté le 15 décembre 2016 sa nouvelle stratégie internationale afin de faciliter l'inscription de l'Ile-de-France dans les nouveaux courants d'échanges mondiaux (économiques, technologiques, industriels) et contribuer au renforcement de l'attractivité du territoire. Elle participe ainsi au développement à l'échelon régional d'une diplomatie économique et vise tout particulièrement à promouvoir l'expertise francilienne.

Afin d'atteindre cet objectif d'intérêt général, la Région a décidé de mobiliser plus fortement ces expertises franciliennes publiques et privées au profit de ses zones de coopération partenaires en posant le principe de la structuration des acteurs régionaux dans un réseau Paris Région Expertise (PRX).

Conformément à la loi n° 2014-773 du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale et au décret n° 2014-1656 du 29 décembre 2014 relatif à **l'Agence française d'expertise technique internationale**, en particulier son titre 3 relatif aux relations de l'établissement avec les services de l'État, **Expertise France est l'agence publique de référence de la coopération technique internationale française**.

Sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Économie, l'Agence appartient au dispositif français d'aide publique au développement. **Elle inscrit son action dans le cadre de la politique extérieure de développement, d'influence et de diplomatie économique de la France** avec pour mission de concourir à la promotion de l'assistance technique et de l'expertise internationale publique française à l'étranger.

Expertise France assure à ce titre des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement de capacités, de mobilisation de l'expertise technique, ainsi qu'une fonction d'ensemblier de projets de développement et de solidarité internationale faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés.

La Région Île-de-France et Expertise France œuvrent ainsi tous deux à concourir à une mission de service public et d'intérêt général non lucratif. En raison de leur mission commune de promotion de l'expertise française à l'international, les Parties ont souhaité renforcer leur collaboration afin de mutualiser leurs moyens et leur capacité de mobilisation des acteurs franciliens de l'expertise ainsi que des financements extérieurs, notamment européens dans leurs pays d'intervention respectifs.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

1.1. La présente convention de partenariat (ci-après « **la convention** ») a pour objet de fixer le cadre général du partenariat entre la Région et Expertise France.

1.2. L'accord définit les axes sur lesquels les Parties souhaitent renforcer l'efficacité globale de leurs actions de coopération technique internationale, au service du développement et de la solidarité internationale.

1.3. Ce partenariat concerne **tous les pays d'intervention de la Région** en coopération internationale et d'Expertise France, ainsi que **tous les secteurs sur lesquels interviennent les Parties.**

ARTICLE 2. DOMAINES DE COOPERATION ET TYPE D'ACTIONS

2.1. Partage d'informations

2.1.1. La Région et Expertise France s'engagent à renforcer leur collaboration à travers l'échange d'informations thématiques. Les Parties partageront les études d'intérêt commun qu'elles réalisent et pourront s'inviter à participer aux conférences ou séminaires qu'elles organisent en France et à l'étranger.

2.1.2. Les Parties s'engagent à contribuer mutuellement à leurs réflexions stratégiques sur la coopération au développement, les politiques sectorielles, ou encore les actions prioritaires à encourager dans les pays bénéficiaires, les réflexions méthodologiques concernant le montage, la conduite et l'évaluation ex-post des projets. Ces

contributions pourront se faire de façon ad hoc, lors de séminaires, d'ateliers thématiques ou autres événements organisés par les Parties.

2.1.3. Expertise France et la Région assurent une veille sur les appels d'offres internationaux d'expertise technique et conviennent, de mettre en place des échanges réguliers d'information sur les marchés d'assistance technique identifiés et susceptibles de les intéresser réciproquement. Ainsi :

- Expertise France pourra communiquer à la Région la liste de projets d'assistance technique qu'elle aura identifiés, susceptibles de l'intéresser et réciproquement;
- La Région pourra solliciter ponctuellement Expertise France pour obtenir des informations complémentaires sur des projets ayant un lien avec sa programmation d'opérations annuelle dans ses zones de coopération.

2.2. Montage d'affaires et constitution de communautés d'expertise

2.2.1. Pour les projets sur lesquels Expertise France entend remettre une offre, Expertise France pourra demander à la Région de l'aider à identifier l'expertise francilienne susceptible d'être intéressée, notamment à travers son dispositif « Paris Région Expertise » (PRX), et réciproquement, ou encore via les entités juridiques intervenant en relation avec la Région.

2.2.2. Pour les projets sur lesquels Expertise France entend remettre une offre et où l'expertise interne de la Région serait pertinente, Expertise France la sollicitera, notamment à travers sa direction de la Coopération internationale et du tourisme. Si l'expertise de la Région est intégrée à l'offre constituée par Expertise France et que le contrat est attribué à Expertise France, la Région pourra être remboursée des frais engagés, selon des modalités que les Parties formaliseront par contrat ad hoc.

2.3. Assistance à gestion de projet

Pour les projets sur lesquels la Région intervient (projets de coopération internationale, missions d'assistances techniques, etc.), ainsi que dans les zones où Expertise France et/ou la Région disposent d'une représentation, la Région pourra solliciter Expertise France afin qu'une assistance (, interface avec les bailleurs de fonds, conduite de projet de coopération, suivi et gestion du personnel, etc.) puisse être lui être proposée, au cas par cas et selon des conditions à définir entre les Parties par contrat ad hoc.

2.4. Mise en commun de moyen

Expertise France et la Région pourront se rapprocher afin de convenir de la mise à disposition réciproque de moyens (salles de conférences, locaux…) ainsi que du partage de coûts qui résulteraient d'événements organisés conjointement, notamment à l'étranger (séminaires…)

ARTICLE 3. SUIVI DE L'ACCORD

3.1. Les Parties s'efforcent de faciliter, chacune pour ce qui la concerne, la mise en œuvre des actions prévues par l'accord.

3.2. Les Parties se rencontreront de façon ad hoc, en fonction des sujets d'actualité, afin de définir ensemble les modalités d'une action conjointe.

3.3. **Un comité de liaison** sera mis en place afin d'assurer la coordination et la cohérence des échanges entre Expertise France et la Région. Les points focaux sont :

- la Région: La direction de la Coopération internationale et du tourisme.
- Expertise France : La direction de la Stratégie, des partenariats et de la communication et la direction des Opérations.

Ce comité de liaison se réunira au minimum **une fois par an,** il permettra entre autre de faire état de la mise en œuvre du partenariat, des éventuelles difficultés et des améliorations à proposer.

ARTICLE 4. DISPOSITIONS GENERALES

4.1. Les Parties s'efforceront de valoriser cette convention dans leur politique de communication, notamment à travers leurs sites Internet et leurs publications. Les publications ou communications issues des actions conjointes seront faites d'un commun accord entre les Parties, et sauf avis contraire de l'une d'entre elles, devront mentionner la participation de chaque Partie aux dites actions.

4.2. **Confidentialité, propriété intellectuelle** : Chacune des Parties s'engagera, pendant toute la durée de l'accord à ne pas divulguer sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie, directement ou indirectement, quelque information, connaissances ou savoir-faire concernant l'autre Partie et ses modalités de fonctionnement, auxquels elle aurait pu avoir accès dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à moins que lesdites informations, connaissances ou savoir-faire ne soient tombés dans le domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire en vertu d'un règlement particulier ou d'une injonction administrative ou judiciaire.

4.3. **Durée et renouvellement** : La convention de partenariat entre en vigueur à compter de la date de sa dernière signature. Elle est conclue pour une durée initiale de trois ans et renouvelable d'un commun accord.

L'accord est établi en deux exemplaires originaux dont un pour la Région Île-de-France et un pour Expertise France.

Fait à Paris, le :

Pour la Région Île-de-France :

La présidente,

Valérie Pécresse

Pour Expertise France :

La présidente du Conseil d'Administration,

Bénédicte Fauvarque Cosson

Le directeur général,

Sébastien Mosneron Dupin

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 05/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 05/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-523

DU 22 NOVEMBRE 2017

FINANCEMENT D'ACTIONS DANS LE CADRE DU CPIER VALLÉE DE LA SEINE 2015-2020 SECONDE AFFECTATION 2017 APPROBATION DE L'AVENANT N°1 À LA CONVENTION CADRE D'APPLICATION DU CONTRAT DE PLAN INTERRÉGIONAL VALLÉE DE SEINE ENTRE L'ÉTAT, LES RÉGIONS ÎLE-DE-FRANCE ET NORMANDIE ET LES EPF D'ÎLE-DE-FRANCE ET DE NORMANDIE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013

VU Le Code général des collectivités territoriales

VU La circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du CPER, du CPIER Vallée de la Seine et du projet de CPIER Plan Seine 2015-2020 modifiée par la délibération n°CR 123-16 du 7 décembre 2016 relative à la révision du CPER 2015-2020 et à la révision du CPIER Vallée de la Seine ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n°CP 15-537 du 9 juillet 2015 relative à l'approbation de l'appel à manifestation d'intérêt « transition écologique et valorisation économique » du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 ;

VU La délibération n°CP 2017-269 du 5 juillet 2017 relative au financement d'actions dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine – premières affectations 2017 et portant approbation des conventions de réalisation type pour les subventions spécifiques de fonctionnement et d'investissement dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le compte-rendu de la réunion du jury de l'ADEME du 21 juin 2017, daté du 22 juin 2017 ;

VU Le compte-rendu du comité directeur du CPIER Vallée de la Seine du 12 juillet 2017 ;

VU l'avis de la commission de la réforme territoriale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CP 2017-523 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : soutien au projet GEOBAPA

Décide de participer en investissement au titre du CPIER au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total prévisionnel de 75 400 €, conformément au tableau ci-après :

Bénéficiaire	opération	Subvention régionale	N° fiche projet
Althéa Ingéniérie	GEOBAPA	40 900,00 €	17014518
Géovariances	GEOBAPA	20 000,00 €	17014434
BG Ingénieurs Conseils	GEOBAPA	14 500,00 €	17014433

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions-types approuvées à l'article 5 de la délibération CP 2017-269 et autorise la Présidente à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 75 400 € disponibles sur le chapitre 900 «Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR041-018 « Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales » du budget 2017.

Article 2 : Soutien à la réalisation de la véloroute « La Seine à vélo » (V33)

Décide de participer en fonctionnement au titre du CPIER au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un

montant total prévisionnel de 27 188 €, conformément au tableau ci-après :

Bénéficiaire	opération	Subvention régionale	N° fiche projet
CEREMA	La Seine à vélo	12 000,00 €	17014491
Départements et régions cyclables	La Seine à vélo	15 188,00 €	17014492

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions-types approuvées à l'article 4 de la délibération CP 2017-269 et autorise la Présidente à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 27 188,00 € disponibles sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR041-018 « Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales » du budget 2017.

Article 3 : La maîtrise du développement urbain : participation aux études pré-opérationnelles de parcs d'activités économiques à revitaliser

Approuve l'avenant n°1 à la convention cadre 2016-2020 du contrat de plan interrégional Vallée de Seine entre l'État, les régions Île-de-France et Normandie, l'EPF Normandie et l'EPF Île-de-France, figurant en annexe 3, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Décide de participer en investissement au titre du CPIER au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total prévisionnel de 300 000,00 € conformément au tableau ci-après :

Bénéficiaire	opération	Subvention régionale	N° fiche projet
CU GPS&O	Etude de dynamisation du parc d'activités du Mantois	100 000,00 €	17015077
CU GPS&O	Etude de dynamisation du parc d'activités de Limay-Porcheville	100 000,00 €	17015083
CU GPS&O	Etude de dynamisation du parc d'activités des Mureaux	100 000,00 €	17015085

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions-types approuvées à l'article 5 de la délibération CP 2017-269 et autorise la Présidente à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 300 000,00 € disponibles sur le chapitre budgétaire 900 " Services généraux ", code fonctionnel 041 : " Actions interrégionales ", programme PR041-018 : " Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale", action 40401801S : " Actions interrégionales " du budget 2017.

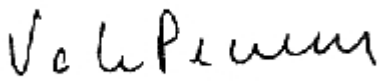
Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions définies

aux articles 1 et 2 de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles inscrites dans le tableau ci-après en application des articles 29 et 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Procédure du dossier
17014491	LA SEINE A VELO - CEREMA NORMANDIE-CENTRE	CEREMA NORMANDIE CENTRE	01/07/2017	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement
17014492	LA SEINE A VELO - DEPARTEMENTS ET REGIONS CYCLABLES	DEPARTEMENTS ET REGIONS CYCLABLES	01/03/2017	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement
17014433	PROJET GEOPABA - ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE	BG INGENIEURS CONSEILS	03/07/2017	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement
17014434	CPIER - PROJET GEOPABA - ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE	GEOVARIANCES	03/07/2017	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement
17014518	CPIER - PROJET GEOPABA - ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE	ALTHEA INGENIERIE	03/07/2017	Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-523	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**041 - Actions interrégionales**
Programme	**404018 - Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale**
Action	**40401801S - Actions interrégionales**

Dispositif : N° 00000941 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement

Dossier	17014491 - CPIER - LA SEINE A VELO - CEREMA NORMANDIE-CENTRE			
Bénéficiaire	P0037726 - CEREMA CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES L'ENVIRONNEMENT LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT DIRECTION TERRITORIALE NORMANDIE CENTRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Tourisme et Culture - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
123 200,00 €	TTC	9,74 %	12 000,00 €	

Dossier	17014492 - CPIER - LA SEINE A VELO - DEPARTEMENTS ET REGIONS CYCLABLES			
Bénéficiaire	R22351 - DEPARTEMENTS ET REGIONS CYCLABLES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Tourisme et Culture - Hors CPRD			
Montant total	15 188,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
113 885,00 €	HT	13,34 %	15 188,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000941 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	27 188,00 €

Total sur l'imputation 930 - 041 - 404018 - 40401801S	27 188,00 €

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**041 - Actions interrégionales**
Programme	**404018 - Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale**
Action	**40401801S - Actions interrégionales**

Dispositif : N° 00000942 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-523	Budget	2017

Dossier	17014433 - CPIER - PROJET GEOPABA - ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE - DEPENSES D'EQUIPEMENT - BG INGENIEURS CONSEILS			
Bénéficiaire	P0037673 - BG INGENIEURS CONSEILS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique - Hors CPRD			
Montant total	14 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 500,00 €	TTC	100 %	14 500,00 €	

Dossier	17014434 - CPIER - PROJET GEOPABA - ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE - DEPENSES D'EQUIPEMENT - GEOVARIANCES			
Bénéficiaire	P0037674 - GEOVARIANCES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC	100 %	20 000,00 €	

Dossier	17014518 - CPIER - PROJET GEOPABA - ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE - DEPENSES D'EQUIPEMENT - ALTHEA INGENIERIE			
Bénéficiaire	P0037740 - ALTHEA INGENIERIE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique - Hors CPRD			
Montant total	40 900,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 900,00 €	TTC	100 %	40 900,00 €	

Dossier	17015077 - CPIER - ETUDE DE DYNAMISATION DU POLE DU PARC D'ACTIVITES DU MANTOIS - GPSO			
Bénéficiaire	P0034120 - GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Maîtrise du développement urbain - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
166 666,67 €	HT	60 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-523	Budget	2017

Dossier	17015083 - CPIER - ETUDE DE DYNAMISATION DU PARC D'ACTIVITES LIMAY-PORCHEVILLE - GPSO			
Bénéficiaire	P0034120 - GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Maîtrise du développement urbain - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
166 666,67 €	HT	60 %	100 000,00 €	

Dossier	17015085 - CPIER - ETUDE DE DYNAMISATION DU PARC D'ACTIVITES DES MUREAUX - GPSO			
Bénéficiaire	P0034120 - GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Maîtrise du développement urbain - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
166 666,67 €	HT	60 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000942 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	375 400,00 €

Total sur l'imputation 900 - 041 - 404018 - 40401801S	375 400,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015077

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CPIER - ETUDE DE DYNAMISATION DU POLE DU PARC D'ACTIVITES DU MANTOIS - GPSO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	166 666,67 €	60,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-041-204141-404018-1700
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

N° SIRET : 20005988900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif de la fiche 1.4 du CPIER Vallée de la Seine est la maîtrise du développement urbain, au moyen d'une mise en réseau des outils d'observation foncière et en construisant prioritairement sur les dents creuses et territoires urbanisés en friches.
Elle prévoit pour cela de soutenir l'évolution et la reconversion de sites stratégiques industriels ou urbains en friche, avec une optique de développement économique et de création d'emplois
En tant qu'opérateurs fonciers, les Etablissements publics fonciers francilien et normand ont été mobilisés pour identifier, avec les EPCI, les sites à revitaliser pour lesquels ces études présenteraient le plus d'opportunités.
En Ile-de-France, le territoire de la communauté urbaine de Grand Paris Seine et Oise (GPS&O), est à la fois fortement empreint de la présence de la Seine et constitue un maillon incontournable de transition entre le cœur d'agglomération fortement urbanisé, et une vallée de la Seine aval dont il faut renforcer les atouts vecteurs de développement économique. Il présente plusieurs sites pouvant évoluer de façon

importante, parmi lesquels la Région, la Délégation interministérielle au développement de la vallée de la Seine (DIDVS), l'EPFIF et GPS&O ont retenu trois d'entre eux :
- le pôle du Mantois (communes de Buchelay, Mantes-la-Jolie et Rosny sur Seine)
- le pôle Limay-Porcheville (communes de Limay, Mantes-la-Ville et Porcheville)
- le pôle des Mureaux (Zone d'activités économiques Les Garennes, communes des Mureaux et Bouafle)
Ces études doivent permettre dégager des pistes concrètes et seront suivies d'opérations d'aménagement adaptées.

La présente étude concerne le pôle du Mantois.

Description :
Le site du mantois a vocation à être redynamisé et raccordé à la ville afin de devenir, au-delà de son statut de parc d'activités économiques, un lieu doté des aménités répondant aux besoins des habitants et des usagers.

Pour les entreprises, il s'agit de créer des conditions de fonctionnement et de développement optimales, avec l'implantation de l'ensemble des services qui leur sont nécessaires. Une attention sera portée à l'articulation et à la complémentarité avec les zones d'activités voisines et sur l'ensemble de la vallée de la Seine.

L'étude doit mettre en forme un projet de dynamisation économique et de recomposition urbaine du site.
Elle comportera trois parties :
- un diagnostic dynamique et prospectif,
- des propositions de scénarios d'aménagement et de recomposition urbaine,
- des propositions d'actions.

Intérêt régional :
Cette action contribue à l'objectif de limitation de la consommation d'espaces naturels et au développement économique local

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BUCHELAY
- MANTES-LA-JOLIE
- ROSNY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Maîtrise du développement urbain

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDE	166 666,67	100,00%
Total	166 666,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE - CPIER	100 000,00	60,00%
AUTOFINANCEMENT	66 666,67	40,00%
Total	166 666,67	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	80 000,00 €
2019	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	30 000,00 €
2014	Expérimentations en faveur de l'emploi	44 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	40 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement à l'élaboration de la charte et du plan d'actions (Territoires de catégorie 1)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	16 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	25 706,00 €
2016	Fonds Propreté	34 560,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	445 536,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	261 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	21 993,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	178 500,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 773,20 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	187 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	146 571,41 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	24 391,54 €
2017	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	52 500,00 €
	Montant total	1 860 531,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015083

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CPIER - ETUDE DE DYNAMISATION DU PARC D'ACTIVITES LIMAY-PORCHEVILLE - GPSO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	166 666,67 €	60,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-041-204141-404018-1700
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

N° SIRET : 20005988900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif de la fiche 1.4 du CPIER Vallée de la Seine est la maîtrise du développement urbain, au moyen d'une mise en réseau des outils d'observation foncière et en construisant prioritairement sur les dents creuses et territoires urbanisés en friches.
Elle prévoit pour cela de soutenir l'évolution et la reconversion de sites stratégiques industriels ou urbains en friche, avec une optique de développement économique et de création d'emplois
En tant qu'opérateurs fonciers, les Etablissements publics fonciers francilien et normand ont été mobilisés pour identifier, avec les EPCI, les sites à revitaliser pour lesquels ces études présenteraient le plus d'opportunités.
En Ile-de-France, le territoire de la communauté urbaine de Grand Paris Seine et Oise (GPS&O), est à la fois fortement empreint de la présence de la Seine et constitue un maillon incontournable de transition entre le cœur d'agglomération fortement urbanisé, et une vallée de la Seine aval dont il faut renforcer les

atouts vecteurs de développement économique. Il présente plusieurs sites pouvant évoluer de façon importante, parmi lesquels la Région, la Délégation interministérielle au développement de la vallée de la Seine (DIDVS), l'EPFIF et GPS&O ont retenu trois d'entre eux :
- le pôle du Mantois (communes de Buchelay, Mantes-la-Jolie et Rosny sur Seine)
- le pôle Limay-Porcheville (communes de Limay, Mantes-la-Ville et Porcheville)
- le pôle des Mureaux (Zone d'activités économiques Les Garennes, communes des Mureaux et Bouafle)
La présente étude concerne le pôle Limay-Porcheville

Ces études doivent permettre dégager des pistes concrètes et seront suivies d'opérations d'aménagement adaptées.
La présente étude concerne le pôle de Limay-Porcheville

Ces études doivent permettre dégager des pistes concrètes et seront suivies d'opérations d'aménagement adaptées.

Description :
Le site Limay-Porcheville a vocation à être redynamisé et raccordé à la ville afin de devenir, au-delà de son statut de parc d'activités économiques, un lieu doté des aménités répondant aux besoins des habitants et des usagers.
Pour les entreprises, il s'agit de créer des conditions de fonctionnement et de développement optimales, avec l'implantation de l'ensemble des services qui leur sont nécessaires, en prenant en considération leur parcours résidentiel.
Une attention sera portée à l'articulation et à la complémentarité avec les zones d'activités voisines et sur l'ensemble de la vallée de la Seine.
L'étude doit mettre en forme un projet de dynamisation économique et de recomposition urbaine du site. Elle comportera trois parties :
- un diagnostic dynamique et prospectif,
- des propositions de scénarios d'aménagement et de recomposition urbaine,
- des propositions d'actions.

Intérêt régional :
Cette action contribue à l'objectif de limitation de la consommation d'espaces naturels et au développement économique local

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-VILLE
- PORCHEVILLE
- LIMAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Maîtrise du développement urbain

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	166 666,67	100,00%
Total	166 666,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE CPIER	100 000,00	60,00%
AUTOFINANCEMENT	66 666,67	40,00%
Total	166 666,67	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	80 000,00 €
2019	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	30 000,00 €
2014	Expérimentations en faveur de l'emploi	44 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	40 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement à l'élaboration de la charte et du plan d'actions (Territoires de catégorie 1)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	16 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	25 706,00 €
2016	Fonds Propreté	34 560,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	445 536,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	261 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	21 993,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	178 500,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local	15 000,00 €

	ciblés	
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 773,20 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	187 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	146 571,41 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	24 391,54 €
2017	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	52 500,00 €
	Montant total	1 860 531,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015085

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CPIER - ETUDE DE DYNAMISATION DU PARC D'ACTIVITES DES MUREAUX - GPSO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	166 666,67 €	60,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-041-204141-404018-1700
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

N° SIRET : 20005988900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif de la fiche 1.4 du CPIER Vallée de la Seine est la maîtrise du développement urbain, au moyen d'une mise en réseau des outils d'observation foncière et en construisant prioritairement sur les dents creuses et territoires urbanisés en friches.
Elle prévoit pour cela de soutenir l'évolution et la reconversion de sites stratégiques industriels ou urbains en friche, avec une optique de développement économique et de création d'emplois.
En tant qu'opérateurs fonciers, les Etablissements publics fonciers francilien et normand ont été mobilisés pour identifier, avec les EPCI, les sites à revitaliser pour lesquels ces études présenteraient le plus d'opportunités.
En Ile-de-France, le territoire de la communauté urbaine de Grand Paris Seine et Oise (GPS&O), est à la fois fortement empreint de la présence de la Seine et constitue un maillon incontournable de transition entre le cœur d'agglomération fortement urbanisé, et une vallée de la Seine aval dont il faut renforcer les atouts vecteurs de développement économique. Il présente plusieurs sites pouvant évoluer de façon

importante, parmi lesquels la Région, la Délégation interministérielle au développement de la vallée de la Seine (DIDVS), l'EPFIF et GPS&O ont retenu trois d'entre eux :
- le pôle du Mantois (communes de Buchelay, Mantes-la-Jolie et Rosny sur Seine)
- le pôle Limay-Porcheville (communes de Limay, Mantes-la-Ville et Porcheville)
- le pôle des Mureaux (Zone d'activités économiques Les Garennes, communes des Mureaux et Bouafle)
Ces études doivent permettre dégager des pistes concrètes et seront suivies d'opérations d'aménagement adaptées.

La présente étude concerne le pôle des Mureaux

Description :
Le site des Mureaux a vocation à être redynamisé et raccordé à la ville afin de devenir, au-delà de son statut de parc d'activités économiques, un lieu doté des aménités répondant aux besoins des habitants et des usagers.
Pour les entreprises, il s'agit de créer des conditions de fonctionnement et de développement optimales, avec l'implantation de l'ensemble des services qui leur sont nécessaires, en prenant en considération leur parcours résidentiel.
Une attention sera portée à l'articulation et à la complémentarité avec les zones d'activités voisines et sur l'ensemble de la vallée de la Seine.
L'étude doit mettre en forme un projet de dynamisation économique et de recomposition urbaine du site. Elle comportera trois parties :
- un diagnostic dynamique et prospectif,
- des propositions de scénarios d'aménagement et de recomposition urbaine,
- des propositions d'actions.

Intérêt régional :
Cette action contribue à l'objectif de limitation de la consommation d'espaces naturels et au développement économique local.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOUAFLE
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Maîtrise du développement urbain

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et recherches	166 666,67	100,00%
Total	166 666,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE CPIER	100 000,00	60,00%
AUTOFINANCEMENT	66 666,67	40,00%
Total	166 666,67	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	80 000,00 €
2019	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	30 000,00 €
2014	Expérimentations en faveur de l'emploi	44 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	40 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement à l'élaboration de la charte et du plan d'actions (Territoires de catégorie 1)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	16 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	25 706,00 €
2016	Fonds Propreté	34 560,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	445 536,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	261 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	21 993,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	178 500,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 773,20 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	187 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	146 571,41 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	24 391,54 €
2017	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €

2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	52 500,00 €
	Montant total	1 860 531,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014433

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CPIER - PROJET GEOPABA - ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE - DEPENSES D'EQUIPEMENT - BG INGENIEURS CONSEILS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	14 500,00 €	100,00 %	14 500,00 €
	Montant Total de la subvention		14 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-041-20421-404018-1700
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BG INGENIEURS CONSEILS
Adresse administrative : 1 BOULEVARD HYPPOLYTE MARQUES
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Pierre KOHLER, Président

N° SIRET : 30355924900162

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aides à la gestion des déchets

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La clef de répartition définitive entre les différents financeurs (Etat, régions Normandie et Ile-de-France) a fait l'objet d'une négociation et la décision a été validée lors du comité Directeur de la vallée de la Seine du 12 juillet 2017, alors que les projets ont été validés en amont de cette date.

Objectifs :
Les terres excavées issues des chantiers de construction et de travaux publics représentent en Île-de-France un gisement important, dont le potentiel de réutilisation est encore peu ou mal utilisé.
Le réemploi de ces terres en remblais sur d'autres chantiers ou dans le cadre d'aménagements

paysagers représente donc un potentiel important à développer, et répond à un triple enjeu, la prévention des déchets, la diminution de la demande en matières premières pour les opérations concernées, et une optimisation des distances de transport et des émissions de gaz à effet de serre.
Afin de faciliter et de généraliser ces pratiques de réutilisation des terres, le projet GEOBAPA vise à élaborer un outil opérationnel de référence sur les concentrations en substances dans les sols franciliens et normands.
Une fois élaboré, ce référentiel permettra aux aménageurs et aux maîtres d'ouvrage de repérer les zones du territoire dont les valeurs de fond dans les sols sont compatibles avec la qualité chimique des terres excavées sur leurs projets, permettant ainsi de développer une filière de réutilisation régionale et locale des terres entre opérations d'aménagement voisines.
Le projet est lauréat 2017 de l'appel à manifestation d'intérêt « Transition écologique et valorisation économique » organisé dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine. Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) est partenaire de ce projet.

Description :
Le projet d'élaboration du référentiel de fond géochimique interrégional en Vallée de la Seine se déroule en quatre phases :
- Phase 1 : Intégration des acteurs, montage du groupe de pilotage et analyse de l'état de l'art, établissement d'un plan d'échantillonnage pour la phase 2. Cette phase a duré environ un an et s'est terminée en juillet 2017 ;
- Phase 2 : Phase pilote de déploiement restreint sur des secteurs tests et expérimentation opérationnelle (8 mois) ;
- Phase 3 : Déploiement à l'échelle interrégionale en Île-de-France et en Normandie (10 mois) ;
- Phase 4 : Diffusion du référentiel aux acteurs et communication (8 mois).

La présente demande de subvention porte sur la réalisation des opérations de traitement et d'interprétation des données issues des caractérisations de sols, et la définition et communication des valeurs de fond.

Le projet GEOBAPA est mené par un groupement de cinq structures : Soltracing, BG Ingénieurs Conseils, Geovariances, Althea Ingénierie et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

La présente fiche concerne l'intervention de la société BG Ingénieurs Conseils qui est un bureau d'études specialisé en environnement et sites pollués, impliqué dans de grands projets en particuliers franciliens générateurs de grandes volumes de déblais.

La structure doit faire l'acquisition de matériel informatique et bureautique, objet de la présente demande subvention.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La dépense totale assumée par BG Ingénieurs Conseils pour le projet GEOBAPA s'élève 493 750,00 €

dont 14 500,00 € de dépenses d'équipement, soit 3% de sa participation.
La présente subvention régionale ne porte que sur ces dépenses d'équipement, ce qui explique que le taux de subvention sur les dépenses éligibles est de 100%, alors qu'elle correspond à 3% de l'engagement financier du bénéficiaire.
Il est précisé que le CPIER Vallée de la Seine ne comporte pas de règlement d'intervention s'opposant à ce taux de subvention et que la règlementation De Minimis ne définit pas de taux d'intervention maximum.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT OPERATION	14 500,00	100,00%
Total	14 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE CPIER	14 500,00	100,00%
Total	14 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	9 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2016	93 597,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014434

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CPIER - PROJET GEOPABA - ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE - DEPENSES D'EQUIPEMENT - GEOVARIANCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	20 000,00 €	100,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-041-20421-404018-1700
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GEOVARIANCES
Adresse administrative : 49 BIS AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT
77210 AVRON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Olivier BERTOLI, Président

N° SIRET : 33769058000051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aides à la gestion des déchets

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La clef de répartition définitive entre les différents financeurs (Etat, région Normandie et région Ile-de-France) a fait l'objet d'une négociation et la décision a été validée lors du Comité Directeur de la vallée de la Seine du 12 juillet 2017, alors que les projets ont été validés en amont de cette date.

Objectifs :
Les terres excavées issues des chantiers de construction et de travaux publics représentent en Île-de-France un gisement important, dont le potentiel de réutilisation est encore peu ou mal utilisé.
Le réemploi de ces terres en remblais sur d'autres chantiers ou dans le cadre d'aménagements

paysagers représente donc un potentiel important à développer, et répond à un triple enjeu, la prévention des déchets, la diminution de la demande en matières premières pour les opérations concernées, et une optimisation des distances de transport et des émissions de gaz à effet de serre.
Afin de faciliter et de généraliser ces pratiques de réutilisation des terres, le projet GEOBAPA vise à élaborer un outil opérationnel de référence sur les concentrations en substances dans les sols franciliens et normands.
Une fois élaboré, ce référentiel permettra aux aménageurs et aux maîtres d'ouvrage de repérer les zones du territoire dont les valeurs de fond dans les sols sont compatibles avec la qualité chimique des terres excavées sur leurs projets, permettant ainsi de développer une filière de réutilisation régionale et locale des terres entre opérations d'aménagement voisines.
Le projet est lauréat 2017 de l'appel à manifestation d'intérêt « Transition écologique et valorisation économique » organisé dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine. Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) est partenaire de ce projet.

Description :
Le projet d'élaboration du référentiel de fond géochimique interrégional en Vallée de la Seine se déroule en quatre phases :
-- Phase 1 : Intégration des acteurs, montage du groupe de pilotage et analyse de l'état de l'art, établissement d'un plan d'échantillonnage pour la phase 2. Cette phase a duré environ un an et s'est terminée en juillet 2017 ;
- Phase 2 : Phase pilote de déploiement restreint sur des secteurs tests et expérimentation opérationnelle (8 mois) ;
- Phase 3 : Déploiement à l'échelle interrégionale en Île-de-France et en Normandie (10 mois) ;
- Phase 4 : Diffusion du référentiel aux acteurs et communication (8 mois).

La présente demande de subvention porte sur la réalisation des opérations de traitement et d'interprétation des données issues des caractérisations de sols, et la définition et communication des valeurs de fond.

Le projet GEOBAPA est mené par un groupement de cinq structures : Soltracing, BG Ingénieurs Conseils, Géovariances, Althea Ingénierie et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

La présente fiche concerne l'intervention de la société Géovariances qui est spécialisée en traitement statistique de données et en géostatistiques applicable à de nombreux domaines, notamment la caractérisation des sites et sols pollués.

La structure doit faire l'acquisition de matériel informatique et bureautique, objet de la présente demande subvention.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La dépense totale assumée par Géoriances pour le projet GEOBAPA s'élève 171 272,00 € dont 20 000,00 € de dépenses d'équipement, soit moins de 12% de sa participation.
La présente subvention régionale ne porte que sur ces dépenses d'équipement, ce qui explique que le taux de subvention sur les dépenses éligibles est de 100%, alors qu'elle correspond à moins de 12% de l'engagement du bénéficiaire.
Il est précisé que le CPIER Vallée de la Seine ne comporte pas de règlement d'intervention s'opposant à ce taux de subvention et que la règlementation De Minimis ne définit pas de taux d'intervention maximum.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT OPERATION	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE CPIER	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000,00 €
2018	19 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2016	49 546,00 €
2017	21 147,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014518

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CPIER - PROJET GEOPABA - ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE - DEPENSES D'EQUIPEMENT - ALTHEA INGENIERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	40 900,00 €	100,00 %	40 900,00 €
	Montant Total de la subvention		40 900,00 €

Imputation budgétaire : 900-041-20421-404018-1700
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTHEA INGENIERIE
Adresse administrative : 8 RUE DES CHENES ROUGES
91580 ETRECHY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Sébastien PAJON

N° SIRET : 50531706500074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aides à la gestion des déchets

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La clef de répartition définitive entre les différents financeurs (Etat, région Normandie et région Ile-de-France) a fait l'objet d'une négociation et la décision a été validée lors du Comité Directeur de la vallée de la Seine du 12 juillet 2017, alors que les projets ont été validés en amont de cette date.

Objectifs :
Les terres excavées issues des chantiers de construction et de travaux publics représentent en Île-de-France un gisement important, dont le potentiel de réutilisation est encore peu ou mal utilisé.
Le réemploi de ces terres en remblais sur d'autres chantiers ou dans le cadre d'aménagements

paysagers représente donc un potentiel important à développer, et répond à un triple enjeu, la prévention des déchets, la diminution de la demande en matières premières pour les opérations concernées, et une optimisation des distances de transport et des émissions de gaz à effet de serre.

Afin de faciliter et de généraliser ces pratiques de réutilisation des terres, le projet GEOBAPA vise à élaborer un outil opérationnel de référence sur les concentrations en substances dans les sols franciliens et normands.

Une fois élaboré, ce référentiel permettra aux aménageurs et aux maîtres d'ouvrage de repérer les zones du territoire dont les valeurs de fond dans les sols sont compatibles avec la qualité chimique des terres excavées sur leurs projets, permettant ainsi de développer une filière de réutilisation régionale et locale des terres entre opérations d'aménagement voisines.

Le projet est lauréat 2017 de l'appel à manifestation d'intérêt « Transition écologique et valorisation économique » organisé dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine. Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) est partenaire de ce projet.

Description :
Le projet d'élaboration du référentiel de fond géochimique interrégional en Vallée de la Seine se déroule en quatre phases :
- Phase 1 : Intégration des acteurs, montage du groupe de pilotage et analyse de l'état de l'art, établissement d'un plan d'échantillonnage pour la phase 2. Cette phase a duré environ un an et s'est terminée en juillet 2017 ;
- Phase 2 : Phase pilote de déploiement restreint sur des secteurs tests et expérimentation opérationnelle (8 mois) ;
- Phase 3 : Déploiement à l'échelle interrégionale en Île-de-France et en Normandie (10 mois) ;
- Phase 4 : Diffusion du référentiel aux acteurs et communication (8 mois).

La présente demande de subvention porte sur la réalisation des opérations de traitement et d'interprétation des données issues des caractérisations de sols, et la définition et communication des valeurs de fond.

Le projet GEOBAPA est mené par un groupement de cinq structures : Soltracing, BG Ingénieurs Conseils, Géovariances, Althea Ingénierie et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

La présente fiche concerne l'intervention de la société Althéa Ingéniérie spécialisé dans la réalisation et l'interprétation des sondages. Son rôle sera de procéder à un échantillonnage complémentaire aux données existantes, avec relevé podologique et géologique précis des couches traversées et prélévées lors des sondages selon une méthodologie définie.

La structure doit faire l'acquisition de matériel informatique et bureautique, objet de la présente demande subvention.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La dépense totale assumée par Althéa Ingéniérie pour le projet GEOBAPA s'élève à 259 100,00 € dont 40 900,00 € de dépenses d'équipement, soit 15,8% de son engagement financier.
La présente subvention régionale ne porte que sur ces dépenses d'équipement, ce qui explique que le taux de subvention sur les dépenses éligibles est de 100%, alors qu'elle correspond à 15,8% de l'engagement du bénéficiaire.
Il est précisé que le CPIER Vallée de la Seine ne comporte pas de règlement d'intervention s'opposant à ce taux de subvention et que la règlementation De Minimis ne définit pas de taux d'intervention maximum.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Transition écologique et valorisation économique

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT OPERATION	40 900,00	100,00%
Total	40 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE CPIER	40 900,00	100,00%
Total	40 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	30 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014491

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CPIER - LA SEINE A VELO - CEREMA NORMANDIE-CENTRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	123 200,00 €	9,74 %	12 000,00 €
		Montant Total de la subvention	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-041-65738-404018-1700
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CEREMA CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES L'ENVIRONNEMENT LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT DIRECTION TERRITORIALE NORMANDIE CENTRE
Adresse administrative : 10 CHEMIN DE LA POUDRIERE
76121 LE GRAND-QUEVILLY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jérome WABINSKI, Directeur

N° SIRET : 13001831000289

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La clef de répartition définitive entre les différents financeurs (Etat, régions Normandie et Ile-de-France) a fait l'objet d'une négociation et la décision a été validée lors du comité Directeur de la vallée de la Seine du 12 juillet 2017, alors que les projets ont été validés en amont de cette date.

Objectifs :
Le développement de l'usage du vélo répond à des enjeux communs entre les deux régions, en terme de mobilité, de qualité de l'air, de lutte contre le bruit, de santé, de soutien au tourisme ou encore d'activités sportives… Il présente un potentiel réel de développement qui est loin d'être exploité : seuls 1,6 % des déplacements franciliens recourent au vélo alors que la majorité des trajets franciliens s'effectue sur des

distances inférieures à 5 km qui entrent a priori dans le domaine de pertinence de ce mode de transport.

Le projet de liaison cyclable entre Paris et le Havre le long de la Seine est inscrit au schéma national des véloroutes et voies vertes (SN3V). La fiche 3.2 – « Tourisme et culture » du CPIER vallée de la Seine en fait un projet prioritaire, connu sous les noms de Seine à vélo ou véloroute 33 (V33).
Reliant des sites touristiques et naturels reconnus et raccordée à d'autres itinéraires cyclables d'intérêt européen et national, La Seine à Vélo présente tous les atouts pour devenir un itinéraire cyclable longue distance à succès.
La majeure partie des 390 km d'infrastructures concernés est déjà réalisée. Les tronçons restant à créer pour en assurer la continuité sont sous la maîtrise d'ouvrage des départements traversés.
Outres les signataires du CPIER, de nombreux acteurs participent au projet Seine à vélo : les départements des territoires traversés et notamment ceux qui se sont regroupé dans l'Association des départements de l'axe Seine (ADAS) et comprenant l'Eure, les Hauts-de-Seine, la Seine-Maritime, le Val-d'Oise et les Yvelines), ainsi que Paris et la Seine Saint-Denis et les 8 agglomérations dont CU GPSO, Val Parisis Agglo, CA Plaine Commune, CA Cergy-Pontoise pour la partie francilienne.

Description :
Le Céréma, appuie la délégation du comité interministériel pour le développement de la vallée de la Seine, à la demande des partenaires du CPIER et en complément de l'action des Département et Régions cyclables (DRC).
Dans ce cadre, il mobilise son ingénierie pour accompagner les différentes maitrises d'ouvrage pour la conduite opérationnelle du projet de la Seine à vélo (itinéraire V33)
Cet accompagnement consiste en la rédaction des notices de signalisation pour l'ensemble de la véloroute et un travail de précision des enjeux locaux de mobilité dans les agglomérations traversées, avec pour objectif principal la mise en service d'une liaison cyclable sûre et continue entre Paris et le Havre à l'horizon 2020.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Tourisme et Culture

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET ASSISTANCE POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA SEINE A VELO	123 200,00	100,00%
Total	123 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT	20 300,00	16,48%
REGION NORMANDIE	32 400,00	26,30%
REGION ILE-DE-FRANCE	12 000,00	9,74%
AUTOFINANCEMENT	58 500,00	47,48%
Total	123 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014492

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CPIER - LA SEINE A VELO - DEPARTEMENTS ET REGIONS CYCLABLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	113 885,00 €	13,34 %	15 188,00 €
	Montant Total de la subvention		15 188,00 €

Imputation budgétaire : 930-041-6574-404018-1700
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENTS ET REGIONS CYCLABLES
Adresse administrative : 29 CRS DE LA LIBERTE
69003 LYON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chrystelle BEURRIER, Présidente

Date de publication au JO : 1 juin 1999

N° SIRET : 43121433700047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La clef de répartition définitive entre les différents financeurs (Etat, régions Normandie et Ile-de-France) a fait l'objet d'une négociation et la décision a été validée lors du comité Directeur de la vallée de la Seine du 12 juillet 2017, alors que les projets ont été validés en amont de cette date.

Objectifs :
Le développement de l'usage du vélo répond à des enjeux communs entre les deux régions, en terme de mobilité, de qualité de l'air, de lutte contre le bruit, de santé, de soutien au tourisme ou encore d'activités sportives… Il présente un potentiel réel de développement qui est loin d'être exploité : seuls 1,6 % des déplacements franciliens recourent au vélo alors que la majorité des trajets franciliens s'effectue sur des

distances inférieures à 5 km, qui entrent à priori dans le domaine de pertinence de ce mode de transport.

Le projet de liaison cyclable entre Paris et le Havre le long de la Seine est inscrit au schéma national des véloroutes et voies vertes (SN3V). La fiche 3.2 – « Tourisme et culture » du CPIER vallée de la Seine en fait un projet prioritaire, connu sous les noms de Seine à vélo ou véloroute 33 (V33).
Reliant des sites touristiques et naturels reconnus et raccordée à d'autres itinéraires cyclables d'intérêt européen et national, La Seine à Vélo présente tous les atouts pour devenir un itinéraire cyclable longue distance à succès.
La majeure partie des 390 km d'infrastructures concernés est déjà réalisée. Les tronçons restant à créer pour en assurer la continuité sont sous la maîtrise d'ouvrage des départements traversés.
Outres les signataires du CPIER, de nombreux acteurs participent au projet Seine à vélo : les départements des territoires traversés et notamment ceux qui se sont regroupé dans l'Association des départements de l'axe Seine (ADAS) et comprenant l'Eure, les Hauts-de-Seine, la Seine-Maritime, le Val-d'Oise et les Yvelines), ainsi que Paris et la Seine Saint-Denis et les 8 agglomérations dont CU GPSO, Val Parisis Agglo, CA Plaine Commune, CA Cergy-Pontoise pour la partie francilienne.

Description :
L'association Départements & Régions Cyclables est chargée de l'animation et de la coordination du comité d'itinéraire du projet la Seine à vélo (itinéraire V33).
Cet accompagnement a pour but de faire le diagnostic de l'itinéraire, de lancer une dynamique partenariale autour du projet et de soutenir le développement et la structuration de sa mise en tourisme.
Ces actions consistent principalement en : l'appui à la mise en place du comité d'itinéraire, le soutien aux travaux menés sur la thématique « infrastructures », l'accompagnement des actions menées sur la thématique « marketing et communication» et le suivi de la visibilité du projet.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- REGION NORMANDIE
- REGION NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Tourisme et Culture

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ANIMATION ET COORDINATION DU COMITE D'ITINERAIRE DE LA SEINE A VELO	113 885,00	100,00%
Total	113 885,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT	45 554,00	40,00%
REGION NORMANDIE	30 366,00	26,66%
REGION ILE-DE-FRANCE	15 188,00	13,34%
AUTOFINANCEMENT	22 777,00	20,00%
Total	113 885,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 188,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	10 000,00 €
2015	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	10 000,00 €
2016	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	10 000,00 €
2017	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	10 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : AVENANT N°1 A LA CONVENTION CADRE D'APPLICATION DU CONTRAT DE PLAN INTERREGIONAL VALLEE DE SEINE 2015-2020 ENTRE L'ETAT, LES REGIONS ÎLE-DE-FRANCE ET NORMANDIE ET LES EPF D'ÎLE-DE-FRANCE ET DE NORMANDIE

AVENANT N°1 A LA CONVENTION CADRE D'APPLICATION DU CONTRAT DE PLAN INTERREGIONAL VALLEE DE SEINE 2015-2020
entre l'État,
les Régions et les EPF d'Île-de-France et de Normandie

L'Etat représenté par Madame Fabienne BUCCIO, Préfète de la région Normandie et coordinatrice des actions de l'Etat pour l'aménagement de la Vallée de la Seine et Monsieur François PHILIZOT Délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine,

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional,

La Région Normandie, représentée par Monsieur Hervé MORIN, Président du Conseil régional,

D'une part,

et

L'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, représenté par Monsieur Gilles BOUVELOT, Directeur Général, désigné sous le terme « EPF Ile-de-France ».

L'Etablissement Public Foncier de Normandie, représenté par Monsieur Gilles GAL, Directeur Général, désigné sous le terme « EPF Normandie »,

D'autre part,

Vu le Schéma stratégique pour le développement de la Vallée de la Seine publié en juillet 2015,

Vu le Contrat de Plan Interrégional Etat-Régions pour la Vallée de la Seine signé le 25 juin 2015 entre l'Etat, les Régions Basse et Haute Normandie et Ile de France,

Vu l'avenant n° 1 au CPIER 2015-2020 signé entre l'Etat et les Région Normandie et Ile de France le 3 février 2017,

Vu la convention-cadre d'application du Contrat de Plan Interrégional Etat-Régions pour la Vallée de la Seine signée le 22 décembre 2016 par l'Etat, les Régions et les EPF d'Ile de France et de Normandie,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil régional de Normandie du 23 novembre 2017 approuvant l'avenant n°1 à la convention-cadre d'application et donnant délégation à son Président pour le signer,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile de France n°2017-523 du 22 novembre 2017 approuvant l'avenant n°1 à la convention-cadre d'application et donnant délégation à sa Présidente pour le signer,

Vu la décision du Conseil d'Administration de l'EPF d'Ile de France du 28 novembre 2017 approuvant le présent avenant n°1 à la convention-cadre d'application et donnant délégation à son Directeur Général pour le signer.

Vu la décision du Conseil d'Administration de l'EPF de Normandie du 23 novembre 2017 approuvant le présent avenant n°1 à la convention-cadre d'application et donnant délégation à son Directeur Général pour le signer

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE

Le pilotage de la mise en œuvre de la fiche 1.4 « Maîtrise du développement urbain » du CPIER de la Vallée de la Seine a été formalisé par la signature d'une convention cadre entre l'Etat, les Régions et les Etablissements Publics Fonciers d'Ile de France et de Normandie pour la période 2016/2020. Celle-ci a permis l'exécution d'un premier programme de travail annuel au titre de l'année 2016, principalement tourné vers la consolidation des partenariats nécessaires à l'ambition du CPIER, et à la définition des missions qui seront conduites.
Cette convention prévoit que le programme de travail proposé par les EPF, en lien avec les agences d'urbanisme et les CCI de région, soit fixé dans les avenants annuels.

Il convient donc de préciser pour 2017 cette nouvelle phase de travail, plus opérationnelle, attendue par les partenaires du CPIER.

AVENANT

ARTICLE 1ER - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de définir :

- la nature des travaux prévus au programme de travail annuel 2017
- les partenaires associés à ces travaux
- le plan de financement du programme de travail 2017

ARTICLE 2 – PROGRAMME DE TRAVAIL 2017

Le programme de travail 2016 a permis d'approfondir les principes de la fiche 1.4 du CPIER, de consolider les partenariats nécessaires à la réalisation des missions prévues, de préciser les territoires qui feront prioritairement l'objet d'observation foncière, et de déterminer une première liste de sites stratégiques. Ces avancées ont bénéficié aux deux missions « Améliorer la connaissance des enjeux et du contexte fonciers » et « Développer les capacités d'anticipation ».

Le programme 2017 est décliné en objectifs présentés ci-après. L'atteinte de ces objectifs est permise par un travail de fond en termes de conception, de concertation et de coordination. Ce travail est partagé par l'ensemble des partenaires.

1/ Améliorer la connaissance des enjeux et du contexte fonciers

- **Programme de travail Vallée de la Seine**

Connaissance des Zones d'Activités – Disponibilités foncières
Un colloque rassemblant les structures détenant les informations nécessaires au suivi des disponibilités foncières en Zones d'Activités, organisé par la CCI de Normandie et l'IAU d'Ile de France en octobre 2017, sera suivi d'ateliers dans le but de structurer un réseau partenarial à l'échelle de la Vallée de la Seine.

- **Programme de travail normand**

Cartographie des grands projets
Une carte permettant de suivre les projets susceptibles d'impacter l'attractivité des territoires et ainsi les marchés fonciers et immobiliers, sera réalisée à l'échelle de la Normandie. Sa conception doit permettre une reprise dans le cadre de la fiche 1.1, animée par les agences d'urbanisme.

Recensement des friches
Les friches d'activités seront recensées dans les territoires à enjeux (périmètre de principe validé dans le cadre du programme de travail 2016 – les cartes sont présentées en annexe 1) du CPIER.
Le démarrage du recensement en Normandie est prévu pour 2017.

Appréciation et suivi des modes de production foncières

Dans le cadre de l'appréciation de la consommation d'espace, un travail de mesure distinguant l'extension urbaine de l'utilisation des dents creuses, de la densification, de la rénovation ou de la démolition/reconstruction sera engagé sur les territoires à enjeux.

- **Programme de travail francilien**

Observatoire des friches

La méthodologie d'observation des friches d'activités est en cours de définition par l'IAU. L'observation portera à priori sur un territoire test situé au sein de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPS&O).

2/ Développer les capacités d'anticipation et faciliter le recyclage foncier sur les sites stratégiques

- **Programme de travail normand**

Le programme de travail 2016 a permis d'établir une première liste de sites stratégiques pour le développement de la Vallée de la Seine (voir annexe 2). Les premiers contacts avec les collectivités ont d'une part confirmé leur intérêt de principe pour la démarche du CPIER, et d'autre part permis d'identifier deux sites sur lesquels la démarche d'accompagnement peut être engagée dès le programme 2017.

Lancement des études sur Val d'Hazey-Gaillon

Afin de tenir compte des échéances d'approbation d'un PLU-I sur la communauté de communes, une première phase d'étude a été définie avec la collectivité. L'objectif de cette phase est d'établir un diagnostic partenarial à trois échelles de territoire, et de définir et hiérarchiser les différentes parties de ce très vaste site. Ce travail est réalisé en trois séminaires réunissant les techniciens des collectivités, la DDTM, l'État, la Région, l'EPF-Normandie, la CCI Portes de Normandie et les trois agences d'urbanisme normandes qui en assureront l'animation.

Parallèlement, une étude d'opportunité économique peut être lancée dès 2017.Le site avait été mis en évidence dans le cadre d'une étude sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, réalisée en 2009. Néanmoins, il est important :

- de revalider l'opportunité économique de ce site dans le contexte économique actuel, par rapport aux perspectives de la Vallée de la Seine,
- de définir la/les filières susceptibles de s'implanter, et l'ampleur à court, moyen et long termes du développement de ces filières,
- d'étudier les caractéristiques d'équipement et d'implantions des activités prévues et leur compatibilité avec la configuration du site.

Lancement des études sur Seine-Sud

La réflexion sur la stratégie foncière doit être reprise et actualisée dans le cadre du développement du programme Seine-Sud.

Les expertises foncières existantes sont insuffisantes pour appréhender globalement les contraintes du site, notamment sur le volet pollution. Ces expertises doivent donc être approfondies, dans une logique de laboratoire méthodologique qui bénéficiera à l'ensemble des espaces de Seine Sud.

Plus globalement, une démarche consistant à élaborer une gestion optimale des terres impactées par les projets sur le site sera lancée. Cette optimisation doit permettre une baisse sensible des coûts d'aménagement, et ainsi favoriser leur équilibre financier, condition nécessaire à la réalisation des ambitions de la Métropole.

Une validation de cette proposition par les élus locaux sera recherchée dans un premier temps.

Définition des besoins sur les autres sites validés dans le cadre du programme 2016
Les territoires concernés par les sites stratégiques seront rencontrés afin de vérifier l'opportunité d'un accompagnement, de préciser les besoins, de définir un planning, et de rédiger le cas échéant les premiers cahiers des charges.
Ce travail d'approfondissement a pour vocation de permettre les arbitrages sur les études à engager dans le cadre du programme de travail 2018.

- **Programme de travail francilien**

Le programme de travail 2016 a permis d'identifier une première liste de 10 sites stratégiques pour le développement de la Vallée de la Seine (voir annexe 2).
Ces sites sont situés au sein de 2 territoires, ceux de :
- la Communauté Urbaine GPS&O.
- et de l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune.

Parmi les sites identifiés, une démarche d'accompagnement pré-opérationnelle peut être engagée dès le programme 2017 sur 3 secteurs.

Lancement de 3 études pré-opérationnelle sur le territoire de GPS&O

Elles concernent les sites suivants :
- Secteur Seine Limay Porcheville,
- Secteur ZAE des Garennes aux Mureaux,
- Secteur Ouest-Mantois à Buchelay, Mantes-la-Jolie et Rosny-sur-Seine.

Ces études se placent dans une perspective de maîtrise du développement urbain, en cherchant à identifier et valoriser les opportunités foncières à même d'augmenter la cohérence et l'attractivité de ces espaces stratégiques. Les trois études seront portées par la Communauté Urbaine GPS&O en tant que maître d'ouvrage, la Région IDF et l'EPFIF seront associés à leur suivi.

ARTICLE 3 –PARTENARIAT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2017

Les EPF de Normandie et d'Île-de-France, l'IAU Île-de-France, les agences d'urbanisme normandes (l'AURBSE en tant que coordinateur, l'AURH et l'AUCAME) et les CCI normandes (CCI régionale et CCIs territoriales concernées par les sites stratégiques) réalisent le programme de travail 2017.

Certaines prestations sont externalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'EPF Normandie :
- Etude externalisée par l'EPF Normandie sur le site Val d'Hazey pour un montant prévisionnel 36 000 € TTC
- Etude externalisée par l'EPF Normandie sur le site Seine Sud pour un montant prévisionnel de 100 000 € TTC

Certaines prestations sont externalisées sous maîtrise d'ouvrage de la CCI Normandie :
- Prestation d'animation et traiteur pour le colloque pour un montant prévisionnel de 3 000 € TTC

Les partenaires n'appellent pas nécessairement un financement pour toutes les missions auxquelles ils concourent. Notamment, l'EPF d'Île-de-France n'appelle aucun financement au titre du programme 2017.

ARTICLE 4 : PLAN DE FINANCEMENT

Les plans de financement sont déclinés comme suit :
- Intervention Vallée de la Seine
- Intervention périmètre Normandie
- Intervention périmètre Ile de France

- **Plan de financement Vallée de la Seine**

L'action « Connaissance des Zones d'Activités – Disponibilités foncières » s'inscrit à l'échelle inter-régionale.

Les besoins de financements sont précisés en annexe 3 du présent avenant.

Les principes de cofinancement au titre du programme 2017 sont les suivants :

FNADT	Région Normandie
75 %	25 %

Le plan de financement inter-régional pour le programme 2017 est défini comme suit :

En € TTC	CCI normandes	*Total*
FNADT	22 725 €	22 725 €
Région Normandie	7 575 €	7 575 €

- **Plan de financement périmètre normand**

Les besoins de financements sont précisés en annexe 4.

Les principes de co-financement au titre du programme 2017 sont les suivants :

	FNADT	Région Normandie
Animation	50 %	50 %
Observation foncière Normandie	40 %	60 %
Site stratégiques normands	25 %	75 %

Le plan de financement normand pour le programme 2017 est défini comme suit :

En € TTC	EPF Normandie	Agences normandes	CCI normandes	*Total*
FNADT	66 562,50 €	37 050,00 €	7 137,00 €	*110 749,50 €*
Région Normandie	162 687,50 €	85 200,00 €	20 163,00 €	*268 050,50 €*

- **Plan de financement périmètre francilien**

Les principes de co-financement au titre du programme 2017 sont les suivants :

	FNADT	Région Ile-de-France
Observatoire des friches	100%	0%
Sites stratégiques	0%	100%

Le plan de financement francilien pour le programme 2017 est défini comme suit :

	IAU	CU GPS&O	Total
FNADT	38 352 €	0 €	38 352 €
Région Ile-de-France	0 €	300 000 €	300 000 €

- **Bilan financier**

Le tableau de synthèse des financements pour la fiche-action 1.4 figure en annexe 5.

Les modalités de paiement concernant les participations respectives des partenaires seront précisées dans le cadre de conventions financières

ARTICLE 5 : DUREE

Le présent avenant prend effet à compter du 1er avril 2017 et sera valable jusqu'au 30 juin 2018.

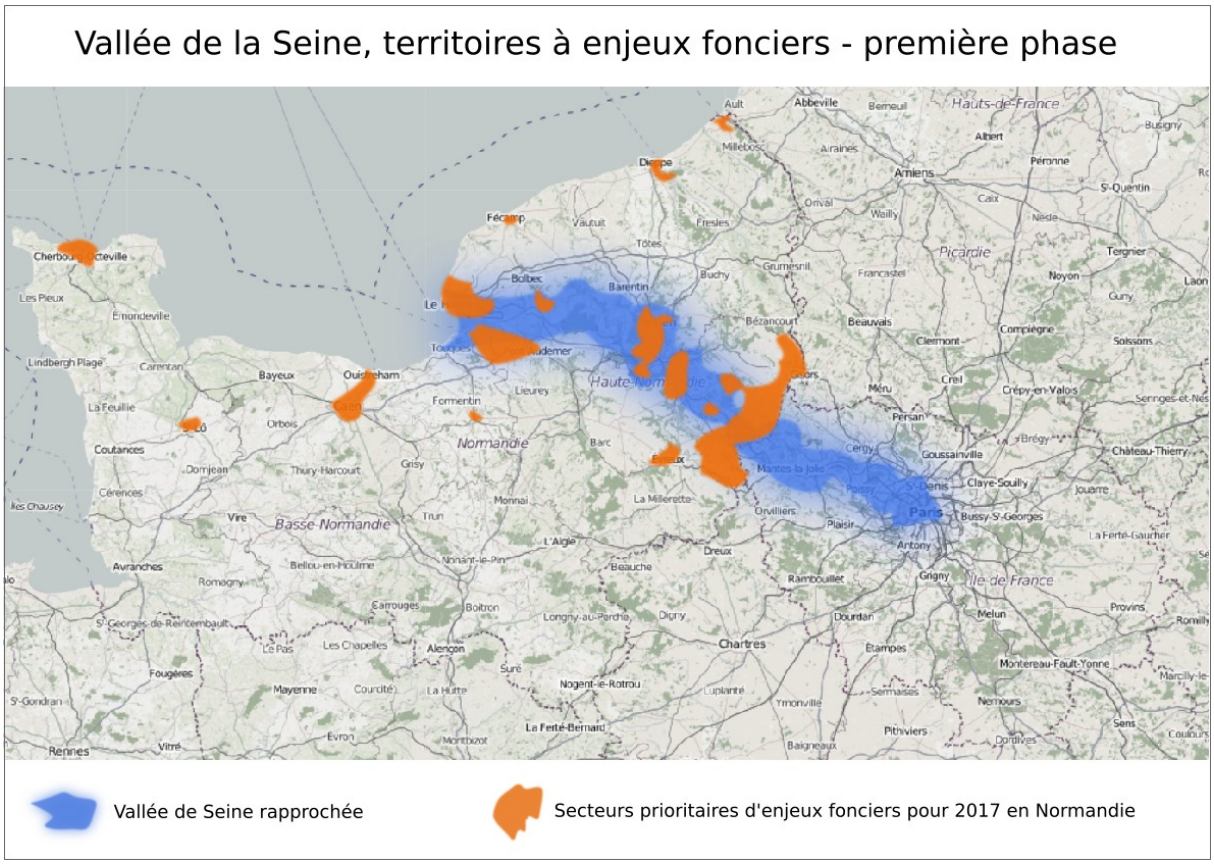
*
* *

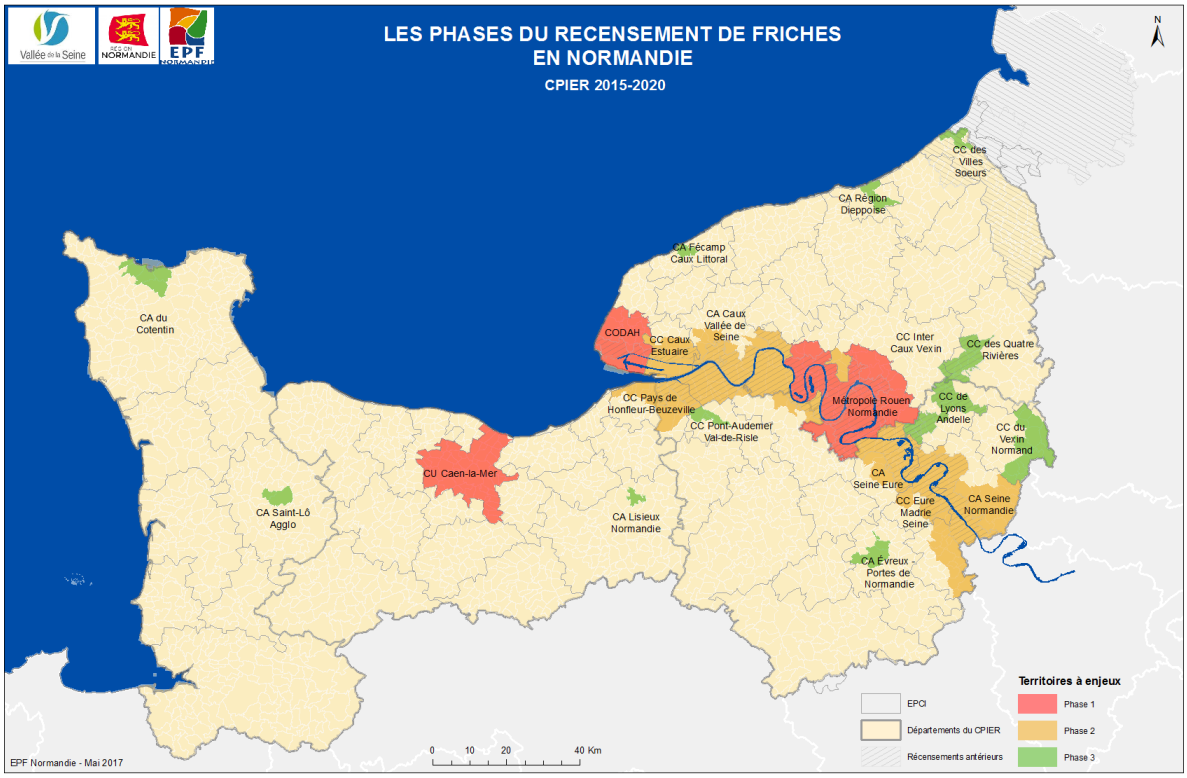
Fait en 6 exemplaires originaux

à XXXXXXX, le XX/XX/2017.

La Préfète de la région Normandie et coordinatrice des actions de l'Etat pour l'aménagement de la Vallée de la Seine	***Délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine***
Fabienne BUCCIO	***François PHILIZOT***
La Présidente de la Région Ile-de-France	**Le Président de la Région Normandie**
Valérie PECRESSE	***Hervé MORIN***
Le Directeur Général de l'EPF d'Ile de France	***Le Directeur Général de l'EPF de Normandie***
Gilles BOUVELOT	***Gilles GAL***

Annexe 1 Carte des territoires à enjeux, et des territoires faisant l'objet du recensement des friches en Normandie




LES PHASES DU RECENSEMENT DE FRICHES EN NORMANDIE
CPIER 2015-2020
N
CC des Villes Soeurs
CA Région Dieppoise
CA Fécamp Caux Littoral
CA du Cotentin
CODAH
CC Caux Estuaire
CA Caux Vallée de Seine
CC Inter Caux Vexin
CC des Quatre Rivières
CC Pays de Honfleur-Beuzeville
CC Pont-Audemer Val-de-Risle
Métropole Rouen Normandie
CC de Lyons Andelle
CC du Vexin Normand
CU Caen-la-Mer
CA Seine Eure
CA Saint-Lô Agglo
CA Lisieux Normandie
CC Eure Madrie Seine
CA Seine Normandie
CA Évreux Portes de Normandie
Territoires à enjeux
EPCI
Départements du CPIER
Récensements antérieurs
Phase 1
Phase 2
Phase 3
0 10 20 40 Km
EPF Normandie - Mai 2017

Annexe 2 Liste des sites stratégiques

Les sites normands identifiés :

1. Val d'Hazey-Gaillon - Secteur zones d’activités / gare / bords de Seine
2. Lisieux - Grand quartier de gare
3. Métropole Rouen Normandie – Seine Sud
4. Le Havre - Quartiers sud
5. Caen-la-Mer - Presqu'île
6. Vernon - Plateau de l'Espace
7. Elbeuf - Multisites
8. Le Trait - Termapol
9. Cherbourg - Quai Collins Gare
10. Louviers - Audresset
11. Saint-Marcel - BATA
12. Pont-Audemer - Cartonnerie Costil

Les sites franciliens identifiés :

1 – Secteur Seine – Limay, Porcheville
2 – Secteur Renault – Flins-sur-Seine
3 – Secteur PSA – Poissy
4 – Secteur Boucle de Chanteloup – Andrésy, Carrières-sous-Poissy, Chanteloup-les-Vignes, Triel-sur-Seine.
5 – Secteur PSMO – Achères, Andrésy
6 – Secteur La Grosse Pierre – Vernouillet
8 – Ouest Mantois – Buchelay, Mantes-la-Jolie, Rosny-sur-Seine
9 – La Pointe de Verneuil – Verneuil-sur-Seine
10 – Site du village olympique – Saint-Denis, Saint-Ouen, Ile-Saint-Denis

Annexe n°3 Tableau financier Vallée de la Seine

Les besoins de financement TTC pour le programme 2017 sont définis comme suit :

	CCI normandes		*Total*
	Travail en régie	Externalisation	
Connaissance des Zones d'Activités – Disponibilités foncières	27 300 €	3 000 €	*30 300 €*

Annexe n°4 Tableaux financiers Normandie

Les besoins de financement TTC pour le programme 2017 sont définis comme suit :

	Agences normandes	CCI normandes	EPF Normandie		*Total*
			Travail en régie	Externalisation	
Animation / Coordination	18 750 €	780 €	10 000 €	0 €	*29 530 €*
Recensement de friches et modes de production foncière	0 €	0 €	45 000 €	0 €	*45 000 €*
Cartographie des grands projets	12 000 €	780 €	0 €	0 €	*12 780 €*
Définition des besoins sur les sites stratégiques	56 250 €	0 €	30 000 €	0 €	*86 250 €*
Lancement études site Val d'Hazey	35 250 €	23 400 €	5 000 €	36 000 €	*99 650 €*
Lancement études site Seine Sud	0 €	2 340 €	3 250 €	100 000 €	*105 590 €*
Total	*122 250 €*	*27 300 €*	*93 250 €*	*136 000 €*	*378 800 €*

Application des principes de cofinancement (défini à l'article 4, § « Plan de financement normand ») au programme de travail :

En € TTC	Domaine	FNADT	Région Normandie	*Total*
Animation / Coordination	Animation	14 765,00 €	14 765,00 €	*29 530,00 €*
Recensement de friches et modes de production foncière	Observation foncière Normandie	18 000,00 €	27 000,00 €	*45 000,00 €*
Cartographie des grands projets	Observation foncière Normandie	5 112,00 €	7 668,00 €	*12 780,00 €*
Définition des besoins sur les sites stratégiques	Site stratégiques normands	21 562,50 €	64 687,50 €	*86 250,00 €*
Lancement études site Val d'Hazey	Site stratégiques normands	24 912,50 €	74 737,50 €	*99 650,00 €*
Lancement études site Seine Sud	Site stratégiques normands	26 397,50 €	79 192,50 €	*105 590,00 €*
Total		*110 749,50 €*	*268 050,50 €*	*378 800,00 €*

Annexe n°5 Financement de l'action 1.4 du CPIER

En € TTC	CU GPS&O	IAU	EPF Normandie	Agences normandes	CCI normandes	*Total*
FNADT	0,00 €	38 352,00 €	66 562,50 €	37 050,00 €	29 862,00 €	*171 826,50 €*
Région Normandie	0,00 €	0,00 €	162 687,50 €	85 200,00 €	27 738,00 €	*275 625,50 €*
Région Ile de France	300 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	*300 000,00 €*
total	300 000,00 €	38 352,00 €	229 250,00 €	122 250,00 €	57 600,00 €	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-607

DU 22 NOVEMBRE 2017

AVIS SUR LE PROJET DE SDAASP DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU La loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et son article 26 ;

VU La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et son article 98 relatif à l'élaboration du Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public ;

VU Le décret n°2016-402 du 4 avril 2016 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU l'avis de la commission de la réforme territoriale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-607 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Donne un avis favorable sur le projet de Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public établi par le département de Seine-et-Marne et l'Etat.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

01/12/2017 15:23:08

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe : Projet de SDAASP de Seine-et-Marne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Préfet de Seine-et-Marne

SEINE & MARNE 77
LE DÉPARTEMENT

PROJET

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE ET MARNE

2017-2023

Màj 14 sept. 2017

SOMMAIRE

1/ PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Rappel des enjeux et objectifs du SDAASaP

1.2 Rappel des étapes de conception du Schéma (Rétro-Planning)

1.3 Ossature du schéma

2/ DIAGNOSTIC DÉPARTEMENTAL CO-CONSTRUIT

2.1 Eléments cartographiques, sociodémographiques et statistiques

2.2 Focus sur les quatre orientations stratégiques du schéma

3/ PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTIONS

3.1 Arborescence du plan d'actions

3.2 Présentation des actions à mener

ORIENTATION N°1 : Les services au public de proximité

ORIENTATION N°2 : La désertification médicale

ORIENTATION N°3 : Le numérique

ORIENTATION N°4 : La mobilité et le Transport

4/ LA GOUVERNANCE DU SCHÉMA

5.1 Comité de Pilotage

5.2 Comité Technique

5/ SUIVI, ÉVALUATION ET MISE À JOUR DU SCHÉMA ET DE SES OBJECTIFS

6/ LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

PROJET

1/ PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Rappel des enjeux et objectifs du SDAASaP

Essentielle au maintien du lien social et à l'attractivité de nos territoires, ruraux comme urbains, l'accessibilité des services au public constitue une préoccupation majeure des élus et des citoyens. C'est également un enjeu central et constant dans les politiques d'égalité et de solidarité territoriales menées par l'État et le Département en Seine-et-Marne.

Déjà prévue par le décret n°79-889 du 16 octobre 1979 relatif à l'organisation administrative en milieu rural, puis dans l'article 2 de la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 visant notamment l'amélioration de l'organisation des services publics dans les zones de montagnes, l'enjeu de l'accessibilité des services au public est de nouveau affichée à l'article 26 de la loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire qui prévoit l'élaboration d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le territoire de chaque département. La conception de ce schéma est confiée conjointement à l'Etat et au Département par les dispositions de l'article 98 de la loi du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) afin de moderniser l'organisation territoriale et soutenir le développement des territoires.

Le schéma départemental de l'accessibilité des services au public (SDAASaP), piloté d'une main commune par le Préfet et le Président du Conseil départemental, abouti ainsi à une vision partagée des enjeux et priorités en matière d'accessibilité aux services sur le territoire du département dans un but toujours plus exigeant de facilitation de la vie quotidienne.

Le champ visé par le SDAASaP est celui des services au public, et non des services publics ; ceux-ci sont définis par le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) comme « recouvrant l'ensemble des services, publics et privés, nécessaires aux populations, répondant aux besoins des usagers et indispensables à la vie des territoires ». Le champ de services concernés par ce schéma est donc vaste et va au-delà de ceux qui sont rendus par l'Etat et les collectivités territoriales pour inclure des services produits par les opérateurs privés (entreprises privées ou associatives de services à la personne par exemple).

Le terme d'accessibilité des services ne doit pas être interprété au sens de l'accessibilité physique des équipements, pour des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite traité dans le cadre des dispositions de la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Cette acception n'est qu'une composante de la notion plus vaste d'accessibilité des services, qui renvoie à la facilité pour un usager de disposer de ce service. Cette notion s'entend ainsi au regard de plusieurs données et peut se décomposer en plusieurs dimensions :

- le temps et la facilité d'accès ;
- la disponibilité administrative, culturelle et sociale du service ;
- le coût et le tarif du service ;
- le niveau du service (niveau de qualité et amplitude horaire) ;
- la possibilité pour l'usager de choisir entre plusieurs opérateurs ;
- l'information sur l'existence du service et sa perception par l'usager ;
- l'image du service et sa perception par l'usager.

L'amélioration de l'accessibilité – qu'elle soit physique ou dématérialisée – concerne, à la fois, l'optimisation, la coordination et la mutualisation de l'offre existante, ainsi que les complémentarités nécessaires à proposer, en particulier dans les zones déficitaires.

Ce schéma, d'une durée de six ans, dresse une liste des services au public existant sur le territoire départemental à la date de son élaboration ou de sa révision, leur localisation et leurs modalités d'accès. Il définit un programme d'actions destiné à renforcer l'offre de services dans les espaces présentant un déficit d'accessibilité et intègre, en cas de besoin, un plan de développement de la mutualisation des services sur l'ensemble du territoire de la Seine-et-Marne.

C'est pour cela qu'il s'appuie sur un préalable indispensable : un diagnostic qui identifie, au niveau départemental, les forces, faiblesses, menaces et opportunités dans les secteurs ciblés. L'objectif du schéma de services au public est de questionner l'offre globale de services de façon à optimiser les réponses de proximité apportées sur un même territoire puis dans un second temps de proposer des solutions pour le maintien ou l'amélioration de l'accessibilité au sein des territoires déficitaires.

Le projet de schéma est soumis à diverses procédures de consultation. Il est transmis par le Préfet, pour avis, aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) puis au Conseil régional ainsi qu'à la conférence territoriale de l'action publique. Il fait l'objet in fine d'une délibération du Conseil départemental puis d'un arrêté préfectoral.

Sans être opposable, ce document stratégique permet néanmoins de définir collégialement des priorités d'actions et renforcer l'offre de services de proximité dans les zones les moins bien dotées. Il invite ainsi à innover et imaginer l'organisation des services publics du futur en s'appuyant notamment sur le numérique, vecteur d'échanges et de lutte contre l'enclavement, et de nouvelles formes de mutualisation entre acteurs, à l'image des Maisons de Services au Public.

1.2 Rappel des étapes de conception du Schéma

Le Département de Seine-et-Marne s'est engagé activement dans une démarche prospective autour du développement de son territoire dont la première étape a été marquée en décembre dernier par la parution de son livre blanc « Seine-et-Marne 2030, l'Ile-de-France des possibles », élaboré en partenariat avec les acteurs institutionnels, économiques et sociaux départementaux.

Cette démarche a mobilisé l'ensemble des directions et services départementaux, ainsi que de nombreux partenaires et organismes associés du Département (Act'Art, Aménagement77, Aqui'Brie, Initiatives77, Maison Départementale des Personnes Handicapées, Office Public de l'Habitat, Seine-et-Marne Développement, Seine-et-Marne Environnement, Seine-et-Marne Numérique, Seine-et-Marne Tourisme, Service Départemental d'Incendie et de Secours) réunis au sein d'ateliers de travail transversaux.

En outre, près de 400 élus locaux, maires, adjoints, conseillers départementaux et régionaux, parlementaires de Seine-et-Marne ont été mobilisés à l'occasion de onze conférences territoriales. De nombreux représentants des forces vives du département (La Poste de Seine-et-Marne, Direction territoriale de Pôle Emploi, la CAF de Seine-et-Marne, la SCNF…) ont également enrichi le document en y apportant des compléments et des observations à l'issue d'un appel à contribution.

Ce Livre blanc fixe les orientations du Département pour les années à venir en matière de valorisation du capital humain seine-et-marnais, de protection de notre cadre de vie et de stratégie de développement de l'attractivité du territoire au service de l'économie départementale.

Les réunions publiques organisées dans le cadre de la rédaction de ce document ont notamment permis de dresser un état des lieux et d'aborder les problématiques liées à l'accessibilité afin d'engager une réflexion pour garantir un accès équitable aux services de proximité.

Ces différentes observations, recueillies auprès d'acteurs expérimentant quotidiennement l'accès des services au public, ont pu alimenter le diagnostic du présent schéma départemental. Elles ont contribué à

élaborer le plan d'actions imaginé conjointement par l'Etat et le Département dans le but d'améliorer l'accessibilité des services dans notre territoire.

L'élaboration du diagnostic s'inscrit par ailleurs dans la démarche partenarial et le calendrier suivants :

Avril 2017	Choix des services à intégrer dans le pré-diagnostic (4 thèmes) et validation de la démarche de travail
De mai à début Juillet 2017 en co-pilotage Etat / Département	- Recueil des données notamment mises à disposition par l'Insee, le CGET et la DDT, - Recensement des enseignements issus des réunions territoriales organisées par le Département à l'occasion de la rédaction de son Livre blanc « Seine-et-Marne 2030, l'Ile-de-France des possibles », - Cartographie, - Analyse de l'accessibilité des services sur le territoire, - Présentation des analyses de l'accessibilité des services par thème et identification des enjeux, - Elaboration du plan d'actions, - Identification des indicateurs pour le suivi, la mise à jour et la réalisation du Schéma.
Juillet – Août 2017	- Finalisation du Schéma.
De mi-septembre à mi-novembre	- Concertation avec les intercommunalités ; Présentation du schéma et de son plan d'action, - Calendrier et procédure d'adoption du schéma, - Etat d'avancement des projets.
Décembre 2017 - Séance du CD du 21 décembre 2017	Approbation du schéma par le Conseil départemental (séance du 21 décembre 2017)
Avant le 31/12/17	Arrêté préfectoral

PROJET

1.3 Ossature du schéma

L'élaboration du schéma d'accessibilité des services au public est réalisée en plusieurs étapes.

La première étape repose sur un diagnostic permettant de connaître les principales caractéristiques du territoire ainsi que les espaces présentant un déficit relatif en services (cf. 2/).

La deuxième étape repose sur l'élaboration d'un programme d'actions répondant aux principaux enjeux identifiés dans le diagnostic, dans le cadre des quatre priorités retenues par l'Etat et le Département (services au public de proximité, désertification médicale, numérique, mobilité et Transport) (cf. 3/).

Un mécanisme de suivi et d'évaluation sera mis en place pour s'assurer de l'effectivité du programme d'actions. La possibilité de mettre à jour le schéma suivant les évolutions des enjeux et les retours locaux (notamment des EPCI, liés au bon déroulement du processus) est également prise en compte (cf. 4/), conformément avec le mode de gouvernance choisi communément par le Préfet et le Président du Conseil départemental (cf. 5/).

Enfin, il sera essentiel de fixer les engagements des partenaires dont l'implication est primordiale pour la réalisation concrète du plan d'actions (cf. 6/).

PROJET

2/ DIAGNOSTIC DÉPARTEMENTAL CO-CONSTRUIT

Dans le cadre de l'élaboration conjointe du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASaP) par l'État et le Département, il a été décidé de privilégier une analyse par thème permettant de constater l'accessibilité globale des services en Seine-et-Marne.

Quelques principes ont été retenus pour l'élaboration du diagnostic :

- Co-construire le diagnostic en mobilisant les données et travaux existants ;
- Mettre l'accent sur l'accessibilité physique en fonction d'un panel de services (cf. temps d'accès des différents paniers de services proposés par l'INSEE) ;
- Se concentrer particulièrement sur quatre priorités pour la mise en place du plan d'actions : services au public de proximité, désertification médicale (santé), réseaux / numérique, mobilités / transports.

Domaines	Services
Les services au public de proximité	- **Les services au public du quotidien** (boulangerie, alimentation, librairies et papeterie, La Poste, commerces itinérants, agences bancaires, distributeurs automatiques de billets, stations-services, garages, ramassage des déchets) - **Les services au public à usage ponctuel** (EDF, GDF, services publics de l'Etat, services publics des collectivités, la lecture publique, maisons de services au public, tribunaux, maisons de justice et du droit, permanence des avocats)
Santé	Maisons de santé pluri-professionnelles, pharmaciens, médecins généralistes, médecins spécialistes, services de secours d'urgence, maisons de retraite, hôpitaux
Réseaux, numérique	Téléphonie mobile, couverture haut et très haut débit, point d'accès à internet,
Mobilité, transport	Transports en commun, gares, transports scolaires, transports à la demande, ambulances
Services sociaux	CCAS et CCIAS, centres médicaux sociaux, CPAM (CAF, MSA, CARSAT…), établissements d'accueil (PA, PH…), services d'aide et de soins à domicile, crèches et assistantes maternelles
Emploi, économie, création d'activité	Agences et permanences pôle-emploi et unités emplois, missions locales, maisons de l'emploi, pépinières d'entreprise, hôtels d'entreprises, agences d'intérim, chambres consulaires
Education et formation	Ecoles élémentaires, primaires, collèges, lycées, formations professionnelles (CFA), écoles de conduite, accueil périscolaire, universités et enseignement supérieur, garde d'enfants et crèches
Sécurité	SDIS, police, gendarmerie, sécurité intérieure, sécurité routière
Loisirs, sports, culture, patrimoine	Cinémas, théâtres, salles de concerts, médiathèques, bibliothèques, équipements sportifs, musées, autres sites, loisirs en plein air
Habitats, logements et espaces urbains	Répartition de l'offre pour l'information en logements, quartiers politiques de la ville

Au terme du diagnostic, les quatre domaines prioritaires identifiés ont fait l'objet d'un plan d'actions sur 6 ans :

- services au public de proximité,
- désertification médicale (santé),
- numérique,
- mobilité/transport.

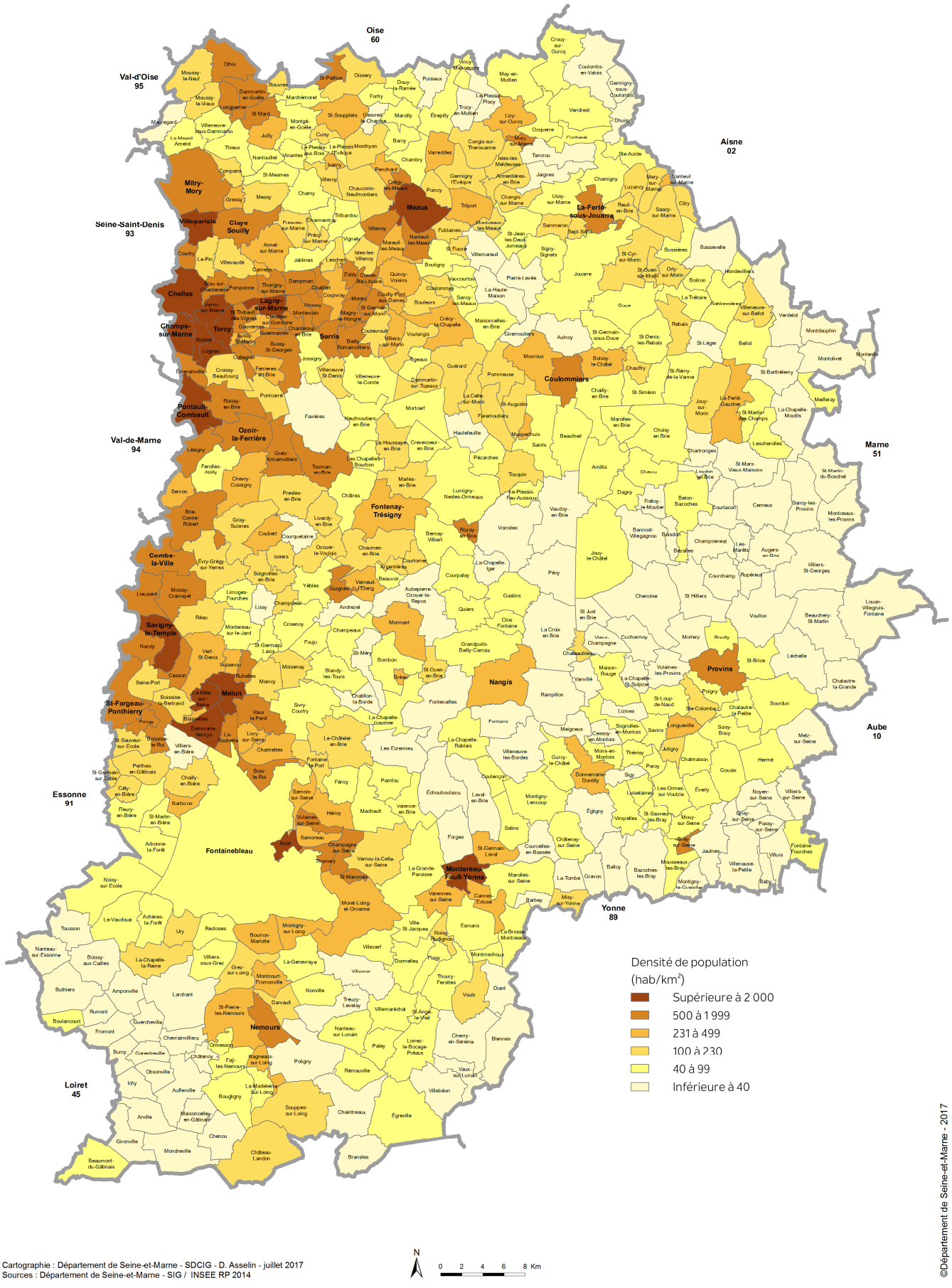
2.1 Eléments cartographiques, sociodémographiques et statistiques

A. Seine-et-Marne : 10e département de France

Avec 1 377 846 habitants au 1er janvier 2014 (*INSEE, population municipale*), **la Seine-et-Marne est le 10e département de France** et le 5e département francilien (sur 8). La Seine-et-Marne représente **26 %** de la population des départements de Grande couronne et **11,5 %** de la population de la région.

PROJET

Densité de population par commune en 2014



Cartographie : Département de Seine-et-Marne - SDCIG - D. Asselin - juillet 2017
Sources : Département de Seine-et-Marne - SIG / INSEE RP 2014

©Département de Seine-et-Marne - 2017

Màj 14 sept. 2017

La densité de population est de **233 habitants par km²**, ce qui constitue un **territoire très peu dense** comparée aux départements de Grande couronne (469 hab. /km²) et de la région (1 001 hab. /km²).

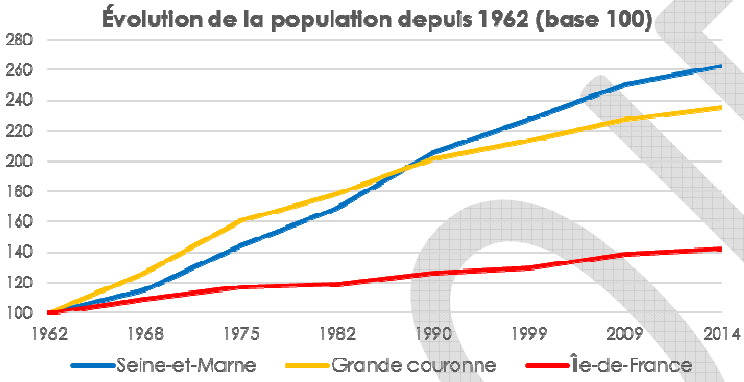
Toutefois, la répartition de la population seine-et-marnaise est assez hétérogène.

Deux phénomènes marquants expliquent cette répartition :

- un peuplement « métropolitain » à l'ouest, lié au desserrement de l'agglomération parisienne et amplifié par la création des villes nouvelles,

- un peuplement « historique » le long des deux cours d'eau structurant le département : la Marne au nord et la Seine au sud.

B. La plus forte croissance de population depuis près de 50 ans



Peuplée de près de 525 000 habitants en 1962, la Seine-et-Marne a connu une croissance très importante puisque sa **population a été multipliée par 2,6 en 52 ans**. C'est très nettement supérieur à la croissance de la région sur la même période (x1,4) ou de l'ensemble des départements de Grande couronne (x2,4). **C'est la plus forte croissance de France.**

Sur la période récente, la Seine-et-Marne conserve son dynamisme démographique avec **12 900 seine-et-marnais supplémentaires chaque année** (entre 2009 et 2014). C'est la **plus forte progression d'Île-de-France** et la 5ème au niveau national. La Seine-et-Marne représente 11,5% de la population francilienne en 2014 mais **21,5% de la croissance démographique de la région** entre 2009 et 2014.

Cette dynamique ne devrait pas s'éteindre puisque selon le scénario central du modèle de projection OMPHALE de l'INSEE[1], la Seine-et-Marne devrait compter **1 520 000 habitants en 2030**, soit environ 9 000 habitants supplémentaires chaque année.

C. Un des départements les plus jeunes de France.

La Seine-et-Marne est un **département jeune**. Ce phénomène est renforcé par les arrivées récentes de jeunes couples et de leurs enfants. Si cette spécificité est légère vis-à-vis de l'Île-de-France, qui est une région très jeune, elle est manifeste vis-à-vis de la France Métropolitaine.

[1] https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1363

PROJET

Rang	Département	Part de moins de 20 ans en 2013
1er	Seine-Saint-Denis	28,8%
2e	Val-d'Oise	28,5%
3e	**Seine-et-Marne**	**28,0%**
4e	Essonne	27,4%
5e	Yvelines	27,1%
6e	Nord	26,9%
7e	Oise	26,8%
8e	Ain	26,5%
9e	Pas-de-Calais	26,4%
10e	Eure	26,4%

L'indice de jeunesse élevé (1,57) traduit cette jeunesse de la population. Il est nettement supérieur à celui de la France métropolitaine (1,01) et supérieur à celui de la région Île-de-France (1,37). Toutefois, cet indice, certes élevé, est en nette diminution depuis 1999, diminuant de 20%. **L'âge moyen (36,8 ans)** est ainsi en-dessous de l'âge moyen francilien (37,4 ans).

Les **jeunes de moins de 20 ans sont surreprésentés** par rapport à la région ou à la France métropolitaine. Leur part dans la population totale (28%) est la **3ème plus forte de France**.

D. Un vieillissement en cours

Concernant les plus de 60 ans, le constat est inversé par rapport aux moins de 20 ans : la Seine-et-Marne présente **l'une des proportions les plus faibles** (**17,9%)** de France. Leur présence est plus fortement marquée dans le sud-est du département et dans les villes moyennes.

Le nombre de personnes de plus de 60 ans a toutefois augmenté (+2,9 pts) depuis 1999, un peu plus rapidement que le reste de la population, comme l'atteste la baisse notable de l'indice de jeunesse du département. Il en résulte donc un **vieillissement de la population**.

Ce mouvement de fond concerne l'ensemble du pays; il est lié au vieillissement de la classe d'âge née après-guerre ainsi qu'à la hausse généralisée de l'espérance de vie en France ces dernières années.

E. Des ménages familiaux de grande taille

Composés de 2,54 personnes en moyenne en 2013, **les ménages seine-et-marnais sont parmi les plus grands de France**. Le département arrive en 3e position derrière le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis.
Comme c'est le cas en France, **la taille des ménages a diminué** depuis 1968 (de 3,1 à 2,5 personnes), sous l'effet notamment de la hausse du nombre de familles monoparentales et de l'allongement de la durée de vie.

Les **ménages de plus de 3 personnes sont d'avantage présents** en Seine-et-Marne : la part des ménages de 3 personnes ou plus (42,6%) est nettement supérieure à celle de la région (36%) et de la France métropolitaine (32%).
A l'inverse, les **ménages d'une seule personne sont peu nombreux** (27% en Seine-et-Marne). Les personnes seules sont plus présentes chez les 65 ans et plus, jusqu'à 40% de personnes seules chez les 80 ans et plus.

Si globalement la taille des ménages est élevée dans l'ensemble du département, elle l'est davantage dans les espaces périurbains et ruraux, ce qui met en évidence les territoires où l'accès à des logements plus grands se révèle plus aisé, en raison d'un moindre coût du foncier.

Les ménages du département sont en grande partie des familles avec enfants : près de la moitié des ménages (46%) sont des familles avec enfants, nettement supérieur à la part en Île-de-France (39%) et en France métropolitaine (36%).

Même si elle est davantage développée dans l'ouest du département, l'offre de services à l'usager répond globalement aux besoins quotidiens des Seine-et-Marnais.
C'est dans le domaine de la santé que la situation est plus préoccupante, du fait de l'évolution de la démographie médicale.

F. Mesurer les disparités territoriales sur l'éloignement des communes ou de la population aux principaux services au public en Seine-et-Marne

Dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental d'amélioration des services au public (SDAASaP), l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et l'Institut d'aménagement de l'urbanisme d'Île-de-France ont mis à disposition des indicateurs, cartes et données ayant pour but d'identifier au sein du département les principales disparités d'accessibilité aux services au public. Pour enrichir l'analyse et ne pas s'arrêter à une analyse équipement par équipement ont été déterminés quatre paniers types de commerces et services.

Un panier « vie courante » : il comprend 22 équipements ou services. Ceux-ci ont été choisis en fonction de la proximité, de la mobilité qu'ils impliquent, de l'importance qui leur est donnée au quotidien et de leur fréquence d'usage. Ils comprennent une grande partie des équipements de la gamme dite de proximité les plus présents sur le territoire. Pour les mêmes raisons d'utilité et d'usage, des services ou équipements moins fréquents mais conditionnant tout autant la qualité de vie dans les bassins de vie ont été pris en compte : collège, stations-services, supermarchés, laboratoire d'analyse médicale…

Les trois autres paniers ont été élaborés pour intégrer des services plus spécialisés, utiles pour des populations particulières. Ils répondent au besoin de populations choisies en fonction de leur vulnérabilité potentielle et permettent notamment d'aborder les problématiques générationnelles.

Un panier « jeunes » ou « jeunes adultes » : ciblé sur les 19 – 29 ans, il comprend 13 équipements de type sport, santé, emploi.

Un panier « famille » : ciblé sur les familles ayant au moins un enfant de moins de 18 ans, il est axé sur la santé, la culture et l'éducation. Ce panier assez large de 23 équipements permet de relever les disparités territoriales d'accessibilité auxquelles sont confrontés les parents, enfants et adolescents selon leur commune de résidence.

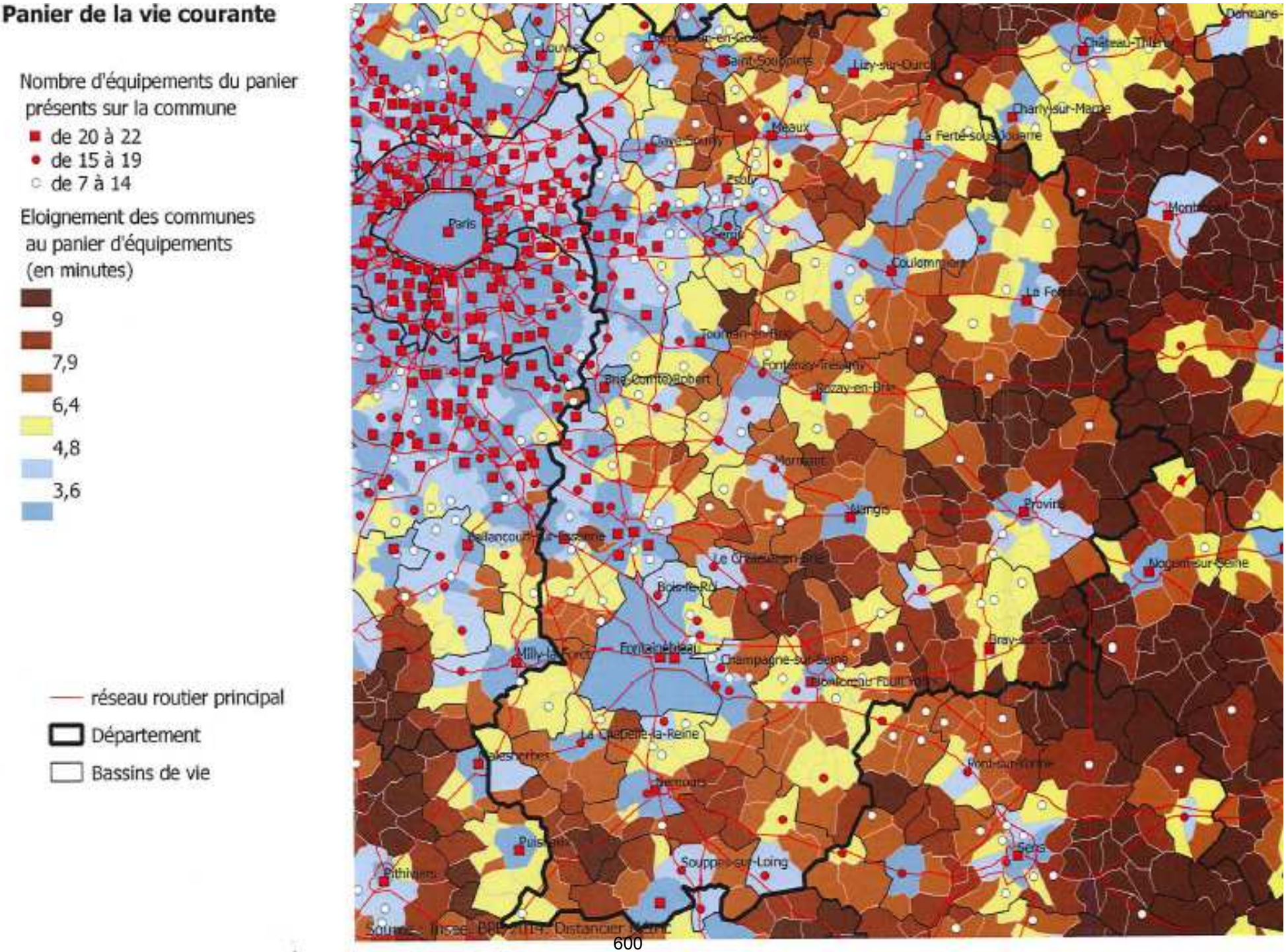
Un panier « séniors » : ciblé sur les plus de 65 ans, population assez hétérogènes d'où un spectre de 16 équipements comprenant santé, sport, soins à domicile, maison de retraite, services d'aide.

Dans ces quatre paniers, un équipement est défini comme un lieu d'achat de produits ou de consommation de services. Leur localisation est issue de la base permanente des équipements (BPE) au 1er janvier 2014. L'idée principale est de raisonner en termes d'éloignement des communes et d'accessibilité de la population aux équipements d'un panier.

Deux cartes ont été élaborées pour chacun des 4 paniers. La première carte permet d'identifier les territoires les plus éloignés des services et la seconde d'identifier les territoires où la part de la population éloignée des services est importante. Ces outils permettent de dresser un constat de l'accessibilité aux services au public dans le département de la Seine-et-Marne.

PROJET

Panier de la vie courante



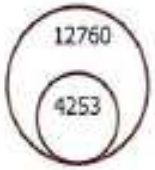
Panier de la vie courante

Nombre d'équipements du panier présents sur la commune

- de 20 à 22
- de 15 à 19
- de 7 à 14

Population éloignée de 7 mn ou plus du panier d'équipements

effectifs par bassin de vie



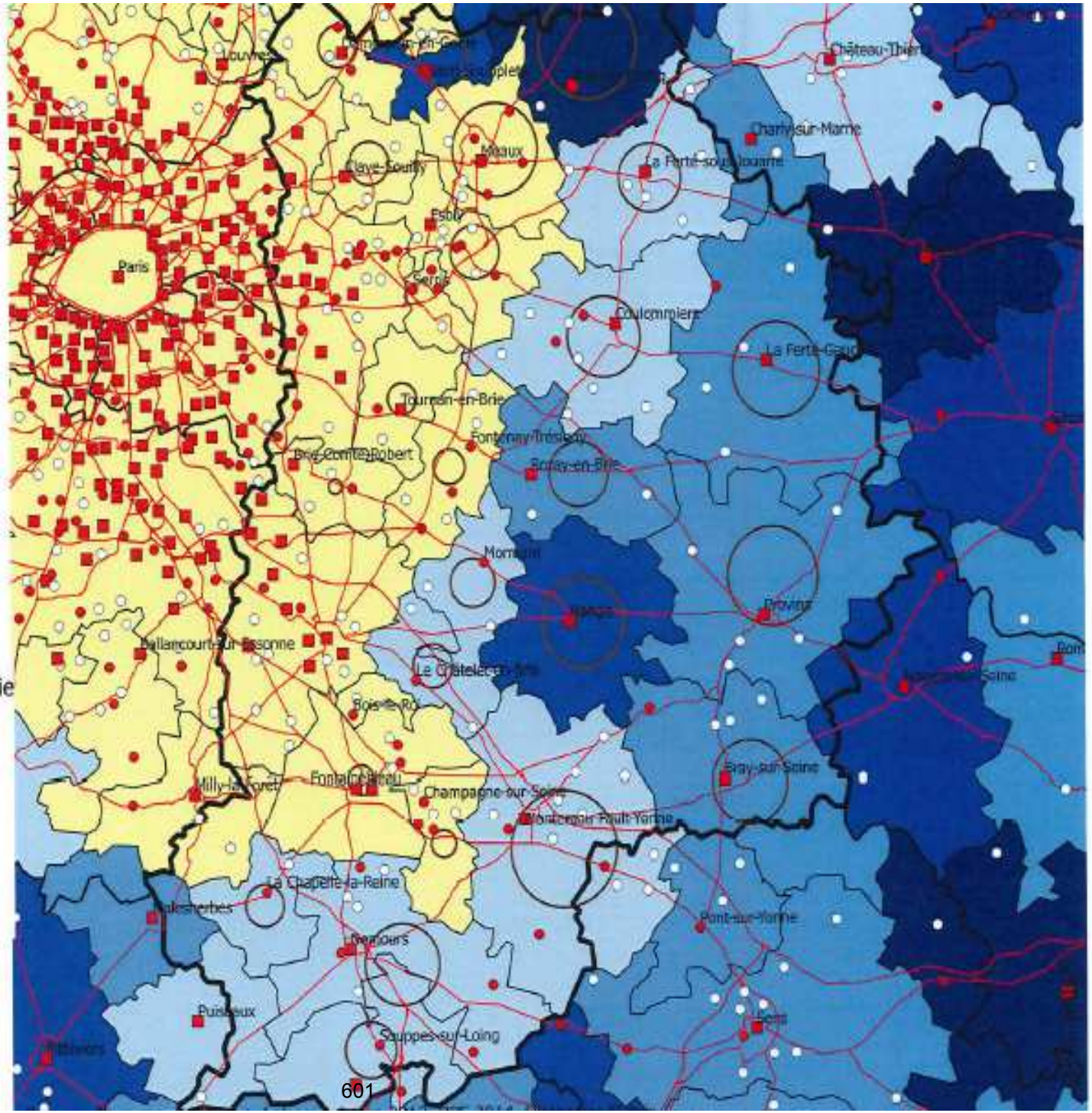
en % de la population du bassin de vie

- 55%
- 40%
- 25%
- 10%

réseau routier principal

Département

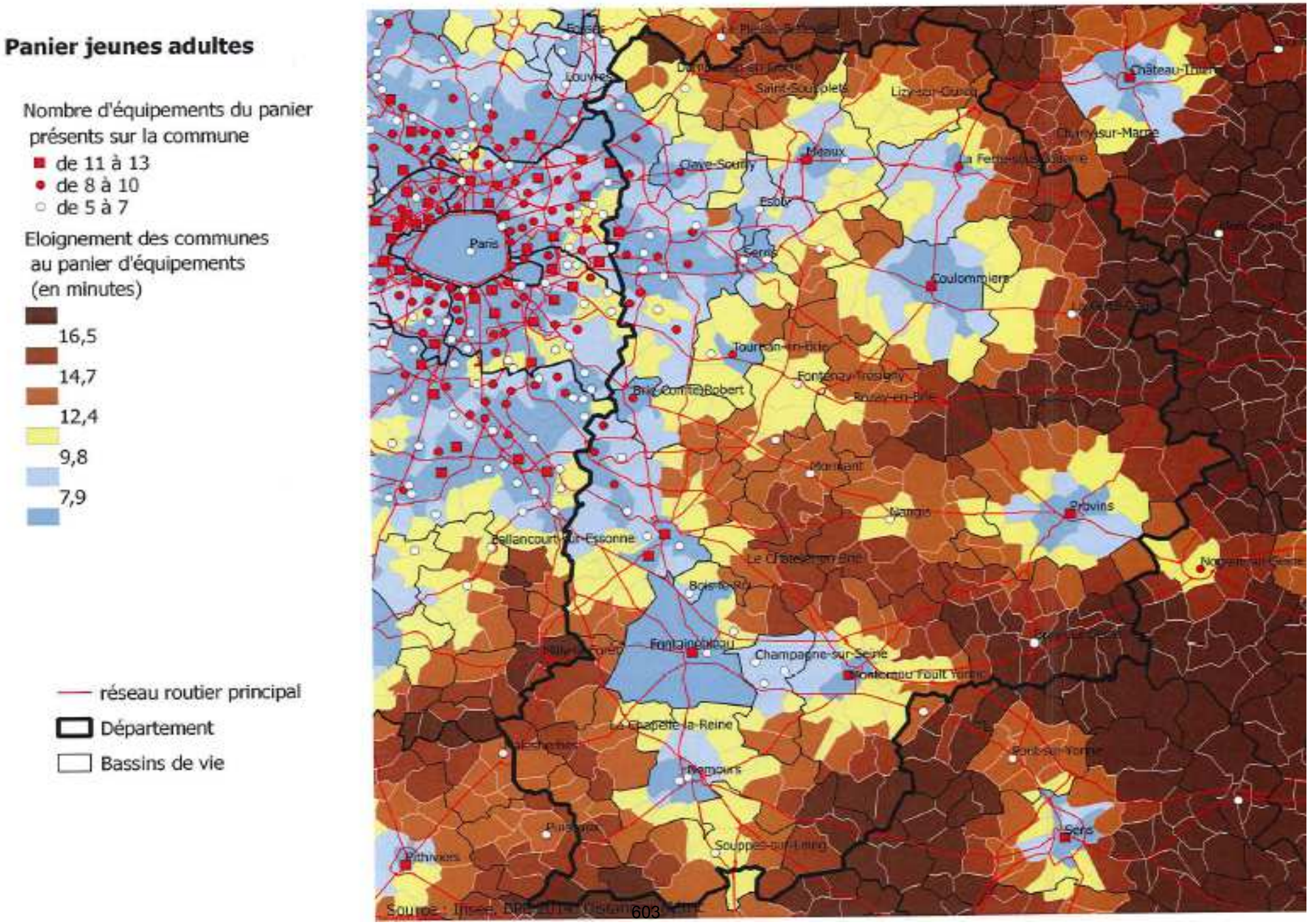
Bassins de vie



En Seine-et-Marne, 10% des communes sont à plus de 9 minutes du panier « vie courante » et regroupent environ 16 000 habitants. Par ailleurs, 10% de la population du département est à plus de 6,5 minutes des équipements du panier. Les communes des franges est et sud du département sont les plus concernées par un éloignement important aux équipements du panier vie courante. Toutefois, les pôles urbains importants et intermédiaires (ex : Coulommiers, Provins, Nemours, Nangis, Souppes-sur-Loing, etc.) de ces franges connaissent des éloignements moyens comparables aux moyennes des communes urbaines de l'ouest du département.

PROJET

Panier jeunes adultes



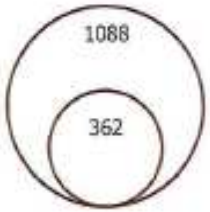
Panier jeunes adultes

Nombre d'équipements du panier présents sur la commune

- de 11 à 13
- de 8 à 10
- de 5 à 7

Jeunes de 19 à 29 ans éloignés de 16 mn ou plus du panier d'équipements

effectifs par bassin de vie



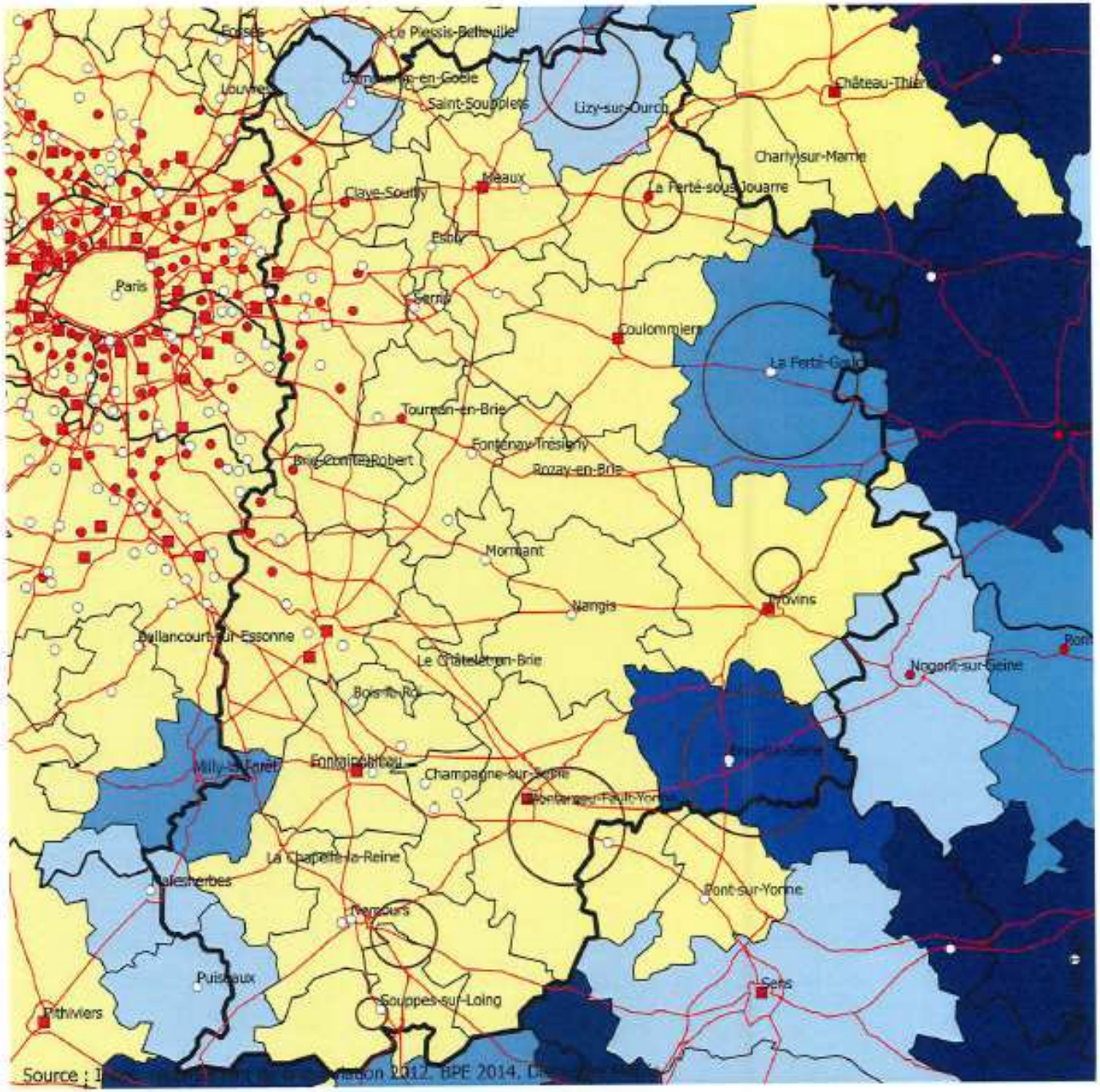
en % des jeunes du bassin de vie

- 55%
- 40%
- 25%
- 10%

réseau routier principal

Département

Bassins de vie

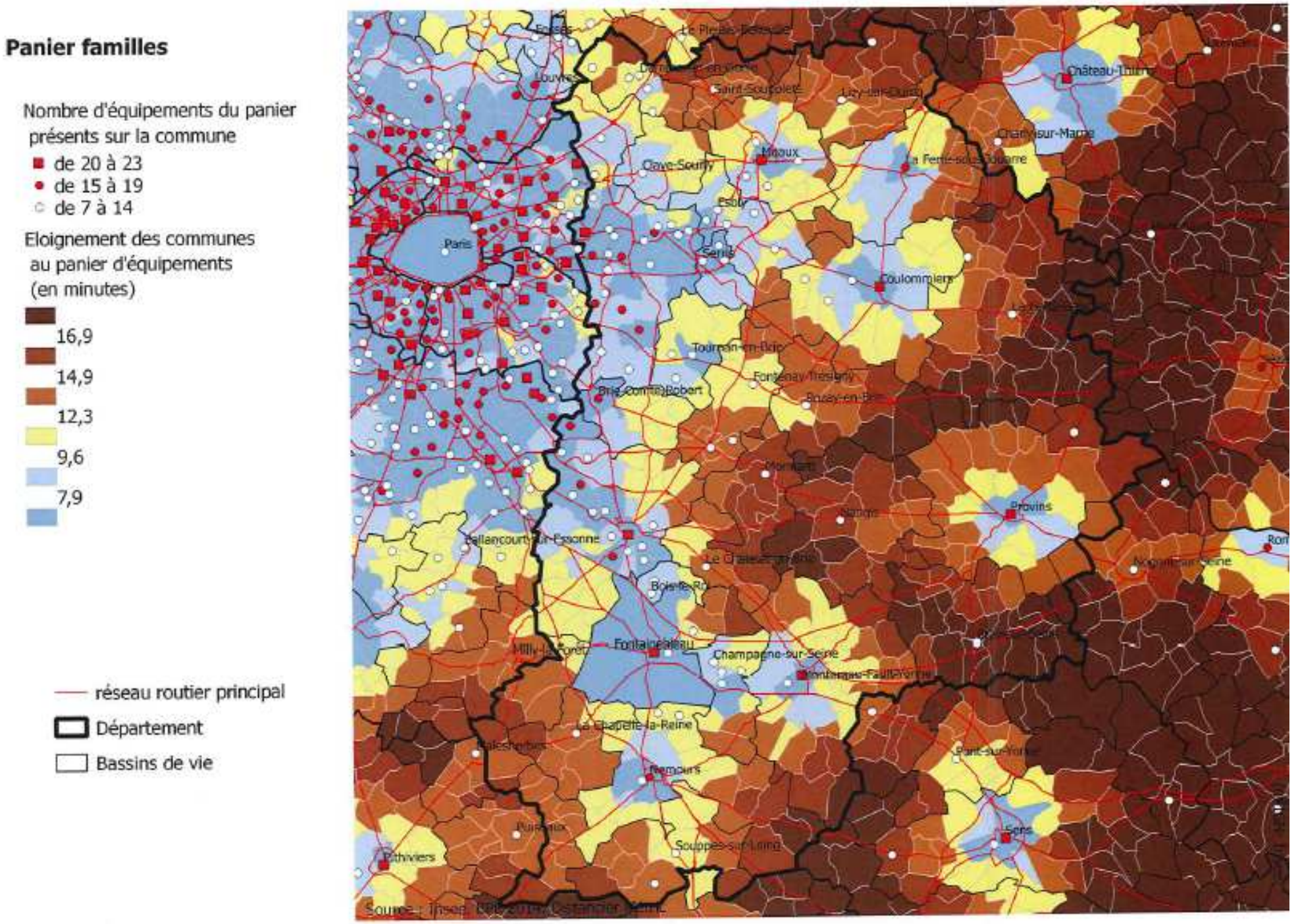


En Seine-et-Marne, 10% des communes sont à plus de 16,5 minutes du panier « jeunes adultes » et regroupent environ 3 200 jeunes âgés de 19 à 29 ans. Par ailleurs, 10% des 19-29 ans du département sont à plus de 12,9 minutes des équipements du panier.

Là encore, les communes des franges est et sud du département sont les plus concernées par un éloignement important aux équipements du panier jeunes adultes. Toutefois, les pôles urbains importants (ex : Coulommiers, Provins, Nemours, etc.) de ces franges connaissent des éloignements moyens comparables aux moyennes des communes urbaines de l'ouest du département.

PROJET

Panier familles



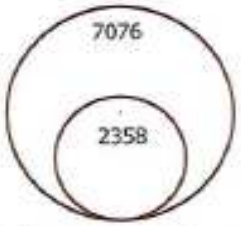
Panier familles

Nombre d'équipements du panier présents sur la commune

- de 20 à 23
- de 15 à 19
- de 7 à 14

Parents et enfants mineurs éloignés de 16 mn ou plus du panier d'équipements

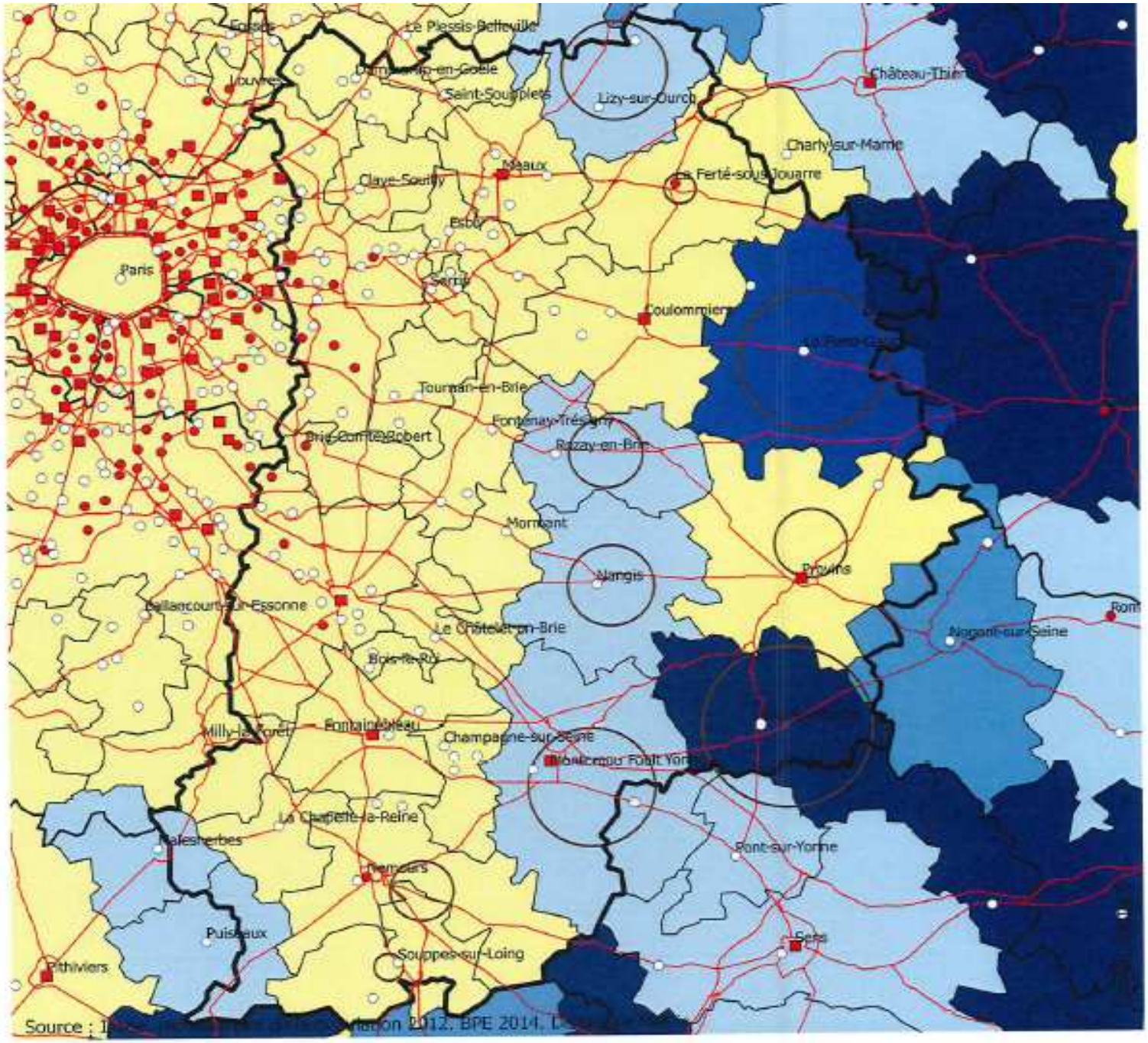
effectifs par bassin de vie



en % des parents et enfants mineurs du bassin de vie

- 55%
- 40%
- 25%
- 10%

- réseau routier principal
- Département
- Bassins de vie



Màj 14 sept. 2017

En Seine-et-Marne, 10 % des communes sont à plus de 16,9 minutes du panier « familles » et regroupent environ 14 000 habitants vivant dans une famille comportant au moins un mineur. Par ailleurs, 10 % des personnes vivant dans une famille comportant au moins un mineur sont à plus de 13,2 minutes des équipements du panier.

Là encore, les communes des franges est et sud du département sont les plus concernées par un éloignement important aux équipements du panier jeunes adultes. Toutefois, les pôles urbains importants (ex : Coulommiers, Provins, Nemours, etc.) de ces franges connaissent des éloignements moyens comparables aux moyennes des communes urbaines de l'ouest du département.

PROJET

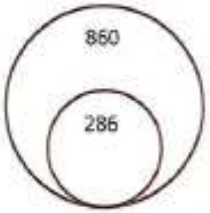
Panier seniors

Nombre d'équipements du panier présents sur la commune

- de 14 à 16
- de 10 à 13
- de 7 à 9

Seniors éloignés de 12 mn ou plus du panier d'équipements

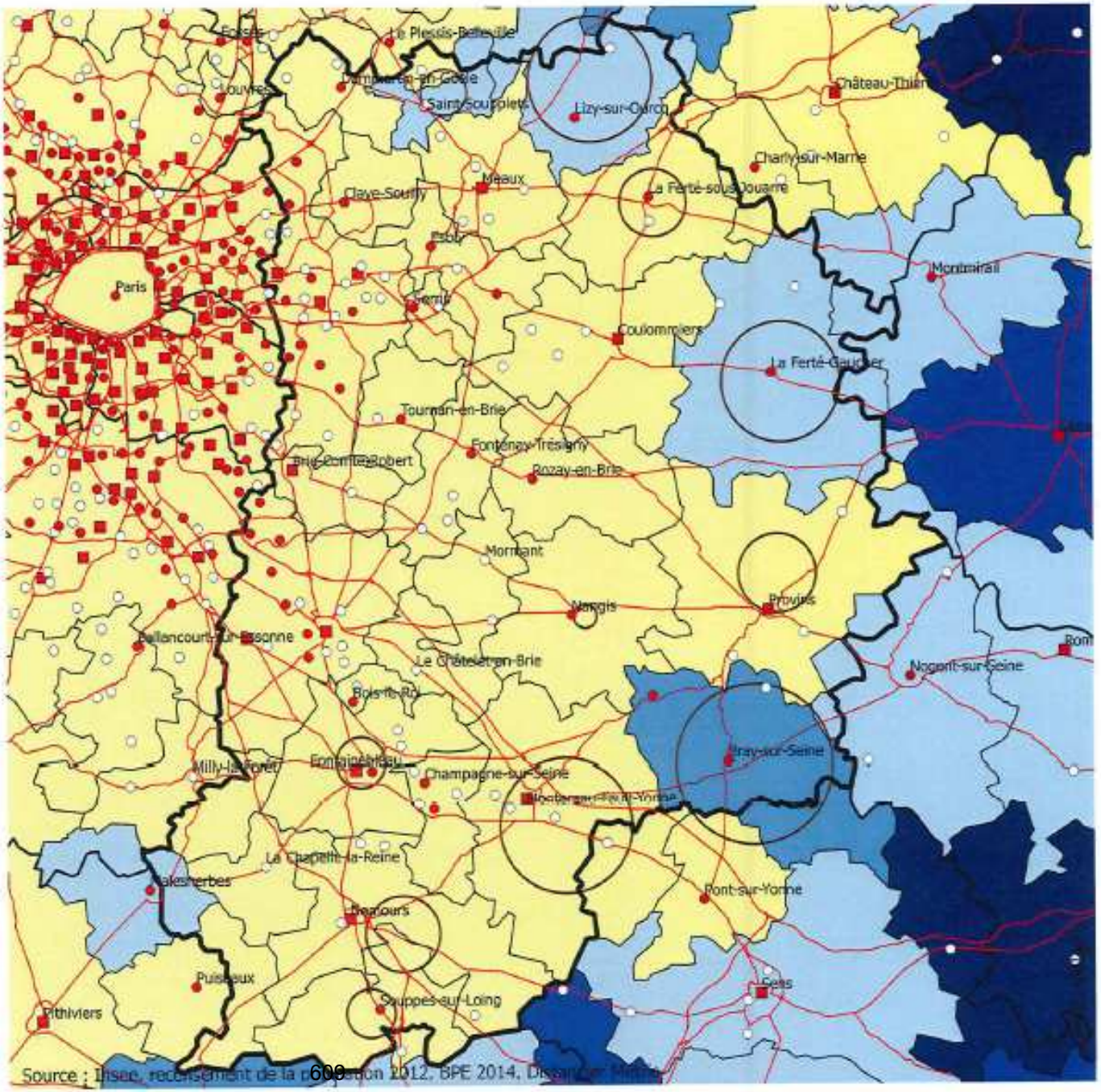
effectifs par bassin de vie



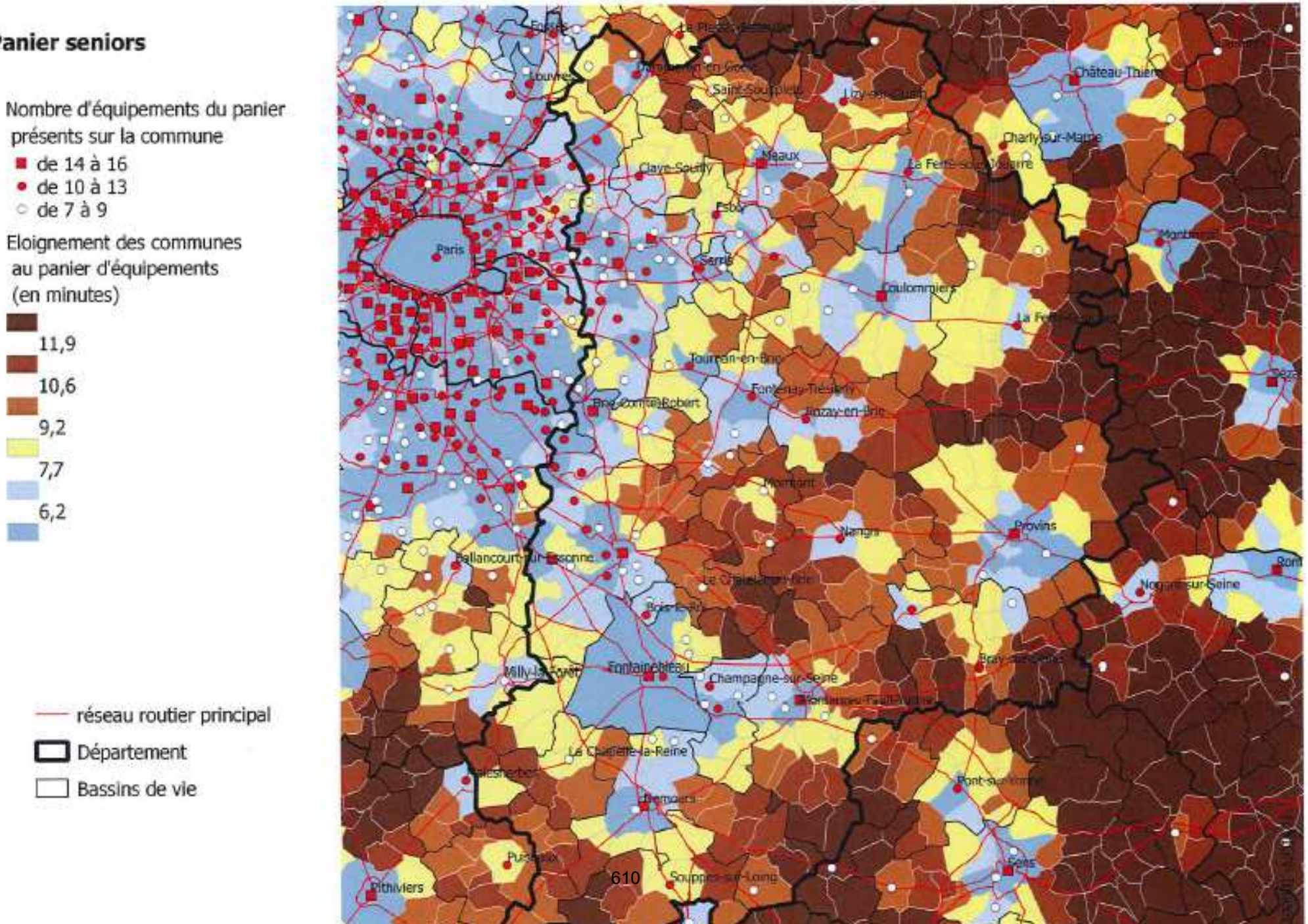
en % des seniors du bassin de vie

- 55%
- 40%
- 25%
- 10%

- réseau routier principal
- Département
- Bassins de vie



Panier seniors



En Seine-et-Marne, 10 % des communes sont à plus de 11,9 minutes du panier « séniors » et regroupent environ 2 800 personnes âgées de 65 ans ou plus. Par ailleurs, 10 % des plus de 65 ans du département sont à plus de 9,7 minutes des équipements du panier.

Les communes aux marges des franges est et sud du département mais également celles du centre du département sont les plus concernées par un éloignement important aux équipements du panier jeunes adultes. Toutefois, les pôles urbains importants et intermédiaires (ex : Coulommiers, Provins, Nemours, Dammartin, Nangis, etc.) de ces franges connaissent des éloignements moyens comparables aux moyennes des communes urbaines de l'ouest du département.

PROJET

2.2 Focus sur les quatre orientations stratégiques du schéma

LES SERVICES AU PUBLIC DE PROXIMITE :

Les services au public de proximité recouvrent l'ensemble des services répondant aux besoins quotidiens des usagers. Par leur fréquence de consommation, ils sont particulièrement indispensables à la vie des territoires et représentent ainsi l'un des enjeux les plus prégnants du présent document. De l'accessibilité aux services de proximité dépend la possibilité pour l'usager de disposer pleinement du territoire dans son ancrage le plus familier.

Or, certains publics et/ou territoires sont relativement enclavés et souffrent d'une accessibilité aux biens et services particulièrement réduite. C'est en parti le cas en Seine-et-Marne, principalement lié à la grande superficie du département et à la diversité de ses zones d'habitation. Il s'agira de mettre l'accent sur 4 chantiers prioritaires : le développement des MSAP, la nécessaire adaptation du réseau des bureaux La Poste, le maillage à poursuivre des bibliothèques et des points d'accès au droit.

Les Maisons de services au public (MSAP) ont pour objet d'améliorer l'accessibilité et la qualité des services de proximité, en milieu rural comme urbain, pour tous les publics. Au 1er janvier 2017, 1068 Maisons de services au public, réparties dans tous les départements métropolitains et dans trois départements d'outre-mer, étaient ouvertes ou en cours d'ouverture, 500 d'entre elles étant portées par le groupe La Poste. Leur création, soutenue par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), permet d'apporter des services au plus près des usagers. Les offres sont variées et adaptées aux besoins locaux : aides et prestations sociales, emploi, insertion, retraite, énergie, prévention santé, accès aux droits, mobilité, vie associative...

Ces Maisons de services au public sont labellisées par le Préfet, après que les collectivités ou associations qui les portent aient signé une convention avec des opérateurs nationaux et locaux de services de proximité et respecté le cahier des charges fixé qui garantit la qualité des services et de bonnes conditions d'accueil.

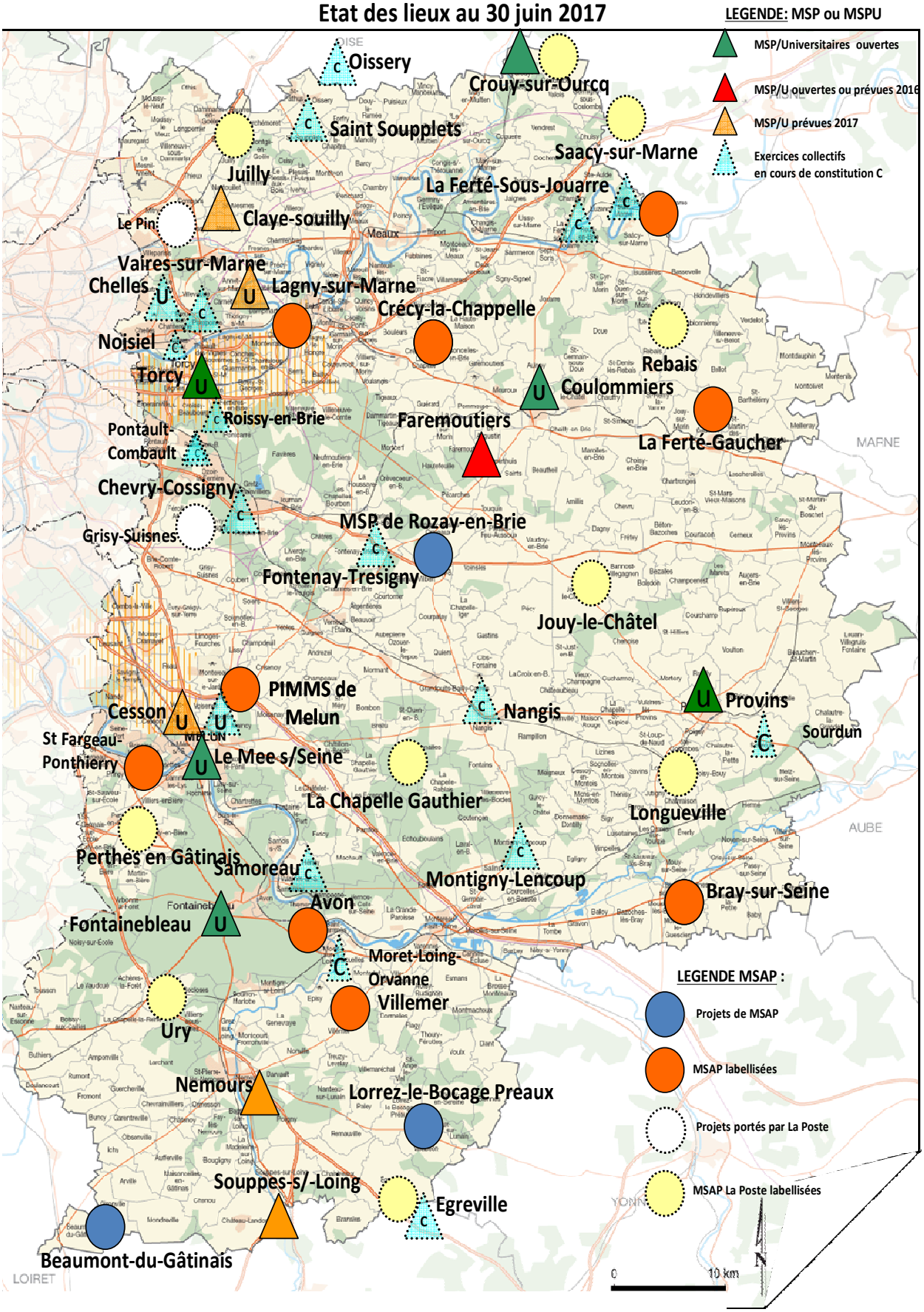
Leur déploiement dans le département de Seine-et-Marne est particulièrement adapté aux spécificités de ce territoire. L'Etat, les collectivités territoriales, les associations et le groupe La Poste œuvrent d'une main commune pour assurer un maillage territorial efficace, l'enjeu étant de désenclaver tous les territoires où l'accès aux services de proximité n'est pas entièrement acquis. À ce jour, 18 MSAP ont été labellisées sur le département de la Seine-et-Marne, dont 10 portées par le groupe La Poste.

Si l'objectif quantitatif des MSAP est atteint sur le territoire, il est nécessaire maintenant pour l'ensemble des acteurs de perfectionner le fonctionnement des Maisons de services au public déjà existantes et de les ouvrir à plus d'opérateurs, aussi bien nationaux que locaux. Chaque MSAP représente une occasion unique de s'adapter aux besoins directs des usagers dans un vœu renforcé d'égalité en termes de proximité avec les services.

L'Etat entend poursuivre ses efforts pour mettre en place un programme d'animation pour le réseau départemental des Maisons de services au public dans un but de valorisation et de communication des services proposés. La coordination territoriale et le sentiment d'appartenance à un réseau d'échelle départementale et nationale est un pré requis important pour améliorer l'accessibilité des services aux publics de proximité dont les MSAP se font les vectrices.

PROJET

Maisons de Services au Public/Maisons de Santé Pluridisciplinaires (Universitaires)
Etat des lieux au 30 juin 2017



Le groupe **La Poste** représente un partenaire de choix pour l'Etat et les collectivités territoriales. Au-delà du respect de ses obligations légales en matière de présence postale, le groupe intervient comme acteur du territoire générateur de nouveaux services, notamment l'accompagnement du public dans la cadre d'une action de proximité. Dans le cadre de sa mission de service public, d'aménagement du territoire, 90% de la population d'un département doit être à moins de 5 km et moins de 20 min en voiture d'un point de contact Poste. En Seine-et-Marne, le pourcentage est de 97,8%.

Face à la baisse de fréquentation des établissements mais aussi pour s'adapter aux attentes des clients le format historique du Bureau de Poste évolue. La Poste de Seine-et-Marne s'est ainsi engagée dans le projet de création de 10 MSAP dans des secteurs ruraux. La Poste souhaite ainsi renforcer sa présence physique, indispensable à certaines catégories de personnes ayant besoin d'un intermédiaire (personnes âgées et/ou en difficulté sociale), et s'inscrire dans la lutte contre la fracture numérique.

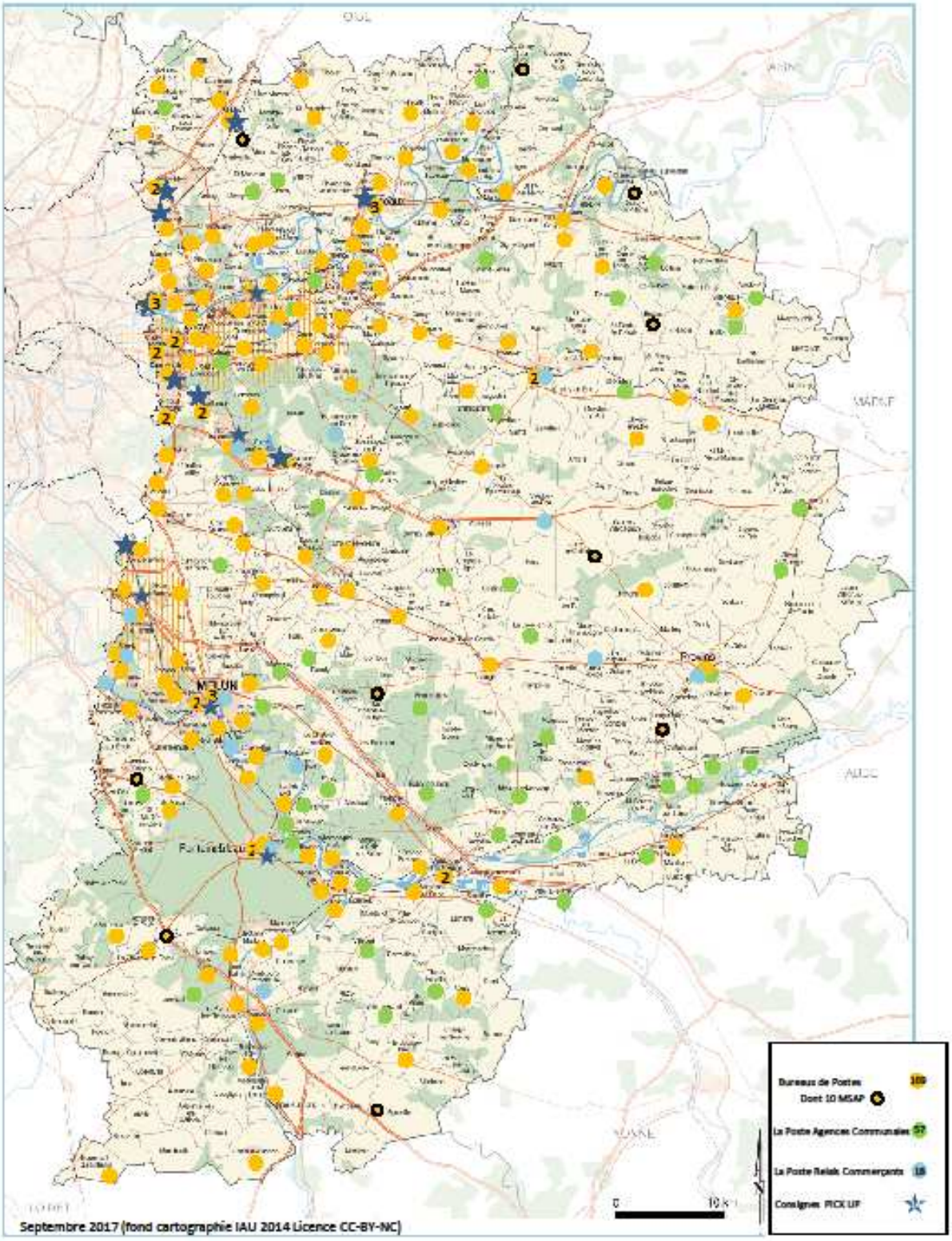
Les actions engagées passent, par exemple, par l'installation de tablettes numériques dans les sites partenaires et toujours en accord avec les élus locaux, par le développement de la livraison urbaine (e-commerce), par le développement des services du facteur vis-à-vis des seniors (livraison des repas, services vigilance..).

Enfin, la Poste a obtenu l'agrément pour réaliser l'examen d'Epreuve Théorique Générale depuis le 13 juin 2016, et ce pour une durée de 10 ans. Les examinateurs sont des agents postiers, ayant signé une charte examinateur, formés à cet effet, comme le prévoit le cahier des charges du Ministère de l'Intérieur. L'examen théorique général du permis de conduire en Seine-et-Marne peut se dérouler sur 3 sites collectifs (Vaux-le-Pénil, Meaux et la plateforme industrielle de Lognes) et 1 site individuel ouvert à Provins.

La montée en charge est régulière et des horaires les mieux adaptés sont étudiés.

PROJET

Réseau des Bureaux de Poste et consignes PICK UP en Seine-et-Marne



Un maillage des bibliothèques à poursuivre:

Compétence obligatoire du Département (décret n°86-102 du 20 janvier 1986), la lecture publique participe à la mise en œuvre du projet culturel départemental qui réaffirme l'importance de la culture dans le développement du cadre de vie et l'épanouissement des Seine-et-Marnais. Porteur de convictions sur le rôle des bibliothèques dans la société actuelle, le Département contribue, aux côtés des collectivités, au développement de la lecture publique, à la qualification de l'offre et à la structuration des réseaux.

Le Département est donc promoteur de l'indispensable maillage territorial en matière de lecture publique et de service public dont les fondements sont l'égalité, la continuité, l'adaptabilité :

- l'égalité d'accès pour tous aux sources de connaissance, de culture et de loisir ;
- la continuité dans un maillage territorial pertinent qui engage une réelle coopération entre les collectivités ;
- l'adaptabilité de la bibliothèque à son temps : bibliothèque hybride qui intègre tous les supports et tient compte des nouveaux usages des publics.

La valeur ajoutée de la bibliothèque porte sur la médiation, l'accompagnement, l'orientation de tous les publics.

D'un service public de la culture à un service des publics avec une composante culturelle ouverte, l'évolution de la bibliothèque se fait moins à travers son seul projet qu'à travers les services qu'elle peut rendre aux usagers.

Ainsi, en tant que centre de ressources, la médiathèque départementale concourt à la formation des acteurs du livre et de la lecture ; elle apporte aide et conseil au fonctionnement des bibliothèques ainsi qu'à la définition et la mise en œuvre de projets de lecture publique. Elle coordonne des actions partenariales de médiation autour de la création contemporaine, notamment en direction des collégiens. L'action du service départemental s'inscrit dans une démarche d'aménagement culturel et d'action publique territorialisées, ainsi que d'encouragement à la coopération entre bibliothèques.

Toutefois, l'offre de lecture publique en Seine-et-Marne demeure hétérogène :

- sur la frange ouest-nord urbanisée, à la limite de la petite couronne et du Grand Paris, le maillage en équipements qualifiés est satisfaisant (la majorité de la population a accès à une médiathèque à moins de 15 mn de son domicile ou lieu de travail, temps maximal recommandé pour une accessibilité de l'équipement) et la structuration, effective pour une partie (réseaux intercommunaux), est à construire pour les autres territoires ;

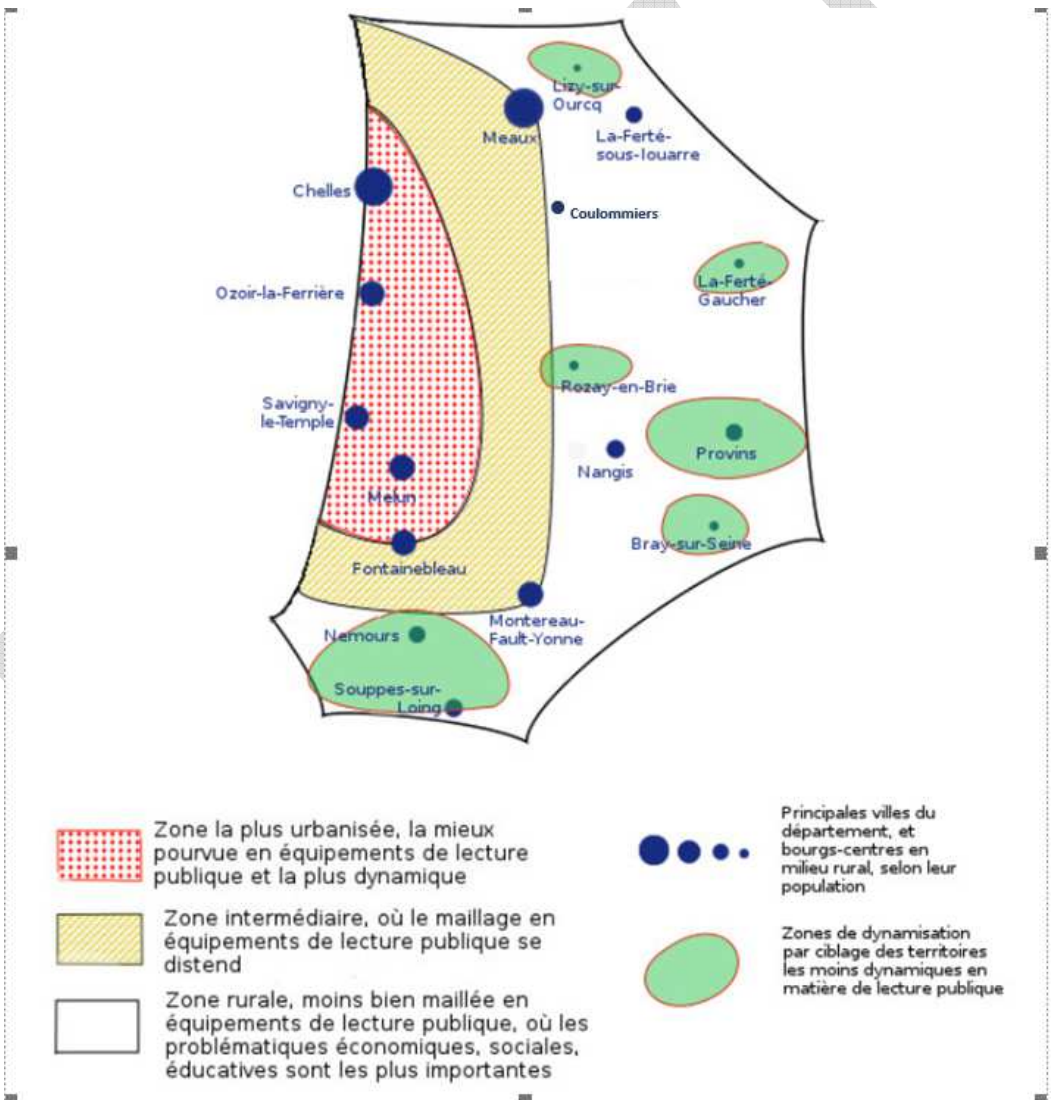
- sur la frange centrale (territoires qui connaissent une expansion démographique importante et doivent donc développer leurs services à la population), le maillage est en cours ; les équipements gagneraient à travailler en réseau et, pour certains, à être modernisés ;

- à l'est et au sud, zones plus rurales, l'offre est plus rare ou à moderniser.

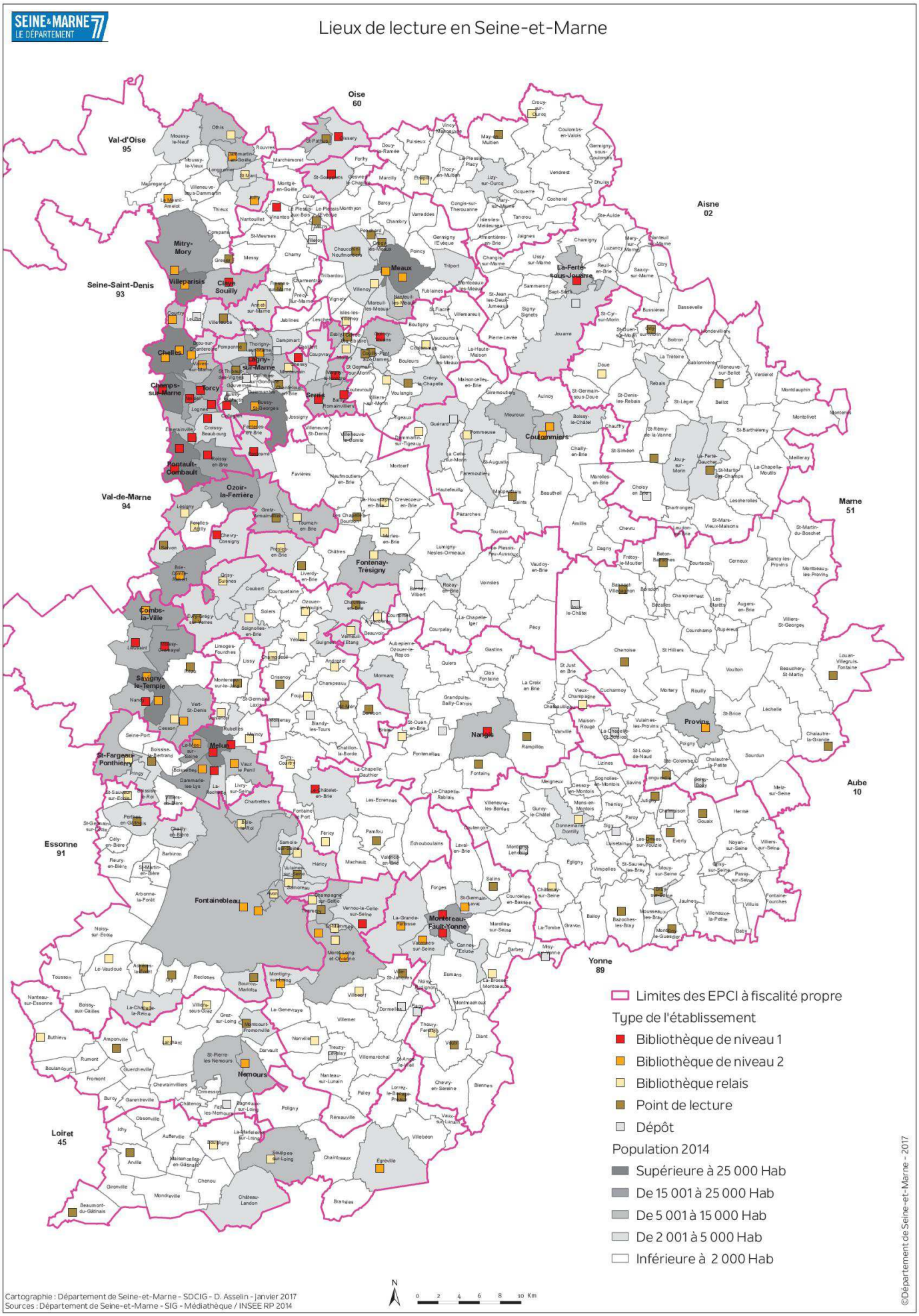
Cette réalité, qui implique des conditions d'accès très inégales à la lecture publique et à la culture pour les habitants du territoire, est d'autant plus problématique qu'au plan socio-démographique, la Seine-et-Marne est un territoire contrasté. L'est et le sud, plus ruraux, se caractérisent par des enjeux éducatifs et d'insertion plus importants. Or les bibliothèques sont au croisement des politiques éducative et sociale. Elles s'affirment désormais comme espace de formation tout au long de la vie et de sociabilité (à une époque où le lien social fait souvent défaut), d'éducation aux médias, d'accès à la connaissance fondamental à l'exercice de la citoyenneté. La dernière enquête sur la fréquentation des bibliothèques a confirmé leur importance malgré la dématérialisation de l'information et des contenus culturels ; elles demeurent les équipements culturels de proximité les plus fréquentés et les plus

démocratiques de par la diversité des publics qu'elles touchent et des services qui y sont proposés. Souvent, en zone rurale, elles sont les seuls lieux d'accès à internet et de fait aux démarches administratives qui s'opèrent de plus en plus en ligne. Une répartition équitable apparait donc fondamentale pour garantir un égal accès à ce service public, et permettre aux territoires de relever les défis culturels, sociaux et économiques.

Le Département vient d'engager une réflexion sur un schéma départemental de développement de la lecture ; il viserait à répondre aux enjeux de maillage en médiathèques et de structuration de l'offre. Il s'agirait de permettre à des territoires pilotes de développer des projets novateurs et d'atteindre ainsi un équilibre territorial en matière d'accès à une médiathèque moderne répondant aux besoins et usages actuels. Pour certains équipements, notamment en zone rurale, une mutualisation avec d'autres services aux publics pourrait être étudiée (MSAP, office de tourisme, tiers lieu…). Il s'agit de promouvoir les bibliothèques comme service public nécessaire à l'exercice de la citoyenneté, et levier de développement local au bénéfice des seine-et-marnais



Lieux de lecture en Seine-et-Marne

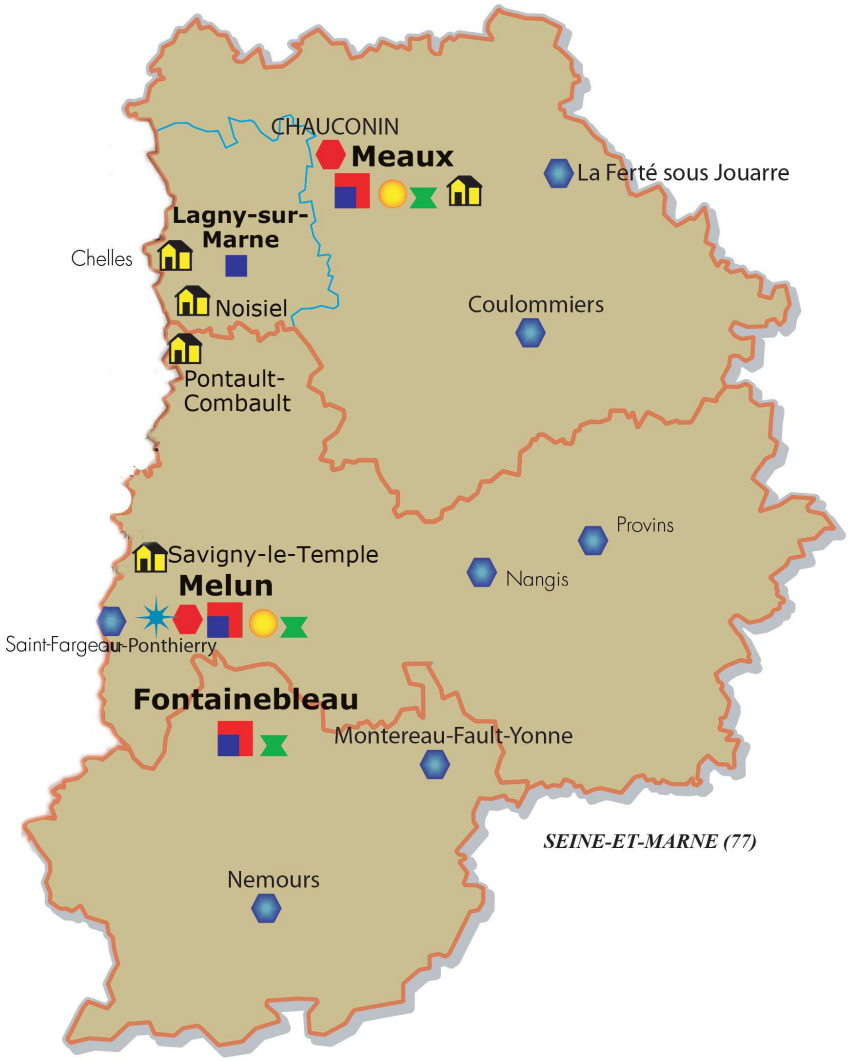


Cartographie : Département de Seine-et-Marne - SDCIG - D. Asselin - janvier 2017
Sources : Département de Seine-et-Marne - SIG - Médiathèque / INSEE RP 2014

©Département de Seine-et-Marne - 2017

Accessibilité des lieux d'accès au droit :

Cour d'appel de Paris
Lieux d'accès au droit
Département de Seine-et-Marne (77)



Légende

Réseau judiciaire
- Cour d'appel
- Tribunal de grande instance
- Tribunal d'instance
- Tribunal de commerce
- Conseil de Prud'Hommes
- Maison de justice et du droit

Ressorts judiciaires
- Limite du ressort d'un TGI
- Limite du ressort d'un TI

Limite administrative
- Une couleur par département

- Conseil départemental de l'accès au droit
- Point d'accès au droit et permanences juridiques
- Point d'accès au droit en établissement pénitentiaire

L'accès au droit en France et dans le département de Seine-et-Marne :

Rendre la justice plus efficace, plus lisible et accessible, tels sont les objectifs de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle en matière d'accès au droit. Il s'agit de mettre en place un ensemble de mesures ayant vocation à renforcer la confiance des Français en leur justice, en créant les conditions concrètes lui permettant d'être mieux adaptée aux attentes des justiciables et aux besoins des juridictions.

L'aide à l'accès au droit se décompose en quatre prestations (article 53 de la loi du 10 juillet 1991) :

- L'information des personnes sur leurs droits et obligations ainsi que leur orientation vers les organismes chargés de la mise en œuvre de ces droits.
- L'aide dans l'accomplissement de toute démarche en vue de l'exercice d'un droit ou l'exécution d'une obligation de nature juridique et l'assistance au cours des procédures non juridictionnelles.
- La consultation en matière juridique.
- L'assistance à la rédaction et à la conclusion des actes juridiques.

Pour mettre en œuvre cette politique d'accès au droit, le législateur a choisi de créer un groupement d'intérêt public (GIP) nommé « Conseil départemental d'accès au droit » (CDAD). Placé sous la présidence du TGI du chef-lieu du département, il est chargé « d'évaluer les besoins d'accès au droit, de déterminer et mettre en œuvre une politique d'accès au droit, d'en fixer le domaine, de rechercher les fonds de toute nature destinés au financement de sa politique » (article 54 de la loi du 10 juillet 1991).

Ainsi, le CDAD est le pôle de cohérence et de certification des initiatives locales en matière d'accès au droit.

Il impulse, veille à la cohérence, ajuste, l'action des partenaires et pourvoit à la gestion financière d'une partie substantielle des ressources et des dépenses. Il en existe dans la plupart des départements (101).
Celui de Seine-et-Marne a été créé le 11 mai 1999. Il dispose d'un budget de l'ordre de 270 000 € en 2017, abondé par des subventions de l'Etat, du conseil régional et du conseil départemental. Il redistribue presque intégralement ces ressources sous forme de contributions à l'activité des associations et des barreaux qui ont accepté d'animer des consultations gratuites pour les usagers, dans les structures d'accès au droit et les juridictions du département.

Les objectifs du CDAD en tant que promoteur d'un réseau d'accès au droit cohérent au niveau départemental sont les suivants :

- Développer l'accès au droit à partir des besoins et des demandes des usagers.
- Prendre en compte la spécificité des publics et s'adapter de manière concrète et pragmatique aux demandes formulées.
- Identifier les ressources d'information et de consultation qui existent sur le plan local et/ou départemental.
- Harmoniser le maillage territorial et mettre en lien les structures d'accès au droit (PAD et MJD).
- Diagnostiquer les offres informelles d'accès au droit (risque d'atteinte au principe de gratuité, dérives sectaires, voir tout simplement incompétence des prétendus prestataires).
- Développer la complémentarité entre les différents acteurs de l'accès au droit (associations et avocats).

Partenariat associatif du conseil départemental d'accès au droit (CDAD):

Associations	Siège	Objet
CIDFF Centre d'information sur les droits des femmes et des familles	2 bis rue du parc 77185 LOGNES	Médiation familiale et droit du travail
APCE 77 Association pour le couple et l'enfant	23 rue Céline Robert 94300 VINCENNES	Médiation familiale
Le chêne et ses racines	Chemin des Vaux Vaux-sur-Vallière 77370 GASTINS	Soutien à la parentalité
AVIMEJ Aide aux victimes et médiation judiciaire	TGI de Meaux 44 av Salvador Allende 77109 Meaux Cedex	Aide aux victimes
ADIL Agence départementale d'information sur le logement	52 rue de l'Abreuvoir 77000 Meaux	Droit du logement
REBOND 77 Accueil, Aide, Assistance Administrative aux Surendettés	245 rue des Vendrangeuses 77100 Mareuil-les-Meaux	Surendettement
Médiateurs 77	166 rue Grande 77300 Fontainebleau	Médiation familiale (ressort du TGI de Fontainebleau)
CERAF-MEDIATION Centre d'études, de recherches, d'accompagnement familial par la médiation familiale	236 rue Marcadet 75018 Paris	Médiation familiale
ARAPEJ Association Réflexion Action Prison et Justice	66-68 rue de la Folie Regnault 75011 Paris	Accès au droit en milieu pénitentiaire

Les actions ciblées en 2017 sont les suivantes :

- Consolidation du PAD de Provins et de Nangis avec le soutien du conseil départemental de Seine-et-Marne.

- Réédition des rencontres Jeunes Cinéma Justice de Seine-et-Marne en liaison avec la DSDEN 77 et le rectorat.

- Développement d'un réseau des points d'accès au droit des points d'accès au droit et des maisons de justice et du droit de Seine-et-Marne.

- Consolidation des permanences d'information en matière de droit de la famille et de médiation civile et familiale au sein des tribunaux de grande instance.

- Mise à disposition pour toutes les structures d'accès au droit des expositions « 13-16 ans » et « moi, jeune citoyen ».

- Création du PAD de Melun.

- Création d'un PAD au sein du TGI de Melun adossé au SAUJ (service d'accueil unique du justiciable).

- Refonte du site internet du CDAD de Seine-et-Marne

PROJET

LA DESERTIFCATION MEDICALE :

En cinq ans, le nombre de maisons de santé s'est accru dans toute la France. De nombreux projets de structures médicales collectives ont vu le jour grâce à la mobilisation de tous les acteurs concernés : professions de santé, collectivités, universités… Parmi ces projets, le Département de Seine-et-Marne accompagne l'ouverture de certaines structures afin de répondre au problème des déserts médicaux mais aussi aux aspirations des jeunes praticiens.

Ainsi, les communes déploient d'importants moyens financiers et opérationnels pour attirer des médecins dans ces structures. Les jeunes libéraux aspirent à ne plus travailler seuls, pour notamment limiter la prise de risque financière. En 2016, 52 % des médecins exercent en groupe, contre 43 % quinze ans plus tôt.

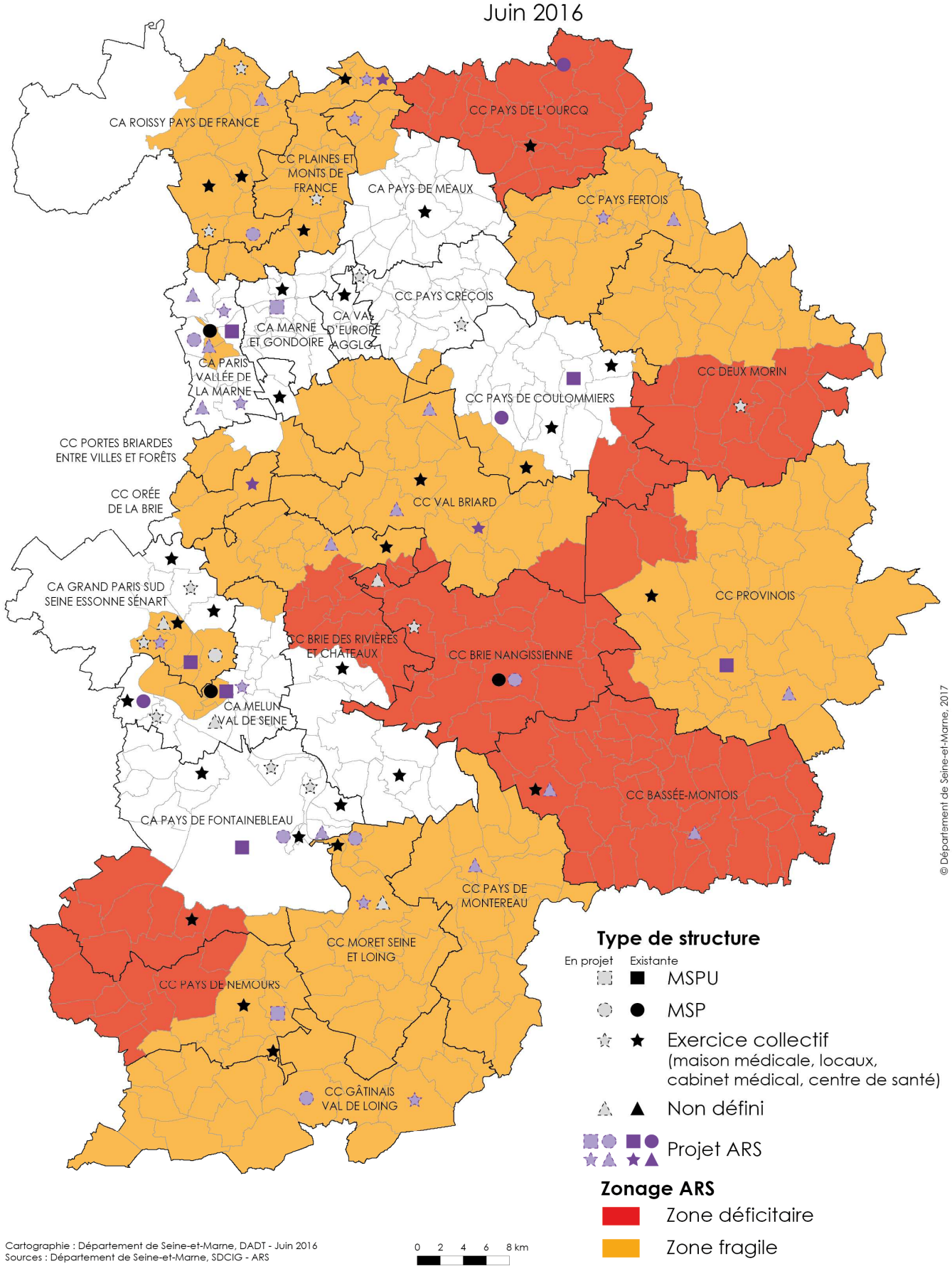
La ministre de la Santé, Marisol Touraine avait pris l'engagement de créer 1 200 maisons de santé en 2017, alors que nous n'en comptions que 235 en 2012. Cet engagement semble avoir été tenu, puisque la barre des 1.000 a été franchie dès 2015 sans toutefois enrayer la désertification médicale dans les territoires les plus fragiles. La nouvelle ministre, Agnès Buzyn a pour mission de doubler leur nombre en cinq ans.

La Seine-et-Marne, est actuellement un des départements français les plus touchés par la désertification médicale, se classant 95ème département métropolitain sur 96 pour la densité de médecins généralistes libéraux par habitants.

PROJET

Maisons de santé en Seine-et-Marne existantes et en projet

Juin 2016



Cartographie : Département de Seine-et-Marne, DADT - Juin 2016
Sources : Département de Seine-et-Marne, SDCIG - ARS

Afin d'apporter une réponse à cette situation, le Conseil départemental a mis en place un dispositif d'aide au fonctionnement des maisons ou pôles de santé universitaire.

L'objet de cette aide est de favoriser la création et le fonctionnement en Seine-et-Marne de maisons de santé universitaires liées aux facultés franciliennes de médecine, afin que les territoires bénéficient d'une dynamique que peuvent apporter ces structures en termes de démographie des professions de santé, d'amélioration de la qualité des soins et de recherche médicale.

En effet, ces regroupements de professionnels libéraux présentent la particularité d'avoir un partenariat étroit avec une faculté, qui prend généralement la forme de la mise à disposition par la faculté d'un ou plusieurs universitaires. Ces derniers exercent dans la structure et permettent le développement de différentes activités telles que :

- l'accueil et la formation de jeunes professionnels de santé (principalement médecins mais potentiellement aussi paramédicaux),
- la conduite de projets de recherche en médecine générale sur la base des patients de la structure,
- le développement d'actions de santé publique souvent liées au projet de recherche : permanence des soins, éducation thérapeutiques, actions de prévention, etc.

Le Département peut accorder une aide au fonctionnement, qui peut couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure. L'aide ne peut dépasser 20 000 euros par an et par structure, dans la limite des crédits votés sur cette ligne par l'assemblée départementale. Elle prend la forme d'une convention tripartite (au moins) entre la faculté, la maison de santé et le Département (la convention peut éventuellement intégrer d'autres partenaires). La convention est signée pour une période maximale de 3 ans renouvelable.

En Seine-et-Marne, à l'image du reste de la France, ces modes d'exercice regroupés ont également prospéré sous forme de Maisons de Santé Pluridisciplinaire, Maisons de Santé Pluridisciplinaire Universitaire ou même à travers d'exercices collectifs (maison médicale, cabinet médical, centre de santé, locaux) et on constate sur la présente carte que cette dynamique a vocation à perdurer.

A ce jour, on ne dénombre pas moins de six MSPU (Coulommiers, Fontainebleau, Torcy, Le Mée-sur-Seine, Provins et très prochainement Nemours), dont la particularité, outre le fait de répondre à une offre de soins de premiers recours insuffisante sur le territoire, est d'être lié à des Facultés de médecine et d'assurer des fonctions universitaires.

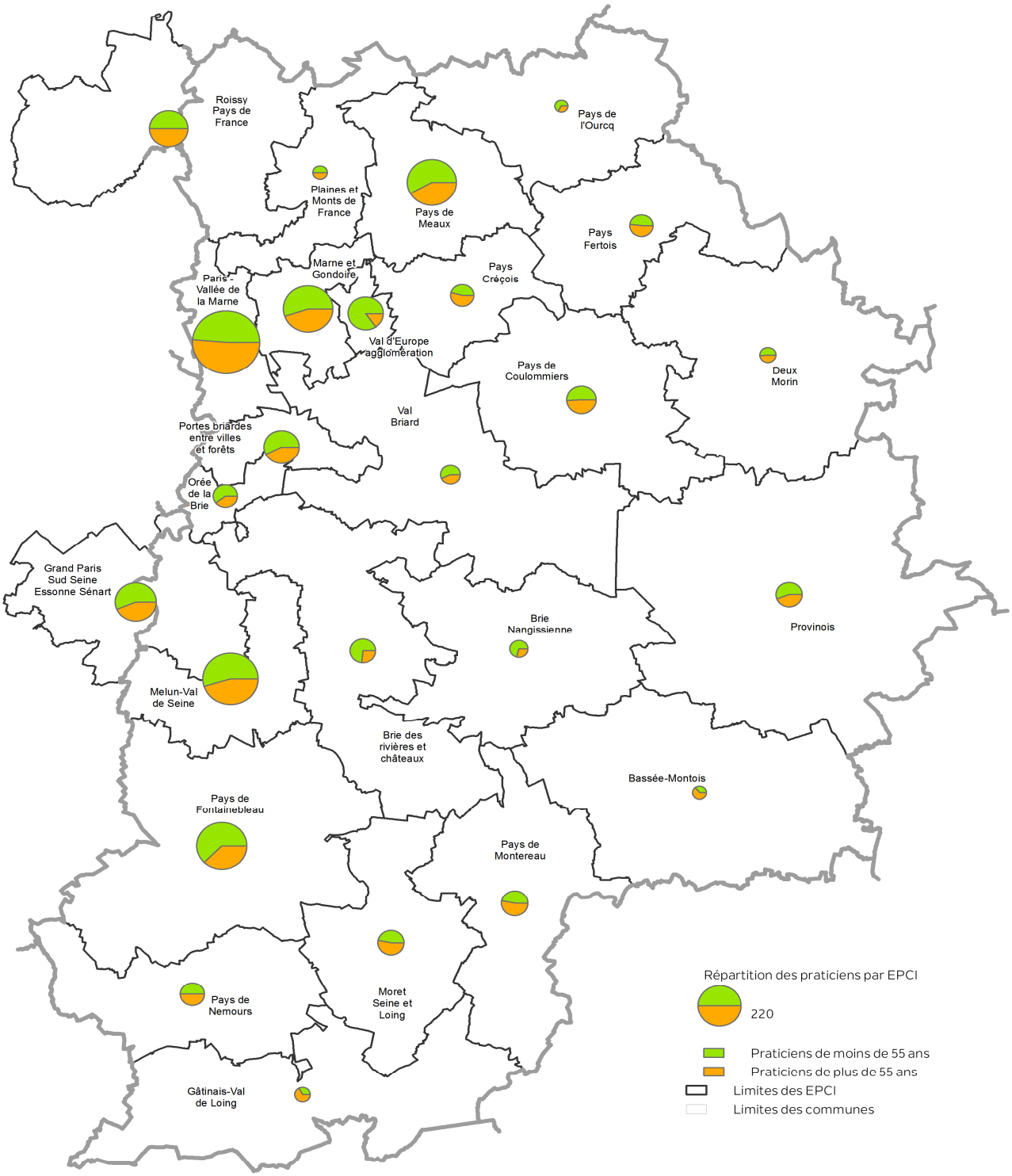
Néanmoins, des zones considérées, par l'Agence Régionale de Santé, comme fragiles et déficitaires sont en dessous du seuil minimum requis de 80 médecins pour 100 000 habitants.

Pour pallier à ces problèmes, de nombreux projets ont vocation à voir le jour, représenté en pointillés sur la cartographie.

L'objectif de ce schéma est de mettre en relation les différentes structures de soins de premiers recours permettant ainsi de resserrer le maillage territorial en répondant aux besoins de la population Seine-et-Marnaise.

SEINE & MARNE 77
LE DÉPARTEMENT

Répartition des praticiens de santé par Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre situation au 1er janvier 2017

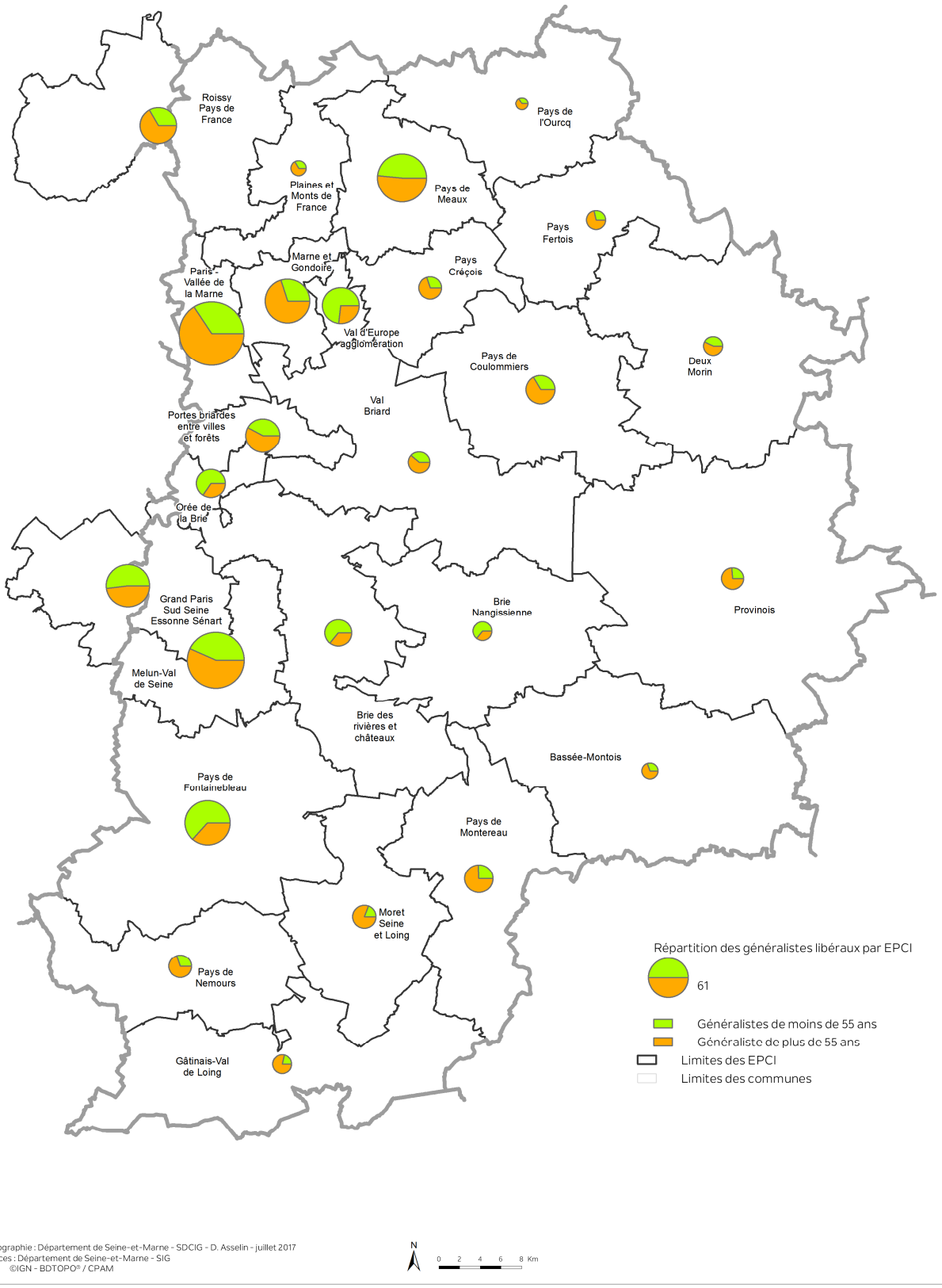


Cartographie : Département de Seine-et-Marne - SDCIG - D. Asselin - juillet 2017
Sources : Département de Seine-et-Marne - SIG
©IGN - BDTOPO® / CPAM

N
0 2 4 6 8 Km

©Département de Seine-et-Marne - 2017

Répartition des généralistes libéraux par Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre situation au 1er janvier 2017



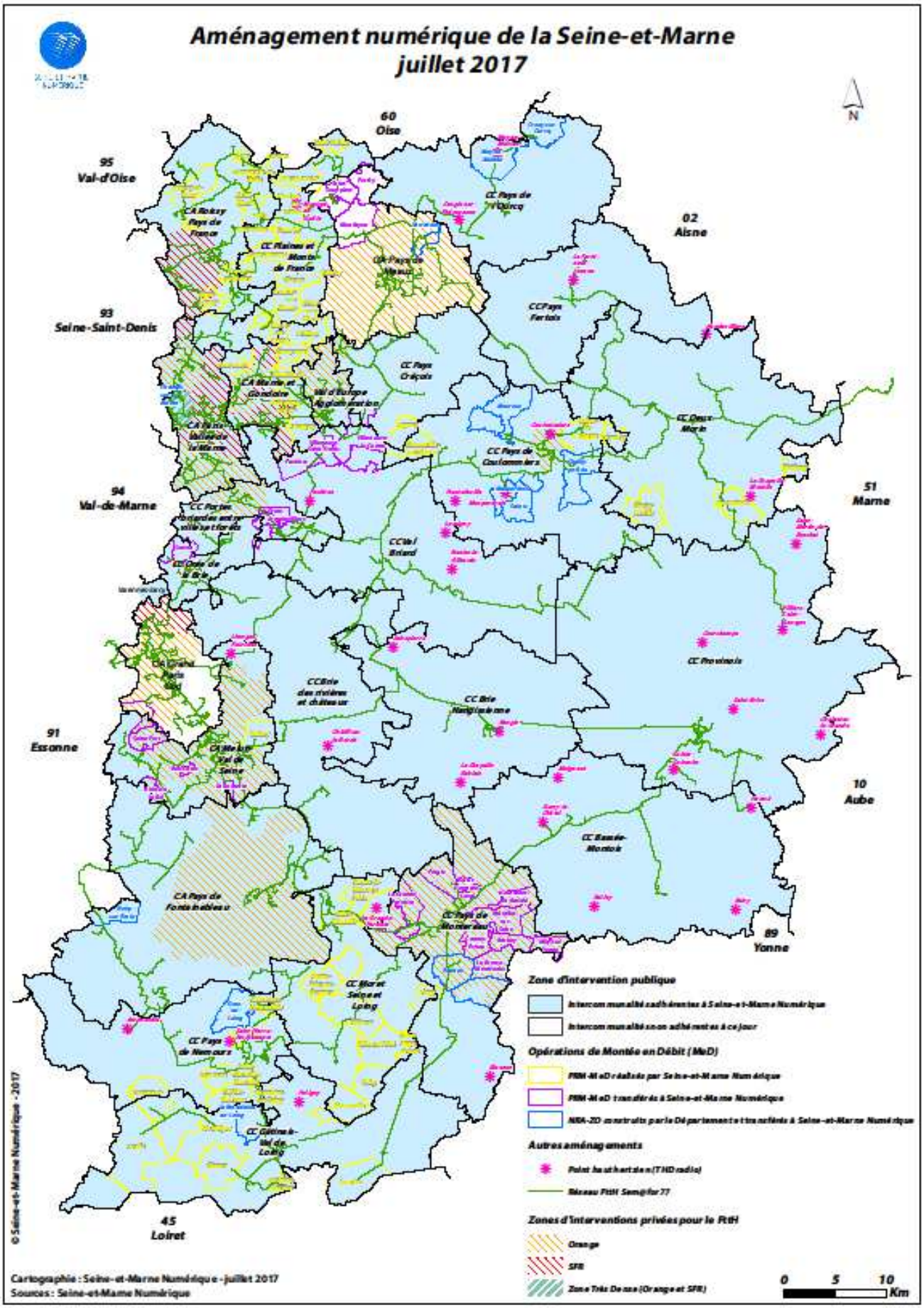
LE NUMERIQUE :

L'accès aux technologies est l'un des facteurs clés de l'attractivité et de la compétitivité des territoires. L'accessibilité à l'INTERNET Haut et Très Haut Débit, la diffusion de nouveaux services et de nouveaux usages, ainsi que la croissance de la filière numérique constituent autant d'enjeux déterminants pour le développement du territoire. Le Conseil départemental est intervenu de manière volontariste dans ce domaine depuis 2003, en particulier dans le cadre de la délégation de Service Public Sem@for77.

La loi n°2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique et à l'aménagement numérique du territoire, a organisé la programmation du déploiement du Très Haut Débit (THD) par la mise en œuvre de Schéma Directeurs Territoriaux d'Aménagement Numérique (SDTAN), afin de déterminer, prioriser et coordonner les initiatives contribuant au maillage numérique du territoire.

Les SDTAN visent à favoriser la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec l'investissement privé. Ils ont également une fonction de programmation en présentant une stratégie de développement, afin d'assurer la couverture du territoire concerné. Un SDTAN doit, en outre, faciliter le partage d'installations entre des réseaux de communications électroniques et d'autres réseaux publics. Cette mutualisation doit permettre la cohérence des investissements publics et privés et ainsi de réduire les coûts et les délais de mise en œuvre.

PROJET


Aménagement numérique de la Seine-et-Marne
juillet 2017
N
60
Oise
95
Val-d'Oise
02
Aisne
93
Seine-Saint-Denis
94
Val-de-Marne
51
Marne
91
Essonne
10
Aube
89
Yonne
45
Loiret
CA Roissy Pays de France
CC Plaines et Monts de France
CA Pays de Meaux
CC Pays de l'Ourcq
CC Pays Fertois
CC Pays Créçois
CA Marne et Gondoire
Val d'Europe Agglomération
CC Pays de Coulommiers
CC Deux Morin
CC Portes Briardes entre Villes et Forêts
CC Val Briard
CC Brie Nangissienne
CC Provinois
CC Bassée-Montois
CA Pays de Fontainebleau
CC Pays de Montereau
CC Moret Seine et Loing
CC Pays de Nemours
CC Gâtinais-Val de Loing
Zone d'intervention publique
Intercommunalité adhérente à Seine-et-Marne Numérique
Intercommunalité non adhérente à ce jour
Opérations de Montée en Débit (MeD)
PRM-MeD réalisés par Seine-et-Marne Numérique
PRM-MeD transférés à Seine-et-Marne Numérique
NRA-ZO construits par le Département et transférés à Seine-et-Marne Numérique
Autres aménagements
Point haut hertzien (THD radio)
Réseau FttH Sem@for 77
Zones d'interventions privées pour le FttH
Orange
SFR
Zone Très Dense (Orange et SFR)
0 5 10 Km
© Seine-et-Marne Numérique - 2017
Cartographie : Seine-et-Marne Numérique - juillet 2017
Sources : Seine-et-Marne Numérique

En septembre 2010, le Département a approuvé le premier SDTAN. Compte tenu des évolutions survenues depuis, dans le domaine du Très Haut Débit au niveau national avec d'une part, le programme national « Très Haut Débit » en 2010, puis le Plan France Très Haut Débit en 2013 (visant à couvrir l'intégralité du territoire d'ici 2022 qu'il s'agisse des logements, des entreprises ou des administrations avec un budget dédié de 20M€ sur 10 ans), mais aussi au niveau départemental, le Département a décidé d'engager la révision de son SDTAN.

Cette révision constitue également l'opportunité de mettre les usages et les services numériques au cœur de la réflexion THD. Le Département n'a pas limité son action aux seuls déploiements d'infrastructures de communications électroniques, il agit également pour le développement des usages et services, en lien avec les infrastructures THD. Les usages et services sont en effet indissociables des réseaux et ils font également partie des priorités de l'Union européenne.
En effet, afin de favoriser la réussite scolaire et concourir à l'égalité des chances, le Département de Seine-et-Marne a été précurseur avec la mise en œuvre, dès 2003, d'une politique éducative ambitieuse. Pilier de son programme éducatif départemental « Collège du 21ème siècle », le « Plan collège numérique 77 » a pour vocation de généraliser l'usage des nouvelles technologies éducatives dans les collèges seine-et-marnais, par l'équipement d'un ordinateur récent pour 10 élèves dans chaque collège. Grâce au réseau Sem@for77, la Seine-et-Marne a par ailleurs été le premier département francilien (Paris mis à part) dont 100 % des collèges et des lycées étaient raccordés à la fibre dès 2016.

Une des volontés suivie dans la révision de ce SDTAN est le respect de la cohérence, d'une part avec les réseaux d'initiative publique (RIP) déjà déployés [obligation CGCT et non du SDTAN – L1425-1] et d'autre part avec les projets des opérateurs privés en zone très denses et en zones conventionnées [obligation du cahier des charges du Plan France Très Haut Débit]. Ainsi, le projet THD seine-et-marnais s'appuie sur le réseau sem@for77 qu'il fera évoluer pour qu'il puisse, non seulement supporter le futur projet « FttH* et Montée en Débit », mais aussi s'articuler parfaitement avec la délégation de service public FttH sem@fibre 77, mise en œuvre en 2015, pour réaliser le projet numérique de la Seine-et-Marne et avec les déploiements des opérateurs privés, qui seront suivis dans le cadre des « convention de programmation et de suivi des déploiements » du Plan France Très Haut Débit.
Une autre volonté a été la préoccupation d'un principe d'aménagement du territoire équilibré et solidaire. La mutation vers le THD revêt des intérêts stratégiques en matière de développement territorial et sa réalisation doit se faire dans les meilleurs délais, pour l'ensemble des habitants, entreprises et services publics du territoire, dans des conditions économiques acceptables, afin que tous puissent en bénéficier des services sans discrimination d'accès aux services, ni de tarifs.

Par la politique d'aménagement numérique confiée au Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique depuis 2013, le Département de Seine-et-Marne confirme sa volonté de coopération avec les EPCI et la Région pour organiser le déploiement d'une infrastructure publique sur 100 % de son territoire, à l'exclusion des communes situées en zones très denses et en zones conventionnées, sur le territoire desquelles ORANGE et SFR ont fait part aux services de l'Etat, de leur intention d'investir et de couvrir intégralement les communes en question d'ici fin 2020. Le SDTAN constitue un support d'échanges avec les acteurs locaux, au travers de Seine-et-Marne Numérique, avec les structures intercommunales et l'ensemble des partenaires susceptibles de contribuer à la réalisation (Etat, Région,…).

Les objectifs affichés par Seine-et-Marne Numérique sont :

- 10 Mbit/s pour tous à minima fin 2017,
- 50 % d'usagers desservis en 2019,
- 100 € d'usagers desservis en 2026.

* Un réseau **FTTH** (de l'anglais : Fiber to the Home, ce qui signifie « Fibre optique jusqu'au domicile ») est un réseau de télécommunications physique qui permet notamment l'accès à internet à très haut débit et dans lequel la fibre optique se termine au domicile de l'abonné.

MOBILITE ET TRANSPORT :

La Seine-et-Marne partage ses frontières avec dix départements situés dans cinq régions différentes, jouissant ainsi d'une position stratégique qui lui permet non seulement d'être le trait d'union entre le cœur de l'agglomération parisienne et les espaces qui s'étendent à l'est de l'Ile-de-France, mais aussi de se situer au carrefour des réseaux d'échanges européens.

A cet égard, le département dispose d'infrastructures de déplacements et d'échanges majeures : trois autoroutes, quatre routes nationales, deux gares TGV et l'aéroport international Roissy-Charles-de-Gaulle.

Cependant, la Seine-et-Marne reste largement polarisée sur Paris et la Petite Couronne, faute d'axes de liaison nord-sud suffisamment structurants qui permettraient de rééquilibrer les échanges avec les territoires périphériques. De plus, certains territoires subissent l'éloignement des services intermédiaires ou de centralité (lycées, médecins spécialistes et hôpitaux) amplifié par un déficit de l'offre des transports. Les usagers souffrent en outre d'une qualité de service parfois insuffisante (saturation, irrégularité, inconfort, insécurité) et de conditions de rabattement vers les gares particulièrement restreintes (dessertes bus limitées, parcs relais saturés et payants).

Le Projet du Grand Paris Express, fruit d'un travail commun au sein des diverses instances régionales (notamment Ile-de-France Mobilité, anciennement STIF, et la Société du Grand Paris), devrait améliorer les liaisons vers la couronne centrale, sous réserve d'assurer pleinement les interconnexions avec le réseau existant, mais il ne réglera pas les insuffisances observées à l'échelle très locale dans les zones denses, ni le problème des mobilités dans les espaces ruraux.

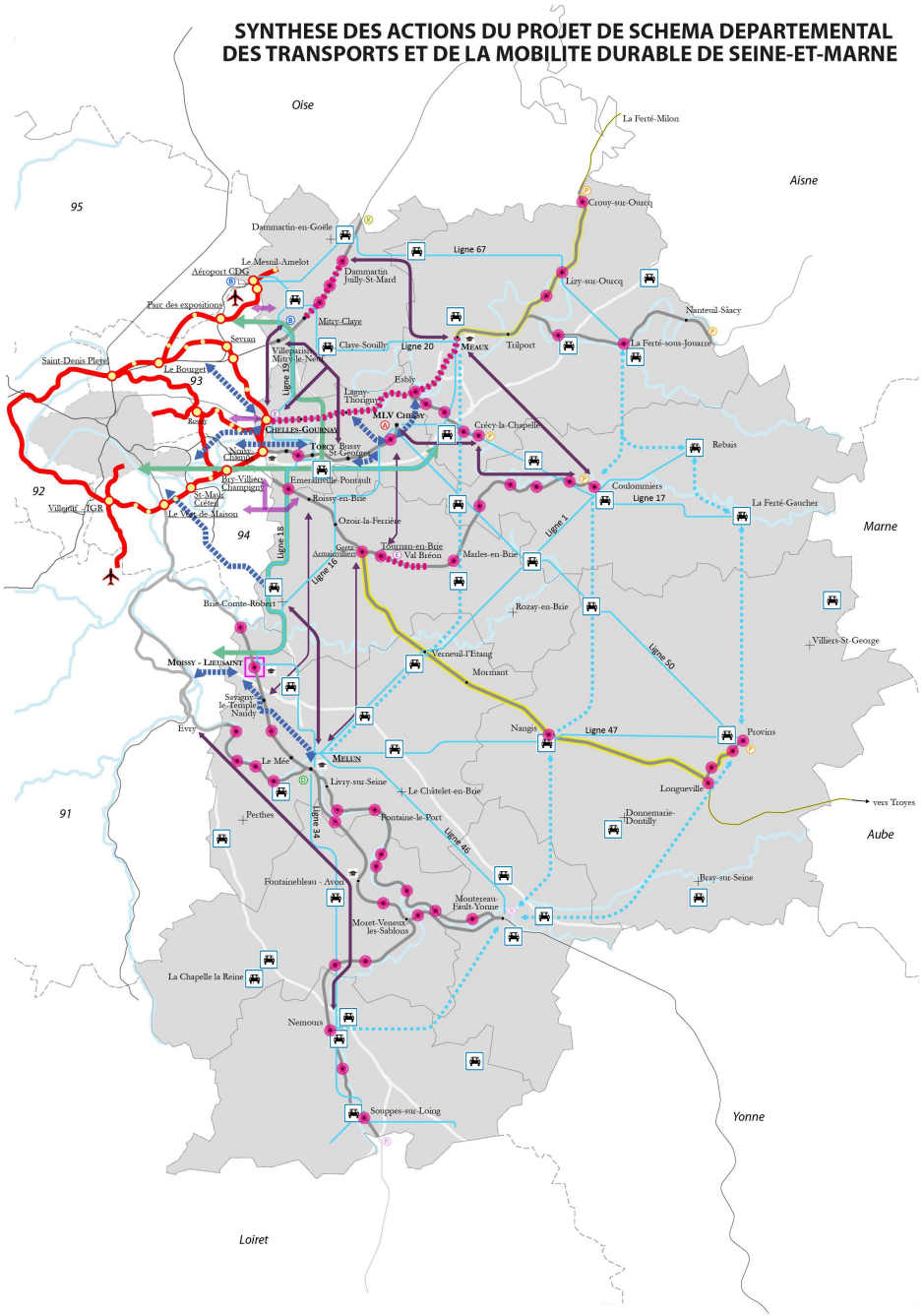
L'électrification de la ligne SNCF Paris-Troyes, obtenue grâce à la mobilisation conjointe de l'Etat, de la Région, du Département et des collectivités voisines du Grand Est, est une avancée significative. A moyen terme, l'électrification du tronçon Meaux-La Ferté-Milon, dernière ligne non électrifiée d'Ile-de-France, et le projet de gare TGV de Lieusaint restent à réaliser.

Le Département entend intensifier ses efforts aux plans technique et financier, au bénéfice des lignes de bus départementales Seine-et-Marne Express et interbassins, des bus à haut niveau de service (Tzen) et de la mise en œuvre d'un transport scolaire performant. Une attention particulière sera portée sur le développement d'un transport permettant aux personnes en situation de handicap de circuler dans des véhicules ouverts à tous les publics, notamment dans une logique de développement du transport à la demande, en lien avec les intercommunalités et le STIF par le nouveau plan bus régional.

Les coûts et les délais de mise en service de voiries nouvelles impliquent d'engager dès à présent, avec tous les partenaires concernés (Etat, Région, Département) un vaste programme d'études et de travaux intégrant des expérimentations de « routes intelligentes » pour répondre à la croissance du trafic. Le Département vise la finalisation du contournement autoroutier de Roissy, la mise à 2 x 2 voies de la RN 36, l'achèvement de celui de la RN 4, la liaison Meaux-Roissy, les nouveaux franchissements de la Marne et de la Seine, les contournements et la requalification des centres villes. Ainsi se dessinerait une liaison à 2 x 2 voies au cœur de la Seine-et-Marne entre A1, A4, A5 et A6. Autant d'infrastructures routières, qui concourent très nettement à l'amélioration de l'accessibilité des services existants aujourd'hui sur le territoire en réduisant les temps de parcours.

L'Etat, le Département mais aussi l'ensemble des acteurs locaux doivent initier de nouvelles mobilités. L'utilisation majoritaire de la voiture semble pour longtemps consubstantielle de la mobilité en Seine-et-Marne. Plusieurs pistes destinées à optimiser les déplacements individuels sont à promouvoir : covoiturage, autopartage, liaisons cyclables, éducation à se déplacer autrement et à utiliser des modes de transports alternatifs. Malgré des premières réalisations concrètes, à l'image de la station multimodale de covoiturage de Pézarches qui a ouvert en septembre 2016, l'objectif étant de mailler le territoire avec 200 stations locales, il faut accroître les offres en la matière.

SYNTHESE DES ACTIONS DU PROJET DE SCHEMA DEPARTEMENTAL DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE DURABLE DE SEINE-ET-MARNE



LÉGENDE

Les gares :

- Gare existante du réseau Transilien et RER
- MELUN — Gare de niveau 1 du PDUIF
- Tournan-en-Brie — Gare d'interconnexion ferrée

Le Grand Paris Express :

- Gare du Grand Paris Express
- Gare d'interconnexion du Grand Paris Express

Gare TGV :

- Projet de Gare TGV à Lieusaint

Intermodalité en gare :

- Démarche de comité de pôle non réalisée dans le cadre du PDU

Le réseau ferré :

- Lignes P, K, R du Transilien et RER A, B, D et E
  Mettre en oeuvre les schémas directeurs des lignes RER A, B, D et E et les schémas de secteur des lignes T ransilien K, P et R : rénover le réseau, fiabiliser les circulations, renforcer l'offre, améliorer la qualité de service

Extensions des lignes Transilien et RER, et GPE :

- Projet d'extension du RER E jusqu'au Val Bréon et jusqu'à Lagny-Thorigny voire Meaux
  Projet d'extension du RER B jusqu'à Dammartin-Juilly-Saint-Mard
- Projet de réseau du Grand Paris Express

Amélioration de l'offre :

- Projet d'électrification de ligne entre Meaux et la Ferté-Milon et entre Gretz et Troyes

Le réseau routier :

- Réseau autoroutier : A4, A5, A6 et A104

Multimodalité :

- Projet de voie réservée au transport en commun sur l'A4 et l'A104

Les transports en commun :

Les lignes de Seine-et-Marne Express :

- 12 lignes de Seine-et-Marne Express existantes à développer, renforcer ou restructurer
- Liaisons express à créer ou à étudier :
  - Entre les pôles de l'est seine-et-marnais :
    La Ferté-sous-Jouarre - Coulommiers - Nangis - Montereau et/ou La Ferte-sous-Jouarre - Rebais - La Ferté-Gaucher - Provins - Montereau - Nemours
  - Entre Melun et Meaux par la RN36

Les projets de transport en commun en site propre

- Projets de TCSP à créer :
  - Tzen 2 entre Sénart et Melun
  - Tzen 1 phase 2 entre Sénart et Corbeil
  - Esbly - Chessy - Serris
  - Lagny - Val d'Europe
  - Brie-Comte-Robert et Créteil sur la RN19
  - Bussy-Saint-George Sycomore
  - Nogent-sur-Marne - Chelles sur la RD34
  - Torcy - Noisy-le-Grand sur l'A199
  - Aulnay-sous-Bois - Chelles
  - Agglomération meldoise *(non représenté)*

Les liaisons à développer :

Les liaisons inter-bassins et inter-départementales:

Liaisons à développer entre les bassins et vers les départements limitrophes

- Entre Meaux et Dammartin
- Entre Villeparisis, Mitry-Mory et Chelles
- Entre Claye-Souilly et Chelles
- Entre Villeparisis et Marne-la-Vallée (secteur 4)
- Entre Brie-Comte-Robert et Melun
- Entre Coulommiers et Crécy-la-Chapelle
- Entre Meaux et Coulommiers
- Entre Crécy-la-Chapelle et Chessy
- Entre Nemours - Saint Fargeau - Fontainebleau et Evry

- Entre le RER E et le RER D
- Entre le RER A et le RER E

- Entre Mitry-Claye-Dammartin et la Seine-Saint-Denis
- Depuis Pontault-Combault et Roissy-en-Brie vers le Val-de-Marne
- Depuis Pontault-Combault et Roissy-en-Brie vers la Seine-Saint-Denis

Etudier la création ou le renforcement de lignes de bus vers les pôles d'études

- Cité Descartes
- Melun
- IUT de Lieusaint
- Meaux
- Fontainebleau

Une offre de transport alternative :

Développement du covoiturage :

- Projets d'aire de covoiturage au droit des principaux carrefours routiers et points d'échange avec le réseau de lignes de bus structurantes

Màj 14 sept. 2017

3/ PRESENTATION DU PLAN D'ACTION

Le diagnostic présenté dans la première partie a donc permis d'analyser la situation seine-et-marnaise en matière d'accessibilité des services au public sur le périmètre validé par le comité de pilotage. Il a abouti à l'identification de pistes d'action pour les 6 ans à venir.

La plan d'action ci-après présenté vise à proposer une vue globale, sous la forme d'une arborescence, de la déclinaison sous formes d'actions et sous-actions des pistes d'amélioration de l'accessibilité des services au public retenues suites aux différents échanges et consultations.

Chaque action fait ensuite l'objet d'une fiche synthétisant les constats et enjeux ayant amené son identification. Chaque action est ensuite elle-même déclinée en plusieurs sous-actions à mener précisant, leurs modalités de mise en œuvre et le calendrier prévisionnel de leur déploiement. Au sein de chaque fiche, est décrite la répartition des rôles entre les différents partenaires du schéma et donc les engagements que les signataires prennent en signant ce schéma. Enfin, sont précisés les indicateurs de suivi du schéma et les modalités possibles de communication sur les services et actions retenus dans le schéma.

PROJET

3.1 Arborescence du plan d'actions

Orientations	Actions	Sous-actions
1- Les Services publics de proximité	1-1 Déploiement des Maisons de Service au Public (MSAP)	1-1-1 Adapter les services de proximité aux attentes des usagers en tout point du territoire
		1-1-2 Répondre au défi de la solidarité
		1-1-3 Accès au droit facilité
	1-2 Développement et structuration du réseau de lecture publique	1-2-1 Réduire le déséquilibre de l'offre de lecture publique
		1-2-2 Réduire le déséquilibre des équipements
		1-2-3 Contribuer à la structuration de l'offre de lecture publique
	1-3 Modernisation du réseau La Poste	1-3-1 Adaptation des services La Poste aux enjeux de société et de territoires
		1-3-2 Adaptation du réseau des bureaux La Poste et développement des consignes Pick Up
	1-4 Faciliter l'accès au droit pour tous les publics	1-4-1 Assurer un maillage territorial pertinent des PAD et MJD
		1-4-2 Déploiement des points conseils budget (PCB)
2- Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais	2-1 Instaurer une gouvernance partagée des politiques de démographie médicale entre partenaires institutionnells	2-1-1 Instaurer une gouvernance partenariale du plan de lutte contre la démographie médicale
		2-1-2 Coordonner les aides à l'investissement des structures de santé
		2-1-3 Elaborer un Schéma départemental de l'offre de soins de 1er Recours
	2-2 Développer la promotion du territoire auprès des jeunes médecins et le suivi de leur parcours professionnel	2-2-1 Organiser une formation annuelle des médecins libéraux à la maîtrise de stage
		2-2-2 Développer la promotion du territoire auprès des étudiants en médecine et le suivi des stagiaires libéraux et hospitaliers
		2-2-3 Développer la promotion numérique du territoire auprès des jeunes professionnels de santé
		2-2-4 Développer les réseaux des professionnels de santé
	2-3 Promouvoir les usages numériques en santé	2-3-1 Promouvoir les usages numériques en santé
	2-4 Renforcer l'offre de formation supérieure en santé en Seine-et-Marne	2-4-1 Créer deux nouvelles antennes de PACES en Sud Seine-et-Marne
3- Améliorer la couverture et l'usage du numérique	3-1 Poursuivre le déploiement du Très Haut Débit en Seine-et-Marne	3-1-1 Réviser le SDTAN et poursuivre la concertation avec les EPCI et les opérateurs privés
		3-1-2 Suivre la mise en œuvre de la politique numérique départementale par Seine-et-Marne Numérique
		3-1-3 Développer les usages numériques dans les territoires
	3-2 Mettre en place les facteurs indispensables au développement des usages numériques dans les collèges	3-2-1 Finaliser le plan collège numérique
		3-2-2 Mettre en place un portail unique d'accès aux différents services pédagogiques et ceux proposés par le Département
		3-2-3 Prendre en compte la mobilité dans les usages pédagogiques
	3-3 Positionner le Département en accélérateur du développement des services numériques sur le territoire	3-3-1 Etudier les besoins des collectivités du territoire et mettre en place les solutions retenues
4- Mobilité et transports	4-1 Poursuivre l'action du Département en matière de transport local et de solidarité - Développer une offre de transport bus efficace et adaptée à la demande	4-1-1 Renforcer l'investissement du Département pour les lignes Seine-et-Marne Express et interurbaines
		4-1-2 Conduire des études générales, thématiques ou de liaisons interbassins portant sur les transports en Seine-et-Marne et en Ile-de-France
	4-2 Innover, encourager le développement des nouvelles mobilités	4-2-1 Accompagner la mise en application et l'expérimentation des avancées des ITS principalmement celle de 5ème génération

ORIENTATION N°1 : Les services au public de proximité

Fiche action n °1-1

Déploiement des Maisons de Services au Public (MSAP)

Orientation n°1 : Permettre l'accessibilité aux services au public de proximité pour tous

Plan d'actions n °1- 1: Déploiement des Maisons de Services au Public (MSAP)

Éléments de diagnostic – constat

Département atypique en Ile-de-France, la Seine-et-Marne représente la moitié de la superficie de la région et accueille 11,5% de sa population. C'est un territoire unique cumulant les atouts et handicaps des zones très rurales, urbaines et péri-urbaines, qui est très dynamique sur sa frange Ouest grâce à la création de villes nouvelles (Marne-la-Vallée et Sénart), mais plus fragile sur sa partie Est très rurale et isolée des grandes agglomérations. Cette configuration géographique, sociale et économique très hétérogène conduit à s'interroger sur les attentes des habitants comme services de proximité, d'où la pertinence d'un déploiement efficace de Maisons de Services au Public (MSAP) dans un tel territoire.

Objectifs / Enjeux / Bénéfices attendus :

➢ Adapter les services de proximité aux attentes des usagers en tout point du territoire➢ Répondre au défi de la solidarité

Pilote(s) de l'action :

Préfecture de Seine-et-Marne

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Collectivités territoriales

Associations et opérateurs nationaux

Groupe La Poste

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

➔ Public(s) : tous publics

➔ Lieu(x) : 18 MSAP au 30/06/2017 (dont 10 portées par le groupe La Poste)

➔ Territoire(s) : tout le territoire de la Seine-et-Marne

Déclinaisons opérationnelles :

Ouverture conditionnée par un courrier de labellisation de M. le Préfet si les critères requis par le cahier des charges sont respectés. Cette labellisation conditionne l'octroi de subventions via le FNADT et le FIO, étudiées par la Préfecture dans le cadre d'un dossier de subventions.

Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif :

Taux de fréquentation ; Type de requête/domaine

Indicateur qualitatif :

Taux de satisfaction des réponses apportées ; Taux de retour des usagers satisfaits à l'issue de leur premier passage ; Propositions d'améliorations (via boîte à idées)

Impact :

Accessibilité à une offre diverse et adaptée de services y compris dans les territoires particulièrement isolés

Des services au plus près des besoins des usagers ;

Accès au droit facilité, accueil pour les questions médico-sociales, favoriser le développement économique

Calendrier prévisionnel :

2017		**2018**		**2019**		**2020**	
S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
	Labellisation des derniers projets de MSAP	Animation du réseau départemental des MSAP pour favoriser la qualité du service rendu	Animation du réseau départemental des MSAP pour favoriser la qualité du service rendu	Animation du réseau départemental des MSAP pour favoriser la qualité du service rendu	Animation du réseau départemental des MSAP pour favoriser la qualité du service rendu		

PROJET

Fiche action n ° 1-2

Schéma départemental de la lecture publique

Orientation n° 1 : Permettre l'accessibilité aux services au public de proximité pour tous

Plan d'actions n °1-2 : Développement et structuration du réseau de lecture publique.
Positionner le Département en tant qu'animateur du développement du réseau de lecture publique dans une démarche de co-construction avec les collectivités locales.

Éléments de diagnostic :

1. Inégalité territoriale de l'offre de lecture publique
2. Faible engagement des EPCI dans une politique de lecture publique

Objectifs / Bénéfices attendus :

- Réduire le déséquilibre d'équipements
- Contribuer à la structuration de l'offre de lecture publique

Pilote(s) de l'action :

Médiathèque départementale

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

DADT – Pôle accompagnement des territoires de la DPC – Drac - Région

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Territoires à l'offre de lecture publique déficitaire (ex : Pays de l'Ourcq, Bassée montois, Provinois)

Déclinaisons opérationnelles :

3. Mission confiée à élève conservateur de l'Inet
4. Validation du schéma départemental de lecture par l'assemblée départementale
5. Mise en œuvre des actions
6. Bilan

Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif :

Nombre d'équipements créés

Indicateur qualitatif :

Rayonnement des équipements créés

Impact :

Soutenir les intercommunalités dans la mise en œuvre de politique de lecture publique

Impact : Réaffirmation du rôle du Département dans le domaine de l'animation de l'action culturelle

PROJET

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Mission élève conservateur Inet	Rédaction d'un schéma départemental avec plan d'action et échéancier	Validation du schéma par l'assemblée + Mise en œuvre des actions	Mise en œuvre des actions	Mise en œuvre des actions	Mise en œuvre des actions	Mise en œuvre des actions	Mise en œuvre des actions	Mise en œuvre des actions

PROJET

Fiche action n °1-3

Modernisation du réseau La Poste

Orientation n°1 : Permettre l'accessibilité aux services au public de proximité pour tous

Plan d'actions n °1- 3: Adaptation des services La Poste aux enjeux de société et de territoires

Éléments de diagnostic – constat

Face à la décroissance de la distribution du courrier et pour répondre aux enjeux de société (numérique, vieillissement de la population, transition énergétique,…), La Poste a capitalisé sur ses atouts, son image de marque et un réseau de facteurs connectés pour s'adapter en permanence aux mutations de la société.

Objectifs / Enjeux / Bénéfices attendus :

- Adapter les services de proximité aux attentes des usagers
- Répondre au défi des territoires ruraux et/ou isolés

Pilote(s) de l'action :

Groupe La Poste

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Collectivités territoriales

Préfecture de Seine-et-Marne

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

➔ Public(s) : tous publics

➔ Territoire(s) : tout le territoire de la Seine-et-Marne

Déclinaisons opérationnelles :

- **10 MSAP** portées par le groupe La Poste sont labellisées en Seine-et-Marne

- **Modernisation** du réseau des **bureaux de Poste et des consignes PICK UP**

- **Diversification de l'offre de services** : dispositifs **Cohésio**, **Proxi Courses Santé**, **Proxi Courses médiathèque** et l**ivraisons de repas à domicile.**

PROJET

* **Cohésio** ou « veiller sur mes Parents » : service qui permet la mise en place d'actions sociales adaptées, proposées aux collectivités ou organismes, en confiant au facteur des visites de lien social et d'alerte au domicile des personnes âgées, fragiles et/ou isolées.

Equipé d'un smartphone connecté, le facteur se rend au domicile des personnes bénéficiaires, s'assure de leur présence et vérifié qu'elles vont bien. Les observations réalisées au cours de ces visites sont disponibles sur un site Internet, dans un espace client dédié.

***Proxi Courses Santé** : Service de livraison, contre signature, de médicaments à domicile, pour les personnes âgées, fragiles ou isolées.

* **Proxi Courses médiathèque** : service de livraison à domicile, par un facteur, de biens culturels pour les personnes âgées, fragiles et/ou isolées. Les ouvrages, commandés par le bénéficiaire, sont insérés dans une sacoche qui est déposée au guichet d'un établissement courrier le plus proche.

***Livraison de repas** : par le facteur, au domicile des seniors, 6 jours/7 avant 12h30.

Service qui sera disponible en Seine-et-Marne à partir du second semestre 2017 et qu'il sera possible de coupler avec le dispositif **Cohésio**.

Les repas seront adaptés aux seniors dans le cadre d'un partenariat avec Elior.

Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif :

Taux de fréquentation.

Taux d'utilisation des services pour des parents éloignés / proches.

Indicateur qualitatif :

Taux de satisfaction des usagers.

Taux de satisfaction des seniors.

Taux de satisfaction des familles concernées par un proche senior, fragile, isolé.

Impact :

Accessibilité à une offre diverse et adaptée de services y compris dans les territoires particulièrement isolés.

Des services au plus près des besoins des usagers.

Calendrier prévisionnel :

2017		2018		2019		2020	
S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2

Fiche action n °1-4

Déploiement des POINTS CONSEIL BUDGET (PCB)

Orientation n°1 : Prévenir le surendettement des particuliers

Plan d'actions n °1- 4 : Attribuer un label ministériel aux associations, fondations, services, reconnus pour leur façon de travailler le surendettement et l'accompagnement budgétaire individuel et collectif.

Éléments de diagnostic – constat

Département atypique en Ile-de-France, la Seine-et-Marne représente la moitié de la superficie de la région et accueille 11,5% de sa population.

C'est un territoire unique cumulant les atouts et handicaps des zones très rurales, urbaines et périurbaines, qui est très dynamique sur sa frange Ouest grâce à la création de villes nouvelles (Marne-la-Vallée et Sénart), mais plus fragile sur sa partie Est très rurale et isolée des grandes agglomérations.

Cette configuration géographique, sociale et économique très hétérogène conduit à s'interroger sur les attentes des habitants comme services de lutte contre le surendettement, d'où la pertinence d'un déploiement efficace des POINTS CONSEIL BUDGET.

Ce déploiement nécessite une articulation avec la structuration du 1er accueil social inconditionnel de proximité en étroite collaboration avec les partenaires du secteur social notamment le Conseil Départemental et en particulier avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), les organismes de protection sociale, pôle emploi, la MDPH, les missions locales.

En effet, d'une part ces partenaires réalisent eux-mêmes un accueil du public relevant de leurs compétences, d'autres part le premier accueil inconditionnel leur adressera des personnes pour un accompagnement spécialisé.

Objectifs / Enjeux / Bénéfices attendus :

- Constituer un réseau départemental de proximité sur la lutte contre le surendettement
- Optimiser l'accessibilité et la visibilité des guichets d'information sur la prévention du surendettement avant dépôt d'un dossier de surendettement.
- Rendre accessible à tous le conseil et l'information sur la gestion d'un budget familial
- Equilibrer les fortes affluences aux guichets d'information
- Mutualiser les moyens et les ressources

PROJET

➢ Rendre performant le repérage précoce des situations financières les plus dégradées et particulièrement pour :

- prévenir les expulsions locatives,

- prévenir les absences de soins faute de moyens financiers,

- prévenir contre les situations de violence conjugales et intrafamiliales,

- préserver les droits de l'enfant pour la couverture de ses besoins quotidiens,

- agir le plus rapidement possible dans la mise en oeuvre du devoir de protection des personnes les plus vulnérables (personnes âgées et/ou handicapées, femmes enceintes.

Pilote(s) de l'action :

Niveau central : Ministère des affaires sociales et de la santé

Niveau régional : Direction régionale de la jeunesse de la cohésion sociale et des sports d'Ile-de-France

Au niveau départemental :

Préfecture de Seine-et-Marne

Direction départementale de cohésion sociale

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Tous les acteurs cités ci-dessus

Les huissiers de justice

Les établissements financiers et bancaires

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

➔ Public(s) : tous publics

➔ Lieu(x) : 1 seul Point Conseil Budget sur la commune de DAMMARIE-LES-LYS

➔ Territoire(s) : tout le territoire de la Seine-et-Marne

Déclinaisons opérationnelles :

Recenser l'existant

Evaluer, contrôler, inspecter si nécessaire, la façon de travailler le surendettement et l'accompagnement budgétaire individuel et collectif mis en oeuvre actuellement ainsi que l'accessibilité des locaux

Recommander les bonnes pratiques dans ce champ d'intervention

Exercer une veille et une observation sociale

Ouverture conditionnée par un courrier de labellisation de M. le Préfet si les critères requis par le cahier des charges sont respectés après validation du dossier par la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) du ministère des Affaires sociales et de la santé.

PROJET

Cette labellisation conditionne l'octroi de ressources matérielles sous forme d'un logiciel dédié et l'accompagnement à l'utilisation de l'outil et à son optimisation, d'outils de communication par le ministère des affaires sociales et de la santé.

Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif :

Taux de fréquentation ; Type de requête/domaine -

Baisse des dossiers de surendettement

Augmentation de l'accompagnement budgétaire

Baisse des prises en charge des situations les plus dégradées et dans l'urgence

Indicateur qualitatif :

Taux de satisfaction des travailleurs sociaux et des bénévoles sur ce champ d'intervention

Accessibilité à une offre diverse et adaptée de services y compris dans les territoires particulièrement isolés

Des services au plus près des besoins des usagers ;

Accès au droit facilité, accueil pour les questions médico-sociales, favoriser le développement économique,

Accès aux droits de tous

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2

PROJET

ORIENTATION N°2 : La désertification médicale

Orientation stratégique n° 2 du SDAASaP :
Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

La Seine-et-Marne est frappée très fortement par la désertification médicale et paramédicale qui menace gravement l'accès aux soins de centaines de milliers d'habitants dans les années à venir. Il importe donc d'agir en coordination avec nos partenaires (Etat, ARS, Région, Assurance Maladie) pour renforcer l'attractivité de notre territoire auprès des professionnels de santé, notamment à travers un maillage du territoire en maisons de santé, mais aussi d'en assurer une promotion proactive.

Plan d'actions n°2-1 : Instaurer une gouvernance partagée des politiques de démographie médicale entre partenaires institutionnels

- ***Mettre en place des instances de pilotage communes***
- ***Elaborer un schéma départemental de l'offre de soins de premier recours***
- ***Instaurer une coordination des aides à l'investissement des structures de santé***

Au-delà du Département, différents acteurs institutionnels interviennent actuellement dans la lutte contre la désertification médicale : Agence Régionale de Santé (ARS), Etat, Région Ile-de-France, Assurance Maladie. Si des liens existent entre ces partenaires, leurs actions sont insuffisamment coordonnées et convergentes, et ne repose pas sur une lecture commune de la situation et des enjeux. Il en résulte une sous-utilisation des capacités d'intervention de chacun, et une dispersion des aides à l'investissement en faveur des maisons de santé.

Instaurer une gouvernance commune des politiques de démographie médicale doit permettre d'utiliser de façon optimale les outils de chaque partenaire, de développer de nouvelles actions en particulier en matière de promotion, et de focaliser les investissements sur des priorités conjointes.

Cette gouvernance se traduira par :

- la mise en place d'instances techniques et de pilotage communes destinées à échanger des données, puis concevoir, mettre en œuvre et évaluer les actions communes ;
- l'élaboration d'un schéma départemental de l'offre de soins de premier recours destiné à faire émerger une lecture conjointe de l'état des lieux et des priorités ;
- la mise en place d'une coordination entre financeurs pour l'attribution d'aides à l'investissement des maisons médicales et de santé.

Cette coordination doit en particulier permettre d'aboutir, dans les toutes prochaines années, à un renforcement conséquent du maillage de la Seine-et-Marne en maisons de santé attractives, et à un impact accru de la promotion du territoire auprès des jeunes professionnels de santé.

Plan d'actions n°2-2 : Développer la promotion du territoire auprès des jeunes médecins et le suivi de leur parcours professionnel

- ***Renforcer l'accueil en stage d'étudiants en médecine***
- ***Assurer une information et un suivi systématiques des étudiants transitant par la Seine-et-Marne***
- ***Développer des outils modernes de promotion de notre territoire auprès des futurs médecins***
- ***Renforcer les réseaux professionnels dont disposent les professionnels de santé***

Alors que la Seine-et-Marne peine à attirer des médecins, 3 à 400 étudiants en médecine y transitent chaque année à l'occasion de stages hospitaliers ou libéraux. Notre territoire exploite insuffisamment ce vivier pour fidéliser ces futurs médecins. Il accuse par ailleurs un certain retard en matière d'outils modernes de promotion auprès de ce public.

Il s'agit ici de développer de nouveaux outils de promotion notamment dans le champ numérique, de systématiser l'information des étudiants transitant par la Seine-et-Marne, et d'assurer une offre régulière d'information jusqu'à la fin de leur études. Il s'agit également d'accroitre le volume d'étudiants accueillis à travers la formation de nouveaux maitres de stage libéraux, et de renforcer les réseaux professionnels dont disposent les médecins libéraux en Seine-et-Marne.

Cet axe de travail se traduira par :

- la reconduction annuelle de formations à la maitrise de stage déconcentrées en Seine-et-Marne pour les médecins libéraux, afin d'accroitre le volume d'étudiants accueillis ;
- la conception d'outils modernes de promotion : catalogue en ligne des offres d'installation, application mobile, newsletter, présence sur les réseaux sociaux ;
- une promotion systématique du Département auprès de tout interne hospitalier ou libéral qui y transite : remise systématique d'un kit d'information, participation aux accueils d'internes hospitaliers, cérémonies de fin de stage ;
- la mise en place d'outils destinés à faciliter l'exercice libéral : Plateforme Territoriale d'Appui (PTA) et Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS).

La formation à la maitrise de stage aura lieu chaque année à l'automne. Les outils de communication serviront pour la réception de fin de stages qui doit être mise en place, puis, dans les campagnes d'accueil des nouveaux internes hospitaliers début mai. Les CPTS sont en place mais doivent être développés dans tous les territoires. La création d'une PTA est en revanche tributaire de l'émergence d'un porteur potentiel parmi les acteurs de santé.

Les résultats concrets attendus sont :

- un accroissement du nombre de maitres de stage libéraux et du nombre d'internes accueillis en stage libéral ;
- un accroissement du nombre des installations de médecins libéraux parmi les anciens stagiaires.

Plan d'actions n°2-3 : Promouvoir les usages numériques en santé

Sur le plan technique et industriel, les usages numériques en santé sont désormais largement au point : télémédecine, applications mobiles de suivi des patients chroniques, partage de données sécurisées, etc. Leur déploiement pourrait constituer une partie de la réponse aux problèmes de désertification médicale (accès à des ressources médicales distantes, réduction des délais, amélioration de la prévention des maladies chroniques, amélioration du parcours du patient). Mais il se heurte à la complexité organisationnelle des projets, à la fragilité des modèles économiques, voire à l'absence de porteurs de projets.

L'action consiste :

- à s'appuyer sur des acteurs ressources nationaux et régionaux reconnus, et à auditionner des porteurs de projets avérés ou potentiels pour identifier des projets à la fois réalistes et adaptés aux enjeux seine-et-marnais ;
- à développer des modalités d'accompagnement en ingénierie pour permettre la concrétisation de ces projets.

Cet axe de travail se traduira par :

- une audition en comité technique du SESAN (Groupement de Coopération Sanitaire, expert opérationnel en systèmes d'information pour les acteurs de santé franciliens) et de porteurs de projets ;
- la définition, en fonction de cette audition, d'axes de développement prioritaire et éventuellement d'expérimentations

Calendrier prévisionnel : 2017

Les résultats concrets obtenus sont :

- un développement d'actions d'e-santé et de télémédecine adaptées aux enjeux et aux ressources (médicales, hospitalières, etc.) de la Seine-et-Marne.

PROJET

Plan d'actions n°2-4 : Renforcer l'offre de formation supérieure en santé en Seine-et-Marne

- ***Créer deux nouvelles antennes de Première Année Commune aux Etudes de Santé (PACES), et des écoles paramédicales en ergothérapie, kinésithérapie et orthophonie***

En dehors d'Instituts de Formation en Soins Infirmiers, la Seine-et-Marne ne compte pratiquement aucune formation supérieure en santé sur son territoire. Cette absence pénalise l'accès des bacheliers seine-et-marnais à ces filières, et à l'issue des études leur installation en Seine-et-Marne. Elle handicape également la réalisation de stages dans les hôpitaux, cabinets et établissements du département, qui peinent dès lors à recruter les jeunes professionnels. Par ailleurs, certaines filières comme l'orthophonie connaissent un déficit chronique de capacités de formation en Ile-de-France.

L'enjeu est donc de faire émerger en Seine-et-Marne de nouvelles capacités de formations supérieures en santé, avec pour objectifs de favoriser l'accès à ces formations aux bacheliers seine-et-marnais, et de répondre aux besoins professionnels de l'Ile-de-France et plus particulièrement de la Seine-et-Marne.

Cet axe de travail se traduira par :

- L'étude de l'implantation de deux antennes de Premières Années Communes aux Etudes de Santé (PACES), l'une dépendant de Paris VI à Melun, l'autre de Paris XII en sud Seine-et-Marne
- L'étude de l'implantation d'un pôle de formation paramédicale comprenant une école d'ergothérapie, une école de kinésithérapie voire une école d'orthophonie.
- L'étude du développement de filière santé au sein des lycées de Seine-et-Marne

Les deux PACES pourraient se concrétiser en 2018. Les écoles paramédicales nécessiteront sans doute des délais plus longs.

Les résultats concrets obtenus sont :

- Une amélioration de l'accès des bacheliers aux filières de formation supérieure en santé
- Une réduction, à long terme, du déficit de professions médicales et paramédicales

PROJET

Les précédents plans d'actions sont déclinés par les fiches actions suivantes :

Fiche action n °2-1-1

Instaurer une gouvernance partenariale du plan de lutte contre la démographie médicale

Orientation n°2 : Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

Plan d'actions n °2-1: Instaurer une gouvernance partagée des politiques de démographie médicale entre partenaires institutionnels

Eléments de diagnostic :

L'amélioration de l'efficacité des actions de l'ensemble des partenaires en matière de démographie médicale nécessite :

7. une lecture territoriale partagée de l'état des lieux et des priorités
8. une coordination dans la définition et la mise en œuvre des actions nécessaires

Objectifs / Bénéfices attendus :

Instaurer une gouvernance commune des politiques de démographie médicale doit permettre d'utiliser de façon optimale les outils de chaque partenaire, de développer de nouvelles actions en particulier en matière de promotion, et de focaliser les investissements sur des priorités conjointes.

Pilote(s) de l'action :

Département de Seine-et-Marne

Préfecture de Seine-et-Marne

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Agence Régionale de Santé

Région Ile de France

Caisse Primaire d'Assurance Maladie

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Ensemble de la Seine-et-Marne

Déclinaisons opérationnelles :

Mise en place de deux instances complémentaires :

1. **un comité technique** réunissant environ trimestriellement les services concernés des différentes institutions.
   Le comité technique :

- élabore une proposition de diagnostic partagé, basé sur l'évaluation des besoins en installation à horizon 2021 EPCI par EPCI,
- élabore des propositions de priorisations entre projets de structures de soins de 1er recours (maisons de santé labélisées, maisons médicales, cabinets de groupe), et de coordination des contributions des financeurs aux projets,

- tient à jour une base des structures et projets de structures de soins de 1er recours : existence et avancement des projets, composition, analyse de leur pertinence, coût, potentialité technique et financière de contribution de chaque financeur, calendrier, etc…
- assure une information réciproque des partenaires sur leurs actions respectives (promotions, accompagnements, aides, etc.), et les données statistiques (densités médicales et paramédicales par EPCI et communes, âge des praticiens, suivi des installations, etc.),
- assure le suivi de la mise en œuvre des actions communes.

2. **un comité de pilotage décisionnel**, regroupant environ deux fois par an le Préfet ou son représentant, le Président du Département ou son représentant, le Président de la Région ou son représentant, le Délégué Départemental de l'ARS, le Directeur de la CPAM.
   Le comité de pilotage :

- valide le diagnostic partagé et les priorités conjointes en matière de financement des structures de soins de premier recours (maisons de santé, maisons médicales, cabinets de groupe). Ce schéma a vocation à constituer un élément du Schéma Départemental d'Accessibilité des Services aux Publics.
- arbitre le cas échéant les contributions financières des partenaires aux différents projets
- valide un programme d'action partagé
- évalue régulièrement la mise en œuvre du programme afin de le réorienter le cas échéant.

Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif :

Fréquence des réunions du Comité Technique (au moins trimestrielle) et du Comité de Pilotage (au moins semestrielle).

Densité libérales des principales professions de santé.

Indicateur qualitatif :

Mise en œuvre effective et évaluation des actions communes

Convergence des politiques en matière d'accompagnement individuel, de promotion, de développement des maisons de santé

Impact :

Cohérence entre financeurs quant aux choix de financements en matière de maisons de santé.

Développement du maillage territorial en structures de type maisons médicales, maisons de santé.

Accroissement progressif des installations de professionnels de santé libéraux.

Limitation de la baisse des densités des professions de santé libérales.

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Mise en place COTECH et comité de pilotage	2 Cotech + 1 Copil	2 Cotech + 1 Copil	2 Cotech + 1 Copil	2 Cotech + 1 Copil	2 Cotech + 1 Copil	2 Cotech + 1 Copil	2 Cotech + 1 Copil	2 Cotech + 1 Copil

Fiche action n °2-1-2

Coordonner les aides à l'investissement des structures de santé

Orientation n°2 : Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

Plan d'actions n °2-1: Instaurer une gouvernance partagée des politiques de démographie médicale entre partenaires institutionnels

Éléments de diagnostic :

A ce jour, les financeurs des projets de structures collectives interviennent de façon insuffisamment coordonnée, chacun en fonction de ses critères propres (calendrier, nature des porteurs, critères de validation des projets, niveau d'intervention...).

Cette instruction en ordre dispersé peut induire des disparités dans la priorisation des projets ou l'analyse de leur pertinence, des surfinancements inutiles de certains projets, ou au contraire des sous-financements d'autres. En outre, il impose aux porteurs de projets une multiplication des dépôts de dossiers et parfois des discordances dans les calendriers d'instruction qui peuvent peser sur la réalisation des projets.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Mise en cohérence des choix de financement entre les trois principaux financeurs (Etat, Région et Département).

Favoriser un maillage cohérent de la Seine-et-Marne en structures de soins de 1er recours attractives et pérennes.

Pilote(s) de l'action :

Département de Seine-et-Marne

Préfecture de Seine-et-Marne

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Agence Régionale de Santé

Région Ile de France

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Ensemble de la Seine-et-Marne

Déclinaisons opérationnelles :

Structures concernées : maisons de santé pluridisciplinaires labellisées, maisons médicales, cabinets de groupe.

Le comité technique tient à jour une base partagée des structures existantes et des projets : existence et avancement des projets, nature et composition, analyse conjointe de leur pertinence,

PROJET

coût, potentialité technique et financière de contribution de chaque financeur, calendrier. Il évalue les besoins de financement nécessaires à la viabilité des projets. En cohérence avec les priorités du Schéma départemental de l'offre de soins de 1er recours et avec les modalités d'intervention de chaque partenaire, il propose un équilibre des contributions financières des différents partenaires.

Le comité de pilotage, sur la base des éléments fournis par le comité technique, arbitre les priorités entre projets et valide les engagements financiers pour chaque projet. Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif :

Nombre de structures de soins de 1er recours ouvertes (au total et par année).

Capacité d'installation (cabinets disponibles) par EPCI

Indicateur qualitatif :

Mise à jour constante d'une base de données des structures de soins et des projets

Convergence des choix de financement entre Etat, Région et Département

Impact :

Installation de médecins généralistes libéraux

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
	Elaboration d'une base de données commune. Elaboration du schéma départemental	Cotech / Copil	Evaluation annuelle Cotech / Copil	Cotech / Copil	Evaluation annuelle Cotech / Copil	Cotech / Copil	Evaluation annuelle Cotech / Copil	Cotech / Copil

PROJET

Fiche action n °2-1-3

Elaborer un Schéma Départemental de l'Offre de Soins de 1er Recours

Orientation n°2 : Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

Plan d'actions n °2-1: Instaurer une gouvernance partagée des politiques de démographie médicale entre partenaires institutionnels

Éléments de diagnostic :

A ce jour, les financeurs des projets de structures collectives réagissent aux sollicitations des porteurs de projets, mais ne disposent pas d'une vision prospective partagée du développement souhaitable des maisons de santé.

Il en résulte :

- une absence de hiérarchisation des projets lorsqu'ils sont concurrents,

- un défaut d'action sur les territoires où, malgré un besoin important, aucun porteur ne s'est spontanément manifesté.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Vision partagée du besoin de développement de structures de soins de 1er recours.

Prise d'initiative sur les territoires où les projets font défaut.

Coordination des interventions en investissements des principaux financeurs.

Contribution au Schéma Départemental d'Accès des Publics aux Services (Loi NOTRe).

Pilote(s) de l'action :	**Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :**
Département de Seine-et-Marne	Agence Régionale de Santé
Préfecture de Seine-et-Marne	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
	Région Ile de France

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Ensemble de la Seine-et-Marne

Déclinaisons opérationnelles :

PROJET

Elaboration conjointe entre institutions d'un schéma départemental de l'offre de soins de 1er recours définissant, à l'échelle des EPCI, le maillage souhaitable en structures (maisons médicales, maisons de santé, cabinets de groupe), incluant :

- une évaluation du besoin d'installation en médecins à l'échelle de chaque EPCI,

- un recensement des structures existantes et en projet,

- une définition du maillage souhaitable du territoire, y compris la nécessité de prises d'initiatives nouvelles dans les territoires déficitaires où elles font défaut,

- une identification des projets structurants (maisons de santé universitaires),

- un arbitrage des priorités entre projets, notamment en cas de concurrence territoriale,

- l'identification des structures existantes (publiques ou privées) dont le maintien appelle une intervention publique.

Ce schéma constituerait une partie intégrante du schéma départemental d'accessibilité des services au public (SDAASaP).

Indicateur quantitatif :

Sans objet

Indicateur qualitatif :

Réalisation du Schéma

Mise à jour

Impact :

Mise en cohérence des interventions des financeurs en investissement.

Emergence de projets sur les territoires où ils font défaut

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
	Elaboration du schéma départemental		Evaluation et mise à jour		Evaluation et mise à jour		Evaluation et mise à jour	

PROJET

Fiche action n °2-2-1

Organiser une formation annuelle des médecins libéraux à la maitrise de stage

Orientation n°2 : Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

Plan d'actions n °2-2 : Développer la promotion du territoire auprès des jeunes médecins et le suivi de leur parcours professionnel

Éléments de diagnostic :

Le stage d'internes en médecine de ville est un des plus importants vecteurs d'installation à terme de jeunes médecins.

Le volume de maitres de stages libéraux s'érode avec la démographie médicale, privant les Facultés de capacités à orienter les jeunes médecins vers la médecine de ville.

Les sessions de formation à la maitrise de stage sont organisées hors de Seine-et-Marne ce qui décourage les médecins seine-et-marnais de s'y inscrire.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Accroitre le volume d'internes en médecine effectuant un stage libéral en Seine-et-Marne.

Accroitre, à terme, le nombre d'installations de jeunes médecins libéraux.

Pilote(s) de l'action :

Département de Seine-et-Marne

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Agence Régionale de Santé

Caisse Primaire d'Assurance Maladie

Collège National des Généralistes Enseignants

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Public : médecins généralistes libéraux, médecins de PMI (Seine-et-Marne entière)

Déclinaisons opérationnelles :

Organisation annuelle conjointe avec le Collège National des Généralistes Enseignants (CNGE) de sessions d'initiation à la maitrise de stage déconcentrées en Seine-et-Marne, à destination prioritaire des médecins libéraux et de PMI de Seine-et-Marne.

Mise à disposition de locaux par le Département, organisation et formation par le CNGE.

PROJET

Recensement continu des médecins libéraux seine-et-marnais intéressés via les accompagnements à la création de structures, et l'intervention des délégués de l'Assurance Maladie auprès des médecins.

Information sur les indemnités pour les maitres de stage issues de la nouvelle convention nationale (Assurance Maladie).

Indicateur quantitatif :

Nombre de médecins formés à la maitrise de stage (par an et au total).

Nombre d'internes reçus en stage (par an et au total).

Nombre d'anciens stagiaires installés en libéral en Seine-et-Marne (au total).

Indicateur qualitatif :

Impact :

Promotion de l'exercice libéral auprès des internes en médecine général.

Promotion des maisons de santé seine-et-marnaises auprès des internes en médecine général.

Promotion de la Seine-et-Marne (qualité de vie) auprès des internes en médecine général.

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
1re formation (40 médecins)		Formation		Formation		Formation		Formation

PROJET

Fiche action n °2-2-2

Développer la promotion du territoire auprès des étudiants en médecine et le suivi des stagiaires libéraux et hospitaliers

Orientation n°2 : Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

Plan d'actions n °2-2 : Développer la promotion du territoire auprès des jeunes médecins et le suivi de leur parcours professionnel

Éléments de diagnostic :

La qualité de vie et d'exercice en Seine-et-Marne doit faire l'objet d'une promotion intense auprès des étudiants en médecine directement dans les Facultés.

Par ailleurs on peut estimer entre 150 et 200 le nombre d'étudiants en médecine effectuant un stage hospitalier ou libéral en Seine-et-Marne chaque semestre (environ 130 à 150 stagiaires hospitaliers et plusieurs dizaines de stagiaires libéraux), soit 3 à 400 par an.

Pour autant, ces futurs médecins ne font pas l'objet jusqu'ici d'une information systématique sur les opportunités d'installation et d'exercice et les aides existantes, alors que le stage est un des vecteurs majeurs de l'installation.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Accroitre, à terme, le nombre d'installations de jeunes médecins libéraux.

Pilote(s) de l'action :

Département de Seine-et-Marne

Agence Régionale de Santé

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Public : internes en médecine (toutes spécialités) en stage hospitalier ou libéral

Déclinaisons opérationnelles :

Conventionner avec chaque Faculté francilienne des modalités de promotion auprès des internes.

Recenser de façon exhaustive les lieux de stage hospitaliers et libéraux en Seine-et-Marne (notamment auprès des Facultés).

Participer aux accueils des internes dans tous les hôpitaux publics. Organiser des réceptions de fin de stage pour tous les internes hospitaliers ou libéraux. Proposer systématiquement des rendez-vous individualisés d'appui à l'installation aux étudiants intéressés.

Concevoir un kit d'information (opportunités d'exercice, aides et accompagnement, qualité de vie, etc.) à remettre systématiquement aux stagiaires (via les maitres de stages libéraux ou établissements).

Recueillir les coordonnées téléphoniques et électroniques des étudiants pour pouvoir les suivre, les informer et les relancer régulièrement jusqu'au début de leur carrière professionnelle.

Maintenir les permanences locales d'aides à l'installation (ARS / URPS + Département, Ordres et CPAM).

Indicateur quantitatif :

Nombre de kits d'information remis par an.

Nombre d'entretiens individuels réalisés.

Nombre de coordonnées d'internes récupérées.

Indicateur qualitatif :

Concrétisation d'installations après les entretiens individuels.

Impact :

Promotion de l'exercice libéral auprès des internes en médecine général.

Promotion des maisons de santé seine-et-marnaises auprès des internes en médecine générale.

Promotion de la Seine-et-Marne (qualité de vie) auprès des internes en médecine général.

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Accueil des internes hospitaliers	Conception de nouveaux outils de communication Réception de fin de stage Accueil des internes hospitaliers	Conception de nouveaux outils de communication Réception de fin de stage Accueil des internes hospitaliers	Réception de fin de stage Accueil des internes hospitaliers	Réception de fin de stage Accueil des internes hospitaliers	Réception de fin de stage Accueil des internes hospitaliers	Réception de fin de stage Accueil des internes hospitaliers	Réception de fin de stage Accueil des internes hospitaliers	Réception de fin de stage Accueil des internes hospitaliers

PROJET

Fiche action n °2-2-3

Développer la promotion numérique du territoire auprès des jeunes professionnels de santé

Orientation n°2 : Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

Plan d'actions n °2-2 : Développer la promotion du territoire auprès des jeunes médecins et le suivi de leur parcours professionnel

Éléments de diagnostic :

En dehors du site Internet du Département, que des jeunes médecins extérieur au département ont peu de raison de consulter spontanément, la promotion de l'installation en Seine-et-Marne n'utilise pas les moyens numériques modernes, qui sont pourtant au cœur des usages de la génération de médecins ciblée.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Mieux faire connaître la qualité de vie et la qualité d'exercice proposées par la Seine-et-Marne auprès des jeunes professionnels de santé.

Pilote(s) de l'action :

Département de Seine-et-Marne

Région Ile-de-France

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie

Agence Régionale de Santé

Etat

URPS Médecins

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Public : tous professionnels de santé libéraux

Déclinaisons opérationnelles :

Création d'un catalogue en ligne des opportunités d'exercice en Seine-et-Marne.

Edition d'une newsletter d'information sur les maisons de santé, l'aide à l'installation, etc.

Création de profils spécialisés sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.).

Création d'une application mobile d'aide à l'installation (opportunités d'exercice, aides existantes, démarches, etc.).

Outils gérés par le Département et / ou la Région, contribution des autres partenaires à l'élaboration des contenus.

Indicateur quantitatif :

Volume de contacts / utilisateurs des différents outils

Volume de prises de contacts générées par ces outils

Indicateur qualitatif :

Impact médiatique

Impact :

Evolution de l'image de la Seine-et-Marne auprès des jeunes professionnels de santé en termes de qualité de vie et de qualité d'exercice

Accroissement des installations de professionnels médicaux et paramédicaux

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
		Mise en chantier des nouveaux outils	Mise en chantier des nouveaux outils	Mise en service des nouveaux outils				

PROJET

Fiche action n °2-2-4

Développer les réseaux des professionnels de santé

Orientation n°2 : Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

Plan d'actions n °2-2 : Développer la promotion du territoire auprès des jeunes médecins et le suivi de leur parcours professionnel

Éléments de diagnostic :

Le développement des réseaux des professionnels de santé est indispensable pour améliorer la qualité des parcours de soins et optimiser les bénéfices des structures universitaires. Les maisons de santé universitaires sont pour la plupart saturées et ne peuvent proposer d'installation aux internes qu'elles forment, pourtant en grand nombre.

Les maisons médicales et de santé autour d'elles, souvent en zone déficitaire, ont au contraire des espaces disponibles mais peu de contact avec des candidats à l'installation.

Les professionnels pilotes des structures ont besoin de se décharger de fonctions administratives, ce qui nécessite des recrutements mutualisés.

Les actions de santé développées voire certains professionnels rares mériteraient d'être mutualisés entre structures.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Renforcer l'attractivité de l'exercice libéral en Seine-et-Marne à travers une amélioration de la qualité de l'exercice quotidien et des réseaux dont disposent les professionnels libéraux.

Pilote(s) de l'action :	**Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :**
Agence Régionale de Santé Département de Seine-et-Marne	

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Public : tous professionnels de santé libéraux de Seine-et-Marne

PROJET

Déclinaisons opérationnelles :

Plateforme Territoriale d'Appui : identification de potentiels porteurs de cette plateforme parmi les acteurs de santé de Seine-et-Marne (réseaux de santé), puis accompagnement à l'ingénierie du projet en lien avec l'ARS.

Communautés Professionnelles Territoriales de Santé :

- publication par l'ARS du cahier des charges pour leur mise en place,

- structuration des CPTS par des réunions de lancement entre maisons de santé et autour des maisons de santé universitaires,

- accompagnement de ces CPTS naissantes dans la réponse à l'appel à projet de l'ARS.

Indicateur quantitatif :

Nombre de CPTS mises en place

Indicateur qualitatif :

Mise en fonctionnement de la PTA

Impact :

Amélioration des conditions d'exercice pour les médecins libéraux et maisons de santé : allègement de la charge administrative, élargissement du réseau professionnel pour le suivi des patients.

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
	Publication du cahier des charges ARS des CPTS. Recherche d'un porteur de PTA	Structuration des CPTS. Amorçage de la PTA	Mise en place de la PTA					

PROJET

Fiche action n °2-3-1

Promouvoir les usages numériques en santé

Orientation n°2 : Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

Plan d'actions n °2-3 : Promouvoir les usages numériques en santé

Éléments de diagnostic :

Sur le plan technique et industriel, les usages numériques en santé sont désormais largement au point : télémédecine, applications mobiles de suivi des patients chroniques, partage de données sécurisées, etc.

Leur déploiement constituerait une partie de la réponse aux problèmes de désertification médicale (accès à des ressources médicales distantes, réduction des délais, amélioration de la prévention des maladies chroniques, amélioration du parcours du patient). Mais il se heurte à la complexité organisationnelle des projets, à la fragilité des modèles économiques, voire à l'absence de porteurs de projets.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Permettre le développement de certains usages numériques en santé (télémédecine, suivi mobile des patients chroniques, éducation thérapeutique en ligne, etc.) qui constitue une réponse aux enjeux de santé seine-et-marnais (démographie médicale en baisse, éloignement aux soins, déficit de prévention, etc.).

Pilote(s) de l'action :

Agence Régionale de Santé

Etat

Département de Seine-et-Marne

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Assurance Maladie

SESAN

Association Nationale de Télémédecine

TIC & Santé

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Public : professionnels de santé libéraux, établissements de soins, établissements et services médico-sociaux

PROJET

Déclinaisons opérationnelles :

Auditionner en comité technique le SESAN (Groupement de Coopération Sanitaire, expert opérationnel en systèmes d'information pour les acteurs de santé franciliens), l'ANTEL, TIC & Santé, et des porteurs de projets, pour identifier :

- les projets qui à la fois ont un sens par rapport aux enjeux de santé du territoire, mais aussi sont réalistes et potentiellement pérennes compte tenu des ressources (notamment médicales) du territoire
- les outils permettant un accompagnement des éventuels porteurs de projet dans la conception et le déploiement des projets.

En fonction de cette audition, identifier des axes de développement prioritaire et éventuellement des expérimentations.

Indicateur quantitatif :

Nombre de projets déposés auprès de l'ARS

Indicateur qualitatif :

Adéquation des projets aux enjeux de santé du territoire et à ses ressources en santé.

Efficience et pérennité des modèles médico-économiques.

Impact :

Amélioration de l'efficience du système de soins en Seine-et-Marne (optimisation du service rendu par rapport aux ressources médicales disponibles).

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
	Auditions en comité technique	Auditions en comité technique	Définition d'axes prioritaires et d'une stratégie de développement					

PROJET

Fiche action n °2-4-1

Créer deux nouvelles antennes de PACES en Sud Seine-et-Marne

Orientation n°2 : Freiner la désertification médicale pour garantir l'accès aux soins des Seine-et-Marnais

Plan d'actions n °2-4 : Renforcer l'offre de formation supérieure en santé en Seine-et-Marne

Éléments de diagnostic :

La Seine-et-Marne ne compte ni Faculté de Médecine ni Centre Hospitalier Universitaire. La difficulté d'accès des bacheliers seine-et-marnais aux études de médecine, odontologie et maïeutique réduit le nombre de Seine-et-Marnais devenant médecins, dentiste ou sage-femme. Or un étudiant d'origine seine-et-marnaise à plus naturellement tendance à revenir y exercer à l'issue de ses études.

Par ailleurs, l'Ile-de-France manque de places dans certaines professions.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Accroitre le nombre de Seine-et-Marnais effectuant des études de médecine, odontologie et maïeutique.

Accroitre en Seine-et-Marne les capacités de formation francilienne en ergothérapie, kinésithérapie et orthophonie.

A long terme, accroitre le nombre de jeunes professionnels s'installant en Seine-et-Marne.

Pilote(s) de l'action :

Région Ile-de-France

Département

Facultés de Médecine (Paris VI, Paris XII)

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Etat (Ministère de l'Enseignement supérieur)

Collectivités locales d'accueil

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Public : bacheliers

Déclinaisons opérationnelles :

Accompagnement de la création de deux nouvelles antennes de Première Année Commune aux Etudes de Santé (PACES) :

- l'une liée à l'Université Pierre et Marie Curie (UMPC, Paris VI) à Melun (en lien avec la CA Melun Val-de-Seine) ?

PROJET

- l'autre liée à l'Université Paris Est Créteil (UPEC, Paris XII) à Fontainebleau ou Sénart.

Création d'un pôle de formation paramédicale (dépendant de l'UPEC) à Fontainebleau ou Sénart, comprenant une école d'ergothérapie, une école de kinésithérapie, voire une école d'orthophonie.

Indicateur quantitatif :

Capacité des PACES

Capacité des écoles paramédicales

Indicateur qualitatif :

Niveau de réussite des étudiants des PACES par rapport aux étudiants des Facultés d'origine.

Intégration entre les écoles paramédicales et les établissements de soins de Seine-et-Marne.

Impact :

Accroitre les volumes de professionnels formés issus de la Seine-et-Marne dans les différentes filières et favoriser leur installation sur le territoire.

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
				Ouverture des PACES		Ouverture des Ecoles paramédicales ?		

PROJET

ORIENTATION N°3 : Le numérique

Orientation stratégique n° 3 : Améliorer la couverture et l'usage du numérique

Le développement numérique marque, au-delà de la troisième révolution industrielle, un véritable bouleversement sociétal et un discriminant majeur dans la concurrence entre les territoires. L'action publique ne porte pas seulement sur le déploiement des infrastructures mais aussi sur la lutte contre la fracture numérique et le développement des usages. Par ailleurs, le développement numérique offre l'opportunité de soutenir toutes les initiatives industrielles tant dans les domaines des produits que celui des services. A travers la création du Syndicat mixte Aménagement Numérique, le Département s'est montré particulièrement actif dans l'aménagement numérique de son territoire. Avec la mise en place d'une DSP pour le déploiement de la fibre optique à l'habitant, la Seine-et-Marne a franchi en 2015 un cap décisif dans l'équipement de son territoire. L'aménagement numérique de la Seine-et-Marne est aussi un formidable moyen de développer les usages numériques dans les territoires.

Plan d'actions n°3-1 : Poursuivre le déploiement du Très Haut Débit en Seine-et-Marne

- **Réviser le SDTAN et poursuivre la concertation avec les EPCI et les opérateurs privés**

Pour favoriser la cohérence des initiatives publiques, la loi du 17 décembre 2009 incite les collectivités à établir un schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN).

Depuis l'approbation, le 17 décembre 2010, de la première version du SDTAN, d'importantes évolutions survenues dans le domaine du Très Haut Débit, ont nécessité sa révision :

- ✓ l'Appel à Manifestation d'Intentions d'Investissement (**AMII**) lancé par l'Etat, fin 2010,
- ✓ la publication, fin 2010, du programme national "THD" et des nouvelles modalités d'accès au Fonds national pour la Société Numérique (FSN),
- ✓ l'objectif affiché de la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCoRAN), de généraliser le FttH pour 2020, à tous les Franciliens,
- ✓ la création de "Seine-et-Marne Numérique".

La révision du SDTAN porte sur :

- ✓ l'intégration des zones d'investissements privés (zones conventionnées),
- ✓ la configuration actualisée du réseau Sem@for77,
- ✓ la prise en compte des projets et expérimentations existants,
- ✓ la création de Seine-et-Marne Numérique et la confirmation de son rôle de porteur du projet THD, en qualité de maître d'ouvrage des travaux et pilote de la délégation de service public "FttH".

Elaborer (ou réviser) un SDTAN, c'est définir un objectif et des moyens. Ce document à valeur **indicative** (il est unique sur un territoire) a pour but :

- ✓ d'établir un état des lieux des infrastructures et des services numériques existants,
- ✓ d'identifier les zones desservies et à desservir,
- ✓ de présenter une stratégie de développement de ces réseaux permettant d'assurer la couverture du territoire concerné et de viser la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec l'investissement privé.

Le SDTAN constitue le cadre d'intervention du Syndicat mixte, il précise l'objectif et définit les

moyens mis en œuvre pour la politique d'Aménagement numérique du Département et conditionne le soutien de l'État aux déploiements d'infrastructures THD.

En sa qualité de maître d'ouvrage de la politique d'Aménagement numérique, la DADT a rédigé le document de révision du SDTAN (SDTAN V2).

Le dossier de révision du SDTAN sera présenté devant l'Assemblée départementale à la séance de juillet 2017.

Plan d'actions n°3-1 : Poursuivre le déploiement du Très Haut Débit en Seine-et-Marne

- **Suivre la mise en œuvre de la politique numérique départementale par Seine-et-Marne Numérique**

Depuis 2004, le Département de Seine-et-Marne œuvre pour améliorer la couverture Internet sur l'ensemble de son territoire. La volonté d'engager la Seine-et-Marne sur la voie du Très Haut Débit, a conduit le Département à créer une structure dédiée à l'aménagement numérique du territoire, en faisant partager sa démarche par l'ensemble des intercommunalités seine-et-marnaises et par la Région Île de France. Cette structure est le Syndicat mixte ouvert Seine-et-Marne Numérique, installé le 1er janvier 2013, sa compétence s'exerce sur l'ensemble du territoire de Seine-et-Marne et le Département lui a transféré sa compétence en matière de "réseaux de communication électronique" (L.1425-1 du CGCT).

Le Département est l'instigateur de la politique d'Aménagement numérique de la Seine-et-Marne et le syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique est le porteur du projet Très Haut Débit, en qualité de maître d'ouvrage des travaux.

Ainsi, le Département est représenté à la Commission de concertation régionale pour l'aménagement numérique du territoire (CCRANT) qui est un lieu d'échanges permettant de coordonner les orientations territoriales et d'harmoniser les intentions des investisseurs publics et privés. Cette commission est co-présidée par le préfet de région et par le président du Conseil régional.

De même, le Département contractualise, au travers des Conventions départementales de programmation et de suivi des déploiements FttH, passées entre l'État, la Région Île de France, le Département de Seine-et-Marne et les Opérateurs de réseau conventionné, les conditions et modalités de la programmation et du suivi des déploiements de la fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH) par les Opérateurs de réseau conventionné.

La DADT participe à l'élaboration des différents documents contractuels et est présente au sein des commissions et comités de suivi liés à l'aménagement numérique du territoire.

Plan d'actions n°3-1 : Poursuivre le déploiement du Très Haut Débit en Seine-et-Marne

- **Développer les usages numériques dans les territoires**

Dans les territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains, l'accessibilité aux services est essentielle. Cependant, l'éloignement de certains territoires vis-à-vis des services, que ce soit par leur absence (retrait de nombreux services publics dans les territoires ruraux) ou par des difficultés d'accès (insuffisance de transports en commun) représente un handicap.

Avec le développement du Très Haut Débit sur tout le territoire seine-et-marnais, le Département dispose d'une formidable opportunité de développer l'accès aux services d'une manière générale et les usages numériques en particulier.

Les domaines concernés sont très divers : formation, enseignement, santé, accès à l'emploi, télétravail, accès aux services publics à distance, …

Le développement des usages numériques passe par le développement :

- ❖ des bornes d'accès aux services dans les mairies,
- ❖ des espaces publics numériques (49 dans le Département qui mettent à disposition des postes informatiques, mais aussi du personnel pour guider, aider, voire former sur l'utilisation du matériel)
- ❖ des maisons d'accès aux services publics (18 actuellement en Seine-et-Marne, qui permettent l'accès aux services de la CAF, pôle emploi, La Poste, Engie, …)
- ❖ d'un réseau de télé-centres (accès à la formation, voire à l'enseignement à distance, …). Actuellement, 8 télé-centres existent dans le département
- ❖ d'un réseau de maisons de santé raccordé au Très Haut Débit sur tout le territoire.

Le développement des usages numériques nécessite le raccordement de ces sites au Très Haut Débit, notamment au travers d'un ou plusieurs avenants à la Délégation de Services Publics confiée à Sém@for77.

Le département serait ainsi moteur dans la constitution d'une bonne couverture territoriale pour les différents usages numériques, en favorisant le raccordement au réseau Très Haut Débit et en incitant au développement de ces usages.

Plan d'actions n°3-2 : Mettre en place les facteurs indispensables au développement des usages numériques dans les collèges

Le numérique est un enjeu majeur pour les collèges tant d'un point de vue pédagogique que d'un point de vue administratif.

En effet, le numérique transforme les organisations, les entreprises et la société dans son ensemble. L'école joue un rôle important dans la préparation des jeunes à cette société du

numérique. C'est également un outil au service des professeurs pour proposer une pédagogie innovante et différenciée. Le Département occupe une place essentielle dans cette politique publique en mettant en place les conditions indispensables au développement de ces nouveaux usages.

La loi de refondation de l'école de 2013 a d'ailleurs renforcé le rôle des collectivités dans la mise en place et la maintenance des outils numériques pour un développement des usages.

Il est indispensable de remettre le collège au centre du dispositif, lieu où se concentre plusieurs types de services : services pour la communauté éducative, services liés aux applications ministérielles, services pour la relation avec le Département. L'objectif est de faciliter la vie des collèges en privilégiant un interlocuteur unique pour tout ce qui concerne le numérique lié aux compétences du Département et en mettant en place des infrastructures et des solutions afin de rendre le service plus accessible.

Plan d'actions n°3-2 : Mettre en place les facteurs indispensables au développement des usages numériques dans les collèges

- Finaliser le plan collège numérique
- Mettre en place un portail unique d'accès aux différents services pédagogiques et ceux proposés par le Département
- Prendre en compte la mobilité dans les usages pédagogiques

Synthèse rapide du diagnostic

Le plan collège numérique est aujourd'hui en cours de déploiement. Fin 2016, 16 collèges restaient à réaliser pour la phase 1 (travaux de câblage électrique et informatique, renouvellement des équipements réseaux, installation d'un vidéoprojecteur interactif et d'un ordinateur dans chaque salles de classe), 60 pour la phase 2 (mise en place de l'Espace Numérique de Travail ENT77), 70 collèges pour la phase 3 (reprise de la maintenance de l'informatique pédagogique par le Département, refonte de l'architecture des serveurs de l'établissement, renouvellement de postes).

Les équipements pédagogiques et les équipements administratifs sont gérés par des services différents (DIE, DEESF, DMG) sans véritable coordination entraînant quelque fois des difficultés de compréhension pour les collèges.

Plusieurs types d'applications sont présents dans le collège : des applications à visée pédagogique, des applications administratives dans le cadre de la relation avec le Département, des applications à destination des agents des collèges et des applications ministérielles. Deux réseaux administratifs et pédagogiques cohabitent dans les établissements. Chaque application possède des contraintes spécifiques quelques fois incompatibles avec les infrastructures mises en place.

L'usage des équipements mobiles dans les pratiques pédagogiques va se développer dans les années à venir (plan numérique national). L'intégration de ces équipements demande des adaptations dans le système d'information des collèges (mise en place d'infrastructures Wifi correctement dimensionnées, gestion de flottes de tablettes, d'ordinateurs portables …).

Rappel des objectifs

- Finaliser la phase 1 (câblage) en 2017, la phase 2 (ENT77) fin 2018 et la phase 3 (reprise de la maintenance) fin 2018.
- Revoir les processus organisationnels pour optimiser les circuits de fournitures d'équipements. (pédagogique, administratif et impression)
- Travailler avec les différents fournisseurs de services numériques (DIE, DSI, DEESF, DABC) pour une cohérence de l'offre de service départementale à destination des collèges (portail d'accès, règles d'identification.).
- Mettre en place une architecture réseau Wifi compatible avec les équipements mobiles et intégrer les équipements mobiles dans notre système d'information pédagogique.

Enoncé du calendrier

- Finaliser le plan collège numérique 2016-2018
- Créer un guichet unique pour les équipements informatiques administratifs et pédagogiques 2018-2019
- Développer un portail unique d'accès aux services numériques fournis par le Département à destination des collèges 2018-2019
- Prendre en compte la mobilité dans les usages pédagogiques (équipements mobiles, développement architecture Wifi) 2018-2021

Conclusion sur l'impact attendu

- Développement des usages numériques au service de la pédagogie
- Simplification de l'accès aux services numériques et donc contribution à l'optimisation du fonctionnement du collège

Orientation stratégique n° 3-3 : Positionner le Département en accélérateur du développement des services numériques sur le territoire

Le numérique représente un levier de modernisation de l'action publique et de l'aménagement du territoire. Le Département s'est engagé dans une politique ambitieuse d'aménagement numérique du territoire, notamment par la mise en place d'un réseau d'infrastructures en fibre optique et par la création du syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique.

Il est désormais important de favoriser le développement des usages sur le territoire notamment en accompagnant les collectivités dans leur appropriation du numérique au service d'une administration plus efficiente, dans le développement de services en ligne pour les seine-et-marnais, et dans la mise en place des conditions nécessaires pour le numérique dans les écoles.

Plan d'actions n°3-3 : Etude des besoins des collectivités du territoire et mise en place de la solution retenue

- Analyse des besoins, benchmark des initiatives existantes et construction des différents scénarii et mise en place de la solution retenue

Synthèse rapide du diagnostic

La Seine-et-Marne compte 510 communes dont plus de 80% ont moins de 2000 habitants. Peu de petites collectivités disposent de l'expertise nécessaire pour le développement des services numériques pour les citoyens d'une part, et pour répondre aux obligations réglementaires en matière de dématérialisation d'autre part (dématérialisation des marchés, des factures, archivage…). Le risque est l'apparition d'une fracture numérique, avec une iniquité potentielle en termes d'accessibilité aux services pour le citoyen dans de nombreux domaines : administrations, social, éducation.

Le Département dispose aujourd'hui d'expertises, de solutions qui pourraient être mutualisées avec ces collectivités. L'Espace Numérique de Travail dans le domaine de l'éducation, la plateforme de développement de téléservices Capdémat utilisés par le Département sont des solutions libres (Open-source) co-construites avec d'autres collectivités et déjà utilisées dans des communes d'autres Départements.

Rappel des objectifs

- Développer la cohérence du territoire en matière de services numériques et veiller ainsi à l'accessibilité des services (administration, éducation…)
- Favoriser la continuité pédagogique s cole-collège (un seul espace numérique de travail…)
- Accompagner les collectivités dans la mise en place des obligations réglementaires et contribuer à la modernisation des administrations
- Contribuer à sensibiliser les élus territoriaux au numérique

Présentation sommaire de la déclinaison opérationnelle

- Etablir un diagnostic des attentes des collectivités en matière de numérique et un benchmark des initiatives nationales existantes
- Elaborer différents scénarii en identifiant les points de synergie et de mutualisation avec le Département (modèle économique, catalogue de services…)
- Mettre en place la solution retenue (expérimentation des services proposés, choix des territoires pilotes, information et sensibilisation des élus…)

Enoncé du calendrier

- Etude et identification des scenarii, ainsi que des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs : 2017
- Mise en place progressive : à partir de 2018

Conclusion sur l'impact attendu

- Renforcer le rôle moteur du Département pour le développement du numérique d'une part et pour son rôle de soutien aux collectivités notamment dans les territoires ruraux, d'autre part ;
- Réduire la fracture numérique et améliorer l'accessibilité aux services ;
- Favoriser l'attractivité du territoire.

Fiche actions n °3-1-1

Réviser le SDTAN et poursuivre la concertation avec les EPCI et les opérateurs privés

Orientation n°3 : Améliorer la couverture et l'usage du Numérique

Plan d'actions n °3-1 : Poursuivre le déploiement du Très Haut Débit en Seine-et-Marne

Éléments de diagnostic :
Depuis l'approbation, le 17 décembre 2010, de la première version du SDTAN, d'importantes évolutions survenues dans le domaine du Très Haut Débit, ont nécessité sa révision :

- l'Appel à Manifestation d'Intentions d'Investissement (AMII) lancé par l'Etat, fin 2010,
- la publication, fin 2010, du programme national "THD" et des nouvelles modalités d'accès au Fonds national pour la Société Numérique (FSN),
- l'objectif affiché de la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCoRAN), de généraliser le *FttH* pour 2020, à tous les Franciliens,
- la création de "Seine-et-Marne Numérique".

Objectifs / Bénéfices attendus :

Le SDTAN constitue le cadre d'intervention du Syndicat mixte, il précise l'objectif et définit les moyens mis en œuvre pour la politique d'Aménagement numérique du Département et conditionne le soutien de l'État aux déploiements d'infrastructures THD.

Pilote(s) de l'action :	**Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :**
Département	Seine-et-Marne Numérique, EPCI, ORANGE et SFR

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) : Le territoire du département de Seine-et-Marne

Déclinaisons opérationnelles :

Elaborer (ou réviser) un SDTAN, c'est définir un objectif et des moyens. Ce document à valeur indicative, unique sur un territoire, a pour but :

- d'établir un état des lieux des infrastructures et des services numériques existants,
- d'identifier les zones desservies et à desservir,
- de présenter une stratégie de développement de ces réseaux permettant d'assurer la couverture du territoire concerné et de viser la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec l'investissement privé.

Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif : Sans objet **Indicateur qualitatif : Sans objet**	**Impact :**

Calendrier prévisionnel :

2018		2019		2020		2021	
S1	S2	S1	S1	S1	S2	S1	S2
Passage en séance début 2018 et mise en œuvre par SMN, en sa qualité de maître d'ouvrage du déploiement							

Suivre la mise en œuvre de la politique numérique départementale par Seine-et-Marne numérique

Orientation n°3 : Améliorer la couverture et l'usage du Numérique

Plan d'actions n °3-1 : Poursuivre le déploiement du Très Haut Débit en Seine-et-Marne

Éléments de diagnostic :

Le Département est l'instigateur de la politique d'Aménagement numérique de la Seine-et-Marne et le syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique est le porteur du projet Très Haut Débit, en qualité de maître d'ouvrage des travaux.
Le Département est représenté à la Commission de concertation régionale pour l'aménagement numérique du territoire (CCRANT) qui est un lieu d'échanges permettant de coordonner les orientations territoriales et d'harmoniser les intentions des investisseurs publics et privés. Cette commission est co-présidée par le préfet de région et par le président du Conseil régional.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Suivi de l'action du Département pour sa politique d'Aménagement numérique

Pilote(s) de l'action :

Département

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Seine-et-Marne Numérique,

Région IdF, Etat (Commission de concertation régionale pour l'aménagement numérique du territoire)

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Territoire du département de Seine-et-Marne

Déclinaisons opérationnelles :

Contractualisation, au travers des Conventions départementales de programmation et de suivi des déploiements FttH, passées entre l'État, la Région Île de France, le Département de Seine-et-Marne et les Opérateurs de réseau conventionné, des conditions et modalités de la programmation et du suivi des déploiements de la fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH) par les Opérateurs de réseau conventionné.
Elaboration des différents documents contractuels et représentation au sein des commissions et comités de suivi liés à l'aménagement numérique du territoire.

Indicateurs d'évaluation :

Indicateur quantitatif :

Nombre de prises réalisées par l'initiative privée (Opérateurs)

Nombre de prises réalisées par l'initiative publique

Indicateur qualitatif :

Calendrier prévisionnel :

2018		**2019**		**2020**		**2021**	
S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Action continue sur la durée du déploiement du Très Haut Débit							

Plan d'actions n °3-1-3

Mettre en place des financements nécessaires à la poursuite du déploiement du très haut débit sur le territoire

Orientation n°3 : Améliorer la couverture et l'usage du Numérique

Plan d'actions n °3-1 : Poursuivre le déploiement du Très Haut Débit en Seine-et-Marne

Éléments de diagnostic :

Dans les territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains, l'accessibilité aux services est essentielle. Cependant, l'éloignement de certains territoires vis-à-vis des services, que ce soit par leur absence (retrait de nombreux services publics dans les territoires ruraux) ou par des difficultés d'accès (insuffisance de transports en commun) représente un handicap.
Avec le développement du Très Haut Débit sur tout le territoire seine-et-marnais, le Département dispose d'une formidable opportunité de développer l'accès aux services d'une manière générale et les usages numériques en particulier.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Les domaines concernés sont très divers : formation, enseignement, santé, accès à l'emploi, télétravail, accès aux services publics à distance

Pilote(s) de l'action :

Département

Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :

Seine-et-Marne Numérique

Les directions du Département concernées par le domaine fonctionnel

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Territoire du département de Seine-et-Marne

Déclinaisons opérationnelles :

1. Réalisation et suivi de la mise en œuvre des nouveaux services
2.

Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif :

Nombre d'utilisateurs des services

Indicateur qualitatif :

Impact :

Calendrier prévisionnel :

2018		2019		2020		2021	
S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Action continue							

PROJET

Fiche action n°3-2-1

Finaliser le plan Collège Numérique (PCN 77)

Orientation n°3 : Améliorer la couverture et l'usage du Numérique

Plan d'actions n°3-2 : Mettre en place les facteurs indispensables au développement des usages numériques dans les collèges publics de Seine-et-Marne

Éléments de diagnostic :

Le plan collège numérique est aujourd'hui en cours de déploiement.

Fin 2016, 16 collèges restaient à réaliser pour la phase 1 (travaux de câblage électrique et informatique, renouvellement des équipements réseaux, installation d'un vidéoprojecteur interactif et d'un ordinateur dans chaque salles de classe), 60 pour la phase 2 (mise ne place de l'Espace Numérique de Travail ENT77), 70 collèges pour la phase 3 (reprise de la maintenance de l'informatique pédagogique par le Département, refonte de l'architecture des serveurs de l'établissement, renouvellement de postes).

Objectifs / Bénéfices attendus :

- Favoriser le développement des usages numériques au service de la pédagogie
- Améliorer le lien entre les collèges et les familles (ENT77)

Pilote(s) de l'action :	**Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :**
Conseil départemental	- Collèges - Rectorat de Créteil

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Ensemble des collèges publics Seine-et-Marnais : personnels administratifs, enseignants, élèves et parents (ENT77)

Déclinaisons opérationnelles :

1. Finalisation de la phase 1 du PCN 77 à travers les chantiers en cours et à venir en 2017
2. Poursuite du déploiement de l'ENT77 pour les collèges (phase 2) en 2017 et 2018
3. Poursuite de la reprise de la maintenance (phase 3) en 2017 et 2018
4. Mise à niveau du câblage (évolution du programme de cablage en 2012) des 9 collèges expérimentateurs et des premiers collèges déployés en 2018
5. Maintenance de l'ensemble du parc informatique pédagogique de l'ensemble des collèges

PROJET

Indicateurs d'évaluation	
Indicateurs quantitatifs : - Nombre de collèges câblés - Nombre de collèges bénéficiant de l'ENT - Nombre moyen de visites mensuelles de l'ENT77 - Nombre d'équipements renouvelés - Nombre d'équipements maintenus (ordinateurs, vidéoprojecteurs, tablettes) - Nombre d'incidents traités **Indicateurs qualitatifs :** - Satisfaction de l'usager - Développement des usages numériques dans les pratiques pédagogiques (observatoire académique)	**Impact :** - Utilisation du numérique dans les pratiques pédagogiques

Calendrier prévisionnel

2016	**2017**		**2018**		**2019**		**2020**	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Phase 1 – Phase 2 – Phase 3	Phase 1 – Phase 2 – Phase 3	Phase 1 – Phase 2 – Phase 3	Phase 2 – Phase 3 – Mise à niveau	Phase 2 – Phase 3 – Mise à niveau	Maintenance	Maintenance	Maintenance	Maintenance

PROJET

Fiche action n°3-2-2

Mettre en place un portail unique d'accès aux services numériques fournis par le Département pour les collèges

Orientation n°3 : Améliorer la couverture et l'usage du Numérique

Plan d'actions n°3-2 : Mettre en place les facteurs indispensables au développement des usages numériques dans les collèges publics de Seine-et-Marne

Éléments de diagnostic :

Plusieurs types d'applications sont présents dans le collège : des applications à viser pédagogiques, administratives dans le cadre de la relation avec le Département et des applications à destinations des agents des collèges en complément des applications ministérielles. Deux réseaux administratifs et pédagogiques cohabitent dans les établissements. Chaque application possède des contraintes spécifiques quelque fois incompatibles avec les infrastructures mises en place.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Travailler avec les différents fournisseurs de services numériques (DIE, DSI, DEESF, DABC) pour une cohérence de l'offre de service départementale à destination des collèges (portail d'accès, règles d'identification.).

Pilote(s) de l'action :	**Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :**
Conseil départemental	- Collèges - DABC

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Ensemble des collèges publics Seine-et-Marnais

Déclinaisons opérationnelles :

1. Finalisation du déploiement de l'ENT77 (Action n°1)
2. Mettre en cohérence les identifiants et les méthodes d'identification pour les différents services numériques fournis par le Département aux collèges (ENT77, Espace collège, Cantinéo, EAE, Gima, 7équilibré, …)
3. Définir l'ENT77 comme portail d'accès à l'ensemble des services

PROJET

Indicateurs d'évaluation	
Indicateurs quantitatifs : **Indicateurs qualitatifs :** - Satisfaction de l'usager	**Impact :** - Simplification de la relation entre le collège et le Département pour les services numériques - Faciliter le fonctionnement du collège

Calendrier prévisionnel

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
			X	X	X	X		

PROJET

Prendre en compte la mobilité pour les usages pédagogiques

Orientation n°3 : Améliorer la couverture et l'usage du Numérique

Plan d'actions n°3-2 : Mettre en place les facteurs indispensables au développement des usages numériques dans les collèges publics de Seine-et-Marne

Éléments de diagnostic :

L'usage des équipements mobiles dans les pratiques pédagogiques commencent à se développer et vont se développer dans les années à venir (plan numérique national). L'intégration de ces équipements demande des adaptations dans le système d'information des collèges (mise en place d'infrastructure Wifi correctement dimensionnée, gestion de flottes de tablettes, d'ordinateurs portables …)

Objectifs / Bénéfices attendus :

- Mettre en place une architecture réseau Wifi compatible avec les équipements mobiles
- intégrer les équipements mobiles dans le système d'information pédagogique (Gestion de flotte de tablettes, …)

Pilote(s) de l'action :	**Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :**
Conseil départemental	- Collèges - Rectorat de Créteil

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Ensemble des collèges Seine-et-Marnais

Déclinaisons opérationnelles :

1. Mettre en place une architecture réseau Wifi compatible avec les équipements mobiles avec une expérimentation sur 2017-2018 et une généralisation en 2018-2019
2. Réponse au(x) prochain(s) appel(s) à projet ministériel(s) dans le cadre du Plan numérique national avec l'intégration de l'ensemble des collèges publics pour la fourniture d'équipements mobiles
3. Réponse au(x) prochain(s) appel(s) à projet ministériel(s) dans le cadre du Plan numérique national avec l'intégration de l'ensemble des collèges privés pour la fourniture d'équipements mobiles
4. Intégrer les équipements mobiles dans le système d'information pédagogique (Gestion de flotte de tablettes)
6. Prise en compte des outils mobiles dans le plan de remplacement des équipements informatiques des collèges

PROJET

Indicateurs d'évaluation	
Indicateurs quantitatifs : - Nombre d'équipements mobiles gérés - Nombre de collèges déployés pour le Wifi - Nombre de collèges participants à l'appel à projet national **Indicateurs qualitatifs :** - Développement des usages numériques en mobilité dans les pratiques pédagogiques (observatoire académique)	**Impact :** - Utilisation du numérique (équipements mobiles) dans les pratiques pédagogiques

Calendrier prévisionnel

2016	**2017**		**2018**		**2019**		**2020**	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
		X	X	X	X	X	X	X

PROJET

Analyse des besoins, benchmark et construction des différents scénarii pour le développement des usages numériques pour les collectivités

Orientation n°3 : Améliorer la couverture et l'usage du Numérique

Plan d'actions n°3-3 : Etude des besoins des collectivités

Éléments de diagnostic :

La Seine-et-Marne compte 510 communes dont plus de 80% ont moins de 2000 habitants. Peu de petite collectivités disposent de l'expertise nécessaire pour le développement des services numériques pour les citoyens d'une part, et également pour répondre aux obligations réglementaires en matière de dématérialisation (dématérialisation des marchés, des factures, archivage…). Le risque est l'apparition d'une fracture numérique, avec une iniquité potentielle en termes d'accessibilité aux services pour le citoyen dans de nombreux domaines : administrations, social, éducation

Objectifs / Bénéfices attendus :

- Etablir un diagnostic des attentes des collectivités en matière de numérique et un benchmarks des initiatives nationales existantes
- Identification et comparaison des différents scénarii en identifiant les points de synergie et de mutualisation avec le Département (modèle économique, catalogue de services…)

Pilote(s) de l'action :	**Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :**
Conseil départemental	- Communes et interco

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Ensemble des Seine-et-Marnais (usagers des procédures, parents d'élèves) et collectivités

Déclinaisons opérationnelles :

7. Etablissement du CCTP et lancement du marché d'AMO
8. Benchmark de structures proposant ces types de service
9. Recensement des besoins (enquêtes quantitatives et entretien qualitatif)
10. Définition des différents scénarii (catalogue de services, solutions organisationnelle et technique, planning de montée en charge). La solution proposée s'appuiera sur les solutions déjà utilisées par le Département dans un objectif de mutualisation et d'efficience.

Indicateurs d'évaluation	
Indicateurs quantitatifs : - Taux de réponse des questionnaires - Nombre de structures visitées - Nombre d'entretiens qualitatifs **Indicateurs qualitatifs :** - Intérêt des collectivités (enquête)	**Impact :** - Connaissance des besoins du territoire pour proposer un service adapté à un juste coût

Calendrier prévisionnel

2016	**2017**		**2018**		**2019**		**2020**	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
	X	X						

PROJET

ORIENTATION N°4 : La mobilité et le transport

Fiche action n °4-1-1
Renforcer les lignes Seine-et-Marne Express et les dessertes interurbaines

Orientation n°4 : ***Mobilité et transports***

Plan d'actions n°4-1 : ***Poursuivre l'action du Département en matière de transport local et de solidarité - Développer une offre de transport bus efficace et adaptée à la demande***

Éléments de diagnostic :

1. Depuis 1991, le Département de Seine-et-Marne a impulsé la création de 13 lignes interurbaines « Seine-et-Marne Express ». Ces lignes permettent de relier entre eux les principaux pôles du département. Elles sont empruntées quotidiennement par près de 23 000 personnes.
2. Le Département participe aux côtés du STIF et en lien avec les transporteurs, dans le cadre d'une convention partenariale, au suivi technique, administratif et financier du fonctionnement des lignes Seine-et-Marne Express. Il propose des évolutions d'offre au STIF lorsque cela lui semble opportun et nécessaire et apporte des réponses aux réclamations d'usagers.
3. Le Département s'assure également de la bonne continuité du service lors de travaux de voirie ayant un impact sur l'exploitation des lignes (réunions terrain avec les acteurs locaux, mise en place de déviations adaptées, information voyageurs sur les divers supports, en lien avec les transporteurs). Il participe financièrement à l'habillage des véhicules selon une charte graphique définie avec le STIF. Cela participe à la visibilité de l'action départementale.
4. Par ailleurs, suite à une étude qui a analysé les déplacements et les besoins à l'échelle de la Seine-et-Marne, le Département a adopté en 2015 un schéma départemental des transports et de la mobilité. Ce schéma propose une fiche actions pour chacun des 10 bassins de vie Seine-et-Marnais.
5. Enfin, la contractualisation actuelle CT2 entre le STIF et les différents transporteurs ainsi que les conventions partenariales associées s'achèvent le 31 décembre 2016. Dans ce contexte, le Département cherche à développer son rôle de partenaire de proximité ainsi que pérenniser sa participation financière sur ces lignes stratégiques.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Grâce à son expertise technique et à sa proximité, le Département doit se positionner dans la nouvelle ère « CT3 » comme un interlocuteur incontournable, pour le suivi technique et financier ainsi que les renforcements à venir des lignes Seine-et-Marne Express et autres lignes interurbaines.

Pilote(s) de l'action :	**Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :**
Conseil départemental	Ile-de-France Mobilité / Transporteurs

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Echelle départementale

Déclinaisons opérationnelles :

- Assurer le suivi de l'ensemble des 13 lignes Seine-et-Marne Express et l'identité du réseau départemental Seine-et-Marne Express via le renouvellement des conventions partenariales et via

PROJET

l'assistance quotidienne : gestion du développement de l'offre, du suivi des fréquentations, des réclamations, des travaux ou encore de l'information voyageurs.

- Solliciter à titre d'expérimentation une délégation de gestion d'une ou plusieurs lignes Seine-et-Marne Express.
- Participer techniquement, en lien avec le STIF et les collectivités locales, aux créations ou restructurations des lignes structurantes interurbaines via la réalisation d'études d'opportunité et de faisabilité, en cohérence avec la contribution Plan Bus élaborée en novembre 2016 par le Département.

Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif : *- Nombre de projets nouveaux mis en place* *- Kilomètres supplémentaires créés* *- Evolution de la fréquentation* Indicateur qualitatif : *- Retours des usagers portés à la connaissance du Département*	Impact : Impact :

PROJET

Fiche action n° 4-1-2

Conduire des études générales, thématiques ou de liaisons interbassins portant sur les transports en Seine-et-Marne et en Ile-de-France

Orientation n°4: ***Mobilité et Transports***

Plan d'actions n °4-2: ***Poursuivre l'action du Département en matière de transport local et de solidarité -Développer une offre de transport bus efficace et adaptée à la demande des Seine-et-Marnais***

Éléments de diagnostic :

- Le STIF est l'autorité organisatrice des transports en Ile-de-France et décisionnaire en matière d'offre et d'infrastructure de transport. Toutefois, les problématiques de transport sont parmi les premières préoccupations des habitants et élus locaux du Département. Afin d'obtenir la mise en place d'offre de transport correspondant aux besoins des habitants, il apparaît nécessaire de peser auprès du STIF en objectivant les demandes prioritaires, en définissant une stratégie départementale, mais également en étudiant, de façon plus opérationnelle, l'opportunité et la faisabilité de la création ou du renfort des lignes Seine-et-Marne express, de liaisons interurbaines en transport collectif ou d'aménagements de voirie en faveur des transports collectifs.
- Par sa connaissance des besoins et des pratiques, par son expertise technique, le Département doit se positionner comme un interlocuteur auprès du STIF.
- Le Département produit ponctuellement des études à destination du STIF à l'appui de projets de création de lignes. Toutefois cette pratique reste limitée, notamment au vu du manque de données disponibles, d'outils méthodologiques, cartographiques.
- Il convient de développer les études réalisées, de professionnaliser les équipes sur les méthodologies d'études internes.

Objectifs / Bénéfices attendus :

Obtenir du STIF la mise en place des renforts d'offre ou de création de lignes prioritaires pour les lignes Seine-et-Marne express et les liaisons interurbaines structurantes. Accroitre les possibilités de déplacement des Seine-et-Marnais en transport collectif entre les bassins du département et le nombre de déplacements internes en transport collectifs.

Pilote(s) de l'action :	En externe : Ile-de-France Mobilité, transporteurs, collectivités locales, bureau d'études.
Conseil Départemental	

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Ensemble du territoire départemental

PROJET

Déclinaisons opérationnelles :

- Conduire des études thématiques préconisées dans le schéma départemental des transports : sur les déplacements des étudiants, la desserte des principales zones économiques, la desserte des principaux sites touristiques ; faire des propositions concrètes et argumentées auprès du STIF pour obtenir des améliorations d'offre adaptées aux besoins identifiés dans ces études.
- Conduire des études opérationnelles de faisabilité et d'opportunité de renforts ou de créations de lignes interurbaines selon les besoins identifiées dans le schéma départemental des transports ; obtenir leur inscription par le STIF dans la programmation du plan bus 2017-2020, tels que l'amélioration des liaisons entre RER D et RER E et entre RER E et RER A.
- Réactualiser en 2020 le schéma départemental des transports sur la base des nouvelles données disponibles de l'EGT
- Mettre en place les moyens nécessaires : formation des agents, crédits d'études, obtentions de données, outils informatiques adaptés, appui politique

Indicateurs d'évaluation

Indicateur quantitatif :

Nombre d'études menées

Nombre de projets mis en œuvre

Indicateur qualitatif :

Impact :

Impact :

PROJET

Calendrier prévisionnel :

Programme d'étude à définir.

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
	Démarrage diagnostique étude desserte zone économique		Définition d'un programme d'études opérationnelles pour renfort et création de lignes					Réactualisation schéma départemental des transports

PROJET

Fiche action n °4-2-1

Accompagner la mise en application et l'expérimentation des avancées des ITS principalement celle de la 5° génération

Orientation n° 4: ***Mobilité et transports***

Plan d'actions n °4-1 : ***Innover, encourager le développement des nouvelles mobilités et des usages du vélo***

Éléments de diagnostic :

- **Protocole d'accord signé avec l'IFFSTAR et l'EPAMarne le 18/11/2014 pour la réalisation d'expérimentation « route 5° génération » sur la RD 199**
- **Demande de la Région quant au développement de ces expérimentations (plan « anti-bouchon » et changer la route)**
- **Attentes en gestion dynamique de la route**
- **Développement de l'Internet des Objets et impact sur les métiers de la route**

Objectifs / Bénéfices attendus :

Suivre les évolutions et développer les expérimentations répondant aux demandes des élus concernant l'information aux usagers tous modes de déplacement et la gestion dynamique de la route

Suivre le développement de l'utilisation de l'Internet des Objets dans notre environnement professionnel (études de trafic, diagnostic de vitesse, diagnostic d'infrastructure, …)

Pilote(s) de l'action :	Partenaire(s) associé(s) à la mise en œuvre :
Conseil Départemental	Organismes extérieurs

Public(s) / Lieu(x) / Territoire(s) concerné(s) :

Déclinaisons opérationnelles :

- **Création d'un poste de chargé d'études déplacements et route intelligente**
- **Participation aux groupes de travail des organismes extérieurs (IDDRIM, COTITA,…)**
- **Définition des besoins et mise en œuvre d'expérimentations**

Indicateurs d'évaluation

PROJET

Indicateur quantitatif :

Création du poste

Mise en œuvre d'expérimentations

Indicateur qualitatif :

Retours sur expérimentation

Impact :

Impact :

PROJET

Calendrier prévisionnel :

2016	2017		2018		2019		2020	
S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
		Création poste						

PROJET

4/ LA GOUVERNANCE DU SCHÉMA

L'article 98 de la loi NOTRe précise : *« Le projet de schéma est transmis, pour avis, aux organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. Le projet de schéma, éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, est soumis, pour avis, au conseil régional ainsi qu'à la conférence territoriale de l'action publique et, pour approbation, au conseil départemental. A l'issue de ces délibérations, le représentant de l'Etat dans le département arrête définitivement le schéma.*

La mise en œuvre des actions inscrites dans le schéma donne lieu à une convention conclue entre le représentant de l'Etat dans le département, le Département, les communes et groupements intéressés ainsi que les organismes publics et privés concernés et les associations d'usagers des services au public. Les parties à la convention s'engagent à mettre en œuvre, chacune dans la limite de ses compétences, les actions programmées.»

La gouvernance du SDAASaP de Seine-et-Marne sera organisée en deux niveaux :

5.1 Comité de Pilotage

Le 1er niveau de gouvernance devra permettre l'organisation d'un comité de pilotage annuel, co-présidé par le Préfet de Seine-et-Marne et le Président du Conseil départemental.

Son rôle sera, sur la base d'éléments fournis par le Comité Technique, de :

- ✓ valider le bilan annuel de mise en œuvre du schéma,
- ✓ statuer sur l'évaluation intermédiaire du schéma,
- ✓ prendre les décisions adaptées en fonction des constats réalisés concernant l'évolution de la situation départementale en termes d'accès aux services,
- ✓ valider les plans d'actions annuels;
- ✓ proposer si nécessaire une révision du schéma.

Co-présidence : Préfet, Président du Conseil départemental

Composition : les EPCI à fiscalité propre, les Maisons de services au public, le Conseil régional Ile-de-France, les opérateurs de services (CAF, CPAM, MSA, CARSAT, La Poste, SNCF, ERDF, GDF, Pôle Emploi), les chambres consulaires, le SDIS et les services de l'Etat en charge des finances publiques, de l'éducation et de la santé (Direction départementale des finances publiques, Direction des services départementaux de l'éducation nationale, Agence régionale de la santé).

5.2 Comité Technique

La préparation du COPIL sera assuré par un Comité Technique bisannuel, chargé de la **mise en œuvre et au suivi des actions définies dans le schéma**.

Il rassemblera l'ensemble des référents techniques identifiés au sein des organismes signataires des conventions dans le cadre du SDAASaP.

Il sera co-piloté, dans la continuité de la phase de conception du schéma, par un(e) sous-préfèt(e) et le Directeur général des services du Département.

Ce Comité Technique aura pour fonction de :

- ✓ constituer un lieu d'échange et de partage d'expérience sur la mise en œuvre du SDAASaP,

PROJET

- ✓ organiser et coordonner la production et la remontée d'informations relatives à l'évolution de la situation en matière de services (suivi de présence) ainsi qu'à la mise en œuvre du schéma (actions réalisées),
- ✓ réaliser les bilans annuels de la mise en œuvre du SDAASaP,
- ✓ préparer et suivre l'évaluation intermédiaire,
- ✓ proposer une déclinaison du plan d'action du SDAASaP en programmes d'action trisannuels (2018-2021 et 2021-2023),
- ✓ préparer les Comités de Pilotage annuels.

Composition :

Le « COTECH » réunira, en plus des copilotes, les représentants des EPCI du territoire et l'ensemble des opérateurs de services impliqués dans la mise en œuvre du schéma et associés au comité de pilotage.

Ce comité technique pourra réunir sous forme de groupes de travail des acteurs concernés par le suivi des **4 thèmes prioritaires pour l'amélioration de l'accessibilité des services au public** :
1. L'accès des services au public pour tous et sur l'ensemble du territoire ;
2. La désertification médicale ;
3. Le numérique ;
4. La mobilité et le transport ;

Ces groupes de travail auraient pour fonctions de :
- ✓ constituer un réseau d'échanges d'expérience en continu ;
- ✓ coordonner et suivre la mise en œuvre des actions sur leur thème de référence ;
- ✓ produire les outils, conventions, dispositifs pertinents pour l'harmonisation, l'organisation et la coordination des actions (chartes d'accueil, offre de services, modalités d'accès, …) ;
- ✓ aider à la réalisation des bilans annuels de la mise en œuvre du SDAASaP et de l'évaluation intermédiaire sur leur thème de référence ;
- ✓ contribuer, sur leur thème de référence, à la déclinaison du plan d'actions du SDAASaP en programmes d'actions trisannuels (2018-2021 et 2021-2023) ;

5/ SUIVI, ÉVALUATION ET MISE À JOUR DU SCHÉMA ET DE SES OBJECTIFS

Dans son troisième alinéa, l'article 98 de la loi NOTRe, précise *« Le schéma peut, avant l'expiration du délai de six ans mentionné au I, être révisé sur proposition du représentant de l'Etat dans le département, du département ou des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, s'ils représentent soit la moitié au moins de ces établissements sur le territoire départemental, soit la moitié au moins de la population départementale au regard du dernier recensement. La procédure de révision est celle prévue au II pour l'élaboration du schéma. La convention conclue pour la mise en œuvre des actions inscrites dans le schéma est modifiée pour tenir compte de la révision du schéma, après consultation des organismes publics et privés et des associations mentionnés au second alinéa du II. »*

Dans cette optique, il est important que les dispositions constitutives du SDAASaP intègrent une dimension de suivi et d'évaluation pouvant déboucher sur la révision potentielle du schéma à son échéance.

Ainsi, les principes de suivi et d'évaluation suivants sont proposés :

⇨Suivi de la mise en œuvre du SDAASaP et de l'évolution de la situation en matière de présence de services du quotidien

- ✓ la mise en œuvre du SDAASaP fera l'objet d'un **suivi mis à jour annuellement dans le cadre d'un observatoire**. Cet observatoire est constitué par l'ensemble des indicateurs de réalisation et de résultat identifiés dans la rubrique indicateurs de suivi dédiée au sein des fiches sous-action ;

- ✓ la situation en termes de présence de **sites de services du quotidien** sur le territoire départemental fera l'objet d'un **suivi mis à jour annuellement** dans le cadre d'un observatoire. Cette mission est confiée à l'observatoire départemental en lien avec les services de l'Etat et dans le cadre de conventions à intervenir avec les EPCI et les opérateurs publics et privés en lien avec le SDAASaP.

⇨ Bilan annuel de la mise en œuvre du SDAASaP

Afin de porter un regard sur l'avancement du plan d'action trisannuel et, le cas échéant, de prendre les dispositions nécessaires, un bilan de la mise en œuvre du SDAASaP sera présenté annuellement en COPIL sous la co-présidence du Président du Département et du Préfet, avec les productions des groupes de travail thématiques.
Ce bilan proposera une synthèse quantifiée (niveau d'atteinte des objectifs chiffrés définis avec les indicateurs de réalisation et de résultat) et qualifiée (identification des freins rencontrés ou facteurs favorisants la mise en œuvre des actions) de la mise en œuvre du SDAASaP.

⇨Evaluation intermédiaire du SDAASaP

A mi-parcours du SDAASaP (3 ans) pourra être réalisée une démarche d'évaluation des 3 premières années de sa mise en œuvre.
Cette évaluation pourra être menée en interne ou en externe mais gagnerait à rechercher l'apport d'un regard extérieur aux acteurs impliqués dans la mise en œuvre.

6/ LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Le présent schéma identifie les partenaires qui devront s'impliquer dans la mise en œuvre des actions définies.

Au sein de chaque fiche, dans la rubrique « Qui fait quoi ? », sont ainsi précisées les contributions attendues de chaque partenaire impliqué.

Ces contributions devront faire l'objet d'engagements formels à travers des conventions entre les copilotes et chaque partenaire.
Ainsi, lors de l'évaluation intermédiaire du SDAASaP, seront évalués le niveau d'atteinte des objectifs ciblés et le niveau de réalisation des engagements de chaque partenaire.

PROJET

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-621

DU 22 NOVEMBRE 2017

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS : DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 PREMIÈRE ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 Transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement : approbation des statuts, habilitation des représentants de la Région Ile-de-France au sein des instances de gestion de la SAERP à poursuivre les opérations de transformation ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 Mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU La délibération n° CR 43-11 du 23 juin 2011 Plan Régional pour le Climat d'Ile de France ;

VU La délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 Programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU La délibération n° CR 112-12 du 22 novembre 2012 Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région Parisienne – Changement de statuts ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 77-15 du 24 septembre 2015 Agenda d'accessibilité programmée des ERP régionaux – Autorisation du Président à les présenter au Préfet de police de Paris par délégation du Préfet de Région ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 Délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 Délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 Portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération CR 83-16 du 19 mai 2016 Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins ;

VU La délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 Changeons d'air en Ile-de-France : Plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

VU La délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 Plan d'urgence pour les lycées Franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 Simplifier le fonctionnement du conseil régional ;

VU Les avis de FIN INFRA sur les évaluations préalables des modes de réalisation des projets en date du 30 octobre 2017 ;

VU L'avis de la Direction Générale des Finances Publiques sur les études de soutenabilité des projets des marchés de partenariat en date du 2 novembre 2017 ;

VU L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 13 novembre

2017 ;

VU Le budget régional d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-621 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le recours à un marché de partenariat portant sur une partie du financement, la conception, la construction et tout ou partie du gros entretien/renouvellement (GER) et de l'exploitation-maintenance de deux lycées situés à Palaiseau (1.400 places) et à Pierrefitte-sur-Seine (1.200 places) ;

Article 2 :

Approuve le recours à un marché de partenariat portant sur une partie du financement, la conception, la construction et tout ou partie du gros entretien/renouvellement (GER) et de l'exploitation-maintenance d'un lycée de 2.300 places à Versailles-Satory ;

Article 3 :

Décide d'autoriser la Présidente, pour les opérations visées aux articles 1 et 2 de la délibération, à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie ;

Article 4 :

Approuve le programme des opérations de création de places nouvelles et autorise la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie pour les opérations suivantes :

- Lycée Georges Brassens à Courcouronnes (91) – Extension de capacité (400 places) ;
- Lycée Neuf à Cormeilles-en-Parisis (95) – Construction neuve (1.200 places) ;

Article 5 :

Décide d'affecter un montant d'autorisation de programme de 3 520 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics» (122004), action « restructuration/réhabilitation/rénovation/extension de lycées » (12200401) du budget 2017 pour l'opération d'extension de capacité du lycée Georges Brassens à Courcouronnes (91) ;

Article 6 :

Décide d'affecter un montant d'autorisation de programme de 7 392 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-003 « Construction de lycées» (122003), action « construction de lycées » (12200301) du budget 2017 pour l'opération de construction d'un lycée neuf à Cormeilles-en-Parisis (95) ;

Article 7:

Décide d'autoriser la Présidente à signer avec la SAERP, conformément aux taux de rémunération votés dans le cadre de la délibération n° CR 112-12 du 23 novembre 2012 portant transformation de la SAERP en société publique locale, les 2 conventions de mandat et dont le modèle est joint en annexe 1 pour les opérations suivantes :

- Lycée Georges Brassens à Courcouronnes (91) – Extension de capacité de 400 places, pour un taux de 3,10 % ;
- Lycée Neuf à Cormeilles-en-Parisis (95) – Construction neuve de 1.200 places, pour un taux de 2,50 % ;

Article 8 :

Décide de participer au financement de la déconstruction et de la dépollution de la cité industrielle de la Jarry par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de 3 000 000 €,

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature de la convention relative à cette opération jointe en annexe 2 de la délibération et à la cession à l'euro symbolique par la Ville de Vincennes de l'emprise foncière nécessaire à la réalisation du lycée,

Autorise la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie ;

Article 9 :

Décide d'affecter un montant d'autorisation de programme de 3 000 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-003 « Construction de lycées» (122003), action « construction de lycées » (12200301) du budget 2017 pour les actions préparatoires à l'opération de construction d'un lycée neuf à Vincennes (94) ;

Article 10 :

Approuve le programme des opérations suivantes au titre des opérations de mise en accessibilité handicap et autorise la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie :

- Convention 17 MAN HAN A3 Ouest : 12 lycées
- Convention 17 MAN HAN A3 Est: 13 lycées

Article 11 :

Décide d'affecter un montant d'autorisation de programme disponible au titre du Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics », action « restructuration/réhabilitation/rénovation/extension de lycées » (12200401) du budget 2017, pour les opérations visées à l'article 10 :

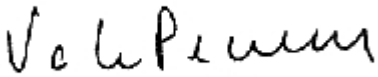
- Convention 17 MAN HAN A3 Ouest : 2 100 893 €
- Convention 17 MAN HAN A3 Est: 1 873 039 €

Article 12 :

Décide d'autoriser la Présidente à signer les conventions de mise en accessibilité handicap, visées à l'article 10 et jointes en annexes 3 et 4 de la délibération pour les opérations suivantes :

- Convention 17 MAN HAN A3 Ouest – Conduite d'opérations complexes de mise en accessibilité handicap de 13 lycées, pour un taux de rémunération mandataire de 4.58% ;
- Convention 17 MAN HAN A3 Est – Conduite d'opérations complexes de mise en accessibilité handicap de 12 lycées, pour un taux de rémunération mandataire de 4.94%.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention type Saerp

CONVENTION DE MANDAT

N°

OPERATION :

OBJET DE LA CONVENTION : MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

MAITRE D'OUVRAGE : REGION ILE-DE-FRANCE
Pôle lycées
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisée par les délibérations de la commission permanente n°

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **La Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne** (SAERP), société anonyme, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN, sa Directrice générale, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 14 mai 2014.

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenus de ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

ARTICLE 8 : ASSURANCES

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

La présente convention porte sur l'opération de **xxx**, comportant les missions définies à l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1A*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

L'enveloppe financière est fixée à xxx euros, toutes dépenses confondues. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à l'***annexe 2A***.

Elle est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif, ou, à défaut, du projet.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Programme de l'opération
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
- Annexe 2B : Demande d'avance de fonds/rémunération, Planning prévisionnel détaillé des dépenses 2B bis, Décompte des paiements effectués par le mandataire 2B ter,
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Charte graphique et ses annexes
- Annexe 5 : Documents techniques à remettre par le mandataire au pôle lycées au cours de l'opération
- Annexe 6 : Plan d'archivage

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

3.1 – Le prix

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.
Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :

Montant HT = [A x B] / [1 + (B x TVA en vigueur)]

A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues

B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : xx%

3.2 Ajustement de la Rémunération

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues (rémunération du mandataire comprise).

La rémunération est également ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués. A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat.

3.3 – Acomptes

Le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

Phase	Rémunération du mandataire	% en fonction de l'étape de l'opération
Phase 1	Remise au MO de la note de synthèse des diagnostics finalisés et publication de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	3%
	Publication de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 1	2%
	Validation du dossier de consultation des concepteurs	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 2	Démarrage des commissions techniques	2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 2	5%
	Notification du marché de maîtrise d'œuvre	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 3	Transmission esquisse	2%
	Transmission du rapport APS	5%
	Validation APS	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 4	Transmission de l'APD	2%
	Validation de l'APD	4%
	Notification de l'avenant au MOE en phase APD	4%
	Sous-total	**10%**
Phase 5	Validation du PRO	3%
	Validation du DCE	3%
	Validation du RAO	4%
	Sous-total	**10%**
Phase 6	Exécution des travaux	40%
	Sous-total	**40%**
Phase 7	Réception	2,5%
	Levées des réserves / Mise à disposition des ouvrages	2,5%
	Sous-total	**5%**
Phase 8	Etablissement du BFM	2,5%
	Quitus	2,5%
	Sous-total	**5%**

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Pour chaque demande d'acompte sur rémunération, le mandataire transmet au maître d'ouvrage une note d'honoraire auprès du Service Budget – Mission administration, pilotage, projets transverses – Pôle Lycées, en version dématérialisée (.pdf) ou en version papier, à l'adresse suivante : 24 rue du Général Bertrand – 75007 Paris.

3.4 – Paiement

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Le délai de paiement cours à compter de la réception des justificatifs et dossier complet fournis par le mandataire conformément à la présente convention.

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de 3 ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, l'équipe de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;

- s’assure à tout moment du respect de l’enveloppe financière de l’opération et fournit à la demande du maître d’ouvrage le budget de l’opération actualisé ;
- s’assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l’opération, établi en accord avec le maître d’ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention. A cet effet, il dresse et tient à jour le calendrier opérationnel (Diagramme de Gant) et ses évolutions tout au long de l’opération. Il doit être en capacité de le transmettre au maître d’ouvrage à tout moment ;
- pilote, la démarche Qualité Environnementale pour les opérations concernées et notamment la procédure de certification lorsque celle-ci s’applique à l’opération ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d’ouvrage dans le cadre de la concertation ;
- gère, le cas échéant, la mise en œuvre du 1% artistique ;
- procède à l’élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l’opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d’ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par l’ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics et leurs textes d’application, et celles exigées par le maître d’ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr). Il assure la dématérialisation des procédures, le suivi de la passation et le cas échéant des avenants, en utilisant l’outil informatique spécifique du maître d’ouvrage. Il rend compte des marchés qu’il a passé ;
- gère l’exécution des marchés, assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;
- procède à la signature et à la notification des protocoles transactionnels, le cas échéant ;
- en cas de réclamation indemnitaire, fait des propositions de provisions pour risques ;
- établit les comptes rendus des réunions à chaque phase de l’opération telles que : lancement des diagnostics, synthèse des diagnostics, questions/réponses, commissions techniques, négociations, mise au point du projet (APS, APD, PRO, DCE….) ;
- de manière générale, établit les comptes rendus de toutes les réunions signalées auxquelles il participe, avec ou hors présence du maître d’ouvrage ;
- s’approprie les résultats de l’ensemble des diagnostics liés à l’opération, y compris ceux dont il n’a pas assuré la passation et/ou l’exécution.
- participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d’ouvrage ;
- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d’ouvrage » entre le maître d’ouvrage, l’utilisateur, la maîtrise d’œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu (hors réunions de chantier et OPC) ;
- prépare la réunion semestrielle d’évaluation sur le suivi de l’opération avec le maître d’ouvrage, sur convocation de ce dernier, en établissant les documents suivants : le calendrier de l’opération à jour, le bilan financier provisoire actualisé de l’opération, un échéancier des dépenses de l’opération, le rapport d’avancement des études, des travaux et plus généralement de tous les marchés en cours et la synthèse des difficultés éventuelles rencontrées ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Le responsable de l’opération assiste à la réunion semestrielle. Il en établit le compte-rendu qu’il transmet pour validation au maître d’ouvrage ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d’ouvrage pour permettre la poursuite de l’opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- s’assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d’Ile de France » ;
- fait une note de bilan des réclamations gérées pendant l’opération.

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L’OPERATION

La présente opération fait l’objet d’un découpage en phases énumérées du **6.1** au **6.5** ci-dessous.

Chaque phase doit être réalisée conformément aux délais fixés à l'***annexe 1B*** de la convention.

Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des concepteurs, dossier de consultation des entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics).

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la convention.

6.1 – De la notification de la convention de mandat à l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre

Le mandataire assure la constitution du dossier de consultation (DCC) des concepteurs et rédige l'avis d'appel public à concurrence (AAPC) pour le marché de maîtrise d'œuvre.

Le maitre d'ouvrage lui remet les diagnostics et études préalables qu'il a fait réaliser, ainsi que tous les référentiels Région, les différents programmes de l'opération et les objectifs du maître d'ouvrage.
Sous cinq jours, il rend une note de compréhension de l'opération qui intègre également son analyse financière et un calendrier de mise en œuvre qu'il tiendra à jour tout au long de l'opération.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, le mandataire apprécie la nécessité de réaliser le cas échéant toute autre étude non réalisée par le maître d'ouvrage et en réfère au maître d'ouvrage.
Avec l'accord du maître d'ouvrage, il lance la consultation pour les marchés correspondants dans les supports appropriés, selon les modes et les procédures réglementaires propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il réceptionne les offres, les analyse et s'assure de la conformité des études remises. Les résultats des diagnostics sont alors analysés par le mandataire au regard de la fiche financière que le maître d'ouvrage lui a remis au début de l'opération. Il lui appartient d'alerter le maître d'ouvrage sur les difficultés techniques et de les confronter avec le budget de l'opération, de proposer des solutions.

Le mandataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage, pour validation :
- le projet de règlement de consultation de maîtrise d'œuvre,
- le DCC complet et finalisé.

Concomitamment à la constitution du DCC, le mandataire rédige le projet d'AAPC pour le marché de maîtrise d'œuvre qu'il soumet également à l'accord du maître d'ouvrage.

Le mandataire remet le DCC (y compris les questions-réponses) au maître d'ouvrage selon les prescriptions de ce dernier (cf. annexe 5 : arborescence et codification).

Il envoie aux publications l'AAPC de maîtrise d'œuvre dès qu'il est validé par le maître d'ouvrage dans les supports appropriés selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage.

6.2 – De l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre

6.2.1 : Assistance pour le choix du maître d'œuvre

Le mandataire assure, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des maîtres d'œuvre et la négociation du marché de maîtrise d'œuvre conformément aux procédures prévues par la réglementation relative aux marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage :

- il rédige et publie l'AAPC et les éventuels avis rectificatif sur les supports appropriés.

- il établit le rapport d'analyse des candidatures selon les modalités suivantes demandées par le maître d'ouvrage :
  - contexte de l'opération : présentation de l'opération, objectifs du projet, nature et montant prévisionnel des travaux ;
  - déroulement de la procédure avec la publication des avis d'appel publics à la concurrence ;
  - présentation des équipes candidates : recevabilité administrative et technique intégrant une analyse détaillée des candidatures au regard des critères de l'AAPC avec une proposition de classification (sur les supports souhaités par le maître d'ouvrage).

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de sélection ou de 1ère phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : //www. iledefrance.fr/marches-publics/) ;
  - assure la présentation orale de l'opération devant le jury ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets aux candidats.

- il gère l'ensemble de la consultation dans le respect de l'anonymat et de l'égalité de traitement des candidats :
  - transmet le DCC complet et validé aux équipes concurrentes ;
  - organise et est présent à la (les) visite(s) du site ;
  - à l'issue des réponses aux questions des candidats, transmet, en deux exemplaires, sur CDROM les fichiers informatiques sous format pdf du DCC finalisé (y compris réponses aux questions et modificatifs ou rectificatifs engendrés par celles-ci) ;
  - organise et est présent à la (aux) réunion(s) d'information ;
  - organise et est présent aux commissions techniques ;

- il réalise la synthèse des travaux de la commission technique et rédige le rapport d'analyse selon les modalités définies par le maître d'ouvrage, à savoir :
  - rappel de l'opération : site, bâti, programme, objectifs, procédures, indemnités et règlement de consultation,
  - présentation de chaque projet à partir des documents remis par les candidats,
  - analyse détaillée de chacun des projets et notamment l'analyse architecturale, urbanistique, fonctionnelle, technique, réglementaire, environnemental, phasage des travaux, économique, en accord avec les critères énoncés dans l'AAPC et le RPC.

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de désignation du ou des lauréats, ou jury de 2ème phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ;
  - s'assure de la présence des « experts » de la commission technique ;
  - assure une présentation orale de qualité de l'ensemble des travaux de la commission technique à l'attention du jury ;
  - rédige le procès-verbal du jury qu'il soumet pour approbation au maître d'ouvrage ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets motivés

- il assiste le maître d'ouvrage pour la négociation du marché de maîtrise d'œuvre, transmet le rapport de la commission technique au lauréat, analyse les propositions de l'équipe lauréate (taux de complexité, taux de rémunération), rédige les comptes rendu de réunion de négociation ;

- il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité puis notifie le marché et publie l'avis d'attribution ;

- le cas échéant, il règle les indemnités aux personnalités qualifiées membres du jury.

6.2.2 : Passation des autres marchés d'études

Aux différents stades des études, le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :
- études techniques nécessaires au travail de la commission technique ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;

- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

Il rédige les marchés et, après l'accord du maître d'ouvrage sur ces marchés, lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, selon les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il procède notamment à l'analyse des candidatures et des offres ; la soumet, pour approbation, au maître d'ouvrage (Cf. article 7.2 de la présente convention).

6.3 – De la notification du marché de maîtrise d'œuvre au lancement de l'AAPC travaux

6.3.1 : Suivi des études de maîtrise d'œuvre

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projet.

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers APS, APD, PRO et DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :

- CSPS
- Contrôleur technique
- CSSI
- AMO HQE
- Assistant câblage
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier APS, APD, PRO ou DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :

- programmation fonctionnelle et technique
- sécurité incendie
- qualité environnementale
- énergie
- Autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

La synthèse des documents à remettre à chaque phase au maître d'ouvrage (services opérationnels de la Région, lycées, outil de gestion du patrimoine) est présentée à l'annexe 5.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

En phase de validation d'APD, le mandataire effectue un contrôle de la cohérence avec les objectifs et du programme initial, amandée le cas échéant, des remarques de la commission technique du jury de concours reprises lors des négociations avec l'équipe de maîtrise d'œuvre.
Dans ce cadre, il vérifie notamment le respect des éléments suivants : le maintien des objectifs, le respect de programme fonctionnel et environnemental, le respect des surfaces et des fiches techniques du programme. Il rend une note synthèse au maître d'ouvrage dans laquelle il fait des propositions de correction des éventuels écarts.

Le mandataire joint à son analyse du dossier APD le projet d'avenant au marché de maîtrise d'œuvre qui arrête l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Ce projet d'avenant est accompagné d'un rapport de présentation. Ce projet est, le cas échéant, soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante du maître d'ouvrage. Le mandataire notifie au maître d'œuvre l'avenant à son marché dans les plus courts délais.

6.3.2 : Permis de construire et autorisations administratives

Au cours de la phase APS ou APD, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire prépare le permis de construire et toutes autres autorisations administratives.

Il compulse, en concertation avec le maître d'œuvre, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement de permis de démolir puis transmet à la signature du maître d'ouvrage ces demandes.

Il dépose ces dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à l'obtention de ces permis.
Il transmet les arrêtés au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Il remet l'ensemble des demandes d'autorisation (permis de construire, permis de démolir, dossier Loi sur l'eau, Installations classées, etc) en y annexant les avis ou rapports d'instruction correspondants sous un fichier PDF unique regroupant les pièces scannées au service ressources techniques bâti et foncier de la Direction des grands projets.

6.4 – Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises de travaux, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Dès la phase d'élaboration du DCE, il prépare l'ensemble du dossier marché et rédige l'AAPC. L'ensemble des documents sont soumis pour approbation au maître d'ouvrage.

A compter de l'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, le mandataire transmet les DCE aux candidats qui en font la demande, assiste le maître d'ouvrage dans la préparation et lors des séances de la commission d'appel d'offres.

Il exerce le suivi de l'analyse réalisée par le maître d'œuvre et compulse le dossier final d'analyse.

Il assure la mise au point du ou des marchés de travaux.

Il prépare le dossier nécessaire à la transmission du dossier marché au contrôle de légalité. Il ne notifie le marché qu'après communication de l'accusé réception par la préfecture.

Il informe sans délai le maître d'ouvrage de la date de notification des marchés et lui transmet le marché et publie l'avis d'attribution.

6.5 – De la notification des marchés de travaux à la fin de la garantie de parfait achèvement

6.5.1 : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

Il participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

6.5.2 : Réception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'Arrêté du 8 septembre 2009 (NOR: ECEM0916617A publié au JORF n°0227 du 1 octobre 2009).

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Après les opérations préalables à la réception, il organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus à l'article 41.3 du CCAG travaux.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

6.5.3 : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du maître d'œuvre après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS

7.1 : Conditions d'approbation des marchés par le maître d'ouvrage

Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de l'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

7.2 : Passation et exécution des marchés

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le(s) rapport(s) d'analyse. Il mène, le cas échant, les négociations. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation selon les procédures régionales. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du maître d'ouvrage le cas échéant. Le cas échant, il fait la mise au point des marchés.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offre au Pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution et en vérifie la parution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : Modifications aux marchés

Les modifications aux marchés doivent respecter les dispositions de l'article 65 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 139 à 140 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Elles sont, avant tout début d'exécution :
- négociées avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;

- le cas échéant, approuvées préalablement par la CAO du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmises par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signées et notifiées au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants ».

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » est soumise à l'accord préalable et express du maître d'ouvrage qui se prononce au vu des informations transmises par le mandataire portant notamment sur le montant de l'opération, sa complexité technique, les risques spécifiques identifiés, le nombre de macro lots et l'existence de locaux d'habitation.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

8.3 – Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :
- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – Conditions des avances de fonds versées au mandataire

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – Versement des avances de fonds

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - Le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds / rémunération), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette : la liste des factures relatives aux dépenses de la dernière demande d'avance et le total des dépenses de l'opération) en format Excel. Les factures acquittées en 3 exemplaires.
4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

9.3 – Rejet des demandes d'avances de fonds

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle lycées. Ils sont reversés annuellement à la Région.

Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – Evaluation

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué, notamment sur les critères suivants :

- Respect des dispositions du contrat de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage ; les propositions de solutions et documents de synthèse ; les comptes rendus des réunions
- Qualité du suivi technique : préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau APS, APD, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation
- Présence et coordination sur le chantier
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ; la qualité des rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – Contrôle financier et comptable

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle Lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :
- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

12.1 – Pénalités

- Respect du cadre calendaire de l'opération

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

- Maintien de la structure opérationnelle

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non-respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, le mandataire est passible d'une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- Transmission des comptes rendus et synthèses

En cas de défaut de remise des comptes rendus ou des synthèses demandés par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard 15 jours après la mise en demeure.

- Ajournement ou réfaction de prix en cas de remises de dossiers incomplets

Dans le cas de production de rapport, compte-rendu, synthèse ou tout autre dossier incomplet, en quantité et/ou en qualité, mais nécessitant des compléments, améliorations ou mises au point, le maître d'ouvrage peut en prononcer l'ajournement.
Si les documents produits ne sont que partiellement exploitables, le maître d'ouvrage peut décider d'une réfaction déterminée en rapport avec le travail accompli et exploitable. La décision d'ajournement ou de réfaction, qui s'exprime en un montant forfaitaire HT, sont notifiées au mandataire.

- Pénalité pour absence aux rendez-vous ou réunions

Pour toute absence non excusée à un rendez-vous ou une réunion auquel il aurait été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €). Elle est défalquée de l'acompte correspondant à phase en relation avec le rendez-vous ou la réunion manqué.

- Présence aux réunions de chantier

En cas d'absence du mandataire à une des réunions de chantier, celui-ci est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de quatre cents euros (400 €) par absence.

- Transmission des pièces pour les demandes d'avances

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Bilan financier annuel

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de huit cents euros (800 €) par mois de retard.

- Transmission des documents visés à l'annexe 4

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 4*** le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission des pièces pour ester en justice et des pièces nécessaires à la gestion des précontentieux et contentieux

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice) et de l'***article 6.6***, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de deux cents euros (200 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission du DOE vérifié

En cas de remise d'un DOE incomplet résultant d'une absence de vérification et de diligence de sa part, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euro (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir la preuve de sa diligence.

- Transmission des pièces du quitus

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;

- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;

- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;

- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier,

- les cas de force majeure : tous les événements exceptionnels non imputables au mandataire et n'ayant pu ni être prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir ses engagements.

12.2 – Frais exclus du budget d'opération

- Charge des intérêts moratoires

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

- Charge des frais financiers

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le pôle opérationnelle en charge de l'opération et le pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :

- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au PAPCPJ :

- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),

- toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :

- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au PAPCPJ dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au PAPCPJ pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - Propriété des études

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - Dispositions fiscales

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 2C***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu synthétique du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier du respect ou non du calendrier et du coût de l'opération ;

- Le dossier de fin d'opération visé en ***annexe 6*** : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'***annexe 6*** peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Le maître d'ouvrage peut refuser de délivrer le quitus pour le cas où à la date du quitus, il subsiste encore des litiges avec les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération.

Si le maître d'ouvrage accepte de délivrer le quitus bien qu'il subsiste encore des litiges liés à l'opération alors le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments utiles pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

16.1- Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié – dénonciation – injonction

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, la SAERP s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16.2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de la société, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
La SAERP, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans la société, dans un délai de 15 jours.

16.2- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 6***.

17.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

17.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5% en cas de résiliation des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 4***.

17.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 17.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 17.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le
Pour la SAERP

Le
Pour la Région d'Ile-de-France

La Directrice générale	**La Présidente du Conseil Régional**
Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN	**Madame Valérie PÉCRESSE**

(*signature et cachet*)

<u>NOTIFICATION DE LA CONVENTION</u> :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : …….

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : …….

_____

Le titulaire :

ANNEXE 1A

CONVENTION DE MANDAT N°

PROGRAMME DE L’OPÉRATION

ANNEXE 1B

CONVENTION DE MANDAT N°

CADRE CALENDAIRE DE L'OPÉRATION

La mission du mandataire est divisée en sept phases :

Phase 1 : De la notification de la convention de mandat à la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre
Phase 2 : De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre
Phase 3 : De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD
Phase 4 : De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux
Phase 5 : Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux
Phase 6 : De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux
Phase 7 : De la réception des travaux au quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires

Délais par missions encadrées : en jours ouvrables :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	**Délai global par phase**	**Missions encadrées**	**Délai des missions encadrées à respecter**
Phase 1 De la notification de la convention de mandat à la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	mois	- remise du dossier par le maître d'ouvrage / remise d'une proposition de diagnostics (liste, évaluation, procédure, calendrier, AAPC)	15 jours M
		1) Diagnostics hors CAO validation propositions de diagnostics / remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M
		- accord du maître d'ouvrage sur le cahier des charges du diagnostic / lancement de la consultation	3 jours M
		- lancement de la consultation / remise du rapport d'analyse des offres	25 jours M
		- validation du rapport d'analyse pour le choix des prestataires à retenir / notification des marchés	12 jours M
		OU	
		2) Diagnostics avec CAO validation propositions de diagnostics / remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M
		- accord de l'UL sur le cahier des charges du diagnostic / envoi de l'AAPC pour validation au PAPCPJ	3 jours M
		- validation de l'AAPC par le PAPCPJ / lancement de la consultation	3 jours M
		- lancement de la consultation / remise du rapport d'analyse des offres	25 jours M
		- transmission du PV de CAO / notification des marchés	12 jours M

Phase 2 De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre	mois	- validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par l'UL / passage en CAO - passage en CAO / lancement de la consultation - date de notification de la réception des plis / remise du projet de rapport d'analyse des candidatures	8 jours m 3 jours M 30 jours M
		- remise du projet provisoire de rapport d'analyse des candidatures / jury de 1ère phase	19 jours m y compris délai du dépôt
		- dépôt du rapport validé en 35 exemplaires / jury 1ère phase prévu au calendrier	13 jours m
		- transmission arrêté de jury de 1ère phase / remise du DCC au concepteur	12 jours M
		- date remise des projets (panneaux) / 1ère commission technique	5 jours M
		- remise du projet provisoire de rapport de synthèse / jury de 2ère phase	17 jours m
		- remise du rapport validé en 35 exemplaires / 2ème phase du jury	13 jours m
		- transmission du PV du jury d'attribution / négociations et mise au point du marché - validation de la mise au point du marché / transmission du marché de maîtrise d'œuvre au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	10 jours M 5 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification du marché de maîtrise d'œuvre	3 jours M
Phase 3 De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD	mois (*)	- réception de l'APD / transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'APD pour l'avenant APD	25 jours M
		- notification de la délibération / envoi de l'avenant pour contrôle de légalité	5 jours M
		- réception AR préfecture / notification avenant	3 jours M
Phase 4 De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux	mois (*)	- réception du projet et DCE / analyse et transmission des documents formalisés à la UL	20 jours M
		- validation du DCE par la UL / transmission de l'AAPC au PAPCPJ	5 jours M
		- validation de l'AAPC par le PAPCPJ / envoi de l'AAPC aux publications	3 jours M

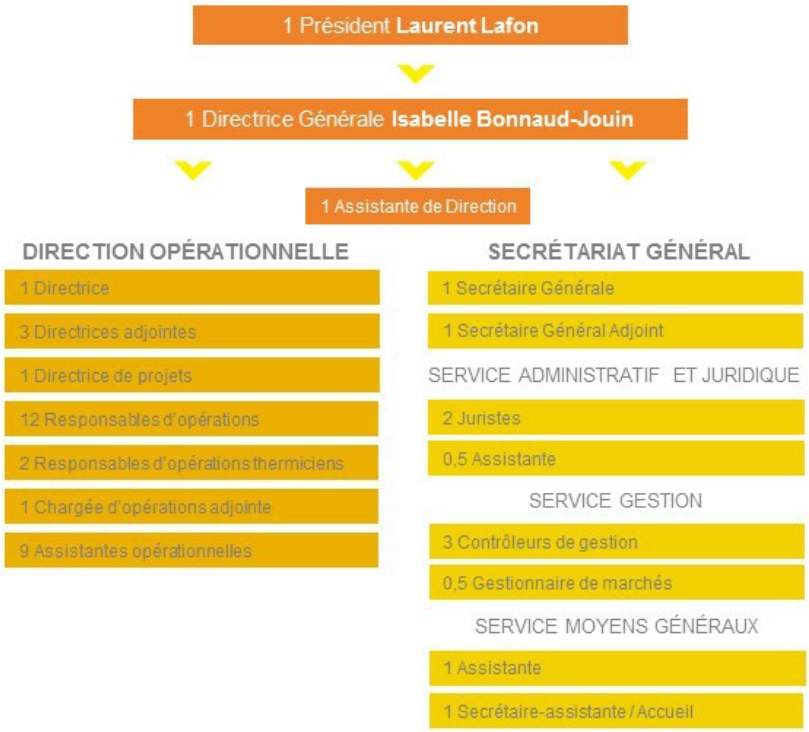
Phase 5 Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux	mois	- transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du RAO (entreprise générale) OU - transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du RAO (lots séparés)	30 jours 40 jours
		- transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / transmission du(des) marché(s) au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	15 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification marché	5 jours M
Phase 6 De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux	mois	En cas d'avenant : - réception proposition d'avenant(s) par le maître d'œuvre / analyse et transmission d'une proposition d'avenant au maître d'ouvrage	10 jours M
		- notification de la délibération / envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification avenant	3 jours M
Phase 7 De la réception des travaux au quitus	mois	- parfait achèvement / transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération	3 mois M

(*) ***hors avenant de maîtrise d'œuvre supplémentaire***

ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N°

STRUCTURE ET ORGANISATION
MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE



ANNEXE 2A

CONVENTION DE MANDAT N°

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	**AP votées**	**CP mandatées**			**AP disponibles**
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du ……	€	€	€	€	€
CP n° du ……	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE / RÉMUNERATION
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le **Le**

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N°

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS ET /OU DE REMUNERATION N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

	REMUNERATION	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Rémunération totale prévisionnelle	
3	Cumul des rémunérations déjà versées	
4	Montant de la présente demande de rémunération	
5	Pour mémoire, paiements justifiés à la date de la demande	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

ANNEXE 2B bis

PLANNING PRÉVISIONNEL DÉTAILLÉ DES DÉPENSES :

Désignation lignes budgétaires en euros TTC	*Cumul des dépenses antérieures*	*Année N*				*N+1*	*N+2*	*N+3*
		Mois 1	*Mois 2*	*Mois 3*	*Total année N*			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B ter

FICHE NAVETTE

Décompte des paiements effectués par le mandataire

CONVENTION DE MANDAT N°

CUMUL ANTERIEUR	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
			-	Lycée XXX à XXXXXX

DATE	OBJET	FOURNISSEURS	N° FACTURE	MONTANT EUROS	Rémunération en EUROS	OBSERVATIONS

	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL
TOTAL GENERAL			

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

CONVENTION DE MANDAT N°

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			**#VALEUR!**

AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX		MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		**- €**

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	**- €**

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			**- €**

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)	[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) : % Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	**#VALEUR!**
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :	
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)	#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)	#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	**- €**

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	**#VALEUR!**

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N°

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 201_	Cumul avances reçues en 201_	Cumul des avances versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 201_	Paiements effectués hors rémunération en 201_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 - 6)	Cumul rémunération reçue avant 201_	Cumul rémunération reçue en 201_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 201_	Cumul produits financiers en 201_	Total produits financiers (12+ 13)	

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

Le :

C*achet et signature du comptable :*

BILAN FINANCIER

Liste des dépenses

ANNEXE 3 page 2 sur 2

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TOTAL							0,00	

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N°

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile-de-France qui assure la Maîtrise d'Ouvrage de 470 Lycées, souhaite optimiser la gestion de ce patrimoine. Pour ce faire, elle met en place d'un dispositif informatique pour l'établissement, la tenue à jour et l'exploitation d'une base de connaissance exhaustive des terrains et bâtiments.

Ce projet suppose que les plans des établissements, soient livrés sous forme informatique, respectant les prescriptions de la charte graphique définie par la Région Ile-de-France.

Un tel dispositif ne peut par ailleurs fonctionner que si les informations données par les plans sont fiables, et la traduction exacte de la réalité, aussi une attention toute particulière sera apportée à la qualité des D.O.E.

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Géomètres :

Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.
En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.
Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.
L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.
Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :

DGP - Service ressources techniques bâti et foncier
Tél : 01.53.85.59.14 B : 125
connaissance.patrimoine@iledefrance.fr

La CHARTE GRAPHIQUE Version 1.5.1 de janvier 2009 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V1.5.1*, à transmettre systématiquement :

- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version 1.5.1* janvier 2009
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V1.5.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

◆ 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
- **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
- **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
- **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*
- **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
- **Réponses aux questions**

◆ 2ème dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**

ANNEXE 5

CONVENTION DE MANDAT N°

DOCUMENTS TECHNIQUES A REMETTRE PAR LE MANDATAIRE AU PÔLE LYCEES AU COURS DE L'OPERATION

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant :

- **Pôle lycées** : Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en 2 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)

- **Lycée :** Eléments à transmettre à l'établissement pour le gestionnaire (dossier papier + fichiers informatique sur 1 CD)

- **GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques) : Eléments à transmettre au service** « ressources techniques bâti et foncier » de la DGP (Direction des grands projets du Pôle lycées) : fichiers informatique sur 1 CD

		Pôle lycées	Lycée	GEDT
1	**AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES** - **1-a** : Permis de construire et ses attendus - **1-b** : Permis de démolir - **1-c :** Dossier Loi sur l'eau - **1-d :** Installations classées**,** etc…..	**X**	**X**	**X**
2	**DOSSIERS MARCHES** **Comprenant tous les marchés et notamment :** - **2-a** : Marché de maîtrise d'œuvre et avenants éventuels - **2-b** : Marché d'assistant qualité environnementale et avenants éventuels - **2-c** : Marché de contrôle technique (C.T) et avenants éventuels - **2-d** : Marché de coordination sécurité et prévention de la santé (C.S.P.S) et avenants éventuels - **2-e** : Marché de coordination des systèmes de sécurité (C.S.S.I) et avenants éventuels - **2**-**f** : Le ou les marchés de travaux - **2-g** : etc	**X**		
3	**DOSSIER ETUDE** **(APS – APD – PRO – DCE)** Comprenant l'ensemble du dossier de chaque phase d'étude accompagné des différents rapports d'analyses et fiches de synthèses avec la preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage. Les dossiers Maîtrise d'œuvre de chaque phase étant transmis à chaque service concerné (Notamment énergie et qualité environnementale)	**X**		**X**

4	**D.O.E (Dossier des Ouvrages Exécutés)** validée par le maitre d'œuvre comprenant notamment: - **F1** : **le dossier architecte** comprenant : o tous les plans et notes nécessaires o le récapitulatif et le détail des surfaces (SU, SHON, SHOB, terrain) - **F2** : **le dossier technique** avec pour chaque lot les plans d'exécution et les pièces suivantes fournies par les entreprises: o Plans o Index des produits et des FDES (Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires) o Fabricants et fournisseurs o Notes de calcul o Fiches techniques et PV	**X**	**X**	**X**
5	**D.I.U.O** **Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage** établi par le coordonnateur sécurité et protection de la santé	**X**	**X**	
6	**CARNET SANITAIRE DES RESEAUX D'EAU** (document évolutif) conformément, à la circulaire DGS/VS 4 n°98-771 du 31 décembre 1998 relative à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'entretien des réseaux d'eau dans les établissements de santé et aux moyens de prévention du risque lié à la légionelle dans les installations à risque et dans celles des bâtiments recevant du public, à l'arrêté du 30.11.05 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public, ainsi qu'à l'arrêté du 21 Août 2008 sur la récupération des eaux pluviales.	**X**	**X**	
7	**LE GUIDE DE MAINTENANCE** (document évolutif) établi par l'AMO HQE et le BET du maître d'œuvre, accompagné des notices d'entretien de chaque fabricant, les projets de contrat de maintenance et l'inventaire détaillé des équipements de chacune des installations techniques avec le report sur plan de leur positionnement dans le ou les bâtiments et de second œuvre (notamment revêtements sol/mur/plafond/vitrerie, etc …..).	**X**	**X**	
8	**CARNET DE VIE** Document établi par l'AMO HQE du maître d'Ouvrage à destination des usagers : présentation de la qualité environnementale de l'opération pour la communauté scolaire (équipe de direction, enseignants et élèves)	**X**	**X**	**X**
9	**DOSSIER DE SECURITE (document évolutif)** Dossier permettant l'ouverture du registre de sécurité de l'établissement et comprenant notamment : - Les rapports finaux du contrôleur technique accompagné des fiches techniques et PV de tenue au feu - Le rapport initial des installations électriques - le procès-verbal de la commission de sécurité et d'accessibilité - l'arrêté d'ouverture du Maire - etc …….	**X**	**X**	

ANNEXE 6

PLAN D'ARCHIVAGE

CONVENTION DE MANDAT N°

Dossier de fin d'opération à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant:

-Pôle Lycées/DAGE/SAJ: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus
-Pôle Lycées/DGP/Service Maîtrise d'ouvrage (SMO): Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en charge de l'opération
-Pôle Lycées/DGP/Service Ressources techniques, bâti et foncier (SRT): Eléments à transmettre en version dématérialisée

Le Maître d'ouvrage contrôlera l'exhaustivité des envois aux destinataires indiqués à l'annexe 5. A cet effet, le mandataire devra transmettre au Pôle Lycées/DAGE/SAJ une copie de tous les bordereaux de transmission de pièces dans le cadre du quitus.

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA[1]	Point de départ du délai[2]	Nb d'exemplaire	Format	Destinataire
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR[4] si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier	DAGE-SAJ
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
4	**Marché de Coordonnateur SSI**							
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
6	**Marché d'OPC**							
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
8	**Marché d'Assurance**							
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment[3]			
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives					
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux					
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier	DAGE-SAJ
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier					
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité					
		G	Arrêté d'ouverture du Maire					
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)					
13	**Pièces techniques[5]**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1 CDROM)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1 CDROM)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier	DAGE-SAJ
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			3ex	papier+CDROM (1 + 2)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM) DGP-SRT(1CDROM)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contentieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,...)		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le mandataire est autorisé par la Sous-direction des archives à éliminer les pièces arrivées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région
(5)Un justificatif de transmission des pièces techniques aux différents services de la Région pourra être demandé par le maître d'ouvrage

Annexe 2 - Convention Participation financière Cité Jarry

Convention de participation financière entre le SIVU et la Région d'Ile-de-France pour les travaux de déconstruction et dépollution de la cité industrielle de la Jarry, préservation du site et actions préparatoires au lancement de l'opération de construction d'un lycée neuf à Vincennes sur le site de la Cité industrielle, 106/108 rue de la Jarry et 47 à 51 rue Defrance.

Le Syndicat Intercommunal à Vocation unique créé par les villes de Vincennes et de Fontenay-sous-Bois, dont le siège est à Vincennes – *53 Bis rue de Fontenay,* représentée par sa Présidente, Madame Charlotte LIBERT-ALBANEL dûment habilitée par délibération en date du xx xx xxxx 2017 ;
ci-après dénommée « le SIVU »

d'une part,

Et

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est à PARIS – 33, rue Barbet de Jouy (75007), représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération n° CP 2017-621 en date du 22 novembre 2017 ;
ci-après dénommée « la Région »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELÉ

Afin de désengorger le lycée Hector-Berlioz, la Région Ile-de-France et la ville de Vincennes se mobilisent depuis de nombreuses années pour la construction d'un nouveau lycée d'enseignement général où seront scolarisés environ 1 000 élèves, à l'est de la commune.

Faute de foncier non bâti à Vincennes, le choix de construire ce nouveau lycée sur la parcelle abritant l'ancienne Cité industrielle, entre les rues Defrance et de la Jarry, a été rapidement retenu : vétuste et source de nuisances, ce bâtiment de 46.000 m² sur 6 étages datant des années 1930 a depuis longtemps perdu sa vocation initiale.

Le 13 décembre 2006, le Conseil municipal de la Ville de Vincennes a sollicité le Préfet du Val de Marne afin qu'il diligente une enquête publique et qu'il se prononce sur la déclaration d'utilité publique du projet d'acquisition de la parcelle cadastrée section H 21 en vue de la construction d'un lycée par le Conseil régional d'Ile de France.

Le 3 juillet 2007, la déclaration d'utilité publique a été prononcée par arrêté préfectoral.

Le 12 aout 2009, l'arrêté préfectoral de cessibilité a été délivré.

Par Arrêté préfectoral n° 2010 /3736 du 9 février 2010 le Syndicat Intercommunal à Vocation unique (SIVU) a été créé entre les communes de Vincennes et Fontenay-sous-Bois pour l'acquisition et la gestion foncière de la parcelle cadastrée H21 sur le territoire de la Commune de Vincennes en vue de la réalisation d'un Lycée.

Par ordonnance en date du 21 janvier 2010, la parcelle sise 106/108 rue de la Jarry et 47 à 51 rue Defrance, cadastrée H21, d'une superficie de 7.935m2 a été expropriée au bénéfice de la Ville de VINCENNES en vue de la construction d'un Lycée.

L'acquisition du terrain et du bâtiment de la Cité industrielle a coûté 25 millions d'euros au SIVU.

Malgré son architecture emblématique, l'état de dégradation du bâtiment ne rend pas envisageable une réhabilitation. Sa structure n'est de plus pas compatible avec les besoins d'un

lycée, et son passé industriel complexe ne permet pas de la conserver en l'état ni sans risque. Ce bâtiment doit maintenant être dépollué et démoli afin de pouvoir laisser place au lycée.

La Région Ile-de-France s'est accordée avec le SIVU pour participer aux frais de démolition et de dépollution du site ainsi qu'au diverses actions de préservation menées par le SIVU. La présente convention a pour objet de définir les actions préparatoires au lancement de l'opération de construction d'un lycée neuf à Vincennes, d'arrêter la participation de la Région à leur financement et les engagements réciproques des parties.

Le coût de l'opération objet de la présente convention est estimé à 3.750.000 € HT, soit 4.500.000 TTC.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la détermination des engagements réciproques des parties, ainsi que les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention accordée par la Région au SIVU pour sa participation aux frais de démolition, de dépollution et de préservation du site de l'ancienne cité industrielle de la Jarry à Vincennes afin d'y voir réaliser un nouveau lycée.

La subvention a été accordée par la délibération n° CP 2017-621 du 22 novembre 2017 de la commission permanente du Conseil régional et conformément au règlement budgétaire et financier régional.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

- La Région s'engage à verser au SIVU une subvention dont le montant maximum s'élève à 3 000 000 € représentant 80 % du coût total HT prévisionnel de l'opération s'élevant à 3 750 000 € HT. Cette subvention constitue un plafond non révisable calculé à partir des dépenses hors taxes. Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire est inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié, par application du taux de subvention indiqué ci-dessus. Le bénéficiaire s'engage à prendre à sa charge les éventuels dépassements par rapport à l'estimation ci-dessus.

- La Région s'engage de plus à finaliser l'ensemble des diagnostics engagés : les diagnostics pollution des sols (analyses chimiques approfondies) et amiante complèteront le relevé géomètre déjà effectué. La région réalisera en outre des investigations (par un BET structures) sur les fondations de l'ouvrage à démolir afin de s'assurer que les travaux de déconstruction n'engendreront aucune déstabilisation des ouvrages voisins.

- La Région fournit au bénéficiaire des panneaux d'information et de communication sur sa participation.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU SIVU

- Le SIVU s'engage à réaliser la déconstruction de la cité industrielle et à inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération afin de remettre à la Région un terrain nu tant en superstructures qu'en infrastructures et purgé de toute pollution.

- Dans cette optique, le SIVU lancera une consultation en ayant au préalable procédé au choix d'un Maitre d'œuvre qui l'accompagnera dans les études et le suivi de la déconstruction ainsi que d'un coordinateur SPS.

- Le SIVU favorisera le respect de l'environnement au cours de toutes les phases de réalisation des travaux subventionnés (démolition, dépollution).

- Il s'engage à ne pas avoir démarré l'opération avant le vote de la subvention par la Commission Permanente du Conseil Régional qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

- Il s'engage, de plus, à conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds jusqu'à l'expiration de la convention et à faciliter le contrôle, par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.)., conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

- Il s'engage également à implanter dès l'ouverture des chantiers, des panneaux de communication fournis par la Région de sorte qu'ils soient visibles de la voie publique, à en garantir le maintien dans de bonnes conditions de lisibilité pendant toute la durée des travaux et à demander ces panneaux au moins six semaines avant le démarrage effectif des travaux et à mentionner la participation régionale dans tous les documents d'information, plaquettes de présentation, portails électroniques, site Internet, etc…, et y apposer le logo de la Région Ile-de-France dont les caractéristiques lui sont fournies par la Direction de la communication de cette collectivité.

- La ville de Vincennes s'engage à céder à la Région à l'euro symbolique les parcelles nécessaires à l'édification de ce nouveau lycée.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

5.1 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention. La périodicité de demande de versement d'acomptes ne peut être inférieure à deux mois

Chaque demande de versement :
- précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

5.2 - VERSEMENT DU SOLDE

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération et de son paiement complet et sur production du compte rendu financier final en dépenses et en recettes de l'opération signé du représentant légal du bénéficiaire et, le cas échéant par son comptable public.

ARTICLE 5 : DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Le bénéficiaire dispose d'un délai de trois ans à compter de la notification de la convention pour présenter un premier appel de fonds. Passé ce délai, la subvention est caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé de un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre ans pour présenter la demande de versement du solde de la subvention. A défaut, le reliquat de subvention non versé est caduc et est annulé.

ARTICLE 6 –RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La subvention régionale est restituée dans les cas suivants :

- si l'opération subventionnée n'est pas réalisée dans sa totalité conformément à la présente convention, le bénéficiaire rembourse à la Région la totalité de la subvention perçue.

ARTICLE 7 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date d'attribution de la subvention au bénéficiaire (soit la date de la commission permanente).

Sauf application des règles de caducité figurant à l'article 5 ou résiliation dans les conditions fixées à l'article 9, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations respectives.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France et par l'instance délibérante du SIVU.

ARTICLE 9 – RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 11 - PIECES CONTRACTUELLES

- la présente convention
- la (les) annexe(s) à la présente convention

Fait en deux exemplaires originaux

Le

A Vincennes

A Paris,

Pour le SIVU

Pour la Région Ile-de-France

Annexe 3 - Convention 17 MAN HAN A3 Ouest

îledeFrance

CONVENTION DE MANDAT

N° 17 MAN HAN A3 Ouest

OBJET DE LA CONVENTION :

MANDAT DE CONDUITE DES OPERATIONS COMPLEXES DE MISE EN ACCESSIBILITE HANDICAP – PPI LISTE 2017
Sous-famille A3 SECTEUR OUEST de l'Ad'AP

MAITRE D'OUVRAGE :	**REGION ILE-DE-FRANCE** Pôle Lycées 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisée par les délibérations de la commission permanente n° 2017-…. du ../11/2017.

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **La Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne** (SAERP), société anonyme, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN, sa Directrice générale, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 14 mai 2014.

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenues de ce qui suit :

SOMMAIRE

PRÉAMBULE....3
ARTICLE 1 : CONTEXTE ET OBJECTIFS - OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE....3
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES....4
ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT....4
ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION....7
ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE....8
ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION....9
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS....13
ARTICLE 8 : ASSURANCES....14
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE....15
ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS....16
ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE....16
ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION....17
ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE....18
ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES....19
ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION....19
ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ....20
ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS....21
ANNEXE 1A....23
ANNEXE 1B....24
ANNEXE 1C....27
ANNEXE 1D....28
ANNEXE 2A....29
ANNEXE 2B....30
ANNEXE 2B BIS....31
ANNEXE 2B TER....32
ANNEXE 2C....33
ANNEXE 3....34
ANNEXE 4....36
ANNEXE 5....38
ANNEXE 6....39

PRÉAMBULE

La Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région Parisienne (SAERP) a été créée le 10 décembre 1956, sous le régime juridique défini par les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, en vue de doter la région Ile-de-France et les autres collectivités adhérentes d'un outil opérationnel d'intervention dans le domaine de l'aménagement, de la construction et du développement du territoire.
La SAERP a pour objet de réaliser des opérations d'aménagement, de construction et de développement définies par la Région Ile-de-France et les autres collectivités actionnaires, relevant de ses compétences.
Par décisions respectivement en date du 12 novembre 2008 puis du 27 mai 2013, la SAERP a été transformée d'abord en Société Publique Locale d'Aménagement puis en Société Publique Locale afin de permettre aux collectivités actionnaires de faire appel à cette société sans devoir la mettre en concurrence.

ARTICLE 1 : CONTEXTE ET OBJECTIFS - OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

1.1 – CONTEXTE ET OBJECTIFS

La loi L 2005 -102 du 11 février 2005, dite « loi Handicap » a posé le principe d'accessibilité généralisée aux personnes handicapées des établissements recevant du public (ERP) dès 2015.

Face à l'impossibilité, pour les collectivités notamment, de tenir cette échéance, le législateur, par la loi du 10 juillet 2014 a assoupli l'exigence en imposant toutefois qu'elles s'engagent sur un calendrier pluriannuel de mise aux normes de leur patrimoine, appelé « Ad'AP ».

En application du Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006, l'Assemblée régionale a adopté en 2006 le principe d'un audit « transhandicap » afin de procéder à une analyse du patrimoine des lycées, dans l'objectif de pouvoir élaborer une programmation d'opérations permettant de les rendre accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap.

Par délibération CR 77-15 du 24 septembre 2015, l'assemblée régionale a adopté son agenda d'accessibilité programmé (Ad'AP) pour 453 lycées avec une priorisation définie au regard d'éléments géographique, pédagogique, technique, budgétaire. L'ampleur du territoire et du patrimoine concerné autorise à déployer la mise aux normes sur un calendrier de 9 ans, soit 3 périodes de 3 ans.
Cet Ad'AP a été validé par la préfecture de région le 23 octobre 2015 sous le numéro 0750561607939.

Ces mises aux normes ont la particularité d'être un ensemble d'interventions techniques, de sécurité incendie, d'ascenseurs, d'équipement sanitaire et de second-œuvre, réparties pour chaque établissement, dans tous les bâtiments et les espaces extérieurs des sites. Dans certains cas, la création d'ascenseur ou l'élargissement de circulation nécessitent des études et diagnostics (structure, amiante…), complémentaires pour définir les reconfigurations d'espace induites. Les travaux intègreront les mises aux normes, dont les objectifs de la loi Robien pour les ascenseurs. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des articles L 111-8 du code de la construction, font l'objet de demande d'autorisation délivrée par l'autorité administrative compétente ainsi que d'attestation, voire passage des commissions de sécurité incendie et accessibilité.

La région souhaite que soit apportée une attention particulière à la communication de son action de mise en accessibilité handicap, notamment envers les communautés scolaires.

1.2 – OBJET

La présente convention porte sur **la conduite des opérations « complexes » de mise en accessibilité handicap – PPI Liste 2017 (sous-famille A3 secteur Ouest de l'Ad'AP),** comportant les missions définies à l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1A*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

Le mandat objet de la présente convention est incompatible avec toute mission de maîtrise d'œuvre, de réalisation de travaux ou de contrôle technique portant sur le ou les ouvrages auxquels se rapporte le mandat, exercée par cette personne directement ou par une entreprise liée.

1.3 – Enveloppe financiere

L'enveloppe financière est fixée à **14 885 934 €** euros, toutes dépenses confondues. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération). Le prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais.

Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à **l'*annexe 2A***.

L'enveloppe globale est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif ou à défaut du projet.

1.4 – Entrée en vigueur et durée

La convention est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Elle prendra effet à compter de sa notification au mandataire par le maître d'ouvrage et expire à la date de constatation de l'achèvement de l'opération.

Tout délai commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ du délai. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième et quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour du mois. Lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Liste des établissements à mettre en accessibilité
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 1D : Etapes clés de validation par le maître d'ouvrage
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
  Annexe 2B : Demande d'avance de fonds/rémunération, Planning prévisionnel détaillé des dépenses 2B bis, Décompte des paiements effectués par le mandataire 2B ter,
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Les documents techniques à remettre par le mandataire au Pôle lycées au cours de l'opération, dont les documents de suivi à remettre lors des réunions semestrielles et prise en compte de la charte graphique et du plan de classement
  Annexe 4A : modèle de calendrier de l'opération détaillé par site
  Annexe 4B : modèle de fiche financière de l'opération
  Annexe 4B bis : Détail des coûts travaux par site
  Annexe 4C : modèle de fiche de synthèse de l'opération détaillée par site
  Annexe 4D : modèle de fiche de communication par site
- Annexe 5 : Dossier de fin d'opération
- Annexe 6 : Charte graphique

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

3.1 – Le prix

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.
Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :
Montant HT = [A x B] / [1 + (B x 1,20)]
A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues
B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : 4.58%

3.2 - AJUSTEMENT DE LA RÉMUNÉRATION

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues.

La rémunération est ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués. A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat.

Le taux de rémunération est également établit au regard du mode de dévolution des marchés tels que prévus à la présente convention et des conséquences induites en terme de gestion de marchés et de délai. Aussi, dans le cas ou des modifications significatives seraient demandées par le maitre d'ouvrage quant au mode de dévolution des deux principaux marchés, à savoir les équipes de maîtrise d'œuvre et les travaux, un forfait de rémunération complémentaire sera dû.
S'entend par modification significative, soit un nombre de lot technique ou géographique supérieur à celui initialement prévu. Le forfait est de 7 500 € HT par consultation.

Enfin, le taux de rémunération est établit sur la base d'un ensemble de 104 réunions de chantier sur tous sites confondus. Dans le cas où celles-ci doivent augmenter significativement et dès lors que l'origine de ces dernières n'est pas imputable au mandataire, celui-ci informera le maître d'ouvrage qui pourra ordonner des réunions de chantier complémentaires. Le mandataire percevra alors un forfait de rémunération de 2.500 € HT par tranche de 5 réunions supplémentaires.

En cas d'évolution importante non prévue et non imputable au mandataire, qui justifierait un avenant, il est entendu que dans le cadre des négociations, ladite évolution sera considérée à l'échelle du site. Le réajustement sera négocié au prorata, nombre de sites concerné/ nombre de sites total.

3.3 – ACOMPTES

Le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

Etape 1	Remise au Maître d'ouvrage d'une note méthodologique de déroulé de mission	10%
	Lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre	8%
	Validation du rapport d'analyse pour le choix de la maîtrise d'œuvre	8%
	Notification du marché de maîtrise d'œuvre	4%
	Sous-total	**30%**
Etape 2	Fin des réunions de lancement de la phase étude sur site	5%
	Transmission du rapport AVP 1, y compris VAL DIAG	5%
	Validation de la phase AVP par le comité de pilotage	5%
	Obtention des autorisations administratives	5%
	Sous-total	**20%**
Etape 3	Lancement de la consultation travaux après validation du DCE par le maître d'ouvrage	10%

	Validation du rapport d'analyse pour le choix des entreprises	3%
	Notification des marchés de travaux	2%
	Sous-total	**15%**
Etape 4	Exécution des travaux	25%
	Réception	2,5%
	Levées des réserves / Mise à disposition des ouvrages	2,5%
	Sous-total	**30%**
Etape 5	Etablissement du BFM	2,5%
	Quitus	2,5%
	Sous-total	**5%**

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Au cas où l'avancement global de la mission serait retardé du fait de difficulté particulière rencontrée sur un site, et n'étant pas imputable au mandataire, le maître d'ouvrage pourra régler l'acompte, pour la phase concernée, au prorata du nombre de sites réalisés.
Sera considéré comme difficulté particulière un retard supérieur à 1 mois par rapport à la phase du calendrier de l'Annexe 1B et la facturation pourra être demandée si au moins 80% de l'étape considérée est réalisée.

Pour chaque demande d'acompte sur rémunération, le mandataire transmet au maître d'ouvrage une note d'honoraire auprès du Service Budget – Mission administration, pilotage, projets transverses – Pôle Lycées, en version dématérialisée (.pdf) ou en version papier, à l'adresse suivante : 24 rue du Général Bertrand – 75007 Paris.

3.4 – PAIEMENT

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception des justifications fournies par le titulaire conformément à la présente convention. Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.
Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, le mandataire a droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au crédit :

Nom de l'établissement de crédit : Caisse des dépôts et consignations
Adresse de cet établissement : 56, rue de Lille – 75356 Paris Cedex 07 SP
Compte ouvert au nom de : SAERP
Sous le numéro : 0000089166U
Code Banque : 40031
Code Guichet : 00001
Clef : 13

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

4.1 La structure mise en place par le mandataire : Annexe 1C

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de cinq ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.
Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.
Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

4.2 Organisation du pilotage pour la relation mandataire – maîtrise d'ouvrage

4.2.1 – La structure mise en place par le maître d'ouvrage

Pour le suivi de l'opération, constituée d'un ensemble d'interventions sur une liste de sites répartis dans les différentes sous-directions territoriales, le maître d'ouvrage met en place une structure spécifique. Elle a vocation à veiller à la cohérence des interventions et à optimiser le processus notamment en mutualisation de tâches. Elle est composée d'un « comité de pilotage », d'un « groupe de pilotage handicap » et « de comités de suivi » par sous-direction territorial.

Le « **groupe de pilotage handicap** » : composé des référents sur le programme de la Direction des Grands Projets (DGP) et de la Direction du patrimoine et de la maintenance (DPM) :

- garantit l'homogénéité et la cohérence de traitement des sites,
- optimise le processus opérationnel en préparant les documents types avec la SAERP,
- aide à la coordination,
- supervise la mise en œuvre de l'ensemble de l'Ad'AP,

Le « **comité de pilotage** » se compose du « groupe de pilotage handicap » et des directeurs et sous-directeurs concernées. Il est le garant du respect budgétaire et de l'homogénéité des interventions. Il intervient aux étapes clés, lors des réunions de comité de pilotage, le mandataire présente l'avancement des opérations. Il valide les grandes orientations et décisions à prendre.
Le cas échéant, il associe d'autres services concernés, tel que les services juridiques de la Région, etc.
Au choix du maitre d'ouvrage, la « réunion semestrielle mandataire » pourra tenir lieu de comité de pilotage.

Chaque intervention est à traiter avec l'**ingénieur territorial (DPM) référent de l'établissement**. En effet, celles-ci ont la spécificité d'être « diffuses » dans les sites et bâtiments. L'arbitrage du périmètre et l'organisation de l'intervention en site occupé sont ainsi des préoccupations permanentes.

Le « **comité de suivi** » se constitue des ingénieurs territoriaux concernés sous la responsabilité de leur sous-directeur et du « groupe de pilotage handicap ».
Il a pour mission le suivi de l'avancement opérationnel.

Il est rappelé que l'EPLE n'est pas prescripteur des travaux et n'a pas de rôle de validation. Des réunions seront organisées sur site avec chaque établissement au démarrage des études et avant le démarrage de chantier.

Toute communication doit systématiquement être adressée en copie aux membres du groupe de pilotage et au sous-directeur concerné, qui en tant que de besoin relance les sujets en attente et aide à la coordination en interne à la maitrise d'ouvrage. Le mail est à privilégier.

L'organisation aux différentes phases de l'opération est précisée ci-après à **l'Article 6** et en **Annexe 1D**

4.2.2 – Les réunions de restitution auprès du maître d'ouvrage

A – Les réunions de restitution auprès du comité de suivi
Le mandataire assure l'organisation et la préparation de la réunion de présentation des résultats des études auprès des Sous-directions territoriales de la Direction du Patrimoine et de la Maintenance. Cette réunion réunie la SAERP, les bureaux d'études techniques, le groupe pilote et les ingénieurs territoriaux concernés.

Le mandataire rédige une note de synthèse sur chaque site, qui consiste en une courte présentation relevant les points majeurs et les risques. Elle accompagne les rapports et études de maîtrise d'œuvre.

Lors des réunions, le mandataire relève tous les points et ajustements nécessaires à reprendre, il en dresse un compte-rendu. Il s'assure, le cas échéant, de la reprise des dossiers et en vérifie le contenu avant de les transmettre au maître d'ouvrage.

B – Les réunions de restitution auprès du comité de pilotage
Préalablement à la restitution auprès du comité de pilotage, le mandataire met à jour les notes de synthèse par site et rédige une note de synthèse générale dressant le bilan de l'opération. Celle-ci mettra en évidence les interventions nécessitant un arbitrage. Il la transmet au groupe de pilotage.

Le mandataire prépare l'organisation de la réunion et en assure la présentation.
Sur la base des études réalisées et du contexte général budgétaire et technique, le comité de pilotage arbitre et valide.

A chacune des étapes clés de l'***annexe 1D***, le mandataire assure la tenue de ces réunions

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, les bureaux d'études, les équipes de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;
- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération et de chaque intervention (site). Il fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé et détaillé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de concertations ;

- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par la règlementation des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr) et inscrit le suivi de la passation et du suivi des marchés dans un outil informatique spécifique du maître d'ouvrage ;
- prépare, intervient et établit les comptes-rendus qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage à chaque phase de l'opération ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- participe aux réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage conformément à la présente convention ;
- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu ;
- assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;
- prépare, assiste et pilote les réunions du groupe de pilotage et du comité de pilotage ;
- prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier ;
- assure la présentation ou en appui au maitre d'ouvrage prépare les éléments de présentation des interventions pour l'exposé à la direction de l'établissement et à son conseil d'administration ;
- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France ».

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées ci-dessous. Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus/fiches de synthèses.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***Annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des bureaux d'études/concepteurs/entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales.

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la convention.

6.1 : LA PHASE PRÉPARATOIRE

Lors de la réunion de lancement, le Maître d'ouvrage remet au mandataire les fiches d'identité patrimoniale et accessibilité, ainsi que les diagnostics handicaps réalisés dans le cadre des audits « transhandicaps ». Il remet en complément les diagnostics amiante, plomb et ascenseurs, les plans de géomètres ou à défaut des plans de DOE, le dernier PV de la commission de sécurité et d'accessibilité, lorsqu'ils existent et dont il dispose (***annexe 1A****)*.

Sur la base de ce dossier, le mandataire apprécie la nécessité de toute autre étude non inscrite dans la liste ci-dessus et en réfère au maître d'ouvrage.

Il propose un cadre et une méthode d'intervention, établit un calendrier prévisionnel détaillé d'opération (global et par site), une estimation des marchés et des procédures.

Si nécessaire, le mandataire pourra prendre contact avec les ingénieurs des deux Sous-directions territoriales et les chefs d'établissements pour effectuer une visite de site. Il est toutefois précisé que les visites de sites ayant été réalisées dans le cadre des études préalables au présent mandat, il n'est pas prévu avant le lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre des visites des lycées concernés.

6.2 : De la mise au point des consultations d'études à leur notification

A – Passation des marchés des maîtrises d'œuvre

Le mandataire élabore le cahier des charges des marchés des équipes de maîtrise d'œuvre qui intègre à minima les compétences : BET tous corps d'état, coordinateur SSI et sécurité incendie, spécialiste ascenseurs, économiste de la construction, compétence en organisation (OPC en phase étude). Le cas échéant une mission d'OPC travaux sera incluse, si les travaux sont dévolus en lots techniques séparées.

Dans le cadre de la consultation, il organise et conduit les visites de site sur quelques établissements significatifs (deux à quatre). A ce titre il informe préalablement l'ingénieur territorial de la région en charge du lycée (ou son responsable) ainsi que la direction de l'établissement concerné.

Le mode de dévolution envisagé est celui d'une consultation unique formalisée, en appel d'offre ouvert, comprenant ***deux lots géographiques***.

Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que défini à l'**article 7** de la présente convention.

B - Passation des autres marchés d'études

Aux différents stades des études, le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :

- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- diagnostics complémentaires

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.
Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que défini à l'**article 7** de la présente convention.

Pour les diagnostics amiante et plomb, le mandataire se rapproche du service de la Région compétent.

6.3 : De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification des marchés de travaux

A : Suivi des études de maîtrise d'œuvre

Le mandataire organise les réunions de démarrage des études sur chacun des sites avec les utilisateurs, le Maître d'ouvrage (ingénieurs de la DPM), et les équipes de maîtrises d'œuvre technique. Elles ont pour objectif la présentation des interlocuteurs, du programme de l'opération, de l'organisation, du planning, et permet de recueillir les remarques de l'établissement.

La phase AVP fait l'objet d'une première transition pour analyse au stade AVP 1 et Val-DIAG, qui permet aux différents interlocuteurs, maitrise d'œuvre, maitrise d'ouvrage et conseils de préciser les périmètres d'intervention. En phase AVP 2, le dossier remis comporte la description précise des travaux et leur estimation ainsi que les notices d'accessibilité et de sécurité incendie à fournir dans la demande d'autorisation de travaux. Il fait l'objet d'une présentation dans l'établissement et d'avis des conseils et maitre d'ouvrage.

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant projet (AVP).

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers AVP, PRO/DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :

- CSPS
- Contrôleur technique
- Autres
- *NB. (CSSI intégré à l'équipe de maîtrise d'œuvre)*

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier AVP, PRO/DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :
- sécurité incendie
- amiante, plomb
- autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase (AVP 1 et AVP 2) pour le soumettre à l'approbation du maître d'Ouvrage. Ce rapport est détaillé par site, et comporte une synthèse globale pour l'opération.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

B : Autorisations administratives

Au cours de la phase AVP le mandataire prépare la demande d'autorisation de travaux (modification d'un ERP), prévue à l'article L. 111-8 du CCH auprès des commissions accessibilité et sécurité : il dépose les dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à leur obtention.

Il transmet les arrêtés au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

C : Elaboration et passation des marchés de travaux

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises de travaux, selon le mode de passation et les procédures du maître d'ouvrage. Le mode de dévolution envisagé est celui d'une consultation formalisée en appel d'offre ouvert, et ***en entreprise générale***, comprenant ***deux lots géographiques pour chaque marché de maîtrise d'œuvre, soit quatre marchés de travaux à passer*** **au total.**

Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que défini à l'**article 7** de la présente convention.

6.4 : De la notification des marchés de travaux à la fin de la garantie de parfait achèvement

Le mandataire organise et pilote une réunion de démarrage de chantier sur chaque site. Elle réunit l'équipe de direction de l'établissement, l'ingénieur territorial, un représentant du groupe de pilotage le cas échéant, la MOE, le CSPS, le CT, les entreprises de travaux, le cas échéant OPC. Il a pour objectif la présentation des interlocuteurs, de l'organisation, du planning, et permettra de préciser l'organisation de la sécurité du site avec l'établissement.

A : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

Il participe aux réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage. Il est au minimum présent tous les 15 jours pendant l'activité du chantier.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant du respect des prestations dues aux contrats et du suivi rigoureux des montants de travaux. En cas de modification nécessaire par rapport aux travaux prévus, le mandataire assure les négociations avec la maitrise d'œuvre et les entreprises pour la mise au point d'une solution alternative. Pour toute modification par rapport au dossier marché, le mandataire établira avec le maitre d'œuvre une « Fiche de travaux modificatifs » explicative, qu'il transmettra au maitre d'ouvrage (groupe de pilotage et ingénieur territorial) accompagnée du devis de l'entreprise en plus ou moins-value, pour avis. Le mandataire tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.
Il assure la maîtrise des évolutions liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Aucun devis de travaux supplémentaires ne sera accepté à postériori de leur réalisation, ou exécutés sans l'accord exprès du groupe de pilotage.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux ou les contrats, notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

B : Réception de l'ouvrage

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Il fait établir l'attestation prévue à l'article 111-7-4 CCH après achèvement par un contrôleur technique titulaire d'un agrément ou MOE différent de la conception. Il la transmet au maître d'ouvrage.

A la suite, il organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus à l'article 41.3 du CCAG travaux en vigueur.

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités en vigueur prévues CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire remet au maitre d'ouvrage à l'attention du chef d'établissement, le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO), dans le cadre d'une visite de présentation des ouvrages réalisés, en présence du personnel d'entretien/maintenance de l'établissement.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

C : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du maître d'œuvre après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS

7.1 : CONDITIONS D'APPROBATION DES MARCHÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de l'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

7.2 : Passation et exécution des marchés

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le(s) rapport(s) d'analyse. Il mène, le cas échant, les négociations. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation selon les procédures régionales. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du maître d'ouvrage le cas échéant. Le cas échant, il fait la mise au point des marchés.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offre au Pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution et en vérifie la parution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : Modifications aux marchés

Les modifications aux marchés doivent respecter les dispositions de l'article 65 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 139 à 140 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Elles sont, avant tout début d'exécution :
- négociées avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- le cas échéant, approuvées préalablement par la CAO du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmises par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signées et notifiées au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants. »

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » et « Tous Risques Chantier » est soumise à l'accord préalable express du maître d'ouvrage.

Le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage et Tous Risques Chantier (TRC) de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie TRC, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

8.3 – Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – Conditions des avances de fonds versées au mandataire

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – Versement des avances de fonds

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds / rémunération), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette) sous format Excel.
4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

9.3 – Rejet des demandes d'avances de fonds

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;

- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle lycées. Ils sont reversés annuellement à la Région.

Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – EVALUATION

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué sur les critères suivants :

- Respect des dispositions de la convention de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage
- Qualité du suivi technique : Préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau AVP, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation.
- Présence et coordination sur le chantier
- Propositions de solutions et documents de synthèse
- Comptes-rendus des réunions
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics)
- Rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – CONTRÔLE FINANCIER ET COMPTABLE

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :
- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

12.1 – PÉNALITÉS

- **Respect du cadre calendaire de l'opération**

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, il peut être fait application d'une pénalité de 100 € HT pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

- **Maintien de la structure opérationnelle**

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, il peut être fait application d'une pénalité de 150 € HT par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- **Présence aux réunions**

En cas d'absence, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 200 € HT par absence.

- **Réunions de chantier**

En cas d'absence aux réunions de chantier telle que prévue dans la convention, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 200 € HT.

- **Transmission des pièces pour les demandes d'avances**

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € HT par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Bilan financier annuel**

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 800 € par mois de retard.

- **Transmission des documents visés à l'annexe 4 et 5**

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 4*** ou à ***l'annexe 5,***, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Transmission des pièces pour ester en justice**

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Transmission des pièces du quitus**

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;
- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;

- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;
- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier.

12.2 – FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

➢ Charge des intérêts moratoires

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

➢ Charge des frais financiers

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le Pôle Lycées en charge de l'opération et le Pôle Achats de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :

- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au Pôle Achats :

- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
  - toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :

- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;

- transmission du dossier au Pôle Achats dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au Pôle Achats pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - PROPRIÉTÉ DES ÉTUDES

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - DISPOSITIONS FISCALES

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 2C***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier, du calendrier de l'opération ;

- Le dossier de fin d'opération visé en ***annexe 5*** : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'***annexe 5*** peut

être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

16.1- INTERDICTION DU TRAVAIL DISSIMULÉ PAR DISSIMULATION D'ACTIVITÉ OU PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIÉ – DÉNONCIATION – INJONCTION

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, la SAERP s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16-2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
L'entrepreneur, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

16.2- PÉNALITÉS EN CAS DE FAITS AVÉRÉS DE TRAVAIL DISSIMULÉ PAR DISSIMULATION D'ACTIVITÉ ET TRAVAIL DISSIMULÉ PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIÉ.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 5***.

17.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

17.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5 % des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 5***.

17.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 17.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 17.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le	**Le**
Pour la SAERP **La Directrice générale**	**Pour la Région d'Ile-de-France** **La Présidente du Conseil Régional**
Isabelle BONNAUD-JOUIN	**Valérie PÉCRESSE**

(*signature et cachet*)

NOTIFICATION DE LA CONVENTION :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : …….
Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : …….

_____

Le titulaire :

ANNEXE 1A

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

PROGRAMME DE L'OPERATION - LISTE DES ÉTABLISSEMENTS

SDT	Lycée
OUEST	Arthur Rimbaud GARGES LES GONESSES (95)
OUEST	Lycée Evariste Gallois BEAUMONT SUR OISE (95)
OUEST	Isaac Newton CLICHY (92)
OUEST	Guy de Maupassant COLOMBES (92)
OUEST	Paul Painlevé COURBEVOIE (92)
OUEST	Paul Emile Victor OSNY (95)
OUEST	Château d'Epluches SAINT-OUEN-L'AUMONE (95)
OUEST	Jean Perrin SAINT-OUEN-L'AUMONE (95)
OUEST	Louise Weiss ACHERES (78)
OUEST	Les Pierres Vives CARRIERES SUR SEINE (78)
OUEST	Jean Monnet GARCHES (92)
OUEST	Jacques Brel GARCHES (92)
OUEST	Camille Saint Saens DEUIL LA BARRE (95)

ANNEXE 1B

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

CADRE CALENDAIRE DE L'OPÉRATION

La mission du mandataire est divisée en phases :
Phase 1 : phase préparatoire
Phase 2 : consultations d'études à leur notification
Phase 3 : de la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification des marchés de travaux
Phase 4 : De la notification des marchés de travaux au quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires (hormis accord express du maître d'ouvrage, hormis dépassement d'un délai de 4 semaines pour notification au mandataire des délibérations afférentes à l'opération, et hors mois d'août et période de fêtes de fin d'année et intervalle noël / jour de l'an)

Délais par missions encadrées
en jours ouvrables (hormis accord express de dépassement du maître d'ouvrage et hors mois d'août et période de fêtes de fin d'année et intervalle noël / jour de l'an) :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	Délai global par phase	Missions encadrées	Délai des missions encadrées à respecter
Phase 1 Phase préparatoire	0,5 mois	- Notification de la convention / remise au groupe de pilotage Pôle Lycées d'une note méthodologique de déroulé de mission (méthodologie, calendrier détaillé et global, contrats à passer et estimations…)	15 jours M
Phase 2 De la mise au point des consultations d'études à leur notification	2,5 mois	- Validation de la note méthodologique par le groupe de pilotage Pôle lycées / remise des cahiers des charges des bureaux d'études techniques, diagnostics en tant que de besoin, et équipes de maitrise d'œuvre - Accord du groupe de pilotage Pôle lycées sur le cahier des charges / envoi des dossiers pour validation par Pôle Achats - Validation des dossiers de consultation par le Pôle Achats / lancement des consultations	45 jours M 3 jours M 3 jours M

	6 mois	- Transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du rapport d'analyse de la consultation de maîtrise d'œuvre au groupe de pilotage et comité de suivi - Accord du RAO par le comité de pilotage UL / transmission pour validation à le Pôle Achats - Transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération à signer le(s) marché(s) / transmission du(es) marché(s) au Pôle Achats pour le contrôle de légalité - Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)	30 jours M 3 jours M 15 jours M 5 jours M
Phase 3 De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification des marchés de travaux	1 mois	De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la fin des visites de sites avec les MOE - Notification des marchés de maitre d'œuvre / Organisation des Réunions de démarrage des études, sur les sites.	5 jours M
	2 mois	Phase AVP 1 : - Réception des AVP 1 /Transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'AVP 1 au groupe de pilotage et ingénieurs territoriaux DPM du pôle lycées - Fin des réunions de restitution dans les SDT (comités de suivi) et présentation dans les établissements en tant que de besoin / transmission du compte-rendu des réunions au Comité de pilotage Pôle lycées - De la validation des AVP 1 en Comité de pilotage / Notification à la maitrise d'œuvre de cette validation.	10 jours M 5 jours M 3 jours M
	3 mois	Phase AVP 2 et DAT : - Réception des AVP 2 /Transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l' AVP 2 au groupe de pilotage et ingénieurs territoriaux Pôle Lycées (DPM) - Fin des réunions de restitution dans les SDT (comités de suivi) et présentation dans les établissements en tant que de besoin / transmission du compte-rendu des réunions au Comité de pilotage Upôle Lycées - Remise des dossiers de DAT demande d'autorisation de travaux par le MOE et dépôt en Mairie après vérification - De la validation des AVP 2 en Comité de pilotage / Notification à la maitrise d'œuvre de cette validation.	10 jours M 5 jours M 10 jours M 3 jours M
	3 mois	Phase PRO-DCE : - Obtention des autorisations administratives / Transmission des DCE Travaux au maitre d'ouvrage - Validation du DCE par le comité de pilotage Pôle lycées / transmission du dossier au Pôle Achats - Validation de l'AAPC Travaux par le Pôle Achats / envoi de l'AAPC aux publications	10 jours M 3 jours M 3 jours M

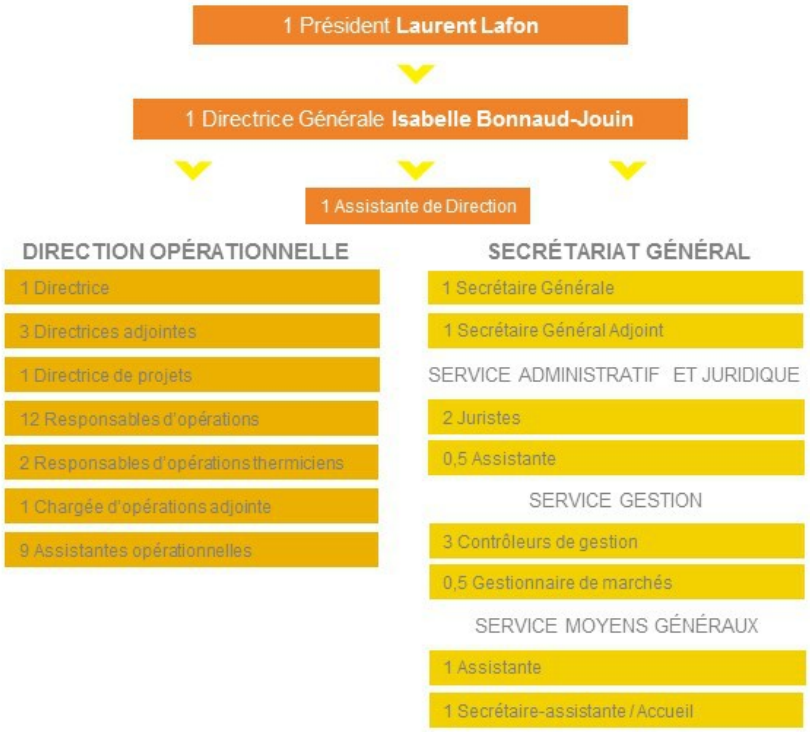
	6 mois	- Transmission du PV de CAO d'ouverture / Transmission du rapport d'analyse aux groupe de pilotage et ingénieurs territoriaux Pôle Lycées (DPM) - Accord du RAO par le groupe de pilotage UL / transmission pour validation au Pôle Achats	30 jours 3 jours
		- Transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / transmission du(des) marché(s) au Pôle Achats pour le contrôle de légalité - Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)	20 jours M 5 jours M
Phase 4 De la notification des marchés de travaux au quitus	18 mois	*Chantiers : Délai global* *sur la base de chantiers pour chaque site d'une durée unitaire moyenne de 6 mois, répartis dans le délai global de 18 mois*	
	12 mois	Constat d'un désordre par l'établissement / déclanchement de l'intervention de l'entreprise.	5 jours M
	3 mois	Parfait achèvement / transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération	3 mois M

ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

STRUCTURE ET ORGANISATION
MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE



ANNEXE 1D

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

ETAPES CLES DE VALIDATION PAR LE MANDATAIRE
Hors Procédures Marchés régionales
Complète l'Article 4.2 ci-avant

Légende : (*) Selon spécificités des sites
V Valide ; P Participe

	Groupe Pilotage	Ingénieur DPM	Comité Pilotage
Remise des dossiers par le maître d'ouvrage			
DESIGNATION DU MAITRE D'ŒUVRE (AO) et autres études			
Projet de consultation de maîtrise d'œuvre, et autres marchés d'étude cahier des charges de maîtrise d'œuvre y compris pièces administratives.	V élargi		
Rapport d'analyse des candidatures et choix du lauréat.	V élargi		
Point d'avancement et présentation de la mission plan Handicap			
ETUDES MOE			
Réunions de lancement des études sur site		P	
Diagnostics amiante à réaliser par la Région Ile-de-France			
Diagnostics complémentaires demandés par MOE			
Elaboration AVP1 par MOE et chiffrage			
Examen AVP1 par conseils			
Synthèse analyse AVP1 par mandataire (Rapport)	P/V élargi	P	V1
Présentation du dossier dans les établissements		P	
Elaboration AVP2 par MOE et émission demandes d'autorisation			
Examen AVP2 par conseils			
Synthèse analyse AVP2 par mandataire (Rapport)	P/V élargi	V	
Elaboration PRO/DCE par MOE			
Examen PRO/DCE par conseils			
Synthèse analyse et présentation du PRO/DCE par mandataire (Rapport)	P/V élargi	V	V2
CONSULTATION MARCHE DE TRAVAUX			
Lancement de la consultation travaux	V	P	
CAO ouverture des offres / Analyse des offres			
Rapport d'analyse des offres	V		V3
CAO attribution / Notification marchés de travaux			
EXECUTION			
Réunion de démarrage et présentation des travaux en CA		P	
Exécution des travaux		P	
Réception des travaux (après attestation conformité loi Handicap ou visite commission handicapés		P/V	
GPA			
QUITUS			V

ANNEXE 2A

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	**AP votées**	**CP mandatées**			**AP disponibles**
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du ……	€	€	€	€	€
CP n° du ……	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE / RÉMUNERATION
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Le

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS
ET /OU DE REMUNERATION N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

	REMUNERATION	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Rémunération totale prévisionnelle	
3	Cumul des rémunérations déjà versées	
4	Montant de la présente demande de rémunération	
5	Pour mémoire, paiements justifiés à la date de la demande	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

ANNEXE 2B bis

PLANNING PRÉVISIONNEL DÉTAILLÉ DES DÉPENSES :

Désignation lignes budgétaires en euros TTC	***Cumul des dépenses antérieures***	***Année N***				***N+1***	***N+2***	***N+3***
		Mois 1	***Mois 2***	***Mois 3***	***Total année N***			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B ter

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

Fiche navette

Décompte des paiements effectués par le mandataire

CUMUL ANTERIEUR				MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
						-	Lycée XXX à XXXXXX
DATE	**OBJET**	**FOURNISSEURS**	**N° FACTURE**	**MONTANT EUROS**	**Rémunération en EUROS**	**OBSERVATIONS**	

	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL
TOTAL GENERAL			

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			**#VALEUR!**

AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX		MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		**- €**

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	**- €**

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			**- €**

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)			[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) :	%	Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	**#VALEUR!**
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :			
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)			#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)			#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	**- €**

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	**#VALEUR!**

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 201_	Cumul avances reçues en 201_	Cumul des avances versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 201_	Paiements effectués hors rémunération en 201_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 - 6)	Cumul rémunération reçue avant 201_	Cumul rémunération reçue en 201_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 201_	Cumul produits financiers en 201_	Total produits financiers (12+ 13)	

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le : Le :

Cachet et signature du mandataire : C*achet et signature du comptable :*

BILAN FINANCIER

Liste des depenses

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								

TOTAL	0,00

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE MANDATAIRE AU PÔLE LYCEES AU COURS DE L'OPERATION

Tout au long de l'opération les pièces listées ci-dessous devront être remises au maitre d'ouvrage.
Dans le cas particulier des opérations composées d'interventions sur plusieurs sites avec mise en œuvre de marchés transversaux, les pièces ci-dessous sont tantôt attachées à une action globale tantôt attachées aux sites, elles seront alors toutes fournies classées dans l'ordre de la liste Annexe A.
Les documents seront classés selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le format suivant :
Pôle Lycées :

- Ingénieur territorial, éléments à transmettre à l'ingénieur territorial en 1 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)
- Groupe de pilotage : éléments à transmettre au groupe de pilotage en 2 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)

Lycée : Pour le Lycée les éléments seront transmis par le groupe de pilotage
GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques) : Eléments à transmettre au service « Ressources techniques, bâti et foncier » du Pôle Lycées : fichiers informatiques sur 1 CD

		Pôle lycées	Lycée	GEDT
1	**AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES** **1-a** : Permis de construire et ses attendus, autorisation de travaux **1-b** : Permis de démolir **1-c :** Dossier Loi sur l'eau **1-d :** Installations classées**,** etc…..	**X**	**X**	**X**
2	**DOSSIERS MARCHES** **Comprenant tous les marchés y compris des offres des prestataires ou entreprises, et notamment :** **2-a** :Marché de maîtrise d'œuvre et avenants éventuels **2-b** :Marché de prestation intellectuelle (AMO QE, Etudes de diagnostics…. et avenants éventuels **2-c** :Marché de contrôle technique (C.T) et avenants éventuels **2-d** :Marché de coordination sécurité et prévention de la santé (C.S.P.S) et avenants éventuels **2-e** :Marché de coordination des systèmes de sécurité (C.S.S.I) et avenants éventuels **2-f** : Le ou les marchés de travaux et marché d'OPC et avenants éventuels **2-g** : etc	**X**		
3	**DOSSIER DE REVUE DE PROJET** **(Réunions semestrielles pendant toute la durée de l'opération)** Comprenant l'ensemble des documents de revue de projet mis à jour et transmis au maitre d'ouvrage en amont de la tenue des réunions semestrielles de revue de projet : - Fiche Projet (fiche complète de synthèse de la vie du projet) - Calendrier d'opération - Calendrier du portefeuille d'intervention - Fiche financière d'Opération et fiche détaillée par site - Fiche de Communication	**X**		

3	**DOSSIER « ETUDES DE DIAGNOSTICS »** Comprenant l'ensemble des rapports de diagnostics, le rapport final de l' « Etude de Diagnostic » accompagné des différents rapports et fiches de synthèses avec la preuve de l'arbitrage et validation formelle du maître d'Ouvrage	**X**		
3	**DOSSIER ETUDE** **(AVP – PRO – DCE)** Comprenant l'ensemble du dossier de chaque phase d'étude accompagné des différents rapports d'analyses et fiches de synthèses avec la preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage	**X**		
3	**DOSSIER SUIVI DES TRAVAUX** - Comprenant l'ensemble des comptes-rendus hebdomadaires OPC et MOE de préparation et déroulement du des Travaux. - Comprenant les comptes-rendus Mandataire des réunions mensuelles sur site (organisation et déroulement de l'opération, suivi financier et travaux modificatifs, planning…) avec en tant que de besoin preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage.	**X**		
4	**D.O.E (Dossier des Ouvrages Exécutés)** validée par le maitre d'œuvre comprenant notamment: **F1** : **le dossier architecte** comprenant : tous les plans et notes nécessaires le récapitulatif et le détail des surfaces (SU, SHON, SHOB, terrain) **F2** : **le dossier technique** avec pour chaque lot les plans d'exécution et les pièces suivantes fournies par les entreprises: Plans Index des produits et des FDES (Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires) Fabricants et fournisseurs Notes de calcul Fiches techniques et PV	**X**	**X**	**X**
5	**D.I.U.O** **Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage** établi par le coordonnateur sécurité et protection de la santé	**X**	**X**	**X**
7	**LE GUIDE DE MAINTENANCE** (document évolutif) établi par l'AMO HQE et le BET du maître d'œuvre, accompagné des notices d'entretien de chaque fabricant, les projets de contrat de maintenance et l'inventaire détaillé des équipements de chacune des installations techniques avec le report sur plan de leur positionnement dans le ou les bâtiments et de second œuvre (notamment revêtements sol/mur/plafond/vitrerie, etc …..).	**X**	**X**	**X**
9	**DOSSIER DE SECURITE (document évolutif)** Dossier permettant l'ouverture du registre de sécurité de l'établissement et comprenant notamment : Les rapports finaux du contrôleur technique accompagné des fiches techniques et PV de tenue au feu Le rapport initial des installations électriques le procès-verbal de la commission de sécurité et d'accessibilité l'arrêté d'ouverture du Maire etc …….	**X**	**X**	**X**

ANNEXE 5

Dossier de fin d'opération à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant:
-Pôle Lycées/DAGE/SAJ: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus
-Pôle Lycées/DPM : Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en charge de l'opération
-Pôle Lycées/DGP/Service Ressources techniques, bâti et foncier (SRT): Eléments à transmettre en version dématérialisée

Le Maître d'ouvrage contrôlera l'exhaustivité des envois aux destinataires indigués à l'annexe 5. A cet effet, le mandataire devra transmettre au Pôle Lycées/DAGE/SAJ une copie de tous les bordereaux de transmission de pièces dans le cadre du quitus.

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA[1]	Point de départ du délai[2]	Nb d'exemplaire	Format	Destinataire
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR[4] si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier	DAGE-SAJ
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
4	**Marché de Coordonnateur SSI**							
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
6	**Marché d'OPC**							
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
8	**Marché d'Assurance**							
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment[3]			
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives					
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux					
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier	DAGE-SAJ
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier					
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité					
		G	Arrêté d'ouverture du Maire					
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)					
13	**Pièces techniques[5]**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1 CDROM)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1 CDROM)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier	DAGE-SAJ
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			3ex	papier+CDROM (1 + 2)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM) DGP-SRT(1CDROM)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contentieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,...)		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le mandataire est autorisé par la Sous-direction des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région
(5)Un justificatif de transmission des pièces techniques aux différents services de la Région pourra être demandé par le maître d'ouvrage

ANNEXE 6

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 OUEST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES » DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP
PPI LISTE 2017 - **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile-de-France qui assure la Maîtrise d'Ouvrage de 470 Lycées, souhaite optimiser la gestion de ce patrimoine. Pour ce faire, elle met en place d'un dispositif informatique pour l'établissement, la tenue à jour et l'exploitation d'une base de connaissance exhaustive des terrains et bâtiments.

Ce projet suppose que les plans des établissements, soient livrés sous forme informatique, respectant les prescriptions de la charte graphique définie par la Région Ile-de-France.

Un tel dispositif ne peut par ailleurs fonctionner que si les informations données par les plans sont fiables, et la traduction exacte de la réalité, aussi une attention toute particulière sera apportée à la qualité des D.O.E.

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Géomètres :

Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.
En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.
Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.
L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.
Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :

DGP – Service Ressources techniques, bâti et foncier
Tél : 01.53.85.59.14 Bureau : 504
connaissance.patrimoine@iledefrance.fr

La CHARTE GRAPHIQUE Version 1.5.1 de janvier 2009 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V1.5.1*, à transmettre systématiquement :

- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version 1.5.1* janvier 2009
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V1.5.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

◆ 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
- **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
- **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
- **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*
- **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
- **Réponses aux questions**

◆ 2ème dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**

Annexe 4 - Convention 17 MAN HAN A3 Est

îledeFrance

CONVENTION DE MANDAT

N° 17 MAN HAN A3 Est

OBJET DE LA CONVENTION :

MANDAT DE CONDUITE DES OPERATIONS COMPLEXES DE MISE EN ACCESSIBILITE HANDICAP – PPI LISTE 2017
Sous-famille A3 SECTEUR EST de l'Ad'AP

MAITRE D'OUVRAGE :	**REGION ILE-DE-FRANCE** Pôle Lycées 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisée par les délibérations de la commission permanente n° 2017-…. du ../11/2017.

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **La Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne** (SAERP), société anonyme, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN, sa Directrice générale, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 14 mai 2014.

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenues de ce qui suit :

SOMMAIRE

PRÉAMBULE....3
ARTICLE 1 : CONTEXTE ET OBJECTIFS - OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE....3
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES....4
ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT....4
ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION....7
ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE....8
ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION....9
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS....13
ARTICLE 8 : ASSURANCES....14
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE....15
ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS....16
ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE....16
ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION....17
ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE....18
ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES....19
ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION....19
ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ....20
ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS....21
ANNEXE 1A....23
ANNEXE 1B....24
ANNEXE 1C....27
ANNEXE 1D....28
ANNEXE 2A....29
ANNEXE 2B....30
ANNEXE 2B BIS....31
ANNEXE 2B TER....32
ANNEXE 2C....33
ANNEXE 3....34
ANNEXE 4....36
ANNEXE 5....38
ANNEXE 6....39

PRÉAMBULE

La Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région Parisienne (SAERP) a été créée le 10 décembre 1956, sous le régime juridique défini par les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, en vue de doter la région Ile-de-France et les autres collectivités adhérentes d'un outil opérationnel d'intervention dans le domaine de l'aménagement, de la construction et du développement du territoire.
La SAERP a pour objet de réaliser des opérations d'aménagement, de construction et de développement définies par la Région Ile-de-France et les autres collectivités actionnaires, relevant de ses compétences.
Par décisions respectivement en date du 12 novembre 2008 puis du 27 mai 2013, la SAERP a été transformée d'abord en Société Publique Locale d'Aménagement puis en Société Publique Locale afin de permettre aux collectivités actionnaires de faire appel à cette société sans devoir la mettre en concurrence.

ARTICLE 1 : CONTEXTE ET OBJECTIFS - OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

1.1 – CONTEXTE ET OBJECTIFS

La loi L 2005 -102 du 11 février 2005, dite « loi Handicap » a posé le principe d'accessibilité généralisée aux personnes handicapées des établissements recevant du public (ERP) dès 2015.

Face à l'impossibilité, pour les collectivités notamment, de tenir cette échéance, le législateur, par la loi du 10 juillet 2014 a assoupli l'exigence en imposant toutefois qu'elles s'engagent sur un calendrier pluriannuel de mise aux normes de leur patrimoine, appelé « Ad'AP ».

En application du Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006, l'Assemblée régionale a adopté en 2006 le principe d'un audit « transhandicap » afin de procéder à une analyse du patrimoine des lycées, dans l'objectif de pouvoir élaborer une programmation d'opérations permettant de les rendre accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap.

Par délibération CR 77-15 du 24 septembre 2015, l'assemblée régionale a adopté son agenda d'accessibilité programmé (Ad'AP) pour 453 lycées avec une priorisation définie au regard d'éléments géographique, pédagogique, technique, budgétaire. L'ampleur du territoire et du patrimoine concerné autorise à déployer la mise aux normes sur un calendrier de 9 ans, soit 3 périodes de 3 ans.
Cet Ad'AP a été validé par la préfecture de région le 23 octobre 2015 sous le numéro 0750561607939.

Ces mises aux normes ont la particularité d'être un ensemble d'interventions techniques, de sécurité incendie, d'ascenseurs, d'équipement sanitaire et de second-œuvre, réparties pour chaque établissement, dans tous les bâtiments et les espaces extérieurs des sites. Dans certains cas, la création d'ascenseur ou l'élargissement de circulation nécessitent des études et diagnostics (structure, amiante…), complémentaires pour définir les reconfigurations d'espace induites. Les travaux intègreront les mises aux normes, dont les objectifs de la loi Robien pour les ascenseurs. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des articles L 111-8 du code de la construction, font l'objet de demande d'autorisation délivrée par l'autorité administrative compétente ainsi que d'attestation, voire passage des commissions de sécurité incendie et accessibilité.

La région souhaite que soit apportée une attention particulière à la communication de son action de mise en accessibilité handicap, notamment envers les communautés scolaires.

1.2 – OBJET

La présente convention porte sur **la conduite des opérations « complexes » de mise en accessibilité handicap – PPI Liste 2017 (sous-famille A3 secteur Est de l'Ad'AP),** comportant les missions définies à l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1A*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

Le mandat objet de la présente convention est incompatible avec toute mission de maîtrise d'œuvre, de réalisation de travaux ou de contrôle technique portant sur le ou les ouvrages auxquels se rapporte le mandat, exercée par cette personne directement ou par une entreprise liée.

1.3 – Enveloppe financiere

L'enveloppe financière est fixée à **13 293 556 €** euros, toutes dépenses confondues. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération). Le prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais.

Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à **l'*annexe 2A***.

L'enveloppe globale est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif ou à défaut du projet.

1.4 – Entrée en vigueur et durée

La convention est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Elle prendra effet à compter de sa notification au mandataire par le maître d'ouvrage et expire à la date de constatation de l'achèvement de l'opération.

Tout délai commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ du délai. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième et quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour du mois. Lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Liste des établissements à mettre en accessibilité
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 1D : Etapes clés de validation par le maître d'ouvrage
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
  Annexe 2B : Demande d'avance de fonds/rémunération, Planning prévisionnel détaillé des dépenses 2B bis, Décompte des paiements effectués par le mandataire 2B ter,
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Les documents techniques à remettre par le mandataire au Pôle lycées au cours de l'opération, dont les documents de suivi à remettre lors des réunions semestrielles et prise en compte de la charte graphique et du plan de classement
  Annexe 4A : modèle de calendrier de l'opération détaillé par site
  Annexe 4B : modèle de fiche financière de l'opération
  Annexe 4B bis : Détail des coûts travaux par site
  Annexe 4C : modèle de fiche de synthèse de l'opération détaillée par site
  Annexe 4D : modèle de fiche de communication par site
- Annexe 5 : Dossier de fin d'opération
- Annexe 6 : Charte graphique

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

3.1 – Le prix

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.
Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :
Montant HT = [A x B] / [1 + (B x 1,20)]
A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues
B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : 4.94%

3.2 - AJUSTEMENT DE LA RÉMUNÉRATION

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues.

La rémunération est ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués. A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat.

Le taux de rémunération est également établit au regard du mode de dévolution des marchés tels que prévus à la présente convention et des conséquences induites en terme de gestion de marchés et de délai. Aussi, dans le cas ou des modifications significatives seraient demandées par le maitre d'ouvrage quant au mode de dévolution des deux principaux marchés, à savoir les équipes de maîtrise d'œuvre et les travaux, un forfait de rémunération complémentaire sera dû.
S'entend par modification significative, soit un nombre de lot technique ou géographique supérieur à celui initialement prévu. Le forfait est de 7 500 € HT par consultation.

Enfin, le taux de rémunération est établit sur la base d'un ensemble de 96 réunions de chantier sur tous sites confondus. Dans le cas où celles-ci doivent augmenter significativement et dès lors que l'origine de ces dernières n'est pas imputable au mandataire, celui-ci informera le maître d'ouvrage qui pourra ordonner des réunions de chantier complémentaires. Le mandataire percevra alors un forfait de rémunération de 2.500 € HT par tranche de 5 réunions supplémentaires.

En cas d'évolution importante non prévue et non imputable au mandataire, qui justifierait un avenant, il est entendu que dans le cadre des négociations, ladite évolution sera considérée à l'échelle du site. Le réajustement sera négocié au prorata, nombre de sites concerné/ nombre de sites total.

3.3 – ACOMPTES

Le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

Etape 1	Remise au Maître d'ouvrage d'une note méthodologique de déroulé de mission	10%
	Lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre	8%
	Validation du rapport d'analyse pour le choix de la maîtrise d'œuvre	8%
	Notification du marché de maîtrise d'œuvre	4%
	Sous-total	**30%**
Etape 2	Fin des réunions de lancement de la phase étude sur site	5%
	Transmission du rapport AVP 1, y compris VAL DIAG	5%
	Validation de la phase AVP par le comité de pilotage	5%
	Obtention des autorisations administratives	5%
	Sous-total	**20%**
Etape 3	Lancement de la consultation travaux après validation du DCE par le maître d'ouvrage	10%

	Validation du rapport d'analyse pour le choix des entreprises	3%
	Notification des marchés de travaux	2%
	Sous-total	**15%**
Etape 4	Exécution des travaux	25%
	Réception	2,5%
	Levées des réserves / Mise à disposition des ouvrages	2,5%
	Sous-total	**30%**
Etape 5	Etablissement du BFM	2,5%
	Quitus	2,5%
	Sous-total	**5%**

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Au cas où l'avancement global de la mission serait retardé du fait de difficulté particulière rencontrée sur un site, et n'étant pas imputable au mandataire, le maître d'ouvrage pourra régler l'acompte, pour la phase concernée, au prorata du nombre de sites réalisés.
Sera considéré comme difficulté particulière un retard supérieur à 1 mois par rapport à la phase du calendrier de l'Annexe 1B et la facturation pourra être demandée si au moins 80% de l'étape considérée est réalisée.

Pour chaque demande d'acompte sur rémunération, le mandataire transmet au maître d'ouvrage une note d'honoraire auprès du Service Budget – Mission administration, pilotage, projets transverses – Pôle Lycées, en version dématérialisée (.pdf) ou en version papier, à l'adresse suivante : 24 rue du Général Bertrand – 75007 Paris.

3.4 – PAIEMENT

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception des justifications fournies par le titulaire conformément à la présente convention. Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.
Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, le mandataire a droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au crédit :

Nom de l'établissement de crédit : Caisse des dépôts et consignations
Adresse de cet établissement : 56, rue de Lille – 75356 Paris Cedex 07 SP
Compte ouvert au nom de : SAERP
Sous le numéro : 0000089166U
Code Banque : 40031
Code Guichet : 00001
Clef : 13

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

4.1 La structure mise en place par le mandataire : Annexe 1C

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de cinq ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.
Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.
Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

4.2 Organisation du pilotage pour la relation mandataire – maîtrise d'ouvrage

4.2.1 – La structure mise en place par le maître d'ouvrage

Pour le suivi de l'opération, constituée d'un ensemble d'interventions sur une liste de sites répartis dans les différentes sous-directions territoriales, le maître d'ouvrage met en place une structure spécifique. Elle a vocation à veiller à la cohérence des interventions et à optimiser le processus notamment en mutualisation de tâches. Elle est composée d'un « comité de pilotage », d'un « groupe de pilotage handicap » et « de comités de suivi » par sous-direction territorial.

Le « **groupe de pilotage handicap** » : composé des référents sur le programme de la Direction des Grands Projets (DGP) et de la Direction du patrimoine et de la maintenance (DPM) :

- garantit l'homogénéité et la cohérence de traitement des sites,
- optimise le processus opérationnel en préparant les documents types avec la SAERP,
- aide à la coordination,
- supervise la mise en œuvre de l'ensemble de l'Ad'AP,

Le « **comité de pilotage** » se compose du « groupe de pilotage handicap » et des directeurs et sous-directeurs concernées. Il est le garant du respect budgétaire et de l'homogénéité des interventions. Il intervient aux étapes clés, lors des réunions de comité de pilotage, le mandataire présente l'avancement des opérations. Il valide les grandes orientations et décisions à prendre.
Le cas échéant, il associe d'autres services concernés, tel que les services juridiques de la Région, etc.
Au choix du maitre d'ouvrage, la « réunion semestrielle mandataire » pourra tenir lieu de comité de pilotage.

Chaque intervention est à traiter avec l'**ingénieur territorial (DPM) référent de l'établissement**. En effet, celles-ci ont la spécificité d'être « diffuses » dans les sites et bâtiments. L'arbitrage du périmètre et l'organisation de l'intervention en site occupé sont ainsi des préoccupations permanentes.

Le « **comité de suivi** » se constitue des ingénieurs territoriaux concernés sous la responsabilité de leur sous-directeur et du « groupe de pilotage handicap ».
Il a pour mission le suivi de l'avancement opérationnel.

Il est rappelé que l'EPLE n'est pas prescripteur des travaux et n'a pas de rôle de validation. Des réunions seront organisées sur site avec chaque établissement au démarrage des études et avant le démarrage de chantier.

Toute communication doit systématiquement être adressée en copie aux membres du groupe de pilotage et au sous-directeur concerné, qui en tant que de besoin relance les sujets en attente et aide à la coordination en interne à la maitrise d'ouvrage. Le mail est à privilégier.

L'organisation aux différentes phases de l'opération est précisée ci-après à **l'Article 6** et en **Annexe 1D**

4.2.2 – Les réunions de restitution auprès du maître d'ouvrage

A – Les réunions de restitution auprès du comité de suivi
Le mandataire assure l'organisation et la préparation de la réunion de présentation des résultats des études auprès des Sous-directions territoriales de la Direction du Patrimoine et de la Maintenance. Cette réunion réunie la SAERP, les bureaux d'études techniques, le groupe pilote et les ingénieurs territoriaux concernés.

Le mandataire rédige une note de synthèse sur chaque site, qui consiste en une courte présentation relevant les points majeurs et les risques. Elle accompagne les rapports et études de maîtrise d'œuvre.

Lors des réunions, le mandataire relève tous les points et ajustements nécessaires à reprendre, il en dresse un compte-rendu. Il s'assure, le cas échéant, de la reprise des dossiers et en vérifie le contenu avant de les transmettre au maître d'ouvrage.

B – Les réunions de restitution auprès du comité de pilotage
Préalablement à la restitution auprès du comité de pilotage, le mandataire met à jour les notes de synthèse par site et rédige une note de synthèse générale dressant le bilan de l'opération. Celle-ci mettra en évidence les interventions nécessitant un arbitrage. Il la transmet au groupe de pilotage.

Le mandataire prépare l'organisation de la réunion et en assure la présentation.
Sur la base des études réalisées et du contexte général budgétaire et technique, le comité de pilotage arbitre et valide.

A chacune des étapes clés de l'***annexe 1D***, le mandataire assure la tenue de ces réunions

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, les bureaux d'études, les équipes de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;
- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération et de chaque intervention (site). Il fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé et détaillé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de concertations ;

- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par la règlementation des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr) et inscrit le suivi de la passation et du suivi des marchés dans un outil informatique spécifique du maître d'ouvrage ;
- prépare, intervient et établit les comptes-rendus qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage à chaque phase de l'opération ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- participe aux réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage conformément à la présente convention ;
- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu ;
- assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;
- prépare, assiste et pilote les réunions du groupe de pilotage et du comité de pilotage ;
- prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier ;
- assure la présentation ou en appui au maitre d'ouvrage prépare les éléments de présentation des interventions pour l'exposé à la direction de l'établissement et à son conseil d'administration ;
- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France ».

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées ci-dessous. Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus/fiches de synthèses.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***Annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des bureaux d'études/concepteurs/entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales.

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la convention.

6.1 : LA PHASE PRÉPARATOIRE

Lors de la réunion de lancement, le Maître d'ouvrage remet au mandataire les fiches d'identité patrimoniale et accessibilité, ainsi que les diagnostics handicaps réalisés dans le cadre des audits « transhandicaps ». Il remet en complément les diagnostics amiante, plomb et ascenseurs, les plans de géomètres ou à défaut des plans de DOE, le dernier PV de la commission de sécurité et d'accessibilité, lorsqu'ils existent et dont il dispose (***annexe 1A****)*.

Sur la base de ce dossier, le mandataire apprécie la nécessité de toute autre étude non inscrite dans la liste ci-dessus et en réfère au maître d'ouvrage.

Il propose un cadre et une méthode d'intervention, établit un calendrier prévisionnel détaillé d'opération (global et par site), une estimation des marchés et des procédures.

Si nécessaire, le mandataire pourra prendre contact avec les ingénieurs des deux Sous-directions territoriales et les chefs d'établissements pour effectuer une visite de site. Il est toutefois précisé que les visites de sites ayant été réalisées dans le cadre des études préalables au présent mandat, il n'est pas prévu avant le lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre des visites des lycées concernés.

6.2 : De la mise au point des consultations d'études à leur notification

A – Passation des marchés des maîtrises d'œuvre
Le mandataire élabore le cahier des charges des marchés des équipes de maîtrise d'œuvre qui intègre à minima les compétences : BET tous corps d'état, coordinateur SSI et sécurité incendie, spécialiste ascenseurs, économiste de la construction, compétence en organisation (OPC en phase étude). Le cas échéant une mission d'OPC travaux sera incluse, si les travaux sont dévolus en lots techniques séparées.

Dans le cadre de la consultation, il organise et conduit les visites de site sur quelques établissements significatifs (deux à quatre). A ce titre il informe préalablement l'ingénieur territorial de la région en charge du lycée (ou son responsable) ainsi que la direction de l'établissement concerné.

Le mode de dévolution envisagé est celui d'une consultation unique formalisée, en appel d'offre ouvert, comprenant ***deux lots géographiques***.

Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que défini à l'**article 7** de la présente convention.

B - Passation des autres marchés d'études
Aux différents stades des études, le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- diagnostics complémentaires

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.
Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que défini à l'**article 7** de la présente convention.

Pour les diagnostics amiante et plomb, le mandataire se rapproche du service de la Région compétent.

6.3 : De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification des marchés de travaux

A : Suivi des études de maîtrise d'œuvre

Le mandataire organise les réunions de démarrage des études sur chacun des sites avec les utilisateurs, le Maître d'ouvrage (ingénieurs de la DPM), et les équipes de maîtrises d'œuvre technique. Elles ont pour objectif la présentation des interlocuteurs, du programme de l'opération, de l'organisation, du planning, et permet de recueillir les remarques de l'établissement.

La phase AVP fait l'objet d'une première transition pour analyse au stade AVP 1 et Val-DIAG, qui permet aux différents interlocuteurs, maitrise d'œuvre, maitrise d'ouvrage et conseils de préciser les périmètres d'intervention. En phase AVP 2, le dossier remis comporte la description précise des travaux et leur estimation ainsi que les notices d'accessibilité et de sécurité incendie à fournir dans la demande d'autorisation de travaux. Il fait l'objet d'une présentation dans l'établissement et d'avis des conseils et maitre d'ouvrage.

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant projet (AVP).

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers AVP, PRO/DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :
- CSPS

- Contrôleur technique
- Autres
- *NB. (CSSI intégré à l'équipe de maîtrise d'œuvre)*

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier AVP, PRO/DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :
- sécurité incendie
- amiante, plomb
- autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase (AVP 1 et AVP 2) pour le soumettre à l'approbation du maître d'Ouvrage. Ce rapport est détaillé par site, et comporte une synthèse globale pour l'opération.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

B : Autorisations administratives

Au cours de la phase AVP le mandataire prépare la demande d'autorisation de travaux (modification d'un ERP), prévue à l'article L. 111-8 du CCH auprès des commissions accessibilité et sécurité : il dépose les dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à leur obtention.

Il transmet les arrêtés au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

C : Elaboration et passation des marchés de travaux

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises de travaux, selon le mode de passation et les procédures du maître d'ouvrage. Le mode de dévolution envisagé est celui d'une consultation formalisée en appel d'offre ouvert, et ***en entreprise générale***, comprenant ***deux lots géographiques pour chaque marché de maîtrise d'œuvre, soit quatre marchés de travaux à passer au total***.

Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que défini à l'**article 7** de la présente convention.

6.4 : De la notification des marchés de travaux à la fin de la garantie de parfait achèvement

Le mandataire organise et pilote une réunion de démarrage de chantier sur chaque site. Elle réunit l'équipe de direction de l'établissement, l'ingénieur territorial, un représentant du groupe de pilotage le cas échéant, la MOE, le CSPS, le CT, les entreprises de travaux, le cas échéant OPC. Il a pour objectif la présentation des interlocuteurs, de l'organisation, du planning, et permettra de préciser l'organisation de la sécurité du site avec l'établissement.

A : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.
Il participe aux réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage. Il est au minimum présent tous les 15 jours pendant l'activité du chantier.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant du respect des prestations dues aux contrats et du suivi rigoureux des montants de travaux. En cas de modification nécessaire par rapport aux travaux prévus, le mandataire assure les négociations avec la maitrise d'œuvre et les entreprises pour la mise au point d'une solution alternative. Pour toute modification par rapport au dossier marché, le mandataire établira avec le maitre d'œuvre une « Fiche de travaux modificatifs » explicative, qu'il transmettra au maitre d'ouvrage (groupe de pilotage et ingénieur territorial) accompagnée du devis de l'entreprise en plus ou moins-value, pour avis. Le mandataire tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.
Il assure la maîtrise des évolutions liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Aucun devis de travaux supplémentaires ne sera accepté à postériori de leur réalisation, ou exécutés sans l'accord exprès du groupe de pilotage.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux ou les contrats, notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

B : Réception de l'ouvrage

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Il fait établir l'attestation prévue à l'article 111-7-4 CCH après achèvement par un contrôleur technique titulaire d'un agrément ou MOE différent de la conception. Il la transmet au maître d'ouvrage.

A la suite, il organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus à l'article 41.3 du CCAG travaux en vigueur.

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités en vigueur prévues CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire remet au maitre d'ouvrage à l'attention du chef d'établissement, le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO), dans le cadre d'une visite de présentation des ouvrages réalisés, en présence du personnel d'entretien/maintenance de l'établissement.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

C : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du maître d'œuvre après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS

7.1 : CONDITIONS D'APPROBATION DES MARCHÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de l'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

7.2 : Passation et exécution des marchés

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le(s) rapport(s) d'analyse. Il mène, le cas échant, les négociations. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation selon les procédures régionales. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du maître d'ouvrage le cas échéant. Le cas échant, il fait la mise au point des marchés.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offre au Pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution et en vérifie la parution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : Modifications aux marchés

Les modifications aux marchés doivent respecter les dispositions de l'article 65 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 139 à 140 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Elles sont, avant tout début d'exécution :
- négociées avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- le cas échéant, approuvées préalablement par la CAO du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmises par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signées et notifiées au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants. »

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » et « Tous Risques Chantier » est soumise à l'accord préalable express du maître d'ouvrage.

Le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage et Tous Risques Chantier (TRC) de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie TRC, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

8.3 – ASSURANCES DES INTERVENANTS À LA CONSTRUCTION

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – CONDITIONS DES AVANCES DE FONDS VERSÉES AU MANDATAIRE

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – VERSEMENT DES AVANCES DE FONDS

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds / rémunération), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette) sous format Excel.
4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

9.3 – REJET DES DEMANDES D'AVANCES DE FONDS

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle lycées. Ils sont reversés annuellement à la Région.

Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – EVALUATION

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué sur les critères suivants :

- Respect des dispositions de la convention de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage
- Qualité du suivi technique : Préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau AVP, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation.
- Présence et coordination sur le chantier
- Propositions de solutions et documents de synthèse
- Comptes-rendus des réunions
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics)
- Rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – CONTRÔLE FINANCIER ET COMPTABLE

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :
- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

12.1 – PÉNALITÉS

- **Respect du cadre calendaire de l'opération**

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, il peut être fait application d'une pénalité de 100 € HT pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

- **Maintien de la structure opérationnelle**

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, il peut être fait application d'une pénalité de 150 € HT par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- **Présence aux réunions**

En cas d'absence, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 200 € HT par absence.

- **Réunions de chantier**

En cas d'absence aux réunions de chantier telle que prévue dans la convention, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 200 € HT.

- **Transmission des pièces pour les demandes d'avances**

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € HT par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Bilan financier annuel**

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 800 € par mois de retard.

- **Transmission des documents visés à l'annexe 4 et 5**

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 4*** ou à ***l'annexe 5,***, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Transmission des pièces pour ester en justice**

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Transmission des pièces du quitus**

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;
- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;
- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;
- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier.

12.2 – FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

- **Charge des intérêts moratoires**

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

- **Charge des frais financiers**

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le Pôle Lycées en charge de l'opération et le Pôle Achats de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :

- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au Pôle Achats :

- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
  - toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :

- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au Pôle Achats dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au Pôle Achats pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - PROPRIÉTÉ DES ÉTUDES

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - DISPOSITIONS FISCALES

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 2C***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier, du calendrier de l'opération ;

- Le dossier de fin d'opération visé en ***annexe 5*** : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'***annexe 5*** peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

16.1- INTERDICTION DU TRAVAIL DISSIMULÉ PAR DISSIMULATION D'ACTIVITÉ OU PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIÉ – DÉNONCIATION – INJONCTION

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, la SAERP s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16-2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
L'entrepreneur, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

16.2- PÉNALITÉS EN CAS DE FAITS AVÉRÉS DE TRAVAIL DISSIMULÉ PAR DISSIMULATION D'ACTIVITÉ ET TRAVAIL DISSIMULÉ PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIÉ.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 5***.

17.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

17.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5 % des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 5***.

17.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 17.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 17.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le	**Le**
Pour la SAERP **La Directrice générale**	**Pour la Région d'Ile-de-France** **La Présidente du Conseil Régional**
Isabelle BONNAUD-JOUIN	**Valérie PÉCRESSE**

(*signature et cachet*)

<u>NOTIFICATION DE LA CONVENTION</u> :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : …….
Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : …….

Le titulaire : _____

ANNEXE 1A

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

PROGRAMME DE L'OPERATION - LISTE DES ÉTABLISSEMENTS

SDT	Lycée
EST	Evariste Gallois NOISY LE GRAND (93)
EST	Gaston Bachelard CHELLES (77)
EST	Condorcet SAINT MAUR DES FOSSES (94)
EST	D'Arsonval SAINT MAUR DES FOSSES (94)
EST	Edouard Branly CRETEIL (94)
EST	Gutenberg CRETEIL (94)
EST	Maximilien Perret ALFORTVILLE (94)
EST	Alfred Kastler DOURDAN (91)
EST	Francisque Sarcey DOURDAN (91)
EST	Gaspart Monge SAVIGNY-SUR-ORGE (91)
EST	André Marie Ampère MORSANG SUR ORGE (91)
EST	Le Corbusier AUBERVILLIERS (93)

ANNEXE 1B

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

CADRE CALENDAIRE DE L'OPÉRATION

La mission du mandataire est divisée en phases :
Phase 1 : phase préparatoire
Phase 2 : consultations d'études à leur notification
Phase 3 : de la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification des marchés de travaux
Phase 4 : De la notification des marchés de travaux au quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires (hormis accord express du maître d'ouvrage, hormis dépassement d'un délai de 4 semaines pour notification au mandataire des délibérations afférentes à l'opération, et hors mois d'août et période de fêtes de fin d'année et intervalle noël / jour de l'an)

Délais par missions encadrées
en jours ouvrables (hormis accord express de dépassement du maître d'ouvrage et hors mois d'août et période de fêtes de fin d'année et intervalle noël / jour de l'an) :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	Délai global par phase	Missions encadrées	Délai des missions encadrées à respecter
Phase 1 Phase préparatoire	0,5 mois	- Notification de la convention / remise au groupe de pilotage Pôle Lycées d'une note méthodologique de déroulé de mission (méthodologie, calendrier détaillé et global, contrats à passer et estimations…)	15 jours M
Phase 2 De la mise au point des consultations d'études à leur notification	2,5 mois	- Validation de la note méthodologique par le groupe de pilotage Pôle lycées / remise des cahiers des charges des bureaux d'études techniques, diagnostics en tant que de besoin, et équipes de maitrise d'œuvre - Accord du groupe de pilotage Pôle lycées sur le cahier des charges / envoi des dossiers pour validation par Pôle Achats - Validation des dossiers de consultation par le Pôle Achats / lancement des consultations	45 jours M 3 jours M 3 jours M

	6 mois	- Transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du rapport d'analyse de la consultation de maîtrise d'œuvre au groupe de pilotage et comité de suivi - Accord du RAO par le comité de pilotage UL / transmission pour validation à le Pôle Achats - Transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération à signer le(s) marché(s) / transmission du(es) marché(s) au Pôle Achats pour le contrôle de légalité - Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)	30 jours M 3 jours M 15 jours M 5 jours M
Phase 3 De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification des marchés de travaux	1 mois	De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la fin des visites de sites avec les MOE - Notification des marchés de maitre d'œuvre / Organisation des Réunions de démarrage des études, sur les sites.	5 jours M
	2 mois	Phase AVP 1 : - Réception des AVP 1 /Transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'AVP 1 au groupe de pilotage et ingénieurs territoriaux DPM du pôle lycées - Fin des réunions de restitution dans les SDT (comités de suivi) et présentation dans les établissements en tant que de besoin / transmission du compte-rendu des réunions au Comité de pilotage Pôle lycées - De la validation des AVP 1 en Comité de pilotage / Notification à la maitrise d'œuvre de cette validation.	10 jours M 5 jours M 3 jours M
	3 mois	Phase AVP 2 et DAT : - Réception des AVP 2 /Transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l' AVP 2 au groupe de pilotage et ingénieurs territoriaux Pôle Lycées (DPM) - Fin des réunions de restitution dans les SDT (comités de suivi) et présentation dans les établissements en tant que de besoin / transmission du compte-rendu des réunions au Comité de pilotage Upôle Lycées - Remise des dossiers de DAT demande d'autorisation de travaux par le MOE et dépôt en Mairie après vérification - De la validation des AVP 2 en Comité de pilotage / Notification à la maitrise d'œuvre de cette validation.	10 jours M 5 jours M 10 jours M 3 jours M
	3 mois	Phase PRO-DCE : - Obtention des autorisations administratives / Transmission des DCE Travaux au maitre d'ouvrage - Validation du DCE par le comité de pilotage Pôle lycées / transmission du dossier au Pôle Achats - Validation de l'AAPC Travaux par le Pôle Achats / envoi de l'AAPC aux publications	10 jours M 3 jours M 3 jours M

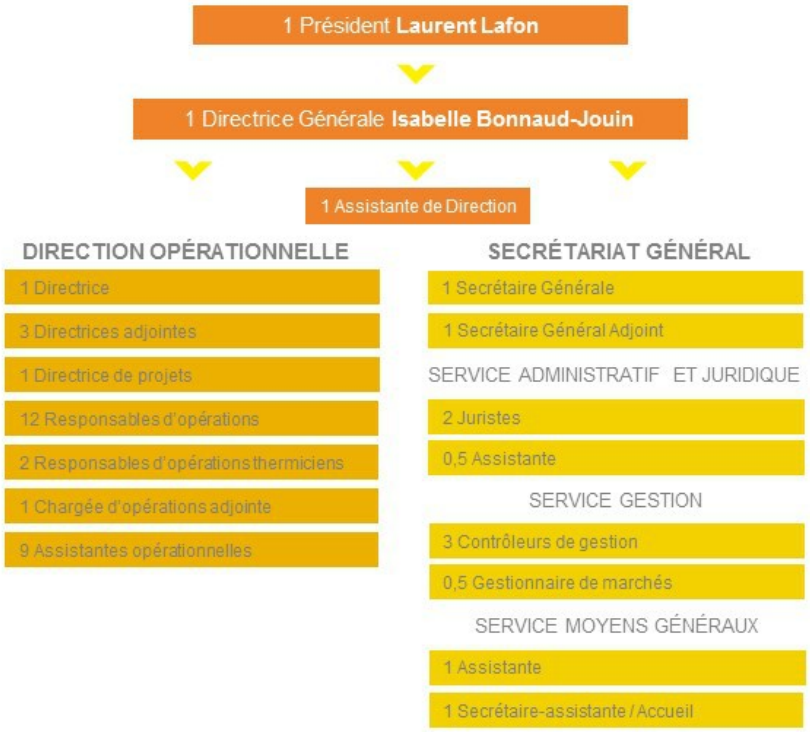
	6 mois	- Transmission du PV de CAO d'ouverture / Transmission du rapport d'analyse aux groupe de pilotage et ingénieurs territoriaux Pôle Lycées (DPM) - Accord du RAO par le groupe de pilotage UL / transmission pour validation au Pôle Achats	30 jours 3 jours
		- Transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / transmission du(des) marché(s) au Pôle Achats pour le contrôle de légalité - Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)	20 jours M 5 jours M
Phase 4 De la notification des marchés de travaux au quitus	18 mois	*Chantiers : Délai global* *sur la base de chantiers pour chaque site d'une durée unitaire moyenne de 6 mois, répartis dans le délai global de 18 mois*	
	12 mois	Constat d'un désordre par l'établissement / déclanchement de l'intervention de l'entreprise.	5 jours M
	3 mois	Parfait achèvement / transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération	3 mois M

ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

STRUCTURE ET ORGANISATION
MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE



ANNEXE 1D

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

ETAPES CLES DE VALIDATION PAR LE MANDATAIRE
Hors Procédures Marchés régionales
Complète l'Article 4.2 ci-avant

Légende : (*) Selon spécificités des sites
V Valide ; P Participe

	Groupe Pilotage	Ingénieur DPM	Comité Pilotage
Remise des dossiers par le maître d'ouvrage			
DESIGNATION DU MAITRE D'ŒUVRE (AO) et autres études			
Projet de consultation de maîtrise d'œuvre, et autres marchés d'étude cahier des charges de maîtrise d'œuvre y compris pièces administratives.	V élargi		
Rapport d'analyse des candidatures et choix du lauréat.	V élargi		
Point d'avancement et présentation de la mission plan Handicap			
ETUDES MOE			
Réunions de lancement des études sur site		P	
Diagnostics amiante à réaliser par la Région Ile-de-France			
Diagnostics complémentaires demandés par MOE			
Elaboration AVP1 par MOE et chiffrage			
Examen AVP1 par conseils			
Synthèse analyse AVP1 par mandataire (Rapport)	P/V élargi	P	V1
Présentation du dossier dans les établissements		P	
Elaboration AVP2 par MOE et émission demandes d'autorisation			
Examen AVP2 par conseils			
Synthèse analyse AVP2 par mandataire (Rapport)	P/V élargi	V	
Elaboration PRO/DCE par MOE			
Examen PRO/DCE par conseils			
Synthèse analyse et présentation du PRO/DCE par mandataire (Rapport)	P/V élargi	V	V2
CONSULTATION MARCHE DE TRAVAUX			
Lancement de la consultation travaux	V	P	
CAO ouverture des offres / Analyse des offres			
Rapport d'analyse des offres	V		V3
CAO attribution / Notification marchés de travaux			
EXECUTION			
Réunion de démarrage et présentation des travaux en CA		P	
Exécution des travaux		P	
Réception des travaux (après attestation conformité loi Handicap ou visite commission handicapés		P/V	
GPA			
QUITUS			V

ANNEXE 2A

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	**AP votées**	**CP mandatées**			**AP disponibles**
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du ……	€	€	€	€	€
CP n° du ……	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE / RÉMUNERATION
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Le

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS
ET /OU DE REMUNERATION N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

	REMUNERATION	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Rémunération totale prévisionnelle	
3	Cumul des rémunérations déjà versées	
4	Montant de la présente demande de rémunération	
5	Pour mémoire, paiements justifiés à la date de la demande	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

ANNEXE 2B bis

PLANNING PRÉVISIONNEL DÉTAILLÉ DES DÉPENSES :

Désignation lignes budgétaires en euros TTC	***Cumul des dépenses antérieures***	***Année N***				***N+1***	***N+2***	***N+3***
		Mois 1	***Mois 2***	***Mois 3***	***Total année N***			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B ter

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

Fiche navette

Décompte des paiements effectués par le mandataire

CUMUL ANTERIEUR	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
			-	Lycée XXX à XXXXXX

DATE	OBJET	FOURNISSEURS	N° FACTURE	MONTANT EUROS	Rémunération en EUROS	OBSERVATIONS

	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL
TOTAL GENERAL			

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			**#VALEUR!**

AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX		MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		**- €**

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	**- €**

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			**- €**

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)			[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) :	%	Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	**#VALEUR!**
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :			
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)			#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)			#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	**- €**

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	**#VALEUR!**

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 201_	Cumul avances reçues en 201_	Cumul des avances versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 201_	Paiements effectués hors rémunération en 201_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 - 6)	Cumul rémunération reçue avant 201_	Cumul rémunération reçue en 201_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 201_	Cumul produits financiers en 201_	Total produits financiers (12+ 13)	

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le : Le :

Cachet et signature du mandataire : C*achet et signature du comptable :*

BILAN FINANCIER

Liste des depenses

ANNEXE 3 page 2 sur 2

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TOTAL							0,00	

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE MANDATAIRE AU PÔLE LYCEES AU COURS DE L'OPERATION

Tout au long de l'opération les pièces listées ci-dessous devront être remises au maitre d'ouvrage.
Dans le cas particulier des opérations composées d'interventions sur plusieurs sites avec mise en œuvre de marchés transversaux, les pièces ci-dessous sont tantôt attachées à une action globale tantôt attachées aux sites, elles seront alors toutes fournies classées dans l'ordre de la liste Annexe A.
Les documents seront classés selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le format suivant :
Pôle Lycées :

- Ingénieur territorial, éléments à transmettre à l'ingénieur territorial en 1 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)
- Groupe de pilotage : éléments à transmettre au groupe de pilotage en 2 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)

Lycée : Pour le Lycée les éléments seront transmis par le groupe de pilotage
GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques) : Eléments à transmettre au service « Ressources techniques, bâti et foncier » du Pôle Lycées : fichiers informatique sur 1 CD

		Pôle lycées	Lycée	GEDT
1	**AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES** **1-a** : Permis de construire et ses attendus, autorisation de travaux **1-b** : Permis de démolir **1-c :** Dossier Loi sur l'eau **1-d :** Installations classées**,** etc…..	**X**	**X**	**X**
2	**DOSSIERS MARCHES** **Comprenant tous les marchés y compris des offres des prestataires ou entreprises, et notamment :** **2-a** :Marché de maîtrise d'œuvre et avenants éventuels **2-b** :Marché de prestation intellectuelle (AMO QE, Etudes de diagnostics…. et avenants éventuels **2-c** :Marché de contrôle technique (C.T) et avenants éventuels **2-d** :Marché de coordination sécurité et prévention de la santé (C.S.P.S) et avenants éventuels **2-e** :Marché de coordination des systèmes de sécurité (C.S.S.I) et avenants éventuels **2-f** : Le ou les marchés de travaux et marché d'OPC et avenants éventuels **2-g** : etc	**X**		
3	**DOSSIER DE REVUE DE PROJET** **(Réunions semestrielles pendant toute la durée de l'opération)** Comprenant l'ensemble des documents de revue de projet mis à jour et transmis au maitre d'ouvrage en amont de la tenue des réunions semestrielles de revue de projet : - Fiche Projet (fiche complète de synthèse de la vie du projet) - Calendrier d'opération - Calendrier du portefeuille d'intervention - Fiche financière d'Opération et fiche détaillée par site - Fiche de Communication	**X**		

3	**DOSSIER « ETUDES DE DIAGNOSTICS »** Comprenant l'ensemble des rapports de diagnostics, le rapport final de l' « Etude de Diagnostic » accompagné des différents rapports et fiches de synthèses avec la preuve de l'arbitrage et validation formelle du maître d'Ouvrage	**X**		
3	**DOSSIER ETUDE** **(AVP – PRO – DCE)** Comprenant l'ensemble du dossier de chaque phase d'étude accompagné des différents rapports d'analyses et fiches de synthèses avec la preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage	**X**		
3	**DOSSIER SUIVI DES TRAVAUX** - Comprenant l'ensemble des comptes-rendus hebdomadaires OPC et MOE de préparation et déroulement du des Travaux. - Comprenant les comptes-rendus Mandataire des réunions mensuelles sur site (organisation et déroulement de l'opération, suivi financier et travaux modificatifs, planning…) avec en tant que de besoin preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage.	**X**		
4	**D.O.E (Dossier des Ouvrages Exécutés)** validée par le maitre d'œuvre comprenant notamment: **F1** : **le dossier architecte** comprenant : tous les plans et notes nécessaires le récapitulatif et le détail des surfaces (SU, SHON, SHOB, terrain) **F2** : **le dossier technique** avec pour chaque lot les plans d'exécution et les pièces suivantes fournies par les entreprises: Plans Index des produits et des FDES (Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires) Fabricants et fournisseurs Notes de calcul Fiches techniques et PV	**X**	**X**	**X**
5	**D.I.U.O** **Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage** établi par le coordonnateur sécurité et protection de la santé	**X**	**X**	**X**
7	**LE GUIDE DE MAINTENANCE** (document évolutif) établi par l'AMO HQE et le BET du maître d'œuvre, accompagné des notices d'entretien de chaque fabricant, les projets de contrat de maintenance et l'inventaire détaillé des équipements de chacune des installations techniques avec le report sur plan de leur positionnement dans le ou les bâtiments et de second œuvre (notamment revêtements sol/mur/plafond/vitrerie, etc …..).	**X**	**X**	**X**
9	**DOSSIER DE SECURITE (document évolutif)** Dossier permettant l'ouverture du registre de sécurité de l'établissement et comprenant notamment : Les rapports finaux du contrôleur technique accompagné des fiches techniques et PV de tenue au feu Le rapport initial des installations électriques le procès-verbal de la commission de sécurité et d'accessibilité l'arrêté d'ouverture du Maire etc …….	**X**	**X**	**X**

ANNEXE 5

Dossier de fin d'opération à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant:
-Pôle Lycées/DAGE/SAJ: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus
-Pôle Lycées/DPM : Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en charge de l'opération
-Pôle Lycées/DGP/Service Ressources techniques, bâti et foncier (SRT): Eléments à transmettre en version dématérialisée

Le Maître d'ouvrage contrôlera l'exhaustivité des envois aux destinataires indiqués à l'annexe 5. A cet effet, le mandataire devra transmettre au Pôle Lycées/DAGE/SAJ une copie de tous les bordereaux de transmission de pièces dans le cadre du quitus.

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA[1]	Point de départ du délai[2]	Nb d'exemplaire	Format	Destinataire
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR[4] si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier	DAGE-SAJ
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
4	**Marché de Coordonnateur SSI**							
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
6	**Marché d'OPC**							
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
8	**Marché d'Assurance**							
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment[3]			
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives					
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux					
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier	DAGE-SAJ
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier					
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité					
		G	Arrêté d'ouverture du Maire					
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)					
13	**Pièces techniques[5]**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1 CDROM)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1 CDROM)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier	DAGE-SAJ
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			3ex	papier+CDROM (1 + 2)	DAGE-SAJ(1 papier) DPM(1CDROM) DGP-SRT(1CDROM)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contententieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,...)		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le mandataire est autorisé par la Sous-direction des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région
(5)Un justificatif de transmission des pièces techniques aux différents services de la Région pourra être demandé par le maître d'ouvrage

ANNEXE 6

CONVENTION DE MANDAT N°17 MAN HAN A3 EST

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPÉRATIONS « COMPLEXES »
DE MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP – PPI LISTE 2017 **SOUS-FAMILLE A3 DE L'AD'AP**

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile-de-France qui assure la Maîtrise d'Ouvrage de 470 Lycées, souhaite optimiser la gestion de ce patrimoine. Pour ce faire, elle met en place d'un dispositif informatique pour l'établissement, la tenue à jour et l'exploitation d'une base de connaissance exhaustive des terrains et bâtiments.

Ce projet suppose que les plans des établissements, soient livrés sous forme informatique, respectant les prescriptions de la charte graphique définie par la Région Ile-de-France.

Un tel dispositif ne peut par ailleurs fonctionner que si les informations données par les plans sont fiables, et la traduction exacte de la réalité, aussi une attention toute particulière sera apportée à la qualité des D.O.E.

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Géomètres :
Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.
En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :
Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.
Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.
L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.
Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :
DGP – Service Ressources techniques, bâti et foncier
Tél : 01.53.85.59.14 B : 125
connaissance.patrimoine@iledefrance.fr

La CHARTE GRAPHIQUE Version 1.5.1 de janvier 2009 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V1.5.1*, à transmettre systématiquement :
- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version 1.5.1* janvier 2009
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V1.5.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

◆ 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
- **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
- **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
- **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*
- **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
- **Réponses aux questions**

◆ 2ème dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-519

DU 22 NOVEMBRE 2017

ENSEMBLE IMMOBILIER SCOLAIRE DU SECOND DEGRÉ HENRI IV À PARIS 5ÈME - RESTAURATION HISTORIQUE DE LA CROISÉE DE LA BIBLIOTHÈQUE DES GÉNOVÉFAINS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération CP 16-573 du 13 décembre 2016 ayant approuvé la convention relative à la gestion des cités scolaires du second degré du département de Paris ;

VU La délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017, et plus particulièrement les dispositions du chapitre 902 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-519 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention entre la Région Ile-de-France et le Département de Paris en annexe 1 à la délibération relative à la participation du Département à la restauration de la structure de coupole et des mitoyens de la bibliothèque des Génovéfains de la cité scolaire Henri IV à Paris 5ème et autorise la Présidente à la signer.

Pour la réalisation de cette opération, affecte une autorisation de programme de 685 286 € chapitre 902 « Enseignement, code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes » programme HP 224-032 « Grosses Réparations dans les CMR» action « Grosses Réparations dans les CMR – part Lycée » (12203201) et une autorisation de programme de 110 314 € chapitre 902 « Enseignement, code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes » programme HP 224-032 « Grosses Réparations dans les CMR» action « Grosses Réparations dans les CMR – Part Collège » (12203202).

Article 2 :

Autorise la Présidente à solliciter tout financement (en particulier dans le cadre de projets de mécénat) pour la réalisation de l'opération de restauration de la structure et de la restauration de la fresque de la coupole de la bibliothèque des Génovéfains de la cité scolaire Henri IV.

Décide de solliciter une subvention d'un montant maximum auprès de la Direction des Affaires Culturelles d'Ile-de-France pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Approuve la convention de souscription publique entre la Région Ile-de-France et la Fondation du Patrimoine en annexe 2 à la délibération dont l'objet est la mobilisation de financements privés pour la restauration de la fresque de la coupole de la bibliothèque des Génovéfains de la cité scolaire Henri IV à Paris 5ème et autorise la Présidente à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DE PARIS

ENSEMBLE IMMOBILIER SCOLAIRE DU SECOND DEGRE
HENRI IV
23 rue Clovis à PARIS 5ème

PROGRAMME PLURIANNUEL DE MAINTENANCE (PPM)
Coupole et bâtiment mitoyen sécurisation : reprise des structures et clos-couvert, hors réfection intérieure et notamment de la fresque

CONVENTION ENTRE LA REGION D'ILE- DE- FRANCE ET LE DEPARTEMENT DE PARIS

ENTRE

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional et dûment habilitée par la délibération n° XXX

ci-après dénommée la «**Région** »,

D'UNE PART,
ET

Le Département de Paris, représenté par Madame Anne HIDALGO, Maire de Paris et Présidente du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil départemental, en vertu de la délibération n° XXX

Ci-après dénommé le « **Département** »,

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE CE QUI SUIT

La Région et le Département définissent en concertation un programme pluriannuel de maintenance de renouvellement (PPM) pour les cites mixtes parisiennes. Ces opérations sont intégrées dans le programme pluriannuel d'investissement de PARIS et pour la Région, à ce stade, au budget 'grosses réparations des cités mixtes régionales'.

La cité scolaire HENRI IV, établissement recevant du public (ERP) de 1ère catégorie, de type R, avec activités annexes de types L, N, S, et X, sise à Paris 05e, proche des lycées Louis le Grand et Saint-Louis, et accueille plus de 2 600 élèves du collège aux classes préparatoires.
La totalité du site est classée au titre des Monuments Historiques, en particulier certains de ses bâtiments hérités de l'ancienne abbaye Sainte-Geneviève, qui datent du XIIème au XVIIème : tour Clovis, ancien clocher de l'abbaye, réfectoire (actuelle chapelle), cabinet des Médailles (cabinet de curiosité). Des travaux de rénovation ont mis au jour en 1996,des vestiges d'époque carolingienne.

L'internat du lycée Henri IV disposait en 2010 de places uniquement destinées aux garçons. Une opération de création de places d'internat pour les élèves féminines, en particulier des classes préparatoires aux grandes écoles, est en cours de travaux. Elle consiste à restructurer des surfaces vacantes et réaffecter des locaux à l'usage de logement de fonction situés aux 2ème et 3ème étages dans le bâtiment E, rue Clotilde.

Lors du maintien le 27 Aout 2012, de l'avis défavorable émis le 5 Octobre 2007, la commission de sécurité incendie de la Préfecture de Police a prescrit la transmission d'un échéancier de travaux pour l'électricité mais aussi la structure de la coupole.

La Ville de Paris, alors maitre d'ouvrage du site, a mis en œuvre des diagnostics, préconisations et estimations, afin que les deux collectivités puissent établir conjointement une planification pluriannuelle des travaux.
La cité scolaire HENRI IV, est devenue cité mixte régionale à compter du 17 Septembre 2013 lors de la levée de l'avis défavorable par la commission de sécurité.

Des travaux de sécurité incendie ont été réalisés.
L'opération de remise aux normes des installations électriques est en cours.

La Région Ile de France et le Département de PARIS, se sont entendus pour conduire l'opération concernant la structure. Elle a pour objet, la sécurisation de la coupole et des mitoyens. Elle répond à une situation actuelle qui constitue toujours un péril selon l'article L.511.1 et L.511.6 du code de la construction et de l'habitation, rappelé par la préfecture de police de Paris dans son courrier du 21 Janvier 2015 suite à sa visite sur place de suivi des désordres structurels.
Des mesures de protection provisoires sont en place.

Cette opération n'inclut pas la réfection intérieure et notamment de la fresque, à traiter ensuite dans une opération spécifique ultérieure.
Cette opération sera conduite en lien avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile de France, Ministère de la Culture et de la Communication.

Par délibération N° CP …… du ……., la Région a approuvé le programme et a affecté l'enveloppe prévisionnelle de cette opération pour les études.

Par délibération …… , le Département a approuvé le programme et a affecté l'enveloppe prévisionnelle de cette opération revenant à sa charge.

Bien que non soumise aux dispositions de la loi 85-704 du 12 Juillet 1985 modifiée relative à la maitrise d'ouvrage (loi MOP), l'importance et le coût de cette opération, impliquent un engagement pluriannuel des deux collectivités.

Aussi en application de l'article L216-4 du code de l'éducation, la Région et le Département s'accordent pour que cette opération fasse l'objet de la présente convention spécifique.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer, l'objet de l'opération et les conditions dans lesquelles le Département confie à la Région la maîtrise d'ouvrage des travaux et définit les modalités administratives, techniques et financières.

1.1 Descriptif des travaux

Le Programme de l'opération est le suivant :

Purger les plafonds et décors des éléments instables menaçant de se détacher,
Réparer les éléments structurels qui ne présentent plus les garanties de solidité suffisante pour assurer la sécurité des occupants de l'établissement,
Réparer les éléments structurels constituant la charpente et les façades de la coupole,
Prendre les mesures nécessaires pour éviter tout désordre et éviter toute infiltration,
Réparer les couvertures et notamment les dispositifs d'évacuation de l'eau de pluie,
Réparer les menuiseries extérieures de la coupole.

1.2 Estimation prévisionnelle

Montant prévisionnel toutes dépenses confondues : **2,5 M€TDC**

1.3 Echéancier prévisionnel

Diagnostics techniques approfondis en 2016
Signature de la convention et notification du mandat de conduite en 2017
Etudes en 2018 pour un démarrage des travaux en 2019.

ARTICLE 2 : Modalités relatives à la maîtrise d'ouvrage

2.1 Désignation du maître d'ouvrage de l'ensemble immobilier

La Région, maître d'ouvrage du lycée se voit confier par le Département la maîtrise d'ouvrage des travaux se rapportant au collège.

La Région pourra déléguer la maitrise d'ouvrage dans le cadre d'un mandat.

La Région est également coordonnatrice et mandatée pour signer et exécuter tous les actes constitutifs à la maîtrise d'ouvrage au nom de l'ensemble des maîtres d'ouvrage formés par le Département et la Région.

La commission d'appel d'offres est celle de la Région

2.2 Désignation du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est désigné dans le cadre d'une procédure concurrentielle, si nécessaire avec négociation.

2.3 Eléments de la maîtrise d'ouvrage de la Région concourant à l'opération

Les éléments de maîtrise d'ouvrage comprennent :

- consultation et réalisation de missions de diagnostic
- consultation et préparation du choix du maître d'œuvre
- conclusion et gestion du marché de maîtrise d'œuvre
- consultation et préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs
- conclusion et gestion des marchés de travaux, de fournitures
- gestion financière et comptable de l'opération
- gestion administrative
- conclusion et gestion du marché de contrôle technique (selon besoin)
- conclusion et gestion du marché d'ordonnancement, pilotage et coordination de chantier
- conclusion et gestion du marché de coordination SSI
- conclusion et gestion des contrats d'assurances
- action en justice dans les conditions définies à l'article 7

Les services techniques de la Région et du Département se concertent régulièrement au cours de l'avancement des études et des travaux.

La Région au titre de la présente convention dépose les demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

ARTICLE 3 : Réception des travaux et mise à disposition des ouvrages

3.1 Réception des travaux

Elle est prononcée par la Région en présence des représentants du Département. Les représentants du Département et du collège assistent aux opérations préalables à la réception des ouvrages organisées par la Région.

3.2 Mise à disposition des ouvrages

Les ouvrages sont remis conjointement aux deux collectivités, dès la date d'effet de la réception des travaux notifiées aux entreprises. Cette mise à disposition fait l'objet d'un procès-verbal signé par les représentants des deux collectivités territoriales.

Dans le cas de remises partielles, celles-ci n'interviendront qu'après les réceptions partielles correspondantes.

Une fois l'ouvrage remis, celui-ci intègre l'ensemble immobilier scolaire, géré par la Région dans le cadre de la convention générale signée entre la Région et le Département.

La Région reste responsable de la levée des réserves de réception et de la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux consigné dans un procès-verbal signé de la Région et du Département. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

Il appartient à la Région de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du CCAG travaux. La Région reste tenue à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Dès la mise à disposition des ouvrages, la Région remet au Département, un dossier constitué des pièces produites dans le cadre de l'opération, parmi les suivantes :

- procès-verbaux de réception
- rapports finaux du bureau de contrôle
- bilan des surfaces réalisées : hors œuvres brutes et nettes
- notices de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des divers équipements
- procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre
- dossier d'identité du système de sécurité incendie (SSI)
- plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité du bâtiment
- rapport final de contrôle technique relatif à la sécurité du bâtiment
- procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité compétente

ARTICLE 4 : Bilan définitif

Hors le cas de résiliation de la convention qui est réglé par les dispositions spécifiques de l'article 10 ci-après, la mission de la Région s'achève lorsque les conditions qui suivent sont remplies.

Dès lors que l'ensemble des ouvrages a été réceptionné dans les conditions définies à l'article 3 et qu'il a été procédé au règlement de tous les marché et autres prestations, la Région établit le bilan définitif de l'opération et le communique au Département.

La mission de la Région prend fin lorsque ce bilan définitif d'opération est approuvé par le Département sous un délai de trois mois. A défaut, le bilan établi par la Région est réputé accepté.

Le bilan définitif de l'opération doit prendre en compte les éléments suivants :

- l'historique pour chaque année civile des dépenses réglées par la Région ainsi que les versements effectués par le Département à la Région, au titre de la part départementale. Il fait ressortir le cas échéant les sommes restant dues par l'une ou l'autre des collectivités au titre de leurs contributions respectives à l'opération définies à l'article 5 ou dans le cadre d'une modification prévue par avenant conformément à l'article 8,
- Etablissement d'un constat des ouvrages destinés au Département : ce constat donne lieu à un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes,
- Réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
- Mise à disposition des ouvrages,
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- Remise des dossiers complets définis à l'article 3 ci-dessus,
- Remise au Département du bilan de fin de mission de l'opération comportant l'état détaillé des dépenses et recettes réalisés, visé par le comptable régional.

Les deux collectivités s'engagent à honorer sous délai de six mois à compter de la communication du bilan définitif leurs éventuelles obligations financières au regard de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 5 : Coût, financement et versement de la participation départementale

5.1 Coût de l'opération

L'enveloppe financière prévisionnelle est fixée à **2 500 000 € toutes dépenses confondues** (tous honoraires, rémunérations et frais divers inclus). Cette enveloppe comprend :

- la participation financière du Département qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération : frais de consultation, frais d'études, travaux. Elle ne comporte pas la rémunération de la Région, définie à l'article 5.3 ci-dessous.
- la participation financière de la Région

Cette enveloppe sera automatiquement révisée au regard des clauses de révision des marchés.

De plus, le cas échéant, elle sera révisée par avenant pour prendre en compte travaux supplémentaires et/ou aléas non prévus à ce jour.

Les éventuels travaux supplémentaires et/ou aléas apparaissant pendant le déroulement de l'opération peuvent être financés par des ajustements internes à l'opération tant qu'ils demeurent dans le montant global de la participation du Département. Ils font l'objet d'une information au Département.

Les modifications qui conduiraient à dépasser le montant global de la participation du département doivent faire l'objet d'une nouvelle délibération des deux collectivités, sauf si le dépassement est dû au seul changement de taux de TVA en vigueur ou clauses de révision des marchés.

5.2 Calcul et versement de la participation départementale

La Région et le Département conviennent que leurs parts respectives sont évaluées en pourcentage au regard du coût global de l'opération, au prorata des effectifs de l'année 2012 (opération définie en 2014), soit **un taux de 25,21 %**

Montant total : 2 500 000,00 €TTC
Taux de participation départementale (validation 2014- effectifs 2012) : 25,21%
Correspondant à :

- **Part départementale : 630 000,00 €TTC**
- **Part régionale : 1 870 000,00 €TTC**

5.3 Rémunération de la Région

Au titre des missions qu'elle exerce dans le cadre de la présente convention, la Région est rémunérée par le Département. Cette rémunération non assujettie à la TVA est calculée par application d'un taux de 1.3 % sur le montant HT de la participation départementale.

Ces stipulations ne s'appliquent pas au cas où la collectivité a recours à un mandataire.

5.4 Financement

L'opération est entièrement retracée sur le budget de la Région hors augmentation de la TVA et révision de prix qui inscrit l'ensemble des dépenses à son budget d'investissement chapitre 902 « Enseignement, Code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes » programme **HP 224-032** « Grosses Réparations dans les CMR» action « Grosses Réparations dans les CMR – part Lycée » (12203201) et « Grosses Réparations dans les CMR – Part Collège » (12203202).

Les modalités de versement de la participation financière départementale sont les suivantes :

1. Signature de la convention : 10%
2. Notification du marché de maîtrise d'œuvre : 15%
3. OS de démarrage des travaux : 35%
4. OS +12 mois, réception : 35%
5. Quitus : 5%

A chacune des étapes de ces différentes phases, l'appel de fond émis par la Région est accompagné d'un rapport de synthèse d'exécution.

ARTICLE 6 : Assurances

Le cas échéant, la Région fait son affaire des polices d'assurances dommages ouvrages (DO).

ARTICLE 7 : Capacité d'ester en justice

Au titre de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la capacité d'ester en justice est dévolue à la Région.
D'une manière générale, la Région assure le règlement de tout litige lié aux travaux de construction ou de réhabilitation.
Les actions en garantie biennale et décennale sont menées par la Région qui informe régulièrement le Département sur leur déroulement et leurs conséquences.

ARTICLE 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par les assemblées délibérantes des deux collectivités.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification par la Région au Département.
Sauf résiliation dans les conditions fixées à l'article 10, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations financières respectives après communication du bilan définitif de l'opération définie à l'article 4.

ARTICLE 10 : Résiliation

Dans le cas d'un motif légitime et sérieux invoqué par l'une ou l'autre partie, la résiliation de la présente convention peut intervenir sous réserve du respect d'un préavis de six mois et après accord de l'autre partie.

La résiliation ne peut être effective qu'après remise par la Région au Département de l'ensemble des documents en sa possession relatifs aux opérations concernant le collège et après le règlement financier des sommes réellement engagées par la Région et le cas échéant restitution des sommes versées par le Département qui n'ont donné, par la Région, à aucun paiement.

Pièces annexées :

- délibérations du conseil régional et du conseil de Paris siégeant en formation de conseil général

Fait en quatre exemplaires originaux
Le

A Paris

Pour le Département

A Paris

Pour le Région

ANNEXE 2 - CONVENTION AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE

FONDATION DU PATRIMOINE

CONVENTION DE SOUSCRIPTION

ENTRE :

La Région Ile-de-France, sise à Paris (75007), représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommées le « MAÎTRE D'OUVRAGE » ;

Le lycée Henri IV, sis au 23 rue Clovis 75005, représenté par Mme Martine BREYTON, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé le « LYCÉE »

ET

La Fondation du patrimoine, ayant son siège social au 23-25, rue Charles Fourier à Paris (75013) et représentée par son Délégué Départemental, M. François Montel, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « FONDATION DU PATRIMOINE » ;

PRÉAMBULE

Cette convention s'inscrit dans le cadre d'une campagne de souscription qui vise à encourager le mécénat populaire et le mécénat d'entreprise en faveur de la sauvegarde du patrimoine de proximité.

DANS CE CADRE, LES PARTIES ONT DÉCIDÉ D'ARRÊTER CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les parties décident de lancer une campagne de mobilisation du mécénat populaire ayant pour objectif de recueillir des fonds dans le but de restaurer la coupole du Lycée Henri-IV, ci-après dénommé le « PROJET ». Le coût de l'opération (études, travaux de restauration de la fresque –menuiserie, gypserie, restauration des décors sculptés et des peinture, vitraux, métallerie) est estimé 1 588 550 € hors taxes.

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES DONS

Tous les fonds recueillis par la souscription nets des frais de gestion mentionnés à l'article 4, sont affectés à l'objet prévu à l'article 1.

Si le PROJET est abandonné, ou qu'il n'est pas réalisé conformément au dossier présenté par le MAÎTRE D'OUVRAGE et tel que validé par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit. Les parties conviennent alors d'affecter, d'un commun accord, l'ensemble des dons à un autre projet de sauvegarde du

patrimoine. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois à compter de la résiliation, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de la nouvelle affectation des dons.

Dans le cas où la collecte serait inactive (absence d'entrée ou de sortie de fonds) pendant un délai consécutif de deux ans, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

ARTICLE 3 : RÔLE DU LYCÉE

Le LYCEE se charge de la coordination du projet et de l'animation de la souscription, notamment en lien avec l'association des anciens élèves du lycée.

ARTICLE 4 : MODALITÉS COMPTABLES

Les chèques, recueillis par la FONDATION DU PATRIMOINE, sont libellés à l'ordre de « Fondation du patrimoine – Lycée Henri IV » et encaissés par la FONDATION DU PATRIMOINE.

Les donateurs peuvent choisir d'effectuer leur don en ligne sur le site internet de la FONDATION DU PATRIMOINE.

La FONDATION DU PATRIMOINE ne peut en aucun cas émettre un reçu fiscal pour un don encaissé par un tiers, même si celui-ci est reversé ensuite à la FONDATION DU PATRIMOINE.

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à reverser au MAÎTRE D'OUVRAGE les sommes ainsi recueillies, nettes des frais de gestion, en fin de travaux, et sur présentation :

- des factures acquittées relatives aux devis présentés initialement. Ces factures doivent être adressées à la FONDATION DU PATRIMOINE dans un délai maximal de six mois suivant la réception des travaux et doivent être certifiées conformes par le comptable public. (Si le MAÎTRE D'OUVRAGE recours à un mandataire, le comptable public attestera du versement des avances correspondant aux factures payées par le mandataire).
- du plan de financement définitif de l'opération,
- et d'un jeu de photographies numériques de qualité du bien restauré.

Après émission du titre, la FONDATION DU PATRIMOINE reverse ces fonds par virement bancaire sur le compte du MAÎTRE D'OUVRAGE dont les références sont les suivantes :

IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086

Dans le cas où la collecte dépasse la part de financement restant à la charge du MAÎTRE D'OUVRAGE en fin de travaux, les parties conviennent d'affecter d'un commun accord l'excédent collecté à un autre projet de sauvegarde du patrimoine. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de l'affectation des dons restants.

Les frais de gestion sont évalués forfaitairement à 6% du montant des dons reçus.

ARTICLE 5 : DURÉE

La présente convention de souscription est conclue pour une durée maximale de 5 ans à compter de sa signature. À défaut de renouvellement, la résiliation s'effectue selon les modalités prévues à l'article 13.

En toute hypothèse, la présente convention prend fin avant même l'échéance de ce délai de 5 ans, dès lors que les travaux soutenus par la FONDATION DU PATRIMOINE et objets des présentes, sont réalisés.

Au contraire, si le projet n'est pas entièrement réalisé à l'approche du terme des cinq ans, les parties peuvent convenir de signer un avenant prévoyant la prolongation de la présente convention.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par la FONDATION DU PATRIMOINE et le MAÎTRE D'OUVRAGE.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. À cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord ».

Le MAÎTRE D'OUVRAGE assure, à ses frais, l'impression de 500 dépliants minimum comprenant les bons de souscription pour l'opération. Il définit la maquette ainsi que le contenu de ces documents en accord avec la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 7 : RELATIONS AVEC LES DONATEURS

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à remercier les donateurs par courrier individuel et à leur adresser un reçu fiscal.

La FONDATION DU PATRIMOINE transmet au MAÎTRE D'OUVRAGE un code d'accès à sa plateforme de gestion des dons lui permettant d'accéder aux coordonnées des donateurs précisant le montant de leur don, exception faite pour les donateurs ayant manifesté leur volonté expresse de conserver l'anonymat. L'utilisation de cette liste par le MAÎTRE D'OUVRAGE se limite exclusivement à l'envoi d'informations relatives à la réalisation de l'opération objet de la présente et de remerciements aux donateurs.

Dans le cas où le MAÎTRE D'OUVRAGE envisage de faire apparaître le nom des donateurs en guise de remerciements, sur l'édifice restauré ou à tout autre endroit, ou sur tout support rendu public, il lui appartient d'obtenir préalablement l'accord écrit de chacun des donateurs.

La FONDATION DU PATRIMOINE rappelle au MAÎTRE D'OUVRAGE que n'ouvrent droit à réduction d'impôt que les versements effectués sans contrepartie directe ou indirecte pour les donateurs. Ainsi, le MAÎTRE D'OUVRAGE s'engage à ne remettre aucune contrepartie aux donateurs, ou bien seulement une contrepartie symbolique ou de faible valeur. Cette tolérance des contreparties de faible valeur est subordonnée à la condition que la valeur des biens remis à chaque donateur, au cours d'une même année civile, n'excède pas 25% du montant du don, et, pour les particuliers, 69€.

ARTICLE 8 : RÉALISATION DU PROJET

Le MAÎTRE D'OUVRAGE s'engage à informer chaque semestre la FONDATION DU PATRIMOINE de l'état d'avancement du PROJET.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE doit apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution dans les deux ans qui suivront la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai doit faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la FONDATION DU PATRIMOINE. À défaut de demande écrite et motivée du MAÎTRE D'OUVRAGE dans le mois qui suit un courrier de la FONDATION DU PATRIMOINE, ou si la FONDATION DU PATRIMOINE rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Une plaque doit être apposée sur l'édifice restauré afin de porter à la connaissance du public que les travaux de restauration et de valorisation de l'édifice sont réalisés avec le soutien de la FONDATION DU PATRIMOINE.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du MAITRE D'OUVRAGE et d'une approbation préalable de la FONDATION DU PATRIMOINE. Si les modifications envisagées sont validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le MAÎTRE D'OUVRAGE ne sont pas validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

ARTICLE 9 : CLAUSE D'EXCLUSIVITÉ

Le MAÎTRE D'OUVRAGE s'engage à ne pas mettre en place une campagne de dons en ligne avec un autre partenaire en faveur du projet qui fait l'objet de cette convention, et ce pendant toute la durée de la souscription menée sous l'égide de la FONDATION DU PATRIMOINE. En cas de non-respect de cette clause, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Cette clause d'exclusivité ne s'applique pas aux plateformes participatives qui auraient conclu un partenariat national avec la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 10 : CESSION DES DROITS D'AUTEUR SUR LES PHOTOGRAPHIES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le MAÎTRE D'OUVRAGE cède à la FONDATION DU PATRIMOINE, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette cession inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu, le cas échant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la FONDATION DU PATRIMOINE ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre des opérations qui font l'objet de la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

ARTICLE 12 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des trois parties.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

Les fonds collectés sont alors reversés au MAITRE D'OUVRAGE sur présentation des factures déjà acquittées et relatives aux devis validés par la FONDATION DU PATRIMOINE. Si aucune facture n'a encore été acquittée au moment de la résiliation, ou en cas de reliquat, les fonds sont reversés d'un commun accord entre les parties à un autre projet de sauvegarde du patrimoine. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois à compter de la résiliation, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de la nouvelle affectation des dons.

ARTICLE 14 : LITIGES ET LEURS RÈGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait en trois exemplaires à Paris, le Cliquez ici pour entrer une date.

Pour la FONDATION DU PATRIMOINE	Pour le MAÎTRE D'OUVRAGE	Pour le LYCÉE
Le Délégué Départemental	La Présidente	Le Proviseur
M. François Montel	Mme Valérie Pécresse	Mme Martine Breyton

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-513

DU 22 NOVEMBRE 2017

RENFORCER LE SERVICE PUBLIC DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES EPLE D'ILE-DE-FRANCE : - SOLDE DE LA COMPENSATION RÉGIONALE AU TITRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2016-2017 - LANCEMENT D'UNE CONSULTATION POUR LE RENOUVELLEMENT DE LA PLATEFORME TÉLÉPHONIQUE D'INFORMATION ET D'ACCOMPAGNEMENT AUX FAMILLES - ÉVOLUTION DU PARTENARIAT RÉGION/CAF : DÉMATÉRIALISATION DU QUOTIENT FAMILIAL - FONDS COMMUN RÉGIONAL DU SERVICE D'HÉBERGEMENT (FCRSH) - SUBVENTION D'ÉQUILIBRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération CR 85-46 du 11 décembre 1985 relative à la création d'un fond commun régional des services d'hébergement

VU La délibération du Conseil régional CR 23-14 du 14 février 2014 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace.

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 simplifier le fonctionnement du Conseil Régional

VU La délibération CP 14-294 du 10 avril 2014 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : mise en œuvre de la politique régionale pour les lycées de Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise en 2014-2015,

VU La délibération CP 15-621 du 8 octobre 2015 relative à la tarification de la restauration des lycées franciliens pour l'année 2016

VU La délibération CP 16-097 du 16 mars 2016 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE franciliens : rentrée 2016

VU La délibération CP 16-362 du 12 juillet 2016 relative à l'évolution du cadre technique de mise

en œuvre et du modèle de compensation régionale du service public de restauration,

VU La délibération CP 16-392 du 12 octobre 2016 relative à la tarification de la restauration des établissements publics de Paris, tarification des internats, tarification des commensaux année 2017

VU La délibération CP 16-522 du 12 octobre 2016 aides régionales relatives au second cycle, à l'acquisition de manuels scolaires, à l'aide régionale à la demi-pension, à l'aide régionale à l'équipement et à des subventions d'équilibre

VU La délibération CP 2017-007 du 27 janvier 2017 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations d'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires, aide régionale aux frais de concours, aide régionale à la demi-pension et tarification au quotient familial, subventions d'équilibre

VU La délibération CP 2017-177 du 17 mai 2017 dotations tarification sociale 1ère avance au titre de l'année scolaire 2017-2018 pour les lycées publics franciliens, subventions d'équilibre au titre de la restauration scolaire

VU La délibération CP 2017-427 du 20 septembre 2017 aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves de BTS, CPGE et formations POST-BAC et assimilées, aide régionale à la demi-pension, aide régionale à l'équipement, aide régionale à l'acquisition de manuels scolaires, changement de mode de tarification, subventions d'équilibre, tarification des commensaux

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-513 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, la répartition relative au solde de la compensation régionale au bénéfice des 36 établissements publics franciliens au titre de l'année scolaire 2016-2017 qui s'élève à **198 227,04 €,** conformément à l'annexe I à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **198 227,04 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de **450 000 euros** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes», programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017 afin de lancer une consultation pour le renouvellement pour une période de 3 ans (rentrée scolaire 2018,2019 et 2020) de la plateforme téléphonique d'accueil et de renseignements dédiée à la tarification sociale de la restauration scolaire destinée aux familles et aux élèves durant la période d'inscription à la demi-pension (mi-mai à mi-juillet et fin août à fin septembre).

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 euros** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes», programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017 pour le lancement d'une procédure de marché permettant le développement et la maintenance de la nouvelle calculette quotient familial sur le site régional en partenariat avec l'ensemble des Caf franciliennes.

Article 4 :

Désaffecte, conformément à l'annexe II à la délibération, une autorisation d'engagement de **14 618 €,** initialement affectée par délibération CP 2017-177 du 17 mai 2017 et figurant au chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

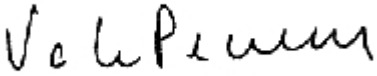
Article 5 :

Décide à compter du 1er janvier 2018 pour l'ensemble des EPLE franciliens du maintien du taux et de l'assiette de cotisation au titre du FCRSH à hauteur de 4.5%, soit 1,5% de taux de cotisation annuelle et 3% de contribution solidaire, et approuve les modalités d'attribution des subventions au titre du FCRSH conformément à l'annexe 3 à la délibération.

Article 6 :

Affecte au profit du lycée Gustave Eiffel (75007) une autorisation d'engagement de **54 213 €** conformément à l'annexe IV de la délibération, disponible sur le chapitre 932, « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 004 (128004) « aides aux élèves de second cycle» action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

23/11/2017 12:40:15

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe I

ANNEXE I
TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE -
DOTATIONS COMPLEMENTAIRES - SOLDES AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016/2017

Code tiers	RNE	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations Affectées
R3250	0770918E	LYT	URUGUAY-France	1 avenue des Marronniers - BP 73	77211	AVON	3 052,00 €
R18489	0770919F	LP	URUGUAY-FRANCE (PROFESSIONNEL)	1 avenue des Marronniers - BP 73	77211	AVON	4 424,00 €
R3259	0770924L	LYP	JULES-FERRY	4 rue Henri Dunant	77120	COULOMMIERS	3 269,60 €
R3263	0770927P	LCM	FRANÇOIS-1ER	11 rue Victor Hugo	77300	FONTAINEBLEAU	17 710,40 €
R3270	0770930T	LYP	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77109	MEAUX	3 182,40 €
R3272	0770933W	LCM	JACQUES-AMYOT	6 bis, rue Edmond Michelet	77000	MELUN	8 145,60 €
R3715	0770942F	LYP	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	3 rue du Collège BP 213	77487	PROVINS	1 081,04 €
R3286	0772244W	LP	ANTONIN-CARÈME	Place Gustave Courbet	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	2 268,80 €
R3689	0780273Y	LYP	LOUIS-BLÉRIOT	Rue Léo Lagrange	77203	TRAPPES	4 076,64 €
R3722	0781859X	LYP	VINCENT-VAN-GOGH	Rue Jules Ferry	78410	AUBERGENVILLE	2 819,53 €
R3664	0781948U	LYP	LAVOISIER	44-60 boulevard de la République	78440	PORCHEVILLE	695,22 €
R3712	0782565P	LYP	JULES-FERRY	29 rue du Maréchal Joffre	78000	VERSAILLES	687,08 €
R3308	0782568T	LCM	ALAIN	25 route de la Cascade	78110	LE VESINET	388,70 €
R3673	0782587N	LYP	VIOLLET-LE-DUC	1 Route de Septeuil	78640	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	4 337,18 €
R3312	0783140P	LYP	JULES-HARDOUIN-MANSART	26 rue Victorien Sardou	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	1 545,30 €
R3307	0783259U	ERPD	ERPD LA-VERRIERE	Rue Lapierre	78320	LA VERRIERE	6 166,83 €
R3555	0910429X	LYP	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	2 rue de la Roche	78200	OLLAINVILLE	1 637,02 €
R3331	0910621F	LYP	FRANCISQUE-SARCEY	Chemin du Champ de Courses	78200	DOURDAN	7 105,17 €
R3552	0910627M	LYP	JEAN-BAPTISTE-COROT	Le Château Place Davout BP 118	91605	SAVIGNY-SUR-ORGE	371,66 €
R3345	0910632T	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 avenue de la République	91300	MASSY	1 577,16 €
R3714	0910975R	LYP	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 rue Henri Douard	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	7 299,90 €
R3200	0911927A	LYP	MAURICE-ELIOT	Rue de Provence	91860	EPINAY-SOUS-SENART	17 238,60 €
R3724	0911937L	LYP	FRANCOIS-TRUFFAUT	Rue Georges Pompidou	91070	BONDOUFLE	16 113,22 €
R3725	0911938M	LYP	CAMILLE-CLAUDEL	17 rue de Robespierre	91120	PALAISEAU	26 426,10 €
R3598	0920144G	LYT	AGORA (L')	120 rue de Verdun	92800	PUTEAUX	3 827,10 €

Code tiers	RNE	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations Affectées
R3604	0920145H	LYP	LAKANAL	3/7 avenue du Président Roosevelt	92330	SCEAUX	10 865,19 €
R3606	0920170K	LP	FLORIAN	9 bis rue de la Marne	92330	SCEAUX	4 621,80 €
R3584	0922249V	LYP	MONTESQUIEU	21 rue du Capitaine Facq	92350	LE PLESSIS-ROBINSON	2 600,10 €
R3779	0922464D	LYP	LOUISE-MICHEL	11 boulevard du Midi	92000	NANTERRE	4 942,20 €
R3662	0930138V	LCM	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	12 rue de la Liberté	92400	SAINT-DENIS	2 966,20 €
R3652	0931565W	LYT	FLORA-TRISTAN	27 rue des Hauts Roseaux	93533	NOISY-LE-GRAND	4 251,16 €
R3624	0931613Y	LYT	LOUISE-MICHEL	70 avenue Jean Jaurès	93533	BOBIGNY	2 723,80 €
R3470	0950164M	LYP	FRANCOISE-DOLTO	106 rue A,et L,Roussel	94550	BEAUMONT-SUR-OISE	191,10 €
R18539	0950641F	LYP	JEAN-JAURÈS	25 rue Charles Lecocq	94550	ARGENTEUIL	5 296,00 €
R3393	0950647M	LYP	GÉRARD-DE-NERVAL	2 rue des Selliers	94550	LUZARCHES	10 814,00 €
R3400	0950983C	LYP	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 Chemin de la Tour du Mail	95104	SANNOIS	3 509,24 €
					36	**Etablissements**	**198 227,04 €**

Annexe II

ANNEXE II

DESAFFECTATION D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT VOTEES A LA CP 17-177 DU 17 MAI 2017-

ANNEXE AFFERENTES AUX DOTATIONS DE COMPENSATION REGIONALE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

RNE	code tiers	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Désaffectations
0754684J	3210	LCM	GEORGES BRASSENS	40 bis rue Manin	75019	PARIS	**9 542,00 €**
0750784V	3442	LP	METIERS DE L'AMEUBLEMENT	9 rue Pierre Pierre Bourdan	75012	PARIS	**5 076,00 €**
					2	**établissements**	**14 618,00 €**

Annexe III

Modalités d'attribution des subventions au titre du Fonds Commun Régional du Service d'Hébergement (FCRSH)

I-Volet Participation à l'équipement, remplacement de matériels et fonctionnement du service de restauration : Par délibération n° CR 85-46 du 11 décembre 1985, le Conseil Régional a créé un fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) des établissements publics locaux d'enseignement d'Ile de France, **avec une cotisation annuelle fixée à 1,5 %,** sur les recettes issues des repas pris par les usagers (élèves, commensaux et passagers) et des recettes issues du service d'hébergement.

LES CRITERES D'ATTRIBUTION

Il est rappelé que cette cotisation de 1,5 % au titre du Fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) est destinée à couvrir les dépenses exceptionnelles et urgentes, afférentes au service « hébergement et Restauration » pour permettre d'assurer la continuité de ce service, chaque fois que le budget ou les fonds de réserve de l'établissement ne sont pas en mesure de supporter la dépense, tels que :

- **un déficit accidentel** du service d'hébergement et restauration d'un établissement ;

- **les réparations**, **le remplacement** ou **l'acquisition d'équipements** indispensables au fonctionnement du service de restauration ;

- le cas échéant, toute dépense nécessaire à la continuité de ce service.

Le Fonds Commun Régional (FCRSH) pourra intervenir pour les demandes d'aide financière inférieures et jusqu'à **15 244 € maximum.**

Pour pouvoir bénéficier d'une subvention, l'établissement doit présenter :

- un fonds de roulement au service général **inférieur ou égal à 3 mois** de fonds de roulement
  Si le fonds de roulement au service général de l'établissement est compris **entre 3 et 4 mois** de fond de roulement, il pourra être proposé un cofinancement de 50 % du devis présenté avec un **montant plafond de 10 000 euros**
  Le fond de roulement est déterminé par le service régional de fonctionnement et analyse budgétaire des établissements publics ;

- l'établissement doit avoir au préalable justifié de l'utilisation, de la dernière subvention reçue au titre du FCRSH, le cas échéant ;

- l'établissement doit être à jour de ses cotisations au titre du FCRSH.

Par ailleurs, **à titre dérogatoire**, certaines situations dûment justifiées dont le caractère exceptionnel et d'urgence sera apprécié par les services régionaux, pourront donner lieu à une prise en charge sur le FCRSH supérieure au plafond d'attribution mentionnée ci-dessus.

CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION:

Le dossier de demande de subvention FCRSH, dûment complété, doit être accompagné :

- d'un minimum de deux devis pour chaque demande de remplacement du matériel ;

- du devis du prestataire en charge du contrat de maintenance de l'établissement concernant les demandes de réparations de matériel ;
  Les devis proposés seront instruits et validés par les services techniques de la région. L'établissement doit procéder à l'achat ou à la réparation du matériel conformément au devis validé ;

- un état comptable détaillé justifiant du déficit, situation des dépenses engagées, factures, état de dépenses certifiées… ;

- la date et le montant des deux dernières cotisations ;

- le cas échéant, le bilan de l'utilisation de la dernière subvention reçue au titre du FCRSH (s'il n'a pas déjà été transmis) ;

- le cas échéant, un courrier doit être fourni, mentionnant l'accord du lycée dans le cadre d'un co-financement ;

- Le cas échéant, si l'établissement dispose d'un solde de subvention FCRSH, il convient de retourner le dossier accompagné d'une demande de requalification de la subvention FCRSH.

Un compte rendu de l'utilisation de ces fonds devra être adressé à la Direction de l'administration des finances et des moyens des lycées – service de l'hébergement de la restauration et des actions sociales- accompagné d'une copie des factures payées par l'établissement bénéficiaire.

A défaut de retour de ces éléments à l'issue d'une année civile, ou en cas d'utilisation non conforme de la subvention accordée, la région émettra un titre de recette.

II-Volet Qualité, lutte contre le gaspillage alimentaire: Par délibération n° CP 14-294 du 10 avril 2014, une ligne contribution solidaire de **3 %** a été créée.

Ce dispositif et cette cotisation ne concernent que les établissements publics d'Ile-de-France ayant intégré la réforme de la tarification au quotient familial.

LES CRITERES D'ATTRIBUTION

Cette contribution solidaire de 3 % au titre du Fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) est destinée à mener des campagnes d'équipements de la restauration des établissements publics dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire et la gestion et valorisation des déchets tels que prévus par le rapport cadre CR 23-14.

Ainsi seront ciblés et pourront être pourvus les établissements ne disposant pas des équipements suivants, lors de campagnes annuelles successives, menées sur les trois dernières années :

- **Cellule de refroidissement ;**

- **Sala'd Bar ;**

- **Table de Tri.**

A titre dérogatoire, certaines demandes d'équipements, non prévus dans cette liste, dûment justifiées, concourant aux objectifs de réduction du gaspillage alimentaire et de gestion et valorisation des déchets pourront être étudiés et appréciés par les services régionaux.

CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION:

Le dossier de demande de subvention FCRSH, dûment complété, doit être accompagné :

- la date et le montant des deux dernières cotisations au titre du FCRSH

- le cas échéant, le bilan de l'utilisation de la dernière subvention reçue au titre du FCRSH (s'il n'a pas déjà été transmis)

- le cas échéant, si l'établissement dispose d'un solde de subvention FCRSH, il convient de retourner le dossier accompagné d'une demande de requalification de la subvention FCRSH.

Les devis seront instruits et validés par les services techniques de la région. L'établissement doit procéder à l'achat du matériel conformément au devis validé.

Un compte rendu de l'utilisation de ces fonds devra être adressé à la Direction de l'administration des finances et des moyens des lycées – service de l'hébergement de la restauration et des actions sociales- accompagné d'une copie des factures payées par l'établissement bénéficiaire.

A défaut de retour de ces éléments à l'issue d'une année civile, ou en cas d'utilisation non conforme de la subvention accordée, la région émettra un titre de recette.

Annexe IV

ANNEXE IV

Subventions d'équilibre Restauration
2016

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Commune	Dotation
R3420	0752961L	LP	GUSTAVE-EIFFEL	1 RUE DU GENERAL CAMOU	PARIS 07EME	54 213,00 €

TOTAL subvention d'équilibre 932-28-12800401	**54 213,00 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-530

DU 22 NOVEMBRE 2017

TRAVAUX DANS LES EPLE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE 7ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional,
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité,
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU La délibération CP 14-121 du 30 janvier 2014 relative « Objectif réussite : Le lycée de demain s'invente aujourd'hui - Programme Prévisionnel d'Investissement 2012-2022, deuxième année de mise en œuvre »
VU La délibération CP 15-158 du 9 avril 2015 « Conventions de Mandat de Conception-Réalisation et Exploitation avec la SAERP Lycée l'Essouriau aux Ulis (91), Lycée Jean Jaurès à Chatenay Malabry (92) »
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-530 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **930.000,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001

(122001) « Etudes générales lycées publics », action (12200101) « Etudes générales lycées publics» du budget 2017.

Article 2 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 3 et 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **12.382.562,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Rénovation des lycées publics» du budget 2017.

Article 3 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **600.000,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200402) «Bâtiments démontables» du budget 2017.

Article 4 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 5 et 6 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.025.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2017.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **770.600,00 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2017.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 8 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **400.000,00 €** à titre d'affectation provisionnelle sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200602) « Fonds d'urgence » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexes de 1 à 8

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	ETUDES POUR MISSIONS DE RECENSEMENT ET D EVALUATION QUALITATIVE DE REVETEMENT DE PDTS ET MATERIAUX A BASE D AMIANTE OP.No 14B0182220010001 Complément de crédit soit 0,735 ME	250 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC BD PI EPLE OP.No 14B4852220010001 Complément de crédit soit 0,540 ME	200 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC ASSISTANCE TECHNI PETITES REPARATIONS ET MESURES CONSERVATOIRES DE COUVERTURE ET D'ETANCHEITÉ OP.No 14B5212220010001 Complément de crédit soit 1,046 ME	100 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHE ETUDES DE SOLS OP.No 14B7282220050003 Complément de crédit soit 0,624 ME	150 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC PI CONTRÔLE TECHNIQUE OP.No 15B0682220010002 Complément de crédit soit 0,987 ME	80 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	CONSULT MARCHE ASSITANCE TECHNIQUE, INSTATLLATION ET RENOVATION CHAUFFAGE OP.No 15B6672220010001 Complément de crédit soit 1,070 ME	100 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHÉ DE MISSION DE RECENSEMENT DE REVETEMENTS A BASE DE PLOMB OP.No 16B5682220010002 Complément de crédit soit 0,250 ME	50 000,00
				Budget 2017 - HP222-001 / 2031 chapitre 902	**930 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC BD EPLE OP.No 17B0262220040001 Complément de crédit soit 1,600 ME	600 000,00

Budget 2017 - HP222-004 / 21351 chapitre 902 **600 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 18EME	LYT A-RENOIR	0750710P	RENOVATION-RESTRUCTURATION OP.No 99B37313406 Complément de crédit soit 26,067 ME	223 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	SIGIEF GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT DE GAZ NATUREL ET DE SERVICES D'EFFICACITÉ ENERGÉTIQUE	200 000,00

Budget 2017 - HP222-004 / 2313 chapitre 902 **423 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP DE 49 ETABLISSEMENT OP.No 13B1552220040011 Complément de crédit soit 15,314 ME	2 393 264,00
78	LA QUEUE-LES-YV	LYP JEAN-MONNET	0781839A	PPI 2012-2022 OPERATION CIBLÉE ETUDES RESTRUCTURATION DU SERVICE RESTAURATION OP.No 14B1212220040001 Complément de crédit soit 6,523 ME	5 358 136,00
91	LES ULIS	LYP ESSOURIAU	0911492C	PPI 2012-2022 RENOVATION THERMIQUE OP.No 14B1212220050001 Complément de crédit soit 9,525 ME	4 024 800,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	ACCESSIBILITÉ HANDICAP OP.No 16B3332220040001 Complément de crédit soit 3,736 ME	183 362,00

Budget 2017 - HP222-004 / 238 chapitre 902 **11 959 562,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PI AMIANTE OP.No 14B6952220050001 Complément de crédit soit 0,880 ME	100 000,00

Budget 2017 - HP222-005 / 2031 chapitre 902 **100 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TVX ELEC FAUX PLAFONDS OP.No 13B4942220050001 Complément de crédit soit 7,460 ME	100 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX COUVERTURE ET ETANCHEITE OP.No 14B6912220050001 Complément de crédit soit 10,715 ME	100 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX DE REPARATION ET EQUIPEMENT DE PLOMBERIE OP.No 15B0342220050001 Complément de crédit soit 7,450 ME	350 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX DE CABLAGE INFORMATIQUE OP.No 15B0472220050001 Complément de crédit soit 20,325 ME	375 000,00

Budget 2017 - HP222-005 / 2313 chapitre 902 **925 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
92	ANTONY	LP T-MONOD	0921676X	REMISE EN ÉTAT REVÊTEMENT DE SOLS ET MURS DU LOGEMENT PROVISEUR	12 500,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DESCARTES	0781512V	REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMUTATEUR	26 000,00
75	PARIS 15EME	LYT ENSAA	0750612H	SÉCURISATION DES ACCÈS À LA TOITURE TERRASSE POUR L'ENTRETIEN DES EXTRACTEURS.	6 000,00
92	BOIS-COLOMBES	LYP A-CAMUS	0920132U	REMPLACEMENT DE LA CHAMBRE FROIDE NEGATIVE SUITE A UNE DEGRADATION IMPORTANTE	29 600,00
75	PARIS 19EME	LYP DIDEROT	0750712S	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU BUREAU DU PROVISEUR SUITE DIAGNOSTIC THERMIQUE ÉTABLI PAR LA CELLULE ÉNERGIE	7 400,00
93	AUBERVILLIERS	LP JP-TIMBAUD	0931024H	MR 2018: AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE BANALISÉE EN SALLE TP SCIENCES (SOLS, FAUX-PLAFONDS, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ, PEINTURE + PAILLASSES)	170 000,00
75	PARIS 11EME	LP TURQUETIL	0750778N	EXTENSION DU CÂBLAGE INFORMATIQUE DE LA SALLE 32 MAROQUINERIE	3 200,00
78	VERSAILLES	LYP LA-BRUYÈRE	0782563M	DIAGNOSTIC THERMIQUE DU BATIMENT INTERNAT ET TRAVAUX D'ADAPTATION	25 000,00
75	PARIS 10EME	LCM COLBERT	0750673Z	REMISE EN ÉTAT ET CONFORTEMENT DES PORTES (BOIS VITRÉES À UN VANTAIL) DU RDC - 16 PORTES	6 000,00
78	POISSY	LYP CH-DE-GAULLE	0781898P	REMISE EN ÉTAT DES MÉCANISMES D'OUVERTURE DES OUVRANTS DE DÉSENFUMAGE DU HALL.	8 000,00
95	ARGENTEUIL	LYP JV-DAUBIÉ	0950640E	MISE EN PLACE DU TRI SÉLÉCTIF ET RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLONGE	50 000,00
75	PARIS 19EME	CLG GEORGES BRAS	0750507U	RÉFECTION DES 2 TOILETTES COUR PEINTURE ET REMPLACEMENT APPAREIL SANITAIRE	10 000,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	REMISE EN ÉTAT DU PORTAIL MOTORISÉ (ACCÈS AU PARKING SOUTERRAIN)	1 500,00
75	PARIS 19EME	CLG GEORGES BRAS	0750507U	RÉFECTION DU PARQUET DE DANSE	6 000,00
75	PARIS 18EME	LP E-ROSTAND	0750800M	RÉFECTION DES REVÊTEMENTS MURAUX ET SOLS DANS LA SALLE DE CLASSE 03 SUITE À INFILTRATION	5 000,00
75	PARIS 18EME	LP E-ROSTAND	0750800M	REMPLACEMENT DE L'ASCENSEUR HS (MIS A L'ARRÊT VÉTUSTÉ TRÈS IMPORTANTE IRRÉPARABLE)	25 000,00
75	PARIS 06EME	LCM FÉNELON	0750660K	DPE SUITE À SONDAGE DE SOL FAISANT APPARAITRE DES AFFAISSEMENTS DE TERRAIN	17 000,00
75	PARIS 15EME	EREA A-DUMAS	0753256G	POSE D'UN AUVENT ET D'UNE ENSEIGNE AINSI QUE LA REPRISE DE LA RAMPE HANDICAPÉ NON CONFORME DEVANT LE RESTAURANT PÉDAGOGIQUE	32 000,00
75	PARIS 07EME	LP G-EIFFEL	0752961L	RÉNOVATION D'UNE SALLE POUR CRÉATION D'UNE SALLE SVT.	25 000,00
75	PARIS 07EME	LP G-EIFFEL	0752961L	RÉFECTION DES PARQUETS DE 2 SALLES DE CLASSES AINSI QUE DE LA CIRCULATION.	12 000,00
75	PARIS 10EME	LP G-FERRIÉ	0750775K	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DU LOGEMENT DU PROVISEUR	15 200,00
92	BOULOGNE-BILLAN	LYP J-PRÉVERT	0920134W	MISSION DIAGNOSTIQUE POUR LA RÉNOVATION PARTIELLE DE LA ZONE CUISINE-LAVERIE ET MISE EN PLACE D'UNE ZONE DE TRI SÉLECTIF ET PARTICIPATIF.	7 000,00
78	TRAPPES	LP L-BLÉRIOT	0780273Y	AMÉNAGEMENT DE SALLE DE COURS ET VESTIAIRES DANS LE BAT D	18 000,00
92	VANVES	LP DARDENNE	0921505L	REMPLACEMENT DE 35 EXTINCTEURS	4 500,00
78	SAINT-CYR-L'ECO	LP JEAN-PERRIN	0782593V	TRAVAUX D'ELECTRICITÉ; EXTENTION DE LA SONNERIE ET FIN DE COURS	9 500,00
92	ANTONY	LYP DESCARTES	0920130S	REMPLACEMENT DES BATTERIES DU SSI DU BATIMENT SELF	2 000,00
78	SARTROUVILLE	LYP JULES-VERNE	0783431F	REMISE EN ÉTAT DU SYSTÈME D'ASPIRATION DES COPEAUX DE BOIS.	5 300,00
75	PARIS 15EME	LP BRASSAÏ	0750794F	CONFORTEMENT ET RÉFECTION DE LA PEINTURE DE PROTECTION DE L'ESCALIER MÉTALLIQUE DESSERVANT LA FAÇADE ARRIÈRE SUR COUR	8 000,00
75	PARIS 14EME	EREA CR-SPINELLI	0752799K	REMPLACEMENT DES ARMOIRES ÉLECTRIQUES DIVISIONNAIRES DU 2ÈME ÉTAGE ET DE LA SALLE POLYVALENTE	18 000,00
75	PARIS 19EME	EREA JAURES	0750905B	TRAVAUX REMISE EN ÉTAT PARTIELLE DES LOGEMENTS DU GESTIONNAIRE ET PROVISEUR ADJOINT	4 000,00
95	GOUSSAINVILLE	LYP R-ROLLAND	0950667J	MISE EN PLACE DE PAROIS COUPE-FEU DANS LES SALLES T001/T007	15 000,00
75	PARIS 12EME	LYP E-LEMONNIER	0750677D	TRAVAUX DE CABLAGE ALARME	20 000,00
75	PARIS 11EME	LYP DORIAN	0750676C	REMISE EN ÉTAT DU LOGEMENT DE FONCTION DE L'ANCIEN AGENT COMPTABLE SUITE À CHANGEMENT D'AFFECTATAIRE	8 000,00
75	PARIS 04EME	LYP S-GERMAIN	0750653C	TRAVAUX DE REFECTION DES PEINTURES CARRELAGE ET FAÏENCE	25 000,00
75	PARIS 04EME	LYP S-GERMAIN	0750653C	TRAVAUX DE CONFORTEMENT DES FENÊTRES DU BATIMENT C ET MISE EN PLACE DE LIMITEURS D'OUVERTURE	10 000,00
75	PARIS 13EME	LYP PG-DE-GENNES	0750685M	RÉNOVATION TCE D'UN LOGEMENT INSALUBRE POUR LA NOUVELLE PROVISEURE ADJOINTE	20 700,00
92	PUTEAUX	LYP AGORA	0920144G	POSE D'UN DISPOSITIF DE REFROIDISSEMENT DU LOCAL PRÉPARATIONS FROIDES (CAISSON)	30 000,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	MISE EN PLACE D'UN ADOUCISSEUR D'EAU SUR LE RÉSEAU D'ECS CUISINE	3 200,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DE-BRETEUIL	0781819D	REMPLACEMENT DE 15 MENUISERIES - BAT TECHNIQUE	25 000,00
92	SURESNES	LYP P-LANGEVIN	0920147K	REMPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS DE CUISINE, FOURNEAUX 4 FEUX, VARIOCOOKING	45 000,00

Budget 2017 - HP222-006 / 236.1 chapitre 902 **770 600,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	FU EPLE 2017 OP.No 17B0262220060001 Complément de crédit soit 2,400 ME	400 000,00

Budget 2017 - HP222-006-2 / 236. chapitre 902 **400 000,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-531

DU 22 NOVEMBRE 2017

ÉQUIPEMENTS PÉDAGOGIQUES DANS LES EPLE DIVERSES POLITIQUES RÉGIONALES SIXIÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 84-16 du 16 juin 2016 portant vers des Lycées 100% Numérique ;

VU La délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n°CP 12-848 du 21 novembre 2012 relative à la convention l'équipement pédagogique dans les EPLE 5ème rapport de l'année 2012

VU La délibération n°CP 2017-249 du 5 juillet 2017 relative à l'équipement pédagogique dans les EPLE 4ème rapport de l'année 2017

VU La délibération n°CP 2017-400 du 20 septembre 2017 relative à l'équipement pédagogique dans les EPLE 5ème rapport de l'année 2017

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-531 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France

pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **436 558 €,** conformément aux tableaux figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **436 558 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2017.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 472 831,61 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2017 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France, (*qui inclus le deux lancements de marchés tableaux scolaires à 32 000 € et mobilier de restauration à 207 000 €).*

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **6 555 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2017 au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France, *(le montant inclus une provision pour le matériel informatique de 2 500 000 €, l'ENT pour 500 000 € et une provision de 3 555 000 € pour le marché réseaux)*.

Article 4 :

Décide d'attribuer aux cités mixtes régionales de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **31 165 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **31 165 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2017.

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **113 901 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) « Equipement des cités mixtes régionales », action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2017 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France, *(qui inclus le deux lancements de marchés tableaux scolaires à 7 500 € et mobilier de restauration à 40 000 €).*

Article 6 :

Décide d'attribuer à une cité mixte départementale de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques une dotation d'un montant total de **5 300 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 3 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **5 300 €**, disponible sur le chapitre 902 «enseignement», code fonctionnel 224 «participation à des cités mixtes», programme HP224-013

(122013) « équipement des cités mixtes départementales », action «équipement des cités mixtes départementales » (12201301) du budget régional 2017.

Article 7 :

Affecte le montant d'autorisations de programme de **2 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action « études générales lycées publics » (12200101) du budget régional 2017 pour permettre le financement des études menées par les assistants techniques de la Région dans les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île de-France.

Article *8* :

Affecte une autorisation d'engagement de **918 991 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres service périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) sur le budget régional 2017, afin de réaliser la maintenance informatique et le maintien en conditions opérationnelles de l'ENT et les lycées 100% numériques.

Article 9 :

Désaffecte une autorisation de programme de **400 000,00 €,** du chapitre 902 "Lycées", chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées Publics », programme HP 222-008 (122008) « Equipements des lycées publics », action « matériel pédagogique » (12200801) du budget 2017, initialement affecté par délibération n° CP 2017-249 du 5 juillet 2017 conformément à l'annexe 4 à la présente délibération.

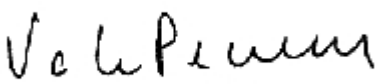
Article 10 :

Suite à une erreur matérielle constatée sur le dossier du lycée L'Abbé Grégoire à Paris (3ème) dans l'annexe 6 à la délibération n° CP 2017-400 du 20 septembre 2017, il convient de rectifier le nom de l'établissement en le remplaçant par lycée JULES SIEGFRIED à Paris (10ème), conformément à l'annexe 5 à la présente délibération.

Article 11 :

Approuve la convention entre la région et les académies pour la gestion de l'adaptation de l'offre de formation initiale en lycées, annexée à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer figurant en annexe 6 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe °1 Dotations financières aux lycées

ANNEXE au rapport
Montant total dotations financières au titre du présent rapport

436 558 €

75 - PARIS 15EME LOUIS-ARMAND (0751708Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition de 3 compresseurs pneumatiques 24L AEROTEC pour les bâtiments démontables (à livrer le site du lycée François Villon)	1	998 €
		Somme :	**998 €**

75 - PARIS 19EME ALEMBERT (D') (0750650Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PIQUEUSE	Nécessité d'accroitre le parc machines des piqueuses piliers très sollicité par la spécialité maroquinerie	5	20 570 €
PIQUEUSE	Nécessité de renouveler le parc des machines à coudre pilier, très sollicitées. Certaines dates de 1975. Pièces de rechange n'existent plus. Moteurs fatigués	5	20 570 €
PIQUEUSE	Nécessité de renouveler le parc des machines à coudre plates, très sollicitées. Certaines dates de 1975. Pièces de rechange n'existent plus. Moteur	5	10 650 €
		Somme :	**51 790 €**

75 - PARIS 19EME DIDEROT (0750712S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Imprimante 3D Makerbot replicator 2x pour prototypage de validation (edpi) et réalisation de pièces de rechange (microtechniques)	1	3 400 €
OSCILLOSCOPE NUMERIQUE COULEUR 4X100MHZ /4 X 1GECH/S	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ce matériel afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves.	6	6 480 €
OSCILLOSCOPE NUMERIQUE COULEUR 4X100MHZ /4 X 1GECH/S	Les élèves ont absolument besoin d'utiliser ce matériel afin de répondre aux exigences des programmes et des épreuves.	6	7 440 €
		Somme :	**17 320 €**

77 - BRIE-COMTE-ROBERT BOUGAINVILLE (0771436T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ENGINS AGRICOLES (A DETAILLER DANS LE COMMENTAIRE)	Achat de brouettes roues increvables	10	2 100 €
ENGINS AGRICOLES (A DETAILLER DANS LE COMMENTAIRE)	Sensibiliser et former les élèves à l'usage des nouvelles technologies (GPS, ordinateur) afin de réduire l'impact sur l'environnement	1	24 100 €
ENGINS AGRICOLES (A DETAILLER DANS LE COMMENTAIRE)		1	37 800 €
		Somme :	**64 000 €**

77 - DAMMARTIN-EN-GOELE CHARLOTTE-DELBO (0772751X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition d'un lave-linge 6Kg + sèche-linge pour l'internat	1	4 859 €
TONDEUSE A GAZON AUTOPORTEE	Tondeuse autoportée de marque HUSQVARNA 318 de chez jardins et loisirs. Grandes surfaces à tondre.	1	4 798 €
		Somme :	**9 657 €**

77 - LA ROCHETTE BENJAMIN-FRANKLIN (0770943G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS ACCESSOIRES	Dotation exceptionnelle pour remise en état des établis ateliers plomberie/chauffage	1	15 668 €
		Somme :	**15 668 €**

77 - SAVIGNY-LE-TEMPLEANTONIN-CARÈME (0772244W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Subvention exceptionnelle pour acquisition d'une nouvelle repasseuse	1	5 736 €
		Somme :	**5 736 €**

78 - LE CHESNAY JEAN-MOULIN (0782602E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ACCESSOIRES (A PRECISER EN COMMENTAIRE)	Matériel de cuisine familiale : batteries, couverts, vaisselle, coutellerie, verrerie...	9	14 805 €
		Somme :	**14 805 €**

78 - MARLY-LE-ROI LOUIS-DE-BROGLIE (0781861Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BROYEUR DE DECHETS	Nous avons plus de 7000 m2 d'espaces verts arborés et nous avons besoin d'un broyeur très performant pour évacuer nos gros déchets verts (type référence broyeur 13 cv/85mm Holzinger)).	1	900 €
		Somme :	**900 €**

78 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE JEANNE-D'ALBRET (0782132U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition de mobilier de vestiaires des 2 gymnases du lycée	1	37 298 €
		Somme :	**37 298 €**

78 - SARTROUVILLE JULES-VERNE (0783431F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ASPIRATEUR MOBILE DE COPEAUX BOIS	Aspirateur utilisé par les élèves en fin de journée pour nettoyage de l'atelier	1	2 500 €
OUTILLAGE DE FIBRE (A PRECISER)	Complément à la dotation initiale pour la mise en place d'1 structure 3D en fibre optique.	1	8 300 €
		Somme :	**10 800 €**

91 - CERNY ALEXANDRE-DENIS (0910630R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ECHELLE	Pour l'atelier OP : Echelles avec garde-corps et chariots à treillis métallique	1	1 848 €
		Somme :	**1 848 €**

91 - CORBEIL-ESSONNES ROBERT-DOISNEAU (0910620E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TABLE TENNIS DE TABLE LOISIR 2470 X 1525 X 760 POIDS 70 KG	FOYER CAFETERIA BATIMENT A RDC	1	280 €
		Somme :	**280 €**

91 - MONTGERON ROSA-PARKS (0910625K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Ouverture CPGE art plastique / appareil photo	1	980 €
		Somme :	**980 €**

91 - OLLAINVILLE CHÂTEAU-DU-LAC (LE) (0910429X)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
CRIC ROULEUR	Équipement de l'équipe technique	1	230 €
DIVERS AUTRES	Bétonnière 345 litres, électrique monophase. Equipement de la filière maçonnerie.	1	2 300 €
LAVEUSE A CAPOT 800 ASSIETTES / HEURE	Matériel vieillissant que nécessitent de plus en plus d'interventions.	1	3 110 €
PULVERISATEUR	Entretien des espaces verts	1	160 €
TRONCONNEUSE	Parc arboré de 07 hectares	1	765 €
		Somme :	**6 565 €**

92 - ASNIERES-SUR-SEINE AUGUSTE-RENOIR (0920131T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
VITINE MURALE REFRIGEREE	rénovation / complément FCRSH	1	6 000 €
		Somme :	**6 000 €**

92 - ASNIERES-SUR-SEINE PRONY (DE) (0920150N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle selon devis SBS. pour travailler sur des prototypes de mobiliers scolaires avec la filière bois	1	23 270 €
PRESSE POUR LAMELLE COLLE		1	18 660 €
		Somme :	**41 930 €**

92 - CLICHY RENÉ-AUFFRAY (0922149L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE REFRIGEREE FROID POSITIF	Armoire froide positive pour la salle diététique n° 303 permettant le stockage de denrées alimentaires destinées aux cours du BTS diététique et BAC Pro AASP.	1	2 392 €
		Somme :	**2 392 €**

92 - NANTERRE JOLIOT-CURIE (0920141D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	avance pour mobilier pour hall d'accueil (en attente de devis)	7	3 150 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	complément mobilier de CDI.	1	5 500 €
		Somme :	**8 650 €**

92 - SURESNES PAUL-LANGEVIN (0920147K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS LABORATOIRE	Dotation complémentaire	1	6 440 €
		Somme :	**6 440 €**

92 - VANVES DARDENNE (0921505L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MANNEQUIN ADULTE	kit simulateur vieillesse	1	500 €
PRESENTOIR A JOURNAUX (10 BAGUETTES)	présentoirs de livre différentes tailles	10	1 130 €
RAYONNAGE BOIS DOUBLE FACE (AVEC 10 TABLETTES ET 20 SERRE LIVRES)	rayonnages, tablette, tablette de couverture, serre-livres	3	3 093 €

		Somme :	**4 723 €**

93 - AULNAY-SOUS-BOIS JEAN-ZAY (0930833A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	accompagnement remplacement lave verrerie indispensable	1	7 055 €
		Somme :	**7 055 €**

93 - DRANCY PAUL-LE-ROLLAND (0932229T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Subvention exceptionnelle pour évacuation en décharge spécialisée de 10 plateaux d'établis amiantés	1	6 540 €
		Somme :	**6 540 €**

93 - EPINAY-SUR-SEINE LOUISE-MICHEL (0931735F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ASSIETTE A DESSERT	renouvellement de stock	25	25 €
COUPE LEGUMES	renouvellement de stock	1	800 €
COUTEAUX DE CUISINE (PRECISER DANS LE COMMENTAIRE)	renouvellement de stock couteaux office	2	14 €
COUTEAUX DE CUISINE (PRECISER DANS LE COMMENTAIRE)	renouvellement de stock Econome 7 cm	2	2 €
CUILLERE	renouvellement de stock	25	25 €
CUILLERE PETITE	renouvellement de stock	50	50 €
MARMITE AVEC COUVERCLE	Equipement marmite à soupe électrique 8 litres pour réaliser des potages en hiver aux élèves	1	100 €
MIXEUR FOUET	Equipement cuisine	1	100 €
PLANCHE A DECOUPER	renouvellement de stock	2	20 €
RAMEQUIN	renouvellement de stock	25	25 €
RAVIER	renouvellement de stock	25	75 €
THERMOMETRE DE CUISINE	renouvellement de stock	1	65 €
VERRE	renouvellement de stock	25	25 €
		Somme :	**1 326 €**

93 - NOISY-LE-GRAND FLORA-TRISTAN (0931565W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Subvention exceptionnelle pour fourniture et pose de rideaux occultant sur l'espace scénique musique théâtre de l'atrium	1	27 862 €
		Somme :	**27 862 €**

93 - SAINT-DENIS NOUVEAU LYCÉE LA PLAINE COMMUNE (0932667U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS ACCESSOIRES	Dotation exceptionnelle complémentaire pour étuve + becs électriques.	1	5 182 €
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Dotation exceptionnelle pour acquisition de fond documentaire pour le CDI	1	10 000 €
		Somme :	**15 182 €**

94 - BONNEUIL-SUR-MARNE STENDHAL (0940171A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**

GRUE HYDRAULIQUE AUXILIAIRE	Accessoire qui vient en complément du chargeur, cette option nous permettra de faire passer l'habilitation CACES à nos élèves.	1	8 500 €
LEVE CHARGE	Accessoire qui vient en complément du tracteur, cette option nous permettra de réaliser une liaison tracteur-outils à nos élèves, celle-ci est à faire et à évaluer pour l'obtention du diplôme.	1	7 150 €
PONCEUSE ELECTRIQUE ORBITALE	L'achat de ces deux ponceuses aspirantes nous permettrons de réaliser des travaux de ponçage demandés pour l'obtention du CAP et en toute sécurité avec l'aspiration intégrée.	2	1 720 €
		Somme :	**17 370 €**

94 - SUCY-EN-BRIE CHRISTOPHE-COLOMB (0941918Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
SQUELETTE HUMAIN	DEMANDE GLOBALE SVT (CAMERAS OCULAIRES. CAPTEURS MAGNETIQUES. CAPTEURS CO2 . SQUELETTE)	1	5 631 €
		Somme :	**5 631 €**

94 - SUCY-EN-BRIE PARC-MONTALEAU (0942130E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
WATTMETRE ANALOGIQUE	Il n'y en a qu'un actuellement dans l'établissement, les effectifs augmentant, il est nécessaire d'en commander un 2ème.	1	326 €
		Somme :	**326 €**

95 – CERGY JULES-VERNE (0951756T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
SYSTEME	complément pour système ligne de production suite devis	1	25 320 €
		Somme :	**25 320 €**

95 - FRANCONVILLE JEAN-MONNET (0951722F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TONDEUSE A GAZON AUTOPORTEE	1 tracteur de tonte autoportée professionnel ISEKI Type SXG 323 HPU 122 HD/VR en remplacement d'une tondeuse de plus de 20 ans.	1	16 950 €
		Somme :	**16 950 €**

95 - GONESSE RENÉ-CASSIN (0950646L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS LABORATOIRE	Lecteur microplaque Visible	1	2 147 €
DIVERS LABORATOIRE	table UV et écrans de protection	1	349 €
		Somme :	**2 496 €**

95 - HERBLAY MONTESQUIEU (0951723G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ETUVES POUR LABORATOIRES	pour compléter équipements	1	1 720 €
		Somme :	**1 720 €**

Annexe n°2 Dotations financières aux CMR

ANNEXE au rapport

Montant total dotations financières au titre du présent rapport

31 165 €

75 - PARIS 13EME RODIN (0750682J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ABDO CRUNCH 50 KG L 1600 X H 1660 X LA 1000 POIDS 150 KG	aménagement salle de musculation / suite devis casalsport	1	17 165 €
		Somme :	**17 165 €**

75 - PARIS 16EME JANSON-DE-SAILLY (0750699C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Salle C131 - mobilier informatique spécifique	20	11 200 €
		Somme :	**11 200 €**

92 - SCEAUX MARIE-CURIE (0920146J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Chariots de ménage conforme référentiel PRF	2	2 800 €
		Somme :	**2 800 €**

Annexe n°3 Dotations financières aux CMD

ANNEXE au rapport
Montant total dotations financières au titre du présent rapport
5 300 €

78 - BUC LYCEE FRANCO-ALLEMAND (0783548H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation pour l'achat de chaises de musique vue avec le lycée	1	5 300 €
		Somme :	**5 300 €**

Annexe n°4 Désaffectation de crédits (bornes de restauration)

Désaffectation de crédits (bornes de restauration)

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Montant à désaffecter
75	0752799K	(CROCE SPINELLI)	PARIS 14EME	20 000,00 €
75	0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	20 000,00 €
75	0750783U	CHENNEVIERE MALEZIEUX	PARIS 12EME	20 000,00 €
75	0750650Z	D'ALEMBERT	PARIS 19EME	20 000,00 €
75	0752846L	ERIK SATIE	PARIS 14EME	20 000,00 €
75	0752701D	FRANCOIS -TRUFFAUT	PARIS 03EME	20 000,00 €
75	0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	20 000,00 €
75	0750684L	GABRIEL FAURE	PARIS 13EME	20 000,00 €
75	0754684J	GEORGES BRASSENS	PARIS 19EME	20 000,00 €
75	0754476H	GUILLAUME TIREL	PARIS 14EME	20 000,00 €
75	0750714U	HELENE BOUCHER	PARIS 20EME	20 000,00 €
75	0750711R	HENRI BERGSON	PARIS 19EME	20 000,00 €
75	0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	20 000,00 €
75	0750699C	JANSON DE SAILLY	PARIS 16EME	20 000,00 €
75	0750708M	JEAN DROUANT	PARIS 17EME	20 000,00 €
75	0750786X	LAZARE PONTICELLI	PARIS 13EME	20 000,00 €
75	0754475G	LEONARD DE VINCI	PARIS 15EME	20 000,00 €
75	0754530S	MARTIN NADAUD	PARIS 20EME	20 000,00 €
75	0750784V	METIERS DE L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	20 000,00 €
75	0750796H	OCTAVE FEUILLET	PARIS 16EME	20 000,00 €
TOTAL				**400 000,00 €**

Annexe N°5 - Rectification sur les bornes de réservation

Rectification

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Dotation complémentaire pour la modernisation des équipements de gestion et d'accès à la demi-pension
75	0750674A	JULES SIEGFRIED	PARIS 10EME	5 174,40 €
TOTAL				**5 174,40 €**

Annexe n°6 Convention entre l'État et la Région Île-de-France pour la gestion de l'adaptation de l'offre de formation initiale en lycées

Convention entre l'État et la Région Île-de-France pour la gestion de l'adaptation de l'offre de formation initiale en lycées

Préambule

La préparation des rentrées scolaires est une compétence très fortement partagée entre les académies et la Région qui engagent chacune des moyens pour leur bon déroulement.

Depuis 2001, l'État et la Région préparent l'évolution de l'offre de formation initiale en lycées et l'arrêtent dans le respect des compétences de chacun. Ces dernières années, la compétence spécifique de la région sur la voie professionnelle a été renforcée puisque la carte des formations professionnelles initiales est désormais adoptée par la région après accord conjoint avec l'Etat pour les formations scolaires.

Une concertation permanente est donc nécessaire entre les partenaires sur l'évolution de l'offre de formation ainsi qu'une bonne coordination de l'action des services régionaux et académiques. Le partenariat nécessaire à cette gestion coordonnée doit s'appuyer sur un outil transversal et performant. Face au besoin d'une base partagée et dynamique de données, commune aux trois académies et à la Région, permettant une gestion coordonnée des projets des lycées, une réponse a été apportée dès 2001 à travers l'usage d'une application développée par l'Académie de Versailles (''SOFA''), déployée dans les deux autres académies, accessible à la Région et connectée à sa propre base de données. Cette application, améliorée chaque année, est devenue l'outil indispensable à la gestion partagée des rentrées en lycées : elle nourrit non seulement les décisions en termes de carte des FPI, mais aussi les interventions immobilières et les équipements nécessaires pour les formations générales, technologiques ou professionnelles ainsi que le respect des capacités immobilières maximales des lycées définies par la région.

Prenant acte :

- des compétences conjointes de l'État et de la Région en matière d'évolution de l'offre de formation en lycées,
- de la nécessité de rendre l'organisation structurée et pérenne
- du besoin de répartir équitablement les charges

La Région d'Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS, représentée par la Présidente du Conseil Régional habilitée par délibération n°CR 93-15, ci-après dénommée " la Région '', d'une part,

L'État
Représenté par les recteurs des académies de Créteil, de Paris et de Versailles
ci après dénommé « les Académies» d'autre part,

ont reconduit les dispositions suivantes, inscrites à la précédente convention adoptée en CP 12-848 le 21/11/2012.

1. Principes généraux d'organisation

La Région et les Académies s'engagent à poursuivre la préparation des rentrées scolaires, pour tout ce qui relève de leurs compétences, à partir d'une base partagée de références. Cette base est constituée à partir des projets remontés par les lycées aux Académies.
Cette base partagée sert de référence à l'ensemble des opérations de gestion des rentrées par les partenaires afin d'assurer une coordination optimale : elle alimente directement les bases de gestion propres à chacun.

L'outil informatique de gestion de cette base partagée est l'application SOFA, outil de gestion de l'Académie de Versailles, qui a été généralisée et adaptée pour prendre en compte les besoins spécifiques à la Région.

Les articles suivants fixent l'organisation et la répartition des charges autour de cette application.

1.1 Pilotage du projet

Le pilotage du projet de cette application est partagé entre les Académies et la Région.

Il est institué un Comité de Pilotage rassemblant à parité, la Région et l'État représenté par les trois rectorats. Ce comité définit les grands objectifs d'évolution de l'application. Il se réunit autant que nécessaire.

L'habillage de l'application doit faire clairement apparaître l'appartenance commune de l'application, notamment vis-à-vis des lycées.

L'organisation de la formation à l'application et de la communication auprès des chefs d'établissements est partagée et relève du pilotage commun.

1.2 Réalisation

La réalisation (développement) de l'application SOFA relève des Académies dans les conditions prévues ci-après.

Le développement de SOFA est réalisé par les services académiques de Versailles en raison des compétences et du personnel dédié à ce projet.

1.3 Le fonctionnement

Les académies prennent à leur charge l'hébergement de l'application et ce qui relève du fonctionnement, c'est-à-dire la maintenance, la maintenance corrective, l'administration des droits d'accès, la réalisation de la documentation technique et de la documentation à usage des utilisateurs. Chaque académie assure l'assistance technique auprès de tous les établissements utilisateurs de SOFA : lycées, et personnels académiques de leur ressort géographique.

L'assistance technique logicielle auprès des utilisateurs dans les services régionaux sera assurée en niveau 1 par des référents au sein de la région. A ces interlocuteurs privilégiés identifiés, l'académie de Versailles apportera un support d'assistance logicielle de niveau 2. Les questions métiers et fonctionnelles de la Région sont par ailleurs à adresser aux interlocuteurs académiques métier (les Divisions des Organisations Scolaires.)

La formation des agents est propre à chaque administration.

1.4 L'investissement

Les investissements (développements et évolutions SOFA) sont décidés annuellement par le comité de pilotage.

La Région prend en charge le coût des développements et évolutions de SOFA. Le coût est fixé annuellement d'un commun accord entre les parties.

1.5 Propriété intellectuelle

L'État, auteur de l'application actuelle SOFA cède à la Région pour la version logicielle en cours et celles à venir et ses documentations écrites associées :
- les droits d'utilisation,
- les droits d'exploitation,
- les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction et de décompilation des codes sources.

2. Mise en œuvre de la convention :

2.1 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant adopté préalablement par la Commission permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

2.2 Date d'entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa notification après signature de l'ensemble des parties. Elle est conclue pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 5 années consécutives.

2.3 Résiliation

La demande de résiliation se fait par lettre recommandée avec accusé de réception.
La résiliation de la présente convention peut intervenir à tout moment par l'une des parties signataires dans les cas suivants :

- en cas de non-respect de la convention ;
- en cas de mise en place d'un nouvel outil remplaçant l'outil informatique (application SOFA).
- par dénonciation de la convention par l'une des parties pour tout autre motif.

Toutefois la résiliation ne devient effective qu'à l'issue d'une période 9 mois commençant à courir à compter de la notification de la demande de résiliation. Pendant cette période les parties sont tenues d'exécuter leurs prestations pour assurer notamment les actions engagées pour préparer la rentrée scolaire suivante.
Les droits d'utilisation de l'application étant communs, chaque partie peut récupérer l'application (y compris sa documentation) et en conserver l'usage sur ses propres supports mais s'engage à ne pas le mettre sur le marché à des fins commerciales.

La résiliation ne donne lieu au versement d'aucune indemnité.

2.4 Concertation préalable – Règlement des litiges

En cas de difficulté sérieuse dans l'exécution de la présente convention, les signataires conviennent de se rencontrer sans délai afin de trouver une solution permettant son bon aboutissement dans le respect de son objet.

En l'absence de solution, les litiges sont déférés au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en quatre exemplaires à Paris, le

Béatrice GILLE
rectrice de l'académie de Créteil,
chancelière des universités

Gilles PECOUT
recteur de la région académique Ile-de-France,
recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités

Daniel FILATRE
recteur de l'académie de Versailles,
chancelier des universités

Valérie PECRESSE
présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-532

DU 22 NOVEMBRE 2017

AIDES RÉGIONALES AUX ÉLÈVES DE SECOND CYCLE ET AUX ÉLÈVES DES BTS, CPGE ET FORMATIONS POST BAC ET ASSIMILÉES : AJUSTEMENT DES DOTATIONS - AIDE RÉGIONALE À LA DEMI-PENSION - AIDE RÉGIONALE À L'ÉQUIPEMENT - AIDE AUX FRAIS DE CONCOURS - AIDE RÉGIONALE À L'ACQUISITION DES MANUELS SCOLAIRES - SUBVENTION D'ÉQUILIBRE - MODIFICATION DE TARIFS DE DEMI-PENSION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération n° CR 16-01 du 5 avril 2001 Fonctionnement des établissements scolaires, mesures de rentrée scolaire 2001-2002, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires ;

VU La délibération n° CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements scolaires du second degré, la mise en place du quotient familial année scolaire 2003-2004 ;

VU La délibération n° CR 21-04 du 24 juin 2004 relative au fonctionnement des établissements scolaires, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires année scolaire 2004-2005 ;

VU La délibération n° CR 44-08 du 26 juin 2008 Aides sociales aux élèves en formations post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU La délibération n° CR 117-08 du 20 novembre 2008 Aide à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées, dispositif cadre ;

VU La délibération n° CR 128-08 du 20 novembre 2008 Tarification de la restauration des lycées franciliens Année 2009 ;

VU La délibération n° CR 83-09 du 9 octobre 2009 Tarification de la restauration des lycées franciliens Année 2010 **;**

VU La délibération n° CR 39-10 du 1er octobre 2010 Développer une culture de l'égalité pour la réussite de toutes et tous, renforcer la lutte contre les inégalités territoriales, scolaires et sociales, expérimenter une tarification de la restauration scolaire au quotient familial dans les lycées ;

VU La délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014 Renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 Simplifier le fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CP 16-135 du 15 juin 2016 Rapport relative à l'aide à l'introduction de produits biologiques au sein des restaurants scolaires franciliens - affectations des dotations au titre de l'année 2016 et ajustements des dotations au titre de l'année 2015 ;

VU La délibération n° CP 16-238 du 15 juin 2016 Première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens : aide à l'acquisition des manuels scolaires, aide régionale à la demi- pension pré et post bac, aide régionale a l'équipement pré et post bac, aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ;

VU La délibération n° CP 16-392 du 12 octobre 2016 Tarification de la restauration des lycées de Paris, tarification des internats, tarification des commensaux année 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-007 du 27 janvier 2017 Aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - aide régionale aux inscriptions aux concours - aide régionale à la demi-pension et tarification au quotient familial - subventions d'équilibre - tarification au quotient familial ;

VU La délibération n° CP 2017-145 du 17 mai 2017 Première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2017-2018 et ajustements de dotations 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post bac : - aide régionale à la demi-pension pré et post bac - aide régionale à l'équipement pré bac et post bac, aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires ;

VU La délibération n° CP 2017-177 du 17 mai 2017 Dotations tarification sociale, 1ère avance au titre de l'année scolaire 2017-2018 pour les lycées publics franciliens, subventions d'équilibre au titre de la restauration ;

VU La délibération n° CP 2017-178 du 17 mai 2017 Rapport relatif à l'aide à l'introduction de produits biologiques au sein des restaurants scolaires franciliens - affectations des dotations au titre de l'année 2017 et ajustements des dotations au titre de l'année 2016 ;

VU La délibération n° CP 2017-260 du 5 juillet 2017 Aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - aide régionale à la demi-pension - modification de tarifs de demi-pension - subventions d'équilibre - convention partenariat CAF.

VU La délibération n° CP 2017-427 du 20 septembre 2017 Aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à la demi-pension - aide régionale à l'équipement - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - changement de mode de tarification - subvention d'équilibre -

tarification des commensaux.

VU La délibération n° CP 2017-475 du 18 octobre 2017 Aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à la demi-pension - aide régionale à l'équipement - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - aide régionale aux frais de concours - subvention d'équilibre.

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-532 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements privés sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe I et qui s'élève à
1 192 €.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **1 192 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

Article 2 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2017-2018 à un établissement public et aux établissements privés sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe II et qui s'élève à **71 088 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **71 088 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2017.

Article 3 :

Adopte l'aide régionale à la demi-pension aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2017-2018 à un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe III et qui s'élève à **360** €.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **360** € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées »,

Action 12800901 « aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE » du budget 2017.

Article 4 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement destinée aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2017-2018 à un établissement public telle qu'elle figure en annexe IV et qui s'élève à **1 179 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **1 179 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », action 12800902 « Aide régionale à l'équipement des élèves en BTS» du budget 2017.

Article 5 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale au frais de concours au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements publics et à un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe V et qui s'élève à **34 893 €**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **34 893 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ») du budget 2017.

Article 6 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe VI et qui s'élève à **195 678 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **195 678 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2017.

Article 7 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 à un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe VII et qui s'élève à **1 245 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **1 245 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

Article 8 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement destinée aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 à un établissement public telle qu'elle figure en annexe VIII et qui s'élève à **3 372 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **3 372 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2017.

Article 9 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale au frais de concours au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements publics et à un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe IX et qui s'élève à **17 797 €**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **17 797 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ») du budget 2017.

Article 10

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2016-2017 à un établissement public telle qu'elle figure en annexe X et qui s'élève à **43 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **43 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2017.

Article 11 :

Affecte au profit du lycée Henri Matisse à Trappes (78190) une autorisation d'engagement d'un montant de **46 505 €** conformément à l'annexe XI de la délibération, disponible sur le chapitre 932, « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 004 (128004) « aides aux élèves de second cycle» action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

Article 12 :

Adopte le changement des modalités de tarification de demi-pension pour deux lycées pour la rentrée du 1er septembre 2017 conformément à l'annexe XII de la présente délibération.

Article 13 :

Décide que les nouveaux tarifs des commensaux dans les lycées franciliens prendront effet à compter du 22 novembre 2017 et non le 1er janvier 2018 comme initialement prévu par

délibération CP 2017-427 du 20 septembre 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1

Annexe I
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2017-2018

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3046	0920898B	LGT PR	RAMBAM	11 RUE DES ABONDANCES	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	1 051 €
R3042	0920904H	LGT PR	SAINTE-MARIE	2 RUE DE L'ABBAYE BP 112	92164	ANTONY	141 €
					2	**Établissements**	**1 192 €**

Annexe 2

Annexe II
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2017-2018

Lycées publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3641	0930831Y	LP LYC METIER	ARISTIDE-BRIAND	120 AVENUE ARISTIDE BRIAND	93155	LE BLANC MESNIL CEDEX	13 658 €
					1	**Établissement**	**13 658 €**

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3134	0754029X	LPO PR METIER	CARCADO-SAISSEVAL	121 BOULEVARD RASPAIL	75006	PARIS	5 394 €
R3003	0771200L	LPO PR	BLANCHE-DE-CASTILLE	42 BIS RUE DU CHATEAU	77300	FONTAINEBLEAU	2 208 €
R3009	0772153X	LPO PR	JEAN-ROSE	20 RUE DE CHAAGE	77109	MEAUX CEDEX	12 942 €
R3197	0912117G	LPO PR	NOTRE-DAME-DE-SION	1 AVENUE RATISBONNE	91000	EVRY	9 504 €
R3057	0920981S	LP PR	SAINT-PHILIPPE	1 RUE DU PERE BROTTIER	92190	MEUDON	4 383 €
R3071	0930933J	LPO PR	ASSOMPTION	12 AVENUE DE VERDUN	93140	BONDY	5 491 €
R3089	0940823J	LP PR	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNEL	36 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94234	CACHAN CEDEX	12 482 €
P0034217	0941722L	LP PR	GREGOR MENDEL	205 RUE DE FONTENAY	94300	VINCENNES	5 026 €
					8	**Établissements**	**57 430 €**

9	**Établissements publics et privés**	**71 088 €**

Annexe 3

Annexe III
Aide régionale à la demi-pension post bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2017-2018

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3042	0920904H	LGT PR	SAINTE-MARIE	2 RUE DE L ABBAYE	92160	ANTONY	360 €
					1	**Établissement**	**360 €**

Annexe 4

ANNEXE IV
AIDE RÉGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
DOTATION AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotation
R3885	0750463W	LPO LYC METIER	LUCAS DE NEHOU	4 RUE DES FEUILLANTINES	75005	PARIS 05EME	1 179 €
					1	**Établissement**	**1 179 €**

Annexe 5

ANNEXE V
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3364	0750685M	LGT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS	167 €
R3453	0750691U	LPO LYC METIER	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS	2 477 €
R3387	0750699C	LG	JANSON-DE-SAILLY	106 RUE DE LA POMPE	75016	PARIS	18 482 €
R3336	0911251R	LGT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY CEDEX	1 305 €
R3597	0920143F	LG	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY SUR SEINE	506 €
R3660	0930125F	LGT	PAUL-ELUARD	15 AVENUE JEAN MOULIN	93206	ST DENIS CEDEX	3 907 €
R3399	0951104J	LPO	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	95310	ST OUEN L AUMONE	1 863 €
R3473	0951399E	LGT	ALFRED-KASTLER	26 AVENUE DE LA PALETTE	95011	CERGY PONTOISE CEDEX	5 174 €
				Total établissements publics	**8**	**Établissements**	**33 881 €**

LYCEES PRIVES

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3177	0753933T	LG PR	SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	12 RUE BENJAMIN FRANKLIN	75016	PARIS	1 012 €
				Totat établissements privés	**1**	**Établissements**	**1 012 €**

9	**Établissements**	**34 893 €**

Annexe 6

ANNEXE VI
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3412	0750652B	LG	CHARLEMAGNE	14 RUE CHARLEMAGNE	75004	PARIS	2 244 €
R3429	0750668U	LG	JACQUES-DECOUR	12 AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS	9 107 €
R3424	0750671X	LPO	EDGAR-QUINET	63 RUE DES MARTYRS	75009	PARIS	5 400 €
R3446	0750683K	LG	CLAUDE-MONET	1 RUE DU DOCTEUR MAGNAN	75013	PARIS	1 959 €
R3455	0750689S	LG	PAUL-BERT	7 RUE HUYGHENS	75014	PARIS	3 599 €
R3388	0750700D	LGT	JEAN-BAPTISTE-SAY	11 BIS RUE D'AUTEUIL	75016	PARIS	7 500 €
R3350	0750712S	LPO	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS	5 250 €
R3444	0753268V	LPO	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	75013	PARIS	7 950 €
R3261	0771027Y	LPO LYC METIER	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	77196	DAMMARIE LES LYS CEDEX	1 000 €
R3266	0771663P	LGT	GEORGE-SAND	RUE DE LA MARE AU DIABLE	77350	LE MEE SUR SEINE	750 €
R3108	0772188K	LGT	PIERRE-MENDES-FRANCE	11 AVENUE DE L'EUROPE	77176	SAVIGNY LE TEMPLE	7 000 €
R3919	0772688D	LPO	EMILIE-DU-CHATELET	35 COURS DU DANUBE	77700	SERRIS	3 574 €
R3311	0780515L	LGT	SEPT-MARES (LES)	13 RUE DE LA BEAUCE	78310	MAUREPAS	4 050 €
R3672	0781512V	LGT	DESCARTES	6 BOULEVARD DESCARTES	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	1 575 €
R3694	0782567S	LGT	MARIE-CURIE	70 AVENUE DE PARIS	78002	VERSAILLES CEDEX	15 765 €
R3344	0910687C	LGT	FUSTEL-DE-COULANGES	11 RUE DES MIGNEAUX	91300	MASSY	3 507 €
R3724	0911937L	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	91072	BONDOUFLE CEDEX	16 050 €
R3630	0930119Z	LPO	EUGENE-DELACROIX	4 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	93700	DRANCY	10 260 €
R3633	0930120A	LGT	JACQUES-FEYDER	10 RUE HENRI WALLON	93801	EPINAY SUR SEINE CEDEX	6 757 €
R3645	0930136T	LP LYC METIER	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	1 BOULEVARD DE PARIS	93320	LES PAVILLONS SOUS BOIS	7 200 €
R3639	0931430Z	LGT	JACQUES-BREL	4 RUE DULCIE SEPTEMBER	93120	LA COURNEUVE	8 850 €
R18858	0932047V	LPO LYC METIER	EVARISTE-GALOIS	32 AVENUE MONTAIGNE	93165	NOISY LE GRAND CEDEX	4 832 €
R19063	0932048W	LPO	BLAISE-CENDRARS	12 AVENUE LEON JOUHAUX	93270	SEVRAN	9 404 €
R3644	0932073Y	LPO	PAUL-ROBERT	2 RUE DU CHATEAU	93260	LES LILAS	4 200 €
R3730	0932260B	LPO LYC METIER	GEORGES-BRASSENS	RUE DES BANCS PUBLICS	93420	VILLEPINTE	3 600 €
R3530	0940113M	LPO	LANGEVIN-WALLON	126 AVENUE ROGER SALENGRO	94507	CHAMPIGNY SUR MARNE CEDEX	580 €
R3488	0940116R	LGT	EUGENE-DELACROIX	5 RUE PIERRE CURIE	94704	MAISONS ALFORT CEDEX	3 450 €
R3533	0940580V	LGT	MAXIMILIEN-SORRE	61 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94230	CACHAN	9 750 €
R3523	0941347D	LGT	PABLO-PICASSO	2 AVENUE PABLO PICASSO	94120	FONTENAY SOUS BOIS	4 133 €
R3508	0941972H	LPO LYC METIER	FERNAND-LEGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY SUR SEINE	5 400 €
R3403	0950651S	LGT	JACQUES-PREVERT	23 CHEMIN VERT DE BOISSY	95150	TAVERNY	10 000 €
R3678	0951710T	LPO LYC METIER	CAMILLE-CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	95490	VAUREAL	3 300 €
R16193	0951753P	LGT	LEONARD-DE-VINCI	2 RUE ROBQUIN	95470	ST WITZ	7 682 €
					33	**Établissements**	**195 678 €**

Annexe 7

Annexe VII
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3046	0920898B	LGT PR	RAMBAM	11 RUE DES ABONDANCES	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	1 245 €
					1	**Établissement**	**1 245 €**

Annexe 8

Annexe VIII
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3641	0930831Y	LP LYC METIER	ARISTIDE-BRIAND	120 AVENUE ARISTIDE BRIAND	93155	LE BLANC MESNIL CEDEX	3 372 €
					1	**Établissement**	**3 372 €**

Annexe 9

ANNEXE IX
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3387	0750699C	LG	JANSON-DE-SAILLY	106 RUE DE LA POMPE	75016	PARIS	16 696 €
R3473	0951399E	LGT	ALFRED-KASTLER	26 AVENUE DE LA PALETTE	95011	CERGY PONTOISE CEDEX	87 €
				Total établissements publics	**2**	**Établissements**	**16 783 €**

LYCEES PRIVES

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3177	0753933T	LG PR	SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	12 RUE BENJAMIN FRANKLIN	75016	PARIS	1 014 €
				Total établissements privés	**1**	**Établissement**	**1 014 €**

3	**Établissements**	**17 797 €**

Annexe 10

ANNEXE X
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3633	0930120A	LGT	JACQUES-FEYDER	10 RUE HENRI WALLON	93801	EPINAY SUR SEINE CEDEX	43 €
					1	**Établissement**	**43 €**

Annexe 11

Annexe XI
Subventions d'équilibre Restauration
2016-2017 solde

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Commune	Dotation
R3690	0780584L	LP	HENRI-MATISSE	55 RUE DE MONTFORT	TRAPPES	46 505,00 €

TOTAL subvention d'équilibre 932-28-12800401	**46 505,00 €**

Annexe 12

Annexe XII

Créations, suppressions ou modifications de tarifs

			Tarifs 2017 votés à la CP 16-392 du 12 octobre 2016			Tarifs 2017 proposés à la CP novembre 2017			
code RNE	**Lycée**	**Commune**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Motif de la demande**
0750650Z	**ALEMBERT**	**PARIS 19 ème**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 3 jours	499,32 € 475,20 € 388,80 €	2,92 € 3,30 € 3,60 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2017
0782546U	**LE CORBUSIER**	**POISSY**	Forfait 4 jours	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression du forfait au profit du ticket à partir du 1er septembre 2017

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-553

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX LYCÉES POUR L'ORGANISATION DES SÉLECTIONS RÉGIONALES DES 45ÈMES OLYMPIADES DES MÉTIERS ;

AFFECTATION DE CRÉDITS POUR LE FINANCEMENT DE LA DÉLÉGATION FRANCILIENNE À LA FINALE INTERNATIONALE DES 44ÈMES OLYMPIADES DES MÉTIERS À ABU DHABI (ÉMIRATS ARABES UNIS).

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 « Mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 » ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 « Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s ; le projet Éducatif régional » ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 « Prorogation du règlement budgétaire et financier » adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 « Règlement Budgétaire et Financier » ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 20 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-553 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, dans le cadre du dispositif de soutien à l'organisation des sélections régionales des Olympiades des métiers, à l'organisation des 45èmes sélections régionales par

l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **21 000 €** aux lycées dont la liste est jointe en annexe 2 de la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **21 000 €** prélevée sur le chapitre 932 – Enseignement, Code fonctionnel 28 - Autres services périscolaires et annexes, programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Olympiades des métiers » (12800508) du budget 2017.

Article 2 :

Décide d'attribuer deux aides individuelles pour un montant maximum prévisionnel de **2 000 € par personne** pour remboursement de leurs frais de transport, d'hébergement et de participation à la cérémonie, pour les bénéficiaires suivants :

M. César AUGUSTYNIAK	Médaillé d'argent aux Olympiades nationales en 2017
M. José AFONSO	Coach de Mme PITTET, médaillée d'or aux Olympiades nationales 2017 et en compétition aux Internationales d'Abu Dhabi

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **4 000 €**, prélevée sur le chapitre 932 – Enseignement, Code fonctionnel 28 - Autres services périscolaires et annexes, programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Olympiades des métiers » (12800508) du budget 2017.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des aides individuelles objet de l'article 2 à compter du 1er mai 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, afin de prendre en charge les dépenses liées à la préparation du séjour.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-553	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800508 - Olympiades des métiers**

Dispositif : N° 00000293 - Olympiades des métiers

Dossier	17015112 - OLYMPIADES DES METIERS - PARTICIPATION AUX INTERNATIONALES A ABU DHABI			
Bénéficiaire	P0038067 - AFONSO JOSE-MANUEL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC	100 %	2 000,00 €	

Dossier	17015113 - OLYMPIADES DES METIERS AU LYCEE GUSTAVE EIFFEL A MASSY (91) POUR LES MÉTIERS MACONNERIE ET PLOMBERIE/CHAUFFAGE			
Bénéficiaire	R3345 - LP LYC METIER GUSTAVE EIFFEL MASSY			
Localisation	LP GUSTAVE EIFFEL (MASSY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 800,00 €	TTC	100 %	2 800,00 €	

Dossier	17015114 - OLYMPIADES DES METIERS AU LYCEE POLYVALENT NIKOLA TESLA DE DOURDAN (91) POUR LE MÉTIER MAINTENANCE DES MATÉRIELS AGRICOLES			
Bénéficiaire	P0037479 - LYCEE POLYVALENT DE DOURDAN 91			
Localisation	LYCEE POLYVALENT DE DOURDAN (91)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	TTC	100 %	1 400,00 €	

Dossier	17015115 - OLYMPIADES DES METIERS AU LYCEE BENJAMIN FRANCKLIN LA ROCHETTE (77) POUR LE MÉTIER PEINTURE ET DÉCORATION			
Bénéficiaire	R3265 - LP BENJAMIN FRANKLIN LA ROCHETTE			
Localisation	LP BENJAMIN FRANKLIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	TTC	100 %	1 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-553	Budget	2017

Dossier	17015116 - OLYMPIADES DES METIERS - PARTICIPATION AUX INTERNATIONALES A ABU DHABI			
Bénéficiaire	P0038066 - AUGUSTYNIAK César			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC	100 %	2 000,00 €	

Dossier	17015117 - OLYMPIADES DES METIERS AU LYCEE D'ALEMBERT AUBERVILLIERS (93) POUR LE MÉTIER "MODE ET CRÉATION"			
Bénéficiaire	R3768 - LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS			
Localisation	LYT D'ALEMBERT (AUBERVILLIERS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	TTC	100 %	1 400,00 €	

Dossier	17015118 - OLYMPIADES DES METIERS LYCEE D'APPLICATION DE L'ENNA SAINT-DENIS (93) POUR LE MÉTIER CHAUDRONNERIE			
Bénéficiaire	R3663 - LPO LYC METIER L ENNA SAINT DENIS			
Localisation	LYP ENNA			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	TTC	100 %	1 400,00 €	

Dossier	17015119 - OLYMPIADES DES METIERS AU LYCEE DE PRONY ASNIERES (92) POUR LES MÉTIERS ÉBÉNISTERIE ET MENUISERIE			
Bénéficiaire	R3558 - LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES			
Localisation	LP DE PRONY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 800,00 €	TTC	100 %	2 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-553	Budget	2017

Dossier	17015120 - OLYMPIADES DES METIERS AU LYCEE DENIS PAPIN LA COURNEUVE (93) POUR LE MÉTIER MÉTALLERIE			
Bénéficiaire	R3637 - LP DENIS PAPIN LA COURNEUVE			
Localisation	LP DENIS PAPIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	TTC	100 %	1 400,00 €	

Dossier	17015121 - OLYMPIADES DES METIERS AU LYCEE GARAC ARGENTEUIL (95) POUR LE MÉTIER TECHNOLOGIE AUTOMOBILE			
Bénéficiaire	R3776 - LPO PR METIER GARAC ARGENTEUIL			
Localisation	LYP GARAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	TTC	100 %	1 400,00 €	

Dossier	17015122 - OLYMPIADES DES METIERS LYCEE HECTOR GUIMARD PARIS 19ème POUR LES MÉTIERS CARRELAGE ET TAILLE DE PIERRE			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 800,00 €	TTC	100 %	2 800,00 €	

Dossier	17015123 - OLYMPIADES DES METIERS LYCEE LUCAS DE NEHOU PARIS 5ème POUR LE MÉTIER MIROITERIE			
Bénéficiaire	R3885 - LYCEE TECHNOLOGIQUE LUCAS DE NEHOU			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	TTC	100 %	1 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-553	Budget	2017

Dossier	17015124 - OLYMPIADES DES METIERS LYCEE RABELAIS DUGNY (93) POUR LES MÉTIERS CUISINE ET PATISSERIE			
Bénéficiaire	R3632 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY			
Localisation	DUGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 800,00 €	TTC	100 %	2 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000293 - Olympiades des métiers	25 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800508	25 000,00 €

ANNEXE 2 : LISTE DES LYCEES ACCUEILLANT DES EPREUVES DANS LE CADRE DES 45EMES OLYMPIADES REGIONALES DES METIERS

Lycées participant aux

45èmes sélections régionales des Olympiades Métiers

Dossier - Code	Etablissements Bénéficiaires	Métiers présentés	Nombre de candidats maximum	Montant proposé de la décision en euros
17015113	LP GUSTAVE EIFFEL MASSY	Maçonnerie Plomberie/chauffage	20	2 800,00
17015114	LPO NIKOLA TESLA DOURDAN	Maintenance des matériels agricoles	10	1 400,00
17015115	LP BENJAMIN FRANKLIN LA ROCHETTE	Peinture et décoration	10	1 400,00
17015117	LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS	Mode et création	10	1 400,00
17015118	LPO LYC METIER L ENNA SAINT DENIS	Chaudronnerie	10	1 400,00
17015119	LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES	Ébénisterie Menuiserie	20	2 800,00
17015120	LP DENIS PAPIN LA COURNEUVE	Métallerie	10	1 400,00
17015121	LPO PR METIER GARAC ARGENTEUIL	Technologie automobile	10	1 400,00
17015122	LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME	Taille de pierre Carrelage	20	2 800,00
17015123	LT LUCAS DE NEHOU PARIS 13EME	Miroiterie	10	1 400,00
17015124	LPO LYC RABELAIS DUGNY	Cuisine Pâtisserie	20	2 800,00
TOTAL	**11**	**15**	**180**	**21 000**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-541

DU 22 NOVEMBRE 2017

GESTION FONCIÈRE DES EPLE - NOVEMBRE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation,

VU Le code général de la propriété des personnes publiques,

VU La délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CP n°16-134 du 18 mai 2016 relative à la gestion foncière des EPL ;

VU La délibération CP n°2017-262 du 5 juillet 2017 relative à la gestion foncière des EPL ;

VU La délibération CR n°2017-159 du 22 septembre 2017 relative au déclassement de deux biens appartenant à la région Ile-de-France en vue de leur cession à Paris ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-541 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Retire l'article 6 de la délibération n° CP 2017-262 du 5 juillet 2017.

Approuve le transfert à l'euro symbolique au profit de la région Ile de France, par la communauté d'agglomération de Saint Quentin en Yvelines de la parcelle AY 37 d'une superficie de 140 m². Les frais liés à cette acquisition sont à la charge de la région Ile-de-France.

Autorise la présidente du conseil régional à signer l'acte à intervenir.

Article 2 :

Retire l'article 2 de la délibération n° CP 16-134 du 18 mai 2016 en ce qu'il autorise la présidente du Conseil régional à signer l'acte d'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle G 106 d'une superficie de 1484 m² appartenant à la ville de Gentilly.

Approuve l'acquisition à titre gratuit de la parcelle G106 d'une superficie de 1484 m² située à

Gentilly (94) et appartenant à la ville de Gentilly. Les frais liés à cette acquisition sont à la charge de la région Ile-de-France.

Autorise la présidente du conseil régional à signer l'acte d'acquisition à intervenir.

Article 3 :

Approuve le transfert à titre gratuit au profit de la région Ile de France de la parcelle cadastrée section BA 793 d'une superficie de 58 981 m². Les frais liés à cette acquisition sont à la charge de la région Ile de France.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à signer l'acte notarié à intervenir.

Article 4 :

Autorise la présidente du conseil régional à demander au préfet de région la désaffectation d'une parcelle de 34m² issue de la parcelle cadastrée AV 111 sis 2 Place de l'Europe 91230 Montgeron.

Décide, sous réserve de sa désaffectation, le déclassement du domaine public de la parcelle visée au 1er alinéa.

Autorise la cession à titre gratuit au profit de l'Association Altérité de la parcelle visée à l'alinéa précédent sous réserve de sa désaffectation et de son déclassement.

Autorise la présidente du conseil régional d'Ile de France à signer l'acte notarié à intervenir.

Article 5 :

Autorise la présidente du conseil régional à lancer la procédure de vente du bien immobilier situé 9 rue Fortuny 75017 PARIS selon une procédure d'adjudication sous le contrôle d'un notaire avec remise des offres sous plis fermés. Le prix de la cession ne pourra être inférieur à la valeur vénale du bien telle que définie par France Domaine, dont l'avis devra être recueilli préalablement à la procédure d'adjudication.

Les conditions de cession de ce bien immobilier font porter à la charge de l'acquéreur les frais de procédure et d'acte relatifs à cette cession.

Article 6 :

Autorise la présidente du conseil régional à lancer la procédure de vente du bien immobilier situé 5 rue des Camélias 75014 PARIS selon une procédure de cession de gré à gré.

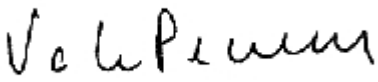
Les conditions de cession de ce bien immobilier font porter à la charge de l'acquéreur les frais de procédure et d'acte relatifs à cette cession.

Article 7 :

Affecte une autorisation d'engagement de 5000,00 € afin de pouvoir régler les appels de charges relatifs à la copropriété du 31 avenue Ledru Rollin 75012 Paris pour une année. La dépense sera prélevée sur le Chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics »,

programme HP 222-018 (122018) « dépenses de gestion associées aux programmes scolaires» action 12201803 « impôts loyers et taxes » du budget régional 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-545

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU PROGRAMME ' ALYCCE '

ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n°CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 89-16 du 19 mai 2016 pour des lycées sans drogue et sans addiction ;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les franciliens ;

VU La délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU L'avis du comité de validation ALYCCE du 11 septembre 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-545 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du programme « ALYCCE » au financement des projets détaillés dans le tableau récapitulatif en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **586 091 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **586 091 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505), du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées à l'article 1 à compter du 1er septembre 2017, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, les projets démarrant dès le début de l'année scolaire.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000843 - ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)

Dossier	17008795 - WEBINFO : LA CLASSE SANS NOTE VOUS PARLE DE L'ÉGALITÉ FILLES/GARÇONS			
Bénéficiaire	R3079 - LPO PR METIER JEAN BAPTISTE DE LA SALLE SAINT DENIS			
Localisation	LYT JEAN BAPTISTE DE LA SALLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 100,00 €	HT	76,19 %	1 600,00 €	

Dossier	17008803 - LES SUPPLIANTES D'ESCHYLE			
Bénéficiaire	R3624 - LGT LOUISE MICHEL BOBIGNY			
Localisation	LYP LOUISE MICHEL (BOBIGNY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 300,00 €	HT	34,25 %	2 000,00 €	

Dossier	17008804 - LE SECRET			
Bénéficiaire	R3624 - LGT LOUISE MICHEL BOBIGNY			
Localisation	LYP LOUISE MICHEL (BOBIGNY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 625,00 €	HT	32,79 %	2 200,00 €	

Dossier	17008814 - DU DOCUMENTAIRE AU DOCUMENTEUR			
Bénéficiaire	R15365 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS			
Localisation	LYP MARGUERITE YOURCENAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 365,00 €	HT	78,29 %	4 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17008893 - GESTES EN VOLEE : EXPLORATION PLASTIQUE ET CRITIQUE DES ARTS VIVANTS			
Bénéficiaire	R3687 - LGT RENE CASSIN GONESSE			
Localisation	LYP RENE CASSIN (GONESSE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 635,00 €	HT	57,9 %	4 000,00 €	

Dossier	17008941 - DEVENIR UN CITOYEN AVERTI GRACE AU MEDIA RADIO			
Bénéficiaire	R18569 - LGT PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND			
Localisation	LP FRANCOISE CABRINI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	80 %	2 000,00 €	

Dossier	17008945 - DANGERS DES ADDICTIONS AVEC PRODUITS (ALCCOL, CANNABIS, TABAC) PAR LE BIAIS DU THEATRE (2 REPRESENTATIONS DU SPECTACLE-DEBAT LE PREMIER VERRE)			
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS			
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 200,00 €	HT	45,45 %	1 000,00 €	

Dossier	17008946 - CONTES ET RACONTE LES 5 CONTINENTS			
Bénéficiaire	R3668 - LEGTPA BOUGAINVILLE BRIE-COMTE-ROBERT			
Localisation	LYA BOUGAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 758,29 €	HT	77,16 %	2 900,00 €	

Dossier	17008972 - DEVELOPPER LES COMPETENCES SOCIALES ET LA CONFIANCE EN SOI PAR LA PRATIQUE DES ARTS DU CIRQUE ET LA REALISATION D'UN SPECTACLE			
Bénéficiaire	R3284 - ERPD HENRI GEOFFROY MORET/LOING 77 (ST MAMMES)			
Localisation	E.R.P.D. HENRI GEOFFROY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 650,00 €	HT	30,08 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17009016 - CHAPEAUX !			
Bénéficiaire	R3306 - LP LYC METIER JEAN MOULIN LE CHESNAY			
Localisation	LP JEAN MOULIN (LE CHESNAY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 522,00 €	HT	93,43 %	1 200,00 €	

Dossier	17009019 - APPRENDRE A DETECTER ET GERER SON STRESS AU LYCEE			
Bénéficiaire	R3270 - LGT HENRI MOISSAN MEAUX CEDEX			
Localisation	LYP HENRI MOISSAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 550,00 €	HT	76,34 %	2 000,00 €	

Dossier	17009028 - DE LA PHOBIE A LA CONFIANCE : VOYAGE AU CENTRE DE LA PEUR !			
Bénéficiaire	R3825 - VALADON LP 75018 PARIS			
Localisation	LP VALADON (PARIS 18)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 700,00 €	HT	22,6 %	4 000,00 €	

Dossier	17009042 - ATELIER DE SCENOGRAPHIE AUTOUR DE LA PERCEPTION DES SENS ET DU HANDICAP			
Bénéficiaire	R3757 - LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE			
Localisation	LYP BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 184,00 €	HT	64,1 %	1 400,00 €	

Dossier	17009097 - DES FEMMES DE GENIE			
Bénéficiaire	R16853 - LPO MARIE LAURENCIN MENNECY			
Localisation	LYP MARIE LAURENCIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 584,75 €	HT	22,78 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17009100 - COMBATTRE L'AUTOCENSURE DANS L'ACCES A LA CULTURE DITE DOMINANTE			
Bénéficiaire	R3630 - LPO EUGENE DELACROIX DRANCY			
Localisation	LYP EUGENE DELACROIX (DRANCY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	750,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 440,00 €	HT	52,08 %	750,00 €	

Dossier	17009106 - DES RACINES ET DES DANSES			
Bénéficiaire	P0014642 - LYCEE TECHNOLOGIQUE FRANCOIS TRUFFAUT PARIS			
Localisation	LEC FRANCOIS TRUFFAUT (PARIS 3)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 668,00 €	HT	52,56 %	1 900,00 €	

Dossier	17009218 - AU CŒUR DE LA CITE : UN PARCOURS POUR DEVENIR CITOYEN			
Bénéficiaire	R3437 - LP MARCEL DEPREZ PARIS 11EME			
Localisation	LP MARCEL DEPREZ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 008,00 €	HT	56,39 %	3 388,00 €	

Dossier	17009223 - PROJET PAR LES PAIRS CONTRE LES CONDUITES ADDICTIVES			
Bénéficiaire	R3393 - LGT GERARD DE NERVAL LUZARCHES			
Localisation	LYP GERARD DE NERVAL LUZARCHES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 759,00 €	HT	76,56 %	3 500,00 €	

Dossier	17009224 - LA REPRESENTATION DE LA VIOLENCE DANS L'ART			
Bénéficiaire	R3445 - LG RODIN PARIS 13EME			
Localisation	LCM RODIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	80 %	2 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17009240 - POUR DEVENIR ACTEUR DE SA VIE				
Bénéficiaire	R3420 - LP GUSTAVE EIFFEL PARIS 07EME				
Localisation	LP GUSTAVE EIFFEL (PARIS 7)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	HT		80 %	4 000,00 €	

Dossier	17009243 - PREVENTION – EDUCATION – ADDICTION - THEATRE				
Bénéficiaire	R3266 - LGT GEORGE SAND LE MEE SUR SEINE				
Localisation	LYP GEORGE SAND (LE MEE/SEINE)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 800,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 700,00 €	HT		78,38 %	2 800,00 €	

Dossier	17009289 - TOI, PARLER FRANCAIS ? QUESTIONS D'IMMIGRATION A L'ECOLE				
Bénéficiaire	P0030391 - LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY				
Localisation	LYP CAMILLE JENATZY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 130,00 €	HT		24,47 %	1 500,00 €	

Dossier	17009690 - ART ET TECHNIQUE DES METAUX (SAISON 2)				
Bénéficiaire	P0030391 - LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY				
Localisation	LYP CAMILLE JENATZY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	HT		41,67 %	1 500,00 €	

Dossier	17009693 - CHANTER DES TEXTES EN FRANCAIS POUR S'APPROPRIER LA LANGUE				
Bénéficiaire	P0030391 - LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY				
Localisation	LYP CAMILLE JENATZY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 180,00 €	HT		45,87 %	1 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17009696 - DE QUOI REVENT LES ANDROÏDES ?				
Bénéficiaire	P0030391 - LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY				
Localisation	LYP CAMILLE JENATZY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 980,00 €	HT	33,56 %		1 000,00 €	

Dossier	17009762 - LYCEENS ET PREVENTION DES RISQUES : AGIR POUR SOI ET POUR LES AUTRES				
Bénéficiaire	R3402 - LPO DE LA TOURELLE SARCELLES				
Localisation	LYP DE LA TOURELLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 800,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 793,48 €	HT	80 %		3 800,00 €	

Dossier	17009767 - OUVRIR A TOUS LA VOIE/X DE LA POESIE - SE FORMER A DIRE LA POESIE AU LYCEE, EN ECRIRE, EN LIRE				
Bénéficiaire	R3108 - LGT PIERRE MENDES FRANCE SAVIGNY LE TEMPLE				
Localisation	LYP PIERRE MENDES FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 400,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	80 %		2 400,00 €	

Dossier	17009768 - DES MOTS A LA PAROLE				
Bénéficiaire	R19249 - LPO GEORGE SAND DOMONT				
Localisation	LYP GEORGE SAND (DOMONT)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	800,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 488,00 €	HT	32,15 %		800,00 €	

Dossier	17009795 - LA MACHINE A ILLUSIONS - (LA CONSTRUCTION DE L'ILLUSION DANS LE SPECTACLE VIVANT)				
Bénéficiaire	R15269 - LPO LYC METIER MAURICE UTRILLO STAINS				
Localisation	LYP MAURICE UTRILLO				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 600,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	HT	48,06 %		1 730,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17009805 - PRIX VILLON : PRIX LITTERAIRE DES ELEVES DU LYCEE FRANÇOIS VILLON			
Bénéficiaire	R3310 - LGT FRANCOIS VILLON LES MUREAUX			
Localisation	LYP FRANCOIS VILLON (MUREAUX)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 656,00 €	HT	66,43 %	1 100,00 €	

Dossier	17009817 - QUEL CIRQUE !			
Bénéficiaire	R3470 - EREA FRANCOISE DOLTO BEAUMONT SUR OISE			
Localisation	EREA FRANCOISE DOLTO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 240,00 €	HT	65,18 %	1 400,00 €	

Dossier	17009830 - ATELIER THEÂTRE ET CREATION ARTISTIQUE			
Bénéficiaire	R3523 - LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS			
Localisation	LYP PABLO PICASSO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 564,00 €	HT	40,69 %	2 000,00 €	

Dossier	17009837 - CULTURE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3432 - LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME			
Localisation	LP GUSTAVE FERRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	497,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
622,00 €	HT	79,9 %	497,00 €	

Dossier	17009845 - THEÂTRE ET FRANCOPHONIE			
Bénéficiaire	R3283 - LGT CHARLES LE CHAUVE ROISSY EN BRIE			
Localisation	LYP CHARLES LE CHAUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 554,00 €	HT	50,65 %	1 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17009849 - « INEGALITES, DISCRIMINATIONS, CITOYENNETE : LA SOCIOLOGIE EN ACTION »			
Bénéficiaire	R3283 - LGT CHARLES LE CHAUVE ROISSY EN BRIE			
Localisation	LYP CHARLES LE CHAUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 292,00 €	HT	66,83 %	2 200,00 €	

Dossier	17009850 - PRIX LITTERAIRE INTERETABLISSEMENT – FILLE/GARÇON : STEREOTYPES ET PREJUGES			
Bénéficiaire	R3283 - LGT CHARLES LE CHAUVE ROISSY EN BRIE			
Localisation	LYP CHARLES LE CHAUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 676,00 €	HT	47,73 %	800,00 €	

Dossier	17009862 - CITOYEN DE LA REPUBLIQUE, CITOYEN DU MONDE			
Bénéficiaire	R3209 - LPO DE L'HAUTIL JOUY LE MOUTIER			
Localisation	LYP DE L'HAUTIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	960,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200,00 €	HT	80 %	960,00 €	

Dossier	17009863 - J'AI TROP TRIME : L'EGALITE HOMMES-FEMMES AU TRAVAIL			
Bénéficiaire	R15799 - LP THEODORE MONOD NOISY LE SEC			
Localisation	LP THEODORE MONOD NOISY LE SEC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 692,50 €	HT	67,7 %	2 500,00 €	

Dossier	17009928 - CONNAITRE POUR AGIR : SUR LE CHEMIN DE LA CITOYENNETE A JEAN MOULIN			
Bénéficiaire	R3287 - LGT JEAN MOULIN TORCY			
Localisation	LYP JEAN MOULIN (TORCY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 257,20 €	HT	80 %	1 805,76 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17009929 - LUTTER CONTRE LE HARCELEMENT, GRÂCE AU THEÂTRE			
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL			
Localisation	LYP EUGENIE COTTON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 415,00 €	HT	63,42 %	2 800,00 €	

Dossier	17009931 - TERRITOIRES SCENOGRAPHIQUES			
Bénéficiaire	R3678 - LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL VAUREAL			
Localisation	LYP CAMILLE CLAUDEL (VAUREAL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 059,94 €	HT	76,29 %	3 500,00 €	

Dossier	17009933 - LES AMBASSADEURS LYCEENS CONTRE LE HARCELEMENT SCOLAIRE			
Bénéficiaire	R8267 - LGT LOUIS DE BROGLIE MARLY LE ROI			
Localisation	LYP LOUIS DE BROGLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	HT	55,56 %	2 000,00 €	

Dossier	17009937 - INFORMER SUR LES CONDUITES ADDICTIVES POUR REDUIRE LES RISQUES			
Bénéficiaire	R3812 - LPO NICOLAS JOSEPH CUGNOT NEUILLY SUR MARNE			
Localisation	LYP NICOLAS JOSEPH CUGNOT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 200,00 €	HT	80 %	2 500,00 €	

Dossier	17009938 - L'OUVERTURE CULTURELLE DE NOS ELEVES : L'ALCHIMIE D'UNE APPROPRIATION AU SEIN DU LYCEE ET SUR LE TERRITOIRE			
Bénéficiaire	R3273 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN			
Localisation	LYT LEONARD DE VINCI (MELUN)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 151,18 €	HT	79,34 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17009939 - CREATION THEATRALE AUTOUR DE L'IRLANDE			
Bénéficiaire	R3499 - LPO LYC METIER PARC MONTALEAU SUCY-EN-BRIE			
Localisation	LYT PARC MONTALEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 450,00 €	HT	75,86 %	1 100,00 €	

Dossier	17009953 - LA DANSE AU DELA DES FRONTIERES			
Bénéficiaire	R18545 - LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES			
Localisation	LYP JJ ROUSSEAU (SARCELLES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 915,00 €	HT	27,49 %	3 000,00 €	

Dossier	17009956 - « DE QUARTIER EN QUARTIER : CROQUER LA VILLE »			
Bénéficiaire	R3599 - LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX			
Localisation	LP VOILIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 296,00 €	HT	46,55 %	2 000,00 €	

Dossier	17009958 - « LA SEINE, UNE GEOHISTOIRE »			
Bénéficiaire	R16239 - LPO LEOPOLD SEDAR SENGHOR MAGNANVILLE			
Localisation	LYP LEOPOLD SEDAR SENGHOR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 934,00 €	HT	40,54 %	2 000,00 €	

Dossier	17010222 - LIRE A VOIX HAUTE POUR RETROUVER LE PLAISIR DE LIRE ET DE PARTAGER DES TEXTES			
Bénéficiaire	R3456 - LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME			
Localisation	LYP FRANCOIS VILLON (PARIS 14)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	579,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 014,00 €	HT	79,78 %	579,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17010224 - ROMAN GRAPHIQUE ET SOCIETE			
Bénéficiaire	R3456 - LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME			
Localisation	LYP FRANCOIS VILLON (PARIS 14)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 052,00 €	HT	79,98 %	2 441,00 €	

Dossier	17010226 - PARCOURS « ENTREPRISES - INSTITUTIONS - CULTURE »			
Bénéficiaire	R3456 - LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME			
Localisation	LYP FRANCOIS VILLON (PARIS 14)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 476,00 €	HT	79,97 %	1 800,00 €	

Dossier	17010259 - REGARD ET CONFIANCE A TRAVERS LE SPECTACLE VIVANT			
Bénéficiaire	R3488 - LGT EUGENE DELACROIX MAISONS ALFORT			
Localisation	LYP EUGENE DELACROIX MAISONS A			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 150,00 €	HT	80 %	4 000,00 €	

Dossier	17010262 - LE FRAGMENT ET LE TOUT			
Bénéficiaire	R3550 - LGT ALBERT EINSTEIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS			
Localisation	LYP ALBERT EINSTEIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 310,00 €	HT	54,38 %	1 800,00 €	

Dossier	17010278 - HISTOIRE ET CINEMA			
Bénéficiaire	R3550 - LGT ALBERT EINSTEIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS			
Localisation	LYP ALBERT EINSTEIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000,00 €	HT	80 %	800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17010279 - ROBOTIQUE : EVEIL DE LA CULTURE DES SCIENCES APPLIQUEES			
Bénéficiaire	R3550 - LGT ALBERT EINSTEIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS			
Localisation	LYP ALBERT EINSTEIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT	60 %	1 200,00 €	

Dossier	17010295 - ZIC ENSEMBLE			
Bénéficiaire	R3523 - LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS			
Localisation	LYP PABLO PICASSO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 309,00 €	HT	13,58 %	1 400,00 €	

Dossier	17010296 - NETS SUR LE NET			
Bénéficiaire	R3523 - LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS			
Localisation	LYP PABLO PICASSO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 716,00 €	HT	69,93 %	1 200,00 €	

Dossier	17010297 - TOUS AU THEÂTRE			
Bénéficiaire	R3111 - LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 610,00 €	HT	38,78 %	1 400,00 €	

Dossier	17010299 - LES DECHETS ET LA PROPRETE AVEC POUR OBJECTIF D'AMELIORER LE CADRE DE VIE AU LYCEE			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	370,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
470,00 €	HT	78,72 %	370,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17010300 - LE GESTE ET LE JEU			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800,00 €	HT	77,78 %	1 400,00 €	

Dossier	17010301 - LA ROULOTTE DE CHANTIER D'HECTOR			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	80 %	2 400,00 €	

Dossier	17010303 - FORMATION DES DELEGUES			
Bénéficiaire	R18171 - LGT SIMONE DE BEAUVOIR GARGES LES GONESSE			
Localisation	LYP SIMONE DE BEAUVOIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 117,40 €	HT	56,2 %	4 000,00 €	

Dossier	17010304 - PAROLE D'UN CITOYEN ENGAGE			
Bénéficiaire	R3575 - LP LYC METIER VALMY COLOMBES (ANATOLE FRANCE)			
Localisation	LP VALMY COLOMBES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 749,06 €	HT	79,13 %	4 500,00 €	

Dossier	17010305 - L'EXIL : UNE HISTOIRE, DES HISTOIRES			
Bénéficiaire	R3424 - LPO EDGAR QUINET PARIS 9EME			
Localisation	LYP EDGAR QUINET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 874,00 €	HT	74,71 %	1 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17010313 - PROJET LULLABY			
Bénéficiaire	R3556 - LGT AUGUSTE RENOIR ASNIERES SUR SEINE			
Localisation	LCM AUGUSTE RENOIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 000,00 €	HT	44,44 %	4 000,00 €	

Dossier	17010318 - MEMOIRE ET MUSEE DU LYCEE CHAPTAL			
Bénéficiaire	R3422 - LGT CHAPTAL PARIS 08EME			
Localisation	LYP CHAPTAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 010,96 €	HT	55,49 %	3 000,00 €	

Dossier	17010321 - DU TEXTE AU JEU			
Bénéficiaire	R3214 - LGT CAMILLE SAINT SAENS DEUIL LA BARRE			
Localisation	LYP CAMILLE SAINT SAENS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 810,00 €	HT	39,03 %	4 000,00 €	

Dossier	17010453 - GRANDIR SUR SCENE A DIDEROT			
Bénéficiaire	R3350 - LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT			
Localisation	LYT DIDEROT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 545,00 €	HT	28,45 %	2 000,00 €	

Dossier	17010454 - JULES CESAR OPERA BAROQUE			
Bénéficiaire	R3350 - LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT			
Localisation	LYT DIDEROT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 115,30 €	HT	39,1 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17010457 - LE LYCEE FAIT SON CIRQUE !			
Bénéficiaire	R3399 - LPO JEAN PERRIN SAINT OUEN L'AUMONE			
Localisation	LYT JEAN PERRIN ST-OUEN L'AUM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 000,00 €	HT	71,43 %	3 000,00 €	

Dossier	17010458 - EPI THEÂTRE : RIRE DE TRAVERS			
Bénéficiaire	P0030507 - LYCEE POLYVALENT BEZONS 95			
Localisation	LP DU GRAND CERF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 980,00 €	HT	70,71 %	1 400,00 €	

Dossier	17010463 - BRIGADES POETIQUES DES 2 LYCEES DE SAINT-CLOUD (PROFESSIONNEL ET GENERAL)			
Bénéficiaire	R3603 - LPO LYC METIER SANTOS DUMONT SAINT CLOUD			
Localisation	LYP SANTOS DUMONT (ST CLOUD)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 016,00 €	HT	49,9 %	4 000,00 €	

Dossier	17010464 - LES BULLES DE MONTMARTRE			
Bénéficiaire	R3429 - LG JACQUES DECOUR PARIS 09EME			
Localisation	LCM JACQUES DECOUR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 018,01 €	HT	79,64 %	3 200,00 €	

Dossier	17010473 - FABRIQUER ET S'INITIER AU CAJON OU A LA GUITARE ELECTRIQUE POUR JOUER UN SPECTACLE VIVANT			
Bénéficiaire	R3265 - LP BENJAMIN FRANKLIN LA ROCHETTE			
Localisation	LP BENJAMIN FRANKLIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 410,00 €	HT	62,4 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17010475 - NOS OBJETS, NOTRE HISTOIRE			
Bénéficiaire	R3007 - LGT PR SAINT LAURENT LA PAIX NOTRE DAME			
Localisation	LYP SAINT LAURENT LA PAIX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	HT	66,67 %	1 800,00 €	

Dossier	17010489 - DES METIERS POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3451 - LP LYC METIER NICOLAS LOUIS VAUQUELIN			
Localisation	LP NICOLAS LOUIS VAUQUELIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 400,00 €	HT	79,17 %	1 900,00 €	

Dossier	17010490 - PREMIERE PRATIQUE THEÂTRALE : « A LA DECOUVERTE DE L'AUTRE A TRAVERS LE RIRE »			
Bénéficiaire	R3451 - LP LYC METIER NICOLAS LOUIS VAUQUELIN			
Localisation	LP NICOLAS LOUIS VAUQUELIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 850,00 €	HT	75,68 %	1 400,00 €	

Dossier	17010491 - ECRIRE POUR RESISTER			
Bénéficiaire	R3252 - LPO LYC METIER LA FAYETTE CHAMPAGNE SUR SEINE			
Localisation	LYT LA FAYETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 400,00 €	HT	79,17 %	1 900,00 €	

Dossier	17010492 - TOUS EN SCENE			
Bénéficiaire	R3372 - LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME			
Localisation	LYP HONORE DE BALZAC (PARIS 17)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 700,00 €	HT	11,4 %	3 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17010496 - AUTOPORTRAIT D'UNE CLASSE : COMMENT CREER DU LIEN ENTRE LES INDIVIDUS POUR DEPASSER LES APPARENCES			
Bénéficiaire	R3378 - LP EDMOND ROSTAND PARIS 18EME			
Localisation	LP EDMOND ROSTAND (PARIS 18)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 384,00 €	HT	78,32 %	3 800,00 €	

Dossier	17010499 - LIBRE CIRCULATION : VOYAGE A TRAVERS LES HORIZONS ARTISTIQUES			
Bénéficiaire	R3643 - LGT ALBERT SCHWEITZER LE RAINCY			
Localisation	LYP ALBERT SCHWEITZER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 790,00 €	HT	53,76 %	1 500,00 €	

Dossier	17010530 - A FLEURS DE PEAU – PROJET AUTOUR DE L'HYBRIDATION DES ARTS ET DU RAPPORT ENTRE INSTINCT ET CREATION ARTISTIQUE			
Bénéficiaire	R3111 - LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 300,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 400,00 €	HT	29,55 %	1 300,00 €	

Dossier	17010532 - EDUCATION AU NUMERIQUE			
Bénéficiaire	R3111 - LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 257,00 €	HT	63,64 %	800,00 €	

Dossier	17010533 - PROJET D'EDUCATION A LA SANTE - LUTTE CONTRE LES ADDICTIONS			
Bénéficiaire	R3111 - LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 100,00 €	HT	85,71 %	1 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17010534 - D'ICI OU D'AILLEURS - MASCULINS/FEMININS - TOUS PLURIELS ! (RESPECT ET EGALITE)			
Bénéficiaire	R3111 - LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 719,90 €	HT	31,78 %	1 500,00 €	

Dossier	17010535 - A VOIX HAUTE			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	760,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 540,00 €	HT	49,35 %	760,00 €	

Dossier	17010536 - ¿HABEIS DICHO PINTURA ?			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	860,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 080,00 €	HT	55,56 %	860,00 €	

Dossier	17010539 - PROJET CAPUCHE			
Bénéficiaire	R3590 - LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE			
Localisation	LP JEAN MONNET (MONTROUGE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 444,00 €	HT	78,76 %	3 500,00 €	

Dossier	17010543 - S'ENGAGER DANS L'ART, L'ART DE S'ENGAGER			
Bénéficiaire	R3565 - LGT EMMANUEL MOUNIER CHATENAY MALABRY			
Localisation	LYP EMMANUEL MOUNIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 904,00 €	HT	42,19 %	4 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17010549 - PREVENTION DES ADDICTIONS				
Bénéficiaire	R3106 - LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS VINCENNES				
Localisation	LP BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 500,00 €			Code nature	65741
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 440,00 €	HT		72,67 %	2 500,00 €	

Dossier	17010551 - A CORPS ECRITS				
Bénéficiaire	R3186 - LPO PR L'INITIATIVE PARIS 19EME				
Localisation	LYT L'INITIATIVE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 500,00 €			Code nature	65741
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 955,00 €	HT		50,15 %	4 500,00 €	

Dossier	17010557 - DECOUVERTE DU FONCTIONNEMENT ET DES METIERS REPRESENTES AU SEIN D'UN LABORATOIRE DE RECHERCHE MEDICALE				
Bénéficiaire	R18986 - LPO EMILIE DE BRETEUIL MONTIGNY LE BRETONNEUX				
Localisation	LYP EMILIE DE BRETEUIL				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 595,52 €	HT		80 %	3 000,00 €	

Dossier	17010559 - « ENCORE ET EN CORPS »				
Bénéficiaire	R15269 - LPO LYC METIER MAURICE UTRILLO STAINS				
Localisation	LYP MAURICE UTRILLO				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 600,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT		80 %	1 600,00 €	

Dossier	17011030 - JOURNALISTES EN HERBE, CITOYENS EN DEVENIR				
Bénéficiaire	R15269 - LPO LYC METIER MAURICE UTRILLO STAINS				
Localisation	LYP MAURICE UTRILLO				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 200,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 617,00 €	HT		45,85 %	1 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011035 - PRIX PAUL VALERY DU ROMAN EUROPEEN				
Bénéficiaire	R3439 - LG PAUL VALERY PARIS 12EME				
Localisation	LCM PAUL VALERY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 444,00 €	HT		58,07 %	2 000,00 €	

Dossier	17011039 - BIEN VIVRE LES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR LES ADOLESCENTS ET LEURS FAMILLES				
Bénéficiaire	R3368 - EREA ALEXANDRE DUMAS PARIS 15EME				
Localisation	EREA A. DUMAS ex CRONSTADT				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	HT		80 %	3 000,00 €	

Dossier	17011041 - L'ELOQUENCE : TOUT UN ART				
Bénéficiaire	R18171 - LGT SIMONE DE BEAUVOIR GARGES LES GONESSE				
Localisation	LYP SIMONE DE BEAUVOIR				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 400,00 €	HT		62,5 %	1 500,00 €	

Dossier	17011042 - SORCIERES ! PRATIQUES MAGIQUES, PRATIQUES ARTISTIQUES				
Bénéficiaire	R3351 - LGT HENRI BERGSON PARIS 19EME				
Localisation	LCM HENRI BERGSON				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 900,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 378,00 €	HT		62,25 %	2 900,00 €	

Dossier	17011043 - ZOO				
Bénéficiaire	R3497 - LGT MARCELIN BERTHELOT SAINT MAUR DES FOSSES				
Localisation	LYP MARCELIN BERTHELOT STMAUR				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 520,00 €	HT		80 %	2 016,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011044 - PERFORMANCE ENERGETIQUE DU LYCEE CASSIN			
Bénéficiaire	R3323 - LGT RENE CASSIN ARPAJON			
Localisation	LYP RENE CASSIN (ARPAJON)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 650,00 €	HT	64,38 %	2 000,00 €	

Dossier	17011045 - JEUNESSES			
Bénéficiaire	R3561 - LP LEONARD DE VINCI BAGNEUX			
Localisation	LP LEONARD DE VINCI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 385,00 €	HT	79,42 %	1 100,00 €	

Dossier	17011047 - CHRONIQUE CULTURELLE			
Bénéficiaire	R3561 - LP LEONARD DE VINCI BAGNEUX			
Localisation	LP LEONARD DE VINCI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 588,00 €	HT	77,28 %	2 000,00 €	

Dossier	17011048 - LA PAROLE EN SCENE			
Bénéficiaire	R3561 - LP LEONARD DE VINCI BAGNEUX			
Localisation	LP LEONARD DE VINCI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 289,00 €	HT	79,99 %	1 800,00 €	

Dossier	17011067 - METAMORPHOSE			
Bénéficiaire	R3484 - LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL			
Localisation	LYC GEN TECH JULIE VICTOIRE DAUBIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 240,00 €	HT	46,3 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011068 - ENSEMBLE, PROJETONS NOUS			
Bénéficiaire	R3755 - LPO LYC METIER JULES VERNE SARTROUVILLE			
Localisation	LYP JULES VERNE (SARTROUVILLE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	HT	70,83 %	3 200,00 €	

Dossier	17011070 - A LA RENCONTRE DU SPECTACLE VIVANT			
Bénéficiaire	R3385 - LPO LYC METIER FRESNEL PARIS 15EME			
Localisation	LYT FRESNEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 510,00 €	HT	60,83 %	3 900,00 €	

Dossier	17011072 - PENSER AVEC LE CORPS ET LA VOIX, LA PHILOSOPHIE PAR LE THEATRE			
Bénéficiaire	R3644 - LPO PAUL ROBERT LES LILAS			
Localisation	LYP PAUL ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500,00 €	HT	80 %	2 000,00 €	

Dossier	17011074 - « COMME DIRAIT L'AUTRE !» PROJET ARTISTIQUE, CULTUREL ET CITOYEN AUTOUR DE L'ALTERITE			
Bénéficiaire	R3014 - LGT JULES VERNE LIMOURS			
Localisation	LYP JULES VERNE (LIMOURS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 344,00 €	HT	69,78 %	3 500,00 €	

Dossier	17011075 - L'AMOUR ET LA FEMME DANS L'OPERA			
Bénéficiaire	R3704 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS			
Localisation	LYP ETIENNE BEZOUT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 768,00 €	HT	18,06 %	500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011078 - LE FLAMENCO COMME DISPOSITIF PLURIDISCIPLINAIRE			
Bénéficiaire	R3332 - LP LYC METIER NADAR DRAVEIL			
Localisation	LP NADAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 320,00 €	HT	75,76 %	1 000,00 €	

Dossier	17011096 - LES COULEURS DE LA VILLE			
Bénéficiaire	P0034141 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD ENGHIEN LES BAINS 95			
Localisation	LYP GUSTAVE MONOD (ENGHIEN LB)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 453,00 €	HT	79,98 %	1 962,00 €	

Dossier	17011097 - DESEVOLUTION			
Bénéficiaire	P0034141 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD ENGHIEN LES BAINS 95			
Localisation	LYP GUSTAVE MONOD (ENGHIEN LB)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 452,40 €	HT	57,93 %	2 000,00 €	

Dossier	17011100 - JUSTICE/INJUSTICES			
Bénéficiaire	P0034141 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD ENGHIEN LES BAINS 95			
Localisation	LYP GUSTAVE MONOD (ENGHIEN LB)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 334,25 €	HT	77,11 %	1 800,00 €	

Dossier	17011101 - SECONDE INNOVANTE 2017-2018 « MONOD.NET : MEDIA LYCEEN EN LIGNE DE CULTURES SCIENTIFIQUES ET ARTISTIQUES »			
Bénéficiaire	P0034141 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD ENGHIEN LES BAINS 95			
Localisation	LYP GUSTAVE MONOD (ENGHIEN LB)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 404,00 €	HT	78,35 %	1 100,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011102 - CULTURE REPUBLICAINE (PROJET 1) ET LUTTE CONTRE LES ADDICTIONS (PROJET 2)			
Bénéficiaire	R3548 - LP LES FRERES MOREAU QUINCY SOUS SENART			
Localisation	LP LES FRERES MOREAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 780,00 €	HT	71,43 %	1 700,00 €	

Dossier	17011103 - WEB-RADIO - LES LYCEENS FONT ENTENDRE LEURS VOIX			
Bénéficiaire	R3641 - LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL			
Localisation	LP ARISTIDE BRIAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 700,00 €	HT	68,54 %	4 500,00 €	

Dossier	17011104 - ROBOTIQUE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE			
Bénéficiaire	R3432 - LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME			
Localisation	LP GUSTAVE FERRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	558,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
698,40 €	HT	79,9 %	558,00 €	

Dossier	17011120 - LES COTTONFÉRENCES			
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL			
Localisation	LYP EUGENIE COTTON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	580,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 180,00 €	HT	49,15 %	580,00 €	

Dossier	17011121 - RENCONTRES AMOUREUSES - CREATION D'UNE GALERIE OUVERTE			
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL			
Localisation	LYP EUGENIE COTTON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	580,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 100,00 €	HT	18,71 %	580,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011122 - CRACKOPOLIS, CREATION D'UN FILM D'ANIMATION SUR L'ENFER DE LA DROGUE			
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL			
Localisation	LYP EUGENIE COTTON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 552,00 €	HT	78,83 %	2 800,00 €	

Dossier	17011123 - APPRENDRE A CHUTER, REPRENDRE SON ELAN, TROUVER SON EQUILIBRE			
Bénéficiaire	R3638 - LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE			
Localisation	LP ARTHUR RIMBAUD (COURNEUVE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 310,00 €	HT	57,4 %	1 900,00 €	

Dossier	17011124 - INITIATION A LA PHILOSOPHIE PAR LE CINEMA			
Bénéficiaire	R3723 - LPO LES PIERRES VIVES CARRIERES SUR SEINE			
Localisation	LYP LES PIERRES VIVES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 075,35 €	HT	77,1 %	1 600,00 €	

Dossier	17011125 - ÉGALITE ET ENGAGEMENT: AUTOUR DE LA MISE EN SCENE DE « FUENTEOVEJUNA » DE LOPE DE VEGA			
Bénéficiaire	R3605 - LG MARIE CURIE SCEAUX			
Localisation	LCM MARIE CURIE (SCEAUX)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT	80 %	1 600,00 €	

Dossier	17011129 - « HISTOIRE, THEATRE, MEMOIRES : IDENTITES CITOYENNES »			
Bénéficiaire	R3605 - LG MARIE CURIE SCEAUX			
Localisation	LCM MARIE CURIE (SCEAUX)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	HT	79,72 %	1 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011130 - MACHINES EN SEINE			
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE			
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 566,00 €	HT	24,53 %	2 500,00 €	

Dossier	17011131 - LA STMG EN COURT ET EN CLAIR			
Bénéficiaire	R3381 - LGT ROGER VERLOMME PARIS 15EME			
Localisation	LYT ROGER VERLOMME			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 830,00 €	HT	54,64 %	1 000,00 €	

Dossier	17011132 - FAIRE ENTRER LE RÉEL DANS L'ESPACE DE JEU			
Bénéficiaire	R3383 - LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME			
Localisation	LYT LOUIS ARMAND (PARIS 15)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	HT	72 %	3 200,00 €	

Dossier	17011133 - RECITS DES CINQ CONTINENTS EN MOUVEMENTS			
Bénéficiaire	R3517 - LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI			
Localisation	LP JACQUES BREL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 289,00 €	HT	67,62 %	4 000,00 €	

Dossier	17011136 - DEBAT ET CULTURE, CULTURE DU DEBAT			
Bénéficiaire	R3268 - LPO GERARD DE NERVAL NOISIEL			
Localisation	LYP GERARD DE NERVAL (NOISIEL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 202,00 €	HT	76,89 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011137 - PASSION - CONFLITS				
Bénéficiaire	R3210 - LG GEORGES BRASSENS PARIS 19EME				
Localisation	LCM GEORGES BRASSENS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 728,00 €	HT		57,29 %	1 000,00 €	

Dossier	17011138 - LIVRES SERVICE A VINCENNES				
Bénéficiaire	R3106 - LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS VINCENNES				
Localisation	LP BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 500,00 €			Code nature	65741
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 150,00 €	HT		67,96 %	3 500,00 €	

Dossier	17011139 - « PAS SI NUL » : L'ESTIME DE SOI				
Bénéficiaire	R3396 - LP JEAN MERMOZ MONTSOULT				
Localisation	LP JEAN MERMOZ				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 200,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 424,00 €	HT		49,5 %	1 200,00 €	

Dossier	17011140 - 7EME CHALLENGE OLYMPIQUE DU VAL D'OISE				
Bénéficiaire	R3396 - LP JEAN MERMOZ MONTSOULT				
Localisation	LP JEAN MERMOZ				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 409,06 €	HT		45,36 %	2 000,00 €	

Dossier	17011142 - PEACE AND LOBE (SPECTACLE PEDAGOGIQUE DE PREVENTION DES RISQUES AUDITIFS)				
Bénéficiaire	R3396 - LP JEAN MERMOZ MONTSOULT				
Localisation	LP JEAN MERMOZ				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	800,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000,00 €	HT		80 %	800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011144 - LES RECETTES DE VASSILY				
Bénéficiaire	R3596 - LP LYC METIER VASSILY KANDINSKY NEUILLY SUR SEINE				
Localisation	LP VASSILY KANDINSKY ex BINEAU				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	600,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
783,40 €	HT		76,59 %	600,00 €	

Dossier	17011146 - ATELIER THEÂTRE (TEXTE ECRIT PAR LES ELEVES)				
Bénéficiaire	R3632 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY				
Localisation	LYP FRANCOIS RABELAIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	HT		35,71 %	500,00 €	

Dossier	17011147 - BAL DE PROMOTION POUR LES ELEVES DE TERMINALE				
Bénéficiaire	R3632 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY				
Localisation	LYP FRANCOIS RABELAIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 140,00 €	HT		12,08 %	500,00 €	

Dossier	17011156 - L'AUTRE, CITOYEN				
Bénéficiaire	R3405 - LP LYC METIER PIERRE MENDES FRANCE VILLIERS LE BEL				
Localisation	LP P MENDES FRANCE VILLIERS LB				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 533,50 €	HT		78,91 %	5 000,00 €	

Dossier	17011158 - OLYMPE DE GOUGE PREND LA PAROLE				
Bénéficiaire	R15801 - LGT OLYMPE DE GOUGES NOISY LE SEC				
Localisation	LYP OLYMPE DE GOUGES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500,00 €	HT		66,67 %	1 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011159 - PROJET RESPONSABILISE A SION			
Bénéficiaire	R3197 - LPO PR NOTRE DAME DE SION EVRY			
Localisation	LCM ND DE SION (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 572,75 €	HT	78,37 %	2 800,00 €	

Dossier	17011161 - CREATION D'UN CONCERT-SPECTACLE « VARIATION SUR UN REQUIEM »			
Bénéficiaire	R3693 - LGT LA BRUYERE VERSAILLES			
Localisation	LCM LA BRUYERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 700,00 €	HT	44,78 %	2 200,00 €	

Dossier	17011171 - CREATION D'UNE FICTION RADIO			
Bénéficiaire	R15059 - LPO BLAISE PASCAL BRIE-COMTE-ROBERT CEDEX			
Localisation	LYP BLAISE PASCAL (B-C-ROBERT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 670,06 €	HT	80 %	1 800,00 €	

Dossier	17011172 - REDUISONS NOTRE IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT - LE RECYCLAGE, TOUS ACTEURS D'UN CHANGEMENT			
Bénéficiaire	R3290 - LP LYC METIER GUSTAVE EIFFEL VARENNES SUR SEINE			
Localisation	LP GUSTAVE EIFFEL (VARENNES/S)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 162,63 €	HT	73,98 %	1 600,00 €	

Dossier	17011173 - BABEL, LES ARTS DU SENS			
Bénéficiaire	P0000971 - LH PR MORVAN PARIS 9EME APESDAMN			
Localisation	LP MORVAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 300,00 €	HT	65,22 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011176 - LA CULTURE ET L'HISTOIRE EN HERITAGE : DE LA MEMOIRE INDIVIDUELLE AUX MEMOIRES			
Bénéficiaire	R18858 - LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND			
Localisation	LYP EVARISTE GALOIS - NOISYLGD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	927,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 452,00 €	HT	63,84 %	927,00 €	

Dossier	17011177 - CLASSE AERONAUTIQUE			
Bénéficiaire	R3019 - LGT PR SAINT EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	LCM SAINT EREMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 844,50 €	HT	10,06 %	2 800,00 €	

Dossier	17011178 - LA VILLE			
Bénéficiaire	R3693 - LGT LA BRUYERE VERSAILLES			
Localisation	LCM LA BRUYERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 234,76 €	HT	47,23 %	2 000,00 €	

Dossier	17011179 - DECOUVRIR LE MONDE DU THEATRE, DE LA PLACE DU SPECTATEUR A LA PRATIQUE DU COMEDIEN			
Bénéficiaire	P0030507 - LYCEE POLYVALENT BEZONS 95			
Localisation	LYP EUGENE RONCERAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 780,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 226,00 €	HT	79,96 %	1 780,00 €	

Dossier	17011182 - STYLE(S)			
Bénéficiaire	P0030507 - LYCEE POLYVALENT BEZONS 95			
Localisation	LYP EUGENE RONCERAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 616,00 €	HT	74,26 %	1 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011183 - LA MONDIALISATION : ENJEU GLOBAL, ENVIRONNEMENT LOCAL				
Bénéficiaire	R3678 - LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL VAUREAL				
Localisation	LYP CAMILLE CLAUDEL (VAUREAL)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 400,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 142,41 €	HT		66,02 %	1 400,00 €	

Dossier	17011194 - BASTA COSI ! NOS REGARDS SE CROISENT				
Bénéficiaire	R3598 - LGT L'AGORA PUTEAUX				
Localisation	LYT L'AGORA				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 600,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 100,00 €	HT		73,33 %	3 600,00 €	

Dossier	17011199 - L'ECRITURE AU PLATEAU				
Bénéficiaire	P0030723 - LYCEE TECHNOLOGIQUE M VOX ART DESSIN				
Localisation	LYT M.VOX ART DESSIN (PARIS)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 430,00 €	HT		58,31 %	2 000,00 €	

Dossier	17011203 - DANS L'URGENCE DU TEMPS, IL EST TEMPS DE FAIRE				
Bénéficiaire	R18497 - LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE				
Localisation	LYP ANDRE MALRAUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 100,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 387,00 €	HT		32,48 %	1 100,00 €	

Dossier	17011210 - JE TE DECOUVRE POUR MIEUX TE CONNAÎTRE				
Bénéficiaire	R3424 - LPO EDGAR QUINET PARIS 9EME				
Localisation	LYP EDGAR QUINET				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 400,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 760,00 €	HT		79,55 %	1 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011219 - ECOCITOYENNETE ET MEDIAS - L'ECOLOGIE AU PRISME DE SES ENJEUX CIVIQUES ET MEDIATIQUES			
Bénéficiaire	R3501 - LPO FRANCOIS ARAGO VILLENEUVE SAINT GEORGES			
Localisation	LYP FRANCOIS ARAGO (VILLENEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	66,67 %	2 000,00 €	

Dossier	17011222 - « ANIM' TON LYCEE ! »			
Bénéficiaire	R3338 - LP LYC METIER JEAN MONNET JUVISY SUR ORGE			
Localisation	LP JEAN MONNET (JUVISY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 300,00 €	HT	78,79 %	2 600,00 €	

Dossier	17011223 - MON HISTOIRE…DE LA BD AU THEATRE			
Bénéficiaire	R3680 - LP LYC METIER LE CORBUSIER CORMEILLES EN PARISIS			
Localisation	LP LE CORBUSIER (CORMEILLES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 891,82 €	HT	69,16 %	2 000,00 €	

Dossier	17011224 - ARGENTEUIL, MA VILLE, MES MYTHES			
Bénéficiaire	R18539 - LPO JEAN JAURES ARGENTEUIL CEDEX			
Localisation	LYP JEAN JAURES (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 544,00 €	HT	9,48 %	1 000,00 €	

Dossier	17011244 - ATELIER THEÂTRAL EN CLASSE d'UPE2A			
Bénéficiaire	R3507 - LGT ROMAIN ROLLAND IVRY SUR SEINE			
Localisation	LCM ROMAIN ROLLAND (IVRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 340,00 €	HT	72,65 %	1 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011248 - RENCONTRES DANSEES			
Bénéficiaire	R3630 - LPO EUGENE DELACROIX DRANCY			
Localisation	LYP EUGENE DELACROIX (DRANCY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 925,00 €	HT	77,58 %	2 900,00 €	

Dossier	17011251 - LALA LAND OF DUBOIS			
Bénéficiaire	R3454 - LGT EMILE DUBOIS PARIS 14EME			
Localisation	LYT EMILE DUBOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 790,00 €	HT	43,18 %	2 200,00 €	

Dossier	17011270 - SANS EXCES			
Bénéficiaire	R3322 - LP PAUL BELMONDO ARPAJON			
Localisation	LP PAUL BELMONDO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 250,00 €	HT	78,46 %	2 300,00 €	

Dossier	17011271 - PROJET SUR LES CONDUITES A RISQUE DES JEUNES CONCERNANT LES ADDICTIONS PRENANT APPUI SUR LE SPECTACLE DEBAT « LE PREMIER VERRE » AVEC DEUX REPRESENTATIONS			
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE			
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 100,00 €	HT	80 %	1 500,00 €	

Dossier	17011274 - CORPS FRAGILES			
Bénéficiaire	P0037831 - MICRO LYCEE DU VAL DE MARNE			
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 841,00 €	HT	73,09 %	3 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011276 - TRAITEMENT DE L'INFORMATION : DECRYPTAGE PAR LE THEATRE				
Bénéficiaire	R3507 - LGT ROMAIN ROLLAND IVRY SUR SEINE				
Localisation	LCM ROMAIN ROLLAND (IVRY/SEINE)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 600,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 240,00 €	HT		71,43 %	1 600,00 €	

Dossier	17011277 - RODIN ET LA DANSE : POUR UNE PRATIQUE PHOTOGRAPHIQUE				
Bénéficiaire	R3507 - LGT ROMAIN ROLLAND IVRY SUR SEINE				
Localisation	LCM ROMAIN ROLLAND (IVRY/SEINE)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 100,00 €	HT		71,43 %	1 500,00 €	

Dossier	17011280 - EREC ET ENIDE, HAWA, SOULEYMANE ET NOUS AUTRES				
Bénéficiaire	R3627 - LGT JEAN RENOIR BONDY				
Localisation	LYP JEAN RENOIR				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 700,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 668,00 €	HT		73,61 %	2 700,00 €	

Dossier	17011282 - QU'Y A-T-IL A PRESENT ?				
Bénéficiaire	R3454 - LGT EMILE DUBOIS PARIS 14EME				
Localisation	LYT EMILE DUBOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 520,00 €	HT		45,29 %	2 500,00 €	

Dossier	17011283 - NORMES ET TRANSGRESSION AU THEATRE				
Bénéficiaire	R19063 - LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN				
Localisation	LYP BLAISE CENDRARS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 400,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 408,00 €	HT		29,76 %	2 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011287 - INCITER A LA LECTURE ET A L'OUVERTURE CULTURELLE A TRAVERS 3 PRIX LITTERAIRES			
Bénéficiaire	R15273 - LGT CAMILLE CLAUDEL PONTAULT COMBAULT CEDEX			
Localisation	LYP CAMILLE CLAUDEL PONTAULT-C			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 420,00 €	HT	77,46 %	1 100,00 €	

Dossier	17011293 - IMAGES ET CULTURES : PARCOURS DECOUVERTE CINEMA ET ANTHROPOLOGIE			
Bénéficiaire	R3705 - LPO GEOFFROY SAINT HILAIRE ETAMPES CEDEX			
Localisation	LYP GEOFFROY SAINT HILAIRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	HT	80 %	2 800,00 €	

Dossier	17011296 - AU CŒUR DE L'ENGAGEMENT			
Bénéficiaire	R18533 - LPO PAUL DOUMER LE PERREUX SUR MARNE			
Localisation	LYT PAUL DOUMER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 437,00 €	HT	40,84 %	3 000,00 €	

Dossier	17011298 - TOI, MOI, NOUS, CITOYENS EN DEVENIR			
Bénéficiaire	R3545 - LP ANDRE-MARIE AMPERE MORSANG SUR ORGE			
Localisation	LP ANDRE-MARIE AMPERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 700,00 €	HT	79,3 %	4 000,00 €	

Dossier	17011299 - PASSAGE – S -			
Bénéficiaire	R3440 - LPO ELISA LEMONNIER PARIS 12EME			
Localisation	LYP ELISA LEMONNIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 053,00 €	HT	22,67 %	4 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011303 - « NATURE ET ARTISTES, SOURCES D'INSPIRATIONS RECIPROQUES »			
Bénéficiaire	R3215 - LPO PAUL EMILE VICTOR OSNY			
Localisation	LYP PAUL EMILE VICTOR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 765,20 €	HT	72,29 %	2 700,00 €	

Dossier	17011309 - OUEST SIDE STORY			
Bénéficiaire	R3708 - LPO JEAN ROSTAND MANTES LA JOLIE			
Localisation	LYP JEAN ROSTAND (MANTES LA J)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 362,00 €	HT	54,33 %	4 000,00 €	

Dossier	17011311 - LE RETOUR A LA PAIX. COMMEMORER LE CENTENAIRE DE 1918 PAR LE CONTE ET LA MUSIQUE			
Bénéficiaire	R3646 - LGT ANDRE BOULLOCHE LIVRY GARGAN			
Localisation	LYP ANDRE BOULLOCHE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 200,00 €	HT	71,15 %	3 500,00 €	

Dossier	17011312 - « ECRIRE ET EXPOSER A LA LUMIERE L'ART ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE »			
Bénéficiaire	R3753 - LPO LYC METIER CLAUDE GARAMONT COLOMBES			
Localisation	LYP CLAUDE GARAMONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 300,00 €	HT	60,24 %	4 000,00 €	

Dossier	17011313 - AUTO-THEME			
Bénéficiaire	R3612 - LPO CHARLES PETIET			
Localisation	LYP CHARLES PETIET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 900,00 €	HT	79,31 %	2 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011315 - MIEUX VIVRE ENSEMBLE, LUTTER CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME			
Bénéficiaire	R3539 - LGT GEORGES CLEMENCEAU VILLEMOMBLE			
Localisation	LYP GEORGES CLEMENCEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 252,00 €	HT	79,95 %	2 000,00 €	

Dossier	17011317 - CLUB MANGA			
Bénéficiaire	R3539 - LGT GEORGES CLEMENCEAU VILLEMOMBLE			
Localisation	LYP GEORGES CLEMENCEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 300,00 €	HT	52,17 %	1 000,00 €	

Dossier	17011318 - JE JOUE DONC JE SUIS			
Bénéficiaire	R3612 - LPO CHARLES PETIET			
Localisation	LYP CHARLES PETIET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 195,20 €	HT	62,59 %	2 000,00 €	

Dossier	17011319 - IL N'Y A PAS DE PREJUGES ANODINS			
Bénéficiaire	R3468 - LP LYC METIER VIRGINIA HENDERSON ARNOUVILLE			
Localisation	LP (CHARLES VAILLANT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 401,00 €	HT	79,98 %	3 000,00 €	

Dossier	17011320 - SUBLIMONS NOS PULSIONS			
Bénéficiaire	R3468 - LP LYC METIER VIRGINIA HENDERSON ARNOUVILLE			
Localisation	LP (CHARLES VAILLANT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 025,20 €	HT	29,45 %	1 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011321 - UNE HISTOIRE PARTICULIERE				
Bénéficiaire	R3289 - LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE				
Localisation	LYP CLEMENT ADER -TOURNAN EN B				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 667,78 €	HT	74,99 %		4 000,00 €	

Dossier	17011323 - EN S(C)EN(E)!				
Bénéficiaire	R3583 - LP LYC METIER LA TOURNELLE LA GARENNE COLOMBES				
Localisation	LP LA TOURNELLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 600,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 744,60 €	HT	71,22 %		2 600,00 €	

Dossier	17011324 - LES REPRESENTATIONS DU CORPS FEMININ				
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME				
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 700,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 841,00 €	HT	73,09 %		3 700,00 €	

Dossier	17011325 - SE MOUVOIR ET S'EMOUVOIR POUR EMOUVOIR				
Bénéficiaire	R3354 - LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME				
Localisation	LYT D'ALEMBERT (PARIS 19)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 400,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 460,00 €	HT	53,81 %		2 400,00 €	

Dossier	17011326 - ATELIER ARTISTIQUE AVEC LE CENTQUATRE PARIS				
Bénéficiaire	R3354 - LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME				
Localisation	LYT D'ALEMBERT (PARIS 19)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	400,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
700,00 €	HT	75 %		525,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011327 - DINETTE ET OURS EN PELUCHE - VESTIGES DE L'ENFANCE			
Bénéficiaire	R3354 - LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME			
Localisation	LYT D'ALEMBERT (PARIS 19)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 640,00 €	HT	54,4 %	1 980,00 €	

Dossier	17011333 - PARIDANSE III			
Bénéficiaire	R3431 - LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME			
Localisation	LP MARIE LAURENCIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 860,00 €	HT	75,27 %	1 400,00 €	

Dossier	17011334 - TOUS MOBILISES CONTRE LES ADDICTIONS			
Bénéficiaire	R3203 - LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE			
Localisation	LP LINO VENTURA			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 880,00 €	HT	79,79 %	1 500,00 €	

Dossier	17011336 - ATELIER THEÂTRE "IPHIGENIE D'HIER A AUJOURD'HUI"			
Bénéficiaire	R3537 - LPO JEAN ROSTAND VILLEPINTE			
Localisation	LYP JEAN ROSTAND (VILLEPINTE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 400,00 €	HT	50 %	1 200,00 €	

Dossier	17011337 - DECOUVERTE DES ARTS DU SPECTACLES : DE LA REECRITURE D'UN CONTE A SA REPRESENTATION AU THEÂTRE			
Bénéficiaire	R3537 - LPO JEAN ROSTAND VILLEPINTE			
Localisation	LYP JEAN ROSTAND (VILLEPINTE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 800,00 €	HT	25,64 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011339 - A LA DECOUVERTE DU STREET ART			
Bénéficiaire	R19129 - LPO GUTENBERG CRETEIL			
Localisation	LYP GUTENBERG			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	HT	62 %	3 100,00 €	

Dossier	17011340 - LANDSCAPE/PAYSAGE 2			
Bénéficiaire	R1331 - LPO LYC METIER DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE MONTREUIL			
Localisation	LYCEE DES METIERS DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 660,00 €	HT	65,27 %	4 000,00 €	

Dossier	17011341 - PROJET DANSE-CONTACT – SENSIBILISATION A L'EXPRESSION A TRAVERS LE CORPS ET AU HANDICAP			
Bénéficiaire	R3547 - LPO LYC METIER HENRI POINCARE PALAISEAU			
Localisation	LYP HENRI POINCARE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 860,00 €	HT	80 %	3 888,00 €	

Dossier	17011344 - DE NEW-YORK A PARIS, REFLEXIONS CHANTEES ET DANSEES SUR L'IMMIGRATION ET LA TRANSMISSION			
Bénéficiaire	R3656 - LP SIMONE WEIL PANTIN			
Localisation	LP SIMONE WEIL (PANTIN)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 270,00 €	HT	69,06 %	4 000,00 €	

Dossier	17011345 - PORTE VOIX - DE MAI 1968 A MAI 2018			
Bénéficiaire	R3609 - LGT MICHELET VANVES			
Localisation	LYP MICHELET (VANVES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 000,00 €	HT	71,43 %	4 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011346 - REUSSIR AU LYCEE EN INVESTISSANT LA CULTURE, L'ART ET LA DANSE			
Bénéficiaire	R3473 - LGT ALFRED KASTLER CERGY			
Localisation	LYP GALILEE (CERGY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 020,00 €	HT	61,82 %	4 340,00 €	

Dossier	17011347 - ART PALETTES RECUP'			
Bénéficiaire	R3518 - LP JEAN MACE CHOISY LE ROI			
Localisation	LP JEAN MACE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 848,53 €	HT	80,89 %	2 304,23 €	

Dossier	17011349 - APPRENTI JOURNALISTE AUJOURD'HUI, CITOYEN DEMAIN			
Bénéficiaire	R3261 - LPO LYC METIER FREDERIC JOLIOT CURIE DAMMARIE LES LYS			
Localisation	LYP F. JOLIOT CURIE (DAMMARIE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 201,56 €	HT	79,99 %	1 761,00 €	

Dossier	17011350 - REVOLTE ET POLITIQUE AU THEÂTRE			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 036,00 €	HT	47,08 %	1 900,00 €	

Dossier	17011351 - NE TIREZ PAS SUR L'OISEAU MOQUEUR : JUSTICE DANS LE VIEUX SUD DES ETATS-UNIS			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500,00 €	HT	73,33 %	1 100,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011352 - ATELIER D'ECRITURE: CONSTRUIRE SON EXPRESSION AU TRAVERS LE SLAM			
Bénéficiaire	R3685 - LP FERDINAND BUISSON ERMONT			
Localisation	LP FERDINAND BUISSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
891,25 €	HT	78,54 %	700,00 €	

Dossier	17011353 - STATUT DE LA FEMME ET VIOLENCE DANS LA SOCIETE			
Bénéficiaire	R3484 - LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL			
Localisation	LYC GEN TECH JULIE VICTOIRE DAUBIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 275,00 €	HT	28,51 %	2 000,00 €	

Dossier	17011354 - FONDER UNE CULTURE COMMUNE			
Bénéficiaire	R3543 - LPO AUGUSTE BLANQUI SAINT OUEN 93			
Localisation	LYP AUGUSTE BLANQUI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 300,00 €	HT	71,43 %	4 500,00 €	

Dossier	17011357 - UN ORCHESTRE AU LYCEE			
Bénéficiaire	R3500 - LGT GUILLAUME APOLLINAIRE THIAIS			
Localisation	LYP GUILLAUME APOLLINAIRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 640,00 €	HT	71,97 %	1 900,00 €	

Dossier	17011358 - LA FABLE ET LE STREET ART			
Bénéficiaire	R19249 - LPO GEORGE SAND DOMONT			
Localisation	LYP GEORGE SAND (DOMONT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 880,00 €	HT	61,05 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011359 - CLAMEURS, PAROLE ET CORPS ENGAGES			
Bénéficiaire	R3723 - LPO LES PIERRES VIVES CARRIERES SUR SEINE			
Localisation	LYP LES PIERRES VIVES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 817,00 €	HT	79,98 %	2 200,00 €	

Dossier	17011363 - CIRK'MACHINE			
Bénéficiaire	R3663 - LPO LYC METIER L ENNA SAINT DENIS			
Localisation	LYP ENNA			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 692,00 €	HT	59,77 %	4 000,00 €	

Dossier	17011364 - CITOYENS ET ORATEURS : A LA RENCONTRE DES AUTRES ET DEFENSE DES VALEURS UNIVERSELLES			
Bénéficiaire	R3419 - LG VICTOR DURUY PARIS 07EME			
Localisation	LCM VICTOR DURUY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 132,00 €	HT	46,9 %	1 000,00 €	

Dossier	17011365 - PULSIONS			
Bénéficiaire	R15795 - LP AUGUSTE PERRET EVRY			
Localisation	LP AUGUSTE PERRET (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 467,20 €	HT	40,53 %	1 000,00 €	

Dossier	17011367 - CHANTER : LANGAGE DES EMOTIONS			
Bénéficiaire	R3337 - LP LYC METIER BAUDELAIRE EVRY			
Localisation	LP BAUDELAIRE (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 860,00 €	HT	67,9 %	3 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011389 - REFLEXION SUR LES RAPPORTS DE DOMINATION DANS LA SOCIETE A PARTIR DU SPECTACLE LA FEMME® N'EXISTE PAS, D'APRES LA COLONIE DE MARIVAUX			
Bénéficiaire	R3622 - LGT JEAN ZAY AULNAY SOUS BOIS			
Localisation	LCM JEAN ZAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 566,00 €	HT	52,56 %	2 000,00 €	

Dossier	17011390 - REALISATION D'UNE WEB RADIO - LA RADIO COMME OUTIL D'EVEIL DE LA CONSCIENCE CITOYENNE			
Bénéficiaire	R3622 - LGT JEAN ZAY AULNAY SOUS BOIS			
Localisation	LCM JEAN ZAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 200,00 €	HT	47,62 %	2 000,00 €	

Dossier	17011391 - PREVENTION DES ADDICTIONS			
Bénéficiaire	R3306 - LP LYC METIER JEAN MOULIN LE CHESNAY			
Localisation	LP JEAN MOULIN (LE CHESNAY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	66,67 %	2 000,00 €	

Dossier	17011393 - FRESQUE LE THEME DE L'OPERA			
Bénéficiaire	R3679 - LP DU VEXIN CHARS			
Localisation	LP DU VEXIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 125,00 €	HT	80 %	1 700,00 €	

Dossier	17011395 - DE LA POESIE EN MUSIQUE			
Bénéficiaire	R3679 - LP DU VEXIN CHARS			
Localisation	LP DU VEXIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 454,15 €	HT	77,42 %	1 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011398 - CHANTER L'EXIL, SAVOIR D'OU L'ON VIENT POUR SAVOIR OU L'ON VA			
Bénéficiaire	R3380 - LP BEAUGRENELLE PARIS 15EME			
Localisation	LP BEAUGRENELLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 860,00 €	HT	76,92 %	2 200,00 €	

Dossier	17011399 - REALISATION DE REMONTEES MECANIQUES ET ENERGIES RENOUVELABLES			
Bénéficiaire	R3625 - LP ALFRED COSTES BOBIGNY			
Localisation	LP ALFRED COSTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 949,60 €	HT	21,62 %	2 800,00 €	

Dossier	17011401 - ROMEO ET JULIETTE			
Bénéficiaire	R3625 - LP ALFRED COSTES BOBIGNY			
Localisation	LP ALFRED COSTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 540,40 €	HT	36,1 %	2 000,00 €	

Dossier	17011404 - FORMATION DES REPRESENTANTS DES ELEVES - POUR DES ELUS FORMES, ACCOMPAGNES ET ENCOURAGES			
Bénéficiaire	R3592 - LGT JOLIOT CURIE NANTERRE			
Localisation	LYP JOLIOT CURIE (NANTERRE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 645,00 €	HT	89,24 %	3 500,00 €	

Dossier	17011407 - PRIX LITTERAIRE DU ROMAN GRAPHIQUE DES LYCEENS			
Bénéficiaire	R3981 - LG LUCIE AUBRAC COURBEVOIE			
Localisation	LCM LUCIE AUBRAC (RENARDIERES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 550,00 €	HT	48,35 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011412 - LES MOTS AU TRAVERS DU GESTE			
Bénéficiaire	R3658 - LP JEAN MOULIN ROSNY SOUS BOIS			
Localisation	LP JEAN MOULIN (ROSNY/S BOIS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 500,00 €	HT	69,09 %	3 800,00 €	

Dossier	17011433 - QUELS DESS(E)INS POUR LE CODE ?			
Bénéficiaire	R3428 - LG COLBERT PARIS 10EME			
Localisation	LCM COLBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 120,00 €	HT	76,92 %	2 000,00 €	

Dossier	17011436 - FESTIVAL D'AUTOMNE 2017 : PARCOURS D'AUTEUR ET QUARTIERS D'AUTOMNE A COLBERT			
Bénéficiaire	R3428 - LG COLBERT PARIS 10EME			
Localisation	LCM COLBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 113,00 €	HT	31,29 %	1 600,00 €	

Dossier	17011437 - IMMIGRATION ET ALIMENTATION			
Bénéficiaire	R3654 - LPO LUCIE AUBRAC PANTIN			
Localisation	LYP LUCIE AUBRAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	HT	6,67 %	800,00 €	

Dossier	17011438 - CHACUN CHERCHE SON CLOWN			
Bénéficiaire	R3654 - LPO LUCIE AUBRAC PANTIN			
Localisation	LYP LUCIE AUBRAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 888,00 €	HT	51,15 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011442 - S'EPANOUIR ET S'AFFIRMER DANS LA PRATIQUE MUSICALE			
Bénéficiaire	R3620 - LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS			
Localisation	LYT (VOILLAUME)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 625,00 €	HT	80 %	1 700,00 €	

Dossier	17011443 - MUSIQUE CLASSIQUE ET CULTURES DU MONDES			
Bénéficiaire	R18517 - LP VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS			
Localisation	LP VOILLAUME INDUSTRIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 298,12 €	HT	80 %	3 400,00 €	

Dossier	17011444 - LE CARNET DE VOYAGE : DU REVE A L'EXPERIENCE			
Bénéficiaire	R3332 - LP LYC METIER NADAR DRAVEIL			
Localisation	LP NADAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 042,00 €	HT	59,17 %	1 800,00 €	

Dossier	17011446 - QUI A DIT ADDICT ?			
Bénéficiaire	R3683 - LP LYC METIER AUGUSTE ESCOFFIER ERAGNY			
Localisation	LP AUGUSTE ESCOFFIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 727,10 €	HT	63,69 %	1 100,00 €	

Dossier	17011483 - MUTATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENT			
Bénéficiaire	R3505 - LP JEAN MOULIN VINCENNES			
Localisation	LP JEAN MOULIN (VINCENNES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 800,00 €	HT	9,09 %	800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011486 - LES GENIES DE LA FABLE : INITIATION AU THEÂTRE D'OBJETS			
Bénéficiaire	R3616 - LGT LE CORBUSIER AUBERVILLIERS CEDEX			
Localisation	LYT LE CORBUSIER (AUBERVILLIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 030,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 230,00 €	HT	69,04 %	2 030,00 €	

Dossier	17011490 - DIMINUER LES DECHETS DE LA CANTINE AVEC UN POULAILLER			
Bénéficiaire	R3685 - LP FERDINAND BUISSON ERMONT			
Localisation	LP FERDINAND BUISSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 149,45 €	HT	69,6 %	800,00 €	

Dossier	17011491 - MIGRATIONS ET CITOYENNETE : RETOUR D’EXPERIENCES EN IMAGES			
Bénéficiaire	R3533 - LGT MAXIMILIEN SORRE CACHAN			
Localisation	LYT MAXIMILIEN SORRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT	75 %	1 500,00 €	

Dossier	17011494 - ATELIER DE PRATIQUE THEATRALE A PISSARRO			
Bénéficiaire	R3397 - LYCEE POLYVALENT CAMILE PISSARRO			
Localisation	LYP CAMILLE PISSARRO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 539,65 €	HT	74,81 %	1 900,00 €	

Dossier	17011495 - LA DANSE OU LE CHAOS/UN TOURNANT DANS MA VIE			
Bénéficiaire	R3545 - LP ANDRE-MARIE AMPERE MORSANG SUR ORGE			
Localisation	LP ANDRE-MARIE AMPERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	750,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 700,00 €	HT	44,12 %	750,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011496 - PROJET D'AMENAGEMENT PAYSAGER ET DE VALORISATION DES ESPACES VERTS DE LA CITE SCOLAIRE CHAMPLAIN			
Bénéficiaire	R3526 - LGT LYC METIER CHAMPLAIN CHENNEVIERES SUR MARNE			
Localisation	LYP CHAMPLAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 660,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	HT	77,67 %	4 660,00 €	

Dossier	17011498 - ATELIER D'ECRITURE			
Bénéficiaire	R3324 - LGT MARCEL PAGNOL ATHIS MONS			
Localisation	LYP MARCEL PAGNOL (ATHIS-MONS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500,00 €	HT	80 %	2 800,00 €	

Dossier	17011500 - CLASSE A PROJET WEBRADIO			
Bénéficiaire	R3690 - LP LYC METIER HENRI MATISSE TRAPPES			
Localisation	LP HENRI MATISSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 452,43 €	HT	41,31 %	600,00 €	

Dossier	17011502 - CULTIVER LA MUSIQUE POUR APPRENDRE			
Bénéficiaire	R3256 - LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE			
Localisation	LP JACQUES PREVERT (COMBS LV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 260,00 €	HT	75,46 %	2 000,00 €	

Dossier	17011503 - MARATHON CREATIF			
Bénéficiaire	R3844 - LGT JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES			
Localisation	LCM JEAN-PIERRE VERNANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
950,00 €	HT	52,63 %	500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011505 - ATELIER THEÂTRE			
Bénéficiaire	R19203 - LPO DE LA MARE CARREE MOISSY CRAMAYEL			
Localisation	LYT DE LA MARE CARREE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 106,00 €	HT	48,96 %	1 500,00 €	

Dossier	17011507 - SIMUL ONU AGIR POUR LA CULTURE ET LA CITOYENNETE			
Bénéficiaire	R3361 - LYCEE PROFESSIONNEL CHARLES DE GAULLE			
Localisation	LP CHARLES DE GAULLE (PARIS 20)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 111,00 €	HT	32,93 %	3 000,00 €	

Dossier	17011508 - LANGUE ET TERRITOIRE POETIQUE – ATELIER D'ECRITURE ET DE JEU THEATRAL			
Bénéficiaire	R3730 - LPO GEORGES BRASSENS VILLEPINTE			
Localisation	LYP GEORGES BRASSENS VILLEPINT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 940,00 €	HT	77,32 %	1 500,00 €	

Dossier	17011509 - J'AIME LA MATHEMATIQUE			
Bénéficiaire	R3530 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE			
Localisation	LYP LANGEVIN WALLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 028,80 €	HT	29,57 %	600,00 €	

Dossier	17011511 - L'ENGAGEMENT CITOYEN			
Bénéficiaire	R3530 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE			
Localisation	LYP LANGEVIN WALLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 500,00 €	HT	80 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011513 - NOVEMBRE 2017, MOI(S) SANS TABAC AU LYCEE SOPHIE GERMAIN				
Bénéficiaire	R3411 - LGT SOPHIE GERMAIN PARIS 04EME				
Localisation	LYP SOPHIE GERMAIN (PARIS 4)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 654,00 €	HT		53,72 %	2 500,00 €	

Dossier	17011523 - MISE EN CORPS D'UN PALIMPSESTE				
Bénéficiaire	R18145 - LGT EDMOND MICHELET ARPAJON				
Localisation	LYP EDMOND MICHELET (ARPAJON)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 700,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 712,00 €	HT		64,83 %	3 700,00 €	

Dossier	17011525 - SEMAINE CULTURELLE AU LYCEE DE PRONY				
Bénéficiaire	R3558 - LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES				
Localisation	LP DE PRONY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 200,00 €	HT		46,88 %	1 500,00 €	

Dossier	17011526 - MUSEE DES ARTS POPULAIRES				
Bénéficiaire	R3558 - LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES				
Localisation	LP DE PRONY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	800,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000,00 €	HT		80 %	800,00 €	

Dossier	17011527 - LES ENFANTS DE LYCEE PROFESSIONNEL LISENT AUX ENFANTS DE MATERNELLE				
Bénéficiaire	P0022087 - LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON				
Localisation	LP CLAUDE ANTHIME CORBON				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 080,00 €	HT		72,12 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011529 - COMMUNICATION BIENVEILLANTE AU SERVICE DE LA REUSSITE SCOLAIRE			
Bénéficiaire	R3411 - LGT SOPHIE GERMAIN PARIS 04EME			
Localisation	LYP SOPHIE GERMAIN (PARIS 4)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 800,00 €	HT	52,63 %	2 000,00 €	

Dossier	17011531 - FABRIK A CIRQUE – PROJET MELANT CIRQUE ET CREATION D'AGRES EN BOIS			
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS			
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 960,00 €	HT	40,54 %	1 200,00 €	

Dossier	17011533 - CONTE DE CIRQUE			
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS			
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 668,00 €	HT	25,71 %	1 200,00 €	

Dossier	17011534 - CONSTITUTION			
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS			
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 050,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 474,60 €	HT	19,18 %	1 050,00 €	

Dossier	17011535 - « DALIDA » GARDE ROBE DE LA VILLE A LA SEINE – PARTICIPATION AU DEFILE A CHELLES			
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS			
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200,00 €	HT	75 %	900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17011552 - PARCOURS THEÂTRE D'IMPROVISATION			
Bénéficiaire	R3339 - LP LYC METIER ALEXANDRE DENIS CERNY			
Localisation	LP ALEXANDRE DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 980,00 €	HT	70,71 %	1 400,00 €	

Dossier	17011553 - ATELIERS DE PRATIQUE MUSICALE			
Bénéficiaire	R3654 - LPO LUCIE AUBRAC PANTIN			
Localisation	LYP LUCIE AUBRAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 280,00 €	HT	45,73 %	1 500,00 €	

Dossier	17011564 - CREATION D'UNE ONG DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SANTE			
Bénéficiaire	R3372 - LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME			
Localisation	LYP HONORE DE BALZAC (PARIS 17)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 700,00 €	HT	25,55 %	1 200,00 €	

Dossier	17011772 - ECRIRE ET METTRE EN VOIX			
Bénéficiaire	R8267 - LGT LOUIS DE BROGLIE MARLY LE ROI			
Localisation	LYP LOUIS DE BROGLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 328,00 €	HT	39,06 %	1 300,00 €	

Dossier	17012449 - PROJET THÉLÈME : REPERTOIRE DES MYTHES SEQUANODIONYSIENS			
Bénéficiaire	R3616 - LGT LE CORBUSIER AUBERVILLIERS CEDEX			
Localisation	LYT LE CORBUSIER (AUBERVILLIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 565,60 €	HT	72,72 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17012557 - RESEAUX SOCIAUX, RISQUES ET MERITES			
Bénéficiaire	R15795 - LP AUGUSTE PERRET EVRY			
Localisation	LP AUGUSTE PERRET (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 467,20 €	HT	40,53 %	1 000,00 €	

Dossier	17012985 - PRIX LYCÉEN DE LITTÉRATURE DRAMATIQUE FRANCOPHONE « INÉDITS D'AFRIQUE ET D'OUTREMER » 2			
Bénéficiaire	R3632 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY			
Localisation	LYP FRANCOIS RABELAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 990,00 €	HT	70,35 %	1 400,00 €	

Dossier	17013836 - DEFILE DE MODE SUR LE THEME "GRAPHISMES"			
Bénéficiaire	R3338 - LP LYC METIER JEAN MONNET JUVISY SUR ORGE			
Localisation	LP JEAN MONNET (JUVISY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 031,00 €	HT	12,48 %	3 000,00 €	

Dossier	17013857 - ESPACE DE CREATION NUMERIQUE			
Bénéficiaire	R3573 - LGT GUY DE MAUPASSANT COLOMBES			
Localisation	LYP GUY DE MAUPASSANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 003,06 €	HT	79,96 %	4 800,00 €	

Dossier	17013859 - REALISATION D'UN COURT METRAGE POUR CONSTRUIRE SON RAPPORT A L'AUTRE			
Bénéficiaire	P0014642 - LYCEE TECHNOLOGIQUE FRANCOIS TRUFFAUT PARIS			
Localisation	LEC FRANCOIS TRUFFAUT (PARIS 3)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 400,00 €	HT	35,71 %	2 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17013869 - UNE WEBRADIO ANTI-COMPLOTS				
Bénéficiaire	R3537 - LPO JEAN ROSTAND VILLEPINTE				
Localisation	LYP JEAN ROSTAND (VILLEPINTE)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 400,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 125,00 €	HT		65,88 %	1 400,00 €	

Dossier	17014243 - EXPRESSIONS FRAGILES				
Bénéficiaire	R15357 - LGT CHARLES DE GAULLE ROSNY SOUS BOIS				
Localisation	LYP CHARLES DE GAULLE ROSNY SB				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 700,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 841,00 €	HT		73,09 %	3 700,00 €	

Dossier	17014254 - IMAGES DE SOI				
Bénéficiaire	R3531 - LPO LYC METIER LOUISE MICHEL CHAMPIGNY SUR MARNE				
Localisation	LCM LOUISE MICHEL (CHAMPIGNY)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 700,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 277,00 €	HT		68,71 %	3 700,00 €	

Dossier	17014261 - A NOUS LE MONDE (INTERCULTURALITE ET PLURLINGUISME)				
Bénéficiaire	R3533 - LGT MAXIMILIEN SORRE CACHAN				
Localisation	LYT MAXIMILIEN SORRE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	900,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	HT		64,29 %	900,00 €	

Dossier	17014262 - JOUER PLATON POUR LE COMPRENDRE				
Bénéficiaire	R18545 - LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES				
Localisation	LYP JJ ROUSSEAU (SARCELLES)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 500,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 800,00 €	HT		53,57 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-545	Budget	2017

Dossier	17014266 - AUGUSTE FAIT DU CIRQUE : PRATIQUE DU CIRQUE CONTEMPORAIN AVEC NIL OBSTRAT			
Bénéficiaire	R3683 - LP LYC METIER AUGUSTE ESCOFFIER ERAGNY			
Localisation	LP AUGUSTE ESCOFFIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 164,00 €	HT	50,35 %	2 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000843 - ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	586 091,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	586 091,00 €

ANNEXE 2 - TABLEAU DE PRESENTATION DES PROJETS

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
1	0750508V	LP CHARLES DE GAULLE	PARIS 20	Paris	SIMUL ONU AGIR POUR LA CULTURE ET LA CITOYENNETE	EDUCATION A LA CITOYENNETE - DISCRIMINATIONS ET EGALITE DES FILLES ET DES GARCONS En association avec le lycée Hélène Boucher de Paris, le lycée propose à trois classes de mener un projet autour des droits de l'homme et de l'égalité des sexes. Les élèves seront accompagnés par leurs enseignants et par l'association l'Ecole des droits de l'homme dans la préparation de simulation d'une session de l'assemblée générale de l'ONU. Regroupés en délégations, ils énonceront des discours, formuleront des propositions d'actions, négocieront et adopteront une résolution commune.	85 élèves issus de trois classes de deux lycées Charles de Gaulle et Hélène Boucher : une classe UPE2A, une classe de seconde ou de première professionnelle et une classe de seconde générale.	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé de l'accompagnement de l'association et de l'absence de participation financière des lycées.	Commune de Paris : 1000€	9 111,00	3 000,00	32,93
2	0750650Z	LPO LYC METIER D'ALEMBERT	PARIS 19EME	Paris	SE MOUVOIR ET S'EMOUVOIR POUR EMOUVOIR	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec le parc de la Villette, le lycée propose des ateliers artistiques de danse hip hop, contemporaine et cirque incluant des sorties et un parcours spectateur. Le parcours de danseurs les conduira à présenter un show chorégraphique au lycée et dans le cadre de festivals de danse à la Villette.	Un groupe de 20 élèves volontaires de toutes classes professionnelle et technologique.	2 520,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention car le lycée a dépassé le montant maximum autorisé de subvention, 5025€ pour trois projets.		4 460,00	2 400,00	53,81
3	0750650Z	LPO LYC METIER D'ALEMBERT	PARIS 19EME	Paris	ATELIER ARTISTIQUE AVEC LE CENTQUATRE PARIS	CULTURE – ART ET ARTISANAT Dans le cadre d'ateliers conduits en partenariat avec le Centquatre, les élèves réaliseront avec un artiste résident une œuvre en lien avec leurs apprentissages de services à la personne. Ils présenteront lors du forum des dynamiques du territoire au 104 l'œuvre réalisée avec l'artiste et en seront les médiateurs. Ils bénéficieront de visites d'expositions.	Une classe de seconde bac pro ASSP (20 élèves).	525,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention du fait de l'absence de cofinancement du lycée.		700,00	400,00	57,14
4	0750650Z	LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME	PARIS 19EME	Paris	DINETTE ET OURS EN PELUCHE - VESTIGES DE L'ENFANCE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En étroite collaboration avec les objectifs professionnels des élèves, un comédien artiste de cirque, Christopher Thiery, emmènera une classe dans un projet reliant toutes les générations autour de la question de l'enfance, des jeux et des souvenirs d'enfance. Les élèves bénéficieront d'ateliers de théâtre et de cirque et ainsi développeront une réflexion avec des personnes âgées avant de les aborder sous l'angle professionnel soignant/patient. Des échanges et recueils de souvenirs sur leurs jeux d'enfance seront conduits et permettront aux élèves de créer une petite forme entre théâtre d'objet et cirque qui sera jouée notamment dans les maisons de retraite du 19ème arrondissement. Un parcours de spectateurs à la Villette et des rencontres et ateliers compléteront le projet.	30 élèves d'une classe de première professionnelle Aide Soins et service à la personne (ASSP)	1 980,00	Favorable		3 640,00	1 900,00	52,20
5	0750653C	LGT SOPHIE GERMAIN	PARIS 04EME	Paris	NOVEMBRE 2017, MOI(S) SANS TABAC AU LYCEE SOPHIE GERMAIN	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTION Le lycée se mobilise autour d'une campagne d'information et de prévention sur les dangers du tabac. Un travail interdisciplinaire en classe de seconde sera réalisé, l'intervention d'un tabacologue et la présentation d'un spectacle "Arrêter de fumer tue" de Thomas Bidegain aura lieu à l'espace du Carreau du Temple.	Plusieurs classes seront impliquées : 50 élèves de la section BTS communication, 25 élèves d'une classe de terminale STMG, 33 élèves d'une classe de première STMG et 264 élèves de 8 classe de seconde générale.	3 723,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du montage clef en main des interventions et du coût élevé du spectacle.		4 654,00	2 500,00	53,72
6	0750653C	LGT SOPHIE GERMAIN	PARIS 04EME	Paris	COMMUNICATION BIENVEILLANTE AU SERVICE DE LA REUSSITE SCOLAIRE	EDUCATION A LA CITOYENNETE ET A LA SANTE Le projet propose une formation aux élèves sur la manière d'exprimer ses émotions pour leur permettre de mieux communiquer avec les autres et ainsi de ne plus agir sur un mode de violences ordinaires. Elle sera dispensée par l'association Aletheia. Un travail interdisciplinaire en classe de seconde sera fait avec le CDI. Les élèves feront des réalisations (scénettes, enquêtes, concours de slogans bienveillants, affiches et graphisme, flyer...).	Plusieurs classes seront impliquées : 50 élèves de la section BTS communication, 25 élèves d'une classe de terminale STMG, 33 élèves d'une classe de première STMG et 264 élèves de 8 classe de seconde générale.	3 040,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du montage clef en main de l'intervention de la formatrice et du faible financement du lycée		3 800,00	2 000,00	52,63

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
7	0750682J	LG RODIN	PARIS 13	Paris	LA REPRESENTATION DE LA VIOLENCE DANS L'ART	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - ART - VIOLENCE - CINEMA PEINTURE LITTERATURE Le projet propose dans une démarche interdisciplinaire une analyse de la représentation de la violence dans différents arts, autour de trois types d'actions : - recherche et sélection d'une oeuvre cinématographique en espagnol sur le thème de la violence, - journée de projections de films au cinéma l'Escurial et analyse des oeuvres - analyse de textes littéraires, d'oeuvres cinématographiques et picturales posant la question de la violence et productions écrites des élèves : écriture et réalisation d'un court métrage dans le cadre d'un atelier avec les Cinémas indépendants de Paris (hors élèves de l'option cinéma), centré sur la représentation de la violence au cinéma.	200 élèves filière générale, de seconde, première et terminale, notamment de la section européenne espagnol et de l'option facultative cinéma.	2 400,00	Favorable		3 000,00	2 400,00	80,00
8	0750682J	LG RODIN	PARIS 13	Paris	CHARLOTTE DELBO, NOUS RAPPORTERONS TES PAROLES	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTUREL Autour des textes de Charlotte Delbo, déportée et rescapée des camps d'Auschwitz, les élèves en option théâtre du lycée et en horaires aménagés du collège vont réaliser deux créations théâtrales et les jouer en public au lycée, au théâtre de la cité universitaire internationale, à Vigneux sur Seine, à Avignon et à l'étranger. Une réalisatrice, Natacha Giler, suivra le travail des terminales et en fera un film documentaire. Des conférences et rencontres seront organisées, deux spectacles professionnels sur C. Delbo seront joués au lycée, des films sur la résistance et la déportation seront proposés au lycée, des sorties au lycée de la résistance et au mémorial de la Shoah seront prévues. Une expoisition professionnelle itinérante sur la résistante sera prêtée par la bibliothèque de Vigneux. Les deux groupes d'élèves feront des voyages à l'étranger (Bergame, Italie + Kalavrita en Grèce) et à Avignon. Toutes les classes du lycée seront conviées aux manifestations en lien avec le projet (conférences, spectacles, films...), des élèves volontaires de toutes les classes pourront aider à la réalisation du projet et le film documentaire de N. Giler, une fois réalisé, sera projeté devant toutes les classes.	40 élèves directement : 20 lycéens de terminale générale et technologique option théâtre et 20 collégiens qui suivent la classe aménagé théâtre. 500 élèves invités aux conférences, expositions, spectacles, films.	2 600,00	Défavorable car le projet concerne des élèves non prioritaires au regard du programme ALYCCE (lycéens et collégiens qui suivent une option ou des horaires aménagés théâtre déjà soutenues).		83 790,00	0,00	0,00
9	0750788Z	LP MARCEL DEPREZ	PARIS 11EME	Paris	AU CŒUR DE LA CITE : UN PARCOURS POUR DEVENIR CITOYEN	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - EMC - VILLETTE - CLEMI - RADIO CLYPE Dans une démarche interdisciplinaire, dans le cadre du dispositif "classe médias" du CLEMI de Paris et de Radio Clype, et en partenariat avec la Villette, le lycée propose aux élèves un parcours culturel, artistique et civique au sein de la cité : en mêlant parcours de spectateur (ateliers, rencontres, spectacles) et parcours citoyen au coeur de la capitale, les élèves vont construire de l'information et réaliser des productions en utilisant différents supports médiatiques. Une exposition et des capsules numériques pour le site du lycée seront réalisées; les élèves vont relater leur aventure au coeur de la cité dans le cadre d'une émission de radio produite dans le studio de Radio Clype.	Deux classes de seconde bac pro métiers de l'électricité et de ses environnements connectés. Soit 48 élèves.	3 388,00	Favorable	Commune de Paris, DASCO : 2000€	6 008,00	3 300,00	54,93
10	0750802P	LP LYC METIER HECTOR GUIMARD	PARIS 19EME	Paris	LES DECHETS ET LA PROPRETE AVEC POUR OBJECTIF D'AMELIORER LE CADRE DE VIE AU LYCEE	EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE Dans le cadre de la circulaire du 4 février 2015, le lycée propose aux élèves un projet de d'éducation au développement durable autour du traitement des déchets et de l'amélioration du cadre de vie au lycée. En lien avec les enseignements et abordé de manière transdisciplinaire, le projet sera mené avec deux associations, Teragir et son programme éco-école et La Bouilloire. A partir d'animations pédagogiques (expositions, publications, séances audiovisuelles, flyers), il s'agira de permettre aux élèves de mettre en oeuvre des actions de sensibilisation auprès de leurs camarades et d'installer une poubelle de tri au sein du lycée.	70 élèves des classes de seconde, première et terminale professionnelles, en métallerie, peinture, gros oeuvre, technicien du bâtiment.	370,00	Favorable		470,00	370,00	78,72
11	0750802P	LP LYC METIER HECTOR GUIMARD	PARIS 19EME	Paris	LE GESTE ET LE JEU	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - MEDIATEUR CULTUREL Les élèves vont découvrir par la pratique les techniques théâtrales et l'univers du spectacle vivant, en lien avec des professionnels artistes (dont le théâtre des 5 diamands, maison des écrivains et de la littérature) et techniciens. Une restitution sous forme de présentation de l'atelier ou d'un spectacle sera faite par les élèves ainsi que d'une publication et d'un blog.	15 élèves de la filière professionnelle Brevet des métiers d'art "graphisme et décor" option décorateur de surfaces (niveau IV), en lien avec le diplôme des métiers d'art "arts du décor architectural, option décor du mur fresque/mosaïque".	1 400,00	Favorable		1 800,00	1 400,00	77,78

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
12	0750802P	LP LYC METIER HECTOR GUIMARD	PARIS 19EME	Paris	LA ROULOTTE DE CHANTIER D'HECTOR	CULTURE - CITOYENNETE - DEVELOPPEMENT DURABLE Le projet consiste dans l'aménagement et la transformation d'une roulotte de chantier en un lieu éphémère multi-usage et mobile : elle servira de support de promotion du lycée et de ses métiers et d'actions diverses (journées de sensibilisation, expositions, bibliothèque...). Il aborde à la fois l'éducation à la citoyenneté, l'ouverture culturelle et le développement durable par son usage collaboratif et sa conception originale et de fabrication avec l'utilisation dans une démarche éco-design de matériaux usagés utilisés sur un chantier du bâtiment (palettes, bois de coffrage, métal, signalétiques...).	Des élèves de première et terminale professionnelles BMA "graphisme et décor" option B décorateur de surfaces et volumes, quelques élèves volontaires de première BMA "graphisme et décor"ainsi que les élèves des classes de terminale CAP métallerie, CAP couverture et bac pro aménagement-finition. Soit au total 24 élèves minimum.	2 400,00	Favorable		3 000,00	2 300,00	76,67
13	0752961L	LP GUSTAVE EIFFEL	PARIS 07EME	Paris	POUR DEVENIR ACTEUR DE SA VIE	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose aux élèves de seconde ayant une mauvaise estime de soi un dispositif de remobilisation et de construction d'un projet personnel : travail sur le savoir être, citoyenneté (apprentissage des règles de la vie démocratique), ouverture culturelle (théâtre, danse, musique) et orientation (préparation aux épreuves du baccalauréat). Les ateliers d'expression corporelle et orale (relaxation, improvisation, lecture et écriture poétique, expression corporelle) seront conduits par l'association Point Fixe. Les élèves tourneront une vidéo à partir d'improvisations et de séquences vécues au cours des ateliers.	Une classe de seconde ARCU	4 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé par élève et du caractère clef en main de l'intervention.		5 000,00	3 000,00	60,00
14	0752961L	LP GUSTAVE EIFFEL	PARIS 07EME	Paris	VOYAGE A MARSEILLE	EDUCATION A LA CITOYENNETE - Afin de clôturer trois années de projet relatif à une réflexion menée sur la société avec un philosophe de l'association C'Possible (sorties culturelles, débats), le lycée propose aux élèves un séjour culturel à Marseille (découverte du Mucem et des quartiers historiques de la ville) et professionnel (visites d'entreprises de transport et de savon). Les élèves feront une exposition photo au retour de Marseille, écriront des articles de presse dans le journal de la classe et rédigeront un compte-rendu du voyage en anglais.	Une classe de terminale professionnelle Gestion-Administration.	1 000,00	Projet inéligible au regard des dépenses exclusivement liées au voyage scolaire à Marseille.		5 704,00	0	0,00
15	0770687d	ERPDPU SAINT MAMMES	MORET SUR LOING	Créteil	DEVELOPPER LES COMPETENCES SOCIALES ET LA CONFIANCE EN SOI PAR LA PRATIQUE DES ARTS DU CIRQUE ET LA REALISATION D'UN SPECTACLE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE Il s'agit de proposer aux élèves ouverture culturelle et activités propres à développer leurs compétences sociales, les jeunes qui fréquentent l'ERPD de St Mammès étant internes et issus pour beaucoup d'un milieu modeste. Des activités sont proposées dans le cadre de l'accompagnement éducatif : jonglerie, échasses, trampoline. Les élèves assistent à un spectacle intitulé « petit cirque et les petits tonneaux ». Lors d'un séjour de quatre jours dans le cirque équestre de COCICO dans l'Yonne les élèves pratiqueront des activités équestres et de cirque encadrées par des professionnels et prépareront un spectacle joué devant parents et autres groupes de l'internat à l'issue du séjour.	20 élèves internes en CM1 et CM2 (groupe de vie de l'internat "juniors").	3480	Favorable sous réserve de proposer aux élèves un parcours culturel en Ile-de-France, en complément des activités et du séjour dans l'Yonne.		6650	2000	30,08
16	0770940D	LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT	NEMOURS	Créteil	L'AMOUR ET LA FEMME DANS L'OPERA	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose un parcours de découverte d'une oeuvre artistique, Le Barbier de Séville de Beaumarchais autour d'une représentation à l'Opéra Bastille d'un opéra de Rossini et d'une visite des opéras Bastille et Opéra ainsi que d'un séjour à Londres où les élèves assisteront à une représentation du Fantôme de l'Opéra (voyage financé hors subvention régionale). Les élèves rédigeront des articles, notamment sur la place de la femme dans les différentes oeuvres et élaboreront in fine un magazine.	Les 35 étudiants de première et deuxième année de BTS Management des unités commerciales (filière technologique).	2 768,00	Favorable, avec diminution du montant de la subvention au regard du budget disponible restant, le public étudiant n'étant pas un public prioritaire au regard du règlement ALYCCE.		2 768,00	500,00	18,06

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
17	0771436T	LEGTPA BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	Créteil	CONTES ET RACONTE LES 5 CONTINENTS	En association avec la fédération départementale des foyers ruraux de Seine-et-Marne, le lycée propose aux élèves des interventions contées sur le thème des continents. A partir de celles-ci, une classe de BTS réalisera une création qui fera l'objet d'animations dans cinq bibliothèques rurales du département et des élèves de première professionnelle réaliseront une exposition qui accompagnera la création.	- Directement sur le projet : Une classe de BTSA Développement et animation des territoires ruraux, une classe de première professionnelle. Au total 40 élèves. - En tant que spectateur des interventions "conte" : des lycéens. - Total projet : 160 élèves.	2 911,29	Favorable		3 758,29	2 900,00	77,16
18	0771763Y	LGT CHARLES LE CHAUVE	ROISSY EN BRIE	Créteil	THEÂTRE ET FRANCOPHONIE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans la continuité d'un travail autour des langues/ territoires et identités, deux classes vont travailler sur la langue à partir d'un travail artistique dont le vecteur sera le théâtre. Accompagnés par la compagnie du huitième jour (Paris 10ème), les élèves vont découvrir, mettre en voix et en espace un texte théâtral contemporain issu de la littérature francophone en vue d'une présentation publique de la pièce créée. Des moments d'échange sont prévus entre les deux classes, de seconde générale et d'élèves allophones. Tous les élèves bénéficieront d'un parcours culturel et échangeront ensemble avant et après les spectacles : spectacles aux Passerelles à Pontault-Combault et au Tarmac (Paris 20ème).	Deux classes, de seconde générale et d'élèves non francophones. Soit 55 élève au total.	2 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé des intervenants.		3 554,00	1 800,00	50,65
19	0771763Y	LGT CHARLES LE CHAUVE	ROISSY EN BRIE	Créteil	« INEGALITES, DISCRIMINATIONS, CITOYENNETE : LA SOCIOLOGIE EN ACTION »	DISCRIMINATIONS - EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Afin d'élargir le cadre scolaire et de faire réfélchir les élèves sur les notions d'inégalité, de discrimination et de champ médiatique, le projet leur propose d'aborder la sociologie par des moyens divers d'enquêtes, de rencontres professionnelles, d'activités théatre (compagnie NAJE), atelier, jeux, prix bande dessinée... Les élèves réaliseront un journal multimedia en ligne pour témoigner de leurs apprentissages et expériences.	Une classe de première et deux classes de seconde (sur les heures d'enseignement d'exploration et d'accompagnement personnalisé)	2 200,00	Favorable		3 292,00	2 200,00	66,83
20	0771763Y	LGT CHARLES LE CHAUVE	ROISSY EN BRIE	Créteil	PRIX LITTERAIRE INTERETABLISSEMENT – FILLE/GARÇON : STEREOTYPES ET PREJUGES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLES-GARCONS Dans le cadre d'un réseau de district de la Seine et Marne (Roissy, Ozoir la Ferrière, Pontault Combault, Tournan en Brie et Gretz), est organisé depuis 2012-2013 un prix littéraire inter-établissements, lycées et collèges. La Maison des écrivains et de la littérature est partenaire du projet. Autour du thème 2017-2018 "Fille-garçon : stéréotypes et préjugés", les élèves lisent une sélection de livres et élisent leur titre préféré. Diverses activités jalonnent le temps de la lecture : tenue d'un blog de critiques littéraires, rencontre avec un auteur de la sélection,accueil d'une exposition prêtée par le centre H. Auclert, représentation de la Comédie des Ondes : "Les femmes de génie sont rares?", récompense des meilleurs lecteurs et critiques littéraires. Une rencontre des élèves des collèges et lycées aura lieu par commune : débat et élection d'une oeuvre par catégorie (roman, BD, manga). Les résultats de chaque commune seront alors mis en commun et deux prix de district par catégorie seront proclamés (prix des collèges et prix des lycées). Pour information, le lycée C. Claudel de Pontault Combault et le lycée Lino Ventura d'Ozoir la Ferrière participent aussi au projet.	Une classe de seconde générale ou technologique, soit 35 élèves.	800,00	Favorable		1 676,00	800,00	47,73

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
21	0781861Z	LGT LOUIS DE BROGLIE	MARLY LE ROI	Versailles	LES AMBASSADEURS LYCEENS CONTRE LE HARCELEMENT SCOLAIRE	EDUCATION A LA CITOYENNETE - DISCRIMINATIONS - HARCELEMENT En partenariat avec le lycée Charles de Gaulle de Poissy, le projet consiste à lutter contre le harcèlement scolaire en s'appuyant sur les lycéens volontaires qui ont décidé de s'engager et sur l'action d'une enseignante référente en direction de ses collègues. Cette année, les ambassadeurs élèves ont décidé de mener une action de médiation par les pairs. Pour cela il est prévu des modules de formation (association Alternative) à leur attention afin qu'ils continuent de recueillir la parole des élèves et de présenter leur action au sein du lycée et auprès des élèves des collèges voisins.	Au lycée Louis de Broglie : 9 élèves dont 4 de seconde générale et technologique et 5 de première. Au lycée Charles de Gaulle de Poissy, 5 élèves dont 2 de seconde générale et technologique et 3 de première.	3 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention auregard du coût élevé de la formation par élève et de la faible participation des établissements.		3 600,00	2 000,00	55,56
22	0781861Z	LGT LOUIS DE BROGLIE	MARLY LE ROI	Versailles	ECRIRE ET METTRE EN VOIX	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE A partir d'un spectacle On ne voyait que le bonheur tiré d'un texte de Grégoire Delacourt, écrivain, que les élèves auront vu au centre culturel J. Vilar, le lycée propose un projet interdisciplinaire d'écriture et de mise en voix : les élèves suivront un atelier d'écriture animé par l'écrivain précité autour du thème du bonheur, ils écriront des textes personnels et les traduiront en cours de langues. Les textes seront imprimés dans un livre bilingue aux éditions Mazette et une mise en voix des textes à la bibliothèque de Marly sera organisée. Des rencontres avec des professionnels (auteur, comédien, bibliothécaire, éditeur...) enrichiront les contenus pédagogiques.	Classe de seconde	1 664,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du budget consacré au programme ALYCCE, sachant que le dossier a été envoyé hors délai.	Commune de Marly le Roi : 116€	3328	1300	39,06
23	0781951X	LPO LEOPOLD SEDAR SENGHOR	MAGNANVILLE	Versailles	« LA SEINE, UNE GEOHISTOIRE »	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - PATRIMOINE NATUREL Les élèves vont étudier la Seine et ainsi s'approprier une véritable démarche de géographe (géohistoire) : étude du phénomène à différentes échelles à travers notamment des études de terrain, des rencontres, des visites d'institutions culturelles et des conférences. Le projet sera travaillé de manière interdisciplinaire et fera collaborer des classes de la filière générale et de la filière technologique, en lien avec les enseignements. Il débouchera notamment sur une mise en théâtre autour de textes avec le théâtre des Oiseaux.	120 élèves issus de 4 classes de première générale et technologique (ES, S, L et sanitaire et sociale).	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard de la construction du projet notamment en ce qui concerne la nature des dépenses (essentiellement des dépenses liées aux déplacements).		4 934,00	2 000,00	40,54
24	0783286Y	LGT PR SAINT EREMBERT	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Versailles	CLASSE AERONAUTIQUE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CULTURE SCIENTIFIQUE Afin de faire découvrir Le monde de l'espace et de l'aéronautique aux élèves, le lycée leur propose un parcours de découverte et de pratique : des visites de sites industriels et de musées scientifiques en Ile-de-France (site EADS Ariane aux Lureaux, Aéroport CDG, musée de l'air et de l'espace, plais de la découverte), des interventions de professionnels (découverte des métiers d'ingénieurs), une activité pratique de fabrication et de lancement de fusées (au parc aux étoiles de Triel sur Seine) ainsi qu'une formation préparant au brevet d'initiation aéronautique (incluant deux vols). Une sensibilisation aux carrières scientifiques féminines sera faite en partenariat avec l'association Elles bougent. Les élèves réaliseront un magazine avec le Labo des histoires, qui sera diffusé auprès des familles et élèves du lycées. Le projet est complété par un voyage scolaire de trois jours à Toulouse sur le thème de l'aéronautique.	36 élèves de seconde générale dans le cadre de l'accompagnement personnalisé et de l'enseignement d'exploration mais également des autres heures de cours (travail interdisciplinaire).	5 000,00	Favorable sur le parcours culturel hors voyage scolaire et hors formation Brevet d'initiation aéronautique et heures de vol.		27 844,50	2 800,00	10,06
25	0910631S	LP LYC METIER JEAN MONNET	JUVISY SUR ORGE	Versailles	« ANIM' TON LYCEE ! »	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose aux élèves de travailler avec une artiste plasticienne, Camille Goujon, afin de réaliser deux films d'animation : un clip de présentation du lycée et, à la demande de l'infirmière, un clip d'information et de prévention sur les addictions. Une sortie à la Cinémathèque sera organisée afin de faire découvrir aux élèves les racines techniques du cinéma et de replacer le film d'animation dans une perspective historique.	Deux classes de première et de terminale commerce-accueil relations clients usager.	2 640,00	Favorable		3 300,00	2 600,00	78,79
26	0910631S	LP LYC METIER JEAN MONNET	JUVISY SUR ORGE	Versailles	DEFILE DE MODE SUR LE THEME "GRAPHISMES"	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - ORIENTATION Les élèves réalisent un défilé de mode autour du thème "Graphismes" afin de valoriser les formations dans les métiers de la mode et du cuir notamment vers les collégiens du bassin. Ils vont réaliser les décors et accessoires en arts appliqués, rédiger les textes de présentation, rechercher des thèmes musicaux en vue de réaliser la bande-son... Chaque section va valoriser ses compétences (réalisation d'un buffet, accueil, entraînement à la marche...). Les élèves du lycée J. Vernes de Sartrouville vont se charger, dans le cadre de leur formation des métiers du spectacle, de l'habillage. Le défilé se tiendra dans la salle de spectacle de la ville, pour les collégiens et pour les habitants de Juvisy. Pour ces derniers un partenariat multi générationnel sera mis en place avec des structures de personnes âgées par les élèves d'ASSP et d'AES du lycée. Le défilé sera filmé et le film servira de support de communication envoyé dans les collèges et les CIO.	Les élèves de CAP professionnel : maroquinnerie, métiers de la mode-vêtement, accompagnement soins et service à la personne, accueil relation client et usager.	4 360,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le comité suggère au lycée une recherche de cofinancements auprès de l'industrie de la mode.		24 031,00	3 000,00	12,48

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
27	0911033D	LPO LYC METIER HENRI POINCARE	PALAISEAU CEDEX	Versailles	PROJET DANSE-CONTACT – SENSIBILISATION A L'EXPRESSION A TRAVERS LE CORPS ET AU HANDICAP	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans une démarche pluridisciplinaire, les élèves vont être sensibilisés au handicap par le biais de la danse-contact : dans un premier temps, atelier de sensibilisation à la danse, à l'improvisation et écriture créative sur la danse. Dans un deuxième temps, atelier de danse contact conduit par deux intervenants de l'association Anquadanse avec un public en situation de handicap à la MJC de Palaiseau. Les élèves iront voir le spectacle Tutu à Bobino et visionneront des choérégraphies ayant influencé l'histoire de la danse contemporaine. Et un troisième temps qi correspondra à l'organisation et la participation à un week-end de sensibilisation autour de la danse et du handicap.	Une classe de seconde profesionnelle, soins et services à la personne.	3 888,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût des intervenants et du coût élevé du projet par élève.		4 860,00	2 800,00	57,61
28	0911346U	LGT ALBERT EINSTEIN	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	Versailles	LE FRAGMENT ET LE TOUT	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Par le biais des arts et de la littérature et dans une perspective sociologique, citoyenne, esthétique et culturelle, les élèves vont être amenés à s'interroger sur la relation du fragment avec un ensemble. Accompagnés par l'association Créature, les élèves vont effectuer des visites et des ateliers au Louvre et au Panthéon et ainsi engager une réflexion sur la dynamique d'intégration et d'existence du citoyen dans différents groupes. Un travail littéraire à partir de textes de formes et d'auteurs différents va être mené afin d'aboutir à une mosaïque polyphonique de textes. Des créations plasticiennes étayeront une exposition de l'ensemble du projet.	Une classe de seconde générale et technologique.	2 500,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du choix de l'association intervenante. Le projet aurait mérité de faire appel à des écrivains.		3 310,00	1 800,00	54,38
29	0911346U	LGT ALBERT EINSTEIN	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	Versailles	HISTOIRE ET CINEMA	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CINEMA Dans le cadre de l'enseignement d'exploration "Arts visuels", les élèves étudieront l'histoire du cinéma, les outils et les techniques utilisés ainsi que les métiers. Une mise en pratique est prévue (réalisation d'un thaumatrope, rencontres de professionnels, sorties et création d'un court-métrage du scénario aux différents rôles sur le plateau de tournage).	Les élèves de seconde générale et technologique suivant l'enseignement d'exploration "Arts visuels".	800,00	Favorable		1 000,00	800,00	80,00
30	0911346U	LGT ALBERT EINSTEIN	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	Versailles	ROBOTIQUE : EVEIL DE LA CULTURE DES SCIENCES APPLIQUEES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CULTURE SCIENTIFIQUE - DISCRIMINATION EGALITE FILLES GARCONS Dans le cadre du club robotique du lycée, les élèves vont découvrir d'autres formes de culture scientifique appliquées à la mécanique, l'informatique et l'électronique. Conduit en langue anglaise, le projet consiste dans la réalisation d'un nouveau robot et la participation aux trophées de la robotique organisés par l'association "Planète sciences". Les élèves rencontreront d'autres lycéens de la Région Ile-de-France et représenteront le lycée à travers diverses actions culturelles.	Les élèves tous niveaux des filières générale et technologique participant au club robotique du lycée.	1 600,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le projet aurait mérité de proposer une ouverture culturelle aux lycéens.		2 000,00	1 200,00	60,00
31	0911962N	LPO MARIE LAURENCIN	MENNECY	Versailles	DES FEMMES DE GENIE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLES GARCONS Le lycée propose un parcours autour de la place des femmes dans la société notamment dans le domaine scientifique, articulé autour de trois volets : - une exposition et une projection de film suivie d'un débat avec le directeur du musée Curie sur la place des femmes dans les hautes sphères intellectuelles, - la présentation de la pièce de théâtre par la Comédie des Ondes suivie d'un débat animé par une association de promotion des femmes et des sciences, - l'organisation d'une semaine de la femme de génie pendant laquelle seront exposés des portraits de femmes réalisés en cours d'année. Ce travail donnera lieu à des séances artistiques et à une coopération avec des théâtres locaux. Un débat sera organisé avec une femme scientifique de l'association Femmes et Maths.	Trois classes de seconde générale et/ou professionnelle.	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du montage du projet (coordination et articulation des différentes actions proposées) et de la faible qualité de la Comédie des Ondes (impact scientifique et qualité artistique).		6 584,75	1 500,00	22,78
32	0920131T	LGT AUGUSTE RENOIR	ASNIERES SUR SEINE	Versailles	PROJET LULLABY	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Trois lycées (Lycée Renoir, lycée La Fontaine de Paris et Gustave Monod d'Enghien-Les-Bains) vont étudier ensemble la question des chants de transmission orale et leur place dans les sociétés occidentales et questionner les élèves sur la place de la musique dans leur environnement. En partenariat avec Les Cris de Paris, ils vont les mettre en situation d'ethnomusicologues, d'interprètes et de créateurs dans une dynamique d'échange. Chaque lycée aura un rôle à jouer : les élèves du lycée Monod collecteront des chants auprès d'associations de retraités ou de centres d'action sociale, les enverront aux lycéens musique du lycée d'Asnières qui, sensibilisés en amont, sélectionneront un échantillon et transcriront les enregistrements. Les trasncriptions seront remises à la classe musique du lycée de Paris dont la mission sera de composer une oeuvre à partir de cette matière. L'oeuvre ainsi créée sera interprétée par l'ensemble des lycéens participants.	22 élèves du lycée Renoir d'Asnières issus des classes générales de première et terminale spécialité musique ainsi que des élèves du lycée Gustave Monod d'Enghien-les-Bains et ceux de la classe TMD musique du lycée La Fontaine de Paris. Total 90 élèves.	5 000,00	Favorable. Le comité préconise néanmoins que les deux autres lycées participent au financement du projet.	Commune d'Enghien-Les-Bains : 1000€	9 000,00	4 000,00	44,44

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
33	0920137Z	LGT GUY DE MAUPASSANT	COLOMBES	Versailles	ESPACE DE CREATION NUMERIQUE	Le lycée proposera en priorité aux élèves absentéistes et décrocheurs un nouvel outil pédagogique pour apprendre en faisant : un atelier de fabrication numérique (Maker SPace) sera mis à la disposition des élèves et des enseignants au sein du CDI dans un esprit de Fablab (apprentissage par les pairs, rapport horizontal entre les usagers et intelligence collective, compte-rendu et partage de son projet, échanges informels). Les élèves seront formés dans le cadre des enseignements d'exploration, AP, TPE ou des ateliers animés notamment apr l'association DeclicS, la maison de l'image de Colombes, l'association Bondy Blog et le Carrefour numérique de la Cité des sciences.	Tous les élèves tous niveaux des filières générale et technologique sont concernés, priorité pour les élèves décrocheurs et les élus du CVL.	4 802,45	Favorable		6 003,06	4 800,00	79,96
34	0920802X	LGT JEAN-PIERRE VERNANT	SEVRES	Versailles	MARATHON CREATIF	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CIRQUE ET SPORT - ARTS VISUELS ET ARTS DU SPECTACLE En partenariat avec le théâtre Le Monfort de Paris, le lycée propose à des étudiants en MANAA un programme transversal d'ateliers mis en oeuvre par des professionnels afin de leur faire appréhender les enjeux esthétiques du cirque contemporain et la technique du spectacle vivant tout en créant des passerelles avec leur formation en arts appliqués (design de produit, design de communication et design d'espace) : accompagnés par des professionnels du graphisme, de la technique et du spectacle vivant, ils vont suivre un atelier scénographique et de création de maquette, vivre une séquence plateau et suivre un atelier de production de contenus vidéo, audio, graphique autour du spectacle Marathon. Ils suivront en parallèle un parcours spectateurs. Une exposition de leurs travaux se tiendra au lycée et au théâtre Monfort.	Une classe de Mise à niveau en arts appliqués (MANAA).	1 500,00	Favorable, avec diminution du montant de la subvention au regard du budget disponible restant, le public étudiant n'étant pas un public prioritaire au regard du règlement ALYCCE.		950,00	500,00	52,63
35	0920802X	LGT JEAN-PIERRE VERNANT	SEVRES	Versailles	L'IMPROVISATION THEATRALE AU SERVICE DES ENJEUX PEDAGOGIQUES ET EDUCATIFS DU LYCEE	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE En partenariat avec une troupe d'improvisation théâtrale, Beding bedingue theatre, le lycée propose aux élèves des ateliers selon trois axes : - Education et formation à la citoyenneté - Préparation aux oraux - Gestion de classe "sous tension" A moyen terme, la collaboration avec la troupe a vocation à déboucher sur la production d'un spectacle.	150 élèves des filières générale et technologique répartis comme suit : 2 élèves représentants des classes de seconde, 40 élèves des classes de première et de terminale générale et technologique 2 classes de première technologique	2 516,00	Défavorable, il est dommage de mobiliser des intervenants d'une telle qualité sur un projet qui ne répond pas aux objectifs d'ouverture culturelle de l'éducation artistique et culturelle. Le comité recommande par ailleurs au lycée de s'appuyer davantage sur les nombreux acteurs culturels du territoire.		3 146,00	0,00	0,00
36	0922277A	LPO CHARLES PETIET	VILLENEUVE LA GARENNE	Versailles	AUTO-THEME	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Le lycée propose aux élèves de plusieurs filières différentes des métiers de l'automobile de travailler ensemble à la construction d'un objet Totem mécanisé en partenariat avec les artistes du collectif Omproduck. En croisant les disciplines générales et les enseignements techniques, le projet permettra aux élèves de concevoir un objet mobile dont le mécanisme sera activé par les éléments naturels, de suivre des ateliers artistiques avec des sécnographes et des professionnels du spectacle vivant. L'oeuvre plastique créée sera exposé dans la cour du lycée comme symbole de l'exemplarité et des spécificités des filières automobile et du sentiment d'appartenance commune au lycée. Elle circulera ensuite dfans les structures culturelles partenaires du territoire comme le centre d'art Max Juclier de Villeneuve la Garenne.	2 classes de première bac pro Construction de Carrosserie, 2 classes de première ba c pro Mécanique et une classe de 2ème année CAP Peinture.	2 320,00	Favorable		2 900,00	2 300,00	79,31
37	0922277A	LPO CHARLES PETIET	VILLENEUVE LA GARENNE	Versailles	JE JOUE DONC JE SUIS	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec la compagnie Bewitched, le lycée propose un projet théâtre en vue de restaurer l'estime de soi d'élèves en difficulté. Plusieurs niveaux de classes et de spécialités seront impliqués afin de favoriser le dialogue entre elles ainsi que la vie lycéenne. Les élèves se produiront en public au lycée et dans un lieu culturel de proximité (saynètes représentatives de différents genres théâtraux). Ils réaliseront les costumes et imagineront et réaliseront les décors. Un reportage photo et vidéo sera réalisé.	La classe porteuse est une classe de 2ème année de CAP maintenance des véhicules. Les classes associées sont : une 2ème année de CAP Réparation des carrosseries, une CAP Peinture en carrosserie, une terminale bac pro Construction des carrosseries et une terminale BTS Conception et réalisation de carrosseries.	2 556,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du montage du projet : le comité recommande de mobiliser les ressources culturelles du territoire pour proposer aux élèves un véritable parcours culturel.		3 195,20	2 000,00	62,59

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
38	0930118Y	LGT JEAN RENOIR	BONDY	Créteil	EREC ET ENIDE, HAWA, SOULEYMANE ET NOUS AUTRES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - LITTERATURE Monté en interdisciplinarité, le projet consiste à faire étudier aux élèves un texte classique (le premier roman de chevalerie de l'histoire) qui fut réécrit dans une écriture contemporaine (par Manuel Vasquez de Montalban, auteur du XXè). Les élèves réfléchiront sur la dimension universelle d'une oeuvre littéraire. Par le truchement du cinéma et l'accompagnement de l'association des cinéastes documentaristes, ils créeront un film documentaire de court métrage, procéderont à une troisième réécriture et à une création artistique (ils interpréteront les personnages du récit).	Classe de 2nde	2 934,40	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du budget 2017 alloué au programme ALYCCE.		3 668,00	2 700,00	73,61
39	0930126G	LPO AUGUSTE BLANQUI	SAINT OUEN	Créteil	FONDER UNE CULTURE COMMUNE	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - LAICITE - VIVRE ENSEMBLE Autour des principes fondateurs de la République, le projet se décline en trois actions sur trois niveaux de classes de manière à rayonner sur l'ensemble du lycée : - réflexion sur la construction du vivre ensemble enrichi par des sorties et des débats avec des intervenants de la presse et de la justice, - Sorties et échanges culturels autour des représentations culturelles et sociales des élèves débouchant sur un travail d'écriture d'articles sur les spectacles vus. L'approche dramaturgique des spectacles sera approfindie avec un travail sur la scénograhie, la création de montages iconographiques sur les spectacles et des rencontres avec des professionnels. - un atelier de culture générale comprenant des sorties culturelles sur les thèmes des identités plurielles et du vivre ensemble, la découverte des oeuvres littéraires et musicales dont se sont inspirés les spectacles. Les élèves réaliseront un débat radiophonique autour des spectacles. Ils visiteront la Maison de la radio et effectueront un travail de montage collectif afin de découvrir les métiers du domaine audiovisuel.	80 élèves issus d'un groupe constitué d'élèves issus de plusieurs secondes de l'enseignement d'exploration "Littérature et société", d'un groupe d'accompagnement personnalisé ouvert à tous les volontaires de terminale générale et technologique, ainsi que d'élèves de première S. Sections générale et technologique (STMG).	5 000,00	Favorable pour une troisième et dernière année de soutien régional dans le cadre du programme ALYCCE		6 300,00	4 500,00	71,43
40	0930133P	LP THEODORE MONOD	NOISY LE SEC	Créteil	J'AI TROP TRIME : L'EGALITE HOMMES-FEMMES AU TRAVAIL	EDUCATION A LA CITOYENNETE - DISCRIMINATIONS ET EGALITE HOMME-FEMME - THEATRE - MONDE DU TRAVAIL - THEATRE Dans le cadre de l'axe citoyenneté et culture du projet d'établissement et des orientations du CESC, et en écho avec les enseignements autour de la sécurité au travail et de l'histoire des femmes, il s'agit de proposer aux élèves de réfléchir sur la discrimination homme-femme au travail. Le projet s'appuit sur une représentation au sein du lycée d'un spectacle-débat du théâtre des Turbulences de Montreuil, ainsi que sur des rencontres avec des acteurs du monde du travail (inspection du travail, témoignage de salarié de l'industrie, table ronde femmes chefs d'entreprise du CAC 40). Les élèves approfondiront cette réflexion sous forme de réalisation d'affiches de prévention en cours d'arts appliqués.	Les élèves de première bac pro ARCU, commerce, électronique, gestion-administration, maintenance, vente et métiers de la mode et du vêtement. Total 240 élèves.	2 954,00	Favorable malgré la prestation clef en main du théâtre et l'absence de parcours plus étoffé.		3 692,50	2 500,00	67,70
41	0930831Y	LP ARISTIDE BRIAND	LE BLANC MESNIL	Créteil	WEB-RADIO - LES LYCEENS FONT ENTENDRE LEURS VOIX	EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEDIAS - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Avec l'association RAJE, le lycée prévoit la création d'une webradio sur la durée pour permettre aux élèves de s'en emparer et de devenir de véritables acteurs de l'information. Chaque niveau et filière travaillera sur une partie de la webradio : installation audio et électrique, conception des supports et identité visuelle. Les élèves bénéficieront de cours d'éducation aux médias, d'ateliers d'écriture, de graphisme et d'acoustique avec différents professeurs et intervenants (Raje, Radio France, journal de la ville, service enseignement professionnel de la ville). Une participation à la semaine de la presse et au concours Médiatiks 2018 organisé par le CLEMI est prévue.	84 élèves de quatre classes de seconde professionnelle, filière électronique, chaudronnerie, aéronautique et maintenante des équipements industriels.	4 592,00	Favorable		6 700,00	4 500,00	67,16
42	0931565W	LGT FLORA TRISTAN	NOISY LE GRAND	Créteil	ATELIER THEÂTRE AU LYCEE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans le cadre de l'association culturelle du lycée qui propose aux élèves et à leurs parents des sorties théâtre, concert, danse, exposition, et à la demande des lycéens, il est prévu des cours de théâtre au lycée avec l'association Villa Commedia. Les élèves volontaires travailleront une pièce qu'ils auront choisie et qu'ils présenteront en fin d'année. Les enseignants en charge de l'association feront le lien avec l'équipe éducative afin de faciliter les échanges et interaéctions pédagogiques. Les élèves de la maison des lycéens y participent aussi activement.	L'action est proposée à tous les élèves de la seconde aux classes de BTS.	3 070,00	Défavorable au regard du coût du projet par élève, de l'absence de participation financière directe du lycée et d'information insuffisante sur l'association intervenante. Le comité recommande au lycée de faire appel à une structure culturelle du territoire.		3 840,00	0,00	0,00

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
43	0931565W	LGT FLORA TRISTAN	NOISY LE GRAND	Créteil	S'INITIER AU YOGA POUR ABORDER LES EXAMENS PLUS SEREINEMENT	EDUCATION A LA SANTE Afin d'aider les élèves pendant leurs révisions du baccalauréat, le lycée leur propose des cours de yoga au CDI axés sur des techniques de détente et de gestion du stress. Par ce biais il s'agit notamment d'établir un pont entre pratique physique et pratique culturelle en utilisant le CDI comme un lieu de culture au sens large (connaissances sur le monde et sur soi-même).	Les élèves volontaires de terminale générale et technologique (9 classes), avec une participation de 3€.	2 400,00	Défavorable. Le comité estime que le projet se limite à la mise en place d'ateliers sans projet pédagogique associé (rôle de l'infirmier du lycée, actions de sensibilisation, implication des élèves…).		3 070,00	0,00	0,00
44	0931585T	LGT ANDRE BOULLOCHE	LIVRY GARGAN	Créteil	LE RETOUR A LA PAIX. COMMEMORER LE CENTENAIRE DE 1918 PAR LE CONTE ET LA MUSIQUE	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQEU ET CULTURELLE Dans le cadre de l'accompagnement personnalisé, le lycée propose une approche interdisciplinaire de la guerre et du retour à la paix. Accompagnés par plusieurs partenaires (La muse en circuit, Le Hall de la chanson avec un comédie-conteur, un audiovsualiste de la société de production Ramcesprod), les élèves vont réaliser un récit conté, avec la production d'une miniature électro-acoustique et développeront ainsi plusieurs compétences (filmer, réciter des textes, travailler des oeuvres plastiques). Ils rencontreront des classes d'un autre établissement. Une sortie au Musée de la Grande guerre à Meaux est prévue. Il eszt possible que les élèves participent à un concours d'éloquence soit interne soit avec le Mémorial de Caen.	Une classe de seconde générale.	3 700,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du budget 2017 alloué au programme ALYCCE.		5 200,00	3 500,00	67,31
45	0931779D	LPO LYC METIER DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE	MONTREUIL	Créteil	LANDSCAPE/PAYSAGE 2	CULTURE - CIRQUE - ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Le projet consiste pour la deuxième année à lier la pratique d'une compagnie (La Migration) et celle des étudiants Métiers du paysage et lycéens en CAP fleuristes autour du thème du paysage, des arts plastiques et du langage du corps. Une commande du conseil départemental concernant le parc J. Moulin et la réalisation de structures cinétiques sera le prétexte à la réalisation d'un projet mélant formation professionnelle des étudiants et élèves et processus de création artistique de la compagnie. Le projet sera jalonné de moments de pratique acrobatique, de pratique plastique, de sorties et de spectacles (Villette, Ecole nationale des arts du cirque de Rosny-sous-Bois). La restitution se fera à travers des dessins et des phrases acrobatiques avec la compagnie dans le jardin-école du lycée ainsi que l'exposition des structures cinétiques.	La classe ATS-métiers du paysage (classe préparatoire au concours d'entrée des écoles supérieures du paysage) et la classe de CAP fleuriste (constituée en partie d'élèves non francophones).	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé du projet sachant qu'une partie du public n'est pas prioritaire (la classe prépa).		7 660,00	4 000,00	52,22
46	0932048W	LPO BLAISE CENDRARS	SEVRAN	Créteil	NORMES ET TRANSGRESSION AU THEATRE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE Dans le cadre de l'atelier théâtre du lycée, le projet consiste à montrer aux élèves comment le théâtre est vecteur d'émancipation et à engager un travail sur le poids des normes sur l'individu : autour de la thématique "Sortir de la norme", ils vont aborder la pratique théâtrale dans le cadre de l'atelier animé par une enseignante diplômée du conservatoire et comédienne, et avec des professionnels, ils vont suivre des sessions de travail (ateliers de pratique, rencontres) autour de la problématique "Normes et transgression" dans deux théâtres (Aragon de Tremblay et théâtre de la Colline 20ème) et suivre un parcours de spectateur dans ces théâtres et dans d'autres lieux culturels. Les élèves de l'atelier mettront en scène un spectacle d'1h15 environ, valoriseront leur travail dans les ateliers lors du festival CQFD du théâtre Aragon et participeront éventuellement au colloque Jeunesse du théâtre de la Colline.	Les 15 élèves volontaires de terminale général et technologique de l'atelier théâtre du lycée.	2 800,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé par élève.		9 408,00	2 400,00	25,51
47	0932117W	LPO LUCIE AUBRAC	PANTIN	Créteil	IMMIGRATION ET ALIMENTATION	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE - SANTE Afin de travailler sur les questions de citoyenneté et de mémoire qui constitue un enjeu fort dans le lycée, ce dernier a fait appel à l'association La Tribu qui organise chaque année un festival culturel sur ces questions. A travers des pratiques artistiques, écriture, musique, théâtre, danse, cinéma et littérature, il s'agit de sensibiliser les élèves à l'histoire. Autour des thèmes de l'immigration, racisme et discrimination, les élèves visionneront des films et en débatteront. Des ateliers de création d'écriture et d'improvisation aboutiront sur l'écriture d'un scenario, son tournage puis diffusion ainsi que la présentation d'une petite revue (poème, slam). Le lycée s'enrichira d'un travail autour de la malbouffe, la question du sucre et de l'agriculture sera abordée.	6 classes professionelles ASP, MELEC et APH : 2 classes de seconde, 2 classes de première et 2 classes de terminale.	1 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale, pour une troisième et dernier année de soutien : le lien entre le travail sur la citoyenneté / mémoire et l'alimentation n'est pas clair. Le comité préconise par ailleurs au lycée de prévoir un parcours afin d'élargir le projet.		15 000,00	800,00	5,33

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
48	0932117W	LPO LUCIE AUBRAC	PANTIN	Créteil	CHACUN CHERCHE SON CLOWN	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - LA VILLETTE Le lycée propose un projet autour du cirque à toutes les classes d'une même filière tous niveaux confondus. Ils seront accompagnés par deux artistes de la compagnie de cirque Marcel et ses drôles de femmes (Angèle Guilbaud et Noémie Armbruster) qui leur feront découvrir leur processus de création. Les ateliers de pratique se centreront plus particulièrement sur le personnage du clown, avec des exercices d'improvisation au plateau et des ateliers d'écriture. Un parcours de spectateur à la Villette complètera l'immersion avec des artistes ainsi que des rencontres métiers, une conférence sur les esthétiques du cirque contemporain et une visite de la grande halle de la villette. Les élèves réaliseront des saynettes sous forme vidéo ainsi qu'un court métrage. Une exposition photo sera également présentée au sein du lycée.	30 élèves de la filière professionnelle issus des niveaux de première Hygiène Propreté Stérilisation et des terminales Agent de propreté et d'hygiène et Hygiène Propreté et stérilisation.	2 500,00	Favorable		4 888,00	2 500,00	51,15
49	0932117W	LPO LUCIE AUBRAC	PANTIN	Créteil	ATELIERS DE PRATIQUE MUSICALE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose un projet musical autour des musiques du monde à quatre classes. Des ateliers de pratique instrumentale leur seront proposés ainsi que pour les classes de première une visite au musée du quai Branly et un concert à la cité de la musique. Les élèves réaliseront des tutoriels sur la pratique des instruments, un portfolio sur les métiers offerts par les institutions culturelles ainsi qu'un court métrage.	96 élèves de la filière professionnelle, dont deux classes de seconde et deux classes de première "métiers de l'électricité et de ses environnements connectés".	1 500,00	Favorable		3 280,00	1 500,00	45,73
50	0940113M	LPO LANGEVIN WALLON	CHAMPIGNY SUR MARNE	Créteil	J'AIME LA MATHEMATIQUE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CULTURE SCIENTIFIQUE - EGALITE FILLES GARCONS Autour du rapport des élèves aux mathématiques, le projet propose un travail théâtral et d'écriture qui sera exploité en enseignement d'exploration d'information et de création numérique. Avec la Comédie des Ondes, l'association Animath et d'autres partenaires, les élèves vont suivre des manifestations autour des maths, notamment autour de la question de l'accès des filles aux filières scientifiques. Les élèves vont présentés des saynètes, faire des vidéos et des photos.	Les 30 élèves d'une classe de seconde générale et technologique.	600,00	Favorable		2 028,80	600,00	29,57
51	0940113M	LPO LANGEVIN WALLON	CHAMPIGNY SUR MARNE	Créteil	L'ENGAGEMENT CITOYEN	EDUCATION A LA CITOYENNETE - ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Dans le cadre de l'EMC et de l'accompagnement personnalisé, en partenariat avec des intervenants extérieurs (association Choreparlée, Champigny en transition, Incroyables comestibles, La Plaine des Bordes...), les élèves vont être sensibilisés aux questions du développement durable et de citoyenneté par le biais de pratiques (aménagement de jardins urbains) et de sensibilisation (actions avec des intervenants autour du compost, de la biodiversité, intervention dans les collèges pour partager l'expérience, commémorations, analyse d'oeuvres, présentation d'une oeuvre collective par l'activité théâtre). Dans le cadre de cette action citoyenne, ils vont préparer le concours national d la résistance et de la déportation autour du thème "S'engager pour libérer la France".	50 élèves de deux classes de première technologique "Sciences et technologies du management et de la gestion".	4 400,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention, le lien entre le travail sur le développement durable et la préparation du concours de la résistance n'est pas visible.		5 500,00	2 000,00	36,36
52	0940116R	LGT EUGENE DELACROIX	MAISONS ALFORT	Créteil	REGARD ET CONFIANCE A TRAVERS LE SPECTACLE VIVANT	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE En collaboration avec un comédien, Mohamed Rouabbi, de la compagnie Les Acharnés, le lycée propose à toutes les classes de première STMG de suivre des ateliers d'écriture et de pratique théâtrale en vue d'une production scénique en fin d'année. Un parcours spectateur complètera le projet.	Toutes les classes de première technologique de la filière STMG, soit 70 élèves.	4 920,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du caractère imprécis des modalités de mise en oeuvre du projet (rôle des enseignants et partenariat avec une structure culturelle locale).		6 150,00	4 000,00	65,04
53	0940822H	LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	Créteil	PREVENTION DES ADDICTIONS	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION AUX MEDIAS Le lycée propose à deux classes un projet transversal autour de la prévention des addictions mêlant expression écrite, expression orale et expression corporelle ainsi qu'une campagne de sensibilisation pro-active. Les élèves collecteront des documents en lien avec les addictions, renconteront des spécialistes en addictologie (l'ANPAA), créeront un comité de rédaction et création d'une émission radiophonique (association Chronos et Kaïros) ainsi qu'un court-métrage collectif pour exprimer leur relation avec les addictions (association Les12Etoiles et la compagnie Myriam Dooge). Le projet devrait lancer une dynamique à l'échelle du lycée, l'émission radio sera en effet proposée à l'écoute sur le site du lycée, l'audioblog Arte radio et sur les réseaux sociaux, et le court-métrage sera diffusé lors d'une restitution publique simultanément à l'accorochage des propositions graphiques des élèves sous la forme d'une campagne interne de prévention des addictions.	70 élèves de deux classes : une classe de première option Arts appliqués STD2A et une classe de mise à niveau en arts appliqués (MANAA).	3 500,00	Favorable avec diminution de la subvention au regard du coût élevé de l'intervention de l'ANPAA		4 440,00	2 500,00	56,31

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
54	0940822H	LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	Créteil	LIVRES SERVICE A VINCENNES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Sur commande de la ville de Vincennes et en lien avec la médiathèque, le lycée va proposer aux élèves un projet professionnalisant autour de la réalisation de boites à livres permettant aux habitants de déposer des livres en vue d'échanges et de partages. Deux classes technologiques vont travailler sur l'étude de conception de ces boîtes, sur l'étude d'implantation dans un environnement défini par la ville, en lien avec le cahier des charges fourni par les élus. La fabrication des boites sera confiée à BTP CFA Eure-et-Loir. Une exposition des boîtes sera effectuée avant leur installation dans des lieux adaptés de la ville de Vincennes.	Deux classes technologiques, une classe de première et une classe de terminale sciences et technologie du design des arts appliqués (STD2A). Soit 52 élèves.	3 500,00	Favorable. Le comité demande au lycée de consacrer une partie de la subvention à un projet d'ouverture culturelle pour les élèves.	Commune de Vincennes : 1500€	5 150,00	3 500,00	67,96
55	0950164M	EREA FRANCOISE DOLTO	BEAUMONT SUR OISE	Versailles	QUEL CIRQUE !	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CIRQUE - DANSE En partenariat avec le parc de la Villette et un artiste circassien, les élèves vont suivre des ateliers d'initiation au cirque contemporain lié à d'autres arts de la scène, danse et théâtre. Forts d'un parcours autour d'ateliers, de spectacles et de rencontres avec des artistes de plusieurs compagnies, ils créeront une petite forme présentant les différentes facettes et esthétiques du cirque dans le monde. Celle-ci pourra notamment être présentée dans une maison de retraite de la ville.	14 élèves, en situation de handicap pour la plupart, issus de l'enseignement professionnel adapté (CAP du pressing, de la mode, de la restauration...).	1 460,00	Favorable		2 240,00	1 400,00	62,50
56	0950164M	EREA FRANCOISE DOLTO	BEAUMONT SUR OISE	Versailles	AGIR DANS LE POLE VENTE AVEC DES ANIMATIONS	EDUCATION A LA CITOYENNETE Le lycée souhaite placer les élèves de l'EREA au centre du montage d'un projet éducatif, de manière à revaloriser leur image par rapport aux autres élèves de lycée professionnel. Les élèves prépareront une sortie pédagogique au Futuroscope de Poitiers et solliciteront leurs compétences professionnelles. Sur place ils découvriront un vivier de métiers très variés répartis dans de nombreux domaines (accueil, communication, comptabilité...) et concluront la sortie à travers un parcours enquête et des échanges avec un responsable Marketing et vendeurs boutiques.	Les élèves de première et deuxième année Employé de vente spécialisé option B.	2 500,00	Défavorable car il s'agit d'un voyage pédagogique autour duquel les actions éducatives ne sont pas suffisamment explicitées. Le lien avec les enseignements et la qualité pédagogique du projet n'apparaîssent pas clairement.		3 513,00	0,00	0,00
57	0950641F	LPO JEAN JAURES	ARGENTEUIL	Versailles	ARGENTEUIL, MA VILLE, MES MYTHES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - AUDIOVISUEL ET TERRITOIRE Sur la base d'un constat relatif au rapport difficile que les jeunes de banlieue entretiennent avec leur territoire, il leur est proposé un processus réflexif grâce à la création d'une mythologie urbaine à partir de la ville d'Argenteuil et de son histoire. Les élèves créeront par groupe des récits, mèneront des enquêtes de terrain, visiteront la ville avec la Société historique et archéologique d'Argenteuil et du Parisis. Accompagnés par une metteuse en scène et vidéaste, ils se verront confiés l'écriture et la réalisation d'un court-métrage conçu comme l'épisode d'une série "Argenteuil, ma ville, mes mythes". Le projet se déroulera sur les heures de cours en français et en histoire-géographie ainsi que sur les heures d'accompagnement personnalisé. Une projection de cette série de 4 courts métrages sera présentée à la salle de cinéma le Figuier Blanc, au lycée et à la maison pour tous.	Classes de première et terminale S et de premières Electronique et STI2D	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard de la nécessité de préciser le travail interdisciplinaire et d'approfondir le travail avec le partenaire artistique. Une enveloppe complémentaire sera attribuée par la DAAC de Versailles à hauteur de 1000€.		10 544,00	1 000,00	9,48
58	0950647M	LGT GERARD DE NERVAL	LUZARCHES	Versailles	PROJET PAR LES PAIRS CONTRE LES CONDUITES ADDICTIVES	EDUCATION A LA SANTE A l'initiative de l'infirmière scolaire, le lycé propose un projet de prévention des addictions qui s'appuie sur l'initiative des élèves eux-mêmes : avec l'association de la Ligue contre le cancer, les élève volontaires créeront un outil de prévention à l'attention de leurs camarades. Ils découvriront tout d'abord les notions essentielles de l'addiction puis enrichiront leur réflexion qui les conduira à travailler le message qu'ils voudront faire passer. Le projet se terminera par la présentation de l'outil créé. Ce dernier pouvant ensuite être mis à disposition des enseignants et notamment utilisé dans les cours d'Educaiton morale et civique.	25 élèves volontaires issus des classes de seconde et de première générale et technologique, sur temps scolaire et extra-scolaire.	4 409,00	Favorable avec diminution de la subvention au regard de la pertinence du nombre élevé d'heures de formation de la Ligue contre le cancer		5 759,00	3 500,00	60,77
59	0950709E	LP LYC METIER VIRGINIA HENDERSON	ARNOUVILLE LES GONESSE	Versailles	IL N'Y A PAS DE PREJUGES ANODINS	DISCRIMINATIONS - TERRITOIRE - MEMOIRE - RELIGION Dans la continuité d'un travail autour de la laïcité et des croyances religieuses réalisé avec les mêmes élèves alors en première, il s'agit d'aborder la question des préjugés et comportements racistes en lien avec les évènements majeurs du XXème siècle. Les élèves mèneront une enquête historique sur le territoire d'Arnouville (héritage des Arméniens installés à partir de 1912...) puis accompagnés par Passeurs d'images ils suivront des ateliers de conception photographique et d'écriture mais également des ateliers et expositions dans différents lieux culturels de Paris (Mémorial de la Shoah, musée de l'homme...). Le projet se terminera par un voyage en Pologne te la visite du camp d'Auschwitz (non financé sur le budget ALYCCE).	Une classe de terminale gestion-administration	3 520,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût du projet par élève.		4 401,00	3 000,00	68,17

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
60	0950709E	LP LYC METIER VIRGINIA HENDERSON	ARNOUVILLE LES GONESSE	Versailles	SUBLIMONS NOS PULSIONS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec le festival théâtral du Val d'Oise, le lycée propose à plusieurs classes un parcours éducatif et culturel autour du thème des pulsions intimes. Les élèves travailleront à partir de la création de la compagnie Les Echos tangibles, KRIM et suivront un parcours de spectateurs, une série d'atelirs d'écriture et de pratique théâtrale. Les élèves travailleront le thème en relation avec leur formation puis feront une restitution publique sous forme de récit poétique.	Première Service de Proximité et de Vie Locale, CAP petite enfance et première gestion administration	1 480,00	Favorable		5 025,20	1 400,00	27,86
61	0950947N	LPO DE LA TOURELLE	SARCELLES	Versailles	LYCEENS ET PREVENTION DES RISQUES : AGIR POUR SOI ET POUR LES AUTRES	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS L elycée propose un projet autour de l'estime de soi et du respect de l'autre afin de permettre aux élèves de se positionner face aux prises de risque propres à l'adolescence. Selon les niveaux des classes, plusieurs ateliers et interventions leur sont proposés sur les addictions, les moqueries, le respect des règles et le respect de soi, la communication vestimentaire et sur le stress. Les intervenants seront extérieurs (association EDVO, association Olympio) et internes (infirmière scolaire). Les interventions donneront lieu à des actions au sein du lycée (affichages, commentaires entre classes...).	633 élèves de plusieurs classes tous niveaux : 10 classes de seconde générale, 6 classes de seconde professionnelle, et 7 classes de première professionnelle électrotechnique-système numérique.	3 834,78	Favorable		4 793,48	3 800,00	79,27
62	0951090U	LP LYC METIER PIERRE MENDES France	VILLIERS LE BEL	Versailles	L'AUTRE, CITOYEN	EDUCATION A LA CITOYENNETE - Le lycée organise deux semaines de l'altérité et de la citoyenneté au cours desquelles de nombreux évènements sont prévus, en lien avec les enseignements : autour du handicap (exposition, pratique du handisport, escapes games), des addictions (spectacle Jacques addict), interventions autour de la violence, jeux sur la laïcité, le harcèlement, participation au concours Je filme le métier qui me plaît. Le projet s'appuie sur des intervenants extérieurs et repose sur la formation d'élèves ambassadeurs participant à la co-construction des actions. Les élèves réaliseront des slogans en cuivre et en bois illustrant les principales idées développées.	Toutes les classes bénéficieront des expositions. Les interventions seront priorisées pour les classes de seconde professionnelle et les premières années de CAP du bâtiment (génie énergétique et menuiserie), une cinquantaine de stagiaires GRETA et une trentaine d'apprentis.	6 733,50	Favorable avec diminution de la subvention au regard de la faible implication financière du lycée. Le thème de l'addiction est abordée mais son traitement est insuffisant et le spectacle cher pour emporter un supplément de subvention		8 533,50	5 000,00	58,59
63	0951922Y	LGT CAMILLE SAINT SAENS	DEUIL LA BARRE	Versailles	DU TEXTE AU JEU	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans la prolongation des années précédentes, le lycée propose aux élèves un projet d'expression théâtrale placé au coeur de ses activités artistiques et construit dans le cadre d'un partenariat avec le théâtre de la Vallée, l'association Postures, le théâtre de l'Aquarium et le théâtre Gérard Philippe. Plusieurs actions sont prévues : un atelier théâtre hebdomadaire de pratique accomapgné par un parcours de spectateur ouvert à tous les élèves, le projet Inédithéâtre conduit avec une classe, des séances de théâtralisation de textes dont certains sont chantés.	Tous les élèves du lycée, toutes filières et tous niveaux : les sorties et l'atelier sont proposés à tous les élèves; en revanche le projet Inédithéâtre concerne une seule classe.	5 000,00	Favorable pour la dernière année de soutien dans le cadre du programme ALYCCE, avec diminution du montant de la subvention au regard du budget 2017 consacré au programme ALYCCE.	Communes SIL : 3070€	12 810,00	4 000,00	31,23
64	0951937P	LPO PAUL EMILE VICTOR	OSNY	Versailles	« NATURE ET ARTISTES, SOURCES D'INSPIRATIONS RECIPROQUES »	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose un parcours articulé autour de trois axes : un enseignement autour de la découverte des artistes et de leur rapport à la nature, des sorties et des ateliers de pratique pour découvrir des lieux culturels (Paris, Ile-de-France et Normandie) et rencontrer des artistes, et enfin avec l'aide d'intervenants du CAUE95, la création d'un massif floral. L'ensemble des restitutions seront présentées lors des portes ouvertes et des journées organisées par le CVL.	Deux classes de première générale et professionnelle (ES ou L, gestion-administration).	2 722,00	Favorable	Commune d'Osny : 100€	3 765,20	2 700,00	71,71

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
65	0750652B	LG CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	Paris	LES REPRESENTATIONS DU CORPS FEMININ	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - DANSE IMAGE Dans le cadre d'un partenariat avec le CDC Atelier de Paris, le lycée propose aux élèves une immersion dans le processus de création autour de la question du corps féminin et de ses représentations. La majeure partie des classes de seconde et de première bénéficieront de deux journées de pratique artistique et culturelle menées par trois artistes chorégraphiques de la compagnie Traces, dans un va-et-vient entre leur nouvelle création et les enseignements (ateliers du regard, courtes performances dansées en classe et dans différents espaces du lycée, mises en corps, ateliers de pratique et ateliers de création au sein des classes). Une classe de seconde et un regroupement de premières suivront en particulier un processus de création dansée (atelier de pratique chorégraphique, visites de lieux de création et rencontre avec des artistes et découverte des métiers du spectacle, sorties autour de deux représentations dont une à la Cartoucherie de Vincennes, restitution avec d'autres établissements scolaires impliqués dans le PEAC du CDC Atelier de Paris).	Une classe de seconde générale (35 élèves) pour le processus de création et des regroupements de classes (de seconde et de première ainsi qu'un groupe d'élèves de l'association sportive danse) pour les deux journées particulières dédiées à la création chorégraphique. Total 80 élèves.	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé de la proposition du CDC Atelier de Paris, qui est identique quelque soit le contexte des lycées (cf 4 autres projets similaires).		6 841,00	3 700,00	54,09
66	0750668U	LG JACQUES DECOUR	PARIS 09EME	Paris	LES BULLES DE MONTMARTRE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - LITTERATURE - INTER-ETABLISSEMENTS ET INTER-DEGRE Le projet consiste dans l'organisation d'un prix littéraire consacré au roman graphique à destination de 8 établissements du bassin du 9ème et 18ème arrondissement : les lycées Edgar Quinet, Jacques Decour, Lamartine et Suzanne Valadon. 5 classes de troisième et quatrième se joindront à l'opération (hors financement Région). Les élèves liront 4 titres parus en 2016/2017 et voteront pour leur livre favori. Ils travailleront autour de ces livres (critique, invention) et rencontreront leurs auteurs, des professionnels du livre et les élèves des autres établissements . Les travaux des élèves seront exposés dans les CDI partenaires et mis en ligne sur le blog du prix.	172 élèves issus de 7 classes de seconde de lycées différents et de 5 classes de collège.	3 214,00	Favorable pour la troisième et dernière année de financement régional sur le programme ALYCCE.		4 018,01	3 200,00	79,64
67	0750677D	LPO ELISA LEMONNIER	PARIS 12EME	Paris	PASSAGE – S -	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE Dans le cadre d'une fin de résidence de la compagnie Hors piste au lycée, les artistes proposent aux élèves un travail artistique et géographique autour du déplacements des hommes au sein des territoires. Le fil conducteur du projet est la cartographie qui sera réalisée par l'institut d'études politiques de Paris en regard d'un travail artistique d'écriture et de réalisation d'images. Le projet propose trois axes qui correspondent à trois types de publics du lycée, les traceurs (qui créeront un parcours et des trajectoires reliant l'extérieur et l'intérieur du lycée), les rêveurs (qui écriront à partir de tracés des histoires) et les passeurs (qui fabriqueront une carte mémoire des parcours des rêveurs). Une installation plastique/vidéo et sonore sera réalisée autour du projet. A ces parcours au sein du lycée en interaction avec l'extérieur, se greffe une rencontre avec des élèves d'un EREA du 20ème arr. autour d'un texte relatif au passage d'un monde à l'autre et de la peur qui régit ce passage. Ce travail collaboratif donnera lieu à une performance théâtrale à la maison des métallos.	Environ 200 élèves des secondes, premières et terminales générales, technologiques (STMG) et professionnelles (Communication/métiers de la mode/coiffure/esthétique).	5 000,00	Favorable avec diminution de la subvention au regard du budget 2017 consacré au programme ALYCCE (coût des fournitures).	Commune de Paris - Mairie du 19ème : 1500€	22 053,00	4 500,00	20,41
68	0750690T	LGT FRANCOIS VILLON	PARIS 14EME	Paris	LIRE A VOIX HAUTE POUR RETROUVER LE PLAISIR DE LIRE ET DE PARTAGER DES TEXTES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - LECTURE Dans une démarche pluridisciplinaire, le lycée propose aux élèves un parcours autour de la lecture à voix haute de textes de littérature classique et contemporaine. En association avec La Voix des Livres, ils vont suivre un stage de lecture, lire ensuite une sélection de livres, enchaîner avec deux ateliers de lecture à voix haute avec un comédien du théâtre de l'Odéon. Ils iront écouter deux spectacles de lecture à voix haute, intervieweront des libraires voire des auteurs en résidence à Paris, participeront à une émission de webradio en relation avec un groupe qui suit l'enseignement "arts du son" en seconde, puis prépareront une émission littéraire ouverte aux parents et à tous les acteurs du lycée.	70 élèves de seconde générale et de première technologique.	579,00	Favorable		5 014,00	579,00	11,55
69	0750690T	LGT FRANCOIS VILLON	PARIS 14EME	Paris	ROMAN GRAPHIQUE ET SOCIETE	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose aux élèves de débattre des grand sujets économiques, sociétaux et historiques abordés dans les romans graphiques et d'engager un véritable parcours citoyen. Grâce à la lecture croisée avec la presse et les essais, il s'agit de permettre à des élèves non lecteurs de comprendre et de s'impliquer dans le monde. Des rencontres avec un auteur de BD, un économiste, un journaliste et un libraire seront organisées tout au long du projet. Un blog sera créé et les élèves lanceront une enquête sur les pratiques de lecture de roman graphique à l'intérieur du lycée.	Les 35 élèves d'une classe de première économique générale.	2 441,00	Favorable		3 052,00	2 400,00	78,64

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
70	0750690T	LGT FRANCOIS VILLON	PARIS 14EME	Paris	PARCOURS « ENTREPRISES - INSTITUTIONS - CULTURE »	EDUCATION A LA CITOYENNETE - ORIENTATION - ECOLE-ENTREPRISE Dans le cadre d'une politique volontariste d'accompagnement de ses élèves, le lycée propose aux élèves de la filière STMG des projets pédagogiques inclusifs, de façon à rapprocher les pratiques pédagogiques des métiers de référence. Pour cela, il leur est proposé un projet d'immersion dans un prcours de découverte des entreprises, des métiers de l'encadrement, des institutions et des lieux culturels (musées, assemblée nationale...). En vue de les aider dans leur orientation et la découverte des métiers, un partenariat privilégié sera noué avec l'association 100 000 entrepreneurs qui fera des interventions mensuelles au lycée, en complément de visites d'entreprises programmées tout au long de l'année (Renault, Coca-Cola...).	2 classes de première technologique STMG. Soit 60 élèves.	1 980,00	Favorable avec réduction de la subvention au regard du coût élevé du déplacement		2 476,00	1 800,00	72,70
71	0750692V	LGT EMILE DUBOIS	PARIS 14EME	Paris	LALA LAND OF DUBOIS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - DANSE A l'initiative de l'enseignante d'anglais, le lycée propose aux élèves une sensibilisation au spectacle vivant et plus particulièrement à la comédie musicale : ils étudieront des comédies musicales en cours d'anglais, élaboreront avec un inervenant extérieur - AICOM et CIP (cinéma indépendant parisien)- un plan séquence chorégraphique chanté pour présenter le lycée et ses filières, et suivront un parcours spectateur (singin' in the rain au Grand Palais et My ladies rock au théâtre du Rond Point).	Deux classes de première filière technologique Sanitaires et sociales.	2 500,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard de l'absence de devis dans le dossier de candidature.		5 790,00	2 200,00	38,00
72	0750692V	LGT EMILE DUBOIS	PARIS 14EME	Paris	QU'Y A-T-IL A PRESENT ?	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans le cadre du projet d'établissement de création de "classes de première à thèmes", le projet propose de donner aux élèves un espace pour incarner une parole scénique propre à donner un regard sur la jeunesse, les adolescents et leur vision de la société. En partenariat avec la compagnie Eulalie, il s'articulera autour de deux périodes : des ateliers d'écriture et de théâtre en vue de donner un spectacle au Grand Parquet - maison d'artiste du Théâtre Paris-Villette. A cette expérience d'écriture, de jeu et de mise en scène s'ajoute une expérience de spectateur.	Une classe directement concernée et deux autres classes de Première Gestion et de Sciences sociales	2 500,00	Favorable		5 520,00	2 500,00	45,29
73	0750793E	LP BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	Paris	CHANTER L'EXIL, SAVOIR D'OU L'ON VIENT POUR SAVOIR OU L'ON VA	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose aux élèves une action artistique et culturelle autour du spectacle musical afin de développer leur sensibilité par la musique et ainsi donner du sens à leurs apprentissages. Autour du thème de l'exil choisi en regard de l'origine diverse des élèves (beaucoup d'élèves non fancophones), en collaboration avec Hocine Hallaf, auteur compositeur, ils vont travailler à partir de son spectacle musical "Le grand voyage" et ainsi éprouver l'usage de la langue française : écriture d'un texte original de chanson, participation à la composition de la chanson à partir d'un logiciel de création musicale professionnel puis enregistrement des chansons avec leurs voix mélangées à celle de professionnels. Une sortie théâtrale leur permettra de mieux comprendre la distribution des rôles dans un spectacle musical. Un CD de la chanson sera édité.	24 élèves d'une classe de troisième prépa pro.	2 260,00	Favorable. Le comité invite le lycée à travailler le rayonnement du projet sur l'ensemble du lycée.		2 860,00	2 200,00	76,92
74	0750800M	LP EDMOND ROSTAND	PARIS 18EME	Paris	AUTOPORTRAIT D'UNE CLASSE : COMMENT CREER DU LIEN ENTRE LES INDIVIDUS POUR DEPASSER LES APPARENCES	DISCRIMINATIONS - EGALITE FILLES-GARCONS - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Centré sur la notion d'identité individuelle et collective, le projet propose aux élèves de travailler à partir de plusieurs mediums, écriture, photographie et jeu théâtral. En partenariat avec Théâtre ouvert, un centre national des dramaturgies contemporaines, ils travailleront sur la création d'une pièce qu'ils joueront mais également sur la production photographique d'auto-portraits qu'ils exposeront. Un parcours spectateur complètera le projet.	2 classes de terminale CAP professionnelle, agent polyvalent de restauration, et assistant technique en milieu familial et collectif. Soit 22 élèves.	5 000,00	Favorable avec diminution de la subvention au regard du coût des fournitures en l'absence de devis dans le dossier de candidature. Au regard du nombre d'élèves directement concernés, le comité invite le lycée a travailler sur le rayonnement du projet au sein du lycée.		6 384,00	3 800,00	59,52
75	0751708Z	LPO LOUIS ARMAND	PARIS 15EME	Paris	FAIRE ENTRER LE RÉEL DANS L'ESPACE DE JEU	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE - EDUCATION A LA CITOYENNETE : TRAVAIL ECONOMIE ENVIRONNEMENT En collaboration avec le théâtre Monfort et afin de saisir combien l'art est complètement connecté avec réel, les élèves sont invités à questionner plusieurs enjeux contemporains liés au travail, à l'économie mondialisée et à l'environnement à travers des ateliers d'écriture, de scénographie et de pratique théâtrale. A partir de textes et de la programmation du théâtre, ils feront des exercices filmés, des improvisations et un travail de scènes. Ils effectueront une petite forme cjorégraphiée, exposeront des matériaux de travail récoltés lors des enquêtes. Un padlet sera réalisé autour de photos, vidéos, interviews... Les élèves suivront un parcours de spectateurs et rencontreront des professionnels du spectacle vivant (équipes artistiques, techniques et administratives).	3 classes filière générale et technologique : une classe de première SES et deux classes de première STMG. Total 60 élèves.	3 240,00	Favorable		4 500,00	3 200,00	71,11
76	0752109K	LP VALADON	PARIS 18EME	Paris	DE LA PHOBIE A LA CONFIANCE : VOYAGE AU CENTRE DE LA PEUR !	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEME DE LA PEUR - ECRITURE THEATRE VIDEO Monté en partenariat avec la compagnie de l'Astre, en résidence en 2016-2017 au sein du lycée, le projet consiste à proposer aux élèves un parcours culturel et artistique autour du thème de la peur. A travers le théâtre, les élèves aborderont les différentes peurs; ils joueront des saynètes dans plusieurs lieux publics du 18ème, les filmeront en vue de créer des Moocs, et imagineront des suites de pièces contemporaines. Un parcours spectateur étayé de rencontres avec des artistes de théâtre et de cinéma, de sorties culturelles diverses complèteront le projet.	L'ensemble des classes du lycée professionnel, toutes filières Gestion/administration et commerce. Soit 252 élèves.	4 000,00	Favorable	Commune de Paris - Mairie du 18ème : 1500€	17 700,00	4 000,00	22,60

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
77	0753825A	LH PR MORVAN APESDAMN	PARIS 9	Paris	A LA DECOUVERTE D'HARRY POTTER : UN VOYAGE DANS LA REALITE DERRIERE LA FICTION	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A L'IMAGE - GRAPHISME PHOTOGRAPHIE LITTERATURE ILLUSTRATION ARTS VISUELS ANGLAIS A la demande des élèves, un atelier d'arts graphique, d'illustration et photographique sur le thème d'Harry Potter sera proposé en partenariat avec une intervenante artistique (Corinne Esteryn de l'association Ascendanse hip hop). En lien avec les enseignements d'anglais et de lettres, le projet sera centré sur la lecture en anglais d'un livre de Harry Potter et la sensibilisation à la conception et la diffusion d'outils d'initiation à la lecture de l'image. Des visites seront organisées relatives à l'univers d'Harry Potter et les élèves monteront une exposition d'art graphique, d'illustration et de photographie.	Les élèves volontaires des classes de seconde générale, soit un maximum de 20 élèves. Le lycée accueille un public d'élèves sourds et malentendants et à troubles du langage.	3 500,00	Projet retiré par le lycée		5 500,00	0,00	0,00
78	0753825A	LH PR MORVAN APESDAMN	PARIS 9	Paris	BABEL, LES ARTS DU SENS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - ARTS PLASTIQUES - LANGAGE Le projet propose aux élèves un regard croisé sur leurs enseignements scolaires interdisciplinaires par le truchement des arts plastiques . Autour du thème de la tour de Babel, symbole du langage, un artiste plasticien, Marco Castilla interviendra toutes les semaines dans les classes et proposera aux élèves de traduire plastiquement le propos développé en cours. Une synergie entre les classes sera recherchée grâce à des échanges et l'organisation de débats au sein du lycée et avec d'autres établissements accueillant de jeunes sourds. Les élèves exposeront leurs oeuvres (maquettes, peintures, photos, vidéos et dessins) au lycée et au théâtre de la Reine Blanche, Paris 18ème.	7 classes du lycée filière générale, tous niveaux de seconde, première, pré-terminale et terminale.	1 500,00	Favorable		2 300,00	1 500,00	65,22
79	0770934X	LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI	MELUN	Créteil	L'OUVERTURE CULTURELLE DE NOS ELEVES : L'ALCHIMIE D'UNE APPROPRIATION AU SEIN DU LYCEE ET SUR LE TERRITOIRE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Afin que les élèves s'approprient la création artistique, le lycée leur propose trois projets culturels liés à une pratique artistique et la rencontre d'un spectacle : - un projet théâtral en partenariat avec la compagnie C(h)aratères de Vaux-Le-Pénil autour de la technique de l'acteur, dont la restitution se fera en commun avec le lycée Simone Signoret de Vaulx le Pénil, - un projet de cycle théâtral mené par un artiste de Madani Comapgnie avec des jeunes habitants de quartiers populaires et auquel une classe du lycée est associée. - autour du spectacle d'un chorégraphe hip hop de la compagnie Accrorap, les élèves suivront trois ateliers danse, street art et improvisation théâtrale. Les élèves s'approrieront ces différents chemins de création et assisteront aux spectacles auxquels ils aboutissent. Diverses productions et restitutions seront données par les élèves : affiches, fresques murales, improvisations et démonstrations scéniques, écriture de plateaux, scénarisation d'évènements...	150 élèves issus de la classe préparatoire au diplôme de comptabilité et de gestion, d'une classe de bac pro Gestion des administrations et d'une classe de première générale.	2 500,00	Favorable		3 151,18	2 500,00	79,34
80	0771663P	LGT GEORGE SAND	LE MEE SUR SEINE	Créteil	PREVENTION – EDUCATION – ADDICTION - THEATRE	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS En association avec le théâtre de l'Estrade, le lycée propose aux lycéens de réfléchir aux conséquence de la consommation de produits psychoactifs, notamment les addictions. Une sensibilisation est prévue en utilisant les techniques du théâtre-forum : la compagnie anime une séance collective de questions/réponses et un théatre-forum, les élèves découvre un texte littéraire, "Le journal d'un jeune médecin" de M. Boulgakov et jouent des saynètes qui seront filmées pour les journées portes ouvertes. Un recueil de textes sur les addictions sera réalisé en atelier d'écriture au CDI. Un partenariat avec l'ANPAA et la médiathèque de la ville est prévu.	54 élèves des classes de première générale littéraire et technologique STMG.	2 900,00	Favorable		3 700,00	2 800,00	75,68
81	0771940R	LPO GERARD DE NERVAL	NOISIEL	Créteil	DEBAT ET CULTURE, CULTURE DU DEBAT	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE En partenariat avec les structures culturelles de proximité, partant d'une convergence de volontés et de projets existants autour de la culture du débat, le lycée propose aux élèves un parcours autour du langage et de l'expression artistique relative à la parole et au débat. Ils suivront des ateliers de pratique artistique avec un comédien, verront des films, participeront aux conférences-débats de la Ferme du Buisson, assisteront à des spectacles pour mieux cerner l'enjeu d'une création artistique engagée et rencontreront les comédiens. Des débats seront organisés au sein du lycée avec le soutien de la médiathèque et avec le professeur documentaliste. Les élèves rédigeront par classe des article pour le journal de la Ferme du Buisson et le journal de la ville et ils réaliseront avec la MJC une émission pour la radio locale.	93 élèves filières générale, technologique et professionnelle du lycée, issus d'une classe de seconde en éducation morale et civique (28), d'une classe de première générale en français (35), d'une classe de terminale littéraire et philosophie (20) et 10 élèves du CVL.	4 000,00	Favorable		5 202,00	4 000,00	76,89

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
82	0772188K	LGT PIERRE MENDES FRANCE	SAVIGNY LE TEMPLE	Créteil	OUVRIR A TOUS LA VOIE/X DE LA POESIE - SE FORMER A DIRE LA POESIE AU LYCEE, EN ECRIRE, EN LIRE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - POESIE En partenariat avec la compagnie Décalages présents, le lycée va accueillir une brigade d'intervention poétique (BIP) qui durant une semaine va dire des poèmes dans différents endroits de l'établissement. Un concours de poème sera organisé à l'attention de tous les élèves. Des ateliers seront organisés à l'attention notamment d'élèves volontaires pour devenir à leur tour des BIP, des rencontres avec des auteurs se dérouleront au lycée. Enfin, le projet se concluera par la remise des prix du concours de poèmes à l'occasion de laquelle les élèves impliqués liront des poèmes sous le mode de la brigade.	1000 élèves (touchés par l'intervention de la BIP) et plus particulièrement une classe de première L (35 élèves qui suivent un atelier découverte et initiation) et un groupe d'élèves volontaires (20 élèves qui participeront à un atelier pour devenir des BIP).	2 400,00	Favorable		3 000,00	2 400,00	80,00
83	0772296C	LPO DE LA MARE CARREE	MOISSY-CRAMAYEL	Créteil	ATELIER THEÂTRE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Assuré par une équipe de quatre enseignants et de deux artistes relevant de deux institutions culturelles, La Scène nationale de Sénart ert la Scène municipale de Moissy-Cramayel, le projet consiste à ouvrir un atelier théâtre aux élèves volontaires. Il s'agit de leur proposer une pratique de comédien et de danseur, une rencontre avec des artistes professionnels, un parcours spectateur et une restitution publique sous forme de spectacle. Les élèves seront également sensibilisés à l'aspect technique d'une création artistique (création d'une affiche en arts appliqués, des éléments du décor...).	20 élèves volontaires des classes de premières et de terminales générale, technologique et professionnelle.	2 500,00	Favorable avec diminution de la subvention à hauteur du coût de location d'une scène municipale et de l'achat de costumes (sachant qu'il existe déjà un atelier théâtre pour les classes de seconde).		5 106,00	1 500,00	29,38
84	0772342C	LPO CLEMENT ADER	TOURNAN EN BRIE	Créteil	UNE HISTOIRE PARTICULIERE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans la continuité d'un projet d'arts visuels mené dans le cadre d'une résidence en milieu scolaire avec le centre photographique d'Ile de France et l'artiste Mark Geffriaud, le lycée propose à des élèves de terminale d'écrire en mots et en images une histoire de leur lycée et de produire une oeuvre in situ. Dans une approche pluridisciplinaire, les enseignants engageront avec tous les élèves de terminale un travail sur la mémoire des lieux ("je me souviens..."). En lien avec la démarche d'une artiste, Agnès Geoffray, autour d'un questionnement lié au territoire, à l'espace de vie et au déplacement, les élèves de deux classes en particulier travailleront sur l'écriture d'un récit, collecteront des images et monteront une scénographie d'exposition pérenne dans l'espace du lycée (avec une édition collective présentant le parcours de visite pensé par les élèves). Le projet sera enrichi d'un programme de sorties culturelles au CPIF, au Mac Val et à la Cité de l'architecture et du patrimoine.	Une terminale générale option arts plastiques et une terminale gestion-administration (une quarantaine d'élèves) (pour le projet avec l'artiste) et l'ensemble des classes de terminale générale et professionnelle (hors intervention de l'artiste et autour du projet de mémoire).	5 000,00	Favorable avec diminution de la subvention à hauteur du coût élevé de valorisation du projet et du manque de lisibilité sur le nombre d'élèves impliqués dans le projet.		6 667,78	4 000,00	59,99

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
85	0782132U	LGT JEANNE D'ALBRET	SAINT GERMAIN EN LAYE	Versailles	DÉSARMÉS - CANTIQUE POP POUR CHŒUR D'ADOLESCENTS, 2 CHANTEURS LYRIQUES ET ENSEMBLE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée va accueillir en résidence un compositeur et un metteur en scène qui seront également installés dans le lycée Ravel de Paris 20ème dans le cadre d'un projet qui associe également un conservatoire. Ces artistes associeront un choeur d'élèves à leur spectacle de théâtre musical intitulé "Désarmés, Cantique". A côté des musiciens professionnels de la compagnie TM+, les élèves bénéficieront d'une immersion concrète dans la préparation du spectacle ainsi que d'un travail professionnel de répétitions. Ils se représenteront devant le grand public à la Maison de la musique de Nanterre.	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée va accueillir en résidence un compositeur et un metteur en scène qui seront également installés dans le lycée Ravel de Paris 20ème dans le cadre d'un projet qui associe également un conservatoire. Ces artistes associeront un choeur d'élèves à leur spectacle de théâtre musical intitulé "Désarmés, Cantique". A côté des musiciens professionnels de la compagnie TM+, les élèves bénéficieront d'une immersion concrète dans la préparation du spectacle ainsi que d'un travail professionnel de répétitions. Ils se représenteront devant le grand public à la Maison de la musique de Nanterre.	5 000,00	Défavorable au regard du partenariat insuffisamment défini entre les deux lycées et de l'articulation du projet autour de deux spectacles sans définition de réel questionnement pédagogique, artistique et culturel. La DRAC n'a pas soutenu le projet au titre des résidences en milieu scolaire.		21 450,00	0,00	0,00
86	0782540M	LPO JEAN ROSTAND	MANTES LA JOLIE	Versailles	OUEST SIDE STORY	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans une démarche interdisciplinaire et pour permettre aux élèves de mieux connaître l'histoire de leur territoire, son espace patrimonial et culturel, il est proposé un parcours artistique et culturel à tous les élèves du lycée tout niveau confondu : diverses actions seront mises en place avec des interventions d'artistes, des créations d'élèves, des sorties, des rencontres avec des habitants et des spécialistes. Les élèves suivront des ateliers théâtre, graff, écriture poétique etc, ils créeront des narrations spatialisées et des pages numériques sur le territoire du Mantois...	Tous les élèves du lycée, filières générale, technologique et professionnelle, de la seconde au BTS.	5 000,00	Favorable sous réserve d'apporter des précisions sur les modalités de mise en œuvre du parcours auprès de tous les élèves du lycée et diminution de la subvention au regard du caractère trop général de la démarche et des actions proposées		7 362,00	4 000,00	54,33
87	0782602E	LP LYC METIER JEAN MOULIN	LE CHESNAY	Versailles	CHAPEAUX !	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Un travail interdisciplinaire sera proposé aux élèves, en partant de la réalisation en arts appliqués en présence d'une artiste de chapeaux en papier découpés sur le thème de l'animal (acquisition de vocabulaire de mode) pour aller vers la mise en scène de ces réalisations impliquant l'éducation physique (réalisation d'un spectacle de danse pour présenter les chapeaux) et la cuisine (réalisation en atelier du buffet organisé à l'issue du spectacle). Une exposition des chapeaux sera organisée à l'occasion du festival des arts lycéens de Villiers Saint Frédéric et au lycée.	13 élèves en CAP Assistant technique en milieu familial et collectif (2ème année - terminale).	1 217,00	Favorable		1 522,00	1 200,00	78,84
88	0782602E	LP LYC METIER JEAN MOULIN	LE CHESNAY	Versailles	PREVENTION DES ADDICTIONS	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS Le lycée propose aux élève de première de participer à un débat théâtral interactif de la compagnie Entrée de jeu sur la consommation des drogues, les phénomènes de dépendance, d'abut et de perte de contrôle ainsi que sur les compétences psychosociales que les jeunes peuvent développer pour s'en prémunir et prendre soin de soi et des autres. Les équipes éducatives, enseignants et infirmière scolaire, reprendront ensuite un débat en classe avec un intervenant du CRIPS.	Les 140 élèves des classes de première professionnelle (la première représente le niveau de classe le plus touché par la consommation de produits psycho-actifs).	2 400,00	Favorable avec diminution de la subvention au regard de la prestation clef en main de la compagnie. Le comité préconise qu'une action plus durable sur l'année soit construite à partir des interventions.		3 000,00	2 000,00	66,67

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
89	0783431F	LPO LYC METIER JULES VERNE	SARTROUVILLE	Versailles	ENSEMBLE, PROJETONS NOUS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - VALORISATION PROFESSIONNELLE En partenariat avec une association d'artistes indépendants dénommée Empireflex, le lycée va proposer aux élèves de réaliser des vidéos documentaires pour valoriser les différentes filières de l'établissement. L'enjeu du projet réside notamment dans le rapprochement entre les filières tertiaire/industriel/métiers d'art. Les élèves vont réaliser ensemble une bande-son, tourner des vidéos en lien avec les disciplines du lycée (voix-off, scénario, travail sur les plans, éducation aux medias...) et s'occuper de la communication autour du projet (projection, réunion d'orientation dans les collèges...).	Toutes les classes de l'établissement, filières industrielle-tertiaire et des métiers d'art. Soit 680 élèves en bac pro, CAP, brevet des métiers, diplôme des techniciens.	4 250,00	Favorable avec diminution de la subvention au regard de l'absence de parcours proposé aux élèves autour des métiers et des filières et de la prestation clef en main de l'association de communication visuelle et audiovisuelle.	Commune de Sartrouville : 250€	6 000,00	3 200,00	53,33
90	0910622G	LPO GEOFFROY SAINT HILAIRE	ETAMPES	Versailles	IMAGES ET CULTURES : PARCOURS DECOUVERTE CINEMA ET ANTHROPOLOGIE	"EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CINEMA - ETHNOLOGIE - ANTHROPOLOGIE - CITOYENNETE - VIVRE ENSEMBLE Le projet permet aux élèves de bénéficier d'un parcours d'initiation aux sciences humaines et sociales et au cinéma documentaire mené par l'association Ethnoart et le comité du film ethnographique. Il sera conduit autour de grandes questions de société en anthropologie (l'uttopie, la quête du bonheur, le rapport à autrui...). Les élèves organisés en comité de sélection choisiront les films, feront des expositions de leurs travaux. Des visites de musées et des projections au cinéma de la ville Le Petit Théâtre d'Etampes sont prévues. Pour chaque thème abordé, des chercheurs ou réalisateurs seront invités à présenter leurs travaux de recherche. Un restitution sous forme de réalisation utopique concrète au sein du lycée ainsi qu'une soirée de projection-débat.	Une classe de seconde générale ou technologique.	3 200,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût horaire élevé de l'association.		4 000,00	2 800,00	70,00
91	0911493D	LP LES FRERES MOREAU	QUINCY SOUS SENART	Versailles	CULTURE REPUBLICAINE (PROJET 1) ET LUTTE CONTRE LES ADDICTIONS (PROJET 2)	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS Le lycée propose deux types de projets aux élèves, un projet culturel en relation avec les enseignements d'histoire/géographie et scientifiques et un projet de lutte contre les addictions. Pour le premier, un parcours connaissance en cours - exposition en CDI - visite d'un musée sera mis en place et pour le second, il est prévu l'intervention d'Olympio et la location d'une exposition.	Pour le projet 1 : 6 classes de seconde bac pro et 2 classes de première année de CAP. Pour le projet 2 : 6 classes de terminale bac pro et 2 classes de terminale CAP. Toutes les filières professionnelles du lycée sont concernées : mécanique automobile, productique, accompagnement soin et service à la personne, électrotechnicien.	2 700,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du montage du projet qui propose deux actions sans lien entre elles et de l'absence de description précise de la partie relative aux addictions.		3 780,00	1 700,00	44,97
92	0911632E	LGT RENE CASSIN	ARPAJON	Versailles	PERFORMANCE ENERGETIQUE DU LYCEE CASSIN	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPEMENT DURABLE Dans le cadre d'un enseignement d'exploration, les élèves vont être sensibilisés à la notion de développement durable en prenant en compte l'environnement local des lycéens. Suite à la rénovation complète du lycée en 2013, des élèves ont été chargés d'évaluer le diagnostic environnemental du site et des actions ont été menées pour préserver le patrimoine du lycée. De nouvelles actions sont prévues pour 2017-2018 : à partir d'une réflexion sur les énergies actuelles, les élèves établiront un diagnostic énergétique du lycée, réaliseront des actions concrètes sur l'optimisation de la production de l'énergie au sein du lycée, animeront un comité de suivi E3D. Une rencontre avec un partenaire extérieur sera organisée et une exposition des travaux sera réalisée.	Un groupe d'élèves de seconde générale et technologique (enseignement d'exploration).	2 350,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût des déplacements dont l'objet n'est pas clairement indiqué.		3 650,00	2 000,00	54,79

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
93	0911945V	LPO MARGUERITE YOURCENAR	MORANGIS	Versailles	DU DOCUMENTAIRE AU DOCUMENTEUR	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CINEMA - LATIN Dans le cadre de l'option latin, et en complément du dispositif "Lycéens au cinéma", les élèves étudieront les textes antiques et réaliseront des docu-fictions autour des grandes reines de la Méditerranée. En partenariat avec des professionnels (société Wip production, Junkfood factory) et avec la faculté d'Evry (association Transversale d'anciens étudiants du master Image et société), ils apprendront à maîtriser les techniques de réalisation d'un film, se rendront dans un studio de tournage professionnel et procèderont au développement graphique de certaines scènes. Ils diffuseront des teasers pendant la projection des films en partenariat avec une salle de cinéma.	Les élèves latinistes des classes de secondes et de premières, soit 20 élèves ainsi que les élèves de l'enseignement d'exploration "Petites histoires grecques" qui pourront être associés au projet sur le mode du volontariat (sur des heures supplémentaires). Total potentiel de 20 à 40 élèves.	4 200,00	Favorable		5 365,00	4 200,00	78,29
94	0911961M	LGT EDMOND MICHELET	ARPAJON	Versailles	MISE EN CORPS D'UN PALIMPSESTE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose un parcours d'éducation artistique et culturelle autour de l'art de la danse. Pour l'ensemble des élèves du lycée, seront organisées deux journées singulières autour de pratique artistique et culturelles menée par trois artistes chorégraphiques de la Compagnie Gramma-Aurélie Berland autour de leur dernière création "Pavane". Pour un groupe-classe de seconde, il sera proposé un processus de création artistique sous forme d'atelier ainsi qu'une découverte de la Cartoucherie grâce à des visites, rencontres d'artistes et découverte des métiers du spectacle, et grâce à un temps de spectateur autour de deux spectacles. La restitution se fera dans le cadre des restitutions des projets d'éducation artistique et culturelle mis en oeuvre par le CDC Atelier de Paris.	Une classe de seconde d'enseignement d'exploration arts du spectacle, une classe de première Littéraire et les élèves volontaires de toutes les classes pouvant s'inscrire à des ateliers pendant les journées banalisées (qui se dérouleront lors de la semaine des Zinz'Arts).	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé de la proposition du CDC Atelier de Paris, qui est identique quelque soit le contexte des lycées (cf 4 autres projets similaires).		7 712,00	3 700,00	47,98
95	0911983L	LGT JULES VERNE	LIMOURS	Versailles	« COMME DIRAIT L'AUTRE !» PROJET ARTISTIQUE, CULTUREL ET CITOYEN AUTOUR DE L'ALTERITE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En vue d'ouvrir les élèves sur les cultures, le lycée leur propose un projet autour des musiques du monde et de la découverte des métiers artistiques par de nombreuses rencontres et interventions liées aux métiers du spectacle. En partenariat avec la MJC "Terres de Mixes" de Limours actuellement en cours de labellisation SMAC (salle des musiques actuelles) et partenaire du Festival des villes des musiques du monde d'Aubervilliers, le lycée entend bénéficier de résidences d'artistes et de compétences extérieures complémentaires des enseignements (webradio, techniques du son...). Un parcours autour de rencontres, d'ateliers artistiques musicaux (dont une masterclass de chant vocal), de concerts, de visites de musées et de réalisation d'émissions radios (avec notamment des élèves d'un lycée du 93) sera mis en place. Les élèves mèneront un projet d'atelier commun et de reportage avec les élèves d'une école élémentaire vis-à-vis desquels ils endosseront un rôle d'enseignant, ils organiseront un concert au lycée et réaliseront une exposition de photographies.	Une classe de seconde générale du lycée J. Verne (34 élèves), une classe d'un lycée de Seine-Saint-Denis et une classe de maternelle/primaire. Total 110 élèves.	3 729,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard de la faible participation financière du lycée et du financement de la DAAC de Versailles à hauteur de 800€.		5 344,00	3 500,00	65,49
96	0920144G	LGT L'AGORA	PUTEAUX	Versailles	BASTA COSI ! NOS REGARDS SE CROISENT	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans le cadre de l'enseignement d'exploration Littérature et société, les élèves vont travailler autour du thème "Moi et l'autre" et suivre un atelier de réécriture du livret Basta Cosi! et de pratique vocale autour d'une adaptation de l'opéra Cosi Fan Tutte de Mozart. Plusieurs musiciens de la compagnie Plein Jour interviendront auprès des élèves ainsi que le conservatoire de la ville et que les services de la mairie afin de faire découvrir aux élèves l'opéra classique, la mise en scène contemporaine, à travers notamment la visite des auditoriums de la ville et des métiers techniques. Une restitution sera prévue pendant laquelle les élèves partageront la scène avec les artistes.	Des élèves de seconde générale, en enseignement d'exploration Littérature et société et en enseignement de français.	3 740,00	Favorable sous réserve de faire bénéficier tout au long du projet l'intervention des musiciens aux autres élèves du lycée		5 100,00	3 600,00	70,59
97	0920149M	LGT MICHELET	VANVES	Versailles	PORTE VOIX - DE MAI 1968 A MAI 2018	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE Le lycée propose à trois classes un projet interdiciplinaire autour des héritages de mai 68 en matière politique, sociale et culturelle. Chaque classe mènera un projet particulier : masterclass d'écriture animée par un écrivain de la maison de la poésie, travail de recherches historiques et interviews, portraits de grands penseurs ayant émergé du mouvement de mai 68. L'objectif commun des trois classes sera l'édition d'une revue et une création sonore, objet radiophonique hybride, qui sera diffusé sur la scène de la maison de la poésie. Diverses autres réalisations auront lieu, notamment des affiches réalisées après lecture des reportages par des élèves d'une classe de seconde suivant l'enseignement d'exploration arts plastiques.	Les élèves de trois classes de première et de terminale.	5 000,00	Favorable sous réserve que le lycée contribue au financement du projet.		7 000,00	4 300,00	61,43

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
98	0920164D	LP LYC METIER JEAN MONNET	MONTROUGE	Versailles	PROJET CAPUCHE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CIRQUE - DISCRIMINATIONS - EDUCATION A LA CITOYENNETE En partenariat avec le Monfort Théâtre, le lycée propose aux élèves un projet de découverte du cirque contemporain. En les associant à son processus de création autour du personnage de Capuche, l'artiste Victoria Belem leur permettra d'exprimer leur créativité sur leur lieu de formation et ainsi de valoriser leurs secteurs d'apprentissage. Un parcours de spectateur leur permettra de découvrir d'autres facettes du cirque contemporain. La restitution se fera sous forme de photographie (portrait des élèves dans leur personnage de Capuche) et sous une forme in situ.	Les élèves issus des filières professionnelles Maçonnerie (une classe de première année CAP) et Technicien du bâtiment et gros oeuvre (une classe de seconde TBORGO - technicien du bâtiment, organisation et réalisation du gros oeuvre).	3 500,00	Favorable		4 444,00	3 500,00	78,76
99	0921229L	LP LYC METIER ANATOLE France (ex-VALMY)	COLOMBES	Versailles	PAROLE D'UN CITOYEN ENGAGE	EDUCATION A LA CITOYENNETE Initié par les élèves du CVL et de l'équipe éducative, le projet consiste à lutter contre les préjugés et à donner la parole citoyenne aux élèves. A travers plusieurs thématiques citoyennes (développement durable, laïcité, discriminations liées au genre, à l'origine ethnique et au milieu social), il s'articulera autour de trois grandes actions culturelles et pédagogiques (action court-métrage sur la violence dans le langage conduite avec le collectif L'oeil du Baobab, action théâtre avec la compagnie Le temps de vivre autour d'un conte moderne sur les migrants et leurs trajectoires et une action web radio menée avec la médiathèque Prévert et Radio France autour d'ateliers radiophoniques.	Trois classes porteuses : 3ème prépa pro, terminale CAP électricité et première CAP agent de polyvalent de restauration. Et interventions régulières pour la webradio pour les classes : première terminale bac pro Hygiène propreté sécurité, BTS métiers des services à l'environnement, CAP assistant technique en milieu familial et collectif, CAP agent polyvalent de restauration, terminale Métiers d'art.	4 549,00	Favorable		5 749,06	4 500,00	78,27
100	0930117X	LGT LE CORBUSIER	AUBERVILLIERS	Créteil	LES GENIES DE LA FABLE : INITIATION AU THEÂTRE D'OBJETS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE Le lycée propose aux élèves sur le mode du volontariat la mise en place d'un atelier de théâtre d'objets, complémentaire de l'enseignement de théâtre en cours de français. En collaboration avec le théâtre Mouffetard, L'Instant donné, un ensemble isntrumental et deux intervenants régisseur éclairagiste, il s'agit de sensibiliser les élèves au spectacle vivant par la pratique. Ils fabriqueront, manipuleront et écriront collectivement une fable pour objets, percussions et lumière. Des rencontres avec des professionnels et la découverte de lieux de culture sont prévus dans le projet. Les élèves présenteront une forme dans le cadre de la semaine de restitution des projets artistiques et culturels du lycée.	24 élèves volontaires des classes de seconde générale et technologique, avec une priorité pour le groupe Français langue seconde (élèves qui ont des difficultés en français, notamment avec l'écriture).	2 230,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du montant de financement finalement alloué par la DAAC		3 230,00	2 030,00	62,85
101	0930117X	LGT LE CORBUSIER	AUBERVILLIERS	Créteil	PROJET THÉLÈME : REPERTOIRE DES MYTHES SEQUANODIONYSIENS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans le cadre des projets "Arts, sciences et culture" du lycée, un groupe d'enseignants propose à des élèves volontaires de participer à un projet intitulé Thélème consistant à adopter une démarche scientifique appliquée aux sciences humaines. Dans le cadre d'un travail de recherche associant élèves, enseignants, parents, intellectuels et savants, le projet pour 2017-2018 consistera à élaborer un répertoire des mythes séquanodionysiens (collecte puis par la réalisation d'une enquête sociologique auprès des élèves du lycée) afin d'en produire une lecture scientifique. Les élèves rendront compte de ce travail de sociologue à l'occasion d'un colloque au sein du lycée. Ils auront bénéficié tout au long du projet de conférences et interventions de scientifiques (anthropologue, sociologue, égyptologue...). Les résultats de l'enquêtes feront l'objet d'une édition et d'une publication.	Un groupe de 30 élèves volontaires de tous niveaux des filières générales et technologiques.	1 865,60	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du montant de financement finalement alloué par la DAAC		2 565,60	1 500,00	58,47

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
102	0930119Z	LPO EUGENE DELACROIX	DRANCY	Créteil	COMBATTRE L'AUTOCENSURE DANS L'ACCES A LA CULTURE DITE DOMINANTE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose aux élèves inscrits à l'atelier Sciences Po de préparation au concours d'entrée de découvrir la diversité des parcours professionnels principalement au sein de structures culturelles telles que le centre Pompidou ou le centre national de la danse de pantin, de rencontrer des acteurs culturels et de se sensibiliser à la diversité des expressions artistiques. Ils suivront quelques ateliers de pratique et assisteront à un spectacle vivant. Les élèves feront des comptes rendus de sortie et écriront des articles sur le site du lycée.	Tout élève volontaire de terminale générale et technologique inscrits à l'atelier Sciences Po.	750,00	Favorable		1 440,00	750,00	52,08
103	0930119Z	LPO EUGENE DELACROIX	DRANCY	Créteil	RENCONTRES DANSEES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - DANSE Le lycée propose aux élèves un projet d'ouverture culturelle autour de la danse, en articulation avec les enseignements, comprenant des ateliers de pratique avec des danseurs sur le thème de la rencontre, du déplacement et de l'accueil ainsi qu'un parcours spectateur au Centquatre (spectacle vivant et arts plastiques, découverte des métiers). les élèves écriront une critique de spectacle, créeront un spectacle vivant. Une restitution aura lieu dans le lieu culturel dans le cadre du forum des dynamiques culturelles du territoire.	Classe de 2nde de lycée général et technologique	3 045,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé du projet par élève.		3 925,00	2 900,00	73,89
104	0930135S	LP SIMONE WEIL	PANTIN	Créteil	DE NEW-YORK A PARIS, REFLEXIONS CHANTEES ET DANSEES SUR L'IMMIGRATION ET LA TRANSMISSION	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCAITON A LA CITOYENNETE Un projet interdisciplinaire autour de l'étude des villes de Paris et New York à travers le vécu et la perception d'un jeune immigré est proposé aux élèves des classes UPE2A du lycée. Cette réflexion sera enrichie par l'apport d'une artiste, Marie Zawada (compagnie A vous d'voir), qui élaborera avec eux une courte création chorégraphique sous forme de comédie musicale autour du parcours de ces jeunes qui arrivent en France (écriture, danse et chant). Lds élèves travailleront à la mise en scène, aux décors inspirés du street art et aux costumes du spectacle. Le projet sera accompagné d'un parcours de spectateur à la Villette (spectacles, conférences cirque et danse hip hop) et de visites (le musée de l'histoire de l'immigration, balades et parcours dans Paris...).	Les élèves des deux classes d'accueil (UPE2A) du lycée.	4 330,00	Favorable		6 270,00	4 000,00	63,80
105	0930834B	LGT VOILLAUME	AULNAY SOUS BOIS	Créteil	S'EPANOUIR ET S'AFFIRMER DANS LA PRATIQUE MUSICALE	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose un projet global de santé et de lutte contre les addictions, la violence et le sentiment d'exclusion qui s'appuierait notamment sur le club musique créé il y a 5 ans. Des campagnes d'information et d'affichage seront montées dans le cadre notamment de séances de dialogue lors de mini-concerts, des formations avec des professionnels de la santé et des master classes artistiques. La musique apportera une dimension festive et artistique à un projet à visée sociale et sanitaire. La comapgnie Entrée de jeu et des orgnaismes qui travaillent en coordination avec l'infirmerie du lycée seront sollicités, ainsi que des structures culturelles telles que la salle le nouveau Cap, le conservatoire de musique et le centre culturel d'Aulnay ainsi que de associations (En avant toute 2 et Kerr Musique).	100 élèves des filières générales et technologiques : une classe de première ST2S (30 élèves), deux classes de terminale ST2S (55) et le élèves du club musique (15).	2 900,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention : le club musique ayant été soutenu à trois reprises dans le cadre du programme ALYCCE ne peut plus bénéficier de subvention (achat de matériels, formation musicale, atelier slam et initiaion musicale)	Commune d'Aulnay sous Bois : 300€	3 625,00	1 700,00	46,90
106	0930846P	LP VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	Créteil	MUSIQUE CLASSIQUE ET CULTURES DU MONDES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - MUSIQUE En partenariat avec l'Orchestre symphonique Divertimento, le lycée propose à deux classes de seconde un parcours autour de la musique classique et des cultures du monde. Des ateliers conduits par des musiciens de l'orchestre vont leur être proposés (découverte et pratique) ainsi qu'un parcours autour du spectacle vivant et des arts plastiques (centre Beaubourg). Une restitution des productions musicales des élèves sera organisée.	Deux classes de seconde professionnelle filière maintenance des équipements industriels.	3 438,50	Favorable		4 298,12	3 400,00	79,10
107	0931613Y	LGT LOUISE MICHEL	BOBIGNY	Créteil	LES SUPPLIANTES D'ESCHYLE	DISCRIMINATIONS EGALITE HOMME-FEMME - CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE ANTIQUE - CONFLITS CONTEMPORAINS - TERRORISME Dans le cadre d'un partenariat entre le lycée et deux structures culturelles de Bobigny (MC93 et Canal93), il est proposé aux élèves de l'atelier théâtre du lycée de travailler sur la question des migrants et des conflits intercommunautalres dans le monde occidental aujourd'hui mais également sur la discrimination genrée. A partir de la tragédie grecque Les suppliantes d'Eschyle, traduite librement par une enseignante du lycée, et s'appuyant sur plusieurs disciplines, les élèves vont préparer une représentation avec un intervenant théâtre. Des répétitions à la MC93, un stage de théâtre en Normandie et de nombreuses sorties théâtre enrichiront le projet.	30 élèves de l'atelier théâtre du lycée, issus de toutes les classes de première et terminale générales et technologiques du lycée.	2 500,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du soutien déjà important du rectorat. Le comité préconise que la représentation soit jouée au sein du lycée de manière à ce que le travail de l'atelier théâtre rayonne sur l'ensemble du lycée.	Commune de Bobigny : 800€	7 300,00	2 000,00	27,40
108	0931613Y	LGT LOUISE MICHEL	BOBIGNY	Créteil	LE SECRET	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - AUDIOVISUEL En partenariat avec le Magic cinéma de Bobigny, le lycée propose à des élèves volontaires de s'initier tout au long de l'année à l'écriture et la réalisation audiovisuelles. Ils suivront des séances hebdomadaires avec un intervenant professionnel, assisteront à des séances cinématographiques autour du thème choisi pour l'année (le secret), renconteront des professionnels. Accompagnés par une équipe pluridisciplinaire, ils réaliseront de nombreuses créations (storyboard, scenarios...) et des courts métrages autour du secret (écriture, préparation, réalisation et montage).	50 élèves volontaires issus des classes de terminale, première et seconde générales et technologiques du lycée.	2 500,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard de l'absence de devis dans le dossier de candidature.		7 625,00	2 200,00	28,85

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
109	0932031C	LGT CHARLES DE GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	Créteil	EXPRESSIONS FRAGILES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose un parcours d'éducation artistique et culturelle autour de l'art de la danse. Pour l'ensemble des élèves du lycée, seront organisées deux journées singulières autour de pratique artistique et culturelles menée par trois artistes chorégraphiques de la Compagnie Man Drake/ Toméo Verges autour de leur future création. Pour un groupe-classe de seconde et première de l'enseignement d'exploration danse, il sera proposé un processus de création artistique sous forme d'atelier avec la comapgnie Point Virgule/ Claire Jenny ainsi qu'une découverte de la Cartoucherie grâce à des visites, rencontres d'artistes et découverte des métiers du spectacle, et grâce à un temps de spectateur autour de deux spectacles. La restitution se fera dans le cadre des restitutions des projets d'éducation artistique et culturelle mis en oeuvre par le CDC Atelier de Paris.	10 classes section générale dont 8 de seconde, une de première et une de terminale.	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé de la proposition du CDC Atelier de Paris, qui est identique quelque soit le contexte des lycées (cf 4 autres projets similaires).		6 841,00	3 700,00	54,09
110	0932036H	LGT PR METIER FRANCOISE CABRINI	NOISY LE GRAND	Créteil	DEVENIR UN CITOYEN AVERTI GRACE AU MEDIA RADIO	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIAS - RAJE Les élèves réalisent chaque année un nouveau numéro du journal du lycée dans le cadre de l'enseignement d'exploration Littérature et société. Dans ce cadre, le lycée leur propose une formation aux métiers de la radio avec un journaliste et un technicien son de l'association Raje devant aboutir sur la réalisation d'un contenu radiophonique.	Les élèves de deux classes de seconde générale ou technologique qui suivent l'enseignement d'exploration Littérature et société.	2 400,00	Favorable avec reconduction du même montant de subvention qu'en 2016-2017.		3 000,00	2 000,00	66,67
111	0932291K	LPO NICOLAS JOSEPH CUGNOT	NEUILLY SUR MARNE	Créteil	INFORMER SUR LES CONDUITES ADDICTIVES POUR REDUIRE LES RISQUES	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS Un parcours est proposé aux élèves autour d'une représentation de théâtre forum de la compagnie Entrée de Jeu sur la prévention des usages de drogues et de la venue d'une intervenante en prévention d'une association relevant de l'hôpital de Montfermeil. Cette dernière sera également présente de manière régulière pour rencontrer les élèves qui le souhaitent. Un travail avec les enseignants d'arts appliqué sur la réalisation d'affiches de prévention sera proposé aux élèves.	Les 11 classes de première du lycée : classes de bac pro Maintenance-carrosserie et maintenance, classes de CAP peinture-carrosserie et maintenance, et classes de premières générales et technologiques. Total de 188 élèves.	2 560,00	Favorable		3 200,00	2 500,00	78,13
112	0940112L	LPO LOUISE MICHEL	CHAMPIGNY SUR MARNE	Créteil	IMAGES DE SOI	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose un parcours d'éducation artistique et culturelle autour de l'art de la danse. Pour l'ensemble des élèves du lycée, seront organisées deux journées singulières autour de pratique artistique et culturelles menée par trois artistes chorégraphiques de la Compagnie Point Virgule/ Claire Jenny autour de leur dernière création "Echo". Pour un groupe-classe de seconde, il sera proposé un processus de création artistique sous forme d'atelier ainsi qu'une découverte de la Cartoucherie grâce à des visites, rencontres d'artistes et découverte des métiers du spectacle, et grâce à un temps de spectateur autour de deux spectacles. La restitution se fera dans le cadre des restitutions des projets d'éducation artistique et culturelle mis en oeuvre par le CDC Atelier de Paris.	Une classe de seconde générale, 4 classes de seconde et une classe de première section professionnelle (assistance, soins et services à la personne) ainsi que l'association sportive Danse du lycée (tous niveaux, toutes sections).	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé de la proposition du CDC Atelier de Paris, qui est identique quelque soit le contexte des lycées (cf 4 autres projets similaires).		7 277,00	3 700,00	50,85
113	0940119U	LPO PAUL DOUMER	LE PERREUX SUR MARNE	Créteil	AU CŒUR DE L'ENGAGEMENT	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose un parcours autour de l'engagement à plusieurs classes. En vue de former les élèves à la citoyenneté active, des visites de lieux culturels (spectacles, ateliers, visites techniques), d'entreprises et d'associations engagées dans une démarche sociale et solidaire seront organisées. Un programme spécifique sera élaboré pour chaque niveau de classe. Les élèves réaliseront une vidéo, mettront en voix des textes qu'ils auront écrits et alimenteront un blog sur l'ENT du lycée.	180 élèves de plusieurs classes générale et technologique du lycée : 2 classes de première STMG 1 classe de première L 2 classes de seconde enseignement d'exploration Arts du psectacle 1 terminale L	3 037,00	Favorable		7 437,00	3 000,00	40,34

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
114	0940129E	LPO LYC METIER JEAN MACE	VITRY SUR SEINE	Créteil	MACHINES EN SEINE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - Afin de faire découvrir aux élèves les métiers liés à leur formation et faciliter l'intégration en seconde, le lycée leur propose un projet de construction de machine d'après les machines de l'Ile réalisées à Nantes. Accompagnés par la compagnie La Machine de Nantes, ils concevront et construiront une machine monumentale qu'ils présenteront dans un spectacle urbain dans le quartier. Grâce à un atelier d'écriture mis en place conjointement avec une classe de seconde générale, les élèves écriront le spectacle. Un déplacement à Nantes de trois jours (pris en charge par une subvention privée) leur permettra de visiter la compagnie des machines mais également de découvrir les chantiers navals de Saint Nazaire et l'usine Airbus, en lien avec la formation des élèves.	Deux classes de seconde professionnelle technicien en chaudronnerie industrielle et maintenant des équipements industriels ainsi q'une classe de seconde générale. Soit 69 élèves.	3 328,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention car le budget est essentiellement bâti autour de dépenses liées aux déplacements et défraiements des intervenants.		13 566,00	2 500,00	18,43
115	**0940129E**	LPO LYC METIER JEAN MACE	VITRY SUR SEINE	Créteil	PROJET SUR LES CONDUITES A RISQUE DES JEUNES CONCERNANT LES ADDICTIONS PRENANT APPUI SUR LE SPECTACLE DEBAT « LE PREMIER VERRE » AVEC DEUX REPRESENTATIONS	EDUCATION A LA SANTE - LUTTE CONTRE LES ADDICTIONS Afin de sensibiliser les élèves sur les conduites à risque des jeunes, le lycée propose aux élèves d'assister à un spectacle-débat "Le premier verre" joué par Parallel Théatre puis d'échanger sur les addictions avec des professionnels de structures de santé (PAEJ, service promotion de la santé de la ville. Les élèves réaliseront des affiches, des flyers et une exposition.	5 classes de Seconde et/ou de Première (Professionnelles technologique, générale)	1 680,00	Favorable. Le comité recommande au lycée d'aller au-delà d'une simple action ponctuelle et de proposer aux élèves des actions tout au long de l'année		2 100,00	1 500,00	71,43
116	0940129E	MICRO LYCEE DU VAL DE MARNE	VITRY SUR SEINE	Créteil	CORPS FRAGILES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose à des élèves du micro-lycée de participer au parcours d'éducation artistique et culturel proposé par le CDC Atelier de Paris , comme suit : Des temps de pratique artistique et un parcours culturel menés par trois artistes chorégraphiques de la compagnie Contour Progressif, créant du lien entre leur dernière création La maladresse et les enseignements (autour du geste dansé et des mouvements produits involontairement par le corps). Les élèves de première qui s'engageront dans un processus de création artistique passeront du temps à la Cartoucherie de Vincennes pour visiter les lieux, rencontrer les artistes et les autres professionnels du spectacle. Des ateliers de pratique, de création, des impromptus au sein des classes, des mises en corps seront proposés tout au long du projet. Des temps de partage et de restitution seront organisés avec des classes de différents établissements scolaires dans le cadre du PEAC du CDC Atelier de Paris et donneront lieu à des présentations des processus artistiques menés.	35 élèves des premières du microlycée.	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé de la proposition du CDC Atelier de Paris, qui est identique quelque soit le contexte des lycées (cf 4 autres projets similaires).		6 841,00	3 700,00	54,09
117	0950640E	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE	ARGENTEUIL	Versailles	METAMORPHOSE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec la MGI, le lycée propose à trois classes option arts plastiques de travailler sur le thème de la métamorphose notamment dans l'histoire du cinéma d'animation. Avec un artiste photographe/vidéaste, les élèves vont réaliser des courts métrages selon différentes techniques d'animation (dessin-animé, photo/stopmotion ...). Ils effectueront un parcours culturel de visites de différents musées et de la cinémathèque française.	60 élèves de terminale filière générale, option arts plastiques facultative ou de spécialité	1 500,00	Favorable		3 240,00	1 500,00	46,30
118	0950640E	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE	ARGENTEUIL	Versailles	STATUT DE LA FEMME ET VIOLENCE DANS LA SOCIETE	DISCRIMINATION ET EGALITE FILLES GARCONS - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE Faisant suite à une collaboration avec le théâtre Majâz dans le cadre du festival du Val d'Oise, le lycée propose de faire bénéficier plusieurs classes d'un parcours culturel théâtral étayé d'ateliers de pratique et d'écriture ainsi que de spectacles autour du thème du statut de la femme et de la violence dans la société. Les élèves aborderont ces questions à partir de textes, de spectacles, de films et, avec l'aide d'une intervenante journaliste, rédigeront des articles critiques et engagés. Les élèves produiront une forme théâtrale devant les élèves et les familles.	93 élèves de trois classes filière générale, deux premières (30+31) et deux groupes de seconde prépa Sciences po langue arabe (32).	3 500,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention à hauteur du montant de l'aide à résidence de la DRAC		12 275,00	2 000,00	16,29
119	0950646L	LGT RENE CASSIN	GONESSE	Versailles	GESTES EN VOLEE : EXPLORATION PLASTIQUE ET CRITIQUE DES ARTS VIVANTS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - PEAC - VILLETTE Dans une démarche transdisciplinaire et inter-niveaux, en vue de valoriser la filière littéraire du lycée, le projet propose à trois classes de suivre un parcours artistique et culturel spécifique. En lien avec les programmes mais également dans des temps périscolaires déterminés, les élèves vont bénéficier de rencontres métiers, d'ateliers avec des artistes, d'un parcours spectateurs à la villette, de visites découverte d'une institution culturelle. Des moments d'échanges et de partage entre les classes sont également prévus, favorisant ainsi une réflexion collective sur la question de la pratique artistique. De nombreux moments de restitution sont prévus sous forme de journal, exposition, spectacle, conférences, débats et projets artistiques.	Les élèves de trois classes filière générale de seconde enseignement facultatif Arts plastiques, de première littéraire option de spécialité Arts plastiques et terminale littéraire option de spécialité arts plastiques.	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du budget 2017 consacré au programme ALYCCE, sachant que le coût par élève est élevé.		8 635,00	4 000,00	46,32

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
120	0951104J	LPO JEAN PERRIN	SAINT OUEN L'AUMONE	Versailles	LE LYCEE FAIT SON CIRQUE !	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CIRQUE En partenariat avec le centre de création artistique Nil Obstrat, il s'agit d'ouvrir les élèves au monde des arts du cirque à travers trois dimensions : artistique (pratique du trapèze volant et rencontre d'artistes en résidence), culturelle (travail d'étude des arts circassiens, sorties), et pédagogique (aspects techniques d'un spectacle). Une restitution du parcours à travers les outils multimedias auxquels les élèves sont formés leur sera demandée.	Les élèves d'une classe de seconde et de première professionnelles Systèmes électroniques numériques. Une activité pourra être menée avec le lycée voisin d'Epluches qui est déjà en partenariat avec le centre Nil Obstrat.	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût du projet et de l'absence d'évolution notoire du projet par rapport à 2016-2017, notamment dans le partenariat avec le lycée voisin d'Epluches.		7 000,00	3 000,00	42,86
121	0951618T	LP LYC METIER AUGUSTE ESCOFFIER	ERAGNY	Paris	AUGUSTE FAIT DU CIRQUE : PRATIQUE DU CIRQUE CONTEMPORAIN AVEC NIL OBSTRAT	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - CIRQUE Les élèves suivront un parcours artistique et culturelle autour de l'univers du cirque contemporain, grâce à un partenariat avec le centre de création Nil Obstrat : ils assisteront à des spectacles, rencontreront des artistes professionnels en résidence, s'initieront à la pratique de l'acrobatie aérienne et s'impliqueront dans un travail d'étude des arts circassiens. Le travail inter-classes au sein du lycée pourra se prolonger dans une activité inter-lycée avec les lycées d'Epluches et Perrin de Saint Ouen l'Aumône, déjà en partenariat avec Nil Obstrat.	Les élèves de trois classes de CAP cuisine, restauration et services hôteliers.	2 600,00	Favorable		5 164,00	2 600,00	50,35
122	0951618T	LP LYC METIER AUGUSTE ESCOFFIER	ERAGNY	Versailles	QUI A DIT ADDICT ?	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS En collaboration avec le théâtre L'Apostrophe de Cergy et dans une démarche pluridisciplinaire, le lycée propose à un groupe d'élèves un projet théâtral autour des conduites addictives. Les élèves suivront un parcours de pratique théâtrale et d'écriture de scènes qui donnera lieu à la création de romans-photos portant un message de prévention.	Les élèves de première année de CAP cuisine filière professionnelle, avec intégration d'élèves ULIS.	1 100,00	Favorable		1 727,10	1 100,00	63,69
123	0951710T	LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL	VAUREAL	Versailles	TERRITOIRES SCENOGRAPHIQUES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans le cadre d'un partenariat ancien avec le théâtre de l'Apostrophe et avec le centre Nil Obstrat, et au titre de son label "lycée des métiers des arts et du design", le lycée propose aux étudiants de BTS en design d'espace et aux élèves de première STD2A de suivre un parcours autour de la scénographie et l'exploration du sensorium propre aux arts vivants : ateliers de pratique de danse, étude de la représentation graphique du mouvement dansé, parcours de spectateur et rencontre de professionnels. Des conférences et des temps de débat leur seront également proposés ainsi qu'aux autres élèves du lycée. Les élèves proposeront une rpestation scénique en fin de projet afin de communiquer sur leurs propositions créatives. Le projet est à la croisée des compétences professionnelles issus des arts vivants, de l'élève en formation et de l'enseignant qui renouvellent ses pratiques pédagogiques.	La classe de première technologique sciences et technologies du design et des arts appliqués, et les classes de section de technicien supérieur en design d'espace 1ère et 2ème années (60 élèves). D'autres classes de seconde et de terminale création design ainsi que de mise à niveau arts appliqués seront concernées (108). D'autres filières pourront bénéficier des temps de conférence et d'exposition des travaux. Total 168 élèves et étudiants.	3 860,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Le lycée ayant déposé deux projets a dépassé le plafond autorisé d'aide régional.		5 059,94	3 500,00	69,17
124	0951710T	LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL	VAUREAL	Versailles	LA MONDIALISATION : ENJEU GLOBAL, ENVIRONNEMENT LOCAL	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Le projet vise l'ouverture européenne, l'analyse de la globalisation et ses conséquences environnementales. Il s'articule autour de plusieurs activités : jeu de rôle au Parlamantarium de Bruxelles, conférences au lycée, visites au musée de l'homme, visite du port du Havre. Plusieurs productions en découleront : un documentaire vidéo sur le transport maritime et l'environnement, un sketch sur l'identité européenne et des posters géographiques en vue d'une exposition sur le thème "vivre local, penser global".	Une classe de terminale générale ES.	1 414,41	Favorable		2 142,41	1 400,00	65,35

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
125	0951788C	LPO GEORGE SAND	DOMONT	Versailles	DES MOTS A LA PAROLE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - ECRITURE Le projet consiste à proposer aux élèves un projet d'atelier d'écriture slam en partenariat avec l'association La Ruche (antenne de quartier à Cergy Saint Christophe). En collaboration avec le CDI, les élèves vont participer à des concours, le lycée accueillir une résidence artistique danse, participer au dispositif "Lycéens et apprentis au cinéma" et nouer un partenariat avec l'Opéra de Paris. Les élèves vont participer avec La Ruche à des scènes ouvertes et à un tournoi interscolaire Slam. Ils produiront également un recueil de textes.	Les élèves de deux classes de seconde générale et professionnelle qui sont accueillis au centre médical et pédagogique Jacques Arnaud - annexe pédagogique du lycée, car hospitalisés dans deux pôles, rééducation et psychiatrie.	800,00	Favorable	Conseil départemental du Val d'Oise : 1250€	2 488,00	800,00	32,15
126	0951788C	LPO GEORGE SAND	DOMONT	Versailles	LA FABLE ET LE STREET ART	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec la Briqueterie -MLC, le musée du Louvre et le Muséeum d'Histoire naturelle, le lycée propose aux élèves un projet sur la culture humaniste au travers de la fable et du Bestiaire par le prisme de l'art urbain. Ils vont devenir acteurs au musée en se transformant en chercheurs, vont participer avec un intervenant extérieur (Plug communication) à une production artistique contemporaine autour du street art, réaliser la médiation de ce qu'ils auront réalisé et assister à des spectacles.	Les élèves de terminale SDG et HDA (option histoire de l'art) et de première HDA et BMA. Filières générale et professionnelle.	4 200,00	Favorable		6 880,00	4 000,00	58,14
127	0922276Z	LPO LYC METIER SANTOS DUMONT	SAINT CLOUD	Versailles	BRIGADES POETIQUES DES 2 LYCEES DE SAINT-CLOUD (PROFESSIONNEL ET GENERAL)	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans le cadre de la mise en place de rencontres de lycéens avec le lycée Dumas de Saint-Cloud (logique territoriale dans laquelle les deux lycées se sont engagés), le lycée propose un projet théâtral et poétique : après un travail sur la lecture et la mise en scène de la poésie encadrés par des apprentis comédiens du studio du théâtre d'Asnières et un parcours de spectateur au théâtre des 3 Pierrots, des brigades poétiques d'élèves vont intervenir dans les deux lycées et au théâtre des 3 Pierrots à l'occasion notamment d'une soirée dédiée aux 50 ans de l'établissement.	58 élèves de première générale Littéraire du lycée Dumas (28) et de seconde bac pro commerce du lycée Santos-Dumont (30).	4 000,00	Favorable		8 016,00	4 000,00	49,90
128	0750663N	LGT CHAPTAL	PARIS 08EME	Paris	MEMOIRE ET MUSEE DU LYCEE CHAPTAL	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEMOIRE ET FABRIQUE DE L'HISTOIRE Le projet fait suite à la création d'un musée éphémère dans le lycée en 2014 et consiste à faire participer les élèves à la création d'un musée pérenne dans le lycée. Les élèves travailleront à partir des archives du lycée, de leur numérisation puis d'un choix de muséographie. Uu documentaire sur l'histoire du lycée Chaptal sera réalisé en partenariat avec un réalisateur. Des rencontres avec des historiens, archivistes et muséographes seront organisées, notamment dans le cadre des partenariats avec les archives nationales de Paris et le musée national de l'éducation de Rouen. L'ouverture du musée sera accompagnée de la mise en ligne d'un jeu sur les archives.	34 élèves des filières générales et technologiques, délégués de classe et élèves volontaires.	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de subvention au regard du coût élevé de l'intervenant et du coût par élève.		9 010,96	3 000,00	33,29
129	0750673Z	LG COLBERT	PARIS 10EME	Paris	QUELS DESS(E)INS POUR LE CODE ?	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec la Gaîté Lyrique, le lycée propose aux élèves de travailler sur deux ans sur la création d'une oeuvre numérique, générative et participative co-créée avec l'artiste intervenant. L'oeuvre intègrera la pratique artistique des élèves dansle cadre de leur cursus et alimentera un terrain de recherche de troisième cycle en art de l'artiste. Les élèves partiront du dessin d'observation et glisseront progressivement vers une transposition numérique via l'écriture du code informatique. L'oeuvre sera créée in situ dans le lycée et sera donnée à voir et à vivre aux autres élèves. Les élèves visiteront la Gaîté Lyrique où un temps fort de restitution sera prévu en fin d'année.	Les 32 élèves d'une classe de première générale Littéraire Arts plastiques qui poursuivront le projet en terminale. Auxquels s'ajoutent les autres classes qui bénéficieront de l'oeuvre in situ.	2 400,00	Favorable avec diminution du montant de subvention au regard de la faible participation financière du lycée.		3 120,00	2 000,00	64,10
130	0750673Z	LG COLBERT	PARIS 10EME	Paris	FESTIVAL D'AUTOMNE 2017 : PARCOURS D'AUTEUR ET QUARTIERS D'AUTOMNE A COLBERT	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE Il s'agit de proposer aux élèves deux projets : 1) un parcours de sensibilisation artistique et théâtrale en partenariat avec le Festival d'automne de Paris pour deux classes notamment dans le cadre de l'accompagnement personnalisé : un parcours de spectateur et des ateliers du lendemain, une réflexion sur les oeuvres avec l'aide des professionnels, l'intervention d'un médiateur en classe autour des spectacles (écriture d'articles et de témoignages), des ateliers d'écriture. Avec l'association "Allons prendre l'art", les élèves seront invités à proposer une lecture critique sur les spectacles et des échanges entre les deux classes seront organisés. 2) Le Festival prendra par ailleurs ses quartiers au lycée pendant une semaine en octobre afin d'impliquer tout le lycée (concerts, interventions de médiateurs auprès des professeurs et des élèves de tout le lycée, exposition...).	64 élèves de deux classes de première générale et l'ensemble des élèves du lycée lors de l'installation du Festival d'automne au lycée.	1 600,00	Favorable. Troisième et dernière année de soutien régional dans le cadre du programme ALYCCE.		5 113,00	1 600,00	31,29

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
131	0750695Y	LPO LYC METIER FRESNEL	PARIS 15EME	Paris	A LA RENCONTRE DU SPECTACLE VIVANT	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE Le projet propose un parcours d'éducation artistique et culturelle autour du théâtre contemporain grâce à des ateliers de pratique animés par des comédiens dont la restitution se fera au Monfort (pour deux classes de première), un parcours spectateur au Monfort et à la Comédie Française (visites des théâtres, spectacles et rencontres des artistes et des techniciens pourplusieurs classes), un spectacle donné par une troupe professionnelle au sein du lycée (pour tous les élèves du lycée) et la visite du centre national du costume de scène à Moulins.	52 élèves de premières générale, professionnelle et technologique répartis comme suit : une classe de première professionnelle opticien lunetier et une classe de première technologique sciences et techniques de laboratoire, pour l'atelier théâtre; Les élèves volontaires de ces deux classes et des élèves des autres classes du lycée, pour les sorties théâtre; Tous les élèves des 5 classes de première, pour la représentation au lycée.	3 960,00	Favorable		6 510,00	3 900,00	59,91
132	0750705J	LYP HONORE DE BALZAC	PARIS 17EME	Paris	TOUS EN SCENE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec le théâtre de l'Odéon, le lycée propose aux élèves d'une classe de seconde de bénéficier d'un parcours d'art dramatique autour d'une pièce de Shakespeare (pratiques d'écriture et de jeu) sur les heures d'accompagnement personnalisé). Le même parcours est proposé à une classe de seconde d'un autre lycée situé dans l'académie de Créteil. Ponctuellement les deux groupes d'élèves se retrouveront. Les élèves fréquenteront les oeuvres de l'Odéon et le prjet se concluera par un spectacle commun aux ateliers Berthier Odéon. A mi-parcours ils se retrouveront dans un théâtre berlinois avec d'autres jeunes européens (voyage pris en charge par les élèves).	Deux classes de seconde générale de deux lycées différents, lycée Balzac et un lycée de l'académie de Créteil. Soit 36 élèves du lycée Balzac, total de 72 lycéens ayant peu accès au théâtre.	3 500,00	Favorable		30 700,00	3 500,00	11,40
133	0750705J	LYP HONORE DE BALZAC	PARIS 17EME	Paris	CREATION D'UNE ONG DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SANTE	EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE - ADDICTIONS Le lycée lancera un concours auprès des élèves en vue de la création d'une ONG dans le domaine de la santé (aide humanitaire, accompagner les enfants malades en France et dans le monde, envoyer des médicaments, information contre l'addiction aux drogues et à l'alcool), de l'enseignement (créer des plateformes de e-learning en langues pour les enfants malades ainsi que des apprentissages virtuels ludiques tels queles serious games) et de l'environnement et à but humanitaire. Le concours qui concerne des lycéens de plusieurs lycées européens durera deux ans à travers des débats participatifs virtuels et réels qui se concluront chaque année par une conférence en France puis en Espagne. Des moyens numériques variés et élaborés permettront aux élèves de tous les lycées concernés de se former de la même manière aux techniques de l'argumentation et d'avoir accès aux mêmes ressources. La meilleure ONG envisagée sera adoptée et créée réellement sur la base de la participation de tous les pays partenaires.	48 élèves du lycée Balzac ainsi que des lycéens de 5 pays européens : Espagne, Croatie, Serbie, Turquie et Roumanie. 8 élèves franciliens ayant remporté le concours bénéficieront de la mobilité internationale pour mener des actions de terrain.	3 500,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention , la question des addictions n'étant pas suffisamment visible et le nombre d'élèves bénéficiaires de la mobilité internationale faible .		13 700,00	1 200,00	8,76
134	0750711R	LGT HENRI BERGSON	PARIS 19EME	Paris	SORCIERES ! PRATIQUES MAGIQUES, PRATIQUES ARTISTIQUES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE - CIRQUE - MAGIE - VILLETTE A partir de la prochaine création de deux comédiennes issues du centre national d'art dramatique de Paris autour de la figure de la sorcière, les élèves vont s'immerger dans le processus de création et s'initier par le biais d'ateliers de pratique au cirque et à la magie. Ils interrogeront la figure féminine de la sorcière, en lien avec les programmes de français et d'histoire et imagineront une restitution performative collective ou en petits groupes. Par ailleurs, les écritures produites pendant le projet seront collectées pour réaliser un objet littéraire (pièce, autobiographie, recueils de nouvelles ou de poèmes). Enfin, un parcours de spectateur à la Villette et des rencontres avec des professionnels enrichiront le parcours en amenant les élèves face aux œuvres artistiques.	Une classe de première littéraire, soit 28 élèves.	3 348,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé du projet par élève		5 378,00	2 900,00	53,92

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
135	0750712S	LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT	PARIS 19EME	Paris	GRANDIR SUR SCENE A DIDEROT	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE En partenariat avec une metteuse en scène et professeure d'art dramatique, Joséphine Sourdel, et accomapgnés par une équipe pluridisciplinaire d'enseignants, les élèves vont suivre un atelier de pratique théâtral hebdomadaire autour d'une pièce de B. Brecht, en vue d'une création qui sera jouée à la Villette, au lycée et dans le cadre d'une petite tournée dans des établissements scolaires du nord-est parisien. Un parcours de spectateur, des rencontres métiers (notamment techniques) et des visites de lieux de spectacle vivant leur seront proposés pour découvrir la création contemporaine en théâtre, danse et cirque.	Elèves volontaires issus des lasses de seconde, première, terminale des filières générale, professionnelle et des classes post-bac - BTS, DMA et ATS.Total 25 élèves.	3 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention, le projet qui ne concerne que 25 élèves volontaires a peu de rayonnement dans le lycée. Les élèves en formation post-bac ne sont pas prioritaires.		10 545,00	2 000,00	18,97
136	0750712S	LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT	PARIS 19EME	Paris	JULES CESAR OPERA BAROQUE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - MUSIQUE En partenariat avec la Philharmonie de Paris, le lycée propose aux élèves de suivre un véritable parcours musical autour du répertoire baroque et de l'oeuvre d'Haendel, grâce à la pratique artistique : ateliers de pratique instrumentale collective (instruments à corde), atelier de chant choral, des rencontres-ateliers avec une metteure en scène d'opéra (Jules César), un parcours de spectateur et une visite au musée de la musique. Un concert découverte de la musique baroque se déroulera au lycée et sera ouvert à plusieurs classes.	Une classe de première scientifique, soit 35 élèves, et plusieurs classes pour le concert donné au lycée.	2 000,00	Favorable sous réserve que le concert ait vraiment lieu et permette un rayonnement du projet sur l'ensemble du lycée.		5 115,30	2 000,00	39,10
137	0752701D	LYCEE TECHNOLOGIQUE FRANCOIS TRUFFAUT	PARIS 3EME	Paris	REALISATION D'UN COURT METRAGE POUR CONSTRUIRE SON RAPPORT A L'AUTRE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Afin de valoriser les parcours des élèves dans la voie professionelle, le lycée leur propose la réalisation collective d'un projet artistique professionnel de qualité mené avec des professionnels : ils réaliseront un moyen métrage sur les grandes figues de femmes dans le rapport Art et pouvoir à partir de Mac Beth de Shakespeare, suivront un parcours culturel dans les musées, assisteront à la représentation de la pièce jouée au théâtre de l'Odéon, écriront le scénario du court-métrage, le mettront en scène, le joueront et le filmeront. Ils se rendront à Londres pour visiter le Globe Theatre (hors financement ALYCCE). Une projection de leur film sera organisée au Carreau du Temple et au Louvre pour la nuit des musées.	Trois classes de terminale professionnelle Gestion-administration, ARCU et commerce.	3 000,00	Favorable sous réserve de fournir des précisions sur le portage du projet (en interne et le/les intervenants pressentis) et l'implication des élèves.		8 400,00	2 800,00	33,33
138	0752701D	LYCEE TECHNOLOGIQUE FRANCOIS TRUFFAUT	PARIS 3EME	Paris	DES RACINES ET DES DANSES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE Dans le cadre de l'apprentissage de la langue française aux élèves allophones de la classe d'UPE2A, un projet autour du corps et de la danse, comme vecteur de communication qui précède l'usage de la langue, leur est proposé. En résonance avec les enseignements, il offre aux élèves une rencontre et un travail avec une jeune danseuse et chorégraphe autour de son processus de création, un parcours de spectateurs à la Villette, et des rencontres métiers. Les élèves créeront une petite forme performative.	24 élèves de la classe d'unité pédagogique pour élèves allophones arrivants.	1 928,00	Favorable		3 668,00	1 900,00	51,80
139	0753256G	EREA ALEXANDRE DUMAS	PARIS 15EME	Paris	BIEN VIVRE LES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR LES ADOLESCENTS ET LEURS FAMILLES	EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE - ENT - NOUVELLES TECHNOLOGIES Dans le cadre de la mise en place du nouvel ENT du lycée, il est proposé aux élèves et à leurs familles une sensibilisation aux dangers et aux bonnes pratiques des NTIC. L'originalité du projet réside dans la démarche qui associe les parents dans la mise en place des outils permettant aux élèves de comprendre les mutations technologiques de la société. En partenariat avec l'association française de l'intelligence émotionnelle, et sous la direction de la référente numérique du lycéen, des ateliers sont proposés aux parents et aux élèves. Un guide d'utilisation des NTIC sera réalisé et distribué aux élèves et aux parents.	Les classes de première année de CAP professionnel Hôtellerie-restauration, soit 60 élèves.	3 600,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé de l'intervenant		4 500,00	3 000,00	66,67
140	0754016H	LPO PR L'INITIATIVE	PARIS 19EME	Paris	A CORPS ECRITS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CORDEES DE LA REUSSITE - LUTTE CONTRE LES ADDICTIONS En partenariat avec la Villette, le lycée propose aux élèves de suivre un parcours autour de la notion du corps et ainsi de s'immerger dans un processus commun de création d'un spectacle relevant de l'esthétique des cultures urbaines contemporaines. Trois écritures complémentaires du corps seront mises en oeuvre : le langage du corps avec une pratique de la danse, le signe plastique avec une itiniation au street art, et la parole poétique grâce au slam. Un parcours de spectateur sera également proposé. Une réflexion autour du corps et des dérives addictives qu'il peut subir découlera de l'ensemble de ce travail. Les élèves créeront une petite forme performative qui sera jouée au lycée.	92 élèves et étudiants issus de quatre classes professionnelles du lycée : deux terminales commerce et communication visuelle et deux BTS design graphique et management des unités commerciales.	5 995,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention, le traitement du thème des addictions n'étant pas très visible		11 955,00	4 500,00	37,64

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
141	0754684J	LG GEORGES BRASSENS	PARIS 19EME	Paris	PASSION - CONFLITS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE - INTERETABLISSEMENT Le lycée propose la mise en place le samedi matin d'un atelier théâtre à l'attention de ses élèves ainsi que de ceux du lycée voisin Bergson et de jeunes d'une maison de quartier. Autour de la pièce Les caprices de Marianne de Musset et des thèmes de la passion amoureuse et des conflits qu'elle engendre, l'atelier animé par une comédienne metteuse en scène membre de CAP (coopérative artistique de production) proposera des jeux d'improvisation, l'étude de textes littéraires et de tragédies. Une restitution sera donnée en fin d'année dans un des deux lycées.	Des élèves volontaires	5 000,00	Favorable au regard du caractère inter-établissements du projet, avec diminution du montant de la subvention due au coût élevé du projet pour un faible nombre d'élèves, de l'impact limité du projet sur les établissements et de l'absence de cofinancement de ces derniers. Le projet mériterait d'être davantage porté par les établissements et de proposer un questionnement pédagogique. Le rayonnement territoriale pourrait être davantage travaillé en lien avec les objectifs annoncés du projet.		8 728,00	1 000,00	11,46
142	0770930T	LGT HENRI MOISSAN	MEAUX	Créteil	APPRENDRE A DETECTER ET GERER SON STRESS AU LYCEE	EDUCATION A LA SANTE - GESTION DU STRESS Le lycée propose aux élèves particulièrement sujets au stress un programme comprenant des séances de sophrologie (intervenant Mme Taillepied) et une animation mensuelle sur un thème lié au stress (dont un débat théâtral par la compagnie Entrées de jeu, et d'autres interventions). Les élèves volontaires réaliseront une plaquette de communication qui sera distribuée aux autres élèves à la rentrée suivante. Un travail avec l'option théâtre sera envisagée pour construire des scénettes sur le stress avec les élèves du projet.	Les élèves repérés dans les classes de première et terminale. Total 45 élèves.	5 000,00	Favorable pour financer la partie du projet consacrée aux actions menées par le lycée autour du débat et de la mise en scène théâtrale du stress. Les prestations de la sophrologue ne sont pas éligibles.		6 550,00	2 000,00	30,53
143	0770943G	LP BENJAMIN FRANKLIN	LA ROCHETTE	Créteil	FABRIQUER ET S'INITIER AU CAJON OU A LA GUITARE ELECTRIQUE POUR JOUER UN SPECTACLE VIVANT	CULTURE – MUSIQUE – En partenariat avec des professionnels de la musique, un atelier de création d'instruments de musique et de pratique instrumentale – cajons et guitares électriques – est proposé aux élèves, afin d'aboutir à la réalisation d'un spectacle musical et poétique. S'inscrivant dans dispositif de la communauté d'agglomération Melun Val de Seine, dénommé "Les lycées amplifiés : histoire et découverte des musiques", les lycéens vont étudier une oeuvre, l'écouter en concert, mais aussi suivre un parcours de découverte des métiers techniques et artistiques autour des spectacles musicaux. Ils vont suivre des conférences, un atelier d'écriture avec un groupe de musique actuelle et participeront à un concert inter-lycée sur l'histoire des musiques amplifiées et sur la prévention des risques auditifs. Décoration des cajons avec la prof d'arts plastiques	44 élèves dont 2 classes de seconde et terminale CAP charpente et constructeur de bois (fabrication des instruments puis initiation à l'instrument et mise en voix poétique) et 20 élèves volontaires du lycées (atelier de fabrication de guitares) professionnelle.	**5 000,00**	Favorable avec reconduction du montant de subvention attribué au projet en 2016-2017.		**6 410,00**	4 000,00	62,40
144	0770944H	LP AUGUSTE PERDONNET	THORIGNY SUR MARNE	Créteil	FRIBOURG, CAP SUR L'ALLEMAGNE ET PASSERELLE SUR L'EUROPE	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans le cadre du programme "Ecole ambassadrice" du Parlement européen, le lycée propose aux élèves un voyage scolaire dans le but de découvrir les institutions européennes, d'appréhender leurs droits en tant que citoyens européens et d'échanger avec des élèves pour développer des actions innovantes sur l'Europe. La démarche du lycée s'inscrit dans sa volonté de créer une classe europe. Plusieurs actions vont être réalisées en ce sens (rencontre de professionnels, réalisation d'un village mini-Europe au sein du lycée, article dans la presse régionale, carnet de voyage, reportage et exposition, actions lors de la journée de l'Europe).	27 élèves de la filière professionnelle Terminale commerce (TMCB) 2ème année de CAP menuiserie (2MMA) 2ème année de CAP serruriers métalliers (2SEM)	**5 000,00**	Défavorable au regard du coût élevé d'un projet dont l'essentiel se limite à un voyage scolaire.		**10 705,00**	0,00	0,00

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
145	0771997C	LP LYC METIER JACQUES PREVERT	COMBS LA VILLE	Créteil	CULTIVER LA MUSIQUE POUR APPRENDRE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En complément des enseignements le lycée propose à des élèves volontaires de bénéficier d'un parcours d'éducation musicale : ils suivront un atelier musique animé par le Studio l'Empreinte en vue de monter un groupe à la pause méridienne, de découvrir des lieux de spectacle et de rencontrer des artistes. Les élèves participeront au concert inter lycées du grand sud Paris et se produiront au lycée. Le projet rayonnera au sein du lycée, par une mise en valeur de la documentation sur la musique au CDI ainsi qu'une participation à la semaine du son avec l'accueil au lycée d'une exposition "Encore plus fort" autour des questions de prévention sonore.	20 élèves volontaires de la filière professionnelle bac pro, CAP et 3ème prépa pro.	2 460,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention correspondant au financement octroyé par le rectorat.		3 260,00	2 000,00	61,35
146	0772230F	LPO BLAISE PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	Créteil	CREATION D'UNE FICTION RADIO	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE (LAICITE, DISCRIMINATIONS) Le lycée propose aux élèves un atelier d'écriture radiophonique au cours duquel ils créeront des fictions radiophoniques basées sur le montage et le mixage de matériaux prélevés sur le web et issus d'écrits produits par les élèves eux-mêmes autour d'un sujet de société. Accomapgnés par un écrivain artiste, les élèves réaliseront des enquêtes et recueilleront des témoignages, ils travailleront sur la littérature numérique et des supports audio. Les productions radiophoniques seront diffusées sur le site du lycée et sur celui de l'écrivain.	Une classe de seconde générale, soit 35 élèves.	2 936,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention en l'absence de participation financière du lycée et d'absence d'information sur les dépenses liées au projet (absence de devis dans le dossier de candidature concernant notamment l'intervenant).		3 670,06	1 800,00	49,05
147	0781819D	LPO EMILIE DE BRETEUIL	MONTIGNY LE BRETONNEUX	Versailles	DECOUVERTE DU FONCTIONNEMENT ET DES METIERS REPRESENTES AU SEIN D'UN LABORATOIRE DE RECHERCHE MEDICALE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CULTURE SCIENTIFIQUE En partenariat avec l'UFR de médecine de l'UVSQ, le lycée propose aux élèves d'approfondir les métiers scientifiques, à travers une mise en pratique de leurs cours de biologie sur la génétique (interventions de médecins et scientifiques lors de travaux pratiques en classe ou lors de visites de laboratoires), de rencontres des différents corps de métiers travaillant à l'UFR. Les élèves réaliseront une exposition, élaboreront des fiches métiers et cursus à partir des entretiens avec les personnels du laboratoire de recherche médicale et rédigeront un article pour la gazette du lycée.	Deux classes et demi de première scientifique SVT	3 676,42	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du poids important des consommables dans les dépenses dont une partie relève de la matière d'œuvre à la charge du lycée.		4 595,52	3 000,00	65,28
148	0781860Y	LPO LES PIERRES VIVES	CARRIERES SUR SEINE	Versailles	INITIATION A LA PHILOSOPHIE PAR LE CINEMA	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En vue d'initier les élèves à la philosophie autour du thème de l'obéissance-désobéissance, il leur est proposé de construire la programmation d'un festival de courts métrages autour de cette problématique. Le projet est initié par le professeur de philosophie qui organise des projections débats et qui souhaite les enrichir de rencontres avec des professionnels du cinéma et d'une initiation technique et pédagogique à l'audiovisuel. organisé en pluridisciplinarité et en partenariat avec l'agence du court-métrage, le projet permettra aux élèves de sélectionner une série de courts métrages, d'organiser un temps de festival au sein du lycée puis d'animer des débats à l'issue des projections. Des projections pourront également être programmées au sein d'un cinéma du territoire.	Un groupe classe de première générale littérature	1 600,00	Favorable		2 075,35	1 600,00	77,10
149	0781860Y	LPO LES PIERRES VIVES	CARRIERES SUR SEINE	Versailles	CLAMEURS, PAROLE ET CORPS ENGAGES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec le théâtre de Sartrouville et de son projet Clameurs, le lycée propose aux élèves un projet de pratique théâtrale par le biais d'ateliers, de parcours spectateurs/ rencontres et d'une journée de résidence artistique (cette dernière menée par la compagnie Trois-Six-Trente rayonnnera au-delà d'une seule classe). Une restitution autour de jeux d'éloquence et de joutes verbales et corporelles sera organisée avec d'autres lycées franciliens. Les élèves seront acteurs de multiples actions (création de textes et de récits sur des thématiques citoyennes, mises en voix sur la web TV du lycée, animation de débats citoyens, réalisation d'une courte pièce de théâtre...). Ils réaliseront un carnet de bord des étapes de travail sur la chaîne Youtube dédiée au projet Clameurs pour échanger avec les autres lycées participants.	Une classe de seconde porteuse pour l'ensemble des ateliers et rencontres autour du projet Clameurs du théâtre de Sartrouville, et 8 à 10 classes de seconde, première, terminale qui participeront à la résidence de création et aux rencontres.	2 253,00	Favorable		2 817,00	2 200,00	78,10

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
150	0782563M	LGT LA BRUYERE	VERSAILLES	Versailles	CREATION D'UN CONCERT-SPECTACLE « VARIATION SUR UN REQUIEM »	CULTURE - PROJET ARTISTIQUE - MUSIQUE ET THEATRE Après un projet réussi l'année dernière, les élèves des sections musique et danse du lycée vont poursuivre la création et la mise en scène d'une grande oeuvre du répertoire classique, le Requiem de Mozart, d'un point de vue musical et chorégraphique . La nouveauté cette année réside dans la confrontation des élèves à l'univers du théâtre et la création de pièces sonores. Ils seront accompagnés par Stella Beuvard, une metteure en scène. Le spectacle final se déroulera au Prisme, scène de Trappes-Elancourt et les collégiens de Trappes seront invités aux répétitions de fin d'année.	100 élèves musiciens et danseurs du lycée issus des classes de seconde en exploration musique, de première et terminale en option facultative musique et série L spécialité musique, et les classe de TMD (technique de la musique et de la danse).	3 000,00	Favorable avec reconduction du montant de subvention attribué au projet en 2016-2017.		6 700,00	2 200,00	32,84
151	0782563M	LGT LA BRUYERE	VERSAILLES	Versailles	LA VILLE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - DANSE En partenariat avec le collège St Exupéry de Vélizy, le projet propose aux élèves de suivre un parcours autour de la danse et du thème de la ville : en partenariat avec le théâtre de l'Onde de Vélizy et un danseur chorégraphe professionnel, les élèves seront sensibilisés à la danse par des visites, des spectacles, un atelier de pratique de danse urbaine et contemporaine en vue de la création d'un spectacle. ce dernier sera donné au théâtre de l'onde dans le cadre de la quinzaine des pratiques amateurs.	35 élèves de seconde générale suivant un enseignement d'exploration "arts du spectacle, danse, théâtre".	2 000,00	Favorable		4 234,76	2 000,00	47,23
152	0910623H	LGT MARCEL PAGNOL	ATHIS MONS	Versailles	ATELIER D'ECRITURE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose à des élèves de seconde un projet autour de la lecture et de l'écriture. En partenariat avec un écrivain artiste peintre, José Feron Romano et l'école d'art contemporain Camille Lambert de Juvisy, des ateliers d'écriture seront mis en place, autour du thème de l'Eldorado, du voyage ou du rapport à la terre. Les élèves écriront des textes qui seront exposés et l'artiste créera des oeuvres en lien avec les créations littéraires des élèves.	Deux classes de seconde générale	2 800,00	Favorable		3 500,00	2 800,00	80,00
153	0910628N	LP PAUL BELMONDO	ARPAJON	Versailles	SANS EXCES	EDUCATION A LA SANTE - ADDICTIONS En coordination avec l'infirmière et l'équipe éducative, le lycée propose aux élèves un projet d'information et de sensibilisation aux addictions. A partir de l'intervention de la compagnie Entrées de jeu et d'un débat en présence du CSAPA (centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie), les élèves créeront des affiches et des panneaux d'exposition complétés par des slogans et des créations artistiques réalisées en arts appliqués. Les enseignants réaliseront un photoexpression afin de faire émerger des représentations des élèves sur la notion de dépendance. L'ensemble du travail sera présenté lors du forum santé du lycée.	Toutes les classes de seconde du lycée, filière professionnelle en première année CAP sécurité et assistants techniciens en milieu familial et collectif.	2 550,00	Favorable malgré le caractère clef en main de la compagnie		3 250,00	2 300,00	70,77
154	0911037H	LP ANDRE-MARIE AMPERE	MORSANG SUR ORGE	Versailles	TOI, MOI, NOUS, CITOYENS EN DEVENIR	EDUCATION A LA CITOYENNETE - VALEURS DE LA REPUBLIQUE - LAICITE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans le cadre d'une démarche transdisciplinaire et du parcours citoyen, le lycée propose à plusieurs classes de tous niveaux et aux élèves élus un projet sur les valeurs de la République : ils bénéficieront d'ateliers avec plusieurs intervenants (Justice et Ville, MGI...) en vue de créer une chronologie géante sur l'histoire de la République française, une exposition sur leurs illustrations de ces valeurs par des photographies, une carte heursitique, réaliser des saynètes sur la laïcité, organiser des débats et des votes, créer un mur citoyen avec une fresque... Les travaux seront installés dans le hall du lycée puis prêtés à la médiathèque.	5 classes de la filière professionnelle : 2 classes de terminale (24 élèves), 2 classes de première (24), 1 classe de seconde (24). Filières Electrotechnique et SN. Et des délégués de classe (16 élèves).	4 520,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé des transports et du matériel (en l'absence de devis dans le dossier de candidature)		5 700,00	4 000,00	70,18
155	0911037H	LP ANDRE-MARIE AMPERE	MORSANG SUR ORGE	Versailles	LA DANSE OU LE CHAOS/UN TOURNANT DANS MA VIE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec le théâtre de l'Arlequin, le lycée propose aux élèves un projet théâtral autour du thème "Un tournant dans ma vie" : ils sont invités à raconter ce moment de leur vie. Chaque récit sera écrit ou recueilli sous la forme d'un film vidéo puis, avec l'aide d'un chorégraphe (Tidiane Ndiaye), ils rechercheront une phrase chorégraphique qui donnera lieu, sur une semaine de cours banalisée, à un travail en atelier. Ce travail sera intégré à un spectacle déjà écrit qui se produira au théâtre de l'Arlequin.	Les élèves d'une classe de terminale CAP ou de première bac pro Electrotechnique.	750,00	Favorable		1 700,00	750,00	44,12
156	0911254U	LP LYC METIER BAUDELAIRE	EVRY	Versailles	CHANTER : LANGAGE DES EMOTIONS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Afin d'initier les élèves au chant et à la musique, le lycée va proposer des ateliers qui se dérouleront en partenariat avec le conservatoire d'Evry : un professeur de chant viendra au lycée et les élèves se rendront au conservatoire. Les élèves se produiront à l'occasion d'un spectacle de chant.	Deux classes de première professionnelle filière professionnelle Vente et Commerce.	3 888,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le comité préconise au lycée de proposer aux élèves un parcours culturel et de d'enrichir le partenariat artistique avec des structures culturelles.	Commune d'Evry : 350€	4 860,00	3 300,00	67,90

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
157	0912117G	LPO PR NOTRE DAME DE SION	EVRY	Versailles	PROJET RESPONSABILISE A SION	EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE - DEVELOPPEMENT DURABLE Afin de promouvoir le civisme auprès des élèves et de les rendre acteurs, le projet propose, dans le cadre d'une journée banalisée, une première phase de réflexion autour de thèmes qu les touchent directement (sexualité, dépendances...) et sur l'implication du monde associatif (intervenants, représenation d'un spectacle pédagogique sur les addictions...). Il s'agira dans une seconde phase de permettre aux élèves de terminale de s'investir seuls ou en groupe dans un type d'action (Téléthon, Restos du coeur..).	9 classes de première (5 géénrale, 2 technologique STI2D et 2 professionnelle MELEC-SN).	2 800,00	Favorable pour la troisième et dernière année de soutien régional dans le cadre du programme ALYCCE.		3 572,75	2 800,00	78,37
158	0920135X	LGT EMMANUEL MOUNIER	CHATENAY MALABRY	Versailles	S'ENGAGER DANS L'ART, L'ART DE S'ENGAGER	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec le théâtre Firmin Gémier/La Piscine, le lycée propose aux lycéens un projet théâtre autour de l'idée de construction collective de l'histoire personnelle de l'élève : l'intervention d'un artiste slameur leur permettra de développer un mode original d'expression d'idées et celle d'un comédien-metteur en scène de réfléchir sur l'association discours/posture. Un parcours de spectateur leur permettra d'élargir leur vision du quotidien par des rencontres autour des spectacles. Les élèves produiront un recueil de textes illustrés et une vidéo des différentes réalisations.	70 élèves de seconde et première de filières générale et technologique ainsi que de BTS "Assistant de gestion PME-PMI" de filière supérieure professionnalisante.	4 947,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du budget 2017 alloué au programme ALYCCE et du public étudiant non prioritaire.		10 904,00	4 600,00	42,19
159	0920141D	LGT JOLIOT CURIE	NANTERRE	Versailles	FORMATION DES REPRESENTANTS DES ELEVES - POUR DES ELUS FORMES, ACCOMPAGNES ET ENCOURAGES	EDUCATION A LA CITOYENNETE - VIE LYCEENNE Le lycée souhaite accompagner les délégués de classe dans leur parcours d'élus en leur offrant une formation externalisée mêlant activités pédagogiques et sportives de coopération. Accompagnée par des personnels d'encadrement, d'éducation et d'enseignement, la formation s'organisera sur une journée par niveau d'enseignement et comprendra des ateliers (étude de documents, mise en scène à l'oral et simulation d'actions de délégués) et des activités physiques. Un document bilan sera réalisé par les élèves.	Les représentants des élèves de l'ensemble des classes du lycée, filières générale et technologique.	4 145,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention, le lycée ayant demandé plus de 80% du budget.		4 645,00	3 500,00	75,35
160	0920146J	LG MARIE CURIE	SCEAUX	Versailles	ÉGALITE ET ENGAGEMENT: AUTOUR DE LA MISE EN SCENE DE « FUENTEOVEJUNA » DE LOPE DE VEGA	DISCRIMINATIONS - EGALITE FILLES GARCONS - THEATRE Les élèves vont être amenés à réfléchir sur l'art en tant que forme d'engagement et sur les discriminations faites aux femmes, à partir de l'analyse d'une oeuvre classique du théâtre espagnol qu'ils vont ensuite réécrire et mettre en scène. Ils seront accompagnés par la Compagnie Peu importe dans le cadre d'un atelier de mise en scène et de techniques théâtrales sur le corps et la voix. Une représentation sera donnée à l'occasion des portes ouvertes du lycée et une exposition liant les deux thèmes du projet, art engagé et discriminations faites aux femmes, sera réalisée.	Les élèves de première (partie théâtre et partie exposition) et de terminale (partie exposition par la classe qui avait réalisé le projet théâtre l'année dernière) filière générale section binationale "Bachibac".	1 600,00	Favorable pour une troisième et dernière année de soutien régional dans le cadre du programme ALYCCE		2 000,00	1 600,00	80,00
161	0920146J	LG MARIE CURIE	SCEAUX	Versailles	« HISTOIRE, THEATRE, MEMOIRES : IDENTITES CITOYENNES »	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose aux élèves qui ont déjà travaillé sur la thématique l'année précédente (finacement ALYCCE) un dialogue avec une compagnie de théâtre basée à Chavagne, Le Puit qui parle, autour des dictatures, des violences politiques et des processus de construction des mémoires et des identités. Les élèves vont étudier le texte de auteurs et mener des ateliers d'écriture et de réflexion sur la construction propagandiste en temps de dictature. Ils se rendront au théâtre de Sceaux pour assister à la représentation de la pièce et réaliseront un visuel pouvant donner lieu à une exposition collective.	Les élèves de première (partie théâtre et partie exposition) et de terminale (partie exposition par la classe qui avait réalisé le projet théâtre l'année dernière) filière générale section binationale "Bachibac".	2 870,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au vue de l'absence de parcours culturel autre que la représentation de la compagnie de théâtre partenaire du projet.		3 600,00	1 800,00	50,00
162	0920158X	LP LYC METIER LA TOURNELLE	LA GARENNE COLOMBES	Versailles	EN S(C)EN(E)!	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec le théâtre Nanterre Amandiers, le lycée propose à trois classes de seconde de bénéficier d'un projet théâtre. Deux d'entre elles bénéficieront de sorties au spectacle et de rencontres professionnelles tandis qu'une classe dite pilote suivra un parcours spectateur suivi de rencontres et de travaux d'écriture, un parcours de création en lien avec un thème relevant du proigramme de français et une immersion professionnelle de découverte des métiers liés à leur option dans un lieu culturel. Les élèves créeront une forme théâtrale à partir d'improvisations.	Les élèves de trois secondes professionnelles Système électronique numérique options Sûreté et sécurité des infrastructures, de l'Habitat et du Tertiaire (SSIHT) et Réseaux Informatiques et Systèmes communicants).	2 667,00	Favorable		3 744,60	2 600,00	69,43

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
163	0922427N	LPO LYC METIER CLAUDE GARAMONT	COLOMBES	Versailles	« ECRIRE ET EXPOSER A LA LUMIERE L'ART ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE »	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Autour du thème de l'art et de l'écologie, le lycée souhaite sensibiliser les élèves aux enjeux sociétaux et environnementaux (sortie à la Défense "la nature et l'art en ville", sorties dans des sites naturels avec croquis puis création d'objets à partir de recyclage) et les accompagner dans leurs créations artistiques (pratique artistique avec un photographe professionnel et cours hors-les-murs à la maison européenne de la photographie). Les élèves procèderont à une série de réalisations productives (poèmes, cartes postales, imprimés, affiches) et apprendront autrement par le décloisonnement des matières enseignées.	Les classes de plusieurs filières professionnelles du lycée : 3 classes de seconde bac pro POP (produits imprimés et plurimedia, option productions graphiques et productions imprimées), 2 classes de première bac pro PG (productions graphiques) et 2 classes de terminale bac pro CV (communication visuelle plurimedia).	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé des transports et en l'absence de devis dans le dossier de candidature.		8 300,00	4 000,00	48,19
164	0930127H	LGT GEORGES CLEMENCEAU	VILLEMOMBLE	Créteil	MIEUX VIVRE ENSEMBLE, LUTTER CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME	EDUCATION A LA CITOYENNETE - DISCRIMINATION RACISME – RADIO RAJE Dans la prolongation d'un travail sur les discriminations et les stéréotypes, le lycée propose aux élèves à réfléchir sur le thème du Mieux vivre ensemble et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Par le prisme de l'animation d'une radio web, il s'agira de les faire travailler sur le sens de l'écoute et le décryptage de l'information. Un atelier animé par l'association Raje et des sorties culturelles leur seront proposés. Les élèves créeront un contenu radiophonique sous forme d'émission de radio.	30 élèves d'une classe de terminale filière technologique option sciences et technologies du management et de la gestion.	2 600,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention : le comité suggère au lycée de s'adjoindre les conseils du CLEMI et d'autres professionnels dans le cadre d'un parcours pour les élèves. Il serait intéressant que le rayonnement du projet au sein du lycée soit davantage travaillé.		3 252,00	2 000,00	61,50
165	0930127H	LGT GEORGES CLEMENCEAU	VILLEMOMBLE	Créteil	CLUB MANGA	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE – LITTERATURE – MANGA JAPONAIS Dans le cadre du club manga du lycée et en collaboration avec la médiathèque de Villemomble et le cinéma A. Malraux de Gagny, les élèves vont créer un blog et organiser un prix littéraire. Des sorties culturelles (cinéma, musée) seront organisées. Une journée sur le Japon sera animée par les élèves (ateliers, exposition d'affiches et dessins). L'accent sera mis sur l'écriture et la langue japonaise et le développement des partenariats internationaux. Des sorties culturelles seront prévues.	30 élèves volontaires issus des classes de seconde, première et terminale générales et technologiques. Ainsi que l'ensemble des élève du lycée pour la journée Japon qui sera organisée au lycée.	1 200,00	Favorable pour une troisième et dernière année de soutien régional dans le cadre du programme ALYCCE		2 300,00	1 000,00	43,48
166	0930833A	LGT JEAN ZAY	AULNAY SOUS BOIS	Créteil	REFLEXION SUR LES RAPPORTS DE DOMINATION DANS LA SOCIETE A PARTIR DU SPECTACLE LA FEMME® N'EXISTE PAS, D'APRES LA COLONIE DE MARIVAUX	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - THEATRE - EGALITE FILLES GARCONS Le lycée propose à une classe de seconde qui suit une option facultative théâtre un parcours autour du processus de création de l'équipe artistique qui monte un spectacle au théâtre Louis Aragon de Tremblay-en-France et qui développe au coeur de son travail de recherche les questions sociopolitiques (thèmes des rapports de domination notamment rapport hommes-femmes abordés dans La colonie de Marivaux). Les élèves suivent un parcours de spectateurs pluridisciplinaire, une visite technique du théâtre Aragon et la rencontre des métiers qui s'y exercent, des ateliers de pratique et des rencontres avec l'équipe artistique de la pièce. Une restitution sous forme de courte forme sera donnée sur le plateau du Théâtre Louis Aragon en public, dans le cadre de l'évènement CQFD/ ce qu'il faut découvrir.	24 élèves volontaires de toutes les sections du lycée, issus des classes de seconde à option facultative théâtre.	2 400,00	Favorable avec une diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé de l'intervenant.		4 566,00	2 000,00	43,80
167	0930833A	LGT JEAN ZAY	AULNAY SOUS BOIS	Créteil	REALISATION D'UNE WEB RADIO - LA RADIO COMME OUTIL D'EVEIL DE LA CONSCIENCE CITOYENNE	EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEDIAS - RAJE Le lycée propose aux élèves une formation sur les métiers de la radio par l'association réseau RAJE. Ils seront amenés à réaliser des contenus (émissions, interviews, reportages) en vue de produire une émission radiophonique. AVec la mise en place de ce projet un club radio en anglais verra également le jour et mobilisera des élèves volontaires de tous niveaux.	Une classe de 30 élèves de première générale.	2 940,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention : le comité suggère au lycée de s'adjoindre les conseils du CLEMI et d'autres professionnels dans le cadre d'un parcours pour les élèves.		4 200,00	2 000,00	47,62

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
168	0931198X	LP ALFRED COSTES	BOBIGNY	Créteil	REALISATION DE REMONTEES MECANIQUES ET ENERGIES RENOUVELABLES	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Dans le cadre d'une formation commune "maintenance des équipements industriels", le lycée propose aux élèves d'échanger avec leurs camarades du lycée V. Dury de Bagnères de Bigorre dans les Hautes Pyrénées. Il s'agira de les sensibiliser au coût du carbone des remontées mécaniques et leur impact sur l'environnement par l'étude de solutions alternatives. Les élèves élaboreront une maquette de télésiège en atelier (aspects électrique, mécanique, cinématique, automatique du projet) puis observeront à taille réelle l'utilisation du système de remontée mécanique sur le site de Bagnères. En plus de l'étude d'un télésiège, les élèves feront des activités sportives et visiteront l'observatoire astronomique du Pic du midi.	24 élèves d'une terminale bac pro Maintenance des équipements industriels.	3 500,00	Favorable pour financer exclusivement le coût de l'étude comparative et de fabrication de la maquette. Le comité préconise, en complément des actions prévues dans les Hautes Pyrénées, la mise en place d'un parcours en Ile-de-France pour les élèves (visites, rencontres…).	Commune de Bobigny : 1008€	12 949,60	2 800,00	21,62
169	0931198X	LP ALFRED COSTES	BOBIGNY	Créteil	ROMEO ET JULIETTE	EGALITE FILLES GARCONS - EDUCATION A LA SANTE - ADDICTION - THEATRE - INTER ETABLISSEMENT Dans le cadre d'un partenariat avec le lycée Aubrac de Pantin autour de la promotion de l'égalité filles/garçons, il s'agit de faire réfléchir les élèves sur la relation à l'autre, en particulier dans le cadre de la relation amoureuse. A partir de l'utilisation de supports culturels (cinéma, théâtre, débats) autour notamment de l'histoire de Roméo et Juliette, le projet va s'étendre à l'étude des conduites à risque telles que les addictions. Plusieurs partenaires seront associés au projet : l'association Tête-à-tête, le centre Hubertine Auclert, la maison des femmes de Montreuil, Clara magazine et, dans le cadre d'un atelier théâtre, une metteure en scène de la compagnie Objet direct. Dans cet atelier, les élèves vont réaliser des scénarios autour des thèmes de l'amour, des relations filles/garçons et des conduites à risque, puis les mettre en scène. Les scènes seront jouées devant des élèves qui seront invités à modifier l'histoire en fonction de leurs ressentis. Plusieurs modes de restitution sont prévus (réflexion sur l'égalité filles-garçons au niveau de la santé, du travail et de la formation, une exposition d'affiches, la réalisation d'un court-métrage sur les représentations des élèves).	55 élèves de deux classes de seconde bac pro de deux lycées Aubrac de Pantin et Costes de Bobigny : ASSP au lycée Aubrac (essentiellement des filles) et MEI du lycée Costes (essentiellement des garçons).	3 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention, le traitement du thème des addictions n'étant pas visible.	Commune de Bobigny : 1008€	5 540,40	2 000,00	36,10
170	0931739K	LP JEAN MOULIN	ROSNY SOUS BOIS	Créteil	LES MOTS AU TRAVERS DU GESTE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CIRQUE Dans le cadre d'une longue collaboration avec l'école nationale des arts du cirque de Rosny et afin de permettre aux élèves d'appréhender l'ensemble de la formation et de l'insertion professionnelle d'un circassien, le lycée leur propose de travailler avec d'anciens étudiants de l'ENACR. Avec lorhanne Da Cunha, ils vont découvrir son approche du mouvement acrobatique en lien avec le livre et dans une approche hétéroclite alliant au cirque danse, jeux, théâtre. Les temps de pratique s'articuleront avec un parcours de spectateur (à l'ENACR, le CNAC à la Villette) incluant une visite de l'école de cirque, des conférences sur le cirque contemporain. Une restitution des petites formes créées en atelier sera programmée au lycée.	Les 24 élèves d'une classe de terminale professionnelle CAP ATMFC (assistant technique en milieu familial et collectif).	4 400,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût du projet par élève et de l'absence de devis relatifs à certaines dépenses (achat de matériel…)		5 500,00	3 800,00	69,09
171	0932116V	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON	MONTREUIL	Créteil	LUTTER CONTRE LE HARCELEMENT, GRÂCE AU THEÂTRE	CITOYENNETE - CULTURE - THEATRE Afin de lutter contre des phénomènes de harcèlement et de violences liés à l'utilisation des réseaux sociaux, plusieurs actions sont proposées aux élèves : la participation à un concours du ministère de l'éducation, des modules de sensibilisation par la mairie et le planning familial, une approche théâtrale (avec la compagnie Ekphrasis) et littéraire (lectures à haute voix à la bibliothèque, rencontre avec Alex Lorette, un écrivain et son texte, et documentation au centre Hubertine Auclert). Les élèves auront suivi des ateliers hebdomadaire et prépareront une représentation théâtrale.	Seront associées au projet 7 classes, soit 185 élèves issus essentiellement de filières professionnelles (gestion-administration, ARCU, marchandisage visuel.	3 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût des costumes	Commune de Montreuil : 900€	4 415,00	2 800,00	63,42
172	0932116V	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON	MONTREUIL	Créteil	LES COTTONFÉRENCES	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose à tous les élèves du lycée un cycle de conférences sur des thématiques sociétales en lien avec les différentes filières et dans un esprit d'ouverture culturelle (approches sociologiques, culturelles de problématiques contemporaines). Elles seront animées par des intervenants extérieures à titre gracieux et seront filmées par un photographe. Les élèves des différentes filières vont participer à l'organisation des conférences qui se dérouleront dans les locaux du cinéma Le Mélies de la ville : outils de communication, organisation, accueil des conférenciers et gestion des évènements.	Toutes les classes assisteront à une Cottonconférence au moins.	580,00	Favorable	Commune de Montreuil : 300€	1 180,00	580,00	49,15
173	0932116V	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON	MONTREUIL	Créteil	RENCONTRES AMOUREUSES - CREATION D'UNE GALERIE OUVERTE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - ARTS PLASTIQUES Le lycée propose d'utiliser l'espace du lycée comme galerie ouverte et ainsi permettre aux élèves de voisiner constamment avec les oeuvres. Ils seront amenés à questionner lles espaces d'exposition et ainsi mener un vrai travail scénographique. Les oeuvres feront l'objet d'une sélection puis les reproductions achetées. Une appropriation sous différentes formes, dessins, mots, textes, sera faite et donnera lieu à une exposition en voisinage de l'oeuvre. Les élèves enquêteront sur la réception/perception des oeuvres. Un parcours culturel complètera leurs connaissances (musées parisiens et Le 116, centre d'art contemporain de Montreuil).	96 élèves de seconde, première et terminale technologique arts appliqués (STD2A) et de terminale bac pro Commerce.	580,00	Favorable	Commune de Montreuil : 1000€	3 100,00	580,00	18,71

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
174	0932116V	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON	MONTREUIL	Créteil	CRACKOPOLIS, CREATION D'UN FILM D'ANIMATION SUR L'ENFER DE LA DROGUE	CITOYENNETE - CULTURE - THEATRE Afin de lutter contre des phénomènes de harcèlement et de violences liés à l'utilisation des réseaux sociaux, plusieurs actions sont proposées aux élèves : la participation à un concours du ministère de l'éducation, des modules de sensibilisation par la mairie et le planning familial, une approche théâtrale (avec la compagnie Ekphrasis) et littéraire (lectures à haute voix à la bibliothèque, rencontre avec Alex Lorette, un écrivain et son texte, et documentation au centre Hubertine Auclert). Les élèves auront suivi des ateliers hebdomadaire et prépareront une représentation théâtrale.	Deux classes de terminale technologique arts appliqués et de BTS Design graphique option numérique. 78 élèves et étudiants.	2 840,00	Favorable	Commune de Montreuil : 112€	3 552,00	2 800,00	78,83
175	0932129J	LPO LYC METIER L ENNA	SAINT DENIS	Créteil	CIRK'MACHINE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CIRQUE - VILLETTE Le lycée propose à deux classes un projet autour du cirque contemporain comprenant des ateliers ponctuels ainsi qu'une immersion avec deux artistes circassiens. Il s'agit de créer des petites formes qui s'appuient sur les filières professionnelles des élèves grâce à la création d'agrès métalliques et lumineux au service de la discipline circassienne et de la scénographie. Les élèves travailleront sur l'histoire des arts avec leurs enseignants et feront des affiches en Arts appliqués pour promouvoir leur spectacle, ils suivront un parcours spectateurs à la Villette. Le projet s'appuie également les pratiques sportives notamment la boxe pour aborder les conduites à risques (partenariat avec l'ANPAA 75 et rencontre avec un champion de France de boxe dyonisien).	Les élèves de deux classes de la filière professionnelle métier de l'industrie : une première structure métallique, spécialité chaudronnerie (TCI) et une terminale électrotechnique énergie et équipements communicants.	4 792,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé du projet par élève		6 692,00	4 000,00	59,77
176	0940141T	LPO JACQUES BREL	CHOISY LE ROI	Créteil	RECITS DES CINQ CONTINENTS EN MOUVEMENTS	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Dans une démarche interdisciplinaire forte, le projet propose un travail autour du thème du voyage et de l'itinérance ainsi que de l'ancrage territoire. Il reposera sur l'intervention d'un conteur et d'un circassien en classe pour mener des activités autour de la maîtrise de la langue et du corps. L'objectif est la réalisation d'une création collective au sein du lycée et dans la ville de Choisy. Un parcours de spectateurs dans différentes structures culturelles (musées, IMA, spectacles de contes et de cirque à la Villette) enrichira le projet.	32 élèves issus de deux classes : - une classe UPE2A - 20 élèves - une classe de terminale Certificat des métiers d'art option Ebénisterie (TCMA) - 12 élèves	4 929,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé du projet par élève		7 289,00	4 000,00	54,88
177	0941470M	LGT LYC METIER CHAMPLAIN	CHENNEVIERES SUR MARNE	Créteil	PROJET D'AMENAGEMENT PAYSAGER ET DE VALORISATION DES ESPACES VERTS DE LA CITE SCOLAIRE CHAMPLAIN	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Né au sein du Comité Eco-Champlain qui réunit élèves et personnels des deux lycées de la cité scolaire autour des Eco-délégués, le projet s'inscrit dans la labellisation E3D du ministère de l'éducation nationale et vise à développer un sentiment d'appartenance de tous à la cité scolaire autour d'un projet d'éducation au respect de l'environnement. Ouvert surl'extérieur, il entend multiplier les partenariats avec des associations et avec le lycée horticole de Montreuil (actions de socialisation et de solidarité). Les élèves participeront à des projets pédagogiques à caractère scientifique (étude d'écosystèmes, construction de bornes solaires de rechargement des téléphones portables), technologique (réalisation d'aménagements et structures, culture d'un potager biologique, plantations), de communication.	L'ensemble de la communauté scolaire, élèves et personnels (2000 personnes) dont 50 élèves des deux lycées professionnel, général et technologique impliqués directement.	5 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention, le lycée ayant demandé plus de 80% du budget.		6 000,00	4 660,00	77,67
178	0941930M	LPO GUTENBERG	CRETEIL	Créteil	DOCUMENTAIRE - « PROJET PEDAGOGIQUE ET CULTUREL : ATOUT DE LA REUSSITE EN ASSP »	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose aux élèves de réaliser un documentaire qui relate de l'ensemble de actions pédagogiques et culturelles dont ils ont bénéficié dans le cadre de l'accompagnement personnalisé tout au long de leur parcours de la seconde à la terminale (actions culturelles, travaux de recherche sur l'histoire de l'éducation en France, interventions d'artistes autour de la poésie, travail sur la posture professionnelle, réalisation de la photo, de la vidéo et de supports de communication). Ils seront accompagnés par des professionnels de l'image de la Maison du Geste et de l'Image et bénéficieront d'ateliers au Forum des images.	Les 28 élèves d'une classe de terminale professionnelle ASSP	1 380,00	Projet annulé par le lycée		1 795,90	0,00	0,00
179	0941930M	LPO GUTENBERG	CRETEIL	Créteil	A LA DECOUVERTE DU STREET ART	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En collaboration avec l'association Campus Urbain Seine-Amont, le lycée propose aux élèves un projet de découverte des cultures urbaines et en particulier du street art. Les élèves visiteront la ville de Vitry puis seront mis en position de créateur au lycée. Le thème de l'art et des artistes dans la ville sera abordé et les élèves réaliseront une création collective d'une fresque dans la cafétéria du lycée. Ils participeront également au festival Urban Focus autour des cultures urbaines que la ville de Créteil organise avec des partenaires du territoire.	Les 30 élèves d'une classe de terminale professionnelle Service de proximité et vie locale.	3 620,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du budget 2017 alloué au programme ALYCCE.		5 000,00	3 100,00	62,00
180	0941952L	LPO FRANCOIS ARAGO	VILLENEUVE SAINT GEORGES	Créteil	ECOCITOYENNETE ET MEDIAS - L'ECOLOGIE AU PRISME DE SES ENJEUX CIVIQUES ET MEDIATIQUES	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE ET AUX MEDIAS - RAJE En articulation avec les enseignements et en lien avec des actions déjà menées l'année précédente en matière d'écologie, le lycée propose aux élèves de les sensibiliser à l'écologie et aux médias par une approche civique nourrie par les sciences sociales. Il s'agira de prendre appui sur l'outil radiophonique et de placer l'élève dans une position de producteur de contenus informationnels. L'association RAJE sera en charge de cette formation en lien avec la démarche des enseignants relative aux enjeux civiques et médiatiques de la question écologique. Une émission radiophonique sera produite agrégeant toutes les productions des élèves (entretiens, chroniques, revue de presse...).	Une classe entière de première générale ES. Soit environ 35 élèves.	2 400,00	Favorable. Le comité suggère au lycée de d'associer d'autres acteurs des médias tels que le CLEMI et de l'éducation au développement durable.		3 000,00	2 000,00	66,67

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
181	0950650R	LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU	SARCELLES	Paris	JOUER PLATON POUR LE COMPRENDRE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - Le lycée propose aux élèves de terminale un projet autour de la philosophie et du théâtre : Il s'agit de découvrir un texte philosophique, Le Gorgias de Platon, à travers une approche innovante (culture théâtrale contemporaine et travail sur le raisonnement philosophique plus que sur la mise en scène du texte) et l'art dramatique à travers un biais philosophique. Les élèves travailleront en trois temps : 6 ateliers théâtre animés par la compagnie Moukden Théâtre, une sortie au théâtre L'Echangeur de Bagnolet pour un spectacle de la compagnie et une restitution des ateliers au lycée.	Les élèves d'une classe de terminale littéraire.	1 500,00	Favorable		2 800,00	1 500,00	53,57
182	0950650R	LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU	SARCELLES	Versailles	LA DANSE AU DELA DES FRONTIERES	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - DANSE HIPHOP - CIRQUE Dans le cadre d'un enseignement d'exploration danse et de l'association sportive du lycée, un projet de danse hiphop qui associe l'ensemble des enseignants de la classe est proposé aux élèves, en lien avec une réflexion sur les discriminations et le repli sur soi et la manière de les dépasser au service du partage. S'inscrivant dans un développement local de partenariat entre la ville de Sarcelles, ses intervenants et le lycée, le projet propose plusieurs rencontres avec des artistes (dont l'écrivaine et poète Maya Angelou) et des membres de l'Unesco. Grâce au partenariat avec le parc de la Villette et plusieurs théâtres, les élèves suivront un double parcours de danseurs (dans le cadre d'ateliers de pratique) et de spectateurs hiphop, contemporain et circassien. Ils joueront des spectacles dont un montage vidéo sera réalisé par un professionnel.	Les élèves de la seconde option enseignement d'exploration danse (20-25 élèves) ainsi que les élèves volontaires inscrits à l'activité hiphop de l'association sportive. Total une quarantaine d'élèves.	3 500,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût dédié aux costumes et aux outils de communication	Commune de Sarcelles : 800€	10 915,00	3 000,00	27,49
183	0950656X	LP LYC METIER LE CORBUSIER	CORMEILLES EN PARISIS	Versailles	MON HISTOIRE…DE LA BD AU THEATRE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le projet monté en interdisciplinarité propose aux élèves de réaliser une planche de bande dessinée, avec l'intervention d'un illustrateur spécialisé en dessin de BD. Les élèves partiront de l'écriture d'une histoire marquante de leur vie, la dessineront puis à partir d'interventions théâtrales la mettront en jeu. L'intervention d'une comédienne leur permettra de s'appuyer sur l'improvisation et un parcours spectateur monté en partenariat avec l'Apostrophe, scène nationale de Cergy-Pontoise leur permettra de découvrir l'univers théâtral.	Les élèves d'une classe professionnelle de terminale CAP Gros oeuvre.	2 251,82	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût du projet par élève		2 891,82	2 000,00	69,16
184	0950949R	LP JEAN MERMOZ	MONTSOULT	Versailles	« PAS SI NUL » : L'ESTIME DE SOI	DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLES GARCONS Le projet consiste à mettre en place une intervention de l'association Olympio relative au vivre ensemble et aux relations filles garçons, dans le cadre de la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire. L'intervenant présentera aux élèves un photolangage à partir d'oeuvres d'art qui va permettre une intervention interactive autour de thèmes variés : la différence, les choix, le rapport aux autres, les relations filles-garçons, les addictions, les dégâts des moqueries, harcèlement...Les élèves réaliseront une plaquette voire des affiches et écrits pouvant être théâtralisés (en fonction du projet des élèves et des équipes éducatives).	Toutes les classes de seconde bac pro CAP et bac pro Electrotechnique, employé commerce multi-spécialité et employé vente spécialisée, commerce-accueil, gestion-administration.	1 920,20	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du caractère clef en main de l'intervenant, de l'absence d'autres intervenants sur le projet contrairement à l'année précédente et de l'absence de description d'un projet pédagogique clair pour l'ensemble des classes impliquées.		2 424,00	1 200,00	49,50
185	0950949R	LP JEAN MERMOZ	MONTSOULT	Versailles	7EME CHALLENGE OLYMPIQUE DU VAL D'OISE	Les élèves de classes de terminale vont organiser avec l'association sportive du lycée un challenge multisports qui réunira environ 400 élèves de'une trentaine d'établissements du Val d'Oise autour de valeurs telles que le partage, la solidarité et le respect: sur une journée, les équipes se défieront sur une dizaine d'activités. Tout au long de l'année, les élèves responsables du projet seront licenciés à l'AS du lycée et aseront formés à l'organisation de cet évènement. Ils seront responsables de leur atelier le jour du challenge et pourront valider leur diplôme de jeunes organisateurs.	Deux classes de terminale bac pro gestion administration portent directement le projet. 400 élèves au total participeront au challenge.	3 509,06	Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard d'un précédent soutien régional dans le cadre du programme ALYCCE, à hauteur de 1500€.		4 409,06	2 000,00	45,36
186	0950949R	LP JEAN MERMOZ	MONTSOULT	Versailles	ATELIER BIEN ÊTRE	EDUCATION A LA SANTE Dans le cadre du volet santé du projet d'établissement et dans l'objectif d'améliorer tant l'équlibre de vie des élèves que le climat social du lycée, il est proposé aux élèves des séances de sophrologie, de détente et de naturopathie. En partenariat avec l'association You Up, le lycée identifiera les élèves les plus en besoin afin de leur faire bénéficier de cette action.	90 élèves issus de classes professionnelles tertiaire de première et terminale bac pro commerce, accueil et gestion administration.	960,00	Défavorable. Le comité estime que le projet ne consiste que dans la mise en place d'ateliers sans projet pédagogique associé (rôle de l'infirmier du lycée, actions de sensibilisation, implication des élèves…).		1 200,00	0,00	0,00
187	0950949R	LP JEAN MERMOZ	MONTSOULT	Versailles	PEACE AND LOBE (SPECTACLE PEDAGOGIQUE DE PREVENTION DES RISQUES AUDITIFS)	EDUCATION A LA SANTE Le lycée propose aux élèves une action de sensibilisation aux risques auditifs liés à l'écoute de forts volumes sonores. Elle s'appuie sur le spectacle "Peace and lobe" de la maison des réseaux artistiques et culturels à visée pédagogique et pluridisciplinaire (musique, théâtre, vidéo). Le spectacle retrace l'histoire des musiques amplifiées et aborde les divers enjeux liés aux volumes sonores. Forts d'outils mis à leur disposition (informatifs, utilitaires - audiomètre...- et intercatifs - tests auditifs en ligne) l'équipe éducative peut ensuite reprendre avec les élèves les thèmes abordés et créer des supports - exposition, affiches, tracts...	Toutes les classes de seconde professionnelle	800,00	Favorable		1 000,00	800,00	80,00

COMITE REGIONAL DE VALIDATION ALYCCE
ANNEE SCOLAIRE 2017-2018
TOUS LES PROJETS

N° projet	RNE	Etablissement	Commune	Académie	Intitulé du projet	Résumé du projet	Public(s) cible(s)	Subvention demandée	Avis	Cofinancement collectivités territoriales	Montant total du projet	Subvention proposée	Taux
188	0951399E	LGT ALFRED KASTLER	CERGY	Versailles	REUSSIR AU LYCEE EN INVESTISSANT LA CULTURE, L'ART ET LA DANSE	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE En partenariat avec la compagnie Bakara et le Théâtre 95, le lycée propose un atelier de danse le mercredi après-midi en présence du professeur d'EPS, afin de donner une dimension artistique nouvelle et une ouverture sur le monde du spectacle. Les créations viseront à articuler un vocabulaire, une écriture avec un propos chorégraphique afin de donner sens à une production finale. Les élèves donneront un spectacle devant les parents et les enseignants ainsi qu'à l'espace culturel de Cergy.	Les élèves volontaires toutes filières générale et technologique du lycée et les élèves ex-décrocheurs de la structure lycée de la nouvelle chance.	4 340,00	Favorable avec reconduction du montant de subvention attribué au projet en 2016-2017 (coût élevé du projet par élève et absence de parcours culturel).	Commune de Cergy : 1000€	7 020,00	2 500,00	35,61
189	0951766D	LGT SIMONE DE BEAUVOIR	GARGES LES GONESSE	Versailles	FORMATION DES DELEGUES	EDUCATION A LA CITOYENNETE Le projet consiste à former les délégués de classe et les élus des instances représentatives sur deux jours, sur l'île de loisirs de Bois-le-Roi (77) : les élèves participeront à trois ateliers : théorique, thèmes citoyens et pratique de la course d'orientation, animés par des enseignants du lycée et par des moniteurs de l'île. Un retour sera fait dans chaque classe par les délégés eux-mêmes.	Les 70 délégués de classe et les 10 élus au CVL.	4 000,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention car le lycée a déposé deux projets et dépassé le montant maximum de 5000€ autorisé.		7 117,40	3 500,00	49,18
190	0951766D	LGT SIMONE DE BEAUVOIR	GARGES LES GONESSE	Versailles	L'ELOQUENCE : TOUT UN ART	EDUCATION A LA CITOYENNETE Le lycée propose à 15 élèves présélectionnés un projet d'expression orale et de maîtrise de la parole grâce à une formation encadrée par l'association Eloquentia - La coopérative Indigo, avec des professionnels experts de la prise de parole en public (avocats, comédiens, professeurs de théâtre...). A l'issue de la formation, un concours d'éloquence sera organisé pour finaliser la formation suivie. Le concours se déroulera en huit clos devant un jury d'adultes puis la demi-finale et la finale devant les élèves, parents et personnels du lycée à l'epsace culturel de la ville.	15 élèves issus des classes générales et technologiques intègreront la formation suite à une sélection (mise en scène d'une réponse argumentée sur une question posée).	1 900,00	Favorable avec diminution du montant de la subvention car le lycée a déposé deux projets et dépassé le montant maximum de 5000€ autorisé.		2 400,00	1 500,00	62,50
191	0750419Y	LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY	PARIS	Paris	TOI, PARLER FRANCAIS ? QUESTIONS D'IMMIGRATION A L'ECOLE	CULTURE - CINEMA - CIRQUE - METIER Le lycée propose, en partenariat avec le parc de la Villette et dans une démarche interdisciplinaire, la réalisation d'un court-métrage sur les questions de l'immigration à l'école. Dans le cadre d'une résidence d'écriture de scenario, un cinéaste (M. Adnane Tragha) accompagnera les élèves dans un parcours de créateur doublé d'un parcours de spectateur (spectacle, atelier de pratique, conférence, rencontre métier autour du renouveau des formes culturelles populaires). Des projections publiques sont prévues au lycée et à la Villette ainsi qu'une exposition photo et l'édition de DVD.	Les élèves de terminale certificat d'aptitude professionnelle Opérateur Logistique (20 élèves).	1 500,00	Favorable		6 130,00	1 500,00	24,47

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-551

DU 22 NOVEMBRE 2017

RÈGLEMENT COTISATION SIGEIF SIPPEREC ACHAT DE GAZ, ÉLECTRICITÉ
FOURNITURE ACHEMINEMENT ÉLECTRICITÉ DANS LES LYCÉES PUBLICS
MARCHÉ RELATIF À LA SURVEILLANCE, PROTECTION HUMAINE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET PANIQUE, MARCHE RELATIF AU DÉMÉNAGEMENT, STOCKAGE EN GARDE MEUBLES DE MOBILIERS, MATÉRIELS LOURDS DES EPLE
RÉNOVATION THERMIQUE DU LYCÉE L'ESSOURIAU AUX ULIS (91)
COMPLÉMENT D'AFFECTATION PROVISIONNELLE
REDÉPLOIEMENT CRÉDITS AU TITRE DU FONDS COMMUN FONCTIONNEMENT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;

VU La délibération CP 11-863 du 16 novembre 2011 relative à la participation de la région ile de France au SIGEIF ;

VU La délibération CP 13-516 du 11 juillet 2013 relative à la participation de la Région Ile-de-France au SIGEIF ;

VU La délibération n° CP 14-483 du 18 juin 2014 relative à la participation de la Région Ile-de-France au SIPPEREC (syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication ;

VU La délibération CP 15-443 du 9 juillet 2015 portant règlementation de la cotisation pour le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication concernant les EPLE d'Ile-de-France (SIPPEREC) ;

VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations du conseil régional à sa présidente, notamment en matière de marchés publics ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 76-16 du 16 juin 2016 relative à l'adhésion de la Région Ile-de-France au

SIPPEREC, au titre de la compétence ' Développement des Energies Renouvelables ' ;

VU La délibération du conseil régional N°CR 208-16 du 14 octobre 2016 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-004 du 27 janvier 2017 relative à l'affectation d'autorisations d'engagement de la dotation globale de fonctionnement pour 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-130 du 17 mai 2017 relative à l'affectation d'autorisations d'engagement de la dotation globale de fonctionnement pour 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU Le budget régional 2017 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-551 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **25 251,21 €,** afin de régler la cotisation annuelle 2017, du SIGEIF pour le groupement de commandes de l'achat de gaz naturel et de services d'efficacité énergétique concernant les EPLE d'Ile de France, prélevé sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Actions de gestion scolaire» (12201801) du budget régional 2017.

Article 2 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **11 689,37 €,** afin de régler la cotisation annuelle 2017 du SIPPEREC, pour le groupement de commandes de l'achat d'électricité et de services d'efficacité énergétique concernant les EPLE d'Ile de France, prélevé sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Actions de gestion scolaire» (12201801) du budget régional 2017.

Article 3 :

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture d'électricité, afin d'assurer le début de la période de chauffe au titre des EPLE pour un montant d'autorisations d'engagement de **307 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Prestation électricité des lycées publics» (12201707) du budget régional 2017.

Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802), afin de poursuivre l'exécution du marché 1300511 des sociétés ABAX et REACTIV SECURITE relatif à la surveillance et la protection humaine contre les risques incendie et de panique dans les EPLE du budget régional 2017.

Article 5 :

Affecte une autorisation d'engagement de **150 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802), afin de poursuivre l'exécution du marché 1500170 de la société CVSD, relatif au déménagement et au stockage en garde meubles de mobiliers et matériels lourds des EPLE du ressort de la Région Ile de France du budget régional 2017.

Article 6 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **155 782 €,** au titre de l'exploitation de l'opération de conception réalisation, liée à la rénovation thermique du lycée l'Essouriau aux Ulis (91), disponible sur le chapitre 932 «Enseignement » code fonctionnel 222 «Lycées publics » Programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires », action « Prestations liées aux travaux » (12201802) du budget régional 2017.

Article 7 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **50 000 €**, afin de permettre d'exécuter certaines dépenses courantes liées au fonctionnement des lycées, disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Contentieux, intérêts moratoires, charges exceptionnelles» (12201805) du budget régional 2017.

Article 8 :

Désaffecte une autorisation d'engagement de **109 000 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales» (nature 65511 « établissements publics »), précédemment affectée par délibérations CP 2017-004 du 27 janvier 2017 et CP 2017-130 du 17 mai 2017 du budget régional 2017.

Article 9 :

Désaffecte une autorisation d'engagement de **3 000 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP224-020 (122020) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes départementales », action (12202001) « «DGFL Cités mixtes départementales» (nature 655 « contributions obligatoires »), précédemment affectée par délibérations CP 2017-004 du 27 janvier 2017 et CP 2017-130 du 17 mai 2017 du budget régional 2017.

Article 10 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement d'un montant de **112 000 €** sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 655 « contributions obligatoires ») du budget régional 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-540

DU 22 NOVEMBRE 2017

CONVENTION ENTRE LA RÉGION ÎLE DE FRANCE ET LE DÉPARTEMENT DE PARIS CONCERNANT L'ENSEMBLE IMMOBILIER JANSON DE SAILLY (16ÈME) ET LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME PLURIANNUEL DE MAINTENANCE.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation et notamment son article L 216-4 ;

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L1321-1 ;

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération CP n°16-573 du 13 décembre 2016 ayant approuvé la convention relative à la gestion des cités scolaires du second degré du département de Paris ;

VU La délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-540 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

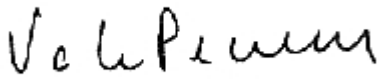
Après en avoir délibéré,

Article Unique :

Approuve la convention entre la Région Ile-de-France et de Département de Paris en annexe 1 à la délibération relative à convention concernant le programme pluriannuel de maintenance pour l'ensemble immobilier Janson-de-Sailly (Paris 16ème) et autorise la Présidente à la signer.

Pour la réalisation de cette opération, affecte une autorisation de programme de 6 233 000 € chapitre 902 « Enseignement, code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes » programme HP 224-032 « Grosses Réparations dans les CMR» action « Grosses Réparations dans les CMR – part Lycée » (12203201) pour un montant de 4 440 000 € et « Grosses Réparations dans les CMR – part Collège » (12203202) pour un montant de 1 793 000 €.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention RIF/Paris PPM Janson de Sailly Paris 16ème

ENSEMBLE IMMOBILIER SCOLAIRE DU SECOND DEGRE
JANSON DE SAILLY
106 rue de la Pompe à Paris (16e)

PROGRAMME PLURIANNUEL DE MAINTENANCE (PPM)
Mise en conformité et sécurité des installations électriques
Mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI
Câblage informatique pour l'environnement numérique de travail

CONVENTION ENTRE LA REGION D'ILE- DE- FRANCE ET LE DEPARTEMENT DE PARIS

ENTRE

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional et dûment habilitée par la délibération n° XXX

ci-après dénommée la «**Région** »,

D'UNE PART,
ET

Le Département de Paris, représenté par Madame Anne HIDALGO, Maire de Paris et Présidente du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil départemental, en vertu de la délibération n° XXX

Ci-après dénommé le « **Département** »,

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE CE QUI SUIT

La Région et le Département définissent en concertation un programme pluriannuel de maintenance de renouvellement (PPM) pour les cites mixtes parisiennes. Ces opérations sont intégrées dans le programme pluriannuel d'investissement de PARIS et pour la Région, à ce stade, au budget 'grosses réparations des cités mixtes régionales'.

La cité scolaire JANSON DE SAILLY, sise à Paris 16e, est située sur un terrain de 33 707 m². L'établissement scolaire a été construit par l'Etat au moyen de fonds provenant d'un legs de Monsieur JANSON DE SAILLY, juriste, qui avait souhaité que sa fortune personnelle soit utilisée pour le service public d'enseignement. L'immeuble scolaire est affecté à l'enseignement public depuis sa mise en service en 1880.

En 1997, a été initiée une mise aux normes d'hygiène et de sécurité du Lycée Collège Janson de Sailly pour répondre à un impératif de modernisation et à une demande expresse formulée par les services de sécurité de la Préfecture de Police. La Région d'Ile-de-France et le Département de Paris ont validé conjointement le schéma directeur global de mise en sécurité de l'établissement, sous maitrise d'ouvrage du département.

Une opération de rénovation de l'ensemble du service de restauration a été réalisée en 2002 sous la conduite de Jean François Lagneau architecte.

Une opération de restructuration des pôles de sciences physique et chimie et internats conduite par Jean Paul Deschamps architecte s'est achevée en 2008 et a fait l'objet d'une convention spécifique entre le Département de Paris et la Région Ile de France.

Une opération complémentaire, dite Janson II, qui porte sur la restructuration des locaux de physique, de Sciences et Vie de la Terre et du bâtiment infirmerie, est en cours.

La Région Ile de France et le Département de PARIS, se sont entendus pour poursuivre les travaux de mise aux normes et de rénovation des installations.

La présente opération de renouvellement a pour objet, la mise en conformité et sécurité des installations électriques, la mise aux normes de sécurité incendie et le renouvellement du SSI, le câblage informatique pour l'environnement numérique de travail.

Par délibération N° CP …… du ……., la Région a approuvé le programme et a affecté l'enveloppe prévisionnelle de cette opération pour les études.

Par délibération …… , le Département a approuvé le programme et a affecté l'enveloppe prévisionnelle de cette opération revenant à sa charge.

Bien que non soumise aux dispositions de la loi 85-704 du 12 Juillet 1985 modifiée relative à la maitrise d'ouvrage (loi MOP), l'importance et le coût de cette opération, impliquent un engagement pluriannuel des deux collectivités.

Aussi en application de l'article L216-4 du code de l'éducation, la Région et le Département s'accordent pour que cette opération fasse l'objet de la présente convention spécifique.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer, l'objet de l'opération et les conditions dans lesquelles le Département confie à la Région la maîtrise d'ouvrage des travaux et définit les modalités administratives, techniques et financières.

1.1 Descriptif des travaux

Le Programme de l'opération est le suivant :

<u>Mise aux normes des installations électriques, Tranche 1</u>
Travaux de mise en conformité du sous-sol comprenant :
- L'éclairage et l'éclairage de sécurité ;
- Les armoires divisionnaires du sous-sol ;
- Le TGBT 2.

<u>Mise aux normes des installations électriques, Tranche 2</u>
- Remplacement des armoires divisionnaires non conservées ;
- Modification des armoires divisionnaires conservées ;
- Le TGBT 1 ;
- Les alimentations de toutes les armoires électriques..

<u>SSI Mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI</u>
Remplacement complet du SSI (y compris câbles, bus…)
Maçonnerie et menuiserie intérieure pour mise aux normes des issues de secours, isolation CF du stockage en sous-sol, création des EAS.

Mise aux normes des installations électriques, Tranche 3
Remplacement des équipements obsolètes incompatibles avec la nouvelle installation :
Les équipements terminaux (éclairage, commande, prise …) ;
y compris les suggestions de faux plafonds ;
Les enclumes de protection des dispositifs de commande et prises de courant.

ENT câblage informatique pour l'environnement numérique de travail.

1.2 Estimation prévisionnelle

Montant prévisionnel toutes dépenses confondues de l'opération est **6,233 M€TDC**
Les montants prévisionnels toutes dépenses confondues de chaque tranche sont :

Tranche	Estimation prévisionnelle TDC	Taux de participation départementale	Part Département	Part Région
Mise aux normes électricité Tranche 1 : Sous-sol	434	28,76%	125	309
Mise aux normes électricité Tranche 2 : Armoires divisionnaires + alimentations	2 060	28,76%	592	1 468
Renouvellement du SSI + 2cd issues pour la sécurité incendie	1 680	28,76%	483	1 197
Mise aux normes électricité Tranche 3 (50% prioritaire) : Equipements terminaux vétustes + ENT câblage	2 059	28,76%	592	1 467

1.3 Echéancier prévisionnel

Signature de la convention et notification du mandat de conduite en 2016

Tranche	Année prévisionnelle d'individualisation des études par la Région	Année prévisionnelle d'individualisation des travaux par la Région
Mise aux normes électricité Tranche 1 : Sous-sol	2016	2017
Mise aux normes électricité Tranche 2 : Armoires divisionnaires + alimentations	2016	2017
Renouvellement du SSI + 2cd issues pour la sécurité incendie	2016	2017
Mise aux normes électricité Tranche 3A prioritaire : Equipements terminaux vétustes (estimation 50%) + ENT cablage informatique	2016 ou 2018	2020

ARTICLE 2 : Modalités relatives à la maîtrise d'ouvrage

2.1 Désignation du maître d'ouvrage de l'ensemble immobilier

La Région, maître d'ouvrage du lycée se voit confier par le Département la maîtrise d'ouvrage des travaux se rapportant au collège.

La Région pourra déléguer la maitrise d'ouvrage dans le cadre d'un mandat.

La Région est également coordonnatrice et mandatée pour signer et exécuter tous les actes constitutifs à la maîtrise d'ouvrage au nom de l'ensemble des maîtres d'ouvrage formés par le Département et la Région.

La commission d'appel d'offres est celle de la Région

2.2 Désignation du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est désigné dans le cadre d'une procédure concurrentielle, si nécessaire avec négociation.

2.3 Eléments de la maîtrise d'ouvrage de la Région concourant à l'opération

Les éléments de maîtrise d'ouvrage comprennent :

- consultation et réalisation de missions de diagnostic
- consultation et préparation du choix du maître d'œuvre
- conclusion et gestion du marché de maîtrise d'œuvre
- consultation et préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs
- conclusion et gestion des marchés de travaux, de fournitures
- gestion financière et comptable de l'opération
- gestion administrative
- conclusion et gestion du marché de contrôle technique (selon besoin)
- conclusion et gestion du marché d'ordonnancement, pilotage et coordination de chantier
- conclusion et gestion du marché de coordination SSI
- conclusion et gestion des contrats d'assurances
- action en justice dans les conditions définies à l'article 7

Les services techniques de la Région et du Département se concertent régulièrement au cours de l'avancement des études et des travaux.

La Région au titre de la présente convention dépose les demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

ARTICLE 3 : Réception des travaux et mise à disposition des ouvrages

3.1 Réception des travaux

Elle est prononcée par la Région en présence des représentants du Département. Les représentants du Département et du collège assistent aux opérations préalables à la réception des ouvrages organisées par la Région.

3.2 Mise à disposition des ouvrages

Les ouvrages sont remis conjointement aux deux collectivités, dès la date d'effet de la réception des travaux notifiées aux entreprises. Cette mise à disposition fait l'objet d'un procès-verbal signé par les représentants des deux collectivités territoriales.

Dans le cas de remises partielles, celles-ci n'interviendront qu'après les réceptions partielles correspondantes.

Une fois l'ouvrage remis, celui-ci intègre l'ensemble immobilier scolaire, géré par la Région dans le cadre de la convention générale signée entre la Région et le Département.

La Région reste responsable de la levée des réserves de réception et de la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux consigné dans un procès-verbal signé de la Région et du Département. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

Il appartient à la Région de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du CCAG travaux. La Région reste tenue à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Dès la mise à disposition des ouvrages, la Région remet au Département, un dossier constitué des pièces produites dans le cadre de l'opération, parmi les suivantes :

- procès-verbaux de réception
- rapports finaux du bureau de contrôle
- bilan des surfaces réalisées : hors œuvres brutes et nettes
- notices de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des divers équipements
- procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre
- dossier d'identité du système de sécurité incendie (SSI)
- plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité du bâtiment
- rapport final de contrôle technique relatif à la sécurité du bâtiment
- procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité compétente

ARTICLE 4 : Bilan définitif

Hors le cas de résiliation de la convention qui est réglé par les dispositions spécifiques de l'article 10 ci-après, la mission de la Région s'achève lorsque les conditions qui suivent sont remplies.

Dès lors que l'ensemble des ouvrages a été réceptionné dans les conditions définies à l'article 3 et qu'il a été procédé au règlement de tous les marché et autres prestations, la Région établit le bilan définitif de l'opération et le communique au Département.

La mission de la Région prend fin lorsque ce bilan définitif d'opération est approuvé par le Département sous un délai de trois mois. A défaut, le bilan établi par la Région est réputé accepté.

Le bilan définitif de l'opération doit prendre en compte les éléments suivants :

- l'historique pour chaque année civile des dépenses réglées par la Région ainsi que les versements effectués par le Département à la Région, au titre de la part départementale. Il fait ressortir le cas échéant les sommes restant dues par l'une ou l'autre des collectivités au titre de leurs contributions respectives à l'opération définies à l'article 5 ou dans le cadre d'une modification prévue par avenant conformément à l'article 8,
- Etablissement d'un constat des ouvrages destinés au Département : ce constat donne lieu à un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes,

- Réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
- Mise à disposition des ouvrages,
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- Remise des dossiers complets définis à l'article 3 ci-dessus,
- Remise au Département du bilan de fin de mission de l'opération comportant l'état détaillé des dépenses et recettes réalisés, visé par le comptable régional.

Les deux collectivités s'engagent à honorer sous délai de six mois à compter de la communication du bilan définitif leurs éventuelles obligations financières au regard de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 5 : Coût, financement et versement de la participation départementale

5.1 Coût de l'opération

L'enveloppe financière prévisionnelle est fixée à **6 233 000 €** toutes dépenses confondues (tous honoraires, rémunérations et frais divers inclus). Cette enveloppe comprend :

- la participation financière du Département qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération : frais de consultation, frais d'études, travaux. Elle ne comporte pas la rémunération de la Région, définie à l'article 5.3 ci-dessous.
- la participation financière de la Région

Cette enveloppe sera automatiquement révisée au regard des clauses de révision des marchés.

De plus, le cas échéant, elle sera révisée par avenant pour prendre en compte travaux supplémentaires et/ou aléas non prévus à ce jour.

Les éventuels travaux supplémentaires et/ou aléas apparaissant pendant le déroulement de l'opération peuvent être financés par des ajustements internes à l'opération tant qu'ils demeurent dans le montant global de la participation du Département. Ils font l'objet d'une information au Département.

Les modifications qui conduiraient à dépasser le montant global de la participation du département doivent faire l'objet d'une nouvelle délibération des deux collectivités, sauf si le dépassement est dû au seul changement de taux de TVA en vigueur ou clauses de révision des marchés.

5.2 Calcul et versement de la participation départementale

La Région et le Département conviennent que leurs parts respectives sont évaluées en pourcentage au regard du coût global de l'opération, au prorata des effectifs de l'année 2012 (opération définie en 2014), soit **un taux de 28,76%**

Montant total : 6 233 000,00 €TTC
Taux de participation départementale (validation 2014- effectifs 2012) : 28,76%
Correspondant à :

- **Part départementale : 1 793 000,00 €TTC**
- **Part régionale : 4 440 000,00 €TTC**

5.3 Rémunération de la Région

Au titre des missions qu'elle exerce dans le cadre de la présente convention, la Région est rémunérée par le Département. Cette rémunération non assujettie à la TVA est calculée par application d'un taux de 1.3 % sur le montant HT de la participation départementale.

Ces stipulations ne s'appliquent pas au cas où la collectivité a recours à un mandataire.

5.4 Financement

L'opération est entièrement retracée sur le budget de la Région hors augmentation de la TVA et révision de prix qui inscrit l'ensemble des dépenses à son budget d'investissement chapitre 902 « Enseignement, Code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes » programme **HP 224-032** « Grosses Réparations dans les CMR» action « Grosses Réparations dans les CMR – part Lycée » (12203201) et « Grosses Réparations dans les CMR – Part Collège » (12203202).

Compte-tenu du calendrier de l'opération, les modalités de versement de la participation financière départementale seront les suivantes :

	Installations électriques Tranche 1	Installations électriques Tranche 2	Sécurité incendie	Installations électriques Tranche 3 + ENT	TOTAL
2016	12 481,84 €	- €	48 316,80 €	- €	**60 798,64 €**
2017	18 722,76 €	59 245,60 €	72 475,20 €	- €	**150 443,56 €**
2018	43 686,44 €	88 868,40 €	169 108,80 €	59 216,84 €	**360 880,48 €**
2019	43 686,44 €	207 359,60 €	169 108,80 €	88 825,26 €	**508 980,10 €**
2020	6 240,92 €	207 359,60 €	24 158,40 €	207 258,94 €	**445 017,86 €**
2021	- €	29 622,80 €	- €	207 258,94 €	**236 881,74 €**
2022	- €	- €	- €	29 608,42 €	**29 608,42 €**
TOTAL	124 818,40 €	592 456,00 €	483 168,00 €	592 168,40 €	**1 792 610,80 €**

A chacune des étapes de ces différentes phases, l'appel de fond émis par la Région est accompagné d'un rapport de synthèse d'exécution.

ARTICLE 6 : Assurances

Le cas échéant, la Région fait son affaire des polices d'assurances dommages ouvrages (DO).

ARTICLE 7 : Capacité d'ester en justice

Au titre de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la capacité d'ester en justice est dévolue à la Région.
D'une manière générale, la Région assure le règlement de tout litige lié aux travaux de construction ou de réhabilitation.
Les actions en garantie biennale et décennale sont menées par la Région qui informe régulièrement le Département sur leur déroulement et leurs conséquences.

ARTICLE 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par les assemblées délibérantes des deux collectivités.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification par la Région au Département.
Sauf résiliation dans les conditions fixées à l'article 10, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations financières respectives après communication du bilan définitif de l'opération définie à l'article 4.

ARTICLE 10 : Résiliation

Dans le cas d'un motif légitime et sérieux invoqué par l'une ou l'autre partie, la résiliation de la présente convention peut intervenir sous réserve du respect d'un préavis de six mois et après accord de l'autre partie.

La résiliation ne peut être effective qu'après remise par la Région au Département de l'ensemble des documents en sa possession relatifs aux opérations concernant le collège et après le règlement financier des sommes réellement engagées par la Région et le cas échéant restitution des sommes versées par le Département qui n'ont donné, par la Région, à aucun paiement.

Pièces annexées :

- délibérations du conseil régional et du conseil de Paris siégeant en formation de conseil général

Fait en quatre exemplaires originaux
Le

A Paris

A Paris

Pour le Département

Pour le Région

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-550

DU 22 NOVEMBRE 2017

LYCÉE HENRI IV À PARIS (75)
PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ RENOFORS TITULAIRE DU MARCHÉ N°1500187-1
PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ BTNR CONSTRUCTIONS TITULAIRE DU MARCHÉ N°1500187-2
PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ INEO TERTIAIRE IDF SNC TITULAIRE DU MARCHÉ N°1500187-6
MANDATAIRE : S.A.E.R.P

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU L'ancien code des marchés publics ;

VU Le code civil et notamment ses articles 2044 à 2052 ;

VU La Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, NOR: PRMX1109903C.

VU Les délibérations n° CP 10-767 du 17 novembre 2010, CP 14-730 du 20 novembre 2014 affectant un montant total d'autorisations de programme de 2 871 000 € pour l'opération de création de places d'internat au lycée Henri IV à Paris 5ème ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU Le budget de la Région Ile de France pour 2017 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU La convention de mandat n°10 MAN UL 512-06 notifiée à la S.A.E.R.P le 7 décembre 2010;

VU Le marché n°1500187-1 relatif au lot n°1 « Structure Bois-Charpente-Couverture » notifié le 10 septembre 2015 à l'entreprise Renofors et son avenant n°1 notifié le 28 juillet 2016 ;

VU Le marché n° 1500187-2 relatif au lot n°2 «Gros œuvre-Maçonnerie- Plâtrerie » notifié le 10 septembre 2015 à l'entreprise BTNR Constructions ;

VU Le marché n°1500187-6 relatif au lot n°6 «Electricité CFO/CFA » notifié le 10 septembre 2015 à l'entreprise Inéo Tertiaire et son avenant n°1 notifié le 28 juillet 2016 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-550 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 :

Approuve le protocole transactionnel, figurant à l'annexe n°1, relatif au marché n°1500187-1 conclu avec l'entreprise RENOFORS pour le lot N°1 des travaux de création de places d'internat qui prévoit de verser à l'entreprise une indemnité globale, forfaitaire et définitive de 28 019 € HT, soit 33 622,80 € TTC.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

Article n°2 :

Approuve le protocole transactionnel, figurant à l'annexe n°2, relatif au marché n°1500187-2 conclu avec l'entreprise BTNR CONSTRUCTIONS pour le lot N°2 des travaux de création de places d'internat qui prévoit de verser à l'entreprise une indemnité globale, forfaitaire et définitive de 55 432,51 € HT, soit 66 519,01 € TTC.

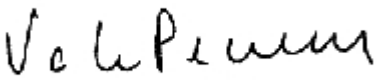
Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

Article n°3 :

Approuve le protocole transactionnel, figurant à l'annexe n°3, relatif au marché n°1500187-6 conclu avec l'entreprise INEO TERTIAIRE pour le lot N°6 des travaux de création de places d'internat qui prévoit de verser à l'entreprise une indemnité globale, forfaitaire et définitive de 20 399,27 € HT, soit 24 479,12 € TTC.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe N°1 - Protocole transactionnel avec RENOFORS

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP 17-550 de la Commission Permanente en date du 22/11/2017 et domiciliée en cette qualité au 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

D'UNE PART,

ET :

La société RENOFORS, immatriculée sous le numéro Siret 313 087 249, au 183, boulevard Jean MERMOZ, 94500 Chevilly-Larue, représentée par Monsieur SOARES en qualité de directeur,

Ci-après dénommée «L'entreprise»

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La REGION ILE DE FRANCE a réalisé une opération de création de places d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5e (75), assistée par la société publique locale SAERP – Cité Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France – 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD JOUIN, Directrice Générale, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France conformément aux termes d'une convention de mandat n°10 MAN UL 512-06 conclue entre les intéressés et notifiée le 7 décembre 2010 et de son avenant notifié le 20 décembre 2012.

Par délibération n° CP 10-767 du 17/11/2010 et CP 14-730 du 20/11/2014, le Conseil Régional d'Ile-de-France a voté une autorisation de programme pour la réalisation de l'opération de création de places d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5e (75).

L'opération consiste à créer 18 places d'internat en restructurant des surfaces vacantes pour 760 m² SHON environ dans le bâtiment E en pierre de taille, situé en face du Panthéon rue Clotilde. L'opération pourrait permettre, d'autre part, de régler le problème d'accessibilité aux PMR de l'ensemble des chambres d'internat du lycée et de la bibliothèque.

Pour réaliser ces places d'internat, il est réaffecté des locaux à l'usage de logement de fonction situés aux 2ème et 3ème étages du bâtiment E.

Pour cette opération, la SAERP a confié le marché de travaux du lot n°1 Structure bois – Charpente - Couverture, n° 1500187-1 notifié le 10 septembre 2015, à l'entreprise RENOFORS, pour un montant total de 277 421,51 € HT soit 332 905,81 € TTC, avec un délai d'exécution fixé à 12 mois dont le mois de préparation de chantier.

L'ordre de service de démarrage des travaux a été délivré le 10 septembre 2015.

La réception des travaux a été prononcée le 1er septembre 2016.

L'entreprise RENOFORS titulaire du lot n°1 Structure bois – Charpente - Couverture a bénéficié d'un avenant n° 1 d'un montant de 40 776,90 € HT soit 48 932,28 € TTC, avenant notifié le 28 juillet 2016.
L'avenant n°1 en faveur de l'entreprise RENOFORS, titulaire du lot n°1 Structure bois – Charpente – Couverture a pris en compte des travaux supplémentaires détaillés ci-après :

- La réparation et le renforcement des planchers aux 1er et 3e étages et la reconstitution de surfaces de planchers. En effet, lors de la mise à nu totale des poutres du plancher pour leur renforcement, il a été constaté leurs déformations sérieuses : fléchissement en leur centre. Pour mémoire les sondages en phase études ont été réalisés hors de cette zone, car habitée par le Proviseur adjoint à ce moment.
- Le bac acier, initialement prévu au marché, ne pouvant être mis en œuvre du fait de son épaisseur, la solution de passer en Kerto connecté a permis d'affaiblir la hauteur du complexe et de maintenir ainsi les hauteurs des sols existants.
- Enfin, afin de traiter le plancher haut du R+2 pour la suppression du plomb, une purge a été réalisée, cette dernière a mis à jour la présence de mérule (champignon) en plafond et en mur à pan de bois séparatif du logement de fonction et de l'internat. Le traitement de la mérule sur le pan de bois a permis de constater une structure du plancher haut fortement altérée, et a nécessité la reprise du plancher au R+3.

Il s'agit donc d'éléments non décrits dans les pièces du marché et non normalement prévisibles.

Le montant du marché augmenté de l'avenant n° 1 est arrêté à 318 198,41 € HT, soit 381 838,09 € TTC. Le pourcentage d'augmentation de l'avenant n° 1 par rapport au montant initial du marché est de 14,7 %.

A – Demande de régularisation des prestations réalisées

En date du 17 juin 2016, la SAERP, mandataire de la Région Ile-de-France, a demandé à la Préfecture de Police de Paris de programmer la visite de la Commission de Sécurité pour la fin juillet 2016. A ce courrier, la Préfecture a répondu fin juin 2017 refusant le passage de la Commission de Sécurité aux dates demandées en indiquant que les travaux de désenfumage n'étaient pas conformes à leurs attentes. L'entreprise, à la demande de la Maîtrise a donc établi un devis : n° 16.59.120 d'un montant de 32 221,85 € HT, soit 38 666,22 € TTC.

L'objet des travaux est la modification de désenfumage, suite à la demande des pompiers et en accord avec les services de la DRAC.
L'entreprise a réalisé la prestation conformément au dossier marché, lui-même conforme au Permis de Construire. Cependant, dans le cadre de l'instruction du dossier GE2 en cours d'exécution, les services de la Préfecture ont demandé une modification du désenfumage. Après échanges et validations de tous les services, dont la DRAC, la modification du désenfumage telle que réalisée a été validée.
Cette prestation modifiée a permis d'obtenir un avis favorable de la commission de sécurité lors de son passage le 1er septembre 2016.

B – Négociations

L'entreprise a établi un devis le 4 juillet 2016, devis n° 16.59.120 d'un montant de 32 221,85 € HT, soit 38 666,22 € TTC. A réception de ce devis, la maîtrise d'œuvre a engagé des négociations et a obtenu une diminution du montant du devis. L'entreprise a ainsi proposé le 19 juillet 2016 un devis d'un montant de 28 019,00 € HT, soit 33 622,80 € TTC, ce qui représente une diminution de 13,04 % par rapport au premier devis. Après analyses et propositions auprès des services compétents, la modification du désenfumage a été validée et a fait l'objet d'un ordre de service pour l'entreprise RENOFORS titulaire du lot n°1 Structure bois – Charpente – Couverture. Ce devis a été validé par la maîtrise d'œuvre le 21 juillet 2016 :

OS n° 5 du 25/07/2016 d'un montant de : 28 019,00 € H.T.

C - Proposition faite par les services de la Région Ile-de-France

Le devis n° 16.59.129 daté du 21/07/2016 pour un montant de 28 019,00 € HT a été validé par l'ensemble des acteurs et a été régularisé par la mandataire par voie d'ordre de service le 25 juillet 2016.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Dans ce contexte les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu du présent protocole.

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux n° 1500187-1 afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

L'entreprise RENOFORS titulaire du lot n°1 Structure bois – Charpente – Couverture renonce à toutes ses prétentions financières initialement réclamées et accepte la proposition de la Région Ile-de-France de **28 019,00 € HT,** soit **33 622,80 € TTC.**

L'entreprise RENOFORS titulaire du lot n°1 Structure bois – Charpente – Couverture renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire la SAERP toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre de son marché de travaux pour l'opération ciblée de création de chambres d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5^{e} (75).

L'entreprise RENOFORS déclare ainsi être pleinement remplie dans ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux n° 1500187-1 relatif au lot n°1 Structure bois – Charpente - Couverture, pour l'opération ciblée de création de chambres d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5^{e} (75), et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre du présent marché.

Article 3 :

La Région s'engage à ne pas saisir le juge administratif ou toute autre juridiction sur le fondement des litiges tranchés par la présente transaction. Elle accepte le paiement à hauteur de 28 019 € H.T. soit 33 622,80 € TTC.

Article 4 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à l'entreprise RENOFORS les sommes dues, étant versées sur le compte bancaire :

BNP PARIBAS
30004 00819 00021694350 61
IBAN FR76 3000 4008 1900 0216 9435 061

Selon les conditions suivantes :
Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent protocole après signature des parties.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le

présent accord fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

Article 6 :

La présente transaction laisse subsister toutes autres obligations pour l'entreprise résultant du marché, notamment au titre des garanties légales et contractuelles.

Fait à Paris, le

En trois exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour l'entreprise
RENOFORS

Pour la Région Ile-de-France

Dûment habilitée par la délibération
de la Commission Permanente
N° …….. du …….

Annexe N°2- Protocole transactionnel avec BTNR Constructions

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP N°17-550 de la Commission Permanente en date du 22/11/2017 et domiciliée en cette qualité au 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

D'UNE PART,

ET :

La société BTNR Constructions, immatriculée au RC de PONTOISE sous le numéro Siret 398 722 595 00046, au 3, chemin de la Vierge – 95190 GOUSSAINVILLE, représentée par Monsieur LAMOURI Rochdi en qualité de gérant,

Ci-après dénommée « L'entreprise »

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La REGION ILE DE FRANCE a réalisé une opération de création de places d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5e (75), assistée par la société publique locale SAERP – Cité Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France – 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD JOUIN, Directrice Générale, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France conformément aux termes d'une convention de mandat n°10 MAN UL 512-06 conclue entre les intéressés et notifiée le 7 décembre 2010 et de son avenant notifié le 20 décembre 2012.
Par délibération n° CP 10-767 du 17/11/2010 et CP 14-730 du 20/11/2014, le Conseil Régional d'Ile-de-France a voté une autorisation de programme pour la réalisation de l'opération de création de places d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5e (75).

L'opération consiste à créer 18 places d'internat en restructurant des surfaces vacantes pour 760 m² SHON environ dans le bâtiment E en pierre de taille, situé en face du Panthéon rue Clotilde. L'opération pourrait permettre d'autre part, de régler le problème d'accessibilité aux PMR de l'ensemble des chambres d'internat du lycée et de la bibliothèque.

Pour réaliser ces places d'internat, il est réaffecté des locaux à l'usage de logement de fonction situés aux 2ème et 3ème étages du bâtiment E.

Pour cette opération, la SAERP a confié le marché de travaux du lot n° 2 Gros-œuvre/Maçonnerie/Plâtrerie, n°1500187-2 notifié le 10 septembre 2015, à l'entreprise BTNR Constructions, pour un montant total de 422 447,28 € HT soit 506 936,74 € TTC, avec un délai d'exécution fixé à 12 mois dont le mois de préparation de chantier.

L'ordre de service de démarrage des travaux a été délivré le 10 septembre 2015.

La réception des travaux a été prononcée le 1er septembre 2016.

A – Demande de régularisation des prestations réalisées

Dans le cadre de l'opération, trois prestations complémentaires ont été décelées et validées en cours de chantier.
Deux prestations ont consisté à mettre en place une chape sèche et à effectuer des travaux de reprise du mur de façade suite à la dépose du réseau en fonte. La troisième prestation consistait en du « gardiennage » initiée à la suite de la déclaration d'état d'urgence lors des attentats de Paris.

1- Ordres de service n°3 et n°5 notifiés
   - OS n°3 du 19 janvier 2016 pour la mise en place d'une chape sèche dans l'appartement du 3e étage de type Fermacell, pour un montant de 4 200€ H.T.
     Les locaux destinés au nouvel appartement du proviseur adjoint ont fait l'objet de travaux. Lors de la reprise des sols, dépose des anciens pour pose de revêtements souples, le manque de planéité du sol a nécessité la mise en œuvre d'une chape, non prévue au marché (non repérable avant travaux).
   - OS n°5 du 13 juin 2016 pour les travaux de reprise de mur de façade suite à la dépose réseau en fonte, pour un montant de 8 700€ H.T.
     Au marché du lot Plomberie était prévue la dépose du réseau en fonte toute hauteur. Lors de la dépose, il s'est avéré que le mur était fortement dégradé puisque datant du XVIIIème -XIXème siècle. La reprise de ce mur était absolument indispensable pour la suite des travaux (mise en peinture) et la pérennité de l'ouvrage.

   Soit un montant de : **12 900,00 € HT**

2- Le gardiennage effectué par l'entreprise suite à la déclaration de l'état d'urgence en janvier 2016, non régularisés par voie d'Ordre de Service

Après déclaration de l'état d'urgence en janvier 2016, il a été demandé la sécurisation des entrées / sorties dans le lycée HENRI IV, à l'entrée chantier rue Clotilde, par l'entreprise BTNR Constructions.
Un gardien était chargé d'ouvrir le portail, de vérifier les identités de toutes les personnes qui pénétraient sur le chantier et de consigner l'ensemble des allées et venues.
La période de « gardiennage » s'est étendue sur 4,5 mois, samedis inclus. Le montant de cette prestation s'élève à **31 331,50€ H.T.** (devis du 13/04/2016)

A ces travaux supplémentaires, des devis supplémentaires ont fait l'objet de devis émis par l'entreprise en toute fin de chantier.

3- Deux Devis présentés, représentant un montant de : 18 214,02 € HT détaillé comme suit :

Ces devis ont fait l'objet de nombreuses discussions entre la Maîtrise d'œuvre et l'entreprise, la Maîtrise d'œuvre considérant que ces prestations faisant partie intégrante du marché de l'entreprise, et l'entreprise déclarant et justifiant des larges coûts engendrés par les adaptations faites sur site.
L'entreprise a proposé plusieurs indices de devis qui ont été analysés par la Maîtrise d'œuvre et ont fait l'objet de corrections. Toutes les prestations décrites ont été réalisées par l'entreprise, conformément à la description du devis.

Devis n°	Date	Objet	Montant initial HT
Du 03/06/2016 indice C	03/06/2016	- Variante aux travaux de flocage prévus en sous-face des planchers pour protection CF - Local extraction en comble - Moins-value : planchers collaborants	7 179,56€ 2 182,30€ - 1 386,00€
Sous-total H.T.			**7 975,86€**
Du 07/09/2016 indice B	07/09/2016	- Doublage intérieur du placard de la chambre n°2 au 3e étage - Doublage des parois existantes dans	780,00€ 1 768,16€

		les salles de bain - Chape de rattrapage dans la circulation à R+2 - Reprise des fissures apparues sur les murs entre les circulations et l'escalier des Grands Hommes suite à la modification du sens des portes à tous niveaux - Encoffrement de câbles existants dans les circulations aux 1er et 2e étages - Rebouchement des traversées de plafond / percements complémentaires - Pose de films opaques sur les vitrages entre chambres et SDB	1 030,00 2 580,00€ 1280,00€ 2 340,00€ 460,00€
Sous-total H.T.		-	10 238,16€
Total HT			**18 214,02 €**

Résumé de la demande de régularisation de l'Entreprise :

12 900,00 + 31 331,50 + 18 214,02 = **62 445,52€ H.T**., soit 74 934,62€ TTC

B – Négociations

1- L'OS n°3 a été validé par l'ensemble des acteurs et a été régularisé par la Mandataire le 26 janvier 2016 pour le montant de **4 200,00€ H.T.**
2- L'OS n°5 a été validé par l'ensemble des acteurs et a été régularisé par la Mandataire le 14 juin 2016 pour le montant de **8 700,00€ H.T.**
3- Devis pour gardiennage, validé par la Région Ile-de-France le 15/09/2016, représentant un montant de **31 331,50€ H.T.**
4- Devis négociés par la Maîtrise d'œuvre détaillés dans le tableau suivant :

Devis n°	Date	Objet	Montant initial HT	Montant après négociation HT
Du 03/06/2016 indice C	03/06/2016	- Variante aux travaux de flocage prévus en sous-face des planchers pour protection CF *Suite à la demande du Bureau de Contrôle* - Local extraction en comble *Modification faite compte tenu du bâtiment existant* - Moins-value : planchers collaborants *Suppression du poste de la DPGF*	7 179,56€ 2 182,30€ - 1 386,00€	3 526,55€ 2 182,30€ -1 366,00€
Sous-total H.T.			**7 975,86€**	**4 322,85€**
Du 07/09/2016 indice B	07/09/2016	- Doublage intérieur du placard de la chambre n°2 au 3e étage *Prestation réalisée suite à découverte en cours de chantier (bâtiment existant)* - Doublage des parois existantes dans les salles de bain *Prestation réalisée suite à découverte en cours de chantier (bâtiment existant)*	780,00€ 1 768,16€	0€ 1 768,16€

		- Chape de rattrapage dans la circulation à R+2 *Prestation réalisée suite à découverte en cours de chantier (bâtiment existant)* - Reprise des fissures apparues sur les murs entre les circulations et l'escalier des Grands Hommes suite à la modification du sens des portes à tous niveaux *Prestation refusée par la MOE compte tenu de l'obligation de résultat de la part de l'entrepreneur* - Encoffrement de câbles existants dans les circulations aux 1er et 2e étages *Prestation réalisée suite à découverte en cours de chantier (bâtiment existant)* - Rebouchement des traversées de plafond / percements complémentaires *Le nombre de rebouchements a été supérieur à ce qui était prévu au marché* - Pose de films opaques sur les vitrages entre chambres et SDB *Prestation réalisée à la demande des utilisateurs*	1 030,00 2 580,00€ 1280,00€ 2 340,00€ 460,00€	1 030,00€ 0€ 1 280,00€ 2 340,00€ 460,00€
Sous-total H.T.			**10 238,16€**	**6 878,16€**
Total HT			**18 214,02 €**	**11 201,01€**

Au regard de ces négociations, le montant du protocole s'élève à :
4 200,00 + 8 700,00 + 31 331,50 + 11 201,01 = **55 432,51€ H.T**., soit 66 519,01€ TTC.

Ce montant représente ainsi une augmentation par rapport au marché initial de 13,12%.

La négociation entre les parties a permis une diminution de 4,62%.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Dans ce contexte les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu du présent protocole.

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

L'entreprise BNTR Constructions titulaire du lot n°2 Gros-œuvre/Maçonnerie/Plâtrerie renonce à toutes ses prétentions financières initialement réclamées et accepte la proposition de la Région Ile-de-France de **55 432,51€ HT,** soit **66 519,01€ TTC.**

L'entreprise BTNR Constructions titulaire du lot n°2 Gros-œuvre/Maçonnerie/Plâtrerie renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire la SAERP toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le

cadre de son marché de travaux pour l'opération ciblée de création de chambres d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5e (75).

L'entreprise BTNR Constructions titulaire du lot n°2 Gros-œuvre/Maçonnerie/Plâtrerie déclare ainsi être pleinement remplie dans ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux n° 1500187-2 relatif au lot n°2 Gros-œuvre/Maçonnerie/Plâtrerie, pour l'opération ciblée de création de chambres d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5e (75), et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre du présent marché.

Article 3 :

La Région s'engage à ne pas saisir le juge administratif ou toute autre juridiction sur le fondement des litiges tranchés par la présente transaction. Elle accepte le paiement à hauteur de **55 432,51€ HT,** soit **66 519,01€ TTC.**

Article 4 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à l'entreprise BTNR Constructions les sommes dues, étant versées sur le compte bancaire :

BPI France
18359 00043 00003740445 61
IBAN FR76 1835 9000 4300 0037 4044 561

Selon les conditions suivantes :
Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent protocole après signature des parties.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

Article 6 :

La présente transaction laisse subsister toutes autres obligations pour l'entreprise résultant du marché, notamment au titre des garanties légales et contractuelles.

Fait à Paris, le

En trois exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour l'entreprise
BTNR Constructions

Pour la Région Ile-de-France

Dûment habilitée par la délibération
de la Commission Permanente
N°…….du …….

Annexe N°3- Protocole transactionnel avec INEO TERTIAIRE

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP 17-550 de la Commission Permanente en date du 22/11/2017 et domiciliée en cette qualité au 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

D'UNE PART,

ET :

La société INEO TERTIAIRE IDF SNC, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIRET 429 425 150, Agence Les Mureaux au 165 rue Jean JAURES – 78130 LES MUREAUX, et dont le siège social est situé Îlot Clichy Pouchet – Bâtiment A2 - 92/98 boulevard Victor HUGO – 92115 CLICHY CEDEX représentée par Madame MICHEL FLANDIN en qualité de directeur,

Ci-après dénommée « L'entreprise »

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La REGION ILE DE FRANCE a réalisé une opération de création de places d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5e (75), assistée par la société publique locale SAERP – Cité Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France – 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD JOUIN, Directrice Générale, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France conformément aux termes d'une convention de mandat n°10 MAN UL 512-06 conclue entre les intéressés et notifiée le 7 décembre 2010 et de son avenant notifié le 20 décembre 2012.

Par délibération n° CP 10-767 du 17/11/2010 et CP 14-730 du 20/11/2014, le Conseil Régional d'Ile-de-France a voté une autorisation de programme pour la réalisation de l'opération de création de places d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5e (75).

L'opération consiste, d'une part, à créer 18 places d'internat en restructurant des surfaces vacantes pour 760 m² SHON environ dans le bâtiment E en pierre de taille, situé en face du Panthéon rue Clotilde. L'opération pourrait permettre, d'autre part, de régler le problème d'accessibilité aux PMR de l'ensemble des chambres d'internat du lycée et de la bibliothèque.

Pour réaliser ces places d'internat, il est réaffecté des locaux à l'usage de logement de fonction situés aux 2ème et 3ème étages du bâtiment E.

Pour cette opération, la SAERP a confié le marché de travaux du lot n° 6 Electricité CFO/CFA, n° 1500187-6 notifié le 10 septembre 2015, à l'entreprise INEO TERTIAIRE IDF SNC, pour un montant total de 150 000,00 € HT, soit 180 000,00 € TTC, avec un délai d'exécution fixé à 12 mois dont le mois de préparation de chantier.

L'ordre de service de démarrage des travaux a été délivré le 10 septembre 2015.

La réception des travaux a été prononcée le 1er septembre 2016.

L'entreprise INEO TERTIAIRE IDF SNC, titulaire du lot n° 6 Electricité CFO/CFA, a bénéficié d'un avenant n° 1 d'un montant de 11 371,57 € HT, avenant notifié le 28 juillet 2016.

L'avenant n° 1 en faveur de l'entreprise INEO TERTIAIRE IDF SNC, titulaire du lot n° 6 Electricité CFO/CFA a pris en compte des travaux supplémentaires détaillés ci-après :

- la création d'un nouveau TD Locaux Agent Chef dans l'entresol. L'unique déplacement des câbles de l'espace ascenseur à l'espace entresol n'a pas été possible techniquement, nécessitant ainsi la création d'un nouveau local TD comprenant nouveaux raccordements et distribution et la dépose de l'ancienne installation.
- la repose des luminaires et appareillages électriques dans l'entresol. La réutilisation des luminaires et des prises électriques et informatiques après dépose est rendue impossible au vu de l'état de ces équipements. Un remplacement complet à l'identique est nécessaire.
- la modification de la distribution électrique dans le logement du proviseur adjoint au troisième étage. Adaptation de la distribution électrique dans le logement de fonction suite à des modifications dans les zones cuisine, séjour et salle de bains.

Il s'agit donc d'éléments non décrits dans les pièces du marché et non normalement prévisibles.

Le montant du marché augmenté de l'avenant n° 1 est arrêté à 161 371,57 € HT, soit 193 645,88 € TTC. Le pourcentage d'augmentation de l'avenant n° 1 par rapport au montant initial du marché est de 7,58 %.

A – Demande de régularisation des prestations réalisées

L'opération a été livrée le 1er septembre 2016, les devis régularisés par OS ont été validés courant juillet 2016, ce qui ne permettait pas l'élaboration d'un avenant et sa validation en Commission (temps de procédures). Les devis reçus a posteriori, donc non régularisés via ordre de Service, sont des devis qui ont été présentés après réception et qui par conséquence ne pouvaient plus être pris en compte administrativement non plus.
L'objet de chacun de ces devis est considéré comme recevable, les prestations ont été réalisées par l'entreprise pour le bon fonctionnement du nouvel internat de l'établissement scolaire.

1- Ordre de service n°6 d'un montant de : 11 476,89 € HT

Cet OS n°6 du 14 juin 2016 a pour objet les travaux concernant l'installation électrique provisoire au 3ème étage du bâtiment E qui ont dû être prolongés suite à la dépose de la sapine afin de permettre le travail des compagnons.

2- Cinq devis présentés représentant un montant de : 10 059,80 € HT détaillé comme suit :

Devis n°	Date	Objet	Montant HT
2016 / 012 / A / 55 024	11/10/16	*Compte tenu du planning, l'alimentation provisoire du chantier n'était plus nécessaire, cependant les aléas de chantier tels que les adaptations de la structure et la modification du désenfumage ont modifiés l'ordonnancement des tâches et accélérés la fin d'exécution des ouvrages.* - Prolongation du provisoire chantier pour le mois de juillet - Mise à disposition d'un circuit PC pour les besoins du provisoire chantier jusqu'à la fin des travaux. (Y compris remplacement de l'appareillage en fin de chantier) - Création d'un éclairage provisoire pour les niveaux en travaux (R+1 et R+2) :	991,58 €

		- Fourniture et mise en place de Fluo 2x28W - Dépose des luminaires	
2016 / 013 / A / 55 024	25/07/2016	Prolongement de la ligne d'ascenseur *Contrairement aux éléments fournis au dossier, le raccordement de la ligne téléphonique ascenseur était à la loge et non au local technique du bâtiment E, ce qui a engendré l'augmentation du linéaire de câble initialement prévu et des prestations complémentaires pour amener cette ligne*	3 106,24 €
2016 / 014 / 55 024	16/09/2016	- Ajout d'un éclairage au SS1 local stockage *En études, l'éclairage spécifique n'était pas prévu compte tenu de la configuration des lieux, cependant, en cours de chantier le CSSI a exigé sa mise en œuvre.* - Ajout d'un éclairage dans le placard de la chambre 3 du R+1 *Au marché n'était pas prévu l'éclairage dudit placard, les utilisateurs ont souhaité que cet ajout soit pris en compte. Demande validée par la Maîtrise d'Ouvrage* - 2 BAES / BAEH dans les circulations *A la demande du Bureau de Contrôle, 2 boitiers supplémentaires ont été demandés à l'entreprise pour respect de la réglementation sécurité.*	714,12 €
2016 / 015 / 55 024	16/09/2016	Reprise des fixations des câbles en combles *Après l'intervention des différents corps d'état dans les combles et la rationalisation de ces espaces, l'ensemble des câbles présents dans les combles étaient positionnés de manière enchevêtrée dans les combles, sur les cloisons et les éléments de charpente. Le Maitre d'ouvrage a demandé la suppression des attaches existantes puis la pose de consoles pour supporter les câbles existants qui traversent les combles.*	1 517,42 €
2016 / 016 / 55 024	16/09/2016	Asservissement des blocs secours *Cette prestation a été demandée par le CSSI, non prévue initialement au marché de travaux.*	3 730,44 €
	Total HT		**10 059,80 €**

B – Négociations

1- L'ordre de service n° 6 a été validé par l'ensemble des acteurs et a été régularisé par la mandataire en juillet 2016 pour le montant de 11 476,89 € HT.
2- Les cinq devis présentés par l'entreprise ont été étudiés et négociés par la maîtrise d'œuvre pour un montant 8 922,38 € HT détaillé comme suit :

Devis n°	Date	Objet	Montant initial HT	Montant après négociation HT
2016 / 012 / A / 55 024	11/10/16	*Compte tenu du planning, l'alimentation provisoire du chantier n'était plus nécessaire, cependant les aléas de chantier tels que les adaptations de la structure et la modification du désenfumage ont modifiés l'ordonnancement des tâches et accélérés la fin d'exécution des ouvrages.* Prolongation du provisoire chantier pour le mois de juillet Mise à disposition d'un circuit PC pour les besoins du provisoire chantier jusqu'à la fin des travaux. (Y compris remplacement de l'appareillage en fin de chantier) Création d'un éclairage provisoire pour les niveaux en travaux (R+1 et R+2) : - Fourniture et mise en place de Fluo 2x28W - Dépose des luminaires	991,58 €	991,58 €
2016 / 013 / A / 55 024	25/07/2016	Prolongement de la ligne d'ascenseur *Contrairement aux éléments fournis au dossier, le raccordement de la ligne téléphonique ascenseur était à la loge et non au local technique du bâtiment E, ce qui a engendré l'augmentation du linéaire de câble initialement prévu et des prestations complémentaires pour amener cette ligne*	3 106,24 €	2 486,24 €
2016 / 014 / 55 024	16/09/2016	- Ajout d'un éclairage au SS1 local stockage *En études, l'éclairage spécifique n'était pas prévu compte tenu de la configuration des lieux, cependant, en cours de chantier le CSSI a exigé sa mise en œuvre.* - Ajout d'un éclairage dans le placard de la chambre 3 du R+1 *Au marché n'était pas prévu l'éclairage dudit placard, les utilisateurs ont souhaité que cet ajout soit pris en compte. Demande validée par la Maîtrise d'Ouvrage* - 2 BAES / BAEH dans les circulations *A la demande du Bureau de Contrôle, 2 boitiers supplémentaires ont été demandés à l'entreprise pour respect de la réglementation sécurité.*	714,12 €	714,12 €

2016 / 015 / 55 024	16/09/2016	Reprise des fixations des câbles en combles *Après l'intervention des différents corps d'état dans les combles et la rationalisation de ces espaces, l'ensemble des câbles présents dans les combles étaient positionnés de manière enchevêtrée dans les combles, sur les cloisons et les éléments de charpente. Le Maitre d'ouvrage a demandé la suppression des attaches existantes puis la pose de consoles pour supporter les câbles existants qui traversent les combles.*	1 517,42 €	1 000,00 €
2016 / 016 / 55 024	16/09/2016	Asservissement des blocs secours *Cette prestation a été demandée par le CSSI, non prévue initialement au marché de travaux.*	3 730,44 €	3 730,44 €
	Total HT		**10 059,80 €**	**8 922,38 €**

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Dans ce contexte, les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu du présent protocole.

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

L'entreprise INEO TERTIAIRE IDF SNC, titulaire du lot n° 6 Electricité CFO/CFA, renonce à ses prétentions financières initiales et accepte la proposition de la Région Ile-de-France détaillée comme suit :

- Ordre de service n° 6 : 11 476,89 € HT, soit 13 772,27 € TTC
- Cinq devis présentés par l'entreprise et négociés par le maître d'œuvre : 8 922,38 € HT, soit 10 706,86 € TTC

Soit un total de 20 399,27 € HT, soit 24 479,12 € TTC.

L'entreprise INEO TERTIAIRE IDF SNC renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire, la SAERP, toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre du marché.

L'entreprise INEO TERTIAIRE IDF SNC déclare ainsi être pleinement remplie dans ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux n° 1500187-6 relatif au lot n° 6 Electricité CFO/CFA, pour l'opération ciblée de création de chambres d'internat au lycée HENRI IV à PARIS 5e (75), et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre du présent marché.

Article 3 :

La Région s'engage à ne pas saisir le juge administratif ou toute autre juridiction sur le fondement des litiges tranchés par la présente transaction. Elle accepte le paiement à hauteur de 20 399,27 € HT, soit 24 479,12 € TTC.

Article 4 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à l'entreprise INEO TERTIAIRE IDF SNC, les sommes dues étant versées sur le compte bancaire :

SOCIETE GENERALE
30003 03175 00020217649 37
IBAN FR76 3000 3031 7500 0202 1764 937

Selon les conditions suivantes :
Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent protocole après signature des parties.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est, de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code civil sur les transactions et à l'article 2052 du même Code prévoyant que le présent accord fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

Article 6 :

La présente transaction laisse subsister toutes autres obligations pour l'entreprise résultant du marché, notamment au titre des garanties légales et contractuelles.

Fait à Paris, le

En trois exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour l'entreprise
INEO TERTIAIRE IDF SNC

Pour la Région Ile-de-France

Dûment habilitée par la délibération
de la Commission Permanente
N°……..du …….

- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-568

DU 22 NOVEMBRE 2017

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE - PROJETS "RÉUSSITE POUR TOUS"
TROISIÈME AFFECTATION 2017
SOUTIEN AUX ÉTABLISSEMENTS ENGAGÉS DANS UNE CONVENTION "ÉDUCATION PRIORITAIRE" AVEC L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en oeuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative aux actions «Agir pour la réussite des élèves» ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux « Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 51-12 du 28 juin 2012 portant dispositions diverses en matière éducative ;

VU La délibération n° CR 33-13 du 25 avril 2013 relative au Plan régional d'action de lutte contre le décrochage ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 visant à « relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU La délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional **;**

VU La délibération n° CP 17-473 du 18 octobre 2017 relative à la « Lutte contre le décrochage scolaire - Projets Réussite pour tous, 2ème affectation 2017 » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-568 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux projets relevant du dispositif « Réussite pour tous »

Décide de participer, au titre du dispositif « Réussite pour tous » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **148 192 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **148 192 €,** disponible sur le chapitre 932-Enseignement, code fonctionnel 28 – autres services périscolaires et annexes, programme HP 28-005 – schéma des formations (128005), action- Réussite des élèves (12800501), du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées au premier alinéa, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, pour les projets dont les références et dates de démarrage suivent :

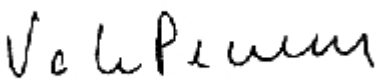
Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Motivation du démarrage anticipé
EX020619	LGT JACQUES PREVERT BOULOGNE BOULOGNE (92) - N°622 - CONSTRUIRE UN PROJET NOVATEUR DESTINE A RESCOLARISER LES ELEVES DECROCHEURS ET A LES ACCOMPAGNER DANS LEUR PROJET D'ORIENTATION	LYCEE GEN TECHNOLOGIE JACQUES PREVERT	06/11/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX020727	LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) - PROJET N°404 - FORUM POST-BAC - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS	LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS	20/10/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX024633	LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE (93) - PROJET N°516 - ATELIER DESIROTHEQUE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS	LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE	16/11/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX024980	LP DENIS PAPIN LA COURNEUVE - PROJET N°616 - REMOBILISATION GRACE A L'ATELIER THEATRE POUR ELEVES EN DECROCHAGE SCOLAIRE - REMOBILISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS	LP DENIS PAPIN LA COURNEUVE	20/11/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX025261	LYCEE PROFESSIONNEL JEAN PIERRE TIMBAUD AUBERVILLIERS (93) - PROGRAMME D'INTERVENTION MULTIDIMENSIONNEL POUR PREVENIR LE DECROCHAGE - PROJET N°620 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES	LYCEE PROFESSIONNEL JEAN PIERRE TIMBAUD	20/10/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX025290	LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY (94) - PROJET 617 - DECOUVRIR LE MONDE PROFESSIONNEL PAR LA MISE EN VALEUR DES ARTS ET METIERS - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS	LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY	20/10/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX025392	LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME - PROJET N°614 - CO-ANIMER UN ATELIER DE PRATIQUE THEATRALE POUR AIDER LE PARCOURS SCOLAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS	LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME	18/10/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX025519	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL (95) - N° 624 - VALORISER LA FILIERE STMG AUTOUR DES OUTILS ET SAVOIR ETRE, REMOBILISER DES ELEVES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES -	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL	19/10/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX025520	EREA EDITH PIAF PARIS 20EME - PROJET N°615 - ATELIER THEATRE A DESTINATION DES ELEVES UPE2A ENSA DE L'EREA EDITH PIAF ET D'ELISA LEMONNIER - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS	EREA EDITH PIAF PARIS 20EME	18/10/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Article 2 : Soutien aux établissements signataires d'une convention avec l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Décide d'apporter son soutien aux lycées listés en annexe 3 de la délibération et engagés dans une convention d'éducation prioritaire avec l'IEP Paris sous la forme d'un remboursement des dépenses d'achat de presse et d'abonnement à la presse papier ou en ligne, dans la limite de 1.500 € maximum par établissement et par année scolaire.

Affecte une autorisation d'engagement de **40.000 €** disponible sur le chapitre 932 « enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP28-005 (128005), Programme « Schéma des formations » (128005), Action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	2017-568	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000228 - Projet-Réussite pour tous

Dossier	EX020619 - LGT JACQUES PREVERT BOULOGNE BOULOGNE (92) - N°622 - CONSTRUIRE UN PROJET NOVATEUR DESTINE A RESCOLARISER LES ELEVES DECROCHEURS ET A LES ACCOMPAGNER DANS LEUR PROJET D'ORIENTATION			
Bénéficiaire	R3563 - LYCEE GEN TECHNOLOGIE JACQUES PREVERT			
Localisation	LYP JACQUES PREVERT (BOULOGNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	TTC	100 %	12 000,00 €	

Dossier	EX020727 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) - PROJET N°404 - FORUM POST-BAC - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3704 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS			
Localisation	LCM FRANCOIS COUPERIN FONTAINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,00 €	TTC	100 %	2 250,00 €	

Dossier	EX021812 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN (77) - PROJET N°402 - JOURNEE DES PORTES OUVERTES 2018 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3273 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN			
Localisation	LYT LEONARD DE VINCI (MELUN)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC	66,67 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	2017-568	Budget	2017

Dossier	EX024088 - LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL (94) - PROJET N°535 - REALISATION D'UN AUTOPORTRAIT PAR CHACUN DES ELEVES DE 3EME PREPA PROFESSIONNELLE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES -REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18527 - LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL			
Localisation	LYT EDOUARD BRANLY (CRETEIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 675,00 €	TTC	62,59 %	2 300,00 €	

Dossier	EX024633 - LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE (93) - PROJET N°516 - ATELIER DESIROTHEQUE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3757 - LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE			
Localisation	LYP BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 425,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 425,00 €	TTC	100 %	5 425,00 €	

Dossier	EX024801 - LPO JEAN LURCAT PARIS 13EME - PROJET N°4 - LA VILLE POUR ECOLE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3444 - LPO JEAN LURCAT PARIS 13EME			
Localisation	LYT JEAN LURCAT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 208,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 615,00 €	TTC	46,2 %	1 208,00 €	

Dossier	EX024833 - LYCEE NOTRE-DAME DES OISEAUX PARIS 16EME - ETUDES SURVEILLÉES ET DIRIGÉES - PROJET N°619 - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	EXM01471 - NOTRE-DAME DES OISEAUX			
Localisation	LCM NOTRE DAME DES OISEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 260,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 660,00 €	TTC	64,8 %	6 260,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	2017-568	Budget	2017

Dossier	EX024980 - LP DENIS PAPIN LA COURNEUVE - PROJET N°616 - REMOBILISATION GRACE A L'ATELIER THEATRE POUR ELEVES EN DECROCHAGE SCOLAIRE - REMOBILISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3637 - LP DENIS PAPIN LA COURNEUVE			
Localisation	LP DENIS PAPIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 730,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 730,00 €	TTC	100 %	3 730,00 €	

Dossier	EX025250 - LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY - PROJET N°2 - NOUVELLES CHANCES - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3636 - LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY			
Localisation	LP JEAN BAPTISTE CLEMENT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 233,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 950,00 €	TTC	82,74 %	8 233,00 €	

Dossier	EX025261 - LYCEE PROFESSIONNEL JEAN PIERRE TIMBAUD AUBERVILLIERS (93) - PROGRAMME D'INTERVENTION MULTIDIMENSIONNEL POUR PREVENIR LE DECROCHAGE - PROJET N°620 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES			
Bénéficiaire	EXM01951 - LYCEE PROFESSIONNEL JEAN PIERRE TIMBAUD			
Localisation	LP JP TIMBAUD (AUBERVILLIERS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 095,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 095,00 €	TTC	100 %	14 095,00 €	

Dossier	EX025290 - LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY (94) - PROJET 617 - DECOUVRIR LE MONDE PROFESSIONNEL PAR LA MISE EN VALEUR DES ARTS ET METIERS - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3495 - LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY			
Localisation	LP ARMAND GUILLAUMIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 264,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 264,00 €	TTC	100 %	6 264,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	2017-568	Budget	2017

Dossier	EX025392 - LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME - PROJET N°614 - CO-ANIMER UN ATELIER DE PRATIQUE THEATRALE POUR AIDER LE PARCOURS SCOLAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3456 - LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME			
Localisation	LYP FRANCOIS VILLON (PARIS 14)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 714,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 714,00 €	TTC	100 %	12 714,00 €	

Dossier	EX025483 - LGT MAXIMILIEN SORRE CACHAN (94) - PROJET N°618 - ACCOMPAGNER DES ELEVES POUR LE BACCALAUREAT ET LEUR POURSUITE DE FORMATION - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3533 - LGT MAXIMILIEN SORRE CACHAN			
Localisation	LYT MAXIMILIEN SORRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 750,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 750,00 €	TTC	100 %	3 750,00 €	

Dossier	EX025518 - LP LYC METIER LOUIS BLERIOT SURESNES (92) - N° 623 - FAIRE DECOUVRIR ET FAIRE PRENDRE CONSCIENCE DES DIFFICULTES D'INTEGRATION DES HANDICAPES ET PLUS LARGEMENT L'ACCEPTATION DES DIFFERENCES			
Bénéficiaire	R3608 - LP LYC METIER LOUIS BLERIOT SURESNES			
Localisation	LP LOUIS BLERIOT (SURESNES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 031,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 031,00 €	TTC	100 %	4 031,00 €	

Dossier	EX025519 - LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL (95) - N° 624 - VALORISER LA FILIERE STMG AUTOUR DES OUTILS ET SAVOIR ETRE, REMOBILISER DES ELEVES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES -			
Bénéficiaire	R3484 - LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL			
Localisation	LYC GEN TECH JULIE VICTOIRE DAUBIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 557,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 557,00 €	TTC	100 %	10 557,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	2017-568	Budget	2017

Dossier	EX025520 - EREA EDITH PIAF PARIS 20EME - PROJET N°615 - ATELIER THEATRE A DESTINATION DES ELEVES UPE2A ENSA DE L'EREA EDITH PIAF ET D'ELISA LEMONNIER - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3698 - EREA EDITH PIAF PARIS 20EME			
Localisation	EREA EDITH PIAF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 500,00 €	TTC	56 %	7 000,00 €	

Dossier	EX025617 - LPO LYC METIER FERNAND ET NADIA LEGER ARGENTEUIL (95) - PROJET N°625 - LA DESIROTHEQUE BREVES DE METIERS - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3466 - LPO LYC METIER FERNAND ET NADIA LEGER ARGENTEUIL			
Localisation	LYP FERNAND ET NADIA LEGER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 825,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 825,00 €	TTC	100 %	6 825,00 €	

Dossier	EX025666 - LGT JULES VERNE LIMOURS - N° 626 - CREATION D'UN ATELIER DE PRATIQUE THEATRALE EN VUE D'AMELIORER L'EXPRESSION ORALE LORS DU PASSAGE DES ELEVES AUX EXAMENS ET DES INTERVENTIONS EN COURS			
Bénéficiaire	R3014 - LGT JULES VERNE LIMOURS			
Localisation	LYP JULES VERNE (LIMOURS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX025682 - LPO JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY (93) - PROJET N°621 - ATELIER DESIROTHEQUE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3636 - LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY			
Localisation	LP JEAN BAPTISTE CLEMENT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 425,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 425,00 €	TTC	100 %	5 425,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	2017-568	Budget	2017

Dossier	EX025684 - LGT JEAN RENOIR BONDY - PROJET N°465 - PROJET FOQUALE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3627 - LGT JEAN RENOIR BONDY			
Localisation	LYP JEAN RENOIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 425,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 425,00 €	TTC	100 %	14 425,00 €	

Dossier	EX025681 - LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON 14/07/2017 Doter l'établissement d'un dispositif proactif de remobilisation et de réussite coordonné compris des élèves et des familles Espace de parole individuels et			
Bénéficiaire	P0022087 - LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON			
Localisation	LP CLAUDE ANTHIME CORBON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 519 €	TTC	54,51 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000228 - Projet-Réussite pour tous	148 192,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	148 192,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020619

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LGT JACQUES PREVERT BOULOGNE (92) - N°622 - CONSTRUIRE UN PROJET NOVATEUR DESTINE A RESCOLARISER LES ELEVES DECROCHEURS ET A LES ACCOMPAGNER DANS LEUR PROJET D'ORIENTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 000,00 €	100,00 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYCEE GEN TECHNOLOGIE JACQUES PREVERT
Adresse administrative : 163 RUE DE BILLANCOURT
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Pierre CARBAJO, Proviseur
N° SIRET : 19920134400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
L'objectif est de rescolariser régulièrement une vingtaine d'élèves de première et de terminale ayant de faibles résultats scolaires et un taux d'absentéisme important, de construire avec eux un projet d'orientation et de les accompagner vers la réalisation de ce projet.

Description :
Le projet s'articule autour de quatre axes réalisés soit en groupe soit en mode individuel.
- une action de soutien psychologique effectuée par la psychologue de l'association boulonnaise l'Oiseau Lyre, au travers d'un point écoute individuelle de 2h par semaine sur la pause méridienne s'adressant à ce groupe d'une vingtaine d'élèves. L'objectif est de les soutenir, les remotiver et leur redonner la confiance en eux.
- une action fondée sur l'improvisation théâtrale et animée par un intervenant de l'association boulonnaise l'Oiseau Lyre prenant en charge ce groupe 2h par semaine, le vendredi à partir de 15h30, car il y a très

peu de cours en 1ère/terminale à ce moment. L'idée est de redonner la confiance à ces jeunes notamment à l'oral et de les préparer aux différentes épreuves orales de bac et post bac.
- une action animée par une sophrologue caycédienne, Madame Talbert-Paris, sous la forme d'une heure par semaine sur la pause méridienne. Cette action vise à redonner du sens et de la confiance aux apprentissages pour ces jeunes. Elle vise également à fournir une boîte à outils leur permettant de gérer leurs émotions et leurs capacités même en période de stress.
- une action de tutorat prise en charge par les professeurs du lycée (mais aucune prise en charge financière sur ce point par le Conseil Régional). Les enseignants doivent remobiliser ces élèves avec un accompagnement personnalisé renforcé et individualisé : révision et consolidation des méthodes, conseils pour l'orientation post-bac et soutien disciplinaire.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit tout à fait dans la politique régionale de lutte contre le décrochage scolaire. Outre la rescolarisation avant le Bac, ce projet vise aussi à construire un projet d'orientation où les jeunes concernés sont véritablement partie prenante, ceci afin de prévenir aussi le décrochage scolaire de la 1ère année qui suit le bac.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes ciblés sont les élèves de Première et de Terminale qui, dès la 2nde présentent des signes inquiétants d'absentéisme perlé. L'idée aussi est d'accompagner ceux qui ne bénéficient pas d'aide chez eux.

Localisation géographique :
- LYP JACQUES PREVERT (BOULOGNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Oiseau Lyre 120h*75€*24 élèves Point écoute et atelier théâtre	9 000,00	75,00%
Mme Talbert-Paris 30h*24 élèves atelier de sophrologie	3 000,00	25,00%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	12 000,00	100,00%
Total	12 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 585,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	928,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	238 375,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 096,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	12 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 313,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	762,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	928,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	240 971,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	185 154,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 096,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	52 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	600,00 €
2015	Travaux de maintenance	32 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 428,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 692,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	161 394,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	19 837,51 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 096,00 €
2016	Travaux de maintenance	9 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 820,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	870,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 789,30 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	169 928,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	80 060,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 814,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
	Montant total	1 205 097,81 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020727

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) - PROJET N°404 - FORUM POST-BAC - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 250,00 €	100,00 %	2 250,00 €
	Montant Total de la subvention		2 250,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS
Adresse administrative : 31 AVENUE ETIENNE DAILLY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Claude COULON, Proviseur
N° SIRET : 19770940500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
Informer le public scolaire des lycées du district sur les formations Post-Bac
Présenter les filières post-bac aux élèves en organisant l'accueil d'exposants au sein des locaux de l'IUT de Fontainebleau : Université, Lycées, IUT, Ecoles d'Ingénieurs ...

Description :
La fréquentation importante de cette manifestation par le nombre d'exposants et le nombre de visiteurs attestent de l'intérêt du maintien de ce forum post-bac.
Ce forum post-bac permet aussi d'élever le niveau d'ambition des élèves scolarisés dans un secteur périphérique de la région Ile-de-France.
Les 8 établissements du secteur ainsi que l'IUT de Fontainebleau participent à ce forum post-bac.

Moyens mis en œuvre :

Des tables rondes sont réalisées dans les lycées du district sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études à destinations des bacs pro.

Public(s) cible(s) :

Environ 4 000 élèves de terminales générales, technologiques et professionnelles des districts de Fontainebleau et de Montereau.

Localisation géographique :

- LCM FRANCOIS COUPERIN FONTAINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'installation de l'évènement	1 350,00	60,00%
Frais d'impressions	150,00	6,67%
Frais d'accueil et de réception	750,00	33,33%
Total	2 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 250,00	100,00%
Total	2 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 177,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 872,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 264,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	216 561,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 239,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 567,40 €
2014	Travaux de maintenance	261 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 539,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 726,00 €

2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 092,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 348,55 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	208 152,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 259,80 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 001,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 451,60 €
2015	Travaux de maintenance	67 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 265,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 247,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 385,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	153 444,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	65 149,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 236,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	11 611,00 €
2016	Travaux de maintenance	322 100,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 230,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 747,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 930,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	153 983,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 197,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	1 200,00 €
2017	Travaux de maintenance	29 600,00 €
	Montant total	1 666 610,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021812

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN (77) - PROJET N°402 - JOURNEE DES PORTES OUVERTES 2018 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 000,00 €	66,67 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN
Adresse administrative : 2 BIS RUE EDOUARD BRANLY 77000 MELUN
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean TRANO, Proviseur
N° SIRET : 19770934800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018

Objectifs :
- informer sur l'offre de formation et participer à l'éducation au choix d'orientation ;
- améliorer l'image de l'établissement; situé dans les quartiers nord à la réputation négative, le lycée fait l'objet d'un évitement important ;
- valoriser les élèves.

Mieux faire connaître certaines formations et les promouvoir: voie technologique STI2D, voie générale S Spécialité SI, Mention complémentaire et Formation complémentaire d'initiative locale.
Apporter un éclairage concret sur le contenu des formations, notamment concernant les filières professionnelles, les formations en alternance, les enseignements spécifiques et peu répandus (ISN, ICN...).

Description :
Les formations présentées sont susceptibles de répondre aux souhaits d'orientation d'élèves domiciliés sur le district, le département, voire au-delà pour le post-bac. Certaines formations sont rares (Mention complémentaire Energies Renouvelables, Formation complémentaire comptable pour syndic immobilier...) ou peu répandues (BTS SIO, spécialités ISN, SI...).

L'organisation se fait sur 2 temps :

1- Portes ouvertes de l'internat le vendredi 9 mars 2018 de 17h30 à 21h00 : entretiens individuels avec les candidats et les familles (motivations, attentes...) et visite des locaux guidée par les internes.

2- Portes ouvertes générales le samedi 10 mars 2018 de 9h30 à 16h30 : présentation de l'ensemble de l'offre de formation, de secondaire (général, professionnel, technologique) au post-bac.

Moyens mis en œuvre :
- accueil par les lycéens et étudiants ;
- mobilisation de l'ensemble des acteurs de la communauté éducative ;
- visite des locaux, des plateaux techniques ;
- exposition des réalisations des élèves et des étudiants ;
- exposition de photographies mettant à l'honneur les formations et les apprenants ;
- démonstrations, mises en situation ;
- entretiens avec les élèves, les personnels des différents services.

Public(s) cible(s) :
800 jeunes : collégiens, lycéens et étudiants, mais aussi jeunes souhaitant une reprise d'études.

Localisation géographique :
- LYT LEONARD DE VINCI (MELUN)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de communication : spots, affiches, impressions...)	3 000,00	50,00%
Frais d'achats de fournitures et petits matériels	1 200,00	20,00%
Frais d'accueil et de réception	1 800,00	30,00%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	4 000,00	66,67%
Participation de l'établissement	2 000,00	33,33%
Total	6 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 113,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 544,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 785,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	536 445,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	53 404,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 136,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	12 129,64 €
2014	Travaux de maintenance	311 435,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 598,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 133,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 939,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 500,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	551 670,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	63 643,90 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 300,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	165 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 500,00 €
2015	Travaux de maintenance	95 400,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 698,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	55 582,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 829,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	479 517,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 194,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 820,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	58 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	30 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 519,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 657,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 237,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	480 412,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 398,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 930,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	70 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	81 000,00 €

	Montant total	2 789 678,94 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024088

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL (94) - PROJET N°535 - REALISATION D'UN AUTOPORTRAIT PAR CHACUN DES ELEVES DE 3EME PREPA PROFESSIONNELLE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES -REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 675,00 €	62,59 %	2 300,00 €
	Montant Total de la subvention		2 300,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL
Adresse administrative : 33 RUE DU PETIT BOIS
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Arnaud GUIGUE, Proviseur
N° SIRET : 19941018400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- Restaurer l'image de soi des élèves de 3ème prépa professionnelle,
- Améliorer le climat scolaire,
- Favoriser la motivation et l'ambition des élèves,
- Lutter contre le décrochage scolaire,
- Renforcer la confiance des élèves envers l'institution.

Description :

L'objectif est la réalisation d'un autoportrait par chacun des élèves de 3ème prépa professionnelle.
Ce travail s'effectue en collaboration avec le professeur de lettres/histoire/géographie sur plusieurs mois et s'articule en plusieurs modules :
- projection d'autoportraits et analyse,
- initiation à la genèse d'un film,
- écriture des autoportraits,
- tournage des autoportraits,
- validation des montages (réalisés par l'intervenante elle-même),

- projection et bilan.

Moyens mis en œuvre :

L'intervenante vient sur les créneaux d'emploi du temps qui correspondent aux heures de français ou d'histoire géographie.

Certaines séances ont lieu avec la classe entière, ou en groupe (12h), et 33h sont consacrées au travail individuel sur l'autoportrait.

Le professeur de français assure l'encadrement de la finalisation du travail d'écriture.

Public(s) cible(s) :

24 élèves de 3ème prépa pro.

Localisation géographique :

- LYT EDOUARD BRANLY (CRETEIL)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Atelier Cinéma de Créteil 49h*75€	3 675,00	100,00%
Total	3 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 300,00	62,59%
Reliquat	1 375,00	37,41%
Total	3 675,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 335,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 827,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 428,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-7 160,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	0,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	435 772,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	146 206,00 €

2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	41 432,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	10 384,00 €
2014	Travaux de maintenance	5 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 824,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 746,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 395,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	4 843,20 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	461 825,00 €
2015	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	99 270,46 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 097,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 325,00 €
2015	Travaux de maintenance	79 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 332,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	43 135,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 395,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-1 483,17 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 200,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	317 919,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 063,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 702,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	7 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 450,00 €
2016	Travaux de maintenance	48 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 589,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 551,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 472,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-1 054,21 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	324 241,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 600,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 503,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	24 900,00 €
	Montant total	2 039 579,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024633

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE (93) - PROJET N°516 - ATELIER DESIROTHEQUE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 425,00 €	100,00 %	5 425,00 €
	Montant Total de la subvention		5 425,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE
Adresse administrative : 18 RUE M.VIEVILLE
93250 VILLEMOMBLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :
N° SIRET : 19930142500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
- Restaurer le lien avec l'école le goût des apprentissages
- Resserrer les liens entre la formation et le monde de l'entreprise
- Elaborer et valider un projet de formation

Description :
L'objectif du projet "atelier Desirotheque" pour l'action MLDS de remobilisation accueille les élèves en moyenne 18h par semaine, pour enrichir leurs connaissances, travailler leurs orientations et projets professionnels.
Cet accompagnement se poursuivra sur 26 semaines.
Bon nombre de ces jeunes sont en manque de reconnaissance. Les échecs parfois successifs participent au manque de confiance en soi. Ils manquent d'assiduité et ne peuvent se conformer à la règle. Il s'agit de remobiliser ce public par différents biais.

Moyens mis en œuvre :
M. Schapiro, CPE du Lycée, prendra en charge la référence de l'action et il sera secondé par une assistante d'éducation.
Un enseignant aura en charge le groupe classe 2 heures par semaines pour enseigner la PSE/TRE. Il développera la relation TRAVAIL-SANTE-ENVIRONNEMENT à travers une sensibilisation des élèves aux risques dans ces trois domaines.
Les cours auront lieu selon les modalités indiquées dans le référentiel de PSE de CAP : pédagogie Inductive, situation de la vie socioprofessionnelle, instruction des connaissances, savoirs, attitudes, comportement, et développement des capacités à s'informer, analyser des situations, effectuer des choix raisonnés et communiquer.
Un enseignant en Arts appliqués proposera de sensibiliser les élèves de la classe à l'art et à l'illustration en leur transmettant les moyens d'analyse et de compréhension 2 heures par semaine.
Un conseiller d'orientation psychologue, proposera, 2 heures par semaine, d'amener les élèves à une reprise de confiance en eux ainsi qu'à une meilleure adhésion au contrat collectif « apprendre d'un autre » en travaillant leur relation à l'école. Un travail individuel ou en petit groupe se dirigé afin de pouvoir accompagner les jeunes dans la construction de leur projet professionnel et de leur orientation. Il validera en rapport avec les possibilités

Intérêt régional :
Insertion des jeunes de plus de 16 ans (rescolarisation, contrat d'apprentissage, etc.)
Découverte des différents partenaires du département

Public(s) cible(s) :
A la suite du pôle bilan positionnement qui se déroulera durant 6 semaines, le Lycée Blaise Pascal de Villemomble accueillera une vingtaine d'élèves de plus de 16 ans, repérés dans le cadre du Réseau FOQUALE du District 8 de la Seine Saint-Denis.
Ils sont soit, sans solution (décrochés) de formation ou d'insertion (sans solution d'orientation, soit encore scolarisés (décrocheurs) mais particulièrement exposés au risque de sortie prématurée (notamment absentéisme, difficultés scolaires). Bon nombre de ces jeunes souffrent d'une absence de motivation face à leur orientation, facteur majeur de décrochage scolaire. Cette absence de motivation est souvent induite par une estime de soi fragilisée, par un contexte familial difficile, un rapport aux adultes conflictuel... Se projeter dans un avenir proche et professionnel leur est difficile.
Ils sont issus de troisième et de seconde générale ou professionnelle.

Localisation géographique :
- LYP BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Diptyque théâtre comédien 31h*75€	2 325,00	42,86%
Intervenant Diptyque théâtre réalisateur 28h*75€	2 100,00	38,71%
Location de matériel	400,00	7,37%
Frais de montage des "Brèves de métiers"	600,00	11,06%
Total	5 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	5 425,00	100,00%
Total	5 425,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 425,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 820,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 254,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 197,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	94 825,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 500,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 212,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 630,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 164,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 762,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 676,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	96 957,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 420,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	133 840,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 041,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 677,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 086,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	75 398,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	161 681,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 420,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 675,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 861,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 589,92 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 350,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	74 040,00 €

2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 600,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	2 250,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	806 100,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024801

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LPO JEAN LURCAT PARIS 13EME - PROJET N°4 - LA VILLE POUR ECOLE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 615,00 €	46,20 %	1 208,00 €
	Montant Total de la subvention		1 208,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO JEAN LURCAT PARIS 13EME
Adresse administrative : 48 AVENUE DES GOBELINS
75013 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Véronique DUPAYRAT, Proviseure
N° SIRET : 19753268200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 12 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Construction d'un projet de formation par le biais d'une alternance.
Découverte du tissu socioprofessionnel, professionnel.
Les deux objectifs principaux demeurent la remédiation scolaire et la construction d'un projet d'orientation.

Description :
La Ville Pour Ecole propose un programme annuel fondé sur une scolarité alternant avec plusieurs expériences de stages, des compléments de formation (nouvelles technologies, langues) et une participation active à des projets réalisés en partenariat. Ainsi, les élèves bénéficient d'une scolarité fondée sur des aller-retour permanents entre l'école et les réalités socioprofessionnelles, entre les temps d'apprentissages scolaires et l'acquisition de compétences techniques ou relationnelles reconnues hors l'école.
Pendant la semaine de bilan, les élèves présentent le travail de "curiosité" et préparent la séquence à venir. C'est également la semaine des évaluations et des conseils de progrès ou de classe.

Moyens mis en œuvre :
Sur 2 jours :

- matières principales (anglais / français / mathématiques) ;
- unités de formation (santé, arts, pratique théâtrale) ;
- modules hebdomadaires de 2 heures / journées thématiques ;
- analyse de pratiques hors l'école, réalisation des curiosités ;
- projet personnel ;
- sorties culturelles.

Plus 3 jours de stages : 4 à 5 stages dans l'année.

Compléments de formation : le PSC1 et le CNED ; Boutique de Formation individualisée pour une approche personnalisée grâce à l'outil informatique.

La curiosité : c'est l'aboutissement du stage de l'élève. Elle nécessite l'utilisation d'outils informatiques et numériques (projection des travaux, interventions photographiées et filmées) et achats divers.

Sorties culturelles : ces sorties permettent de mettre en parallèle les apprentissages dispensés lors des journées thématiques et des Unités de formation. Sortir de l'école pour aller découvrir les richesses de la ville est une des caractéristiques essentielles de notre structure.

Atelier Projet Personnel pour la construction d'un projet de formation et d'orientation. Il propose des activités créatives et des démarches autour de l'orientation.

Journées thématiques : qui apportent des connaissances sur des thèmes variés à travers des supports et des documents authentiques. Ceci peut être complété par des visites dans la ville ainsi que par des interventions de professionnels.

Modules : module hebdomadaire de 2 heures. Chaque semaine, sont abordés des thèmes issus des matières générales (les institutions françaises, l'Union Européenne, l'esclavage...)

Unités de Formation : tout au long des séquences elles développent des connaissances autour d'un axe majeur et s'inspirent de thèmes de culture générale, l'art, le cinéma, la littérature, la société, etc.

Public(s) cible(s) :
25 élèves en situation de « décrochage » scolaire et recrutés sur la base du volontariat et âgés de 16 à 20 ans ; pour la majorité d'entre eux issus d'une classe de 3ème, quelques élèves issus d'une classe de Seconde Générale et certains élèves sont déscolarisés depuis une, voire deux années.

Localisation géographique :
- LYT JEAN LURCAT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier Calligraphis 2h30*66€	165,00	6,31%
Intervenant Asphodèle 4h*75€	300,00	11,47%
Intervenant Cie Pikorole 4h*75€	300,00	11,47%
Formation AFPS Croix Rouge	550,00	21,03%
Frais de sorties	500,00	19,12%
Frais d'abonnements site éducatifs	300,00	11,47%
Frais d'achats petites fourniture	500,00	19,12%
Total	2 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 208,00	46,20%
Reliquat	1 407,00	53,80%
Total	2 615,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 208,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 949,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	810,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 844,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 053,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 600,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	361 750,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 210,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	53 787,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 916,72 €
2014	Travaux de maintenance	37 599,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 811,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	28 028,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 874,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	278 996,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	590,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 419,00 €

2015	Travaux de maintenance	53 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 934,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 080,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 383,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 065,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	289 617,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 600,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 686,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	6 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	66 525,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 878,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 202,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 130,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 257,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	311 462,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 984,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	50 255,00 €
2017	Travaux de maintenance	47 350,00 €
	Montant total	1 474 015,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024980

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LP DENIS PAPIN LA COURNEUVE - PROJET N°616 - REMOBILISATION GRACE A L'ATELIER THEATRE POUR ELEVES EN DECROCHAGE SCOLAIRE - REMOBILISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 730,00 €	100,00 %	3 730,00 €
	Montant Total de la subvention		3 730,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP DENIS PAPIN LA COURNEUVE
Adresse administrative : 34 AVENUE CHATELET
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Athéna DAVID, Proviseure
N° SIRET : 19930128400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
- remobiliser les élèves en travaillant sur l'image et l'estime de soi ;
- permettre aux élèves de se réconcilier avec l'école et avec l'équipe pédagogique ;
- renforcer les compétences de base préalables afin d'accéder à une formation qualifiante ;
- développer l'ouverture d'esprit et un regard culturel, et tolérant vis-à-vis des autres ;
- remobiliser des élèves en voie de déscolarisation ou en difficulté pour atteindre une première qualification.

Description :
Le projet vise à créer une dynamique de groupe et ainsi favoriser les apprentissages et améliorer le relationnel avec les adultes. Il s'agit de proposer aux élèves de monter un mini-spectacle et d'assurer l'organisation de la représentation. L'axe majeur du projet est d'amener les élèves à réfléchir sur les questions d'identité, d'appartenance à un groupe, une classe et un parcours d'insertion.

Le projet concerne également les élèves repérés comme étant "sans solution" lors des deux campagnes SIEI (Système Interministériel d'échange des informations). Au cours de l'année scolaire 2016/2017, le lycée était en contact avec 50 élèves repérés comme décrocheurs, et a suivi en moyenne 30 élèves. L'action de remobilisation MLDS a accompagné l'ensemble de ces élèves vers un parcours scolaire qualifiant.

Moyens mis en œuvre :
La mise en place du projet au sein du lycée Denis Papin nécessite l'intervention et la présence de plusieurs personnes de l'établissement : la coordonnatrice est en charge d'assurer l'organisation des ateliers, la coordination de l'équipe pédagogique et veiller au bon déroulement des séances.
Par ailleurs, afin que les élèves soient bien accueillis et encadrer dans de bonne condition, 1 voire 2 enseignants de la classe participent aux ateliers. Un travail préparatoire avec les élèves et leur professeur de français est également proposé en amont des ateliers. Le chef des travaux est sollicité pour la mise en place et l'installation du matériel. A la suite de ces ateliers, un spectacle est proposé dans l'amphithéâtre du lycée.

Public(s) cible(s) :
25 élèves sortants du système scolaire sans qualification ayant un niveau 3ème, 1ère année de CAP et 2nde professionnelle.

Localisation géographique :
- LP DENIS PAPIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant ateliers Belacqua 69,08h*54€	3 730,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	3 730,00	100,00%
Total	3 730,00	100,00%	Total	3 730,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 730,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 435,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 473,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	139 641,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	95 563,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 371,00 €
2014	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	8 100,00 €
2014	Travaux de maintenance	145 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 235,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 747,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 070,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	136 551,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 049,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 165,00 €
2015	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2015	Travaux de maintenance	65 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 071,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 502,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 108,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	95 705,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 157,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 984,00 €
2016	Travaux de maintenance	25 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 483,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 465,27 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 932,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	97 390,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	51 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 072,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	11 400,00 €
	Montant total	1 012 117,27 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025250

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY - PROJET N°2 - NOUVELLES CHANCES - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 950,00 €	82,74 %	8 233,00 €
	Montant Total de la subvention		8 233,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY
Adresse administrative : 25 RUE DES TROIS NOYERS 93220 GAGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles CAPS, Proviseur
N° SIRET : 19931233100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux objectifs majeurs sont assignés aux dispositifs Nouvelles Chances de l'Education nationale à savoir: resocialiser et rescolariser des jeunes lycéens en rupture avec l'institution scolaire et en situation de décrochage. La resocialisation, premier enjeu de la structure, permet à l'élève de travailler sa posture, afin de la rendre compatible avec la poursuite d'une scolarité dans l'initial ou encore, l'insertion dans une entreprise pour pouvoir prétendre à obtenir un contrat d'alternance. Cet enjeu majeur qui va bien au-delà du seul enjeu scolaire, est facilité par des actions favorisant le "vivre ensemble" et la socialisation. Le second objectif quant à lui, vise à donner à l'élève les bases nécessaires à sa poursuite d'études, en fonction de son niveau mais également de ses aptitudes et sa motivation. Les deux objectifs visent à restaurer l'image et l'estime de soi des élèves, qui ont très souvent une image fortement dégradée d'eux-mêmes.
Par ailleurs, l'individualisation des parcours est indispensable puisque le niveau des élèves accueillis peut varier énormément, allant d'un niveau classe de 5ème à celui d'une seconde générale. L'individualisation est indispensable pour faire progresser chacun dans le parcours qui est le sien. Ces deux objectifs travaillés, l'élève peut alors s'inscrire dans la construction d'un projet personnel adapté et réalisable. L'équipe pédagogique l'accompagne vers la concrétisation de son projet personnel et professionnel, tout

au long de sa prise en charge au sein de la structure.
Enfin, j'insiste sur le versant citoyenneté du projet. En effet, la nouvelle version du projet pédagogique met l'accent sur l'éducation morale et civique. Il est aujourd'hui, plus que nécessaire de permettre aux élèves de comprendre des éléments de l'histoire de France, spécifique à la citoyenneté, telles que la laïcité, les fondements de la république.... Le dispositif Volontaire du Service Civique sera à la fois présenté et mis en avant.

Description :
Second Cap est rattaché au lycée Jean Baptiste Clément de Gagny mais ses locaux sont situés en dehors des murs de l'EPLE et sont situés dans des locaux contigus à l'école élémentaire Paul Laguesse. La capacité d'accueil est de 15 élèves repérés comme décrocheurs ou décrochés par les EPLE d'origine qui constituent des dossiers étudiés par une commission départementale qui se réunit très régulièrement à la DSDEN 93.
En dehors des établissements scolaires, des dossiers peuvent être proposés par les CIO, le CIO spécialisé, près le tribunal pour enfants, des MLDS ou encore la CDAS, commission départementale d'affectation et de suivi. Une fois l'admission statuée par la commission, l'élève est admis dans le dispositif pour l'année scolaire. Des entrées peuvent néanmoins avoir lieu tout au long de l'année et Second Cap a mis en place, cette année scolaire, une liste d'attente afin de permettre à des élèves d'intégrer la structure dès qu'une place est disponible. La capacité d'accueil s'en est ainsi trouvée augmentée.
Aujourd'hui, la structure est actuellement dans l'attente de nouveaux locaux d'implantation trouvée, il conviendra de faire du lien rapidement avec l'ensemble des acteurs du réseau FOQUALE. Si le décrochage commence souvent par l'aspect scolaire, il est souvent accompagné de problématiques multiples et complexes. Créer du lien autour de la structure est nécessaire et indispensable. Ainsi, l'une des premières choses à faire est de prendre contact avec les ML, CIO, CMP, centre de santé... et tissu associatif communal.

Le public est divers, les problématiques sociales étant nombreuses dans le département, des mineurs isolés comme des jeunes issus de milieux non défavorisés et de plus en plus de jeunes arrivent avec des problématiques multiples, parfois de plus en plus lourdes et complexes, et qui, outre le versant scolaire très important, nécessite également l'intervention d'autres acteurs, notamment ceux de la santé et du secteur social. Trop d'élèves qui se réinscrivent dans une dynamique positive se retrouvent bloqués dans leur motivation, par des difficultés multiples qui finissent par les re-démobiliser. L'école seule ne peut répondre de toutes les difficultés d'où l'importance du travail en réseau.

Moyens mis en œuvre :
Le principe d'une journée passée à Second Cap est le suivant : cours fondamentaux les 5 matinées de la semaine. Le niveau scolaire des élèves pouvant varier d'une classe de 5ème à un bon niveau de Seconde Générale en place 2 groupes distincts pour le scolaire.

Les matières enseignées en priorité sont le français, les mathématiques, l'anglais, l'histoire et la géographie, la Prévention Santé Environnement, l'Education civique et morale et l'EPS.
L'après-midi, les activités sportives et culturelles doivent être privilégiées. Les activités culturelles, lorsqu'elles sont riches et variées, permettent aux élèves de se restaurer, de reprendre confiance en eux dans une démarche de découverte et d'ouverture. Le travail se fait par cycles autour du Slam et du Théâtre. Le choix de ces activités n'est pas anodin puisque par expérience, on sait que le Slam par exemple est un excellent moyen de faire entrer les élèves dans l'écriture, exercice en principe très rebutant et difficile pour eux. Quant au sport, le maintien de l'activité "boxe" est un réel choix pédagogique, l'intervenant en charge de cette activité ayant bien compris les enjeux importants, notamment en terme de socialisation.
La socialisation est un point sur lequel le nouveau projet pédagogique de la structure va s'appuyer davantage en mettant en place plusieurs actions spécifiques. En effet, trop d'élèves quittent le dispositif sans avoir acquis les codes sociaux nécessaires à une bonne intégration dans le monde du travail ou

celui relatif au milieu scolaire. Ainsi, la participation collective à l'entretien des locaux par exemple, permet à chacun de s'inscrire dans une démarche de vivre ensemble. En outre, la responsabilité d'un élève chaque jour, pour la prise du petit déjeuner tel que : servir, débarrasser, ranger et nettoyer, favorise le partage.

Public(s) cible(s) :
20 jeunes âgés de 16 à 18 ans mais compte tenu du faible taux de redoublement, prise en charge des élèves âgés de 15 ans.

Localisation géographique :

- LP JEAN BAPTISTE CLEMENT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fournitures et matériel	800,00	8,04%
Frais d'entretien et de maintenance	500,00	5,03%
Frais de télécommunication	600,00	6,03%
Frais de réception	500,00	5,03%
Projet pédagogique Croix Blanche	800,00	8,04%
Frais de transport pour les sorties	250,00	2,51%
Projet pédagogique GMTI 93 formation plateaux techniques	1 300,00	13,07%
Intervenant psychologue	4 000,00	40,20%
INEPS	1 200,00	12,06%
Total	9 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	8 233,00	82,74%
Reliquat	1 717,00	17,26%
Total	9 950,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 233,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 228,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 954,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 400,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	101 459,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 816,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 719,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 226,00 €
2014	Travaux de maintenance	134 372,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 587,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 996,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 327,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	105 927,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 842,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 684,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	12 067,00 €
2015	Travaux de maintenance	121 628,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 509,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 193,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 196,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	78 733,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 050,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 684,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 918,00 €
2016	Travaux de maintenance	38 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 223,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 188,60 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 180,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	80 268,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	580,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 200,00 €
	Montant total	952 341,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025261

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LYCEE PROFESSIONNEL JEAN PIERRE TIMBAUD AUBERVILLIERS (93) - PROGRAMME D'INTERVENTION MULTIDIMENSIONNEL POUR PREVENIR LE DECROCHAGE - PROJET N°620 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	14 095,00 €	100,00 %	14 095,00 €
	Montant Total de la subvention		14 095,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYCEE PROFESSIONNEL JEAN PIERRE TIMBAUD
Adresse administrative : 103 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique :
Représentant :
N° SIRET : 10200000730691

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
Programme ciblé sur différents projets afin d'améliorer la présence et l'intérêt des élèves dans le système scolaire grâce à un travail sur :
- le savoir-être, estime de soi, confiance en soi,
- les socles communs,
- le vivre ensemble,
- le respect de la nature.

Impliquer les parents dans la prévention du décrochage scolaire.

Description :
Des nouvelles actions sont mises en place dans ce dispositif afin de travailler les axes ci-dessus cités.
Différents ateliers sont animés par des intervenants extérieurs et professeurs du lycée :

- photos ; conseils en image ; théâtre ; création chartre de citoyen et fresque sur toile ; course d'orientation ; cuisine inter-culturelle ; jardinage ; maîtrise des bases : lecture/écriture/calcul; comportement verbal.

Un café des parents et une permanence hebdomadaire pour des entretiens individuels avec les familles.

Moyens mis en œuvre :
Pour animer l'ensemble de ces ateliers, des intervenants extérieurs amèneront leur expérience et leurs compétences.
Un photographe, un conseiller en image, un comédien, un psychologue, une accompagnante parentale, des professionnels d'entreprise qui interviennent en rapport avec leur expérience, un éducateur spécialisé dans les comportements des jeunes. Ils interviennent chacun leur tour en fonction du planning établi et sont accompagnés par les 10 enseignants intégrés au projet et engagés dans des actions de tutorat auprès des élèves.

Public(s) cible(s) :
40 élèves de toutes les filières et détectés comme potentiels décrocheurs scolaires et ceux qui sont déjà en décrochage ; élèves de CAP et de Bac Professionnel.

Localisation géographique :
- LP JP TIMBAUD (AUBERVILLIERS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant soutien individuel à l'élève 81h*75€	6 075,00	43,10%
Intervenant Asso Didé atelier théâtre 32h*75€	2 400,00	17,03%
Intervenant psychologue 60h*75€	4 500,00	31,93%
Intervenant consultant coach 8h*62,5	500,00	3,55%
Intervenant Labo La Semeuse 9 ateliers de 3h	370,00	2,63%
Frais Labo La Semeuse petits matériels	200,00	1,42%
Frais transport pour Labo La Semeuse	50,00	0,35%
Total	14 095,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	14 095,00	100,00%
Total	14 095,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 095,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025290

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY (94) - PROJET 617 - DECOUVRIR LE MONDE PROFESSIONNEL PAR LA MISE EN VALEUR DES ARTS ET METIERS - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 264,00 €	100,00 %	6 264,00 €
	Montant Total de la subvention		6 264,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY
Adresse administrative : RUE PIERRE CORNEILLE
94310 ORLY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :
N° SIRET : 19940138100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
- Apporter aux élèves une connaissance du monde professionnel par une approche des métiers et de leur environnement économique et social (plus particulièrement, les métiers de la communication, des arts visuels, de l'esthétique de l'architecture et du design...).
- Favoriser des échanges avec des professionnels de l'art, de la culture (interviews) et des médias (réalisation d'un reportage vidéo sur le projet (devis société Bella Done).
-Responsabiliser les élèves.
-Modifier la posture de l'élève (métacognition par le biais de capsules vidéo)
-S'impliquer dans une démarche de projet (parcours citoyen).
-Acquérir des compétences sur les diverses formes de langage.
-Effectuer des choix raisonnés d'orientation (parcours avenir).
-Apporter aux élèves une ouverture culturelle et artistique (parcours culturel et artistique).
-Expérimenter, produire, créer en ayant recours à des outils numériques de captation et de réalisation pour servir un projet (autoportrait en sérigraphie à la manière d'Andy Warhol, photos, capsules vidéos,

exposition, défilé, mini-spectacle vivant avec expression corporelle ...).
-Exploiter des informations et de la documentation pour amener les élèves à porter un regard curieux et avisé sur leur environnement artistique et culturel proche ou lointain.
-Faire preuve d'autonomie, d'initiative, de responsabilité, et d'esprit critique dans la conduite d'un projet.

Description :
Le projet veut permettre aux élèves de découvrir le monde professionnel, de participer à la construction de leurs savoirs par la mise en valeur des Arts et Métiers et la découverte culturelle du Pop Art (A.Warhol).

Dans le cadre de deux EPI sur « Information, communication, citoyenneté » et sur «Sciences, technologies et créations artistiques », les productions réalisées par les élèves seront les suivantes :

1/ Réalisation par les élèves d'un autoportrait en sérigraphie à la manière d'Andy Warhol. La finalité est d'exploiter des informations et de la documentation, notamment iconique sur les autoportraits pour servir un projet de création. Cette création s'ancrera également dans une réflexion menée en français sur le thème de l'autobiographie.
Croisement des enseignements : Info-documentation, module découverte professionnelle, arts appliqués et français.

2/ Réalisation d'un carnet de bord qui permettra aux élèves de construire leur démarche de projets et de rédiger ainsi leur cahier des charges. Cet objet concret facilitera l'investissement des élèves, de la classe, à tendance kinesthésique.

3/ Réalisation de Capsules Vidéo sur les métiers découverts lors du projet.
Il s'agit de recourir à des outils numériques de captation et de réalisation à des fins d'information pour d'autres collégiens.

Ces capsules seront diffusées lors des JPO (mars 2018), de la Journée de la Femme (8 mars 2018), ainsi qu'aux élèves des classes de 3ème prépa pro des districts 8 et 9 qui seront immergés dans notre lycée pour y découvrir nos filières de formation. C'est une contribution au parcours Citoyen et Avenir à travers les Arts et métiers.
Projet en lien avec la découverte professionnelle, les arts plastiques et visuels, la technologie, l'histoire, le français, la SVT.
Ce croisement entre les enseignements est un enrichissement pour le projet qui permettra aux élèves de mobiliser des connaissances et compétences travaillées. Ce travail de "métacognition", leur permettra d'expliciter les savoirs et compétences acquises.

Moyens mis en œuvre :
1. Sorties culturelles et rencontres de professionnels :
-PIE : « Métiers des musées et du spectacle vivant » 2017-2018
La Briqueterie, Vitry / le Crédac, Ivry / le MAC VAL, Vitry.
-Visite d'un atelier de Sérigraphie et de création textile (industrie graphique) et des ateliers de décors du lycée professionnel Chérioux (devis Atelier le Temporaire).
-Visite du musée des Arts décoratifs de Paris pour découvrir le Design et l'imagerie publicitaire.
-Visite de musée détenant des œuvres d'Andy Warhol
-Rencontre de professionnels et d'artistes qui s'inspirent du Pop Art.
2. Productions :
-Les capsules vidéos sur les métiers.
-Les auto-portraits en sérigraphie à la manière d'Andy Warhol (atelier d'accompagnement avec le sérigraphe)
-L'exposition sur le thème du Pop Art et les métiers de la communication (publicité, industries graphiques, la presse, l'architecture et le design, la publicité, l'esthétique, la coiffure, la mode ...).

- Mini spectacle vivant se traduisant par le défilé des autoportraits façon Pop Art en y intégrant une expression corporelle et un support musical.
3. Valorisation :
des créations artistiques d'élèves : sérigraphie, tee-shirts (devis Ugap) et technique du pochoir, affiches, dans différents stands mis à disposition le jour des journées portes ouvertes et lors de la journée de la femme banalisée dans notre lycée.
Diffusion des capsules vidéo sur le site de l'établissement et auprès de collèges du Val-de-Marne.
Diffusion du court métrage sur le projet lors de JPO, de la journée de la femme et sur le site du lycée.
4.Co-construction d'un synopsis réalisé sur le projet en partenariat avec un réalisateur vidéaste.

Intérêt régional :
1. Lutte contre le décrochage scolaire grâce à une pédagogie motivante.
2. Formation de futurs citoyens d'Ile de France :
-ouverts à la culture
-acteurs de leurs savoirs (savoir-être, savoir-faire)
-préparés à une meilleure insertion professionnelle
3. Découverte de structures culturelles du Val-de-Marne (voir PIE) et région IDF.
4. Découverte de différents lycées du département en lien avec le projet.
5. Réalisation par les élèves d'objets design, de T-shirts avec le logo de la Région. Mise en valeur de ces objets créés avec l'aide de structures culturelles et artistiques d'Ile de France.
6. Défilé pendant les journées (Portes ouvertes et journée de la femme) avec le logo IDF.
7. Les journées portes ouvertes où les visiteurs sont issus des 3 départements de l'Ile de France (sections esthétique et coiffure sont désectorisées) permettront de valoriser les productions présentées avec un panneau précisant le financement du projet par la Région.
8. Projet présenté à la CARDIE (Cellule académique recherche, développement, innovation, expérimentation) sera valorisé lors de la demi-journée de présentation de projets innovants.

Public(s) cible(s) :
21 élèves
1. de 3ème prépa pro :
-souvent en difficulté scolaire et personnelle
-manque de confiance en eux, et image négative d'eux-mêmes (reconstruction par la valorisation, la reconnaissance et l'enrichissement personnel...)
-malgré le module "découverte professionnelle", leur orientation et choix de filière reste compliquée pour eux.
-manque de concentration et de motivation (nécessité d'une pédagogie rythmée et variée)
-manque d'autonomie (élèves acteurs du projet)
2. Collèges : diffusion des capsules vidéo
3. Visiteurs (parents, élèves, enseignants) lors des journées portes ouvertes
4. Professionnels des différentes structures participantes pour avoir un retour sur les productions des élèves et l'appropriation de leur démarche de construction.

Localisation géographique :
- LP ARMAND GUILLAUMIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fourniture	84,00	1,34%
Frais de réalisation de film 66,4h*75€	4 980,00	79,50%
Frais d'atelier sérigraphie "Le Temporaire" 20h*60€	1 200,00	19,16%
Total	6 264,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	6 264,00	100,00%
Total	6 264,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 264,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 679,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	870,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 036,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	189 392,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	19 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 870,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 146,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	55 869,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	24 172,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	151 286,00 €
2015	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 651,14 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 970,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 060,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 099,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 458,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 500,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	110 745,00 €
2016	Ecolycées franciliens	6 000,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 400,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 810,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	2 140,00 €
2016	Travaux de maintenance	12 965,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 840,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 027,73 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	24 320,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	28 140,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	14 690,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	100 615,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 199,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 744,00 €
2017	Travaux de maintenance	30 627,00 €
	Montant total	815 928,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025392

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME - PROJET N°614 - CO-ANIMER UN ATELIER DE PRATIQUE THEATRALE POUR AIDER LE PARCOURS SCOLAIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 714,00 €	100,00 %	12 714,00 €
	Montant Total de la subvention		12 714,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME
Adresse administrative : 16 AVENUE MARC SANGNIER
75014 PARIS 14EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Nicolas BRAY, Proviseur
N° SIRET : 19750690000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
L'année précédente déjà, Pierre Dubin avait pris l'initiative de développer la création artistique par un atelier théâtre proposé à un groupe de 6ème au sein de ce même collège, l'objectif affiché étant de lutter contre le décrochage scolaire, en ciblant particulièrement les élèves en grande difficulté éducative et comportementale, au sein de l'établissement. Un travail complexe ces deux années durant, qui nous offre dorénavant un socle de compétences solides dans la gestion d'élèves atypiques en situation difficile dans leur scolarité. Cette expérience, dont l'aboutissement est un spectacle, fut très appréciée par l'établissement ainsi que par les acteurs.
L'engagement de ces élèves pratiquant une activité artistique au sein de l'établissement démontre à quel point cette pratique favorise la réussite scolaire.

Cet atelier est la promesse d'un partage. Accueillir les lycéens, écouter, percevoir toutes leurs envies dans un espace-temps propice au lâcher prise, au déploiement de l'imaginaire, chercher ensemble et à partir d'une base commune, les accompagner dans leur affirmation de soi, pas à pas.

Construire ensemble une forme artistique théâtrale, élaborée entièrement à partir d'eux, par eux, et qu'ils puissent du même coup aborder toutes les phases du processus de création, individuellement et collectivement. Forme bien sûr finalement représentée, en confrontant leur travail à un public, aboutissement indispensable de cette création.

Description :
L'un des objectifs du projet est la maîtrise de la langue, la prévention du décrochage, la réussite de tous les élèves. Le lycée est classé "sensible" et ce projet semble approprié notamment par la vive attention des élèves pour sa mise en place. Le choix d'intervenir précisément au sein de ce lycée n'est pas neutre. La cité scolaire François Villon fait partie du 14è arrondissement de Paris où la culture a un rayonnement important, notamment grâce à ses nombreux théâtres. Mais cette proximité géographique cache un éloignement sociologique affirmé. L'Atelier Théâtre propose d'initier et de sensibiliser des élèves qui ne connaissent pas la pratique culturelle.
La pratique théâtrale s'avère être un vecteur essentiel de réussite scolaire grâce à son approche plurielle et thématique de la société.
Citons ici : l'écoute, la confiance en soi, la prise de parole et le travail collectif. Ces notions-clés deviennent de véritables atouts, une fois maîtrisées, par le biais du théâtre, pour qui sait les utiliser.

La pratique théâtrale au sein du lycée François Villon, classé "sensible", vise un public très précis, scolairement fragile.
L'Atelier Théâtre c'est le vivre ensemble: chaque élève fait partie d'un groupe dont il est indispensable, pour son fonctionnement, mais aussi par son individualité. Le suivi personnalisé de notre atelier grâce à sa prise en charge par deux intervenants, permet d'accompagner les élèves difficiles individuellement, mais aussi de les inscrire dans une démarche de groupe. C'est un véritable tremplin à l'acclimatation et la responsabilisation au sein d'un groupe, et par extension d'une classe, et d'une attitude responsable au sein d'un établissement.
Quelles que soient les spécificités de chaque élève, ils ont la possibilité de pouvoir s'exprimer sur le climat scolaire de l'établissement. L'Atelier Théâtre offre un dialogue interne, par, et pour les lycéens, capable de désamorcer des tensions entre élèves-élèves et adultes-élèves. Ce cadre favorise d'ailleurs le dialogue avec l'adulte, pendant les années complexes de l'adolescence et de son rapport à l'autorité.

Qu'il s'agisse, pour les élèves d'examens écrits, d'oraux, les travaux que propose l'atelier développent les capacités de chacun à mobiliser son attention et gérer son stress.
La nécessité et l'envie de partager avec eux, plus qu'ailleurs encore, la richesse d'une pratique artistique, écrivent notre mission en caractères gras: leur ouvrir des accès, leur servir de tremplin.
C'est également l'endroit où les qualités essentielles que sont l'écoute, le respect de l'autre et le goût du partage peuvent naître ou s'étoffer, pour se déployer ensuite tout au long de leur scolarité.

Co-animer un atelier de pratique théâtrale, pour des lycéens, en capitalisant sur les vertus thérapeutiques du théâtre afin de les aider dans leur parcours scolaire et leur développement personnel.

Ce groupe est encadré par 2 animateurs, étant tour à tour, l'un "animateur référent" (donne les consignes, explique les jeux...), l'autre, observateur ou participant selon les besoins du groupe, et inversement et propose un espace de liberté propice à la créativité.

Atelier hebdomadaire de 2 heures.

En préambule, des exercices d'échauffement servant à explorer détente, concentration, respiration, expression corporelle et vocale. Nous expérimenterons, par une approche ludique, les outils de l'acteur: le corps, la voix, le souffle et l'imaginaire, à travers échauffements, exercices dans l'espace et improvisations, en créant une énergie commune.
Découverte des différentes possibilités d'expression et d'émotion.

Exercices et jeux collectifs.
Travail sur la conscience scénique (présence, écoute, espace, rythme..).

Travail de textes, poèmes, chansons, scènes :
- improvisations, simples, collectives, croisées.
- interprétation de textes poétiques, fables, paroles de chansons, scènes du répertoire classique et contemporain.
- définition des situations, mise en lumière des ressorts dramatiques, construction de personnages.
- construction d'une histoire en vue d'une représentation.

Ce cours se veut ouvert aux propositions des jeunes, à ce qu'ils aimeraient exprimer. Les choix de pistes de travail s'affinent selon l'importance du groupe, sa composition, ses attentes.

Présentation de travaux : sur place ou dans un théâtre voisin (Théâtre 14, le Monfort Théâtre..), pour une ou deux représentations.

Sorties au théâtre :
3 spectacles pendant l'année scolaire mais aussi visite d'un théâtre, rencontre avec une équipe artistique (Théâtre de l'Odéon, de la Ville, du Rond-Point, du Soleil ...).

Moyens mis en œuvre :
Cet atelier encadré par deux intervenants, tous deux membres de la Cie "LES GENS DU 4 AVRIL", est riche du parcours et de l'expérience accumulés par chacun d'entre eux, de leur savoir-faire et de la confrontation de leurs regards sur les participants.

Aurélien Rusterholtz, fondatrice de la Cie-école "LES GENS DU 4 AVRIL", après une formation d'excellence au sein de l'École Nationale Supérieure d'Art Dramatique du Théâtre National de Strasbourg, a accumulé depuis plus de 20 ans des expériences professionnelles heureuses, à la scène comme à l'image, et, ces dix dernières années, a multiplié les expériences pédagogiques pour des publics très divers.

Pierre Dubin, comédien de formation, nouveau membre de la Cie-école "LES GENS DU 4 AVRIL", a aussi travaillé en milieux difficiles en tant qu'assistant d'éducation (AED), pendant trois ans en REP+, au Collège Bellefontaine de Toulouse, puis en REP à François Villon ; il y a développé de réelles qualités auprès de ces jeunes aux profils différents, et a su s'en faire apprécier par ses qualités de pédagogue.

Est conviée à cet atelier en qualité d'intervenante extérieure, Madame Danila Massara, danseuse et chorégraphe pour la Cie "Linea D'Aria", afin d'approfondir le travail du geste et de l'investissement du corps, complémentaire au travail théâtral. Elle propose un parcours de "danse-théâtre" où la technique aide la recherche d'une gestuelle originale et expressive. En profitant des qualités individuelles, l'objectif est de découvrir que le corps non seulement danse, mais aussi émeut.

3 sorties dans l'année, en choisissant chaque fois des répertoires différents, afin d'exciter leur curiosité et leur montrer plusieurs approches artistiques possibles et également en étroite relation avec le Monfort théâtre, très désireux d'affirmer son action culturelle dans le milieu scolaire, auprès de ces jeunes-là.

Public(s) cible(s) :
45 élèves de Sde, 1ère et Terminale de la filière générale, toutes spécialités confondues.

Localisation géographique :
- LYP FRANCOIS VILLON (PARIS 14)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Cie Gens 4 avril 120h*75€	9 000,00	70,79%
Intervenant Linéa d'Aria 18*75€	1 350,00	10,62%
Frais accessoires	2 000,00	15,73%
Sorties spectacles	364,00	2,86%
Total	12 714,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	12 714,00	100,00%
Total	12 714,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 714,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 350,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 811,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 310,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	232 284,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	55 776,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 117,00 €
2014	Travaux de maintenance	209 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 300,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 994,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 441,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	126 070,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	523,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 921,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	231 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 569,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 670,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 441,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	100 907,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 672,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 993,00 €
2016	Travaux de maintenance	142 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 257,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 362,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 452,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	88 840,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	74 332,80 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 132,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	6 570,00 €
2017	Travaux de maintenance	465 702,00 €
	Montant total	1 622 425,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025483

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LGT MAXIMILIEN SORRE CACHAN (94) - PROJET N°618 - ACCOMPAGNER DES ELEVES POUR LE BACCALAUREAT ET LEUR POURSUITE DE FORMATION - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 750,00 €	100,00 %	3 750,00 €
	Montant Total de la subvention		3 750,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT MAXIMILIEN SORRE CACHAN
Adresse administrative : 61 AVENUE DU PDT WILSON
94230 CACHAN
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Sophie BLOCH, Proviseure
N° SIRET : 19940580400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- préparer les matières échouées au bac général,
- reprendre confiance en soi,
- obtenir le diplôme du bac,
- préparer une poursuite de formation ou d'insertion post-bac.

Description :
Chaque année après les entretiens de situation, il reste un certain nombre d'élèves :
- issus des classes de terminales de bac général qui ont échoué à l'examen et qui souhaitent redoubler leur année mais les établissements ne peuvent pas les accueillir faute de place ;
- emménageant dans le département du Val de Marne et qui ont échoué au bac et qui souhaitent également redoubler leur année de terminale.

Ces élèves sont accueillis dans dispositif de re-préparation au bac (DIREA), ils re-préparent les matières pour lesquelles ils n'ont pas obtenu la moyenne à l'examen. Ils ont des cours en commun (philosophie et

langues) et ils ont des cours différenciés selon leur spécialité (maths, physique, SVT, histoire/géographie, sciences économiques et sociales).
Bien que motivés et volontaires en début de l'année, il s'avère que ces élèves se révèlent absentéistes et ont un faible niveau. L'équipe pédagogique constate un manque de travail personnel, une absence de projet de vie et un manque de confiance.

Ces élèves ont besoin d'un accompagnement et d'une écoute particulière qui pourraient les aider à :
- connaître et renforcer leurs points forts,
- gérer leur stress,
- envisager un projet après leur bac.

Une réunion d'information collective avec :
- la présentation de l'action aux élèves et aux familles (objectifs, déroulement, durée, poursuite de parcours possibles…)
- l'inscription des élèves volontaires.

Du mois de novembre jusqu'aux épreuves du baccalauréat :
- entretien individuel,
- inscription au baccalauréat,
- mise en place des cours selon les emplois du temps adaptés pour les séries ES et S,
- module de sophrologie.

A partir du mois de janvier 2018 : 3 modules :
- connaissance de soi – élaboration de projet,
- mécanismes d'apprentissage – méthodologie,
- communication.

Fonctionnement : nombre d'élèves par module : chaque module pourra accueillir 8 élèves maximum. Il conviendra de prévoir deux groupes si l'effectif est de 16.

Durée : du démarrage de l'action (le plus tôt possible) à fin mai 2018. Prévoir 10 heures par module, soit 30 heures au total.

Co-animation : afin de permettre un croisement des regards, chaque module est co-animé avec un membre de la communauté éducative (CPE).

Entretiens individuels : des entretiens individuels peuvent s'avérer nécessaire pour aborder des problématiques personnelles entravant le processus de re-préparation de diplôme mais qui sont difficiles à traiter en groupe. Prévoir 10 heures (soit 20 entretiens).

Concertation : participation aux réunions de concertation : 5 x 2 heures.

Participation à la procédure Admission Post-Bac.

Moyens mis en œuvre :
Le lycée est porteur de cette action départementale pour accueillir les élèves qui souhaitent redoubler leur année de terminale pour obtenir leur baccalauréat du mois d'octobre au mois de juin.
Il offre les ressources humaines (équipe pédagogique) et matérielles (salles de cours et T.P.) nécessaires au bon déroulement de l'action
Intervenants :
-coordonnatrices de la MLDS
-C.P.E.
-Directrice déléguée aux formations technologiques

-Conseillère d'orientation
-Enseignants de l'éducation nationale
Partenaire extérieure : Mme Chantal DANOUN, psychologue clinicienne

Public(s) cible(s) :
20 élèves qui ont échoué au bac général des lycées du Val de Marne ou emménageant dans le département et qui souhaitent redoubler leur classe de terminale

Localisation géographique :
- LYT MAXIMILIEN SORRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Maison des Arts de Créteil 50h*75€	3 750,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	3 750,00	100,00%
Total	3 750,00	100,00%	Total	3 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 780,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 909,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 500,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	334 114,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	18 806,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 712,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 572,60 €

2014	Travaux de maintenance	89 129,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 179,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	251 713,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 026,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 041,92 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	294 543,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	0,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 331,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	4 100,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 400,00 €
2015	Travaux de maintenance	304 800,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	826,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 700,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	107 953,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 419,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	250 528,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 326,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	110 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 955,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	10,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	100 773,52 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 432,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	242 362,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 746,83 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 964,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	16 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	103 000,00 €
	Montant total	2 115 037,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025518

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LP LYC METIER LOUIS BLERIOT SURESNES (92) - N° 623 - FAIRE DECOUVRIR ET FAIRE PRENDRE CONSCIENCE DES DIFFICULTES D'INTEGRATION DES HANDICAPES ET PLUS LARGEMENT L'ACCEPTATION DES DIFFERENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 031,00 €	100,00 %	4 031,00 €
	Montant Total de la subvention		4 031,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER LOUIS BLERIOT SURESNES
Adresse administrative : 67 RUE DE VERDUN
92150 SURESNES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :
N° SIRET : 19920171600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 30 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser l'acceptation des différences au sein du lycée ; valoriser l'intégration des élèves et montrer que chacun à sa place dans la société.
Développer des compétences dans les différentes matières (professionnelles et générales).
Renforcer la cohésion et la solidarité entre les élèves.

Description :
-Rédiger et faire jouer une petite scène de théâtre sur les difficultés d'intégration du handicap.
Après le visionnage du film « patients » et la lecture de textes de slam sur le thème de la différence, rédiger des petits textes de slam et les faire jouer.
Inviter toute la communauté scolaire à participer à ce projet pour faire prendre conscience des difficultés d'intégration des handicapés en organisant une journée banalisée.
Faire vivre aux élèves le handisport sous la forme de petits ateliers; création d'une petite scène par les

élèves en menuiserie et les éclairages par les élèves en électrotechnique.

La majorité des classes du lycée participent au projet, trois classes de CAP (menuiserie, plomberie et électricité), une classe de Première bac pro énergétique, une classe de terminale électrotechnique. Cela favorisera la cohésion et l'intégration de tous les élèves.

Moyens mis en œuvre :
Ateliers d'écriture et de mise en scène théâtrale, ateliers de slam, ateliers d'handisport, rencontres avec des auteurs.

Public(s) cible(s) :
70 élèves, en priorité, les classes de CAP, de première et terminale bac professionnel, dans les 3 filières (énergétique, menuiserie et électrotechnique) et, à terme, toutes les classes du lycée.

Localisation géographique :

- LP LOUIS BLERIOT (SURESNES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Premier de Cordée	1 200,00	29,77%
MGI	800,00	19,85%
Menuiserie	1 556,00	38,60%
Livres et CD	475,00	11,78%
Total	4 031,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	4 031,00	100,00%
Total	4 031,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 031 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 405,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 118,00 €

2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 533,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	102 277,00 €
2014	Ecolycées franciliens	1 400,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 236,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 555,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 560,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 074,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 675,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	106 247,00 €
2015	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 555,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 500,00 €
2015	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 112,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 773,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 184,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	66 827,00 €
2016	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	23 877,82 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 465,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	6 400,00 €
2016	Travaux de maintenance	53 133,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 140,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 019,60 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 276,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	65 498,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	26 000,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 222,00 €
2017	Travaux de maintenance	38 000,00 €
	Montant total	686 785,42 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025519

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL (95) - N° 624 - VALORISER LA FILIERE STMG AUTOUR DES OUTILS ET SAVOIR ETRE, REMOBILISER DES ELEVES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 557,00 €	100,00 %	10 557,00 €
	Montant Total de la subvention		10 557,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL
Adresse administrative : 9 RUE LOUIS MASSIGNON
95104 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Etienne RECOING, Proviseur
N° SIRET : 19950640300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
Revalorisation de la filière STMG autour des outils et des savoir être.
Remobiliser les élèves,
Donner une valeur ajoutée à la filière,
Acquérir les codes pour faciliter l'intégration dans le supérieur et leur donner les codes pour réussir,
Il faut donner à cette filière des moyens de différenciation positive qui vont valoriser les élèves et leur donner le sentiment d'être dans une filière à part entière avec ses compétences propres,
Apprendre à travailler efficacement en groupe.

Description :
Le projet est mené par une équipe de professeurs volontaires qui travaillent en interdisciplinarité.
Le projet s'articule autour de 4 points forts :

- les codes
Travail sur les codes de langages attendus à l'école et en entreprise. Travail théâtral en collaboration avec le professeur de français : création de saynètes mettant en avant des situations professionnelles ou de la vie quotidienne. Ecriture du scénario, apprentissage du texte et restitution devant les autres élèves. Travail équivalent en langues.
Match d'argumentation.
Travail sur les codes en droit et sciences de gestion. Travail sur la tenue vestimentaire : quelle tenue pour quel événement ?
Travail sur le CV, savoir se présenter.

- Renforcement des connaissances technologiques
Apprentissage des connaissances informatiques de base : Word, Excel, Powerpoint, PGI.
Concevoir une affiche
Concevoir un film (du scénario jusqu'au montage avec un travail d'écriture en collaboration avec l'ensemble des professeurs)
Match d'argumentation entre élèves et avec d'autres lycées.
Concevoir un blog propre à la classe qui sera en ligne sur le site du lycée afin de constituer la vitrine du travail réalisé en ateliers (communication visuelle, image véhiculée...).

Donner à ces élèves des compétences qui leur permettront de réussir leur bac mais surtout de s'insérer plus facilement dans l'enseignement supérieur et faciliteront leur employabilité à plus long terme.

- Ouverture culturelle
Sorties au théâtre (Argenteuil et comédie Française)
Sortie en lien avec le programme d'histoire : centre minier et musée de Roubaix)
De l'impressionnisme au Street Art
Toutes ces sorties donnent lieu à un travail de restitution soit écrite, orale ou sous forme vidéo.

- L'orientation
Un travail de fond doit être fait en parallèle pour aider les élèves avec la mise en place d'un tutorat : chaque professeur est responsable d'un groupe de 5 élèves qu'il suit, renseigne.... pour les aider à surmonter leur difficultés mais également pour préparer leur orientation et projet professionnel.

A l'issue de leur classe de 1ère, les élèves partent avec une sorte de Book, panorama en photos et en textes de leur année.

Moyens mis en œuvre :
Les enseignants travaillent en complémentarité avec des intervenants extérieurs (théâtre et vidéo)
Les ateliers sont organisés par groupes d'élèves de 12 : besoin de 3 caméras, 1 pied, & disque dur et 3 cartes SD.
Les ateliers se tiennent en dehors des heures de cours traditionnelle et mobilisent une partie de l'équipe pour chaque intervention.

Public(s) cible(s) :
35 élèves concernés sont les élèves d'une classe de première STMG dont l'effectif est de 35.
Il s'agit d'élèves au parcours scolaire souvent chaotique : ils ont très souvent été confrontés dès leur plus jeune âge à des difficultés scolaires. Cette orientation est le plus souvent subie et non choisie d'où une démotivation.

Localisation géographique :
- LYC GEN TECH JULIE VICTOIRE DAUBIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caméras	1 200,00	11,37%
Cartes SD 64 GO	120,00	1,14%
Pied de caméra	25,00	0,24%
Disque dur Terra	100,00	0,95%
Achat Book	370,00	3,50%
DVD	20,00	0,19%
Pièce de théâtre : L'Héritier du Village	350,00	3,32%
Fellag Bled Runner	350,00	3,32%
A vif	350,00	3,32%
Comédie Française	525,00	4,97%
Centre minier LEWARDE	238,00	2,25%
Musée d'Art et d'industrie Roubaix	192,50	1,82%
Transport Bus	1 074,00	10,17%
Des impressionnistes au Street ART : Giverny	192,50	1,82%
Visite Street ART Paris	250,00	2,37%
Transport Bus	700,00	6,63%
Intervenants vidéo film	4 500,00	42,63%
Intervenant théâtre	0,00	0,00%
Total	10 557,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	10 557,00	100,00%
Total	10 557,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 557,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 150,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	41 897,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	10 060,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	239 067,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	18 305,00 €

2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 274,00 €
2014	Travaux de maintenance	10 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 565,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	44 267,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 674,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 530,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	197 545,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	65 500,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 522,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	19 300,00 €
2015	Travaux de maintenance	23 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 845,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 881,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	13 023,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 870,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	153 995,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 158,00 €
2016	Travaux de maintenance	60 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 347,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-2 487,50 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	136 623,00 €
2017	Ecolycées franciliens	1 000,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 476,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 727,00 €
	Montant total	984 046,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025520

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EREA EDITH PIAF PARIS 20EME - PROJET N°615 - ATELIER THEATRE A DESTINATION DES ELEVES UPE2A ENSA DE L'EREA EDITH PIAF ET D'ELISA LEMONNIER - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 500,00 €	56,00 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EREA EDITH PIAF PARIS 20EME
Adresse administrative : 316/322 RUE DE BELLEVILLE
75020 PARIS 20EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Monique GOGUEL, Proviseure
N° SIRET : 19750828600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
Mixer des territoires et des publics adolescents : 11,12, 19 et 20èmes arrondissements.
Ouvrir l'intérêt culturel et artistique dans différents lieux artistiques.

Maintenir les élèves dans une dynamique d'apprentissage et d'assiduité par la pratique théâtrale en mettant à profit les techniques artistiques et monter une pièce de théâtre "J'appelle mes frères" de l'auteur contemporain Jansen Khémiri.
Faire une tournée parisienne dans différents lieux Halle Pajol / Eréa Edith Piaf / Lycée Lemonnier/ Maison du geste et de l'Image et la Maison des Métallos.
Découvrir des spectacles aux Théâtres du Tarmac et à la Maison des Métallos.

Description :
Les Compagnies de l'Astre et Hors Piste proposent de réunir en atelier théâtre les élèves de la classe

ENSA (élève non scolarisés antérieurement) et les élèves du LPO Elisa Lemonnier à raison d'une fois par semaine et d'un stage lors des vacances scolaires de la Toussaint.
Tout au long du projet les élèves peuvent partager leurs compétences autour de : la prise de parole, l'aisance corporelle, la mémorisation, l'articulation ...

Créer une passerelle entre des lycéens francophones/non-francophones autour du texte « J'appelle mes frères » de Jonas Hassen KHEMIRI et mettre à profit ce texte de théâtre pour questionner un thème d'actualité « ...jouant avec les préjugés envers les autres et envers nous-mêmes... Dans un paysage urbain, l'arrière-plan politique d'une société se dessine et se révèle. La multiplicité des appartenances et des identités culturelles et cultuelles sème bientôt le doute. Les apparences sont toujours trompeuses... Un banal signe de la main se transforme en menace de mort. Un coup de fil devient un message de l'Autre Camp. Je deviens Tu qui devient Nous... »

Atelier en 3 temps :
- Un premier temps dédié à la rencontre du groupe : A l'occasion de l'événement « Culture au Quai » (http://www.cultureauquai.com/), l'ensemble du groupe de participe à une journée de découverte et de rencontre de différentes propositions culturelles, d'artistes et de spectacles. Lors de cette journée, les jeunes peuvent suivre un parcours artistique personnalisé.
- Un deuxième temps dédié à la pratique théâtrale, la lecture du texte et la mise en scène de la forme définitive en raison de plusieurs rencontres entre les 2 établissements scolaires et d'un hors-temps scolaire durant les vacances d'octobre.
- Un troisième temps autour d'un spectacle dont ils sont les acteurs sous la forme d'une « tournée »

Dates : octobre 2017 à janvier 2018 avec un stage pendant les vacances d'octobre.

Moyens mis en œuvre :
Deux compagnies de théâtres interviennent auprès des élèves : Cies de l'Astre et Hors Piste. Deux structures ayant pour cahier des charges de travailler avec les publics scolaires en difficultés.

Quatre intervenants, comédiens, metteurs en scène, vidéastes travailleront avec les élèves de l'Eréa Edith Piaf et du LPO Elisa Lemonnier.

Une salle de répétition mise à disposition à la Halle Pajol.

Des lieux de spectacles qui accueillent la production "J'appelle mes frères" montée au cours des ateliers et répétitions.

Public(s) cible(s) :
30 élèves, des jeunes allophones non scolarisés antérieurement. La classe UPE2A ENSA scolarise des élèves ayant ce profil. Les élèves volontaires du Lycée Elisa Lemonnier tous niveaux et sections confondus.

Localisation géographique :
- EREA EDITH PIAF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant atelier théâtre 42,66h*75€*2	6 400,00	51,20%
Frais vidéaste 42,66h*75€	3 200,00	25,60%
Frais de salles	800,00	6,40%
Frais de régisseur	300,00	2,40%
Frais d'accessoire et matériel	300,00	2,40%
Frais administratif	1 500,00	12,00%
Total	12 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	7 000,00	56,00%
Participation de l'établissement	1 000,00	8,00%
Participation mairie du 20ème	1 500,00	12,00%
Participation Association Cie Hors Piste	1 500,00	12,00%
Participation Fondation RATP	1 500,00	12,00%
Total	12 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 726,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 799,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 384,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 952,80 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	101 209,85 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	112 500,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 247,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 280,00 €
2014	Travaux de maintenance	224 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 499,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 799,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 790,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	96 441,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	144 025,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 422,00 €
2015	Travaux de maintenance	55 500,00 €

2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 178,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 242,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 253,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	1 147,50 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 670,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	103 326,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 500,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 150,00 €
2016	Travaux de maintenance	55 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 479,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 047,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	2 221,92 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	74 855,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 701,06 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 830,00 €
	Montant total	1 088 529,28 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025617

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LPO LYC METIER FERNAND ET NADIA LEGER ARGENTEUIL (95) - PROJET N°625 - LA DESIROTHEQUE BREVES DE METIERS - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 825,00 €	100,00 %	6 825,00 €
	Montant Total de la subvention		6 825,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FERNAND ET NADIA LEGER ARGENTEUIL
Adresse administrative : 7 ALLEE FERNAND LEGER 95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :
N° SIRET : 19951811900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Notre but à travers cette action est de mettre l'élève au centre de la question du désir d'avenir et de le rendre acteur de cette problématique qu'il subit trop souvent de manière passive. En rencontrant des professionnels sur leur lieu de travail et surtout en abordant avec eux la question de l'engagement personnel dans l'activité professionnelle, les élèves sont alors renvoyés à la question de leur orientation et de leur rapport à l'institution scolaire d'une manière originale, dynamique et motivante.

Description :
L'action Désirothèque consiste en la réalisation par des élèves de Brèves de métiers : des documentaires filmés d'une dizaine de minutes sur un professionnel interrogé sur son métier sous l'angle du désir. L'entretien a lieu sur le lieu de travail du professionnel. Les élèves sont en charge de l'élaboration du questionnaire et manipulent caméras et système d'enregistrement sonore sur les lieux du tournage. Plus qu'une simple fiche métier, les Brèves de métiers font le pari d'une rencontre entre les jeunes et des professionnels, et témoigne de parcours de vies.

- Promotion de la filière professionnelle BAC PRO HPS (Hygiène-propreté-stérilisation)
- Lutte contre le décrochage
- Développement des partenariats Entreprises et installer progressivement la filière d'apprentissage (UFA HPS)

Moyens mis en œuvre :
Deux Brèves de métiers sont réalisées par la classe, en demi-groupe.
Les tournages sont préparés par un atelier mené par un ou une comédien/ne et un ou une réalisateur/trice de documentaire, afin de former le groupe à l'art de l'écoute et du questionnement, à l'élaboration du questionnaire, puis d'encadrer les élèves lors du repérage sur les lieux du tournage, de la scénarisation et du tournage.
Cette action se conçoit dans un réel partenariat entre les intervenants de Diptyque Théâtre, la direction de l'établissement et l'équipe enseignante. Pour cela, l'implication d'un ou plusieurs professeurs référents dans le projet est primordiale, car elle permettra à l'action de trouver une continuité au-delà de l'atelier : poursuite des réflexions engagées (orientation, désir de métier et d'avenir, confiance en soi, etc.), et résonance des thématiques dans d'autres disciplines.

Public(s) cible(s) :
12 élèves en Bac Pro HPS manquent souvent de motivation à leur arrivée en seconde, et la filière souffre d'une désaffection. Par La Désirothèque il s'agit de chercher à impliquer davantage les élèves dans leur filière en leur faisant rencontrer des professionnels dans des champs d'activité proche des débouchés du bac Pro HPS.

Localisation géographique :
- LYP FERNAND ET NADIA LEGER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Comédien 31 h x 75 €, 12 élèves	2 325,00	34,07%
Comédien 28 h x 75 €, 12 élèves	2 100,00	30,77%
Location matériel	400,00	5,86%
Montage brèves	600,00	8,79%
Transport élèves	1 400,00	20,51%
Total	6 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	6 825,00	100,00%
Total	6 825,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 825,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	28 039,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 653,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	265 193,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	88 818,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 197,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 943,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	66 408,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 867,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	227 007,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 348,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 408,00 €
2015	Travaux de maintenance	2 300,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 004,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 583,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	16 945,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 800,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	175 929,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 694,00 €
2016	Travaux de maintenance	68 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 864,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 334,10 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 631,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	39 284,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	18 540,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	180 902,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	70 336,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	54 852,00 €
2017	Travaux de maintenance	170 000,00 €
	Montant total	1 407 386,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025666

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LGT JULES VERNE LIMOURS - N° 626 - CREATION D'UN ATELIER DE PRATIQUE THEATRALE EN VUE D'AMELIORER L'EXPRESSION ORALE LORS DU PASSAGE DES ELEVES AUX EXAMENS ET DES INTERVENTIONS EN COURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 700,00 €	100,00 %	2 700,00 €
	Montant Total de la subvention		2 700,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JULES VERNE LIMOURS
Adresse administrative : ROUTE D'ARPAJON
91470 LIMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :
N° SIRET : 19911983500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre aux élèves de prendre confiance en eux en améliorant la qualité de leur expression orale aux travers de la pratique théâtrale.

Description :
Ateliers mis en place par M. Sebrié (enseignant) et animés par la compagnie Théâtrale de la Cité (Théâtre de Bligny).
Tous les élèves du lycée sont concernés, notamment les élèves de première et terminale (classes à examen).
Nombre d'élèves : 150 environ

Moyens mis en œuvre :
Moyens éducation nationale pour l'enseignant
Moyens budgétaires pour l'intervention théâtrale

Intérêt régional :
Diminuer l'anxiété des élèves au moment des examens et augmenter la qualité de réussite de nos élèves dans le cadre des oraux (examens, entretiens, prise de parole en classe...)

Public(s) cible(s) :
Les élèves du lycée et plus particulièrement les élèves de première et de terminale

Localisation géographique :
- LYP JULES VERNE (LIMOURS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Théâtre de Bligny	2 700,00	100,00%	Région Ile-de-France	2 700,00	100,00%
Total	2 700,00	100,00%	Total	2 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 650,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 080,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	16 200,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	137 691,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 827,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 300,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 191,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les	29 197,16 €

	restaurants scolaires des lycées publics franciliens	
2015	Dotation globale de fonctionnement	134 404,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 812,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 348,00 €
2015	Travaux de maintenance	34 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 370,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 759,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	20 582,91 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	103 070,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	34 728,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 200,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	100 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	155 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 650,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	24 061,70 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	28 733,73 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	99 691,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	27 240,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 377,00 €
2017	Travaux de maintenance	15 000,00 €
	Montant total	968 201,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025682

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LPO JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY (93) - PROJET N°621 - ATELIER DESIROTHEQUE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 425,00 €	100,00 %	5 425,00 €
	Montant Total de la subvention		5 425,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY
Adresse administrative : 25 RUE DES TROIS NOYERS 93220 GAGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles CAPS, Proviseur
N° SIRET : 19931233100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 19 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Restaurer le lien avec l'école le goût des apprentissages.
Resserrer les liens entre la formation et le monde de l'entreprise.
Élaborer et valider un projet de formation.

Description :
A la suite du Pôle Bilan Positionnement qui se déroule au 1er trimestre, le lycée accueille une vingtaine de jeunes sans solution (décrochés) de formation ou d'insertion, soit encore scolarisés (décrocheurs) mais particulièrement exposés au risque de sortie prématurée (notamment absentéisme, difficultés scolaires). Bon nombre de ces jeunes souffrent d'une absence de motivation face à leur orientation, facteur majeur de décrochage scolaire. Cette absence de motivation est souvent induite par une estime de soi fragilisée, par un contexte familial difficile, un rapport aux adultes conflictuel. Ils sont issus de 3ème ou de seconde professionnelle ou générale.

Les élèves sont accueillis en moyenne 18h par semaine, pour enrichir leurs connaissances, travailler leur orientation et projet professionnel.

Cet accompagnement se poursuit sur 25 semaines. Beaucoup de ces jeunes sont en manque de reconnaissance. Les échecs parfois successifs participent au manque de confiance en soi. Ils manquent d'assiduité et ne peuvent pas se conforter à la règle. Il s'agit de remobiliser ce public par la mise en place de différentes solutions.

Moyens mis en œuvre :
Un professeur du lycée prend en charge la référence de l'action MLDS.
Les élèves ont des cours de PSE/TRE, arts plastiques, français, mathématiques.
Un conseiller d'orientation vient également 1 fois par semaine pour travailler individuellement avec chaque élève son orientation.
Le but de cette action MLDS est d'amener les élèves à reprendre confiance en eux grâce à un travail individuel ou en petits groupes qui est effectué afin de pouvoir accompagner les jeunes dans leur construction de leur projet professionnel et de leur orientation.

Public(s) cible(s) :
25 élèves de plus de 16 ans, repérés dans le cadre du réseau FOQUALE du district 8 de Seine Saint Denis.

Localisation géographique :

- LP JEAN BAPTISTE CLEMENT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Théâtre Diptyque 31h*75€	2 325,00	42,86%
Intervenant Théâtre Diptyque réalisateur 28h*75€	2 100,00	38,71%
Frais de location de matériels	400,00	7,37%
Frais de montage de "Brèves de métiers"	600,00	11,06%
Total	5 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	5 425,00	100,00%
Total	5 425,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 425,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 228,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 954,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 400,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	101 459,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 816,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 719,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 226,00 €
2014	Travaux de maintenance	134 372,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 587,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 996,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 327,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	105 927,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 842,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 684,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	12 067,00 €
2015	Travaux de maintenance	121 628,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 509,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 193,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 196,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	78 733,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 050,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 684,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 918,00 €
2016	Travaux de maintenance	38 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 223,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 188,60 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 180,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	80 268,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	580,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 200,00 €
	Montant total	952 341,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025684

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LGT JEAN RENOIR BONDY - PROJET N°465 - PROJET FOQUALE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	14 425,00 €	100,00 %	14 425,00 €
	Montant Total de la subvention		14 425,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN RENOIR BONDY
Adresse administrative : 11 RUE FREMIN BP 133
93140 BONDY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19930118500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 7 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- lutter contre le décrochage scolaire par un travail sur l'estime de soi, le désir d'apprendre et par un travail sur la prise de confiance en soi et par une meilleure maîtrise de l'oralité ;
- permettre aux jeunes de se projeter dans un désir d'avenir, de reprendre un parcours de formation et de valider un diplôme ou une certification ;
- lever les freins à l'insertion professionnelle en travaillant sur les codes de savoir-être : expression orale, présentation, hygiène ;
- proposer aux jeunes d'être partie prenante dans leur parcours professionnels mais aussi d'être acteurs de la société dans vie de citoyen ;
-permettre aux jeunes de découvrir des pratiques artistiques et de révéler des talents ou des compétences autres que scolaires ;
- favoriser les échanges et permettre aux équipes d'horizons différents, de travailler ensemble dans l'interdisciplinarité, de raisonner en logique de district autour de thématiques communes ;
- donner du sens au parcours et de l'appétence pour les actions tant du côté des élèves que pour les équipes.

Description :
Le district 7 accueille les jeunes sans solution scolaire dans les actions suivantes :
Actions de remobilisation : emploi du temps 18h à 20h par semaine avec pour objectif de permettre à l'élève de préparer son entrée en formation qualifiante soit en formation initiale, soit en apprentissage.

Modules souhaités sur chaque lieu d'action :
- lycée Jean RENOIR à Bondy, atelier Philo/théâtre et Stage d'écriture et de mise en voix par Diptyque Théâtre.
- lycée Henri SELLIER à Livry Gargan, stage d'écriture et de mise en voix par Diptyque Théâtre, art oratoire par Soif Compagnie.

Pôle d'Accompagnement Vers l'Insertion professionnelle (PAVI) avec pour objectif d'accompagner le jeune vers l'insertion professionnelle et l'apprentissage. Emploi du temps : 10h et accompagnement individuel privilégié :
- lycée Léo Lagrange à BONDY, le module souhaité est l'atelier de valorisation de l'image de soi par unecoach en image.

Action MOREA au lycée Jean Renoir, Atelier philo théâtre avec pour objectifs de maintenir le lien scolaire, révéler ses talents et ses compétences dans des situations professionnelles et pour envisager une poursuite de parcours post bac.

Le lycée Jean Renoir a été choisi pour porter le projet RPT de Foquale car il accueille le plus d'actions avec un intérêt manifeste pour les problématiques du décrochage et il porte historiquement les projets sur le district 7.

Moyens mis en œuvre :
La MLDS mobilise une équipe éducative et pluri disciplinaire, professeurs, tuteurs rémunérée en HSE qui s'implique dans la finalité des projets.
Des réunions trimestrielles entre partenaires et équipes MLDS seront organisées pour assurer la coordination des projets.
Entre janvier et mars un parcours de découverte des CFA sera proposé aux jeunes : visite d'une douzaine de CFA

Public(s) cible(s) :
100 élèves de plus de 16 ans sans solution scolaire habitant le district, sortant des établissements ou emménageant, ayant effectué un entretien de situation (ES).

Localisation géographique :
- LYP JEAN RENOIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre Dyptique stage d'écriture 4 275 €*2	8 550,00	59,27%
Intervenant Art Oratoire	675,00	4,68%
Intervenant Association BGE	3 400,00	23,57%
Intervenant atelier "façon d'être"	1 800,00	12,48%
Total	14 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	14 425,00	100,00%
Total	14 425,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 425,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 892,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 344,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 441,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	301 115,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 278,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 274,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 175,00 €
2014	Travaux de maintenance	224 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 358,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 100,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 800,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	262 646,00 €
2015	Ecolycées franciliens	3 500,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 955,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 711,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	17 965,00 €
2015	Travaux de maintenance	193 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 718,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	225 124,00 €
2016	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 968,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 711,00 €

2016	Projet-Réussite pour tous	14 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	494 582,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	20 926,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 392,20 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	217 915,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	52 864,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 486,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	2 250,00 €
2017	Travaux de maintenance	80 000,00 €
	Montant total	2 188 588,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024833

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LYCEE NOTRE-DAME DES OISEAUX PARIS 16EME - ETUDES SURVEILLÉES ET DIRIGÉES - PROJET N°619 - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 660,00 €	64,80 %	6 260,00 €
	Montant Total de la subvention		6 260,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65741-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOTRE-DAME DES OISEAUX
Adresse administrative : 12 RUE MICHEL-ANGE
75016 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame Dorothée SOKAL, Directrice
N° SIRET : 57219568300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- soutenir les élèves en difficulté par le moyen d'études surveillées et dirigées afin de les accompagner dans l'acquisition des méthodologies d'apprentissage et vers plus d'autonomie dans les révisions des cours et la réalisation des devoirs de maison.
- assurer un certain degré de travail personnel au-delà des cours reçus ;
- donner un appui substantiel en méthodologie de travail et en accompagnement individualisé pour surmonter les difficultés d'apprentissage ;
- offrir un cadre adéquat et un encadrement de qualité pour réviser et assimiler les cours afin de se donner plus de chance de réussir.

Description :
Dans le lycée 2 classes accueillent des élèves rencontrant des difficultés scolaires : une 1ère ES et une Terminale ES/L d'environ 20 élèves chacune.
Ceux-ci peuvent être regroupés autour de 3 profils: des élèves voulant reprendre leur scolarité après avoir connu un décrochage, des élèves qui courent le danger d'un décrochage rapide au regard de leurs fragilités scolaires ou en raison d'une orientation vers des filières où ils ne se projettent pas, des élèves

dont les difficultés scolaires (retour de maladie, sortie progressive de phobie scolaire, mal-être au sein d'une classe à effectif important) peuvent être surmontées par une structure comme la nôtre.
Ces élèves viennent de tous les horizons et sont accueillis sans distinction et sans critère de ressources dans la limite des places disponibles.

De manière générale, ils ont en commun une certaine perte de confiance qui handicape leur capacité à se mettre au travail. La conséquence en est qu'ils en perdent l'habitude du travail en autonomie dès lors qu'il s'agit de faire les devoirs de maison ou d'apprendre les leçons une fois de retour au domicile. Pour certains, les conditions sociales ne sont pas propices au travail à la maison. Le manque d'entraînement induit une perte de toute méthodologie et de toute organisation en vue d'un apprentissage et d'une assimilation méthodiques des cours.

Le projet est d'apporter une solution à ces difficultés en instituant des études surveillées et des études dirigées ouvertes à tous sans conditions de ressources. Les élèves restent dans l'établissement pour étudier et faire leur devoir en bénéficiant de l'accompagnement d'un adulte expérimenté.

Moyens mis en œuvre :

Pour chaque classe 1h d'étude surveillée et 1h d'étude dirigée (les élèves se répartissent sur les deux études) les lundis, mardis et jeudi de chaque semaine, soit au total 12h d'études par semaine.
L'encadrement de ces études est assuré par des surveillants et des professeurs volontaires agissant en dehors de leurs heures de service.

Les études surveillées permettent aux élèves de réviser leurs cours ou de faire leurs devoirs de maisons sous la surveillance d'un adulte. Celui-ci peut apporter son aide à tel ou tel élève. Il a aussi pour tâche de faciliter la collaboration entre les élèves tout en veillant à maintenir un climat propice au travail individuel.
Les études dirigées concernent à tour de rôle les matières fondamentales en classe de 1ère (Français, mathématique et sciences économiques et sociales) et les matières principales en classe de terminale (Philosophie, Mathématiques, histoire géographie et sciences économiques).

Chaque atelier reçoit au maximum 10 élèves.
Une attention toute particulière sur les élèves qui ont décroché ou qui en courent le risque et sont ceux qui sont le plus en difficulté face au travail en autonomie.
Il y a aussi un certain nombre dont l'environnement familial et/ou le milieu de vie (quartier, fréquentation) sont peu propices à un travail après l'école.
Pour d'autres, c'est l'accumulation des lacunes au long des années qui leur a fait perdre toute aptitude à un travail personnel, méthodique et suivi.
Il y a aussi les élèves qui viennent de loin. Pour eux, les trajets journaliers sont déjà un obstacle en soi. La fatigue et le stress des transports sont souvent une difficulté réelle pour reprendre le travail scolaire une fois de retour au domicile. Pour un élève en difficulté cela peut constituer un prétexte ou une excuse pour ne pas travailler.
Vrais handicaps ou prétextes, tous ces élèves ont besoin d'une contrainte supplémentaire pour élever leur désir de réussite et des moyens supplémentaires appropriés pour l'envisager.

Public(s) cible(s) :
40 élèves de 2 classes.

Localisation géographique :

- LCM NOTRE DAME DES OISEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant en études surveillées	3 570,00	36,96%
Intervenant en études dirigées	4 590,00	47,52%
Frais de restauration	500,00	5,18%
Frais d'équipements et matériels didactiques	1 000,00	10,35%
Total	9 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	6 260,00	64,80%
Participation de l'établissement	3 400,00	35,20%
Total	9 660,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 260,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025681

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON 14/07/2017 DOTER L'ÉTABLISSEMENT D'UN DISPOSITIF PROACTIF DE REMOBILISATION ET DE RÉUSSITE COORDONNÉ COMPRIS DES ÉLÈVES ET DES FAMILLES ESPACE DE PAROLE INDIVIDUELS ET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	27 555,00 €	54,44%	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON
Adresse administrative : 5 RUE CORBON
75015 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)

N° SIRET : 19750436800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Doter l'établissement d'un dispositif proactif de remobilisation et de réussite coordonné compris des élèves et des familles Espace de parole individuels et collectifs, créer un organe de détection.

Date prévisionnelle de début de projet : 25 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Notre objectif cette année est de doter notre établissement d'un dispositif proactif de remobilisation, fort afin de favoriser la réussite du plus grand nombre. Il s'agit de remobiliser les élèves sur leur parcours scolaire et leur projet professionnel par la synergie que peut apporter le partenariat du lycée avec des structures éducatives, sociales de santé et économiques. Cette démarche vise à créer des espaces de parole individuels et collectifs et à proposer un organe structuré de détection, diagnostic et de suivi de 30 à 50 élèves potentiellement décrocheurs, en mal être ou en rejet de l'institution (absentéistes ou présents démobilisés).
1 : Réduire les tensions via la mise à disposition de lieux d'écoute et d'expression individuels et collectifs et tentative de mobilisation des parents
2 : Détection proactive et prise en charge rapide des élèves nécessitant un soutien personnel, dès les premiers signes d'essoufflement
3 : Intégration de l'élève à un ou plusieurs parcours de suivi (6)

4 : Coordonner l'entrée, le suivi, l'évaluation et la sortie du dispositif via la création d'un statut de tuteur pour renforcer l'accompagnement et stimuler le retour à la motivation des élèves.

Description :
Il s'agit de mieux prendre en compte l'élève dans sa globalité de mieux suivre son parcours scolaire et la construction de son projet personnel. Cette démarche vise à créer des espaces de parole individuels et collectifs, à proposer un organe structuré de détection, diagnostic et de suivi de 30 à 50 élèves potentiellement décrocheurs, en mal être ou en rejet de l'institution (absentéistes ou présents démobilisés). Réunion tous les 15 jours du GPDS s'appuyant sur l'expérience acquise. Il réunit le CPE, la COP, le chef d'établissement, l'infirmière, l'assistance sociale, le professeur documentaliste (l'animatrice du forum), la coordinatrice MLDS si besoin le représentant de l'association Olga Spietzer des psychologues. La commission dresse la liste des élèves détectés ou signalés qui vont entrer dans la phase Diagnostic/suivi.
Le forum a lieu une fois par semaine et concernent les classes de nouveaux arrivants (3ème PP, CAP et les deux classes de secondes). Il vise à harmoniser le fonctionnement en groupe classe. Il permet à chacun de comprendre sa singularité à l'aulne des contraintes et règles collectives et aide la classe à se constituer dans un dépassement des conflits. Il alimente la réflexion sur la position de chacun. Le dispositif classe sans notes existant participe à la reconstruction d'un lien apaiser et profitable aux élèves et à l'institution. L'élève reprend confiance. 6 parcours sont proposés :
1) Suivi médical,
2) assistance famille,
3) construction et renforcement du projet professionnel,
4) Remédiation par la parole l'écriture et le théâtre,
5) Consolidation et méthodologie des apprentissages,
6) Mesure de responsabilisation

Sollicitation de partenaires extérieurs spécialisés dans l'éducation, la pédagogie et la psychologie pour nous accompagner dans cette démarche.

Moyens mis en œuvre :

Le CPE repère particulièrement les élèves absentéistes, perturbateurs ou qui évoluent positivement. Par son implication lors des entretiens individuels et son expérience, Il apporte son soutien pour l'orientation/réorientation des élèves.
Le documentaliste signale les élèves dont l'évolution lors des Forums nécessite notre vigilance, il connaît les dynamiques de groupe et complète la vision des enseignants.
Les Professeurs Principaux seront sensibles à l'ambiance de classe, l'attitude des élèves dans les différentes disciplines, ils suivent l'évolution des résultats et se prononcent sur la typologie des difficultés. Ils partagent les bonnes pratiques identifiées. Ils proposent des Programmes de Réussite Educative, dispositif purement pédagogique obligatoire pour les redoublants, l'accompagnement personnalisé.
Le pôle médical assure le suivi sanitaire (handicap, grossesse précoce, PAI, ES)
L'assistante sociale et les CPE abordent les problèmes sociaux/économiques ou familiaux qui (problématiques liés à l'hébergement, mineurs isolés). Il suit les signalements
Les intervenants conseillent l'équipe sur la posture à adopter face aux élèves les plus en difficulté.
La Cop et CPE : aident les élèves à construire leur projet professionnel. En lien avec les PP, ils guident et aiguisent le choix des élèves.
-Accès à un psychologue sensible aux spécificités de l'adolescence, avec l'intervention de l'association Service Ecoute Psychologique Parent Enfants Olga Spietzer, 4h par semaine en moyenne, 3h hebdomadaire pour accompagner les élèves individuellement ou animer des ateliers de parole en classe entière ou en groupe si des remédiations urgentes sont nécessaires.
2h tous les 15 jours, pour accompagner l'équipe éducative dans le repérage et la compréhension des problématiques et situations délicates, pour permettre un contact avec certains élèves et conseiller sur la posture à tenir. Ces rencontres régulières contribuent au développement d'un climat de bienveillance.

Intérêt régional :
L'intérêt pour la Région est de permettre la mise en synergie des structures qui travaillent sur les mêmes problématiques la réussite des jeunes, l'insertion des jeunes, l'accompagnement social, médical, ou économiques des jeunes dans le but de les amener vers une démarche de projet à long terme. C'est structures n'ont pas forcément vocation à se rencontrer. Mais elles tendent toutes vers le même objectif, la réussite. Or au vu du nombre de jeunes scolarisés ou non qui sortent du système scolaire diplômés ou pas et qui n'accèdent pas à l'insertion professionnelle, il semble intéressant de mettre en place des démarches proactives de partage de pratiques.

Public(s) cible(s) : 50 élèves.

Profil des élèves concernés

1) Élèves qui commencent à s'absenter ici et là. Les justifications sont absentes ou non valables. La famille sollicitée n'a qu'une prise limitée. Le malaise est là mais difficile à cerner.

2) Élèves démobilisés qui ont abandonné l'idée de mise au travail dans leur filière. Ils rejettent le système ou les adultes et perturbent les cours. Les régulations habituelles ne fonctionnent pas. Ces élèves risquent l'exclusion par leur opposition régulière ou systématique.

3) Élèves réservés ou passifs, qui peinent à trouver leur place dans la classe et le Lycée. Ils semblent déconnectés bien que plutôt présents. Certains commencent à arriver en retard ou ne viennent qu'à certains créneaux, d'autres s'isolent. Ils ne semblent pas épanouis.

4) Jeunes en difficulté dans leur vie personnelle, les difficultés scolaires ne sont pas la priorité immédiate mais l'enfant a besoin du soutien de l'institution qui peut organiser l'aide et éviter à long terme une sortie sans diplôme (jeune femme enceinte, problème de santé avec hospitalisation, élève en fugue, élève au prise avec des conflits majeurs dans la famille, mineur isolé sans solution d'hébergement, addiction).

5) Élève plutôt volontaire et motivé qui cumule des difficultés (DYS, lacunes, travail léger). Il nécessite un soutien méthodologique et un coaching guidé pour cadrer son travail et l'aider dans ses révisions. Il veut réussir et reste aisément dans le Lycée pour être aidé par les assistants pédagogiques et d'éducation.

- entrants de 2nde
- entrants de 3ème (prépa professionnelle, 3ème d'accueil)
- entrants de CAP 1ère année et deuxième année
- en 1ère Gestion Administration et Commerce

Localisation géographique :
- LP CLAUDE ANTHIME CORBON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant CIEJ	10 080,00	36,58%
Intervenant EDUMALIN	984,00	3,57%
Intervenant Association 1er acte	3 500,00	12,70%
Intervenant psychologue	6 600,00	23,95%
Frais de transport	141,00	0,51%
Frais de valorisation du projet	500,00	1,81%
Frais de fournitures et petits matériels pédagogiques	500,00	1,81%
HSE	5 250,00	19,05%
Total	27 555,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	15 000,00	54,44%
HSE	5 250,00	19,05%
Participation de l'établissement	7 305,00	26,51%
Total	27 555,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 900,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 371,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 556,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 839,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 804,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 450,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 942,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 532,00 €
	Montant total	41 394,00 €

ANNEXE 3 - LISTE DES LYCEES FRANCILIENS SIGNATAIRES D'UNE CONVENTION PRIORITAIRE AVEC L'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

LISTE DES LYCEES FRANCILIENS SIGNATAIRES
D'UNE CONVENTION D'EDUCATION PRIORITAIRE AVEC SCIENCES PO

Académie	Nom du lycée	Localité	DPT	Année de la convention
Paris	Bergson	Paris 19ème	75	2010
Paris	Colbert	Paris 10ème	75	2010
Créteil	Gaston Bachelard	Chelles	77	2007
Créteil	La Mare Carrée	Moissy-Cramayel	77	2011
Créteil	George Sand	Le Mée-sur-Seine	77	2005
Créteil	Sourdun (internat d'excellen	Sourdun	77	2014
Créteil	Jean Vilar	Meaux	77	2009
Créteil	Auguste Blanqui	Saint Ouen	93	2001
Créteil	Jacques Brel	La Courneuve	93	2002
Créteil	Blaise Cendrars	Sevran	93	2007
Créteil	Eugène Delacroix	Drancy	93	2002
Créteil	Jacques Feyder	Epinay-sur-Seine	93	2004
Créteil	Olympe de Gouges	Noisy-le-Sec	93	2007
Créteil	Jean Jaurès	Montreuil	93	2009
Créteil	Louise Michel	Bobigny	93	2002
Créteil	Mozart	Le Blanc Mesnil	93	2006
Créteil	Alfred Nobel	Clichy-sous-Bois	93	2006
Créteil	Jean Renoir	Bondy	93	2004
Créteil	Jean Rostand	Villepinte	93	2008
Créteil	Suger	Saint-Denis	93	2006

LISTE DES LYCEES FRANCILIENS SIGNATAIRES
D'UNE CONVENTION D'EDUCATION PRIORITAIRE AVEC SCIENCES PO

Créteil	Maurice Utrillo	Stains	93	2008
Créteil	Henri Wallon	Aubervilliers	93	2006
Créteil	Jean Zay	Aulnay-sous-Bois	93	2001
Créteil	Champlain	Chennevières-sur-Marne	94	2007
Créteil	Johannes Gutenberg	Créteil	94	2011
Créteil	Jean Macé	Vitry-sur-Seine	94	2003
Créteil	Darius Milhaud	Kremlin-Bicêtre	94	2009
Versailles	Jean Rostand	Mantes-la-Jolie	78	2003
Versailles	Antoine de Saint-Exupéry	Mantes-la-Jolie	78	2002
Versailles	Robert Doisneau	Corbeil-Essonnes	91	2005
Versailles	Albert Einstein	Sainte-Geneviève-des-Bois	91	2002
Versailles	Maurice Eliot	Epinay-sous-Sénart	91	2007
Versailles	l'Essouriau	Les Ulis	91	2001
Versailles	Michel Ange	Villeneuve-la-Garenne	92	2003
Versailles	Galilée	Gennevilliers	92	2008
Versailles	Irène Joliot-Curie	Nanterre	92	2007
Versailles	Guy de Maupassant	Colombes	92	2001
Versailles	Simone de Beauvoir	Garges-lès-Gonesses	95	2007
Versailles	Julie-Victoire Daubié	Argenteuil	95	2008
Versailles	Edmond Rostand	Saint-Ouen l'Aumône	95	2002
Versailles	La Tourelle	Sarcelles	95	2009
Versailles	Jean-Jacques Rousseau	Sarcelles	95	2013

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-538

DU 22 NOVEMBRE 2017

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
7ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
Vu Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2017

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-538 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.608.050,80 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2017.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **542.949,20 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part collège » du budget 2017.

Article 3 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 3 et 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.976.260,20 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2017.

Article 4 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 5 et 6 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **331.739,80 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2017.

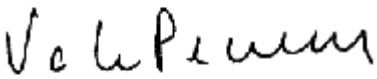
Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **170.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales» programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2017.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 8 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **272.132,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales» programme HP 224-035 (122035) « Rénovation des cités mixtes régionales », action (12203501) « Rénovation des cités mixtes régionales » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexes de 1 à 8

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 14EME	LYP F-VILLON	0750690T	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE REMISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS TECHNIQUES SUIVANTS RAPPORTS DES BUREAUX DE CONTRÔLE OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	9 827,50
75	PARIS 15EME	LCM BUFFON	0750693W	PROVISIONS 2017 : TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT PARTIELLE DU LOGEMENT DE FONCTION DU GESTIONNAIRE OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	9 583,50
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURITE INCENDIE ; RENOUVELLEMENT DES EXTINCTEURS OP.No Complément de crédit soit 0,011 ME	8 685,60
75	PARIS 12EME	LCM P-VALÉRY	0750679F	PROGRAMME 2017 ; RÉFECTION DU QUAI DE LIVRAISON 1/2 PENSION AVEC REMPLACEMENT DU MONTE PALETTES OP.No Complément de crédit soit 0,120 ME	82 380,00
75	PARIS 12EME	LCM P-VALÉRY	0750679F	PROGRAMME 2017 ; RÉFECTION PORTAIL LOGEMENTS Y COMPRIS AUTOMATISATION ET MISE EN PLACE D'UN INTERPHONE DANS LES LOGEMENTS AVEC COMMANDE OUVERTURE PORTAIL OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	34 325,00
75	PARIS 13EME	LCM CLAUDE-MONET	0750683K	PROGRAMME 2017 : SÉCURITÉ INCENDIE ; TRAVAUX DE MISE AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BC (ELEC, GAZ, SSI ...) OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	21 702,00
75	PARIS 13EME	LCM G-FAURÉ	0750684L	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE MISE AUX NORMES SUIVANT RAPPORTS DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ÉLECTRICITÉ, GAZ, SSI, MONTE-CHARGESS, AUTOMATISME) OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	11 088,00
75	PARIS 13EME	LCM RODIN	0750682J	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISE AUX NORMES SUIVANT RAPPORTS DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELEC, GAZ, SSI, MONTE-CHARGE, AUTOMATISME ...) OP.No Complément de crédit soit 0,035 ME	21 563,50
75	PARIS 13EME	LCM RODIN	0750682J	PROGRAMME 2017 : DÉPLACEMENT DE BLOCS SANITAIRES DU RDC (VIA LA CRÉATION DE NOUVEAUX BLOCS) POUR DES RAISONS DE SURETÉ ET D'HYGIENE OP.No Complément de crédit soit 0,350 ME	215 635,00
75	PARIS 07EME	LCM V-DURUY	0750662M	PROGRAMME 2017 : LEVÉE D'OBSERVATION DU RAPPORT VÉTÉRINAIRE ; RÉFECTION DU FAUX-PLAFOND DU LOCAL PLONGE, REPRISES PONCTUELLES DE CARRELAGE ET MISE EN PLACE D'UNE LISSE DE PROTECTION OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	18 948,00
75	PARIS 14EME	LCM PAUL-BERT	0750689S	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELECTRICITÉ, GAZ, SSI, ASCESNSEUR.... ANNÉE 2016) OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	14 327,50
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : HYGIÈNE ET MISE AUX NORMES ; REFECTION SALLE SVT (ENDUIT PLÂTRE TOMBANT ET REPRISE PEINTURE)	10 000,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : HYGIÈNE ET MISE AUX NORMES ; RÉFECTION SORBONNE	15 000,00
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 ; PORTES COLLÈGE ET LYCÉE À CHANGER OP.No Complément de crédit soit 0,028 ME	18 964,40
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE PEINTURE 4 SALLES DE COUR	18 000,00
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROGRAMME 2017 : SÉCURITÉ INCENDIE ; REMPLACMENT DE 2 FENÊTRE VITRÉES BOIS DANS LA SALLE DE MUSIQUE DU RDC PAR CHÂSSIS FIXES CH2H EN ACIER (DEMANDE DE LA CCS GYMNASE) OP.No Complément de crédit soit 0,032 ME	22 726,40
75	PARIS 05EME	LCM HENRI-IV	0750654D	PROGRAMME 2017 : REMPLACEMENT DE 33 FENÊTRES DE TOIT FUYARDES DU BÂTIMENT LYCÉE ET RENOVATION DE L'ÉTANCHÉITÉ AUX POURTOURS Y COMPRIS MISSIONS MOE CT SPS ET DIAG AMIANTE PLOMB	68 000,00
75	PARIS 05EME	LCM HENRI-IV	0750654D	PROGRAMME 2017 : RÉNOVATION ET MISES EN CONFORMITÉ DES SANITAIRES INSALUBRES DE L'INTERNANT CLOVIS Y COMPRIS MISSIONS DE MOE, CT ET SPS , DIAGNOSTICS PLOMB ET AMIANTE	180 000,00
75	PARIS 05EME	LCM HENRI-IV	0750654D	PROGRAMME 2017 : RÉFECTION TOITURE TERRASSE ET DE LA VERRIÈRE AU DESSUS DU LABORATOIRE SVT, POSE DE GARDE-CORPS ET DE LANTERNAUX Y COMPRIS SPS, CT MOE ET DAIGNOSTIC AMIANTE PLOMB	160 000,00
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORTS DES BC (ELEC, GAZ, SSI...) OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	17 755,00
75	PARIS 12EME	LCM P-VALÉRY	0750679F	PROGRAMME 2017 ; LEVÉE D'OBSERVATION DU RAPPORT VÉTÉRINAIRE ; RÉFECTION DE PEINTURES, MISE EN PLACE DE PLAQUES PROPRETÉ SUR PORTES , REMPLACEMENT DE PORTES ABIMÉES DANS LA CUISINE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	13 730,00
75	PARIS 14EME	LCM PAUL-BERT	0750689S	PROGRAMME 2017 ; MISE EN SÉCURITÉ REVÊTEMENT DE SOL TRÈS DÉGRADÉ SALLES DE CLASSE 212, 209, 210 ESCALIER C ET D OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	34 386,00
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROGRAMME 2017 : ACCESSIBILITÉ PMR SUR COUR DEPUIS HALL PRINCIPAL ; CRÉATION D'UNE RAMPE D'ACCÈS (ADAP) OP.No Complément de crédit soit 0,014 ME	9 297,40
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORTS DES BC (ELEC, GAZ, SSI...) OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	19 923,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ET CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS DE L'ATELIER DES OP OP.No Complément de crédit soit 0,100 ME	73 800,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE REMPLACEMENTS DE 10 DOUCHES INSALUBRES DANS LES INTERNATS	50 000,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROGRAMME 2017 ; RÉNOVATION DES 2 NIVEAUX DU CDI	250 000,00
75	PARIS 16EME	LCM LA-FONTAINE	0750702F	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BC (ELEC. GAZ, SSI, ASCENSEURS, MONTE-CHARGE, AUTOMASTISME..) OP.No Complément de crédit soit 0,080 ME	38 160,00

75	PARIS 16EME	LCM MOLIÈRE	0750703G	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE RÉFECTION DES ÉVACUATIONS EU PLONGE OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	16 911,00
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELEC, GAZ, SSI, ..) OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	33 305,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : SÉCURISATION ; REMPLACEMENT DU STANDART TELEPHONIQUE OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	10 224,00
75	PARIS 15EME	LCM CAMILLE-SÉE	0750694X	PROGRAMME 2017 : NON-CONFORMIÉ RAPPORT HYGIÈNE : RÉFECTION PEINTURE LAVERIE, REPRISE DE CARRELAGE ET REMPLACEMENT ENSEMBLE PORTES ZONE CUISINE OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	10 475,00
75	PARIS 16EME	LCM LA-FONTAINE	0750702F	PROGRAMME 2017 : RÉFECTION DE L'ÉTANCHÉITÉ DE LA TOITURE TERRASSE AU DESSUS DE L'AUDITORIUM ; COMPRIS MISSIONS DE MOE, SPS, CT ET DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB OP.No Complément de crédit soit 0,140 ME	66 780,00
75	PARIS 16EME	LCM MOLIÈRE	0750703G	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELECTRICITÉ, GAZ, SSI, ASCENSEUR, MONTE-CHARGE, AUTOMATISME;...) OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	22 548,00

Budget 2017 - HP224-029-1 / 236. chapitre 902 **1 608 050,80**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 14EME	LYP F-VILLON	0750690T	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE REMISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS TECHNIQUES SUIVANTS RAPPORTS DES BUREAUX DE CONTRÔLE OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	15 172,50
75	PARIS 15EME	LCM BUFFON	0750693W	PROVISIONS 2017 : TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT PARTIELLE DU LOGEMENT DE FONCTION DU GESTIONNAIRE OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	5 416,50
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURITE INCENDIE ; RENOUVELLEMENT DES EXTINCTEURS OP.No Complément de crédit soit 0,011 ME	2 314,40
75	PARIS 12EME	LCM P-VALÉRY	0750679F	PROGRAMME 2017 ; RÉFECTION DU QUAI DE LIVRAISON 1/2 PENSION AVEC REMPLACEMENT DU MONTE PALETTES OP.No Complément de crédit soit 0,120 ME	37 620,00
75	PARIS 12EME	LCM P-VALÉRY	0750679F	PROGRAMME 2017 ; RÉFECTION PORTAIL LOGEMENTS Y COMPRIS AUTOMATISATION ET MISE EN PLACE D'UN INTERPHONE DANS LES LOGEMENTS AVEC COMMANDE OUVERTURE PORTAIL OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	15 675,00
75	PARIS 13EME	LCM CLAUDE-MONET	0750683K	PROGRAMME 2017 : SÉCURITÉ INCENDIE ; TRAVAUX DE MISE AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BC (ELEC, GAZ, SSI ...) OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	8 298,00
75	PARIS 13EME	LCM G-FAURÉ	0750684L	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE MISE AUX NORMES SUIVANT RAPPORTS DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ÉLECTRICITÉ, GAZ, SSI, MONTE-CHARGESS, AUTOMATISME) OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	8 912,00
75	PARIS 13EME	LCM RODIN	0750682J	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISE AUX NORMES SUIVANT RAPPORTS DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELEC, GAZ, SSI, MONTE-CHARGE, AUTOMATISME ...) OP.No Complément de crédit soit 0,035 ME	13 436,50
75	PARIS 13EME	LCM RODIN	0750682J	PROGRAMME 2017 : DÉPLACEMENT DE BLOCS SANITAIRES DU RDC (VIA LA CRÉATION DE NOUVEAUX BLOCS) POUR DES RAISONS DE SURETÉ ET D'HYGIENE OP.No Complément de crédit soit 0,350 ME	134 365,00
75	PARIS 07EME	LCM V-DURUY	0750662M	PROGRAMME 2017 : LEVÉE D'OBSERVATION DU RAPPORT VÉTÉRINAIRE ; RÉFECTION DU FAUX-PLAFOND DU LOCAL PLONGE, REPRISES PONCTUELLES DE CARRELAGE ET MISE EN PLACE D'UNE LISSE DE PROTECTION OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	11 052,00
75	PARIS 14EME	LCM PAUL-BERT	0750689S	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELECTRICITÉ, GAZ, SSI, ASCESNSEUR.... ANNÉE 2016) OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	10 672,50
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 ; PORTES COLLÈGE ET LYCÉE À CHANGER OP.No Complément de crédit soit 0,028 ME	9 035,60
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROGRAMME 2017 : SÉCURITÉ INCENDIE ; REMPLACMENT DE 2 FENÊTRE VITRÉES BOIS DANS LA SALLE DE MUSIQUE DU RDC PAR CHÂSSIS FIXES CH2H EN ACIER (DEMANDE DE LA CCS GYMNASE) OP.No Complément de crédit soit 0,032 ME	9 273,60
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORTS DES BC (ELEC, GAZ, SSI...) OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	7 245,00
75	PARIS 12EME	LCM P-VALÉRY	0750679F	PROGRAMME 2017 ; LEVÉE D'OBSERVATION DU RAPPORT VÉTÉRINAIRE ; RÉFECTION DE PEINTURES, MISE EN PLACE DE PLAQUES PROPRETÉ SUR PORTES , REMPLACEMENT DE PORTES ABIMÉES DANS LA CUISINE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	6 270,00
75	PARIS 14EME	LCM PAUL-BERT	0750689S	PROGRAMME 2017 ; MISE EN SÉCURITÉ REVÊTEMENT DE SOL TRÈS DÉGRADÉ SALLES DE CLASSE 212, 209, 210 ESCALIER C ET D OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	25 614,00
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROGRAMME 2017 : ACCESSIBILITÉ PMR SUR COUR DEPUIS HALL PRINCIPAL ; CRÉATION D'UNE RAMPE D'ACCÈS (ADAP) OP.No Complément de crédit soit 0,014 ME	4 702,60
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORTS DES BC (ELEC, GAZ, SSI...) OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	10 077,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ET CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS DE L'ATELIER DES OP OP.No Complément de crédit soit 0,100 ME	26 200,00
75	PARIS 16EME	LCM LA-FONTAINE	0750702F	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BC (ELEC. GAZ, SSI, ASCENSEURS, MONTE-CHARGE, AUTOMASTISME..) OP.No Complément de crédit soit 0,080 ME	41 840,00
75	PARIS 16EME	LCM MOLIÈRE	0750703G	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX DE RÉFECTION DES ÉVACUATIONS EU PLONGE OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	13 089,00
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELEC, GAZ, SSI, ..) OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	16 695,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : SÉCURISATION ; REMPLACEMENT DU STANDART TELEPHONIQUE OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	4 776,00
75	PARIS 15EME	LCM CAMILLE-SÉE	0750694X	PROGRAMME 2017 : NON-CONFORMIÉ RAPPORT HYGIÈNE : RÉFECTION PEINTURE LAVERIE, REPRISE DE CARRELAGE ET REMPLACEMENT ENSEMBLE PORTES ZONE CUISINE OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	14 525,00
75	PARIS 16EME	LCM LA-FONTAINE	0750702F	PROGRAMME 2017 ; RÉFECTION DE L'ÉTANCHÉITÉ DE LA TOITURE TERRASSE AU DESSUS DE L'AUDITORIUM ; COMPRIS MISSIONS DE MOE, SPS, CT ET DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB OP.No Complément de crédit soit 0,140 ME	73 220,00
75	PARIS 16EME	LCM MOLIÈRE	0750703G	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ELECTRICITÉ, GAZ, SSI, ASCENSEUR, MONTE-CHARGE, AUTOMATISME;...) OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	17 452,00

Budget 2017 – HP224-029-2 / 4551 chapitre 902 **542 949,20**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 03EME	LCM VICTOR-HUGO	0750648X	PROGRAMME 2017 ; RÉAMÉNAGEMENT DU CDI ET DES LOCAUX DU RDC (ETUDE)	60 000,00
75	PARIS 20EME	LCM H-BOUCHER	0750714U	PROGRAMME 2017 : DPE POUR REMPLACEMENT SSI (ACCORD CADRE) OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	5 971,20
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROGRAMME 2017 : MOE REMPLACEMENT SSI OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	43 170,00
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	PROGRAMME 2017 : DPE POUR MISE HORS EAU FAÇADE SUD BATIMENT PRINCIPAL (INFILTRATION PAR LES JOINTS DES FÊNETRES EN PANNEAUX PRÉFABRIQUÉS)	65 000,00

Budget 2017 - HP224-032-1 / 2031 chapitre 902 **174 141,20**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC ELEC FAUX PLAFONDS OP.No 13B4942240320001 Complément de crédit soit 1,190 ME	100 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX COUVERTURE ET ETANCHEITE OP.No 14B6912240320001 Complément de crédit soit 1,399 ME	200 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX DE REPARATION ET EQUIPEMENT DE PLOMBERIE OP.No 15B0342240320001 Complément de crédit soit 0,880 ME	150 000,00
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROGRAMME 2017 : RÉNOVATION TOITURE GYMNASE SUITE À DÉGRADATION PAR INFILTRATION D'EAU	150 000,00
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX POUR L'OPÉRATION DE RÉAMÉNAGEMENT DU PÔLE ARTISTIQUE	650 000,00
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE REMPLACEMENT SSI OP.No Complément de crédit soit 0,600 ME	431 700,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX POUR LE DÉSENFUMAGE DE LA CIRCULATION À RDC DU BAT INTERNAT ET PORTES D'ISOLEMENT DES ESCALIERS (CCS DU 04.04.2013) OP.No Complément de crédit soit 0,010 ME	7 896,00
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2017 : HYGIÈNE ET MISE AUX NORMES, RÉSEAUX D'EP, RÉSINE COUPOLE, RÉFECTION DE PAVE DE VERRES OP.No Complément de crédit soit 0,170 ME	112 523,00

Budget 2017 - HP224-032-1 / 2313 chapitre 902 **1 802 119,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX DE CABLAGE INFORMATIQUE	85 000,00
				OP.No 15B0472240320001 Complément de crédit soit 1,835 ME	

Budget 2017 - HP224-032-2 / 2313 chapitre 902 **85 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE REMPLACEMENT SSI OP.No Complément de crédit soit 0,600 ME	168 300,00
75	PARIS 20EME	LCM H-BOUCHER	0750714U	PROGRAMME 2017 : DPE POUR REMPLACEMENT SSI (ACCORD CADRE) OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	2 028,80
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 ; TRAVAUX POUR LE DÉSENFUMAGE DE LA CIRCULATION À RDC DU BAT INTERNAT ET PORTES D'ISOLEMENT DES ESCALIERS (CCS DU 04.04.2013) OP.No Complément de crédit soit 0,010 ME	2 104,00
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROGRAMME 2017 : MOE REMPLACEMENT SSI OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	16 830,00
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2017 : HYGIÈNE ET MISE AUX NORMES, RÉSEAUX D'EP, RÉSINE COUPOLE, RÉFECTION DE PAVE DE VERRES OP.No Complément de crédit soit 0,170 ME	57 477,00

Budget 2017 - HP224-032-2 / 4551 chapitre 902 **246 739,80**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	CONSULT MARCHE ASSITANCE TECHNIQUE ET OU MO RELATIVE AUX TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE RENOVATION CHAUFFAGE OP.No 15B6672240340001 Complément de crédit soit 0,400 ME	170 000,00

Budget 2017 - HP224-034-1 / 2031 chapitre 902 **170 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 19EME	LYP H-BERGSON	0750711R	RESTRUCTURATION DU SERVICE DE RESTAURATION OP.No 09B6072240350004 Complément de crédit soit 7,970 ME	170 245,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	ACCESSIBILITÉ HANDICAP OP.No 16B3332240350001 Complément de crédit soit 1,304 ME	101 887,00

Budget 2017 - HP224-035-1 / 238 chapitre 902 **272 132,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-592

DU 22 NOVEMBRE 2017

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - MARCHÉ DE FOURNITURE ET INSTALLATION DE BÂTIMENTS INDUSTRIALISES NEUFS ET DÉMONTABLES N°11 00230 - LOT N° 1 : DÉPARTEMENTS 77 78 91 94 - SOCIÉTÉ LES CONSTRUCTIONS DASSE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU Le code des marchés publics ;

VU La délibération n° CP 11-455 du 7 juillet 2011 Lancement d'une consultation pour attribuer un marché à bons de commande de fourniture et d'installation de bâtiments industrialisés neufs et démontables et/ou démontage et remontage de bâtiments industrialisés existants et démontables à usage de locaux d'enseignement ou de tout autre usage dans les EPL de la Région Ile de France ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 délégations d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

VU Le marché n°1100230 notifié le 02/04/2012 à l'entreprise Les constructions DASSE SAS

VU Vu le budget 2017 de la région

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-592 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article Unique :

Approuve le protocole transactionnel, ci-annexé, relatif au marché n°1100230 conclu avec S.A.S Les constructeurs DASSE, d'un montant de 67 628.32 euros, disponible sur le chapitre 932 « fonctionnement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme 122005 « grosses

réparations dans les lycées publics », action 12200501 « grosses réparations dans les lycées publics », prélevée au budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

2017-592 - Protocole transactionnel DASSE relPA2 VF.doc

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Marché à bons de commande pour la fourniture et l'installation de bâtiments industrialisés neufs et démontables, et/ou démontage et remontage de bâtiments industrialisés existants et démontables à usage de locaux d'enseignement ou de tout autre usage dans les EPLE du second degré du ressort de la Région Ile de France

Marché n°1100230

ENTRE

La REGION D'ILE-DE-FRANCE représentée par sa Présidente en exercice, domiciliée en cette qualité 33 rue Barbet de Jouy – 75007 Paris, dûment habilitée à cet effet, par délibération de la Commission Permanente n° CP…… du……

Ci-après désignée « La Région d'Ile-de-France »

Et

Le Groupement conjoint suivant :

TITULAIRE *:* personne morale	
Nom et prénom(s) :	S.A.S Les constructeurs DASSE
domicilié(e)	adresse : 1 rue Cante Cigale – BP 54 – 40 260 Castets Téléphone : 01.56 74 10 50 - Télécopie : 01.56 74 10 55
immatriculé(e)	N° de SIRET : 985 520 055 00049

d'autre part,

Préambule :

Dans le cadre du marché n°1100230 la Région Ile de France a décidé de créer deux bâtiments démontables de quatre classes R+1 dans le lycée Henri Becquerel à Nangis pour un montant total de 1 195 874.64 euros TTC (Bon de commande n°8D).

La durée des travaux était fixée à 16 semaines à compter du 04 avril 2016. En conséquence, ces derniers devaient se terminer le 25 juillet 2016.

Par un premier ordre de service, en date du 21 juin 2016, la durée des travaux est prolongée jusqu'au 22 août 2016. L'allongement du délai d'instruction du permis de construire ainsi que la réalisation de sondages de sol complémentaire justifient cette prolongation.

Les intempéries survenues au mois de juin 2016 ainsi que la modification du type de fondation sur l'un des bâtiments démontables ont eu pour conséquence une seconde prolongation des délais des travaux par ordre de service n°2. Ces délais se sont avérés nécessaires pour réaliser les nouveaux sondages de sols qui ont conduit à la production d'un rapport préconisant la mise en place de micropieux pour réaliser les prestations. Suite à cet ordre de service, les travaux ont été prolongés jusqu'au 31 octobre 2016.

Le présent protocole a pour objet la prise en charge des travaux supplémentaires nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage chiffré dans le mémoire explicatif du titulaire à 56 356.93 euros HT soit 67 628.32 euros TTC et correspondant à l'OS n°2.

A – DEMANDE D'INDEMNISATION DE L'ENTREPRISE

Suite à l'ordre de service n°2 en date du 17/08/2016, la société DASSE a demandé à ce que le maitre d'ouvrage prenne en compte les travaux supplémentaires, non compris dans le bon de commande n°8D, mais réalisés car nécessaires à la bonne exécution du bon de commande et au bon achèvement de l'ouvrage.

Pour cela, la société DASSE a présenté un mémoire explicatif en date 30 novembre 2016.

Les prestations réalisées par la société DASSE correspondent à des travaux de maçonnerie par micropieux et poutre béton selon l'étude géotechnique réalisée pour le bâtiment 1.

Désignation des articles	Unité	Quantité	Prix Unitaire HT	Montant HT	Montant TTC
Maçonnerie sur micropieux bâtiment 1 suivant l'étude géotechnique					
Remblaiement fondation de 2 à 2.50m de profondeur	Forfait	1	1 898	1 898	2 277.60
Remblai de terre au droit des parpaings sur longrines	M3	80	37	2 960	3 552.00
Fondations pour pieux (12unités) comprenant armatures de tête, bétonnage, évacuation des déblais					
Fouille en puits	M3	45.11	447.60	20 192.22	24 230.66
Enlèvement des terres aux DP	M3	58.65	36	2 111.25	2 553.50
Coffrage pour dalle pleine	M3	120.3	50.27	6 046.52	7 255.82
Fourniture et mise en œuvre de béton non armé pour remplissage de puits	M3	45.11	276	12 450.97	14 941.16
Armature en barre en acier doux, diamètre 6 et 8 mm	KG	419.5	6	2 516.79	3 020.15
Poteaux bétons (12 unités)					
Coffrage pour dalle pleine	M3	54.3	50.27	2 729.44	3 275.33
Fourniture et mise en œuvre de béton non armé pour remplissage de puits	M3	11.76	276	3 245.10	3 894.12

Armature en barres en acier doux, diamètre 6 et 8 mm	KG	263.1	6	1 578.50	1 894.20
Poutres et refends 69ml					
Fouille en tranchée en terre classe A	M3	20.12	62	1 247.46	1 496.95
Enlèvement des terres aux DP	M3	26.16	36	941.63	1 129.96
Coffrage pour dalle pleine	M3	69.34	50.27	3 485.52	4 182.62
Fourniture et mise en œuvre de béton non armé	M3	20.12	276	5 553.23	6 663.88
Armature en barres en acier doux, diamètre 6 et 8 mm	KG	464.7	6	2 787.89	3 345.47

Dans son mémoire explicatif, la société DASSE indique déduire la somme des prestations non exécutées dans le cadre du bon de commande. Il s'agit des prestations de maçonneries suivantes :

Fourniture et mise en œuvre de béton armé pour longrines	M3	35.43	303	10 735.29	12 882.35
Parpaings pleins de 0.20 épaisseur	M3	29.47	90	2 652.30	3 182.76

Il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Dans le respect de leurs intérêts et après concessions réciproques, les parties ont décidé de conclure le présent protocole d'accord transactionnel qui se trouve régi par les articles 2044 et suivants du code civil.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement l'obligation de réaliser des travaux supplémentaires sur les fondations d'un bâtiment démontable suite aux intempéries survenues en cours d'exécution du bon de commande afin d'éviter les aléas et charges qu'entrainerait nécessairement une procédure contentieuse.

ARTICLE 2 : CONCESSIONS RECIPROQUES

Les parties acceptent la prise en compte des travaux supplémentaires suites à la survenance de sujétions techniques imprévues d'un montant de 56 356.93 euros HT, soit 67 628.32 euros TTC.

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu conformément aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.
Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elle consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global et forfaitaire, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et qu'elles auront pour effet de mettre fin aux différends, ayant leur origine dans les conditions d'exécution du marché.

La société renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre du marché.
La société déclare ainsi être pleinement remplie de ses droits découlant de l'exécution du marché n°1100230 et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

ARTICLE 3 : MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes fixées à l'article 2 se fera par virement bancaire sur le compte de la société DASSE. Le versement sera effectué par la région Ile de France. Le délai maximum de paiement sera de 30 jours à compter de la date de notification à l'entreprise du présent protocole, l'accusé de réception faisant foi.

Article 4

Les parties signataires déclarent confidentiel le présent protocole et s'interdisent toute divulgation ou communication d'information à des tiers à leur accord quelle qu'en soit la forme.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas pour le cas où l'une ou l'autre des parties aurait besoin de justifier auprès des autorités qui peuvent en faire légalement la demande des écritures passées en exécution du présent protocole.

ARTICLE 5

Si l'une quelconque des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les Parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des dispositions de portée équivalente et les plus proches des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Article 6

Tous différends découlant de l'application et/ou de l'interprétation du présent protocole transactionnel ou en relation avec celui-ci seront soumis au Tribunal Administratif de Paris. Le droit applicable est le droit français.

Fait à Paris, le

En 2 exemplaires originaux.
(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour la société DASSE	Pour la Région Ile-de-France Dûment habilité par la délibération de la Commission Permanente n° CP……du ……

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-448

DU 22 NOVEMBRE 2017

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF PHÉNIX SECONDE AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à la réussite et l'égalité des lycéennes et des lycéens ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative aux actions pour la réussite des élèves, paroles de lycéen-ne-s et suites de la consultation du printemps 2011 ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU La délibération n° CR 51-17 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 2017-274 du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre le décrochage scolaire – attribution de subventions dans le cadre du dispositif Phénix, 1ère affectation 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-448 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au titre du dispositif « PHENIX » au financement des projets détaillés en annexe 2 de la délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **34.500 €.**

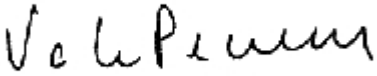
Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011, modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **34.500 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), - Action « Réussite des élèves », 12800501 du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention proposée au bénéfice de l'association Contact Enfance Adolescence Jeunesse (CEAJ), par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

23/11/2017 12:40:15

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-448	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000957 - Phénix

Dossier	EX024116 - ASSOCIATION CONTACT ENFANCE ADOLESCENCE JEUNESSE (CEAJ) - CULTURE DECLIC			
Bénéficiaire	R10908 - CEAJ ASSOCIATION CONTACT ENFANCE ADOLESCENCE JEUNESSE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 100,00 €	TTC	47,72 %	11 500,00 €	

Dossier	EX024561 - MISSION LOCALE BOBIGNY DRANCY LE BLANC-MESNIL L'ACCES A LA CULTURE COMME LEVIER D'INSERTION			
Bénéficiaire	R7813 - MISSION LOC BOBIGNY DRAN CY LE BLANC-MESNIL			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 656,00 €	TTC	43,14 %	11 500,00 €	

Dossier	EX024636 - ASSOCIATION ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE - COOPERATIVE JEUNESSE DE SERVICES POUR DECROCHEURS			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 713,00 €	TTC	33,13 %	11 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000957 - Phénix	34 500,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	34 500,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024116

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION CONTACT ENFANCE ADOLESCENCE JEUNESSE (CEAJ) - CULTURE DECLIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	24 100,00 €	47,72 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CEAJ ASSOCIATION CONTACT ENFANCE ADOLESCENCE JEUNESSE
Adresse administrative : 94 RUE D'EPINAY
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Evelyne LE SOUDER, Présidente

Date de publication au JO : 25 mai 2011

N° SIRET : 78161819400109

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Repérage des jeunes sans solution et en voie de décrochage scolaire Création du lien avec eux. Accompagnement pour un maintien de la scolarité, un retour en formation ou une insertion professionnelle

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'intérêt de l'action réside dans une prise en charge des jeunes le plus tôt possible après le début de l'année scolaire.

Objectifs :
Dans le cadre de la lutte contre le décrochage :

- Renouer le contact avec les jeunes « décrocheurs » pour rétablir le lien avec eux autour d'une dynamique partenariale opérationnelle au travers d'activités culturelles ;

- Remobiliser les jeunes volontaires, pour préparer une entrée dans un processus de retour en

formation ou d'insertion professionnelle.

Description :

Genèse du projet : naissance dans le cadre de la PSAD (Argenteuil, Bezons). Travail en réseau du suivi des jeunes en recherche de solutions.

Les structures organisatrices du projet :

- Association Contact Prévention Spécialisée Argenteuil-Bezons
- MLDS : Education nationale : (Mission de lutte contre le Décrochage Scolaire)
- Le PRE : Programme de Réussite Educative de la ville d'Argenteuil - Le Pacte : Dispositif d'accueil des collégiens temporairement exclus.

Ces structures proposent aux jeunes un travail concret autour d'activités permettant de travailler la relation, construire un projet de formation ou d'insertion, reprendre lien avec leur scolarité ou entrer dans une trajectoire d'insertion.

A travers la musique, la vidéo, le cinéma, le théâtre, les sports mécaniques et un atelier de mécanique moto, il s'agira d'outiller les jeunes qui pourront ensuite transposer les compétences développées à l'environnement scolaire ou professionnel.

Moyens mis en œuvre :
Le recrutement des jeunes se fera par 4 entrées :

1) CIO : Bassin d'Argenteuil ;

2) La PSAD : La plateforme de soutien aux décrocheurs peut proposer des jeunes ;

3) MLDS : En lien avec les lycées du bassin Argenteuil-Bezons ;

4) Les éducateurs de Prévention Spécialisée.

Programmes :

- 1 demi-journée hebdomadaire : mieux se positionner a travers un feedback de l'image de soi filmé en situation ;

- Sorties, stages et ateliers : Sorties culturelles diverses : visites de musées, expositions, spectacles, stages cinémathèque, stages de théâtre, boxe éducative, atelier mécanique moto et stage de motocross, ateliers d'orientation professionnelle, Atelier vidéo, atelier musique, atelier théâtre ;

- Travail collectif avec une coach scolaire : motivation, confiance en soi, stratégies d'apprentissage ;

- Stages de découverte en entreprise.

Intérêt régional :

Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des jeunes déscolarisés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

20 jeunes déscolarisés sans solution, accueillis en entrées et sorties permanentes.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	6 400,00	26,56%
Matériels et fournitures	4 000,00	16,60%
Déplacements, missions et réceptions	1 200,00	4,98%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 000,00	33,20%
Autres fournitures	1 000,00	4,15%
Locations	1 200,00	4,98%
Coordination	2 300,00	9,54%
Total	24 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contrat de ville (CA Argenteuil- Bezons)	9 000,00	37,34%
Subvention Région	11 500,00	47,72%
Ville d'Argenteuil	2 100,00	8,71%
Fonds propres	1 500,00	6,22%
Total	24 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	13 000,00 €
	Montant total	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024561

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MISSION LOCALE BOBIGNY DRANCY LE BLANC-MESNIL - L'ACCES A LA CULTURE COMME LEVIER D'INSERTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	26 656,00 €	43,14 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC BOBIGNY DRAN CY LE BLANC-MESNIL
Adresse administrative : 1 RUE DE LA GAITE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Grégory CHAVAROC, Président
Date de publication au JO : 15 avril 1999

N° SIRET : 42405972300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : L'accès à la culture comme levier d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La mise en œuvre de l'action en faveur des jeunes décrocheurs vise leur accompagnement renforcé vers l'emploi, la formation qualifiante ou le cas échéant, le retour à la scolarité en :

- mettant en commun les informations disponibles par tous les acteurs associés au projet ;
- assurant le repérage des jeunes sortis sans diplôme ;
- accompagnant les jeunes de manière personnalisée en lien avec les structures du territoire ;
- proposant des solutions innovantes et adaptées au contexte du territoire sur lequel l'action est implantée ;

Les attendus de l'action :

L’action fera l’objet d’une alternance de phases collectives optimisant l’esprit d’équipe, de solidarité avec des phases individuelles où est prise en compte la singularité du projet ou du besoin de chacun.
Description :

Lieu de réalisation : Territoire de la Mission Locale : Bobigny – Drancy – Le Blanc--Mesnil

Modalités de l’action (coordination, sélection des jeunes etc.) : la sélection des jeunes se fera prioritairement par le biais du Système Interministériel d'Echanges d'Informations (SIEI). La sélection des jeunes a déjà démarré avec un travail de recherche du CIO de Drancy, copilote de la PSAD, de jeunes issus des listes SIEI. Elle s’opère également avec le programme de réussite éducative des villes du territoire de la MIRE (Mission Intercommunale Réunie pour l'Emploi) et les associations de prévention spécialisée notamment « Vie et cité » à Bobigny.

Organisation détaillée, déroulement : diagnostic de la situation du jeune (bilan professionnel et psychosocial). Informations collectives de présentation de l’accompagnement aux jeunes et associant les parents. A l’issue de ces 2 séquences, les jeunes seront positionnés sur des prestations adaptées aux besoins repérés :

Prestations MC Culture Bobigny :(visite guidées des lieux, rencontres avec des artistes et des professionnels du spectacle, découverte et participation aux ateliers de décoration et de costumes en amont et en aval du spectacle « Jamais seul » le 30/11/2017…). Les jeunes participeront aux spectacles « JAMAIS SEUL » le 30/11/2017 et « AFRICOLOR » le 8/12/2017. A noter que l’organisation d’un spectacle fait appel à plus de 56 métiers différents (transport, logistique…). L’objectif pour le jeune est de recréer du lien et de découvrir de nouveaux métiers pour mieux construire son projet professionnel.

Prestations Cité LAB : Le groupe participera aussi à plusieurs ateliers « CITE LAB » visant à développer l’esprit d’entreprendre et travailler de façon collective l’élaboration d’un projet d’activité (découverte des process, définition des statuts…). Il s’agit d’une option dans leur parcours et permettra le développement de l’autonomie du public.

Prestations Mission Locale, CIO et partenaires : la Mission Locale et ses partenaires de la PSAD accompagneront les jeunes vers l’élaboration d’un projet professionnel en s’appuyant par exemple sur des outils visant à identifier et valoriser leurs compétences. Ils pourront utiliser des logiciels et plateformes ludiques d’orientation et d’entraide tels que PASS AVENIR et WORKTOOLS dans le cadre pour ce dernier d’ateliers numériques. WORKTOOLS est une plateforme numérique de service et d’entraide couplée à un réseau social Intranet de communication et de partage entre les jeunes, le porteur du projet et les partenaires.

Outils : contrats d’engagements réciproques, enquêtes de satisfaction, production de tableaux de bords et d'analyses. Entretiens de suivi de bilan, recensement des besoins et des attentes dans la perspective d'une construction du projet professionnel.

Méthode d’appréciation des résultats : nombre de jeunes ayant signé un contrat d’engagement, nombre de jeunes ayant trouvé une solution de formation, de retour à la scolarité ou d’emploi dont alternance.

Comités de suivi et de pilotage associant tous les partenaires de l’action pour assurer la veille de l’évolution des parcours et l'évaluation de l'action.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens matériels mobilisés :

- 2 salles de réunion

- 10 ordinateurs
- Vidéoprojecteur

Les moyens humains :

- 10 à 15 professionnels associés au projet

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
15 jeunes sortis prématurément du système éducatif, sans diplôme ni qualification.

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de projet	21 391,00	80,25%
Frais de coordination	2 665,00	10,00%
Autres services extérieurs	2 600,00	9,75%
Total	26 656,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	11 500,00	43,14%
Ville de Drancy	5 052,00	18,95%
Ville du Blanc Mesnil	5 052,00	18,95%
Ville de Bobigny	5 052,00	18,95%
Total	26 656,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024636

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE - COOPERATIVE JEUNESSE DE SERVICES POUR DECROCHEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	34 713,00 €	33,13 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Création d'une coopérative jeunesse de services pendant 3 mois pour les 16-25 ans sur le territoire de la PSAD de Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 5 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Expérimenter un dispositif innovant de mise en capacité et de professionnalisation des jeunes ;
- Sensibiliser et former les jeunes à l'action collective et à la gouvernance partagée ;
- Révéler les compétences et savoir-faire ;
- Initier à l'entrepreneuriat collectif.

Description :

Le projet s'inspire du modèle des coopératives jeunesses de services (CJS) qui sont nées au Québec il y a près de trente ans. Le principe est simple: permettre à des jeunes de 16-18 ans de rejoindre une

coopérative, le temps d'un été, afin de proposer des services dans leur quartier. Les jeunes peuvent ainsi proposer aux particuliers ou aux entreprises de leur quartier des prestations telles que du jardinage, de la peinture, des livraisons, des déménagements, etc.

Face à l'urgente nécessité de trouver des dispositifs innovants et structurants pour insérer dans l'emploi et dans des démarches de citoyenneté les jeunes et notamment les jeunes majeurs du territoire de la Seine-Saint-Denis, le porteur a décidé de créer un projet de coopérative jeunesse de services dédié à un public bénéficiaire de 16-25 ans.

Son parti pris est de proposer une démarche très ascendante du point de vue de la prise de décision. L'objectif principal de l'encadrement du projet par notre collectif est de mettre en capacité les jeunes à décider par eux-mêmes, à faire par eux-mêmes, et à se mettre en action pour le collectif.

Concrètement, les 15 jeunes accueillis dans cette coopérative éphémère de services vont devoir proposer des activités économiques à des clients potentiels du territoire (particuliers, collectivités, entreprises), puis formuler des devis, réaliser des prestations et ensuite facturer à leurs clients les missions qu'ils auront réalisés.

De ces missions, une marge brute d'environ 10% sera dégagée du chiffre d'affaire et les jeunes décideront de la répartition entre eux de cette marge. Cela peut générer un modeste pécule d'environ 600 € sur 3 mois pour un jeune (le temps de vie de la coopérative jeunesse).

Moyens mis en œuvre :
Grâce à un encadrement tourné vers la mise en capacité des jeunes (rôle d'Etudes & Chantiers Ile-de-France), la coopération économique (rôle de la SCIC Cité PHARES) et la mise à disposition de services mutualisés pour des entrepreneurs (rôle de la Coopérative d'Activités et d'Emplois Coopaname), cette action permet de fournir un cadre sécurisant pour expérimenter une action innovante de création d'activités économiques rémunérées sur une durée de quatre mois (1 mois de préparation et 3 mois de vie de la coopérative jeunesse) pour des jeunes d'horizons et de parcours différents.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Cette expérimentation, si elle atteint ces objectifs, a vocation à être dupliquée sur tout le territoire francilien et notamment au plus près des publics cibles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Les bénéficiaires sont résidents de Seine-Saint-Denis, âgés de 16 à 25 ans. L'objectif est de créer un groupe de 15 jeunes qui sera capable de créer ensemble, de s'apporter mutuellement des apprentissages, dans les principes de l'éducation populaire. Que ce soit en termes d'origine géographique (QPV, etc.), de parcours, de situation familiale, sociale ou économique, une mixité des publics bénéficiaires est espérée. Avec pour caractéristique commune d'être en décrochage scolaire.

Aucune participation financière n'est demandée aux bénéficiaires ou à leurs éventuels prescripteurs. Les informations collectives et les entretiens individuels de présentation du projet permettront de partager les

engagements moraux des futurs coopérants :

- un engagement à ne pas être ni en situation d'emploi à temps plein ni en étude à temps plein ;
- un engagement à être présent au moins 4 jours par semaine lors des trois semaines de lancement de la coopérative ;
- un engagement à être présent au moins 3 jours par semaine lors des 10 semaines restantes.

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnels	23 148,00	59,03%
Mise à disposition chef de projet économique	5 000,00	12,75%
Prestation de la coopérative d'activité et d'emploi CCOPANAME	3 000,00	7,65%
Frais de coordination	3 565,00	9,09%
Formation animateurs NON ELIGIBLE	1 500,00	3,83%
Equipement postes informatiques NON ELIGIBLE	3 000,00	7,65%
Total	39 213,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Contrat de ville (Plaine Commune)	10 000,00	25,50%
Caisse d'Allocations Familiales	15 000,00	38,25%
Subvention Région	11 500,00	29,33%
Fonds propres	2 713,00	6,92%
Total	39 213,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	201 783,00 €
2016	Passerelles entreprises	55 000,00 €
	Montant total	761 426,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-483

DU 22 NOVEMBRE 2017

PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION PEP 75 POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES ÉLÈVES ABSENTS POUR CAUSE DE MATERNITÉ, D'ACCIDENT OU DE LONGUE MALADIE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013. Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU la délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010 : « Agir pour la réussite et l'égalité des lycéennes » ;

VU la délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 : « Agir pour la réussite des élèves, paroles de lycéen-ne-s, la suite de la consultation » :- observatoire de la réussite- L'entreprise et les collectivités partenaires des lycéen-ne-s-Actions des lycées et des lycéens-Rencontres lycéennes-Dispositifs « presse pour convention éducation prioritaire » et « réseau information jeunesse » ;

VU la délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU la délibération n° CR 33-13 du 26 avril 2013 relative au Plan régional d'action de lutte contre le décrochage ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s. Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-483 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

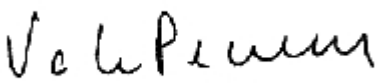
Article unique :

Décide de participer au titre du « dispositif de prise en charge à domicile des élèves absents suite à une longue maladie ou une maternité », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **299 000€** à l'association PEP 75.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme au modèle-type approuvé par délibération CR n° 33-13 du 26 avril 2013, modifié par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **299 000€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes » programme HP28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Réussite des élèves » (12800501), du budget régional 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-483	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000032 - Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes

Dossier	17014173 - ACCOMPAGNEMENT DES ELEVES ABSENTS POUR CAUSE DE MATERNITE D'ACCIDENT OU DE LONGUE MALADIE 2017-2018			
Bénéficiaire	EX003159 - PEP ASS DEP PUPILLES ENSEIGNEMENT PUBLIC			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	299 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
490 765,00 €	TTC	60,93 %	299 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000032 - Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	299 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	299 000,00 €

ANNEXE 2 - FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014173

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT DES ELEVES ABSENTS POUR CAUSE DE MATERNITE D'ACCIDENT OU DE LONGUE MALADIE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	490 765,00 €	60,93 %	299 000,00 €
	Montant Total de la subvention		299 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PEP ASS DEP PUPILLES ENSEIGNEMENT PUBLIC
Adresse administrative : 149 RUE DE VAUGIRARD 75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nicole DUFRENOY, Présidente
Date de publication au JO : 31 décembre 1915
N° SIRET : 32732782100069

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif de prise en charge à domicile des élèves absents suite à une longue maladie ou une maternité
Rapport Cadre : CR 33-13

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

L'association PEP75 (association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public) soutient et contribue au fonctionnement du Service d'Aide Pédagogique à Domicile (SAPAD) et du Service d'Accompagnement des Mères Lycéennes (SAMELY).
Ces deux dispositifs d'accompagnement permettent ainsi à tout élève lycéen d'éviter l'interruption scolaire.

Le SAPAD, véritable école à domicile, permet la poursuite de la scolarité malgré la maladie ou les conséquences d'un grave accident. Ce service gratuit est dispensé par les enseignants de l'établissement scolaire d'origine; ainsi, isolement et décrochage sont évités grâce à ce lien constant avec le lycée.

Le SAMELY a pour objectif de favoriser la continuité scolaire et de lutter contre les risques de décrochage et d'isolement des lycéennes enceintes ou jeunes mères, en leur proposant un accompagnement individuel. Une équipe de référentes proposent des rendez-vous pour l'élaboration et le suivi du projet d'orientation.

Description :

Le projet de l'association consiste à développer l'accompagnement du SAMELY sur des territoires franciliens non couverts à ce jour et où la demande est importante (Val de Marne et Seine Saint Denis). Elle souhaite poursuivre ses actions ayant remporté un franc succès auprès des lycéennes enceintes ou jeunes mères qui se sont fortement mobilisées afin de sortir d'une situation d'isolement social et d'éviter de décrocher scolairement.

Pour le SAPAD, l'association intervient pour faciliter l'accompagnement scolaire dispensé par les enseignants de l'éducation nationale, et notamment sur les territoires les plus éloignés en ile de France; en effet la réponse au besoin des lycéens étant domiciliés en banlieue, est plus longue que sur Paris intramuros en raison des conditions de transports.

Pour le SAMELY, les référentes de territoires organisent des entretiens individuels pour réaliser un travail de co-construction autour d'un projet d'orientation puis d'insertion, qui tient compte des réalités de la grossesse et de la maternité. Les référentes travaillent de concert avec les établissements scolaires et entretiennent un lien régulier avec les partenaires de proximité : Conseillers d'Orientation Psychologues (COP), Centre d'Information et d'Orientation (CIO), coordinateurs Mission Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), pôles de remobilisation, missions locales, services sociaux, Protection Maternelle Infantile (PMI), maternités, assistantes sociales...

Sont également organisées des actions collectives telles que des stages ou des séjours basés sur la scolarité, avec ou sans hébergement. En effet, à travers ces stages, les jeunes femmes travaillent et obtiennent plus facilement leur diplôme par la suite. La participation à ces stages est facilitée par la mise en place de modes de garde des jeunes enfants.

Intérêt régional : Empêcher la rupture avec la scolarité; faciliter le retour des lycéens et lycéennes vers la rescolarisation, la formation ou l'insertion professionnelle, après une situation de vie fragilisante et risquant de les mener vers le décrochage scolaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Environ 350 lycéens et lycéennes d'Ile de France fragilisés par une longue maladie, les suites d'un accident ou la maternité.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 550,00	0,84%
Services externes	85 765,00	7,52%
Autres services extérieurs	10 450,00	0,92%
Impôts et taxes	14 500,00	1,27%
Frais de personnel	345 950,00	30,33%
Autres charges de gestion courante	21 500,00	1,88%
Dotations d'exploitation	3 050,00	0,27%
Contributions volontaires en nature (non éligible) - HSE	650 000,00	56,98%
Total	1 140 765,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de l'éducation nationale	51 000,00	4,47%
Région Ile-de-France	299 000,00	26,21%
Ville de Paris	13 150,00	1,15%
Fonds européens	108 215,00	9,49%
Autres produits de gestion courante	400,00	0,04%
Prestations de services	19 000,00	1,67%
Contributions volontaires en nature (non éligible)	650 000,00	56,98%
Total	1 140 765,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	299 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	299 000,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	90 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	299 000,00 €
2016	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	289 000,00 €
	Montant total	1 177 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-485

DU 22 NOVEMBRE 2017

DÉVELOPPER LE LIEN ENTRE LES LYCÉES ET LES ENTREPRISES :

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX COMITÉS LOCAUX ÉCOLE ENTREPRISE SUIVANTS : GRAND PARIS SEINE ET OISE, PLAINE VALLÉE, SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'ASSOCIATION PLAINE COMMUNE PROMOTION ET À LA CAPEB

AVENANT À LA CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION ALTERNATIVE POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 26 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative à la réussite des élèves, « paroles de lycéen-ne-s », la suite de la consultation ;

VU La délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 La Région s'engage pour l'emploi

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 94-16 du 19 mai 2016 portant sur l'ouverture des lycées sur le monde de l'entreprise ;

VU La délibération n° CP 16-463 du 16 novembre 2016 sur les valeurs de la République ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-485 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien régional au développement des Comités Locaux Ecole Entreprise (CLEE)

Décide de participer au titre du dispositif « Ouvrir les lycées sur le monde de l'entreprise » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **29 200 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires, de conventions conformes au modèle type approuvé par délibération CR n° 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **29 200 €** prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme « Schéma des formations » (128005), Action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération N°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, pour les projets dont les références et dates de démarrage suivent :

Code dossier	Intitulé de l'action	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Motivation démarrage anticipé
17014249	ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - CLEE DE SAINT QUENTIN EN YVELINES	LPO DUMONT D'URVILLE MAUREPAS	01/09/2017	Les actions proposées démarrent à la rentrée scolaire 2017/2018.
17014245	ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - CLEE DE PLAINE VALLEE	LPO GEORGE SAND DOMONT	15/02/2017	Les calendriers de mise en œuvre des CLEE varient d'un CLEE à l'autre. Ici, le CLEE couvre une période d'action large, qui a démarré en février 2017 et qui idéalement s'achèvera en fin d'année scolaire 2017-2018.
17014246	ECOLE ENTREPRISE 2017-2018 - CLEE GRAND PARIS SEINE ET OISE	LPO LEOPOLD SEDAR SENGHOR MAGNANVILLE	01/09/2017	Les actions proposées démarrent à la rentrée scolaire 2017/2018.

Article 2 : Soutien régional à des structures contribuant au rapprochement lycées/entreprises

Décide de participer, au titre du dispositif « Ouvrir les lycées sur le monde de l'entreprise », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **14 250,00 €.**

Décide de participer, au titre du dispositif relatif aux projets d'information sur l'emploi et sur le développement économique, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente

délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20.000,00 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires, de conventions conformes au modèle type approuvé par délibération CR n° 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **14 250,00 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes » Programme HP28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Réussite des élèves » (12800501) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération

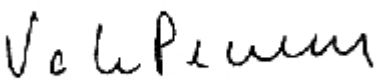
Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP10-002 « Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage », action « Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi » (11000202) du budget régional 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 4 septembre 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération N°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Avenant à la convention avec l'Association « Alternative »

Approuve l'avenant à la convention N° 16013145, signée avec l'association « Alternative » le 16 novembre 2016, figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS VF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-485	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000032 - Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes

Dossier	17014451 - PLAINE COMMUNE PROMOTION - MOSAIQUE DE TALENTS 2018			
Bénéficiaire	R33580 - PLAINE COMMUNE PROMOTION			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 250,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	14,17 %	4 250,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000032 - Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	4 250,00 €

Dispositif : N° 00000967 - Ecole Entreprise

Dossier	17009073 - ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - CAPEB			
Bénéficiaire	R10771 - CAPEB REG IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
91 875,28 €	TTC	10,88 %	10 000,00 €	

Dossier	17014245 - ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - CLEE DE PLAINE VALLEE			
Bénéficiaire	R19249 - LPO GEORGE SAND DOMONT			
Localisation	LYP LOUIS BASCAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 500,00 €	TTC	23,53 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-485	Budget	2017

Dossier	17014246 - ECOLE ENTREPRISE 2017-2018 - CLEE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Bénéficiaire	R16239 - LPO LEOPOLD SEDAR SENGHOR MAGNANVILLE			
Localisation	LYP LOUIS BASCAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	TTC	80 %	9 600,00 €	

Dossier	17014249 - ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - CLEE DE SAINT QUENTIN EN YVELINES			
Bénéficiaire	R15879 - LPO DUMONT D'URVILLE MAUREPAS			
Localisation	LYP LOUIS BASCAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	TTC	80 %	9 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000967 - Ecole Entreprise	39 200,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	43 450,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**10 - Services communs**
Programme	**110002 - Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage**
Action	**11000202 - Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi**

Dispositif : N° 00000233 – Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi

Dossier	17014871 - ECOLE ENTREPRISE 2017-2018 - CAPEB			
Bénéficiaire	R10771 - CAPEB REG IDF			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
91 875,28 €	TTC	21,77 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000233 - Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	20 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 10 - 110002 - 11000202	20 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014451

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PLAINE COMMUNE PROMOTION - MOSAIQUE DE TALENTS 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	30 000,00 €	14,17 %	4 250,00 €
	Montant Total de la subvention		4 250,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE PROMOTION
Adresse administrative : 21 RUE JULES RIMET
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Francis DUBRAC, Président

Date de publication au JO : 14 septembre 2002

N° SIRET : 39537820100028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est demandé afin de prendre en considération les actions prévues en début d'année scolaire

Description :
Mosaïque de Talents : une opération de valorisation des filières professionnelles

Depuis 16 ans, Plaine Commune Promotion organise avec le soutien de la région Ile-de-France, celui du département de Seine-Saint-Denis et de l'Etablissement territorial de Plaine Commune, l'opération Mosaïque de Talents qui vise à mettre en valeur les filières professionnelles du territoire.

La valorisation par l'exemple, tel est le modus operandi de Mosaïque de Talents : les jeunes inscrits dans ces filières mettent en œuvre leur compétence par la réalisation d'un projet parrainé par des entreprises du territoire. En fin d'année, ces projets sont valorisés lors d'une exposition et cérémonie de remise de prix rassemblant différentes personnalités (représentants de l'Etat et élu -es), des entreprises, des collégiens et leur famille.

D’année en année, les projets gagnent en excellence, l’engagement des parrains en implication et la cérémonie de remise des prix en qualité.

Fort de cette progression, cette 16ème édition se fixe une nouvelle ambition : 15 projets concourant : 15 jours à minima d’exposition ; 15 retombées dans les médias pour gagner en visibilité.

Les projets et parrainages 2018 :

Une réunion de mobilisation des partenaires enseignants aura lieu fin septembre/début octobre pour identifier les lycées en question et déterminer les premiers projets.

Moyens mis en œuvre :
La mise en valeur des filières professionnelles par l’exposition et cérémonie de remise de prix
L’ambition de donner toujours plus de visibilité à l’action répond à l’objectif fondateur de Mosaïque de Talents : mettre en valeur les filières professionnelles tant auprès des jeunes inscrits dans ces filières que de l’ensemble du corps social (entreprises, famille, jeunes en parcours d’orientation). La cérémonie et l’exposition doivent concourir à cet objectif. Pour cela, il a été acté que :

- L’exposition durerait au moins 15 jours. En ce sens, il est d’ores et déjà programmé :

Une exposition photos des projets dans les gares SNCF implantées sur Saint-Denis. Cette exposition précéderait la cérémonie et durerait 15 jours ; elle rendrait les Talents visibles auprès des salariés et responsables d’entreprises ;

Une exposition des réalisations produites dans les médiathèques de Plaine Commune. Cette exposition suivrait la cérémonie et durerait 1 mois : elle permettrait de sensibiliser les jeunes qui fréquentent les médiathèques.

- La cérémonie de remise de prix : comme les deux années précédentes, c’est dans un lieu « prestigieux », que celle-ci se déroulera vers la fin du mois de mai. Ce moment « officiel » qui réunit de nombreuses personnalités et entreprises est également un temps de reconnaissance très apprécié par les jeunes.

La communication sur l’action : pour un écho permanent sur les filières professionnelles
Depuis quelques années, différentes efforts sont fournis en matière de communication, à travers notamment des vidéos et plus récemment les réseaux sociaux.

Des progrès restent pourtant à faire pour une plus grande visibilité tant sur ces réseaux que dans les médias.

Les chargés de relations pressent des entreprises marraines et ceux des villes concernées vont être mobilisés dès le début de l’action pour travailler à plus de retombées médiatiques. De même, une stratégie plus offensive sur les réseaux sociaux de Plaine Commune Promotion va être mise en place.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Lycéen-ne-s, apprenti-e-s, étudiant-e-s

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salle	5 000,00	16,67%
Cocktail	3 000,00	10,00%
Scénographie	7 000,00	23,33%
Animation	1 000,00	3,33%
Trophées	500,00	1,67%
Vidéo des projets	10 000,00	33,33%
Repas jury plénier	500,00	1,67%
Communication : invitation/Site/réseaux sociaux	2 000,00	6,67%
Récompenses jeunes	1 000,00	3,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	4 250,00	14,17%
Entreprises privése	12 000,00	40,00%
Conseil départemental SSD	3 000,00	10,00%
FSE (projet écoles-entreprises déposé dans le cadre de l'ITI	6 000,00	20,00%
Plaine Commune Promotion	4 750,00	15,83%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	9 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	12 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	9 500,00 €
2016	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	4 250,00 €
2017	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	4 250,00 €
	Montant total	39 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014245

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - CLEE DE PLAINE VALLEE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	42 500,00 €	23,53 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO GEORGE SAND DOMONT
Adresse administrative : RUE CENSIER - BP 22
95331 DOMONT CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Joseph AMOYAL, Proviseur

N° SIRET : 19951788900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise - Comité Locaux Ecole Entreprise (CLEE)
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les calendriers de mise en œuvre des CLEE varient d'un CLEE à l'autre. Ici, le CLEE couvre une période d'action large, qui a démarré en février 2017 et qui idéalement s'achèvera en fin d'année scolaire 2017-2018.

Objectifs :
Chaque CLEE (Comité Local Ecole Entreprise) est un groupe de travail technique permettant d'élaborer et de déployer une stratégie sur un territoire donné, afin de favoriser la rencontre entre le monde de l'Entreprise et le monde de l'Ecole et d'aider les jeunes à :
• Comprendre le monde économique et professionnel ainsi que la diversité des métiers et des formations ;
• Développer leur sens de l'engagement et de l'initiative ;
• Elaborer leur projet d'orientation scolaire et professionnelle.

Les CLEE sont créés dans le cadre d'une démarche nationale afin de couvrir tout le territoire avec des actions de proximité. Chaque CLEE est constitué au niveau d'un territoire (ex. un bassin d'emploi et/ou de formation). Il s'agit ici du territoire de la communauté d'agglomération de Plaine Vallée.

En réunissant les différents acteurs et en mettant en commun les ressources (humaines, matérielles et/ou financières), savoirs et compétences, le CLEE permet de :
• Concevoir, coordonner et rendre visibles des actions spécifiques au territoire concernant la formation, l'orientation et l'insertion des jeunes ;
• Développer des actions de sensibilisation et d'information sur les secteurs professionnels, les métiers et les formations associées ;
• Lutter contre les préjugés (convaincre filles et garçons que tous les secteurs d'activité leur sont ouverts, lutter contre l'image négative véhiculée sur certains secteurs et métiers) ;
• Expérimenter et évaluer des actions.

L'intérêt est de nouer des liens de proximité entre les entreprises, les collèges et lycées existant sur ce territoire. C'est aussi être proche des acteurs locaux, rassurer les familles sur l'emploi local, informer sur l'existence des offres de métiers de proximité, des sites de formation et du recrutement local.

L'existence d'un CLEE est un enjeu majeur sur ce territoire très rural où sont absentes les grands groupes et grandes entreprises. Pour fonctionner, le CLEE se rapprochera notamment des petites entreprises du territoire et de l'association des commerçants de Rambouillet.

Description :
Le CLEE (Comité Local Ecole/Entreprise) vise le rapprochement des établissements d'enseignement ou de formation professionnelle avec les entreprises d'un même territoire, afin d'agir ensemble et dans le respect des compétences de chacun, sur la relation formation/métiers/emploi.

Ainsi, dans le cadre de leurs compétences respectives et de leur complémentarité, la communauté d'agglomération Plaine Vallée, l'association DYNACTIVE et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) Val d'Oise élaborent un partenariat original et unique, officialisé par une convention de partenariat signée par les trois parties, pour créer, animer et coordonner le CLEE Plaine Vallée. Le lycée GEORGE SAND de DOMONT est identifié comme Lycée support du dispositif.

Ce CLEE, lieu d'échanges et de ressources locales, constitue donc une force de propositions d'actions à destination des collégiens et lycéens répondant aux objectifs du parcours Avenir :

Comprendre le monde économique et professionnel ainsi que la diversité des métiers et des formations ;

Développer leur sens de l'engagement et de l'initiative ;

Elaborer leur projet d'orientation scolaire et professionnelle.

Le CLEE Plaine Vallée s'inscrit pleinement dans les actions départementales, régionales (académiques) et nationales et par conséquent a pour objectif d'avoir un effet levier grâce à l'optimisation des ressources locales. Il peut également proposer la mise en œuvre d'actions complémentaires, répondant aux besoins des établissements scolaires.

Description du projet :

Dans le Val d'Oise, les 18 communes constituant la communauté d'agglomération Plaine Vallée (Andilly, Attainville, Bouffémont, Deuil-La Barre, Domont, Enghien les Bains, Ezanville, Groslay, Margency, Moisselles, Montlignon, Montmagny, Montmorency, Piscop, Saint Gratien, Saint Brice sous Forêt, Saint Prix, Soisy-sous-Montmorency) comptent 5 lycées et 16 collèges de l'enseignement public, représentant 14 000 élèves : 8 000 collégiens et 6 000 lycéens. La carte ci-dessous localise les établissements scolaires de l'enseignement secondaire par commune.

Depuis février 2016, la communauté d'agglomération, Dynactive et la DSDEN Val d'Oise se sont réunies régulièrement, en associant leurs partenaires pour élaborer le projet du CLEE, réaliser un diagnostic des besoins des établissements scolaires du territoire et recenser les ressources locales.
Dans ce dossier de demande de subvention, nous nous concentrons sur les projets d'actions concernant les lycées, en sachant que nous développerons bien entendu des actions en faveur des collégiens.

Suite aux différentes consultations, des axes de travail et propositions d'actions ont émergé pour les trois cibles identifiées : les professeurs, les délégués des parents d'élèves, les élèves. Certaines actions peuvent être mises en œuvre rapidement, d'autres nécessitent un délai de réflexion, de mise en relation et de recherche de financements.

Ainsi pour 2017, nous prévoyons la mise en œuvre des actions suivantes :

- Avec les équipes enseignantes :

Une formation de sensibilisation à la connaissance du monde économique et professionnel organisée par deux lycées, Camille Saint Saëns de Deuil la Barre et George Sand de Domont, en partenariat avec le CLEE, dans le cadre des stages d'établissement. Le calendrier prévisionnel est le suivant :

24 Février 2017 : Introduction générale, conférences à destination des enseignants animées par des universitaires, sur des thèmes tels que l'évolution du salariat, le crowdfunding, l'économie numérique, la relation public/privé ;

7 Mars 2017 : Rencontre Professeurs/professionnels du territoire, témoignages, table-ronde ;

20 Avril 2017 : Présentation de projets concrets, échanges entre enseignants.

Une formation interprofessionnelle transversale : agents territoriaux-professeurs-entrepreneurs. Une demande a été formulée auprès du CNFPT pour proposer aux agents de la communauté d'agglomération du service développement économique et emploi, à des agents de bibliothèques, à des enseignants volontaires des lycées du territoire et à des chefs d'entreprise une formation-action sur la gestion de projet. Il s'agit en effet de créer une culture commune, de mieux connaitre les contraintes et compétences des différents acteurs locaux afin de construire ensemble de nouvelles actions auprès des jeunes.

Créer un guide à destination des établissements du territoire recensant les ressources locales pour faciliter les liens et le développement des actions partenariales, telles associations œuvrant sur le territoire, lieux économiques (La Pépinière d'entreprises de la Communauté d'agglomération, l'incubateur NumericLab, les zones d'activités …).

- Avec les délégués de parents d'élèves :

Travailler avec les fédérations de parents d'élèves pour faire découvrir le monde économique, promouvoir l'apprentissage et l'alternance. En 2017, nous prendrons contact avec les fédérations et nous élaborerons ensemble des axes de travail.

- Pour les élèves :

Concours création d'entreprise au lycée Camille Saint Saëns de Deuil La Barre
L'équipe entrepreneuriat de Plaine Vallée et une consultante organisent ce concours avec deux enseignantes du Lycée. Il s'agit de sensibiliser deux classes de Terminale STMG à l'esprit d'entreprendre, leur faire découvrir les différentes étapes de la construction d'un projet de création d'entreprise grâce à une expérience pratique. Ce projet s'articule en 4 modules d'une demi-journée chacun :

Module 1 : Contexte de la création d'entreprise, profil d'entrepreneurs (visite de la pépinière

d’entreprises de Plaine vallée, de l’incubateur de l’Université Paris 13, témoignages de dirigeants avec l’appui de 100 000 entrepreneurs) et présentation des grandes étapes de la création d’entreprise ;

Module 2 : Travail sur l’adéquation homme/projet, les facteurs de réussite, la connaissance de soi, les valeurs entrepreneuriales, constitution des 14 équipes mixtes ;

Module 3 : Rappel sur l’étude de marché et la stratégie commerciale, travaux de groupe appliqués à leurs projets respectifs ;

Module 4 : Rappel des éléments financiers (plan de financement, calcul du chiffre d’affaires …) et mise en application.

A l’issue de ces quatre modules, les élèves auront réalisé une présentation power point de leur projet, avec les différents éléments constitutifs d’un business plan. Chaque équipe présentera son projet devant un jury de professionnels de la création d’entreprise et chefs d’entreprise membres de l’association DYNACTIVE. Des prix seront remis aux meilleures équipes par compétence.

Promotion et découverte de l'édition 2017 "Savante banlieue" sur le thème "Sciences, sports et santé...pour tous" :

Cette manifestation, coordonnée et organisée par Plaine Commune Grand Paris, en partenariat avec l’université Paris 13 (campus de Villetaneuse et de Bobigny), l’université Paris 8 (campus de Saint-Denis) et le CNRS, suscite l’intérêt de nombreux établissements du territoire. L’objectif de «Savante Banlieue » est de valoriser pendant deux jours les activités des laboratoires de recherche présents sur le nord territoire de la Seine Saint-Denis et de faire découvrir notamment aux publics scolaires, les richesses locales en matière de recherche et d’enseignement supérieur, largement méconnues. Il s’agit donc de faciliter les déplacements (moyens financiers) pour que les établissements puissent amener leurs élèves à cette manifestation pendant la fête de la science.

Découverte des métiers / Forum et carrefour des métiers : Deux actions seront menées

- détecter des dirigeants et les mobiliser pour présenter leur métier, dans le cadre des forums organisés par les établissements (exemple, lycée d’Enghien les Bains le 18 mars 2017) ;

- Développer les interventions thématiques sur des métiers en lien avec les associations partenaires, telles que les structures ECTI (Entreprise, Collectivité territoriale Insertion), EVL (Ecole et Vie Locale) et Dynactive.

Témoignages d’entrepreneurs :

Le comité souhaite multiplier les témoignages d’entrepreneurs dans les différents établissements scolaires du territoire, grâce à la méthodologie éprouvée de l’association 100 000 entrepreneurs. Pour cela, nous devons mobiliser de nouveaux intervenants, promouvoir les actions de cette association et proposer les 3 formats d’intervention : intervention individuelle, forum d’entrepreneurs, avec speed meeting, sensibilisation de tout un niveau.

Visites d’entreprises :

Dans le cadre de la Semaine de l’Industrie 2017, ayant pour thème « L’industrie, c’est aussi écologique ! », et de la Journée nationale des jeunes (JNDJ), nous pourrions proposer à des classes de visiter des entreprises. Ces visites, d’une durée de 2 heures environ, pourraient être préparées en amont par l’association EVL, dans le cadre d’un de leurs modules d’intervention déjà existants.

Lieux d'accueil pour les stages et les PFMP (périodes de formation en milieu professionnel) des lycéens professionnels :

Il s'agit de développer les possibilités d'accueil de stagiaires pour de l'observation et de la formation en milieu professionnel.

Il existe plusieurs outils qui pourraient être promus :

- la Bourse de stage du Conseil départemental du Val d'Oise, sous utilisé ;

- l'interface entreprise/stage sur le site de Dynactive ;

- le travail sur la signalétique de la bibliothèque de Deuil La barre.

Afin de rendre encore plus concret l'apprentissage de leur futur métier, la mise en pratique de ce dernier par les élèves dans le cadre d'un projet défini et limité dans le temps leur permet d'appréhender toutes les étapes de la réflexion à la création.
Il a donc semblé intéressant de proposer à une classe d'Art graphique du lycée de Domont la possibilité d'appliquer les compétences des élèves sur un travail concret ayant des répercussions dans la vie de tous les jours. La médiathèque de Deuil-la-Barre ayant récemment réaménagé ses locaux, le besoin de créer une nouvelle signalétique est devenu nécessaire. Le projet consisterait à faire créer cette nouvelle signalétique par les élèves de la classe d'Art graphique.

Intérêt du projet :

- Création dans le cadre de contraintes (commande) : charte graphique de la ville, lisibilité pour tous les publics, clarté, etc.;

- Connaissance du fonctionnement et des objectifs d'une structure culturelle municipale, des besoins des usagers, des missions des bibliothécaires ;
- Application pour un usage réel ;
- Visibilité en dehors du lycée du travail effectué ;
- Originalité du rendu (pour la bibliothèque).

Le projet a aussi l'avantage de mettre en relation des acteurs susceptibles de continuer à échanger leurs savoirs et compétences. Exemple : une meilleure connaissance des bibliothèques permettra aux élèves de mieux utiliser leurs ressources, une meilleure connaissance des élèves permettra aux bibliothécaires de développer des services et des fonds plus adaptés à leurs besoins. Il pourrait être proposé des projets de ce type sur d'autres domaines : production d'outils de communication, aide à la constitution des fonds, etc. Ce genre de pratique faciliterait aussi les liens pour permettre aux élèves de trouver plus facilement des stages : réseau, meilleure connaissance de certains besoins sur le terrain, etc.

Moyens mis en œuvre :

Une convention de partenariat entre la communauté d'agglomération Plaine Vallée, l'association Dynactive et la DSDEN Val d'Oise va officialiser la coopération effective entre ces trois acteurs depuis un an et créer le CLEE Plaine Vallée. La signature de cette convention devrait s'effectuer fin février 2017. L'objectif de ces trois partenaires est de coordonner les différentes actions, soutenir leur mise en œuvre, mobiliser leurs partenaires respectifs (associations présentes sur le territoire et œuvrant sur le thème des relations écoles-entreprises comme Ecole et vie Locale, ECTI, 100 000 entrepreneurs, Entreprendre pour Apprendre, ACCET Val d'Oise Technopole…) ainsi que les entreprises locales. Ainsi, les trois partenaires mobilisent leurs ressources, savoirs et compétences afin de répondre aux besoins identifiés des établissements scolaires en matière de relation école/entreprise. Le lycée de Domont est identifié comme

lycée support.

Une équipe projet est constituée avec :

- Pour DYNACTIVE, la secrétaire de l'association, déléguée à la commission école/entreprise et une dirigeante d'entreprise ;

- Pour PLAINE VALLEE, la responsable entrepreneuriat du service Développement économique et emploi et le chef de projet Citéslab ;

- Pour la DSDEN Val d'Oise, la chargée de mission Education économie du département.
A ce groupe projet s'ajoute bien entendu les proviseurs des lycées du territoire et/ou leurs directeurs délégués aux formations professionnelles et technologiques, et/ou les professeurs parties prenantes des projets ; les représentants des différents partenaires, ainsi que tout expert utile à la mise œuvre des projets. Le CFA de Villiers le Bel (IMA) ainsi que l'INHAC de Saint Gratien, seront associés aux groupes de travail du CLEE, ils nous ont déjà fait part de leur intérêt. L'Université Paris 13 est également intéressée pour travailler sur le projet.

Malgré l'optimisation des ressources locales (temps agents, bénévolats, temps des partenaires) pour mettre en œuvre ces actions qui vont enrichir les relations école/entreprise, des ressources financières complémentaires sont nécessaires. C'est pourquoi, nous sollicitons la Région Ile-de-France comme partenaire financier.

Intérêt régional :

L'intérêt est de créer des liens de proximité entre les entreprises et les lycées présents sur le territoire afin de :

- mieux faire connaitre le tissu économique local ;
- limiter les déplacements en utilisant la ressource locale ;
- initier des projets innovants ;
- valoriser la dynamique partenariale locale.

Localisation :

Les actions proposées concernent les lycées du territoire de la Communauté d'agglomération Plaine Vallée (Val d'Oise), désireux d'entrer dans cette démarche. Une attention particulière est portée aux établissements en politique de la ville (Lycée Camille saint Saëns de Deuil la Barre), la communauté d'agglomération ayant signé un contrat de ville en juin 2015.

sigle	Nom	Adresse Postale	Commune
LGT	CAMILLE SAINT-SAENS	18 RUE GUYNEMER	DEUIL-LA-BARRE
LPO	GEORGE SAND	AVENUE DU LYCEE	DOMONT
LGT	GUSTAVE MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	ENGHIEN-LES-BAINS
LGT	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	20 RUE DE JAIGNY	MONTMORENCY
LP LYC METIER	TURGOT	3 PLACE AU PAIN	MONTMORENCY

Trois cibles ont été identifiées :

- les équipes pédagogiques des établissements scolaires,
- les délégués de parents d'élèves,
- les élèves des 5 lycées du territoire (cf. tableau ci-dessus).

Modalités d'évaluation :

Dans la convention de partenariat entre la communauté d'agglomération Plaine Vallée, Dynactive et la DSDEN, il est prévu un comité de pilotage qui se réunira une fois par an pour faire le point sur la collaboration effective entre les partenaires et échanger sur d'éventuelles pistes d'amélioration du partenariat engagé. À cette occasion, un bilan de l'année passée et un plan d'actions pour l'année à venir seront formalisés. Ce comité sera composé des membres suivants :

Pour PLAINE VALLEE :

- Le Vice-Président délégué au développement économique
- La Vice-Présidente déléguée à l'entrepreneuriat
- Le directeur du développement économique
- La responsable entrepreneuriat

Pour DYNACTIVE :

- Le Président de l'association
- La Vice-Présidente en charge de la Commission Education/Entreprise/Emploi
- La Secrétaire
- Le Vice-Président en charge de la Commission Entrepreneuriat

Pour la DSDEN :

- L'Inspectrice d'Académie, directrice académique des services départementaux de l'Education nationale du Val d'Oise ou son représentant
- L'inspecteur de l'Education nationale enseignement technique, conseiller technique
- L'inspectrice de l'Education nationale à l'information et l'orientation
- La chargée de mission Education économie du département

Des représentants de la Région seront invités à ce comité de pilotage.

Public(s) cible(s) :
Les élèves du territoire, du primaire au lycée mais le financement de la Région ne concerne que les lycéens.

Localisation géographique :

- LYP LOUIS BASCAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs (frais liés à l'organisation de formations, séminaires...)	2 500,00	5,88%
Autres services extérieurs (communication, transport de bien et de personnes,…)	5 500,00	12,94%
Rémunération des personnels spécifiques aux projets et rémunération de vacataires dédiés aux actions conduites	34 500,00	81,18%
Total	42 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EDUCATION NATIONALE	15 000,00	35,29%
RIF	10 000,00	23,53%
EPCI – Plaine Vallée	17 500,00	41,18%
Total	42 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 915,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	49 795,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 753,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	258 079,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 903,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	61 220,00 €
2014	Travaux de maintenance	585 790,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 270,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	85 792,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 707,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	218 483,00 €
2015	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 473,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	50 470,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	255 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 882,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 905,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 310,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	162 006,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 889,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 198,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	100 000,00 €

2016	Travaux de maintenance	85 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 188,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 911,10 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	168 942,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 011,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	40 888,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	25 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	75 000,00 €
	Montant total	2 283 701,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014246

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017-2018 - CLEE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	12 000,00 €	80,00 %	9 600,00 €
	Montant Total de la subvention		9 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LEOPOLD SEDAR SENGHOR MAGNANVILLE
Adresse administrative : PLACE PIERRE BEREGOVOY
78200 MAGNANVILLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Bruno CHOQUER, Proviseur

N° SIRET : 19781951900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise - Comité Locaux Ecole Entreprise (CLEE)
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent à la rentrée scolaire 2017/2018

Objectifs :

Chaque CLEE (Comité Local Ecole-Entreprise) est un groupe de travail technique permettant d'élaborer et de déployer une stratégie sur un territoire donné, afin de favoriser la rencontre entre le monde de l'Entreprise et le monde de l'Ecole et d'aider les jeunes à :

Comprendre le monde économique et professionnel ainsi que la diversité des métiers et des formations ;

Développer leur sens de l'engagement et de l'initiative ;

Elaborer leur projet d'orientation scolaire et professionnelle.

Les CLEE sont créés dans le cadre d'une démarche nationale afin de couvrir tout le territoire avec des actions de proximité et mettre en place le Parcours avenir.

Chaque CLEE est constitué au niveau d'un territoire (ex. un bassin d'emploi et/ou de formation).

En réunissant les différents acteurs et en mettant en commun les ressources (humaines, matérielles et/ou financières), savoirs et compétences, le CLEE permet de :

Concevoir, coordonner et rendre visibles des actions spécifiques au territoire concernant la formation, l'orientation et l'insertion des jeunes ;

Développer des actions de sensibilisation et d'information sur les secteurs professionnels, les métiers et les formations associées ;

Lutter contre les préjugés (convaincre filles et garçons que tous les secteurs d'activité leur sont ouverts, lutter contre l'image négative véhiculée de certains secteurs et métiers) ;

Expérimenter et évaluer des actions.

Description :

Le but de ce CLEE GPS&O (Grand Paris Seine & Oise) est de permettre à tout élève d'avoir une orientation choisie. Dans cette configuration, le territoire est ainsi constitué des 14 lycées qui répondent à cette problématique.

4 grands thèmes rassemblent tous les acteurs de ce CLEE dont la couverture est l'ensemble des lycées des bassins d'éducation de Mantes, Les Mureaux, Poissy et Conflans Sainte Honorine. Les 4 thèmes suivants :

1 - Egalité Filles / Garçons :

Rencontres de professionnels ayant des métiers inattendus par rapport à leur genre ;

Marrainages de professionnels avec des filles ;

Interventions sur la lutte contre les stéréotypes ;

Mises en place d'expositions itinérantes pour affichage dans les lycées ;

Organisation d'une manifestation autour du 8 mars sur la place des femmes dans les industries ;

Participation à la semaine de l'entreprenariat au féminin ;

Participations à des concours.

2 - Formation des personnels et des élèves :

Déploiement des « ateliers filières » sur tous les lycées. Dispositif existant déjà sur 2 lycées avec rencontres des élèves de 2nde avec des élèves 1e/T, puis des élèves de T avec des étudiant(e)s de post-BAC ;

Intervention de professionnels à destination des personnels et/ou des élèves sur :

- Les stéréotypes
- Les codes de l’entreprise
- Les métiers à déficit d’images
- Les métiers en tension et formations associés

3 - Découverte du monde professionnel

Promotion des stages en entreprises pour les classes de 2nde entre mi-juin et mi-juillet (stages de découverte, PFMP) ;

Organisation de temps de découverte de domaines, de métiers, du monde professionnel pour tous les jeunes dont ceux en situation de décrochage (en liaison avec la MLDS), ou de réorientation ;

Mise en place de conventions de partenariats : jumelages "établissements-entreprises" ou "classes-entreprises";

Montage de projets entre établissements scolaires, entreprises et/ou collectivités.

4 - Faire connaitre les établissements scolaires et leurs formations au monde professionnel

Organisation de visites réciproques établissements/entreprises ;

Etablissements de plaquettes ou autres formats à destination des entreprises pour présenter les filières de formations ;

Manifestations type petit-déjeuner par les établissements pour faire découvrir les formations aux professionnels.

Moyens mis en œuvre :

Convention de partenariat à venir entre la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale des Yvelines et la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (GPS&O). La présente convention leur permettra de consolider leur coopération, en mettant en commun leurs savoir-faire et leurs compétences aux services des jeunes en formation, des équipes pédagogiques et des entrepreneurs afin de répondre au mieux à leurs besoins avec un triple objectif :

- aider et accompagner les jeunes dans leur projet d'orientation et de formation, en leur permettant de connaitre les différents métiers qui s'offrent à eux ;

- donner les clés de compréhension aux élèves pour les préparer progressivement à leur arrivée dans le monde professionnel ;

- favoriser l'insertion professionnelle des élèves après leur sortie du système éducatif.

Intérêt régional :

L’intérêt est de faire les liens de proximité entre les entreprises et les lycées de ce territoire. Le but est de faire découvrir le tissu économique aux intervenants du monde éducatif afin de minimiser l’énergie et les finances dans des temps et des coûts de transports. Etre proche des acteurs locaux, rassurer les familles sur l’emploi local, connaissance de l’existence des offres de métiers de proximité, des sites de formation et du recrutement local.

Public(s) cible(s):

Les intervenants des entreprises (directeurs, responsables de ressources humaines, services techniques, …), les intervenants du monde éducatif (direction d'établissements, enseignants, conseillers d'orientation psychologues, inspecteurs…) et les intervenants institutionnels (sous-préfecture, communauté d'agglomération, mairies, Pôle emploi, Direccte, mission locale,…).

Localisation géographique :

L'ensemble des lycées couvrant les bassins de Mantes, Les Mureaux, de Poissy et de Conflans à savoir :

Type	Nom	Adresse	CP	Ville
LPO	Louise Weiss	201 rue du Général de Gaulle	78260	Achères
LPO	Vincent Van Gogh	8 rue Jules Ferry	78410	Aubergenville
LPO	Vaucanson	14 rue A. Thomas	78130	Les Mureaux
LGT	François Villon	BP 3074	78133	Les Mureaux cedex
LPO	Condorcet	Allée Condorcet	78520	Limay
LPO	Léopold Sedar Senghor	Place Pierre Bérégovoy	78200	Magnanville
LPO	Jean Rostand	66 rue Fernand Bodet	78200	Mantes la Jolie
LGT	Saint Exupéry	8 rue Marcel Fouque	78201	Mantes la Jolie cedex
LPO	Camille Claudel	20 rue de la Lyre	78711	Mantes la Ville
LPO	Antoine Lavoisier	40-60 bd de la république	78440	Porcheville
LPO	Simone Weil	Rue du Val d'Oise	78700	Conflans Ste Honorine

Cité Scolaire	Le Corbusier	88 rue de Villiers	78300	Poissy
LPO	Charles de Gaulle	10 rue Gustave Eiffel	78306	Poissy
LPO	Adrienne Bolland	62-64 boulevard Devaux	78300	Poissy

Le Lycée LS.Shengor de Magnanville est identifié comme Lycée Support du CLEE.

A terme, afin de couvrir l'ensemble des Yvelines avec un nombre restreint de CLEE : le CLEE s'adaptera aux contours géographiques des nouvelles régions et nouvelles communautés d'agglomérations en particulier GPS&O pour cette partie du territoire et pourra aussi couvrir les collèges du même secteur.

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transport sorties scolaire et coordination	3 000,00	25,00%
Frais de déplacement des intervenants	3 000,00	25,00%
Communication, édition, restauration	3 000,00	25,00%
Organisation des temps de déplacements professionnels des bénévoles	3 000,00	25,00%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EDUCATION NATIONALE	2 400,00	20,00%
RIF	9 600,00	80,00%
Total	12 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 293,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 578,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 634,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	186 446,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 000,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	86 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	36 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 236,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 269,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 755,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	186 093,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	71 886,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	25 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 600,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 883,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 049,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	150 933,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	41 236,36 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	33 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 114,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 474,40 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	146 733,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 518,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	57 000,00 €
	Montant total	1 006 013,76 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014249

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - CLEE DE SAINT QUENTIN EN YVELINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	12 000,00 €	80,00 %	9 600,00 €
	Montant Total de la subvention		9 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO DUMONT D'URVILLE MAUREPAS
Adresse administrative : 2 AVENUE DE FRANCHE-COMTE
78310 MAUREPAS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Hervé BARLE, Proviseur

N° SIRET : 19781883400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise - Comité Locaux Ecole Entreprise (CLEE)
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent à la rentrée scolaire 2017/2018.

Objectifs :
Chaque CLEE (Comité Local Ecole Entreprise) est un groupe de travail technique permettant d'élaborer et de déployer une stratégie sur un territoire donné, afin de favoriser la rencontre entre le monde de l'Entreprise et le monde de l'Ecole et d'aider les jeunes à :

• Comprendre le monde économique et professionnel ainsi que la diversité des métiers et des formations ;
• Développer leur sens de l'engagement et de l'initiative ;
• Elaborer leur projet d'orientation scolaire et professionnelle.

Les CLEE sont créés dans le cadre d'une démarche nationale afin de couvrir tout le territoire avec des actions de proximité. Chaque CLEE est constitué au niveau d'un territoire (ex. un bassin d'emploi et/ou de formation). Il s'agit ici du territoire de la communauté d'agglomération de Rambouillet.

En réunissant les différents acteurs et en mettant en commun les ressources (humaines, matérielles et/ou

financières), savoirs et compétences, le CLEE permet de :

• Concevoir, coordonner et rendre visibles des actions spécifiques au territoire concernant la formation, l'orientation et l'insertion des jeunes ;
• Développer des actions de sensibilisation et d'information sur les secteurs professionnels, les métiers et les formations associées ;
• Lutter contre les préjugés (convaincre filles et garçons que tous les secteurs d'activité leur sont ouverts, lutter contre l'image négative véhiculée sur certains secteurs et métiers) ;
• Expérimenter et évaluer des actions.

L'intérêt est de nouer des liens de proximité entre les entreprises, les collèges et lycées existant sur ce territoire. C'est aussi être proche des acteurs locaux, rassurer les familles sur l'emploi local, informer sur l'existence des offres de métiers de proximité, des sites de formation et du recrutement local.

L'existence d'un CLEE est un enjeu majeur sur ce territoire très rural où sont absentes les grands groupes et grandes entreprises. Pour fonctionner, le CLEE se rapprochera notamment des petites entreprises du territoire et de l'association des commerçants de Rambouillet.

Description :
Le but de ce CLEE SQY – Saint Quentin en Yvelines est de permettre à tout élève d'avoir une orientation choisie.
Dans cette configuration, le territoire est ainsi constitué de 12 communes : Coignières, Élancourt, Guyancourt, La Verrière, Les Clayes-sous-Bois, Magny-les-Hameaux, Maurepas, Montigny-le-Bretonneux, Trappes Plaisir, Villepreux et Voisins-le-Bretonneux, soit 11 lycées qui répondent à cette problématique.

Les thèmes à développer dans ce territoire portent sur :

- L'information des personnels des établissements sur le tissu économique du territoire, et leur proposer des stages en entreprises
- La formation des élèves aux métiers et formations présents dans la communauté d'agglo
- La proposition de cas d'entreprise aux élèves de formation STMG Marketing, RH et Comptabilité
- Le développement des stages aux élèves de 2ndes GT et Technologiques
- La mise en place d'actions pour les élèves en situation de décrochage
- La promotion des formations professionnelles et de l'Apprentissage
- Et faire connaitre les établissements scolaires et leurs formations au monde professionnel

Moyens mis en œuvre :
Convention de partenariat à venir entre la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale des Yvelines et la communauté d'agglomération de Saint-Quentin- en-Yvelines (SQY). La présente convention leur permettra de consolider leur coopération, en mettant en commun leurs savoir-faire et leurs compétences aux services des jeunes en formation, des équipes pédagogiques et des entrepreneurs afin de répondre au mieux à leurs besoins avec un triple objectif :

- aider et accompagner les jeunes dans leur projet d'orientation et de formation, en leur permettant de connaître les différents métiers qui s'offrent à eux ;

- donner les clés de compréhension aux élèves pour les préparer progressivement à leur arrivée dans le monde professionnel ;

- favoriser l'insertion professionnelle des élèves après leur sortie du système éducatif.

Une réunion a eu lieu au SQYCub de St Quentin en Yvelines le 12 octobre dernier pour la mise en place d'un forum sur l'emploi, la formation et l'insertion : grand événement le 29 mars 2018 à destination de tous les publics (demandeurs d'emploi, jeunes en sortie de formation en recherche d'emploi ou de contrat d'apprentissage, ou de stage).

Le projet a été présenté à tous les chefs d'établissements (Lycées) le 17 octobre 2017.

Intérêt régional :
L'intérêt est de faire les liens de proximité entre les entreprises et les lycées existants sur ce territoire. Le but étant de faire découvrir le tissu économique aux intervenants du monde éducatif afin de minimiser l'énergie et les finances dans des temps et des coûts de transports. Etre proche des acteurs locaux, rassurer les familles sur l'emploi local, connaissance de l'existence des offres de métiers de proximité, des sites de formation et du recrutement local.

Public(s) cible(s):
Les élèves du territoire, du primaire au lycée mais le financement de la région s'adresse uniquement aux lycéens.

Les actions ciblent 4 publics : les élèves, les parents, les enseignants, et les entreprises.

Pour les élèves :

- un planning des stages est en cours de réalisation de façon à présenter les besoins des lycéens (généraux et professionnels). Des propositions de rencontres entre professionnels et élèves vont être lancées dans le cadre de la semaine Ecole-Entreprise.

- Quelques rencontres ont déjà eu lieu depuis la rentrée dans le cadre des semaines d'insertion que les lycées se doivent d'organiser (circulaire "réussir en voie pro).

- Les Ingénieures Pour l'Ecole - IPE - interviennent aussi dans les établissements sur la découverte des métiers de l'ingénierie, des métiers de l'aéroportuaire et de l'aérospatial, mais aussi sur la rédaction des C et lettre de motivation, la simulation entretiens d'embauche et une aide à la recherche de stage.

- Les Développeurs de l'Apprentissage territoriaux interviennent dans les forums et établissements pour présenter l'Apprentissage. Une plaquette est diffusée tout au long de l'année et dans tous les événements/rencontres lors de leur participation.

Pour les Parents :

- Tous les temps forts avec tableaux récapitulatifs des événements sont envoyés aux associations de parents d'élèves pour les informer des actions de l'année.

- Tous les ans, quelques actions leur sont présentées (ex. le surendettement présenté par la Banque de France) dans le cadre de "café des parents" dans les BIJ ou les établissements qui le souhaitent.

- Ils sont invités à toutes les visites d'entreprises lors des semaines Ecole-Entreprise ou Village de la chimie, ou semaine de l'Industrie. Ils sont également destinataires du compte-rendu d'activité de la Relation Ecole-Entreprise des Yvelines.

Pour les enseignants :

- stages en entreprises proposés par les IPE, par Croissance Responsable et par l'association C.Génial.

- visites d'entreprises ou Centre de formation en apprentissage proposées par Le Club des Partenaires (service de l'Orientation et de l'Information du Rectorat). Recherche d'entreprises susceptibles de proposer ces visites, et contacts transmis au SAIO qui diffuse aux établissements des 3 académies sur le site Club des Partenaires.

- mise en place de formation en établissement sur les missions de la Relation Ecole-Entreprise, ainsi que sur l'Apprentissage, Greta et DAVA.

Pour les entreprises :

- mise en place d'information sur les missions de la Relation Ecole-Entreprise, Greta et DAVA lors d'AG des associations ou des grandes entreprises.

- Présentation des lycées et de leurs formations dispensées pour connaissance du tissu de formations qui les entourent : visites d'établissements scolaires pour les entreprises.

Localisation géographique :

- LYP LOUIS BASCAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Déplacements, missions et réceptions	5 000,00	41,67%
Frais de déplacement	3 000,00	25,00%
découverte du monde professionnel	3 000,00	25,00%
Edition de documents et communication	1 000,00	8,33%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EDUCATION NATIONALE	2 400,00	20,00%
RIF	9 600,00	80,00%
Total	12 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 821,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 003,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	146 602,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 347,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	10 565,00 €
2014	Travaux de maintenance	17 500,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 646,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 616,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	136 278,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 800,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 128,00 €
2015	Travaux de maintenance	137 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 605,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	58 219,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	100 384,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 830,40 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 850,00 €
2016	Travaux de maintenance	38 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 388,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 534,46 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	95 963,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	10 540,00 €
2017	Travaux de maintenance	41 900,00 €
	Montant total	794 867,86 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009073

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017 2018 - CAPEB

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	91 875,28 €	10,88 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPEB REG IDF
Adresse administrative : 2 BIS RUE BERANGER
75003 PARIS
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Monsieur Jean-Luc CANNEE, Président

Date de publication au JO : 19 avril 2005

N° SIRET : 40409938400038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en considération des actions prévues en début d'année scolaire.

Objectifs :
Les actions proposées visent à inciter les jeunes à se diriger vers le secteur de l'artisanat du bâtiment en les informant sur les formations et métiers existants.

Description :
La CAPEB s'engage sur deux actions principales :
-les « Artisans Messagers » qui se déroulent sur une année scolaire,
-les « Journées des métiers de l'artisanat du bâtiment et du patrimoine » organisée pendant deux jours.
Ces animations ciblent les jeunes de niveau de pré-qualification, niveau IV et/ou niveau V.

1 – Les « artisans ménagers »

Le dispositif repose sur l'idée qu'il faut rendre le jeune acteur de son orientation et lui donner une image de la diversité et de la richesse des métiers artisanaux alliant savoir-faire traditionnels et innovation technique.
Acteurs et bénéficiaires : le dispositif est animé par des artisans, actifs ou retraités, formés en amont, pendant 3 jours. Le but est de sensibiliser les jeunes en âge de faire des choix de formation et de les encourager à s'intéresser aux filières du bâtiment, généralement en classe de 3ème. Cette action va être expérimentée auprès des jeunes lycéens qui auraient été orientés en lycée mais qui se trouvent en difficulté ou ne se voient pas poursuivre sur des études longues. Cette expérimentation sera évaluée en fin d'année scolaire.

2 – Les journées des métiers de l'artisanat du bâtiment et du patrimoine
La CAPEB Ile-de-France propose une manifestation de deux jours organisée sur des sites qui ont un patrimoine bâti riche avec une histoire. Pendant ces deux journées, un parcours de découverte des métiers de l'Artisanat du Bâtiment est proposé aux visiteurs. Des stands de démonstration et d'ateliers pratiques tenus par des professionnels et des jeunes en formation présentent un ensemble de métiers où chacun peut s'essayer à quelques gestes techniques auprès du professionnel ou de l'apprenti présent.

Moyens mis en œuvre :
-Les « Journées des Métiers de l'Artisanat du Bâtiment et du Patrimoine » sont organisées en parcours de découverte des métiers avec la présentation de divers ateliers de démonstrations de savoir-faire. Le but est de faire participer le public et de le mettre en situation face à des professionnels et des jeunes déjà en formation. Nous cherchons à favoriser au maximum l'échange entre intervenants et jeunes visiteurs et à rendre concret tout ce que ces derniers pourront découvrir.
L'atout majeur de cette manifestation est la participation des visiteurs à chaque atelier présenté. L'approche est conviviale et concrète. L'illustration de nos métiers dans un cadre prestigieux et chargé d'histoire participe également à la réussite de ces journées.
La manifestation se parcourt en 2h30 / 3 heures. Elle se compose :
- D'ateliers de démonstration de savoir-faire réalisés par des professionnels femmes et hommes et par des jeunes en formation qui feront découvrir différents métiers de l'Artisanat du Bâtiment. Les jeunes pourront entre autres, s'exercer à la taille de pierre, au soudage ou à la peinture au pochoir.
- De stands d'informations sur les métiers, leurs formations et les différentes perspectives professionnelles. Un espace dédié à l'apprentissage sera installé pour que les CFA partenaires présentent la formation professionnelle, distribuent des brochures et proposent des Stages de Découverte de l'Apprentissage et des Métiers à tout jeune intéressé.
- De stands tenus par des partenaires sociaux de la CAPEB, qui informent le public sur les avantages sociaux du secteur du bâtiment ou sur les évolutions techniques et de prévention des métiers. Ceci afin de donner un aspect global du secteur économique qu'est l'Artisanat du Bâtiment.

Plusieurs supports sont réalisés pour mener cette action :
•Des flyers qui sont envoyés auprès des établissements scolaires pour les informer de la tenue de la manifestation
•Des flyers qui sont envoyés auprès des artisans pour leur demander d'animer un atelier
•Un dossier pratique remis aux établissements inscrits et qui leur permet de préparer leur visite
•Un dossier de presse
•Un dossier partenarial
•Des circulaires envoyées par les Rectorats d'Île-de-France
•Le site internet du Club des partenaires qui référence nos actions.
•Un guide métier qui est distribué en fin de journée à tous les jeunes participants.
•Une invitation au cocktail inaugural
•Un bilan

Chaque groupe parcours les différents ateliers comme bon lui semble mais afin d'inciter à rencontrer un maximum de personnes, un questionnaire est distribué aux jeunes. Différentes questions concernant les

ateliers sont à remplir ce qui permet aussi l'accroche du jeune vis-à-vis du démonstrateur.
En fin de parcours différentes brochures et des guides sur les métiers de l'Artisanat du Bâtiment sont distribués.

Des questionnaires d'évaluations ont été créés pour les enseignants et pour les jeunes. Ils sont analysés en fin de manifestation et annexés au bilan.

-L'action "Artisans Messagers"

Animées par des artisans, actifs ou retraités, formés en amont, pendant 3 jours, ces opérations se déroulent en milieu scolaire dans des collèges. Le but est de sensibiliser les jeunes en âge de faire des choix de formation et de les encourager à s'intéresser aux filières du bâtiment.
L'intervention des « Artisans Messagers » est une action syndicale, propre à la CAPEB. Elle est aussi sociétale dans la mesure où elle sensibilise des jeunes à la nécessaire protection de l'environnement et à l'intérêt que les métiers du bâtiment présentent à cet égard. Devenir « Artisan Messager » c'est avant tout être conscient des enjeux économiques du secteur, être sensible à l'avenir des jeunes mais aussi continuer à être un vecteur naturel de l'insertion des jeunes et un porte-parole de l'Artisanat du Bâtiment.
Les questions d'orientation et d'emploi sont intégrées dans ces animations qui s'inscrivent dans le cadre des dispositifs de parcours de Découverte Professionnelle de 3 heures en classe de 3ème.

•Le contenu de l'animation
L'action « Artisan Messager » se déroule sur toute une journée pendant laquelle les jeunes vont découvrir la diversité des métiers du secteur à travers des exercices, des mises en situation et par le montage d'une maquette d'un porche reprenant l'intervention d'un ensemble de corps de métiers.
L'animation s'articule autour de 2 modules de 3 heures chacun.
Module 1 : découverte des métiers du bâtiment à travers un diaporama et des exemples sur l'habitat et un jeu pédagogique axé sur le lien avec la qualité environnementale. Ce module comprend plusieurs séquences :
- la présentation de deux diaporamas sur la variété de l'habitat et son évolution jusqu'à la présentation d'habitats respectueux de l'environnement ; Les étapes de construction d'une maison en lien avec le métier ou les métiers concernés.
- l'organisation d'un jeu pédagogique par groupe d'élèves sur la découverte des métiers du bâtiment à partir d'objectifs de réalisations à « qualité environnementale » : l'idée est d'associer un objectif (ex : économiser l'eau à l'aide d'une cuve de récupération d'eaux pluviales) et un métier à l'aide de cartes métier.
Module 2 : Découverte des métiers du bâtiment à travers la construction d'une maquette de maison respectueuse de l'environnement. Ce module est en lien avec l'animation découverte, puisqu'il permet la mise en œuvre concrète des exemples du premier module. En effet, la première animation propose une réflexion et une découverte de l'application du développement durable à l'habitation, tandis que le second module est la mise en application des techniques de rénovation d'une maison respectueuse de l'environnement.
Le but principal de l'animation est de permettre aux enfants d'appréhender les métiers du bâtiment lors de la construction d'une maquette. Les élèves utilisent de vrais matériaux et les outils adaptés à la construction de la maquette. Chaque élève aura la possibilité de s'essayer à quelque geste de base de ces métiers tout en intégrant consciemment ou inconsciemment les règles de prévention et de sécurité (monter un tableau électrique, poser des tuiles..)

-Supports d'information réalisés dans le cadre du projet

•Cette action donnera lieu à la réimpression de brochures d'information et des guides métiers de l'Artisanat du Bâtiment. Nous profiterons de l'impression de ces outils pour les retravailler sur la forme et les mettre à jour.

•Un dossier partenarial
•Des circulaires envoyées par les Rectorats d'Île-de-France
•Le site internet du Club des partenaires qui référence nos actions.
•Un bilan
Naturellement la Région Île-de-France apparait sur ces documents conformément à la charte de communication dont il est fait référence dans les conventionnements usuels.

Lors de la réservation de l'animation, un petit guide pratique est remis à l'enseignant afin de l'aider à préparer la visite de l'artisan auprès des élèves mais aussi la logistique que l'action suppose.
Des guides métiers sur l'Artisanat du Bâtiment sont remis à chaque jeune en fin de journée.

Une fiche d'évaluation de l'intervention est remis à l'enseignant accueillant l'artisan afin d'avoir un retour sur la prestation réalisée.
À chaque semestre les CAPEB départementales dressent le bilan des actions réalisées à la CAPEB Île-de-France

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Lycéens et collégiens. Seules les actions qui concernent les lycéens ne sont financées ici.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Indemnisation des artisans intervenants lors des actions	15 880,00	17,28%
frais de communication, impressions de la documentation, outils divers	4 500,00	4,90%
Frais de déplacement personnel et établissements scolaires	1 300,00	1,41%
Restauration, hébergements	6 000,00	6,53%
Divers Services extérieurs	600,00	0,65%
Temps de travail du personnel de la CAPEB IdF	45 595,28	49,63%
Temps de travail du personnel des CAPB départementales	8 000,00	8,71%
Valorisation de l'intervention des partenaires (lycées, CFA...)	10 000,00	10,88%
Total	91 875,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	51 875,28	56,46%
Valorisation de l'intervention des partenaires	10 000,00	10,88%
Région Ile-de-France Pôle lycées	10 000,00	10,88%
Région Ile-de-France Pôle Développement économique	20 000,00	21,77%
Total	91 875,28	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	30 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Ecole Entreprise	10 000,00 €
2016	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	20 000,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	3 350,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	65 000,00 €
	Montant total	158 350,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014871

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2017-2018 - CAPEB

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	91 875,28 €	21,77 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPEB REG IDF
Adresse administrative : 2 BIS RUE BERANGER
75003 PARIS
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Monsieur Dominique METAYER, Président

Date de publication au JO : 19 avril 2005

N° SIRET : 40409938400038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est demandé afin de prendre en considération les actions prévues en début d'année scolaire.

Objectifs :
Les actions proposées visent à inciter les jeunes à se diriger vers le secteur de l'artisanat du bâtiment en les informant sur les formations et métiers existants.

Description :
La CAPEB s'engage sur deux actions principales:
-Les "Artisans Messagers" qui se déroulent sur une année scolaire,
-Les "Journées des métiers de l'artisanat du bâtiment et du patrimoine", organisées pendant deux jours.
Ces animations ciblent les jeunes de niveau de pré-qualification, niveau IV et/ou niveau V.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Lycéens et collégiens

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Indemnisation des artisans intervenant lors des actions	15 880,00	17,28%
Frais de communication, impressions, outils divers..	4 500,00	4,90%
Frais de déplacement personnel et établissements scolaires	1 300,00	1,41%
Restauration, hébergements	6 000,00	6,53%
Divers Services extérieurs	600,00	0,65%
Temps de travail du personnel de la CAPEB IDF	45 595,28	49,63%
Temps de travail du personnel des CAPB départementales	8 000,00	8,71%
Valorisation de l'intervention des partenaires (lycées, CFA...)	10 000,00	10,88%
Total	91 875,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	51 875,28	56,46%
Valorisation de l'intervention des partenaires	10 000,00	10,88%
Région IDF Pôle Lycées	10 000,00	10,88%
Région IDF Pôle Développement économique	20 000,00	21,77%
Total	91 875,28	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	30 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Ecole Entreprise	10 000,00 €
2016	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	20 000,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	3 350,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	65 000,00 €
	Montant total	158 350,00 €

ANNEXE 3 : AVENANT A LA CONVENTION N ° 16013145 AVEC L'ASSOCIATION « ALTERNATIVE »

ANNEXE 3 À LA DÉLIBÉRATION :
AVENANT A LA CONVENTION N°16013145
AVEC L'ASSOCIATION « ALTERNATIVE »

Avenant à la Convention
en vertu de la délibération n° CP 16-463 du 16 novembre 2016
relative au partenariat entre la Région Ile-de-France et l'association « Alternative »
pour la mise en place de programme sur les valeurs citoyennes et de la République
pour l'année scolaire 2016/2017

DISPOSITIF « GENERATION Z »

Entre

La Région d'Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération n°
Ci-après dénommée la « Région »

D'une part,

et

L'organisme dénommé : ALTERNATIVE
Dont le statut juridique est : Association
Dont le n° de SIRET est : 74 984 833 900 026
Dont le siège social est situé au : 5 PLACE DE LA REPUBLIQUE - 78300 POISSY
Ayant pour représentant : Madame Catherine KOSSMANN, Présidente
Ci-après dénommé « le bénéficiaire »

D'autre part,

PREAMBULE :

La Région Ile-de-France et l'association « Alternative » ont conclu, en 2016, une convention ayant pour objet le soutien de la Région au financement du programme de l'association « Alternative » pour la mise en place d'actions de sensibilisations des lycéens et des professionnels des établissements franciliens dans le cadre du dispositif « Génération Z ». Dans cet objectif, la Région Ile de France a attribué à l'association « Alternative » une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 22 800 € pour l'année scolaire 2016-2017.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

Le premier paragraphe de l'article 1 de la convention est modifié comme suit :

« Par délibération n° CP n° 16-463 du 16 novembre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'Association ' Alternative ' pour la mise en place des actions suivantes dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée ' Fiche-projet ' de la présente convention pour les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018 ».

ARTICLE 2

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

L'organisme
(nom, qualité
du signataire et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-384

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX FÉDÉRATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES FRANCILIENS ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à la réussite et l'égalité des lycéennes et des lycéens ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative à la consultation du printemps 2011, répondre aux attentes des lycéen-ne-s ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 11-400 du 19 mai 2011, « pour la réussite de toutes et tous, développer une culture de l'égalité ; soutenir les fédérations de parents d'élèves franciliens » ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-384 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif de soutien aux fédérations de parents d'élèves franciliens au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **52 175 €** réparties comme suit :

- 27 500 € au bénéfice de la FCPE ;
- 7 175 € au bénéfice de l'UNAAPE ;
- 17 500 € au bénéfice de la PEEP.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 11-400 du 19 mai 2011 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **52 175 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er septembre 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération N°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

23/11/2017 12:42:55

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-384	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes

Dossier	17011958 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'UA PEEP DE CRETEIL			
Bénéficiaire	P0016155 - UA PEEP CRETEIL UNION ACADEMIQUE DES PARENTS D ELEVES DE L ENSEIGNEMENT PUBLIC DE CRETEIL			
Localisation	Académie de Créteil			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 450,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 550,00 €	TTC	57,07 %	5 450,00 €	

Dossier	17011959 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'UA PEEP DE L'ACADEMIE DE VERSAILLES			
Bénéficiaire	P0016149 - PEEP UNION DES ASSOCIATIONS PEEP DE L ACADEMIE DE VERSAILLES			
Localisation	Académie de Versailles			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 250,00 €	TTC	80 %	6 600,00 €	

Dossier	17011960 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'ADA PEEP PARIS			
Bénéficiaire	P0016144 - PEEP ASSOCIATION DEPARTEMENTALE ACADEMIQUE DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE PARIS ADA PEEP DE PARIS			
Localisation	Académie de Paris			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 450,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 038,68 €	TTC	60,3 %	5 450,00 €	

Dossier	17011961 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'ASSOCIATION DE GESTION DU COMITE REGIONAL FCPE ILE-DE-FRANCE			
Bénéficiaire	P0019272 - ASSOCIATION DE GESTION DU COMITE REGIONAL FCPE ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 000,00 €	TTC	76,39 %	27 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-384	Budget	2017

Dossier	17012204 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'UNION REG IDF ASS AUTON PARENT ELEVE (UNAAPE REGION IDF)			
Bénéficiaire	P0037979 - UNION REG IDF ASS AUTON PARENT ELEVE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 175,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 969,00 €	TTC	80 %	7 175,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	52 175,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	52 175,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS VF

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011960

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'ADA PEEP PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 038,68 €	60,30 %	5 450,00 €
	Montant Total de la subvention		5 450,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PEEP ASSOCIATION DEPARTEMENTALE ACADEMIQUE DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE PARIS ADA PEEP DE PARIS

Adresse administrative : 14 RUE HOUDART
75020 PARIS 20

Statut Juridique : Association

Date de publication au JO : 8 mai 2010

N° SIRET : 78471910600030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens
Rapport Cadre : CR 39-10 du 30 septembre 2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action porte sur toute l'année scolaire 2017-2018.

Objectifs :
Participer au fonctionnement et aux activités de l'ADA PEEP de Paris, fédération de parents d'élèves, menées sur le territoire régional et pour les actions de sensibilisation des parents d'élèves aux actions de la Région Île-de-France pour l'année 2017-2018.

Description :
Fonctionnement courant, organisation de rencontres, colloques, forums et manifestations diverses d'information de fonctionnement des dispositifs et autres actions éducatives mises en place en direction des familles et des lycéen-ne-s francilien-ne-s pour l'année scolaire 2017-2018.

Mise en place de l'Espace numérique de travail dans les établissements scolaires en aidant les parents dans la prise en main de l'outil numérique.

Intégration harmonieuse des élèves atteints de handicaps et des enfants précoces.

Mise à disposition du réseau de la PEEP Paris d'un service de reprographie et de mise sous enveloppes des documents destinés aux parents. Conception d'une information diffusée aux parents sur leur "smartphones".

Moyens mis en œuvre :
Fabrication de documents, publications, forum, conférence et réunions

Intérêt régional :
La communication sur les diverses aides régionales mises en œuvre en direction des lycéens franciliens auprès des parents d'élèves.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les parents des élèves des lycées d'Ile de France.

Localisation géographique :
- Académie de Paris

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement courant (location de locaux)	3 500,00	38,72%
Action d'information (local de matériel de reprographie)	5 538,68	61,28%
Total	9 038,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	5 450,00	60,30%
Participation Fédération PEEP	3 588,68	39,70%
Total	9 038,68	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 450,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	5 450,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	5 450,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	5 450,00 €
	Montant total	16 350,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011959

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'UA PEEP DE L'ACADEMIE DE VERSAILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 250,00 €	80,00 %	6 600,00 €
		Montant Total de la subvention	6 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PEEP UNION DES ASSOCIATIONS PEEP DE L ACADEMIE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 1 ALL HENRI SELLIER 92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association

Date de publication au JO : 14 novembre 2009

N° SIRET : 42173010200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens
Rapport Cadre : CR 39-10 du 30 septembre 2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action couvre toute l'année scolaire 2017-2018.

Objectifs :
Participer au fonctionnement et aux activités de la PEEP de Versailles, fédération de parents d'élèves, menées sur le territoire régional et pour les actions de sensibilisation des parents d'élèves aux actions de la Région Île-de-France pour l'année 2017-18.

Description :
Fonctionnement courant, organisation de rencontres, colloques, forums et manifestations diverses d'information sur le fonctionnement des dispositifs et autres actions éducatives mises en place en direction des familles et des lycéen-ne-s francilien-ne-s pour l'année scolaire 2017-2018.

Cette année, l'union académique (UA) de Versailles mènera des actions particulières :

Création d'un catalogue de conférences sur les thèmes suivants : l'orientation des jeunes et les métiers de demain, citoyenneté et démocratie, les addictions, l'intelligence émotionnelle. L'UA PEEP de Versailles fera appel à un stagiaire pour organiser la structuration du cycle de conférences et la mise en œuvre pour un déploiement sur l'ensemble des départements de l'académie de Versailles.

Formation des parents dont la présentation de l'APB (affectation post-bac), poursuite des formations Rose des talents (outil pratique au service des parents d'élèves) et organisation de séance pour les élèves, aide à l'orientation des jeunes avec notamment un jeu test de personnalité.

Moyens mis en œuvre :
Fabrication de documents, publications, forum, conférence et réunions

Intérêt régional :
La communication sur les différentes aides régionales mises en œuvre en direction des lycéens franciliens auprès des parents d'élèves.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les parents d'élèves des lycées de l'académie de Versailles.

Localisation géographique :

- Académie de Versailles

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Action (AG et table ronde, communication, présentation APB, Rose des Talents, forum lycées, conférences)	5 000,00	60,61%
Fonctionnement (reprographie, salaire, loyer, Numéricâble, assurance)	3 250,00	39,39%
Total	8 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	6 600,00	80,00%
Participation aux frais	1 650,00	20,00%
Total	8 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	6 600,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	6 600,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	6 600,00 €
	Montant total	19 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011958

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'UA PEEP DE CRETEIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 550,00 €	57,07 %	5 450,00 €
	Montant Total de la subvention		5 450,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UA PEEP CRETEIL UNION ACADEMIQUE DES PARENTS D ELEVES DE L ENSEIGNEMENT PUBLIC DE CRETEIL

Adresse administrative : 3 VLA BRETAGNE
94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Statut Juridique : Association

Date de publication au JO : 20 mars 2010

N° SIRET : 52154836200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens
Rapport Cadre : CR 39-10 du 30 septembre 2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action porte sur toute l'année scolaire 2017-2018.

Objectifs :
Participer au fonctionnement et aux activités de la PEEP de Créteil, fédération de parents d'élèves, menées sur le territoire régional (actions de représentation, de formation, de conseil) et pour les actions de sensibilisation des parents d'élèves aux actions de la Région Île-de-France pour l'année 2017-2018.

L'Unité Académique (UA) PEEP de Créteil portera une attention particulière à la communication grâce à la pleine utilisation de l'atelier de reprographie totalement opérationnel : compte-tenu de la taille du territoire de l'académie de Créteil, un investissement webcam a été fait pour proposer aux associations géographiquement éloignées de participer par Skype aux formations.

Différentes réflexions sont également en cours sur des actions plus spécifiques notamment liées à la prévention de la violence, à l'égalité filles garçons et à l'accompagnement de la scolarisation des enfants porteurs de handicap. L'accent sera également mis sur l'enseignement professionnel. Les actions des associations PEEP dans les lycées seront également encouragées par un nouvel appel à projets.

Description :
Fonctionnement courant, actions de communication (organisation de rencontres et manifestations diverses d'information mises en place en direction des familles et des lycéen-ne-s francilien-ne-s pour l'année scolaire 2017-2018, frais de reprographie).

Moyens mis en œuvre :
Fabrication de documents, publications, outils internet, déplacements et réunions

Intérêt régional :
La communication sur les diverses aides régionales mises en oeuvre en direction des lycéens franciliens auprès des parents d'élèves.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les parents des élèves des lycées franciliens

Localisation géographique :
- Académie de Créteil

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement local (électricité, charges locatives, lignes téléphoniques, assurances, fournitures bureau, affranchissement, achat matériel et entretien, frais bancaires)	2 850,00	29,84%
Frais de déplacement (commissions, congrès et AG nationales)	2 300,00	24,08%
Frais reprographie	1 900,00	19,90%
Actions de communication (frais de formation et réunion, frais de réception, soutien associations et communication)	2 500,00	26,18%
Total	9 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	5 450,00	57,07%
Subvention Fédération PEEP	1 900,00	19,90%
Subvention des AD 77, 93, 94	1 000,00	10,47%
Prise en charge fédération	700,00	7,33%
Quote part facturée AD	500,00	5,24%
Total	9 550,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 450,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	5 450,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	5 450,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	5 450,00 €
	Montant total	16 350,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011961

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'ASSOCIATION DE GESTION DU COMITE REGIONAL FCPE ILE-DE-FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	36 000,00 €	76,39 %	27 500,00 €
		Montant Total de la subvention	27 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE GESTION DU COMITE REGIONAL FCPE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 14 RUE D'ASTORG
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : MONSIEUR LE PRESIDENT, DE L'ASSOCIATION DE GESTION DU COMITE REGIONAL

Date de publication au JO : 25 décembre 1999

N° SIRET : 50117285200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens
Rapport Cadre : CR 39-10 du 30 septembre 2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions soutenues démarrent dès la rentrée et couvrent toute l'année scolaire 2017-2018.

Objectifs :
Participer au fonctionnement et aux activités de la FCPE, fédération de parents d'élèves, menées sur le territoire régional et pour les actions de sensibilisation des parents d'élèves aux actions de la Région Ile-de-France pour l'année 2017-2018.

La FCPE poursuit en 2017-2018 son action d'information et de sensibilisation en direction des parents, enseignants et élèves des lycées professionnels ainsi que des actions en matière d'information sur l'orientation après le lycée.

Description :

En 2017-2018, le Comité régional Ile de France de la FCPE prévoit une palette d'actions :

1/ Information du public
La FCPE a un rôle essentiel d'information du public sur ses droits, sur le fonctionnement du système scolaire et ses évolutions.
Cette fonction est accomplie avec des supports papier, un site Internet régional complété de sites départementaux, mais aussi en répondant aux sollicitations par téléphone et courriel. La rénovation du site Internet du Comité régionale Ile de France va d'ailleurs être poursuivie.
Le comité régional, appuyé des comités départementaux, forme et informe les équipes locales des lycées, afin qu'elle puissent elles aussi informer le public localement (par distribution de documents, listes de diffusion électroniques, lors de réunions de parents, etc.).

2/ Accompagnement du public sur des problématiques individuelles
Les membres de la FCPE renseignent, appuient, et accompagnent au quotidien des jeunes et leurs familles dans diverses situations :
• appui pour faire prendre en compte le souhait ou la situation de familles dans les décisions d'orientation ; aide pour faire appel des décisions ;
• conseil et assistance à des familles dans des procédures disciplinaires ;
• intervention auprès des autorités pour des jeunes sans affectation ou avec une affectation inadéquate ;
• action pour faire prendre en compte un handicap ou autre besoin particulier d'un jeune dans son affectation ou pour obtenir un assistant de vie scolaire (AVS).

3/ Transport scolaire pour tous
La FCPE va mener une campagne de sensibilisation du public et d'interpellation des autorités concernées pour promouvoir et rendre effectif l'accès de tous aux transports scolaires. Seront notamment au cœur de cette action :
- les tarifs et les aides en faveur des ménages les plus modestes,
- le transport des élèves à mobilité réduite,
- le maillage et la fréquence des transports en regards des besoins des élèves.

4/ Scolarisation des élèves porteur d'un handicap
La FCPE va effectuer un travail auprès des pouvoirs publics pour développer et accélérer l'accès des élèves porteurs de handicap dans les établissements scolaires. Ceci dépasse la seule question de l'accès des personnes à mobilité réduite dans les établissements recevant du public : il s'agit d'accueillir des élèves atteints d'autres handicaps, et au-delà des bâtiments d'avoir des personnels, des équipements et des pédagogies répondant aux différents besoins spécifiques.

5/ Scolarisation des élèves allophones, mineurs isolés, etc...
La FCPE porte une attention particulière à la scolarisation effective de tous les jeunes en âge scolaire, quelle que soit leur situation, conformément aux conventions internationales. Cela se traduit par l'accompagnement de nombreux lycéens et de leurs familles. Il s'agit par exemple d'intervenir auprès des préfets pour l'obtention ou le renouvellement de titres de séjours pour des jeunes majeurs. Ou bien d'aider des mineurs isolés à obtenir une prise en charge réelle et à être effectivement scolarisés. Nous agissons aussi fréquemment pour que les élèves allophones puissent bénéficier de dispositifs particuliers.

6/ Défense des élèves en CAP et BEP
La FCPE Ile de France mène une campagne contre les droits dont doivent s'acquitter les candidats aux examens du CAP et du BEP, alors que la loi dispose que les examens nationaux sont gratuits. Cette

action sera poursuivie en 2017-2018. Par ailleurs les élèves de CAP ont des difficultés à accéder aux CAP. Une action va être lancée pour faire lever des obstacles et améliorer l'accessibilité des CAP pour les 3èmes.

7/ Représentation des parents d'élèves dans les instances régionales
La FCPE représente les parents d'élèves au sein du CIEN (Conseil Interacadémique de l'Education Nationale) et du CESER (Conseil Economique, Social et Environnemental Régional). Ce travail de représentation est accompagné d'échanges avec les associations départementales de parents d'élèves.
Des comptes-rendus des représentants et des rapports du CESER sont diffusés au sein du réseau FCPE, afin de nourrir les réflexions et les débats sur tous les sujets ayant trait à l'éducation.
8/ Lutte contre le harcèlement
Afin de lutter contre le harcèlement et briser la loi du silence qui isole les victimes, nous allons diffuser un court métrage contre le harcèlement, et organiser autour des rencontres-débats.

9/ Lutte contre la radicalisation
Les lycéens sont particulièrement concernés par cette problématique (soient qu'ils soient exposés à des sollicitations, soient qu'ils s'interrogent sur des dérives dans leur entourage). Nous allons proposer en plusieurs lieux d'Ile de France la pièce de théâtre "Djihad" à un public de lycéens et de parents, avec des débats.

10/ Place et rôle des parents
La FCPE va lancer le développement expérimental d'un espace de "co-working" pour les parents.

Moyens mis en œuvre :
Fonctionnement courant, organisation de rencontres, colloques, forums et manifestations diverses d'information sur le fonctionnement des dispositifs et autres actions éducatives mises en place en direction des lycéens franciliens pour l'année scolaire 2017-2018 : Fabrication de documents, publications, outils internet, organisation de réunions, déplacements.

Intérêt régional :
La communication sur les diverses aides régionales mises en œuvre en direction des lycéens franciliens auprès des parents d'élèves.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les parents des élèves franciliens des lycées d'Ile-de-France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais administratifs	6 500,00	18,06%
Déplacements et missions	1 500,00	4,17%
Abonnements, revues, documentations	4 500,00	12,50%
Encart dans la revue nationale " Revue des parents"	3 500,00	9,72%
Maintenance, Mise à jour et abonnement du site Internet	3 000,00	8,33%
Campagne Lycéens sans papier	3 000,00	8,33%
Communication (impression, débats, colloques, livret de rentrée...)	14 000,00	38,89%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	27 500,00	76,39%
Subvention FCPE nationale	2 500,00	6,94%
Reversement indemnités CESER	6 000,00	16,67%
Total	36 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	32 500,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	32 400,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	32 000,00 €
	Montant total	96 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012204

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2017-2018 A L'UNION REG IDF ASS AUTON PARENT ELEVE (UNAAPE REGION IDF)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 969,00 €	80,00 %	7 175,00 €
	Montant Total de la subvention		7 175,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION REG IDF ASS AUTON PARENT ELEVE
Adresse administrative : MAISON YVES CORNEAU
78450 VILLEPREUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DEMIGLIO, Président

N° SIRET : 47986302900019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens
Rapport Cadre : CR 39-10 du 30 septembre 2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action couvrira toute l'année scolaire 2017-2018.

Objectifs :
Participer au fonctionnement et aux activités de l'union régionale d'Ile de France de l'UNAAPE, fédération de parents d'élèves, menées sur le territoire régional et pour les actions de sensibilisation des parents d'élèves aux actions de la Région Île-de-France pour l'année 2017-2018.

Description :
Fonctionnement courant, organisation de rencontres, colloques, forums et manifestations diverses de formation et d'information de fonctionnement des dispositifs et autres actions éducatives mises en place en direction des familles et des lycéen-ne-s francilien-ne-s pour l'année scolaire 2017-2018.

Moyens mis en œuvre :
Fabrication de documents, publications, forum, conférence et réunions, site internet.

Intérêt régional :
La communication sur les diverses aides régionales mises en œuvre en direction des lycéens franciliens auprès des parents d'élèves. Affiliée à l'UNAAPE, l'union régionale IDF UNAAPE représente les associations de parents d'élèves affiliées à l'UNAAPE et unions membres auprès des rectorats et inspections académiques de Créteil, Paris, Versailles, des collectivités territoriales, des pouvoirs publics et de tout organisme concerné par l'enseignement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les parents d'élèves des lycées d'Ile-de-France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses courantes (assurances, site internet, licences, divers)	4 469,00	49,83%
Formation parents d'élèves, assemblées générales, aide aux associations	4 500,00	50,17%
Total	8 969,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cotisations des unions	1 000,00	11,15%
Fonds de réserve UNAAPE	794,00	8,85%
Région Ile de France	7 175,00	80,00%
Total	8 969,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 175,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-618

DU 22 NOVEMBRE 2017

LYCÉE JULES-HARDOUIN MANSART À SAINT-CYR-L'ECOLE (78) TRAVAUX DE RESTRUCTURATION D'ENSEMBLE ET EXTENSION HABILITATION DE LA PRÉSIDENTE À SIGNER UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ WATELET T.P, TITULAIRE DU MARCHÉ N°09.M.0522

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code civil, notamment ses articles 2044 et suivants et 2052 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU Le budget 2017 de la Région et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement» ;

VU Les délibérations n° CP 03-812 du 27 novembre 2003, n° CP 04-821 du 02 décembre 2004, n° CP 12-696 du 21 novembre 2012, n° CP 13-188 du 4 avril 2013, CP 14-127 du 30 janvier 2014, n° CP 14-273 du 10 avril 2014, n° CP 15-205 du 9 avril 2015, n° CP 15-434 du 9 juillet 2015, n° CP 15-434 du 9 juillet 2015, n° CP 15-329 du 8 octobre 2015 et n° CP 16-417 du 21 septembre 2016 affectant un montant total d'autorisations de programme de 47 913 279 € pour la restructuration d'ensemble et l'extension du lycée Jules-Hardouin Mansart à Saint-Cyr l'Ecole ;

VU La convention de mandat n°362 MAN DAS 05 notifiée à la SEMAEST le 14 février 2005 ;

VU Le marché n° 09.M.0522 relatif au lot n°5 « V.R.D. et Espaces Verts » notifié le 25 octobre 2010 à la Société WATELET T.P. ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-618 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

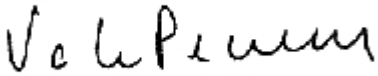
Approuve le protocole transactionnel, ci-annexé, relatif au marché n°09.M.0522 conclu avec la Société WATELET T.P. portant sur le lot n°5 des travaux de restructuration d'ensemble et d'extension du Lycée Jules-Hardouin Mansart à Saint Cyr L'Ecole (78), qui prévoit le versement

d'une indemnité s'élevant 449 618,69 euros HT soit, avec des intérêts moratoires arrêtés au 10 décembre 2017, 578 345,63 euros TTC, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Article 2 :

Affecte un complément d'autorisations de programme de 523 943 € prélevé sur le budget 2017 figurant sur le chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics » programme HP 222-004 « rénovation des lycées publics » action « rénovation des lycées publics » (12200401) pour cette opération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Protocole d'accord transactionnel

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE : **LA REGION ILE-DE-FRANCE**
Représentée par la Présidente du Conseil Régional en exercice, dûment autorisée par délibération de la Commission permanente n° [●] du [●]
Dont le siège est *sis* 33, rue Barbet de Jouy à Paris (75007)

Ci-après dénommé la « REGION IDF » ou « le maître d'ouvrage »,

D'UNE PART,

ET : **LA SOCIETE WATELET TP**
SAS au capital de 912 000 €, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 412 397 531, dont le siège social est sis 7 route principale du port à Gennevilliers (92230), représentée par son président en exercice

Ci-après dénommée « WATELET TP » ou « l'entreprise »,

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommés ensemble « les parties »,

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT PAR UN PREAMBULE QUI FAIT PARTIE INTEGRANTE DE LA PRESENTE TRANSACTION

I. En août 2009, la REGION IDF, par l'intermédiaire de son mandataire, la SEMAEST, a lancé une consultation en vue de la restructuration d'ensemble et extension du lycée Mansart à Saint-Cyr l'Ecole.

Le marché de travaux a été décomposé en cinq lots :

- lot 01 : Ossature technique ;
- lot 02 : Enveloppe extérieure ;
- lot 03 : Finitions ;
- lot 04 : Cuisine ;
- lot 05 : VRD/Espaces verts.

Selon un acte d'engagement notifié le 25 octobre 2010, la réalisation des travaux du lot n° 5 « *V.R.D. et Espaces Vert* » a été confiée à la société WATELET TP.

La maîtrise d'œuvre a été assurée par un groupement dont le mandataire est l'ATELIER JEAN-FRANÇOIS LAURENT.

Le marché, à prix global et forfaitaire, a été conclu pour un montant de 2 672 171,70 euros HT, soit 3 195 917,35 euros TTC.

Selon l'article 3-1 de l'acte d'engagement, le délai d'exécution des travaux était de trente-six mois (y compris la période de préparation) à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations.

II. L'ordre de démarrer les travaux a été donné à l'ensemble des titulaires des différents lots à compter du 15 avril 2010.

Dès lors, les travaux devaient être achevés, en principe, le 15 avril 2013.

Alors que le maître d'ouvrage avait fait procéder au diagnostic préalable de détection des matériaux amiantés, de l'amiante a cependant été découverte dans les bâtiments à démolir et à restructurer.

Une telle découverte, au regard de l'ampleur des retards et des perturbations apportées au phasage des travaux, a bouleversé les conditions d'exécution des travaux objet du marché. L'entreprise WATELET TP étant contrainte d'intervenir ponctuellement sur des zones plus petites que prévu, la réalisation des travaux en a été morcelée.

D'autres difficultés ont émaillé la réalisation des travaux, tenant par exemple à la découverte de réseaux non préalablement identifiés.

La société WATELET TP a également été confrontée au mois de février 2012 à la découverte d'une bombe dans l'emprise de ses travaux, qui a conduit à un arrêt des prestations.

Enfin, des prestations supplémentaires lui ont été commandées par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage déléguée afin notamment de garantir aux usagers des conditions d'occupation acceptables des locaux.

Certaines sont devenues indispensables en raison de la modification du phasage des travaux.

III. Au final, en raison des difficultés rencontrées, les prestations n'ont pu être totalement achevées qu'au mois de juin 2017, plus de 4 ans après la date contractuelle d'achèvement des travaux.

Le processus de réception des ouvrages a débuté au mois de juillet 2017.

IV. Un projet d'avenant n° 1 a été rédigé par le maître d'ouvrage délégué et soumis à l'entreprise par une lettre reçue le 22 janvier 2014.

Le 21 mai 2014, la société WATELET TP a cependant indiqué qu'elle ne pouvait signer en l'état le projet proposé, dans la mesure où il ne reprenait qu'une petite partie des travaux supplémentaires réalisés et que les surcoûts subis du fait des perturbations rencontrées étaient sans rapport avec les montants accordés dans ce projet d'avenant n° 1.

Dans ces conditions, elle a soumis une contre-proposition de projet d'avenant n° 1.

Alors que les négociations ont été rompues à la suite de cette contre-proposition, l'entreprise a présenté au maître d'œuvre, le 29 janvier 2015, un mémoire de réclamation sur le fondement de l'article 50.11 du CCAG travaux.

Aux termes de ce dernier, elle sollicitait une rémunération complémentaire d'un montant de 1 172 623,66 euros HT, soit 1 381 147,75 euros TTC.

Les demandes de la société WATELET TP ont été tacitement rejetées par le maître d'ouvrage.

L'entreprise WATELET TP a réitéré ces dernières auprès de la personne responsable du marché conformément à l'article 50.21 du CCAG travaux en lui faisant parvenir un mémoire complémentaire par lettre du 19 mai 2015.

Parallèlement à ces démarches, la société WATELET TP a également sollicité au travers des situations de travaux n° 22 et 27, soumises au maître d'œuvre respectivement les 25 mars et 7 novembre 2014, le paiement des travaux supplémentaires.

V. Le 1er juillet 2015, la société WATELET TP a saisi le comité consultatif interdépartemental de VERSAILLES de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (ci-après le « CCIRA ») d'une demande d'avis sur sa demande de rémunération complémentaire.

A la suite de l'échange de plusieurs écritures, une séance s'est tenue le 27 septembre 2016 devant le CCIRA de VERSAILLES.

VI. Par un avis rendu le 4 octobre 2016, le CCIRA de VERSAILLES a conclu au fait qu'il y avait lieu de verser à la société WATELET TP les rémunérations complémentaires suivantes :

- S'agissant des préjudices consécutifs à la découverte d'amiante :

  - 39 540 euros HT au titre de l'immobilisation du personnel (qui, en réalité, concerne, la mobilisation supplémentaire de l'encadrement de chantier) ;
  - 78 000 euros HT au titre du sous-amortissement des frais généraux

  En particulier, alors que la société Watelet TP réclamait l'indemnisation des préjudices qu'elle estime avoir subis à raison du retard global pris dans l'exécution du chantier, estimé à vingt-et-un mois à la date de sa réclamation, le CCIRA a considéré qu'il y avait lieu d'évaluer à douze mois le retard du chantier directement lié à la découverte d'amiante.

- S'agissant des préjudices consécutifs à la découverte d'un engin explosif :

  - 450 euros HT au titre des frais engagés à raison de la contribution de la société aux opérations de déminage et de mise en sécurité du site ;
  - 18 845 euros HT au titre de l'immobilisation du personnel,
  - 14 395,85 euros HT au titre des travaux supplémentaires réalisés

- S'agissant des travaux supplémentaires réalisés par la société :

  - 7 200 euros HT au titre du devis n° 4 ;
  - 10 244 euros HT au titre du devis n° 5 ;
  - 4 075 euros HT au titre du devis n° 6 ;
  - 4750 euros HT au titre du devis n° 9 ;
  - 6 007 au titre du devis n° 11 ;
  - 17 848 euros HT au titre du devis n° 13 ;
  - 390 euros HT au titre du devis n° 15 ;
  - 7 427,54 euros HT au titre du devis n° 17 ;
  - 6 160 euros HT au titre du devis n° 21 ;
  - 22 775,84 euros HT au titre du devis n° 22 ;
  - 6 400 euros HT au titre du devis n° 23 ;
  - 26 685,30 euros HT au titre du devis n° 24 ;
  - 5 918,48 euros HT au titre du devis n° 25 ;
  - 1 200 euros HT au titre du devis n° 27 ;

- 12 754,80 euros HT au titre du devis n° 28 ;
- 22 925 euros HT au titre du devis n° 39 ;
- 9 176 euros HT au titre du devis n° 31 ;
- 1 212,74 euros HT au titre du devis n° 35 ;
- 17 495,40 euros HT au titre du devis n° 37 ;
- 9 756 euros HT au titre du devis n° 40 ;
- 4 390 euros HT au titre du devis n° 41 ;
- 8 984 euros HT au titre du devis n° 47 ;
- 5 790 euros HT au titre du devis n° 48 ;
- 4 752 euros HT au titre du devis n° 51 ;
- 9 807,24 euros HT au titre du devis n° 52 ;
- 2 964 euros HT au titre du devis n° 60 ;
- 982,50 euros HT au titre du devis n° 68.

Les sommes accordées au titre des travaux supplémentaires réalisés par la société sont assorties des intérêts moratoires applicables.

Cet avis figure en annexe 1 du présent protocole.

VII. A la suite de cet avis, les parties se sont rapprochées par l'intermédiaire de leurs conseils respectifs.

La société WATELET TP, estimant que l'avis rendu par le CCIRA de VERSAILLES était entaché de plusieurs erreurs en sa défaveur, a formulé une proposition de règlement amiable supérieure au montant de cet avis.

Après plusieurs échanges, la REGION IDF a indiqué qu'elle serait disposée à accepter de verser à la société WATELET TP les sommes qui suivent en contrepartie d'un règlement définitif du litige :

- les montants retenus par le CCIRA de VERSAILLES dans son avis, pour la totalité de ces derniers (389 301,69 euros HT) ;

- le devis n° 7 (24 122 euros HT), pour lequel le CCIRA a rendu un avis positif mais a omis de reprendre le montant dans la conclusion de son avis ;

- le devis n° 46 (5 500 euros HT), figurant expressément dans le projet d'avenant n° 1 soumis à l'entreprise ;

- les devis n° 63 (3 900 € HT), 67 (20 995 € HT) et 70 (5 800 € HT) qui, s'ils n'étaient pas inclus dans la réclamation initiale de la société WATELET TP, portent sur des travaux supplémentaires validés par le maître d'œuvre.

La société WATELET TP a accepté cette proposition, en précisant qu'elle devrait être augmentée de la révision des prix et des intérêts moratoires, ces derniers étant calculés sur les seuls montants dus au titre des travaux supplémentaires.

En particulier, les situations de travaux n° 22 et 27 portent respectivement, d'une part, sur les devis n° 4, 5, 6, 9, 13, 15, 17, 21, 22, 24, 27, 28, 29, 31, 37, 40, 46, 47 et 51, d'autre part, sur les devis n°60 et 68.

C'est dans ce contexte que les Parties ont décidé de régler le litige qui les oppose par les engagements réciproques suivants.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1ER
PAIEMENT DES INDEMNITES

Afin de mettre un terme à leur différend, conformément à l'avis rendu par le CCIRA de VERSAILLES, la région ILE-DE-FRANCE reconnaît devoir à la société WATELET TP une indemnité transactionnelle d'un montant de 151 230,85 euros HT, pour couvrir les préjudices résultant de la découverte d'amiante ainsi que ceux consécutifs à la découverte d'un engin explosif.

Cette indemnité est détaillée comme suit :

- Indemnisation des préjudices consécutifs à la découverte d'amiante :
  - 39 540 euros HT au titre de la mobilisation supplémentaire de l'encadrement ;
  - 78 000 euros HT au titre du sous-amortissement des frais généraux ;
- Indemnisation des préjudices consécutifs à la découverte d'un engin explosif :
  - 450 euros HT au titre des frais engagés à raison de la contribution de la société aux opérations de déminage et de mise en sécurité du site ;
  - 18 845 euros HT au titre de l'immobilisation du personnel ;
  - 14 395,85 euros HT au titre des travaux supplémentaires réalisés.

A l'exception de l'indemnité allouée au titre du sous-amortissement des frais généraux, les montants versés par la région ILE-DE-FRANCE sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Il en résulte que l'indemnité s'élève à 165 877,02 euros TTC.

ARTICLE 2
PAIEMENT DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Afin de mettre un terme à leur différend s'agissant des travaux supplémentaires réalisés (hors problématique liée à la découverte de la bombe), les parties s'accordent sur le versement des sommes suivantes :

- 7 200 euros HT au titre du devis n° 4 ;
- 10 244 euros HT au titre du devis n° 5 ;
- 4 075 euros HT au titre du devis n° 6 ;
- 4 750 euros HT au titre du devis n° 9 ;
- 6 007 au titre du devis n° 11 ;
- 17 848 euros HT au titre du devis n° 13 ;
- 390 euros HT au titre du devis n° 15 ;
- 7 427,54 euros HT au titre du devis n° 17 ;
- 6 160 euros HT au titre du devis n° 21 ;
- 22 775,84 euros HT au titre du devis n° 22 ;
- 6 400 euros HT au titre du devis n° 23 ;
- 26 685,30 euros HT au titre du devis n° 24 ;
- 5 918,48 euros HT au titre du devis n° 25 ;
- 1 200 euros HT au titre du devis n° 27 ;
- 12 754,80 euros HT au titre du devis n° 28 ;
- 22 925 euros HT au titre du devis n° 39 ;
- 9 176 euros HT au titre du devis n° 31 ;
- 1 212,74 euros HT au titre du devis n° 35 ;
- 17 495,40 euros HT au titre du devis n° 37 ;
- 9 756 euros HT au titre du devis n° 40 ;
- 4 390 euros HT au titre du devis n° 41 ;
- 8 984 euros HT au titre du devis n° 47 ;
- 5 790 euros HT au titre du devis n° 48 ;
- 4 752 euros HT au titre du devis n° 51 ;
- 9 807,24 euros HT au titre du devis n° 52 ;
- 2 964 euros HT au titre du devis n° 60 ;
- 982,50 euros HT au titre du devis n° 68 ;
- 24 122 € HT au titre du devis n° 7 ;
- 5 500 € HT au titre du devis n° 46 ;
- 3 900 € HT au titre du devis n° 63 ;
- 20 995 € HT au titre du devis n° 67 ;
- 5 800 € HT au titre du devis n° 70.

Au titre des travaux supplémentaires effectués, le maître d'ouvrage s'engage donc à verser une somme globale de 298 387,84 euros HT soit 358 065,41 euros TTC.

ARTICLE 3
INTERETS MORATOIRES

La région ILE-DE-FRANCE reconnaît que les travaux supplémentaires dont la rémunération a été sollicitée au travers des situations de travaux n° 22 et 27 ouvrent droit à intérêts moratoires au taux contractuel.

Les parties s'accordent sur le fait qu'au 10 décembre 2017, date probable de mise en paiement, les intérêts moratoires s'élèveront à 54 403,20 euros.

Le détail du calcul des intérêts moratoires figure en annexe 2.

ARTICLE 4
RETRAIT DE PRESTATIONS DU MARCHE

Les parties reconnaissent que les prestations relatives à la réalisation d'un plateau sportif, d'un montant de 84 321 euros HT, n'ont pas été effectuées et qu'elles n'ouvrent pas droit à rémunération pour la société WATELET TP. Ces prestations sont définitivement retirées du marché.

Les sommes y afférentes ont déjà été déduites du montant des acomptes mensuels.

ARTICLE 5
MODALITES DE REGLEMENT

La région ILE-DE-FRANCE s'engage à verser à la société WATELET TP les sommes prévues aux articles 1er, 2 et 3 du présent protocole, c'est-à-dire 578 345,63 euros TTC, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du présent protocole à la société WATELET TP, laquelle devra intervenir au plus tard le 30 novembre 2017.

Le versement se fera par virement bancaire sur le compte indiqué dans l'acte d'engagement du marché.

Tout retard dans le versement de cette somme ouvre droit, pour la société WATELET TP, au paiement d'intérêts moratoires, au taux contractuel égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 7 points.

ARTICLE 6
RENONCIATION A ACTION

En contrepartie des engagements pris par la région ILE-DE-FRANCE dans le cadre du présent protocole, notamment ceux figurant aux articles 1er, 2 et 3 du présent protocole, la société WATELET TP renonce définitivement et irrévocablement aux prétentions exposées dans le mémoire de réclamation du 29 janvier 2015.

A ce titre, la société WATELET TP s'engage à ne pas donner suite et à abandonner toutes les réclamations et procédures en cours relatives à l'indemnisation de surcoûts liés au bouleversement des conditions d'exécution du marché ainsi qu'aux travaux supplémentaires réalisés avant le 30 juin 2017.

ARTICLE 7
FRAIS ET DEPENS

Chacune des parties conserve à sa charge les frais et dépens de toute nature qu'elle aurait pu exposer à l'occasion du litige objet du présent accord transactionnel, et notamment les frais et honoraires d'avocat.

ARTICLE 8
REGLEMENT DES LITIGES

Le présent protocole d'accord transactionnel est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et fait obstacle, conformément aux termes de l'article 2052 dudit code, à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

La présente transaction doit être exécutée de bonne foi.

Tout litige auquel le présent accord pourrait donner lieu, tant en ce qui concerne sa validité que son interprétation, son exécution ou sa résolution, sera soumis au Tribunal administratif compétent.

FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Fait à PARIS, le

Fait à GENNEVILLIERS, le 12/10/2017

Pour la REGION ILE-DE-FRANCE[1]

La Présidente,

Pour la société WATELET TP[2]

Le Président,
Monsieur Toni MASIERO

[1] Cachet de la région et signature de son représentant légal précédée de la mention manuscrite « *Lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à instance et à action* ».

[2] Cachet de l'entreprise et signature de son représentant légal précédée de la mention manuscrite « *Lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à instance et à action* ».

PARAPHES

LA REGION IDF		Watelet TP	

ANNEXES :

1. Avis du CCIRA de VERSAILLES du 4 octobre 2016
2. Détail du calcul des intérêts moratoires

ANNEXE 1

AVIS DU CCIRA DE VERSAILLES DU 4 OCTOBRE 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMITE CONSULTATIF INTERDEPARTEMENTAL DE VERSAILLES DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS

SECRETARIAT DU COMITÉ
Affaire suivie par Fanny METTHEZ
☎: 01 82.52.42.67 - 🖷 01.82.52.42.95
mail : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

PREFECTURE
D'ILE-DE-FRANCE
- 4 OCT. 2016
POLE MOYENS
ET MUTUALISATIONS

Affaire n° 15 V 771

Société WATELET T.P. c/ Conseil Région Ile-de-France

Rapporteur : Céline Guibé, premier conseiller des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel

SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2016

Par un courrier du 12 octobre 2015, enregistré le même jour au secrétariat du Comité consultatif interrégional de Versailles de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, et deux mémoires complémentaires, enregistrés le 2 mai 2016 et le 15 septembre 2016, la société WATELET T.P. a saisi le Comité d'une demande d'avis concernant un litige qui l'oppose à la Région Ile-de-France, relatif à l'exécution du marché de travaux du lot « V.R.D. et Espaces Verts », dans le cadre de la restructuration du lycée Mansart à Saint-Cyr l'Ecole, qui lui a été attribué le 22 septembre 2010 ;
La société WATELET T.P soutient que l'exécution des travaux a donné lieu à des surcoûts ouvrant droit à une indemnité à son profit d'un montant total de 1 574 180,05 euros H.T.

Elle soutient que :

- elle a rencontré dans l'exécution des travaux des difficultés ayant eu pour effet de bouleverser l'économie du contrat ou imputables à l'administration, à savoir la découverte d'amiante et de réseaux ne figurant pas sur les diagnostics préalables, la découverte d'une bombe ainsi qu'une erreur de conception du bassin de rétention des eaux pluviales, ayant entraîné la modification du phasage des prestations et l'allongement des délais d'exécution ; ces difficultés n'ont pas été compensées par une nouvelle planification adéquate des travaux malgré la demande adressée au maître d'œuvre et au maître de l'ouvrage ; l'allongement des délais d'exécution des travaux a entraîné un préjudice de 257 623,71 euros HT, correspondant à une mobilisation supplémentaire de l'encadrement et à un amortissement des frais généraux ; le

déphasage des travaux a entraîné un préjudice de 441 951,56 euros, correspondant à l'augmentation de la durée et du nombre de ses interventions et à la mobilisation supplémentaire des installations de chantier pendant la durée des interventions ;

- la découverte d'une bombe en février 2012 a entraîné des surcoûts indemnisables, à savoir les dépenses liées à la contribution aux opérations de déminage et à la mise en sécurité du site, à hauteur de 450 euros, un préjudice correspondant à l'ajournement des travaux à hauteur de 20 775 euros, la réalisation de prestations supplémentaires pour un montant de 14 395,85 euros et un surcoût entraîné par la reprise des travaux à hauteur de 5357 euros ;

- elle a réalisé des travaux supplémentaires à la demande du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre ainsi que des travaux supplémentaires indispensables à l'exécution des travaux conformément aux règles de l'art, ouvrant droit à une rémunération à hauteur de 445 218,81 euros, assortie du paiement d'intérêts moratoires à hauteur de 24 549,18 euros à la date du 31 mai 2015.

Par des observations, enregistrées le 22 janvier 2016 et le 16 août 2016, la Région Ile-de-France demande au Comité de constater qu'il y a lieu de ne faire que partiellement droit à la demande de la société WATELET T.P.

Elle soutient que :

- la société a tardé à transmettre les pièces requises pour la notification du marché ; elle a failli à ses obligations par manque de coordination avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, par absence de respect du planning notifié, par la soumission tardive et partielle de ses plans d'exécution et par l'exécution de prestations sans visa de la maîtrise d'œuvre, ces carences ayant eu pour effet de retarder l'ensemble du chantier ;

Sur les sujétions imprévues :

- la découverte de matériaux amiantés non signalés dans le diagnostic préalable, dont il n'est pas démontré qu'il s'agirait de quantités importantes, était normalement prévisible ; la société ne démontre pas que de telles découvertes auraient empêché la réalisation des travaux qui lui étaient confiés ; aucune faute ne peut être imputée au maître de l'ouvrage ;
- la société ne démontre pas la présence d'un réseau non identifié dans les documents contractuels ; en tout état de cause, elle ne produit pas de constat contradictoire et les sujétions liées à la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature sont normalement prévisibles ;
- la société ne démontre pas l'erreur de conception du bassin de rétention qu'elle invoque ;
- en tout état de cause, la société ne démontre pas la réalité des préjudices qu'elle invoque.

Sur les demandes liées aux opérations de déminage :

- les préjudices liés au report de livraison, à la mise en jauge des arbres et à la préparation de la zone à l'issue de l'opération de déminage peuvent être admis, sous réserve de justificatifs ;
- les immobilisations matérielles et humaines liées à l'arrêt du chantier pendant quatre

jours doivent être appréciées à l'aune des devis présentés par ailleurs.

Sur les travaux supplémentaires :

- certaines demandes de la société sont justifiées dans leur principe et, pour une partie d'entre celles-ci, dans leur montant ;
- les autres demandes de la société ne sont pas justifiées dès lors qu'elles correspondent à des prestations dues au titre du marché ou n'ont pas fait l'objet d'une demande du maître d'ouvrage.

Vu :

- les autres pièces du dossier ;
- le code des marchés publics ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, dans sa version issue du décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 applicable à l'espèce ;
- le décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics ;
- le décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Après avoir entendu :

- le rapport de Mme Guibé, rapporteur ;
- les observations de Maître Caron représentant de la société WATELET TP ainsi que celles de Maître Levain représentant du Conseil Régional d'Ile de France.

Considérant que, par un acte d'engagement notifié le 25 octobre 2010, la Région Ile-de-France a attribué à la société WATELET TP un marché de travaux portant sur le lot n°5 « V.R.D. et Espaces Verts » dans le cadre des travaux de restructuration du lycée Mansart à Saint-Cyr l'Ecole, pour un montant forfaitaire total de 2 672 171,70 euros HT ; que l'ordre de service ordonnant le début des travaux a été signé le 15 avril 2010 et la durée d'exécution des travaux fixée, pour l'ensemble des entreprises du chantier, à trente-six mois ; que les travaux n'étaient toutefois pas achevés ni réceptionnés à la date de la saisine du Comité ; que, par lettre du 22 janvier 2014, le maître d'ouvrage délégué a communiqué à la société WATELET TP un projet d'avenant afin de prendre en compte des modifications de programme et des travaux supplémentaires réalisés par l'entreprise ; que, par lettre du 21 mai 2014 la société en a refusé la signature au motif que ce projet ne prenait pas en compte l'intégralité des frais supplémentaires supportés ; que, par courrier du 19 mai 2015, la société WATELET TP a saisi le maître d'ouvrage d'une réclamation tendant au paiement d'indemnités d'un montant de 1 172 623,66 HT ; que, par courrier du 21 juillet 2015, le maître d'ouvrage délégué a proposé le paiement d'une indemnité de 10 593,85 euros HT au titre des difficultés liées à la découverte d'un engin explosif sur le chantier ainsi qu'une somme de 11 800 euros HT au titre des travaux supplémentaires réalisés par la société ; qu'insatisfaite de cette proposition, la société WATELET TP demande l'avis du Comité sur le bien-fondé de la prise en charge par le pouvoir adjudicateur des frais supplémentaires encourus d'un montant total de 1 183 164,27 euros HT ;

Sur les demandes indemnitaires liées à des sujétions imprévues :

Considérant que la société WATELET TP fait valoir qu'elle a rencontré dans l'exécution des travaux des difficultés ayant eu pour effet de bouleverser l'économie du contrat, qui ont entraîné la modification du phasage des prestations et l'allongement des délais d'exécution et n'auraient pas été compensées par une nouvelle planification adéquate des travaux ;

En ce qui concerne la découverte d'amiante :

Sur l'existence d'une sujétion imprévue :

Considérant que la société fait valoir que la découverte d'importantes quantités d'amiante ne figurant pas dans les diagnostics préalables a entraîné, d'une part, la modification du phasage des travaux pour désamianter les bâtiments et, d'autre part, la nécessité pour elle, de réaliser ses prestations de façon morcelée du fait des travaux supplémentaires réalisés par les autres intervenants du chantier ;

Considérant qu'il résulte des pièces du marché, et notamment de la notice générale sur le phasage, que les travaux devaient être exécutés en trois phases comprenant des opérations de désamiantage confiées à l'attributaire du lot n° 1 du marché ; que, pour chaque phase, ces opérations, d'une durée de deux mois, devaient intervenir avant le début des travaux de restructuration et d'extension confiés aux entreprises attributaires des autres lots du marché ; qu'il résulte des comptes-rendus de chantier produits par la société que des travaux supplémentaires ont dû être ordonnés en 2010, 2011 et 2012 à la suite de la découverte d'amiante supplémentaire, cette découverte ayant conduit, notamment, à un décalage de la date prévisionnelle du début des travaux de la phase 2 et à l'arrêt du chantier dans l'un des bâtiments concernés en mars 2011 ; que, par ordre de service du 14 octobre 2011, un nouveau planning d'exécution des travaux a été notifié à la société WATELET TP « *prenant en compte l'augmentation des délais d'exécution dus aux travaux supplémentaires de désamiantage et du programme modificatif* » ; qu'aux termes du projet d'avenant au marché du 22 janvier 2014, établi par le maître d'ouvrage délégué, « *la découverte de polluant (amiante) a désorganisé le phasage, augmentant de 12 mois les travaux de la phase 1. Afin de limiter le retard, il a été décidé de réunir les phases 2 et 3 en une seule, laissant la phase 1 se dérouler en temps caché pendant l'exécution des deux autres phases* » ; que ce projet qualifiait ces modifications d'« *aléa technique ayant un caractère exceptionnel* » ;

Considérant que, compte tenu de l'ampleur des retards subis et de l'importance des perturbations du planning prévisionnel d'exécution des travaux, la découverte d'amiante supplémentaire ne saurait être considérée, en l'espèce, comme un aléa normal et prévisible du chantier ainsi que le soutient la Région Ile-de-France ; que cette découverte a effectivement constitué une sujétion imprévue ayant pour effet de bouleverser l'économie du contrat et ouvrant droit à l'indemnisation des préjudices qui en ont directement résulté pour la société WATELET TP ;

Considérant, en revanche, qu'aucune faute ne saurait être imputée de ce fait au maître de l'ouvrage, dès lors qu'il ressort des pièces du dossier, d'une part, que celui-ci a fait procéder au diagnostic préalable de détection des matériaux amiantés et, d'autre part, qu'un nouveau planning d'exécution des travaux a été notifié dès le 14 octobre 2001 pour tenir compte de cette sujétion imprévue ;

Sur l'évaluation des préjudices subis :

Considérant, en premier lieu, que la société WATELET TP réclame l'indemnisation des préjudices subis à raison du retard global pris dans l'exécution du chantier, qui était de 21 mois à la date de sa réclamation ; que, toutefois, ce retard n'est que partiellement dû à la découverte d'amiante supplémentaire alors qu'il ressort des pièces produites par la Région Ile-de-France que l'entreprise a elle-même été source de retard du chantier, du fait notamment de la délivrance tardive de ses plans d'exécution ; que l'ordre de service n° 1 du 14 octobre 2011, émis à la suite de la découverte d'amiante, fait état d'une date d'achèvement des travaux au 21 octobre 2013, soit six mois après la date prévue initialement au marché ; que, les pièces produites établissant également l'existence de perturbations du marché liées à la découverte d'amiante supplémentaire au cours de l'année 2012, il y a lieu d'évaluer à 12 mois le retard du chantier directement lié à la découverte d'amiante ;

Considérant que la société WATELET TP fait valoir que le retard d'exécution des travaux a entraîné la mobilisation supplémentaire du personnel de l'entreprise à hauteur de 4235 euros par mois correspondant à l'affectation au chantier d'un conducteur de travaux à raison de deux jours par semaine, d'un personnel de secrétariat à raison d'une journée par mois et d'un personnel comptable à raison d'une demi-journée par mois ; que, compte tenu de l'ensemble des pièces produites et du rythme des réunions de chantier, le préjudice subi peut être évalué, en ramenant l'estimation de la mobilisation du conducteur de travaux à 6 journées par mois, à 3295 euros par mois, soit 39 540 euros HT pour l'ensemble du retard lié à la découverte d'amiante ;

Considérant que le surcroît de frais généraux causé par l'allongement de la durée du chantier au-delà du temps nécessaire à l'exécution de travaux supplémentaires rémunérés par ailleurs peut également faire l'objet d'une indemnisation ; que la société WATELET TP évalue ce préjudice à 8033,22 euros par mois sur la base d'un taux de couverture des frais généraux par chiffre d'affaires égal à 12,5% ; que le préjudice subi peut être évalué, en ramenant ce taux à 10%, à 6500 euros par mois, soit 78 000 euros HT pour l'ensemble du retard lié à la découverte d'amiante ;

Considérant, en second lieu, que la société WATELET TP réclame l'indemnisation des préjudices subis à raison de l'allongement de la durée de ses interventions sur le chantier et de l'augmentation du nombre de celles-ci ; que, toutefois, le retard du chantier et la modification du phasage des travaux consécutifs à la découverte d'amiante supplémentaire n'ont pas, en soi, pour conséquence d'affecter la durée et le nombre des interventions de la société en l'absence de modification de la nature des travaux prévus au marché ; que les éventuels travaux supplémentaires rendus nécessaires par cette découverte peuvent donner lieu, le cas échéant, à une indemnisation ; que, par ailleurs, la comparaison effectuée par la société entre le planning prévisionnel, document non contractuel joint aux pièces du marché, et le « planning réel », qu'elle a constitué par référence au planning notifié par la maîtrise d'œuvre en janvier 2014, ne permet pas d'établir que l'augmentation de la durée et du nombre des travaux qu'elle invoque serait directement liée à la découverte d'amiante ; que, dans ces conditions, la société WATELET TP n'est pas fondée à réclamer une indemnisation à ce titre ;

En ce qui concerne la découverte d'un engin explosif :

Considérant que la société WATELET TP fait valoir qu'un ajournement de ses travaux a été imposé par la découverte d'un engin explosif le 23 février 2012 ;

Considérant que l'ordre de service auquel était subordonnée la reprise des travaux après l'évacuation de la bombe, conformément à l'article 32 du CCAG-Travaux, n'est intervenu que le 28 novembre 2012 ; que, toutefois, le délai de neuf mois écoulé entre la découverte de la bombe et la reprise des travaux n'a entraîné qu'un arrêt partiel du chantier, limité à la zone située à l'arrière du bâtiment C1 ; que la société ne justifie pas que ce délai ait entraîné pour elle des préjudices autres que ceux invoqués en deuxième partie de son mémoire de saisine ; qu'il n'est notamment pas démontré que la société aurait subi des surcoûts à raison de l'immobilisation de son personnel durant ces neuf mois, dès lors que celui-ci pouvait être redéployé sur d'autres parties du chantier ; qu'ainsi, faute pour la société d'établir l'existence du préjudice invoqué, elle n'est pas fondée à réclamer une indemnisation à ce titre ;

En ce qui concerne la découverte de réseaux non identifiés :

Considérant que la société WATELET TP fait valoir qu'elle a découvert au cours des mois d'août et septembre 2013 des réseaux non identifiés dans le diagnostic préalable, ce qui a fortement perturbé le déroulement de ses travaux ;

Considérant qu'il résulte des pièces produites que la société a signalé la découverte d'un ovoïde non identifié dans la cour arrière du lycée par lettre du 27 novembre 2013 ; que, par ordre de service du 15 octobre 2014, le maître d'ouvrage délégué a enjoint à la société d'exécuter sans délai des « *investigations sur les réseaux inconnus* » situés dans cette cour ; que ce libellé indique que l'ovoïde en cause n'est pas celui dont le dévoiement était prévu au marché ainsi que le soutient la Région Ile-de-France et que sa présence n'avait pas été préalablement portée à la connaissance de la société ;

Considérant, toutefois, qu'aucune pièce du dossier n'établit que cette découverte ait eu pour conséquence d'entraîner des frais supplémentaires à la charge de la société ; que si la société indique qu'elle a dû adapter les travaux en cours de réalisation afin que ceux-ci soient achevés à la date de livraison contractuellement prévue, elle n'apporte aucune précision quant à la nature de ces adaptations et aux éventuels surcoûts qui en auraient résulté ; qu'au contraire, elle a indiqué, dans une lettre au maître d'ouvrage délégué du 25 septembre 2014, que l'installation d'une nouvelle canalisation dans le cadre des travaux d'assainissement réalisés en juillet 2014 avait pu être effectuée sans interférence avec l'ovoïde non répertorié ; que, par ailleurs, la société n'apporte aucune précision quant au résultat des investigations réalisées en exécution de l'ordre de service du 15 octobre 2014, de nature à établir d'éventuelles perturbations des travaux ultérieurement réalisés ; que, dans ces conditions, la société WATELET TP n'est pas fondée à réclamer une indemnisation à ce titre ;

En ce qui concerne l'erreur de conception du bassin de rétention des eaux pluviales :

Considérant que la société WATELET TP fait valoir qu'une erreur de conception du bassin de rétention des eaux pluviales a été découverte au printemps 2014 mais que cette difficulté n'a été levée qu'au printemps 2015 ;

Considérant, toutefois, que les courriers adressés par la société au maître d'œuvre les 2 juin 2014, 21 novembre 2014 et 19 janvier 2015 et 21 novembre, faisant état de risques de désordre liés à la présence d'une nappe phréatique et à l'évacuation des eaux dans l'ovoïde de la SMAROV, ne sont pas de nature à établir l'erreur de conception alléguée ; que la Région Ile-de-France fait valoir que le bassin de rétention a *in fine* été réalisé dans le strict respect du CCTP ; que la société ne produit pas les plans d'exécution du bassin validés par le maître

d'œuvre ; que les pièces produites ne permettent pas de vérifier qu'il lui aurait été demandé de réaliser des travaux supplémentaires afin de mettre en place un système de drainage sous le complexe d'étanchéité non prévu au marché comme elle l'allègue ; que, dans ces conditions, la société WATELET TP n'est pas fondée à réclamer une indemnisation à ce titre ;

Sur les demandes indemnitaires liées à la découverte d'un engin explosif :

Considérant que la société WATELET TP demande l'indemnisation des préjudices subis et des travaux supplémentaires réalisés à la suite de la découverte d'un engin explosif dans la zone située à l'arrière du bâtiment C1 le 23 février 2012 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 32 du CCAG-Travaux : « *si un engin de guerre est découvert ou repéré, l'entrepreneur doit : a) Suspendre le travail dans le voisinage et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux de signalisations balises, etc. ; b) Informer immédiatement le maître d'œuvre et l'autorité chargée de faire procéder à l'enlèvement des engins non explosés ; c) Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par ordre de service. (...) 32.3. Les dépenses justifiées entraînées par les stipulations du présent article ne sont pas à la charge de l'entrepreneur* » ;

Considérant que la Région Ile-de-France ne conteste pas le droit pour la société à être indemnisée des dépenses subies à raison de la découverte de cette bombe mais conteste la réalité ou l'évaluation de certains postes de préjudices invoqués ;

En ce qui concerne la contribution aux opérations de déminage :

Considérant que la Région Ile-de-France ne conteste pas le bien-fondé de la demande de paiement de la somme de 450 euros correspondant aux frais engagés à raison de la contribution de la société aux opérations de déminage et de mise en sécurité du site ; qu'il y a donc lieu de faire droit aux demandes de la société sur ce point ;

En ce qui concerne l'arrêt des travaux :

Considérant, en premier lieu, que la société demande l'indemnisation du préjudice lié à l'immobilisation des moyens humains et matériels engagés sur le site le jour de la découverte de la bombe et durant les quatre jours suivant cette découverte ;

Considérant que la Région Ile-de-France admet le principe d'une indemnisation à hauteur d'une journée et soutient que l'entreprise a ensuite redéployé son personnel, celui-ci ayant participé aux opérations de déminage ;

Considérant, toutefois, que l'entreprise fait valoir, d'une part, que le matériel était immobilisé dans la zone sécurisée sans possibilité d'y accéder en raison des consignes de sécurité et que son personnel n'a pu être redéployé dans la mesure où les travaux planifiés à cette période devaient être réalisés dans la seule zone concernée ; que les devis n° 21 du 20 mars 2012 et 31 du 21 août 2012 invoqués par la Région concernent des contributions aux opérations de déminage réalisées sur le site postérieurement à l'évacuation de la bombe et non dans les jours suivant immédiatement la découverte de celle-ci ; que, par ailleurs, la société ne pouvait redéployer son personnel sur d'autres chantiers dans un délai et sur une durée aussi courts ; qu'enfin, la réalité de l'immobilisation des moyens matériels de la société dans le périmètre de sécurité n'est pas contestée ; que, dans ces conditions, le préjudice invoqué doit être considéré comme établi et évalué, conformément aux estimations non contestées de la société,

à hauteur de 18 845 euros HT ;
Considérant, en deuxième lieu, que la société demande le remboursement des coûts supportés à raison de l'annulation d'une commande de sablons devant intervenir le lendemain de la découverte et le renvoi en usine de canalisations livrées le jour même ; qu'elle ne justifie toutefois pas qu'elle aurait subi un coût supplémentaire à ce titre, en l'absence d'élément attestant la réalité du paiement des prestations correspondantes ou du surcoût lié à la nouvelle livraison de ces éléments intervenue pour les besoins de la reprise du chantier ;

Considérant, en troisième lieu, que la société demande le remboursement des frais liés au maintien en jauge d'arbres qui devaient être plantés sur le terrain ; que, toutefois, elle ne produit pas la facture correspondant à cette prestation susceptible de justifier ses prétentions ;

En ce qui concerne la réalisation de prestations supplémentaires :

Considérant que la Région ne conteste pas le bien-fondé des demandes relatives à la réalisation de prestations complémentaires pour la remise en état de la zone après l'évacuation de la bombe à hauteur de 8730 euros HT ainsi que de la réalisation d'un réseau d'évacuation le long de la façade du même bâtiment pour un montant de 4805,85 euros HT ; que la société demande également le remboursement des travaux de réalisation d'un exutoire provisoire pour l'évacuation des eaux pluviales du bâtiment C2 pour un montant de 860 euros HT ; que, contrairement à ce que soutient la Région, ces travaux ne sont pas compris dans le devis n° 20, relatif à des travaux réalisés dans le bâtiment C1 ; que, dans ces conditions, la société est fondée à réclamer le remboursement de la totalité des sommes exposées ;

En ce qui concerne la reprise des travaux :

Considérant que la société soutient avoir exposé des frais pour la remise en état de la zone lors de la reprise des travaux, à hauteur de 5357 euros HT ; que, toutefois, la matérialité des prestations fournies n'est pas établie, en l'absence notamment d'indication quant à l'état d'avancement des travaux au moment de la découverte de la bombe, qu'ainsi faute pour la société d'établir l'existence de dépenses supplémentaires, elle n'est pas fondée à réclamer un paiement complémentaire à ce titre ;

Sur les demandes relatives à la réalisation de travaux supplémentaires :

Considérant que la société WATELET TP soutient avoir réalisé des travaux supplémentaires à la demande du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre ainsi que des travaux supplémentaires indispensables à l'exécution des travaux conformément aux règles de l'art ouvrant droit à une rémunération à hauteur de 418 344,66 euros, assortie du paiement d'intérêts moratoires à hauteur de 24 549,18 euros à la date du 31 mai 2015 ;

En ce qui concerne les travaux supplémentaires non contestés pour l'essentiel :

Sur les devis n° 5, 6, 9, 11, 13, 15, 17, 24, 27, 28, 35, 37, 41, 51, 52 et 68 :

Considérant que la Région ne conteste pas le bien-fondé de la demande de paiement des prestations figurant aux devis précités ; qu'il y a lieu de faire droit aux demandes de la société à ce titre ;

Sur les devis n° 21 et 31 :

Considérant que la Région Ile-de-France ne conteste pas le bien-fondé de la demande de

paiement des prestations figurant aux devis n° 21 et 31, relatifs à des contributions aux opérations de déminage ; que la lecture des pièces produites démontre que, contrairement à ce que soutient la Région, aucune erreur n'affecte le montant réclamé, alors notamment que les prestations chiffrées au devis n° 31 ont été réalisées à deux reprises, en vertu des ordres de service du 17 août 2012 et du 1er octobre 2012 ; qu'il y a donc lieu de faire droit aux demandes de la société pour l'intégralité du montant réclamé ;

Sur le devis n° 22 :

Considérant que la Région fait valoir que les prestations figurant au devis n° 22, d'un montant de 22 775,84 euros HT, constituent bien des travaux supplémentaires, mais que la maîtrise d'œuvre a ramené ce montant à 21 975,84 euros HT ; qu'il y a lieu de faire droit à la demande de la société en ramenant la somme réclamée à hauteur du montant ainsi corrigé, retenu dans le projet d'avenant au marché du 22 janvier 2014 ;

En ce qui concerne les travaux liés au phasage du chantier :

Sur le devis n° 2 :

Considérant que le devis dont la société réclame le paiement correspond au raccordement provisoire des réseaux d'assainissement du bâtiment C2 ; que l'article 1 du CCTP relatif aux réseaux prévoit, à la rubrique « phasage », le raccordement provisoire du bâtiment C sur le collecteur existant ; qu'ainsi, les travaux en litige ne résultent pas de la modification du phasage mais étaient prévus au marché ; que la société n'est pas fondée à réclamer de paiement complémentaire à ce titre ;

Sur le devis n° 4 :

Considérant que le devis dont la société réclame le paiement correspond à des apports de terre ; que le projet d'avenant au marché du 22 janvier 2014, prévoyait le paiement de ces prestations qualifiées de « travaux modificatifs » correspondant à un « aléa technique exceptionnel » ayant entraîné la modification du phasage ; qu'ainsi, et alors que découverte d'amiante qui a entraîné la modification du phasage des travaux constituait en l'espèce une sujétion imprévue, la société est fondée à réclamer un paiement complémentaire à ce titre ;

Sur les devis n° 23 et 35 :

Considérant que les devis dont la société réclame le paiement correspondent à la réalisation d'une rampe d'accès provisoire aux bâtiments C1 et A2 ainsi que d'une rampe d'accès provisoire pour les élèves et les pompiers ; que si la Région Ile-de-France soutient que ces devis sont relatifs à une prestation identique et qu'ils n'ont reçu aucune suite, il ressort des comptes-rendus de chantier n° 97 et 98 des 18 et 25 avril 2012 que chaque devis visait des prestations différentes et que celles-ci ont effectivement été exécutées par la société ; que, dans ces conditions, il y a lieu de faire droit à la demande de la société ;

Sur le devis n° 29 :

Considérant que le devis d'un montant de 24 595 euros HT dont la société réclame le paiement correspond à des travaux de « réalisation d'un accès élèves et d'une zone de stockage des conteneurs poubelle » qu'elle soutient avoir exécutés à la demande du maître d'ouvrage ; qu'il ne résulte pas de la notice de phasage, qui n'est pas suffisamment explicite

sur ce point, que ces prestations étaient prévues au marché ainsi que le soutient la Région ; que le projet d'avenant au marché du 22 janvier 2014 prévoyait le paiement de ces prestations qualifiées de « travaux modificatifs » correspondant à une « demande du maître de l'ouvrage » à hauteur de 22 925 euros HT ; que, dans ces conditions, la société est fondée à réclamer un paiement complémentaire à hauteur de cette dernière somme ;

Sur les devis n° 30, 34, 36 et 38 :

Considérant que les devis dont la société réclame le paiement correspondent à la réalisation d'un accès provisoire aux logements de fonction ; que la Région soutient qu'il s'agit de prestations prévues au marché liées au phasage des travaux et à leur exécution en site occupé; que si la société soutient que ces travaux n'auraient pas été nécessaires si le phasage initial avait été respecté, les comptes-rendus de chantier qu'elle produit ne permettent pas d'établir qu'il s'agirait de travaux supplémentaires ; que la société n'est donc pas fondée à réclamer de paiement complémentaire à ce titre ;

Sur le devis n° 48 :

Considérant que le devis dont la société réclame le paiement correspond au revêtement provisoire du trottoir de la rue Victorien Sardou ; qu'il résulte des comptes-rendus de chantier versés au dossier que ces travaux répondent aux conditions posées par la Ville de Saint-Cyr-l'Ecole en décembre 2012 pour le retour du trottoir au domaine public ; que ces travaux, qui concernent une zone de 250 m², ne peuvent être assimilés aux travaux de VRD destinés à permettre l'accès aux pompiers et aux livraisons pendant le chantier mentionnés par la notice de phasage ainsi que le soutient la Région ; que, dans ces conditions, la société est fondée à réclamer un paiement complémentaire à ce titre ;

Sur le devis n° 53 :

Considérant que le devis dont la société réclame le paiement correspond au raccordement de l'assainissement provisoire du bâtiment D, dont l'exécution a été prescrite par ordre de service du 26 novembre 2013 ; que si l'article 2 du CCTP relatif aux réseaux divers met à la charge de l'entreprise l'ensemble des réseaux d'assainissement extérieurs aux bâtiments et les réseaux provisoires durant le phasage, son article 1 prévoit toutefois uniquement, en phase 3, le raccordement définitif du réseau d'assainissement du bâtiment D sur les collecteurs, les travaux de raccordement provisoire ne concernant pas ce bâtiment ; qu'il résulte des pièces produites que le raccordement provisoire du bâtiment D devait être effectué à raison de la modification du phasage et plus précisément la mise en service des cuisines avant l'achèvement des travaux de la phase 3 ; que si de tels travaux supplémentaires ouvrent, par leur nature, droit à rémunération, la Région soutient toutefois que l'ordre de service correspondant a été annulé et que les travaux n'ont pas été réalisés ; que, sous cette réserve, la société n'est pas fondée à réclamer un paiement complémentaire à ce titre ;

En ce qui concerne les travaux de voirie :

Sur le devis n° 39 :

Considérant que le devis dont la société réclame le paiement correspond à des travaux consistant à abaisser le niveau de la terre en pied de façade des logements de fonction ; qu'elle fait valoir que ces travaux ont été imposés par l'oubli du titulaire d'un autre lot de poser des plinthes en pied de façade ; que les dépenses invoquées étant imputables à d'autres

intervenants du marché, la société ne peut prétendre à leur indemnisation par la personne publique maître de l'ouvrage ;

Sur les devis n° 46 et 64 :

Considérant que les devis dont la société réclame le paiement correspondent à l'installation de six portillons relatifs aux logements de fonction ; que l'installation de portillons pour les logements est toutefois prévue à l'article 5.1.A.13.4 du CCTP voirie ; qu'il n'est pas démontré que les portillons visés par les deux devis présentés constitueraient des installations supplémentaires par rapport aux quantités prévues au marché ; que la société n'est donc pas fondée à réclamer de paiement complémentaire à ce titre ;

Sur les devis n° 43 et 66 :

Considérant que les devis dont la société réclame le paiement correspondent à la réalisation de murs de soutènement devant le parvis du lycée et dans la zone C du chantier ; que l'article 1.A.13.2 du CCTP voirie met à la charge du titulaire du lot n° 5 la réalisation d'une clôture à barreaudage sur deux rues en limite du terrain du lycée, cet ouvrage comprenant l'exécution d'un mur de soubassement ; que le plan des travaux versé au dossier fait notamment état de la réalisation d'une clôture grillagée en bordure des logements de fonction ; qu'ainsi, les travaux en litige étaient prévus au marché et la société n'est pas fondée à réclamer de paiement complémentaire à ce titre ;

Sur le devis n° 44 :

Considérant que le devis dont la société réclame le paiement correspond à l'entretien d'une tranchée pour le réseau de chauffage réalisée à la demande du maître d'œuvre ; que les comptes-rendus de chantier versés au dossier indiquent que le titulaire du lot n° 1, chargé, en coordination avec le lycée militaire, des travaux sur les réseaux de chauffage ayant nécessité la réalisation de la tranchée, a achevé ses travaux à la fin d'octobre 2012 et non en juillet 2012 comme il était prévu ; que les dépenses invoquées étant la conséquence d'un retard imputable à d'autres intervenants du marché, la société ne peut prétendre à leur indemnisation par la personne publique maître de l'ouvrage ;

Sur le devis n° 7 :

Considérant que la société soutient que le prix du dévoiement d'un ovoïde prévu au marché ne comprenait pas les travaux de comblement du réseau abandonné, dont elle réclame paiement à hauteur de 24 122 euros HT ; que la société se prévaut de sa réponse à la demande de précision sur la teneur de son offre, annexée à l'acte d'engagement, dans laquelle elle précisait que le prix proposé pour le poste relatif au dévoiement de l'ovoïde ne comprenait pas la dépose ou le comblement du réseau existant abandonné ; que cette mention fait référence au CCTP n° 5.1.B relatif aux travaux sur réseaux ; que si la Région soutient que ces prestations étaient prévues à l'article 5.1.A.04 du CCTP relatif aux travaux de voirie, qui met à la charge de l'entrepreneur la « *démolition et enlèvement des réseaux de toute nature, non réutilisés rencontrés lors des terrassements généraux* », la société WATELET TP fait valoir sans être contredite que l'ovoïde ne faisait pas partie de l'emprise des terrassements généraux ; qu'ainsi, les travaux en cause ne peuvent être considérés comme ayant été inclus dans le prix global et forfaitaire de l'entreprise ; que si la Région fait également valoir que, dès lors que le CCTP prévoyait le déblaiement d'un ovoïde, la partie dévoyée devait être remblayée ou déposée afin que les travaux soient effectués dans les règles de l'art, les travaux

supplémentaires indispensables à la réalisation de l'ouvrage dans les règles de l'art sont indemnisables ; qu'il y a donc lieu d'accorder à la société le remboursement des sommes exposées à ce titre ;

Sur le devis n° 18 :

Considérant que le devis dont la société réclame le paiement correspond à l'abattage de sept arbres situés sur le chantier de l'ovoïde et la dépose d'une grille existante sur le même emplacement ; que l'article 5.1.A.03 du CCTP relatif aux travaux de voirie prévoit que *« le terrain sera nettoyé, débroussaillé avant tout début de travaux (...) en ce qui concerne les arbres abattus, ils devront être totalement évacués du chantier, y compris les souches »* ; qu'il résulte du CDPGF que la société WATELET TP a prévu l'abattage de 67 arbres à ce titre pour l'établissement de son offre ; qu'ainsi et alors que le maître d'œuvre, à l'accord préalable duquel est subordonné l'abattage, avait estimé à 58 le nombre total d'arbres à abattre, il n'est pas démontré que l'abattage des arbres visés par le devis constituerait un travail supplémentaire par rapport aux quantités prévues au marché ; que la société n'est donc pas fondée à réclamer de paiement complémentaire à ce titre ;

En ce qui concerne les travaux sur réseaux :

Sur le devis n° 26 :

Considérant que le devis dont la société réclame le paiement correspond à la création d'un réseau d'eau pluviale à l'arrière des bâtiments A1 et C1 ; que le plan RD01 joint au marché prévoit toutefois un réseau d'évacuation des eaux pluviales à l'arrière des bâtiments en cause ; qu'ainsi, les travaux en litige étaient prévus au marché et la société n'est pas fondée à réclamer de paiement complémentaire à ce titre ;

Sur le devis n° 47 :

Considérant que le devis dont la société réclame le paiement correspond au dévoiement du réseau d'eau potable existant se trouvant sous l'auvent de la cour du lycée, dont l'exécution a été prescrite par ordre de service du 4 juin 2013 ; que ces travaux ont été mis à la charge de la société WATELET TP, conformément à une note du bureau d'études et ingénierie, au motif que l'entreprise avait précédemment dévoyé la dérivation d'alimentation du lycée, qu'elle avait donc connaissance du plan des réseaux existant, qu'elle avait par ailleurs connaissance des plans du gros-œuvre et n'avait pas transmis cette information au titulaire du lot n° 1, qui a découvert et endommagé la canalisation en cause lors d'opérations de terrassement ; que la société WATELET TP conteste avoir eu connaissance de l'emplacement exact du réseau dès lors que ses propres travaux de dérivation n'étaient pas intervenus au niveau de l'auvent du lycée mais au niveau de la chambre de comptage ; que, compte tenu des explications fournies et alors qu'aucun élément du dossier ne démontre que la société avait formellement connaissance de l'emplacement de la canalisation endommagée sous l'auvent du lycée, l'existence d'une faute contractuelle de la société WATELET, justifiant que soit mis à sa charge le coût des travaux en cause, n'est pas établie ; que, dans ces conditions, la société est fondée à réclamer le remboursement des sommes exposées à ce titre ;

Sur le devis n° 54 :

Considérant que le devis n° 54 porte sur la réalisation d'une prestation de drainage des eaux expressément incluse dans le devis n° 13, sans que la société ne justifie devant le Comité

l'erreur commise dans l'estimation des quantités qu'elle invoque ; que la société n'est donc pas fondée à réclamer de paiement complémentaire à ce titre ;

Sur le devis n° 60 :

Considérant que la société conteste le montant de la rémunération qui lui a été attribuée pour des travaux supplémentaires relatifs à la mise en place d'une chambre de chauffage sous voirie lourde, exécutés sur ordre de service du 20 mars 2014 ; que l'article 14 du CCAG-Travaux prévoit que les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché et que s'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux ; que, pour fixer le prix nouveau, le maître d'ouvrage a utilisé comme référence le prix de la chambre de comptage en vide sanitaire figurant dans le CDPGF de l'entreprise, soit 4800 euros HT ; que, toutefois, les prestations visées par le devis n° 60 ne sont pas identiques, la mise en place d'une chambre de comptage sous voirie lourde impliquant des travaux de terrassement et d'évacuation de matériaux ; que, dans ces conditions, la société, qui produit le sous-détail du prix réclamé pour cette prestation supplémentaire, est fondée à réclamer le remboursement de la somme en litige ;

Sur le devis n° 3 :

Considérant que la société fait valoir que le maître d'œuvre a modifié le diamètre d'une canalisation devant être posée par l'entreprise, entraînant un surcoût par rapport à la canalisation initialement prévue ; que l'article 3.5.1 du CCTP réseaux n'imposait toutefois pas de diamètre particulier pour les canalisations de gaz et se bornait à prévoir que les diamètres définitifs seraient donnés par les lots Chauffage, Ventilation, Plomberie sanitaire et appareils de cuisine, en phase d'exécution des travaux ; qu'ainsi, le surcoût invoqué ne résulte pas de l'exécution de travaux non prévus au marché ; que la société n'est pas fondée à réclamer de paiement complémentaire à ce titre ;

En ce qui concerne les espaces verts :

Sur le devis n° 40 :

Considérant que le devis n° 40, d'un montant de 17 055 euros HT, correspond à des modifications des plantations dans les patios initialement prévues au CCTP ;

Considérant que la Région admet le bien-fondé d'un paiement complémentaire à hauteur de 9756,35 euros HT, correspondant aux prestations effectivement réalisées ; que, faute pour la société de justifier la matérialité des prestations fournies, il est proposé d'émettre un avis favorable au remboursement de cette somme ;

Sur les devis n° 51 et 52 :

Considérant que les devis dont la société réclame le paiement correspondent à des travaux d'abattage d'arbres et de replantation réalisés en urgence à la suite de dégradations commises sur le chantier ; que la société fait valoir que les travaux correspondant au devis n° 51 concernaient des arbres non concernés par le marché et que les travaux de replantation d'arbres dans les logements de fonction correspondant au devis n° 52 ont été effectués après la mise à disposition des espaces concernés au maître de l'ouvrage, ce qui n'est pas contesté ; que l'article 43.3 du CCAG-Travaux prévoit que, sous réserve des conséquences des

malfaçons qui lui sont imputables, le titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître de l'ouvrage ; que, par ailleurs, le projet d'avenant au contrat de janvier 2014 proposait le paiement des prestations en cause ; qu'ainsi, s'agissant de travaux réalisés sur des parties d'ouvrage dont elle n'avait pas la garde, la société est fondée à réclamer le remboursement des sommes exposées à ce titre ;

En ce qui concerne les intérêts moratoires :

Considérant que la société demande l'octroi des intérêts moratoires sur la rémunération des prestations supplémentaires dont le paiement a été réclamé par les projets d'acompte n° 22 et 27 reçus par le maître d'ouvrage délégué le 25 mars 2014 et le 7 novembre 2014 respectivement ;

Considérant que l'article 5 du décret n° 2002-232 du 21 février 2002, applicable à l'espèce, prévoit que : « *I.-Le défaut de paiement dans les délais prévus par l'article 98 du code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. (...) V.-En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, l'ordonnancement ou le mandatement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par la personne publique contractante. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.* » ; qu'il résulte de ces dispositions que la société est fondée à réclamer le paiement des intérêts moratoires sur la rémunération des travaux supplémentaires justifiés ;

Après en avoir délibéré,

LE COMITE CONSULTATIF EST D'AVIS QUE :

Article 1er : Il y a lieu de verser à la société WATELET TP les rémunérations complémentaires suivantes :

- s'agissant des préjudices consécutifs à la découverte d'amiante :
  - 39 540 euros HT au titre de l'immobilisation du personnel
  - 78 000 euros HT au titre du sous-amortissement des frais généraux
- s'agissant des préjudices consécutifs à la découverte d'un engin explosif :
  - 18 845 euros HT au titre de l'immobilisation du personnel
  - 14 395,85 euros HT au titre des travaux supplémentaires réalisés

- s'agissant des travaux supplémentaires réalisés par la société :

  - 7200 euros HT au titre du devis n° 4
  - 10 244 euros HT euros HT au titre du devis n° 5
  - 4075 euros HT au titre du devis n° 6
  - 4750 euros HT au titre du devis n° 9
  - 6007 euros au titre du devis n° 11
  - 17 848 euros HT au titre du devis n° 13
  - 390 euros HT au titre du devis n° 15
  - 7427,54 euros HT au titre du devis n° 17
  - 6160 euros HT au titre du devis n° 21
  - 22 775,84 euros HT au titre du devis n° 22
  - 22 775,84 euros HT au titre du devis n° 22
  - 6400 euros HT au titre du devis n° 23
  - 26 685,30 euros HT au titre du devis n° 24
  - 5918,48 euros HT au titre du devis n° 25
  - 1200 euros HT au titre du devis n° 27
  - 12 754,80 euros HT au titre du devis n° 28
  - 22 925 euros HT euros HT au titre du devis n° 29
  - 9176 euros HT au titre du devis n° 31
  - 1212,74 euros HT au titre du devis n° 35
  - 17 495,40 euros HT au titre du devis n° 37
  - 9756 euros HT au titre du devis n° 40
  - 4390 euros HT au titre du devis n° 41
  - 8984 euros HT au titre du devis n° 47
  - 5790 euros HT euros HT au titre du devis n° 48
  - 4752 euros HT au titre du devis n° 51
  - 9807,24 euros HT au titre du devis n° 52
  - 2964 euros HT au titre du devis n° 60
  - 982,50 euros HT au titre du devis n° 68

ces dernières sommes assorties des intérêts moratoires applicables ;

Article 2 : Il n'y a pas lieu de verser à la société WATELET TP les autres sommes qu'elle réclame ;

Article 3 : Le présent avis sera notifié à la société WATELET TP et à la Région Ile-de-France.

Copie sera transmise au directeur des affaires juridiques du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique et au préfet des Yvelines.

Le Président du Comité

Stéphane BROTONS

« La décision prise par le pouvoir adjudicateur sur l'avis du comité est notifiée au titulaire et au secrétaire du comité. Elle est transmise, pour information, au ministre chargé de l'économie. »
« La suspension des délais de recours mentionnés à l'article 127 du code des marchés publics prend fin le jour suivant la notification au titulaire de la décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur en application de l'alinéa précédent ».

(Article 8 – II du décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics)

ANNEXE 2

DETAIL DU CALCUL DES INTERETS MORATOIRES

N° acompte	Montant T.T.C. (hors révision)	Date réception projet acompte	Délai de paiement du principal	Point de départ des I.M.	Date de paiement du principal*	Jours de retard	Taux des I.M.	Montant des I.M.
22	204 903,88 €	25-mars-14	40 jours	4-mai-14	10-déc-17	1316	7,25%	53 561,31 €
27	3 946,50 €	07-nov-14	40 jours	17-déc-14	10-déc-17	1089	7,15%	841,89 €
Total								**54 403,20 €**

PARAPHES

LA REGION IDF		**Watelet TP**	TM

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-552

DU 22 NOVEMBRE 2017

SÉCURISATION DES LYCÉES
SIXIÈME AFFECTATION
BUDGET 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU Le budget de la Région pour 2017 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU le rapport n°CP 2017-552 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte pour deux opérations une autorisation de programme de **38.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700101 « Etudes de sécurité des lycées » du budget régional 2017, conformément à l'Annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **1.393.900 €**, conformément aux Annexes 2 et 3 de la présente délibération.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **1.393.900 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en Annexe 4 à la délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXES N°1 A 3

Annexe 1

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP027-001 / 2031

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
93	SAINT-DENIS	LYP SUGER	0932121A	ETUDES SUR LA CREATION D'UN SAS SUR LE PARVIS DU LYCEE, SUITE A DE NOMBREUSES AGRESSIONS	20 000,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : ETUDES / TRAVAUX DE SECURISATION, SAS ET ISSUE DE SECOURS ISOLEE RUE DES MARAICHERS, ALARME ANTI-INTRUSION ET SIGNAL SONORE	18 000,00

Budget 2017 - HP027-001 / 2031 chapitre 902 **38 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	EXTENSION DU SYSTEME DE SONORISATION DU PPMS ET RENFORCEMENT DES PORTES D'ACCES AU LOCAL ARCHIVES (RISQUES D'INTRUSIONS DEPUIS L'EXTERIEUR)	5 200,00
78	PLAISIR	LYP JEAN-VILAR	0780582J	SECURISATION DU SITE : FOURNITURE ET POSE DE SERRURES ELECTRONIQUES - EXTERIEUR ET ADMINISTRATION	15 000,00
92	RUEIL-MALMAISON	LYP RICHELIEU	0920799U	FOURNITURE ET POSE D'UNE CLOTURE ET D'UN PORTAIL A L'ARRIERE DU SITE	40 000,00
92	SEVRES	LYP JP-VERNANT	0920802X	SUITE A INTRUSIONS ET DEGRADATIONS DANS L'ETABLISSEMENT, EXTENSION DE L'ALARME ANTI-INTRUSION BATIMENTS A, C ET D	15 000,00
92	SEVRES	LYP JP-VERNANT	0920802X	INSTALLATION PPMS BATIMENTS A, B ET C	12 500,00
94	BONNEUIL-SUR-MA	EREA STENDHAL	0940171A	CREATION ET MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'EVACUATION VOCALE PPMS	8 000,00
95	ERMONT	LP F-BUISSON	0950657Y	MISE EN PLACE DU PPMS	15 000,00
95	ERMONT	LYP VAN-GOGH	0950645K	MISE EN PLACE DU PPMS	15 000,00
95	FRANCONVILLE	LYP JEAN-MONNET	0951722F	TRAVAUX DE SURETE, RENFORCEMENT DE LA CLOTURE D'ACCES A L'ETABLISSEMENT (CREATION D'UN SAS)	35 000,00
95	GARGES-LES-GONE	LYP A-RIMBAUD	0951787B	MISE EN PLACE DU PPMS	15 000,00
95	GONESSE	LYP RENÉ-CASSIN	0950646L	MISE EN PLACE DU PPMS	15 000,00
95	GOUSSAINVILLE	LYP R-ROLLAND	0950667J	MISE EN PLACE DU PPMS	15 000,00
95	SARCELLES	LYP TOURELLE	0950947N	MISE EN PLACE DU PPMS	20 000,00
95	DOMONT	LYP GEORGE-SAND	0951788C	DIAGNOSTIC DE SECURISATION DE L'ETABLISSEMENT	15 000,00
95	LUZARCHES	LYP G-DE-NERVAL	0950647M	DIAGNOSTIC DE SECURISATION DE L'ETABLISSEMENT	15 000,00
95	SANNOIS	EREA TOUR-DU-MAIL	0950983C	DIAGNOSTIC DE SECURISATION DE L'ETABLISSEMENT	15 000,00
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : SONNERIE PPMS, POSE DE GRILLE DE DEFENSE, AUTOMATISATION PORTAIL (RECOMMANDATION PREFECTURE) OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	27 264,00
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	42 612,00
75	PARIS 05EME	LCM HENRI-IV	0750654D	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,180 ME	135 756,00
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	33 305,00
75	PARIS 07EME	LCM V-DURUY	0750662M	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	12 632,00
75	PARIS 09EME	LCM J-DECOUR	0750668U	PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; POSE DE GRILLES DE DEFENSE RUE TRUDAINE	10 000,00
75	PARIS 13EME	LCM CLAUDE-MONET	0750683K	PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	36 170,00
75	PARIS 14EME	LCM PAUL-BERT	0750689S	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	8 596,50
75	PARIS 14EME	LYP F-VILLON	0750690T	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	23 586,00
75	PARIS 15EME	LCM BUFFON	0750693W	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS ET SONNERIES DE FIN DE COURS OP.No Complément de crédit soit 0,080 ME	51 112,00
75	PARIS 15EME	LCM CAMILLE-SÉE	0750694X	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS DE L'ANNEXE OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	6 285,00
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,070 ME	46 487,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	36 900,00
75	PARIS 16EME	LYP JB-SAY	0750700D	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	11 778,00
75	PARIS 16EME	LCM LA-FONTAINE	0750702F	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,070 ME	33 390,00
75	PARIS 16EME	LCM MOLIÈRE	0750703G	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	28 185,00
75	PARIS 17EME	LCM CARNOT	0750704H	PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; REMPLACEMENT DES CARILLONS PAR UN SYSTEME DE HAUT-PARLEURS DISTINGUANT SIGNAL INTRUSION, SIGNAL PPMS, SONNERIE OP.No Complément de crédit soit 0,080 ME	51 624,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : FOURNITURE ET POSE DE 10 HAUT-PARLEURS DANS LE CADRE DU PPMS	15 000,00
91	CORBEIL-ESSONNE	LYP R-DOISNEAU	0910620E	MISE EN PLACE D'UN SYS TEME PPMS NECESSAIRE AUX NOUVELLES ALERTES	89 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	CREATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE A L'ENTREE DES GYMNASES ET DES STADES	30 000,00

92	ASNIERES-SUR-SE	LYP A-RENOIR	0920131T	INSTALLATION DE 2 CAMERAS	11 200,00

Budget 2017 - HP027-001 / 2361 chapitre 902 **1 011 582,50**

Annexe 3

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP027-001 / 4551

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 04EME	LCM CHARLEMAGNE	0750652B	PROGRAMME 2017 : SONNERIE PPMS, POSE DE GRILLE DE DEFENSE, AUTOMATISATION PORTAIL (RECOMMANDATION PREFECTURE) OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	12 736,00
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	17 388,00
75	PARIS 05EME	LCM HENRI-IV	0750654D	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,180 ME	44 244,00
75	PARIS 05EME	LCM HENRI-IV	0750654D	PROGRAMME 2017 : SECURISATION DES FENETRES SUR RUE THOIN (POSE DE BARREAUX) ET MISE EN PLACE D'UNE GRILLE ANTI-INTRUSION AU-DESSUS DU MUR DE CLOTURE RUE CLOTHILDE	48 000,00
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	16 695,00
75	PARIS 07EME	LCM V-DURUY	0750662M	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	7 368,00
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURISATION ; NOUVELLE ENTREE COLLEGE AVEC CREATION D'UN SAS ET ACCUEIL	10 000,00
75	PARIS 13EME	LCM CLAUDE-MONET	0750683K	PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	13 830,00
75	PARIS 14EME	LCM PAUL-BERT	0750689S	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	6 403,50
75	PARIS 14EME	LYP F-VILLON	0750690T	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	36 414,00
75	PARIS 15EME	LCM BUFFON	0750693W	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS ET SONNERIES DE FIN DE COURS OP.No Complément de crédit soit 0,080 ME	28 888,00
75	PARIS 15EME	LCM CAMILLE-SÉE	0750694X	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS DE L'ANNEXE OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	8 715,00
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,070 ME	23 513,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	13 100,00
75	PARIS 16EME	LYP JB-SAY	0750700D	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	8 222,00
75	PARIS 16EME	LCM LA-FONTAINE	0750702F	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,070 ME	36 610,00
75	PARIS 16EME	LCM MOLIÈRE	0750703G	PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSAIRES AU PPMS OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	21 815,00
75	PARIS 17EME	LCM CARNOT	0750704H	PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; REMPLACEMENT DES CARILLONS PAR UN SYSTEME DE HAUT-PARLEURS DISTINGUANT SIGNAL INTRUSION, SIGNAL PPMS, SONNERIE OP.No Complément de crédit soit 0,080 ME	28 376,00

Budget 2017 - HP027-001 / 4551 chapitre 902 **382 317,50**

ANNEXE N°4

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**27 - Sécurité**
Programme	**127001 - Sécurisation des lycées**
Action	**12700103 - Subvention pour la sécurité aux EPLE**

Dispositif : N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées

Dossier	17014963 - ETABLISSEMENT 0750692V - EXTENSION DU SYSTEME DE SONORISATION DU PPMS ET RENFORC		
Bénéficiaire	R3454 - LGT EMILE DUBOIS PARIS 14EME		
Localisation	LYT EMILE DUBOIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 200,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 200,00 €	

Dossier	17014964 - ETABLISSEMENT 0780582J - SECURISATION DU SITE : FOURNITURE ET POSE DE SERRURES E		
Bénéficiaire	R3674 - LGT JEAN VILAR PLAISIR CEDEX		
Localisation	LYP JEAN VILAR (PLAISIR)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17014965 - ETABLISSEMENT 0920799U - FOURNITURE ET POSE D'UNE CLOTURE ET D'UN PORTAIL A L'AR		
Bénéficiaire	R3601 - LGT RICHELIEU RUEIL MALMAISON		
Localisation	LYP RICHELIEU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 000,00 €	

Dossier	17014966 - ETABLISSEMENT 0920802X - SUITE A INTRUSIONS ET DEGRADATIONS DANS L'ETABLISSEMENT		
Bénéficiaire	R3844 - LGT JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES		
Localisation	LCM JEAN-PIERRE VERNANT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17014967 - ETABLISSEMENT 0920802X - INSTALLATION PPMS BATIMENTS A, B ET C		
Bénéficiaire	R3844 - LGT JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES		
Localisation	LCM JEAN-PIERRE VERNANT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 500,00 €	

Dossier	17014968 - ETABLISSEMENT 0940171A - CREATION ET MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'EVACUATION VOC		
Bénéficiaire	R3534 - EREA STENDHAL BONNEUIL SUR MARNE		
Localisation	EREA STENDHAL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Dossier	17014969 - ETABLISSEMENT 0950657Y - MISE EN PLACE DU PPMS		
Bénéficiaire	R3685 - LP FERDINAND BUISSON ERMONT		
Localisation	LP FERDINAND BUISSON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17014970 - ETABLISSEMENT 0950645K - MISE EN PLACE DU PPMS		
Bénéficiaire	R3684 - LGT VAN GOGH ERMONT		
Localisation	LYP VAN GOGH (ERMONT)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17014971 - ETABLISSEMENT 0951722F - TRAVAUX DE SURETE, RENFORCEMENT DE LA CLOTURE D'ACCES A		
Bénéficiaire	R3726 - LPO JEAN MONNET FRANCONVILLE		
Localisation	LYP JEAN MONNET (FRANCONVILLE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17014972 - ETABLISSEMENT 0951787B - MISE EN PLACE DU PPMS		
Bénéficiaire	R3475 - LPO LYC METIER ARTHUR RIMBAUD GARGES LES GONESSE		
Localisation	LYP ARTHUR RIMBAUD (GARGES)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17014973 - ETABLISSEMENT 0950646L - MISE EN PLACE DU PPMS		
Bénéficiaire	R3687 - LGT RENE CASSIN GONESSE		
Localisation	LYP RENE CASSIN (GONESSE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17014974 - ETABLISSEMENT 0950667J - MISE EN PLACE DU PPMS		
Bénéficiaire	R18617 - LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE		
Localisation	LYP ROMAIN ROLLAND (GOUSSAINV)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17014975 - ETABLISSEMENT 0950947N - MISE EN PLACE DU PPMS		
Bénéficiaire	R3402 - LPO DE LA TOURELLE SARCELLES		
Localisation	LYP DE LA TOURELLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17014976 - ETABLISSEMENT 0951788C - DIAGNOSTIC DE SECURISATION DE L'ETABLISSEMENT		
Bénéficiaire	R19249 - LPO GEORGE SAND DOMONT		
Localisation	LYP GEORGE SAND (DOMONT)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17014977 - ETABLISSEMENT 0950647M - DIAGNOSTIC DE SECURISATION DE L'ETABLISSEMENT		
Bénéficiaire	R3393 - LGT GERARD DE NERVAL LUZARCHES		
Localisation	LYP GERARD DE NERVAL LUZARCHES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17014978 - ETABLISSEMENT 0950983C - DIAGNOSTIC DE SECURISATION DE L'ETABLISSEMENT		
Bénéficiaire	R3400 - EREA LA TOUR DU MAIL SANNOIS		
Localisation	EREA LA TOUR DU MAIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17014979 - ETABLISSEMENT 0750652B - PROGRAMME 2017 : SONNERIE PPMS, POSE DE GRILLE DE DEFEN		
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME		
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	27 264,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		27 264,00 €	

Dossier	17014980 - ETABLISSEMENT 0750652B - PROGRAMME 2017 : SONNERIE PPMS, POSE DE GRILLE DE DEFEN		
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME		
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 736,00 €	Code nature	4551750217
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 736,00 €	

Dossier	17014981 - ETABLISSEMENT 0750654D - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3415 - LG HENRI IV PARIS 05EME		
Localisation	LCM HENRI IV		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	135 756,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		135 756,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17014982 - ETABLISSEMENT 0750654D - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3415 - LG HENRI IV PARIS 05EME		
Localisation	LCM HENRI IV		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 244,00 €	Code nature	4551750317
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 244,00 €	

Dossier	17014983 - ETABLISSEMENT 0750654D - PROGRAMME 2017 : SECURISATION DES FENETRES SUR RUE THOI		
Bénéficiaire	R3415 - LG HENRI IV PARIS 05EME		
Localisation	LCM HENRI IV		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	48 000,00 €	Code nature	4551750317
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		48 000,00 €	

Dossier	17014984 - ETABLISSEMENT 0750657G - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3418 - LG MONTAIGNE PARIS 06EME		
Localisation	LCM MONTAIGNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	33 305,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		33 305,00 €	

Dossier	17014985 - ETABLISSEMENT 0750657G - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3418 - LG MONTAIGNE PARIS 06EME		
Localisation	LCM MONTAIGNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 695,00 €	Code nature	4551750517
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 695,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17014986 - ETABLISSEMENT 0750662M - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3419 - LG VICTOR DURUY PARIS 07EME		
Localisation	LCM VICTOR DURUY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 632,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 632,00 €	

Dossier	17014987 - ETABLISSEMENT 0750662M - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3419 - LG VICTOR DURUY PARIS 07EME		
Localisation	LCM VICTOR DURUY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 368,00 €	Code nature	4551750617
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 368,00 €	

Dossier	17014988 - ETABLISSEMENT 0750668U - PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; POSE DE GRILLES DE DEFE		
Bénéficiaire	R3429 - LG JACQUES DECOUR PARIS 09EME		
Localisation	LCM JACQUES DECOUR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17014989 - ETABLISSEMENT 0750670W - PROGRAMME 2017 : TRAVAUX DE SECURISATION ; NOUVELLE ENT		
Bénéficiaire	R3426 - LG LAMARTINE PARIS 09EME		
Localisation	LCM LAMARTINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	4551751017
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17014990 - ETABLISSEMENT 0750683K - PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; MISE EN OEUVRE DES EQUI		
Bénéficiaire	R3446 - LG CLAUDE MONET PARIS 13EME		
Localisation	LCM CLAUDE MONET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 170,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 170,00 €	

Dossier	17014991 - ETABLISSEMENT 0750683K - PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; MISE EN OEUVRE DES EQUI		
Bénéficiaire	R3446 - LG CLAUDE MONET PARIS 13EME		
Localisation	LCM CLAUDE MONET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 830,00 €	Code nature	4551751417
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 830,00 €	

Dossier	17014992 - ETABLISSEMENT 0750689S - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3455 - LG PAUL BERT PARIS 14EME		
Localisation	LYP PAUL BERT (PARIS 14)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 596,50 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 596,50 €	

Dossier	17014993 - ETABLISSEMENT 0750689S - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3455 - LG PAUL BERT PARIS 14EME		
Localisation	LYP PAUL BERT (PARIS 14)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 403,50 €	Code nature	4551751617
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 403,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17014994 - ETABLISSEMENT 0750690T - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3456 - LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME		
Localisation	LYP FRANCOIS VILLON (PARIS 14)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	23 586,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		23 586,00 €	

Dossier	17014995 - ETABLISSEMENT 0750690T - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3456 - LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME		
Localisation	LYP FRANCOIS VILLON (PARIS 14)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 414,00 €	Code nature	4551751717
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 414,00 €	

Dossier	17014996 - ETABLISSEMENT 0750693W - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3462 - LG BUFFON PARIS 15EME		
Localisation	LCM BUFFON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	51 112,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		51 112,00 €	

Dossier	17014997 - ETABLISSEMENT 0750693W - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3462 - LG BUFFON PARIS 15EME		
Localisation	LCM BUFFON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	28 888,00 €	Code nature	4551751817
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		28 888,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17014998 - ETABLISSEMENT 0750694X - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3384 - LG CAMILLE SEE PARIS 15EME		
Localisation	LCM CAMILLE SEE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 285,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 285,00 €	

Dossier	17014999 - ETABLISSEMENT 0750694X - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3384 - LG CAMILLE SEE PARIS 15EME		
Localisation	LCM CAMILLE SEE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 715,00 €	Code nature	4551751917
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 715,00 €	

Dossier	17015000 - ETABLISSEMENT 0750698B - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3386 - LGT CLAUDE BERNARD PARIS 16EME		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	46 487,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		46 487,00 €	

Dossier	17015001 - ETABLISSEMENT 0750698B - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3386 - LGT CLAUDE BERNARD PARIS 16EME		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	23 513,00 €	Code nature	4551752017
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		23 513,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17015002 - ETABLISSEMENT 0750699C - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3387 - LG JANSON DE SAILLY PARIS 16EME		
Localisation	LCM JANSON DE SAILLY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 900,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 900,00 €	

Dossier	17015003 - ETABLISSEMENT 0750699C - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3387 - LG JANSON DE SAILLY PARIS 16EME		
Localisation	LCM JANSON DE SAILLY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 100,00 €	Code nature	4551752217
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 100,00 €	

Dossier	17015004 - ETABLISSEMENT 0750700D - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3388 - LGT JEAN-BAPTISTE SAY PARIS 16EME		
Localisation	LYP J-BAPTISTE SAY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 778,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 778,00 €	

Dossier	17015005 - ETABLISSEMENT 0750700D - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3388 - LGT JEAN-BAPTISTE SAY PARIS 16EME		
Localisation	LYP J-BAPTISTE SAY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 222,00 €	Code nature	4551752417
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 222,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17015006 - ETABLISSEMENT 0750702F - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3389 - LG JEAN DE LA FONTAINE PARIS 16EME		
Localisation	LCM JEAN DE LA FONTAINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	33 390,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		33 390,00 €	

Dossier	17015007 - ETABLISSEMENT 0750702F - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3389 - LG JEAN DE LA FONTAINE PARIS 16EME		
Localisation	LCM JEAN DE LA FONTAINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 610,00 €	Code nature	4551752117
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 610,00 €	

Dossier	17015008 - ETABLISSEMENT 0750703G - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3390 - LG MOLIERE PARIS 16EME		
Localisation	LCM MOLIERE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	28 185,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		28 185,00 €	

Dossier	17015009 - ETABLISSEMENT 0750703G - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3390 - LG MOLIERE PARIS 16EME		
Localisation	LCM MOLIERE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	21 815,00 €	Code nature	4551752317
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		21 815,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17015010 - ETABLISSEMENT 0750704H - PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; REMPLACEMENT DES CARILL		
Bénéficiaire	R3371 - LG CARNOT PARIS 17EME		
Localisation	LCM CARNOT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	51 624,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		51 624,00 €	

Dossier	17015011 - ETABLISSEMENT 0750704H - PROGRAMME 2017 : SECURISATION ; REMPLACEMENT DES CARILL		
Bénéficiaire	R3371 - LG CARNOT PARIS 17EME		
Localisation	LCM CARNOT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	28 376,00 €	Code nature	4551752617
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		28 376,00 €	

Dossier	17015012 - ETABLISSEMENT 0750715V - PROGRAMME 2017 : FOURNITURE ET POSE DE 10 HAUT-PARLEURS		
Bénéficiaire	R3358 - LGT MAURICE RAVEL PARIS 20EME		
Localisation	LYP MAURICE RAVEL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17015013 - ETABLISSEMENT 0910620E - MISE EN PLACE D'UN SYS TEME PPMS NECESSAIRE AUX NOUVELL		
Bénéficiaire	R3703 - LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES		
Localisation	LYP ROBERT DOISNEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	89 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		89 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-552	Budget	2017

Dossier	17015014 - ETABLISSEMENT 0750656F - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3414 - LG LAVOISIER PARIS 05EME		
Localisation	LYP LAVOISIER (PARIS 5)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 612,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 612,00 €	

Dossier	17015015 - ETABLISSEMENT 0750656F - PROGRAMME 2017 : MISE EN OEUVRE DES EQUIPEMENTS NECESSA		
Bénéficiaire	R3414 - LG LAVOISIER PARIS 05EME		
Localisation	LYP LAVOISIER (PARIS 5)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 388,00 €	Code nature	4551750417
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 388,00 €	

Dossier	17015016 - ETABLISSEMENT 0782132U - CREATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE A L'ENTREE D		
Bénéficiaire	R3229 - LGT JEANNE D'ALBRET SAINT GERMAIN EN LAYE		
Localisation	LYP JEANNE D'ALBRET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Dossier	17015017 - ETABLISSEMENT 0920131T - INSTALLATION DE 2 CAMERAS		
Bénéficiaire	R3556 - LGT AUGUSTE RENOIR ASNIERES SUR SEINE		
Localisation	LCM AUGUSTE RENOIR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 200,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées	1 393 900,00 €

Total sur l'imputation 902 - 27 - 127001 - 12700103	1 393 900,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-622

DU 22 NOVEMBRE 2017

CINQUIÈMES AFFECTATIONS PROVISIONNELLES D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT - CHAPITRE 930 'SERVICES GÉNÉRAUX' CRÉDITS DE LA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu le Code Général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics modifié,

Vu la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

Vu Le budget 2017,

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

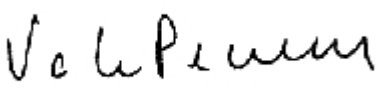
VU le rapport n°CP 2017-622 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement**, 917 000** euros sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services » du budget 2017, pour les dépenses de fonctionnement liées aux systèmes d'information.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

23/11/2017 12:42:55

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-566

DU 22 NOVEMBRE 2017

ADOPTION DE DEUX CONVENTIONS CONCERNANT LE PÔLE RESSOURCES HUMAINES - ACTIONS EN FAVEUR DES AGENTS DE LA RÉGION EN SITUATION DE HANDICAP - CONVENTIONNEMENT AVEC LE FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE (FIPHFP) - CONVENTION AVEC LE CIG DE LA GRANDE COURONNE CONCERNANT L'ORGANISATION DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU Le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 modifié relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique ;

VU Le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 131-09 du 27 novembre 2009 relative à la politique d'action sociale ;

VU La délibération n° CR 99-13 du 22 novembre 2013 portant actions en faveur des agents de la Région en situation de handicap – conventionnement avec le FIPHFP ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier;

VU La délibération n° CP 2017-345 du 5 juillet 2017 portant mesures d'ordre social en faveur des agents de la Région : revalorisation de prestations d'action sociale en faveur des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi et évolution du dispositif d'aide à la protection sociale complémentaire des agents de la Région Ile-de-France ;

VU le budget de la Région Île de France pour l'année 2017 ;

VU l'avis du Comité Technique recueilli en date du 3 juillet 2017 ;

VU l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité, et des Conditions de Travail en date du 21 novembre 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-566 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention de partenariat pluriannuel (2018-2020) avec le Fonds d'insertion pour les personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) présentée en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 :

Dans le cadre de la convention visée à l'Article 1er de la présente délibération, approuve l'abondement des montants des prestations sociales de la Région, définies par la délibération CR n°131-09 21 novembre 2009 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines – 10ème rapport : mesures d'ordre social en faveur des agents de la région pour les agents en situation de handicap, dans les conditions définies en annexe 2 et pour la durée de la convention pluriannuelle visée à l'article 1er de la présente délibération.

Article 3 :

Approuve la convention de gestion de l'organisation de concours et examens professionnels avec le CIG de la grande couronne de la Région Île-de-France, jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

23/11/2017 12:42:55

ANNEXES A LA DELIBERATION

Projet Convention 2018-2020

CONVENTION
RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS MENÉES PAR LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

PROJET

Entre : **L'Établissement public administratif Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique**
12, avenue Pierre-Mendès-France, 75914 PARIS CEDEX 13
N° SIRET : 130 001 795 00041
Dénommé ci-après « le FIPHFP »

D'une part,

Et : **La Région Île-de-France**
33 rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS
N° SIRET : 237 500 079 00015
Dénommée ci-après « le bénéficiaire »

D'autre part,

Référence : Convention n° C-

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 modifié relatif au FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-04 du 24 mai 2007 modifiée du comité national du FIPHFP portant sur les modalités de dévolution par voie conventionnelle des financements du FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-07 du 24 mai 2007 du comité national du FIPHFP portant sur la répartition des compétences en matière de décisions de financement entre le comité national, les comités locaux et le directeur de l'établissement public ;

Vu la délibération n° 2017-IDF-10- du 11 octobre 2017 du comité local du FIPHFP de la région Île-de-France portant décision de financement ;

Vu la délibération n° du 21 novembre 2017 du Conseil régional d'Île-de-France portant adoption de la convention entre le FIPHFP et la Région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'ensemble des personnels rémunérés par le bénéficiaire conformément aux dispositions prévues à l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié.

Le bénéficiaire ne peut faire l'objet d'un conventionnement que s'il satisfait à l'obligation de déclaration posée à l'article L. 323-8-6-1 du code du travail ainsi qu'au versement intégral des contributions annuelles dues.

Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement du plan d'actions du bénéficiaire présenté en application du point I de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié et approuvé par le FIPHFP.

Article 3 : PLAN D'ACTIONS ET BUDGET PRÉVISIONNEL

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, dans le respect des dispositions de la présente convention, le projet tel qu'il a été présenté et validé par le comité local du FIPHFP de la région Île-de-France du 11 octobre 2017, et à respecter le budget prévisionnel en dépenses et le calendrier de réalisation.

Le bénéficiaire se fixe comme objectif d'atteindre, au terme de la mise en œuvre de la présente convention, un taux d'emploi direct de bénéficiaires de l'obligation d'emploi de 6,52 %, conformément à l'annexe A « Effectifs » à la présente convention.

Les actions envisagées et leur budget sont décrits en annexe B « Plan d'actions » à la présente convention.

Les objectifs de la politique du bénéficiaire en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées sont décrits dans le document intitulé « Convention FIPHFP. 2018-2020 », joint à la présente convention, et font l'objet d'un avis des instances paritaires et techniques compétentes.

Le budget total du programme d'actions financé par le FIPHFP s'élève à **699 469,00 €.**

Article 4 : PILOTAGE DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place un dispositif interne de pilotage et de suivi de son projet auquel participe, le cas échéant, un représentant du FIPHFP. Les comptes rendus de réunion sont adressés au FIPHFP.

Pour permettre de suivre et d'évaluer l'efficacité de la convention, un bilan annuel de mise en œuvre sera adressé au FIPHFP, conformément à l'article 9 de la présente convention, et pourra être présenté, à sa demande, au comité local du FIPHFP. Les indicateurs de suivi retenus sont expressément mentionnés dans l'annexe D « Indicateurs » à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à désigner, au sein de ses services, un correspondant handicap qui sera le relais du FIPHFP.

Le FIPHFP s'engage à désigner, au sein de ses services, un correspondant qui sera le relais du bénéficiaire.

Article 5 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES

Sont éligibles au financement par le FIPHFP les dépenses réalisées, conformément aux dispositions

PROJET

de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié et au plan d'actions prévisionnel.

Les modalités de remboursement des aides mobilisées dans le cadre de la présente convention, dont les conditions de prise en charge sont fixées par délibération du comité national du FIPHFP, sont déterminées pendant la durée de la présente convention par les décisions du comité national qui peut modifier, pendant cette durée, le montant dudit remboursement.

Les décisions du comité national sont publiées au *Bulletin officiel* du ministère des affaires sociales et de la santé.

Les dépenses financées par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention ne peuvent en aucun cas venir diminuer le montant de la contribution due par le bénéficiaire. Conformément à l'article 5 du décret n° 2006-501 modifié, elles ne peuvent donc être prises en compte pour réduire le nombre d'unités manquantes.

Article 6 : PÉRIODES CONCERNÉES

6.1. Durée de validité de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date du 1er janvier 2018 et reste valable jusqu'au 5 mai 2021 (date de fin de réalisation + 125 jours).

6.2. Période de réalisation du plan d'actions

La période d'éligibilité des dépenses du présent plan d'actions s'étend du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 inclus (date de fin de réalisation).

À cette dernière date, l'intégralité du budget doit avoir fait l'objet de factures acquittées ou de pièces justificatives de valeur probante équivalente.

Une prorogation d'une durée maximale d'un an, formalisée par un avenant à la présente convention, peut être accordée sur demande justifiée du bénéficiaire. Cette demande doit être antérieure d'au moins 6 mois à la date de fin d'éligibilité des dépenses et accompagnée d'un état prévisionnel actualisé des dépenses réalisées et projetées.

Aucune demande d'aide ponctuelle ne peut être présentée sur la plate-forme e-services du FIPHFP pour des dépenses ressortant de la période de réalisation du plan d'actions.

Article 7 : PLAN DE FINANCEMENT DU PLAN D'ACTIONS

7.1. Plan de financement des actions

La présente convention comprend un plan d'actions qui détaille les financements prévus par axe et par type d'aides pour la durée de la convention.

Les crédits accordés au titre de chaque axe sont limitatifs sur la durée d'exécution de la convention. Les crédits sont fongibles au sein de chaque axe.

Le bénéficiaire a la faculté de mobiliser l'ensemble des aides du catalogue des interventions du FIPHFP dans les conditions fixées par le comité national, y compris celles qui n'avaient pas été prévues dans le plan d'actions initial dans la limite du montant de chaque axe.

Le bénéficiaire qui souhaite modifier la répartition des crédits entre les différents axes doit transmettre une demande justifiant le besoin accompagnée d'un plan d'actions modifié. L'accord du FIPHFP est formalisé par un avenant à la présente convention.

Cette modification n'impacte pas le rythme de versement des fonds prévu à l'article 8.2 de la présente convention.

PROJET

7.2. Modification du budget

En cas de modification à la hausse du budget prévisionnel, le bénéficiaire s'engage à adresser au FIPHFP un dossier complet accompagné d'un plan d'actions modifié justifiant la demande.

La modification du montant du budget total du programme d'actions donne lieu à la rédaction d'un avenant.

Article 8 : MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS

8.1. Montant du financement

Le montant total du financement du FIPHFP, mentionné à l'article 3 de la présente convention, est un montant maximum.

Le montant définitif du financement du FIPHFP correspond aux dépenses effectivement réalisées et justifiées.

8.2. Versement des fonds

Le versement des fonds intervient dans les conditions suivantes :

– au moment de la signature de la présente convention, un versement de 238 203,00 €, représentant environ 34,05 % du plan d'actions ;

– à l'issue de la première année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises de la première année et des dépenses prévisionnelles de la deuxième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite du versement effectué au moment de la signature de la présente convention ;

– à l'issue de la deuxième année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises des première et deuxième années et des dépenses prévisionnelles de la troisième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue de la première année. Dans l'hypothèse où le versement calculé correspond au solde, un montant forfaitaire de 10 000,00 € est retenu à titre de solde ;

– à la fin de la durée de la présente convention sur remise du rapport final prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après analyse de celui-ci, le versement du solde correspondant au montant total des dépenses admises par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue des première et deuxième années.

Les versements peuvent être fractionnés à la demande du bénéficiaire afin de répondre aux contraintes de l'annualité budgétaire des employeurs publics.

Les versements sont opérés après vérification du respect du budget prévisionnel par le FIPHFP et validation de l'éligibilité des dépenses au vu des éléments transmis par le bénéficiaire dans le cadre de la demande de paiement prévue à l'article 8.3 de la présente convention.

Le montant des versements ne peut être supérieur au montant de la convention.

Les versements sont conditionnés au règlement intégral des contributions annuelles dues par le bénéficiaire ou à la production d'un échéancier de paiement accordé par l'Agent comptable du FIPHFP couvrant l'intégralité de la dette et dont les termes devront être respectés le jour du paiement.

PROJET

8.3. Paiement

Le FIPHFP confirme au bénéficiaire le montant des versements et du solde à verser.

Les règlements interviendront dans un délai de 30 jours après réception des documents exigés par virement administratif sur le compte ouvert au nom de la Direction régionale des finances publiques Région, dont les coordonnées sont les suivantes (IBAN) : 46 3000 1000 64R7 5000 0000 086.

Article 9 : REMISE DES BILANS

9.1. Types de bilan

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un bilan annuel au FIPHFP au plus tard 45 jours après la date anniversaire de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un bilan final au FIPHFP au plus tard 45 jours après la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

9.2. Composition du bilan

Le bilan transmis au FIPHFP comporte 2 parties :

- Une première partie narrative comportant les éléments suivants :

– la description de l'organisation mise en place pour gérer le plan d'actions ;

– les actions réalisées (contenu, modalités, opérateur, planning, résultats attendus, résultats livrés) rapportées au calendrier, avec un rappel des objectifs ;

– les résultats en matière de recrutement et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (cf. tableau en annexe A), en précisant le mode de recrutement, la durée des contrats et la nature de l'emploi occupé ;

– des informations relatives à l'exercice des partenariats avec les acteurs du handicap et d'autres collectivités publiques ;

– les difficultés rencontrées dans l'exécution du plan d'actions ;

– l'évaluation de la mise en œuvre de la convention, notamment par la production d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs déterminés dans le projet du bénéficiaire validé par le FIPHFP et listés dans l'annexe D ;

– la description de ce qui est entrepris pour assurer la pérennité du projet, et notamment la volonté de renouveler le dispositif conventionnel (pour le bilan final).

- Une seconde partie relative aux éléments financiers du projet, comportant une récapitulation certifiée exacte des dépenses acquittées pour la période transmise, indiquant notamment la date à laquelle les pièces ont été établies, leurs références et le montant des dépenses pris en charge par le FIPHFP, ainsi qu'un état de synthèse du budget exécuté pour chaque année et pour l'ensemble.

Dans le cadre des bilans intermédiaires, un état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses (annexe C), signé par l'employeur ou son représentant, devra être produit. Ce document récapitule, pour chaque année, les versements reçus, les dépenses réalisées et les prévisions jusqu'au terme de la convention. Il doit permettre notamment de justifier du montant du versement demandé à l'article 8.3.

Article 10 : OBLIGATION DE COMMUNICATION

Les documents, matériels et supports de formation, d'information et pédagogiques, élaborés ou

PROJET

produits par le bénéficiaire grâce aux financements sollicités dans le cadre de la présente convention seront accessibles par le FIPHFP de façon dématérialisée.

La communication de l'employeur faisant état de la participation financière du FIPHFP doit faire l'objet d'une validation préalable par le FIPHFP.

Le logotype du FIPHFP a été déposé à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Son utilisation est mise gratuitement à disposition sous réserve d'une autorisation écrite préalable.

Article 11 : RENOUVELLEMENT

En cas de souhait de reconventionnement, le bénéficiaire doit adresser une demande en ce sens au Directeur du FIPHFP.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un rapport d'évaluation au FIPHFP au plus tard 6 mois avant la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

Article 12 : RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties des obligations contenues dans la convention.

Le bénéficiaire peut ainsi résilier la présente convention si, suite à une décision du comité national du FIPHFP, les modalités de remboursement d'une aide prévue dans le cadre du projet venaient à modifier l'équilibre financier du projet.

Le FIPHFP peut ainsi, après en avoir informé le comité compétent, résilier la présente convention :

1. Si le bénéficiaire ne respecte pas les dispositions énoncées dans la présente convention, notamment :
   - en ne réalisant pas le projet ou en ne le réalisant que partiellement ;
   - en changeant le plan de financement et le budget prévisionnel sans autorisation du FIPHFP ;
   - en utilisant les fonds à d'autres fins que celles stipulées à l'article 2 de la présente convention (détournement de l'objet) ;
   - en entravant la mise en œuvre des mesures de contrôle.
2. Si le bénéficiaire ne fournit pas les bilans annuels et le bilan final dans les délais fixés.
3. Si les bilans ne contiennent pas les informations demandées.
4. Si le bénéficiaire ne respecte pas les obligations de communication sur le soutien financier.

Cette résiliation deviendra effective 30 jours après l'envoi par la partie qui invoquera le non-respect d'une obligation par lettre recommandée avec accusé de réception exposant ses griefs, à moins que, dans ce délai, l'autre partie n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation, et ce sans préjudice de tout recours.

Article 13 REVERSEMENT DES FONDS PERÇUS

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié, les fonds reçus par le bénéficiaire qui n'ont pas été employés ou qui ont été utilisés pour des actions qui ne sont pas admises par le FIPHFP sont reversés au FIPHFP par le bénéficiaire.

Ce reversement devra intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la réception d'un titre exécutoire.

PROJET

En l'absence de reversement des sommes dues, aucune demande d'aide ne peut être présentée par le bénéficiaire auprès de la plate-forme e-services du FIPHFP.

Article 14 : CONTRÔLES

Le bénéficiaire doit vérifier la régularité des dépenses présentées au remboursement du FIPHFP et doit conserver les pièces justificatives originales jusqu'à la date-limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, c'est-à-dire 3 ans après le dernier versement effectué.

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur place et sur pièces effectué par le FIPHFP. Il garantit la traçabilité des fonds utilisés et la piste d'audit (à partir d'une dépense constatée, il est possible de reconstituer et de vérifier les séquences d'événements ayant mené à la prise en charge de la dépense par le FIPHFP).

Article 15 : ANNEXES

La présente convention est accompagnée des annexes suivantes :

- annexe A : « Effectifs » ;
- annexe B : « Plan d'actions » ;
- annexe C : « État prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses » ;
- annexe D : « Indicateurs de suivi » ;
- document intitulé « Convention FIPHFP. 2018-2020 ».

Article 16 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes les modifications apportées à la présente convention donneront lieu à la rédaction et la signature conjointe d'un avenant.

Article 17 : LITIGES

Lors de l'exécution de la présente convention, les litiges ou différends qui ne pourraient être réglés par voie amiable seront portés devant la juridiction administrative de Paris, siège social du FIPHFP.

Prénom et nom : Yves TALAUD
Fonction : Contrôleur budgétaire de l'EPA FIPHFP
Signature :

Fait en 3 exemplaires originaux.

À Paris, le	À le
Prénom et nom : Marc DESJARDINS	Prénom et nom :
Qualité : Directeur de l'EPA FIPHFP	Qualité :
Signature et cachet de l'organisme :	Signature et cachet de l'organisme :

PROJET

PROJET

Convention FIPHFP 2018-2020



Convention FIPHFP

2018-2020



SOMMAIRE

Préambule……p.3
1ère partie : Etat général des actions menées dans le cadre de la politique handicap… p.6

I. Présentation de la Région Ile-de-France…….. p.7
   A. Présentation générale de la Région …….. p.7
   B. Présentation d'actions régionales clés …….. p.10
   C. Présentation des données RH …….. p.11
II. Réponse à l'obligation d'emploi …….. p.21
   A. Evolution du taux d'emploi …….. p.21
   B. Caractéristiques des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) …. p.23
   C. Réponse à l'obligation par l'emploi indirect …….. p.28
III. Evaluation-diagnostic de la politique handicap menée entre 2014 et 2016 …….. p.29
   A. Organisation du projet …….. p.30
   B. Communication et sensibilisation au handicap …….. p.32
   C. Formation des acteurs …….. p.34
   D. Recrutement, apprentissage, stage …….. p.36
   E. Maintien dans l'emploi …….. p.38
   F. Synthèse financière des 3 premières années …….. p.43
IV. Eléments prévisionnels pris en compte dans la définition des objectifs 2018-2020 p.44
   A. Prévisionnel de restrictions d'aptitude …….. p.44
   B. Prévisionnel de départs à la retraite …….. p.44

2ème partie : Le plan d'actions 2018-2020
   Synthèse des engagements pris
   Axe 1 – Projet et politique handicap
   Axe 2 – Gouvernance et organisation
   Axe 3 – Accessibilité
   Axe 4 – Recrutement
   Axe 5 – Maintien dans l'emploi
   Axe 6 – Communication
   Axe 7 - Innovation
ANNEXES



Préambule

PREAMBULE

La thématique du handicap est actuellement placée au cœur des préoccupations de la Région Ile-de-France, devenant ainsi l'un des axes forts de sa politique de ressources humaines.
Consciente de l'enjeu social et de la responsabilité qui lui incombe, la Région souhaite se mobiliser de façon exemplaire sur la question du handicap au travail et ainsi déployer les moyens nécessaires pour intégrer et accompagner les personnes en situation de handicap.

La Région Ile-de-France a ainsi signé une première convention avec le FIPHFP pour la période 2014-2016 afin de développer une politique handicap et maintien dans l'emploi à destination de ses agents. Cette convention a été prolongée d'un an et se terminera fin 2017.
En 2016, le nouvel exécutif présidé par la Présidente de la Région, Valérie Pécresse, a fait du handicap une priorité régionale dans le cadre des politiques publiques. Elle a souhaité aller plus loin dans l'engagement régional en tant qu'employeur et a signé un accord-cadre en janvier 2017 sur le handicap avec les partenaires sociaux. Cet accord-cadre, au-delà du symbole, contribue à mettre en avant un axe fort de la politique RH régionale.

C'est ainsi tout naturellement que la Région a souhaité poursuivre la dynamique engagée pour l'insertion et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés en sollicitant le FIPHFP au titre d'une seconde convention pour les années 2018-2020.

La démarche conduite pour bénéficier d'un partenariat avec le FIPFHP a permis de mesurer les actions réalisées ces trois dernières années et d'envisager une poursuite des engagements dans une logique d'amélioration continue en lien avec les enjeux poursuivis par l'accord-cadre.

Ainsi, différents acteurs ont été mobilisés ces 3 derniers mois pour réaliser cette convention :

- la mission handicap,
- des acteurs des différents services, directions ou pôles associés au développement d'une politique handicap qui demande beaucoup de transversalité,
- les partenaires sociaux,
- des gestionnaires de l'éducation nationale et des chefs d'équipe Région ont accepté de se mobiliser,
- sans oublier les Bénéficiaires de l'obligation d'Emploi qui ont accepté de répondre dans des délais extrêmement contraints à un questionnaire et nous les en remercions.

Vous trouverez ainsi dans cette convention l'ensemble des éléments qui concoure à faire de la politique handicap une priorité régionale pour les années à venir.

ACCORD-CADRE

La Région souhaite mettre en place une politique volontariste, ambitieuse et durable en faveur de l'emploi des personnes handicapées, dans un esprit de dialogue social constructif avec les partenaires sociaux. C'est dans ce but et afin de marquer la réelle volonté de la Région Ile-de-France à s'inscrire dans cette démarche, qu'un accord-cadre a été signé en janvier 2017 ***(cf. annexe 1).*** Cet accord se structure selon 7 axes principaux :

- **Dépasser 6% de taux d'emploi d'ici 2021**. Pour y arriver, la Région mise sur le renforcement de l'accueil des nouveaux agents, apprentis et stagiaires en situation de handicap, sur l'incitation à faire une demande de reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapé (RQTH) et sur le développement du recours au secteur protégé ou adapté.
- **Renforcer l'accessibilité**, numérique mais également l'accessibilité des locaux, à commencer par l'accessibilité du nouveau site de la Région à Saint-Ouen.
- **Accroître la sensibilisation et la formation des agents** à l'accueil et à l'intégration des personnes en situation de handicap. La Région souhaite amplifier l'inclusion de la dimension du handicap auprès de tous en renforçant la sensibilisation et la formation des agents sur la question du handicap.
- **Prévenir l'usure professionnelle et les situations de handicap**. La Région trouve nécessaire d'intégrer la prévention de l'usure professionnelle et de la dimension handicap en amont, dans les opérations de construction, rénovation et achats d'équipements, afin de mieux préserver la santé des agents et d'améliorer les conditions de travail.
- **Développer les mesures d'accompagnement** afin de mieux répondre aux besoins des agents en situation de handicap. Il s'agit notamment de mesures relatives à l'autorisation d'absences afin de faciliter la réalisation du suivi médical des agents handicapés.
- **S'engager en faveur du handicap et valoriser ces initiatives**. Il s'agit de valoriser la démarche citoyenne mise en place pour favoriser l'accès à l'emploi via le projet « objectif emploi » et de valoriser le portage des valeurs de la collectivité, notamment de la priorité handicap, lors de l'entretien professionnel.
- **Le suivi de l'accord**, qui se fera dans le cadre du comité de pilotage mis en place pour le suivi de la convention FIPHFP.


Insertion professionnelle et emploi des personnes en situation de handicap

PRÉAMBULE

«Mettre en place, [...] dans un esprit de dialogue social constructif, une politique volontariste, ambitieuse et durable»

[...]



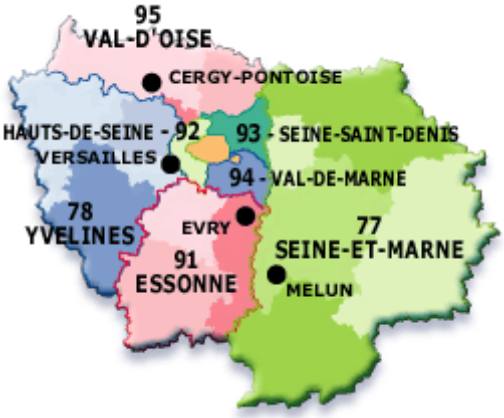
1ère partie
Etat général des actions menées dans le cadre de la politique handicap



1- Les données générales de l'établissement

A Présentation générale de la Région

Plus de 10.400 agents agissent quotidiennement pour les Franciliens au sein des pôles de la Région et dans les lycées d'Île-de-France. Placés sous l'autorité de la présidente du Conseil régional, et dirigés par le directeur général des services, les agents de la Région, dont plus de 8.500 dans les lycées d'Île-de-France, sont chargés d'instruire les dossiers, de préparer et de mettre en œuvre les décisions du Conseil régional ainsi que d'assurer l'entretien, la maintenance et la restauration dans les lycées.



La direction générale des services (DGS)

Sous l'autorité de la présidente, le directeur général des services dirige l'ensemble des services de la Région. Il est assisté d'un secrétariat général et de 6 directions :

- la direction de la communication,
- la direction de la coordination et du pilotage transverse,
- la direction de la culture,
- la direction de la jeunesse, des sports et des loisirs,
- la direction des solidarités,
- la direction des systèmes d'information.

La Région s'organise en 7 Pôles :

Finances

Le pôle finances, connaît de toutes les questions et de tous les projets ayant une incidence financière, budgétaire et comptable.

Le pôle se compose de la direction du budget, de la direction des finances, de la direction de la comptabilité et de la direction de l'audit externe et du contrôle de gestion.

Ressources humaines

Le pôle ressources humaines conduit la politique d'optimisation des ressources humaines de l'ensemble des services de la Région et des agents des lycées. Il conseille et accompagne l'ensemble des pôles dans la mise en œuvre de leur gestion des ressources humaines. Il comprend, la mission communication interne, la mission administration, pilotage et projets transverses, la direction de l'administration du personnel, la direction du bien-être au travail, de l'action sociale et du dialogue social, la direction du développement et de l'accompagnement des RH, la direction du développement et de l'accompagnement des RH Lycées.

Patrimoine et moyens généraux

Le pôle patrimoine et moyens généraux a pour mission la mise en place et la mise en œuvre de l'ensemble des moyens et des services nécessaires au bon fonctionnement matériel du siège régional. À ce titre, il assure la gestion du patrimoine, le bon fonctionnement et le soutien logistique des assemblées, l'entretien des infrastructures et équipements techniques, l'exploitation et le fonctionnement des bâtiments et l'ensemble des services aux utilisateurs. Le pôle est composé de deux directions et d'une mission : la mission administration, pilotage et projets transverses, la direction de soutien des sites, la direction des services aux utilisateurs.

Pôle Achats Performances Commande Publique Juridique

Le pôle achats, performance, commande publique, juridique, est chargé dans tous les domaines d'une mission de conseil, d'assistance et d'expertise juridique auprès des autorités et des services de la Région. Il apporte une expertise et des ressources sur les achats régionaux. Il est chargé de la passation et du contrôle des marchés publics. Il se compose d'une mission administration, pilotage et projets transverses, et de trois directions : la direction des achats, la direction de la commande publique et la direction juridique.

Lycées

Le pôle lycées est chargé de la construction, l'équipement, l'entretien et la gestion des établissements publics locaux d'enseignement (EPLE) de la Région. Il intervient également en matière de politiques éducatives. Il comprend la mission administration, pilotage et projets, la direction de l'administration et gestion des établissements, la direction des politiques éducatives et de l'équipement pédagogique, la direction des grands projets et la direction du patrimoine et de la maintenance.

Logement et transports

Le pôle logement et transports est chargé de la préparation et du suivi des interventions de la Région en matière de logement, d'action foncière, et de renouvellement urbain, mais aussi en matière de transports, de circulation et de mobilités. Il est en charge du suivi du Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif). Le pôle se compose d'une mission administration, pilotage et projets transverses, de la direction du logement et du renouvellement urbain et de la direction des transports.

Cohésion territoriale

Le pôle cohésion territoriale a pour mission la mise en œuvre des politiques régionales dans le champ de l'aménagement, de l'environnement, de l'agriculture, de la forêt et de la ruralité. Pour mettre en œuvre ces politiques au plus près des territoires, le pôle est doté d'une direction spécifique de l'action territoriale, en charge de la contractualisation de la Région avec les communes et intercommunalités sur ces domaines. Le pôle se compose d'une mission administration, pilotage et projets transverses et de quatre directions : la direction de l'aménagement, la direction de l'environnement, la direction de l'agriculture, ruralité et forêt et la direction de l'action territoriale.

Transfert recherche enseignement supérieur et orientation réseaux (TRESOR)

Le pôle transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation en réseaux est chargé de la préparation et de la mise en œuvre des actions de la Région dans les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le pôle se compose d'une mission administration, pilotage et projets transverses, de la direction de l'enseignement supérieur et de l'orientation, de la direction de la recherche et des transferts de technologie et de la direction des formations sanitaires et sociales.

Développement économique emploi et formation

Le pôle développement économique, emploi et formation est chargé de la conduite des interventions régionales dans les domaines du développement économique, de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Il comprend une mission administration, pilotage et projets transverses, une mission soutien communication, la direction de la stratégie et des territoires, la direction des entreprises et de l'emploi, la direction de la formation professionnelle continue, la direction de l'apprentissage.

Affaires européennes coopération internationale et tourisme

Le pôle affaires européennes, coopération internationale et tourisme est chargé de l'ensemble des actions mises en œuvre par la Région en matière de stratégie européenne (et notamment de la gestion des financements européens), d'action internationale et de stratégie touristique. Il se compose d'une mission administration, pilotage et projets transverses, de la direction des affaires européennes, de la direction de la coopération internationale et du tourisme.

B Présentation d'actions régionales clés

La Région Ile-de-France, une collectivité dynamique et protectrice avec de nombreux engagements :

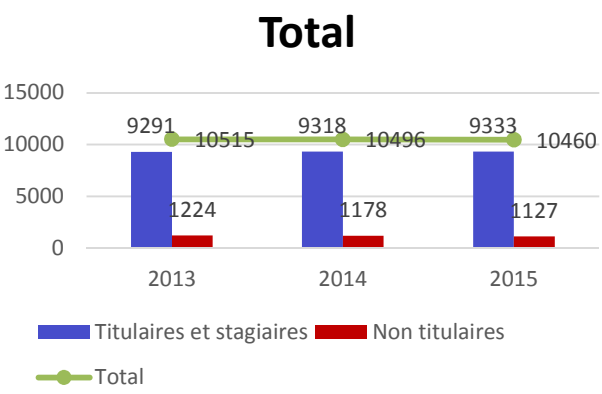
- **Dans le territoire** : aménagement du territoire pour combattre les inégalités socio-économiques ; faciliter les études, le travail, le logement et les déplacements des franciliens.
- **Dans le développement économique** : renforcement des PME, valorisation du potentiel d'innovation, développement solidaire de l'emploi.
- **Dans la formation et l'emploi** : sécurisation des parcours professionnels des Franciliens en facilitant l'insertion des jeunes et des demandeurs d'emploi dans le milieu professionnel avec la décision d'ériger l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap en Grande cause régionale pour l'année 2016.
- **Dans les lycées, l'enseignement supérieur et l'apprentissage** : construction, rénovation, entretien et fonctionnement de 471 lycées d'Île-de-France ; aide pour étudier à l'étranger, aide à l'insertion des jeunes dans le milieu professionnel avec le projet « objectif 100 000 stages » .
- **Dans l'habitat** : recherche de réponses adaptées aux besoins de tous les publics ; construction et réhabilitation de plus de logements sociaux ; lutte contre la précarité énergétique, aide des copropriétés en difficulté.
- **Dans la santé et la solidarité** : solidarité entre générations, accompagnement du handicap, et accès aux droits fondamentaux.
- **Dans l'environnement** : protection des espaces naturels et de la biodiversité, lutte contre les nuisances et les pollutions, développement des énergies renouvelables.
- **Dans le sport** : candidature de Paris aux JO 2024.
- Et dans bien d'autres domaines tels que la culture, le tourisme et les loisirs ; l'Europe et la relation internationale ; la recherche et l'innovation…

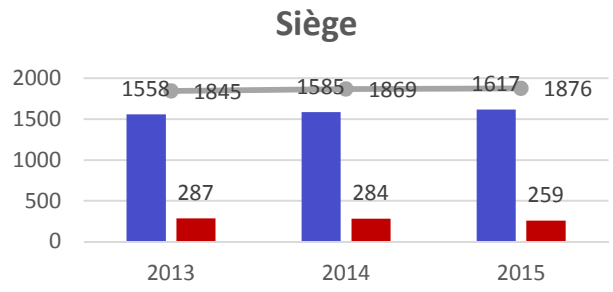
C Présentation des donnés RH

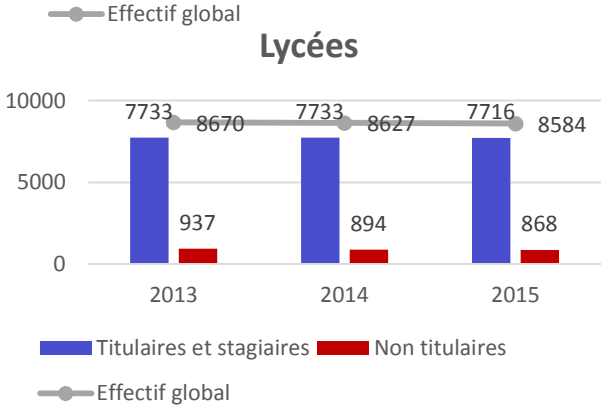
Données relatives aux effectifs (source : Bilan social 2015)

Catégories	Siège 2015			Lycées 2015			Total effectif permanent 2015
	Titulaire	Non titulaire	Total	Titulaire	Non titulaire	Total	
A	715	203	918	0	0	0	**918**
B	337	18	355	13	0	13	**368**
C	565	38	603	7703	868	8571	**9174**
TOTAL	1617	259	1876	7716	868	8584	**10460**

Evolution des effectifs permanents entre 2013 et 2015



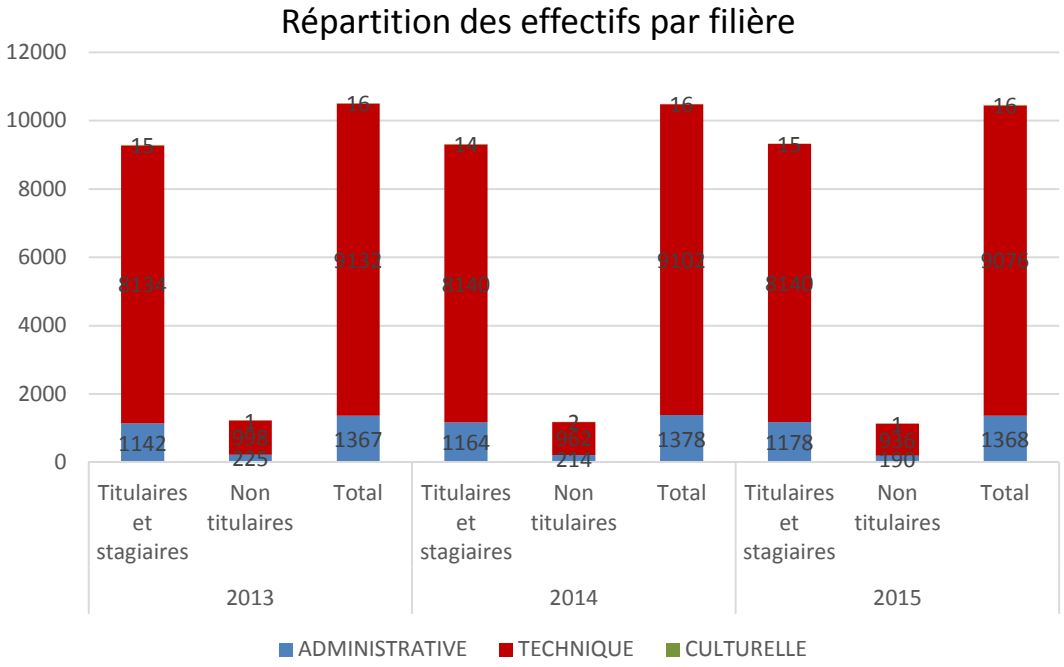


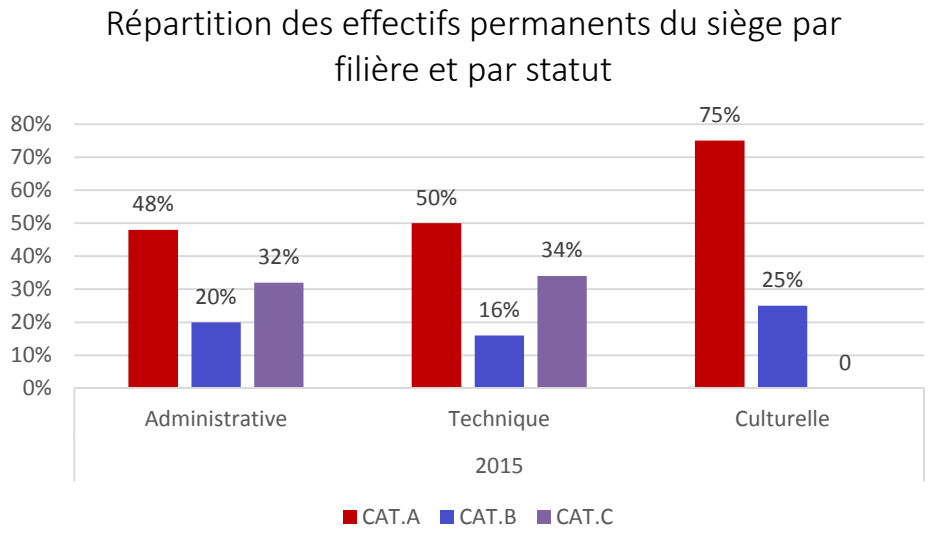


Une légère diminution des effectifs peut s'observer sur les 3 dernières années qui s'explique par la politique actuelle qui tend à la réduction de 50 postes par an pour répondre aux contraintes pesant sur la fonction publique. Ainsi, les effectifs des non titulaires tend à diminuer sur les 3 années, au siège et aux lycées. Par ailleurs, les lycées représentent 82% des effectifs de la Région.

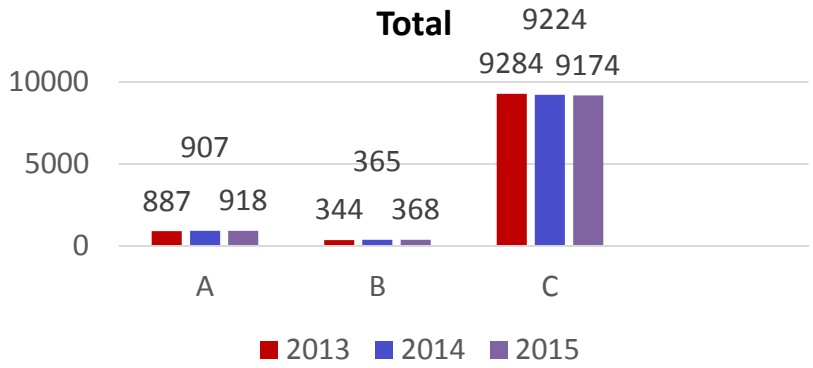
Les 10 460 agents permanents sont répartis en trois filières : administrative, culturelle, et technique. Cette dernière filière emploie le plus de personnes : 9 076 agents, soit 87 % des agents permanents.

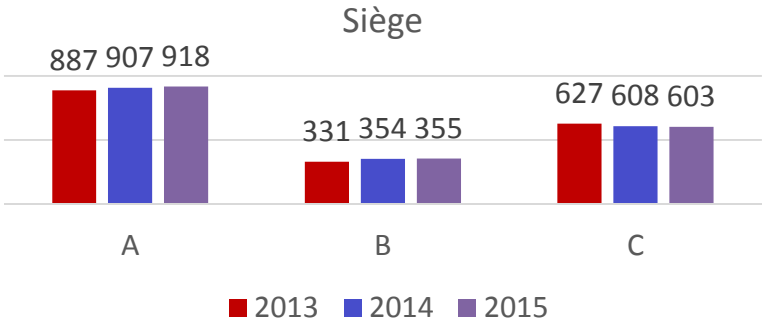
Au siège, compte tenu de la spécificité des missions dévolues, la filière administrative a le plus fort effectif, avec un effectif majoritaire de 1 368 agents, soit 73 % des agents permanents, et sont pour la majorité des agents de catégorie A.

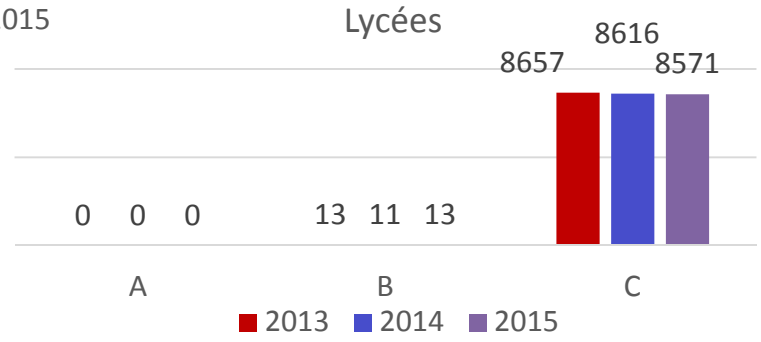




Evolution des effectifs permanents par catégorie entre 2013 et 2015





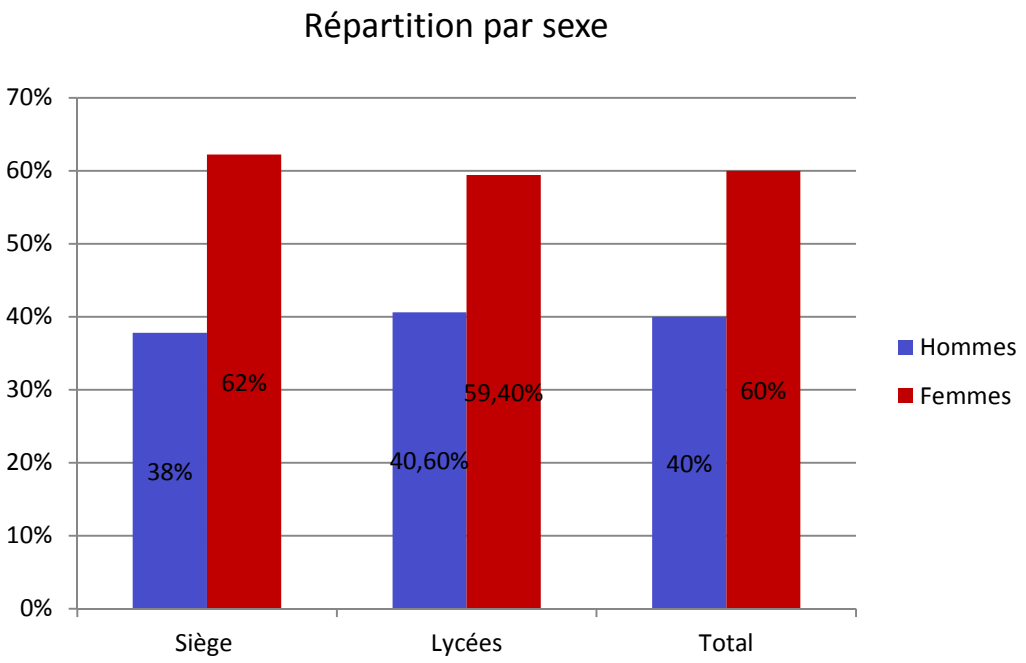


En 2015, 87,7% des effectifs permanents sont de catégorie C à la Région.

La majorité des agents de catégorie C sont employés aux lycées et la majorité des agents de catégories A et B sont employés au siège.

Les agents de catégorie A sont uniquement employés au siège.

Nous pouvons remarquer que les effectifs des agents de catégorie C diminuent au profit des effectifs des agents de catégorie A et B, notamment au Siège. Ainsi, les postes de catégorie C sont plus touchés par la diminution d'effectif au sein de la Région, notamment en raison du futur déménagement du siège qui permettra de regrouper l'ensemble des 2 000 agents sur un seul site au lieu de près de 20 sites actuellement, entrainant des besoins moins importants en matière d'accueil, de maintenance et de sécurité des locaux.



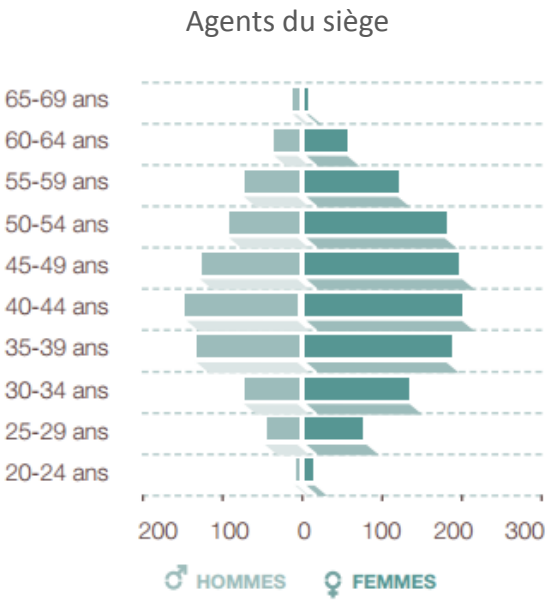
Les femmes représentent 60% de l'effectif permanent de la Région.

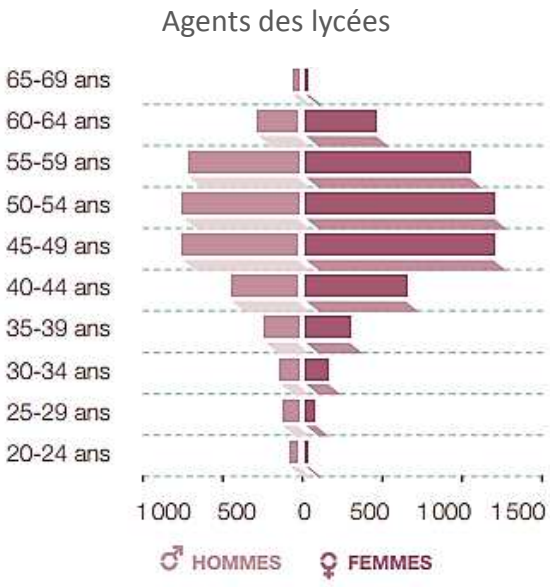
Elles sont plus représentées dans les services du siège (62%) qu'aux lycées (59,40%).

La répartition homme-femme au sein des effectifs est très importante pour la Région. En effet, la Région souhaite pouvoir garantir au maximum l'équilibre homme-femme et met un point d'honneur à signaler cette répartition pour chaque critère clé (effectif, statut, filière, …)

Pyramide des âges

La moyenne d'âge de la Région s'élève à 44,4 ans au siège et à 48,7 ans au lycées. La Région note une augmentation de l'âge moyen au lycée de 2,7 ans entre 2010 et 2015. Cet effet est notamment dû à l'augmentation du nombre d'agents de plus de 60 ans en activité.



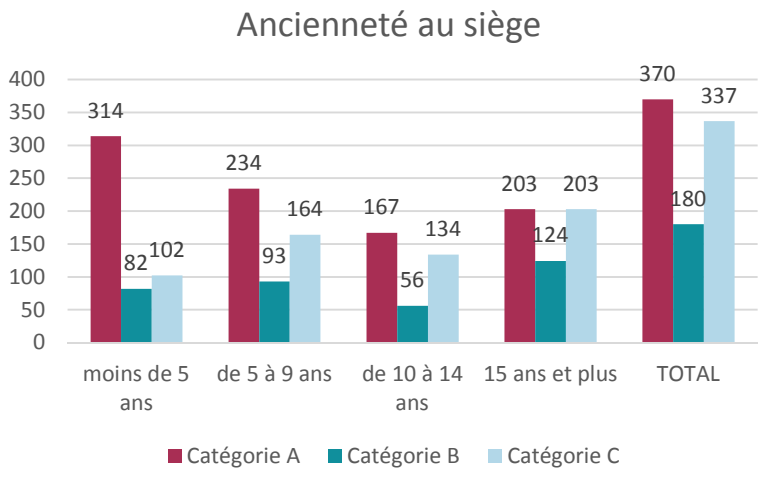


Ancienneté

Compte tenu du transfert relativement récent des personnels des lycées, le calcul de l'ancienneté ne concerne que les personnels du Siège.

La majorité des agents du siège sont de catégorie A et ont pour la plupart, une ancienneté récente.

A l'inverse, les agents du siège de catégorie C ont en moyenne une ancienneté plus élevée.



Mouvements du personnel - départs

	2013			2014			2015		
	Siège	Lycées	Total	Siège	Lycées	Total	Siège	Lycées	Total
Mise à disposition dans une autre collectivité ou structure			0	1		1			0
Détachement dans une autre structure	23	10	33	22	7	29	21	10	31
Congé de formation	1		1	4	9	13	3	11	14
Mutation	19	14	33	16	14	30	13	22	35
Démission	22	24	46	23	11	34	8	12	20
Fin de détachement dans la collectivité	5	8	13	4	10	14	6	2	8
Fin de contrat	20	191	211	15	107	122	30	141	171
Retraite	14	140	154	24	151	175	27	165	192
Licenciement	1	1	2						
Décès	3	21	24	2	23	25		23	23
Congé parental, disponibilité	20	59	79	20	46	66	14	35	49
Autres	1	5	6		12	12		14	14
TOTAL	**129**	**473**	**602**	**131**	**390**	**521**	**122**	**435**	**557**

Mouvements du personnel - arrivées

	2013			2014			2015		
	Siège	Lycées	Total	Siège	Lycées	Total	Siège	Lycées	Total
Par recrutement direct	12	199	211	17	183	200	10	209	219
Par voie de concours	21	2	23	12	16	28	11	10	21
Par intégration directe	1	4	5	0	1	1	0	0	0
Par réintégration	10	17	27	24	24	48	20	25	45
Par voie de mutation	36	28	64	40	34	74	48	22	70
Par voie de détachement	22	31	53	12	28	40	13	19	32
Par sélection professionnelle	35	31	66	0	0	0	0	0	0
Non-titulaires, à l'exclusion des remplaçants	50	436	486	55	390	445	38	373	411
TOTAL	216	748	964	182	676	858	140	658	798

Les recrutements directs et le recrutement temporaire de non-titulaires constituent le plus gros volume d'arrivées, notamment aux lycées.

Il est important de noter qu'une grande majorité des 411 recrutements de non-titulaires correspond au renouvellement des contrats dans les lycées et ne sont pas réellement des recrutements externes, et que le nombre de départs à la retraite a progressé régulièrement.

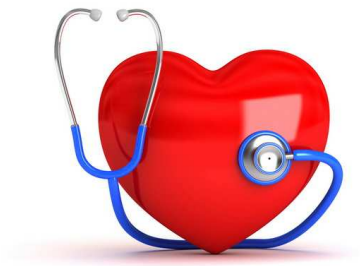
D Données santé au travail et politique de prévention

Absentéisme

	2013	2014	2015
Taux d'absentéisme global	10%	10,50%	10,40%
Taux d'absentéisme pour raisons médicales	9,70%	10,10%	10%

Répartition des jours d'absences

	2013	2014	2015
Maladie ordinaire	198 495	212 826	212 924
Autres maladies (LM, MLD)	122 110	125 561	115 121
Accidents du travail	31 260	28 883	32 111
Total	**351 865**	**367 270**	**360 156**

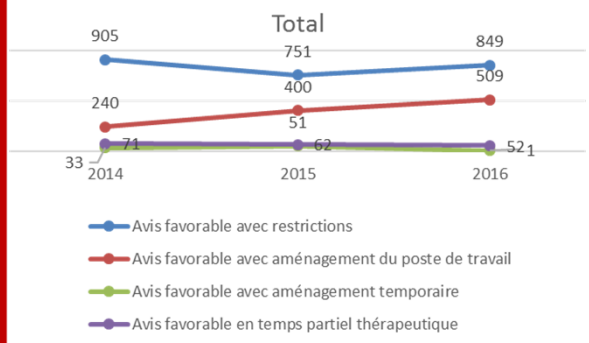


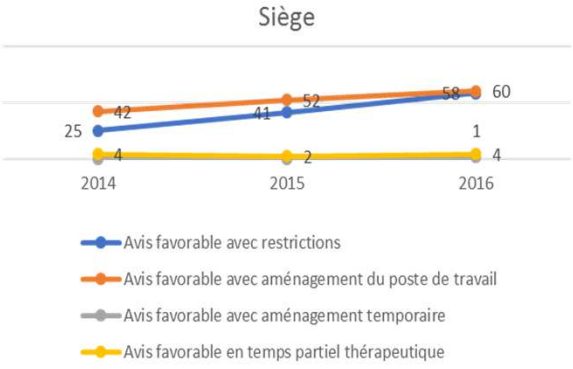
Le taux d'absentéisme est relativement stable depuis 2013 malgré une hausse en 2014 qui s'explique notamment par le nombre de jours d'absence pour cause de longue maladie ou de maladie de longue durée et une augmentation des jours pour maladie ordinaire.

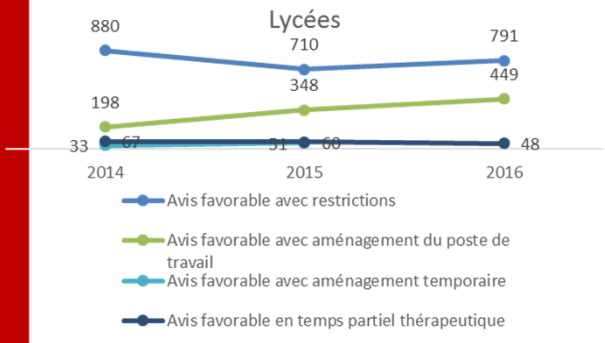
Visites médicales

	Siège		Lycées	
	Nombre d'agents pris en charge	Nombre d'agents reçus en visite médicale	Nombre d'agents pris en charge	Nombre d'agents reçus en visite médicale
2014	1 995	695	8 912	2 771
2015	1 995	718	8 956	2 255
2016	1 995	633	9 744	2 255

Analyse visites médicales







Le nombre d'avis favorables avec restrictions et ceux avec aménagement du poste de travail augmente au cours des 3 dernières années au siège.

Pour autant, nous n'avons pas le nombre de personnes concernées par ces avis mais uniquement le nombre d'avis émis.

De même, le nombre d'avis favorables avec restrictions est en légère augmentation aux lycées mais le nombre d'avis avec aménagement du poste de travail permanent et temporaire est lui en légère augmentation.

Bilan d'activité des assistantes sociales du personnel

		Antenne de Nanterre	Antenne de Pantin	Antenne de Fontenay-sous-Bois	Antenne de Boulogne	Siège	Total
Nombre d'agents reçus dans l'année		180	126	149	90	45	590
Moyens mis en œuvre pour les agents ayant un dossier en cours	Santé / santé au travail	13 soit 7 infos droit 3 liaisons/ orientations médecin de prévention 2 reclassements 1 démarche de soins	24 Soit 10 maintiens de salaire 5 liaisons orientation médecine de prévention 4 infos mutuelle 1 démarche de soins 1 liaison service social extérieur	18 soit 6 maintiens de salaire 4 infos mutuelle 3 infos droit 2 liaisons service social extérieur 1 reclassement 1 démarche de soins 1 séjour en établissement spécialisé	10 soit 4 informations droits 2 liaisons/ orientations médecin de prévention 2 reclassements 1 démarche de soin 1 info mutuelle	5 soit 4 infos droits 5 infos mutuelles 1 démarche de soin 1 reclassement 1 liaisons service social extérieur 1 séjour établissement spécialisé	70
	Handicap	1 aide AGEFIPH/FIPHFP	10 soit 5 RQTH 5 dossiers MDPH	12 soit 6 demandes RQTH 5 dossiers MDPH autres 1 aide AGEFIPH/FIPHFP	2 demandes MDPH	1 RQTH	26

16% des visites des assistantes sociales du personnel ont pour motif une problématique de santé ou de handicap. Les moyens mis en œuvre concernent essentiellement les informations sur les droits, sur le maintien de salaire et sur les demandes de RQTH.

Politique de prévention

La politique de prévention est déployée opérationnellement grâce au service de prévention et santé au travail, compris au sein du Pôle des Ressources Humaines.

Le service prévention et santé au travail, réorganisé récemment (2013), est composé de:

- 2 conseillers de prévention (1 auprès des lycées et 1 auprès du siège)
- 2 ergonomes
- 1 assistant de prévention
- 2 chargées de mission handicap
- 1 chargée de mission maintien dans l'emploi
- 1 gestionnaire
- 1 chargée de mission administrative et financière

Les membres du service de prévention et santé au travail interviennent au siège et dans les lycées dans différents domaines (sécurité, prévention des TMS, étude ergonomique, mise en place de matériels…).

A cet effet, le service de prévention et santé au travail s'attache à intervenir auprès de tous les types de personnels (en situation de handicap, en situation de restriction, équipes …). Pour cela, ils mettent en place de nouvelles méthodes afin de limiter les potentiels effets de l'activité sur la santé des agents (ex : méthode d'imprégnation et de pré-imprégnation, mise en place de séminaires métiers)

De même, la Mission Handicap a été créée pour accompagner les agents en situation de handicap dans le cadre de leur activité professionnelle. Le chargé de Mission handicap conseille et assiste les agents souhaitant faire une démarche de reconnaissance administrative de leur handicap. Il met en œuvre les aménagements de poste préconisés par la médecine préventive et recherche les solutions les plus adaptées à la situation de chaque agent. C'est également un espace ressource pour les agents souhaitant obtenir des informations sur la question du handicap en milieu professionnel.

La Mission Handicap travaille en lien étroit avec la médecine professionnelle, les assistants sociaux, les ergonomes et les référents siège et lycées pour conduire et déployer cette politique.

Les membres du service prévention et santé au travail notent tout de même un défaut de coordination avec les antennes RH, ce qui peut impacter les interventions. Ils soulignent également des disparités entre les lycées avec un manque d'implication de certains, de temps et de connaissance sur le sujet.

Pour faire face à cela, une convention entre les lycées (EPLE) et la Région a été renégociée dans le but de sensibiliser les gestionnaires et les proviseurs sur le respect du travail des agents.

2- La réponse à l'obligation d'emploi

A L'évolution du taux d'emploi

a. Un taux d'emploi en progression constante

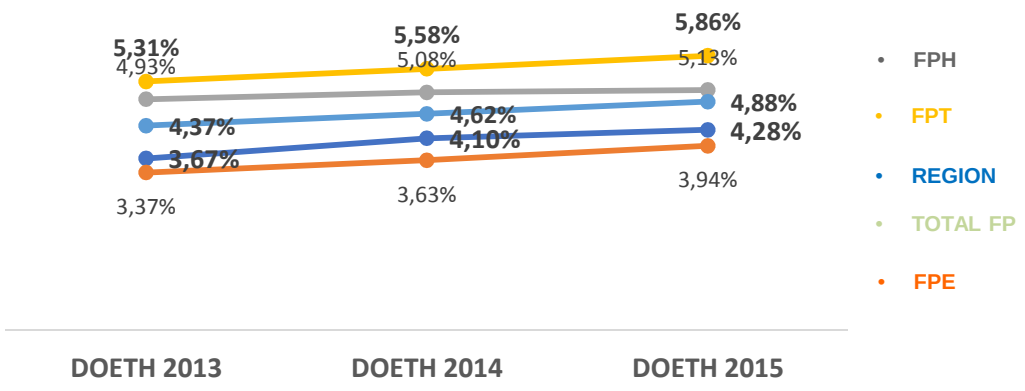
Année de déclaration	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Effectif total rémunéré déclaré au 1er janvier de l'année précédente	9 875	9 948	9 980	9 990	9 990	9 911
Nombre légal BOE	592	596	598	599	599	594
Effectif total déclaré des bénéficiaires de l'obligation d'emploi rémunéré au 1er janvier de l'année précédente	325	365	409	428	468	545
Taux d'emploi direct	**3,29%**	**3,67%**	**4,10%**	**4,28%**	**4,68%**	**5,50%**
Nombre d'unités déductibles	3,43	3,34		3,91	7,47	6,22
Dépenses ouvrant droit à réduction d'Unités Déductibles en €	56 177 €	57 224,42 €	71 596,53 €	67 154,87 €	128 169,81 €	107 386,53 €
Taux d'emploi légal	**3,33%**	**3,70%**	**4,14%**	**4,32%**	**4,76%**	**5,56%**
Contribution versée en €	1 453 340 €	1 283 980,94 €	1 045 767,71 €	955 412,76 €	712 302,03 €	248 225,07 €

Pour rappel :

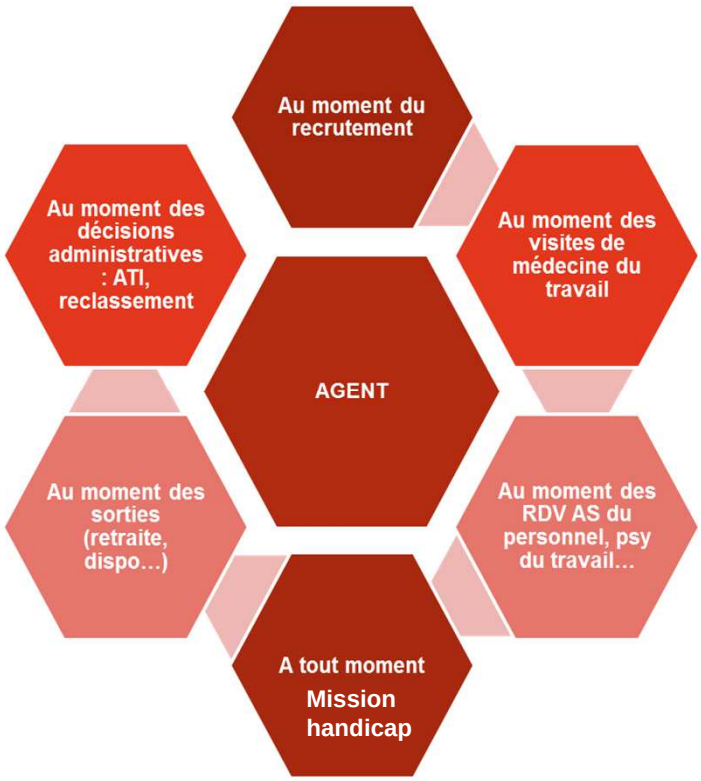
La 1ère convention prévoyait l'atteinte des taux d'emploi suivants :

- 4,23% en 2014
- 5,16% en 2015
- 6,18% en 2016

Un taux d'emploi qui tend vers l'obligation légale, proche des engagements pris dans l'accord-cadre signé en 2017 (6% horizon 2021) mais qui reste légèrement en-deçà des engagements pris avec le FIPHFP en 2014 et du taux d'emploi de la FPT lors de la DOETH 2015.



b. Focus sur le recensement des BOE



Plusieurs actions ont été menées pour contribuer à une meilleure identification des BOE :

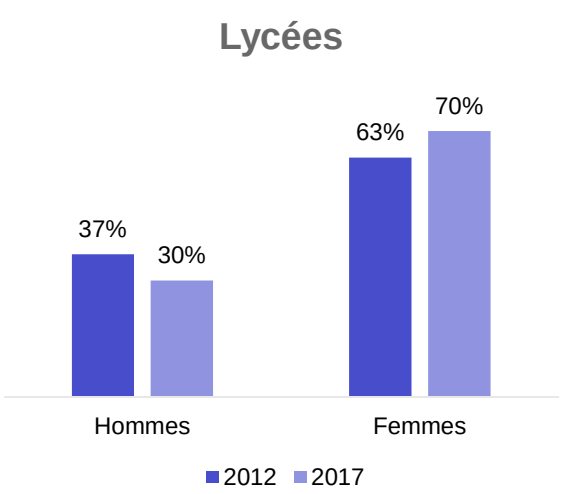
- des lettres d'information en 2014 puis 2015 à destination des BOE pour le renouvellement des titres de reconnaissance avec une relance régulière,
- une information par les différents acteurs de la santé au travail, la mission handicap et les acteurs de la prévention,
- une communication réalisée sur le handicap au travail,
- un suivi des BOE dans le logiciel RH puis retraitement par la mission handicap en vue de réaliser la DOETH.

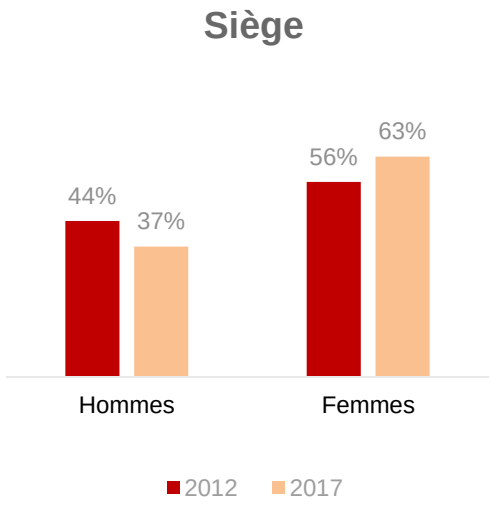
3 points de vigilance ont été identifiés :

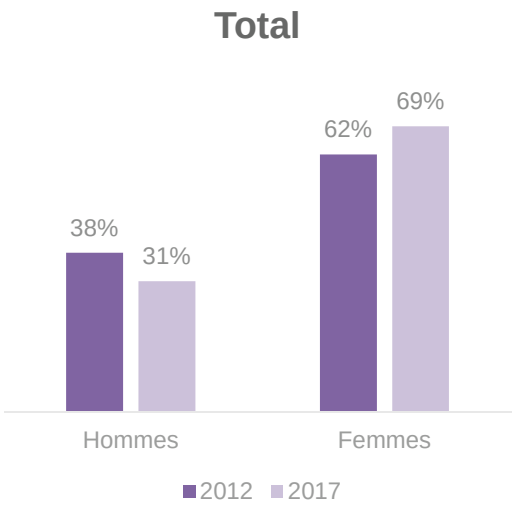
- s'assurer d'une bonne communication entre les différents acteurs RH au moment du recueil d'une RQTH ou d'autres titres : notamment le suivi des ATI qui est perfectible aujourd'hui puisque 38 ATI ont été nouvellement identifiés suite à une demande auprès de la CNRACL fin avril 2017,
- impliquer dans cette réflexion les gestionnaires des lycées qui méconnaissent la réglementation du handicap et qui ne remontent pas toujours leur connaissance des situations,
- continuer à sensibiliser les agents des lycées car les résultats du questionnaire indiquent que nombre d'agents était déjà en situation de handicap avant d'intégrer la Région sans que la Région n'ait été informée par les services de l'Etat au moment des transferts.

B Caractéristiques des BOE

Typologie des BOE par sexe



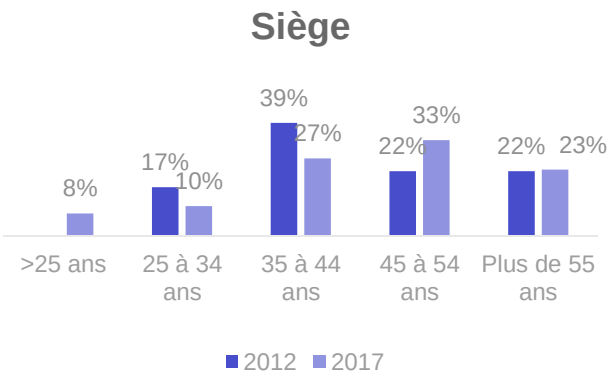


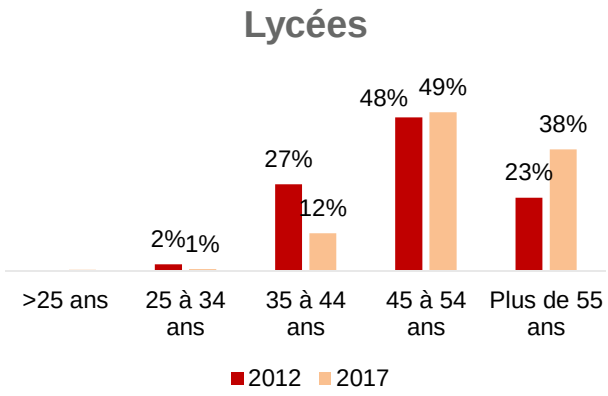


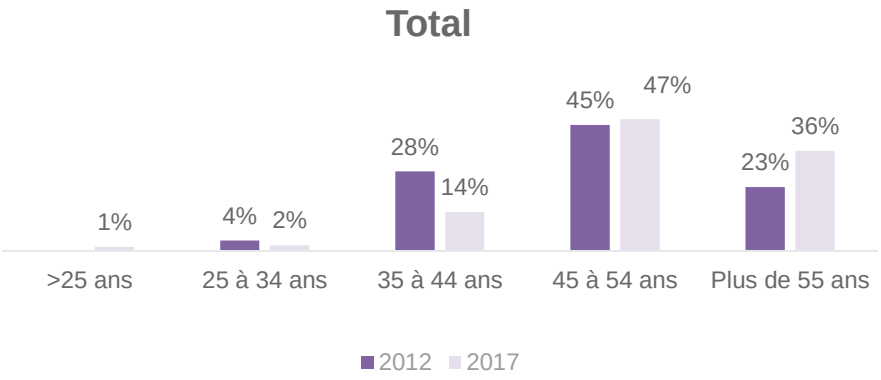


La proportion de femmes en situation de handicap a augmenté en 5 ans.
Elles représentent presque 3 agents BOE sur 4 et cet écart est d'autant plus fort dans les lycées.

Typologie des BOE par âge







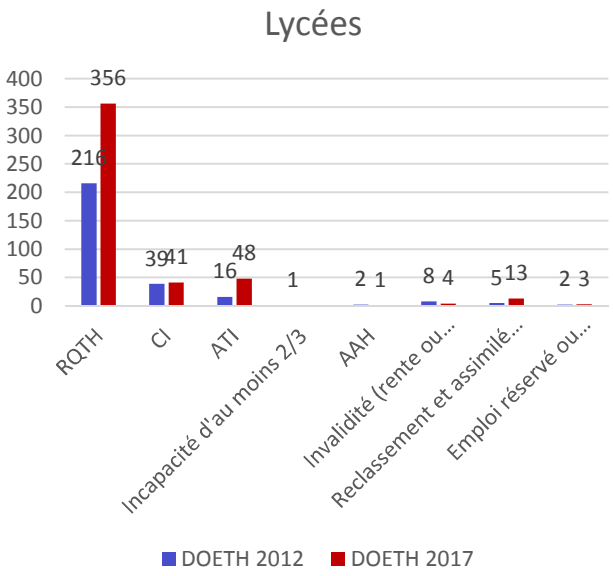
AGE

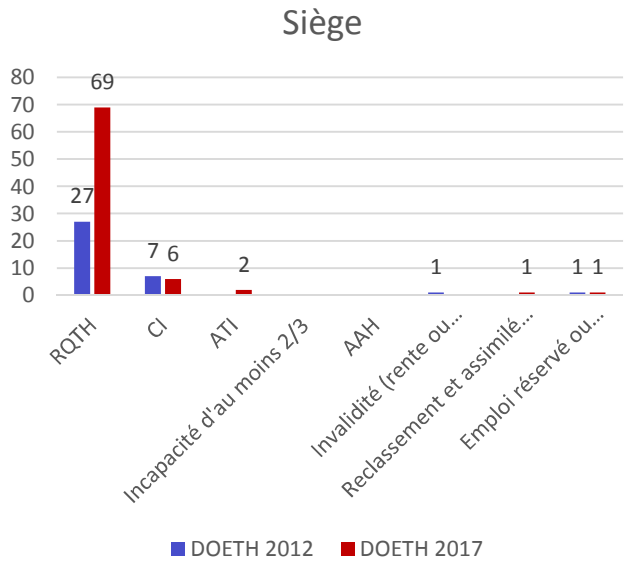
Plus de 83% des agents ont plus de 45 ans.

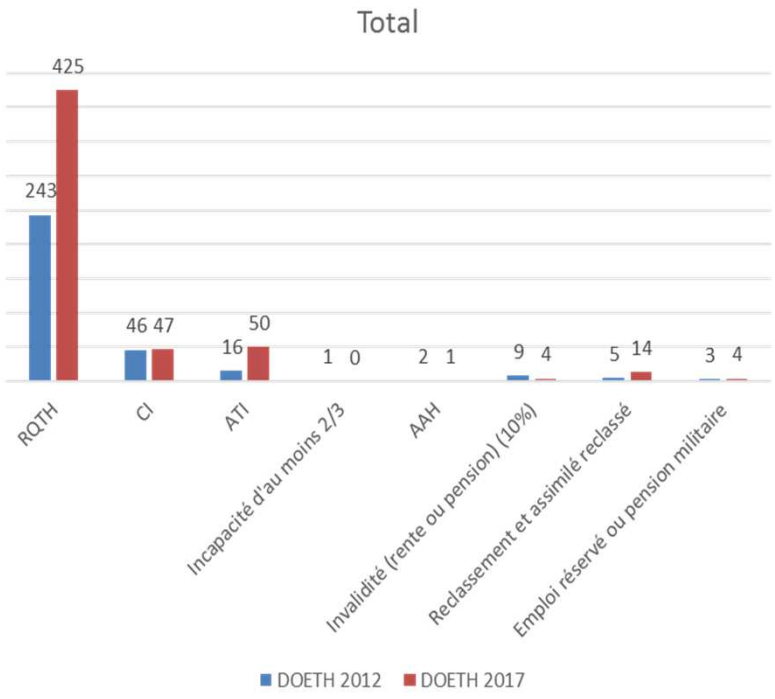
Ce constat est d'autant plus fort au niveau des lycées. Un lien peut ainsi s'établir entre l'âge des personnels et l'exercice d'un métier pénible physiquement.

Une érosion naturelle du taux d'emploi est à prévoir : 39 BOE sont susceptibles de partir à la retraite d'ici 2020 mais la situation des lycées est telle qu'il est prévu que le nombre de nouvelles situations d'agents de la Région compensent d'ores-et-déjà ce flux sortant.

Typologie des BOE par titre

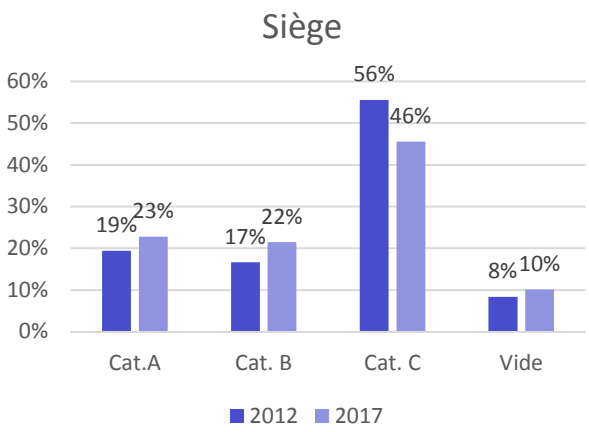


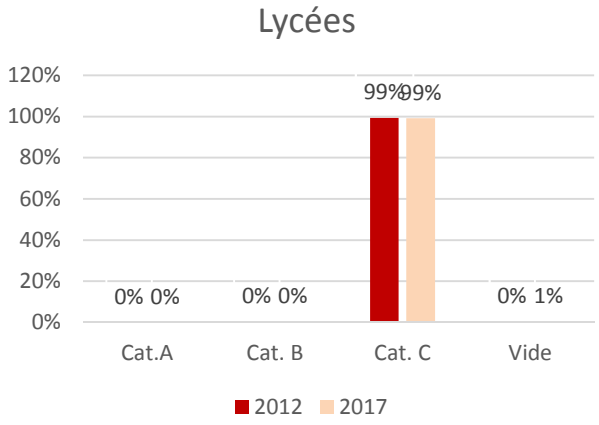


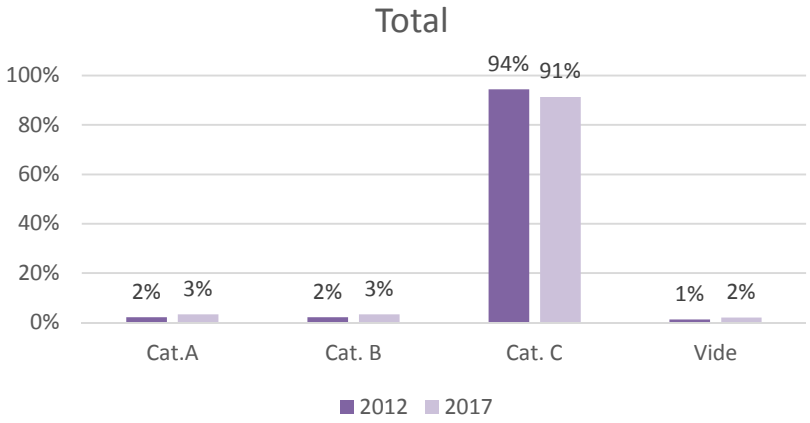


78% des BOE ont une RQTH (contre 72% en 2012).

Typologie des BOE par catégorie







Conformément à la structure des emplois au niveau régional et de leur répartition Lycées et Siège, 91% des BOE sont de catégorie C.
Les BOE dans les lycées relèvent de la catégorie C tandis que les BOE de catégorie A et B représentent 45% au siège (+9 points).

Typologie des BOE par pôle et direction

Structure gestion	Nombre de BOE	% BOE / effectif total de BOE	Effectif des pôles 01/01/17	% BOE / effectif des pôles
Cabinet de la présidence		0%	101	2%
CESR		0%	25	4%
Lycées - avec les 4 antennes		86%	8695	5%
Direction générale des services		0%	5	20%
Dir coord pilotage transverse		0%	24	0%
Direction culture		0%	66	0%
Direction de la communication		0%	34	3%
Direction des solidarités		2%	23	43%
Direction des systèmes d'information.		0%	55	4%
Dir sports loisirs jeunesse		0%	24	0%
Secrétariat général		0%	48	0%

Une obligation globalement répartie sur les différents pôles ou directions eu égard aux effectifs de chacun et chacune.

Structure gestion	Nombre de BOE	% BOE / effectif total de BOE	Effectif des pôles 01/01/17	% BOE / effectif des pôles
Groupes politiques		0%	65	2%
Pôle achat perf commande juri		0%	53	4%
Pôle AFF eur coop int tourisme		0%	67	3%
Pôle cohésion territoriale		1%	121	6%
Pôle dev. eco emploi formation		3%	259	6%
Pôle finances		1%	109	4%
Pôle Logement et transports		0%	63	0%
Pôle Lycées		3%	375	4%
Pôle ressources humaines		2%	228	4%
Pôle transf recherche ens sup		0%	58	0%
Pôle patrimoine moyens généraux		1%	217	3%
Total	**545**	**100%**	**10715**	**5%**

Focus : répartition dans les antennes

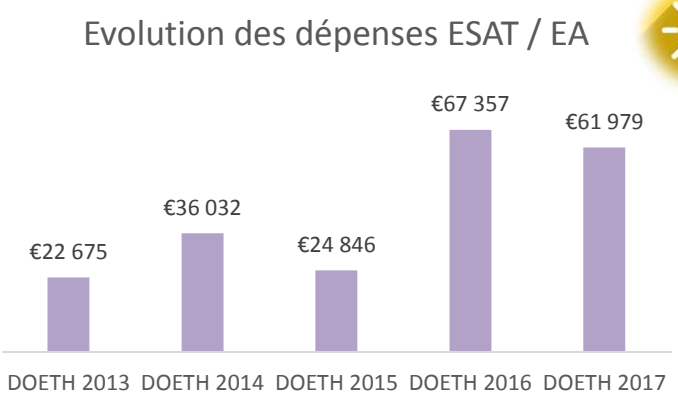
Antennes	Nb de BOE	% BOE / effectif total de BOE	Effectif des pôles 31/12/17	% BOE / effectif des pôles
Nord-Est	111	24%	1 996	6%
Nord-Ouest	114	24%	2 135	5%
Sud-Est	119	26%	2 045	6%
Sud-Ouest	114	24%	2 492	5%
Sans rattachement à une antenne**	8	2%	17	47%
mail du 12/05	466	100%	8 685	5%

Une obligation légale également atteinte de façon hormogène dans les antennes en ce qui concerne les agents des lycées.

C Réponse à l'obligation par l'emploi indirect

Des unités déductibles en progression

	DOETH 2013	DOETH 2014	DOETH 2015	DOETH 2016	DOETH 2017
ESAT - EA – Sous-traitance	22 675,33 €	36 031,76 €	24 845,68 €	67 356,76 €	61 978,61 €
Dépenses d'insertion TH	- €	35 564,77 €	42 309,19 €	60 813,05 €	45 407,92 €
Dépenses de maintien pour les lourds handicaps	- €	- €	- €	- €	- €
Dépenses de maintien pour les inaptes	34 549,09 €	- €	- €	- €	- €
Total	**57 224,42 €**	**71 596,53 €**	**67 154,87 €**	**128 169,81 €**	**107 386,53 €**



Pour rappel :

La 1ère convention prévoyait les dépenses suivantes (secteur protégé) :

- 35 K € en 2014
- 40 K € en 2015
- 45 K € en 2016

Procédure de recensement des dépenses déductibles :

Chaque année, une note est adressée aux directeurs généraux adjoints par la DRH, avec consignes et recensement des pièces justificatives. La Mission **Achats de l'UAJMQ** souhaite réfléchir à la possibilité de mieux travailler avec le secteur protégé pour éviter les marchés infructueux notamment en souscrivant un abonnement lors de la prochaine convention.

A titre d'information, les dépenses auprès du secteur protégé en 2016 sont réalisées auprès de 13 fournisseurs pour 11 prestations différentes et portent sur des achat de fournitures de bureau, de sacs poubelle, de produits d'entretien, de serviettes éponges et de toilette. Une partie concerne également des prestations de service (entretien, blanchisserie, collecte de déchets, plateaux repas, impression catalogues, transport adapté d'agents en situation de handicap). Le décret n°2016-783 du 10 juin 2016 aura donc pour effet de faire baisser pour les années à venir le montant des unités déductibles si aucune mesure correctrice n'est prise.



3- L'évaluation de la politique régionale en matière d'insertion professionnelle et emploi des personnes en situation de handicap

L'évaluation-diagnostic a porté sur les 6 grands thèmes de la convention et les engagements pris pour les années 2014-2016 :



Organisation autour de la politique handicap et de la convention



Communication et sensibilisation au handicap



Formation des acteurs



Recrutement, stage, apprentissage



Maintien dans l'emploi



Utilisation et taux de consommation des budgets FIPHFP

Pour réaliser cette évaluation, des entretiens ou groupes de travail ont été menés auprès des acteurs RH Siège et Lycées, de référents experts (médecin du travail, psychologue du travail, ergonome, conseiller prévention, référent accessibilité numérique…), des gestionnaires et chefs d'équipe lycées, des partenaires sociaux et des BOE eux-mêmes.

L'ensemble des chiffres est donné au 31 décembre 2016.

Organisation autour de la politique handicap et de la convention

Météo



Tendance



Fiche actions n°14 : Accompagner à l'élaboration du plan d'action et à sa mise en œuvre.

Objectifs initiaux :

- Effectuer un état des lieux de la situation d'emploi des personnes en situation de handicap au sein de la Région Ile-de-France
- Identifier les enjeux et définir les axes d'action permettant de renforcer la politique handicap d'ores-et-déjà initiée
- Elaborer un projet de convention personnalisé et adapté tenant compte des contraintes liées au contexte local, à l'organisation et aux perspectives de la collectivité.

Actions réalisées :

- La Direction des Ressources Humaines a mis en place au fil des années une organisation spécifique au sein de sa direction bien-être au travail en créant le service prévention et en dotant la mission handicap de moyens supplémentaires.
- Ainsi, le renforcement des moyens humains au sein du service de prévention et de santé au travail a permis le recrutement d'une coordinatrice en prévention des risques professionnels, d'une chargée de mission maintien dans l'emploi, le recrutement d'une stagiaire au sein de la mission handicap, la création d'un deuxième poste de chargée de mission handicap, le recrutement d'un chargé d'appui administratif à mi-temps pour le suivi inhérent à la convention.
- Le pilotage et le suivi budgétaire ainsi que la réalisation des bilans et de la DOETH sont réalisés par la Mission handicap. La mission handicap avait également pour responsabilité le suivi des agents hormis ceux rentrant dans le dispositif de reconversion suivis plus spécifiquement par la chargée de mission maintien dans l'emploi.
- Le travail partenarial entre acteurs RH notamment avec les antennes des lycées s'est mis en place sans structuration précise mais dans une logique de gestion pratico-pratique des situations individuelles.
- La directrice de la Direction bien-être au travail et le responsable du service prévention ont veillé à la bonne mise en œuvre des actions.
- Le comité de pilotage s'est réuni une fois par an, il s'agit de fait d'une sorte de sous-commission du CHSCT vu les membres présents.
- Un important travail de formalisation a été réalisé pour :
  - ✓ mettre en place des outils de reporting : tableaux de suivis budgétaires de la convention, tableaux de bord des recensements des besoins pour les antennes RH lycées et le Siège, suivi des BOE pour la DOETH,
  - ✓ rédiger, tester des nouvelles procédures de gestion RH,
  - ✓ identifier les marchés nécessaires à la bonne réalisation des actions de la convention.

Synthèse budgétaire :

Prise en charge	Prév.	Consommé	%
Financement région	29 500 €	/	/
Financement FIPHFP	16 000 €	15 000 €	94 %



Organisation autour de la politique handicap et de la convention

Points d'appui :

- Renforcement humain du service de prévention et de santé au travail
- Renforcement de la communication et du partage d'information autour du service de prévention et de santé au travail
- Centralisation de la gestion de la convention par la mission handicap et la DRH en général

Freins :

- La Région est une organisation complexe du fait de la présence des agents régionaux au sein de 471 lycées et du fait de la double gestion
- Cette double gestion impose de mieux travailler avec les gestionnaires et proviseurs et de partager les enjeux avec le Pôle lycées qui gère la relation Région-EPLE à travers des conventions…

Préconisations :

- Poursuivre la communication sur la Mission handicap, l'explication des rôles de chacun à la DRH pour renforcer la compréhension des agents et des cadres sur cette politique encore récente
- Etre vigilant à l'augmentation de l'activité de la mission handicap pour assurer un suivi adapté des BOE et le pilotage de la convention dans sa mise en œuvre
- Développer des outils de gestion adaptés avec des requêtes directement réalisés par les services concernés pour bénéficier d'indicateurs fiables et facilement exploitables par la mission handicap
- Renforcer le partenariat avec le Pôle lycée qui gère la relation Région-EPLE à travers des conventions…et les actions à destination des gestionnaires et proviseurs.



Communication et sensibilisation au handicap

Météo



Tendance



Fiche action n°12 : Développer des actions de communication pour sensibiliser et informer l'ensemble des personnels

Objectifs initiaux :

- Renforcer l'information auprès des agents des lycées au niveau des circuits et des dispositifs mis en place (aménagements de poste, aides accessibles, interlocuteurs, etc.)
- Mettre en place des actions de sensibilisation à destination des encadrants (siège, lycées) ayant vocation à accueillir des agents en situation de handicap.
- Développer la communication sur les actions menées en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés en utilisant l'ensemble des supports de communication de la Région pour permettre une diffusion la plus large possible.
- Développer une stratégie visuelle (ligne éditoriale, logo) pour mieux informer et sensibiliser sur les droits et dispositifs en faveur des travailleurs handicapés.

Actions réalisées :

- Diffusion de feuilles de route de la convention à différents acteurs RH
- Présentation de la Mission handicap à travers les articles dans le journal interne et plus spécifiquement auprès des BOE (lettres d'information)
- Campagne de communication avec flyers, affiches, cartes postales sur la base de témoignages d'agents
- Quizz sur l'espace intranet lors de la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées
- Fiche RH sur l'espace intranet
- Conception de 3 publications sur le handicap :
  - « Handicap au travail, tous concernés » - 2017
  - « L'apprentissage et le handicap » - 2016
  - « Faire reconnaitre un handicap, une maladie invalidante ou chronique » - 2015
- Articles dans le journal interne portant sur la convention et sur la Mission handicap
- Synthèse annuelle en CHSCT

Synthèse budgétaire :

Prise en charge	Prév.	Consommé	%
Financement région	57 000 €	/	/
Financement FIPHFP	61 000 €	43 890 €	72 %

Indicateurs			
Nombre de personnes nouvellement reconnues TH	165 prévisionnels		119 nouveaux BOE
Nombre d'agents suivis par la mission handicap	66 agents soit 90 RDV	90 agents soit 120 RDV	147 agents soit 205 RDV
	SIEGE 38 agents/ 58 rdv LYCEE 28 agents/ 32 rdv	SIEGE 32 agents /52 rdv LYCEE 58 agents/ 68 rdv	SIEGE 46 agents / 73 rdv LYCEE 101 agents/ 132 rdv

Communication et sensibilisation au handicap

Points d'appui :

- Diffusion de témoignages sur divers supports (papiers et dématérialisés)
- Courrier d'information aux BOE directement
- Exploitation de la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées
- Explication de la démarche de reconnaissance, des droits qui en découlent, des comportements adaptés face à des situations de handicap et des acteurs clefs dans l'accompagnement de cette démarche

Freins :

- Une visibilité de la politique handicap qui reste encore insuffisante : une culture qui demande du temps
- Un projet qui n'est pas porté par un vice-président spécifique
- Un besoin de parler du handicap invisible ou de certains handicaps dans les communications
- Des gestionnaires et chefs d'équipe qui semblent démunis face à la prise en compte de personnes avec des restrictions fortes
- Un manque d'informations générales sur les missions du FIPHFP et les aides apportées et des moyens de la Région par certains gestionnaires
- Les agents des lycées répartis sur tout le territoire
- Crainte de la stigmatisation du handicap dans le contexte actuel de changement : repli sur soi, manque de solidarité potentiel
- Craintes à se faire reconnaître par rapport à l'évolution professionnelle, mot handicap difficile à accepter (culture française)
- Absence de communication sur intranet

Préconisations :

- Organiser les séances d'information des agents BOE sur leurs droits / rencontre annuelle
- Poursuivre la communication sur la Mission handicap, l'explication des rôles de chacun
- Valoriser les retours d'expériences
- Intégrer les gestionnaires et chefs d'équipe lycées dans les cibles de communication prioritaire compte tenu de leur position d'encadrement
- Créer un espace intranet sur E-lien (création mai 2017)
- Intégrer le handicap et la gestion des problématiques de santé au travail dans le programme managérial développé (formation, cycle de conférence…) – action formation
- Aider à la compréhension des avis médicaux, partager un glossaire pour faciliter le développement d'un langage commun
- Quid d'un événement régional JO handicap
- Poursuivre objectif emploi



Extrait de la campagne d'information régionale réalisée à partir de portraits d'agents en situation de handicap

Formation des acteurs

Météo 

Tendance 

Fiche action n°11 : Développer les actions de formation pour renforcer les connaissances sur le thème du handicap et du maintien dans l'emploi

Objectifs initiaux :

- Renforcer les compétences des professionnels intervenant dans le champ du handicap.
- Former les encadrants pour favoriser l'accompagnement des agents dans les collectifs de travail.

Actions réalisées :

- Déploiement de diverses formations mais dans de moindres proportions :
  - ✓ Management de l'intégration des travailleurs handicapés à la Région : 5 sessions pour les encadrants du siège (1 jour chacune) et 20 sessions pour les encadrants des lycées (2 jours chacune)
  - ✓ Recrutement de personnels handicapés : 2 sessions (2 jours chacune) pour les référents RH au siège et dans les antennes
  - ✓ Adaptation du poste et de l'environnement de travail à la situation de handicap : 1 session de 2 jours pour les agents du service de prévention
  - ✓ Formation des membres du CHSCT : 1 session de 1 jour
- Actions de formation hors convention FIPHFP
  - ✓ Formation des personnels d'accueil : 1 journée intégrée au parcours de formation « accueil physique et téléphonique » pour les agents du siège et des lycées
  - ✓ Retour d'expérience des encadrants et des lycées suite à la formation sur le management de l'intégration des travailleurs handicapés (programmé fin 2016 et début 2017)
  - ✓ Formation et retour d'expérience des maitres d'apprentissage
- Participation au réseau Handi-Pacte IDF : réseau développé par le FIPHFP pour partager et mutualiser les bonnes pratiques, professionnaliser les acteurs du handicap à travers des réunions de réseau toute fonction publique confondue.

Synthèse budgétaire :

Prise en charge	Prév.	Consommé	%
Financement région	55 500 €	/	/
Financement FIPHFP	105 685 €	43 585 €	41%

Indicateurs	Prévisionnel	Réalisé
Nombre de bénéficiaires	535	211
Nombre de professionnels intervenant dans le champ du handicap ayant bénéficié de formation	19 bénéficiaires	11 bénéficiaires
Nombre de sessions encadrants lycées	25 sessions pour 375 bénéficiaires	20 sessions pour 151 bénéficiaires
Nombre de sessions encadrants siège	3 sessions pour 50 bénéficiaires	5 sessions pour 30 bénéficiaires
Formation CHSCT	1 session de 15 agents	1 session 12 présents



Formation des acteurs

Points d'appui :

- Retours positifs sur les formations
- Alternance de la théorie et de la pratique dans les formations
- Changement de représentations sur le handicap
- Volonté de travailler sur les conditions de travail
- Echanges et bonnes pratiques grâce au réseau Handi-Pacte IDF
- Prises d'initiatives de la Région en organisant des formations hors convention et sur budget propre

Freins :

- Baisse de la mobilisation des encadrants au siège : problématique de réorganisation évoquée
- Impossibilité de former les gestionnaires alors qu'ils en auraient besoin
- Difficulté à mobiliser sur le sujet car le handicap ne pose pas de problème de principe, c'est surtout la gestion des difficultés de santé au travail qui inquiète
- Certaines équipes peuvent être maltraitantes

Préconisations :

- Développer le retour des bonnes pratiques (cercle d'échanges de pratiques type co-développement) pour cadres, gestionnaires et RH
- Former/sensibiliser l'ensemble des agents sur cette thématique
- Renforcer le partenariat avec l'Education Nationale pour identifier des actions mutualisées de sensibilisation au handicap, au respect du savoir-vivre ensemble (action de communication)
- Revoir les modalités de formation des cadres en intégrant handicap/santé au travail dans le nouveau dispositif de formation managérial

Recrutement, stage, apprentissage

Météo



Tendance



Fiches actions :
n°9 : recrutement et développement d'un réseau de partenaires externes
n°10 : recours à l'apprentissage

Objectifs initiaux :

- Sensibiliser l'ensemble des acteurs internes aux enjeux liés à cette politique volontariste en faveur du recrutement des travailleurs handicapés.
- Augmenter le flux de candidatures de travailleurs handicapés pour favoriser l'intégration de nouvelles compétences.
- Maintenir et faire évoluer significativement le taux d'emploi pour tendre, d'ici la fin de la convention, vers l'obligation légale.
- Renforcer le recours à l'apprentissage pour favoriser l'accès à l'emploi et à la formation de personnes en situation de handicap.

Actions réalisées :

- Adaptation du processus de recrutement après l'animation de groupes de travail sur 2015/2016 pour prendre en comte la dimension handicap : en cours de déploiement 2017
- Mise en place d'une base de traitements des candidatures permettant d'identifier les CVTH
- Identification des principaux partenaires et relais : Cap emploi, CFA avec des relations privilégiées
- Recensement des besoins en apprentissage en lien avec les chargés de recrutement, réalisation de bilans permettant d'identifier des pistes de pérennisation en CDD
- Mise en place d'un accompagnement interne par la mission handicap et externe par EXPERIENCIA aux apprentis et tuteurs
- Lancement mi-2016 du projet « Objectif emploi » : parrainage de16 étudiants TH depuis la rentrée 2016/17 à raison de 4 rencontres a minima de 2h avec les référents Région formés au préalable
- Une mention spécifique, relative à l'implication de la collectivité en matière d'accueil, d'intégration et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées figure sur les offres d'emploi régionales.

Synthèse budgétaire :

Prise en charge	Prév.	Consommé	%
Financement région	133 500 €	63 512 €	48 %
Financement FIPHFP	375 300 €	304 276 €	81 %

Indicateurs		
Nbre de candidatures TH reçues	929 candidatures pour 447 candidats (mai 2015-mars 2017) dont 54% sont des femmes.	
Nbre de recrutements TH	80 prévus	15 réalisés sur 3 ans dont 6 en 2015
Profil des personnes recrutées	SIEGE • 5 non-titulaires au siège : attaché, chargé de mission et assistants (dont 3 suite apprentissage) • 2 art.38 attaché et adj.adm. • 1 attaché en détachement • 4 CAE	LYCEE • 1 titulaire ATTEE • 1 non-titulaire agent de maintenance • 1 AEG en détachement
Nbre d'apprentis TH	20 prévus	17 apprentis intégrés
Profil des apprentis intégrés	SIEGE 10 apprentis Bac pro gestion adm., BTS assist. manager, BTS compta et gestion, Bac pro gestion adm., BTS syst. d'info	LYCEE 7 apprentis fonctions techniques CAP menuiserie et maintenance des bât., CAP cuisine



Recrutement, stage, apprentissage

Points d'appui :

- Dynamique en matière d'apprentissage :
  - ✓ Profils variés d'apprentis TH et d'agents recrutés sous divers type de contrats
  - ✓ Compétences apprentissage Région
  - ✓ Création d'un guide de l'apprentissage
  - ✓ Accompagnement apprenti + tuteur
- Volume de candidatures TH = attractivité
- Une procédure de recrutement adaptée en cours d'expérimentation

Freins :

- Recrutements de catégorie A et B au siège : profil des BOE en recherche d'emploi différent
- Situation complexe dans les lycées avec une pyramide des âges déséquilibrée et des métiers générateurs de restrictions ++
- Contexte financier renforçant les contraintes sur la masse salariale : limitation des ouvertures de postes vacants
- Processus d'identification des BOE lors du recrutement à améliorer : dixit gestionnaires et statistiques du site internet
- Pérennisation des apprentis : 3 pour le moment
- Des partenariats à renforcer
- Une visibilité sur le site internet et offres à renforcer

Préconisations :

- Exploitation de la base de CV constitués : analyse des profils, évaluation, définition des requêtes
- Sur métiers techniques : possibilité d'organiser des mises en situation / job dating avec pole emploi et cap emploi
- Formalisation de bonnes pratiques à destination des cadres : ce qui a marché, pas marché, pourquoi? (cf. guide)
- Création d'un vivier TH en vue d'une pérennisation ensuite
- Définition d'indicateurs de suivi des actions menées
- Intégrer la Région IDF comme « recruteur » dans les initiatives en lien avec les compétences régionales en associant les acteurs de la mission handicap ex. : information des publics « convention Région/Agefiph » ou le dispositif « Atouts pour tous »
- Opportunité de faire de la mise à disposition de personnel comme tremplin vers le milieu ordinaire pour aider à l'insertion et répondre aux enjeux de l'emploi accompagné (terrain d'expérimentation)
- Développer les réseaux Bac+
- Poursuivre objectif emploi
- Communication sur site internet

Maintien dans l'emploi aménagement et accompagnement

Météo



Tendance



Fiche actions :
n°1 : Accompagner et améliorer les conditions de travail des agents en situation de handicap via l'aménagement des postes de travail (BOE)
n°2 : Accompagner et améliorer les conditions de travail des agents en situation de restrictions d'aptitude via des adaptations des postes de travail
n°3 : Proposer des aides techniques et individuelles afin d'améliorer les conditions de travail des travailleurs handicapés

Objectifs initiaux :

- Favoriser la prise de poste et le maintien dans l'emploi des Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi en réalisant les aménagements nécessaires et en assurant leur suivi.
- Mettre en place l'organisation et les moyens permettant de réaliser des études concernant les situations d'aménagement de poste complexes.
- Favoriser le maintien des agents en situation de restriction d'aptitude dans leur poste, en améliorant les adaptations de poste et en apportant l'ensemble des aides techniques nécessaires.
- Apporter l'ensemble des aides techniques individuelles destinées à compenser le handicap pour faciliter l'accès au poste de travail et le maintien dans l'emploi.
- Accompagner des agents en situation de handicap afin d'améliorer leur quotidien de travail.

Actions réalisées :

- Mise en place d'un marché avec INDIGO pour les prestations d'études ergonomiques externes intervenant en appui des ergonomes internes : intervention dans les lycées uniquement pour des postes en cuisine, entretien général, accueil en loge
- Réalisation d'études ergonomiques en interne pour les agents du siège et des lycées également
- Développement d'une approche pluridisciplinaire associant service prévention et mission handicap / les antennes RH /référents RH siège, le pôle Lycée : unité lycées (ingénieurs et techniciens), unité patrimoine et moyens généraux
- Mise en place de procédures de mobilisation des aides (critérisation)
- Marché mis en place pour achats de matériel ergonomiques facilitant ainsi les essais et la commande du matériel.

Synthèse budgétaire :

PLAN D'ACTION	plafonds de financement du FIPHFP	Dépenses 2014	Dépenses 2015	Dépenses 2016	consommé FIPHFP	% conso
Aides techniques et humaines (A)	**2 045 388 €**	**134 861 €**	**214 316 €**	**304 094 €**	**653 271 €**	**32%**
Aménagements de postes de travail	289 500 €	16 397 €	30 318 €	37 153 €	**83 868 €**	29%
Adaptations postes de travail afin de maintenir dans l'emploi les agents inaptes	387 500 €	5 449 €	35 826 €	22 036 €	**63 311 €**	16%
Accessibilité aux postes de travail		0 €	0 €	0 €	**0 €**	
Rémunérations des personnes ou organismes chargés d'accompagner un agent handicapé	40 967 €	610 €	881 €	698 €	**2 189 €**	5%
Aides versées pour améliorer les conditions de vie et faciliter l'insertion professionnelle	377 205 €	11 341 €	47 816 €	75 084 €	**134 241 €**	36%
Formation des travailleurs handicapés	459 416 €	3 000 €	12 418 €	46 969 €	**62 387 €**	14%
Dispositif d'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées	115 500 €	0 €	0 €	3 000 €	**3 000 €**	3%
Contrat d'apprentissage	375 300 €	98 064 €	87 059 €	119 153 €	**304 276 €**	81%

Indicateurs	Réalisé	
87 études ergonomiques sur les 3 ans	EN EXTERNE 10 études : 5 BOE et 5 agents en restriction sur 47 prévues	EN INTERNE 20 études : 10 BOE et 10 agents en restriction sur 40 prévues
259 agents bénéficiaires d'un équipements du lieu de travail ou d'un fauteuil ergonomique sur les 3 ans	21 EQUIPEMENTS DU LIEU DE TRAVAIL • 14 BOE • 7 agents en restrictions	46 FAUTEUILS ERGONOMIQUES • 30 BOE • 16 agents en restrictions
5 agents bénéficiaires avec Auxiliaire de vie professionnelle /an	1 agent bénéficiaire pour des montants très faibles sur 2 années	
Interprétariat en LSF : 8 agents bénéficiaires/an	3 agents bénéficiaires pour des entretiens de recrutement et/ou d'entretiens avec les RH sur la gestion. Très peu de besoin identifié. Montant faible.	
40 prothèses/orthèses sur 3 ans	22 agents bénéficiaires : aide en augmentation surtout pour les agents des lycées, du fait de l'actions des Assistantes sociales	
19 agents bénéficiaires d'un transport domicile-travail sur 3 ans	17 agents bénéficiaires : aide envisagée pour des solutions temporaires d'aménagement de poste. Autres alternatives : place de parking à proximité du lieu de travail, transports par l'Unité Patrimoine et Moyens généraux, mobilité, PAM, déménagement…	
54 agents bénéficiaires d'une des 3 aides médico-psy externalisées	1 agent bénéficiaire car la psychologue prend en charge les situations à ce jour. Un prestataire ARHIM / non représentatif du temps passé non pris en charge par le FIPHFP (15% temps psy hebdo)	

Soit une progression des aides mobilisées à destination de agents :
48 agents bénéficiaires en année 2014, 125 en année 2015 puis 160 en année 2016**.**

Maintien dans l'emploi reconversion professionnelle

Météo 

Tendance 

Fiche actions :
n°4 : Proposer un soutien médico-psychologique pour favoriser le maintien dans l'emploi et le reclassement professionnel
n°8 : Former les BOE et les agents en situation de restriction d'aptitude pour favoriser le maintien dans l'emploi

Objectifs initiaux :

- Mettre en place un dispositif de maintien dans l'emploi pour favoriser la réorientation professionnelle des agents en restriction d'aptitude, reconnus inaptes à leur fonction ou en situation de handicap.
- Favoriser le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap par le biais de la formation professionnelle et de formations techniques.
- Accompagner certains agents pour faire le deuil de leur métier initial et leur permettre d'accepter et de se projeter dans une démarche de reconversion professionnelle.
- Accompagner des agents en situation de handicap afin d'améliorer leur quotidien de travail

Actions réalisées :

- Accompagnement par ARHIM pour des bilans médico-psy en appui de l'intervention de la psychologue qui est très présente dans les accompagnements individuels ou collectifs réalisés (accompagnement au deuil professionnel, déni, négation…, accompagnement du cadre).
- Recrutement d'une chargée de mission au maintien dans l'emploi
- Mise en place d'une prestation de bilan spécifique aux agents en situation de handicap dans une logique de repositionnement et remobilisation professionnelle avec co-contractualisation sur la mise à disposition des conclusions.
- Mise en place d'un dispositif interne PEP'S (Parcours d'Evolution Professionnelle Spécifique) développé en 2016 pour faire face aux difficultés de repositionnement des agents avec de fortes restrictions ou devenus inaptes à leur poste : l'objectif est de permettre aux agents d'être en mesure de postuler sur des postes administratifs vacants au siège à l'issue d'une période de 12 à 18 mois avec une alternance de stages d'immersion dans les services et de formation (3 mois).
- Mise en place d'une commission de « sélection » dans le cadre du PEP'S afin de retenir les candidats en capacité de suivre le dispositif.
- Dispositif de désinsertion professionnelle pour 10 agents qui sont en sureffectif à l'accueil dans les lycées avec pour objectif de les remettre en emploi après des périodes de mise en disponibilité d'office pour raisons de santé (une centaine aujourd'hui).

Synthèse budgétaire :

Prise en charge	Prév.	Consommé	%
Financement région	127 000 €	/	/
Financement FIPHFP	574 916 €	65 387 €	11,3 %

Indicateurs		
85 bilans de compétences et d'orientation	28 bilans réalisés dont 22 en 2016	
Parcours PEP'S	Expérimentation en cours	16 agents : 14 agents des lycées et 2 agents techniques du Siège
6 agents bénéficiaires d'une formation aux aides techniques	1 agent bénéficiaire en première année	
50 actions de formation spécifique	3 agents bénéficiaires dont 2 pour renforcer leur capacité à lire sur les lèvres. 1 agent a bénéficié d'une formation l'aidant à acquérir les techniques de recrutement	
6 agents bénéficiaires d'une formation diplômantes ou qualifiantes	2 agents bénéficiaires : CFP Auxiliaire de santé animale, CFP licence anglais	

Maintien dans l'emploi – synthèse Aménagement, accompagnement et reconversion professionnelle

Points d'appui :

- Prise de conscience politique et moyens développés en prévention auprès des personnels des lycées et expérimentation de nouvelles techniques d'entretien d'imprégnation et de pré-imprégnation
- Changement de culture avec une sensibilisation à la prévention et aux conditions de travail
- Progression de l'intervention des ergonomes
- Croissance des besoins et des réponses apportées en matière d'aides matérielles déployées
- Dispositif PEP'S
- Travail partenarial avec le service formation et le service emploi de la Région pour que les dispositifs soient plus opérationnels notamment pour l'accompagnement dans le dispositif PEP'S et l'évaluation des compétences des agents.
- Intégration des dispositifs de formation handicap dans le plan de formation et financement par la Région
- Centralisation des budgets pour doter les établissements

Freins :

- Pas de cartographie des postes aménagés (difficulté des antennes à recueillir des fiches de poste aménagé) et difficulté à exploiter les données du logiciel de la médecine préventive : certaines antennes ont un tableau de suivi. Ex. : données Fontenay inquiétantes + 100 agents en restrictions sur 1 an soit + 4% sur une base de 30% de l'effectif global avec des restrictions
- Difficulté à mobiliser les études de poste externes qui ont eu des effets négatifs au démarrage et ont nécessité des adaptations (collectif de travail, organisation…)
- Contraintes bâtis et d'équipements
- Nombre de postes vacants/an au siège en catégorie C : solution limitée versus le volume d'agents à repositionner
- Inquiétude et résistance des cadres dans les lycées
- Héritage d'un patrimoine bâti et d'équipements anciens
- Difficulté à mobiliser certaines gestionnaires

Préconisations :

- Transversalité accrue dans la communication et le travail entre le pôle lycée et l'unité prévention et la mission handicap
  Enjeu : renforcer la dimension santé dans le travail de concertation et de dialogue de gestion avec l'éducation nationale
- Formaliser les processus et les faire connaître (com et formation) et insister sur les rôles de chacun et la nécessité d'anticipation
- Travailler autour de la compréhension des avis médicaux
- Renforcer l'intervention conjointe des acteurs du service prévention et des acteurs de l'unité lycées notamment du technicien hygiène et propreté
- Créer des indicateurs partagés
- Se doter d'un outil pour la cartographie des postes aménagés pour améliorer la traçabilité des informations et le traitement de données statistiques sur la santé des agents
- Identifier les coûts induits par la formation des agents (hors FIPHFP).

Maintien dans l'emploi aides et mesures sociales

Météo



Tendance



Fiche actions :
N° 5 : Favoriser l'accès aux soins et prévenir les situations de difficultés financières en cas d'incapacité de travail ou d'invalidité des agents en situation de handicap (BOE)
N°6 : Améliorer la qualité de vie des agents en situation de handicap (BOE) et leur permettre de mieux concilier vie professionnelle et vie privée
N°7 : Favoriser l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés

Objectifs initiaux :

- Renforcer l'accès à une couverture santé et prévoyance des agents en situation de handicap pour favoriser leur accès aux soins et éviter des situations de précarité.
- Inciter les agents à prendre une couverture prévoyance.
- Contribuer au suivi de santé des agents en situation de handicap.
- Permettre à chaque agent en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de pouvoir poursuivre son évolution professionnelle et effectuer ses choix de poste indépendamment des contraintes liés à un déménagement complexe .
- Faciliter l'intégration des agents nouvellement recrutés à la Région.
- Améliorer la qualité de vie des agents en situation de handicap

Actions réalisées :

- Objectif 2014 : 482 agents bénéficiaires pour un budget de 41 380€. (419 participation mutuelle santé et prévoyance, 60 tickets CESU, 3 aides au déménagement)
- Réalisé 2014 : 26 agents bénéficiaires pour un budget de 1 536€.
- Objectif 2015 : 632 agents bénéficiaires pour un budget de 57 425€. (504 participations mutuelle santé et prévoyance, 125 tickets CESU, 3 aides au déménagement)
- Réalisé 2015 : 65 agents bénéficiaires pour un budget de 4 573€.
- Objectif 2016 : 603 agents bénéficiaires (599 participation mutuelle et prévoyance, 200 tickets CESU, 4 aides au déménagement)
- Réalisé 2016 : 63 agents bénéficiaires pour un budget de 3652 €
- Soit au total, pour 2014-2016, 154 agents bénéficiaires pour un budget consommé de 9 761€

Prise en charge	Prév.	Consommé	%
Financement région	625 650 €	/	/
Financement FIPHFP	177 205 €	9 761	5%

Préconisations :

- Expliciter la nouvelle mesure sur les jours d'autorisation d'absence
- Analyser plus finement en associant les BOE pourquoi les aides sont peu mobilisées surtout sur la mutuelle santé et prévoyance et revoir les conditions financiers (cf. accord-cadre)
- Quid des priorités de logement pour les BOE TH sur le parc régional

Utilisation et taux de consommation des budgets FIPHFP

Météo



Tendance



PLAN D'ACTION		Rappel des plafonds de financement du FIPHFP	Dépenses 2014	Dépenses 2015	Dépenses 2016	**Total consommé FIPHFP**	% conso
I	**Aides techniques et humaines (A)**	**2 045 388 €**	**134 861 €**	**214 316 €**	**304 094 €**	**653 271 €**	**32%**
	Aménagements de postes de travail	289 500 €	16 397 €	30 318 €	37 153 €	**83 868 €**	29%
	Adaptations postes de travail afin de maintenir dans l'emploi les agents inaptes	387 500 €	5 449 €	35 826 €	22 036 €	**63 311 €**	16%
	Accessibilité aux postes de travail		0 €	0 €	0 €	**0 €**	
	Rémunérations des personnes ou organismes chargés d'accompagner un agent handicapé	40 967 €	610 €	881 €	698 €	**2 189 €**	5%
	Aides versées pour améliorer les conditions de vie et faciliter l'insertion professionnelle	377 205 €	11 341 €	47 816 €	75 084 €	**134 241 €**	36%
	Formation des travailleurs handicapés	459 416 €	3 000 €	12 418 €	46 969 €	**62 387 €**	14%
	Dispositif d'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées	115 500 €	0 €	0 €	3 000 €	**3 000 €**	3%
	Contrat d'apprentissage	375 300 €	98 064 €	87 059 €	119 153 €	**304 276 €**	81%
II	**Actions de sensibilisation et de formation des acteurs**	**191 685 €**	**23 605 €**	**36 080 €**	**27 790 €**	**87 475 €**	**46%**
	Formation des personnels susceptibles d'être en relation avec les travailleurs handicapés	105 685 €	6 095 €	20 930 €	14 950 €	**41 975 €**	40%
	Actions d'information et de sensibilisation collectives des personnels	25 000 €	1 610 €	0 €	0 €	**1 610 €**	6%
	Supports de communication	61 000 €	15 900 €	15 150 €	12 840 €	**43 890 €**	72%
III	**Dépenses d'études (D)**	**16 000 €**	**12 000 €**	**3 000 €**	**0 €**	**15 000 €**	**94%**
	Total	**2 228 073 €**	**170 466 €**	**253 396 €**	**331 884 €**	**755 746 €**	**34%**

Le projet a nécessité un temps de mise en œuvre (temps nécessaire à l'appropriation des enjeux, création des outils et procédures, mise en place de marchés publics, évaluation des expérimentations, déploiement général) qui a créé un décalage dans la prise en compte budgétaire des actions. La Région s'attend à des coûts identiques à la troisième année en « rythme de croisière ».

PLAN D'ACTION		**Total consommé FIPHFP**	**% aides mobilisées FIPHFP**
I	**Aides techniques et humaines (A)**	**653 271 €**	**86%**
	Aménagements de postes de travail	**83 868 €**	11%
	Adaptations postes de travail afin de maintenir dans l'emploi les agents inaptes	**63 311 €**	8%
	Accessibilité aux postes de travail	**0 €**	0%
	Rémunérations des personnes ou organismes chargés d'accompagner un agent handicapé	**2 189 €**	0%
	Aides versées pour améliorer les conditions de vie et faciliter l'insertion professionnelle	**134 241 €**	18%
	Formation des travailleurs handicapés	**62 387 €**	8%
	Dispositif d'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées	**3 000 €**	0%
	Contrat d'apprentissage	**304 276 €**	40%
II	**Actions de sensibilisation et de formation des acteurs (B)**	**87 475 €**	**12%**
	Formation des personnels susceptibles d'être en relation avec les travailleurs handicapés	**41 975 €**	6%
	Actions d'information et de sensibilisation collectives des personnels	**1 610 €**	0%
	Supports de communication	**43 890 €**	6%
III	**Dépenses d'études (D)**	**15 000 €**	**2%**
	Total	**755 746 €**	**100%**

86% des dépenses de la convention ont bénéficié directement aux BOE ou agents en restriction, respectant ainsi la logique réaffirmée du FIPHFP en matière de prise en charge financière.



4- Eléments prévisionnels pris en compte dans la définition des objectifs 2018-2020

A Prévisionnel de restrictions d'aptitude

La Région estime pour le moment malgré le plan de prévention que la montée en âge de ses personnels des lycées et la communication faite autour de la politique handicap auront pour conséquence une progression des situations de restrictions d'aptitude identifiées avant de pouvoir entrevoir une baisse dans quelques années.

V/ Partie sur les non BOE (restrictions d'aptitude et inaptes)						
Nombre de personnes en situation de restriction d'aptitude au 1er janvier	751	791	849	889	919	949
Nombre de nouvelles restrictions d'aptitude dans l'année	100	118	100	100	100	100
Nombre de restrictions d'aptitude sortantes dans l'année	60	60	60	70	70	70
Nombre de personnes en situation de restriction d'aptitude en fin d'année	791	849	889	919	949	979

B Prévisionnel de départs à la retraite

La Région envisage que 707 agents sont susceptibles de prendre leur retraite sur la durée de la convention 2018-2020. Tous les départs ne seront pas forcément remplacés.

		2017	2018	2019	2020
Lycées	départs confirmés	169	38		
	ouverture de droit	634	740	653	808
	limite d'âge (atteinte ou dépassée)	10	55	76	61
	Prévisionnel de départ 28,23%	179	209	184	228

		2017	2018	2019	2020
siège	Départs confirmés	28	6		
	ouverture de droit	80	67	80	99
	limite d'âge (atteinte ou dépassée)	7	14	6	7
	Prévisionnel de départ 35%	28	23	28	35

Convention FIPHFP 2018-2020 2nde partie



2nde partie
Plan d'actions
2018-2020

La signature de l'accord-cadre le 20 janvier 2017 assoit durablement la politique handicap et porte des engagements forts et nécessite en regard des moyens financiers suffisants pour mener de front l'ensemble des axes de travail.
C'est pourquoi la Région a souhaité signer une nouvelle convention de partenariat 2018-2020 avec le FIPHFP pour se donner tous les moyens de réussir.
Il est important d'entrevoir l'ensemble des évolutions qui sont conduites en même temps que cet accord et qui doivent permettre à la Région de créer un environnement de travail plus moderne et adapté aux exigences actuelles (télétravail, espace partagé…).
Le déménagement sur St-Ouen en 2018 et 2019 marquera ce changement par l'arrivée dans de nouveaux bâtiments accessibles par nature et qui répondront à une nouvelle efficience publique.

Pour définir son plan d'actions, la Région a pris en compte les contraintes de son organisation :

- le particularisme de la double autorité dans les lycées,
- la limitation des recrutements (50 postes par an supprimés au Siège jusqu'à la fin du mandat),
- la réalité des agents des lycées (restrictions importantes, métiers pénibles, vieillissement).

Ainsi, la Région souhaite sur la durée de la convention faire évoluer son taux d'emploi direct pour atteindre 6,52% en activant différents leviers d'actions :

- la sensibilisation des agents,
- la formation des acteurs,
- la mise en accessibilité physique et numérique,
- le maintien dans l'emploi et la mise en place d'accompagnements et de mesures spécifiques,
- le recours aux aides sociales,
- le recrutement et l'intégration d'apprentis et de stagiaires à raison de 82 personnes

AXE 1 – Projet et politique handicap

Intitulé de l'action	**Accompagner la mise en œuvre de la politique handicap et le suivi de la convention avec le FIPHFP**

Eléments de contexte	La Région Ile-de-France a signé un accord-cadre en janvier 2017 visant à développer une politique handicap pérenne et porteuse d'une ambition régionale. Ainsi, naturellement, la logique de re-conventionnement avec le FIPHFP pour les années 2018-2020 s'est imposée pour contribuer à renforcer l'action régionale en matière de recrutement et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Ainsi, l'accord-cadre fixe les orientations stratégiques et prend acte de certaines actions à mettre en œuvre auxquelles il faut adjoindre les engagements pris dans le cadre de la convention. Ce nouveau partenariat avec le FIPHFP devrait permettre de poursuivre la dynamique engagée par un soutien financier spécifique. Ces trois années supplémentaires sous convention permettront d'intégrer durablement la politique handicap dans l'ADN RH de la Région et les principes fondamentaux de gestion des ressources humaines.
Objectifs visés	• Co-construire un plan d'actions adapté qui permettra d'apporter toujours plus de visibilité et d'efficacité aux dispositifs d'ores-et-déjà déployés dans la prise en compte des restrictions d'aptitude et du handicap au travail. • Assurer la transversalité nécessaire à la bonne mise en œuvre du projet pour le traduire en politique RH intégrée. • Développer le recours au secteur protégé par la mise en place d'un accompagnement par une plateforme labellisée type GESAT, Handeco, Unea… pour conduire une politique d'achats responsable. • Développer les mesures sociales d'accompagnement à destination des agents en situation de handicap afin d'améliorer leurs conditions de vie personnelle.
Nature de l'action	La Région a nommé un responsable chargé du suivi des accords-cadres internes qui va venir en appui de la mission handicap sur le pilotage de la politique handicap à travers le suivi de l'accord-cadre. La relation avec le FIPHFP sera assurée comme aujourd'hui par la mission handicap qui réalisera les bilans du FIPHFP et animera la mise en œuvre du projet (coordination des actions, suivi budgétaire, accompagnement des agents). Les indicateurs de pilotage de la politique seront créés et alimentés par les services ayant accès à l'information et transmis consolidés à la chargée de mission du service prévention chargée des suivre les indicateurs chaque trimestre pour permettre un suivi régulier de la convention. Afin d'assurer la mise en œuvre effective des axes de la convention et de l'accord-cadre, la Région présente ci-après l'organisation qu'elle souhaite déployer sur les cette année et sur les années à venir. La mise en œuvre de la convention et de l'accord-cadre sera pilotée par un **Comité stratégique** qui aura pour principales missions :

	• La définition et la validation d'une stratégie d'actions, sur la base établie par l'accord-cadre et les engagements pris dans la convention, • La validation des indicateurs sur la base du travail préparatoire du comité de suivi, • La définition des objectifs et des priorités annuelles ou semestrielles, • Le contrôle de l'avancée et de l'atteinte de ces objectifs, • L'arbitrage des actions et des budgets (préparation budgétaire et réalisation) **Ce Comité stratégique sera composé de :** • La Directrice Générale Adjointe en charge des ressources humaines, • Trois Directeurs des ressources humaines (emploi et formation, accompagnement des lycées, bien-être au travail), • Un Représentant du pôle lycées : Directrice de la programmation et de l'équipement, • La Directrice de la communication interne, • Les membres de la Mission Handicap (pilote du projet), • Le responsable du service prévention et santé au travail, • La chargée de mission de la mise en œuvre des accords-cadres, • La directrice de la Commande Publique, • Un représentant de la direction de l'apprentissage. Le COPIL se réunira 2 fois par an et la directrice adjointe de la direction bien-être au travail sera responsable de l'organisation de cette instance (convocations, ordre du jour, …) Afin d'accompagner la mise en place des objectifs de façon plus opérationnelle, un **Comité de suivi opérationnel** sera créé et aura pour mission : • La création et la mise en œuvre d'outils et de procédures nécessaires à la bonne mise en œuvre de l'accord-cadre et de la convention, • La définition précise et le suivi des indicateurs, dans le but de pouvoir faire des points d'étape et d'évaluer les actions menées, • La préparation des arbitrages qui auront lieu en COPIL. Ce **Comité de suivi opérationnel** sera composé des membres suivants : • Les membres de la Mission Handicap dont la chargée de mission maintien dans l'emploi, • Un référent formation, • Un directeur d'antenne adjoint référent qui représentera les 4 antennes, • Un référent RH Lycées et 1 référent RH Siège, • Un chef de service de l'administration du personnel (siège ou lycées), • Le responsable du service prévention et santé au travail, • Un référent communication interne, • Un ergonome • Un technicien hygiène et propreté Pourront être conviés à titre d'experts certains acteurs ressources de la Région en fonction des ordres du jour établis : communication externe, psychologue du travail, assistant social du personnel, médecin de prévention ou tout expert identifié. La Mission handicap sera en charge d'organiser les Comités de suivi opérationnels par à raison de 3 par an et leur bonne gestion (convocation, ordre du jour …). La Région souhaite par ailleurs informer de l'avancement de la politique handicap

	1 à 2 fois par an l**es instances représentatives du personnel**. Pour cela, un **Comité de pilotage paritaire (COPIL paritaire)** sera également consulté dans le suivi de la démarche. Ce dernier aura pour missions : • Le suivi de la convention, • La présentation du bilan annuel, • La présentation des objectifs et des actions annuels Ce **COPIL paritaire** sera composé des membres suivants : • Les représentants des organisations syndicales, • Les représentants de l'administration Afin de développer le **recours au secteur protégé** et dans la continuité des rencontres avec les réseaux en lien avec le secteur protégé (HANDECO, UNEA, GESAT), la Région souhaite souscrire un abonnement à une plateforme avec le secteur protégé en première année. La Région confirme sa volonté de développer des mesures sociales d'accompagnement pour permettre d'améliorer les conditions de vie personnelle des agents en situation de handicap. Ainsi, la Région a mis en place une autorisation d'absence de 4 demi-journées pour les agents en situation de handicap ayant un suivi médical spécifique. Les modalités de mise en œuvre sont en cours de définition. De même, la Région négocie actuellement la revalorisation de la part régionale à la « protection sociale complémentaire » et au CESU lorsque des agents en situation de handicap en sont bénéficiaires. Le FIPHFP est mobilisé sur cette aide. **Evaluation de la politique handicap** : Dans le cadre de la convention avec le FIPHFP, il nous est demandé de suivre des indicateurs obligatoires. Tous les indicateurs obligatoires mentionnés par le FIPHFP sont enregistrés au sein de chaque fiche action correspondante. De même, nous avons décidé de suivre les 3 indicateurs optionnels suivants : - Nombres de BOE recrutés sur contrats pérennes / Nombre de recrutements totaux sur contrats pérennes - Taux d'agents mis en disponibilité d'office pour raison de santé - Nombre d'agents reclassés

Nombre de personnes bénéficiaires	
Nombre total	**Dont personnes handicapées**
10 460	545

Calendrier de mise en œuvre		
Année 2018	***Année 2019***	***Année 2020***
• Abonnement plateforme • 2 comités stratégiques • 3 comités de suivi opérationnel • 2 comités de pilotage paritaires • 15 BOE bénéficiaires de CESU • 35 BOE bénéficiaires de la mutuelle/ prévoyance • Présentation annuelle CT/CHSCT	• 2 comités stratégique • 3 comités de suivi opérationnel • 2 comités de pilotage paritaires • 20 BOE bénéficiaires de CESU • 40 BOE bénéficiaires de la mutuelle/prévoyance • Présentation annuelle CT/CHSCT	• Evaluation des actions • 2 comités stratégiques • 3 comités de suivi opérationnel • 2 comités de pilotage paritaires • 20 BOE bénéficiaires de CESU • 40 BOE bénéficiaires de la mutuelle/prévoyance • Présentation annuelle CT/CHSCT

Budget prévisionnel (en €)				
Période	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***	***Total***
Montant pris en charge par la Région IDF	10 838 €	12 880 €	12 880 €	**36 598 €**
Total demandé au FIPHFP	**8 110 €**	**1 480 €**	**6 480 €**	**16 070 €**
Total de l'action	**22 483 €**	**18 400 €**	**23 400 €**	**64 283 €**

Modalités de calcul du financement demandé au FIPHFP			
Actions	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***
Abonnement plateforme milieu protégé	Abonnement sur la base d'un plafond de 7 000 €		
Complément de financement du FIPHFP au CESU	15 agents bénéficiaires de CESU à raison de 74 € de financement du FIPHFP (dans la limite de 30% du surcoût) Soit 15*74 = 1 110 €	20 agents bénéficiaires de CESU à raison de 74 € de financement du FIPHFP (dans la limite de 30% du surcoût) Soit 20*74 = 1 480 €	20 agents bénéficiaires de CESU à raison de 74 € de financement du FIPHFP (dans la limite de 30% du surcoût) Soit 20*74 = 1 480 €
Complément de financement à la mutuelle prévoyance	FINANCEMENT REGION 35 agents bénéficiaires de la mutuelle prévoyance à raison de 101 € Soit 35*101 = 3 535 €	FINANCEMENT REGION 40 agents bénéficiaires de la mutuelle prévoyance à raison de 101 € Soit 40*101 = 4 040 €	FINANCEMENT REGION 40 agents bénéficiaires de la mutuelle prévoyance à raison de 101 € Soit 40*101 = 4 040 €

Evaluation des actions			5 jours d'évaluation à 1 000 € Soit 5*1 000 = 5 000 €

Restent à la charge de la Région IDF :

- le déploiement, le pilotage et la coordination interne du projet ainsi que le lien avec le FIPHFP (échéances, actions, financement), le suivi des agents par la mission handicap,
- l'animation et la coordination des réunions internes (COPIL et Comité de suivi),
- la création et la mise en œuvre d'outils et de procédures,
- le suivi des indicateurs,
- la diffusion de l'information et la veille réglementaire,
- le suivi financier des actions,
- la prise en charge de la part régionale pour le CESU et la mutuelle-prévoyance des BOE,
- la réalisation et la présentation des bilans auprès des différentes instances du projet, du FIPHFP, du CHSCT et du CT,
- le coût des autorisations d'absence.

Modalités de suivi et critères d'évaluation	• Outils d'évaluation et tableaux de bord • Nombre de réunions réalisées par instance (CT, CHSCT, COPIL, Comité de suivi) • Suivi des engagements • Nombre de BOE bénéficiaires de CESU et de la mutuelle-prévoyance et coût des aides • Nombre de BOE ayant utilisé les autorisations d'absence et éléments permettant d'évaluer cette mesure • Nombre de marchés avec des clauses sociales ou passés avec le secteur protégé, montants et nature des prestations • Indicateurs définis et suivis • Evolution du taux d'emploi • Montant des dépenses FIPHFP engagées et % de réalisation • Copies des factures détaillées, acquittées ou mandatées, l'offre retenue (mémoire technique et budget), les documents élaborés dans le cadre de la prestation. • Nombre de mobilités d'agents en situation de handicap comparée à l'évolution sur la même période du nombre de mobilités rapporté aux effectifs totaux. • Nombre de mises à la retraite d'agents pour invalidité.

Intitulé de l'action	Développer la création d'un environnement inclusif par le recours à la formation des personnels, relais et acteurs de la politique handicap

Eléments de contexte	Au cours de la précédente convention, 211 agents ont bénéficié de formation sur la thématique du handicap, essentiellement des cadres soit 2% de l'effectif régional. Le principal regret des pilotes de la convention concerne le caractère non obligatoire de ces formations qui n'ont pas pu toucher toutes les personnes souhaitées. Plusieurs points confirment la nécessité et l'importance de faire de la formation un levier de changement pour une meilleure appropriation par les cadres et les agents de la politique du handicap au travail, du cadre réglementaire et des bonnes pratiques concourant à une meilleure intégration des agents en situation de handicap dans les collectifs de travail : • l'intérêt et l'utilité des formations réalisées par les cadres, • un changement d'exécutif et d'organisation avec un turn-over marqué dans la fonction RH, • un volume d'encadrants encore à former au siège et aux lycées. Une difficulté réside dans l'impossibilité pour la Région de former l'encadrement des lycées qui dépend de l'Etat alors même que 86% des BOE et la grande majorité des agents avec des restrictions y travaillent.
Objectifs visés	• Renforcer la professionnalisation des acteurs. • Intégrer le thème du handicap au travail dans le cadre du Campus des cadres, programme managérial développé par la Région. • Diversifier les cibles et formats des actions de formation afin de répondre aux besoins et attentes identifiés des agents et des cadres. • Former les agents à la question du handicap lorsqu'ils accueillent des apprentis, stagiaires ou agents en situation de handicap dans leurs équipes.
Nature de l'action	La Région souhaite déployer plusieurs méthodes pour former les agents sur la thématique du handicap. **Formation des RH et personnes intervenant dans l'accompagnement des BOE :** La Région souhaite renouveler des actions de formation des personnels RH et membres du service prévention qui n'ont pas été formés. Certains pourraient être identifiés comme experts référents et être directement sollicités par les cadres pour intervenir dans des réunions ou rencontres. **Formation des encadrants :** • La formation des chefs d'équipe des lycées sur les clés de l'intégration d'une personne en situation de handicap est à poursuivre car seule la moitié des chefs d'équipe a été formée. Elle pourrait être libellée « Handicap et prévention de l'usure professionnelle ». Ce format en présentiel est bien adapté à ce public encadrant ;

	• La Région envisage la mise en place d'une action « Handicap et prévention de l'usure professionnelle » plutôt sous un format séminaire, à caractère obligatoire qui serait pilotée par le Campus des cadres. Ce séminaire de type participatif avec des tables rondes et des interventions aura pour objectif de développer une culture commune de la diversité et de renforcer les pratiques inclusives en matière de handicap pour les cadres siège et lycées. • Afin de permettre une plus forte mobilisation des encadrants sur ce type de formation, la Région souhaiterait également pouvoir développer un MOOC – massive open online course – ou un e-learning pour les managers qui ne peuvent se libérer. • Dans une logique d'amélioration continue et afin de promouvoir les partages d'expériences, des sessions de formation axées sur les retours d'expériences avec les cadres seront organisées de manière à alimenter le contenu de la rubrique intranet et des FAQ. De même, le guide de l'encadrant intègrera cette question. Pour répondre au besoin de créer un cadre et des relations de travail « handi-accueillants », cadres et agents seront valorisés quant à leur pratique professionnelle inclusive dans le cadre de l'évaluation professionnelle. Une réflexion est en cours pour appliquer cette intention dans l'évaluation professionnelle au titre de la « manière de servir ». Le coaching/tutorat de certains cadres par la mission handicap sera mis en avant dans les champs d'intervention de la mission handicap car cela reste méconnu. **Formations des agents et des équipes :** • La Région incitera les agents à se former à travers des MOOC, le e-learning, ou classes virtuelles… indépendamment des actions de communication programmées sur la période. • La collectivité aimerait également mettre en place des formations/actions autour de situations particulières de handicap dès lors qu'un cadre, son agent BOE et l'équipe en seraient demandeurs afin de faciliter la prise de conscience des difficultés rencontrées par les travailleurs handicapés. **Formation du CHSCT :** • Ces actions ont déjà été réalisées au cours de la précédente convention et la Région proposera de nouvelles sessions au CHSCT. **Formation des tuteurs d'apprentis et de stagiaires en situation de handicap :** • Afin de garantir le meilleur accueil et la meilleure intégration possible d'un apprenti ou d'un stagiaire en situation de handicap, la Région souhaite également organiser des sessions de formations à destination des tuteurs sur le handicap. Comme pour les encadrants, des sessions de formation basées sur des retours d'expérience leur seront dédiés. **Journée d'accueil des nouveaux agents siège et lycées :** Il est important que les thèmes de la santé au travail et du handicap soient évoqués lors des interventions réalisées lors de cette journée au même titre que la mention qui en est faite dans les livrets d'accueil siège et lycées.

Nombre de personnes bénéficiaires	
Nombre total	**Dont personnes handicapées**
10 460 agents	545 agents

Calendrier de mise en œuvre		
Année 2018	***Année 2019***	***Année 2020***
• Poursuite ou reconduction de marchés spécifiques • Formation des cadres siège et lycées • Achat ou conception d'un MOOC cadres et agents ou choix d'un e-learning ou tutoriel • Formation d'équipes de manière spécifique • Formation des tuteurs apprenti ou stagiaire • Formation retours d'expériences cadres • Formation de retours d'expériences tuteurs • Intégration du handicap/santé au travail dans les thèmes de la journée d'intégration • Formation des RH et acteurs santé au travail	• Formation des cadres siège et lycées • Formation d'équipes de manière spécifique • Formation des tuteurs apprenti ou stagiaire • Formation retours d'expériences cadres • Formation de retours d'expériences tuteurs • Organisation d'un séminaire managers/chefs d'équipe siège et lycée sur les questions de handicap • Intégration du handicap/santé au travail dans les thèmes de la journée d'intégration • Formation des RH et acteurs santé au travail • Formation CHSCT	• Formation des cadres siège et lycées • Formation d'équipes de manière spécifique • Formation des tuteurs apprenti ou stagiaire • Intégration du handicap/santé au travail dans les thèmes de la journée d'intégration • Formation des RH et acteurs santé au travail • Formation CHSCT

Budget prévisionnel (en €)				
Période	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***	***Total***
Montant pris en charge par la Région IDF	**79 966 €**	**87 016 €**	**92 016 €**	**258 998 €**
Total demandé au FIPHFP	**11 615 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total de l'action	**91 381 €**	**87 016 €**	**92 016 €**	**258 998 €**

Modalités de calcul du financement			
Actions	**Année 2018**	**Année 2019**	**Année 2020**
Formations encadrants	8 sessions de 2 jours pour 15 participants chacune 8*2 525 = 20 200 €	10 sessions de 2 jours pour 15 participants chacune 10 * 2 500 = 25 000 €	12 sessions de 2 jours pour 15 participants chacune 12 * 2 500 = 30 000 €
Formation aux retours d'expériences encadrants LYCEE	2 sessions d'1 journée pour 15 participants chacune 2*1 500 = 3 000 €	2 sessions d'1 journée pour 15 participants chacune 2*1 500 = 3 000 €	2 sessions d'1 journée pour 15 participants chacune 2*1 500 = 3 000 €

Session de formation des maîtres d'apprentissage à l'accueil d'un apprenti en situation de handicap	2 sessions de 3 jours pour 12 participants chacune 2* 4 500 = 9 000€	2 session de 3 jours pour 12 participants chacune 2* 4 500 = 9 000€	2 session de 3 jours pour 12 participants chacune 2* 4 500 = 9 000€
Formation aux retours d'expériences maîtres d'apprentissage	2 sessions d'1 journée pour 12 participants chacune 2*1 800 = 3 600 €	2 sessions d'1 journée pour 12 participants chacune 2*1 800 = 3 600 €	2 sessions d'1 journée pour 12 participants chacune 2*1 800 = 3 600 €
Session de formation des tuteurs à l'accueil d'un stagiaire en situation de handicap	2 sessions d'1 journée pour 15 participants chacune 2* 4 500 = 9 000€	1 session d'1 journée pour 15 participants 2* 4 500 = 9 000€	1 session d'1 journée pour 15 participants 2* 4 500 = 9 000€
Formation/action pour l'accueil d'un agent en situation de handicap / équipe	3 sessions de 3 jours pour 15 participants chacune 3* 4 000 = 12 000 €	3 sessions de 3 jours pour 15 participants chacune 3* 4 000 = 12 000 €	3 sessions de 3 jours pour 15 participants chacune 3* 4 000 = 12 000 €
MOOC/e-learning/tutoriel pour les encadrants	Développement ou achat d'un MOOC/e-learning/ tutoriel pour les cadres Coût non défini		
MOOC/e-learning/tutoriel pour les agents	Développement ou achat d'un MOOC/e-learning/ tutoriel pour les agents Coût non défini		
Séminaire cadres et chefs d'équipes Siège et Lycée		Organisation d'un séminaire dans le cadre du Campus des cadres étendue aux agents en position d'encadrement dans les lycées Coût non défini	
Formation généraliste RH ou acteurs internes	2 sessions à destination de 15 personnes 2*2250 = 4500 €	2 sessions à destination de 15 personnes 2*2250 = 4500 €	2 sessions à destination de 15 personnes 2*2250 = 4500 €
Formation CHSCT		1 session à destination de 10 membres du CHSCT non encore formés 1*2250 = 2250 €	1 session à destination de 10 membres du CHSCT non encore formés 1*2250 = 2250 €
Autres dispositifs à destination des agents BOE ou non	1 session de 2 jours à destination de 20 personnes 1*18 666 = 18 666 €	1 session de 2 jours à destination de 20 personnes 1*18 666 = 18 666 €	1 session de 2 jours à destination de 20 personnes 1*18 666 = 18 666 €

<u>Restent à la charge de la Région IDF</u> : L'ensemble des coûts est pris en charge par la Région à l'exception de 11 615 € demandé au FIPHFP • Ingénierie de formation : construction et rédaction des appels d'offres, recherche et sélection de prestataires, organisation des groupes, convocation… • Identification et création des différents outils de formation spécifiques (MOOC, e-learning ou tutoriel) • Organisation et modalités d'animation du séminaire handicap • Temps passé par les experts référents sur certains thèmes • Temps passé des agents en formation	
Modalités de suivi et critères d'évaluation	• Nombre de sessions de formation organisées par thème • Nombre d'agents formés • Organisation du séminaire : nombre de participants • Satisfaction des stagiaires en formation selon des critères à définir • Copies des factures détaillées, acquittées ou mandatées, attestations de présence, conventions de formation

Intitulé de l'action	Créer un environnement de travail accessible

Eléments de contexte	Le siège de la Région Ile-de-France va prochainement déménager dans de nouveaux bâtiments situés à Saint-Ouen. Ce déménagement dans les locaux neufs permettra une accessibilité optimale pour les travailleurs handicapés. Il s'agira davantage de travailler des aménagements de poste adaptés en termes d'équipement (cf. fiche action 5). La question de l'accessibilité des locaux est également très importante dans les lycées. Les agents peuvent bénéficier de nombreux aménagements initialement prévus pour l'accueil du public (ex : rampe d'accès, ascenseurs…) dans le cadre des AD'AP (5ème et dernière campagne d'audits lancée en 2016). De plus, la Région a pu déjà prendre en charge, dans de rares cas, des travaux d'accessibilité des locaux du personnel (vestiaires, sanitaires du personnel) Il est difficile néanmoins d'évaluer les investissements réalisés sur la dotation de fonctionnement des lycées. La Région vient par ailleurs de nommer un référent accessibilité numérique chargé de réaliser un audit des outils numériques (applicatifs métiers, site internet, site intranet) et de réaliser les cahiers des charges afférents.
Objectifs visés	• Renforcer l'accessibilité qu'elle soit numérique ou physique de manière à créer un environnement de travail adapté. • Mener les audits d'accessibilité des applicatifs métiers internes, externes et réaliser si besoin un accompagnement des améliorations.
Nature de l'action	Le recensement des besoins en accessibilité est réalisé par la mission handicap en lien avec les services compétents de la Région. Pour l'accessibilité des espaces de travail, le service prévention santé (dont la mission handicap) travaille étroitement avec la mission Emménagement en prévision du déménagement du siège régional à St Ouen. En particulier, il a pu être acté l'équipement des salles de réunion (>20 personnes) en boucle magnétique. Dans les lycées franciliens, le travail partenarial engagé avec le Pôle Lycées doit s'accentuer pour s'assurer de la prise en compte de l'ergonomie des locaux professionnels ou à usage technique (bâti, équipement). Le référent accessibilité numérique se tient à la disposition de la Mission handicap en tant qu'intervenant expert pour aider à la rédaction des cahiers des charges d'applicatifs métiers et identifier des actions à conduire. Il sera en charge du projet de mise en accessibilité numérique tel que précisé dans l'accord-cadre (applicatifs métiers web, sites internet et extranets) et s'adressera, via la Mission handicap, au FIPHFP hors convention dans la recherche de financement complémentaire.

Nombre de personnes bénéficiaires	
Nombre total	**Dont personnes handicapées**
10 460	545

Calendrier de mise en œuvre		
Année 2018	***Année 2019***	***Année 2020***
Diagnostics des applicatifs numériques Adaptation des cahiers des charges	Adaptation des cahiers des charges Mise en accessibilité de certains applicatifs métiers	Adaptation des cahiers des charges Mise en accessibilité de certains applicatifs métiers

Budget prévisionnel (en €)				
Période	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***	***Total***
Montant pris en charge par la Région IDF	**102 000 €**	**102 000 €**	**102 000 €**	**306 000 €**
Total demandé au FIPHFP	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total de l'action	**102 000 €**	**102 000 €**	**102 000 €**	**306 000 €**

Modalités de calcul du financement			
Actions	**Année 2018**	**Année 2019**	**Année 2020**
Mise en accessibilité numérique	102 000 €	102 000 €	102 000 €

Restent à la charge de la Région IDF : l'ensemble des coûts est pris en charge par la Région

- Ingénierie travaux
- Temps passé par le chargé d'accessibilité numérique
- Coût des travaux, audits déduction faite de financements complémentaires FIPHFP hors convention

Modalités de suivi et critères d'évaluation	• Travaux réalisés aux normes • Nombre d'audits réalisés sur les outils numériques et niveaux d'accessibilité • Satisfaction des bénéficiaires de l'obligation d'emploi en accessibilité • Copies des factures détaillées, acquittées ou mandatées • Nombre d'applications métiers et intranet accessibles (RGAA)

AXE 4 - Recrutement

Intitulé de l'action	Intégrer ou recruter de nouveaux agents, apprentis, stagiaires en situation de handicap

Eléments de contexte	Dans le cadre de la première convention, l'établissement a recruté 15 agents en situation de handicap dont 5 sur des emplois pérennes. 80% des recrutements ont été réalisés au siège de la Région. En effet, si la majorité des besoins concerne les lycées, les conditions d'exercice des postes sont particulièrement physiques ce qui freine le recrutement de personnes en situation de handicap dans des équipes parfois déjà fragilisées par des volumes de restrictions importants. De plus, comme nombre de collectivités publiques, la Région Ile-de-France est confrontée à des restrictions budgétaires qui se traduisent, notamment, par la réduction d'environ 50 postes par an au siège jusqu'à la fin du mandat. Dans ce cadre, aucune création de poste n'est prévue sur les 3 prochaines années et la collectivité présente un prévisionnel de 707 départs à la retraite dont 39 d'agents en situation de handicap sur la période de conventionnement. Enfin, la Région constate qu'un certain nombre de candidats préfère taire leur handicap au moment du recrutement nécessitant d'améliorer la phase de communication préalable au recrutement. Pour recruter des personnes en situation de handicap plus diplômées, la Région doit également se distinguer des autres recruteurs potentiels.
Objectifs visés	• Recruter à compétences ou potentiels égaux des agents en situation de handicap via le partenariat avec des organismes ciblés. • Inciter les travailleurs en situation de handicap à postuler aux offres de la Région. • Développer le recours au secteur protégé ou adapté comme sas de pré-recrutement. • Promouvoir la démarche citoyenne pour favoriser l'accès à l'emploi portée par le projet « objectif emploi ».
Nature de l'action	**Les engagements en matière de recrutement et d'apprentissage** La Région Ile-de-France se fixe sur 3 ans comme objectif de : • recruter 40 personnes en situation de handicap sur emploi pérenne dont 3 personnes à l'issue d'un contrat en apprentissage, • intégrer 42 personnes en situation de handicap sur emploi non pérenne : o recruter 15 personnes en situation de handicap sur des CDD de moins de 12 mois ou stages obligatoires de la FP, o intégrer 15 apprentis dont 3 seraient pérennisés à l'issue de leur contrat, o intégrer 12 stagiaires en situation de handicap.

Nature de l'action	Afin d'atteindre cet objectif, **plusieurs dynamiques doivent être renforcées :** • la création de partenariats et la promotion des métiers de la Région auprès des organismes ciblés tels que Cap emploi ou les missions « handicap » des écoles, universités ou des formations cibles, les Centres de Rééducation Professionnelle… Dans ce cadre, la Région souhaite organiser des sessions d'information avec des organismes de formation et des partenaires sur des métiers identifiés correspondant aux besoins en recrutement (ex : maintenance et entretien des locaux, cuisiniers, gestionnaires, informatiques, acheteurs…). Ainsi, le sourcing et la compréhension de l'environnement des métiers en seront améliorés et permettront de développer quelques partenariats solides. • la communication tout au long du processus de recrutement doit être renforcée : sur le site internet pour donner de la visibilité sur les emplois, leur environnement et les conditions de recrutement dans la fonction publique pour les personnes en situation de handicap, sur la politique handicap elle-même (document téléchargeable), lors des entretiens de recrutement avec une mention dans le courrier de convocation et dans le dossier administratif, lors de la visite médicale d'embauche… • la poursuite du dispositif « objectif emploi » qui, par l'accompagnement de jeunes étudiants en situation de handicap dans leur découverte du monde professionnel, pourrait donner envie aux étudiants de postuler ensuite à la Région. • le développement de nouvelles pratiques de recrutement : la Région envisage de tester la méthode de recrutement par simulation (MRS) auprès des demandeurs d'emploi en situation de handicap. La MRS permet d'élargir les recherches de candidats en privilégiant le repérage des capacités nécessaires au poste de travail proposé. Elle sort des critères habituels de recrutement que sont l'expérience et le diplôme. • le développement d'expérimentation afin de créer des passerelles entre le milieu protégé et le milieu ordinaire est en réflexion : o Mise à disposition d'un personnel d'ESAT au sein d'un lycée volontaire o Expérimentation « garçon de bureau » ou « conciergerie » au siège de St Ouen • la création d'un vivier de remplaçants en situation de handicap : la Région souhaite poursuivre le recensement des agents vacataires ou recrutés en remplacement afin de leur proposer en priorité des postes permanents vacants lorsqu'ils ont démontré leurs compétences. • le lien avec les politiques régionales qui devrait permettre de partager des réseaux utiles à la Région en tant qu'employeur en matière d'apprentissage et de stages.

Nombre de personnes bénéficiaires	
Nombre total	**Dont personnes handicapées**
111	82

Calendrier de mise en œuvre		
Année 2018	***Année 2019***	***Année 2020***
• 12 emplois non pérennes dont 2 stages et 5 apprentissages • 13 emplois pérennes dont 1 apprenti recruté à la suite d'un apprentissage	• 14 emplois non pérennes dont 4 stages et 5 apprentissages • 12 emplois pérennes dont 1 apprenti recruté à la suite d'un apprentissage	• 16 emplois non pérennes dont 6 stages et 5 apprentissages • 15 emplois pérennes dont 1 apprenti recruté à la suite d'un apprentissage

Budget prévisionnel (en €)				
Période	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***	***Total***
Montant pris en charge par la Région IDF	**125 000 €**	**125 000 €**	**125 000 €**	**375 000 €**
Total demandé au FIPHFP	**33 375 €**	**23 375 €**	**23 375 €**	**80 125 €**
Total de l'action	**158 375 €**	**148 375 €**	**148 375 €**	**455 125 €**

Actions	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***
Apprentissage (pour 15 apprentis présents sur 2 ans)	FINANCEMENT REGION 5 nouveaux apprentis /an + 5 apprentis en 2ème année Prise en charge salaire à hauteur du salaire brut chargé (base 10 000 €/ apprenti) 10 000 * 10 = 100 000 €	FINANCEMENT REGION 5 nouveaux apprentis /an + 5 apprentis en 2ème année Prise en charge salaire à hauteur du salaire brut chargé (base 10 000 €/ apprenti) 10 000 * 10 = 100 000 €	FINANCEMENT REGION 5 nouveaux apprentis /an + 5 apprentis en 2ème année Prise en charge salaire à hauteur du salaire brut chargé (base 10 000 €/ apprenti) 10 000 * 10 = 100 000 €
	FINANCEMENT REGION Participation aux frais de formation 25 000 € / an	FINANCEMENT REGION Participation aux frais de formation 25 000 € / an	FINANCEMENT REGION Participation aux frais de formation 25 000 € / an
	FINANCEMENT FIPHFP Aide financière pour l'apprenti 1 525 euros / apprenti 1 525 * 5 = 7 625 €	FINANCEMENT FIPHFP Aide financière pour l'apprenti 1 525 euros / apprenti 1 525 * 5 = 7 625 €	FINANCEMENT FIPHFP Aide financière pour l'apprenti 1 525 euros / apprenti 1 525 * 5 = 7 625 €

Prime à l'insertion suite apprentissage	FINANCEMENT FIPHFP Prime à l'insertion 1 apprenti recruté 1 600 euros /apprenti 1* 1 600 = 1 600 €	FINANCEMENT FIPHFP Prime à l'insertion 1 apprenti recruté 1 600 euros /apprenti 1* 1 600 = 1 600 €	FINANCEMENT FIPHFP Prime à l'insertion 1 apprenti recruté 1 600 euros /apprenti 1* 1 600 = 1 600 €
Aménagement de l'environnement de travail de – 7500 €	FINANCEMENT FIPHFP 1 surcoût aménagement de l'environnement de travail à raison de 2000 € Soit 1 * 2 000 = 2 000 €	FINANCEMENT FIPHFP 1 surcoût aménagement de l'environnement de travail à raison de 2000 € Soit 1 * 2 000 = 2 000 €	FINANCEMENT FIPHFP 1 surcoût aménagement de l'environnement de travail à raison de 2000 € Soit 1 * 2 000 = 2 000 €
Accompagnement socio-pédagogique des tuteurs et des apprentis	FINANCEMENT FIPHFP Accompagnement socio-pédagogique des tuteurs et des apprentis à raison de 4 050 €/apprenti Soit 3 apprentis en 1ère année : 3* 4 050 € = 12 150 €	FINANCEMENT FIPHFP Accompagnement socio-pédagogique des tuteurs et des apprentis à raison de 4 050 €/apprenti Soit 3 apprentis en 1ère année : 3* 4 050 € = 12 150 €	FINANCEMENT FIPHFP Accompagnement socio-pédagogique des tuteurs et des apprentis à raison de 4 050 €/apprenti Soit 3 apprentis en 1ère année : 3* 4 050 € = 12 150 €
Appui à la construction des MRS sur 5 métiers	FINANCEMENT FIPHFP Accompagnement spécifique à raison de 10 jours en année 1 : 10* 1000 € = 10 000 €		

Restent à la charge de la Région IDF :

- le temps passé à l'animation du réseau, à la mise en place de partenariats, l'animation des groupes de travail, le temps passé par les tuteurs à accompagner les apprentis (NBI pour les tuteurs d'apprentis) ou les stagiaires,
- la formalisation des messages de communication à destination des travailleurs handicapés,
- la sensibilisation des acteurs internes pour faciliter l'accueil d'agents en situation de handicap,
- le reste à charge des coûts induits par les 15 contrats d'apprentissage (coût formation et reste à charge du salaire),
- les rémunérations versées aux stagiaires,
- le surcoût des aménagements des postes des agents nouvellement intégrés.

Modalités de suivi et critères d'évaluation	• Nombre de candidatures de travailleurs en situation de handicap reçues • Nombre d'entretiens de recrutement réalisés • Nombre de recrutements sur emplois permanents ou de remplacements, de contrats d'apprentissage et de conventions de stage • Nombre de postes aménagés pour des agents nouvellement intégrés • Nombre de réunions d'information avec les partenaires organisés • Constitution de partenariats spécifiques • Nombre de tuteurs dans le cadre du dispositif « objectif emploi » • Nombre et coûts des accompagnements socio-pédagogiques pour les apprentis • Nombre de BOE recrutés / Nombre de recrutements totaux • Nombre d'apprentis BOE transformés en contrat pérenne / Nombre d'apprentis BOE • Profil des BOE (âge, genre des BOE, catégorie de recrutement des BOE) • Taux de BOE recrutés / Taux d'emploi légal • Evolution du taux d'emploi BOE

	• Nombres de BOE recrutés sur contrats pérennes / Nombre de recrutements totaux sur contrats pérennes

AXE 5 – Maintien dans l'emploi

Intitulé de l'action	**Maintenir l'employabilité des agents en situation de handicap et apporter les mesures de compensation**

Eléments de contexte	La collectivité a pour volonté de s'assurer de la pérennité de sa politique handicap sur le long terme et de l'intégrer à ses modes de gestion. Le coût induit par le maintien dans l'emploi est conséquent car il concerne à la fois des personnes en situation de handicap, mais également des agents en restriction ou considérés comme inaptes. La Région se retrouve ainsi confrontée à d'importantes problématiques liées à la gestion des agents des lycées particulièrement impactés par les difficultés de santé au travail ou le handicap. Ces agents interviennent sous autorité fonctionnelle de l'éducation nationale et cette double autorité complexifie l'action régionale et donc impacte son efficacité. La Région a développé de nombreux dispositifs sur la 1ère convention pour faciliter le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, de restriction médicale ou d'inaptitude et doit aujourd'hui prendre le temps de formaliser davantage les processus sur la base de l'ensemble des expérimentations menées pour les partager avec l'ensemble des agents de la collectivité.
Objectifs visés	• Développer des mesures d'accompagnement adaptées en matière de compensation du handicap. • Assurer l'employabilité des agents devenus inaptes en fonction des possibilités de l'institution par le recours aux dispositifs de formation et à des parcours d'accompagnement. • Assurer un contact annuel personnalisé avec la Mission handicap pour chacun des BOE. • Prévenir l'usure professionnelle et les situations de handicap. • S'assurer d'un égal accès à la formation et à l'évolution professionnelle.
Nature de l'action	**Le processus de maintien dans l'emploi** La Région souhaite améliorer la connaissance qu'ont les agents des processus liés à la reconnaissance du handicap, des acteurs ressources ou dispositifs d'aides mobilisables. Une plaquette sur l'aménagement des postes est en cours de rédaction et aidera au formalisme attendu notamment par les cadres, gestionnaires et chefs d'équipe. Le travail à paraître permettra d'apporter des conseils sur l'identification des matériels ergonomiques, la lecture des avis médicaux… Le travail partenarial engagé avec le Pôle Lycées doit dans le même temps s'accentuer pour faciliter la mise en œuvre des aménagements. Des fiches techniques et un contenu partagé seront proposés sur intranet afin d'homogénéiser les pratiques et fluidifier l'échange d'information, ce contenu sera mis à disposition des gestionnaires (cf. fiche 6). Chaque année, la Mission handicap sera également amenée à prendre contact avec l'ensemble des BOE pour faire un point de situation et répondre à leur

	question. Chaque BOE sera ainsi destinataire d'un guide à paraître à l'été 2017 lui permettant de comprendre les tenants et aboutissants de la politique handicap de la Région. La formation des cadres doit conduire à les sensibiliser davantage sur la lecture des indicateurs de santé au travail et sur ce qui doit les alerter dans une logique d'anticipation et de prévention et vers qui se tourner en cas de difficulté. Une réflexion doit également s'engager sur la traçabilité des aménagements de poste qui ne permet pas aujourd'hui d'évaluer clairement le nombre d'agents sur postes aménagés, l'analyse de leurs profils et les typologies des aménagements mis en place. Le suivi des agents en arrêt long doit être renforcé et la visite de pré-reprise promue auprès des agents de manière à anticiper le retour des agents et permettre leur formation. La Mission handicap doit ainsi être informée des reprises après absence longue (CLM/CLD et disponibilité d'office) pour pouvoir faire intervenir les acteurs de l'accompagnement dans le processus de retour à l'emploi pour minimiser les échecs. **Le recours aux aides techniques et humaines** La Mission handicap a développé un nombre important d'interventions différentes pour faire face à la multiplicité des besoins d'agents en situation de handicap, en restriction ou en inaptitude. Le recours aux aides médico-psychologiques concerne plusieurs agents par an et nécessitent d'allier les compétences de la psychologue interne et d'un service spécialisé. L'aide sociale au déménagement peut s'avérer importante pour des agents qui se voient obliger de déménager, du fait du handicap ou pour continuer leur parcours professionnel au sein des services régionaux. Cela concerne essentiellement les lycées mais le déménagement à St Ouen en 2018 et 2019 pourrait également avoir un impact sur la sollicitation de cette aide. La Région conduisant une première expérimentation fin 2017 sur le télétravail s'ouvrira à cette nouvelle aide du FIPHFP sur la durée de la convention. **L'évaluation des besoins en formation ou accompagnement de l'agent** La Région est confrontée à l'inaptitude des agents des lycées avec des volumes inquiétants. Différentes actions concourent à limiter le volume de nouvelles situations mais elles n'auront d'efficacité que dans le temps (nouvelles techniques d'entretien, rajeunissement des effectifs…). Compte tenu des profils des agents devenus inaptes ou en reclassement, l'évaluation des besoins en formation est nécessaire. C'est également un préalable pour rentrer dans le dispositif PEP'S. La Région fait appel au levier de la formation pour ensuite permettre aux agents de bénéficier d'un parcours de seconde partie de carrière (formation à la reconversion, dispositif PEP's…). En fonction des besoins des BOE, des formations peuvent être adaptées dans leurs modalités et des formations à la compensation du handicap peuvent être proposées. **L'égal accès à la formation et au parcours professionnel** La Région va créer des requêtes permettant de suivre cette information et d'en tirer des enseignements. Ce travail sera mené sur la durée de la convention. D'ores-et-déjà, la Région souhaite intégrer au formulaire interne de demande de formation une zone pour recenser les besoins d'accessibilité au formation et s'adressera au CNFPT pour leur demander d'intégrer cette même mention dans leur formulaire.

Nombre de personnes bénéficiaires	
Nombre total	**Dont personnes handicapées**
323	238

Calendrier de mise en œuvre		
Année 2018	***Année 2019***	***Année 2020***
Aides techniques et humaines Aménagement de poste Bilan d'évaluation et formation à la reconversion Formation compensation du handicap Accompagnement médico-psy Aide au déménagement Télétravail	Aides techniques et humaines Aménagement de poste Bilan d'évaluation et formation à la reconversion Formation compensation du handicap Accompagnement médico-psy Aide au déménagement Télétravail	Aides techniques et humaines Aménagement de poste Bilan d'évaluation et formation à la reconversion Formation compensation du handicap Accompagnement médico-psy Aide au déménagement Télétravail

Budget prévisionnel (en €)				
Période	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***	***Total***
Montant pris en charge par la Région IDF	156 530 €	451 545 €	451 545 €	1 059 620 €
Total demandé au FIPHFP	**175 103 €**	**196 278 €**	**210 278 €**	**581 659 €**
Total de l'action	331 633 €	643 473 €	650 973 €	1 641 279 €

Modalités de calcul du financement pour l'aménagement de poste			
Actions	**Année 2018**	**Année 2019**	**Année 2020**
Reste à charge Prothèses / orthèses	10 prothèses* 2 000 € = 20 000 € 2 orthèses*800 = 1 600 € Soit 21 600 €	15 prothèses* 2 000 € = 30 000 € 2 orthèses*800 = 1 600 € Soit 31 600 €	15 prothèses* 2 000 € = 30 000 € 2 orthèses*800 = 1 600 € Soit 31 600 €
Reste à charge Fauteuil roulant		1 fauteuil *3 000 € = 3 000 €	
Aide au déménagement	4 agents*350 € = 1 400 €	4 agents *350 € = 1 400 €	4 agents *350 € = 1 400 €
Transport domicile / travail	4 agents * 6 500€ = 26 000 € Soit 65 jours à 100 €	4 agents * 6 500 € = 26 000 € Soit 65 jours à 100 €	5 agents * 6 500 € = 32 500 € Soit 65 jours à 100 €
Transport adapté dans le cadre des activités professionnelles	2 agents * 2 000 € = 4 000€ Soit 25 jours à 80 €	2 agents * 2 000 €= 4 000€ Soit 25 jours à 80 €	2 agents * 2 000 € = 4 000€ Soit 25 jours à 80 €
Surcoût Aménagement véhicule personnel		1 surcoût des aménagements *5 000 € = 5 000 €	1 surcoût des aménagements *5 000 € = 5 000 €
Etude ergonomique interne	FINANCEMENT REGION 6 études*1 300 € = 7 800 €	FINANCEMENT REGION 6 études*1 300 € = 7 800 €	FINANCEMENT REGION 6 études*1 300 € = 7 800 €

Etude ergonomique externe	2 études * 3 000 = 6 000 €	4 études *3 000 = 12 000 €	6 études*3 000 = 18 000 €
Aménagement de l'environnement de travail (- 7500 euros)	15 aménagements* 1 500 € = 22 500 € FINANCEMENT REGION 5000 €	15 aménagements * 1 500 € = 22 500 € FINANCEMENT REGION 5000 €	20 aménagements * 1 500 € = 30 000 € FINANCEMENT REGION 5000 €
Aménagement de l'environnement de travail (+ 7500 euros)		1 aménagement*8 000 = 8 000 € FINANCEMENT REGION 1600 €	1 aménagement*8 000 = 8 000 € FINANCEMENT REGION 1600 €
Travail étude préalable à la mise en place du télétravail	FINANCEMENT REGION 3*3000 € = 9 000 €	FINANCEMENT REGION 1* 3 000€ = 3 000 €	FINANCEMENT REGION 1* 3 000 € = 3 000 €
Télétravail coût matériel et bureautique Les abonnements et la maintenance restent à la charge de la Région	5 agents *1 500 € = 7 500 €	5 agents *1 500 € = 7 500 €	3 agents* 1 500 €= 4 500 €
Accompagnement vie professionnelle	2 agents*3 574 € = 7 148 €	2 agents*3 574 € = 7 148 €	2 agents*3 574 €= 7 148 €
Accompagnement vie personnelle	1 agent* 5 000 € = 5 000 €	1 agent* 5 000 € = 5 000 €	1 agent* 5 000 € = 5 000 €
Interprète LSF	3 agents*1 600 €= 4 800 € A 80€ / heure, soit 20 h par agent	3 agents*1 600 € = 4 800 € A 80€ / heure, soit 20 h par agent	3 agents*1 600 € = 4 800 € A 80€ / heure, soit 20 h par agent
Codeur ou transcripteur	1 agent*580 € = 580 € Soit 29 € / heure	1 agent*580 € = 580 € Soit 29 € / heur	1 agent *580€ = 580 € Soit 29 € / heure
Evaluation des capacités professionnelles (Aide médico-psy)	4 agents * 750 € = 3 000 €	5 agents * 750 €= 3 750 €	5 agents * 750 € = 3 750 €
Soutien médico-psy	4 agents * 750 € = 3 000 €	5 agents * 750 €= 3 750 €	5 agents * 750 € = 3 750 €
Accompagnement externe sur le lieu de travail (Aide médico-psy)	4 agents*2 250 € =9 000 €	5 agents*2 250 €=11 250 €	5 agents*2 250€ =11 250 €

Modalités de calcul du financement pour la reconversion professionnelle			
Actions	**Année 2018**	**Année 2019**	**Année 2020**
Bilan professionnel	10 agents*1 700€ = 17 000€	20 agents * 1 700€ =34 000 €	20 agents* 1 700€ =34 000 €

Formation pour compensation handicap	1 agent* 3 000€ = 3 000 €	1 agent* 3 000€ = 3 000 €	1 agent* 3 000 €= 3 000 €
Remboursement de la rémunération pour les agents suivant la formation de compensation du handicap	FINANCEMENT REGION 1 agent *810 € = 810 €	FINANCEMENT REGION 1 agent *810 € = 810 €	FINANCEMENT REGION 1 agent *810 € = 810 €
Salaire des agents en formation de reconversion/ PEP's	FINANCEMENT REGION 15 agents * 8 928 € = 133 920 €	FINANCEMENT REGION 15 agents * 26 784 € = 401 760 €	FINANCEMENT REGION 15 agents * 26 784 € = 401 760 €
Formation de reconversion professionnelle	15 agents * 2 105 € = 31 575 € 600*60j = 31 575 €	FINANCEMENT REGION PEP'S = 31 575 € pour 15 agents	FINANCEMENT REGION PEP'S = 31 575 € pour 15 agents
Surcoût des actions de formation continue	2 agents*1 000 = 2 000 €	2 agents *1 000 = 2 000 €	2 agents *1 000 = 2 000 €

Restent à la charge de la Région IDF :

- L'évaluation des besoins en formation et le suivi des agents devenus inaptes tout au long du parcours de reconversion professionnelle
- Les salaires des BOE en formation et le coût du remplacement lorsqu'il est mis en place
- La recherche de solutions techniques dans le cas d'études de postes et d'aménagements : recensement des prestataires, rencontres, demande de devis, rédaction de marchés éventuels
- Le suivi des aménagements jusqu'à leur concrétisation et leur réévaluation
- Le surcoût des aménagements de poste
- Le temps passé par l'ensemble des acteurs internes à accompagner les cadres et agents en restriction/inaptes ou BOE
- L'ingénierie de formation
- Le coût du dispositif PEP'S et autres besoins en formation dans le cadre du 0,9% CNFPT
- Recherche de prestataires et constitution des marchés

Modalités de suivi et critères d'évaluation	• Nombre d'études ergonomiques et d'études de postes internes et externes réalisées • Nombre d'aménagements de poste pour des agents en restriction ou en situation d'inaptitude ou BOE • Nombre d'agents en restriction ou en situation d'inaptitude ou BOE bénéficiant d'un ou plusieurs aménagements au poste • Retours positifs quant à la pertinence des aménagements effectués • Nombre de bilans professionnels réalisés • Nombre d'actions de formation engagées par nature • Nombre d'agents reclassés • Analyse des statistiques sur les profils des agents rentrant dans le dispositif PEP'S et leur retour à l'emploi sur poste vacant • Analyse des statistiques sur les restrictions médicales (suivi des postes aménagés). • Statistiques sur l'égal accès à la formation et à l'évolution professionnelle • Centralisation des préconisations du médecin de prévention, les études effectuées par un ergonome ou un médecin de prévention pour les aménagements supérieurs à 7500€, les avis du comité médical en cas de reclassement, les copies des factures détaillées acquittées ou

	mandatées, les états faisant apparaitre le surcoût lié à la compensation du handicap, les justificatifs précisant que l'agent est en télétravail, les justificatifs d'éligibilité (bénéficiaire des articles 2, 3 du décret n° 2006-501), les factures des bilans professionnels, des formations et les justificatifs des salaires versés des agents en formation. • Taux d'agents mis en disponibilité d'office pour raison de santé • Nombre d'agents reclassés

AXE 6 – Communication

Intitulé de l'action	Accroître la sensibilisation des agents à l'accueil et à l'intégration des personnes en situation de handicap

Eléments de contexte	Le déploiement des premières actions de sensibilisation à destination de l'ensemble des agents de la collectivité a débuté en 2015 avec la diffusion de témoignages d'agents en situation de handicap à travers des affiches, des flyers, des cartes postales. Trois guides ont été réalisés sur le thème de la déclaration RQTH, l'apprentissage TH et à l'été 2017 sur la politique handicap en général. Pour autant, l'analyse des questionnaires auprès des BOE nous rappelle combien il faut répéter l'information et la diffuser en diversifiant les sources et moyens de communication d'autant plus quand trois quart des effectifs est présent au sein des 471 lycées d'Ile-de-France sous la gestion fonctionnelle de l'éducation nationale. N'étant pas en capacité de former les gestionnaires, la Région souhaite pour autant traiter dans cet axe la nécessité de les inclure et de les impliquer dans la mise en œuvre de cette politique pour le bénéfice des agents en situation de handicap et des collectifs de travail concernés.
Objectifs visés	• Sensibiliser les agents à l'accueil de collègues en situation de handicap. • Rendre accessible l'information type « facile à lire facile à comprendre ». • Multiplier les occasions de parler du handicap « pour le banaliser ».
Nature de l'action	Dans le cadre de la sensibilisation, plusieurs cibles ont été identifiées. • **Information générale :** Il est envisagé de diffuser des informations à travers Déclic (journal interne) avec notamment un dossier spécial sur la politique santé au travail dans lequel rentre la politique handicap fin 2017 – début 2018 et d'alimenter la rubrique intranet récemment créée pour donner à voir l'action régionale (le rôle des acteurs, les dispositifs d'aide etc). Pour promouvoir les bonnes pratiques et expériences vécues identifiées lors des formations de retours sur expériences des cadres et tuteurs, la collectivité voudrait alimenter une base de connaissances partagées et développer un formulaire de questions-réponses sur intranet. La Région aimerait pouvoir communiquer sous la forme de mini-vidéos sur le site intranet également ou de campagne d'affichage... Il semble important que le thème du handicap soit abordé dans l'ensemble des thèmes traités par la collectivité à l'image du déménagement à St Ouen pour lequel un recensement des besoins spécifiques des BOE a été réalisé. Ainsi, « le handicap » sera évoqué lors des conférences organisées pour informer les agents sur l'avancement des travaux, les nouvelles modalités de travail... Enfin les idées reçues sur le handicap invisible, l'autonomie des personnes en situation de handicap…sont autant de sujets qui peuvent faire l'objet de communication ponctuelle. Mettre en avant les personnes en situation de handicap pour leurs compétences et non leur handicap doit être recherché au sein des comités de rédaction des supports internes. Un plan d'actions de communication annuel devra être élaboré chaque année de manière à identifier des actions à mener par cible eu égard à l'avancement du projet, aux besoins recensés à l'instant T... Le groupe d'ambassadeurs pourra être mis à contribution.

- **Sensibilisation des encadrants :**

Telle que précisé dans l'axe 2, la thématique du handicap sera intégrée dans le guide de l'encadrant et évoquée dans le déroulé de l'entretien professionnel de manière à pouvoir tenir compte des contributions individuelles dans la réussite de la politique handicap. Ils seront également sur 2017 destinataires d'un guide sur les aménagements de poste et seront mobilisés sur la question à travers le Campus des cadres. Ils auront accès à la base de connaissances partagées comme tout à chacun.
Les gestionnaires et chefs d'équipe seront destinataires des actions de communication. La mission handicap et le service prévention interviendront lors des conventions Région-Lycées annuelles pour faire des focus spécifiques.

- **Sensibilisation des agents :**

Pour faciliter l'accueil et l'intégration de travailleurs handicapés dans les équipes, la Région souhaite sensibiliser les agents à cette problématique dans une logique à la fois préventive (nombre de handicaps sont acquis en cours de vie), de sensibilisation au handicap et de meilleure identification des situations de handicap. L'idée serait que chaque année le service prévention et la mission handicap organise une semaine de sensibilisation à un enjeu de santé et/ou de risque de manière à ne pas stigmatiser les personnes en situation de handicap et à donner à chacun les moyens de se protéger. Ex. semaine de l'audition ou semaine des maladies chroniques ou semaine TMS et ergonomie...

- **Actions à destination des BOE :**

La Région souhaite organiser des conférences thématiques à destination des BOE à raison d'une conférence par an (ex. : la retraite, les démarches à faire auprès de la MDPH…). Une expérimentation sera faite en première année pour voir si cela correspond aux attentes.
Un groupe d'ambassadeurs en situation de handicap pourrait être mis en place pour contribuer aux actions menées dans le cadre de la politique handicap. Ex. : appui à la définition d'action de communication, relecture des guides et productions pour l'aspect « facile à lire, facile à comprendre »...

- **Actions communication de recrutement :**

Il est question de créer les outils ou contenus permettant de rendre attractive la Région auprès des demandeurs d'emploi en situation de handicap, d'expliciter les métiers et les conditions d'accès.

Nombre de personnes bénéficiaires	
Nombre total	**Dont personnes handicapées**
10 460	545

Calendrier de mise en œuvre		
Année 2018	***Année 2019***	***Année 2020***
Plan d'actions de communication annuel (insertion dans supports de la collectivité, création de vidéos, films métiers, plaquette de recrutement handicap, numéro spécial bilan à 3 ans en nov. 2017 (SEPH), réunion BOE, intervention convention Région/lycées…	Plan d'actions de communication annuel (insertion dans supports de la collectivité, création de vidéos, films métiers, plaquette de recrutement handicap, numéro spécial bilan à 3 ans en nov. 2017 (SEPH), réunion BOE, intervention convention Région/lycées…	Plan d'actions de communication annuel (insertion dans supports de la collectivité, création de vidéos, films métiers, plaquette de recrutement handicap, numéro spécial bilan à 3 ans en nov. 2017 (SEPH), réunion BOE, intervention convention Région/lycées…

Budget prévisionnel				
Période	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***	***Total***
Montant pris en charge par la Région IDF	30 000 €	30 000 €	30 000 €	**90 000 €**
Total demandé au FIPHFP	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total de l'action	30 000 €	30 000 €	30 000 €	**90 000 €**

Modalités de calcul du financement demandé au FIPHFP			
Actions	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***
Achats de prestation, valorisation du temps passé à la définition du plan de com et réalisation des actions	Budget prévisionnel de 30 000 €/an	Budget prévisionnel de 30 000 €/an	Budget prévisionnel de 30 000 €/an

Restent à la charge de la Région IDF : l'ensemble des coûts est pris en charge par la Région

- Le pilotage et la définition du plan de communication annuel
- La rédaction des actions de communication dans les supports existants (intranet, lettre d'information, journal interne…)
- Base de données, Q&A
- La logistique autour des animations et événements et la conception de certains outils de communication qui seront créés au fur et à mesure des besoins et attentes
- Le coût de réalisation et d'impression des outils de communication, campagne spécifique etc

Modalités de suivi et critères d'évaluation	• Réalisation des actions de communication et de sensibilisation prévues • Nombre de parutions et/ou insertions dans les supports de communication interne traitant du handicap au travail • Nombre d'agents en situation de handicap nouvellement déclarés • Nombre d'agents rencontrés par la mission handicap • La centralisation des factures détaillées, acquittées ou mandatées

AXE 7 – Innovation

Intitulé de l'action	Créer des parcours de formation menant aux métiers de la FPT par le biais de l'apprentissage

Eléments de contexte	Fin juin 2016, les tableaux de bord de l'Agefiph faisaient état de plus de 57 000 demandeurs d'emploi en IDF, à 47% de sexe féminin, à 51% âgés de 50 ans et plus et dont 62% ont un niveau de qualification faible (manœuvre, OS, employés non qualifiés) ou inférieur au CAP. En parallèle, on apprend que les domaines d'activité les plus recherchés sont : • le service à la personne et aux collectivités, • le support à l'entreprise, • le transport et la logistique. Les premières expériences de la Région en matière de recrutement de personnes en situation de handicap indiquent clairement qu'il y a une difficulté à corréler les besoins en recrutement du siège (Bac+2-Bac+5) avec les profils des candidats et que la forte densité des opportunités notamment du secteur marchand est une concurrence non négligeable à prendre en compte pour les profils de demandeurs d'emploi TH les plus diplômés. De même recruter sur les métiers présents dans les lycées impliquent la responsabilité sociale de la Région qui confie, conformément à la règlementation, la gestion opérationnelle de ses agents aux personnels de l'Etat alors même que nombre de lycées sont déjà confrontés aux situations de handicap ou de restrictions médicales d'agents sur des volumes importants. Enfin, les formations aux métiers administratifs dispensés notamment dans les CRP restent généralistes et n'apportent pas toujours le niveau de compétences et de connaissances des particularismes territoriaux attendus y compris sur des emplois de catégorie C. A travers cet axe innovation il s'agit dans ce cadre de se démarquer sur le terrain de la formation et du recrutement de professionnels détenant les compétences attendues au poste sur des métiers spécifiques.
Objectifs visés	• Développer les réflexions partagées entre collectivités territoriales à l'échelle de la région en associant étroitement le FIPHFP • Limiter ou combler l'écart entre les profils des candidats TH et les postes accessibles sur des métiers identifiés en créant des formations spécifiques répondant au « standard attendu » • Disposer d'un vivier de CV de personnes en situation de handicap pour les métiers en tension et permettre de construire des passerelles vers l'emploi public territorial
Nature de l'action	L'objectif serait de créer une expérimentation sous l'égide du FIPHFP, de la Direction de l'apprentissage de la Région, les services RH de la Région, le Handi-Pacte et le service public de l'emploi par la création d'un dispositif de formation eu égard aux besoins territoriaux dont le chef de file pourrait être la Région Ile-de-France. 5 métiers ont été identifiés au sein de la Région à challenger auprès des autres collectivités territoriales (CT) qui souhaiteraient rentrer dans le dispositif : • Gestionnaire • Acheteur • Informatique • Entretien des locaux et/ou maintenance de premier niveau

	• Cuisiniers A ce stade de la réflexion, un comité de pilotage pourrait être mis en place, incluant le FIPHFP, pour : • Construire le projet, son périmètre avec les partenaires externes • Identifier les métiers en tension et en regard les organismes de formation préexistants (préparant par ex. aux BTS comptabilité gestion ou services informatiques aux organisations, licence professionnelle gestion, commande et approvisionnement…) avec les CT • Définir les modalités de partenariat : financement, calendrier, modalités pratiques pour la construction des contenus pédagogiques et des terrains d'apprentissage au sein des CT volontaires • Evaluation du dispositif sur 1 formation ou 2 avec un livrable permettant la transposition vers d'autres régions, • Travailler avec le service de l'emploi ou des organismes spécialisés pour l'identification des candidats L'objectif de ce partenariat est de pouvoir disposer d'un vivier de compétences, de faciliter le recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique au niveau régional et s'assurer sur des promotions de 15 candidats par métiers un taux de transformation intéressant. L'objectif serait d'intégrer 3 personnes handicapées à la Région via ce dispositif, alternant formation et immersion professionnelle.

Nombre de personnes bénéficiaires	
Nombre total	**Dont personnes handicapées**
3 personnes recrutées à la Région	Par définition toutes en situation de handicap

Calendrier de mise en œuvre		
Année 2018	***Année 2019***	***Année 2020***
Construction du dispositif	Lancement d'une promotion	Evaluation et Re-déploiement

Budget prévisionnel				
Période	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***	***Total***
Montant pris en charge par la Région IDF	**0 €**	**3 000 €**	**4 000 €**	**7 000 €**
Total demandé au FIPHFP	**10 000 €**	**0 €**	**0 €**	**10 000 €**
Total de l'action	**10 000 €**	**3 000 €**	**4 000 €**	**17 000 €**

Modalités de calcul du financement demandé au FIPHFP			
Actions	***Année 2018***	***Année 2019***	***Année 2020***
Création et animation du comité de projet créée à cet effet, définition	Accompagnement interne Accompagnement externe 10 jours soit 10*1000 € = 10 000 €	Accompagnement interne, suivi et évaluation	Accompagnement interne, suivi et évaluation

Restent à la charge de la Région IDF :

- Le pilotage du projet avec les partenaires avec des points d'étape régulier
- Le déploiement de l'expérimentation au sein des services de la Région (création parcours de formation, tutorat, suivi, évaluation)
- La possibilité que des personnels de la Région animent des modules de formation
- Une partie des financements des formations développées en apprentissage

Modalités de suivi et critères d'évaluation	• Nombre de collectivités engagées • Nombre de demandeurs d'emploi TH inscrits dans le dispositif • Taux de réussite à la formation • Taux de transformation à l'issue de la formation et délai entre la fin de la formation et la signature du contrat de travail



ANNEXES

PRH Région Île-de-France

ACCORD-CADRE

Insertion professionnelle et emploi des personnes en situation de handicap

« Mettre en place, [...] dans un esprit de dialogue social constructif, **une politique volontariste, ambitieuse et durable** »

PRÉAMBULE

La Région Île-de-France place les personnes en situation de handicap au cœur de ses préoccupations et souhaite une Région accessible et accueillante pour chacune d'entre elles. En conséquence, elle développe de nombreuses actions, dans toutes ses politiques publiques, afin de permettre aux personnes en situation de handicap d'exercer pleinement leur citoyenneté dans tous les domaines de la vie courante : emploi, logement, formation, scolarité, accessibilité, culture, sport, loisirs, santé, etc.

Consciente de la responsabilité qui lui incombe, et de l'enjeu sociétal que constitue l'inclusion du handicap, la Région Île-de-France souhaite, en tant qu'employeur, se mobiliser de façon exemplaire sur cette question, et faire de l'intégration et de l'accompagnement des personnes handicapées l'un des axes forts de sa politique de ressources humaines.

Elle entend, à cette fin, mettre en place, avec les signataires du présent accord, dans un esprit de dialogue social constructif, une politique volontariste, ambitieuse et durable en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap qui doit lui permettre, notamment, de dépasser, dans les délais les plus courts, le taux légal de 6 % de personnes handicapées parmi ses effectifs.

Porté avec ses partenaires sociaux, cet engagement doit se traduire concrètement par une approche globale s'appuyant non seulement sur la mise en œuvre d'un ensemble de dispositifs et d'outils pratiques, mais également sur une large mobilisation du personnel qu'il convient de sensibiliser et de former.

La convention signée par la Région avec le FIPHFP pour favoriser l'accueil et l'intégration des personnes en situation de handicap au sein de la collectivité s'est déjà traduite par de nombreuses mesures destinées à améliorer les conditions de travail des agents concernés. Il s'agit donc aujourd'hui d'amplifier significativement cette démarche et de proposer de nouvelles actions concrètes, comme le projet *Objectif emploi* de parrainage d'étudiants handicapés par des agents volontaires dont l'implication en tant que « tuteurs » sera valorisée.

Dans cette perspective, les signataires affirment leur profond attachement à l'application du principe de non-discrimination et d'égalité de traitement, que ce soit en matière d'accès à l'emploi, de rémunération, d'accès à la formation professionnelle ou d'évolution de carrière des personnes en situation de handicap.

[...]

ile de France

I. DÉPASSER 6 % DE TAUX D'EMPLOI D'ICI 2021

ACCUEIL DE NOUVEAUX AGENTS, APPRENTIS, STAGIAIRES EN SITUATION DE HANDICAP

↳ Recruter des agents en situation de handicap via le partenariat avec des organismes ciblés : Cap emploi, missions «handicap» universitaires, etc. ;

↳ **Mettre en évidence, par une mention spécifique, dans le cadre des offres de recrutement régional,** l'implication de la collectivité en matière d'accueil, d'intégration et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées afin d'inviter les candidats travailleurs handicapés à postuler ;

↳ **Favoriser le maintien des travailleurs handicapés dans leur poste** au sein de la collectivité et veiller ainsi à fidéliser les agents.

→ **Points réguliers avec la Mission handicap, aménagement de postes (financement de matériel, étude ergonomique, etc.).**

INCITATION À FAIRE UNE DEMANDE DE «RECONNAISSANCE DE LA QUALITÉ DE TRAVAILLEUR HANDICAPÉ» (RQTH)

Inviter les agents concernés à demander leur reconnaissance de «travailleur handicapé» et à se déclarer auprès de l'UFRH, en présentant, dans le respect des libertés individuelles et sur la base d'une relation de confiance, l'intérêt de la RQTH et ce que la collectivité peut leur apporter afin qu'ils puissent exercer leur activité professionnelle dans les meilleures conditions possible.

→ **Campagnes de sensibilisation, guide handicap.**

DÉVELOPPEMENT DU RECOURS AU SECTEUR PROTÉGÉ OU ADAPTÉ

Développer dans la commande publique des clauses sociales d'insertion des publics éloignés de l'emploi, dont les travailleurs handicapés, ou proposer des marchés réservés au secteur protégé et adapté ou via des contrats de sous-traitance ou de prestations de service.

→ **Formation des acheteurs publics.**

II. RENFORCER L'ACCESSIBILITÉ

L'accessibilité est un enjeu d'intégration important pour les personnes en situation de handicap, aussi ; la Région a défini deux axes prioritaires sur lesquels elle s'engage à renforcer ses actions, à compter du 2e semestre 2016.

ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE

↳ **Nommer un référent** en charge d'appliquer la politique d'accessibilité numérique de la Région et de s'assurer que l'ensemble des outils, applicatifs métiers, applications internet et extranet numériques est à la norme RGAA;

↳ **Mener un audit** sur les outils existants pour évaluer les possibilités et coûts de la mise aux normes de l'accessibilité ;

↳ **Inclure, dans tous les cahiers des charges** d'achat de logiciels, sites ou outils, une clause sur l'accessibilité numérique et s'assurer de son application.

ACCESSIBILITÉ DU NOUVEAU SITE DE LA RÉGION

La Région Île-de-France va implanter son siège dans de nouveaux locaux. Au-delà du respect des règles en vigueur en matière d'accessibilité, il s'agit de tenir compte et de valider des règles élargies d'accessibilité sur un certain nombre d'aménagements du quotidien de travail.

→ **Prendre en compte la problématique du handicap dans le cadre de l'emménagement : aménagement, restauration, accessibilité, postes de travail, espaces de convivialité, signalétique, etc. ;**

→ **Création d'une commission «accessibilité» et/ou participation d'une ou plusieurs personnes en situation de handicap à chacun des groupes de travail thématiques du futur site de la Région.**

III. ACCROÎTRE LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION DES AGENTS À L'ACCUEIL ET À L'INTÉGRATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

En complément des actions prévues dans le cadre de la convention FIPHFP, la Région souhaite amplifier l'inclusion de la dimension du handicap auprès de tous, en renforçant la sensibilisation et la communication sur cette thématique, dès le second semestre 2016.

FORMATION DES AGENTS À LA QUESTION DU HANDICAP

Des agents, apprentis ou stagiaires en situation de handicap sont susceptibles d'être accueillis au sein des différents services et lycées de la Région. Pour que l'intégration soit réussie, les encadrants et référents qui les accueillent doivent être formés à l'accueil d'une personne en situation de handicap.

→ **Encadrant : formation «Handicap et prévention de l'usure professionnelle» obligatoire, dans le parcours encadrant, dans les 3 ans qui suivent la prise de fonction ;**

→ **Tuteur apprenti : module complémentaire «Accueil d'un apprenti en situation de handicap», à la formation maître de stage ;**

→ **Référent stagiaire : module «Accueil d'un stagiaire en situation de handicap» ;**

→ **Équipe accueillant un agent en situation de handicap : formation action.**

SENSIBILISATION DES AGENTS À L'ACCUEIL DE COLLÈGUES EN SITUATION DE HANDICAP

Présenter les enjeux en matière sociétale et ressources humaines, pour la collectivité, de recruter ou de maintenir en emploi des personnes en situation de handicap, en tenant compte de la diversité des handicaps et de leur caractère évolutif.

→ **Campagnes d'affichage, d'information, de sensibilisation et de communication, auprès de tous les agents au siège et dans les lycées ;**

→ **Mise en place d'un tutoriel sensibilisation handicap via l'intranet.**

IV. PRÉVENIR L'USURE PROFESSIONNELLE ET LES SITUATIONS DE HANDICAP

INTÉGRATION DE LA PRÉVENTION DE L'USURE PROFESSIONNELLE ET DE LA DIMENSION HANDICAP DANS LES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET ACHAT D'ÉQUIPEMENTS

La prévention de l'usure professionnelle contribue à la prévention de futures situations de restriction d'aptitude et de handicap. Ainsi, la qualité du bâti et des équipements est un élément essentiel des conditions de travail, dont il convient de tenir compte lors d'opérations de construction, rénovation et achat d'équipements. Les modalités de ces dispositions sont en cours d'étude, avec une mise en œuvre souhaitée en 2017.

→ **Intégration d'un volet prévention dans le référentiel des lycées ;**

→ **Clauses prévention dans les cahiers des charges des programmes de construction et achat d'équipements.**

V. DÉVELOPPER LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

En complément des actions déjà menées dans le cadre de la convention FIPHFP, la Région propose des mesures complémentaires afin de mieux répondre aux besoins des agents en situation de handicap.

AUTORISATION D'ABSENCE

Afin de faciliter la réalisation du suivi médical, les agents reconnus travailleurs handicapés bénéficient, sur justification, d'une autorisation d'absence pour se rendre chez un professionnel de santé, à raison d'une ½ journée par trimestre = 4 ½ journées/an ;

REVALORISATION DE L'INTERVENTION EN FAVEUR DES AGENTS BÉNÉFICIAIRES DE L'OBLIGATION D'EMPLOI POUR LES PRESTATIONS « PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE » ET « TICKETS CESU »

Dans le cadre de la convention avec le FIPHFP, les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi perçoivent des aides complémentaires, qui diminuent leur participation financière aux prestations CESU et protection sociale complémentaire. Afin de tenir compte des besoins spécifiques des agents en situation de handicap, les modalités d'aide ou d'intervention sont revalorisées, au plus tard début 2017, après délibération de la commission permanente.

Protection sociale complémentaire
L'aide complémentaire versée en plus de la participation régionale est doublée. Ainsi, un agent disposant d'un contrat en santé et en prévoyance labellisé peut bénéficier d'une aide pouvant aller jusqu'à 416 €/an, au lieu de 338 € actuellement, en fonction de son indice de rémunération.

Tickets CESU
Pour les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi, le nombre de tickets CESU, d'une valeur faciale de 13 €, qu'il est possible d'acquérir, est augmenté de 50 %, passant de 100 à 150 par an. Ils bénéficient de l'aide complémentaire, en plus de la participation régionale, dans les mêmes conditions pour ces 50 tickets CESU complémentaires.

CONTACT ANNUEL PERSONNALISÉ

La Mission handicap prendra contact chaque année avec tous les agents RQTH pour proposer son offre de service. En outre, pour les agents en situation de handicap nouvellement recrutés ou reconnus RQTH, un rendez-vous sera systématiquement proposé.

VI. S'ENGAGER EN FAVEUR DU HANDICAP ET VALORISER CES INITIATIVES

DÉMARCHE CITOYENNE POUR FAVORISER L'ACCÈS À L'EMPLOI : « OBJECTIF EMPLOI »

Les étudiants en situation de handicap rencontrent plus de difficultés pour faire des stages et accéder au monde du travail. Dès la rentrée scolaire 2016-2017, la Région souhaite contribuer à lever ces freins et s'engager dans une action initiée par la ville de Suresnes, en lien avec l'INS HEA et l'université de Nanterre, qui vise à faire appel à des agents volontaires pour accompagner des étudiants dans le cadre de leur projet professionnel.

→ **Engagement de la Région dans le dispositif avec incitation des agents à devenir référents pour accompagner un étudiant en situation de handicap.**

L'implication des agents dans cette opération de parrainage mobilisatrice et citoyenne doit être par ailleurs valorisée dans le cadre de l'entretien professionnel. Outre qu'elle témoigne d'une adhésion de l'agent aux valeurs de la collectivité, elle se révèle pour lui source d'enrichissement personnel et professionnel : meilleure appréhension du handicap et de ses implications en termes d'emploi, développement de qualités relationnelles, acquisition d'une expertise qui peut être utile dans l'accompagnement des personnes en mobilité professionnelle, etc.
Par ailleurs, l'université de Paris-Est-Créteil ouvre la possibilité, aux parrains qui souhaitent évoluer professionnellement dans le domaine du handicap, d'accéder au nouveau DIU de « Référent(e)-handicap, secteur privé, secteur public » mis en place depuis janvier 2015 par l'université Paris-Est Créteil. Ce cursus d'une centaine d'heures, réparties en 5 modules (à suivre en 1, 2 ou 3 ans) accueille en effet, de façon privilégiée, les parrains d'« Objectif Emploi ». L'accès et la prise en charge du coût de la formation pour les référents agents Région se font conformément aux modalités que la Région s'est fixées.

→ **Information générale aux agents, formation de 1,5 jour des agents volontaires pour être référent, réunion annuelle entre les référents volontaires, bilan.**

VALORISATION DU PORTAGE DES VALEURS DE LA COLLECTIVITÉ, ET NOTAMMENT DE LA PRIORITÉ HANDICAP, PAR LES AGENTS, DANS L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL

La collectivité défend un certain nombre de priorités d'action, dont une approche intégrée et offensive autour des questions de handicap. Elle souhaite que ces orientations soient portées par l'ensemble des agents dans le cadre de leurs missions et valorisées dans le cadre de l'entretien professionnel. Cette disposition pourra se mettre en œuvre, après un travail et une concertation avec les organisations syndicales, qui sera conduite à partir du dernier trimestre 2016.

→ **Encadrants : Comment l'encadrant intègre-t-il les objectifs transversaux et enjeux de société portés par la collectivité (handicap, égalité hommes / femmes, bien-être au travail, etc.) dans son management ?**

→ **Agents : En quoi a-t-il contribué aux orientations portées par la collectivité (handicap, égalité hommes / femmes, bien-être au travail, etc.) ?**

VII. SUIVI DE L'ACCORD

Le présent accord fera l'objet d'un suivi, dans le cadre du comité de pilotage mis en place initialement pour assurer le suivi de la convention FIPHFP, et d'une présentation au CHSCT.

Fait à Paris, le 20 janvier 2017

Pour la collectivité

Valérie Pécresse,
Présidente
de la Région Île-de-France

Béatrice de Lavalette
Conseillère déléguée,
en charge du dialogue social

Pour les organisations syndicales

Le syndicat des personnels FO de la Région

Le syndicat des services publics parisiens-CFDT

Le syndicat FAFPT-SYNPER

Le syndicat UNSA territoriaux CRIDF

La fédération SUD Éducation

Madame Rousseau-Mousset, membre indépendant

Les syndicats SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU

Synthèse des restrictions

	Siège						Lycées					
	2014	%	2015	%	2016	%	2014	%	2015	%	2016	%
Avis favorable	667	88%	665	83%	551	78%	1637	50%	1260	47%	1195	43%
Avis favorable avec restrictions	25	3%	41	5%	58	8%	880	27%	710	26%	791	29%
Avis favorable avec aménagement du poste de travail	42	6%	52	7%	60	8%	198	6%	348	13%	449	16%
Avis favorable avec aménagement temporaire	0	0%	0	0%	1	0%	33	1%	51	2%		0%
Avis favorable en temps partiel thérapeutique	4	1%	2	0%	4	1%	67	2%	60	2%	48	2%
Avis favorable avec examens complémentaires	1	0%	0	0%	0	0%	1	0%	1	0%	1	0%
Avis favorable sous réserve avis spécialisé	1	0%	7	1%	7	1%	6	0%	2	0%	3	0%
Avis défavorable	5	1%	15	2%	13	2%	4	0%	13	0%	23	1%
Avis défavorable temporaire	0	0%	0	0%	0	0%	125	4%	67	2%	67	2%
Avis défavorable au poste mais favorable à un autre	3	0%	2	0%	3	0%		0%	0	0%	19	1%
Avis défavorable reclassement à envisager	2	0%	2	0%	0	0%	13	0%	17	1%	17	1%
Avis défavorable définitif	0	0%	0	0%	0	0%	4	0%	5	0%	3	0%
Avis différé	8	1%	2	0%	6	1%	87	3%	46	2%	39	1%
Demande d'avis du médecin agréé	1	0%	6	1%	2	0%	51	2%	22	1%	17	1%
Demande d'avis du comité médical	1	0%	2	0%	2	0%	28	1%	16	1%	13	0%
Demande d'avis de la commission de réforme							1	0%	3	0%	2	0%
En arrêt, pas d'avis à donner							66	2%	38	1%	37	1%
Sans avis	0	0%	0	0%	1	0%	4	0%	3	0%	1	0%
Total	760	100%	799	100%	708	100%	3272	100%	2703	100%	2764	100%

Questionnaire adressé aux agents BOE pour évaluer la politique handicap menée au sein de la Région Ile-de-France

Synthèse des résultats

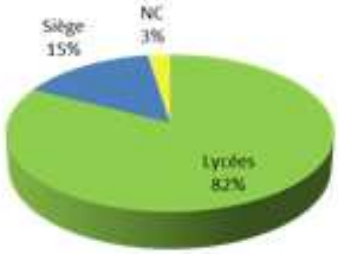


Caractéristiques de répondants

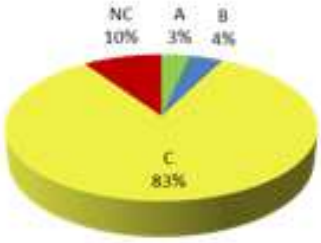
200 agents en situation de handicap ont répondu au questionnaire soit 37% des agents BOE de la Région, dans des délais très courts

- Dont 83% **d'agents de catégorie C** (166 agents)
- **45% des agents** étaient **en situation de handicap** lors de leur intégration à la Région (89 agents)

Par communauté



Par catégorie d'emploi



Par tranche d'âge



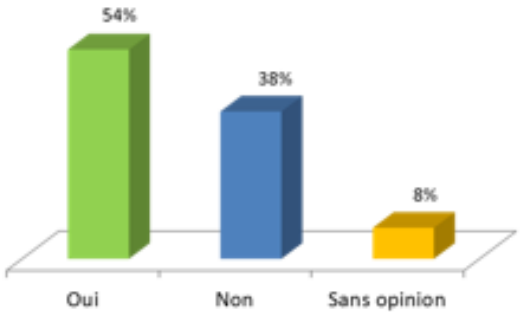
Un panel représentatif de la population des BOE :

- **82% des répondants sont des agents des lycées** (85% des BOE totaux)
- **66% des répondants ont 50 ans ou plus** (36% des BOE totaux)

Perception de la politique actuelle de la Région

Savez-vous que la Région mène une politique à destination des personnes en situation de handicap?
Avez-vous perçu des changements positifs?

- 54% des agents en situation de handicap savent que la Région mène une politique handicap.



- Parmi les changements remarqués, les répondants retiennent :

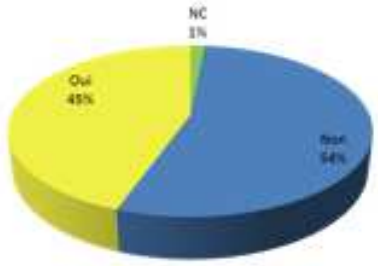


Si un grand nombre de BOE connaissent les actions menées par la Région, ils ne sont que 26% à percevoir des changements positifs.
26% ne se prononcent pas sur la question.
A noter, seuls 29 répondants sur 200 justifient leur réponse.

Intégration des agents en situation de handicap

Etiez-vous en situation de handicap avant votre arrivée au sein de la Région?

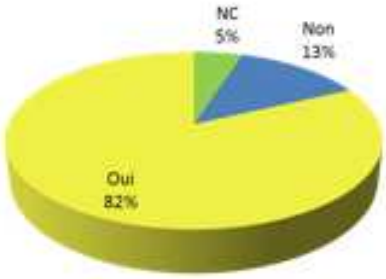
- **45%** des répondants étaient en situation de handicap avant leur arrivée.



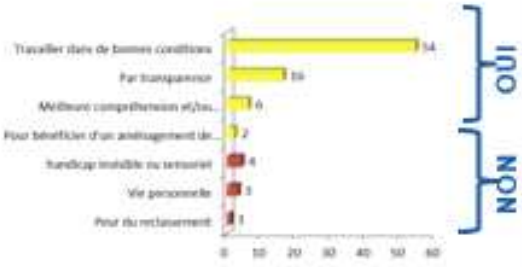
- **Parmi eux, 85%** ont informé leur employeur de leur situation de handicap lors de leur recrutement.

- Les agents n'ayant pas informé leur employeur évoquent les raisons suivantes :
  - **Gêne** (3 répondants)
  - **Peur de ne pas être embauché** (3 répondants)

Avez-vous fait le choix d'informer vos collègues et/ou votre encadrant?



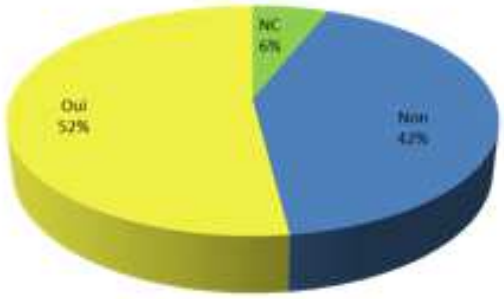
Pourquoi?

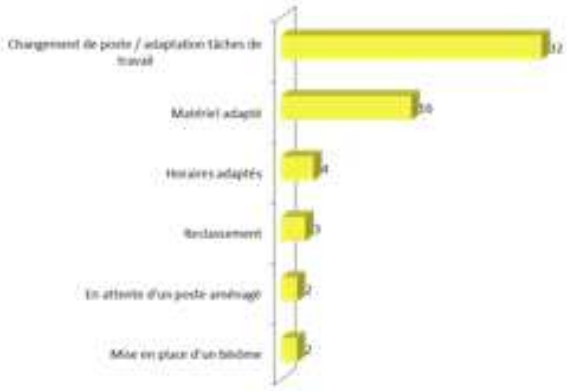


Actions en faveur des agents en situation de handicap :
Aménagements de poste 1/4

Bénéficiez-vous d'un poste aménagé? Si oui, est-il adapté?

- **Bénéficiez-vous d'un aménagement de poste?**





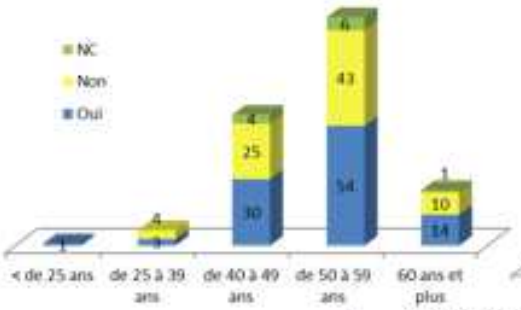
- **57%** des agents bénéficiant d'un aménagement de poste estiment que leur **poste est adapté** à leurs restrictions / situation.

- **Les 35%** d'agents dont le **poste est jugé inadapté** évoquent les **points de vigilance** suivants:
  - ❑ **En attente d'un aménagement : 53%**
  - ❑ **Nécessité d'aménagements supplémentaires : 31%** *(matériel, télétravail par ex.)*
  - ❑ **Lenteur des procédures : 16%**

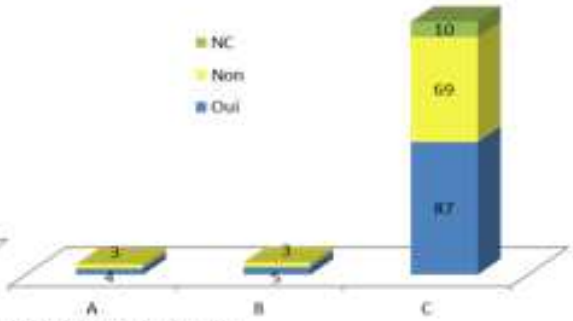
Actions en faveur des agents en situation de handicap
Aménagements de poste 2/4

Bénéficiez-vous d'un poste aménagé?

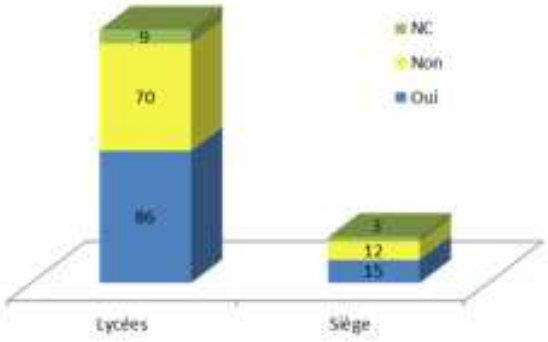
- **Répartition par catégorie d'âge**



- **Répartition par catégorie d'emploi**



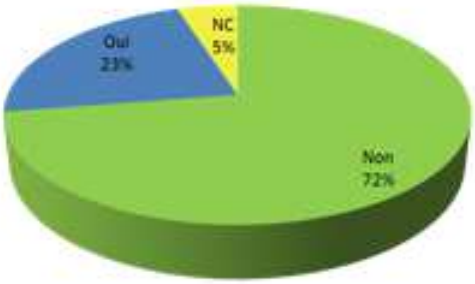
- **Répartition par communauté**

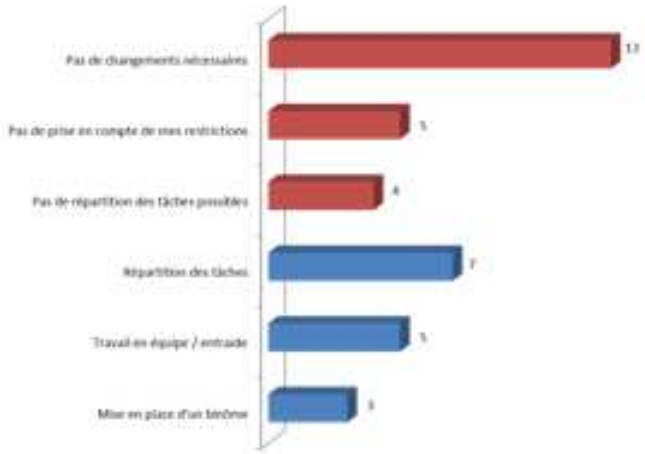


Actions en faveur des agents en situation de handicap :
Aménagements de poste 3/4

Votre situation de handicap a-t-elle modifié l'organisation du travail de l'équipe ou du service?

- **72%** des répondants estiment que l'organisation n'a pas été modifiée.
- En revanche, 9 cas ont nécessité une **répartition des tâches (travail en équipe/accroissement du personnel)**, 3 personnes évoquent une nécessité de **changement de service** et 5 des **restrictions médicales non prises en compte**.

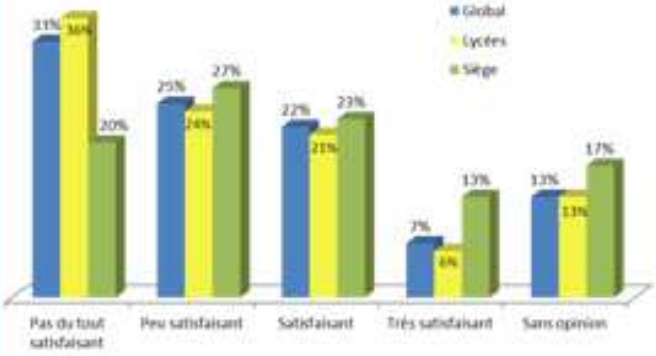


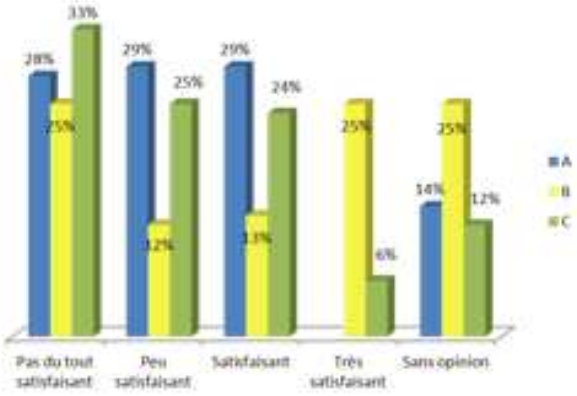


Actions en faveur des agents en situation de handicap
Aménagements de poste 4/4

Comment évaluez-vous la qualité ou les délais de mise en œuvre des actions d'aménagement?

- Les **résultats sont hétérogènes** sur cette question : 40% de globalement satisfait contre 1/3 d'insatisfait
- On note néanmoins une plus grande satisfaction des agents du siège.





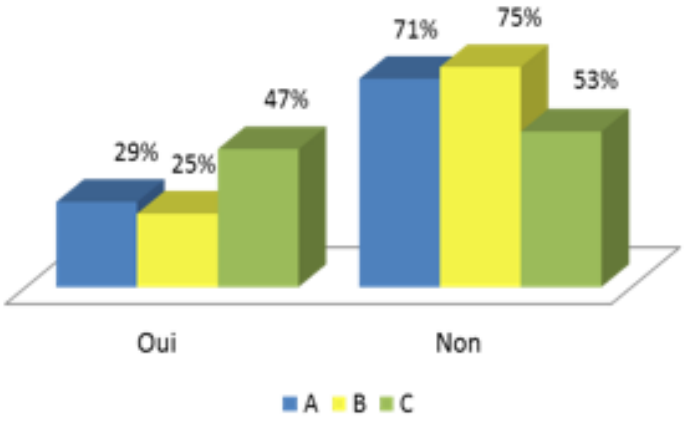
- **Seuls 55 agents justifient leur choix:**
  - ❑ Manque de suivi (36%)
  - ❑ Bon accompagnement/suivi (27%)
  - ❑ Lenteur des procédures (26%)
  - ❑ Non concerné (pas de poste aménagé) (11%)

Prévention des risques professionnels

Avez-vous déjà participé à des actions de prévention au poste de travail?

- **43%** des agents ont déjà participé à des actions de prévention dans les cadres suivants:
  - Formation Gestes et Postures
  - Stage professionnel
  - Formation interne pour la mise en place de matériel ergonomique

Répartition par filière

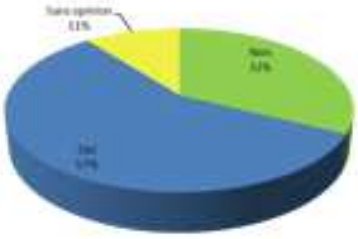


- Les agents de catégorie C sont plus formés que les agents des autres catégories : presque 1 sur 2 a déjà participé à une action.
- 49% des agents des lycées ont bénéficié d'actions de prévention contre 17% des agents du Siège.

Prévention des risques professionnels

Pensez-vous pouvoir exercer votre métier jusqu'à la retraite?

57% des agents pensent pouvoir exercer leur métier jusqu'à la retraite.

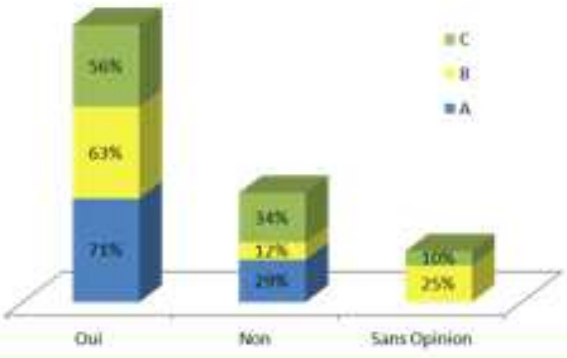


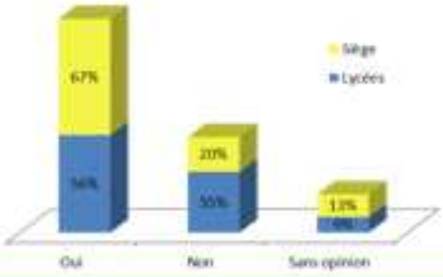
Les raisons en faveur du OUI:

- Si ma santé me le permet (48)
- J'aime mon métier (13)
- Si poste aménagé (13)
- Je l'espère (11)
- Je n'ai pas le choix (8)
- Proche de la retraite (6)

Les raisons en faveur du NON:

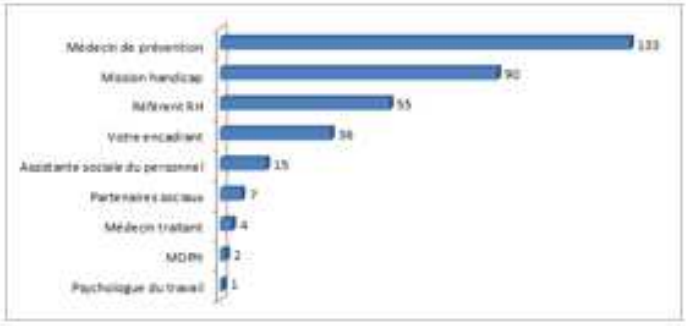
- Pénibilité (physique /psychologique) (12)
- Développement de la douleur/du handicap (21)





S'informer au sein de la Région

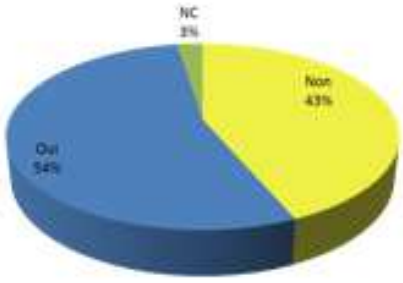
Savez-vous à qui vous adresser en cas d'évolution de votre situation?



29 répondants ne savent pas à qui s'adresser, soit 14% des répondants.

Avez-vous eu connaissance des actions de communication réalisées sur le handicap en direction des agents ?

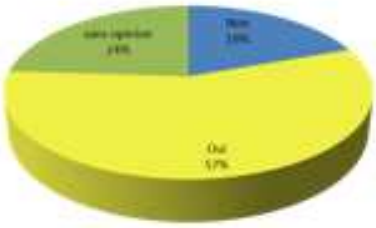
54% des agents ont eu connaissance des actions de communication.

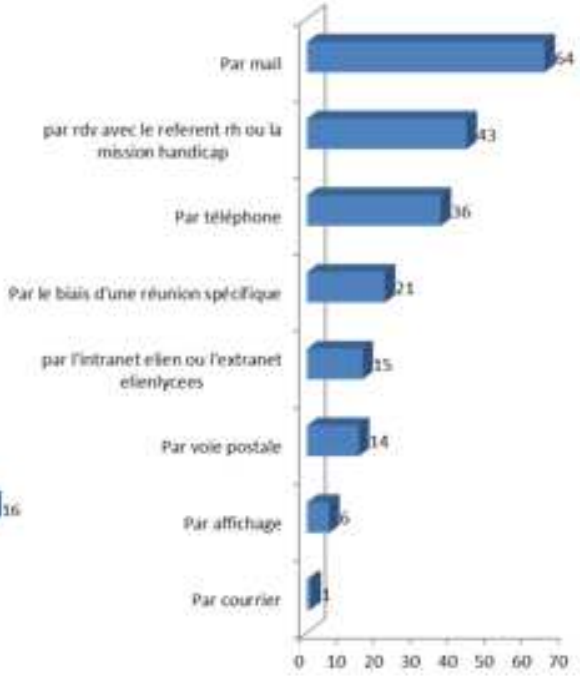




Avez-vous besoin d'informations en lien avec le handicap au travail?

57% des agents souhaitent bénéficier d'informations concernant le handicap.

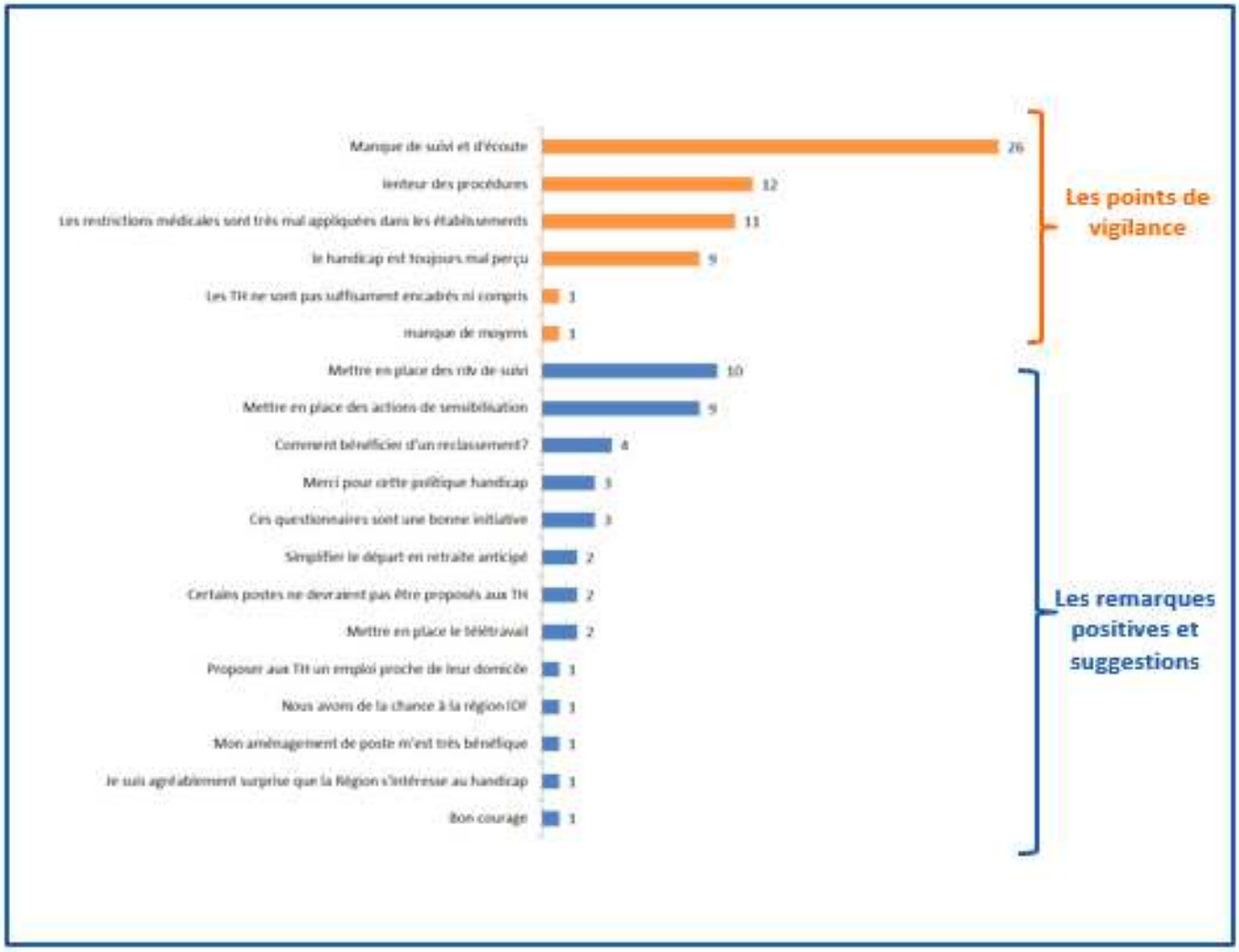




- Les thèmes plébiscités :



« Donnez-nous votre avis »



Convention pour l'organisation des concours et examens professionnels avec les collectivités territoriales et établissements public non affiliés

CONVENTION POUR L'ORGANISATION DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS NON AFFILIES

établie en application de l'article 26, 1er alinéa, de la loi du 26 janvier 1984 modifiée

Entre

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France représenté par son Président, Monsieur Jean-François Peumery, Maire de Rocquencourt, 1er Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du 4 juillet 2014,

d'une part,

et
Le Conseil Régional d'Ile-de-France domicilié 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 PARIS [1]

représenté(e) par
Sa Présidente Mme Valérie PECRESSE [2]

dénommé(e) ci-après sous le vocable « la collectivité signataire »,

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Pour les années 2018, 2019 et 2020, les concours ou les examens professionnels organisés ou co-organisés par le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne, qui sont de sa compétence exclusive ainsi que ceux de la compétence non exclusive des centres de gestion sont ouverts à la collectivité signataire aux conditions de la présente convention, à l'exception des concours et examens professionnels mentionnés à l'alinéa suivant. L'ensemble des postes à pourvoir sera précisé par la collectivité signataire pour chacun des concours dans l'état de recensement envoyé tous les ans par le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne comme mentionné à l'article 3 alinéa 1.

Parmi les concours pour lesquels les collectivités disposent d'une compétence d'organisation partagée avec les centres de gestion (voir liste en annexe), la collectivité signataire choisit d'organiser elle-même les concours ou examens professionnels suivants, qui ne seront donc pas concernés par les termes de la présente convention :
- Néant
-

Article 2 - Les obligations du centre de gestion organisateur :

Le centre de gestion organisateur interroge la collectivité signataire sur ses besoins prévisionnels. Cette dernière devra transmettre ces éléments dans le respect des délais mentionnés dans l'état de recensement qui lui sera adressé à cette occasion.
Le centre de gestion organisateur arrête alors le nombre global de postes à ouvrir au concours, le cas échéant par spécialité.

1 *Indiquer le nom de la ville, du département, de l'établissement public (hors les CCAS et les caisses des écoles)*
2 *Indiquer le nom et la qualité de l'autorité signataire*

Il assure l'intégralité des missions liées à sa compétence d'autorité organisatrice du concours ou de l'examen professionnel notamment celles relatives :

- à l'ouverture du concours ou de l'examen professionnel,
- à l'avis de publicité par voie dématérialisée,
- la procédure d'inscription et l'instruction des dossiers,
- la constitution du jury,
- à l'élaboration, des sujets ou critères,
- au déroulement des épreuves (organisation matérielle, convocation des candidats, correction des épreuves...),
- à l'établissement de la liste des admis à concourir,
- à l'organisation des différentes épreuves,
- aux corrections des épreuves écrites, pratiques et orales,
- aux réunions du jury constitué selon les dispositions réglementaires,
- à l'établissement des listes d'admissibles et d'admis,
- à l'établissement de la liste d'aptitude,
- aux formalités de publicité des listes d'admission et d'aptitude,
- à la communication aux candidats des résultats et des documents communicables,
- aux suites administratives : communication des notes aux candidats, communication des documents communicables sur demande des candidats,
- aux éventuelles suites contentieuses du concours ou de l'examen professionnel concerné,
- à tous les actes réglementaires relatifs aux concours et examens professionnels.

Article 3 - L'ensemble des modalités d'organisation assurées selon des procédures habituelles et propres au Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne, lorsqu'il agit comme organisateur, relève de son entière responsabilité.

Article 4 - Le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne accepte, sous réserve de sa validité, l'inscription au concours ou à l'examen professionnel de tout agent en fonction dans la collectivité signataire.

Article 5 - Participation financière :

a) Les recrutements opérés au titre des concours et examens professionnels de la compétence exclusive des centres de gestion ne donneront lieu à aucune participation financière de la part des collectivités territoriales et établissements publics non affiliés partis à la présente convention.

b) Pour les concours et examens professionnels à compétence partagée dont la collectivité signataire choisit de confier l'organisation au Centre de gestion, la participation financière, due en application de l'article 26 alinéa 1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, sera due pour chaque lauréat nommé par la collectivité signataire, pour un coût établi selon les modalités arrêtées par la délibération n°12/2012 du 16 janvier 2012.

Dans le cadre de concours et examens professionnels directement organisés par le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne, la facturation sera établie par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne.

Dans le cadre de concours et examens professionnels conventionnés entre Centres de Gestion et pour lesquels le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne serait co-organisateur, la facturation sera établie directement par le centre de gestion organisateur.

En cas de nomination par la collectivité signataire sur une liste d'aptitude établie par un Centre de Gestion n'ayant pas passé convention avec le Centre Interdépartemental de Gestion, la collectivité signataire sera susceptible d'être directement redevable des frais que ce Centre de Gestion pourra établir au titre de l'application des coûts lauréats défini à l'article 26 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Article 6 - La collectivité signataire s'engage conformément aux dispositions de l'article 23-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale à informer sans délai le Centre de gestion de toute nomination d'un lauréat figurant sur une liste d'aptitude ou d'admission d'une opération conventionnée. Le Centre de gestion délivrera alors une attestation individuelle d'inscription sur la liste d'aptitude ou d'admission correspondante, permettant la nomination du lauréat. La collectivité se libérera des sommes dues sur présentation d'un mémoire détaillé à l'issue du concours ou de l'examen professionnel et des avis de paiement présentés par l'agent comptable chargé de procéder au recouvrement des recettes du Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne.

Article 7 - Lorsque la collectivité signataire est une commune, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'applique de manière confondue pour les établissements publics, centre communal d'action sociale et caisse des écoles en relevant.

Le cas échéant, la commune fera son affaire du recouvrement éventuel auprès de ces établissements publics des sommes avancées par elle.

Article 8 - Tout litige persistant résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable. A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif compétent pour le centre de gestion organisateur du concours faisant l'objet de la présente convention.

Article 9 - La présente convention prend effet à la date de signature pour les concours ouverts au titre de l'année 2018 et suivante, elle est souscrite pour une durée de trois ans non renouvelable sauf dénonciation expresse de l'une ou l'autre des parties, réalisée un mois avant la fin de chaque année.

Fait à ..... le .....

Pour la collectivité signataire,
~~Le Maire ou~~ La Présidente

Fait à ..... le .....

Pour le Centre Interdépartemental de Gestion
de la Grande Couronne
Le Président,

Jean-François Peumery
Maire de Rocquencourt, 1er Vice-Président de la
Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc

Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France
15 Rue Boileau – B.P. 855 – 78008 Versailles cedex

13 juillet 2017

REPARTITION DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS ENTRE LES DIFFERENTES AUTORITES ORGANISATRICES

FILIERES	COMPETENCE DU CNFPT	COMPETENCE EXCLUSIVE DES CDG	COMPETENCE DES CDG (Pour les collectivités affiliées) OU DES COLLECTIVITES NON AFFILIEES
DMINISTRATIVE	**Catégorie A** : Administrateur (concours et examen professionnel PI)	**Catégorie A** : Attaché (concours) Attaché principal (examen professionnel) **Catégorie B** : Rédacteur (concours) Rédacteur principal de 2ème classe (concours) Rédacteur principal de 2ème classe (examen professionnel - AV) Rédacteur principal de 2ème classe (examen professionnel P.I.) Rédacteur principal de 1ère classe (examen professionnel - AV)	**Catégorie C** : Adjoint administratif principal 2ème classe (concours et examen professionnel)
TECHNIQUE	**Catégorie A** : Ingénieur en chef de classe normale (concours et examen)	**Catégorie A** : Ingénieur (concours) Ingénieur (examen - P.I.) **Catégorie B** : Technicien (concours) Technicien principal de 2ème classe (concours) Technicien principal de 2ème cl (examen professionnel - AV) Technicien principal de 2ème cl (examen professionnel - P. I.) Technicien principal de 1ère cl (examen professionnel - AV)	**Catégorie C** : Agent de maîtrise (concours et examen professionnel PI) Adjt technique principal 2ème classe (concours et examen professionnel) Adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement (concours)
CULTURELLE *Secteur patrimoine et bibliothèques*	**Catégorie A** : Conservateur du patrimoine (concours) Conservateur des bibliothèques (concours)	**Catégorie A** : Attaché de conservation du patrimoine (concours) Bibliothécaire (concours) **Catégorie B** : Assistant de conservation (concours) Assistant de conservation principal de 2ème cl (concours) Assistant de conservation principal de 2ème cl (examen professionnel AV) Assistant de conservation principal de 2ème cl (examen professionnel PI) Assistant de conservation principal de 1ère cl (examen professionnel- AV)	**Catégorie C** : Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe (concours et examen professionnel)
Secteur enseignement artistique		**Catégorie A** : Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie (concours) Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème catégorie (concours) Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème catégorie (examen professionnel - P.I.) Professeur d'enseignement artistique de classe normale (concours) Professeur d'enseignement artistique de classe normale (examen professionnel - P.I) **Catégorie B** : Assistant d'enseignement artistique (concours) Assistant d'ens. Artistique principal 2ème cl (concours) Assistant d'ens. Artistique principal 2ème cl (examen professionnel -AV) Assistant d'ens. Artistique principal 1ère cl (examen professionnel - AV)	
SPORTIVE		**Catégorie A** : Conseiller des APS (concours) Conseiller principal des APS de 2nd classe (examen professionnel - AV)	**Catégorie C** : Opérateur des APS qualifié (concours)

FILIERES	COMPETENCE DU CNFPT	COMPETENCE EXCLUSIVE DES CDG	COMPETENCE DES CDG (Pour les collectivités affiliées) OU DES COLLECTIVITES NON AFFILIEES
SPORTIVE Suite		**Catégorie B** : Educateur des APS (concours) Educateur des APS (examen professionnel - P.I.) Educateur des APS principal de 2ème cl (concours) Educateur des APS principal de 2ème cl (examen professionnel - AV) Educateur des APS principal de 2ème cl (examen professionnel - P.I.) Educateur des APS principal de 1ère cl (examen professionnel - AV)	
POLICE		**Catégorie A** : Directeur de police municipale (concours) Directeur de police municipale (examen professionnel P.I.) **Catégorie B** : Chef de service de police municipale (concours) Chef de service de police municipale (examen professionnel - P.I.) Chef de service de police municipale principal de 2ème classe (examen professionnel - AV) Chef de service de police municipale principal de 1ère classe (examen professionnel - AV)	**Catégorie C** : Gardien-brigadier (concours) Garde champêtre chef (concours)
SOCIALE *Secteur social*			**Catégorie A** : Conseiller socio-éducatif (concours) **Catégorie B** : Assistant socio-éducatif (concours) Educateur de jeunes enfants (concours) Educateur chef de jeunes enfants (examen professionnel) Moniteur-éducateur et intervenant familial (concours) Moniteur-éducateur et intervenant familial principal (examen professionnel) **Catégorie C** : Agent social principal de 2ème classe (concours et examen professionnel) Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles (concours)
Secteur médico-social			**Catégorie A** : Médecin de 2ème classe (concours) Psychologue de cl. normale (concours) Sage femme de cl. normale (concours) Puéricultrice de classe normale (concours) Infirmier en soins généraux de classe normale (concours) Cadres de santé paramédical (concours et examen professionnel) **Catégorie C :** Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe (concours) Auxiliaire de soins principal de 2ème classe (concours)
Secteur Médico-technique			**Catégorie A** : Biologiste, Vétérinaire, Pharmacien de classe normale (concours) Biologiste, Vétérinaire, Pharmacien de classe exceptionnelle (examen professionnel) **Catégorie B** : Technicien paramédical de cl normal (concours)
ANIMATION		**Catégorie B** : Animateur (concours) Animateur principal de 2ème classe (concours) Animateur principal de 2ème classe (examen professionnel - AV) Animateur principal de 2ème classe (examen professionnel - P.I.) Animateur principal de 1ère classe (examen professionnel - AV)	**Catégorie C** : Adjoint d'animation principal de 2ème classe (concours et examen professionnel)

Légendes :
P.I. -> Promotion Interne
AV -> Avancement de grade

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 14/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 14/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-623

DU 22 NOVEMBRE 2017

RAPPORT DONNANT MANDATS SPÉCIAUX AUX ÉLUS RÉGIONAUX - NOVEMBRE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU le budget de la Région pour l'année 2017 ;

VU la délibération n° CP 17-039 du 27 janvier 2017 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 « Services généraux » ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-623 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération.

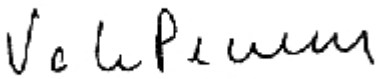
Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

Article 3 :

S'engage, dans le cadre du partenariat avec la Fondation du Mémorial de la Shoah, à faciliter le déplacement au camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau des élus ou collaborateurs de groupes représentant les forces politiques républicaines et démocratiques de l'assemblée régionale.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Tableau mandats spéciaux au 22 nov 18

TABLEAU CP DU 22 NOVEMBRE 2017

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
BARIANI	DIDIER	France	Le Havre	Tables rondes sur le positionnement européen et mondial de la Vallée de la Seine face aux enjeux du 21ème siècle.	28/11/2017	28/11/2017	x	x	x			x
de LAVALETTE	Béatrice	Italie	Turin	OIT (Centre international de formation) - charte de reconnaissance du parcours syndical	30/11/2017	03/12/2017	x	x	x			x
CHARTIER	Jérôme	Maroc	Casablanca	Préparation du festival « Future in Africa » et du lancement du réseau d'incubateurs «Sprint» programmés en mars 2018.	12/12/2017	13/12/2017	x	x	x	x		x
PECRESSE	Valérie	France	Charleville-Mézières	Conférence nationale des territoires avec le PR	14/12/2017	14/12/2017	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	Etats-Unis	Las Vegas	Consumer Electronics Show (CES)	09/01/2018	11/01/2018	x	x	x	x	x	x
CHARTIER	Jerôme	Etats-Unis	Las Vegas	Consumer Electronics Show (CES)	09/01/2018	11/01/2018	x	x	x	x	x	x

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
DIRRINGER	Marie-Chistine	Etats-Unis	Las Vegas	Consumer Electronics Show (CES)	09/01/2018	11/01/2018	x	x	x	x	x	x
DUBLANCHE	Alexandra	Etats-Unis	Las Vegas	Consumer Electronics Show (CES)	09/01/2018	11/01/2018	x	x	x	x	x	x
CHARTIER	Jérôme	Singapour	Singapour	Rencontres institutionnelles	19/01/2018	23/01/2018	x	x	x	x	x	x

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE N° CP 2017-630

PROJET DE DELIBERATION

DU

SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES : SOUTIEN AUX ORGANISATIONS SYNDICALES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4253-5 et R. 4253-4;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU Le budget 2017 de la Région Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017 ;
VU Le rapport présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile de France ;
VU L'avis de la commission des finances ;
VU L'avis de la commission de l'administration générale.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'accorder, pour l'année 2017-2018, sous réserve des dispositions des articles 2 et 3 de la présente délibération, une subvention globale de fonctionnement aux organisations de salariés représentatives de la fonction publique territoriale en Ile de France.

Affecte une autorisation d'engagement de 905.459 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-016 « Subventions à divers organismes », action 10201601 « Divers organismes » du budget 2016 au profit des organismes suivants :

- l'union régionale d'Ile-de-France de la Confédération Française Démocratique du travail (CFDT) :
169.054 euros
- l'union régionale d'Ile-de-France de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) :
71.772 euros
- l'union régionale d'Ile-de-France de la Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC) :
72.495 euros
- la Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires (FGAF) :
35.791 euros
- l'union régionale d'Ile-de-France de Force Ouvrière (F.O.) :
117.956 euros
- l'union régionale d'Ile-de-France de la Confédération Générale du Travail (C.G.T) :
230.894 euros
- l'union régionale d'Ile-de-France de la Fédération Syndicale Unitaire (FSU) :

61.013 euros
- la Coordination Solidaires d'Ile-de-France :
64.388 euros
- l'union régionale d'Ile-de-France de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) :
82.096 euros

Article 2 :

Précise qu'en contrepartie de la subvention régionale et conformément à la délibération n° CR 08-16 susvisée, chaque organisme s'engage à recruter des stagiaires pour une période minimale de 2 mois comme suit :

- l'union régionale d'Ile-de-France de la C.F.D.T.	3 stagiaires
- l'union régionale d'Ile-de-France de la C.F.T.C.	2 stagiaires
- l'union régionale d'Ile-de-France de la C.F.E.-C.G.C.	2 stagiaires
- la FGAF	2 stagiaires
- l'union régionale d'Ile-de-France de F.O.	3 stagiaires
- l'union régionale d'Ile-de-France de la C.G.T.	3 stagiaires
- l'union régionale d'Ile-de-France de la F.S.U.	2 stagiaires
- la Coordination Solidaires d'Ile-de-France	2 stagiaires
- l'union régionale d'Ile-de-France de l'UNSA	2 stagiaires

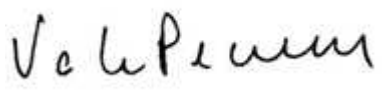
Article 3 :

Précise que conformément à la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 susvisée, chaque organisme s'engage à signer, respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 4:

Approuve la convention type jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à signer, avec chacun des organismes visés à l'article 1, une convention conforme à cette convention type.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-630	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**0202 - Autres moyens généraux**
Programme	**102016 - Subventions à divers organismes**
Action	**10201601 - Divers organismes**

Dispositif : N° 00000616 - Subventions à divers organismes

Dossier	18000047 - SUBVENTION 2017 C.G.T.			
Bénéficiaire	R5599 - UNION REG CGT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	230 894,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
230 894,00 €	TTC	100 %	230 894,00 €	

Dossier	18000051 - SUBVENTION 2017 C.F.D.T.			
Bénéficiaire	R6173 - CFDT IDF UNION REG SYND CFDT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	169 054,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
169 054,00 €	TTC	100 %	169 054,00 €	

Dossier	18000052 - SUBVENTION 2017 F.O.			
Bénéficiaire	P0019251 - UNION REGIONALE FO ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	117 956,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
117 956,00 €	TTC	100 %	117 956,00 €	

Dossier	18000053 - SUBVENTION 2017 F.S.U.			
Bénéficiaire	R28527 - FSU FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 013,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 013,00 €	TTC	100 %	61 013,00 €	

Dossier	18000054 - SUBVENTION 2017 U.N.S.A.			
Bénéficiaire	R27902 - UNION REGIONALE UNSA ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	82 096,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
82 096,00 €	TTC	100 %	82 096,00 €	

Dossier	18000055 - SUBVENTION 2017 COORDINATION SOLIDAIRES IDF			
Bénéficiaire	P0024552 - COORDINATION SOLIDAIRES ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	64 388,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 388,00 €	TTC	100 %	64 388,00 €	

Dossier	18000056 - SUBVENTION 2017 C.F.T.C.			
Bénéficiaire	R27939 - URIF CFTC UNION REGIONALE ILE FRANCE CFTC			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	71 772,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 772,00 €	TTC	100 %	71 772,00 €	

Dossier	18000057 - SUBVENTION 2017 CFE CGC			
Bénéficiaire	R27903 - UNION REG CGC IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 495,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 495,00 €	TTC	100 %	72 495,00 €	

Dossier	18000059 - SUBVENTION 2017 FGAF			
Bénéficiaire	P0035823 - FGAF FEDERATION GENERALE AUTONOME DES FONCTIONNAIRES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 791,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 791,00 €	TTC	100 %	35 791,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000616 - Subventions à divers organismes	905 459,00 €

Total sur l'imputation 930 - 0202 - 102016 - 10201601	905 459,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION

CONVENTION TYPE
Visant à soutenir
Les organisations de salariés représentatives de la fonction publique territoriale en Ile de France
pour l'année 2017-2018

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 17-630 du 22 novembre 2017
ci-après dénommé la « Région »
.....d'une part,

et

L'organisme dénommé :.....
statut juridique : .....
dont le siège social est situé .....
ayant pour représentant .....
en sa qualité de .....
ci-après dénommé « le Bénéficiaire » .....
.....d'autre part,

PREAMBULE:

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de l'article L 4235-5 du Code général des collectivités territoriales.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 17-630 du 22 novembre 2017, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir ……au titre de l'année 2017-2018 pour ses actions d'intérêt régional en Ile de France qui ont pour objet l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes visées dans ses statuts.
Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire, une subvention globale de fonctionnement d'un montant de …… euros. Cette subvention ne doit pas être utilisée pour apporter un soutien à l'une des parties dans le cadre d'un conflit collectif du travail.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

En contrepartie, le bénéficiaire, s'engage à :

Art 2-1 : Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de statuts, changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Art 2-2 : Obligations administratives et comptables

Fournir à la Région avant le 1er mai de l'année suivante :

1) le bilan et les comptes du dernier exercice certifiés par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du Code de commerce,

2) le rapport d'activité annuel,

3) communiquer à la Région le nom et les coordonnées du commissaire aux comptes chargé de certifier les comptes en application du 2-2-1 ci-dessus,

4) informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,

5) faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

6) conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,

7) présenter au Conseil régional un rapport détaillant l'utilisation de la subvention, conformément aux dispositions de l'article L 4253-5 du Code général des collectivités territoriales.

Art 2-3 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à signer, respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur, et à fournir un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte précitée.

Art 2-4 : Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternants (s)

Le bénéficiaire s'engage à **:**

- recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Ces recrutements devront intervenir avant le 1er mai 2018 ;
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3 – Modalités de versement de la subvention

Le versement de cette subvention est effectué sur le compte établi au nom de
ouvert à .....

compte n° .....
sur présentation d'un appel de subvention qui devra être transmis à la Région avant la clôture de la gestion comptable de l'année 2017.

Cette subvention est mandatée en un seul versement dès la notification de la convention.
Cette dépense est imputée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-016 (102016) « Subventions à divers organismes », action 10201601 « Divers organismes » du budget régional. Son compte assignataire est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris – Trésorier Payeur Général de la Région d'Ile-de-France 94 rue Réaumur 75014 PARIS cedex 2.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, soit la date de la commission permanente d'attribution.
Elle prend fin un an après cette date.

ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées, en cas de non-production de justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2-3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé), ainsi qu'en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution des actions subventionnées et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée préalablement par la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....	**Le.....**
L'organisme **(nom, qualité du** **signataire et cachet du bénéficiaire)**	**La Présidente du Conseil Régional** **d'Ile-de-France** **VALERIE PECRESSE**

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-600

DU 22 NOVEMBRE 2017

SOUTIEN À LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR - LES LIEUX ET OPÉRATEURS - LES ÉQUIPES ARTISTIQUES PROFESSIONNELLES INDÉPENDANTES - LES FABRIQUES DE CULTURE

AFFECTATIONS AU TITRE D'UNE CONVENTION PAC - AVENANTS AFFECTATIONS AU TITRE D'UNE CONVENTION PAC DE 2 ANS TROISIÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2017

AIDE AUX FESTIVALS ET MANIFESTATIONS DE SPECTACLE VIVANT À RAYONNEMENT RÉGIONAL

AFFECTATION 'L'ÎLE DE FRANCE FÊTE LE THÉÂTRE ' 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel et notamment le titre 2 « les aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle » modifiée par la délibération CR 45-10 du 18 novembre 2010 relative aux aides régionales dans le domaine culturel, portant sur le dispositif de la Permanence Artistique et Culturelle ;

VU La délibération CR 75-12 du 28 septembre 2012 relative au soutien aux fabriques de culture ;

VU La délibération n° CR 2017-52 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CP 16-177 modifiant l'avenant type relatif au dispositif de permanence artistique et culturelle ;

VU La délibération n° CP 2017-313 du 5 juillet 2017 relative à l'adoption des conventions types relatives aux soutiens à l'aide à la permanence artistique et culturelle ;

VU La délibération n° CP 2017-200 du 17 mai 2017 relative à l'adoption des conventions type relatives au soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional;

VU La délibération n° CP 2017-294 du 05 juillet 2017 relative à l'attribution de la subvention pour le THEATRE DE LETHE ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU L'avis émis par la Commission des Finances ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-600 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du soutien à la permanence artistique des projets détaillés en annexes 1 et 2 à la présente délibération par l'attribution de 85 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **5 367 250 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'avenants et de conventions conformes aux conventions types adoptées par délibération CP 16-177 du 18 mai 2016, modifiées par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et par délibération CP 2017-313 du 05 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **4 812 250 €.**, disponible sur les chapitres 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100504 «Développement de la permanence artistique » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de **555 000 €,** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs » : Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-013 (131013) « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue», action 13101301 « Soutien aux fabriques d'art et de culture» du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional dans le domaine du spectacle vivant en fonctionnement au financement du projet détaillé en annexes 1 et 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **15 292 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n°CP 2017-200 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 292 €,** disponible sur le chapitre 933 «Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier – Code	Bénéficiaire	Date éligibilité
17014808	TRANSVERS'ARTS – RENOUVELLEMENT 2017	**05/07/2017**
17015716	ANIMATION CULTURELLE EVENEMENT 15E	**01/06/2017**

Article 4 :

Décide de modifier le taux d'intervention régional et la base subventionnable figurants dans l'état récapitulatif et la fiche projet joints en annexe 1 et 2 à la délibération n° CP 2017-294 du 05 juillet 2017 du 05 juillet 2017, conformément aux indications suivantes.

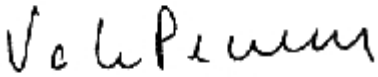
Objet : **THEATRE DE LETHE - PROJET DE CREATION (AVIGNON 2017) : LA PRINCESSE MALEINE**			
Libellé base subventionnable	**Montant base subventionnable**	**Taux d'intervention**	**Montant de subvention maximum**
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	212 540,00 €	14,11 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Approuve l'avenant n°1, figurant en annexe n°3 à la présente délibération conclue avec le Théâtre de Lethe, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Article 5 :

Affecte une autorisation d'engagement de **600 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2017 pour l'organisation du temps fort «L'île de France fête le théâtre », prévu la dernière semaine d'août 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100501 - Soutien au spectacle vivant**

Dispositif : N° 00001008 - Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional

Dossier	17014808 - ANRAT (TRANSVERS'ARTS - RENOUVELLEMENT 2017)			
Bénéficiaire	R22850 - ANRAT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
96 250,00 €	TTC	10,39 %	10 000,00 €	

Dossier	17015716 - ANIMATION CULTURELLE EVENEMENT 15E (JOURNEES GEORGES BRASSENS 2017)			
Bénéficiaire	P0015423 - ANIMATION CULTURELLE EVENEMENT 15E			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 292,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 640,00 €	TTC	30 %	5 292,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001008 - Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	15 292,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100501	15 292,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100504 - Développement de la permanence artistique**

Dispositif : N° 00000103 - Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17012314 - ASSOCIATION THALIA THEATRE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R26968 - ASSOCIATION THALIA THEATRE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	51 430,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
128 575,00 €	HT	40 %	51 430,00 €	

Dossier	17012315 - CAMARGO - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R30027 - CAMARGO			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 000,00 €	HT	52,88 %	55 000,00 €	

Dossier	17012316 - CIE MABEL OCTOBRE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R28449 - MABEL OCTOBRE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 967,00 €	HT	37,2 %	45 000,00 €	

Dossier	17012317 - ASSOCIATION B3.1 - 4E CONV PAC - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	P0034905 - B3 1			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 200,00 €	TTC	39,96 %	80 000,00 €	

Dossier	17012318 - THEATRE DU MENTEUR LA MANUFACTURE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	EX004216 - THEATRE DU MENTEUR LA MANUFACTURE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
149 626,00 €	HT	33,42 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17012319 - LA COMMUNAUTE INAVOUABLE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R30026 - LA COMMUNAUTE INAVOUABLE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
155 386,00 €	TTC	45,05 %	70 000,00 €	

Dossier	17012320 - KARINE SAPORTA -AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R26895 - ASSOCIATION KARINE SAPORTA			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
259 600,00 €	HT	11,56 %	30 000,00 €	

Dossier	17012321 - DEMARCY NAIF THEATRE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R30155 - DEMARCY NAIF THEATRE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
227 100,00 €	HT	39,06 %	88 700,00 €	

Dossier	17012322 - COMPAGNIE ZEREP - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	P0015439 - COMPAGNIE ZEREP			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 862,00 €	HT	26,06 %	50 000,00 €	

Dossier	17012323 - CHOEUR CHAMBRE ACCENTUS - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R22024 - ERDA / ACCENTUS			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
283 820,00 €	HT	17,62 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17012324 - LA COMPAGNIE DU MYSTERE BOUFFE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R4644 - LA COMPAGNIE DU MYSTERE BOUFFE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 420,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
236 885,00 €	HT	19,17 %	45 420,00 €	

Dossier	17012325 - L'AUTRE SOUFFLE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	P0016894 - L'AUTRE SOUFFLE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
165 016,00 €	HT	24,24 %	40 000,00 €	

Dossier	17012326 - LES HELIADES - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R9998 - LES HELIADES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	56 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
183 960,00 €	TTC	30,44 %	56 000,00 €	

Dossier	17012329 - L'ART MOBILE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 (CP NOV 2017)			
Bénéficiaire	R29418 - L ART MOBILE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
196 000,00 €	HT	38,27 %	75 000,00 €	

Dossier	17014873 - ACADEMIE FRATELLINI - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R26195 - ACADEMIE FRATELLINI			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
345 749,00 €	TTC	34,71 %	120 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014874 - ACTION ARTISTIQUE 77 - 4E CONV PAC- AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R23450 - ACTION ARTISTIQUE 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	111 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
322 230,00 €	TTC	34,45 %	111 000,00 €	

Dossier	17014875 - ASS CULT DU THEATRE D ALEPH - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R22996 - ASS CULT DU THEATRE D ALEPH			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 500,00 €	HT	31,29 %	23 000,00 €	

Dossier	17014876 - ASSOCIATION CITE-THEATRE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	P0035593 - ASSOCIATION CITE-THEATRE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
165 600,00 €	HT	54,35 %	90 000,00 €	

Dossier	17014877 - ASSOCIATION DU THEATRE DE CHELLES - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R30157 - ASSOCIATION DU THEATRE DE CHELLES			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	64 830,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
388 384,00 €	HT	16,69 %	64 830,00 €	

Dossier	17014878 - ASSOCIATION THEATRE PAR LE BAS - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	P0023956 - ASSOCIATION THEATRE PAR LE BAS			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
157 268,00 €	HT	19,08 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014879 - LA PENICHE OPERA - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R9894 - LA PENICHE OPERA			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	110 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
543 780,00 €	HT	20,23 %	110 000,00 €	

Dossier	17014881 - LA CONSTELLATION - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R26191 - LA CONSTELLATION			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
253 000,00 €	TTC	31,62 %	80 000,00 €	

Dossier	17014882 - L'ART STUDIO THEATRE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R30156 - L'ART STUDIO THEATRE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
126 000,00 €	HT	55,56 %	70 000,00 €	

Dossier	17014883 - LES ATELIERS DE DANSE LA MENAGERIE DE VERRE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R23024 - LES ATELIERS DE DANSE LA MENAGERIE DE VERRE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
596 450,00 €	HT	25,15 %	150 000,00 €	

Dossier	17014884 - LES ATHEVAINS -4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 2017			
Bénéficiaire	R30188 - LES ATHEVAINS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	145 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
504 750,00 €	HT	28,73 %	145 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014885 - MAISON DU CONTE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 2017			
Bénéficiaire	R9095 - MAISON DU CONTE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
225 000,00 €	HT	31,11 %	70 000,00 €	

Dossier	17014886 - THEATRE L'AGORA SCENE NALE EVRY ESSONNE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R24969 - THEATRE L'AGORA SCENE NALE EVRY ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	85 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
298 366,00 €	HT	28,49 %	85 000,00 €	

Dossier	17014887 - LE SAMOVAR - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 2017			
Bénéficiaire	R22857 - LE SAMOVAR			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
282 660,00 €	HT	28,3 %	80 000,00 €	

Dossier	17014888 - STS LE STUDIO THEATRE STAINS - 4E CONV PAC- AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R21304 - STS LE STUDIO THEATRE STAINS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
167 349,00 €	HT	47,8 %	80 000,00 €	

Dossier	17014890 - THEATRE PARIS VILLETTE - LE GRAND PARQUET - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 2017			
Bénéficiaire	P0028247 - ASS THEATRE PARIS VILLETTE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	110 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 200,00 €	HT	46,18 %	110 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014891 - LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R9650 - LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
344 334,00 €	HT	25,56 %	88 000,00 €	

Dossier	17014892 - LE STUDIO D'ASNIERES - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R4633 - LE STUDIO D'ASNIERES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	62 580,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
641 780,00 €	HT	9,75 %	62 580,00 €	

Dossier	17014893 - THEATRE DES ARTS DE LA MARIONNETTE A PARIS - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R4777 - THEATRE DE LA MARIONNETTE A PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
382 500,00 €	HT	23,53 %	90 000,00 €	

Dossier	17014894 - LA MANUFACTURE THEATRE DE LA BASTILLE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R16012 - LA MANUFACTURE THEATRE DE LA BASTILLE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
295 474,00 €	HT	33,84 %	100 000,00 €	

Dossier	17014895 - COMPAGNIE OPOSITO - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R9578 - COMPAGNIE OPOSITO			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	115 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
691 300,00 €	HT	16,64 %	115 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014896 - CAP ETOILE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R30160 - CAP ETOILE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	103 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
237 790,00 €	HT	43,32 %	103 000,00 €	

Dossier	17014910 - L'APOSTROPHE SCENE NATIONALE CERGY PONTOISE 4E CONV PAC AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R30214 - L'APOSTROPHE SCENE NATIONALE CERGY PONTOISE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	170 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
455 150,08 €	HT	37,35 %	170 000,00 €	

Dossier	17014916 - VALLEE SUD GRAND PARIS (EX CA SUD DE SEINE) 4E CONV PAC AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	P0034128 - VALLEE SUD GRAND PARIS (EX CA SUD DE SEINE)			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
531 408,00 €	HT	16,94 %	90 000,00 €	

Dossier	17014917 - CNAL CENTRE NATIONAL ART LYRIQUE 4E CONV PAC AVENANT 2 NOV 17			
Bénéficiaire	R11085 - CNAL CTRE NAL ART LYRIQU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
632 360,00 €	HT	23,72 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000103 - Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	3 173 960,00 €

Dispositif : N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17008820 - ARCHIMUSIC - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	P0002897 - ARCHIMUSIC			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
212 520,00 €	HT	18,82 %	40 000,00 €	

Dossier	17008826 - CIE BOUCHE A BOUCHE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	R32907 - CIE BOUCHE A BOUCHE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
177 321,00 €	TTC	16,92 %	30 000,00 €	

Dossier	17008837 - COMPAGNIE LES MISTONS - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	R32705 - COMPAGNIE LES MISTONS			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 407,00 €	TTC	14,62 %	10 000,00 €	

Dossier	17008850 - CIE AIME L'AIR - RECONDUCTION 2 ANS PAC- novembre 2017			
Bénéficiaire	P0002973 - LA COMPAGNIE AIME L AIR			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 840,00 €	HT	35,76 %	45 000,00 €	

Dossier	17008857 - LA REVUE ECLAIR - RECONDUCTION 2 ANS PAC- novembre 2017			
Bénéficiaire	R32908 - LA REVUE ECLAIR			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
181 594,00 €	HT	27,53 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17008863 - LES ORPAILLEURS - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	R2029 - LES ORPAILLEURS			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 250,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 150,00 €	HT	27,68 %	20 250,00 €	

Dossier	17008873 - OPERA FUOCO - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	P0002889 - OPERA FUOCO			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 850,00 €	HT	16,18 %	60 000,00 €	

Dossier	17011875 - CIE BURNOUT - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	EXM00665 - ASSOCIATION CIE BURNOUT MAISON DES ASSOCIATIONS			
Localisation	LE PRE-SAINT-GERVAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
196 000,00 €	TTC	12,76 %	25 000,00 €	

Dossier	17011896 - AD'REV - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	P0029707 - AD REV			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
92 893,00 €	HT	12,92 %	12 000,00 €	

Dossier	17011897 - CHANGEMENT DE DECOR - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	P0016343 - CHANGEMENT DE DECOR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 500,00 €	HT	21,65 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17011898 - COMPAGNIE LA RUMEUR - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	R4210 - COMPAGNIE LA RUMEUR			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
154 000,00 €	HT	22,73 %	35 000,00 €	

Dossier	17011900 - COURT-CIRCUIT - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	EXM00671 - COURT CIRCUIT			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
316 127,00 €	HT	6,33 %	20 000,00 €	

Dossier	17011901 - FULL RHIZOME - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	EXM00672 - FULL RHIZOME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
212 000,00 €	HT	14,15 %	30 000,00 €	

Dossier	17011902 - LES GRANDES PERSONNES - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	R27899 - LES GRANDES PERSONNES			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
379 500,00 €	HT	6,59 %	25 000,00 €	

Dossier	17011903 - THEATRE BOUCHE BEE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	P0028411 - THEATRE BOUCHE BEE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
263 902,00 €	HT	11,37 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17011904 - TSARA - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	EXM00661 - TSARA			
Localisation	LARDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
76 700,00 €	HT	26,08 %	20 000,00 €	

Dossier	17011919 - ASSOCIATION MEME BANJO CIE LIONEL HOCHE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	EXM00669 - CIE MEME BANJO			
Localisation	PIERREFITTE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 500,00 €	HT	31,41 %	30 000,00 €	

Dossier	17011927 - THEATRE DE CHAIR - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	P0026095 - THEATRE DE CHAIR			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
178 120,00 €	HT	16,84 %	30 000,00 €	

Dossier	17011928 - THEATRE DE LA VALLEE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017			
Bénéficiaire	R32973 - THEATRE DE LA VALLEE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 361,00 €	HT	28,52 %	60 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	597 250,00 €

Dispositif : N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014712 - 36 DU MOIS PAC 2 ANS NOVEMBRE 17			
Bénéficiaire	R4756 - 36 DU MOIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
92 719,48 €	HT	37,75 %	35 000,00 €	

Dossier	17014717 - TPE THEATRE PAUL ELUARD PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R31491 - TPE THEATRE PAUL ELUARD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	65 300,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 475,00 €	HT	34,1 %	65 300,00 €	

Dossier	17014718 - L ONDE ET CYBELE PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R34535 - L ONDE ET CYBELE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
285 030,00 €	HT	12,28 %	35 000,00 €	

Dossier	17014736 - CAFE MUSIQUE VAL EUROPE FILE 7 PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R32912 - CAFE MUSIQUE VAL EUROPE FILE 7			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
284 200,00 €	HT	17,59 %	50 000,00 €	

Dossier	17014737 - LE TRITON PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R25175 - LE TRITON			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
184 829,00 €	HT	32,46 %	60 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014738 - MAISON CULTURE 93 SEINE ST DENIS PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R32915 - MAISON CULTURE 93 SEINE ST DENIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
264 600,00 €	HT	18,9 %	50 000,00 €	

Dossier	17014739 - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	P0034352 - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
397 500,00 €	HT	11,32 %	45 000,00 €	

Dossier	17014741 - ADAME ASS DEV AIDE MUSIQ ELECTROACOUS PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R31391 - ADAME ASS DEV AIDE MUSIQ ELECTROACOUS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	65 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
163 000,00 €	TTC	39,88 %	65 000,00 €	

Dossier	17014751 - THEATRE DE CHATILLON PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	EXM00660 - THEATRE DE CHATILLON			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 375,00 €	HT	34,67 %	40 000,00 €	

Dossier	17014752 - TEP LE TARMAC SCENE INTERNATIONALE FRANCOPHONE PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R34023 - TEP LE TARMAC SCENE INTERNATIONALE FRANCOPHONE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
745 255,00 €	HT	5,37 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014753 - CLEF CULTURE LOISIRS & FORMATION PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R25419 - CLEF CULTURE LOISIRS & FORMATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
782 471,00 €	HT	11,5 %	90 000,00 €	

Dossier	17014754 - LES GEMEAUX PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R7157 - LES GEMEAUX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
88 216,00 €	HT	39,68 %	35 000,00 €	

Dossier	17014755 - ASSOCIATION DANSE DENSE PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	P0016468 - ASSOCIATION DANSE DENSE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 700,00 €	HT	39,87 %	25 000,00 €	

Dossier	17014756 - THEATRE DE SARTROUVILLE PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R16227 - THEATRE DE SARTROUVILLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
410 490,00 €	HT	19,49 %	80 000,00 €	

Dossier	17014757 - IVT INTERNATIONAL VISUAL THEATRE PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R6783 - IVT INTERNATIONAL VISUAL THEATRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
540 059,00 €	HT	13,89 %	75 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014758 - BLONBA PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R32961 - BLONBA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
136 650,00 €	HT	32,93 %	45 000,00 €	

Dossier	17014768 - CDBDM CENTRE DES BORDS DE MARNE PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	P0020377 - CDBDM CENTRE DES BORDS DE MARNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
266 000,00 €	HT	11,28 %	30 000,00 €	

Dossier	17014770 - CENTRE CULTUREL ARC EN CIEL THEATRE DE RUNGIS PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	EXM00673 - CENTRE CULTUREL ARC EN CIEL THEATRE DE RUNGIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
282 501,00 €	HT	10,62 %	30 000,00 €	

Dossier	17014775 - THEATRE ROMAIN ROLLAND PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	R26795 - THEATRE ROMAIN ROLLAND			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 740,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
445 365,00 €	HT	18,13 %	80 740,00 €	

Dossier	17014777 - ATELIER DE PARIS CAROLYN CARLSON PAC 2 ANS NOV 17			
Bénéficiaire	P0002853 - ATELIER DE PARIS CAROLYN CARLSON			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	65 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
390 000,00 €	HT	16,67 %	65 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	1 041 040,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100504	4 812 250,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131013 - Soutien culturel pluridisciplinaire**
Action	**13101301 - Soutien aux fabriques d'art et de culture**

Dispositif : N° 00000785 - Soutien aux fabriques de culture

Dossier	17012220 - THEATRE DU SOLEIL (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2018)			
Bénéficiaire	R39157 - THEATRE DU SOLEIL			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 513 758,00 €	HT	2,85 %	100 000,00 €	

Dossier	17012222 - NIL ADMIRARI (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2018)			
Bénéficiaire	R32916 - NIL ADMIRARI			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
364 663,00 €	HT	27,42 %	100 000,00 €	

Dossier	17012223 - LA VILLA MAIS D'ICI (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2018)			
Bénéficiaire	P0015959 - LA VILLA MAIS D'ICI			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
280 976,00 €	HT	17,8 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-600	Budget	2017

Dossier	17014795 - LA NEF (AVENANT N°2)			
Bénéficiaire	P0016418 - LA NEF			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	65 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
326 526,00 €	HT	19,91 %	65 000,00 €	

Dossier	17014798 - PUBLIC CHERI/L'ECHANGEUR (AVENANT N°2)			
Bénéficiaire	R12860 - PUBLIC CHERI			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
751 080,00 €	HT	15,98 %	120 000,00 €	

Dossier	17014800 - VERTICAL DETOUR (AVENANT N°2)			
Bénéficiaire	R30029 - VERTICAL DETOUR			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
377 300,00 €	HT	31,8 %	120 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000785 - Soutien aux fabriques de culture	555 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131013 - 13101301	555 000,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014916

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VALLEE SUD GRAND PARIS (EX CA SUD DE SEINE) 4E CONV PAC AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	531 408,00 €	16,94 %	90 000,00 €
	Montant Total de la subvention		90 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS (EX CA SUD DE SEINE)
Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY-AUX-ROSES
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Jean-Didier BERGER, Président

N° SIRET : 20005796600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Le Théâtre Jean Arp de Clamart bénéficie d'une salle de spectacle en amphithéâtre (600 places), au confort visuel et acoustique optimum, avec un équipement scénique et technique répondant aux normes les plus actuelles. Il été rénové en 2006 avec le soutien régional. Un espace cabaret a été pensé, permettant d'accueillir des « petites formes ». Le Théâtre était dirigé depuis 1996 par Farid Bentaïeb jusqu'à son départ en février 2017. L'intérim de la direction est assuré par Antoine Pitel et Séverine Bouisset. Le théâtre est en régie municipale directe, relevant de la Ville de Clamart et de la Communauté d'agglomération Sud de Seine (Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Malakoff) depuis avril 2011. En 2010, la DRAC a labélisé le Théâtre Jean Arp – Scène conventionnée pour les arts de la marionnette, le théâtre d'objet et autres formes mêlées parmi sept autres scènes arts de la marionnette en France.
Le Théâtre Jean Arp propose une programmation ancrée dans la création contemporaine, porteuse de sens et d'enjeux artistiques forts, qui lui permet d'élargir son rayonnement au département des Hauts-de-Seine et à la région Ile-de France. Au-delà d'un lieu de diffusion, le Théâtre Jean Arp accueille des artistes en résidence, et c'est pour cette action qu'il est soutenu au titre de la création par la Région. D'autre part, il organise depuis 2002 d'un festival d'arts de la rue « Les petits pois », qui fait partie intégrante de la convention car déjà aidé avant l'entrée en PAC.
En lien avec la saison artistique, une véritable politique d'action culturelle s'est développée, visant à rendre accessibles au plus grand nombre l'art et la culture, au-delà des clivages d'ordre sociologique et

économique. De nombreux partenariats ont été consolidés, tant avec les institutionnels et les collectivités territoriales qu'avec les milieux artistiques, socioculturels et associatifs.
Le Théâtre Jean Arp est membre du Groupe des 20 (réseau de vingt théâtres municipaux en Ile-de-France, entité soutenue par la Région Ile-de-France).

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 – 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
EMPLOI
La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Pour la prochaine année de conventionnement, le Théâtre Jean Arp souhaite renforcer son soutien aux artistes et à la création. Le montant total des apports en coproduction va ainsi passer de 17 à 42 000€ pour 6 projets (Cie 36 du mois, Cie Empreinte(s), etc.) contre 3 en 2017.
Le plateau du théâtre sera également davantage mis à disposition de compagnies en cours de création avec un apport en industrie. Six seront accueillies (Cie Marizibill, Cie Tres Esquinas, etc.) pour des durées de 6 à 8 jours.
En plus des créations coproduites, le Théâtre présentera 6 créations en préachat, et 7 spectacles seront accueillis pour des séries. A l'image de la programmation, les projets soutenus représentent des esthétiques variées (marionnette, théâtre, musique, danse …). Une attention particulière sera portée au jeune public avec trois séries (Johanny Bert, Cie Succursale 101, Cie Le Bel Après-minuit) et la mise en place de nouveaux abonnements famille et jeune public.
Le Théâtre Jean Arp accueille en résidence depuis 2016 la Cie Rodéo Théâtre, qui élaborera cette année une petite forme marionnettique itinérante qui sera présentée lors du Festival MARTO dans divers lieux (écoles, associations, foyers etc.).
Le Théâtre tiendra toujours un rôle pilote dans le Festival MARTO programmé en mars 2018. Il accueillera plusieurs spectacles et la Nuit de la Marionnette et participera à plusieurs projets (exposition, conférence, cycle de film…). Le Théâtre prend également part au Festival des Petits Pois avec l'accueil de 6 propositions marionnettiques.
Le Théâtre Jean Arp mène de nombreuses actions culturelles auprès de son public, et notamment avec les établissements scolaires de son territoire avec près de 200 heures d'enseignement et d'ateliers artistiques. Il propose également de nombreux ateliers amateurs pour tous les âges. Il est aussi partenaire du CAT Eurydice ce qui permet à cet établissement pour personnes handicapées d'accueillir une compagnie en résidence dans ses locaux.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 531 408 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	448 734,00	84,44%
Dépenses d'appropriation	82 674,00	15,56%
Total	531 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	34 000,00	6,40%
Ministère de l'Education Nationale (sollicité)	1 000,00	0,19%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	90 000,00	16,94%
CD 92 (sollicité)	14 000,00	2,63%
Communauté d'Agglomération Vallée Sud Grand Paris (acquis)	267 408,00	50,32%
Ville de Clamart	25 000,00	4,70%
Recettes propres	100 000,00	18,82%
Total	531 408,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	63 000,00 €
2018	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	10 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	92 007,47 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	1 372 020,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	95 997,12 €
	Montant total	1 825 024,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012314

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION THALIA THEATRE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	128 575,00 €	40,00 %	51 430,00 €
	Montant Total de la subvention		51 430,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION THALIA THEATRE
Adresse administrative : 56 RUE ROBESPIERRE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JACQUES SIMON, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38493382600040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Le Thalia Théâtre a été créé en 1991 par Anne Barlind et Richard Leteurtre. Très implantées dans les Yvelines et en particulier sur l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, leurs créations alternent les spectacles en salles et hors les murs. Anne Barlind explore la relation entre théâtre et musique et théâtre et danse, tandis que Richard Leteurtre s'interroge sur le théâtre de l'intime.
De 2004 à 2010, la compagnie a assuré la direction artistique, puis à partir de 2008 la direction du Théâtre de Villepreux, petite commune du centre des Yvelines. Depuis 2010, la compagnie a initié avec l'ESAT - Théâtre Eurydice à Plaisir, une importante collaboration d'abord artistique, qui s'est consolidée jusqu'à ce que Richard Leteurtre soit nommé directeur de la structure, gérée par l'association Sauvegarde des Yvelines, à partir de janvier 2013. Celui-ci reste toujours co-directeur artistique (bénévole) de la compagnie Thalia Théâtre. Cependant le théâtre de Villepreux où la compagnie était en résidence a fermé.
Par ailleurs, Anne Barlind est devenue responsable du département d'art dramatique du Conservatoire à rayonnement régional de Saint-Maur-des-Fossés (94) avec lequel elle développe également des projets artistiques au sein de Thalia Théâtre.

Thalia Théâtre bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France, et de soutiens ponctuels de la part de la DRAC et du Département des Yvelines.
La compagnie est conventionnée au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2005. La quatrième convention triennale a été conclue en octobre 2015 avec l'objectif pour la compagnie de développer de nouveaux partenariats de diffusion et d'implantation en Ile-de-France avec des lieux culturels ainsi qu'à l'élargissement et à la diversification de ses soutiens publics.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION
La création de « Escale Scandinave » impliquant de jeunes comédiens et élèves du CRR de Saint-Maur des Fossés verra le jour en décembre 2017.
La création de « La Pluie » a été reportée pour octobre 2018. Le spectacle sera constitué du texte de Daniel Keene et d'un film de Marie Marquai qui met en scène un artiste sur sable reconstituant quelques-uns des 152 objets trouvés dans une fosse commune en Ukraine. Il sera créé en français, anglais, allemand et suédois et a vocation à être présenté dans les salles de classes, médiathèques, musées, …
Par ailleurs le partenariat et la résidence avec la troupe en situation de handicap du théâtre Eurydice/Esat se poursuit avec deux projets « Le montreur » et « Garguantua » qui associent création et ateliers.

APPROPRIATION
Les Ateliers artistiques avec les écoles primaires du 17ème arrondissement et avec l'OCCE/thea 78 sont poursuivis.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 128 575 € et correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	97 376,00	75,73%
Dépenses d'appropriation	10 654,00	8,29%
Autres dépenses	20 545,00	15,98%
Total	128 575,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	15 000,00	11,67%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	51 430,00	40,00%
Ville de Paris (acquis)	4 070,00	3,17%
ARCADI	7 000,00	5,44%
Recettes propres	51 075,00	39,72%
Total	128 575,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	36 001,00 €
2018	15 429,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	51 430,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	51 430,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	51 430,00 €
	Montant total	154 290,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012315

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAMARGO - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	104 000,00 €	52,88 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMARGO
Adresse administrative : 5 RUE AUGUSTE ERNOULT
92260 FONTENAY AUX ROSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick BENSARD, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38318919800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Dominique Rebaud a créé la compagnie CAMARGO en 1989. Sa démarche de création s'est construite tout au long d'années de formation et de création riches de rencontres, d'expériences et de réalisations qui l'ont placée au cœur des évolutions de l'art chorégraphique. Avec la création de la compagnie Camargo, elle approfondit durant dix années de créations et de tournées nationales et internationales ce champ de recherche qui interroge les écritures de la danse, la littérature et l'histoire, aboutissant à une forme d'expression mêlant narration et abstraction, mémoire et plaisir de la danse. Elle a également contribué à faire progresser la réflexion sur la danse et l'enfant, ainsi que sur la place du Hip-Hop dans le paysage chorégraphique. Dominique Rebaud est élue au Conseil national du SYNDEAC depuis 2003 pour la danse. À ce titre, elle siège à la Commission nationale relative à l'enseignement de la danse.
La compagnie est implantée dans les Hauts-de-Seine (Fontenay-aux-Roses et Bagneux) ainsi qu'à Cachan (94). Une équipe constituée au fil des ans réunit des partenaires artistiques (danseurs, musiciens, stylistes, scénographes), administratifs et techniques, autour des projets de la compagnie. L'expérience acquise au cours des nombreuses résidences et partenariats avec des structures culturelles (Fontenay-

aux-Roses, Trappes, Suresnes, Vitry-sur-Seine, Tremblay-en-France, Cachan, Franche-Comté et Tarn) a permis de structurer les savoirs faire et d'inventer de solides dispositifs d'actions culturelles et de rencontre des publics liés à la création contemporaine et à la culture chorégraphique. En 2005, au moment de son entrée en PAC, la compagnie Camargo avait une quinzaine de créations à son actif ainsi qu'une solide expérience de travail avec les collectivités et les publics.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

EMPLOI

La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.

CREATION / DIFFUSION

La compagnie Camargo prévoit la création d'une nouvelle forme participative dans le cadre du parcours « Danses Ouvertes » à Fontenay-aux-Roses présenté lors du Festival Danses Ouvertes. La ville met à disposition studio et équipement tout au long de l'année et pour le Festival, également organisé par Camargo et qui accueille des compagnies de danse, des ateliers, débats, projections …

De plus elle poursuit les parcours chorégraphiques menés avec le théâtre Antoine-Vitez d'Ivry, le Pôle Sup 93 et l'Adda du Tarn. Ils mêlent collectes, ateliers et diffusion de spectacle.

Un parcours d'accompagnement artistique de jeunes chorégraphes européens se met aussi en place avec le Centre chorégraphique Rsvoje de Prague.

APPROPRIATION

La compagnie conduira plus de 750 heures d'actions culturelles réparties en rencontres, stages et ateliers à destination des scolaires, conservatoires, retraités et professionnels

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 104 000€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	26 400,00	25,38%
Dépenses de création/diffusion	46 280,00	44,50%
Dépenses d'appropriation	21 720,00	20,88%
Autres dépenses	9 600,00	9,23%
Total	104 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	2 000,00	1,92%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	55 000,00	52,88%
Ville de Fontenay-aux-Roses (sollicité)	12 000,00	11,54%
SACD	3 000,00	2,88%
Mécénat	1 000,00	0,96%
Recettes propres	31 000,00	29,81%
Total	104 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 500,00 €
2018	16 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	63 100,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	63 100,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
	Montant total	181 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012316

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CIE MABEL OCTOBRE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	120 967,00 €	37,20 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MABEL OCTOBRE
Adresse administrative : 20 RUE ROUGET DE LISLE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Charles DEPAULE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44503301200029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : renouvellement PAC

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Créée en 2001, la compagnie Mabel Octobre est dirigée par la metteuse en scène, Judith Depaule. Les créations de la compagnie mettent en œuvre un travail de mémoire et de réhabilitation (enquêtes historiques, recherches documentaires), mélangent différentes disciplines et accordent une place privilégiée au développement numérique, à l'innovation technologique et à l'écriture contemporaine.
Après un travail mené en 2004/2005 sur le théâtre au goulag, la compagnie a entrepris un projet ambitieux, associant les populations locales, autour du souvenir de Youri Gagarine. Puis, Mabel Octobre s'est lancée dans un projet autour du thème des femmes et de certaines pratiques olympiques (le marteau, le poids, le disque, le javelot), une autre création sur la danse orientale en Egypte (« Qui a tué Ibrahim Akef ? »), et enfin dans une création tout public/jeune public qui mêle la marionnette et l'électronique (« Même pas morte »). En lien avec ses créations, Mabel Octobre apporte une attention particulière à des actions de médiation culturelle avec les jeunes.
En Ile-de-France, la compagnie développe un lien privilégié avec le Théâtre de Saint-Quentin-en-

Yvelines, Confluences à Paris 20e et la Seine-Saint-Denis. Elle est également présente dans le Val d'Oise où elle tisse des partenariats avec plusieurs lieux et festival. Par ailleurs, elle diffuse régulièrement ses créations au niveau national et entretient un lien privilégié avec la Russie.
La compagnie est conventionnée par la DRAC et reçoit le soutien de la Région Ile-de-France. Elle est ponctuellement soutenue par le DICREAM, la Ville de Paris, les Départements des Yvelines, de la Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
CREATION / DIFFUSION
La compagnie Mabel Octobre prévoit la diffusion de deux créations 2016/17 : l'installation/performance musicale « Les Siècles obscurs » et « La Guerre de mon père » autour de la guerre d'Algérie, qui sera jouée au Hall de la Chanson, à L'Apostrophe de Cergy-Pontoise et dans des bibliothèques de Montreuil.
Deux créations devraient être finalisées lors de la prochaine année de conventionnement :
- « Murs de Fresnes », prévu pour novembre 2018, sera un spectacle interactif et immersif qui plongera les spectateurs face à une cellule virtuelle. Plusieurs résidences de création sont prévues au Grand Parquet / Théâtre Paris Villette, au théâtre de Chatillon et au théâtre de Choisy.
- « J'ai passé » sera créé pour le festival Vision(s) d'exil au Palais de la découverte ou au Musée national de l'histoire de l'immigration, avec des élèves de l'ERAC de Cannes.
Enfin la compagnie entame le travail autour d'une nouvelle création : « Corps de femme 4 – les pilules bleues » sur les sportives de l'ex-RDA avec une première résidence à Berlin.

APPROPRIATION
Une résidence territoriale en milieu scolaire impliquant un collège et trois lycées (lycées A. Kasler, et Galilée à Cergy et lycée de l'Hautil à Jouy-le-Moutier) est mise en place en partenariat avec l'Apostrophe – scène nationale de Cergy, autour de « La guerre de mon père » sur toute l'année scolaire 2017/2018.
Le projet de création « Murs de Fresnes » donnera lieu à plusieurs rencontres et ateliers d'écriture et de chant auprès des détenus de la prison en partenariat avec le SPIP 94 et la DRAC.
Judith Depaule poursuivra ses interventions dans les écoles supérieures de théâtre, avec en particulier les élèves de l'ERAC à cannes et de l'ESAC de Cambrai.
Enfin, les représentations des spectacles et les résidences sont également l'occasion pour la compagnie d'intervenir sous forme d'actions ponctuelles auprès des publics.
Au total, près de 553 heures d'interventions artistiques sont prévues auprès des publics.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 120 967€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	38 124,00	31,52%
Dépenses de création/diffusion	63 333,00	52,36%
Dépenses d'appropriation	13 192,00	10,91%
Autres dépenses	6 318,00	5,22%
Total	120 967,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	25 339,00	20,95%
Ministère de la Culture-DGLFLF (acquis)	5 000,00	4,13%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	45 000,00	37,20%
Emplois aidés	6 084,00	5,03%
Recettes propres	39 544,00	32,69%
Total	120 967,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 500,00 €
2018	13 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012317

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION B3.1 - 4E CONV PAC - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	200 200,00 €	39,96 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : B3 1
Adresse administrative : 4 ALLEE ANTOINE DE ST EXUPERY
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD DELATTRE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 81459510400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Compagnie historique de la danse hip hop, Black Blanc Beur a été créée en 1984 par Jean Djemad et Christine Coudun. De ses rangs sont sortis nombre de compagnies et de chorégraphes actuels. Black Blanc Beur conduit à la fois une activité de création, de diffusion et de formation, en direction des amateurs et des professionnels. Implantée de longue date à Trappes, la compagnie intervient régulièrement auprès de la population, en particulier des jeunes, à travers des ateliers de pratique artistique, de stages d'initiation et des master-classes.
En 2015, l'association Black Blanc Beur a été mise en liquidation judiciaire. Une nouvelle association, B3.1, a repris les activités de création et de formation de Black Blanc Beur, dans une continuité.
La compagnie est régulièrement soutenue par la Ville de Trappes, l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et la Région Ile-de-France.
Elle est soutenue depuis 2005 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle à hauteur de 80 000 € par an et a obtenue l'attribution d'une aide emploi-tremplin en juillet 2015. En octobre 2015, une quatrième convention triennale d'aide à la permanence artistique et culturelle a été conclue pour continuer à soutenir les projets artistiques de la compagnie et son implantation à Trappes et à Saint-Quentin-en-

Yvelines. Pour ces trois ans, la Région sera notamment attentive à la manière dont la compagnie avancera sur la question de la transmission et du compagnonnage artistique, afin de permettre à la structure de retrouver un nouveau souffle et de nouveaux partenariats.
En juillet 2016, la convention avec la Région a été transférée vers la nouvelle structure juridique, l'association B3.1.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
La compagnie élabore une nouvelle version du « Duo en Sol Majeur » créé en 2016 pour 6 danseurs, en partenariat avec les CCN de Créteil et de La Rochelle ainsi que la Scène Nationale de l'Odyssée et la Maison des métallos.
Elle a également pour objectif de réaliser une version plateau dans le cadre du projet « Pris en contes » avec des adultes handicapés moteurs. Un partenariat est en cours avec Saint-Quentin en Yvelines pour définir les temps de résidence de création.
Par ailleurs le projet « génération Lully » se poursuit avec le Centre de Musique Baroque de Versailles et des lycées de la ville de Trappes. La création d'un Opéra associant amateurs et professionnels est prévue en mai 2018.
Parallèlement, la compagnie poursuivra son implication dans les ateliers et les cours amateurs hebdomadaires de danse hip-hop à Trappes et auprès de comités d'entreprises
La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 80 000 € pour soutenir la compagnie dans ses projets artistiques et ses actions d'appropriation sur le territoire de Trappes et plus largement en Ile-de-France

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 200 200€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	140 590,00	70,22%
Dépenses d'appropriation	41 610,00	20,78%
Autres dépenses	18 000,00	8,99%
Total	200 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	15 000,00	7,49%
SDAT (sollicité)	10 000,00	5,00%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	80 000,00	39,96%
EPCI Saint-Quentin-en-Yvelines (sollicité)	15 000,00	7,49%
Ville de Trappes (sollicité)	13 000,00	6,49%
Recettes propres	67 200,00	33,57%
Total	200 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	56 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 000,00 €
	Montant total	160 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012318

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DU MENTEUR LA MANUFACTURE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	149 626,00 €	33,42 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DU MENTEUR LA MANUFACTURE
Adresse administrative : 15 RUE SAINT SAUVEUR
91160 BALLAINVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur STEPHANE VIGIER, Président

Date de publication au JO : 5 mai 1993

N° SIRET : 39192295200059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Créée en 1987, la compagnie du Théâtre du Menteur est implantée en Essonne depuis de nombreuses années et réalise un travail de création et de diffusion autour de l'écriture contemporaine. François Chaffin, co-directeur de la compagnie, est aussi un auteur de théâtre dont les pièces commencent à être jouées par d'autres artistes ; il obtient régulièrement des commandes.
Après avoir été en résidence à Wissous et Longjumeau, la compagnie s'est vu confier en 2004 la direction artistique du Théâtre de Bligny, lieu singulier implanté en zone rurale au cœur d'un hôpital, où elle menait régulièrement depuis 1996 des projets artistiques et culturels avec des patients et leur famille, du personnel hospitalier et un public de proximité, notamment dans le cadre du programme "Culture à l'Hôpital".
Après des travaux de réhabilitation et d'équipement (soutenus par la Région), le Théâtre de Bligny a ouvert ses portes, avec un projet fondé sur la résidence permanente du Théâtre du Menteur, l'accueil de résidences de création ponctuelles et la mise en œuvre d'un travail d'action culturelle et de formation avec

les habitants de la Communauté des communes du Pays de Limours et de la région de Hurepoix. Ce projet a pris fin en septembre 2009 quand l'association gestionnaire du lieu a souhaité modifier le cahier des charges et mettre un terme à la délégation faite au Théâtre du Menteur au profit d'une nouvelle compagnie.
Depuis son départ de Bligny en 2010, le Théâtre du Menteur a redéfini ses priorités et a démarré un nouveau projet artistique et culturel d'implantation territoriale en Essonne, « La Cavalerie », sur le site de la ferme Misery à Vert-le-Petit, centre équestre en activité au cœur d'un bassin de population de 50 000 habitants de la Communauté de Communes du Val d'Essonne. Elle est également en résidence d'implantation depuis 2011 à la Norville/Arpajon/Saint Germain-lès-Arpajon.
Le projet de La Cavalerie est constitué à la fois d'actions auprès des populations du territoire à la ferme et sur le territoire intercommunal, de formations, de créations, d'accueil et d'accompagnement d'artistes en résidence (d'une semaine à trois mois) et s'inscrit dans un projet de travaux afin de réhabiliter certains espaces du site permettant ainsi l'hébergement d'équipes, les répétitions, la présentation de spectacles, de petites formes…. Plus largement, il s'agit de réinterroger les modes d'interventions des artistes dans l'espace public et les liens entre artistes et société pour créer sur le territoire d'inhabituels points de vue.
Pour mettre en place ce projet évolutif, la compagnie a instauré une nouvelle organisation interne basée sur un collectif de 7 personnes qui se partagent les tâches artistiques, techniques et administratives, juridiques et financières.
La compagnie est régulièrement soutenue par la DRAC, le Conseil départemental de l'Essonne et la Région Ile-de-France.
Un membre de l'équipe du Théâtre du Menteur, Valérie Dassonville, a été nommée co-directrice du Théâtre Paris Villette avec le comédien et metteur en scène Adrien de Van en juin 2013.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

EMPLOI
La compagnie souhaite pérenniser le poste de coordinateur de projet, embauché en 2014 via le dispositif emploi tremplin. La masse salariale artistique et technique devrait être en augmentation cette année en vue des créations et diffusions prévues.

CREATION / DIFFUSION/ APPROPRIATION
La création de « 5 mots pour dire la sueur », mise en scène d'un texte de François Chaffin, est prévue pour novembre 2018. Cette pièce pour 6 comédiens mêlant théâtre et musique abordera la question de la relation au travail. L'équipe sera accueillie en résidence par les lieux coproducteurs : La ferme du Bel Ebat à Guyancourt, le service culturel de Fleury Merogis et le théâtre de Brétigny.
Le théâtre du Menteur est également présent dans des lieux non équipés et y présente des lectures vivantes mises en scène et en musique. La compagnie prévoit la création d'une lecture-spectacle autour de mai 1968 mêlant texte (écrit à partir d'archives et de textes littéraires) et musique en Janvier 2018.
Le théâtre du Menteur continu de diffuser les petite et grande forme de « Je suis contre la mort », entre autre à la Ferme de Bel Ebat à Guyancourt (78), au Théâtre Victor Hugo de Bagneux (92), mais également hors Ile-de-France (Théâtre du Grand-Rond à Toulouse, Maison du théâtre d'Amiens, au Périscope à Nimes, à Oloron-Sainte-Marie…), ainsi que la lecture musicale « Grand Vacarme ».
Au sein du théâtre de la Cavalerie, le théâtre Menteur poursuivra les soirées « parloir Vibrant » pour lecteurs amateurs, et la programmation de compagnie invités comme l'Atelier de l'Orage.
La compagnie interviendra dans le cadre des actions culturelles menées notamment en lien avec ses spectacles auprès d'une diversité de public (collégiens, lycéens, tut public, personnes détenues, adolescents…) Un volume de 270 heures d'actions sont prévues. .

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 149 626€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faire des services bancaires.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES D'EMPLOI STRUCTURANT	61 552,00	41,08%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	54 727,00	36,53%
DEPENSES D'APPROPRIATION	17 781,00	11,87%
AUTRES DEPENSES	15 766,00	10,52%
Total	149 826,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SPIP DE L'ESSONNE (en cours)	2 040,00	1,36%
SDAT - ACTION SPECIFIQUE EN MILIEU CARCERAL (en cours)	6 000,00	4,00%
REGION ILE-DE-FRANCE PAC	50 000,00	33,37%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (en cours)	39 000,00	26,03%
AUTRES APPORTS	13 000,00	8,68%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	39 786,00	26,55%
Total	149 826,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	50 000,00 €

	culturelle	
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012319

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA COMMUNAUTE INAVOUABLE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	155 386,00 €	45,05 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMMUNAUTE INAVOUABLE
Adresse administrative : 6 QUAI DE SEINE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE LE DOSSEUR, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40199770500058

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Créée en 1992 par Clyde Chabot, artiste et théoricienne, spécialiste des écritures contemporaines, la Communauté inavouable s'affirme comme une compagnie de théâtre expérimental. Son travail artistique s'articule autour de cycles thématiques longs (l'intensification du rapport au public (1997-2008), l'autofiction (2005-2012)…) et ses créations sont le fruit de plusieurs phases de recherche, rythmées par la présentation publique d'étapes de travail. Elles sont souvent interdisciplinaires et mêlent théâtre, danse, installations sonores, chant lyrique, arts visuels, arts numériques… Par ailleurs, la compagnie propose des ateliers de recherche et des workshops à d'autres artistes, notamment étrangers (les « Permutations ») et mène régulièrement des ateliers auprès de jeunes collégiens et lycéens, particulièrement en Seine Saint-Denis où elle est installée depuis 2006.
Après une résidence longue à Mains d'œuvres à Saint-Ouen (2006-2010), la Communauté inavouable s'est installée au 6B à Saint-Denis où elle dispose d'un bureau partagé, d'un espace de stockage et de lieux de travail réguliers (studio de répétition, salle de projection, salle d'exposition…). Elle y présente également des étapes de travail dans le cadre des temps d'ouverture publique de la fabrique et participe à la gestion collective du lieu. Par ailleurs, la compagnie a engagé depuis 2011 une résidence longue à

Gare au Théâtre à Vitry-sur-Seine (94) ainsi qu'une présence régulière au Vent se lève à Paris 19e.

La compagnie bénéficie d'aides des Départements de Seine Saint-Denis et de l'Essonne, du soutien de l'Institut Français pour ses projets à l'international (Corée, Suède…). Son principal partenaire public est la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle, depuis 2005.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
CREATION / DIFFUSION
La Communauté inavouable poursuit sa résidence d'implantation à Saint-Denis en partenariat avec la Direction des affaires culturelles et le 6B où elle est installée, et a entamé une nouvelle résidence en Essonne en lien avec le collectif Culture Essonne, en lien avec le théâtre de Brétigny, l'EPS B. Durand à Etampes.
La compagnie bénéficie également de plusieurs résidences de création pour son projet « Ses singularités » à Lilas en scène durant deux semaines en décembre 2017, la Ferme du Buisson en février 2018 et à l'Atelier du Plateau avec une première diffusion prévue à Mulhouse.
Une reprise de « Des aveugles » est par ailleurs envisagée avec la réalisation d'une version extérieure en partenariat avec le théâtre de Brétigny et d'une diffusion, d'une version traduite, en Grande-Bretagne.
La compagnie continue par ailleurs de diffuser « Sicilia » et « Tunisia », solos de et par Clyde Chabot, notamment dans le cadre de la résidence en Essonne (Le silo à Méréville, St-Germain-les-Arpajon, Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis). D'autres dates devraient suivre suite à la présentation au Off d'Avignon 2017.
L'installation participative « Un musée (de théâtre) à Sarajevo » sera présentée, accompagnée de performances, à la fois en Europe de l'Est (Bucarest, Sarajevo…) et en Seine-Saint-Denis (aux archives nationales et à l'Université Paris 8),

APPROPRIATION
La communauté inavouable mène plusieurs projets d'actions culturelles, et notamment des ateliers de créations, avec des lycéens du lycée Saint-Gabriel de Bagneux (établissement apprentis d'Auteuil), des résidents de l'Ehpad de Saint-Maurice, des détenues de Fleury-Mérogis et des chanteurs amateurs employés des musées du Louvre, d'Orsay et des France Médias Monde, pour un total de près de 400 heures d'actions culturelles.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 155 386€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	53 641,00	34,52%
Dépenses d'appropriation	43 258,00	27,84%
Autres dépenses	58 487,00	37,64%
Total	155 386,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	6 350,00	4,09%
Institut Français de Bucarest (sollicité)	4 000,00	2,57%
ARS (sollicité)	5 000,00	3,22%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	70 000,00	45,05%
CD 91 (acquis)	5 818,00	3,74%
Ville de Saint-Denis (acquis)	500,00	0,32%
Emplois aidés	12 329,00	7,93%
SPEDIDAM	3 400,00	2,19%
Recettes propres	47 989,00	30,88%
Total	155 386,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	49 000,00 €
2018	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
	Montant total	210 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012320

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : KARINE SAPORTA -AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	259 600,00 €	11,56 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION KARINE SAPORTA
Adresse administrative : 166 BD DE GALLIENI
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Micheline MAURICE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32589431900046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Après avoir dirigé pendant quinze ans le Centre chorégraphique national de Caen, la chorégraphe Karine Saporta a décidé en 2004 d'installer sa compagnie en Ile-de-France.
En 2008 la compagnie a ouvert un lieu de type Magic Mirror, « le Dansoir » sur le parvis de la BNF dans le 13e arrondissement de Paris: lieu de travail de la compagnie elle y accueille également d'autres compagnies notamment en diffusion. Le Dansoir a quitté Paris en 2013 pour s'implanter dans le Val-de-Marne sur le territoire de la Ville de Fontenay-sous-Bois. La compagnie y mène des actions en direction des publics (ateliers, présentations, rencontres), elle y accueille d'autres compagnies ; ses spectacles sont diffusés à la salle Jacques Brel de la Ville de Fontenay-sous-Bois. Elle signera jusqu'en 2016 une convention avec la Ville.
Depuis février 2017, le Dansoir est implanté en Normandie à Ouistreham. Le Conseil Départemental du Val-de-Marne ne soutient plus la compagnie en aide au fonctionnement. La compagnie est soutenue par la DRAC Ile-de-France (avec une aide en baisse régulière) et la Ville de Ouistreham.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle

actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION / APPROPRIATION
La compagnie Karine Saporta prévoit de créer en 2018 le projet « Régales » qu'elle prévoyait déjà de créer l'année dernière, et qui a sera conçu avec de la musique pour orgue (l'orgue de la Cathédrale Notre-Dame de Créteil) et qui intégrera des personnes affectées par un handicap visuel.
Le projet a été repoussé à 2018 au vu du travail à mener avec les publics malvoyants et de l'opportunité de réaliser le projet avec l'Association du Festival International du Film de Femmes (AFFIF) l'année des 40 ans du festival. La Cathédrale de Créteil met à disposition dans le cadre de la résidence l'espace et l'orgue nécessaires à la mise en œuvre du projet. L'apport financier de la ville de Créteil et de l'AFFIF/Maison des arts sont en négociation.
La compagnie devrait être accueillie en résidence au Théâtre du Blanc-Mesnil en avril 2018 où le plateau lui sera mis à disposition pour l'adaptation pour un espace scénique classique de « Régales »
La présence du Dansoir en Normandie depuis 2017 a pour conséquence une baisse notable de l'activité de la compagnie en Ile-de-France, c'est pourquoi l'aide régionale est proposée à la baisse.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 259 600 € et correspond aux dépenses de création/diffusion et aux dépenses d'appropriation du budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	260 000,00	58,69%
Dépenses d'appropriation	69 600,00	15,71%
Autres dépenses	113 400,00	25,60%
Total	443 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	30 000,00	6,77%
Ministère de la Culture (sollicité)	65 000,00	14,67%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	100 000,00	22,57%
CD 94 (acquis)	20 000,00	4,51%
CD 14 (acquis)	15 000,00	3,39%
Ville de Paris (acquis)	23 000,00	5,19%
Recettes propres	190 000,00	42,89%
Total	443 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	64 050,00 €
2018	27 450,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 500,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 500,00 €
	Montant total	274 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012321

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCY NAIF THEATRE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	227 100,00 €	39,06 %	88 700,00 €
	Montant Total de la subvention		88 700,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEMARCY NAIF THEATRE
Adresse administrative : 135 RUE DE TOLBIAC
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Richard DEMARCY, Directeur

Objet : PRODUCTION ET DIFFUSION DE SPECTACLES

N° SIRET : 34436229800046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Richard Demarcy a créé en 1972, le groupe expérimental du Naïf Théâtre, avec lequel il réalise la plupart de ses spectacles. Il est l'auteur et le metteur en scène d'une quarantaine de pièces publiées chez divers éditeurs et présentées en France dans les théâtres et Centres Dramatiques Nationaux, à Beaubourg, au Festival d'Automne à Paris, à la Cartoucherie de Vincennes mais également dans différents pays d'Afrique et d'Europe, comme l'Angola, l'Algérie, le Bénin ou encore le Portugal et la Roumanie. Son œuvre alterne entre une écriture liée aux mythes de l'humanité et aux grands thèmes de notre époque, notamment dans ses aspects liés à l'Afrique, à l'immigration et au multiculturalisme de notre société.
Le Naïf Théâtre est une troupe permanente multiculturelle composée d'artistes, acteurs, chanteurs, danseurs, d'origines culturelles diverses (Cameroun, Sénégal, Angola, Portugal, France, Togo, Angleterre, Japon, Taïwan…). Le multiculturalisme est au cœur du projet du Naïf Théâtre et de Richard Demarcy.
Depuis 2005, la troupe est implantée au Grand Parquet situé au cœur du 18ème arrondissement de Paris et elle y travaille en tant que « compagnie associée ». Naïf Théâtre était chargé de l'ouverture et du

lancement public du lieu sur les quartiers avec des spectacles « fédérateurs » créant l'image et l'esprit artistique et convivial du lieu.

Le Naïf Théâtre bénéficie des soutiens de la DRAC depuis de nombreuses années et de la Région Ile-de-France depuis 2005 au titre de la permanence artistique et culturelle.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

EMPLOI
La compagnie souhaite maintenir les emplois actuels pour la prochaine année de conventionnement (22 intermittents et 2 permanents).

CREATION / DIFFUSION
La compagnie prévoit la création de « la naissance de l'écriture », une adaptation par Richard Demarcy de Rudyard Kipling, et mis en scène par Nicolas Le Bossé. Cette création prévue pour début 2018 au théâtre du Paysage à Paris, se veut le point de départ d'un cycle sur « les contes en théâtre » qui mènera la troupe du Naif Théâtre, à travers un travail de recherche, à de nouvelles créations telle que « L'enfant éléphant » adapté de Rudyard Kipling.
Par ailleurs, Kudzo de Tobias, metteur en scène, du Naïf théâtre est en résidence à Courcouronnes pour la création de « L'Ours » de Tchekhov. Un projet de Festival « Seul en scène » est en cours en partenariat avec la ville, ou seraient présentées les créations du Naïf théâtre.

APPROPRIATION
La compagnie mène plusieurs projets d'actions culturelles en lien avec des théâtres partenaires et des établissements scolaires. Elle intervient spécifiquement auprès d'enfants autistes en lien avec le théâtre de la ville, et auprès d'un collège du 13ème arrondissement pour un projet de création amateur.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 227 100€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique : DEPARTEMENT DE PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	23 175,00	10,20%
Dépenses de création/diffusion	149 545,00	65,85%
Dépenses d'appropriation	14 475,00	6,37%
Autres dépenses	39 905,00	17,57%
Total	227 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	88 700,00	39,06%
Recettes propres	103 400,00	45,53%
DRAC Aide à la création (sollicité)	35 000,00	15,41%
Total	227 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	62 090,00 €
2018	26 610,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	88 700,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	88 700,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	88 700,00 €
	Montant total	266 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012322

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMPAGNIE ZEREP - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	191 862,00 €	26,06 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE ZEREP
Adresse administrative : 14 PASSAGE DE FLANDRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-YVES JOUANNAIS, Président

Date de publication au JO : 6 février 2013

N° SIRET : 40338122100031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date de réalisation : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Depuis la création de la compagnie il y a 17 ans, la metteur en scène et scénographe Sophie Perez, rejoint par le compositeur Xavier Boussiron, a su développer une ligne artistique riche et singulière, traversant différents champs artistiques, et privilégier les rencontres avec le public sous différentes formes.
Pour mener à bien ses projets et rester fidèle à sa relation au travail artistique, Sophie Perez a réussi à instituer un fonctionnement de compagnie au vrai sens du terme, impliquant la mise en place d'un planning de travail et de répétitions quasi mensuels tout au long de la saison avec la présence d'une équipe artistique régulière et grâce à des partenaires fidèles (coproducteurs, accueil en résidences, diffusion). Cette continuité permet de diversifier les modes de rencontres avec le public, les partenaires et de les développer plus précisément en Ile-de-France, résidence principale de la compagnie. La compagnie est conventionnée par la DRAC et soutenue depuis 2012 au titre de la Permanence artistique et culturelle par la Région Ile-de-France.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle

actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

EMPLOI

L'emploi de la compagnie Zerep est stable. Pour la prochaine année, la compagnie souhaite pérenniser le poste d'administrateur de production et passer le poste du chargé de diffusion à temps plein. La structure accueillera deux stagiaires en scénographie et en communication.

CREATION / DIFFUSION

La nouvelle création de la compagnie Zerep, prévue pour octobre 2018 s'intitule « On purge pépé » adapté de « On purge bébé » de Feydeau, coproduite et accueillie en résidence par les Subsistances à Lyon et le théâtre Nanterre-Amandiers.

Par ailleurs dans la prochaine année de conventionnement, la compagnie entamera les répétitions au CND de Pantin, de la création 2019 « Les filles qui pleurent ».

La création 2017, « Babarman, mon cirque pour un royaume » continue d'être diffusé à Vannes, Marseille, ainsi qu'au Centre Pompidou.

APPROPRIATION

La compagnie Zerep s'attache à rencontrer son public en lien avec les diffusions de ses spectacles, notamment via des ateliers ou des répétitions ouvertes. Elle est également impliqué auprès d'amateurs ou de comédiens en formation pour des sessions de workshops (ESCA, ESAD, CND..)

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 191862€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	29 040,00	15,14%
Dépenses de création/diffusion	88 922,00	46,35%
Dépenses d'appropriation	25 400,00	13,24%
Autres dépenses	48 500,00	25,28%
Total	191 862,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	50 000,00	26,06%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	50 000,00	26,06%
Recettes propres	91 862,00	47,88%
Total	191 862,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012323

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHOEUR CHAMBRE ACCENTUS - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	283 820,00 €	17,62 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERDA / ACCENTUS
Adresse administrative : 51 RUE CHABROL
75010 PARIS 10
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur STEPHANE BOUJNAH, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39196151300069

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

L'association Erda–Accentus regroupe les activités de deux projets musicaux : le chœur de chambre a capella Accentus, et l'orchestre classique Insula Orchestra, jouant sur instrument d'époque un répertoire allant du classicisme au romantisme. Le chœur Accentus a été fondé en 1991, tandis que le projet Insula Orchestra est né en 2012 en partenariat avec le Conseil départemental des Hauts-de-Seine.
Fondé par Laurence Equilbey, l'ensemble Accentus a pour vocation d'interpréter en formation de chœur de chambre le riche répertoire des œuvres a cappella, des œuvres majeures des deux derniers siècles jusqu'à la création contemporaine. Il a été consacré Ensemble de l'année par les Victoires de la musique classique en 2002, 2005 et en 2008. Ses missions principales sont de recréer et diffuser le grand répertoire des XIXème et XXème siècles pour chœur de chambre a cappella. Parallèlement, Accentus a très rapidement été sollicité par plusieurs ensembles instrumentaux baroques et contemporains. Actuellement, le chœur est dirigé par Laurence Equilbey ou par Christophe Grapperon, chef associé depuis 2013.
Des collaborations suivies ont été engagées avec des compositeurs phares de leur génération à l'image de Pascal Dusapin (« Perela l'Homme de Fumée »), Matthias Pintscher (« L'Espace dernier ») ou Philippe

Manoury. Dès 1998, Accentus s'est positionné comme un vecteur essentiel de la création contemporaine. Cette activité sera poursuivie par le lancement de Tenso, programme de recherche sur le répertoire vocal et réseau européen de chœurs de chambre et ensembles vocaux professionnels. Chaque saison Accentus produit 60 à 80 concerts dans le réseau des grandes salles de concerts françaises et internationales.
Accentus enregistre des albums avec Naïve. En 2015, il enregistre des œuvres vocales de Mantovani.
Soucieuse d'associer une dimension pédagogique à son action, Laurence Equilbey et le Choeur de Chambre Accentus se sont, depuis 10 ans, employés à transmettre un savoir, tant du point de vue des pratiques vocales que de la direction de chœur à travers des académies, master classes ou actions spécifiques en direction des professeurs de musique. Laurence Equilbey a par ailleurs fondé le département supérieur pour jeunes chanteurs du Conservatoire à Rayonnement Régional de Paris.
Dès 2006, Accentus a souhaité proposer un véritable programme d'accompagnement aux chœurs amateurs à travers l'accueil de rencontres et de concerts à la Verrière (Paris 10ème). La Verrière n'est pas seulement le lieu de répétition d'Accentus. C'est aussi un équipement ouvert à de nombreux acteurs franciliens. Les deux salles de la Verrière peuvent accueillir des manifestations ou inviter des scolaires ou étudiants à assister à des répétitions publiques. Ce lieu a pour ambition de faciliter le travail des artistes franciliens qui n'ont pas de lieu propre.
Accentus est en résidence permanente d'implantation à la Philharmonie de Paris depuis 2008 et à la salle Pleyel de 2008 à 2014, et mène également une résidence à l'Opéra de Rouen Haute-Normandie. Accentus est ensemble associé à l'Orchestre de chambre de Paris depuis 2009.
Accentus bénéficie du soutien de l'Etat (DRAC & DGCA), de la Ville de Paris, de la Région Ile-de-France et de la SACEM. Insula Orchestra bénéficie du soutien du Conseil départemental des Hauts-de-Seine.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
EMPLOI
L'objectif est de conserver le volume d'activité important, notamment en terme d'action culturelle, permettant de maintenir le niveau d'emploi, grâce à la poursuite du partenariat avec l'opéra de Rouen Normandie et avec Insula Orchestra à la Seine Musicale

CREATION / DIFFUSION
Accentus s'attache toujours à passer une à deux commandes par an. C'est le cas cette année auprès de Annelies von Parys dans le cadre d'un programme intitulé « Guerre et Paix » qui comportera également une messe à double chœur de Martin et « Figure humaine » de Poulenc.
Par ailleurs, Accentus développe aussi les créations scéniques mêlant musique et mise en scène, en partenariat avec la Seine Musicale de Boulogne Billancourt, et l'Opéra-Comique où sera joué « la nonne sanglante » mis en scène par David Bobée.
Près de 25 concerts sont prévus en Île-de-France en 2017-2018 notamment à la Philharmonie de Paris ou la résidence de l'ensemble se poursuit à raison de 4 à 6 concerts par saison pour Accentus et pour le jeune chœur de Paris. Accentus est également invité à prendre part aux productions d'Insula Orchestra à la Seine Musicale.
Puis, le Festival d'Auvers sur Oise accompagne en production, un concert d'Accentus qui y réalise une résidence de diffusion associé à un cycle d'actions culturelles.

APPROPRIATION
Les concerts à la Seine musicale sont accompagnés d'actions en direction des publics : des avant-concerts pédagogiques permettent aux participants d'avoir les clefs d'écoute au préalable, ainsi que des rencontres entre étudiants et musicologues sont organisées lors des entractes.
Les chanteurs d'Accentus interviennent dans les établissements scolaires, ils y mènent de nombreux projets tels que « éteignez vos portables » avec des collègiens, « La voix dans tous ses états », ateliers de découverte proposés par les chanteurs d'Accentus à près de 5 classes, « Qu'est-ce que le son », ateliers de pratiques à destination d'enfants malentendants.

Accentus propose aussi des ciné-concerts avec les habitants et réfugiés accueillis à la Maison des Babaya de Montreuil et au Centre d'hébergement d'Ivry.
Par ailleurs un projet de création participative dirigé par Mark Withers est organisé autour de l'œuvre « Frankenstein ou le Prométhée moderne », en partenariat avec de nombreux établissements des Hauts-de-Seine, ce projet mobilisera près de 300 participants.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 283 820 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	100 920,00	35,56%
Dépenses de création/diffusion	72 900,00	25,69%
Dépenses d'appropriation	110 000,00	38,76%
Total	283 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	50 000,00	17,62%
CD 92 (acquis)	60 000,00	21,14%
Recettes propres	173 820,00	61,24%
Total	283 820,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012324

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA COMPAGNIE DU MYSTERE BOUFFE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	236 885,00 €	19,17 %	45 420,00 €
	Montant Total de la subvention		45 420,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE DU MYSTERE BOUFFE
Adresse administrative : 23 RUE ANDRE JOINEAU
93310 LE PRE ST GERVAIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale SEROUGE, Présidente

Date de publication au JO : 19 mars 1981

N° SIRET : 32504201800029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

La compagnie du Mystère Bouffe a été fondée en 1979 par Gilbert Bourébia, avec pour objectif la mise en valeur du champ artistique de la commedia dell'arte. Suite à sa disparition, une direction artistique collégiale a été mise en place entre 4 artistes : Anna Cottis, Lisa Labbé, Nelly Quette, José Luis Vivallo (facteur de masques).
L'association dispose d'un lieu de 250 m² au centre du Pré-Saint-Gervais. Elle y dispose de bureaux, d'une costumerie, d'une cuisine, d'un petit salon et d'une salle de répétition. La compagnie possède un fond de plus de 200 costumes, une collection de masques prestigieux, un important matériel scénique (gradin en bois, tréteaux…) et un atelier de fabrication. Ce lieu est utilisé par d'autres compagnies amies, notamment dans le cadre des « Plateaux solidaires » d'Arcadi.
Depuis 1999, la compagnie organise un festival, « Les Tréteaux nomades », qui se déroule principalement aux Arènes de Montmartre à Paris 18e arrondissement mais aussi dans d'autres lieux patrimoniaux de la ville (4ème, 10ème, 20ème).
La structure développe de nombreux ateliers à l'intention des amateurs dans près d'une vingtaine de villes franciliennes.

La compagnie est soutenue par la Région Ile-de-France depuis 2005 dans le cadre de l'aide à la permanence artistique et culturelle. Le projet de la convention s'articule autour des projets de création de la compagnie autour de la thématique de l'altérité, toujours dans le domaine de la commedia dell'arte revisitée, et de la poursuite des spectacles dans l'espace public. La compagnie continuera à travailler en Seine-Saint-Denis (Le Pré Saint-Gervais, Romainville, Aubervilliers), à Paris ainsi que dans les Yvelines (Louveciennes). Au regard de ce projet, la Région sera notamment attentive au développement par la compagnie de liens avec le réseau des théâtres de ville d'Ile-de-France et au maintien de son ancrage élargi sur le territoire francilien.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
EMPLOI
L'emploi s'est stabilisé en 2017 et la compagnie s'attachera à maintenir au même niveau.

CREATION / DIFFUSION
La compagnie du Mystère bouffe prévoit la création « Les trois Samouraï » d'après « les 3 mousquetaires d'Alexandre Dumas » mis en scène par Thilina Pietro Femino. Travaillé au Pré Saint Gervais, à Pavillons sous-bois et à Louveciennes, le spectacle sera ensuite présenté au théâtre de la Croix blanche de Saint Leu la Forêt, au théâtre Avant-Scène de Paray Vielle Poste, …
Par ailleurs la compagnie prévoit la création de deux nouveaux épisodes de « Ici Même Le Pré » et « Ici même Villeneuve quartier Nord », permettant de raconter deux autres quartiers à travers des balades sonores, artistiques et participatives, créées en lien avec les habitants.
La compagnie diffuse également les pièces de son répertoire en Île-de-France : «Othello » à Pontoise et Fontainebleau, « La Cour des Miracles » à Romainville et Mandres les roses, »Le crieur public » à Fontenay-sous-Bois.
La compagnie poursuit aussi l'organisation du Festival des Tréteaux Nomades qui connaitra sa 19ème édition à l'été 2018.

APPROPRIATION
Mystère Bouffe développe de nombreuses interventions autour de la commedia dell'arte auprès des populations, en particulier les enfants et les adolescents, à travers des stages avec les centres sociaux, dans le cadre de la Réussite éducative, de l'aménagement des rythmes éducatifs. La compagnie intervient sur plusieurs territoires franciliens : Paris 10ème, Paris 20ème, Neuilly-sur-Marne, Aubervilliers, Noisy-le-Grand, Le Pré-Saint-Gervais, Romainville, Villepinte, Bondy, Villeneuve-la-Garenne, Louveciennes… Plus de 1300 heures d'intervention auprès des publics sont prévues pour la prochaine année de conventionnement.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à236 885 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique : SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	47 607,00	20,10%
Dépenses de création/diffusion	118 116,00	49,86%
Dépenses d'appropriation	33 799,00	14,27%
Autres dépenses	37 363,00	15,77%
Total	236 885,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DDCS (sollicité)	16 100,00	6,80%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	45 420,00	19,17%
CD 92 (acquis)	1 250,00	0,53%
Ville du Pré-Saint-Gervais (sollicité)	7 250,00	3,06%
Ville de Villeneuve-la-Garenne (acquis)	2 750,00	1,16%
Est Ensemble (acquis)	2 000,00	0,84%
Emplois aidés	5 997,00	2,53%
Sociétés civiles (SPEDIDAM, Service Civique)	3 500,00	1,48%
Autres recettes	2 000,00	0,84%
Recettes propres	150 618,00	63,58%
Total	236 885,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 794,00 €
2018	13 626,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 420,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	7 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 420,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 420,00 €
	Montant total	143 260,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012325

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'AUTRE SOUFFLE - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	165 016,00 €	24,24 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AUTRE SOUFFLE
Adresse administrative : 34 SQ DE CLIGNANCOURT
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN GLISSANT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41285838300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date de réalisation : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Basée à Paris et en Guadeloupe, l'association L'Autre souffle a été créée en 1997 par le comédien et metteur en scène Jean-Michel Martial qui développe un travail autour de la notion de rencontre et de double culture.
Il a mis en scène plusieurs créations (« La loi du Tibi » de Jean Verdun, « Girouette et pisse vinaigre » de Syto Cavé en 2010 et 2011). La compagnie organise également des lectures des auteurs de la caraïbes (Damas, Césaire, Senghor, Glissant, Chamoiseau…) et des rencontres/débats.
Depuis 2006, le projet de la compagnie et de son directeur artistique est la réalisation du Répertoire du Théâtre Caraïbe avec des éditions d'auteurs des Caraïbes et des lectures et créations de ces auteurs.
Après des résidences de création à l'Archipel, scène nationale de Guadeloupe ou au CMAC, scène nationale de Fort-de-France, l'Autre souffle engage en 2012 un partenariat avec Gare Au théâtre, à Vitry-sur-Seine (94).
La compagnie organise, depuis 2015, le festival Kanoas, dédié au théâtre et aux arts vivants de la

Caraïbe en Île-de-France à Gare au théâtre à Vitry-sur-Seine et à Paris dans différents lieux selon les éditions.
L'Autre souffle bénéficie d'aide, pour le volet édition comme le volet spectacle de son projet, de la DAC et de la Région Guadeloupe, du Ministère de l'Outre-mer, de l'Institut franco caraïbe, de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, du Secrétariat d'Etat à la diversité culturelle, mais également de collectivités franciliennes : la Ville de paris, la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

EMPLOI
La compagnie continue à engager en CDI une administratrice.

CREATION / DIFFUSION/APPROPRIATION
La 3ème édition du festival Kanoas organisé par la compagnie L'Autre souffle aura lieu en octobre 2017 et présentera le travail d'artistes et de metteurs en scènes de la caraïbe tels que : José Exélis pour « Circulez », la compagnie de danse Le Rêve de Soie, le conteur Akonio Dolo… Des lectures des textes du Répertoire du Théâtre Caraïbe, édités désormais par la compagnie, y seront également présentées. Deux jours de Festival se dérouleront à Gare au théâtre à Vitry-sur-Seine et la journée de clôture devrait se dérouler dans l'auditorium de la Ville de Paris
La compagnie L'Autre souffle souhaite aboutir à la production de « Théodora » mise en scène par Jean-Michel Martial, initialement prévue pour 2016/2017. Des résidences d'écriture et de création sont prévues à Gare au théâtre et aux ateliers du Chaudron (Paris).
La compagnie souhaite poursuivre la diffusion des spectacles « le temps d'une lessive par une négresse italienne » mis en scène par Emmanuel Lenormand, Jean-Michel Chastel et Daisy Miotello et « La loi de tibi » mis en scène Par Jean-Michel Martial. Le volet édition du Répertoire Théâtre Caraïbe, soutenu principalement par la Région Guadeloupe, sera étoffé par l'édition de 3 nouvelles pièces prévue en octobre. L'édition des 12 ouvrages suivants sera parallèlement entamée.
La compagnie l'Autre Souffle poursuit les interventions menées tout au long de l'année avec 3 classes option-théâtre de seconde, première et terminale du Lycée Ste Elisabeth.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 165016 et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	23 500,00	14,24%
Dépenses de création / diffusion	118 058,00	71,54%
Dépenses d'appropriation	18 298,00	11,09%
Autres dépenses	5 160,00	3,13%
Total	165 016,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (sollicité)	12 000,00	7,27%
Minsitère de la culture FEAC (sollicité)	10 000,00	6,06%
Ministère de l'Outremer (sollicité)	20 000,00	12,12%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	40 000,00	24,24%
CR Guadeloupe (sollicité)	12 000,00	7,27%
CT Martinique (sollicité)	12 000,00	7,27%
DRAC Guadeloupe	8 000,00	4,85%
Ville de Paris	12 000,00	7,27%
CD Guadeloupe	8 000,00	4,85%
Mairie de Vitry	2 000,00	1,21%
secrétariat à la Diversité	3 000,00	1,82%
Recettes propres d'activité	26 016,00	15,77%
Total	165 016,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012326

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES HELIADES - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	183 960,00 €	30,44 %	56 000,00 €
	Montant Total de la subvention		56 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES HELIADES
Adresse administrative : 87 RUE FELIX FAURE
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise CARRE-BERNARD, Présidente

Date de publication au JO : 25 octobre 1989

N° SIRET : 38160443800030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

La compagnie Les Héliades, dirigée par Véronique Widock, occupe un ancien atelier transformé en théâtre à Colombes, le Hublot. En 2003/2004, le lieu a fait l'objet, avec le plein soutien régional au titre de l'investissement culturel, d'importants travaux de réhabilitation. C'est devenu un véritable théâtre (70 places) bien aménagé, dédié aux écritures contemporaines.
Le Hublot n'est pas en concurrence avec le théâtre municipal de Colombes, l'Avant Seine (900 places), mais en constitue un complément intéressant. Outre la programmation de la compagnie Les Héliades et celle des compagnies accueillies en résidence, le Hublot joue aussi son rôle dans le maillage culturel de la boucle nord des Hauts-de-Seine, en multipliant les partenariats avec d'autres structures équivalentes. Dans le domaine de l'action culturelle, le lieu reçoit également un soutien de la part du service régional de l'Animation sociale des quartiers. Depuis 2009, la structure bénéficie aussi d'un emploi tremplin.
En 2014, le conventionnement DRAC qui avait fortement diminué en 2013 a pris fin et la DRAC a dorénavant soutenu les Héliades au titre de l'aide à la résidence doublé d'une aide à la résidence d'implantation. Outre le soutien régional et celui de la DRAC, la compagnie est soutenue par le Département des Hauts-de-Seine, les villes de Colombes, de Clichy et Gennevilliers.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION
La compagnie Héliades s'attache à diffuser ses dernières créations : « Cabaret Hirsute#2 » Récits de Femmes » créée en 2016 qui prévoit 6 représentations dans les Côtes d'Armor, et « Cabaret Hirsute#3 – Histoires à se mettre sur la tête » créée en 2017, qui prévoit 4 représentations dans les Hauts-de-Seine (Colombes, Villeneuve-la-Garenne) et à Pordic.
La compagnie prévoit ensuite la création pour janvier 2018 de « Une laborieuse entreprise » d'Hanokh Levin, mise en scène par Véronique Widock, une pièce pour 3 interprètes présentée au Hublot, puis au Studio théâtre d'Asnières et à la Fabrique de Guéret.
Par ailleurs, la compagnie accueille au sein du Hublot, plusieurs compagnies en résidence de création, d'implantation et/ou de diffusion à qui elle propose aussi un accompagnement administratif. Pour la prochaine année de convention Les héliades accueilleront 9 équipes, dont la compagnie lieux dits scénographies, le théâtre de la démesure, compagnie du grain de sel…

APPROPRIATION
Après chaque représentation de la compagnie et/ou au Hublot sont organisées des rencontres entre les équipes artistiques et les publics, notamment scolaires. La compagnie mène de nombreuses interventions en milieu scolaire, elle est par exemple impliquée auprès des lycéens de Nanterre pour un parcours de pratique artistique et de prévention de la radicalisation et auprès des lycéens en option théâtre de Rueil Malmaison, ainsi qu'en résidence dans un collège, soutenue par la DRAC et la préfecture des Hauts-de-Seine.
Elle poursuit par ailleurs le projet de « récits embarqués » avec des groupes de femmes et d'adolescents de Colombes, et les stages de pratiques théâtrales auprès de jeunes adultes (en BTS ou en lien avec la mission locale de Colombes)
Enfin, la compagnie Héliades s'associe au Festival des Rumeurs Urbaines pour accueillir au Hublot des présentations de projet et la journée professionnelle.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 183 960€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	73 600,00	34,40%
Dépenses de création/diffusion	97 360,00	45,50%
Dépenses d'appropriation	23 000,00	10,75%
Autres dépenses	20 000,00	9,35%
Total	213 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	44 000,00	20,56%
CGET (sollicité)	12 000,00	5,61%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	56 000,00	26,17%
Région IDF - Emplois Tremplins (sollicité)	15 000,00	7,01%
Région IDF - Politique de la ville (sollicité)	15 000,00	7,01%
CD 92 (sollicité)	18 000,00	8,41%
Ville de Colombes (sollicité)	17 000,00	7,95%
Villes de Clichy et Genenvilliers (sollicité)	4 000,00	1,87%
Emplois aidés (CUI-CAE, FONJEP)	14 560,00	6,81%
Sociétés civiles (ADAMI, SPEDIDAM)	8 000,00	3,74%
Recettes propres	10 400,00	4,86%
Total	213 960,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 200,00 €
2018	16 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	56 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	56 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	20 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	56 000,00 €
	Montant total	213 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012329

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'ART MOBILE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 (CP NOV 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	196 000,00 €	38,27 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ART MOBILE
Adresse administrative : 21 RUE FREDERIC-HENRI MANHES
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PASCALE BROCHARD, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40221578400040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date de réalisation : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

L'Art mobile est une compagnie théâtrale fondée en 1994 par Gil Bourrasseau et Bruno Cochet, implantée surtout en Essonne, en résidence à Sainte-Geneviève-des-Bois depuis 2006 après une résidence de 5 ans à Bures-sur-Yvette. Ces deux résidences portaient sur des objectifs similaires : création, diffusion et action culturelle. La compagnie a été fondée sur le concept de mobilité, via une structure itinérante lui permettant de jouer dans des lieux inappropriés pour le spectacle vivant. La compagnie est aujourd'hui dirigée par Gil Bourrasseau et une artiste associée, Cécile Tournesol.
Le projet proposé à la Permanence était un projet d'itinérance, principalement en Essonne, mais aussi dans d'autres départements franciliens : le Théâtre portatif. Le Théâtre portatif reposait sur la mise en place de relations avec les partenaires locaux et un travail dans la durée qui impliquait une présence continue de l'équipe sur le territoire. Le travail de préfiguration avait commencé en Essonne pour s'étendre au Val d'Oise. A terme, le travail devait être développé sur l'ensemble du territoire de la grande couronne d'Ile-de-France en Yvelines et en Seine-et-Marne. Le Théâtre portatif jouait la carte de l'itinérance, alternant les spectacles pensés pour la scène traditionnelle, et ceux, formes plus légères,

voués au nomadisme, conçus pour aller vers les gens. La diversité des écritures qui propose des œuvres radicalement différentes est garante de l'éclectisme des thèmes, des formes et des paroles portées à la scène. En 2012, la compagnie a porté un projet de Pôle national des arts nomades qui n'a pas abouti et, la même année, s'est installée en résidence sur la commune de Brétigny-sur-Orge. Elle travaille moins régulièrement avec le théâtre portatif et davantage en salle ou sous chapiteau. La compagnie conserve ses bureaux à Sainte-Geneviève-des-Bois. En août 2016, Gil Bourrasseau est malheureusement décédé des suites d'une longue maladie. La poursuite des activités de l'Art Mobile est portée par Cécile Tournesol, sur le projet du Cercle de Craie caucasien notamment.
L'art mobile est subventionné par le Conseil départemental de l'Essonne. L'art mobile bénéficie, pour ses créations, du soutien de la Drac Ile-de-France, d'Arcadi (Conseil Régional d'Ile-de-France) et de l'ADAMI. Elle bénéficie également du soutien au titre des résidences d'artistes en milieu scolaire de la DRAC Ile-de-France.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017-2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

EMPLOI
Pour la prochaine année de conventionnement, pour assurer le montage des créations et de développer les exploitations des spectacles, la compagnie poursuivra l'embauche en intermittence d'un chargé de production et d'un chargé de diffusion.

CREATION / DIFFUSION/APPROPRIATION
La compagnie l'Art Mobile prévoit de créer « Les Yeux d'Anna » de Luc Tartar en novembre 2018, pièce dédiée au public adolescent. Elle sera coproduite et accueillie en résidence par le Centre culturel des Bords de Scène d'Athis-Mons. La présentation au Festival d'Avignon Off du projet créé en fin d'année 2016 « Le Cercle de Craie Caucasien » de Bertold Bretch est envisagée pour 2018.
Dans le cadre de cette création et du partenariat avec le centre des Bords de Scène, la compagnie mènera plus de 60 heures d'ateliers, en résidence territoriale au Lycée Monge de Savigny-sur-Orge. Des interventions en classe PEAC dans un collège des Ulis, des master-class en conservatoire, des formations ou encore des interventions dans un centre hospitalier (créations de petites formes dans les services psychiatriques) sont également prévues. Un volume d'heures de près de 370 heures est ainsi envisagées

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 196 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	14 990,00	7,65%
Dépenses de création/diffusion	98 008,00	50,00%
Dépenses d'appropriation	29 002,00	14,80%
Autres dépenses	54 000,00	27,55%
Total	196 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	10 000,00	5,10%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	75 000,00	38,27%
CD 91 (acquis)	13 000,00	6,63%
ADAMI	20 000,00	10,20%
Recettes propres d'activités	78 000,00	39,80%
Total	196 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	52 500,00 €
2018	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
	Montant total	225 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014873

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACADEMIE FRATELLINI - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	345 749,00 €	34,71 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACADEMIE FRATELLINI
Adresse administrative : RUE DES CHEMINOTS
93210 LA PLAINE ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain PACHERIE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 30249234300033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Héritière de l'Ecole nationale de cirque créée par Annie Fratellini et Pierre Etaix en 1972, l'Académie Fratellini est tout à la fois un pôle de formation supérieure (CFA) et un centre de développement artistique et culturel, implanté dans le quartier de La Plaine à Saint-Denis. L'Académie est dirigée par Stéphane Simonin depuis 2012, Valérie Fratellini en est la directrice pédagogique.
L'Académie Fratellini est une construction privilégiant les matériaux de récupération et le bois ; elle a été conçue par les architectes Patrick Bouchain & et Loïc Julienne. Située sur un terrain mis gracieusement à disposition par la SEM Plaine Commune, elle comprend plus de 5500 m² et se compose de différents espaces équipés : le grand chapiteau (jauge de 1600 places), le petit chapiteau (jauge de 250 places), une grande halle (jauge de 250 places), 3 studios de travail de 200 à 400 m², 1 salle de danse, des bureaux, 3 ateliers de fabrication (costumes, ferronnerie, menuiserie). Le site dispose également de 5 caravanes offrant des possibilités d'hébergement et de 7 containers de stockage de matériel.
Avec le CNAC à Châlons-en-Champagne, c'est l'une des deux écoles supérieures en France qui prépare depuis 2015 au Diplôme national supérieur professionnel d'artiste de cirque (Bac+3, niveau II). L'Académie Fratellini est la seule école à proposer une formation basée à la fois sur un principe

d'alternance entre temps pédagogique (60%) et temps professionnel (40%) et sur un parcours de formation individualisé pour chaque élève-apprenti, qui est rémunéré pendant trois ans dans le cadre du CFA. Il s'agit de former des artistes de cirque complets, qui possèdent chacun une spécialité parmi les différentes disciplines.
L'Académie Fratellini est financée par l'Etat, la Région, le Département de la Seine-Saint-Denis et la Communauté d'agglomération Plaine Commune. L'Académie Fratellini est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle à hauteur de 120 000 € depuis 2005, ainsi qu'au titre des CFA.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 – 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Pour la prochaine année de conventionnement, l'Académie Fratellini accueillera 13 compagnies pour des résidences de 5 à 11 jours (dont notamment le Cirque Rasposo, Jérôme Tomas, Idem Collectif…) L'Académie met à disposition l'un de ses studios ou son petit chapiteau pour le travail de création des équipes accueillies. Des sorties de résidence sont proposées ponctuellement.
L'Académie Fratellini proposera plusieurs créations avec des apprentis de l'école, qui seront produites ou coproduites durant l'année à venir :
- Antoni Klemm créera « Dé-noué » avec deux apprentis de 3ème année, une forme destinée à être jouée dans les écoles maternelles de Saint-Denis et de la Seine-Saint-Denis et qui tournera aussi en Essonne (écoles et Théâtre de l'Agora).
- Stuart Seide et les apprentis de 2ème année créeront un spectacle de Noël à l'Académie autour du thème de New York : « Un garçon à New-York », une diffusion extérieure est également prévue avec 4 représentations au Cirque-Théâtre d'Elbeuf.
- Chaque promotion participera à la création d'un spectacle : une forme légère de 30 minutes avec les apprentis de 1ère année, une création avec les apprentis de 2ème année qui sera mise en scène par Geneviève de Kermabon, et une création avec les apprentis de 3ème année, qui sera mise en scène par Jani Nuutinen.
6 apéros cirques seront également créés (formes créées en 10 jours, avec deux représentations) avec les artistes invités suivants : Olivier Letellier ? Anna rodriguez, Mickaël Vessereau, Jordi Aspa, Geneviève de Kermabon.
Un partenariat avec la Maison du Conte et la Cie Théâtre du Phare permettra la création de tandems entre conteurs et apprentis qui seront présentés lors de l'inauguration des locaux de la Maison du Conte.
L'Académie Fratellini collabore avec plusieurs établissements scolaires de son territoire pour proposer des ateliers tout au long de l'année (classes à PAC, projet ALYCCE, résidence en milieu scolaire, parcours CAC) pour un total d'environ 500 heures sur l'année scolaire. Elle ouvre régulièrement son site au public et propose à cette occasion des répétitions publiques ou des rencontres avec les équipes artistiques.
L'Académie Fratellini poursuit ses nombreuses interventions auprès des publics dans le cadre des cours, stages amateurs, visites, ateliers d'initiation au cirque avec des scolaires, des comités d'entreprises, des classes à pac, des résidences en milieu scolaire, des classes relais, des parcours découverte, des ateliers avec des jeunes en situation de handicap, des détenus, des centres sociaux, des jeunes en insertion sociale et professionnelle, des projets fédérateurs « un cirque dans mon quartier » avec des jeunes du Franc-Moisin, des partenariats avec l'enseignement supérieur : écoles d'art et d'architecture, universités Paris 8 et13. Soit plus de 730 heures d'interventions artistiques prévues.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 345 749 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite des autres dépenses.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	294 082,00	22,31%
Dépenses d'appropriation	51 667,00	3,92%
Autres dépenses	972 431,00	73,77%
Total	1 318 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	16 500,00	1,25%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	120 000,00	9,10%
TVA sur la subvention régionale	-6 256,00	-0,47%
CD 93 (sollicité)	89 108,00	6,76%
Plaine Commune (sollicité)	185 725,00	14,09%
Emplois aidés	13 464,00	1,02%
SACD	19 000,00	1,44%
Mécénat	30 834,00	2,34%
Recettes propres	849 805,00	64,47%
Total	1 318 180,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	84 000,00 €
2018	36 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	12 500,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	10 657,12 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	120 000,00 €
2014	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	180,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	720,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	126 504,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	120 000,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	139 742,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	120 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	260,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	276 458,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	134 000,00 €
	Montant total	973 393,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014874

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTION ARTISTIQUE 77 - 4E CONV PAC- AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	322 230,00 €	34,45 %	111 000,00 €
	Montant Total de la subvention		111 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTION ARTISTIQUE 77
Adresse administrative : 1 PL DE LA PREFECTURE
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK SEPTIERS, Président

Date de publication au JO : 29 juillet 2000

N° SIRET : 32897134600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Instance créé en 2009 et dirigée depuis 2011 Hervé Biseuil, Act'art est l'opérateur culturel du Conseil départemental de Seine-et-Marne. Ses deux actions emblématiques sont les « Scènes Rurales » et le festival « Hoptimum ».
Le principe des « Scènes Rurales » est d'aller à la rencontre des territoires sans équipement qualifié, il n'existe donc pas de lieu référent. Les spectacles se déroulent le plus souvent dans des salles des fêtes ou des foyers ruraux. Ils peuvent investir des lieux différents, (granges, cafés, ...) ou être présentés par des compagnies disposant de leur propre structure (chapiteau, bus...). Dans le cadre des « Scènes Rurales », les compagnies sont présentes sur le territoire et mènent un travail de sensibilisation autour des spectacles. Plus de 180 communes composent les 13 territoires des scènes rurales en 2011.
Le festival « Hoptimum » est un évènement hip hop, danse, musique et graff depuis l'édition 2011 organisé par Act'Art sur le territoire de la Seine-et-Marne. Par ailleurs, Act'Art propose des actions de formations tant aux professionnels (danse) qu'aux amateurs, participe au dispositif « Collège au cinéma » et met à dispositions des professionnels, des collectivités comme du public, des informations sur la vie culturelle et artistique.
Les principaux financeurs sont le Conseil départemental de Seine-et-Marne, les villes et collectivités

publiques locales partenaires du dispositif Scènes Rurales, la DRAC et la Région Ile-de-France.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Pour la prochaine année de conventionnement, Act'Art prévoit de reconduire les « Scènes rurales » pour une nouvelle saison. Elles compteront 21 spectacles pour un total de 47 représentations. Afin de rapprocher le public des territoires ruraux des lieux culturels habituels, Act'Art propose au public des « Scènes rurales » 8 représentations en coproduction dans des théâtres ou centres culturels du département.
Act'Art expérimentera dans l'année à venir de nouvelles modalités d'action pour les « Scènes rurales » avec la mise en place sur 4 territoires pilotes de résidences artistiques à la place de la diffusion habituelle. Les projets sont construits en lien étroit avec les communautés de communes concernées avec l'objectif de toucher un large public par le travail de l'équipe accueillie (actions culturelles, diffusions…). Ainsi, seront accueillies cette année la Cie Philippe Lardaud (CC Moret Seine et Loing) et la Cie Nadine Beaulieu (CC des deux Mrin). Un projet cirque est envisagé avec la CC du Val Briard. Ces nouvelles modalités seront étendues à l'ensemble de la Seine-et-Marne pour la saison 2018-2019.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 322 230 € et correspond au total de dépenses de création diffusion et appropriation.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	24 000,00	5,60%
Dépenses de création/diffusion	144 685,00	33,79%
Dépenses d'appropriation	177 545,00	41,46%
Autres dépenses	82 000,00	19,15%
Total	428 230,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	70 000,00	16,35%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	111 000,00	25,92%
CD 77 (acquis)	215 230,00	50,26%
EPCI 77 (acquis)	30 000,00	7,01%
Apprentissage (2 postes)	2 000,00	0,47%
Total	428 230,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	77 700,00 €
2018	33 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	111 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	111 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	111 000,00 €
	Montant total	333 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014875

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASS CULT DU THEATRE D ALEPH - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	73 500,00 €	31,29 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS CULT DU THEATRE D ALEPH
Adresse administrative : 69 AV DANIELLE CASANOVA
94200 IVRY S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Claude LEFORT, Président

Date de publication au JO : 16 décembre 1980

N° SIRET : 32686419600059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

La compagnie a été créée par Oscar Castro à la fin des années soixante à Santiago au Chili sous les années Allende ; elle est installée depuis 1995 dans un lieu à Ivry-sur-Seine dans le Val-de-Marne. Animée par des perspectives transculturelles françaises et latino-américaines, la compagnie travaille sur la recherche théâtrale, musicale et chorégraphique. Le projet du Théâtre Aleph est celui d'un théâtre social avec du théâtre d'intervention, des projets avec scolaires, le projet « Le Théâtre des Gens et des métiers », soit des créations de théâtre musical réalisées avec des acteurs amateurs (groupe de collégiens, groupe de femmes en situation d'exclusion…) sur le thème de leur vie, leur statut, leur métier.
Après le coup d'état au Chili, Oscar Castro subit la censure, il est arrêté et passera deux ans (de 1974 à 1976) dans un camp. Il invente à l'intérieur même des camps les vendredis culturels, monte et présente, avec les prisonniers, une pièce par semaine. Puis, à la sortie des camps en 1976, Oscar Castro est exilé à Paris, accueilli par Ariane Mnouchkine à la cartoucherie de Vincennes et refonde sa compagnie.
Le lieu dans lequel il s'installe en 1995, le Théâtre Aleph, est une ancienne fabrique de carton de 350 m2 aménagée sur 2 niveaux avec 2 bureaux, un salon-bar et une salle de spectacle équipée de 100 places. L'activité du lieu et celle de la compagnie sont indissociables, quasiment toutes les représentations

présentées dans le Théâtre Aleph étant des productions de la compagnie.
Le Théâtre Aleph est soutenu par la DDJS et le Conseil départemental du Val-de-Marne ainsi que par la Ville d'Ivry-sur-Seine et la Région Ile-de-France.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 – 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Pour l'année à venir, le Théatre aleph projette la création d'un nouveau spectacle mis en scène par oscar castro, une comédie surréaliste sur le thème de la guerre, qui réunira 6 comédiens du théatre aleph et fera l'objet de 18 représentations au Théâtre. La compagnie reprendra la pièce « Talca, Paris y Broadway » écrite et mise en scène par Oscar Castro en 1984. Elle rassemblera 4 comédiens de la compagnie et 12 à 20 amateurs issus de l'atelier Latin'Actor.
Le Théâtre Aleph poursuivra également son projet mené avec des personnes, femmes et hommes, en situation d'exclusion en partenariat avec l'association d'insertion Atout Majeur. Chaque année, le Théâtre Aleph créé ainsi avec ce groupe un spectacle qui permet d'aborder un thème, « la promotion de la santé et de l'accès aux droits », « la lutte contre les discrimination et la citoyenneté » et « les violences faites aux femmes en milieu intra familial » pour les projets à venir. Le projet repose sur des ateliers menés pendant 2 mois et 5 représentations publiques.
Le Théâtre Aleph accueille également de façon régulière la Compagnie des Grands pour répéter ses spectacles et techniques d'improvisation, et l'association « arts langues et cultures » pour ses cours et ateliers « théâtre en anglais ».
Enfin, les ateliers théâtre pour adolescentes issus de quartiers « politique de la ville » comme les ateliers Latin'Actor seront reconduits pour l'année prochaine.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 73 500 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite de l'aide régionale lutte contre les discriminations.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	14 670,00	19,18%
Dépenses de création/diffusion	60 530,00	79,12%
Autres dépenses	1 300,00	1,70%
Total	76 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	3 000,00	3,92%
Préfecture du Val-de-Marne (sollicité)	5 000,00	6,54%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	23 000,00	30,07%
Région IDF - Lutte contre les discriminations	3 000,00	3,92%
CD 94 (sollicité)	16 000,00	20,92%
Ville d'Ivry (sollicité)	5 000,00	6,54%
Recettes propres	21 500,00	28,10%
Total	76 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 100,00 €
2018	6 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	18 000,00 €
2014	Lutte contre les discriminations	7 650,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
	Montant total	76 650,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014876

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION CITE-THEATRE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	165 600,00 €	54,35 %	90 000,00 €
	Montant Total de la subvention		90 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CITE-THEATRE
Adresse administrative : 21 BOULEVARD JOURDAN
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOSE ALFAROBA, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82095968200023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Le Théâtre de la Cité internationale (TCI) est un espace autonome au sein de la Fondation de la Cité Internationale (Paris XIVème), dont il dépend juridiquement depuis 1936 et qui lui apporte une importante contribution annuelle. Par son rayonnement actuel et l'intérêt de sa programmation, le TCI dépasse très largement le public des résidents de la Cité internationale pour atteindre un vaste public francilien.
Dirigé de 2008 à 2014 par Pascale Henrot à la suite de Nicole Gautier, le TCI propose une programmation cosmopolite et pluridisciplinaire. Plaçant l'artiste au cœur du projet, il présente des œuvres populaires de grande qualité aux côtés de propositions radicales. Disposant de trois salles (La coupole – 418 places, La galerie – 230 places, La resserre – 144 places), il présente chaque année deux demi-saisons, automne/hiver et printemps/été.
Depuis 2016, Marc le Glatin assure la direction du TCI. Le Théâtre est constitué en association loi 1901 depuis le 1er septembre 2016.
Le TCI accueille régulièrement des artistes pour de longues résidences. L'aide de la Région au titre de la permanence artistique et culturelle a notamment permis de soutenir les résidences de Paco Decina (danse), Massimo Furlan (théâtre et performance) et Fanny de Chaillé (danse et performance).

Le principal partenaire du Théâtre de la Cité internationale est la DRAC, aux côtés de la Ville de Paris.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
La prochaine année de conventionnement sera marquée par la mise en œuvre par le Théâtre de la Cité Internationale du dispositif Prémisses. Il s'agit d'un dispositif d'accompagnement de jeunes équipes artistiques, sorties depuis moins de 4 ans d'écoles supérieures d'art dramatique, en vue de leur professionnalisation.
Deux équipes seront retenues parmi les 6 projets choisis lors de l'appel à projet (Théâtre de la Suspension, La Phenomena Cie, Cie Le Grand Nulle Part …). Elles seront alors accompagnées par Prémisses production (office de production adossé au TCI) en administration, production, diffusion. Elles présenteront une première création en décembre 2017 ou janvier 2018, puis seront en résidence au TCI en vue d'une nouvelle création durant la saison 2019-2020.
Le TCI apporte 10 000€ en coproduction à chaque compagnie retenue et 10 000€ également à un fonds de soutien à la création porté par Prémisses production.
Le TCI mène des actions culturelles auprès de lycéens (ateliers théâtre, projet radio), d'étudiants (Université Paris 3, résidents de la Cité U), des centres socioculturels (ateliers d'écriture, marionnettes) d'enseignants (partenariat avec les différentes académies).
La Région renouvelle son aide au titre de la création/diffusion et de l'appropriation à hauteur de 90 000€.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 165 600€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite des taxes et impôts.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	25 500,00	15,14%
Dépenses de création/diffusion	99 900,00	59,31%
Dépenses d'appropriation	25 200,00	14,96%
Autres dépenses	17 835,00	10,59%
Total	168 435,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	30 000,00	17,81%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	90 000,00	53,43%
Ville de Paris (sollicité)	15 000,00	8,91%
Recettes propres et apport du TCI	33 435,00	19,85%
Total	168 435,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	63 000,00 €
2018	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	9 560,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	34 060,00 €
	Montant total	133 620,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014877

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION DU THEATRE DE CHELLES - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	388 384,00 €	16,69 %	64 830,00 €
	Montant Total de la subvention		64 830,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DU THEATRE DE CHELLES
Adresse administrative : PLACE DES MARTYRS DE CHATEAUBRIANT
77500 CHELLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARYSE LAGORCE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33363514200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Le Théâtre de Chelles est un théâtre de ville, inauguré en 1969. Une période marquante de son histoire est attachée à la présence de la compagnie « Théâtre en Liberté » (Téphany – Meyrand) entre 1975 et 1985.
Avec la nouvelle direction en 2000, le Théâtre de Chelles, devenu scène conventionnée, doté d'une salle de 776 places, et d'un studio réservé aux répétitions et aux ateliers, a développé un projet artistique qui repose sur la présence de compagnies en résidence sur 3 ans. Sa programmation s'est structurée progressivement autour de l'organisation de quatre évènements thématiques conciliant des actions culturelles sur l'année, des accueils et des coproductions (une opération sur un pays ou une région du monde, le festival « Dominantes musique », « Le Num » - manifestation lancée en 2004 et appelée jusqu'en 2006 « Festival Arts en numérique » - et le festival « Juste Avant »). Au-delà de ces temps forts de la saison, la programmation pluridisciplinaire accorde une place aux créations régulières des compagnies en résidence.
Parallèlement, le Théâtre de Chelles est engagé dans un processus ambitieux de développement culturel sur le territoire du bassin Chellois, soutenu par la communauté de communes Marne et Chantereine.

L'action culturelle est conçue sur des actions de longue durée qui sont confiées aux équipes artistiques en résidence afin de nouer des relations privilégiées et enrichissantes avec des publics divers.

Le Théâtre de Chelles est subventionné par la Ville de Chelles, la Communauté d'agglomération, le Conseil départemental de Seine-et Marne, le Ministère de la Culture - DRAC Ile-de-France et l'ONDA.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017– 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
EMPLOI
La précédente année de conventionnement a été marquée par plusieurs départs et le recrutement d'un nouveau directeur, Frédéric Maragnani et la réorganisation des missions. L'objectif pour l'année à venir sera donc de stabiliser et de consolider l'équipe, notamment avec des formations pour les nouveaux arrivants.

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Le Théâtre de Chelles accueillera 4 compagnies en résidence de création et d'actions territoriales sur 3 ans : Cie Coup de Poker, Cie Les Cambrioleurs, Collectif Cabaret Contemporain sont en renouvellement et une nouvelle équipe la Cie du 8 avril à partir de janvier 2018.
Le Théâtre de Chelles soutient une ou deux créations sur les 3 ans de résidence de chaque compagnie. En 2018, il coproduira « Amour » de la Cie Coup de Poker et « Red Line » de la Cie Les Cambrioleurs avec 15 000€ d'apport pour chacune.
Le Théâtre coproduira également deux banquets littéraires, « Les Feux de l'amour » par la Cie HKC et « La reine des neiges » par la Cie Zone France, avec des apports de 1 500€.
Le festival Le Num ne sera pas reconduit en 2018 au profit d'un nouveau festival « Solo » qui mettra à l'honneur le seul en scène ; Prévu en mars, il comptera 10 spectacles pour 13 représentations au Théâtre et 5 hors-les-murs, sur le territoire de l'agglomération.
Le Théâtre de Chelles prévoit un grand nombre d'actions culturelles, pour un total de plus de 1000 heures, dont près d'une moitié avec des établissements scolaires. Il organisera notamment une option théâtre en lycée, et un parcours spectateur. Les actions culturelles sont en majorité portées par les artistes des compagnies en résidence.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 388 384 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique : SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	166 105,00	42,77%
Dépenses de création/diffusion	133 320,00	34,33%
Dépenses d'appropriation	88 959,00	22,90%
Total	388 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	38 000,00	9,78%
DRAC IDF SDAT (sollicité)	17 000,00	4,38%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	64 830,00	16,69%
CD 77 (sollicité)	47 000,00	12,10%
EPCI Vallée de la Marne (sollicité)	42 000,00	10,81%
Ville de Chelles (sollicité)	147 554,00	37,99%
Société civile	1 000,00	0,26%
Recettes propres	31 000,00	7,98%
Total	388 384,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 381,00 €
2018	19 449,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	64 830,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	64 830,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	64 830,00 €
	Montant total	194 490,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014878

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION THEATRE PAR LE BAS - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	157 268,00 €	19,08 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION THEATRE PAR LE BAS
Adresse administrative : 17 ALLEE DE L'ARLEQUIN
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marylène SAMSON, Présidente

Date de publication au JO : 22 novembre 1978

N° SIRET : 32445751400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Le Théâtre par le Bas est constitué d'une salle de 50 places au pied des tours Aillaud de Nanterre-Parc. Le lieu est mis à disposition par le Conseil général des Hauts-de-Seine au directeur artistique et metteur en scène Jean Luc Borg depuis 1978. La démarche consiste à proposer aux habitants de découvrir des textes d'exception tels que « L'Ivre de Rabelais », « Ulysse », « Madame Bovary, je t'embrasse partout », « Ravissement », « Panurge Hip Hop », « Cyrano». Le lieu est « un espace de liens et d'apprentissages ». Le tissu associatif local est très impliqué dans le projet, que ce soit celui de Nanterre ou des villes voisines. Le Théâtre par le Bas propose par ailleurs des ateliers théâtre pour les enfants à partir de 7 ans et des ateliers théâtre hip hop pour les adolescents au tarif de 10 euros par trimestre.
Le Théâtre par le Bas est soutenu au titre de la mission ville de la Préfecture des Hauts-de-Seine, par le département des Hauts-de-Seine au titre du fonctionnement et du Contrat de ville et par la Ville de Nanterre au titre du fonctionnement et du contrat de ville également.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle

actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Pour la prochaine année de conventionnement, la Cie du Théâtre par le Bas poursuivra la diffusion de deux de ses créations, « The Story of M » dans des centres socioculturels (Nanterre, Colombes) et au Studio Théâtre de Stains, et « Irma rit Rose » au Théâtre par le Bas et au théâtre de l'Opprimé.
Le Théâtre par le Bas accueillera aussi plusieurs équipes en résidence avec une mise à disposition de son plateau et de son équipe technique. La Cie Bonnie et Jacques sera accueillie 9 jours en préparation de la diffusion de « Pauline Cariou » au Festival RIRE de Nanterre en mars 2018. La Cie Branle-Bas de combat, prix du public au Festival 48h en scène, sera accueillie un mois pour finaliser sa création « Couples # » avant 2 représentations au Théâtre par le Bas et une au Festival RIRE. Le Théâtre par le Bas est coproducteur à hauteur de 1 200€.
Enfin, la Cie le Temps de Vivre sera également accompagnée pour poursuivre la diffusion de « Retour à Ithaque » avec des diffusions dans des centres socioculturels des Hauts-de-Seine.
Des échanges sont en cours pour la création d'un festival commun au Festival RIRE, à Arti'show et 48 en scène pour valoriser les découvertes de chacun d'entre eux.
Le Théâtre par le Bas propose différents ateliers de théâtre, d'humour et des stages, tout au long de l'année, pour des publics différents (jeunes enfants, adolescents, adultes, femmes éloignées de la culture). En partenariat avec des centres sociaux et des associations, le Théâtre emmène des mères isolées et des personnes éloignées de la culture en sorties théâtre à Paris suivies de débat.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 157 268 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite des frais bancaires et des autres subventions régionales.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	16 300,00	10,19%
Dépenses de création/diffusion	65 958,00	41,25%
Dépenses d'appropriation	19 890,00	12,44%
Autres dépenses	57 742,00	36,11%
Total	159 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Préfecture - CGET (acquis)	37 000,00	23,14%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	30 000,00	18,76%
Région IDF - ALYCCE (sollicité)	2 500,00	1,56%
CD 92 (sollicité)	13 000,00	8,13%
Paris Ouest La Défense (acquis)	8 000,00	5,00%
Ville de Nanterre (acquis)	40 850,00	25,55%
Emplois aidés	18 940,00	11,85%
Recettes propres	9 600,00	6,00%
Total	159 890,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	64 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014879

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA PENICHE OPERA - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	543 780,00 €	20,23 %	110 000,00 €
	Montant Total de la subvention		110 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA PENICHE OPERA
Adresse administrative : 46 QU DE LA LOIRE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur STEPHANE MALFETTES, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32566565100031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

La Péniche Opéra est une compagnie d'art lyrique et de théâtre musical créée en 1982 et dirigée par Mireille Larroche jusqu'en 2015, Geoffroy Jourdain et Olivier Michel (Les cris de Paris) en ont repris la direction.
Le nouveau projet de la péniche, dénommée La Pop, repose sur la production, l'accueil et l'accompagnement d'équipes artistiques et de spectacles musicaux : petits formats adaptés au lieu de la péniche ou bien grands formats destinés à être diffusés dans les réseaux franciliens et nationaux (notamment les réseaux CDN, Scènes nationales et Scènes conventionnées) voire internationaux. La Pop accueillera en résidence tout au long de l'année, d'une à trois semaines, des équipes en résidences de travail. 2 Temps fort ont été instaurés à l'automne et au printemps. Outre la présentation des spectacles, des lectures de comédiens du Jeune Théâtre National sont proposées pour le jeune public ainsi que des rencontres professionnelles et des installations plastiques et sonores …
Les partenaires publics de la compagnie sont la DRAC au titre de Compagnie Nationale de Théâtre Lyrique et Musical, et la Région Ile-de-France et la Ville de Paris

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Pour la prochaine année de conventionnement, la Pop renouvelle ses deux temps forts qui accueilleront une douzaine de créations. L'édition de printemps verra ainsi les créations de Franck Vigroux, Kurt d'Haeseleer, du Collectif Catastrophe etc., et l'édition d'automne celles de Marc Lainé, Blandine Rinkel, Diana Soh etc. La Pop accueillera en parallèle une grande diversité d'équipes artistiques en résidence.
La Pop poursuivra ses Journées de repérage artistique en lien avec l'ONDA pour une dizaine d'équipes émergentes, les Pop Conf' (rencontres avec artiste et scientifique), et le cycle de relectures. Une installation d'art contemporain de Céleste Boursier-Mougenot sera également accueillie.
Deux résidences seront menées en établissement scolaire. D'une part, Mathilde Guermonprez mènera un projet de fiction radiophonique au Collège Saint-Exupéry à Noisy-le-Grand avec des jeunes en situation de handicap. D'autre part, Nathalie Bourg et Mathilde Benmoussa proposeront un parcours autour des Métamorphoses d'Ovide au Lycée Armand Guillaumin d'Orly avec des lycéennes en bac professionnel esthétique.
Plus largement, la Pop propose des actions culturelles autour de ses spectacles aux étudiants, aux centres aérés, et au grand public.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 543 780 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite de la recette de subvention d'investissement et des autres subventions régionales.

Localisation géographique : DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	186 480,00	33,37%
Dépenses de création/diffusion	249 700,00	44,69%
Dépenses d'appropriation	17 700,00	3,17%
Autres dépenses	104 900,00	18,77%
Total	558 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	263 780,00	47,21%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	110 000,00	19,69%
Région IDF - Dispositif ALYCCE (sollicité)	5 000,00	0,89%
CD 93 (sollicité)	4 000,00	0,72%
Ville de Paris - fonctionnement (sollicité)	50 000,00	8,95%
Ville de Paris - équipement (acquis)	10 000,00	1,79%
Rectorat de Paris (sollicité)	1 000,00	0,18%
ARCADI	5 000,00	0,89%
Sociétés civiles	25 000,00	4,47%
Mécénat	30 000,00	5,37%
Recettes propres	55 000,00	9,84%
Total	558 780,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	77 000,00 €
2018	33 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	110 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	110 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	110 000,00 €
	Montant total	330 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014881

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA CONSTELLATION - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	253 000,00 €	31,62 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CONSTELLATION
Adresse administrative : 7 CHEMIN DU CLOTAY
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hervé RICHARD, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44321643700022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Créée en mars 2002, la compagnie des arts de la rue La Constellation est dirigée par Alexandre Ribeyrolles. Elle s'est tout d'abord implantée à Vigneux-sur-Seine (91) début 2003 dans le cadre d'une convention de résidence tripartite sur 3 ans avec la Ville, la DRAC et le Conseil départemental de l'Essonne et a développé depuis lors des actions de création, diffusion et sensibilisation des publics aux pratiques artistiques sur ce territoire. Les créations de la compagnie sont des spectacles de rue, du théâtre jeune public et du théâtre en appartement. La compagnie organisait le Festival « Tumultes », à Vigneux-sur Seine et menait de nombreux ateliers. L'association était par ailleurs aidée par la Région depuis 2004 à hauteur de 10 000 € par an pour le festival Tumultes. En 2008, la résidence à Vigneux prend fin et la compagnie s'implante à Grigny avec le soutien de la Région, du Département et de la DRAC. En résidence à Grigny, elle crée ses spectacles et poursuit le développement d'une activité d'opérateur de diffusion de spectacles de rue, notamment avec l'organisation de festivals en Essonne :

dans l'Arpajonnais « De Jour/de Nuit » ou à Grigny « C'est où ? C'est ici ! ». Elle mène également des actions à Créteil dans le Val-de-Marne. Depuis 2015, La Constellation collabore avec Bruyères-le-Châtel pour le développement d'un lieu d'accueil d'artistes et de création pour la compagnie.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

EMPLOI
Durant la prochaine année de conventionnement, la compagnie La Constellation prévoit de maintenir le poste d'administratrice qui permet à la compagnie de maintenir une structuration nécessaire à son activité.

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie La Constellation poursuivra la réalisation du projet « La croisée des chemins » à Grigny qui consiste dans la réalisation d'un chemin artistique et pédestre reliant les différents quartiers de Grigny et ponctué de propositions artistiques réalisées par des artistes invités, des artistes de Grigny, parfois dans le cadre de projet participatif avec les habitants. Dans ce cadre, La constellation accueillera des artistes en résidence comme l'artiste Catherine Jourdan qui va continuer la réalisation d'une cartographie sensible, l'équipe artistique Renault-Boijeault et d'autres artistes issus des arts urbains. Une réflexion est en cours pour la création d'une application numérique destinée à accompagner le public sur le parcours.
Le projet « La Croisée des chemins » sera l'occasion de très nombreuses actions culturelles, avec un médiateur dédié à plein temps qui organisera de nombreux échanges entre artistes et habitants, des partenariats avec les diverses associations et acteurs de la ville. Plus de 700 heures sont prévues sur l'année.
La compagnie organisera par ailleurs la 3ème édition des « Mots Dits Mots Lus », manifestation est dédiée à la lecture à haute voix, avec de nombreux partenaires (FLPEJR, AFEV, APAJH…).
Les créations de la compagnie seront diffusées, notamment les « Re-visite », spectacle-visite guidée s'adaptant à chaque lieu ou site objet de la visite et le spectacle « Epopées intimes ».

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 253 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	41 000,00	16,21%
Dépenses de création/diffusion	156 200,00	61,74%
Dépenses d'appropriation	33 600,00	13,28%
Autres dépenses	22 200,00	8,77%
Total	253 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	90 000,00	35,57%
DRAC IDF - Economie culturelle (en cours)	7 000,00	2,77%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	80 000,00	31,62%
CD 91 (sollicité)	35 000,00	13,83%
Emplois aidés	18 500,00	7,31%
Mécénat	2 500,00	0,99%
Recettes propres	20 000,00	7,91%
Total	253 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	56 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	71 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 000,00 €
	Montant total	230 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014882

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'ART STUDIO THEATRE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	126 000,00 €	55,56 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ART STUDIO THEATRE
Adresse administrative : 299 RUE DE BELLEVILLE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise CARECCHIO, Présidente

Date de publication au JO : 14 janvier 1987

N° SIRET : 34439249300054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Créé par Kazem Shahryari, poète, dramaturge, pédagogue et metteur en scène d'origine iranienne, l'Art Studio Théâtre est un petit lieu parisien ouvert depuis 1995 dans le 19ème arrondissement, comprenant une salle de représentations (50 places) et une salle de répétitions.
Depuis 2005, l'Art Studio Théâtre accueille de nombreuses jeunes compagnies pour de courtes résidences de répétition et de diffusion (en coréalisation), dont les dates sont regroupées lors d'un temps fort organisé depuis 2012 : le festival Printemps de la création.
L'AST est aussi une compagnie de créations et qui propose des stages de formation continue (notamment autour de « l'être de l'acteur »), des ateliers d'écriture et d'art dramatique en milieu scolaire (école primaire, collège, lycée, université). En 2007, à l'invitation de la Ville, la compagnie s'implante à La Courneuve où elle multiplie des actions en direction des publics, en particulier les lycéens, avec l'ambition de créer des liens entre Paris et La Courneuve.
Aujourd'hui, la structure bénéficie principalement de l'aide de la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle et de la Ville de la Courneuve.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 – 2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

EMPLOI

L'Art Studio Théâtre a renouvelé fin 2016 ses deux postes permanents et souhaite les pérenniser pour l'année à venir. Elle prévoit également de maintenir l'emploi intermittent pour porter son activité artistique.

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION

Pour la prochaine année de conventionnement, la compagnie de l'Art Studio Théâtre créera « Territoires Exilés » de Kazem Shahryari qui sera diffusé sur une série d'une trentaine de représentations au 4ème trimestre 2017. La création 2016 « Opéra pour que le faible résiste » sera également reprise. Le lien avec le Théâtre de l'Arlequin à Morsang-sur-Orge sera maintenu.

Un nouveau chantier de création intitulé « F comme Femme » sera ouvert.

Dans le cadre de la convention triennale (2016-2019) avec la Ville de La Courneuve, l'Art Studio Théâtre va initier un nouveau projet intitulé « Portraits de Migrants », qui dressera le portrait d'habitants de La Courneuve, en partenariat avec les revues Cassandre et les Lettres persanes. Le Cabaret des cultures partagées sera aussi poursuivi, ainsi que les concerts-poèmes.

L'Art Studio Théâtre organisera en 2018 la 6ème édition du festival du Printemps de la Création. Ce festival permet entre mars et juin à de nombreuses jeunes compagnies (entre 20 et 30) d'être accueillies pour des résidences courtes préalables à la diffusion et de bénéficier d'un accompagnement ainsi que d'une visibilité à Paris.

L'Art Studio Théâtre prévoit environ 300 heures d'actions culturelles à destination de familles, enfants, lycées, professionnels à Paris et à la Courneuve, en partenariat notamment avec la Maison de la Citoyenneté de La Courneuve.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 126 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	33 000,00	26,19%
Dépenses de création/diffusion	75 200,00	59,68%
Dépenses d'appropriation	9 500,00	7,54%
Charges de fonctionnement	8 300,00	6,59%
Total	126 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	70 000,00	55,56%
Ville de La Courneuve (acquis)	10 000,00	7,94%
Emplois aidés	7 000,00	5,56%
SACD	5 000,00	3,97%
ADAMI	8 000,00	6,35%
Recettes propres	26 000,00	20,63%
Total	126 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	49 000,00 €
2018	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
	Montant total	210 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014883

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES ATELIERS DE DANSE LA MENAGERIE DE VERRE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	596 450,00 €	25,15 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ATELIERS DE DANSE LA MENAGERIE DE VERRE
Adresse administrative : 12-14 RUE LECHEVIN 75011 PARIS 11
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MARIE-THERESE ALLIER, Autre

Objet : PRODUCTION ET DIFFUSION DE SPECTACLES

N° SIRET : 32795704900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Depuis sa création en 1983 par Marie-Thérèse Allier, ancienne danseuse, La Ménagerie de verre s'est imposée comme un véritable laboratoire d'expérimentation de la danse et du théâtre contemporains, ouvert aux croisements artistiques avec la performance, la vidéo, les arts visuels, etc. Lieu de référence nationale et internationale, la structure n'a cessé de soutenir les artistes, en développant un projet pédagogique ambitieux. Nombre de danseurs y ont fait leurs armes, de Mathilde Monnier à Régine Chopinot, de Philippe Decouflé à Jérôme Bel, d'Emmanuelle Huynh à Hela Fattoumi et d'Angelin Preljocaj à Boris Charmatz ou Alain Buffard.
La Ménagerie de verre est reconnue pour son architecture hors-normes en plein Paris (11ème arrondissement) : une ancienne imprimerie de 2 000 m², réaménagée en espace de travail avec 5 studios et l'espace scénique du Théâtre Off, « white box » de 300 m2, bas de plafond, invitant les artistes dans une autre confrontation à l'espace.
Le lieu accueille chaque année deux à trois équipes artistiques en résidence longue. Ces résidences de

recherche sont des laboratoires permettant à des artistes d'expérimenter des pistes de recherche pendant un laps de temps déterminé. Les créations débouchent sur des présentations publiques à La Ménagerie de verre, pour lesquelles le lieu apporte généralement un soutien financier en production. En parallèle, La Ménagerie de verre met à disposition ses studios pour des créations et des répétitions de spectacles de danse pluridisciplinaire dans le cadre des « Studiolab », entre 1 semaine et 1 mois. Plus d'une trentaine de compagnies sont accueillies gratuitement pour leur permettre de créer et de répéter de nouveaux spectacles.
D'autre part, La Ménagerie de verre est reconnue comme un lieu de transmission, où les danseurs amateurs peuvent se perfectionner aux techniques chorégraphiques avec des professeurs français et internationaux, à des prix modestes.
Par ailleurs, deux temps forts rythment chaque année la programmation de La Ménagerie de verre, l'un en danse et l'autre en théâtre. Depuis 1995, le Festival Les Inaccoutumés présente les créations des artistes chorégraphiques accueillis en studio, adaptées en fonction de l'architecture et de l'espace que leur offre la Ménagerie de Verre. Le festival Les Inaccoutumés a acquis le statut de "découvreur" et de "promoteur" de talents et démarches novatrices.
Parallèlement, le Festival Etrange Cargo a été lancé en 1997. Il permet de donner une visibilité aux compagnies et metteurs en scènes qui développent une approche transdisciplinaire de l'acte théâtral, en présentant trois pièces en alternance pendant six semaines.
La Ménagerie de verre est conventionnée par la Drac Ile-de-France, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Durant l'année à venir, la Ménagerie de Verre poursuivra son important travail d'accueil en résidence. Accueillis depuis janvier 2017 en résidence d'un an, Ivana Muller et César Vayssié présenteront chacun une création dans le cadre du festival Les Inaccoutumés fin 2017. Durant leur résidence, ils ont bénéficié d'un accès aux espaces de travail de la Ménagerie de Verre et d'un soutien pour la production et la diffusion. Deux nouveaux artistes seront accueillis à partir de janvier 2018 dans des conditions similaires.
La Ménagerie de Verre propose également des résidences courtes d'une à deux semaines, appelées Studiolabs. Ce dispositif permet chaque année à une soixantaine d'équipes artistiques de bénéficier d'espaces de travail et de répétition gratuitement.
La Ménagerie de Verre organise deux festivals, Les Inaccoutumés en novembre-décembre, et Etrange Cargo en juin. Lors des Inaccoutumés, 7 spectacles dont deux créations seront présentés lors d'une vingtaine de représentations. La programmation du festival Etrange Cargo n'est pas arrêtée mais 8 spectacles dont 5 créations avaient été présentés en 2017 pour 21 représentations.
Les artistes en résidence annuelle à la Ménagerie de Verre bénéficient de Cartes Blanches qui sont l'occasion pour eux de rencontrer et de leur faire découvrir son univers. La Ménagerie de Verre propose également des ateliers chorégraphiques intensifs sur une semaine à plusieurs reprises durant l'année et des trainings quotidiens tout au long de l'année pour danseurs professionnels ou préprofessionnels.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 596 450 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	135 785,00	22,77%
Dépenses de création/diffusion	297 462,00	49,87%
Dépenses d'appropriation	71 625,00	12,01%
Autres dépenses	91 578,00	15,35%
Total	596 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	250 000,00	41,91%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	150 000,00	25,15%
Ville de Paris (acquis)	140 000,00	23,47%
Sociétés civiles	8 000,00	1,34%
Recettres propres	48 450,00	8,12%
Total	596 450,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	105 000,00 €
2018	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	150 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	150 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	150 000,00 €
	Montant total	450 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014884

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES ATHEVAINS -4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	504 750,00 €	28,73 %	145 000,00 €
	Montant Total de la subvention		145 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ATHEVAINS
Adresse administrative : 76 RUE FRANCOIS MIRON
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE LUCE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 31142865000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

La compagnie Les Athévains, dont la direction artistique est assurée par Anne-Marie Lazzarini, est une compagnie théâtrale également ouverte au lyrique, à la danse, au conte ou à la lecture, prônant un large répertoire aussi bien d'auteurs classiques que contemporains. La compagnie a monté un Marivaux rarement représenté, « Les serments indiscrets », et crée en 2013 un « Ravel », d'après un texte de Jean Echenoz. Elle s'attache ainsi à faire découvrir de grands textes classiques peu connus ainsi que des œuvres contemporaines.
Les créations de la compagnie peuvent être jouées dans divers lieux mais son point d'ancrage principal est le théâtre Artistic Athévains, situé dans le 11ème arrondissement dont la compagnie assure la direction artistique. Le Théâtre Artistic Athévains est composé de deux salles et son hall d'accueil comprend un bar et une librairie.
La compagnie Les Athévains est soutenue par la DRAC, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle

actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Les Athévains prévoient d'accueillir plusieurs équipes en résidence durant l'année à venir. Différents projets sont en cours d'élaboration et la venue de novembre à décembre de Samuel Valensi est déjà assurée.
Anne-Marie Lazarini créera « Probablement les Bahamas » de Martin Crimp en novembre 2017 avec une série jusqu'en janvier 2018. Créée en 2016, sa mise en scène de « Audience/Vernissage » de Vaclav Havel sera reprise pour une série d'au moins 8 semaines à partir de janvier. Les Athévains présenteront également « La Tragédie du Vengeur », mise en scène par Thomas Le Douarec. Cette pièce du XVIème siècle sera transposée dans les années 70 aux Etats-Unis, lors de la blaxploitation. Une série d'au moins 8 semaines est également prévue à partir de janvier.
Les Athévains accueilleront en mai la 12ème édition du festival Mises en Capsules. Dédié à la jeune création. Il permet à de jeunes équipes de présenter une forme courte et de la confronter pour la première fois au regard du public.
Autour des spectacles présentés à l'Artistic Théâtre, de nombreuses rencontres et actions culturelles sont proposées notamment à destination des lycées (une trentaine accueillie l'année précédente). Des lectures et des présentations sont également prévues dans les bibliothèques partenaires du territoire, et des liens forts existent avec des associations locales. Anne-Marie Lazarini propose également un atelier théâtre amateur.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 504 750 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	297 250,00	58,89%
Dépenses d'appropriation	77 500,00	15,35%
Autres dépenses	130 000,00	25,76%
Total	504 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	208 130,00	41,23%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	145 000,00	28,73%
TVA sur la subvention régionale	-2 990,00	-0,59%
FONJEP	14 200,00	2,81%
Mécénat	10 000,00	1,98%
Recettes propres	130 410,00	25,84%
Total	504 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	101 500,00 €
2018	43 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	145 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	145 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	145 000,00 €
	Montant total	440 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014885

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAISON DU CONTE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	225 000,00 €	31,11 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DU CONTE
Adresse administrative : 8 RUE ALBERT THURET
94550 CHEVILLY LA RUE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE PARAIRE, Président

Date de publication au JO : 10 février 1993

N° SIRET : 39102112800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

La Maison du conte a été fondée en 1993 par le Théâtre André Malraux de Chevilly-Larue (aujourd'hui deux établissements distincts qui mènent des projets complémentaires) avec pour but de développer l'art du conte et les arts du récit et de la littérature orale. De 1993 à 1999, elle est animée par l'équipe du centre culturel et accueille des résidences annuelles d'artistes. En 1999, la Maison investit la propriété du sculpteur Morice Lipsi, la villa Lipsi à Chevilly-Larue.
Depuis 1999, l'action de la Maison du conte se décline entre résidences de création, soutien et diffusion d'œuvres innovantes, actions culturelles, des formations professionnelles et des ateliers. La Maison du Conte a une mission nationale depuis 2002 visant à développer l'art du conte et plus généralement les arts du récit et de la littérature orale. La Maison du conte fait partie du programme d'action Mondoral créé en 2003 par le Ministère de la Culture, porté par trois puis quatre pôles structurants en région: le Centre des arts du récits en Isère, le CLIO (Centre de Littérature Orale) à Vendôme et la Maison du Conte à Chevilly-Larue, rejoints en 2006 par Paroles Traverses / mythos à Rennes.
La Maison du Conte est également membre du Réseau national du conte et des arts de la parole créé en 2007 à l'initiative de Mondoral et membre de la Fédération européenne du conte (FEST).

Jusqu'en 2010 (et depuis 2003), la Maison du Conte était codirigée par Abbi Patrix et Michel Jolivet. Depuis Janvier 2011, Abby Patrix n'est plus co-directeur mais dirige les actions pédagogiques des labos et Michel Jolivet dirige seul la Maison du Conte et le Théâtre de Chevilly-Larue. Suite au départe à la retraite du directeur, une nouvelle direction a été nommée. Depuis janvier 2016, la maison du conte est ainsi dirigée par une co-direction composée d'Isabelle Aucagne et Valérie Briffod.
Depuis juin 2016, la maison du conte fait l'objet de travaux de réhabilitation et d'aménagement. Elle réintégrera ses locaux en janvier 2018.
Les partenaires de la Maison du conte sont la Ville de Chevilly-Larue, le Conseil Départemental du Val-de-Marne, le Ministère de la culture (DRAC et DGCA) et la Région Ile-de-France.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Durant la prochaine année de conventionnement, la Maison du Conte va poursuivre son accompagnement artistique notamment grâce à des accueils en résidence et coproduction de créations. Chaque résidence débouche sur une sortie publique ou des représentations (2 à 5) à la Maison du Conte ou dans des lieux partenaires. A compter de janvier 2018, la maison du conte retrouvera ses murs après des travaux de réhabilitation et d'agrandissement. La maison du conte accueille et accompagne des artistes expérimentés (Olivier Villanove, Nicolas Bonneau, Marien Tillet mais également des artistes émergentes comme Elodie Mora (résidence et coproduction), Elie Guillou ou encore Frédéric Duvaud.
La Maison du Conte apportera son soutien à la création de projets mêlant le conte à d'autres disciplines, comme c'est le cas avec le projet mêlant le conte au cirque, « En tandem », projet de création de formes courtes qui réunira, en partenariat avec l'Académie Fratellini et le Théâtre du Phare/Olivier Letellier, 4 circassiens apprentis et 4 conteurs issue du cursus de formation de la maison du conte, « les labos ». Les premières représentations auront lieu à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux en Janvier 2018.
La Maison du Conte développe un volet formation important, au travers notamment de son Labo dont la 4ème promotion sortira en juin 2018. Le dispositif se poursuivra avec l'objectif de renforcer la durée des sessions pour approfondir le contenu pédagogique. Le partenariat avec la FAIAR formation supérieur en espace public se poursuivra et se consolidera.
La Maison du Conte développe également des projets et actions de sensibilisation des publics volume d'un peu plus de 400 heures: des ateliers amateur, des projets avec des publics scolaires (de la primaire au lycée) comme avec les habitants (par exemple le projet de collectage intitulé « les bruits de monde » amènera trois conteurs à rencontrer des habitants du quartier des Londeau à Noisy-le-Sec et aboutira à 4 restitutions (3 solos et 1 trio). Plusieurs actions de sensibilisation/formation sont en outre proposées, du perfectionnement pour les professionnels en passant par des stages pour enseignants. Un volume d'un peu plus de 400 heures sont prévues.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 225 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	45 000,00	20,00%
Dépenses de création/diffusion	123 000,00	54,67%
Dépenses d'appropriation	53 500,00	23,78%
Autres dépenses	3 500,00	1,56%
Total	225 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	31 000,00	13,78%
Ministère de la Culture DGCA (acquis)	15 000,00	6,67%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	70 000,00	31,11%
Ville de Chevilly-Larue (acquis)	20 000,00	8,89%
CD 94 (acquis)	20 000,00	8,89%
Recettes propres	69 000,00	30,67%
Total	225 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	49 000,00 €
2018	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
	Montant total	210 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014886

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE L'AGORA SCENE NALE EVRY ESSONNE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	298 366,00 €	28,49 %	85 000,00 €
		Montant Total de la subvention	85 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE L'AGORA SCENE NALE EVRY ESSONNE
Adresse administrative : 110 PL DE L'AGORA BP 46
91002 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK CURMI, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33467047800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Cofinancé à l'origine par le Ministère de la Culture et le SAN d'Evry, sous le label de Centre d'action culturelle, le Théâtre de l'Agora devient scène nationale en 1990. Après les directions successives de Bernard Castéra (1986-2001), Hélène Laverge (2001-2006) et Monica Guillouet-Gelys (2006-2012), le Théâtre de l'Agora est maintenant dirigé par Christophe Blandin Estournet. Il dispose d'une grande salle de spectacle de 570 places, d'une petite salle de 240 places, d'une galerie d'exposition et d'un espace cafétéria/restaurant.
En 2005, la Région avait participé à la rénovation du lieu. Les loges ont été refaites, trois salles de répétition ont été créées et le plateau de la grande salle agrandi. L'outil est ainsi doté d'une véritable capacité d'accueil en création de compagnies du premier jour de répétition à la création sur le plateau. Des artistes en résidence ont été associés depuis son origine à la scène nationale.
En 2005, le Théâtre de l'Agora et le Théâtre de la Bastille se sont associés pour accompagner des artistes dont les projets artistiques sont résolument tournés vers des esthétiques contemporaines. Ce

partenariat visait au développement d'une dynamique forte qui brise la frontière « grande couronne/Paris ». Le projet a bien fonctionné comme aide conjointe de deux théâtres en coproduction sur un spectacle. Cependant, pour des raisons d'options artistiques, les spectacles coproduits n'ont pas forcément été présentés dans les deux lieux, les créations du Théâtre de la Bastille ayant du mal à rencontrer un public à Evry.
A partir de 2009, le Théâtre de l'Agora poursuit sa démarche de coproduction pour des spectacles diffusés à Evry et dans au moins un théâtre parisien. Il collabore avec le TCI pour la musique et La Villette. Des coproductions sont réalisées avec Vivarium studio, La Ménagerie de Verre, le Centre Pompidou et le 104. La Directrice de la Scène nationale Evry Essonne a été nommée à La Filature de Mulhouse en juin 2012. Elle a assuré la programmation 2012/2013. Au deuxième trimestre 2013, Christophe Blandin-Estournet a été nommé Directeur de la Scène nationale d'Evry.
Un nouveau projet a été mis en place à partir de 2013/2014 avec trois nouvelles équipes artistiques accompagnées par la Scène nationale : la compagnie HVDZ, Chloé Moglia/compagnie Rhizome et le Groupe n+1 et trois principaux axes : développement de l'ancrage territorial dans une démarche de co-construction, favoriser la rencontre avec la population en proposant un rapport privilégié avec le public ou impliquant les habitants, développer des modalités de production et d'accompagnement des artistes avec des résidences dans les murs et des créations in situ.
Un nouveau contrat d'objectifs et de moyens de la Scène nationale est finalisé pour les années 2015 à 2018 (Etat, Communauté d'agglomération d'Evry, Conseil départemental de l'Essonne).

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Durant l'année à venir, le Théâtre de l'Agora accueillera en résidence six artistes ou compagnies (Lucile Beaune, Chloé Moglia, Cie 36 du mois, Collectif Sauf le Dimanche, Amine Adjina et la compagnie Miel de Lune) pour la création de leurs spectacles. Ces résidences seront suivies d'une diffusion et les projets bénéficieront d'un apport en coproduction.
Le Théâtre de l'Agora prévoit aussi d'accueillir six résidences d'implantation territoriale en théâtre, danse, arts de la rue et arts visuels. Ces résidences ont pour objectif de renforcer les liens entre le théâtre et la population, mais aussi d'amener les habitants à rencontrer des artistes et à co-élaborer des formes artistiques. Ainsi par exemple, le projet « Football de table au théâtre » associe depuis 2016 Jérôme Bouvet et Laurent Cadilhac aux élèves du lycée professionnel Auguste Perret. Plusieurs de ces résidences s'achèvent par des diffusions ou restitutions publiques.
Le Théâtre de l'Agora propose également une importante programmation hors-les-murs avec la diffusion de 4 spectacles dans l'espace public, de 2 dans les MJC de l'Essonne, de 2 en établissements scolaires et 2 en centres sociaux, ce qui lui permet d'accéder à des publics plus éloignés de la culture. Le théâtre présentera cette saison encore des propositions artistiques au cours de chaque période de vacances scolaires afin qu'il y ait une offre culturelle pour les habitants ne partant pas en vacances : une installation « la grande vitrine de noel » réalisé par la compagnie 36 du mois / Emmanuel Audibert, les rencontres des écoles d'art en février avec des élèves de l'Académie Fratellini et Escarlata Circus ou encore « puzzling » de Matthieu Villatelle et Rémy Berthier en février.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 298 366 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	298 366,00	100,00%
Total	298 366,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	39 733,00	13,32%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	85 000,00	28,49%
TVA sur la subvention régionale	-1 748,00	-0,59%
CD 91 Essonne (acquis)	18 992,00	6,37%
Grand Paris Sud (acquis)	98 341,00	32,96%
Recettes propres	58 048,00	19,46%
Total	298 366,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	59 500,00 €
2018	25 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	85 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	85 000,00 €
	Montant total	245 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014887

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE SAMOVAR - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	282 660,00 €	28,30 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SAMOVAR
Adresse administrative : 165 AVENUE PASTEUR
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK FERRIER, Président

N° SIRET : 43469648000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Le Samovar, unique structure en Ile-de-France dédiée à l'art du clown, est à la fois une école à visée professionnelle et amateure, un lieu de résidences, de création et de diffusion (salle de 120 places), ainsi qu'un opérateur, organisateur notamment du « Festival des clowns, des burlesques et des excentriques», qui rayonne sur plusieurs communes de Seine-Saint-Denis (dont Bagnolet, Le Pré-St-Gervais, Les Lilas, Romainville…), et des « Rencontres du Samovar ».
Le Samovar est reconnu pour son rôle d'expertise et de ressources, notamment en faveur de l'émergence artistique dans ce champ spécifique aux confins des arts du cirque et du théâtre.
Le Samovar bénéficie des soutiens de la Ville de Bagnolet, du Département de Seine-Saint-Denis, de la DRAC et de la Région Ile-de-France. La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2005. En octobre 2015, une quatrième convention triennale avec une hausse du soutien régional a été conclue afin de renforcer les moyens structurels du lieu et consolider les résidences, améliorer les conditions de diffusion, poursuivre le développement du festival et accompagner les jeunes artistes issus de l'école du Samovar.
Par ailleurs, la Région est intervenue au titre de l'investissement pour réaménager le hall du théâtre, créer des locaux de répétitions supplémentaires et réaménager les espaces de bureaux inaugurés en 2017.

PROJET 2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

EMPLOI

Durant l'année à venir, le Samovar envisage le passage en CDI des postes de chargée de production et d'assistante administrative, le recrutement en CUI/CAE d'un agent d'accueil et de maintenance et celui d'un directeur technique intermittent. Il souhaite également pouvoir augmenter les salaires de certains postes (administrateur, coordinateur pédagogique, chargée de production) pour se rapprocher des préconisations de la convention collective.

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION

Le samovar poursuit son soutien à la création à l'émergence artistique et aux auteurs le Samovar et reprendra les temps forts habituels de sa programmation.

Ainsi, il proposera deux éditions des Rencontres, l'une en décembre parrainée par la Cie les Acides Animés, l'autre en mai. Ces Rencontres sont l'occasion pour de jeunes compagnies de présenter des formes courtes ou des extraits de leur travail et de les confronter avec le public et un jury professionnel.

Le Samovar poursuivra également l'organisation du Festival des clowns, burlesques et des Excentriques, élargi à de nouveaux partenaires (Noisy-le-Sec, le Parc Départemental). 15 spectacles devraient être diffusés dont 6 à 7 dans l'espace public et les élèves du Samovar pourront présenter leur travail. L'édition 2018 pourrait être parrainée par Nikolaus (Cie Pré—o-coupé).

Les jeudis du Samovar - lectures excentriques Initiées en mars 2017 avec le Collectif Moulin à Paroles les lectures d'auteurs contemporains s'inscrivent comme le nouveau rendez-vous du Samovar 1 jeudi par mois .

Le Samovar prévoit la programmation de 5 spectacles (Cie Désordinaire, Cie Arsène Folazur, Cie du Galet Rouge…) tout au long de l'année, sur une dizaine de dates. Une création jeune public sera spécifiquement accueillie à la période de Noël, probablement « Titre en cours » de la Cie Le Bureau des pensées perdues.

Au moins 5 résidences de création (Cie Rima, Cie Les cousins …), éventuellement suivies de diffusion, auront lieu au cours de cette année pour des durées de 5 à 10 jours.

Les laboratoires, master-class et conférences

Le Samovar mène des actions culturelles principalement à destination des scolaires avec des rencontres ponctuelles pour préparer à la venue au spectacle et des ateliers réguliers avec des lycéens et des collégiens. Il travaille également avec des enfants et adultes en situation de handicap.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : Le montant de la base subventionnable s'élève à 282 660 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique : SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	129 505,00	45,82%
Dépenses de création/diffusion	77 905,00	27,56%
Dépenses d'appropriation	17 150,00	6,07%
Autres dépenses	58 100,00	20,55%
Total	282 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF fonctionnement (acquis)	45 000,00	15,92%
DRAC IDF lien social et culture hôpital (sollicité)	9 000,00	3,18%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	80 000,00	28,30%
CD 93 (acquis)	67 800,00	23,99%
Ville de Bagnolet (acquis)	56 000,00	19,81%
Emplois aidés	1 500,00	0,53%
Recettes propres	23 360,00	8,26%
Total	282 660,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	56 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 000,00 €
	Montant total	230 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014888

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : STS LE STUDIO THEATRE STAINS - 4E CONV PAC- AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	167 349,00 €	47,80 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STS LE STUDIO THEATRE STAINS
Adresse administrative : 19 RUE CARNOT
93240 STAINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sophie MINTZ, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33320489900020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Créée en 1984 par Xavier Marcheschi et Marjorie Nakache avec la volonté de défendre un théâtre de création et de proximité, la compagnie du Studio Théâtre de Stains affirme une esthétique originale mêlant le théâtre à d'autres disciplines (cirque, danse…) et engage un travail de terrain approfondi auprès des populations à Stains et aux alentours.
En 1989, la Ville a décidé de mettre à disposition de la compagnie un lieu, « Le Central », ancien cinéma de quartier géré par une famille de cirque et lieu chargé d'histoire. Après plusieurs phases de travaux réalisés grâce au soutien de la Préfecture, du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et de la Région Ile-de-France, le Studio Théâtre de Stains dispose aujourd'hui d'une salle de spectacles équipée de 100 places et d'un studio de 75 m² dédié à l'accueil des ateliers et des actions culturelles (« la Fabrique »). Un studio d'enregistrement vidéo a également été aménagé en 2014.
La compagnie accueille d'autres équipes artistiques professionnelles et semi-professionnelles en résidence dans son lieu et anime une quinzaine d'ateliers hebdomadaires de pratique artistique avec les jeunes de l'école primaire à l'université. Elle travaille régulièrement avec les lycées de Stains et des villes

proches, mais aussi avec des personnels intercommunaux, et les habitants.
Le Studio Théâtre de Stains est principalement soutenu par la Ville de Stains, le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et par la DRAC, ainsi que depuis 2005 par la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle.
En 2015, une quatrième convention a été conclue entre la Région et le Studio-Théâtre de Stains et l'aide régionale a été revalorisée en passant à 80 000 € par an. Le projet soutenu s'articule autour des créations de la compagnie, du développement de l'accueil des résidences de différents formats (résidences longues et micro-résidences), et de la poursuite du lien étroit avec le public, socle du projet du STS sur la commune de Stains. Au regard de ce projet, la Région sera attentive à la poursuite du projet du Studio Théâtre de Stains, tant pour ce qui concerne l'activité de création de la compagnie et les projets d'appropriation avec la population, que pour ce qui concerne l'accueil en résidence et l'accompagnement d'équipes artistiques extérieures dans le cadre du partage de l'outil.
Par ailleurs, le Studio Théâtre de Stains bénéficie actuellement d'une aide emploi-tremplin, obtenue en février 2015, pour un poste de chargé de production et des relations publiques et presse.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 – 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
EMPLOI
L'aide régionale sur l'emploi a permis de pérenniser les deux emplois-tremplins (poste de chargé de communication et de l'accueil, et poste de chargé de production et des relations publiques) tout en maintenant les 5 emplois permanents. Elle a également permis de renforcer l'emploi intermittent des techniciens.
Pour la prochaine année, le Studio Théâtre de Stains souhaite maintenir son équipe permanente soit 7 postes.

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Durant la prochaine année de conventionnement, le Studio Théâtre de Stains prévoit d'accueillir six résidences de compagnies de théâtre (Cie la Faction, Arbre Cie, Théâtre Avide, Cie Mia, Cie Lanotte et L'Art éclair) qui viendront sur des durées de répétitions comprises entre 1 semaine et 1 mois pour préparer leur prochaine création. Une autre résidence est en cours d'élaboration pour l'accueil d'une compagnie de marionnettes en lien avec le réseau départemental marionnettes. Pour l'accueil de ces résidences, le Studio Théâtre met à disposition son plateau, intervient financièrement et organise des actions culturelles.
La compagnie envisage deux créations durant l'année à venir. L'inauguration de la future médiathèque Aragon de la ville de Stains sera l'occasion d'une création spécifique, festive, participative et déambulatoire : « Rêver ma ville » en janvier 2018. L'autre création sera la mise en scène par Marjorie Nakache de la pièce de Mohamed Kacimi « Tous mes rêves partent d'Austerlitz », écrite suite à une résidence au Studio-Théâtre de Stains et à la maison d'arrêt pur femmes de Fleury-Mérogis. Après la création, une tournée est envisagée notamment au Festival d'Avignon off, éventuellement à la Manufacture, et/ou au Théâtre 13 à Paris.
La pièce « De Grandes espérances » sera reprise à Franconville d'abord, puis dans plusieurs lieux franciliens (Louvres, Lagny-sur-Marne, Saint-Cloud) et hors-Ile-de-France (Le Pradet, Les tréteaux d'Alsace).
Le Studio Théâtre de Stains mène de très nombreuses actions culturelles 38 ateliers de pratiques artistiques hebdomadaires ont été menés en théâtre, cirque, vidéo et écriture avec des habitants de plusieurs communes : Stains, Pierrefitte-sur-Seine, Epinay, Montmorency, Montmagny, Saint-Denis, La Courneuve :
- 5 ateliers théâtre au lycée Maurice Utrillo de Stains
- théâtre d'intervention dans les lycées de Stains, Sarcelles, Saint-Denis, Aubervilliers
- 6 ateliers intergénérationnels en théâtre et écriture
- 6 ateliers enfants et ados hors temps scolaire les mercredis et samedis (cirque, théâtre, clown)
- 7 ateliers en collège (Stains, Saint-Denis, Margency)

- 1 atelier d'improvisation avec des jeunes et des étudiants de Paris 8
- 10 ateliers en écoles primaires
- 5 ateliers théâtre et cirque dans le cadre de l'aménagement des rythmes éducatifs.

La plupart des ateliers font l'objet d'une restitution lors du festival du Jeune théâtre soit 15 productions et 20 représentations en 2017.
Plus de 1700 heures d'interventions artistiques auprès des publics sont prévues sur la prochaine année de conventionnement.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 167 349 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	36 961,00	22,09%
Dépenses de création/diffusion	68 618,00	41,00%
Dépenses d'appropriation	51 270,00	30,64%
Dépenses de fonctionnement	10 500,00	6,27%
Total	167 349,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	20 000,00	11,95%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	80 000,00	47,80%
CD 93 (acquis)	20 000,00	11,95%
Ville de Stains (acquis)	42 349,00	25,31%
Recettes propres	5 000,00	2,99%
Total	167 349,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	56 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 000,00 €
	Montant total	225 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014890

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE PARIS VILLETTE - LE GRAND PARQUET - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	238 200,00 €	46,18 %	110 000,00 €
		Montant Total de la subvention	110 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS THEATRE PARIS VILLETTE
Adresse administrative : 211 AV JEAN JAURES
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ZAHIA ZIOUANI, Présidente

Date de publication au JO : 4 décembre 1996

N° SIRET : 43353723000040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Le Grand Parquet, ouvert en 2005 et fondé par François Grosjean (association Les Métamorphoses Singulières) est une structure éphémère et mobile d'abord implantée rue du Département dans le 18ème arrondissement de Paris. En 2012, le Grand Parquet a quitté la rue du Département (où des travaux étaient prévus) pour rejoindre un autre site, l'esplanade des jardins d'Eole rue d'Aubervilliers, également dans le 18ème arrondissement parisien.
Le Grand Parquet est un ancien parquet de bal itinérant comme il en existait beaucoup jusque dans les années cinquante. Transformé en salle de spectacle, au milieu des rénovations de la ZAC Evangile, outre sa programmation ouverte et diverse (théâtre, marionnettes, contes sous toutes leurs formes, conférences théâtralisées, etc.), le Grand parquet a su s'intégrer et susciter l'intérêt du public issu du quartier.
Le projet initialement porté par l'association Les métamorphoses singulières et son directeur François Grojean outre la diffusion, comportait un axe de soutien à la création par la production de spectacles (« DérOulements et Où ? » de Roland Shön, « Avenir radieux, une fission française » et « Elf, la pompe

Afrique » de Nicolas Lambert, « Faim de loup » et « La vieille et la bête » d'Ilka Schönbein…).

Suite au départ du directeur François Grosjean (association Les Métamorphoses Singulières) en 2014, la ville de Paris, propriétaire du lieu, a engagé une réflexion sur l'avenir de l'équipement. Souhaitant maintenir ce projet dans le 18ème arrondissement et lui donner une chance après les difficultés d'implantation importantes rencontrées depuis 2012 sur l'esplanade du Jardin d'Eole, la Ville de Paris a proposé la mutualisation de cet équipement avec un autre établissement de la ville. Elle a ainsi confié la direction du Grand Parquet à l'équipe récemment nommée à la direction du Théâtre Paris Villette, Valérie Dassonville et Adrien de Van. Dès lors depuis le 1er janvier 2016, le Grand Parquet est dirigé par la direction du Théatre Paris villette. Le projet pour le Grand Parquet est tourné vers l'accompagnement de la création et l'accueil de résidence tout en maintenant le lien direct aux publics et au territoire (notamment du quartier d'implantation du Grand Parquet) grâce à des actions culturelles menées par les artistes en résidence. Le Grand Parquet est ainsi le lieu privilégié pour les résidences des compagnies accueillies par le Théâtre Paris Villette, toutefois les résidences pourront être déployées sur les deux lieux pour s'adapter au mieux, notamment en terme technique, à la nature des projets.

Le Théâtre Paris Villette / Grand Parquet est soutenu par la Ville de Paris au titre du fonctionnement et par la Région Ile-de-France dans le cadre du dispositif de permanence artistique et culturelle. La DRAC Ile-de-France accompagne ponctuellement les projets et résidences.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Pour la prochaine année de conventionnement, le Théâtre Paris-Villette – Grand Parquet poursuivra l'accueil de compagnies en résidences, que ce sont la résidence longue d'artiste associé, les résidences de création et les accueils plateau. Le Théâtre accueillera une nouvelle artiste associée, la metteure en scène Lucie Berelowitsch, qui travaillera à sa prochaine création jeune public « Rien ne se passe jamais comme prévu » et participera activement aux actions culturelles du Théâtre Paris Villette.
Une dizaine d'équipes artistiques ou d'artistes bénéficieront de résidences de création d'une à trois semaines suivies d'une diffusion de la création ou d'une sortie publique de la résidence (compagnie mabel octobre, compagnie du samovar, compagnie Le Temps de Vivre, le collectif label brut …). Lors de ces résidences, une attention particulière sera portée à l'action culturelle et au lien avec le territoire. Il est prévu l'accueil de neuf compagnies (compagnie La Controverse, Les vingtièmes rugissants, La Défrelante, Volcano Song, compagnie KonfisKé(e)…) pour des résidences plus légères, d'accueil au plateau sur des durées de 5 à 15 jours.
Le Théâtre Paris Villette/Le Grand Parquet propose de nombreux parcours associant ateliers et représentations aussi bien aux scolaires (45 classes dont 20 en lycée), qu'aux étudiants (Paris 3, Paris 8, Sciences Po), aux personnes âgées (EHPAD), handicapées (IME, hôpital de jour)… En outre, les spectacles sont généralement associées à d'actions ponctuelles (bords de plateaux, rencontres, visites du théâtre).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 238 200 € et correspond au montant des dépenses de

création/diffusion, aux dépenses d'appropriation et aux autres dépenses du budget prévisionnel proposé déduction faite des frais bancaires et des dotations aux amortissements.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	124 300,00	33,41%
Dépenses de création/diffusion	80 000,00	21,51%
Dépenses d'appropriation	31 600,00	8,49%
Autres dépenses	136 100,00	36,59%
Total	372 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	5 000,00	1,34%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	110 000,00	29,57%
Ville de Paris (sollicité)	215 000,00	57,80%
Emplois aidés	4 200,00	1,13%
ARCADI	2 500,00	0,67%
Recettes propres	35 300,00	9,49%
Total	372 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	77 000,00 €
2018	33 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	110 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	22 355,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	110 000,00 €
	Montant total	242 355,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014891

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	344 334,00 €	25,56 %	88 000,00 €
	Montant Total de la subvention		88 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 41 RUE LECUYER
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Xavier LE ROY, Président

Date de publication au JO : 8 juin 2002

N° SIRET : 39247183500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Créés en 1994 par le chorégraphe François Verret, Les Laboratoires d'Aubervilliers sont un lieu de recherche, de pratique, de création et d'innovation artistique. Pluridisciplinaire, le lieu est ouvert aux propositions des artistes qui y sont accueillis pour des temps de travail et de recherche, sans contraintes de production immédiate. Les Laboratoires d'Aubervilliers ne sont pas dédiés au travail des directeurs artistiques mais entièrement dévolus aux équipes artistiques accueillies. Chaque projet trouve et construit son public avec l'équipe des Labos, le format de la rencontre n'étant, là aussi, pas défini au préalable (spectacle, performance, édition, exposition, rencontre…) et l'impact public pouvant se mesurer à des échelles variables (local, quartier, ville, région ou international).
Après le départ de François Verret en 2001, des directions artistiques collégiales se sont succédées pour des mandats de deux à trois ans, suite à des appels à projets : Loïc Touzé, François Piron & Yvane Chapuis (2001-2006), Yvane Chapuis & Joris Lacoste (2007-2009), Grégory Castéra, Alice Chauchat et Natasa Pétresin-Bachelez (2010-2012), et enfin depuis 2013, Alexandra Baudelot, Dora Garcia et Mathilde Villeneuve, le trio ayant été reconduit jusqu'à fin 2018.
Les Laboratoires d'Aubervilliers sont soutenus par la Ville d'Aubervilliers, le Département de Seine-Saint-

Denis, la DRAC et la Région Ile-de-France.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 – 2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION

Durant l'année à venir, les Laboratoires d'Aubervilliers poursuivront l'accueil d'artistes et d'équipes artistiques en résidence pour des temps de recherches et de création en résonnance avec le territoire d'Aubervilliers. Plusieurs résidences débutées durant les années précédentes se prolongeront : la chorégraphe grecque Lenio Kaklea autour du corps social, avec une création prévue en mars 2018 suite à une collecte de questionnaires auprès d'habitants ; les artistes Graeme Thomson et Silvia Maglion poursuivront leur travail autour du désapprentissage de la langue et de ses automatismes ; une installation ouverte au public est prévue. Enfin, le chorégraphe Rémy Héritier commencera une nouvelle résidence avec un projet chorégraphique autour du Stade Sadi-Carnot.

L'artiste visuel Uriel Orlow continuera à explorer le monde botanique avec une finalisation du projet prévue à l'automne 2018 à travers des séminaires, une exposition.

Dans le cadre des plateformes chorégraphiques, les Laboratoires accueilleront trois chorégraphes en résidence de création : Paula Pi pour sa création « Alexandre » durant 3 semaines, Barbara Manzetti pour poursuivre le 3ème volet de son projet intitulé « rester.étranger » ; des ateleirs de langue et d'écriture seront organisés aux Labos. L'artiste belge Myriam Van Imschoot sera également accueillie pour un projet autour des cris et des signes avec un projet de collectage et d'ateliers.

Le Printemps des Labos poursuivra ses activités pour la 6ème année, cette fois-ci autour du thème de la dette, à travers plusieurs dispositifs partagés avec le public et désormais pérennes : les séminaires « pratiques de soin et collectifs », les ateliers de lecture, les ateliers de réflexion de la Semeuse autour du champ environnemental et de la biodiversité urbaine.

Les Laboratoires mèneront des actions culturelles avec différents partenaires du territoire, notamment les établissements scolaires, le SESSAD, la maison des jeunes, etc. Chaque projet artistique mené fera l'objet de rencontres et de projets avec les populations dans des formes variées en lien avec le tissu associatif et les relais locaux.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable s'élève à 344 334 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée et des charges de gestion courante et impôts.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	166 859,00	45,11%
Dépenses d'appropriation	8 000,00	2,16%
Autres dépenses	195 025,00	52,73%
Total	369 884,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	116 962,00	31,62%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	105 000,00	28,39%
CD 93 (sollicité)	74 200,00	20,06%
Ville d'Aubervilliers (sollicité)	30 200,00	8,16%
Recettes propres	43 522,00	11,77%
Total	369 884,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	61 600,00 €
2018	26 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	88 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	88 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	88 000,00 €
	Montant total	281 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014892

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE STUDIO D'ASNIERES - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	641 780,00 €	9,75 %	62 580,00 €
	Montant Total de la subvention		62 580,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE STUDIO D'ASNIERES
Adresse administrative : 3 RUE EDMOND FANTIN
92600 ASNIERES S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul BERGER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40058393600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE
Le Studio d'Asnières, codirigé par Jean-Louis Martin-Barbaz (Directeur honoraire) et Hervé Van der Meulen a fêté ses 20 ans en 2012. Il est implanté à Asnières-sur-Seine dans les Hauts-de-Seine. Depuis 2006, le projet s'appuie sur une mission de création diffusion et une mission de formation. Comme lieu géré par une compagnie, il produit et accueille des spectacles au Studio Théâtre d'Asnières. Chaque saison une centaine de représentations sont données dans ce lieu. Comme Ecole de comédiens et CFA (Centre de Formation et d'Apprentissage), il forme environ 50 élèves par an tous cycles confondus avec 8 à 10 nouveaux élèves chaque année à travers deux cycles de formation. Ces formations ont lieu au Studio Théâtre ainsi que dans de nouveaux locaux du quartier « Bords de Seine » mis à disposition par la ville d'Asnières-sur-Seine et aménagés avec l'aide de la Région Ile-de-France et du Conseil départemental des Hauts-de-Seine. Avant la mise à disposition de ces locaux par la ville d'Asnières-sur-Seine, la ville de Boulogne-Billancourt apportait son soutien au Studio Théâtre d'Asnières, notamment par la mise à disposition d'espaces au Conservatoire de Boulogne-Billancourt.
Le Studio d'Asnières diffuse ses spectacles dans le Département des Hauts-de-Seine, à Paris, en Ile-de-France, sur tout le territoire national, à l'étranger, mais aussi en région, au festival « Les Rendez-vous de

Cormatin » (71). Il propose des ateliers théâtre pour les jeunes amateurs, ainsi que deux ateliers pour les adultes et anime également des ateliers de pratique théâtrale dans des établissements scolaires de la Région Ile-de-France. Des lectures publiques dans les bibliothèques, dans les Musées sont régulièrement réalisées. Le Studio a mis en place, avec le Hublot de Colombes, une politique de diffusion de théâtre d'appartement et de manifestations spécifiques.
La compagnie bénéficie du soutien de la ville d'Asnières-sur-Seine, du Conseil départemental des Hauts-de-Seine (conventionnement triennal), de la DRAC (compagnie conventionnée qui est devenue une aide à l'insertion des jeunes comédiens dans le cadre de la transmission des savoirs en 2008) et de la Région Ile-de-France (convention de permanence artistique). Le statut de CFA de la structure entraîne par ailleurs des soutiens financiers spécifiques, de la part du Conseil départemental des Hauts-de-Seine et de la Région.
Le Studio-Théâtre d'Asnières a traversé d'importantes difficultés économiques qui l'ont conduit à repenser l'articulation de ses activités de lieu géré par une compagnie et de CFA. Le 26 septembre 2013, le Tribunal de grande instance de Nanterre a prononcé la fin de la période d'observation du Studio dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire et la mise en place d'un plan de redressement sur 10 ans. Le Studio d'Asnières surmonte ces difficultés et des signes positifs attestent d'une nouvelle dynamique pour la structure (homologation pour la délivrance d'un Diplôme national supérieur professionnel de comédien de niveau II par l'Etat, signature de 110 conventions extérieures de mise à disposition d'apprentis en 2015 avec des compagnies partenaires, convention de partenariat avec l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense)

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Durant l'année à venir, la Cie du Studio d'Asnières créera « Les malheurs de Sophie » adaptés de la Comtesse de Ségur. Ce spectacle jeune public mêlera danse et théâtre avec 6 comédiens. 23 représentations sont envisagées au Studio-Théâtre d'Asnières, au Théâtre Montansier de Versailles et au Centre Culturel de Saint-Cloud.
La Cie créera également « Rabelais » avec 19 comédiens, en coproduction avec le Théâtre Montansier. 24 représentations sont prévues dans les deux lieux coproducteurs.
Dans le cadre des travaux de l'ESCA, les élèves comédiens ont la possibilité d'élaborer des spectacles de manière totalement libre, avec un budget alloué et un soutien technique, qui seront intégrés à la programmation. Deux à trois spectacles sont prévus pour cette année. Les élèves participeront également à des lectures publiques hebdomadaires d'auteurs francophones ou européens.
Le Studio met en place le Festival de jeune création « Mises en Demeure » (6ème édition). Ce festival accueille sur 3 mois 8 jeunes compagnies pour chacune 4 représentations.
Le Studio est partenaire de plusieurs projets d'autres structures franciliennes : la Maison Châteaubriand (forme déambulatoire pour la Nuit des Musées), le Mois Molière (lectures publiques), le Théâtre 13 et les EAT (présentation de maquettes de textes) et le Théâtre de l'Aquarium (Festival des Ecoles).
Le Studio propose de nombreux ateliers théâtre dans différents partenariats avec les centres sociaux, l'hôpital de jour, les lycées et le conservatoire d'Asnières. De nombreux scolaires sont également accueillis lors du festival Mises en Demeure.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 641 780 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	555 230,00	86,51%
Autres dépenses	86 550,00	13,49%
Total	641 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	81 000,00	12,62%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	62 580,00	9,75%
CD 92 (acquis)	80 000,00	12,47%
Ville d'Asnières-sur-Seine (sollicité)	58 000,00	9,04%
Recettes propres	360 200,00	56,13%
Total	641 780,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	43 806,00 €
2018	18 774,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	8 970,25 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	62 580,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	1 040,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	102 999,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	62 580,00 €
2015	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	2 550,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	980,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	103 707,00 €

2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	62 580,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	113 908,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	80 000,00 €
	Montant total	550 559,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014893

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DES ARTS DE LA MARIONNETTE A PARIS - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	382 500,00 €	23,53 %	90 000,00 €
		Montant Total de la subvention	90 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA MARIONNETTE A PARIS
Adresse administrative : 73 RUE MOUFFETARD
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LUCILE BODSON, Présidente

Date de publication au JO : 7 octobre 1992

N° SIRET : 34112346100046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Créé en 1992, le Théâtre de la Marionnette à Paris a d'abord été un opérateur de diffusion proposant des temps forts autour de la marionnette, notamment la Biennale internationale des arts de la marionnette et les Scènes ouvertes à l'insolite (dédiées à l'émergence), en partenariat avec un réseau de partenaires à l'échelle francilienne. Le TMP souhaite promouvoir et faire connaître les arts de la marionnette dans leur diversité et dans leurs formes les plus contemporaines, au-delà du jeune public, à travers la diffusion de création, la conduite de nombreuses actions culturelles et une fonction de pôle ressources. Le TMP a également l'ambition de servir les artistes en leur offrant une visibilité grâce à la programmation de séries de représentations.
En 2013, le Théâtre de la marionnette à paris s'est installé au Mouffetard à Paris 5ème, concrétisant ainsi le souhait porté dès l'origine du projet d'avoir un lieu.
Le Théâtre de la Marionnette est soutenu par la DRAC, la Ville de Paris, le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et par la Région Ile-de-France depuis 2005.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 – 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
EMPLOI
Après la pérennisation l'an dernier des 2 emplois-tremplins, le Théâtre de la Marionnette souhaite maintenir l'emploi à son niveau actuel. Il projette également d'accueillir un apprenti, deux jeunes en service civique et un ou deux stagiaires.

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Le Théâtre de la Marionnette permet à des compagnies de venir présenter différentes facettes de leur travail à travers la programmation de plusieurs spectacles d'une même compagnie, celle-ci bénéficiant ainsi d'une visibilité importante auprès du public et des professionnels.
Pour la prochaine année de conventionnement, il accueillera la Cie La Mue/tte pour L'un dans l'autre (6 représentations) et Les Folles (11 représentations), et le Collectif Aïe Aïe Aïe pour Ersatz (11 représentations) et Fulmine (16 représentations au Théâtre Dunois). La Cie Bande Passante sera également accueillie pour 16 représentations de Vies de papier et un ensemble d'actions culturelles.
La Cie Théâtre Sans Toit et le jeune marionnettiste Matthieu Enderlin seront accueillis pour une résidence de création de deux semaines en septembre 2018 dans la perspective d'une série de représentations de « Traces » en janvier 2019.
Fin mai, le Théâtre de la Marionnette organisera en partenariat avec le Théâtre aux mains nues la 12ème édition du festival biennal des Scènes Ouvertes Insolites. Ce festival accueille de jeunes artistes ou compagnies pour leurs premières représentations professionnelles. Une compagnie sera accueillie en résidence en préparation du festival en mai 2018.
Dans le cadre de la coordination du réseau marionnette en Seine-Saint-Denis, le Théâtre de la marionnette à paris – Le Mouffetard coproduira et soutiendra une création marionnette pour adultes, aux côtés des autres lieux partenaires du réseau 93, dans une logique de mutualisation de moyens. Le projet est en cours de sélection.
Le TMP projette de mener de nombreuses actions culturelles avec plus de 800 heures au total. Il travaillera notamment avec plusieurs établissements scolaires (des lycées de 4 départements) pour des interventions courtes mais aussi des ateliers tout au long de l'année. Il proposera également des formations pour enseignants, des ateliers tous publics, des actions ponctuelles autour des spectacles, et les rendez-vous habituels du théâtre (Mardis du Mouffetard et Accents marionnette) dans le cadre du centre ressources seront poursuivis, afin de mettre en valeur la marionnette.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 382 500 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	106 050,00	27,73%
Dépenses de création/diffusion	163 450,00	42,73%
Dépenses d'appropriation	55 000,00	14,38%
Autres dépenses	58 000,00	15,16%
Total	382 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	80 000,00	20,92%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	90 000,00	23,53%
CD 93 (acquis)	18 300,00	4,78%
Ville de Paris (acquis)	107 900,00	28,21%
Ambassades et centres culturels étrangers	1 500,00	0,39%
ADAMI	8 000,00	2,09%
ONDA	7 800,00	2,04%
Recettes propres	69 000,00	18,04%
Total	382 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	63 000,00 €
2018	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 500,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
	Montant total	274 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014894

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA MANUFACTURE THEATRE DE LA BASTILLE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	295 474,00 €	33,84 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MANUFACTURE THEATRE DE LA BASTILLE
Adresse administrative : 76 RUE DE LA ROQUETTE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Jean-Marie HORDE, Président

Objet : PRODUCTION ET DIFFUSION DE SPECTACLES

N° SIRET : 32460241600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE
Le Théâtre de la Bastille (La Manufacture) est un lieu de création disposant de deux salles (261 et 155 places) situé rue de la Roquette à Paris dans le 11ème arrondissement et fortement référencé dans le champ du spectacle vivant, son identité étant associée à la découverte de nouveaux talents. Sous la direction artistique de Jean-Marie Hordé depuis 1989, le Théâtre de la Bastille programme des travaux de recherche contemporains en théâtre et en danse.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 /2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Pour la prochaine année de conventionnement, le Théâtre de la Bastille prévoit d'accompagner 4 projets de création. Le Théâtre coproduira ainsi les spectacles « Maîtres anciens » de Nicolas Bouchaud et Éric

Didry (27 représentations), « La Bible, vaste entreprise de colonisation d'une planète habitable » de Céline Champinot et « Hard to be soft » d'Oona Doherty.
« Les Emigrants » de Volodia Serre sera créé après une résidence de 2 semaines pour une série de 12 représentations.
Le Collectif l'Avantage du doute sera accueilli pour une résidence en trois volets en mai-juin 2018. Le premier volet correspondra à 4 soirées spécifiques de rencontre avec le public, permettant à la compagnie de présenter ses précédentes créations puis ses travaux de recherche. Le deuxième volet sera la présentation de son spectacle « La Caverne » pour 17 représentations. Enfin, un troisième volet correspondra à la mise en place d'actions culturelles dans le cadre d'une semaine sans écran, notamment avec les scolaires.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 295 474 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	295 474,00	100,00%
Total	295 474,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	30 000,00	10,15%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	100 000,00	33,84%
TVA sur la subvention régionale	-5 213,27	-1,76%
Ville de Paris (acquis)	21 687,27	7,34%
Recettes propres	149 000,00	50,43%
Total	295 474,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	77 000,00 €
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
	Montant total	300 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014895

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMPAGNIE OPOSITO - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	691 300,00 €	16,64 %	115 000,00 €
	Montant Total de la subvention		115 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE OPOSITO
Adresse administrative : 53 RUE DE MERLAN
93130 NOISY LE SEC
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudine DUSSOLLIER, Présidente

Date de publication au JO : 28 octobre 1986

N° SIRET : 34467163100051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Compagnie de référence des arts de la rue, Oposito a été créée en 1982 par Enrique Jimenez (scénographe) et Jean-Raymond Jacob (directeur artistique, auteur et metteur en scène). La compagnie a créé plus d'une quinzaine de spectacles (plus de 400 représentations au total), a dirigé de nombreux évènements monumentaux en France et à l'international (Europe et Afrique notamment) et des festivals...
Les créations de la compagnie mêlent théâtre et musique avec une prédilection pour le chant lyrique et la forme déambulatoire. On peut citer : « Les Trottoirs de Jo'Burg…mirage », « La caravane de verre, voyage au pays d'Emile Gallé », « Kori, Kori », « Trois éléphants passent »…
Depuis ses débuts en Ile-de-France, la compagnie s'est installée en 1995 dans un lieu à Noisy-le-Sec en Seine-Saint-Denis : le "Moulin fondu", labellisé par l'Etat « Centre national des arts de la rue » en 2010 puis « Centre national des arts de la rue et de l'espace public » en 2016. Son activité se décline en accueils d'artistes en résidence et à travers des plates-formes de diffusion telles que « les Rencontres d'ici et d'ailleurs », où se produisent notamment les équipes accueilles en résidence et coproduites par le CNAREP. Entre 10 et 15 compagnies sont accompagnées chaque année, sur des durées variant de

quelques jours (résidences de répétition) à une douzaine de jours (résidences de création).
Depuis 2015, Oposito a initié une nouvelle implantation à Garges-lès-Gonesse dans le Val d'Oise, où va également s'installer le Centre national des arts de la rue et de l'espace public qui y bénéficiera d'un nouveau bâtiment prévu en 2020.
La structure est conventionnée par la DRAC Île-de-France et la Région Île-de-France. Elle reçoit également le soutien des Départements de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise, et de la Ville de Garges-lès-Gonesse.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 – 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
EMPLOI
Oposito a entamé un important travail de restructuration interne, aidée par un DLA, afin de repenser notamment les pôles administratif et technique, dans le cadre de la nouvelle installation du CNAREP à Garges-lès-Gonesse à l'automne 2017 et dans la perspective du futur bâtiment. La structure souhaite notamment créer un poste de médiation et a mis en place 2 nouveaux postes : régisseur d'accueil et chef d'atelier.

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Durant l'année à venir, la Cie Oposito reprendra deux spectacles de son répertoire.
Elle proposera une recréation du spectacle conjointement créé avec Décor Sonore, « Le Cinématophone », version initiale créée en 1994. La nouvelle version inclue une nouvelle bande sonore et 9 nouveaux comédiens. Le spectacle sera répété début 2018 pour une diffusion au printemps et à l'été.
Une nouvelle version de « Les Trottoirs de Jo'Burg » sera également proposée, une diffusion est déjà envisagée aux festivals de Londres et de Cergy en 2018.
La compagnie partage son outil de travail avec des compagnies qu'elle accueille en résidence et qu'elle accompagne dans leurs projets artistiques. Au moins 5 compagnies seront accueillies (Artonik, Carabosse, Délices Dada, Action d'Espace et Annibal et ses Eléphants) pour des durées de 7 à 12 jours. Ces résidences permettront à ces équipes de préparer leurs prochaines créations. La Cie Oposito prévoit également d'assurer la production déléguée d'un premier projet mais celui-ci reste à définir.
L'installation à Garges-lès-Gonesse amène la Cie à réfléchir à de nouvelles modalités pour le volet diffusion de son activité.
Un projet d'intervention dans des parcs de Seine-Saint-Denis est en cours de réflexion.
La compagnie poursuivra son partenariat avec le collège Olympe de Gouges de Noisy-le-Sec et la classe allophone. Les résidences seront l'occasion de rencontres et de sorties tout public. Un nouveau partenariat avec la Maison des arts de Garges-lès-Gonesse permettra de proposer des ateliers. D'autres actions culturelles sont en cours de définition.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 691 300 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé, déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	408 200,00	56,20%
Dépenses d'appropriation	36 100,00	4,97%
Autres dépenses	282 000,00	38,83%
Total	726 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	230 000,00	31,67%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	150 000,00	20,65%
CD 93 (sollicité)	51 300,00	7,06%
CD 95 (sollicité)	20 000,00	2,75%
EPCI Roissy Pays de France (sollicité)	50 000,00	6,88%
Ville de Garges-lès-Gonesse (sollicité)	40 000,00	5,51%
Emplois aidés	10 000,00	1,38%
Mécénat	30 000,00	4,13%
Recettes propres	145 000,00	19,96%
Total	726 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	80 500,00 €
2018	34 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	20 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 890,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	115 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	26 500,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	115 000,00 €
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	9 265,00 €
	Montant total	377 655,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014896

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAP ETOILE - 4E CONV PAC - AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	237 790,00 €	43,32 %	103 000,00 €
	Montant Total de la subvention		103 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP ETOILE
Adresse administrative : 10 RUE EDOUARD VAILLANT
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Irène CATACH, Présidente
N° SIRET : 49043985800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

CAP étoile a été créée en 2004 par une association d'artistes de diverses disciplines (théâtre, danse, cinéma, arts plastiques) désireux de s'ouvrir à de nouveaux publics. C'est aujourd'hui une coopérative composée de de Dominique Aru (cinéaste) ; Bernard Bloch (metteur en scène et comédien – Cie Le Réseau Théâtre), Philippe Lanton (metteur en scène – Cie Le Cartel), Evelyne Pelletier (comédienne et metteuse en scène), Isabelle Rèbre (auteure et réalisatrice), Olivier Renouf (chorégraphe et danseur).
Après une expérience commune de laboratoires de recherche pluridisciplinaires ouverts à tous amateurs ou professionnels, ces artistes ont depuis 2008 des bureaux communs, un lieu équipé et mutualisé de répétitions, créations, d'actions culturelles et toute forme de recherche. Ce lieu est dédié à en faire une structure de mutualisation entre artistes, compagnies et un lieu de production.
La structure produit des maquettes de projets artistiques « Travaux en cours » ; susceptibles de déboucher sur des projets de création qui sont alors portés par les compagnies qui le souhaitent. Chaque compagnie garde la maîtrise de ses productions, qui rassemblent un ou plusieurs artistes, à titre individuel de la coopérative. Chaque compagnie mène également des actions de sensibilisation et de formation auprès des publics.

La coopérative bénéficie du soutien du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et de la Ville de Montreuil, la DRAC soutient de son côté une des compagnies membres (Le Réseau Théâtre).

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
EMPLOI
L'association Cap étoile emploie un administrateur en intermittence qui coordonne les activités communes.

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Résidences
5 résidences de création pour une semaine chacune seront accueillies. Elles concerneront aussi bien des équipes déjà accueillies précédemment (Cie S'en Revient, Cie du Double, Cie L9T) que de nouveaux partenaires (Cie Le Zéphyr, Collectif Gongle).

Créations
- Philippe Lanton travaillera à une nouvelle création autour de la pièce « Plutos » d'Aristophane ainsi qu'à quatre lectures publiques de roman (Houellebecq et Hermann Broch).
- Bernard Bloch travaillera à l'écriture d'une pièce autour des habitants de Jérusalem ainsi qu'à une adaptation de La deuxième personne, roman de Sayed Kashua.
- Evelyne Pelletier participera au travail sur « Plutos » d'Aristophane ainsi qu'aux lectures publiques.
- Olivier Renouf collaborera au projet « Allein ! » d'Erika Zueneli et mènera un travail de recherche pour le duo « No(s) terres ». Il proposera également tout au long de l'année un atelier de danse.
- Dominique Aru concevra l'image de la pièce « Rouge » de Luciano Travaglino et travaillera également à l'écriture d'un court-métrage.

Diffusion
Deux nouvelles créations sont prévues cette année, d'une part « Antigone » au Théâtre Berthelot à Montreuil, et d'autre part « Impressions B et O » au Théâtre des 2 Rives à Charenton. Deux créations précédentes seront quant à elles diffusées : « Orchestre Titanic » pour 21 représentations lors du Festival d'Avignon, et « Le Voyage de Dranreb Chold » à la Comédie de Genève et au Théâtre de Belleville pour 14 représentations.

Appropriation
CAP Etoile mènera des ateliers en partenariat avec deux lycées et un collège, ainsi qu'un atelier Théâtre Art Thérapie pour les jeunes en situation de décrochage scolaire de l'association France Fraternités sur 260 heures. CAP Etoile proposera également des formations adressées plus spécifiquement à des professionnels, par exemple aux élèves de l'Ecole Départementale de Théâtre de l'Essonne.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : Le montant de la base subventionnable s'élève à 237 790 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique : SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'emploi	41 750,00	17,56%
Dépenses de création/diffusion	106 241,00	44,68%
Dépenses d'appropriation	39 959,00	16,80%
Autres dépenses	49 840,00	20,96%
Total	237 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	11 000,00	4,63%
DGCA (sollicité)	28 750,00	12,09%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	103 000,00	43,32%
CD 93 (sollicité)	15 000,00	6,31%
Ville de Montreuil (acquis)	10 000,00	4,21%
Recettes propres	70 040,00	29,45%
Total	237 790,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	103 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	103 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	103 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	103 000,00 €
	Montant total	309 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014910

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'APOSTROPHE SCENE NATIONALE CERGY PONTOISE 4E CONV PAC AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	455 150,08 €	37,35 %	170 000,00 €
	Montant Total de la subvention		170 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'APOSTROPHE SCENE NATIONALE CERGY PONTOISE
Adresse administrative : PL DES ARTS BP 60307 95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD TOUBLANC, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 30520535300025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

L'Apostrophe est l'une des 9 scènes nationales d'Ile-de-France. La structure (anciennement « centre d'animation culturelle » CAC) assure la gestion et l'animation de deux lieux, dont la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise est propriétaire : le Théâtre des Louvrais à Pontoise (548 places) et le Théâtre des Arts à Cergy-centre (148 places), respectivement ouverts depuis 1974 et 1979.
Jean-Joël Le Chaplain a été à la tête de L'Apostrophe de 1999 à 2017 et a conduit un projet pluridisciplinaire principalement axé sur le théâtre et la danse qui s'est progressivement ouvert aux musiques puis aux formes transversales à travers l'organisation d'un temps fort. L'Apostrophe est fortement inscrite dans les réseaux culturels départementaux (Escale Danse, le Festival Théâtrale du Val d'Oise, Périphérique Arts Mêlés, Festival Jazz au fil de l'Oise, Viva la vida…) et conduit un important travail en décentralisation et auprès des publics jeunes. 2 400 heures d'interventions artistiques ont été menées en 2015 (dont 1357 h auprès des lycéens – l'Apostrophe intervient auprès d'une dizaine de lycées du territoire).
La programmation propose une cinquantaine de spectacles (dont une part importante de créations) et une

centaine de représentations, fréquentées par 26 372 spectateurs, dont 28% de jeunes. Le taux de fréquentation est de 87%. Le public compte près de 3100 abonnés.
La structure accueille des artistes en résidences longues de deux à trois ans. Sont ainsi passés : de 2004 à 2007 : le chorégraphe et danseur Nasser Martin-Gousset, le compositeur et musicien François Méchali et le metteur en scène Yves Beaunesne ; de 2012 à 2015 : le metteur en scène Antoine Caubet et sa compagnie le Théâtre Cazaril, le compositeur et pianiste Pierre de Bethmann, le chorégraphe et danseur Olivier Dubois et l'écrivain, metteur en scène, compositeur Jacques Rebotier ; depuis 2014 et 2015 sont accueillis le chorégraphe François Verret [soutenu en PAC], le collectif Les chiens de Navarre [soutenu en PAC] et le clarinettiste Yom.
En 2016, suite à un audit et avec le soutien de la DRAC et du Département du Val d'Oise, la Communauté d'agglomération a souhaité rapprocher les deux principales structures culturelles du territoire : L'Apostrophe et le Théâtre 95, dirigé par l'auteur et metteur en scène Joël Dragutin, dont la fusion sera effective au 1er janvier 2018 dans le cadre de l'association « L'Apostrophe » qui devient la Nouvelle Scène nationale.
La structure dispose désormais de trois salles : le Théâtre des Louvrais à Pontoise de 548 places et les deux salles du Théâtre 95 de 150 et 380 places (qui avaient fait l'objet d'importants travaux en 2012), soit une capacité globale de 1080 places et d'un budget cumulé de près de 5M €, financé par la DRAC, le Département, la Communauté d'agglomération et la Région. Cela en fait l'une des trois plus importantes scènes nationales d'Ile-de-France avec Créteil et Bobigny.
Une nouvelle directrice a été recrutée et prend ses fonctions fin août 2017 : Fériel Bakouri qui souhaite développer une relation plus forte au territoire et à sas publics jeunes en particulier, promouvoir l'innovation artistique, culturelle et sociale et affirmer un grand pôle de création et de diffusion dans l'ouest francilien à l'échelle du grand Paris et de la région métropole.
Joël Dragutin sera artiste associé de la Nouvelle scène nationale durant trois ans et y créera ses spectacles.
La saison 2017/18 est la réunion des deux saisons des deux établissements précédents, elle regroupe également l'ensemble des artistes associés et en résidence.
La Région Ile-de-France soutenait respectivement L'Apostrophe et le Théâtre 95 au titre de la permanence artistique et culturelle, dans le cadre de conventions triennales conclues en 2015, à hauteur de 60 000 € pour L'Apostrophe et 110 000 € pour le Théâtre 95.

Il est donc proposé de réunir ces deux subventions régionales en une seule en faveur de l'association L'Apostrophe qui porte désormais les deux projets, soit un montant global de 170 000 € alloué au titre de l'avenant n°2 à la convention de permanence artistique et culturelle conclue en 2015.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2017 – 2018
Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :
CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
Durant l'année à venir, l'Apostrophe poursuivra l'accompagnement d'équipes artistiques en résidences triennales.
Le clarinettiste Yom sera accueilli pour une deuxième année avec un nouveau projet de création « Prière » pour clarinette et orgue qui sera joué dans les églises du Val-d'Oise. Il proposera également des concerts commentés « Animal Minimal » et travaillera avec son groupe Yom and the Wonder Rabbis autour de la musique klezmer et du pop rock psychédélique.
Les Chiens de Navarre achèveront eux leur troisième année de résidence avec une nouvelle création « Jusque dans vos bras » qui sera accueillie en janvier 2018 lors d'une série de 3 représentations.
L'Apostrophe accueille également des résidences courtes, de 2 à 8 semaines. Une quinzaine d'artistes ou équipes en théâtre mais aussi en danse, cirque, seront accueillis au long de la saison : Marc Prin, Chloé Moglia, Dorothée Munyaneza avec le réseau Escales Danse, Raphael Cottin, Elodi Ségui, Alain Foix, Gloria Paris, Myriam Gourfink…
Les résidences sont généralement suivies d'une diffusion ou d'une sortie publique et pour certaines accompagnées d'un soutien financer en coproduction.

L'Apostrophe prévoit plus de 500 heures d'actions culturelles notamment avec les artistes en résidence, notamment avec les lycées et collèges du territoire dans le cadre de rencontres autour des spectacles mais aussi d'ateliers artistiques, de résidences territoriales. On peut citer : le lycée Montesquieu à Herblay, le lycée Notre-Dame de la Compassion, lycée Camille Claudel à Vauréal, lycée Camille Pissaro à Pontoise, lycée Paul Emile Victor à Osny, lycée Alfred Kasler à Cergy, Lycée Galilée à Cergy.
Des interventions ont lieu également à la maison d'arrêt du Val d'Oise.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 455 150 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	434 867,08	95,54%
Dépenses d'appropriation	17 283,00	3,80%
Autres dépenses	3 000,00	0,66%
Total	455 150,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	53 869,00	11,84%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	170 000,00	37,35%
TVA sur la subvention régionale	-3 496,57	-0,77%
Rectorat de Versailles (sollicité)	2 140,00	0,47%
Apport de l'Apostrophe	135 262,62	29,72%
Recettes propres	97 375,03	21,39%
Total	455 150,08	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	119 000,00 €
2018	51 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	108 530,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
	Montant total	288 530,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014917

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CNAL CENTRE NATIONAL ART LYRIQUE 4E CONV PAC AVENANT 2 NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	632 360,00 €	23,72 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNAL CTRE NAL ART LYRIQU
Adresse administrative : 1 PL DE FRANCE BP 75
91303 MASSY CEDEX
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Jack-Henry SOUMERE, Directeur

Objet : PRODUCTION ET DIFFUSION DE SPECTACLES

N° SIRET : 37914027000024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Seule scène lyrique en dehors de Paris, l'Opéra de Massy présente chaque saison une programmation incluant des productions et coproductions de spectacles lyriques, mais aussi du récital, du théâtre et de la danse. Dirigé par Jack-Henri Soumère, l'Opéra de Massy est la première scène labellisée par l'Etat « scène conventionnée lyrique » et comprend deux salles, l'une de 799 places et l'autre de 144 places. Il accueille en outre en résidence l'Orchestre de Massy, une compagnie de danse et un ensemble lyrique. Il développe parallèlement un riche programme d'actions culturelles en direction des établissements scolaires, des conservatoires, des associations et des publics en difficulté.
Créé en 1993, l'Opéra de Massy, construit au cœur d'une cité populaire, a pour vocation d'offrir l'art lyrique à la portée de tous. Il est soutenu par la ville de Massy, mais aussi par le département de l'Essonne et la DRAC.

PERSPECTIVES D'ACTIONS DU BENEFICIAIRE POUR LA PERIODE 2016 – 2017

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention triennale de permanence artistique et culturelle actuellement en cours, le bénéficiaire propose pour les douze prochains mois les actions suivantes :

CREATION / DIFFUSION et APPROPRIATION
La prochaine année de conventionnement sera l'occasion pour l'Opéra de Massy de coproduire trois œuvres lyriques : « Faust » de Gounod, « La Bohème » de Puccini et « L'enlèvement au Sérail » de Mozart.
La compagnie de danse Julien Lestel, déjà accueillie sur la saison 2016-2017, poursuivra sa résidence. La compagnie présentera deux spectacles au cours de al saison, « Eclats de danse » en octobre et une création « Misatango » en mai 2018. Cette résidence sera l'occasion de plusieurs actions culturelles menées avec les publics notamment avec le Lycée Gustave Eiffel et avec des personnes âgées.
L'ensemble lyrique Les Paladins sera également accueillie pour une deuxième saison de résidence avec notamment la représentation de « Héroïnes » avec Sandrine Piau en février 2018. La résidence sera l'occasion de nombreuses actions culturelles dont un travail au long cours avec le Lycée Gustave Eiffel autour de la création de robes baroques. L'Opéra de Massy et les Paladins proposeront également une formation autour de « L'enlèvement au Sérail » à de jeunes chanteurs et choristes récemment diplômés et en voie de professionnalisation. Elle permettra d'aboutir à 3 représentations avec 16 à 20 chanteurs après 4 semaines de formation et de répétitions.
L'Opéra de Massy prévoit plus de 700 heures d'actions culturelles. Il accueillera notamment de nombreux scolaires pour assister aux répétitions des œuvres de la programmation, proposera divers ateliers et mènera des projets plus poussés avec les établissements de proximité.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 632 360 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	543 640,00	85,97%
Dépenses d'appropriation	50 320,00	7,96%
Autres dépenses	38 400,00	6,07%
Total	632 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	58 000,00	9,17%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	150 000,00	23,72%
CD 91 (sollicité)	99 100,00	15,67%
Ville de Massy (sollicité)	232 160,00	36,71%
Recettes propres	93 100,00	14,72%
Total	632 360,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	105 000,00 €
2018	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	150 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	150 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	150 000,00 €
	Montant total	450 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008820

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ARCHIMUSIC - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	212 520,00 €	18,82 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARCHIMUSIC
Adresse administrative : 35 AV DU GENERAL GALLIENI
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS HAMET, Président

Date de publication au JO : 24 novembre 1993

N° SIRET : 39916090200058

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date de réalisation : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
L'ensemble ARCHIMUSIC a été créé en 1993 par le saxophoniste Jean-Rémy Guédon, connu alors comme membre de l'Orchestre National de Jazz de Didier Levallet, comme co-directeur de l'orchestre franco-allemand d'Albert Mangelsdorff, et comme co-animateur du collectif Polysons. Jean-Rémy Guédon évolue dans le milieu de la musique contemporaine, et a travaillé pendant une année à l'Ircam sur un programme d'analyse de l'improvisation, de ses clichés et de ses transgressions.
Archimusic est un ensemble constitué de quatre musiciens classiques, et de quatre musiciens de jazz (Vincent Arnoult, Emmanuelle Brunat, Nicolas Fargeix, Fabrice Martinez, David Pourradier, Vincent Reynaud et Yves Rousseau). La majorité des activités d'Archimusic se déroule aujourd'hui en Ile-de-France. Archimusic diffuse et bénéficie de commandes dans toute la France (Pannonica de Nantes en 2012). Il a également une activité régulière à l'étranger ces dernières années, particulièrement en Afrique, au Congo (Pointe Noire).

Archimusic porte depuis début 2015 un projet de lieu ouvert au public pour y donner des concerts en petites formes (jauge de 19 places) et y vendre des CDs et des livres : « La Boutique du Val », à Meudon.

Archimusic est soutenu par la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France, la Région Ile-de-France, le Conseil départemental des Hauts-de-Seine, la SACEM, le FCM, l'ADAMI et la SPEDIDAM.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Sur la saison 2016/2017, 2 créations ont été composées par Jean-Rémy Guédon pour Archimusic : « neufs », et « Pensées pour moi-même » et près de 51 manifestations (concerts, conférences, « aperopera », rendez-vous musicaux pour scolaires, …) ont été organisées à la Boutique du Val.
Depuis mai 2017, l'ensemble est en résidence au Centre d'Art et de Culture de Meudon. Cette implantation permet de développer un projet de recherche territoriale et de collectage des mémoires musicales et migratoires des habitants. Des lycées, maisons de retraites et structures associatives seront mis à contribution dans ce projet de création participative intitulée « Gens de Meudon ».
Cette résidence donnera également lieu à la diffusion du répertoire d'Archimusic dans les équipements sociaux, scolaires et culturels de la ville.
Archimusic se projette également dans une nouvelle création, fort de ses rencontres avec de nombreux artistes africains. Le chanteur Bonga y sera donc associée, accompagné par 8 musiciens d'Archimusic. La diffusion de ce projet est en cours de finalisation mais des dates se précisent au Sax, à la Clef, au festival Africolor, …
Le lien avec le Benin et notamment Cotonou est par ailleurs maintenu, l'ensemble y jouera « Kaladjazz » en janvier 2018. Archimusic y développe également un projet de lieu.
Enfin Archimusic poursuit le partage de son outil de création : La boutique du Val. Les musiciens y présentent leurs projets et ceux d'autres formations invitées sur 3 soirées consécutives et rémunérées. De novembre 2017 à novembre 2018, 45 concerts sont prévues.

Projet pour les publics et le territoire
Dans le cadre de la résidence au Centre d'Art et de Culture de Meudon, Archimusic met en place un programme d'ateliers (environ 45 heures) de pratiques partagées de classique et jazz.
Par ailleurs Archimusic propose des concerts hors-les-murs, dans des établissements scolaires, notamment dans un lycée professionnel. Les écoles maternelles et primaires sont régulièrement invitées à La Boutique du Val, pour des concerts qui leurs sont dédiées, suivi de temps d'échange avec les artistes.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 212520 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des frais de banque (banque, assurance et cotisation – 2910€).

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	132 769,00	61,63%
Dépenses d'action culturelle	5 994,00	2,78%
Autres dépenses	76 667,00	35,59%
Total	215 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	45 000,00	20,89%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	40 000,00	18,57%
Ville de Meudon (sollicité)	8 000,00	3,71%
Sacem	6 000,00	2,79%
Spedidam	37 558,00	17,43%
Mécénat	15 000,00	6,96%
Recettes propres	63 872,00	29,65%
Total	215 430,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008826

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CIE BOUCHE A BOUCHE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	177 321,00 €	16,92 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIE BOUCHE A BOUCHE
Adresse administrative : 2 RUE DU GENERAL HUMBERT
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul ACKER, Président

Date de publication au JO : 13 décembre 1995

N° SIRET : 40411062900031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Auteure, metteur en scène et comédienne, Marie-Do Fréval a créé en 2009 la Cie Bouche à Bouche. Elle mène un projet entre théâtre, performance et arts de la rue, en résonance avec la société et les identités sociales. L'écriture pour l'espace public de la compagnie est percutante et donne la parole à ceux en sont privés. La compagnie souhaite défendre une culture populaire inscrite au cœur de la cité, dans les quartiers, un théâtre accessible à tous et plus spécifiquement à ceux qui ne fréquentent pas les salles de spectacles, une esthétique basée sur le théâtre et les arts de la rue.
Implantée à Paris et principalement dans le 14ème arrondissement, la compagnie travaille avec l'ensemble du tissu local. Elle est par ailleurs présente à la Maison des pratiques artistiques amateurs.
La compagnie créé des spectacles (« Ma Mort n'est la faute de personne », « Les tombé(E)s du camion », « Tentative(S) de résistance(S) »...) présentés dans l'ensemble des festivals d'arts de la rue d'Ile-de-

France et en France. Elle créé également in situ des performances, des impromptus. Depuis 2014, avec son projet de « Banquet(S) des famille(S) recomposée(S) », elle propose régulièrement des spectacles où les acteurs professionnels côtoient les amateurs et les publics, assis à la table du banquet, chacun prenant ainsi part au spectacle.
La compagnie Bouche à bouche mène des résidences de territoire en immersion, notamment dans des lieux comme des centres d'hébergement d'urgence Emmaüs, des foyers. Elle mène des actions de terrain (collecte de paroles, actions de sensibilisation, déambulations (« Rues libres »).
Un volet du projet de la compagnie est d'accompagner la pratique amateur, elle anime en particulier le travail d'un groupe constitué en compagnie amateur, la troupe Enfant Phare devenue « Décharge Public ».

La compagnie est soutenue par la Région Ile-de-France et la Ville de Paris et reçoit des aides des bailleurs sociaux et ponctuellement des sociétés civiles comme de fondations privées.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie Bouche à Bouche poursuit le projet « Tentatives(s) de résistance(s) » débuté en 2014. Elle crée le deuxième volet en 2018 en convoquant 4 nouveaux personnages. Cette création soutenue par la ville de Paris et la région Île de France sera finalisée à Animakt avant d'être présentée dans plusieurs festivals notamment aux Nocturbaines (75), au festival Scènes Rurales (77), au festival des vendanges de Suresnes (92), à Cergy-Soit (95), …

Avec les représentations de « Women 68 » dans plusieurs bars du 14ème arrondissement et de « Le banquet des familles recomposé(E)s » au festival Play Mobile (92), la compagnie prévoit pour la saison prochaine 62 représentations dont 34 en Île-de-France.

Pour la création 2019 de « Paillarde(S), conférence pseudo médicale sur la virilité » la compagnie sera également accueillie pour des résidences d'écriture et de création au CNAR d'Aurillac, au pôle national des arts du cirque de Chalons en Champagne et au théâtre de Libourne.

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie mène par ailleurs des résidences d'implantations qui mêlent actions culturelles et deux projets de création liés aux territoires.
« Aujourd'hui je résiste, mais demain ? » interrogera la notion de résistance en partenariat avec le théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine et les maisons de quartiers de la ville, et « Trans(E)-Port(E) » verra les artistes intervenir dans et sur les transports quotidiens des habitants au sein de la communauté de communes des Terres du Gâtinais (77).

La compagnie reste active dans le 14ème arrondissement de Paris ou ses locaux sont implantés.
Des « créations performings », entre reportage et fiction, sont envisagées en lien avec les habitants, en interrogeant particulièrement le regard des personnes âgées sur le monde. 3 semaines de rencontres et d'ateliers seront organisées avec l'Ephad de Furtado Heine.
Les élèves de l'option cinéma-audiovisuelle du lycée Raspail seront également mobilisés sur ces projets.

Plusieurs ateliers d'écritures, de théâtre amateurs et d'arts de la rue pour enfants et adultes sont également menés par la compagnie Bouche à Bouche, en lien avec les structures scolaires et sociales du quartier.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 177 321 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des frais bancaires

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	117 117,00	66,03%
Dépenses d'action culturelle	5 362,00	3,02%
Autres dépenses	54 902,00	30,95%
Total	177 381,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	6 000,00	3,38%
Préfecture DICRAH-CGET (acquis)	8 400,00	4,74%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	30 000,00	16,91%
Commune de Paris	32 200,00	18,15%
Emploi aide - CUI -CAE - Adulte Relais	24 925,00	14,05%
Fondation de France	14 000,00	7,89%
Microdon	1 000,00	0,56%
Paris Habitat	5 000,00	2,82%
Recettes propres d'activité	55 856,00	31,49%
Total	177 381,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	7 500,00 €

2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	97 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008837

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMPAGNIE LES MISTONS - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	68 407,00 €	14,62 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE LES MISTONS
Adresse administrative : 100 RUE JULIETTE SAVAR
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric Poisson, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39244617500029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Après une formation de comédienne, Marie Dupleix fonde, en 1992, la compagnie de théâtre Les Mistons (en hommage à François Truffaut). La compagnie a créé une vingtaine de spectacles, adaptant des textes contemporains et classiques : « Strindbergman » en 2009 ou « Lettres de l'intérieur » adapté du roman de Johan Mardsen en 2012.
La compagnie s'est par ailleurs lancé depuis 2011 dans un projet de création de très petites formes à destination de la toute petite enfance « Les journées de Lili », composé d'épisodes de 15 minutes sur des thèmes du quotidien : « Mange-moi » et « Oh pot ! », « Miss Cuillère », « Beau Pot », « Doli et Prane », « Non ! Attention danger ! ».
Depuis 1999, la compagnie organise des manifestations pour la ville de Créteil. Elle fait participer la population à la préparation de ces événements notamment par le biais d'ateliers ouverts à tous, encadrés par des professionnels. D'autre part, la compagnie met en place de nombreuses actions de formation en

direction des amateurs et des ateliers auprès des scolaires.
Implantée à Créteil, la compagnie y bénéficie de temps de résidences au centre culturel Madeleine Reberioux et mène sur ce territoire de nombreux ateliers et projets avec les habitants.

La compagnie est soutenue par la Ville de Créteil et la Région Ile-de-France. Il a été voté en 2016, la sortie dégressive sur trois ans (15 000 €, 10 000 € et 5 000 €) de la compagnie du dispositif de permanence artistique et culturelle.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Sur la prochaine période de conventionnement, la compagnie les mistons, finalisera la création du spectacle « Un peu de respect je suis ta mère », une pièce pour 6 interprètes adaptée du roman d'Hernàn Casciari dont une version courte a été présentée en juin 2017 dans le cadre du festival Mises en Capsules à Paris. Elle sera à cette occasion accueillie en résidence au Centre Culturel Reberioux et à la Maison des arts de Créteil. La compagnie souhaite par ailleurs continuer de diffuser « Lettres de l'intérieur ». Elle pourrait être présente au festival d'Avignon Off 2018.

Projet pour les publics et le territoire
En lien avec la création de « Un peu de respect je suis ta mère », à Créteil, la compagnie les mistons proposera des rencontres, répétitions publiques et ateliers de pratiques notamment auprès de lycéens de la ville. Elle mène par ailleurs des ateliers réguliers et/ou des stages tout au long de l'année avec des collégiens en lien avec l'Opéra de Paris et le centre culturel Reberioux, et avec des amateurs en lien avec des associations (MJC village, Association loisirs AGF Paris, …)

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 68407 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé. (-25000€)

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	78 919,00	84,49%
Dépenses d'action culturelle	9 960,00	10,66%
Autres dépenses	4 528,00	4,85%
Total	93 407,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	35 000,00	37,47%
Département Val de Marne (sollicité)	5 000,00	5,35%
Commune Créteil (acquis)	3 000,00	3,21%
Recettes propres d'activité	50 407,00	53,96%
Total	93 407,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
	Montant total	55 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008850

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CIE AIME L'AIR - RECONDUCTION 2 ANS PAC- NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	125 840,00 €	35,76 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE AIME L AIR
Adresse administrative : 5 RUE CREBILLON
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Louis Vicart, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43793292400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Aime l'air a été créée en 2000 par Andy Emler, compositeur, pianiste, improvisateur et pédagogue hors normes dans le domaine du jazz, dont l'œuvre est régulièrement saluée par de nombreux prix (Django d'or en 1992, 2006, 2008, 2010 à différents titres, Victoires du Jazz en 2005, 2008, 2010, primé par la presse spécialisée Jazz magazine, Emoi Jazz…
Il s'agit d'une entité artistique protéiforme avec des formations musicales de différents formats (le grand format « MégaOctet »,duos,trios, quartet) et sur des créations de sphères musicales transversales et complémentaires.
Par ailleurs, Andy Emler est régulièrement investi dans de nombreux projets artistiques parfois aux croisements d'autres disciplines : danse, musique contemporaine (Ars Nova et Pascal Contet), théâtre. Il est également auteur de commandes d'écriture pour tous les formats et formules d'orchestres professionnels, ou mêlant professionnels et amateurs. Enfin, Andy Emler intervient auprès des publics, en

parallèle de ses concerts : auprès de conservatoires de musique, de jeunes en difficultés, en milieu scolaire, auprès de musiciens amateurs…etc. avec le désir fort d'élargir le public du jazz.
La compagnie est depuis 2008 en compagnonnage avec Le Triton-Les Lilas et est conventionnée par la DRAC Ile-de-France ainsi que par la Région Ile-de-France ; elle reçoit aussi le soutien régulier de la Sacem, la Spedidam et l'Institut français.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La compagnie poursuit son compagnonnage au Triton en 2017 avec un soutien financier en coproduction sur les créations. 3 concerts y seront également organisés sur la fin de l'année 2017ainsi que la préparation de l'enregistrement du prochain album du mégaoctet en coproduction avec le label la Buissonne.
Andy Emler réunira 6 compositeurs de musique contemporaine pour une création pour l'association Unisons dans le cadre d'un concert de soutien d'une charte environnementale à l'UNESCO en janvier 2018.
Une résidence de compositeur est en cours de négociation pour les années 2018/2019 au théâtre 71, scène nationale de Malakoff, et deux créations sont envisagées pour l'année 2018.
Il s'agit pour la première d'une partition qui sera associée à celles de 6 autres compositeurs de musiques contemporaines pour l'association Unis-Sons et qui donnera lieu à un concert à Paris.
La deuxième est en cours d'écriture et est coproduit par Radio France pour le festival Présences en février 2018,avec l'enregistrement d'un disque en duo.
Andy Emler jouera également à l'Arsenal de Metz, au Sunnyside festival de Reims, au TBC de Lyon.

Projet pour les publics et le territoire
Andy Emler développe également un projet de long cours, d'octobre 2017 à mai 2018, avec les élèves des conservatoires de Gennevilliers et Argenteuil pour une création musicale ainsi qu'avec le conservatoire de Charleville Mezières.
Outre le Triton partenaire majeur, la compagnie tisse des liens avec le théâtre de Vanves le comptoir à Fontenay et une pluralité de lieux franciliens.
La cie est en partenariat sur 2 ans avec l'association Charleville Jazz action à Reims au conservatoire de big band.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 125840 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	120 340,00	95,63%
Dépenses d'action culturelle	1 500,00	1,19%
Autres dépenses	4 000,00	3,18%
Total	125 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	51 890,00	41,23%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	45 000,00	35,76%
Sociétés civiles	13 500,00	10,73%
Recettes propres	15 450,00	12,28%
Total	125 840,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008857

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA REVUE ECLAIR - RECONDUCTION 2 ANS PAC- NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	181 594,00 €	27,53 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA REVUE ECLAIR
Adresse administrative : 11 BD DU TEMPLE
75003 PARIS 03
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sylvie ROBIN, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 35152021800063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Fondée en 1988, la compagnie est dirigée par Corine Miret (chorégraphe, danseuse et comédienne) et Stéphane Olry (auteur, metteur en scène et comédien). Elle produit une forme singulière de spectacle bâti sur une base documentaire. Chaque spectacle implique un travail d'enquêtes, de recherche ou d'expérimentation permettant d'accumuler un matériau d'écriture. La Revue Eclair se veut – à l'instar d'une revue littéraire - un lieu d'expérimentation, de rencontre, de partage et de « pollinisation » avec d'autres auteurs : compositeurs, chorégraphes, plasticiens, performeurs...

Depuis 2005, la compagnie est conventionnée par la DRAC et par la Région Ile-de-France ; elle bénéficie d'un soutien du Département de la Seine Saint-Denis depuis 2015 pour sa résidence à La Commune – CDN d'Aubervilliers et sur le territoire de la Seine Saint-Denis plus largement.

La convention de permanence artistique et culturelle a été reconduite avec la Région en 2016 autour de l'implantation de La revue Eclair en Seine-Saint-Denis, Sevran et Aubervilliers en particulier et autour de ses projets artistiques en lien avec ces territoires.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
L'année précédente a été marquée par la création « La tribu des lutteurs » au théâtre de la Commune d'Aubervilliers, par « les habitants du bois », feuilleton de 7 épisodes, accompagnés par un chœur d'amateurs, créé au théâtre de l'Aquarium en avril 2017, et par la reprise de « Une Mariée à Dijon »

La compagnie finalise la petite forme « Les combattantes » à l'automne 2017, un texte écrit et interprété par Corine Miret, qui sera joué en appartement, et qui sera le fruit de deux années de rencontres avec des femmes des clubs de combats des quartiers de Sevran et d'Aulnay sous-bois. En partenariat avec le théâtre de la Poudrerie, ce spectacle sera présenté jusqu'en janvier 2018 dans 30 appartements du territoire Terre d'envol.

Une nouvelle phase d'enquêtes sera lancée auprès de jeunes boxeurs d'Aubervilliers du club Boxing Beats. C'est à partir de ce travail que sera écrit « Le cercle », titre provisoire du troisième volet du triptyque sur les sports de combats, prévu pour l'automne 2018 à la MC 93, pour 15 représentations. Le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et la MC 93 soutiennent et accompagnent ce projet tout au long de l'année 2018.

Projet pour les publics et le territoire
Chaque création fait l'objet en amont de résidence de territoire et d'un travail d'immersion, au contact des habitants. Difficilement quantifiable ces expériences de terrain se déroulent souvent sous forme d'interviews. Ainsi, plus de 150 heures de rencontres et de rendez-vous seront dédiées au projet « Le Cercle » à Aubervilliers. Stéphane Orly réalise par ailleurs du soutien scolaire avec les jeunes de ce club de boxe tout au long de l'année lui permettant de tisser des liens importants.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 181 594 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	152 083,00	83,75%
Autres dépenses	29 511,00	16,25%
Total	181 594,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	50 000,00	27,53%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	50 000,00	27,53%
Mairie de Paris (acquis)	5 000,00	2,75%
Recettes propres d'activité	76 594,00	42,18%
Total	181 594,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008863

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES ORPAILLEURS - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	73 150,00 €	27,68 %	20 250,00 €
	Montant Total de la subvention		20 250,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ORPAILLEURS
Adresse administrative : 5 RUE VICTOR HUGO
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE ROUILLOT, Présidente

Date de publication au JO : 10 janvier 1982

N° SIRET : 32731323500043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Les Orpailleurs, compagnie de danse contemporaine, a été fondée au début des années 1990 par Jean-Christophe Bleton, chorégraphe et chercheur. Depuis la première création de la compagnie « Le Bal des arpenteurs » en 1991, la compagnie a créé près d'une vingtaine de spectacles. Avec les Orpailleurs, Jean-Christophe Bleton, monte aussi régulièrement des spectacles mêlant amateurs et professionnels. Par exemple « Concerto pour pixels et passants », en 2004, à l'occasion de la célébration des 30 ans du SAN de Sénart avec 300 participants amateurs et professionnels, « Bazar chorégraphique » en 2007, création pour 15 danseurs amateurs en collaboration avec les Scènes Rurales de Seine-et-Marne ou encore « Boléro, un obstiné printemps » en 2013 dans le cadre des 10 ans d'Entrez dans la danse, création pour danseurs, circassiens, musiciens et 80 danseurs amateurs (Gare de Lyon - Paris).
La compagnie Les Orpailleurs est implantée en Ile-de-France et reconnue dans le champ chorégraphique.

Elle a été accueillie en résidence longue au Théâtre Jean Arp de Clamart, puis sur le territoire de l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines jusqu'en 2011 en partenariat avec Le Prisme. Jean-Christophe Bleton a été responsable et coordinateur pendant 10 ans du programme Danse à l'Ecole en lien avec la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (78). La compagnie a ensuite débuté en 2012 une résidence de trois années à Villiers-le-Bel. Plus récemment aux Mureaux, en 2015, dans le cadre d'un Contrat local d'éducation artistique (CLEA). La compagnie bénéfice également de partenariats en Seine-et-Marne où elle est régulièrement présente, avec l'agglomération de Marne-et-Gondoire, avec la Scène nationale de Sénart, avec Act'art….
L'un des axe important du projet de la compagnie est la rencontre avec les publics et dès lors sa capacité à mener des projets d'action culturelle d'envergure pour favoriser l'appropriation de la danse par divers publics (Danse à l'école, Culture à l'hôpital, résidence-mission,…etc.).
La compagnie est soutenue par la Région Ile-de-France et bénéficie selon les projets et résidences du soutien d'autres partenaires publics (Conseil départemental du Val d'Oise, ville des Mureaux…)

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La compagnie Les Orpailleurs poursuit sa présence et le travail sur le territoire de la Seine et Marne. L'objectif est de reprendre « Bêtes de Scène », une pièce de Jean-Christophe Bleton pour 7 danseurs.
L'équipe sera dans ce cadre accueillie en résidence par La Courée de Collégien (coproducteur du projet), la sucrerie de Coulommiers, et le théâtre Sénart de Lieusaint. Chacun des lieux programmera ensuite ce spectacle.
Ces périodes de résidences, de 3 à 6 mois, permettront également la création d'une pièce pour amateurs séniors accompagnés par la fanfare de Collégien : « La Finale ». En amont de cette pièce prévue pour février 2018, des ateliers chorégraphiques et de musique seront proposés aux participants.

Projet pour les publics et le territoire
Un deuxième projet de création avec des amateurs se développe en partenariat avec Micadanses et Mouvance d'art : « Anima ou le bruissement des corps », prévue pour juin 2018.
La compagnie les orpailleurs mène de nombreux ateliers chorégraphiques, tout au long de la saison, dans les établissements scolaires de Seine et Marne (12 classes) et du Val d'Oise (25 classes).
Des ateliers de prise de parole en public seront également réalisés avec des élèves du lycée Mozart du Blanc Mesnil.
Par ailleurs en partenariat avec le réseau Canopée, la compagnie organise des formations et stages à destination des enseignants, formateurs de Seine et Marne. Jean-Christophe Bleton est également sollicité auprès des élèves danseurs du conservatoire du 10ème arrondissement.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 73150 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	23 276,00	31,82%
Dépenses d'action culturelle	26 091,00	35,67%
Autres dépenses	23 783,00	32,51%
Total	73 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	4 000,00	5,47%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	20 250,00	27,68%
Recettes propres	48 900,00	66,85%
Total	73 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 250,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 250,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 250,00 €
	Montant total	60 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008873

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERA FUOCO - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	370 850,00 €	16,18 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPERA FUOCO
Adresse administrative : 12 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
75005 PARIS 5
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE BILLOT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 45306863700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Créé en 2003 par le chef d'orchestre David Stern, Opera Fuoco est entièrement consacré à l'interprétation sur instruments anciens du répertoire lyrique allant du début du 18ème à la fin du 19ème siècle. En 2008, l'ensemble a fait le choix d'accompagner la professionnalisation de jeunes chanteurs, recrutés par le biais d'auditions régulières. L'Atelier Lyrique (troupe-atelier) permet ainsi à une quinzaine de jeunes chanteurs de bénéficier de master-classes régulières, de suivis individualisés artistiques et professionnels, de participer à la réalisation de concerts-rencontres de format léger, de productions d'opéras et de concerts, diffusés dans des conditions professionnelles en France et à l'étranger.
Par ailleurs, David Stern et Opera Fuoco ont à cœur de rendre le répertoire lyrique accessible à de nouveaux publics, en particulier les jeunes. Aussi, dans le cadre de sa résidence au Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines entre 2005 et 2015, l'ensemble mène de nombreux projets mêlant création et action

culturelle avec les enfants et leurs familles.
L'ensemble bénéficie de l'aide importante de plusieurs mécènes, d'aides publiques ponctuelles de la part de la Ville de Paris ou de la DRAC, ainsi que d'un soutien régulier de la Région Ile-de-France depuis 2009.
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis novembre 2009 à hauteur de 60 000 €. La dernière convention triennale a été conclue en novembre 2013. L'aide régionale est centrée sur le développement de l'atelier lyrique avec les jeunes chanteurs, grâce à un nouveau partenaire de production (projet « Cosi Fanciulli » en 2014) et d'implantation dans le 92, en collaboration avec la Maîtrise des Hauts-de-Seine d'une part et dans le cadre d'un partenariat avec la salle Ravel à Levallois-Perret.
Opera Fuoco a obtenu également un emploi-tremplin en avril 2010 pour un poste de chargée de production et d'administration.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La saison 2016/2017 a été marquée par 2 productions : « One Charming Night » crée au Shanghai Baroque festival, et « Bach+ » présenté au Carré belle Feuille et à la Philharmonie dans les cadre des concerts participatifs avec un chœur de 78 collégiens. Opéra Fuoco a renouvelé en début d'année l'atelier lyrique pour laisser la place à la quatrième génération, les nouveaux jeunes solistes seront accompagnés jusqu'en 2020.
Côté discographie, le programme phare « Berenice che fai » a été enregistré en février sous le label Aparté. A cette occasion le programme, avec 27 musiciens sera présenté au théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines et à la Salle Ravel de Levallois.
En effet après une représentation réalisée à la salle Ravel en 2016, un partenariat se développe avec la municipalité sous forme d'une résidence de long terme (mise à disposition de salle) et de l'accompagnement de 3 productions : le concert de sortie de « Berenice che fai », des masterclasses associées à un concert offert aux élèves du conservatoire, et la création de « Mozart-Salieri » mis en scène par Ned Grudjic.
Opéra Fuoco poursuit également ses collaborations avec la Bibliothèque Paul-Marmottan et le Mona Bismark American Center qui mettent gracieusement à disposition leur lieu de travail et de représentation et dans lesquels Opéra Fuoco réalisera, plusieurs whorksops, masterclasses et un concert de baroque et Jazz.
Par ailleurs, l'ensemble est de nouveau invité au Shanghai Baroque festival et au Festival Telemann de Magdeburg. Pour ce dernier, Opéra Fuoco recréer, le chef d'œuvre « Telemann » de Richardus die Löwenherz.

Projet pour les publics et le territoire
Opéra Fuoco, en plus des nombreuses masterclasses, toujours associées à des concerts, mène deux projets d'actions culturelles.
Le premier propose aux classes esthétiques, coiffure et mode du lycée Elisa Lemonnier (Paris XIIè) de participer aux préparatifs (accessoires, maquillages …) des concerts-rencontres des jeunes solistes de l'atelier lyrique. Ces rencontres donneront aussi lieu à des actions de sensibilisation sur la musique et les métiers de la scène.
Ensuite, Opéra Fuoco à fait le choix de renouveler ses actions pour 2 ans autour de Bach + en partenariat avec la Philharmonie. Il s'agit ici de proposer à plusieurs classes de collégiens de chorégraphier des mélodies avec l'aide d'une intervenante Hip Hop.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 370850 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	266 850,00	71,96%
Dépenses d'action culturelle	41 500,00	11,19%
Autres dépenses	62 500,00	16,85%
Total	370 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	16 000,00	4,31%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	60 000,00	16,18%
CD 92 (sollicité)	5 000,00	1,35%
Mécénat	104 000,00	28,04%
Recettes propres	185 850,00	50,11%
Total	370 850,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
	Montant total	180 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011875

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CIE BURNOUT - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	196 000,00 €	12,76 %	25 000,00 €
		Montant Total de la subvention	25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CIE BURNOUT MAISON DES ASSOCIATIONS
Adresse administrative : 3 PLACE ANATOLE FRANCE
93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JEANNE GALLOIS, Autre

Date de publication au JO : 13 octobre 2012

N° SIRET : 78865707000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Demande d'aide pour la compagnie BurnOut - Jann Gallois

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Musicienne au conservatoire, Jann Gallois commence la danse hip hop à onze ans, en autodidacte. Elle est très vite repérée par de nombreux artistes tels que Sébastien Lefrançois, Sylvain Groud, Angelin Preljocaj, Sébastien Ramirez, Kaori Ito, avec lesquels elle travaille entre 2008 et 2014. En 2012 après un riche parcours d'interprète, Jann Gallois se lance dans l'écriture chorégraphique, fonde la compagnie BurnOut. Elle crée sa première pièce P =mg , un solo récompensé à de multiples reprises par des prix internationaux (Prix Paris Jeune Talent, Prix Beaumarchais – SACD à Paris, Prix Solo-Tanz Theater à Stuttgart, Prix Masdanza aux Canaries, Prix Machol Shalem à Jérusalem, Prix du Public Hiverôclites 2015

au CDC Les Hivernales à Avignon, 1er Prix Solo Dance Contest de Gansk en Pologne).
A partir de 2015, Jann Gallois enchaîne les créations et affirme la singularité de son écriture chorégraphique mêlant techniques de danse hip hop, danse contemporaine et relation à la musique en s'entourant de nouveaux collaborateurs artistiques : le compositeur Alexandre Bouvier et le créateur lumières Cyril Mulon. En 2015, elle signe un nouveau solo, Diagnostic F20.9, autour de la schizophrénie, à l'issue d'une résidence menée à l'hôpital de jour CATTP Colbert à Paris 12ème. En 2016, elle a créé le duo Compact, suivi d'un trio féminin, Carte Blanche, créé dans le cadre de la Belle Scène Saint-Denis au festival Off d'Avignon. Elle prépare également sa première pièce de groupe, Quintette, à partir d'un principe de composition musicale spécifique, dont la création est prévue fin 2017 et va entamer un travail de transmission auprès de danseurs interprètes, afin de constituer une troupe.
L'ancrage francilien de la compagnie est en expansion. Elle entretient une relation de fidélité avec le Théâtre Jean Vilar de Suresnes, qui a coproduit toutes ses pièces. Depuis 2015, l'Atelier de Paris – Centre de développement chorégraphique est partenaire de la compagnie pour les créations mais aussi pour des actions culturelles menées en collège. Des relations ont été tissées avec plusieurs lieux du Val-de-Marne comme La Briquèterie, le Théâtre Jean Vilar à Vitry, l'ECAM au Kremlin-Bicêtre ou encore le Théâtre de Charenton. Une résidence territoriale importante a eu lieu au 1er semestre 2016 au Théâtre de Brétigny. D'autres résidences longues sont prévues en 2017 en particulier dans les Yvelines et en Seine-Saint-Denis. Parallèlement, la compagnie bénéficie d'un rayonnement national et international croissant.
Depuis 2015, la compagnie reçoit régulièrement le soutien de la DRAC et d'Arcadi pour ses créations. Elle bénéficie de l'aide à la permanence artistique et culturelle de la part de la Région depuis 2016.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La première année de conventionnement a été consacrée à la création et la diffusion de deux œuvres de Jann Gallois : « Compact » et « Carte blanche » : 31 représentations ont été jouées, dont 17 en Île-de-France, ainsi que 14 représentations jouées en France et à l'International. Ces spectacles seront repris en 2017/18. Jann Gallois a également été invitée avec l'artiste Lazare à créer un duo dans le cadre des Sujets à vif du Festival d'Avignon 2017 et de la SACD : « L'éclosion des gorilles au cœur d'artichaut ».
A partir de septembre 2017, Jann Gallois sera artiste associée au Théâtre National de Chaillot (et à la Maison de la danse de Lyon). La saison 2017/2018 sera marquée par la création de « Quintette », qui verra le jour au CDC Atelier de Paris / Carolyn Carlson. Ce spectacle est coproduit et accueilli pour des courtes périodes de répétitions (5 à 10 jours) par de nombreux lieux franciliens et français, parmi lesquels : Le théâtre National de danse de Chaillot, le théâtre de Rungis, le CCN de Créteil, le théâtre Louis d'Aragon de Tremblay-en-France, CDC la Briqueterie de Vitry-Sur-Seine, le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, Le Prisme à Elancourt, le Théâtre des 2 Rives à Charenton-le-Pont.
20 représentations sont d'ores et déjà confirmées, dans les lieux coproducteurs mais également à l'Espace Germinal de Fosses, au théâtre Paul Eluard de Bezons, à l'Espace Albert Camus de Lyon…

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie BurnOut est particulièrement impliquée en Seine-Saint-Denis, dans le cadre d'une résidence au sein du théâtre Louis d'Aragon de Tremblay-en-France avec le soutien du conseil départemental. Jann Gallois intervient ainsi dans les collèges de Villepinte et Sevran, et dans les conservatoires de Livry-Gargan, Vaujours et Tremblay, dans le cadre de master-classes.
Elle mène également des formations sur les langages et les écritures de la danse auprès des enseignants, en partenariat avec le rectorat et le Prisme d'Elancourt, où elle était accueillie en résidence en 2016/17.
Elle poursuit également des ateliers auprès d'élèves en école primaire à Paris en partenariat avec l'Atelier de Paris – CDC.
Une centaine d'heures d'interventions artistiques sont prévues auprès des publics.
Enfin, la compagnie BurnOut développe un projet de film documentaire fait de rencontres avec des personnes en situation d'exil et/ou de déplacement notamment autour de la notion d'expression et d'identité gestuelle.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 196 000 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :

- LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	160 500,00	81,89%
Dépenses d'action culturelle	3 100,00	1,58%
Autres dépenses	32 400,00	16,53%
Total	196 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	8 000,00	4,08%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	25 000,00	12,76%
CD 95 (sollicité)	4 000,00	2,04%
CUI-CAE	8 000,00	4,08%
Mécénat	20 000,00	10,20%
Recettes propres d'activités	131 000,00	66,84%
Total	196 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011896

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AD'REV - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	92 893,00 €	12,92 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AD REV
Adresse administrative : 32 RUE LEVERT
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ARNAUD LERCH, Président
Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49029919500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Soutenir la mise en place d'un festival de danse participatif sur le département de l'Essonne, travail au niveau des communes auprès d'un public varié avec une restitution au niveau départemental

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

La compagnie la Halte garderie – Ad Rev a été créée par le chorégraphe Johan Amselem en 2009. Lee travail de création du chorégraphe implique des danseurs professionnels et amateurs dans des projets participatifs, bals et flasmobs. Ses projets se développent dans l'espace public, à Paris, en Ile-de-France et à l'étranger. Après la création de « A quoi je tiens » en 2009 , la compagnie a créé « Bon appétit » à Minenneapolis en 2012 et « Styleliverenaissance » en 2013. En 2014, Johan Amselem créée les chorégraphies du Bal contemporain qui sont largement diffusées en Ile-de-France, notamment en Essonne. La compagnie mène de nombreuses actions culturelles : ateliers chorégraphiques en milieu

scolaire autour des questions de genre, ateliers avec les publics en difficulté (Paris), ainsi qu'avec des retraités (Arcueil). En 2016, la compagnie est en résidence sur la Communauté de communes de l'Etampois. La compagnie est soutenue par le Département de l'Essonne, la Ville de Paris, la Communauté de communes de l'Etampois ainsi que des partenaires privés.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie la Halte garderie – Ad Rev finalisera à la fin de l'année 2017 la création de « Vilains », une pièce chorégraphique pour 5 danseurs, inspirée du conte « Le vilain petit canard ». L'équipe artistique sera accueillie en résidence de création au château de Morsang sur Orge et au Silo de Méreville. La création sera ensuite présentée à Mains d'œuvres à Saint Ouen, à Saint- Michel sur Orge, et au 6B.

Projet pour les publics et le territoire
Ce projet de création s'accompagne de deux projets sur le territoire de l'Essonne, soutenus par la DRAC Île-de-France (SDAT).
La compagnie développera une création avec 3 groupes amateurs d'Etampes, de Saint-michel sur Orge et de Grigny. Ils seront accompagnés par des artistes issus de différentes disciplines : Hip Hop, danse contemporaine, musique,…

Le deuxième projet sera mené au sein de l'hôpital Barthélémy Durand d'Etampes tout au long de la saison 2017/2018. Cinq chorégraphes proposeront des actions de sensibilisations, ateliers et flashmobs à tout l'établissement. Cinq trios seront formés (un chorégraphe, un patient, un soignant) afin de réaliser 5 œuvres chorégraphiques, présentées par la suite sur 10 sites différents de la Ville et à la MPAA de Saint Germain.

La compagnie mène également un projet sur l'année scolaire avec une classe de 6ème d'Aulnay sous-bois, et plusieurs masterclasses au sein des classes option danse du Lycée d'Etampes.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 92893 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé (-28000) et les frais bancaires.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION/DIFFUSION	78 038,00	64,47%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	6 955,00	5,75%
AUTRES DEPENSES	36 049,00	29,78%
Total	121 042,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE-DE-FRANCE (attribué 6000 € - en cours 12 000 €)	18 000,00	14,87%
POLITIQUE DE LA VILLE SAINT-MICHEL SUR ORGE	6 000,00	4,96%
REGION ILE-DE-FRANCE PAC	40 000,00	33,05%
DEPARTEMENT 91 (attribué 2017 / en cours 2018)	10 000,00	8,26%
EPCI - COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ETAMPOIS (attribué)	3 000,00	2,48%
PARIS 2 (en cours)	5 000,00	4,13%
PARIS 3 (en cours)	5 000,00	4,13%
PARIS 4 (en cours)	5 000,00	4,13%
PARIS 18 (en cours)	2 000,00	1,65%
PARTENAIRES PRIVES	11 500,00	9,50%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	15 542,00	12,84%
Total	121 042,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	12 000,00 €
	Montant total	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011897

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHANGEMENT DE DECOR - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	115 500,00 €	21,65 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHANGEMENT DE DECOR
Adresse administrative : 2 RUE CHAPON
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danielle BELLINI, Présidente

Date de publication au JO : 24 mars 1993

N° SIRET : 39212339400034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Explorer, rencontrer, créer, au sein de l'immense laboratoire de transformations qu'est l'Ile-de-France

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Collectif fondé en 2001 par Olivier Comte, les Souffleurs se sont fait connaître par leurs « commandos poétiques », soit des interventions impromptues dans l'espace public, lors desquelles les artistes chuchotent à l'oreille des passants des secrets philosophiques et littéraires à l'aide de longues cannes creuses. Ces commandos ont déjà fait et continuent de faire le tour du monde. Le rapport à l'espace public est au cœur de leur démarche artistique et poétique et les Souffleurs travaillent régulièrement avec différents réseaux culturels : arts de la rue (plusieurs festivals et CNAR), poésie (printemps des poètes), livre, archives,

patrimoine…etc.
Depuis 2009, le collectif a initié un nouveau cycle de recherche artistique et poétique avec un objectif : « une tentative de ralentissement du monde ». Dans ce cadre, les Souffleurs ont créé des installations vivantes intitulées « Zones sensibles » à Paris (2007), Châlons-sur-Saône (2011) et Aurillac (2012).

Depuis 2009, ils sont en partenariat d'implantation avec la Ville d'Aubervilliers, où le collectif dispose de locaux de travail. La résidence intitulée « La Folle Tentative d'Aubervilliers », est pensée comme un « laboratoire de poétisation du territoire », l'idée est d'œuvrer à la transformation du monde par le regard poétique en imaginant des expériences originales in situ telles que : les » pousseurs de voitures » pour la création « Rues silencieuses » (2010), une « cueillette des rêves » des habitants de la ville qui a alimenté un « Conseil municipal extraordinaire avec un ordre du jour consacré au rêve et présidé par S. Hessel. Depuis 2011, Les Souffleurs travaillent, avec les habitants et la collaboration étroite du service des archives municipales, à la constitution du « Trésor poétique municipal mondial », soit un fonds créé en 2012 aux archives municipales d'Aubervilliers, destiné à recevoir des paroles poétiques dans toutes les langues du monde, et en particulier dans les langues maternelles issues des communautés linguistiques de la Ville (plus de quatre-vingt-dix communautés linguistiques cohabitent à Aubervilliers).

Par ailleurs, de 2011 à 2013, Les Souffleurs ont bénéficié d'une résidence d'implantation à Coulommiers en Seine-et-Marne, avec le soutien de la DRAC, du Département et de la Ville. Depuis 2016/17, une relation forte a débuté avec la Ville de Pontault-Combault, la Communauté d'agglomération Paris Marne la Vallée et le centre culturel Les passerelles. Enfin, le collectif était en résidence longue (« Folies douces ») de 2014 à 2017/18 en Essonne en partenariat avec trois villes : La Norville, Saint-Germain-lès-Arpajon et Arpajon.

Parallèlement à ces résidences sur le territoire, le collectif diffuse ses spectacles et installations (Les Regardeurs, La Confidence des oiseaux de passage, Apparitions / Disparitions…) dans le réseau des arts de la rue et plus largement.

Soutenus au fonctionnement par la Ville d'Aubervilliers, Les Souffleurs ont été conventionnés par la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France en 2016. Ils ont également bénéficié d'un poste emploi-tremplin entre 2014 et 2016.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La prochaine création des Souffleurs s'intitulera « Terra Lingua » et verra le jour en août 2018. Cette installation prévue en espace public placera le spectateur dans une tempête des 8000 langues terrestres. La création est soutenue par la DGCA, et coproduite par Lieux Publics à Marseille, CNAREP Le Parapluie à Aurillac ainsi que la Ville d'Aubervilliers qui accueillera l'équipe en résidence en décembre 2017. La création aura lieu à Libourne avec 9 artistes Souffleurs, avant une diffusion à Aubervilliers à l'automne 2018.

Les Souffleurs développent par ailleurs leur implantation en Île-de-France, sur 3 territoires : en Essonne, en Seine-Saint-Denis et en Seine-et-Marne, dans le cadre de leurs « résidences de poétisation » :
La saison précédente a marqué la fin de la résidence d'implantation en Essonne sur les trois villes de La Norville, Saint-Germain-lès-Arpajon et Arpajon avec la création de « Tornade selfies », fruit d'une collecte de visages et de poèmes sur le territoire. Les Souffleurs prolongent cependant leur présence pour une année afin d'accompagner l'étude de faisabilité de la création de la « fleur technologique et écologique à trois pétales qui irriguera un flux de messages poétiques», et ils co-organiseront la projection d'un documentaire retraçant le processus des « Conseils municipaux extraordinaires ».
A Aubervilliers, les Souffleurs poursuivent les actions liées à la constitution du « Trésor poétique municipal mondial » qui implique des temps de restitutions ; les journées du Patrimoine sont notamment, l'occasion de reverser les écrits récoltés dans le Trésor, toujours en lien avec le service des archives municipales et le tissu associatif local.
A Pontault-Combault, une relation s'est tissée avec la Communauté d'agglomération de Paris Vallée de la

Marne et la ville de Pontault-Combault, les Souffleurs sont chargés du projet artistique autour de l'évènement « Fêt'arts », en partenariat avec Les Passerelles, qui mobilisera les structures et les habitants du quartier du Vieux Pontault sur la saison 2017/2018 pour un évènement final en juillet 2018.
Une résidence de création avec les élèves de 6 classes du lycée hôtellerie et aide-soignant Les Sinoplies de Roissy-en-Brie est mise en place par ailleurs
Par ailleurs, la compagnie s'attache à diffuser leurs commandos poétiques « apparitions/disparitions » et reprendra sa création 2016 « Heaume-animal », notamment au domaine de Chamarande (91).

Projet pour les publics et le territoire
La collecte, la traduction et la présentation des textes du Trésor poétique municipal mondial mobilise une cinquantaine d'adultes allophones, bénéficiaires des ateliers sociolinguistiques de l'association ASEA. Un groupe d'habitant baptisé « Les amis du trésor » participent également avec les Souffleurs aux actions poétiques de transmissions à destinations des Albertivillariens.
La résidence au sein du lycée de Roissy-en-Brie se déroulera au 1er semestre 2018.
La résidence à Pontault-Combault impliquera de nombreux partenariats avec le réseau des médiathèques, centre social et culturel, MJC, centre photographique d'Ile-de-France et conservatoire.
Près de 600 heures d'interventions artistiques auprès des publics sont prévues.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 115 500 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	29 924,00	25,91%
Dépenses d'action culturelle	10 411,00	9,01%
Autres dépenses	75 165,00	65,08%
Total	115 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (acquis)	40 000,00	34,63%
Ministère de la ville (acquis)	4 000,00	3,46%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	25 000,00	21,65%
Commune d'Aubervilliers (acquis)	15 000,00	12,99%
Recettes propres d'activité	31 500,00	27,27%
Total	115 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	8 339,03 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	33 339,03 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011898

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMPAGNIE LA RUMEUR - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	154 000,00 €	22,73 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE LA RUMEUR
Adresse administrative : 1 RUE DU DOCTEUR ROUX
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Agnès CHAIGNEAU, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33236125200056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

La compagnie La rumeur est dirigée par le metteur en scène Patrice Bigel depuis 1983. Ses spectacles sont des créations fortement imprégnées par le courant de théâtre-danse. Ils sont joués à Paris, mais également au niveau national et international (nombreux festivals en France et à l'étranger).

En 1995, la compagnie s'implante à l'Usine Hollander à Choisy-le-Roi, ancienne maroquinerie de la fin du 18ème siècle. En 1999, les travaux d'aménagement et de mise en conformité de l'usine Hollander sont effectués avec le soutien de la DRAC et du Conseil Régional d'IDF. Suite à ces travaux, l'usine Hollander est classée, en 2002, établissement recevant du public, en 3ème catégorie. Depuis, la compagnie dirige l'usine Hollander, qui devient son lieu de résidence permanent et de production de spectacles. L'Usine Hollander fait partie des lieux repérés « nouveaux territoires de l'art » présentés dans le rapport Lextrait réalisée à la demande du secrétariat d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle, en 2001, sur

“ces projets qui posent de manière originale et singulière les conditions de production et donc de réception de l’acte artistique”.
La compagnie fait vivre ce lieu de proximité en menant sur le territoire de nombreuses actions en direction des publics, ayant à cœur de créer la rencontre entre les artistes et les habitants, les amateurs et les professionnels.

La compagnie La Rumeur est soutenue par la DRAC, la Ville de Choisy-le-Roi, le conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La compagnie La Rumeur créera et diffusera en octobre, novembre et décembre 2017 « pièce en plastique », une pièce mêlant danse et théâtre pour 5 interprètes, à l’Usine Hollander pour 22 représentations. La compagnie se projette désormais dans la prochaine création prévue à l’automne 2018 : « Sesto-Choisy » en collaboration avec la compagnie Attodue (compagnie italienne basée à Florence qui dirige une école de théatre). L’enjeu est de confronter les pratiques théâtrales et d’aboutir à une œuvre bilingue.
Cette collaboration avec la compagnie italienne donnera aussi lieu à la diffusion des spectacles à l’Usine Hollander et au teatro della limona. La compagnie Attodue est accueillie 2 semaines en novembre/décembre 2017 pour des temps de répétition et deux représentations. La compagnie la Rumeur espère aussi développer des échanges de jeunes avec l’école de théâtre qu’Attodue dirige en Italie. Par ailleurs, la compagnie de danse-théâtre « toujours après minuit » en résidence pour 3 ans à l’Usine Hollander, présentera en mars 2018 leur prochaine création « A vue » après des temps de travail dans le lieu.

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie collabore avec le lycée Champlain de Chennevières en partenariat avec la MAC de Créteil pour l’enseignement des options théâtres. Les spectacles réalisés dans ce cadre sont présentés à l’Usine Hollander lors du festival USINAGE.
L’équipe collabore également avec l’école de la Deuxième chance d’Orly et propose des sessions d’ateliers aboutissant à des formes brèves écrites par les participants.
Par ailleurs 3 ateliers hebdomadaires de jeu dramatique sont proposés aux jeunes de 10 à 18 ans. Les créations font aussi l’objet de représentations.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s’élève à 154000 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	59 500,00	38,64%
Dépenses d'action culturelle	70 000,00	45,45%
Autres dépenses	24 500,00	15,91%
Total	154 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (acquis)	50 000,00	32,47%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	35 000,00	22,73%
Département Val de Marne (sollicité)	20 000,00	12,99%
Commune Choisy-le-Roi (acquis)	10 000,00	6,49%
Recettes propres d'activité	39 000,00	25,32%
Total	154 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011900

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COURT-CIRCUIT - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	316 127,00 €	6,33 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COURT CIRCUIT
Adresse administrative : 3 SQUARE DES MOULINEAUX
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHRISTINE HENRY, Autre

Date de publication au JO : 11 décembre 1989

N° SIRET : 38039964200046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : L'objectif des 3 années à venir est de conforter le rôle de Court-circuit dans les Hauts-de-Seine où il est en résidence territoriale depuis 2012, afin d'en faire un acteur musical incontournable

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
L'Ensemble de musique contemporaine dirigé par le compositeur Philippe Hurel a été créé en 1991. Il diffuse chaque année de 25à 30 concerts de musique dans de grandes institutions musicales telles que l'Opéra de Paris, le festival d'Aix-en-Provence, Radio France, l'Opéra Comique, ou l'Ircam.
Depuis quelques années, l'Ensemble a recentré ses activités sur l'Ile-de-France et développé des collaborations avec des acteurs locaux des Hauts-de-Seine (Conservatoire à rayonnement régional de Rueil, Conservatoire à rayonnement départemental de Gennevilliers, Conservatoire de Ville-d'Avray, Théâtre et Conservatoire de Vanves).

Par ailleurs, l'Ensemble s'ouvre à d'autres disciplines artistiques telles que l' « opéra de chambre » (« The second woman » de Guillaume Vincent sur une composition de Frédéric Verrières avec Jeanne Cherhal) et surtout, le ciné-concert.
L'Ensemble est conventionné par la DRAC Ile-de-France est soutenu par le Département des Hauts-de-Seine.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
L'Ensemble court-circuit a participé sur la saison précédente à deux créations : « Citylife » spectacle chorégraphique pour 19 instrumentistes et danseurs et « Cabaret Court-circuit/Carabanchel » en collaboration avec l'ensemble Carabanchel. La création de « La princesse légère » opéra de chambre, à l'opéra-comique a été reporté dû à un retard de travaux. Elle sera finalement créée en décembre 2017 à Lille.
L'ensemble court-circuit est implanté dans les Hauts-de-Seine, et maintient ses partenariats avec le théâtre de Vanves et le conservatoire d'Issy-les-Moulineaux où il est accueilli pour des résidences pluriannuelles depuis 2015. Il travaillera, la saison prochaine, sur le projet de création « Poèmes d'Afriques », écrit par B.Plé pour un chœur d'enfant et d'adolescents et les musiciens de court-circuit dirigés par Jean Deroyer.
La résidence à Issy-les-Moulineaux sera également l'occasion de la reprise de City Life pour 21 musiciens.
L'Ensemble investit aussi de nouveaux territoires. Il sera accueilli en 2018, au CRR de Cergy-Pontoise. Cette résidence associera travail de terrain et de création.
Court-circuit prévoit pour la saison 2017/2018, 38 représentations, dont 13 en Île-de-France. Pour exemple les musiciens se produiront dans les conservatoires de Paris, Courbevoie et Cergy Pontoise. « La princesse légère » sera à L'opéra-comique en mars 2018, « Manifeste » au Centre Pompidou et « Musique-peinture, regards croisés » à Louveciennes (78). L'ensemble réalisera également une tournée aux Etats-Unis d'environ 8 dates.

Projet pour les publics et le territoire
Court-Circuit, et le compositeur Philippe Hurel sont attachés à l'accompagnement de jeunes musiciens et compositeurs dans leur insertion professionnelle. Ils sont ainsi très actifs aux seins des conservatoires de Paris, Boulogne, Issy, Cergy et de l'ENMP, menant des sessions de travail, des ateliers, masterclasses …
La présence de l'équipe de court-circuit dans les conservatoires pour des représentations et/ou résidences permet aussi d'organiser rencontres, conférences et répétitions ouvertes pour tous les publics.
Autour du projet « Poèmes d'Afriques », Court-circuit met en place un parcours territorial fait d'interventions à la rencontre des habitants de tous les âges en mobilisant les structures sociales et scolaires des deux villes, des crèches aux EHPAD.
A Issy, et en partenariat avec la ville, se développe également le projet « Duel » à destination de classes primaires CLIS et UPE2A. Il s'agit d'ateliers de découverte sonore à l'aide d'instruments connectés.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 316 127 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite des impôts, taxes, et charges financières.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	133 778,00	41,70%
Dépenses d'action culturelle	68 050,00	21,21%
Autres dépenses	118 999,00	37,09%
Total	320 827,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	100 000,00	31,17%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	20 000,00	6,23%
Bureau export, Institut Français, Instituts polonais à Paris et A Mickiewicz	9 000,00	2,81%
SACEM	25 000,00	7,79%
SPEDIDAM	24 000,00	7,48%
Mécénat	20 000,00	6,23%
Recettes propres	122 827,00	38,28%
Total	320 827,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011901

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FULL RHIZOME - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	212 000,00 €	14,15 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FULL RHIZOME
Adresse administrative : 31 RUE DE VINCENNES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JULIEN BERLIOZ

N° SIRET : 52367449700038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Accompagner Full Rhizome dans la consolidation de son pôle création-diffusion de spectacle et mettre en place un pôle d'actions culturelles incluant des actions envers les publics et de la recherche.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Structure pluridisciplinaire, Full Rhizome s'est créée en 2010 sous forme de coopérative culturelle afin de promouvoir la création artistique comme facteur de développement artistique, économique et sociétal et faire face au phénomène de concentration du marché de la diffusion des œuvres ayant pour conséquence une tendance naturelle à écraser l'émergence, la diversité, et donc le renouvellement de l'offre culturelle.
La coopérative comprend 18 sociétaires dont trois sont artistes associés: V. Peirani (Victoire du jazz en 2014 et 2015), Yom et B. Chemirani. Ces artistes assurent eux-mêmes la direction artistique de leurs projets. Les artistes bénéficient de l'équipe permanente de la structure.

Les projets artistiques menés par la coopérative reçoivent régulièrement le soutien de la DRAC ainsi que des sociétés civiles de gestion et de perception des droits d'auteurs (ADAMI, SPEDIDAM, CNV, FCM, SCPP, SACEM…).

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Full Rhizome accompagne des créations de musiques du monde, de jazz et de musique contemporaine.
6 créations sont prévues, dont 5 avec des artistes franciliens : Yom&the wonder rabbis, Joce Miennel, Yom&Chloé Moglia, Michel Godard & Alim Qasimov, Yom solo et Ibrahim Keivo.

13 tournées et 4 enregistrements discographiques sont prévus avec Yom et les Wonder Rabbis, Joce Mienniel, Michel Godard et Alim Qasimov, Ibrahim Keivo.

Yom, sera accueilli en artiste associé à l'Apostrophe de Cergy en coproduction sur deux créations, l'une avec la trapéziste Chloé Moglia et l'autre dédiée à l'action culturelle.

Yom reforme YOM & the wonder rabbis pour la création de SKULL accueilli et soutenu par la Dynamo de Pantin et l'Apostrophe.

En terme de diffusion, 80 représentations sur l'année à venir dont 24 en Ile-de-France, principalement des créations de Yom au théâtre des Bouffes du Nord, à la Seine Musicale, au théâtre de l'Agora, …
Full Rizhome produit également un concert au théâtre de l'Athénée permettant de présenter Alim Qasimov&Michel godard Et Jivan Gasparyan

En terme d'ingénierie culturelle, Full Rizome accompagnent le Festival Villes des Musiques du Monde pour accompagner l'acquisition d'un lieu sur la commune d'Aubervilliers et le groupe La rumeur sur un projet de festival de cinéma.

Full Rizome développe aussi un partenariat avec le festival allemand Morgenland autour de la co création des projets, la co production d'une collection discographique et de spectacles. Deux projets ont pour le moment été validés : Michel Godard et Alim Qasimov et Ibrahim Keivo. Des discussions sont en cours avec la maison des cultures du monde et l'Institut des cultures d'Islam pour accueillir ces artistes en résidence.

Projet pour les publics et le territoire
Des rencontres, concerts et ateliers d'écriture sont organisés avec un lycée (8h) et la maison d'arrêt du Val d'Oise (20h) dans le cadre de la résidence de Yom. Ainsi que deux actions avec des classes de collège, sur l'année scolaire en partenariat avec le festival au fil de l'Oise auprès de deux classes de collèges

D'autres actions seront menées avec les artistes suivants : : Under Kontrol pour des ateliers de beatbox en collège (10h) et au centre hospitalier de Montesson (60h), Joce Miennel et Michel Godard sur des rencontres publiques autour de spectacles notamment dans le cadre du Paris Jazz festival et au théâtre de l'Athénée.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 212 000 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé(-20 000)
Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	200 500,00	86,42%
Dépenses d'action culturelle	5 600,00	2,41%
Autres dépenses	25 900,00	11,16%
Total	232 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	16 000,00	6,90%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	50 000,00	21,55%
ADAMI	10 000,00	4,31%
SACEM	5 000,00	2,16%
SPEDIDAM	8 000,00	3,45%
Autres sociétés civiles	13 200,00	5,69%
Recettes propres d'activité	129 800,00	55,95%
Total	232 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	10 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011902

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES GRANDES PERSONNES - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	379 500,00 €	6,59 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES GRANDES PERSONNES
Adresse administrative : 77 RUE DES CITES
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean MARTIN, Président

Date de publication au JO : 20 mars 1999

N° SIRET : 42298950900035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Demande d'aide dans le cadre de la Permanence artistique et culturelle.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Christophe Evette, plasticien, marionnettiste et sculpteur, a créé la compagnie Les Grandes Personnes en 1999 à Aubervilliers (la cie est membre de la Villa Mais d'ici). Son activité s'est d'abord développée autour de la création collective de spectacles populaires déambulatoires de marionnettes géantes, en référence aux traditions carnavalesques. Aujourd'hui, elle diversifie ses créations et travaille à différentes échelles : sur table, avec des objets du quotidien, à l'échelle d'un quartier... Ses deux axes d'intervention, la création plastique très grand format d'une part et l'écriture et la mise en scène de spectacles d'objets ou de théâtre de rue d'autre part, supposent tous deux une mise en commun des énergies et des échanges de compétence.

La compagne accompagne régulièrement des projets locaux en Ile de France, en France et dans de nombreux pays, en apportant ses compétences techniques et artistiques à de nombreuses créations collectives. Reconnue à l'échelle internationale, la compagnie Les Grandes Personnes intervient également dans de nombreuses villes d'Ile de France : Aubervilliers, Pantin, Bagneux, Nanterre, Garges-Lès-Gonesse, Gennevilliers mais aussi Orly, Villejuif, Cergy, Clamart, Paris, Saint-Denis. Dans le cadre de ces résidences et projets territoriaux, Les Grandes Personnes transmettent leur savoir faire à des artistes présents sur place dans le cadre de stages de construction et manipulation de marionnettes.

La compagnie bénéficie du soutien de la Ville d'Aubervilliers, de la Préfecture et de la Communauté d'agglomération Plaine commune au titre de la politique de la ville (contrat de ville) et plus ponctuellement pour des projets de territoire et des projets de création de la DRAC, du Département de Seine-Saint-Denis et d'autres communes.

Les Grandes Personnes ont été conventionnées par la Région en 2016 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Les Grandes Personnes poursuivent leur implantation à Aubervilliers et sur le territoire de Plaine Commune, parallèlement à des résidences territoriales de plus courtes durées dans d'autres territoires franciliens.
Durant la prochaine année de conventionnement, les Grandes Personnes s'attelleront et poursuivront plusieurs projets de création et de diffusion :
- Après « La Ligne jaune » et « La Bascule », volets 1 et 2 du cycle de théâtre documentaire autour des grandes conquêtes sociales du 20ème siècle, « En-Jeu », les Grandes Personnes souhaitent réaliser les épisodes 3 et 4 (sur les droits des femmes et l'accès à la santé).
- Le spectacle « A demain » (théâtre d'objets pour l'espace public) sera finalisé à l'occasion de plusieurs résidences à La Fontaine aux Images à Clichy sous-bois puis au CNAREP - Le Moulin Fondu à Garges-lès-Gonesse. La création est également associée à des ateliers participatifs. Une première version (réduite) sera présentée à Paris, Cergy, Nanterre, Ecouen, Villejuif sur la saison 2017/18.
- Suite à la résidence territoriale menée en 2016/17 à Orly, la compagnie reprendra le spectacle « Ancêtres », créé in situ, et proposera une formation autour des marionnettes géantes.
- Deux créations sont également en cours d'écriture : « Grandir à vue d'œil », un grand format qui sera créé suite à une série de résidences à travers le réseau des CNAREP français (Aurillac, Vieux-Condé…) et « Mambo Jumbo », un spectacle déambulatoire participatif proposant un défilé excentrique de marionnettes géantes transformistes.
Enfin, les spectacles du répertoire (« A la corde », « La Bascule », « La Ligne jaune », « Bona Kélé », Allebrilles ») seront en tournée.
Au total, une cinquantaine de représentations devraient avoir lieu dont une majorité en Ile-de-France.

Projet pour les publics et le territoire
Les Grandes personnes mènent régulièrement des projets d'actions culturelles, des ateliers, interventions et formations. Ils interviennent cette année dans le lycée professionnel Edgar Quinet de Paris 13ème et au lycée Suger de Saint-Denis et proposent une formation à la manipulation de marionnettes géantes dans le cadre de la formation du Théâtre aux Mains Nues.

La compagnie poursuit son projet au long cours « Des Rues Des Rêves » qui mobilise des habitants de la cité des cosmonautes de Saint-Denis (quartier Cité des Cosmonautes), d'Aubervilliers et de L'Île-Saint-Denis, ainsi que des habitants d'Akbou en Algérie. L'enjeu est de créer des passerelles entre ces différents groupes en développant une réflexion commune autour de la notion de territoire. En 2018, rencontres, ateliers et performances s'organiseront pour aboutir à la création d'une forme déambulatoire. Les protagonistes franciliens et algériens se retrouveront, en juin 2018, pour une résidence de création collective

à La Villa Mais d'Ici (Aubervilliers). Cette création sera jouée dans les 3 villes partenaires ainsi que dans le XXème arrondissement.
La compagnie mènera également de nombreuses interventions à Evry (dont des formations d'animateurs) à la demande de la Ville.
Soit 276 heures d'interventions artistiques prévues auprès des publics.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 379 500 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	320 600,00	84,48%
Autres dépenses	58 900,00	15,52%
Total	379 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (acquis)	11 000,00	2,90%
DRAC-SDAT (acquis)	8 000,00	2,11%
Région Île-de-France - PAC (sollcité)	25 000,00	6,59%
Plaine Commune - contrat de ville et habitat (acquis)	18 000,00	4,74%
Commune de Nanterre	4 000,00	1,05%
Commune d'Aubervilliers	2 000,00	0,53%
Commune de Saint-Denis	4 000,00	1,05%
Recettes propres d'activité	307 500,00	81,03%
Total	379 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	8 000,00 €

2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	9 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	42 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011903

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE BOUCHE BEE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	263 902,00 €	11,37 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE BOUCHE BEE
Adresse administrative : 115 BD DAVOUT
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur IVAN GAY-BELLILE, Autre
Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49418858400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Demande d'aide à la permanence artistique et culturelle pour une association parisienne qui se développe dans toute l'Ile de France en particulier dans les départements 75, 77 et 93.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La compagnie a été créée en 2010 par Anne Contensou, auteure et metteure en scène qui a travaillé pendant quatre ans au Théâtre de l'Est parisien aux côtés de Catherine Anne. Elle crée des spectacles pour tous les publics et notamment les jeunes.

Chacune de ses créations explore le croisement de la langue et de l'écriture scénique et s'enrichit systématiquement de collaborations extérieures – celles d'auteurs vivants, mais aussi de vidéastes, scénographes, créateurs sonores et musiciens.

La Compagnie place la question du public au centre de ses préoccupations. Chaque démarche de création est associée d'emblée à une réflexion sur le rapport au spectateur dans la représentation. De

même, la rencontre avec le public est envisagée à travers des actions de sensibilisation et d'accompagnement vers l'univers d'un spectacle. L'évènement théâtral est conçu comme une invitation lancée à tous les publics y compris ceux qui n'ont pas l'habitude d'aller au théâtre. C'est dans un esprit d'échange et de partage mutuels que cette rencontre est favorisée.

Dès ses débuts, Anne Contensou a cherché à implanter sa recherche sur des territoires, en lien avec des structures culturelles pouvant l'accompagner. Son parcours s'émaille ainsi de forts partenariats et de résidences longues : au Nouveau Théâtre d'Angers (2011-2015), au Sillon à Clermont l'Hérault (depuis 2014) ; elle travaille régulièrement avec le Théâtre Paris Villette et le Théâtre Les Bergeries à Noisy-le-Sec. En 2015/16, elle a reçu une commande pour la création d'un spectacle jeune public, de la part de 5 théâtres du 93 avec le soutien du Département.

La compagnie mène de nombreuses actions culturelles avec les publics et invente des dispositifs singuliers (les bandes annonces : formes très légères de spectacle jouées dans les classes..).

La compagnie reçoit le soutien à la résidence du Département de Seine-Saint-Denis dans le cadre d'une résidence de 3 ans entamée en 2016 au théâtre des Bergeries de Noisy-le-Sec.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
Pour la prochaine année de convention, la Cie poursuit ses partenariats à la fois en Ile de France et en régions, avec un enjeu très important pour la Cie en ce qui concerne l'élargissement de ses partenariats dans le réseau tout public:

Résidences de créations
Le Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec (93) & Conseil général de Seine Saint-Denis (93) : résidence de 3 saisons depuis septembre 2016. Coproduction, diffusion des créations de la Cie, actions de territoire et médiation. Diffusion de Liv et de Ce spectacle vous regarde ; coproduction et accueil en résidence des répétitions de Rayon X.

Le Grand Parquet à Paris : Ecriture, répétitions et diffusion de Ulysse#1

DSN, Scène Nationale de Dieppe (76) : diffusion en décembre 2017 du spectacle Occupé ! , coproduction et accueil en résidence des répétitions de Rayon X les deux dernières semaines d'octobre 2018 avant de diffuser la création le 6 novembre 2018.

Le Sillon – scène conventionnée pour le Théâtre dans l'espace public, Clermont L'Hérault (34) : Accueil en résidence et diffusion d'Ulysse #1 en février 2018.

La compagnie réalise actuellement un important travail de recherche de production et de nouveaux partenariats pour ses prochaines créations : Rayon X qui sera créé le 6 novembre 2018 à DSN – Scène Nationale de Dieppe et Ulysse- avatars dont le travail de création s'étale sur les deux prochaines saisons. Cette démarche se poursuivra très activement entre novembre 17 et novembre 18.

Ulysse, Rayon X et Voix vive sont les 3 créations menées sur la prochaine année.
Plusieurs structures ont par ailleurs confirmé leur préachat de la diffusion du spectacle de Rayon X Le Théâtre Paris Villette ; Le Théâtre 71 à Malakoff ; le Théâtre de Cachan ; Très Tôt Théâtre à Quimper ; La Scène Nationale d'Angoulême ; la Scène nationale de Château-Gontier ; en cours…
La compagnie prévoit ainsi 49 représentations sur la saison prochaine, dont 32 en Île-de-France.

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie théâtre Bouche Bée, en partenariat avec le Conseil Départemental de la Seine et Marne

présente, dans les collèges et médiathèques, des lectures mises en espaces, de poésie et de textes contemporains. Près de 25 classes sont concernées.
Elle poursuit les parcours annuel d'ateliers « Lire Dire » autours des textes jeunesse contemporains en lien avec les établissements scolaires de Noisy-le-Sec.
2 classes de lycées seront mobilisées autour de la création de « Ulysse-avatars » en lien avec la Ferme du Bel Ebat de Guyancourt.
L'équipe mène aussi des stages de théâtres amateurs et des formations sur les textes dramatiques à destination des artistes et enseignants.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 263 902 € et correspond au montant du budget du projet déduction faite de l'aide régionale au titre des emplois tremplins.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	207 437,00	77,14%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	13 342,00	4,96%
AUTRES DEPENSES	48 123,00	17,90%
Total	268 902,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE-DE-FRANCE (aide à la production en cours)	10 000,00	3,72%
REGION ILE-DE-FRANCE PAC	30 000,00	11,16%
DEPARTEMENT 93 (attribué)	20 000,00	7,44%
EMPLOIS AIDES (EMPLOI TREMPLIN - attribué)	5 000,00	1,86%
SOCIETES CIVILES	22 000,00	8,18%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	181 902,00	67,65%
Total	268 902,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011904

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TSARA - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	76 700,00 €	26,08 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TSARA
Adresse administrative : 62 BOULEVARD VICTOR HUGO
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANTOINE BLESSON, Autre

Date de publication au JO : 5 juillet 2008

N° SIRET : 50906755900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : TSARA veut mener un cycle triennal de recherche et de créations qui allie d'une part arts et technologies, basé sur le principe de résidences en entreprise, et d'autre part arts et sciences humaines.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Tsara a été créée en 2008 par Aurelia Ivan, diplômée du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Bucarest et de l'Ecole nationale supérieure des arts de la marionnette de Charleville-Mézières. Sa première création en 2009, « La chair de l'homme », est une installation performative sur des textes de Valère Novarina. En 2011, elle crée « Au dieu inconnu », un arrangement électroacoustique en référence aux travaux de John Cage. En 2012, elle adapte « Cap au pire » de Samuel Beckett, confrontant l'œuvre de Beckett à l'univers du réalisateur hongrois Béla Tarr. Tsara a mené des résidences

à la Commune – Centre dramatique national d'Aubervilliers dans le cadre du collectif des 4 chemins, à Lardy en Essonne pour la création d'une performance présentée à la MAC de Créteil et au Théâtre Ruteboeuf à Clichy-la-Garenne. La compagnie est soutenue pour ses créations par la DRAC Ile-de-France au titre de l'aide au projet et par le Conseil départemental des Hauts-de-Seine au titre du fonctionnement.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La compagnie TSARA poursuit le projet « Aujourd'hui » sur l'exclusion liée à la pauvreté. Il comprend un travail de recherche documentaire en amont de la création prévue pour janvier 2018 et est ponctué par les événements « Dialogues ». Ces évènements proposent aux publics des interventions et des débats sur la thématique, voués à intégrer l'écriture dramaturgique.
Le Dialogue#4 se déroulera en novembre 2017 au Théâtre de Gennevilliers qui coproduit l'évènement et accueille l'équipe pour une résidence de 10 jours. La compagnie finalisera ensuite la création à la Halle aux Cuirs de La Villette et au théâtre de l'échangeur à Bagnolet. La compagnie devrait se produire au Collectif 12 de Mantes la Jolie et aux Subsistances à Lyon.

Projet pour les publics et le territoire
La prochaine année du conventionnement marque la fin de l'implantation de TSARA à Clichy-la-Garenne, s'achèveront donc 2 formes d'actions culturelles : la formation dispensée par Aurelia Ivan au conservatoire de Clichy, comme professeur d'art dramatique et les ateliers TAP dispensés dans 2 écoles clichoises.
Aurelia Ivan rejoint cependant la Sorbonne Nouvelle - Paris III comme intervenante extérieure en pratique artistique à destination des étudiants de l'Institut d'Etudes Théâtrales.
Par ailleurs, dans le cadre du projet « Aujourd'hui », la compagnie mène un travail de collecte de paroles et de rencontres avec les habitants de la forêt de Champs-sur-Marne. Six journées se sont déjà tenues. Trois autres devraient être organisées avant la création. Un appel sera ensuite lancé pour la constitution d'un « Chœur Cosmopolite » amené à intervenir dans le spectacle.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 76700 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- LARDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	62 469,00	81,45%
Dépenses d'action culturelle	3 500,00	4,56%
Autres dépenses	10 731,00	13,99%
Total	76 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	10 000,00	13,04%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	20 000,00	26,08%
ARCADI	16 000,00	20,86%
SPEDIDAM	8 000,00	10,43%
SACD	10 000,00	13,04%
Recettes propres	12 700,00	16,56%
Total	76 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011919

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION MEME BANJO CIE LIONEL HOCHE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	95 500,00 €	31,41 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIE MEME BANJO
Adresse administrative : 42 RUE DE MAUBEUGE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIA LUISA PINTO, Présidente

Date de publication au JO : 5 décembre 1998

N° SIRET : 42890847900044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Résidence d'implantation de la Compagnie Lionel Hoche à Pierrefitte-sur-seine et Villetaneuse (93) pour 3 ans, renouvelable 2 fois 1 an, avec le soutien du département de Seine-Saint-Denis.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

La compagnie Lionel Hoche a été fondée en 1992 avec l'ambition de se consacrer entièrement à la recherche de son propre vocabulaire. Attaché à une écriture fine et vigoureuse, le chorégraphe crée alors sa première pièce "Prière de tenir la main courante" présentée au Festival International de Danse de Cannes. Son travail artistique implique souvent une recherche plastique et musicale (musique baroque, électronique, acoustique contemporaine ou française du 19ème siècle...). Près de 30 pièces ont été créées à ce jour. Parmi ses dernières créations, citons un spectacle jeune public "MMO" sur la musique

de Ma mère l'oye de Ravel (2015), le solo "lundijeudi" (2014), "Flashville" (2013), pièce pour 10 danseurs et orchestre sur la Symphonie Fantastique de Berlioz, "Corrélations" (2012), "Entrelacs " (2010), "Pan! " (2008).

Après une résidence de cinq saisons à L'Esplanade Opéra-Théâtre de Saint-Etienne de 1998 à 2002, la compagnie a poursuivi son travail de création et de sensibilisation à la danse contemporaine en résidence à la Maison de la musique de Nanterre entre 2005 et 2008, puis à l'Opéra de Massy de 2010 à 2012, au Centre des Arts d'Enghien-les-Bains de 2013 à 2015.

Depuis septembre 2015, la compagnie est en résidence d'implantation en Seine-Saint-Denis à Pierrefitte-sur-Seine et Villetaneuse pour une durée de trois ans, où elle poursuit son travail d'ancrage dans le département par la mise en place de différentes actions artistiques.

L'association MéMé BaNjO - Compagnie Lionel Hoche reçoit le soutien de la DRAC d'Ile-de-France, du Département de Seine-Saint-Denis au titre de l'aide à la résidence, des Villes de Pierrefitte et Villetaneuse, du CGET au titre du contrat de ville et bénéficie depuis 2016 de l'aide à la permanence artistique et culturelle de la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois

Projet artistique
La saison 2016/2017 a été marquée par la création en 2 étapes de « MOB » présentée à Villetaneuse, Enghien les Bains et Pierrefitte sur Seine.
La création 2015 « M.M.O », spectacle jeune public, est toujours diffusée. 40 représentations ont eu lieu en 2016/2017, et la compagnie prévoit de nouveau 36 représentations sur la saison prochaine (dont 19 en Île-de-France) notamment à Eaubonne, La Rochelle, Bretigny-sur-Orge, Sartrouville, Mulhouse, La Gaité Lyrique …

La résidence d'implantation se poursuit à Pierrefitte et Villetaneuse ; la prochaine année de conventionnement s'articule autour de plusieurs projets, de création, d'exposition et d'actions culturelles :
L'exposition photographique et vidéographique « Panoramas », issue de rencontres et de parcours urbains sur le territoire, sera présentée de façon itinérante à Pierrefitte et Villetaneuse entre octobre et novembre 2017 et donnera lieu à plusieurs performances.
Lionel Hoche prévoit également deux nouvelles créations : « Samedicarrement », pièce pour un danseur et un musicien, qui sera créée en janvier 2018 dans le cadre du festival Faits d'hiver. Auparavant, la compagnie sera accueillie en résidence au centre des arts d'Enghien les Bains (3 semaines), à Micadanses à Paris et à la Maison du théâtre et de la danse d'Epinay sur Seine (4 semaines). Par ailleurs, un trio jeune public, « l'histoire du soldat » est en préparation pour janvier 2019.
Enfin, la compagnie Mémé Banjo souhaite fédérer les élèves du CICA (Centre d'Initiation Culturelle et Artistique) de Villetaneuse et les jeunes des maisons de quartier dans la création d'une comédie musicale « Zone Sensible » (titre provisoire) retraçant leurs histoires et celle de la ville. La finalisation du projet est prévue pour début 2019.

Projet pour les publics et le territoire
La Compagnie mène de nombreuses actions à Pierrefitte et Villetaneuse dans le cadre de sa résidence partagée.
Des ateliers sont conduits auprès d'adolescents de Pierrefitte durant les vacances scolaires, avec les classes de danse du conservatoire et des groupes parents-enfants du centre socio-culturel Ambroise Croizat.
Un parcours d'ateliers est également mis en place avec une classe de 4ème de Noisy le Grand dans le cadre des rencontres chorégraphiques de Seine-Saint-Denis.
La compagnie Mémé Banjo s'attache à rencontrer le public et les habitants lors de répétitions ouvertes, ou de performances organisées en lien avec les événements proposés.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 95 500 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- PIERREFITTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	52 112,00	54,57%
Dépenses d'action culturelle	27 183,00	28,46%
Autres dépenses	16 205,00	16,97%
Total	95 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (acquis)	15 000,00	15,71%
CGET (acquis)	5 000,00	5,24%
Région Île-de-France - PAC (sollicité)	30 000,00	31,41%
Département de la Seine-Saint-Denis (acquis)	23 000,00	24,08%
Commune Villetaneuse	11 500,00	12,04%
Commune Pierrefitte	11 000,00	11,52%
Total	95 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011927

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DE CHAIR - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	178 120,00 €	16,84 %	30 000,00 €
		Montant Total de la subvention	30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE CHAIR
Adresse administrative : AU SEIN DE LA FERME DU MOUSSEAU
78990 ELANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MAURE HAVET, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48891376500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre de Chair est une compagnie de théâtre dirigée par Grégoire Cuvier, metteur en scène qui travaille à la fois sur le masque et les écritures contemporaines. Installée depuis ses débuts, en 2006, dans les Yvelines, en particulier à Elancourt, la compagnie travaille, depuis 2012, au sein de l'Institut MGEN de La Verrière, hôpital psychiatrique, pour les personnels issus de l'Education nationale. Elle anime des ateliers avec les patients et personnels soignants de l'hôpital.
Depuis 2015, la compagnie est également titulaire de la délégation de service public pour la gestion de la Ferme du Mousseau à Elancourt, elle y répète et diffuse ses spectacles, y accueille d'autres équipes artistiques en résidence.
Le Théâtre de Chair bénéficie des soutiens publics de la DRAC et de l'ARS au titre du programme Culture et santé, du Département des Yvelines, de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-

Yvelines, de la Ville d'Elancourt et de la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La saison 2017/2018 sera entre autre consacrée à la création « Vestiges-fureur » prévue pour l'automne 2018. Il s'agit d'une création théâtrale pour 7 interprètes avec un axe chorégraphique portée par la collaboration avec Nacera Bellaza. Ce projet bénéficie pour le moment de soutiens se traduisant par des accueils en résidence au Théâtre de Saint-Quentin en Yvelines, à la ferme du Bel Ebat de Guyancourt, au théâtre de Marcoussis et à l'Apostrophe de Cergy.
Le théâtre de Chair souhaite partager son lieu de travail, accueillant ainsi régulièrement des compagnies à la ferme du Mousseau pour des temps de travail. Par ailleurs les créations constituent 80% de la programmation du lieu qui présente sur 17/18, 9 spectacles (16 représentations). On peut citer Annick Brard et Rémy Parguel, tous deux accueillis en résidence et programmés.

Projet pour les publics et le territoire
Implantée à la Ferme du Mousseau à Elancourt, le théâtre de Chair organise 3 ateliers hebdomadaires pour amateurs qui mènent aux présentations de 3 performances adultes. L'équipe s'attache à impliquer les habitants dans le projet du lieu en leur permettant de réaliser des actions de leurs initiatives, à l'image du projet « Voix à voir » qui a donné lieu à la mise en place des ateliers de pratiques.
Ailleurs, le théâtre de Chair poursuit sa collaboration avec l'Apostrophe de Cergy sur l'éducation artistique et mène dans ce cadre un projet annuel d'atelier au lycée Montesquieu d'Herblay.
En résidence au théâtre de Marcoussis depuis 2016, la compagnie a engagé avec le conservatoire de la ville un parcours constitué de stages et masterclasses aboutissant à la mise en scène des travaux d'élèves.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 178120 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.(-15000€)

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	135 480,00	70,15%
Dépenses d'action culturelle	31 104,00	16,11%
Autres dépenses	26 536,00	13,74%
Total	193 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	18 000,00	9,32%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	45 000,00	23,30%
CD 78 (sollicité)	22 500,00	11,65%
EPCI Saint-Quentin-en-Yvelines (sollicité)	10 800,00	5,59%
Ville d'Elancourt (sollicité)	30 000,00	15,53%
ADAMI	12 000,00	6,21%
SPEDIDAM	12 000,00	6,21%
Recettes propres	42 820,00	22,17%
Total	193 120,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011928

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DE LA VALLEE - RECONDUCTION 2 ANS PAC - NOVEMBRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	210 361,00 €	28,52 %	60 000,00 €
		Montant Total de la subvention	60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA VALLEE
Adresse administrative : 12 RUE PASTEUR
95350 SAINT BRICE SOUS FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MARIE DEROCHE, Président

Date de publication au JO : 15 juillet 1992

N° SIRET : 38818743700032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre de la Vallée est une compagnie dirigée par Gerold Schumann, implantée à Ecouen dans le Val d'Oise. La compagnie crée chaque année plusieurs spectacles, avec une prédilection pour le répertoire théâtral allemand: « Minetti » en 2009, « Colère Noire » en 2012, « Mère courage et ses enfants » en 2013, « Petit-Bleu et Petit-Jaune » (jeune public à partir de 2 ans) en 2013, « La Grande buée » de René Fix (auteur associé à la compagnie) en 2014, « Trust » de Falk Richter en 2014…
En parallèle de ses créations, la compagnie mène de très nombreuses actions en direction des publics, notamment des ateliers hebdomadaires en milieu scolaire (par exemple avec des collégiens et des lycéens de Deuil-la-Barre, de Domont), mais également des rencontres avec le public, des lectures théâtralisées…
La compagnie intervient dans les crèches, médiathèques et bibliothèques avec des formes légères qui

s'appuient sur des albums de littérature jeunesse : les « piccolo théâtre ».
A la demande de la Ville d'Ecouen, le Théâtre de la Vallée propose une programmation régulière à la Grange à Dîme avec des goûters-théâtre pour enfants et des spectacles tout publics. La compagnie dispose également d'un lieu de répétition pour son propre usage.
La compagnie est soutenue par la DRAC, le Conseil Départemental du Val d'Oise, la Ville d'Ecouen et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La saison précédente a été marquée par la création et la diffusion de « L'île des esclaves » de Marivaux, mis en scène par Gerold Schumann avec 5 interprètes et qui a notamment été présentée à Gonesse, Trappes, Fontainebleau et Corbeil Essonne, la pièce a également été diffusée au Off d'Avignon 2017.
Pour la prochaine année de convention, la compagnie prévoit pour la fin 2018 une nouvelle création : « Folles Saisons », un opéra de poche de Jean-François Chabas pour 3 interprètes, mise en scène par Gerold Schumann pour le jeune public, en partenariat avec le lycée J. Verne de Sartrouville pour la création des costumes, le projet devrait recevoir le soutien en production du Théâtre impérial de Compiègne. En amont, seront réalisées des petites formes : « Crasse Tignasse » d'Heinrich Hoffman (novembre 2017) et « Fifi Brindacier » d'Astrid Lindgren (avril 2018), qui viendront enrichir le répertoire du « Picolo théâtre », amenées à tourner dans les médiathèques notamment à Ecouen, Rambouillet, Saint-Germain-lès-Arpajon …
La compagnie montera aussi deux spectacles poétiques dans le cadre du « Printemps des Poètes », qui seront joués à la Grange à Dîmes et au Musée national de la Renaissance en mars 2018.
Parallèlement le théâtre de la vallée s'attache à diffuser les spectacles de son répertoire : « L'île des esclaves » qui sera présentée au théâtre de Jouy-le-Moutier, « Petit-Bleu et Petit-Jaune » joué à Arnouville et au Théâtre Montansier de Versailles et « La nuit du Prince » au Musée national de la Renaissance à Ecouen.
Enfin, les formes légères créées par la compagnie à partir d'albums jeunesse seront diffusées en Ile-de-France : 20 représentations sont déjà prévues à ce jour et 20 autres dates sont en cours de négociation.
Au total, la compagnie prévoit de jouer ses spectacles lors de 90 représentations, dont 60 en Ile-de-France.
La compagnie développe une petite programmation à la Grange de Dîmes en invitant lors des « vendredi de la Grange » et des « Gouters de théâtre » d'autres compagnies à présenter leurs spectacles. Cette année seront accueillie la compagnie Parallèle et la compagnie Issue de Secours.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre de la vallée poursuit son implantation à Ecouen et dans ce cadre, mène de nombreuses actions au sein des établissements scolaires du Val d'Oise.
Plusieurs brigades d'Interventions poétique sont organisées dans les écoles primaires et les collèges.
La compagnie mène une résidence en milieu scolaire auprès des écoles et collège d'Ezanville et de Piscop. Elle accompagne les classes théâtres avec près de 30h d'atelier par classe. Les projets seront ensuite restitués au Musée National de la Renaissance.
Elle accompagne par ailleurs deux classes de collégiens de Domont et d'Ecouen dans le dispositif Collidram (Prix collégien de littérature dramatique).
La compagnie développe également un partenariat important avec le lycée Camille Saint-Saëns de Deuil-la-Barre. Plusieurs ateliers de théâtre sont menés sur le temps et en hors temps scolaire, et une classe est impliquée dans le cadre du prix « Inedithéatre ».
Le théâtre de la Vallée poursuit les ateliers de théâtre hebdomadaires pour amateurs à Saint Brice Sous Forêt.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 210 361 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	118 150,00	56,17%
Dépenses d'action culturelle	34 841,00	16,56%
Autres dépenses	57 370,00	27,27%
Total	210 361,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	7 500,00	3,57%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	60 000,00	28,52%
CD 95 (acquis)	21 000,00	9,98%
Ville d'Ecouen (sollicité)	17 500,00	8,32%
Ville d'Ezanville (sollicité)	3 000,00	1,43%
Emplois aidés	10 514,00	5,00%
Recettes propres d'activités	90 847,00	43,19%
Total	210 361,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	12 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
	Montant total	192 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014808

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ANRAT (TRANSVERS'ARTS - RENOUVELLEMENT 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	96 250,00 €	10,39 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANRAT
Adresse administrative : 70 RUE DOUY DELCUPE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur EMMANUEL DEMARCY-MOTA, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 34435422000040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 05/07/2017

Présentation de la structure
L'Association nationale de Recherche et d'Action théâtrale (ANRAT), présidée par Emmanuel Demarcy-Mota, directeur du Théâtre de la Ville, est une association indépendante, fondée en 1983 et soutenue par les Ministères de l'Éducation nationale et de la Culture. Elle rassemble des artistes et des enseignants, afin de promouvoir l'éducation artistique des jeunes et de développer les pratiques artistiques, notamment dans le domaine du théâtre.
C'est l'un des acteurs majeurs de la réflexion autour de l'éducation artistique en France, qui assure une mission de sensibilisation, de pôle ressources, de mise en réseau et mutualisation et de mise en œuvre de projets expérimentaux.
L'ANRAT organise chaque année des formations sur l'analyse de la représentation théâtrale, sur le montage de projet, ou encore des stages pratiques de danse et de théâtre. Elle produit aussi des publications : des revues, des ouvrages et remplit une mission de pôle ressources en capitalisant les

expériences et les expertises et en organisant des temps d'échange et de débats lors de rencontres et forums.
L'ANRAT s'implique enfin dans des initiatives internationales, notamment avec IDEA, association qui réunit les acteurs de l'éducation artistique et culturelle de plus de cinquante pays.
A travers ses projets et en particulier « Transvers'arts », l'ANRAT travaille avec de nombreux lieux culturels franciliens : une trentaine de théâtres de Paris (63% des lieux) et des départements franciliens (37% des lieux) sont partenaires de l'opération.
L'ANRAT est principalement financée par le Ministère de la culture – DGCA (133 400 €), le Ministère de l'Education nationale (60 000 €), la Ville de Paris (5 000 €) et la Région Ile-de-France.

Présentation de la manifestation
Depuis 2011, l'association organise le projet « Transvers'Arts » en Ile-de-France, soit des parcours culturels proposés à des enseignants et à leurs classes composés d'ateliers, de rencontres, de formations et de sorties au spectacle dans des théâtres franciliens.
Le projet « Transvers'Arts » propose aux enseignants et à leurs élèves des parcours culturels à travers les arts de la scène, en partenariat avec des lieux culturels.
L'objectif est d'amener les jeunes spectateurs à circuler d'une structure à l'autre, d'un univers et d'une démarche artistique à l'autre, sur le vaste territoire francilien en couvrant les trois académies : Paris, Versailles, Créteil.
Pour les théâtres partenaires de l'opération, il s'agit de diversifier leur public en rencontrant de nouveaux relais (enseignants) et de bénéficier du soutien spécifique de l'ANRAT en termes d'accompagnement, de relais, d'animation de formation et de soutien financier pour les ateliers.

Chaque parcours se décompose de quatre temps : la visite d'un lieu culturel, la rencontre avec une équipe artistique, un atelier de pratique artistique de 2 ou 3h et bien sûr la sortie au spectacle.
Le parcours comprend 3 spectacles diffusés dans différents théâtres franciliens, de formes esthétiques variées, autour d'un même thème. Des accompagnements pédagogiques sont proposés à destination des élèves (fiche-élève) et des enseignants (formations, dossiers « Pièces démontées » du Sceren-CNDP).
Des actions de médiation sont également développées en parallèle des spectacles : rencontre avec les artistes et/ou l'équipe d'un théâtre, atelier de pratique artistique, visite d'un lieu.
Les parcours culturels sont constitués de 130 spectacles différents soit près de 180 représentations, en théâtre, danse, marionnette et cirque. Tous les répertoires sont concernés du classique au contemporain, les spectacles sont regroupés autour d'un thème. Plus de la moitié des spectacles proposés sont des créations.

Au total, « Transvers'arts » concerne une soixantaine de classes d'élèves de différents niveaux scolaires (primaires, collèges et lycées) ; le projet rayonne largement au niveau régional, que ce soit à travers les partenariats avec les établissements scolaires ou avec les lieux culturels.
Les parcours sont proposés gratuitement aux enseignants et à leurs élèves qui n'ont qu'à régler l'achat de leurs places de spectacles selon des tarifs réduits pratiqués par les salles. Les dépenses artistiques concernent les dépenses liées à l'organisation des ateliers et des formations animés par des artistes professionnels.

Projet 2017/2018
Dates : septembre 2017 – juin 2018

Lieux : 31 théâtres d'Île-de-France partenaires de l'opération

Programmation prévue : 60 parcours culturels prévus, comprenant chacun 3 spectacles différents, soit 180 représentations concernées par des sorties culturelles, dans une trentaine de lieux culturels franciliens.
Parmi les 60 établissements scolaires partenaires, 14 lycées participent au dispositif, dont 6 en grande couronne :

Lycée Henri Moissan – 77 Meaux
Lycée Jean Moulin - 77 Torcy
Lycée Simone Signoret -77 Vaux-le-Pénil
Lycée Guillaume Apollinaire - 94 Thiais
Lycée Eugène Delacroix - 94 Maisons-Alfort
Lycée Gustave Eiffel - 93 Gagny
Lycée Eugénie Cotton – 93 Montreuil
Lycée Liberté - 93 Romainville
Lycée Clémenceau - 93 Villemonble
Lycée Claude Monet - 75013 Paris
Lycée Paul Claudel d'Hulst – 75007 Paris
Lycée Notre-Dame Providence - 95 Enghien-les-Bains
Lycée de Bezons – 95 Bezons
Lycée Le Corbusier - 78 Poissy

Action culturelle : Les mêmes modalités d'action culturelle sont reconduites pour l'année scolaire 2017/18, à savoir les quatre temps d'accompagnement dans chaque parcours (visite, rencontre, atelier, sortie au spectacle), les fiches élèves, et la formation des enseignants.

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	**2016/17**	**2017/18**
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	130	Reconduction dans les mêmes proportions
Nombre de représentations ou concerts	183 (61 parcours)	Reconduction dans les mêmes proportions

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	**2016/17**	**2017/18**
Fréquentation	1619 Dont 685 lycéens de 25 lycées	NC

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 96 250 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	13 700,00	13,53%
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	62 850,00	62,07%
COMMUNICATION	4 200,00	4,15%
COUTS DE STRUCTURE	20 500,00	20,25%
Total	101 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
MINISTERE DE LA CULTURE - DGCA - acquis	39 095,00	38,61%
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE - acquis	15 000,00	14,81%
REGION ILE DE FRANCE	15 000,00	14,81%
VILLE DE PARIS - acquis	10 000,00	9,88%
FONDATIONS	10 855,00	10,72%
RECETTES PROPRES	11 300,00	11,16%
Total	101 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015716

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ANIMATION CULTURELLE EVENEMENT 15E (JOURNEES GEORGES BRASSENS 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	17 640,00 €	30,00 %	5 292,00 €
		Montant Total de la subvention	5 292,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANIMATION CULTURELLE EVENEMENT 15E
Adresse administrative : MDA
75015 PARIS 15
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUY COUDERT, Président
N° SIRET : 48469647100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 01/06/2017

Présentation de l'association
L'association ACE 15 organise des animations pour les habitants du 15è arrondissement de Paris.

Présentation de la manifestation
L'association organise, depuis 30 ans, une manifestation en plein air gratuite intitulée journées Georges Brassens dans le parc Georges Brassens afin de faire revivre la mémoire de cet artiste qui a vécu dans ce quartier. Elle rassemble un public parisien, français et étranger de tous âges et tous milieux, les 8 et 9 octobre 2017,

La programmation mêle chorales, artistes interprètes, tremplin, 18 stand d'expositions, une dictée et un prix littéraire sur l'œuvre de Georges Brassens.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : PARIS 15è **Contrat Particulier :** Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 900,00	27,78%
Services extérieurs	5 640,00	31,97%
Autres services extérieurs	7 100,00	40,25%
Total	17 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF AIDE MANIFESTATION SV	6 000,00	34,01%
MINISTERE DE LA CULTURE SOLLICITE	5 000,00	28,34%
MAIRIE DU 15è ACQUIS	6 000,00	34,01%
VENTE DE PRODUITS	640,00	3,63%
Total	17 640,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 292,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014739

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	397 500,00 €	11,32 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91054 EVRY CENTRE ESSONNE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Président

N° SIRET : 20005922800037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Plan est situé à Ris-Orangis en Essonne, à proximité de plusieurs quartiers et cités populaires d'Evry, Grigny, Corbeil-Essonnes, Viry-Châtillon… Créé par des éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) passionnés de rock, Le Plan a rapidement acquis une notoriété liée à la qualité acoustique de son équipement. Suite au départ de ses fondateurs en 1999, Le Plan a eu quelques difficultés, qui se sont aggravées avec le retrait de la PJJ en 2003 dans le financement de la structure. La Commune de Ris-Orangis s'est mobilisée pour la survie de l'association ; le Conseil général de l'Essonne a décidé de renforcer fortement son aide financière, et à moyen terme, de financer la construction d'un équipement neuf « Le Plan 2 », devant permettre au Plan de développer des activités diversifiées en termes d'accompagnement des artistes en création notamment. Le Plan a relancé son projet sur des bases nouvelles. L'aide de la Région Ile-de-France au titre de la Permanence Artistique et Culturelle a débuté en 2006. Entre 2006 et 2009, les aides de la Région ont permis au Plan d'accomplir des progrès : pérennisation du poste d'administration et d'un poste dédié à l'action culturelle (un emploi-tremplin), qui a permis le développement des résidences et des actions d'accompagnement de la scène locale, avec des

publics variés. Cependant, plusieurs difficultés ont persisté : manque de structuration de l'emploi permanent; le niveau d'activité inférieur à d'autres salles de musiques actuelles, en raison des contraintes liées au bâtiment existant (manque d'accessibilité, configuration atypique de la scène, faible hauteur, unique salle, absence de studios d'enregistrement et de répétitions…). Aussi, en 2009, compte-tenu de ces éléments, l'aide régionale au titre de la permanence artistique et culturelle a diminué. Le projet de construction d'un équipement musical neuf (Le Plan II) apporte une réponse aux défauts d'ergonomie et d'implantation de la salle d'origine. En 2009, le conseil de communauté de la Communauté d'agglomération Evry Centre Essonne décide de l'intérêt communautaire du Plan II. En 2011, il approuve l'avant-projet définitif (2,8 millions sur un plan de financement de 12,8 millions). Le programme bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France (5 millions) et du département de l'Essonne (5 millions) dans le cadre du Contrat de Projet Région/Département 2007-2013. Le Plan II, qui dispose d'une salle modulable de 850 places et permet d'amplifier les quatre missions de l'équipement (diffusion, accompagnement, action culturelle et insertion) a été inauguré en 2014. L'association a fait l'objet d'une reprise de ses activités par la Communauté d'agglomération Evry Centre Essonne en 2013 et le personnel de l'association a été transféré. Un nouveau directeur-programmateur, Fabien Lhérisson a été nommé en juillet 2013. Depuis l'inauguration du Plan II et le développement du nouveau projet sur le territoire, la labellisation SMAC de la salle est à l'étude.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Pour l'année à venir, le Plan prévoit d'accueillir une quarantaine de groupes en résidence principalement pour des répétitions scéniques. Six résidences (le groupe de jazz Ping Machine, le musicien blues-soul Charles Pasi, le groupe émergent pop électro Holy Two…) sont déjà prévues en début de saison 2017-18 pour des durées de 3 à 6 jours. Le Plan propose un accompagnement technique, et selon les cas artistique ou financier.
Le Plan accompagne chaque année jusqu'à 6 groupes en voie de professionnalisation, après sélection sur audition. Les groupes soutenus sont prioritairement issus de l'Essonne. Le travail est principalement axé sur la répétition scénique et l'enregistrement. Selon les besoins identifiés, un ou plusieurs coaches suit le travail du groupe. Cet accompagnement est porté en lien avec la SMAC L'Empreinte à Savigny-le-Temple et le Studio des Variétés à Paris.
Le Plan prévoit d'accompagner chaque année 2 créations avec des apports en coproduction. Une création avec Ping Machine sera notamment coproduite en 2018-2019.

Projet pour les publics et le territoire
Le Plan prévoit chaque saison une cinquantaine de soirées, dont une moitié au moins avec les groupes accueillis en résidence au cours de l'année. A ces soirées s'ajoutent une quinzaine de mini-concerts dans les médiathèques de l'agglomération et 3 à 5 représentations jeune public. Le Plan accueillera enfin trois dates dans le cadre de festivals importants : Africolor, Paris Hip Hop et Download Festival. Le Plan développe des actions culturelles en lien avec les artistes accueillis. Chaque concert est ainsi associé à une ou plusieurs actions culturelles. Les collégiens et lycées du territoire sont par exemple accueillis lors de répétions publiques, et se voient proposer des parcours autour de certaines esthétiques musicales. Les concerts hors-les-murs permettent de s'adresser à des publics différents (employés de Renault, résidents de l'EHPAD …).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 397 500 € et correspond au montant du budget du projet, déduction

faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	312 468,00	72,25%
Dépenses d'action culturelle	34 200,00	7,91%
Dépenses de fonctionnement	85 832,00	19,85%
Total	432 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	25 000,00	5,78%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	80 000,00	18,50%
CD 91 (sollicité)	80 000,00	18,50%
CA Grand Paris Sud (sollicité)	160 000,00	36,99%
CNV	16 500,00	3,82%
Mécénat	10 000,00	2,31%
Recettes propres	61 000,00	14,10%
Total	432 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 500,00 €
2018	13 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 787 218,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	14 800,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	555 520,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	22 500,00 €
2017	Accompagnement à la mutation des ESAT et des EA (Etudes) (clôturé)	83 410,76 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	31 584,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	44 120,00 €
2017	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	105 000,00 €
	Montant total	4 945 652,76 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014770

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CENTRE CULTUREL ARC EN CIEL THEATRE DE RUNGIS PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	282 501,00 €	10,62 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE CULTUREL ARC EN CIEL THEATRE DE RUNGIS
Adresse administrative : 1 PLACE DU GENERAL DE GAULLE 94150 RUNGIS
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Monsieur BRUNO COCHET, Autre

N° SIRET : 53417698700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Centre Culturel Arc-en-Ciel Théâtre de Rungis réunit depuis janvier 2012, l'activité du Théâtre de Rungis et d'un service municipal dédié aux activités des amateurs. Le Théâtre de Rungis est un théâtre de ville pluridisciplinaire dont le théâtre est l'axe principal de la programmation avec tout à la fois des pièces du répertoire et une majorité d'œuvres d'auteurs contemporains. La musique classique est le second axe fort de la programmation. Des spectacles de danse contemporaine sont également présentés au théâtre depuis 4 saisons, depuis que Bruno Cochet dirige le Théâtre. Enfin le cirque, et la chanson constituent les autres disciplines proposées au Théâtre de Rungis. Le Théâtre propose, par saison, une quarantaine de spectacles pour une soixantaine de représentations et sa programmation rassemble chaque saison un peu plus de 10 000 spectateurs.
Le theatre mène des actions artistiques et culturelles et à ce titre collabore avec des établissements scolaires (notamment les lycées de Sceaux, de Fresnes, Antony…), des associations, école de musiques... Depuis 2013, le Théâtre de Rungis développe une offre nouvelle en direction des salariés : «

Les Midis au Théâtre » sont des formes courtes permettant aux salariés de découvrir des œuvres courtes (45 mn) lors de leur pause méridienne.
En 2015, il est à l'initiative d'un projet, le festival circuit-courts mené avec les théâtres de Chevilly la rue, la maison du conte et la grange-dimères à Fresnes. Le Théâtre de Rungis est membre du Groupe des 20 théâtres en Île-de-France et participe aux Festivals départementaux Théâtrales Charles Dullin, Biennale de danse du Val-de-Marne et au Festi'Val-de-Marne.
Le Théâtre de Rungis accueille et accompagne des équipes artistiques en résidence longue de trois ans : deux en théâtre, une en danse et une quatrième en musique. Ces résidences comprennent toutes 4 volets : coproduction, accueil plateau, diffusion du répertoire et actions culturelles.
Outre les résidences longues, le théâtre soutient également des équipes en coproduction et résidences de création.
Le Théâtre de Rungis est soutenu par la Ville de Rungis et par le Conseil Départemental du Val-de-Marne (convention triennale) et reçoit des aides à la résidence danse de la DRAC Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Durant l'année à venir, le Théâtre de Rungis poursuivra son soutien à la création et l'accueil de compagnies en résidence. Au moins 7 compagnies, aussi bien en théâtre qu'en danse ou en musique seront en résidence. Les trois compagnies associées (Théâtre de l'Argument, compagnie DK 59 et Théâtre du Fracas) poursuivront leurs résidences triennales débutées lors de la saison 16-17. Outre la présentation de « Zai zai zai zai » spectacle court de la compagnie du théâtre de l'argument lors d'un « midi au théatre » et en appartement, les prochaines créations des compagnies associées seront diffusées sur la saison 2018-2019, la saison 2017-18 étant consacré pour elle à l'écriture et à la production.
Trois compagnies, deux de danse (compagnie Burn Out Jann Gallois, compagnie Carolyn Carlson et une musique (Art Works) seront accueillies pour des résidences de création plus courtes (6 à 12 jours) avant la diffusion de leur spectacle. Dans tous les cas, le Théâtre de Rungis met à disposition ses espaces et effectue des apports en coproduction qui varie selon les projets. Chaque résidence donne également lieu à des actions culturelles.
Le Théâtre de Rungis soutiendra aussi la compagnie ACT2 de la chorégraphe Catherine Dreyfus avec apport en coproduction et trois représentations de sa création jeune public « Frusques » ainsi que la compagnie Java Vérité (résidence au plateau et une représenattion du spectcale « Le Menteur » d'après Corneille.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre de Rungis axe sa diffusion principalement autour du théâtre, mais aussi de la musique classique et de la danse contemporaine. Parmi les 48 représentations prévues dans les murs et les 14 prévues en-dehors, 8 correspondent aux équipes artistiques en résidence.
Le Théâtre accueillera également 3 représentations dans le cadre du Festival Circuit Court qu'il co-organise avec plusieurs théâtre du territoire (La Grange Dîmière de Fresnes, la Maison du Conte et le Théâtre de Chevilly-Larue) au cours du mois de mars, et 3 représentations en partenariat avec le Festi'Val de Marne.
Des partenariats importants lient le Théâtre avec les établissements scolaires, et notamment les lycées (Viry-Châtillon, Fresnes, Antony, Sceaux) de son territoire. Les lycéens bénéficient d'ateliers, de rencontres avec les artistes et de représentations. Les représentations donnent généralement lieu à des actions culturelles ponctuelles (apéros découvertes, rencontres, répétitions publiques ouvertes à tous)

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 282 501 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	202 979,00	69,39%
Dépenses d'action culturelle	33 948,00	11,61%
Dépenses de fonctionnement	55 574,00	19,00%
Total	292 501,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (en cours)	10 000,00	3,42%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	40 000,00	13,68%
CD 94 (sollicité)	24 486,00	8,37%
Ville de Rungis (acquis)	166 747,00	57,01%
ONDA	2 500,00	0,85%
ICADE	26 550,00	9,08%
Recettes propres	22 218,00	7,60%
Total	292 501,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014717

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TPE THEATRE PAUL ELUARD PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	191 475,00 €	34,10 %	65 300,00 €
	Montant Total de la subvention		65 300,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TPE THEATRE PAUL ELUARD
Adresse administrative : 162 RUE MAURICE BERTEAUX
95870 BEZONS
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Monsieur CHRISTIAN OURMIERES, Président

N° SIRET : 40222526200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Dotée d'une salle de 454 places, le Théâtre Paul Eluard à Bezons a ouvert en 1995. Théâtre de ville, il a développé une programmation artistique pluridisciplinaire exigeante, avec une dominante chorégraphique, assortie d'une politique de résidences d'artistes de longue durée et de nombreuses actions menées avec les publics, notamment le jeune public. De nombreux chorégraphes sont passés par le Théâtre Paul Eluard, par lesquels on peut citer : Farid Ounchiouene, Karine Pontiès, Christian et François Ben Aïm, Anne Nguyen, Fabrizzio Pazzaglia, Mié Coquempot, Alban Richard, Maxence Rey, Amala Dianor, Fabrice Dugied, Maud le Pladec, Patrick Bonté et Nicole Mossoux, Frank Micheletti…
Le Théâtre Paul Eluard est très impliqué dans plusieurs réseaux départementaux (Escales Danse du Val d'Oise, Cirqu'Evolution, Festival Théâtral du Val d'Oise, Jazz au fil de l'oise, festival périphérique – les arts mêlés…).
En 1999, le théâtre a obtenu le label « Plateau pour la danse », puis est devenu « scène conventionnée arts et création pour la danse », il était alors le premier théâtre francilien à être conventionné pour la danse. Cette convention avec la DRAC a été renouvelée en 2017 avec un projet mettant en avant la diversité des écritures chorégraphiques, des corps et leur porosité aux autres arts notamment la musique

et les arts plastiques.

Le Théâtre Paul Eluard est soutenu par la Ville de Bezons – auparavant géré par la communauté d'agglomération Argenteuil-Bezons, le lieu relève de nouveau de la Ville de Bezons depuis 2016 -, par la Région Ile-de-France, la DRAC d'Ile-de-France et le Conseil départemental du Val d'Oise.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
En 2016, le Théâtre Paul Eluard a lancé un appel à projet pour des résidences de deux années consécutives. Les deux compagnies sélectionnées (Julie Nioche, collectif A.I.M.E. et Béatrice Massin Cie fêtes galantes) seront donc présentes au TPE pour la deuxième année de leur résidence. Ces résidences longues prévoient des temps de recherche et de création, la diffusion du répertoire des compagnies et des actions culturelles. Le TPE met à disposition des espaces de travail et un accompagnement artistique, technique et financier.
Pendant la prochaine année de conventionnement, Julie Nioche créera 2 pièces : l'une dans le cadre d'une commande du festival Concordan(s)e, en duo avec l'auteure Gwenaëlle Aubry, l'autre dans l'espace public, Ritual for a sensitiv geography, en partenariat avec le centre d'art La Grainerie à Houilles.
Béatrice Massin proposera également un parcours de spectacles avec un bal participatif en ouverture de saison, deux créations « Pour Lou » avec Mickaël Phélipeau et « Quatre un » avec Carole Martinez.
Les deux chorégraphes seront également associées à l'organisation en décembre 2017 de la « Rencontre nationale danse » en partenariat avec le Département du Val d'Oise, les Petites scènes ouvertes à l'insolite et la fédération Arts vivants et départements.
Le TPE accueillera également 5 autres artistes chorégraphiques dans le cadre de résidences de création assorties de coproductions de 3 à 10 000€ : Philippe Ménard (Horizon), Daniel Doebbels (Sur le silence du temps), Hervé Sika (Corps pour corps), Fabrice Ramalingom (Nos, tupi or not tupi) et Fabrice Lambert (Sauvages).
Par ailleurs, le TPE reconduira son temps fort initié en 2017 autour de l'émergence chorégraphiques : « les danses abritées », consacré en 2018 à la danse baroque en partenariat avec la pépinière danse baroque animée par Béatrice Massin, chorégraphe associée au TPE.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre Paul Eluard prévoit 7 représentations dans ses murs et 4 hors les murs des spectacles qu'il coproduit. Deux des spectacles sont accueillis en lien avec le réseau Escales danse en Val d'Oise.
Pour développer son public, le TPE axe principalement ses actions culturelles sur le jeune public et les établissements scolaires. Les artistes en résidence seront amenés à participer à des projets PEAC avec le soutien de l'Académie de Versailles dans les écoles de Bezons, les collèges et lycées du territoire (Emont, Carrières-sur-Seine, Argenteuil, Sartrouville…), pour un volume prévu de 120 à 200h.
Le TPE s'adresse aussi aux publics éloignés de la culture avec des ateliers en famille développés avec des associations sociales (ATD Quart Monde, Secours populaire) et à un public en situation de handicap (foyer la Cerisaie). Des projets spécifiques sont prévus, tel le projet autour de la création Corps pour corps d'Hervé Sika avec 5 conservatoires en lien avec le forum départemental de musique.
Au total, près de 326 heures d'interventions artistiques auprès des publics sont prévues.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable s'élève à 191 475 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	108 500,00	56,67%
Dépenses d'action culturelle	44 680,00	23,33%
Dépenses de fonctionnement	38 295,00	20,00%
Total	191 475,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	30 000,00	15,67%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	65 300,00	34,10%
CD 95 (acquis)	17 150,00	8,96%
Ville de Bezons (acquis)	66 525,00	34,74%
Recettes propres	12 500,00	6,53%
Total	191 475,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 710,00 €
2018	19 590,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 300,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 300,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 300,00 €
	Montant total	195 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014712

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 36 DU MOIS PAC 2 ANS NOVEMBRE 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	92 719,48 €	37,75 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 36 DU MOIS
Adresse administrative : 12 RUE ALBERT ROPER
94260 FRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elodie Pillot, Présidente

Date de publication au JO : 29 mars 1995

N° SIRET : 40421352200042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La compagnie 36 du mois a été créée en 1995 autour d'un premier projet de création : « Les Petites Fuites ». Le directeur artistique, Emmanuel Audibert, a été formé à l'école nationale du cirque Annie Fratellini, à l'école de cirque de Rosny-sous-Bois, à l'Atelier international de Théâtre (B. Salant, P. Weaver) et à l'école du Passage.
De 2000 à 2003, la compagnie a porté le projet Cirque 360 en partenariat avec les départements de l'Essonne et du Val-de-Marne, et assurait une mission territoriale d'animation culturelle et artistique soutenue par la Région et la DRAC. Ce projet comportait deux axes : la diffusion de spectacles sous chapiteau et l'animation de Terrain d'acrobatie.
La compagnie 36 du mois est implantée à Fresnes depuis 2001. Elle est installée dans un vieux corps de ferme de 1200 m² situé au centre-ville. Le lieu est un lieu de travail pour la compagnie mais aussi pour d'autres compagnies accueillies en résidence.
Depuis 2010, Emmanuel Audibert a mis en scène deux créations Tarets et autres parasites/projets Copirates en 2010 et Qui est monsieur Lorem ipsum ? en 2013, avec laquelle la compagnie aborde une

nouvelle discipline et un nouveau réseau : la marionnette.
L'activité de 36 du mois se décline aujourd'hui autour de plusieurs axes, les créations de la compagnie, la production de projets des membres de l'équipe, l'accompagnement de jeunes artistes et l'accueil de compagnies dans le lieu qu'elle occupe à Fresnes.
La compagnie est aujourd'hui soutenue par la DRAC, le Conseil départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La compagnie-lieu 36 du mois va poursuivre dans son lieu à Fresnes l'accueil et l'accompagnement d'équipes artistiques principalement dans les domaines du cirque et de la marionnette. Des résidences avec 7 compagnies sont d'ores et déjà prévues pour des temps de recherche, création, répétition ou diffusion, pour des durées d'une à 4 semaines. 36 du mois a décidé pour l'accueil en résidence de diffuser un appel à candidature notamment auprès des écoles afin d'accueillir de jeunes artistes. Certaines résidences sont suivis de sorties de résidences dans ou hors les murs et/ou d'accompagnement à la diffusion des spectacles. Un apport en coproduction voire une production déléguée est assurée par 36 du mois pour certains projets accueillis.
L'année à venir permettra également de développer la résidence d'implantation d'Emmanuel Audibert, metteur en scène de la compagnie. Le dernier spectacle « On était une fois » sera diffusé. En partenariat avec le Théâtre de l'Agora-Scène nationale d'Evry-Essonne et dans le cadre de son projet de réalisation de vitrine de noël, une nouvelle création de « Vitrine animée » sera créée à Evry.

Projet pour les publics et le territoire
La compagnie 36 du mois s'appuie principalement sur les sorties de résidence pour aller à la rencontre des publics. Elles sont de deux types, d'une part les « Répétitions Jour J » qui se déroulent dans les murs et qui permettent un temps d'échange direct entre spectateurs et artistes, et d'autre par les « Chez nous, chez vous » qui se déroulent chez les partenaires locaux (Anis Gras, Théâtre de la Grange Dimière, Théâtre de Cachan, Ecole d'art et MJC de Fresnes).
La création d'Emmanuel Audibert et de la compagnie 36 du mois, « On était une fois » tournera par ailleurs avec une dizaine de représentations en Île-de-France et deux hors IDF.
La compagnie souhaite également développer ses actions culturelles et mène pour cela une réflexion avec plusieurs partenaires sur la ville de Fresnes (Théâtre de la Grange Dimière, Ecole d'art, MJC, maisons de retraite, centre pénitentiaire). Plusieurs rencontres sont prévues autour de la création d'Emmanuel Audibert ainsi que des ateliers de pratique amateur.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 92 719,48 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	67 745,48	76,87%
Dépenses d'action culturelle	2 386,39	2,71%
Dépenses de fonctionnement	18 000,00	20,42%
Total	88 131,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	15 000,00	16,18%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	35 000,00	37,75%
CD 94 (sollicité)	12 000,00	12,94%
Ville de Fresnes (sollicité)	1 500,00	1,62%
FONPEPS	3 556,00	3,84%
ARCADI	900,00	0,97%
Sociétés civiles	7 599,00	8,20%
Recettes propres	17 164,48	18,51%
Total	92 719,48	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 420,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 420,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	95 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014718

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L ONDE ET CYBELE PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	285 030,00 €	12,28 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ONDE ET CYBELE
Adresse administrative : 2-6 RUE DUC
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Rose Lefèvre, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 47756752300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Blaise Merlin a créé l'association L'Onde & Cybèle afin de soutenir la création artistique et promouvoir la rencontre entre publics, professionnels, territoires et disciplines artistiques (théâtre, poésie, danse, cirque, arts plastiques…).
En douze ans, au fil de dizaines de créations et de rencontres, de festivals, d'actions culturelles et de coopération internationale, L'Onde et Cybèle a montré sa capacité à développer des outils de production et de diffusion au service de formes d'expression émergentes, en inventant de nouvelles synergies entre les collectivités, les habitants de tous âges et de tous bords, les structures culturelles, les médias, les associations et les artistes.
L'association développe deux temps forts que sont La Voix est Libre et Rhizomes avec des programmations ouvertes et audacieuses, axés sur la transversalités des publics et des pratiques artistiques en mutation.
L'Onde et Cybèle reçoit le soutien de la Ville de Paris, des Mairies d'arrondissement (10ème, 18ème), de la Région Ile-de-France et du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique

- Poursuite de l'expansion du festival Rhizomes au travers des Balades Extraordinaires, croisières musicales circulant au-delà de la petite couronne, en partenariat avec le comité départemental du Tourisme du 93, le Conseil Général du 93.
- La multiplication de passerelles entre publics et artistes issus de disciplines aussi diverses que la danse, le cirque, la musique, la poésie orale, le « live painting », la vidéo, le tap-dancing… Un travail porteur de nouvelles formes de représentation et de dialogues fertiles entre les cultures et les générations, comme l'a encore prouvé le succès des créations présentées en 2017.
- La reprise des échanges méditerranéens et proche-orientaux via la diffusion de créations et le lancement de nouvelles plateformes de collaborations entre structures et entre artistes de différentes nationalités.

Le renforcement d'accompagnement de projets grâce à des partenaires régionaux et nationaux impliqués plus en amont dans nos créations et nos propositions (Développement du pôle diffusion au regard du succès remporté par les créations proposées dans le cadre de La Voix est Libre 2017, en France et à l'Etranger : Théâtre Garonne, reprise des opérations artistiques Europe-Maghreb et Moyen-Orient). L'Onde et Cybèle organisera également une pépinière dans le cadre du Festival « La Voix est libre ». Elle sera l'occasion de rencontres interdisciplinaires de 3 jours à 3 semaines, qui aboutiront sur des créations en mai-juin à l'occasion du Festival.

- Le développement d'un pôle axé sur le dialogue transculturel auprès des institutions avec lesquelles nous sommes actuellement en discussion à ce sujet, à savoir le Théâtre Garonne à Toulouse, la Scène nationale d'Annecy, le Théâtre de la Cité Internationale (dont les implications 2018 sont confirmées), le festival Ta Parole, la Fondation Royaumont, l'Institut du Monde Arabe, la Ferme du Buisson. Durant l'année à venir, l'Onde et Cybèle accompagnera la résidence du NazZazZan 4tet à la Ferme du Buisson. Ce quartet, formé en 2016, propose un projet mêlant musique et arts du cirque. Cette résidence aura pour objectif de développer le répertoire de l'ensemble en construisant un univers scénique et en renforçant la scénographie.
- La structure renforce ses collaborations suivies et accrues avec structures de dimension internationale telles que : 1. la Scène Nationale d'Annecy via le développement du festival Déambule (festival des paysages), 2. le théâtre Garonne à Toulouse avec le développement conjoint de notre plate-forme de création avec les artistes venus du monde arabe (Soudan, Syrie, Égypte…) 3. Le Théâtre de la Cité Internationale qui accueillera l'édition 2018 du festival La Voix est Libre (y compris sous forme de résidences).
- Résidences :

Le lieu accompagnera notamment la résidence du NazZazZan 4tet à la Ferme du Buisson. Ce quartet, formé en 2016, propose un projet mêlant musique et arts du cirque. Cette résidence aura pour objectif de développer le répertoire de l'ensemble en construisant un univers scénique et en renforçant la scénographie.

Projet pour les publics et le territoire

L'Onde et Cybèle proposera deux nouvelles éditions de ses temps forts que sont Rhizomes et La Voix est libre. Plusieurs créations accompagnées par l'Onde et Cybèle durant les éditions précédentes tourneront en 2018 : « Les Exilés poétiques » (Moneïm Rahma, Arthur H etc.) à Toulouse, Annecy, la Maison de la Poésie, au TCI ; « Le Cri du Caire (SighFire) au Caire, à Beyrouth, Toulouse, au TCI ; « Débordanses » et « Hibridos » à Marseille.

De nouvelles Zoophonies, dont les contenus sont en cours de définition, seront également proposées dans des espaces verts de Seine-Saint-Denis.

Le festival Rhizomes sera l'occasion d'importantes actions culturelles avec la mise en place d'ateliers intergénérationnels de pratiques artistiques tout au long de l'année et qui aboutiront à une restitution lors du festival en juin.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 285 030 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	268 530,00	89,50%
Dépenses d'action culturelle	5 500,00	1,83%
Dépenses de fonctionnement	26 000,00	8,67%
Total	300 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	13 000,00	4,33%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	50 000,00	16,67%
Ville de Paris (sollicité)	43 000,00	14,33%
Mairies d'arrondissement de Paris (sollicité)	37 000,00	12,33%
CD 93 (sollicité)	5 000,00	1,67%
Institut Français (sollicité)	6 000,00	2,00%
Programme VVV (sollicité)	1 500,00	0,50%
CUI-CAE	6 830,00	2,28%
Adami	12 000,00	4,00%
SACEM	4 000,00	1,33%
SPEDIDAM	12 000,00	4,00%
ONDA	6 000,00	2,00%
Mécénat	13 000,00	4,33%
Recettes propres	90 700,00	30,23%
Total	300 030,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2014	Méditerranée	20 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	125 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014736

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAFE MUSIQUE VAL EUROPE FILE 7 PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	284 200,00 €	17,59 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAFE MUSIQUE VAL EUROPE FILE 7
Adresse administrative : 4 RUE DES LABOURS
77700 MAGNY LE HONGRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Carole LOPEZ, Présidente

Date de publication au JO : 4 décembre 1996

N° SIRET : 41233832900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Située à Magny-le-Hongre en Seine-et-Marne, la scène de musiques actuelles File 7 labélisée SMAC depuis 2003 après une phase de préfiguration, ce lieu disposant d'une médiathèque a été créé afin de répondre aux besoins croissants d'une population jeune sur un territoire en expansion démographique. L'équipement comprend une salle de concerts (220 places assises ou 600 places debout), un café-culture (Côté Kfé) avec un espace de diffusion dédié principalement au jeune public, deux studios de répétition et d'enregistrement équipés, un espace Point d'infos / centre de ressources.
Dès 2005, File 7 a développé, en complément de la diffusion des musiques actuelles, une activité d'accompagnement de la création notamment émergente de résidences d'artistes ainsi qu'un volet d'actions culturelles en partenariat avec les structures locales, l'accompagnement de groupes locaux, la gestion des studios, et des concerts décentralisés… Son implication dans les réseaux départementaux (Pince-oreilles), régionaux (RIF) ou nationaux (Fedelima), font de File 7 un équipement référencé en Ile-de-France.

Depuis juin 2012, File 7 est dirigé par Bénédicte Briant-Froidure qui poursuit le projet artistique et culturel tout en développant les volets résidences et appropriation du projet ainsi que la dimension jeune public. En 2017, dans un contexte d'incertitudes institutionnelles et de contraintes budgétaires, Val d'Europe Agglomération a renouvelé sa délégation de service public sur un projet réajusté tant dans ses objectifs que ses moyens u regard des attentes et moyens du territoire.
File 7est soutenu par Val d'Europe Agglomération dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens, la DRAC Ile-de-France, la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle et le Conseil départemental de la Seine-et-Marne.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
File 7 clôturera l'accompagnement de la chanteuse, artiste associée, Cléa Vincent sur 10 jours de résidence en novembre 2017 où elle finalisera son nouveau Live.
L'artiste associé pour la saison suivante sera le rappeur Hippocampe Fou qui sera en résidence tout au long de la saison pour la création de son nouveau spectacle avec un programme d'actions culturelles.
Le groupe Billet d'Humeur sera également accueilli pour une résidence d'accompagnement de 5 jours en 2018, qui permettra de soutenir leur professionnalisation. Cette résidence sera portée en partenariat avec le CNV.
File 7 accueillera également d'autres équipes sur des résidences de 2 à 5 jours pour des filages ou de répétitions montées, avant une diffusion.
Une coproduction est enfin en cours d'élaboration autour du projet de création jeune public de Mesparrow et Ladylike Lily sur la place des femmes dans le monde, en coproduction avec Armada Production.

Projet pour les publics et le territoire
Une soixantaine de représentations de toutes esthétiques des musiques actuelles est prévue sur la prochaine saison, Des concerts seront donnés hors les murs dans les Centres Culturels des communes du Val d'Europe (Chessy, Coupvray, Magny-le-Hongre, Serris, Bailly-Romainvilliers). 3 concerts auront également lieu au centre pénitencier de Chauconin.
Plusieurs ateliers sont proposés avec les artistes accueillis dans les établissements scolaires du territoire, notamment autour de la création jeune public de Mesparrow et Ladylike Lily. Des rencontres grand public seront également organisées avec les médiathèques.
L'artiste associé anime des séances de coaching scénique vocal et ateliers pour les groupes amateurs.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 284 200 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	229 000,00	75,28%
Dépenses d'action culturelle	16 000,00	5,26%
Dépenses de fonctionnement	59 200,00	19,46%
Total	304 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	35 000,00	11,51%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	70 000,00	23,01%
CD 77 (sollicité)	35 000,00	11,51%
Val d'Europe Agglomération (acquis)	64 000,00	21,04%
CNV	10 200,00	3,35%
Recettes propres	90 000,00	29,59%
Total	304 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014737

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE TRITON PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	184 829,00 €	32,46 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE TRITON
Adresse administrative : 11 B RUE DU COQ FRANCAIS
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre VIVANTE, Président

Date de publication au JO : 13 avril 1999

N° SIRET : 43764169900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Créé sur une initiative privée par des passionnés de jazz en 2001, le concept fondateur du Triton est basé sur la volonté d'offrir aux musiciens un lieu dont la qualité de l'accueil et la performance technique permettent de conjuguer création, diffusion, enregistrement public et production phonographique.
Le lieu est composé de plusieurs espaces : une salle de concert de 180 places, une deuxième salle de 100 places dédiée à la captation vidéo et aux résidences (ouverte depuis 2013), un studio de répétition de 30 m², des bureaux, une cuisine et un restaurant de 100 couverts (travaux d'agrandissement réalisés en 2011), un espace d'expositions et un studio de répétition et enregistrement de 24 m².
Le Triton est labellisé SMAC par l'Etat et une convention triennale a été signée avec la DRAC, le Département de Seine-Saint-Denis et la Ville des Lilas. Il est soutenu par le CNV, la SPEDIDAM et la SACEM, ainsi que la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Pour la période novembre 2017 / novembre 2018, le Triton se propose de poursuivre sa politique d'aide à la création et à la diffusion en accueillant 2 résidences de création, 3 résidences cartes blanches et d'accueillir dans le dispositif des résidences d'implantation les compagnies Aime l'Air (Andy Emler) et Pour faire bouillir la pluie (Yves Rousseau) et une nouvelle compagnie, Connexe Sphère (Sylvain Cathala).
La résidence de création permet d'accueillir des équipes sur des durées de 4 à 12 mois pour une douzaine de jours de création et 4 à 8 actions culturelles, pendant lesquels les artistes sont employés par le Triton. Ces résidences accompagnées par le Département de Seine-Saint-Denis concerneront Roberto Negro Emile Parisien et la Quatuor Elba, et Angelina Wismes.
Le Triton propose enfin des cartes blanches qui permettent à des musiciens d'envergure nationale ou internationale de présenter leur travail pendant des concerts ou des conférences tout au long de l'année. Seront accueillis cette année Benjamin Moussay (5 concerts), Juan Carmona (3 concerts) et Géraldine Laurent (4 concerts).

Projet pour les publics et le territoire
Le Triton prévoit 28 représentations des artistes qu'il accompagnera dans l'année à venir, dont une hors-les-murs au Théâtre du Garde-Chasse des Lilas.
Il prévoit également d'accueillir régulièrement des artistes amateurs à qui il proposera des ateliers de formation suivis de restitution publique, dont certains animés par les artistes accompagnés. Le Triton souhaite également développer des actions avec les lycées, notamment le lycée Paul Robert des Lilas.
Pour élargir son public, le Triton mise également sur sa web-télé Tritonline qui permet la diffusion en direct puis en replay de captations des concerts. Elle compte 1 500 abonnés et 500 000 vues.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 184 829 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	148 430,00	74,28%
Dépenses d'action culturelle	17 550,00	8,78%
Dépenses de fonctionnement	33 849,00	16,94%
Total	199 829,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	75 000,00	37,53%
CD 93 (acquis)	27 000,00	13,51%
Sociétés civiles (SPEDIDAM, CNV)	14 957,00	7,48%
Partenaires privés	2 892,00	1,45%
Recettes propres	79 980,00	40,02%
Total	199 829,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 000,00 €
2018	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	10 792,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	12 350,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	20 320,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	18 642,00 €
	Montant total	247 104,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014738

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAISON CULTURE 93 SEINE ST DENIS PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	264 600,00 €	18,90 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON CULTURE 93 SEINE ST DENIS
Adresse administrative : 9 BD LENINE BP 71
93002 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Louis SCHWEITZER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 30129225600049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis (MC 93) a ouvert ses portes en 1980. Conçue par les architectes Fabre et Perrottet, le lieu dispose de deux salles modulables de 866 places et 198 places, d'une salle de répétitions (118 places), d'un studio de répétition et enfin de vastes ateliers de construction de décors, de création de costumes avec buanderie, de matériel son et lumières répartis sur 13 000 m². Le lieu a rouvert en mai 2017 après trois ans de fermeture qui ont permis une réhabilitation d'envergure.
Formidable outil au service de la création théâtrale et des artistes, avec une forte dimension internationale, la Maison de la culture a été successivement dirigée par Claude Olivier Stern jusqu'en 1985, puis de 1985 à 1989 par René Gonzalez, de 1989 à 2000 par Ariel Goldenberg, de 2000 à 2015 par Patrick Sommier.
Hortense Archambault a été nommée à la tête de l'établissement en août 2015. Elle y développe un projet artistique intitulé la « Fabrique d'expériences » où théâtre public contribue à faire ensemble société, un

espace de mixité sociale et de métissage culturel. Elle s'intéresse plus particulièrement aux questions d'accès à la culture avec une priorité donnée à la jeunesse.

En tant que scène nationale, la MC93 bénéficie des soutiens du Ministère de la culture, du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, de la Ville de Bobigny ainsi que de la Région Ile-de-France

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La MC 93 accompagnera deux importantes créations. D'une part, Nicolas Bigards et la Cie XXX achèveront en janvier 2018 la résidence débutée en juin 2017 pour la création « Les derniers jours de l'Humanité » qui devrait associer 80 comédiens amateurs rencontrés durant le parcours au sein de la MC 93. D'autre part, Patrick Pineau et la Cie Pipo seront accueillis fin 2017 pour la création de « Jamais seul » à partir d'un texte de Mohamed Rouabhi.
Pour ces résidences, la MC 93 met à disposition ses espaces et effectue un important apport en coproduction.
La MC 93 accueille également plusieurs artistes pour des laboratoires de recherche ou d'écriture d'une à 4 semaines (Nacera Belaza, Jean-François Sivadier, Bénédicte Le Lamer).

Projet pour les publics et le territoire
L'accès à la culture, la place et le rôle des publics est au cœur du projet de fabriques d'expérience. La MC 93 organise pour cela un nombre important d'actions culturelles. Ainsi, plusieurs ateliers seront organisés tout au long de l'année dans les collèges et lycées, avec le soutien du Rectorat. La création « Les Derniers Jours de l'Humanité » inclura de nombreux habitants dans la réalisation du projet.
Le Festival des écoles permettra de présenter les spectacles montés lors de projets avec des établissements scolaires du territoire. Une dizaine de représentations sont envisagées. Plus largement, la MC 93 prévoit environ 200 représentations dont 16 de « Jamais seul » et 4 de « Les derniers jours de l'Humanité ».

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 264 600 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	265 350,00	81,75%
Dépenses d'action culturelle	35 000,00	10,78%
Dépenses de fonctionnement	24 250,00	7,47%
Total	324 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	60 000,00	18,48%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	110 000,00	33,89%
Recettes propres	154 600,00	47,63%
Total	324 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	360 000,00 €
	Montant total	520 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014741

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ADAME ASS DEV AIDE MUSIQ ELECTROACOUS PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	163 000,00 €	39,88 %	65 000,00 €
		Montant Total de la subvention	65 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADAME ASS DEV AIDE MUSIQ ELECTROACOUS
Adresse administrative : 2 RUE DU PRESIDENT G POMPIDOU 95110 SANNOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Brice SCORTICATI, Président

Date de publication au JO : 5 août 1992

N° SIRET : 39077971800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
L'EMB (Espace Michel Berger), scène de musiques actuelles située à Sannois dans le Val d'Oise est dirigée par Arnaud Monnier et Pascal Stirn, directeurs de l'association ADAME, délégataire de la DSP de la Ville depuis 2005 (renouvellement en cours en 2017).
L'ancrage dans le paysage culturel départemental et régional s'est renforcé au fil des années avec une augmentation du nombre d'artistes de renommée nationale, puis internationale, dans la programmation, contribuant à asseoir la notoriété du lieu. Les résidences et l'accompagnement d'artistes en développement de carrière se sont multipliés, devenant ainsi la marque de fabrique et le savoir-faire de l'équipe du lieu.
La programmation musicale est éclectique avec une dominante des esthétiques « rock, pop » et « rap, hip-hop, reggae » et donne lieu à la mise en œuvre de projets d'action culturelle menés avec différentes structures locales (lycées, collèges, écoles de musique…). La fréquentation s'élève à près de 13 000 spectateurs pour une soixantaine de concerts par an.

Depuis 2013, avec le soutien du Département, l'EMB coordonne les résidences départementales mutualisées musiques actuelles, avec les salles de concerts, studios de répétition et écoles de musiques du Val d'Oise. Cette année, la résidence mutualisée bénéficie du soutien de la DRAC avec l'accueil du Magnetic Ensemble (jazz).
L'EMB est membre du réseau départemental des musiques actuelles « Combo 95 » et du réseau régional (RIF). Au plan national, l'EMB est membre de la FEDELIMA et également adhérent du Syndicat des Musiques Actuelles. L'EMB participe aussi à différents dispositifs : aux « Inouïs du Printemps de Bourges » dont il est l'antenne régionale ou bien au jury des « Avants-Seine » de Rock En Seine.
L'EMB est soutenu par la Région Ile de France, par la DRAC (au titre du label « SMAC »), par le Conseil Départemental du Val d'Oise et la Ville de Sannois. Il obtient par ailleurs régulièrement des aides complémentaires d'ARCADI, du CNV, du RIF ou encore de partenaires privés.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Pour l'année de conventionnement à venir, l'EMB poursuivra son accompagnement d'équipes artistiques selon différentes modalités :
- 6 artistes ou groupes en développement de carrière accueillis en résidence de 8 jours d'accueil scénique, assortis de 2 dates de concert ; seront accueillis notamment Palatine, Killason, Lord esperanza, Tifani, Rendez-vous.
- 3 artistes ou groupes issus du Pôle supérieur d'enseignement de Paris Boulogne Billancourt accueillis en résidence de 2 jours d'accueil scénique, assortis d'une date de concert,
- 12 artistes ou groupes accueillis en résidence de création (4 jours) assortie d'une date de concert. Seront notamment accueillis Mademoiselle K, Sandra N'Kake, Mélissa Laveaux …
L'EMB suit l'ensemble du projet musical, du diagnostic initial à la diffusion. Il met à disposition sa scène, son équipe technique, et finance si nécessaire du matériel et l'intervention de professionnels extérieurs.
Enfin, l'EMB accompagne la scène locale en accueillant 3 groupes ou artistes intégrés dans le dispositif « starter » du Combo 95, pour chacun 4 jours et une diffusion : Form, Assgaya et Moshi Moshi.

Projet pour les publics et le territoire
En plus des diffusions en lien avec les équipes accompagnées par l'EMB, celui-ci propose un Festival « Les P'tites Oreilles » consacré au jeune public. Après une édition 2017 centrée sur Jacques Prévert, l'EMB souhaite étendre la 10ème édition aux villes limitrophes avec 8 représentations et 8 ateliers.
L'EMB célèbrera en 2018 ses 25 ans au travers d'une soirée hommage à Michel Berger avec le groupe « L'Impératrice » accompagné successivement par différents chanteurs (Juliette Armanet, Cléa Vincent …).
L'EMB accueille des artistes 250 jours par an ce qui lui permet d'organiser un grand nombre d'actions culturelles. Parmi les projets prévus durant l'année à venir, l'EMB organisera un atelier d'écriture avec l'EREA de Sannois, un atelier « Voltaire Hip Hop » de création d'un morceau de rap avec le collège, la Fabrique à Chanson avec Tim Dup et une classe de CM1.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 163 000 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	93 350,00	57,27%
Dépenses d'action culturelle	38 150,00	23,40%
Dépenses de fonctionnement	31 500,00	19,33%
Total	163 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	14 000,00	8,59%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	65 000,00	39,88%
CD 95 (acquis)	8 000,00	4,91%
Ville de Sannois (acquis)	20 000,00	12,27%
ARCADI, CNV	20 000,00	12,27%
SACEM	10 000,00	6,13%
Recettes propres	26 000,00	15,95%
Total	163 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 500,00 €
2018	19 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
	Montant total	195 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014751

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DE CHATILLON PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	115 375,00 €	34,67 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE CHATILLON
Adresse administrative : 70 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
92320 CHATILLON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-POL HINDRE, Président

Date de publication au JO : 2 avril 1967

N° SIRET : 78531712400069

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre de Chatillon est un théâtre du sud des Hauts-de-Seine géré en association qui a été dirigé de 1985 à 2011 par Serge Noyelle avec la volonté de la Ville de Chatillon de confier la direction du lieu à un créateur. Le projet artistique privilégie la création dans des formes pluridisciplinaires et met l'accent sur l'innovation et la création dans l'espace public. Depuis 2011, le Théâtre (jauge 480 et cinéma 224 places) est dirigé par Christian Lalos avec un axe de programmation centré sur la pluridisciplinarité et l'accompagnement de l'émergence, le soutien et la diffusion d'œuvres contemporaines (avec des séries) et le croisement des écritures artistiques. La ligne artistique s'attache à proposer des formes de représentations innovantes dans le rapport à l'espace avec un intérêt marqué pour les équipes artistiques qui expérimentent sur le « dedans » et le « dehors » et dans leur relation avec les publics. Le Théâtre de Chatillon est membre du Groupe des 20 théâtres en Ile-de-France, du Groupe Geste(s) ainsi que du festival Marto. Le Théâtre de Chatillon a pour premier partenaire public la Ville de Chatillon. Il est également soutenu par le département des Hauts-de-Seine et la DRAC Ile-de-France au titre des résidences arts de la rue.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Pour la prochaine année de conventionnement, le Théâtre de Châtillon poursuivra sa collaboration avec la Cie Christian et François Ben Aïm. L'association avec cette compagnie de danse a débuté en 2017 et est prévue pour 3 ans avec un investissement important de la compagnie dans la vie du théâtre et du territoire. La Cie travaillera à une nouvelle création, « Les Âmes boréales », attendue pour la saison 2018-2019. Elle donnera aussi plusieurs représentations de sa dernière création et d'une pièce chorégraphique en appartement.
Le Théâtre de Châtillon accueillera plusieurs autres équipes artistiques pour des résidences plus courtes, d'une à 3 semaines (Collectif les Apaches, Cie des Dramaticules, Cie Je garde le chien,…). Il met à disposition son plateau, propose un accompagnement technique, et selon les cas, élabore des actions culturelles.
Le Théâtre accompagnera une quinzaine de créations, soit en coproduction (Cie ERD'O, Cie Je garde le chien, Birgit Ensemble), soit via des préachats (Cie Scena Nostra, Cie Burn Out, Cie La main de l'homme…). Le Théâtre effectue un apport moyen en coproduction de 5 000€.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre de Châtillon prévoit 37 représentations dans ses murs, dont notamment une série du Collectif Les Apaches, et 25 représentations hors les murs. Plusieurs temps forts sont prévus dont Play Mobile autour des arts de la rue, et « Humanité augmentée ? » en mars 2018.
Les représentations sont généralement l'occasion d'actions culturelles pour le théâtre de Châtillon. Il proposera ainsi 6 rencontres avant ou après le spectacle, 5 café-psychanalyse ne lien avec les représentations, 4 ateliers d'écriture, 3 dîners avec artistes et 4 projections-débats.
Plusieurs projets sont prévus avec des établissements scolaires, notamment un PEAC avec le Collège Paul Eluard, et 3 projets « Eteignez vos portables » soutenus par le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine.
Un atelier de théâtre amateur est proposé tout au long de l'année avant une restitution finale au théâtre. Des ateliers plus ponctuels sont également envisagés. La mise en place d'une école du spectateur est également envisagée avec le Conservatoire de Châtillon et certains conservatoires du territoire Vallée Sud Grand Paris. Elle s'appuierait sur un parcours de 3 spectacles minimum dans la saison, de rencontres avec les artistes, et d'ateliers de pratique au Conservatoire.
Le Théâtre collaborera également avec l'EAC (école de management culturel de Paris) autour de Play Mobile #3 pour un travail de médiation culturelle, avec la LISAA (école d'architecture de Paris) pour un travail de scénographie.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 115 375 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence de 10 000 euros entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidence/création/diffusion	95 400,00	76,09%
Dépenses d'action culturelle	15 500,00	12,36%
Dépenses de fonctionnement	14 475,00	11,55%
Total	125 375,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	12 000,00	9,57%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	50 000,00	39,88%
CD 92 (acquis)	10 000,00	7,98%
Ville de Châtillon (acquis)	45 375,00	36,19%
Recettes propres	8 000,00	6,38%
Total	125 375,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014752

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TEP LE TARMAC SCENE INTERNATIONALE FRANCOPHONE PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	745 255,00 €	5,37 %	40 000,00 €
		Montant Total de la subvention	40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TEP LE TARMAC SCENE INTERNATIONALE FRANCOPHONE
Adresse administrative : 159 AVENUE GAMBETTA
75020 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Valérie BARAN, Gérante

N° SIRET : 34247982100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Dirigé par Valérie Baran, le Tarmac est entièrement dédié à la création contemporaine francophone, qui accueille des compagnies du monde entier. Le Théâtre a su se créer une identité, retenir l'attention des publics et des professionnels pour l'originalité de sa programmation. Il offre par ailleurs aux artistes une visibilité à Paris en les programmant sur des séries de plusieurs représentations.
En 2011, l'équipe du TARMAC a été choisie par l'Etat et la Ville de Paris pour prendre la direction du Théâtre de l'Est Parisien dans le 20e arrondissement, avec l'ambition de devenir « la scène internationale francophone ». La reprise du TEP par le Tarmac de la Villette a donné lieu à une transmission universelle de patrimoine du Tarmac de la Villette vers le TEP et à un changement de dénomination de ce dernier. Le TEP s'appelle dorénavant Le Tarmac, scène internationale francophone. Le Tarmac comprend une grande salle (270 places), une petite salle de (70 places) et une salle de répétition (70 places).
Le Tarmac, scène internationale francophone est financé par l'Etat (DRAC et Délégation au développement et affaires internationales), la Ville de Paris et la Région. Le Tarmac a également bénéficié en 2012 d'un financement régional par la Direction internationale de la Région Ile-de-France pour une manifestation en lien avec le Printemps arabe.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Au cours de l'année à venir, le Tarmac prévoit d'accueillir 5 équipes en résidence pour des durées de 5 jours à 7 semaines. Parmi elles, trois sont des équipes émergentes : La compagnie du double, le Collectif Abrasifs (en partenariat avec Prémisses Production) et la Cie Beaux-Quartiers (6 semaines de résidence). Le Tarmac met à disposition son plateau et son équipe technique le temps de l'accueil. Les résidences s'achèvent généralement par une ou plusieurs représentations.
Par ailleurs, le Tarmac sera producteur de 3 créations « Negotiation » de Olé Khamchanla et Pitchet Klunchun, « Le Fabuleux destin d'Amadou Hampâté Bâ » de Bernard Magnier mis en scène par Hassane Kassi Kouyaté et « Fais que les étoiles me considèrent davantage » d'Hakim Bah et mis en scène de Jacques Allaire. Il coproduira également 7 autres pièces avec des apports de 3 à 10 000€.
Le Tarmac a également mis en place un comité de lecture qui permet chaque année de distinguer plusieurs lauréats et de les accompagner vers l'édition.

Projet pour les publics et le territoire
Durant l'année prochaine, le Tarmac prévoit 101 représentations (90 dans les murs) dont 15 d'équipes en résidence, 14 de spectacles produits par le Tarmac et 19 de spectacles coproduits. Deux temps forts seront proposés : « les traversées africaines » durant 6 semaines, et « Outremer veille » consacré aux jeunes artistes ultramarins.
Trois productions ou coproductions du Tarmac seront également diffusés dans d'autres lieux (« Au nom du Père et du fils et de JM Weston », « Sony Congo » et « Negotiation »).
Le Tarmac développe des liens importants avec les établissements scolaires de son territoire, collèges et lycées. Il propose notamment des ateliers de pratique théâtrale tout au long de l'année pour 70 à 130 heures au total. Le Tarmac propose également des formations aux enseignants en partenariat avec le Rectorat de Créteil.
Plus largement, le Tarmac propose des temps de rencontre entre artistes et spectateurs autour des représentations mais aussi des colloques et des tables rondes sur des enjeux actuels du théâtre.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 745 255 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidence/création/diffusion	619 142,00	75,02%
Dépenses d'action culturelle	83 452,00	10,11%
Dépenses de fonctionnement	122 661,00	14,86%
Total	825 255,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture - DGCA (sollicité)	348 751,00	42,26%
Ministère de la Culture - DGLFLF (sollicité)	2 938,00	0,36%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	120 000,00	14,54%
Ville de Paris (sollicité)	11 141,00	1,35%
Sociétés civiles	14 500,00	1,76%
Mécénat et sponsors	29 909,00	3,62%
Recettes propres	298 016,00	36,11%
Total	825 255,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	7 500,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	20 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	197 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014753

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CLEF CULTURE LOISIRS & FORMATION PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	782 471,00 €	11,50 %	90 000,00 €
	Montant Total de la subvention		90 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLEF CULTURE LOISIRS & FORMATION
Adresse administrative : 46 RUE DE MAREIL
78100 ST GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN DE CHAMBORANT, Président

Date de publication au JO : 19 janvier 1994

N° SIRET : 78512474400026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Créée en 1984 à Saint-Germain-en-Laye, l'association « La CLEF » (Culture, Loisirs Et Formation) rassemble en son sein une MJC (2 000 adhérents), une école de musique associative (600 élèves) et une salle de concerts, labellisée SMAC par le Ministère de la culture en 1995.
Après d'importants travaux de rénovation achevés en 2009, le lieu comprend désormais 2 salles de diffusion équipées (530 & 220 places), 3 studios de répétition, 1 studio d'enregistrement numérique, 2 salles de danse, 1 espace d'expositions équipé et une vingtaine de salles d'activités et d'ateliers.
La Clef est soutenue par l'Etat, la Ville de Saint-Germain-en-Laye, le Département des Yvelines et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
La CLEF envisage plusieurs projets de résidence pour l'année à venir, principalement dans le domaine du jazz (Yann Cléry, Journal Intime, Marc Ducret, Benoît Sauvé) mais aussi du rock (duo Klink Klock) ou de l'électro (collectif Toystroy qui associe musique, arts plastiques et vidéo). La CLEF met à disposition un studio et son plateau, ainsi que son équipe technique complétée si besoin de techniciens intermittents. A l'issue de la résidence, une représentation est prévue à la CLEF.
En plus des résidences, la CLEF propose le dispositif MAD qui vise à nouer un partenariat durable entre le lieu et l'artiste. En contrepartie d'un accompagnement et d'un accès facilité à des outils et espaces de travail, les artistes s'engagent à participer à la vie de la CLEF (partage d'expériences, mutualisation de compétences, actions culturelles). 13 artistes déjà soutenus sur la saison 2016-2017 seront à nouveau accompagnés, principalement en musique (rock, électro, pop, chanson) mais aussi en théâtre d'information, en vidéo et en arts plastiques.
En-dehors des résidences et du dispositif MAD, la CLEF collaborera avec plusieurs autres équipes artistiques en les accueillant notamment dans ses locaux (Annika & the forest, Le Sacre du Tympan…).
La CLEF prévoit aussi de coproduire des spectacles avec des partenaires locaux : Théâtre du Vésinet (festival Jazz Métis), le Sax à Achères, le Théâtre de Saint-Germain (« L'homme d'Habitude », théâtre musical).

Projet pour les publics et le territoire
La CLEF devrait accueillir sur l'année à venir 35 spectacles professionnels, dont ceux des artistes en résidence mais également plusieurs représentations avec des artistes accompagnés par MAD. Les équipes soutenues en théâtre ou en danse seront diffusées hors les murs si nécessaire dans des lieux partenaires. La CLEF accueillera un spectacle d'Odyssées 78 produit par le Théâtre de Sartrouville.
La CLEF est un lieu très ouvert qui accueille chaque semaine environ 2500 personnes. Cette ouverture du lieu facilite les rencontres entre les publics et les artistes. La CLEF propose aussi de nombreux évènements (All Access, Jam) qui permettent aux amateurs de se produire sur scène.
Des ateliers sont proposés au grand public mais aussi plus spécifiquement aux lycéens de Saint-Germain-en-Laye (interviews des artistes, atelier d'écriture, projet de web radio, stages), et à l'ensemble des scolaires.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 782471€ et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence de 20 000 euros entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel permanent	311 971,00	38,88%
Spectacles	229 000,00	28,54%
Développement artistique	20 500,00	2,55%
Accompagnement	44 000,00	5,48%
Charges fixes de fonctionnement	197 000,00	24,55%
Total	802 471,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes artistiques	121 000,00	15,08%
Recettes spécifiques	54 500,00	6,79%
DRAC (sollicité)	130 000,00	16,20%
Région IDF	110 000,00	13,71%
Conseil général 78 (sollicité)	30 000,00	3,74%
Ville de Saint Germain en Laye (sollicité)	90 000,00	11,22%
Apport LA CLEF	226 971,00	28,28%
Sociéts civiles	25 000,00	3,12%
CNASEA	15 000,00	1,87%
Total	802 471,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	63 000,00 €
2018	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	35 000,00 €
	Montant total	305 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014754

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES GEMEAUX PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	88 216,00 €	39,68 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES GEMEAUX
Adresse administrative : 49 AV GEORGES CLEMENCEAU
92330 SCEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD FAIVRE D ARCIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78545001600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Dirigé par Françoise Letellier, le Théâtre des Gémeaux est une salle de spectacles devenue scène nationale en 1994. Dédié au cinéma et au spectacle vivant, le lieu est équipé d'une grande salle (500 places) consacrée aux évènements théâtraux, chorégraphiques et musicaux de la saison, d'une petite salle (179 places) et d'un club de jazz (150 places). Le projet des Gémeaux se distingue en théâtre par une politique de longues séries, françaises et internationales, créations ou premières en Ile-de-France ; en danse par un temps fort, Les Rendez-Vous chorégraphiques de Sceaux ainsi qu'une programmation Jazz / So What. Les Gémeaux fondent leur mission sur le soutien à l'art vivant, l'engagement dans la création artistique et la mise en rapport des œuvres avec un large public.
Le théâtre a proposé pour son premier conventionnement un projet s'articulant autour de l'accueil en résidence d'un artiste et de sa compagnie avec la mise à disposition d'un studio de répétition, un accompagnement technique et la prise en charge de la communication autour du spectacle créé en coproduction. Il s'agissait de la compagnie La Baraka dirigée par Abou Lagraa. La résidence d'Abou Lagraa aux Gémeaux s'est poursuivie jusqu'en 2013. Puis, Les Gémeaux ont accueilli avec le soutien de

la Région Ile-de-France, Benoit Haller et la Chapelle Rhénane jusqu'en 2016.
La scène nationale Les Gémeaux est soutenue par le Conseil départemental des Hauts-de-Seine, la Communauté d'Agglomération des Hauts-de-Bièvre, la Ville de Sceaux, le Ministère de la Culture et de la Communication et la Région Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Le Théâtre des Gémeaux accompagne des équipes artistiques sur le temps, avec la mise en place de résidence de 4 ans, avec la mise à disposition de ses espaces, le soutien de son équipe technique et des apports en coproduction importants. Ces résidences permettent de nouer des liens durables avec les artistes, qui perdurent au-delà du temps de résidence.
Durant l'année à venir, le Théâtre accueillera notamment la Compagnie Art Move Concept (Mehdi Ouachek et Soria Rem) pour sa nouvelle création, en partenariat avec le Plus Petit Cirque du Monde. En plus du soutien technique du Théâtre, la Cie bénéficiera de 4 représentations tout public et 3 scolaires au PPCM et d'un apport en coproduction à hauteur de 30 000€.
Le Théâtre des Gémeaux soutiendra par ailleurs 3 créations en théâtre (David Bobée, Declan Donnellan, Benjamin Porée) et une en musique (Franck Tortiller, MCO collectiv) avec des apports en coproduction, une mise à disposition éventuelle d'espace et 5 à 15 représentations.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre des Gémeaux pourra s'appuyer sur son partenariat avec le Plus Petit Cirque du Monde pour le développement de ces publics. La diffusion de la création de la Cie Art Move Concept dans le chapiteau sera l'occasion de s'adresser à un nouveau public et de lui faire découvrir la programmation du Théâtre des Gémeaux.
Plus largement, la collaboration avec le PPCM autour de la résidence permettra au Théâtre des Gémeaux d'aller à la rencontre de territoires et de publics différents au travers des actions culturelles. Mehdi Ouachek et Soria Rem proposeront notamment des ateliers tout au long de l'année dans des lycées et collège avec l'objectif d'une restitution publique en juin 2018, réunissant 150 participants.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 88 216 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidence/création/diffusion	79 276,00	89,87%
Dépenses d'action culturelle	8 940,00	10,13%
Total	88 216,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	6 251,00	7,09%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	35 000,00	39,68%
CD 92 (acquis)	7 460,00	8,46%
Territoire Vallée Sud Grand Paris (acquis)	9 005,00	10,21%
Recettes propres	30 500,00	34,57%
Total	88 216,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	50 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	36 996,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	231 996,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014755

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION DANSE DENSE PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	62 700,00 €	39,87 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DANSE DENSE
Adresse administrative : 2 RUE SADI CARNOT
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE LAVOUX, Présidente

Date de publication au JO : 10 février 1984

N° SIRET : 39472738200035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Née en 1986 pour porter un festival dédié à la création chorégraphique émergente ("Les Incandescences") suite à l'arrêt du célèbre Concours de Bagnolet, l'association Danse Dense s'est imposée comme un opérateur important de la scène chorégraphique émergente.
Depuis 2011, elle a structuré son action autour d'un pôle d'accompagnement de l'émergence chorégraphique. Elle repère et accompagne ainsi une dizaine de chorégraphes (Jann Gallois, Philippe Ménard y sont passés) dans la structuration de leurs compagnies et le développement de leur parcours professionnel en montrant leur travail, en les mettant en lien avec le réseau des programmateurs professionnels, en développant leurs liens au territoire.
De nombreux artistes passés que la structure a accompagnés ont connu de belles carrières par la suite. Par ailleurs, l'association a créé un réseau de lieux partenaires (Paris, 93 et 95) qui l'accueillent pour des sessions de résidences et pour la diffusion. Un réseau national s'est également construit : "Les petites scènes ouvertes".
L'association reçoit le soutien de la Ville de Pantin et du Département de Seine-Saint-Denis, ainsi que de

la DRAC Ile-de-France.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
L'association Danse Dense projette de soutenir 8 chorégraphes émergents sur l'année 2017-2018. Chacun bénéficie d'un accompagnement artistique, d'une aide à la structuration et d'une mise en réseau. L'association s'appuie également sur ses partenaires pour leur proposer des temps de résidence. Ainsi, Carole Bordes sera accueillie au Théâtre Paul Eluard de Bezons et au Théâtre du Fil de l'Eau de Pantin, et Sylvère Lamotte au Théâtre Berthelot de Montreuil et au Conservatoire de Pantin.
Les chorégraphes accompagnés bénéficieront également de temps de diffusion, soit dans le cadre des Chantiers mobiles pour les œuvres en cours de création, soit dans le cadre du festival Les Incandescences pour les créations achevées.
L'association coproduira les créations de Carole Bordes et de Marion Uguen à hauteur de 2000€.

Projet pour les publics et le territoire
L'association Danse Dense articule son travail de diffusion autour des Chantiers mobiles d'une part, et du Festival Incandescences d'autre part.
Les Chantiers mobiles permettent aux équipes accompagnées de présenter au public leurs travaux en cours. 6 sont prévues dans la période à venir dans des lieux partenaires (Point Ephémère, La Briqueterie, Théâtre du fil de l'Eau, TPE Bezons…).
Le Festival Incandescences se tiendra en mars-avril dans 7 lieux partenaires (Théâtre Berthelot, salle Jacques Brel, Main d'œuvres…) et permettra à 15 compagnies de diffuser leurs créations.
L'association axe principalement ses actions culturelles sur le jeune public, avec ateliers en partenariat avec plusieurs collèges. Des rencontres auront également lieu avec des lycéens lors de Chantiers mobiles. Un atelier hebdomadaire pour adolescents et adultes sera proposé tout au long de l'année avec la ville de Pantin.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 62 700 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Résidences / Création / Diffusion	33 750,00	53,83%
Action culturelle	16 600,00	26,48%
Fonctionnement	12 350,00	19,70%
Total	62 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	6 000,00	9,57%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	25 000,00	39,87%
CD 93 (sollicité)	5 400,00	8,61%
Ville de Pantin (sollicité)	4 000,00	6,38%
CUI-CAE	900,00	1,44%
ADAMI	5 000,00	7,97%
Mécénat	7 500,00	11,96%
Recettes propres	8 900,00	14,19%
Total	62 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014756

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DE SARTROUVILLE PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	410 490,00 €	19,49 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative : PL JACQUES BREL
78505 SARTROUVILLE CEDEX
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur SYLVAIN MAURICE, Directeur

N° SIRET : 95055951800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Seul Centre dramatique national situé en grande couronne francilienne, le Théâtre de Sartrouville accorde une place importante à la programmation pluridisciplinaire (héritage de son passé de scène nationale) et au jeune public à travers la Biennale de création théâtrale pour la jeunesse, Odyssées en Yvelines, organisée depuis 1997. Tous les deux ans, 6 créations sont produites par le Théâtre et diffusées dans le département des Yvelines dans un premier temps, puis à l'échelle régionale et nationale l'année de la création et les saisons suivantes. A partir de 2018, Odyssées en Yvelines évoluera pour devenir Cité-Odyssées.
De 1966 à 2001, Claude Sévenier a dirigé le Théâtre de Sartrouville, à l'époque labellisé « scène nationale », puis, à partir de 1989, il a également dirigé le Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse, Heyoka. De 2001 à 2004, le tout nouveau Centre dramatique national, issu de la fusion des deux structures, a été dirigé par le binôme Claude Sévenier – Joël Jouanneau. De 2004 à 2012, le Théâtre de Sartrouville a accompli sa mue sous la direction du metteur en scène Laurent Fréchuret.
Depuis 2013, c'est le metteur en scène Sylvain Maurice (auparavant à la direction du CDN de Besançon), qui dirige le lieu. Il a choisi de s'associer à un « ensemble artistique » composé de trois jeunes metteurs en scène (Bérangère Vantusso, Olivier Coulon-Jablonka et Jean-Pierre Baro) et d'un compositeur (Alban Darche), prêts à s'impliquer dans la vie du lieu et dans le rapport à la population. Un nouvel ensemble

artistique a été constitué pour la période 2017-2019 avec Olivier Balazuc, Simon Delattre, Magali Mougel et Bérangère Vantusso (déjà membre du précédent).
Le Théâtre de Sartrouville est financé par le Ministère de la Culture, la Ville de Sartrouville et le Conseil départemental des Yvelines, ainsi que la Région Ile-de-France.
L'ensemble des partenaires publics sont par ailleurs intervenus dans le financement du projet de construction d'une deuxième salle de spectacles (260 places), inaugurée en 2014.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Le Théâtre de Sartrouville centre son projet artistique autour de son « ensemble artistique 2 » dont il soutiendra les projets de création. Cet ensemble a pris en 2017 la suite de l'ensemble 1 (2014/2016). Il est composé de deux metteurs en scène et deux marionnettistes. Les 4 artistes de l'ensemble seront accueillis en résidence tout au long de la saison, et bénéficieront de lieux de travail et d'un accompagnement. Ils présenteront chacun une création (trois pour Magali Mougel) produite ou coproduite par le CDN, avec des apports de 20 à 30 000€.
Une résidence pluridisciplinaire est en cours d'élaboration pour le mois de janvier pour le festival Cité-Odyssées qui prendra la suite d'Odyssées en Yvelines.

Projet pour les publics et le territoire
Les créations de l'ensemble artistique bénéficieront d'une diffusion importante dans la continuité de la biennale Odyssée en Yvelines et dans le cadre d'une première tournée en France. Ainsi, L'Imparfait (Olivier Balazuyc) sera diffusé 44 fois, La Rage des petites sirènes (Simon Delattre) 48 fois, Longueur d'ondes (Bérangère Vantusso) 69 fois et We just wanted you to love us (Magali Mougel) 51 fois.
Deux créations de l'ensemble seront également largement diffusée : Elle pas princesse, lui pas héros (Magali Mougel) 165 représentations, Master (Jean-Pierre Baro) 70 représentations.
Le CDN de Sartrouville souhaite redéployer sa politique de développement des publics sur la nouvelle agglomération et les communes voisines, notamment du Val-d'Oise et des Hauts-de-Seine. Pour élargir son public, il s'appuie notamment sur sa présence lors d'évènements locaux et les rencontres avec les artistes. Des actions sont également mises en œuvre pour faciliter la venue des familles (système de garde, tarifs adaptés).
Le CDN développe un important programme d'action culturelle. Il a notamment de nombreux partenariats avec l'éducation nationale et des établissements scolaires avec des options théâtre dans les lycées et des classes à PAC au collège et en primaire. Un partenariat renforcé existe avec le Lycée Technique Jules Verne notamment pour la réalisation de décors. Deux créations de l'ensemble artistique seront également diffusées dans les établissements scolaires.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 410 490 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidence/diffusion/création	319 950,00	77,94%
Dépenses d'action culturelle	20 000,00	4,87%
Dépenses de fonctionnement	70 540,00	17,18%
Total	410 490,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	30 000,00	7,31%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	80 000,00	19,49%
CD 92 (acquis)	154 846,00	37,72%
Sociétés civiles	3 618,00	0,88%
Recettes propres	142 026,00	34,60%
Total	410 490,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	56 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	82 515,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 000,00 €
	Montant total	292 515,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014757

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : IVT INTERNATIONAL VISUAL THEATRE PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	540 059,00 €	13,89 %	75 000,00 €
		Montant Total de la subvention	75 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IVT INTERNATIONAL VISUAL THEATRE
Adresse administrative : 7 CITE CHAPTAL
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL GIROD, Président

Date de publication au JO : 14 août 2004

N° SIRET : 32418249200037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
L'International Visual Theatre (IVT) est le fruit de la rencontre entre Jean Grémion, écrivain, journaliste et metteur en scène français, et Alfredo Corrado, artiste sourd américain. Dès la première année, un groupe d'une vingtaine de jeunes adultes sourds est constitué ainsi qu'un atelier de théâtre avec des enfants sourds en relation avec le "Théâtre du Silence" de Robert Anton. IVT, créé en 1976, est la première compagne professionnelle de comédiens sourds.
IVT s'installe dans la Tour du Village du Château de Vincennes, grâce à l'Institut International du Théâtre et au Ministère de la Culture. IVT devient alors un lieu où s'élabore un langage théâtral nouveau capable de transmettre des expériences de communication et des idées. La réputation d'IVT devient immédiatement internationale. Il favorise en France l'accès à la culture pour le public sourd et les échanges entre sourds et entendant.
IVT, situé depuis 2007 dans le 9ème arrondissement à Paris dans un ancien théâtre de guignol rénové en 2006 (180 places sans espace de répétition) et dirigé par Emmanuelle Laborit, a, à son actif plus, de 25 créations et coproductions et une politique d'accueil de spectacles accessibles à un public mixte. Il

propose aussi régulièrement des activités gratuites. C'est un laboratoire de recherche artistique en Langue des signes française (LSF). Le théâtre accueille la création et la diffusion de spectacles bilingues LSF/français et/ou visuels, propose des actions culturelles à destination des publics sourds et entendant et des actions de formation de l'équipe de comédiens sourds.
IVT est soutenu par la Ville de Paris, la DRAC Ile-de-France, le Fonds social européen, le Fonds de soutien, la SACD, Arcadi, l'Onda et la Région Île-de-France. En 2013, la DRAC et la Ville ont augmenté leur soutien à la compagnie.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Au début de l'année à venir, l'International Visual Théâtre accueillera deux résidences pour des projets d'Emmanuelle Laborit. D'une part, en début d'année, une dernière période de résidence permettra d'achever le projet « Dévaste-moi », projet de musique et chant/signe, pour une création en novembre. D'autre part, des périodes de recherche tout au long de l'année permettront de faire progresser la création « Le Prince Tigre », projet de lecture théâtrale, en langue des signes et français.
Trois compagnies (Clémence Colin, Cie Clameur Public, Cie Danse des signes) seront également accueillies en résidence pour une durée de 5 jours chacune. L'IVT leur mettra à disposition sa salle de spectacle.
L'IVT accompagnera enfin le collectif de sourds « Scènes ouvertes » qui mène une recherche sur la diversité de l'art sourd et propose chaque année une création originale.

Projet pour les publics et le territoire
Durant l'année à venir, l'IVT accueillera une dizaine de créations différentes accessibles au public entendant comme au public sourd, dont plusieurs pour jeune voire très jeune public. Différentes esthétiques sont représentées : théâtre, danse, magie…
Les productions de l'IVT Dévaste-moi, Parle plus fort, Le Petit Poucet et Le Meilleur des mondes, tourneront en France pour plusieurs dates.
L'IVT organise également plusieurs évènements ou conférences (Journée Mondiale des Sourds, Le silence dans le cinéma muet, Regards croisés sur la LSF…) et accueillera une date du Festival Mimesis consacré aux arts du mime et du geste.
Au-delà des conférences, l'IVT propose de nombreuses actions culturelles, notamment pour les scolaires avec des ateliers et des sensibilisations à la langue des signes françaises. Plusieurs ateliers seront organisés spécifiquement pour les personnes signantes pour découvrir les diverses formes de l'art sourd (chansigne, virtual visual…).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 540 059 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidence/création/diffusion	438 072,00	81,12%
Dépenses d'action culturelle	67 989,00	12,59%
Dépenses de fonctionnement	33 998,00	6,30%
Total	540 059,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture DGLFLF (acquis)	25 000,00	4,63%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	75 000,00	13,89%
Ville de Paris (sollicité)	37 850,00	7,01%
Emplois aidés	11 868,00	2,20%
ADAMI	10 000,00	1,85%
SPEDIDAM	10 000,00	1,85%
Coproduction Théâtre La Romette et La Comédie de Clermont-Ferrand	35 000,00	6,48%
Recettes propres	335 341,00	62,09%
Total	540 059,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	52 500,00 €
2018	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	4 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	12 858,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	16 650,00 €
	Montant total	254 508,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014758

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BLONBA PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	136 650,00 €	32,93 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLONBA
Adresse administrative : 3 RUE DE MIRBEL
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal PEYROU, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48421034900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Créée en 1998 à Bamako, BlonBa est une structure de production et de diffusion active dans le domaine théâtral et audiovisuel, qui travaille au Mali et en France. Elle a été initiée par le réalisateur Alioune Ifra Ndiaye et l'écrivain Jean-Louis Sagot-Duvauroux, afin de poursuivre l'aventure entamée avec la compagnie du Mandéka Théâtre, productrice du spectacle « Antigone », mis en scène par Sotigui Kouyaté, qui a connu une diffusion importante au Mali et en France (Paris et Seine-Saint-Denis). En 2005, BlonBa a créé une structure juridique française pour diffuser les spectacles de la compagnie en France.
Les spectacles de BlonBa s'inspirent des formes classiques du théâtre malien (griots, travail sur le kotéba…).
Au Mali, BlonBa réalise des spectacles mais aussi des émissions de télévision. Depuis 2007, la structure dirigeait un équipement culturel dédié au spectacle vivant et à l'audiovisuel, à Bamako. Suite à la crise politique malienne, la salle de spectacle a été fermée.
En France, la compagnie est régulièrement accueillie dans plusieurs lieux pour ses créations : Aubervilliers (93), Choisy-le-Roi et Ivry-sur-Seine (94). Depuis 2008, la compagnie développe un projet

d'implantation original en Essonne, à Morsang-sur-Orge, où la Communauté d'agglomération du Val d'Orge a décidé de lui attribuer la gestion du Théâtre de l'Arlequin (86 places). Les activités de la compagnie en Ile-de-France sont en croissance.
Blonba est subventionnée par le Conseil départemental de l'Essonne, la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et par l'OIF (Organisation internationale de la francophonie). Elle reçoit le soutien de la Région au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2006.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
L'année à venir sera marquée par deux résidences de Blonba pour une reprise de sa création « Ala te sunogo » prévu pour 6 représentation au Théâtre de la Reine-Blanche à Paris et une éventuelle tournée, et pour une nouvelle création « Un Appel de la nuit », prévue fin 2018. Cette création est montée en coproduction avec la compagnie suisse Askène. Elle aborde les liens entre les différentes générations de familles d'origine malienne en France. Le spectacle chorégraphique, « la danse ou le chaos » récit autobiographique dansé du danseur malien souleymane Sanogo, qui s'inscrit dans une série de spectacle consacrée à de figures de la vie artistique du Mali. Ce spectacle donnera lieu à un important travail avec les publics, notamment des lycéens. Des représentations seront données, fin 2017 en Essonne, à Chilly-Mazarin, Corbeil-Essonnes et Morsang-sur-Orge en lien avec le Département de l'Essonne.
Le Théâtre de l'Arlequin accueillera également en résidence Parallèles Compagnie pendant trois semaines. Cette résidence sera consacrée à la création, prévue en octobre 2018, « Jules César » troisième volet du triptyque « Shakespeare Clowns », adaptations de grandes pièces de Shakespeare pour un duo de clowns, dont le Théâtre de l'Arlequin/blonba est coproducteur. Le Théâtre de l'Arlequin coproduira également la nouvelle création de la compagnie Copié-Collé, la pièce chorégraphique « Bazin » de Tidiani N'Diaye.

Projet pour les publics et le territoire
Durant l'année à venir, le Théâtre de l'Arlequin prévoit une quarantaine de représentations, avec l'accueil de plusieurs jeunes compagnies franciliennes (La Bande de Niaismans, La Ronce Cie, la Cie Pièces Montées) ou africaines (QProject, Cie Copié-Collé). Le « Mois de BlonBa » vers mars-avril, est consacré aux créations venues d'Afrique et à une réflexion sur le dialogue franco-africain.
Le Théâtre de l'Arlequin développe d'importantes actions culturelles notamment avec le Lycée professionnel Ampère de Morsang-sur-Orge, avec lequel divers projets se mettent en place (ateliers de pratique artistiques, atelier de sensibilisation en amont des spectacles, projet « un tournant dans ma vie » en lien avec « la danse et le chaos » et le danseur souleymane Sanogo, des ateliers techniques (participation au montant des spectacles et initiation son et lumière). Parallèles Cie sera associée à ses actions culturelles avec par exemple un atelier hebdomadaire avec les résidents de l'ESAT et des représentations de leur création « Othello » dans un local associatif.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 136 650 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidence/création/diffusion	107 095,00	78,37%
Dépenses d'action culturelle	5 120,00	3,75%
Dépenses de fonctionnement	24 435,00	17,88%
Total	136 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	45 000,00	32,93%
CD 91 (sollicité)	19 000,00	13,90%
Agglomération Coeur d'Essonne (sollicité)	37 650,00	27,55%
OIF	4 500,00	3,29%
Recettes propres	30 500,00	22,32%
Total	136 650,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 500,00 €
2018	13 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014768

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CDBDM CENTRE DES BORDS DE MARNE PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	266 000,00 €	11,28 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDBDM CENTRE DES BORDS DE MARNE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA PRAIRIE
94170 LE PERREUX SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PAUL ALEGRE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 31940406700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Lieu pluridisciplinaire dans le domaine des arts de la scène et de l'image, le centre des Bords de Marne a été créé en 1980, il est dirigé depuis 1991 par Michel Lefeivre. Le Centre des bords de Marne est tout à la fois un théâtre de ville (scène conventionnée depuis 2016 au titre des écritures musicales et chorégraphiques en grand format) et un cinéma classé « arts et essai » (plus de 1000 séances par an).
Le Théâtre dispose d'un équipement rénové composé de plusieurs salles de spectacles : le « Grand Théâtre » (salle de 489 places), le « Petit Théâtre » (salle de 107 places) et dispose également de l'Auditorium (salle de 156 places) et de plusieurs salles de répétition.
Le Théâtre présente environ 35 spectacles pour 50 représentations chaque saison, qui rassemble environ 15 000 spectateurs.
La programmation du Théâtre est pluridisciplinaire à dominante musique et danse, qui propose toutefois également des spectacles de théâtre. La programmation fait ainsi la part belle aux musiques dans leur

diversité, du répertoire classique aux musiques actuelles en passant par l'opéra et les musiques du monde. La programmation est désormais centrée sur des grandes formations orchestrales (lyriques, opératiques et symphoniques) et depuis 2009 sur des grands formats en jazz. La programmation chorégraphique concerne également l'ensemble des formes chorégraphiques et la diversité des esthétiques (néo-classique, baroque, contemporain…).
Chaque année, le théâtre soutient entre 3 et 4 productions qui vont en priorité aux compagnies en résidences. Le soutien du théâtre aux compagnies se traduit notamment par des apports en coproduction, un apport en industrie, une mise en réseau et une petite série de 2 à 3 représentations.
Les compagnies participent également aux actions culturelles menées par le Théâtre en lien avec des établissements scolaire, avec les habitants, des hôpitaux, CCAS, des maisons de retraite…

Le Centre des Bords de Marne est soutenu par la Ville du Perreux-sur-Marne, par la DRAC (conventionnée depuis 2016 au titre des écritures musicales et chorégraphiques en grand format) et par le Conseil Départemental du Val-de-Marne.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Le Centre des Bords de Marne poursuivra son accompagnement à deux équipes artistique en résidence longue dans le Théâtre. D'une part, en jazz, Jean-Marie Machado et la compagnie Cantabile (Artiste associé depuis plusieurs années), d'autre part, en lyrique, Jérôme Corréas et l'Ensemble Les Paladins. Si Jean-Marie Machado est artiste associé depuis plusieurs années, Les Paladions débuteront en 2017 leur résidence de trois ans, prenant la suite de la résidence de la compagnie Les Brigands. Elles bénéficieront d'espace de travail mais aussi de temps de diffusion de leur nouvelle création respective, comme d'œuvres de leur répertoire et d'apport en coproduction de la part du Théâtre.

Projet pour les publics et le territoire
Le Centre des Bords de Marne construit chaque année en lien avec les artistes en résidence notamment, des actions culturelles en direction principalement des scolaires, des publics jeunes et des publics fragiles et empêchés. Le travail avec les publics prend la forme d'actions ponctuelles comme de parcours à l'année. Des projets sont régulièrement proposés aux collèges et lycées du territoire (Lycée de Bussy-Saint-Georges, Lycée de Nogent-sur-Marne, notamment). Des ateliers artistiques sont menés par les équipes en résidence (en musique comme en danse). Des ateliers d'écriture, des conférences musicales ou dramaturgiques, des visites du Theatre… sont autant de formes qui permettent au Théâtre de toucher et développer les publics.
Le Centre des Bords de Marne s'investit dans deux réseaux professionnels. Le réseau « grands formats » Jazz qui vise à encourager le développement de projets musicaux en grande formation, réunit également les Gémeaux, le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines et le Théâtre 71. Le deuxième réseau réunit les coproducteurs franciliens de théâtre musical et d'opéra dont l'Onde de Vélizy, le Théâtre de Vanves, la Muse en Circuit, les Bouffes du Nord …

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 266 000 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	234 000,00	87,97%
Dépenses d'action culturelle	4 000,00	1,50%
Dépenses de fonctionnement	28 000,00	10,53%
Total	266 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	43 000,00	16,17%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	30 000,00	11,28%
CD 94 (sollicité)	40 000,00	15,04%
Ville du Perreux (acquis)	106 000,00	39,85%
Recettes propres	47 000,00	17,67%
Total	266 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	13 000,00 €
2016	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	15 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
	Montant total	73 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014775

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE ROMAIN ROLLAND PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	445 365,00 €	18,13 %	80 740,00 €
	Montant Total de la subvention		80 740,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE ROMAIN ROLLAND
Adresse administrative : 18 RUE EUGENE VARLIN BP 11
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARTIAL ROGER, Président

Date de publication au JO : 19 décembre 1978

N° SIRET : 31719256500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Aujourd'hui dirigé par Alexandre Krief, le Théâtre Romain Rolland de Villejuif fut inauguré en 1964. Son premier directeur, Raymond Gerbal (1964 à 1983), s'était donné pour mission d'apporter un théâtre nouveau en banlieue en y intéressant la population la plus large possible. Cette mission restera une constante du théâtre. C'est un lieu qui a toujours proposé à son public un large panorama du spectacle vivant contemporain. Tous les langages artistiques y sont convoqués, y compris la danse contemporaine et ce dès le début des années 80.
Henri Kochman (directeur de 1984 à 2001) proposa, en 1985, à la compagnie Le Théâtre de la Jacquerie de venir s'implanter à Villejuif. En 2001, une direction conjointe, émanant du Théâtre de la Jacquerie, avec Alain Mollot et Alexandre Krief, donne une orientation nouvelle à la politique de création. Le théâtre est une scène conventionnée Drac depuis 2003. Par ailleurs, le Théâtre Romain Rolland est également un cinéma classé art et essai.

Depuis l'ouverture en 2007 de sa deuxième salle, la salle Eglantine, le Théâtre Romain Rolland développe un projet de maison de production, projet rare et unique pour un théâtre de ville. Il est à ce titre, scène conventionnée pour l'accompagnement de la création par la DRAC. Le théâtre assure pour certaines créations la production déléguée, apportant un soutien (artistique, technique et administratif) dès le début du processus de création jusqu'à l'organisation des tournées. Les créations accompagnées bénéficient de temps de résidences longues et d'une série d'une dizaine de représentations dans la petite salle. Le Théâtre Roman Rolland a ainsi accompagné Anne Barbot, Hala Ghosn, Paula Giusti et Volodia Serre…
Le Théâtre Roman Rolland est soutenu par la Ville de Villejuif et la communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre, le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la Région Ile-de-France et la DRAC.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
Durant l'année à venir, le Théâtre Romain Rolland va poursuivre son projet de maison de production et de soutien à la création, à travers des accueils en résidences, des productions déléguées et des coproductions. La ligne artistique sera toujours celle des nouvelles écritures théâtrales. Pour chaque équipe artistique en résidence, le Théâtre met à disposition une salle de répétition et propose un accompagnement technique et artistique, et propose des dates de diffusion. Sur la prochaine année de conventionnement, le Théâtre portera la production déléguée de la création (2019) « Le Temps des Hommes » de la Cie émergente LTDH, accueillera pour des résidences de création et apport en coproduction 3 autres équipes (compagnie Coup de Poker, La Part des Anges et le Collectif In Vitro). Enfin il accompagnement la tournée du spectacle « Le Révizor »de la compagnie Toda Via Teatro. Le Théatre est également partenaire des prochaines créations des compagnies Baninga et Scena Nostra grâce à des préachats.

Projet pour les publics et le territoire
Le Théâtre Romain Rolland diffusera largement les compagnies soutenues en 2017-2018, avec 21 représentations dans ses murs, notamment 7 de « Les Bijoux de pacotille » de la compagnie La Part des Anges. La compagnie Toda Via Teatro effectuera une tournée importante avec 19 représentations de « Le Révizor » dont la 100ème représentation aura lieu au Théâtre des Lilas.
Les différentes équipes artistiques accueillies participent aux actions culturelles du Théâtre.
Le Théâtre a développé des partenariats solides avec différents lycées du territoire (Villejuif, Le Kremlin-Bicêtre, Vitry, Claude Monet à Paris) avec la mise en place de parcours comprenant plusieurs actions et des représentations. Le Théâtre organise également l'option théâtre du lycée Darius Milhaud de Villejuif et propose des ateliers (en temps et hors temps scolaire) avec restitution en fin d'année. Des ateliers de pratique amateur seront également mis en place tout au long de l'année.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 445 365 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	339 015,00	76,12%
Dépenses d'action culturelle	17 725,00	3,98%
Dépenses de fonctionnement	88 625,00	19,90%
Total	445 365,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	60 094,00	13,49%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	80 740,00	18,13%
CD 94 (sollicité)	50 000,00	11,23%
Grand Orly Seine-Bièvre (sollicité)	40 000,00	8,98%
Ville de Villejuif (sollicité)	29 383,00	6,60%
ADAMI	12 000,00	2,69%
Recettes propres	173 148,00	38,88%
Total	445 365,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	56 518,00 €
2018	24 222,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 740,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 740,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	80 740,00 €
	Montant total	242 220,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014777

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATELIER DE PARIS CAROLYN CARLSON PAC 2 ANS NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	390 000,00 €	16,67 %	65 000,00 €
		Montant Total de la subvention	65 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIER DE PARIS CAROLYN CARLSON
Adresse administrative : ROUTE DU CHAMPS DE MANOEUVRES
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE DESCOURTIEUX, Présidente

Date de publication au JO : 8 juin 1994

N° SIRET : 39864093800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Installé depuis 1999 à la Cartoucherie, l'Atelier de Paris est un lieu de travail dédié à la danse. Initialement prévu pour héberger le travail de la chorégraphe Carolyn Carlson, le lieu s'est progressivement ouvert en développant un important programme de formation professionnelle continue à l'intention des danseurs. Depuis 2004, l'Atelier de Paris organise un festival, June Events, qui a été annualisé à partir de 2010.
Enfin, depuis 2009, le lieu a développé un dispositif ambitieux d'accompagnement des compagnies, parachevé en 2013 avec la reprise de la gestion du Théâtre du Chaudron (lieu mitoyen de l'Atelier de Paris sur le site de la Cartoucherie). Au total, la structure dispose à ce jour de 1000 m² qui abritent : un studio de répétition équipé son de 210 m² (80 pers.), une salle de répétition de 60 m², une salle de spectacles / studio-scène de 260 m² (140 places), un hall d'accueil du public et d'exposition (100 m²), un atelier technique (60 m²), un foyer pour les artistes (40 m²), cinq loges dont une avec bureau, une

chambre/bureau, deux bureaux.
L'Atelier de Paris bénéficie du soutien de la DRAC, de la Ville de Paris et de la Région. Il est également régulièrement soutenu par Arcadi, l'Onda, l'Adami et l'AFDAS.
Avec la nouvelle extension du lieu (studio « Cabane » de 120 m² inauguré en septembre 2017) et dans le cadre de son nouveau label DRAC de centre de développement chorégraphique, L'Atelier de Paris centre son projet de permanence artistique et culturelle avec la Région sur la montée en puissance de son dispositif d'accompagnement des compagnies à travers plusieurs axes :1) l'amélioration des conditions d'accueil des compagnies qui bénéficieront de davantage d'espaces de travail, de la mise à disposition d'un bureau, d'un accompagnement technique renforcé grâce à la pérennisation du poste de directeur technique, de coproductions plus importantes ; 2) le développement de la diffusion et des résidences dans le cadre d'une mise en réseau avec d'autres partenaires franciliens situés à Paris, en Seine-Saint-Denis, mais aussi en Essonne et dans le Val d'Oise ; 3) l'accompagnement de la jeune création, à travers la création d'un poste permanent de chargé du repérage de ces jeunes compagnies et surtout du suivi de leur travail et de la mise en lien avec les programmateurs ; 4) le développement d'actions artistiques et culturelles dans les lycées.

Perspectives du projet de permanence artistique et culturelle pour les douze prochains mois
Projet artistique
L'Atelier de Paris poursuit l'accompagnement et l'accueil en résidence de nombreuses équipes chorégraphiques et a élargi et renforcé son réseau de partenaires franciliens qui s'engagent à ses côtés sur le soutien à 6 compagnies franciliennes. La structure a créé un poste de secrétaire générale qui va particulièrement suivre l'accompagnement des équipes artistiques.
Sur l'année à venir, 15 chorégraphes ou équipes artistiques (dont 7 jeunes créateurs) seront accompagnés et accueillies sur des durées comprises entre quelques jours et deux semaines pour des résidences de création et de diffusion avec des apports en coproduction compris entre 5 et 10 000 € et des actions culturelles : Jann Gallois et la Cie Burn Out, Nadia Beugré (dans le cadre du Festival d'Automne), Fabrice Lambert et l'Expérience Harmaat, Nina Santes, Tomeo Verges, Joanne Leighton, Ruth Childs, Andreya Ouamba, Mylène Benoît, Katerina Andreou, Ondine Cloez, Yasmine Hugonnet, Pierre Pontvianne, Madeleine Fournier, Camille Cau.
6 compagnies seront également accueillies dans le cadre de résidences partagées avec des partenaires franciliens : Julie Nioche et la Cie A.I.M.E. avec le TPE de Bezons, Aurélie Berland et la Cie GRAMMA au Centre Culturel de La Norville, Anne-marie Van dite Nach avec un centre d'animation de paris 12ème, Claire Jenny – Cie Point virgule avec le Théâtre Berthelot à Montreuil, Johanna Faye et Saïdo Lehloup – Cie Black Sheep avec l'Espace 1789 à Saint-Ouen et le Centre culturel Jean Houdremont à La Courneuve, Rapahëlle delaunay – Cie Traces avec le Palais de la Porte Dorée à Paris.
En partenariat avec le Festival d'Automne et l'ADAMI, l'Atelier de Paris accueillera à nouveau le projet « Paroles d'acteurs ».

Projet pour les publics et le territoire
Les artistes accompagnés par l'Atelier de Paris seront largement diffusés pendant l'année soit dans ses murs, soit dans des lieux partenaires : Théâtre Berthelot à Montreuil, Houdremont à La Courneuve, Espace 1789 à Saint-Ouen, Théâtre de la Bastille à Paris, soit 28 représentations prévues, dont la moitié hors-les-murs.
Le Festival June Events 2018 sera l'occasion d'autres diffusions, dont la dernière création de Loïc Touzé auquel sera dédié un focus. Ce dernier animera également le Summer Lab 2018, académie d'été de 4 semaines.
L'Atelier de Paris ouvre fréquemment ses portes au public pour favoriser la rencontre avec les artistes. Il propose ainsi des Journées en compagnie, des Immersions (carte blanche pour Cie en fin de résidence longue), des master classes …
De nombreuses actions culturelles (973h confirmées) sont également déployées à destination particulièrement des lycées avec 6 projets ALYCCE, une classe à PAC et une résidence territoriale en milieu scolaire. Les lycées partenaires sont situés à Paris (Charlemagne, Jean Lurçat) et en banlieue (Champigny-sur-Marne, Vitry-sur-Seine, Rosny-sous-Bois, Arpajon). L'Atelier de Paris est également

partenaire de l'ANRAT et propose un parcours de formation danse pour les enseignants.
Des ateliers parents-enfants sont proposés avec le tout-public, ainsi que des projets participatifs tels que « Walk » avec le Paris réseau danse ou « Mass Over Volume » avec le MacVal

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 390 000 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	260 679,00	66,84%
Dépenses d'action culturelle	68 870,00	17,66%
Dépenses de fonctionnement	60 451,00	15,50%
Total	390 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	197 086,00	50,53%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	65 000,00	16,67%
TVA sur la subvention régionale	-3 389,00	-0,87%
Ville de Paris (sollicité)	50 987,00	13,07%
Emplois aidés	14 000,00	3,59%
ONDA	15 000,00	3,85%
Recettes propres	51 316,00	13,16%
Total	390 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 500,00 €
2018	24 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
2016	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	221 010,00 €
	Montant total	396 010,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012220

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DU SOLEIL (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2018)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	3 513 758 €	2,85 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DU SOLEIL
Adresse administrative : BOIS DE VINCENNES
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Madame ARIANE MNOUCHKINE, Présidente Directrice Générale

N° SIRET : 78434009300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

I- Présentation du bénéficiaire
La compagnie du Théâtre du Soleil est une compagnie de théâtre fondée sous forme de Scop par Ariane Mnouchkine en 1964. La compagnie occupe depuis les années 70, avec d'autres compagnies, des espaces à la Cartoucherie de Vincennes. Le Théâtre du Soleil privilégie le travail collectif et cherche un nouveau rapport avec le public. Attaché à la notion de « troupe de théâtre », il accueille un nombre important d'artistes à l'année et rayonne à l'international. Le Théâtre du Soleil a créé de nombreux spectacles : « Le songe d'une nuit d'été », « Les Clowns », « Dom Juan », « La nuit des rois », « Les atrides », « Le dernier Caravansérail », « Les naufragés du Fol Espoir »…

II- Rappel du projet de la fabrique (2016-2018)
Le projet de fabrique proposé est une fabrique de type 3.
Depuis 2003, le Théâtre du Soleil a développé son activité de fabrique, orientation prioritaire en dehors de sa propre activité de création pour répondre à la fois aux besoins exprimés par des artistes émergents, en lien avec le Théâtre du Soleil, et également défendre des valeurs qui lui sont chères telles que l'ouverture et la solidarité, le partage et la discipline, l'exigence et le souci de transmission, le respect des temps de recherche et de création.

III- Bilan d'activités 2017
Partage de l'outil
25 équipes ont été accueillies dans la fabrique du théâtre du soleil, 7 d'entre elles ont présenté un spectacle : Le Bal Rebondissant / Sarah Oppenheim, Corinne Jaber (France-Syrie) avec le Théâtre Liberté (Toulon), Compagnie Indianostrum/ Koumarane Valavane (Inde) Avec ARTA et CNSAD, Festival des Ecoles – L'AFFUT, Marche la Route / Nathalie Joly, Claire Devers….

Elles sont accueillies de quelques jours à plusieurs semaines, pour des temps de répétitions, de présentations publiques et/ou de résidence de création.

Eventuelle activité de la cie dirigeant la Fabrique
En lien avec l'alliance française et l'institut français en Inde, le théâtre du Soleil a, cette année, mis l'Inde à l'honneur : à travers un voyage qui a fortement inspiré « Une chambre en Inde » d'Ariane Mnouchkine et l'invitation d'artistes et compagnies lors du Printemps indien à la cartoucherie.
Cette année a également été l'occasion de la rencontre entre le collectif d'artistes et d'autres metteurs en scène avec la création de « Kanata » mis en scène par Robert Lepage.

Temps d'ouverture au public
73 représentations ont eu lieu au théâtre du soleil, pour près de 3900 spectateurs.

Action culturelle
Le Théâtre du Soleil mène de nombreuses actions culturelles avec notamment La Maison des enfants, Le Centre Kirikou, L'école élémentaire Ave Maria, le palais de la Femme, des collèges et des Lycées (Paul Eluard, Turquetil)…
Le théâtre du soleil continue également de développer ses actions de transmissions de formations avec l'école nomade à l'international et les leçons nomades en Île-de-France qui proposent des stages s'adressant aux professeurs d'art dramatiques, aux élèves de conservatoires et jeunes artistes. (en partenariat avec l'ANPAD, l'ANRAT, l'école nationale supérieur des arts décoratifs, le réseau Canopée)

Evolution éventuelle de l'emploi
Une assistante de direction, une régisseuse lumière et un régisseur général adjoint ont rejoint l'équipe du théâtre du soleil

Evolution éventuelle des moyens matériels
Un investissement conséquent a été mené pour répondre aux recommandations sur la sécurité. Une partie du parc son et lumière a également été renouvelé. Le théâtre du Soleil poursuit la refonte de son site internet pour le rendre plus intuitif et donner une plus grande visibilité aux activités de la fabrique.

IV- Projet d'activités 2018
Partage de l'outil
13 équipes en dehors de la troupe du théâtre du soleil seront accueillies en 2018. Parmi eux des équipes soutenues fidèlement telles : Bernard Sobel, Odin Treatret, Carolyn Carlson, Simon Abkarian, des jeunes troupes comme la compagnie en Eaux trouble, le théâtre artistique et le théâtre de l'Evidence.
La compagnie Uz et Coutumes, la compagnie ARCAT et la compagnie Brutalfor seront également accueillies pour des projets sur les mémoires de la guerre.
12 équipes présenteront par ailleurs leur travail pour plus de 250 représentations au théâtre du soleil.

Autres activités éventuelles
Les spectacles « Kanata » et « Une chambre en Inde » seront repris en 2018 à la Cartoucherie, puis ce dernier partira en tournée à Mulhouse, Lausanne …
L'école nomade interviendra à Pondichery et à Mayotte.
Le lien avec l'Inde reste fort, le théâtre Indianostrum accueilli en juin 2017, sera de retour au théâtre du soleil en 2018.
Le théâtre du soleil poursuit par ailleurs les actions culturelles en lien avec ses partenaires locaux.

V- Budget prévisionnel 2018

CHARGES	Prévisionnel au 07/07/2017	PRODUITS	€ HT
FONCTIONNEMENT DE LA FABRIQUE	**2 092 011**	**FONCTIONNEMENT DE LA FABRIQUE**	**2 398 425**
*** Achats**	**153 200**	*** Subventions Ministère de la Culture (convention triennale)**	**1 786 484**
Fluides et combustibles	96 000	Subvention complément de prix - Ministère de la Culture - DGCA (acquise)	1 824 000
Achats matières premières	12 500	*- TVA 2,1%*	-37 516
Achats matériels, équipements	7 000		
Documentation et fournitures administratives	37 700		
Varaiation des stocks			
*** Services extérieurs**	**479 801**	*** Subventions collectivités territoriales**	**399 041**
Loyer annuel et charges locatives	364 301	Région Ile-de-France - Dispositif Fabrique de culture	100 000
Locations mobilières	40 000	- TVA à 2,1%	-2 060
Entretien, réparation, maintenance	38 500	Ville de Paris - Subvention compensatoire de loyer (acquise)	301 101
Assurances	37 000		
*** Autres services extérieurs**	**237 705**	*** Autres recettes**	**205 900**
Honoraires (comptable)	44 920	Subventions d'investissement versées au résultat	185 900
Voyages, déplacements, missions, transports (admin., sur achats etc.)	6 000	Libéralités reçues	20 000
Affranchissements, téléphone	17 500		
Services bancaires	25 000		
Impôts et taxes	116 285		
Frais liés à la Cartoucherie	28 000		
*** Frais de personnel (lié à la structure)**	**856 505**	*** Recettes propres d'activités**	**7 000**
Salaires bruts du personnel administratif et technique permanent	510 067	Recettes de droits d'auteur	2 000
Charges sociales du personnel administratif et techniques permanent	321 788	Transfert de charges	5 000
Autres charges sociales, congés payés et indemnités	24 650		
*** Autres charges de fonctionnement**	**364 800**		
Charges financières	29 000		
Charges exceptionnelles	2 000		
Dotations aux amortissements	333 800		
ACTIVITÉS DE PRODUCTION DE L'EQUIPE ARTISTIQUE DE LA FABRIQUE	**2 297 625**	**ACTIVITÉS DE PRODUCTION DE L'EQUIPE ARTISTIQUE DE LA FABRIQUE**	**2 154 861**
Exploitaiton et tournée de Une chambre en Inde (création collective du Théâtre du Soleil) et répétitions et exploitation du spectacle Kanata (coproduction mise en scène par Robert Lepage)			
*** Achats**	**245 185**	*** Recettes propres d'activités**	**1 899 729**
Achats costumes, maquillage	23 000	Billetterie	1 045 500
Petit équipement	7 000	Ventes de spectacles	336 000
Achats matières premières	213 185	Recettes bar	210 505
Autres fournitures	2 000	Transfert de charges (transport tournées, défraiements etc.)	162 725
Documentation		Droits d'auteurs	32 000
*** Services extérieurs**	**10 000**	Apport en coproduction (Armory New York -	113

		Kanata)	000
Entretien, réparation, maintenance	5 000		
Location matériel	5 000		
*** Autres services extérieurs**	**183 975**	*** Autres recettes**	**255 132**
Honoraires artistiques	5 000	Immobilisation incorporelle (Production *Kanata*)	255 132
Honoraires autres	9 250		
Publipostage	0		
Impression	30 000		
Achats d'espaces publicitaires	30 000		
Missions et défraiements	70 925		
Transports, fret	38 800		
*** Frais de personnel**	**1 082 045**		
Salaires bruts du personnel artistique et technique	659 153		
Charges sociales du personnel artistique et technique	398 000		
Autres charges sociales, congés payés et indemnités	24 893		
*** Autres charges d'exploitation**	**776 420**		
Droits d'auteurs	37 125		
Rétrocession part de recettes de billetterie au coproducteur *(Kanata)*	25 000		
Dotations aux amortissements (immobilisation incorporelle *Une chambre en Inde* et *Kanata)*	714 295		
ACTIVITÉS D'ACCUEIL DE LA FABRIQUE	**262 264**	**ACTIVITÉS D'ACCUEIL DE LA FABRIQUE**	**117 613**
Coréalisations et accueils avec mise à disposition d'espace			
*** Achats**	**96 500**	*** Recettes propres d'activités**	**117 613**
Achats de spectacles (coréalisations)	37 500	Recettes bar	68 161
Matériel technique (achats, location, entretien)	15 000	Billetterie	47 952
Achats matières premières	44 000	Transfert de charges	1500
*** Services extérieurs**	**6 000**		
Impression et insertion presse	5 000		
Transports et hébergement	1 000		
*** Frais de personnel**	**159 764**	*** Autres recettes**	**0**
Salaires bruts du personnel	92 760		
Charges sociales	65 705		
Autres charges sociales, congés payés et indemnités	1 299		
ACTIVITÉS D'ACTIONS CULTURELLES DE LA FABRIQUE	**82 238**	**ACTIVITÉS D'ACTIONS CULTURELLES DE LA FABRIQUE**	**63 239**
Editions et transmission			
*** Achats et services extérieurs**	**30 000**	*** Recettes propres d'activités**	**63 239**
Achats destinés à la revente (librairie)	30 000	Recettes de librairie	63 239
*** Frais de personnel**	**52 238**		
Salaire brut du personnel administratif (1 chargé d'édition)	31 467		
Charges sociales du personnel administratif	19 347		
Autres charges sociales, congés payés et indemnités	1 425		
TOTAL CHARGES	**4 734 138**	**TOTAL PRODUITS**	**4 734 138**

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 3 513 758 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite des Impôts et taxes (116 285 €), services bancaires (25 000 €), Autres charges de fonctionnement (364 800 €) et de l'Immobilisation *Une chambre en Inde* (714 295 €).

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	100 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	100 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	115 400,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	100 000,00 €
	Montant total	415 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012222

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : NIL ADMIRARI (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2018)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	364 663,00 €	27,42 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NIL ADMIRARI
Adresse administrative : 53 RUE D'EPLUCHES
95310 ST OUEN L'AUMONE
Statut Juridique : Association
Représentant : Marie-Christine GUEANT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32299670300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

I- Présentation du bénéficiaire
Implanté à Saint-Ouen-L'aumône depuis 1995, Nil Obstat est un lieu de fabrication, un lieu de résidence, un pôle d'acrobaties aériennes et un centre de ressources pour les arts de la rue et le cirque unique en région francilienne et rare au niveau national et international, porté par l'association Nil Admirari.
L'association Nil Admirari a été créée en 1978 avec pour objet de promouvoir, soutenir et favoriser les œuvres culturelles, artistiques et artisanales et pour cela elle facilite toute action permettant le développement, la création et la diffusion de spectacles vivants et plus particulièrement des œuvres relevant des arts de la rue et du cirque. L'association s'installe dans le Val d'Oise en 1998 à Eragny-sur-Oise au sein du territoire de l'agglomération de Cergy-Pontoise où elle développe une activité d'ingénierie architecturale et scénique et accompagne de nombreuses compagnies dans la mise en œuvre de leur projet. C'est en 1995 que Nil Admirari investit un atelier d'une zone industrielle à Saint-Ouen-L'aumône et y développe son projet.
Nil Admirari/Nil Obstrat compte une équipe permanente de 6 personnes et a recours régulièrement à des intermittents techniciens et artistes.
Nil Admirari bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France, du Conseil Régional d'Ile-de-France, du Conseil Départemental du Val d'Oise et de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise.

II- Rappel du projet de la fabrique (2016-2018)
Lieu de fabrication au service du cirque et des arts de la rue, Nil Obstrat est ouvert aux créateurs, artistes,

compagnies, structures culturelles locales que Nil Admirari accompagne en apportant son soutien, ses compétences et savoir-faire et les moyens techniques nécessaires à tous pour la mise en œuvre et la réalisation de leurs projets divers.
Les caractéristiques architecturales, surfaces importantes et grandes hauteurs, font du lieu un outil particulièrement adapté aux spectacles de rue et de cirque qui nécessitent souvent des volumes et des espaces d'évolution conséquents (plus de 3 500 m² d'espaces de travail couverts et 2,3 hectares de terrain permettant l'implantation de chapiteaux et structures diverses, ateliers équipés pour le travail du bois, métal, des matériaux composites et des plastiques et un atelier couture).
Toute compagnie relevant des secteurs des arts de la rue, arts du cirque et art plastiques urbains peut bénéficier, selon les disponibilités du planning et sans critère de sélection particulier, d'un accueil en résidence à Nil Obstrat, dans une logique de soutien à la création large, ouverte sur la diversité culturelle et artistique, l'émergence et la rencontre. Il s'agit notamment d'aider la jeune création dont les équipes, souvent, peinent à trouver des lieux de travail adaptés tout comme de favoriser des formes innovantes.

La possibilité d'accueillir à Nil Obstrat plusieurs compagnies simultanément offre à ces dernières l'opportunité de temps partagés d'échanges d'expériences et de travail constructifs.
Toutes les compagnies bénéficient d'un triple accompagnement artistique, technique et administratif selon leurs besoins. Certaines équipes peuvent bénéficier d'un soutien plus appuyé, si besoin, impliquant un accompagnement de recherche technique et artistique particulièrement suivi sur plusieurs mois. Enfin, ce compagnonnage peut aussi être renforcé par un apport d'ingénierie de conception et de fabrication de structures scéniques et/ou par des bourses de coproduction.
De par ses caractéristiques, Nil Obstrat a pu s'équiper en matériel d'acrobaties aériennes et constitue un véritable pôle d'acrobatie aérienne à la disposition des artistes individuels pour des séances d'entraînements.
Désireux d'asseoir plus encore sa politique de soutien à la création tout comme son positionnement territorial, le centre de création artistique et technique Nil Obstrat développe également, de manière complémentaire avec sa mission d'accueil et d'accompagnement, une activité d'organisation de manifestations artistiques et de diffusion d'œuvres en espace public au travers de manifestations et partenariats locaux multiples, notamment sur le territoire de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise via Artère Publique organisé pendant 4 ans, de 2010 à 2014, depuis 2015 dans le cadre d'un partenariat avec le Festival Cergy soit ! et aussi plus largement, par la mise en place régulière ou ponctuelle d'événements (Goussainville (95), Conflans-Sainte-Honorine (78), Mery-sur-oise (95), Sèvres (92)…).
Pôle référant pour les acteurs du tissu socioculturel environnant, Nil Admirari accompagne et conseille également de nombreux opérateurs culturels souhaitant mettre en œuvre des projets artistiques, à la recherche de compagnies, d'artistes, de solutions techniques.
La rencontre avec les publics passe également par des actions de sensibilisation : des cours réguliers amateurs de trapèze volant (mis en place dans le lieu en 2012), des rencontres avec les artistes (diffusés ou en résidence), des ateliers d'initiation au trapèze volant, des projets menés avec des établissements scolaires (par exemple dans le cadre d'un partenariat avec le lycée technique d'Epluche à Saint-Ouen-l'Aumône).

III- Bilan d'activités 2017
Partage de l'outil
En 2017, Nil Admirari a poursuivi l'accueil d'équipes artistiques en résidence à un niveau équivalent avec environ 600 jours d'occupation sur l'année. Les résidences portent aussi bien sur la création, que de la recherche, des répétitions ou de la fabrication. Selon les projets, Nil Admirari peut apporter un accompagnement technique ou un soutien en coproduction de 500 à 10 000€ (avec total 2017 de 23 500€ pour 7 projets).
La durée des résidences varient selon les besoins de chaque compagnie. Elle va de 3 à 114 jours, avec 12 compagnies au moins 10 jours.
Nil Admirari accueille aussi bien des compagnies émergentes que des compagnies reconnues. Elles sont principalement issues des arts de la rue et/ou du cirque, mais aussi du théâtre, et peuvent faire des liens avec la danse ou la musique. En 2017, ont notamment été accueillies : Annibal, le Théâtre des Oiseaux,

Ktha, Cirque Electrique, collectif de la Bascule, Cirque Ici etc.

Temps d'ouverture au public
Nil Obstrat est avant tout un lieu à usage professionnel, non destiné à l'accueil du public. Cependant, à leur initiative, 4 équipes en résidence ont présenté leur travail en cours à une vingtaine de personnes (Cie L'Encre, Annibal et ses éléphants, Cie Si tu vois Adrienne, Claire Carpentier).

Action culturelle
Après le succès de l'édition 2016, Nil Admirari a organisé cette année la deuxième édition de « Rues aux enfants, rues pour tous » avec le soutien de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise et les partenaires du programme. L'édition 2017 a repris le principe initial (ateliers, spectacles dans les quartiers, réflexion sur l'espace public) tout en élargissant le programme à deux nouveaux territoires (Vauréal et Cergy) et en étalant les ateliers sur 4 mois (avril à juillet) et les spectacles sur le mois de juin.
Nil Admirari a aussi développé des partenariats d'action culturelle avec les lycées de Saint-Ouen-l'Aumône et de Fosses avec deux PEAC autour des arts du cirque, un projet d'initiation au trapèze, la participation au groupe de prévention du décrochage scolaire (GPDS) et l'accueil de 4 stagiaires BTS pendant un mois.
Plus largement, Nil Admirari propose régulièrement des stages d'initiation au trapèze volant.

Evolution éventuelle de l'emploi
Nil Admirari a créé en 2017 un second poste de régisseur/constructeur pour une meilleure gestion du lieu et un meilleur accueil des compagnies.

Evolution éventuelle des moyens matériels
Nil Admirari a entamé une première phase de travaux avec le soutien du Conseil Régional et de la DRAC. Elle prévoit un réagencement des locaux et divers travaux d'aménagement, qui permettront d'accroître le confort et la capacité d'accueil du centre de création Nil Obstrat.

IV- Projet d'activités 2018
Partage de l'outil
En 2018, Nil Admirari prévoit de poursuivre l'accueil de compagnies en résidence à un niveau équivalent. Il continuera également à proposer son accompagnement technique et à coproduire certaines compagnies accueillies (environ 30 000€ au total).

Autres activités éventuelles
Nil Admirari poursuivra son travail d'implantation dans le territoire au travers d'actions culturelles notamment en partenariat avec les lycées.

V- Budget prévisionnel 2018

CHARGES	**2 018**	**PRODUITS**	**2 018**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**291 593**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**	**120 000**
loyer annuel et charges locatives	5 109	DRAC Ile de France, *préciser le service et à quel titre :*	
fluides et combustibles	6 200	*Fonctionnement*	120 000
entretiens-réparations maintenance	1 800	Autres directions du Ministère de la Culture	
études et services			
location, sous traitance	1 500	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT: DRJSCS**	
affranchissements et téléphone	3 500		
fournitures consommables, petit équipement	15 000	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**178 810**
documentation	510	Région Ile-de-France	
fournitures bureau	700	Région IDF - aide aux fabriques	100 000
frais d'entretien		Région IDF – Emploi-tremplin	0
assurances	8 600	Région IDF – Autres Services, *précisez*	

autres : honoraires	7 050	Autres Régions, préciser :	
Adhésions	445		
Autres charges de fonctionnement		Département du Val d'Oise	18 810
impôts et taxes	700		
frais financiers	240	Cté d'Agglomération de Cergy-Pontoise: Aide au projet	
charges exceptionnelles		CACP:Fctmt	60 000
dotations aux provisions	25 000	CACP/CGET	
dotations aux amortissements	13 500		
Personnel lié à la structure		**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	
directeur	79 920		
administrateur	42 465	**AUTRES APPORTS**	**9 833**
personnel technique (perm + int)	74 854	ASP *: fonpeps*	9 000
personnel de communication		Arcadi	833
voyages, missions, réceptions	4 500		
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**56 100**	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**	**95 460**
Achat de spectacles		Location salle	
Droits d'auteurs		Billetterie	
Coproduction	30 000	parts de recettes de coréalisation	
Frais d'hébergement et de restauration	2 500	Prestation de fabrication	60 000
Fournitures	23 600	Prestations de formation	31 500
personnel artistique		Autres, préciser : adhésions	3 960
		AUTRES RECETTES	**0**
DEPENSE DE COMMUNICATION	**1 160**	produits de gestion courante	
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)		produits financiers	
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**55 250**	subvention d'investissement versée au résultat	
Personnel lié à la structure : chargée de médiation culturelle	30 250	autres produits exceptionnels	
Formateurs éducateurs	25 000	reprise sur amortissements	
TOTAL	**404 103**	**TOTAL**	**404 103**
Mise à disposition gratuite des biens et prestations	*110 871*	*Contributions volontaires en nature*	110 871
Emploi des contributions volontaires en nature	*62 560*	*Bénévolat*	62 560
Total des charges	**577 534**	***Total des produits***	**577 534**

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 364 663 € et correspondant au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite des autres charges de fonctionnement.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	100 000,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	250 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	100 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	100 000,00 €
	Montant total	550 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012223

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA VILLA MAIS D'ICI (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2018)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	280 976,00 €	17,80 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA VILLA MAIS D'ICI
Adresse administrative : 77 RUE DES CITES
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS VUILLIER, Président

Date de publication au JO : 25 janvier 2003

N° SIRET : 45266355200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

I- Présentation du bénéficiaire
Ouverte en 2003 à Aubervilliers par un collectif d'artistes issus des arts de la rue, la friche Villa Mais d'ici rassemble aujourd'hui plus de quarante entités artistiques de toutes disciplines qui y ont établi leur siège et qui y travaillent régulièrement. Parmi eux, on trouve notamment les équipes suivantes : les Petits Zefs, Ek Sistere, Lune à tics, La Goulue, Tango Sumo, le CFPTS, Les anges mi chus, Pan européenne, L'ombre de la lune, Mandarin cinéma, Julien Javions, la compagnie Liria theater, la compagnie Méliades, l'auteur Jean-Baptiste Evette, la Fine compagnie...

La Villa Mais d'ici est membre du réseau THEMAA, de la Fédération des arts de la rue et de la Coordination nationale des lieux intermédiaires et indépendants.

Le lieu dispose d'un bâtiment d'une superficie de 3 270 m2 (loyer annuel de 72 000 €) dont 1 200 m² sont à disposition des résidents (bureaux, ateliers, espaces de travail). Elle dispose également d'espaces collectifs (salles, loges, espace de stockage, espace de construction, etc.). Les espaces de la Villa sont mutualisés (loués) entre tous les résidents, et selon leur disponibilité, d'autres artistes sont accueillis pour des résidences temporaires. De manière générale, la Villa soutient la création par la mise à disposition d'espaces, d'une aide matérielle et logistique, un soutien à la communication et à la diffusion. Par ailleurs, depuis ses débuts, la Villa a à cœur de développer des liens avec le quartier et ses habitants : plus de 120 bénévoles sont impliqués dans la vie locale, et le lieu accueille régulièrement des manifestations

locales.

L'association est soutenue par le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis en tant que lieu intermédiaire, et bénéficie d'un soutien de la Ville d'Aubervilliers, de l'agglomération de Plaine Commune, et de la Région Ile-de-France. La Région Ile-de-France soutient la Villa Mais d'ici au titre des Fabriques de la culture depuis 2013, une deuxième convention triennale a été conclue en 2015 assortie d'une aide reconduite à 50 000 € par an.

II- Rappel du projet de la fabrique (2016-2018)

Lieu de création, d'expérimentation et de rencontres, la Villa Mais d'Ici est attachée à la pluralité des pratiques qui cohabitent en son sein. Loin de défendre un unique type d'expression, la Villa se félicite d'en accueillir une multitude et de leur permettre de se confronter et de se réaliser pleinement au contact les uns des autres. Héritière d'une tradition « hors-piste » où, quoiqu'il advienne, l'action survient, la Villa Mais d'Ici veut rester curieuse et ouverte. Son projet aux multiples facettes peut se définir en quatre grands axes qui s'entrecroisent et se nourrissent :

- Accompagner les créations de ses résidents
- Accueillir des équipes extérieures en résidence temporaire
- Tourner son action artistique vers le monde extérieur (voisins proches comme gens du bout du monde).
- Imaginer ensemble des événements communs d'où émerge une identité artistique multiple et éphémère, sans cesse remise en jeu.

Pour nourrir les échanges et les envies, la fabrique veut se donner les moyens de la convivialité et cultiver une ambiance propre à générer les synergies. Qu'un résident caresse un projet fédérateur et que chacun, petit à petit, s'en empare pour qu'il s'accomplisse (presque) naturellement ! Ainsi se dessine un projet triennal qui regrouperait l'ensemble des résidents : le premier « Programme Culturel Spatial » ou l'occasion pour chacun de travailler à la scénographie, de s'essayer à l'anticipation, de réviser sa vision de la culture et de songer à la transmission à travers les siècles...

Par ailleurs, considérant les cadres qu'offre le réel comme une invitation à réflexion artistique, la fabrique prévoit de rebondir autour de rencontres nationales telles que les Journées du Patrimoine, les Journées de l'Architecture ou bien encore les quarante ans de la dictature argentine en 2016 qui se présentent comme des leviers pour l'organisation d'évènements ouverts au public.

Avec la réfection de l'auberge, la fabrique continuera d'améliorer, d'ici 2017, la praticité et le confort des espaces d'accueil mais aussi des quatre salles de répétitions. La politique tarifaire, volontairement très basse, considérée comme un soutien à la création, permet de répondre aux besoins de petites ou jeunes compagnies de théâtre. Une proposition systématique de répétition publique leur permet de présenter leur travail devant un premier public et de faire découvrir aux résidents les créations qui sont nées dans leurs murs. Avec une communication renforcée, il s'agit de proposer comme une vitrine du travail de ceux qui habitent et traversent le lieu. Ce sont environ 150 structures qui pourront être accueillies en 3 ans.

Au niveau des résidents permanents, tous les espaces étant occupés, seul le turnover permet d'accueillir de nouvelles équipes. Le chiffre actuel de quarante structures ne pourra plus augmenter.

Les premiers partenariats avec des lieux de diffusion comme le théâtre La Loge, encouragent à travailler dans ce sens afin de pouvoir ajouter l'aide à la diffusion aux moyens techniques et communicationnels que ceux mis déjà à disposition des équipes (permanentes ou temporaires). Dans l'idée de pouvoir s'inscrire dans un réseau de diffusion, le lieu souhaite développer des échanges entre fabriques.

Le fonctionnement actuel de la Fabrique est fondé sur un partage de l'information à travers des réunions mensuelles avec tous les résidents, leur donnant la parole et le pouvoir de décision + un travail des commissions menées par tous les résidents pour accompagner les décisions du bureau et du conseil

d'administration s'apparentent au modèle qui convient le mieux. Dans les années à venir, la fabrique continuera à encourager l'engagement des commissions. La Villa Mais d'ici a fait le choix de ne pas avoir un poste de direction. Le bureau et le CA font office d'instances dirigeantes, ils regroupent sept personnes. Les postes de salariés correspondent à des pôles de coordination, aiguillés par les commissions et les instances dirigeantes. Cette collégialité et cette transversalité assurent un minimum l'exercice de la démocratie et c'est ainsi que chacun est impliqué dans cette utopie réalisée.

III- Bilan d'activités 2017

Organisation interne

Un nouveau conseil d'administration de l'association Villa mais d'ici a été élu en février 2017 comprenant davantage de membres (8 élus), qui a initié la mise en place de nouvelles commission thématiques afin d'impliquer au maximum les résidents : accueil, poubelle/déchets, travaux, stock et matériel, vie de la cuisine, communication/administration.

L'accent a été mis sur le développement de la communication interne et externe (carte de vœux, livret des résidents, revue de presse, newsletter, intranet).

Partage de l'outil

La Villa Mais d'Ici a accueilli 19 équipes / résidents « permanents ». Ces mises à disposition sont équivalentes à des « coproductions » de la Villa pour les résidents qui bénéficient de tarifs spécifiques ainsi que d'un accompagnement tant administratif, que technique, et en communication. Plus de cinquante équipes résidents « temporaires » ont également été accueillies pour des périodes allant de 1 jour à plus d'un mois. Ce sont en majorité des équipes du champ du théâtre..

Temps d'ouverture au public

11 ouvertures publiques ont été proposées en 2017 dans des formes variées : concerts, exposition, performance, restitution d'ateliers, sorties de résidence, participations aux événements de la ville, Journées du Patrimoine etc. Un temps fort local en partenariat avec d'autres structures culturelles présentes sur le quartier des Quatre chemins (Les Poussières, Laboratoires d'Aubervilliers, friche Magenta et la Halle Papin) a été proposé en septembre 2017. Un temps fort autour des 15 ans de la Villa mais d'ici est également prévu en octobre 2017

Action culturelle

La Villa Mais d'ici a organisé en lien avec ses résidents, 12 ateliers participatifs ouverts à tous afin de proposer des initiations à différentes formes d'art: marionnette, arts plastiques, théâtre, chant, audio-visuel, sur le thème « tire la langue et viens rêver ». La série d'ateliers a compté près de 300 participants issus des centers de loisirs et centres sociaux et du tout public, et a donné lieu à la réalisation d'un court-métrage réalisé par une équipe résidente « Cerf-Volant Films ».

Evolution éventuelle des moyens matériels

Plusieurs travaux ont été entrepris dans les salles de répétitions, désormais équipées de chauffage et de linoléum noir, et dans les espaces communs avec l'assainissement et la mise en place d'un nouvel espace cuisine, plusieurs salles de stockage et un espace accueil et information.

IV- Projet d'activités 2018

Partage de l'outil

Une centaine de résidences devraient être accueillies en 2018 auxquelles s'ajoutent les sessions des artistes de la Villa.

Par ailleurs le développement du réseau de partenaires avec d'autres lieux de fabrique se poursuivra.

La Villa continuera l'accueil de lycéens en visites pédagogiques (lycées Suger à Saint-Denis, Léonard de Vinci et Simone Veil à Pantin) et stage technique notamment, et reconduit l'organisation d'ateliers les mercredis après-midi.

La Villa Mais d'Ici souhaite enrichir son parc matériel et technique pour équiper au mieux les salles de répétitions, elle envisage également la demande d'une licence d'entrepreneur du spectacle de façon à

inscrire les sorties de résidences et répétitions publiques un projet territoriale et pédagogique.

V- Budget prévisionnel 2018

Budget HT				
CHARGES	**€**	**PRODUITS**	**S sollicité A acquis**	**€**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**264 591**	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**5 000**
Charges courantes	159 976	*Préciser : Réserve parlementaire*	S	5 000
loyer annuel et charges locatives	96 000			
fluides et combustibles	25 000	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**95 000**
entretiens-réparations maintenance	15 000	Région Ile-de-France		65 000
achats matériels, équipement	1 623	Région IDF - Fabrique	S	50 000
affranchissements et téléphone	1 800	Région IDF – Emploi-tremplin	A	15 000
petit équipement	4 000	Département : Seine Saint Denis	S	20 000
documentation et fourniture administratives	2 097	Commune : Aubervilliers	S	10 000
fournitures bar et restaurant	5 000			
frais d'entretien	2 756	**AUTRES APPORTS**		**12 000**
assurances	3 700	ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser : CUI/CAE*	S	12 000
communication et honoraires	3 000			
Autres charges de fonctionnement	10 615	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**		**179 591**
impôts et taxes	6 500	Location salle		150 000
frais financiers	812	dégressivité des loyers et co-productions)		21 000
charges exceptionnelles	500	divers (bars, librairie)		4 000
dotations aux provisions	303	Prestations de services		1 591
dotations aux amortissements	2 500	Autres, préciser : adhésions		3 000
Personnel lié à la structure	94 000			
administrateur	26 000			
personnel technique	23 000			
autres personnels, préciser : chargée de mission	18 000			
charges sociales et congés payés	26 500			
voyages, missions, réceptions	500			
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**6 000**			
fourniture événements	2 000			
prestations de services	2 000			
contrats de cession	2 000			
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**10 000**			
location matériel	2 000			
prestations de service	8 000			
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**11 000**			
achat de matériel	1 500			
prestation de service	8 000			
communication&impression	1 500			
TOTAL DES CHARGES	**291 591**	**TOTAL DES PRODUITS**		**291 591**

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 280 976 € et correspondant au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite des autres charges de fonctionnement.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014795

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA NEF (AVENANT N°2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	326 526,00 €	19,91 %	65 000,00 €
	Montant Total de la subvention		65 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA NEF
Adresse administrative : 20 RUE ROUGET DE LISLE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame KARINE LOISY, PRESIDENTE

Date de publication au JO : 13 janvier 2007

N° SIRET : 49362098300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

I- Présentation du bénéficiaire
Compagnie et lieu Dédié à la marionnette, au théâtre d'objets et à l'écriture contemporaine dirigé par Jean-Louis Heckel, « La Nef Manufacture d'utopies » a ouvert ses portes en 2007 dans une ancienne briqueterie à Pantin. La Nef se conçoit comme un laboratoire de recherches autour de la marionnette contemporaine, mêlant création, transmission, actions artistiques, avec une forte implication sur le territoire de Pantin auprès des publics (action culturelle classique, mais aussi dispositif d'interviews -"l'Appel à tes mains"-, atelier de création, création avec les habitants, stages...).
Référencée Lieu Compagnonnage Marionnette par la DGCA, La Nef bénéficie du soutien de la DRAC (au titre des lieux conventionnés), du Département de Seine-Saint-Denis, de la Ville de Pantin et de la Région Ile-de-France.

II- Rappel du projet de la fabrique
Le projet porte sur :
- La création de formes spécifiques et nouvelles en relation avec la thématique de recherche de Jean-Louis Heckel et leur diffusion sur un territoire local et national.
- Le soutien de projets de création : soutien par des résidences de répétitions et des présentations de travail.
- La transmission : sous forme d'un compagnonnage artistique, administratif et technique et chantier de recherche, et par le biais de la formation, transmission d'un savoir-faire lié à la marionnette avec la mise

en place de stages et d'ateliers ouverts à un public amateur et professionnel.
- L'implantation forte sur le terrain local dans une relation de proximité avec la population en confrontant les thématiques de recherche artistique avec les habitants.
- La revendication d'une identité nationale et internationale pour être à l'initiative d'une fédération des arts de la marionnette.

III- Bilan d'activités 2017

Partage de l'outil

14 compagnies ont été accueillies à la Nef en 2017, pour des résidences allant de 1 à 3 semaines. Outre une mise à disposition des locaux, un accompagnement technique, administratif, voir artistique est proposé.
La Nef-manufacture d'utopie accueille des compagnies de marionnettes, jeune public, de théâtre d'objet ou musical…A l'exemple du théâtre du mouvement, de la compagnie Eau Id a, de Jean-François Vrod, …
Le Collectif 23h50 a poursuivi sa résidence d'implantation / compagnonnage à la Nef, soutenue par le conseil départemental, et a bénéficié d'une résidence et d'un apport financier pour la création de « Qui a tué les poissons ? ».

Eventuelle activité de la cie dirigeant la Fabrique

En 2017, la compagnie de la Nef a poursuivi l'organisation des conférences performatives « Qui manipule qui ? » et présenté sa nouvelle création « Max Gericke ou pareil au même ». Elle a par ailleurs entamé la création de « Le travail en chantier » et « Le Doux, la Caché, le ravissement » prévue pour novembre 2017 à travers des périodes de résidences de 4 à 5 semaines.

Temps d'ouverture au public

Tout au long de l'année des sorties de résidences sont programmés pour partager avec le public les étapes de création.
L'année est également ponctuée par les Kabaret pop, tous les premiers dimanche du mois, une nouvelle scène consacrée à l'actualité.

Action culturelle

En parallèle des résidences, et en fonction du projet développé, des actions artistiques avec différents publics sont mises en place. Les artistes de la Nef et les compagnies accueillies, ont mené plusieurs projets en milieu scolaire : dans des écoles primaires et collèges de Pantin, des Lilas et du Pré-Saint-Gervais pour près de 90heures d'interventions.

Evolution éventuelle de l'emploi

Une nouvelle administratrice à temps partiel a rejoint l'équipe de la Nef. De plus le poste de diffusion, précédemment en intermittence est désormais occupé par une salarié à 4/5è voué a évolué en temps plein, sur un emploi aidé.

Evolution éventuelle des moyens matériels

La nef a renouvelé son parc lumière grâce à une subvention d'équipement du conseil régional Île-de-France. L'équipement en son et vidéo sera poursuivi entre 2017 et 2019.

IV- Projet d'activités 2018

La nef réaffirme son projet autour de la création, le soutien aux projets émergents, la transmission via une implantation locale et une insertion dans le réseau professionnel.

Partage de l'outil

Pour le moment, l'accueil de 7 équipes est confirmé au cours de l'année 2018, pour des périodes de 2 jours à 3 semaines. La Nef soutien par son accueil la rencontre entre la marionnette et l'écriture contemporaine, à l'image du travail de la compagnie Kanroku, Philippe Bossard, Sarah Helly…

Autres activités éventuelles
Par ailleurs le spectacle de la Nef « « Max Gericke ou pareil au même » sera diffuser au théâtre de la Girandole et au Festival du Val d'Oise.
Les conférences et actions de formations se poursuivent tout au long de l'année, notamment « les manipulés du lundi », et de nombreux stages professionnels.
Une résidence d'auteur d'Auriane Abcassis est prévue pour 2018, elle mènera entre autre un projet au sein du Lycée Le Corbusier d'Aubervilliers. Des actions en établissements scolaires seront également développés avec notamment, une école de Pantin et un collège du Pré Saint Gervais.

V- Budget prévisionnel 2018

CHARGES	HT €	PRODUITS	HT €
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**232 426**	SUBVENTION ETAT DRAC IDF☒ S	**94 500**
Charges courantes	85 026	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**169 000**
Autres charges de fonctionnement	24 000	Région IDF - Fabrique☒ S	65 000
impôts et taxes	5 000	Région IDF Résidence d'écrivain x S	9 000
frais financiers	6 000	Départements, CG93 x S	50 000
dotations aux amortissements	13 000	CG93 compagnonnage x S	15 000
Personnel lié à la structure (rémunération)	117 400	Ville de Pantin x S	30 000
voyages, missions, réceptions, formations	6 000	**AUTRES APPORTS**	**6 000**
DEPENSES ARTISTIQUES	**89 600**	ASP EMPLOI AIDE CUI CAE	5 000
DEPENSES TECHNIQUES	**18 500**	SOCIETES CIVILES	1 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	**10 000**	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**	**69 526**
		Location salle	16500
		Billetterie	2200
		Actions artistiques et production	5000
		divers (bars, librairie)	2526
		Prestations de services	43000
		adhésions :	300
		AUTRES RECETTES	**11 500**
		CICE	3 500
		subvention d'investissement versée au résultat	8 000
TOTAL DES CHARGES	**350 526**	**TOTAL DES PRODUITS**	**350 526**

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 326 526 € et correspondant au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite des impôts et taxes et frais bancaires et dotations aux amortissements.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	39 000,00 €
2019	26 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	65 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	65 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	28 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	65 000,00 €
	Montant total	223 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014798

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PUBLIC CHERI/L'ECHANGEUR (AVENANT N°2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	751 080,00 €	15,98 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PUBLIC CHERI
Adresse administrative : 59 AV DU GENERAL DE GAULLE
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christiane LORET, Présidente

Date de publication au JO : 23 mai 1990

N° SIRET : 38766947600021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

I- Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre de l'Echangeur à Bagnolet a été créé en 1997 par la compagnie Public Chéri, dirigée par Régis Hébette. Ce lieu est devenu un des lieux intermédiaires majeurs, dédié à la création contemporaine sur le territoire francilien et reconnu par la profession.
La compagnie Public Chéri y travaille ses propres projets et met à disposition ses espaces et lieux à nombre de compagnies émergents et accueille en résidence 4 à 5 compagnies sur de longues durées pour répéter et/ou jouer des séries de représentations. Les compagnies accueillies sont à 70% franciliennes. Certaines sont accompagnées depuis plusieurs années. D'autres compagnies relèvent de la jeune création, elles ont présenté leurs premiers travaux à l'Echangeur… Les compagnies trouvent également un accompagnement technique, administratif, institutionnel et financier complet qui leur permet de déclencher d'autres partenaires et de développer leurs projets.
L'Echangeur et la compagnie Public Chéri bénéficient du soutien de la DRAC, du Conseil général de Seine-St-Denis, de la Ville de Bagnolet et de la Région Ile-de-France.

II- Rappel du projet de la fabrique (2016-2018)

L'Echangeur est simultanément :
1. Lieu de résidence permanente de Public Chéri : la compagnie y fabrique et y représente ses créations professionnelles.
2. Lieu de formation, de pratique et de création amateurs : Ateliers de création théâtre

hebdomadaires, dont les créations font partie intégrante de la programmation du théâtre. Stages et interventions en milieu scolaire, hospitalier /... (350 participants enfants, jeunes et adultes en 2012)
3. Lieu de diffusion de spectacles pluridisciplinaires : (théâtre, danse, musique, vidéo, arts plastiques…) : 185 jours de programmation en 2016
4. Lieu d'accueil et de travail d'équipes artistiques pluridisciplinaires hors programmation (163 jours en 2016)
5. Lieu d'accueil permanent de Lutherie urbaine et du Studio Laroche-Valière / Arcane 21

Ligne artistique:
L'Echangeur apporte un soutien à des projets dits "hors norme" et dans leur grande majorité « multi disciplinaires » (théâtre danse musique arts visuels).
Ce soutien se traduit par l'accueil et la diffusion, mais également pour 9 projets sur 10 par un engagement en amont des créations qui permet l'accès pour de nombreuses compagnies aux financements publics (aide à la création, à la production, à la diffusion, à la reprise, conventionnements etc…).
La durée des accueils et la reconnaissance acquise par l'Echangeur pour la qualité de sa programmation tant auprès de la presse, qu'auprès des professionnels (régulièrement plus d'une vingtaine de programmateurs, voir pour certains projets une quarantaine) font de l'Echangeur un appui précieux pour une trentaine d'équipes artistiques chaque année.

III- Bilan d'activités 2017
Partage de l'outil
En 2017, l'Echangeur a accueilli 38 équipes ou artistes, sur 294 jours de mise à disposition d'espace d'équipe et de moyens Les résidences durent d'un à 23 jours avec une moyenne de 7 à 8 jours.

Activité de la cie dirigeant la Fabrique
La Cie Public Chéri a travaillé sur sa nouvelle création « Envoûtements, spectacles, proférations » sur 60 jours de résidence avec 2 restitutions publiques. La 1ère est prévue en février 2018.
La Cie a poursuivi cette année la diffusion de sa création « Don Quichotte ou le vertige de Sancho » avec une dizaine de dates (Scène conventionnée de la Réunion, Le Nouveau Relax, Théâtre de l'Echangeur…). 12 jours de résidence à l'Echangeur ont été consacrés aux répétitions.

Temps d'ouverture au public
124 représentations pour 200 jours d'occupation dont 25 résidences sur des séries de représentations (2 à 14) et de performances ponctuelles.
La diffusion se fait sur des contrats de coréalisation 50/50 sans minimum garanti ; l'équipe de l'Echangeur apporte ses compétences en matière technique, administrative, communication, relations publiques, presse…

Action culturelle
108 journées actions culturelles de sensibilisation ont été organisées autour de la programmation, en partenariat avec des acteurs locaux (écoles, centres de quartiers) Il a notamment accueilli le concert de la chorale de l'Ecole Paul Langevin et un concert des Instants Chavirés. Des rencontres, discussions, tables rondes sont également organisés après certains spectacles.
Des ateliers et des projets-actions-ateliers sont organisés sur l'année à l'Echangeur et hors les murs, soit 400 personnes sur 700 heures. Ils sont ouverts au grand public ou destinés à des établissements scolaires, hôpital, université, centre de quartier…

Evolution éventuelle de l'emploi
L'Echangeur a dû réduire son effectif consécutivement à la perte de l'aide à l'emploi tremplin et à la fin de l'aide régionale au titre de la politique de la ville. De ce fait, seuls 3 salariés en CDI ont été recrutés pour compenser les 5 départs de l'effectif en 2017 (3 CDI, 1 CDD, 1 intermittent).

IV- Projet d'activités 2018

Partage de l'outil
L'Echangeur accueillera à nouveau en 2018 de nombreuses résidences. 7 sont d'ores et déjà prévues 72 jours et 37 représentations (Instants Chavirés, Moukden Théâtre, Cie TSARA, etc.).
Le Printemps de l'Echangeur en mai 2018 réunira la Cie Public Chéri, plusieurs équipes professionnelles (Cédric Orain, Armel Veilla, Justine Simonnot…), les ateliers amateurs, des chercheurs, etc., pour une manifestation hétérogène autour de mai 68 et de ses prolongements.

Eventuelle activité de la cie dirigeant la Fabrique
La Cie Public Chéri créera son nouveau projet « Envoûtements, spectacles, proférations » en février 2018. Elle reprendra « Prière de ne pas diffamer » pour 4 dates en 2018. Elle travaillera enfin à un nouveau projet d'après Kafka, « K ou le paradoxe de l'arpenteur », avec une création prévue au cours de la saison 2018-2019.

VI- Budget prévisionnel 2018

CHARGES	HT €	RECETTES	HT €
ACHATS (SPECTACLES COPRODUCTIONS FOURNITURES COSTUMES ELECTRICITE…)	98 000	DRAC IDF - THEATRE LIEU AVEC CIE Acquis	185 000
SERVICES EXTERIEURS	137 900	**REGION IDF** FABRIQUE	120 000
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	60 550	Département 93 Fonctionnement acquis	110 000
IMPOTS ET TAXES	5 000	Ville de Bagnolet fonctionnement/ateliers acquis	110 000
CHARGES PERSONNEL	455 630	DRAC IDF SDAT En cours	14 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 000	CGET préfecture 93 En cours	34 000
DOTATIONS AMORTISSEMENTS	83 500	DRAC Création production en cours	36 000
		REGION IDF Aide création en demande	25 000
		CG 93 Ateliers/ Danse En cours	8 800
		Cession compagnie / coprod	10 000
		Billetterie	42 000
		Ateliers de théâtre, stages	22 000
		Bar	23 000
		Contribution mise à disposition d'espace	40 000
		Autres prestations	3 000
		Autres produits	1 280
		Quote-parts de subventions d'investissement	58 500
TOTAL CHARGES	**842 580**	**TOTAL RECETTES**	**842 580**

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 751 080 € et correspondant au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite des dotations aux amortissements, impôts et taxes, et frais bancaires.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	30 000,00 €
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	134 920,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	200 445,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	19 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
	Montant total	749 365,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014800

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VERTICAL DETOUR (AVENANT N°2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	377 300,00 €	31,80 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VERTICAL DETOUR
Adresse administrative : CENTRE DE READAPTATION
77170 COUBERT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DOMINIQUE BAILLET, Président

Date de publication au JO : 24 mars 2001

N° SIRET : 44120527500049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

I- Présentation du bénéficiaire

Créée au début des années 2000, la compagnie Vertical Détour est dirigée par Frédéric Ferrer, auteur et metteur en scène. Elle mène un travail autour des écritures contemporaines en développant des transversalités entre les arts et les connaissances. Intéressé par le monde de la psychiatrie, Frédéric Ferrer commence dès 2002 des ateliers de pratique artistique auprès de personnels soignants de l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard. Le site de l'hôpital et en particulier, le bâtiment des Anciennes cuisines, se révèle être une friche de près de 2000 m² offrant de multiples espaces de travail pour les artistes. A partir de 2005, Vertical Détour entre en résidence au sein de l'hôpital. La compagnie y installe ses bureaux, réalise ses créations et mène de nombreux ateliers de pratique artistique avec les patients, le personnel soignant… Depuis le début, la compagnie partage les espaces disponibles, de manière informelle, avec d'autres artistes, le chorégraphe Philippe Ménard, les auteurs et metteurs en scène Yan Allégret et Carole Thibaud, ainsi que d'autres compagnies de façon plus ponctuelle. Fin 2015, Vertical Détour s'installe à Coubert en Seine-et-Marne dans un Centre de réadaptation disposant d'un théâtre avec Philippe Ménard et sa compagnie PM dorénavant associée au projet de Fabrique de Vertical Détour. La Fabrique de Coubert prend le nom de « Vaisseau ». La compagnie Vertical Détour est conventionnée depuis 2016 par DRAC Ile-de-France et soutenue par le Ministère de la Santé – ARS au titre du programme Culture à l'hôpital. Elle bénéficie d'autres aides à titre culturel (résidences, aide production…) ainsi que de l'aide de la Région Ile-de-France, d'abord au titre de la Permanence artistique et culturelle et depuis 2012 au titre des Fabriques.

II- Rappel du projet de la fabrique (2016-2018)

Accueillir en résidence et accompagner des artistes émergents ou confirmés, en création ou en étapes de recherche. Une attention particulière est portée aux artistes engagés sur les écritures contemporaines.
Proposer aux patients, à leurs familles et aux personnels du Centre de Réadaptation des rencontres avec les artistes en résidence et des ateliers de pratique artistique ; organiser des présentations publiques ouvertes à tous sur la ville et le territoire seine-et-marnais.

III- Bilan d'activités 2017
Partage de l'outil
En 2017, l'appel à projet de Vertical Détour a suscité 120 candidatures dont 4 ont été retenues :
- La Cie La Paire Sauvage (3 semaines). Ce duo de circassiennes travaille sur sa première création, « Braves », mêlant le cirque à la danse. 3 000€ en coproduction.
- La Cie Un jour aux rives (2 semaines). Travail sur sa 3ème création, « LABOmnemo ». 3 000€ en coproduction.
- Théâtre Variable (3 semaines). Travail sur la création « La Femme n'existe pas ». 11 000 € en coproduction (dont 8 000€ dans le cadre du soutien de la DRAC).
- Cie Lamento (2 semaines). Le chorégraphe Sylvère Lamotte travaillera sur sa deuxième création « Les Sauvages ». 7 500 € en coproduction (dont 4 500€ dans le cadre du soutien de la DRAC).

Le chorégraphe Philippe Ménard, artiste associé à la Fabrique depuis 2016, a été présent 5 semaines dans les locaux avec sa compagnie et a proposé sa nouvelle création en début d'année.

Eventuelle activité de la cie dirigeant la Fabrique
En 2017, la Cie Vertical Détour a créé 3 spectacles : « Allonger les toits » (2 dates), « Le sujet des sujets » lors du Festival d'Avignon (12 dates) et « De la morue » (1 date, 6ème cartographie de « L'Atlas de l'Anthropocène »). Elle a par ailleurs poursuivi la diffusion de 7 créations précédentes : les 5 premières cartographies de « L'Atlas de l'Anthropocène » (44 représentations), « Sunamik pigialik » (17 représentations) et « Kyoto Forever 2 » (6 représentations).

Temps d'ouverture au public
Chaque résidence a donné lieu à au moins un temps d'ouverture (étape de travail, répétitions publiques, représentations) au public et aux patients et personnels de l'hôpital.

Action culturelle
Vertical Détour propose différents ateliers aux patients du Centre de réadaptation (service des brûlés, service de gérontologie) pour un total de 60 heures, 41 participants et 3 restitutions (56 spectateurs).
Les compagnies en résidence ont aussi proposé quelques ateliers (32 heures, 57 participants) aux patients et aux personnels du centre.

Evolution éventuelle de l'emploi
La fin de l'aide Emploi-Tremplin pour le poste de chargée de médiation a conduit Vertical Détour à transformer ce poste en CDD renouvelable courant jusqu'à la fin de la convention re résidence avec le Centre de Réadaptation Coubert.

Evolution éventuelle des moyens matériels
La compagnie a fait l'achat d'une nacelle élévatrice. Par ailleurs, des travaux sont envisagés pour adapter les espaces depuis l'installation en 2016. Ils ont cependant été reportés faute de financement.

IV- Projet d'activités 2018
Partage de l'outil
Pour l'année à venir, Vertical Détour prévoit de poursuivre son association avec Philippe Ménard et sa compagnie, avec plusieurs semaines de résidence en vue de la création de « Eldorado », lauréate de

l'appel à projet Sillage/s des Scènes Conventionnées Danse.
Un nouvel appel à projet a été lancé pour la sélection des 4 compagnies qui seront accueillies en résidence de création. Pour ces résidences, Vertical Détour met à disposition ses espaces de travail, inclut la compagnie dans ses supports de communication et l'accompagne sur les plans techniques, administratifs, logistiques et financiers (apport minimum de 3 000€ en coproduction).

Autres activités éventuelles
Vertical Détour poursuivra ses actions culturelles à destination des patients et personnels du centre de réadaptation.
Pour renforcer l'ouverture de la Fabrique, un week-end de rencontres artistiques sera organisé à l'été 2018 avec les compagnies en résidence mais aussi des compagnies extérieures.
La Compagnie Vertical Détour a par ailleurs un nouveau projet de création « Les 3ères rencontres internationales de frontologie », et poursuivra la diffusion des cartographies de « L'Atlas de l'Anthropocène ».

V- Budget prévisionnel 2018

CHARGES	HT €	PRODUITS	HT €
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**221 169**	**SUBVENTIONS ETAT**	**68 000**
Charges courantes	47 687	DRAC Ile de France, théâtre – Conventionnement *Acquis….*	50 000
Autres charges de fonctionnement	3 880	*SDAT Culture et Santé Sollicité*	4 500
frais financiers	780	Aide aux résidences Sollicité	9 000
dotations aux amortissements	3 100	*ARS Île de France sollicité.*	4 500
Personnel lié à la structure (rémunérations et frais)	169 602	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**128 000**
DEPENSES ARTISTIQUES	**109 213**	**REGION IDF FABRIQUE**	**120 000**
DEPENSES TECHNIQUES	**40 796**	Département 77 sollicité	8 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	**9 222**	**AUTRES FINANCEMENT**	**28 500**
		UGECAM	4 500
		ADAMI	12 000
		SPEDIDAM	12 000
		PRODUITS FINANCIERS	**400**
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITES	**155 500**
		Cessions de spectacle	98 000
		Coproductions	50 000
		Remboursement frais annexes	7 500
TOTAL DES CHARGES	**380 400**	**TOTAL DES PRODUITS**	**380 400**

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 377 300 € et correspondant au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite des dotations aux amortissements.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 000,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
	Montant total	364 000,00 €

AVENANT N°1 (THEATRE DE LETHE)

Avenant n°1 à la convention n°17-294
Entre la Région Ile-de-France et THEATRE DE LETHE

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP 2017-600 du 22 novembre 2017.
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

la structure dénommée : THEATRE DE LETHE
adresse : 5 PAS LEPIC 75018 PARIS
représentée par Mme MONICA DONATI
en vertu de: Présidente
ci-après dénommée " la structure "
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n°CP 2017-294 du 05 juillet 2017, une subvention d'un montant maximum de 30 000 €, représentant 9,72 % du montant de la dépense subventionnable a été attribuée à THEATRE DE LETHE.

A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur la fiche projet jointe en annexe à la délibération CP n°2017-294 et afin de maintenir l'intégralité du montant d'aide régionale votée précédemment, il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération n° CP 2017-294 du 05 juillet 2017.

ARTICLE 1 : Modification de l'article 1

L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

« Par délibération N°CP 2017-294 du 05 juillet 2017 et CP 2017-600 du 22 novembre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir THEATRE DE LETHE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : THEATRE DE LETHE - PROJET DE CREATION (AVIGNON 2017) : LA PRINCESSE MALEINE (référence dossier n°17009734).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 14,11 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 212 540 €, soit un montant maximum de subvention de 30000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : Modification de l’annexe à la convention

Le paragraphe « détail du calcul de la subvention » de la fiche projet est remplacé par les dispositions suivantes :

Objet : **THEATRE DE LETHE - PROJET DE CREATION (AVIGNON 2017) : LA PRINCESSE MALEINE**			
Libellé base subventionnable	**Montant base subventionnable**	**Taux d’intervention**	**Montant de subvention maximum**
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	212 540,00 €	14,11 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Détail du calcul de la subvention :
La Région apporte une aide en faveur du Théâtre de Léthé à Paris pour le projet de création « La Princesse Maleine » d’un montant de 30 000 € sur une base subventionnable de 212 540 € correspondant au budget du projet déduction faite de la différence entre l’aide demandée et l’aide proposée.

ARTICLE 3 : DATE D’EFFET DE L’AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les stipulations de la convention triennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le .....

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

M.
(*signature et cachet*)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-547

DU 22 NOVEMBRE 2017

AMÉNAGEMENT CULTUREL EN ILE-DE-FRANCE CINQUIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 19-99 du 1er juillet 1999 relative aux modalités d'intervention de la Région en matière d'investissement dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001, relative aux actions régionales en faveur de la société d'information et notamment son article 2 ;

VU La délibération n° CR 06-15 des 12 et 13 février 2015 approuvant l'évolution du soutien régional à la restauration du patrimoine bâti ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 18 mars 2016 portant choc de simplification ;

VU La délibération n° CR 31-16, 31-16 BIS et 31-16 TER du 18 février 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 48-16 du 17 mars 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CP 11-598 du 7 juillet 2011 relative à l'aménagement culturel en Ile-de-France, quatrième affectation pour 2011 ;

VU La délibération n° CP 16- 164 du 18 mai 2016 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel, au numérique et aux fabriques (investissement);

VU La délibération n° CP 16- 266 du 12 juillet 2016 approuvant la convention-type relative à l'équipement numérique des salles de cinéma franciliennes;

VU Les délibérations n° CP 16-543 du 13 décembre 2016 et n° CP 12-660 du 11 octobre 2012 relatives aux subventions attribuées pour les médiathèques de Saint-Prix et de Montlignon ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-547 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Equipements de diffusion et de création culturels

Décide de participer au titre du dispositif « Activités culturelles et artistiques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **2 654 445 €.**

Subordonne le versement des subventions à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 654 445 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Soutien à la création et diffusion des arts numériques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la création et à la diffusion numériques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **388 756 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'équipement numérique culturel approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016 ou pour l'équipement numérique des salles de cinéma à la convention type approuvée par la délibération n° CP 16-266 du 12 juillet 2016, modifiées par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **388 756 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Aide à la création et diffusion numériques » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Actions en faveur de la valorisation du Patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif « Valorisation du patrimoine » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant

maximum prévisionnel de **1 620 511 € .**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 620 511 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région » - action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Actions en faveur de la construction de médiathèque

Décide de participer au titre du dispositif « Construction et aménagement de médiathèques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **3 991 573 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **3 991 573 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Actions en faveur du livre et de la lecture » - action 13100802 « Construction et aménagement de médiathèques» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 : Action en faveur de la réhabilitation de la halle du parc de la Poudrerie (93)

Décide de subventionner à hauteur de 200 000€, la réhabilitation de la halle du parc de la Poudrerie située sur la commune de Villepinte.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention (en annexe 7)

Affecte une autorisation de programme de 200 000 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région » - action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2017. »

Article 6 : Action en faveur de la diffusion du spectacle vivant

Affecte une autorisation d'engagement de 75 000 euros, disponible sur le chapitre 933, pour réaliser une étude de faisabilité pour la construction d'un théâtre à Saint-Ouen.

« Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-005 « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 –« Soutien au spectacle vivant » du budget 2017.

Article 7 : Action en faveur de la valorisation du domaine de Villarceaux

Affecte une autorisation d'engagement de 25 000 euros, disponible sur le chapitre 933 pour la réalisation d'une étude pour la valorisation culturelle du domaine de Villarceaux.

« Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101005 –« Patrimoine régional » du budget 2017.

Article 8 – Convention de partenariat avec le département des Yvelines pour l'étude et le récolement du patrimoine mobilier des édifices religieux de Mantes-la-Jolie

Approuve la convention de partenariat avec le Département des Yvelines pour l'étude et le récolement du patrimoine mobilier des édifices religieux de Mantes-la-Jolie figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à signer cette convention.

Article 9 : Transfert de tiers au profit de l'Etablissement public Grand Paris Aménagement

Décide de transférer à l'Etablissement public Grand Paris Aménagement, la subvention d'un montant de 45 780 €, attribuée antérieurement à la commune de Gonesse par délibération n° CP14-434 du 18 juin 2014 pour le projet de la restauration du Pigeonnier de Garlande à Gonesse (dossier 14008136).

Subordonne le versement de la subvention d'un montant total de 45 780 € à la signature de la convention tripartite pour la réalisation du projet précité, figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 10 : Mise en œuvre du label « patrimoine d'intérêt régional »

Approuve les modalités de mise en œuvre du label « patrimoine d'intérêt régional » et la charte label « patrimoine d'intérêt régional » qui figurent en annexe 5

Article 11 : Nouvelle Convention-type « aménagement culturel » prenant en compte les nouvelles dispositions en matière de communication

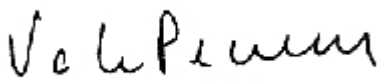
Approuve la convention-type figurant en annexe 6 à la présente délibération.

Article 12 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Montant proposé	Date prévisionnelle de démarrage	Démarrage anticipé	Motivation démarrage anticipé
17014702	EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE PANTIN	76 600	04/09/2017	OUI	La date de dépôt du dossier est le 3 août 2017. En application de l'article 17 du réglement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la CP
17014703	EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA MEDIATHEQUE DU PRE-SAINT-GERVAIS	261 469	24/07/2017	OUI	La date de dépôt du dossier est le 3 août 2017. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la CP
17014709	EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE BONDY	1 372 020	01/07/2017	OUI	La date de dépôt du dossier est le 3 août 2017. En application de l'article 17 du réglement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la CP
17014853	CA EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE MONTREUIL	180 627	01/08/2017	OUI	Le dossier a été déposé le 9 août 2017. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la CP
17014867	Cinéma Etoile Saint-Germain - Paris (75006) - Travaux de modernisation	45 000	30/06/2017	OUI	Compte tenu du planning de travaux en site occupé, une partie des travaux a pu débuter cet été avant le vote de la CP

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-547	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131002 - Equipements culturels de diffusion et de création**
Action	**13100202 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle**

Dispositif : N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Dossier	17003365 - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA FONDATION HENRI CARTIER-BRESSON			
Bénéficiaire	P0036342 - FONDATION HENRI CARTIER-BRESSON			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	430 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 441 284,50 €	TTC	29,83 %	430 000,00 €	

Dossier	17008614 - LES PETITES HEURES - REHABILITATION DU THEATRE LA SCALA BOULEVARD DE STRASBOURG (75010)			
Bénéficiaire	P0036844 - LES PETITES HEURES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 573 400,00 €	HT	10,93 %	500 000,00 €	

Dossier	17009764 - COMPAGNIE ANANKE (75011) TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU THEATRE DU TEMPS			
Bénéficiaire	P0037026 - COMPAGNIE ANANKE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	113 710,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
379 034,00 €	TTC	30 %	113 710,00 €	

Dossier	17013879 - SOISY-SOUS-MONTMORENCY (95) CONSTRUCTION DE L'AUDITORIUM DE L'ESPACE CULTUREL			
Bénéficiaire	R200 - COMMUNE DE SOISY SOUS MONTMORENCY			
Localisation	SOISY-SOUS-MONTMORENCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 357 735,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 525 774,00 €	HT	30 %	1 357 735,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-547	Budget	2017

Dossier	17014867 - Cinéma Etoile Saint-Germain - Paris (75006) - Travaux de modernisation			
Bénéficiaire	P0000201 - CINEMA LE BILBOQUET			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
332 705,00 €	HT	13,53 %	45 000,00 €	

Dossier	17015067 - cinéma/théatre Jacques Prévert - Aulnay sous Bois (93600) - Modernisation			
Bénéficiaire	R21867 - INSTITUT AULNAYSIEN DEVELOPPEMENT CULTUREL			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 398,00 €	HT	29,2 %	8 000,00 €	

Dossier	17015072 - Cinemassy - Massy (91300) - Travaux de modernisation			
Bénéficiaire	R1156 - COMMUNE DE MASSY			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
834 992,00 €	HT	23,95 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	2 654 445,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131002 - 13100202	2 654 445,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**313 - Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)**
Programme	**131004 - Développement du patrimoine en région**
Action	**13100402 - Valorisation du patrimoine**

Dispositif : N° 00000149 - Restauration et création d'orgues

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-547	Budget	2017

Dossier	17014064 - IVRY (94) RESTAURATION DE L'ORGUE DE L'EGLISE SAINT-PIERRE SAINT-PAUL			
Bénéficiaire	R23 - COMMUNE D'IVRY SUR SEINE			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 835,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 339,00 €	HT	25 %	24 835,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000149 - Restauration et création d'orgues	24 835,00 €

Dispositif : N° 00001048 - Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH

Dossier	17014947 - MANTES LA JOLIE (78) - PHASE 1 : RESTAURATION, CONFORTATION ET MISE HORS D'EAU DE LA COLLEGIALE NOTRE DAME			
Bénéficiaire	R629 - COMMUNE DE MANTES LA JOLIE			
Localisation	MANTES-LA-JOLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	180 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 053 000,00 €	HT	17,09 %	180 000,00 €	

Dossier	17015024 - VILLENEUVE LE COMTE (77) - RESTAURATION EGLISE NOTRE DAME DE LA NATIVITE - TRANCHE 2/3			
Bénéficiaire	R983 - COMMUNE DE VILLENEUVE LE COMTE			
Localisation	VILLENEUVE-LE-COMTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 677,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
408 385,00 €	HT	20 %	81 677,00 €	

Dossier	17015038 - COMMUNE DE BAGNEUX (92) - TRANCHES 1 ET 2 /3 - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT HERMELAND			
Bénéficiaire	R1011 - COMMUNE DE BAGNEUX			
Localisation	BAGNEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	270 162,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 350 812,00 €	HT	20 %	270 162,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-547	Budget	2017

Dossier	17015089 - COMMUNE DE PUTEAUX (92) - RESTAURATION GENERALE DE L'EGLISE ND DE LA PITIE			
Bénéficiaire	R1035 - COMMUNE DE PUTEAUX MAIRIE			
Localisation	PUTEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	131 844,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
659 222,00 €	HT	20 %	131 844,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001048 - Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	663 683,00 €

Dispositif : N° 00001049 - Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH

Dossier	17002353 - COMMUNE CHAMBOURCY (78) - TRANCHE 1/2 - RESTAURATION ET AMENAGEMENT DE LA MAISON DU PEINTRE ANDRE DERAIN			
Bénéficiaire	R540 - COMMUNE DE CHAMBOURCY			
Localisation	CHAMBOURCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	231 579,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
771 930,00 €	HT	30 %	231 579,00 €	

Dossier	17015033 - COMMUNE DE COLOMBES (92) - RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DE L'ANCIEN CLOCHER SAINT PIERRE - SAINT-PAUL			
Bénéficiaire	R1020 - COMMUNE DE COLOMBES			
Localisation	COLOMBES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 416 502,00 €	HT	30 %	300 000,00 €	

Dossier	17015036 - COMMUNE DE COUPVRAY (77) - REFECTION DES TOITURES DE L'AILE SUD DES COMMUNS DU CHATEAU			
Bénéficiaire	R350 - COMMUNE DE COUPVRAY			
Localisation	COUPVRAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 493,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
294 975,00 €	HT	30 %	88 493,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-547	Budget	2017

Dossier	17015039 - COMMUNE DE VERNOU LA CELLE SUR SEINE (78) - RESTAURATION DES VOÜTES DU CHOEUR ET TRAVAUX CONNEXES - EGLISE SAINT FORTUNE			
Bénéficiaire	R972 - COMMUNE DE VERNOU LA CELLE SUR SEINE			
Localisation	VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 127,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
420 634,00 €	HT	20 %	84 127,00 €	

Dossier	17015105 - COMMUNE DE GUIGNES (77) - TRANCHE 1/5 - RESTAURATION DES TOITURES ET DU CLOCHER DE L'EGLISE SAINT-JACQUES LE MINEUR			
Bénéficiaire	R431 - COMMUNE DE GUIGNES			
Localisation	GUIGNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	141 999,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
473 330,00 €	HT	30 %	141 999,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001049 - Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	846 198,00 €

Dispositif : N° 00001053 - Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional

Dossier	17015835 - Paris Terre d'Envol - Parc de la poudrerie - Réhabilitation de la halle			
Bénéficiaire	P0034125 - PARIS TERRES D ENVOL			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 253 049,00 €	HT	15,96 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001053 - Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	200 000,00 €

Dispositif : N° 00001070 - Soutien à l'action de la Fondation du Patrimoine en faveur du patrimoine non protégé

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-547	Budget	2017

Dossier	17015491 - FONDS 2017 DEDIE A LA RESTAURATION DU PATRIMOINE NON PROTEGE DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE		
Bénéficiaire	R28435 - FONDATION DU PATRIMOINE DELEGATION ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	85 795,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		85 795,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001070 - Soutien à l'action de la Fondation du Patrimoine en faveur du patrimoine non protégé	85 795,00 €

Total sur l'imputation 903 - 313 - 131004 - 13100402	1 820 511,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131007 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**
Action	**13100701 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**

Dispositif : N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique

Dossier	17014047 - SOISY-SOUS-MONTMORENCY (95) EQUIPEMENT EN MATERIEL SCENOGRAPHIQUE DU NOUVEL AUDITORIUM			
Bénéficiaire	R200 - COMMUNE DE SOISY SOUS MONTMORENCY			
Localisation	SOISY-SOUS-MONTMORENCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	177 696,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
444 240,00 €	HT	40 %	177 696,00 €	

Dossier	17014829 - FONTENAY-SOUS-BOIS - MODERNISATION DU SYSTEME INFORMATIQUE DE LA MEDIATHEQUE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R19 - COMMUNE DE FONTENAY SOUS BOIS MAIRIE			
Localisation	FONTENAY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	161 293,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
537 645,00 €	HT	30 %	161 293,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-547	Budget	2017

Dossier	17014864 - EST ENSEMBLE - MISE EN RESEAU DES BIBLIOTHEQUES DE NOISY-LE-SEC - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0034126 - EST ENSEMBLE			
Localisation	NOISY-LE-SEC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 767,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
165 981,00 €	HT	29,98 %	49 767,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique	388 756,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131007 - 13100701	388 756,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131008 - Actions en faveur du livre et de la lecture**
Action	**13100802 - Construction et aménagement de médiathèques**

Dispositif : N° 00000138 - Construction et aménagement de médiathèques

Dossier	17014702 - EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE PANTIN - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0034126 - EST ENSEMBLE			
Localisation	PANTIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	76 600,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
255 332,00 €	HT	30 %	76 600,00 €	

Dossier	17014703 - EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA MEDIATHEQUE DU PRE-SAINT-GERVAIS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0034126 - EST ENSEMBLE			
Localisation	LE PRE-SAINT-GERVAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	261 469,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
871 566,00 €	HT	30 %	261 469,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-547	Budget	2017

Dossier	17014709 - EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE BONDY - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0034126 - EST ENSEMBLE			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 372 020,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 573 400,00 €	HT	30 %	1 372 020,00 €	

Dossier	17014827 - FONTENAY-SOUS-BOIS - AMENAGEMENT DE LA MEDIATHEQUE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R19 - COMMUNE DE FONTENAY SOUS BOIS MAIRIE			
Localisation	FONTENAY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	520 073,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 733 578,00 €	HT	30 %	520 073,00 €	

Dossier	17014853 - CA EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE MONTREUIL - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0034126 - EST ENSEMBLE			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	180 627,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
602 091,00 €	HT	30 %	180 627,00 €	

Dossier	17014861 - CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE D'EPONE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R568 - COMMUNE D'EPONE			
Localisation	EPONE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	499 140,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 663 800,00 €	HT	30 %	499 140,00 €	

Dossier	17015092 - AMENAGEMENT DE LA MEDIATHEQUE DE CLICHY-LA-GARENNE (92) - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R1019 - COMMUNE DE CLICHY			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 956,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
183 187,00 €	HT	30 %	54 956,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-547	Budget	2017

Dossier	17015171 - CONSTRUCTION D'UNE MEDIATHEQUE A EPINAY-SUR-ORGE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R1110 - COMMUNE D'EPINAY SUR ORGE			
Localisation	EPINAY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 026 688,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 422 294,00 €	HT	30 %	1 026 688,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000138 - Construction et aménagement de médiathèques	3 991 573,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131008 - 13100802	3 991 573,00 €

ANNEXE 2 - Fiches projet.doc

1- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013879

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOISY-SOUS-MONTMORENCY (95) CONSTRUCTION DE L'AUDITORIUM DE L'ESPACE CULTUREL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	4 525 774,00 €	30,00 %	1 357 735,00 €
		Montant Total de la subvention	1 357 735,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOISY-SOUS-MONTMORENCY
Adresse administrative : 2 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
95230 SOISY SOUS MONTMORENCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Luc STREHAIANO, Maire
N° SIRET : 21950598900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Objet du projet : construction de l'auditorium de l'Espace culturel de Soisy-sous-Montmorency
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Soisy-sous-Montmorency (95) compte 17 752 habitants. Elle veut développer une politique culturelle qui réponde aux spécificités de la commune en construisant un Espace culturel qui réunisse les activités du monde associatif, les enseignements artistiques, les pratiques amateurs, la lecture publique et la programmation artistique professionnelle de spectacle vivant. Actuellement, les locaux qui accueillent ces activités sont pour la plupart vétustes, mal insonorisés ou inadaptés. Le soutien de la Région est sollicité pour la construction de l'auditorium de 300 places avec son hall d'accueil qui sont situés au sein de cet Espace culturel.

Description :
Le site choisi pour édifier l'espace culturel est situé en entrée de ville, sur l'ancien site industriel des Fonderies Bernard dont le terrain a été acquis par la ville. La structure devrait constituer un trait d'union entre les quartiers nord et sud.

L'Espace culturel de Soisy-sous-Montmorency intègre dans un seul bâtiment, à la fois une salle polyvalente, un auditorium, une médiathèque, une école de musique et de danse et des locaux destinés à une association Loisirs et Culture. Un accueil central distribue les locaux de manière fonctionnelle et conviviale.

Le futur Auditorium comprendra une jauge de 300 places pour recevoir une programmation artistique

professionnelle, régulière et identifiée, destinée tant au public local qu'à un rayonnement départemental et régional.

La programmation en spectacles vivants fera appel à divers champs artistiques qui se sont grandement renouvelés ces dernières années : le nouveau cirque, la Marionnette, le théâtre d'objets et d'images en alternance avec des concerts. La programmation essaiera de concilier, accessibilité au plus large public, force de la découverte et exigence artistique.

Par délibération du Conseil municipal du 05 février 2015, le programme de travaux est approuvé et le soutien de la Région Ile-de-France est sollicité.

Moyens mis en œuvre :
Outre la programmation en spectacle vivant, l'auditorium sera équipé en multimédia permettant des mises à disposition pour divers types d'événements. L'auditorium comprendra les espaces suivants (une salle de spectacle d'une jauge de 300 personnes, des vestiaires, des loges, des locaux de stockage de matériel).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux de l'auditorium et du hall d'accueil s'élève à 4 594 354,00 € HT. La base subventionnable représente 4 525 774,00 € car l'installation du chantier n'entre pas dans cette base. Au taux de 30 %, une subvention de 1 357 732,00 € est proposée.

Ce projet fait également l'objet d'une subvention en équipement au titre du "soutien à la création et à la diffusion numérique" à cette même commission permanente fiche 17014047.

Localisation géographique :
- SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	4 525 774,00	98,51%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	68 580,00	1,49%
Total	4 594 354,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	1 357 735,00	29,55%
DEPARTEMENT 95	453 673,00	9,87%
SOISY-SOUS-MONTMORENCY	2 782 946,00	60,57%
Total	4 594 354,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	452 577,00 €
2019	452 577,00 €
2020	452 581,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015072

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CINEMASSY - MASSY (91300) - TRAVAUX DE MODERNISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	834 992,00 €	23,95 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative : 1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
91349 MASSY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Vincent DELAHAYE, Sénateur-maire
N° SIRET : 21910377700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Construit en 1992, le cinéma se trouve au cœur d'un pôle culturel comprenant la médiathèque et l'Opéra, au centre du quartier Massy Opéra, un des premiers grands ensembles d'Ile-de-France. Le cinéma (trois salles de 194, 127 et 96 places) est géré par l'association Cinémassy, dans le cadre d'une convention de mise à disposition avec la ville, propriétaire des murs.
Aujourd'hui, en lien avec une réflexion sur la transformation globale du quartier, dans un contexte concurrentiel fort pour le cinéma (notamment avec l'arrivée d'un grand multiplexe à proximité) et confrontée à une baisse de la fréquentation, la ville souhaite renforcer l'identité culturel cinéma et engager des travaux de modernisation pour améliorer les conditions d'accueil du public et l'attractivité du lieu.

Description :
PROJET CULTUREL
Actuellement, le cinéma est classé art et essai avec les labels Jeune Public, Recherche Découverte et Patrimoine. Il offre une programmation variée : entre 175 et 200 films différents programmés par an.
Sur le volet animation, Cinémassy organise une quinzaine de rencontres-débats par an (projections suivies d'échanges avec des équipes de film), en lien avec l'actualité cinématographique ou dans le cadre d'un évènement thématique spécifique (souvent portés par des associations). Le cinéma accueille ponctuellement des manifestations développées par des structures locales, associatives ou institutionnelles.
Cinémassy est inscrit aux dispositifs nationaux d'éducation à l'image : Ecole et cinéma, Collège au cinéma,

Lycéens et apprentis au cinéma. Hors temps scolaire, l'établissement propose des séances Ciné Ptit Loup pour les 3/11 ans. Par ailleurs, il propose aussi aux groupes scolaires comme aux centres de loisir des programmes et des séances à la carte.
La ville ambitionne de renforcer très significativement le projet d'animation du cinéma pour faciliter l'appropriation du lieu par tous. Elle entend fixer de nouveaux objectifs à l'association à l'issue des travaux.
La programmation conservera une grande diversité, avec une très large place à l'art et essai. Elle devra aussi s'orienter vers des formats actuellement moins diffusés (documentaire, courts métrages…) et intégrer des cycles thématiques et des rétrospectives dans une optique d'éducation à l'image. Une place sera faite aux films d'animation. Le cinéma pourra également proposer en continuation des films grand public non classés.
Les actions culturelles seront largement renforcées : un travail avec la médiathèque voisine est en construction sur ce point (développement des échanges et de l'accompagnement), les possibilités d'associer mieux les habitants à la programmation de la salle sont aussi au centre de la réflexion. Une place importante sera accordée aux acteurs locaux (associations, équipements municipaux) afin que le cinéma soit réellement inscrit dans son territoire. Le lien avec l'opéra voisin sera aussi repensé et des synergies seront développées entre les différents lieux culturels de la ville.
Le travail en direction du jeune public sera lui aussi renforcé.
La ville souhaite la mise en place d'un « club de programmateurs» composé de jeunes de 16 à 25 ans pour mieux associer les adolescents au projet de la salle.
La ville envisage également de mettre en place un dispositif spécifique en direction des maternelles et d'accueillir des festivals et actions dédiés au très jeune public. Afin d'assurer la mise en place de ces nouvelles actions, la création d'un poste de médiateur jeune public est prévue par la ville.
Les travaux de modernisation constituent la 1ere étape du projet et doivent permettre d'assurer la mise en œuvre des nouvelles actions.

TRAVAUX DE MODERNISATION

- Le projet de modernisation permettra à l'établissement de proposer au public de meilleures conditions d'accueil et de projection et d'être en capacité de développer un projet culturel plus ambitieux.
- Les travaux qui dureront environ 1 an intègrent les éléments suivants :
- Mise en accessibilité complète du cinéma
- Rénovation du hall et de l'entrée : reprise façade, pose d'affichages extérieurs, réaménagement complet du hall avec création d'espaces de convivialité
- Rénovation des salles 1 et 3 : reprise de l'acoustique, changement des fauteuils et des écrans, création d'espace pour les personnes à mobilité réduite.
- Modification des circulations

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'opération s'élève à 960 462 € HT

Il se décompose de la façon suivante :

- 593 030 € HT pour la maçonnerie, le second œuvre et les aménagements (plâtrerie, isolations, sols, mobiliers, fauteuils, éclairages, enseignes…)
- 206 582 € HT pour les lots techniques (chauffage, ventilation, électricité)
- 54 500 € HT pour l'équipement spécifique cinéma (écrans, chaine sonore, dispositifs pour les malentendants et mal voyants)
- 106 350 € HT pour les dépenses complémentaires non éligibles (démolitions, Maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, assurances et divers…)
- Au titre de l'opération projetée, les investissements pouvant faire l'objet d'un soutien régional dans le cadre de l'aide à la modernisation des cinémas s'élèvent à 854 112 € HT.

- Compte tenu du projet culturel présenté, des travaux projetés, du montant demandé et des autres aides sollicitées, il est proposé que la Région intervienne à hauteur de 24% de la dépense subventionnable, soit 200 000 €.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	32 182,00 €
2014	Contrats régionaux	540 000,00 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	336 522,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	12 199,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	13 950,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	37 307,00 €
	Montant total	973 160,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003365

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA FONDATION HENRI CARTIER-BRESSON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	1 441 284,00 €	29,83 %	430 000,00 €
	Montant Total de la subvention		430 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION HENRI CARTIER-BRESSON
Adresse administrative : 2 IMPASSE LEBOUIS
75014 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur KRISTEN VAN RIEL, Président
N° SIRET : 44211665300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créée selon la volonté d'Henri Cartier-Bresson, de son épouse Martine Franck et de leur fille Mélanie, la Fondation Henri Cartier-Bresson a ouvert ses portes en mai 2003. Elle conserve aujourd'hui les fonds d'Henri Cartier-Bresson et de Martine Franck. Fondation privée reconnue d'utilité publique, elle est aujourd'hui l'un des hauts lieux parisiens de la photographie.

La Fondation poursuit les objectifs suivants :
Préserver et garantir l'indépendance de l'œuvre d'Henri Cartier-Bresson et de Martine Franck.
Conserver en France un patrimoine exceptionnel et inaliénable.
Montrer au public par le biais d'expositions, les « trésors » du fonds ou l'œuvre d'autres photographes voire de peintres, de sculpteurs, de dessinateurs.
Permettre aux chercheurs plus de facilité dans leurs études.
Soutenir la création en décernant, tous les deux ans, le prix HCB attribué par un jury international.
Susciter la réflexion autour de la photographie par le biais des Conversations et des Grands Entretiens.

Le fonds est constitué de tirages originaux, planches contact, dessins, publications, correspondances,

livres rares, albums, films, vidéos, affiches, cartons d'invitation, enregistrements sonores etc…

Il est conservé dans les sous-sols du bâtiment, dans un espace spécialement construit avec toutes les normes d'hygrométrie et de conservation requise.
Un long et sérieux travail d'inventaire sur les fonds d'Henri Cartier-Bresson et de Martine Franck est toujours en cours.

Cet ensemble constitue le patrimoine artistique de la Fondation.
Magnum Photos continue, comme toujours, à gérer la diffusion des images d'archives et des expositions qui font également partie des collections de la Fondation.

Il est possible de consulter cette collection pour des recherches très précises sur des documents introuvables ailleurs, en prenant rendez-vous avec les archives de la Fondation.

Description : la fondation est amenée à quitter son siège actuel situé dans le 14ème arrondissement, pour aménager dans un lieu plus vaste et plus adapté situé au 79 rue des Archives dans le 3ème.

Ce projet de déménagement est motivé par plusieurs obligations :

- Réunir l'ensemble des archives de la Fondation : Le siège actuel est trop éxigu pour conserver dans de bonnes conditions l'ensemble des archives d'Henri Cartier Bresson et de Martine Franck. Elles sont aujourd'hui éparpillées sur 3 sites.. (environ 60 000 tirages inaliénables, planches contacts, négatifs, correspondances, livres...). Le nouveau siège permettra de réunir l'ensemble des archives. la restauration, l'inventaire, la valorisation du fonds se déroulera dans de meilleures conditions techniques.

- Développer le programme d'exposition dans un espace plus vaste et plus adapté : Le nouveau bâtiment offrira un espace d'exposition plus ergonomique, situé au rdc et entièrement modulable. il donnera une plus grande liberté que l'espace actuel et permettra d'exposer tout format d'œuvres (grands formats, projections, sculpture...) et permettra de créer un espace permanent dédié à l'accrochage des collections de la Fondation.

- Développer les activités de médiation auprès du grand public : un espace intermédiaire, situé entre l'accueil et l'espace d'exposition permettra de développer les activités de médiation de la Fondation : conversations, grands entretiens, et nouvelles activités éducatives, notamment destinées aux publics scolaires. La Fondation souhaite proposer en lien avec la Région un programme spécifique dédié aux lycéens, et à l'accompagnement d'étudiants en écoles d'art.

- Ouvrir la Fondation aux chercheurs et professeurs : le nouveau lieu permettra également de recevoir les chercheurs et spécialistes du monde entier venus consulter les archives (création de salles de consultation, possibilité de sorties de documents, création d'une bibliothèque...). La Fondation étudie la mise en place d'une bourse pour aider un chercheur qui travaillerait sur le fonds.

- Asseoir et développer les activités de la Fondation : diffuser le fonds via la Fondation et l'agence Magnum, co-produire des expositions, organiser le prix HCB (sélectionné par un jury international tous les deux ans), mettre en place un programme de conversations et de grands entretiens, développer les activités d'édition et de librairie.

- Le bâtiment situé rue des archives est actuellement un garage automobile. La mise en œuvre du projet de transformation nécessite des travaux et des investissements importants : Acquisition, destruction du garage réfection des enduits et isolation de tout le périmètre du bâtiment, création d'une nouvelle façade, destruction des rampes de garage, reconstruction, remise en valeur de la

cour pavée, aménagements intérieurs. Le montant global estimé des travaux est de 13 M€.

L'opération fait l'objet d'un partenariat avec le Musée de la Chasse qui occupera les étages 2,3 et 4 du nouveau bâtiment par des bureaux.

L'accompagnement de la Région porte sur les travaux d'aménagements intérieurs des locaux occupés par la Fondation Henri Cartier Bresson, espaces de 867m² situés au rdc et dont le budget est de 1 441 284 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chauffage ventillation climatisation	366 784,80	25,45%
Electricité courants forts, courants faibles	482 766,58	33,50%
Cloisons doublages	40 698,40	2,82%
Menuiserie intérieure	297 390,48	20,63%
Métallerie	8 553,60	0,59%
Faux-plafonds	82 223,40	5,70%
Revêtements sols durs et murs	110 975,76	7,70%
Revêtements sols souples	827,40	0,06%
Peinture	51 064,08	3,54%
Total	1 441 284,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	430 000,00	29,83%
Etat (sollicité)	430 000,00	29,83%
Ville de Paris (sollicité)	300 000,00	20,81%
Fonds propres	281 284,50	19,52%
Total	1 441 284,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	430 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008614

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES PETITES HEURES - REHABILITATION DU THEATRE LA SCALA BOULEVARD DE STRASBOURG (75010)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	4 573 400,00 €	10,93 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITES HEURES
Adresse administrative : 50 RUE DU FAUBOURG SAINT ANTOINE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame MELANIE BIESSY, Présidente
N° SIRET : 80531899500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Scala, est une ancienne salle de music-hall, créée en 1874, où débuta Mistinguett. Elle est située au n° 13 boulevard de Strasbourg dans le dixième arrondissement de Paris. Le lieu est fermé depuis des années, après avoir été reconfiguré en salle de cinéma Art déco en 1936 puis, en complexe cinématographique dans les années 70.
Amateurs de théâtre, Mélanie et Frédéric Biessy ont racheté l'espace et décident de le réhabiliter. Ils ont créé, en 2014, une société par actions simplifiée intitulée "Les petites heures" qui est maitre d'ouvrage des travaux de rénovation.

Description :
Frédéric Biessy est depuis 30 ans producteur privé et indépendant dans la sphère du théâtre public. Il accompagne le parcours et produit les spectacles d'artistes fançais et internationaux tels Yasmina Reza, James Thierrée, Bartabas, Thomas Ostermeier, Marc Paquien, Catherine Frot, Ariane Ascaride, Denis Lavant, Krystian Lupa, Josef Nadj, Dominique Blanc, Arpad Schilling etc... Yoan Bourgeois mettra en scène le spectacle inaugural intitulé Scala. La Scala Paris rénovée sera un théâtre d'art au cœur de Paris.

L'expertise de l'équipe de La Scala Paris associée à celle des artistes reconnus qui y seront invités va permettre de repérer, de conseiller et d'accompagner de jeunes artistes dans toutes les disciplines.

Des actions culturelles et éducatives avec les établissements scolaires et technologiques seront mises en place en direction des jeunes. L'été, durant la période de relâche théâtrale, le lieu pourra permettre à de jeunes artistes de suivre des masters class avec des grands noms de la mise en scène, de la musique ou

de l'art contemporain.

Moyens mis en œuvre : le projet du nouveau propriétaire est de recréer un outil multifonctionnel pour les arts du spectacle vivant avec une seule salle, totalement modulable, pouvant multiplier les usages (salle de 550 places assises à 700 places debout). La structure culturelle sera aussi dotée d'un restaurant au premier étage. Largement vitrée et en double hauteur pour laisser voir les espaces d'accueil (hall et restaurant), la façade sur le boulevard de Strasbourg invitera à découvrir le lieu et sa programmation.

Concernant la salle de spectacle, à partir du volume existant, il s'agit de recréer une boite acoustique avec doublage des murs, boites à ressorts dans les fondations et nouvelle toiture. La salle sera équipée de gradins rétractables de 350 places avec deux balcons de 90 et 101 places accessibles depuis le foyer. Une scène escamotable permettra de multiples configurations de la salle.

Dans le prolongement, se trouve une arrière scène qui dessert des loges, des sanitaires et des douches ainsi que les locaux de stockage du matériel. L'ensemble du projet est contenu dans l'emprise du théâtre d'origine. Les locaux suivants sont ajoutés soit dans la cour, en fond de parcelle, soit dans le bâtiment.

- un plancher de 150 m2 entre le hall et le foyer pour être de plein pied avec le premier balcon
- deux balcons sont créés dans la salle,
- la cour est couverte pour créer l'arrière-scène et la circulation des artistes.
- l'ancienne régie est démolie, un espace est créé pour la machinerie au-dessus du deuxième balcon.

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société "Atelier Architecture & Développement" (Architecte), la scénographie par la société "Changement à Vue", l'acousticien est "Acoustique Vivie & Associés".

Intérêt régional : Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : le montant des travaux, hors études, hors honoraires, s'élève à 8 M€ HT. La base subventionnable est plafonnée à 4 573 470 € et les travaux concernant le restaurant n'entrent pas dans cette base. Une subvention de 500 000 € est proposée portant sur les travaux de second œuvre.

Localisation géographique : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	4 573 400,00	56,24%
DEPENSES HORS PLAFOND	3 558 772,00	43,76%
Total	8 132 172,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	500 000,00	6,15%
MINISTERE DE LA CULTURE (subvention acquise)	500 000,00	6,15%
LES PETITES HEURES	7 132 172,00	87,70%
Total	8 132 172,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	250 000,00 €
2019	250 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009764

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMPAGNIE ANANKE (75011) TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU THEATRE DU TEMPS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	379 034,00 €	30,00 %	113 710,00 €
	Montant Total de la subvention		113 710,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE ANANKE
Adresse administrative : 9 RUE DU MORVAN
75011 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur RENE BROUTIN, Président
N° SIRET : 52272666000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Théâtre du Temps est le premier théâtre japonais de Paris, fondé en 1980 par Junji Fuseya. Situé dans le 11ème arrondissement de Paris, ce petit théâtre a proposé, pendant plus de 20 ans, des spectacles mariant l'art traditionnel japonais et la création contemporaine. En 2007, l'artiste Mickaël Sabbah reprend la direction du lieu et le rénove. Dès sa réouverture, en octobre 2008, il s'adjoint comme co-directrice et programmatrice, Emilie Portant. Le théâtre accueille des artistes venus de divers horizons, en donnant une place toute particulière au théâtre contemporain et aux œuvres pluridisciplinaires. Le binôme a su créer au fil des années un véritable lieu d'innovations artistiques et de mixité sociale.

La demande de soutien porte sur des travaux d'aménagement pour doter le théâtre d'installations modulables, d'un éclairage performant et d'une isolation phonique efficace pour répondre aux exigences des spectacles actuels.

Description :
La grande implication des co-directeurs a aussi permis la réhabilitation du groupe d'immeubles incluant le théâtre. La reprise de l'activité artistique participe alors pleinement à l'essor économique et social du quartier qui était considéré comme "zone sensible", en proposant en priorité des spectacles de théâtre

contemporain et d'auteurs vivants et aussi des concerts, de la danse et des spectacles pour enfants.

En 2016, la fréquentation du théâtre représente 18 030 personnes et 1 798 heures d'occupation.

Les travaux permettront de développer de façon régulière des événements déjà expérimentés par le passé tels que :
- des moments sonores : musique électronique, électroacoustique dans des formats courts (en 2016 coréalisations rencontres Butô acousmatique "Palimpseste" collectifs de compositeurs et de danseurs 6 représentations)
- théâtre contemporain (en 2016 : 17 spectacles et 154 représentations, les Cinophiles 10 représentations, le Fil rouge 12 représentations, Opérette sur cour 13 représentations...).
- des ateliers de création (écriture, musique, peinture, vidéo)
- un festival pluridisciplinaire en l'honneur d'Olympe de Gouges,
- des résidences : un studio au 1er étage est réservé à l'accueil d'artistes du théâtre et de la danse,
- des expositions de créations contemporaines pluridisciplinaires,
- des colloques et conférences.

Aujourd'hui, le Théâtre du temps s'est adjoint une équipe de professionnels aguerris et soudés qui peuvent répondre à la demande croissante en matière culturelle et technologique.

Moyens mis en œuvre :
La structure du Théâtre du temps a été conçue dans les années 80 avec une architecture et des matériaux de l'époque. Le défi consiste à moderniser le lieu tout en conservant le patrimoine culturel transmis (la forme de la scène arrondie, les bancs en bois sculptés, les murs en vieilles pierres d'un couvent du 17ème siècle, les colombages et les poutres).

Les travaux à effectuer sont les suivants :
- réaliser une isolation acoustique qui améliorera les conditions de jeu des artistes et protègera le voisinage de toute nuisance sonore,
- poser des fenêtres d'atelier pour faire entrer la lumière du jour et équiper le système d'éclairage de LED, moins énergivore.
- le gradin et la scène arrondie de style "Kabuki" seront rendu modulables et adaptables à tout type de représentation.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'aménagement s'élève à 459 344 € TTC. La base subventionnable représente 379 034 € car les démolitions, les honoraires de l'architecte et l'étude acoustique n'entrent pas dans cette base.
Au taux de 30 %, une subvention de 113 710,00 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
BASE SUBVENTIONNABLE	379 034,00	82,52%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	80 310,00	17,48%
Total	459 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	113 710,00	24,75%
MAIRIE DE PARIS (subvention sollicitée)	143 639,00	31,27%
CNV (subvention sollicitée)	129 662,00	28,23%
Compagnie Ananke	72 333,00	15,75%
Total	459 344,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	56 855,00 €
2019	56 855,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014867

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CINÉMA ETOILE SAINT-GERMAIN - PARIS (75006) - TRAVAUX DE MODERNISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	332 705,00 €	13,53 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEMA LE BILBOQUET
Adresse administrative : 22 RUE GUILLAUME APOLLINAIRE
75006 PARIS 6
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant :

N° SIRET : 68201019400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu du planning de travaux en site occupé, une partie des travaux a pu débuter cet été avant le vote de la commission permanente.

Objectifs :
Le cinéma Etoile Saint-Germain est une salle parisienne mono-écran (200 fauteuils) qui mène depuis de nombreuses années une politique de programmation exigeante et de qualité. En 2009 et en 2011, la salle a bénéficié du soutien de la Région pour sa modernisation puis son passage à la projection numérique. Aujourd'hui dans un contexte concurrentiel fort, le cinéma a besoin de renforcer son attractivité et va procéder à des travaux lui permettant de gagner en visibilité et en convivialité.

Description :
L'établissement est classé art et essai. Il propose une programmation des films en sortie nationale, exclusivement art et essai.

Projet culturel :
Le cinéma assure le maintien des films programmés sur la durée, ce qui permet ainsi aux œuvres de trouver leur public.
Si la programmation en journée ne devrait pas être modifiée, à l'issue des travaux, la programmation des soirées évoluera : organisation régulière d'avants premières et rencontres avec les équipes de films, mise en place de nombreuses projections évènementielles en nocturne (films cultes, nuits des séries, séances de minuit…), ciné-concerts…
Au lieu d'avoir 1 seul film diffusé durant la semaine, la salle proposera 5 ou 6 films par semaine.
Une réflexion d'ensemble est engagée pour redynamiser le cinéma en soirée, en lien avec le nouveau restaurant qui constituera le prolongement naturel de la salle.

Travaux :
Le cinéma acquiert le restaurant situé à côté de la salle et doit procéder à des travaux permettant de renforcer l'attractivité de la salle et faciliter les circulations entre les espaces.

La modernisation nécessite la réalisation des éléments suivants :
- travaux de façade (enseignes, accès)
- travaux de modification du hall
- travaux de modernisation de la salle (sanitaire, moquettes…)
- éléments complémentaires (équipements sonores et accessibilité).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'opération s'élève à environ 1,5M€
Le cout de l'opération dédiée spécifiquement au cinéma s'élève 400 205 € HT

Il se décompose de la façon suivante :

- 65 300 € HT pour les travaux de gros œuvres façade
- 68 441 € HT pour les travaux de second œuvre modernisation du hall et de la salle (sols, menuiserie, platrerie, peintures, enseignes
- 142 448 € HT pour les lots techniques (chauffage, ventilation, électricité, sanitaire)
- 56 516 € HT pour le mobilier (bar et accueil)
- 67 500 € HT pour les éléments complémentaires – dépenses non éligibles (maitrise d'œuvre, études, bureau de contrôle, audits, assurances…)

Au titre de l'opération projetée, les investissements pouvant faire l'objet d'un soutien régional dans le cadre de l'aide à la modernisation d'équipements culturels s'élèvent à 332 705 € HT.

Compte tenu du montant demandé par la société, des apports du CNC et de la Ville de Paris, de l'intérêt du projet culturel, il est proposé que la Région intervienne à hauteur de 14% de la dépense subventionnable, soit 45 000 €.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux de gros œuvres façade	65 300,00	16,32%
travaux de second œuvre modernisation du hall et de la salle (sols, menuiserie, plâtrerie, peintures, enseignes...)	68 441,00	17,10%
lots techniques (chauffage, ventilation, électricité, sanitaire)	142 448,00	35,59%
mobilier (bar et accueil)	56 516,00	14,12%
éléments complémentaires – dépenses non éligibles (maitrise d'œuvre, études, bureau de contrôle, audits, assurances…)	67 500,00	16,87%
Total	400 205,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015067

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CINÉMA/THÉATRE JACQUES PRÉVERT - AULNAY SOUS BOIS (93600) - MODERNISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 398,00 €	29,20 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT AULNAYSIEN DEVELOPPEMENT CULTUREL
Adresse administrative : 134 AVENUE ANATOLE FRANCE
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LILIANE BOULLERAY, Président

Date de publication au JO : 18 décembre 1999

N° SIRET : 37923494100019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Objectifs :

L'Espace Jacques Prévert est un équipement culturel pluridisciplinaire regroupant un théâtre et un cinéma. La ville d'Aulnay-sous-Bois est propriétaire du bâtiment et en a confié l'exploitation à l'association IADC Jacques Prévert dans le cadre d'une convention.
Le cinéma est doté de 2 salles de 619 et 170 fauteuils, accessibles en partie aux personnes à mobilité réduite.
Aujourd'hui l'équipement est confronté à une baisse de fréquentation significative et souhaite réaliser des travaux pour améliorer la visibilité du lieu.

Description :
PROJET CULTUREL
Programmation
L'Espace Jacques Prévert est classé art et essai et dispose du label jeune public.
Le cinéma est programmé de manière hebdomadaire par le Groupement de Programmation des Cinémas Indépendants (GPCI). La programmation est majoritairement composée de films recommandés art et essai, en continuation (3ème semaine d'exploitation).
A côté de cette programmation hebdomadaire, le cinéma propose également, depuis peu, des événements hors films (opéra, ballets, concerts).
Autres actions/animations
La politique d'animation comprend différentes formes d'accompagnements et rencontres autour des films.
L'Espace Jacques Prévert organise régulièrement des séances avec débats et rencontres de professionnels après les séances, mais aussi des rendez-vous autour du court métrage, des ateliers thématiques.
Le cinéma accueille des festivals départementaux et régionaux.
Adhérent à de nombreuses associations (AFCAE, ACRIF, Cinémas93, ACID…), le cinéma s'inscrit dans une dynamique de réseau et d'échanges avec d'autres salles.
Actions en direction du jeune public
Le cinéma est inscrit aux 3 dispositifs nationaux d'éducation à l'image : Ecole et Cinéma, Collège au Cinéma et Lycéens et apprentis au Cinéma.
Hors-temps scolaire, le cinéma propose des séances pour les centres de loisirs, des ciné-goûters…

TRAVAUX
Le cinéma souhaite mettre en place une nouvelle signalétique avec affichage dynamique pour améliorer la visibilité du lieu. Le projet comprend :
- Acquisition et installation d'écrans d'affichage
- Licence d'utilisation
- Divers consommables

Détail du calcul de la subvention :

Le coût global de l'opération s'élève à 31 642 € HT.

Il se décompose de la façon suivante :
- 27 398 € HT pour l'acquisition et l'installation d'un système d'affichage dynamique
- 2 710 € HT pour des consommable et cablage réseau
- 1 534 € HT pour des éléments divers

Les investissements pouvant faire l'objet d'un soutien régional au titre de l'aide à la modernisation des cinémas s'élèvent à 27 398 € HT.

Compte tenu du projet, des aides sollicitées auprès de la ville, de la Région et du CNC, et du montant demandé par l'association, il est proposé que la Région intervienne à hauteur de 29.20% pour 8 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et pose d'écrans affichage extérieur et hall (dont licence et consommables)	27 398,00	86,59%
consommables divers (cables)	2 710,00	8,56%
divers	1 534,00	4,85%
Total	31 642,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville d'Aulnay (acquis)	5 000,00	15,80%
CNC - droits acquis	17 149,00	54,20%
Région IDF (sollicité)	9 493,00	30,00%
Total	31 642,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	18 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	18 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	18 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	18 000,00 €
	Montant total	102 000,00 €

2- Soutien à la création et à la diffusion numérique

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014047

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOISY-SOUS-MONTMORENCY (95) EQUIPEMENT EN MATERIEL SCENOGRAPHIQUE DU NOUVEL AUDITORIUM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	444 240,00 €	40,00 %	177 696,00 €
	Montant Total de la subvention		177 696,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOISY SOUS MONTMORENCY
Adresse administrative : 2 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Luc STREHAIANO, Maire
N° SIRET : 21950598900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : équipement en matériel scénographique de l'auditorium de l'Espace culturel
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Soisy-sous-Montmorency a le projet de construire un Espace culturel réunissant en un seul bâtiment six structures culturelles dont un auditorium de 300 places. La demande de soutien porte sur le matériel scénique nécessaire à l'équipement du nouvel auditorium.

Description :
L'auditorium est le lieu privilégié pour une programmation professionnelle orientée vers tout type de spectacles vivants (musique, chant lyrique, théâtre, danse, cirque, magie...) et également pour les activités pédagogiques. L'aménagement technique de cette salle est réalisé par un scénographe spécialisé dans le domaine du spectacle vivant.

Moyens mis en œuvre :
L'équipement de l'auditorium en matériel scénographique à base numérique comprend :
- les éclairages scéniques : projecteurs, plans convexes, découpes halogène, projecteurs motorisés,

gradateurs, console.
- la sonorisation : une armoire divisionnaire pour enceintes et microphones
- la vidéo : un vidéoprojecteur et deux caméras GOPRO seront installés en salle ainsi qu'un écran de projection en fond de scène.
- les machineries commandées par ordinateur : les supports de décor et tentures, les tentures et rideaux de scène, les sièges en fond de gradins qui sont équipés et pré-cablés multimédia.

Par délibération du Conseil municipal du 05 février 2015, l'équipement de l'Espace culturel est approuvé et le soutien de la Région Ile-de-France est sollicité.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense s'élève à 444 240,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 177 696,00 €.
Ce projet fait également l'objet d'une subvention en aménagement au titre du soutien aux "lieux de création et de diffusion culturelle" proposée à cette même commission permanente fiche 17013879

Localisation géographique :
- SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	444 240,00	100,00%
Total	444 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	177 696,00	40,00%
COMMUNE DE SOISY SOUS MONTMORENCY	266 544,00	60,00%
Total	444 240,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	88 848,00 €
2019	88 848,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014829

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FONTENAY-SOUS-BOIS - MODERNISATION DU SYSTEME INFORMATIQUE DE LA MEDIATHEQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	537 645,00 €	30,00 %	161 293,00 €
	Montant Total de la subvention		161 293,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY SOUS BOIS
MAIRIE
Adresse administrative : 4 ESP LOUIS BAYEURTE
94125 FONTENAY /S BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VOGUET, Maire
N° SIRET : 21940033000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001
Objet du projet : modernisation du système informatique de la bibliothèque
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Inaugurée en 1985, la médiathèque de Fontenay-sous-Bois fait l'objet d'un projet de modernisation. L'équipement, implanté au cœur du quartier de la redoute, en zone politique de la ville et NPRU, nécessite des aménagements importants afin de mieux répondre à l'évolution des pratiques et des usages de la société. La médiathèque se trouve au cœur d'un quartier central en réhabilitation de la ville de Fontenay.

La Ville de Fontenay-sous-Bois envisage de moderniser le système numérique de la bibliothèque notamment par la mise en place d'un nouveau système intégré de gestion des bibliothèques (SIGB), d'un portail web et de la technologie d'identification automatique (RFID). Ce projet a pour objectif d'élargir les services proposés aux usagers, d'améliorer l'offre de ressources en ligne et de se doter d'outils permettant davantage d'efficience. L'ensemble des postes informatiques en libre accès seront disséminés dans l'espace ado-adulte et non plus concentré dans un espace public numérique.

Ce projet numérique sera accompagné d'un réaménagement des espaces, du développement d'ateliers et d'animations, de l'élargissement des horaires d'ouverture et du développement de services de proximité.

D'une superficie de 2 300m2 dont 1 500 dédiés à l'accueil du public, la médiathèque est structurée en 5 espaces (accueil, jeunesse, multimedia, adultes, musique) et met à disposition de la population 190 000 documents, propose des offres numériques en ligne et comptabilise 7 500 inscrits actifs, 280 000 prêts et 112 000 entrées. Elle dispose d'un médiabus qui dessert les quartiers les plus éloignés.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 537 645 €. Une subvention d'un montant de 161 293 € est proposée, qui correspond au montant demandé, soit 30 % du montant subventionnable.

Localisation géographique :

- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement numérique (SIGB+RFID)	537 645,00	100,00%
Total	537 645,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	64 517,00 €
2019	96 776,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	200 000,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 000,00 €
	Montant total	207 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014864

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EST ENSEMBLE - MISE EN RESEAU DES BIBLIOTHEQUES DE NOISY-LE-SEC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	165 981,00 €	29,98 %	49 767,00 €
	Montant Total de la subvention		49 767,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président
N° SIRET : 20005787500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport Cadre : CR29-01 du 01/10/2001

Objet du projet : renouvellement du système d'informatisation des bibliothèques de Noisy-le-Sec

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017

Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

En 2011, le conseil communautaire a déclaré d'intérêt communautaire les bibliothèques-médiathèques de Bondy, des Lilas, du Pré-Saint-Gervais, de Montreuil et ses trois bibliothèques de quartier, de Pantin et ses deux annexes, ainsi que toute nouvelle création de bibliothèque sur le territoire d'Est Ensemble. Le transfert des bibliothèques précitées est effectif depuis 2013. Le transfert des médiathèques de Noisy-le-Sec est prévu pour le 1er janvier 2018.

En 2016, Est Ensemble a décidé un renouvellement massif des matériels informatiques et la modernisation des systèmes intégrés de gestion des bibliothèques, ainsi que la mise en place d'un portail web commun et d'un gestionnaire d'espace numérique public. Ce projet poursuit les objectifs suivants :

- insérer les bibliothèques dans le web de données tant pour le travail en interne (rationalisation et valorisation des opérations de traitement du document, transition bibliographique, etc) que pour le public (extension des possibilités d'accès à des ressources externes enrichies)

- proposer au public des services novateurs dans un cadre mutualisé permettant un meilleur maillage du territoire (mise en réseau des catalogues, possibilité d'emprunter et rendre n'importe quel document à partir de n'importe quel point du réseau, extension et unification de l'offre en ressources électroniques

distantes, extension de l'offre en espaces numériques de travail)
- réduire la fracture numérique en offrant en tout point du réseau des possibilités d'accès physique au web et en offrant au public équipé la possibilité de se former à l'usage et à l'utilisation avertie des ressources du web.

Il s'agit à la fois d'améliorer l'efficience des outils de travail des professionnels tout comme la pertinence des services offerts au public dans les bibliothèques.

En 2017, Est Ensemble prévoit d'étendre ce projet de renouvellement des matériels informatiques et mise en place d'une solution logicielle commune aux bibliothèques de Noisy-le-sec.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 165 981 €. Une subvention d'un montant de 49 767 €, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique :
NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier :
Hors CPRD

CPER :
Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transfert réseau et télécommunication des bibliothèques de Noisy-le-Sec	42 000,00	25,30%
Renouvellement du parc d'ordinateurs des bibliothèques de Noisy-le-sec	86 540,00	52,14%
Renouvellement logiciels SIGB/portail/EPN	37 441,00	22,56%
Total	165 981,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Est Ensemble	33 269,00	20,04%
DRAC	82 945,00	49,97%
Région Ile-de-France	49 767,00	29,98%
Total	165 981,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	19 906,00 €
2019	29 861,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	10 012,20 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	14 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 974,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	40 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 625,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	11 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	36 540,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 735,00 €
2016	Fonds Propreté	157 200,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
2017	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	100 515,72 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	65 932,00 €
	Montant total	951 533,92 €

3- Construction et aménagement de médiathèques

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014702

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE ELSA TRIOLET A PANTIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	255 332,00 €	30,00 %	76 600,00 €
	Montant Total de la subvention		76 600,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président

N° SIRET : 20005787500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : rénovation de la bibliothèque de Pantin

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la date de dépôt du dossier est le 3 août 2017. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la commission permanente.

Description :
En 2011, le conseil communautaire a déclaré d'intérêt communautaire les bibliothèques-médiathèques de Bondy, des Lilas, du Pré-Saint-Gervais, de Montreuil et ses trois bibliothèques de quartier, de Pantin et ses deux annexes, ainsi que toute nouvelle création de bibliothèque sur le territoire d'Est Ensemble. Le transfert des bibliothèques précitées est effectif depuis 2013. Le transfert des bibliothèques de Noisy-le-Sec est prévu au 1er janvier 2018.

La bibliothèque Elsa Triolet à Pantin, malgré le dynamisme des équipes dans la construction de

partenariats sur le territoire et par là-même le développement des services rendus au public, est aujourd'hui un équipement vétuste (construit en 1972) et exigüe.
Après des travaux en 2014, 2015 et 2016 dans les espaces ouverts aux publics, les espaces de travail du personnel et les réserves, Est Ensemble réalise en 2017 une quatrième tranche de travaux de rénovation de la bibliothèque qui concerne le hall d'entrée de la bibliothèque. Le projet de rénovation poursuit les objectifs suivants :

- améliorer les conditions d'accueil du public et les conditions de travail
- mettre en conformité le bâtiment avec les normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite
- améliorer la qualité du service rendu avec une diminution de la densité des collections en libre accès de façon à les rendre plus lisibles pour le public
- optimiser la surface de la bibliothèque en créant un espace de stockage des collections en accès plus direct et plus efficace.

D'une superficie de 1 500 m2 et ouverte 24h par semaine, la bibliothèque propose 77 000 documents imprimés et 400 documents audio, réalise 118 676 prêts et compte 5 200 lecteurs actifs.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 272 472 €. La base subventionnable correspondant aux travaux, hors géomètre, bureau d'études et contrôle technique, s'élève à 255 332 €. Une subvention d'un montant de 76 600 € est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Géomètre, bureau d'études et contrôle technique	17 140,00	6,29%
Travaux	38 276,00	14,05%
Mise en place d'une cabine élévatrice	29 500,00	10,83%
Conformité électrique	17 588,00	6,46%
Alarme intrusion	15 966,00	5,86%
Façade menuiserie extérieure, double vitrage	151 948,00	55,77%
Eclairage hall	2 051,00	0,75%
Total	272 469,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Est Ensemble	59 633,00	21,89%
DRAC	136 236,00	50,00%
Région Ile-de-France	76 600,00	28,11%
Total	272 469,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 640,00 €
2019	45 960,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	10 012,20 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	14 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 974,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	40 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 625,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	11 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	36 540,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 735,00 €
2016	Fonds Propreté	157 200,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
2017	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	100 515,72 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	65 932,00 €
	Montant total	951 533,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014703

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA MEDIATHEQUE DU PRE-SAINT-GERVAIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	871 566,00 €	30,00 %	261 469,00 €
	Montant Total de la subvention		261 469,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président

N° SIRET : 20005787500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : rénovation de la bibliothèque du Pré-Saint-Gervais

Date prévisionnelle de début de projet : 24 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la date de dépôt du dossier est le 3 août 2017. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la commission permanente.

Description :
En 2011, le conseil communautaire a déclaré d'intérêt communautaire les bibliothèques-médiathèques de Bondy, des Lilas, du Pré-Saint-Gervais, de Montreuil et ses trois bibliothèques de quartier, de Pantin et ses deux annexes, ainsi que toute nouvelle création de bibliothèque sur le territoire d'Est Ensemble. Le transfert des bibliothèques précitées est effectif depuis 2013. Le transfert des bibliothèques de Noisy-le-Sec est prévu au 1er janvier 2018.

La bibliothèque François Mitterrand au Pré-Saint-Gervais est un établissement de proximité, caractérisé par un accueil important d'enfants scolarisés, mais sous-dimensionné en superficie et vieillissant après 40 ans d'existence.

Afin de répondre aux attentes des usagers, l'établissement public territorial Est Ensemble prévoit une rénovation complète du bâtiment et le réaménagement des espaces intérieurs, avec la création d'un espace multimedia séparé, la création d'un espace dédié aux animations ainsi que la création de bureaux supplémentaires. La réhabilitation du bâtiment apparaît indispensable au regard de l'état d'usure et de non-conformité aux normes actuelles.

Dans le cadre de ce projet de rénovation complète du bâtiment qui fait l'objet d'une programmation pluri-annuelle pour maintenir l'ouverture au public de deux des trois niveaux, une première tranche de travaux d'urgence (remplacement des fenêtres, désamiantage, isolation, mise en conformité électrique, etc) a été réalisée en 2016. En 2017, les travaux porteront sur la création d'un espace numérique, bureau pour les bibliothécaires, la rénovation thermique, la mise en accessibilité de l'établissement.

D'une superficie de 632 m2 et ouverte 24h par semaine, la bibliothèque propose 70 214 documents imprimés, 1 426 documents audio et 2 134 documents visuels, réalise 71 833 prêts et compte 4 807 lecteurs actifs.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 995 703 €. La base subventionnable correspondant aux travaux, hors diagnostic, contrôle technique, mobilier et menuiseries intérieures, automatisation des prêts, s'élève à 871 566 €. Une subvention d'un montant de 261 469 € est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique :
- LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostic amiante	2 900,00	0,29%
Contrôle technique	4 700,00	0,47%
Travaux rez-de-jardin (gros oeuvre, menuiseries extérieures, électricité, plomberie-chauffage, sols, peinture, etc)	187 568,00	18,84%
Menuiseries intérieures	4 600,00	0,46%
Mobilier archivage	16 055,00	1,61%
Travaux RDC et niveau 1	684 000,00	68,70%
Automatisation des prêts	95 880,00	9,63%
Total	995 703,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Est Ensemble	236 383,00	23,74%
DRAC	497 851,00	50,00%
Région Ile-de-France	261 469,00	26,26%
Total	995 703,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	104 587,00 €
2019	156 881,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	10 012,20 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	14 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 974,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	40 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 625,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	11 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	36 540,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 735,00 €
2016	Fonds Propreté	157 200,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
2017	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	100 515,72 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	65 932,00 €
	Montant total	951 533,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014709

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE BONDY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	4 573 400,00 €	30,00 %	1 372 020,00 €
	Montant Total de la subvention		1 372 020,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président
N° SIRET : 20005787500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : rénovation de la bibliothèque de Bondy
Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la date de dépôt du dossier est le 3 août 2017. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la commission permanente.

Description :
En 2011, le conseil communautaire a déclaré d'intérêt communautaire les bibliothèques-médiathèques de Bondy, des Lilas, du Pré-Saint-Gervais, de Montreuil et ses trois bibliothèques de quartier, de Pantin et ses deux annexes, ainsi que toute nouvelle création de bibliothèque sur le territoire d'Est Ensemble. Le transfert des bibliothèques précitées est effectif depuis 2013. Le transfert des bibliothèques de Noisy-le-Sec est prévu au 1er janvier 2018.

La bibliothèque Denis Diderot à Bondy, malgré le dynamisme des équipes dans la construction de partenariats sur le territoire et par là-même le développement des services rendus au public, est aujourd'hui un équipement vétuste (construit en 1972) et peu adapté aux besoins des usagers.

La bibliothèque de Bondy n'ayant jamais bénéficié de travaux, Est Ensemble envisage, de 2017 à 2019, de réaménager l'intérieur de la bibliothèque et de réaliser des travaux sur l'enveloppe du bâtiment.
Le projet de rénovation poursuit les objectifs suivants :

- rattraper le niveau de service et anticiper sur les besoins futurs des usagers
- moderniser les espaces pour gagner en lisibilité, efficacité
- développer la convivialité des espaces, de la notion de confort
- prendre en compte la diversité des publics et de la nécessaire cohabitation d'usagers aux pratiques variées

Intérêt régional : dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : le coût prévisionnel du projet est estimé à 5, 57 M€. La base subventionnable correspondant au plafond du dispositif s'élève à 4 573 400 €. Une subvention d'un montant de 1 372 020 € est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique : BONDY
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostics	65 505,00	1,17%
Contrôle technique	6 600,00	0,12%
Travaux	5 361 895,00	96,15%
Automatisation des prêts	142 450,00	2,55%
Total	5 576 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Est Ensemble	1 416 205,00	25,40%
DRAC	2 788 225,00	50,00%
Région Ile-de-France	1 372 020,00	24,60%
Total	5 576 450,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	548 808,00 €
2019	823 212,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	10 012,20 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	14 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 974,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local	40 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 625,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	11 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	36 540,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 735,00 €
2016	Fonds Propreté	157 200,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local	30 000,00 €
2017	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	100 515,72 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	65 932,00 €
	Montant total	951 533,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014827

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FONTENAY-SOUS-BOIS - AMENAGEMENT DE LA MEDIATHEQUE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	1 733 578,00 €	30,00 %	520 073,00 €
	Montant Total de la subvention		520 073,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS
MAIRIE
Adresse administrative : 4 ESP LOUIS BAYEURTE
94125 FONTENAY /S BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VOGUET, Maire
N° SIRET : 21940033000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : aménagement de la médiathèque

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Inaugurée en 1985, la médiathèque de Fontenay-sous-Bois fait l'objet d'un projet de modernisation. L'équipement, implanté au cœur du quartier de la redoute, en zone politique de la ville et NPRU, nécessite des aménagements importants afin de mieux répondre à l'évolution des pratiques et des usages de la société. La médiathèque se trouve au cœur d'un quartier central en réhabilitation de la ville de Fontenay.

La Ville envisage un aménagement des espaces et une réorganisation des collections, avec :
- le réaménagement du hall d'accueil
- l'aménagement d'un espace de création
- la réorganisation des collections en pôles documentaires intégrant la valorisation des ressources numériques
- la mise en place en place d'un espace enfants sans wifi et protégé des espaces connectés
- l'aménagement de salles de travail et d'espaces pour l'action culturelle

Ce nouvel aménagement sera accompagné d'un élargissement des services numériques proposés aux usagers, la modernisation du système d'information, le développement d'ateliers et d'animations, l'élargissement des horaires d'ouverture et le développement de services de proximité.

D'une superficie de 2 300m2 dont 1 500 dédiés à l'accueil du public, la médiathèque est structurée en 5

espaces (accueil, jeunesse, multimedia, adultes, musique) et met à disposition de la population 190 000 documents, propose des offres numériques en ligne et comptabilise 7 500 inscrits actifs, 280 000 prêts et 112 000 entrées. Elle dispose d'un médiabus qui dessert les quartiers les plus éloignés.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 2 301 353 € HT. La base subventionnable correspondant aux travaux, hors déménagement, aléas du chantier, AMO et études, s'élève à 1 733 578 € HT. Une subvention d'un montant de 520 073 € est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique :
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 733 578,00	75,33%
Déménagement	100 000,00	4,35%
Alés du chantier	52 008,00	2,26%
Assistance maîtrise d'ouvrage	19 875,00	0,86%
Etudes	395 892,00	17,20%
Total	2 301 353,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville	745 547,00	32,40%
DRAC	1 035 609,00	45,00%
Région Ile-de-France	520 073,00	22,60%
Total	2 301 229,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	208 029,00 €
2019	312 044,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	200 000,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 000,00 €
	Montant total	207 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014853

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE ROBERT DESNOS A MONTREUIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	602 091,00 €	30,00 %	180 627,00 €
	Montant Total de la subvention		180 627,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président
N° SIRET : 20005787500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : rénovation de la bibliothèque de Montreuil

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé le 9 août 2017. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la commission permanente.

Description :
En 2011, le conseil communautaire a déclaré d'intérêt communautaire les bibliothèques-médiathèques de Bondy, des Lilas, du Pré-Saint-Gervais, de Montreuil et ses trois bibliothèques de quartier, de Pantin et ses deux annexes, ainsi que toute nouvelle création de bibliothèque sur le territoire d'Est Ensemble. Le transfert des bibliothèques précitées est effectif depuis 2013. Le transfert des bibliothèques de Noisy-le-Sec est prévu au 1er janvier 2018.

La Ville de Montreuil compte une bibliothèque centrale, la Bibliothèque Robert Desnos, et quatre bibliothèques de quartier. D'une surface de 3 300 m2 et ouverte 34 heures par semaine, la bibliothèque Robert Desnos se situe en plein cœur de ville, dans le quartier Mairie-Croix de Chavaux.

La ville de Montreuil poursuit les travaux de rénovation de rénovation de la bibliothèque avec la mise en conformité du bâtiment, soit le désamiantage, le remplacement du système de sécurité incendie et l'accessibilité aux personnes aux personnes à mobilité réduite.

Par ailleurs, l'établissement public territorial Est Ensemble a décidé de réaménager un ancien appartement de fonction en bureaux pour l'administration. L'espace libéré par le changement d'implantation des bureaux a vocation à augmenter les espaces ouverts au public de 150 m2, permettant ainsi de :
- répondre aux besoins chez les jeunes scolarisés de disposer dans la bibliothèque d'espaces de travail en groupe
- améliorer l'offre numérique
- faciliter l'accès aux réserves de documents pour les bibliothécaires
Cette première tranche de travaux a fait l'objet d'un soutien régional en 2016.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 619 611 €. La base subventionnable correspondant aux travaux, hors diagnostic et études, s'élève à 602 091 €. Une subvention d'un montant de 180 627 € est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique : MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désamiantage partie centrale du site sur 4 niveaux	368 700,00	59,51%
Remplacement du système SSI	84 261,00	13,60%
Mise en conformité accès (ascenceur)	166 650,00	26,90%
Total	619 611,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Est Ensemble	129 179,00	20,85%
DRAC	309 805,00	50,00%
Région Ile-de-France	180 627,00	29,15%
Total	619 611,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	72 250,00 €
2020	108 377,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	10 012,20 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	14 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 974,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	40 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 625,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	11 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	36 540,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 735,00 €
2016	Fonds Propreté	157 200,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
2017	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	100 515,72 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	65 932,00 €
	Montant total	951 533,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014861

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE D'EPONE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	1 663 800,00 €	30,00 %	499 140,00 €
	Montant Total de la subvention		499 140,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPONE
Adresse administrative : 90 AVENUE DU PROF EMILE SERGENT
78680 EPONE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard RASPAUD, Maire
N° SIRET : 21780217200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : construction de la médiathèque d'Epône

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune d'Epône souhaite créer un nouvel équipement culturel et scolaire composé d'une école élémentaire, d'un restaurant scolaire et d'une médiathèque. La mise en service de ces équipements, prévue en 2019, s'inscrit dans un projet plus vaste de regroupement des équipements publics et de transformation de la ville.

Soucieuse de répondre aux besoins culturels d'une population croissante et diversifiée, la ville a souhaité créer ce nouvel espace qui offrira un accès privilégié aux équipements culturels (collections, fonds langues, vidéothèque, jeux vidéos, ordinateurs). Une grande place sera faite à la connaissance du numérique et de ses outils.

Epône a opté pour la construction d'un bâtiment neuf sur trois niveaux au coeur du bourg de la ville au sein du site "Grand Jardin". La médiathèque, qui se trouvera au 3ème niveau, se donne les objectifs suivants :

- Contribuer au développement du livre et de la lecture

- Développer les pratiques et cultures "numériques"
- Contribuer à la sensibilité culturelle de la population
- Encourager l'exercice de la "citoyenneté"
- Favoriser la réussite scolaire et étudiante

Cette démarche vient en prévision d'une augmentation de la population en lien avec la nouvelle ligne de train (RER) et une nouvelle offre de logements dans le quartier de la gare.

Description :
La nouvelle médiathèque d'une surface de 652 m2 prendra la forme d'un volume compact de trois niveaux enchâssés dans les pentes naturelles du site. Les deux premiers niveaux abriteront les locaux techniques et la chaufferie (semi-enterrés), l'école et le restaurant ; ils seront habillés de béton matricé et recouverts de toitures terrasses végétalisées. Le volume léger de la médiathèque, de style contemporain, sera posé sur ce socle organique, minéral et végétal ; il sera seul visible depuis la rue.

Moyens mis en œuvre :
La médiathèque est réalisée dans le cadre d'une opération d'aménagement des équipements publics de centre-ville qui comporte également une école élémentaire et un restaurant scolaire. Une aide pour ces deux autres équipements a été sollicitée sur le dispositif des contrats régionaux.

Intérêt régional :
Il s'agit d'accompagner la ville d'Epône dans sa volonté de proposer un pôle culturel et scolaire à la hauteur des besoins et demandes de ses habitants d'âges et de milieux socio-professionnels divers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de la construction de la médiathèque s'élève à 2 060 323 € HT. Il comporte les dépenses d'honoraires, d'organisation du chantier, les espaces extérieurs, le gros œuvre, le second œuvre et les équipements divers. Sont éligibles les travaux de gros œuvre et second œuvre pour un montant de 1 663 801 €. La subvention est calculée par application du taux de 30 % à hauteur de 499 140,00€

Localisation géographique :
- EPONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Structure, clos, couverts (fondations, planchers, couverture, étanchéités, menuiseries extérieures, autres)	844 988,00	41,01%
Travaux de parachèvement (menuiserie, revêtements sol, peinture, autres)	229 877,00	11,16%
Equipements techniques (électricité, climatisation, chauffage, ascenceurs, cuisine, plomberie sanitaire)	549 544,00	26,67%
Second oeuvre (revêtements sols et murs, menuiseries, peintures, autres)	39 392,00	1,91%
Organisation du chantier (clôtures, accès, locaux)	56 669,00	2,75%
Equipements divers (mobiliers)	4 784,00	0,23%
Honoraires	172 738,00	8,38%
VRD Espaces extérieurs	162 331,00	7,88%
Total	2 060 323,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune d'Epône	838 075,00	40,68%
DRAC DGD	723 108,00	35,10%
Région service livre	499 140,00	24,23%
Total	2 060 323,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	499 140,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	4 000,00 €
2015	E-administration	11 806,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	87 568,00 €
	Montant total	103 374,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015092

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMENAGEMENT DE LA MEDIATHEQUE DE CLICHY-LA-GARENNE (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	183 187,00 €	30,00 %	54 956,00 €
	Montant Total de la subvention		54 956,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLICHY
Adresse administrative : 80 BOULEVARD JEAN-JAURES
92110 CLICHY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rémi MUZEAU, Maire

N° SIRET : 21920024300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : aménagement de la médiathèque de Clichy-la-Garenne (92)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui

Objectifs :
La ville de Clichy-la-Garenne, dans l'attente de la construction d'une nouvelle médiathèque à l'horizon 2022, a décidé d'ouvrir un nouveau site médiathèque au 15 rue d'Estienne d'Orves, en complément de la médiathèque actuelle située au 98 rue Martre qui ne répond pas aux besoins des clichois et sera, elle, réaménagée.

Le projet vise à offrir aux clichois un équipement culturel moderne, adapté à une population ayant une appétence particulière pour le numérique et un fort besoin d'offres en direction des enfants et des jeunes.

Les deux espaces devront conjointement répondre aux attentes suivantes :

- Améliorer le rayonnement de la lecture publique
- Démocratiser l'accès à la culture
L'espace culturel formé par les deux médiathèques atteindra 1900 m2 contre 700 m2 jusqu'alors disponibles. Cet agrandissement conséquent doit permettre une fréquentation plus fluide et donc plus importante, la création d'un espace plus grand dédié à la jeunesse, la multiplication des places assises (pour la lecture et l'étude), et enfin une offre forte autour du multimédia et du numérique.

L'accent sera mis sur la convivialité avec un coin cafeteria, des chauffeuses et des coins réservés à des publics spécifiques : bébés lecteurs, adolescants, coin heure du conte etc.

Description :
Les travaux consistent à réaménager les locaux en adaptant les volumes existants :
- création d'une salle de lecture avec espace tisanerie
- modification de deux blocs sanitaires
- création d'une communication entre deux banques de prêt
- réaménagement de bureaux et salles de réunion
- remise en état du patio
- travaux sur les espaces de consultation
- menuiseries, revêtements, autres finitions

Moyens mis en œuvre :
Il s'agit d'un réaménagement dans la perspective de la construction d'une médiathèque centrale prévue à l'horizon 2020. Les horaires d'ouverture seront étendus et les équipes renforcées afin d'améliorer le service rendu à la population.

Intérêt régional :
Il s'agit d'accompagner la ville de Clichy-la-Garenne à mieux répondre aux attentes des habitants en matière d'accès au livre et aux contenus numériques proposés par la médiathèque.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population de Clichy-la-Garenne : des familles relativement modestes, des jeunes cadres et les enfants, très nombreux, de ces deux groupes

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'opération de réhabilitation de la médiathèque s'élève à 438 940 €. Il comporte des dépenses d'installation de chantier, de curage et petites démolitions, de travaux de second œuvre et de mobilier et matériel anti-vol. Sont éligibles les travaux réalisés pour un montant de 183 187 € HT. La subvention est calculée par application du taux de 30 % à hauteur de 54 956 €.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantier, curage, petites démolitions, maçonneries	41 546,00	9,47%
Travaux	141 641,50	32,27%
TVA	36 637,50	8,35%
Mobiliers et matériels anti-vol	219 115,00	49,92%
Total	438 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC	116 308,00	26,50%
Mécénat	60 000,00	13,67%
Ville d'Epône	207 676,00	47,31%
Subvention Région livre	54 956,00	12,52%
Total	438 940,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	54 956,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	21 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	29 180,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	232 408,00 €
2014	Passerelles entreprises	106 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	1 605 632,00 €
2015	Passerelles entreprises	159 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	523 647,00 €
2016	Passerelles entreprises	159 000,00 €
2017	Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité	2 997,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	7 201,00 €
	Montant total	2 846 065,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015171

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CONSTRUCTION D'UNE MEDIATHEQUE A EPINAY-SUR-ORGE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	3 422 294,00 €	30,00 %	1 026 688,00 €
	Montant Total de la subvention		1 026 688,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPINAY-SUR-ORGE
Adresse administrative : 8 RUE DE L'EGLISE
91360 EPINAY S/ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy MALHERBE, Maire
N° SIRET : 21910216700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : réalisation de la nouvelle médiathèque d'Epinay-sur-Orge.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville d'Epinay-sur-Orge dispose d'une médiathèque dont la surface et le nombre de places disponibles sont insuffisants au regard des besoins de la population et dont les locaux sont vétustes et non adaptés aux personnes à mobilité réduites.
La ville a donc souhaité construire un nouvel équipement adapté aux normes et aux nouveaux usages (numérique, animations, etc.), dans un bâtiment contemporain situé en centre-ville et qui intègrera d'autres équipements collectifs (une crèche et un espace associatif).

Description :
Le projet de médiathèque d'Epinay-sur-Orge doit permettre l'accès de tous à l'ensemble des ressources de la médiathèque (imprimés, numériques ou en ligne). Il devra accueillir et faire cohabiter différents usages et utilisateurs, des pratiques individuelles et familiales.

La médiathèque sera organisée autour de différents univers : un accueil avec espace presse/actualité, un univers "loisirs", un univers "travail", un univers "Enfant 0-8 ans"

Ces espaces seront équipés informatiquement. Ils permettront d'accueillir et valoriser le fonds très important de la médiathèque en matière de documents imprimés et de développer l'accès à son fonds numérique. Des lieux d'animation ont été prévus (la médiathèque reçoit régulièrement des classes et des assistantes maternelles et organise des séances de conte);

Le nouveau bâtiment qui accueillera la médiathèque intègrera également une crèche et une salle

associative. L'accueil de ces trois lieux sera mutualisé.

La maîtrise d'oeuvre a été attribuée en octobre 2016 au cabinet d'architecte Bruno Huerre. Un avant-projet définitif a été livré en juin 2017. La demande de permis de construire a été déposée et est en cours d'instruction. La consultation des entreprises de travaux sera lancée en décembre 2017 pour un démarrage de chantier prévu en milieu d'année.

Intérêt régional : Il s'agit d'accompagner la ville d'Epinay-sur-Orge dans la mise à niveau et le développement de son offre de lecture publique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) : Les habitants de la commune (10 129 habitants).

Détail du calcul de la subvention : le coût global de réalisation de l'équipement est de 4,9 M€. Il comporte des dépenses d'études, de construction et réhabilitation, de travaux de VRD et d'équipements (mobilier et informatique). Sont éligibles au titre de la subvention régionale, les dépenses de construction et réhabilitation. Sur le montant global de ce poste, la part correspondant aux travaux des locaux affectés à la crèche doit être déduite. Le montant retenu est de 3 422 294 €. La subvention est calculée par application du taux de 30% à hauteur de 1 026 688 €.

Localisation géographique : EPINAY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux : construction et réhabilitation	3 792 294,00	77,16%
Travaux : VRD	231 270,00	4,71%
Equipement : mobilier et informatique	313 600,00	6,38%
Etudes : mission de maîtrise d'oeuvre, bureaux de contrôle, assurances...	577 710,00	11,75%
Total	4 914 874,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département	1 041 087,00	21,18%
DRAC	1 324 000,00	26,94%
Région IdF	1 026 688,00	20,89%
Commune	1 523 099,00	30,99%
Total	4 914 874,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	410 675,28 €
2019	616 012,92 €

5- Valorisation du patrimoine

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014064

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : IVRY (94) RESTAURATION DE L'ORGUE DE L'EGLISE SAINT-PIERRE SAINT-PAUL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Restauration et création d'orgues	99 339,00 €	25,00 %	24 835,00 €
	Montant Total de la subvention		24 835,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'IVRY SUR SEINE
Adresse administrative : ESPLANADE GEORGES MARRANE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PHILIPPE BOUYSSOU, Maire

SIRET : 21940041300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Restauration et création d'orgues
Objet du projet : restauration de l'orgue de l'église Saint-Pierre Saint-Paul d'Ivry

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Eglise Saint-Pierre Saint-Paul d'Ivry possède un orgue de tribune construit par la manufacture Stoltz, en 1862. Il a ensuite été modifié par la manufacture Aristide Cavaillé-Coll, sous la direction de Charles Mutin, en 1901, dans l'esprit d'un romantisme plus tardif.
Au cours de la seconde moitié du XXème siècle, il a fait l'objet de travaux moins heureux. Depuis près de dix ans, le projet de restauration a confirmé l'intérêt musical de l'orgue et sa relative préservation. En revanche, des pièces vitales de l'instrument, en particulier les sommiers, trahissent un état préoccupant.

Description :
Dans le cadre de sa programmation musicale, le conservatoire de musique et de danse d'Ivry-sur-Seine organise des concerts utilisant l'orgue de l'Eglise. A ce titre, lors de la semaine thématique déclinée autour de la famille instrumentale des cuivres, un concert orgue et quintette de cuivres a été donné avec l'organiste Pascal Marsault (organiste titulaire de l'Eglise Saint-Ignace à Paris).

L'orgue est également utilisé dans le cadre de concerts donnés avec la classe de chant et le choeur adultes du conservatoire sur des répertoires allant de la musique baroque à la musique romantique. Des

élèves du conservatoire participent à des concerts organisés par l'association des amis des orges d'Ivry. Enfin, une visite de l'orgue est organisée régulièrement pour permettre aux élèves et aux familles de découvrir cet instrument tant dans la description de son fonctionnement à la tribune que dans son écoute par des extraits d'oeuvres caractéristiques interprétées par un organiste.

Moyens mis en œuvre : Il est prévu une restauration complète des sommiers, un replacage des touches, les garnitures des jalousies doivent être refaites.

Par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2015, le projet de rénovation de l'orgue est approuvé à l'unanimité et une subvention régionale est sollicitée.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : Le montant de la restauration s'élève à 104 589,00 € HT. La base subventionnable représente 99 339 € car les honoraires de maîtrise d'œuvre n'entrent pas dans cette base. Au taux de 25 %, une subvention de 24 835,00 € est proposée.

Localisation géographique : IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	99 339,00	94,98%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	5 250,00	5,02%
Total	104 589,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	24 835,00	23,75%
RESERVE PARLEMENTAIRE notifiée	10 000,00	9,56%
COMMUNE D'IVRY-sur-SEINE	69 754,00	66,69%
Total	104 589,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	8 200,00 €
2019	8 200,00 €
2020	8 435,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	38 030,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	40 000,00 €
2015	Aides Géothermie profonde	2 000 000,00 €
2015	Politique énergie climat	420 255,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	2 960,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	18 000,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	10 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
2017	Politique énergie climat	192 836,00 €
	Montant total	2 735 081,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014947

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MANTES LA JOLIE (78) - PHASE 1 : RESTAURATION, CONFORTATION ET MISE HORS D'EAU DE LA COLLEGIALE NOTRE DAME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	1 053 000,00 €	17,09 %	180 000,00 €
	Montant Total de la subvention		180 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES LA JOLIE
Adresse administrative : 31 RUE GAMBETTA
78201 MANTES-LA-JOLIE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL VIALAY, Maire

N° SIRET : 21780361800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Objet du projet : Phase 1 : Programme de restauration de la Collégiale Notre Dame de Mantes-la-Jolie
Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville, soucieuse de poursuivre son intervention en matière de conservation et de mise en valeur de ce patrimoine, a lancé un important programme de travaux sur l'ensemble du monument, organisé en sept phases selon le caractère prioritaire des interventions. Une enveloppe de travaux a été estimée à 7,5 M€ HT. Après la phase 0 de travaux d'urgence portant notamment sur la restauration du beffroi, financée par la Région en 2016 à hauteur de 47 730 €, la commune sollicite l'aide régionale pour la phase 1 de l'opération.

Description :
La Collégiale de Mantes-la-Jolie est un des fleurons de l'architecture gothique et figure à ce titre sur la première liste de classement de 1840 au titre des Monuments historiques.
Par ses dimensions, son unité et sa qualité architecturale, la collégiale Notre-Dame de Mantes-la-Jolie est sans conteste la plus importante église médiévale du département des Yvelines.

L’origine de la collégiale se confond avec les premières grandes manifestations de l’architecture gothique en Ile-de-France. Les travaux de construction commencent vers 1170-1175 par la façade occidentale.

Malgré de nombreux travaux de restauration entrepris aux XIXème, XXème siècles et début du XXIème siècle, la collégiale de Mantes-la-Jolie présente certains désordres structurels alarmants notamment concernant ses arcs-boutants et les parties supérieures des chapelles du chevet.
Suite au diagnostic remis en mars 2015, qui a permis d’étudier les maçonneries et le clos et couvert de la collégiale, une cartographie précise des pathologies rencontrées a été établie et un phasage de travaux proposés (7 phases). Les travées Nord de la nef, ne font pas partie de ce phasage car elles ont été restaurées entre 2009 et 2012. Cependant lors de cette campagne, certaines parties n’avaient pas pu être restaurées pour des raisons budgétaires. Afin d’assurer une parfaite continuité de traitement entre les campagnes de restauration réalisées et à venir, il a été décidé d’intégrer dans la présente opération, constituant la phase 1, les parties non restaurées à savoir les toitures terrasses des bas-côtés et des coursives des travées n°14 et 15.

Moyens mis en œuvre :
Dans la continuité de la phase 0, actuellement en cours de réalisation, les travaux de la phase 1 correspondent à la restauration, la confortation et la mise hors d’eau pérenne du clos et couvert d’une partie du chevet :

- travée n°10, 11, 12, 13 du chevet
- arcs boutants n°10, 11, 12
- chapelle du sacré cœur et Saint-Joseph
- sacristie
- toitures terrasses des bas-côtés et coursives des travées n°14 et 15

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 053 000 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Au taux de 17,09% des travaux, plafonnés à 1M€, une subvention de 180 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cout total de l'opération - Phase 1 (travaux + honnoraires)	1 053 000,00	100,00%
Total	1 053 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	421 200,00	40,00%
REGION IDF	180 000,00	17,09%
Crédit agricole	50 000,00	4,75%
Part communale	401 800,00	38,16%
Total	1 053 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	180 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	84 930,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	5 000,00 €
2015	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 522,74 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	28 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 200,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	47 730,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	492 313,82 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	12 500,00 €
	Montant total	1 088 673,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015024

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VILLENEUVE LE COMTE (77) - RESTAURATION EGLISE NOTRE DAME DE LA NATIVITE - TRANCHE 2/3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	408 385,00 €	20,00 %	81 677,00 €
	Montant Total de la subvention		81 677,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE LE COMTE
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
77174 VILLENEUVE-LE-COMTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel CHEVALIER, Maire
N° SIRET : 21770508600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Objet du projet : Tranche 2 portant sur la consolidation de la 3ème travée de la nef et du bas-côté sud attenant.
Date prévisionnelle de début de projet : 30 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'église de Villeneuve-le-Comte fait l'objet d'une opération de travaux de restauration et d'aménagement de grande ampleur. Le programme des travaux est découpé en trois tranches qui font l'objet d'opérations distinctes.

La première tranche de travaux a été soutenue par la Région en 2014 à hauteur de 55 550 €. La commune de Villeneuve-le-Comte sollicite la Région, au titre de l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé, pour poursuivre la restauration de son église et réaliser la 2ème tranche de travaux.

Description :
L'église Notre-Dame de la Nativité est un des édifices médiévaux emblématiques du département de la Seine et Marne. Contrairement aux églises rurales voisines, sa fondation, dans le cadre d'une ville nouvelle créée au début du XIIIème siècle lui a fait bénéficier d'une construction très homogène, et son architecture originale témoigne de l'intervention d'un maître d'œuvre de haut niveau. Classée en 1849, l'église était jusqu'en 2007-2008 considérée comme en bon état général, jusqu'à ce que des fissures sur les piles du clocher commencent à se développer de façon inquiétante. Cette situation nouvelle a imposé l'étaiement d'urgence des ouvrages.

En 2012, une étude, pour la stabilisation du clocher et pour l'achèvement de la restauration de l'église, a

été commandée par la commune. Il s'avère que le déséquilibre du clocher est à un stade critique. Cette situation affecte notamment la travée de nef attenante, qui participe à la stabilité et à la répartition des charges de la tour avant modification, au XIXème siècle, de ses arcs-boutants. Au-delà du clocher ce sont donc les travées correspondantes à la nef et du bas-côté Sud, structurellement liées, qui sont apparus concernées par les désordres.

Au-delà, d'une première opération de consolidation du clocher réalisée en 2012 dans le cadre d'un Contrat Rural, une programmation cohérente de travaux en trois tranches est envisagée. La première tranche a permis l'achèvement de la consolidation du clocher des niveaux 0, 1 et 2. La présente demande porte sur la deuxième tranche.

Moyens mis en œuvre :
La deuxième tranche de travaux comprend :
- la stabilisation des voûtes de la 3ème travée de la nef
- la révision des toitures de la nef et le reprise de la couverture de la 3ème travée du bas-côté sud
- la restauration des maçonneries extérieures et de la vitrerie de la 3ème travée de l'église.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élèvant à 408 385 € HT honoraires inclus. Au taux de 20 %, une subvention de 81 677 € est proposée.

Localisation géographique : VILLENEUVE-LE-COMTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cout total de l'opération - Tranche 2 (travaux + honoraires)	408 385,00	100,00%
Total	408 385,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	163 354,00	40,00%
Departement 77 (sollicité)	61 000,00	14,94%
REGION IDF	81 677,00	20,00%
Part communale	102 354,00	25,06%
Total	408 385,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	81 677,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Valorisation du patrimoine régional	55 550,00 €
	Montant total	55 550,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015038

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE BAGNEUX (92) - TRANCHES 1 ET 2 /3 - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT HERMELAND

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	1 350 812,00 €	20,00 %	270 162,00 €
	Montant Total de la subvention		270 162,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAGNEUX
Adresse administrative : 57 AVENUE HENRI RAVERA
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Hélène AMIABLE, Maire

N° SIRET : 21920007800216

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Objet du projet : Travaux de réhabilitation de l'église portant sur les tranches 1 et 2 : restauration du clocher et restauration des façades.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Bagneux sollicite la Région Ile-de-France, au titre du dispositif d'aide en faveur du patrimoine protégé, afin mener à bien son important projet de restauration de son église. Un programme de travaux en trois tranches a été établi. La demande porte sur les deux premières tranches de travaux afin de réaliser la restauration du clocher et des façades de l'église.

Description :
L'église Saint-Hermeland de Bagneux est un bel édifice gothique, dont le chœur remonte au dernier quart du XIIe siècle et la nef, aux années 1230-1240. La paroisse dépendait du chapitre de Notre-Dame de Paris, ce qui explique les ressemblances entre les deux chantiers, surtout visibles dans la nef : les grandes arcades reposent sur des colonnes cylindriques toute simples et le dernier niveau de l'élévation est éclairé par des oculi, comme dans le parti originel de la nef de Notre-Dame de Paris, avant les réaménagements du XIIIe siècle qui ont substitué aux roses sommitales de grandes fenêtres hautes. Plusieurs églises de la

région parisienne présentent un parti comparable, révélant l'influence de l'église-mère du diocèse (Arcueil, Bougival, Champigny-sur-Marne…).
Le curieux vocable de l'église est dû à la présence de reliques de saint Hermeland, qui fut abbé d'Indre, dans le diocèse de Nantes, au VIIe siècle.

L'étude préalable de 2015 avait mis en évidence l'urgence des interventions sur les façades du clocher dont les pierres assez tendres, fragilisées par la pollution et des joints trop durs, s'effritent et tombent. Même constat sur plusieurs parties des autres façades très remaniées au XIXème siècle, tout particulièrement la façade ouest. Les vitraux et leurs barreaudages nécessitent également des interventions prioritaires.

Moyens mis en œuvre :
La première tranche de l'opération porte sur la restauration du clocher. Les travaux se concentrent principalement sur la restauration des parements. Ils sont complétés par des travaux de charpente, menuiserie et ferronnerie et des travaux de couverture.

Dans le cadre de la restauration du clocher est prévue la mise en valeur du pittoresque pan de bois et plâtre qui couvre la montée du clocher.

Le cout de la première tranche est de 587 218 € HT de travaux.

La deuxième tranche de l'opération porte sur la restauration de la façade Ouest, de la façade Est et de la sacristie, de la façade Sud et de la façade Nord. Les travaux se concentrent principalement sur le remplacement des pierres, des insertions, des purges, le traitement des parties métalliques, le traitement des fissures, le nettoyage par compresses ou microgrammage et les rejointoiements.
A été inclus, conformément au vœu de la CRMH, le rétablissement de la toiture dites en pavillon de la sacristie, avec un large chéneau à double évacuation côté chevet de l'église.

Le cout de la deuxième tranche est de 636 694 € HT de travaux.

La commune a bénéficié d'une aide de 400 000 € du département pour financer l'ensemble de l'opération de réhabilitation de l'église.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux est de 587 218 € HT pour la tranche 1 et 636 694 € HT pour la tranche 2. Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève 1 350 812 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Au taux de 20 %, une subvention de 270 162 € est proposée.

Localisation géographique :
- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux tranche 1	587 218,00	43,47%
Travaux tranche 2	636 694,00	47,13%
Honoraires	126 900,00	9,39%
Total	1 350 812,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis T1 et sollicité T2)	550 000,00	40,72%
DEPARTEMENT 92 (acquis)	270 000,00	19,99%
REGION IDF	270 162,00	20,00%
PART COMMUNALE	260 650,00	19,30%
Total	1 350 812,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	270 162,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	8 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	18 520,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	250 000,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	10 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	15 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	36 736,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	120 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 950,00 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	10 360,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 805 823,00 €
2017	Aide aux structures d'exercice collectif	105 013,00 €
	Montant total	3 392 402,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015089

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE PUTEAUX (92) - RESTAURATION GENERALE DE L'EGLISE NOTRE –DAME -DE-PITIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	659 222,00 €	20,00 %	131 844,00 €
	Montant Total de la subvention		131 844,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX MAIRIE
Adresse administrative : 131 RUE DE LA REPUBLIQUE
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire
N° SIRET : 21920062300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'église Notre-Dame-de-Pitié de Puteaux fait l'objet d'une rénovation. Pour réaliser cette campagne de travaux, la commune sollicite la Région, au titre de l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé.

Description :
Cette chapelle construite au début du XVIe siècle n'est devenue église paroissiale qu'en 1718. De ce fait elle est représentative de l'histoire religieuse où être érigé en paroisse était un acte éminemment important, conférant pouvoir civil (tenue des registres paroissiaux) et financier (perception de la dîme). La chapelle est dépendante de la paroisse voisine de Suresnes, elle a été construite à l'économie: un seul vaisseau, des volumes simples, une voûte en lambris et c'est cette simplicité qui lui donne ses qualités esthétiques. La richesse de la décoration se concentre dans les vitraux dont la grande valeur est incontestable.

Jusqu'en 1934, l'édifice a fait l'objet de plusieurs campagnes de restauration, puis il est abandonné au profit d'un nouveau lieu de culte. A l'état de ruine dans années 60, son classement en 1975 l'a sauvé de la destruction et s'est accompagné d'une restauration complète. Ré-ouvert en 1985, l'édifice accueille aujourd'hui des activités culturelles telles que des concerts ou des conférences.

Des travaux effectués récemment ont permis l'édification d'un campanile moderne en mémoire de l'ancien clocher, l'aménagement des abords, rendant l'édifice accessible aux Personnes à Mobilité Réduite et la réalisation de travaux intérieurs de mise en peinture, au droit de la tribune d'orgue et du chœur.
Bien qu'elle paraisse dans un état relativement bon, l'église présente des pathologies importantes. Elle souffre principalement de désordres liés aux intempéries et aux restaurations anciennes au ciment,

dégradant progressivement les maçonneries.

Les désordres observés et l'inquiétude sur la stabilité de l'église ont amené la municipalité à envisager une campagne de restauration complète de l'édifice.

Moyens mis en œuvre :
La présente opération concerne l'ensemble de l'église, extérieur comme intérieur, y compris le muret longeant la rampe. Les travaux se concentrent principalement sur les maçonneries et les vitraux et comprennent la reprise en sous-œuvre, la couverture et la maçonnerie et pierre de tailles des façades extérieures, la révision des vitraux, les parements intérieurs et l'électricité intérieure.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 695 654 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. La base subventionnable représente 659 222 € HT hors travaux préliminaires déjà réalisés. Au taux de 20%, une subvention de 131 844 HT € est proposée.

Localisation géographique : PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PRELIMINAIRES (non éligibles)	36 432,00	5,24%
Travaux de restauration	602 932,00	86,67%
Honoraires	56 290,00	8,09%
Total	695 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	263 330,00	37,85%
DEPARTEMENT 92 (acquis)	67 060,00	9,64%
REGION IDF	131 844,00	18,95%
PART COMMUNALE	233 420,00	33,55%
Total	695 654,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	131 844,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau Investissement	199 868,02 €
	Montant total	199 868,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002353

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE CHAMBOURCY (78) - TRANCHE 1/2 - RESTAURATION ET AMENAGEMENT DE LA MAISON DU PEINTRE ANDRE DERAIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	771 930,00 €	30,00 %	231 579,00 €
		Montant Total de la subvention	231 579,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMBOURCY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
78240 CHAMBOURCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre MORANGE, Maire
N° SIRET : 21780133100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Objet du projet : de la tranche 1 correspondant aux travaux de pérennisation de la structure de la Maison d'André Derain à Chambourcy.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Chambourcy sollicite la Région Ile-de-France, au titre du dispositif d'aide en faveur du patrimoine protégé, afin mener à bien son important projet de restauration de la Maison André Derain. La présente demande concerne la 1ère tranche de travaux qui porte sur la pérennisation de la structure du bâtiment.

Description :
La maison est une maison de maître, construite entre la fin du 17ème siècle et le début du 18ème siècle, établie dans une propriété dont il ne subsiste qu'une partie du parc. La bâtisse porte les signes distinctifs de son époque de construction : toitures mansardée, lucarnes, frontons à œil de bœuf. La maison fut entièrement remaniée au 19ème siècle. La bâtisse possède une cave et développe un rez-de-chaussée, deux étages droits et un comble sous rampant de toiture. Elle comprend une extension attenante à simple rez-de-chaussée et des communs.
Cette maison possède deux intérêts majeurs : son architecture et son histoire. En effet, le peintre André Derain, l'un des fondateurs du fauvisme y vécut une vingtaine d'années jusqu'à sa mort et y produit une part importante de son œuvre peinte mais aussi sculpturale entre 1935 et 1954. La maison demeura propriété de la famille Derain jusque dans les années 80. En 1986, la maison en totalité fait l'objet d'une inscription à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques. En 1988, la maison est rachetée par un particulier qui y réalise une série de travaux. Elle est ensuite ouverte au public quelques temps.

En 2014, la mairie fait l'acquisition de la propriété afin d'y réaliser un projet de réouverture au public avec la visite de l'atelier du peintre et le 3ème étage destinés aux associations culturelles (école de musique; ....). La campagne de travaux a donc pour objectif à la fois de restaurer la qualité de l'aspect extérieur de la maison du XVIIIème siècle, de ces dépendances mais aussi d'intégrer les éléments de modifications nécessaires à l'ouverture au public et au changement d'affectation de la maison du peintre André Derain.

Moyens mis en œuvre :
La phase 1 correspond aux travaux de pérennisation de la structure du bâtiment et comprennent les travaux de gros œuvre et de maçonnerie, la restauration de la charpente,la restauration de la couverture, les travaux de ravalement des façades et de remplacement des fenêtres, les VRD (non éligibles)
La phase 2 portera sur les travaux de second œuvre et la restauration des vitraux.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage sur la 1ère tranche s'élève à 887 430 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. La base subventionnable est de 771 930 € hors travaux de VRD. Au taux de 30 %, une subvention de 231 579 € est proposée.

Localisation géographique : CHAMBOURCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux tranche 1	695 700,00	78,39%
Travaux de VRD (non éligibles)	115 500,00	13,02%
Honoraires MO	76 230,00	8,59%
Total	887 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	154 386,00	17,40%
REGION IDF	231 579,00	26,10%
PART COMMUNALE	501 465,00	56,51%
Total	887 430,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	231 579,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	26 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	9 131,00 €
	Montant total	35 131,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015033

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE COLOMBES (92) - RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DE L'ANCIEN CLOCHER SAINT PIERRE - SAINT-PAUL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	1 416 502,00 €	30,00 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COLOMBES
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
92701 COLOMBES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nicole GOUETA, Maire

N° SIRET : 21920025000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Objet du projet : restauration et mise en valeur de l'ancien clocher Saint-Pierre - Saint-Paul

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'ancien clocher de l'église partiellement détruite de la ville de Colombes fait actuellement l'objet d'un important chantier de restauration. La commune souhaite en effet procéder à la réhabilitation de cet édifice visant à le consolider, le restaurer, à réouvrir ce lieu aux habitants et à l'ériger comme un nouvel espace public culturel.
Pour réaliser cette campagne de travaux, la ville de Colombes sollicite la Région, au titre de l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé.

Description :
'église Saint-Pierre et Saint-Paul a été construite au XIIe siècle et agrandie aux XIIIe et XVIe siècles. Au XVIIe siècle, elle a subi un premier remaniement avec la suppression de sa partie occidentale. Mais c'est surtout en 1968 que l'édifice s'est trouvé profondément amputé pour autoriser l'élargissement des voies le jouxtant. Il n'en reste aujourd'hui que le clocher, inscrit au titre des Monuments historiques en 1937, la travée de la nef et l'abside ainsi qu'une partie du bras sud du transept.

Ces vestiges sont restés dans un état d'instabilité notoire du fait de la démolition des éléments participants

à la stabilité générale. De plus, suite à la dépose des charpentes et de la couverture de la 1ère travée de la nef et malgré une protection de la voûte découverte, les intempéries et à la pollution ont sensiblement affecté l'édifice. L'altération des pierres et des sculptures mais également des désordres ont amené à une consolidation d'urgence en 2009 dont des travaux d'étaiement et des travaux de stabilisation des piliers.
Depuis cette intervention, l'instabilité de l'édifice est contenue provisoirement mais aucunement pérenne. Les dégradations côté ouest se sont intensifiées, les restes de sculptures les plus exposées ayant pratiquement disparues.

Aujourd'hui sur les bases des conclusions d'une étude de mise en sécurité, assortie d'une campagne de sondages remises en 2011, la commune envisage la reconversion de l'édifice, conduisant à une réhabilitation pérenne et à de nouveaux usages du lieu, actuellement désaffecté. Tout en préservant l'aspect général du lieu dans le respect des vestiges, la ville souhaite que l'ancien clocher, de par sa centralité, devienne une vitrine à vocation artistique et culturelle et un instrument de médiation et de sensibilisation aux enjeux architecturaux, patrimoniaux et urbanistiques de la ville. Une restauration complète est donc envisagée pour pouvoir rendre accessible au public l'édifice.

Moyens mis en œuvre :
La restauration et la réhabilitation de l'ancien clocher comprend des travaux de terrassement, gros œuvre et charpente métallique qui prévoient :
- la consolidation de la structure
- l'abaissement des sols extérieurs
- le ravalement et le traitement des élévations en maçonnerie
- la protection des vestiges par une couverture, à l'armature légère avec un système de récupération des eaux pluviales

Les travaux prévoient également les lots techniques d'électricité et éclairages.

De plus, la mise en valeur du site par deux bassins et un phylactère (support matériel scénographique) est inclue dans le programme mais ne sera pas financée par la Région.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 814 352 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. La base subventionnable portant sur les travaux et honoraires est de 1 416 502 € HT hors lots d'aménagement extérieurs des bassins, de fontaineries et du Phylactère. Au taux de 30% des travaux, plafonnés à 1M€, une subvention de 300 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cout ce l'opération (travaux + honraires)	1 416 502,00	78,07%
Travaux non éligibles (bassins, fontainnerie, phylactère)	397 850,00	21,93%
Total	1 814 352,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	187 705,00	10,35%
DEPARTEMENT 92 (contrat de développement local et culturel)	500 000,00	27,56%
REGION IDF	300 000,00	16,53%
FONDATION DU PATRIMOINE	217 000,00	11,96%
PART COMMUNALE	609 647,00	33,60%
Total	1 814 352,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	17 500,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	94 580,00 €
2014	Passerelles entreprises	50 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	1 041,60 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	17 276,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	1 026 955,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	4 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 710,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	27 000,00 €
2017	Politique énergie climat	39 919,00 €
	Montant total	1 283 981,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015036

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE COUPVRAY (77) - REFECTION DES TOITURES DE L'AILE SUD DES COMMUNS DU CHATEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	294 975,00 €	30,00 %	88 493,00 €
	Montant Total de la subvention		88 493,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUPVRAY
Adresse administrative : MAIRIE
77700 COUPVRAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry CERRI, Maire

N° SIRET : 21770132500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Objet du projet : Réfection des toitures de l'aile sud des communs du château de Coupvray

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Coupvray soucieuse de valoriser son patrimoine architectural d'exception souhaite réhabiliter la toiture de l'aile ouest des communs du parc du Château. Elle souhaite sollicite la Région Ile-de-France dans le cadre du dispositif d'aide en faveur du patrimoine protégé afin de réaliser cette opération.

Description :
Les communs du château de Coupvray représentant une surface de 7 600 m2, font partie du domaine du château, situé aux portes de Disneyland. Ce domaine est composé d'un parc de 45 hectares et d'un jardin

d’agrément. Le site est classé en 1944. La construction des communs avec les écuries et le pigeonnier date du XVIIème siècle et XVIIIème. Inscrits au titre des Monuments historiques en 1988, ils sont le témoignage le plus solide du domaine dont le château est à l’état de ruine. C’est la famille de Rohan-Guéméné, qui l’a érigé. Son commanditaire, Hercule de Rohan-Guéméné, était proche du roi Henri IV et fut gouverneur de Paris et de l’Île-de-France. Le domaine est le témoignage de la puissance de cette famille qui resta propriétaire du château pendant plus de deux siècles.
Ce vaste château avait des communs à la hauteur du statut de cette grande famille. L’aile nord a été démolie vers la fin du XVIIIème siècle, il n’en reste que la travée accolée au pigeonnier. Accessible uniquement depuis les espaces des communs, le pigeonnier de plan circulaire dont on trouve de nombreux exemples dans la région, a conservé son échelle tournante, le pilier qui la soutient et ses boulins.

La commune fait l’acquisition du domaine et des communs en 2004. Elle ouvre une partie du parc au public désormais accessible 6 jours sur 7. Les espaces du château sont aujourd’hui l’axe prioritaire sur lequel porte le développement de l'animation locale et le renforcement de l'offre touristique de la commune.

Une première opération de restauration a permis la réfection complète en tuiles plates de la couverture des toitures du pigeonnier.

S’en suit la réalisation d’un programme de 3 opérations comprenant :
- l’aménagement de l’aile ouest où se trouvent les écuries,
- l’aménagement de l’accessibilité du pigeonnier,
- la réfection de l’ensemble des couvertures des communs de l’aile sud.

Les deux premières opérations ont été réalisées. Actuellement, les écuries côté ouest des communs ont été partiellement aménagées avec une salle d’exposition située dans la partie centrale. Le pigeonnier a été restauré.

Il reste désormais à restaurer les couvertures de l’aile sud où se trouvent des salles d’exposition et des remises au niveau du rez-de-chaussée et des logements dans les combles, non occupés.

Moyens mis en œuvre :
La présente opération porte sur la réfection de l’ensemble des couvertures des communs de l’aile sud. Les travaux se concentrent principalement sur la réfection de la toiture en tuiles plates, la révision de la charpente et la réfection des lucarnes.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 294 975 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Au taux de 30%, une subvention de 88 493 € est proposée.

Localisation géographique :
- COUPVRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	256 500,00	86,96%
Honoraires	38 475,00	13,04%
Total	294 975,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	58 995,00	20,00%
DEPARTEMENT 77	61 000,00	20,68%
REGION IDF	88 493,00	30,00%
PART COMMUNALE	86 487,00	29,32%
Total	294 975,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	88 493,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	156 829,20 €
2015	Contrat régional territorial	116 820,27 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	1 550,00 €
2017	Contrat régional territorial	237 820,00 €
	Montant total	513 019,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015039

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE VERNOU LA CELLE SUR SEINE (78) - RESTAURATION DES VOÜTES DU CHOEUR ET TRAVAUX CONNEXES - EGLISE SAINT FORTUNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	420 634,00 €	20,00 %	84 127,00 €
	Montant Total de la subvention		84 127,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERNOU LA CELLE SUR SEINE
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
77670 VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain MOMON, Maire
N° SIRET : 21770494900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Objet du projet : restauration des voûtes du coeur et travaux connexes
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'église de Vernou-la-Celle sur Seine est actuellement fermée au public, pour des raisons de sécurité. Une campagne de travaux d'urgence sanitaire est nécessaire. La commune sollicite la Région Ile-de-France dans le cadre du dispositif d'aide en faveur du patrimoine protégé, pour la réalisation de cette première campagne.

Description :
L'église de Vernou a été fondée en l'honneur de saint Fortuné, qui y vécut à l'époque mérovingienne. C'est une petite église gothique dont le chœur remonte à la fin du XIIème-début du XIIIème siècle, avec un chevet plat éclairé par une baie en triplet. La nef a pour sa part été reconstruite au XVIe siècle, mais dans un style en harmonie avec celui du chœur même si le détail ornemental trahit la différence entre les deux campagnes. L'église a été inscrite en 1946.

Cette église souffre malheureusement d'importants désordres : fissurations verticales du mur nord du chœur au droit du clocher et dévers du mur sud du chœur ; fractures des arcs doubleaux et fissuration de la voûte du chœur ; fissuration et faux aplomb du mur sud de la nef. Les études menées sur le monument pour analyser les causes de ces problèmes de stabilité ont montré que les fondations n'étaient pas en cause (le sol est bon, les fondations sont assez profondes) mais qu'en revanche, l'ancienne charpente, sans entrait, poussait au vide. Par ailleurs les claveaux des voûtains du chœur sont abîmés par suite de l'érosion des agrafes métalliques qui les confortent. La première campagne de travaux, qui permettra la

réouverture de l'église, remède à ces problèmes. La deuxième campagne portera sur la restauration des voûtes de la nef.

Moyens mis en œuvre :
La première campagne de travaux d'urgence sanitaire comprend l'assainissement, la confortation du portail occidental et la restauration des voûtes du chœur et de la couverture du bas-côté, avec mise en place d'une poutre métallique dans le rampant de la couverture.

La commune a sollicité l'ensemble des partenaires publics (DRAC, Région, Département) afin d'obtenir un financement à hauteur de 20 % de l'opération.
Une souscription publique lancée par la Fondation du patrimoine a permis de récolter 30 000 €.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 420 634 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Au taux de 20 %, une subvention de 84 127 € est proposée.

Localisation géographique : VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cout de l'opération (travaux + honoraires)	420 634,00	100,00%
Total	420 634,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	84 127,00	20,00%
DEPARTEMENT (sollicité)	84 127,00	20,00%
REGION IDF	84 127,00	20,00%
FONDATION DU PATRIMOINE	30 000,00	7,13%
RESERVE PARLEMENTAIRE	18 000,00	4,28%
PART COMMUNALE	120 253,00	28,59%
Total	420 634,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	84 127,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015105

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE GUIGNES (77) - RESTAURATION DES TOITURES ET DU CLOCHER DE L'EGLISE SAINT-JACQUES LE MINEUR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	473 330,00 €	30,00 %	141 999,00 €
	Montant Total de la subvention		141 999,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GUIGNES
Adresse administrative : RUE DE MEAUX
77390 GUIGNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean BARRACHIN, Maire
N° SIRET : 21770222400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Objet du projet : travaux de restauration des toitures de l'église et travaux divers sur le clocher.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Guignes sollicite l'aide régionale, au titre du dispositif d'aide en faveur du patrimoine protégé, afin mener à bien son important projet de restauration de son église. Un programme de travaux suivant les priorités sanitaires et la logique opérationnelle a été établi en 5 tranches. La demande porte sur la première tranche de travaux afin de réaliser la restauration des toitures de l'église et d'effectuer des travaux sur le clocher.

Description :
L'église Saint-Jacques le Majeur de Guignes, village de la Brie, a été entièrement reconstruite au XVIIIe siècle grâce à un généreux donateur, Samuel-Jacques Bernard, fils d'un grand banquier du règne de Louis XV. C'est donc l'une des rares églises de cette région à avoir été intégralement édifiée en style classique (seul le collatéral sud est une adjonction du XIXe siècle). On peut la comparer à la nef de l'église de Trilbardou, autre édifice de Seine-et-Marne datant du XVIIIe siècle (mais avec un chœur plus ancien) : on y retrouve le même caractère épuré, avec des volumes très simples. Le style adopté à Guignes est cependant moins novateur que l'inspiration néo-grecque de Trilbardou, œuvre de l'architecte

parisien Cellerier.

L'église présente plusieurs catégories de désordres au niveau de l'ensemble des parements intérieurs et extérieurs. L'ensemble des toitures de l'église présente une désorganisation ponctuelle de sa couverture en tuile et une absence d'évacuation des eaux pluviales.

Cette église nécessite aujourd'hui des travaux de restauration portant sur la toiture et le clocher, dont la silhouette élancée domine la façade occidentale. Ces travaux contribueront à la préservation non seulement de l'édifice, mais aussi de son mobilier, avec notamment une très belle mise au tombeau en bois sculpté datant du XVIIe siècle.

Moyens mis en œuvre :
La première tranche de l'opération porte notamment sur la restauration des toitures de la nef, des bas-côtés sud et nord. Les travaux concernent les travaux de couverture et réseaux ERP, les travaux de charpentes, les travaux de maçonnerie
- les travaux du clocher portant sur les éléments en bois du clocher (la réfection du plancher du haut niveau et reprises de l'escalier)

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 473 330 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. Au taux de 20 %, une subvention de 141 999 € est proposée.

Localisation géographique :
- GUIGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cout de l'opération - Tranche 1 (travaux + honoraires)	473 330,00	100,00%
Total	473 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	94 666,00	20,00%
DEPARTEMENT 77	61 000,00	12,89%
REGION IDF	141 999,00	30,00%
PART COMMUNALE	175 665,00	37,11%
Total	473 330,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	141 999,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015491

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FONDS 2017 DEDIE A LA RESTAURATION DU PATRIMOINE NON PROTEGE DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	85 795,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DU PATRIMOINE DELEGATION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 8 PASSAGE MOULINET 75013 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur ALAIN SCHIMTZ, Délégué régional Ile de France

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41381282700512

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SOUTIEN A L'ACTION DE LA FONDATION DU PATRIMOINE EN FAVEUR DU PATRIMOINE NON PROTEGE
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Objet du projet : participation financière de la Région dans le cadre du partenariat avec la Fondation du Patrimoine en faveur de la restauration du patrimoine non protégé.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Par délibération CR 2017-084 en date du 6 juillet 2017, la Région a approuvé la convention de partenariat avec la Fondation du Patrimoine. Cette convention a été conclue pour une duree d'un an à compter du 7 aout 2017, date de la signature de la convention. La Région et la Fondation ont décidé d'unir leur démarche afin de renforcer leur soutien en faveur de l'aide à la restauration du patrimoine non protégé. La Région a souhaité s'engager dans un modèle de financement partenarial mobilisant ressources publiques et ressources privées.

Description :
La Fondation soutient les collectivités et les associations dans des projets de restauration de leur patrimoine mobilier et immobilier non protégé principalement par le biais de souscriptions publiques et de mécénat. Afin d'apporter également son soutien à ces projets, la Région s'est engagée à mobiliser une

subvention d'un montant de 100 000 euros par an maximum versée à la Fondation du Patrimoine. L'aide régionale accordée à chaque projet est plafonnée à 15 000 € sur la base de 1 € financé par la Région pour 1 € collecté par la Fondation dans le cadre des campagnes de souscription.

La Fondation du Patrimoine organise la sélection des projets et est autorisée à reverser à chaque porteur de projet éligible, l'aide régionale correspondante.

Pour l'année 2017, la Fondation du Patrimoine a sélectionné sept projets qui ont fait l'objet d'une souscription arrêtée au 30 septembre 2017. Le montant de la subvention régionale accordé pour l'ensemble de ces projets est de 85 795 €. La liste des projets présentés figure en annexe X de la délibération.

Moyens mis en œuvre :
Il est proposé de soutenir les 7 projets suivants, pour un montant consolidé de 85 795 € :

- la restauration complète du lavoir dit de Guermantes de la commune de Gouvernes (77) pour un montant de 8 615 €
- la restauration de l'église Saint Martin de la commune de Sammeron (77) pour un montant de 15 000 €
- le ravalement extérieur de l'église Saint-Sulpice de la commune de Seine Port (77) pour un montant de 15 000 €
- la restauration de la Villa Max à Chelles (77) pour un montant de 15 000 €
- la restauration du Pont Bat Cheval de la commune de Flacourt (78) pour un montant de 9 910 €
- la restauration de l'église Saint Denis de la commune de Saint Escobille (91) pour un montant de 12 090 €
- restauration des vestiges archéologiques du Château de la commune de Viarmes (95) pour un montant de 10 180 €

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	85 795,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015835

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARIS TERRE D'ENVOL - PARC DE LA POUDRERIE - RÉHABILITATION DE LA HALLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'aménagement culturel	1 253 049,00 €	15,96 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse administrative : BD DE L'HOTEL DE VILLE
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Bruno BESCHIZZA, Président

N° SIRET : 20005809700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional
Rapport Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Objet du projet : réhabilitation de la halle du Parc de la Poudrerie

Date prévisionnelle de début de projet : 28 juin 2019
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Une convention de transfert de gestion du parc au bénéfice du Département et de certains bâtiments au bénéfice des communes d'assiette du parc a été signée en mars 2017 pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2017. La commune de Villepinte s'y est vue attribuée pour l'année 2017, la gestion du centre nature de Villepinte ainsi que de la grande Halle. La commune de Sevran gère pour sa part, en 2017, le centre nature de Sevran.

Par délibération, les communes de Villepinte et de Sevran ont transféré à l'EPT Paris Terres d'envol, la gestion de ces 3 bâtiments, ces derniers ayant vocation à devenir des équipements mutualisés à l'échelle communautaire.

Description :
Cette halle métallique à double nef a été construite en 1939 pour permettre d'abriter le stockage des caisses de poudres vides, fonction qu'elle maintiendra jusqu'à la fermeture du site en 1974.

Devant se présenter initialement comme un symétrique parfait d'une première halle montée en 1933 sur le terrain parallèle, son plan sera légèrement modifié. Si ses dimensions restent identiques, des éléments

de structure en treillis sont préférés à des pièces à âmes pleines et la forme des fermes est corrigée. La toiture en tôle adoptée sur le premier modèle est également modifiée, remplacée par une couverture en tuiles mécaniques panachant pièces neuves et pièces vieillies. Prescrit par l'Armée au moment où la France entre en guerre, ce type de couvrement d'une moindre connotation militaire ou industrielle, avait alors pour objectif de mieux dissimuler les installations d'éventuels survols aériens.

Réalisée dans un souci d'économie, son coût ayant été fixé au poids du métal utilisé, elle présente des procédés de mise en œuvre largement répandus à l'époque : poteaux et pannes en treillis, fermes triangulées, assemblage par rivetage et boulonnage. En résulte une construction certes classique mais dont l'éminente légèreté, associée à un important gabarit, confère à cet ensemble une certaine qualité plastique.

En outre, ce modèle de halle semble ne pas se retrouver sur d'autres sites ou anciens sites poudriers.
Depuis 2012, la grande Halle de Villepinte fait l'objet d'un arrêté de péril. Les recommandations de l'ABF visent à rénover la grande Halle et non pas la reconstruire à l'identique ni de la déposer.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	1 253 049,00	100,00%
Total	1 253 049,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	15,96%
ETAT	802 439,00	64,04%
EPT PARIS TERRE D ENVOL	250 610,00	20,00%
Total	1 253 049,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000 €
2019	100 000 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement	35 000,00 €

	d'entreprise - PACE	
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	50 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	104 793,49 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	276 346,00 €
	Montant total	496 139,49 €

Liste des projets de restauration du patrimoine non protégé subventionnés par la fondation du patrimoine et la Région

Liste des projets de restauration du patrimoine non protégé sélectionnés par la Fondation du Patrimoine

Porteur du projet (maître d'ouvrage)	Statut (collectivité locale / association)	SIRET porteur de projet (MO)	Département	Nom du projet / édifice concerné	Adresse	Nature des travaux	Montant des travaux éligibles à souscription (HT pour les collectivités locales / TTC pour les associations)	Montant total des dons collectés	Nombre total de donateurs	Montant de l'aide régionale
Gouvernes (Ville de)	Commune	21770209100018	77 - Seine et Marne	**LAVOIR DIT DE GUERMANTES**	avenue des deux chateaux 77400 GOUVERNES	restauration complète du lavoir (charpente, couverture, maçonnerie)	12 448,00 €	8 615,00 €	45	**8 615,00 €**
Sammeron (Ville de)	Commune	21770440200015	77 - Seine et Marne	**EGLISE SAINT MARTIN DE SAMMERON**	77 260 SAMMERON	maçonnerie intérieure : nef (voûte et murs), transept sud est	59 867,00 €	18 040,00 €	33	**15 000,00 €**
Seine Port (ville de)	Commune	21770447700017	77 - Seine et Marne	**EGLISE SAINT-SULPICE DE SEINE PORT**	rue de melun 77240 Seine Port	ravalement extérieur de l'église et du clocher	152 617,00 €	49 430,00 €	70	**15 000,00 €**
Groupement Rempart Ile de France	Association	32996970300019	77 - Seine et Marne	**VILLA MAX A CHELLES**	10, place Gasnier Guy 77 500 CHELLES	TRANCHE 1 : restauration de persiennes, grille de défense, châssis métallique et verre feuilleté (protection du bow-window), vitraux . TRANCHE 2 : éléctricité, ravalement / maçonnerie	22 890,00 €	37 700,00 €	52	**15 000,00 €**
Flacourt (Ville de)	Commune	21780234700013	78 - Yvelines	**PONT BAT CHEVAL A FLACOURT**	chemin rural dit du parc 78200 Flacourt	maçonnerie et honoraires	118 041,00 €	9 910,00 €	27	**9 910,00 €**
Saint Escobille (ville de)	Commune	21910547500012	91 - Essonne	**EGLISE SAINT DENIS DE SAINT ESCOBILLE**	9, place de l'église 91410 SAINT ESCOBILLE	maçonnerie (dont clocher), couvertures, serrurerie et échafaudages	179 569,00 €	12 090,00 €	11	**12 090,00 €**
Viarmes (ville de)	Commune	219 506 524 000 12	95 - Val d'oise	**VESTIGES ARCHEOLOGIQUES DU CHÂTEAU DE VIARMES**	Place Pierre Salvi 95270 VIARMES	restauration conservation des ruines du château	138 250,00 €	10 180,00 €	32	**10 180,00 €**
Total										**85 795,00 €**

ANNEXE 3- Convention avec le CD 78

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA DIRECTION DE LA CULTURE, DES PATRIMOINES ET DES ARCHIVES DU DEPARTEMENT DES YVELINES

POUR L'ETUDE ET LE RECOLEMENT DU PATRIMOINE MOBILIER DES EDIFICES RELIGIEUX DE MANTES-LA-JOLIE

ENTRE

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, madame Valérie Pécresse, dûment habilité par délibération de la commission permanente du Conseil régional N° CP 17– 547 en date du 22 novembre 2017

Ci-après dénommée « la Région »,

ET

Le Département des Yvelines, représenté par son Président, monsieur Pierre Bédier, habilité par délibération de l'assemblée départementale n°2015-CD-9-JO336 article 10, en date du 2 avril 2015,

Ci-après dénommé « Le Département »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT

Depuis sa création en 1980, le service Patrimoines et inventaire de la Région travaille en partenariat avec le Département des Yvelines, et précisément avec le service des Archives départementales et la Conservation des Antiquités et objets d'art. Cette collaboration a permis la réalisation de plusieurs publications dans les collections nationales de l'Inventaire et l'alimentation des bases de données patrimoniales. Actuellement, le service régional effectue l'inventaire du patrimoine de Mantes-La-Jolie, en convention avec la ville, et doit dans ce cadre en étudier les édifices religieux. Il dispose de nombreuses photographies réalisées en 1977 et doit mettre à jour cette connaissance. La Conservation des Antiquités et objets d'art, aujourd'hui rattachée au Pôle Sauvegarde et transmission des patrimoines, dispose d'une documentation abondante, à la fois en terme de recherches et de photographies, et la conservatrice doit effectuer le récolement des objets protégés au titre des monuments historiques C'est pourquoi dans un souci d'efficacité et afin de mutualiser les compétences et les moyens, les parties prenantes souhaitent conventionner.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la réalisation de l'étude du patrimoine architectural et mobilier des édifices religieux de Mantes-la- Jolie, la collégiale Notre-Dame, l'église Saint-Jacques et l'église Sainte-Anne de Gassicourt par la Région Île-de-France et le Département des Yvelines.

Elle définit les participations respectives de la Région et du Département à cette opération.

ARTICLE 2 : LE PERIMETRE DE L'ETUDE ET LES METHODES DE L'ACTION

Article 2. 1 Délimitation de l'aire d'étude

L'opération d'inventaire porte sur la collégiale de Mantes-la-Jolie, les églises Saint-Jacques et Sainte-Anne de Gassicourt

Article 2.2 Définition de la méthodologie de l'étude

L'inventaire programmé au titre de la présente convention concerne les trois édifices religieux. Il s'agit de réaliser une visite approfondie de ces bâtiments avec une couverture photographique de l'architecture, du décor immeuble par destination et des objets mobiliers, protégés au titre des monuments historiques. Par ailleurs, sera réalisé un inventaire des objets non protégés les plus intéressants.

Article 2. 3 Modalités scientifiques et techniques

Conformément aux missions de l'Inventaire Général du Patrimoine Culturel, cette étude est établie dans un contexte de recherche scientifique sur toute œuvre ou ensemble qui, du fait de son caractère artistique, architectural, archéologique ou historique, constitue ou est susceptible de constituer un élément significatif du patrimoine culturel de l'aire étudiée.

Cette étude s'intègre dans les actions du pôle Sauvegarde et transmission des patrimoines, de la Direction de la Culture, des Patrimoines et des Archives, dont une des missions est la préservation et la mise en valeur du patrimoine communal et départemental.

Article 2.4 Méthodes de l'action

Comme dans toute opération d'inventaire et de récolement, l'enquête comprendra plusieurs phases :

- état des lieux des connaissances
- bilan des photographies dont disposent chacun des services
- visite conjointe des édifices pour en réaliser l'inventaire et le récolement
- campagne photographique conjointe par des photographes des deux entités dans un souci de rapidité
- échange des photographies à la fois anciennes et réalisée lors de la visite.
- recherches complémentaires
- échange d'informations pour la réalisation des notices pour les bases respectives de la Région (Gertrude) et du Département (THOT)

ARTICLE 3 : PROGRAMMATION DE L'OPERATION

Cette enquête sera réalisée dans le courant de l'été 2017 pour le travail de terrain et à l'automne pour la finalisation des données.

ARTICLE 4 : LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

Article 4.1 Engagements du Département

Participation du conservateur des Antiquités et objets d'art (DCPA, PSTP) à hauteur de X jours/semaine environ sur la période concernée.

Participation d'un photographe pour les clichés des objets et des décors immeuble par destination (DCPA) à hauteur de X jours/semaine environ sur la période concernée.

Le Département prend en charge l'alimentation et l'administration de sa base patrimoniale sous le progiciel THOT.

Article 4.2 Engagements de la Région

Participation du conservateur et du photographe chargés de l'inventaire du patrimoine de Mantes-la-Jolie pour les clichés relatifs aux éléments architecturaux et aux vues d'ensemble des édifices, à minima sur les mêmes périodes de présence que les agents du Département.

La Région prend également en charge l'alimentation et l'administration de la base de données constituée sous le progiciel GERTRUDE.

Les partenaires se laissent toutefois la possibilité d'ajuster les temps de présence et la répartition des tâches, en fonction des nécessités imposées par le travail de terrain, dans la limite des capacités et des ressources humaines de chaque entité.

ARTICLE 5 : LA VALORISATION DES RESULTATS DE L'ETUDE D'INVENTAIRE

Ce travail pourra s'accompagner d'une valorisation dont les formes seront à déterminer par les partenaires en fonction des opportunités. Aucune forme de diffusion et de médiation n'est à exclure *à priori* : expositions, conférences publiques, diffusion en ligne sur les sites web du Département et du Conseil Régional, publications de synthèse (papier ou virtuelles).

Pour organiser ces actions de valorisation et en préciser les modalités techniques, juridiques et financières, des conventions spécifiques seront passées entre les deux parties en présence et leurs éventuels partenaires.

ARTICLE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DROITS D'EXPLOITATION

Article 6.1 Droit moral

Toute publication ou manifestation résultant des travaux menés dans le cadre de cette convention porteront la mention de la participation de la Région et du Département. Les photographies établies à l'occasion des enquêtes et leur mise en valeur porteront la mention copyright © Région Île-de-France, suivie du nom du photographe et de l'année de création du document, ou © Département des Yvelines suivie du nom du photographe et de l'année de création du document.

Article 6.2 Utilisation des données

La documentation produite en exécution de la présente convention, y compris les photographies, sera consultable :

- à partir du portail de la Région Île-de-France, sur le site consacré au patrimoine régional
- sur le site du PSTP hébergé par celui des Archives départementale des Yvelines

De manière générale, les partenaires se tiendront mutuellement informés de l'utilisation qu'ils souhaiteront faire des données par courrier simple ou par courriel adressé directement au chef du service Patrimoines et inventaire et au responsable du Pôle Sauvegarde et transmission des patrimoines.

La Région garantit le Département contre toute revendication des droits d'auteurs du personnel dont il est fait mention à l'article 4.

Le Département garantit la Région contre toute revendication des droits d'auteurs du personnel dont il est fait mention à l'article 4.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE

La convention prend effet à compter de la signature des deux parties pour une durée de un an.

ARTICLE 8 : MODIFICATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

ARTICLE 9 : RESILIATION ET CONSEQUENCES

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

La présente convention pourra être résiliée pour tout autre motif par l'une ou l'autre des parties. Cette résiliation prendra effet un mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître. En cas de désaccord persistant, il sera fait appel au Tribunal Administratif compétent.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le	**Le**.....
La présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	**Le Département des Yvelines**
Pour la présidente du conseil régional et par délégation La directrice de la Culture **Muriel GENTHON**	**Monsieur Pierre BEDIER, Président** (*signature et cachet*)

ANNEXE 4 - Convention tripartiite GPA

REGION D'ILE-DE-FRANCE

CONVENTION DE FINANCEMENT TRIPARTITE

« Aide à la restauration du patrimoine protégé »

N°CP 14-434 du 18 juin 2014 et N°CP 17-547 du 22 novembre 2017

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu des délibérations N°CP 14-434 du 18 juin 2014 et N°CP 17-547 du 22 novembre 2017
ci-après dénommée « la Région » d'une part,
et

La collectivité dénommée : COMMUNE DE GONESSE
dont le statut juridique est : Commune
N° SIRET : 219502770 00015
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : 66 RUE DE PARIS 95500 GONESSE
ayant pour représentant Monsieur Jean-Pierre BLAZY, Député-Maire
ci-après dénommé « le concédant »
et

Le bénéficiaire dénommé : GRAND PARIS AMENAGEMENT
dont le statut juridique est : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
N° SIRET : 642036941 00036
Code APE : 42.99Z
dont le siège social est situé au : 11 RUE CAMBRAI 75019 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général
ci-après dénommée « le bénéficiaire » d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération n° CP14-434 du 18 juin 2014, la ville de Gonesse a obtenu le soutien financier au titre du dispositif « Aide à la restauration du patrimoine protégé » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR06-15 du 13 février 2015.

Ce soutien financier concernait la restauration du Pigeonnier de Garlande (dossier 14008136), réalisée dans le cadre de la concession d'aménagement confiée initialement à l'Etablissement public d'aménagement (EPA) Plaine de France en 2014, puis suite à sa dissolution par décret n° 2016-1915 du 27 décembre 2016, confiée à l'Etablissement public Grand Paris Aménagement.

Par décision n°2017-25 du 20 juillet 2017, la Région a accordé à la commune de Gonesse la prorogation du délai de validité de la subvention d'un an soit jusqu'au 18 juin 2018. En parallèle, la commune de Gonesse a demandé de transférer la subvention à l'Etablissement public Grand Paris Aménagement.

Le transfert de la subvention entre la commune de Gonesse (concédant) et l'Etablissement public Grand Paris Aménagement (bénéficiaire) est subordonné à la signature de la présente convention tripartite qui remplace et annule la convention initiale.
L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 et dans le respect des conditions ci-après définies.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 17-547 du 22 novembre 2017, la Région Ile-de-France a décidé de résilier la convention initiale avec la ville de Gonesse et de transférer la subvention à l'Etablissement public Grand Paris Aménagement, pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : la restauration du Pigeonnier de Garlande (référence du dossier 14008136).

Dans cet objectif, elle transfert au « concessionnaire, bénéficiaire » la subvention correspondant à 20 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 228 894 €, soit un montant maximum de subvention de 47 780 €. Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

La subvention régionale doit avoir pour effet direct la baisse des coûts pesant sur le concédant pour la réalisation de l'opération susmentionnée. Elle ne doit en aucun cas procurer un avantage économique au bénéficiaire, au risque qu'elle puisse être qualifiée d'aide d'Etat conformément à l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : Obligations relatives à l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à la demande du concédant et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche-projet ».

ARTICLE 2.2 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement du/des stagiaires ou alternant(s) et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
Fournir toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation…) à la demande de la Région. En cas de non-respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessous.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CONCEDANT

Le concédant prend toute disposition pour s'assurer de la légalité de la concession d'aménagement passée avec le bénéficiaire, et notamment du respect des dispositions de l'article L.300-5 du code de l'urbanisme, selon lesquelles lorsque l'opération d'aménagement donne lieu à des subventions publiques, ces subventions doivent être prévues au traité de concession. En l'absence de dispositions dans ce sens, l'attribution de la subvention régionale doit donner lieu à un avenant à la concession d'aménagement.

Le concédant s'assure que la subvention régionale vient en diminution du coût supporté par elle, conformément à l'article 1 de la présente convention. Il garantit l'absence de surcompensation, notamment dans le cas où d'autres

aides publiques seraient accordées, qui pourraient aboutir à qualifier la subvention régionale d'aide d'Etat, interdite par l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Le concédant reste responsable de l'équilibre économique de son opération d'aménagement de manière à s'assurer que la subvention régionale ne procure pas un avantage économique à l'opérateur. Il s'engage à informer la Région dans les meilleurs délais de tout élément relatif à une modification de l'équilibre financier de l'opération ici subventionnée et de tout risque lié à une éventuelle surcompensation des coûts assumés par le bénéficiaire.

Le concédant s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des aménagements et des équipements subventionnés telle que définie par la fiche projet et à conserver pendant cette même durée la propriété desdits biens.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le concédant et le bénéficiaire s'engagent à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Le concédant et le bénéficiaire autorisent la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le concédant et/ou le bénéficiaire dans leur démarche.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 5.1 : Caducité

Dans ce cadre, les règles relatives à la caducité de la subvention applicables sont celles prévues au règlement budgétaire et financier de la Région.
Par décision n°2017-25 du 20 juillet 2017, la Région a prorogé le délai de validité de la subvention d'un an soit jusqu'au 18 juin 2018.

Si au 18 juin 2018, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

A compter de la date de première demande de versement, l'organisme dispose d'un délai maximum de 4 ans pour présenter le solde de l'opération, à défaut le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Art 5.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

L'ensemble des documents présentés à la Région par le bénéficiaire pour le versement de la subvention doit faire l'objet d'une validation préalable par le concédant, qui atteste ainsi de l'avancement des travaux. Cette validation prend la forme d'un courrier de la collectivité transmis en appui des documents du bénéficiaire.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation…) peut être demandée par la Région. En cas de non respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessous.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

La demande d'acompte s'accompagne de la transmission des documents suivants :

- copie de la concession d'aménagement et, le cas échéant, copie de l'avenant prévoyant la subvention régionale au contrat ;
- document démontrant que la subvention régionale vient en diminution des coûts supportés par le concédant.

Art 5.3: Contrôle des opérations et versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

L'ensemble des documents présentés à la Région par le bénéficiaire doit faire l'objet d'une validation préalable par le concédant, qui engage sa responsabilité sur l'état d'achèvement des travaux.
Dans le cas où le bénéficiaire est une personne morale de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu financier de l'opération et d'un état récapitulatif des dépenses signés par le représentant de l'organisme.
Ces documents comprennent en outre la signature du comptable public du bénéficiaire qui atteste la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Le versement du solde est par ailleurs subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du ou des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
Dans le cas où le bénéficiaire est une personne morale de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
Le versement du solde est par ailleurs subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du ou des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Art 5.4 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Art 5.5 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 18 juin 2014 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 22 novembre 2017.

Elle prend fin avec le versement du solde de la subvention ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée au prorata temporis.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les organes délibérants compétents des signataires.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » issue d'IRIS.

Annexe : règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016

Fait en trois exemplaires originaux

A Paris, le	A Gonesse, le
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France Et par délégation	**Pour la commune de Gonesse, Le Député-Maire**
La directrice de la culture	
Muriel GENTHON	Monsieur Jean-Pierre BLAZY
A ……, le	

Pour Le Grand Paris Aménagement
Le Président Directeur Général,

Monsieur Thierry LAJOIE,

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14008136

Commission Permanente du 18 juin 2014

Objet : RESTAURATION DU PIGEONNIER DE GARLANDE DE GONESSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Valorisation du patrimoine régional	228 894,00 €	20,00 %	45 780,00 €
	Montant Total de la subvention		45 780,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GONESSE
Adresse administrative : 66 RUE DE PARIS
95500 GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BLAZY, Maire

N° SIRET : 21950277000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Valorisation du patrimoine régional
Objet du projet : restauration du Pigeonnier de Garlande à Gonesse.
Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2015
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le pigeonnier de Garlande appartenait à la ferme de Miville attestée dès le XIIe siècle comme possession de Garlande. Il est aujourd'hui le seul vestige qui subsiste de cette ferme et sa construction remonterait à la fin du XVIIIe siècle. Il est inscrit au titre des Monuments Historiques depuis 1980.

La commune envisage des travaux de restauration visant à une restitution des dispositions d'origine pour assurer la conservation, la mise en valeur et l'ouverture au public de ce témoignage vivant de la vie rurale sou l'Ancien Régime. Les travaux de restauration porteront sur :

- les parties extérieures (maçonnerie, pierre de taille, charpente, couverture du clocheton et menuiserie de bois)
- les parties intérieures (les sols du rez-de-chaussée et 1er étage, le rucher, la voûte intérieure, la charpente)

Le montant des travaux pour la présente demande s'élève à 228 894 € HT.

Localisation géographique : GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	228 894,00	89,22%
Assainissement (non éligible)	22 623,00	8,82%
Assurance "dommage-ouvrages" (non éligible)	5 030,00	1,96%
Total	256 547,00	100,00%

Conseil Général (95) en cours	39 103,00	15,24%
DRAC - en cours	49 884,00	19,44%
Région IDF	45 780,00	17,84%
Fonds propes	121 780,00	47,47%
Total	256 547,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	45 780,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Habitat privé : Ingénierie	14 280,00 €
2011	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 500,00 €
2011	Etude - "Plan Piscines Régional"	25 000,00 €
2011	Action de sécurisation - Sécurité - Justice - Prévention	8 000,00 €
2012	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 500,00 €
2012	Financement des dossiers PRU et OPI	1 040 608,00 €
2012	Terrains Synthétiques de grands Jeux	135 610,68 €
2012	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma	23 520,00 €
2012	Equipements et aménagements structurants	418 060,00 €
2012	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	20 610,00 €
2012	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	150 000,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 500,00 €
2013	Aide à l'implantation des forces de sécurité	889 570,00 €
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	21 962,25 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	580 125,00 €
2013	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 350 000,00 €
2013	Etude préalable à un contrat régional territorial	25 000,00 €
2014	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	29 600,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	265 000,00 €
	Montant total	4 814 266,93 €

ANNEXE 5 - Modalités label patriimoine

Annexe 5

Label « patrimoine d'intérêt régional » de la région Ile-de-France

Modalités de mise en œuvre

La délibération CR 2017-84 du 6 juillet 2017 pour une politique ambitieuse de valorisation du patrimoine a créé un label « patrimoine d'intérêt régional ».
Les modalités de mise en œuvre de ce label sont les suivantes :

1. Modalités d'attribution

Le label « patrimoine d'intérêt régional » est délivré par la Région Île-de-France aux édifices ou ensembles bâtis présentant un intérêt patrimonial régional et qui pourraient faire l'objet d'un projet de restauration et de valorisation. Les dossiers de demande seront déposés dans le cadre d'appel à candidature ouvert par la Région. Le label est attribué par la commission permanente de la région après expertise des conservateurs de l'Inventaire statuant sur le fondement d'un dossier déposé par le propriétaire. Le nombre de labels attribués annuellement est limité à 80 afin d'en garantir la qualité.

2. Contenu du dossier de candidature

Le dossier de candidature pour l'obtention du label doit comporter :

- Le formulaire de demande d'obtention du label dument rempli ;
- Le plan de situation et le plan de l'édifice ou de l'ensemble bâti ;
- La liste des éléments remarquables de l'édifice ou de l'ensemble bâti;
- Un historique de l'édifice ou de l'ensemble bâti (maximum 3 pages);
- Un descriptif de l'édifice ou de l'ensemble bâti (maximum 3 pages);
- Un dossier photographique comportant au moins 5 images légendées ;
- Un argumentaire de 20 lignes montrant en quoi l'édifice ou l'ensemble bâti répond à un intérêt régional ;
- L'acte de propriété ou tout autre document attestant de la propriété du bien ou de l'ensemble du bâti ;
- La bibliographie éventuelle des études scientifiques portant sur l'édifice ou l'ensemble bâti ;
- La présentation éventuelle de projet de restauration et/ou de valorisation.

Ce dossier est adressé à la Région Île-de-France (direction de la culture) par le propriétaire de l'édifice ou de l'ensemble bâti.

3. Critères d'attribution du label

Un ensemble de critères a été défini par la délibération CR 2017-84 du 6 juillet 2017.

Pour être labellisé, le patrimoine doit à minimum répondre à 1 critère parmi les 5 critères suivants:

- un caractère patrimonial démontré ou une force particulière de témoignage,

- une qualité architecturale et une relative homogénéité du bâti (ce qui exclut une dénaturation trop importante ou une transformation majeure du caractère de l'édifice),
- un réel caractère d'exemplarité ou de représentativité notamment pour le patrimoine vernaculaire ou le patrimoine du XXème siècle,
- la rareté du patrimoine, objet atypique "unicum" ou dernier témoignage d'un courant ou d'un type de construction emblématique de l'Ile-de-France ou de l'histoire de l'architecture,
- la qualité de l'insertion dans le site et la qualité environnementale du bâtiment.

Les conservateurs de l'Inventaire peuvent si nécessaire se rendre sur place afin de mieux évaluer la pertinence du patrimoine proposé.

4. Avantages du label

Le propriétaire reçoit un kit de communication lui permettant de signaler la labellisation de son bien.

La liste des labels est publiée sur le site internet de la Région sur une carte dédiée.

Le label offre la possibilité au propriétaire de déposer une demande d'aide au dispositif de soutien au patrimoine labellisé d'intérêt régional pour un projet de restauration et/ou de valorisation. Cette demande fera l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par la délibération CR 2017-84 du 6 juillet 2017.

5. Obligations liées au label

Le propriétaire de l'édifice ou de l'ensemble bâti ayant obtenu le label « patrimoine d'intérêt régional » est tenu :

- d'informer la Région de toute transformation ou projet de travaux qui dénaturerait l'édifice ou l'ensemble bâti,
- d'informer la Région en cas de transfert de propriété et de communiquer l'identité du nouveau propriétaire,
- d'autoriser l'usage public de photographies pour tous les supports d'information, de communication émanant de la Région,
- de signaler lors de toute communication et de toute valorisation le soutien et le label attribués par la Région.

6. Retrait du label

Le label peut être retiré, par décision en commission permanente, dans les cas suivants :

- dénaturation de l'édifice ou de l'ensemble bâti suite à des travaux ou une dégradation ;
- destruction de l'édifice dans sa totalité ou pour partie si cette destruction fait perdre la valeur patrimoniale au site, ou de l'ensemble bâti dans sa totalité ou pour partie si cette destruction fait perdre la valeur patrimoniale au site ;
- demande du propriétaire

L'engagement du propriétaire se matérialise par la signature de la charte label « patrimoine d'intérêt régional » de la région Île-de-France.

Charte label « patrimoine d'intérêt régional » de la région Île-de-France

La Région Île-de-France a créé un label « patrimoine d'intérêt régional » pour valoriser le patrimoine non protégé en Île-de-France[1]. L'objectif est de faire émerger des édifices et des ensembles bâtis dont la valeur patrimoniale présente un intérêt régional, permettant ainsi de reconnaitre leur importance dans le maillage patrimonial du territoire et contribuant à sensibiliser les acteurs de proximité et les Franciliens.
Ce label offre une alternative aux procédures de protection existantes. Il s'agit d'identifier et de distinguer des lavoirs, des écoles, des maisons ouvrières, des édifices industriels …, qui, bien que non protégés au titre des Monuments Historiques, présentent un réel intérêt à l'échelle de la région. Outil de conviction et de pédagogie, ce label repose sur une démarche incitative et contractuelle entre la Région et le propriétaire, qu'il soit public ou privé.
Ce label s'inscrit dans une démarche résolument culturelle, fondée sur des actions de valorisation et de sensibilisation des habitants et des publics en lien étroit avec d'autres partenaires (propriétaires, associations locales).
Cette démarche s'inscrit également dans la volonté d'attractivité touristique de l'Ile-de-France, en mettant l'accent sur un patrimoine méconnu à découvrir, complémentaire et indispensable face aux « vaisseaux amiraux » du tourisme francilien. Il s'agit de mettre en place des parcours axés sur des thématiques fondatrices de l'histoire régionale, qui intéressent à la fois les franciliens et les touristes.

L'obtention du label entraîne pour le propriétaire des avantages et des obligations ci-dessous détaillés.

1. Les avantages du label

Le propriétaire reçoit un kit de communication lui permettant de signaler la labellisation de son bien.

La Région s'engage à promouvoir et valoriser le patrimoine qui sera labellisé sous forme de publications, de circuits thématiques et d'articles en ligne. Il figurera sur une cartographie consacrée au label « Patrimoine d'intérêt régional » sur le site de la Région. Sa mise en valeur participera également d'évènements régionaux ou nationaux tels que les Journées du Patrimoine.

Le label offre la possibilité au propriétaire de déposer une demande d'aide au dispositif de soutien au patrimoine labellisé d'intérêt régional pour un projet de restauration et/ou de valorisation. Cette demande fera l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par la délibération CR 2017-84 du 6 juillet 2017.

[1] Délibération CR 2017-84 du 6 juillet 2017 « Pour une politique ambitieuse du patrimoine »

2. Les obligations liées au label

Le propriétaire de l'édifice ou de l'ensemble bâti ayant obtenu le label « patrimoine d'intérêt régional » est tenu :

- d'informer la Région de toute transformation ou projet de travaux qui dénaturerait l'édifice ou l'ensemble bâti,
- d'informer la Région en cas de transfert de propriété et de communiquer l'identité du nouveau propriétaire,
- d'autoriser l'usage public de photographies pour tous les supports d'information, de communication émanant de la Région,
- de signaler lors de toute communication et de toute valorisation le soutien et le label attribués par la Région.

3. Le retrait du label

Le label peut être retiré, par décision en commission permanente, dans les cas suivants :

- dénaturation de l'édifice ou de l'ensemble bâti suite à des travaux ou une dégradation ;
- destruction de l'édifice dans sa totalité ou pour partie si cette destruction fait perdre la valeur patrimoniale au site, ou de l'ensemble bâti dans sa totalité ou pour partie si cette destruction fait perdre la valeur patrimoniale au site ;
- demande du propriétaire

Le propriétaire de l'édifice ou de l'ensemble bâti labellisé s'engage à respecter les obligations du label ci-dessus détaillées.

Fait à .....…

Le.....…

Nom – Prénom - Signature

ANNEXE 6- Convention type

CONVENTION RELATIVE A L'AMENAGEMENT CULTUREL

N° XXX

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : **XXX**

dont le statut juridique est :.....

dont le n° SIRET est : …….....

dont le siège social est situé à :

ayant pour représentant :

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre des dispositifs régionaux de soutien à l'investissement pour les lieux culturels et du patrimoine adoptés par délibérations

- CR 99-19 du 1er juillet 1999, complétée par la délibération CR 29-01 du 1er octobre 2001
- CR 83-25 du 11 octobre 1983 (article 4 relatif aux orgues),
- CR02-90 du 18 janvier 1990 (article 16 relatif à la construction d'un orgue neuf),
- CR 01-94 du 23 janvier 1994 (relatif aux conservatoires et école de musique),
- CR 09-01 du 5 avril 2001 (article 6 relatif au cinéma),
- CR 2017-084 du juillet 2017 (relative au patrimoine).

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération **n°CP XXX**, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir la **XXX** pour la réalisation de l'opération suivante : **XXX**, dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **XX%** de la dépense subventionnable dont le montant est XXX €, soit un montant maximum de subvention de **XXX €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité diffusion et/ou création artistique.

Article 2 : Obligations diverses

Article 2.2.1 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter **X stagiaires ou alternants** pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.2.2 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.3 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information ou pose d'un panneau de chantier réalisé par la Région
Le bénéficiaire s'engage à autoriser la Région à poser sur son site un panneau de chantier fourni par ses soins.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un **délai de 3 ans** à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région de demande de versement, la **subvention devient caduque et est annulée**.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande d'acompte ou de solde précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public*,* le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
  Cet état récapitulatif doit être daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution de l'opération.
  Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire.

Pour les personnes morales de droit privé**,** le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
  Cet état récapitulatif doit être daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution de l'opération (qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité)
  Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **XXX** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **XXX.**

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2.1, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

• La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

• Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

• Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la présente convention et son annexe dénommée « fiche projet ».

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le, ...

L'organisme

(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le,

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

ANNEXE 7 - Convention Poudrerie.docx

CONVENTION RELATIVE A L'AMENAGEMENT CULTUREL

N° 17015835

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : EPT TERRES D'ENVOL

dont le statut juridique est : Syndicat intercommunal à vocation multiple.....

dont le n° SIRET est : 20005809700011…….....

dont le siège social est situé à : 93 600 Aulnay-sous-bois

ayant pour représentant :Monsieur Bruno Beschizza

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre des dispositifs régionaux de soutien à l'investissement pour les lieux culturels.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n°CP 2017-547 du 22 novembre 2017, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'EPT Terres d'Envol pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 15,96% de la dépense subventionnable dont le montant est 1 253 049,00€, soit un montant maximum de subvention de 200 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité diffusion et/ou création artistique.

Article 2 : Obligations diverses

Article 2.2.1 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.2.2 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.3 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information ou pose d'un panneau de chantier réalisé par la Région
Le bénéficiaire s'engage à autoriser la Région à poser sur son site un panneau de chantier fourni par ses soins.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un **délai de 3 ans** à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région de demande de versement, la **subvention devient caduque et est annulée**.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande d'acompte ou de solde précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public*,* le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
  Cet état récapitulatif doit être daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de

l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution de l'opération.
  Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire.

Pour les personnes morales de droit privé**,** le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
  Cet état récapitulatif doit être daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution de l'opération (qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité)
  Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 22 novembre 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 22 novembre 2017.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2.1, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la présente convention et son annexe dénommée « fiche projet ».

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le, ...

L'organisme

(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le,

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-577

DU 22 NOVEMBRE 2017

SOUTIEN À LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE : - POUR LES LIEUX ET OPÉRATEURS - POUR LES FABRIQUES DE CULTURE - POUR LES ÉQUIPES ARTISTIQUES PROFESSIONNELLES INDÉPENDANTES ÉVALUATION DES CONVENTIONS TRIENNALES DE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE CONCLUES EN NOVEMBRE 2014 AFFECTATIONS AU TITRE D'UNE CONVENTION QUADRIENNALE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 2017-52 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération CP 17-297 du 5 juillet 2017 adoptant la convention type pour le dispositif des aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle,

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-577 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

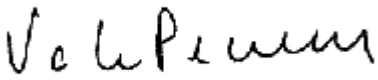
Décide de participer au titre des dispositifs de la permanence artistique et culturelle au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de 32 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 196 000 euros.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par chaque organisme d'une convention conforme à la convention quadriennale approuvée par délibération CP2017-297 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente de la Région à signer ces conventions.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 146 000 euros** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène », action 13100504 « Développement de la permanence artistique » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 euros**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-013 « soutien aux fabriques d'art et de culture », action 13101301 « soutien aux fabriques d'art et de culture », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-577	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100504 - Développement de la permanence artistique**

Dispositif : N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes

Dossier	17012273 - THEATRE DU FIL - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	P0006109 - THEATRE DU FIL			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 320,00 €	HT	19,96 %	30 000,00 €	

Dossier	17012274 - THEATRE DES OISEAUX - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	R36294 - THEATRE DES OISEAUX			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 900,00 €	HT	37,94 %	25 000,00 €	

Dossier	17012275 - TERRAIN DE JEU - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	R34654 - TERRAIN DE JEU			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
141 300,00 €	HT	31,85 %	45 000,00 €	

Dossier	17012276 - ASSOCIATION DU 48 - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	R24489 - DU 48			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
472 080,00 €	HT	9,53 %	45 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-577	Budget	2017

Dossier	17012277 - CANTABILE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	R36515 - CANTABILE				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	28 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 100,00 €	HT		29,44 %	28 000,00 €	

Dossier	17012279 - AMK AEROSTAT MARIONNETTES KIOSQUE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	P0018502 - AMK AEROSTAT MARIONNETTES KIOSQUE				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	35 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
211 180,00 €	HT		16,57 %	35 000,00 €	

Dossier	17012280 - COMPAGNIE RL - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	R27578 - COMPAGNIE RL				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 000,00 €	HT		21,05 %	20 000,00 €	

Dossier	17012281 - INFLUENSCENES - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	R12323 - INFLUENSCENES				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
196 000,00 €	HT		7,65 %	15 000,00 €	

Dossier	17012282 - DECOR SONORE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	R28303 - DECOR SONORE				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
243 030,00 €	HT		12,34 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-577	Budget	2017

Dossier	17012283 - ABC - AUBERVILLIERS BANDE COMEDIE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	R9174 - ABC AUBERVILLIERS BANDE COMEDIE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	40 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 000,00 €	TTC		38,83 %	40 000,00 €	

Dossier	17012284 - COLLECTIF SURNATURAL - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	P0016470 - COLLECTIF SURNATURAL				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	40 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
203 500,00 €	TTC		19,66 %	40 000,00 €	

Dossier	17012285 - THEATRE ITALIQUE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	R36516 - THEATRE ITALIQUE				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 500,00 €	HT		33,15 %	30 000,00 €	

Dossier	17012286 - PATRICK SCHMITT - CIE LA FORGE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	R23828 - PATRICK SCHMITT				
Localisation	HAUTS DE SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
119 763,00 €	HT		16,7 %	20 000,00 €	

Dossier	17012287 - LES PALADINS - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	P0016469 - LES PALADINS				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	40 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
162 360,00 €	HT		24,64 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-577	Budget	2017

Dossier	17012288 - LE SACRE DU TYMPAN - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	P0016464 - LE SACRE DU TYMPAN			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
178 000,00 €	HT	16,85 %	30 000,00 €	

Dossier	17012289 - CLASTIC THEATRE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	R7869 - CLASTIC THEATRE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 660,00 €	HT	14,9 %	15 000,00 €	

Dossier	17012290 - CIRQUE ICI - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	R30822 - CIRQUE ICI			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
181 873,00 €	HT	32,99 %	60 000,00 €	

Dossier	17012297 - COLLECTIF MXM - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	P0015377 - COLLECTIF MXM			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
815 200,00 €	HT	5,52 %	45 000,00 €	

Dossier	17012298 - PRAXINOSCOPE THEATRE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	P0016452 - PRAXINOSCOPE THEATRE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 000,00 €	HT	29,41 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-577	Budget	2017

Dossier	17012299 - PRE O C COUPE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	R36341 - PRE O C COUPE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
229 600,00 €	HT	13,07 %	30 000,00 €	

Dossier	17012300 - COLLECTIF MUSIC INTERNATIONAL - 2E2M - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)			
Bénéficiaire	R36905 - COLLECTIF MUSIC INTERNAT IONAL			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
345 794,00 €	HT	11,57 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	688 000,00 €

Dispositif : N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs

Dossier	17015283 - MAISON DES METALLOS GRAND RENOUVEL PAC NOV 17			
Bénéficiaire	P0030226 - MAISON DES METALLOS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
550 000,00 €	HT	10,91 %	60 000,00 €	

Dossier	17015284 - COMMUNE DE VAUREAL GRAND RENOUVEL PAC NOV 17			
Bénéficiaire	R220 - COMMUNE DE VAUREAL			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
254 000,00 €	HT	13,78 %	35 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-577	Budget	2017

Dossier	17015285 - MAISON D EUROPE ET D ORIENT GRAND RENOUVEL PAC NOV 2017			
Bénéficiaire	R22197 - MAISON D EUROPE ET D ORIENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 000,00 €	HT	23,81 %	25 000,00 €	

Dossier	17015288 - MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE CAFE CLUB L USINE A CHAPEAUX GRAND RENOUVEL PAC NOV 17			
Bénéficiaire	R20729 - MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE CAFE CLUB L USINE A CHAPEAUX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
214 630,00 €	TTC	13,98 %	30 000,00 €	

Dossier	17015289 - CTRE DRAMATIQUE NAL DE MONTREUIL GRAND RENOUVEL PAC NOV 17			
Bénéficiaire	R22992 - CTRE DRAMATIQUE NAL DE MONTREUIL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
324 858,00 €	HT	16,93 %	55 000,00 €	

Dossier	17015292 - THEATRE D IVRY A VITEZ GRAND RENOUVEL PAC NOV 17			
Bénéficiaire	R36586 - THEATRE D IVRY A VITEZ			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
630 940,00 €	HT	7,92 %	50 000,00 €	

Dossier	17015294 - THEATRE D'AUBERVILLIERS THEATRE DE LA COMMUNE GRAND RENOUVEL PAC NOV 17			
Bénéficiaire	R23412 - THEATRE D'AUBERVILLIERS THEATRE DE LA COMMUNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
393 282,00 €	HT	13,98 %	55 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-577	Budget	2017

Dossier	17015295 - ASSOCIATION CULTURELLE LA GIRANDOLE GRAND RENOUVEL PAC NOV 17			
Bénéficiaire	P0008072 - ASSOCIATION CULTURELLE LA GIRANDOLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
167 300,00 €	HT	17,93 %	30 000,00 €	

Dossier	17015296 - ASSOCIATION L AQUARIUM GRAND RENOUVEL PAC NOV 17			
Bénéficiaire	R30824 - ASSOCIATION L AQUARIUM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	58 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
171 500,00 €	HT	33,82 %	58 000,00 €	

Dossier	17015357 - THEATRE CINEMA P ELUARD REGIE GRAND RENOUVEL PAC NOV 17			
Bénéficiaire	R35127 - THEATRE CINEMA P ELUARD REGIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
256 430,00 €	HT	23,4 %	60 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	458 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100504	1 146 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131013 - Soutien culturel pluridisciplinaire**
Action	**13101301 - Soutien aux fabriques d'art et de culture**

Dispositif : N° 00001013 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-577	Budget	2017

Dossier	17012278 - ACTA - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)				
Bénéficiaire	R36517 - CREATION THEATRALE AUDIOVISUELLE				
Localisation	VAL D'OISE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	50 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
217 153,00 €	HT	23,03 %		50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001013 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	50 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131013 - 13101301	50 000,00 €

Annexe 2 - Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012273

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DU FIL - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	150 320,00 €	19,96 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DU FIL
Adresse administrative : RUE DES PALOMBES
91602 SAVIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur YVES DOUCHIN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32930379600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre du Fil fait ses débuts dans les années soixante-dix sur les routes du sud avec Alain Vigier et Jacques Miquel qui pratiquent un théâtre itinérant, carnavalesque et cathartique. Après la rencontre avec Emmanuelle Lesne, auteure, le trio s'installe à Paris et démarre des stages d'insertion pour des jeunes en grande difficulté, en partenariat avec l'Éducation surveillée (ancienne PJJ). C'est de là que nait le projet d'une troupe-école.
En 1983, le Théâtre du Fil s'installe sur un site du Ministère de la Justice, à Montlieu, dans la Forêt de Rambouillet (78), où la compagnie accueille une trentaine de jeunes de 16 à 35 ans, sur deux années ou plus, moitié Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) ou Aide sociale à l'enfance (ASE). Au programme, formation qualifiante aux métiers du spectacle : comédien animateur, régisseur, costumière, maquilleuse. En 1996, la compagnie doit quitter les lieux et déménage à la Ferme Champagne, autre site de la PJJ, à Savigny-sur-Orge (91). Le Théâtre du Fil est également implanté à Grigny (91) où des projets sont développés avec la ville et les populations des quartiers. En trente ans, le Théâtre du Fil a créé des

spectacles relatant des faits de société (immigration, jeunesse, prison, rôle des média…) joués en France et à l'étranger (Russie, Tunisie, Belgique…) De nombreux jeunes ont été formés à cette « école de vie » et beaucoup travaillent aujourd'hui dans les métiers du spectacle ou de l'animation.
Outre le chantier « école théâtre », le Théâtre du Fil intervient auprès de nombreux partenaires et publics : dans des prisons (Fresnes, Fleury-Mérogis, Orléans, Gradignan), dans des quartiers sensibles (Saint-Denis, La Grande Borne à Grigny, aux Mureaux…), dans les institutions spécialisées, auprès d'écoles d'éducateurs (CFPES CEMEA/ Aubervilliers, St Honoré Paris, IRTS Parmentier Paris), auprès de publics en situation de handicap (instituts médico-éducatifs : IME de L'isle Adam 95, institut Maude Mannoni, Berneuil 94, ARAPEJ, CHRS 91), établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA), mais aussi en milieu scolaire (Réussite éducative à Grigny, Lycée Corot à Savigny sur Orge, Collège Rouvier à Paris 14e) et institutions de la PJJ (Centre éducatif Fermé de Savigny sur Orge, APASO)…etc
Le Théâtre du Fil est soutenu par la ville de Grigny, le Conseil Départemental de l'Essonne et la Région Ile-de-France. Il reçoit également des aides politiques de la ville et des aides de fondations privées.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Le Théâtre du fil a mené son projet pour la période de conventionnement qui s'achève, conformément aux objectifs fixés lors du renouvellement en 2014. Malgré le décès du directeur-fondateur en mai 2016 et le renouvellement d'une partie des équipes, le Théâtre du fil a réussi à poursuivre ses actions et à questionner le projet. Une nouvelle coordinatrice, auteure et metteuse en scène, venant de la PJJ et qui a auparavant travaillé pendant 10 ans avec le Théâtre du fil, va permettre la poursuite et l'évolution du projet tout en conservant ses fondamentaux.
Basée en Essonne, à Grigny (hébergement) et Savigny-sur-Orge (salle de spectacles et de répétition), le Théâtre du Fil mène un projet artistique atypique et engagé en direction principalement d'un public de jeunes en difficulté et en réinsertion professionnelle comme de publics spécifiques. Le Théâtre du Fil est une compagnie de théâtre en même temps qu'une « compagnie-école ». Historiquement liée à la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse), le Théâtre du Fil accueille chaque année en formation dans le cadre de la compagnie-école une quinzaine de jeunes de 17 à 26 ans, certains bénéficiant d'un suivi de la PJJ ou de l'Aide Sociale à l'Enfance et d'autres viennent de leur propre initiative ou par le biais de structures telles que des missions locales. Certains jeunes poursuivent ensuite leur formation dans d'autres écoles de théâtre ou s'orientent vers la technique ou créent leur compagnie et mènent une carrière professionnelle. Certains de ces jeunes sont aujourd'hui reconnus comme le metteur en scène Lazare, ou bien Mourad Musset du groupe La Rue Ketanou. Le Théâtre du Fil a d'ailleurs choisi d'organiser en 2016 un festival « Que sont-ils devenus ? » avec des artistes formés au Théâtre du Fil.
L'activité théâtrale et la création étant au cœur du projet, les actions menées avec les publics se concluent toutes par une création collective et une représentation publique. Les spectacles permettent d'aborder par le théâtre des sujets de société qui touchent les participants comme les publics. Chaque année, le Théâtre du Fil intervient dans des structures partenaires pour y mener « des créations-animations » (à l'IME de Moret-sur-Loing-77, au Centre Educatif Fermé de Savigny-sur-Orge, à l'EREA (Etablissement Régional d'Enseignement Adapté) d'Ollainville, dans des centres sociaux…), mène des projets intergénérationnels (à Grigny mais selon les années dans d'autres villes et structures), anime un atelier théâtre amateur à l'année à Grigny, et intervient dans des centres de formations de travailleurs sociaux (CEMEA d'Aubervilliers, IRTS de Paris, centre de formation Saint-Honoré…). Entre 15 et 20 spectacles, certains étant des petites formes, sont ainsi créés et présentés chaque année par la troupe du Théâtre du Fil, à partir de textes classiques comme contemporains ou de textes écrits par les participants et l'équipe artistique.
La compagnie créé par ailleurs chaque année un spectacle pour l'espace public, dans lequel peuvent être intégrés des jeunes en formation ayant acquis un bon niveau. La compagnie privilégie les formes brèves pour faciliter la rencontre avec le public, qui est le plus souvent un public qui ne fréquente par les salles de spectacles. La compagnie présente ses spectacles à Savigny-sur-Orge et à Grigny (notamment dans les quartiers) et réalise une tournée d'été en milieu rural dans des villages avec lesquels elle a tissé des liens de fidélité au fil des années, en Ardèche et dans le Lot cette année, ainsi que dans le Festival des fromages de chèvre de Courzieu (département du Rhône).

Pour son renouvellement, le Théâtre du Fil propose un projet qui s'appuie sur les mêmes grands axes de

travail, la compagnie-école, les « animations-créations » et les créations de la compagnie. La jeunesse reste le public-cible du Théâtre du Fil, que ce soit des jeunes en réinsertion, en décrochage scolaire, en difficultés sociales, mais également des jeunes scolarisés sur le territoire de Grigny. Parmi les évolutions envisagées, le Théâtre du fil, souhaite ouvrir davantage le projet à d'autres compagnies et artistes. Après le départ des fondateurs, le Théâtre du Fil aborde un tournant avec une nouvelle équipe et des partenariats à consolider, ce qui est en bonne voie grâce notamment à l'arrivée de la coordinatrice PJJ qui est aussi artiste.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec le Théatre du fil pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 150 320 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	118 276,00	78,68%
AUTRES DEPENSES	32 044,00	21,32%
Total	150 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres Ministères CGET / en cours	11 000,00	7,32%
DDCS / en cours	7 000,00	4,66%
Région Ile-de-France PAC	30 000,00	19,96%
CD91 / en cours	8 500,00	5,65%
Commune de GRIGNY / attribué	23 000,00	15,30%
EMPLOIS AIDES (emploi avenir)	13 320,00	8,86%
AUTRES SUBVENTIONS	9 607,00	6,39%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	47 893,00	31,86%
Total	150 320,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012274

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DES OISEAUX - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	65 900,00 €	37,94 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DES OISEAUX
Adresse administrative : MAISON DU VILLAGE
78200 BUCHELAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ariane LEFEVRE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39880331200030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

La compagnie Théâtre des Oiseaux est née en 1991 de la rencontre entre Bernard Martin, comédien et metteur en scène, et Nathalie Cario, chanteuse et comédienne. Elle s'inscrit dans la lignée d'un théâtre populaire, mêlant théâtre, cirque, musique, chant, conte, souvent autour de thèmes de société.
La compagnie est implantée depuis 1994 dans les Yvelines, sur le territoire de l'agglomération de Mantes-en-Yvelines, où elle mène un important travail d'action culturelle, de sensibilisation et de formation auprès des jeunes, en milieu scolaire mais aussi au titre des pratiques amateurs. Après quelques années passées à Mantes-la-Ville, la compagnie s'est installée, en 2009, à Buchelay (2 400 habitants), où la Ville lui met gracieusement à disposition plusieurs espaces de travail.
La Communauté d'agglomération de Mantes-en-Yvelines (CAMY), devenue Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise en 2016 (GPS&O) soutient le Théâtre des oiseaux depuis 2007, et, depuis 2009, dans le cadre d'une convention triennale. La compagnie bénéficie également du soutien régulier à la création du Conseil départemental des Yvelines. La Région Ile-de-France soutient le Théâtre des oiseaux depuis 2007 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle pour son implantation sur le territoire de

Mantes-en-Yvelines.
La compagnie est également présente dans le 95 et le 92 affirmant davantage une ligne artistique en lien avec des thèmes de société et notamment la mémoire de la résistance.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Le Théâtre des Oiseaux présente un bilan positif de cette 3ème convention de permanence artistique et culturelle. La compagnie a poursuivi sa résidence à Buchelay, commune de l'intercommunalité de Grand Paris Seine et Oise dans le département des Yvelines, où elle est présente depuis 2009, étendant, avec le soutien de GPS&O, son activité sur l'ensemble de ce territoire intercommunal à l'exception de Conflans-Saint-Honorine.
La compagnie explore des thèmes de société et depuis 6 ans, a développé un travail sur la mémoire de la résistance qui lui a permis d'élargir son territoire d'intervention aux départements des Hauts-de-Seine et du Val d'Oise. En complément de sa présence dans les Yvelines, elle a développé un partenariat avec l'association « Mémoire d'Aincourt » pour un travail théâtral sur la mémoire s'appuyant sur une collecte de témoignages, un travail d'écriture et des évocations théâtrales lors de commémorations sur cette commune où est localisé un ancien sanatorium transformé pendant la deuxième guerre mondiale en camp d'internement. La proposition « Au-delà d'Aincourt », ainsi que d'autres « évocations théâtrales », sont le fruit de ce travail qui mêle création et action culturelle, notamment avec des lycéens. Cette expérience a conduit le Théâtre des Oiseaux à collaborer sur ce même thème avec des associations d'anciens combattants pour une proposition intitulée « Ces étrangers de l'ombre », associant professionnels de la compagnie et amateurs, autour d'un travail d'action culturelle et des restitutions au Mont-Valérien. Toujours sur cette même thématique de la résistance, le Théâtre des Oiseaux a créé en 2015 un spectacle d'Alain Knapp « Histoire ou des gens comme nous dans la grande histoire », mis en scène par Bernard Martin Fargier pour trois comédiens, qui a fait une tournée de plusieurs dates dans les Yvelines avec la labélisation et le soutien de la Mission du « 70ème anniversaire » de l'ONAC.
Parallèlement à ce travail sur la mémoire de la résistance, la compagnie a créé « Histoire du véritable gribouille » d'après Georges Sand, en 2017, et une première étape de « La chambre émerveillée », spectacle théâtre-cirque dans le cadre de l'opération « Création en cours » de Médicis Clichy Montfermeil avec le soutien de la DRAC Normandie qui donnera lieu à de nouvelles résidences pour enrichir la scénographie (Académie Fratellini, Gare à Coulisses) et une tournée de dimension internationale (Ardennes, Allemagne, Awaji Art Circus au Japon).
Le projet s'inscrit dans la continuité avec une nouvelle création sur la thématique du sport et de la société qui permettra de proposer des créations (« Jujitsufragettes ») et de l'action culturelle sur le territoire de GPS&O avec Buchelay, Aubergenville, Limay, Les Mureaux…

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec le Théâtre des Oiseaux pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 25 000

€ sur une base subventionnable de 65 900 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses création / diffusion	56 300,00	85,43%
Dépenses d'action culturelle	9 200,00	13,96%
Autres dépenses	400,00	0,61%
Total	65 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	25 000,00	37,94%
CD 78 En cours	6 000,00	9,10%
GPS & O En cours	6 000,00	9,10%
Commune de Buchelay Attribué	5 000,00	7,59%
Commune de Limay En cours	2 000,00	3,03%
Mécénat	900,00	1,37%
Recettes propres d'activité	21 000,00	31,87%
Total	65 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012275

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TERRAIN DE JEU - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	141 300,00 €	31,85 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRAIN DE JEU
Adresse administrative : 52 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel STEYAERT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 45168611700032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Formée à l'école supérieure d'art dramatique du Théâtre National de Strasbourg, Agnès Bourgeois fonde sa compagnie Terrain de Jeu en 1999. Son premier spectacle, créé en 2001 à La Coursive de La Rochelle Mariages s'inspire des deux textes Le Mariage de Gogol et Concert à la Carte de Kroetz. Sa deuxième mise en scène Ismène, a été créée dans le cadre d'une résidence au Théâtre d'Épernay. Depuis, la compagnie multiplie les partenariats, Studio théâtre de Vitry, Maison du Geste et de l'Image, Nouveau Théâtre de Montreuil, Théâtre du Fil de Pantin… Après avoir créé Un sapin chez les Ivanov d'Alexandre Vedenski, Le conte d'hiver d'après Shakespeare et Pour Trois sœurs, projet au long cours composé d'un triptyque, la compagnie développe un projet « A table » autour de la communauté composé de quatre Opus.
La compagnie est depuis 2010 en résidence à Anis Gras, lieu de création artistique situé à Arcueil et elle

a rejoint la structure de mutualisation Cap Etoile à Montreuil en 2015.
La compagnie est soutenue par la Région Île-de-France et la DRAC.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

La compagnie Terrain de Jeu présente un bilan de convention de permanence artistique et culturelle globalement positif. Elle a en particulier réussit à accroitre la diffusion de ses spectacles et à élargir ses partenariats conformément aux objectifs fixés lors du précédent renouvellement, tout en consolidant ses relations avec Anis Gras et Cap Etoile. La compagnie a été fragilisée par le déconventionnement sur trois ans, décidé en 2016 par la Drac, après seulement une convention signée en 2013, mais a su rebondir.
La compagnie a poursuivi la création des pièces de son projet « A table ! » initié en 2013. L'Opus 2 – « Dévoration » a été créé en 2014 à l'Avant-Seine de Colombes (92) et l'Opus 3 « Violence du désir » d'après les 120 jours de Sodome de Sade en 2015 à Anis Gras (94).
En 2016, s'inscrivant dans une nouvelle stratégie de diffusion, la compagnie a été présente au Festival d'Avignon OFF avec deux spectacles, l'Opus 3 « Violence du désir » et « Artaud-Passion », créé à Avignon au Théâtre Artéphile, commande directe de l'auteur du texte qui relate la relation d'une jeune femme avec Antonin Artaud.
A la faveur de la présence de la compagnie à Avignon et de la diffusion de l'intégral du projet « A table » à Anis Gras en 2015, le volume de diffusion s'est accru entre 2014 et 2016, passant de 17 représentations en 2014 à 41 en 2016, soit une moyenne annuelle de 31 dates. La fréquentation est également en hausse, même si elle demeure à un niveau encore modeste.
La compagnie a aussi travaillé à l'élargissement de ses partenaires au cours de ces trois dernières années. Terrain de jeu fait partie des compagnies résidentes à Anis Gras, avec une convention de résidence triennale (la convention en cours couvre 2016, 2017 et 2018). Depuis deux ans, la compagnie a rejoint la structure coopérative de mutualisation de compagnies, Cap Etoile à Montreuil. Enfin, dans le cadre de sa prochaine création, « Marguerite, une idée de Faust », la compagnie a été accueillie pour des résidences de création au T2G – CDN de Gennevilliers ainsi que dans deux scènes nationales franciliennes : l'Apostrophe (95) et la Ferme du Buisson en 2017.
La compagnie a poursuivi ses interventions auprès des étudiants de Paris X – Nanterre, départements Arts du spectacle où Agnès Bourgeois est professeure associée et auprès de collégiens en lien avec la Maison du Geste et de l'Image. Les projets menés depuis plusieurs années en khâgne en lien avec le Théâtre de La Colline et avec une classe de lycéens à Montreuil en partenariat avec le CDN de Montreuil sont arrivés à leur terme.

Pour les trois années à venir, la compagnie propose un projet artistique qui affirme son ouverture vers d'autres champs artistiques (notamment musical) et d'autres publics (notamment le jeune public et les lycéens). Terrain de jeu continue ses partenariats fidèles avec Anis Gras et Cap Etoile, mais affiche également des partenaires nouveaux, en diffusion, à Montreuil (Théâtre Berthelot et La Girandole) et à Paris (Théâtre Herbertot et Théâtre de Belleville). La compagnie prévoit d'élargir son réseau de diffusion avec, en particulier, la création d'un spectacle jeune public « Alice, de l'autre côté du miroir » en novembre 2017 à La Girandole. Au cours de la prochaine convention, deux autres créations sont prévues, « Marguerite, une idée de Faust » en 2018 et « Bloom » en 2019, spectacle sur la langue de Molière, spécifiquement créé pour être présenté dans les lycées et qui intégrera de jeunes comédiens. Enfin, « Artaud-Passion » sera diffusé à l'automne 2017 au théâtre Herbertot et « Pour trois sœurs » sera repris au théâtre de Belleville début 2018.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec la Compagnie Terrain de jeu pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 45 000 € sur une base subventionnable de 141 300 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite des frais de banque et assurance.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE
- SEINE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	131 760,00	92,79%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	2 400,00	1,69%
AUTRES DEPENSES ((dont 700 € de banques et assurances)	7 840,00	5,52%
Total	142 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France / attribué	25 000,00	17,61%
Région Ile-de-France PAC	45 000,00	31,69%
AUTRES SUBVENTIONS	20 000,00	14,08%
SOCIETES CIVILES	30 000,00	21,13%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	22 000,00	15,49%
Total	142 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	45 000,00 €

	culturelle	
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012276

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION DU 48 - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	472 080,00 €	9,53 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DU 48
Adresse administrative : 12 RUE LECHEVIN
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe MARTIN, Président

Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 39867027300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

A l'origine, l'association du 48 a été subventionnée par l'intermédiaire de la structure Lelabo, bureau de production gérant les intérêts artistiques et administratifs de l'association du 48 (le chorégraphe Sylvain Prunenec) et des Bourdons farouches (le comédien, auteur et metteur en scène Gildas Milin). Lorsque Lelabo a déposé le bilan, la subvention a été attribuée au projet de Sylvain Prunenec, Gildas Milin travaillant principalement hors Île-de-France. Sylvain Prunenec est issu du Conservatoire national supérieur de Paris. Très engagé sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, il a commencé à développer ses propres projets en 1995, au sein de sa compagnie, l'Association du 48.
Il compose des pièces chorégraphiques, des performances et des improvisations en extérieur ou dans des centres d'art et intervient régulièrement au CNDC d'Angers, en qualité de pédagogue. Le projet initialement proposé par Le Labo, de partenariat avec deux artistes associés pour trois ans, se présentait sur les trois années selon le même schéma avec pour chacune des années de convention, une création de Gildas Milin, une création de Sylvain Prunenec et une création commune. Dès la seconde année de convention, et suite au dépôt de bilan de Le Labo, la convention de permanence a été reprise par

l'association du 48 et a été principalement ciblée sur les activités de Sylvain Prunenec. En 2011, le projet de mutualisation de Sylvain Prunenec avec un autre chorégraphe a été repris avec Dominique Brun, elle-même en résidence en Seine-Saint-Denis au Théâtre des Bergeries. La chorégraphe, issue du Conservatoire national supérieur de Paris est également notatrice pour la danse.
L'Association du 48 est soutenue par la DRAC Ile-de-France au titre de l'aide aux compagnies, par les Conseils départementaux de la Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis au titre de l'aide à la résidence chorégraphique, et par la Région Ile-de-France ainsi qu'Arcadi.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

L'Association du 48 présente un bilan très positif de cette troisième convention de permanence artistique et culturelle. Le projet de direction collégiale de l'association pilotée par deux chorégraphes, Sylvain Prunenec et Dominique Brun, s'est consolidé et approfondi. Cette gouvernance singulière, qui imbrique tout autant la démarche artistique que la direction administrative et financière de la structure a été initiée en 2011 de façon expérimentale pour la production déléguée, au début de la précédente convention, et va beaucoup plus loin aujourd'hui avec une réelle codirection. La réflexion des chorégraphes porte sur l'articulation des projets, l'alternance des petites et des grandes formes, la circulation et la coexistence de leurs projets pour assurer la viabilité économique de l'ensemble, entre temps de création et temps de diffusion du répertoire.
Sur les trois dernières années, ce fonctionnement original a permis de porter la production du « Sacre 2 », recréation de la danse de Nijinski de 1913 pour 30 danseurs contemporains en version orchestrale (avec l'orchestre Les siècles) et en version pianola (création en mars 2014 de la première version et en novembre 15 de la seconde). Cette recréation de Dominque Brun, dans laquelle Sylvain Prunenec est interprète permet au public de voir deux versions de la danse de Nijinski, une version historique « complète » et une version dépouillée, sans costume et avec un environnement sonore très allégé, mais présentant la même chorégraphie. Cette création a été coproduite par l'Opéra de Reims, l'Opéra National de Bordeaux et de nombreux Centre chorégraphiques nationaux. Elle a donné lieu à 50 représentations lors de ces trois dernières années dont une à la Philharmonie de Paris.
Sylvain Prunenec a, de son côté, créé en 2015, « Vos jours et vos heures », pièce pour 6 danseurs présentée au Festival June Events et créée au cours de sa résidence « partagée » en Seine-et-Marne sur la communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire (jusqu'en juin 2015). Cette expérience originale de résidence « partagée » a été renouvelée, de 2015 à 2017, avec Paris Réseau Danse, avec l'Atelier de Paris, L'étoile du Nord, Micadanse et Le Studio le Regard du Cygne. Il a notamment travaillé une pièce avec Tatiana Julien, « Zugunruhe ».
Avec Dominique Brun, il a également cosigné et interprété un duo, en 2017, « Les perles ne font pas le collier ». Le bilan est donc riche et novateur en termes de structuration et d'activité, que ce soit sur le volet création, diffusion ou résidence. Il est également conséquent en matière d'action culturelle autour des résidences (Résidence In Situ à Clichy-Montfermeil de Dominique Brun), notamment avec les lycéens, Dominique Brun coordonnant aussi les enseignements des options danse obligatoire du Lycée Racine (résidence en lycée de la Drac).
Le projet proposé s'inscrit dans la continuité avec la volonté de renforcer ce mode de gouvernance en tandem. La diffusion du « Sacre#2 » se poursuit, l'œuvre étant au programme du baccalauréat et devant entrer au répertoire de l'Opéra de Paris. Elle donne lieu à une tournée en Chine au printemps 2018. En termes de résidences, les artistes souhaiteraient voir aboutir en Ile-de-France leur proposition d'une résidence commune des deux chorégraphes dans un même lieu. Dans cette attente, Sylvain Prunenec sera présent à Coubert, dans la Fabrique de Vertical Détour en Seine-et-Marne et Dominique Brun aux Lycée Racine à Paris et au Lycée Lucie Aubrac à Pantin, au CRR de Cergy-Pontoise en résidence avec L'Apostrophe dans le Val d'Oise, en complément de sa résidence au Théâtre du Beauvaisis et de son association avec la Scène nationale de Besançon.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du

projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec l'Association du 48 pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 45 000 € sur une base subventionnable de 472 080 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	332 869,00	68,34%
Dépenses d'action culturelle	31 205,00	6,41%
Autres dépenses	123 006,00	25,25%
Total	487 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac IDF En cours	91 500,00	18,79%
Région IDF	60 000,00	12,32%
Adami	25 000,00	5,13%
Recettes propres	310 580,00	63,76%
Total	487 080,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	45 000,00 €

	culturelle	
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012277

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CANTABILE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	95 100,00 €	29,44 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CANTABILE
Adresse administrative : 61 RUE CLAUDE JEAN ROMAIN
94170 LE PERREUX SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric DANICOURT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40199109600025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Cantabile a été créée en 1995 par le pianiste et compositeur de jazz Jean-Marie Machado, qui développe un projet de création musicale au niveau régional, national et international. Jean-Marie Machado fédère autour de lui une équipe d'interprètes d'une quinzaine de personnes et développe des créations aux univers musicaux différents avec la grande formation l'orchestre Danzas. L'orchestre compte depuis 2012 trois programmes différents dans une logique de répertoire, Fiesta Nocturna, La fête à Bobby et Lagrima Latina. A ce titre, Jean-Marie Machado est membre du réseau Grand Format. Pour autant les solos, trios, quintets ne sont pas absents des projets de Cantabile. En particulier, Jean-Marie Machado travaille depuis plus de 10 ans avec le saxophoniste américain Dave Liebman. Il joue également avec le pianiste Martial Solal, le pianiste François Raulin, le percussionniste Keyvan Chemirani, le saxophoniste Andy Sheppard et le chanteur-percussionniste André Minvielle...

Implantée dans le Val-de-Marne depuis sa création, Cantabile a développé de nombreuses actions sur ce territoire mais également dans tous les autres départements de la Région Ile-de-France.
Jean-Marie Machado est compositeur associé au Centre des Bords de Marne du Perreux-sur-Marne (CDBM) depuis septembre 2010.
Cantabile est soutenu par la DRAC Ile-de-France, le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de France.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Jean-Marie Machado, pianiste et compositeur, figure parmi les artistes de jazz reconnu en France notamment pour ses créations grand format comme ses projets plus intimistes en solo, duo ou trio et son ouverture à d'autres artistes et univers musicaux.
Au cours de cette convention, Cantabile a eu une activité de création soutenue : deux grands formats, un quintet composé avec 4 percussionnistes « Impulse songs », un duo « Lua » formé avec l'accordéoniste Didier Ithursarry et un autre duo avec le chanteur, improvisateur et percussionniste André Minvielle. Jean-Marie Machado a créé en décembre 2016, au Centre des bords de marne, un quatrième programme avec son orchestre Grand Format Danzas, « Pictures of orchestra », qui réunit neuf musiciens au plateau. Et en 2017, Jean-Marie Machado s'est associé à l'Orchestre national d'Ile-de-France pour « l'Esprit de l'eau », création en cinq tableaux pour piano et tuba solistes, et orchestre symphonique (une soixantaine de musiciens).
La discographie de Cantabile s'est aussi étoffée avec de nouveaux disques, « Lagrima Latina », en 2015 et « Lua », en 2017.
Jean-Marie Machado diffuse dans un réseau national. Il est également présent à l'international (Allemagne, Estonie, Hongrie). Après une bonne année 2014 (32 dates), le volume de représentations a diminué en 2015, en raison de la difficulté à tourner les grands formats et à plusieurs annulations de concerts. Il remonte en 2016 et en 2017, à la faveur des nouveaux projets. Le niveau de diffusion demeure en moyenne à un bon niveau, avec près de 25 représentations en moyenne par an.
Implanté depuis 7 ans au Centre des bords de marne au Perreux-sur-Marne, Jean-Marie Machado est artiste associé, il y créé et diffuse ses programmes, mène des actions auprès des publics et signe, aux côtés du directeur, la programmation jazz. Dans ce cadre, il est attentif à ouvrir les propositions jazz à de jeunes artistes comme à des artistes plus confirmés.
Sur le plan des actions culturelles, si Jean-Marie Machado intervient ponctuellement en direction de scolaires, la majorité de ses interventions s'adressent à de jeunes étudiants en conservatoire et pôle supérieur. Il a ainsi mené avec les élèves de la classe jazz du Pôle Supérieur de Paris Boulogne-Billancourt (PSPBB) plusieurs projets dont une reprise d'« Impression » avec le symphonique du PSPBB et un enregistrement.

Pour le projet à venir, Jean-Marie Machado va poursuivre sa collaboration avec le Centre des bords de marne du Perreux-sur-Marne en tant qu'artiste-compositeur associé. Après la création d'une forme symphonique avec l'Orchestre national d'Ile-de-France, Jean-Marie Machado prévoit, en 2018, la création d'une petite forme, une création solo pour piano arrangé et installation sonore, et en 2019, à nouveau un grand format Danzas (12 musiciens) en s'associant cette fois-ci à une compagnie de danse. Pour ces projets, des discussions sont en cours avec certaines scènes nationales franciliennes, pour des accueils en création et de la diffusion. Cantabile souhaite également développer ses interventions auprès des lycéens (ateliers, rencontres, répétitions publiques, tournées en lycées), en lien avec l'équipe du Centre des bords de marne.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec Cantabile pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 28 000 € sur une base subventionnable de 95 100 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite entre le montant proposé et le montant sollicité, soit un taux d'intervention régional de 29,44 % (le taux d'intervention régional est ajusté à la base subventionnable).

.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	66 400,00	68,38%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	6 000,00	6,18%
AUTRES DEPENSES	24 700,00	25,44%
Total	97 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France / Attribué	7 000,00	7,21%
Région Ile-de-France PAC	30 000,00	30,90%
Département Val-de-Marne / en cours	5 000,00	5,15%
SOCIETES CIVILES	9 000,00	9,27%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	46 100,00	47,48%
Total	97 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	28 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	28 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	28 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	28 000,00 €
	Montant total	84 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012279

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMK AEROSTAT MARIONNETTES KIOSQUE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	211 180,00 €	16,57%	35 000,00 €
		Montant Total de la subvention	35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMK AEROSTAT MARIONNETTES KIOSQUE
Adresse administrative : 1 RUE VOLANT
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VIRGINIE LEPRINCE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43144266400055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Issue des arts de la marionnette et du théâtre contemporain, la Compagnie AMK évolue depuis quelques années vers un univers original aux confins du théâtre, de la danse, du geste, des arts plastiques et visuels et de la création sonore.

Dirigée par Cécile Fraysse, artiste marionnettiste et plasticienne formée à l'Ecole des Beaux-Arts de Rennes, l'Ecole des Arts Décoratifs de Strasbourg et chez Alain Recoing au Théâtre aux Mains Nues à Paris, la compagnie AMK fait une place de plus en plus importante à l'expérimentation dans ses spectacles. Depuis 2007, la compagnie collabore étroitement avec Alexandre Lévy, musicien et compositeur sensible aux modalités de spatialisation acoustique, passé par le CNSM de Paris, et Agnès Oudot, comédienne et marionnettiste partage une forte complicité artistique avec la compagnie AMK depuis 2005, de même que plus récemment, le musicien Boris Kohlmayer.
La compagnie porte une attention particulière à l'action culturelle, fortement liée aux processus créatifs qu'elle développe. Ainsi, les résidences de création avec les lieux partenaires sont construites avec des temps de recherche avec le public. Des ateliers artistiques à destination de très jeunes enfants ont été d'abord mis en place et ont donné naissance à un projet plus structuré « Les Ateliers Rhizome », expérimenté dans des crèches d'Argenteuil… Par ailleurs, la compagnie a tissé un réseau de partenaires fidèles qui lui permet de disposer de plusieurs points d'ancrage en Ile-de-France : à Paris avec le Théâtre de la marionnette, le Théâtre Dunois, la Ligue de l'enseignement et les centres d'animation du 20ème arrondissement, à Pantin (93) avec les services municipaux, à Argenteuil et à Gonesse (95), à Saint-Quentin-en-Yvelines (78) avec la plupart des théâtres du territoire. En 2015, la compagnie s'est implantée à Nanterre où elle loue une ancienne maison de maraîchers dans le centre historique et propose des espaces de travail à d'autres artistes du territoire et des ateliers parents/enfants. Depuis 2010, la compagnie AMK est conventionnée par la DRAC Ile-de-France ; elle a reçu également une aide au titre du plan Dynamique Espoir Banlieue et est régulièrement soutenue pour ses créations.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
La compagnie AMK présente un bilan positif de ces trois années. Elle a créé deux spectacles pour le jeune public, « Paradeïsos » en 2014, avec la collaboration du compositeur Alexandre Lévy et « L'Ile aux vers de terre » en 2016, avec le compositeur Boris Kholmayer, dans lesquels la plasticienne et metteur en scène Cécile Fraysse continue de développer un univers marionnettique original, sensible, visuel et sonore. Le premier spectacle a été largement diffusé notamment chez les partenaires franciliens de la compagnie tels que le Théâtre Dunois, le Théâtre Mouffetard, la Ferme du Buisson, l'Avant-Seine ou le Théâtre de Chelles. Le second, « L'Ile aux vers de terre », créé une première fois aux Théâtre des Amandiers à l'automne 2016 n'a pas rencontré à ce stade la diffusion attendue après une série au Théâtre Mouffetard en 2017 et sera retravaillé. La diffusion s'est néanmoins maintenue avec une moyenne de 64 représentations par an sur les 3 dernières années avec également la reprise de « Gingko Parrot » créé en 2009.
Deux faits marquent cette période 2014-2017: la restructuration de la compagnie suite au départ inattendu de l'administrateur « historique » en 2016, et son implantation à Nanterre en 2015 dans une ancienne maison de maraîchers au centre-ville, l'Aérostat. Ces espaces de plus de 300 m2 initialement prévus pour devenir un laboratoire de création artistique pour la petite enfance (dans le cadre d'un prix ESS du Département des Hauts-de-Seine de 30 000 €) sont finalement occupés par la compagnie en partage avec d'autres artistes de la ville et par des temps d'ouverture au public pour des ateliers artistiques le dimanche, pendant les vacances scolaires et lors de journées portes ouvertes. De plus, un espace est dédié à l'accueil ponctuel de résidences d'artistes s'associant le temps d'une recherche au projet de l'Aérostat.

Le projet proposé pour les quatre prochaines années s'inscrit dans la continuité. La compagnie fonctionne aujourd'hui sur la base de trois permanents dont un temps plein au régime général à l'administration/production, aux côtés de la direction artistique et d'un bureau conseil spécialisé, « Le bureau ». Ainsi restructurée, AMK souhaite approfondir son implantation à Nanterre tout en poursuivant son projet autour des spectacles en création/diffusion avec la reprise de « L'Ile aux vers de terre » avec un nouveau titre « Humus » au théâtre Dunois et une nouvelle création « Cactus » sur le thème de la gestion de l'agressivité.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet

présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec la Compagnie AMK pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 35 000 € sur une base subventionnable de 211 180 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	122 349,00	57,94%
Dépenses d'action culturelle	17 192,00	8,14%
Autres dépenses	71 639,00	33,92%
Total	211 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac IDF Attribué	50 000,00	23,68%
DRAC IDF Culture à l'hôpital En cours	4 000,00	1,89%
Académie de Versailles En cours	5 200,00	2,46%
Région IDF PAC	35 000,00	16,57%
CG 92 En cours	4 000,00	1,89%
CG 93 En cours	6 000,00	2,84%
Nanterre En cours	2 000,00	0,95%
Spedidam	2 500,00	1,18%
Recettes propres	99 980,00	47,34%
Mécénat Crédit coopératif	2 500,00	1,18%
Total	211 180,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012280

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMPAGNIE RL - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	95 000,00 €	21,05 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE RL
Adresse administrative : 11 RUE SAINT-LUC
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christine FRIEDEL, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 34487721200029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Fondateur du théâtre « Je Ils » avec Yannis Kokkos en 1976, puis directeur du Centre Dramatique National de France Comté de 1991 à 1997, René Loyon créé la compagnie RL en 1997 et s'implante en 2002 dans un petit lieu du quartier de la Goutte d'or dans le 18è arrondissement de Paris. René Loyon met en scène des textes classiques comme contemporains.
Il a développé dans ce lieu un atelier de recherche et de formation pour des artistes et compagnies, notamment émergentes, en parallèle de son activité de création. Le lieu est également mis à disposition d'autres compagnies pour leurs créations. Des actions culturelles sont menées régulièrement avec des publics lycéens, collégiens et étudiants. Jusqu'en 2017 la compagnie a organisé un festival dédié à la traduction théâtrale « Traduire transmettre ».
La compagnie a tissé un réseau de partenaires franciliens (Le Lucernaire, Cergy-Pontoise, Neuilly, Colombes, Le-Perreux-sur-Marne, Antony, Les Lilas etc.) dont certains en coproduction (Théâtre 95 Cergy-Pontoise, Le Théâtre Firmin Gémier d'Antony ou le Théâtre de la Ville de Paris).

Soutenue par la Région Ile-de-France, au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2007, la compagnie est conventionnée par la Drac (financeur majoritaire), la Ville de Paris a retiré son aide fléchée sur le festival en 2016.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

L'activité de la compagnie se déploie entre création avec les mises en scène de René Loyon, compagnonnage (accueil de jeunes compagnies pour des temps de travail) et formation avec l'atelier de formation d'acteurs RL.

On note au cours de la convention 2014/2016, une baisse d'activité de la compagnie. En particulier côté diffusion, avec un nombre de représentations en diminution, la compagnie ayant des difficultés à renouveler son réseau de diffusion. Par ailleurs, l'arrêt du festival « Traduire transmettre » suite à la fin de son financement par la ville de Paris en 2016, a aussi contribué à la baisse d'activité, cet évènement étant important pour la compagnie. Enfin, la Drac, financeur majoritaire, a réduit son soutien entre 2014 et 2016, pour le maintenir au niveau de 2016 en 2017.

Pour les quatre années à venir, la compagnie propose un projet dans la continuité mais en développement avec des créations de René Loyon, l'accueil en résidence et l'accompagnement de trois compagnies. Le lieu sera dédié pour un tiers aux ateliers de formation, un tiers au travail de création de la compagnie RL et un tiers à l'accueil d'autres compagnies.

La compagnie demande à être renouvelée en Fabriques de culture, cependant, si elle a développé le partage du lieu avec d'autres compagnies, la taille et la structure du lieu, le temps consacré à d'autres projets que ceux de la compagnie ne constituent pas une fabrique de culture telle que décrite dans les critères de la PAC.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) et propose une sortie du dispositif.

Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention de 2 ans. Sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional, l'aide régionale sera de 20 000 € pour la première année et 10 000 € pour la deuxième année.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région décide de conclure avec la compagnie RL une convention de sortie du dispositif de la permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) sur une durée de deux ans.

Sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional, les aides régionales seront de : 20 000 € pour la première année, 10 000 € pour la deuxième année.

L'aide régionale allouée pour la première année est de 20 000 € sur une base subventionnable de 95 000 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'écart entre l'aide sollicitée et l'aide allouée.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création/diffusion	92 400,00	73,92%
Dépenses d'action culturelle	22 200,00	17,76%
Autres dépenses	10 400,00	8,32%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	43 000,00	34,40%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	50 000,00	40,00%
Recettes propres	32 000,00	25,60%
Total	125 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Manifestations littéraires	8 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	96 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012281

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INFLUENSCENES - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	196 000,00 €	7,65 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INFLUENSCENES
Adresse administrative : 17 RUE ANDRE LAURENT
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean PALIES, Président

Date de publication au JO : 19 mars 1986

N° SIRET : 33535723200065

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Influenscènes a été fondée en 1985 à Limoges par Jean-Luc Paliès, auteur, metteur en scène, comédien et l'auteure Louise Doutreligne. A partir de 1995, la compagnie a progressivement développé son implantation en Île-de-France grâce au soutien des départements de Seine-et-Marne, puis, du Val-de-Marne.
Elle est implantée à Fontenay-sous-Bois depuis 2001 et partage un lieu avec trois jeunes compagnies, les Migrants Hilares, Coïncidences vocales et Taac. Elle est régulièrement accueillie au Théâtre de Saint-Maur-des-Fossés. La compagnie Influenscènes anime un comité de lecture de textes d'auteurs et d'autrices contemporains, depuis 2014, à Fontenay-sous-Bois et organise sur trois jours « Le Printemps des Inédits » ainsi que, depuis 2016, « Bouillon d'auteurs » à Saint-Maur. Des textes sont lus et quelquefois mis en espace par Jean-Luc Paliès en« version pupitre ».

La compagnie est soutenue par le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la Ville de Fontenay-sous-Bois/Fontenay-en-Scènes et le Conseil Régional d'Île de France. La compagnie a été déconventionnée par la en 2012 et ne bénéficie plus de soutien de la DRAC depuis 2015.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Implantée depuis près de vingt ans à Fontenay-sous-Bois, la compagnie Influenscènes, fondée et dirigée par Jean-Luc Paliès et Louise Doutreligne, y développe ses projets et y dispose désormais de locaux (bureaux, salle de répétition, une salle de montage vidéo et un atelier de fabrication). Nommé « Le Nouveau Prétexte », les locaux sont partagés avec trois autres compagnies : Les migrants hilares (association – collectif musical dirigé par Jean-Baptiste Paliès) et Coïncidences vocales (compagnie lyrique dirigée par Magali Paliés) et depuis 2016 la compagnie chorégraphique Taac (dirigée par Nina cholet). Partageant le loyer et les espaces, les compagnies mutualisent également un poste de chargée de production en emploi-tremplin.

Influenscènes a continué à animer chaque année, sous la direction de Louise Doutreligne (auteure et comédienne) à Fontenay-sous-Bois un comité de lecture de textes contemporains, dont certains sont ensuite présentés en « version pupitre » à l'occasion du « Printemps des Inédits », manifestation organisée par la compagnie à l'Espace Gérard Philippe et resserrée sur un week-end depuis 2014. L'édition 2018 du Printemps des inédits devrait être la dernière, le soutien de Fontenay-sous-Bois pour cette manifestation prenant fin en 2018.

Depuis 2016, ce travail est également présenté au Théâtre de Saint-Maur à l'occasion de « Bouillon d'auteur ». La compagnie a consolidé son partenariat avec le Théâtre de Saint-Maur et a été aidée en coproduction, en 2016, pour la création de la pièce de Louise Doutreligne « Vita#bis », ainsi que pour « Carmen Flamenco », créé en juillet 2017 dans le festival Off d'Avignon au Théâtre du Chêne noir, en collaboration avec la compagnie lyrique Coïncidences vocales. Enfin, en 2017, poursuivant son travail autour de Le Corbusier, Influenscènes a aussi présenté à Saint-Maur, un spectacle/lecture d'après le livre de Louise Doutreligne retraçant la relation de Le Corbusier avec son apprenti Roberto Rebutato. Le Théâtre de Saint-Maur est devenu le principal partenaire artistique de la compagnie en Ile-de-France.

Le projet TMT « Travelling Musique Théâtre », mené à la demande de Fontenay-en-scène en lien avec les habitants en préfiguration de la construction du nouveau théâtre a été présenté en 2015, ce qui explique le nombre d'heures importantes d'intervention en direction des publics. Outre le travail avec le comité de lecture comptabilisé dans les actions culturelles, la compagnie mène différentes interventions, rencontres, ateliers, débats, notamment auprès de lycéens à Fontenay et Saint-Maur.

Le budget de la compagnie sur les trois ans est en baisse constante. Du point de vue des partenaires publics, la Drac n'est plus un partenaire public depuis 2015 et le montant de l'aide de la Ville de Fontenay-sous-Bois a diminué. Seul l'aide du Département du Val-de-Marne demeure stable.

Pour le renouvellement de sa convention, Influenscènes s'inscrit dans la continuité. Une création, d'après un texte écrit par Louise Doutreligne « Trapèze au cœur » est prévue pour l'automne 2018, après un accueil au Théâtre de Saint-Maur.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Fabriques de culture ou Equipes artistiques professionnelles indépendantes ou Lieux et opérateurs) et propose une sortie du dispositif.

Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention annuelle, assortie d'une aide régionale révisée à la baisse de 15 000 €.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de ne pas renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec la compagnie Influenscène et propose une sortie du dispositif assortie d'une convention annuelle et lui attribue une aide à hauteur de 15 000 € sur une base subventionnable de 196 000 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	129 500,00	53,73%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	30 000,00	12,45%
AUTRES DEPENSES	81 500,00	33,82%
Total	241 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture CNL / attribué	10 000,00	4,15%
Région Ile-de-France PAC	60 000,00	24,90%
Département 94 / en cours	40 000,00	16,60%
Commune de Fontenay-sous-Bois / attribué	16 000,00	6,64%
EMPLOIS AIDES (CUI/CAE)	13 000,00	5,39%
SOCIETES CIVILES	18 000,00	7,47%
PARTENAIRES PRIVES	5 000,00	2,07%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	79 000,00	32,78%
Total	241 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €

2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012282

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DECOR SONORE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	243 030,00 €	12,34 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DECOR SONORE
Adresse administrative : 77 RUE DES CITES
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain HERIL, Président

Date de publication au JO : 2 juillet 1986

N° SIRET : 33839855500031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Dirigée par le compositeur Michel Risse, la compagnie Décor Sonore fait partie des compagnies pionnières des arts de la rue. Elle cherche à inventer, à partir de la ville et de son environnement sonore, un « art sonore en espace libre », en sortant de la notion traditionnelle de concert. Ses créations se nourrissent des sonorités, des résonances, des harmonies des éléments naturels ou industriels composant le quotidien urbain pour proposer une écoute du monde inédite. Les spectacles et installations se déroulent in situ (« créations contextuelles »), nécessitent un important travail de repérage de l'environnement sonore des espaces choisis et font régulièrement intervenir des innovations technologiques.
La compagnie a d'abord créé des spectacles de grande envergure, pensés pour le plein air et la rue, parfois sur commande. En 1993, elle crée le dispositif Des Corps Sonores qui propose des projections sonores multi-phoniques dans l'espace public et qui aboutira au spectacle Cinématophone, co-créé avec Oposito. Suivent des créations aux formats variés : vraie-fausse conférence scientifique (Les Monstrations

inouïes !, 2001), création monumentale à partir d'un site, d'un monument ou d'un ouvrage d'architecture transformé en instrument de musique urbain (Instrument Monument, 2004), visites des Collections du Don du son (2007), visites poético-scientifiques de chantiers de fouilles « archéophoniques » (Les Chantiers de L'O.R.E.I., 2007/08), quintet mobile de musique concrète (Urbaphonix, 2012).
Par ailleurs, la compagnie a monté un lieu de fabrique dédié aux arts du son : « La Fabrique sonore », avec l'ambition de devenir un outil de création, d'échanges et de transmission autour de l'environnement sonore. A travers cet outil, Décor Sonore accompagne d'autres équipes sur le plan artistique et technique pour les arts du son.
Décor Sonore dispose de locaux au sein de la Villa Mais d'ici à Aubervilliers, depuis 2011, elle est implantée à Paris et en Seine-Saint-Denis. La compagnie est conventionnée par la DRAC Ile de France, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Le bilan des trois dernières années est très positif, la compagnie a poursuivi son implantation territoriale urbaine entre Paris, Aubervilliers et Plaine commune, à travers les balades sonores, les Borderliners, qui se sont tenues régulièrement tout au long de l'année en 2015 et 2016, permettant d'explorer des espaces urbains inattendus ou méconnus du public, à travers la notion de paysage sonore. Ces visites atypiques requièrent un travail de repérage en amont et une approche singulière des territoires et de leurs habitants. Elles ont été plébiscitées et demandées par d'autres communes, notamment dans les Hauts-de-Seine.
La présence de la compagnie à Aubervilliers s'est renforcée, que ce soit à travers la « fabrique sonore » qu'elle anime au sein de la Villa Mais d'ici, soit un espace ressources/conseils/accompagnement dédié à l'art sonore dans l'espace public et ouvert à d'autres équipes artistiques issues des arts de la rue ou de la musique ; ou à travers une relation durable nouée avec le Conservatoire à rayonnement régional d'Aubervilliers - La Courneuve.
Les trois ans ont été également marqués par la création et la finalisation des « Kaléidophones », nouvelle installation grand format. Le dispositif propose des expériences sonores du paysage, à travers une collection de sculptures spectaculaires d'écoute installées en espace public. Le projet a bénéficié de plusieurs résidences de création au Festival de l'Oh ! , au CRR d'Aubervilliers – La Courneuve, aux CNAR de Niort et à l'Abbaye de Noirlac. Après quelques sorties publiques test, notamment à Aubervilliers, la compagnie l'a présenté avec succès au festival Off de Châlon dans la rue à l'été 2016, ce qui lui a permis de convaincre de nombreux festivals des arts de la rue et d'obtenir des perspectives de diffusion prometteuses en 2018 et 2019.
Michel Risse a également créé « Ezéchiel et les bruits de l'ombre », avec l'auteur Koffi Kwahulé, à l'invitation du Festival d''Avignon 2017 et de la SACD dans le cadre des Sujets à vifs. Le spectacle devrait faire l'objet d'une reprise en 2018/19.
Parallèlement, la diffusion des spectacles du répertoire s'est poursuivie à l'échelle nationale et internationale (Allemagne, Danemark, Italie, Autriche, Mexique, Chine…), notamment à travers celle du moyen format « Urbaphonix » (5 interprètes), qui a permis de pallier la baisse constatée de la diffusion des spectacles et installations grand format : ainsi « Instrument monument » n'a connu qu'une édition en 2015 aux Nuits Romanes. En effet, bien que conventionnée de manière durable par plusieurs partenaires publics (Ville de Paris, DRAC, Région), l'économie de la compagnie repose toujours pour près d'un tiers sur ses recettes propres, faisant de la diffusion un enjeu central constant.
Enfin, la compagnie continue d'être très sollicitée pour son savoir-faire en matière d'art sonore dans l'espace public et intervient régulièrement auprès d'étudiants en master universitaire – la compagnie avait bénéficié d'une résidence de trois ans à l'UPMC de Jussieu, de musiciens amateurs en conservatoire, mais aussi auprès d'enfants et d'adolescents dans le cadre d'ateliers hors-temps scolaire menés à Paris et Aubervilliers.

Le projet proposé pour le renouvellement de la convention PAC s'inscrit dans la continuité autour des thèmes du « paysage sonore » et du « jardinage acoustique ». La compagnie sera accueillie en résidence dans le 13ème arrondissement par la coopérative De rue de cirque (2R2C) à l'occasion de son installation dans ses nouveaux locaux de la rue Watt, elle y développera un projet artistique contextuel à travers des

balades sonores, des interventions dans l'espace public avec l'objectif d'inaugurer un premier « Point d'ouïe » (point d'intérêt acoustique) en Ile-de-France. La compagnie poursuivra son implantation à Aubervilliers à travers la fabrique sonore, ouverte notamment aux jeunes compagnies, et avec le conservatoire CRR à travers un projet mêlant pédagogie et création autour de la musique concrète en espace public. Enfin, la compagnie envisage un nouveau projet de création de grande ampleur : les « Très Hauts Parleurs », afin de mettre en onde et en scène les hautes grues et tours, installées sur les grands chantiers d'aménagement, en les équipant de systèmes sonores multi-phoniques. D'autres installations sonores éphémères sont également à l'étude en collaboration avec des laboratoires de recherche.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années pour un montant identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec Décor Sonore pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 243 030 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide attribuée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	148 070,00	56,29%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	11 406,00	4,34%
AUTRES DEPENSES	103 554,00	39,37%
Total	263 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France - attribuée	79 100,00	30,07%
Région Ile-de-France	50 000,00	19,01%
Ville de Paris - en cours	12 000,00	4,56%
Ville d'Aubervilliers - en cours	2 000,00	0,76%
Sociétés civiles	3 000,00	1,14%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITES	116 930,00	44,46%
Total	263 030,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	25 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	115 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012283

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ABC - AUBERVILLIERS BANDE COMEDIE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	103 000,00 €	38,83 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ABC AUBERVILLIERS BANDE COMEDIE
Adresse administrative : 15 RUE LOUIS BONNET
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Marie PIGNARRE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 34325548500033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La Compagnie ABC (Aubervilliers Bande Compagnie) a été créée à Aubervilliers par Catherine Boskowitz, qui a par ailleurs fondé le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, avec lequel se poursuit un compagnonnage de longue durée.
La prise en compte des diversités culturelles et l'implication du public sont au cœur de ses créations et de son processus artistique (cf. une vingtaine de mises en scène dont « Allah n'est pas obligé » de A. Kourouma, « Bérénice », « La dernière interview » avec D. Niangouna).
Très investie dans les réseaux artistiques et culturels de plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient, Catherine Boskowitz crée régulièrement des projets artistiques, mêlant artistes français et étrangers, qui sont joués à l'échelle internationale. Elle est régulièrement invitée pour animer des formations et pour accompagner le développement artistique de jeunes créateurs étrangers. Elle dirige enfin des lectures de textes inédits d'auteurs étrangers principalement africains, souvent en lien avec RFI.
La compagnie ABC reçoit régulièrement le soutien de la DRAC et de l'Institut Français pour ses projets et est conventionnée par la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

La compagnie ABC a été conventionnée au titre de la PAC en 2014, afin de soutenir sa réimplantation en Ile-de-France, après quelques années passées en Bourgogne, à partir d'un projet artistique conséquent : le « Projet Penthésilée », qui prévoyait la création d'une grande forme, accompagnée de plusieurs modules de formats variables, créés avec les habitants de plusieurs territoires franciliens des lieux partenaires : Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine, Mantes-la-Jolie... Ce projet se déployait également dans plusieurs pays étrangers : Haïti, Côte d'Ivoire, Nicaragua, Allemagne.

Cet objectif d'ancrage sur le territoire francilien a été effectivement atteint. L'activité artistique des trois dernières années a été intense et a permis de nouer des relations durables avec de nouveaux lieux partenaires qui s'engagent dès 2018 dans l'accueil de résidences d'envergure, à forte dimension territoriale, et des collaborations soutenues, permettant à la compagnie une visibilité professionnelle et publique.

Si « le Projet Penthésilée » n'a pas été diffusé au-delà de la saison de création (soit une trentaine de représentations), en raison notamment de sa lourdeur (14 comédiens sur le plateau), de sa création tardive dans la saison et de la singularité artistique du propos, la création a cependant permis des rencontres déterminantes pour l'avenir de la compagnie. Ainsi, la rencontre en 2015/16 avec la MC 93 à Bobigny, alors en saison hors-les-murs, et qui a sollicité la compagnie pour initier un travail hors-les-murs d'immersion territoriale avec les habitants. Des lectures et petites formes ont été jouées, la compagnie a participé au groupe de travail et de réflexion initié par Lazare après les attentats et Catherine Boskowitz a bénéficié également de temps de recherche financés par la MC 93. Après cette phase d'approche, l'implantation de la compagnie va s'amplifier à compter de 2018.

Le compagnonnage au long cours avec le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie se poursuit, donnant lieu à des rencontres fortes avec les publics et permettant à la compagnie de disposer de lieux de travail. Des temps de travail ont également eu lieu au Centquatre et à la Maison des métallos à Paris.

Catherine Boskowitz a poursuivi ses compagnonnages artistiques dans une logique de transmission : sollicitée par la metteure en scène franco-syrienne Leyla Rabih, elle a ainsi assuré la dramaturgie et le regard extérieur de la création Chroniques d'une révolution orpheline, qui sera repris à la MC93 en 2017/18.

Elle a également continué à mener d'importants projets artistiques à l'étranger, en particulier le projet interdisciplinaire (théâtre, vidéo, arts plastiques, musique..) intitulé « Fictions ordinaires », créé en avril 2017 avec des artistes professionnels et amateurs, en lien avec de jeunes étudiants français, dans un quartier de Medellin en Colombie (dans le cadre de l'année France-Colombie), à l'issue de 5 semaines d'immersion, et qui est recréé selon les contextes territoriaux en Martinique, à Strasbourg, en Haïti et qui sera réinventé à Sevran en 2019 en collaboration avec le Théâtre de la Poudrerie.

La réalité économique de la compagnie demeure modeste, car une partie des projets menés sont administrativement et financièrement portés par d'autres structures, ce qui freine quelque peu sa structuration et sa reconnaissance institutionnelle. Cependant, son implantation consolidée en Seine-Saint-Denis devrait permettre à la compagnie de solliciter d'autres partenaires publics de façon durable. Le Département de la Seine-Saint-Denis devrait ainsi soutenir la résidence prévue à Bobigny et la DRAC sera sollicitée.

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention PAC s'appuie sur un ancrage territorial renforcé en Ile-de-France, principalement à Bobigny, Sevran et Mantes-la-Jolie, avec des projets de création in situ, qui seront les fruits d'un important travail de terrain avec les associations et les habitants.

Par ailleurs, la compagnie ABC poursuit l'accompagnement de jeunes artistes étrangers ou d'origine étrangère, dans un dialogue permanent entre la France et d'autres pays. Elle créera en particulier le projet « De quoi sommes-nous faits ? » mêlant danse et théâtre, avec le chorégraphe et acteur Andréya Ouamba, autour de la question de l'autorité. La pièce sera créée en résidence à l'Atelier de Paris – CDC en mars 2018 et sera jouée dans plusieurs lieux chorégraphiques (Strasbourg, Mulhouse, Limoges et le Théâtre de la Ville en 2018/19, ainsi qu'en RDC).

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle, pour quatre nouvelles années, pour un montant identique.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec la Compagnie ABC pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 103 000 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	85 881,00	83,38%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	13 319,00	12,93%
AUTRES DEPENSES	3 800,00	3,69%
Total	103 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF - en cours	10 000,00	9,71%
Région Ile-de-France	40 000,00	38,83%
Département 93 - en cours	10 000,00	9,71%
Ville de Paris - en cours	3 000,00	2,91%
SOCIETES CIVILES	3 000,00	2,91%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	37 000,00	35,92%
Total	103 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	40 000,00 €

	culturelle	
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012284

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COLLECTIF SURNATURAL - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	203 500,00 €	19,66 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF SURNATURAL
Adresse administrative : 24 RUE DAVOUST
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GASPARD MANESSE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48353142200036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

La formation « Surnatural Orchestra », créée en 2001, est structurée depuis 2009 en coopérative : le Collectif Surnatural. Cet orchestre grand format rassemble 19 musiciens permanents qui interprètent des compositions originales où se mêlent musiques populaires, jazz, écriture et improvisation. L'une des spécificités est la création collective et la pratique du « soundpainting » (improvisation collective dirigée), qui permet à un « chef d'orchestre » momentané, issu du rang, d'engager les musiciens sur une direction en s'appuyant sur un langage précis de signes, élaborés en commun sur la base des recherches de Walter Thomson.
L'orchestre aime à se produire dans des lieux variés : salles de spectacles, festivals, mais aussi dans l'espace public Le Surnatural s'investit dans des programmes d'actions culturelles en milieu scolaire, avec des élèves et professeurs d'écoles de musique, ou encore avec des amateurs.
D'abord soutenu à la structuration par la DRAC Ile-de-France, le Collectif Surnatural est conventionné par la Région Ile de France depuis 2011 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle.

La compagnie a ancré de forts partenariats avec les lieux franciliens tels que la Dynamo de Pantin, le CRR d'Aubervilliers, l'Académie Fratellini et l'Echangeur à Bagnolet.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Orchestre grand format composé de 19 musiciens, le collectif Surnatural Orchestra a toujours fait le choix de l'organisation collective autour de créations et compositions originales. Bien repéré par les réseaux de diffusion spécialisés et les scènes nationales, il a aussi développé des partenariats avec des lieux intermédiaires ou théâtres de ville. Il mène de nombreuses actions culturelles auprès des publics scolaires, notamment les lycéens mais aussi auprès des publics de tous âges.
Ces trois dernières années, le collectif était fortement implanté à Pantin où il a mené un important travail d'actions culturelles notamment pour la création d'un orchestre-fanfare avec les amateurs.
Artistiquement, l'orchestre a renouvelé son répertoire avec de nouvelles compositions, il s'est ouvert à d'autres expressions artistiques, notamment avec des circassiens pour une création d'envergure « ESQUIF », jouée aussi bien en salle que sous chapiteau, en partenariat avec l'espace cirque d'Antony.
Le collectif a organisé deux festivals et deux cartes blanches, temps forts constitutifs de l'activité artistique de l'orchestre et à l'initiative des musiciens, pour susciter une rencontre différente entre les musiciens et le public. Le collectif a réalisé deux enregistrements dont les sorties ont été saluées par la presse. (album de l'année Citizenjazz en 2016)
En termes budgétaires, le budget global de la structure a plus que doublé. Cela s'explique essentiellement par l'augmentation du nombre de concerts et la création du spectacle Esquif. L'équipe s'est aussi renforcée avec une augmentation du nombre d'équivalents temps plein.
Pour la future convention, le collectif souhaite élargir son implantation en dehors de la ville de Pantin avec de nouvelles résidences prévues au Centre Houdremont, à l'Echangeur à Bagnolet et à Annemasse.
Cependant, Pantin demeure un port d'attache avec la poursuite des actions culturelles menées à Pantin, avec la préparation d'un 6ème disque. Ses albums sont des objets toujours très élaborés graphiquement.
La compagnie qui partage un lieu mutualisé essentiellement pour des bureaux et de la répétition, est en réflexion pour acquérir et implanter un chapiteau.
Labélisée compagnie nationale depuis 2017, la poursuite du conventionnement régional est essentielle au déploiement de son implantation, du travail de création de diffusion et de médiation culturelle qui croise divers champs artistique dont la dominante reste musicale. L'enjeu de la diffusion sera également tourné sur l'international avec une première tournée au dernier trimestre 2017 au Mexique.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec Surnatural Orchestra pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 40 000€ sur une base subventionnable de 203 500 € correspondant au montant du budget proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	175 713,00	66,68%
Dépenses d'action culturelle	12 926,00	4,91%
Autres dépenses	74 861,00	28,41%
Total	263 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRC IDF (acquis)	55 000,00	20,87%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	100 000,00	37,95%
CD 93 (sollicité)	9 000,00	3,42%
Ville de Pantin (sollicité)	6 000,00	2,28%
Ville de Paris (sollicité)	4 000,00	1,52%
Sociétés civiles	21 000,00	7,97%
Recettes propres	68 500,00	26,00%
Total	263 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	15 130,00 €
	Montant total	155 130,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012285

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE ITALIQUE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	90 500,00 €	33,15 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE ITALIQUE
Adresse administrative : 17 RUE D ALIGRE
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice MALLET, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41373024300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La Compagnie Théâtre Italique a été fondée par Valerie Grail. Cofondatrice du Cartoon Sardines Théâtre, elle a travaillé avec le Théâtre du Soleil et a une prédilection pour les auteurs vivants auprès de qui elle passe régulièrement des commandes d'écriture. Elle a notamment travaillé avec Mohamed Kacimi, Nancy Huston, Rémi De Vos, Fabrice Melquiot, Sylvain Levey.
Parallèlement à ses créations, elle mène un travail approfondi d'action culturelle et développe des projets spécifiques d'envergure mêlant des non-professionnels, amateurs de théâtre et des artistes professionnels.
Installée en Ile-de-France, elle a été accueillie en résidence à Chelles, Choisy-le-Roi, et surtout à Rosny-sous-Bois où elle a développé et initié de nombreux projets entre 2009 et 2014.
La compagnie Théâtre Italique bénéficie de l'aide à la permanence artistique et culturelle de la Région Ile-de-France et est soutenue par le Département de Seine-Saint-Denis.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la

convention
La compagnie bénéficie du soutien de la Région au titre de la PAC depuis 2007. De 2009 à 2014, elle était implantée à Rosny-sous-Bois, à l'invitation de la Ville, qui lui avait confié une mission d'animation, voire de gestion, du théâtre municipal et de conduite de très nombreuses actions culturelles. La compagnie s'est pleinement impliquée dans ce projet durant six ans. Depuis 2015 et l'arrêt de la résidence à Rosny-sous-Bois, la compagnie a cherché à retrouver des partenariats en coproduction, diffusion et résidence.
A ce titre, le bilan des trois dernières années est contrasté. D'une part, la reprise du spectacle destiné au jeune public « Ouasmok ? » de S. Levey dans le Off d'Avignon en 2015, n'a pas généré de diffusion nouvelle, faisant ainsi chuter et l'emploi artistique et les recettes propres, tandis que dans le même temps, avec la fin de la l'implantation à Rosny-sous-Bois, la subvention de la Ville (principal partenaire public) s'interrompait, ce qui a fragilisé le budget de la compagnie. A ce jour, celle-ci n'a pas réussi à retrouver un nouveau partenaire d'implantation territoriale en Ile-de-France.
En ce qui concerne la création, la compagnie est parvenue, au terme de deux années d'efforts, à monter la production d'une pièce en prise avec l'actualité, sur le thème de la radicalisation de la jeunesse : « Contagion », texte de François Bégaudeau (lauréat de l'aide à la création de Artcena). Le Théâtre Paris-Villette s'est engagé dans la coproduction du projet (10 000 €) dans ses deux versions (salle et classe) et a accueilli la compagnie en résidence de création et pour une série de 12 représentations en juin 2017. Le TPV a également épaulé la compagnie pour diffuser le projet avec l'Education nationale, notamment en lycées (une quinzaine d'établissements ont répondu favorablement pour la saison 2017/18). Le CDN de Sartrouville et la Maison des Métallos ont aussi soutenu la compagnie à travers un accueil en résidence de création et une diffusion. Enfin, la pièce a été bien reçue cet été au festival Off d'Avignon, laissant espérer une belle diffusion en 2018/19.

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention PAC s'appuie sur une collaboration artistique qui se poursuit avec François Bégaudeau autour de la diffusion de Contagion dans sa version pour la classe, avec une importante tournée prévue en 2018 dans les lycées et collèges parisiens en collaboration avec le Rectorat de Paris. La compagnie prévoit de créer en 2018/19 une nouvelle pièce, intitulée « Parlez-moi de théâtre », sur un texte de F. Bégaudeau, avec un duo de comédiens, formés dans des écoles de théâtre (ENSATT et Ecole de la Comédie de St-Etienne, et pour 2019, elle souhaite poursuivre son cycle « La chance de ma vie » avec une nouvelle tragi-comédie musicale, fruit d'un travail d'ateliers et de récolte de témoignages auprès d'habitants et qui fera l'objet d'une nouvelle commande d'écriture à F. Bégaudeau. Cependant, aucun partenariat d'implantation n'est acté dans ce projet.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure, elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle et propose une sortie dégressive du dispositif.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de conclure avec la compagnie Théâtre italique une convention de sortie du dispositif de la permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) sur une durée de trois ans.
Sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional, les aides régionales seront de : 30 000 € pour la première année, 20 000 € pour la deuxième année, 10 000 € pour la troisième année.
L'aide régionale allouée pour la première année est de 30 000 € sur une base subventionnable de

90 500 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'écart entre l'aide sollicitée et l'aide allouée.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	69 000,00	68,66%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	8 500,00	8,46%
AUTRES DEPENSES	23 000,00	22,89%
Total	100 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	39,80%
Département 93 - en cours	15 000,00	14,93%
Rectorat de Paris - en cours	10 000,00	9,95%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	35 500,00	35,32%
Total	100 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012286

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PATRICK SCHMITT - CIE LA FORGE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	119 763,00 €	16,70 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PATRICK SCHMITT
Adresse administrative : 17-19 RUE DES ANCIENNES MAIRIES
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur Patrick SCHMITT, Directeur

N° SIRET : 34060373700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

La Compagnie Patrick Schmitt-Universal Company est implantée à Nanterre depuis mars 1987, et soutenue depuis cette date par la Ville et le Conseil Général des Hauts-de-Seine. Patrick Schmitt et sa compagnie disposent d'un lieu de travail et de résidence : le théâtre la Forge, inauguré en mars 2003 et dont les travaux ont été réalisés avec le soutien notamment du Conseil régional d'Ile-de-France. Ancien atelier de métallurgie, la Forge est aujourd'hui un espace de création théâtrale de 500 m² répartis sur deux niveaux, disposant d'une salle transformable de 120 places, de loges et d'ateliers de fabrication de décor de 130m². Le théâtre La Forge et la Compagnie Patrick Schmitt sont gérés au sein d'une entreprise en nom propre, Universal Company.
La première réalisation de la compagnie dans les années 80 est La Rose et le Fer de Patrick Schmitt montée à la Conciergerie de Paris, avec le Quazar théâtre, Patrick Schmitt monte notamment Mistero Buffo de Dario Fo, La Maison de Bernarda Alba de Federico Garcia Lorca, et à La forge en 2003 le Déserteur, de Patrick Schmitt, puis en 2005, l'Amant de Harold Pinter, en 2007 et 2008, Dommage qu'elle soit une putain de John Ford et récemment Le Phèdre de Platon. Patrick Schmitt compte aujourd'hui à son actif une quarantaine de réalisations allant du théâtre classique au théâtre contemporain avec un

attachement aux textes et à la place de premier plan de l'acteur.
Le théâtre La Forge diffuse les créations de la compagnie Patrick Schmitt, mais également d'autres compagnies et dans le cadre de partenariats avec d'autres équipements culturels, tels que la Maison de la musique de Nanterre ou la cinémathèque. Des rencontres et débats sont également organisés au théâtre La Forge.
La compagnie est soutenue par le Conseil régional d'Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2007 pour un projet autour de l'activité de création de la compagnie, du partage de l'outil de travail avec l'accueil d'équipes en résidence.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Le bilan de ces trois dernières années présenté par La Forge / Compagnie Patrick Schmitt, qui dispose d'un petit théâtre à Nanterre dans les Hauts-de-Seine, est plutôt positif. L'acteur et metteur en scène a créé trois pièces, deux seuls en scène dans le prolongement de son travail sur l'art oratoire avec deux textes de Bossuet « Le Sermon du mauvais riche » et le « Sermon sur la mort » et un « George Dandin » de Molière. Les deux seuls en scène (ainsi qu'une reprise du « Phèdre » de Platon interprété par Patrick Schmitt) ont été présentés à Avignon dans le Off où Patrick Schmitt est présent chaque année à la Chapelle de l'Oratoire et dans des églises. Ces pièces ont également été reprises chaque année au Théâtre la Forge à Nanterre pour des séries d'une quinzaine de représentations. Elles n'ont cependant pas permis d'élargir le réseau de diffusion de la compagnie. La diffusion à Nanterre s'accompagne toujours d'actions de sensibilisation avec le public scolaire du département des Hauts-de-Seine dans le cadre de l'opération « Eteignez vos portables ». Des collèges et quatre lycées de Rueil-Malmaison, Nanterre, Suresnes et Beauvais participent à ces actions de sensibilisation : présentation des auteurs de la pièce pendant une heure en amont de la représentation et interventions dans les établissements en aval des représentations. Des actions de sensibilisation sont également développées avec les écoles dans le cadre du partenariat avec la Ville de Nanterre.
La création de « George Dandin » a été présentée à La Forge en 2015. Monté avec 8 comédiens au plateau, le spectacle n'a pu être montré à Avignon mais a été repris au Théâtre de l'Epée de Bois en 2017 pour une série de 18 représentations avec un bel accueil presse. La pièce, en raison principalement du coût plateau, n'est pas facile à diffuser largement.
Parallèlement aux activités de création et de diffusion de la compagnie, le lieu a accueilli d'autres équipes artistiques pour des résidences, des répétitions, de la création, de la diffusion et des actions artistiques. Elle a ainsi accueilli le Théâtre Label Etoile de Jean-Claude Falet, en 2016/2017 pour une résidence de création du spectacle « Une nuit de Grenade » avec des préachats de La Forge et une série de 18 représentations et des actions artistiques avec les scolaires. En 2016, La Forge a accueilli un spectacle de Géraud Bénèch sur Louis-Ferdinand Céline, « Y en a que ça emmerde d'avoir des gens de Courbevoie », un seul en scène avec le comédien Stanislas La Touche, « Le fantôme de Benjamin Fondane » de Jacques Kraemer, en 2015, et « Au bout du comptoir la mer ! » de Serge Valletti dans une mise en scène de Claude Bonin. Aux côtés des « résidences-coproduction », la Forge accueille des résidences « de proximité » avec des équipes artistiques en travail pour des projets en partenariat avec la Maison de la Musique de Nanterre ou l'Ensemble TM+ (Benjamin de la Fuente pour « Folk Blues Remains » ou Aliénor Dauchez et Laurent Cuniot pour « Votre Faust »). La Forge accueille également des équipes artistiques locales ainsi que des débats avec l'Université Populaire des Hauts-de-Seine.
Le projet proposé s'inscrit dans la continuité avec deux projets de mise en scène de pièces contemporaines de Lakhdar Mokhtari et de Martin Crimp, l'accueil à la Forge d'une à deux résidences assorties d'une coproduction et la poursuite des partenariats locaux, avec le maintien d'un important soutien de la Ville de Nanterre. Le projet ne présente pas d'orientations nouvelles susceptibles d'élargir le réseau de diffusion de la compagnie et de toucher de nouveaux territoires, au-delà de Nanterre.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis défavorable au

renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) et propose une sortie dégressive du dispositif.
Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention de 2 ans.
Sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional, les aides régionales seront de : 20 000 € pour la première année, 10 000 € pour la deuxième année.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de conclure avec la compagnie La Forge une convention de sortie du dispositif de la permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) sur une durée de trois ans.
Sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional, les aides régionales seront de : 20 000 € pour la première année, 10 000 € pour la deuxième année.
L'aide régionale allouée pour la première année est de 20 000 € sur une base subventionnable de 119 763 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'écart entre l'aide sollicitée et l'aide allouée.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	78 056,00	56,66%
Dépenses d'action culturelle	4 700,00	3,41%
Autres dépenses	55 007,00	39,93%
Total	137 763,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	38 000,00	27,58%
CD 92 (sollicité)	12 800,00	9,29%
Ville de Nanterre (acquis)	42 826,00	31,09%
Recettes propres	44 137,00	32,04%
Total	137 763,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012287

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES PALADINS - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	162 360,00 €	24,64 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PALADINS
Adresse administrative : 8 RUE PIERRE DUPONT
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur XAVIER DE BAYSER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41102687500053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Jérôme Corréas, issu d'une double formation de claveciniste et de chanteur, a fondé l'ensemble Les Paladins pour explorer des répertoires méconnus (notamment l'opéra-comique et l'opéra italien du XVIIe siècle) et affirmer une approche musicale originale, fondée sur la théâtralité et les rapports entre voix parlée et voix chantée. Depuis 2007, Les Paladins ont noué des collaborations avec des metteurs en scène tels que Christophe Rauck, Dan Jemmett, Vincent Tavernier, Vincent Vittoz, Constance Larrieu pour leurs créations lyriques. En 2010, « Le Couronnement de Poppée », coproduit avec l'Arcal et mis en scène par Christophe Rauck, alors directeur du TGP de Saint-Denis, a été unanimement salué par la critique. L'ensemble collabore également avec des chœurs : Les Cris de Paris, les Chœurs de l'Opéra de Rennes et de l'Opéra-Théâtre de Metz, la Maîtrise de Notre-Dame de Paris… Par ailleurs, Les Paladins ont enregistré plusieurs disques avec différents labels (Arion, Pan Classics, Ambronay, Naïve).

Les Paladins se produisent régulièrement dans les maisons d'opéras et les festivals classiques et lyriques de France et à l'international : Festival Baroque de Pontoise, Festival de la Chaise-Dieu, Opéras de Metz et de Reims, Théâtre d'Arras, Festival des Heures musicales de l'Abbaye de Lessay… mais aussi à Londres, Genève, Utrecht, à la Villa Médicis à Rome, Milan, Prague, Stockholm, Namur, Saint-Pétersbourg et aux Etats-Unis.
Les Paladins ont été en résidence à la Fondation Royaumont de 2010 à 2013, à l'Opéra de Reims de 2014 à 2017 et au Théâtre Firmin-Gémier/La Piscine de 2014 à 2016. L'ensemble est actuellement en résidence de trois ans à l'Opéra de Massy et au Centre des Bords de Marne du Perreux-sur-Marne. L'ensemble est par ailleurs artiste associé à la Fondation Singer-Polignac Les Paladins mènent régulièrement des actions culturelles auprès des publics scolaires et des élèves de conservatoires: concerts commentés, animations, ateliers d'initiation, de pratique chorale, sensibilisation au répertoire baroque, master-classes.
Les Paladins sont soutenus par la DRAC au titre des ensembles conventionnés (l'aide de la DRAC a augmenté en 2017) et par la Région Ile-de-France. Ils rassemblent au grès de leur projet des aides ponctuelles complémentaires.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
L'ensemble vocal et instrumental Les Paladins présente un bilan de convention de permanence artistique et culturelle positif avec des objectifs largement atteints.
L'activité artistique de création a été soutenue sur la période de conventionnement, avec des productions lyriques de formes variées, un opéra, des petites formes scéniques et plusieurs concerts. Poursuivant son ouverture à d'autres champs artistiques, Les Paladins ont créé, en 2014, l'opéra ballet et marionnettes « Les indes Galantes » de Jean-Philippe Rameau, dans une mise en scène de Constance Larrieu, en coproductions avec l'Opéra de Reims, la Comédie de Reims et l'Institut international de la Marionnette de Charleville-Mézières. Pour les concerts, Jérome Corréas et Les Paladins ont notamment continué leur collaboration avec la soprano spécialiste du baroque Sandrine Piau. Ils ont créé ensemble un programme Vivaldi « In furore » en 2015. Des spectacles lyriques pluridisciplinaires ont également été créés, parmi les plus marquants : « Molière à l'Opéra » autour de la collaboration entre Sully et Molière et « Viva España », petite forme mêlant musique et danse autour du répertoire espagnol du Siècle d'or.
Le niveau de diffusion et de fréquentation est bon avec une moyenne annuelle de 28 représentations et de 12 800 spectateurs. Les Paladins tournent en Ile-de-France, en France et à l'international, dans une diversité de lieux ; dans le réseau musical et lyrique, mais, également dans le réseau des scènes généralistes et dans les festivals spécialisés. Les Paladins sont accueillis dans des maisons d'opéra (résidence pendant trois ans à l'Opéra de Reims), des théâtres de villes, des scènes nationales ou encore des festivals.
Au cours des trois années passées, Les Paladins ont renforcé et développé leur ancrage sur le territoire de l'Ile-de-France, où l'ensemble dispose de partenaires fidèles qui l'accompagnent en production comme en diffusion. Après une présence forte sur les territoires des Hauts-de-Seine et des Yvelines ; à Antony/Chatenay-Malabry (dans le cadre d'une résidence de trois ans de 2014 à 2016 au Théâtre Firmin-Gémier/la Piscine et dans plusieurs villes des Yvelines (notamment au Théâtre de Poissy), les Paladins ont débuté deux nouvelles résidences triennales : en 2016 à l'Opéra de Massy en Essonne et en 2017 au Centre des Bords de Marne du Perreux sur Marne dans le Val-de-Marne, Scène conventionnée pour les écrites musicales et chorégraphiques en grand format. Un partenariat fort existe également avec la Scène nationale de Sénart en Seine-et-Marne qui coproduit et programme régulièrement l'Ensemble.
A partir des implantations territoriales, Les Paladins mènent des actions culturelles avec les publics. Les deux nouvelles résidences à Massy et au Perreux permettent de développer notamment des projets avec des lycéens (à Massy, avec le Lycée professionnel et au Perreux avec plusieurs lycées du territoire). A Massy, la résidence sert d'appui à un projet de chœur, formé de jeunes chanteurs en voie de professionnalisation qui donne lieu à des sessions de formation.

Le projet à venir des Paladins repose sur les deux résidences de territoire de trois ans à l'Opéra de Massy et au Centre des Bords de Marne, qui permettront à l'ensemble de rassembler des moyens de production,

de diffuser ses créations comme son répertoire et de mener des actions culturelles en particulier en direction des lycéens.
Les Paladins prévoient plusieurs créations lyriques, notamment « Le combat de Tancrède » de Monteverdi, mis en scène par Dan Jemmett avec 16 interprètes au plateau et la création d'un opéra particulièrement ambitieux « Amadigi » de Handel, mis en scène par Bernard Levy avec 26 interprètes.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant augmenté.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec l'Ensemble Les Paladins pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 162 360 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- VAL-DE-MARNE
- ESSONNE
- SEINE-ET-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	132 360,00	81,52%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	6 000,00	3,70%
AUTRES DEPENSES	24 000,00	14,78%
Total	162 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France (attribué)	40 000,00	24,64%
Région Ile-de-France PAC (en corus)	40 000,00	24,64%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	82 360,00	50,73%
Total	162 360,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012288

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE SACRE DU TYMPAN - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	178 000,00 €	16,85 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SACRE DU TYMPAN
Adresse administrative : 50 RUE DE BEZONS
78420 CARRIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARCEL ROCKWEEL, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48430810100019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Le Sacre du Tympan est un Big band, créé en 1998 par Fred Pallem, bassiste, diplômé du CNSM, avec une vingtaine de jeunes musiciens de jazz. La démarche artistique du groupe est de fusionner musique populaire (pop, rock) et musique dite savante (jazz, contemporain). Le Sacre du tympan se produit dans différents réseaux de diffusion : les réseaux jazz (festivals), musiques actuelles (Smac), généralistes (théâtres, scènes nationales…), ainsi qu'à l'international. Parallèlement, l'orchestre anime régulièrement des master-classes autour de la trompette, du trombone et de la batterie ; organise des ateliers d'écriture, de composition et de travail en groupe.
Le Sacre du Tympan est soutenu par la DRAC depuis de nombreuses années et depuis 2012, au titre de l'aide à la structuration, ainsi que régulièrement par le CNV.
Il bénéficie de l'aide à la permanence artistique et culturelle de la Région depuis 2011 pour l'implantation de la compagnie en Ile-de-France, et notamment dans les Yvelines. En novembre 2014, la convention triennale de permanence artistique et culturelle a été reconduite et revalorisée (passage de 8 000 € à 18 000€/an), compte-tenu de la progression de l'activité de la compagnie, et de son besoin de structuration.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Le Sacre du Tympan présente un bilan très positif de cette deuxième convention de permanence artistique et culturelle. Les objectifs sont largement atteints. Avec une solide structuration (une administratrice et un administrateur de tournée dorénavant permanents), l'orchestre du compositeur et arrangeur Fred Pallem (de 5 à 21 musiciens), entre jazz et musiques actuelles, a beaucoup développé ses activités en Ile-de-France. Il a enrichi son répertoire de 7 nouvelles créations croisant toujours musiques populaires (rock, pop, musiques de film) et savantes (musique contemporaine, jazz), avec une couleur très cinématographique : nouveau « Soundtrax » créé en résidence à Ermont dans le Val d'Oise, « Paris mélodie » dont Fred Pallem a assuré la direction musicale avec son orchestre, créé à la Philharmonie de Paris, « François de Roubaix » créé au Sax à Achères, puis, à la Gaîté lyrique avec le Festival d'Ile-de-France (avec une section cuivres et vidéo), un jeune public « Cartoons » pour faire découvrir le son de l'orchestre aux enfants, créé avec Jazz au Fil de l'Oise, puis, avec la Maison de la musique de Nanterre (onze musiciens pour interpréter des compositions inspirées de dessins animés de Tex Avery à Scooby Doo) et enfin un programme « French Touch ».

La diffusion s'est développée avec 21 représentations en cession en 2016, résultat très satisfaisant pour une formation de jazz avec de nombreux musiciens au plateau. La hausse de la diffusion s'accompagne d'une augmentation des recettes propres, elles représentent 39% du budget en 2016. Celui-ci augmente de 52% dans son ensemble entre 2014 et 2016, en raison de la hausse de l'activité et d'un soutien revalorisé de la DRAC Ile-de-France, le « Big band » étant à nouveau conventionné depuis 2014 et avec le soutien renouvelé des sociétés civiles (ADAMI, SACEM) et du CNV.

Le projet proposé s'inscrit dans la continuité avec la volonté de poursuivre le croisement musiques populaires/musiques savantes avec une formation orchestrale modulable en fonction du répertoire, et le souhait de se tourner davantage encore vers des compositions originales, toujours avec des grandes formations. Fred Pallem préside d'ailleurs depuis 2017, le réseau Grands Formats, fédération d'artistes pour la musique en grand format. L'Orchestre célébrera ses 20 ans en 2018 et prépare un programme anniversaire du « Big Band » dans le cadre d'une résidence de création coproduite par Banlieue Bleue. Le projet pour les quatre prochaines années est marqué par une présence renforcée en grande couronne puisque deux projets de création de l'orchestre, « La teneur des échanges » sur une musique originale de Fred Pallem et « Atom Heart Mother » d'après Pink Floyd, tous les deux pour 14 musiciens, seront en résidence à l'Apostrophe, Scène nationale de Cergy-Pontoise et au Théâtre de Saint Quentin-en-Yvelines, le Sacre du Tympan demeurant ancré dans les Yvelines aux côtés de ses partenaires historiques du réseau des musiques actuelles, La Clef et le Sax.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant augmenté.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec le Sacre du Tympan pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 178 000€ correspondant au budget prévisionnel proposé par le

bénéficiaire.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de cération / diffusion	138 450,00	77,78%
Dépenses d'action culturelle	14 000,00	7,87%
Autres dépenses	25 550,00	14,35%
Total	178 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	38 000,00	21,35%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	30 000,00	16,85%
CD 95 (sollicité)	8 000,00	4,49%
Emplois aidés	5 000,00	2,81%
Sociétés civiles	18 500,00	10,39%
Recettes propres	78 500,00	44,10%
Total	178 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	18 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	18 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	18 000,00 €
	Montant total	54 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012289

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CLASTIC THEATRE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	100 660,00 €	14,90 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLASTIC THEATRE
Adresse administrative : 62 BD VICTOR HUGO
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul RONDIN, Président

Date de publication au JO : 24 juillet 1984

N° SIRET : 33072723100038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Créé en 1984 et dirigé par François Lazaro, le Clastic théâtre est une compagnie dramatique de création contemporaine dédiée à la marionnette sous toutes ses formes (effigies, pantins, objets, matériaux) et au service du texte contemporain, à travers la collaboration avec des auteurs dramatiques vivants. Le Clastic Théâtre a travaillé dans la dernière période avec Aurélia Ivan de la compagnie Tsara, artiste associée.
La compagnie est installée à Clichy-la-Garenne depuis 1998 et y a ouvert un lieu de fabrique marionnettes dédié à la jeune création : le « Laboratoire Clastic », qui permet d'accompagner des jeunes compagnies en leur offrant des temps de travail, d'expérimentation, des conseils et retours critiques et des moments de visibilité publique et professionnelle. Ce Laboratoire a acquis une renommée nationale et joue un rôle de formation-compagnonnage auprès de compagnies émergentes.
Par ailleurs, de 1998 à 2003, la compagnie a animé un festival : « Objets et comédies » et de 2009 à 2016, le Clastic Théâtre a organisé des « Rencontres professionnelles de la marionnette » à Clichy, en association avec des chercheurs, notamment de la BNF et de l'université Paris 3. Enfin, le Clastic Théâtre mène des actions de sensibilisation auprès des publics de Clichy dans le cadre de spectacles d'intervention sur des thèmes de société, en milieu scolaire, avec des amateurs…

Le Clastic Théâtre reçoit le soutien de la DRAC, du Conseil départemental des Hauts-de-Seine et de la Ville de Clichy. En 2009, il a été labellisé «lieu de compagnonnage marionnettes en Ile-de-France» par la Drac et travaille régulièrement avec les autres lieux labellisés que sont La Nef à Pantin, le Pôle marionnettes en Essonne – Cie Daru, le Théâtre aux mains nues et la Maison du geste et de l'image, ainsi qu'avec le Théâtre de la marionnette à Paris.
Pour 2016, 2017, 2018, le Clastic est en convention de valorisation du patrimoine avec la DRAC suite à la sortie du Clastic du dispositif de conventionnement compagnie. Pour la même période, le dispositif de conventionnement « Lieu de compagnonnage » de la DRAC est poursuivi.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Le bilan des trois années de convention du Clastic Théâtre, compagnie des arts de la marionnette de l'auteur, interprète et metteur en scène François Lazaro, est marqué par une évolution de l'activité de la compagnie. Le Clastic passe d'un projet artistique de territoire déployé à Clichy-la-Garenne dans les Hauts-de-Seine à un projet tourné vers le patrimoine et la transmission en lien avec le départ à la retraite du directeur artistique de la compagnie.
La convention qui arrive à son terme en novembre 2017, avait pour objectif la mise en place d'un lieu dédié aux arts de la marionnette en partenariat avec la ville de Clichy-la-Garenne dans l'ouest de l'Ile-de-France dans le cadre d'un programme d'aménagement urbain de la ville. Ce nouvel espace aurait accueilli le projet artistique du Clastic et celui de l'artiste associée Aurélia Yvan. La compagnie s'était structurée et développée dans cet objectif, organisant depuis 2009, le Festival Terra Incognita, pour amorcer un travail de relation avec les publics sur le territoire. Ce projet a été abandonné par la mairie en 2016 et la compagnie n'a pas pu poursuivre le travail artistique de territoire engagé pour ce projet : festival, actions artistiques et culturelles avec les partenaires socio-éducatifs locaux ont cessé en 2017 de même que le travail de création/diffusion de François Lazaro qui ne remonte que ponctuellement certains projets de son répertoire à la demande de professionnels du réseau de la marionnette (Festival mondial de la Marionnette, Université d'Artois, Festival Chuncheon en Corée du Sud).
Parallèlement, le travail de compagnonnage de la compagnie s'est poursuivi. Dans le petit lieu du Clastic à Clichy ont été accompagnés successivement dans la durée lors de ces trois dernières années Rémi Deulceux, Nicolas Gousseff et Guillaume Lecamus et, dans le cadre de résidences plus ponctuelles, la Compagnie les Crayons, Nathalie Bucher, la Collective, la Compagnie les Mains fortes et la Magouille. Ce travail est soutenu par la Drac dans le cadre d'une convention 2016/2017/2018 au titre des lieux de compagnonnage Marionnette à hauteur de 25 000 euros. Pour la même période, le conventionnement DRAC de la compagnie a basculé en convention de valorisation du patrimoine à hauteur de 30 000 euros. Ces soutiens n'ont pas enrayé une forte baisse budgétaire avec - 44% des subventions et - 52% du budget total entre 2014 et 2016. L'activité s'est tournée vers un travail d'inventaire, de recherche, de recueil d'œuvres et de données en vue de la transmission du projet artistique du Clastic et de son directeur qui participe à la vie et à la structuration des arts de la marionnette au sein des réseaux professionnels (THEMAA, les Avenirs du Festival Mondial de la Marionnette).
Le projet proposé pour 2018-2022 est centré sur cette approche patrimoniale avec des partenaires tels que la BNF, l'Institut mondial de la marionnette, le Musée d'Arras ou le Musée Gadagne, Musée des arts de la marionnette à Lyon. Il comprend un volet accompagnement (Leonor Ilitch issue du conservatoire de Clamart par exemple) et maintient le Laboratoire Clastic à Clichy pour articuler patrimoine et transmission. Le projet est soutenu par la Drac (convention de valorisation du patrimoine et lieu compagnonnage).

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) et propose une sortie du dispositif.
Cette sortie de l'aide à la permanence artistique et culturelle fait l'objet d'une convention de 1 an.
Sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional, l'aide régionale sera de 15 000 € pour la

première année.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de conclure avec la compagnie Théâtre italique une convention de sortie du dispositif de la permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) sur une durée d'un an.
Sous réserve du vote annuel du budget du Conseil régional, l'aide régionale sera de 15 000 € pour la première année. La base subventionnable de 100 660 € correspond au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'écart entre l'aide sollicitée et l'aide allouée.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	60 564,00	52,36%
Autres dépenses	55 096,00	47,64%
Total	115 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	65 000,00	56,20%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	30 000,00	25,94%
CD 92 (sollicité)	9 600,00	8,30%
Ville de Clichy (sollicité)	6 000,00	5,19%
Emplois aidés	500,00	0,43%
Recettes propres	4 560,00	3,94%
Total	115 660,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012290

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CIRQUE ICI - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	181 873,00 €	32,99 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIRQUE ICI
Adresse administrative : 20 RUE RODIER
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DOMINIQUE RENOUX, Président

Date de publication au JO : 14 juillet 2001

N° SIRET : 43948197900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Johann Le Guillerm est issu de la première promotion du Centre National des Arts du Cirque de Chalons-en-Champagne (1989). Après diverses collaborations (Archaos, Volière Dromesko, cofondation du Cirque O), en 1995, il créé son premier solo « Où ça » qui a tourné cinq ans. Grand Prix National du Cirque en 1996, suivi en 1999, d'un voyage d'étude de 18 mois autour du monde.
Dès son retour en 2001, il créé l'association Cirque Ici et pose les premières bases d' « Attraction », une recherche sur les techniques du cirque à travers des confrontations artistiques différentes. Il a reçu la première bourse à l'écriture pour le cirque de l'Association Beaumarchais / SACD en 2003, ainsi que le Prix des Arts du Cirque SACD 2005.
De 2002 à 2010, Johan le Guillerm a été accueilli en résidence à l'Espace Périphérique de la Villette, puis, en qualité d'artiste associé à partir de 2006. Depuis 2012, la ville de Paris accueille Cirque Ici en résidence de recherche et d'expérimentation au Jardin d'Agronomie Tropicale. Engagée dans un contrat

local d'éducation artistique, la compagnie a mené un important travail de médiation dans le Val d'Oise de 2013 à 2015, qui s'est conclu par l'accueil du chapiteau de la compagnie et une série de représentations du spectacle « Secret » à Marly-la-Ville.
Conventionnée par la DRAC Ile-de-France depuis 2003, et nommée compagnie nationale en 2016, la compagnie est soutenue depuis 2011 par la Région Ile-de-France et a également le soutien de la Ville de Paris.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Johan le Guillerm développe un projet circassien singulier et protéiforme, avec des spectacles sous chapiteau, des performances dans l'espace public ou encore des installations. La compagnie est implantée depuis 2012, au Jardin d'agronomie tropicale, dans le bois de Vincennes, dans un lieu mis à disposition par la ville de Paris. C'est un lieu de recherche et d'expérimentation qui ouvre régulièrement ses portes au public. Cette implantation lui a permis de renforcer son travail avec le territoire francilien et les publics.
Le bilan de convention de permanence artistique et culturelle est positif avec des objectifs largement atteints.
L'activité artistique de création a été soutenue sur la période de conventionnement, Johann Le Guillerm a créé plusieurs spectacles ou projets d'envergure : La Transumante, Les Effractions, Le Crisalide, Secret ou encore Monstration… En 2017, avec « Le Pas Grand Chose, Tentative Pataphysique Ludique», il innove avec une conférence performée, en configuration frontale avec du texte. Le succès a été au rendez-vous et cela lui a ouvert un nouveau réseau de diffusion, de scènes plus petites type théâtres de ville et centres culturels.
En diffusion, la compagnie a développé une activité intense en Ile-de-France, au national et à l'international (153 représentations en moyenne par an). Elle a aussi noué de nouveaux partenariats sur le territoire francilien avec des projets de résidence (Théâtre de L'Agora d'Evry).
La période a aussi été consacrée à la réorganisation de la compagnie et à la définition d'une nouvelle stratégie de communication qui s'appuie notamment sur un nouveau site internet. Les actions culturelles ont été nombreuses avec des interventions spécifiques en direction des lycéens.
Pour le prochain conventionnement, la compagnie poursuit son projet artistique avec une large diffusion à l'échelle régionale, nationale et internationale. L'année 2018 sera marquée par une forte présence sur le territoire francilien notamment sur des temps de création et de diffusion du spectacle sous chapiteau Secret (temps 2) en Essonne et en Yvelines. Johan le Guillerm développera ses recherches sur les projets « Attraction » et « Evolutions Elastiques ». Ce dernier projet est prévu pour être aussi diffusé dans des musées et ouvre ainsi une nouvelle sphère de partenaires.
La compagnie va aussi travailler sur un gros projet artistique de territoire dans le cadre d'un programme de renouvellement urbain dans la ZAC Marne Europe en Seine-et-Marne, avec un volet d'action culturelle conséquent.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec la compagnie Cirque Ici pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 60 000€ sur une base subventionnable de 181 873 € correspondant au montant du budget proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	175 737,00	87,05%
Dépenses d'action culturelle	26 136,00	12,95%
Total	201 873,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	50 000,00	24,77%
Ministère de la Culture (sollicité)	10 000,00	4,95%
Région IDF - Aide à la PAC (acquis)	80 000,00	39,63%
Ville de Paris (sollicité)	25 000,00	12,38%
Recettes propres	36 873,00	18,27%
Total	201 873,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	7 037,00 €
	Montant total	187 037,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012297

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COLLECTIF MXM - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	815 200,00 €	5,52 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF MXM
Adresse administrative : 9 SQUARE DE CHAMPAGNE
77186 NOISIEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nicolas ROYER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43460246200021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Le Collectif MxM a été fondé au début des années 2000 par Cyril Teste (comédien et metteur en scène issu de l'Ecole régionale d'acteurs de Cannes et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris), Julien Boizard (régisseur) et Nihil Bordures (compositeur), autour des écritures théâtrales contemporaines pour un travail principalement axé sur la narration visuelle. Le texte n'est pas au centre des préoccupations du collectif; mais contribue à l'agencement d'un tout tant par la musique, la lumière, la scénographie ou encore le jeu d'acteur.
La création et la recherche sont au cœur du travail du Collectif MxM, qui a conduit des projets en partenariat avec des laboratoires de recherche et des différents lieux comme des théâtres, des écoles de formation professionnelle à l'image, des lycées et des populations. Le collectif accorde une place importante à la transmission et implique de jeunes artistes sortis d'écoles d'art en association avec des étudiants d'autres formations universitaires (sociologie, image…) afin de croiser les approches et faire évoluer le travail de création.

Entre 2005 et 2010, le collectif a été en résidence longue à la Ferme du Buisson – Scène Nationale de Marne-la-Vallée et au CDN de Saint Denis. Il a conservé ses partenariats et est depuis fin 2010, artiste associé au Centquatre à Paris. La compagnie a également deux autres partenaires majeurs pour ses créations, la Scène nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines et le Monfort Théâtre.
Le collectif bénéficie du soutien de la DRAC au titre de compagnie conventionnée et depuis 2011 du soutien de la Région au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Le projet du Collectif MxM, mené par Cyril Teste, repose sur la création, la recherche et la transmission et mobilise des publics divers, étudiants d'écoles d'arts, universités et professionnels du spectacle vivant, dans une démarche singulière où l'image comme le texte sont constitutifs du processus de création. Cyril Teste aborde la création comme une exploration collective et interactive avec pour objet de déclencher une réaction chez le spectateur.
Durant ces trois années, l'activité de création, de diffusion et les partenariats du collectif se sont développés sur le territoire francilien, national et international. La compagnie a développé ses créations tout en préservant la part du projet dévolue à la recherche et à la transmission, et su approfondir une démarche artistique forte, qui se décline en temps de recherche mêlant étudiants et professionnels, en collaborations avec des auteurs au plateau, en résidences techniques, et enfin en temps de travail consacrés au développement informatique et technologique des créations en collaboration avec des programmeurs et chercheurs.
La période est marquée par la création et le succès de « Nobody » (juin 2015), et un nombre important de représentations (104 en 2 ans), ouvrant encore le réseau de diffusion de la compagnie en France et à l'étranger. La compagnie a gagné en présence et en visibilité, en particulier dans le réseau des scènes nationales.
De plus, son ancrage francilien a été renforcé (Centquatre et Monfort à Paris, Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines), avec une attention forte à l'action culturelle, qui fait partie intégrante du processus de recherche et de création du collectif, notamment avec des lycéens et des étudiants.
Pour le prochain conventionnement, le collectif poursuivra ses axes de travail autour de la création, la transmission et la recherche, avec un nouveau spectacle « Festen ». Cette création mobilisera différents outils artistiques, visuels et sensoriels et réunira 35 personnes au plateau, de 25 à 75 ans. La compagnie poursuivra son travail d'insertion de jeunes artistes récemment sortis d'écoles supérieures d'art dramatique. Enfin, l'équipe se structurera davantage, avec l'embauche en CDI, fin 2017, d'une étudiante en master des métiers de production théâtrale suite à son contrat en alternance.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec le Collectif MxM pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 45 000€ sur une base subventionnable de 815 200 € correspondant au montant du budget proposé déduction faite de

la différence entre le montant demandé et le montant proposé, et déduction faite des autres dépenses.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	815 000,00	86,06%
Dépenses d'action culturelle	15 200,00	1,61%
Autres dépenses	116 800,00	12,33%
Total	947 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	72 000,00	7,60%
Ministère de la Culture (sollicité)	4 000,00	0,42%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	60 000,00	6,34%
Ville de Paris (acquis)	8 000,00	0,84%
Recettes propres	803 000,00	84,79%
Total	947 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	41 783,00 €
	Montant total	176 783,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012298

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PRAXINOSCOPE THEATRE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	85 000,00 €	29,41 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRAXINOSCOPE THEATRE
Adresse administrative : 68 RUE ANDRE JOINEAU
93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THOMAS SIPP, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40194130700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Créée par Vincent Vergone, la compagnie Praxinoscope (du nom du premier appareil à projeter des images animées) est une compagnie pionnière du théâtre jeune public et très jeune public (6 mois – 3 ans).
Elle a créé des spectacles pluridisciplinaires aux confins du théâtre, des arts plastiques, du théâtre d'objets, de la musique et de la poésie : « Rêve d'un papillon », « Chanson d'automne », « Au Hasard des Oiseaux », « A fleur d'eau », « Rivages d'Outre-monde ».
Parallèlement à ses spectacles, elle conçoit des installations plastiques et théâtrales à destination des tout-petits et de leurs parents, afin de proposer des espaces artistiques et une expérience de rencontre d'un nouveau type.
La compagnie a d'abord joué ses spectacles dans des structures dédiées à l'enfance et à la petite enfance (crèches, médiathèques…), avant d'être repérée par le réseau culturel. Autour de ses créations, la compagnie mène de nombreuses actions culturelles de sensibilisation auprès des professionnels de la petite enfance, des jeunes enfants et du tout public.
Installée à Aubervilliers et soutenue par la Ville, la compagnie bénéficie également du soutien du Conseil

départemental de la Seine-Saint-Denis et de la Région Ile-de-France. Elle a également été conventionnée par la DRAC.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Parallèlement à ses créations, la compagnie a initié un projet artistique expérimental qui mêle recherche, création et transmission : « La Mirabilia, chambre des merveilles » est une installation artistique qui cherche à inventer un nouveau type de lieu d'accueil artistique permanent pour les enfants et leurs parents et/ou pour des professionnels de la petite enfance. Grâce au soutien de la Région, la compagnie a pu développer ce dispositif durant six années à Aubervilliers, tissant ainsi une relation de confiance avec la Ville, qui l'accueille également pour des résidences en crèches et qui souhaite pérenniser le dispositif au sein d'un futur équipement municipal dédié à la petite enfance.

Le projet de PAC proposé en 2014 pour la deuxième convention incluait aussi un nouveau projet expérimental au sein du Parc départemental de la Poudrerie. Ce projet, intitulé « Jardin d'émerveille », s'est révélé fécond à plusieurs titres pour la compagnie. Conçu et créé en collaboration avec un paysagiste, Guilain Roussel (élève de Gilles Clément), des plasticiens, des musiciens et une comédienne/cuisinière, le Jardin d'émerveilles a ouvert au public à l'été 2016. Très fréquenté, il a été reconduit pour une 2ème année. Il constitue désormais le socle de l'implantation de la compagnie au Parc de la Poudrerie et a permis d'initier une collaboration croissante avec le Lycée du Paysage et de l'environnement Fénelon à Vaujours.

Cette expérience autour de la relation entre l'enfant et la nature a conforté la compagnie dans sa volonté de développer ce type de propositions artistiques proposant un autre rapport au public que la forme spectaculaire classique. Après le relatif échec en diffusion du spectacle créé en 2015 « Prune verte cheval bambou », la compagnie a créé en 2017 « Sentiers Buissonniers », diffusé dans les théâtres et les petits lieux, et qui connaît un succès prometteur (40 représentations depuis mai 2017). La compagnie souhaite créer une version pour l'extérieur sous un format plus important (grande sculpture) (« De l'air »), qui pourrait être jouée dans les réseaux de diffusion arts de la rue.

Sur le plan économique, la compagnie est parvenue à faire face à plusieurs difficultés concomitantes : la baisse conjoncturelle de ses recettes de diffusion, son dé-conventionnement DRAC, dû en partie à son changement de positionnement artistique, et l'arrêt de l'aide régionale au titre du poste emploi-tremplin en 2015.

Cependant, parallèlement, le soutien du Département de Seine-Saint-Denis s'est consolidé grâce à la conclusion d'une convention triennale, permettant de conforter les liens transversaux tissés avec les services culturel, petite enfance et parcs. La Ville d'Aubervilliers, partenaire de longue date autour de projets ponctuels, a souhaité lui allouer une aide au fonctionnement modeste mais complémentaire de prestations régulières.

Par ailleurs, la réflexion de la compagnie sur son positionnement artistique a porté ses fruits et ses nouveaux projets sont bien accueillis par la profession et le public, ce qui laisse augurer une hausse des recettes propres, en sus des aides privées déjà obtenues auprès de fondations. Enfin, avec l'attention nouvelle portée par le Ministère de la culture au jeune public (la Belle saison), la compagnie a posé les bases d'un dialogue nouveau avec la DRAC.

Le projet présenté pour le renouvellement de la convention PAC s'inscrit dans une implantation renouvelée à Aubervilliers et au Parc de la Poudrerie avec la reconduction du Jardin d'émerveilles. A Vaujours, la compagnie va renforcer ses liens avec le Lycée du Paysage et de l'environnement, ainsi qu'avec la Ville, avec l'ambition de relier le parc et la commune à travers un projet de déambulation lumineuse avec les habitants.

Les interventions et résidences dans les crèches de Seine-Saint-Denis seront poursuivies et Praxinoscope continuera à développer ses projets de création/installation artistiques à destination de la petite enfance autour du jardin et de l'alimentation.

Par ailleurs, une nouvelle relation se tisse en grande couronne avec l'espace Lino Ventura à Garges-lès-Gonesse, notamment autour des projets prévus pour l'extérieur (« De l'air »). Une collaboration avec la Fondation Royaumont est également à l'étude.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années pour un montant identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec la Compagnie Praxinoscope pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 85 000 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide attribuée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	67 500,00	75,00%
AUTRES DEPENSES	22 500,00	25,00%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France - en cours	15 000,00	16,67%
Région Ile-de-France	30 000,00	33,33%
Département de la Seine-Saint-Denis - attribué	11 500,00	12,78%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	33 500,00	37,22%
Total	90 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012299

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PRE O C COUPE - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	229 600,00 €	13,07 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRE O C COUPE
Adresse administrative : 176 RUE EDOUARD MAURY
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Marc BENGHERBI, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41975499900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Pré-o-Coupé a été créée par Nikolaus, clown, jongleur et acrobate, l'un des premiers diplômé du Centre National des Arts du Cirque. Après avoir travaillé auprès de la compagnie Archaos et au Cirque Baroque, il s'est engagé dans ses propres créations, mêlant humour et burlesque, théâtre et jonglage. Son travail lui a valu le grand prix du festival Circa à Auch (92) et le prix Raymond Devos (94). En 1998, il a fondé sa propre compagnie « Pré-O-coupé ». Nikolaus enseigne et conduit des stages de clown et de jonglerie au Centre National des Arts du Cirque à Châlons-en-Champagne, à l'ENACR de Rosny-sous-Bois ainsi qu'au sein d'écoles de théâtre (ERAC Cannes, Conservatoire d'art dramatique de Porto, regards et mouvement à Pontempeyrat).
La compagnie collabore régulièrement avec Ivika Meister, comédienne et mime, qui a travaillé, entre autres, en duo avec Jeannine Gretler ou comme acrobate à l'Opéra de Lausanne (La Belle Hélène sous

la direction de Jérôme Savary).
La compagnie bénéficie d'un large réseau de partenaires en Ile-de-France comme dans l'ensemble du pays. Les pôles nationaux des arts du cirque sont régulièrement ses partenaires de coproduction, notamment l'espace cirque du Théâtre Firmin Gémier d'Antony.
La compagnie dispose d'un lieu de répétition à Fontenay-sous-Bois dans le Val-de-Marne. Nikolaus est également associé au Plus Petit Cirque du monde à Bagneux, il a accompagné notamment la phase de travaux et le chantier jusqu'à l'ouverture du lieu. Nikolaus a également été artiste associé au Théâtre de Cusset scène conventionnée cirque, de 2011 à 2014.
La compagnie est conventionnée par la DRAC et bénéficie du soutien du Département du Val-de-Marne et de la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Les trois années passées témoignent d'une intense activité de création et de diffusion pour Nikolaus, clown et jongleur de renommée nationale et internationale, et sa compagnie Pré o coupé. Le bilan de cette convention est positif, les objectifs ayant été atteints.
Nikolaus a créé, en novembre 2015 au Plus Petit Cirque du Monde à Bagneux (PPCM), le spectacle « Le corps utopique ou faut-il tuer son chien », qui réunit au plateau trois générations d'artistes, des circassiens de 20, 50 et 80 ans. Ce spectacle a réuni le PPCM et des pôles nationaux des arts du cirque (Haute Normandie, Auch, Languedoc Roussillon, Ardèche-Rhône Alpes) mais également d'autres lieux, comme La Coloc' de la Culture à Cournon d'Auvergne, ou encore le Théâtre de Cusset - Scène conventionnée cirque.
Associé à l'ensemble de musique contemporaine 2e2m, Nikolaus a participé à la création, en résidence à Villepinte, d'une version cirque de Variété de Kagel. Enfin, invité par le Festival d'Avignon et la Sacd pour fêter les 20 ans des Sujets à vifs en juillet 2017, Nikolaus a créé avec Joachim Latarjet, musicien trompettiste et fondateur de la compagnie Oh oui !, « La même chose ».
Le spectacle sous chapiteau « Tout est bien, catastrophe et bouleversement » a continué à tourner au cours des trois années passées. Le spectacle aura ainsi connu une très belle tournée, avec à la fin de la saison 2016/17 plus de 140 représentations. Le spectacle « Le Jongleur ! » a également été repris pour quelques dates en Ile-de-France, au Théâtre Victor Hugo de Bagneux, à Fontainebleu et pour une série de 3 représentations au PPCM.
Basé à Fontenay-sous-Bois, où la compagnie dispose d'une salle de répétition, Nikolaus est également présent dans les Hauts-de-Seine au Plus petit cirque du Monde, dont il a accompagné les travaux, puis, l'ouverture. Il y est toujours artiste associé, aux côtés du collectif AOC, et y présente régulièrement ses spectacles.
Attaché à la transmission des arts du cirque, Nikolaus est attentif aux jeunes artistes. Il a, par exemple, accompagné la structuration d'un jeune artiste circassien et continue de travailler avec lui. Il intègre dans ces spectacles des jeunes artistes sortis d'école. Il intervient en tant que pédagogue au CNAC de Chalons (dont il est lui-même issu) et à l'Ecole nationale de cirque de Rosny-Sous-Bois (ENACR).
En termes de structuration, la compagnie a choisi de passer en CDI l'administratrice et de recruter un chargé de développement pour renforcer davantage encore l'inscription sur le territoire de la compagnie et continuer à élargir son réseau de partenaires.

Pour les années à venir, la compagnie sera présente dans plusieurs départements franciliens. Le partenariat avec le PPCM se poursuivra et prendra des formes définies en fonction des projets. En Val-de-Marne à Fontenay-sous-Bois, il est envisagé une association plus forte de Nikolaus à l'école de cirque Medini. En Seine-Saint-Denis, Nikolaus sera associé au Samovar et assurera la direction artistique en tant que Parrain de la 17ème édition du Festival des clowns burlesques et excentriques. Nikolaus assurera la mise en scène du spectacle de fin d'année des élèves de l'ENACR en juin 2018.
Nikolaus prévoit la création d'un spectacle réunissant à nouveau deux générations d'artistes, deux jeunes et deux « moins jeunes ». Au plateau seront ainsi réunis pour la première fois, Nikolaus et Jérôme Thomas, les deux plus grands jongleurs de leur génération, deux artistes français de référence. Ils créeront ensemble « Spectacle à la mode ! » au printemps 2019 en partenariat avec l'académie Fratellini

à Saint-Denis.
Enfin la compagnie prévoit de conserver le chapiteau en ordre de marche et de poursuivre la diffusion du spectacle « Tout est bien, catastrophe et bouleversement » et de « Le corps utopique ou faut-il tuer son chien » dont une série de 10 représentations est prévue à la rentrée au CDN de Montreuil.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec la Compagnie Pré O Coupé pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 229 600 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE
- HAUTS-DE-SEINE
- SEINE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	166 500,00	69,49%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	19 000,00	7,93%
AUTRES DEPENSES	54 100,00	22,58%
Total	239 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France/ attribué	60 000,00	25,04%
Région Ile-de-France PAC	40 000,00	16,69%
Département 94 / en cours	10 000,00	4,17%
EMPLOIS AIDES (FONPEPS)	5 900,00	2,46%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	123 700,00	51,63%
Total	239 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012300

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COLLECTIF MUSIC INTERNATIONAL - 2E2M - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	345 794,00 €	11,57 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF MUSIC INTERNAT IONAL
Adresse administrative : 15 BD GABRIEL PERI
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard CAVANNA, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 30552340900038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
L'ensemble 2E2M, fondé en 1972 par le compositeur Paul Méfano, est l'un des plus anciens ensembles français consacré à la création musicale contemporaine. Il est dirigé, depuis 2005, par Pierre Roullier, flûtiste et chef d'orchestre. Reconnu pour l'exigence de son travail artistique, l'ensemble bénéficie d'un rayonnement large, de l'Ile-de-France, où il est ancré depuis sa création, à l'international où il tourne régulièrement dans les grands festivals. Depuis sa création, l'ensemble a découvert de très nombreux compositeurs français et étrangers et a créé un large répertoire d'œuvres.
En résidence depuis sa création à Champigny-sur-Marne, l'ensemble a très vite été reconnu et invité sur les scènes nationales et internationales. 2E2M a porté son effort sur toutes les générations de compositeurs et tous les styles musicaux, sans omettre ni le répertoire classique (Bach, Schubert, Liszt,...), ni le moderne (Debussy, Ives, Ravel, Schönberg, Varèse et encore Webern,…), ni le

contemporain (Jean Barraqué, Pierre Boulez, Sylvano Bussotti, John Cage, Morton Feldman, György Ligeti, Bruno Maderna, Olivier Messiaen, Luigi Nono, Karlheinz Stockhausen). Innovant, l'Ensemble créé chaque année des spectacles qui mêlent à la création musicale d'autres disciplines artistiques : la danse, le cirque, le théâtre, le cinéma. 2E2M créé également des Opéras, le dernier étant « Je suis un homme ridicule » d'après Dostoïevski et mis en scène par Volodia Serre.
En parallèle de son activité de création/diffusion, l'ensemble développe de nombreuses actions culturelles qu'il met en œuvre notamment dans le cadre de sa résidence à Champigny-sur-Marne, mais également à Villepinte où l'ensemble a été en résidence d'implantation pendant trois années de 2014 à 2016, ou encore à Gennevilliers, ville dans laquelle une résidence a débuté fin 2016.
Les partenaires de l'ensemble sont la DRAC (conventionné au titre des « compagnies et ensemble à rayonnement national et international), la Ville de Champigny-sur-Marne, le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France. La Ville de Villepinte et le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis ont également apporté leur soutien à 2E2M pour la résidence d'implantation à Villepinte.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
2E2M est l'un des ensembles français de musique contemporaine le plus ancien et le plus reconnu. Acteur incontournable de la scène musicale, il est depuis fin 2016 soutenu par la DRAC en tant que « compagnie et ensemble à rayonnement national et international ». Innovant dans ses créations, il est ouvert aux croisements artistiques et aux formats divers, sans oublier le répertoire et les formes plus « classiques ». Le pluralisme et l'ouverture aux autres disciplines de son projet artistique sont une spécificité, ainsi que la diversité des formats de ses spectacles pour s'adresser à un public le plus large possible. L'ensemble 2E2M conjugue ainsi exigence artistique, attention portée aux publics, et ancrage local.
Chaque année, l'ensemble invite un compositeur en résidence et construit une partie de sa saison de concerts autour de celui-ci. Par ses résidences, 2E2M contribue tout à la fois à donner une forte visibilité à de nouveaux compositeurs contemporains et au développement de leurs projets. L'ensemble s'inscrit par ailleurs dans une fidélité à certains compositeurs qu'il joue régulièrement.
En 2015, le compositeur en résidence était l'italien Francesco Filidei ; en 2016, c'est un duo de deux compositeurs italiens qui a été invité : Mauro Lanza et Andrea Valle. Et en 2017, l'ensemble a accueilli Zad Moultaka, à la fois compositeur et plasticien libanais.
2E2M est présent en diffusion en Ile-de-France et hors Ile-de-France, ainsi qu'à l'étranger. Par la diversité de ses programmes, (concerts, théâtre musical, opéra, spectacles pluridisciplinaires, spectacles jeune public), il est diffusé tout à la fois dans le réseau musique et dans les scènes généralistes, à la Philharmonie de Paris, au Théâtre de l'Athénée, dans des scènes nationales, les théâtres de ville ou les grands festivals, ou encore dans les centres culturels et salles municipales. L'ensemble présente sur la période 2014-2016 un volume important de diffusion (entre 46 et 93 représentations par an, 20 à 24 spectacles diffusés et 10 à 14 nouveaux programmes) et rassemble un public nombreux (entre 10 000 et près de 24 000 sur la période). Le nombre de dates de représentations comme le nombre de spectateurs sont variables selon les années, 2014 et 2015 étant exceptionnelles avec des spectacles qui ont beaucoup tournés ou qui ont été diffusés pour des séries longues.
L'ensemble est très ancré sur le territoire francilien. Historiquement implanté à Champigny-sur-Marne, où il est très présent (création, diffusion et actions culturelles), il réussit également à multiplier les résidences sur d'autres territoires. Pendant trois ans, de 2014 à 2016, 2E2M a été en résidence d'implantation sur le territoire de Villepinte avec le soutien de la DRAC, du Département et de la Ville. Une nouvelle résidence de trois ans débute à Gennevilliers en octobre 2017.
Soucieux de transmission, l'ensemble présente un volume d'heures d'action culturelle élevé (plus de 500 heures par saison en moyenne) et développe un large panel d'interventions qui lui permet de s'adresser tout à la fois à un public éclairé, à des étudiants, des élèves de conservatoire comme à des élèves d'écoles primaires, des jeunes enfants en crèches, des adolescents ou encore à des personnes en situation de handicap. L'ensemble intervient aussi en lycée (Villepinte et Gennevilliers) et souhaite davantage y développer sa présence notamment dans ses territoires d'implantation.

Le projet proposé pour les quatre années à venir s'inscrit dans la continuité. 2E2M sera présent dans le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine avec plusieurs résidences. L'ancrage et le travail de territoire se poursuivra à Champigny-sur-Marne, une nouvelle résidence va débuter à Gennevilliers en 2017 et une troisième résidence pour 2019 est en perspective à Arcueil. Sur le plan artistique, 2E2M créera tout à la fois des programmes de concerts comme des productions scéniques et des spectacles pluridisciplinaires. Il poursuivra sa politique d'accueil de compositeurs en résidence (Aurélien Dumont en 2018). Le volume important d'actions culturelles sera maintenu avec le développement des interventions auprès des publics lycéens.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques professionnelles indépendantes) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Equipes artistiques indépendantes) avec l'Ensemble 2E2M pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 345 794 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE
- HAUTS-DE-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	165 540,00	45,25%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	15 120,00	4,13%
AUTRES DEPENSES	185 134,00	50,61%
Total	365 794,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France - en cours	131 000,00	35,81%
Région Ile-de-France PAC	60 000,00	16,40%
Département Val-de-Marne - en cours	36 000,00	9,84%
Commune de Champigny-sur-Marne - en cours	48 000,00	13,12%
Ville de Paris - en cours	8 000,00	2,19%
SOCIETES CIVILES	43 000,00	11,76%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	39 794,00	10,88%
Total	365 794,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015283

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAISON DES METALLOS GRAND RENOUVEL PAC NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	550 000,00 €	10,91 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES METALLOS
Adresse administrative : 94 RUE JEAN PIERRE TIMBAUD
75011 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur PATRICK BLOCHE, Président

N° SIRET : 79966453700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Présentation du bénéficiaire
Rachetée par la Mairie de Paris en 1997, suite à la mobilisation des habitants et associations, la Maison des Métallos est un établissement culturel de la ville de Paris ouvert en 2007 au cœur du quartier Belleville-Ménilmontant dans un lieu chargé d'histoire : ancienne manufacture d'instruments de musique au 19ème siècle qui devint le siège de l'Union Fraternelle de la Métallurgie de la Confédération Générale du Travail en1937.
Dès l'origine, le projet artistique et culturel de préfiguration défini par Gérard Paquet était de faire de la Maison des Métallos un lieu d'échanges et de rencontres entre les artistes et les populations, ouvert à toutes les formes artistiques contemporaines, mettant au cœur la création artistique dans sa relation avec le développement des pratiques culturelles, l'importance du débat public et la transmission des savoirs, l'association des populations et du tissu associatif au projet, la promotion et la diffusion du numérique et nouvelles technologies au grand public.
L'action de la Maison des métallos s'articule autour de trois principes fondateurs : l'inscription dans la durée, la confrontation avec l'environnement régional et international, le choix de projets en prise avec les

enjeux sociaux du temps présent à travers des thématiques définies (la santé et le corps, notamment dans leurs rapports avec la science, le multiculturel, l'éducation et l'insertion). Philippe Mourrat à son arrivée à la direction de la Maison des métallos en 2009 a renforcé les résidences et les actions artistiques de proximité avec les publics, notamment le lien avec les amateurs au cœur de la démarche artistique et le décloisonnement des temps de création et de médiation ou de pratiques culturelles.
Etablissement public de coopération culturelle depuis le 1er janvier 2017, la structure est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle à hauteur de 60 000 € depuis 2008. Le conseil départemental et ville de Paris en est le principal financeur.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
La Maison des Métallos est un lieu où se mêlent production, diffusion et pratiques artistiques, débats d'idées et dynamiques de réflexion, mise en œuvre de projets partagés et d'actions d'appropriation par le plus grand nombre de nouvelles formes d'expression. Implanté dans le quartier populaire de Ménilmontant- Belleville, le projet vise à l'appropriation des grands enjeux de civilisation par les citoyens, à travers l'art et la culture.
Le bilan des trois dernières années est marqué par le soutien à la création et en particulier à la jeune création, un travail de recherche artistique, l'intensification de la présence des artistes dans et hors de la Maison des Métallos, le développement des publics et plus spécifiquement du public jeune.
Le nombre d'équipes artistiques accueillies a ainsi progressé avec différentes formes de résidence, et le renforcement du soutien, la valorisation des jeunes équipes et des formes innovantes (numérique…) qui constituent la majorité des projets accueillis. Les restitutions publiques se sont aussi développées.
L'accueil des compagnies en diffusion a été amélioré avec plus de répétitions et d'actions culturelles avec des rencontres-débats. De nombreux projets participatifs sont mis en œuvre avec les « artistes complices » (Laurence Vielle, Stéphane Schoukroun…).
Ces dernières années, la multiplication des projets d'action culturelle, notamment en lycées, ont permis de renouveler les publics (scolaires, groupes ou individuels). Le public s'est diversifié avec 42% de public de proximité et 31% d'autres départements franciliens (étude des publics de 2016).
Le projet 2018-2021 poursuivra le développement d'un soutien à la création, d'accompagnement de l'émergence, de projets participatifs, notamment pour les publics les plus éloignés. Un nouvel appel à candidature est lancé par la ville de Paris pour la direction en 2018, en raison du départ à la retraite du directeur actuel. Christine Chalas, directrice déléguée actuelle candidate avec un projet de direction artistique dans la continuité.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) avec la Maison des Métallos pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 60 000€ sur une base subventionnable de 550 000 € correspondant au montant du budget proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / résidence / diffusion	480 000,00	84,21%
Dépenses d'action culturelle	90 000,00	15,79%
Total	570 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	5 000,00	0,88%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	80 000,00	14,04%
Ville de Paris (sollicité)	300 000,00	52,63%
Autres financements	5 000,00	0,88%
Recettes propres	180 000,00	31,58%
Total	570 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
	Montant total	186 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015284

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE VAUREAL GRAND RENOUVEL PAC NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	254 000,00 €	13,78 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUREAL
Adresse administrative : 1 PLACE DU COEUR BATTANT
95038 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie COUCHOT, Maire
N° SIRET : 21950637500316

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Située dans l'ouest du Val d'Oise à 35 km de Paris, Vauréal (15 850 habitants) est l'une des 13 communes de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (bassin de 203 500 habitants).
L'activité du Forum a débuté en 1994 avec un studio de répétition et d'enregistrement et la programmation d'une dizaine de concerts par an. La salle était gérée par une association puis a été reprise en gestion municipale. En 2003, le lieu s'est professionnalisé pour devenir une salle entièrement dédiée aux musiques actuelles ; de nouveaux studios de répétition, une régie et des loges ont été aménagés. L'activité s'est étoffée avec davantage de concerts, de l'accueil en résidence, de l'accompagnement de groupes amateurs et semi-professionnels, des expositions et le développement d'actions culturelles.
Le Forum, équipement en régie de la Ville de Vauréal, bénéficie par ailleurs du soutien de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, du Conseil départemental du Val d'Oise, de la DRAC et de la Région Ile-de-France.
Le Forum est actuellement en phase de préfiguration pour devenir la 2ème SMAC du département. Par ailleurs, à compter de janvier 2018, l'équipement municipal va être transféré à la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise avec, à la clé, la création d'un EPIC. Un nouveau bâtiment va être construit et devrait ouvrir en 2019-2020.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Le Forum programme une soixantaine de concerts et accueille près de 150 groupes par an toutes musiques confondues, avec une prédominance pour les niches musicales du rock/métal/hard-rock, soit des esthétiques généralement peu présentes dans les lieux de musiques actuelles. Le Forum accueille ainsi des artistes de renommée internationale, en particulier des musiciens virtuoses (batteurs, guitaristes…), membres fondateurs de groupes célèbres (AC/DC, Toto..) et qui viennent y jouer parfois en exclusivité régionale voire nationale, attirant un public nombreux.

Parallèlement, le lieu s'est ouvert progressivement à d'autres esthétiques musicales (jazz, musiques du monde notamment, voire arts visuels) à travers des partenariats noués avec d'autres structures et opérateurs culturels du territoire : Jazz au fil de l'Oise, conservatoire à rayonnement régional de Cergy-Pontoise…

Le bilan de la deuxième convention PAC avec la Région est très positif : l'offre de concerts et la fréquentation (+ 2000 spectateurs entre 2014 et 2016, soit une augmentation de 16%, pour atteindre 14 500 spectateurs en 2016/17) se sont sensiblement développées, de même que l'accueil de groupes en résidence et les projets d'action culturelle.

Fort de la future labellisation SMAC et du nouvel équipement à venir, Le Forum a repensé son projet artistique et culturel, afin de le structurer et de le clarifier. Cela a permis de multiplier et de renforcer les partenariats avec des structures telles que : le Conservatoire CRR (à travers un dispositif commun d'accompagnement de groupes), l'association hip-hop La Ruche (scènes ouvertes, ateliers slam …), l'Université de Cergy (diffusion hors-les-murs), la Maison d'arrêt d'Osny (diffusion hors-les-murs), certaines villes et villages du Vexin (diffusion), un foyer d'accueil de polyhandicapés (diffusion et action culturelle), la Scène nationale de L'Apostrophe (diffusion), l'EMB (résidence mutualisée), ainsi que plusieurs lycées (Vauréal, Chars, St-Ouen l'Aumône) qui sollicitent Le Forum pour une programmation dans leurs murs accompagnée de projets d'action culturelle (PEAC avec le Rectorat, Alycée avec la Région). Les projets d'action culturelle sont également montés en puissance (214 heures d'intervention artistique en 2016/17) avec une part plus importante de projets menés avec les lycées.

L'accompagnement des groupes et l'accueil de résidences ont été repensés afin d'instaurer une complémentarité avec les dispositifs d'accompagnement portés par d'autres structures – et dont le lieu est partie prenante -(conservatoire, réseau départemental du Combo 95).

Le budget du Forum progresse de 7% sur les trois dernières années pour atteindre plus de 700 000 € en 2017, grâce à la hausse conjuguée du chiffre d'affaires (+7%) et surtout des subventions d'exploitation (+41%), au premier rang desquelles la subvention de la DRAC (passée de 50 000 € à 90 000 € entre 2014 et 2016 et annoncée à 100 000 € en 2017), dans le cadre de la préfiguration SMAC. Cela permet de compenser la baisse

(-9%) de l'apport de la Ville de Vauréal, premier financeur de l'équipement. Cette baisse est cependant stabilisée dès 2017 avec un apport municipal prévu identique à 2016, le transfert à la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise en 2018 étant également prévu avec un apport cumulé équivalent a minima.

Le projet proposé pour le renouvellement de la convention PAC s'inscrit dans la perspective du nouveau projet artistique et culturel de la future SMAC (labellisation prévue en 2021 après trois années de préfiguration) et du futur équipement. Les axes du projet pour la permanence artistique et culturelle sont ciblés sur : la qualification de l'accompagnement artistique proposé aux musiciens à travers la notion de parcours du studio à la scène ; une nouvelle typologie de résidences ; le renforcement de la diffusion, en particulier hors-les-murs grâce au développement des partenariats avec d'autres structures du territoire et enfin le développement des actions avec les publics avec une ouverture plus large sur des publics différents (jeune public avec les écoles primaires, ados et jeunes avec les collèges, lycées, université, amateurs des studios, de l'école de musique et du conservatoire régional, handicapés, salariés des entreprises du territoire…) et notamment des projets d'éducation artistique davantage développés avec des publics jeunes. Le Forum sollicite une augmentation de l'aide régionale.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle, pour quatre nouvelles années, pour un montant identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) avec Le Forum de Vauréal pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 35 000 € sur une base subventionnable de 254 000 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide attribuée.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	199 410,00	69,00%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	34 300,00	11,87%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	55 290,00	19,13%
Total	289 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC - en cours	40 000,00	13,84%
Université de Cergy-Pontoise - en cours	3 000,00	1,04%
Région Ile-de-France	70 000,00	24,22%
Département 95 – en cours	8 000,00	2,77%
Communauté d'Agglo Cergy – Pontoise - attribué	78 000,00	26,99%
AUTRES FINANCEMENTS	7 000,00	2,42%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	83 000,00	28,72%
Total	289 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	8 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 120,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	23 900,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 432,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	26 954,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	211 846,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	79 811,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	47 794,00 €
	Montant total	524 857,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015285

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAISON D EUROPE ET D ORIENT GRAND RENOUVEL PAC NOV 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	105 000,00 €	23,81 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON D EUROPE ET D ORIENT
Adresse administrative : 3 PASSAGE HENNEL
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CELINE BARCQ, Directrice

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38481837300068

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Dirigée par Céline Barcq et Dominique Dolmieu, la Maison d'Europe et d'Orient, membre d'Actes-if, est jusqu'en 2016, à la fois une compagnie et un lieu situé dans le 12ème arrondissement de Paris. En raison de difficultés financières, la Maison d'Europe et d'Orient a, le 31 décembre 2016, fermé le théâtre du Viaduc, ainsi que la librairie qui se trouvait dans les mêmes locaux.
Désormais « hors les murs », la programmation 2017 a été accueillie au 100 Etablissement Culturel Solidaire rue de Charenton (Paris 12), tout comme le festival l'Europe des Théâtres organisé en partenariat avec Eurodram, réseau européen de traduction théâtrale.
La Maison d'Europe et d'Orient est une structure qui développe un projet autour des écritures contemporaines de l'Europe de l'Est et de l'Asie Centrale. L'un des objectifs étant de favoriser le dialogue interculturel et la reconnaissance réciproque pour un décloisonnement culturel de l'Est européen et de l'Asie centrale et le recul des préjugés à l'égard des populations qui en sont issues. Tout au long de l'année, jusqu'en 2017, la Maison d'Europe et d'Orient accueillait des artistes en résidence et mettait en

œuvre une programmation pluridisciplinaire destinée à susciter l'intérêt du public notamment pour les mouvements artistiques actuels, la création littéraire, les courants de pensée et la géopolitique de ces régions. Ses activités relevaient tout à la fois du secteur du livre et du spectacle vivant et se nourrissent l'une l'autre. En effet, la Maison d'Europe et d'Orient était une librairie et une maison d'édition (l'Espace d'un instant), mais également un lieu de création et de diffusion, le Théâtre du Viaduc (salle de 50 m² d'une jauge d'une cinquantaine de places). La compagnie du Théâtre National de Syldavie, dirigée par Dominique Dolmieu était en résidence permanente dans le lieu et y créait ses pièces. La Maison d'Europe et d'Orient accueillait également d'autres compagnies, pour des résidences longues ou des résidences de création.
Plusieurs temps forts ponctuaient les saisons à la Maison d'Europe et d'Orient, Langues de cuisines en septembre, festival culinaire et linguistique, L'Europe des théâtres fin mai, festival européen de la traduction théâtrale (organisée depuis 2011 avec le réseau de traduction Eurodram) et Les saisons en Syldavie qui mettaient à l'honneur chaque année un pays. D'autres temps forts avaient été mis en place en 2015, un festival de poésie, le Cercle d'Ottokar et un festival de conte, le Contoir Syldave.
La Maison d'Europe et d'Orient bénéficie d'aides de l'Etat (DRAC – aide aux résidences, DGLFLF, CNL), de la Ville de Paris (aides au fonctionnement et au projet) et de la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
La convention de la Maison d'Europe et d'Orient s'achève avec la fermeture des locaux qu'elle occupait passage Haenel dans le 12ème arrondissement à la fin de l'année 2016. Spécialisée dans les écritures contemporaines européennes, méditerranéennes et centrasiatiques, l'activité de la Maison d'Europe et d'Orient s'organisait jusqu'en 2016 autour de la compagnie du Théâtre National en Syldavie dirigée par Dominique Dolmieu, l'accueil de compagnies en résidence, la programmation des créations des compagnies et de différents temps forts, la maison d'édition (les éditions l'Espace d'un instant), la librairie européenne et la coordination du réseau européen de traduction théâtrale (Eurodram).
Avant la fermeture du lieu, la Maison d'Europe et d'Orient a mené le projet tel que prévu dans la convention, avec des compagnies accueillies en résidence; une compagnie en résidence longue et entre 8 et 10 résidences courtes par an. La compagnie en résidence permanente, le Théâtre National en Syldavie (TNS), a créé et diffusé à la Maison d'Europe et d'Orient trois pièces : « Respire » en 2014 du croate Asja Smec Todorovi, « La récolte » du biélorusse Pavel Priajko et « Cernodrinski revient à la maison » du macédonien Goran Stefanovski en 2015. Les spectacles de la compagnie ont été quasi-exclusivement diffusés à la Maison d'Europe et d'Orient, la compagnie ne tournant que très peu hors de son lieu. Les saisons à la Maison d'Europe et d'Orient ont été rythmées par des temps forts, certains organisés depuis plusieurs années (Langues de cuisine, Le festival « L'Europe des théâtres ») et d'autres nouvellement mis en place en 2015 (le « Contoir Syldave » dédié aux arts du récit et le « Cercle d'Ottokar » autour de la poésie).
Au cours de ces trois années, une dégradation de la situation économique, déjà précaire, de la Maison d'Europe et d'Orient a abouti en 2017 à l'arrêt de certains axes du projet. Malgré des efforts pour réaliser des économies et diversifier les sources de financements, la précarité de l'association s'est accrue ce qui l'a amené d'une part, à licencier les deux salariées permanentes et d'autre part, à fermer le Théâtre du Viaduc et la librairie européenne. En effet, le bail n'a pas été renouvelé et le lieu, comme la librairie, ont fermé leurs portes le 31 décembre 2016. La programmation de la saison 2016/17 a pu toutefois être assurée dans un lieu partenaire, voisin de la MEO, le 100 Etablissement Culturel Solidaire, rue de Charenton dans le 12ème arrondissement, (lieu de fabrique mutualisant des espaces de créations et des ateliers, soutenu par la Région en Fabrique de culture – arts plastiques). La Maison d'Europe et d'Orient compte désormais un seul salarié permanent, Dominique Dolmieu.
La Maison d'Europe et d'Orient a décidé de poursuivre son activité « hors les murs » autour de la compagnie du Théâtre National en Syldavie, de la maison d'édition, du réseau eurodram et du festival l'Europe des théâtres en partenariat avec le 100 ECS. C'est ce projet qui est proposé pour le renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle. La compagnie du Théâtre National en Syldavie créera la pièce « Patriotic Hypermarket » (théâtre documentaire autour de la bataille du Kosovo) de Milena Bogavac et Jeton Neziraj, à l'automne 2017 au Théâtre de l'Opprimé et la

présentera à Montpellier salle A3. Un prix littéraire balkanique pourrait se mettre en place au lycée de Sevran, le projet étant actuellement en réflexion.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Fabriques de culture ou Equipes artistiques professionnelles indépendantes ou Lieux et opérateurs) et propose une sortie du dispositif.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de ne pas renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) avec la Maison d'Europe et d'Orient et propose une sortie du dispositif assortie d'une convention annuelle et lui attribue une aide à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 105 000 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	84 000,00	70,00%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	12 000,00	10,00%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	24 000,00	20,00%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE-DE-FRANCE (en cours)	10 000,00	8,33%
MIN CULTURE (en cours)	15 000,00	12,50%
MIN AFFAIRES ETRANGERES (en cours)	1 500,00	1,25%
REGION ILE-DE-FRANCE (en cours)	40 000,00	33,33%
VILLE DE PARIS (en cours)	15 000,00	12,50%
UNION EUROPEENNE	3 000,00	2,50%
AUTRES SUBVENTIONS - ARTCENA, CNL, ET EMPLOIS AIDES	23 452,00	19,54%
PARTENAIRES PRIVES	6 000,00	5,00%
RECETTES PROPRES	6 048,00	5,04%
Total	120 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions européennes	15 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Actions européennes	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	25 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	235 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015288

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE CAFE CLUB L USINE A CHAPEAUX GRAND RENOUVEL PAC NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	214 630,00 €	13,98 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE
CAFE CLUB L USINE A CHAPEAUX
Adresse administrative : 32 RUE GAMBETTA
78120 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Caroline MIGOT, Présidente

Date de publication au JO : 28 juillet 1960

N° SIRET : 31590421900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Créée en 1960 à Rambouillet, L'Usine à Chapeaux est à la fois une MJC qui propose de nombreux cours et ateliers, un centre socioculturel et une salle de concerts de musiques actuelles ; c'est le seul équipement de ce type dans le bassin sud-Yvelines, elle est membre du réseau départemental du CRY pour la musique. Le lieu comporte une salle de concerts (Café club) d'une jauge de 250 places et deux studios de répétition, où sont accueillis des groupes amateurs, semi-professionnels et professionnels.
L'Usine à Chapeaux mène des actions culturelles souvent en collaboration avec les autres équipements culturels locaux (conservatoire, théâtre…) ; un projet de mise en place d'un cursus d'enseignement des musiques actuelles est par ailleurs à l'étude avec le conservatoire. Enfin, le lieu organise, en partenariat avec la Maison Triolet-Aragon à St-Arnoult-en-Yvelines, un festival dédié à la chanson : Chanso'tone.
En 2010, l'Usine à Chapeaux a obtenu le label SMAC de l'Etat, devenant ainsi la 2ème salle de musiques actuelles des Yvelines aux côtés de La Clef. Elle bénéficie par ailleurs du soutien du Conseil départemental des Yvelines pour son festival Chanso'tone et pour des projets ponctuels. La Région

soutient également le lieu.
L'Usine à Chapeaux bénéficie de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2007 d'abord à hauteur de 20 000 € de 2007 à 2010 (1ère convention), puis à hauteur de 30 000 € depuis novembre 2011. Une troisième convention triennale a été conclue en novembre 2014 autour de l'accueil de résidences selon la typologie définie par le lieu, en privilégiant les résidences longues. Ce projet s'inscrit dans la perspective de la collaboration (programmation de 5 concerts d'envergure & accueil de résidences) avec le Pôle de spectacles (« La Lanterne »), nouvel équipement municipal de la Ville de Rambouillet comprenant deux salles de spectacles (de respectivement 150 places et entre 500 et 900 places), inaugurée en janvier 2016.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
L'Usine à Chapeaux, MJC et SMAC de Rambouillet dans les Yvelines, dirigée par Lionel Bobel, a atteint les objectifs fixés dans la convention triennale de permanence artistique et culturelle 2014-2017. Devenue la deuxième SMAC du département des Yvelines en 2010, elle a poursuivi ces trois dernières années le programme de résidences proposé à la Région dans le cadre de la permanence artistique et culturelle avec trois différents formats. Les résidences longues avec une à deux résidences de ce type par saison, comprennent un financement conséquent de la structure sur la création et un volet important d'actions culturelles pour une enveloppe de 10 à 15 000 euros. Le choix des artistes ou groupes d'artistes accueillis en résidence se fait le plus souvent dans la famille « chanson française », l'Usine à Chapeau ayant diffusé beaucoup d'artistes de cette esthétique tels que « Les joyeux urbains », accueillis en résidence quinze jours en 2015/2016. Si la couleur musicale dominante de l'Usine à chapeau est la chanson française, elle accueille également en résidence des artistes funk (Shaolin Temple en 2014/2015) ou jazz (Yves Rousseau en 2016/2017). Le pôle musiques actuelles de la MJC accueille également en résidence des groupes professionnels bénéficiant déjà de l'accompagnement d'un producteur/tourneur avec un soutien d'environ 5 000 euros (Mon côté punk ou Leonid en 2016) et des résidences à destination des amateurs et des groupes en voie de professionnalisation avec une mise à disposition de studios de répétitions. L'Usine à chapeaux accueille en moyenne sur les 3 dernières années, 11 résidences par an, développant avec les artistes des projets avec les structures culturelles et éducatives de Rambouillet : conservatoire intercommunal Gabriel Fauré en vue d'un rapprochement/décloisonnement des musiques classiques et musiques actuelles et de la diversification des enseignements artistiques proposés, le Lycée polyvalent Louis Bascan dont Lionel Bobel est membre du Conseil d'administration avec une cinquantaine d'heures annuelles d'actions artistiques et surtout avec La Lanterne, nouvel équipement de la ville composant avec la médiathèque le nouveau Pôle culturel de Rambouillet avec une jauge 500 assis / 900 debout ouverte en 2016. L'Usine à Chapeaux y programme des spectacles, ce qui explique l'augmentation de sa fréquentation et ils accueillent ensemble des artistes en résidence territoriale mutualisée (Quatuor Beat, groupe de percussions en 2017). L'Usine à Chapeau collabore également avec les acteurs culturels de certaines des 36 communes rurales de Rambouillet territoire : Maison Elsa Triolet Aragon et Le Cratère à Saint Arnoult-en-Yvelines ou avec la nouvelle salle de la commune d'Ablis.
Pour compléter ce bilan positif de la convention triennale, il faut également préciser l'évolution budgétaire du Pôle musiques actuelles qui connait une hausse de 40% de l'intervention de l'Etat qui passe au plancher de 100 000 euros en 2016 et une baisse de 76% du soutien du département des Yvelines qui n'apporte plus que 5 715 euros cette même année.
Le projet proposé pour les quatre prochaines années s'inscrit dans la continuité avec la volonté de renforcer la dynamique collaborative avec La Lanterne et le Conservatoire à rayonnement intercommunal et plus largement avec les acteurs culturels du territoire sud-yvelinois. La direction s'inquiète sur le volet emplois aidés du projet, la MJC bénéficiant de quatre emplois aidés dont une personne au bar et à l'accueil artistes et un régisseur studio.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au

renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) avec la MJC l'Usine à Chapeaux pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 214 630 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	194 650,00	70,88%
Dépenses d'action culturelle	25 080,00	9,13%
Dépenses de fonctionnement	54 900,00	19,99%
Total	274 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF En cours	50 000,00	18,21%
Education nationale En cours	5 580,00	2,03%
Région IDF	90 000,00	32,77%
CD 78 En cours	3 000,00	1,09%
Ville de Rambouillet En cours	45 050,00	16,40%
CNV	12 000,00	4,37%
Sacem	3 000,00	1,09%
Recettes propres	66 000,00	24,03%
Total	274 630,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	2 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	31 156,00 €
	Montant total	123 156,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015289

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CTRE DRAMATIQUE NAL DE MONTREUIL GRAND RENOUVEL PAC NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	324 858,00 €	16,93 %	55 000,00 €
		Montant Total de la subvention	55 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE DRAMATIQUE NAL DE MONTREUIL
Adresse administrative : 10 PL JEAN-JAURES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Mathieu BAUER, Directeur

N° SIRET : 32333976200045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Labélisé "Centre dramatique national" en 2000, sous la houlette de Gilberte Tsaï, après avoir été Centre national de théâtre pour la jeunesse, le Nouveau Théâtre de Montreuil est dirigé depuis 2011 par Mathieu Bauer, metteur en scène et cofondateur de la compagnie Sentimental bourreau. Il s'inscrit dans un projet d'ouverture au monde et aux autres. La musique, notamment le théâtre musical, est un élément constitutif du projet de Mathieu Bauer, également musicien. L'un des enjeux artistiques du Théâtre est de briser la séparation classique entre création artistique et action culturelle en les mêlant intimement.
Depuis 2008, le théâtre dispose d'un nouvel équipement d'envergure construit dans le cadre d'une opération d'aménagement urbain du cœur de ville avec une salle de spectacles de 400 places, un vaste studio de travail, des bureaux, un bar et des espaces d'accueil, qui viennent s'ajouter à la salle d'origine.
En tant que Centre dramatique national, le Nouveau Théâtre de Montreuil bénéficie du soutien de la DRAC, du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et de la Ville de Montreuil.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Mathieu Bauer a insufflé une nouvelle orientation artistique et culturelle au Nouveau théâtre de Montreuil. La première convention triennale avait pour objectif de développer l'ancrage territorial avec une nouvelle

relation aux habitants, et d'affirmer la place de ce lieu à l'échelle locale, régionale et nationale, tout en associant de nombreux artistes, dont de jeunes artistes, à la vie du théâtre. La deuxième convention triennale a permis au NTDM d'affirmer sa ligne artistique. Avec le théâtre musical, le NTDM a pu marquer sa singularité et asseoir sa place à l'échelle internationale. Fort de cette identité désormais bien repérée, le théâtre a ainsi pérennisé son festival « Mesure pour mesure », dédié aux formes mêlant théâtre et musique, ainsi que les Rencontres Internationales de Théâtre Musical en biennale. Enfin la renommée acquise sur cet axe du projet a permis de développer une dynamique partenariale à l'échelle régionale (La POP, La Muse en Circuit, Les Instants Chavirés…) mais aussi de s'inscrire dans un réseau national et international, crucial pour le rayonnement du CDN, ses créations et les artistes qu'il soutient, tels qu'Aliénor Dauchez pour Votre Faust.
Les « spectacles expériences » et les projets participatifs, 2ème axe du projet, ont quant à eux permis de nouer de nouvelles relations avec les publics et de nouveaux partenariats sur le territoire.
Le théâtre a ainsi pu afficher une hausse de la fréquentation et un élargissement des publics avec une plus grande mixité (de 27 631 à 35 000 spectateurs en 3 saisons). Les effets positifs de l'évolution du travail mené avec les artistes et les publics au cours des trois années de la convention sont désormais tangibles.
Le projet proposé pour les quatre prochaines années s'inscrit donc dans la continuité dans un objectif de décloisonnement et d'ouverture qui caractérise le projet artistique. Des projets plus spécifiquement dédiés aux publics lycéens seront initiés.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) avec le Nouveau Théâtre de Montreuil pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 55 000€ sur une base subventionnable de 324 858 € correspondant au montant du budget proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- SEINE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	306 900,00	86,49%
Dépenses d'action culturelle	47 958,00	13,51%
Total	354 858,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRACI DIF (acquis)	65 000,00	18,32%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	85 000,00	23,95%
CD 93 (partiellement acquis)	47 500,00	13,39%
Ville de Montreuil (acquis)	45 000,00	12,68%
Financements privés	6 000,00	1,69%
Recettes propres	106 358,00	29,97%
Total	354 858,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	55 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
	Montant total	165 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015292

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE D IVRY A VITEZ GRAND RENOUVEL PAC NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	625 940,00 €	7,99 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE D IVRY A VITEZ
Adresse administrative : 1 RUE SIMON DEREURE
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Monsieur Christophe ADRIANI, Directeur

N° SIRET : 49891059500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Le théâtre municipal d'Ivry a ouvert en 1982, sous l'impulsion d'Antoine Vitez, pour la création théâtrale et l'accueil de diverses programmations municipales gérées par le service culturel de la ville.
En 1991, Leïla Cukierman a été nommée à la direction du théâtre. Elle a monté une équipe permanente de professionnels en technique, administration, action culturelle et artistique, communication, chargés de mettre en œuvre la politique culturelle municipale autour d'une programmation constituée de spectacles en diffusion et en création, avec la chanson comme axe fort. Christophe Adriani a succédé à Leila Cukierman à partir de la saison 2013-2014 sur la base d'un projet qui s'inscrivait dans la continuité.
Le croisement des genres, le spectacle en direction du jeune public et le développement de la chanson en tant qu'art de scène sont au cœur du projet artistique. Dans ce cadre a été développé un important travail d'action artistique et culturelle en direction des publics de la ville et la mise en place de résidences d'artistes (jeune public et chanson), avec des interventions, des rencontres, des ateliers de pratiques etc.
Le Théâtre d'Ivry est soutenu par la Ville d'Ivry-sur-Seine, le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France. N'étant plus scène conventionnée Chanson, la DRAC Île de France soutient le Théâtre par des aides à la résidence.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la

convention
Le bilan de la convention qui s'achève témoigne de la mise en œuvre du projet du nouveau directeur (depuis octobre 2013) et a été marquée par l'ouverture en décembre 2016 du Théâtre des Quartiers d'Ivry - Centre Dramatique National d'Ivry à la Manufacture des œillets. Cette ouverture a redonné du temps d'exploitation au Théâtre Antoine Vitez d'Ivry qui accueillait dans ses locaux la programmation du Théâtre des Quartiers d'Ivry pour environ 4 mois par saison.
Le Théâtre Antoine Vitez s'est inscrit dans la continuité du projet de la précédente direction avec notamment un axe chanson/musique qu'il a poursuivi en même temps qu'il l'a fait évoluer. Malgré le non-renouvellement du soutien de la DRAC en tant que scène conventionnée chanson, la chanson et la musique, entendues dans une diversité artistique élargie, conserve une place importante dans la programmation. En parallèle et en complémentarité avec la programmation du Théâtre des Quartiers d'Ivry, le Théâtre Antoine Vitez s'est ouvert à d'autres disciplines comme la danse, le cirque ou la marionnette ; le jeune public restant un axe fort.
Très ancré dans la Ville d'Ivry, le Théâtre y mène de nombreuses actions en direction des publics (ateliers parents-enfants, ateliers de pratiques artistiques, rencontres, répétitions ouvertes, parcours, spectacles hors les murs…), et notamment auprès des plus jeunes. Tous les enfants scolarisés en primaire à Ivry suivent par exemple les « Chemins du Théâtre » et assistent à, au moins un spectacle dans l'année. Le Théâtre a renforcé son inscription dans la ville et a, par exemple, développé des projets en lien avec les maisons de quartiers ou les services municipaux. Des parcours artistiques et culturels ont été construits avec les artistes accueillies en résidence, Gaël Faye et Elie Guillou. Des projets d'ateliers d'écriture ont également été menés avec ces deux mêmes artistes avec des lycéens, notamment une classe de primo-arrivant du lycée Fernand Léger d'Ivry. Le Théâtre accueille également des élèves du lycée professionnel Léonard de Vinci (Paris 15) en formation construction de décor et machiniste.
Le Théâtre a ainsi développé ses partenariats avec le tissu local, mais s'est inscrit également dans des collaborations avec La Briqueterie, le Hangar, le Théâtre de Bligny, le Mouffetard ou encore le Théâtre Studio d'Alfortville.

Au cours des trois dernières saisons, le Théâtre a rassemblé une moyenne de 13 622 spectateurs dont la moitié en scolaire, pour 130 représentations en moyenne par an (dont une soixantaine en scolaire) et une trentaine de spectacles.
Le Théâtre accompagne la création et accueille des artistes et équipes pour des résidences de création, de recherche ou de territoire. Il soutient les équipes à travers des apports en coproduction (numéraire ou industrie), la programmation des créations et l'accompagnement de la diffusion. L'accompagnement des équipes accueillies en résidence est fonction des projets et des besoins des artistes. La pluri-annualité des résidences s'est mise progressivement en place. D'abord avec Elie Guillou, auteur et chanteur, accueilli chaque saison depuis 2015. Et à partir de la saison 2017/2018 le Théâtre a débuté une résidence longue de quatre ans avec le collectif Quatre ailes mené par Michaël Dusautoy.

Le projet proposé pour les quatre années à venir s'inscrit dans le contexte nouveau de l'ouverture du Théâtre des Quartiers d'Ivry - Centre Dramatique National d'Ivry à la Manufacture des œillets et donc de son « départ » du Théâtre Antoine Vitez.
Le Théâtre propose de poursuivre les accueils en résidence et le soutien à la création, ainsi que les actions menées avec les publics, jeunes notamment. Le Théâtre proposera entre 4 et 5 résidences de création chaque année et plusieurs autres projets seront coproduits par le Théâtre. Il accueillera chaque saison une compagnie en résidence longue (3 à 4 ans) qui bénéficiera d'apport en coproduction, de mise à disposition des espaces et de dates de diffusion et avec laquelle des projets d'actions culturelles seront construites. Le choix de l'équipe en résidence pluriannuelle s'est porté sur le Collectif Quatre ailes basé à Ivry, qui présentera en janvier 2018 sa prochaine création au Théâtre d'Ivry en partenariat avec le Théâtre des Quartiers d'Ivry - Centre Dramatique National.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du

projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant diminué.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) avec le Théatre Antoine Vitez d'Ivry pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 50 000 € sur une base subventionnable de 625 940 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire déduction faite entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :

- VAL-DE-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	481 700,00	71,79%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	95 000,00	14,16%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	94 240,00	14,05%
Total	670 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France (en cours)	60 000,00	8,88%
Autres Ministères, politique de la ville (en cours)	8 000,00	1,18%
Region Ile-de-france PAC (en cours)	95 000,00	14,05%
Département Val-de-Marne (en cours)	20 000,00	2,96%
Ville d'Ivry-sur-Seine (acquis)	454 440,00	67,23%
Autres subventions (caf)	5 000,00	0,74%
Sociétés civiles	10 000,00	1,48%
Recettes propres	23 500,00	3,48%
Total	675 940,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	64 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	64 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	64 000,00 €
	Montant total	197 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015294

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE D'AUBERVILLIERS THEATRE DE LA COMMUNE GRAND RENOUVEL PAC NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	393 282,00 €	13,98 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE D'AUBERVILLIERS THEATRE DE LA COMMUNE
Adresse administrative : 2 RUE EDOUARD POISSON BP 157 93304 AUBERVILLIERS CEDEX
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Marie-José MALIS, Directrice

N° SIRET : 33138426300025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre de la Commune, Centre dramatique national d'Aubervilliers depuis 1965, est un lieu emblématique de la décentralisation culturelle, dirigé depuis 2014 par Marie-José Malis. Son projet s'appuie sur deux axes : d'une part, un engagement fort auprès des artistes dans une logique de partage de l'outil de travail constitué par le CDN, et de garantie de conditions de travail permettant l'invention d'œuvres nouvelles, et d'autre part une volonté affirmée de réinvestir le territoire et d'initier une nouvelle relation avec la population locale dans une réflexion autour du rôle du théâtre comme lieu public.
Pour mener à bien son projet, Marie-José Malis s'appuie sur 5 artistes associés au CDN qui y créent leurs productions et qui les présentent lors de séries de représentations. Ces artistes sont également impliqués dans les parcours d'action culturelle avec les publics. Par ailleurs, le CDN a initié un programme original intitulé les « Pièces d'actualité », à savoir des commandes de pièces passées auprès d'artistes impliquant des contraintes de temps, de moyens et de périmètre d'intervention (un lien obligatoire au territoire d'Aubervilliers) et assorties de moyens de production et de diffusion en série au théâtre, dans le cadre de productions-déléguées assumées par le lieu. Enfin, le CDN a proposé à 7 compagnies, souvent encore peu reconnues, de se regrouper pour animer et partager un lieu, la salle de répétitions des Quatre-Chemins, réfléchir sur les modes de production actuels et participer aux dispositifs d'action culturelle du

théâtre.
La Commune – Centre dramatique national bénéficie du soutien de la Ville d'Aubervilliers, de la DRAC et du Département de Seine-Saint-Denis, ainsi que de celui de la Région Ile-de-France.
Outre un restaurant et un foyer d'exposition, le Théâtre dispose depuis 2013 de trois salles : une grande salle de 362 places configurée en gradins, une petite salle modulable de 166 places, ainsi qu'une salle de répétition modulable de 120 places, située dans le quartier Villette-Quatre chemins.
Un important programme de travaux d'aménagement est actuellement en cours de définition.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Le bilan de cette troisième convention PAC correspond aux trois premières années de mandat de Marie-José Malis à la tête de La Commune – CDN d'Aubervilliers. Celle-ci était arrivée avec un projet ambitieux visant, d'une part, à ouvrir davantage le lieu aux artistes et faire du CDN un outil partagé au service de la création, et d'autre part, à toucher un autre public qui soit plus jeune, plus diversifié en termes d'origines sociales, et plus ouvert à la population d'Aubervilliers.
Ce pari à dimension utopique est, en grande partie, réussi, particulièrement en ce qui concerne le partage de l'outil et l'ouverture aux compagnies indépendantes.
Plus d'une dizaine d'équipes artistiques sont accueillies chaque saison et bénéficient de conditions de travail et de production devenues rares y compris dans les lieux labellisés : le lieu leur est mis à disposition pour des répétitions ou des recherches sur des sessions variant de 1 à 9 semaines ; des moyens de production ou de coproduction de l'ordre de 40 000 à 50 000 € sont apportés aux artistes associés et pour les commandes ; enfin, ces créations sont diffusées sur des durées longues lors de séries de 12 représentations.
Par ailleurs, l'expérimentation menée avec la Fabrique des Quatre chemins a permis de poser les bases d'un lieu de travail géré collectivement par plusieurs équipes artistiques, qui ont pu y développer leur travail mais aussi une recherche sur les modes de production et la relation avec le public. Cette expérience a été déterminante pour nombre d'artistes qui ont bénéficié là d'une visibilité nouvelle, se révélant précieuse pour leur reconnaissance professionnelle et institutionnelle (on peut citer Pascal Kirch, Magalie Montoya, Elise Châteauret, Aurélia Ivan etc.)
L'objectif concernant le public s'est avéré plus difficile à mener, compte-tenu à la fois du contexte des attentats, de l'histoire de ce lieu et des habitudes du public. Cependant, malgré une baisse assumée de fréquentation, on observe un changement dans la composition du public du lieu avec un rajeunissement et une ouverture à une population qui ne fréquente pas habituellement les lieux culturels. Le lieu est ainsi parvenu à affirmer une identité spécifique créant chez les spectateurs, anciens ou nouveaux, une attente propice au débat. C'est dans ce but qu'ont été conçus les nouveaux dispositifs non-conventionnels de rencontre avec le public que sont la Fabrique des Quatre-chemins, les séminaires philosophiques ouverts, les Pièces d'actualité inspirées de la ville et de ses habitants (cf. la Pièce d'actualité n°3 : 81 avenue Victor Hugo, créée par Olivier Coulon-Jablonka qui a connu un succès retentissant auprès des habitants d'Aubervilliers qui ont constitué entre 40 et 50% des spectateurs), ainsi que l'Ecole des actes, rassemblant artistes, jeunes, migrants et autres catégories de population souvent en marge.
L'ouverture réussie au public jeune est confirmée par l'explosion du volume d'action culturelle mené par le théâtre, grâce à une nouvelle équipe d'intervenants artistiques constituée par les artistes résidents - en particulier les jeunes artistes -, avec un très fort développement tant du nombre d'heures d'intervention artistique tous dispositifs confondus (multiplication par deux entre 2013 et 2014 puis +16% en trois ans, soit 2 500 heures au total en 2016) que du nombre de bénéficiaires touchés (+ 400 % entre 2013 et 2014 puis +12% en trois ans avec un pic atteint en 2016 : 4 426 bénéficiaires). Parmi les publics touchés, la proportion de lycéens est très importante (53% des heures d'intervention réalisée, soit 1000 heures en 2016 et +20% en trois ans), avec une attention portée notamment sur les lycées professionnels du bassin Nord de la Seine-Saint-Denis et de l'Est parisien.
Depuis 2014, les subventions de fonctionnement (Etat, Département et Ville) sont globalement stables et le chiffre d'affaires a connu une belle progression depuis 2014 (+41%) grâce essentiellement à la reprise de la vente des productions du CDN. La Région a revalorisé son aide au titre de la PAC en 2014 (+15 000 €) et a soutenu le CDN ponctuellement pour une création de MJ Malis au Festival d'Avignon 2014 et pour la reprise de la Pièce d'actualité n°3 au festival d'Avignon 2015.

Le projet proposé pour le renouvellement de la convention s'inscrit dans la continuité avec la volonté de l'équipe de La Commune d'aller plus loin dans la recherche d'une certaine refondation du rôle du CDN en tant qu'institution par rapport aux artistes et au public, dans la lignée des projets portés par les nouveaux directeurs de CDN particulièrement en Ile-de-France.
Cinq axes sont proposés : 1) le partage de l'outil du CDN avec les artistes associés avec le souhait d'une relation encore approfondie entre le lieu, les artistes et le public, mais aussi sur le plan de la recherche artistique à travers des chantiers de travail communs, et sur le plan du compagnonnage et de la transmission entre générations d'artistes ; 2) la poursuite de l'expérience de la Fabrique sur un mode renouvelé lié au dispositif de l'Ecole des actes permettant une relation avec une autre population et comportant un volet de visibilité publique ; 3) le développement d'un nouvel espace de travail intitulé « le Studio » et principalement ouvert à l'émergence théâtrale, soit une jeune compagnie accompagnée durant quatre ans dans un but d'insertion et de professionnalisation ; 4) la poursuite des Pièces d'actualité ; 5) la poursuite de l'accueil de compagnies indépendantes.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre ans et pour un montant identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) avec La Commune – CDN d'Aubervilliers pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 55 000 € sur une base subventionnable de 393 282 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide attribuée.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	366 182,00	89,69%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	35 000,00	8,57%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20% des dépenses)	7 100,00	1,74%
Total	408 282,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF - attribuée	163 307,00	40,00%
Région IDF	70 000,00	17,15%
Ville d'Aubervilliers - en cours	54 436,00	13,33%
Département 93 - en cours	54 436,00	13,33%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	63 103,00	15,46%
PARTENAIRES PRIVES	3 000,00	0,73%
Total	408 282,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	55 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	48 973,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	12 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	85 088,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	11 700,00 €
	Montant total	322 761,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015295

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION CULTURELLE LA GIRANDOLE GRAND RENOUVEL PAC NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	167 300,00 €	17,93 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CULTURELLE LA GIRANDOLE
Adresse administrative : 4 RUE EDOUARD VAILLANT
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier CHAULET, Président

Date de publication au JO : 10 décembre 1982

N° SIRET : 32932438800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Installée depuis 1982, à Montreuil, dans le quartier de la Croix-de-Chavaux, la compagnie la Girandole, dirigée par Luciano Travaglino et Félicie Fabre, a transformé son lieu de travail en théâtre. Ouvert depuis 2007, le Théâtre de la Girandole dispose d'une petite salle de 49 places avec un foyer et un studio d'hébergement. La programmation d'une centaine de dates annuelles est pluridisciplinaire, à dominante théâtre, avec une attention portée à la danse et à la marionnette.
Outre l'activité de la compagnie la Girandole (une à deux créations par an), le lieu accueille un nombre croissant de compagnies en résidence et programme des séries de représentations, avec une priorité donnée aux jeunes compagnies. Le projet développe de nombreuses actions en direction de la population montreuilloise, sensibilisations et de pratiques artistiques, que ce soit dans le Bas-Montreuil (centre-ville) ou dans le Haut-Montreuil (cités populaires au-delà de l'A86 dans les quartiers Boissière, Grands Pêchers, Montereau, Le Morillon…etc.).
Par ailleurs, le Théâtre de la Girandole anime à la belle saison une programmation en plein air (« Sous les

pêchers, la plage »), dans un théâtre de verdure de 150 places situé dans les « Murs à Pêches », site classé au patrimoine paysagiste et horticole, au cœur du Haut-Montreuil.
Le Théâtre de la Girandole a pour principaux partenaires, la Ville de Montreuil, le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle.
Le Théâtre de la Girandole a par ailleurs obtenu 3 postes emplois-tremplins en 2008 (assistant administratif & chargé de communication), 2009 (régisseur) et juillet 2013 (chargé de projets et mécénat).

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
Le bilan des trois années de conventionnement est positif avec une montée en puissance du partage du lieu, par le nombre d'équipes accueillies et par la qualité des conditions de résidence offertes. Ainsi, les résidences sont plus longues et point d'évolution important, les compagnies qui le souhaitent peuvent dans un second temps être programmées pour une série de représentations. Le lieu est fréquenté aujourd'hui plus connu et fréquenté par les professionnels, l'accès est facile et le public au rendez-vous.
Le projet s'est inscrit dans une démarche d'ouverture, de fidélisation des publics des différents quartiers de la ville, dans une mixité générationnelle et sociale, en partenariat avec de nombreuses structures locales. La vie du lieu est ponctuée de trois festivals et un temps fort, dans et hors les murs (rencontres chez l'habitant, « Sous les Pêchés la plage» dans le Théâtre de Verdure du site des Murs à pêches ou encore la Transhumance).
Le Théâtre de la Girandole a mené de nombreuses actions culturelles, dont un projet spécifique en direction des lycéens.
Budgétairement, la période a été marquée par la réduction voir la disparition de certains financements (en matière d'emploi et en politique de la ville), mais le lieu a su rebondir, en particulier grâce au mécénat individuel financier et au bénévolat. Le Théâtre s'est aussi réorganisé en conséquence pour baisser les coûts de fonctionnement de la structure, en externalisant certaines missions (communication) et en redéfinissant certaines missions en interne..
Quant à l'activité de la compagnie La Girandole, elle est demeurée stable avec chaque année 1 à 3 créations qui sont majoritairement présentées dans son lieu, mais pas uniquement. En effet, la compagnie a développé des partenariats fidèles avec quelques théâtres franciliens (Théâtre de Vitry et Théâtre d'Ivry).
Le projet des quatre prochaines années s'inscrit dans ce sillon avec une volonté d'accompagner encore un peu plus certaines compagnies en résidence en favorisant un temps de présence plus long dans le lieu, parallèlement à des accueils plus ponctuels. De même, l'accompagnement des jeunes équipes sera développé.
La compagnie la Girandole va créer « Rouge Rouge » sur un texte de Gérard Astor, en co-production avec les théâtres Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine et Jean Vilar de Vitry-sur-Seine.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs)

avec le Théâtre de la Girandole pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 30 000€ sur une base subventionnable de 167 300 € correspondant au montant du budget proposé.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / résidence / diffusion	94 700,00	56,60%
Dépenses d'action culturelle	39 140,00	23,40%
Dépenses de fonctionnement	33 460,00	20,00%
Total	167 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la PAC (sollicité)	30 000,00	17,93%
CD 93 (sollicité)	20 000,00	11,95%
Ville de Montreuil (acquis)	30 000,00	17,93%
Emplois aidés	3 197,00	1,91%
Sociétés civiles	12 647,00	7,56%
Mécénat	27 156,00	16,23%
Recettes propres	44 300,00	26,48%
Total	167 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	15 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	4 053,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	109 053,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015296

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION L AQUARIUM GRAND RENOUVEL PAC NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	171 500,00 €	33,82 %	58 000,00 €
	Montant Total de la subvention		58 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION L AQUARIUM
Adresse administrative : CARTOUCHERIE
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN MARC TERRASSE, Président

Date de publication au JO : 21 novembre 1974

N° SIRET : 78413048600037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre de l'Aquarium est installé depuis 1973 à la Cartoucherie de Vincennes (Paris 12ème) dans une ancienne fabrique militaire de munitions (propriété de la Ville de Paris). Les locaux sont constitués d'une grande salle de 350 places, d'une petite salle de 220 places, d'un hall d'accueil, de bureaux, d'un atelier de construction et d'un studio de résidence. Le lieu a été fondé par un collectif d'acteurs et de techniciens - dont Jean-Louis Benoit, Didier Bezace et Jacques Nichet ont fait partie. Il a été transmis, en 2002, à Julie Brochen, puis, à François Rancillac en 2009.
Le projet de François Rancillac pour le Théâtre de l'Aquarium s'appuie à la fois sur ses créations et sur le partage du lieu avec d'autres artistes et équipes artistiques associés dans la durée : Antoine Caubet – Théâtre Cazaril (2009-2014), La Revue Eclair (2014-2017), Aurélie Van den Daele – Deng Doen Group (depuis 2014), le Quatuor Léonis (depuis 2014), l'Ensemble Aleph (depuis 2014). Ces artistes sont impliqués dans la vie du théâtre et prennent en charge l'animation d'ateliers de pratique amateur ainsi que les actions de développement des publics, en particulier auprès des publics jeunes (lycéens, élèves de conservatoires…) de l'Est parisien et du Val-de-Marne, que le Théâtre de l'Aquarium s'attache à fidéliser. Ils bénéficient de l'accueil en résidence dans le lieu, de coproductions ; ils peuvent y créer et y jouer leurs

spectacles sur des séries de 20 à 30 représentations.

Le Théâtre de l'Aquarium est principalement financé par le Ministère de la culture – DGCA et reçoit le soutien de la Région au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2011.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Le Théâtre de l'Aquarium occupe une place à part dans le paysage théâtral francilien. La singularité de ce lieu dédié à la création, partagé avec d'autres artistes et largement ouvert au public, s'est renforcée sous la direction de François Rancillac, et grâce à l'aide de la Région Ile-de-France depuis 2011.

Les équipes artistiques associées bénéficient de bonnes conditions de travail en création et de diffusion : un lieu de travail à disposition, des apports en coproduction de 10 à 14 000 € et surtout l'accueil en diffusion sur des séries de 20 à 30 représentations. Cette qualité d'accueil fait la différence et leur permet de disposer d'une visibilité auprès du public et des professionnels précieuse et utile pour leur reconnaissance institutionnelle et professionnelle.

Par ailleurs, le Théâtre de l'Aquarium se distingue par sa politique active de développement des publics, auprès des lycéens en particulier (une douzaine de lycées partenaires du lieu), avec des ateliers de pratique artistique, des parcours de spectateurs, ainsi que des créations (« Tous en scène ! ») mêlant des publics de diverses origines : élèves de conservatoire, amateurs, handicapés, usagers de centres de loisirs… Le volume d'action culturelle ainsi que les bénéficiaires de ces actions ont continué à progresser sur les trois dernières années (respectivement + 46% et +231%), frôlant les 700 heures d'interventions artistiques annuelles (dont 182 heures auprès de lycéens) et les 4600 participants. Parallèlement, la fréquentation du lieu a connu une progression très importante, avec un public mélangé venu de Paris et du Val-de-Marne, voire de Seine-et-Marne.

Sur le plan économique, le budget du Théâtre n'a pas pâti de la crise traversée avec le Ministère de la culture en 2015 sur la question du projet du lieu et du renouvellement du directeur pour un nouveau mandat (finalement acceptée suite à une forte mobilisation de la profession), et ce, grâce au fort développement des recettes propres de tournée des spectacles de F. Rancillac, en particulier « La Place Royale » (2015), mais également des recettes de billetterie.

Le projet proposé pour le renouvellement de la convention PAC s'appuie sur la reconduction pour deux ans des résidences de la compagnie émergente Deug Doen Group et des deux ensembles musicaux : le jeune quatuor Leonis et l'ensemble Aleph. Par ailleurs, le Théâtre de l'Aquarium invite la compagnie El Ajouad (Kheireddine Lardjam), régulièrement accueillie en diffusion, pour une résidence d'un an en 2017/18 autour de sa nouvelle création ; s'ensuivra l'accueil de la compagnie Théâtre Cazaril d'Antoine Caubet (également déjà accueillie en résidence longue) pour une résidence de création d'un an en 2018/19. Enfin, le Théâtre de l'Aquarium souhaite poursuivre l'amplification de sa politique d'action culturelle, en particulier auprès des lycéens, à travers de nombreuses actions, dont le projet « Paroles (En) Jeux » sur la prise de parole en public, autant de projets qui nécessitent la création d'un poste supplémentaire dédié, ce pour quoi le Théâtre de l'Aquarium sollicite une augmentation de l'aide régionale.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle, pour quatre ans et un montant maintenu à l'identique.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) avec le Théâtre de l'Aquarium pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 58 000 € sur une base subventionnable de 171 500 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide attribuée.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	119 500,00	63,73%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	31 600,00	16,85%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	36 400,00	19,41%
Total	187 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de la culture - DGCA (quote part) - attribué	45 000,00	24,00%
Région Ile-de-France	74 000,00	39,47%
Ville de Paris - en cours	10 000,00	5,33%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITES	58 500,00	31,20%
Total	187 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	58 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	58 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	58 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	58 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	15 790,00 €
	Montant total	189 790,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015357

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE CINEMA P ELUARD REGIE GRAND RENOUVEL PAC NOV 17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	256 430,00 €	23,40 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE CINEMA P ELUARD REGIE
Adresse administrative : 4 AV VILLENEUVE ST GEORGES
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur GABRIEL ROCHE, Président

N° SIRET : 28940083000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi est un théâtre de ville – scène conventionnée DRAC, dirigé par Cécile Marie depuis 2011. Elle a succédé à Didier Mouturat avec un projet autour de la « création sans frontière », positionnant le théâtre comme un outil de coproduction aux niveaux européen et international, privilégiant des résidences et des accompagnements de projets artistiques d'envergure nationale et internationale. Dès lors en 2015, le Théâtre Paul Éluard de Choisy-le-Roi a été conventionné par la DRAC au titre de la diversité linguistique. Depuis 2000, le lieu est doté d'une salle de cinéma (classée arts et essais), d'une grande et d'une petite salle pour le théâtre.
Le Théâtre propose chaque saison une trentaine de spectacles, environ 5 créations et une soixantaine de représentations. La programmation est pluridisciplinaire et propose des spectacles en théâtre, danse et musique, avec des spectacles jeune public. Le théâtre fait la part belle à la création contemporaine et notamment à la jeune création, tout en accueillant des artistes reconnus. Le Théâtre développe en parallèle de sa programmation, en lien avec les artistes en résidence, des actions culturelles en direction des publics (lycéens, collégiens, jeunes en difficultés, élèves d'écoles primaires, tout public, amateurs, associations…).
Le Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi est soutenu par la Ville, le Conseil départemental du Val-de-

Marne, la DRAC et la Région Île-de-France.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Au cours des trois années passées, le Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi a renforcé et affirmé son projet autour de la diversité linguistique, du soutien à la création contemporaine, de la circulation des œuvres au plan international et de l'accès du public à des spectacles en langue étrangère. Depuis 2015, la Drac a labélisé le Théâtre, scène conventionnée pour la diversité linguistique, une reconnaissance importante pour le projet. Si le Théâtre est très ancré localement à Choisy, il rayonne également au plan national et international et fait partie d'un réseau de partenaires européens.

Le Théâtre accompagne les équipes artistiques en proposant résidence, accompagnement technique et administratif, coproduction (entre 5 000 et 10 000 €), insertion dans un réseau professionnel, diffusion… Avec une petite salle et une grande salle, le Théâtre accueille les compagnies, selon leurs besoins, soit pour un accueil simple et des temps de recherche, soit pour des résidences de création avec accompagnement technique, apport en coproduction et diffusion. Chaque saison, entre 10 et 12 équipes bénéficient de résidences et 5 à 7 compagnies sont coproduites. Le Théâtre n'a pas de modèle prédéfini pour les résidences qui s'écrivent en lien avec les artistes tant du point de vue de la durée et des besoins des équipes que des actions culturelles qui se mettent en place. Sans formaliser a priori de résidence longue, le Théâtre accompagne en fidélité certains artistes, notamment des artistes franciliens d'envergure nationale et internationale comme les chorégraphes Anne Nguyen (compagnie Par Terre) et Delavallet Bidiefono (compagnie Baninga), le metteur en scène Frédéric Sonntag (compagnie AsaNIsiMAsa) ou encore le collectif des Chiens de Navarre.

Du point de vue des publics, la fréquentation affiche une légère augmentation entre 2014 et 2016, elle dépasse les 11 600 spectateurs en 2016. L'attention au public, à son renouvellement comme à sa diversité, est forte dans le projet du Théâtre, et les actions d'éducation artistique et culturelle sont largement développées. Si, à la demande de la Ville, un important travail a été mené à l'attention des élèves de primaires – un important PLEAC a été déployé pendant trois ans – le Théâtre mène également de nombreux projets à destination des publics dans leur diversité, des lycéens, des collégiens, des élèves de conservatoires, des jeunes de quartiers prioritaires, mais également le tout public. Par exemple, en cohérence avec le projet autour de la diversité linguistique, des goûters polyglottes sont régulièrement organisés avant ou après un spectacle. Le Théâtre est en lien avec les établissements, structures et associations locales et notamment plusieurs lycées, de la ville de Choisy-le-Roi (le lycée professionnel et le lycée polyvalent) comme des villes environnantes (Vitry, Ivry, Créteil, Thiais, Villeneuve-le-Roi).

Pour son renouvellement de convention, le Théâtre Paul Eluard a construit son projet autour de la diversité linguistique, affirmant et développant d'une part, le soutien à la création et l'accompagnement des équipes artistiques et d'autre part, la mise en œuvre d'actions culturelles en direction des publics. Le Théâtre souhaite renforcer davantage son accompagnement et gagner en compétences, en production, comme sur le plan technique (traduction, adaptation, sur-titrage…). Soucieux d'accompagner les artistes émergents, le Théâtre développera un dispositif d'accompagnement dédié aux premières créations et aux jeunes équipes, à raison d'un à deux projets par saison. Pour la saison à venir, les projets d'Amine Adjina (compagnie du double en compagnonnage avec la compagnie Extime) et de Céline Champinot (issue du Groupe LAgALERIE) seront soutenus.

Le Théâtre propose également de déployer un large plan éducatif pour les lycéens, construit autour de parcours artistiques, de spectacles à destination d'un public adolescent, d'outils pédagogiques, d'ateliers, de rencontres avec les artistes, de visite du Théâtre, de répétitions publiques… Des conventions seront signées avec les lycées partenaires de manière à inscrire le projet dans la durée.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.

Au vu de l'évaluation de la dernière convention triennale de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) pour un montant augmenté.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs) avec le Théatre Paul Eluard de Choisy-le-Roi pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 60 000 € sur une base subventionnable de 256 430 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :

- VAL-DE-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	223 430,00	87,13%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	25 000,00	9,75%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8 000,00	3,12%
Total	256 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France (scène conventionnée) (	50 000,00	19,50%
Région Ile-de-France PAC (en cours)	60 000,00	23,40%
Département 94 (en cours)	24 500,00	9,55%
ville de Choisy-le-Roi (acquis)	96 930,00	37,80%
- TVA sur subventions	-5 154,00	-2,01%
SOCIETES CIVILES	9 000,00	3,51%
PARTENAIRES PRIVES	2 654,00	1,03%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	18 500,00	7,21%
Total	256 430,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012278

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTA - RENOUVELLEMENT PAC (CP NOV 17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	217 153,00 €	23,03 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CREATION THEATRALE AUDIOVISUELLE
Adresse administrative : 4 RUE LEON BLUM
95400 VILLIERS LE BEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alexandre MOUTON, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 37904653500033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Fondée à l'origine par Agnès Desfosses, la direction de la compagnie ACTA a été transmise en 2014 à Laurent Dupont, co-directeur pendant quatre ans à ses côtés. Formé à la danse et à la voix, Laurent Dupont a cofondé le TAM Teatromusica, une compagnie italienne de théâtre musical expérimental et fait partie des artistes pionniers qui se sont intéressés à la petite enfance. Il a participé à de nombreux projets européens et a signé la mise en scène d'une douzaine de pièces de théâtre musical dont l'écriture privilégie la composition visuelle et sonore autour de la voix, à la recherche d'une « gestualité sonore ». Parmi ses pièces, on peut citer : Du Bout des Bois (2007), Moi Seul (2009), En corps (2012), L'avoir ! Ode chantée au savon (2014).
Implantée depuis 2001 à Villiers-le-Bel, où elle dispose d'un lieu de travail équipé, la compagnie joue ses spectacles à l'échelle nationale et internationale et s'inscrit dans un réseau important européen de structures artistiques dédiées au très jeune public.
A Villiers-le-Bel, elle mène tout au long de l'année un travail approfondi d'implantation à travers des projets pluridisciplinaires s'adressant aux enfants et à leurs parents, en lien avec les structures culturelles

et petite enfance, les établissements scolaires, centres de loisirs, maisons de retraite et le tissu associatif.
Par ailleurs, depuis 2004, ACTA organise une biennale européenne dédiée au très jeune public : « Premières rencontres – éveil artistique, petite enfance et spectacle vivant » qui se traduit par l'organisation d'un temps fort d'une quinzaine de spectacles français et européens, en coordination avec une vingtaine de villes du Val d'Oise, ainsi qu'un forum européen de deux jours, qui constitue une plate-forme d'échanges et de visibilité importante.
ACTA est soutenue par la Ville de Villiers-le-Bel, la nouvelle Communauté d'agglomération de Roissy - Pays-de-France, la DRAC, le Conseil départemental du Val d'Oise et la Région Ile-de-France.

Analyse du bilan de la dernière convention et du projet proposé pour le renouvellement de la convention
La troisième convention PAC correspond aux trois premières années de la direction de Laurent Dupont à la tête de la compagnie ACTA.
Ces trois ans ont été marqués par une diversification et une mise en synergie des différentes activités menées par la compagnie, à savoir : la diffusion de ses créations, son travail d'implantation territoriale à Villiers-le-Bel, l'organisation de la biennale européenne des Premières rencontres et l'accueil dans son lieu des compagnies en résidence.
En ce qui concerne le volet artistique de la compagnie, Laurent Dupont a mis en scène trois créations, dont deux ont connu un beau succès : « L'avoir ! Ode chantée au savon » à destination des tout-petits à partir de 18 mois, qui a bénéficié d'une diffusion très large à l'échelle nationale (153 représentations jouées depuis 2014 dont près de 30% en Ile-de-France), et la dernière création de 2017, « Sons… jardins secrets », pour le jeune public à partir de 4 ans (déjà jouée lors de 45 représentations depuis mars 2017, dont 50% en Ile-de-France). En revanche, la création à l'adresse du public adolescent, « Dans les Yeux des autres », autour de la figure d'Antigone, n'a pas trouvé sa place, Laurent Dupont étant très bien identifié dans le réseau du jeune public mais pas dans celui de l'adolescence. L'expo-livre réalisée par Agnès Desfosses en 2012, « Enfances, chercheurs d'or » a continué à se diffuser, à la fois comme outil pédagogique et comme objet artistique. Si le volume global de diffusion demeure important, - grâce à l'entretien d'un répertoire de spectacles -, on observe un certain tassement en 2016, dû à la fin d'exploitation de plusieurs spectacles et aux difficultés plus importantes de la diffusion en général, ce qui génère une baisse du chiffre d'affaires.
Les projets d'action artistique et culturelle en immersion sur le territoire, en particulier à Villiers-le-Bel, ont été poursuivis, toujours en lien avec les créations de la compagnie, dans le cadre de projets d'envergure, de un à deux ans, en collaboration avec de nombreuses structures locales et municipales de la petite enfance et plus largement : projet « petite enfance et parentalité » avec les crèches et les lieux d'accueil parents-enfants, projet mené autour des jardins partagés…
Les 6ème et 7ème éditions de la Biennale européenne des « Premières rencontres » ont été organisées en 2014 et 2016 et la manifestation connaît un nouvel essor, notamment en termes de rayonnement territorial, grâce à une augmentation des communes partenaires : on en compte une vingtaine, majoritairement situées à l'est du Val d'Oise, sur le territoire de la nouvelle agglomération Roissy-Pays de France, avec une nouvelle extension en Seine-et-Marne. La programmation artistique d'une quinzaine de spectacles, assurée par Acta, est d'une grande exigence et de dimension européenne. La compagnie assure la coordination de la manifestation entre les artistes et les villes qui achètent les représentations (soit une centaine de représentations) ainsi que l'organisation en propre d'un Forum européen sur deux jours, qui offre aux artistes une vitrine importante (les programmateurs sont nombreux) et un temps fort d'échanges et de réflexion avec des intervenants français et étrangers en lien avec les réseaux du jeune public. Parallèlement, tout au long de l'année, ACTA propose à ses partenaires du Val d'Oise des formations transversales culture et petite enfance. Ce temps fort représente à la fois un évènement attendu et apprécié à la fois par les professionnels du secteur culturel et ceux de la petite enfance, et une manifestation qui rayonne sur un bassin territorial élargi en grande couronne.
Enfin, et c'est sans doute l'activité qui s'est le plus développée durant les trois dernières années, l'accueil de compagnies jeune et très jeune public, activité nouvellement intitulée « La Pépite », s'est renforcé, grâce à l'impulsion de Laurent Dupont, dans une logique de partage de l'outil et de transmission, notamment auprès de jeunes compagnies, et de par les demandes croissantes de la part des équipes

artistiques.
Ces équipes bénéficient de bonnes conditions d'accueil et d'accompagnement : les locaux d'ACTA sont récents et se composent de deux espaces de travail de 120 m², qui sont mis à disposition des compagnies. ACTA accompagne chaque équipe en fonction de ses besoins (artistiques, techniques, administratifs..) et lui propose un temps d'immersion sur le terrain dans des crèches de Villiers-le-Bel. Par ailleurs, la compagnie accueillie peut présenter une maquette de son projet, en particulier dans le cadre de la Biennale des Premières Rencontres, durant laquelle un temps dédié à la présentation de projets en cours a été réservé à destination des professionnels. ACTA peut également soutenir les compagnies à travers la programmation de la Biennale qui permet une visibilité précieuse, la Biennale étant très identifiée par les réseaux professionnels jeune et très jeune public tels que « Courte-échelle » (réseau francilien de coproduction) ou encore les festivals de référence nationale Mélimôme, Très-tôt théâtre, Ribambelle…
D'abord rythmé par l'organisation de la Biennale des Premières rencontres, qui génère l'octroi de subventions spécifiques et de recettes supplémentaires, l'évolution du budget d'ACTA sur les trois dernières années reflète aussi l'évolution du poids économique de ses différentes activités,
Ainsi, le développement de l'accompagnement et de l'accueil en résidence dans son lieu a été encouragé par l'augmentation de l'aide de la DRAC (+ 12 000 €), fléchée sur ce volet d'activité, lors du renouvellement en 2017 de la convention triennale pluripartite entre l'association, la Ville, le Département et la DRAC.

Le projet proposé pour le renouvellement de la convention PAC s'inscrit dans les mêmes axes avec l'ambition d'ACTA de s'affirmer comme un lieu de fabrique dédié au jeune et très jeune public, sur son territoire d'implantation de Villiers-le-Bel, en lien avec les communes du 95 et du 77 partenaires de la Biennale européenne des Premières Rencontres. ACTA sollicite ainsi une augmentation de l'aide régionale au titre du dispositif PAC – Fabriques de culture.
Son projet s'articule sur une montée en puissance de l'accueil en résidence et l'accompagnement d'équipes artistiques, la poursuite de la biennale, de nouveaux projets de création de Laurent Dupont, notamment le projet « A vos saveurs », qui fera l'objet d'un important projet artistique de territoire en lien avec un CFA métiers de l'artisanat cuisine.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 12 octobre 2017.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle, pour quatre nouvelles années, pour un montant augmenté.
La commission pour la permanence artistique et culturelle a également donné un avis favorable à l'inscription de la compagnie ACTA dans le dispositif de la permanence artistique et culturelle pour les Fabriques de culture, afin de prendre en compte l'ensemble des facettes du projet mené par la structure, qui relève par ailleurs d'un secteur, le jeune et très jeune public, moins bien soutenu de manière générale par les institutions, et qui s'inscrit sur un territoire de grande couronne prioritaire pour la Région.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de renouveler la convention de permanence artistique et culturelle (Fabriques de culture) avec la Compagnie ACTA pour quatre ans et lui attribue une aide à hauteur de 50 000 € sur une base subventionnable de 217 153 € correspondant au budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire

déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide attribuée.

BUDGET 2018 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	63 762 €	**ETAT**	68 000 €
DEPENSES D'ACTION ARTISTIQUE ET CULTURELLE	71 141 €	Drac Ile-de-France attribué - conventionnement 17-19	62 000 €
AUTRES DEPENSES	92 250 €	DRAC SDAT 2018 en cours	5 000 €
		Autres Ministères, ASP service civique attribué	1 000 €
		COLLECTIVITES TERRITORIALES	117 273 €
		Région Ile-de-France PAC	**60 000 €**
		Conseil Départemental du Val d'Oise conventionnement 17-19 attribué	37 273 €
		Commune Villiers-le-Bel conventionnement 17-19 attribué	14 000 €
		Commune Villiers-le-Bel (PR) attribué	6 000 €
		PARTENAIRES PRIVES	3 500 €
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	38 380 €
TOTAL	**227 153 €**	**TOTAL**	**227 153 €**

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-575

DU 22 NOVEMBRE 2017

AIDES AUX MANIFESTATIONS ET RÉSEAUX D'ARTS PLASTIQUES, NUMÉRIQUES ET URBAINS
CINQUIÈME AFFECTATION 2017
CONVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL
PREMIÈRE AFFECTATION 2017
SOUTIEN AUX FABRIQUES ARTS VISUELS
AFFECTATIONS AU TITRE DES CONVENTIONS QUADRIENNALES
AFFECTATIONS AU TITRE DES AVENANTS DE PROLONGATION ANNUELLE
PREMIÈRE AFFECTATION 2017
FRAM
PREMIÈRE AFFECTATION 2017
SOUTIEN DU PROJET ATELIERS MEDICIS
ADHÉSION 2018 À L'EPCC

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 75-12 du 28 septembre 2012 relative aux fabriques de culture ;

VU La délibération n°CR 2017-76 du 6 juillet 2017 relative à la politique régionale de promotion des arts plastiques, numériques et urbains ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR n°201-16 du 17 novembre 2016 relative au projet Médicis Clichy-Montfermeil;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-575 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Nouvelles conventions-type

Approuve la conventions-type quadriennale *« Convention de Développement Culturel»* figurant en annexe 7 à la présente délibération ;

Approuve la conventions-type quadriennale *«Fabrique Arts visuels»* figurant en annexe 8 à la présente délibération ;

Approuve l'avenant de prolongation annuel *« Fabrique Arts visuels»* figurant en annexe 9 à la présente délibération.

Article 2 : Aide à la réalisation de manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la réalisation de manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains» au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **177 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-417 et autorise la présidente du conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **87 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » ;

Affecte une autorisation d'engagement de **90 000 €** disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles », Programme HP 312-007 « soutien à la création et à la diffusion numérique», action 13100701 « soutien à la création et à la diffusion des arts numériques » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17013717	Variation Media Art Fair et Digital Week	Musiques et Cultures Digitales	30 mars 2017

17013863	Exposition Hubert Robert et la fabrique des jardins	EPCC du Château de La Roche Guyon	1er avril 2017
17012635	Aide au réseau 2017	TRAM	1er janvier 2017
17014815	Rencontres internationales Paris/Berlin	Roaratorio	1er avril 2017

Article 4 : Conventions de Développement culturel

Décide de participer au titre du dispositif « Conventions de développement culturel» au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **80 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par l'article 1 de la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17011517	Convention quadriennale 2017-2018-2019-2020 / Année 1	Le Cyclop	1er janvier 2017
17014869	Convention quadriennale 2017-2018-2019-2020 / Année 1	Maison des Arts de Malakoff	1er janvier 2017

Article 6 : Soutien aux fabriques arts visuels – Nouvelles conventions quadriennales

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux fabriques arts visuels » au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est de **120 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par l'article 1 de la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **40 000 €** d'autorisations d'engagement prélevées sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités

artistiques et culturelles », Programme HP 312-006 « Aide à la création et la diffusion des arts plastiques» Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » ;

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** d'autorisations d'engagement prélevées sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles », Programme HP 312-007 « soutien à la création et à la diffusion numérique», action 13100701 « soutien à la création et à la diffusion des arts numériques », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 7 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17014788	Convention quadriennale 2017-2018-2019-2020 / Année 1	Vanderlab	1er janvier 2017
17014789	Convention quadriennale 2017-2018-2019-2020 / Année 1	Aponia	1er janvier 2017
17014813	Convention quadriennale 2017-2018-2019-2020 / Année 1	Le 100 Ecs	1er janvier 2017
17014826	Convention quadriennale 2017-2018-2019-2020 / Année 1	Siana	1er janvier 2017

Article 8 : Soutien aux fabriques arts visuels – Avenants de prolongation annuelle

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux fabriques arts visuels » au financement des projets détaillés en annexe 5 à la présente délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est de **120 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptée par l'article 1 de la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **70 000 €** d'autorisations d'engagement prélevées sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles », Programme HP 312-006 « Aide à la création et la diffusion des arts plastiques» Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » ;

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** d'autorisations d'engagement prélevées sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles », Programme HP 312-007 « soutien à la création et à la diffusion numérique», action 13100701 « soutien à la création et à la diffusion des arts numériques » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 9 : Fonds régional d'acquisition pour les musées 2017

Décide de participer au titre du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) au financement de projets détaillés en annexe 6 à la délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum est **de 110 000€ ;**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23.000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération CP n°10-727 du 14 octobre 2010 et autorise la Présidente à les signer.

Affecte une autorisation de programme **de 110 000 €,** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine » programme HP 313-004 (131004) « développement du patrimoine en région », action 13100401 « aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques » pour le financement de l'acquisition d'œuvres par les musées détaillés en annexe 6, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Corrige l'erreur matérielle intervenue dans le dossier n°16017134, et affecte en conséquence une autorisation de programme **2000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine » programme HP 313-004 (131004) « développement du patrimoine en région », action 13100401 « aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques » pour le financement de l'acquisition d'œuvres par le Musée de l'histoire vivante détaillés en annexe 6, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 10 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17015060	FRAM 2017	Musée de Vitry sur Seine	1er janvier 2017
17015064	FRAM 2017	Musée français de la photographie	1er janvier 2017
17015065	FRAM 2017	Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis	1er janvier 2017
17015070	FRAM 2017	Musée d'art et d'histoire de Colombes	1er janvier 2017
17015071	FRAM 2017	Musée Albert Kahn	1er janvier 2017
17015099	FRAM 2017	Musée municipal de Nogent-sur-Marne	1er janvier 2017
16017134	FRAM 2016	Musée de l'Histoire Vivante	1er janvier 2016

Article 11 : Adhésion de la Région Ile-de-France à l'EPCC Atelier Médicis

Affecte une autorisation d'engagement de **150 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-007 « Soutien à la création et à la diffusion numérique », action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numérique » du budget 2017 afin de verser la cotisation pour l'adhésion 2018.

Article 12 : Modification de taux d'intervention

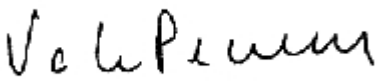
Corrige l'erreur matérielle intervenue dans le dossier n°16007479 (Glassbox – fabrique de culture – reconduction pour une année) , rapport CP 16-340 du 12 juillet 2016 en modifiant la base subventionnable afin que le taux d'intervention soit de 40% et non de 26,97%, conformément à la fiche projet jointe en annexe 10 de la présente convention.

Approuve l'avenant n°1 figurant en annexe 10 à la présente délibération conclue avec l'association Glassbox et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Corrige l'erreur matérielle intervenue dans le dossier n°16009843 (CA Grand Paris Sud – Manifestation Sttret Art 2016), rapport CP 16-386 du 21 septembre 2016 en modifiant la base subventionnable afin que le taux d'intervention soit de 16,23% et non de 12,99 %, conformément à la fiche projet jointe en annexe 10 de la présente convention.

Approuve l'avenant n°1 figurant en annexe 10 à la présente délibération conclue avec la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-575	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**313 - Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)**
Programme	**131004 - Développement du patrimoine en région**
Action	**13100401 - Aide à l'acquisition d'oeuvres d'art et enrichissement des collections publiques**

Dispositif : N° 00000164 - Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM

Dossier	16017134 - FRAM 2016 : ACQUISITION DU MUSEE DE L'HISTOIRE VIVANTE			
Bénéficiaire	P0035710 - ASSOCIATION MUSEE HISTOIRE VIVANTE			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 750,00 €	TTC	53,33 %	2 000,00 €	

Dossier	17015060 - FRAM 2017 : MAC/VAL			
Bénéficiaire	R2305 - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	53 500,00 €		Code nature	204131
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
373 760,00 €	TTC	14,31 %	53 500,00 €	

Dossier	17015064 - FRAM 2017 : MUSEE FRANCAIS DE LA PHOTOGRAPHIE			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	BIEVRES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	204131
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 015,00 €	TTC	32,13 %	9 000,00 €	

Dossier	17015065 - FRAM 2017 : MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE SAINT-DENIS			
Bénéficiaire	R1266 - COMMUNE DE SAINT DENIS			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 994,00 €	TTC	35,43 %	8 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-575	Budget	2017

Dossier	17015070 - FRAM 2017 : MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE COLOMBES			
Bénéficiaire	R1020 - COMMUNE DE COLOMBES			
Localisation	COLOMBES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	TTC	50 %	5 000,00 €	

Dossier	17015071 - FRAM 2017 : MUSEE ALBERT KAHN			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 000,00 €		Code nature	204131
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 000,00 €	TTC	50 %	19 000,00 €	

Dossier	17015099 - FRAM 2017 : MUSEE MUNICIPAL DE NOGENT-SUR-MARNE			
Bénéficiaire	R25 - COMMUNE DE NOGENT SUR MARNE			
Localisation	NOGENT-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	50 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000164 - Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	112 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 313 - 131004 - 13100401	112 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131006 - Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques**
Action	**13100601 - Soutien aux manifestations d'arts plastiques**

Dispositif : N° 00001044 - Conventions de développement culturel

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-575	Budget	2017

Dossier	17011517 - LE CYCLOP : CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL 2017-2020 ET SAISON 2017 "LES PARTAGES DU HASARD"			
Bénéficiaire	R4642 - ASSOCIATION LE CYCLOP MAIRIE			
Localisation	MILLY-LA-FORET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
263 200,00 €	TTC	22,8 %	60 000,00 €	

Dossier	17014620 - FABRIQUES ARTS VISUELS V3M - DEMANDE RENOUVELLEMENT ANNUEL AU TITRE DE 2018			
Bénéficiaire	R32058 - V3M			
Localisation	BOISSISE-LA-BERTRAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 940,00 €	TTC	14,86 %	15 000,00 €	

Dossier	17014789 - APONIA : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 FABRIQUE ARTS VISUELS - ANNEE 1			
Bénéficiaire	P0021043 - ASS PROMO OUVERT NOUVEAUTE IMAGIN ARTIST			
Localisation	VILLIERS-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 150,00 €	TTC	34,39 %	20 000,00 €	

Dossier	17014811 - SYNESTHESIE : CONVENTION TRIENNALE 2016 - 2017 - 2018 - DEMANDE DE RENOUVELLEMENT ANNUEL AU TITRE DE 2018			
Bénéficiaire	R22459 - SYNESTHESIE			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
185 870,00 €	TTC	24,21 %	45 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-575	Budget	2017

Dossier	17014813 - LE CENT ECS : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 - ANNEE 1			
Bénéficiaire	P0029110 - 100 ECS LE 100 ETABLISSEMENT CULTUREL SOLIDAIRE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
633 000,00 €	HT	3,16 %	20 000,00 €	

Dossier	17014869 - MAISON DES ARTS DE MALAKOFF : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 - ANNEE 1			
Bénéficiaire	R1028 - COMMUNE DE MALAKOFF			
Localisation	MALAKOFF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
111 080,00 €	TTC	18,01 %	20 000,00 €	

Dossier	17014902 - 6BIS FABRIK : CONVENTION TRIENNALE FABRIQUE 2016 - 2017 - 2018 - RENOUVELLEMENT ANNUEL AU TITRE DE 2018			
Bénéficiaire	P0022303 - ASSOCIATION 6 BIS FABRIK			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 870,00 €	TTC	21,8 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001044 - Conventions de développement culturel	190 000,00 €

Dispositif : N° 00001046 - Aides aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains

Dossier	17012635 - TRAM / AIDE AU RESEAU 2017			
Bénéficiaire	R22849 - TRAM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
231 600,00 €	TTC	32,38 %	75 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001046 - Aides aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains	75 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-575	Budget	2017

Dispositif : N° 00001047 - Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains

Dossier	17013863 - CHATEAU DE LA ROCHE GUYON : EXPOSITION HUBERT ROBERT ET LA FABRIQUE DES JARDINS			
Bénéficiaire	R33303 - ETS PUB COOP CULTURELLE CHATEAU LA ROCHE GUYON			
Localisation	LA ROCHE-GUYON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 684,00 €	TTC	8,53 %	12 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001047 - Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	12 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131006 - 13100601	277 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131007 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**
Action	**13100701 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**

Dispositif : N° 00001044 - Conventions de développement culturel

Dossier	17014787 - MU : RENOUVELLEMENT ANNUEL AU TITRE DE 2018 - FABRIQUE DE CULTURE			
Bénéficiaire	EX004218 - MU			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 344 518,00 €	HT	3,72 %	50 000,00 €	

Dossier	17014788 - VANDERLAB - CHATEAU EPHEMERE : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 FABRIQUE ARTS VISUELS			
Bénéficiaire	P0029111 - VANDERLAB			
Localisation	CARRIERES-SOUS-POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
222 000,00 €	HT	18,02 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-575	Budget	2017

Dossier	17014826 - SIANA : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 FABRIQUE ARTS VISUELS			
Bénéficiaire	R36720 - ASSOCIATION SIANA			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
216 000,00 €	TTC	18,52 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001044 - Conventions de développement culturel	130 000,00 €

Dispositif : N° 00001047 - Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains

Dossier	17013717 - VARIATION MEDIA ART FAIR/DIGITAL WEEK - SEMAINE NUMERIQUE PARIS-REGION ILE-DE-FRANCE - INTERNATIONAL			
Bénéficiaire	P0012905 - MUSIQUES ET CULTURES DIGITALES MAISON DES ASSOCIATIONS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
117 500,00 €	TTC	12,77 %	15 000,00 €	

Dossier	17014815 - RENCONTRES INTERNATIONALES PARIS BERLIN 2017			
Bénéficiaire	R21786 - ROARATORIO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
94 000,00 €	TTC	26,6 %	25 000,00 €	

Dossier	17015502 - JAPONISMES 2018 : EXPOSITION "TRANSCENDER LES FRONTIERES"			
Bénéficiaire	P0037900 - FONDATION DU JAPON / MAISON DE LA CULTURE DU JAPON DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 586 927,00 €	TTC	1,39 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001047 - Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	90 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-575	Budget	2017

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131007 - 13100701	220 000,00 €

LES AIDES AUX MANIFESTATIONS ET RESEAUX D'ARTS PLASTIQUES, NUMERIQUES ET URBAINS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012635

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAM / AIDE AU RESEAU 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains	231 600,00 €	32,38 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRAM
Adresse administrative : 4 TER RUE DE LA SOLIDARITE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Aude Cartier, Présidente
Date de publication au JO : 11 décembre 1981
N° SIRET : 32790937000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en œuvre de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
Tram est un réseau constitué de trente lieux d'art contemporain implantés en Ile-de-France (centres d'art, galeries municipales, fondations, FRAC, écoles d'art…). L'objectif est de fédérer ces lieux de production et de diffusion des arts visuels contemporains, de promouvoir l'activité des membres du réseau et de faciliter l'accès des publics.

Tram permet à ses membres de mener un travail culturel de mise en commun de la programmation, de la communication, de la diffusion et de la réflexion. L'animation du réseau est confiée à un conseil d'administration de 11 membres issus des équipes de direction artistique des lieux membres et à une équipe de 3 salarié(e)s. Les 11 membres du CA élus pour 2 ans le 8 juin 2016 sont : Annie Agopian, Directrice de la Maison populaire, Montreuil / Paula Aisemberg, Directrice de la maison rouge - fondation Antoine de Galbert, Paris / Sophie Auger, Directrice de Micro-Onde, centre d'art de l'Onde, Vélizy-Villacoublay / Sylvie Boulanger, Directrice du CNEAI= / Claire Le Restif, Directrice du CREDAC / Aude Cartier, Directrice de la Maison des Arts de Malakoff / Jean De Loisy, Directeur du Palais de Tokyo, Paris / Xavier Franceschi, Directeur du frac Ile-de-France / Valérie Knochel, Directrice de la Maréchalerie, centre d'art contemporain, Versailles / Sandrine Moreau, Directrice de La terrasse : espace d'art de Nanterre / Olivier Marboeuf, Directeur - Espace Khiasma, Les Lilas.

Description :
Depuis 1981, le bureau et le conseil d'administration du réseau TRAM sont composés de directeurs ou directrices des structures membres, professionnels reconnus de l'art contemporain nationalement et internationalement.

Le réseau TRAM mène ses actions sur l'ensemble du territoire francilien (au moins une structure membre dans chaque département francilien). Il organise des parcours (en autocar et à pied) toute l'année sur l'ensemble du territoire de la Région. En parallèle TRAM travaille avec les réseaux territoriaux d'art contemporain au niveau national et international (en particulier pour les questions qui touchent à la professionnalisation du secteur des arts visuels : journées nationales des réseaux territoriaux art contemporain, travail sur une charte et des actions communes, accueil bisannuel de professionnels étrangers en lien avec le programme Focus de l'Institut Français).

Les TaxiTram Lycées ont été expérimentés en 2016 avec un partenariat établi avec le Lycée Clément Ader de Tournan-en-Brie (partenariat renouvelé en 2017). D'autres partenariats sont mis en place en 2017 avec le Lycée Samuel de Champlain de Chennevières-sur-Marne, le Lycée La Source de Nogent-sur-Marne, etc.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient TRAM au titre du soutien aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains à hauteur de 75 000 € sur une base subventionnable de 231 600 € correspondant au budget prévisionnel présenté, déduction faite des contributions volontaires en nature.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	104 900,00	35,97%
Services extérieurs	8 000,00	2,74%
Autres services extérieurs	19 700,00	6,76%
Dépenses de personnel	99 000,00	33,95%
Secours en nature	50 000,00	17,15%
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	10 000,00	3,43%
Total	291 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources directes affectées à l'action	10 000,00	3,43%
Etat (acquis)	91 000,00	31,21%
Région IDF	75 000,00	25,72%
Villes (acquis)	2 000,00	0,69%
Organismes sociaux (acquis)	7 500,00	2,57%
Autres produits de gestion courante	20 600,00	7,06%
Produits financiers	500,00	0,17%
Reprises sur amortissement et provisions	25 000,00	8,57%
Bénévolat	50 000,00	17,15%
Prestations en nature	10 000,00	3,43%
Total	291 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	90 000,00 €
2015	Aides aux réseaux culturels franciliens	95 000,00 €
2016	Aides aux réseaux culturels franciliens	75 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	3 600,00 €
	Montant total	263 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013717

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VARIATION MEDIA ART FAIR/DIGITAL WEEK - SEMAINE NUMERIQUE PARIS-REGION ILE-DE-FRANCE - INTERNATIONAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	117 500,00 €	12,77 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSIQUES ET CULTURES DIGITALES
MAISON DES ASSOCIATIONS
Adresse administrative : 8 RUE DU GENERAL RENAULT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hadda FIZIR, Présidente
Date de publication au JO : 18 mars 2006
N° SIRET : 49313113000020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 30 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
L'association MCD a pour objet la promotion des cultures digitales auprès du grand public. Elle développe quatre activités complémentaires :
- l'édition d'une revue trimestrielle dédiée aux usages artistiques et aux approches critiques des « nouvelles » technologies
- la production d'ateliers de création numérique tous publics (15 projets en activité en Ile-de-France).
- la sensibilisation du grand public aux pratiques numériques émergentes (le MOOC Digital Media).
- la production de l'événement Variation – Paris Media Art Fair / Digital Week.

Description :
Pour sa quatrième édition, Variation - Media Art Fair, première foire française dédiée aux artistes nouveaux média consolide son partenariat avec la Cité Internationale des Arts. Son commissariat artistique sera à nouveau confié à Dominique Moulon, critique d'art et référence de la scène numérique.

L'édition 2017 présentera une quarantaine d'artistes français et internationaux, émergents et confirmés, une centaine d'œuvres ainsi que deux salles dédiées à la présentation de trois expositions fondatrices de l'histoire de l'art contemporain numérique (en partenariat avec la Biennale Internationale NEMO).

L'exposition prend aussi sa place, comme lors de chaque édition, au sein du parcours de l'innovation proposé à l'échelle francilienne par la Digital Week#2017, dont elle est l'événement principal. Cette année, le parcours proposera une visite des fablabs d'Ile-de-France en partenariat avec les structures franciliennes de l'innovation ainsi que des ateliers d'initiation et de découverte sur la thématique de la fabrication numérique.

Pour compléter ce dispositif, la marketplace ArtJaws, proposera à la vente en ligne l'ensemble des œuvres présentées, et permettra de faire le lien entre l'exposition physique et la vente en ligne avec des informations détaillées sur les artistes et sur les œuvres, disponibles en français et en anglais.

Depuis la première édition, et conformément à la vocation de MCD, VARIATION accorde une place centrale à la médiation des œuvres en direction de tous les publics : formation d'une équipe de médiateurs et médiatrices, gratuité, accueil de tous les publics avec visite guidée des œuvres …L'édition 2017 poursuit la démarche de médiation engagée lors des éditions précédentes en consacrant les matinées à des actions de médiation en direction des jeunes franciliens et publics empêchés.

Cette action repose sur le réseau des partenaires numériques de MCD à l'échelle francilienne : Le Cube (Issy-les-Moulineaux) / la Maison Populaire (Montreuil) / le Centre des arts d'Enghien-les-Bains / Le Château Ephémère à Carrières-sous-Poissy / Le café culturel « Grand Bouillon » à Aubervilliers / la Maison des Arts de Créteil.

MCD invitera également les publics lycéens, scolaires, apprentis, étudiants de la région francilienne, ainsi que des structures associatives, à des matinées de sensibilisation à la création numérique et aux nouveaux métiers du code et de la fabrication numérique.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient MCD au titre du soutien à la création et à la diffusion des arts numériques à hauteur de 15 000 € sur une base subventionnable de 117 500 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	20 000,00	17,02%
Achats non stockés de matières et fournitures	8 000,00	6,81%
Autres fournitures	3 000,00	2,55%
Locations	5 000,00	4,26%
Assurance	500,00	0,43%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 000,00	7,66%
Publicité, publications, relations publiques	5 000,00	4,26%
Déplacements, missions et réceptions	4 500,00	3,83%
Rémunération des personnels	23 500,00	20,00%
Charges sociales	15 000,00	12,77%
Autres charges de personnel	19 000,00	16,17%
Commission versées aux artistes sur la vente d'oeuvres	5 000,00	4,26%
Total	117 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	15 000,00	12,77%
Arcadi biennale NEMO	8 333,00	7,09%
Mairie de Paris	5 000,00	4,26%
Aides privées parrainages	27 000,00	22,98%
Ventes de produits , marchandises, prestations de service	18 000,00	15,32%
Fonds propres	41 167,00	37,59%
Total	117 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2015	Aides pour le fonctionnement des revues (CR46-14)	3 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numériques (Fonctionnement)	15 000,00 €
	Montant total	38 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013863

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHATEAU DE LA ROCHE GUYON : EXPOSITION HUBERT ROBERT ET LA FABRIQUE DES JARDINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	140 684,00 €	8,53 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS PUB COOP CULTURELLE CHATEAU LA ROCHE GUYON
Adresse administrative : 1 RUE DE L'AUDIENCE 95780 LA ROCHE GUYON
Statut Juridique : Etablissement Public Local Culturel
Représentant : Madame MARIE LAURE ATGER, Directrice
N° SIRET : 28950080300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
Le Château de La Roche-Guyon est un établissement public de coopération culturelle dont l'objet est :
- la sauvegarde et la restauration du château ;
- l'ouverture au public et la gestion du site ;
- l'animation du site en matière de médiation culturelle et de programmation culturelle ;
- le développement culturel et touristique ;
- la promotion, la communication et la commercialisation du site ;
- l'enrichissement de la connaissance historique, archéologique, ethnologique et environnementale du site.

Description :
L'exposition « Hubert Robert et la fabrique des jardins » se déroule du 9 septembre au 26 novembre 2017 au château de la Roche Guyon. Véritable homme des Lumières, Hubert Robert (1733-1808) entreprit un remarquable itinéraire d'artiste qui le conduisit de Rome jusqu'à la cour de France dont il réalisa certains

des plus spectaculaires décors. Mémorialiste de Paris et de l'histoire tumultueuse de la Révolution française, cet artiste à l'œuvre à la fois éclectique et profondément cohérente embrassa les genres distincts du paysage poétique, des caprices urbains et architecturaux, des études archéologiques, et il entreprit des réalisations, remarquables et novatrices, dans le domaine des jardins paysagers ou des décors palatiaux.

Cette exposition présente un aspect largement inconnu de l'œuvre du peintre paysagiste. Elle rassemble environ 70 œuvres, dont la plupart n'ont jamais été exposées, issues de collections publiques et privées. Elles bénéficient de nouvelles identifications, révisions et interprétations. Peintures, dessins, gravures, maquettes sont mis en regard avec des dessins anonymes et contemporains de l'artiste, et avec des recueils de gravures publiés au début du XIXème siècle.

L'exposition bénéficie de l'expertise de nombreux historiens de l'art spécialisés dans l'étude d'Hubert Robert, de l'histoire des jardins ou de l'architecture.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'EPCC du château de la Roche-Guyon au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 12 000 € sur une base subventionnable de 140 684 €.

Localisation géographique :
- LA ROCHE-GUYON

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	81 357,00	57,83%
Achats non stockés de matières et fournitures	6 000,00	4,26%
Entretien et réparations	1 000,00	0,71%
Assurance	4 500,00	3,20%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	11 866,00	8,43%
Publicité, publications, relations publiques	11 649,00	8,28%
Déplacements, missions et réceptions	2 300,00	1,63%
Rémunération des personnels	22 012,00	15,65%
Total	140 684,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	12 000,00	8,53%
Caisse d'Epargne IDF	20 000,00	14,22%
Ressources directes	90 684,00	64,46%
Autres produits	18 000,00	12,79%
Total	140 684,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	14 533,00 €
2016	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	2 377,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	12 000,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	27 216,00 €
	Montant total	71 126,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014815

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENCONTRES INTERNATIONALES PARIS BERLIN 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	94 000,00 €	26,60 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROARATORIO
Adresse administrative : 51 RUE MONTORGUEIL
75002 PARIS 02
Statut Juridique : Association
Représentant : Véronique Barani, Présidente
Date de publication au JO : 17/04/1998
N° SIRET : 42313453500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en œuvre de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
L'association Roaratorio développe une activité de diffusion et de production artistique et culturelle pluridisciplinaire à partir et autour des pratiques contemporaines de l'image en mouvement (film et vidéo d'artiste, installation, performance, multimédia), dans le champ des arts visuels et de l'art contemporain. Elle bénéficie à un grand nombre d'artistes vivant en Île-de-France, s'adresse également un large public francilien, et fédère un ensemble conséquent de réseaux professionnels.

Elle joue en rôle déterminant en Île-de-France dans l'émergence de jeunes artistes.

Elle a pour objectifs de :
- faire découvrir et rendre accessible la création contemporaine cinéma/vidéo/multimédia à un large public.
- décloisonner les différents milieux de création et faire communiquer leurs publics, ouvrir la création contemporaine à de nouveaux publics, notamment aux jeunes publics.
- soutenir la création audiovisuelle actuelle et leurs auteurs, apporter aux artistes et réalisateurs un soutien durable, soutenir et accompagner les artistes émergents.

- participer au développement d'échanges interculturels au niveau régional, européen et international,
- susciter une plus grande circulation des œuvres, susciter des échanges entre artistes, créateurs, réalisateurs et acteurs de la vie artistique et culturelle.

Description :
Roaratorio organise depuis 1997 "Les rencontres internationales" manifestation pluridisciplinaire en cinéma, vidéo et multimédia. Chaque année environ 120 œuvres provenant de 40 pays sont diffusées. Des débats et tables rondes permettent également de conduire une réflexion sur la création visuelle contemporaine.

Cette manifestation impulse des rencontres à l'échelle européenne et contribue au développement de nouveaux échanges artistiques et culturels.

Différents lieux se sont associés à la manifestation au fil des années, et ont permis de soutenir sur le long terme les œuvres programmées et leurs auteurs. À Paris notamment la Cinémathèque française, le cinéma l'Entrepôt, le Jeu de Paume, le Centre Pompidou, le Palais de Tokyo et la Gaîté Lyrique. À Berlin, le cinéma Brotfabrik, la Cinémathèque allemande, l'ex Podewil, la Haus der Kulturen der Welt.

Chaque année, les Rencontres Internationales Paris/Berlin accueillent 4 000 à 6 000 visiteurs / spectateurs, accréditent 700 professionnels, reçoivent 300 jeunes publics et enseignants, 5 000 à 6 000 œuvres dans le cadre de l'appel à projet annuel

La manifestation se déploiera en décembre 2017 dans de nombreux lieux franciliens : Gaîté Lyrique, MAC/VAL Crédac, Centre d'art Micro Onde, frac Île-de-France Rentilly – Ferme du Buisson...

Par ailleurs, le projet VAD s'adresse également aux médiathèques en Île-de-France.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Roaratorio au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques numériques et urbains à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 94 000 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé et déduction faite des contributions volontaires en nature.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	13 500,00	8,88%
Services extérieurs	4 500,00	2,96%
Autres services extérieurs	38 000,00	25,00%
Charges de personnel	38 000,00	25,00%
Emplois des contributions volontaires en nature	58 000,00	38,16%
Total	152 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	12 000,00	7,89%
DICREAM	10 000,00	6,58%
Region IDF	25 000,00	16,45%
Ville de Paris (acquis)	15 000,00	9,87%
ASP	4 000,00	2,63%
Ambassades et institutions étrangères	23 000,00	15,13%
Partenaires privés, sponsors	5 000,00	3,29%
Contributions volontaires en nature	58 000,00	38,16%
Total	152 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015502

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : JAPONISMES 2018 : EXPOSITION "TRANSCENDER LES FRONTIERES"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	3 586 927,00 €	0,84 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DU JAPON
Adresse administrative : 101 B QUAI BRANLY
75740 PARIS CEDEX 15
Statut Juridique : Etablissement Public Etranger
Représentant : Monsieur Hiroyasu ANDO, Président de la Fondation du Japon
N° SIRET : 32116603500048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Soutenir l'un des événements majeurs de Japonismes 2018 en Ile-de-France, en permettant la découverte et l'accès du plus grand nombre (notamment les plus jeunes des Franciliens) à l'art numérique japonais et aux échanges autour de la création artistique.

Description :
L'année 2018 marquera le 160ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et le Japon, le 150ème anniversaire de la naissance de Paul Claudel, dramaturge, poète et ambassadeur de France au Japon de 19121 à 1927 ainsi que le 150ème anniversaire du début de l'ère Meïji, époque à laquelle le Japon s'est engagé sur la voie de la modernité et s'est ouvert à l'Occident.

La France et le Japon célèbreront ces anniversaires par l'organisation, de juillet 2018 à février 2019, de l'évènement « Japonismes 2018 : les âmes en résonnance ». Pilotée par la Fondation du Japon, cette manifestation est soutenue par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français. Elle doit témoigner de la richesse de la tradition artistique nippone et de la vitalité de sa création contemporaine. Les expositions, représentations et performances qui ponctueront cet événement se dérouleront à Paris et en quelques sites de l'Ile-de-France (Gennevilliers, Boulogne-Billancourt, Créteil, Saint-Cloud).

Japonismes 2018 accueillera de nombreuses rencontres théâtrales, cinématographiques et

chorégraphiques, des concerts, des expositions et des rendez-vous gastronomiques.

Parmi les projets phare de cet événement, la Fondation du Japon propose la tenue à la Grande Halle de La Villette d'une exposition interactive sur les arts numériques et digitaux (« Transcender les frontières »). Portée par le collectif tokyoïte Team Lab, cette exposition conjugue l'art, la science, la technologie et la création. Sur 3500m², elle propose une série d'espaces et de tableaux numériques, évoluant en fonction des déplacements et des mouvements des visiteurs. Cette exposition a déjà été présentée avec un grand succès en 2015 à Tokyo (465 000 visiteurs) et à l'Exposition universelle de Milan (2 millions de visiteurs) et en 2017 à Singapour (500 000 visiteurs) et Pékin (240 000 visiteurs).

Moyens mis en œuvre :
Pilotage du projet par la Fondation du Japon, avec l'appui de la Maison de la Culture du Japon à Paris.
Mobilisation des équipes et des équipements technologiques du collectif japonais Team Lab.
Soutien technique de la Grande Halle de La Villette.

Intérêt régional :
Cet évènement majeur participe de la connaissance mutuelle et du renforcement des échanges entre l'Ile-de-France et le Japon. Il constitue une occasion unique de promouvoir les arts numériques auprès d'un large public. 200 000 visiteurs sont attendus à La Villette pour cet évènement, dont l'entrée sera payante (12€, tarif plein individuel). Dans le cadre d'une action de médiation culturelle, une politique tarifaire et d'accès privilégié ainsi qu'un programme de sensibilisation et d'accompagnement à la découverte seront proposés aux établissements scolaires et de formation professionnelle de petite et de grande couronne (en particulier issus des zones REP et politique de la ville).

Seul partenaire institutionnel, la Région bénéficiera d'une forte visibilité dans le cadre de l'importante campagne de communication (affichage, relais médias) qui accompagnera cette exposition.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la Fondation du Japon au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques numériques et urbains à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 3 586 927 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'exploitation	1 252 727,00	34,92%
Frais de production	610 000,00	17,01%
Frais de matériel	1 564 200,00	43,61%
Frais de voyage	120 000,00	3,35%
Frais de transport	40 000,00	1,12%
Total	3 586 927,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billeterie & apport la Villette	1 252 727,00	34,92%
Team Lab	610 000,00	17,01%
Fondation du Japon	1 473 414,00	41,08%
Région Île-de-France secteur Actions internationales	100 000,00	2,79%
Région Île-de-France secteur Culture (dispositif Arts numériques)	50 000,00	1,39%
Mécénat (Japon)	100 786,00	2,81%
Total	3 586 927,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

LES CONVENTIONS DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014869

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAISON DES ARTS DE MALAKOFF : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 - ANNEE 1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	111 080,00 €	18,01 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MALAKOFF
Adresse administrative : 1 PLACE DU ONZE NOVEMBRE
92241 MALAKOFF CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Jacqueline BELHOMME, Maire
N° SIRET : 21920046600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Conventions de développement culturel
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1er janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
Depuis 1997, La Maison des Arts de Malakoff est devenue l'un des lieux de rendez-vous des amateurs d'art contemporain. Ouverte au public le plus large, la Maison des Arts propose quatre expositions par an, représentatives de toutes les tendances et moyens d'expression, et de toutes les générations. Un programme d'événements accompagne les expositions (rencontres avec des artistes, conférences, lectures. Peinture, sculpture, photo, vidéo et installations sont au menu d'une programmation qui trouve à la Maison des Arts un cadre à échelle humaine. Christian Boltanski, Pierre Ardouvin, Ernest T, Renaud Auguste-Dormeuil, Marlène Mocquet, Malachi Farrell, Jacques Monory, Les Kolkoz, Françoise Pétrovitch, Natacha Nisic, Anne Brégeaut, Jeanne Susplugas comptent parmi les très nombreux artistes qui y ont été exposés.

La Maison des Arts de Malakoff a inauguré en mars 2013 une résidence d'artiste dans le champ des arts plastiques, au sein même du centre d'art municipal. Les artistes sont invités à postuler avec un projet de recherche et de création en lien avec la ville et ses spécificités, ses acteurs, son paysage urbain et/ou son histoire. Le projet doit être attentif à créer du lien avec les habitants du territoire. La résidence d'une durée d'un peu plus de 4 mois vise à accompagner la production d'œuvres qui, en fonction du projet et de son évolution, feront l'objet d'une exposition collective ou personnelle, hors les murs ou dans l'espace du centre d'art.

La Maison des Arts, centre d'art contemporain de Malakoff le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication (D.R.A.C. Île-de-France), de la Région Île-de-France et du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine. Elle est membre du réseau TRAM.

Description :
La Maison des Arts propose un programme de quatre expositions (personnelles ou collectives) par an attentif à toutes les tendances, générations et moyens d'expressions plastiques. Elle porte également la direction artistique du projet Street-Art voulu par la ville et s'inscrit dans ce mouvement avec une programmation hors les murs. Depuis 2016 le centre d'art contemporain ouvre également son espace à des "résidences performées" d'une durée d'une semaine, à des artistes issus du spectacle vivants : danseurs, chorégraphes, performeurs… Elle réalise également des projets hors les murs, avec des performances et des actions culturelles dans la ville. Enfin, le centre d'art accueille, depuis mars 2013, une fois par an, un artiste en résidence, grâce au soutien de la DRAC Île-de-France, de mars à juillet.

Projets réalisés au premier semestre 2017 et saison 2017-2018:

La programmation 2017 fait une place importante à la jeune création. Dans le cadre de l'exposition « Herstory » 14 jeunes artistes ont été invités à s'exprimer autour de leur situation et de leur statut. Chaque intervention a été filmée et déposée sur la chaine youtube « Herstory ». La résidence 2017 a accueilli pendant six mois la jeune artiste Lorraine Féline permettant un travail au quotidien avec l'équipe du centre d'art et la production d'une œuvre performative et filmée. L'exposition « Dialogue avec un brin d'herbe » a soutenu 5 artistes émergents avec production d'œuvres. L'exposition « Voyage d'un animal sans mesure » est la première exposition personnelle de l'artiste Edi Dubien. Les œuvres ont été intégralement réalisées pour le lieu. Les artistes Maude Marris et Louise Pressager ont réalisé des ateliers de peinture pour le jeune public au mois de juin 2017. Une résidence performée a accueilli le jeune chorégraphe David Drouard et ses danseurs. Dans le cadre du projet des 20 ans, 5 performances d'artistes émergents seront accueillies. Au total la maison des arts a soutenu une trentaine d'artistes émergents pour l'année 2017.

La saison 2017/2018 célèbre les 20 ans du centre d'art. Lieu de vie, d'échanges, de recherches, de rencontres, de ressources et de pratiques depuis 1997, le centre d'art ne cesse d'évoluer et de grandir. La maison des arts poursuit sa volonté d'offrir sur son territoire un espace de créations, de médiations, et d'expositions ouvertes et accessibles à tous, en phase avec les recherches artistiques actuelles. Cette année, l'équipe renforce le pôle éducation artistique et le pôle médiation/Hors les murs avec les partenaires de son territoire. Après la réussite des projets des « résidences performées » et des expositions « HERstory - des archives à l'heure des postféminismes» et « Dialogue(s) avec un brin d'herbe », le centre d'art continue de s'affranchir du format classique de l'exposition et élargit ses pratiques aux disciplines transversales qui irriguent aujourd'hui la création contemporaine : comme la politique, le cinéma, l'anthropologie, l'astronomie, ou encore le sport, etc.

- « Voyage d'un animal sans mesure », exposition d'Edi Dubien, 21 septembre - 19 novembre 2017
Voyage d'un animal sans mesure est la première exposition personnelle consacrée à l'artiste Edi Dubien dans un centre d'art contemporain. Pour l'exposition, l'artiste a pensé une vingtaine de peintures, installations et dessins, réalisés comme pour chacun de ses projets, comme un tout, un ensemble particulier, qui raconte un passage d'une histoire artistique et intime. Les œuvres d'Edi Dubien sont peuplées de symboles et de figures issus de son passé, de son enfance, tantôt présences inquiétantes, tantôt totems bienfaiteurs.

- « Save the date. Weekend 20 ans », 2 et 3 décembre 2017
Vingt ans après l'ouverture du Centre d'art, la ville et l'équipe du centre d'art réitèrent son engagement à l'occasion d'un weekend end « Save the date ». A cette occasion, le centre d'art s'interroge sur son histoire et sur ses futurs objectifs. Le programme, organisé sur deux jours, est conçu comme une plateforme d'échanges et de recherche qui convie tous les publics, à vivre et revivre l'histoire du lieu et découvrir ses futurs projets. Une partie retracera l'évolution du centre d'art – notamment avec sa nouvelle identité visuelle – pour une exposition d'archives ; et une partie sera plus prospective autour de trois

tables rondes qui interrogeront le centre d'art, avec le soutien et la participation de différents partenaires.

- « Région vaporeuse », exposition de Cécile Beau, 11 janvier – 11 mars 2018.
Dans l'œuvre de Cécile Beau, il n'est question que de révélation, dans tous les sens du terme. Révélation comme action de dévoiler, de rendre visible ou audible des phénomènes qui échappent à notre perception immédiate, mais aussi au sens d'épiphanie, d'illumination. D'une économie de moyens proche de l'arte povera, mais avec une sensibilité décuplée par un ressenti hors-monde et hors-soi, ses installations s'appuient le plus souvent sur des matériaux pauvres et des dispositifs anti-spectaculaires. Placée sous le signe de l'astrophysique, l'exposition s'attache à explorer l'état transitoire des éléments minéraux, de leur origine cosmique (météorite) à leur transformation en sédiment géologique (roches, pierres, cailloux, sable, poussière), avant d'être accaparée par l'homme comme matière première.

- « Exposition personnelle » de Laura Huertas Millan, du 5 avril au 6 mai 2018
En partenariat avec le Conseil Général des Hauts-de-Seine et le Salon de Montrouge (lauréate du prix du département 2017). Jardins tropicaux et botaniques, zoos humains, premiers contacts entre indigènes et occidentaux, architectures utopiques importées- le travail de Laura Huertas Millán est imprégné de l'histoire coloniale et regarde de près la naissance du regard anthropologique. Cinéaste et chercheuse, ses œuvres se caractérisent par la fusion mimétique entre le documentaire et la fiction. Le cinéma est au cœur de son travail en tant que médium et sujet. Ses œuvres circulent entre les festivals du cinéma et les espaces de l'art contemporain, à travers des films, des vidéos, des performances, des écrits et des moments d'échanges de récits, de discours et de savoirs (conférences, rencontres, programmations, activités pédagogiques). Laura Huertas Millán construit ses projets comme des laboratoires politiques. Dans ses films, les relations humaines et non humaines sont considérées et déplacées à travers le jeu d'acteurs, et la situation de tournage filmique est perçue comme un état modifié de conscience.

- « Sportivement vôtre », exposition collective et participative, 24 mai-8 juillet 2018.
L'exposition de fin d'année sera participative pour les publics et réalisée en partenariat avec les associations sportives de la ville. Le milieu associatif sportif semble utiliser le même dynamisme et militantisme que celui de la culture. On parle donc volontiers de l'un comme de l'autre de pratiques et coutumes qui font l'identité collective, le vivre ensemble, le dépassement de soi. Les artistes sont invités à imaginer des œuvres sportives permettant aux visiteurs de les pratiquer. Ce dispositif d'exposition intégrera les parcours sportifs déjà existants et pourra prendre sa place également le temps de la fête de la ville. La coupe du monde de Foot sera transmise en directe dans le parc du centre d'art.

- Résidence artistique, mars-juillet 2018.
La résidence, d'une durée d'un peu plus de cinq mois, vise à accompagner la recherche et la production d'œuvres qui, en fonction du projet et de son évolution, feront l'objet d'une restitution, dans ou hors les murs du centre d'art. L'équipe du centre d'art accompagne l'artiste tout au long de sa résidence et lui apporte un soutien intellectuel et logistique dans la mise en place de ses projets. Le centre d'art facilite les recherches et les rencontres avec les acteurs, ainsi qu'avec les habitants du territoire. Le résident percevra des honoraires et il lui sera demandé de réaliser des interventions rémunérées auprès des écoles et collèges de la ville de Malakoff ainsi qu'auprès du public du centre d'art, le tout en lien avec son projet. Cette année l'artiste en résidence est notamment invité à prendre part à l'exposition collective «Sportivement vôtre».

- Résidences performées. Proposition de Florian Gaité, samedi 2 décembre 2017, weekend des 20 ans. 19 au 23 mars 2018, rendu de résidence le samedi 23 mars. Juin 2018 (date à définir) - exposition collective de fin d'année

Depuis juin 2016, le centre d'art accueille une programmation entièrement dédiée aux arts vivants, en invitant des chorégraphes, des danseurs et des performeurs en micro résidences d'une semaine. Pour chaque résidences performées, différents groupes d'artistes s'installent dans les espaces et créent des petites formes, présentées ensuite au public le samedi. Pendant ce temps de création, le lieu est ouvert et le public est invité à voir, écouter, observer, participer et s'intégrer à l'action en cours. Le centre d'art bouleverse son format d'exposition et poursuit le chemin de la représentation de l'image en plaçant le

corps au centre de son dispositif. Afin de suivre et tracer les différentes expériences au fil des jours, des points de ressources et de dépôts sont placés à la disposition de chacun. Le public peut prendre part à ce qui est en train de se produire et contribuer ainsi à la documentation du projet.

- Workshops 15/25 ans : Workshop Dessin/Aquarelle avec l'artiste Béatrice Cussol - 23 au 27 octobre 2017
- Workshop Peinture avec l'artiste Maude Maris - 19 au 23 février 201
- Workshop Dessin avec l'artiste Augusto Foldi - 26 février au 2 mars 2018

- Cycle de 5 conférences par Philippe Piguet, historien et critique d'art : « Du moderne vers le contemporain 3/3. Quelques mouvements de 1964 à aujourd'hui ? »

L'art contemporain n'est pas réservé à quelques spécialistes, à des personnes « éclairées » qui sauraient le décrypter, le comprendre et l'apprécier. L'art contemporain est toujours contemporain de son temps, et le vieil adage « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » y est totalement adapté. Pour terminer ce cycle de conférences, Philippe PIGUET évoquera et analysera quelques mouvements qui ont émaillé la scène artistique des années 1960 jusqu'à aujourd'hui.

- « Hors les murs ». Street art, parcours évolutif.

La ville de Malakoff et pour une période de trois ans, souhaite soutenir des projets liés à l'art urbain. Un plan interactif est mis à disposition du public afin de repérer les sites à découvrir. Bombes aérosol, pochoirs, collages, fresques ou graffitis, les artistes interviennent ici dans la plus pure tradition artistique du courant street art. La maison des arts, centre d'art contemporain de Malakoff, porte la direction artistique du projet et s'inscrit dans ce mouvement avec une programmation hors les murs. En 2016, les premières interventions surgissent sur le territoire, comme par exemple la fresque du célèbre Londonien Ben Eine et celle de la poupée singulière de l'artiste Vinnie ou encore celle du Chibani réalisé sur le pignon d'une façade faisant face quotidiennement aux usagers du périphérique. En 2017, le parcours s'intensifie avec notamment quatre projets de quatre artistes reconnus internationalement.

<u>Perspectives pour les années 2018, 2019 et 2020</u> :

La maison des arts centre d'art contemporain souhaite continuer ses recherches sur le décloisonnement et la place de l'art dans son lieu et dans l'espace public. Elle s'identifie comme un lieu de vie, d'échanges, de recherches, de rencontres, de ressources et de pratique pour les artistes et les publics. Le lieu ne cesse de se modifier, soucieux d'être en phase avec les recherches de la création et son environnement..

Le centre d'art continuera ses missions d'aide en tant que lieu de ressources et d'expositions vis-à-vis de la jeune création. La maison des arts de Malakoff a inauguré en mars 2013 une résidence d'artiste dans le champ des arts plastiques, au sein même du centre d'art municipal. Cette résidence est rendue possible grâce au soutien de la Drac Île-de-France (subvention spécifique pour la résidence d'artiste) partenaire de la ville de Malakoff dans ce projet. Les artistes sont invités à postuler avec un projet de recherche et de création en lien avec la ville et ses spécificités, ses acteurs, son paysage urbain et/ou son histoire. Cette année, le projet est lié à la performance dans le champ des arts plastiques et opère des actions sur le territoire, notamment lors de la fête de la ville. La résidence d'une durée d'un peu plus de cinq mois vise à accompagner la production d'œuvres qui, en fonction du projet et de son évolution, feront l'objet de monstration dans l'espace public et celui du centre d'art.Le projet de l'artiste sera accompagné d'un soutien intellectuel et logistique par l'équipe de la maison des arts. Le centre d'art facilitera les recherches et les rencontres avec les acteurs et habitants du territoire. La maison des arts offre aux artistes et aux critiques d'art la possibilité d'être hébergés au sein de la résidence-appartement présente dans ses locaux, au-delà de toute convention signée avec la structure.

Le lieu prête également une attention particulière aux jeunes artistes à travers une aide ponctuelle sur les démarches liées par exemple aux dispositifs économiques, aux aides au logement, à la diffusion, aux

catalogues, à la constitution de dossier en lien avec d'autres commissions ou centres d'art. En fonction des membres de l'équipe, les artistes savent qu'ils peuvent compter sur les compétences de chacun d'entre eux, dans le but de favoriser la création ou le maintien d'un réseau entre artistes et milieu professionnel.

Dans le domaine du street-art, un soutien plus spécifique sera apporté aux artistes femmes et à leur travail engagé. Dans ces objectifs de décloisonnement et d'échange avec d'autres structures de la région Île-de-France et sur le territoire français, des parcours croisés continueront de s'intensifier. Un projet d'œuvre mobile dans l'espace publique est à l'étude avec l'artiste Malachi Farrell afin que celui-ci circule dans les lycées et dans les structures de la région. La ville de Malakoff et pour une période de trois ans, souhaite soutenir des projets liés à l'art urbain. Elle s'associe à différents artistes, associations et collectifs destinés à initier un véritable manifeste d'art urbain. Un plan interactif est mis à disposition du public afin de repérer les sites à découvrir. L'occasion pour les amateurs, passionnés, familles, enfants d'arpenter la ville et d'en révéler ses secrets. Bombes aérosol, pochoir, collage, fresque ou graffiti, les artistes interviennent ici dans la plus pure tradition artistique du courant street art.

Parallèlement, la maison des arts continue son programme de quatre expositions par an, personnelles et collectives, au sein de la structure, ainsi que la résidence artistique de six mois sur le territoire, soutenue par le Ministère de la culture et de la communication.

Par ailleurs la ville de Malakoff et le centre d'art répondront au nouveau dispositif de la région Île-de-France « région/établissement/lycée » afin de collaborer avec des jeunes artistes au sein des lycées. Dans cette perspective, le pôle éducation artistique au sein de la maison des arts serait renforcé. La maison des arts organise des workshops pendant les vacances scolaires et est aussi un lieu de formation aux arts plastiques. Des stages d'une semaine, réalisés par un artiste-enseignant de Malakoff, proposés en amont de la période des examens s'adressent à tous les futurs étudiants bac pro, bac arts appliqués, préparation aux Mana, préparation écoles supérieures graphiques ou beaux-arts, ou à tous ceux qui souhaitent perfectionner leurs pratiques amateurs ou professionnelles. Les projets de workshops professionnalisant s'adressant aux lycéens et futurs étudiants seront renforcés. Considérant, d'une part, que la pratique amateur est un vecteur essentiel de lien entre son territoire et la structure et, d'autre part, un axe de soutien pour de futurs artistes, des ateliers de pratiques seront mis en place dans un espace dédié (un projet d'annexe est en cours).

Par ailleurs la ville de Malakoff et le centre d'art répondront au nouveau dispositif de la région Île-de-France « région/établissement/lycée ».

Pour les années à venir, la programmation sera également attentive à l'accueil de résidences courtes dans le champ de la danse contemporaine, qui opère des liens avec les arts plastiques.

Chaque année, la Maison des arts reçoit environ 8 000 personnes (visiteurs venant voir les expositions, les conférences ou les performances).750 enfants participent aux actions de médiation mis en place pour les classes et les temps périscolaire). Près de 15 000 personnes ont assisté à la programmation hors les murs (programme Street-Art, expositions…).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la Maison des arts de Malakoff au titre des Conventions de Développement Culturel à hauteur de 20 000 €, pour l'année 2017, sur une base subventionnable de 111 080 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 en dépenses artistiques, techniques et d'actions culturelles, et d'une quote-part représentant 20% des frais de fonctionnement, déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fluides et combustibles	12 827,66	3,69%
Entretien et réparations	3 686,27	1,06%
Achats de matériels, équipements et travaux	3 000,00	0,86%
Locations	2 600,00	0,75%
Affranchissement et téléphone	3 400,00	0,98%
peit équipement	2 000,00	0,58%
Documentation et fournitures administratives	1 500,00	0,43%
Assurance	2 500,00	0,72%
Autres charges de gestion courante	49 800,00	14,32%
Site internet communication	6 000,00	1,73%
Personnel lié à la structure	147 020,00	42,28%
Production artistique	38 000,00	10,93%
Catalogues	6 000,00	1,73%
Projet 20 ans	15 000,00	4,31%
Honoraires artistes	40 700,00	11,70%
Transport d'oeuvres	3 500,00	1,01%
Vernissages manifestations	3 000,00	0,86%
Workshops honoraires	3 000,00	0,86%
Faris de production action culturelle	1 200,00	0,35%
Rémunération artistes action culturelle	3 000,00	0,86%
Total	347 733,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	10 000,00	2,88%
Région IDF	20 000,00	5,75%
Ville de Malakoff (acquis)	282 733,93	81,31%
CD 92 (acquis)	10 000,00	2,88%
Autres produits	25 000,00	7,19%
Total	347 733,93	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2014	Politique énergie climat	18 100,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
	Montant total	58 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011517

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE CYCLOP : CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL 2017-2020 ET SAISON 2017 "LES PARTAGES DU HASARD"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	263 200,00 €	22,80 %	60 000,00 €
		Montant Total de la subvention	60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LE CYCLOP MAIRIE
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe LECOY, Président
Date de publication au JO : 29 juin 1988
N° SIRET : 38509843900024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Conventions de développement culturel
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en œuvre de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
Le Cyclop de Jean Tinguely et Niki de Saint Phalle est une œuvre d'art monumentale de plus de 22 mètres de haut (l'équivalent d'un immeuble de 7 étages, installées dans les bois de Milly-la- Forêt. L'œuvre a été donnée à l'Etat par ces deux artistes à la fin des années 80. Elle est inscrite dans la collection du Centre national des arts plastiques (Cnap). C'est une énorme tête de cyclope qui abrite les créations de plus de 15 artistes de renommée internationale, elle se visite comme un musée, comme un parcours initiatique.

La gestion du site a été confiée à l'association Le Cyclop pour :
- veiller à l'entretien de l'œuvre.
- assurer la promotion auprès du public.
- favoriser la connaissance de l'ensemble de l'œuvre de Jean Tinguely.

Depuis 2011, le lieu s'est ouvert à la création contemporaine. L'association qui gère le lieu agit également comme un Centre d'art contemporain. Elle accompagne la création des artistes autour de trois axes liés au Cyclop : la création en commun, la relation entre l'art et la nature et, la recherche artistique alliant la

musique et les arts visuels.

Description :

La fréquentation totale du site a augmenté de plus de 122 % en 5 ans. Le Cyclop accueille désormais plus de 20 000 visiteurs, en sept mois d'ouverture.

Le site est ouvert au public scolaire 5 jours par semaine, 3 jours par semaine au public individuel (5 en été).

La médiation vers les publics est un axe majeur du travail de l'association. Les visites à l'intérieur du Cyclop sont toutes guidées. L'équipe de médiation est composée d'une chargée des publics, de 3 guides, d'une responsable de caisse, d'un agent d'accueil, soit 6 personnes.

Les lycées et collèges d'Ile-de-France, sont les premiers visiteurs en groupe (multiples partenariats avec des établissements scolaires depuis plusieurs années déjà. En 2015, un projet au long cours a associé les artistes en résidence Véronique Joumard et Elisabeth Ballet avec La Maison familiale de l'Essonne verte à Etampes, école qui prépare au bac professionnel sur les métiers liés à la nature, aux travaux paysagers et à l'horticulture.

Pour beaucoup de jeunes, Le Cyclop constitue une première rencontre avec l'art contemporain. Les élèves sont dans un contexte différent de celui du musée classique. Situé en pleine forêt, Le Cyclop est monumental et les œuvres sont faites pour être actionnées, les disciplines se croisent (arts plastiques, théâtre, musique, etc.).

Si les visites du Cyclop sont payantes, la possibilité de se promener autour du Cyclop et la programmation artistique sont gratuites. Le public individuel et les groupes se sont fortement développés. La programmation permet tout à la fois de rencontrer la création la plus contemporaine et d'attendre son tour de visite de l'œuvre sur le site. Un container dans lequel sont diffusés des vidéos d'artistes et des documentaires sur les artistes du Cyclop a été mis en place en 2015.

<u>Projets 2017</u>

Intitulée « Les partages du hasard » , la saison 2017 interroge la place occupée par le hasard dans l'élaboration d'une œuvre d'art.

Les artistes invités travaillent individuellement ou collectivement sur le thème de l'intervention du hasard dans la création. Ainsi, Adrien Vescovi choisit de laisser la nature, le temps qu'il fait et le temps qui passe modifier ses toiles, tandis que Diogo Pimentao joue avec les mouvements de son corps pour composer ses installations. Manuel Scano Larrazàbal, quant à lui, invente des machines improbables et mobiles capables de dessiner à sa place. Enfin, Caty Olive et Laurent Friquet imaginent une installation qui se déclenche avec les allées et venues des visiteurs, surtout à la tombée de la nuit. Les interventions des artistes s'ajoutent les unes aux autres tout au long de la saison.

01.04.2017 à 20h30
ADRIEN VESCOVI
Installation
Intervention toute la saison 2017.
Artiste français, il vit et travaille entre Les Gets (Haute-Savoie) et Paris. Jusqu'au 29.10.

20.05.2017 à 20h30
DIOGO PIMENTAO
Performance à l'occasion de la Nuit européenne des musées. Artiste portugais basé à Londres.

03.06.2017 à 15h

FESTIVAL DE L'HISTOIRE DE L'ART
Conférences
Rencontre avec l'Aica (Association internationale des critiques d'art). Cette année, le thème du Festival est La nature et le pays invité, les États-Unis.

01.07.2017 à 20h30
MANUEL SCANO LARRAZÀBAL
Installation
Artiste italo-vénézuélien, il vit et travaille à Villa, Euganean Hills (monts Euganéens), en Italie.

16.09.2017 à 20h30
CATY OLIVE & LAURENT FRIQUET
Installation & performance
Artistes français respectivement basés à Paris et à Berlin. Commissariat : Samantha Barroero et François Taillade. Jusqu'au 29.10.

CONTRÉE FILM & VIDÉO

Du 01.04 au 25.06.2017
Sortir du musée
Sélection de quatre vidéos d'artistes, avec Andrea Fraser, Mario García Torres, Valérie Mréjen et Renata Poljak.

Du 30.06 au 10.09.2017
Un rêve plus long que la nuit / Camélia et le Dragon - Film expérimental de Niki de Saint Phalle, 1975, 90'.

Du 15.09 au 29.10.2017
Carte blanche à Julia Geerlings, commissaire d'exposition originaire des Pays-Bas.
Avec les films de Feiko Beckers, Joseph Beuys, Francesa Grilli, Roderick Hietbrink, Tuomas A. Laitinen.

La visite du Cyclop est payante. L'accès à l'ensemble de la programmation artistique est gratuit.

Perspectives pour les années 2018-2019-2020

A l'automne 2017, le Cnap prévoit la restauration de « La Face aux miroirs » œuvre de Niki de Saint-Phale couvrant la surface en béton du Cyclop. Cette restauration entrainera probablement une augmentation de la fréquentation (forte attente des connaisseurs du lieu et couverture médiatique liée à la restauration).

En parallèle est prévue la construction d'une billetterie qui permettra d'accueillir le public dans de meilleures conditions (projet de l'architecte et artiste Hans Walter Müller.

Le Cyclop souhaite également étoffer son service des publics afin de pouvoir mieux communiquer et accueillir plus de visiteurs. L'ouverture du lieu sur l'ensemble de l'année est également à l'étude.

Le Cyclop souhaite également poursuivre le travail mené en direction de la création contemporaine (production d'expositions, accueil de résidences d'artistes, programmation d'événements…) et s'inscrire dans des réseaux favorisant la circulation des artistes et des publics. Il vient de rejoindre le réseau TRAM à la rentrée 2017.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région soutient le Cyclop au titre des Conventions de Développement Culturel à hauteur de 60 000 €, pour l'année 2017, sur une base subventionnable de 263 200 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 en dépenses artistiques, techniques et d'actions culturelles, et d'une quote-part représentant 20% des frais de fonctionnement, et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- MILLY-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	21 350,00	3,71%
Services extérieurs	101 150,00	17,59%
Autres services extérieurs	113 500,00	19,74%
Impôts et taxes	5 000,00	0,87%
Dépenses de personnel	333 900,00	58,08%
Total	574 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (acquis)	360 000,00	62,62%
Région IDF	60 000,00	10,44%
CD91 (acquis)	22 500,00	3,91%
Parc naturel Régional du Gâtinais (acquis)	2 500,00	0,43%
Commune de Milly la forêt (acquis)	10 000,00	1,74%
Aides privées parrainages	13 500,00	2,35%
Ventes de marchandises, prestations	86 400,00	15,03%
Autres produits	20 000,00	3,48%
Total	574 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aides aux manifestations culturelles	45 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	50 000,00 €
	Montant total	95 000,00 €

LES CONVENTIONS QUADRIENNALES FABRIQUES ARTS VISUELS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014788

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VANDERLAB - CHATEAU EPHEMERE : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 FABRIQUE ARTS VISUELS – ANNEE 1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	222 000,00 €	18,02 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VANDERLAB
Adresse administrative : 470 AVENUE VANDERBILT
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Frédérique TAUBES, Présidente de l'Association Vanderlab
Date de publication au JO : 1 mars 2013
N° SIRET : 79746139900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fabriques arts visuels
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
Le Château Éphémère est un lieu dédié à la création numérique, spécialisé dans l'innovation sonore et musicale sous toutes ses formes. Le projet impulsé initialement par la Communauté d'Agglomération 2 Rives de Seine, l'EPAMSA et la ville de Carrières-sous-Poissy, est depuis le 1er janvier 2016 sous la tutelle principale de la Communauté Urbaine du Grand Paris Seine et Oise, première communauté urbaine de France, actuel propriétaire du site.

La réhabilitation et la première année d'activité du lieu ont été portées par l'association Caserne Éphémère (de 2012 à mi-2014), c'est depuis l'association Vanderlab qui est en charge de sa gestion et de son animation. Si l'association Vanderlab est une émanation des Usines Éphémères (Point Ephémère, Caserne Ephémère, Hôpital Ephémère, Fonderie Darling à Québec etc.) et qu'elle en est toujours partenaire, elle a un fonctionnement propre et autonome.

Le projet artistique de Vanderlab s'articule autour de deux axes principaux : développer les résidences d'artistes (à dominante numérique) en leur dédiant des espaces de travail, d'expérimentation et de création ; accueillir du public et le fidéliser en lui proposant des espaces de convivialité (restaurant et potagers participatifs) et des activités artistiques et ludiques, des ateliers et des workshops autour des travaux réalisés par les artistes présents.

Description :

I. Bilan synthétique Convention 2014-2016

Conventionnée Fabrique de culture en juin 2014 pour une durée de 3 ans, le Château éphémère a accueilli pendant cette période :

- 35 équipes artistiques
- 33 artistes, auteurs, réalisateurs individuels

La mise à disposition de moyens (techniques, artistiques, administratifs..) pour ces artistes est évalué à 695 000 € sur cette même période. La structure a consacré 27 000 € en aides à la production ou à la postproduction. Elle a réalisé 205 000 € d'investissements (création de studios, achat de matériel...).

En 3 ans, la Fabrique a organisé 68 événements (projections, expos, spectacles...) dont 41 créations. Elle a accueilli près de 4500 spectateurs, passant de 450 en 2014 à 2065 en 2016.

Elle a également considérablement augmenté son nombre de partenaires, passant de 7 en 2014 à 49 en 2016.

II Perspectives pour les 4 années de conventionnement 2017-2020

Le projet d'aménagement urbain qui se développe autour du château (et ce jusqu'en 2021) impacte véritablement le lieu. Ainsi, le Château Éphémère peut se voir ainsi amplement attribué une particularité traditionnellement reconnue aux friches culturelles : celle d'être en activité, alors même que le lieu et son quartier sont toujours en chantier.

Cet établissement aux multiples dynamiques a pour objectif premier sur les 4 prochaines années de stabiliser l'outil résidentiel, en poursuivant et en finalisant l'ensemble de ses travaux d'aménagements, et sa dotation aux équipements numériques majeurs (la fibre, systèmes son, vidéo et lumières, nouvelles machines-outils numériques du FabLab dès 2018, création d'un espace d'exposition/ de monstration avec la réhabilitation de la Rotonde d'ici à 2019).

L'idée principale une fois ces outils en place (d'ici à la fin 2018) sera de tendre vers un taux de remplissage optimisé des ateliers d'artistes (environ 85% pour 2019); soit environ une cinquantaine de projets accueillis par an, contre une trentaine aujourd'hui.

Trois profils d'artistes seront particulièrement accompagnés dans les 4 prochaines années :

- De jeunes artistes émergents franciliens, diplômés des écoles d'art et de culture. Le lieu se propose d'être une des passerelles dans la professionnalisation de ces jeunes auteurs et créatifs, tout en les inscrivant dans des dynamiques d'émulation collective particulièrement structurantes. Pour ce faire, des partenariats sont imaginés avec l'Ecole d'Arts de Cergy-Paris (95) et l'Université Paris 8 – sections arts-plastiques et musicologie de Saint Denis (93).

- L'accueil d'artistes internationaux (1/4 de nos résidents aujourd'hui), au profit du rayonnement du Château à l'international. Pour ce faire, sont déjà amorcées des idées de partenariats avec des lieux et des grands évènements internationaux : Festival City-Sonic de Mons (Belgique), Radiofonica de Milan (Italie), Festival Sonar de Barcelone (Espagne), sous la forme de montage d'un projet commun « Europe Creative » sous 2 ans. En complément, des passerelles d'échanges internationaux avec d'autres lieux et événements sur d'autres continents sont envisagés tels le Festival Elektra à Montréal (Québec), l'Asie (Séoul en Corée, communauté Urbaine de Sapporo au Japon, et le National Museum de Singapour).

L'accompagnement d'artistes en musiques électroniques est également envisagé (house, techno, électro), avec la mise en place d'un nouvel appel à projet dès 2018 « Musiques électroniques ». Le

nombre de pratiquants de ces musiques est à l'image de leur part de marché qui pèse réellement dans l'industrie musicale, alors que, paradoxalement, il n'y pas ou peu de dispositifs pour les accompagner à la création.

Toujours dans une logique de réciprocité avec les résidents, leur nombre accru permettra de densifier, de consolider et d'améliorer la programmation artistique : une douzaine d'évènements annuels pour l'heure, avec pour objectif d'atteindre une vingtaine de temps forts annuels en 2020.

L'établissement manque d'espaces de diffusion. Le projet de Rotonde ne verra le jour qu'entre 2019 et 2020. D'ici cette ouverture, la Fabrique souhaitel ccentuer et élargir son territoire d'action en région Ile de France, en multipliant les partenariats, notamment pour la diffusion des artistes / projets (lieux, association, festivals, sociétés civiles, collectivités). Si les premiers partenariats se sont tournés vers des acteurs du département (Festival des pépites sonores, festival des Francos, La Clef à Saint Germain en Laye etc.) puis vers le Val d'Oise, département mitoyen (Visages du monde, le CDA d'Enghien les bains), il est envisagé dès 2018 de nouer des liens avec la friche du 6b à Saint Denis (93), LE Cube d'Issy les Moulineaux, Mi* Gallerie et Le Point Ephémère à Paris.

Par ailleurs, le maintien du nombre et la qualité des actions culturelles de proximité est toujours un objectif. Elles pourraient également s'étendre territorialement et s'appuyer sur la création d'un véhicule « fablab-itinérant » sous 2 ans. Ce nouvel outil permettrait notamment d'intervenir plus facilement dans des zones urbaines comme rurales non dotées.

L'actuelle refonte de l'équipe devrait permettre de porter la montée en puissance de l'activité.

L'association souhaite également développer plus d'autonomie financière grâce à l'activité du restaurant, et au développement d'un plus grand nombre de privatisations.

Les aménagements extérieurs sous 4 ans donneront naissance au parc du Château (Le Parc Vanderbilt de 10 hectares), future « liaison verte » entre le Château Éphémère et le plus grand parc départemental Yvelinois situé à 500 m (Le Parc du Peuple de l'herbe de 112 hectares).

L'expérience de terrain et la centralité dans ce grand projet de l'Eco-pôle, amène la fabrique à être régulièrement associée aux réflexions sur ces futurs aménagements, dans lesquels sont imaginés de nouveaux espaces dynamiques : diffusions publiques, parcours d'œuvres, constructions collaboratives d'éco-habitats, ruches, implantation d'un chapiteau évènementiel, et construction à terme de l'orangerie du Château.

III Année 2017

À la mi-2017, 25 projets artistiques (73 résidents) ont déjà été accueillis au Château. Fin 2017, 30 projets et 138 auteurs, musiciens, makers, techniciens auront été accueillis.

Fort de cette dynamique, l'amélioration de l'environnement technique au service des usagers s'est présentée comme une priorité.

Une partie des aménagements et équipements ont déjà été mis en place ou le seront cette année :
-l'ouverture de studios et de régie de musiques dédiés à l'enregistrement à l'été,
- la réouverture du restaurant en septembre,
- l'inauguration de l'espace de coworking dédié aux travailleurs du numérique d'ici à l'automne,
- pour décembre, l'équipement d'un système son en octophonie, et d'un grill motorisé dans le grand studio.

En juillet 2017, la convention de mise à disposition du lieu à l'association a été renouvelée pour une durée de 6 ans. Ce renouvellement est un signe fort d'un projet de friche en transition vers un projet pérenne.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient VANDERLAB au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 222 000 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé, déduction faite des frais financiers, des travaux , impôts et taxes et du différentiel entre l'aide demandée et l'aide obtenue.

Localisation géographique :
- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	198 331,00	63,08%
Médecine du travail	1 250,00	0,40%
assurances	3 910,00	1,24%
Expert comptable et gestion paie	4 500,00	1,43%
Honoraires / CAC...	3 000,00	0,95%
Frais bancaires	750,00	0,24%
Fournitures de bureau	2 000,00	0,64%
Reprographie, frais postaux	2 995,00	0,95%
Déplacements, missions et réceptions	5 200,00	1,65%
Adhesions réseaux	500,00	0,16%
Frais généraux (fluides, maintenance...)	39 500,00	12,56%
Frais de communication	7 350,00	2,34%
Achats bar et nourriture	6 940,00	2,21%
Frais techniques	12 024,00	3,82%
Frais artistiques	26 150,00	8,32%
Total	314 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes propres	48 300,00	15,36%
DRAC IDF (sollicité)	5 500,00	1,75%
Région IDF	40 000,00	12,72%
CU GPSO (sollicité)	107 500,00	34,19%
Ville de Carrières-sous-poissy (sollicité)	20 000,00	6,36%
Préfecture DDCS (sollicité)	3 000,00	0,95%
Aide à l'emploi	12 000,00	3,82%
Arcadi	2 000,00	0,64%
Autres recettes	2 100,00	0,67%
ADAMI	4 000,00	1,27%
Partenariats privés	30 000,00	9,54%
Autres produits	30 000,00	12,72%
Total	314 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 500,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	600,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	20 000,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique / Investissement	53 333,00 €
	Montant total	160 433,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014789

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : APONIA : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 FABRIQUE ARTS VISUELS - ANNEE 1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	58 150,00 €	34,39 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS PROMO OUVERT NOUVEAUTE IMAGIN ARTIST
Adresse administrative : 6 AVENUE MONTRICHARD 94350 VILLIERS SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Eve FRISON, Présidente
Date de publication au JO : 24 avril 1998
N° SIRET : 44517875900020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fabriques arts visuels
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de cette action nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
Implantée depuis 20 ans dans la commune de Villiers-sur-Marne, l'association Aponia accompagne des artistes dans leur démarche de création, de la conception à la réalisation, puis les aide à diffuser et promouvoir leur travail. Sa direction artistique est assurée par Alain Barret (artiste et enseignant).

Dans la lignée de l'éducation populaire, Aponia vise à favoriser l'ouverture culturelle du plus grand nombre en s'appuyant sur la relation qui peut se tisser entre les artistes et les publics. Aponia s'emploie à créer les conditions favorables d'une rencontre et d'un partage en organisant des expositions et des ateliers. Aponia est agréé par le ministère de l'éducation nationale et par le ministère de la jeunesse.

Aponia organise des expositions d'artistes internationaux, monographiques ou de groupes, et donne la possibilité à des artistes émergents de montrer leur travail. Depuis 2017 l'association travaille également avec des commissaires d'exposition indépendants.

Description :

Bilan du conventionnement 2014-2016 :

La structure a accueilli 75 artistes, auteurs individuels et 22 équipes artistiques au cours de 3 années de conventionnement.

Elle a organisé 74 rencontres avec le public et 26 projets (expositions, projections…).

Aponia a développé des partenariats avec le Cinéma de Villiers sur Marne, le festival Jeune Création, ArtPress, la Fraap et la maison des artistes, la Librairie Apostrophe à Chaumont / Haute Marne.

Perspectives pour les 4 années de conventionnement 2017-2020

Résidences :
Dans le cadre d'un nouveau conventionnement, la structure souhaite développer les résidences d'artistes confirmés (Hidéo Morié, Claude Lévêque...) ou émergents et ayant des difficultés à trouver des lieux d'expressions, d'expositions, de restitutions

En 2017, Aponia a accueilli Frédéric Daviau (dessin), Pierre Weiss (dessin et art numérique), Grégory Cuquel (sculpture), Robert Coutelas (prêt des oeuvres de la fondation Matossian) (peinture), Bertrand Dezoteux (vidéo), Olivier Passieux (peinture), Romain Sein (dessin in situ), Hidéo Morié (installation), Claude Lévêque (installation néon), Marlène Mocquet (céramique).

Diffusion :
Les expositions temporaires seront présentées sous forme d'invitation, de rendez-vous offrant la possibilité d'aller plus loin dans la découverte de l'art contemporain. Depuis peu Aponia offre à des étudiants la possibilité de participer au montage des expositions / scénographie / de se préparer à la médiation en étant accompagnés d'un tuteur.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Aponia au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 58 150 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé, déduction faite des contributions volontaires en nature, du bénévolat et du différentiel entre l'aide demandée et l'aide obtenue.

Localisation géographique :
- VILLIERS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer	30 000,00	11,83%
Fluides et combustibles	2 000,00	0,79%
Entretien réparation maintenance	450,00	0,18%
Affranchissement et téléphone	500,00	0,20%
Assurances	500,00	0,20%
Autres charges de gestion courante	700,00	0,28%
Voyages, missions, réceptions	2 000,00	0,79%
Dépenses artistiques	10 000,00	3,94%
Dépenses techniques	10 000,00	3,94%
Dépenses d'action culturelle	15 000,00	5,91%
Emploi des contributions volontaires en nature	32 500,00	12,81%
Personnel bénévole	150 000,00	59,14%
Total	253 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	20 000,00	7,88%
Ville de Villiers-sur-Marne (sollicité)	2 000,00	0,79%
SAIF (sollicité)	5 000,00	1,97%
Mécenat et sponsoring	36 150,00	14,25%
Autres produits	8 000,00	3,15%
Contributions volontaires en nature	32 500,00	12,81%
Bénévolat	150 000,00	59,14%
Total	253 650,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	20 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	20 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014813

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE CENT ECS : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 FABRIQUE ARTS VISUELS - ANNEE 1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	633 000,00 €	3,16 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 100 ECS LE 100 ETABLISSEMENT CULTUREL SOLIDAIRE
Adresse administrative : 100 RUE DE CHARENTON 75012 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Frédéric de BEAUVOIR, Gérant
N° SIRET : 79006089100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Conventions de développement culturel
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP

Objectifs :
Le 100 ECS est une fabrique de culture pluridisciplinaire tournée vers les arts visuels, plastiques et décoratifs (peinture, sculpture, illustrations, bande-dessinée, vidéo, photographie, installation, design, mode, arts décoratifs, architecture, arts numériques, performances…), les arts vivants (Théâtre, Danse) et les arts de l'écrit (écriture, édition), organisée en Société Coopérative d'Intérêt Collectif. Ce groupement fédère à l'origine 3 associations sociétaires : le Cent, le SOCLE et Matière première. Il est situé au 100 rue de Charenton dans le 12éme arrondissement de Paris. Dans un espace de 966 m² le 100 ECS (établissement culturel et solidaire), met à disposition des artistes des espaces de travail mutualisés et coopératifs pour la production artistique. Cet espace accueille chaque année entre 1 500 et 2 000 artistes pour la plupart amateurs. Près de 200 projets de création d'entreprises culturelles sont suivis chaque année, et 18 artistes émergeants sont accueillis en résidence chaque saison dans le cadre de la manifestation 12x12.

Le 100 ECS s'implique également dans le soutien à la création en proposant des bourses. Revendiquant une dimension solidaire le 100 ECS s'engage dans l'accompagnement professionnel des artistes et accorde une attention toute particulière à ceux qui rencontrent des difficultés en leur proposant une aide à

l'insertion, des conseils et un programme de formation.
Situé à quelques centaines de mètres de la Gare de Lyon (RER A et D), noeud ferroviaire majeur de communication, l'établissement est une ressource à vocation régionale comme en témoigne la forte proportion d'artistes franciliens résidant hors de Paris travaillant dans les ateliers mutualisés.

Description :
Plus qu'un projet artistique centré sur un collectif d'artistes, le projet du 100ecs est une « ruche créative » au service de la recherche, de la création contemporaine et de l'inclusion socio-professionnelle des artistes. Ainsi le 100ecs est à même d'accueillir dans un même lieu artistes, artisans d'art, designers, dont les propositions marient originalité et virtuosité technique, tout en faisant attention à rester un lieu « ouvert à tous sans exclusions ».

Le 100ecs accueille ainsi au sein de ses espaces des artistes issus de processus de sélection divers, avec des niveaux de reconnaissance différents, c'est un « atelier ressource » au service du territoire sur lequel il est implanté.

Le 100ecs est également un lieu d'accompagnement au développement de carrière, via l'important programme d'accompagnement économique à la création d'activité dans le secteur culturel, qui est une des originalités fortes de notre fabrique. Développé en partenariat avec la Ville de Paris (pour la partie accompagnement à la création d'entreprises) et la Région Ile-de-France (pour la partie Groupement d'employeurs culturels).

Le 100ecs est enfin un lieu d'exposition et de représentation plus particulièrement tourné vers l'émergence artistique, à l'image du « Festival 12x12 », qui en huit années d'existence est devenu la manifestation phare du 12ème arrondissement avec un retentissement tant parisien que francilien.

Bilan du conventionnement Fabrique 2014-2016

Le 100ecs a été dès l'origine handicapé par l'impossibilité de recevoir du public dans le bâtiment. Afin d'y remédier, une démarche de mise en ERP (Etablissement Recevant du Public) d'une partie du Rdc a été engagée début 2014. L'étude a été confiée à l'architecte Arnaud Freycenon, et d'importants aménagements des locaux, et investissements en matériels ont été réalisés afin d'améliorer la sécurité dans le bâtiment et d'équiper les espaces accessibles au public.

- Un plan de remise aux normes du bâtiment a été engagé en collaboration avec la Mairie de Paris, propriétaire des locaux : mise hors d'eau du bâtiment (réfection complète de la terrasse), réparation du flocage incendie endommagé au R+2, construction d'un local poubelles isolé, mise aux normes incendie des caves...(2014). Parallèlement, la SCIC a engagé nombre de travaux d'hygiène et de sécurité : isolement du four à céramique dans un local fermé et ventilé, ajout de blocs de secours (2014) ; réfection complète des sanitaires du R+2 (2015) et de l'espace café-cafétéria au Rdc afin de la mettre aux normes d'hygiène propre à l'obtention d'une licence 3 « Grand restaurant » (2016) ; réalisation au Rdc d'une salle supplémentaire faisant tampon phonique entre les espaces ERP d'exposition et de spectacle et les espaces de répétitions (2016) ; aménagement de la salle d'exposition et de l'espace scénique : achats d'un grill lumière, de projecteurs, de consoles son et lumière, de praticables, de fauteuils théâtre … (2014-15)
- Formation du Régisseur de l'Etablissement pour l'obtention du certificat « Sécurité´ des spectacles adaptée a` la nature du lieu de spectacle » ; et du gérant pour l'obtention du permis d'exploitation de Débit de boisson permettant à l'établissement d'ouvrir le bar-cafétéria au public.
Outre ces travaux liés au passage en ERP, afin d'améliorer la qualité du service proposé aux usagers et d'élargir le public de la Fabrique en direction du stylisme et des arts visuels, des aménagements ont été réalisés à l'occasion du réaménagement du R+2 enfin mis hors d'eau suite aux travaux réalisés par la Mairie de Paris :
- Aménagement d'un atelier couture et achat de 7 machines professionnelles (2014).
- Création d'un studio de prise de vues de qualité professionnelle couplé à des investissements en termes de matériel (lumières, fonds, matériel de prise de vue…) (2014-15), réaménagement et équipement de la

salle de montage vidéo, création et équipement d'un labo photo argentique (2015).
- Aménagement d'un atelier d'impression 2D et 3D, équipé notamment d'une imprimante 3D Makerbot (2015) et d'une imprimante grand format Epson 9900 (2014).
- Remplacement progressif du mobilier installé en 2008 pour gagner en confort et efficacité.

Actions de formation et des actions culturelles et sociales :
- Sur le plan de l'accompagnement économique, la SCIC a remporté pour la troisième fois consécutive, pour une durée de 4 ans, le marché public lancé par le département de Paris.
- Sur le plan du travail d'animation en milieu scolaire, la SCIC a mis en place et augmenté chaque saison le nombre d'ateliers lui étant confié par la ville de Paris, obtenant pour la rentrée 2017 le marché dans 36 établissements.

Festival, exposition, diffusion de spectacles :
Jusqu'à l'obtention de la norme ERP, le 100ecs ne pouvant recevoir de public sa mission de diffusion a été dirigée vers l'extérieur via des partenariats passés avec d'autres structures du territoire. Emblématique de cette démarche, le Festival 12x12 a, jusqu'à 2015, été le principal porte étendard des projets soutenus par le 100ecs. Depuis février 2016, le 100ecs est à même de proposer également en ces murs une véritable saison, mariant expositions et représentations. Après une première ébauche de saison en 2016, la programmation prend sa pleine mesure en 2017

Année 2017

Socle de l'activité du 100ecs depuis sa création, la mise à disposition de plateaux techniques et d'ateliers mutualisés, permettant aux artistes franciliens d'accéder à des espaces de création pour un coût extrêmement bas (3,5 € par jour pour un artiste au RSA ; 5,5 € par jour pour un artiste plein tarif) restera au cœur du projet pour les quatre ans à venir.

Il s'agira aussi, comme chaque saison d'améliorer l'équipement et la qualité d'accueil de la fabrique. En 2017, trois chantiers étaient prévus :
- La réfection de l'accueil avec la création d'une banque d'accueil et d'un espace d'exposition vente de livres et d'objets réalisés dans la fabrique
- son informatisation via la réalisation d'un logiciel de gestion personnalisé pour gérer l'activité et la commande de matériel approprié : imprimante à carte, système de lecture optique… Ceci permettra de fluidifier et d'améliorer la productivité de l'équipe d'accueil, afin de les décharger de tâches répétitives et qu'elle se consacre plus et mieux à la communication et la convivialité au sein du lieu.
- La création d'une issue de secours supplémentaire permettant l'agrandissement et l'aménagement de la salle de répétition principale, afin de la transformer en un théâtre de 50 places plus adapté au spectacle vivant que l'espace polyvalent actuel (réalisation décembre 2017, sous réserve de l'obtention de la subvention déposée au budget participatif de la ville de Paris).

L'année 2017est également la première rentrée dans les conditions du nouveau marché public. Dans ce cadre un travail important a été et reste à réaliser pour revoir, adapter et améliorer la méthodologie et les supports pédagogiques. De même, la mise en place du nouveau marché au sein des écoles a nécessité le recrutement et la formation de nombreux nouveaux intervenants artistiques.

Jusqu'en février 2016, la mission de diffusion du 100ecs était réalisée presque exclusivement via le Festival 12x12, le bâtiment n'ayant aucun espace classé ERP. Depuis, le 100ecs met en place la diffusion d'oeuvres contemporaines dans le domaine des arts visuels et des arts vivants. La diffusion des arts visuels est réalisée de début septembre à fin juillet, au rythme moyen d'une exposition nouvelle toutes les 3 semaines, au sein d'un cadre de programmation mariant expositions thématiques en rapport avec :
- l'actualité culturelle du territoire : Paris Design Week, Mois de la photo, Nuit blanche, Fashion Week, Journée des Droits des femmes, Futur en Seine…
- des manifestations développées ou soutenues par la 100ecs qui ont vocation à être reconduites chaque saison : Festival 12x12, Festival Licence, Semaine Imagin'ère, Festival de l'Europe des théâtres, etc.
- la présentation de projets originaux colorant chaque saison d'un ton particulier.

La diffusion des arts vivants a vocation à être réalisée selon des cycles consacrés à des formes différentes (Théâtre les mardis soir, lecture d'auteurs tous les premiers mercredis du mois, cinéma expérimental les deuxièmes mercredis de chaque mois…). La pérennisation et l'optimisation de cette dimension nouvelle de l'établissement est un des enjeux importants des années à venir.

Festival 12x12 :
Au-delà des très nombreux artistes qui utilisent chaque saison l'équipement pour la création de leurs œuvres, le 100ecs soutient plus particulièrement chaque année les résidences de créations de 12 à 18 artistes d'arts visuels ou vivants en amont de leur présentation au Festival 12x12. Ce dernier est proposé chaque année depuis huit ans par le 100ecs du 12 au 24 décembre dans 12 lieux du 12ème arrondissement de Paris. En 2017, les artistes du 12x12 seront présentés dans les locaux de : la Gare de Lyon, la Fondation Eugène Napoléon, Les UGC Lyon Bastille et Ciné Cité Bercy, l'EMLYON Business School, la Médiathèque Hélène Berr, la Bibliothèque Saint-Eloi, le Théâtre de l'Opprimé, le Théâtre Douze, La Camillienne, le Kiosque citoyen, la Ferronnerie, le 100ecs.

Perspectives pour les années 2018-2019-2020

Le projet du 100ecs est désormais doté d'une structure juridique moderne, à la fois démocratique et efficace en termes de gouvernance, et peut s'appuyer sur une équipe salariée stable, adaptée, motivée et des coopérateurs solidaires du projet.

L'économie du 100ecs repose sur un ensemble de ressources diverses, faisant la part belle aux recettes propres, réparties en 3 départements au service des Franciliennes et des Franciliens :
- La mutualisation d'ateliers, d'équipements, de machines, d'outils, etc., au service de la création, au sein d'un des plus grands espaces de fabrication culturelle mutualisé d'Ile-de-France (32% des recettes propres de l'établissement fin 2016) ;
- L'accompagnement à la création d'activité économique dans le secteur culturel et la formation (34% des recettes propres de l'établissement fin 2016) ;
- La diffusion et l'animation culturelle et artistique tant sous sa forme évènementielle (9% des recettes propres de l'établissement fin 2016) que pédagogique (25% des recettes propres de l'établissement fin 2016).

Durant les années à venir, il s'agira tout d'abord de préserver cet équilibre et de poursuivre les missions « socles » que sont la mutualisation d'espaces de création, l'accompagnement économique et l'animation en milieu scolaire tout en les développant tant sur le plan du public touché que sur le plan de la qualité de service rendu. L'ambition est également de rassembler un public fidèle et régulier autour de l'établissement et de la programmation.

Dans ce cadre, il s'agira aussi d'élargir less partenariats avec d'autres établissements ouverts au public afin de diffuser les artistes et productions largement au-delà des murs du 100ecs, à l'image du partenariat que tissé depuis 2016 avec le centre culturel de Chengdu (Chine).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le 100 ECS au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 633 000 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé, déduction

faite des dotations aux amortissements, des valorisations de la mise à disposition des locaux et de panneaux d'affichage, et du différentiel entre l'aide demandée et l'aide obtenue.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer et charges	5 040,00	0,70%
Fluides et combustibles	24 600,00	3,42%
Entretien et réparations	22 000,00	3,06%
Achats matériel et équipements	13 800,00	1,92%
Location matériel	5 040,00	0,70%
Affranchissements et téléphone	2 670,00	0,37%
Petit équipement	3 000,00	0,42%
Documentation et fournitures administratives	3 610,00	0,50%
Fournitures bar et restaurant	5 200,00	0,72%
Frais d'entretien	16 000,00	2,22%
Assurances	6 000,00	0,83%
Communication dont graphiste	20 000,00	2,78%
Honoraires comptable commissaire aux comptes	9 300,00	1,29%
Services bancaires et assimilés	1 470,00	0,20%
Impôts et taxes	2 320,00	0,32%
Charges exceptionnelles	1 000,00	0,14%
Dotations aux amortissements et aux provisions	32 000,00	4,44%
Personnel et charges	340 973,00	47,36%
Relations publiques, communication	87 977,00	12,22%
Voyages, missions, receptions	13 400,00	1,86%
Dépenses artistiques	25 200,00	3,50%
Dépenses techniques	20 400,00	2,83%
Dépenes d'action culturelle	59 000,00	8,19%
Total	720 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	20 000,00	2,78%
Ville de Paris (acquis)	248 250,00	34,48%
Mécennat et sponsoring	30 000,00	4,17%
Recettes propres	366 600,00	50,92%
Produits de gestion courante et produits financiers	150,00	0,02%
Autres produits	55 000,00	7,64%
Total	720 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	75 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	75 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014826

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SIANA : CONVENTION QUADRIENNALE 2017-2018-2019-2020 FABRIQUE ARTS VISUELS – ANNEE 1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	216 000,00 €	18,52 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SIANA
Adresse administrative : 1 SQUARE DE LA RESISTANCE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hervé PERARD, Président
Date de publication au JO : 6 janvier 2007
N° SIRET : 50116967600027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Conventions de développement culturel
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en œuvre de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Objectifs :
L'association SIANA a été créée en 2005, au sein de l'Institut National des Télécom (INT), à l'initiative d'enseignants chercheurs qui souhaitaient que les élèves ingénieurs ou managers en TIC se confrontent aux processus de création des artistes numériques. Siana se fait porteuse d'une réflexion transversale autour de la conception, des usages et des détournements des outils numériques en pleine explosion.

En 2007, grâce à l'implication du Théâtre de l'Agora, Scène Nationale d'Évry et de l'Essonne, les modalités de travail et de reconnaissance mutuelle entre artistes, ingénieurs et managers ont abouti à un Festival reconnu et atypique.

En 2009, Nicolas Rosette, chargé de mission Arts Numériques de la Scène Nationale et directeur artistique de SIANA impulse une programmation permanente et un accompagnement d'artistes numériques dans la durée, via la Galerie Arts Numériques du Théâtre de l'Agora, incubateur d'art et d'innovation culturelle, avec des artistes comme Laurent Pernot, Bertrand Planes, Olivier Ratsi, Joanie Lemercier ou bien les game designers One Life Remains, accueillis en résidence en 2012. Par ailleurs, la Biennale 2009 sera diffusée en Chine et au Brésil, et les actes du colloque seront publiés.

En 2011, l'installation dans les locaux de l'ENSIIE permet créer un emploi partagé avec une association locale d'Éducation Populaire : Préfigurations. Siana initie alors des rendez-vous intermédiaires, co-constructions d'animations thématiques avec des associations étudiantes ou d'éducation populaire et des communautés numériques. En 2012 l'ENSIIE présente un projet de cluster, qui regroupe l'enseignement supérieur, la recherche et l'incubation d'entreprises autour du jeu vidéo et de l'urbanisme collaboratif ; SIANA est associée au projet pour y élaborer un pôle de création artistique et de vie culturelle. SIANA créé un poste de chargé de production en Emploi Tremplin et accueille régulièrement en stage des étudiants en master de médiation culturelle à l'université d'Évry.

En 2013, la Biennale suscite un grand engouement et impulse de nombreux rendez-vous autour d'une grande exposition. Cette même année, le choix est fait de construire des rendez-vous réguliers entre deux Biennales, destinés à ponctuer le travail de création et à favoriser les échanges et la confrontation entre chaque démarche artistique. A cette occasion est embauché un régisseur technique pour accompagner la création artistique numérique de façon autonome au sein de l'ENSIIE.

En 2014, SIANA est conventionnée par le Conseil Départemental en tant qu'Opérateur Structurant pour les cultures numériques en Essonne, et obtient le label de Fabrique de Culture du Conseil Régional, permettant de faire évoluer le projet tout en gagnant en autonomie et en rayonnement local. Toutefois, à chaque réflexion sur les objectifs, et à chaque inflexion du projet, la place centrale de l'artiste est réaffirmée comme garante d'un regard nécessaire sur le monde, loin de la techno-fascination ancrée dans l'univers du numérique.

Description :

Bilan du conventionnement 2014-2016

Le conventionnement « Fabrique de culture 2014-2016 » a permis au projet d'accroitre encore sa légitimité sur Évry, mais aussi en Essonne où l'art contemporain et le numérique ne sont plus perçus comme intimidant. Siana est devenu un Centre de Ressources dans le Sud Francilien au même titre que Le Cube ou La Gaîté. SIANA a également impulsé et accompagné la création du premier réseau français « Arts-sciences-société » avec une dizaine de Scènes Nationales.

Avec une meilleure visibilité et des rendez-vous plus fréquents, les artistes accompagnés émergent au niveau national et parfois international ; l'équipe professionnelle offre des compétences reconnues, es capables d'imaginer des offres artistiques et pédagogiques adaptées aux différents publics pour les Bibliothèques/Médiathèques, et bientôt pour des entreprises dont la fréquence d'accueil augmente : Club TIC de la CCI, Pépinière du Magellan, Rotary-Club, C-19/Junior-entreprises des Grandes Écoles…

SIANA a également développé de nombreux partenariats avec :

- Les réseaux locaux et nationaux qui permettent d'assurer la production et la diffusion des artistes soutenus : GameLab Agency (développement d'exposition autour des arts numériques et objets vidéoludiques), domaine Départemental de Chamarande / Fonds Départemental d'Art Contemporain, Le Cube (Issy-les-Moulineaux, lieu culturel numérique), TRAS (Transversale des Réseaux Arts et Science, créé à l'initiative de l'Hexagone de Grenoble et son « Atelier arts-sciences », réseau national de valorisation de propositions liant artistique et scientifique.
- Les agences régionales : inscription de Siana dans la Biennale NEMO et dans le festival Futur en Seine de Cap-Digital.
- Les équipements culturels de la Communauté d'Agglomération Grand-Paris-Sud Seine Essonne Sénart : Réseau des médiathèques, le Plan Scène de Musiques Actuelles, les Cinoches, et les Ateliers d'Art Plastiques (Service Arts Visuels de la Communauté d'Agglomération), avec la co-construction de programmes de résidences, et une réflexion sur des espaces d'exposition partagés.
- Les Grandes écoles d'ingénieurs en informatique de la Ville d'Evry : l'ENSIIE, TÉLÉCOM SUDPARIS/ TÉLÉCOM ÉCOLE DE MANAGEMENT (partenariats étudiants, développement de

projets professionnels, partenariat avec des laboratoires, séminaires, semaine de l'Innovation).

- L'Université d'Évry Val d'Essonne (UEVE) : mise en place de 3 UV pour l'UFR Langues Arts Musiques, partenariats étudiants, partenariats d'action culturelle.
- L'Education nationale : collaborations avec l'atelier Canopé de l'Essonne, ainsi qu'avec différents établissements scolaires dont des lycées de la Ville d'Evry (organisation de résidences aux Lycées Brassens, Baudelaire et Perret).
- Les réseaux locaux présents sur le territoire, avec qui nous partageons expertise et valorisation de travaux : associations locales d'Éducation Populaire (Préfigurations, Les Petits Débrouillards, Générations Femmes, Vidéon, Planète Sciences), Sciences Essonne, Films en Essonne, CCIE – Club TIC, Collectif pour la Culture en Essonne.

Inauguré au mois de mai 2016, le Lab de SIANA est installé dans les locaux du C-19, cluster d'entreprises sur le jeu-vidéo et les interactions numériques, piloté par l'ENSIIE. La présence de ces partenaires ainsi que les divers clubs étudiants de l'école, constituent une ressource humaine et matérielle riche, en interaction directe avec le Lab de SIANA, pour l'élaboration de futurs partenariats pédagogiques ou de projet.

Le Lab a été pensé autour de quatre grands axes d'activités :

ART LAB : dialogue avec le directeur artistique autour des créations, soit pour accompagner l'écriture de projets personnels, soit pour passer commande d'œuvres qui s'intégreront dans un projet de (narration) curatoriale / Salles dédiées au travail des artistes, qui peuvent, le cas échéant, être ouvertes au public pour les restitutions de résidences / recherche commune de compétences technologiques pertinentes pour développer des outils numériques (plateforme générant des montages vidéo pour la Cie Ex Voto) ou des lieux adaptés à des expositions particulières (ex :projet Origami) / soutien aux démarches administratives de production auprès des financeurs potentiels ; à titre d'exemples, engagement auprès du DICRéAM pour coproduire et présenter quatre projets en 2017 et 2018 (Marie Julie Bourgeois, Barthélémie Antoine Lœff, EXTIM de la Cie Ex Voto et Origami) ou, auprès d'ARCADI et Ars Longa, pour « Inverted relief », la dernière œuvre de Flavien Théry (Spéculaire).

LIVING LAB : espaces conviviaux d'échanges et de réflexion autour de projets collaboratifs, (ex : les Déjeuners Numériques de Siana qui rassemble tous les mois des acteurs économiques, des représentants de l'éducation et de l'enseignement supérieur & recherche, des institutions culturelles et des artistes pour partager des initiatives créatives à l'échelle de la Région Ile-de-France / projet de Design de services urbains pour la ligne de bus 402 est également un projet d'expérimentation artistes/ingénieurs numériques/professionnels des transports/usagers de la ligne / Semaine de l'innovation et de la créativité organisée pour les 2A (2e année) de TEM (Télécom École de Management) pour les confronter aux démarches créatives des artistes.

VIDEO SPACE : espace pensé sur le modèle du « Youtube Space », mais orienté sur le partage et la liberté de diffusion des contenus sur internet, proposant un accompagnement autour de la création d'un objet audiovisuel. Ce projet devrait se développer en partenariat avec le service d'art visuel de l'UEVE (Université d'Évry Val d'Essonne) et des enseignants-chercheurs qui ont participé à la création MOOC.
Cette orientation permet d'envisager l'accompagnement de projets transmédias tels que ceux réalisés par Balthazar Auxiètre : «The Fifth Sleep» à la Biennale 2013 » ou «The cave» au Pôle International de la Préhistoire » aux Eyzies-de-Tayac.

ESPACE PEDAGOGIQUE : équipé d'ordinateurs, de tablettes, de scanners et d'imprimantes 3D et autres petits outils du DIY (Do It Yourself) afin de poursuivre les actions pédagogiques à destination de différents publics du territoire et en se basant sur différents « objets populaires du numérique », comme le jeu vidéo, le blog, ou encore la cartoparty ainsi que certains cours pour les étudiants.

Perspectives pour les 4 années de conventionnement 2017-2020

Le projet 2017 a été construit dans la continuité des résidences initiées lors du projet de Fabrique 2014-2016, et la Biennale 2017 en a offert une forme d'aboutissement à travers le travail des artistes associés : One Life Remains, Spéculaire, Tomek Jarolim. les Graffiti Research Lab ayant fait évoluer leur travail, Siana a conçu avec eux des projets d'action culturelle et des workshops autour de leur savoir-faire. Siana accompagne également la diffusion d'artistes qu'elle a découvert ou qui font partie des réseaux d'artistes avec lesquels elle collabore, pour produire des expositions légères à diffuser dans les médiathèques ou dans des entreprises.

Les demandes de formation ou d'organisation d'évènements artistiques émanent désormais spontanément des partenaires, montrant ainsi la reconnaissance des actions sur le territoire du Sud Francilien, ouvrant de nouvelles perspectives pour les années à venir.

Côté artistique Siana a d'ores et déjà prévu un planning de résidences pour le début de l'année 2018, composé avec des artistes qu'elle suit déjà depuis plusieurs années et avec lesquels elle souhaite explorer des horizons différents :

- Barthélémy Antoine Lœff représentait la France au Prix International du CUBE en 2016, il a été exposé à Lyon, au Havre, à Tampere (Finlande), à Bergamo (Italie), à la Gaité Lyrique, à plusieurs expositions de Siana. Il est également programmé à Gentilly dans le cadre du Festival NEMO.
- Marie-Julie Bourgeois a été présentée à Art Souterrain (Montréal), Le CUBE, Kunsthaus CentrePasquArt (Biel-Bienne, Suisse), au 104, au Centre Pompidou, à Futur en Seine à la Gaité Lyrique, à la Maison Populaire de Montreuil, à Variation Show Off (Paris). Elle a présenté plusieurs de ses œuvres aux Biennales de SIANA.

Ces deux artistes plasticiens spécialisés dans le numérique se retrouvent pour une exposition qui fera office de sortie de résidence pour chacun d'eux.

- Jean-Benoît Lallemant, est un artiste plasticien travaillant sur des nouvelles technologies et le numériques, qui, depuis le Salon Montrouge de 2014 et la Biennale SIANA 2015, a rejoint les grands rendez-vous à Paris à Variation Média Art Fair, la Gaité Lyrique et la Maison Populaire de Montreuil ; son travail récent a été présenté dans le magazine « art press » n°444. Il exposera à Arcueil dans le cadre de la Biennale NEMO.
- Origami : ce projet collectif se déroulera en plusieurs temps. Après une phase d'ateliers à la Maison d'arrêts de Fleury-Mérogis, SIANA soutiendra financièrement et techniquement les artistes, afin de proposer une exposition au printemps 2018.

A plus long terme, SIANA réfléchit avec l'aide du graphiste associé, Nicolas Millot, à la constitution d'un catalogue de diffusion des œuvres et artistes Siana : création de fiches artistes permettant la constitution d'un catalogue répertoriant les œuvres et d'ateliers pouvant être diffusées par Siana dans les médiathèques de lecture publique ou les entreprises du territoire Sud Francilien, et offre d'une plus grande visibilité aux artistes accompagnés et soutenus. Des discussions sont également en cours avec l'agglomération Grand Paris Sud pour partager un espace d'exposition de 400 m2 avec le service des arts visuels. Cet outil complémentaire permettrait d'avoir une meilleure visibilité et une meilleure fidélisation despublics : même si les aménagements ponctuels, effectués pour les Biennales, permettent d'imaginer des scénographies très créatives, les changements de lieux compliquent le fléchage et la signalétique pour l'accessibilité du grand public….

Dès 2018, SIANA construira des partenariats en vue de la Biennale de 2019.

SIANA a également été le seul acteur culturel indépendant de l'Essonne associé à la réflexion sur le programme départemental d'animation culturelle pour l'Exposition Universelle 2025 (candidature de Paris-Saclay à confirmer en novembre 2018 par le Bureau International des Expositions). SIANA souhaite travailler sur une thématique déjà très présente dans le travail des artistes associés : « la Connaissance à Partager, la Planète à Protéger » et mobiliser les partenaires institutionnels et culturels de l'Essonne.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient SIANA au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 216 000 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé, déduction faite des frais financiers, des travaux , impôts et taxes et du différentiel entre l'aide demandée et l'aide obtenue.

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat prestations artistiques, médiation, conf	32 470,00	8,48%
Fournitures administratives	1 200,00	0,31%
Autres fournitures	8 795,00	2,30%
Frais incorpo	1 635,00	0,43%
Locations	1 000,00	0,26%
Entretien et réparations	400,00	0,10%
Assurances	1 300,00	0,34%
Documentation	300,00	0,08%
Rémunération intermédiaires et honoraires	9 880,00	2,58%
Publicité, publications, relations publiques	20 300,00	5,30%
transports biens et personnels	1 500,00	0,39%
missions	2 000,00	0,52%
recéptions	6 050,00	1,58%
Frais postaux, téléphone, internet	1 050,00	0,27%
Services bancaires et assimilés	400,00	0,10%
Cotisations et divers	900,00	0,24%
taxe formation professionnelle	1 590,00	0,42%
Rémunération des personnels	86 000,00	22,47%
Provisions	1 900,00	0,50%
Charges patronales	22 800,00	5,96%
Indémnités services civiques	3 230,00	0,84%
Indemnités stagiaires	5 100,00	1,33%
Droits d'auteurs + cottisations artistes	6 000,00	1,57%
Charges diverses de gestion courante	200,00	0,05%
Charges financières	500,00	0,13%
Dotation aux amortissements	15 000,00	3,92%
Coproductions et opérations communes	56 800,00	14,84%
Valorisation des apports partenaires	94 500,00	24,69%
Total	382 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes de formation dont FSE	29 695,00	7,76%
Recettes animations	6 395,00	1,67%
Prestations artistiques	14 210,00	3,71%
Mécénat	9 800,00	2,56%
DRAC Résidences artistiques (acquis)	12 000,00	3,13%
DRAC GPE Grigny (acquis)	23 600,00	6,17%
Région IDF	40 000,00	13,06%
CD91 (sollicité)	38 000,00	9,93%
Emploi d'avenir	13 200,00	3,45%
Emploi tremplin	10 800,00	2,82%
Indémnités services civiques	1 800,00	0,47%
Contrat de génération	8 000,00	2,09%
Quote part sub invest	14 000,00	3,66%
Corpoductions Chamarande	45 800,00	11,96%
Coproductions GameLab Agency	11 000,00	2,87%
Apports partenaires université	8 500,00	2,22%
Apports partenaires ENSIEE	62 000,00	16,20%
Bénévolat	24 000,00	6,27%
Autre	10 000,00	2,61%
Total	382 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	E-inclusion - Fonctionnement	36 000,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	50 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	40 000,00 €
	Montant total	206 000,00 €

LES AVENANTS DE PROLONGATION ANNUELLE FABRIQUES ARTS VISUELS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014620

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : V3M : CONVENTION TRIENNALE FABRIQUE 2016 - 2017 - 2018 - RENOUVELLEMENT ANNUEL AU TITRE DE 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	100 940,00 €	14,86 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : V3M
Adresse administrative : 5 RUE PERREE
75003 PARIS 03
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques FOLZENLOGEL, Président
Date de publication au JO : 27/02/2009
N° SIRET : 44129210900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fabriques arts visuels
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Fabrique V3M est un lieu géré par un collectif d'artistes autodidactes dont la pratique s'oriente essentiellement autour des arts urbains.

La structure est soutenue au titre de l'aide aux Fabriques de culture depuis 2012. A l'issue de la première convention triennale (2012-2015), une nouvelle convention a été signée pour 3 ans en octobre 2015. Elle prendra fin à l'issue de l'année 2018.

Description :
Le collectif bénéficiait d'un espace de travail unique dans un environnement en pleine mutation, à Ris-Orangis. Le propriétaire souhaitant reconvertir les locaux, V3M a depuis signé un bail avec l'AEV et s'est installé en avril 2017 dans un nouvel espace situé à Seine-Port en Seine-et-Marne (domaine de Sainte-Assises). L'association a commencé à réhabiliter le nouveau lieu et a accueilli 7 projets en résidence depuis janvier 2017, dont Vittali Panok sculpteur : résidence du CLEA exposition à Marolles et atelier de taille sur béton cellulaires avec les structures participantes; Raynald Driez peintre céramiste résidence du CLEA exposition à Marolles et atelier de gravure avec les structures participante, Alétéïa plasticienne, Bertrand Gosselin documentaliste et Thomas Hardouin vidéaste pour un projet d'art plastique et botanique avec l'école de Couronnes...

En 2018, V3M souhaite développer son réseau sur le département de Seine et Marne en rencontrant les

élus des communes et des agglomérations limitrophes, proposer des interventions culturelles, sous forme de manifestations ou d'ateliers dans les écoles, collèges et lycées, centre sociaux et MJC, selon le même mode opératoire que celui développé précédemment dans le département de l'Essonne. Les résidents sont invités à participer à ces interventions afin d'enrichir l'offre.

L'association continue à investir dans des moyens de production, pour avoir une offre la plus complète en termes de moyens de réalisation de projets d'art visuel.

V3M a également pris le parti de garder le maximum d'espace de grandes dimensions pour accueillir des projets variés : compagnies, tournage ou fabrication de décors.

Elle souhaite également développer un réseau entre structures et artistes extérieurs pour proposer une coopérative d'achat de matière première et de transformation (fablab).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient V3M à hauteur de 15 000 €, pour l'année 2017, sur une base subventionnable de 100 940 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé, déduction faite des contributions volontaires en nature et des mises à dispositions gratuites de biens et prestations.

Localisation géographique :
- BOISSISE-LA-BERTRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fluides et combustibles	7 500,00	6,52%
Entretien et réparations	1 500,00	1,30%
Achats de matériels, équipements et travaux	12 000,00	10,43%
Locations	1 500,00	1,30%
Affranchissements et téléphone	840,00	0,73%
Petit équipement	300,00	0,26%
travaux de plomberie	2 060,00	1,79%
Carburant	1 800,00	1,57%
Assurances	2 500,00	2,17%
Dépenses artistiques	50 000,00	43,48%
Dépenses techniques	20 000,00	17,39%
Dépenses d'action culturelle (bourses résidences)	15 000,00	13,04%
Total	115 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	15 000,00	13,04%
CD77 (sollicité)	1 000,00	0,87%
Communauté de communes de Melun val de Seine	1 000,00	0,87%
Préstations de service	63 000,00	54,78%
Fonds propres	20 000,00	17,39%
Autres produits	15 000,00	13,04%
Total	115 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	30 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	30 000,00 €
2016	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	15 394,83 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	15 000,00 €
	Montant total	90 394,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014787

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MU : CONVENTION TRIENNALE FABRIQUE 2016 - 2017 - 2018 - RENOUVELLEMENT ANNUEL AU TITRE DE 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	1 344 518,00 €	3,72 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MU
Adresse administrative : 12 RUE D'ORAN
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Fabien DUVAL, Président
Date de publication au JO : 25 janvier 2003
N° SIRET : 44849529100057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fabriques arts visuels
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
MU est une structure de production artistique rassemblant des producteurs, artistes et ingénieurs issus pour certains d'entre eux du studio national des arts contemporains du Fresnoy. Créé en 2012, le collectif s'est implanté à la Goutte d'Or et s'est engagé dans plusieurs projets d'installations expérimentales dans l'espace public. Les travaux du collectif développent depuis 10 ans une recherche aux limites de la création, de la technologie et des sciences autour de la question centrale des territoires et de l'identité. La structure développe des projets collectifs et partage de savoir-faire et des outils à destination des artistes résidents dans son espace.

Description :

En 2017, Mu a notamment organisé :

- Panoptisme (DEPO, Istanbul - 5-19 février 2017) : d'installation sonore questionnant l'enfermement et l'expérience carcérale en Turquie et en France.
- La Ville Augmentée Par Le Son (Gaîté lyrique - 10 mars 2017) : Dans le prolongement des travaux menés depuis plus de 10 ans au sein du Collectif MU, cette journée de rencontres et de tables rondes à la Gaîté lyrique a permis à une centaine d'universitaires, d'artistes, d'institutions et de média de partager leurs expériences et de présenter leurs derniers projets.

- La Station - programmation musicale (avril - décembre 2017) : Pour sa deuxième saison 2017, La Station - Gare des Mines a présenté une nouvelle fois une programmation musicale foisonnante, pointue et éclectique. Au total, ce sont plus de 250 artistes, groupes et DJs qui ont siégé sur la scène de La Station et une centaine d'événements qui auront donné un aperçu du panel des musiques actuelles. Avec notamment Métamines 1 (8-9 juin) ; Comme Nous Brûlons (28 juin - 2 juillet) ; - Garage MU Festival #2 (19 - 23 juillet) ; Station Electro #2 (23-27 août) ; Magnétique Nord 4 (14-16 décembre)
- La Station - programmation cinéma (avril-octobre 2017) : La Station s'est régulièrement transformée en espace de projection en plein air. Avec des curateurs invités (Les Fiches du Cinéma, Côté court), ka programmation de La Station a compté une quinzaine de séances, à prix réduit ou à prix libre. Avec notamment la projection de grands classiques (La Poursuite infernale, de John Ford …) ; des cinéconcerts et des soirées découvertes (Paris Est Une Fête, de Sylvain George ; Tomboy, de Céline Sciamma…).
- Métamines #1 - 8 et 9 juin 2017 : Rythmé par différents temps forts, Métamine est pensé par focus thématiques impliquant le grand public ainsi que les professionnels de l'aménagement au gré de tables-rondes, conférences et d'une programmation artistique investissant des outils de création artistique et digitale. Des tables-rondes ont été curatées par les collectifs BLBC, Plateau Urbain Medialab Makery et des événements plus festifs, en soirée, ont été présentés par les collectifs Polychrome et Oyé.
- Chercher le réseau - Garage MU - 16-21 juin 2017 : En résonance avec l'exposition Le rêve des formes à l'occasion des 20 ans de l'Ecole du Fresnoy, Noé Grenier et Paul Heintz, commissaires de l'exposition, ont proposé une exposition collective autour de la problématique du « réseau », de l'immensité du flux internet et de son instabilité, à la frustration des communications numériques.
- Chapelle Numérique / Atelier Citérature - voir volet actions culturelles
- Rail Océan (Nuit Blanche Paris - 7 octobre 2017) : Derrière la Gare de l'Est s'étend un océan de rails qui se prolongent et se ramifient jusqu'aux confins de l'Europe. De ces contrées et de ces voyages, quelques échos nous parviennent. Cliquetis et grincements de rouages mécaniques, rythmes ferroviaires, bribes de voix d'anciens cheminots, et nappes musicales évoquent ensemble la mémoire du rail. Pour ce projet monumental, treize duos inédits de compositeurs issus notamment des scènes électro-acoustiques, noise, drone et radio art nous embarquent dans une traversée imaginaire et intense, scandée par le passage des trains.
- City Composer (Strasbourg - 10 octobre 2017) : Une création musicale collective à découvrir en mobilité autour de la presqu'île André Malraux à Strasbourg, sur la plateforme de réalité augmentée audio SoundWays avec le soutien d'Ososphère.
- Voix Du Rail (Festival Numok, 14-29 octobre 2017) : Les voix du Rail est un parcours sonore documentaire, géolocalisé, immersif et sensoriel. Il invite l'auditeur-promeneur à découvrir les anciennes installations ferroviaires du quartier de la Chapelle en déambulant autour du site de la Halle Pajol à l'occasion du festival NUMOK.
- Traversée : Traversée est une sculpture implantée sur la station de tramway de Blanquefort en banlieue de Bordeaux. Elle est constituée d'un rail qui part du rail de service du tramway et serpente au sol en s'éloignant du quai pour s'élever sur une quinzaine de mètres – jusqu'a` hauteur d'oreille – avant de replonger dans le sol.

Du mois d'avril à août 2017, La Station - Gare des Mines a présenté 55 événements de concerts et de soirées, accueillant plus de 250 groupes et artistes, mais également 15 soirées de projections ainsi que 10 événements consacrés à des pratiques participatives (ateliers, initiations, créations collectives). Durant cette période, La Station - Gare des Mines a accueilli près de 28 000 personnes sur son site, soit une moyenne de 360 par jour, tous types d'événements confondus.

Projets 2018 :

Pour sa saison 2018, La Station - Gare des Mines accueillera dix artists run space (ou galeries autogérées) durant des durées variables (d'un jour à deux semaines) : l'occasion de s'approprier de nouveaux espaces que ce soit au Garage MU, à La Station ou dans l'espace public.

Avec l'ouverture des intérieurs au public en octobre 2017, la volonté de l'association est d'élargir le spectre de la programmation de La Station - Gare des Mines en allant explorer les formes et les

processus les plus contemporains qui sont à l'oeuvre dans le champ des arts visuels et plastiques. Pour ce faire, la Station accueillera des propositions et initiatives de la part d'artists run spaces et des jeunes commissaires qui leur sont liés afin de repenser, durant des temps d'expositions, de projections, de performances et de rencontres, les espaces d'accueil et de diffusion pour le public.
Organisations et lieux pressentis : Atelier W, Treize, ChezKit, Shanaynay, Glassbox, Espace -1, Exo Exo, Palette Terre, Tonus, Plateforme, …

MU organise également les projets suivants :

GHOSTS SPECTRUM
Thomas Maury - en résidence : janvier - mars 2018 / Rodolphe Alexis - en résidence : courant 2018

Festival Garage MU #3 à la Station - Le Festival d'été du Collectif MU – mi-juillet 2018
Programmation musicale foisonnante et défricheuse pour la troisième édition du festival du Garage MU hors de ses murs. Le Collectif MU s'associera de nouveau aux événements qui rythment l'été francilien comme L'été du Canal pour présenter des croisières sonores sur les canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis
Magnétique Nord #5 - Festival d'hiver au croisement des musiques actuelles et des pratiques artistiques transversales - décembre 2018

SONIC MAKER ORCHESTRA
BrutPop - en résidence : janvier - juillet 2018
Brut Pop est dédié à la promotion de la musique expérimentale et des arts plastiques avec un public autiste ou en situation de handicap mental ou psychique. Le partage des pratiques et des questionnements qu'ils suscitent est au coeur du projet, notamment par la collaboration entre artistes dits bruts et artistes underground. Sonic Makers Orchestra est un projet de résidence de l'association BrutPop à La Station - Gare des Mines.

SONIC MAKER CAMP
Juillet 2018 (en marge de FAB14 - Fab City Summit)
Le Collectif MU accompagne le Fab City 14 Summit avec une programmation artistique et festive qui se déploie de la Station - Gare des Mines à la Villette au gré de croisières sonores le long du canal.
Avec Sonic Makers, La Station et le collectif Brut Pop fédèrent une communauté qui s'intéresse à la création d'instruments au sens large et créent un centre de ressources d'envergure. Au cours de la résidence du collectif Brut Pop à la Station - Gare des Mines, le Fablab présentera un catalogue d'instruments à construire soi-même, accompagné d'une documentation en open-source. Des ateliers artistiques orientés notamment vers les publics différenciés seront organisés (jeunes en difficultés, personnes en situation de handicap, populations éloignées de l'offre culturelle...) en associant les acteurs du secteur médico-social qui s'intéressent à l'art comme thérapie (institutions, éducateurs...). Dans le cadre de la programmation pensée pour le Fab City 14 Summit, La Station - Gare des Mines accueillera un atelier de construction d'instruments ainsi que des démos jouées et également "Sonic Makers Festivals" : il regroupera makers et musiciens du monde entier pour des livres, concerts et jams le temps d'une soirée qui sera également l'occasion de découvrir les instruments et compositions réalisés durant les ateliers lors de la résidence de Brut Pop.

METAMINES II / juin 2018
Le projet Métamines est pensé comme un laboratoire des différents modes d'appréhension par les artistes et les acteurs de l'innovation du territoire et de ses mutations. En cela, Métamines investit le temps long des projets urbains et s'étend sur une temporalité de deux ans, au gré de trois temps forts. Ce 2ème volet aura lieu en juin 2018 à Paris et en Seine-Saint-Denis. Il s'attachera à démontrer les potentialités multiples des outils de création numérique (drone, nouvelles cartographies interactives, réalité augmentée...) et des tiers-lieux dans la fabrique d'un nouvel imaginaire métropolitain et ses applicatifs à l'échelle des grands projets à venir (Grand Paris Express, JO 2024...).

EMBRASSER / DANS L'OEIL DU DRONE
Projets de créations dans le cadre de Métamines 2 : janvier - mai 2018

LASER BUILDING
Bertrand Planes - en résidence : janvier - mai 2018

DRONE DES MINES
Kerwin Rolland et Vincent Voillat présenteront une création inédite employant les technologies de la géolocalisation et du drone. Leçon de Ténèbres (Werner Herzog) Jean-Philippe Renoult et Jean-Yves Leloup - en résidence : juin 2018

META : en résidence : Philippe Vasset, Raphaël Dallaporta, Jeanne Robet (janvier-mai 2018) ; Vincent Voillat, Kerwin Rolland (janvier-mai 2018), en résidence : Valérie Jouve (courant 2018)

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient MU au titre des Fabriques de culture à hauteur de 50 000 €, pour l'année 2018, sur une base subventionnable de 1 344 518 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé et déduction faite des contributions volontaires en nature, des frais financiers, impôts et taxes.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer et charges	42 218,00	3,07%
Fluides et combustibles	3 500,00	0,25%
Achats de matériels, équipements	6 000,00	0,44%
affranchissements et téléphone	1 300,00	0,09%
Petit équipement	500,00	0,04%
Documentation et fournitures administratives	4 000,00	0,29%
Fournitures bar et restaurant	150 000,00	10,90%
Frais d'entretien	2 000,00	0,15%
Assurances	13 000,00	0,94%
Impôts et taxes	6 000,00	0,44%
Frais financiers	500,00	0,04%
Charges exceptionnelles	400,00	0,03%
frais de personnel lié à la structure	215 100,00	15,63%
voyages missions reception	1 500,00	0,11%
dépenses artistiques	386 000,00	28,05%
Dépenses techniques	498 000,00	36,19%
Dépenses d'action culturelle	21 000,00	1,53%
Personnel bénévole	25 000,00	1,82%
Total	1 376 018,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	25 000,00	1,82%
CNC DICREAM (sollicité)	30 000,00	2,18%
Région IDF Fabriques Arts visuels	50 000,00	3,63%
Région IDF Smart weeks 2018	60 000,00	4,36%
Communes (sollicité)	83 000,00	6,03%
Emplois aidés	9 140,00	0,66%
Mécénat et sponsoring	30 000,00	2,18%
CNV	20 000,00	1,45%
ADAMI	8 000,00	0,58%
Arcadi	10 000,00	0,73%
recettes propres d'activité	1 004 878,00	73,03%
Autres recettes	21 000,00	1,53%
Contributions volontaires en nature	25 000,00	1,82%
Total	1 376 018,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	2 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	166 973,00 €
	Montant total	323 973,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014811

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SYNESTHESIE : CONVENTION TRIENNALE FABRIQUE 2016 - 2017 - 2018 - RENOUVELLEMENT ANNUEL AU TITRE DE 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	185 870,00 €	24,21 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNESTHESIE
Adresse administrative : 1 TER PLACE DU CAQUET
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Estelle PAGES, Présidente
Date de publication au JO : 12 juillet 1995
N° SIRET : 41434862300045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fabriques arts visuels
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Historiquement, l'association Synesthésie a su s'imposer comme un pôle de recherche et de création en accompagnant la révolution numérique dès ses prémices, assorti d'un projet culturel dense, en relation étroite avec le territoire et ses habitants. De 1995 à 2015, l'association s'est constituée comme une interface entre artistes, publics et territoire. L'association a collaboré avec une centaine d'artistes, organisé trente-cinq expositions, une trentaine d'ateliers « Art & numérique », plus de vingt conférences et rencontres publiques. Entre 1995 et 2002, douze numéros de la revue en ligne « Synesthésie » ont vu le jour.

Le Centre d'art virtuel de Synesthésie (CAV), créé en 2002, présente aujourd'hui une trentaine d'œuvres créées spécifiquement pour le médium Internet. L'association a participé activement aux réflexions et débats sur les enjeux de société contemporain à l'ère du numérique et compte de nombreux partenaires locaux, nationaux et européens tout au long de son évolution.

Description :
Suite au changement de direction de la structure en 2016, et après une année de transition, de prospection et de mise en œuvre de nouvelles stratégies de travail, une nouvelle programmation artistique a été mise en place en 2017, accompagnée par une réorganisation de l'équipe. Entre janvier et mi-août 2017, Synesthésie a développé des projets permettant de toucher 4 872 personnes.

- 3 expositions : 4 493 personnes
- 2 ateliers : 92 personnes
- 3 performances : 165 personnes
- 3 événements : 53 personnes
- 4 séminaires de recherche : 69 personnes

Située place du Caquet depuis 2012, l'association va emménager dans un nouveau local voisin (passage de Jouy) de l'autre côté du Centre commercial Basilique. Ce nouveau local sur deux niveaux permettra d'installer les bureaux et l'équipe au 1er étage et d'accueillir du public dans le cadre des événements et ateliers liés aux résidences et au programme d'expositions au rez-de-chaussée.

La programmation 2018 comprendra notamment :

La résidence de recherche et de création de Bachir Soussi Chiadmi / De la convivialité des espaces discrets. En résidence depuis 2016 à Synesthésie, Bachir Soussi Chiadmi continue ses recherches autour de l'alternative que sont les outils libres et open-sources dans le champ de la création. Avec Synesthésie, il conduit une recherche ouverte en vue de re-construire la convivialité des outils numériques que nous utilisons quotidiennement et de repenser la manière dont nous habitons les espaces de vie qu'ils composent. Cette résidence permet d'envisager de nouvelles méthodologies de travail, conviviales et éthiques, et de partager ces créations auprès d'habitants, d'associations, etc.

La résidence de recherche et de création de Bonjour monde / Lucas Descroix + Arman Mohtadji. Tout juste diplômés des Art décoratifs, Lucas Descroix et Arman Mohtadji créent le projet Bonjour Monde en 2015, Bonjour Monde est un groupe pour la recherche de procédés alternatifs dans le champ de la création graphique. Il mène une démarche expérimentale, ouverte et documentée qui réunit des personnalités aux horizons et pratiques variées afin de transmettre et partager des savoirs au travers d'événements et d'ateliers. Durant cette résidence, les graphistes travailleront à la mise en œuvre et la création de la charte graphique de Synesthésie, qui sera produite perpétuellement et accidentellement, le plus souvent dans le cadre d'atelier de création collective ouvert à tout-e-s.

La résidence de création de Matthieu Saladin / Matthieu Saladin est artiste et musicien. Sa pratique s'inscrit dans une approche conceptuelle de l'art, réfléchissant, à travers un usage récurrent du son, sur la production des espaces, l'histoire des formes et des processus de création, ainsi que sur les rapports entre art et société du point de vue économique et politique. Elle prend aussi bien la forme d'installations et de performances que de publications (livres, disques), de vidéos et de créations de logiciels. La capture de l'inaudible propose de remettre ce que nous élaguons et plaçons en périphérie par soucis d'efficacité et de simplification, au centre de nos usages. Elle invite en cela à une réflexion esthétique, mais également sociale et politique. En 2018, à l'issue de la résidence, La capture de l'inaudible sera composée d'un logiciel libre et open-source et d'une publication numérique partageant les éléments de recherches de l'œuvre. Cet ensemble sera hébergé et accessible gratuitement sur les sites de Synesthésie. La publication sera également co-éditée par Art Kill Art, en collaboration avec les étudiant-e-s des Beaux-Arts de Pau.

La résidence de recherche et de création de Marie Preston / Le travail artistique de Marie Preston se constitue comme une recherche visant à co-créer des œuvres, documents d'expérience, avec des personnes a priori non artistes. Chaque fois, le processus de création implique un tâtonnement expérimental et l'invention d'espaces communs. Elle s'intéresse à la pédagogie, la conversation, l'autonomie, l'écologie des rapports sociaux et de l'environnement. Durant le temps de sa résidence à Synesthésie, elle inscrit son travail autour du pain et des questions d'alimentation. Savoir-faire partagé par de très nombreuses cultures, au cœur des enjeux agricoles et environnementaux actuels, sa résidence sera l'occasion d'observer les activités qui lui sont liées dans le centre ville de Saint-Denis et de mettre en pratique pétrissage, levée, façonnage avec les personnes concernées.

Résidence de recherche Haunted by algorithms de Jeff Guess + Gwenola Wagon / Dans la continuité du travail effectué pour l'exposition collective Haunted by algorithms aux Grands Voisins, Paris, soutenue par

Synesthésie en 2017, les artistes et commissaires Jeff Guess et Gwenola Wagon sont invités à poursuivre leur recherche. Jeff Guess est artiste et professeur à l'École Nationale Supérieure d'Arts Paris-Cergy. Son travail, constitué de photographies et d'installations et de performances à base de programmes informatiques, est traversé par une refléxion sur les images techniques et leurs enchevêtrements multiples avec le langage et la voix. Parmi ses expositions les plus récentes - Autophoto, Fondation Cartier, (Paris, 2017), Staring at you staring at me, Amado Art Space/Lab (Seoul, 2016), Streaming Egos – Digital Identities, NRW forum, (Düsseldorf, 2016), Au revoir, l'Aître Saint-Maclou, (Le Havre, 2016), Attention, Bienniale International Design (Saint-Étienne, 2015).

Gwenola Wagon est artiste et maître de conférences dans le département arts plastiques de l'Université de Paris 8. Diplômée de l'École Nationale Supérieure des Arts Décoratifs de Paris, elle réalise principalement des projets d'installations, de performances et de films exposés en France et à l'étranger comme Globodrome, Hypnorama, Cyborgs dans la brume et World Brain.

Programme d'expositions :

- Engageante collective / Marion Baldi, Pauline Brun, Cat Fenwick, Dominique Gilliot, Laura Huertas Milan, Lou-Maria Le Brusq, Marianne Mispelaëre, Linda Sanchez / début 2018-juin 2018.
- Monographie étirée / Matthieu Saladin /décembre 2017 à décembre 2018
- Sortie de résidence / Bachir Soussi Chiadmi / du 3 octobre au 9 décembre 2018
- Typographie robotique, création collective et communication accidentelle / Bonjour monde / 2018-2019

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Synesthésie au titre de l'aide aux Fabriques de culture, à hauteur de 45 000 €, pour l'année 2018, sur une base subventionnable de 185 870 € correspondant au budget prévisionnel proposé déduction faite du bénévolat, de la mise à disposition gratuite de biens et services, des frais financiers et de l'écart entre la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Electricité, eau, chauffage	5 000,00	1,38%
Réparations, maintenance	1 500,00	0,41%
Achats de matériels, équipements	2 000,00	0,55%
Locations	1 000,00	0,28%
Poste, téléphone, internet	1 558,00	0,43%
Documentation et fournitures administratives	2 000,00	0,55%
Assurances	2 000,00	0,55%
Autres charges de gestion courante	8 950,00	2,47%
Frais financiers	1 000,00	0,28%
Personnel lié à la structure	115 862,00	32,02%
Projets artistiques et culturelles	51 000,00	14,09%
Bénévolat	20 000,00	5,53%
Mise à disposition gratuite de biens et services	150 000,00	41,45%
Total	361 870,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC arts plastiques (sollicité)	22 770,00	6,29%
DRAC SDAT (sollicité)	10 000,00	2,76%
CNC DICREAM (sollicité)	15 000,00	4,15%
CD93 (sollciité)	58 600,00	16,19%
Région IDF	45 000,00	12,44%
Ville de Saint-Denis (sollicité)	4 500,00	1,24%
Aides à l'emploi	10 000,00	2,76%
Recettes propres	4 000,00	1,11%
Bénévolat	20 000,00	5,53%
Mise à disposition gratuite de biens et services	150 000,00	41,45%
Mécénat et sponsoring	17 000,00	4,70%
Total	361 870,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	45 000,00 €
	Montant total	145 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014902

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 6BIS FABRIK : CONVENTION TRIENNALE FABRIQUE 2016 - 2017 - 2018 - RENOUVELLEMENT ANNUEL AU TITRE DE 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	45 870,00 €	21,80 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION 6 BIS FABRIK
Adresse administrative : 91 RUE DE SEINE
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Philippe Le Squeren, Président
Date de publication au JO : 1/09/2001
N° SIRET : 50370923000026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fabriques arts visuels
Rapport Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018.
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le 6 bis Fabrik accueille des artistes pluridisciplinaires et internationaux. Situé dans la zone industrielle de Vitry-sur-Seine, cette association réunit des artistes peintres, sculpteurs, designers, scénographes, architectes, travaillant dans un même espace d'échange et de partage.

Dans cette logique, le 6Bis Fabrik a pour but l'aide à la création artistique, à travers des résidences, afin de permettre à d'autres créateurs la finalisation de leurs projets et la production de leurs œuvres, dans un espace équipé et un environnement propice. Ainsi le 6Bis Fabrik se positionne en acteur majeur de la création artistique en Île-de-France, aux services des artistes dans leur démarche de création.

Description :
Les collaborations de l'association avec les acteurs de la culture et de la transformation du territoire ainsi que les projets engagés d'artistes résidents permanents du 6bis se poursuivent : collaborations avec la Gare au Théâtre autour des actions artistiques en lien avec les habitants de Vitry (Frictions Urbaines, Ballades Urbaines, etc.), échanges avec les Écoles Municipales Artistiques de Vitry,projets autour des chantiers urbains et architecturaux à venir sur le site des Ardoines….

En parallèle, 12 projets artistiques ont été accueillis en résidence en 2017, notamment :

- JR : réalisation de la Fresque du Bosquet – œuvre monumentale de 36m de long sur 4m de haut exposée au Palais de Tokyo et à Clichy Montfermeil.
- Gregor Hilderbrandt – exposé à la Galerie Almine Rech, Paris
- Mel O'Callaghan – exposé au Palais de Tokyo
- Etienne de Rougerie Herbault - exposé à l'espace Léon Beaubourg.
- Sonia Levy – exposée au Musée de la Chasse.

En 2018 la Fabrique entend :
- Poursuivre des projets avec les partenaires et associations locales, avec les habitants de Vitry sur Seine,
- Favoriser le développement des projets artistiques des résidents, permanents ou temporaires
- Améliorer ses espaces de travail et la gestion du lieu,
- Développement sa communication.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient 6Bis Fabrik à hauteur de 10 000 €, pour l'année 2018, sur une base subventionnable de 45 870 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé, déduction faite des contributions volontaires en nature et des frais financiers, et de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer annuel	30 000,00	28,04%
Fluides et combustibles	3 500,00	3,27%
Achats petits matériels et équipements	16 000,00	14,95%
afranchissements et téléphone	170,00	0,16%
Fournitures bar et restaurant	2 000,00	1,87%
Assurances	700,00	0,65%
Autres charges de gestion courante	6 000,00	5,61%
Impots et taxes	1 500,00	1,40%
Frais financiers	130,00	0,12%
Voyages missions réceptions	2 000,00	1,87%
Gratifications stagiaires	4 000,00	3,74%
Emplois des contributions volontaires en nature	41 000,00	38,32%
Total	107 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	10 000,00	9,35%
Ville de Vitry-sur-Seine (sollicité)	20 000,00	18,69%
Mécenat et sponsoring	5 000,00	4,67%
Cotisations, dons manuels ou legs	11 000,00	10,28%
Contributions volontaires en nature	41 000,00	38,32%
Autres produits	20 000,00	18,69 %
Total	107 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	30 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	30 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	10 000,00 €
	Montant total	70 000,00 €

FRAM

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015060

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRAM 2017 : MAC/VAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	373 760,00 €	14,31 %	53 500,00 €
	Montant Total de la subvention		53 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204131-131004-300
13100401- Aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94054 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président
N° SIRET : 22940028800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le comité du FRAM du 27 septembre 2017 a examiné les demandes acquises et en cours d'acquisition. La plupart des musées ont dû engager les dépenses liées à ces acquisitions qui représentent des opportunités notamment dans le cadre de ventes publiques.

Objectifs :
Le Musée d'art contemporain du Val-de-Marne (MAC/VAL) est un musée d'art contemporain situé à Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne. Inauguré en novembre 2005, c'est le premier musée d'art contemporain installé en banlieue parisienne.

Le MAC/VAL bénéficie du label « Musée de France » et fait partie du réseau Tram.

Description :
Enrichissement de la collection du musée par l'achat d'oeuvres d'Amélie Bertrand, Charlotte Moth, Ismail Bahri, Pierre Ardouvin, Morgane Tschiember, Angelika Markul, Jean-Charles Massera, Anne-Charlotte Finel, Léa Le Bricomte, Claire Fontaine, Bertrand Lamarche, Jean-Luc Verna, Sara Favriau, Ann Veronica Janssens.

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 27 septembre 2017. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (110 000 € Etat, 110 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'œuvres	373 760,00	100,00%
Total	373 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 94 (acquis)	264 260,00	70,70%
Etat (acquis)	56 000,00	14,98%
Région IDF	53 500,00	14,31%
Total	373 760,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	53 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	95 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	4 951 650,30 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	12 956 555,50 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 157 778,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 261 500,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 567 150,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 800 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	142 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €

2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	76 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	530 990,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	450 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 548 361,76 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	-2 217 545,93 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	116 604,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2015	Politique énergie climat	100 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	3 035 865,93 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 090 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	58 900,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	7 401 563,80 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	650 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2017	Programme de résidences d'écrivains (Organismes)	3 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	159 113,17 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
	Montant total	54 248 032,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015064

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRAM 2017 : MUSEE FRANCAIS DE LA PHOTOGRAPHIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	28 015,00 €	32,13 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204131-131004-300
13100401- Aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président
N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le comité du FRAM du 27 septembre 2017 a examiné les demandes acquises et en cours d'acquisition. La plupart des musées ont dû engager les dépenses liées à ces acquisitions qui représentent des opportunités notamment dans le cadre de ventes publiques.

Objectifs :
Avec plus de vingt-cinq mille objets, un million de photographies, une bibliothèque et un fonds documentaire technique unique, le musée français de la photographie rassemble une des plus importantes collections européennes dédiées à ce medium. Elle témoigne de l'histoire conjuguée des techniques et des usages sociaux de la photographie.

Description :
Enrichissement de la collection par l'acquisition :

- d'une œuvre unique de Bruno Roels "A palm tree is a palm tree is a palm tree", tirages au gélatino-bromure d'argent encadrés. 120,5x80,5cm.

- d'une œuvre de Laurent Millet "série Somnium - sans titre", ambrotypie, 40x30cm.

- de 5 tirages de Thibault Brunet issus de la série Landscape (sans titre#1, sans titre#4 et sans titre#5) et de la série First Person Shooter (Pvt golden, Pvt Hudson).

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 27 septembre 2017. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (110 000 € Etat, 110 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :
- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'œuvres	28 015,00	100,00%
Total	28 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Bièvres (acquis)	18 915,00	67,87%
Région IDF	9 000,00	32,13%
Total	28 015,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €

2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	188 400,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	432 750,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	24 006,00 €
2017	Fonds Propreté	211 500,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 000 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	500 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	18 720,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	23 509 628,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015065

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRAM 2017 : MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE SAINT-DENIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	23 994,00 €	35,43 %	8 500,00 €
	Montant Total de la subvention		8 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
13100401- Aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT DENIS
Adresse administrative : 2 PLACE VICTOR HUGO
93205 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent RUSSIER, Maire
N° SIRET : 21930066200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le comité du FRAM du 27 septembre 2017 a examiné les demandes acquises et en cours d'acquisition. La plupart des musées ont dû engager les dépenses liées à ces acquisitions qui représentent des opportunités notamment dans le cadre de ventes publiques.

Objectifs :
Le musée d'Art et d'Histoire de la ville de Saint-Denis est installé dans l'ancien monastère des Carmélites fondé en 1625. Ce musée comprend des salles consacrées à l'archéologie et aux objets du Moyen Âge, à la vie des moniales, à l'ancien Hôtel Dieu et à la Commune.

Le musée possède un important fonds sur le poète Paul Eluard né à Saint-Denis.

Description :
Enrichissement de la collection du musée par l'acquisition :

- de manuscrits, photographies et publications de Paul Eluard.
- de dessins à l'encre et plume de Jean Fautrier "visages". Papier contrecollé sur carton. 1943-1944.
- de clichés sur plaques de verre, vues de Paris et de ses envions au XIXème siècle, époque guerre de 1870, Commune de Paris.

Détail du calcul de la subvention :

Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 27 septembre 2017. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (110 000 € Etat, 110 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'œuvres	23 994,00	100,00%
Total	23 994,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Saint-Denis (acquis)	15 494,00	64,57%
Région IDF	8 500,00	35,43%
Total	23 994,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	16 025,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	59 184,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	1 061,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	31 750,00 €
2015	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	60 300,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	3 000,00 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	18 232,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	80 000,00 €
	Montant total	269 552,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015070

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRAM 2017 : MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE COLOMBES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
13100401- Aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COLOMBES
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
92701 COLOMBES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nicole GOUETA, Maire
N° SIRET : 21920025000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le comité du FRAM du 27 septembre 2017 a examiné les demandes acquises et en cours d'acquisition. La plupart des musées ont dû engager les dépenses liées à ces acquisitions qui représentent des opportunités notamment dans le cadre de ventes publiques.

Objectifs :
Le Musée d'Art et d'Histoire de Colombes présente des collections diversifiées retraçant les épisodes de l'histoire de la ville riche en événements et personnalités. Les collections permanentes présentent un panorama de l'histoire de Colombes de l'Ancien Régime à l'arrivée de la modernité et au développement des industries innovantes.

Fleuron de l'histoire de la ville, le stade Yves du Manoir, lieu mythique de la 8e Olympiade (1924), et des plus grandes rencontres sportives jusque dans les années 1970, est également évoqué.

Description :
Acquisition d'une médaille d'argent et d'une médaille de bronze de vainqueurs des Jeux Olympiques de Paris 1924. Diamètre 5,5cm, épaisseur 4,8mm, poids 78,84grs.

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets

d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 27 septembre 2017. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (110 000 € Etat, 110 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :

- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'œuvre	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Colombes (acquis)	5 000,00	50,00%
Région IDF	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	17 500,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	94 580,00 €
2014	Passerelles entreprises	50 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	1 041,60 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	17 276,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	1 026 955,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	4 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 710,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	27 000,00 €
2017	Politique énergie climat	39 919,00 €
	Montant total	1 283 981,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015071

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRAM 2017 : MUSEE ALBERT KAHN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	38 000,00 €	50,00 %	19 000,00 €
	Montant Total de la subvention		19 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204131-131004-300
13100401- Aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président
N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le comité du FRAM du 27 septembre 2017 a examiné les demandes acquises et en cours d'acquisition. La plupart des musées ont dû engager les dépenses liées à ces acquisitions qui représentent des opportunités notamment dans le cadre de ventes publiques.

Objectifs :
Le musée départemental Albert-Kahn, situé à Boulogne-Billancourt a pour vocation de faire connaître et valoriser l'œuvre d'Albert Kahn. il se compose d'une galerie présentant, sous forme d'expositions temporaires, une partie des collections des « Archives de la Planète » constituées par Albert Kahn entre 1909 et 1931 (72 000 photographies couleur sur plaques autochromes, ce qui en fait la plus importante collection au monde de ce type, 140 000 mètres soit une centaine d'heures de film noir et blanc et couleur) et de jardins qui font partie intégrante des collections du musée.

Description :
Enrichissement des collections du musée par l'acquisition :
- de 158 plaques autochromes.
- de 38 plaques négatives NB et 42 vues individuelles de pellicule.
- de matériel photographique et cinématographique (Chambre Gilles Faller, trépied, objectifs...)
- d'objets rapportés de mission par Roger Dumas (kimonos, petits vases, lanternes en papier...)
- d'objets personnels (machine à écrire portative, valise en cuir, caque de guerre, gramophone...).
- de documents (cartes de visite, cartes postales, courriers...)

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 27 septembre 2017. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (110 000 € Etat, 110 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'œuvres	38 000,00	100,00%
Total	38 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD92 (acquis)	19 000,00	50,00%
Région IDF	19 000,00	50,00%
Total	38 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	19 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	9 200,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	500 640,50 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 850 380,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	750 000,00 €

2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	35 800,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 434 410,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	3 700 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	400 000,00 €
	Montant total	47 000 705,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015099

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRAM 2017 : MUSEE MUNICIPAL DE NOGENT-SUR-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	30 000,00 €	50,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
13100401- Aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Jacques JP MARTIN
N° SIRET : 21940052000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le comité du FRAM du 27 septembre 2017 a examiné les demandes acquises et en cours d'acquisition. La plupart des musées ont dû engager les dépenses liées à ces acquisitions qui représentent des opportunités notamment dans le cadre de ventes publiques.

Objectifs :
Le musée de Nogent propose des présentations permanentes consacrées aux bords de Marne, dans le territoire du Val-de-Marne.

Le parcours de la visite aborde successivement :
- La Marne et ses paysages
- La Marne et ses ouvrages d'art
- Les architectures des bords de Marne
- Le canotage
- Les bords de Marne à la Belle Époque
- Les baigneurs et sportifs

Description :
Acquisition du tableau de Ferdinand Gueldry intitulé "Match annuel entre la Société Nautique de la MArne et le Rowing Club". Huile sur toile de dimension 60x100cm, vers 1882.

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 27 septembre 2017. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (110 000 € Etat, 110 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :
- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de l'œuvre	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Nogent-sur-Marne (acquis)	15 000,00	50,00%
Région IDF	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique énergie climat	2 466,75 €
2015	Aide au développement de bornes de recharges électriques	6 720,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	587 500,00 €
	Montant total	596 686,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017134

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REAFFECTATION FRAM 2016 : ACQUISITION DU MUSEE DE L'HISTOIRE VIVANTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	3 750,00 €	53,33 %	2 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-20421-131004-300
13100401- Aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MUSEE HISTOIRE VIVANTE
Adresse administrative : 31 BD THEOPHILE SUEUR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédérick GENEVEE, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 78556638100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le comité du FRAM du 4 octobre 2016 a examiné les demandes acquises et en cours d'acquisition. La plupart des musées ont dû engager les dépenses liées à ces acquisitions qui représentent des opportunités notamment dans le cadre de ventes publiques.

Objectifs :
Le musée de l'Histoire vivante est situé à Montreuil-sous-Bois, dans le Parc Montreau. Ses collections sont consacrées à l'histoire ouvrière et sociale. Il est labélisé Musée de France depuis 2002.

En dehors des expositions, les collections iconographiques conservées au musée sont aussi sollicitées pour la production d'ouvrages, de films et documentaires.

Description :
Acquisition de l'affiche réalisée par Antoine Rohal en 1937 : souscription publique pour aider à la production de "La Marseillaise, un film de Jean Renoir à la gloire de la France". Impression couleur H.80xL.60cm.

Acquisition d'une affiche entoilée sur tissu de Pierre Mail "Voudrais-tu que ceci soit possible ?". 1937, H.85xL.62cm.

Acquisition d'une photographie du studio Ladrey-Disdéri (1885-1889), Portrait de Jean Jaurès. Tirage albuminé contrecollé carton, H.16,5xL.11cm.

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 4 octobre 2016. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (110 000 € Etat, 110 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'œuvres	3 750,00	100,00%
Total	3 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 750,00	46,67%
Région IDF	2 000,00	53,33%
Total	3 750,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	2 000,00 €
	Montant total	2 000,00 €

CONVENTION TYPE QUADRIENNALE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Conventions de Développement Culturel» adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.
.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir au titre des années pour la réalisation de son objet social, à savoir : Activités artistiques, création, production, diffusion, dans le domaine des arts plastiques, numériques, urbains et du cinéma expérimental.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à % du budget de l'année , soit un montant maximum de subvention de €.

Le budget prévisionnel de l'année est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production du bilan d'activités de l'année subventionnée et des comptes annuels du bénéficiaire. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier de l'année subventionnée et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin au terme d'une durée de quatre ans.

ARTICLE 5 : SUIVI ET EVALUATION DE LA CONVENTION

Les conventions font l'objet d'un suivi régulier tout au long de la mise en œuvre du projet (visites sur place, analyse des comptes rendus fournis par le bénéficiaire du soutien régional, participation à des comités de suivi etc.).

Une évaluation spécifique annuelle est effectuée par la Région. Elle est réalisée avec le bénéficiaire du soutien régional. La Région peut également s'appuyer sur toute autre entité en mesure d'apporter des données utiles pour réaliser cette évaluation.

Pour cette évaluation, la Région examine l'application effective par le bénéficiaire du soutien régional de chacun des critères suivants :

- Rayonnement territorial du projet (local, régional, national, international…). ;
- Indépendance de la direction artistique, formalisation et ambition du projet artistique ;
- Expérience professionnelle et historique de la direction de la structure ;
- Formation et organisation des équipes de la structure ;
- Economie de la structure et partenariats établis avec d'autres financeurs publics ou privés ;
- -Partenariats établis avec des structures sociales, culturelles, éducatives (de la maternelle à l'enseignement supérieur) ;
- Actions destinées à l'accompagnement des artistes ;
- Politique de la structure en matière de rémunération des artistes ;
- Part des dépenses artistiques dans le projet ;
- Accueils de résidences de création, d'expérimentation ou de recherche ;
- Insertion de la structure dans des réseaux favorisant la circulation des artistes, des publics ;
- Fréquentation et politique tarifaire ;
- Actions menées en direction des publics.
- Implantation géographique ;
- Spécificité du projet de développement justifiant le soutien régional.

La convention faisant l'objet d'un avenant de prolongation annuel, l'évaluation permet d'ajuster chaque année, si nécessaire, le niveau du soutien attribué au projet.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en (selon nb de signataires convention) exemplaires originaux

Le..... Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente
du Conseil Régional d'Ile-de-France

CONVENTION TYPE QUADRIENNALE FABRIQUE ARTS VISUELS

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Fabriques d'arts visuels» adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.
.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir au titre des années pour la réalisation de son objet social, à savoir : Activités artistiques, création, production, diffusion, dans le domaine des arts plastiques, numériques, urbains et du cinéma expérimental.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à % du budget de l'année , soit un montant maximum de subvention de €.

Le budget prévisionnel de l'année est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production du bilan d'activités de l'année subventionnée et des comptes annuels du bénéficiaire. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier de l'année subventionnée et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin au terme d'une durée de quatre ans.

ARTICLE 5 : SUIVI ET EVALUATION DE LA CONVENTION

Les conventions font l'objet d'un suivi régulier tout au long de la mise en œuvre du projet (visites sur place, analyse des comptes rendus fournis par le bénéficiaire du soutien régional, participation à des comités de suivi etc.).

Une évaluation spécifique annuelle est effectuée par la Région. Elle est réalisée avec le bénéficiaire du soutien régional. La Région peut également s'appuyer sur toute autre entité en mesure d'apporter des données utiles pour réaliser cette évaluation.

Pour cette évaluation, la Région examine l'application effective par le bénéficiaire du soutien régional de chacun des critères suivants :

- Rayonnement territorial du projet (local, régional, national, international…). ;
- Indépendance de la direction artistique, formalisation et ambition du projet artistique ;
- Expérience professionnelle et historique de la direction de la structure ;
- Formation et organisation des équipes de la structure ;
- Economie de la structure et partenariats établis avec d'autres financeurs publics ou privés ;
- -Partenariats établis avec des structures sociales, culturelles, éducatives (de la maternelle à l'enseignement supérieur) ;
- Actions destinées à l'accompagnement des artistes ;
- Politique de la structure en matière de rémunération des artistes ;
- Part des dépenses artistiques dans le projet ;
- Accueils de résidences de création, d'expérimentation ou de recherche ;
- Insertion de la structure dans des réseaux favorisant la circulation des artistes, des publics ;
- Implantation géographique ;
- Spécificité du projet de développement justifiant le soutien régional.
- Partage de l'outil de travail : mutualisation permanente ou accueils ponctuels ;
- Conditions précises du partage : durée, moyens ou personnels mis à disposition, aide à la production, accompagnement, diffusion…

La convention faisant l'objet d'un avenant de prolongation annuel, l'évaluation permet d'ajuster chaque année, si nécessaire, le niveau du soutien attribué au projet.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en (selon nb de signataires convention) exemplaires originaux

Le..... Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente
du Conseil Régional d'Ile-de-France

CONVENTION TYPE - AVENANT DE PROLONGATION ANNUEL FABRIQUE ARTS VISUELS

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Fabriques d'arts visuels» adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par

décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 60 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production :
- d'un bilan d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,
- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté (dans le cas contraire, la signature du trésorier est requise),
- d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :
- d'un bilan d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,
- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal,
- d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et le comptable public. Le comptable public certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité et leurs règlements.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en (selon nb de signataires convention) exemplaires originaux

Le..... Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente
du Conseil Régional d'Ile-de-France

AVENANTS GLASSBOX ET CA GRAND PARIS SUD

Avenant n°1 à la convention n°16007479
Entre la Région Ile-de-France et GLASSBOX

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP 2017-600 du 22 novembre 2017.
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

la structure dénommée : ASSOCIATION GLASSBOX
adresse : 4 rue Moret, 75011 Paris
représentée par Mme Sabrina ISSA
en vertu de: Présidente
ci-après dénommée " la structure "
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n°CP 2016-230 du 12 juillet 2016, une subvention d'un montant maximum de 30 000 €, représentant 26,74 % du montant de la dépense subventionnable a été attribuée à GLASSBOX.

A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur la fiche projet jointe en annexe à la délibération CP n°2016-230 et afin de maintenir l'intégralité du montant d'aide régionale votée précédemment, il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération n° CP 2016-230 du 12 juillet 2016.

ARTICLE 1 : Modification de l'article 1

L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

« Par délibération N°CP 2016-230 du 12 juillet 2016 et CP 2017-575 du 22 novembre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir GLASSBOX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : GLASSBOX – FABRIQUE DE CULTURE RECONDUCTION POUR UNE ANNEE (référence dossier n°16007479).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 40% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 75 000 €, soit un montant maximum de subvention de 30000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : Modification de l'annexe à la convention

Le paragraphe « détail du calcul de la subvention » de la fiche projet est remplacé par les dispositions suivantes :

Objet : **GLASSBOX : AVENANT DE PROLONGATION D'UN AN**			
Libellé base subventionnable	**Montant base subventionnable**	**Taux d'intervention**	**Montant de subvention maximum**
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	75 000 €	40 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Détail du calcul de la subvention :
La Région apporte une aide en faveur de Glassbox d'un montant de 30 000 € sur une base subventionnable de 75 000 € correspondant au budget du projet.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les stipulations de la convention triennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le .....

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

M.
(*signature et cachet*)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007479

Commission permanente du 12 juillet 2016

Objet : GLASSBOX - FABRIQUE DE CULTURE – RECONDUCTION POUR UNE ANNEE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux fabriques de culture	111 250,00 €	26,97 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION GLASSBOX
Adresse administrative : 4 RUE MORET
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sabrina ISSA, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 41970662700033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux fabriques de culture
Rapport Cadre : CR75-12 du 27/09/2012

I- Présentation du bénéficiaire

Depuis sa création, le projet de Glassbox a évolué et s'est affirmé comme un programme d'actions collaboratives à destination des artistes, des publics et du secteur culturel, l'équipe de Glassbox œuvre à proposer des formats hybrides de production et de diffusion de l'art contemporain.

Glassbox s'attache à mettre en lumière les mécanismes au cœur de la création et se pose d'emblée comme un tremplin à destination des jeunes artistes en mettant à leur disposition un espace hybride de production et d'exposition de 50m2, dans le 11ème arrondissement de Paris. Une centaine d'artistes et de créateurs sont invités à y travailler chaque année.

L'association poursuit son engagement auprès de la jeune création contemporaine dans un travail approfondi d'accompagnement et de collaboration avec de jeunes artistes : elle est à la fois un espace de travail, un atelier de production et un espace d'exposition. L'équipe de Glassbox s'affirme ainsi dans un programme d'actions collaboratives à destination des artistes, des publics et du secteur culturel : cette fabrique est un lieu ouvert sur l'extérieur et sur toutes les étapes de la création.

II- Rappel du projet de la Fabrique (2013-2015)

Glassbox est un tremplin à destination des jeunes artistes. Sous la forme de programmes de travail, chaque format proposé comprend un temps de rencontre, de travail et d'élaboration du projet des artistes en collaboration étroite avec l'équipe. Grâce à ces formats différents et adaptés aux besoins des artistes concernés, l'association peut accueillir une centaine d'artistes sur des durées plus ou moins longues allant d'1 semaine à 1 mois et demi. Un soutien matériel et professionnel est proposé par l'association qui met à

disposition du matériel important, des moyens de production en fonction des projets et en organisant des temps de travail , de partage et de réflexion avec le public ou d'autres professionnels (scientifiques, chercheurs, architectes, philosophes...).

Par ailleurs, Glassbox s'inscrit depuis sa création dans les réseaux régionaux et internationaux. Elle entretient un lien avec de nombreuses structures artistiques en Ile-de-France afin de développer son travail d'accompagnement et de professionnalisation des artistes en devenir. Sur le plan international, l'association est référencée dans le réseau des artistes du "Run spaces" : espaces alternatifs autogérés par des artistes présents dans le paysage culturel depuis les années 80.

Le dispositif de fabrique a permis à l'association d'expérimenter et d'appliquer de nouveaux axes de travail. En tant qu'artistes, il importe aux initiateurs de la fabrique de valoriser les différents temps de travail d'un projet : le montage, la production, la diffusion et la création, pour chacune de ces étapes des temps d'échanges et de rencontres avec le public sont imaginés et expérimentés. « *C'est de ces moments précieux que nous voulons rendre compte et c'est ce statut particulier de fabrique qui nous le permet. En tant qu'espace d'art, nous souhaitons produire, exposer et nourrir l'objet « exposition » et ses corollaires ».*

Les moyens donnés par le dispositif ont permis un réel développement qualitatif et quantitatif de ses projets et ont initié la rencontre du collectif et de l'atelier Glassbox avec les lieux et les collectifs de création émergents franciliens. Ces rencontres ont donné naissance à un réseau des lieux de création émergents à l'échelon international. La ligne artistique de la Fabrique Glassbox a permis l'ouverture de la structure comme du programme à de nouveaux champs disciplinaires de la création : Architecture, Architecture du Paysage, Design, Graphisme, Edition imprimée, Musique… ce que l'association souhaite pérenniser.

III- Historique du soutien de la Région

La structure est soutenue au titre de l'aide aux Fabriques de culture depuis 2013 à hauteur de 30 000 euros.

IV- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le Bénéficiaire

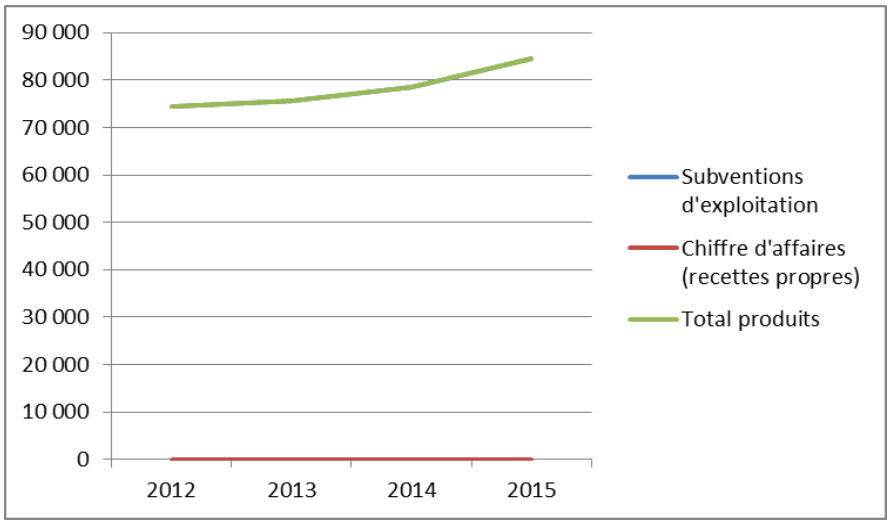
	2012	%	2013	2014	2015	%
DRAC	4 700	*6%*	4 700	4 700	4 700	*6%*
Mairie de Paris 11eme	2 000	*3%*	2 000	0	0	*0%*
Ville de Paris / Fonctionnement	7 000	*9%*	7 000	9 000	9 000	*11%*
Ville de Paris / Aménagement	10 000	*13%*	0	0	0	*0%*
espace d'art HEC	0	*0%*	9 000	8 000	19 300	*23%*
Kasbah Nova Aide au projet	0	*0%*	0	4 350	2 000	*2%*
Région-Aide au fonctionnement	30 000	*40%*	0	0	0	*0%*

Région - Fabrique	0	*0%*	30 000	30 000	30 000	*35%*
CUI CAE	20 600	*28%*	22 900	22 344	19 540	*23%*
TOTAL	**74 300**	*100%*	**75 600**	**78 394**	**84 540**	*100%*

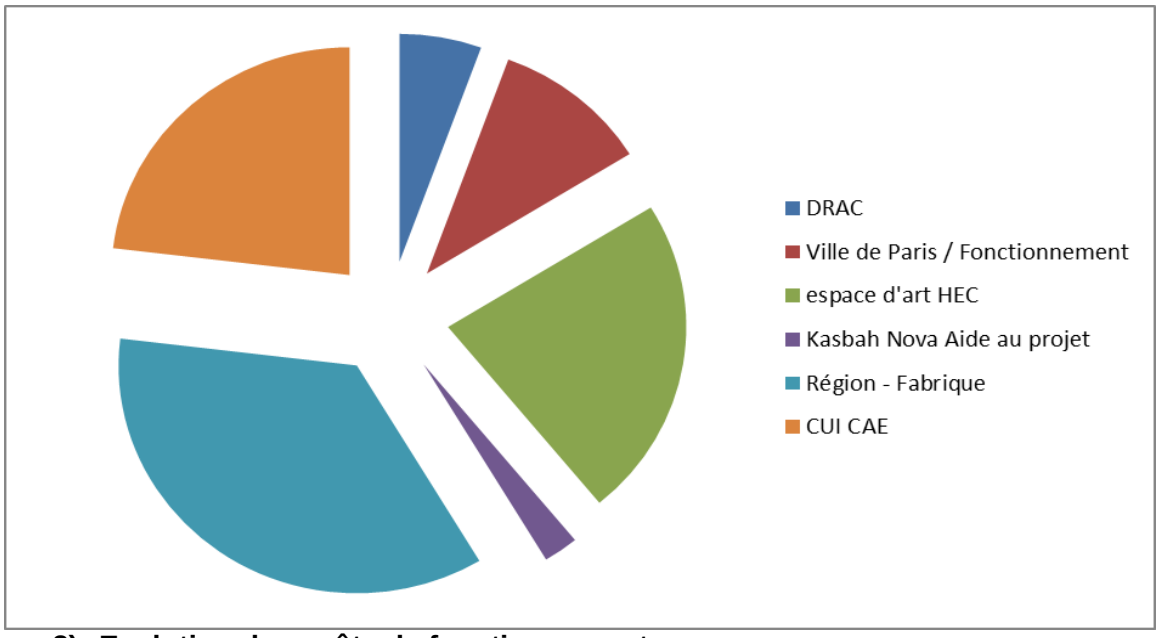
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats
(pour 2015 : estimations)

	2012	**2013**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	74 300	75 600	78 394	84 540	*100%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	0	0	0	0	*0%*
Total produits	74 300	75 600	78 394	84 540	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2012-2015



Graphique 2 : répartition des principales subventions de la structure en 2015



2) <u>Evolution des coûts de fonctionnement</u>

EVOLUTION DES COUTS DE FONCTIONNEMENT	2012	2013	2014	2015 estimations
Montant du budget annuel de fonctionnement Exercices comptables	10 000	37 000	39 000	39 000
Montant du loyer éventuel à la charge de la structure	10 127	13 500	13 380	13 380
Montant des valorisations (locaux, etc…)	10 000	/	/	/

<u>3) Evolution de l'emploi et de la rémunération</u>

Masse salariale Exercices comptables	**2012**	**2013**	**2014**	**2015 estimations**
Masse salariale régime général	- 2 postes en CUI CAE	- 2 postes en CUI CAE	- 2 postes en CUI CAE et 1 3eme au 15 oct	- 2 postes en CUI CAE
Masse salariale régime intermittent				
Rémunération des artistes/ droits d'auteurs et droits de présentation publique (le cas échéant, en euros)	19000	19000	35000	35000
Valorisation du bénévolat	8000	8000	8000	9000

Effectifs Exercices comptables	**2012**	**2013**	**2014**	**2015 estimations**
Nombre de permanents	4	5	6	6
Nombre d'artistes rémunérés	17	20	27	31
Nombre de bénévoles	5	8	6	4

4) Evolution de l'activité artistique et culturelle

A – Partage de l'outil de travail

	2012	**2013**	**2014**	**2015 estimations**
Nombre d'équipes artistiques accueillies, en plus de l'équipe dirigeant le lieu le cas échéant	19	21	22	30
Nombre d'artistes/auteurs/réalisateurs individuels accueillis	26	28	39	41
Nombre total de jours d'occupation des espaces	296	317	361	349

B – Accompagnement des artistes / auteurs / réalisateurs

	2012	**2013**	**2014**	**2015 estimations**
Mise à disposition de personnel de la structure auprès des artistes/auteurs/réalisateurs (technique, artistique, administratif…) : - **Estimation de la masse salariale correspondante**	1 2	1 2	2 2	2 2
Mise à disposition des moyens de la structure auprès des artistes/auteurs/réalisateurs (technique, artistique, administratif…) : - **Estimation de la valeur correspondante**	mise à disposition de l'espace, de 50m2 pour toutes les résidences proposées aux artistes ainsi qu'un suivi artistique, des conseils techniques …	Mise à disposition de l'espace, de 50m2 pour toutes les résidences proposées aux artistes ainsi qu'un suivi artistique, des conseils	Mis à disposition de l'espace, de 50m2 pour toutes les résidences proposées aux artistes ainsi qu'un suivi artistique, des conseils	Mise à disposition de l'espace, de 50m2 pour toutes les résidences proposées aux artistes ainsi qu'un suivi artistique, des conseils techniques …

	4600 euros	techniques … **4600 euros**	techniques … **6700 euros**	**11000 euros**
Montant des aides éventuelles à la production et/ou post-production	/	19000	35000	35000
Montant des investissements réalisés (travaux et acquisition de matériel)	35000	/	2000	3000

ACTIVITE DES ARTISTES QUI DIRIGENT LA FABRIQUE	**2012**	**2013**	**2014**	**2015 estimations**
Nombre de créations	7	13	15	21
Nombre de représentations/ diffusions/ expositions/ lectures ***Dont :*** - ***Nombre de cessions*** - ***Nombre de représentations diffusées à la Fabrique***	 11 5	 15 11	 17 15	 18 18
Nombre de résidences menées et durée moyenne ***Dont :*** - ***A la Fabrique*** - ***Hors Fabrique***	-5 résidences d'environ 1 mois chacune -3 hors fabrique	-13 résidences d'environ 1 mois chacune -4 hors Fabrique	-15 résidences d'environ 1 mois chacune -5 hors Fabriques	-21 résidences d'environ 1 mois chacune - 7 hors Fabriques

C – Rayonnement de la Fabrique

DIFFUSION EXPOSITION	**2012**	**2013**	**2014**	**2015 estimations**
Nombre de spectacles/ projections/ expositions/ projets d'édition réalisés ***Dont :*** - ***Nombre de créations***	5 a Glassbox 6 hors sol	15 expos	17 expos	18 expos
Nombre de jours de représentation/exposition	116 jours	297 jours	297 jours	312 jours

Nombre de spectateurs	Environ 1000 spectateurs/visiteurs	Environ 1500 spectateurs/visiteurs	Environ 3800 spectateurs/visiteurs	Environ 5000 spectateurs/ visiteurs

PUBLICS ET TERRITOIRES	2012	2013	2014	2015 estimations
Nombre de rencontres avec les publics)	12	17	20	29
Nombre d'usagers				
Nombre de partenaires de la fabrique (réseaux, collectivités locales, etc…)	-1/ mairie de Paris/Amis du grand Belleville	-2 a 3/ mairie de Paris/Amis du grand Belleville	-4/ mairie de Paris/Amis du grand Belleville/ Mains d'œuvre, palais de Tokyo	-5 a 8/ mairie de Paris/Amis du grand Belleville, beaux Arts de Paris, HEC…

V - Analyse

Grâce au soutien des Fabriques, Glassbox a pu enrichir considérablement son rôle auprès des jeunes artistes, en passant d'un simple lieu de diffusion à une véritable plateforme de production et de diffusion.

Analyse de l'activité et du rapport aux artistes et au public

Aujourd'hui, Glassbox propose majoritairement des résidences au cours desquelles elle encadre, finance mais aussi valorise la production plastique par un grand nombre de services qu'elle assure auprès de l'artiste résident : gestion d'une communication de plus en plus dense, production de communiqués et de dossiers de presse, d'évènements et de rencontres autour de l'artiste, production de textes critiques, aide matérielle et humaine assurée par l'équipe et enfin soutien technique. Elle est ainsi devenue un lieu de référence auprès des artistes émergents, reconnue comme une des principales forces vives de production indépendante sur la scène parisienne. Glassbox permet non seulement aux artistes émergents de bénéficier d'une visibilité tremplin en plein cœur de Paris mais dans le même temps de recevoir un soutien financier, logistique et humain, en plus d'un plan de communication autour de l'exposition et de la production textuelle qui assure l'escorte critique de l'œuvre. Les rémunérations d'artistes (droits d'auteur…) sont par exemple passées de 19 000 euros en 2012 à 35 000 euros en 2015. 17 artistes avaient été rémunérés en 2012, 31 l'ont été en 2015. L'activité est de plus en plus soutenue (30 équipes artistiques accueillies en 2015, contre 19 en 2012, 41 artistes accueillis en 2015 contre 26 en 2012, 349 jours d'utilisation du lieu en 2015 contre 296 en 2012). L'évolution de la fréquentation va dans le même sens (5000 visiteurs en 2015 contre 1000 en 2012).

Analyse de la structuration budgétaire, de l'emploi et de l'organisation

Au cours de ces 3 années, l'équipe s'est fortement structurée, les rôles de chacun se sont spécialisés permettant plus de fluidité, de rapidité et d'efficience dans le fonctionnement global de Glassbox. Cette re-structuration profonde, a permis de multiplier et renforcer les partenariats (Frac Centre, Beaux-arts de Bourges, espace d'art d'HEC, Galerie la Box, Beaux-arts de Paris, plateforme le Chassis, Cinéma de la Nouvelle Lune, Musée du Bardo à Tunis, Kasbah Nova, Main d'œuvre, Curry Vavart, collectif Fugitif, Grand Belleville, etc.) diversifier les programmes proposés et investir de nouveaux espaces conceptuels et pratiques, qu'il s'agisse de champs de travail mitoyens à celui de l'art contemporain (architecture, paysage, production textuelle, espace critique, édition), de territoires hétérogènes à celui de Glassbox ou du white cube de manière générale, ou bien de propositions reposant de manière plus urgente la question des publics et l'accès à la création pour tous.

Analyse des partenariats et de l'implantation territoriale

Grâce à la refonte du site internet, à la nouvelle charte graphique réalisée par la maison Kaiserin en juin 2015, à l'embauche d'une chargée de communication et à la mise en place d'un plan de communication et de rapports avec la presse, Glassbox a considérablement accrue sa visibilité sur les différentes plateformes artistiques, parmi les réseaux d'art locaux et nationaux, et sur les réseaux sociaux, en plus de la newsletter diffusée auprès de ses 9000 abonnés.

A l'orée 2016 de nouvelles ambitions se dessinent :

A l'échelle locale, le développement d'une nouvelle résidence dédiée à un territoire politique de la ville, initié par l'expérience de l'Estive en 2015 est annoncée comme étant une priorité pour l'année à venir.

A l'échelle internationale, l'élaboration (en cours depuis 6 mois) d'un projet européen qui sera déposé en octobre 2016 (intégration aux pépinières Europe Créative sous la houlette de Relais Culture Europe).

VI- Projet proposé pour le renouvellement de la convention Fabrique 2016-2018

Projet de la fabrique pour les trois années à venir :

A) Le projet artistique

Glassbox souhaite poursuivre son projet initial de promotion de la création contemporaine émergente en art. Gérée par des artistes, depuis sa création en 1997, l'équipe administre aujourd'hui l'espace d'art du 4 rue Moret dans le 11ème arrondissement parisien et propose des formats hybrides de production et de diffusion de l'art contemporain à destination des artistes ou des collectifs comme le projet de résidence-visibilité : L'Estive, plateau de création in situ et en progression continue. Glassbox souhaite poursuivre son activité de lieu d'accueil, de production et de diffusion et porter plus loin certaines expérimentations à travers des dispositifs proposant différents protocoles au sein desquels des intervenants sont appelés à concevoir et produire des œuvres.

Plutôt que d'exposer un certain nombre d'objets, Glassbox construit son activité autour d'un programme afin de permettre la conception de formes spécifiques de production et d'exposition. Trois grands axes se dessinent : - la question de l'exposition, de la restitution de l'oeuvre, - le processus créatif et enfin le moment critique comme retour réflexif sur les activités développées.

UNE INSISTANCE SUR LA PRODUCTION, LE FAIRE, LE PROCESSUS CREATIF

Glassbox problématise les modalités propres au processus créatif: l'espace de la rue Moret se pose avant tout comme une médiation entre l'artiste et son œuvre en imposant des contraintes, des directions ou des interrogations ; il s'agit davantage d'un dispositif déjà présent et avec lequel il faut travailler plutôt que d'une structure d'accueil. Ainsi, Glassbox met en action ses propres compétences au service d'un projet qu'il aura sélectionné et déterminé en imposant des contraintes, un protocole ou des choix dans un dialogue bienveillant et critique avec l'artiste. Aussi, la production de l'œuvre importe autant que le rendu terminal : c'est le processus de la création, le faire lui-même qui est au cœur des enjeux thématisé par Glassbox. Le projet de mise en réseau des différents Artist-run spaces au niveau national s'inscrit dans cette démarche et tente à la fois d'en définir la spécificité tout en recensant les différents espaces d'art qui s'inscrivent dans cette dynamique. Les formats d'exposition comme « L'Estive » ou « Grande Forme » développent précisément cette insistance sur la création en tant que processus, élaboration et faire.

LA QUESTION DE LA RESTITUTION DE L'OEUVRE
Née d'une longue tradition et pratique curatoriale, Glassbox a senti la nécessité de revenir sur les modalités de présentation des œuvres et de l'exposition de l'art contemporain en général. Aussi, elle s'interroge sur la manière de rendre visible une œuvre finie au-delà du système classique de l'exposition et questionne jusqu'aux modalités de saisissement et d'archivage d'une présentation d'œuvres, qu'elle soit brève ou longue. L'organisation de séances d'écoute d'artistes sonores ou de happenings divers (le format « Workshop »), de présentations de jeunes diplômées (Laura O'Roke, Éléonore False) ou d'expositions parasites et discrètes (« Polder ») vient précisément interroger le système classique de l'exposition, du travail du commissaire et des dispositifs traditionnels de diffusion. Les différents formats qui insistent sur la production viennent déployer aussi, par contraste, ces interrogations en insistant plus fortement sur les temps de production plutôt que sur les temps d'exposition.
LES MOMENTS CRITIQUES
À la fois inscrite dans le processus de la création contemporaine et actrice de sa diffusion, Glassbox est aussi force critique de sa propre activité. Elle développe un travail d'analyse sur ses propres choix esthétiques à travers un lien constructif avec le monde théorique via des cycles de conférences ou des workshops critiques (Programme avec Les Beaux-arts de Bourges, le Frac Centre). Glassbox s'intéresse aussi aux problématiques plus classiques de la diffusion et de l'accès au public notamment grâce à l'architecture même de son espace (ouvert sur la rue : l'intérieur est visible de l'extérieur). Glassbox propose une mise en réseau inédite des différents Artist-run spaces (lieux qui, comme Glassbox, sont gérés par des artistes) en établissant une base de données qui permet de rendre visible la force, la richesse et la qualité des propositions initiées et investies par des artistes depuis la fin des années 80.

Cf. annexe partage de l'outil

B) Organisation et fonctionnement

1. Gouvernance de la Fabrique

Glassbox souhaite se doter en 2016, d'un Conseil d'Administration plus actif, à même d'apporter un regard critique sur le travail de l'équipe.

2. Description et évolution des effectifs

Glassbox compte aujourd'hui 2 salariées en CUI-CAE, Elle prévoit une nouvelle embauche CUI-CAE pour le 1er juillet 2016 ainsi qu'une demande d'emploi-tremplin dès ouverture d'un nouvel appel en 2016, ce qui porterait les effectifs à 4 personnes si l'emploi-tremplin est accepté.

C) Perspectives d'accueil des artistes

1. Les modalités d'accueil des artistes

Chaque année, entre 6 et 8 artistes seront reçus en résidence dans l'espace de la rue Moret. Un artiste supplémentaire est envoyé en résidence chaque année dans une maison dans le marais breton face au passage du gois en Vendée, mis gracieusement à la disposition de Glassbox. En plus des artistes reçus en résidence, environ 150 autres artistes seront soutenus et diffusés annuellement dans les murs de Glassbox et dans les projets hors-les-murs.

A partir de l'été 2016, Glassbox devrait bénéficier d'un logement pour pouvoir héberger les artistes en résidence. Un partenariat est en cours avec Curry-Vavart, collectif pluridisciplinaire qui organise et développe des espaces de vie et de création partagés, afin d'échanger des services.

D) Développement des réseaux territoriaux et développement des partenariats

Glassbox poursuivra son activité avec les acteurs suivants : Réseau Artist-run-spaces.org, Palais de Tokyo, After hours, Université de Ramallah, Université de Montréal, Jeune Création, Frac Centre, Beaux-arts de Bourges, espace d'art d'HEC, Galerie la Box, Beaux-arts de Paris, plateforme le Chassis, l'ECAL, Cinéma de la Nouvelle Lune, Musée du Bardo à Tunis, Kasbah Nova, Main d'œuvre, Curry Vavart, collectif Fugitif, Grand Belleville, etc.

La fabrique mènera-t-elle des actions sur des territoires identifiés comme relevant de la politique de la ville ?

Par ailleurs, l'accueil public est conduit toute l'année, et en particulier durant les temps de résidence, c'est-à-dire pendant que l'artiste est en train de produire l'œuvre à venir. Ainsi, chaque visiteur peut entrer en dialogue avec l'artiste au travail et poser des questions sur les matériaux, les choix esthétique, la méthode, toutes les étapes qui jalonnent le travail de l'artiste.

E) Perspectives d'investissement (travaux d'aménagement et/ou acquisition de matériel).

Glassbox a déposé deux demandes de subvention à l'investissement pour 2016, pour une enveloppe totale de 45 000 euros pour un projet de valorisation des locaux, d'équipement des locaux, de mise aux normes du système électrique et de pose d'une enseigne afin de rendre l'espace plus visible, identifiable, et donc plus accessible pour le public.

F) Description des projets d'action culturelle à mener en 2016 avec les publics (s'il y a lieu, objectifs, partenaires, types d'action, publics concernés …)

L'association va maintenir son dispositif d'accueil des publics dans le cadre des résidences et des expositions et l'enrichir grâce au programme Politique de la Ville.

<u>Temps prévus d'ouverture au public</u>

L'accueil du public est conduit toute l'année, et en particulier durant les temps de résidence, c'est-à-dire pendant que l'artiste est en train de produire l'œuvre. Chaque visiteur est invité à rentrer en dialogue avec l'artiste au travail, à poser des questions sur les matériaux, les choix esthétiques, la méthode, toutes les étapes qui jalonnent le travail de l'artiste.

Glassbox est ouvert au public durant les expositions et les différents événements programmés du mercredi au samedi de 14h à 19h. La durée totale des expositions présentées dans l'espace d'art du 4 rue Moret pour l'année 2016 (estimation) totalisent environ 140 à 170 jours ouvrés. Durant ces temps d'ouvertures au public, l'équipe est présente et propose une médiation pour différents types de public :

- Une médiation autonome pour les connaisseurs par le biais d'une fiche de salle et d'un texte critique présentant et développant les enjeux de ou des artistes présenté(e)s.
- Une médiation personnalisée pour les habitants du quartier ou des groupes éloignés de l'offre culturelle.

L'équipe de Glassbox encourage tous les types de public à engager une conversation ou à soulever des questions autour des événements exposés ou de la structure en elle-même.

Subvention demandée :
30 000 €

VII- Budget 2016 de la structure

BUDGET PREVISIONNEL DE LA STRUCTURE POUR 2016

CHARGES	€	PRODUITS	€
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**SUBVENTIONS ETAT**	
loyer annuel et charges locatives	13 380	DRAC Ile de France, *Projet artistique l'estive* ❒ Sollicité	4 700
fluides et combustibles	900	Autres directions du Ministère de la Culture *Préciser :culture et lien*	11 000
entretiens-réparations maintenance	200	**SUBVENTIONS**	
achats matériels, équipement	300	Région Ile-de-France	
location matériel	800	Région IDF - Fabrique	30 000
affranchissements et téléphone	276	Région IDF – Emploi-tremplin	
petit équipement	200	Région IDF – *Equipement* ❒ sollicité	27 000
documentation et fournitures administratives	200		
frais d'entretien	220	Ville de Paris Fonctionnement / Sollicité	10 000

assurances	344	Ville de Paris / politique de la ville / Sollicité	10 000
dotations aux amortissements	6 500	**AUTRES APPORTS**	
Personnel lié à la structure		ASP (emplois aidés, hors emplois- tremplins) *3 CUI CAE:*	15 050
administrateur	13 120	**RECETTES PROPRES**	
autres personnels: 1 chargée de	26 240	Prestations de service Workshop	10 000
charges sociales et congés payés	12 656		
Voyages missions réceptions	3 080		
DEPENSES ARTISTIQUES	35 000		
DEPENSES TECHNIQUES	4 334		
TOTAL	**117 750**	**TOTAL**	**117 750**

Détail du calcul de la subvention :

La Région décide de reconduire pour une année son soutien en faveur de Glassbox au titre des Fabriques de culture. L'aide est reconduite à l'identique, à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 111 250 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2016 proposé et déduction faite des 6 500 € de dotations aux amortissements..

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux fabriques de culture	30 000,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	30 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

Avenant n°1 à la convention n°16009843
Entre la Région Ile-de-France et CA GRAND PARIS SUD

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP 2017-600 du 22 novembre 2017.
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

la structure dénommée : CA GRAND PARIS SUD
adresse : Place des Champs Elysées – 91080 Courcouronnes
représentée par M Francis Chouat, Président
ci-après dénommée " la structure "
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n° CP 2016-386 du 21 septembre 2016, une subvention d'un montant maximum de 25 000 €, représentant 12,99 % du montant de la dépense subventionnable a été attribuée à CA GRAND PARIS SUD.

A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur la fiche projet jointe en annexe à la délibération CP n°2016-386 et afin de maintenir l'intégralité du montant d'aide régionale votée précédemment, il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération n° CP 2016-386 du 21 septembre 2016.

ARTICLE 1 : Modification de l'article 1

L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

« Par délibération N°CP 2016-386 du 21 septembre 2016 et CP 2017-575 du 22 novembre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir CA GRAND PARIS SUD pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Manifestation street art 2016 (référence dossier n°16009843).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 16,23% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 154 000 €, soit un montant maximum de subvention de 25 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : Modification de l'annexe à la convention

Le paragraphe « détail du calcul de la subvention » de la fiche projet est remplacé par les dispositions suivantes :

Objet : **CA GRAND PARIS SUD – MANIFESTATION STREET ART 2016**			
Libellé base subventionnable	**Montant base subventionnable**	**Taux d'intervention**	**Montant de subvention maximum**
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	154 000 €	16,23 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Détail du calcul de la subvention :
La Région apporte une aide en faveur de CA GRAND PARIS SUD d'un montant de 25 000 € sur une base subventionnable de 154 000 € correspondant au budget du projet.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les stipulations de la convention triennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le .....

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

M.
(*signature et cachet*)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009843

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CA GRAND PARIS SUD : MANIFESTATION STREET ART 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	154 000,00 €	12,99 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91080 COURCOURONNES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Président
N° SIRET : 20005922800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La tenue de cet événement nécessite l'engagement de dépenses d'organisation avant la date de la commission permanente.

Objectifs :
Créée en 2001, la Communauté d'Agglomération Évry Centre Essonne est un Établissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI), regroupant un ensemble de 6 communes sur le territoire essonnien: Évry, Bondoufle, Courcouronnes, Ris-Orangis, Lisses et Villabé.

Au 1er janvier 2016, cette entité a fusionné avec plusieurs autres territoires de l'Essonne et de la Seine et Marne (Seine Essonne, Sénart, San de Sénart en Essonne et la ville de Grigny), au sein de la grande agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, qui compte désormais 24 villes.

L'évènement street art porté par l'agglomération concerne 6 des villes.

Description :
Sous l'égide de Nicolas LAUGERO LASSERRE, directeur artistique, parfait connaisseur du milieu, des artistes locaux comme internationaux seront invités à se produire tout au long de l'année, sur le territoire.

Ce projet est construit en lien avec les ressources du territoire (artistes, milieu associatif, scolaires, habitants, équipements culturels, …) sous la forme de partenariats, concertations, participations, …

Il fait l'objet d'un travail sur la mémoire avec les habitants (habitants du quartier mais plus largement usagers des institutions) dans le cadre de la politique de la ville.

Il permet également de s'inscrire dans la lutte contre les discriminations et les préjugés.

De plus, des expositions temporaires, voire itinérantes, sont proposées sur le territoire de l'agglomération.

Le projet, initié en janvier 2015, au sein de l'agglomération Evry Centre Essonne, a déjà permis de réaliser sur ce territoire : une vingtaine de créations d'artistes nationaux et internationaux (Lek & Sowat, Bault, Cranio, V3M, Clet, Monkey Bird Crew, …), la mise en place d'expositions et conférences (exposition « Street Art Inside », « Donnons des couleurs à la ville », « Coup de pied dans la fourmilière », …) des partenariats avec différents acteurs du territoire (collège Galilée, maisons de quartier, services jeunesse, associations, écoles, …), une résidence en milieu scolaire auprès de 2 établissements scolaires (élémentaire et collège), en lien avec 2 maisons de quartier de l'agglomération, avec le street artiste Vincent Parisot.

Depuis début 2016, plusieurs artistes sont déjà intervenus sur le territoire : Monkey Bird, Said Dokins, Roti, Mademoiselle Maurice, Vincent Parisot, Henry Hang, …

Moyens mis en œuvre :
Ce projet est piloté avec l'aide de 2 instances :
- un comité de pilotage, se réunissant tous les 2 mois, qui définit les orientations stratégiques et valide le travail du comité technique,
- un comité technique, se réunissant tous les trimestres, qui assure la mise en œuvre du projet (relations avec les partenaires, lien avec les villes, action culturelle, projets et bilans, …), définit et respecte l'échéancier.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternats.

Public(s) cible(s) :
Habitants, notamment public jeune.
Lycéens dans le cadre des résidences.
Artistes du milieu du street art.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient lla manifestation street art de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 154 000 €.

Localisation géographique :
- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 000,00	5,19%
Services extérieurs	16 000,00	10,39%
Autres services extérieurs	94 000,00	61,04%
Dépenses de personnel	36 000,00	23,38%
Total	154 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	10 000,00	6,49%
Région IDF	25 000,00	16,23%
CD91(sollicité)	10 000,00	6,49%
CA Grand Paris Sud (acquis)	94 000,00	61,04%
Autre financement	15 000,00	9,74%
Total	154 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	41 200,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 500,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	14 800,00 €
	Montant total	73 500,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-594

DU 22 NOVEMBRE 2017

SOUTIEN À LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE : - POUR LES LIEUX ET OPÉRATEURS - POUR LES FABRIQUES DE CULTURE - POUR LES ÉQUIPES ARTISTIQUES PROFESSIONNELLES INDÉPENDANTES NOUVEAUX BÉNÉFICIAIRES AFFECTATIONS AU TITRE D'UNE CONVENTION QUADRIENNALE SOUTIEN À LA RÉSIDENCE TERRITORIALE ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE - AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE (FONCTIONNEMENT 2017)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 2017-52 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CP 15-105 du 29 janvier 2015 adoptant la convention d'Objectifs et de Moyens en la Région Ile-de-France et l'Orchestre National d'Ile-de-France (ONIF) ;

VU La délibération n° CP 2017-029 du 27 janvier 2017 adoptant l'avenant de prolongation de la convention d'Objectifs et de Moyens (Orchestre National d'Ile-de-France) ;

VU Les délibérations n° 2017-029 du 27 janvier 2017 et CP 2017-360 du 05 juillet 2017 attribuant l'avance et le solde sur la subvention de fonctionnement pour l'année 2017 (Orchestre National d'Ile-de-France) ;

VU La délibération CP 17-297 du 5 juillet 2017 adoptant la convention type pour le dispositif des aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle ;

VU La délibération CP 17-507 du 18 octobre 2017 adoptant la convention type pour le dispositif de la résidence territoriale ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017,

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-594 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre des dispositifs de la permanence artistique et culturelle et du soutien à la résidence territoriale, au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de **21 subventions** d'un montant maximum prévisionnel de **708 000 euros.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par chaque organisme d'une convention conforme aux conventions types approuvées par les délibérations CP2017-297 du 5 juillet 2017 (PAC) et CP 2017-507 du 18 octobre 2017 (RESIDENCE) et autorise la Présidente de la Région à signer ces conventions.

Affecte une autorisation d'engagement de **638 000 euros** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs » : Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-005 (131005) « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue», action 13100504 « Développement de la permanence artistique » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 euros** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène », action 13100501 « Soutien au spectacle vivant» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 euros**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-013 « soutien aux fabriques d'art et de culture », action 13101301 « soutien aux fabriques d'art et de culture », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

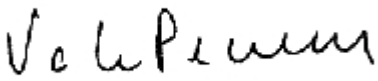
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Dossier - Code	Bénéficiaire	Date éligibilité
17011940	LES PAGNOZOO	26/06/2017

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement pour un montant global de **400 000 euros** en faveur de l'Orchestre National d'Ile-de-France (affectation complémentaire à la subvention de fonctionnement 2017), disponibles sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP312-005 (131005) « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-594	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100501 - Soutien au spectacle vivant**

Dispositif : N° 00001009 - Aide à la résidence territoriale

Dossier	17011940 - LES PAGNOZOO (RESIDENCE: J'ACCROCHERAI SUR MON FRONT UN AS DE COEUR)				
Bénéficiaire	P0037359 - LES PAGNOZOO				
Localisation	HAUTS DE SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
162 166,00 €	HT		12,33 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001009 - Aide à la résidence territoriale	20 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100501	20 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100503 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts de la scène**

Dispositif : N° 00000178 - OA / Orchestre national d'Ile-de-France (ONIF)

Dossier	17000271 - ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017				
Bénéficiaire	R5189 - ORCHESTRE NATIONAL IDF				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	400 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 240 000,00 €	TTC		5,1 %	400 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000178 - OA / Orchestre national d'Ile-de-France (ONIF)	400 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100503	400 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-594	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100504 - Développement de la permanence artistique**

Dispositif : N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes

Dossier	EX023729 - CIE DK59 - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	EXM01715 - CIE DK59			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
142 872,00 €	HT	17,5 %	25 000,00 €	

Dossier	EX023782 - ASSOCIATION ASANISIMASA - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	EXM00659 - ASSOCIATION ASANISIMASA			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
365 600,00 €	HT	10,94 %	40 000,00 €	

Dossier	EX023784 - ONZE HEURES ONZE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	P0017608 - ONZE HEURES ONZE			
Localisation	CA PARIS VALLEE DE LA MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
133 000,00 €	TTC	21,05 %	28 000,00 €	

Dossier	EX023785 - WLDN - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	EXM01725 - WLDN			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
391 966,00 €	HT	10,2 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-594	Budget	2017

Dossier	EX023787 - ASSOCIATION MAN DRAKE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	EXM01726 - MAN DRAKE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
172 682,00 €	HT	17,37 %	30 000,00 €	

Dossier	EX023790 - ECHELLE 11 - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	EXM00681 - ECHELLE 11			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
579 822,00 €	HT	6,9 %	40 000,00 €	

Dossier	EX023798 - LE THEATRE DU CORPS / PIETRAGALLA - PIETRAGALLA COMPAGNIE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	P0019558 - LE THEATRE DU CORPS / PIETRAGALLA - PIETRAGALLA COMPAGNIE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
907 400,00 €	HT	3,31 %	30 000,00 €	

Dossier	EX023803 - COMPAGNIE BABEL - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	EXM00677 - COMPAGNIE BABEL - ELISE CHATAURET			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
174 260,00 €	HT	17,22 %	30 000,00 €	

Dossier	EX023828 - AHOUAI NANSI TROPBIEN - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	EXM01733 - AHOUAI NANSI TROBIEN			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 925,00 €	HT	20,85 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-594	Budget	2017

Dossier	EX024664 - TOUJOURS APRES MINUIT - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017				
Bénéficiaire	EXM01834 - TOUJOURS APRES MINUIT				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
212 300,00 €	HT		14,13 %	30 000,00 €	

Dossier	EX024689 - AIR LIBRE (LES FUGACES) - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017				
Bénéficiaire	P0025981 - L'AIR LIBRE				
Localisation	CC COEUR D'YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 273,00 €	TTC		14,26 %	20 000,00 €	

Dossier	EX024878 - SCENA NOSTRA - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017				
Bénéficiaire	P0020483 - SCENA NOSTRA				
Localisation	HAUTS DE SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
246 251,00 €	TTC		12,18 %	30 000,00 €	

Dossier	17011664 - COMPAGNIE SANDRINE ANGLADE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017				
Bénéficiaire	P0003040 - COMPAGNIE SANDRINE ANGLADE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	45 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
389 505,00 €	HT		11,55 %	45 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001007 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	408 000,00 €

Dispositif : N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-594	Budget	2017

Dossier	EX023796 - THEATRE DE LA POUDRERIE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	P0021249 - THEATRE DE LA POUDRERIE			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 013,00 €	HT	20,94 %	40 000,00 €	

Dossier	EX023819 - SCENES A L ITALIENNE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	EXM00670 - SCENES A L ITALIENNE			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
899 910,00 €	HT	3,33 %	30 000,00 €	

Dossier	EX023821 - TGP THEATRE GERARD PHILIPE CTRE DRAMATIQUE NATIONAL - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	R9916 - TGP THEATRE GERARD PHILIPE CTRE DRAMATIQUE NATIONAL			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
457 712,00 €	HT	13,11 %	60 000,00 €	

Dossier	EX024875 - COMMUNE DE LA NORVILLE - NOUVELLE PAC 2017			
Bénéficiaire	R1137 - COMMUNE DE LA NORVILLE			
Localisation	LA NORVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 500,00 €	HT	21,65 %	25 000,00 €	

Dossier	17012115 - VILLES MUSIQUES DU MONDE - NOUVELLE PAC 2017			
Bénéficiaire	R26657 - VILLES MUSIQUES DU MONDE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
555 860,00 €	HT	9 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-594	Budget	2017

Dossier	17014501 - PARIS VALLEE DE LA MARNE- LES PASSERELLES- NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	P0034597 - PARIS VALLEE DE LA MARNE			
Localisation	CA PARIS VALLEE DE LA MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
283 420,00 €	TTC	8,82 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001010 - Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	230 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100504	638 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131013 - Soutien culturel pluridisciplinaire**
Action	**13101301 - Soutien aux fabriques d'art et de culture**

Dispositif : N° 00001013 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture

Dossier	EX023806 - LA LISIERE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017			
Bénéficiaire	P0036658 - LA LISIERE CHATEAU DE BRUYERES LE CHATEL			
Localisation	BRUYERES-LE-CHATEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
172 000,00 €	HT	29,07 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001013 - Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	50 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131013 - 13101301	50 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023729

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CIE DK59 - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	142 872,00 €	17,50 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIE DK59
Adresse administrative : 59 AVENUE RASPAIL
94250 GENTILLY
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur Bertrand DAUNAY, Président

N° SIRET : 43770890200030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Compagnie de danse contemporaine créé en 2000 par Gilles Vérièpe, d'abord implantée dans le Nord (et alors conventionné Région et aide au projet régulièrement DRAC). Le répertoire de la compagnie est caractérisé par une grande variété des formes (solo, tout public, jeune public, création in situ...). Sa dernière création "KUBE" est une pièce jeune publique. Implantée désormais en Ile-de-France, Gilles Vérièpe a été en résidence pendant trois ans à la briqueterie (2012 à 2015), avant d'être artiste en résidence au Théâtre de Rungis jusqu'à fin 2018.
Fort de son implantation en Val-de-Marne, la compagnie a obtenu une aide au fonctionnement du Département en 2017. La compagnie rassemble des partenaires autour de son projet, en Ile-de-France : l'Etoile du Nord, la Briqueterie, Rungis, la ville de Nanterre (dans le cadre de sa saison jeune public), le Théâtre de Chevilly-Larue. Elle bénéficie également d'autres partenaires hors Ile-de-France (Théâtre de Couëron, l'Onyx d'Herblain (scène conventionnée cirque et danse).
La compagnie est soutenue par le Conseil Départemental du Val-de-Marne (aide au fonctionnement).

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021
- « Les éternels » sera présenté en automne 2018 au Théâtre de Rungis. D'autres lieux sont en cours de

discussion : le Théâtre de Chevilly Larue, Théâtre National de Chaillot, Théâtre de Maisons-Laffitte, Art Danse CDC Dijon Bourgogne, le CDC du Cuvier, résidence studio au CCN de Nantes.
Il y aura 2 semaines de résidence à La Briqueterie CDC du Val-de-Marne, 2 semaines au CND (en cours) et 3 semaines de résidence au Théâtre de Rungis en studio et 1 semaine pour finaliser la création en plateau.
Dans la continuité de la création *L'architecture du hasard*, réalisée dans le cadre du festival Concordan(s)e 2016, basée sur la rencontre inédite entre un écrivain et un chorégraphe, la nouvelle création Les éternels associera l'écriture chorégraphique de Gilles Vériepe et l'écriture littéraire d'Ingrid Thobois, en nous projetant cette fois dans l'ère transhumaniste, fantasme pour les uns, repoussoir pour les autres, en tout état de cause une perspective réelle ou imaginaire qui donne à s'interroger…
À travers un entrecroisement de témoignages, Les éternels donnera à explorer, voir et entendre cette nouvelle ère transhumaniste. Corps et langages mêlés s'appliqueront à soulever et à traduire les nouvelles interrogations d'un troisième millénaire inventé.
Sortis de leur zone de confort, un comédien, une comédienne, trois danseurs et une danseuse exploreront tout à la fois le langage du corps et le langage des mots, les croiseront, les confronteront, les mêleront, donnant naissance à une langue hybride à la lisière du geste et de la parole, puissante et fragile, comme tout ce qui demande d'oser.
Il fut un temps, les hommes, sans exception, mouraient, succombant à des maladies, victimes d'accidents, s'éteignant de vieillesse.
Au troisième millénaire, ce temps est révolu, l'humanité devenue immortelle.
Corps réparables à l'infini, cellules régénérables à souhait, vieillissement repoussé à jamais, la question du temps, autrefois bordée par les notions de naissance et de mort, ne se pose plus en termes de commencement et de finitude.
Révolution métaphysique / Renversement des valeurs / Annulation des lois physiques et physiologiques / Bouleversement des croyances / Effritement des certitudes.
L'infini devenu unité étalon du temps, que reste-t-il des notions de présent, de passé, de futur, de vie et de mort ? L'interrogation philosophique du sens de l'existence, et l'angoisse inhérente, autrefois résolues par la finitude et par le fait de laisser derrière soi des traces (création, enfants), doivent trouver d'autres réponses. La manière dont l'humain se construit et se structure est à réinventer. La façon dont il se souvient et oublie, ainsi que l'ensemble de ses actes, décisions et choix de vie est à repenser à la lumière de ce vertigineux effacement des limites qu'est l'éternité. L'ère transhumaniste impose un nouveau rapport au monde, à soi, aux autres, au corps et au langage. Tout est à repenser. Tout est à retraverser.
L'enjeu de la pièce *les éternels* ne sera pas de dire mais d'évoquer, non de répondre mais de questionner.

- La nouvelle création de Gilles Veriepe, « *Espaces dansés* », sera créée en janvier / février 2018 après 2 semaines de résidence dans les locaux de la Compagnie Pernette en septembre 2017, 2 semaines de résidence à la Briqueterie CDC du Val de Marne et 2 semaines de résidence au Théâtre de Rungis.
Espaces dansés sera présenté pour la première fois lors de l'Inauguration de Hall d'entrée du Théâtre de Rungis.
Cette pièce itinérante sera proposée à tous les théâtres de la Région Ile de France pour développer des projet in situ. Ce nouveau quatuor créé par Gilles Veriepe, part du désir de présenter un spectacle de danse dans des lieux qui ne lui sont pas a priori destinés tels les parcs, les gares, les musées, les médiathèques, les écoles, les cinémas, les centres commerciaux…
Il souhaite aussi aller à la rencontre des personnes qui ne peuvent pas se déplacer, en présentant son projet dans des maisons de retraite, des hôpitaux, des prisons…
Suite au succès de « *Petites formes dansée*s » créé en 2009 avec plus de 220 représentations en 7 saisons (dont le Biennale de Lyon, Le Mac Val, le Louvre Lens, la Biennale du Val-de-Marne…), Gilles Veriepe désire approfondir sa recherche autour d'un spectacle in situ, présenté hors plateau et continuer à redonner ses lettres de noblesse à la DANSE en interpellant le spectateur dans son environnement quotidien.
Espaces dansés veut participer au mouvement de démocratisation de la danse contemporaine.
Espaces dansés, qui réunira deux femmes et deux hommes, sera constitué de plusieurs pièces courtes de trois à huit minutes pour former en totalité une pièce de 45 minutes. Chaque pièce courte pourra être présentée séparément dans des espaces variés d'un même lieu.

Une danse pensée pour l'espace urbain :
Cette rencontre avec le public, Gilles Verièpe souhaite la réaliser précisément en créant un nouveau quatuor sur le thème de l'architecture et l'espace urbain.
La chorégraphie de Gilles Verièpe questionnera l'espace urbain et l'architecture du lieu, il veut interpeller la place de l'être humain dans son environnement quotidien. Son espace quotidien qui, au fil du temps, s'efface et devient habituel, sera revisiter et permettra d'ouvrir le temps d'une danse une nouvelle fenêtre…

- « *L'Histoire du soldat* » de Stravinsky – Ramuz, sera présenté le 17 mai 2018 après deux semaines de résidence au Théâtre de Rungis. Cette pièce sera mise en scène par Gilles Verièpe et Côme de Bellescize (également artiste en résidence au Théâtre de Rungis) sous la direction du chef d'orchestre Laurent Goossaert.
Sont sollicités le Théâtre des Bouffes du Nord, le Théâtre de l'Athénée, le Théâtre d'Herblay (Val-d'Oise) …
« À l'occasion du 100ème anniversaire de la création de L'Histoire du Soldat en 2018, Marie-Christine Barrault, Grégori Baquet et Jean Claude Dreyfus ont accepté sous la direction de Côme de Bellescize et Gilles Verièpe de retisser le lien entre musique, danse, et théâtre à travers une lecture résolument contemporaine et engagée de l'oeuvre de Stravinsky et Ramuz.
L'Histoire du soldat est un mélodrame composé par Igor Stravinsky en 1917 sur un texte de Charles-Ferdinand Ramuz pour trois récitants.
Le Lecteur sera joué par Marie Christine Barrault, le Soldat par Grégory Baquet et le Diable, Jean Claude Dreyfus. Il y aura sept instrumentistes unanimement reconnus : violon, contrebasse, basson, cornet à pistons, trombone, clarinette et percussions.
L'Europe est en guerre… Il faut inventer de nouvelles formes de spectacles, légères, souples, peu gourmandes en matériels et en moyens… L'oeuvre, conçue pour l'itinérance par la légèreté de son dispositif, a été créée le 28 septembre 1918 au théâtre municipal de Lausanne sous la direction d'Ernest Ansermet. »

2019
Après 3 créations en 2018, la Cie DK59 va tout mettre en œuvre pour diffuser ces pièces.
Un travail de diffusion mis en place par Emma Cros permettra de rayonner en Ile-de-France, en France et notamment à l'étranger.
Le répertoire de la compagnie avec *KUBE* (jeune public), Espaces dansés (in situ) et l'Architecture du hasard (médiathèque) sera prolongé pour permettre une large diffusion dans différents lieux.

2020
Suite au succès de *L'architecture du hasard*, le Festival Concordan(s)e propose à Gilles Verièpe et Ingrid Thobois de prolonger l'aventure de leur duo. Leur duo interroge le cheminement hasardeux de l'existence qui les a notamment amenés à se rencontrer.
Une nouvelle période de résidence (lieux encore à définir) de 3 semaines leur permettra de continuer et d'allonger la durée de leur duo unanimement apprécié.

2021
Gilles Verièpe envisage déjà de créer une nouvelle pièce à destination du jeune public après avoir créé KUBE en 2016. Il semble essentiel à Gilles Verièpe de perdurer la création à destination des enfants.
Après toutes ces années, la Cie DK59 a créé son réseau jeune public en Ile-de-France, en France et à l'international. Les pièces de Gilles Verièpe trouvent toujours un écho largement positif au près des publics, des théâtres et des écoles.

D'autre part objectif de la Cie DK59 sera de continuer la diffusion de son répertoire et continuer le développement de sa structure en Région Ile-de-France. A fil des années, nous voulons pérenniser l'implantation de la compagnie en enrichissant et développant son réseau pour promouvoir les pièces à l'échelle nationale et à l'Internationale.
Nous sommes déjà à la recherche d'un nouveau lieu de résidence pour prendre la suite du Théâtre de Rungis, avec lequel le partenariat de la compagnie s'achève fin de la saison 2018 – 2019.

Les tournées du répertoire

La force de la Cie DK59 réside notamment dans le fait de faire tourner son répertoire : pour Gilles Verièpe, c'est une priorité que ses pièces vivent et soient vécues par les danseurs, qui poursuivent, par leurs interprétations successives, le processus de création.

Chaque pièce du répertoire de la Cie DK59 est proposée de saison en saison jusqu'à ce que la demande s'épuise.

Les tournées apportent à la compagnie la possibilité d'avoir une activité régulière qui pourrait, à terme, permettre à Gilles Verièpe de s'entourer d'une équipe presque permanente et de donner plus de vie à l'idée de compagnie, à laquelle il est très attaché.

Les reprises, du fait de la richesse et de la diversité du répertoire de la compagnie, permettent également de toucher différents publics et de sensibiliser les spectateurs aux différents aspects de l'univers chorégraphique de Gilles Verièpe.

Le large rayonnement de la compagnie en France et à l'étranger s'intensifie par cette diffusion régulière du répertoire, que peuvent facilement voir ou revoir les professionnels concernés : cela permet de nouer de nouveaux contacts et de développer de nouveaux réseaux de diffusion et de soutien. C'est un effet spiralaire : plus le travail de Gilles Verièpe est vu, plus les programmateurs connaissent son univers, plus nombreuses sont les occasions de tourner, plus les pièces sont jouées, plus la compagnie a les moyens de son existence.

Cette logique que nous mettons en œuvre depuis plusieurs années. Pour la saison 2017-2018, la Cie DK59 va présenter 3 pièces de son répertoire :

"Kube". Corps. Formes. Couleurs ! Kube invente l'art 3.0 ou l'immersion chorégraphique comme entrelacs de vidéo, 3D, son et mouvement. Gilles Vérièpe trempe sa danse dans l'art pictural. Et pas n'importe lequel : les lignes et surface bleues, rouges, jaunes, noires de Mondrian, les formes géométriques de Malevicht, l'immersion colorée de Mark Rothko. De cette exploration de l'abstraction émerge une danse des sensations, libre, non-figurative. Et l'histoire? Pas d'histoire. Mais une invitation à ressentir la matière, à coller au mouvement des trois danseuses, à se fondre dans la création vidéo qui partout les entoure, à prendre le pouls du la musique hypnotique de Vlad Roda Gil. La scène devient projection picturale totale où l'imaginaire des spectateurs peut rebondir à l'infini.

Kube continuera à être joué sur les prochaines saisons et nous travaillons autour de la diffusion en Val de Marne. Ce trio mêlant art numérique et danse contemporaine autour de l'art abstrait et une pièce idéale pour initier le jeune public à la danse contemporaine par le biais de l'art picturale. Des contacts ont déjà été pris avec différent lieux tel que Choisy le Roi, Maison Alfort, Fontenay sous Bois…

KUBE est en tournée pour la saison 2017 -2018
Les 19 et 20 octobre 2017 au Théâtre de Maison Lafitte (3 représentations)
Le 7 novembre 2017 à l'Espace Diamant d'Ajaccio (2 représentations)
Le 22 novembre au Parc de Rentilly (1 représentations)
Du 08 au 11 janvier 2018 au Théâtre des Bergeries de Noisy Le Sec (6 représentations)
Le 31 janvier 2018 à L'Espace Boris Vian aux Ulis (2 représentations)
Les 15 et 16 février au Carré Belle Feuille de Boulogne Billancourt (3 représentations)
Du 20 au 22 mars 2018 à L'espace 93 de Clichy sous Bois (6 représentations)
D'autres lieux sont en cours de discussion…
Des ateliers de sensibilisation dans les écoles maternelles et primaires autour de KUBE et du Carnaval de Saëns seront donné par Gilles Verièpe à Maison Lafitte, aux Ulis, au Chesnay et à Boulogne Billancourt.

- « *L'architecture du hasard* »

Dans le cadre du dispositif « Concordan(s)e », l'écrivain Ingrid Thobois et le chorégraphe Gilles Verièpe croisent leurs pratiques artistiques pour créer ensemble une oeuvre dialogue.

Leur projet « l'architecture du hasard » interroge le cheminement hasardeux de l'existence qui les a notamment amenés à se rencontrer. Plus largement, cette pièce écrite et dansée soulève la question de ce qui préside à toute rencontre, chaque seconde ayant une influence sur celle qui suit, dans un minutieux et stupéfiant lien de causalité que seule la mort a (peut-être) le pouvoir d'interrompre.

Appelons cela « hasard », « coïncidence », « destin », appelons cela « architecture du hasard ». C'est toujours de vertige qu'il s'agit lorsqu'il est question du sel de l'existence qu'est la rencontre.

L'architecture du hasard a pu être joué dans différent lieux du Val de Marne tels que La Briqueterie, la

médiathèque du Kremelin Bicêtre. Nous souhaitons proposer aux différentes médiathèques du département la possibilité de présenter in situ le duo. La possibilité de jouer dans des médiathèques est important pour Gilles Verièpe car il permet aux lieux d'apporter le spectacle vivant de manière singulière.
A la fin de chaque spectacle, une discussion est toujours abordée avec le public afin de mieux faire comprendre la démarche artistique de Gilles Verièpe et d'Ingrid Thobois.

« *L'architecture du hasard* » sera joué :
En janvier – février 2018 au Théâtre de Rungis
En janvier – Février 2018 à l'Institut Français d'Istanbul (en cours)
En mai 2018 dans le cadre du Festival O 4 vents (Paris 4ème)
D'autres lieux sont en cours de discussion…
En parallèle des représentations, des ateliers danse et écriture seront mis en place avec les lieux.
Notamment à la prison des Hauts de Seine où Gilles Verièpe et Ingris Thobois ont déjà donner des ateliers avec 9 détenus en avril et mai 2017 ainsi que présenté leur duo devant 40 détenus.
Ces ateliers danse et écriture seront reconduit durant l'année 2018.

Le projet d'actions culturelles
Parallèlement à ses créations, Gilles Verièpe a toujours mis l'accent sur la pédagogie : allant à la rencontre d'élèves (maternelle, élémentaire, collège, lycée), d'étudiants (université) et d'amateurs de danse pour leur faire découvrir son travail chorégraphique mais plus largement les notions de danse contemporaine, il veut contribuer à démocratiser celle-ci et former le spectateur de demain.
Fort de son parcours de danseur et de chorégraphe, Gille Verièpe juge essentiel le partage de son expérience et de son savoir. La pédagogie est pour lui un élément constitutif de l'élaboration de ses créations, un lieu où questionner sa pratique. Pensés comme des temps d'échanges de connaissances, les ateliers, masterclass et autres projets qu'il mène sont autant de moyens renouvelés d'aller à l'essentiel de son art.
Des ateliers de sensibilisation sont régulièrement mis en place avec les théâtres qui accueillent la compagnie : il s'agit d'ateliers conçus et animés par Gilles Verièpe autour de ses spectacles. Il privilégie particulièrement les créations de pièces avec des élèves d'écoles primaire, de collèges, de lycées, créations qu'il vit comme des occasions d'enrichissement de sa démarche antistatique de chorégraphe.
Soucieux de s'adresser à tous les publics, il anime également des ateliers aux enfants d'IME (Instituts médico-éducatifs) ou d'IEM (Instituts d'éducation motrice) ainsi qu'à des enfants malvoyants.
En plus de 15 années d'expérience dans le domaine de la création chorégraphique, Gilles Verièpe a su appréhender en parallèle de manière précise et concrète le rapport à la pédagogie : plus il est en contact avec le milieu scolaire, plus il perçoit les possibilités qu'à l'amateur d'appréhender ses émotions. Gilles Verièpe a pu observer maintes fois les capacités des participants à faire preuve à la fois de sensibilité et de raison, d'enchantement et de sérieux, d'imagination et de désir d'apprendre. Les propositions chorégraphiques de Gilles Verièpe, par le respect qu'elles manifestent envers ces danseurs/amateurs, du fait de la grande rigueur avec laquelle elles sont élaborées, cultivent chez eux leurs qualités de spectateur intelligent.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention
La Région décide de soutenir la compagnie DK59 à hauteur de 25 000 € dans le cadre d'une convention

quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 142 872 € et correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	132 772,00	92,93%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	2 000,00	1,40%
AUTRES DEPENSES	8 100,00	5,67%
Total	142 872,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France PAC	25 000,00	17,50%
Département du Val-de-Marne – en cours	17 000,00	11,90%
Sociétés civiles	24 000,00	16,80%
Recettes propres d'activité	76 872,00	53,80%
Total	142 872,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023782

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION ASANISIMASA - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	365 600,00 €	10,94 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ASANISIMASA
Adresse administrative : 35 RUE DES PETITS CARREAUX
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAROLINE SCHATZ, Présidente

Date de publication au JO : 21 juillet 2001

N° SIRET : 44536376500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Créée en 2001 par Frédéric Sonntag, auteur, acteur et metteur en scène à sa sortie du conservatoire national supérieur d'art dramatique, la compagnie a créé une dizaine de pièces écrites par F. Sonntag, plusieurs ayant été primées et traduites en plusieurs langues.
La compagnie produit des pièces et des performances axées sur l'image ou sur la forme du concert ou même de l'installation in situ et du théâtre d'objets : « Sous contrôle », « George Kaplan », « Benjamin Walter ».
Conventionnée par la DRAC Ile-de-France et très présente en Ile-de-France - elle a bénéficié de résidences longues à Saint-Ouen, au Blanc-Mesnil, elle entretient un partenariat fidèle avec la Ferme du Buisson, elle a jouée en séries au Théâtre Paris-Villette, au Théâtre de la Cité internationale -, la compagnie après avoir été artiste associé au Prisme d'Elancourt en 2015/2016, est désormais en résidence pour trois ans au Nouveau Théâtre de Montreuil, à l'Apostrophe de Cergy-Pontoise ainsi qu'au

Grand R à la Roche-sur-Yon. Ces résidences d'implantations sont accompagnées d'actions culturelles à destinations des adolescents (collèges et lycées).
Synthèse du projet proposé pour l'aide à la permanence artistique et culturelle 2018-2021
PROJET SUR QUATRE SAISONS : 2017/2018 – 2018/2019 – 2019/2020 – 2020/2021
Le projet de la permanence artistique de la compagnie AsaNIsiMasa / Frédéric Sonntag en Île-de-France pour les quatre saisons à venir est un projet, en partenariat avec plusieurs structures de la région, qui se développe en 3 volets : RECHERCHE / CRÉATION / PÉDAGOGIE.
(Ces trois volets aboutiront notamment à la création d'un spectacle, intitulé After Life, pendant la saison 2019/2020, réunissant acteurs amateurs et professionnels, qui sera le fruit d'un travail mené pendant plusieurs saisons avec différents amateurs en Île-de-France, ainsi que d'une collecte de souvenirs auprès d'habitants de la région.)

RECHERCHE
Ne disposant pas de lieu fixe de travail en Île-de-France, mais travaillant avec un réseau important de structures dans cette région (Artiste associé au Nouveau théâtre de Montreuil, à l'Apostrophe à Cergy, mais aussi en résidence régulière au Prisme à Elancourt, au Théâtre Paris Villette, au théâtre Paul Éluard à Choisy-le-Roi, au POC d'Alfortville…), la compagnie AsaNIsiMAsa souhaite mettre en place un espace de recherche, de réflexion et de répétition itinérant en Île-de-France, en collaboration avec différentes structures partenaires. Ce laboratoire itinérant prendrait la forme de temps de résidence (deux à trois par an), d'une longueur de deux à quatre semaines. Cet espace de recherche sera le lieu à partir duquel s'inventeront les différentes créations et les différentes actions artistiques de la compagnie.

CRÉATION
Sur les quatre saisons à venir, Frédéric Sonntag et la compagnie AsaNIsiMAsa répèteront et créeront plusieurs projets :
- B. TRAVEN, troisième et dernier volet de la « Trilogie fantôme » (création en mars 2018 avec notamment 20 représentations au Nouveau Théâtre de Montreuil, mais aussi d'ores et déjà à l'automne 2018 : à l'Apostrophe à Cergy, à la Ferme du Buisson, à Théâtre-Sénart, à Choisy-le-Roi…)
- Reprise à de BENJAMIN WALTER à l'automne 2018 et création de la « trilogie Fantôme », c'est-à-dire la tournée de GEORGE KAPLAN, BENJAMIN WALTER et B. TRAVEN ensemble (selon des modalités à mettre en place)
- AFTER LIFE, une création réunissant comédiens amateurs et professionnels (création 2019/2020)
- THE FAT GUY, un projet de création prévue pour 2020/2021
- d'autres projets sont à l'étude (un monologue, une pièce plus musicale…), les temps de laboratoire permettront à la compagnie de décider si et quel projet pourra s'intégrer artistiquement dans les 4 années à venir.

PÉDAGOGIE
La compagnie poursuivra son travail de pédagogie auprès des différents publics en lien avec ces différents projets de création, mais aussi en lien avec les besoins évalués par les théâtres des territoires autour de Montreuil et Cergy, dans le cadre de l'association de la compagnie avec le NTdM et l'Apostrophe.
Le fil conducteur de ce travail de pédagogie sera le projet de création After Life dans le cadre duquel la compagnie mettra en place une collecte de souvenirs auprès des habitants de la région, en partenariat avec des théâtres franciliens, qui seront utilisés au sein de la création mais aussi récupérés pour être diffusés dans une installation itinérante, qui tournera avec le spectacle (diffusion des souvenirs dans des petites télé avec un casque, pour prolonger le spectacle). Elle mettra également en place des stages d'interprétation en vue d'intégrer un groupe de comédiens amateurs (avec ou sans expérience de la pratique théâtrale) à la création.
Avec le NTdM le travail pédagogique de la compagnie sera en majorité orienté vers les lycées et collèges ; avec l'Apostrophe, un temps fort est pensé en lien avec les universités, mais aussi le jeune public ; avec le Grand R et la SN61, les ateliers sont majoritairement tournés vers les lycées ou sans distinction d'âge.

Note d’intention de Frédéric Sonntag sur la résidence de 3 ans à l’Apostrophe
J’envisage cette résidence comme un espace à partir duquel déployer le travail de ma compagnie à la fois dans sa structuration, ses projets de création, sa dynamique de diffusion, mais surtout dans le développement de son projet artistique : c’est-à-dire dans l’élaboration d'une pensée sur la question des récits et leur place dans notre histoire contemporaine, et sa mise en oeuvre sous des formes théâtrales qui cherchent l’articulation entre un théâtre narratif et une écriture scénique pluridisciplinaire. Dans ce cadre, j’aimerais mettre en place des temps de laboratoire et de recherche à partir desquels se développeront et mûriront les prochains projets de la compagnie. En plus de convier à ces temps mes différents collaborateurs, je souhaiterais créer des liens avec l’université de Cergy-Pontoise et inventer des passerelles avec des étudiants, des enseignants, des chercheurs, afin de nourrir et de partager notre champ de réflexion. Le travail que je mène en effet depuis quelques années sur la fonction des récits et la place qu’ils occupent dans la construction d’une identité (personnelle, collective, nationale, européenne etc.) m’a conduit à inscrire au coeur de ma démarche des problématiques liées aux sciences humaines (littérature, philosophie, sociologie, histoire…) et à mettre en place dans mon processus de création des espaces de recherche (collecte de matériaux, recherches bibliographiques, récoltes de témoignages, rencontres et échanges avec des spécialistes...) dédiés à certains sujets et savoirs spécifiques. Je souhaiterais également que cette résidence puisse être un espace de rencontre, de mise en relation avec d’autres artistes, notamment des auteurs. J’ai participé depuis dix ans à de nombreuses rencontres internationales dédiées aux écritures contemporaines, et à plusieurs réseaux européens de mise en circulation des textes. Ces dispositifs ont été l’occasion de rencontres avec d’autres auteurs et metteurs en scène en Europe et à travers le monde. J’ai pu développer avec certains d’entre eux un espace de réflexion et d’échange sur des problématiques communes (notamment sur la question d’une identité européenne) et mettre en place des espaces collaboratifs. J’aimerais poursuivre ce travail d’échange et de réseau et le mettre à profit du projet de la scène nationale sur les écritures contemporaines, notamment dans le cadre de son projet des rencontres annuelles internationales. Cette résidence sera également l’occasion de poursuivre le travail engagé par la compagnie sur des formes en direction du jeune public (notamment des formes pluridisciplinaires à la croisée entre littérature, art vidéo, musique, arts graphiques etc.).

> saison 2017/2018
RECHERCHE :
- atelier de recherche technique sur B. Traven au Grand R vacances de la Toussaint : 1 semaine : 1 metteur en scène, 3 régisseurs, 1 musicien, 1 costumière
- atelier de recherche technique sur After Life au Grand R vacances de la Toussaint : 1 semaine : 1 metteur en scène, 3 régisseurs, 1 musicien, 1 costumière

CRÉATIONS ET REPRISES
- tournée du diptyque BEAUTIFUL LOSERS, composé de deux spectacles de la compagnie : THE SHAGGS et LICHEN-MAN : le 10 octobre à l’Espace Jean Legendre à Compiègne, les 8 et 9 novembre au Grand R., et en cours de discussion pour différents lieux et festivals.
- résidences de création de B. TRAVEN au Nouveau Théâtre de Montreuil, au POC d’Alfortville, au Grand R, scène nationale de la Roche-sur-Yon, à la Ferme du Buisson, scène nationale de Marne-la-Vallée, Scène nationale 61 Alençon/Flers/Mortagne-au-Perche. 10 semaines avec 1 metteur en scène, 1 assistant à la mise en scène, 10 interprètes, 4 créateurs techniques, 1 scénographe, 1 costumière.

PÉDAGOGIE en Ile-de-France :
Nouveau Théâtre de Montreuil
- Création musicale avec des CHAM (4eme/3eme) du Conservatoire de Montreuil 30aine d’heures, mélange l’écriture (Frédéric Sonntag) la composition musicale/chant (Paul Levis) et une mise en espace (Frédéric Sonntag).
- Un atelier d'écriture de 8h dans une classe de première – Frédéric Sonntag – Lycée Evariste Galois à Noisy-le-Grand

- Un atelier de pratique de 12h théâtrale dans un lycée professionnel constructeur de décors (lycée Léonard de Vinci à Paris) - 1 comédien
- Intervenants dans l'option théâtre du lycée Jean Jaurès à Montreuil :
- 30h en seconde
- 50h de septembre à mars auprès des 1ere (option lourde)

> saison 2018/2019
RECHERCHE
- atelier de recherche sur The Fat Guy, projet de création pour 2020 : 3 semaines
- atelier de recherche / laboratoire des projets futurs : 3 semaines

CRÉATIONS ET REPRISES
- tournée de B. TRAVEN à l'automne 2018 : Théâtre Dijon Bourgogne, La Manufacture CDN de Nancy, La Ferme du Buisson, Théâtre Paul Eluard Choisy-le-Roi, Théâtre-Sénart, Théâtre d'Aurillac -scène conventionnée, Le Rayon Vert, scène conventionnée…
- mise en place de la diffusion de la « trilogie fantôme » avec GEORGE KAPLAN, BENJAMIN WALTER et B. TRAVEN.
- tournée du répertoire de la cie

PÉDAGOGIE
- stages amateurs et récoltes de souvenirs pour le projet After Life, master-class, rencontres autour des projets en diffusion, ateliers de pratique théâtrale en lycée…

> saison 2019/2020
RECHERCHE
- atelier de recherche / laboratoire des projets futurs : 3 semaines

CRÉATIONS ET REPRISES
- résidences et création d'AFTER LIFE au Nouveau théâtre de Montreuil, l'Apostrophe à Cergy, Le Prisme à Elancourt, Sénart Théâtre scène nationale…
- tournée du répertoire (diptyque Beautiful losers, Trilogie Fantôme)

PÉDAGOGIE
- stages amateurs et récoltes de souvenirs pour le projet After Life, master-class, rencontres autour des projets en diffusion, ateliers de pratique théâtrale en lycée…

> saison 2020/2021

RECHERCHE
- atelier de recherche / laboratoire des projets futurs : 3 semaines

CRÉATIONS ET REPRISES
- résidences et création de THE FAT GUY
- tournée du répertoire (diptyque Beautiful losers, Trilogie Fantôme, After Life)

PÉDAGOGIE
- stages amateurs, master-class, rencontres autour des projets en diffusion, ateliers de pratique théâtrale en lycée…

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir Asanisimasa à hauteur de 40 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 365 600 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide attribuée.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE
- SEINE-SAINT-DENIS
- YVELINES
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	305 788,00	82,51%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	18 000,00	4,86%
AUTRES DEPENSES	46 812,00	12,63%
Total	370 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France / attribué	50 000,00	13,49%
Région Ile-de-France PAC	45 000,00	12,14%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	275 600,00	74,37%
Total	370 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023784

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ONZE HEURES ONZE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	133 000,00 €	21,05 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ONZE HEURES ONZE
Adresse administrative : 101 RUE DE PARIS
77220 TOURNAN-EN-BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER POISSON, Président
Date de publication au JO : 12 février 2009
N° SIRET : 52384634300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

En 2010, le musicien et directeur artistique, Alexandre Herer, créé cette structure pour développer le projet de son groupe de jazz émergent, OXYD. Ce collectif développe les projets artistiques de plusieurs formations de jazz (AUM Grand Ensemble, Alexandre Herer trio, Oxyd, Onze Heures Onze Orchestra...) et des actions culturelles sur le territoire Seine et Marnais.

La structure implantée à Tournan en Brie rayonne sur la communauté d'agglomération « Paris – Vallée de la Marne » et est conventionnée par la Drac pour son développement et pour une résidence d'implantation territoriale a communauté d'agglomération.

Elle organise son festival "onze heures onze" à Tournan en Brie, Chaumes en Brie et Paris, qui présente ses artistes, mais aussi des artistes extérieurs et têtes d'affiche.

La structure a un label qui produit 4 sorties de disques par an et un catalogue d'environ 25 références

Le collectif a pour principaux partenaires en Seine et Marne la Ferme du Buisson, File7, les Passerelles, et Act'art 77 ; en Seine-Saint-Denis La Dynamo à Pantin, le Triton aux Lilas et à Paris le Studio de l'Ermitage, l'église Saint Merri et la Générale Nord-Est. Il est en résidence longue aux Cuizines (77) depuis 2015. Il est aussi présent dans les festivals de Nantes Jazz Action (44) et Penn Ar Jazz (29).

SYNTHESE DU PROJET DE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE EQUIPES ARTISTIQUES 2018 2021

La résidence d'implantation territoriale de la compagnie, soutenue financièrement par la DRAC Ile de France se poursuit jusqu'à la fin de la saison 2018/2019, avec un soutien sur 3 ans à dater de 2017 pour t le département de Seine et Marne. Cette résidence comporte deux implantations différentes : une implantation sur la communauté d'agglomération « Paris – Vallée de la Marne », qui comporte un certain nombre de lieux de diffusion et de structures pédagogiques dont la mise en réseau est initiée ; la compagnie est aussi implantée dans la ville de son siège social, à Tournan en Brie, et rayonne dans quelques villes et villages des alentours, en lien avec le conservatoire Couperin, basé à Tournan et ayant des lieux de cours à Chaumes en Brie.

Cette double implantation, à la fois urbaine et rurale est une expérience enrichissante pour la structure, car outre donner un cadre à ce qui se faisait déjà, mais permet à des structures proches, géographiquement de travailler ensemble, de surcroit dans le contexte actuel de structuration des communautés d'agglomération, et, de proche en proche, devrait permettre à la structure de rayonner sur ce département, la région Ile de France, et ailleurs en France.

Cette résidence d'implantation porte sur des créations de répertoire des accueils en résidence par différentes structures de diffusion du territoire, des actions culturelles doivent être conduites avec les structures d'enseignements du territoire et doit permettre la circulation d'artistes, de formateurs et d'élèves au sein du territoire.

Cette résidence d'implantation prévoit en 2018 :
- la création du 5e répertoire d'OXYD « Synchronism » aux Passerelles à Pontault Combault. Ce répertoire sera créé lors de plusieurs résidences de création, aux Cuizines, dont une de 4 jours en septembre 2017 et une autre résidence de 4 jours également dans le premier trimestre 2018. Ces résidences permettront aux musiciens de répéter. Il est tout à fait possible qu'un moment de cette résidence soit consacré à une visite d'élèves et à une répétition commentée, ce qui a déjà été fait à Chelles pour des élèves de l'option musique du Lycée Bachelard.
- le concert de AUM Grand Ensemble (14 musiciens) et projet pédagogique autour d'OXYD et du gamelan (percussions indonésienne) aux Passerelles à Pontault Combault
- plusieurs master classes dans les conservatoires de l'agglomération (Noisiel, Torcy – réseau Artémuse -, Chelles et Marne et Chantereine, Pontault Combault/Roissy en Brie), en vue de préparer une master classe générale, mêlant des élèves de chaque conservatoire, puis préparation d'un concert de restitution autour de la musique de la Fanfare XP, initiée par Magic Malik et Onze Heures Onze. Ce concert/master-class/jam-session aura lieu aux Cuizines en le 26 mai 2018.
- la poursuite du projet d'actions culturelles à Tournan en Brie au collège de Verneuil l'Etang, organisation d'évènements à Tournan en Brie autour du jazz de création sur des scènes rurales (en partenariat avec Act art). Un projet Actions culturelles sur plusieurs années est en cours de définition avec le lycée Clément Ader de Tournan en Brie.
- la diffusion et d'actions culturelles à la Tête des Trains (Tousson – 77) ; véritable scène rurale proposant une programmation artistique osée et de qualité. Projet prévu en 2018 ou sur la saison 2018/2019.

Un évènement d'envergure est en cours de montage restituer cette première phase d'implantation. Ce projet regroupera les acteurs historiques, et les nouveaux partenariats qui seront développés les prochains mois. Une ou plusieurs créations intégrant des élèves de tous les établissements du territoire seront diffusées. La Ferme du Buisson, en tant que Scène Nationale, s'est déjà positionnée sur l'accueil d'une partie de ce projet.

D'autres projets de créations sont également prévus en 2018 :

- Reprise de la pièce pour orgue « Lévitation » composée par Alexandre Herer à l'abbaye de Royaumont (95) ; projet en cours de montage. L'idée est de retravailler la création réalisée à l'église de Chaumes en Brie dans le cadre de la résidence d'implantation en Seine et Marne de la compagnie. L'effectif sera modifié et les pupitres composés de musiciens professionnels. Enregistrement diffusions et actions culturelles sont prévus.
- Des créations sont prévues hors Ile de France : ABHRA au Pannonica à Nantes, AUM Grand Ensemble à la Scène Nationale d'Orléans en mars 2018, OXYD à l'AJMI (Avignon) au premier semestre 2018.

Par la suite, la structure continuera ses activités sur ce territoire mais pourra profiter du rayonnement lié à la résidence sur le territoire de Paris Vallée de la Marne pour continuer ses actions sur d'autres territoires urbains, déjà initiés, avec des équipements tels que File7 à Magny-le-Hongre, ou des possibilités sur la communauté d'agglomération de Marne où des projets ont déjà été réalisés, ou des projets sur la communauté d'agglomération contenant Savigny le Temple, où des projets ont été réalisé en partenariat avec des équipements tels que l'Empreinte et des conservatoires (Nandy, Melun).

La compagnie continue son travail de diffusion à l'international et poursuivra son travail sur le territoire Chinois. Avec déjà deux tournées en Chine à son actif, et une troisième prévue pour 2018, le groupe est de plus en plus identifié sur ce territoire tant par les publics que les institutions (ambassade et instituts Français). La compagnie souhaite développer sa diffusion en Inde avec une première tournée en cours de montage pour 2018.

Par ailleurs, en lien avec la Direction des affaires culturelles de Paris, qui soutient la création et la diffusion de projets de la structure sur le territoire parisien, un projet d'action culturelle devrait voir le jour à partir de 2018, qui concernera des conservatoires d'arrondissement à Paris, et dont les contenus tourneront autour des projets de groupe de la structure et de leur démarche artistique autour de l'improvisation et de l'écriture.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle «Equipe artistique » portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir le collectif ONZE HEURE ONZE à hauteur de 28 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle.
La base subventionnable s'élève à 133 000 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite du montant de la subvention sollicitée à la ville de Paris (9 000 €).

Localisation géographique : CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION DIFFUSION	91 000,00	64,08%
DEPENSES D'ACTIONS CULTURELLES	20 000,00	14,08%
AUTRES DEPENSES	31 000,00	21,83%
Total	142 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE EQUIPES ARTISTIQUES REGION IDF	28 000,00	19,72%
DRAC IDF ATTRIBUE	48 000,00	33,80%
DEPARTEMENT SEINE ET MARNE ATTRIBUE	11 500,00	8,10%
EPCI PARIS VALLE DE MARNE ATTRIBUE	2 500,00	1,76%
COMMUNE DE TOURNAN EN BRIE ATTRIBUE	1 500,00	1,06%
COMMUNE DE PARIS DIRECTION CULTURE SOLLICITE	9 000,00	6,34%
SPEDIDAM	5 000,00	3,52%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	36 500,00	25,70%
Total	142 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	28 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	9 000,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2016	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	7 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	4 000,00 €
	Montant total	28 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023785

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : WLDN - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	391 966,00 €	10,20 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : WLDN
Adresse administrative : 14 RUE DE CRUSSOL
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MAGALI OLLIER, Présidente

Date de publication au JO : 11 octobre 2014

N° SIRET : 80538388200026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Danseuse et chorégraphe, Johann Leighton a dirigé le CCN de Franche-Comté à Belfort de 2010 à 2015. Artiste confirmée, ses spectacles sont diffusés en Ile-de-France, au nationale et dans de nombreux pays. Elle diffuse ses pièces dans des théâtres mais également dans des espaces "hors les murs" non théâtraux ou en extérieur. A sa sortie du CCN, elle créé sa compagnie WLDN et reprend son travail de compagnie et s'implante en Ile-de-France. Elle bénéficie très vite de partenaires franciliens qui ont accompagné son travail de création comme d'actions avec les publics, l'ont accueilli en résidence, et ont diffusé ses pièces. Elle a été en résidence à la Scène Nationale de Malakoff (saison 2016/17) et en résidence-mission (CLEA Vitry et Ivry en partenariat avec La Briqueterie et la DRAC Ile-de-France). Pendant 2 ans, de 2017 à 2019, le Paris Réseau Danse a choisi d'accompagner la compagnie pour une résidence longue. A compter de 2017, la compagnie sera en résidence longue de trois ans en Essonne

avec le Collectif Essonne Danse qui réunit de nombreux lieux en Essonne. Une implantation à Palaiseau est également en cours d'écriture avec la Ville.
Particulièrement attachée au rapport au public, Johann Leighton développe des projets avec les habitants qu'elle duplique dans divers territoires, notamment les "Made In..." pièces créés in situ avec à chaque fois 99 participants amateurs ou bien "Les veilleurs". Elles créent également "Les Modulables", courtes pièces aux formats divers adaptés à chaque fois à l'espace de représentations (intérieur ou extérieur).
La compagnie WLDN bénéficie du soutien de la DGCA (sortie de CCN). La DRAC Ile-de-France et le Conseil Départemental de l'Essonne soutienne la compagnie au titre de la résidence d'implantation.

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021
Les objectifs et les enjeux de WLDN / Joanne Leighton résident dans le projet d'implantation de la compagnie en Région Ile-de-France, suite à la sortie du Centre Chorégraphique National de Franche-Comté à Belfort en mars 2015. La compagnie bénéficie des subventions de sortie de Centre Chorégraphique National de la Direction Générale de la Création Artistique jusqu'en mars 2018. Une demande de conventionnement pour la compagnie est en cours avec la DRAC Ile-de-France.

Aujourd'hui, la poursuite et l'évolution du projet artistique de WLDN / Joanne Leighton dans cette période de transition est en cours d'aboutissement. Dès son installation en Essonne en septembre 2015, Joanne Leighton a rencontré la plupart des partenaires culturels de ce territoire : le Théâtre de l'Agora - Scène Nationale d'Évry, le Théâtre de Brétigny, Le Collectif Essonne Danse, le domaine de Chamarande, le Département de l'Essonne, le Collectif pour la Culture en Essonne, ainsi que la Région Ile-de-France (91) et la DRAC Ile-de-France. Ces rendez-vous ont été centrés sur la présentation du travail artistique de WLDN / Joanne Leighton, les créations comme *9000 Pas, Les Modulables, Made in...Séries* et les futures créations comme *One Perfect Day* et *Songlines*. De même, ils ont été l'occasion d'échanges et de prises d'informations afin d'accéder à une meilleure connaissance du territoire.

/ LA RESIDENCE AU THEATRE 71 – SCENE NATIONALE DE MALAKOFF en saison 2016/2017 est une première étape dans le projet d'implantation de la compagnie en Ile-de-France. Plateau de qualité incontournable pour la danse contemporaine en Ile-de-France, le Théâtre 71 est une belle vitrine pour notre travail artistique. La résidence a démarré en novembre 2016 avec la programmation de Les Modulables, séries de pièces entre spectacle et installation en déambulation, et s'est poursuivie avec une résidence plateau pour *9000 Pas* pendant 2 semaines, avec une programmation les 21 et 22 février 2017. Parallèlement, la compagnie propose tout un programme pour le développement de la culture chorégraphique – de 65 heures – en direction de différents publics afin d'irriguer le territoire et de tisser de nouveaux liens avec les publics franciliens. La programmation de *Made in Malakoff*, grande architecture en mouvement in situ pour 99 habitants clôture la résidence le 1 juillet 2017, Place du 11 novembre à Malakoff.

Afin de consolider ce premier pas vers un ancrage en Ile-de-France, il nous est apparu évident de rechercher des partenariats et des résidences sur une durée plus longue, avec des lieux en rapport à nos affinités artistiques. Dans cette optique, WLDN / Joanne Leighton est en résidence-mission CLEA 2017 à la Briqueterie - CDC Val-de-Marne et en résidence longue 2017-2019 avec le Paris Réseau Danse. Ces deux projets permettent à la compagnie de connaître les richesses des lieux d'Ile-de-France et de s'inscrire de manière pérenne dans le territoire.
/ CLEA 2017 A LA BRIQUETERIE – CDC Val-de-Marne, en partenariat avec la DRAC Ile-De-France et la ville d'Ivry-sur-Seine : avec un axe novateur Art et Science, ce projet permet de tisser un premier contact avec La Briqueterie – CDC Val-de-Marne, avec un vaste projet « hors les murs », nommé *Land Art Chorégraphique*. L'entrée en matière est le montage de *Made in Ivry*, pièce in situ avec 75 habitants, présentée à la Place de la Mairie d'Ivry-sur-Seine le 25 juin 2017. Ce premier ancrage en Val-de-Marne sera suivi en septembre 2017 par la programmation de Les Modulables à La Briqueterie - CDC Val-de-Marne et la création de *Made in La Briqueterie*. Pour clôturer la résidence, la compagnie monte le spectacle-atelier *Danse en Image - 9000 Pas* pour les lycéens, suivis par la programmation de *9000 Pas* au Théâtre Antoine Vitez d'Ivry. Ces projets sont mis en jeu avec différents lieux tels les centres sociaux,

le Conservatoire, la Médiathèque, Le Crédac (Centre d'Art Contemporain d'Ivry) à La Manufacture des Œillets, en passant par les nouvelles constructions dans la ville d'Ivry, et les architectures célèbres de Renée Gailhoustet et Jean Renaudie.

/ PARIS RESEAU DANSE - CDC Atelier de Paris Carolyn Carlson, l'Etoile du Nord - Scène conventionnée danse, micadanses-addp et Studio Le Regard du Cygne (2018-2019). Le travail en réseau, une pratique que Joanne Leighton considère indispensable aujourd'hui, est au cœur de son projet pour le Paris Réseau Danse dont les partenaires sont évidemment des alliés pour son développement. Ce projet va permettre à la compagnie de s'investir en Ile-de-France durant deux années, dans la création de *Songlines*, pièce pour 6 danseurs, et dans la diffusion de son répertoire avec des pièces comme *Les Modulables* conçue comme une série flexible pouvant être adaptée à des espaces de représentation très différents et *I am sitting in a room*. Le spectacle – atelier *Danse en Images* sera mis en jeu afin de répondre aux objectifs d'action artistique et culturelle. Les évènements *Walk* et *Salt Circle*, qui prennent appui sur les propos des pièces en création et en diffusion, sont des propositions d'installation in situ pour le Paris Réseau Danse.

/ RESIDENCE EN ESSONNE AVEC LE COLLECTIF ESSONNE DANSE (2017 – 2020) (91)
S'ajoutent à ces partenariats les acteurs du Collectif Essonne Danse et du département de l'Essonne, qui s'inscrivent dans cette dynamique territoriale pour étaler la résidence et l'implantation de WLDN en grande couronne, et plus particulièrement en Essonne. Par adhésion du projet artistique de la compagnie qui propose une ouverture vers un travail sur scène et hors scène, les partenaires ont programmé différentes représentations de Les Modulables pour le festival Rencontres Essonne Danse 2018. Dans le cadre de la nouvelle création Songlines, coproduite par le Collectif Essonne Danse, plusieurs résidences de création en Essonne sont programmées entre septembre 2017 et avril 2018. Cette résidence est suivie d'une représentation de Songlines durant les Rencontres Essonne Danse 2018 à l'Espace Pablo Picasso de La Norville (91). Pour célébrer l'inscription de WLDN dans le territoire d'Essonne, une nouvelle création participative, One Perfect Day - événement, parade, spectacle, célébration - sera créée pour la Domaine de Méréville (91), pour les journées du patrimoine 2018. Ensuite, la future création de Joanne Leighton, People United, projet envisagé par les membres du Collectif Essonne Danse comme projet fédérateur pour les différents lieux Essonniens.
La résidence en Essonne permettra à WLDN d'inscrire ses activités sur une longue durée, au-delà du moment des Rencontres Essonne Danse, tout au long de l'année à travers des résidences de création, de répétitions sur place et de reprises, la diffusion et les actions artistiques et culturelles menées auprès des différents groupes.

/ RESIDENCE THEATRE DE LA PASSERELLE – VILLE DE PALAISEAU (en cours d'élaboration)
La compagnie cherche aussi à instaurer des partenariats en Essonne au-delà des membres Collectif Essonne Danse, comme par exemple avec la ville de Palaiseau (ville d'habitation de Joanne Leighton) et Le Théâtre de la Passerelle, à travers une résidence de création et la programmation de *Songlines*.

Les projets artistiques de WLDN permettent à la danse d'être présente dans tous les lieux. Les chorégraphies de Joanne Leighton sont destinées aux grands plateaux, mais aussi aux petites scènes, conçues comme une série de travaux flexibles qui pourront être adaptés à des espaces de représentations dotés d'équipement plus limité : petites salles, espaces non théâtraux, « hors les murs » ou extérieurs. Son travail est aussi composé d'interventions destinées à la représentation in situ ou dans les espaces publics. Pour assurer une continuité avec les créations, Joanne Leighton cherche à garder pendant plusieurs années son répertoire en diffusion. Le travail de WLDN est toujours dirigé vers l'accompagnement des jeunes publics, souvent dans le cadre scolaire – avec un focus particulier vers les lycéens.

2018
Créations : *Songlines* (février 2018)

Dans la continuité du chemin tissé lors de la création 9000 Pas, Songlines est un spectacle pour 6 artistes chorégraphiques. Les danseurs se déplacent dans un paysage donné en s'engageant dans cette pratique afin de faire naitre un rituel, un « totem en mouvement » et laisser apparaître une trace « allégorique », visuelle et sonore, une « légende contemporaine ».
Au-delà de la création de *Songlines* dans le cadre de la résidence avec le Paris Réseau Danse, il est essentiel pour nous que cette pièce soit également créée sur les plateaux et dans les salles de répétitions Essonniens. Elle sera donc accueillie en résidence de création avec différents partenaires du Collectif Essonne Danse, ainsi qu'au Théâtre de la Passerelle à Palaiseau. Ces résidences permettent une permanence artistique sur le territoire francilien tout au long de l'année.
Avec la connaissance des divers lieux de représentations en Essonne et en Ile-de-France, Joanne Leighton vise à créer aussi pour la spécificité de ces scènes, dont une des principales caractéristiques est l'éclecticisme des lieux de représentations – entre centres culturels, Théâtres de Ville, Scène Nationale, Fabriques – tant sur la différence de taille des plateaux que sur l'équipement technique très divers. Cela représente pour Joanne Leighton une richesse, et conforte son désir de confrontation de son œuvre au site.
Résidences de création : Theater Freiburg, La Briqueterie – CDC Val-de-Marne, salle Jean Montaru, Marcoussis (91) - Résidence Collectif Essonne Danse, Viry-Châtillon (91) - Résidence Collectif Essonne Danse, studios micadanses, studio Le Regard du Cygne (75), Paris Réseau Danse, Salle Pablo Picasso de La Norville (91) – Résidence Collectif Essonne Danse, Théâtre de La Passerelle, Palaiseau (91), Atelier de Paris – Carolyn Carlson (75), Paris Réseau Danse

One Perfect Day (septembre 2018)
La performance chorégraphique in situ avec plusieurs danseurs mettra en jeu une configuration géométrique in situ sur 24 heures afin d'explorer et révéler une topographie particulière, pour un grand groupe de participants.
Résidences de création : accueil studio CCN (en cours), salle Jean Montaru, Marcoussis (91) – Résidence Collectif Essonne Danse, Le Silo, Méréville (91) (en cours)
- Nouvelle création pour Concordanse (mars 2018) -

Diffusion : *Les Modulables* (centre culturel Centre Culturel René Cassin de Dourdan (91), Les Modulables en déambulation : Musée Etampes, Théâtre d'Etampes (91) (en cours d'élaboration)
- *I am sitting in a room* (Quatuor, sur la pièce musicale du compositeur américain Alvin Lucier dans le cadre de la résidence Paris Réseau Danse) – Les Veilleurs d'Evreux
Les Modulables sont diffusés en Essonne pour les prochaines Rencontres Essonne Danse 2018.
Ces pièces modulaires, par leur légèreté technique et leur adaptabilité aux différents espaces, sont idéales pour diffuser la vision de la danse de Joanne Leighton en Essonne et dans les régions ou les publics ont moins accès à la danse contemporaine. Ils cherchent à privilégier une relation de proximité entre le public et les interprètes. Par ailleurs, la flexibilité permet à ces pièces courtes d'être présentées dans une forme théâtrale ou itinérante, mais aussi dans des studios de danse, espaces publics ou urbains, musées, galeries, foyers de théâtre ; tout espace où la danse a la possibilité d'être présente en-dehors des lieux habituels.

Education Artistique et Culturelle : Ateliers de sensibilisation et Danse en Images – Stage PAF et PEAC - formation des danseurs professionnels à micadanses (75). Ateliers et rencontres autour de Songlines au Lycée René Cassin d'Arpajon (91). Ateliers et rencontres autour de Songlines (2019), Lycée du 19ème arrondissement (75), rencontres avec les classes de danse contemporaine du conservatoire à rayonnement intercommunal de Méréville avec le silo de Méréville, et sur l'Etampois, rencontres et ateliers avec les élèves du conservatoire de Dourdan en amont des Modulable, PEAC au Lycée Francisque Sarcey de Dourdan, office du tourisme de Dourdan.

<u>2019</u>
Création : Made in Essonne
Diffusion : 9000 Pas – Songlines - Les Modulables - I am sitting in a room - One Perfect Day – Les

Veilleurs de Dordrecht
Education Artistique et Culturel : Ateliers de sensibilisation et Danse en Images

2020
Création en cours : *People United*
Diffusion : 9000 Pas – Songlines - Les Modulables- I am sitting in a room - One Perfect Day
Education Artistique et Culturel : Ateliers de sensibilisation - Danse en Images - MasterClasses

2021
Création : People United
Diffusion : 9000 Pas – Songlines - Les Modulables- I am sitting in a room - One Perfect Day
Education Artistique et Culturel : Ateliers de sensibilisation - Danse en Images

/ PROJET DE CREATION POUR CONCORDANSE (75) (en cours)
Le festival passe une commande à Joanne Leighton chorégraphe et Valérie Mréjen écrivain, qui ne se connaissent pas au préalable. Le chorégraphe et l'écrivain interprètent ensuite face au public une chorégraphie et un texte inédits. L'intention de ces rencontres est de découvrir, sur un même espace, le chorégraphe et l'écrivain dans cet acte artistique commun.
RESIDENCES DE CREATION
- Janvier-mars 2018, CND, Etoile du Nord
CREATION
- Mars-avril 2018, Le Bal – Espace d'exposition d'image-document (75)

DIFFUSION DU RÉPERTOIRE

/ LES MODULABLES
Les modulables sont des courtes pièces, aux formats divers, en perpétuelle invention depuis 10 ans. Elles entrent en dialogue avec les paramètres chaque fois spécifiques aux espaces qu'elles épousent. Le public y est le plus souvent invité à déambuler.
DIFFUSION
- 31 mars 2018, Centre Culturel René Cassin de Dourdan (91)
- 8 avril 2018, Les Modulables en déambulation : Musée Etampes, Théâtre d'Etampes (91) (en cours d'élaboration)
ACTION CULTURELLE
- Conservatoire de Dourdan, 10 heures des rencontres, ateliers de pratique en amont du spectacle
- PEAC, 20 heures, Lycée Francisque Sarcey, Dourdan, en amont du spectacle
- Office du tourisme de Dourdan, WALK, en amont du spectacle

Les Modulables sont diffusés en Essonne pour les prochaines Rencontres Essonne Danse 2018.
Ces pièces modulaires, par leur légèreté technique et leur adaptabilité aux différents espaces, sont idéales pour diffuser la vision de la danse de Joanne Leighton en Essonne et dans les régions ou les publics ont moins accès à la danse contemporaine. Ils cherchent à privilégier une relation de proximité entre le public et les interprètes. Par ailleurs, la flexibilité permet à ces pièces courtes d'être présentées dans une forme théâtrale ou itinérante, mais aussi dans des studios de danse, espaces publics ou urbains, musées, galeries, foyers de théâtre ; tout espace où la danse a la possibilité d'être présente en-dehors des lieux habituels.

/ I AM SITTING IN A ROOM
Quatuor, sur la pièce musicale du compositeur américain Alvin Lucier dans le cadre de la résidence Paris Réseau Danse
DIFFUSION
- 03 - 04 Novembre 2018, au Studio Regard du Cygne (75)
ACTION CULTURELLE

Danse en Images - I am sitting in a room - Ateliers d'éducation artistique et culturelle
Danse en Images, un spectacle-atelier de 2 heures, conduit par 2 danseurs avec la danse, les images, la pratique qui s'adresse à un jeune public. Une invention originale de Joanne Leighton développée en 2011.
- 01 Novembre 2018, au Studio Regard du Cygne avec Lycée Georges Brassens 19e et Lycée Hector Guimard (75)

2019
/ MADE IN ESSONNE
Un performance in situ, portrait d'une ville, d'un paysage, d'une architecture en mouvement, créée avec une grande variété de publics, très différents et de tous âges

CREATION ET DIFFUSION
Ce projet va relier plusieurs partenaires répartis en Essonne comme par exemple – les conservatoires du territoire à Orsay, Marcoussis, Dourdan, Méréville, Viry-Châtillon, Athis-Mons mais aussi dans la ville de Palaiseau, mais aussi au Centre d'Art Contemporain de Brétigny - pour rassembler les 99 participants pour 2 représentations finales. Pour cette programmation en cours en Essonne, on cherche à mettre en valeur les territoires essonniens, à la fois urbains et ruraux. Par exemple une représentation pourrait prendre place à Evry, et la deuxième au Château de Dourdan, sur la pelouse de l'ancien château fort. Cela permet de créer à la fois un évènement artistique, et de mettre en valeur ce site remarquable de culture et de patrimoine.
ACTION CULTURELLE
- groupes issus de plusieurs conservatoires du territoire, Orsay, Marcoussis, Dourdan, Méréville, Viry-Châtillon, Athis-Mons, Collège Camus à Etampes (en cours)
- Masterclasses avec WLDN / Joanne Leighton

Pour la saison 2018 – 2019, d'autres dates de programmation du répertoire de Joanne Leighton est en cours de montage, par exemple, 9000 Pas au Théâtre de l'Agora à Evry, Songlines au Théâtre Brétigny, aux Ulis ou à Juvisy. Les actions culturelles seront menées en rapport avec ces œuvres, par exemple avec le Lycée de l'Essouriau option danse, Les Ulis…

2020 – 2021
/ PEOPLE UNITED - CREATION
People United est une chorégraphie pour un groupe de danseurs à partir d'une partition composée d'une série de photographies de personnes en situation de célébration, de protestation, de manifestation, de soulèvement, de révolution et de démonstration.
« Je suis intéressée par ces instants durant lesquels les hommes se rassemblent en tant qu'individus pour participer collectivement à l'acte de manifester, que ce soit en signe de protestation ou en signe de célébration. Au fil du temps, en observant des photographies de ces instants, j'ai noté un langage physique commun, une forme de répétition d'un langage corporel universel et collectif. Ce langage est construit autour d'actions dans lesquelles le corps est engagé de façon très diverse : il touche, il supporte, il accompagne, il retient, il tire, il pousse, il jette, il court, il embrasse... ».
Ces actions familières, nous pouvons tous les comprendre. Elles sont des actes de partage, de coopération, de rapprochement et de tendresse mais aussi des actes de confrontation, de provocation et même de violence ou de rage. Nous passerons ainsi de la représentation des extrêmes, du chaos turbulent ou de la violence à l'immobilité, la solidarité et le calme.
Ce vaste projet sera le fil rouge à partir de 2020. Joanne Leighton souhaite associer les partenaires du projet pour monter un important travail avec les différents publics, au sein des hôpitaux, maisons d'arrêt, centres sociaux culturels… Joanne Leighton souhaite travailler en parallèle avec les danseurs et les groupes de participants afin de les impliquer sur People United et de monter des petites formes. Ce travail va être création, objet de recherche de résidences, avec un volet d'action culturelle qui s'étale sur 2020-2021.
DIFFUSION : Théâtre de l'Agora, Scène Nationale d'Evry (91) (en cours)

ACTION CULTURELLE : Ateliers et rencontres autour de People United avec le réseau Cultures du Cœur.
Préparation d'expositions photographiques avec Les écoles préparatoires aux Ecoles d'art à Evry, les lycées, la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, le Musée de la Photographie à Bièvres (91), le Centre Culturel de Méréville, Théâtre de l'Agora - Scène Nationale d'Evry.

/ ANCRAGE SUR LE TERRITOIRE FRANCILIEN
Depuis 2015, de nombreuses actions sont déjà inscrites dans le territoire francilien, avec entre autres la résidence au Théâtre 71 - Scène Nationale de Malakoff 2016/2017 (92) et la résidence-mission CLEA 2017 avec La Briqueterie (94). J'estime que c'est par ces résidences, avec un travail territorial conséquent déjà entamé, que notre projet continuera son élan sur les années à venir, dans le court terme et le futur plus lointain. Si l'implantation de la compagnie en Ile-de-France est en cours aujourd'hui, avec la transmission de nos subventions de la DGCA de sortie de CCN à la DRAC Ile-de-France dès septembre 2017, c'est grâce à un travail entamé depuis plusieurs années et plus particulièrement depuis 2015. Si nous avons pérennisé nos subventions de la DGCA pendant 3 ans, c'est grâce un travail de fond, dans une recherche constante de partenariats forts afin de sécuriser le travail artistique et administratif. Il me semble que nous demandons le soutien de la Région Ile-de-France en toute cohérence, pour consolider ce projet foncièrement régional, dans un moment ou les besoins de la compagnie sont de mettre en place une transition solide.

Notre candidature pour l'aide à la Permanence Artistique et Culturelle sur les territoires franciliens et particulièrement en Essonne, est un travail fondé, travaillé, de long-terme. Nous aimerions, aux vues de l'ampleur du projet en Région Ile-de-France, que la Région Ile-de-France puisse être un précurseur dans le soutien de la compagnie, en phase avec l'association avec nos autres partenaires actuels – la résidence de Paris Réseau Danse, l'association du Collectif Essonne Danse déjà acquise, le soutien triennal tripartite entre le Collectif Essonne Danse, la DRAC Ile-de-France et le Département de l'Essonne (en cours) et la DRAC Ile-de-France. La compagnie est dans une phase de renouvellement des créations artistiques, avec en 2018, trois nouvelles pièces (Songlines, One Perfect Day, Création pour Concordanse) accompagnées d'un vaste travail d'action artistique et culturelle ciblée aux publics du territoire d'Ile-de-France, dont les lycéens, élèves de conservatoires, enseignants, tous publics..., ainsi que la diffusion du répertoire de la compagnie (Les Modulables…). Le soutien de la Région Ile-de-France permettrait une permanence d'action par la continuité des projets artistiques tout au long de l'année, ainsi que la construction de cet important projet dont l'aboutissement dépend de la multiplicité des partenaires.

Un vrai projet en Région et surtout en Ile-de-France est bien plus qu'une plateforme de diffusion. Telle est la proposition - de la part d'une chorégraphe et de sa compagnie, WLDN - de s'implanter sur le territoire, de mener notre travail artistique, tel que décris ici, mais aussi de prendre le temps nécessaire pour observer, comprendre, appréhender le lieu. Il s'agit là d'un temps d'immersion précieux dont nous ne disposons que trop rarement. Diffusion, création, résidences, déploiements des vrais outils de sensibilisation et d'action culturelle, les cartes blanches, sans oublier la relation aux habitants, publics, structures culturelles, tutelles… Pourtant, il semble aujourd'hui nécessaire de protéger les initiatives qui valorisent un territoire, facilitent l'accès aux performances chorégraphiques, facteurs de rencontres humaines. C'est avec un désir sensible de partage et de proximité avec le public que ce projet a été écrit. Il parait primordial que chacun puisse avoir la possibilité d'entrer en contact avec l'art chorégraphique pour effacer les frontières entre les artistes et les spectateurs.

9000 Pas, Songlines, Les Modulables, I am sitting in a room, One Perfect Day, Made In...Séries, People United, Les Veilleurs au même titre que d'autres pièces du répertoire, prennent leur source dans des actions simples et universelles que nous produisons tous chaque jour : marcher, s'asseoir, se tenir debout, regarder ... Ces actions incarnent la complicité qui peut exister entre les uns et les autres. En ces temps troublés, elles mettent en lumière la nécessité de partage et de soutien mutuel.
La compagnie a eu l'occasion de jouer ses créations sur différents sites et plateaux, institutionnels ou naturels, mais aussi à l'intérieur et en extérieur, pour un lieu unique ou en déambulation. Un projet de

Permanence Artistique et Culturelle, sur la Région Ile-de-France et en particulier en Essonne, permet de replonger dans le spectacle vivant et la performance en entrant en résonance avec le patrimoine en présence.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la compagnie WLDN à hauteur de 40 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 391 966 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite des frais d'honoraires.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	301 735,00	76,28%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	7 546,00	1,91%
AUTRES DEPENSES (dont frais d'honoraires : 3600 €)	86 285,00	21,81%
Total	395 566,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France / en cours	100 000,00	25,28%
Min Culture / attribué	30 000,00	7,58%
Région Ile-de-France PAC	40 000,00	10,11%
AUTRES SUBVENTIONS	17 955,00	4,54%
SOCIETES CIVILES	3 000,00	0,76%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	204 611,00	51,73%
Total	395 566,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023787

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION MAN DRAKE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	172 682,00 €	17,37 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAN DRAKE
Adresse administrative : 21 RUE DES CHARMES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE LAMPEL, Présidente

Date de publication au JO : 25 novembre 1991

N° SIRET : 38863143400031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Toméo Vergés, danseur et chorégraphe, après une carrière d'interprète auprès de Maguy Marin, Régine Chopinot, François Verret ou encore Caroline Carlson, crée sa compagnie en 1992 et présente sa première pièce à la biennale de Lyon. Il a créé depuis une douzaine de spectacles présentés en Ile-de-France, en France et à l'étranger. Ces spectacles mêlent danse et théâtre, Toméo Vergés travaille d'ailleurs régulièrement avec des metteurs en scènes. Implanté en Ile-de-France, et conventionné par la Drac Ile-de-France, il a des partenaires fidèles qui accompagne son travail : l'Atelier de Paris Carolyn Carlson - CDC, le Centre des Bords de Marne du Perreux-sur-Marne (il a été en résidence pendant trois ans 2015-2017), La Briqueterie ou encore l'Espace 1789 – scène conventionnée danse, le Théâtre Paul Eluard de Bezons – scène conventionnée danse ou l'ECAM du Kremlin Bicêtre.
La compagnie est soutenue par la DRAC Ile-de-France (aide à la structuration) et par le Conseil

Départemental du Val-de-Marne (aide à la création).

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021

Depuis l'origine la compagnie Man Drake (1992), poursuit un travail artistique à la frontière du théâtre et de la danse. C'est une recherche qu'on mène et on développe aussi bien à travers les productions de la compagnie que par le biais de la pédagogie, des actions de sensibilisation et de projets de territoire. Ces dernières s'appuient sur d'autres disciplines artistiques (les arts plastiques ou le cinéma, par exemple) et dépassent l'idée du simple atelier ou cours, pour prendre de multiples formes (performances, programmations cinéma, conférences...).

Travail artistique et sensibilisation se nourrissent mutuellement et sont, l'un comme l'autre, des sujets de recherche et d'expérimentation. Qu'est-ce que veut dire devenir sensible ? Qui sensibilise qui ? Sensible à quoi ? Sensibiliser pourquoi ? Dans quel but ?

Comment questionner activement, à partir du corps, ce que nous sommes en tant qu'individus et en tant que groupe ?¿Chaque projet, que ce soit avec la compagnie ou avec un public non professionnel, est une nouvelle tentative pour explorer et approfondir ces questionnements. C'est de ce point de vue que j'envisage le travail de ces prochaines années.

En général une année est axée sur la création d'une pièce pour le plateau et l'année suivante sur un travail d'exploration ou de performance avec des membres de la cie et/ou des amateurs.

Ainsi, les quatre années à venir seront axées sur le développement des créations, de la diffusion des spectacles et performances et sur la pérennisation de la compagnie (structuration, pérennisation des postes de direction artistique et d'administration, implantation pérenne de la compagnie sur le territoire francilien).

Une attention toute particulière sera donnée au développement des PROJETS DE TERRITOIRE (rencontres, ateliers, ateliers-performances) :

Même si chaque projet est inventé en fonction du lieu, d territoire et des acteurs impliqués, nous pouvons parler de quelques actions qui caractérisent notre démarche et qui posent un acte artistique : se rencontrer, échanger, être ensemble , fabriquer, s'ex-poser.

Dans un premier temps, et même si cela peut paraître évident, je voudrais souligner l'importance de la « rencontre » avec les différents relais et les personnes, de tout âge et tout horizon, susceptibles de participer aux différents projets. Prendre le temps de la rencontre, commencer par s'intéresser à l'autre, aux autres. Etre avec eux, s'intéresser à ce qu'ils font, à ce qu'ils sont, pour qu'ils s'intéressent, à leur tour, à ce que nous faisons. Des rencontres pour pouvoir inventer un projet ensemble.

Ces rencontres peuvent se faire sur un mode ludique à partir d'un jeu. Ceci n'empêche évidemment pas d'organiser des moments de rencontres plus classiques, ou d'en inventer d'autres, plus pertinents, avec les différents partenaires. Dans notre travail, on s'amuse souvent à détourner le quotidien. à nourrir le projet à partir des gestes de tous les jours, gestes du travail, mais aussi simplement la manière de compter sur ses doigts, de se saluer, d'attendre...

Après ces premières rencontres nous invitons ceux qui le souhaitent à venir participer à des rencontres/ateliers. On se raconte des histoires et nous inventons les gestes de ces histoires. Il s'agit, à partir du corps, de découvrir ou de redécouvrir des sensations, des gestes, puis de les montrer, les échanger, les transformer, les mettre côte à côte. Ceci nous permettra d'approfondir la rencontre, de partager des expériences et des savoir-faire.

Pour partager d'autres moments ensemble, on invite aussi les participants à des sorties de groupe : théâtre , danse , cinéma ou expositions ainsi que d'autres événements dans la ville pour discuter ensuite de ce que nous avons vu, nourrir nos ateliers de ces sensations, recherches, histoires... parfois aussi ce sont les participants qui proposent des sorties.

Ainsi on constitue un groupe où les participants se rencontrent, se mettent en relation, en friction. Observer et faire se rencontrer les différences : différents corps, différents métiers, différentes gestuelles, différents âges. Mêler professionnels de la compagnie et amateurs.... En un mot travailler sur la mixité.

Inviter les gens à créer des « flash », tableaux ou petits événements, qui après peuvent « s'ex-poser » dans différents lieux de la ville pour mêler les expériences et les publics. Ces actions s'inventent avec les participants sur la base des trocs de gestes et des imaginaires nés des rencontres et des échanges.

A titre d'exemple, un flash pourrait être inventé avec les pensionnaires et le personnel d'une maison de retraite et présenté dans la cour d'un lycée, de même qu'un FLaSH lycéen pourrait se dérouler à la maison de retraite ou dans un troisième lieu.
Pour clôturer cette expérience, un événement final réunit tous les participants autour d'une thématique comme la fête, voisinages…et qui est ouverte à tout le public de la ville

Selon la particularité de chaque projet ils sont portés par différents membres de la compagnie. Tomeo Vergés, Alvaro Morell et Sandrine Maisonneuve. D'autres artistes comme la metteur en scène Véronique Petit, l'éclairagiste Ondine Trager, le créateur sonore Pierre Boscheron, la plasticienne Lili Bel collaborent aussi dans ces projets. Chaque artiste apporte son savoir-faire et permet d'enrichir et de faire grandir au niveau artistique les différentes propositions.

2018
NOUVELLE CRÉATION : P.R.I.M.A.L
Une première étape de travail avait eu lieu au Centre de Bords de Marne en septembre 2016 où la Cie a fini sa résidence de trois ans. Les répétitions se poursuivront à l'automne 2017. La première étant programmée à L'Atelier de Paris-Carolyn Carlson le 25 janvier 2018.
Représentations (8 pendant la saison 2017-2018)
25 et 26 janvier 2018 : CDC Atelier de Paris – Carolyn Carlson - Paris
1er et 2 février 2018 - L'Onde – Vélizy
9 et 10 février 2018 - Théâtre Berthelot – Montreuil
7 avril 2018 – Théâtre Antoine Vitez – Ivry sur Seine
12 avril 2018 - Centre des Bords de Marne – Le Perreux-sur-Marne

PROJETS SUR LE TERRITOIRE
2018
Après un CLEA autour des thèmes de « la fête » à Vitry-sur-Seine piloté par La Briqueterie et mené par Tomeo Vergés et Véronique Petit, la Compagnie continue à travailler dans cette même ville avec un autre CLEA mené cette fois par Sandrine Maisonneuve autour de la famille avec une restitution en septembre 2017. Ce projet se poursuivra sur une autre forme pendant l'année 2018.
La compagnie continuera son partenariat avec l'Atelier de Paris- Carolyn Carlson et Culture à l'hôpital avec des interventions régulières entre janvier et mai et d'octobre à décembre auprès d'un public hospitalisé.
Elle initiera un deuxième projet en partenariat avec cette structure : 30h d'ateliers à destination des élèves du Lycée Charles de Gaulle de Rosny-sous-bois. Il y aura deux jours de performances en immersion. Trois artistes de la compagnie interviendront : Tomeo Vergés, Sandrine Maisonneuve, Alvaro Morell.

La compagnie met en place un nouveau partenariat avec le Théâtre Antoine Vitez, pour la saison 2017-2018.
VOISINAGES, projet de territoire à Ivry-sur-Seine – SI proches et si lointains
La compagnie proposera, en 2018, un travail autour de la notion de voisinage intitulé : « VOISINAGES. Si proches et si lointains », pour élargir le travail à la question de l'autre, les autres. Nos voisins de palier, de rue, de quartier, nos pays voisins…
Il s'agit d'un projet en plusieurs étapes qui se croisent et se nourrissent l'une l'autre. Ces actions, posées comme un acte artistique, peuvent se nommer et se décliner à partir de : se rencontrer, échanger, être ensemble, fabriquer, s'exposer.

CLEA dans la vallée de l'Essonne, en partenariat avec Le Théâtre de Brétigny, sur la thématique de l'altérité. La compagnie Man Drake postule à un appel à projet pour mener un Contrat Local d'Education Artistique et Culturelle dans l'Essonne. Elle propose un projet ludique à destination particulièrement d'un public jeune (lycéens, notamment en partenariat avec le Lycée Jean-Pierre Timbaud de Brétigny-sur-orge ; Lycée Geoffroy-saint-hilaire à Etampes, …), mais aussi d'habitants du territoire. Les partenariats se tisseront en lien avec le Théâtre de Brétigny, qui pilote le projet.

Un projet de territoire sera mis en place en partenariat avec L'Onde, à Velizy, lieu avec lequel nous commençons à collaborer pendant la saison 2017-2018 (accueil de la prochaine création)

RÉSIDENCES
La compagnie continuera la résidence de création engagée avec la Ville de Montreuil en 2017. Elle associe plusieurs axes, pour l'étape de préfiguration :
Mise à disposition d'un espace de travail pour les répétitions de P.R.I.M.A.L
Présentation d'une performance hors les murs, Que du bonheur (?)
Présentation d'une pièce de répertoire, Troubles du rythme

Un projet sur le Territoire, Zig Zag
Ou comment s'emparer artistiquement de la notion de trajectoires au sein de l'espace public pour explorer les liens intimes tissés avec notre environnement, notre quotidien.
Ce projet participatif pluridisciplinaire (danse, performance et arts plastiques) intègre au cœur du processus de création des habitants amateurs, toutes générations confondues. Il se mettra en œuvre dans le quartier des « murs à pêches », dans le cadre d'ateliers autour du corps et de l'espace public et à travers la réalisation d'accessoires et de costumes en laine….
Un « parcours spectacle » sensoriel et onirique, étrangement inquiétant, version ludique du Chaperon rouge, qui se terminera par un bal.
En 2018 se poursuivra ce projet sur le territoire, avec la volonté de l'étendre à d'autres publics.
Résidence de création à L'Atelier Carolyn Carlson
Mise à disposition d'espaces de travail, coproduction de la création de la compagnie (P.R.I.M.A.L), mise en place d'actions sur le territoire.
La compagnie postule à une résidence annuelle à Micadanses, qui lui permettrait de disposer d'un espace de travail pour développer différents axes (reprise de Troubles du rythme ; workshops ; laboratoire de recherche et de travail pour la prochaine création prévue en 2019, …)

DIFFUSION
Parallèlement Tomeo Vergés continuera à collaborer avec le metteur en scène Didier Ruiz sur plusieurs projets, notamment un autour de la jeunesse, «…comme possible ».

2019
Développement des 3 axes donnés au projet : création, diffusion et projets de territoire.
- Création de Tremblements existentiels
- Prolongation de la résidence initiée à Montreuil pendant la saison 2017/2018. La DRAC encourage la ville à poursuivre l'implantation de la Cie afin de développer un projet danse et un volet de travail sur le terrain.
- Par ailleurs la Cie continuera à chercher de nouveaux lieux de résidence pour diffuser ses pièces et déployer les actions de sensibilisation, notamment en Île-de-France
- Travail sur la diffusion à l'international de ses pièces et performances (dans le cadre de festivals ou hors les murs) : Anatomia Publica ; Troubles du rythme ; Meurtres d'intérieur ; Défilé(e) ; Que du bonheur (?)

2020
Développement des 3 axes donnés au projet : création, diffusion et projets de territoire.
- La Cie continuera à chercher de nouveaux lieux de résidence pour diffuser ses pièces et déployer les actions de sensibilisation sur l'ile de France
- Travail sur la diffusion à l'international de ses pièces et performances (dans le cadre de festivals ou hors les murs)

2021
Développement des 3 axes donnés au projet : création, diffusion et projets de territoire.
- La Cie continuera à chercher de nouveaux lieux de résidence pour diffuser ses pièces et déployer les actions de sensibilisation sur l'ile de France

- Travail sur la diffusion à l'international de ses pièces et performances (dans le cadre de festivals ou hors les murs)

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la compagnie Man Drake à hauteur de 30 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 172 682 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite des frais de gestion et frais bancaires et de la différence entre le montant de subvention demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	112 292,00	61,03%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	53 890,00	29,29%
AUTRES DEPENSES (dont 1318 € de frais de gestion et frais bancaires)	17 818,00	9,68%
Total	184 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France / attribué	33 000,00	17,93%
Region Ile-de-France PAC	40 000,00	21,74%
Sociétés civiles	5 000,00	2,72%
Recettes propres d'activité	106 000,00	57,61%
Total	184 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023790

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ECHELLE 11 - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	579 822,00 €	6,90 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECHELLE 11
Adresse administrative : 6 RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD
75011 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame DOUSSET EDWIGE, Autre
N° SIRET : 50180598000031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Échelle 1:1 a été créée en 2004 par Joris Lacoste pour produire et accompagner ses différents projets. Depuis 2014, Echelle 1:1 bénéficie d'un conventionnement de la DRAC Île-de-France. L'association mène de front différents processus de recherche, qui portent chacun sur un domaine particulier : Encyclopédie de la parole (depuis 2007), sur l'oralité, Hypnographie (depuis 2004), sur l'usage artistique de l'hypnose, W (depuis 2004), sur les enjeux de la représentation au théâtre et dans les arts performés Les processus de recherche sont collectifs et menés sur le long terme. Ils sont rendus publics sous une multiplicité de formes et de formats : spectacles en premier lieu, mais aussi performances, expositions, pièces sonores, jeux, conférences… en partenariat avec des théâtres, festivals, écoles, universités... Le site internet de l'Encyclopédie de la parole ou le logiciel de notation Organon, sont des ressources et des outils accessibles librement à tous. La compagnie dispose de solides partenariats dans les Hauts-de-Seine : CDN des Amandiers, Théâtre de Gennevilliers, Maison de la musique de Nanterre.

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021

Pour les quatre années à venir, la compagnie se donne les objectifs suivants : la création de 3 nouveaux spectacles ; la constitution d'un répertoire et sa diffusion régionale, nationale et internationale ; la poursuite d'un travail de recherche ouvert impliquant des publics très variés.
La compagnie souhaite consolider et élargir son ancrage francilien, non seulement par la diffusion de ces spectacles chez de nouveaux partenaires, mais aussi et surtout par un travail de recherche et de création qui prend l'Île-de-France comme objet d'étude.
Ce projet intitulé 50+1 se construira avec l'aide de précieux partenaires, notamment dans les Hauts-de-Seine, et au travers de nombreuses rencontres, ateliers, actions artistiques avec les publics les plus variés possibles.
L'Encyclopédie de la parole a été invitée par le ministère de la culture et de la communication à postuler au label mis en place spécifiquement en 2018, désignée par la Commission Européenne comme « Année Européenne du patrimoine culturel ».

Saison 2017-2018

- La poursuite du chantier des Suites Chorales avec la création, en octobre 2017, de la Suite n°3 Europe

- L'ouverture à un public plus large avec la création, en septembre 2017, du solo tout public à partir de 6 ans blablabla, aboutissement d'une riche saison d'ateliers en classes de primaire et collège

- Un travail de reprise (régie son pour le spectacle Parlement et interprètes pour le spectacle Suite n°2) dans la perspective d'enrichir le répertoire de la compagnie.

- Ces deux nouvelles créations et ces deux reprises seront jouées au total 116 fois dans la saison, dont 48 fois en Ile-de-France, notamment dans le cadre du Festival d'Automne à Paris

Saison 2018-2019

- La poursuite de la tournée des pièces au répertoire, en particulier les deux nouvelles créations (de nombreuses dates sur cette saison sont d'ores et déjà négociées ou en cours de négociation : Studio Théâtre d'Alfortville, Théâtre de Brétigny…)

- La reprise de Suite n°1, en vue de la rétrospective des 4 suites chorales prévue la saison suivante. Conçue pour vingt-trois interprètes (dont onze invités et un chef de chœur), cette suite sera reprise avec, pour professionnels, les interprètes des 3 autres suites et inclura onze amateurs sélectionnés en Ile-de-France et pour qui les temps de formation auront lieu sous forme de résidence sur le territoire

- La recherche de financement et la collecte de documents sonores en vue de la création de Suite n°4, la saison suivante. Cette nouvelle pièce, toujours plus musicale, sera montée avec l'ensemble de musique contemporaine Ictus, et fera appel à autant de compositeurs qu'il y aura de documents sélectionnés. Nous nous appuierons sur nos partenaires franciliens les plus fidèles (le Festival d'Automne à Paris, l'IRCAM, le MAC VAL à Vitry-sur-Seine, le Centre Pompidou à Paris) tout en en sollicitant de nouveaux (la MC93 à Bobigny, L'Apostrophe à Cergy Pontoise, la Maison de la musique à Nanterre).

- Enfin et surtout, cette saison verra la création d'une nouvelle création pour 1 interprète, 100 documents et 50 spectateurs : 50+1. A rebours de l'exploration au-delà des frontières des Suites Chorales,

cette pièce légère se propose de se concentrer sur un territoire précis, et d'en constituer le portrait sonore en menant une enquête ouverte associant de nombreux groupes et communautés de ce territoire (écoles, entreprises, associations, CFA, maisons de retraite, etc.). La compagnie prévoit plusieurs versions de cette pièce dans plusieurs endroits du monde ; pour la toute première version, elle a choisi naturellement son propre territoire, l'Île-de-France, comme objet et sujet d'étude. Elle s'appuiera sur des partenaires tels que L'Agora, scène nationale d'Evry, L'Onde, scène conventionnée à Vélizy-Villacoublay, La Commune à Aubervilliers et en renforcera d'autres : le Théâtre de Brétigny, la Maison de la musique à Nanterre, le T2G à Gennevilliers, le Théâtre de Vanves, L'Apostrophe, scène nationale de Cergy-Pontoise, le Théâtre Paul Éluard de Choisy-le-roi…

Saison 2019/2020

- La diffusion de 50+1 en Île-de-France, et sa déclinaison sur d'autres territoires jusque par-delà les frontières.

- la diffusion des autres pièces au répertoire

- La création et la tournée de Suite n°4, dernière des suites chorales, pour 8 interprètes, élaborée en collaboration avec l'ensemble de musique contemporaine Ictus.

- Enfin, à l'automne 19, l'intégrale des quatre suites à la MC93, accompagnée aussi de performances, chorales, installations, ateliers, expositions, conférences, etc. En montrant les différentes facettes du travail développé depuis 12 ans, cet événement marquera un point d'aboutissement du projet de l'Encyclopédie de la parole.

Saison 2020/2021

A partir de cette saison, l'Encyclopédie de la parole continuera son travail de collecte et de diffusion des pièces au répertoire, mais elle ne lancera pas de nouvelle production.

La compagnie se consacrera plus activement à un autre collectif de recherche, le projet W (Joris Lacoste, Jeanne Revel et Lou Forster), qui travaille sur les rapports entre langage et action, et en particulier sur une manière partagée de noter toutes sortes de performances ou d'instructions.

Pendant les trois années précédentes, W aura poursuivi son travail collectif de recherche sous forme de résidences (notamment au Centre National de la Danse), d'ateliers ou de stages dans les écoles, et il aura abouti en particulier à la production du logiciel de Notation pour la performance Organon (projet soutenu par le FSIR Arcadi en 2016, et réalisé en 2017-2018).

La saison 2020/2021 verra la création de son premier spectacle à proprement parler, ce qui marquera le début d'une nouvelle aventure pour la compagnie.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la

laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir Echelle 1.1 à hauteur de 40 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle portant sur les créations, la diffusion et les résidences de la compagnie en Ile-de-France et le développement de l'action culturelle dans les lycées. La base subventionnable s'élève à 579 822 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	314 150,00	53,72%
Dépenses d'action culturelle	22 200,00	3,80%
Autres dépenses	248 472,00	42,49%
Total	584 822,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	75 000,00	12,82%
Région IDF (PAC)	45 000,00	7,69%
Médicis Clichy Monftermeil	12 000,00	2,05%
Sociétés civiles	24 000,00	4,10%
Recettes propres	408 822,00	69,91%
DICREAM	20 000,00	3,42%
Total	584 822,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023798

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE THEATRE DU CORPS / PIETRAGALLA - PIETRAGALLA COMPAGNIE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	907 400,00 €	3,31 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE THEATRE DU CORPS / PIETRAGALLA - PIETRAGALLA COMPAGNIE
Adresse administrative : 5 B RUE DE ROCROY 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MARIE-CLAUDE PIETRAGALLA, GERANTE

N° SIRET : 40430103800059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre du Corps est la compagnie créé par Marie-Claude Pietragalla et Julien Rouault (danseur soliste du Ballet National de Marseille) en 2004. Depuis 2006, la cie produit elle-même ses spectacles qu'elle présente dans des lieux comme l'Olympia, Magador, le palais des sports, le grand Rex ou encore les Folies Bergères. La cie loue des locaux depuis 2015 à Alfortville (elle était auparavant à Bagnolet) qu'elle a aménagé et équipé. Sur 500m², la cie a aménagé un studio de danse de 250 m² (plancher, sono et miroirs), 3 bureaux et un espace de stockage de 150 m². De cette nouvelle implantation est née une collaboration avec la muse en circuit pour la précédente création "Vivant" créé après une résidence au Théâtre d'Asnières. Le Pôle Culturel d'Alfortville accueille également la compagnie. La dernière création de la cie a été montée en collaboration avec Daniel Mesguich dans le cadre des fêtes nocturnes de Grignan en juin 2017.
La compagnie est soutenue par la ville d'Alfortville et par la DRAC Ile-de-France au titre de l'aide à la

compagnie.

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021
Le Théâtre du Corps Pietragalla-Derouault s'est installé à Alfortville. Nous louons un lieu où est installé à la fois un studio de danse, un lieu de stockage des décors, costumes et éléments techniques, ainsi que des bureaux.
Nous poursuivrons notre implantation à Alfortville, sur le territoire du Val de Marne et plus généralement en Ile de France dans les 4 prochaines années.

L'activité de l'année 2017 est marquée par la création d'une pièce d'envergure, un Lorenzaccio Théâtre et Danse créé dans le cadre des fêtes nocturnes de Grignan, à l'été 2017.
44 représentations, devant un public de près de 33000 spectateurs, venus de toute la France.
11 comédiens-danseurs, et une équipe de près de 20 personnes au total.
Ce spectacle a pris une part important dans le planning de la compagnie, pour les répétitions qui ont eu lieu dans nos studios à Alfortville, que pour la diffusion dans le cadre de ce festival. Puis une résidence au Pôle Culturel d'Alfortville aura lieu en octobre 2017, afin d'adapter la pièce en version théâtre, puisque le spectacle est créé en plein air. Quelques dates pré-vendues avant la création auront lieu en diffusion sur la saison 2017/2018.
La saison 2017/2018 est marquée par la présentation en production d'Etre ou Paraitre au Studio Hébertot pour 60 représentations, donc de mi–septembre à début février. Ce solo a été créé au festival OFF d'Avignon en 2014, et n'a cessé de tourner depuis. Pour la première fois nous l'avons présenté à Paris en février 2016 pour 5 représentations à Guichet fermé. C'est pourquoi nous avons décidé de le représenter à Paris à la fois pour le public et pour les professionnels.
Par ailleurs, nous continuons la diffusion de la pièce « Je t'ai rencontré par hasard » qui connait depuis 2 ans un vif succès.
Nous continuerons la diffusion d'Etre ou Paraitre en parallèle de sa présentation à Paris, ainsi que Vivant, pièce créée en 2016.
Nous aurons donc 4 pièces en diffusion sur la saison 17/18.
Cette saison se clôturera probablement avec une nouvelle création de la compagnie en été 2018 dans le cadre du Festival OFF d'Avignon sur un texte original d'Eric Emmanuel Schmitt.

Actions culturelles/ Stages/ Lieu
Nous allons poursuivre notre travail d'implantation sur le territoire dans le Val de Marne en proposant à d'autres écoles, collèges ou lycée du département de participer à des actions de sensibilisation autour de la théâtralisation du mouvement dansé.
Nous poursuivrons également les activités sur notre lieu en proposant des stages réguliers sur la saison.
Nous accueillons également régulièrement des compagnies en résidence dans notre studio.

La saison 2018/2019 sera consacrée à la diffusion et la production de Lorenzaccio, la pièce ayant été créée en été 2017, la diffusion sur la saison 17/18 est limitée au préachat.
Les professionnels pourront apprécier ce spectacle cet été et le programmer en conséquence la saison suivante.
Nous prévoyons de pouvoir le présenter en production à Paris et dans toute la France.
En diffusion, suite à la série à Paris d'Etre ou Paraitre, nous souhaitons pouvoir continuer à diffuser cette pièce, ainsi que la nouvelle création présentée en 2018 au Festival d'Avignon.
Nous poursuivrons notre implantation sur le territoire en Ile d France avec nos activités de médiation et de stages.
Enfin, jusque 2021, La compagnie continuera l'ensemble de ses activités de production, qui font partie de l'ADN de la compagnie, la diffusion, l'action culturelle, la vie du studio.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la compagnie du Théâtre du Corps à hauteur de 30 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 907 400 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite des frais bancaires.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	808 820,00	88,94%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	6 200,00	0,68%
AUTRES DEPENSES (dont frais bancaires : 2000 €)	94 380,00	10,38%
Total	909 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France / attribué	25 000,00	2,75%
Région Ile-de-France PAC	30 000,00	3,30%
Ville d'Alfortville / en cours	30 000,00	3,30%
PARTENAIRES PRIVES	4 000,00	0,44%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	820 400,00	90,21%
Total	909 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023803

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMPAGNIE BABEL - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	174 260,00 €	17,22 %	30 000,00 €
		Montant Total de la subvention	30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE BABEL - ELISE CHATAURET
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame ELISE CHATAURET, Autre
N° SIRET : 49790066200030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Babel a été créée en 2006 par Elise Chateauret dans une démarche de théâtre documentaire, chaque création impliquant une longue enquête de terrain avec entretiens. Initialement installée dans le 93 et ayant bénéficié d'une résidence longue à La Courneuve en partenariat avec la Ville, dans le cadre de laquelle, elle a mené un important travail avec des jeunes lycéens aboutissant à la création d'une troupe semi-professionnelle, la compagnie a depuis élargi son cercle de partenaires.
Depuis 2014, elle est associée à la Commune - CDN d'Aubervilliers au sein de la Fabrique des Quatre chemins, où elle dispose de salles de travail, participe au collectif ; elle est également associée au Collectif 12 à Mantes-la-Jolie depuis 2015 où elle mène de nombreux ateliers et interventions avec les publics dans les lycées notamment.
Elle a bénéficié de l'aide au compagnonnage de la DRAC avec la compagnie de Mohammed Rouabhi Les Acharnés, ce qui lui a permis de créer en 2014 "*Nous ne sommes pas seuls au monde*" qui avait obtenu une première reconnaissance professionnelle et publique. Fin 2016, elle a créé avec succès "*Ce qui demeure*" (avec l'aide à la production de la DRAC) sur le thème de la vieillesse. Le spectacle s'est joué 25 fois sur la saison de création et 14 représentations sont prévues en 2017/18 avec de nouveaux

partenaires témoignant de l'élargissement de son réseau de partenaires : Théâtre Paris-Villette, MC2 à Grenoble...
La Compagnie Babel bénéficie de l'aide de la Ville de Villepinte et du soutien de la DRAC Ile-de-France pour ses créations.

Synthèse du projet proposé pour l'aide à la permanence artistique et culturelle 2018-2021
Pour les quatre prochaines saisons : 2017-18, 2018-19, 2019-20, 2020-21, la compagnie développera des créations, diffusera des spectacles et mènera de nombreuses actions artistiques auprès de publics très larges sur l'ensemble du territoire francilien. Ces différents axes favoriseront et renforceront l'implantation et l'ancrage, déjà bien réel de la compagnie sur ce territoire.

Les créations : A la suite de Ce qui demeure (création 2016), deux nouvelles créations sont prévues en 2018 (Saint-Félix, enquête sur un hameau français, une réflexion sur la ruralité française) et en 2020. Ces trois spectacles créent un cycle de spectacles tous écrit à partir d'entretiens, d'enquête sur notre monde, et traitant de sujets de sociétés (la vieillesse, la ruralité, la fin de vie). Pour ces trois créations la compagnie travaillera avec la même équipe artistique.
La diffusion des spectacles : Après la création de Ce qui demeure la saison dernière et sa diffusion d'une vingtaine de dates en Ile-de-France, une quinzaine de dates sont prévues la saison prochaine (dont 7 en Ile-de-France notamment à la Maison des Métallos et au Théâtre Paris-Villette…) et des options sont déjà prises pour 18-19. Avec de nouveaux partenariats (notamment la Scène nationale de Cergy et le Théâtre de Beauvaisis) mais aussi en région (Scène nationale de Grenoble), la compagnie élargit son réseau, le rayonnement de ses spectacles et de son activité, à la fois en Ile de France et sur le territoire national.

Les résidences : Elise Chatauret mène de nombreuses résidences sur les territoires et construit des partenariats de longue durée avec des lieux (récemment avec la Commune d'Aubervilliers et le Collectif 12, prochainement avec la Scène nationale de Cergy…), partenariats qui lui permettent de s'implanter durablement et d'écrire ses spectacles - le processus de création d'Elise Chatauret nécessitant des temps assez espacés les uns des autres, et sur une durée de plusieurs mois, voire années. Ces résidences de création sont l'occasion de créer des liens solides et durables avec les habitants notamment à la faveur d'actions culturelles et de projets artistiques participatifs avec des amateurs.

Les actions culturelles et l'ancrage sur les territoires :
Les actions culturelles, la transmission et la pédagogie sont au cœur du travail de la compagnie depuis sa création. Elise Chatauret mène de très nombreuses actions sur l'ensemble du territoire francilien, en petite et en grande couronne, en directions de tous types de public : dans des cadres scolaires, pénitenciers, hors cadres scolaires, dans des associations, en direction d'adultes ou de jeunes, beaucoup en direction de lycéens.
Par ailleurs, autour des spectacles, en amont et en aval, Elise Chatauret se déplace auprès des groupes de public. Chaque résidence de création est l'occasion de rencontrer des habitants, de créer des maillages de territoire, grâce à de nombreux projets participatifs autour des spectacles.
Les nouveaux partenariats de la compagnie, notamment avec la Scène Nationale de Cergy-Pontoise sera l'occasion (autour de l'accueil du spectacle Saint-Félix traitant notamment de la ruralité) d'un travail important en zone rurale et péri-rurale avec des habitants, des associations et des lycées.

2017-18 :
Résidences de création :
- résidences et répétitions de *Saint-Felix* (Cent-Quatre, Métallos, MC2 de Grenoble, Scène Nationale de Cergy-Pontoise, Collectif 12…)
Diffusion de spectacle :
- *Ce qui demeure* tournera en Ile-de-France et en France, 15 représentations environ notamment au Théâtre Paris-Villette, à la Maison des métallos et à la Mc2 de Grenoble.
Actions culturelles et un ancrage sur les territoires.
- La collaboration avec la ville de Villepinte se poursuit. Un nouvel atelier théâtre hors temps scolaire se

met en place pour des jeunes de Villepinte en collaboration avec la DAC de Villepinte
- La compagnie est toujours associée au Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, occasion de développer un grand nombre d'actions sur le territoire, notamment une permanence d'un mois en septembre 17 où 8 compagnies travailleront partout dans la ville pour créer des formes hors les murs ; la suite d'un travail avec des personnes non francophones dans le cadre du dispositif « Carré dans la mare » ; l'option théâtre des terminales du Lycée Rostand
- Une nouvelle résidence territoriale Drac-Ile-de-France se met en place avec le Lycée et le micro-lycée Germaine Tillon du Bourget, en collaboration avec le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers.
- Une Classe PEAC sera menée au collège Paul Verlaine (75012) en collaboration avec la Maison des Métallos.
- Actions de sensibilisation autour de la diffusion de Ce qui demeure en lien avec la Maison des Métallos et la scène nationale de Grenoble.

2018-2019 :
Résidences de création :
- suite et fin des résidences (Cent-Quatre, Métallos, MC2 de Grenoble, Scène Nationale de Cergy-Pontoise, Collectif 12…) et répétitions pour Saint-Félix
Création :
- *Saint-Félix (enquête sur la ruralité française).* Coproductions engagées : Scène Nationale de Cergy-Pontoise ; Collectif 12 de Mantes-la-Jolie ; MC2, scène nationale de Grenoble.
Diffusion :
- Suite de la tournée de Ce qui demeure notamment au Théâtre du Beauvaisis et dans le Festival du Val d'Oise ; et diffusion de Saint-Félix.
Actions :
En plus des partenariats existants, de nouvelles collaborations se mettent en place :
- Des ateliers théâtres protéiformes (collectage de parole, rencontres...) sur le territoire du Val d'Oise notamment rural, avec la Scène nationale de Cergy-Pontoise et le département du Val d'Oise.
-Une collaboration avec le Théâtre du Beauvaisis sur le territoire de Beauvais et ses alentours.
-Des actions artistiques à Grenoble.

2019-2020 :
Résidences de création :
- résidences et répétitions de *Tout le monde meurt à la fin (réflexion et enquête sur la fin de vie dans nos sociétés)* – création 2020 de la compagnie (Cent-Quatre, Métallos, MC2 de Grenoble, Scène Nationale de Cergy-Pontoise, Collectif 12…)
Diffusion :
- Suite de la tournée de *Ce qui demeure* et tournée de *Saint-Félix*
Actions artistiques et ancrage territorial :
Suite et développement des partenariats existants. Développement de nouveaux partenariats.

En 2020-2021 :
Résidences de création :
- fin des résidences et répétitions de *Tout le monde meurt à la fin* (Cent-Quatre, Métallos, MC2 de Grenoble, Scène Nationale de Cergy-Pontoise, Collectif 12…en cours)
Création :
Tout le monde meurt à la fin (production en cours)
Diffusion :
- Suite de la tournée de *Ce qui demeure* et de *Saint-Félix*, tournée de *Tout le monde meurt à la fin*

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la Compagnie Babel à hauteur de 30 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 174 260 € et correspond au budget prévisionnel proposé, déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	144 218,00	78,27%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	13 520,00	7,34%
AUTRES DEPENSES	26 522,00	14,39%
Total	184 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France / en cours	15 000,00	8,14%
Région Ile-de-France PAC	40 000,00	21,71%
Commune Villepinte - en cours	7 000,00	3,80%
SOCIETES CIVILES	17 000,00	9,23%
PARTENAIRES PRIVES	1 560,00	0,85%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	103 700,00	56,28%
Total	184 260,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023828

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AHOUAI NANSI TROPBIEN - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	95 925,00 €	20,85 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AHOUAI NANSI TROBIEN
Adresse administrative : 15 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Emilie CARL, Présidente

Date de publication au JO : 3 juin 2006

N° SIRET : 49221510800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La Débordante Compagnie a été fondée par Héloïse Desfarges, formée à la danse contemporaine, en 2007. Elle s'associe à partie de 2011 à Antoine Raimondi, acrobate, metteur en scène et comédien, diplômé du CNAC. Elle créé ainsi des spectacles chorégraphiques pour l'espace public ("Rassemblement", "loin") mais également des spectacles de théâtre chorégraphique dans le souci d'apporter du contenu plus politique à ces spectacles, ce qui a abouti avec la création "Ce qui m'est du" qui tourne en salle comme dans l'espace public. Le travail artistique de la compagnie aborde le rapport à l'espace, la perception du spectateur et questionne politique du territoire à travers la danse mais également les champs de l'écriture, du théâtre documentaire...
Grâce au soutien d'Animakt en Essonne et à la coopérative de Rue de Cirque à Paris, la compagnie s'insère dans un réseau professionnel solide et bénéficie d'une reconnaissance professionnelle dans le réseau des arts de la rue et plus largement du spectacle vivant. A compter de la saison 2017/18, elle

devient artiste associée (pendant 3 ans) au Théâtre de Brétigny (scène conventionnée).
La compagnie bénéficie d'aides à projet, notamment de la Ville de Paris (aide à la résidence) et de la spedidam.

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021
La Débordante souhaite axer le projet de permanence artistique et culturelle autour des créations artistiques à venir de la compagnie et du travail d'action culturelle que nous développons au cours des processus de création. Deux projets de création sont prévus pour 2018 et 2019, d'autres germeront probablement en 2020 et 2021, et les résidences de création permettent de tisser des liens avec des partenaires et des territoires, et d'y développer en parallèle des projets d'actions culturels ponctuels ou long terme…

Depuis 2011 et la création de Mâl(e), deux lignes de recherche majeures sous-tendent les projets de la Débordante compagnie :
Le travail chorégraphique en espace public, l'inscription du corps dans l´espace, un rapport presque politique à l'espace public, l'espace du commun et du partage. Héloïse Desfarges développe dans chacun de ses projets chorégraphiques pour l'espace public un rapport différent à l'espace, un angle de vue, une approche qui permet de mettre en lumières les différents aspects de l'espace public. Elle explore aussi le groupe, l'organisation collective et comment celui-ci s'inscrit dans l'espace. Ces questionnements se retrouvent dans le rapport au public dont la place est déterminante pour chacune des pièces de la compagnie : elle propose un point de vue contraint qui détermine le cadre de la représentation, ou expérimente un travail chorégraphique qui place le spectateur au chœur du dispositif, lui permettant par ses sensations d'être acteur de sa propre expérience performative
En parallèle, ce rapport politique à l'espace public a généré l'envie d'apporter du contenu sous une autre forme, un théâtre chorégraphique et politique dont « Ce qui m'est dû » a été un aboutissement : s'appuyer sur un travail de recherche documentaire pour délivrer un message fort sur la société contemporaine, tout en restant sur le fil de l'émotion, enjeu déterminant de ces créations.
Dans les années à venir, la Débordante Cie souhaite poursuivre ces thèmes de recherche en s'appuyant sur le réseau de partenaires professionnels rencontré ces trois dernières années. Deux créations sont au programme, chacune découlant directement de ces lignes de travail : « Loin », une pièce chorégraphique pour l'espace avec une grande profondeur de champ, donc pour l'espace public. Et « PERIKOPTÔ », une proposition de théâtre chorégraphique développant le thème de l'opinion publique, de notre rapport aux médias, et de la mainmise de l'idéologie néolibérale.
Les principaux partenaires de la compagnie sont en Ile-de-France le Théâtre de Brétigny où la Débordante Cie est artiste associée pour trois ans, la Coopérative de Rue et de Cirque à Paris où nous disposons d'un statut similaire, Animakt lieu de fabrique à Saulx-les-Chartreux qui a soutenu tous nos projets depuis « Dispersion » et a largement participé à notre émergence dans le réseau professionnel.
Nous souhaitons nous appuyer sur ces opérateurs pour des créer les spectacles cités ci-dessus, mais aussi pour renforcer notre implantation territoriale en développant des projets ambitieux d'action culturelle. Les thématiques travaillées dans nos spectacles nous paraissent fondamentales à partager avec le public, et ces projets participatifs font donc partie intégrante du parcours artistique de la compagnie. Ces projets d'actions culturelles s'inscrivent en parallèle des résidences de création, chez les mêmes opérateurs, et permettent donc de renforcer les liens au territoire.

En 2018, en parallèle de la création de « Loin » et des premières résidences de recherche & écriture pour « Perikopto », nous souhaitions mettre en place :
Un projet à destination de chômeurs longue durée avec le Théâtre de Brétigny que nous avons intitulé « Une Grande Inspiration », à la frontière entre écriture, théâtre et Danse, qui utilise le processus de création de « Ce qui m'est dû » pour accompagner la création d'une pièce par les participants et traite des thèmes de « Perikopto »
Une série d'ateliers grands-parents-enfants à Saulx-les-Chartreux avec Animakt, dans le cadre de leur nouveau dispositif Espace de Vie Sociale (agrément CAF), en reprenant des modes d'action entre théâtre, récit de vie et danse, testés à Gentilly en 2017

Une tournée du spectacle « Ce qui m'est dû » dans les lycées en Grande Couronne à la demande de la Coopérative de Rue et de Cirque, chaque représentation étant suivie d'un temps de débat avec les élèves sur les thèmes du spectacle
Par ailleurs, d'autres temps de rencontres avec le public seront mis en place lors des résidences de création de « Perikopto » : des temps d'échange et de discussion sur le thème de médias, des visionnages collectifs et décryptés par ACRIMED du journal de 20h, … ces temps de collectage nous servant à nourrir les premiers temps d'écriture de la pièce. Ils seront mis en place à Brétigny et St Herblain lors des premières résidences du projet, mais aussi à Montreuil au Jardin d'Alice ou est implantée une partie de l'équipe de la compagnie, et se poursuivront en 2019 tout au long de cette création.

Le programme de l'année 2019 n'est pas encore précis, mais il devrait s'articuler autour de trois axes :
La diffusion du spectacle « Loin » ainsi que du reste du répertoire de la compagnie
La création de « Perikopto » dont les premières sont prévues au printemps 2019 en salle
La mise en place de projets d'action culturels avec nos partenaires comme en 2018, et en parallèle des tournées
En 2020, la Débordante Cie relancera une création pour l'espace public qui devrait aboutir en 2021, et poursuivra ton travail d'implantation territoriale en développant des projets sur l'Ile-de-France, avec les partenaires cités ci-dessus mais aussi des partenaires plus ponctuels comme la ville de Gentilly (qui nous a accueilli pour un projet ambitieux entre diffusion et action culturelle en 2017), le festival Cergy…soit (qui a invité toutes nos pièces en diffusion depuis « Dispersion »).
Pour assumer l'ensemble de ces activités, (ainsi que le reste des activités de la compagnie à savoir la tournée des spectacles du répertoire), il nous parait nécessaire de renforcer la structure administrative de la compagnie en pérennisant un poste d'administrateur-trice. Celui-ci est impacté sur le projet spécifique à hauteur du ratio du budget global de la compagnie qu'il représente.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir La Débordante compagnie / association ahouai nansi tropbien à hauteur de 20 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 95 925 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	90 015,00	74,44%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	15 360,00	12,70%
AUTRES DEPENSES	15 550,00	12,86%
Total	120 925,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-france / en cours	8 000,00	6,62%
Ministère culture / en cours	15 000,00	12,40%
Région Ile-de-France PAC	45 000,00	37,21%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	52 925,00	43,77%
Total	120 925,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	12 500,00 €
	Montant total	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024664

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TOUJOURS APRES MINUIT - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	212 300,00 €	14,13 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOUJOURS APRES MINUIT
Adresse administrative : 3 RUE SAINT GERMAIN
94400 VITRY-SUR-SEINE
N° SIRET : 41940972700056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

La compagnie "Toujours après Minuit" est co-dirigée par deux artistes : Brigitte Seth et Roser Montlló Guberna depuis sa création en 1997. Chorégraphes et metteuses en scène, elles sont également interprètes de chacune des créations. Brigitte Seth a débuté sa carrière dans le théâtre de rue (Théâtre Emporté avec Bartabas, Patrick Bigel, ou encore Tomeo Verges). Roser Montlló Guberna a été danseuse pour Angelin Preljocaj, Maguy Marin ou encore Tomeo Verges. Comédienne pour Jean-Claude Penchenat ou Jean-François Peyret.
Elles mènent également hors de la compagnie des collaborations avec le Théâtre des Lucioles et réalisent des mises en scène d'opéra avec Jean-Claude Malgloire.
En 2011, la compagnie commence une résidence avec la Biennale du Val de Marne puis une résidence de 2013-2015 à la Briqueterie, elle est en partenariat de résidence de création depuis 2013 avec les Subsistances-Lyon, depuis 2015 avec l'Usine Hollander-Compagnie la Rumeur à Choisy-le-Roi sur la mise à disposition de lieux de répétition et depuis 2015 avec le Théâtre National de Chaillot sur des coproduction et programmations "Esmerate ! " et "« Visites Guidées » (2017), « Coûte que coûte » (2016), et la prochaine résidence de « Family life » (2018-2019).
Elle a un large rayonnement sur le territoire francilien et national (Gallia Théâtre Saintes, SN St Nazaire, CC Pablo Picasso Homécourt-TIL Mancieulles, Château Rouge Annemasse, Le Pavillon Noir Aix en Provence).

Conventionnée Drac depuis 2016, La compagnie s'implante durablement sur le territoire de Seine et Loing

sur une résidence d'implantation soutenue par le département avec un programme d'actions culturelles en lien avec la médiathèque départementale et Act art, dont un projet pour les lycéens. Elle est en convention de partenariat avec le Conseil Départemental de Seine-et-Marne pour son action culturelle d'implantation territoriale avec les médiathèques et Act'Art 77.

SYNTHESE DU PROJET DE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE "EQUIPE ARTISTIQUE" 2018-2021

Le projet porte sur le développement de l'ancrage sur le territoire francilien sur le territoire du Gâtinais – Val de Loing

Contexte : suite aux inondations de ce territoire en 2016, la Bibliothèque de Souppes-sur-Loing a été délocalisée dans une école et le Département de Seine et Marne a fait appel à la compagnie Toujours après Minuit pour mener une opération permettant de renouer le lien avec les habitants et de soutenir le personnel. Cette résidence de création du spectacle « Le Bruit des Livres », résultat de ces deux semaines d'immersion et de la rencontres des habitants fréquentant la bibliothèque suivi de deux représentations (décembre 2016 et janvier 2017) et accompagné de la diffusion d'un autre spectacle de la compagnie à Sivry Courtry avec le soutien d'Act'Art 77 a donné naissance à une véritable envie de part et d'autre de poursuivre ce travail.

C'est donc un programme d'activité beaucoup plus conséquent qui voit le jour pour la saison 2017-2018 et qui se développera plus largement en 2018-2019.

Saison 2017-2018

- Maison départementale des Solidarités de Nemours : une semaine d'ateliers « Les Goûts et les Couleurs » en mars 2018 avec les publics empêchés. Programmation du « CV animé » au printemps 2018 (date à caler) en collaboration avec Act'Art 77.
- Programmation de spectacles de petite forme : « Epilogos » et « CV animé » à la Salle des Fêtes de Souppes sur Loing en collaboration avec Act'Art 77 au Printemps 2018 (dates en cours)
- Maison des services au public de Lorrez le Bocage : un atelier intergénérationnel sur les langues d'origine et les cutures (semaine du 15 janvier 2018) suivi de la programmation d'« El Como quieres » (en collaboration avec Act'Art 77).
- Bus organisés par le département pour emmener les publics travaillant en ateliers avec la compagnie à une représentation d'Esmerate ! à Chaillot en décembre 2017

Saison 2018-2019 :

- résidence de création « Le Bruit des Livres » pour l'inauguration de la nouvelle Médiathèque de Souppes-sur-Loing : deux semaines en octobre 2018 suivies de deux représentations. Spectacle recréé pour chaque lieu en immersion dans une médiathèque, intégrant les témoignages enregistrés du public la fréquentant.
- « Les Goûts et les Couleurs » : automne 2018 : une semaine d'ateliers avec les publics liés au centre social de Souppes : Appartement 24.

Résidences :

2018 : résidence de création « A Vue » au CCN de Tours / résidence de recherche « Family Machine » les Plateaux Sauvages – Paris

2019 : résidence de création « Family Machine » : les Plateaux Sauvages – Paris, Usine Hollander-Champigny, Théâtre National de Chaillot-Paris, Les Subsistances – Lyon

Créations :

2018 : « A Vue » au CCN de Tours le 15 février 2018

2019 : « Family Machine » aux Plateaux sauvages pour 10 représentations. Théâtre National de Chaillot : encours

Diffusion :

2017 : « Esmerate » : Théâtre Nationale de Chaillot, Château Rouge-Annemasse

2018 : « A Vue » : CCN Tours, Usine Hollander, Les Subsistances-Lyon, Théâtre Gérard Philipe de Champigny

2019 : « Family Machine » : les Plateaux Sauvages (TN Chaillot, Les Subsistances… en cours)

Action culturelle :
Le programme en cours d'élaboration « Les Goûts et les Couleurs » sera développé sur le Gâtinais, des ateliers à la Bibliothèque Louis Michel Paris 20ème, à la Bibliothèque départementale de Caen (novembre 2018).

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : La Région décide de soutenir la Compagnie Toujours après Minuit à hauteur de 30 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 212 300 et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de la subvention sollicitée à la ville de Paris pour un montant de 15 000 €.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES RESIDENCES/CREATIONS/ DIFFUSIONS	210 000,00	92,39%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	12 500,00	5,50%
AUTRES DEPENSES	4 800,00	2,11%
Total	227 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE REGION IDF	30 000,00	13,20%
SUBVENTION DRAC IDF ATTRIBUEE	50 000,00	22,00%
SUBVENTION DEPARTEMENT VAL DE MARNE ATTRIBUE	10 000,00	4,40%
SUBVENTION DEPARTEMENT SEINE ET MARNE ATTRIBUE	10 000,00	4,40%
COMMUNE DE PARIS EN COURS	15 000,00	6,60%
MECENAT	12 000,00	5,28%
RECRECETTE PROPRES D'ACTIVITE	100 300,00	44,13%
Total	227 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024689

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AIR LIBRE (LES FUGACES) - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	140 273,00 €	14,26 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AIR LIBRE
Adresse administrative : 4 T RUE DE LA TUILERIE
78490 GALLUIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE GABOREAU, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 53802748300022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

Créée en 2007 par trois jeunes femmes comédiennes, Cécile Le Meignen, Laura Dahan et Julie Métairie, la compagnie de rue Les Fugaces se développe d'abord à Paris avec l'envie de partager les mots dans l'espace public et dans des lieux insolites. La compagnie crée d'abord « Elle(s) » puis en 2012, la compagnie monte son deuxième spectacle, un solo de théâtre musical, « Les ailes de Prune », destiné à être tous terrains et tous publics.
En 2012/13, la compagnie s'installe dans un petit village du centre des Yvelines, Galluis (1250 habitants). La Ville lui passe commande pour animer ses fêtes locales : la fête des Lumières en décembre puis la fête du village en juin. La compagnie s'y investit et fait de ces deux manifestations locales des évènements artistiques. Par ailleurs, la compagnie anime des stages et des ateliers théâtre avec des

enfants et des adolescents du village. La compagnie mène sur ce territoire le projet « Escapade(s) » pour quatre villages des Yvelines qui voit se succéder dans la Haute Vallée de Chevreuse quatre résidences de création qui permettent d'imaginer quatre spectacles sous forme de promenade. Après le succès de ce projet, la compagnie porte sur ce territoire, en collaboration avec la Compagnie Les Armoires Pleines et la Compagnie Caractère(s), un projet de rénovation du LIEU, ensemble de bâtiments situés sur la commune de Gambais mis à disposition de l'association l'Air Libre (qui représente les Fugaces) par la Mutuelle RATP. Autour de la réhabilitation des espaces, un collectif se constitue avec les trois compagnies et les habitants : « Les Gens du Lieu ». Le projet se développe autour de ces espaces : «Permettre à des habitants vivants en haute Vallée de Chevreuse, autour de la commune de Gambais, zone rurale et éloignée des pôles culturels, de se ménager un parcours artistique et d'aiguiser leur regard de spectateur ».

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021

ANNEE 2018 :

AXE 1 : 1ère saison des Rendez-vous du Lieu.

Les rendez-vous du Lieu sont des temps de rencontre entre équipes artistiques et habitants du territoire.
Les rendez-vous du Lieu proposent d'aller vers les habitants et favorise l'échange. En effet, il y a une alternance entre des représentations au Lieu et des présentations « hors les murs » dans des lieux atypiques et non dédiés au spectacle vivant intérieurs ou extérieurs (ex : dans les rues des villages avoisinants avec la Cie de danse en espace public « Ironie du corps » comme elle l'a fait à Houdan en mai 2017 ou encore l'investissement de salles des fêtes avec la Cie les Toiles cirées et leur projet de théâtre participatif).

L'idée est pédagogique au sens de la médiation : ces représentations seront l'endroit pour discuter, échanger, partager sur un travail en cours de construction. Il s'agit ici d'aiguiser l'œil du public, le faire devenir pertinent dans son regard. Pour les artistes, montrer le travail en cours est une étape capitale, très précieuse et constructive qui renforce l'exigence. C'est un aller-retour entre public et artiste, l'un ne peut aller sans l'autre.
Dans ce parcours artistique au long cours, les habitants sont invités à se positionner activement au travers d'échanges et de médiations qui ont lieu à la suite des sorties de résidences. Durant la saison 2017-2018, lors de 5 Rendez-vous du Lieu, la population va découvrir des disciplines variées et peu présentes sur le territoire telles que l'art plastique, le théâtre, la danse en espace public, la musique et le théâtre jeune public. Ce parcours pluridisciplinaire permet d'ouvrir des horizons artistiques.
En complément de ces sorties de résidence, le Lieu propose des temps de rencontre, d'échange ou de pratique en partenariat avec des structures locales (médico-sociales, associatives, éducatives...) afin de partager l'expérience avec des publics divers et souvent empêchés.
Nous avons pu commencer à expérimenter ces formats de sorties de résidences au cours de l'automne 2016 et de l'hiver et du printemps 2017. Les premières expériences menées sont très positives : ces rendez-vous drainent un public intergénérationnel touchant de 25 à 300 personnes en fonction des représentations et de la jauge souhaitée par les artistes. A 90%, ce public vient des environs de Gambais et dans un rayon de 30 kilomètres alentour.

En complément de ces sorties de résidence, le Lieu continue à proposer des évènements artistiques uniques et créés par le collectif tout au long de l'année et des ateliers de pratiques amateurs sont créés : atelier hebdomadaire de théâtre en espace public à destination des adulte avec création d'une pièce pour l'espace public adaptée du répertoire contemporain et un atelier enfant avec présentation d'une création originale en espace public.

AXE 2 : Vivants en création

Vivants est la nouvelle création de la compagnie Les Fugaces. C'est un spectacle déambulatoire construit autour d'un texte original de Aude Schmitter. Co-produite par le Théâtre du Sillon de Clermont l'Hérault, la Ville d'Orly, la Maison Folie Moulins de Lille, et en partenariat avec La Constellation, le Festival de Suresnes, Animakt, la pièce verra le jour en Avril 2019.
Dans la phase 1 de création (automne 2017 – Hiver 2018) 7 semaines de résidence sont prévues dont 3 semaines dans des établissements scolaires des Yvelines (département d'implantation de la Compagnie). Ce volet de la création est financé par le Conseil Départemental des Yvelines, le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse et la DRAC-IDF.

Scruter les contours du Vivants

Parce que nous regardons la ville comme l'endroit où les choses arrivent, où s'écrit la vie, la rencontre, l'échange, et non comme un lieu de passage, nous voulons montrer que la foule est avant tout composée d'individus.
Parce qu'être touché, c'est prendre conscience de son corps et ainsi de sa propre existence, nous voulons écrire un spectacle autour de l'adage « je suis touché donc je suis ».
Notre thématique particulière est la question du choix, déclenché grâce à la relation. Par l'échange avec l'autre, le dialogue ou le contact physique, nos capacités à choisir et à agir sont révélées, vivantes.
Nous voulons valoriser notre réelle aptitude individuelle et collective à savoir dire un grand OUI à la vie, à la confiance dans l'avenir, à être ensemble. Nous voulons dépasser la question générationnelle de l'absence de sens, nous saisir de nos vies.

Vivants, l'histoire

5 personnages déambulent dans la ville.
De jeunes adultes en construction, en questionnement.
Tous différents, comme un échantillon de société.
Ils pourraient être vous, moi, votre voisin de pallier.
Ils ne sont ni des héros, ni des marginaux, simplement des passants dans la ville.
Certains se connaissent, d'autres non. Ils habitent (presque) tous le quartier, le village, la zone où se passe l'action.
Ils vivent ici, c'est dans ces rues, sur ces places que leurs existences se déploient, que leurs vies se dessinent.
A travers une série d'actions et de situations rythmées et drôles, la toile se tisse. Alors qu'ils étaient des solitudes dans la ville, la narration truculente les dévoile peu à peu connectés, reliés.
Ces 5 trajectoires d'ouvertures personnelles vont provoquer la possibilité de la réinvention collective. Sans qu'aucun d'eux ne l'ai prévu, ils se retrouvent ensemble à la fin dans une fête improvisée.
Ainsi le thème central de ce spectacle, le lien pour faire société, est déployé par une invitation à la fête, à la rencontre et à l'échange.

Une dramaturgie du dehors

Vivants est une déambulation simultanée de 5 personnages dans la ville. Les spectateurs suivent chacun l'un d'entre eux.
Au cœur du sensible, les spectateurs sont inclus dans la bulle d'un des 5 personnage. Ils sont au cœur de ses pensées et de ses pulsions, les témoins intimes de ses actions. .
Fortes de notre précédent spectacle, « Nous, les oiseaux », nous voulons prendre la ville comme décors brut, cela veut dire profiter des décors présents, réels et révéler les points de vue de la déambulation comme autant de cadres scéniques.

Écrire un théâtre intime pour l'espace public

Nous cherchons inlassablement l'équilibre pour une langue poétique et dense qui saura se faire entendre au milieu des bruits de la rue , l'espace de l'émotion au cœur de la ville.
Le théâtre que nous écrivons invoque le silence, il s'appuie sur les bruits de la ville pour faire émerger une voix, une émotion. La rue complique l'exercice du comédien car elle implique la rencontre, le contact

permanent avec le monde extérieur : ainsi l'acteur se tient en équilibre entre le texte et l'instant présent.

Une création ancrée sur son territoire

Dans le cadre de cette création, les réseaux de productions classiques nous amènent à partir en résidence dans des lieux destinés à la création et il nous paraissait essentiel que le spectacle « appartienne » aux Yvelines.

Les habitants connaissent les Fugaces à travers Escapade(s), il nous importe désormais de leur faire découvrir nos créations professionnelles. Vivants en fabrication est une première réponse à cette envie.

C'est ainsi que la compagnie organise en mai 2018 ses deux premières séries de Vivants en fabrication dans les Yvelines, au sein de sa zone de rayonnement (cf carte). Ces représentations d'étape de travail sont de temps précieux pour la création. La déambulation et la rue sont des matières qu'il est nécessaire d'évaluer avec du public. Vivants en fabrication a aussi pour objectif d'élargir le rayonnement de la Compagnie.

Ce projet Vivants en fabrication trouve un écho très fort auprès des plus jeunes avec la mise en place d'une résidence artistique et culturelle en milieu scolaire autour de la création de Vivants : L'Étincelle.

AXE 3 : L'Étincelle, résidence artistique et culturelle en milieu scolaire

L'étincelle est un projet de création en milieu scolaire, il prend pour point de départ la création de Vivants, un prétexte pour imaginer un parcours artistique et culturel autour des arts de la rue, de la parole dans l'espace public et des thématiques qui traversent cette création.

La thématique centrale de Vivants est la question du choix et cette thématique résonne avec l'impératif de la jeunesse : se construire. De l'enfance à l'âge adulte, il est question de devenir. Nous déployons l'idée qu'un choix peut être fait seul, mais que l'étincelle qui nous y amène est forcément liée aux autres. Par la question de la construction individuelle en lien avec l'autre, nous interrogeons la création de la communauté, de la société.

Le projet de résidence L'étincelle s'écrit sur les trois établissements de notre zone d'action.

Le point d'ancrage de ce projet est le Lycée Jean Monet de la Queue-lez-yvelines et les établissements satellites servent d'amplificateur au rayonnement territorial de la résidence.

La résidence touche l'ensemble de la communauté éducative du lycée et des élèves : les élèves inscrits dans les filières générales, technologiques et professionnelles, les enseignants, le personnel, les parents d'élèves. Dans les deux établissements satellites le parcours artistique est pensé autour des temps fort de résidence de la compagnie Les Fugaces. A l'école primaire de Galluis l'ensemble des classes et des enseignants est touché par la résidence artistique (de la maternelle au CM2).

Au collège, le projet s'écrit plus spécifiquement autour de 4 classes en collaboration avec 4 enseignants volontaires (une classe de 6ème, une classe de 5ème, une classe de 4ème et une classe de 3ème).

La résidence est jalonnée de temps de rencontre entre les élèves des différents établissements, soit à l'occasion d'événements culturels soit pour des temps de présentation du travail théâtral des élèves du lycée et du travail plastique de l'ensemble des élèves touchés par la résidence.

Notre projet s'articule autour de trois axes : L'école du spectateur, l'initiation à la pratique artistique et le parcours culturel.

L'école du spectateur : Construction du jugement esthétique

Le pilier central de cette résidence est la découverte du processus de création et du fonctionnement d'une équipe artistique professionnelle.

La compagnie Les Fugaces s'installe durant une semaine de résidence dans chaque établissement. L'équipe de Vivants s'invite pour des temps de répétition au cœur même des classes et de manière impromptue dans les zones communes de l'établissement, dans les bâtiments et les extérieurs. Les élèves sont invités à observer et à discuter avec l'équipe de ce qu'ils voient et de ce qu'ils ressentent. L'ensemble de l'équipe de création est présente (5 acteurs et 1 metteur en scène) permettant une vraie

immersion dans le travail théâtral. Chaque établissement scolaire met en place lors des ces semaines de résidence un projet d'art plastique autour de la présence des artistes : Ces œuvres seront exposées lors des dates de Vivants en fabrication dans les villages des Yvelines, auxquelles l'ensemble de la communauté éducative et des élèves seront conviés.

L'initiation à la pratique artistique : L'art de l'acteur

Nous voulons faire découvrir le travail de l'acteur à une large partie des élèves de l'établissement pilote et mettre en place un travail autour de la prise de parole de l'acteur afin de sensibiliser les élèves au pouvoir de la parole. Nous proposons un parcours de découverte du travail de l'acteur aux élèves du Lycée Jean Monet. Sur un volume horaire global de 80 heures, nous écrivons des parcours sur mesure et sur le temps scolaire et en collaboration avec le professeur, nous proposons de faire découvrir aux élèves le goût de la prise de parole à voix haute et de l'éloquence.

Dans un second temps, un atelier de création théâtrale autour d'une version junior de la pièce Vivants sera ouvert aux élèves volontaires.Cette pièce étant écrite pour une déambulation, l'enjeu de cet atelier est de mettre en scène une version du texte jouée par les élèves au cœur même de l'établissement. Cet atelier a pour but d'approfondir les questions d'interprétation mais également de développer le regard sur les espaces du quotidien.

Parcours culturel : Découverte des arts de la rue

Prolonger le travail de découverte du processus de création en offrant aux élèves la possibilité d'assister à des représentations de sorties de résidences et d'avant-premières dans leurs établissements suivies d'un échange avec les équipes artistiques. Apporter une réponse circonstanciée à l'éloignement des équipements culturels en proposant des événements artistiques de proximité. Développer un goût pour le spectacle vivant (et plus particulièrement les arts de la rue) par la découverte de cet univers pluriel et par l'invitation à la participation aux temps forts francilien.

La direction du Lycée et de la compagnie Les Fugaces envisagent cette nouvelle année de collaboration comme un point de départ pour l'élaboration d'un projet ambitieux pour les arts vivants et l'art en espace public au sein du Lycée Jean Monet.

AXE 4 : Et si l 'on rêvait encore plus grand... Le LIEU XXL

La Compagnie Les Fugaces a signé en Septembre 2015 un bail précaire avec la Mutuelle RATP : le groupe mettait les bâtiments du 10 Chemin des Pimentières à disposition de l'association gracieusement mais il était en droit de demander le départ de l'équipe si une promesse de vente se concrétisait.

Les deux bâtiments du Lieu sont situés sur un terrain de 7 hectares et sont les dépendances d'un plus gros bâtiment central de 1600 mètres carrés (ancien EHPAD abandonné depuis plus de 10 ans). C'est l'ensemble de cette parcelle qui peine à trouver une destination et qui a favorisé notre installation sur le site.

Mais en Mars 2016, la Mutuelle RATP nous annonce qu'un accord est en passe de voir le jour avec un promoteur de Gambais. Devant cette nouvelle, le collectif se présente au Conseil d'Administration de la Mutuelle RATP et le convainc de geler cette vente afin de faire perdurer la projet du LIEU. Convaincus par notre projet mais devant l'impératif de trouver une issue pour ces bâtiments, le Conseil d'administration nous donne deux mois pour proposer une solution.

Germe alors l'idée du LIEU XXL. Le 2 juin 2017, l'Assemblée Générale de la Mutuelle RATP vote une motion de soutien LIEU XXL et décide d'accorder un délais de pérennisation de 2 ans à l'équipe des Gens du Lieu afin de déployer leur projet et d'élaborer le modèle économique de sa version XXL.

En partenariat avec la Mutuelle RATP et la Commune de Gambais, le collectif des Gens du Lieu travaille aujourd'hui à l'écriture d'un projet pour la totalité du site de Gambais : la création d'un Tiers Lieu innovant et unique dans les Yvelines, hébergeant plusieurs pôles d'activités autour d'un axe central : la résidence

d'artistes sur le territoire.

Ce projet est soutenu activement par la Mutuelle RATP qui finance actuellement une étude structurelle des bâtiments et nous travaillons avec la Communauté de Communes Coeur d'Yvelines pour inscrire le projet dans le « Contrat de ruralité » signé avec la préfecture des Yvelines.

L'année 2018-2019 sera consacrée à l'étude de ce projet : sa pertinence sur le territoire, sa place au cœur des politiques publiques, ses possibilités de financements privés ainsi que sa viabilité économique. Nous espérons que cette année de recherches nous amènera les solutions pour le financement de la réhabilitation et que les années suivantes verront la levée de fonds nécessaires pour le début des travaux.

ANNEE 2019

Quatrième étape de création de Vivants
3 temps de résidences à venir entre septembre

Sortie de Vivants en avril 2019 + Tournée
Maison Folie Moulins, Clermont l'Hérault, Association Melando, Festival Résurgence, Théatre du Periscope, Orly en Fête, etc.

2ème saison « Les Rendez-vous du Lieu »
Nous prolongerons le déploiement d'une saison de représentations au Lieu et Hors les murs. L'idée est de poursuivre la recherche de collaboration avec les communes de notre zone d'action, et travailler avec le PNR à l'élargissement et à la pérennité des jumelages.

Poursuite de la résidence artistique en milieu scolaire au Lycée de La Queue Lez Yvelines
En partenariat avec la Compagnie Les Fugaces, le projet « Fugue » de la Cie Les Toiles cirées, trouvera au Lycée les modalités de sa résidence via l'écriture et le théâtre. Comme s'arracher au fracas du monde ? Pourquoi fuir ? Une fugue est-elle synonyme de malaise ? Quel besoin de solitude dans le groupe que fait l'humanité ? Comment devenir, se connaître au milieu de tous ?

Début des recherches de financements pour le Lieu XXL
A partir de Janvier 2019, nous lançons une grande campagne de recherches de fonds pour réunir les fonds nécessaires à la réhabilitation du Lieu XXL. Cette levée de fonds passe par une série de réunions publiques sur le territoire de la Communauté de Communes Coeur d'Yvelines pour informer les habitants du projet en cours et leur donner la possibilité de se l'approprier.

Écriture du Projet de territoire Trafic
La Mairie de la Queue-lez-yvelines est un partenaire solide et enthousiaste de l'action de la compagnie Les Fugaces. Depuis que nous avons créé avec l'équipe municipale et les structures et associations communales le 4eme volet du projet de territoire Escapade(s), les partenariats sont nombreux : nous avons mis en place Vivants en fabrication ainsi que des liens de soutiens en faveur du Lieu.
Les élus en charge de la culture nous sollicitent début 2017 :
Le souhait de la commune est que la Compagnie travaille à mettre en scène un vrai-faux bouchons sur l'artère principale du village, l'ancienne N12 déviée depuis. L'idée est comme toujours de faire faire le spectacle par et pour les habitants. Les spectateurs seront donc dans leurs voitures, le spectacle aura lieu à l'extérieur des voitures, et le son sera diffusé sur les auto-radios. La situation de base est le bouchon qui n'avance pas, et comment petit à petit, plutôt que de s'énerver, les protagonistes vont se mettre à danser et à chanter, entraînant les spectateurs à faire de même. Une comédie musicale unique pour l'espace public et un bouchon !

ANNEE 2020 :

Création de l’épilogue de Vivants
Vivants parle du choix, de la relation et du lien pour faire société. L'épilogue est un monologue en lien avec cette création, qui viendrait la compléter, la clore. Une femme est seule, à une croisée de route, et elle s'adresse directement aux gens qui veulent bien l’écouter. Elle incarne le choix. Figure symbolique et métaphorique, planant dans la ville, rodant autour des personnages de Vivants, elle vient confirmer qu'un choix n'a pas de sens s'il est fait en vase clos, sans la rencontre.

Début du chantier du Lieu XXL
3eme saison « Les Rendez-vous du Lieu »
Il s'agit de mettre en place un lancement de programmation artistique en diffusion sur le modèle saison. Le Lieu connaîtra des temps forts en octobre et en mai (sous forme de mini festivals), cependant les Rendez-vous du Lieu se transforment en saison comprenant à la fois la présentation d'étapes de travail, comme une habitude prise et instituée, mais aussi la diffusion de spectacles aboutis. La saison s’étale d'avril à octobre et concerne la zone d'action avec une attention portée à la diffusion d’œuvres qui s'implantent in situ dans le paysage et prenant en compte la mise en valeur du territoire sur lequel nous nous trouvons.

Réalisation du projet de territoire Trafic
Nous nous installons pour 3 mois à la Queue-lez-yvelines pour y créer fin mai 2020 l’œuvre originale Trafic.
L'équipe professionnelle est composée d'un binôme de tête de la Compagnie, ainsi que d'un compositeur (Corentin Colluste) une chorégraphe (Marie Doiret, Sauf le Dimanche), une auteure (Aude Schmitter), une ingénieur son et une plasticienne.
Les habitants sont informés très en amont du projet et participent de manière bénévole.
Le spectacle a lieu à La Queue-Lez-Yvelines. Nous envisageons actuellement de pouvoir organiser plusieurs représentations dans d'autres villages qui ont connu la déviation de la N12 et partagent ce volet de leur histoire avec La Queue-Lez-Yvelines (Jouars-Pontchartrain, Gambais etc...).

Montage de production de la nouvelle création : Limite
La méthode de travail de la compagnie est de mettre en place un projet de territoire en lien avec la création professionnelle qui suit. C'est le cas avec Trafic et Limite.
Limite est une comédie musicale pour l'espace public, réalisée avec la même équipe professionnelle que pour Trafic, véritable terrain d’expérimentation en terme de création.
Limite est une création ambitieuse en terme de moyens pour la compagnie Les Fugaces. En effet, une comédie musicale demande une équipe d’interprètes, de chanteurs et de danseurs assez conséquente afin de bénéficier à une jauge importante.
Il s'agit de l'affrontement entre deux groupes d'individus, le spectateur faisant partie intégrante d'un des deux groupes, questionnant ainsi notre rapport à l'autre, l’étranger, le différent. Au delà des idéologies, dans une ville, qu'est-ce qui sépare les gens dans une même zone géographique?Une rue, une résidence, une histoire ? Le haut, le bas de la ville, le centre-ville, les cités ?

Poursuite de la résidence artistique en milieu scolaire au Lycée de La Queue-Lez-Yvelines : Participation au projet Trafic
Nous travaillerons à savoir ce qui divise au Lycée, physiquement, idéologiquement.
Nous proposerons unt travail d'écriture autour de ces thématiques, et travaillerons autour de groupe inter-niveaux pour que la recherche soit complète.
Mettre en scène la haine, la peur de l'autre afin de provoquer ce que le théâtre a de plus fondamental : la catharsis, qui permet de ressentir ce que je ne suis plus obligé de vivre.

ANNEE 2021 :
4ème saison « Les Rendez-vous du Lieu »
Création de Limite et diffusion
Poursuite du chantier du Lieu XXL

Ouverture d'une option théâtre au Baccalauréat au Lycée Jean Monet de La Queue-Lez-Yvelines

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir Les Fugaces à hauteur de 20 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle pour l'activité de création et de diffusion de la compagnie et ses projets d'action culturelle, en particulier sur les communes rurales des Yvelines où la compagnie est implantée. La base subventionnable s'élève à 140 273 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'aide de la Région Ile-de-France au titre de l'aide au projet mutualisé et de l'écart entre la subvention demandée et subvention proposée.

Localisation géographique :
- CC COEUR D'YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	65 491,00	40,86%
Dépenses d'action culturelle	55 030,00	34,34%
Autres dépenses	39 752,00	24,80%
Total	160 273,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (en cours)	17 000,00	10,61%
Ministère de Culture et de la communication (en cours)	15 000,00	9,36%
SDAT (DRAC) en cours	10 000,00	6,24%
Région IDF PAC	28 000,00	17,47%
Région IDF (aide à projet mutualisé)	12 000,00	7,49%
Département 78 (en cours)	7 500,00	4,68%
Autres subventions	6 160,00	3,84%
Emplois aidés	6 498,00	4,05%
Parc naturel de la Haute Vallée de Chevreuse	8 000,00	4,99%
Sociétés civiles	18 000,00	11,23%
Partenaires privés	8 480,00	5,29%
Recettes propres	23 635,00	14,75%
Total	160 273,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	6 500,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	6 500,00 €
2017	Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	11 000,00 €
	Montant total	24 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024878

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SCENA NOSTRA - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	246 251,00 €	12,18 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCENA NOSTRA
Adresse administrative : 30 RUE FRANCOIS KOVAC
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICKAEL GABIN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48216737600037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Fondée par l'auteur et metteur en scène Julien Guyomard et Elodie Vom Hofe, la compagnie Scena Nostra a été créée en 2009. Elle a créé "Naissance" de Julien Guyomard en 2013 avec le soutien de la Drac, d'Arcadi et de l'ONDA présenté à Ardanthé au Théâtre de Vanves et au TGP dans le cadre d' « Une semaine en compagnie ». Elle expérimente par ailleurs des formes de résidences et d'écritures telles que le projet« Brèves » où il s'agit d'une écriture en urgence de saynètes issues d'anecdotes des habitants. Elle s'investit ensuite dans un projet de territoire, "Immersion" en 2014, mobilisant plusieurs artistes au sein de Gennevilliers où elle est implantée et bénéficie de l'aide de la Ville. Julien Guyomard est également artiste associé au CDN-Comédie de Valence pour les 3 prochaines années et artiste résident au théâtre de l'Avant-Scène à Colombes pour la saison 2017/2018. En 2016, la compagnie est lauréate du Groupe des 20 théâtres en Ile-de-France pour le spectacle « Syndrome U ».

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2022

La compagnie a pour spécificité d'être dirigée par un auteur - metteur en scène de ses propres textes, Julien GUYOMARD. Mais Scena Nostra est aussi composée d'un collectif d'artistes qui s'associent régulièrement à lui pour les créations mais aussi pour chercher de nouvelles manières d'investir les territoires.

Depuis 2009, par de nombreux travaux d'appropriation, en lien avec les dispositifs locaux et départementaux, la compagnie s'adresse à des publics éloignés de la culture, du théâtre et de l'écriture. La compagnie a ainsi acquis une véritable reconnaissance au sein de la ville de Gennevilliers et des Hauts-de-Seine. C'est ainsi que la ville de Gennevilliers nous a proposé un conventionnement sur 3 ans afin de nous aider à concrétiser nos projets sur le territoire de la ville. (4500€/An pour 2016/17/18)

Par ailleurs, depuis la création de Naissance en 2012, la compagnie est repérée comme compagnie émergente dans le milieu professionnel du spectacle vivant (articles dans Rue 89, La Scène et interview sur France Culture).

Ces deux facteurs permettent aujourd'hui un essor inédit à la compagnie pour la saison 17/18 :

- Dans le cadre de la mise place du projet Syndrôme U, Christophe RAUCK nous a d'abord proposé une coproduction, fruit d'un partenariat entre le Théâtre du Nord et la scène nationale de Villeneuve d'Ascq.
- Richard BRUNEL et Christophe FLODERER, directeurs de la Comédie de Valence nous ont ensuite approchés pour proposer à Julien Guyomard d'être associé au CDN pour leurs trois dernières saisons. Ils coproduisent aussi le spectacle et Julien Guyomard développe plusieurs interventions sur Valence.
- Suite à la présentation de son travail lors des Instantanés d'ARCADI, Grégoire Lefebvre a proposé à Julien Guyomard d'être artiste résident au Théâtre de l'Avant-Scène à Colombes.
- La compagnie a remporté l'appel à projet du Groupe des 20, théâtres d'Ile de France. Le groupe des 20 coproduit le spectacle et nous assure une tournée dans tous les lieux Franciliens adhérents au groupement.
- Enfin, notre projet avec la Maison de Chateaubriand autour des mémoires d'outre-tombe se concrétise et se réalisera en Juin 2018.

L'année 2016 a été une année difficile pour la compagnie car préparatoire. Nous n'avons pas eu une activité "visible" très importante. Mais nous sommes ravis de constater que cette année a été fructueuse. Nous avons maintenant la chance de pouvoir être épaulé sur la durée.
Ces 5 évènements consécutifs ont fait faire un bond à la compagnie qui désormais, en plus de gérer sa prochaine création, a l'opportunité de développer plus sereinement et sur la durée ses projets de territoire jusqu'en 2020.

Le projet pour 2017/2018

- Création de Syndrome U et de sa tournée en Ile-de-France (30 dates)
- Mise en place du projet intitulé "Territoire anticipé", adaptation du projet Immersion au territoire de Colombes, dans le cadre de la résidence de Julien Guyomard au Théâtre de l'Avant Seine.
- Interventions auprès de classes de Lycée / rencontre avec les publics / débats dans le cadre de la tournée du groupe des 20.
- Stage d'écriture et de mise en voix dans le cadre du festival Ambivalence avec 2 groupes d'amateurs.
- Stage auprès des élèves du conservatoire d'art dramatique de Lille dans le cadre de la coproduction le théâtre du Nord, CDN de Lille.
- Création d'un cycle sur l'ensemble de la saison, d'ateliers avec 2 classes de lycée et 2 groupes d'amateurs pour la mise en voix de "Mémoire d'outre-tombe" dans le cadre du partenariat avec la maison de Chateaubriand (92).

• Préparation du projet Citoyen créateur sur Gennevilliers en partenariat avec la ville de Gennevilliers, le T2G et la mission locale de Gennevilliers.

Les objectifs jusqu'en 2020

2018-2019

• Tournée de Syndrome U

Nous allons avoir sur la saison 17/18, une très large visibilité du projet. Nous comptons la mettre à profit pour organiser une tournée nationale et internationale du projet Syndrome U. Nous explorons actuellement des pistes de diffusion auprès d'un théâtre nationale, de plusieurs CDN ainsi qu'en Belgique et en Suisse.

• Hôpital de Valence

L'équipe du CDN de Valence co-construit un projet qui va se focaliser sur un hôpital de Valence. Ce projet se construira à la manière d'un Immersion. Il s'agira du 3eme volet de ce projet qui se décline sous de multiples formes. A nouveau, nous comptons investir un lieu pour le raconter par différents points de vue puis écrire et créer des formes courtes avec le personnel de l'hôpital.

• Futur conditionnel

Lors du festival de Villeréal 2016, nous nous sommes lancés dans un projet consistant à créer à partir de rencontres et de discussions avec l'habitant autour du futur, des formes courtes d'anticipation. Julien GUYOMARD aimerait réadapter les textes issus de ce projet afin de pouvoir les jouer un peu partout sur le territoire du 92 mais aussi en milieu rural. Nous souhaitons également créer le débat autour des thèmes de société qu'abordent ces textes (L'agriculture, le travail, la désertification rurale…)

• Mutation

Sur cette saison, Julien GUYOMARD entamera l'écriture de son prochain projet "Mutation". Il souhaite creuser le thème de la citoyenneté dépolitisée et du repli global vers les valeurs identitaires (religion, nation, profession, famille…).
Ce projet sera co-produit par l'Avant Seine, théâtre de Colombes et le CDN de Valence.

• Le Citoyen créateur auprès des jeunes Lycéens et 16-25 ans

Suite aux débats suscités par notre résidence d'écrivain auprès des jeunes lycéens et les 16-25 de la mission locale de Gennevilliers, nous aimerions créer des stages d'écriture et de création de formes courtes autour de l'engagement citoyen et de la place de chacun dans un collectif (Ville, Ecole, Lycée…).
Comment exister individuellement et trouver sa place dans un ensemble ? Ce sont ces questions qui par les outils systémiques dont s'inspirent Julien Guyomard pour Syndrome U.
Avec la mission locale de Gennevilliers, la ville de Gennevilliers, le Théâtre de Gennevilliers T2G CDN.

2019-2020

• Création de Mutation

Le spectacle Mutation sera créé en début de saison 19/20.
Nous aimerions commencer à toucher plus largement un réseau national et international mais aussi toucher des lieux plus repérés du territoire Francilien.
Enfin, cette création sera mise en lien avec notre projet du citoyen créateur (ouverture de répétition, débat avec l'équipe artistique, échanges…)

• Le Citoyen créateur auprès des jeunes Lycéens et 16-25 ans

Mise en œuvre du projet. (Description ci-dessus)

La compagnie passe aujourd'hui une étape importante. Nous avons auprès de nous des partenaires sur le territoire Francilien et national. Lors de la préparation de Syndrome U, l'équipe s'est aussi agrandie avec une équipe technique bien plus solide qu'auparavant afin de pouvoir assurer une production qui tournera dans le réseau des CDN, Scène nationales et grands théâtres de ville. Mais nous ne perdons pas de vue notre appétence pour le territoire qui est le terreau de notre créativité et de notre engagement et souhaitons continuer à pouvoir y intervenir.

Pour absorber cette quantité d'activité, Julien Guyomard a fait appel à plusieurs nouveaux partenaires.

Cette hausse de l'activité est concomitante à une suppression totale des dotations de fonctionnement du conseil Général des Hauts de seine. La compagnie a ainsi pu rémunérer sur ses fonds propres son personnel, mais nous souhaitons avant tout réussir à trouver une forme d'équilibre.
Nous l'obtenons dans une certaine mesure grâce aux partenariats au long court mis en place grâce aux résidences avec le Théâtre de l'Avant Seine à Colombe et le CDN de Valence. Mais l'aide de la permanence artistique et culturel pourrait grandement aider à la pérennité de nos actions d'envergure sur le territoire Francilien.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir Scena Nostra à hauteur de 30 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle portant sur l'activité de création, de diffusion et de résidences de la compagnie en Ile-de-France et notamment dans les Hauts-de-Seine où la compagnie est implantée ainsi que sur le développement des actions culturelles avec les lycéens. La base subventionnable s'élève à 246 251 € et correspond au budget prévisionnel proposé, déduction faite de l'aide de la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la création et de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	199 795,00	73,66%
Dépenses d'action culturelle	30 671,00	11,31%
AUtres dépenses	40 785,00	15,04%
Total	271 251,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	19 838,00	7,31%
Région IDF (PAC)	35 000,00	12,90%
Région IDF (création)	20 000,00	7,37%
Ville de Gennevilliers (acquis)	4 850,00	1,79%
Autres subventions	16 000,00	5,90%
Mécénat	5 000,00	1,84%
Recettes propres	155 563,00	57,35%
DICREAM	15 000,00	5,53%
Total	271 251,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011664

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMPAGNIE SANDRINE ANGLADE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	389 505,00 €	11,55 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE SANDRINE ANGLADE
Adresse administrative : 4 AVENUE ANTOINE QUINSON
94300 VINCENNES
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur Jean-Pierre DUCLOS, Président
N° SIRET : 48350420500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La compagnie a été créée en 2004 par Sandrine Anglade et plusieurs compagnons de route (Claude Chestier, scénographe et costumier, Eric Blosse, réalisateur lumières, Pascaline Verrier, danseuse et chorégraphe). La compagnie cherche à jouer de la transgression des genres, mêlant, en des objets scéniques singuliers, le théâtre, la musique et le mouvement.
Ses champs de prédilection sont le travail sur la langue, sur un répertoire oublié revisité à travers le prisme d'esthétiques contemporaines et un intérêt pour des textes questionnant le rapport de l'homme à sa quête de liberté, à sa conscience de soi et du monde. A partir de 2015, la compagnie intensifie ses recherches aux frontières des disciplines et impulse des collaborations avec une nouvelle génération de créateurs (Frédéric Casanova, Caty Olive, Cindy Lombardi...) ouverts aux arts visuels, interrogeant les technologies et les matières, nourris d'une culture éclectique, dont les imaginaires puisent dans les soubresauts de la société contemporaine. La compagnie entame en 2016 une collaboration avec l'auteure Violaine Schwartz et la professeure de chant Marie Estève pour mener à bien des projets de créations participatives, passant des ateliers amateurs au plateau.

La compagnie a monté de nombreuses pièces de théâtre, théâtre musical et d'opéra en collaboration avec de nombreux lieux (scènes nationales, maisons d'opéra, scènes conventionnées…), ainsi que des évènements particuliers : hommage à Jacques Higelin en 2015, concert d'Etienne Daho en 2014...
Elle dispose d'un large réseau de partenaires de théâtres de ville et scènes nationales en Ile-de-France et au niveau national. Après une première expérience d'implantation menée durant trois ans à la Scène nationale de Besançon de 2012 à 2015, la compagnie se ré-installe en Ile-de-France et poursuit l'expérience de la résidence longue sur le territoire de Rosny-sous-Bois, à l'Espace G. Simenon, à l'invitation de la Ville avec le soutien du Département de Seine-Saint-Denis.
La compagnie conduit de nombreuses actions culturelles en parallèle de ses spectacles notamment avec des lycées.
Elle reçoit l'aide au fonctionnement du Département du Val-de-Marne et bénéficie de l'aide à la résidence du Département de Seine-Saint-Denis et du soutien de la Ville de Rosny-sous-Bois.

Synthèse du projet proposé pour l'aide à la permanence artistique et culturelle 2018-2021
En 2017-18, 2018 et 2019, la compagnie poursuit son ancrage territorial à Rosny-sous-Bois avec une résidence soutenue par la ville et le département de Seine-Saint-Denis. L'occasion de venir à la rencontre de différents publics et de construire des ponts entre la pratique en ateliers, la création et la confrontation à la scène.
La question de la musique et du chant, sous-jacente à toutes les créations de Sandrine Anglade, est au cœur de la résidence et au cœur d'un chantier de recherches artistiques plus large qui animera la vie de compagnie sur au moins 3 saisons et ce, dans un souci de proximité avec les publics.
Initié depuis 2017, s'est mis en place un programme d'ateliers dans des classes de primaire, un parcours de pratique théâtrale avec une classe de collégiens, une collecte de paroles avec l'auteure Violaine Schwartz, des ateliers autour du chant animés par Marie Estève (avec la participation du centre socio-culturel des Marnaudes, du club des anciens Jean-Pierre-Timbaud, de Drancy insertion 93 et du Cercle Jeunesse). Ces différentes rencontres ont permis de fidéliser un public avec qui perdure un travail de fond et permet d'élargir le spectre de rayonnement des actions menés en direction des populations éloignées de la culture.

En 2018, le projet de création Si même le sable chante prend forme. Il s'agit d'une proposition artistique, participative, pédagogique, modulable dont le questionnement central est : la voix. Projet intergénérationnel, allant à la rencontre de publics de toute origines sociales et culturelles et notamment des publics dit éloignés de la culture, il créé une dynamique artistique forte entre les amateurs et les professionnels impliqués, réunis sur le plateau. Les collectes de paroles et les ateliers de pratique artistique organisés en amont fournissent la matière et permettent d'approfondir la pratique vocale et corporelle.
Au centre de l'apprentissage : l'épanouissement individuel et le plaisir de participer à une grande expérience collective. Mise en scène par Sandrine Anglade, cette création mêle expériences vocales, textuelles et scénographique lumineuse et veut créer, sur le plateau, une collaboration féconde en termes de transmission entre deux artistes professionnels (1 instrumentiste et 1 chanteuse lyrique) et un chœur amateur constitué pour l'occasion.
Cette proposition expérimentée à Rosny-sous-Bois en 2018 doit être ensuite menée dans d'autres territoires : à Noisy-le-Sec, en partenariat avec le Théâtre des Bergeries en 2019, puis dans le Val-d'Oise, en partenariat avec le Théâtre Roger Barat d'Herblay et la Fondation Royaumont en 2020 et dans le Val-de-Marne en 2021. Il s'agit aussi pour la compagnie de mener à travers ce projet une réflexion sur la transmission, sur la culture et l'exclusion sociale, sur ce qui nous est commun et ce qui nous est singulier.
Par ailleurs, la compagnie a proposé à l'Espace Georges Simenon d'organiser en complicité avec le pianiste et chef de chœur Nicolas Jortie des ateliers-spectacles en appartement, au cours desquels se créeront des chorales éphémères.

Parallèlement la compagnie lance la création en 2018 d'un spectacle musical qui verra le jour en 2019: Chanter (titre provisoire). A cette occasion, nous passons commande d'un texte à l'auteure Violaine Schwartz. Ce texte se construit à partir de collecte de paroles réalisée par Violaine Schwartz auprès

d'habitants de département de Seine Saint Denis. Cette collecte s'étend également en lien avec des théâtres partenaires du Val de Marne (Cachan) et du Val d'Oise (Argenteuil). Témoignages autour du chant, s'intéressant davantage à ses résonnances sociales et collectives. Raconter et faire entendre un dévoilement, la sincérité qui sort de soi dans le chant, comme une vérité pure, une parole à chacun singulière. Des fragments d'histoires sous tendus par un travail musical. Une symphonie éclectique. C'est la parole recueillie auprès des habitants qui est mise en texte et en musique. Sur scène, le comédien Jacques Bonnaffé (qui était déjà présent sur le spectacle de la compagnie Le Roi du bois), ainsi que 4 autres interprètes (1 comédien, 3 musiciens de musiques improvisées) porteront ces voix multiples au cœur d'une fiction impromptue. Un chœur d'amateurs les rejoindra de façon ponctuelle comme une expansion à l'infini de la parole chantée à la fin du spectacle. L'exploitation nationale du spectacle est prévue sur les saisons 18/19 et 19/20.

Le projet de création suivant (2020) sera un spectacle intitulé Life is happiness indeed, d'après Candide de Bernstein. Il s'agira d'une adaptation musicale et textuelle en réduction pour 5 instrumentistes et 7 chanteurs-comédiens. En coproduction avec L'Opéra de Limoges, le Festival du Val-d'Oise…
Ce spectacle veut s'inscrire dans un projet de résidence en grande couronne, probablement en lien avec le Val d'Oise où la compagnie a tissé de nombreux contacts. Nous sommes en discussion avec le théâtre d'Argenteuil notamment. Nous avons également ouvert des pistes dans l'Essonne où la compagnie a déjà présenté des spectacles (Centre Culturel Robert Desnos de Ris Orangis et Théâtre de Corbeil-Essonnes).
Le texte de l'œuvre, matière à réflexions, ouvre des possibilités d'ateliers de pratiques théâtrales et des questionnements philosophiques et citoyens à partager avec des lycéens. Il sera aussi l'occasion de créer une « troupe » d'adolescents lycéens. A travers des relais de paroles (travail rythmique, musicale, articulation textuel), ceux-ci seront intégrer au spectacle, tenant le rôle central d'un coryphée.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la Compagnie Sandrine Anglade à hauteur de 45 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 389 505 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite des impôts et taxes.

Localisation géographique :
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	236 773,00	60,28%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	49 446,00	12,59%
AUTRES DEPENSES (dont 3264 d'impôts et taxes)	106 550,00	27,13%
Total	392 769,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France en cours	10 000,00	2,55%
Région Ile-de-France PAC	45 000,00	11,46%
Département 94 attribué	20 000,00	5,09%
Département 93 attribué	21 167,00	5,39%
Commune Rosny-sous-Bois attribué	18 000,00	4,58%
JTN	12 020,00	3,06%
SOCIETES CIVILES	18 000,00	4,58%
PARTENAIRES PRIVES	4 000,00	1,02%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	244 582,00	62,27%
Total	392 769,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011940

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES PAGNOZOO (RESIDENCE: J'ACCROCHERAI SUR MON FRONT UN AS DE COEUR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	162 166,00 €	12,33 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PAGNOZOO
Adresse administrative : 4 IMPASSE DE LA COTE
70190 TRAITIEFONTAINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PETER GERRITSEN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33096420600032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 26 juin 2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie Pagnozoo est une compagnie de cirque équestre franc-comtoise fondée en 1983. Elle a créé de nombreux spectacles de cirque équestre dont « Le petit groom », « Les chevaux de fête », « Fantaisie yiddish », « La maison des fous » en 2005, « Les nouvelles histoires » en 2007 et « Emmène-moi » en 2010 qui a été représenté 365 fois en 5 ans. La compagnie a vu naître trois générations de chevaux qui vont de Tango à Vicky en passant par Leston, autour des artistes circassiens que sont Jacques, Nolwen ou Calou.

Présentation de la résidence

Champ artistique : Cirque équestre

Partenaires de la résidence: Compagnie Pagnozoo en association avec Anne-Laure Liégois, Théâtre Firmin Gémier La piscine / Espace cirque d'Antony, Pôle national des arts du cirque, Réseau Cirqu'évolution

Partenaires locaux de la résidence :
Mairie d'Antony, CCAS, CD 92, Centre social Lamartine, Office du tourisme d'Antony

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :

« J'accrocherai sur mon front un as de cœur , le nouveau spectacle de la compagnie Pagnozoo (qui compte dix artistes et dix chevaux) et des actions culturelles autour du spectacle sont l'objet de cette résidence découpée en 4 temps et située sur deux lieux de résidences, l'espace cirque d'Antony et Goussainville.

La durée totale de la résidence est de 13,5 semaines à Antony et 3,5 semaines à Goussainville avec le découpage suivant :

- Répétitions de création du 17 mai au 18 juin à Antony
- Répétition de création du 23 octobre au 23 novembre à Antony
- Représentations et actions culturelles sur le territoire (spectacle pédagogique, ateliers de cirque en famille…) du 24 novembre au 26 décembre (15 représentations tout public et une représentation scolaire) à Antony
- Représentations et actions culturelles sur le territoire du 3 au 28 janvier 2018 à Goussainville

Budget du projet (HT)

CHARGES	TOTAL CHARGES	%	PRODUITS	Sollicité Acquis	TOTAL PRODUITS	%
DEPENSES ARTISTIQUES	**102 121 €**	**56%**	**SUBVENTIONS ETAT**		**26 000 €**	**14%**
Rémunération des artistes Artiste de cirque, Artiste musiciens et lumière,Costumière	**83 009 €**		*DGCA Aide à la création (quote-part aide accordé cause plusieurs résidences)*	Acquis	**19 500 €**	
Droits d'auteur : metteur en scène, compositeur et créateur lumière	**9 562 €**		*DRAC FRANCHE COMTE*	Acquis	**6 500 €**	
Transport, hébergement, restauration, défraiements	**9 550 €**		**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**40 000 €**	**22%**
Autres (préciser)			**Région Ile-de-France** **Aide à la résidence territoriale**	**S**	**40 000 €**	**22%**
DEPENSES TECHNIQUES	**64 195 €**	**35%**	**Région Ile-de-France** **Autre dispositif - préciser :** **……..**	☐ A ☐ S		
Personnel (salaires + charges sociales) régisseurs, monteurs chapiteau et palefrenier	**21 135 €**		**Départements** (préciser lesquels) ……	☐ A ☐ S		

Transport, hébergement, restauration, défraiements	**4 500 €**		**Commune 1** (préciser laquelle) ……	☐ A ☐ S		
Honoraires			**Commune 2** (préciser laquelle) ……	☐ A ☐ S		
Locations matériel montage chapiteau	**400 €**		**Communauté de communes/d'agglomération/ Etablissement public territorial** (préciser lequel) …… ……	☐ A ☐ S		
Achats, matière premières, prestations : décor, costumes, lumières, son, instrument, fioul, copeaux terre, repas chevaux,…	**38 160 €**			.		
Autres (préciser)			**AUTRES FINANCEMENTS**	☐ A ☐ S	**9 000 €**	**5%**
COMMUNICATION	**4 000 €**	**2%**	Fonds de soutien, autres aides (Préciser : ADAMI, SPEDIDAM, SACD, SACEM…) ……	☐ A ☐ S	**9 000 €**	
Conception impression	**1 000 €**		Mécénat sponsoring (préciser) ……	☐ A ☐ S		
Honoraires, Prestations (préciser)	**2 000 €**		Autres (préciser) ……	☐ A ☐ S		
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)				.		
Frais postaux, télécommunications	**1 000 €**		**RECETTES PROPRES**		**107 166 €**	**59%**
Autres (préciser)			Billetterie			
COUTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20%	**11 850 €**	**7%**	Cessions de spectacles	☒ A ☐ S	**85 018 €**	
Personnel admnistratif (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	**4 500 €**		Coproductions	☒ A ☐ S	**22 148 €**	
frais administratif (téléphone, frais postaux, fourniture bureau…)	**7 350 €**		Prestations de service : (préciser)	☐ A ☐ S		
Frais de location (loyer, fluides…)	**0 €**		Autofinancement	.		
Autres (préciser)	**0 €**		Autres (préciser)	.		
TOTAL CHARGES (1)	**182 166 €**	**100 %**	**TOTAL PRODUITS (1)**		**182 166 €**	**100 %**

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 162 166 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024875

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE LA NORVILLE - NOUVELLE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	115 500,00 €	21,65 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA NORVILLE
Adresse administrative : 1 RUE PASTEUR
91290 ARPAJON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard FILLEUL, Maire

N° SIRET : 21910457700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
La Norville est une commune du centre Essonne (territoire de l'arpajonnais) d'environ 4200 habitants. La Ville dispose d'un Théâtre, la salle Pablo Picasso, d'une médiathèque/centre culturel et d'un studio de danse. En régie directe, le Théâtre est dirigé par le directeur des affaires culturelles de la Ville, Raphaëlle Merlié. La salle Pablo Picasso dispose d'une salle de 192 places (300 debout - gradins rétractables). Pour la saison 2016/17, le Théatre a présenté 25 spectacles (pluridisciplinaire, la programmation est axée autour des écritures contemporaines en théâtre, marionnettes et danse), pour 37 représentations et a rassemblé près de 4100 spectateurs (dont 625 scolaires - 15%). Une équipe de 5 personnes gère l'ensemble des équipements de la Ville.
La Norville a développé très tôt, dès 1995, une politique culturelle basée sur une exigence artistique et une présence d'artistes en résidence sur son territoire. Certaines équipes sont accueillies en résidences territoriales longues en partenariat avec d'autres villes, avec Arpajon et Saint-Germain les Arpajon ou avec d'autres partenaires (comme l'Atelier de paris/Carolyn Carlson ou le collectif Essonne Danse). La Norville a ainsi accueillie en résidence longue des compagnies de danse (Rosalind Crisp, Aurélie Berlan, Sofia Fitas), d'arts de la rue (Les Souffleurs, Satchie Noro), de théâtre (le Théâtre du menteur/françois Chaffin, La compagnie des hommes/Didier Ruiz).

Des résidences plus courtes d'un an ou moins sont également régulièrement proposées à des équipes en danse ou théatre (par ex, François Laroche-Valière, Mathieu Desfemmes, Nadia Xerri-L, Irina Brook..). La Norville coproduit les compagnies en résidences mais également d'autres projets chaque saison. En lien avec les équipes en résidences notamment, des actions culturelles sont construites pour tous les publics, et notamment les scolaires lycéens (Lycées d'Arpajon, de Brétigny).
La Norville est membre du collectif Essonne danse et participe à plusieurs festivals rayonnant en Essonne. Le projet de la Norville est soutenu par le Conseil Départemental de l'Essonne au titre des contrats culturels de territoire et par la DRAC par des aides à la résidence.

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021
Les objectifs du projet de de permanence artistique et culturelle
- soutenir la création et augmenter les moyens mis à disposition des compagnies en résidences,
- soutenir l'émergence artistique et l'insertion professionnelle des jeunes artistes,
- développer un projet numérique sur la ville,
- poursuivre et développer les projets associant arts vivants et lecture publique,
- développer les pratiques amateurs, notamment auprès des lycées,
- développer les représentations de spectacles à l'attention des publics scolaires,
- innover et expérimenter de nouvelles approches (projets participatifs),
- renforcer l'ancrage de La Norville dans les réseaux franciliens de la création contemporaine.

SUR L'ANNEE 2018
I Résidence de la Cie Les Frères Kazamaroffs / Gérard Clarté (cirque) autour de la création d'OGM
Partenaires : Les Bords de scène, villes de Fleury-Mérogis et Ablon, La Lisière festival De jour // De Nuit
Résidence de création en 2017 : du 3 au 20 juillet, 1ère semaine avec régisseur technique
Diffusions : 3 représentations dont 1 scolaire d'OGM en yourte dans l'espace public les 25, 26 & 27 mai 2018
Coproduction : apport en numéraire
Actions culturelles : 18h (service jeunesse, écoles et centre de loisir)

II Résidence de La Cabine Leslie (théâtre & arts numériques ; cie émergente)
Partenaires : Département de l'Essonne, DICRéAM, Dourdan, DRAC idf (SDAT), Némo, Arcadi
Résidence de répétition/reprise de DESPEDIRSE (pièce coproduite et créée à La Norville en février 2016) en 2017 ; résidence de création LE CAS MASTORNA (d'après Dino Buzzati) en 2018-2019 :
- reprise de DESPEDIRSE du 28 août au 8 septembre 2017, 2 semaines avec régisseur technique
- création LE CAS MASTORNA : entre juillet 2018 et janvier 2019, 3 sessions de 2 semaines de plateau avec régisseur
Diffusions : 3 représentations dont 1 scolaire de DESPEDIRSE les 2, 3 & 4 février 2018 dans le cadre d'un week-end arts numériques co-construit avec la biennale NEMO
Coproduction LE CAS MASTORNA : apport en numéraire (création à la Norville début 2019).
Actions culturelles : 20h (lycéens Arpajon et Dourdan)

III Résidence du Théâtre des 2 saisons / Nelson Rafaell Madel (théâtre ; cie émergente)
Partenaires : Arcadi, Les Plateaux Sauvages (Paris 20ème) et le Théâtre de Cachan
Résidences : actions culturelles et diffusion en saison 2017-2018
création et actions culturelles en saison 2018-2019 AU PLUS NOIR DE LA NUIT : entre septembre et novembre 2018, 2 semaines de plateau avec régisseur
Diffusions : 1 représentation de ERZULI DAHOMEY, DEESSE DE L'AMOUR (prix Théâtre 13 / Jeune metteur en scène 2016) le 16 mars 2018
1 représentation de AU PLUS NOIR DE LA NUIT en décembre 2018
Coproduction AU PLUS NOIR DE LA NUIT (d'après le roman d'André Brink) : apport en numéraire (création à la Norville début 2019).
Actions culturelles : 24h (lycéens)

IV Résidence courte avec Le Concert Impromptu (ensemble conventionné musique DRAC IDF) autour de la création de BAANG !
Partenaires : DRAC idf, ville d'Ivry
Résidence de création en 2017 : du 30 octobre au 3 novembre 2017, 1 semaine avec régisseur technique
Diffusions : 2 représentations dont 1 scolaire de BAAANG ! le 16 janvier 2018
Coproduction : accueil en résidence de création, pas d'apport en numéraire.
Actions culturelles : 8h (collégiens)

V Résidence territoriale triennale 2018-2020 partagée de la Compagnie des Hommes / Didier Ruiz (théâtre) / 1ère année
Partenaires : villes d'Arpajon et Saint-Germain-lès-Arpajon, DRAC Idf, Département de l'Essonne
Financement et préfiguration 2017 : pour la mise en place de cette résidence triennale la DRAC Idf verse un acompte à la Compagnie des Hommes de 11 500 € en 2017 (elle versera 11 500 € en 2018, puis 23 000 € en 2019 et en 2020), tandis que les 3 villes partenaires versent 8 000 € par an, soit 24 000 € par an pour les villes et que le Département versera 23 000 € par an sur 2018, 2019 et 2020.
Diffusions : 6 représentations de MADELEINE chez l'habitant (2 à La Norville, 2 à Arpajon, 2 à St-Germain-lès-Arpajon entre décembre 2017 et janvier 2018)
2 représentations dont 1 scolaire de UNE LONGUE PEINE le 15 février 2018 à La Norville
Coproduction : TRANS (titre provisoire), mise à disposition de plateaux de théâtre et de techniciens, apport en numéraire. Création en Espagne en 2018, 1ères en France en juillet 2018 festival Avignon IN, diffusion sur l'une des 3 villes partenaires en saison 2018-2019.
Actions culturelles : 55h (majoritairement à l'attention des lycéens)

VI Autres soutiens à la création, diffusions et temps forts en 2018
- LES FALAISES DE V / Laurent Bazin (théâtre & arts numériques) : pièce de théâtre d'anticipation en VR (réalité virtuelle), coproduite par NEMO-Arcadi, diffusée conjointement à DESPEDIRSE les 2 et 3 février 2018 lors d'un week end arts numériques en partenariat avec la Biennale NEMO.
- MADE IN ICI ! / Abderzak Oumi cie X-Press (danse hip hop, projet participatif avec jeunes talents essonniens) : 1 diffusion en novembre 2018, le lendemain de la création au Théâtre de l'Agora, scène nationale d'Evry et de l'Essonne.
- ABEILLES de Gilles Granouillet, mise en scène de Magali Léris (théâtre) : Coproduction en partenariat avec le théâtre de Cachan et Les Bords de Scène, 2 représentations dont 1 scolaire fin 2018 ou début 2019, ateliers de théâtre et lecture publique du texte en présence de l'auteur.
- TEMPS FORT dédié aux arts de la marionnette sur les communes de La Norville, Arpajon, St-Germain-lès-Arapjon et au Manipularium (cie DARU, Ollainville) 8, 9, 10 et 11 novembre 2018.
Ce temps fort s'articulera autour de deux diffusions à la salle Pablo Picasso de La Norville, d'une diffusion à St-Germain-lès-Arpajon, d'une diffusion à Arpajon et d'une rencontre-démonstration au Manipularium avec les artistes de la cie DARU et des artistes associés au Manipularium. Au moins l'un des deux spectacles accueillis à La Norville dans le cadre de ce temps fort dédié aux arts de la marionnette sera sélectionné, parmi les compagnies accueillies en résidence de création au Manipularium.

SUR L'ANNEE 2019
- Résidence territoriale triennale 2018-2020 partagée de la Compagnie des Hommes / Didier Ruiz (théâtre) / 2ème année : diffusion TRANS (titre provisoire), actions culturelles, mise en place et représentation d'un vaste projet participatif impliquant les jeunes (en liens avec les lycées).
- Résidence de La Cabine Leslie (théâtre & arts numériques ; cie émergente) : LE CAS MASTORNA création, diffusion et actions culturelles.
- 3 autres résidences de création avec coproductions, mise à disposition de plateau et de régisseurs, diffusions et actions culturelles.
- TEMPS FORT dédié aux arts de la marionnette en novembre 2019.
- TEMPS FORT dédié aux jeunes compagnies en 2019 ; partenaires pressentis villes d'Arpajon et Saint-Germain-lès-Arpajon, Département de l'Essonne, EDT91 (Ecole départementale de théâtre de l'Essonne), Les Bords de Scène, La Friche/cie l'Amin théâtre, La Lisière…

SUR L'ANNEE 2020
- Résidence territoriale triennale 2018-2020 partagée de la Compagnie des Hommes / Didier Ruiz (théâtre) / 3ème année : diffusion APEROS POLARS en hors les murs, création et diffusions de nouvelles formes inspirées des apéros polars (autour de polars jeunesse et de publics collégiens ; autour d'albums jeunesse pour les 6-10 ans), actions culturelles, mise en place et représentation du PETIT BAZAR DES SAVOIRS vaste projet participatif impliquant la population des 3 villes partenaires.
- 4 autres résidences de création avec coproductions, mise à disposition de plateau et de régisseurs, diffusions et actions culturelles.
- TEMPS FORT dédié aux arts de la marionnette en novembre 2020.

SUR L'ANNEE 2021
- Nouvelle résidence territoriale triennale 2021-2023 avec les villes d'Arpajon et St-Germain-lès-Arpajon, la DRAC IDF service théâtre et le Département de l'Essonne.
- 4 autres résidences de création avec coproductions, mise à disposition de plateau et de régisseurs, diffusions et actions culturelles.
- TEMPS FORT dédié aux jeunes compagnies en 2021 ; partenaires pressentis villes d'Arpajon et Saint-Germain-lès-Arpajon, Département de l'Essonne, EDT91 (Ecole départementale de théâtre de l'Essonne), Les Bords de Scène, La Friche/cie l'Amin théâtre, La Lisière, le Théâtre 13…
- TEMPS FORT dédié aux arts de la marionnette en novembre 2021.
Compagnies émergentes pressenties pour des résidences (ou accompagnements hors résidences) en 2019, 2020 et 2021 :
- en théâtre : le Collectif Satori,
- en danse, pour des résidences partagées (partenaires pressentis le CDC l'Atelier de Paris, la Briqueterie CDC du Val de Marne, le Centre culturel des Bords de Scène…) : Maxence Rey / cie Betula Lenta, Sandra Abouav / cie METAtarses, Vania Vaneau / cie Arrangement provisoire, Raphaël Soleilhavoup / cie La Césure.
Autres compagnies pressenties pour des résidences en 2019, 2020 et 2021 :
- en théâtre : Simon Pitacaj,
- en marionnettes : Yvan Corbineau, Brice Coupey / cie l'Alinéa …
- en théâtre et arts numériques : Emilie Anna Maillet, en partenariat avec le théâtre de l'Agora, scène nationale d'Evry et de l'Essonne.

Par ailleurs, La Norville sera partenaire de 2 résidences départementales dans les années à venir :
- 1 résidence territoriale triennale 2018-2020 avec WLDN / Joanne Leighton, portée par le Collectif Essonne Danse avec le soutien de la DRAC Idf et du Département de l'Essonne,
- 1 résidence jeune public 2018-2019 avec la cie Miel de lune portée par le Département de l'Essonne avec le soutien de la DRAC Idf et de nombreux lieux culturels essonniens.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir La Norville à hauteur de 25 000 € dans le cadre d'une convention

quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 115 500 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et subvention proposée.

Localisation géographique :

- LA NORVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	81 700,00	67,80%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	14 700,00	12,20%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	24 100,00	20,00%
Total	120 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France / Attribué	6 000,00	4,98%
Région Ile-de-France PAC	30 000,00	24,90%
Commune de La Norville / attribué	63 300,00	52,53%
Département de l'Essonne / (en cours)	17 000,00	14,11%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	4 200,00	3,49%
Total	120 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Equipements sportifs de proximité	88 566,51 €
	Montant total	88 566,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014501

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARIS VALLEE DE LA MARNE - LES PASSERELLES- NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	283 420,00 €	8,82 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS VALLEE DE LA MARNE
Adresse administrative : 5 CRS DE L ARCHE GUEDON
77200 TORCY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Paul MIGUEL, Président
N° SIRET : 20005795800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

PRESENTATION DU BENEFICIAIRE

Le pôle culturel « Les Passerelles », scène de Paris – Vallée de la Marne à Pontault-Combault est une toute jeune structure née il y a 7 ans. Transféré en 2015 à la communauté d'agglomération qui a évolué en 2016 pour devenir Paris Vallée de la Marne. Le lieu adossé à une médiathèque dispose d'une salle de spectacle de 360 places et propose une programmation pluridisciplinaire : Théâtre, marionnettes, arts de la rue et musique, la communauté d'agglomération financeur principal, veut en faire un lieu majeur sur le territoire au côté des lieux emblématiques du théâtre de Sénart ou encore la Ferme du Buisson.

Son nouveau directeur Yann Chandrion, nommé en 2017, propose un projet de résidences de création de théâtre, marionnette, arts de la rue avec un soutien aux compagnies émergentes et des actions culturelles, notamment en direction des lycéens.

SYNTHESE DU PROJET DE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE DU LIEU POUR 2018 2021

Poétiser la cité, la ville, le territoire
Comment décaler notre rapport au monde pour l'enrichir ? Comment le libérer ? Comment luidonner un

second souffle ? Poétiser la cité, la ville, le territoire est ce qui fera sens commun.
Le projet proposé renouvelle la relation artiste-habitant. Nous parlerons d'ailleurs davantage de population, d'habitants, de gens, plutôt que de publics. Il s'agit de tisser une rencontre durable entre les arts vivants et les habitants d'un territoire qui voient se développer cette jeune structure culturelle depuis 2010. Il s'agit aussi de créer l'appropriation d'un lieu culturel par la population. Cela ne pourra exister que par une présence forte des artistes dans le lieu. D'où le développement d'une permanence rtistique qui permettra aux artistes de créer et de continuer à inventer leur rapport au
monde tout en le partageant. Les Passerelles, c'est la maison des artistes qui donne rendez-vous de manière permanente et régulière au public, comme un pont habité et toujours fréquenté. L'artiste est au coeur de la maison, comme il est au coeur de la cité, du territoire, actif à la respiration de la collectivité. C'est cette redéfinition du commun, cette nécessité de vie collective retrouvée et apaisée, que nous allons accompagner par une permanence artistique et culturelle au sein des Passerelles afin de créer ce rapprochement avec les habitants.

Ce nouveau projet s'inscrit sur un territoire, la Communauté d'agglomération Paris – Vallée de la Marne (PVM), où d'autres structures culturelles y sont déjà implantées. « Les Passerelles » est le seul équipement de spectacle vivant en régie directe de la communauté d'agglomération. Cela lui donne la force et la légitimité nécessaire de rayonnement dans le paysage culturel de ce territoire. L'équipe travaillera en partenariat, comme une colonne vertébrale de coopération artistique, avec les deux autres structures qui ont vocation à rayonner dans le spectacle vivant sur l'agglomération, le Théâtre de Chelles et la Ferme du Buisson Scène nationale de Marne la Vallée. Les coopérations s'étendront aux autres services culturels des villes de l'agglomération et bien évidemment aux réseaux de lecture publique et des conservatoires régis directement par la communauté d'agglomération.

Le projet des Passerelles mettra l'accent sur cette relation artistes-habitants renouvelée par une implication des gens dans les créations. Ainsi les artistes choisis en résidence seront ceux qui développeront dans leurs projets artistiques une relation spécifique avec la population, voire une implication, dans leur processus de création.

Ce projet prendra forme sous 3 axes distincts
Résidences
Tout d'abord ouvrir cette maison du théâtre aux artistes par un ambitieux programme derésidences pour un accompagnement de la création. Trois artistes ou groupes d'artistes travailleront à faire éclore leur prochaine création sur deux années qui pourra englober deux saisons selon la nécessité de la création. La question du temps de création est centrale et sera travaillée à l'écoute des artistes. Voilà pourquoi nous proposerons que ces temps de résidence soient de véritables temps d'accompagnement des artistes, tant du point de vue de la production (plateau de répétitions payé, apports en coproduction, préachats), de la disponibilité de l'outil (TOM), que du soutien apportées par les équipes techniques et administratives du théâtre lors de leur création et diffusion (Apports en industrie). La maison se met au service des créateurs. Quand bien même la pluridisciplinarité dans les choix des projets sera le guide, un projet arts de la rue sera systématiquement choisi.
Pour les années 2018 et 2019, les trois équipes sont les suivantes :
Le Collectif 7 au Soir, théâtre d'objets, pour les spectacles La foutue bande et Le bulldozer et l'olivier pour 6 semaines de création et plusieurs semaines d'actions artistiques menés avec et auprès des habitants.
La Compagnie Désamorces, théâtre, pour le spectacle Pourquoi je n'ai pas porté plainte pour 6 semaines de création et plusieurs semaines d'actions artistiques menés avec et auprès des habitants.
La compagnie Tantôt, arts de la rue et arts visuels, pour le spectacle Nos histoires (titre provisoire) pour 8 semaines de création et plusieurs semaines d'actions artistiques menés avec et auprès des habitants.
Ces équipes seront accompagnées entre autre pour une diffusion territoriale en coopération avec l'ensemble des acteurs culturels du territoire et plus largement du département de
Seine-et-Marne, notamment en lien avec le Collectif Scènes 77. La série de représentation sera travaillée. Le nombre de représentation aux Passerelles sera au minimum de trois. La diffusion pourra se décliner selon la nature des projets dans des lieux insolites (collège, lycées, chez l'habitant, etc). Les créations

des trois équipes s'y prêtent.
D'autres équipes seront également accompagnées sur des projets dédiés à une création et diffusion territoriale. Par exemple la Compagnie Atmen par exemple pour sa prochaine création Qui a peur du Rose ? Le calendrier est en cours de définition.
Certains de ces projets seront travaillés en coopération avec le Théâtre de Chelles et La
Ferme du Buisson. Cette coopération est naissante. Il s'agirait d'accompagner des projets en commun et qui fasse sens pour nos trois structures, dans l'idée de défendre l'expression dans l'espace public, pour une diffusion sur l'édition d'un festival d'arts de la rue en 2019 et qui traverserait nos trois territoires d'implantation. Egalement en discussion l'accompagnement du Groupe Merci, et leur spectacle La mastication des morts, qui inclut un travail de création avec un groupe bénévole d'habitants.
Le projet de résidences et d'accompagnement se déclinerait de la même manière sur les années 2020 et 2021.
La création d'un festival d'arts de la rue dès juillet 2018 en lien notamment avec les artistes accompagnées en résidence et ainsi qu'en coopération avec nos partenaires Théâtre de Chelles et Ferme du Buisson et les 12 villes de la communauté d'agglomération. Le rayonnement des Passerelles, équipement en régie directe de la communauté d'agglomération, sur l'ensemble de ce territoire nous permet d'envisager un événement d'envergure travaillé à la dimension de l'agglomération. Sa spécificité périurbaine, à la limite du rural, en fait un terrain de jeu tout désigné pour développer les arts vivants dans l'espace public. Le territoire est vaste et multiforme, entre ses aires et bases de loisirs plein air, ses densités urbaines de villes moyennes caractérisées par cet entre-deux banlieue – ville moyenne de région et ses forêts. Ainsi nous avons à disposition toutes les aires de jeux imaginables et possibles pour toute forme de spectacle dans l'espace public. Afin de travailler un rayonnement des Passerelles et une fédération du territoire de l'agglomération, en coopération avec l'ensemble des 12 villes, ce festival aura la particularité d'être itinérant en embrassant le territoire de manière inédite, dans chaque collectivité locale. Dans la continuité du développement de cette relation artiste-habitant travaillée aux Passerelles comme pont habité, nous souhaitons faire tomber les murs et proposer ce festival comme un moment fédérateur pour la population, une prise de conscience d'appartenir à un plus grand ensemble, d'éloigner et de surmonter toute notion de frontières locales, territoriales. La place des artistes est une nouvelle fois essentielle dans le montage de cet événement itinérant. Ils seront les catalyseurs de l'appropriation des espaces connus ou moins connus, de leur transformation voire même de leur transgression poétique.
Ainsi la Compagnie Tantôt, dès 2018 avec son spectacle Nos histoires (titre provisoire), avec son personnage emblématique créera des liens et une relation aux habitants avec son spectacle arts visuels. Il tournera ses séquences et les diffusera dans les 12 villes de l'agglomération.
En coopération avec le Théâtre de Chelles et La Ferme du Buisson, d'autres spectacles seront créés et tourneront sur l'ensemble du territoire. Mais cela ne sera pas montré comme exclusif. Il s'agira de démontrer que cette création pourra se recréer et se diffuser ailleurs sur d'autres territoires. C'est envisager la diffusion de spectacles autrement, travaillée avec la population et déclinable dans n'importe quelle vallée de la région, du pays. Comme vu plus haut, dans l'hypothèse d'un accord commun pour l'édition 2019, Le groupe Merci propose un projet emblématique avec La Mastication des morts.
Dans l'idée d'un travail territorial, nous pourrions également citer la Ktha Compagnie.
Il s'agit de proposer une diffusion de spectacle de rue qui implique les habitants de ce territoire. C'est le coeur du projet de ce festival en construction dont la première édition aura lieu début juillet 2018.

Actions artistiques et culturelles
Les actions artistiques développées dans le cadre de cette permanence artistique etculturelle seront celles des artistes en résidence. Elles font parties de leurs projets de création, car leurs créations intègrent le rapport au public. Elles sont autant de la sensibilisation de populations ciblées comme le milieu scolaire, ou pour une plus large audience que nous pourrons toucher avec nos partenaires des centres sociaux, MJC (BorisVian sur Pontault-Combault, etc), que de la matière pour les créations en cours.
Ces actions artistiques des compagnies en résidences prendront la forme de spectacles ou performances participatives, où les habitants de tous âges prendront parts à leurs créations et aux représentations de ces spectacles.

Ces actions se déclineront également sous forme de parcours de spectateurs avec ateliers de pratiques, sensibilisations, échanges avec les artistes en fin de représentations.
Dans le cadre de ce parcours de spectateurs, nous créerons un parcours citoyen avec un groupe de spectateurs-relais ou ambassadeurs. Ce groupe se réunira avec les artistes résidents pour avoir des temps d'échanges sur les spectacles vus lors de la saison, sur les métiers du spectacle, sur l'avancement des créations des artistes résidents, etc. Ce parcours citoyen se voudra convivial autour d'un repas proposé par le bar des Passerelles. Ce rendez-vous sera mensuel.
Un volant de 60h par an sera proposé et financé par Les Passerelles pour chaque compagnieartistes en résidence dans le cadre de cette permanence artistique et culturelle pour ces actions artistiques évoquées.
La relation à la population travaillée sous la forme de sensibilisations, de formations etd'échanges est essentielle dans la construction de ce lien artistes-habitants. C'est cet autre pont vers l'ouverture de l'imaginaire des gens.
D'autres actions artistiques seront menées avec des compagnies accueillies en diffusion.
L'ensemble de ces actions sera travaillé dès l'année 2018, en coopération avec les servicesculturels, sociaux des villes concernés, avec le milieu associatif, Culture du Coeur 77, MJC,Centres Sociaux, et des structures culturelles partenaires comme le Théâtre de Chelles et LaFerme du Buisson, Le Centre Photographique d'Ile-de-France, dont certains partenariats sonten cours d'élaboration concernant les arts visuels.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : La Région décide de soutenir La Communauté d'agglomération Paris Vallée de Marne, le lieu la passerelle à hauteur de 25 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 283 420 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite du différentiel de subventionnement régional attribué.

Localisation géographique : CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION /DIFFUSION	307 170,00	75,54%
DEPENSES D'ACTIONS CULTURELLES	22 800,00	5,61%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LA LIMITE DE 20%	76 650,00	18,85%
Total	406 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE LIEUX REGION IDF	148 200,00	36,45%
C AGGLOMERATION PARIS VALLEE DE MARNE ACQUIS	226 400,00	55,68%
DPT SEINE ET MARNE ACQUIS	17 520,00	4,31%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	14 500,00	3,57%
Total	406 620,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	26 248,08 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	8 750,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2015	Politique énergie climat	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	190 850,50 €
2016	Politique énergie climat	321 705,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	13 603,80 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	17 471,15 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	58 968,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	34 020,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €
	Montant total	719 616,53 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023796

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DE LA POUDRERIE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	191 013,00 €	20,94 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA POUDRERIE
Adresse administrative : 6 AVENUE ROBERT BALLANGER
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANITA WEBER, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78968163200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
L'association a été créée en 2012 avec le soutien de la Ville de Sevran, pour porter, à l'origine, un projet de salle de spectacles au sein du Parc de la Poudrerie. Depuis 5 ans, le Théâtre intervient hors-les-murs en proposant une saison de 7 spectacles à domicile qui sont joués gratuitement pour le public à raison de 30 représentations chacun, soit 240 représentations au total qui se déroulent chez des habitants d'une quinzaine de villes du 93 voire du 95 et du 77, soit une fréquentation de 4500 spectateurs par an.
Les compagnies invitées sont confirmées, émergentes ou en voie de développement. Une thématique (exemples : masculin/féminin, l'engagement des femmes dans les quartiers...) structure le choix des spectacles, qui sont des formats légers et autonomes techniquement, et majoritairement des créations. L'une de ces créations fait l'objet d'un soutien renforcé du Théâtre de la Poudrerie avec une résidence de création voire une production-déléguée.
Tous les deux ans, le Théâtre produit, en plus, une création participative notamment avec les habitants qui ont accueilli du théâtre chez eux. Le projet est commandé ou coproduit significativement par le Théâtre et fait l'objet d'une résidence longue et d'une diffusion en série en salle à Sevran. En 2014/15, la

création « Pour en finir avec la solitude » avait été mise en scène par Nadia Xerri-L. En 2016/17, le Théâtre de la Poudrerie s'est engagé dans la création « F(l)ammes », créé par le metteur en scène Ahmed Madani avec dix jeunes femmes non-professionnelles, dont certaines habitantes de Sevran, dans le cadre de son triptyque dédié à la jeunesse des quartiers de banlieue. La création a donné lieu à 2 stages-auditions durant 4 semaines au total avec une soixantaine de jeunes femmes, puis le Théâtre de la poudrerie a accueilli la troupe en répétitions pendant 1,5 mois et enfin la création du spectacle a été suivie d'une série de 8 représentations soit 1342 spectateurs accueillis. Ce projet a été coproduit par le Théâtre de la Poudrerie à hauteur de 66 950 €).
Depuis 2016, l'association a noué un partenariat avec les Tréteaux de France - CDN pour créer des portraits vidéo-théâtre (4 par an) et accueille en résidence longue le collectif LFKs - Jean-Michel Bruyères en partenariat avec la MC93 pour une résidence partagée Bobigny/Sevran, avec à la clé une prochaine création participative en 2017/18.
Parallèlement, de nombreux ateliers et projets avec les publics (retraités, handicap, scolaires, conservatoire...) sont organisés, soit 962 h d'actions en 2016 avec 112 partenaires locaux.
L'association rassemble une équipe bien structurée de 5 personnes qui accompagne les artistes en diffusion chez les habitants ; la Ville de Sevran met également à disposition des agents municipaux.
L'association bénéficie de plusieurs subventions publiques, au premier rang desquelles la Ville de Sevran, ainsi que le Département de Seine-Saint-Denis, l'EPT Paris Terres d'envol, le CGET et la Région Ile-de-France. En 2017, l'association a conclu une première convention triennale avec la DRAC Ile-de-France. L'association bénéficie également de l'aide de la fondation ADP.

Synthèse du projet proposé pour l'aide à la permanence artistique et culturelle 2018-2021
Le Théâtre de la Poudrerie est aujourd'hui connu et reconnu en tant que producteur et opérateur de spectacles « participatifs » sur le territoire et engage cette année une procédure de labellisation « scène conventionnée » auprès de la Direction des Affaires Culturelles d'Ile-de-France au titre de cette singularité.
Nous nous sommes véritablement emparés de cette forme de création et l'avons réinterrogée : Qu'apporte la participation des habitants à une œuvre ? à l'artiste ? Où se situe-t-elle ? Quelle forme prend-t-elle ? Comment l'organiser sans l'aliéner ? La création participative ne devient-elle pas la norme au théâtre pour intéresser de nouveaux publics ? Comment ne pas en faire un terme galvaudé ?
Nous avons étudié la « participation » des habitants sous toutes ses formes :
- Dans la mise en œuvre de nos productions : co-écriture, co-montage et co-diffusion de spectacles avec les habitants.
- Dans le traitement artistique des compagnies que nous accueillons : de l'utilisation de la parole brute des habitants à celle dramaturgique de leur parcours de vie.
- Dans l'esthétique des créations que nous présentons : représentation à domicile, dispositif à 360°, spectacle déambulatoire
Nous veillons dans chaque projet à parfaire cette rencontre entre les artistes et les habitants. Notre objectif est de démontrer qu'une création participative peut être d'une grande exigence artistique. Nous recherchons sans cesse un équilibre entre le travail précis des compagnies que nous accueillons (elles appartiennent presque toutes au réseau national de théâtre) et la prise en compte de la parole des habitants.
Il est ressorti de nos expérimentations :
- Une nouvelle approche pour intéresser des profils très divers à une pratique culturelle et à son intérêt.
- La constitution d'un répertoire d'œuvres théâtrales témoignant des préoccupations de notre société contemporaine.
- Des techniques de représentation innovantes nous permettant de nous adapter à tout espace de représentation.

Notre ambition pour les quatre prochaines années est triple. Nous souhaitons intensifier ce travail par un meilleur accompagnement des artistes en résidence et en croisant davantage les publics que nous touchons. (1). Nous souhaitons le valoriser en offrant une suite aux projets qui naissent sur notre territoire (2). Nous souhaitons le démultiplier par la transmission de notre expérience à d'autres équipes car nous

sommes profondément convaincus de la nécessité de notre démarche et de ce qu'elle apporte dans le paysage culturel francilien (3).

1. Intensifier l'activité

Accompagnement des artistes en résidence et soutien à la création.

Au cours des prochaines saisons, nous continuerons à dédier notre programmation à ces spectacles nées sur le territoire et crées à partir de la parole de ses habitants. Pour chaque cycle, le Théâtre de la Poudrerie accueillera en résidence tous les auteurs et metteurs en scènes des pièces qui tourneront à domicile, en plus d'une équipe artistique qui proposera un grand spectacle participatif de fin de cycle.

En 2018, il s'agira de poursuivre le cycle de création dédié à l'action des femmes dans les quartiers populaires. Les spectacles, tous produits par le Théâtre en 2017-2018 et écrits sur le territoire, seront diffusés à domicile pour 210 représentations. En 2019, le cycle s'achèvera par le projet artistique mené par le G.D.R.A (Groupe De Recherche Artistique) mené par Christophe Ruhles et Julien Cassier produit par le Théâtre de la Poudrerie : la compagnie installera durant trois semaines à Sevran un « Musée de la personne », une installation vidéo diffusant des portraits de femmes du territoire : au cœur du dispositif, des performances, des lectures, des pièces seront proposés aux habitants. Ces œuvres seront toutes créées sur le territoire avec les habitants.

En 2019 et 2021, deux nouveaux cycles débuteront pour trois années amenant sur le territoire de nouvelles compagnies en résidences. Les thématiques de ces nouveaux cycles ne sont pas encore définies mais le cadre est désormais le même : s'inspirer du territoire et des habitants pour proposer dans le répertoire contemporain d'œuvres théâtrales un autre regard sur notre société.

Le Théâtre de la Poudrerie assumera la production de l'ensemble de ces spectacles issus de résidences. Nous souhaitons nous engager davantage aux côtés des artistes. Pour permettre des partenariats sur la durée, nous choisissons de partager avec les compagnies le risque financier de leur production car nous savons que la réussite de nos projets participatifs dépend fortement de leur investissement sur le territoire. Nous souhaitons nous engager auprès des compagnies à travers des Sociétés En Participation ou en assumant la production déléguée des projets. Cela correspond davantage à notre mode de collaboration qu'une coproduction simple sachant que notre structure est très souvent à l'initiative des créations (commande) et qu'elle en finance de la majorité à la totalité.

De nouveaux modes de collaboration seront proposés aux 8 compagnies accueillies en résidence à compter de 2019.

Le Théâtre de la Poudrerie s'attachera à soutenir l'innovation artistique. Nous souhaitons produire des spectacles d'une grande exigence artistique qui s'adaptent à des espaces non équipés et non théâtraux. Nous incitons les compagnies (retour d'expérience des anciens artistes en résidence) à imaginer des dispositifs techniques montables et démontables facilement et rapidement. Pour de nombreux spectacles (Au royaume de Marianne de la Cie du Grabuge, Je suis une femme mais je me soigne de Marie-Capucine Diss et Valérie Suner) notre apport en production a financé l'intégration de son et lumière dans le décor pour faciliter la diffusion à domicile. Nous souhaitons poursuivre sur cette lancée.

A travers les résidences de « territoire » nous souhaitons également explorer d'autres disciplines et d'autres champs de la création artistique en laissant une totale liberté aux artistes sur la nature de leur projet.

En 2018, le théâtre de la Poudrerie verra la fin de la production du projet de « territoire » du collectif LFKs (Jean-Michel Bruyère). L'objet artistique final sera pluriel : un film inspiré de l'œuvre de Tarkovski « Solaris » qui valorisera le territoire et ses « acteurs », une « pièce » de théâtre à domicile faisant du processus de réalisation du film une œuvre à part entière, des banquets artistiques, l'ouverture d'une plateforme web rassemblant les images des temps de création artistique au fil de la résidence.

En 2019, une nouvelle compagnie en résidence de « territoire » débutera son travail. Le Théâtre de la Poudrerie souhaite explorer davantage l'espace public et a proposé à l'artiste Catherine Boskowitz de travailler sur cette question. Elle achèvera sa résidence en 2020.

En 2020 et 2021, une ou deux nouvelles compagnies seront accueillies en résidence de « territoire ». Le cadre sera le même : ouvrir les productions du Théâtre de la Poudrerie à d'autres disciplines et tisser des liens fort avec de nouveaux publics. Ces projets fédérateurs s'inscrivent sur un temps long sur le territoire (une à deux années).

Pour son prochain cycle de création, le Théâtre de la Poudrerie privilégiera l'accueil de compagnies émergentes qu'il accompagnera dans leur professionnalisation. Nous travaillons sur un territoire « jeune » et il nous apparaît indispensable d'être attentif et de soutenir les nouvelles équipes artistiques qui s'y installent. Parrainant déjà la jeune metteuse en scène Karima El Kharraze (assistante à la mise en scène du spectacle F(l)ammes d'Ahmed Madani), le Théâtre de la Poudrerie lui proposera tout naturellement de s'inscrire dans nos prochaines productions.
A compter de 2019, Nous veillerons à accueillir au moins une compagnie émergente en résidence. Nous lui proposerons d'être producteur délégué de son prochain spectacle avec un apport en production de 30 000 € HT. Nous lui ferons bénéficier du réseau du Théâtre, nous organiserons avec elle des rendez-vous de production et des rencontres avec des programmateurs. Son équipe pourra bénéficier d'un espace de répétitions (Espace François Mauriac ou salle du Service culturel).
De nouveaux territoires, de nouveaux partenariats, de nouvelles rencontres avec et entre les publics.
Le Théâtre de la Poudrerie touche aujourd'hui principalement les habitants des villes de Sevran, Villepinte, Tremblay-en-France. L'activité de Théâtre à domicile nous amène néanmoins à organiser des représentations dans l'ensemble des villes de l'EPT Terres d'envol, à Clichy-sous-Bois, et plus sporadiquement dans les villes de Vaujours, Coubron et Mitry-Mory à la demande de leurs habitants. De représentations à domicile en représentations à domicile, nous tissons des liens avec des spectateurs venus de toute la région Ile-de-France qui souhaitent proposer chez eux nos créations artistiques, facilitant ainsi la circulation de nos œuvres.
Pour les prochaines saisons, nous ne souhaitons néanmoins pas être « de passage » dans ces villes, nous souhaitons y renforcer notre présence et ce en proposant aux municipalités des partenariats qui correspondent à leurs besoins en termes de propositions artistiques. Nous avons déjà signé ce type de convention avec la Ville de Clichy-sous-Bois. Nous nous engageons auprès d'elle à jouer 10 représentations à domicile par an. Nous prévoyons de mener une partie des rencontres avec les artistes sur leur territoire. La ville nous soutient pour cela à hauteur de 10 000 € HT par an.
Nous proposons dès 2018 le même type de partenariat aux villes de Dugny et du Blanc-Mesnil. Le partenariat avec la Ville de Clichy-sous-Bois est déjà renouvelé pour la période 2018-2020.
La reconnaissance du Théâtre de la Poudrerie nous permet aujourd'hui d'associer à nos projets de grandes structures culturelles franciliennes telles que le Musée du Louvre, La Scène Nationale MC93 de Bobigny, Les Tréteaux de France, les Ateliers Médicis Clichy Montfermeil ou la Maison des Métallos. Nous travaillerons ainsi au cours des prochaines années à amener notre public vers ces grandes institutions et à faire découvrir à leur public nos propositions artistiques émanant du territoire.
Dès 2018, nous proposons à la MC93 de Bobigny le répertoire de nos œuvres théâtrales à domicile dans le cadre de leur programmation hors les murs. Nous engageons une réflexion avec la Maison des métallos pour adapter sur leur plateau certaines de nos pièces à domicile. Nous imaginons avec le Théâtre Jacques Prévert des passerelles entre leur programmation en salle et nos représentations à domicile.
Ces partenariats seront pensés saison par saison en fonction des thématiques abordés dans les programmations de ces structures. Nous serons amenés en 2019-2020-2021 à partager des projets avec d'autres équipes artistiques du territoire.
Nos spectacles traitant de problématiques sociétales, parfois polémiques, le temps de débats après les représentations est essentiel. Nous souhaitons enrichir ces échanges en confrontant les points de vue parfois divergents d'habitants vivant dans des quartiers différents ou des villes différentes.
A partir de 2018, nous prévoyons de proposer aux habitants non plus d'accueillir une représentation mais de co-accueillir avec une personne d'un autre quartier ou d'une autre ville un spectacle à son domicile. Ainsi une part du public qu'il recevra chez lui n'appartiendra pas à son cercle de proches !
Nous prévoyons également d'introduire des experts dans ces débats pour nourrir les échanges. En partenariat avec les Ateliers Médicis, Clichy-Montfermeil, des chercheurs en résidence (sociologues, philosophes) accompagneront nos équipes artistiques à domicile, afin d'animer les débats qui succèdent traditionnellement aux représentations. Le Théâtre devient ainsi davantage forum où les habitants s'échangent leurs idées leurs points de vue, leurs désaccords.

2. Valoriser les projets artistiques

Les spectacles que nous produisons sont d'une grande exigence artistique et traitent avec intelligence de questions contemporaines (égalité hommes-femmes, violences conjugales, embrigadement). Les artistes, accueillis sur des résidences longues, prennent le temps de comprendre et de recueillir les points de vue des habitants sur ces sujets d'une actualité parfois sensible. Certains artistes engagent même de véritables enquêtes sociologiques pour enrichir leur création et être au plus juste de la complexité du territoire dans leur écriture théâtrale. Ainsi, limiter la diffusion de ces œuvres à notre programmation serait dommageable. Nous souhaitons promouvoir pour les saisons futures le répertoire d'œuvres théâtrales contemporaines que nous constituons. Il témoigne de la réalité sociale de notre territoire avec bien plus de justesse que certains médias.
Pour démarrer cette nouvelle activité d'opérateur de tournée, nous missionnerons un.e stagiaire en production pour répertorier les spectacles créés sur notre territoire susceptibles de pouvoir encore tourner (disponibilité des comédiens, du décor etc.) et pour recenser les théâtres qui souhaitent développer leur programmation hors les murs.
Il s'agira également de développer nos partenariats existants avec des structures culturelles de la région Ile-de-France - la MC93 de Bobigny, par exemple. Certaines de nos formes à domicile peuvent en effet répondre à leur programmation en salle. Il est ainsi pertinent de leur proposer de diffuser ces spectacles hors les murs sur leur territoire.

3. Transmettre notre démarche

Nous souhaitons partager dans les années à venir notre philosophie et notre engagement pour favoriser l'accès à tous à la culture et faire de la représentation théâtrale un lieu d'échanges, de débats et de convivialité. Notre démarche se fonde sur les relations humaines. Elle est laborieuse mais elle permet d'établir entre le Théâtre et les habitants une confiance propre à convaincre les plus réticents de participer à nos projets. Le partage est fondamental pour nous. Il permet de faire découvrir aux spectateurs des textes et des formes artistiques qui peuvent parfois les bousculer mais être aussi source de réflexion individuelle et collective.
Nous souhaitons formaliser notre expérience, organiser annuellement un temps fort et un colloque dédié aux créations « participatives » et rencontrer sur cette question les professionnels du réseau francilien pour démultiplier le travail que nous proposons. Premier colloque du 23 au 25 mars 2018.
Nous engageons également une réflexion commune avec des structures intéressées par notre expérience. Dès 2018, nous travaillerons avec la Maison du Comédien à Alloue au développement d'une programmation hors les murs en milieu rural

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région décide de soutenir le Théâtre de la Poudrerie à hauteur de 40 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs). La base subventionnable s'élève à 191 013 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée et de l'aide de la Région au titre du poste emploi-tremplin.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	149 976,00	62,23%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	48 853,00	20,27%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	42 184,00	17,50%
Total	241 013,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France / en cours	30 500,00	12,65%
Région Ile-de-France PAC	80 000,00	33,19%
Commune : SEVRAN / attribué	77 034,00	31,96%
Emploi tremplin	10 000,00	4,15%
PARTENAIRES PRIVES	15 000,00	6,22%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	28 479,00	11,82%
Total	241 013,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	20 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023819

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SCENES A L ITALIENNE - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	899 910,00 €	3,33 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCENES A L ITALIENNE
Adresse administrative : 13 RUE DES RESERVOIRS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame GENEVIEVE DICHAMP, Directrice

N° SIRET : 79366537300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire

La société Scènes à l'Italienne est une entreprise privée (SARL) gérée par Geneviève Dichamp et Frédéric Franck créée en 2013. Elle est nommée par la ville de Versailles en affermage 2013-2018 afin de proposer une programmation culturelle pluridisciplinaire au Théâtre Montansier pour l'ensemble des publics Versaillais, Yvelinois et, plus largement, franciliens. Scènes à l'Italienne a une mission de responsabilité de service public, mais aussi de responsabilité personnelle des deux gérants dans la gestion du Théâtre Montansier : responsabilité des recettes de billetterie, du rayonnement du Théâtre Montansier par une programmation exigeante et de qualité ainsi que de l'action culturelle.

Le Théâtre Montansier fête en 2017 ses 240 ans.

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021

Le Théâtre Montansier est une des structures artistiques les plus actives du territoire francilien. En tant,

d'une part, que soutien à la création artistique et d'autre part, accompagnateur des publics. Aussi, le projet de permanence artistique et culturelle du Théâtre Montansier pour les années 2018 à 2021, se concentrera sur un soutien à la création en proposant des projets venus du théâtre public et du théâtre privé. L'objectif est de créer des alliances et des passerelles entre le public et le privé dans le but de défendre la diversité et la richesse des différentes « obédiences » théâtrales. L'accompagnement des artistes confirmés et reconnus, continuera à aller de pair avec un accompagnement de compagnies émergentes qui sont les talents de demain. Autour de ce soutien artistique, le travail auprès des publics sera un axe majeur car il importe au Théâtre Montansier de rester dans une mission de service public en défendant la démocratisation culturelle et l'accès à la culture pour tous notamment auprès des publics scolaires, empêchés et défavorisés.
Viser un public toujours plus large et travailler avec tous les publics afin de présenter des esthétiques variées de l'excellence artistique, tel est le projet du Théâtre Montansier.

2018

Artistique
Accueil en résidence de deux metteurs en scène phares du théâtre français : Alain Françon et Peter Stein. Autour de ces 2 projets (Tourgueniev et Molière) le Théâtre Montansier souhaite organiser les tournées à l'issue de la période de création qu'elle soutiendra financièrement et en apport en industrie.
Suite et pérennisation de l'accompagnement d'Hervé Van Der Meulen et de collaboration étroite avec le Studio d'Asnières / CFA des comédiens.
Le Théâtre Montansier apportera également son soutien à de jeunes équipes artistiques comme Guillaume Clayssen mais aussi d'autres compagnies émergentes. La direction du Montansier continue de chercher et de rencontrer de jeunes équipes dont le travail mérite d'être accompagné.

La ou les équipes émergentes soutenues en 2018 :
Prospero Miranda / Cie du 92 Malakoff
Le Théâtre Montansier conseille et suit cette jeune compagnie depuis 2016. Une programmation est prévue en mars 2018 avec des représentations scolaires.
Le Théâtre Montansier suivra cette compagnie jusqu'à la fin de la saison 2018-2019.
Plusieurs actions culturelles sont prévues principalement autour du spectacle Je reviens de la vérité de Charlotte Delbo. Tout d'abord avec des interventions dans les lycées et des représentations hors-les-murs en plus des représentations scolaires programmées au théâtre Montansier.
Des ateliers seront animés par l'équipe artistique auprès de ces élèves avec un travail pratique d'encadrement par la découverte des textes de Charlotte Delbo (extraits de la pièce Je reviens de la vérité ou extraits de Aucun de nous ne reviendra) et une initiation au travail théâtral autour de fragments de textes de Charlotte Delbo. Mini-ateliers de mise en scène. Travail choral physique et vocal. Travail sur le corps, la posture, l'expressivité de la fatigue, de la douleur.
Nous allons également organiser un travail pédagogique en collaboration avec les représentants de la communauté juive de Versailles et les élèves de collèges et lycées autour de la question : comment transmettre l'histoire de la Shoah alors que les derniers témoins sont en train de disparaître ?
Nous imaginons également faire se rencontrer d'anciens résistants et des lycéens via les associations d'anciens combattants.
Enfin, le Théâtre Montansier accompagne la diffusion du spectacle Je reviens de la vérité depuis 1 saison en organisant les tournées sur le territoire yvelinois (par exemple la nouvelle direction du Centre Culturel de Marly Le Roi (78) s'intéresse au spectacle et à des actions autour de celui-ci) mais aussi francilien (Bois-Colombes (92) ou encore Charenton (94)) et bien sûr national où le spectacle jouera dans plusieurs lieux en France.
Cette diffusion s'accompagne d'un soutien administratif et organisationnel.

Cie Les Attentifs / Paris (75)
Le Théâtre Montansier va accompagner le metteur en scène Guillaume Clayssen dans la création de son spectacle Jeunesse d'après l'œuvre de Joseph Conrad.

Tout d'abord dans un apport financier en co-production mais aussi en temps de résidence de 10 jours.
Des actions culturelles sont prévues auprès des lycéens autour de la question : comment la jeunesse contemporaine exprime-t-elle le désir d'une autre vie, d'un autre monde ? Evénements pédagogiques et artistiques accompagnant le spectacle.
-Atelier d'écriture : chaque élève est amené à raconter une aventure, réelle ou imaginaire, dans laquelle il est le héros.
-Atelier philosophique : un dialogue s'instaure avec les élèves autour de ces dualités un peu convenues « jeune/vieux », « utopiste/réaliste », « quotidien/merveilleux », etc.
-Atelier théâtre : chaque élève, encadré par un artiste pédagogue, met en scène l'idéal auquel il aspire à partir de scènes du répertoire, de musiques, de films ou des textes qu'il a lui-même écrits.

Les publics
Le Théâtre Montansier souhaite continuer à travailler avec les acteurs et relais locaux dans un souci de fidélisation de publics qui viennent régulièrement au théâtre.
Le Théâtre Montansier continue à développer sa communication externe en étant déjà fortement identifié auprès des publics sur tout le département des Yvelines.
Afin de continuer à sensibiliser les publics des autres départements franciliens, le Théâtre Montansier accorde reportages et interviews auprès de médias de grande audience (France 3, France Culture, le Figaroscope, Toutes les nouvelles, Le Parisien, TVfil 78 etc…) et poursuit son travail de prospection.

L'action culturelle
Le Théâtre Montansier prévoit des actions auprès des scolaires et notamment des lycées en leur dédiant bords de scène, cours de théâtre, rencontres avec des artistes, visites historiques, interventions d'artistes dans les classes etc…

Les partenariats
Le Théâtre Montansier continue de développer des partenariats avec les établissements Yvelinois mais aussi franciliens, les maisons de quartier versaillaises, la fondation Culture et Diversité, les classes PEAC, les classes option théâtre, les classes CLISS, le Studio d'Asnières/CFA des comédiens, le CFPTS à Montreuil etc...

La diffusion
La direction du Théâtre Montansier voit tous les spectacles qu'elle programme en diffusion.
Pour les spectacles qu'il soutient en création, le Théâtre Montansier peut également en gérer les tournées nationales via Les Tournées de Montansier. Par ailleurs, sur les spectacles qu'il co-produit, le Théâtre Montansier inscrit dans les contrats des droits de suite en proportion de ses apports pour assurer la vertu économique de son mode de fonctionnement.

2019

Artistique
En cours d'élaboration, même si l'accompagnement de certains artistes est déjà acté. La réflexion sur les modalités de résidences est également en cours.

Les Publics
Fidélisation et prospection continueront d'être les deux axes du Montansier. Nouer de nouveaux partenariats notamment avec des structures qui s'occupent de personnes en situation de déclassement social ou d'exclusion. Mettre en avant la beauté du lieu pour aider à re-sensibiliser à l'art et l'histoire dans une volonté de réinsertion.

L'action culturelle
Inventer de nouvelles formes de transmission et de connaissance auprès des scolaires. Programmer des auteurs au programme tout comme des formes esthétiques originales et nouvelles. Faire connaître les

auteurs contemporains auprès des publics et notamment des jeunes.

Les partenariats
Développer les partenariats en veillant aux nouvelles structures qui se créent ou à celles qui pourraient être intéressées. Collaborer avec différents acteurs afin de placer la culture au cœur des préoccupations sociétales. Innover en contactant des partenaires qui pourraient paraître loin des questions artistiques et culturelles.

2020 et 2021

Le Théâtre Montansier continuera à co-produire des créations :
- en participant au financement des spectacles
- en ouvrant le lieu en tant qu'espace de travail aux équipes artistiques
- en consacrant un temps dédié pour définir la partie scénographique et technique

Le Théâtre Montansier souhaite également continuer de développer des partenariats public / privé, et faire des Tournées de Montansier un pôle reconnu de la profession concernant les tournées des spectacles qu'il aura co-produit.

Conquérir de nouveaux publics tout en restant attentif à un public déjà fidèle restera un des objectifs du Théâtre Montansier. Poursuivre la sensibilisation des jeunes, notamment les plus éloignés de la culture et maintenir une action forte en direction des lycées de la région resteront les objectifs du Théâtre Montansier.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir Scènes à l'italienne / Le Théâtre Montansier à hauteur de 30 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle portant sur l'accompagnement d'artistes émergents, l'accueil en résidence et l'action culturelle auprès des lycéens. La base subventionnable s'élève à 899 910 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidence / création / diffusion	763 178,00	78,89%
Dépenses d'action culturelle	24 932,00	2,58%
Dépenses de fonctionnement	179 238,00	18,53%
Total	967 348,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	97 438,00	10,07%
Département 78 (en cours)	56 300,00	5,82%
Ville de Versailles (attribué)	330 000,00	34,11%
VGP (attribué)	23 360,00	2,41%
Partenariats privés	18 250,00	1,89%
Recettes propres d'activité	442 000,00	45,69%
Total	967 348,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide aux manifestations littéraires	4 000,00 €
	Montant total	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023821

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TGP THEATRE GERARD PHILIPE CTRE DRAMATIQUE NATIONAL - NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	457 712,00 €	13,11 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TGP THEATRE GERARD PHILIPE CTRE DRAMATIQUE NATIONAL
Adresse administrative : 59 BD JULES GUESDE 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur JEAN BELLORINI, Directeur
N° SIRET : 32725916400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Le Théâtre Gérard Philipe à Saint-Denis est un Centre dramatique national. Il est dirigé depuis 2014 par le metteur en scène Jean Bellorini, dont les créations mêlent théâtre et musique et qui défend un théâtre poétique, politique et rassembleur dans un esprit de troupe généreux.
Le TGP comprend 4 salles de 77 à 450 places, 2 ateliers de construction décors/costumes et dispose d'un hébergement. L'équipe compte 50 ETP dont 30 CDI, le budget artistique s'élève à 3,3 M€.
Depuis 2014, le lieu a renforcé son offre de spectacles (240 représentations par saison) et le partage de l'outil à travers l'accueil de résidences (15 résidences sur 136 jours cumulés) et le compagnonnage avec 10 jeunes compagnies par an, la production et la diffusion (soit 5 productions déléguées par an et des apports en coproduction de 30 000 € en moyenne soit un total de 14 productions exploitées en 2016 et 112 représentations jouées en tournée).
Cela a permis une hausse conséquente de la fréquentation (40 666 spectateurs en 2015/16 contre 30 000 en 13/14) et une diversification géographique du public (30% seulement de public parisien).
Au-delà des productions du directeur, qui représentent une bonne part du chiffre d'affaires du lieu, le projet du CDN s'articule autour de 4 axes : 1) une politique soutenue de production, coproduction et

d'accompagnement auprès d'artistes associés ou complices, ou de jeunes équipes émergentes ; 2) une ouverture à différentes générations artistiques (équilibre confirmés / émergents) et à des esthétiques théâtrales variées ; 3) une dynamique partenariale renforcée (diffusion en décentralisation, La Belle Scène Saint-Denis à Avignon avec le Théâtre Louis Aragon, l'accueil de spectacles avec le festivals Africolor, la MC93, le 104, Chaillot, le Tarmac..., les productions internationales avec l'Atelier Piotr Fomenko à Moscou, Le Théâtre Alexandrinski à Saint-Pétersbourg, le Berliner Ensemble, Théâtre Amstramgram à Genève, le Festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence) ; 4) la transmission et la pratique artistique grâce à des formations professionnelles, la "troupe éphémère amateur" de jeunes habitants, les projets d'envergure dans les quartiers, les interventions en milieu scolaire (2 355 h d'action culturelle dont 1000 h auprès des lycéens)... encadrés par une équipe d'intervenants puisés parmi les artistes associés.
Le TGP bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France, de la Ville de Saint-Denis et du Département de la Seine-Saint-Denis.

Synthèse du projet proposé pour l'aide à la permanence artistique et culturelle 2018-2021
De 2014 à 2017 (premier mandat de direction de Jean Bellorini), Jean-Yves Ruf (Cie Chat Borgne), Julie Deliquet (Collectif In Vitro), Benjamin Lazar (Cie Théâtre de l'Incrédule), Macha Makeïeff (La Criée-Théâtre national de Marseille), Julie Bertin et Jade Herbulot (Cie Birgit Ensemble), Lauren Houda Hussein et Ido Shaked (Cie Théâtre Majâz) ont constitué les principaux artistes invités et complices du Théâtre Gérard Philipe, centre dramatique national de Saint-Denis.
En 2018, Jean Bellorini débutera son second mandat à la direction du Théâtre Gérard Philipe, centre dramatique national de Saint-Denis. Il sera accompagné par de nouveaux artistes invités à partir de la saison 2017-2018 : les metteurs en scène Isabelle Lafon (Cie Les Merveilleuses) et Guillaume Barbot (Cie Coup de Poker), ainsi que le chorégraphe Thierry Thieû Niang. Le TGP accueillera par ailleurs en résidence en 2018 la Cie Maguy Marin, la Cie Pour Ainsi Dire (Philippe Dorin, Sylviane Fortuny), la Cie Det Kaizen (Gaëlle Hermant), la Cie L'Organisation (Emmanuelle Destremau, Élodie Segui).

Le projet de permanence artistique et culturelle pour les quatre prochaines années se déclinera de la manière suivante :

A/ Projet artistique :
Concernant l'exercice 2018, le TGP portera ou soutiendra la création ou la reprise des projets suivants :
• En préfiguration de l'invitation à long terme de la Cie Coup de Poker (direction artistique Guillaume Barbot) / compagnie émergente, le TGP reprendra au 1er semestre 2018 le spectacle Club 27 dans le cadre d'une série de représentations ;
• En préfiguration de l'invitation à long terme de la Cie Les Merveilleuses (direction artistique Isabelle Lafon), le TGP reprendra au 1er semestre 2018 le spectacle Le me try dans le cadre d'une série de représentations ;
• Le chorégraphe Thierry Thieû Niang, la comédienne Anne Alvaro et le musicien Nicolas Daussy créeront le spectacle Voici mon cœur, c'est un bon cœur. au cours du 1er trimestre 2018 (production déléguée du TGP);
• En cohérence avec une politique de développement du répertoire, Jean Bellorini reprendra le spectacle Paroles gelées (création 2012) pour 16 représentations exceptionnelles au TGP ainsi que 4 en tournée (St Michel sur Orge-91 / Marseille). Ce spectacle emblématique du répertoire du TGP engagera 13 artistes-interprètes et 7 techniciens et accompagnants en tournée (printemps 2018). Dans la continuité, Jean Bellorini dirigera un laboratoire pendant deux semaines ; un temps de recherche indispensable en préfiguration de la prochaine grande création du TGP prévue sur la saison 2019-2020, autour de l'œuvre de Marcel Proust.
• Dans le cadre de la résidence de territoire en cours en 2017 et 2018, et dans le prolongement de la création Le chat n'a que faire des souris mortes (novembre 2017), le TGP et la Cie Pour Ainsi Dire (direction Philippe Dorin, Sylviane Fortuny) mèneront des interventions sur le territoire (présentation de petites formes, atelier de lecture à voix haute, résidence d'écrivain public) ;
• Dans le cadre de la résidence In Situ en collège pendant l'année scolaire 2017-2018, la Cie Det Kaizen (direction artistique Gaëlle Hermant) / compagnie émergente, créera au TGP le spectacle Le Monde dans

un instant au 1er semestre 2018 ;
• Le TGP accueillera en résidence de création puis programmera le spectacle Mad Grass, nouveau projet de la Cie l'Organisation (direction Emmanuelle Destremau, Élodie Segui) / compagnie émergente, au 2nd semestre 2018 ;
• La Cie Maguy Marin présentera par ailleurs sa nouvelle création au TGP (octobre 2018). La venue de cette troupe de danse à rayonnement international se ponctuera par des actions sur le territoire (au 2nd semestre 2018 et au 1er semestre 2019).

Concernant les exercices 2019 à 2021, nous pouvons à ce jour esquisser le projet artistique suivant :

• Création de Bérénice de Jean Racine, mis en scène par Isabelle Lafon (Cie Les Merveilleuses) / saison 2018-2019 / production déléguée du TGP ;
• Création à partir de l'ensemble de l'œuvre de l'auteur russe Daniil Harms (1905-1942), co-mis en scène par Lilo Baur et Jean-Yves Ruf / saison 2018-2019 / production déléguée du TGP ;
• Création d'Anguille sous roche à partir du roman éponyme d'Ali Zamir, mis en scène par Guillaume Barbot (Cie Coup de poker) / saison 2018-2019 / production déléguée du TGP ;
• Création d'Eugène Onéguine à partir du roman éponyme d'Alexandre Pouchkine, mis en scène par Jean Bellorini / saison 2018-2019 / forme légère, tournée en salle et dans des lycées - production déléguée du TGP ;
• Création à partir de l'œuvre de Marcel Proust, mis en scène par Jean Bellorini / saison 2019-2020 / grande forme - production déléguée du TGP ;
• Création de la Troupe Éphémère (4e édition), commande de texte à Pauline Sales, mis en scène par Jean Bellorini, / saison 2018-2019 / production déléguée du TGP.

Par ailleurs, le TGP poursuivra l'accueil de compagnies en « Compagnonnage ». Cette démarche permet d'accompagner de jeunes équipes artistiques à différents stades de leur projet artistique. Temps de répétition, accompagnement technique, possibilité de présenter une étape de travail publique, autant d'outils que le TGP met à disposition de ces équipes. Le TGP accueillera 10 compagnies pendant la saison 2017-2018.
En outre, un laboratoire/stage international de mise en scène se tiendra pour la troisième année consécutive, en juin 2018. Animé par Jean-Yves Ruf, ce temps de recherche est l'occasion pour cinq metteurs en scène (venus du monde entier) et une vingtaine de comédiens de se confronter à des processus de travail et de recherche issus d'autres cultures, induisant d'autres codes de jeu, d'autres visions, d'autres rapports à l'art, à la politique.

B/ Projet pour les publics et le territoire :
Installé sur un territoire riche, dense et complexe, le TGP développe, pour associer le plus grand nombre de spectateurs à la découverte du répertoire et des écritures théâtrales contemporaines, toute une série d'actions d'accompagnement des spectacles qu'il programme. Il s'appuie sur les équipes artistiques qui composent ses saisons, créant ainsi un aller-retour entre le plateau et l'extérieur, favorisant la rencontre entre artistes et spectateurs.
Ces projets concernent plus de 5 000 personnes chaque saison et ont été menés, pour le premier mandat de Jean Bellorini, par une quarantaine d'intervenants dont le chorégraphe Thierry Thieû Niang, la violoncelliste Sonia Wieder-Atherton, le traducteur André Markowicz, la metteure en scène Julie Deliquet ou lui-même.

Parmi les axes forts du projet d'action artistique, qui ont structuré le premier mandat et structureront le second :
La Troupe éphémère, composée d'une vingtaine de jeunes gens originaires de Saint-Denis et des environs, est, comme son nom l'indique, une équipe artistique engagée dans un projet d'une seule saison et guidée par un objectif fort : la rencontre avec le public. Il ne s'agit donc pas d'un cours de théâtre, il ne s'agit pas d'un atelier, il s'agit bien de monter un spectacle.
Pour 2018-2019, l'autrice Pauline Sales écrira, au contact des jeunes de la troupe, un texte sur mesure

(représentations en novembre 2018).
Pour 2019-2020, Jean Bellorini explorera à nouveau une œuvre de la littérature classique.

Des spectacles hors les murs, dans des maisons de quartier, des établissements scolaires et des maisons d'arrêt (pour le premier mandat, Un fils de notre temps d'Ödön von Horvath, Tempête sous un crâne d'après Victor Hugo, Cendrillon de Joël Pommerat, M'appelle Mohamed Ali de Dieudonné Niangouna).
De 2018 à 2021, des projets de spectacles hors les murs sont envisagés : En attendant le Petit Poucet de Philippe Dorin, mise en scène Sylviane Fortuny ; Le Dernier Jour où j'étais petite de Mounia Raoui, mise en scène Jean-Yves Ruf, Cahier d'un retour au Pays natal d'Aimé Césaire mis en scène par Étienne Minoungou.

Pour les saisons 2017-2018 et 2018-2019, un projet de tournée dans les lycées isolés d'Île-de-France fait l'objet d'une demande d'aide complémentaire à celle de la PAC. L'objectif étant de présenter Un fils de notre temps d'Ödön von Horvath dans une douzaine de lycées en 2017-2018, et une nouvelle création, d'après le roman Eugène Onéguine d'Alexandre Pouchkine, mise en scène par Jean Bellorini en 2018-2019, dans un même nombre d'établissements.

Des résidences artistiques sur le territoire, à partir de 2018, avec la chorégraphe Maguy Marin (à la suite du chorégraphe Thierry Thieû Niang).

Pour 2018 à 2021, d'autres projets se développent :

• Grâce au recrutement d'un professeur-relais, la mise en place d'outils favorisant et renforçant les liens entre éducation nationale et théâtre ;
• L'élaboration d'un projet inter-établissement de pratique théâtrale entre une classe de Grande section et une classe de CE1 (partenaires envisagés : Ecole Jules Vallès et Ecole maternelle L'Estrée, Saint-Denis) ;
Le développement d'un projet de parcours et classe théâtre à l'échelle école / collège / lycée dans un quartier de Saint-Denis (partenaires envisagés : Ecole Langevin, Saint-Denis) ;
• La poursuite des résidences d'artistes dans les lycées (partenaires envisagés : Lycée Bartholdi, Saint-Denis; Lycée Michel Ange, Villeneuve-la-Garenne)

C/ Partenaires du projet de permanence artistique et culturelle :
Le TGP mobilisera un ensemble de partenaires pour construire ce projet à long terme : maisons de quartier, associations de quartier et agissant dans le champ social, festivals, lieux du réseau de décentralisation (CDN, Scène nationale, Scène conventionnée), écoles, lycées.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir le Théâtre Gérard Philipe – CDN de Saint-Denis à hauteur de 60 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs).

La base subventionnable s'élève à 457 712 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et subvention proposée.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	450 664,00	87,05%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	36 552,00	7,06%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	30 496,00	5,89%
Total	517 712,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France / attribué	142 403,00	27,51%
Région Ile-de-France PAC	120 000,00	23,18%
Département, Seine-Saint-Denis / attribué	40 727,00	7,87%
Commune Saint-Denis / attribué	74 557,00	14,40%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	140 025,00	27,05%
Total	517 712,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	4 740,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	68 285,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	50 000,00 €
	Montant total	123 025,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012115

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VILLES MUSIQUES DU MONDE - NOUVELLE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	555 860,00 €	9,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLES MUSIQUES DU MONDE
Adresse administrative : 4 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur André FALCUCCI, Président

Date de publication au JO : 19 juillet 2003

N° SIRET : 44953380100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Présentation du bénéficiaire
Née à Aubervilliers, l'association fédère, 20 ans après sa création, un réseau de 20 villes et structures franciliennes partenaires, sur 6 départements (dont les Yvelines, l'Essonne et le Val d'Oise), dans une démarche volontariste d'éducation populaire et d'éducation artistique et culturelle. Elle constitue une structure de référence sur le champ artistique des musiques du monde en Ile-de-France, dont elle défend la diversité artistique en favorisant les rencontres et les croisements entre traditions et remises en jeu contemporaines, artistes confirmés et en devenir, français et étrangers, amateurs et professionnels, avec l'objectif double de faire découvrir les musiques du monde, mais également d'encourager la pratique de ces musiques. L'association est un membre actif des réseaux Zone Franche et Collectif musiques et danse du monde en Ile-de-France.
Le festival constitue le point d'orgue de l'activité de l'association avec 100 concerts joués dans 20 villes de Seine-Saint-Denis et d'Ile-de-France pendant quatre semaines (8500 spectateurs), mais celle-ci mène des projets tout au long de l'année et est devenue une véritable plate-forme de production, diffusion, création et transmission.

Villes des musiques du monde développe en particulier une « école des musiques du monde » innovante pour les publics jeunes sur 10 villes du 93 (soit 1200 h de cours en 2016) en privilégiant l'apprentissage collectif ; elle a initié les « Fabriques orchestrales », à savoir des orchestres amateurs encadrés par des professionnels ("maîtres" dans leur domaine artistique) dans des univers musicaux variés, qui jouent toute l'année dans le cadre d'évènements locaux (la tournée « La Folie des fanfares »). Aujourd'hui 4 fabriques orchestrales existent et se produisent chaque année : le « Cap to NOLA » dédié à la musique jazz de la Nouvelle-Orléans, le « 93 Super Raï Band » créé en 2008 avec 25 musiciens aficionados des mélopées et rythmes du Maghreb, le « 9x3 Rumba » autour de la rumba cubaine, et le « Neuf 3 Cumbia », créé en 2013, avec 25 musiciens, élèves de conservatoires, artistes amateurs colombiens ou bien franciliens, percussionnistes et cuivres, qui s'accaparent du répertoire de la cumbia. Depuis 2015, le projet se décline en partenariat avec les services jeunesse, centres sociaux, les collèges et centres de loisirs de 5 communes (Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Drancy, Sevran, La Courneuve) avec des jeunes de 11 à 18 ans, invités, sans prérequis d'apprentissage musical, à créer une fanfare.
Enfin, l'association a conçu et met en œuvre le projet exemplaire de « La Cité des Marmots » (qui a essaimé dans plusieurs villes de France) qui propose à 300 élèves et leurs enseignants issus de 8 communes, sur 2 années scolaires, un projet de sensibilisation, de découverte et de pratique musicale Le projet se décline en sorties culturelles, rencontres avec les artistes, parcours vocal, création d'un répertoire de chansons, restitutions publiques et représentations scéniques lors du festival. En 2015/16 et 2016/17, c'est la compagnie Rassegna qui a proposé son répertoire de chants flamenco, arabo-andalous, judéo-espagnols venus du Maghreb et d'Espagne mais aussi de chansons d'Italie, de Grèce, de Turquie.
Plus largement, la structure conduit de nombreuses interventions et ateliers en milieu scolaire et avec des structures sociales : ateliers parents-enfants « rendez-vous berceuses du monde », atelier chant en école primaire, atelier de médiation et concerts jeune public, stage, rencontres musicales dans des résidences sociales de travailleurs migrants, ateliers avec des femmes en centres sociaux, parade d'inauguration, block party hip hop, projection-débat, tables-rondes…
Installée au sein du Fort d'Aubervilliers, l'association vient d'être invitée par Grand Paris Aménagement et la Ville d'Aubervilliers à s'inscrire durablement dans le projet d'aménagement de la ZAC Fort d'Aubervilliers avec une installation pérenne prévue à moyen terme dans une des deux halles de 1500 m² (bureaux, salles de résidences, diffusion…)
L'association est soutenue par la Ville d'Aubervilliers, l'Etablissement public territorial de Plaine commune, la Ville de Paris, la Politique de la ville à travers plusieurs contrats de ville, le Département de la Seine-Saint-Denis et la Région IDF. L'association reçoit également le soutien de la Sacem, la Spedidam, de l'Adami, de la Fondation Carasso, ainsi que plus ponctuellement d'ambassades étrangères.

Synthèse du projet proposé pour l'aide à la permanence artistique et culturelle 2018-2021
Cette aide à la Permanence Artistique et Culturelle "Lieux et Opérateurs" vise à conforter, développer et élargir une démarche et un projet qui se développent depuis vingt ans en particulier dans le cadre de Villes des Musiques du Monde : un festival itinérant, la construction d'un réseau de production, de coproduction de spectacles, de résidences d'artistes et de diffusion qui rassemble des lieux de nature différentes.
La construction dans ce cadre d'une scène musicale nomade à l'échelle de la région, dans le domaine des musiques et danses du monde, nous semble être un élément original qui puisse correspondre aux enjeux de la politique culturelle de la région Francilienne.
Le nouvel alliage de ce projet est constituée par la MJC de Limours, ses équipements et partenaires sur le terrain (en ce qui concerne l'hôtellerie et la restauration) pour développer et amplifier la fonction d'accueil en résidences multiformes. Ce partenariat s'appuie donc sur des ressources existantes, déjà mobilisées.
Les villes de Limours et d'Aubervilliers sont pleinement investies pour mener à bien cette construction.

Nous envisageons s'accueillir par an 13 équipes artistiques selon un accompagnement en résidence diversifiée (Résidence de création, d'actions culturelles sur un territoire, d'implantation etc). Soit au final 52 équipes artistiques soutenues au terme des 4 années.

La première année de cette Permanence Artistique et culturelle se déclinera avec les 13 équipes

artistiques suivantes :
Compagnie Rassegna (8 musiciens, musique baroque et musique de méditerranée du 15ème et 16ème siècles), GNEAN (2 artistes émergents, Rencontre Danse afro-contemporaine et luth arabe), HELIA LUNA (4 artistes émergents, Rencontres des danses tsiganes , orientales et du flamenco et musiques tzigano-flamenco), CAMEL ZEKRI (4 artistes et 1 danseur, Musiques improvisées et traditionnelles de Centre Afrique (Pygmées), EL ELEGANTE Y SU 9x3 RUMBA (10 artistes, rumba cubaine), BRUNO WILHEM BRASS BAND (7 artistes, Musiques inspirées des brass band de Nouvelle Orléans), FANFARAI ET LE 93 SUPER RAI BAND (5 artistes, Musiques du Maghreb revisité pour fanfare), El Mawsili (Musiques arabo andalouses), 2 Lauréats du Prix des Musiques d'ICI, PAD BRAPAD (5 artistes, Electro / tsigane d'Europe de l'est), TEMENIK ELEKTRIK (Musiques de transe / rock), CHRISTINE SALEM (5 artistes, Folk créole réunionnais/ Maloya)

Nous envisageons une programmation tout au long de l'année enrichie de :
> une Saison de musiques nomades de 20 concerts axée d'une part sur la diffusion de projet accompagnés dans le cadre de la Permanence Artistique et Culturelle. D'autre part la diffusion des d'artistes « en devenir » et de projets qui mettent en action des artistes professionnels et des artistes amateurs.
> 18 Rendez-vous nomades et Hors les Murs, là où on nous attend moins - espaces publics, lieux de vie, etc. -dont de nombreux liés aux projets en cours de création :
> 100 Concerts produits durant le festival VILLES DES MUSIQUES DU MONDE à l'automne à l'automne (mais aussi performances, brunchs, bals, salons de musique, évènement participatif, rencontres et débats)
Le festival est un évènement itinérant à l'échelle de la Région IDF qui mobilise 21 villes, 21 Lieux (hauts lieux et petits lieux) en Ile-de-France plusieurs villes de la Périphérie et Paris (dont pour beaucoup des villes du département 93, une ville du 78, 92, 91 et 94 sous réserve).
Il touche en moyenne plus de 10500 personnes au total (dont 8500 pour concerts + 2230 à travers les actions), 55 spectacles programmés en 2016 / sur une jauge globale de 10587 (80% de remplissage).

L'association Villes des Musiques du Monde s'est engagée depuis plusieurs années dans des projets pluriannuels qui concourent à transmettre et à diffuser des patrimoines musicaux venus d'ailleurs.
Notre dispositif d'actions culturelles qui fait partie intégrante de cette PAC prévoit près de 900 heures d'activités en mettant l'accent sur une action multi territoriale en direction des lycées (Limours, Aubervilliers, La Courneuve et Saint Denis). Les actions sont essentiellement axées sur les pratiques amateurs en musique, en danse et en chant.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir Villes des Musiques du monde à hauteur de 50 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle (Lieux et opérateurs). La base subventionnable s'élève à 555 860 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE RESIDENCES/ CREATION / DIFFUSION	458 760,00	69,95%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	69 600,00	10,61%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	127 500,00	19,44%
Total	655 860,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France / en cours	10 000,00	1,52%
Région Ile-de-France PAC	150 000,00	22,87%
Département 93 / en cours	76 000,00	11,59%
EPT Plaine Commune / en cours	78 400,00	11,95%
Commune Aubervilliers / en cours	110 000,00	16,77%
Commune : Paris / en cours	15 000,00	2,29%
Contrats de ville / en cours	35 000,00	5,34%
SOCIETES CIVILES	47 000,00	7,17%
PARTENAIRES PRIVES	30 000,00	4,57%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	104 460,00	15,93%
Total	655 860,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	12 000,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	38 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Méditerranée	20 000,00 €
2015	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	10 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	38 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	20 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	25 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	25 000,00 €
	Montant total	198 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023806

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA LISIERE – NOUVELLE DEMANDE PAC 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	172 000,00 €	29,07 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
13101301- Soutien aux fabriques d'art et de culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LISIERE CHATEAU DE BRUYERES LE CHATEL
Adresse administrative : 2 RUE DE LA LIBERATION
91680 BRUYERES-LE-CHATEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC LANGLAIS, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82333595500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Présentation du bénéficiaire
La Lisière est un lieu de création pour les arts de la rue et les arts en espace public, situé au sein de 95 hectares de forêt dans le domaine du château à Bruyères-le-Châtel, commune rurale de 3 400 habitants dans l'Essonne. La mairie de Bruyères-le-Châtel met à disposition de l'association La Lisière un espace de 3 hectares constitué de plusieurs bâtiments, de 3000 m² de prairie pouvant accueillir des chapiteaux et servir d'espace de travail ou de représentation, et des espaces boisées entourant le bâti. La Lisère dispose ainsi d'une salle de répétition de 162m² et de 11m sous plafond dans une ancienne grange chauffée et équipée, une grande halle de 500 m² dont 264m² couverts de 10m de hauteur, d'un atelier de fabrication et stockage, de bureaux et d'un hébergement sur place dans une maison rénovée pour 12 personnes). En 2016, des travaux d'aménagement ont été réalisés par la ville de Bruyères avec le soutien de la Région afin d'offrir de bonnes conditions d'accueil aux artistes en résidence. La Lisière va encore développer et améliorer les espaces d'accueil grâce à la nouvelle mise à disposition de la Lisière par la commune de quatre maisons situées en face des bâtiments existants qui seront aménagés en logements et bureaux pour trois d'entre elles et à l'extension du bâti avec un espace modulable fermé.
Le cœur du projet de La Lisière est l'accueil de compagnies en résidence et l'accompagnement des équipes, construit sur mesure au plus près des besoins et projets des compagnies.

Les compagnies en résidence peuvent venir travailler sur des temps différents : phase d'écriture, recherche, début de création, répétition d'un spectacle en cours de finalisation avant les premières représentations. Plusieurs compagnies peuvent être accueillies simultanément. Des sorties de résidences sont organisées avec les équipes artistiques qui le souhaitent, ce qui leur permet de présenter et tester leur travail auprès d'un public, tout public et/ou professionnel.
La lisière s'est adossée un collège de personnalités qualifiées (regroupant artistes, élus, acteurs sociaux, acteurs culturels, architectes, paysagistes...) pour mener avec elles une réflexion globale sur le projet, pour échanger sur les expériences de chacun et de manière globale sur le projet. La Lisière est associée, dans un souci de complémentarité, au CNAREP Le Moulin Fondu (95) et ART'R (75) pour l'accueil en résidence partagée de compagnies.
Outre des sorties de résidences, La Lisière a pour ambition de se positionner dans les 4 années à venir également comme un opérateur diffuseur de spectacles en Essonne notamment. Une programmation à La Lisière mais également hors du site, une saison des arts dans l'espace public, sera mis en œuvre. La Lisière porte depuis l'édition 2017 l'organisation du Festival art de la rue de Jour // de Nuit qui rayonne sur 11 villes de l'Essonne, et a représenté en 2017 une vingtaine de compagnies et 3500 spectateurs.
La Lisière est en lien avec de nombreux partenaires en Essonne (Le silo, le Festival, Animakt, différentes villes (Dourdan, étampois, Cerny...), le domaine de Chamarande, le SIANA, Les concerts de poche, Le PNR Haute Vallée de Chevreuse...).
Situé dans un espace de nature et à proximité d'acteurs du domaine du numérique, des sciences et technologies, La Lisière développera également un axe arts/nature et arts/sciences en accueillant des compagnies qui croisent ses disciplines mais également en organisant des ateliers, des séminaires. Des liens sont en cours avec le site voisin de Teratec (pôle européen de compétence en simulation haute performance numérique) et le CEA. Les Pupilles de l'enseignement public s'installant sur le domaine à proximité de La Lisière, des projets communs vont se mettre en place, notamment de classe culture/art. D'autres actions sont prévues en lien avec les équipes en résidences, écoles, centres de loisirs, associations, mais également des lycées.
La Lisière est soutenue par la DRAC Ile-de-France et le Conseil Départemental de l'Essonne.

Synthèse du projet de permanence artistique et culturelle 2018-2021
La Lisière répond à la nécessité d'un nouvel espace de création. Le territoire francilien est peu doté en lieux de création dédiés aux arts dans l'espace public et leurs dimensions ne sont pas toujours suffisantes. Ils rencontrent souvent des contraintes en termes d'accueil de formes. Les artistes sont alors amenés à louer des espaces, ou à répéter en région en engageant des frais supplémentaires à leur production.
La Lisière vient en complémentarité des lieux d'accueil déjà existants mais apporte une autre perspective d'accueil pour une diversité des pratiques et des formes grâce à son espace et à son environnement atypique en Ile de France (95 hectares de forêt dans le parc d'un château à 35 km de Paris). Elle dispose notamment d'un espace pour implanter des chapiteaux permettant l'accueil d'artistes circassiens.
Le lieu à l'avantage de se trouver en région parisienne où sont concentrées le plus grand nombre d'équipes artistiques, facilement accessible, tout en étant éloigné du noyau urbain parisien et offrant les conditions d'accueil de la campagne. Il offre aux artistes la possibilité de profiter d'autres richesses du territoire francilien.
La Lisière s'envisage dans un réseau de professionnels des arts dans l'espace public, mais aussi des savoirs liés aux sciences et à la nature, avec une volonté de s'ouvrir à des pratiques artistiques différentes : plasticiens, architectes… Les artistes désireux de faire une résidence à La Lisière sont avant tout invités à découvrir le lieu, la pluralité des espaces, s'imprégner du site… Vérifier si la rencontre se fait, ce que La Lisière peut apporter à leur création. Ce n'est qu'ensuite que l'accueil peut se conclure et se concrétiser.
La Lisière travaille aussi en réseau avec des villes et des lieux partenaires. Les accueils en résidence peuvent s'envisager à La Lisière comme dans d'autres espaces adaptés aux créations car La Lisière répond aussi au besoin de développer des offres culturelles adaptées et alternatives dans les territoires dits péri-urbains plus éloignés de l'offre culturelle.
Les artistes peuvent être accueillis à La Lisière sur des temps de résidence différents : phase d'écriture,

recherche, construction, répétitions ou première rencontre avec le public.
Plusieurs équipes d'artistes peuvent être accueillies simultanément de manière d'une part, à répondre à la demande et, d'autre part, à provoquer la rencontre, les croisements entre les secteurs, les esthétiques…
Des solutions d'hébergement sont proposées. Une grande attention est apportée à l'accueil des artistes et des publics.
La Lisière se trouve dans le parc du château de Bruyères-le-Châtel, un espace naturel protégé de 95 hectares, à 35 km du sud de Paris, dans l'espace dédié auparavant à l'ancienne métairie. Actuellement le château n'est ouvert au public que pour des occasions spécifiques faisant de ce lieu un véritable espace privilégié et préservé pour les artistes qui souhaitent venir y travailler.

LES ACCUEILS EN RESIDENCE DE CREATION OU DE DIFFUSION TERRITORIALE
La Lisière met à disposition des artistes des espaces de répétitions, de représentation, un espace de réunion, un lieu de vie, un lieu d'hébergement, ainsi que le personnel nécessaire à ces accueils. Selon les cas elle prend en charge des repas et des transports et apporte un soutien financier aux équipes.
Certains artistes sollicitent La Lisière pour des résidences de création quand d'autres sont en recherche de résidence de diffusion territoriale. La plupart sont en demande de rencontres avec les publics. Quelques-uns souhaitent profiter totalement de l'isolement du lieu. Ces résidences seront protéiformes à l'image des équipes accueillies qui iront du travail d'auteur, à la performance, au cinéma, à la photographie en passant évidemment par les arts de la rue.
Dès 2018, La Lisière, en plus des mises à dispositions précédemment mentionnées dans le cadre de ces accueils en résidence, a pour objectif d'apporter un véritable apport en co-production aux artistes et aux créations, avec une montée en puissance à mesure du développement des partenariats et de la structuration de l'association.
Selon les cas les apports seront une « simple » mise à disposition des espaces, ou une aide en personnel et pourront aller jusqu'à un soutien financier et une diffusion de spectacle.
Dans la mesure du possible La Lisière cherchera à diffuser les spectacles accueillis de manière autonome ou par l'intermédiaire de La Constellation qui est son partenaire sur le territoire.

Artistes accueillis en 2018 :
Patrice de Benedetti « vous êtes ici »
Corps de sensible « du noir sous la peau »
Annibal et ses éléphants « Panel et Circenses » et « Docteur Jekyll »
Quartet buccal « le cinem'a capella »
Microfocus « EkivokE »
Frichti Concept « /slash »
Collectif ART AZOI , plasticiens
Ilotopie
La Malaxe « Hauteurs d'homme »
Ktha cie (construction avec lycée technique)
Théâtre de la Jacquerie
Cie Roecircus « Fallait pas les inviter »
Cie Le petit monsieur
Les Fugaces

En moyenne une à deux compagnies accueillies par mois dans l'année sur des durées allant d'une semaine à un mois et demi.

Prévision années suivantes :
Le rythme des accueils en résidences se maintiendra sur cette cadence et pourra s'intensifier en fonction de la multiplication des espaces disponibles et de l'amélioration des conditions d'accueil en hiver.

Espaces disponibles :
En 2018, plusieurs espaces sont utilisables, ils sont entièrement entretenus par La Lisière qui en assure

la maintenance et l'accueil :
C'est cet ensemble qui est mis à disposition des compagnies tout au long de l'année, aux dates souhaitées par elles-mêmes dans la mesure du possible.
La grange (162 m2 sur 11 mètres de hauteur) est un espace de répétition. Elle peut, selon les besoins, être aménagée en un atelier de construction de décors. C'est un lieu de transformation. Il est utilisé par les compagnies durant leur temps de résidence.
Le sol de la grange a été stabilisé, l'électricité a été mise aux normes, un système de chauffage a été installé ainsi que des ponts d'éclairage permettant aussi un travail de lumières. La halle (500 m2 dont 264 m2 couverts, sur 10 mètres de hauteur) est un espace ouvert et protégé : c'est un espace de travail, de diffusion et de rencontres avec tous les publics.
Son sol a été stabilisé, l'électricité mise aux normes et un système d'éclairage a été mis en place de manière à permettre un travail ou des représentations nocturnes.
La maison adjacente accueille les bureaux, une cuisine et des sanitaires. Ces équipements sont mis à la disposition des compagnies pendant leur temps de résidence.
Un garage attenant à la halle ouverte sert actuellement de lieu de stockage pour le matériel technique de La Lisière, matériel qui est mis à la disposition des équipes accueillies selon les besoins.
Un espace « atelier » fermé attenant à la halle ouverte est mis à la disposition des équipes afin de réaliser différents travaux de construction.
Une longère indépendante située à 100 mètres de la grange a une capacité d'accueil de 12 personnes pour les compagnies en résidence. Cette maison permet d'héberger les artistes, son grand espace de vie permet aussi l'accueil d'auteurs qui s'installent dans la maison directement pour leurs recherches.
La prairie (3 000 m²) peut accueillir des chapiteaux offrant des espaces de répétitions et de représentations.
Des bois entourent le bâti et servent d'espaces aux compagnies invitées.

Tous les espaces sont accessibles en véhicule et notamment avec des poids lourds. Ponctuellement les artistes accueillis en résidence peuvent laisser des décors et leur camion sur des durées n'excédant pas un mois afin d'éviter des allers et retours en transport coûteux.

A partir de 2019 :
Développement des espaces d'accueil d'artistes et de bureaux : installation de locaux supplémentaires mis à disposition par la Mairie (ensemble de préfabriqués éco-responsables ayant servis pour accueillir l'école durant la réfection de cette dernière).
Une extension du bâti actuel pour réaliser un espace modulable fermé est à l'étude pour compléter les dispositifs de travail et d'accueil.

LA DIFFUSION DE SPECTACLES
Parallèlement à ces accueils en résidence, assortis de leurs temps de réflexion et d'échanges, sont ménagés des temps de rencontres avec tous les publics, grâce à une activité de programmation de spectacles et d'œuvres à La Lisière, dans le parc du château. Ces temps peuvent être constitués d'étapes de travail, de sorties de résidence, d'invitations à des représentations comme à des parcours autour d'œuvres.
Dans les quatre ans à venir, La Lisière a vocation à se positionner, en plus de son activité d'accueil en résidence et de soutien à la création, comme un diffuseur de spectacles vivants et un opérateur artistique à part entière. Elle organise déjà le festival de jour // de nuit sur onze territoires avoisinants et rayonnera sur le territoire par le biais de la programmation de spectacles dans l'espace public et soutiendra tant que possible en diffusion les spectacles accueillis en résidence.
Un rayonnement de La Lisière est ainsi envisageable au-delà de Bruyères-le-Châtel et dans le département, par une activité de conception d'évènements culturels dans l'espace public (festival, programmation ponctuelle, sorties de résidence...).
En 2018, La Lisière organisera la septième édition du festival de jour // de nuit qui a diffusé une vingtaine de compagnies et plus de 20 représentations en 2017, avec 11 territoires concernés.
Depuis 2017, La Lisière s'est vu confier la direction et l'organisation du festival de jour// de nuit créé en

2012 par la compagnie La Constellation et la Communauté de communes de l'Arpajonnais afin de répondre au désir d'une communauté de communes et des villes qui la composent d'inscrire un rendez-vous artistique fin mai début juin en extérieur : créer un événement qui leur ressemble, en adéquation avec leur territoire, leur désir de rayonnement et correspondant aux attentes de leur population.
Dès sa première édition, le projet a bénéficié de l'appui de toutes les municipalités mobilisées et investies dans le projet. Après la participation de cinq villes de la communauté de communes de l'Arpajonnais la première année : La Norville, Arpajon, Saint Germain Lès Arpajon, Lardy et Cheptainville, le festival s'est étendu au fur et à mesure des années jusqu'à réunir treize territoires essonniens.
La manifestation a contribué à valoriser le territoire de l'ex Arpajonnais au travers d'une programmation entre parcs et centres villes, mettant en lumière la caractéristique du territoire entre ruralité et urbanité. Elle a permis à des villes moyennes et petites de travailler ensemble sur un événement de grande qualité artistique et d'être en dialogue avec des équipes artistiques.
Ce festival s'étend aujourd'hui de Saint-Michel-sur-Orge jusqu'à Dourdan, il est passé en quelques années de 2 jours de festival à 8 jours.
Plus qu'un festival, cet événement s'imagine comme un parcours déambulatoire autour d'œuvres artistiques programmées dans l'espace public dans la ville et la campagne.
L'esprit de « De jour // De nuit » est celui de la rencontre, de la promenade et de la découverte artistiques. De jour // De nuit trouve sa propre singularité et individualité dans la spécificité des territoires participants, dans l'engagement des acteurs culturels et l'esprit d'aventure qui les relie. Il répond à une attente des populations en termes d'offres de loisirs et de culture, de plus en plus orientée vers le plein air. Il répond aussi à une nécessité de mise en valeur du territoire essonnien, d'espaces méconnus.
L'ensemble de l'événement se déroule dans un climat serein, tant au niveau des acteurs que du public. La qualité d'écoute, l'admirable mobilisation de tous les partenaires sur l'événement, sont remarquables. Tous les spectacles sont en accès libre et gratuits pour le public.
Dès sa première édition, le festival a su poser les jalons de son originalité, à savoir ne pas être un simple moment de consommation de spectacles ou d'œuvres culturelles, mais bien une raison d' être ensemble, en famille, entre voisins, entre amis autour d'une programmation culturelle, conçue comme un espace de convivialité.
Le choix artistique se fait en direction d'œuvres d'une grande qualité artistique de manière à assurer l'envergure et la médiatisation du projet. Le choix de la programmation est porté principalement vers les arts de la rue : une programmation destinée à un large public de curieux, des propositions artistiques qui rassemblent mais aussi qui étonnent, font rêver, voyager. La programmation est étudiée en fonction des espaces, des désirs et des moyens de chaque ville. Pour les villes entrant dans le festival la programmation est axée vers des œuvres relativement accessibles afin de favoriser cette première rencontre avec le public, car l'équipe de programmation est très à l'écoute des désirs des villes, de leur connaissance des habitants et des lieux clés. Une attention est portée vers une programmation plutôt familiale avec des propositions jeune public mais aussi, une programmation, qui au fil des années est devenue de plus en plus pointue à mesure que le regard des spectateurs, mais aussi des élus qui le portent, s'aiguisait. En se plaçant fin mai, début juin, le festival a la primeur des nouvelles créations qui vont ensuite tourner sur les grands festivals de l'été : « De jour//De nuit » a la prétention d'accueillir les prochains succès des arts de la rue.
L'investissement de chacun dans le projet, conforté par la création d'un fil rouge composé d'un apéritif musical réunissant public, organisateur et artiste, confère à ce projet un aspect très fédérateur lui apportant toute sa singularité. Cet aspect de la programmation est une véritable valeur ajoutée pour l'événement, offrant un moment d'échange pour le public, généreux et suscitant la surprise. C'est l'occasion de rencontrer le public mais aussi de partager un moment informel avec les élus et personnels administratifs de chaque lieu.

Parallèlement au festival, La Lisière démarrera une saison des arts dans l'espace public avec des spectacles sur le site et à l'extérieur de celui-ci à Bruyères ou dans les villes avoisinantes. Il s'agira de deux à trois spectacles en 2018 pour une monter en puissance les années suivantes.
La Lisière est sollicitée par des villes avoisinantes d'Essonne et des Yvelines pour les accompagner dans leur programmation culturelle.

2019 et suivantes :
Le festival de jour // de nuit est un événement annuel qui a vocation à s'étendre sur le territoire géographiquement. Actuellement sur deux week-ends une expansion temporelle est possible à mesure que le festival s'étendra spatialement.
Par ailleurs, la saison culturelle autour du festival s'intensifiera avec plusieurs programmations dans l'année sur le site de La Lisière ou à l'extérieur.

LES PARTENARIATS
Les rencontres entre les acteurs des arts et des savoirs (domaines des arts, des sciences et de la nature-environnement). La Lisière permet d'entamer une réflexion transversale, de croiser les disciplines, de décloisonner les modes de pensée et de susciter la rencontre entre les professionnels des arts dans l'espace public, des sciences et de la nature. Créer une véritable originalité qui répond à la nécessité d'échange et de partage entre professionnels mais aussi à destination d'un large public.
La Lisière est un espace pluridimensionnel permettant la circulation des hommes, des idées et des formes d'expression, dans les domaines des arts, des savoirs et des pratiques environnementales. Cet espace de création artistique se trouve dans le parc du château de Bruyères-le-Châtel. Il s'agit d'un des pôles d'activité présents dans le parc. Celui-ci jouxte donc des projets liés étroitement aux loisirs, à l'éducation, aux technologies et à l'économie. La Lisière se pense donc comme un lieu de vie, d'échanges et de co-construction. Ce lieu accueille des résidences de création artistique, des séminaires, des ateliers permettant des interfaces arts/sciences (en particulier dans le domaine du numérique) et arts/nature. Les disciplines accueillies sont principalement celles des arts dans l'espace public, mais aussi des artistes émergents, des artistes recherchant des transversalités, des passerelles entre art/sciences et nature.

L'ouverture…Aux autres, aux disciplines, aux publics, aux œuvres…
La Lisière se définit avant tout comme un lieu ouvert. Elle est imprégnée de toute la culture de ses concepteurs liée à l'espace public. Mais elle a la volonté de se laisser pénétrer par d'autres modes de pensées. D'autres manières d'appréhender l'art. D'ouvrir l'espace à des artistes, des penseurs. Observer et assimiler leur manière de concevoir ce lieu aux frontières de la ville, de la forêt, du privé, du public…
Elle est une page blanche qui se nourrit, s'inspire des modes de pensées actuels, de création, d'une volonté artistique transdisciplinaire qui décloisonne les secteurs. Mais qui doit aussi garder sa part d'utopie.
Elle s'appuie sur les compétences de ses initiateurs tout en étant dans la discussion avec d'autres pratiques et secteurs : architectes, numérique, espaces verts, éducation… pour ne pas se laisser enfermer dans des modes de fonctionnement et de production qui la cantonneraient à être un lieu d'accueil en résidence et de production classique, dans un lieu dont le caractère atypique appelle de fait une autre réflexion.
L'ouverture est une mission que se fixe La Lisière qui ne doit jamais être déconnectée du public. L'activité d'accueil en résidence et de programmation va de pair avec une activité de sensibilisation artistique autour des œuvres présentées (menée avec les artistes résidents et aussi avec d'autres partenaires du territoire). La résidence d'artistes peut aller d'un retrait total sur soi (par exemple les résidences d'écriture) à un besoin d'échange avec le public, qu'il soit composé d'un groupe d'habitants défini, d'ateliers avec les scolaires ou de spectateurs venus assister à une représentation. Quant à la programmation de spectacles « pure », La Lisière ne l'imagine pas sans un cadre d'accueil du public, un moment d'échange autour d'un verre, conçu comme un parcours, un accompagnement entre plusieurs œuvres… Un temps de rencontre, non un moment simplement consommé. Un public toujours à séduire, à conquérir, à guider, à pousser… mais aussi comme un nécessaire regard extérieur qui recadre et anime à la fois.
Une ouverture aussi dans la recherche d'une accessibilité à tous : gratuité, propositions adaptées, sans renoncer le moins du monde, à une exigence artistique. La Lisière a conscience du souhait des habitants de Bruyères-le-Châtel de se réapproprier le parc du Château qui a longtemps été privé. Cela va de paire avec la volonté de ne pas créer un espace artistique en huis clos.

Le collège de La Lisière

Dès 2016, La Lisière a initié un groupe de réflexion qu'elle a nommé « le collège de La Lisière ». Parmi les personnalités invitées figuraient : Christian Binetruy, Architecte, Urbaniste, Christophe Blandin-Estournet, Directeur de l'Agora, Scène Nationale d'Evry, Marcela Conci, Architecte, Urbaniste, Conseil CAUE 91, Jean Digne, « Correspondances du monde », Conseiller offshore des utopies invisibles, Sophie Dransard, Chargée de mission Patrimoine Culture Parc Naturel de Chevreuse, Dominique Goudal, Conseillère formation, ex-directrice Scène nationale de Brétigny, Caroline Loire, Directrice d'ART'R, Romain Mericskay, DGA Savigny-le-Temple, Merllie Raphaël, Directeur Affaires culturelles de La Norville, Pascal Negron, Responsable spectacles vivants au domaine de Chamarande, Annie-France Normand, Maire Adjoint chargée de la culture à Bruyères-le-Châtel, Hervé Perard, délégué général SIANA, Isabelle Signoret, Chargée de mission éducation artistique et culturelle, Pierre Berthelot, Président de la Cité des arts de la rue, Directeur de la Cie Générik Vapeur, Marianne Calvayrac, Responsable Délégation Académique à l'action culturelle, Cécile Loyer, Chorégraphe, Gisèle Magnan, Directrice des concerts de poche.
Ce collège est une des composantes essentielles des axes de réflexion de La Lisière. Loin d'être un comité de programmation - le collège n'est pas l'instance qui validera les choix artistiques, les accueils en résidence - il est l'occasion pour les membres de La Lisière comme pour les personnalités invitées de se réinventer, d'interroger les utopies de chacun, leur projection au monde, solliciter leur regard sur le lieu, leurs expériences, les leçons à en tirer… Ce collège est le symbole du parti pris de La Lisière d'être une expérience collective. Il se tiendra deux fois par an.

En 2018 :
Partenariat avec les Pupilles de l'Enseignement Public de l'Essonne qui viendront s'implanter sur le site avoisinant La Lisière. Mise en place d'actions transversales.
Partenariat avec l'école de Bruyères-le-Châtel, le centre de Loisirs de la ville, le lycée d'Ollainville dans le cadre des accueils en résidences.
Extension du festival de jour // de nuit dans d'autres villes de l'Essonne.

A partir de 2019 :
Renforcement des partenariats existants.
Développement des passerelles avec le site de Teratec avoisinant.

RAYONNEMENT
Le rayonnement à l'échelle francilienne est une clef du développement du projet de La Lisière. Ce projet ne s'inscrit pas ex nihilo, il est dans la continuité de l'histoire des projets portés depuis 15 ans par La Constellation qui a fait naître le projet La Lisière et des synergies nombreuses qui se sont développées sur le territoire de l'Arpajonnais depuis 20 ans. Ce rayonnement participe du développement du secteur des Arts dans l'espace public et, en particulier, du développement du festival « de jour // de nuit » dont Bruyères-le-Châtel fait pleinement partie.
Comme évoqué, La Lisière répond aux nécessités d'un nouvel espace public de création. Le territoire francilien est peu doté en lieux de création dans ce domaine et leur dimension est souvent insuffisante. Il n'existe que deux grands lieux (en terme de volume) de travail, qui sont dans le Val d'Oise Nil Obstrat et le CNAREP Le Moulin Fondu.
Afin d'anticiper le besoin de complémentarité avec les espaces existants, La Lisière s'associe avec le CNAREP le Moulin Fondu et ART'R Paris, pour mener un accompagnement cohérent sur certaines formes artistiques. Afin aussi d'offrir un parcours plus soutenu de production en Ile-de-France, ainsi que de mailler en réseau le territoire francilien.
Par son ambition et avec cette dernière association, La Lisière se place comme un acteur important de l'Ile de France, à la visibilité nationale.
La présence de compagnies de renom en accueil de résidence de diffusion ou création offre une visibilité institutionnelle et le lieu devient vite, un carrefour incontournable de la création francilienne et nationale.
Un nouveau chapitre de la création peut aussi voir le jour par la mise en place d'une relation singulière avec l'ensemble des voisins de La Lisière, notamment Teratec. Des ponts évidents peuvent se construire en liaison avec le domaine numérique et ses applications dans les arts.

Par sa situation géographique, La Lisière devient, de fait, un acteur essentiel du soutien à la création et à terme de la diffusion sud francilienne, principalement en direction de l'Essonne, avec l'ambition d'investir des territoires éloignés.

Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 19 octobre 2017.
Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir La Lisière à hauteur de 50 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 172 000 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et subvention proposée.

Localisation géographique :
- BRUYERES-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)	€ TTC	Recettes (€)	€ TTC
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**77 300**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**	**40 000**
		DRAC Ile de France / sollicité	40 000
DEPENSES ARTISTIQUES	**89 000**		
		SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES	**117 000**
		Région IDF – PAC/Fabrique / sollicité	80 000
DEPENSES TECHNIQUES	**22 500**	Département de l'Essonne / Sollicité	35 000
		Ville de Bruyères-le-Châtel / sollicité	2 000
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE	**13 200**	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**	**45 000**
TOTAL DES CHARGES	**202 000**	**TOTAL DES PRODUITS**	**202 000**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-604

DU 22 NOVEMBRE 2017

AIDES RÉGIONALES AU CINÉMA ET À L'AUDIOVISUEL SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS ET RÉSEAUX CINÉMATOGRAPHIQUES - 6ÈME AFFECTATION 2017 AIDE À L'ÉCRITURE DE SCENARIO - 3ÈME AFFECTATION 2017 - AGESSA - AVENANT POUR UNE AIDE PRÉCÉDEMMENT VOTÉE FONDS DE SOUTIEN AU CINÉMA ET À L'AUDIOVISUEL - 4ÈME AFFECTATION 2017 - CHANGEMENT DE BÉNÉFICIAIRE AIDE APRÈS RÉALISATION - 4ÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le régime exempté de notification n°SA.48161 relatif aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU La délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 portant refonte du fonds de soutien cinéma et audiovisuel et amélioration de l'Aide à l'écriture de scénario

VU La délibération n°CP 2017-445 du 20 septembre 2017 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide à l'écriture de scénario

VU La délibération n°CP 2017-348 du 5 juillet 2017 adoptant notamment les conventions-types du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017,

VU L'avis de la commission de la Culture,

VU L'avis de la commission des Finances

VU L'avis des comités de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario des 8 et 29 septembre 2017 et du 20 octobre 2017

VU L'avis des Comités de lecture du Fonds de soutien cinéma du 19 septembre 2017 et audiovisuel du 12 septembre 2017

VU L'avis de la Commission de visionnage court métrage de l'Aide Après Réalisation du 26 septembre 2017,

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-604 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération, par l'attribution de 12 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **335 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **335 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles " du budget 2017.

Article 2 : Aide à l'écriture de scénario

Décide de participer au titre *de l'aide à l'écriture de scénario*, au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution d'aides d'un montant maximum de **166 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP2017-445 du 20 septembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **166 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2017. »

Article 3 : Changement de bénéficiaire – pour le projet NOTRE CHATEAU de Lola CREIS et

Philippe ULYSSE

Décide de transférer à l'association LES ARTISTES EN EXIL la subvention de 4 085 € attribuée antérieurement à l'association KIRIKOU par délibération n°CP 16-604 en date du 16 novembre 2016 pour la réalisation des ateliers rencontres des auteurs Lola CREIS et Philippe ULYSSE.

Subordonne le versement de l'aide régionale à la signature par LES ARTISTES EN EXIL d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP2017-445 du 20 septembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 4 : Cotisations sociales à verser à l'AGESSA

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2017 au titre des cotisations AGESSA dues par la Région aux auteurs soutenus dans le cadre du dispositif de l'Aide à l'écriture de scénario.

Article 5 : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel

Décide de participer au titre du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 23 aides remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **6 421 750 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions-type adoptées par délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte, d'autre part, une autorisation de programme de **6 421 750 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle » du budget 2017.

Article 6 : Changement de bénéficiaire

- **PIEGEES ! de Milka Assaf**

Décide de transférer à la société VAGABONDS FILMS l'aide de 280 000 € attribuée antérieurement à la société STEPHAN FILMS par délibération n°CP17-348 en date du 5 juillet 2017 pour la réalisation du film cinématographique de fiction intitulée PIEGEES ! de Milka Assaf.

Subordonne le versement de l'aide régionale à la signature par la société VAGABONDS FILMS d'une convention conforme aux conventions-type adoptées par délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

Article 7 : Dispositif d'Aide après réalisation

Décide de participer au titre du dispositif d'*Aide après réalisation,* au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 3 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **34 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **34 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100905 « Aide à l'après réalisation » du budget 2017.

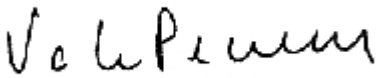
Article 8 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Bénéficiaire	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
EX024660	FILMS GRAND HUIT	Mon Amour mon ami d'Adriano Valerio - FILMS GRAND HUIT	30/06/2017
EX024898	PROVIDENCES	L'empire des lumières de Pierre-Alain Giraud - PROVIDENCES	30/06/2017
EX024429	TOO MANY COWBOYS	Je vous déclare amour de Frédérique Devillez - TOO MANY COWBOYS	30/06/2017
EX024809	ATOPIC	SYMPATHY FOR THE PEPITO	04/07/2017
EX024792	BORSALINO PRODUCTIONS SARL	LE VOYAGE D'AILO	04/07/2017
EX024544	CAPA PRESSE STUDIO CAPA	IVG : LES PRO-LIFE CONTRE-ATTAQUENT	29/06/2017
EX024767	CHI FOU MI PRODUCTIONS	LES CHAMPS DE FLEURS	04/07/2017
EX024697	DHARAMSALA	PROXIMA	03/07/2017
EX024770	ECCE FILMS	YVES	04/07/2017
EX024724	JULIANNE FILMS	LE SOMMET DES DIEUX	03/07/2017
EX024712	KARE PRODUCTIONS	ELSA	03/07/2017
EX024829	LATERIT PRODUCTIONS	MADAGASCAR 1947, SUR LA TRACE DES SOLDATS MALGACHES	04/07/2017
EX024834	LES FILMS DE PIERRE	L'ATTENTE DES FEMMES	04/07/2017
EX024812	LES FILMS DU BILBOQUET	SANKARA N'EST PAS MORT	04/07/2017
EX024758	LES FILMS DU 24	VOYEZ COMME ON DANSE	04/07/2017
EX024735	LES FILMS EN VRAC	SYSTEME K	03/07/2017
EX024732	MARTANGE PRODUCTION	PASTEUR LE FRANCAIS ET KOCH L'ALLEMAND	03/07/2017
EX024831	MOBY DICK FILMS	L'ETREINTE	04/07/2017
EX024488	PARTNER PROD	AD VITAM	28/06/2017
EX024838	QUAD TELEVISION RAISON SOCIALE FANTASTICO	LE BAZAR DE LA CHARITE	04/07/2017
EX024841	SACREBLEU PRODUCTIONS	MY SUNNY MAD	04/07/2017
EX024682	TALWEG	MON PAYS FABRIQUE DES ARMES	03/07/2017

EX024824	TEAMTO	TAKE IT EASY MIKE	04/07/2017
EX024820	TOP-THE OLIGARCHS PRODUCTIONS	LE BUREAU DES LEGENDES saison 4	04/07/2017
EX024828	WILLOW FILMS	LA FETE DES MERES	04/07/2017
EX023651	YAMI 2	IRAN, LE REVEIL D'UN GEANT	06/06/2017
17015505	ACTRICES ACTEURS DE FRANCE ASSOCIES	INTERVENTIONS DANS LES LYCEES FRANCILIENS EN 2017 / 2018 : LES ANONYMES DE L'HISTOIRE	07/07/2017
17015050	CINEMA L'ECRAN	"JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES" - 18EME EDITION - 2018	18/07/2017
17015086	COTE COURT	FESTIVAL « COTE COURT » - 27ÈME ÉDITION - 2018	22/09/2017
17015080	PLAN LARGE	LE FESTIVAL DES JUNIORS – 17EME EDITION - 2018	25/09/2017
17010493	FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME - 15EME EDITION - 2017	ALLIANCE	02/02/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100902 - Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000128 - Soutien aux manifestations cinématographiques

Dossier	17010493 - FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME - 15EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	R29265 - ALLIANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 800,00 €	TTC	29,5 %	20 000,00 €	

Dossier	17015050 - "JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES" - 18EME EDITION - 2018			
Bénéficiaire	R28482 - CINEMA L'ECRAN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
173 750,00 €	TTC	8,63 %	15 000,00 €	

Dossier	17015080 - LE FESTIVAL DES JUNIORS – 17EME EDITION - 2018			
Bénéficiaire	R28481 - PLAN LARGE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 000,00 €	TTC	29,41 %	15 000,00 €	

Dossier	17015086 - FESTIVAL « COTE COURT » - 27ÈME ÉDITION - 2018			
Bénéficiaire	R23336 - COTE COURT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
350 000,00 €	TTC	11,43 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	17015505 - INTERVENTIONS DANS LES LYCEES FRANCILIENS EN 2017 / 2018 : LES ANONYMES DE L'HISTOIRE			
Bénéficiaire	P0037977 - ACTRICES ACTEURS DE FRANCE ASSOCIES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 000,00 €	TTC	23,81 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000128 - Soutien aux manifestations cinématographiques	95 000,00 €

Dispositif : N° 00000130 - Soutien aux réseaux cinématographiques

Dossier	17015131 - UNIVERSITE PERMANENTE DU CINEMA DOCUMENTAIRE - 2018			
Bénéficiaire	R30508 - ATELIERS VARAN			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 000,00 €	TTC	24,39 %	10 000,00 €	

Dossier	17015244 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE DANS LE VAL D'OISE - 2018			
Bénéficiaire	R30782 - ECRANS VO			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
172 000,00 €	TTC	11,63 %	20 000,00 €	

Dossier	17015245 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE DANS LE VAL DE MARNE - 2018			
Bénéficiaire	R25170 - CINEMA PUBLIC			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
360 000,00 €	HT	5,56 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	17015257 - ACTION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE SUR UN RESEAU DE 32 SALLES INDEPENDANTES - 2018			
Bénéficiaire	R22184 - ASS DES CINEMAS INDEPENDANTS PARISIENS			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
480 000,00 €	TTC	6,25 %	30 000,00 €	

Dossier	17015260 - ACTION DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DU COURT-METRAGE EN IDF - 2018			
Bénéficiaire	R39705 - AGENCE DU COURT METRAGE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 303 000,00 €	TTC	1,09 %	25 000,00 €	

Dossier	17015261 - CENTRE DE PROMOTION DU DOCUMENTAIRE - 2018			
Bénéficiaire	R4631 - DOCUMENTAIRE GRAND ECRAN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 000,00 €	TTC	16,81 %	40 000,00 €	

Dossier	17015262 - ACTION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE SUR UN RESEAU DE 67 SALLES FRANCILIENNES - 2018			
Bénéficiaire	R21866 - ACRIF ASS CINEMAS DE RECHERCHE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 000,00 €	TTC	21,93 %	25 000,00 €	

Dossier	17015264 - POUR UNE DIFFUSION DU CINEMA INDEPENDANT EN REGION ILE-DE-FRANCE - 2018			
Bénéficiaire	R34160 - ACID ASS DU CINEMA INDEPENDANT POUR SA DIFFUS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
246 135,00 €	HT	28,44 %	70 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000130 - Soutien aux réseaux cinématographiques	240 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100902	335 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100904 - Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000788 - Aide à l'écriture de scénario (auteurs)

Dossier	EX019809 - GHAZAL SOTOUDEH-YATIM		
Bénéficiaire	EXP02428 - SOTOUDEH GHAZAL		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	EX020238 - REMI GRELOW- LA FAMILLE DODO		
Bénéficiaire	EXP02489 - GRELAUD REMI		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	EX020298 - SARA OLACIREGUI -L'IMPOPULAIRE		
Bénéficiaire	EXP01806 - OLACIREGUI SARA		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	EX020308 - CARETTE VALENTINE -NOUS ETIONS FORMIDABLES		
Bénéficiaire	EXP02521 - CARETTE VALENTINE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	EX020321 - PAULINE GAY -ROUGH RIDE		
Bénéficiaire	EXP00906 - GAY PAULINE		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	EX024407 - TIMOTHEE STANCULESCU -LE SILENCE A TON CHEVET		
Bénéficiaire	EXP03259 - STANCULESCU TIMOTHEE		
Localisation	COURBEVOIE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Dossier	EX024485 - LUCILE PRIN- NOUS LES ENFANTS D'EUROPE		
Bénéficiaire	EXP03264 - PRIN LUCILE		
Localisation	VILLEJUIF		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	EX025036 - DAVID RODES- SUR L'HORIZON DES EVENEMENTS		
Bénéficiaire	EXP03281 - RODES DAVID		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	EX025327 - HELENE HASSOUN -LA ZONE		
Bénéficiaire	EXP00882 - HASSOUN HELENE		
Localisation	MONTIGNY-LES-CORMEILLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	EX025372 - SARAH ARNOLD- L'ESPECE EXPLOSIVE		
Bénéficiaire	EXP03310 - ARNOLD SARAH		
Localisation	AUBERVILLIERS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	EX025402 - Marie-Pierre BRETAS- ARCHEOLOGIE DE LA VIOLENCE		
Bénéficiaire	EXP03316 - BRETAS MARIE PIERRE		
Localisation	ETATS-UNIS D'AMERIQUE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	EX025416 - DHILLY DELPHINE -GIRL CULTURE		
Bénéficiaire	EXP03317 - DHILLY DELPHINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	EX025439 - YOUSSEF CHEBBI- LA GRANDE PEUR		
Bénéficiaire	EXP03330 - CHEBBI YOUSSEF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	EX025467 - DARRAS JULIEN -LE COEUR DE LOUISE		
Bénéficiaire	EXP03343 - DARRAS JULIEN		
Localisation	SEINE SAINT DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	EX025493 - INGRID GOGNY- JE ME SOUVIENS DE NOUS		
Bénéficiaire	EXP03353 - GOGNY INGRID		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	17015413 - MELANIE BRUN- GIRL CULTURE		
Bénéficiaire	P0037966 - BRUN MELANIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	17015487 - MANUEL MASSERET- LE COEUR DE LOUISE		
Bénéficiaire	P0037970 - MASSERET MANUEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	17015489 - CAROLE CANET- JE ME SOUVIENS DE NOUS		
Bénéficiaire	P0037971 - CANET CAROLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000788 - Aide à l'écriture de scénario (auteurs)	166 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100904	166 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100905 - Aide après réalisation**

Dispositif : N° 00000761 - Aide après réalisation

Dossier	EX024429 - Je vous déclare amour de Frédérique Devillez - TOO MANY COWBOYS		
Bénéficiaire	EXM01795 - TMC TOO MANY COWBOYS		
Localisation	Marne		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 000,00 €	

Dossier	EX024660 - Mon Amour mon ami d'Adriano Valerio - FILMS GRAND HUIT		
Bénéficiaire	EXM01831 - FILMS GRAND HUIT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	EX024898 - L'empire des lumières de Pierre-Alain Giraud - PROVIDENCES		
Bénéficiaire	EXM01828 - PROVIDENCES		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000761 - Aide après réalisation	34 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100905	34 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131015 - Fonds d'investissement pour la culture**
Action	**13101502 - Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000958 - Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)

Dossier	EX023651 - IRAN, LE REVEIL D'UN GEANT		
Bénéficiaire	EX002053 - YAMI 2		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 000,00 €	

Dossier	EX024488 - AD VITAM		
Bénéficiaire	EXM00323 - PARTNER PROD		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	364 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		364 000,00 €	

Dossier	EX024544 - IVG : LES PRO-LIFE CONTRE-ATTAQUENT		
Bénéficiaire	P0005365 - CAPA PRESSE STUDIO CAPA		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 000,00 €	

Dossier	EX024682 - MON PAYS FABRIQUE DES ARMES		
Bénéficiaire	EXM00238 - TALWEG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	EX024697 - PROXIMA		
Bénéficiaire	P0001657 - DHARAMSALA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	400 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		400 000,00 €	

Dossier	EX024712 - ELSA		
Bénéficiaire	EXM00780 - KARE PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	320 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		320 000,00 €	

Dossier	EX024724 - LE SOMMET DES DIEUX		
Bénéficiaire	EXM01847 - JULIANNE FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	400 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		400 000,00 €	

Dossier	EX024732 - PASTEUR LE FRANCAIS ET KOCH L'ALLEMAND		
Bénéficiaire	EX003385 - MARTANGE PRODUCTION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	90 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		90 000,00 €	

Dossier	EX024735 - SYSTEME K		
Bénéficiaire	EXM01849 - LES FILMS EN VRAC		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	90 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		90 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	EX024758 - VOYEZ COMME ON DANSE		
Bénéficiaire	R35108 - LES FILMS DU 24		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	485 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		485 000,00 €	

Dossier	EX024767 - LES CHAMPS DE FLEURS		
Bénéficiaire	P0021436 - CHI FOU MI PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	358 500,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		358 500,00 €	

Dossier	EX024770 - YVES		
Bénéficiaire	P0001146 - ECCE FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	300 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		300 000,00 €	

Dossier	EX024792 - LE VOYAGE D'AILO		
Bénéficiaire	EXM00639 - BORSALINO PRODUCTIONS SARL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	95 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		95 000,00 €	

Dossier	EX024809 - SYMPATHY FOR THE PEPITO		
Bénéficiaire	R32958 - ATOPIC		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	59 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		59 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	EX024812 - SANKARA N'EST PAS MORT		
Bénéficiaire	P0030494 - LES FILMS DU BILBOQUET		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 000,00 €	

Dossier	EX024820 - LE BUREAU DES LEGENDES saison 4		
Bénéficiaire	EXM01861 - TOP-THE OLIGARCHS PRODUCTIONS		
Localisation	SAINT-DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	337 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		337 000,00 €	

Dossier	EX024824 - TAKE IT EASY MIKE		
Bénéficiaire	EXM01862 - TEAMTO		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	189 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		189 000,00 €	

Dossier	EX024828 - LA FETE DES MERES		
Bénéficiaire	EXM00325 - WILLOW FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	425 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		425 000,00 €	

Dossier	EX024829 - MADAGASCAR 1947, SUR LA TRACE DES SOLDATS MALGACHES		
Bénéficiaire	EXM01864 - LATERIT PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	56 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		56 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	EX024831 - L'ETREINTE		
Bénéficiaire	R35311 - MOBY DICK FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	396 250,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		396 250,00 €	

Dossier	EX024834 - L'ATTENTE DES FEMMES		
Bénéficiaire	P0018946 - LES FILMS DE PIERRE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	27 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		27 000,00 €	

Dossier	EX024838 - LE BAZAR DE LA CHARITE		
Bénéficiaire	EXM01865 - FANTASTICO		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	438 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		438 000,00 €	

Dossier	EX024841 - MY SUNNY MAD		
Bénéficiaire	EX003131 - SACREBLEU PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	280 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		280 000,00 €	

Dossier	EX027620 - LA FEMME AU CARNET ROUGE		
Bénéficiaire	R35108 - LES FILMS DU 24		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	353 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		353 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-604	Budget	2017

Dossier	EX027691 - LE MYSTERE HENRI PICK		
Bénéficiaire	EXM00327 - MANDARIN PRODUCTION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	445 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		445 000,00 €	

Dossier	EX027775 - CALAMITY, UNE ENFANCE DE MARTHA JANE CANNARY		
Bénéficiaire	EXM00585 - MAYBE MOVIES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	360 000,00 €	Code nature	2764
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		360 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000958 - Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	6 421 750,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131015 - 13101502	6 421 750,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015505

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INTERVENTIONS DANS LES LYCEES FRANCILIENS EN 2017 / 2018 : LES ANONYMES DE L'HISTOIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	21 000,00 €	23,81 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTRICES ACTEURS DE FRANCE ASSOCIES
Adresse administrative : 127 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE 75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Tessa VOLKINE, Présidente
N° SIRET : 80749972800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : INTERVENTIONS DANS LES LYCEES FRANCILIENS EN 2017 / 2018 : LES ANONYMES DE L'HISTOIRE

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
INTERVENTIONS DANS LES LYCEES FRANCILIENS EN 2017 / 2018 : LES ANONYMES DE L'HISTOIRE

Description :
En allant interroger nos proches ou nos « voisins » pour donner la parole à des témoins anonymes de la guerre nous avons recueilli les mots de ceux qui se sont tus en 39/45, ou en Algérie en 1960 ou encore à ceux qui, venus de Syrie, cherchent à faire de nos plages des plages d'embarquement.
À partir de ces souvenirs, de ces ressentis, les membres de la commission AAFA-Actoteures ont écrit une mosaïque d'histoires croisées de 22 personnages. Les morceaux de vie exposés traduisent aussi les sensibilités de chaque auteur(e) avec, au final, le même constat. Rien n'a changé : face à la guerre, à la

misère, à l'étranger, toujours les mêmes réactions de méfiance, de rejet, d'angoisse, de déni.
Cette oeuvre génère des questionnements. Pourquoi cet éternel recommencement ? Ne sommes-nous pas tous les mêmes ? Ne sommes-nous pas tous l'étranger de quelqu'un ? Ne sommes-nous pas tous des immigrés ?
Il ne s'agit pas uniquement d'invoquer le passé pour comprendre le présent, mais bien de faire le portrait d'une grande et même guerre, continuelle, incessante.

Déroulé de l'intervention

- Rencontre entre des comédiens de cinéma et de théâtre avec l'équipe pédagogique en amont pour préparation.
- Représentation d'une partie de la pièce « Les Anonymes de la Guerre » devant des classes de collèges et lycées
- Animation par les comédiens : mises en situation et improvisations d'élèves volontaires sur les thèmes abordés dans la pièce : la différence, la tolérance, l'indifférence, la peur, la solidarité, l'oppression etc…
- Débat et débriefing à chaud avec les élèves
- Débriefing en aval des comédiens avec l'équipe pédagogique.

Il est envisagé d'organiser d'autres sessions autour de nouveaux thèmes.

Objectifs de l'action envisagée et Intérêts pédagogiques :

- Ancrer des leçons d'histoire et des images télévisuelles dans le concret.
- S'ouvrir à la confraternité.
- Reconnaître l'importance des liens intergénérationnels.
- Évaluer l'impact des progrès techniques sur les pouvoirs de destruction (utilisation du gaz en Syrie).
- Décrire les inégalités sociales et territoriales, les relations Nord-Sud, Occident-Orient.
- Comprendre le rapport entre guerres et religions.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	300,00	1,43%
Services extérieurs	900,00	4,29%
Autres services extérieurs	5 400,00	25,71%
Chargees de personnel	14 400,00	68,57%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de l'EN (EC)	7 000,00	33,33%
Ville de Paris (EC)	4 700,00	22,38%
Région IdF (EC)	6 300,00	30,00%
Adami	3 000,00	14,29%
Total	21 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010493

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME - 15EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	67 800,00 €	29,50 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALLIANCE
Adresse administrative : 115 RUE ST DOMINIQUE
75007 PARIS 7
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Vincent MERCIER, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 44926901800031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 15EME EDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 2 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME – 15ème édition
Du 5 au 12 décembre 2017 au cinéma L'Entrepôt à Paris puis dans 4 cinémas franciliens (Les Mureaux, Vitry-sur-Seine, Argenteuil & Gonesse)

Description :
Ce festival présente un panorama de documentaires cinématographiques et audiovisuels sur le thème des droits de l'Homme - entendus dans leur acception maximale - c'est-à-dire incluant aussi les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Pour cette quinzième édition, des séances seront organisées en Île-de-France dans 4 cinémas art & essai aux Mureaux (78), à Vitry-sur-Seine (94), et à

Argenteuil & Gonesse (95). Les projections au cinéma L'Entrepôt à Paris seront accompagnées de rencontres avec les réalisateurs et des intervenants (responsables d'ONG, journalistes, universitaires).
Tout au long de l'année, afin de sensibiliser le public à la question des droits de l'Homme, l'association organise une fois par mois à Paris une projection/débat d'un film sur ce thème. Par ailleurs, des séances scolaires sont organisées avec les CIP dans le cadre de "Lycéens et apprentis au cinéma".

Le festival s'inscrit dans le réseau « Human Rights Films Works » qui réunit des festivals dans une vingtaine de pays, en liaison avec de grandes ONG comme Amnesty International et Human Rights Watch, et bénéficie du soutien de l'ONG du Secours Catholique : Caritas.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 200,00	1,77%
Services extérieurs	11 120,00	16,40%
Autres services extérieurs	24 970,00	36,83%
Charges de personnel	30 510,00	45,00%
Total	67 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	2 500,00	3,69%
Mairie de Paris (EC)	20 000,00	29,50%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	29,50%
Secours catholique	25 000,00	36,87%
Autres partenariats	300,00	0,44%
Total	67 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €

2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015050

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : "JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES" - 18EME EDITION - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	173 750,00 €	8,63 %	15 000,00 €
		Montant Total de la subvention	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEMA L'ECRAN
Adresse administrative : 14 PAS DE L'AQUEDUC
93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudie GILLOT DUMOUTIER, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 33474800100024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 18EME EDITION DES "JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES" EN 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
18EME EDITION DU FESTIVAL "RENCONTRES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES"
Du 7 au 13 février 2018 dans trois cinémas du département de Seine St-Denis (St-Denis, Montreuil et Pantin) et au Louxor (75), au Luxy à Ivry (94) et au Select à Anthony (92).

Description :
Pour sa dix-huitième édition le festival célébrera la figure du rebelle au cinéma. De James Dean à Larry Clark, nombreux sont les acteurs et les réalisateurs en rapport avec cette thématique : le festival présentera les films les plus emblématiques de ce corpus.

Des débats et des rencontres seront organisés et un metteur en scène fera une master-class à laquelle assistent chaque année des lycéens inscrits au dispositif "Lycéens et Apprentis au Cinéma".
Pour conforter sa dimension régionale, le festival étend sa diffusion à d'autres départements que la Seine St-Denis. Des salles de cinéma de Paris, du Val-de-Marne et des Hauts-de-Seine viendront élargir son rayonnement.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges externes	95 150,00	54,76%
Charges de personnels	75 800,00	43,63%
Frais de structure	2 800,00	1,61%
Total	173 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	9 000,00	5,18%
Ville de St-Denis (EC)	70 500,00	40,58%
CD 93 (EC)	69 000,00	39,71%
DRAC IdF (EC)	7 000,00	4,03%
Région IdF (sollicitée)	15 000,00	8,63%
Publicité	3 250,00	1,87%
Total	173 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	18 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	18 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €

	Montant total	51 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015080

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE FESTIVAL DES JUNIORS – 17EME EDITION - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	51 000,00 €	29,41 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAN LARGE
Adresse administrative : 6 RUE DU BAC
78520 GUERNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Madeleine GEORGANIDIS, Présidente
Date de publication au JO : 21 juin 2003
N° SIRET : 44979936000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 17EME EDITION DU FESTIVAL DES JUNIORS EN 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
17EME EDITION DU FESTIVAL DES JUNIORS
En 2018 dans les territoires ruraux des départements du Val d'Oise et des Yvelines

Description :
En 2017, l'association a fait évoluer son festival en organisant des projections itinérantes dans un Cinémobile à Guernes, Gargenville (78) et Seraincourt (95). Cette nouvelle déclinaison a permis au festival de toucher un public rural à la fois scolaire (maternelles et primaires) et tout public (centres aérés et famille).
Fort de cette nouvelle expérience, le festival souhaite poursuivre et intensifier son action de diffusion de films et d'éducation à l'image dans des territoires ruraux du 78 et du 95, où les salles de cinéma sont

absentes. A cet égard l'utilisation du Cinémobile (salle de cinéma itinérante permettant d'accueillir une centaine de personnes) est tout à fait pertinente.

Durant le festival, des courts et longs métrages seront projetée aux élèves pour leur permettre d'élargir leur culture cinématographique et d'aiguiser leur point de vue. Un concours de critiques de cinéma rédigées par les élèves sera organisé, ainsi que des ateliers pour mieux connaître les métiers techniques du cinéma (maquillage, décor, son).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais techniques	23 500,00	46,08%
Charges de personnel	11 000,00	21,57%
Frais logistiques	2 500,00	4,90%
Communication	6 000,00	11,76%
Frais administratifs	8 000,00	15,69%
Total	51 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	4 000,00	7,84%
DRAC IdF (EC)	6 000,00	11,76%
CD 95 (EC)	3 000,00	5,88%
CD 78 (EC)	8 000,00	15,69%
Région IdF (sollicitée)	15 000,00	29,41%
EPT GPSO (EC)	15 000,00	29,41%
Total	51 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €

	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015086

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FESTIVAL « COTE COURT » - 27ÈME ÉDITION - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	350 000,00 €	11,43 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COTE COURT
Adresse administrative : 104 AVENUE JEAN LOLIVE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric GARANDEAU, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 40008009900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 27ÈME ÉDITION DU FESTIVAL « COTE COURT » EN 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL « COTE COURT » – 26ème édition
Du 6 au 16 juin 2018 au cinéma Ciné 104 à Pantin et dans 10 lieux associés en Île-de-France

Description :
Depuis sa création en 1992, le festival « Côté court » se consacre exclusivement au court métrage, en présentant au public francilien les multiples facettes des œuvres cinématographiques de format court, et en mettant en avant la vitalité de la création contemporaine. Au cours des onze jours du festival, près de 400 films seront projetés dans les dix lieux qui accueillent la manifestation.

Pour cette 27ème édition, le festival présentera 2 compétitions : l'une "Fiction" réunira des films courts sélectionnés pour l'originalité de leur écriture et l'autre "Expérimental-Essai-Art vidéo" regroupera des films prototypes, d'avant-garde ou des vidéos d'artistes. Dans la section non compétitive, plusieurs panoramas viendront témoigner du dynamisme du court métrage français. Le festival présentera également un focus consacré à Ariane Loze, jeune réalisatrice émergente.

Le festival continue de valoriser également le travail du scénariste, en proposant des lectures de scénarios de court métrage. Il organisera par ailleurs des rencontres professionnelles consacrées à la diffusion des courts métrages. Le festival réalise aussi un important travail en direction des lycéens : cette année un nouveau prix "coup de cœur" sera décerné par des lycéens franciliens après visionnage des courts métrages.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	23 846,00	6,81%
Services extérieurs	28 800,00	8,23%
Autres services extérieurs	68 180,00	19,48%
Impôts et taxes	1 940,00	0,55%
Charges de personnel	218 574,00	62,45%
Droits d'auteur	8 660,00	2,47%
Total	350 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations des services	16 000,00	4,57%
CGET/DDCS (EC)	23 000,00	6,57%
DRAC IdF (EC)	25 000,00	7,14%
CD 93 (EC)	184 500,00	52,71%
EPT Est-Ensemble (EC)	1 500,00	0,43%
Ville de Pantin (EC)	50 000,00	14,29%
Conseil Régional (sollicité)	50 000,00	14,29%
Total	350 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 463,00 €
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 615,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
2017	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
	Montant total	114 078,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015264

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : POUR UNE DIFFUSION DU CINEMA INDEPENDANT EN REGION ILE-DE-FRANCE - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	246 135,00 €	28,44 %	70 000,00 €
		Montant Total de la subvention	70 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACID ASS DU CINEMA INDEPENDANT POUR SA DIFFUS
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI 75010 PARIS 10
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Régis SAUDER, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 39018225100053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : DIFFUSION DU CINEMA INDEPENDANT EN REGION ILE-DE-FRANCE EN 2018

Objectifs :
POUR UNE DIFFUSION DU CINEMA INDEPENDANT EN REGION ILE-DE-FRANCE
Dans les salles « art et essai » d'Ile-de-France du 1er janvier au 31 décembre 2018

Description :
Depuis 1992, l'Association du Cinéma Indépendant pour sa Diffusion s'attache à promouvoir la diversité des formes de création cinématographique et à favoriser la rencontre entre le film, les publics et les cinéastes. Le travail de cette association de réalisateurs constitue un véritable réseau de diffusion, conçu comme un outil d'intérêt général pour les publics des salles - comme pour l'ensemble de la profession cinématographique - au service d'un cinéma créatif et novateur.

Le soutien du Conseil Régional permet à l'ACID :
-de renforcer la diffusion du cinéma indépendant dans le réseau des salles de cinéma « art et essai » en Ile-de-France ;
-de multiplier les rencontres avec les créateurs dans les salles de cinéma (en leur assurant une rémunération pour ce travail d'éducation à l'image du grand public) ;
-de lutter contre la trop rapide disparition des films des écrans ;
-de mettre en place à l'automne la Reprise de la programmation cannoise en Île-de-France dans 17 cinémas favorisant ainsi la diversité des œuvres diffusées (films sans distributeurs) ;

-de proposer également aux salles franciliennes différents modes d'accompagnement culturel des films afin de permettre le croisement des publics (concerts, lectures de textes ou de scénarios…)

En 2018, l'ACID poursuivra son travail de développement des publics, notamment à travers la diffusion de ses documents sur le film et son réseau de spectateurs, mais également vers le public scolaire avec un partenariat avec les CIP (Cinémas Indépendants parisiens) dans le cadre de "Lycéens et apprentis au cinéma".

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	Taux
Achats et services extérieurs	16 250,00	6,60%
Charges de Personnel	105 835,00	43,00%
Actions de diffusion	56 250,00	22,85%
Communication	67 800,00	27,55%
Total	246 135,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	Taux
CCAS	15 000,00	6,09%
ADAMI	12 000,00	4,88%
SACD	10 000,00	4,06%
SACEM	6 000,00	2,44%
CNC (EC)	120 000,00	48,75%
Région IDF (sollicitée)	70 000,00	28,44%
Ressources propres	9 135,00	3,71%
SCAM	4 000,00	1,63%
Total	246 135,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux réseaux cinématographiques	70 000,00 €

2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	70 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	70 000,00 €
	Montant total	210 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015262

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE SUR UN RESEAU DE 67 SALLES FRANCILIENNES - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	114 000,00 €	21,93 %	25 000,00 €
		Montant Total de la subvention	25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACRIF ASS CINEMAS DE RECHERCHE IDF
Adresse administrative : 19 RUE FREDERICK LEMAITRE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique TOULAT, Président
Date de publication au JO : 3 février 1982
N° SIRET : 38120290200031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : ACTION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE SUR UN RESEAU DE 67 SALLES FRANCILIENNES EN 2018

Objectifs :
ACTION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE SUR UN RESEAU DE 67 SALLES FRANCILIENNES
Du 1er janvier au 31 décembre 2018

Description :
L'ACRIF (Association des Cinémas de Recherche d'Île-de-France) créée à l'initiative de responsables de salles de cinémas en 1982, regroupe aujourd'hui 67 salles de cinémas sur sept des huit départements franciliens (hors Paris). Son action et ses objectifs s'articulent autour de trois axes principaux : le soutien aux œuvres dites « fragiles » (premiers films, genres peu diffusés, documentaires de création) ; l'animation des salles (rencontres, débats, partenariats locaux), et la transmission au jeune public. Pour mieux accompagner le passage des salles de cinéma au numérique, l'ACRIF va continuer à développer ses actions dans le domaine de la formation des professionnels et du renouvellement des publics.

En 2018, l'ACRIF proposera aux animateurs de son réseau de salles sur le territoire francilien, les actions structurantes suivantes :

- soutien à la diffusion des films (circulation de copies, accompagnement culturel) ;
- ateliers pour les programmateurs de salles ;
- rétrospective Henri-François Imbert ;
- coordination en Ile-de-France du Mois du Film Documentaire ;
- ateliers jeune public (formation des animateurs jeune public des cinémas) ;
- parcours de cinéma (sur le cinéma de genre) ;
- journées de réflexion sur les enjeux numériques ;
- une nouvelle action de sensibilisation sous forme d'ateliers et de rencontres dans les départements de Seine-et-marne, Yvelines et Hauts-de-Seine, jouant ainsi pleinement son rôle d'association régionale de salles dans des territoires dépourvus de structuration départementale.

Le site internet du réseau a été remanié pour permettre aux adhérents de développer des pratiques de diffusion pour les encourager à valoriser la diversité culturelle sur leurs écrans et construire un nouveau rapport avec les spectateurs. L'association poursuivra également son travail de sensibilisation des élus locaux.

L'ACRIF (en groupement solidaire avec les CIP – Cinémas Indépendants Parisiens) est l'opérateur pour la Région du dispositif national d'éducation à l'image « Lycéens et apprentis au cinéma » pour la période 2017-2020. Son action culturelle cinématographique est totalement dissociée de ses activités pédagogiques.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Soutien au film	27 000,00	23,69%
Sensibilisation des professionnels et des élus	17 000,00	14,91%
Programmation dans les salles	40 000,00	35,09%
Animation du réseau des salles	30 000,00	26,31%
Total	114 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (EC)	54 000,00	47,37%
Région IDF (sollicitée)	25 000,00	21,93%
Cotisations	35 000,00	30,70%
Total	114 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux réseaux cinématographiques	25 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	25 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	25 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015261

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CENTRE DE PROMOTION DU DOCUMENTAIRE - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	238 000,00 €	16,81 %	40 000,00 €
		Montant Total de la subvention	40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DOCUMENTAIRE GRAND ECRAN
Adresse administrative : 52 AV DE FLANDRE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Annick PEIGNE-GIULY, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 38323049700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE PROMOTION DU DOCUMENTAIRE EN 2018

Objectifs :
Activité en Île-de-France du CENTRE DE PROMOTION DU DOCUMENTAIRE
Du 1er janvier au 31 décembre 2018

Description :
Depuis le regroupement en 2011 de ses activités de distribution, de formation et de promotion du film documentaire en une seule et même structure, l'association a conforté sa position d'interlocuteur de référence en matière de diffusion du film documentaire dans un contexte en pleine évolution avec le passage au numérique.

L'association a intensifié ses actions de valorisation des œuvres documentaires, en multipliant ses points de diffusion qui assurent sa visibilité dans 5 cinémas en Île-de-France ainsi qu'avec ses programmes de films documentaires présentés dans les cinémas « art et essai » franciliens. Par ailleurs, elle a implanté durablement son activité de formation en Ile-de-France (ateliers conçus pour les programmateurs de films documentaires) et elle poursuit tout au long de l'année sa mission de conseil et de soutien aux professionnels de la diffusion, notamment en ce qui concerne les conseils de programmation auprès des exploitants franciliens.

En 2018, l'association va mettre en place un nouveau projet à l'échelle régionale : un festival de documentaires, qui à l'instar du festival Télérama, proposera au public francilien de voir ou revoir les meilleurs films documentaires de la saison.
Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	Taux
Achats et services externes	72 000,00	31,69%
Charges de personnel	162 000,00	66,66%
Impôts et taxes	2 500,00	1,03%
Charges exceptionnelles	1 500,00	0,62%
Total	238 000,00	100,00%

Recettes (€)	Libellé	Montant	Taux

CNC (en cours)	130 000,00	SCAM (en cours)	32 000,00	13,17%

Sacem (en cours)	4 000,00		1,65%		
Région IdF (sollicitée)	40 000,00				
Ville de Paris (en cours)	13 000,00		5,35%		

Total	238 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux réseaux cinématographiques	40 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	40 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015260

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTION DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DU COURT-METRAGE EN IDF - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	2 303 000,00 €	1,09 %	25 000,00 €
		Montant Total de la subvention	25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE DU COURT METRAGE
Adresse administrative : 77 RUE DES CEVENNES
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jérôme DESCAMPS, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 32785198600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : ACTION DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DU COURT-METRAGE EN IDF EN 2018

Objectifs :
ACTION DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DU COURT-METRAGE EN ILE-DE-FRANCE
Du 1er janvier au 31 décembre 2018

Description :
Fondée en 1983, l'Agence du court métrage, a pour mission de promouvoir et développer la diffusion des films courts. De la fiction à l'animation, en passant par le documentaire ou l'expérimental, le court métrage englobe une grande diversité de genres et de modes d'expression. Les actions de l'agence se déclinent ainsi : conserver la mémoire du court métrage (un catalogue de plus de 10 000 titres sur différents supports), le diffuser sur tous les écrans, y sensibiliser tous les publics et enfin structurer et accompagner son secteur professionnel. Son activité économique de location de films génère 500 000 euros de recettes par an qui sont reversées aux ayant-droits.

En Île-de-France, l'Agence mène un travail spécifique de promotion et de diffusion du film court qui met en réseau de nombreux acteurs franciliens (salles de cinéma art & essai festivals, institutions publiques, etc.). En 2017, 47 cinémas franciliens (repartis sur les 8 départements) sont adhérents à leur dispositif de diffusion : le RADI (Réseau Alternatif de Diffusion) qui permet de présenter systématiquement un court

métrage en première partie de séance. L'Agence favorise également la diffusion en Île-de-France des courts métrages aidés après réalisation par la Région.

En 2018, l'Agence du court métrage développera sur le territoire francilien la mise en place du Kinetoscope (plateforme pédagogique sur le court-métrage à destination des lycéens), ainsi que la plateforme professionnelle "FilmFest Platform" pour les festivals franciliens.

L'Agence du court-métrage joue également pleinement son rôle de centre de ressources en conseillant les exploitants franciliens pour la programmation de de films courts dans leurs salles. Grâce un un nouvel outil, la "visionneuse" les programmateurs peuvent - grâce à l'aide de la Région - visionner par internet l'ensemble du catalogue de l'Agence.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	Taux
Achats	292 730,00	12,71%
Services extérieurs	534 580,00	23,21%
Charges de personnels	1 475 690,00	64,08%
Total	2 303 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	Taux
Abonnements	562 000,00	24,40%
CNC (att.)	1 716 000,00	74,51%
Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	1,09%
Total	2 303 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Soutien aux réseaux cinématographiques	55 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	30 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	25 000,00 €
	Montant total	310 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015257

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE SUR UN RESEAU DE 32 SALLES INDEPENDANTES - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	480 000,00 €	6,25 %	30 000,00 €
		Montant Total de la subvention	30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS DES CINEMAS INDEPENDANTS PARISIENS
Adresse administrative : 135 RUE SAINT MARTIN 75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle GIBBAL-HARDY, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 39266980000055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : ACTION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE SUR UN RESEAU DE 32 SALLES INDEPENDANTES EN 2018

Objectifs :
ACTION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE SUR UN RESEAU DE 32 SALLES INDEPENDANTES
Du 1er janvier au 31 décembre 2018

Description :
Les CIP (Association des Cinémas Indépendants de Paris) regroupent aujourd'hui 32 salles de cinémas indépendantes (soit 79 écrans). Son action et ses objectifs s'articulent autour de trois axes principaux : une action culturelle pour la valorisation du cinéma indépendant, une action d'initiation à l'art cinématographique en direction du jeune public hors temps scolaire et un rôle de centre de ressources et de formation permanente pour les salariés des cinémas du réseau.

En 2018, les CIP proposeront à leur réseau de salles, les actions suivantes :
- "les rendez-vous des CIP" (séances exceptionnelles, festivals, ateliers ...) ;
- "l'enfance de l'art" (action d'initiation à l'art cinématographique pour le jeune public et leurs parents hors temps scolaire) ;

- la troisième édition d'une nouvelle manifestation : "Avant premières" en juillet 2018 ;
- une valorisation du court-métrage en partenariat avec la Région ;
- une aide personnalisée et des conseils aux exploitants.

Pour développer ces actions, les CIP ont mis en place des moyens importants de communication (publications, nouveau site internet dédié) dans l'optique de renouveler le public des salles indépendantes à Paris. En 2018, les CIP intensifieront leurs actions de programmations communes, notamment lors de rétrospectives thématiques.

Pour dynamiser leur réseau, les CIP ont lancé avec succès en 2017 une carte d'abonnement commune à ses adhérents pour que le public puisse circuler dans les 32 salles indépendantes et bénéficier ainsi d'une offre culturelle optimale à des tarifs préférentiels.

Les CIP (en groupement solidaire avec l'ACRIF – l'Association des Cinémas de recherche d'Île-de-France) est l'opérateur pour la Région du dispositif national d'éducation à l'image « Lycéens et apprentis au cinéma » pour la période 2017-2020. Son action culturelle cinématographique est totalement dissociée de ses activités pédagogiques en temps scolaire.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats	202 800,00	42,25%	Prestations de services	220 000,00	45,83%
Services extérieurs	43 100,00	8,98%	Adhésions	28 000,00	5,83%
Autres services extérieurs	97 600,00	20,33%	DRAC IDF (att.)	55 000,00	11,46%
Charges de personnels	127 700,00	26,60%	Conseil Régional IDF (soll.)	30 000,00	6,25%
Autres charges	8 800,00	1,84%	Ville de Paris (att.)	65 000,00	13,55%
Total	480 000,00	100,00%	Transfert de charges	6 000,00	1,25%
			Cartes CIP	76 000,00	15,83%
			Total	480 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux réseaux cinématographiques	55 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	30 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	30 000,00 €
	Montant total	115 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015245

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE DANS LE VAL DE MARNE - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	360 000,00 €	5,56 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEMA PUBLIC
Adresse administrative : 52 RUE JOSEPH DE MAISTRE
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Corinne TURPIN, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 32683445400026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objectifs :
Action pédagogique et culturelle cinématographique sur le réseau des salles de cinéma du Val de Marne
Du 1er janvier au 31 décembre 2018

Description :
L'association Cinéma Public, crée en 1978 regroupe aujourd'hui 19 cinémas publics et associatifs sur le département du Val-de-Marne. Son action et ses objectifs s'articulent autour de trois axes principaux : les actions pédagogiques (avec le dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma); l'animation des salles (rencontres, débats, partenariats locaux), et la diffusion des films (principalement via son action phare : le festival international de film pour enfants, « Ciné Junior »).

En 2018, Cinéma Public proposera à son réseau de salles sur le territoire val-de-marnais, les actions structurantes suivantes :
- des formations et des conseils en direction du personnel des salles ;
- le pilotage du dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma ;
- des ateliers pédagogiques (scolaires & jeune public) ;
- des actions à l'international (diffusion de programmes) ;
- l'organisation de journées professionnelles ;
- le festival « Ciné Junior » (28ème édition – 31 janvier au 13 février 2018) ;

En 2017, le festival international de films pour enfants « Ciné Junior » à réunit 40 000 spectateurs sur 35

lieux de diffusion. En 2018 il diffusera des films et des ateliers dans 30 villes d'Île-de-France, en Val-de-Marne et dans 5 autres départements franciliens : Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine et Seine-St-Denis.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 000,00	2,50%
Services extérieurs	35 500,00	9,87%
Autres services extérieurs	75 000,00	20,84%
Impôts et taxes	3 200,00	0,88%
Charges de personnel	223 700,00	62,14%
Charges exceptionnelles	13 600,00	3,77%
Total	360 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	117 109,00	32,53%
DRAC (EC)	32 000,00	8,88%
Conseil Général 94 (Att.)	195 300,00	53,75%
CR IDF (sollicité)	20 000,00	5,56%
Produits de gestion courante	3 400,00	0,95%
Autres ressources	5 084,00	1,41%
TVA collectée	-12 863,00	-3,08%
Total	360 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	20 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015244

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE DANS LE VAL D'OISE - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	172 000,00 €	11,63 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECRANS VO
Adresse administrative : 5 AV DE LA PALETTE
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur José AGUSTI, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 44247030800028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE DANS LE VAL D'OISE EN 2018

Objectifs :
Action pédagogique et culturelle cinématographique sur le réseau des salles de cinéma du Val d'Oise
Du 1er janvier au 31 décembre 2018

Description :
L'association Ecrans VO, crée en 2002 regroupe aujourd'hui 23 salles de cinémas sur le département du Val d'Oise. Son action et ses objectifs s'articulent autour de trois axes principaux : les actions pédagogiques (avec les dispositifs d'éducation à l'image Ecole et cinéma & Collège au Cinéma); l'animation du réseau de salles (rencontres, débats, conseils, représentation), et la diffusion des films (principalement via leur action phare : le festival du cinéma d'animation, « Image par image »).

En 2018, Ecrans VO proposera à son réseau de salles sur le territoire val-d'oisien, les actions structurantes suivantes :
- la carte cinépass VO : tarif réduit valable dans toutes les salles ;
- des formations et des conseils en direction du personnel des salles ;
- le pilotage du dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma ;
- des ateliers pédagogiques ;
- l'organisation de journées professionnelles ;

- le festival « Image par image » (18ème édition – du 9 février au 3 mars 2018) ;
- la formation des services civiques du dispositif régional Ciné-Débats.

En 2017, le festival de cinéma d'animation « Image par image » a réuni 12 000 spectateurs dans 30 villes du Val d'Oise qui ont accueilli du public dans 35 lieux culturels (salles de cinéma, médiathèques ...). Le public - petits et grands - a pu découvrir des films en avant-premières, rencontrer des réalisateurs, voir des exposition et participer à une journée de rencontres professionnelles autour du court-métrage d'animation.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Actions culturelles	32 000,00	19,75%	CG 95 (EC)	76 000,00	46,91%
Frais logistiques	26 000,00	16,05%	DRAC IdF (EC)	60 500,00	31,17%
Coordination et médiation	112 000,00	62,96%	Région IDF (sollicitée)	20 000,00	11,63%
Communication	2 000,00	1,24%	Autres financements	15 500,00	9,57%
Total	172 000,00	100,00%	Total	172 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €

2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	20 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015131

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : UNIVERSITE PERMANENTE DU CINEMA DOCUMENTAIRE - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	41 000,00 €	24,39 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIERS VARAN
Adresse administrative : 6 IMP MONT LOUIS
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie BONNEL, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 34991927400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITE PERMANENTE DU CINEMA DOCUMENTAIRE EN 2018

Objectifs :
UNIVERSITE PERMANENTE DU CINEMA DOCUMENTAIRE EN 2018
Cycle de 20 rencontres hebdomadaires aux Ateliers Varan, centre de formation et de ressources dédié au cinéma documentaire

Description :
L'association les Ateliers Varan a pour objet d'assurer des activités de recherche, de formation, d'enseignement, de documentation dans le domaine audiovisuel. En plus de la formation à la réalisation et des stages professionnalisant qui explorent les pratiques actuelles du documentaire, les Ateliers Varan organisent des rencontres, des projections-débats à destination de tous les publics : jeunes réalisateurs, monteurs, cinéphiles, etc.

Toutes ces initiatives s'appuient sur les orientations données par Jean Rouch à la création de l'association dans les années 80. La spécificité des interventions des Ateliers Varan dans tous les domaines est de lier réflexion, théorie et pratique. L'objectif de ce cycle de 20 rencontres hebdomadaires, dénommé « Les Dimanches de Varan » est de sensibiliser un large public au cinéma documentaire - et notamment francilien - en approfondissant la réflexion sur l'histoire et l'évolution du cinéma documentaire

ainsi que sur la diversité de ses écritures. Ces rencontres seront filmées et consultables sur le site de l'association.

Les Dimanches de Varan sont des rencontres autour du cinéma documentaire : cartes blanches à des critiques, des penseurs et des cinéastes pour aider à voir et entendre ce qui se perçoit à travers le cinéma, et à y réfléchir avec les films. Le mode de fonctionnement de ces rencontres est celui de l'échange avec le public. Ces 20 rencontres seront réparties en cycles de 3 ou 4 séances, le dimanche de 10h00 à 14h00 aux Ateliers Varan à Paris.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	Taux
Intervenants, honoraires	12 000,00	29,27%
Frais techniques	6 000,00	14,63%
Communication	16 000,00	39,02%
Captation, mise en ligne	7 000,00	17,08%
Total	41 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	Taux
SCAM (acquis)	10 000,00	24,39%
DRAC IdF (en cours)	10 000,00	24,39%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	24,39%
Ville de Paris (en cours)	10 000,00	24,39%
Participations	1 000,00	2,44%
Total	41 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux réseaux cinématographiques	10 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	10 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	10 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024429

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : JE VOUS DÉCLARE AMOUR DE FRÉDÉRIQUE DEVILLEZ - TOO MANY COWBOYS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 16 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOO MANY COWBOYS
Adresse administrative : 81 RUE SAINT FARGEAU
75020 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame PAULINE QUINONERO

N° SIRET : 78843837200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : JE VOUS DECLARE AMOUR
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisatrice : Frédérique Devillez
Auteure : Frédérique Devillez
Producteur : TOO MANY COWBOYS

Budget prévisionnel : 100 768 €
Durée du film : 45 mn

Résumé : Ana a réuni une équipe pour tourner un film. Les comédiens répètent leur texte : des confidences d'étrangers qui ont contracté des mariages blancs pour acquérir leurs papiers. Alors que tout le monde donne son opinion sur le film, Ana semble incapable de s'engager sur son projet.

Commentaires : Frédérique Devillez a suivi des études d'anthropologie et de cinéma à Bruxelles et à Paris. Elle est déjà auteure de plusieurs courts métrages documentaires. Au départ, la réalisatrice s'était engagée dans un projet de documentaire autour du mariage blanc. Après un long travail d'écriture, un accompagnement du Moulin d'Andé et des essais avec des comédiennes, elle décide de réorienter son projet pour construire une fiction autour d'une nouvelle trame narrative.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 26 SEPTEMBRE 2017

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- Marne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	69 950,00	69,42%
Finalisation	30 818,00	30,58%
Total	100 768,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Too many cowboys (numéraire et industries)	17 768,00	17,63%
Association des échevins de bouzy (acquis)	3 000,00	2,98%
Région Champagne Ardennes (acquis)	32 000,00	31,76%
Chaines TV (sollicité)	28 000,00	27,79%
Région Ile-de-France (sollicité)	20 000,00	19,85%
Total	100 768,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024660

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MON AMOUR MON AMI D'ADRIANO VALERIO - FILMS GRAND HUIT

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FILMS GRAND HUIT
Adresse administrative	:	13 RUE DES TROIS COURONNES 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur LIONEL MASSOL
N° SIRET	:	80398053100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 0218
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : MON AMOUR MON AMI
Nature du film : court métrage documentaire
Réalisateur : Adriano Valerio
Auteur : Adriano Valerio
Producteur : FILMS GRAND HUIT
Budget prévisionnel du film : 24 347 €
Durée du film : 15 mn

Résumé : Quelque part en Italie, Daniela héberge Fouad, un immigré marocain. Le film donne leur point de vue sur leur histoire : ce qui les a unis et ce qui les sépare.

Commentaires : Adriano Valerio a étudié le cinéma avec Marco Bellocchio, en Italie. Il a ensuite suivi un master en France à l'EICAR, où il enseigne encore. Il est déjà auteur de 3 films très remarqués, dont 37°4S, court métrage soutenu par la Région et récompensé d'une mention spéciale du jury à Cannes en 2013, et BANAT LE VOYAGE, son 1er long métrage en sélection à la semaine de la critique de la Mostra de Venise en 2015.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 26 SEPTEMBRE 2017

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	17 797,00	73,10%
Finalisation	6 550,00	26,90%
Total	24 347,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Films Grand Huit (numéraire et participation)	4 347,00	17,85%
Coproducteur - Dugong Films (acquis)	14 000,00	57,50%
Région Ile-de-france (sollicité)	6 000,00	24,64%
Total	24 347,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024898

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'EMPIRE DES LUMIÈRES DE PIERRE-ALAIN GIRAUD - PROVIDENCES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PROVIDENCES
Adresse administrative	:	8 RUE SAINTE MARTHE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame EMANUELA RIGHI
N° SIRET	:	50035209100028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : L'EMPIRE DES LUMIERES
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisateur : Pierre-Alain Giraud
Auteur : Valérie Mréjen, Arthur Nauzyciel, Pierre-Alain Giraud d'après un roman de Kim Young-ha
Producteur : PROVIDENCES
Budget prévisionnel du film : 80 262 €
Durée du film : 15 mn

Résumé : Un espion nord-coréen, sans activité depuis plus de 20 ans en Corée du Sud, reçoit l'ordre de quitter Séoul et d'abandonner sa famille. Il se confesse à sa femme et révèle sa véritable identité. En un instant leur vie tranquille se décompose.

Commentaires : Pierre-Alain Giraud est réalisateur, monteur et directeur de la photographie. Il est déjà auteur de plusieurs projets audiovisuels (documentaires, films courts et longs, clips, animations pour le théâtre...). Le film est né d'un projet d'adaptation d'un roman à l'invitation du théâtre national de Corée du Sud. Providences est une société de production récemment créée qui développe des projets en lien avec le réel et souhaite proposer des œuvres pour tous les écrans.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 26 SEPTEMBRE 2017

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	55 795,00	69,52%
Finalisation	24 467,00	30,48%
Total	80 262,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Providences (numéraire et participation)	10 578,00	13,18%
France TV (sollicité)	10 000,00	12,46%
Industries techniques France (sollicité)	5 000,00	6,23%
Industries techniques tournage Corée (acquis)	5 000,00	6,23%
Théatre national de Corée (acquis)	34 684,00	43,21%
Région Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	18,69%
Total	80 262,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024841

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MY SUNNY MAD

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	280 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SACREBLEU PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	10 BIS RUE BISSON 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur RON DYENS
N° SIRET	:	42148372800042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production pour le long-métrage d'animation (fiction) MY SUNNY MAD de Michaela Pavlatova

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Michaela PAVLATOVA, Yaël LEVY et Ivan ARSENJEV

Réalisatrice : Michaela PAVLATOVA

Synopsis : Kaboul, Afghanistan. Herra, une femme d'origine tchèque qui a tout quitté pour suivre Nazir, son mari, est à la fois témoin et actrice des bouleversements que sa famille afghane doit affronter, sur fond de divergences culturelles et générationnelles. Elle voit, dans le même temps, son quotidien ébranlé par l'arrivée de Maad, un orphelin peu ordinaire qui deviendra son fils...

Commentaires : Après avoir coproduit le court métrage de Michaela Pavlatova, Sacrebleu Productions s'associe à nouveau à Negativ Films en République Tchèque pour produire son premier long métrage,

une oeuvre poétique, sensible et humaine.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	1 492 354,00	49,83%
Dépenses de fabrication hors IDF	1 053 774,00	35,19%
Autres dépenses	448 526,00	14,98%
Total	2 994 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont Crédits d'impôts estimés	709 654,00	23,70%
Distribution France Sophie Dulac (acquis)	90 000,00	3,01%
Coproducteur Republique Tchèque - Negativ Films (acquis)	30 000,00	1,00%
Aide équivalent "CNC" tchèque (acquis)	720 000,00	24,04%
Aide Media Rep. Tchèque (acquis)	155 000,00	5,18%
TV France (en cours)	300 000,00	10,02%
CNC Avance sur recettes (en cours)	340 000,00	11,35%
Eurimages France-Rep. Tchèque (en cours)	300 000,00	10,02%
Rep. Tchèque Distribution-VI (en cours)	70 000,00	2,34%
Aide régionale proposée	280 000,00	9,35%
Total	2 994 654,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	140 000,00 €
2019	140 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 20 septembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	4 500,00 €
2017	Aide après réalisation	9 700,00 €
	Montant total	14 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024838

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE BAZAR DE LA CHARITE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	438 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	QUAD TELEVISION RAISON SOCIALE FANTASTICO
Adresse administrative	:	31-33 RUE MADAME DE SANZILLON 92110 CLICHY
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame Iris BUCHER, Productrice
N° SIRET	:	53381534600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction LE BAZAR DE LA CHARITE (6x52mn) d'Alexandre Laurent

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteures : Catherine Ramberg et Karine Spreuzkouski

Réalisateur : Alexandre Laurent

Réalisateur : Paris, 4 Mai 1897. Un incendie ravage Le Bazar de la Charité. L'édifice abritait une manifestation caritative très courue, faisant plus de 120 morts ; essentiellement des femmes aristocrates et leur personnel. A cette occasion, 3 femmes, Adrienne DE LENVERPRE, Alice DE JEANSIN, et sa bonne Rose RIVIERE voient leur destin bouleversé. Usurpation d'identité, amours interdites, émancipation, cette mini-série nous plonge dans le Paris du 19ème siècle, en suivant le destin

romanesque de ces héroïnes.

Commentaire : Alexandre Laurent est le réalisateur chevronné des séries policières emblématiques du moment sur TF1 : après les séries "Le secret d'Elise", une des meilleures audiences de la chaîne en 2015, et "Falco", ainsi que de nombreux épisodes des séries à succès "Profilage", "Alice Nevers" et "RIS police scientifique", il a réalisé "La mante" (6x52mn), série policière soutenue par la Région en 2016 avec Carole Bouquet et Fred Testot, et qui a rassemblé en septembre 2017 environ 5,5M de spectateurs par soirée.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	9 693 000,00	83,64%
dépenses de fabrication hors IDF	50 000,00	0,43%
autres dépenses	1 846 000,00	15,93%
Total	11 589 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	2 753 000,00	23,76%
Tf1	5 700 000,00	49,18%
CNC FSA	833 000,00	7,19%
copro Une musique	20 000,00	0,17%
CNC nvl tech	120 000,00	1,04%
CNC VFx	140 000,00	1,21%
netflix 2e diffusion	480 000,00	4,14%
copro Belgique At prod	105 000,00	0,91%
Media diffusion	1 000 000,00	8,63%
aide régionale proposée	438 000,00	3,78%
Total	11 589 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	438 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 4e session 2017 en date du 12 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024834

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'ATTENTE DES FEMMES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	27 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES FILMS DE PIERRE
Adresse administrative	:	10 AVENUE GEORGE V 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame Marie-Ange Luciani
N° SIRET	:	50134319800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long-métrage documentaire L'ATTENTE DES FEMMES de Sandrine Lanno

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteures : SANDRINE LANNO et MAYA HAFFAR

Réalisatrice : SANDRINE LANNO

Synopsis : Cinq femmes, un espace clos, une parole qui se libère : tel est le point de départ d'un film d'Ingmar Bergman, "L'attente des femmes". C'est aussi le dispositif que je veux mettre en oeuvre auprès de femmes détenues au Centre Pénitentiaire Sud Francilien de Réau. Questionner leur rapport à la notion de l'attente, pénétrer le réel par l'entremise de la fiction pour faire exister cette minorité recluse, le temps d'un film, au-delà des murs opaques de la prison.

Commentaires : Titulaire d'un troisième cycle universitaire en économie internationale et du développement, Sandrine Lanno se forme parallèlement à ses études au théâtre à l'École Florent et à l'Unité Nomade de Formation à la mise en scène au CNSAD où elle travaille auprès de Piotr Fomenko, Klaus-Michael Grüber et Alain Françon. Elle est surtout connue pour son travail au théatre ou à l'opéra et réalise ici son premier long-métrage.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	163 098,00	85,68%
Dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autres dépenses	27 266,00	14,32%
Total	190 364,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont Crédits d'impôts estimés	43 364,00	22,78%
CNC - Fonds d'Aide à l'Innovation - Aide au développement renforcé (acquis)	70 000,00	36,77%
CNC diversité+Procirep aide écriture+VI/Salle sous mandat Doc&Film (en cours)	50 000,00	26,27%
Aide régionale proposée	27 000,00	14,18%
Total	190 364,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 000,00 €
2019	13 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 20 septembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide après réalisation	12 000,00 €
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	300 000,00 €
	Montant total	312 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024831

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'ETREINTE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	396 250,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MOBY DICK FILMS
Adresse administrative	: 22 BIS RUE DE PARADIS 75010 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur FREDERIC NIEDERMAYER, GERANT
N° SIRET	: 41226460800040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage de cinéma de fiction "L'ETREINTE" de Ludovic Bergery

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur-réalisateur : Ludovic Bergery

Synopsis : Margaux, une femme d'une cinquantaine d'années, a perdu son mari et recommence une nouvelle vie. Elle se voit confier par sa sœur des lettres d'amour à traduire. Bouleversée par le caractère passionné de cette correspondance, elle réalise à quel point elle a besoin de reprendre une vie amoureuse. Elle va partir en quête d'amour et se perdre…

Commentaires : Cette comédie dramatique d'environ 100mns est un premier long-métrage pour le comédien Ludovic Bergery après deux courts métrages LES SOULIERS DE VERRE en 2013 et L'ACCARA ROUGE en 2003.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	1 171 112,00	46,56%
Dépenses de fabrication hors IDF	363 200,00	14,44%
Autres dépenses	981 200,00	39,01%
Total	2 515 512,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont crédit d'impôt estimé	369 262,00	14,68%
CNC Avance sur recettes (confirmée chiffrage en cours)	550 000,00	21,86%
TV diverses (en cours)	700 000,00	27,83%
Sofica diverses (en cours)	200 000,00	7,95%
Distribution France (en cours)	120 000,00	4,77%
Video et VOD (en cours)	80 000,00	3,18%
Vendeur WT films (acquis)	100 000,00	3,98%
Aide régionale proposée	396 250,00	15,75%
Total	2 515 512,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	198 125 €
2019	198 125 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 20 septembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	320 000,00 €
	Montant total	320 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024829

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MADAGASCAR 1947, SUR LA TRACE DES SOLDATS MALGACHES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	56 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LATERIT PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	9 RUE DE TERRE NEUVE 75020 PARIS
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Madame MARIE CLEMENCE ANDRIAMONTA-PAES
N° SIRET	:	34471985100034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long-métrage documentaire "MADAGASCAR 1947, SUR LA TRACE DES SOLDATS MALGACHES" de Marie-Clémence A. Paes

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur-Réalisateur : Marie-Clémence A. Paes

Synopsis : Après la Seconde Guerre mondiale, 9 800 soldats malgaches rentrent au pays sur le paquebot Ile-de-France. Quand tout espoir d'indépendance s'évanouit, ils prennent la tête d'une insurrection, violemment réprimée par les autorités coloniales. Armés de sagaies et de talismans, ils résistent pendant dix-huit mois dans la brousse. Le film adopte le point de vue des Malgaches et offre un éclairage inédit sur l'insurrection de 1947 à Madagascar.

Commentaires : Marie-Clémence Paes a créé en 1988 avec César Paes, la société de production indépendante, Laterit Production. César Paes son compagnon, est lui-même réalisateur franco-brésilien. Elle a produit et réalisé de nombreux longs métrages documentaires. Dans ces films engagés, la musique

tient un rôle important et est souvent utilisée comme élément narratif. Ces films abordent les questions sociales et luttent contre les clichés. Ces films ont remporté plusieurs prix au festival Cinéma du Réel.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	290 533,00	73,24%
Dépenses de fabrication hors IDF	52 907,00	13,34%
Autres dépenses	53 220,00	13,42%
Total	396 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont Crédits d'impôts	107 660,00	27,14%
Programmes et soutiens privés divers (Mémoires de Madagascar, Doha Film Institute etc.) via France - (acquis)	128 000,00	32,27%
coproducteurs étrangers divers acquis (Cobra Films -Belgique/Silvao Producae-Cap vert/Endemika-Madagascar)	40 000,00	10,08%
Francophonie via France (en cours)	65 000,00	16,39%
Aide régionale proposée	56 000,00	14,12%
Total	396 660,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	26 500,00 €
2019	26 500,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 20 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024828

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA FETE DES MERES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 425 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	WILLOW FILMS
Adresse administrative	:	110 RUE DES DAMES 75017 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame Marie-Castille Mention-Schaar
N° SIRET	:	81224650200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage de fiction LA FETE DES MERES de Marie-Castille Mention-Schaar

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Description :
Auteure-Réalisatrice: Marie-Castille Mention-Schaar

Synopsis : Elles sont Présidente de la République, nounou, boulangère, comédienne, prof, fleuriste, journaliste, sans emploi, pédiatre. Elles sont possessives, bienveillantes, maladroites, absentes, omniprésentes, débordées, culpabilisantes, indulgentes, aimantes, fragiles. Bien vivantes ou déjà un souvenir…Fils ou fille, nous restons quoiqu'il arrive leur enfant avec l'envie qu'elles nous lâchent et la peur qu'elles nous quittent. Et puis nous devenons maman et ça va être notre fête !

Commentaires : Après une carrière de productrice au sein de Vendredi Films et de Loma Nasha avec plus de 12 longs métrages produits, Marie-Castille Mention-Shaar est passée derrière la caméra en 2010 pour son premier long métrage, MA PREMIERE FOIS. Elle a bénéficié du soutien de la Région en 2013 pour LES HERITIERS et Le CIEL ATTENDRA en 2016.

Son 5ème film sera produit par sa société de production Willow Films.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	5 000 821,00	88,75%
Dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autres dépenses	634 194,00	11,25%
Total	5 635 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont Crédits d'impôts estimés	2 225 015,00	39,49%
UGC distribution acquis	550 000,00	9,76%
TV diverses acquis (Canal+, Ciné+, C8 et France TV)	2 170 000,00	38,51%
Placement de produits (en cours)	265 000,00	4,70%
Aide régionale proposée	425 000,00	7,54%
Total	5 635 015,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	212 500,00 €
2019	212 500,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 20 septembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France	250 000,00 €
	Montant total	250 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024824

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TAKE IT EASY MIKE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	189 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TEAMTO
Adresse administrative	:	90 RUE DAMREMONT 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame Corinne KOUPER, Productrice
N° SIRET	:	48304115800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production de la série d'animation TAKE IT EASY MIKE (78x7mn) de Franz Kirchner

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Franz Kirchner et Benjamin Richard

Réalisateur : Franz Kirchner

Résumé : Mike est un adorable carlin, ra-fi-né et pétillant qui a la ferme intention d'impressionner l'élégante chienne des voisins. Il ne manque pas idées… sauf que les animaux du coin viennent toujours mettre la pagaille dans ses plans ! Ces fauteurs de trouble ont l'étonnante capacité de débarquer aux pires moments, entraînant Mike dans une cascade de péripéties !
Quand ses maîtres sont de retour, Mike, épuisé par tant d'activité, a encore loupé l'occasion de se faire remarquer par sa jolie voisine.

Commentaire : Franz Kirchner collabore depuis longtemps avec la société Teamto. Scénariste, story boarder, il est d'abord assistant réalisateur sur la saison 1 d'"Angelo la débrouille" (2010), réalise sa déclinaison en pastilles "trucs et astuces" en anglais pour le web, puis devient réalisateur de la saison 2 (2014), ainsi que de Plankton Invasion (2011) "Zig et sharko" (2015), et "Les lapins crétins" (2014-2016).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	4 202 000,00	46,05%
dépenses de fabrication hors IDF	3 434 000,00	37,63%
autres dépenses	1 489 000,00	16,32%
Total	9 125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	1 932 000,00	21,17%
France 3	2 000 000,00	21,92%
CNC FSA	1 822 000,00	19,97%
Media dev	50 000,00	0,55%
Cartoon Network	200 000,00	2,19%
Procirep	14 000,00	0,15%
Copro canada Digital	810 000,00	8,88%
CI canada	605 000,00	6,63%
Radio Canada	211 000,00	2,31%
cake entert distrib	100 000,00	1,10%
Rhône Alpes	180 000,00	1,97%
Allemagne RTI	374 000,00	4,10%
Chine Uyoung	238 000,00	2,61%
distrib Cake Ent MG	400 000,00	4,38%
aide régionale proposée	189 000,00	2,07%
Total	9 125 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	94 000,00 €
2019	95 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 4e session 2017 en date du 12 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024820

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE BUREAU DES LEGENDES SAISON 4

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	337 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TOP-THE OLIGARCHS PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	20 RUE AMPERE 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur Alex BERGER, producteur
N° SIRET	:	50447232500043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction LE BUREAU DES LEGENDES saison 4 (10x52mn) d'Eric Rochant

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Eric Rochant, Camille de Castelnau, Vincent Mariette, Gaëlle Bellan, Claire Lemaréchal, Capucine Rochant

Réalisateur : Eric Rochant

Avec : Matthieu Kassowitz, Sara Giraudeau, Florence Loiret Caille, Jonathan Zaccaï, Pauline Etienne...

Résumé : Au sein de la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure), un département appelé le Bureau des Légendes forme les agents les plus importants des services de renseignement français. Opérant sous "légende", c'est-à-dire sous une identité fabriquée de toutes pièces, il leur arrive de vivre de longues années dans une duplicité permanente.

Commentaire : Eric Rochant signe sa première série pour la télévision comme producteur et réalisateur dans le cadre des créations originales de Canal+, après avoir réalisé plusieurs longs métrages dont deux sur le sujet de l'espionnage : Les patriotes en 1994 et Moebius en 2013, et de nombreux épisodes de la série Mafiosa. C'est la première fois pour une série de cette envergure, que l'équipe réussit à livrer une saison par an, toujours plus attendue et trépidante. La Région a déjà soutenu la première saison en 2014.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	13 336 000,00	69,69%
dépenses de fabrication hors IDF	2 454 000,00	12,82%
autres dépenses	3 345 000,00	17,48%
Total	19 135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	4 537 000,00	23,71%
Canal +	12 000 000,00	62,71%
CNC FSA	1 111 000,00	5,81%
Sudio Canal Vidéo MG	550 000,00	2,87%
Fed Entrertainment ventes etr MG	600 000,00	3,14%
aide régionale proposée	337 000,00	1,76%
Total	19 135 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	337 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 4e session 2017 en date du 12 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024812

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SANKARA N'EST PAS MORT

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES FILMS DU BILBOQUET
Adresse administrative	:	76 BIS BOULEVARD BARBES 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame EUGENIE MICHEL VILLETTE, Autre
N° SIRET	:	53523865300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : demande d'aide à la production du documentaire audiovisuel SANKARA N'EST PAS MORT de Lucie Vivier

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur et réalisatrice : Lucie Vivier

Résumé : Suite à la révolution d'octobre 2014, dans un Burkina Faso en pleine transition démocratique, u jeune poète remet en cause son rêve d'une vie meilleure en occident. Tout à la fois inquiet et exalté par les bouleversements en cours, il décide de partir à la rencontre de ses concitoyens le long de l'unique voie ferrée du pays. Une traversée du "Pays des hommes intègres" qui devient voyage initiatique.

Commentaire : Après des études d'histoire et de philosophie, Lucie Viver a travaillé comme documentaliste, puis assistante de réalisation. Elle a notamment collaboré aux films
d'Otar Iosseliani (Chantrapas, Chant d'hiver), de Mia Hansen-Love (Un amour de jeunesse,

Eden), de Mati Diop (Snow Canon) et de Rabah Ameur-Zaïmèche (Les Chants de Mandrin, Histoire de Judas).
Elle a réalisé deux courts métrages L'année du tigre (2010 et Maman (2007) et a reçu l'aide à l'écriture de la Région Ile-de-France pour "Sankara".

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	80 000,00	65,04%
dépenses de fabrication hors IDF	22 000,00	17,89%
autres dépenses	21 000,00	17,07%
Total	123 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	23 900,00	19,43%
TV5 Monde	6 100,00	4,96%
TV Lyon	12 000,00	9,76%
CNC aide au développement	12 000,00	9,76%
Procirep Angoa	16 000,00	13,01%
CNC FSA selectif	35 000,00	28,46%
aide régionale proposée	18 000,00	14,63%
Total	123 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 4e session 2017 en date du 12 septembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	35 000,00 €
2017	Aide après réalisation	15 000,00 €

	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024809

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SYMPATHY FOR THE PEPITO

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	59 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ATOPIC
Adresse administrative	:	16 RUE BLEUE 75009 PARIS 9
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur Christophe GOUGEON, Producteur
N° SIRET	:	40843249000030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage documentaire SYMPATHY FOR THE PEPITO de BENOIT GAREL et GILLES CHARMANT

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs-Réalisateurs : Benoit Garel et Gilles Charmant

Synopsis : Au journal télévisé du 19 juin 1971, sur la première chaine de télévision française, le présentateur en col roulé, sourire en coin, annonce le dernier sujet : « Avez-vous déjà vu un hippie mouillé ? Regardez ». On dirait l'exode, ou la retraite de Russie. « C'était hier à Auvers-sur-Oise, dans la propriété de Jean Bouquin où se tenait un festival pop... Tout le monde était au rendez-vous, sauf le temps. »

Commentaires : Benoit Garel et Gilles Charmant réalisent ici ensemble leur premier long métrage.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	234 555,00	56,36%
Dépenses de fabrication hors IDF	106 970,00	25,71%
Autres dépenses	74 611,00	17,93%
Total	416 136,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur conjoint dont CI	37 136,00	8,92%
Distribution france UFO (acquis)	20 000,00	4,81%
coproducteur suisse acquis Louise Prods	5 000,00	1,20%
Partenariat Ina (en cours)	35 000,00	8,41%
VI en cours	25 000,00	6,01%
Aides nationales et TV Suisse en attente	175 000,00	42,05%
TV France en attente	60 000,00	14,42%
Aide régionale proposée	59 000,00	14,18%
Total	416 136,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	29 500,00 €
2019	29 500,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 19 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024792

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE VOYAGE D'AILO

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 95 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BORSALINO PRODUCTIONS SARL
Adresse administrative	:	20 RUE BACHAUMONT 75002 PARIS
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Monsieur MARTIN SOUDAN, Autre
N° SIRET	:	51868762900023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage documentaire LE VOYAGE D'AILO de Guillaume Maidatchevsky

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur-Réalisateur : Guillaume Maidatchevsky

Synopsis : Le voyage merveilleux d'un petit renne qui, aux côtés de sa mère va faire ses premiers pas lors d'une extraordinaire migration dans l'une des dernières contrées sauvages d'Europe : la Laponie

Commentaires: Après des études en biologie et une expérience combinée de journaliste et de réalisateur de documentaires audiovisuels, Guillaume Maidatchevsky réalise ici son premier long métrage pour le cinéma.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	1 396 945,00	49,38%
Dépenses de fabrication hors IDF	899 914,00	31,81%
Autres dépenses	532 141,00	18,81%
Total	2 829 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont Crédits d'impots estimés	1 034 000,00	36,55%
Gaumont coproduction et tous mandats (acquis)	725 000,00	25,63%
Coproducteur finlandais MRP	70 000,00	2,47%
Aides nationales finlandaises (acquises)	225 000,00	7,95%
Aide finlandaise (en cours)	200 000,00	7,07%
Aides norvégiennes (acquises)	200 000,00	7,07%
Aides et TV Norvège (en cours)	280 000,00	9,90%
Aide régionale proposée	95 000,00	3,36%
Total	2 829 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €
2019	45 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 19 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024770

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : YVES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	300 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ECCE FILMS
Adresse administrative	:	16 RUE BLEUE 75009 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame MATHILDE DELAUNAY, Autre
N° SIRET	:	45081319100027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage de fiction YVES de Benoît Forgeard

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur-Réalisateur : Benoît Forgeard

Synopsis : Jérem, un jeune musicien, part s'isoler en province afin d'y composer son premier disque. L'enquêtrice d'une société high-tech le persuade de prendre à l'essai Yves, un réfrigérateur intelligent, censé lui faciliter l'existence. Petit à petit, le "fribot" gagne la confiance de son utilisateur, jusqu'à influence profondément sa carrière et sa vie.

Commentaires : Benoît Forgeard renoue ici avec son esprit burlesque en proposant son regard décalé sur la société.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	2 454 506,00	81,84%
Dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autres dépenses	544 782,00	18,16%
Total	2 999 288,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
dont Crédits d'impôts estimés	719 288,00	23,98%
Distribution et VI Le Pacte (acquis)	180 000,00	6,00%
CNC avance sur recettes (en cours)	400 000,00	13,34%
Chaînes TV diverses (en cours)	1 400 000,00	46,68%
Aide régionale proposée	300 000,00	10,00%
Total	2 999 288,00	100,00%

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 19 septembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	45 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024767

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES CHAMPS DE FLEURS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	358 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHI FOU MI PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	12 RUE BARBETTE 75003 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Hugo SELIGNAC, Producteur
N° SIRET	:	52037217800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production pour le long métrage de fiction LES CHAMPS DE FLEURS de Jeanne Herry

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure-Réalisatrice : Jeanne Herry

Synopsis : "Théo est remis à l'adoption par sa mère biologique le jour de sa naissance. C'est un accouchement sous X. Les Services de l'Aide Sociale à l'Enfance et le Service adoption se mettent en mouvement… Les uns doivent s'occuper du bébé, le porter dans cette phase d'incertitude. Les autres doivent trouver celle qui deviendra sa mère adoptante. Elle s'appelle Alice. «Les Champs De Fleurs» est l'histoire de la rencontre entre Alice, 41 ans, et Théo, 3 mois..."

Commentaires : Après la comédie noire "Elle l'adore", Jeanne Herry retrouve Sandrine Kimberlain pour son deuxième long-métrage, au scénario sensible et délicat.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	5 368 074,00	75,57%
Dépenses de fabrication hors IDF	484 140,00	6,82%
Autres dépenses	1 251 267,00	17,61%
Total	7 103 481,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont Crédits d'impôts estimés (et accord Trésor Films)	1 844 981,00	25,97%
Chaînes TV acquises (Canal+/France3/Ciné+)	3 000 000,00	42,23%
CNC Avance sur recettes (acquis)	450 000,00	6,33%
Coproducteur Belgique Artémis (acquis)	100 000,00	1,41%
StudioCanal coproduction et tous mandats	1 350 000,00	19,00%
Aide régionale proposée	358 500,00	5,05%
Total	7 103 481,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	179 250,00 €
2019	179 250,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 19 septembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	448 000,00 €
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	250 000,00 €
	Montant total	698 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024758

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VOYEZ COMME ON DANSE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 485 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES FILMS DU 24
Adresse administrative	:	24 AV CHARLES DE GAULLE 92200 NEUILLY SUR SEINE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Yves MARMION
N° SIRET	:	40879045900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage fiction VOYEZ COMME ON DANSE de Michel Blanc

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur-Réalisateur : Michel Blanc

Synopsis : Qui veut entrer dans la danse ? Barman paranoïaque, serveuse maladroite, mari volage, fille enceinte, femme cynique, étudiant en repassage, espion, cocue ou escroc : tous se connaissent et chacun veut sa chance. A la fin de la ronde, qui sait, les plus jeunes seront peut-être les mieux servis…

Commentaires : 15 ans après "Embrassez qui vous voudrez", Michel Blanc retrouve ses comédiens - et en invite d'autres - pour cette suite bouillonnante.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	6 928 262,00	77,62%
Dépenses de fabrication hors IDF	162 016,00	1,82%
Autres dépenses	1 835 818,00	20,57%
Total	8 926 096,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont crédits d'impôts	3 391 096,00	37,99%
Chaînes TV acquises (Canal+/Ciné+/C8/France2)	4 650 000,00	52,09%
Sofica Cinemage 12 (acquis)	400 000,00	4,48%
Aide régionale proposée	485 000,00	5,43%
Total	8 926 096,00	100,00%

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 19 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024735

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SYSTEME K

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	90 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES FILMS EN VRAC
Adresse administrative	:	242 BOULEVARD VOLTAIRE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Monsieur THIERRY COMMISSIONAT
N° SIRET	:	50834906500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production pour le long métrage documentaire SYSTEME K de Renaud Barret

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur-Réalisateur : Renaud Barret

Synopsis : Kinshasa, capitale de la RDC. Au milieu de l'indescriptible chaos social, un artiste contemporain reconnu tente d'organiser une Biennale des Arts Libres dans les rues de la ville. Une sorte de happening géant où les jeunes talents artistiques du ghetto pourront s'exposer. Mais à l'approche d'élections présidentielles sous haute tension, le projet a tout d'une mission impossible. Système K est un film « manifeste » qui met face à face l'art de la survie et l'urgence de la création...

Commentaire : Avec ce documentaire social et humain, Renaud Barret, réalisateur de BENDA BILILI!, continue son exploration de la RDC.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	520 559,00	73,93%
Dépenses de fabrication hors IDF	75 000,00	10,65%
Autres dépenses	108 523,00	15,41%
Total	704 082,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur conjoint dont FDS	104 082,00	14,78%
CNC Cinéma du monde (en cours)	80 000,00	11,36%
Sofica Cinéventure (en cours)	110 000,00	15,62%
Distribution France et VI - Le Pacte (acquis)	120 000,00	17,04%
TV (en cours)	175 000,00	24,86%
Coproducteur RDC Antenne A (en cours)	25 000,00	3,55%
Aide régionale proposée	90 000,00	12,78%
Total	704 082,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €
2019	45 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 20 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024732

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PASTEUR LE FRANCAIS ET KOCH L'ALLEMAND

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 90 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MARTANGE PRODUCTION
Adresse administrative	:	74 RUE CU CHATEAU 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame Nathalie COTTET, Présidente
N° SIRET	:	48091503200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel PASTEUR LE FRANCAIS ET KOCH L'ALLEMAND de Matthieu Schwartz.

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Annick Perrot, Matthieu et Maxime Schwartz

Réalisateur : Maxime Schwartz

Résumé : Les deux légendes de la science, Le Français Louis Pasteur et l'Allemand Robert Koch sont contemporains. Ils ont vécu une rivalité profonde, confrontation de deux égos, exacerbée par des sentiments nationalistes. Mais loin d'être contre-productive cette émulation a permis des avancées sans égale dans l'histoire de la médecine

Commentaire : Cette histoire inattendue sur fond de nationalisme français et allemand est racontée dans le livre d'Annick Perrot et Maxime Schwartz « Pasteur et Koch, un duel de Géants dans le monde des

microbes ». C'est le réalisateur Mathieu Schwartz, à qui son père avait conté cette épopée, qui a fortement encouragé les deux auteurs à s'atteler à l'écriture de l'ouvrage, et leur a ensuite confié l'adaptation en documentaire, afin de la réaliser.
Matthieu Schwartz a d'abord été journaliste et rédacteur en chef de magazines télévisés comme Capital, Hors stade ou Le monde d'après avant de se consacrer à la réalisation documentaire, notamment sur l'histoire récente de la France avec " L'inutile et monstrueuse Tour Eiffel" (2017), La "Marseillaise, l'éternel champ de bataille" (2015) ou "Français, qui sommes-nous ?" (2015) tous déjà produit par la société Martange.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	661 000,00	77,22%
dépenses de fabrication hors IDF	65 000,00	7,59%
autres dépenses	130 000,00	15,19%
Total	856 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	321 000,00	37,50%
Arte	320 000,00	37,38%
Arte distrib MG	10 000,00	1,17%
Procirep Angoa	12 000,00	1,40%
CNC FSA	103 000,00	12,03%
aide régionale proposée	90 000,00	10,51%
Total	856 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	90 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 4e session 2017 en date du 12 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024724

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE SOMMET DES DIEUX

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	400 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JULIANNE FILMS
Adresse administrative	:	51 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU 75001 PARIS
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Monsieur JEAN-CHARLES OSTORERO
N° SIRET	:	34949703200046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long-métrage d'animation (fiction) LE SOMMET DES DIEUX de Patrick Imbert

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Manga de Jirô Taniguchi et Baku Yumemakura - Adaptation : Magali Pouzol

Réalisateur : Patrick Imbert

Synopsis : George Mallory est-il mort en montant ou en descendant du sommet de l'Everest, ce 8 juin 1924 ? Son Kodak pourrait livrer sa vérité !
Quand 70 ans plus tard, Fukamachi trouve dans un bazar de Katmandu un vieil appareil, il croit pouvoir y trouver la réponse. Mais il va être entraîné dans un monde d'alpinistes passionnés et assoiffés de conquêtes. Ces rencontres vont peu à peu l'attirer lui aussi vers le sommet des dieux. Aventure, vertige, noblesse seront au rendez-vous de cette grande fresque

Commentaires : Après une collaboration récemment sur Le Grand Méchant Renard (soutenu par la région Île-de-France), Patrick Imbert réalise ici son premier long métrage, une adaptation ambitieuse et poétique du manga "culte" de Jirô Taniguchi et Baku Yumemakura.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	5 527 973,00	55,51%
Dépenses de fabrication hors IDF	2 542 655,00	25,53%
Autres dépenses	1 887 946,00	18,96%
Total	9 958 574,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur conjoint (Flovari-coproducteur acquis) dont Crédits d'impôts estimés	2 400 074,00	24,10%
VI Tous mandats Wild Bunch	1 400 000,00	14,06%
Procirep-angoa (acquis)	7 500,00	0,08%
CNC Passerelle (acquis)	450 000,00	4,52%
TV France (en cours)	1 750 000,00	17,57%
Autre région en cours	300 000,00	3,01%
Coproducteur et aides nationales Luxembourg (en cours)	1 010 000,00	10,14%
Coproducteur et aides nationales Belgique (en cours)	1 031 000,00	10,35%
CNC avance sur recettes (en cours)	850 000,00	8,54%
Eurimages part française (en cours)	360 000,00	3,61%
Aide régionale proposée	400 000,00	4,02%
Total	9 958 574,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	200 000,00 €
2019	200 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 19 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024712

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ELSA

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	320 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	KARE PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	1 RUE DE GABRIEL LAUMAIN 75010 PARIS
Statut Juridique	:	
Représentant	:	
N° SIRET	:	40360753400050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage de fiction ELSA de Pierre Isoard

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Pierre Isoard et Julien Guérif, d'après "L'enfant aux cailloux" de Sophie Loubière

Réalisateur : Pierre Isoard

Synopsis : Elsa, directrice d'école à la retraite, sort de maison de repos où elle a passé quelques années après le décès de son petit-fils Bastien. De retour chez elle, elle découvre ses nouveaux voisins, un couple avec deux enfants. En observant leur maison, elle est persuadée qu'ils ont un troisième enfant, qu'ils cachent. Mais personne ne veut croire Elsa...

Commentaires : Réalisateur de télévision expérimenté, Pierre Isoard réalise ici un premier long métrage de cinéma touchant et sensible sur un sujet fort, d'après le livre à succès de Sophie Loubière.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	1 681 339,00	82,33%
Dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autres dépenses	360 850,00	17,67%
Total	2 042 189,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont Crédits d'impôts estimés	322 189,00	15,78%
Chaînes TV en cours	900 000,00	44,07%
Distribution france et monde en cours	300 000,00	14,69%
Sofica en cours	200 000,00	9,79%
Aide régionale proposée	320 000,00	15,67%
Total	2 042 189,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	160 000,00 €
2019	160 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 19 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024697

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROXIMA

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	400 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DHARAMSALA
Adresse administrative	:	11 RUE LEDRU ROLLIN 92240 MALAKOFF
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame Isabelle MADELAINE, PRODUCTRICE
N° SIRET	:	43525300000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage de fiction PROXIMA de Alice Winocour

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Alice WINOCOUR et Jean-Stéphane BRON

Réalisatrice : Alice WINOCOUR

Synopsis : Sarah est une astronaute d'une trentaine d'années qui s'entraîne avec acharnement au Centre spatial de Cologne, seule femme au milieu des autres astronautes européens. Elle vit seule avec sa fille Stella, 7 ans, qu'elle couve et protège d'un amour inquiet, coupable de ne pas lui consacrer plus de temps. Quand Sarah est choisie pour la prochaine mission de l'ISS, les choses s'accélèrent et sa vie est bouleversée.

Commentaires : Alice Winocour poursuit sa collaboration avec Dharamsala et propose ici un nouveau

portrait de femme complexe et sensible, rôle porté par Eva Green

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	3 548 903,00	59,83%
Dépenses de fabrication hors IDF	1 444 900,00	24,36%
Autres dépenses	937 760,00	15,81%
Total	5 931 563,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur dont crédit d'impôts estimés	2 066 563,00	34,84%
CNC Avance sur recettes (acquis)	500 000,00	8,43%
Chaines TV acquises diverses (France3/Canal+/Ciné+)	2 280 000,00	38,44%
Mini traité Franco Allemande (en cours)	200 000,00	3,37%
Apport Coproducteur allemand Pandora acquis	115 000,00	1,94%
Aides nationales Allemagne en cours	220 000,00	3,71%
Distribution Allemagne en cours	150 000,00	2,53%
Aide régionale proposée	400 000,00	6,74%
Total	5 931 563,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	200 000,00 €
2019	200 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 4e session 2017 en date du 19 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024682

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MON PAYS FABRIQUE DES ARMES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	36 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TALWEG
Adresse administrative	:	5 RUE DE LA CHAPELLE 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur VINCENT GAZAIGNE, Autre
N° SIRET	:	75095139400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel MON PAYS FABRIQUE DES ARMES d'Anne Poiret

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure et réalisatrice : Anne Poiret

Résumé : Les ventes d'armes françaises explosent. Pourtant le public sait peu de chose de cette industrie et des grandes instances d'Etat chargée de l'exporter. Or, la France vend massivement au Moyen-Orient. Beaucoup à l'Arabie Saoudite, suspectée de crimes de guerre. Ailleurs en Europe, la société civile réagit à cette question. Si les armes sont si cruciales pour nos emplois si elles participent autant à notre indépendance, pourquoi sont-elles en France un angle mort du débat public ?
Commentaire : Anne Poiret a réalisé une douzaine de documentaires consacrés aux grands problèmes géopolitiques actuels comme "Syrie Mission Impossible" (2017), "Bienvenue au Réfugistan" (2016), "Epidémie, la menace invisibles" (2014) ou "E-germinal, dans l'enfer des usines chinoises" (2013). Elle

rapproche ici les vastes enjeux de la course à l'armement dans les conflits internationaux du quotidien des employés français d'usines d'armement.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	179 000,00	65,81%
dépenses de fabrication hors IDF	18 000,00	6,62%
autres dépenses	75 000,00	27,57%
Total	272 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	30 000,00	11,03%
France 5	121 000,00	44,49%
LCP	7 000,00	2,57%
TV5 Monde	6 000,00	2,21%
CNC FSA	55 000,00	20,22%
Procirep Angoa	17 000,00	6,25%
aide régionale proposée	36 000,00	13,24%
Total	272 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	36 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 4e session 2017 en date du 12 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024544

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : IVG : LES PRO-LIFE CONTRE-ATTAQUENT

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 50 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAPA PRESSE STUDIO CAPA
Adresse administrative	:	80 RUE DE LA CROIX NIVERT 75015 PARIS 15
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur GUILLAUME THOURET, Producteur
N° SIRET	:	35164742500021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel IVG : LES PRO-LIFE CONTRE-ATTAQUENT d'Andréa Rawlins-Gaston et Alexandra Jousset

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteures : Andrea Rawlins-Gaston et Alexandra Jousset

Réalisatrices : Andrea Rawlins-Gaston et Alexandra Jousset

Résumé : C'est un droit que les Européens croyaient acquis : l'avortement. Partout sur le continent, les Pro-Life contre-attaquent. Ces nouveaux militants maitrisent Internet, font du lobbying et se financent à l'étranger. Au quotidien, les femmes commencent à en payer le prix. L'IVG va-t-elle disparaître ?

Commentaire : D'origine anglo-chilienne, Andrea Rawlins-Gaston intègre l'agence Capa en 1995. Elle y réalise des sujets et reportages, avant de se spécialiser dans les documentaires de société au long cours. Elle cherche ensuite à réaliser des films-événements à dimension politique et initie en 2012 la série des «

films manifeste » pour la case Infrarouge de France 2 avec "Viol, elles se manifestent" dans lequel des femmes connues et anonymes dénoncent à visage découvert le viol qu'elles ont subi.
Dans la foulée, en 2014, elle signe avec Laurent Follea, un nouveau film-manifeste sur le harcèlement à l'école, Souffre-douleurs, ils se manifestent.
Au sein d'agence comme Capa, StoryBox Press, Flab, TSVP, Upside Télévision, Alexandra Jousset a réalisé des reportages et documentaires pour diverses chaines, ainsi qu'un court-métrage "#illusion", sélectionné dans plusieurs festivals; Après un sujet en immersion pendant 2 ans sur l'ouverture de la Fondation Louis Vuitton et elle s'est spécialisée dans le documentaire d'investigation, comme "Corvéables à Merci" sur le trafic de domestiques asiatiques, sélectionné au FIPA 2017 et au FIGRA 2017, en préselection 2017 du Prix Albert Londres en Télévision ou "Nos très chères ambassades" sur les finances du Quai d'Orsay pour France 3.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	330 000,00	72,37%
dépenses de fabrication hors IDF	34 000,00	7,46%
autres dépenses	92 000,00	20,18%
Total	456 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	45 000,00	9,87%
Arte	250 000,00	54,82%
RTBF	9 000,00	1,97%
RTS	7 000,00	1,54%
CNC FSA	95 000,00	20,83%
aide régionale proposée	50 000,00	10,96%
Total	456 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 4e session 2017 en date du 12 septembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France	50 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024488

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AD VITAM

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	364 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PARTNER PROD
Adresse administrative	:	7-15 RUE DU DOME 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame KATIA RAIS, Autre
N° SIRET	:	42951315300032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction AD VITAM (6x52mn) de Thomas Cailley et Manuel Schapira

Date prévisionnelle de début de projet : 28 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Thomas Cailley et Sebastien Mounier

Réalisateurs : Thomas Cailley et Manuel Schapira

Résumé : Une ville on ne sait ni où ni quand. Grâce à un système de régénération des cellules, il est possible de repousser le moment de notre fin. La doyenne a 169 ans, la moyenne d'âge est de 83 ans. La pyramide des âges s'est inversée. Quid de la "vraie" jeunesse dans cette société ? Dans ce contexte sont découverts sur une plage les corps de sept jeunes gens. Suicide collectif ? Meurtre ? Pour mener l'enquête, deux personnages que tout oppose : Darius, flic centenaire et Christa, mineure romantique.

Commentaire : Après plusieurs courts métrages dont "Paris Shanghai", sélectionné dans de nombreux festivals étrangers et Prix du public au festival Premiers plan d'Angers en 2011, Thomas Cailley rencontre un grand succès avec son premier long métrage "Les combattants", sélectionné à Cannes à la Quinzaine des réalisateurs en 2014, César du meilleur premier film en 2015, César de la meilleure actrice pour Adèle Haenel et du meilleur espoir masculin pour Kevin Azaïs. Après avoir coécrit "Trepalium", une première série d'anticipation également produite par Kelija - Partner prod et soutenue par la Région en 2014, il assure la coréalisation d'"Ad Vitam" avec Manuel Shapira. Celui -ci a réalisé une dizaine de courts métrages, parmi lesquels "Décroche" (2006) Ours d'argent au Festival de Berlin et "Les meutes", nommé aux César 2013, ainsi qu'une comédie romantique pour Arte "Damoclès" diffusée en 2016.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	5 366 000,00	76,72%
dépenses de fabrication hors IDF	432 000,00	6,18%
autres dépenses	1 196 000,00	17,10%
Total	6 994 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	862 000,00	12,32%
Arte	3 720 000,00	53,19%
Lagardère studio distrib MG	900 000,00	12,87%
CNC FSA	833 000,00	11,91%
CNC Nvl Tech	300 000,00	4,29%
Procirep	15 000,00	0,21%
aide régionale proposée	364 000,00	5,20%
Total	6 994 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	364 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 4e session 2017 en date du 12 septembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023651

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : IRAN, LE REVEIL D'UN GEANT

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	50 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	YAMI 2
Adresse administrative	:	5 PASSAGE PIVER 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur Christophe NICK, Producteur
N° SIRET	:	49075596400031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du documentaire audiovisuel IRAN, LE REVEIL D'UN GEANT de Julie LERAT et Christophe BOUQUET

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur : Julie Lerat

Réalisateurs : Christophe Bouquet et Julie Lerat

Résumé : L'Iran fait partie des pays qui donnent des sueurs froides aux chancelleries occidentales. Aujourd'hui, l'Iran est en guerre aux côtés des Russes sur un front, et aux côtés des Américains sur l'autre. Mais il devra forcément faire un choix : défendre à tout prix sa puissance et ses alliances ou devenir un acteur de la paix dans la région. Après 35 ans de tensions, peut-il être un partenaire pour l'Occident ?

Commentaire : Christophe Bouquet est en alternance monteur et réalisateur de documentaires. Tous ceux qu'il a réalisés ont été produits par la Société Yami 2, soutenue par la Région à plusieurs reprises.
Il s'est spécialisé dans l'investigation de sujets géopolitiques de grande ampleur comme "Mafia et République" 3x60mn en 2017 ou "Qatar, la puissance et la gloire" 2x52mn en 2014. Il s'est associé cette fois avec Julie Lerat, Grand reporter dans le monde entier pour Radio France International.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	265 000,00	75,28%
dépenses de fabrication hors IDF	21 000,00	5,97%
autres dépenses	66 000,00	18,75%
Total	352 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	47 000,00	13,35%
France 5	132 000,00	37,50%
TV5 Monde	3 000,00	0,85%
Planète +	5 000,00	1,42%
FTD MG Distrib	30 000,00	8,52%
CNC FSA	64 000,00	18,18%
Procirep Angoa	11 000,00	3,13%
Vente Suisse et/ou Belgique	10 000,00	2,84%
aide régionale proposée	50 000,00	14,20%
Total	352 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 4e session 2017 en date du 12 septembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	81 000,00 €
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	90 000,00 €
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	88 000,00 €
2017	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	70 000,00 €
	Montant total	329 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027620

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA FEMME AU CARNET ROUGE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	353 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES FILMS DU 24
Adresse administrative : 24 AV CHARLES DE GAULLE
92200 NEUILLY SUR SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Yves MARMION

N° SIRET : 40879045900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction LA FEMME AU CARNET ROUGE de Stéphane Archinard et François Prévot-Leygonie

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisateurs-Auteurs: Stéphane Archinard et François Prévot-Leygonie d'après le roman de Antoine Laurain

Synopsis : Un matin, à paris, alors qu'il ouvre sa librairie, Laurent Letellier tombe sur un sac à main dans la rue. Curieux, il en fait l'inventaire et découvre, une foule d'objet personnels dont un carnet rouge rempli de notes. Désireux de retrouver la propriétaire du sac, Laurent s'improvise détective.
A mesure qu'il déchiffre les pages d'un carnet contenant les pensées intimes de Laure Valadier, le jeu de piste se mue progressivement en une quête amoureuse qui va chambouler la vie de nos deux héros.

Commentaires : Pour ce 2e long métrage après Amitiés sincères en 2010, le duo se reforme pour adapté ce roman d'Antoine Laurain, une "enquête romantique" au coeur de la capitale.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	5 618 592,00	80,00%
Dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autres dépenses	1 404 647,00	20,00%
Total	7 023 239,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2018	176 500,00 €
2019	176 500,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 5e session 2017 Collège 3 en date du 8 novembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027691

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE MYSTERE HENRI PICK

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 445 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MANDARIN PRODUCTION
Adresse administrative	:	22 RUE DE PARADIS 75010 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Nicolas Altmayer
N° SIRET	:	81037071800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : l'aide à la production du long-métrage de fiction LE MYSTERE HENRI PICK de Rémi Bezançon

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur(e)s : Rémi Bezançon et Vanessa Portal, d'après le roman éponyme de David Foenkinos

Réalisateur: Rémi Bezançon

Synopsis : Une éditrice découvre un roman qu'elle estime être un chef d'œuvre, dans une bibliothèque dont la particularité est de recueillir les manuscrits refusés par les éditeurs. Le texte est signé Henri Pick, un pizzaïolo breton décédé deux ans plus tôt. Pourtant, selon sa veuve, cet homme n'a jamais lu un livre de sa vie, ni écrit autre chose que la liste des courses. Auréolé de ce mystère, le roman devient un best-seller. Un célèbre critique littéraire décide de mener l'enquête..

Commentaires : Après une oeuvre jalonnée de films très personnels, Rémi Bezançon va réaliser ici l'adaptation du succès de David Foenkinos. Il signe le scénario avec Vanessa Portal, avec qui il a

collaboré sur la plupart de ses films.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	7 072 575,00	79,04%
Dépenses de fabrication hors IDF	411 119,00	4,59%
Autres dépenses	1 464 000,00	16,36%
Total	8 947 694,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	222 500,00 €
2019	222 500,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 5e session 2017 Collège 3 en date du 8 novembre 2017 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France	260 000,00 €
2017	Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	630 000,00 €
	Montant total	890 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027775

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CALAMITY, UNE ENFANCE DE MARTHA JANE CANNARY

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	360 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAYBE MOVIES
Adresse administrative	:	17 RUE DE MONTREUIL 75011 PARIS
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Monsieur Henri MAGALON
N° SIRET	:	44975410000039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.48161 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : l'aide à la production du long-métrage d'animation CALAMITY, UNE ENFANCE DE MARTHA JANE CANNARY de Rémi Chayé

Date prévisionnelle de début de projet : 27 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur(e)s: Rémi Chayé (scénariste / graphique), Sandra Tosello (scénariste) et Fabrice de Costil (scénariste)

Réalisateur : Rémi Chayé

Synopsis : 1863, un convoi dans l'Ouest américain. Martha Jane doit conduire le chariot familial. L'apprentissage est rude et pourtant elle ne s'est jamais sentie aussi libre. Et comme c'est plus pratique pour faire du cheval, elle n'hésite pas à passer un pantalon. C'est l'audace de trop pour Abraham, le chef du convoi. Accusée de vol, Martha est obligée de fuir. Habillée en garçon, à la recherche des preuves de son innocence, elle découvre un monde en construction où sa personnalité unique va s'affirmer.

Commentaires : Après le succès de Tout en haut du monde, Maybe Movies produit ici le second long métrage de Rémi Chayé, toujours en partenariat avec Sacrebleu Productions et le studio 2 minutes. Et après le Grand Nord, c'est les immensités du mythique Ouest américain qu'ils nous proposent de découvrir dans cette épopée à nouveau historique.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	5 433 373,00	66,68%
Dépenses de fabrication hors IDF	1 356 701,00	16,65%
Autres dépenses	1 358 112,00	16,67%
Total	8 148 186,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Apport producteur dont crédit d'impôts estimés	1 649 686,00	20,25%
CNC avance sur recettes (acquis)	600 000,00	7,36%
CNC Développement (part non remboursable seulement)	20 000,00	0,25%
Gebeka : coproduction et distribution France (acquis)	500 000,00	6,14%
CNC Aide nouvelles technologies (acquis)	50 000,00	0,61%
CNC Aide nouvelles technologies (en cours)	150 000,00	1,84%
Procirep Ango (acquis)	60 000,00	0,74%
Media (acquis)	60 000,00	0,74%
Sacem Aide à la musique (en cours)	8 500,00	0,10%
Eurimages (en cours)	360 000,00	4,42%
Chaine Hertzienne france (en cours)	800 000,00	9,82%
Pay TV France (en cours)	950 000,00	11,66%
Ventes internationales en cours (part France)	500 000,00	6,14%
VOD/Video en cours (France)	150 000,00	1,84%
Région Réunion (en cours)	230 000,00	2,82%
Part coproducteur Belgique (en cours)	300 000,00	3,68%
Aides diverses Belgique (en cours)	400 000,00	4,91%
Eurimages (part Belge - en cours)	90 000,00	1,10%
Chaine belge (en cours)	70 000,00	0,86%
Distribution salle Belgique (en cours)	50 000,00	0,61%
Tax Shelter (en cours)	720 000,00	8,84%
Coproduction studio animation France (en cours)	70 000,00	0,86%
Aide régionale proposée	360 000,00	4,42%
Total	8 148 186,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	180 000,00 €
2020	180 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma 5e session 2017 Collège 3 en date du 8 novembre 2017 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015489

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAROLE CANET- JE ME SOUVIENS DE NOUS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CANET CAROLE
Adresse administrative	:	29 CHEMIN DES BUTTES 91190 GIF-SUR-YVETTE
Statut Juridique	:	
Représentant	:	
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur: Carole Canet est scénariste et anime des ateliers d'écriture. Elle est la co-auteur d'Ingrid GOGNY

Genre : long métrage cinématographique

Résumé: Après la mort de son mari en 1926, les souvenirs de Lucie se bousculent dans tous les sens. Son mari s'appelait Emile Coué. Adoré et respecté de son vivant, tout autant que méprisé et ridiculisé d'ailleurs, Lucie se bat pour qu'il reste des traces de leur travail. Est-elle si seule à se souvenir ?

Ateliers: L'atelier proposera de mener à bien l'écriture d'un scénario de court métrage dans un cadre dirigé. Il aura lieu à la bibliothèque François Truffaut du Forum des Halles et dans deux autres bibliothèques du réseau à déterminer sur une période de 6 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015487

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MANUEL MASSERET- LE COEUR DE LOUISE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MASSERET MANUEL
Adresse administrative	:	13 RUE LEBRUN 75013 PARIS
Statut Juridique	:	
Représentant	:	
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Co-auteur de Julien DARRAS, Manuel Masseret a écrit un premier long métrage de fiction en développement et collaboré à l'écriture de plusieurs court-métrages.

Genre : série audiovisuelle (6 x 52')

Résumé: 1919. Louise Imbert, 20 ans, retourne à "la Ruche" le quartier de son enfance à la recherche de son frère disparu durant la grande guerre. Elle y découvre la vie syndicale et participe aux grands mouvements de grèves d'après-guerre. Entre quête du frère et parcours initiatique dans le monde du syndicat sa vie va prendre une direction qu'elle n'attendait pas.

Ateliers : Ateliers centrés sur les thématiques du personnage et de la structure dramatique (Objectif, conflit, moyens, résolution) en partenariat avec le centre social Angela Davis de Tremblay en France. Il s'agira d'aborder la structure dramatique par le biais du Personnage avec références aux séries les plus visionnées par le jeune public (a` définir en amont avec le public concerne´). Les ateliers seront conclus si possible par l'écriture et la réalisation (moyens mis a` disposition par nos soins) de saynètes reprenant les notions qui auront été abordées précédemment.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015413

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MELANIE BRUN- GIRL CULTURE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BRUN MELANIE
Adresse administrative : 7 RUE CONDORCET
75009 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur: Mélanie BRUN est journaliste, photographe et réalisatrice de films publicitaires et de vidéos

Co-auteur de Delphine DHILLY

Résumé: Elles ont 13 ans, les écrans jamais loin. Elles rentrent en 4ème, et vont traverser une année remplie de « premières fois ». Les garçons, les hormones, le corps en mutation.
Qui sont ces jeunes filles ? Comment les réseaux sociaux façonnent leur existence et leur construction d'adolescentes ? Girl culture est la chronique de ces adolescentes sur un an, qui suit leurs « profils » virtuels et leurs vies « réelles », en posant la question de la construction de soi dans cette dualité propre à cette génération.

Ateliers: Les auteurs s'engagent à animer des ateliers avec un groupe de collégiens autour de l'écriture et de la réalisation d'un docu-fiction, explorant le thème de l'identité, virtuel et réel, faisant écho à leurs

profils et leurs mises en scènes sur les réseaux sociaux.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025493

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INGRID GOGNY- JE ME SOUVIENS DE NOUS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GOGNY INGRID
Adresse administrative : 7 RUE MAURICE LELIEUVRE
76000 ROUEN
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Diplomé de la FEMIS en production, Ingrid GOGNY est productrice et réalisatrice de court métrages et de documentaires.

Co-auteur:Carole CANET

Genre : long métrage cinématographique

Résumé: Après la mort de son mari en 1926, les souvenirs de Lucie se bousculent dans tous les sens. Son mari s'appelait Emile Coué. Adoré et respecté de son vivant, tout autant que méprisé et ridiculisé d'ailleurs, Lucie se bat pour qu'il reste des traces de leur travail. Est-elle si seule à se souvenir ?

Ateliers: L'atelier proposera de mener à bien l'écriture d' un scénario de court métrage dans un cadre dirigé. Il aura lieu à la bibliothèque François Truffaut du Forum des Halles et dans deux autres

bibliothèques du réseau à déterminer sur une période de 6 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025467

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DARRAS JULIEN -LE COEUR DE LOUISE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DARRAS JULIEN
Adresse administrative : 9 RUE EDOUARD VAILLANT
93100 MONTREUIL
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Assistant réalisateur, Julien DARRAS a réalisé deux CM sélectionnés en festivals et diffusés. Il écrit aussi pour la télévision

Co-auteur: Manuel Masseret

Genre : série audiovisuelle (6 x 52')

Résumé: 1919. Louise Imbert, 20 ans, retourne à "la Ruche" le quartier de son enfance à la recherche de son frère disparu durant la grande guerre. Elle y découvre la vie syndicale et participe aux grands mouvements de grèves d'après-guerre. Entre quête du frère et parcours initiatique dans le monde du syndicat sa vie va prendre une direction qu'elle n'attendait pas.

Ateliers : Ateliers centrés sur les thématiques du personnage et de la structure dramatique (Objectif,

conflit, moyens, résolution) en partenariat avec le centre social Angela Davis de Tremblay en France. Il s'agira d'aborder la structure dramatique par le biais du Personnage avec références aux séries les plus visionnées par le jeune public (a` définir en amont avec le public concerne´). Les ateliers seront conclus si possible par l'écriture et la réalisation (moyens mis a` disposition par nos soins) de saynètes reprenant les notions qui auront été abordées précédemment.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025439

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : YOUSSEF CHEBBI- LA GRANDE PEUR

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHEBBI YOUSSEF
Adresse administrative : 127 AVENUE DE FLANDRE
75011 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Après des études universitaires de cinéma, Youssef CHEBBI a réalisé plusieurs CM sélectionnés en festivals de catégorie 1 et co-réalisé un documentaire Babylon primé au FID.

Genre : long métrage cinématographique

Résumé: Dans un petit village de montagne la peur revient hanter les hommes. Un berger a été retrouvé mort, le corps atrocement mutilé. Contre l'avis du conseil et malgré la malédiction qui plane sur le lieu, il était monté au plateau du Pic pour repérer le terrain et y faire pâturer le maigre troupeau du village.
La peur s'installe et la malédiction semble se confirmer.
Quelques jours plus tard, le fils du berger, Samir, revient à son village natal.
Au contact du Cheikh, un prédicateur respecté et combinard, il découvre peu à peu l'envers de la malédiction, pendant qu'une catastrophe inévitable menace le village.

Ateliers : Atelier d’initiation et de rencontres sous forme de rendez-vous cinématographiques, en partenariat avec l'association Paris Macadam.
Activités envisagées
- Regarder, est-ce voir ? : Des cinéastes viendront présenter leurs films et rencontrer le public du quartier pour échanger et inclure le cinéma dans la vie quotidienne, comme un outil de réflexion et d’extension.
- Le cinéma, en parler : Un cercle de discussion hétérogène, fait de cinéphiles, amoureux de l’image, penseurs(e), ou tout autre personne souhaitant parler de cinéma. Une discussion ouverte où l’on aborde les différentes manières dont le cinéma nous touche, nous importe et nous émeus.
- Le créatif : Une création filmique et sonore se fera durant tout le long de ses rendez-vous avec la proposition d’imaginer et de filmer une fiction qui se déroule dans le quartier de la goutte d'or.
Durée de 6 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025416

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DHILLY DELPHINE -GIRL CULTURE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DHILLY DELPHINE
Adresse administrative : 2 CHEMIN DES PECHEURS
78670 VILLENNES-SUR-SEINE
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Réalisatrice de documentaires pour la télévision et pour l'émission de radio Les pieds sur terre de France Culture. Delphine DHILLY enseigne également l'écriture documentaire à l'ESEC.

Co-auteur: Mélanie BRUN, journaliste, photographe et réalisatrice de films publicitaires et de vidéos

Résumé: Elles ont 13 ans, les écrans jamais loin. Elles rentrent en 4ème, et vont traverser une année remplie de « premières fois ». Les garçons, les hormones, le corps en mutation.
Qui sont ces jeunes filles ? Comment les réseaux sociaux façonnent leur existence et leur construction d'adolescentes ? Girl culture est la chronique de ces adolescentes sur un an, qui suit leurs « profils » virtuels et leurs vies « réelles », en posant la question de la construction de soi dans cette dualité propre à cette génération.

Ateliers: Les auteurs s'engagent à animer des ateliers avec un groupe de collégiens autour de l'écriture et de la réalisation d'un docu-fiction, explorant le thème de l'identité, virtuel et réel, faisant écho à leurs profils et leurs mises en scènes sur les réseaux sociaux.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025402

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MARIE-PIERRE BRETAS- ARCHEOLOGIE DE LA VIOLENCE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM **12 000,00 €**

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BRETAS MARIE-PIERRE
Adresse administrative : 22 RUE ANDRE JOINEAU
93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Marie-Pierre BRETAS est documentariste. Son dernier documentaire Hautes terres, sorti en salle en 2014 a été primé au Cinéma du réel.

Genre: long métrage documentaire pour le cinéma

Résumé: J'ai rencontré Derrick il y a 30 ans à Brooklyn, plein du désir de conjurer son sort de garçon noir des ghettos. Aujourd'hui il dort dans sa voiture à Miami. Ensemble nous revenons sur les espaces d'une Amérique raciste.

Ateliers: L'auteur souhaite faire un atelier en lycée qui pourrait porter sur l'écriture et la mise en scène autour des questions traitées dans le projet de documentaire: quelle est la place assignée par la société à un individu?

Localisation géographique :

- ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025372

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SARAH ARNOLD- L'ESPECE EXPLOSIVE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARNOLD SARAH
Adresse administrative	:	9 RUE SOLFERINO 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique	:	
Représentant	:	
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Sarah Arnold a déjà réalisé 3 courts métrages remarqués en festivals et diffusés sur France télévision. (Leçons de ténèbres, Totem et Parades)

Genre: long métrage cinématographique

Résumé: Producteur laitier au bord de la faillite, Brun cultive le maïs avec lequel il nourrit ses vaches. Mais depuis peu, des sangliers ravagent la région et une bête particulièrement grosse saccage ses cultures. Pour Brun, la faute en revient aux chasseurs. La tension monte. Brun commet l'irréparable et disparait dans la forêt. Fulda, jeune gendarme en pleine crise existentielle, est chargé de le retrouver. Absorbé par sa rupture amoureuse, il ne prend pas garde et se trouve aux mains de cet homme devenu sauvage, qui va l'entraîner dans une quête obstinée de la Bête.

Ateliers-rencontres: l'auteur propose des ateliers de réalisation avec un groupe de jeunes adolescents du

quartier Villette -quatre chemins à Aubervilliers, en partenariat avec l'OMJA (durée 6 mois).

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020321

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PAULINE GAY -ROUGH RIDE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GAY PAULINE
Adresse administrative : 154 BIS RUE ORDENER
75018 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : aide à l'écriture de scenario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Formé à la Femis (réalisation), Pauline GAY a réalisé plusieurs CM et documentaires. (Demain, ça sera bien; La ballade de Jean-Paul....)

Genre: long métrage documentaire pour le cinéma

Résumé: La lutte de trois femmes de Baltimore pour obtenir justice et vérité dans une affaire d'arrestation policière: Tawanda, figure emblématique de la lutte contre les violences policières, Fredericka dont le mari vient de décéder dans d'obscures circonstances, et Sharon, retraitée activiste, ancienne Black Panther et fondatrice du centre de solidarité de Charles Village. Les trois combattantes organisent la résistance dans une Amérique dévastée par le néo libéralisme.

Ateliers : Atelier d'éveil à la création cinématographique pour adolescents. En parallèle d'une réflexion sur

l'image, l'atelier portera sur l'écriture et la réalisation de court-métrage, en partenariat avec le film de femmes de Créteil.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020308

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CARETTE VALENTINE -NOUS ETIONS FORMIDABLES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CARETTE VALENTINE
Adresse administrative	:	12 RUE DES ENVIERGES 75020 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur débutant: comédienne, Valentine Carette a réalisé un premier court métrage 'Tête Brûlée'

Genre: moyen métrage documentaire (50') pour le cinéma

Résumé: La vie d'un centre d'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile situé dans le nord de Paris. Microcosme complexe où travailleurs sociaux, salariés, bénévoles et artistes tentent de faire de cet accueil un lieu de rencontre et d'espoir. Ces hommes venus d'Afghanistan, de Syrie, de Libye ou du Soudan ont tout quitté pour une vie meilleure. Tous ont des destins différents qui se croisent ici sur le terrain commun de l'exil. Dans ce huis clos ils deviennent les narrateurs et les acteurs de ce récit collectif. Ils nous parlent ici de leurs rêves d'avenir et de ce qui leurs fait le plus défaut : l'Amour.

Ateliers: l'auteur propose un atelier cinéma d'initiation aux techniques de l'image et du son. Nous

aborderons aussi les questions de mise en scène et de direction d'acteurs. Les participants pourront également proposer des scènes ou participer à la construction d'une scène déjà écrite. Le but pédagogique est d'encourager les participants à développer leur imaginaire, dépasser la peur du jugement et assumer un geste artistique. Le but est aussi de favoriser la rencontre et le lien social entre participants. Les thèmes abordés seront principalement l'amour, le portrait et l'autoportrait, de façon à autoriser les participants à se livrer plus intimement.
Un atelier de deux heures par semaine au sein d'un centre d'hébergement d'urgence Emmaus.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020298

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SARA OLACIREGUI -L'IMPOPULAIRE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OLACIREGUI SARA
Adresse administrative : 10 RUE BERANGER
93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Auteur débutant: Assistante réalisatrice et monteuse

Genre: moyen métrage documentaire pour le cinéma

Résumé: Ce film est une exploration de l'univers intime de Momo, jeune homme de 20 ans issu d'un quartier populaire parisien.
Grâce à son témoignage, nous effleurerons les dessous d'un monde très souvent fantasmé et qui se sent mal représenté au sein de la sphère médiatique et cinématographique.
Ses images personnelles nous permettront de comprendre le mal-être de toute une catégorie de la population privée de parole et de représentants qu'elle estimerait justes dans notre société. Elles tenteront de faire résonner sans influence et sans jugement une voix trop souvent étouffée.

Ateliers: une initiation technique et théorique au documentaire en partenariat avec l'association Plus loin. Ces cours auront lieu au sein d’un quartier populaire parisien du 20ème arrondissement et permettront de donner aux adultes de demain les armes nécessaires pour pouvoir raconter leurs propres histoires.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020238

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REMI GRELOW- LA FAMILLE DODO

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GRELAUD REMI
Adresse administrative	:	22 RUE JULES VERNES 75011 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur débutant: Diplomé en études universitaires de scénario, Rémi Grelaud (Grelow) a écrit plusieurs projets en développement.

Genre : série d'animation audiovisuelle (42 x 13')

Résumé:Une famille de dodos qui vivait dans la campagne tropicale échappe à l'extinction et doit migrer à Arbopolis, une forêt-volière-mégalopole située sur une île sauvage où toutes les espèces d'oiseaux vivent mélangées de manière urbaine.

Ateliers: Atelier transversal qui se scinderait en trois axes : théorique (apprentissage des outils pratiques de la dramaturgie, de l'objet scénario etc), historique (synthèse de l'histoire du cinéma, de la narration audiovisuelle, projection d'extraits de films/séries etc) et pratique (écriture en petits groupes de court-

métrages sur plusieurs session et discussions autour de ce travail, tenue d'un blog). Il ne s'agit pas d'un atelier de réalisation mais d'écriture, l'oralité (travail sur le pitch, le résumé, brainstorming collectif, lectures etc) y sera favorisé.
L'auteur souhaite réaliser son atelier en lycée.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019809

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : GHAZAL SOTOUDEH-YATIM

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOTOUDEH GHAZAL
Adresse administrative	:	146 RUE DU CHEVALERET 75013 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur débutant: Diplomé en droit international et de l'INIS à Montréal, Ghazal Sotoudeh a suivi l'atelier scénario de la Femis pour Yatim.

Genre: Moyen métrage documentaire (59')

Résumé: Téhéran, Iran. 1984. Sur une autoroute, les miliciens du nouveau régime islamique attendent mes parents au péage. Leaders d'opposition, ils se savent recherchés. Mon père est blessé par un tir à la jambe alors que ma mère et moi dans ses bras, parvenons à échapper aux balles. Il sera exécuté puis jeté dans une fosse commune, nous serons sur le chemin de l'exil. Trente plus tard, moi, Yatim ou orpheline politique, je rentre au pays avec cette obsession: qu'est-il resté de cette révolution?

Ateliers: l'auteur propose un atelier d'éducation à l'image et d'accompagnement en vue de la production

de 4 courts-métrages de 10 à 15 minutes par des élèves de lycée.
Les CM seront diffusés dans une salle du cinéma. L'idée est de permettre aux plus jeunes de comprendre la construction d'un film par un découpage en trois modules Au rythme d'une journée par semaine au sein d'un lycée francilien sur 6 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024485

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LUCILE PRIN- NOUS LES ENFANTS D'EUROPE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRIN LUCILE
Adresse administrative : 24 RUE DURANTIN
75018 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur débutant: Diplômée du BTS audiovisuel de Boulogne Billancourt, Lucile PRIN a co-réalisé une série de courts métrages au Chili diffusé sur Arte, reconnu et primé dans de nombreux festivals.

Genre : série web documentaire 22x 6'

Résumé: De gare en gare, de ville en ville, NOUS LES ENFANTS D'EUROPE propose une traversée du continent a` la rencontre d'une jeunesse engagée dans des structures alternatives. Face a` une montée globale du nationalisme, aux enjeux écologiques, religieux et économiques, comment les jeunes européens envisagent-ils la société´ dans laquelle ils ont grandi ? Qui est cette « Génération Y » et quelles valeurs porte-t-elle ? Comment invente-t-elle une nouvelle façon de vivre ensemble ? Entre le poids du passe´ et leur volonté´ de changement, quelles visions d'avenir et quelles solutions alternatives nous proposeront ceux qui se définissent selon les médias comme une génération sacrifiée ?

Ateliers-rencontres: l'auteur propose un atelier pour un jeune public.
L'atelier se divise en 4 étapes :
-La recherche collective de sujet et l'écriture du scénario;

-La formation générale aux postes à tenir lors du tournage avec les différents métiers du cinéma présentés par des intervenants professionnels, puis répartition des rôles de chacun en différentes équipes.
-La préparation du tournage par équipe : découpage technique et/ou storyboard / repérages des décors / organisation des scènes sur le plan de travail / répétitions des acteurs
-Le tournage : la mise en pratique
-La post-production : initiation au montage / synchronisation son et image / aperçu du mixage et étalonnage.

Avis favorable du collège débutant du comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario du 20 octobre 2017

Localisation géographique :

- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025036

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DAVID RODES- SUR L'HORIZON DES EVENEMENTS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RODES DAVID
Adresse administrative : 19 RUE DES 5 DIAMANTS
75013 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur débutant: David RODES est notamment diplômé du Fresnoy -studio national des arts contemporains où il a réalisé deux courts métrages.

Genre: court métrage cinématographique:

Résumé: Un couple décide de se droguer avec du GHB pour oublier ce qu'ils vont faire, espérant atteindre une forme d'union mystique, où tout leur serait permis, sans limites morales ou autres. À leur réveil quelques jours plus tard, dans une maison qu'ils ne connaissent pas, tout porte à croire que quelque chose s'est passé. Des marques sur le corps de la femme, des bribes de souvenirs pour l'homme ébranlent leurs certitudes et annoncent une noirceur au fondement de leur couple. Elle se sent abusée par lui, sinon même violée, et lui de son côté, il se sent démunis face à elle, il s'imagine qu'elle perd la raison.

Ateliers rencontres: Adapter une courte nouvelle au sein du lycée Rodin (75013), avec une classe de première en partenariat avec un des professeurs de français et le professeur de cinéma de l'école. Dans le cadre de cet atelier, des professionnels du cinéma interviendront pour assister les élèves : chef opérateur, ingénieur son, monteur, étalonneur, effet spéciaux etc.

Avis favorable du collège débutant de l'Aide à l'écriture de scénario du 20 octobre 2017.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024407

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TIMOTHEE STANCULESCU -LE SILENCE A TON CHEVET

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	STANCULESCU TIMOTHEE
Adresse administrative	:	46 RUE ARMAND SILVESTRE 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique	:	
Représentant	:	
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : Aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur débutant: Diplômée de l'école de la Cité en 2015, section scénario, Timothée Stanculescu développe actuellement plusieurs projets d'écriture.

Genre: court-métrage cinématographique (20')

Résumé: Dans un futur proche, un procédé d'euthanasie a vu le jour grâce auquel, en entrant dans le rêve du patient, ses proches peuvent leur faire leurs adieux dignement. Zorya accepte de laisser partir Sniejana, l'amour de sa vie, plongée dans le coma artificiel.

Ateliers-rencontres: Aborder la création de personnages et les techniques de narrations afin d'aboutir au scénario d'un court métrage en vue du baccalauréat auprès de lycéens. L'auteur a précédemment réalisé un atelier d'écriture de long-métrage et de création de personnages à l'école de la cité avec des élèves de première année.

Avis favorable du collège débutant de l'Aide à l'écriture de scénario du 20 octobre 2017

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025327

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : HELENE HASSOUN -LA ZONE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HASSOUN HELENE
Adresse administrative : 13 RUE RAMUS
75020 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017

Objet du projet : demande d'aide à l'écriture de scénario

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur débutant: Scénariste, Hélène HASSOUN développe actuellement plusieurs projets d'écriture pour la télévision (série).

Genre: long métrage cinématographique

Résumé: L'odyssée d'une famille brisée au sein d'une zone mystérieuse

Ateliers -rencontres : Ateliers d'écriture pour un groupe de 15 élèves. Il prévoit une partie théorique pour transmettre, de manière ludique et accessible des outils d'écriture. La deuxième partie prevoit l'ecriture par chacun des membres de l'atelier d'un court-métrage, du pitch à une v1 de continuite´ dialoguée.

Avis favorable du collège débutant du comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario du 20 octobre 2017.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-610

DU 22 NOVEMBRE 2017

AFFECTATIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALES DU LIVRE
TROISIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-610 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : AFFECTATIONS REGIONALES DU SECTEUR DU LIVRE

Décide de participer au titre de la politique régionale du livre au financement des projets ci-dessous et détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **491 000 €** en autorisations d'engagement et de **133 500 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement des subventions aux bénéficiaires à la signature de conventions type conformes aux conventions type adoptées par la délibération n°CP 2017-278 du 05 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Les bénéficiaires concernés sont :

16 aides aux manifestations littéraires pour un montant total de 126 200 € :
VERBES 12 000
LIBRAIRIE PETITE EGYPTE : 5 000
ATOUT PAPIER : 5 000
LE PRESSE PAPIER : 3 000
FREDERIC LOUIS PAUL ELSA JULES ROLAND ET LES AUTRES : 8 000
ENCRES VIVES : 5 000
COMMUNE DE NEMOURS : 2 200
COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT : 5 000
COMMUNE D'OSNY : 4 000
COMMUNE DE CHAVILLE : 2 000
LA FERME DU BUISSON : 20 000
COUP DE SOLEIL : 8 000
LES AMIS DU ROI DES AULNES : 10 000
LE PRINTEMPS DES POETES : 12 000
LA MAISON DES JOURNALISTES : 10 000

LA MAISON DE LA POESIE : 15 000.

13 aides à la librairie indépendante (fonctionnement) pour un montant total de 156 500 € :
LES TROIS SŒURS : 5 000
EDILIC LIBRAIRIE CHRONIQUES : 1 500
LIBRAIRIE JMS : 15 000
LIBRAIRIE VILLENEUVE : 15 000
LE PHARE : 17 000
CYRAMOQUE LE MONTE EN L'AIR : 5 000
SIMBAC ESPACE TEMPS : 20 000
LES PAGES DE GUILHERME : 15 000
CROCOLIVRE : 16 000
LES PIPELETTES : 10 000
BATIGNOLLES : 12 000
LES CHAMPS MAGNETIQUES : 10 000
LES 2 GEORGES : 15 000

15 aides aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) pour un montant total de 208 300 € :
SFMG PLEIN JOUR : 15 000
CENTRE DE PROMOTION DU LIVRE JEUNESSE 93 : 35 000.
11-13 EDITIONS : 15 000
LE NOUVEL ATTILA : 10 000
EDITIONS COURTES ET LONGUES : 1 300
BELLEVILLE EDITIONS : 3 000
LES BELLES LETTRES : 15 000
48H BD : 10 000
ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES EN SEINE-SAINT-DENIS : 15 000
L'ŒIL D'OR : 9 000
LES EDITEURS ASSOCIES : 20 000
GEPC GE PARIS CULTURE : 25 000
SOCIETE DES GENS DE LETTRES DE France : 20 000
PICTURE THIS : 10 000
EDIT INDE : 5 000

Présentation de 12 projets (investissement), pour un montant de 133 500 €

11 aides à la librairie indépendante (investissement) pour un montant total de 118 500 € :
LE PAVE DU CANAL : 11 000
LIBRALIRE : 4 000
CYRAMOQUE LE MONTE EN L'AIR : 25 000
LES PAGES DE GUILHERME : 10 000
CROCOLIVRE : 10 000
LES PIPELETTES : 10 000
SIMBAC ESPACE TEMPS : 10 000
ANTIPODES : 3 500
LES 2 GEORGES : 20 000
JMS : 5 000
LES CHAMPS MAGNETIQUES : 10 000

1 aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (investissement) pour un montant de 15 000 € :
MOTION FOR DREAMS : 15 000

Affecte une autorisation d'engagement de **491 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017

Et une autorisation de programme de **133 500 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-015 « fonds d'investissement pour la culture » action (13101501) « fonds d'investissement pour la culture » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

ARTICLE 2 : PROGRAMME REGIONAL DES RESIDENCES D'ECRIVAINS

Décide de participer au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets de résidences d'écrivains détaillés en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **473 650 €.**

Subordonne le versement des aides aux résidences d'écrivains aux bénéficiaires suivants à la conclusion de conventions type adoptées par la délibération CP 2017-278 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer :

Yan ALLEGRET : Médiathèque Astrolabe, Melun
Pauline AUBRY : Estrelia
Hakim BAH : Le Tarmac, Paris
François BON : Médiathèques, Argenteuil
Maïa BRAMI : Librairie les Trois Sœurs, Paris
Maja BRICK : Association Culture et Bibliothèque pour tous
Elodie BRONDINI : Association la Source, Villarceaux
Olivier CADIOT : Université Saint-Denis Paris, Paris
Pascale CHOUFFOT : Lycée Jean Jaurès, Montreuil
Vincent DHEYGRE : Lycée La Plaine de Neauphle, Trappes
Isabelle FRUCHART : La semaine du son , Paris
Anne-Sarah KERTUDO : Karais, les guetteurs du vent, Paris.
Ronan LE BRETON dit VAUGHN : Le labo de l'édition
Christophe MANON : Texture SARL, Paris
Sophie MAURER : Bibliocité, Paris
Salim TURQUIER dit NASSIB : Ecarts, Arcueil
Mariette NAVARRO : Théâtre de l'Aquarium , Paris
Francois OLISLAEGER : La ferme du Buisson, Marne-la-Vallée
Parisa REZA : Association Ayyem Zamen
Dominique SELS : Groupe hospitalier Saint Louis/Lariboisière/Fernand Vidal, Paris
Ingrid THOBOIS : Médiathèque, Choisy-le-Roi
Carole ROBERT dit TREBOR : Médiathèque, Vincennes

Affecte une autorisation d'engagement de **473 650 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 au titre du programme régional de résidences d'écrivains.

ARTICLE 3 : PAIEMENT DES COTISATIONS SOCIALES POUR LES BOURSES DES ECRIVAINS EN RESIDENCES

Décide d'affecter un montant d'autorisation d'engagement de **45 000 €** pour le précompte des cotisations dues par la Région pour le compte des auteurs à l'AGESSA, dans le cadre du programme régional de résidences d'écrivains sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

ARTICLE 4 : VALORISATION DU PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES

Décide d'affecter, en section de fonctionnement, un montant d'autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 afin de procéder à la commande publique pour mettre en œuvre un site internet valorisant le programme régional de résidences d'écrivains.

ARTICLE 5 : MISE EN ŒUVRE DU PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS, APPRENTIS ET STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN ILE-DE-FRANCE

Pour la mise en œuvre du prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle en Ile-de-France décide d'affecter en section de fonctionnement un montant d'autorisation d'engagement de **178 670 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

ARTICLE 6 : BONS D'ACHAT DE LIVRES POUR PLUSIEURS OPERATIONS A DESTINATION DES LYCEENS APPRENTIS ET STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Pour permettre d'offrir des bons d'achats de livres à chacun des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle participant au salon du Livre 2018 et à la Quinzaine de la librairie 2018 décide d'autoriser la mise en œuvre du compte d'emploi et décide d'affecter en section de fonctionnement un montant d'autorisations d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-08 « aide au livre et à la lecture , action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

ARTICLE 7 : ACHAT DE LIVRES POUR LE PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS APPRENTIS ET STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Afin de permettre l'achat de livres pour la mise en œuvre de l'édition 2018-2019 du Prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle décide d'affecter en section de fonctionnement, un montant d'autorisations d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-08 « aide au livre et à la lecture , action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

ARTICLE 8 : LA REGION AU SALON DU LIVRE – EDITION 2018

Pour permettre l'organisation du partenariat avec le Salon du livre :

- décide de prendre en charge les frais individuels d'inscription pour un choix d'une dizaine maximum de jeunes éditeurs ayant moins de dix ans d'existence, en vue de leur proposer un espace spécifique sur le stand régional ;

- décide d'affecter, en section de fonctionnement, un montant d'autorisations d'engagement de **133 000 €,** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-08 « aide au livre et à la lecture , action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 pour les dépenses liées au Salon du Livre.

ARTICLE 9 : BOITES A LIVRES

Afin de procéder à la commande publique requise pour mettre en œuvre les actions nécessaires à la généralisation des boîtes à livres dans les gares, décide d'affecter :

- en section de fonctionnement, un montant d'autorisation d'engagement de **350 000 €,** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-08 « aide au livre et à la lecture, action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017,

- en section d'investissement, un montant d'autorisation de programme de **500 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 « actions en faveur du livre et de la lecture » action (13100805) « construction et aménagement en faveur du livre et de la lecture » du budget 2017.

Approuve, dans le cadre de la phase d'expérimentation, les conventions relatives aux boîtes à livres conclues avec la SNCF et les différents partenaires de l'opération figurant en annexe et autorise la Présidente du Conseil régionale à les signer.

ARTICLE 10 : LEÇONS DE LITTERATURE – GENERALISATION

Afin de procéder à la commande publique requise pour mettre en œuvre les actions nécessaires à la généralisation du dispositif des leçons de littérature en lycées, décide d'affecter en section de fonctionnement, un montant d'autorisation d'engagement de **240 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-013 « soutien culturel pluridisciplinaire », action 13101302 « éducation artistique des lycées » du budget 2017.

ARTICLE 11 : VALORISATION DE LA POLITIQUE DU LIVRE

Afin de communiquer de la meilleure manière autour des événements et actions de sensibilisation de la politique du livre via les services d'une agence de presse spécialisée dans le secteur du livre, décide d'affecter, en section de fonctionnement, un montant d'autorisation d'engagement de **25 000 €,** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-08 « aide au livre et à la lecture , action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

ARTICLE 12 : ACCOMPAGNEMENT DES LIBRAIRIES PAR LE SYNDICAT DE LA LIBRAIRIE FRANCAISE

Afin de permettre l'accompagnement des librairies franciliennes par le Syndicat de la Librairie Française :

- Décide de l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **30 000 €** en autorisations d'engagement au Syndicat de la Librairie Française ;
- subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention type (annexe 6) conforme aux conventions type adoptées par la délibération n°CP 2017-278 du 05 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer ;
- décide d'affecter, en section de fonctionnement, un montant d'autorisations d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-08 « aide au livre et à la lecture, action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

A RTICLE 13 : REAFFECTATION DE SUBVENTIONS

Affecte trois subventions initialement attribuées par la délibération CP 16-168 du 18 mai 2016 soit :

- une autorisation d'engagement de **2 000 €** au bénéfice de l'association TEXTES ET VOIX pour le soutien aux rencontres littéraires « Textes et vois » pour l'année 2016 disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 « aide au livre et à la lecture », action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017,

- une autorisation d'engagement de **4 000 €** au bénéfice de l'association MOTS EN MARGE pour l'organisation de la Nuit blanche des Livres disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 « aide au livre et à la lecture », action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017,

- une autorisation d'engagement de **8 000 €** au bénéfice de l'association L'AUTRE LIVRE pour le soutien à l'organisation du salon l'autre livre disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 « aide au livre et à la lecture », action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017.

Article 14 : DEROGATION AU PRINCIPE DE NON COMMENCEMENT DES PROJETS

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17008652	LIBRAIRIE DES BATIGNOLLES - LIVRE 2017	ALGERNON LIBRAIRIE DES BATIGNOLLES	16/08/2017
17013848	ANTIPODES - LIVRE 2017	ANTIPODES	01/08/2017

17015020	LES AMIS DU ROI DES AULNES - ETRANGES ETRANGERS - LIVRE 2017	ARA ASS AMIS DU ROI DES AULNES	06/11/2017
17014904	FESTIVAL ENCRES VIVES - LIVRE 2017	ASS ENCRES VIVES	28/06/2017
16000557	TEXTES ET VOIX - RENCONTRES LITTERAIRES - LIVRE 2016	ASSOCIATION TEXTES ET VOIX	18/05/2016
17013749	BELLEVILLE EDITIONS - LIVRE 2017	BELLEVILLE EDITIONS	01/11/2017
17014938	COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - SALON DU LIVRE - LIVRE 2017	COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT	03/07/2017
17014946	CHAVILLE - SALON DE LA BIOGRAPHIE - LIVRE 2017	COMMUNE DE CHAVILLE	04/07/2017
17015043	CPLJ 93 - EDUCATION A L'ILLUSTRATION ET AU DESIGN POUR LES LYCEENS ET APPRENTIS - LIVRE 2017	CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS	01/10/2017
17014541	CROCOLIVRE - LIVRE 2017	CROCOLIVRE	15/09/2017
17014542	CROCOLIVRE - LIVRE 2017	CROCOLIVRE	23/08/2017
17013854	LE MONTE EN L'AIR - LIVRE 2017	CYRAMOQUE LE MONTE EN L'AIR	05/07/2017
17013875	LE MONTE EN L'AIR - LIVRE 2017	CYRAMOQUE LE MONTE EN L'AIR	05/07/2017
17013834	CHRONIQUES-LIVRE 2017	EDILIC LIBRAIRIE CHRONIQUES	01/09/2017
17013745	EDITIONS COURTES ET LONGUES - LIVRE 2017	EDITIONS COURTES ET LONGUES	30/06/2017
17013813	GE PARIS CULTURE-LIVRE 2017	GEPC GE PARIS CULTURE	01/07/2017
16002737	L'AUTRE LIVRE - LIVRE 2016	L AUTRE LIVRE	18/05/2016
17015042	LA MAISON DES JOURNALISTES - RENCONTRES EN LYCEES "RENVOYE SPECIAL" 2017/2018 - LIVRE 2017	LA MAISON DES JOURNALISTES	26/09/2017
17013830	LE PAVE DU CANAL - LIVRE 2017	LE PAVE DU CANAL	01/11/2017
17013843	LE PHARE - LIVRE 2017	LE PHARE	15/09/2017

17015040	LE PRINTEMPS DES POETES - ACTION EN LYCEE "DIS-MOI UN POEME" 2017/2018 - LIVRE 2017	LE PRINTEMPS DES POETES	01/10/2017
17013758	LES BELLES LETTRES - LIVRE 2017	LES BELLES LETTRES	30/06/2017
17015719	LES CHAMPS MAGNETIQUES - LIVRE 2017	LES CHAMPS MAGNETIQUES	15/10/2017
17014539	LES PAGES DE GUILHERME - LIVRE 2017	LES PAGES DE GUILHERME	12/09/2017
17014540	LES PAGES DE GUILHERME - LIVRE 2017	LES PAGES DE GUILHERME	17/08/2017
17015044	LES PIPELETTES - LIVRE 2017	LES PIPELETTES	01/11/2017
17015045	LES PIPELETTES - LIVRE 2017	LES PIPELETTES	01/11/2017
17013838	JMS - LIVRE 2017	LIBRAIRIE JMS	15/10/2017
17015082	JMS - LIVRE 2017	LIBRAIRIE JMS	15/09/2017
17013841	LIBRAIRIE VILLENEUVE-LIVRE 2017	LIBRAIRIE VILLENEUVE	01/11/2017
17015046	LA MAISON DE LA POESIE - ATELIER DE PRATIQUE LITTERAIRE EN LYCEES ET DE CREATION RADIOPHONIQUE EN MASTER - LIVRE 2017	MAISON DE LA POESIE	13/07/2017
16005403	MOTS EN MARGE - LIVRE 2016	MOTS EN MARGE	18/05/2016
17015508	PICTURE THIS - CONCEPTION DE MEUBLES POUR TABLETTES TACTILES - LIVRE 2017	PICTURE THIS	01/11/2017
17013855	ESPACE TEMPS - LIVRE 2017	SIMBAC	04/07/2017
17015056	ESPACE TEMPS - LIVRE 2017	SIMBAC	04/07/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

23/11/2017 12:44:52

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131008 - Aide au livre et à la lecture**
Action	**13100801 - Aide à la lecture publique et à la création littéraire**

Dispositif : N° 00000151 - Aide aux manifestations littéraires

Dossier	16000557 - TEXTES ET VOIX - RENCONTRES LITTERAIRES - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	R34083 - ASSOCIATION TEXTES ET VOIX			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	13,33 %	2 000,00 €	

Dossier	17013794 - VERBES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R34740 - VERBES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 000,00 €	HT	17,39 %	12 000,00 €	

Dossier	17013842 - PETITE EGYPTE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0034317 - LIBRAIRIE PETITE EGYPTE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 124,00 €	HT	16,6 %	5 000,00 €	

Dossier	17013853 - ATOUT PAPIER-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0037455 - ATOUT PAPIER			
Localisation	SAVIGNY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 100,00 €	HT	20,75 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17013858 - LE PRESSE PAPIER-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036232 - LE PRESSE PAPIER			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 555,00 €	HT	45,77 %	3 000,00 €	

Dossier	17014605 - FLPEJR - SALON DU LIVRE DE JEUNESSE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R36108 - FLPEJR FREDERIC LOUIS PAUL ELSA JULES ROLAND ET LES AUTRES			
Localisation	CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 500,00 €	TTC	7,8 %	8 000,00 €	

Dossier	17014904 - FESTIVAL ENCRES VIVES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0030929 - ASS ENCRES VIVES			
Localisation	PROVINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	TTC	21,74 %	5 000,00 €	

Dossier	17014921 - NEMOURS - SALON DU LIVRE "AUTOUR DU POLAR" - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R828 - COMMUNE DE NEMOURS			
Localisation	NEMOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 400,00 €	TTC	29,73 %	2 200,00 €	

Dossier	17014938 - COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - SALON DU LIVRE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R1013 - COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 661,00 €	TTC	6,88 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17014945 - COMMUNE d'OSNY - Polar'Osny 2018 - Livre 2017				
Bénéficiaire	R178 - COMMUNE D'OSNY				
Localisation	OSNY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT		40 %	4 000,00 €	

Dossier	17014946 - CHAVILLE - SALON DE LA BIOGRAPHIE - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	R1017 - COMMUNE DE CHAVILLE				
Localisation	CHAVILLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 760,00 €	TTC		4,02 %	2 000,00 €	

Dossier	17014955 - LA FERME DU BUISSON - PULP FESTIVAL 2018 - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0021700 - LA FERME DU BUISSON				
Localisation	CA PARIS VALLEE DE LA MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
158 333,33 €	HT		12,63 %	20 000,00 €	

Dossier	17015018 - ASSOCIATION COUP DE SOLEIL - MAGHREB DES LIVRES 2018 - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0003784 - COUP DE SOLEIL				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 500,00 €	TTC		12,4 %	8 000,00 €	

Dossier	17015020 - LES AMIS DU ROI DES AULNES - ETRANGES ETRANGERS - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	R33632 - ARA ASS AMIS DU ROI DES AULNES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 000,00 €	TTC		38,46 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17015040 - LE PRINTEMPS DES POETES - ACTION EN LYCEE "DIS-MOI UN POEME" 2017/2018 - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R30670 - LE PRINTEMPS DES POETES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	TTC	30 %	12 000,00 €	

Dossier	17015042 - LA MAISON DES JOURNALISTES - RENCONTRES EN LYCEES "RENVOYE SPECIAL" 2017/2018 - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R25176 - LA MAISON DES JOURNALISTES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
76 000,00 €	TTC	13,16 %	10 000,00 €	

Dossier	17015046 - LA MAISON DE LA POESIE - ATELIER DE PRATIQUE LITTERAIRE EN LYCEES ET DE CREATION RADIOPHONIQUE EN MASTER - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R30821 - MAISON DE LA POESIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
117 916,67 €	HT	10,6 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000151 - Aide aux manifestations littéraires	128 200,00 €

Dispositif : N° 00000183 - Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)

Dossier	16002737 - L'AUTRE LIVRE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	R26638 - L AUTRE LIVRE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 755,00 €	HT	14,1 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17013809 - PLEIN JOUR-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0037540 - SFMG PLEIN JOUR			
Localisation	FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	HT	33,33 %	15 000,00 €	

Dossier	17015043 - CPLJ 93 - EDUCATION A L'ILLUSTRATION ET AU DESIGN POUR LES LYCEENS ET APPRENTIS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R4616 - CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	50 %	35 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000183 - Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	58 000,00 €

Dispositif : N° 00000184 - Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement

Dossier	16005403 - MOTS EN MARGE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0025698 - MOTS EN MARGE			
Localisation	LA GARENNE-COLOMBES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 000,00 €	HT	16,67 %	4 000,00 €	

Dossier	17008652 - LIBRAIRIE DES BATIGNOLLES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R39285 - ALGERNON LIBRAIRIE DES BATIGNOLLES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	HT	48 %	12 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17013833 - LES TROIS SOEURS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0034565 - LES TROIS SOEURS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 600,00 €	HT	21,19 %	5 000,00 €	

Dossier	17013834 - CHRONIQUES-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0021820 - EDILIC LIBRAIRIE CHRONIQUES			
Localisation	CACHAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500,00 €	HT	42,86 %	1 500,00 €	

Dossier	17013838 - JMS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0037453 - LIBRAIRIE JMS			
Localisation	FONTENAY-LE-FLEURY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	37,5 %	15 000,00 €	

Dossier	17013841 - LIBRAIRIE VILLENEUVE-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0037467 - LIBRAIRIE VILLENEUVE			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	50 %	15 000,00 €	

Dossier	17013843 - LE PHARE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0037468 - LE PHARE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	HT	28,33 %	17 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17013854 - LE MONTE EN L'AIR - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0007915 - CYRAMOQUE LE MONTE EN L'AIR				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	HT		33,33 %	5 000,00 €	

Dossier	17013855 - ESPACE TEMPS - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037454 - SIMBAC				
Localisation	EGLY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 334,00 €	HT		39,73 %	20 000,00 €	

Dossier	17014539 - LES PAGES DE GUILHERME - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037751 - LES PAGES DE GUILHERME				
Localisation	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 500,00 €	HT		37,04 %	15 000,00 €	

Dossier	17014541 - CROCOLIVRE - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037753 - CROCOLIVRE				
Localisation	ENGHIEN-LES-BAINS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	16 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 000,00 €	HT		42,11 %	16 000,00 €	

Dossier	17015044 - LES PIPELETTES - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0021810 - LES PIPELETTES				
Localisation	ROMAINVILLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT		50 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17015719 - LES CHAMPS MAGNETIQUES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0038018 - LES CHAMPS MAGNETIQUES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	20 %	10 000,00 €	

Dossier	17015792 - LES DEUX GEORGES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0038029 - LES 2 GEORGES			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 953,00 €	HT	19 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000184 - Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	160 500,00 €

Dispositif : N° 00000538 - Programme de résidences d'écrivains (Organismes)

Dossier	17012363 - LE TARMAC - HAKIM BAH - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R34023 - TEP LE TARMAC SCENE INTERNATIONALE FRANCOPHONE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 750,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 500,00 €	HT	50 %	3 750,00 €	

Dossier	17012367 - LA FERME DU BUISSON - FRANCOIS OLISLAEGER - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0021700 - LA FERME DU BUISSON			
Localisation	NOISIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17012396 - THEATRE DE L'AQUARIUM - MARIETTE NAVARRO - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	R30824 - ASSOCIATION L AQUARIUM				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT		50 %	5 000,00 €	

Dossier	17012404 - LIBRAIRIE LES NOUVEAUTES ANNE-SARAH KERTUDO - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0032392 - LIBRAIRIE LES NOUVEAUTES				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 500,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	HT		50 %	2 500,00 €	

Dossier	17012406 - MEDIATHEQUE DE VINCENNES - CAROLE ROBERT DITE TREBOR - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	R36 - COMMUNE DE VINCENNES				
Localisation	VINCENNES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT		50 %	1 000,00 €	

Dossier	17012420 - LA SEMAINE DU SON - ISABELLE FRUCHART - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0002778 - ASSOCIATION LA SEMAINE DU SON				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT		50 %	10 000,00 €	

Dossier	17012422 - LIBRAIRIE LES TROIS SOEURS - MAIA BRAMI - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0034565 - LES TROIS SOEURS				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	6 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	HT		50 %	6 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17012425 - LYCEE JEAN JAURES-PASCALE CHOUFFOT-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R3648 - LGT JEAN JAURES MONTREUIL			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	50 %	1 500,00 €	

Dossier	17012430 - TEXTURE SARL-CHRISTOPHE MANON-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R38735 - TEXTURE SARL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	HT	50 %	4 000,00 €	

Dossier	17012441 - ECARTS-SALIM TURQUIER DIT NASSIB-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R30208 - ECARTS			
Localisation	ARCUEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Dossier	17012530 - COMMUNE CHOISY LE ROI-INGRID THOBOIS-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R15 - COMMUNE DE CHOISY LE ROI			
Localisation	CHOISY-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	HT	50 %	2 500,00 €	

Dossier	17012564 - MEDIATHEQUES D'ARGENTEUIL-FRANCOIS BON-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R60 - COMMUNE D'ARGENTEUIL			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17012619 - LA SOURCE VILLARCEAUX-ELODIE BRONDONI-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R29555 - ASSOCIATION LA SOURCE VILLARCEAUX			
Localisation	CHAUSSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Dossier	17014043 - BIBLIOCITE-SOPHIE MAURER-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0000362 - BIBLIOCITE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	HT	50 %	4 000,00 €	

Dossier	17014926 - Université Paris 8 VINCENNES SAIN-DENIS - OLIVIER CADIOT - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R1867 - UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Dossier	17015078 - LGT La plaine de Neauphle - Vincent Dheygre - Livre 2017			
Bénéficiaire	R3691 - LGT LA PLAINE DE NEAUPHLE TRAPPES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 400,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	HT	60 %	2 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000538 - Programme de résidences d'écrivains (Organismes)	67 650,00 €

Dispositif : N° 00000539 - Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17012236 - YANN ALLEGRET - MEDIATHEQUE MELUN ASTROLABE - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0021576 - ALLEGRET YAN		
Localisation	MELUN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012308 - MAJA BRICK-BIBLIOTHQUE POUR TOUS-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037429 - BRICK MAJA		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012362 - HAKIM BAH - LE TARMAC - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037438 - BAH THIERNO MOHAMED HAKIM		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012364 - FRANCOIS OLISLAEGER - LA FERME DU BUISSON - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037439 - OLISLAEGER FRANCOIS		
Localisation	NOISIEL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012370 - OLIVIER CADIOT - UNIVERSITE DE SAINT DENIS - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0032300 - CADIOT OLIVIER		
Localisation	SAINT-DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17012395 - MARIETTE NAVARRO - THEATRE AQUARIUM - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037449 - NAVARRO MARIETTE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 000,00 €	

Dossier	17012401 - PAULINE AUBRY - ESTRELIA - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037450 - AUBRY PAULINE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012403 - ANNE-SARAH KERTUDO - LIBRAIRIE LES NOUVEAUTES- LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0028810 - KERTUDO ANNE SARAH		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012405 - CAROLE ROBERT DITE TREBOR - MEDIATHEQUE DE VINCENNES - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037452 - ROBERT CAROLE DITE TREBOR		
Localisation	VINCENNES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012413 - RONAN LE BRETON - LE LABO DE L'EDITION - LIVRES 2017		
Bénéficiaire	P0037458 - LE BRETON RONAN DIT VAUGHN		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17012419 - ISABELLE FRUCHART - LA SEMAINE DU SON - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037460 - FRUCHART ISABELLE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	17012421 - MAIA BRAMI - LES TROIS SOEURS - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0008093 - BRAMI MAIA		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012424 - PASCALE CHOUFFOT-LYCEE JEAN JAURES-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037459 - CHOUFFOT PASCALE		
Localisation	MONTREUIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 000,00 €	

Dossier	17012429 - CHRISTOPHE MANON-TEXTURE SARL-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0015119 - MANON CHRISTOPHE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012440 - SALIM TURQUIER DIT NASSIB-ECARTS-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037465 - TURQUIER SALIM		
Localisation	ARCUEIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17012444 - DOMINIQUE SELS-GROUPE HOSTPITALIER ST LOUIS,LARIBOISIERE,FERNAND-WIDAL-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	EXP02445 - SELS DOMINIQUE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012487 - PARISA REZA-AYYEM ZAMEN-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037476 - REZA PARISA		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17012528 - INGRID THOBOIS-COMMUNE DE CHOISY-LE-ROI-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0025654 - THOBOIS INGRID		
Localisation	CHOISY-LE-ROI		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012534 - VINCENT DHEYGRE-LGT LA PLAINE DE NEAUPHLE-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037481 - DHEYGRE VINCENT		
Localisation	TRAPPES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012548 - SOPHIE MAURER-BIBLIOCITE-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	R37656 - MAURER SOPHIE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17012563 - FRANCOIS BON-MEDIATHEQUES D'ARGENTEUIL-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037485 - BON FRANCOIS		
Localisation	ARGENTEUIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17012618 - ELODIE BRONDONI-LA SOURCE VILLARCEAUX-LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0037492 - BRONDONI ELODIE		
Localisation	CHAUSSY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000539 - Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)	406 000,00 €

Dispositif : N° 00001030 - Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)

Dossier	17013724 - 11-13 EDITIONS - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037527 - 11 13 EDITIONS				
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
457 361,00 €	HT		3,28 %	15 000,00 €	

Dossier	17013742 - LE NOUVEL ATTILA - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0028707 - LNA LE NOUVEL ATTILA				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	HT		22,22 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17013745 - EDITIONS COURTES ET LONGUES - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	R38518 - EDITIONS COURTES ET LONGUES				
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 300,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 765,00 €	HT		47,02 %	1 300,00 €	

Dossier	17013749 - BELLEVILLE EDITIONS - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0035016 - BELLEVILLE EDITIONS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 100,00 €	HT		8,09 %	3 000,00 €	

Dossier	17013758 - LES BELLES LETTRES - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037530 - LES BELLES LETTRES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
82 750,00 €	HT		18,13 %	15 000,00 €	

Dossier	17013788 - 48H BD - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0036241 - 48H BD				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT		25 %	10 000,00 €	

Dossier	17013792 - BIBLIOTHEQUES EN SEINE SAINT DENIS - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	R33984 - ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES EN SEINE-SAINT-DENIS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 640,00 €	TTC		12,43 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17013795 - L'OEIL D'OR - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R37680 - L OEIL D OR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 000,00 €	TTC	37,5 %	9 000,00 €	

Dossier	17013796 - LES EDITEURS ASSOCIES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	EX006262 - LES EDITEURS ASSOCIES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
117 161,00 €	HT	17,07 %	20 000,00 €	

Dossier	17013813 - GE PARIS CULTURE-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0003504 - GEPC GE PARIS CULTURE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 100,00 €	HT	45,37 %	25 000,00 €	

Dossier	17013816 - EDIT INDE-LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0035019 - EDITINDE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
108 144,00 €	HT	4,62 %	5 000,00 €	

Dossier	17014490 - SOCIETE DES GENS DE LETTRES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R31020 - STE DES GENS DE LETTRES DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 000,00 €	TTC	39,22 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17015100 - SYNDICAT DE LA LIBRAIRIE FRANCAISE - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037939 - SYNDICAT DE LA LIBRAIRIE FRANCAISE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 000,00 €	HT		42,25 %	30 000,00 €	

Dossier	17015508 - PICTURE THIS - CONCEPTION DE MEUBLES POUR TABLETTES TACTILES - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037973 - PICTURE THIS				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT		25 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001030 - Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	188 300,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131008 - 13100801	1 008 650,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131015 - Fonds d'investissement pour la culture**
Action	**13101501 - Fonds d'investissement pour la culture**

Dispositif : N° 00001029 - Aide à la librairie indépendante - Investissement

Dossier	17013830 - LE PAVE DU CANAL - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0030063 - LE PAVE DU CANAL				
Localisation	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	11 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 170,00 €	HT		49,62 %	11 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17013848 - ANTIPODES - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037457 - ANTIPODES				
Localisation	ENGHIEN-LES-BAINS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 500,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 256,00 €	HT		48,24 %	3 500,00 €	

Dossier	17013852 - LIBRALIRE - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0017743 - LIBRALIRE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 000,00 €	HT		60 %	4 000,00 €	

Dossier	17013875 - LE MONTE EN L'AIR - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0007915 - CYRAMOQUE LE MONTE EN L'AIR				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	25 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	HT		31,25 %	25 000,00 €	

Dossier	17014540 - LES PAGES DE GUILHERME - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037751 - LES PAGES DE GUILHERME				
Localisation	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 568,00 €	HT		27,35 %	10 000,00 €	

Dossier	17014542 - CROCOLIVRE - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037753 - CROCOLIVRE				
Localisation	ENGHIEN-LES-BAINS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 000,00 €	HT		47,62 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dossier	17015045 - LES PIPELETTES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0021810 - LES PIPELETTES			
Localisation	ROMAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 150,00 €	HT	24,3 %	10 000,00 €	

Dossier	17015056 - ESPACE TEMPS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0037454 - SIMBAC			
Localisation	EGLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 988,00 €	HT	25,65 %	10 000,00 €	

Dossier	17015082 - JMS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0037453 - LIBRAIRIE JMS			
Localisation	FONTENAY-LE-FLEURY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 000,00 €	HT	10,64 %	5 000,00 €	

Dossier	17015720 - LES CHAMPS MAGNETIQUES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0038018 - LES CHAMPS MAGNETIQUES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 600,00 €	HT	17,67 %	10 000,00 €	

Dossier	17015793 - LES 2 GEORGES			
Bénéficiaire	P0038029 - LES 2 GEORGES			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 517,00 €	HT	24,84 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001029 - Aide à la librairie indépendante - Investissement	118 500,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-610	Budget	2017

Dispositif : N° 00001031 - Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (investissement)

Dossier	17015271 - MOTION FOR DREAMS - BIBLIOTHEQUES CONNECTEES YOTEQ - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0037927 - MOTION FOR DREAMS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 000,00 €	HT	30,61 %		15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001031 - Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (investissement)	15 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131015 - 13101501	133 500,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013830

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE PAVE DU CANAL - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	22 170,00 €	49,62 %	11 000,00 €
	Montant Total de la subvention		11 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PAVE DU CANAL
Adresse administrative : 3 BIS QUAI FERNAND POUILLON
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LAURENT GARIN, GERANT

N° SIRET : 35030251900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : réaménagement et de la refonte de la signalétique de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 30 juin 2017. Compte tenu de la date de la date de démarrage des travaux et en vertu de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Après un développement du fonds et un réaménagement des rayons, Le Pavé du Canal envisage de repenser l'espace de la librairie, notamment par une uniformisation complète de la signalétique.

Description :
Créée en 1989 sur la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et implantée sur la ville de Montigny le

Bretonneux, la librairie Le Pavé du Canal est une librairie généraliste d'une surface de 750 m2, répartie sur deux niveaux, qui compte également un important rayon papeterie.

Intérêt régional :

1- Dynamique secteur livre
La librairie prévoit de revoir la configuration de la librairie en créant des pôles bien identifiés afin de permettre aux clients de se repérer plus facilement dans le magasin, par exemple:
- l'espace jeunesse fera l'objet d'un réaménagement de façon à permettre de créer un espace lecture au sein du rayon, avec des nouvelles bibliothèques, des bacs à album, etc
- le rayon sciences humaines sera clarifié avec une distinction publications universitaires et publications grand public et la création d'un rayon économie sociale et solidaire

Ces réaménagements seront accompagnés par la mise en place d'une nouvelle signalétique.

2- Attractivité et territoire
La librairie a été créée en 1989, sur l'impulsion de l'Etablissement public d'aménagement, par les anciens gérants de la librairie Le Pavé dans la Mare de la ville d'Elancourt. Elle se situe dans le centre commercial situé au centre-ville.
Le Pavé du Canal est l'une des plus grandes librairies des Yvelines. La librairie est labellisée LIR.

3- Développement du public et du lectorat
La librairie organise régulièrement des animations, des dédicaces, des débats et des lectures et a la volonté de s'adresser à de nouveaux lecteurs plus jeunes et moins familiers des librairies.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Vitrophanie vitrine	4 670,00	21,06%
Signalétique	14 500,00	65,40%
Meubles de présentation	3 000,00	13,53%
Total	22 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 170,00	50,38%
Région Ile-de-France	11 000,00	49,62%
Total	22 170,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	11 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	2 900,00 €
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	2 500,00 €
2016	Aide à la librairie indépendante	2 000,00 €
	Montant total	7 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013848

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ANTIPODES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	7 256,00 €	48,24 %	3 500,00 €
	Montant Total de la subvention		3 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIPODES
Adresse administrative : 8 RUE ROBERT SCHUMAN
95880 ENGHIEN LES BAINS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame LINDA CASSOU

N° SIRET : 40220992800025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 30 juin. Compte tenu du projet de la librairie, des dépenses liées aux travaux doivent être engagées le 1er août et, en vertu de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie Antipodes réalise des travaux.

Description :
Créée en 1995 à Enghein et agrandie en 2003, la librairie Antipodes est une librairie généraliste d'une surface de 100 m2. La création et l'agrandissement de la librairie ont fait l'objet d'un soutien de l'Adelc.

La librairie est actuellement en partie privée d'électricité et envisage de procéder à des travaux pour rétablir et mettre en sécurité l'éclairage.

Intérêt régional :

-Dynamique secteur livre
La librairie propose des ouvrages principalement en littérature et jeunesse.

-Attractivité et territoire
La Librairie est labellisée LIR. Elle est aussi adhérente au groupe Initiales.

-Développement du public et du lectorat
Au fil des ans, la librairie a constitué une clientèle fidèle grâce à un désir de partage, des conseils de lecture et de nombreuses rencontres avec des auteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'électricité et de peinture	7 256,00	100,00%
Total	7 256,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 756,00	51,76%
Région Ile-de-France	3 500,00	48,24%
Total	7 256,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013852

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LIBRALIRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	9 000,00 €	60,00 %	4 000,00 €
		Montant Total de la subvention	4 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRALIRE
Adresse administrative : 116 RUE SAINT-MAUR
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame BEATRICE DE LA VAISSIERE, GERANTE

Objet : LIBRAIRIE

N° SIRET : 34236840400022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux de peinture dans la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Libralire réalise des travaux de rénovation.

Description :
Créée en 1987 et située dans le 11ème arrondissement, Libralire propose un fonds développé en

littérature française et étrangère, mais aussi des sciences humaines, pratique, jeunesse, poésie, théâtre, beaux-arts et bandes dessinées.

Libralire procède à des travaux de peinture pour augmenter la luminosité à l'intérieur des locaux.

Intérêt régional :
1-Attractivité et territoire
La politique d'animation culturelle a toujours constitué un élément structurant pour la librairie.
Libralire est labellisée LIR et est adhérente à Paris Librairies.
La librairie poursuivra également le partenariat qu'elle a initié avec le Théâtre de la Colline depuis 2013.

2-Développement du public et du lectorat
Libralire organise régulièrement des soirées consacrées à des auteurs, des éditeurs et des lectures de textes et accueille chaque semaine un atelier d'écriture et un atelier théâtre. La librairie consacre le sous-sol de la librairie à ces animations. La librairie est par ailleurs partenaire de la Maison des Métallos lors des événements qu'elle organise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La librairie Libralire étant située dans un quartier politique de la ville bénéficie d'un taux majoré à 60 %.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de peinture	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	55,56%
Région Ile-de-France	4 000,00	44,44%
Total	9 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la librairie indépendante	10 000,00 €
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Aide à la librairie indépendante	3 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013875

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE MONTE EN L'AIR - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	80 000,00 €	31,25 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CYRAMOQUE LE MONTE EN L'AIR
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MARE
75020 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame AURELIE GARREAU, Co-gérante

Objet : LIBRAIRIE

N° SIRET : 52073387400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 5 juillet 2017. Compte tenu du projet de réaménagement de la librairie, des dépenses liées aux travaux doivent être engagées le 5 juillet et, en vertu de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :

La librairie Le Monte en l'air prévoit de réaliser des travaux.

Description :
Créée en 2005, la librairie Le Monte-en-l'air a, dans un premier temps, constitué un fonds de référence en bandes dessinées et ouvrages graphiques d'avant-garde et l'a progressivement élargi aux secteurs du livre jeunesse, des arts graphiques et des beaux-arts.

En 2010, Le Monte-en-l'air a déménagé dans un local de 113 m², en contrebas de la rue de Ménilmontant, et a renforcé son fonds en mettant en avant la petite édition et l'accent sur certaines thématiques, par exemple, la poésie contemporaine française et étrangère, les sciences humaines et sociales, la photographie, etc.

La librairie est aujourd'hui constituée de deux pièces séparées. Les travaux consistent à les réunir en cassant un mur et à équiper une grande partie de la librairie d'un nouveau mobilier afin notamment de pouvoir développer le fonds, particulièrement en littérature et jeunesse.
Grâce à ces travaux, la librairie disposera ainsi de trois espaces clairement identifiés :
- un pour les livres d'images et sciences humaines
- un pour la littérature, la poésie et le théâtre
- un pour la jeunesse

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	15 000,00	18,75%
Aménagements mobiliers	65 000,00	81,25%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	15 000,00	18,75%
Adelc	15 000,00	18,75%
Centre National du livre	20 000,00	25,00%
Prêt bancaire	5 000,00	6,25%
Région Ile-de-France	25 000,00	31,25%
Total	80 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la librairie indépendante	12 000,00 €
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	12 000,00 €
2016	Aide à la librairie indépendante	8 500,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	6 500,00 €
	Montant total	39 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014540

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES PAGES DE GUILHERME - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	36 568,00 €	27,35 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PAGES DE GUILHERME
Adresse administrative : 1 ALLEE DE LA MAIN FERME
93320 LES PAVILLONS-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame SONI SABINO CORREIA

N° SIRET : 83141351300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux de rénovation et d'aménagement de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 17 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 30 juin 2017. Compte tenu de la date d'ouverture de la librairie, des dépenses liées aux travaux doivent être engagées le 17 juillet et, en vertu de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La Librairie Les Pages de Guilherme procède à des travaux et un aménagement dans le cadre de sa création.

Description :
Située aux Pavillons-sous-Bois, la librairie Les Pages de Guilherme ouvrira ses portes en septembre. D'une superficie de 62m2 sur deux niveaux, la librairie souhaite proposer à sa clientèle un assortiment généraliste, composée de littérature, sciences humaines, bande dessinée, jeunesse, beaux livres, vie pratique.

Dans le cadre de sa création, la librairie réalise des travaux :
- à l'extérieur, la pose d'une deuxième porte et un ravalement des façades
- à l'intérieur, l'entretien des sols, murs et plafonds et l'éclairage

Intérêt régional :

1-Dynamique secteur livre
L'assortiment de la librairie sera ainsi composé : 52% littérature et polars poche, 10% littérature et polars grand format, 10% album et documentaire, 8% bande dessinée et mangas, 8% roman jeunesse, 6% Sciences humaines, 6% Beaux livres et pratique.

2-Attractivité et territoire
La librairie est partenaire du Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis et est membre de l'association « Librairies 93 ».

3-Développement du public et du lectorat
Elle prévoit de développer un programme d'animations en accueillant des auteurs en partenariat avec les associations culturelles et les bibliothèques et souhaite travailler régulièrement avec les enseignants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	29 492,00	80,65%
Aménagement	7 076,00	19,35%
Total	36 568,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	13,67%
Prêt	21 568,00	58,98%
Région Ile-de-France	10 000,00	27,35%
Total	36 568,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014542

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CROCOLIVRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	21 000,00 €	47,62 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CROCOLIVRE
Adresse administrative : 28 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95880 ENGHIEN-LES-BAINS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame TIPHAINE SADOUN

N° SIRET : 83120203100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux de rénovation et d'aménagement

Date prévisionnelle de début de projet : 23 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 30 juin 2017. Compte tenu du projet de reprise de la librairie, des dépenses liées aux travaux doivent être engagées le 23 août et, en vertu de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie Crocolivre envisage de réaliser des travaux de rénovation et d'aménagement.

Description :
Créée en 1992 dans la rue commerçante d'Enghein les Bains, et d'une surface de 57m2 sur deux étages, la librairie La Cigale et la Fourmi, qui sera renommée « Crocolivre » propose à sa clientèle un fonds spécialisé jeunesse. Elle fait aujourd'hui l'objet d'une reprise.

Professionnelle de la librairie, la nouvelle gérante prévoit des travaux de rénovation (peinture, sol, plafond), de modifier l'agencement avec un changement de meubles et de mettre en place une signalétique à l'intérieur et à l'extérieur de la librairie.

Intérêt régional :

- Développement du public et du lectorat
La librairie envisage de développer les animations jeunesse qui se dérouleront une fois par semaine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement et de rénovation du rez-de-chaussée	9 000,00	42,86%
Meubles, comptoir et bibliothèques	3 000,00	14,29%
Travaux sous-sol	9 000,00	42,86%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 000,00	38,10%
Initiatives 95	3 000,00	14,29%
Région Ile-de-France	10 000,00	47,62%
Total	21 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015045

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES PIPELETTES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	41 150,00 €	24,30 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PIPELETTES
Adresse administrative : 72 RUE CARNOT
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Emilie GRIEU, Gérante

N° SIRET : 75210719300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux de rénovation et d'aménagement de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date de déménagement de la librairie, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 1er novemebre 2017 et, en vertu de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie « Les Pipelettes » envisage de réaliser des travaux des travaux de rénovation et d'aménagement dans le cadre de son déménagement.

Description :
Créée en 2012 et située rue Carnot, près de quelques commerces, de la mairie et du marché, et à proximité de la médiathèque Romain-Rolland et du cinéma Le Trianon, la librairie propose à sa clientèle une offre généraliste, avec une spécialisation image, qui comprend à la fois des ouvrages jeunesse, des bandes dessinées, des comics, des mangas, et des beaux livres ainsi que des livres sur le cinéma, la peinture et la musique. Elle fait aujourd'hui l'objet d'un déménagement.

Intérêt régional :
- Dynamique secteur livre

Actuellement d'une surface actuelle de 40 m2, la librairie déménage pour un local tout proche mais plus grand (61m2). Dans ce cadre, elle prévoit de développer son offre, en particulier, les documentaires dans le rayon jeunesse, les romans graphiques, les rayons polar, cuisine, littératures bande dessinée franco-belge, science-fiction, fantaisie et les sciences humaines.

Le nouveau local nécessite des travaux de rénovation (peinture, rideau électrique), ainsi qu'un changement de mobilier et une nouvelle signalétique.

- Dimension créative

La librairie prévoit de proposer plus de titres par auteurs, de mieux travailler les catalogues des éditeurs moins connus et de mettre en avant plus régulièrement les opérations éditeurs.

- Développement du public et du lectorat

Depuis son ouverture, la librairie a constitué une clientèle fidèle et développé des partenariats avec les établissements scolaires, sociaux, les acteurs culturels et les associations de la ville et des alentours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier	15 450,00	37,27%
Matériels	5 400,00	13,03%
Enseigne	5 600,00	13,51%
Travaux	15 000,00	36,19%
Total	41 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	16 150,00	39,25%
Drac	5 000,00	12,15%
Centre national du livre	10 000,00	24,30%
Région Ile-de-France	10 000,00	24,30%
Total	41 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015056

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ESPACE TEMPS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	38 988,00 €	25,65 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA SIMBAC LOGIMARCHE
Adresse administrative : RUE MOLIERE
91520 EGLY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LUDOVIC GOURDIEN, Président

N° SIRET : 38360046700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux de rénovation

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 30 juin 2017. Compte tenu de la date de la reprise et de al nécessité d'engager des dépenses dès le 4 juillet 2017 et en vertu de l'article 17 du réglement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire soit être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
La librairie « Espace-Temps » envisage de réaliser des travaux de rénovation dans le cadre de la reprise.

Description :
Créée en 1994 à Egly dans la ZAC Saint-Pierre, et d'une surface de 400m2 sur les 990 m2 dédiés à la vente, Espace-Temps propose à sa clientèle un choix généraliste, mais aussi des produits culturels, de la papeterie-carterie, de la bijouterie, du multimédia, de la billetterie, des jeux de société, des coffrets cadeaux et la Française des jeux. La librairie fait aujourd'hui l'objet d'une reprise par le directeur actuel de la librairie.

Dans le cadre de la reprise, le nouveau gérant prévoit un réaménagement de la librairie qui nécessite le remplacement des tables, des corners et des podiums pour élargir la gamme des livres présentés avec des meubles plus ergonomiques, rendre la circulation plus fluide et ajouter des coins lectures.

Intérêt régional :
- Dynamique secteur livre

Forte de 20 000 à 23 000 références, la librairie présente un assortiment composé de 29% de littérature, 17% de jeunesse, 14% de bande dessinée, 11% de sciences humaines, 11% de pratique, de 6% de tourisme et de 5% de scolaire.

- Développement du public et du lectorat

La librairie participe aux événements locaux tels que le salon d'auteurs Les Plumes de l'Essonne, le salon du livre jeunesse de Saint-Germain-lès-Arpajon, le salon Le Temps de Lire à Egly, le salon des Livres et des auteurs de Dourdan et à l'opération nationale « Un livre, Une rose » et organise 20 à 30 dédicaces d'auteurs, écrivains ou illustrateurs chaque année.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Signalétique	2 968,00	7,61%
Aménagement (mobilier, éclairage)	36 030,00	92,39%
Total	38 998,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	28 998,00	74,36%
Région Ile-de-France	10 000,00	25,64%
Total	38 998,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015082

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : JMS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	47 000,00 €	10,64 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRAIRIE JMS SARL
Adresse administrative : 43 AVENUE PIERRE CURIE
78210 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JEAN YVES MAXIMILIEN

N° SIRET : 37925898100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux de rénovation et d'aménagement

Date prévisionnelle de début de projet : 15 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date de déménagement de la librairie, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 1er novemebre 2017 et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie « JMS » envisage de réaliser des travaux de rénovation et d'aménagement dans le cadre de son déménagement.

Description :
Créée en 1990, JMS est une librairie spécialisée jeunesse dont l'activité principale consiste en la vente de livre et papeterie scolaire qui constitue 90% de son chiffre d'affaires.
Dans le cadre de la reprise, la librairie s'est transformée en société coopérative d'intérêt collectif, prévoit de proposer un fonds généraliste et de s'implanter dans un local commercial plus grand et plus abordable.

Intérêt régional :
- Dynamique secteur livre

La librairie déménage pour un local d'une superficie de 136m2 dans un centre commercial en pied d'immeubles, dont 91m2 seront consacrés à la vente de livres neufs et, en partie, de jeux éducatifs, les 45m2 restants étant destinés au livre scolaire. Dans ce cadre, elle prévoit d'enrichir son offre de 4 à 5 000 références en littérature grand format ou poche, poésie et théâtre, bande dessinée adulte, essais et beaux livres, parascolaire, tourisme et vie pratique.
L'espace librairie accueillera également un salon de thé et un espace de co-working.

Le nouveau local nécessite des travaux de rénovation (électricité, faux-plafond, plomberie, peinture, enseigne, cloison, sol), ainsi qu'un changement de mobilier.

- Dimension créative

La librairie souhaite conserver une spécialité jeunesse et accueillir dans son fonds des livres de petits éditeurs.

- Développement du public et du lectorat

La librairie prévoit de construire des partenariats avec des associations locales, d'accueillir des auteurs pour des conférences et des débats, de participer à des événements hors les murs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FONTENAY-LE-FLEURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	30 000,00	63,83%
Mobilier	17 000,00	36,17%
Total	47 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADELC (S)	5 000,00	10,64%
Emprunt bancaire	26 100,00	55,53%
DRAC	10 900,00	23,19%
Région Ile-de-France	5 000,00	10,64%
Total	47 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015720

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES CHAMPS MAGNETIQUES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	56 600,00 €	17,67 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CHAMPS MAGNETIQUES
Adresse administrative : 80 RUE DU RENDEZ VOUS
75012 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame SEKARIC MERESSE

N° SIRET : 83243241300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie « Les Champs Magnétiques » envisage de réaliser des travaux dans le cadre de la reprise.

Description :
Créée en 1989 dans le 12ème arrondissement, et d'une surface de 60m2, la librairie propose à sa clientèle un choix généraliste, principalement dans les domaines de la littérature et de la jeunesse, ainsi que des articles de papeterie. Elle fait aujourd'hui l'objet d'une reprise.

Intérêt régional :

- Dynamique secteur livre

Professionnelle et ancienne salariée de la librairie, la nouvelle gérante souhaite élargir l'offre qui sera ainsi répartie : 38% littérature, 25% Jeunesse, 15% sciences humaines, 10% pratique et voyage, 5% arts, 5% bande dessinée, 2% dictionnaires et parascolaire.

Afin d'optimiser la surface et d'améliorer la présentation des ouvrages, la librairie nécessite d'importants travaux de rénovation (électricité, sol, peinture, vitrine), ainsi qu'un réaménagement avec un changement de mobilier et une nouvelle signalétique.

- Dimension créative

La librairie prévoit d'être un lieu convivial, lieu d'échanges culturels, de découvertes, de rencontres, de conseils personnalisés, pour accompagner le lecteur dans ses découvertes littéraires et la diversification de ses lectures.

- Développement du public et du lectorat

La librairie a su constituer une clientèle fidèle et souhaite acquérir de nouveaux clients issus de nouvelles familles qui s'installent dans le quartier. Elle prévoit de créer un espace dédié aux enfants.

Le projet de reprise bénéficie également du soutien de l'Adelc.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements (enseigne, store)	4 600,00	8,13%
Mobilier	25 000,00	44,17%
Travaux	27 000,00	47,70%
Total	56 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	19 600,00	34,63%
ADELC (A)	12 000,00	21,20%
DRAC	5 000,00	8,83%
Centre National du Livre	10 000,00	17,67%
Région Ile-de-France	10 000,00	17,67%
Total	56 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015793

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES 2 GEORGES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	80 517,00 €	24,84 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES 2 GEORGES
Adresse administrative : 5 RUE DES FRERES DARTY
93140 BONDY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CLARA DA SILVA

N° SIRET : 83254407600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : travaux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Les Deux Georges envisage de réaliser des travaux dans le cadre de sa création.

Description :
Située à Bondy, en face de l'hôtel de ville près de la future place du marché, d'une superficie de 96m2, la librairie Les deux Georges doit ouvrir ses portes en octobre 2017. La librairie souhaite proposer à sa clientèle une offre généraliste, principalement dans les domaines de la littérature, des sciences humaines,

de la jeunesse et de la bande dessinée et manga.

Dans le cadre de la création de la librairie, les gérantes prévoient des travaux importants d'aménagement du local (électricité, cloison, faux plafond, carrelage, peinture, plomberie, menuiserie, vitrines, etc).

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
La librairie souhaite proposer un large assortiment de 8 000 titres, ainsi répartis : 20% littérature, 17% jeunesse, 17% sciences humaines, 14% santé, bien être et loisirs, 13% bande dessinée et manga, 8% polar et science-fiction, 8% parascolaire et dictionnaires, 3% de beaux-livres.

2-Dimension créative
Professionnelles de la librairie, les gérantes envisagent de réaliser des tables permanentes consacrées aux premiers romans, aux éditeurs indépendants, à la littérature sentimentale et à la littérature « feel good », etc.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	58 200,00	72,28%
Aménagement (mobilier, matériel, enseigne, etc)	22 317,00	27,72%
Total	80 517,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	35 517,00	44,11%
Adelc	15 000,00	18,63%
DRAC (S)	10 000,00	12,42%
Région Ile-de-France	20 000,00	24,84%
Total	80 517,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015271

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MOTION FOR DREAMS - BIBLIOTHEQUES CONNECTEES YOTEQ - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (investissement)	49 000,00 €	30,61 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOTION FOR DREAMS
Adresse administrative : 5 RUE DE COPENHAGHE CS 13918
93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur FRANCK DALBOUSSIERE, Président

N° SIRET : 81993120500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (investissement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : expérimentation en 2018 du projet YOTEQ dans des gares SNCF franciliennes.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La société Motion for Dreams a développé un mobilier urbain connecté, sous la marque YOTEQ, proposant à la vente une sélection de livres neufs et d'occasion. Ce mobilier a vocation à être implanté dans des gares (partenariat avec la SNCF). Il doit permettre de promouvoir le livre et la lecture à travers une innovation de service et d'usage associée à la mobilité.

Description :
Chaque élément de mobilier contient jusqu'à 400 livres, parus récemment, adultes mais aussi jeunesse,

en différents formats, classés par thématique (univers) et type d'expérience recherchée (rêver, apprendre, etc.). Le catalogue est visible sur un écran tactile ou sur smartphone. Il est interrogeable à distance sur Internet.
Les clients peuvent acheter un livre puis le conserver ou le retourner, contre remboursement partiel (sur leur carte de crédit), en fonction de sa durée de garde et de son état d'usage.

Motions for dreams souhaite s'associer à des libraires pour leur proposer ce nouveau canal de vente, complémentaire à leur magasin physique ou à leur site web. Le coût pour le libraire : la location mensuelle de la machine et une part variable en fonction de son CA.

Le projet débutera par une phase expérimentale avec la mise en place de 5 colonnes dans des gares franciliennes. Cette phase doit permettre de tester ce dispositif innovant de distribution (matériel et logiciel), le fonctionnemet avec les libraires et le business model pour l'ensemble des acteurs du projet.

Intérêt régional :
Le projet présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- Le projet se propose d'offrir un nouveau canal de vente aux libraires.

Attractivité et territoire
- Une partie des gares concernées par la phase d'expérimentation se situera en grande couronne, l'objectif étant notamment de s'implanter dans des zones pauvres en librairies.

Développement des publics
- de par leur implantation dans des zones de mobilité et par leur dimension technologique, les colonnes YOTEQ souhaitent attirer un public qui ne fréquente pas habituellement les librairies.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les Franciliens en mobilité et notamment les jeunes qui peuvent être attirés par l'aspect technologique du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fabrication des colonnes...)	49 000,00	100,00%
Total	49 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération de services (ventes et redevances librairies, publicité...)	34 000,00	69,39%
Région IdF	15 000,00	30,61%
Total	49 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014921

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : NEMOURS - SALON DU LIVRE "AUTOUR DU POLAR" - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	7 400,00 €	29,73 %	2 200,00 €
	Montant Total de la subvention		2 200,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS
Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ANNE-MARIE MARCHAND, Maire

N° SIRET : 21770333900135

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation de l'édition 2018 du salon du livre "Autour du polar".

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le salon "Autour du polar" de Nemours a été créé en 2016 afin de répondre à un double objectif : faire rayonner la culture et promouvoir la lecture sur le territoire de Nemours et ses environs. Cet événement s'inscrit dans la dynamique du concours d'écriture qu'a organisé la commune pendant 25 ans.

Description :
L'édition 2018 du salon aura lieu les 27 et 28 janvier, avec pour programmation :
- des auteurs en dédicace
- une table-ronde
- une lecture théâtralisée de textes policiers
- la remise du prix "Coquelicot noir" pour un roman coup de coeur choisi par un jury de lecteurs de la

bibliothèque, de lycéens et de libraires
- un spectacle basé sur des faits divers des années 20

Bilan 2017 : 997 visiteurs pour l'édition qui s'est tenue en janvier, avec Ian Manook pour invité d'honneur : 99 auteurs polar et généralistes, 11 éditeurs polar et généralistes, 1 libraire, 1 conférence.

Moyens mis en œuvre :
L'organisation et la logistique de l'événement sont assurées par l'équipe de la bibliothèque municipale de la ville.

Intérêt régional :
L'événement présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- Présence de la chaine du livre : librairie du Hérisson (Montargis) et librairie Michel (Fontainebleau), bibliothèque municipale, présence d'éditeurs notamment grâce à la mobilisation du réseau Fontaine O livres.

Attractivité et territoire
- Un projet culturel éducatif sera développé avec les élèves du lycée Bezout (rencontres et interviews écrites, vidéo ou audio des auteurs), en lien avec les éditeurs, libraires et bibliothécaires.
- Rayonnant en zone semi-rurale, la commune de Nemours s'appuie sur le festival pour dynamiser les projets culturels du territoire, en impliquant les structures existantes : château-musée, bibliothèques, établissements scolaires...

Dimension créative
- Une attention particulière est portée sur les jeunes auteurs qui participent à des rencontres avec les lycéens de la ville et le public de la bibliothèque : David Lopez, Laurent Malo, Jean-Christophe Portes, Cicéron Angledroit, Ludovoc Miserole...

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ouvert à tous les publics, en particulier ados et adultes. Mais le public familial est également visé avec une programmation d'auteurs et d'éditeurs plus orientés jeunesse.

Localisation géographique :
- NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (hébergement, location, lectures, table ronde, communication...)	4 800,00	64,86%
autres service externes (déplacements, réceptions), honraires du parrain	2 600,00	35,14%
Total	7 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF	2 200,00	29,73%
Entreprises	500,00	6,76%
Fonds propres	4 700,00	63,51%
Total	7 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	10 640,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	900 483,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	393 455,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	78 185,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	2 100,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	6 235,00 €
	Montant total	1 440 098,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014938

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - SALON DU LIVRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	72 661,00 €	6,88 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

N° SIRET : 21920012800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : soutien à l'organisation de la 12e édition du salon du livre de Boulogne-Billancourt.

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le salon ayant lieu début décembre, sa préparation qui a déjà débuté, necessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du présent règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
La Commune de Boulogne-Billancourt sollicite le soutien régional pour la 12e édition de son salon du livre qui se déroulera du vendredi 1er au dimanche 3 décembre 2017.

Evénement majeur de la vie culturelle boulonnaise, rayonnant au-delà de la commune sur l'ouest parisien, le salon du livre a lieu dans l'espace Landowski, pôle culturel de la ville regroupant la médiathèque, le pôle multimédia, le cinéma, le musée des années 30, un auditorium et la nef dans laquelle se déroulent

de nombreuses expositions.

Description :
Le salon accueille plus de 200 auteurs, pour des dédicaces et des conférences.

Plusieurs événements ponctuent le salon : remise des prix du concours "jeunes auteurs boulonnais" (concours d'écriture), conférences et débats, animations jeune public. Depuis 2015, le salon ouvre avec une nocturne consacrée à la bande-dessinée. Et l'an dernier, une rencontre "Lire à l'hopital" était organisée en préambule du salon.

Bilan 2016 : 12 000 visiteurs et plus de 250 auteurs (Nina Bouraoui, Benoît Duteurtre, Lionel Duroy, Luc Lang, Yasmina Kadhra, Karine Thuil, Olivier Bourdeaut, Marcus Malte, Gaël Faye...).

Moyens mis en œuvre :
Une chargée de mission est recrutée pour travailler de mai à décembre sur le projet. Une partie des services de la commune est également mobilisé.

Intérêt régional :
Le festival présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants.

Dynamique secteur livre
- La programmation du salon a pour objectif de développer le lectorat en permettant les rencontres grand public – auteurs, par les séances de dédicaces, les débats, les conférences….
- Deux librairies de la ville sont chargées de la commande et de la vente d'ouvrages sur le salon.

Attractivité et territoire
- La programmation est inscrite dans la dynamique de la politique de lecture publique de la ville avec notamment le concours « jeunes auteurs boulonnais » à destination des lycéens et des collégiens et la participation à l'organisation et à la mise en œuvre du festival des 5 bibliothèques de la Ville (Coup de cœur des lecteurs, ateliers jeune public, lectures d'auteurs…).

Développement du public
- Le succès croissant du salon (5000 visiteurs en 2010, 12 000 en 2016) est le fruit d'une politique de communication ciblée en amont de l'événement et d'actions en direction des publics (avec notamment la mise en place d'une nocturne BD).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public le plus large est visé à travers la diversité des types de littérature abordées (littérature générale, beaux-arts, essais politiques et sociologiques, bande-dessinée et jeunesse).

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, prestations de service, etc.)	7 600,00	10,46%
Services externes (hébergement, location, graphiste, imprimeur...)	11 000,00	15,14%
Autres services externes (déplacements, réceptions, honoraires, publicité...)	52 061,00	71,65%
Frais de personnel	2 000,00	2,75%
Total	72 661,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	10 000,00	13,76%
Région IdF	5 000,00	6,88%
Département 92	5 000,00	6,88%
Commune de Boulogne-Billancourt	52 661,00	72,47%
Total	72 661,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 760,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	320 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	267 786,50 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	16 500,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	400 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	5 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	10 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	215 057,52 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	33 333,50 €
2017	Fonds pour le tourisme Investissement	55 540,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 680,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	36 000,00 €
	Montant total	1 366 157,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014945

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE D'OSNY - POLAR'OSNY 2018 - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	10 000,00 €	40,00 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OSNY
Adresse administrative : RUE WILLIAM THORNLEY
95520 OSNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel LEVESQUE, Maire

N° SIRET : 21950476800124

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation de la 1ère édition de Polar'Osny.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A travers cette nouvelle manifestation, il s'agit pour la bibliothèque de promouvoir un genre littéraire populaire, susciter l'envie de lire, faire découvrir des auteurs, des éditeurs et des blogeurs littéraires, inciter à l'écriture. Avec l'ambition d'installer dans le temps un grand salon du polar.

Description :
Cette première manifestation autour du roman policier se déroulera sur plusieurs sites de la ville : la médiathèque, le Forum des arts et des loisirs, le parc et le château de Grouchy et les écoles élémentaires de la commune.
Participation également du musée de la gendarmerie nationale de Melun et de l'Institut de recherche

criminelle de Cergy.

Thématique de cette édition : l'ADN du Polar. Invitée d'honneur : Sandrine Collette.

Les formes seront multiples : rencontres avec plus d'une 20aine d'auteurs, jeux, ateliers d'écriture dans les écoles de la ville, conférences, dédicaces, exposition "Les sciences du crime" (visites programméee pour les collégiens et les lycéens du lycée Paul Emile-Victor d'Osny), création d'un prix de la meilleure couverture de roman policier : "Osny and Clyde".

Une dizaine d'éditeurs seront présents. Entre 20 et 30 auteurs attendus (à confirmer).

Les organisateurs souhaiteraient toucher le public de l'ensemble de l'agglomération de Cergy-Pontoise : 2 000 visiteurs attendus.

Moyens mis en œuvre :
Une chargée de mission a été recrutée pour organiser la manifestation qui mobilise également 4 bibliothécaires de la médiathèque municipale d'Osny. Les services techniques de la ville seront mobilisés pour une aide logistique (transport de matériel, navette pour les auteurs). 1 stagiaire et 1 vacataire seront également missionnés sur l'événement.

Intérêt régional :
Dynamique secteur livre
- la manifestation a pour objectif, à travers un genre littéraire populaire, de faire se rencontrer un public et des auteurs, éditeurs et blogueurs littéraires.

Attractivité et territoire
- Il s'agit d'un des seuls événements littéraires sur ce territoire.

Développement du public
- La manifestation propose plusieurs entrées : dédicaces, tables rondes, expo, jeu de piste afin de toucher par différents moyens un large public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ados, adultes et familles.

Localisation géographique :
- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fourniture pour atelier, alimentation pour réception)	1 950,00	19,50%
Services externes (animation, graphiste et imprimeur, ateliers d'écriture, assurance exposition...)	5 550,00	55,50%
Autres services externes (honoraires chargée de mission, conférence auteurs...)	2 500,00	25,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	4 000,00	40,00%
Région IdF	4 000,00	40,00%
Commune d'Osny	2 000,00	20,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	131 250,00 €
	Montant total	131 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014946

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHAVILLE - SALON DE LA BIOGRAPHIE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	49 760,00 €	4,02 %	2 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAVILLE
Adresse administrative : 1456 AV ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUILLET, Député-maire

N° SIRET : 21920022700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation du salon de la biographie de Chaville.

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le salon ayant lieu en octobre, il est nécessaire de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du présent règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
La commune de Chaville a créé ce salon de la biographie il y a 3 ans et ambitionne d'en faire un événement régional avec un rayonnement sur toute la communauté d'agglo Grand Paris Seine Ouest.

Description :
La 4e édition du salon de la biographie de Chaville se tiendra le samedi 14 octobre 2017.
Près de 80 auteurs seront présents pour des dédicaces, une table ronde et deux rencontres. Parmi les

auteurs invités : Dominique Bona, marraine de la manifestation, Véronique Olmi, Aldo Naouri, Frédéric Ferney, Evelyne Bloch Dano...
Le salon accueille aussi des auteurs jeunesse et propose des activités en direction du jeune public (spectacle, ateliers, jeu de piste).
Un concours d'écriture (sur le thème de la biographie) et une soirée cinéma consacrée aux biopics sont prévus. Des conférences sur la vie de Stefan Zweig et une dictée sont organisées en amont du salon.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains et matériels de la commune et de l'Atrium, son équipement culturel et mobilisation de la bibliothèque de la ville.

Intérêt régional :
Dynamique secteur livre
- implication de la bibliothèque locale et de la librairie Le Divan (Paris), présence des édition rabelais et Folio Biographies.

Attractivité et territoire
- le public visé est celui de la communauté d'agglo (Grand Paris Seine Ouest) avec notamment des achats d'espace dans les journaux municipaux des villes proches.

Dévelopement des publics
- une programmation jeune public est prévue

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public, de 2 à 99 ans

Localisation géographique :
- CHAVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Commissaire du salon, animateur du débat	9 200,00	18,49%
Frais de communication (documents de com, distribution du programme, reportage photo et vidéo...)	10 360,00	20,82%
Habillage et décoration du salon	6 500,00	13,06%
Achats d'espace	18 000,00	36,17%
transport et restauration des auteurs, cocktails	2 000,00	4,02%
spectacle jeune public	1 200,00	2,41%
Relations presse	2 500,00	5,02%
Total	49 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF	2 000,00	4,02%
Commune de Chaville	37 760,00	75,88%
Atrium de Chaville	10 000,00	20,10%
Total	49 760,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014955

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA FERME DU BUISSON - PULP FESTIVAL 2018 - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	158 333,33 €	12,63 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DU BUISSON
Adresse administrative : ALLEE DE LA FERME
77186 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur VINCENT ECHES, Directeur

N° SIRET : 75213652300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation de l'édition 2018 du Pulp Festival.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Etablissement public de coopération culturelle, la Ferme du Buisson est un lieu de production et de diffusion dans les domaines du spectacle vivant, des arts plastiques, de la littérature et du cinéma.

Description :
Du 6 au 8 avril 2018, la Ferme du Buisson organisera la cinquième édition du Pulp Festival, événement consacré à la bande dessinée de création. La partie expositions / installations sera elle ouverte au public du 26 mars au 21 avril. Le festival s'articulera autour de quatre grands axes : un salon de la bande dessinée, des expositions et installations, des rencontres professionnelles et la mise en valeur de jeunes talents via des partenariats avec des écoles d'art et des initiatives de médiation sur l'ensemble du territoire.

Le soutien régional pour 2018 accompagnera le développement de l'événement selon les axes suivants : déploiement de l'événement sur le territoire de la nouvelle agglomération, accentuation de la dimension partenariale, renforcement des actions d'education artistique et culturelle, mise en avant de la valorisation de la jeune création.

Bilan 2017 : plus de 30 000 entrées, dont 37% originaires du 77, 31% de Paris et 21% du reste de l'IdF. 5026 visiteurs en groupe.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe de la Ferme du Buisson est mobilisée soit 37,7 ETP. Les différents espaces du site et sa force de frappe en matière de communication sont également mis à contribution.

Intérêt régional :
L'événement présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- forte dimension partenariales avec la chaîne du livre : participation des librairies du réseau Librest, mobilisation du réseau de lecture publique du département, focus sur une 10aine d'éditeurs franciliens

Attractivité et territoire
- travail sur l'ensemble du territoire grâce à la mobilisation des médiathèques mais aussi à travers les actions menées dans plusieurs lycées du territoire, à Noisiel, Torcy, Noisy-le-Grand, Serris et Bussy-Saint-Georges et dans un CFA à Champs-sur-Marne.

Dimension créative
- Pulp festival propose une programmation transversale originale, associant BD et spectacle vivant, et notamment des créations (1 spectacle et deux expos installations cette année)
- le festival se veut "pépinière de jeunes talents" et développe des partenariats en direction d'écoles d'art notamment à travers des projets tutorés
- le Prix PULP met à l'honneur une sélection de premiers albums prometteurs

Développement des publics
- Une équipe de 6 personnes travaille à l'année sur les relations avec l'ensemble des publics du territoire
- Des actions et projets sont prévus en milieu scolaire, en milieu universitaire (avec Paris Diderot), à destination des seniors (un atelier BD et cinéma leur est destiné) et des personnes en situation de précarité dans le cadre d'un projet avec ATD Quart Monde.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le Festival vise le grand public, avec une programmation particulière pour les scolaires, le monde universitaire et les populations du territoire.

Localisation géographique :

- CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'atelier)	35 000,00	18,42%
Services externes (droits d'auteurs, contruction du Magic Mirror...)	60 000,00	31,58%
Autres services externes (déplacements, réceptions, frais postaux, routage, publicité...)	60 000,00	31,58%
Frais de personnel	35 000,00	18,42%
Total	190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL	20 000,00	10,53%
Fonds propres	100 000,00	52,63%
SOFIA	15 000,00	7,89%
ADAGP	5 000,00	2,63%
Région IdF	20 000,00	10,53%
Participation des usagers	30 000,00	15,79%
Total	190 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	33 000,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	32 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	82 275,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	58 000,00 €

2016	Manifestations littéraires	20 000,00 €
2017	Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	100 000,00 €
2017	Aides aux manifestations culturelles	58 000,00 €
	Montant total	728 275,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000557

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TEXTES ET VOIX - RENCONTRES LITTERAIRES - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	15 000,00 €	13,33 %	2 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION TEXTES ET VOIX
Adresse administrative : 82 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALBERT DICHY, Président

Date de publication au JO : 15 avril 1999

N° SIRET : 42414687600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : soutien aux rencontres littéraires "Textes et voix" pour l'année 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créée en 1999, l'association Textes et Voix organise chaque mois jusqu'à 6 soirées littéraires réunissant 150 personnes en moyenne. Le principe de ces rencontres est la promotion de la littérature contemporaine par l'organisation de lectures littéraires par des acteurs renommés, suivies de rencontres avec l'auteur.

Description :
Participant à l'objectif régional de soutien aux librairies indépendantes, l'association propose en partenariat avec la librairie Tschann un programme d'environ 15 lectures annuelles par des acteurs

renommés de textes littéraires en lien avec l'actualité éditoriale. La demande de soutien porte sur 4 mois de programmation.

Bilan 2015 : l'association a mis en oeuvre la programmation prévue avec plus de 25 rencontres sur l'ensemble de l'année, rassemblant en moyenne 150 spectateurs par rencontre.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (droits d'auteurs, imprimeur...)	800,00	5,33%
Autres services externes (réceptions, poste, publicité, vidéo...)	4 200,00	28,00%
Frais de personnel	10 000,00	66,67%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération de services	4 000,00	26,67%
DRAC (s)	8 000,00	53,33%
Région IdF	2 000,00	13,33%
Adhérents	1 000,00	6,67%
Total	15 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	4 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-	4 000,00 €

	14)	
2016	Manifestations littéraires	2 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013794

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VERBES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	69 000,00 €	17,39 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VERBES
Adresse administrative : 30 RUE YVONNE LE TAC
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-ROSE GUARNIERI, Présidente

Date de publication au JO : 8 mai 1999

N° SIRET : 42386430500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : actions en direction des lycées dans le cadre du Prix Wepler et de la fête de la librairie "Un livre, une rose"

Date de réalisation : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Verbes réunit des librairies indépendantes dans l'objectif d'affirmer le rôle de ces librairies dans la promotion de la littérature et l'écriture contemporaine.

Description :
L'association Verbes a été fondée en 1999 par Marie-Rose Guarniéri, gérante de la librairie des Abbesses, Paris 18ème. Depuis 14 ans, l'association fédère près de 500 librairies de création dans le cadre des initiatives d'envergure nationale qu'elle organise : la fête de la librairie « Un livre, une rose » et le prix Wepler Fondation La Poste qui est attribué à des auteurs contemporains publiés dans l'année.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
En 2018, l'association envisage, dans le cadre de ces manifestations, de développer des actions en direction des lycéens :
- dans le cadre du Prix littéraire Wepler, une initiative intitulée « Les lectures du jeune Wepler » consiste à travailler avec deux classes de lycées professionnels parisiens restauration et hôtellerie : intervention d'une éditrice sur la fabrication des manuels scolaires, lecture de 4 livres choisis parmi la sélection du Prix, choix d'un livre sur lequel l'élève réalisera un dossier de presse, préparation d'un diner pour 100 personnes du milieu littéraire (éditeurs, auteurs, journalistes, attachées de presse, partenaires, etc), participation à une flânerie littéraire sur les catalogues éditoriaux à Livre Paris, visite de la librairie des Abbesses
- à l'occasion de la Fête de la librairie « Un livre, Une rose », l'association demande aux 80 libraires franciliennes participantes de s'associer avec un enseignant de collège ou de lycée avec lequel elles ont déjà une relation privilégiée. Les lycéens recevront un exemplaire de l'ouvrage édité à cette occasion afin de les inciter à découvrir les acteurs de la chaîne du livre et visiteront la librairie partenaire.

2-Attractivité et territoire
80 librairies franciliennes ont participé à « Un livre, Une rose » en 2017.

3-Dimension créative
En avril 2018, lors de la 19ème édition de « Un livre, une rose », le public est invité à se rendre dans les librairies participantes où lui seront offerts une rose selon la tradition catalane et un livre « L'homme-livre » qui présente 30 portraits d'éditeurs. Pour ce livre, l'association s'associera à un certain nombre d'éditeurs, tels que Grandes personnes, Le Bruit du temps, Bruno Doucey, castor Astral, Grasset, Albin Michel, Parigramme, Actes Sud, etc.

4-Développement du public et du lectorat
L'association envisage de développer des actions en direction des lycéens.
En 2017, l'association a publié un livre intitulé « Le corps du livre » tiré à 23 000 exemplaires distribués aux lecteurs par les librairies participantes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	31 000,00	44,93%
Publication, réalisation, impression d'un livre à 25 000 exemplaires	30 000,00	43,48%
Frais de fonctionnement: envois, photocopies, fournitures, déplacements, réception	8 000,00	11,59%
Total	69 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Centre National du livre	25 000,00	36,23%
Dotation libraires belges et suisses	4 000,00	5,80%
Fondation La Poste	28 000,00	40,58%
Région Ile-de-France	12 000,00	17,39%
Total	69 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	10 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013842

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PETITE EGYPTE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	30 124,00 €	16,60 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRAIRIE PETITE EGYPTE
Adresse administrative : 35 RUE DES PETITS CARREAUX
75002 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Alexis ARGYROGLO, Président

Objet : LIBRAIRIE

N° SIRET : 81764652400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : première édition du "Festival d'histoire de Petite Egypte"

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Petite Egypte envisage de créer un festival d'histoire.

Description :
Créée en 2016 et située dans le quartier du Sentier à Paris, la librairie présente un fonds généraliste important en arts, littérature, sociétés (sciences humaines et sociales), vie pratique et jeunesse sur une

surface de 146 m² répartie en deux niveaux.

En juin 2018, la librairie prévoit d'organiser la première édition du « Festival d'histoire de Petite Egypte », dont le thème est celui des expéditions militaires, notamment les traces parisiennes de ces guerres lointaines qui ont joué un grand rôle dans l'histoire de France. « Le promeneur parisien déambule au milieu d'innombrables souvenirs de bataille qui se sont déroulées aux quatre coins du monde ».
Avec l'organisation de ce festival, la librairie a pour ambition de renouveler l'image de l'histoire grâce à une pluralité de formes d'interventions.

Organisé en association avec 20 historiens et en partenariat avec des medias tels que France Culture, la revue Histoire et des éditeurs comme Le Seuil, La découverte, Parigramme, le festival se décline en trois temps :
- la réalisation d'un livre composé d'articles écrits par 20 historiens illustré de photographies, dirigé par Sylvain Venayre, aux éditions Anamosa, comme une sorte de guide pour un parcours original à Paris
- un travail pédagogique avec des lycéens de Saint-Denis en collaboration avec leurs professeurs d'histoire et de lettres. Les lycéens ont une fois par mois rendez-vous avec les traces de l'histoire dans Paris, sortie racontée par un historien et mis en texte par les lycéens.
- des rencontres sur trois jours entre les historiens, le photographe et le public les 22, 23 et 24 juin, avec une soirée lancement de l'ouvrage en présence des historiens à la librairie avec exposition des photographies, des balades dans Paris racontées par des historiens, l'enregistrement d'une émission de radio et des rencontres sur les ouvrages des auteurs invités, des concerts, etc.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures d'activités et d'entretien, eau, électricité	1 300,00	4,32%
Services externes (location, hébergement, droits d'auteurs, impression, maquette, photogravure, site internet, etc)	12 200,00	40,50%
Autres services externes (distribution, diffusion, déplacements des lycéens, frais postaux et télécommunication, publicité, attaché presse, etc)	11 291,00	37,48%
Frais de personnel	5 333,00	17,70%
Total	30 124,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	17 985,00	59,70%
Ville de Paris (S)	1 500,00	4,98%
Fonds propres	3 639,00	12,08%
Association des amis de Petite Egypte	2 000,00	6,64%
Région Ile-de-France	5 000,00	16,60%
Total	30 124,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la librairie indépendante	12 000,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	6 800,00 €
	Montant total	18 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013853

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATOUT PAPIER-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	24 100,00 €	20,75 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATOUT PAPIER
Adresse administrative : 14 AVENUE DES ECOLES
91600 SAVIGNY SUR ORGE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur THIERRY AUNEAU

N° SIRET : 41934057500036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : la manifestation "L'Histoire par le livre"

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Atout papier organise la manifestation « L'histoire par le livre ».

Description :
Créée en 1998 et située au cœur de la ville de Savigny-sur-Orge, Atout Papier est une librairie papeterie presse. Elle est partenaire de deux animations culturelles, la Fête de la lecture à Ballainvilliers et l'Histoire par le livre à Savigny et contribue, avec des écoles élémentaires, au développement de la lecture dans le cadre d'exposition vente de livres.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
La librairie organise, avec la ville de Savigny-sur-Orge, les 10 et 11 mars 2018, la troisième édition de la manifestation « L'histoire par le livre, rencontres autour du livre historique » dont le thème sera « La Première Guerre Mondiale », en partenariat avec les médiathèques, les lycées, les collèges et les écoles de la ville.
A cette occasion, la librairie prévoit :
- des rencontres avec des auteurs dans les classes
- la projection d'un film historique
- une exposition et un salon du livre

2-Développement du public et du lectorat
Dans le cadre de cette action, la librairie prévoit 25 rencontres avec des auteurs dans des classes et de créer un partenariat avec les deux lycées de la ville.

Près de 600 visiteurs sur le salon en 2017.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres, fournitures de bureau ou d'entretien, de rémunération d'auteurs	12 350,00	51,24%
Autres services externes (déplcaments, missions, réception, fais postaux et de télécommunication, publicité)	7 950,00	32,99%
Frais de personnel	3 800,00	15,77%
Total	24 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	9 800,00	40,66%
Ville de Savigny-sur-Orge	9 300,00	38,59%
Région Ile-de-France	5 000,00	20,75%
Total	24 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013858

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE PRESSE PAPIER-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	6 555,00 €	45,77 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PRESSE PAPIER
Adresse administrative : 28 AVENUE GABRIEL PERI
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur GILLES BRUEY

N° SIRET : 31568238500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : salon du livre "lire sous les couvertures" qui se déroulera le 11 février 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Le Presse papier organise le salon « Lire sous les Couvertures ».

Description :
Créée en 1979 et située au cœur de la ville d'Argenteuil, la librairie Le Presse Papier est une librairie généraliste, qui propose 50 000 références sur 300m2 et, en particulier, un vaste rayon jeunesse.
Bien implantée dans la ville, elle mène également un travail de diffusion sur le département à travers des fêtes du livre, des salons, par exemple le salon du voyage de Roissy en France, le salon du livre jeunesse

d’Eaubonne et le salon « lire sous les couvertures » à Argenteuil, des lectures et participe à de nombreux projets d’établissements scolaires, rallye lectures, etc.

Le déménagement de la librairie en 1996 a fait l'objet d'un soutien de l'Adelc.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
La librairie organise, en février 2018, la sixième édition du salon du livre « Lire sous les couvertures » dont le thème sera « Ce que la fiction apporte à l’Histoire », en partenariat avec les médiathèques, les lycées, collèges et écoles de la ville, la Maison de quartier, les associations culturelles et historiques d’Argenteuil et l’association de lecteurs « Sous les couvertures ».
A cette occasion, la librairie prévoit :
- une rencontre avec une centaine de lecteurs qui proposeront leurs coups de cœur
- des débats sur les thèmes « Ce que la fiction apporte à l’histoire », « Résistances »
- des rencontres avec des auteurs
- une exposition, des dédicaces et un salon du livre

2-Attractivité et territoire
Poursuivant l’objectif de promouvoir la lecture comme vecteur de rencontres, de plaisir, de partage d’émotions, la librairie le Presse Papier organise régulièrement des dédicaces, des lectures, des ateliers pour les enfants, et participe à de nombreuses manifestations culturelles locales.

3-Dimension créative
La librairie est soucieuse de défendre la diversité des écritures et des talents.

4-Développement du public et du lectorat
Par cette action, la librairie prévoit d’amener le public à lire et à s’exprimer sur les lectures, de favoriser la rencontre des différents partenaires de la chaîne du livre et de développer la lecture en créant un événement festif autour du livre.

Près de 3 000 visiteurs sur le salon en 2017, public venant de tous les quartiers de la ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La librairie Le Presse Papiers à Argenteuil étant situé dans un quartier politique de la ville bénéficie d'un taux majoré à 60 %.

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures d'ateliers	390,00	5,95%
Services externes (exposition, lectrues, droits d'auteurs,illustration, impression, graphiste)	4 516,00	68,89%
Autres services externes (réception, location salle, sécurité)	849,00	12,95%
Frais de personnel	800,00	12,20%
Total	6 555,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	3 555,00	54,23%
Région Ile-de-France	3 000,00	45,77%
Total	6 555,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide à la librairie indépendante	3 000,00 €
	Montant total	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014605

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FLPEJR - SALON DU LIVRE DE JEUNESSE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	102 500,00 €	7,80 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLPEJR FREDERIC LOUIS PAUL ELSA JULES ROLAND ET LES AUTRES
Adresse administrative : 66 ROUTE D'AULNAY
91180 SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICE DUCROU, Président

Date de publication au JO : 16 avril 1999

N° SIRET : 49284926000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation de la 19e édition du salon du livre de jeunesse de Saint-Germain-Lès-Arpajons.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association FLPEJR, créée par des enseignants et des parents d'élèves des écoles de la commune de Saint-Germain-lès-Arpajons, existe depuis 18 ans. Son objectif, à travers ce salon qui s'est professionnalisé d'année en année, est de développer le goût de la lecture et d'ouvrir à la littérature de jeunesse. Elle agit à l'échelle d'une vingtaine de communes de l'Arpajonnais.

Description :
La 19e édition du salon se tiendra du 5 au 11 mars 2018. Le salon consiste en des rencontres avec des auteurs et illustrateurs, des ateliers, des expositions, des petites formes et des stands tenus par deux librairies : La Plume du page (Arpajon) et La Vagabonde et sa Fabrique (Versailles).
Plus d'une vingtaine d'auteurs sont attendus (parmi lesquels : Carl Norac, Olivier de Solminihac, Isabelle Rossignol, etc) pour des dédicaces et des rencontres en établissement scolaire, centre de loisirs ou médiathèque. Une vingtaine d'éditeurs indépendants sont également invités.

Bilan 2017 : 2222 personnes accueillies en groupes, essentiellement des scolaires (87 classes), en provenance de 20 communes du département, 3262 visiteurs libres. Plus de 130 rencontres avec 22 auteurs, dans différents lieux dont 8 collèges et lycées et 7 bibliothèques.

Moyens mis en œuvre :
Une salariée travaille sur l'organisation du salon, en lien avec les bénévoles de l'association et avec les services techniques des villes partenaires.

Intérêt régional :
L'événement présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamnique secteur livre
- Implication des auteurs (et rémunération)
- Participation des éditeurs et de deux librairies locales
- Organisation d'une journée professionnelle par la bibliothèque départementale de l'Essonne

Attractivité et territoire
- Implication des médiathèques du territoire sur les animations proposées (accueil d'expositions et de rencontres)
- Visite des écoles d'une vingtaine de communes du département
- Organisation de la finale départementale des Petits Champions de la lecture

Développement des publics
- Travail avec les établissements scolaires (écoles, collèges et lycées) du territoire

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les scolaires (1er degré, collèges et dans une moindre mesure, lycées), centres de loisirs, tout public, professionnels du livre jeunesse et de l'enfance.

Localisation géographique :
- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'activité, d'ateliers et de bureau)	500,00	0,49%
Services externes (hébergement, assurance, expositions, spectacles et animations, site internet, affiche, décoration du salon, intervention auteurs, restauration, impression, gardiennage, technicien)	60 000,00	58,54%
Autres services externes (déplacements, fraispostaux, frais bancaires	5 000,00	4,88%
Frais de personnel	37 000,00	36,10%
Total	102 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération de services (participation classes, exposants et restauration)	3 000,00	2,93%
DRAC (S)	4 000,00	3,90%
SOFIA (S)	10 000,00	9,76%
Département (S)	12 000,00	11,71%
Communauté d'agglomération (S)	64 500,00	62,93%
Fonds propres (cotisations)	500,00	0,49%
Entreprises	500,00	0,49%
Région île-de-France	8 000,00	7,80%
Total	102 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires	6 000,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	8 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	8 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014904

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FESTIVAL ENCRES VIVES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	23 000,00 €	21,74 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS ENCRES VIVES
Adresse administrative : 1 PL DU GENERAL LECLERC
77160 PROVINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAVID SOTTIEZ, Président

Date de publication au JO : 22 août 2009

N° SIRET : 53156706300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : soutien à l'organisation du Festival "Encres Vives".

Date prévisionnelle de début de projet : 28 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le festival ayant lieu en novembre, sa préparation qui a déjà débuté, necessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du présent règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
L'association Encres vives a pour objet l'organisation du festival littéraire et artistique "Encres Vives" à Provins. Chaque année, cet événement permet aux écrivains et aux artistes de rencontrer le grand public, et notamment la jeunesse et la petite enfance qui bénéficient d'une programmation particulière. L'esprit du festival est de faire dialoguer la littérature contemporaine avec les autres formes de création artistique.

Description :
Le Festival "Encres vives" se déroulera du 13 au 26 novembre 2017 au centre culturel Saint-Ayoul de Provins. Outre le salon du livre qui se tiendra sur deux jours, seront proposés des concerts littéraires, des rencontres littéraires et musicales, des spectacles jeunes publics, des ateliers pédagogiques dans les écoles et des rencontres littéraires dans les collèges et lycées (des interventions sont prévues dans les 3 lycées de Provins).

Environ 6000 visiteurs attendus dont 4000 pour le salon du livre.

Bilan 2016 : le festival s'est déroulé du 29 mars au 3 avril 2016. Il a accueilli entre 5500 et 6000 participants dont 1 200 scolaires et plus d'une centaine d'auteurs et d'artistes de renom.

Moyens mis en œuvre :
Une cinquantaine de bénévoles travaillent à la réalisation du festival.

Intérêt régional :
L'événement présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique du secteur livre
- 2 librairies sont partenaires (la librairie Vaux livres à Vaux-le-Pénil et la librairie du Hérisson à Montargis)
- les bibliothèques de Soisy-Bouy et Provins participent également à l'événement

Attractivité et territoire
- le festival est un événement de qualité qui se déroule sur un territoire peu irrigué en événements littéraires d'envergure

Développement des publics
- les 3 lycées de Provins accueillent des rencontres avec des auteurs
- une forte présence d'auteurs jeunesse, à destination d'un public familial

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Localisation géographique :
- PROVINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (hébergement, location, assurance...)	2 000,00	8,70%
Autres services externes (transports, honoraires, publicité...)	13 000,00	56,52%
achats (prestations de services...)	8 000,00	34,78%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	2 500,00	10,87%
Conseil départemental 77	5 000,00	21,74%
CC du Provinois	7 500,00	32,61%
Région IdF	5 000,00	21,74%
Entreprises	3 000,00	13,04%
Total	23 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Manifestations littéraires	3 500,00 €
	Montant total	3 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015018

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION COUP DE SOLEIL - MAGHREB DES LIVRES 2018 - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	64 500,00 €	12,40 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COUP DE SOLEIL
Adresse administrative : 132 RUE DE RIVOLI
75001 PARIS 1
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GEORGES MORIN, Président

Date de publication au JO : 2 décembre 1985

N° SIRET : 38407472000036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation de l'édition 2018 du Maghreb des livres.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créée en 1985, l'association Coup de soleil aspire à faire découvrir er valoriser la culture du Maghreb. Organisé depuis 1994, le Maghreb des livres permet au public de découvrir l'ensemble de la production éditoriale de l'année précédente, relative au Maghreb, tous genres confondus et de participer à des débats, rencontres et cafés littéraires.

Description :
Le 23ème Maghreb des livres se déroulera les 11 et 12 février 2018 à l'Hôtel de ville de Paris. Les lettres tunisiennes seront à l'honneur. Une grande librairie accueille plus d'une centaine d'auteurs, ainsi que des

cafés-littéraires. Le débat est rendu possible à travers des tables-rondes liées à l'actualité, l'Histoire et à la littérature. Des oeuvres artistiques sont également exposées.

Parmi les auteurs invités : Tahar Ben Jelloun, Jeanne Benameur, Kamel Daoud, Benjamin Stora, Leïla Slimani, Alice Zeniter...

Bilan 2017 : 5 300 visiteurs, 131 auteurs acccueillis, plus de 3 000 titres dans la librairie du Maghreb, 3 librairies impliquées (dont 1 jeunesse), 14 stands de revues.

Moyens mis en œuvre :
Une équipe de 2 salariés est mobilisée à plein temps sur 8 mois, assistée par une 20aine de membres de l'association durant 6 mois et près de 60 bénévoles pendant les deux jours de la manifestation.

Intérêt régional :
L'événement présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- Trois librairies sont partenaires de l'événement : librairie Folies d'encre (Montreuil), librairie l'Attrape-coeur (Paris 15ème) pour la littérature jeunesse et une librairie de Constantine en Algérie.
- Quelques stands d'éditeurs : Bouchène, revues "Algérie littérature action" et "Etoile d'encres" notamment.
- Une médiathèque de Seine-Saint-Denis devrait accueillir une ou plusieurs rencontres avec des auteurs.

Attractivité et territoire
- Chaque année, les organisateurs développent des actions avec des lycées. Cette année, ils souhaiteraient travailler avec des établissements de grande couronne.

Développement des publics
- Le salon comprend une librairie dédiée à la jeunesse et développe des actions en direction des lycées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'événement s'adresse à tous les publics, y compris le public jeune avec un accès à la littérature jeunesse assuré par la librairie l'Attrape-coeur.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériel, fournitures...)	2 300,00	3,57%
Services extérieurs (locations, assurances...)	11 000,00	17,05%
Autres services extérieurs (honoraires, rémunération d'intermédiaires, publicité, déplacements...)	17 400,00	26,98%
Charges de personnel	33 800,00	52,40%
Total	64 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la ville	10 000,00	15,50%
Ministère de la culture	18 000,00	27,91%
Ministère de l'intérieur	20 000,00	31,01%
Région IdF	8 000,00	12,40%
Mécenat	7 500,00	11,63%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	1 000,00	1,55%
Total	64 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	8 000,00 €
	Montant total	38 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015020

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES AMIS DU ROI DES AULNES - ETRANGES ETRANGERS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	26 000,00 €	38,46 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARA ASS AMIS DU ROI DES AULNES
Adresse administrative : 6 RUE LACHARRIERE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE BARY, Directrice

Date de publication au JO : 15 mars 1983

N° SIRET : 34936336600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : la réalisation du programme "la littérature de l'autre : Etranges Etrangers".

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule à partir de la rentrée des vacances de la Toussaint et va s'étaler sur l'année scolaire 2017/2018. Sa préparation va débuter en novembre et necessiter de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du présent règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
L'association Les amis du Roi des Aulnes (ARA) cherche à encourager la connaissance de la culture des pays de langue allemande, en particulier de sa littérature. Depuis plus de 30 ans, elle s'attache ainsi à faire découvrir les traductions des grandes oeuvres classiques et à organiser des rencontres avec les

auteurs contemporains.

Description :
Le programme "La littérature de l'autre : Etranges Etrangers" a été développé à titre expérimental depuis quelques années, sous l'impulsion du Literaturfonds de Darmstadt.
Il s'adresse à des élèves allant de la 3e à la terminale, en allemand LV1 ou LV2, dans des établissements de l'académie de Versailles.

Les enseignants sont invités à travailler avec leurs élèves sur l'oeuvre d'un auteur (entrainement à la lecture courante d'une oeuvre contemporaine). Ils doivent produire un document pluridisciplinaire à partir de cette oeuvre (critique, BD, vidéo) et préparer une rencontre avec l'auteur au cours de laquelle ils lui présenteront le travail réalisé.

Cette année, l'ARA cherche à développer ce programme en l'étendant à une dizaine d'établissements.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est piloté et accompagné par l'ARA (1 ETP) et placé sous la responsabilité pédagogique de deux représentants de l'académie de Versailles.

Intérêt régional :
L'événement présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
Des rencontres sont prévues avec chacun des auteurs impliqué.
Le programme va se développer en lien avec les bibiliothèques situées à proximité des lycées sélectionnés. Dans certains cas (livre traduit et édité en France), les librairies locales pourront également être associées aux rencontres.

Dimension territoriale
Ce programme se déploie sur une 10aine d'établissement de l'académie de Versailles dont une partie en grande couronne (78, 91 et 95).

Dimension créative
Le programme met en avant des auteurs de littérature contemporaine allemande qui vont venir échanger sur leur travail avec les lycéens et leurs enseignants.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public scolaire (lycées et dans une mondre mesure, collèges).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures...)	500,00	1,92%
Services extérieurs (documentation, recherche, autres...)	500,00	1,92%
Autres services extérieurs (déplacements, missions, honoraires, publicité, publipostage...)	15 000,00	57,69%
Frais de personnel (rémunération et charges...)	10 000,00	38,46%
Total	26 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	1 500,00	5,77%
LITERATURFONDS	5 000,00	19,23%
GOETHE INSTITUT	8 500,00	32,69%
PRO HELVETIA	1 000,00	3,85%
REGION IDF	10 000,00	38,46%
Total	26 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	15 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	4 000,00 €
	Montant total	34 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015040

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE PRINTEMPS DES POETES - ACTION EN LYCEE "DIS-MOI UN POEME" 2017/2018 - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	40 000,00 €	30,00 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PRINTEMPS DES POETES
Adresse administrative : 1 RUE DE SULLY
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN BORER, Président

Date de publication au JO : 28 novembre 1998

N° SIRET : 42121064200045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation du projet "Dis-moi un poème" pour l'année 2017/2018.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les ateliers prévus dans le cadre du projet vont débuter en octobre 2017, avec un déploiement jusqu'en mars 2018. Il est donc nécessaire de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du présent règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Créée en 1999, l'association Printemps des poètes organise la manifestation nationale Le Printemps de poètes, qui labellise, promeut et accompagne sur deux semaines les actions de promotion et de vulgarisation de la poésie sur tout le territoire français. Elle a d'autre part pour objectif de promouvoir et

diffuser la poésie sous toutes ses formes. A ce titre elle abrite un centre ressources pour la poésie qui mène toute l'année des actions de médiation et d'élargissement des publics.

Description :
Le projet "Dis-moi un poème" a pour but de favoriser l'ouverture sur la poésie et d'encourager la lecture de poèmes comme pratique culturelle dans les établissements scolaires. Il est principalement mis en oeuvre dans des classes accueillant des élèves allophones.

Animées par des comédiens, 10 à 12 séances par classe sont prévues : travail technique d'expression orale, choix des poèmes, lecture à voix haute.

Les comédiens travaillent sur une approche sensorielle de la langue et du poème, pour permettre aux élèves non francophones de s'approprier les textes.

A la fin de cette démarche, les lycéens vont enregistrer leur poèmes en studio (pour une diffusion dans l'émission d'Aline Pailler "Le Temps buissonnier"). Une restitution en public est également prévue pendant le Printemps des poètes.

Il est prévu que le projet soit mis en place dans au moins 5 classes de lycéens.

Bilan 2016/2017 : les ateliers se sont déroulés dans 5 classes (lycées de Villeneuve-Saint-Georges, Bagneux, Poissy et Evry) dont 4 allophones et ont touché 90 élèves.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe de 4 personnes de la structure sera mobilisée, en partenariat avec l'équipe régionale des médiateurs culturels.

Intérêt régional :
Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Attractivité et territoire :
- Le projet se déploiera dans des établissements situés sur l'ensemble du territoire francilien.

Dimension créative :
- Des comédiens seront mobilisés pour travailler la diction auprès des jeunes, en animant les ateliers dans les lycées.
- Les lycéens vont aller enregistrer leurs poèmes en studio à France Culture.

Développement du public :
- Les enregistrements des lectures des lycéens constituera une bibliothèque sonore qui sera valorisée par un grand média (France culture, France TV éduc) et mis en ligne sur le site du Printemps des poètes.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Lycéens franciliens.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers...)	2 000,00	5,00%
Services extérieurs (événement de restitution, captation vidéo, communication...)	6 000,00	15,00%
Autres services extérieurs (déplacements, missions, publicité, publipostage...)	1 200,00	3,00%
Frais de personnel (rémunérations, charges...)	15 000,00	37,50%
Honoraires (comédiens...)	15 800,00	39,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de l'éducation nationale	6 000,00	15,00%
Région IdF	12 000,00	30,00%
Partenaire média	5 000,00	12,50%
Printemps des poètes (fonds propres)	17 000,00	42,50%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires	26 400,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	26 400,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	9 000,00 €
	Montant total	61 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015042

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA MAISON DES JOURNALISTES - RENCONTRES EN LYCEES "RENVOYE SPECIAL" 2017/2018 - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	76 000,00 €	13,16 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DES JOURNALISTES
Adresse administrative : 35 RUE CAUCHY
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DARLINE COTHIERE

Date de publication au JO : 11 juin 2002

N° SIRET : 44091981900035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation de rencontres "Renvoyé spécial" dans des lycées franciliens sur l'année 2017/2018.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroulera sur l'année scolaire 2017/2018 avec des préinscriptions à partir du 26 septembre. Il est nécessaire de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du présent réglement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Association créée en 2000, la MDJ a pour objet l'accueil et l'accompagnement de journalistes exilés contraints de fuir leur pays. Elle organise également des conférences débats autour des thèmes de la

liberté d'expression, de la citoyenneté et de la liberté de la presse et met en œuvre des programmes éducatifs à destination des jeunes (lycéens notamment).

Description :
Le projet Renvoyé spécial est développé depuis 10 ans par la MDJ. Il s'agit de rencontres entre des journalistes réfugiés et des lycéens. Les journalistes apportent leur témoignage et sensibilisent les jeunes à la liberté d'expression et à la liberté de la presse.

S'appuyant sur le fait que certains journalistes sont par ailleurs des auteurs, la MDJ a développé ce projet, en IdF, en rajoutant une dimension littéraire à l'approche pédagogique. Les publications des journalistes-écrivains sont envoyées en amont des rencontres aux enseignants et les élèves doivent réaliser des dossiers thématiques suite à la rencontre.

La MDJ met en outre à la disposition des enseignants un kit pédagogique (documents interactifs, expo, cartes de la situation de la presse, film documentaire) qui permettra d'ouvrir le dialogue avec les jeunes. 3 thèmes y sont abordés : journalisme et liberté d'expression, vie en exil et tolérance et laïcité.

Bilan du projet depuis 2006 : plus de 350 rencontres organisées sur l'ensemble du territoire français.

Moyens mis en œuvre :
5 intervenants, 3 interprètes, 2 traducteurs, un webmaster, un graphiste, 3 salariés de la MdJ (la directrice et 2 chargées de mission) et 2 stagiaires.

Intérêt régional :
Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre :
- Environ un tiers des journalistes exilés ont également une activité d'écrivain qui sera valorisée dans les rencontres en IdF avec un travail dans les classes autour de leurs publications.

Attractivité et territoire :
- une dizaine de rencontres sont programmées sur l'année scolaire 2017-2018, mobilisant plus de 1500 lycéens. Elles se dérouleront sur l'ensemble du territoire, avec une attention particulière en direction des établissements de la grande couronne.

Développement du public :
- Des kits pédagogiques sont distribués aux lycéens et enseignants, permettant de toucher, au delà des classes qui accueilleront les rencontres, les autres élèves et professeurs des établissements concernés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le programme s'adresse aux lycéens d'IdF et à leurs enseignants.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'atelier, de bureau...)	9 745,00	12,82%
Services extérieurs (hébergement, location, assurance, documentation, maquettiste, imprimeur...)	11 872,00	15,62%
Autres services extérieurs (distribution, diffusion, déplacements, réceptions, frais postaux, publicité, honoraires, ...)	7 100,00	9,34%
Frais de personnel (rémunérations, charges, indemnités de stage...)	47 283,00	62,21%
Total	76 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la culture	10 000,00	13,16%
Région IdF	10 000,00	13,16%
Ville de Paris	29 000,00	38,16%
Mécenat et dons (Presstalis et la Scam)	27 000,00	35,53%
Total	76 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015046

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA MAISON DE LA POESIE - ATELIER DE PRATIQUE LITTERAIRE EN LYCEES ET DE CREATION RADIOPHONIQUE EN MASTER - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	117 916,67 €	10,60 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE LA POESIE
Adresse administrative : 161 RUE SAINT-MARTIN
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD COMMENT, Président

Date de publication au JO : 10 août 1982

N° SIRET : 32590961200047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation d'un projet d'ateliers de pratique littéraire en lycées et de création radiophonique en Master.

Date prévisionnelle de début de projet : 13 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 13 juillet 2017. Le travail d'élaboration des différents ateliers prévus dans le cadre du projet a débuté à ce moment-là. Il est donc nécessaire de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du présent réglement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
La Maison de la poésie, dirigée par Olivier Chandenson, est une association qui a pour objectif la

promotion, la valorisation et la diffusion des oeuvres litéraires. C'est un lieu dédié à la voix des poètes et des écrivains dont la programmation se veut ouverte au monde et sensible à l'actualité.

Description :
Ce projet comprend deux volets :

- d'une part l'organisation d'ateliers de pratique littéraire menés par des écrivains dans 10 lycées situés, de préférence en grande couronne. Cette action serait complétée par l'organisation de stages de sensibilisation et di'initiation à la littérature contemporaine à destination d'enseignants de l'académie de Versailles.

- d'autre part la mise en place d'un atelier de création radiophonique dans le cadre du master de création littéraire de Paris 8. La MdP propose, en partenariat avec Arte Radio, de faire travailler les étudiants sur la création d'une série radio littéraire, en lien avec une auteure connaissant ce medium.

Bilan : les ateliers de pratique littéraire ont été initiés en 2016/2017, auprès de 6 établissements franciliens, avec le soutien de la Région.

Moyens mis en œuvre :
La personne en charge des relations avec le public, l'administratrice de la MdP et un volontaire en service civique travailleront sur ce projet. La MdP mobilisera par ailleurs une partie de ses locaux et de son matériel technique pour l'organisation des événements prévus dans le cadre du projet.

Intérêt régional :
Dynamique secteur livre
- les ateliers de pratique littéraire seront mis en oeuvre par des écrivains et c'est également un écrivain qui animera l'atelier de création radiophonique

Attractivité et territoire
- le projet d'atelier en lycées a vocation à se déployer sur l'ensemble du territoire francilien, et notamment au sein d'établissements situés en grande couronne.

Dimension créative
- le projet en master s'adresse à de jeunes écrivains qui suivent un master de création littéraire à Paris 8. Il leur permet de découvrir une forme de création littéraire originale : la série radiophonique.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Lycées et étudiants

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures ateliers, matériel création radiophonique...)	15 000,00	10,60%
Services extérieurs (hébergement écrivains, location matériel, droits d'auteurs, maquette livrets de restitution...)	65 000,00	45,94%
Autres services extérieurs (distribution, diffusion, frais postaux, routage, publicité, honoraires...)	5 000,00	3,53%
Frais de personnel	56 500,00	39,93%
Total	141 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL (quote part de la subvention demandée, affectée au projet)	20 000,00	14,13%
Région IdF	15 000,00	10,60%
Billetterie (quote part affectée au projet)	70 000,00	49,47%
Autres produits de gestion courante (quote part des locations affectée au projet)	5 000,00	3,53%
Ville de Paris (quote part subvention affectée au projet)	31 500,00	22,26%
Total	141 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 500,00 €
2019	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	25 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	27 973,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	15 000,00 €
2016	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	9 806,00 €
	Montant total	102 779,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002737

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'AUTRE LIVRE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	56 755,00 €	14,10 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L AUTRE LIVRE
Adresse administrative : 38 BOULEVARD HENRI IV
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard CHERBONNIER, Président

Date de publication au JO : 17 mai 2003

N° SIRET : 49145578800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : Salon de L'Autre Livre

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association L'Autre Livre souhaite organiser le 14ème Salon des éditeurs indépendants du 11 au 13 novembre 2016, à l'Espace des Blancs Manteaux (Paris 3).

Description :
Depuis 2003, l'association organise le salon de l'Autre livre, qui participe à la promotion de l'édition

indépendante auprès du public, et est devenu un lieu de rencontre des éditeurs indépendants. Rassemblant 200 éditeurs adhérents, L'Autre Livre développe, en parallèle du Salon des éditeurs indépendants, des actions pour la défense et la promotion de l'édition indépendante (librairies éphémères, site internet L'Autre Livre...). Le collectif d'éditeurs a ainsi été à l'origine de plusieurs initiatives telles que la pétition pour un tarif postal, la publication du livre blanc de l'édition indépendante, etc.

Le prochain Salon de l'Autre livre se déroulera à l'Espace d'animation des Blancs Manteaux du 11 au 13 novembre 2016. A l'occasion de cette 14ème édition, le Salon accueillera près de 160 éditeurs indépendants, dont plus de la moitié sont franciliens, constituera une vitrine pour les éditeurs auprès du public, des librairies et des bibliothèques et proposera des débats, des lectures, des rencontres ainsi que des animations en direction des scolaires. Un annuaire détaillé des maisons d'édition présentes a été remis à chaque visiteur.

En 2015, suite aux attentats du 13 novembre, le Salon n'a pu ouvrir qu'un jour.
En 2014, le salon de l'Autre livre a rassemblé plus de 6 000 visiteurs et 160 éditeurs sur 3 jours.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de perstations, matières et fournitures	10 758,00	18,96%
Services extérieurs (locations, assurance)	3 872,00	6,82%
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, publication, déplacements, missons, services bancaires)	16 125,00	28,41%
Frais de personnel	26 000,00	45,81%
Total	56 755,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France	7 000,00	12,33%
Ville de Paris	4 000,00	7,05%
Autres produits de gestion courante (cotisations)	37 755,00	66,52%
Région Ile-de-France	8 000,00	14,10%
Total	56 755,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	12 500,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	12 000,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	8 000,00 €
2017	Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	8 000,00 €
	Montant total	40 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013809

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PLEIN JOUR-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	45 000,00 €	33,33 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SFMG PLEIN JOUR
Adresse administrative : 39 RUE DES MATHURINS
75008 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame SYBILLE GRIMBERT, Présidente

N° SIRET : 75061302800026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : mutualisation des actions de promotion et de communication entre éditeurs

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les éditions Plein Jour, en partenariat avec Le Nouvel Attila et Aux Forges du Vulcain, mutualisent des actions de promotion et de communication.

Description :
Créées en 2013, les Editions Plein Jour ont pour objectif la défense et l'illustration de toutes les formes de littérature du réel (documentaire, reportage, enquête, essai, entretien).

Intérêt régional :
Aujourd'hui, Plein Jour, en partenariat avec les maisons d'édition Le Nouvel Attila et Aux Forges du

Vulcain, envisage de développer des outils de diffusion et de communication communs afin d'assurer la promotion de leurs livres et de leurs auteurs auprès de la presse, des libraires et du public.

Afin d'améliorer leur visibilité, ces trois jeunes maisons d'édition prévoient de :
- recruter des attachés de presse
- s'abonner à un service de SP numérique commun
- créer une lettre d'information numérique commune
- réaliser un catalogue papier commun
- organiser des tournées de libraires et des soirées de présentation lors de la rentrée littéraire (10 par mois)
- de participer via des stands communs à des festivals et salons du livre tels que Livre Paris, L'Autre livre, le Marché de la poésie, VO/VF et Le Sel des Mots au Pouliguen, Etonnants Voyageurs à Saint-Malo, L'Escale du livre à Bordeaux, etc.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de fournitures d'ateliers ou d'activités	500,00	1,11%
Services externes (location stand, droits d'auteurs, imprimeur, graphiste, maquettiste, etc)	8 700,00	19,33%
Autres services externes (distribution, distribution de SP numérique, déplacements, missions, réception, frais postaux et télécommunication, honoraires, publipostage)	35 800,00	79,56%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations de services (ateliers, piges)	5 000,00	11,11%
Centre National du livre	15 000,00	33,33%
Fonds propres	10 000,00	22,22%
Région Ile-de-France	15 000,00	33,33%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015043

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CPLJ 93 - EDUCATION A L'ILLUSTRATION ET AU DESIGN POUR LES LYCEENS ET APPRENTIS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	70 000,00 €	50,00 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS
Adresse administrative : 3 RUE FRANCOIS DEBERGUE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE VASSALO, Directrice

Date de publication au JO : 3 mai 1993

N° SIRET : 34260700900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : programme d'éducation à l'illustration et au design pour les lycéens et les apprentis sur l'année 2017/2018.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet démarre au 1er octobre et va se dérouler sur l'année scolaire 2017/2018. Il est nécessaire de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles (pour l'achat de chèque lire en amont de la manifestation notamment). En vertu de l'article 29 du présent réglement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Organisateur depuis 32 ans du Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil, le Centre de Promotion du Livre Jeunesse (CPLJ) conçoit et développe une activité permanente en lien avec le monde de l'édition, de la création et de la médiation : sélections d'ouvrages, édition de bibliographies et de sites internet, rencontres avec les auteurs, parcours littéraires, ateliers d'écriture ou d'illustration, ateliers multimédia, expositions, formations.

Description :
Ce programme, initié l'an dernier, a pour objectif d'approfondir la culture de l'image des lycéens et apprentis franciliens et de renforcer l'expertise et les compétences, sur ce sujet, des enseignants et autres professionnels de la chaîne du livre.

Il comprend :
- un volet à destination des lycéens et apprentis : participation à des temps forts sur le salon du livre et de la presse de jeunesse qui se tiendra en novembre 2017 (master class, expo, parcours dans l'espace BD, avec dotation en chèque lire), visite d'un festival littéraire lié à l'image et interventions/ateliers en classe par des auteurs, créateurs, professionnels, etc.
- un volet à destination des professionnels : places réservés dans des formations organisées à l'Ecole du livre de jeunesse pour les professeurs et rencontres et débats à destination des bibliothécaires et libraires.

Au total, 12 classes de lycées ou CFA seront sélectionnées, soit environ 300 élèves.
Près de 150 professionnels (enseignants, libraires, bibliothécaires...) sont également visés.

Bilan 2016/2017 : 15 classes de lycées et CFA d'IdF ont participé à ce projet.

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation de l'équipe du salon du livre et de la presse de jeunesse et d'experts et professionnels intervenant à l'école du livre de jeunesse.

Intérêt régional :
L'événement présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- outre les lycéens, apprentis et leurs professeurs, le projet va impliquer des libraires, bibliothécaires, auteurs et éditeurs, sur le salon ou à travers des rencontres dans les classes

Attractivité et territoire
- les établissements visés se répartissent sur l'ensemble du territoire d'Île-de-France

Dimension créative
- valorisation des petits éditeurs indépendants, engagés dans le soutien à la création littéraire et artistique, sur le salon mais aussi en intervention dans les classes

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- les élèves de CFA et lycées professionnels à filière artistique, graphique, numérique, design et de lycées d'enseignement général
- des professionnels : enseignants, documentalistes, bibliothécaires et autres professionnels de la chaine du livre

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'atelier, d'activité, de bureau...)	1 500,00	2,14%
Service extérieurs (hébergement, location, documentation, colloques, salons, présentation des oeuvres par les artistes, traductions, imprimeur, graphiste...)	25 900,00	37,00%
Autres services extérieurs (distribution, diffusion, déplacements, frais postaux et de télécommunication, honoraires...)	8 200,00	11,71%
Frais de personnel (rémunération, charges sociales...)	30 730,00	43,90%
Autres charges de gestion courante	3 670,00	5,24%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	6 000,00	8,57%
DRAC	10 000,00	14,29%
Région IdF	35 000,00	50,00%
Département 93	19 000,00	27,14%
Total	70 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Manifestations littéraires	85 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	85 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	37 800,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	35 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	85 000,00 €
2017	Manifestations littéraires	85 000,00 €
	Montant total	427 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005403

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MOTS EN MARGE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	24 000,00 €	16,67 %	4 000,00 €
		Montant Total de la subvention	4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOTS EN MARGE
Adresse administrative : 11 PL DE LA LIBERTE
92250 LA GARENNE COLOMBES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Nathalie IRIS, Gérante

N° SIRET : 48186048400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : organisation de la Nuit Blanche des Livres

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Mots en marge entend organiser la troisième édition de la Nuit blanche des Livres.

Description :
Créée en avril 2005 à La Garenne-Colombes, la librairie Mots en Marges propose un fonds de littérature adulte et jeunesse et des beaux-livres sur l'art et le voyage. Depuis sa création, la librairie invite de nombreux auteurs, ce qui participe de la constitution d'une clientèle fidèle.

En 2016, la librairie prévoit, dans un objectif de promotion du livre et de la librairie indépendante, d'organiser le 24 juin 2016 la troisième édition de la Nuit blanche des livres qui propose une programmation diversifiée :
- des rencontres avec des auteurs de polar, de roman, de littérature jeunesse, de bande dessinée,
- des lectures,
- la remise du prix des lecteurs,
- une librairie éphémère, le temps d'une soirée, sous la Halle du Marché, au cœur de la ville.

Les auteurs contactés à ce jour sont David Foenkinos, Olivier Adam, Ingrid Astier, Emmanuel Grand, Belinda Cannone, Cécile Ladjali, Lucile Borde, Jim Fergus, Pascale Gautier, Gilbert Sinoué, Anne Serre, Anne-Marie Pol, Sophie Dieudaide, Marianne Abesdris, Lorenzo Mattoti, Stivo, etc.

L'an dernier, la Nuit blanche, parrainée par Didier Van Cawelaert et Nancy Huston, a rassemblé plus de 1000 personnes, en présence d'auteurs tels que Jeanne Benameur, Olivier Truc, Jacques Expert, Hélène Grémillon, Evelyne Bloch-Dano, etc.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LA GARENNE-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	20 000,00	83,33%
Aménagement de la halle	500,00	2,08%
Frais de déplacements des auteurs	600,00	2,50%
Dépense de matériel	500,00	2,08%
Rémunération des animateurs	1 000,00	4,17%
Frais de communication	500,00	2,08%
Restauration des auteurs et animateurs	900,00	3,75%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	20 000,00	83,33%
Région Ile-de-France	4 000,00	16,67%
Total	24 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	8 000,00 €
2016	Aide à la librairie indépendante	4 000,00 €
	Montant total	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008652

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LIBRAIRIE DES BATIGNOLLES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	25 000,00 €	48,00 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALGERNON LIBRAIRIE DES BATIGNOLLES
Adresse administrative : 48 RUE DES MOINES
75017 PARIS 17
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BENOIT AUTHIER

N° SIRET : 50785713400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds dans le cadre de la reprise de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 16 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 30 février 2017. Compte tenu de la date de la reprise de la librairie, des dépenses d'achats de livres doivent être engagées dès le 16 août 2017 et, en vertu de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie des Batignolles envisage de développer son fonds dans le cadre de la reprise.

Description :
Créée en 2009 dans le 17ème arrondissement, et d'une surface de 70m2, la librairie des Batignolles propose à sa clientèle un choix généraliste de qualité, principalement dans les domaines de la fiction et de la jeunesse et, dans une moindre mesure, du Livre d'art, des essais, de la bande dessinée et de la vie pratique. Elle fait aujourd'hui l'objet d'une reprise.

Intérêt régional :
- Dynamique secteur livre

Professionnel de la librairie, le nouveau gérant souhaite élargir l'offre en développant la littérature grand format et en étoffant les rayons littérature poche, jeunesse, vie pratique, tourisme et le secteur littérature de voyage, afin de mieux répondre à la demande de la clientèle.

- Dimension créative

Une réflexion est en cours sur les secteurs sciences humaines et bande dessinée. Afin de faire découvrir aux clients les différents métiers du livre, la librairie prévoit d'être un lieu d'accueil pour les éditeurs, les traducteurs et responsables de collections

- Développement du public et du lectorat

La librairie envisage de développer les animations avec des lectures, ateliers, rencontres pour les enfants le mercredi après-midi sur le secteur, de prendre contact avec les bibliothèques et les écoles, d'organiser des rencontres avec les auteurs, les éditeurs et autres acteurs du livre les jeudi et vendredi soirs, si possible en développant de programmes mensuels voire trimestriels.

Le projet de reprise bénéficie également du soutien de l'Adelc.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	13 000,00	52,00%
Région Ile-de-France	12 000,00	48,00%
Total	25 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013833

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES TROIS SOEURS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	23 600,00 €	21,19 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES TROIS SOEURS
Adresse administrative : 2 RUE DES TROIS FRERES
75018 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MELANIE QUINCE

N° SIRET : 81864636600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds bande dessinée

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Les Trois Sœurs envisage de développer son fonds bande dessinée.

Description :
1-Dynamique secteur livre
Créée en mai 2016 dans le quartier des Abbesses à Paris, la librairie Les Trois Sœurs est une librairie spécialisée jeunesse d'une surface de 55m2. Aujourd'hui, la librairie souhaite s'adresser à un public

nouveau, les adolescents et les parents, en développant un fonds bande dessinée.

2-Dimension créative
La librairie envisage de présenter une sélection riche en bande dessinée, en valorisant notamment les maisons d'édition indépendante : roman graphique, bande dessinée historique, bande dessinée politique, bande dessinée de science-fiction, bande dessinée féministe. Parallèlement, elle prévoit de mettre en relation les auteurs/illustrateurs avec les lecteurs par le biais de rencontres-dédicaces et de favoriser les rencontres intergénérationnelles autour d'une thématique, du livre ou d'un auteur.

3-Développement du public et du lectorat
La librairie développe les partenariats, les actions hors les murs, les événements, les apéro-goûters dédicaces avec les auteurs pour créer un lien avec les plus jeunes et les adolescents.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	23 600,00	100,00%
Total	23 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	15 733,00	66,67%
Fonds propres	2 867,00	12,15%
Région Ile-de-France	5 000,00	21,19%
Total	23 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la librairie indépendante	3 000,00 €
	Montant total	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013834

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHRONIQUES-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	3 500,00 €	42,86 %	1 500,00 €
		Montant Total de la subvention	1 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDILIC LIBRAIRIE CHRONIQUES
Adresse administrative : 8 RUE GUICHARD
94230 CACHAN
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Jean-Claude FEUGNET, Gérant

N° SIRET : 33121364500020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : constitution d'un fonds consacré au théâtre

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 16 juin 2017. Compte tenu de la date de démarrage de la saison théâtrale, des dépenses liées aux achats d'ouvrages doivent être engagées le 1er octobre et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie Chroniques envisage de développer un fonds théâtre dans le cadre d'un partenariat avec le Théâtre de la ville.

Description :
Créée en 1998, la librairie Chroniques se situe dans le centre-ville de Cachan. D'une surface de vente de 55m2, la librairie propose 10 à 11 000 références réparties de façon homogène entre les rayons littérature, jeunesse et sciences humaines. Elle a fait l'objet d'une reprise en juin 2012 qui avait été accompagnée par l'Adelc et la Région.

Intérêt régional :
La librairie souhaite constituer un fonds de livres de théâtre pour un espace de vente dans le nouveau théâtre de Cachan, avec pour objectif de la promotion d'une offre éditoriale peu visible. La vente des livres serait proposée le soir des représentations.

En créant une offre saisonnière en lien avec les spectacles, il s'agit à terme de proposer une offre combinant des textes représentatifs de l'œuvre des grands auteurs dramatiques contemporains et passés, mais aussi des critiques, des biographies, des essais de dramaturgie, de scénographie, sur le jeu théâtral, sur la réflexion pédagogique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	3 500,00	100,00%
Total	3 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	1 500,00	42,86%
Fonds propres	500,00	14,29%
Région Ile-de-France	1 500,00	42,86%
Total	3 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	1 500,00 €
	Montant total	1 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013838

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : JMS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	40 000,00 €	37,50 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRAIRIE JMS SARL
Adresse administrative : 43 AVENUE PIERRE CURIE
78210 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JEAN YVES MAXIMILIEN

N° SIRET : 37925898100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 15 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date de déménagement de la librairie, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 1er novemebre 2017 et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie « JMS » envisage de développer son fonds dans le cadre de son déménagement.

Description :
Créée en 1990, JMS est une librairie spécialisée jeunesse dont l'activité principale consiste en la vente de livre et papeterie scolaire qui constitue 90% de son chiffre d'affaires.
Dans le cadre de la reprise, la librairie s'est transformée en société coopérative d'intérêt collectif, prévoit de proposer un fonds généraliste et de s'implanter dans un local commercial plus grand et plus abordable. Elle fait aujourd'hui l'objet d'un déménagement.

Intérêt régional :
- Dynamique secteur livre

La librairie déménage pour un local d'une superficie de 136m2 dans un centre commercial en pied d'immeubles, dont 91m2 seront consacrés à la vente de livres neufs et, en partie, de jeux éducatifs, les 45m2 restants étant destinés au livre scolaire. Dans ce cadre, elle prévoit d'enrichir son offre de 4 à 5 000 références en littérature grand format ou poche, poésie et théâtre, bande dessinée adulte, essais et beaux livres, parascolaire, tourisme et vie pratique.
L'espace librairie accueillera également un salon de thé et un espace de co-working.

- Dimension créative

La librairie souhaite conserver une spécialité jeunesse et accueillir dans son fonds des livres de petits éditeurs.

- Développement du public et du lectorat

La librairie prévoit de construire des partenariats avec des associations locales, d'accueillir des auteurs pour des conférences et des débats, de participer à des événements hors les murs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FONTENAY-LE-FLEURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	15 000,00	37,50%
Centre National du Livre (S)	10 000,00	25,00%
Région Ile-de-France	15 000,00	37,50%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013841

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LIBRAIRIE VILLENEUVE-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	30 000,00 €	50,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRAIRIE VILLENEUVE
Adresse administrative : 5 RUE VILLENEUVE
92110 CLICHY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame JULIE GOISLARD

N° SIRET : 53151481800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : création d'un espace consacré à la jeunesse "La Petite Librairie"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 30 juin 2017. Compte tenu du projet dela librairie, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 1er novembre et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
Dans le cadre de son extension, la librairie Villeneuve développe son fonds jeunesse.

Description :
Reprise en 2011 et bien implantée en centre-ville, la librairie Villeneuve est une librairie généraliste de 60m2 qui propose une offre de 6 000 références à ses clients.

Intérêt régional :

1- Dynamique secteur livre
Dans le cadre de la création d'un espace exclusivement dédié à la littérature jeunesse et aux jeux destinés aux enfants intitulé « la Petite librairie », la librairie développe son fonds jeunesse. Parallèlement, elle prévoit de recentrer son premier local sur une offre adultes et de compléter le fonds actuellement proposé en développant les secteurs de la bande dessinée, des sciences humaines et essais et du développement personnel et santé.

2- Attractivité et territoire
Le nouveau local est situé à proximité des écoles, du conservatoire et du marché.

3- Dimension créative
Dans le cadre du développement du fonds jeunesse, la librairie prévoit de doubler le secteur jeunesse consacré à la littérature, aux albums et aux activités et d'acquérir des documents jeunesse, des livres jeunesse autour de l'art, des bandes dessinées, de créer un rayon consacré aux thématiques de lutte contre les discriminations, pour le vivre ensemble, le civisme et la citoyenneté, de renforcer le secteur scolaire et parascolaire.
Côté adulte, celle-ci envisage de doubler son fonds en bande dessinée, de créer une vraie offre polar, proposer toute l'année une offre de beaux livres et de développer les rayons sciences humaines/philosophie et psychologie/développement personnel.

4-Développement du public et du lectorat
Au sein de cette nouvelle entité jeunesse, qui sera aménagée en tenant compte des univers selon les âges, la librairie souhaite pouvoir y organiser des lectures et des ateliers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	15 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013843

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE PHARE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	60 000,00 €	28,33 %	17 000,00 €
	Montant Total de la subvention		17 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PHARE
Adresse administrative : 54 AV DU DOCTEUR ARNOLD NETTER
75012 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame NICOLE ZAGOURI, Présidente

N° SIRET : 82825306200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : constitution de la librairie dans le cadre de sa création

Date prévisionnelle de début de projet : 15 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 30 juin 2017. Compte tenu de la date d'ouverture de la librairie en octobre, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 15 septembre et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La Librairie Le Phare procède à la constitution de son fonds dans le cadre de sa création.

Description :
Située à proximité du métro Picpus et Porte de Vincennes, dans le 12ème arrondissement, la librairie Le Phare doit ouvrir ses portes en octobre 2017 La librairie souhaite proposer à sa clientèle une offre diversifiée et de qualité, principalement dans les domaines de la littérature française et étrangère, du polar, de la bande dessinée et jeunesse.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
La librairie souhaite proposer un assortiment de 6 300 titres et travailler régulièrement des thématiques, en mettant à l'honneur un éditeur ou une collection, en présentant un pays à travers sa littérature, etc.

2-Attractivité et territoire
La librairie est implantée dans un quartier vivant et dynamique, proche des écoles, collèges et lycées.

3-Développement du public et du lectorat
La librairie prévoit de développer des animations pour faire de la librairie un lieu de rencontres et d'échanges afin de développer sa notoriété dans le quartier et d'animer une page Facebook où seront présentés ses animations et coups de cœurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	33 000,00	55,00%
Centre national du livre (S)	10 000,00	16,67%
Région Ile-de-France	17 000,00	28,33%
Total	60 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 000,00 €
2018	10 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013854

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE MONTE EN L'AIR - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	15 000,00 €	33,33 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CYRAMOQUE LE MONTE EN L'AIR
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MARE
75020 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame AURELIE GARREAU, Co-gérante

Objet : LIBRAIRIE

N° SIRET : 52073387400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 5 juillet 2017. Compte tenu du projet de réaménagement de la librairie, des dépenses liées aux travaux doivent être engagées le 5 juillet et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :

Le Monte en l'air envisage de repenser son espace de vente en réalisant des travaux.

Description :
Créée en 2005, la librairie Le Monte-en-l'air a, dans un premier temps, constitué un fonds de référence en bandes dessinées et ouvrages graphiques d'avant-garde et l'a progressivement élargi aux secteurs du livre jeunesse, des arts graphiques et des beaux-arts.

En 2010, Le Monte-en-l'air a déménagé dans un local de 113 m², en contrebas de la rue de Ménilmontant, et a renforcé son fonds en mettant en avant la petite édition et l'accent sur certaines thématiques, par exemple, la poésie contemporaine française et étrangère, les sciences humaines et sociales, la photographie, etc.

La librairie prévoit, dans le cadre de son réaménagement, de renforcer son fonds dans les secteurs de la littérature, des sciences humaines et de la jeunesse.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	10 000,00	66,67%
Région Ile-de-France	5 000,00	33,33%
Total	15 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la librairie indépendante	12 000,00 €
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	12 000,00 €
2016	Aide à la librairie indépendante	8 500,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	6 500,00 €
	Montant total	39 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013855

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ESPACE TEMPS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	50 334,00 €	39,73 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA SIMBAC LOGIMARCHE
Adresse administrative : RUE MOLIERE
91520 EGLY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LUDOVIC GOURDIEN, Président

N° SIRET : 38360046700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 30 juin 2017. Compte tenu de la date de la reprise et de la nécessité d'engager les dépenses dès le 4 juillet et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
La librairie « Espace-Temps » envisage de développer son fonds dans le cadre de la reprise.

Description :
Créée en 1994 à Egly dans la ZAC Saint-Pierre, d'une surface de 400m2 sur les 990 m2 dédiés à la vente, Espace-Temps propose à sa clientèle un choix généraliste, mais aussi des produits culturels, de la papeterie-carterie, de la bijouterie, du multimédia, de la billetterie, des jeux de société, des coffrets cadeaux et la Française des jeux. La librairie fait aujourd'hui l'objet d'une reprise par le directeur actuel de la librairie.

Le nouveau gérant souhaite élargir l'offre pour atteindre 30 000 références en développant les rayons de littérature, sciences humaines et vie pratique. Parallèlement, il prévoit un réaménagement de la librairie.

Intérêt régional :
- Dynamique secteur livre

Forte de 20 000 à 23 000 références, la librairie présente un assortiment composé de 29% de littérature, 17% de jeunesse, 14% de bande dessinée, 11% de sciences humaines, 11% de pratique, de 6% de tourisme et de 5% de scolaire.

- Développement du public et du lectorat

La librairie participe aux événements locaux tels que le salon d'auteurs Les Plumes de l'Essonne, le salon du livre jeunesse de Saint-Germain-lès-Arpajon, le salon Le Temps de Lire à Egly, le salon des Livres et des auteurs de Dourdan et à l'opération nationale « Un livre, Une rose » et organise 20 à 30 dédicaces d'auteurs, écrivains ou illustrateurs chaque année.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	50 334,00	100,00%
Total	50 334,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	30 334,00	60,27%
Région Ile-de-France	20 000,00	39,73%
Total	50 334,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014539

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES PAGES DE GUILHERME - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	40 500,00 €	37,04 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PAGES DE GUILHERME
Adresse administrative : 1 ALLEE DE LA MAIN FERME
93320 LES PAVILLONS-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame SONI SABINO CORREIA

N° SIRET : 83141351300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : constitution du fonds dans le cadre de la création de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 12 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 30 juin 2017. Compte tenu de la date de l'ouverture de la librairie et de la nécessité d'engager les dépenses d'implantation du fonds dès le 12 septembre et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
La Librairie Les Pages de Guilherme procède à la constitution de son fonds dans le cadre de sa création.

Description :
Située aux Pavillons-sous-Bois, la librairie Les Pages de Guilherme ouvrira ses portes en septembre. D'une superficie de 62m2 sur deux niveaux. La librairie souhaite proposer à sa clientèle un assortiment généraliste, composée de littérature, sciences humaines, bande dessinée, jeunesse, beaux livres, vie pratique.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
L'assortiment de la librairie sera ainsi composé : 52% littérature et polars poche, 10% littérature et polars grand format, 10% album et documentaire, 8% bande dessinée et mangas, 8% roman jeunesse, 6% Sciences humaines, 6% Beaux livres et pratique.

2-Attractivité et territoire
La librairie sera partenaire du Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis et est membre de l'association « Librairies 93 ».

3-Développement du public et du lectorat
Elle prévoit de développer un programme d'animations en accueillant des auteurs en partenariat avec les associations culturelles et les bibliothèques et souhaite travailler régulièrement avec les enseignants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	40 500,00	100,00%
Total	40 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	7 500,00	18,52%
Fonds propres	10 000,00	24,69%
Initiative 93	7 000,00	17,28%
Centre national du livre (S)	1 000,00	2,47%
Région Ile-de-France	15 000,00	37,04%
Total	40 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014541

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CROCOLIVRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	38 000,00 €	42,11 %	16 000,00 €
	Montant Total de la subvention		16 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CROCOLIVRE
Adresse administrative : 28 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95880 ENGHIEN-LES-BAINS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame TIPHAINE SADOUN

N° SIRET : 83120203100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : rachat du stock

Date prévisionnelle de début de projet : 15 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 30 juin 2017. Compte tenu de la date de la reprise, la dépense liée au rachat du stock doit être engagée le 15 septembre et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie Crocolivre procède au rachat du fonds dans le cadre de la reprise.

Description :
Créée en 1992 dans la rue commerçante d'Enghein les Bains, et d'une surface de 57m2 sur deux étages, la librairie La Cigale et la Fourmi, qui sera renommée « Crocolivre » propose à sa clientèle un fonds spécialisé jeunesse. Elle fait aujourd'hui l'objet d'une reprise. La nouvelle gérante est une professionnelle de la librairie.

Intérêt régional :
- Développement du public et du lectorat
La librairie envisage de développer les animations jeunesse qui se dérouleront une fois par semaine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rachat du stock	38 000,00	100,00%
Total	38 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 000,00	18,42%
Emprunt	8 000,00	21,05%
Initiative 95	7 000,00	18,42%
Région Ile-de-France	16 000,00	42,11%
Total	38 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	16 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015044

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES PIPELETTES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	20 000,00 €	50,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PIPELETTES
Adresse administrative : 72 RUE CARNOT
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Emilie GRIEU, Gérante

N° SIRET : 75210719300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date de déménagement de la librairie, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 1er novemebre 2017 et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie « Les Pipelettes » envisage de développer son fonds dans le cadre de son déménagement.

Description :
Créée en 2012 et située rue Carnot, près de quelques commerces, de la mairie et du marché, et à proximité de la médiathèque Romain-Rolland et du cinéma Le Trianon, la librairie propose à sa clientèle une offre généraliste, avec une spécialisation image, qui comprend à la fois des ouvrages jeunesse, des bandes dessinées, des comics, des mangas, et des beaux livres ainsi que des livres sur le cinéma, la peinture et la musique. Elle fait aujourd'hui l'objet d'un déménagement.

Intérêt régional :
- Dynamique secteur livre

Actuellement d'une surface de 40 m2, la librairie déménage pour un local tout proche et plus grand de 61m2. Dans ce cadre, elle prévoit de développer son offre, en particulier, les documentaires dans le rayon jeunesse, les romans graphiques, les rayons polar, cuisine, littératures bande dessinée franco-belge, science-fiction, fantaisie et les sciences humaines.
Ce développement de l'offre sera accompagné d'un nouveau classement mis en valeur par une nouvelle signalétique.

- Dimension créative

La librairie prévoit de proposer plus de titres par auteurs, de mieux travailler les catalogues des éditeurs moins connus et de mettre en avant plus régulièrement les opérations éditeurs.

- Développement du public et du lectorat

Depuis son ouverture, la librairie a constitué une clientèle fidèle et développé des partenariats avec les établissements scolaires, sociaux, les acteurs culturels et les associations de la ville et des alentours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 000,00	10,00%
Centre national du livre	8 000,00	40,00%
Région Ile-de-France	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015719

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES CHAMPS MAGNETIQUES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	50 000,00 €	20,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CHAMPS MAGNETIQUES
Adresse administrative : 80 RUE DU RENDEZ VOUS
75012 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame SEKARIC MERESSE

N° SIRET : 83243241300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds

Date prévisionnelle de début de projet : 15 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 30 juin 2017. Compte tenu du projet de reprise de la librairie, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 15 octobres et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie « Les Champs Magnétiques » envisage de développer son fonds dans le cadre de la reprise.

Description :
Créée en 1989 dans le 12ème arrondissement, et d'une surface de 60m2, la librairie propose à sa clientèle un choix généraliste, principalement dans les domaines de la littérature et de la jeunesse, ainsi que des articles de papeterie. Elle fait aujourd'hui l'objet d'une reprise.

Intérêt régional :
- Dynamique secteur livre

Professionnelle et ancienne salariée de la librairie, la nouvelle gérante souhaite élargir l'offre qui sera ainsi répartie : 38% littérature, 25% Jeunesse, 15% sciences humaines, 10% pratique et voyage, 5% arts, 5% bande dessinée, 2% dictionnaires et parascolaire.

- Dimension créative

La librairie prévoit d'être un lieu convivial, lieu d'échanges culturels, de découvertes, de rencontres, de conseils personnalisés, pour accompagner le lecteur dans ses découvertes littéraires et la diversification de ses lectures.

- Développement du public et du lectorat

La librairie a su constituer une clientèle fidèle et souhaite acquérir de nouveaux clients issus de nouvelles familles qui s'installent dans le quartier. Elle prévoit de créer un espace dédié aux enfants.

Le projet de reprise bénéficie également du soutien de l'Adelc.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	30 000,00	60,00%
Centre National du livre	10 000,00	20,00%
Région Ile-de-France	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015792

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES DEUX GEORGES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement	78 953,00 €	19,00 %	15 000,00 €
		Montant Total de la subvention	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES 2 GEORGES
Adresse administrative : 5 RUE DES FRERES DARTY
93140 BONDY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CLARA DA SILVA

N° SIRET : 83254407600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : constitution du fonds de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Les Deux Georges procède à la constitution de son fonds dans le cadre de sa création.

Description :
Située à Bondy, en face de l'hôtel de ville près de la future place du marché, d'une superficie de 96m2, la librairie Les deux Georges doit ouvrir ses portes en octobre 2017. La librairie souhaite proposer à sa clientèle une offre généraliste, principalement dans les domaines de la littérature, des sciences humaines,

de la jeunesse et de la bande dessinée et manga.

Intérêt régional :
-Dynamique secteur livre
La librairie souhaite proposer un large assortiment de 8 000 titres, ainsi répartis : 20% littérature, 17% jeunesse, 17% sciences humaines, 14% santé, bien être et loisirs, 13% bande dessinée et manga, 8% polar et science-fiction, 8% parascolaire et dictionnaires, 3% de beaux-livres.
La librairie prévoit également de mettre en place un rayon papeterie.

2-Dimension créative
Professionnelles de la librairie, les gérantes envisagent de réaliser des tables permanentes consacrées aux premiers romans, aux éditeurs indépendants, à la littérature sentimentale et à la littérature « feel good », etc.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	78 953,00	100,00%
Total	78 953,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	48 953,00	62,00%
Centre National du Livre (A)	15 000,00	19,00%
Région Ile-de-France	15 000,00	19,00%
Total	78 953,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012406

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MEDIATHEQUE DE VINCENNES - CAROLE ROBERT DITE TREBOR - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	2 000,00 €	50,00 %	1 000,00 €
		Montant Total de la subvention	1 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VINCENNES
Adresse administrative : 53 RUE DE FONTENAY
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent LAFON, Maire

N° SIRET : 21940080100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence à la médiathèque avec Carole Robert dite Trébor

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Carole Trebor est née en 1973. Elle a écrit des romans destinés aux adolescents et des albums jeunesse, publiés notamment chez Rageot, Syros et Gulfstream. Elle souhaite travailler à un thriller historique destiné aux adolescents sur la Russie post-soviétique.

La médiathèque de Vincennes souhaite prolonger une collaboration avec Carole Trebor et l'associer à son action "Ado'Lire" dans le cadre d'une résidence sur l'ensemble de la ville. L'auteur s'appuiera sur les acteurs de la chaîne du livre présents sur le territoire notamment la librairie Millepages et le CFA de la librairie. Carole Trébor animera particulièrement un club de lecture "Lirado" à la médiathèque. Elle interviendra dans les établissements scolaires et développera un lien particulier avec le lycée

professionnel Jean Moulin.

Genre : littérature adolescente

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- ateliers d'écriture avec des groupes de jeunes des deux espaces jeunes de la ville
- rencontres avec des collégiens des clubs de lecture des collèges de la ville
- rencontres avec les élèves du lycée professionnel Jean Moulin

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Public adolescent de la bibliothèque
- Collègiens de la ville
- Lycéens du lycée Jean Moulin

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (expositions, fabrications, autres)	1 000,00	50,00%
Autres services externes (honoraires)	1 000,00	50,00%
Total	2 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune de Vincennes	1 000,00	50,00%
Région Ile-de-France livre	1 000,00	50,00%
Total	2 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 900,00 €
2015	Aide au développement de bornes de recharges électriques	5 040,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	226 125,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 700,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	173 321,93 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	184 950,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	6 665,50 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	34 781,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	176 000,37 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	79 571,21 €
	Montant total	1 892 055,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012530

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE CHOISY LE ROI-INGRID THOBOIS-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	5 000,00 €	50,00 %	2 500,00 €
	Montant Total de la subvention		2 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHOISY LE ROI
Adresse administrative : PLACE GABRIEL PERI
94603 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GUILLAUME, Maire

N° SIRET : 21940022300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Ingrid Thobois

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ingrid Thobois est née 1980. Romancière et auteure pour la jeunesse, elle est publiée notamment chez Phébus, Zulma, et Buchet Chastel. Elle souhaite écrire un nouveau roman pour adolescents, provisoirement intitulé « Juste de l'autre côté de la mer », sur les problématiques à la fois adolescentes et migratoires qui touchent deux jeunes habitants à Tanger.

La médiathèque de Choisy-le-Roi souhaite accueillir en résidence Ingrid Thobois afin de renforcer son intervention auprès des adolescents. L'auteure animera un atelier sur «L'architecture du hasard», et travaillera sur la rencontre comme élément déterminant pour orienter sa vie, oser avancer, et choisir son identité. Ce projet est conçu en lien avec la Croix Rouge, le centre des demandeurs d'asile de Choisy-le-

Roi, trois établissements scolaires (dont les lycées Jean Macé et Guillaume Apollinaire), ainsi que deux librairies (Le Marque-Page et Librairie Brossard).

Genre : littérature adolescente

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Cartes Blanches pour découvrir l'œuvre et le parcours d'Ingrid Thobois en présence d'artistes qui lui sont proches
- Ateliers d'écriture sur "l'architecture du hasard» et la rencontre comme élément de construction de l'identité

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Usagers de la Médiathèque Aragon
- Lycéens des lycées G. Appollinaire et J.Macé
- Equipe de la médiathèque et professionnels de la Croix Rouge et de la CADA

Localisation géographique :
- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Autres)	500,00	10,00%
Autres sevices externes (Déplacements,Honoraires)	2 000,00	40,00%
Frais de personnel	2 500,00	50,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	2 500,00	50,00%
Fonds propres (Commune)	2 500,00	50,00%
Total	5 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	9 500,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 149 666,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	2 800,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	9 803,00 €
	Montant total	1 171 769,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012564

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MEDIATHEQUES D'ARGENTEUIL-FRANCOIS BON-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL
Adresse administrative : 12-14 BOULEVARD LEON FEIX
95107 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES MOTHRON, Maire

N° SIRET : 21950018800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec François Bon

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
François Bon est né en 1953. Auteur d'une trentaine de romans, récits et essais, il est publié notamment chez Minuit, Fayard, Albin Michel et le Seuil. Très investi dans la réflexion sur internet et la création littéraire, il est à l'origine de Remue.net (revue littéraire), Tierslivre.net et publie.net (édition). François Bon souhaite approfondir sa réflexion par un essai sur la mutation numérique de l'écrit et la construction de l'imaginaire à partir de l'écrivain fantastique américain Lovecraft.

Argenteuil souhaite s'appuyer sur son réseau de médiathèques pour permettre aux jeunes du lycée Fernand et Nadia Léger de découvrir l'oeuvre de François Bon et de rencontrer l'auteur. La résidence prendra la forme de rendez-vous en médiathèque pour réaliser des ateliers d'écriture, mais aussi des

vidéos autour des fonds de livres. Des interventions sont prévues au lycée, dans les classes, sous forme d'ateliers d'écriture et d'accompagnement personnel des élèves désireux d'échanger sur des projets de création littéraire. À ces rendez-vous réguliers s'ajouteront des temps forts tels qu'un week-end littérature et musique, une soirée de clôture en juin et un temps convivial de partage avec l'ensemble des élèves impliqués.

Genre : essai

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Intervention proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture
- Réalisation de vidéos autour des fonds de la médiathèque
- Atelier sur les outils numériques de la création
- Accompagnement individuel des projets de création personnelle des élèves
- Workshops d'écriture à la médiathèque du Val d'Argent
- Week-end littérature et musique
- Soirée de clôture

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Elèves de seconde générale et professionnelle
- Elèves primo-arrivants scolarisés en UPE2A
- Usagers adolescents et adultes de la médiathèque

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures,équipements tablettes)	7 500,00	75,00%
Services externes (hébergement)	2 500,00	25,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	5 000,00	50,00%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	6 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	92 942,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	107 300,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	76 268,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	4 132 429,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 000,00 €
2016	Chantier école	22 500,00 €
2016	Fonds Propreté	100 000,20 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	82 500,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	111 130,00 €
2017	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
	Montant total	7 096 069,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012425

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LYCEE JEAN JAURES-PASCALE CHOUFFOT-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	3 000,00 €	50,00 %	1 500,00 €
		Montant Total de la subvention	1 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65735-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN JAURES MONTREUIL
Adresse administrative : 1 RUE DOMBASLE
93105 MONTREUIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe LE GUILLOU, Proviseur

N° SIRET : 19930121900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Pascale Chouffot

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Pascale Chouffot est née en 1961. Journaliste et scénariste, elle a écrit des romans noirs notamment aux éditions Michel Lafon et J.-C. Lattès. Elle souhaite désormais se consacrer à la littérature et écrire un roman policier situé à Châlon-sur-Saône où se croisent l'histoire d'un enfant placé au XIXème siècle et celle d'une enquête sur des meurtres de femmes.

Le lycée Jean Jaurès se propose d'accueillir Pascale Chouffot en résidence pour travailler avec les élèves sur la façon dont la littérature populaire rend compte du réel et du territoire. Pascal Chouffot travaillera avec les élèves sur le héros de polar et leur proposera de construire une fiction collective sous forme de feuilleton. Les équipements de la ville tels que le Musée de l'histoire vivante, le Centre d'Architecture et

d'Urbanisme, la bibliothèque Desnos, le cinéma Méliès ou la librairie Folies d'Encre, seront associés au projet.

Genre : roman policier

Durée de la résidence : 8 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture
- Sorties dans Montreuil et collecte de matière pour construire la fiction
- Recueil d'information et de témoignages auprès de personnes ressources
- Participation au festival Vox avec la librairie Folies d'Encre

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Elèves de seconde du lycée Jean Jaurès
- Elèves du lycée professionnel Eugénie Cotton.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (liés au projet)	2 700,00	90,00%
Déplacements, missions et réceptions	300,00	10,00%
Total	3 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres lycée	1 500,00	50,00%
Suvention Région livre	1 500,00	50,00%
Total	3 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 210,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 395,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 530,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	447 376,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	46 595,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 260,00 €
2014	Travaux de maintenance	370 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 980,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	55 784,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 368,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	338 922,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 100,00 €
2015	Travaux de maintenance	803 494,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 438,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 812,61 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	430,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	291 199,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 174,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	185 700,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 071,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 593,54 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 590,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	291 291,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 002,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	51 492,00 €
	Montant total	2 743 241,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015078

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LGT LA PLAINE DE NEAUPHLE - VINCENT DHEYGRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	4 000,00 €	60,00 %	2 400,00 €
	Montant Total de la subvention		2 400,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65735-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT LA PLAINE DE NEAUPHLE TRAPPES
Adresse administrative : 2 AVENUE ALLENDE
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Patricia RACLOT, Proviseure

N° SIRET : 19781297700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Monsieur Vincent Dheygre

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Vincent Dheygre est né en 1968. Auteur de théâtre il est publié aux Editions de la Traverse et chez Alna Editeur. Il souhaite s'essayer à un nouveau genre et écrire un roman de science-fiction destiné aux adolescents, provisoirement intitulé «Les telluriques».

Le lycée de la Plaine de Neauphle souhaite accueillir Vincent Dheygre pour travailler sur une meilleure appropriation de la langue française, à l'oral comme à l'écrit. L'auteur interviendra auprès des élèves de seconde option théâtre dans le cadre d'un projet de réécriture d'un texte classique. Il animera des ateliers d'écriture et organisera un concours d'éloquence. Vincent Dheygre souhaite associer le club manga très actif au sein du lycée.

Genre : roman de science-fiction

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence:
- Réécriture d'un texte classique
- Ateliers d'écriture
- Concours d'éloquence
- Intervention au sein du club manga

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Classes de lettres modernes et théâtre
- élèves inscrits au club manga
- élèves volontaires

Détail du calcul de la subvention :
Le lycée de la Plaine de Neauphle à Trappes étant situé dans un quartier politique de la ville bénéficie d'un taux majoré à 60 %.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'atelier ou d'activités)	950,00	22,41%
Autres services extérieurs (déplacements, missions, réception, sorties)	2 620,00	61,79%
Rémunération des personnels	670,00	15,80%
Total	4 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 840,00	43,40%
Subvention région livre	2 400,00	56,60%
Total	4 240,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 720,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 914,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	141 598,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 917,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 210,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 815,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 533,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 300,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	133 433,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 280,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 270,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	45 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	185 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 495,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 057,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	115 215,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	18 323,12 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 526,40 €
2016	Travaux de maintenance	71 770,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 008,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 915,60 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	117 078,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 210,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	75 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €

	Montant total	989 990,12 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012367

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA FERME DU BUISSON - FRANCOIS OLISLAEGER - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DU BUISSON
Adresse administrative : ALLEE DE LA FERME
77186 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur VINCENT ECHES, Directeur

N° SIRET : 75213652300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec François Olislaeger

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
François Olislaeger est né en 1978. Dessinateur et auteur de bandes dessinées, il est publié aux éditions Denoel graphic et Hachette. Il souhaite puiser dans son enfance bourguignonne pour réaliser un album en noir et blanc qui interroge sur l'importance de la culture dans la construction de l'identité et les choix existentiels.

La Ferme de Buisson souhaite, par ce projet de résidence, étendre les liens tissés avec François Olislaeger dans le cadre de son appui aux auteurs de BD. François Olislaeger animera des ateliers de pratique notamment en direction des lycéens de l'agglomération qui seront invités à se remémorer leur enfance et à analyser leur parcours. Un ouvrage collectif issu de ces ateliers sous forme de fanzine ou

d'album de BD sera présenté à la fin de la résidence dans les églises de Chelles.

Genre littéraire : Bande dessinée

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture de fanzines, bande dessinée et autres formes narratives

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Usagers de la Ferme du Buisson
- Elèves des établissements scolaires du territoire

Localisation géographique :
- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	5 000,00	50,00%
Services externes (documentation, droits d'auteurs, imprimeur)	4 400,00	44,00%
Autres services externes (déplacements, frais postaux)	600,00	6,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	5 000,00	50,00%
Fons propres	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	33 000,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	32 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	82 275,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	100 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	58 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	20 000,00 €
2017	Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	100 000,00 €
2017	Aides aux manifestations culturelles	58 000,00 €
	Montant total	728 275,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014926

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : UNIVERSITÉ PARIS 8 VINCENNES SAIN-DENIS - OLIVIER CADIOT - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES
Adresse administrative : 2 RUE DE LA LIBERTE
93526 ST DENIS CEDEX 02
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Annick ALLAIGRE, Présidente

N° SIRET : 19931827000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence d'Olivier Cadiot

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Olivier Cadiot est né en 1956. Auteur chez POL d'un cycle de fictions poétiques, variations picaresques sur son personnage de Robinson, il s'est engagé depuis 2016 dans l'écriture d'une "histoire de la littérature récente". Après la publication des deux premiers tomes consacrés à l'avenir de la littérature et à son rapport au réel, il souhaite élaborer un troisième tome en s'inspirant de l'échange et de la confrontation avec de jeunes auteurs en master de création littéraire.

L'Université Paris 8 souhaite permettre à ses étudiants-écrivains de confronter leurs projets de création à la réflexion et à l'écriture en cours d'Olivier Cadiot sur la littérature contemporaine. Les étudiants seront

invités à constituer avec Olivier Cadiot un comité de rédaction d'une revue qui leur servira de laboratoire commun de travail sur la temporalité de l'écriture, sur l'archivage, et sur les modes de diffusion des textes. Des intervenants viendront par ailleurs éclairer la fabrication de formes brèves sur le repérage et l'enquête, le rapport entre l'essai et l'écriture, la rythmique des formes brèves ainsi que sur la mise en page et les supports électroniques.

Genre : poésie

Durée : 10 mois

Description :
Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- rencontres sur la légitimité de la critique et la subjectivité de l'écrivain
- rencontres sur la naissance du sujet : d'où vient le livre ?
- rencontres avec des intervenants extérieurs sur le travail en cours d'Olivier Cadiot

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Etudiants du master de création littéraire de l'Université Paris 8 Saint-Denis

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (livres des auteurs invités)	500,00	5,00%
Services externes (hébergements, droits d'auteurs, fabrications, autres)	7 500,00	75,00%
Autres services externes (déplacements, missions, réceptions, autres)	2 000,00	20,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Université Paris 8	5 000,00	50,00%
Subvention région ile-de-France	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	159 750,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Expérimentations - TIC - Investissement	61 500,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	293 640,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	31 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	149 850,00 €
2015	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	26 944,60 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	31 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	5 300 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	126 450,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Bibliorif	300 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	2 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	108 700,00 €
2017	Subvention aux campus des métiers et des qualifications	15 000,00 €
	Montant total	7 094 890,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012363

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE TARMAC - HAKIM BAH - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	7 500,00 €	50,00 %	3 750,00 €
	Montant Total de la subvention		3 750,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TEP LE TARMAC SCENE INTERNATIONALE FRANCOPHONE
Adresse administrative : 159 AVENUE GAMBETTA
75020 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Valérie Baran, Directrice

N° SIRET : 34247982100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Hakim Bah

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Hakim Bah est né en 1987 en Guinée. Auteur de théâtre repéré par Radio France Internationale et édité par Lansman, Hakim Bah écrit sur la violence et le désespoir attachés à l'histoire de son pays. Dans son prochain récit, il veut convoquer Nietzche («Zarathoustra») pour réfléchir sur l'amour impossible, la famille, la figure de Dieu et la question du pardon.

Le Tarmac souhaite prolonger par une résidence les liens établis avec Hakim Bah dans le cadre du soutien du théâtre aux écritures contemporaines. Il s'agit d'approfondir la rencontre et élargir le rayonnement auprès de nouveaux publics. L'auteur développera dans cet objectif des ateliers de lecture

dans des lycées, notamment Gustave Ferrié, Martin Nadaud et Georges Clémenceau, ainsi que dans des bibliothèques et médiathèques franciliennes.

Genre : théâtre

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture dans les lycées partenaires
- Rencontres dans les bibliothèques et médiathèques
- Interventions auprès d'étudiants de l'Université Paris 8 et de l'ESAD
- Rencontres au Tarmac pour une découverte de l'oeuvre et un échange avec l'auteur

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Public du théâtre
- Elèves des lycées Gustave Ferrié et Martin Nadaud (75019 et 75020), ainsi que Georges Clémenceau (Villemomble 93) et Charles le Chauve (Roissy-en-Brie 77)
- Public de l'université Paris 8, ainsi que des bibliothèques et médiathèques partenaires

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	1 000,00	13,33%
Services extérieurs (hébergements,locations,réception)	1 700,00	22,67%
Autres services extérieurs (communication,documentation)	3 500,00	46,67%
Frais de personnel	1 300,00	17,33%
Total	7 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	3 750,00	50,00%
Fonds propres	3 750,00	50,00%
Total	7 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	7 500,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	20 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	197 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012396

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : THEATRE DE L'AQUARIUM - MARIETTE NAVARRO - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION L AQUARIUM
Adresse administrative : CARTOUCHERIE
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN MARC TERRASSE, Président

Date de publication au JO : 21 novembre 1974

N° SIRET : 78413048600037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Mariette Navarro

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mariette Navarro est née en 1980. Auteur de théâtre, elle est publiée aux éditions Quartett et Cheyne éditeur. Elle souhaite écrire une pièce sur la question de la laïcité, et poursuivre la réflexion qu'elle mène au fil de ses textes sur le rapport entre individu et collectif.

Le théâtre de l'Aquarium, installé à la Cartoucherie dans le bois de Vincennes, est directement issu du théâtre d'actualité. Dans la continuité de son approche qui associe création et transmission sur les sujets de société, le théâtre souhaite accueillir Mariette Navarro en résidence afin de travailler la question

complexe de la laïcité. Mariette Navarro développera des ateliers d'écriture dans deux lycées du Val-de-Marne et Seine-Saint-Denis et interviendra dans plusieurs bibliothèques de Paris, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne.

Genre littéraire : théâtre

Durée de la résidence : 8 mois

Description :
Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- ateliers d'écriture dans deux lycées partenaires du théâtre
- rendez-vous avec les éditeurs de théâtre dans les bibliothèques partenaires du projet
- rencontres avec des publics adultes et ateliers d'écriture au théâtre
- rencontres publiques sur l'oeuvre de Mariette Navarro dans les bibliothèques
- découvertes de textes et penseurs invités à s'exprimer sur la laïcité

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- lycéens du Perreux (94) et de Pontault Combault (77)
- publics du théâtre de l'Aquarium
- professionnels de la Cartoucherie
- Usagers des bilbiothèques partenaires

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (spectacle,fournitures,transport)	2 500,00	25,00%
Services externes (documentation,droits d'auteur,imprimeur)	3 300,00	33,00%
Autres services externes (frais postaux,publicité)	4 200,00	42,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	5 000,00	50,00%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	58 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	58 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	58 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	15 790,00 €
	Montant total	189 790,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012404

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LIBRAIRIE LES NOUVEAUTES ANNE-SARAH KERTUDO - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	5 000,00 €	50,00 %	2 500,00 €
	Montant Total de la subvention		2 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL KARAIS
Adresse administrative : 108 AV PARMENTIER
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DOMINIQUE MONIN, GERANT

N° SIRET : 48333005600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Anne-Sarah Kertudo

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Annne-Sarah Kertudo est née en 1972. Engagée sur la question de la différence et du handicap, elle travaille sur la présomption d'incapacité qui s'attache à la déficience physique ou mentale. Elle souhaite se consacrer à un récit autobiographique sur le tabou social autour du handicap.

Avec la résidence d'Anne-Sarah Kertudo, la librairie « Les Nouveautés » veut s'ouvrir à des publics dits "empêchés" et faire vivre son fonds de livres audios. En partenariat avec des établissements scolaires, notamment le lycée Morvan qui accueille des élèves sourds, elle organisera une série de rencontres sur le handicap comme force créatrice et moteur d'imagination. Anne-Sarah Kertudo interviendra dans le lycée auprès des élèves ainsi que dans la librairie où les soirées seront traduites en langue des signes.

Genre : récit autobiographique

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Au collège César Franck : mise en musique de textes de l'auteur
- Au lycée Morvan : traduction des textes de l'auteur en langue des signes
- rencontres à la librairie
- Clôture de la résidence avec les élèves : présentation des textes lus, traduits en langue des signes, et mis en musique

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Public habituel de la librairie
- Public handicapé
- Elèves des deux établissements partenaires de la résidence

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures,buffets,bons achats)	1 400,00	28,00%
Services externes (divers,droits d'auteurs,graphiste)	1 600,00	32,00%
Autres services externes (honoraires)	2 000,00	40,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions Région IDF Livre	2 500,00	50,00%
Fonds propres	2 500,00	50,00%
Total	5 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la librairie indépendante	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012420

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA SEMAINE DU SON - ISABELLE FRUCHART - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	20 000,00 €	50,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA SEMAINE DU SON
Adresse administrative : 52 RUE RENE BOULANGER
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian HUGONNET, Président

Date de publication au JO : 12 décembre 1998

N° SIRET : 45257706700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Isabelle Fruchart

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Née en 1973, Isabelle Fruchart a publié des textes de théâtre aux éditions L'Amandier et Les Cygnes. Elle souhaite poursuivre son exploration de l'univers sonore qui la touche personnellement et écrire une nouvelle pièce de théâtre qui mette en scène un expert acousticien doté d'une ouïe exceptionnelle.

La "Semaine du son" souhaite accueillir Isabelle Fruchart en résidence afin de contribuer à son objectif de sensibilisation sur les enjeux sociétaux du sonore. Isabelle Fruchart animera des ateliers d'écriture épistolaires auprès de jeunes accueillis au Centre Médico Psychologique de Montreuil et en CAP librairie

au lycée Eugénie Cotton. Ils travailleront dans ce cadre sur la contrainte sonore et littéraire et prendront connaissance de la charte du son de l'Unesco.Ils découvriront une audiothèque et participeront à des restitutions publiques.

Genre littéraire : théâtre

Durée : 6 mois

Description :
Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture sur le parler du sonore et travail sur la contrainte littéraire
- Découverte d'une bibliothèque-audiothèque
- Restitutions sous forme de livres audio, de lecture et d'éloges publics

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- adolescents accueillis au Centre Médicopsychologique de Montreuil
- élèves de la classe de CAP librairie du lycée Eugénie Cotton de Montreuil

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	4 250,00	21,25%
Services externes (hébérgement,droits d'auteur, location matériel)	7 500,00	37,50%
Autres services externes (déplacements, honoraires presse, publicité)	8 250,00	41,25%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	10 000,00	50,00%
Fonds propres	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012422

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LIBRAIRIE LES TROIS SOEURS - MAIA BRAMI - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	12 000,00 €	50,00 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES TROIS SOEURS
Adresse administrative : 2 RUE DES TROIS FRERES
75018 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MELANIE QUINCE, Autre

N° SIRET : 81864636600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Maïa Brami

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Née en 1976, Maïa Brami est notamment publiée par Grasset, Caractère, et les Editions de l'Amandier. Alliant écriture romanesque pour enfants et adultes, journalisme et photographie, elle s'intéresse plus particulièrement à la condition féminine. Elle se propose de travailler à un récit poétique qui interroge le corps comme source de savoir et de sens.

La librairie Les Trois Sœurs, créée il y a un an au pied de la butte Montmartre, propose un fonds jeunesse et BD adultes. Maïa Brami se propose de travailler avec les enfants et leurs parents qui fréquentent la librairie sur leur perception du lien entre amour, corps, et littérature. Avec l'appui de la bibliothèque Robert Sabatier, elle interviendra dans la librairie, mais aussi dans plusieurs établissements scolaires. Une

restitution est prévue au Théâtre de la Reine Blanche.

Genre : poésie

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Rencontres avec Maïa Brami autour de son oeuvre
- Rencontres avec des acteurs de la chaîne du livre (éditeurs, auteurs, imprimeurs)
- Lectures, performances, tables-rondes animées par Maïa Brami
- Ateliers de création poétique

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Elèves de l'école Houdon, du collège Yvonne Le Tac, du CFA Stephenson
- Parents et enfants usagers de la librairie
- Usagers de la bibliothèque
- Habitants du quartier

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures,vidéo projecteur)	2 500,00	20,83%
Services externes (recherches,droits d'auteur,imprimeur)	4 000,00	33,33%
Autres services externes (déplacements,honoraires,publicité)	3 000,00	25,00%
Frais de personnel	2 500,00	20,83%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	6 000,00	50,00%
Fonds propres	6 000,00	50,00%
Total	12 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la librairie indépendante	3 000,00 €
	Montant total	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012430

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TEXTURE SARL-CHRISTOPHE MANON-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	8 000,00 €	50,00 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TEXTURE SARL
Adresse administrative : 94 AV JEAN JAURES
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MICHELE CHADEISSON, GERANTE

N° SIRET : 50433460800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Christophe Manon

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Né en 1971, Christophe Manon est l'auteur d'une vingtaine de livres, publié notamment aux éditions Atelier de l'agneau, Le clou dans le fer, Verdier et Nous. Il travaille actuellement à l'écriture d'un roman et d'un livre de poésie qui explorent les frontières entre poésie et narration ainsi que le thème de la mémoire fictionnelle comme fabrique de souvenirs.

Avec l'accueil de Christophe Manon en résidence, la librairie Texture souhaite approfondir son travail sur la poésie et l'écriture expérimentale qui sont ses domaines de prédilection. Christophe Manon animera une série de rencontres autour du thème de l'influence de ses lectures sur l'écriture de son oeuvre. Ces rencontres permettront en outre d'intéresser les participants au fonds de poésie de la librairie. Il travaillera

en lien avec la bibliothèque jeunesse Crimée et les quatre écoles maternelles et primaires du quartier.

Genre littéraire : poésie

Durée : 10 mois

Description :
Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- cycle de rencontres "en lisant, en écrivant" : 6 rencontres avec des auteurs sur la dialectique lecture/écriture
- Ateliers et rencontres jeune public à la bibliothèque Crimée et dans les écoles
- Soirée de restitution du travail accompli

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Habitués de la librairie
- Enfants inscrits à la bibliothèque Crimée
- Enfant des 4 écoles primaire du quartier Crimée

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	500,00	6,25%
Services externes (hébergement, assurance)	800,00	10,00%
Autres services externes (distribution, déplacements)	3 600,00	45,00%
Frais de personnel	3 100,00	38,75%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	4 000,00	50,00%
Fonds propres	4 000,00	50,00%
Total	8 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la librairie indépendante	8 500,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	9 000,00 €
2016	Aide à la librairie indépendante	6 000,00 €
	Montant total	23 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012441

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ECARTS-SALIM TURQUIER DIT NASSIB-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECARTS
Adresse administrative : 55 AV LAPLACE
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES LACOMBE, Président

Date de publication au JO : 24 février 2001

N° SIRET : 43922039300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Salim Turquier

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sélim Turquier est né en 1946. D'origine libanaise, il a publié des romans et témoignages aux éditions Balland, Thierry magnier, Calmann Lévy et Robert Laffont. Il travaille à l'écriture d'un roman inspiré de son histoire personnelle provisoirement intitulé "Quarante-huit heures à Beyrouth".

Avec l'accueil de Sélim Nassib en résidence, Anis-Gras souhaite affirmer la vocation littéraire de ce lieu culturel situé à Arcueil. Sélim Nassib invitera les participants, notamment les élèves du lycée professionnel de Gentilly et ceux du lycée Darius Milhaud du Kremlin Bicêtre, à réfléchir à la question du

rapport entre l'individuel et le collectif et à vivre ensemble une expérience d'expression et de narration.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- ateliers d'écriture avec des retraités, des lycéens et des adultes
- Sessions de lecture et rencontre avec l'auteur à Anis-Gras
- Evénement artistique, éducatif et festif ouvert au grand public

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Usagers d'Anis-Gras
- Lycéens du Val de Bièvre
- Personnes âgées des résidences du Grand Cèdre
- Enfants des centres aérés

Localisation géographique :
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Fournitures)	1 500,00	15,00%
Services externes (documentation, droits d'auteur, maquettiste)	5 500,00	55,00%
Autres services externes (publicité, déplacements, distribution)	3 000,00	30,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	5 000,00	50,00%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2017	Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	60 000,00 €
	Montant total	245 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012619

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA SOURCE VILLARCEAUX-ELODIE BRONDONI-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA SOURCE VILLARCEAUX
Adresse administrative : DOMAINE DE VILLARCEAUX
95710 CHAUSSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Magalie DEA-FESCHOTTE, Présidente

Date de publication au JO : 26 avril 2001

N° SIRET : 48423619500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Elodie Brondoni

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Née en 1981, Elodie Brondoni est graphiste et illustratrice. Elle a publié en littérature jeunesse aux Editions Le Ballon et chez Sedrap Editions. Elle souhaite réaliser un livre objet, ainsi que des rencontres ateliers avec des enfants, autour de la notion de "porte" comme métaphore poétique de l'incertitude et du choix.

La Source-Villarceaux souhaite prolonger au travers d'une résidence le travail mené avec Elodie Brondini qui intervient régulièrement dans le cadre de l'association en tant qu'artiste en proposant des workshops

autour du livre et de l'image. Pendant la résidence, l'auteure participera notamment à la Fête de la Nature au Parc Naturel Régional du Vexin. Elodie Brondoni s'appuiera sur le réseau des bibliothèques du 95 et sur l'association La Source-Villarceaux qui portera la communication de l'événement sur tout le territoire.

Genre : Littérature jeunesse

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers différenciés pour les enfants, les adultes et les familles
- Exposition des travaux réalisés dans les ateliers à l'occasion de l'exposition annuelle
- Réalisation d'un livre collectif imprimé à 100 exemplaires

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Parents et enfants fréquentant Villarceaux
- Publics des bibliothèques du département

Localisation géographique :
- CHAUSSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures,alimentation)	1 650,00	16,50%
Services externes (divers, droits d'auteurs,imprimeur)	6 460,00	64,60%
Autres services externes (déplacements,publicité)	1 890,00	18,90%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	5 000,00	50,00%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	126 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	126 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	126 000,00 €
2017	Soutien aux fabriques de culture	126 000,00 €
	Montant total	509 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014043

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BIBLIOCITE-SOPHIE MAURER-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	8 000,00 €	50,00 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIBLIOCITE
Adresse administrative : 3 IMPASSE DE LA PLANCHETTE
75003 PARIS 3
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAROLE MEDRINAL, Directrice

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33411238000038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Sophie Maurer

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sophie Maurer est née en 1976. Auteure de romans et de pièces de théâtre, elle est publiée aux Editions du Seuil. Elle souhaite écrire un roman sur le fantasme d'un couple qui choisit de s'isoler du monde à la naissance de son enfant.

La bibliothèque Parmentier souhaite accueillir en résidence Sophie Maurer dans le cadre de la programmation littéraire réalisée par l'association Bibliocité pour l'ensemble des bibliothèques de la ville de Paris. En lien avec le Bouquin qui Bulle, les Petits Frères des Pauvres et la librairie La Tête Ailleurs,

Sophie Maurer animera un cycle de huit rencontres consacrées aux écritures contemporaines; elle réalisera des lectures à voix haute et lectures chuchotées, et développera des ateliers d'écriture à la bibliothèque et au lycée Voltaire.

Genre : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Rencontres consacrées aux écritures contemporaines
- Lecture à voix haute et lectures chuchotées
- Ateliers à partir des « coups de cœur » en partenariat avec la librairie La Tête Ailleurs
- Atelier d'écriture avec une classe de seconde du lycée Voltaire
- Atelier de correspondance en lien avec l'Association Les Petits Frères des Pauvres destiné aux personnes âgées et/ou isolées.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Usagers de la bibliothèque Parmentier
- Scolaires : classe de seconde lycée Voltaire
- Personnes âgées et isolées en lien avec l'association Les Petits Frères des Pauvres

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures,achat livres)	550,00	6,88%
Services externes (hébergement,divers,droits d'auteurs)	6 000,00	75,00%
Autres services externes (déplacements,publicité)	1 450,00	18,13%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF Livre	4 000,00	50,00%
Fonds propres	4 000,00	50,00%
Total	8 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012236

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : YANN ALLEGRET - MEDIATHEQUE MELUN ASTROLABE - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALLEGRET YAN
Adresse administrative : 8 PASSAGE DIEU
75020 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur YANN ALLEGRET

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence à la Médiathèque de Melun - Astrolabe

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Yann Allegret est né en 1973. Auteur de théâtre, il a notamment publié chez Gallimard Jeunesse, Espaces 34 et Koine. Il souhaite, dans le cadre de la résidence, achever l'écriture d'une pièce intitulée "Jeanne" engagée depuis plus d'un an, et dont le brouillon vient d'être sélectionné par France Culture.

La médiathèque l'Astrolabe de Melun envisage d'accueillir Yann Allégret en résidence afin de permettre un dialogue entre les jeunes et l'auteur à partir d'une figure féminine centrale, en prise avec la question de la sidération et de l'errance. Les jeunes, notamment suivis par la Protection Judiciaire de la Jeunesse, travailleront en atelier, en lien avec les équipements de la ville et la médiathèque départementale. Un collectif d'artistes intitulé "Cour commune" sera partenaire du projet à Voulx en milieu rural.

Genre littéraire: théâtre

Durée de la résidence: 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence:
- Ateliers d'écriture, de mise en voix, et, de mise en scène
- Rencontres avec l'auteur : lectures musicales, rencontres autour du travail de Yann Allégret et participation de l'auteur aux événements prévus à la bibliothèque

Public(s) cible(s) :
Publics jeunesse, adolescents et adultes des médiathèques Astrolabe et de l'Almont, jeunes de la PJJ de Melun, bibliothécaires du département

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012308

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAJA BRICK-BIBLIOTHQUE POUR TOUS-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BRICK MAJA
Adresse administrative : 6 BD JOURDAN
75014 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : MADAME MAJA BRICK

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec l'Association Bilithèque pour Tous

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Maja Brick est née en 1959. D'origine polonaise, elle écrit désormais en français et est publiée aux éditions Gallimard et Siloe. Elle souhaite poursuivre son travail sur les portraits de lieux qui alimentent son inspiration littéraire, notamment sur le 14ème arrondissement de Paris où elle vit.

La Bibliothèque pour Tous propose de faire intervenir Maja Brick auprès des personnes âgées, résidents de la Maison du Parc. Un atelier littéraire, sur le passé et le présent culturels des 13ème et 14ème arrondissements, sera créé dans le cadre des rencontres mensuelles que l'association réalise depuis plusieurs années. Les débats seront suivis des réalisations artistiques des participants. Une exposition et des lectures viendront conclure la résidence.

Genre : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Intervention proposées dans le cadre de la résidence :
- Atelier littéraire et présentation de l'œuvre de Maja Brick.
- Présentation théâtrale des récits écrits pendant les ateliers

Public(s) cible(s) :
- Public du quartier qui fréquente la Bibliothèque pour Tous
- Personnes âgées résidents de la Maison du Parc.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012362

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : HAKIM BAH - LE TARMAC - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BAH THIERNO MOHAMED HAKIM
Adresse administrative	:	72 BIS RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur BAH HAKIM
Objet	:	ECRIVAIN
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence au Tarmac

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Hakim Bah est né en 1987 en Guinée. Auteur de théâtre repéré par Radio France Internationale et édité par Lansman, Hakim Bah écrit sur la violence et le désespoir attachés à l'histoire de son pays. Dans son prochain récit, il veut convoquer Nietzche («Zarathoustra») pour réfléchir sur l'amour impossible, la famille, la figure de Dieu et la question du pardon.

Le Tarmac souhaite prolonger par une résidence les liens établis avec Hakim Bah dans le cadre du soutien du théâtre aux écritures contemporaines. Il s'agit d'approfondir la rencontre et élargir le rayonnement auprès de nouveaux publics. L'auteur développera dans cet objectif des ateliers de lecture dans des lycées, notamment Gustave Ferrié, Martin Nadaud et Georges Clémenceau, ainsi que dans des bibliothèques et médiathèques franciliennes.

Genre : théâtre

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture dans les lycées partenaires
- Rencontres dans les bibliothèques et médiathèques
- Interventions auprès d'étudiants de l'Université Paris 8 et de l'ESAD
- Rencontres au Tarmac pour une découverte de l'oeuvre et un échange avec l'auteur

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Public du théâtre
- Elèves des lycées Gustave Ferrié et Martin Nadaud (75019 et 75020), ainsi que Georges Clémenceau (Villemomble 93) et Charles le Chauve (Roissy-en-Brie 77)
- Public de l'université Paris 8, ainsi que des bibliothèques et médiathèques partenaires

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012364

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRANCOIS OLISLAEGER - LA FERME DU BUISSON - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	OLISLAEGER FRANCOIS
Adresse administrative	:	333 RUE DES PYRENEES 75020 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur FRANCOIS OLISLAEGER
Objet	:	ECRIVAIN
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence à la Ferme du Buisson

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
François Olislaeger est né en 1978. Dessinateur et auteur de bandes dessinées, il est publié aux éditions Denoel graphic et Hachette. Il souhaite puiser dans son enfance bourguignonne pour réaliser un album en noir et blanc qui interroge sur l'importance de la culture dans la construction de l'identité et les choix existentiels.

La Ferme de Buisson souhaite, par ce projet de résidence, étendre les liens tissés avec François Olislaeger dans le cadre de son appui aux auteurs de BD. François Olislaeger animera des ateliers de pratique notamment en direction des lycéens de l'agglomération qui seront invités à se remémorer leur enfance et à analyser leur parcours. Un ouvrage collectif issu de ces ateliers sous forme de fanzine ou d'album de BD sera présenté à la fin de la résidence dans les églises de Chelles.

Genre littéraire : Bande dessinée

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture de fanzines, bande dessinée et autres formes narratives

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Usagers de la Ferme du Buisson
- Elèves des établissements scolaires du territoire

Localisation géographique :
- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012370

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OLIVIER CADIOT - UNIVERSITE DE SAINT DENIS - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CADIOT OLIVIER
Adresse administrative : 7 RUE JEAN MENANS
75019 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur OLIVIER CADIOT

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec l'Université de Saint Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Olivier Cadiot est né en 1956. Auteur chez POL d'un cycle de fictions poétiques, variations picaresques sur son personnage de Robinson, il s'est engagé depuis 2016 dans l'écriture d'une "histoire de la littérature récente". Après la publication des deux premiers tomes consacrés à l'avenir de la littérature et à son rapport au réel, il souhaite élaborer un troisième tome en s'inspirant de l'échange et de la confrontation avec de jeunes auteurs en master de création littéraire.

L'Université Paris 8 souhaite permettre à ses étudiants-écrivains de confronter leurs projets de création à la réflexion et à l'écriture en cours d'Olivier Cadiot sur la littérature contemporaine. Les étudiants seront invités à constituer avec Olivier Cadiot un comité de rédaction d'une revue qui leur servira de laboratoire commun de travail sur la temporalité de l'écriture, sur l'archivage, et sur les modes de diffusion des textes. Des intervenants viendront par ailleurs éclairer la fabrication de formes brèves sur le repérage et l'enquête, le rapport entre l'essai et l'écriture, la rythmique des formes brèves ainsi que sur la mise en page et les supports électroniques.

Genre : poésie

Durée : 10 mois

Description :
Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- rencontres sur la légitimité de la critique et la subjectivité de l'écrivain
- rencontres sur la naissance du sujet : d'où vient le livre ?
- rencontres avec des intervenants extérieurs sur le travail en cours d'Olivier Cadiot

Public(s) cible(s) :
- Etudiants du master de création littéraire de l'Université Paris 8 Saint-Denis

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012395

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MARIETTE NAVARRO - THEATRE AQUARIUM - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	16 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NAVARRO MARIETTE
Adresse administrative	:	241 AVENUE GAMBETTA 75020 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	
Objet	:	ECRIVAIN
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence au théâtre de l'Aquarium

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mariette Navarro est née en 1980. Auteur de théâtre, elle est publiée aux éditions Quartett et Cheyne éditeur. Elle souhaite écrire une pièce sur la question de la laïcité, et poursuivre la réflexion qu'elle mène au fil de ses textes sur le rapport entre individu et collectif.

Le théâtre de l'Aquarium, installé à la Cartoucherie dans le bois de Vincennes, est directement issu du théâtre d'actualité. Dans la continuité de son approche qui associe création et transmission sur les sujets de société, le théâtre souhaite accueillir Mariette Navarro en résidence afin de travailler la question complexe de la laïcité. Mariette Navarro développera des ateliers d'écriture dans deux lycées du Val-de-Marne et Seine-Saint-Denis et interviendra dans plusieurs bibliothèques de Paris, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne.

Genre littéraire : théâtre

Durée de la résidence : 8 mois

Description :
Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- ateliers d'écriture dans deux lycées partenaires du théâtre
- rendez-vous avec les éditeurs de théâtre dans les bibliothèques partenaires du projet
- rencontres avec des publics adultes et ateliers d'écriture au théâtre
- rencontres publiques sur l'oeuvre de Mariette Navarro dans les bibliothèques
- découvertes de textes et penseurs invités à s'exprimer sur la laïcité

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- lycéens du Perreux (94) et de Pontault Combault (77)
- publics du théâtre de l'Aquarium
- professionnels de la Cartoucherie
- Usagers des bilbiothèques partenaires

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	16 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012401

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PAULINE AUBRY - ESTRELIA - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUBRY PAULINE
Adresse administrative : 7 VILLA POISSONNIERE
75018 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame PAULINE AUBRY

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec l'association Estrelia

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Pauline Aubry est née en 1981. Auteur de BD et de romans graphiques notamment chez Fayard, Les Arènes et la Revue XXI, elle a obtenu le prix « Les Jeunes talents s'exposent » du Festival de la BD d'Angoulême en 2016 pour « Les mutants, un peuple d'incompris ». Elle souhaite publier un reportage graphique sur la prise en charge de patients toxicomanes et de leurs enfants au sein du Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA).

Le CSPA Horizons souhaite associer Pauline Aubry à son programme de séjours thérapeutiques dans le cadre d'ateliers qu'elle animera sur les problématiques relationnelles « enfants-parents ». L'auteur envisage des partenariats avec les établissements du territoire, notamment les bibliothèques du 10e arrondissement de Paris.

Genre : reportage graphique en bande dessinée

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Semaine d'observation de l'auteure dans l'espace d'accueil de l'institution
- Ateliers « BD » proposés aux participants d'un séjour thérapeutique avant, pendant, et après le séjour, animés par l'auteure en collaboration avec des professionnels du CSAPA
- Entretiens individuels avec les professionnels et les usagers

Public(s) cible(s) :
Les parents et plus largement les familles accueillis à Horizons ; l'auteur souhaite adresser le reportage graphique à un large public

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012403

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ANNE-SARAH KERTUDO - LIBRAIRIE LES NOUVEAUTES- LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	KERTUDO ANNE SARAH
Adresse administrative	:	37 RUE COLMET LEPINAY 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame ANNE SARAH KERTUDO

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec la librairie les Nouveautés

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Annne-Sarah Kertudo est née en 1972. Engagée sur la question de la différence et du handicap, elle travaille sur la présomption d'incapacité qui s'attache à la déficience physique ou mentale. Elle souhaite se consacrer à un récit autobiographique sur le tabou social autour du handicap.

Avec la résidence d'Anne-Sarah Kertudo, la librairie « Les Nouveautés » située Faubourg du Temple à Paris X veut s'ouvrir à des publics dits "empêchés" et faire vivre son fonds de livres audios. En partenariat avec des établissements scolaires, notamment le lycée Morvan qui accueille des élèves sourds, elle organisera une série de rencontres sur le handicap comme force créatrice et moteur d'imagination. Anne-Sarah Kertudo interviendra dans le lycée auprès des élèves ainsi que dans la librairie où les soirées seront traduites en langue des signes.

Genre : récit autobiographique

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Au collège César Franck : mise en musique de textes de l'auteur
- Au lycée Morvan : traduction des textes de l'auteur en langue des signes
- rencontres à la librairie
- Clôture de la résidence avec les élèves : présentation des textes lus, traduits en langue des signes, et mis en musique

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Public habituel de la librairie
- Public handicapé
- Elèves des deux établissements partenaires de la résidence

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012405

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAROLE ROBERT DITE TREBOR - MEDIATHEQUE DE VINCENNES - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ROBERT CAROLE DITE TREBOR
Adresse administrative	:	32 RUE DE LA LIBERTE 94300 VINCENNES
Statut Juridique	:	
Représentant	:	
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence à la médiathèque de Vincennes

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Carole Trebor est née en 1973. Elle a écrit des romans destinés aux adolescents et des albums jeunesse, publiés notamment chez Rageot, Syros et Gulfstream. Elle souhaite travailler à un thriller historique destiné aux adolescents sur la Russie post-soviétique.

La médiathèque de Vincennes souhaite prolonger une collaboration avec Carole Trebor et l'associer à son action "Ado'Lire" dans le cadre d'une résidence sur l'ensemble de la ville. L'auteur s'appuiera sur les acteurs de la chaîne du livre présents sur le territoire notamment la librairie Millepages et le CFA de la librairie. Carole Trébor animera particulièrement un club de lecture "Lirado" à la médiathèque. Elle interviendra dans les établissements scolaires et développera un lien particulier avec le lycée professionnel Jean Moulin.

Genre : littérature adolescente

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture avec des groupes de jeunes des deux espaces jeunes de la ville
- Rencontres avec des collégiens des clubs de lecture des collèges de la ville
- Rencontres avec les élèves du lycée professionnel Jean Moulin

Public(s) cible(s) :
- Public adolescent de la bibliothèque
- Collègiens de la ville
- Lycéens du lycée Jean Moulin

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012413

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RONAN LE BRETON - LE LABO DE L'EDITION - LIVRES 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BRETON RONAN DIT VAUGHN
Adresse administrative : 26 RUE DU COMMANDANT MOUCHOTTE
75014 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur RONAN LE BRETON

Objet : ECRIVAIN

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec le Labo de l'édition

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Né en 1972, Ronan Le Breton est auteur de BD fantastiques et de science-fiction, édité au Soleil Celtic et chez Casterman. Son projet consiste à publier, chaque semaine, sur la plateforme Wattpad, une scène choisie de la littérature du 19ème siècle, réécrite sous un angle pop-culture.

Le Labo de l'édition souhaite accueillir Ronan Le Breton pour travailler avec les publics jeunes dans une approche ludique de la littérature. Il s'agira de "fan-fictionnaliser" des morceaux choisis du patrimoine littéraire et ainsi de réinventer la littérature du 19ème siècle. Des ateliers et masters class en lien avec la bibliothèque Buffon seront organisés auprès des élèves de 6 classes (3 lycées).

Genre : fan-fiction

Durée de la résidence : 6 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- 24 animations avec 6 classes de seconde de trois lycées (général, technique, et professionnel)
- 6 Master Class au Labo de l'édition, en partenariat avec la bibliothèque Buffon (ateliers d'écriture collective, ateliers d'écriture numérique)

Public(s) cible(s) :
- Lycéens des 3 établissements partenaires du projet
- Etudiants (notamment en édition) usagers de la bibliothèque Buffon

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012419

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ISABELLE FRUCHART - LA SEMAINE DU SON - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRUCHART ISABELLE
Adresse administrative : 5 RUE BUFFON
93100 MONTREUIL
Statut Juridique :
Représentant : Madame ISABELLE FRUCHART

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence à la Semaine du son

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Née en 1973, Isabelle Fruchart a publié des textes de théâtre aux éditions L'Amandier et Les Cygnes. Elle souhaite poursuivre son exploration de l'univers sonore qui la touche personnellement et écrire une nouvelle pièce de théâtre qui mette en scène un expert acousticien doté d'une ouïe exceptionnelle.

La "Semaine du son" souhaite accueillir Isabelle Fruchart en résidence afin de contribuer à son objectif de sensibilisation sur les enjeux sociétaux du sonore. Isabelle Fruchart animera des ateliers d'écriture épistolaires auprès de jeunes accueillis au Centre Médico Psychologique de Montreuil et en CAP librairie au lycée Eugénie Cotton. Ils travailleront dans ce cadre sur la contrainte sonore et littéraire et prendront connaissance de la charte du son de l'Unesco.Ils découvriront une audiothèque et participeront à des restitutions publiques.

Genre littéraire : théâtre

Durée : 6 mois

Description :
Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture sur le parler du sonore et travail sur la contrainte littéraire
- Découverte d'une bibliothèque-audiothèque
- Restitutions sous forme de livres audio, de lecture et d'éloges publics

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- adolescents accueillis au Centre Médicopsychologique de Montreuil
- élèves de la classe de CAP librairie du lycée Eugénie Cotton de Montreuil

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012421

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAIA BRAMI - LES TROIS SOEURS - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BRAMI MAIA
Adresse administrative	:	37 RUE DE LA TOMBE ISSOIRE 75014 PARIS
Statut Juridique	:	Mademoiselle
Représentant	:	Madame MAIA BRAMI
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence à la librairie Les trois soeurs

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Née en 1976, Maïa Brami est notamment publiée par Grasset, Caractère, et les Editions de l'Amandier. Alliant écriture romanesque pour enfants et adultes, journalisme et photographie, elle s'intéresse plus particulièrement à la condition féminine. Elle se propose de travailler à un récit poétique qui interroge le corps comme source de savoir et de sens.

La librairie Les Trois Sœurs, créée il y a un an au pied de la butte Montmartre, propose un fonds jeunesse et BD adultes. Maïa Brami se propose de travailler avec les enfants et leurs parents qui fréquentent la librairie sur leur perception du lien entre amour, corps, et littérature. Avec l'appui de la bibliothèque Robert Sabatier, elle interviendra dans la librairie, mais aussi dans plusieurs établissements scolaires. Une restitution est prévue au Théâtre de la Reine Blanche.

Genre : poésie

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Rencontres avec Maïa Brami autour de son oeuvre
- Rencontres avec des acteurs de la chaîne du livre (éditeurs, auteurs, imprimeurs)
- Lectures, performances, tables-rondes animées par Maïa Brami
- Ateliers de création poétique

Public(s) cible(s) :
- Elèves de l'école Houdon, du collège Yvonne Le Tac, du CFA Stephenson
- Parents et enfants usagers de la librairie
- Usagers de la bibliothèque
- Habitants du quartier

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012424

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PASCALE CHOUFFOT-LYCEE JEAN JAURES-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	16 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHOUFFOT PASCALE
Adresse administrative	:	119 AVENUE BERLIOZ 93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame PASCALE CHOUFFOT

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec le Lycée Jean Jaurès

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Pascale Chouffot est née en 1961. Journaliste et scénariste, elle a écrit des romans noirs notamment aux éditions Michel Lafon et J.-C. Lattès. Elle souhaite se consacrer à la littérature et écrire un roman policier situé à Châlon-sur-Saône où se croisent l'histoire d'un enfant placé au XIXème siècle et celle d'une enquête sur des meurtres de femmes.

Le lycée Jean Jaurès se propose d'accueillir Pascale Chouffot en résidence pour travailler avec les élèves sur la façon dont la littérature populaire rend compte du réel et du territoire. Pascal Chouffot travaillera avec les élèves sur la construction du héros de polar et leur proposera d'écrire une fiction collective sous forme de feuilleton. Les équipements de la ville tels que le Musée de l'histoire vivante, le Centre d'Architecture et d'Urbanisme, la bibliothèque Desnos, le cinéma Méliès ou la librairie Folies d'Encre, seront associés au projet.

Genre : roman policier

Durée de la résidence : 8 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d’écriture
- Sorties dans Montreuil et collecte de matière pour construire la fiction
- Recueil d'information et de témoignages auprès de personnes ressources
- Participation au festival Vox avec la librairie Folies d’Encre

Public(s) cible(s) :
- Elèves de seconde du lycée Jean Jaurès
- Elèves du lycée professionnel Eugénie Cotton.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	16 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012429

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHRISTOPHE MANON-TEXTURE SARL-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MANON CHRISTOPHE
Adresse administrative : 42 RUE SORBIER
75020 PARIS
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE MANON

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Texture Sarl

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Né en 1971, Christophe Manon est l'auteur d'une vingtaine de livres, publié notamment aux éditions Atelier de l'agneau, Le clou dans le fer, Verdier et Nous. Il travaille actuellement à l'écriture d'un roman et d'un livre de poésie qui explorent les frontières entre poésie et narration ainsi que le thème de la mémoire fictionnelle comme fabrique de souvenirs.

Avec l'accueil de Christophe Manon en résidence, la librairie Texture souhaite approfondir son travail sur la poésie et l'écriture expérimentale qui sont ses domaines de prédilection. Christophe Manon animera une série de rencontres autour du thème de l'influence de ses lectures sur l'écriture de son oeuvre. Ces rencontres permettront en outre d'intéresser les participants au fonds de poésie de la librairie. Il travaillera en lien avec la bibliothèque jeunesse Crimée et les quatre écoles maternelles et primaires du quartier.

Genre littéraire : poésie

Durée : 10 mois

Description :
Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- cycle de rencontres "en lisant, en écrivant" : 6 rencontres avec des auteurs sur la dialectique lecture/écriture
- Ateliers et rencontres jeune public à la bibliothèque Crimée et dans les écoles
- Soirée de restitution du travail accompli

Public(s) cible(s) :
- Habitués de la librairie
- Enfants inscrits à la bibliothèque Crimée
- Enfant des 4 écoles primaire du quartier Crimée

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012440

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SALIM TURQUIER DIT NASSIB-ECARTS-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TURQUIER SALIM
Adresse administrative : 6 RUE GOBERT
75011 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur SALIM TURQUIER

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Ecarts

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sélim Turquier est né en 1946. D'origine libanaise, il a publié des romans et témoignages aux éditions Balland, Thierry magnier, Calmann Lévy et Robert Laffont. Il travaille à l'écriture d'un roman inspiré de son histoire personnelle provisoirement intitulé "Quarante-huit heures à Beyrouth".

Avec l'accueil de Sélim Nassib en résidence, Anis-Gras souhaite affirmer la vocation littéraire de ce lieu culturel situé à Arcueil. Sélim Nassib invitera les participants, notamment les élèves du lycée professionnel de Gentilly et ceux du lycée Darius Milhaud du Kremlin Bicêtre, à réfléchir à la question du rapport entre l'individuel et le collectif et à vivre ensemble une expérience d'expression et de narration.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Description :

Interventions prévues dans le cadre de la résidence :
- ateliers d'écriture avec des retraités, des lycéens et des adultes
- Sessions de lecture et rencontre avec l'auteur à Anis-Gras
- Evénement artistique, éducatif et festif ouvert au grand public

Public(s) cible(s) :
- Usagers d'Anis-Gras
- Lycéens du Val de Bièvre
- Personnes âgées des résidences du Grand Cèdre
- Enfants des centres aérés

Localisation géographique :
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012444

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DOMINIQUE SELS-GROUPE HOSTPITALIER ST LOUIS,LARIBOISIERE,FERNAND-WIDAL-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SELS DOMINIQUE
Adresse administrative : 26 RUE LECOURBE
75015 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame DOMINIQUE SELS

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec le Groupe Hospitalier St Louis, Lariboisière, Fernand-Widal

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dominique Sels est née en 1959. Auteure de romans, elle est publiée notamment aux éditions de la Chambre au loup et chez Denoël. Elle souhaite écrire un nouveau texte provisoirement intitulé «La Campagne d'Ouvre-monde», inspiré par la petite enfance et les premières aventures langagières.

Le Groupe Hospitalier Saint-Louis, Lariboisière, Fernand-Widal souhaite accueillir Dominique Sels en résidence afin de contribuer à rompre l'isolement des patients et créer un espace d'échange au sein des médiathèques du groupe. Les patients, mais aussi les familles et les personnels hospitaliers, seront invités à échanger et à écrire dans des cafés littéraires et des ateliers d'écriture. Des lectures publiques auront par ailleurs lieu à la médiathèque Françoise Sagan.

Genre : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Cafés littéraires
- Ateliers d'écriture

Public(s) cible(s) :
- Patients adolescents soignés à l'hôpital Saint-Louis
- Patients du service d'addictologie et post cure de l'hôpital Fernand Widal
- Personnel de santé.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012487

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARISA REZA-AYYEM ZAMEN-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	REZA PARISA
Adresse administrative	:	14 RUE DE GRANGE BATELIERE 75009 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame PARISA REZA
Objet	:	ECRIVAIN
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec l'Association Ayyem Zamen

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Parisa Reza est née en 1965. Auteure de romans inspirés de l'histoire iranienne, elle est notamment publiée chez Gallimard. Elle souhaite écrire un roman sur l'histoire contemporaine iranienne : la révolution constitutionnelle de 1906.

Le Café Social de Belleville souhaite accueillir en résidence Parisa Reza afin d'organiser des ateliers d'écriture sur le thème « Mémoires heureuses de l'immigration » destinés aux personnes âgées qui fréquentent régulièrement les locaux. L'une des missions du Café Social consiste en effet à organiser des activités culturelles pour les personnes âgées issues de l'immigration.

Genre : roman historique

Durée de la résidence : 5 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture et de lecture hebdomadaire sur la mémoire de l'immigration à partir de lectures à voix haute et de témoignages de participants.

Public(s) cible(s) :
- Personnes âgées issues de l'immigration qui fréquentent le Café Social

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012528

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INGRID THOBOIS-COMMUNE DE CHOISY-LE-ROI-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THOBOIS INGRID
Adresse administrative	:	43 RUE MARX DORMOY 75018 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame INGRID THOBOIS
N° SIRET	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Choisy-le-Roi

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ingrid Thobois est née 1980. Romancière et auteure pour la jeunesse, elle est publiée notamment chez Phébus, Zulma, et Buchet Chastel. Elle souhaite écrire un nouveau roman pour adolescents, provisoirement intitulé « Juste de l'autre côté de la mer », sur les problématiques à la fois adolescentes et migratoires qui touchent deux jeunes habitants à Tanger.

La médiathèque de Choisy-le-Roi souhaite accueillir en résidence Ingrid Thobois afin de renforcer son intervention auprès des adolescents. L'auteure animera un atelier sur «L'architecture du hasard», et travaillera sur la rencontre comme élément déterminant pour orienter sa vie, oser avancer, et choisir son identité. Ce projet est conçu en lien avec la Croix Rouge, le centre des demandeurs d'asile de Choisy-le-Roi, trois établissements scolaires (dont les lycées Jean Macé et Guillaume Apollinaire), ainsi que deux librairies (Le Marque-Page et Librairie Brossard).

Genre : littérature adolescente

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Cartes Blanches pour découvrir l'œuvre et le parcours d'Ingrid Thobois en présence d'artistes qui lui sont proches
- Ateliers d'écriture sur "l'architecture du hasard» et la rencontre comme élément de construction de l'identité

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Usagers de la Médiathèque Aragon
- Lycéens des lycées G. Appollinaire et J.Macé
- Equipe de la médiathèque et professionnels de la Croix Rouge et de la CADA

Localisation géographique :
- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012534

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VINCENT DHEYGRE-LGT LA PLAINE DE NEAUPHLE-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DHEYGRE VINCENT
Adresse administrative	:	82 AVENUE DES BEGONIAS 93370 MONTFERMEIL
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur VINCENT DHEYGRE

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec le LGT la Plaine de Neauphle

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Vincent Dheygre est né en 1968. Auteur de théâtre il est publié aux Editions de la Traverse et chez Alna Editeur. Il souhaite s'essayer à un nouveau genre et écrire un roman de science-fiction destiné aux adolescents, provisoirement intitulé «Les telluriques».

Le lycée de la Plaine de Neauphle souhaite accueillir Vincent Dheygre pour travailler sur une meilleure appropriation de la langue française, à l'oral comme à l'écrit. L'auteur interviendra auprès des élèves de seconde option théâtre dans le cadre d'un projet de réécriture d'un texte classique. Il animera des ateliers d'écriture et organisera un concours d'éloquence. Vincent Dheygre souhaite associer le club manga très actif au sein du lycée.

Genre : roman de science-fiction

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence:
- Réécriture d'un texte classique
- Ateliers d'écriture
- Concours d'éloquence
- Intervention au sein du club manga

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Classes de lettres modernes et théâtre
- élèves inscrits au club manga
- élèves volontaires

Localisation géographique :
- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012548

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOPHIE MAURER-BIBLIOCITE-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAURER SOPHIE
Adresse administrative : 45 AV DE LA REPUBLIQUE
75011 PARIS
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame SOPHIE MAURER

Objet : ECRIVAIN

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec Bibliocité

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sophie Maurer est née en 1976. Auteure de romans et de pièces de théâtre, elle est publiée aux Editions du Seuil. Elle souhaite écrire un roman sur le fantasme d'un couple qui choisit de s'isoler du monde à la naissance de son enfant.

La bibliothèque Parmentier souhaite accueillir en résidence Sophie Maurer dans le cadre de la programmation littéraire réalisée par l'association Bibliocité pour l'ensemble des bibliothèques de la ville de Paris. En lien avec le Bouquin qui Bulle, les Petits Frères des Pauvres et la librairie La Tête Ailleurs, Sophie Maurer animera un cycle de huit rencontres consacrées aux écritures contemporaines ; elle réalisera des lectures à voix haute et des lectures chuchotées, et développera des ateliers d'écriture à la bibliothèque et au lycée Voltaire.

Genre : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Rencontres consacrées aux écritures contemporaines
- Lecture à voix haute et lectures chuchotées
- Ateliers à partir des « coups de cœur » en partenariat avec la librairie La Tête Ailleurs
- Atelier d'écriture avec une classe de seconde du lycée Voltaire
- Atelier de correspondance en lien avec l'Association Les Petits Frères des Pauvres destiné aux personnes âgées et/ou isolées.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Usagers de la bibliothèque Parmentier
- Scolaires : classe de seconde lycée Voltaire
- Personnes âgées et isolées en lien avec l'association Les Petits Frères des Pauvres

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012563

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRANCOIS BON-MEDIATHEQUES D'ARGENTEUIL-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BON FRANCOIS
Adresse administrative : 27 RUE JEAN JAURES
37540 SAINT CYR SUR LOIRE
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur FRANCOIS BON

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec la Commune d'Argenteuil

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
François Bon est né en 1953. Auteur d'une trentaine de romans, récits et essais, il est publié notamment chez Minuit, Fayard, Albin Michel et le Seuil. Très investi dans la réflexion sur internet et la création littéraire, il est à l'origine de Remue.net (revue littéraire), Tierslivre.net et publie.net (édition). François Bon souhaite approfondir sa réflexion par un essai sur la mutation numérique de l'écrit et la construction de l'imaginaire à partir de l'écrivain fantastique américain Lovecraft.

Argenteuil souhaite s'appuyer sur son réseau de médiathèques pour permettre aux jeunes du lycée Fernand et Nadia Léger de découvrir l'oeuvre de François Bon et de rencontrer l'auteur. La résidence prendra la forme de rendez-vous en médiathèque pour réaliser des ateliers d'écriture, mais aussi des vidéos autour des fonds de livres. Des interventions sont prévues au lycée, dans les classes, sous forme d'ateliers d'écriture et d'accompagnement personnel des élèves désireux d'échanger sur des projets de création littéraire. À ces rendez-vous réguliers s'ajouteront des temps forts tels qu'un week-end littérature et musique, une soirée de clôture en juin et un temps convivial de partage avec l'ensemble des élèves impliqués.

Genre : essai

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Intervention proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers d'écriture
- Réalisation de vidéos autour des fonds de la médiathèque
- Atelier sur les outils numériques de la création
- Accompagnement individuel des projets de création personnelle des élèves
- Workshops d'écriture à la médiathèque du Val d'Argent
- Week-end littérature et musique
- Soirée de clôture

Public(s) cible(s) :
- Elèves de seconde générale et professionnelle
- Elèves primo-arrivants scolarisés en UPE2A
- Usagers adolescents et adultes de la médiathèque

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012618

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ELODIE BRONDONI-LA SOURCE VILLARCEAUX-LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BRONDONI ELODIE
Adresse administrative : 41 RUE DE L'HOTEL DE VILLE
95300 PONTOISE
Statut Juridique :
Représentant : Madame ELODIE BRONDONI

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence avec l'association La Source-Villarceaux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Née en 1981, Elodie Brondoni est graphiste et illustratrice. Elle a publié en littérature jeunesse aux Editions Le Ballon et chez Sedrap Editions. Elle souhaite réaliser un livre objet, ainsi que des rencontres ateliers avec des enfants, autour de la notion de "porte" comme métaphore poétique de l'incertitude et du choix.

La Source-Villarceaux souhaite prolonger au travers d'une résidence le travail mené avec Elodie Brondini qui intervient régulièrement dans le cadre de l'association en tant qu'artiste en proposant des workshops autour du livre et de l'image. Pendant la résidence, l'auteure participera notamment à la Fête de la Nature au Parc Naturel Régional du Vexin. Elodie Brondoni s'appuiera sur le réseau des bibliothèques du 95 et sur l'association La Source-Villarceaux qui portera la communication de l'événement sur tout le territoire.

Genre : Littérature jeunesse

Durée de la résidence : 10 mois

Description :
Interventions proposées dans le cadre de la résidence :
- Ateliers différenciés pour les enfants, les adultes et les familles
- Exposition des travaux réalisés dans les ateliers à l'occasion de l'exposition annuelle
- Réalisation d'un livre collectif imprimé à 100 exemplaires

Public(s) cible(s) :
- Parents et enfants fréquentant Villarceaux
- Publics des bibliothèques du département

Localisation géographique :
- CHAUSSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013724

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 11-13 EDITIONS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	457 361,00 €	3,28 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 11 13 EDITIONS
Adresse administrative : 101 RUE DE SEVRES
75006 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE LEFRANC, Président

Date de publication au JO : 7 novembre 2011

N° SIRET : 53792064700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : création d'une collection de littérature étrangère

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
11-13 Editions créent une nouvelle collection de littérature étrangère.

Description :
Créée en 2011, la maison d'édition publie des ouvrages de littérature contemporaine et des livres d'auteurs connus, des ouvrages en Beaux-arts et photographie. Avec un rythme de publication de 3 titres par an, la maison d'édition compte aujourd'hui 15 titres à son catalogue.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
Afin de faire découvrir au grand public des auteurs contemporains de langue étrangère, 11-13 éditions envisagent aujourd'hui de créer une nouvelle collection de littérature étrangère qui s'intitulera « Ressac ».

Dans ce cadre, elles prévoient de publier 4 à 5 publications par an, parmi lesquels :
- « Madrid : Frontera » de David Lorente
- « Es un decir » de Jenn Diaz
- « Desterro » de Manuel Barea
- « Todo lo possible » de Carmen Pacheco
- « El Escribano de Calvario » de Pedro Staiger
- « El Caiman » de Kaduna de Francisco Zamora Loboch
- « Seré un anciano hermoso en un gran pais » de Manuel Astur
- « El llanero » de Nelson Saenz Pico
- « De los otros » de Mariano Peyron

2-Dimension créative
La maison d'édition souhaite publier de jeunes auteurs qui écrivent en espagnol ou en anglais qui ont, dans leur pays d'origine, une audience naissante pour les faire connaître au lectorat français.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers ou d'activités, fournitures de bureau ou d'entretien)	200,00	0,04%
Services externes (études, documentation, colloque, salons)	300,00	0,07%
Droits d'auteurs	82 882,00	18,12%
Impression, mise en page, illustration, correction	45 550,00	9,96%
Autres services externes (ddiffusion, distribution, déplacements, missions, frais postaux et télécommunication, publicité)	263 829,00	57,69%
Frais de personnel	64 600,00	14,12%
Total	457 361,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	401 861,00	87,87%
Prestations de services	25 500,00	5,58%
Fonds propres	15 000,00	3,28%
Région Ile-de-France	15 000,00	3,28%
Total	457 361,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 000,00 €
2019	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013742

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LE NOUVEL ATTILA - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	45 000,00 €	22,22 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LNA LE NOUVEL ATTILA
Adresse administrative : 127 AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BENOIT VIROT, Président

Objet : Maison d'édition

N° SIRET : 80007276100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : publication du livre "Horcynus Orca"

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Nouvel Attila envisage de publier un roman intitulé « Horcynus Orca ».

Description :
Créée en 2013, la maison d'édition publie des livres et des revues et poursuit l'objectif de faire découvrir

des jeunes auteurs français ou étrangers et de rééditer des textes anciens méconnus. La ligne éditoriale s'inscrit dans le prolongement de celle de la maison d'édition Attila fondée en 2007. Avec un rythme de publication de 12 titres par an, la maison d'édition compte aujourd'hui 60 titres à son catalogue.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
Le Nouvel Attila envisage de publier l'ouvrage « Horcynus Orca » de l'auteur sicilien Stefano d'Arrigo. Ce roman de 1 200 pages a été écrit sur un période de 15 ans, en 4 niveaux de langue et traduit une seul fois à ce jour, en allemand. Sa traduction en français a nécessité le travail de 2 traducteurs Monique Baccelli et Antonio Werli pendant 6 ans.

2-Dimension créative
En raison du poids du mythe, de l'histoire, de la synthèse des langues et des cultures et de l'originalité de la langue, ce livre est reconnu comme l'un des chefs d'œuvre du XXème siècle par George Steiner, Primo Levi, Claudio Magris, Roberto Saviano, etc.

3-Développement du public et du lectorat
Le livre s'adresse à la fois au grand public, mais aussi à un public plus littéraire, particulièrement des auteurs et traducteurs d'une part et des étudiants se destinant à la traduction d'autre part.
La publication du livre du livre sera accompagnée par plusieurs actions :
- Création d'un site internet relais du livre pour soutenir la promotion du livre, proposer des ateliers autour du livre, etc.
- Lancement simultané du livre en France et en Sicile
- Animation d'ateliers avec l'éditeur et les traducteurs pour sensibiliser de jeunes publics au rôle d'un traducteur et d'un éditeur
- Invitation d'honneur aux Assises de la traduction à Arles

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'auteurs	2 000,00	4,44%
Impression, maquettiste, illustrateur, photograveur, correcteur	41 000,00	91,11%
Frais de personnel	2 000,00	4,44%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes en librairies	20 000,00	44,44%
Minsitère de la culture italien (S)	5 000,00	11,11%
Fonds propres	10 000,00	22,22%
Région Ile-de-France	10 000,00	22,22%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux projets éditoriaux exceptionnels	15 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Aides aux projets exceptionnels des revues (CR46-14)	5 000,00 €
	Montant total	26 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013745

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EDITIONS COURTES ET LONGUES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	2 765,00 €	47,02 %	1 300,00 €
	Montant Total de la subvention		1 300,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDITIONS COURTES ET LONGUES
Adresse administrative : 16 RUE ST PAUL
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JEAN PODEROS, Directeur

Date de publication au JO : 1 octobre 2005

N° SIRET : 48751881300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : participation à la Foire du livre de Francfort

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 30 juin 2017. Compte tenu de la date de la Foire du livre qui se déroule en octobre et de la nécessité d'engager les dépenses pour les transports dès le 30 décembre et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Les Editions Courtes et Longues envisagent de participer à la Foire du livre de Francfort.

Description :
Créées en 2005, les éditions Courtes et Longues publient des ouvrages dans le but d'apprendre à lire les images aux enfants et aux adultes. Avec un rythme de publication de 10 à 15 titres par an, la maison d'édition compte aujourd'hui 135 titres à son catalogue.

Intérêt régional :
La maison d'édition souhaite participer en 2017 à la Foire du livre de Francfort, particulièrement cette année dans le cadre de la mise à l'honneur de la France et dans un contexte de développement du goût des partenaires étrangers pour les albums français.

Par le biais de cette présence, la maison d'édition poursuit l'objectif de renforcer ses liens avec des éditeurs partenaires et de nouvelles maisons étrangères pour donner un coup d'accélérateur à ses ventes internationales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (hébergement, restauration, réservation 1/2 panneau et 1 table)	2 625,00	94,94%
Autres services externes (déplacments)	140,00	5,06%
Total	2 765,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 465,00	52,98%
Région Ile-de-France	1 300,00	47,02%
Total	2 765,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 300,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013749

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BELLEVILLE EDITIONS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	37 100,00 €	8,09 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BELLEVILLE EDITIONS
Adresse administrative : 30 AV MATHURIN MOREAU
75019 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame MARIE TREBAOL, Présidente

N° SIRET : 80806337400025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : actions de promotion de la maison d'édition

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 15 juin 2017. Compte tenu de la date des rencontres et de la nécessité d'engager les dépenses dès le 1er novembre et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Belleville Editions organise des actions de promotion de son catalogue.

Description :
Créée en 2014, Belleville éditions est une jeune maison d'édition de littérature étrangère qui compte

aujourd'hui 4 titres à son catalogue. La ligne éditoriale résulte de voyages et de rencontres qui trouvent leur place dans les livres grâce à des notes de bas de pages connectées.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre

La maison d'édition envisage de développer deux types d'actions de promotion :
- d'une part, accueillir deux auteurs venus d'orient, l'auteur égyptien Hamdi Al Gazzar et l'auteure turque Seray Sahiner, pour une tournée de rencontres de 15 jours dans les librairies et les médiathèques franciliennes, ainsi que dans des écoles et universités.
Dans ce cadre, la maison d'édition envisage de proposer des débats sur la place des femmes dans les lycées et réaliser des cartes postales afin de permettre des échanges littéraires entre lycéens français, égyptiens et turcs.
- d'autre part, participer à 6 salons du livre et festivals: Livre Paris, Le Livre à Metz, Escale du livre à Bordeaux, Nau Belles Rencontres au Pouliquen, Salon du livre d'expression populaire à Arras, Caractères à Auxerre, Assises Inernationales du roman à Lyon, Etonnants Voyageurs à Saint-Malo.

2-Développement du public et du lectorat
Afin de promouvoir la littérature étrangère, la maison d'édition organise des programmes de rencontres avec les auteurs qu'elle publie, en partenariat avec des associations culturelles de Turquie, d'Egypte et euro-méditerranéennes, ainsi que des Instituts culturels, des universités et des médiathèques, par exemple l'INALCO, Institut du monde arabe, Sciences po, La Sorbonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures d'ateliers ou d'activités	500,00	1,35%
Services externes (hébergement, stands, droits d'auteurs, impresssion de supports de communication, etc)	9 400,00	25,34%
Autres services externes (distribution, diffusion, déplacements, missions, réception, frais opstaux et télécommunications, publicité, transports, etc)	22 142,00	59,68%
Frais de personnel	5 058,00	13,63%
Total	37 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	29 000,00	78,17%
Centre national du livre (S)	3 500,00	9,43%
Fonds propres	1 600,00	4,31%
Région Ile-de-France	3 000,00	8,09%
Total	37 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013758

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES BELLES LETTRES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	82 750,00 €	18,13 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE D EDITION LES BELLES LETTRES
Adresse administrative : 95 BOULEVARD RASPAIL
75006 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame CAROLINE NOIROT, Présidente

N° SIRET : 56202519700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : publication du "Livre des Rois"

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la spécificité de l'activité d'éditeur, des frais doivent être engagés le 30 juin 2017 de façon à permettre la réalisation ultérieure de projets. Afin d'apporter une aide à la réalisation de l'ouvrage et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnelle et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
Les Belles Lettrse publient "Le livre des Rois".

Description :
Créée en 1919, la maison d'édition œuvre à rendre accessible le patrimoine littéraire des civilisations anciennes et proposent des textes classiques grecs, latins, chinois, sanskrits, arabes publiés dans des éditions critiques bilingues, en traduction seule ou sous la forme de volumes illustrés. Avec un rythme de publication de 100 à 150 titres par an, la maison d'édition compte aujourd'hui 3 000 titres à son catalogue.

Intérêt régional :

1-Dynamique secteur livre
Aujourd'hui, Les Belles Lettres envisagent de publier, en co-édition avec les éditions Geuthner, le Livre des Rois, composé en persan à la fin du Xème siècle par le poète Ferdowsi. Ce récit fondateur de la culture iranienne, épopée mythique et historique est unique par l'ampleur des événements qu'il décrit et par sa grande richesse cosmogonique, morale et politique.

2-Dimension créative
Cette œuvre majeure de la littérature persane est traduite par Pierre Lecoq, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes Etudes où il a enseigné la philologie et la linguistique iranienne et spécialiste de l'Iran ancien, de ses croyances et de ses mythes.
L'ouvrage sera imprimé sur papier bible, en deux volumes, sous coffret. Le texte sera agrémenté de miniatures choisies parmi les plus beaux manuscrits du Livre des Rois afin de permettre au lecteur occidental de s'imprégner de l'imaginaire persan classique et de percevoir la richesse iconographique à laquelle l'ouvrage a donné naissance.

3-Développement du public et du lectorat
Avec la publication de ce livre, la maison d'édition souhaite s'adresser aux lecteurs de textes classiques, à la poésie ou aux miniatures, mais aussi un public plus large, partant du constat qu'à l'heure où « les relations culturelles, touristiques et commerciales avec l'Iran se développent, un public important s'intéresse à l'Iran et est à la recherche de littérature et de documents permettant de mieux connaître le pays et sa culture ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fabrication et d'édition	82 750,00	100,00%
Total	82 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	24 028,00	29,04%
Fonds propres (Belles Lettres et Geuthner)	37 626,00	45,47%
Fondations et entreprises	6 096,00	7,37%
Région Ile-de-France	15 000,00	18,13%
Total	82 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013788

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 48H BD - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	40 000,00 €	25,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 48H BD
Adresse administrative : 31 RUE D'AMSTERDAM
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MOISE KISSOUS, Président

Date de publication au JO : 29 décembre 2012

N° SIRET : 79109391700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : volet francilien de la manifestation "48h BD"

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association "48H BD" organise la manifestation "Les 48H BD", la fête nationale de la bande dessinée, du manga et des comics afin de sensibiliser les publics à la bande dessinée.

Description :
L'association a pour objet de promouvoir l'offre de bandes dessinées en France et dans les territoires francophones à travers un événement annuel. Depuis 6 ans, les principaux éditeurs de bande dessinée

ont créé une fête nationale de la bande dessinée, du manga et des comics, intitulée « Les 48 Heures BD ».

Intérêt régional :

1. Dynamique secteur livre

En 2018, pour la sixième édition, l'association envisage de développer le volet francilien de la manifestation en augmentant le nombre de maisons d'édition, de lycées et de bibliothèques franciliens qui y participent.

2. Dimension créative

En 2017, l'association prévoit d'impliquer, dans la manifestation, des éditeurs indépendants franciliens, parmi lesquels Ca et là, Les rêveurs, L'Agrume, La Cafetière.

3. Attractivité et territoire

Cette action rassemblera 30 lycées et 30 bibliothèques d'Ile-de-France pour des rencontres et des ateliers avec des scénaristes et illustrateurs de bande dessinée afin de sensibiliser les lycéens de seconde au 9ème art.

4. Développement du public et du lectorat

En 2016, la manifestation a rassemblé 14 lycées, 14 bibliothèques et 14 auteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Kit pédagogique	1 000,00	2,50%
Signalétique	1 000,00	2,50%
Logistique auteurs	1 000,00	2,50%
Rémunération des auteurs	27 000,00	67,50%
Frais de personnel	10 000,00	25,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des éditeurs	12 000,00	30,00%
Centre national du livre	5 000,00	12,50%
SOFIA	5 000,00	12,50%
CFC	5 000,00	12,50%
Partenaires privés	3 000,00	7,50%
Région Ile-de-France	10 000,00	25,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013792

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BIBLIOTHEQUES EN SEINE SAINT DENIS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	120 640,00 €	12,43 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES EN SEINE-SAINT-DENIS
Adresse administrative : 4 RUE DE L'UNION
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale LE CORRE, Présidente

Date de publication au JO : 12 juillet 1997

N° SIRET : 45043301600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : organisation de l'édition 2018 du festival Hors limites

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Bibliothèques en Seine-Saint-Denis a pour objet de favoriser la coopération entre les bibliothèques et médiathèques de Seine-Saint-Denis et d'accompagner les professionnels des bibliothèques dans les évolutions de la profession.

Description :

Afin d'animer le réseau des bibliothèques en Seine-Saint-Denis, l'association est engagée dans une mutualisation d'actions et d'événements en direction des publics et a pour vocation de développer des partenariats et réseaux. Dans ce cadre, elle coordonne des groupes de travail (numérique, littérature contemporaine, lectures adolescentes, images et cinéma, etc) et des cycles de formation, mutualise des connaissances et des outils et participe à la promotion de la création littéraire contemporaine. Elle développe des partenariats avec les acteurs du livre et de la lecture publique, avec les associations départementales des bibliothèques du 77, du 92 et du 94, Paris Bibliothèques, Librest, Fontaine o livres, les libraires du 93, Lecture Jeunesse, la BPI, la Maison des écrivains, le Salon du livre jeunesse, les Universités Paris 8 et Paris 13, etc.

Créée en 2000, la manifestation Hors limites participe au dynamisme culturel qui anime le réseau des bibliothèques du département. Le festival se déroule dans les médiathèques et les bibliothèques du département de la Seine-Saint-Denis et dans diverses structures culturelles franciliennes partenaires.

Intérêt régional :

1-Dynamique secteur livre
Aboutissement d'un travail mené sur l'année, Hors Limite consiste en un programme de rencontres avec des auteurs, des animations et des expositions afin de présenter la littérature contemporaine dans sa diversité d'écritures et de favoriser la lecture du plus grand nombre. La prochaine édition se déroulera du 16 au 31 mars 2018.

2-Dimension créative
Le Festival est aussi l'occasion de travailler tout au long de l'année autour des écritures contemporaines, avec la mise en place d'un comité de lecture de romans contemporains, des matinées de réflexion sur la programmation et la rencontre d'auteurs. Il vise aussi à favoriser les partenariats avec la chaîne du livre (libraires, éditeurs, etc) et les acteurs culturels du territoire.

3-Attractivité et territoire
En 2017, le festival Hors Limites s'est déroulé dans 26 villes et 55 lieux pour plus de 100 rencontres en Seine-Saint-Denis mais rayonne beaucoup plus largement, eu égard aux nombreux partenariats de l'association.
L'association Bibliothèques en Seine-Saint-Denis rassemble, parmi ses adhérents, la majorité des 80 bibliothèques et médiathèques de la Seine-Saint-Denis.

4-Développement du public et du lectorat
En 2017, le festival hors Limite a connu un élargissement de la fréquentation et a mobilisé 12 classes de 8 lycées et 6 classes de 5 collèges.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (rémunérations auteurs-spectacle, conseiller littéraire, etc)	56 737,00	47,03%
Services externes (hébergement, location matériel)	1 400,00	1,16%
Autres services externes (communication, déplacements, réceptions)	33 425,00	27,71%
Frais de personnel	29 078,00	24,10%
Total	120 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services (participation villes)	7 640,00	6,33%
SOFIA (S)	15 000,00	12,43%
Centre National du Livre (S)	17 000,00	14,09%
Département	66 000,00	54,71%
Région Ile-de-France	15 000,00	12,43%
Total	120 640,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013795

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'OEIL D'OR - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	24 000,00 €	37,50 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L OEIL D OR
Adresse administrative : 118 RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MICHAELLE PETIT, PRESIDENTE

Date de publication au JO : 20 décembre 1997

N° SIRET : 42122924600036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : stand collectif d'éditeurs au Festival Etonnants Voyageurs à Saint-Malo

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'œil entend organiser un stand au Festival Etonnants Voyageurs de Saint-Malo pour un regroupement d'éditeurs indépendants franciliens.

Description :
Créées en 1999, les Editions L'Oeil d'or ont développé leur ligne éditoriale, avec un goût particulier pour l'architecture et l'urbanisme, les arts de la scène et la littérature américaine, etc. Avec un rythme de

publication de 7 titres par an, la maison d'édition compte aujourd'hui 85 titres à son catalogue. Parallèlement, la maison d'édition mène plusieurs actions pour la diffusion de petites structures éditoriales qui ont des difficultés à trouver leur place dans le circuit ordinaire du livre, notamment un cycle de rencontres à la Maison de la Poésie et des librairies éphémères à la Halle Saint-Pierre où sont présentés les livres d'une cinquantaine d'éditeurs indépendants.

Intérêt régional :
1- Dynamique secteur livre
Dans le prolongement de l'action initiée par le Motif depuis 2012, La maison d'édition envisage de participer au Festival Etonnants Voyageurs à Saint-Malo en organisant un stand collectif d'éditeurs afin de faire découvrir à des lecteurs les livres des maisons d'édition indépendantes franciliennes. Le stand se composerait de deux espaces, un espace librairie d'éditeurs et un espace avec des tables d'éditeurs, avec 9 ou 10 éditeurs présents pour défendre leurs livres.

2- Attractivité et territoire
L'objectif de cette participation au festival Etonnants Voyageurs à Saint-Malo est d'améliorer la visibilité des éditeurs indépendants franciliens de petite et moyenne taille.

3- Dimension créative
La maison d'édition prévoit d'accueillir 9 éditeurs indépendants franciliens, parmi lesquels Bruno Doucey, Le Sonneur, Kanjil, L'Asiathèque, Asphalte, Le Ver à Soie, Nasty Dread, etc et représenter d'autres éditeurs dans l'espace librairie, par exemple, La Barque, Hobo, Prairial, Rue des Promenades, Rue de L'Echiquier, etc.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (sacs, fournitures du stand, livres)	10 000,00	41,67%
Services externes (hébergement, location, location du stand)	9 100,00	37,92%
Autres services externes (déplacements, restauration, transporteur, honoraires)	4 700,00	19,58%
Frais de personnel	200,00	0,83%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	15 000,00	62,50%
Région Ile-de-France	9 000,00	37,50%
Total	24 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	8 000,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	8 000,00 €
	Montant total	16 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013796

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES EDITEURS ASSOCIES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	117 161,00 €	17,07 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES EDITEURS ASSOCIES
Adresse administrative : 11 RUE DE MEDICIS
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE LELOUP, Présidente

Date de publication au JO : 31 janvier 2004

N° SIRET : 45186577800034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : actions de diffusion et de promotion des maisons d'édition

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Les éditeurs associés a pour objet de favoriser la collaboration entre petites structures éditoriales en vue d'améliorer leur représentation, par le biais d'actions de diffusion, de promotion et d'animations.

Description :
Les Editeurs associés sont composés de quatre maisons d'édition, Esperluète, Chandeigne, Points de

suspension, A Propos. Ils disposent d'un local qui consiste à la fois en une librairie, un lieu de travail, de rencontres et d'animations.

Afin d'améliorer la visibilité de la petite édition, les Editeurs associés réalisent des actions, telles que l'organisation d'un festival, la participation à des salons, l'animation d'une librairie d'éditeurs, la création d'expositions, etc.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
En 2018, Les Editeurs associés prévoient de mener plusieurs actions :
- organisation de la cinquième édition du Festival Raccord(s) de février à fin avril 2018, en partenariat avec d'autres éditeurs, des lieux du livre et d'autres acteurs culturels. Ce Festival Raccord(s) est né de l'envie de décloisonner le livre, de lui offrir de nouveaux espaces de visibilité et d'établir un dialogue entre le livre et les autres formes d'expression et de savoirs.
- interventions dans des lycées, dont 4 prévues en grande couronne qui consistent en 2 à 4 temps de présentation, discussion, lecture, ateliers avec un éditeur accompagné par l'auteur, l'illustrateur et le traducteur
- participation à 17 salons du livre en France, dont Etonnants Voyageurs, Histoire de l'art de Fontainebleau, Rendez-vous de l'histoire de Blois, Foire du livre de Bruxelles, etc

2-Dimension créative
En 2017, le festival Raccords a été organisé avec 12 autres éditeurs indépendants (parmi lesquels, A pas de Loup, L'Arbre de Diane, Bruno Doucey, Le Castor Astral, La Contre Allée, Créaphis, Fario, L'œil d'or, Théâtrales et Voce Verso, etc). Il a proposé 39 événements (rencontres en librairies, ateliers de création, lectures-concerts, projections, spectacles pour la jeunesse, etc) en créant des ponts entre le livre et d'autres domaines artistiques pour valoriser l'édition indépendante.

3-Attractivité et territoire
Le festival s'est déroulé dans 39 lieux (librairies, bibliothèques, centres culturels, théâtres, musées, etc) à Paris et prévoit de s'étendre dans d'autres lieux franciliens en 2018, en particulier dans des médiathèques.

4-Développement du public et du lectorat
En 2017, la troisième édition du Festival Raccord(s) a réuni plus de 3 000 personnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres, de fournitures, de matériel	1 500,00	1,28%
Autres services externes (publicité, communication, déplacements, hébergements, honoraires, frais postaux et télécommunication, réception, salons, animations et rémunération, location de salles, etc)	56 000,00	47,80%
Frais de personnel	59 661,00	50,92%
Total	117 161,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	32 138,00	27,43%
Ventes de places	4 049,00	3,46%
Participation des éditeurs	10 500,00	8,96%
SOFIA	12 000,00	10,24%
CFC	12 000,00	10,24%
DRAC	5 000,00	4,27%
CNL	3 000,00	2,56%
Mairie de Paris	5 000,00	4,27%
PDI Imprimerie	6 000,00	5,12%
Autres partenaires	7 474,00	6,38%
Région Ile-de-France	20 000,00	17,07%
Total	117 161,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013813

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : GE PARIS CULTURE-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	55 100,00 €	45,37 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GEPC GE PARIS CULTURE
Adresse administrative : 2 RUE ANDRE MESSAGER
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Amélie SALEMBIER, Présidente

Date de publication au JO : 23 novembre 2009

N° SIRET : 51361969200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : développement du service de remplacement des librairies independantes d'Ile-de-France

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la nécessité de prérenniser et développer le service de remplacement, des missions ont débuté dès juillet 2017, et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
Le GE Paris Culture prévoit d'assurer de façon transitoire le développement et la pérennisation du service de remplacement à destination des librairies indépendantes franciliennes.

Description :
Le GE Paris Culture héberge à titre expérimental depuis mai 2015 un service de remplacement destiné aux libraires et disquaires parisiens. Cette action innovante a été élaborée dans le cadre du Pacte de Paris pour maintenir et développer l'emploi dans ces secteurs.

Suivant la volonté des partenaires du Pacte, la Région et la Direccte ont alloué un financement sur trois ans de juillet 2014 à juillet 2017 à l'EPEC (structure résultant de la fusion Maison de l'emploi de Paris et PLIE) pour mettre en œuvre des actions d'appui aux mutations économiques et aux transitions professionnelles de ces indépendants. L'EPEC a donc notamment assuré les missions de prospective et de sécurisation juridique nécessaire à la création à titre expérimental du service de remplacement au sein du GE Paris Culture.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire d'obtenir un agrément de la Direccte pour pérenniser le service de remplacement et ce dernier ne pourra être délivré qu'à une nouvelle structure dont l'activité principale serait le service de remplacement.

Le GE Paris Culture travaille donc depuis juillet 2017 en lien avec les professionnelles sur la structuration du projet de création d'une association dédiée à l'activité de service de remplacement pour les commerces culturels d'Ile-de-France.

Les partenaires engagés dans le projet à ce jour (à savoir la Direccte, Ville de Paris, EPEC, AGEFOS, DRAC) ont demandé à ce que la pérennisation du service permette d'ouvrir son champ d'intervention à d'autres professions et à d'autres territoires franciliens.

Afin de pérenniser et de développer ce service de remplacement à destination des libraires franciliens dans cette phase transitoire, le GE Paris Culture, fort de son expérience, assurera la montée en charge progressive du service de remplacement par des actions de prospections et de communication à destination des libraires franciliennes et se chargera également d'accompagner les libraires dans la création de cette nouvelle association.

A ce jour, 19 librairies ont bénéficié du service de remplacement.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (prospection, animation, administration, pilotage)	50 000,00	90,74%
Services externes (avocat, imprimerie)	3 200,00	5,81%
Achats de fournitures, matériels de bureau	1 200,00	2,18%
Frais de déplacement de restauration	700,00	1,27%
Total	55 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes sur facturation 5 postes de remplacement	5 100,00	9,26%
Drac (A)	5 000,00	9,07%
Agefos	2 000,00	3,63%
Ville de Paris (S)	15 000,00	27,22%
Adhérents	3 000,00	5,44%
Région Ile-de-France	25 000,00	45,37%
Total	55 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la formation du personnel permanent des GE	1 500,00 €
2015	Co-financement des études de faisabilité en vue de la création d'un groupement d'employeurs	3 000,00 €
	Montant total	4 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013816

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EDIT INDE-LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	108 144,00 €	4,62 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDITINDE
Adresse administrative : 19 RUE DES GRANDES CULTURES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PHILIPPE MAGNANI, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82047434400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : caravane de l'édition indépendante

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
EDITINDE envisage de mettre en place une "Caravane de l'édition indépendante".

Description :
EDITINDE est une coopérative d'accompagnement au développement de l'édition indépendante française qui poursuit trois objectifs :
- accompagner, fédérer, professionnaliser et informer les acteurs de la petite édition indépendante,

promouvoir et soutenir leur développement et permettre la mise en place d'outils mutualisés ;
- assurer une meilleure visibilité à travers des manifestations, des outils permettant une information concernant leurs productions auprès de l'interprofession et des médias ;
- assurer une action de plaidoyer en sa faveur.

Au regard des résultats d'une enquête menée auprès de 173 éditeurs indépendants, la coopérative prévoit de mettre en œuvre « La caravane de l'édition indépendante » afin d'accroître la visibilité de la petite édition au sein de la chaîne du livre, dans la presse et auprès du lectorat.

En partenariat avec une compagnie théâtrale de l'Essonne (Amin Théâtre), propriétaire d'un théâtro-bus aménagé permettant des lectures, des présentations d'auteurs, d'éditeurs, la Caravane va sillonner la Région Ile-de-France dans plusieurs villes en mettant l'accent sur les départements. Dans chacune des villes visitées par la Caravane, seront associés les librairies indépendantes et les bibliothèques locales qui pourront proposer des rencontres d'auteurs et d'éditeurs et mettre en valeur une présentation de titres d'éditeurs indépendants. Des partenariats seront également proposés aux diffuseurs-distributeurs, aux associations locales, aux directions des affaires culturelles, au Centre pour l'Education aux medias et à l'information, au réseau CANOPE, etc.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (Transport et hébergement, assurance,partenariat bus, imprimeur, graphiste)	45 408,00	41,99%
Autres services externes (rémunérations auteurs et intervenants, prestations comédiens, captation vidéo et photo)	37 736,00	34,89%
Frais de personnel	25 000,00	23,12%
Total	108 144,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	19 000,00	17,57%
Départements franciliens (S)	32 000,00	29,59%
Ville de Paris (S)	800,00	0,74%
Communes (S)	20 000,00	18,49%
Associations / fondations (S)	26 344,00	24,36%
Participation des éditeurs	5 000,00	4,62%
Région Ile-de-France	5 000,00	4,62%
Total	108 144,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014490

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOCIETE DES GENS DE LETTRES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	51 000,00 €	39,22 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STE DES GENS DE LETTRES DE FRANCE
Adresse administrative : 38 RUE DU FG SAINT-JACQUES
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE SELLIER, Présidente

Date de publication au JO : 28 avril 1838

N° SIRET : 39284324900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : orgnisation d'ateliers d'écriture avec des lycéens

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La SGDL a été fondée en 1838 par les jeunes auteurs qu'étaient à l'époque Victor Hugo, Alexandre Dumas, etc. Veillant à la préservation du droit moral et des droits patrimoniaux de tous les auteurs de l'écrit, elle porte depuis ses origines une attention particulière à la création contemporaine et au devenir des écrivains.

Description :

Afin d'encourager les expériences croisées littérature, écriture, lecture pour une plus grande interaction entre écrivains, lycéens et étudiants et d'offrir un accès à la littérature contemporaine et à la pratique de l'écriture, la SGDL propose d'organiser 8 ateliers d'écriture dans 4 lycées franciliens. Chaque atelier de 4 séances sera animé par un écrivain confirmé en binôme avec un étudiant de master de création littéraire de Paris 8 ou Cergy-Pontoise. Une restitution commune aux 4 établissements aura lieu en mai 2018 dans les locaux de la SGDL.

En 2017, la SGDL a ouvert de nouvelles pistes de travail en créant à la fois un lien avec les jeunes créateurs et l'université, ainsi qu'avec les lycéens.

Intérêt régional :
Les lycées franciliens sont en cours de sélection, en partenariat avec les médiateurs culturels régionaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ateliers (rémunération auteurs, frais de déplacements auteurs)	14 000,00	32,94%
Restitution (rémunération auteurs, frais de déplacements, technicien, etc)	4 500,00	10,59%
Préparation, coordination et organisation	24 000,00	56,47%
Total	42 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 500,00	52,94%
Région Ile-de-France	20 000,00	47,06%
Total	42 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	8 000,00 €
2019	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	30 000,00 €
	Montant total	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015100

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SYNDICAT DE LA LIBRAIRIE FRANCAISE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	71 000,00 €	42,25 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SLF SYND DE LA LIBRAIRIE FRANCAISE
Adresse administrative : 38 RUE DU FAUBOURG SAINT JACQUES
75014 PARIS
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Monsieur XAVIER MONI, Président

N° SIRET : 41865819100048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : un partenariat avec la Région Ile-de-France

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SLF prévoit de développer plusieurs services pour les librairies franciliennes .

Description :
Créé en 1999 suite à la fusion de plusieurs syndicats, le Syndicat de la librairie française a pour l'étude et la défense des droits et des intérêts matériels et moraux de la profession de libraire. Il œuvre principalement dans les domaines de l'action sociale, de l'action commerciale et transport du livre, de l'action numérique, ainsi que de la communication.

Récemment, le Syndicat de la librairie française a réaffirmé ses quatre chantiers prioritaires qui sont : l'information et la communication, la formation professionnelle et l'accompagnement des libraires, l'économie de la librairie et de la filière et la réflexion et la prospective sur le métier de libraire.

Intérêt régional :
- Dynamique secteur livre
Dans le cadre du soutien de la Région Ile-de-France, le SLF interviendra en direction des librairies franciliennes autour de trois axes :
1 - l'accompagnement des librairies sur la commande publique, via des conseils juridiques, et l'assistance à la mise en place de groupements de librairies pour répondre à des marchés publics ;
2 - l'aide au développement économique via :
- l'aide à l'adhésion des librairies à l'Observatoire de la librairie, outil destiné à accompagner les libraires dans le pilotage et la gestion de leur librairie et à optimiser leurs pratiques ;
- l'accompagnement des libraires à la formation. :
3 - L'entretien et l'enrichissement d'une base de données des librairies franciliennes.

- Attractivité et territoire
A ce jour, une cinquantaine de libraires franciliens (47) adhèrent à l'Observatoire de la librairie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	20 500,00	28,87%
Frais Observatoire de la librairie	42 500,00	59,86%
Frais rémunération avocat	6 000,00	8,45%
Frais généraux	2 000,00	2,82%
Total	71 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cotisation Observatoire	21 000,00	29,58%
Cotisations SLF	11 500,00	16,20%
Ministère de la Culture et la communication	8 500,00	11,97%
Région Ile-de-France	30 000,00	42,25%
Total	71 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015508

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PICTURE THIS - CONCEPTION DE MEUBLES POUR TABLETTES TACTILES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	40 000,00 €	25,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PICTURE THIS
Adresse administrative : 3 RUE BELLEVUE
33170 GRADIGNAN
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame COLOMBINE DEPAIRE

N° SIRET : 83134374400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017

Objet du projet : conception de meubles pour tablettes tactiles.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La fabrication des prototypes prévus dans le cadre du projet doit débuter en novembre afin que la phase d'expérimentation puisse démarrer en janvier. Cela nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En application de l'article 17 du réglement, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser une subvention.

Objectifs :
Picture This propose de concevoir des meubles destinés à accueillir des tablettes tactiles et ebook en médiathèque et permettant une utilisation optimale et confortable de ces matériels, notamment par le jeune public (enfants et ados).

Description :
Le projet consiste en la conception de 3 dispositifs mobiliers, correspondant à des besoins ou fonctions différents, qui seront installés dans trois médiathèques partenaires, pour une phase d'expérimentation de 2 mois.

La mise en place des mobiliers serait accompagnée d'une formation du personnel concerné à la médiation numérique.

A l'issue de la phase d'expérimentation, le prototype le plus ergonomique sera choisi et produit pour être commercialisé.

Moyens mis en œuvre :
Picture This va travailler sur ce projet avec une agence d'architecte designers d'objets et des artisans.

Intérêt régional :
Ce projet présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre :
- le projet est développé en lien étroit avec les médiathèques partenaires (Le Cube à Issy-les-Moulineaux, la médiathèque François-Mitterand à Pontault-Combault et les médiathèques de Choisy-le-Roi), associées à la phase de conception puis de test
- il doit permettre de développer les nouveaux usages numériques en bibliothèque

Attractivité et territoire :
- les médiathèques partenaires sont situées dans plusieurs départements franciliens (92, 94 et 77)

Caractère innovant du projet :
- le projet prend en compte le développement de l'offre sur support numérique et doit permettre d'en améliorer l'accès
- il n'existe à ce jour aucun mobilier de ce type en série

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Enfants, public éloigné de la lecture, public analphabète et non francophone

Localisation géographique :
- PONTAULT-COMBAULT
- ISSY-LES-MOULINEAUX
- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures de matériel...)	15 000,00	37,50%
Services extérieurs (études, honoraires designers, graphisme...)	15 000,00	37,50%
Autres services externes (artisans, déplacements, publicité...)	10 000,00	25,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la culture (contrat territoire lecture)	5 000,00	12,50%
Conseil départemental 94	8 000,00	20,00%
Commune de Pontault-Combault	4 000,00	10,00%
Région IdF	10 000,00	25,00%
Rémunération de services	5 000,00	12,50%
Fonds propres	8 000,00	20,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

TABLEAU RESIDENCES

Porteur	Adresse du porteur	Montant subvention au porteur	Base subvention-nable	Taux	Auteur	Adresse de l'auteur	Montant Bourse à l'auteur	Durée résidence en mois
UNIVERSITE SAINT DENIS PARIS 8	2 rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS	5 000	10 000	50 %	Olivier CADIOT	7 rue Menans 75019 PARIS	20 000	10
ESTRELIA		0			Pauline AUBRY	7 Villa Poissonnière 75018 PARIS	20 000	10
LIBRAIRIE LES TROIS SOEURS	2 rue des 3 frères 75018 PARIS	6 000	12 000	50 %	Maïa BRAMI	37 rue de la tombe issoire 75014 PARIS	20 000	10
ASSOCIATION CULTURE ET BIBLIOTHEQUE POUR TOUS		0			Maja BRICK	6 boulevard Jourdan 75014 PARIS	20000	10
BIBLIOCITE	3 impasse de la planchette 75003 PARIS	4 000	8 000	50 %	Sophie MAURER	45 av de la république 75011 PARIS	20 000	10
MEDIATHEQUE MELUN ASTROLABE		0			Yann ALLEGRET	8 passage Dieu 75020 PARIS	20 000	10
ECARTS	55 AV Laplace 94110 ARCUEIL	5 000	10 000	50 %	Salim TURQUIER	6 rue Gobert 75011 PARIS	20 000	10
GROUPE HOSPITALIER SAINT LOUIS/LARIBOISIERE/FERNAND-VIDAL		0			Dominique SELS	26 rue Lecourbe 75015 PARIS	20 000	10
LA SEMAINE DU SON	52 rue René Boulanger 75010 PARIS	10 000	20 000	50 %	Isabelle FRUCHART	5 rue Buffon 93100 MONTREUIL	12 000	6
COMMUNE DE VINCENNES - MEDIATHEQUE	53 rue de Fontenay 94300 VINCENNES	1 000	2 000	50 %	Carole TREBOR	32 rue de la liberté 94300 VINCENNES	20 000	10
LE LABO DE L'EDITION		0			Ronan LE BRETON	26 rue du commandant Mouchotte 75014 PARIS	12 000	6
LYCEE JEAN JAURES DE MONTREUIL	1 rue Dombasle 93105 MONTREUIL	1 500	3 000	50 %	Pascale CHOUFFOT	119 av Berlioz 93230 ROMAINVILLE	16 000	8

TEXTURE SARL	94 av Jean Jaurès 75019 PARIS	4 000	8 000	50 %	Christophe MANON	42 rue Sorbier 75020 PARIS	20000	10
COMMUNE DE CHOISY-LE-ROI _ MEDIATHEQUE	Place Gabriel Péri 94603 CHOISY LE ROI	2 500	5 000	50 %	Ingrid THOBOIS	43 rue Marx Dormoy 75018 PARIS	20 000	10
THEATRE DE L'AQUARIUM	Cartoucherie 75012 PARIS	5 000	10 000	50 %	Mariette NAVARRO	241 av Gambetta 75020 PARIS	16 000	8
ASSOCIATION AYYEM ZAMEN		0			Parisa REZA	14 rue de la grande batelière 75009 PARIS	10 000	5
LYCEE LA PLAINE DE NEAUPHLE DE TRAPPES	3 Place Naguib Maahfouz 78 190 Trappes	2 400	4 000	60 %	Vincent DHEYGRE	82 av des bégonias 93370 MONTFERMEIL	20 000	10
ASSOCIATION LA SOURCE VILLARCEAUX	Domaine de Villarceaux 95710 CHAUSSY	5 000	10 000	50 %	Elodie BRONDONI	41 rue de l'Hôtel de Ville 95300 PONTOISE	20 000	10
LE TARMAC	159 av Gambetta 75020 PARIS	3 750	7 500	50 %	Thierno Mohamed Hakim BAH	72 bis rue de Paris 93100 MONTREUIL	20 000	10
COMMUNE D'ARGENTEUIL - MEDIATHEQUES	12-14 bd Léon Feix 95107 ARGENTEUIL CEDEX	5 000	10 000	50 %	François BON	27 rue Jean Jaurès 37540 SAINT CYR SUR LOIRE	20 000	10
LA FERME DU BUISSON	Allée de la Ferme 77186 NOISIEL	5 000	10 000	50 %	François OLISLAEGER	333 rue des Pyrénées 75020 PARIS	20000	10
KARAIS	108 av Parmentier 75011 PARIS	2 500	5 000	50 %	Anne-Sarah KERTUDO	37 rue Colmet Lepinay 93100 MONTREUIL	20 000	10

3 CONVENTIONS BOITE LIVRES

Convention de partenariat
dans le cadre du projet de boites à livres en gare (communes)

Entre les sous-signés :

La Région Île-de-France,
Domiciliée (/dont le siège social se situe) ……,
Représentée par Madame Valérie Pécresse,
En sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,
dûment habilitée aux fins des présentes (/par délibération du conseil régional n°…. en date du ……,)
ci-après dénommée « Région IDF »,
d'une part,

Et

la Commune de ……,
Domiciliée (/dont le siège social se situe) ……,
Représentée par Monsieur/Madame ……,
En sa qualité de maire/président(e) de la collectivité,
dûment habilité(e) aux fins des présentes (/par délibération du conseil municipal/intercommunal en date du ……,)
ci-après dénommée « la collectivité partenaire»,
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Conformément aux nouvelles orientations pour la politique culturelle de la Région Île-de-France présentées par Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France le 12 septembre dernier, il a été décidé de mettre en place un dispositif de boîtes à livres dans les gares franciliennes. Pour ce faire, le Conseil régional a missionné, à l'issue d'un appel d'offre, l'agence ABCD (ci-après dénommée « prestataire ») pour mener une première phase d'expérimentation du dispositif dans une quinzaine de gares.

La Région Île-de-France souhaite développer un dispositif tourné vers les territoires et ses habitants. Ainsi, le projet de boîtes à livres dans les gares peut être considéré comme un véritable projet de territoire. En effet, il bénéficiera d'abord aux usagers quotidiens de la gare et donc, aux habitants de la commune d'implantation du projet, et il pourra également impliquer les acteurs locaux (élus et services techniques de la commune, professionnels, associations, etc.) et notamment les bibliothèques locales.

Cette première mission de test du dispositif constitue une véritable phase « laboratoire », qui doit permettre de tester un maximum d'hypothèses afin de permettre à la Région IDF de déployer, ou non, le dispositif à l'échelle des 380 gares franciliennes.

La présente convention marque :

- la volonté de la Région IDF de s'impliquer en faveur de l'accès à la lecture publique,
- la volonté de la Région IDF de développer un dispositif tourné vers les territoires et ses habitants,
- la volonté de la Région IDF d'impliquer les acteurs locaux de la lecture publique ainsi que les collectivités locales concernées ;

- la volonté des collectivités partenaires de s'impliquer dans un dispositif en faveur de la lecture publique fourni par la Région IDF,
- la volonté des collectivités partenaires de fournir un nouveau service à leurs habitants,

PROJET DE CONVENTION

- la volonté des collectivités partenaires de développer les services participatifs de partage de ressources (notamment littéraires) ;

- la volonté des bibliothèques locales de s'impliquer dans un dispositif de lecture publique hors les murs,
- la volonté des bibliothèques locales de capter un public nouveau et d'élargir leurs utilisateurs,
- la volonté des bibliothèques locales de promouvoir leurs ressources, offres, services et animations par le biais du dispositif.

Article 1 : Objet de la convention

1.1. Objet général

La présente convention a pour objet de préciser les modalités juridiques, techniques et financières présidant à la mise en œuvre du dispositif pour cette première phase test.

Elle détaille les engagements de la Région et de ..... (citer la collectivité partenaire), cette dernière agissant notamment via les équipes de la bibliothèque de ..... ou de tout autre partenaire volontaire désigné par elle, au dispositif de boites à livres, dont un exemplaire sera installé dans la gare de ..... ou dans son périmètre direct.

1.2 La boîte à livres - présentation du dispositif

La boite à livres, telle que proposée par la Région Île-de-France, pourra contenir au minimum 200 ouvrages, de divers formats, qui seront accessibles à tous sans condition.

Toutes les boîtes à livres permettront de mettre en place, a minima, du *bookcrossing* entre les usagers (échanges de livres entre particuliers basé sur le don – contre-don).

A cela, un volet numérique pourra être ajouté :
- soit par l'affichage d'un QR code renvoyant aux portails des bibliothèques et à leurs ressources numériques
- soit par l'installation d'une bibliobox (routeur générant un réseau wifi autonome et relié à une clé USB permettant d'accéder à des ressources numériques libres de droits) intégrée à la boîte à livres et fournie par la Région IdF, sans contenu, aux collectivités qui en feront la demande. L'offre de contenu devra être assurée par les équipes des bibliothèques concernées sur la base d'une proposition validée par la Région IDF, et en veillant à ne pas entrer en concurrence avec l'offre marchande.

Au-delà de l'offre de base, le dispositif pourra être augmenté par les bibliothécaires eux-mêmes. Les bibliothèques locales volontaires pourront ainsi participer à l'augmentation des services et de l'offre proposée. Leurs propositions devront être soumise à l'accord préalable de la Région (à travers son service livre et lecture, chargé du suivi de l'expérimentation), garante de la cohérence du dispositif.
Sur la base des propositions et de l'implication de chacune, la boîte à livres pourra **devenir un véritable outil au service de la lecture publique** et permettra l'appropriation du dispositif par les professionnels de la lecture publique pour un ancrage territorial et une amélioration de la qualité de l'offre. Autrement dit, les professionnels du livre pourront s'approprier le dispositif afin de répondre à leurs objectifs en matière de lecture publique.

Article 2 : Engagements des partenaires et modalités de gestion du dispositif

2.1 Engagements de la Région Île-de-France

Par la présente convention :

PROJET DE CONVENTION

La Région Île-de-France s'engage à :

- Installer en gare de ..... ou dans son périmètre direct, une boîte à livres. La propriété des boites reste à la Région Île-de-France qui en a financé l'étude, la conception, la fabrication et l'installation. La boite à livre est fournie vide, sans fonds de lancement ;
- Assurer la maintenance technique et les réparations éventuelles de la boîte à livre, par l'intermédiaire de son prestataire, la société ABCD
- Fournir les supports de communication relatifs au lancement du dispositif de boites à livres
- Organiser et financer l'inauguration du dispositif à l'échelle régionale,
- Assurer l'évaluation du dispositif au terme des 6 mois de fonctionnement.

2.2 Engagements de la collectivité partenaire

Par la présente convention :

La collectivité partenaire s'engage en retour à :

- Faciliter et autoriser l'implantation de la boîte lorsque celle-ci est prévue sur un foncier dont la collectivité est propriétaire,
- Contribuer à la constitution d'un fonds de lancement (ouvrages et revues imprimés),
- Communiquer localement autour du dispositif (à partir des supports de communication fournis par la Région ou des supports réalisés par les services dédiés de la collectivité),
- Autoriser les bibliothèques publiques dont elle assure la tutelle à participer à la gestion du dispositif. Cette participation consisterait :
    - o a minima à assurer la veille régulière du dispositif : inspection de l'état général de la boîte à livres, tri et élimination d'éventuels ouvrages inappropriés et alerte du prestataire en charge du suivi du projet (agence ABCD) en cas de dégradation ou de tout autre point d'alerte ou dysfonctionnement du dispositif.
    - o selon les moyens et volontés des collectivités : à alimenter dispositif en livres en cas de boîte vide (sur la base de dons faits à la bibliothèque ou de fonds désherbés par la bibliothèque), et en contenus numériques pour la bibliobox si la collectivité a choisi de la mettre en œuvre
    - o à alimenter l'espace d'affichage prévu sur la boite à livres, via ses propres supports de communication ou ceux de ses partenaires ainsi que ceux de la Région dans les conditions prévues à l'article 5.2 de la présente convention

Article 3 : Durée de la convention

Cette convention, d'une durée de 1 an, couvre une période de mise en service du dispositif pour une phase test de 6 mois à compter de l'inauguration de la boîte à livres, en fin d'année 2017, et une période de bilan et de prise de décision à la suite de cette phase test.

Il est précisé que les suites de l'opération ne sont pas arrêtées ce jour. A l'issue de cette phase test de 6 mois, la Région IDF et la collectivité partenaire se réservent le droit de renouveler, ou non, le dispositif.

Dans le cas où le dispositif serait renouvelé, une nouvelle convention devra être signée. Le mobilier fourni pourra être conservé ou remplacé selon le choix de la Région IDF.

Dans le cas où le dispositif ne serait pas reconduit, la Région IDF démontera la boîte à livres.

Article 4 : Conditions financières

La Région IDF s'engage à financer :

- o l'étude d'ingénierie de projet pour l'expérimentation du dispositif,
- o la conception, la fabrication et l'installation des boites à livres,

PROJET DE CONVENTION

- la mise à disposition d'une bibliobox pour les collectivités souhaitant mettre en place le dispositif,
- la maintenance et les réparations éventuelles,
- le démontage des boîtes,
- les supports de communication dédiés (dans la phase de lancement du projet),
- l'inauguration du dispositif dans un lieu unique,
- le suivi et l'évaluation du dispositif.

Il n'est pas attendu de participation financière en investissement de la part de la collectivité.

Article 5 : Communication et information

5.1 – Actions de communication prévues par la Région

La définition et la mise en œuvre des actions de communication et de promotion du dispositif relèvent de la Région IDF et de sa direction de la communication. Cette dernière concevra les supports et outils de communication dédiés au projet et les transmettra à la collectivité pour que celle-ci puisse communiquer sur le lancement du dispositif. La collectivité recevra également un kit de communication (visuels, éléments graphiques, etc.) sous forme numérique, afin qu'elle puisse communiquer sur sa boite à livre après cette phase de lancement.

5.2 – Actions de communication possibles pour la collectivité partenaire

La collectivité partenaire disposera d'un format A4 ou A3 (selon les modèles de boite à livres) intégré à la boite à livres pour son affichage. Les actions de communication sur ce support dédié devront être réalisées dans le respect de l'identité et des objectifs du projet tels que définis dans le présent document. Ils devront donc porter sur des actions ou événements relevant du domaine du livre et de la lecture publique ou plus largement s'inscrire dans le champ culturel.

La Région Île-de-France bénéficiera d'un droit d'accès à cet emplacement de communication « événementielle ». Cette mise à disposition sera faite à la demande de la Région et gérée par la collectivité partenaire, à raison de 2 fois par trimestre, pour une durée de 7 jours consécutifs maximum à chaque fois.

5.3 – Mentions et logotypes

Les boites à livres devront comporter de façon visible le logo de la Région IdF et la mention de son soutien ainsi que le logo de la commune et la mention de sa participation au projet.

Article 6 : Assurances et responsabilités

6.1 - Assurances
Le prestataire en charge de l'expérimentation du dispositif (agence ABCD) est assuré sur cette opération.

6.2 - Responsabilité légale
Le mobilier boite à livres mis en place sur le foncier de la collectivité sera assuré par la Région.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

PROJET DE CONVENTION

Article 8 : Litiges

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation.

En cas d'épuisement de toute solution à l'amiable, les parties ont la faculté de saisir le tribunal administratif compétent de l'objet de leur litige.

Article 9 : Résiliation

La Région ou la collectivité partenaire peuvent prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région ou la collectivité.

La Région ou la collectivité partenaire peuvent en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'autre partie. Dans ce cas, la Région ou la collectivité partenaire adresse à l'autre partie une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région ou la collectivité partenaire adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Fait à ..... le .....
(En double exemplaire)

Pour :
La Région Île-de-France — La collectivité partenaire

Signature — Signature

PROJET DE CONVENTION

PROJET DE CONVENTION

Convention partenariat
dans le cadre du projet de boites à livres en gare (département)

Entre les sous-signés :

La Région Île-de-France,
Domiciliée (/dont le siège social se situe) ……,
Représentée par Madame Valérie Pécresse,
En sa qualité de Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
dûment habilitée aux fins des présentes (/par délibération du conseil régional n°…. en date du …….,)
ci-après dénommée « Région IDF »,
d'une part,

Et

Le Département de ……,
Domicilié (/dont le siège social se situe) ……,
Représenté par Monsieur/Madame ……,
En sa qualité de Président(e) de la collectivité,
dûment habilité(e) aux fins des présentes (/par délibération du conseil départemental en date du …….,)
ci-après dénommé « le département»,
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Conformément aux nouvelles orientations pour la politique culturelle de la Région Île-de-France présentées par Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France le 12 septembre dernier, il a été décidé de mettre en place un dispositif de boîtes à livres dans les gares franciliennes. Pour ce faire, le Conseil régional a missionné, à l'issue d'un appel d'offre, l'agence ABCD (ci-après dénommé « prestataire ») pour mener une première phase d'expérimentation du dispositif dans une quinzaine de gares.

La Région Île-de-France souhaite développer un dispositif tourné vers les territoires et ses habitants. Ainsi, le projet de boîtes à livres dans les gares peut être considéré comme un véritable projet de territoire. En effet, il bénéficiera d'abord aux usagers quotidiens de la gare et donc, aux habitants de la commune d'implantation du projet, et il pourra également impliquer les acteurs locaux (élus et services techniques de la commune, professionnels, associations, etc.) et notamment les bibliothèques locales.

Cette première mission de test du dispositif constitue une véritable phase « laboratoire », qui doit permettre de tester un maximum d'hypothèses afin de permettre à la Région IDF de déployer, ou non, le dispositif à l'échelle des 380 gares franciliennes.

La présente convention marque :

- la volonté de la Région IDF de s'impliquer en faveur de l'accès à la lecture publique,
- la volonté de la Région IDF de développer un dispositif tourné vers les territoires et ses habitants,
- la volonté de la Région IDF d'impliquer les acteurs locaux de la lecture publique ainsi que les collectivités locales concernées ;

PROJET DE CONVENTION

- la volonté des départements partenaires de s'impliquer dans un dispositif en faveur de la lecture publique fourni par la Région IDF,
- la volonté des départements partenaires de développer les services participatifs de partage de ressources (notamment littéraires),
- la volonté des départements de s'impliquer dans un dispositif de lecture publique hors les murs,
- la volonté des départements d'accompagner les bibliothèques du territoire dans le projet,
- la volonté des départements d'être un relai départemental dans ce projet d'ampleur régional ;

Article 1 : Objet de la convention

1.1. Objet général

La présente convention a pour objet de préciser les modalités juridiques, techniques et financières présidant à la mise en œuvre du dispositif pour cette première phase test.

1.2 La boîte à livres - présentation du dispositif

La boite à livres, telle que proposée par la Région Île-de-France, pourra contenir environ 200 ouvrages, de divers formats, qui seront accessibles à tous sans condition..

Toutes les boîtes à livres permettront de mettre en place a minima du *bookcrossing* entre les usagers (échanges de livres entre particuliers basé sur le don – contre-don).
A cela, un volet numérique pourra être ajouté :

- soit par l'affichage d'un QR code renvoyant aux portails des bibliothèques et à leurs ressources numériques
- soit par l'installation d'une bibliobox (routeur générant un réseau wifi autonome et relié à une clé USB permettant d'accéder à des ressources numériques libres de droits) intégrée à la boîte à livres et fournie par la Région IdF, sans contenu, aux collectivités qui en feront la demande. L'offre de contenu devra être assurée par les équipes des bibliothèques concernées sur la base d'une proposition validée par la Région IDF, et en veillant à ne pas entrer en concurrence avec l'offre marchande.

Au delà de l'offre de base, le dispositif pourra être augmenté par les bibliothécaires eux-mêmes. C'est-à-dire que les bibliothèques locales volontaires pourront participer à l'augmentation des services et de l'offre proposée. Leurs propositions devront être soumise à l'accord préalable de la Région (à travers son service livre et lecture, chargé du suivi de l'expérimentation), garante de la cohérence du dispositif.
Sur la base des propositions et de l'implication de chacune, la boîte à livres pourra **devenir un véritable outil au service de la lecture publique** et permettra l'appropriation du dispositif par les professionnels de la lecture publique pour un ancrage territorial et une amélioration de la qualité de l'offre. Autrement dit, les professionnels du livre pourront s'approprier le dispositif afin de répondre à leurs objectifs en matière de lecture publique.

PROJET DE CONVENTION

Article 2 : Engagements des partenaires et modalités de gestion du dispositif

2.1 Engagements de la Région Île-de-France

Par la présente convention :

La Région Île-de-France s'engage à :

- Installer dans le département ……. en gares ou dans son périmètre direct, ….. (nbr de boites) boîtes à livres. La propriété des boites reste à la Région Île-de-France qui en a

financé l'étude, la conception, la fabrication et l'installation. La boite à livres est fournie vide, sans fonds de lancement ;
- Assurer la maintenance technique et les réparations éventuelles de la boîte à livre, par l'intermédiaire de son prestataire, la société ABCDFournir les supports de communication relatifs au lancement du dispositif de boites à livres ;
- Assurer l'évaluation du dispositif au terme des 6 mois de fonctionnement.

2.2 Engagements du département partenaire

Le projet de boites à livres, tel qu'imaginé par la Région IDF, est un projet tourné vers les territoires. Aussi, la Région IDF souhaite impliquer tous les échelons et notamment, les départements (a fortiori les départements disposant d'une Bibliothèque Départementale, partenaires des bibliothèques du territoire).

Par la présente convention,

Le département partenaire s'engage en retour à :
- Accompagner la mise en œuvre du dispositif et notamment auprès des bibliothèques du territoire participantes,
- Assurer un suivi auprès des bibliothèques de son territoire,
- Participer à l'évaluation du dispositif.

L'accompagnement des bibliothèques du territoire pourra se traduire, par exemple, par :
- Une aide à la constitution du fonds de lancement de la boîte,
- L'animation de formations à destination des bibliothécaires ou des bénévoles souhaitant s'impliquer dans le dispositif,
- Un rôle de relai avec les bibliothèques locales en assurant un suivi et un soutien éventuel en cas de besoin au cours de la phase d'expérimentation.

Article 3 : Durée de la convention

Cette convention, d'une durée de 1 an, couvre une période de mise en service du dispositif pour une phase test de 6 mois à compter de l'inauguration de la boîte à livres, en fin d'année 2017, et une période de bilan et de prise de décision à la suite de cette phase test.

Il est précisé que les suites de l'opération ne sont pas arrêtées ce jour. A l'issue de cette phase test de 6 mois, la Région IDF se réserve le droit de renouveler, ou non, le dispositif. Dans le cas ou le dispositif serait renouvelé, une nouvelle convention devra être signée.

Article 4 : Conditions financières

La Région IDF s'engage à financer :
- l'étude d'ingénierie de projet pour l'expérimentation du dispositif,
- la conception, la fabrication et l'installation des boites à livres,
- la mise à disposition d'une bibliobox pour les collectivités souhaitant mettre en place le dispositif,
- la maintenance et les réparations éventuelles,
- le démontage des boîtes,
- les supports de communication dédiés,
- l'inauguration du dispositif dans un lieu unique,
- le suivi et l'évaluation du dispositif.

Il n'est pas attendu de participation financière en investissement de la part du département partenaire.

PROJET DE CONVENTION

Article 5 : Assurances et responsabilités

5.1 - Assurances
Le prestataire en charge de l'expérimentation du dispositif (agence ABCD) est assuré sur cette opération.

5.2 - Responsabilité légale
Le mobilier boite à livres mis en place sur le foncier de la collectivité sera assuré par la Région.

Article 6 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Litiges

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation.

En cas d'épuisement de toute solution à l'amiable, les parties ont la faculté de saisir le tribunal administratif compétent de l'objet de leur litige.

Article 8 : Résiliation

La Région ou le département peuvent prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région ou le département.

La Région ou le département peuvent en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'autre partie. Dans ce cas, la Région ou le département adresse à l'autre partie une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région ou le département adresse à l'autre partie la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

PROJET DE CONVENTION

Fait à ..... le .....
(En double exemplaire)

Pour :
La Région Île-de-France

Signature

Le Département

signature

PROJET DE CONVENTION

CONTRAT PARTICULIER
PORTANT OCCUPATION D'ESPACES
SUR DIFFERENTS SITES
NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS

ENTRE

SNCF Mobilités (ex SNCF), Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le n° B 552 049 447, dont le siège se trouve au 9, rue Jean-Philippe Rameau, 93200 Saint-Denis, représenté à l'effet des présentes par Monsieur Jacques PEYNOT, en sa qualité de Directeur de la Direction des Gares d'Ile-de-France, élisant domicile au 34, rue du Commandant Mouchotte à PARIS (75699), dûment habilité à cet effet,

Ci-après désignée par l'expression « ***GARES & CONNEXIONS*** »,

d'une part,

ET

Le Conseil régional d'Île-de-France, dont le siège se trouve au 57, rue de Babylone 75359 PARIS Cedex 07 SP, représenté à l'effet des présentes par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente du Conseil régional, dûment habilitée par délibération

Ci-après dénommée « **l'Occupant** »,

d'autre part.

GARES & CONNEXIONS et le Conseil régional d'Île-de-France étant désignés individuellement par
« la Partie » et ensemble par « les Parties ».

PROJET DE CONVENTION

PREAMBULE

Dans le cadre des nouvelles orientations pour la politique culturelle de la Région Île-de-France et afin de favoriser l'accès à la lecture pour tous, le Conseil régional d'Île-de-France souhaite installer des boîtes à livres dans les gares d'Île-de-France. Cette initiative, en partenariat avec les bibliothèques locales et l'échange libre entre les utilisateurs, répond à la volonté de donner une place à la lecture dans le quotidien des voyageurs franciliens en s'adressant à tous les publics.

La première phase (dernier trimestre 2017) a pour objectif d'expérimenter ces boites à livre sur 17 gares représentatives de l'ensemble des gares d'Île-de France : petites gares avec des gros flux (ex : Créteil Pompadour ou Aulnay-sous-Bois), gare Hub (ex : Versailles Chantiers, Ermont-Eaubonne, Massy Palaiseau), gare moyenne (Fontainebleau, Cergy St-Christophe), gare périphérique (Osny, Arpajon), gare rurale (Bonnières, La Ferté-sous-Jouarre), halte ferroviaire (Ste-Colombe-Septveilles)..

A l'issue de la première phase, les Parties pourront décider d'étendre l'expérimentation à d'autres sites .
Les Parties sont donc convenues de contractualiser afin de permettre à l'Occupant d'installer ses boites à livres sur des sites relevant du périmètre foncier de GARES & CONNEXIONS.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Le présent contrat particulier (ci-après dénommé « ***le Contrat*** ») est assujetti aux « *Conditions générales d'occupation non constitutive de droits réels d'espaces ou de locaux en gare dépendant du domaine public ferroviaire (édition du 15 mai 2015)* » ci- après dénommées « ***les Conditions générales*** », qui sont annexées au Contrat (**Annexe n° 1**).

L'ensemble des dispositions ci-après complète, modifie ou déroge celles contenues dans les Conditions générales.

Article 1 : Désignation des Biens occupés

Les Biens mis à disposition sont situés sur le foncier des gares suivantes :

Seine-et-Marne – 77 (3 gares)
- Meaux : surface de 1m^2
- Sainte-Colombe-Septveilles : surface de 1 m^2
  La Ferté sous Jouarre. (Boîte à livres située dans l'espace micro-working de la gare)
  Réf BV : 0006275 – B006

Yvelines – 78 (2 gares)
- Bonnières : surface de 1m^2
- Versailles-Chantiers : surface de 2m^2 au maximum
  Réf BV : 005199B – B005

PROJET DE CONVENTION

Essonne – 91 (3 gares)

- Arpajon : surface de 1m^2.
  Réf BV : 005211C – B006
- Etampes : surface de 6m^2
- Massy Palaiseau : surface de 5m^2
- Dourdan : surface de 1m^2.
  Réf BV : 005221W – B006

Val-de-Marne – 94 (1 gare)

- Créteil Pompadour : surface de 1m^2.
  Réf BV : 010246J – B001

Val d'Oise – 95 (3 gares)

- Cergy Saint-Christophe : surface de 1m^2
- Osny : surface de 1 m^2.
  Réf BV : 005339U – B002
- Ermont Eaubonne. (Boîte à livres installée dans l'espace microworking de la gare).
  Réf BV : 0022029X – B107

Un état des lieux pour chaque Bien, dressé contradictoirement entre l'Occupant et GARES & CONNEXIONS ou son représentant, à la date de la mise à disposition du Bien, est annexé ci-après (annexe n° 6).
En cas d'absence de l'Occupant à la date fixée pour l'établissement de l'état des lieux, un état des lieux sera dressé par un huissier de justice aux frais de l'Occupant.

PROJET DE CONVENTION

Article 2 : Activité autorisée

L'Occupant est autorisé à installer sur les sites désignés à l'article 1 des boites à livres telles que définies en annexe 3.

L'Occupant est autorisé à permettre aux utilisateurs d'avoir accès aux livres, à prendre ou déposer un ou plusieurs ouvrages.

L'Occupant est autorisé à faire appel à un prestataire pour l'exploitation (installation, maintenance, entretien, retrait des boites à lire) du service de mise à disposition de livres.

L'Occupant devra respecter les indications et recommandations reprises dans les plans de prévention réalisés sur chaque site (**Annexe n°4**)

Article 3 : Accès et mesures de sécurité particulières

Seules les personnes autorisées par l'Occupant pour l'exploitation des boites à livres, bénéficient du droit d'installation, de maintenance et d'entretien et de retrait des boites à livres.

Il est précisé que chaque mobilier devra être fixé par l'Occupant afin de garantir la sécurité du public. Plusieurs modalités pourront être utilisées, en fonction des caractéristiques des

emplacements choisis pour l'implantation du mobilier (lestage, scellement au sol, fixation murale…).

Les modalités d'accès sont précisées dans les plans de préventions réalisés sur chaque site et joints en annexe n°4.

A défaut du respect des stipulations sus mentionnées, l'Occupant engage sa responsabilité.

Article 4 : Modalités d'exploitation

L'installation, la maintenance technique et les réparations éventuelles sur les boites à livres sont assurées par l'occupant, ou par un tiers mandaté par lui.

La veille du dispositif (inspection de l'état général de la boite, tri ou élimination éventuels des livres) sera assurée par les services des communes d'implantation des boites à livres ou par un partenaire désigné par l'occupant.

L'Occupant fait son affaire du nettoyage des boîtes à livres. Il est autorisé à faire appel aux services de la commune concernée.

Il est précisé que la SNCF peut si elle l'estime nécessaire procéder à un nettoyage sommaire du mobilier lors des opérations de nettoyage du bâtiment voyageur. En cas de graffiti sur le mobilier, la SNCF peut faire intervenir son prestataire habilité pour traiter ce type de dégradation. Cette intervention sera ensuite refacturée à l'Occupant.

Article 5 : Durée et date d'effet du contrat

Le présent contrat est consenti pour une durée ferme de un (1) an à compter du XXX pour se terminer le XXX.

Article 6 : Travaux à la charge de l'Occupant

L'Occupant est autorisé à faire réaliser des travaux de scellement ou de fixation des boites à livres pour sécuriser le dispositif sous réserve du respect des prescriptions contenues dans l'ICP.

En cas de décision de retrait de la boite à livres à l'issue de la phase d'expérimentation, l'Occupant est autorisé à faire réaliser des travaux liés au retrait des boites sous réserve du respect des prescriptions contenues dans l'ICP.

Article 7 : Redevance

A titre exceptionnel, au regard de la nature de l'activité (service du quotidien pour les usagers non commercial) et de la faible superficie d'occupation, l'Occupant est dispensé du versement d'une redevance.

Article 8 : Montant du forfait de charges liées à l'utilisation des parties communes

PROJET DE CONVENTION

Par dérogation à l'article 21.1 des Conditions générales, l'Occupant n'est pas redevable du forfait de charges liées à l'utilisation des parties communes.

Article 9 : Montant du dépôt de garantie

Par dérogation à l'article 20 des Conditions générales, l'Occupant est exempté du paiement du dépôt de garantie.

Article 10 : Impôts et taxes

Par dérogation à l'article 22 des Conditions générales, l'Occupant est dispensé du paiement des impôts et taxes.

Article 11 : Montants à garantir au titre des assurances choses

Assurance de Chose :

Montant à garantir : *à renseigner dès que le coût unitaire des boites à livres sera arrêté.*

Il est rappelé conformément à l'article 29.4 des Conditions générales, que préalablement à la mise à disposition du Bien, l'Occupant doit remettre à GARES & CONNEXIONS une / des attestation(s) complétée(s) et signée(s) par son ou ses assureurs si les polices à souscrire sont placées auprès de compagnies d'assurance distinctes. Ces attestations sont annexées ci-après (**Annexe n° 5**).

Article 12 : Frais d'étude et de constitution de dossier

Par dérogation à l'article 23 des Conditions générales, l'Occupant est exempté du paiement des frais d'étude et de constitution de dossier.

Article 13 : Expiration ou résiliation du présent contrat

Il est d'ores et déjà précisé qu'à l'expiration ou à la résiliation du présent contrat, il pourra être demandé à l'Occupant de procéder à l'enlèvement des boîtes à livres, à ses frais, risques et périls, conformément à l'article 32 des Conditions générales d'occupation.

Faute par l'Occupant d'effectuer les démolitions, les démontages ou les enlèvements prévus ci-dessus, GARES & CONNEXIONS peut y procéder ou y faire procéder et libérer les Biens aux frais de l'Occupant. Si GARES & CONNEXIONS réalise elle-même ces travaux, elle pourrait disposer comme elle l'entend des matériaux résultant de la démolition, conformément à l'article 32 des Conditions générales d'occupation.

Article 14 : Election de domicile

PROJET DE CONVENTION

GARES & CONNEXIONS fait élection de domicile à La Direction des Gares d'Île-de-France, 34 rue du Commandant René Mouchotte, 75699 Paris Cedex.

L'Occupant fait élection de Conseil régional d'Île-de-France, 57, rue de Babylone 75359 PARIS Cedex 07 SP.

Article 15 : Interlocuteurs

Les interlocuteurs figurent dans les plans de préventions (annexe n° 3).
Pour la Direction des Gares d'Île-de-France : Pierre PAGES – Responsable de Projets de Valorisation - 01 85 56 51 69

Pour le Conseil régional :

Fait à Paris, le …….
En deux exemplaires originaux

Pour GARES & CONNEXIONS
Le Directeur des Gares d'Île-de-France

Jacques PEYNOT

Pour l'Occupant

PROJET DE CONVENTION

Annexes :

Annexe n° 1 : Conditions générales d'occupation non constitutive de droits réels d'espaces ou de locaux en gare dépendant du domaine public ferroviaire du 15 mai 2015
Annexe n° 2 : Plans
Annexe n° 3 : Descriptions du matériel
Annexe n° 4 : Plan de prévention
Annexe n°5 : Attestation des polices d'assurance
Annexe n°6 : Etats des lieux

PROJET DE CONVENTION

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-516

DU 22 NOVEMBRE 2017

PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU PAM ÎLE-DE-FRANCE - 2ÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code des transports ;

Vu la loi n°82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

Vu l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

Vu la délibération n° CR 78-10 du 18 novembre 2010 relative à la participation de la Région d'Île-De-France au financement du réseau PAM Île-de-France Services de transport spécialisé pour les personnes handicapées - Evolution du dispositif ;

Vu la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n° CR2017-162 du 22 septembre 2017 ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu la délibération CP 2017-150 du 17 mai 2017 relative à la 1ère affectation pour le dispositif PA M au titre de l'année 2017,

Vu la délibération CP 2017-506 du 20 septembre 2017, relative à la déclinaison du dispositif « 100.000 stages pour les jeunes franciliens » avec les départements franciliens,

Vu le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-516 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite », au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions pour les huit départements concernés d'un montant maximum prévisionnel de **6.520.000 €**.

Bénéficiaires	**Actions (18101801)**
Département de Paris	2.100.000 €
Département de Seine-et-Marne	1.200.000 €
Département des Yvelines	300.000 €
Département de l'Essonne	400.000 €
Département des Hauts-de-Seine	520.000 €
Département de Seine-Saint-Denis	600.000 €
Département du Val-de-Marne	500.000 €
Département du Val-d'Oise	900.000 €

Affecte une autorisation d'engagement de **6.520.000 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 818 « Autres Transports en Commun », programme HP 818-018 « Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées » - action 18101801 «Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions fixées à l'article 1, à compter du 1er janvier 2017 pour les huit Départements de l'Ile de France, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-516	Budget	2017

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**818 - Autres transports en commun**
Programme	**181018 - Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées**
Action	**18101801 - Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées**

Dispositif : N° 00000428 - Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite

Dossier	17011762 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Bénéficiaire	R2305 - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500 000,00 €	TTC	33,33 %	500 000,00 €	

Dossier	17011763 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800 000,00 €	TTC	33,33 %	600 000,00 €	

Dossier	17011764 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200 000,00 €	TTC	33,33 %	400 000,00 €	

Dossier	17011765 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600 000,00 €	TTC	33,33 %	1 200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-516	Budget	2017

Dossier	17011766 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	520 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 560 000,00 €	TTC	33,33 %	520 000,00 €	

Dossier	17011767 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
900 000,00 €	TTC	33,33 %	300 000,00 €	

Dossier	17011768 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE			
Bénéficiaire	R2306 - DEPARTEMENT DU VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	900 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700 000,00 €	TTC	33,33 %	900 000,00 €	

Dossier	17011769 - PARTICIPATION DE LA REGION ILE DE FRANCE AU FINANCEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE PARIS			
Bénéficiaire	R2307 - DEPARTEMENT DE PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 100 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 300 000,00 €	TTC	33,33 %	2 100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000428 - Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	6 520 000,00 €

Total sur l'imputation 938 - 818 - 181018 - 18101801	6 520 000,00 €

Annexe 2 - Edition fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011769

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION ILE DE FRANCE AU FINANCEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	6 300 000,00 €	33,33 %	2 100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 100 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE PARIS
Adresse administrative : 4 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Présidente

N° SIRET : 22750005500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE DE FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE PARIS

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM75 est régi depuis2016 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 16-209 du 15 juin 2016.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 4.200.000 € (TTC) en valeur 2009, soit 4 632 867 € (TTC) aux conditions économiques 2017.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n°2017-150 du 17 mai 2017 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maîtres d'ouvrage du service.

La dotation 2017 est calculée sur une estimation d'un peu plus de 300 000 courses. 2 100 000€ ont déjà été affectés au premier semestre.

Intérêt régional :
Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM75	6 300 000,00	100,00%
Total	6 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
STIF	2 100 000,00	33,33%
Région	2 100 000,00	33,33%
Département	2 100 000,00	33,33%
Total	6 300 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	607 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	4 200 000,00 €
2015	Aide aux centres de planification-contraception-IVG	41 229,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	4 200 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	4 100 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
	Montant total	15 248 229,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011765

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	3 600 000,00 €	33,33 %	1 200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame MAGALI CHARMET, Directrice

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 77 est régi depuis le 2013 par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération

n° CP 13-216 du 4 avril 2013 entre le Département de Seine et Marne, le STIF et la Région.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 2 400 000 € en valeur 2009, soit 2 647 353 € (TTC) aux conditions économiques 2017.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 2017-150 du 17 mai 2017 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2017 est calculée sur une estimation de 135 000 courses. une première affectation " forfaitaire" a été attribuée par le rapport CP2017-50 du 17 mai 2017 pour un montant de 1 050 000 €.

Intérêt régional :
Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	3 600 000,00	100,00%
Total	3 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
STIF	1 200 000,00	33,33%
Région	1 200 000,00	33,33%
Département	1 200 000,00	33,33%
Total	3 600 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	322 975,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Fonds Propreté	361 250,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €
2016	Soutien aux nouveaux services à la mobilité (Inv)	49 500,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 333 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	15 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €
	Montant total	35 935 184,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011767

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	900 000,00 €	33,33 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 78 est régi depuis 2014 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 14-391 du 18 juin 2014.

La convention prévoit un plafond annuel pour la participation de la Région de 2 400 000 € en valeur 2009, soit 2 647 353 € (TTC) aux conditions économiques 2017.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 2017-150 du 17 mai 2017 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2017 est calculée sur une estimation de 70 000 courses. 700 000€ ont déjà été affectés au 1er semestre.

Intérêt régional :
Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	900 000,00	100,00%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
STIF	300 000,00	33,33%
Région	300 000,00	33,33%
Département	300 000,00	33,33%
Total	900 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 190 138,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	17 471 650,30 €
2016	Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 200 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	131 979,44 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	795 394,91 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	653 450,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	7 750 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	405 500,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	700 000,00 €
	Montant total	65 852 593,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011764

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €	33,33 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 91 est régi par une nouvelle convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2017-

123 du 8 mars 2017.

La convention prévoit un montant plafond annuel de 2 400 000 € en valeur 2009 pour la participation de la Région, soit 2 647 353 € (TTC) aux conditions économiques 2017.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 2017-150 du 17 mai 2017 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2017 est calculée sur une estimation d'environ 49 000 courses . Une première affectation de 550 000€ a été voté au 1er semestre.

Intérêt régional :
Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00	100,00%
Total	1 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
STIF	400 000,00	33,33%
Région	400 000,00	33,33%
Département	400 000,00	33,33%
Total	1 200 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	400 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	188 400,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	432 750,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	24 006,00 €
2017	Fonds Propreté	211 500,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 000 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	500 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	18 720,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	23 509 628,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011766

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 560 000,00 €	33,33 %	520 000,00 €
	Montant Total de la subvention		520 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 92 est régi depuis 2013 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 13-508 du 11 juillet 2013.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 1 500 000 € en valeur 2009, soit 1 654 595 € (TTC) aux conditions économiques 2017.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 2017-150 du 17 mai 2017 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2017 est calculée sur une estimation de 38 995 courses. Une première de 400 000e a déjà été versée au 1er semestre.

Intérêt régional :
Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM92	1 560 000,00	100,00%
Total	1 560 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RIF	520 000,00	33,33%
STIF	520 000,00	33,33%
Département des hauts de Seine	520 000,00	33,33%
Total	1 560 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	520 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	9 200,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	500 640,50 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 850 380,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	750 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	35 800,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 434 410,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	3 700 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	400 000,00 €
	Montant total	47 000 705,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011763

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 800 000,00 €	33,33 %	600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		600 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DEFRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 93 est régi depuis le 1er août 2014 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 14-391 du 18 juin 2014 et signée le 04 août 2014 entre le Département de la Seine Saint Denis, le

STIF et la Région.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 1 500 000 € en valeur 2009, soit 1 654 595 € (TTC) aux conditions économiques 2017.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 2017-150 du 17 mai 2017 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2017 est calculée sur une estimation de 55 000 courses. Une première affectation a été attribuée au 1er semestre pour un montant de 550 000€.

Intérêt régional :
Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM93	1 800 000,00	100,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
STIF	600 000,00	33,33%
Région	600 000,00	33,33%
Département	600 000,00	33,33%
Total	1 800 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018		600 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €

2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	915 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 880,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	47 912 400,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011762

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 500 000,00 €	33,33 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94054 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

N° SIRET : 22940028800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

400.000€ en complément d'une première affectation au titre de l'année 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 94 est régi depuis le 2017 par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2017-123 du 8 mars 2017 entre le Département du Val de Marne, le STIF et la Région.

La convention prévoit un plafond annuel pour la participation de la Région de 1 500 000 € en valeur 2009, soit 1 654 595 € (TTC) aux conditions économiques 2017.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 2017-150 du 17 mai 2017 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2017 est calculée sur une estimation de 58 000 courses. une première affectation au premier semestre a attribué 600 000€.

Intérêt régional :
Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM94	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
STIF	500 000,00	33,33%
Région	500 000,00	33,33%
Département	500 000,00	33,33%
Total	1 500 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	95 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	4 951 650,30 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	12 956 555,50 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 157 778,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 261 500,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 567 150,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 800 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	142 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	76 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	530 990,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	450 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 548 361,76 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	-2 217 545,93 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	116 604,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2015	Politique énergie climat	100 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	3 035 865,93 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 090 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	58 900,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	7 401 563,80 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	650 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2017	Programme de résidences d'écrivains (Organismes)	3 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	159 113,17 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
	Montant total	54 248 032,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011768

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 700 000,00 €	33,33 %	900 000,00 €
	Montant Total de la subvention		900 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Arnaud BAZIN, Président

N° SIRET : 22950127500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 95 est régi depuis le 2016 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 16-209 du 15 juin 2016.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 2 400 000 € en valeur 2009, soit 2 647 353 € (TTC) aux conditions économiques 2017.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 2017-150 du 17 mai 2017 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2017 est calculée sur une estimation de 97 381 courses. Une première affectation a déjà été attibuée au 1er semestre pour un montant total de 300 000€.

Intérêt régional :
Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM95	2 700 000,00	100,00%
Total	2 700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
STIF	900 000,00	33,33%
Région	900 000,00	33,33%
Département	900 000,00	33,33%
Total	2 700 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	900 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	8 500 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	675 799,00 €
2014	E-administration	-23 350,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 500 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	5 800 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	48 918,52 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	19 390,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	42 881,18 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	360 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 682 480,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	83 750,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	22 921,22 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	33 482,40 €
2015	Soutien à l'immobilier d'entreprises	973 330,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	110 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	32 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	440 000,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 500 000,00 €
2016	Fonds Propreté	236 150,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	38 591,70 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 473 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	18 200,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	800 000,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	12 300 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 6 OS 9	1 500 000,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	40 959,04 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 600,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	300 000,00 €
	Montant total	43 088 453,06 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-517

DU 22 NOVEMBRE 2017

SCHÉMA DIRECTEUR DES RER
MODERNISATION DES GARES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant formalisant la révision du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet mobilité multimodale ;
VU La délibération n° CP 13-419 du 30 mai 2013 approuvant la convention de financement relative aux études préliminaires et d'Avant-Projet de l'opération « Schéma Directeur du RER D – Modernisation des gares » et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-517 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n° 1: PR 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du schéma directeur du RER D détaillé en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **1 040 550 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	Schéma Directeur du RER D – PRO/REA de la gare Corbeil-Essonnes	Corbeil-Essonnes	**1 040 550 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **1 040 550 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »

Article n° 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	*Date prévisionnelle de démarrage*
17014655	Schéma Directeur du RER D – Gare de Corbeil-Essonnes – PRO/REA	SNCF Réseau	02/01/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

23/11/2017 14:51:51

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

N° 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	R0009789	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17014655 - SCHEMA DIRECTEUR DU RER D - GARE DE CORBEIL-ESSONNES - CONVENTION ETUDES PROJET ET TRAVAUX			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER D - Hors CPRD			
Montant total	1 040 550,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 982 000,00 €	HT	52,5 %	1 040 550,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 040 550,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	1 040 550,00 €

N° 2 : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014655

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR DU RER D - GARE DE CORBEIL-ESSONNES - CONVENTION ETUDES PROJET ET TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 982 000,00 €	52,50 %	1 040 550,00 €
	Montant Total de la subvention		1 040 550,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention travaux relative à l'aménagement de la gare de Corbeil-Essonnes au titre du Schéma Directeur du RER D

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation des abris-filants s'effectue sur le même créneau de travaux relatifs au Schéma Directeur d'Accessibilité. Aussi, les études Projet ont été initiées dès janvier 2017.

Objectifs :
Le Schéma de Principe du RER D, voté au Conseil du STIF du 08 juillet 2009, a été élaboré pour deux horizons : le court terme (SA2014) et le long terme (> 2020). Les différents objectifs consistent à moderniser les infrastructures existantes (modernisation du nœud de Corbeil-Essonnes, travaux de signalisation, aménagement d'infrastructures lourdes, modification des schémas de desserte et renfort d'offre, mesures de gestion des situations perturbées …). Ces opérations contribuent à améliorer la robustesse de la ligne.

En complément, un programme relatif à la modernisation des gares extra-muros du RER D a été initié, pour un montant total de 70M€ (CE2008). L'objectif a consisté à élaborer un programme d'aménagement complémentaire pour l'aménagement des gares de la ligne les plus problématiques. Sur cette base, un

premier travail technique préliminaire mené par SNCF Mobilités en collaboration étroite avec SNCF Réseau, Ile-de-France Mobilités et la Région, a permis d'identifier cinq gares de la ligne D répondant à des problématiques :

- d'accompagnement des projets urbains majeurs ou des projets de maillages aux gares RER D (TZen, …),
- de fonctionnement des gares (désaturation / capacitaire),
- relatives à l'état des installations « lourdes » en gares (quais, abris (bénéfice sur la régularité), passerelles et souterrains,
- relatives à la nécessité de réaliser un site complet et en cohérence (SDA, IMPAQT).

Les gares retenues sont Melun, Villeneuve Saint-Georges, Saint-Denis Stade de France, Maisons-Alfort-Alfortville, Lieusaint-Moissy et Corbeil-Essonnes.

Les études préalables et d'Avant-Projet ont été menées depuis l'été 2013, en lien avec les programmes connexes déjà engagés pour la plupart (SDA, Impaqt, pôles PDU…).

Description :
L'objectif est de réaliser des abris voyageurs supplémentaires d'environ 50 mètres de longueur sur les quais 2, 3 et 4. Les équipements destinés à l'information et au confort des voyageurs seront adaptés à ces nouveaux abris.

Afin d'éviter des contraintes supplémentaires pour les voyageurs, à l'occasion des travaux en cours prévus au titre du Schéma Directeur d'Accessibilité, il est prévu de lancer simultanément la phase réalisation relative aux abris-voyageurs.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des travaux est assurée par SNCF Réseau.

Intérêt régional :
Permettre une meilleure accessibilité aux usagers de la ligne D du RER.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne du RER D.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global des travaux (REA) s'élève à 1 982 000 € financé à 52,5 % par la Région, 22,5 % par l'Etat et 25 % par SNCF Réseau.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER D

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation chantier	63 000,00	3,18%
Génie civil	1 291 000,00	65,14%
Eclairage	57 000,00	2,88%
SNCF Entrepreneur	92 000,00	4,64%
Provision pour risques	174 000,00	8,78%
Frais de maîtrise d'oeuvre	209 000,00	10,54%
Frais de maîtrise d'ouvrage	61 200,00	3,09%
Pilotage chantier/contrôles sécurité et technique	19 400,00	0,98%
communication	15 400,00	0,78%
Total	1 982 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 040 550,00	52,50%
Etat	445 950,00	22,50%
SNCF Réseau	495 500,00	25,00%
Total	1 982 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	700 000,00 €
2019	340 550,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	181 753 220,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	537 669 915,60 €

N° 3 : Convention de financement relatives aux études Projet et travaux d'aménagement de la gare de Corbeil-Essonnes

2017

Schéma Directeur du RER D

Convention de financement

Extension d'abris filants de la gare de Corbeil-Essonnes

Etudes de projet et travaux de la gare de Corbeil-Essonnes

Schéma Directeur du RER D

« Convention relative aux études Projet et travaux de la gare de Corbeil-Essonnes »

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6
Article 1. Objet de la convention 7
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des études projet et travaux de la gare de CORBEIL-ESSONNES 8
2.1. Contexte 8
2.2. Délais de réalisation 8
Article 3. Rôles et engagements des parties 8
3.1. L'Autorité organisatrice 8
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 9
3.3. Les financeurs 9
3.4. Le bénéficiaire 10
Article 4. Modalités de financement et de paiement 10
4.1. Estimation du coût des études de Projet/DCE et des travaux 10
4.2. Coût global des études Projet/DCE et des travaux 10
4.3. Plan de financement 12
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 12
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 15
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 15
Article 5. Modalités de contrôle 15
5.1. Par les financeurs 15
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France 15
5.3. Intervention d'experts 16
Article 6. Gestion des écarts 16
6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention 16
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 16
Article 7. Organisation et suivi de la présente convention 17
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 17
7.2. Comité des financeurs 18
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 19
Article 8. Modification des avant-projets 19
Article 9. Diffusion des documents, confidentialité et communication 20
9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études 20
9.2. Communication institutionnelle des financeurs 20
9.3. Confidentialité 20
Article 10. Bilan de l'opération 22
10.1. Bilan physique et financier 22
10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale 22
Article 11. Dispositions générales 23
11.1. Modification de la convention 23
11.2. Règlement des litiges 23
11.3. Résiliation de la convention 23
11.4. Date d'effet et durée de la convention 24
11.5. Mesures d'ordre 24
Annexes 26

Entre,

En premier lieu,

- L**'État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est au 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU, 93212 La Plaine Saint-Denis Cedex, représenté par Stéphane CHAPIRON, Directeur des Projets Franciliens, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désigné par « **la SNCF** », financeur ou le Maître d'ouvrage,

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement,
Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau,
Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,
Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,
Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités,
Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,
Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020,
Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,
Vu le schéma de principe de l'opération « RER D » approuvé par décision n° 2009/0567 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France 08 juillet 2009,

Vu la convention de financement entre l'Etat et la Région Ile de France relative aux études d'Avant-Projet de l'opération « RER D+ scénario de desserte à l'horizon 2014 », votée en Commission Permanente Régionale n° CP 09-1225 du 17 novembre 2009,

Vu la convention de financement entre la Région Ile de France et le Syndicat des Transports d'Ile-de-France relative aux études préliminaires et d'Avant-Projet de l'opération « Schéma Directeur du RER D – Modernisation des gares » votée en Commission Permanente Régionale n° CP 13-419 du 30 mai 2013 et approuvée par décision n° 2013/174 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 10 juillet 2013,

Vu l'approbation de l'avant-projet relatif aux travaux de la gare de Corbeil-Essonnes et de sa convention de financement par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 03/10/2017.

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de la gare de Corbeil-Essonnes, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne les Etudes PROJET réalisées par le maître d'ouvrage définies dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes PROJET réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Le Schéma de Principe du RER D, voté au Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 08 juillet 2009, a été élaboré pour deux horizons : le court terme (SA2014) et le long terme (> 2020). Les différents objectifs consistent à moderniser les infrastructures existantes (modernisation du nœud de Corbeil-Essonnes, travaux de signalisation, aménagement d'infrastructures lourdes, modification des schémas de desserte et renfort d'offre, mesures de gestion des situations perturbées …). Ces opérations, dont celles dites de « court terme » qui ont été mises en service dès le SA2014 (décembre 2013), ont contribué à améliorer la robustesse de la ligne.
En complément, le Syndicat des Transports d'Ile-de-France a souhaité qu'un programme d'un montant total de 70M€ (aux conditions économiques de janvier 2008) relatif à la modernisation des gares extra-muros du RER D soit financé afin de valoriser sa mise en œuvre. L'objectif consiste à élaborer un programme d'aménagement complémentaire pour l'aménagement des gares de la ligne les plus problématiques.
Sur cette base, un premier travail technique préliminaire mené par SNCF Mobilités en collaboration étroite avec SNCF Réseau, le STIF et la Région Ile-de-France, a permis d'identifier 6 gares de la ligne D répondant à des problématiques :

- d'accompagnement des projets urbains majeurs ou des projets de maillages aux gares RER D (TZen, …),
- de fonctionnement des gares (désaturation / capacitaire),
- relatives à l'état des installations « lourdes » en gares (quais, abris (bénéfice sur la régularité), passerelles et souterrains,
- relatives à la nécessité de réaliser un site complet et en cohérence (SDA, IMPAQT).

Les gares retenues sont :

- Melun,
- Villeneuve Saint-Georges,
- Saint-Denis Stade de France,
- Maisons-Alfort-Alfortville,
- Lieusaint-Moissy,
- Corbeil-Essonnes.

Les études préalables et d'Avant-Projet sont menées depuis l'été 2013, en lien étroit avec les programmes connexes déjà engagés pour la plupart (SDA, Impaqt, pôles PDU…).
La présente convention concerne les études Projet et la phase réalisation de l'extension d'abris filants de la gare de Corbeil-Essonnes.

Elle porte sur le périmètre de maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études Projet/DCE et des travaux concernant l'aménagement de la gare de Corbeil-Essonnes.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet et travaux de l'aménagement de la gare de Corbeil-Essonnes,
- de préciser les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER D - Etudes de projet et travaux de la gare de Corbeil-Essonnes »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES PROJET ET TRAVAUX DE LA GARE DE CORBEIL-ESSONNES

2.1. Contexte

Cette convention concerne les études Projet et les travaux d'aménagement de la gare de Corbeil-Essonnes sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau. Elle porte sur les études Projet et la réalisation d'abris voyageurs supplémentaires d'environ 50 mètres de longueur sur les quais 2, 3 et 4. Les équipements destinés à l'information et au confort des voyageurs seront adaptés à ces nouveaux abris.

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation des études PRO/DCE et des travaux est fixé à 6 mois à compter de la date de validation de la convention par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. La mise en service complète de la gare de Corbeil-Essonnes est donc attendue pour juin 2018.

Conformément au planning présenté dans l'AVP, la fin de la phase d'études PRO est prévue en novembre 2017.

Le planning prévisionnel du projet est joint en annexe 4 à la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, le Syndicat des Transports d'Ile de France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification et engagements du maître d'ouvrage

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût prévisionnel de la présente convention en euros constants aux conditions économiques de référence de juin 2016 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel de la convention fixé en euros constants.

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des éléments d'études PRO et travaux, tels que définis dans l'article 2.1, objet de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 03/10/2017 pour le projet de rénovation de la gare de Corbeil-Essonnes.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Respect du coût d'objectif

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2017 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.

3.2.4. Respect des délais de réalisation

Le maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des opérations, objets de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études PRO/DCE et travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de 1 982 000 € courants conventionnels, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (22,5 %), soit 445 950 € ;
- La Région Ile-de-France (52,5 %), soit 1 040 550 € ;
- SNCF Réseau (25 %), soit 495 500 €.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2, des Etudes de Projet/DCE et des travaux, dans la limite des montants inscrits au plan de financement en euros courants conventionnels tel qu'arrêté à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

3.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études de Projet/DCE et des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux Etudes Projet/DCE et des travaux de l'opération de la présente convention est évalué à :

- **1 945 000 €** aux conditions économiques de janvier 2017

Et

- **1 982 000 €** courants conventionnels

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

Les montants en euros courants conventionnels sont estimés en actualisant les coûts prévus **aux conditions économiques de référence de janvier 2017**, par application des modalités de calculs de l'article 4.2.3.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calculs de l'article 4.4.1.

4.2. Coût global des études Projet/DCE et des travaux

4.2.1. Coût d'objectif du Maître d'ouvrage

Le coût d'objectif du maître d'ouvrage au titre de la présente convention en euros constants aux conditions économiques de janvier 2017 est donné ci-dessous. Le coût en euros courants est donné à titre indicatif selon les modalités de l'article 4.2.3.

MOA	Coûts aux CE 01/2017 € HT	Coûts courants € HT
SNCF Réseau	1 945 000	1 982 000

4.2.2. Coût de réalisation détaillé

Le maître d'ouvrage fournit une estimation de niveau APS en euros constants et courants des différents postes pour toutes les phases, dont le détail figure à titre indicatif en annexe 3.

Au titre du CPER 2015-2020 et de la présente convention, le détail des coûts est le suivant :

Etudes de conception détaillée et travaux			
Maître d'ouvrage	**Opérations**	**Coût en € constants CE 01/17**	**Coût en € courants conventionnels**
SNCF RESEAU	Travaux	1 475 000	1 503 000
	Provision pour Risques	171 000	174 000
	MOE	205 000	209 000
	CT/CSPS/OPC	19 000	19 400
	Frais MOA	8 000	8 200
	Communication	15 000	15 400
	Forfait MOA	52 000	53 000
TOTAL		**1 945 000**	**1 982 000**

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet reste soumise à l'accord de l'ensemble des partenaires en Commission de Suivi de la Convention de Financement et sous réserve de justificatifs (note explicative détaillée,….).

Afin de s'assurer de la cohérence d'ensemble des investissements du projet de la gare de Corbeil-Essonnes, la SNCF opère auprès de l'AO un reporting de l'ensemble de ces dépenses et de l'état d'avancement des opérations structurellement dépendantes dans le planning de la rénovation de la gare. Ils sont présentés dans le cadre des comités prévus à l'article 7 de la présente convention.

4.2.3. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2017.

Pour être comparable au coût d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les études Projet/DCE et travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des études Projet et travaux de la présente convention est établi en euros HT, aux conditions économiques de référence de janvier 2017, comme suit :

Modernisation gare de Corbeil-Essonnes Montant € constant 01/2017 HT et %				
	Etat 22,5 %	**Région 52,5 %**	**SNCF Réseau 25 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Réseau	437 625	1 021 125	486 250	**1 945 000**

En euros courants conventionnels, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Modernisation gare de Corbeil-Essonnes Montant € courants conventionnels HT et %				
	Etat 22,5 %	**Région 52,5 %**	**SNCF Réseau 25 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Réseau	445 950	1 040 550	495 500	**1 982 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

Les appels de fonds seront payés en euros courants dans le respect du montant de la présente convention en euros constants.

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Pour l'Etat et la Région, les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants aux CE 01/2017 par application des derniers indices connus.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses réalisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- un récapitulatif des dépenses comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

c- Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au maître d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions versées par la Région avant versement du solde et à 90 % pour l'Etat avant le versement du solde.
L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.5. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France 75013 Paris Cedex	Service Juridique et des Marchés	Patricia LANGELEZ Patricia.langelez@reseau.sncf.fr TEL : 01 85 57 96 70

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.
Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

5.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global pour le bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.
En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.1, les co-financeurs sont informés lors de la réunion du comité des financeurs. Le bénéficiaire doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage.

En cas de désaccord des financeurs (Etat, Région) et d'Île-de-France Mobilités, les parties se rencontreront afin d'envisager les différents scenarii dans lesquels l'achèvement des Études Projet et des travaux peut être proposé.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des Etudes Projet et travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.
En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.
A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2017 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition (postes CERTU), celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux d'aménagement de la gare de Corbeil-Essonnes devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1.de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.
En conséquence, dès que le maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE ET COMMUNICATION

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention « **Schéma Directeur du RER D - Etudes de projet et travaux de la gare de Corbeil-Essonnes** ».

9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage transmettra, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et à l'AO les résultats d'études et, sur demande des financeurs et d'Île-de-France Mobilités, les études visées à l'article 1 et tout autre document et support d'information nécessaires à Île-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'Autorité Organisatrice.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de Plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et SNCF Réseau
- en dernier : le logo du Syndicat des Transports d'Île-de-France

9.3. Confidentialité

Au sens du présent article, l'expression « Informations Confidentielles» recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés,

modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par la SNCF à Île-de-France Mobilités, à l'Etat et à la Région dont ils auraient connaissance au cours de leurs missions respectives.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle. Les parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2;
- pour permettre à Île-de-France Mobilités d'assurer son rôle d'Autorité organisatrice et de mener à bien ses propres expertises, la SNCF autorise Île-de-France Mobilités à faire appel à des prestataires dans le cadre stricte de leurs missions qui leurs ont été confiées et communiquer à cet effet des Informations Confidentielles. Île-de-France Mobilités s'assurera que ses prestataires s'engagent à signer un accord de confidentialité.
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

10.1. Bilan physique et financier

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par le maître d'ouvrage et figurant dans l'Avant-projet approuvés par Île-de-France Mobilités. Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans l'Avant-projet que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale de l'opération.

Sous le pilotage d'Île-de-France Mobilités, le maître d'ouvrage organise conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, à établir au plus tard dans les cinq années qui suivent la mise en service, comme stipulé au Contrat de Plan État – Région d'Ile-de-France. Le maître d'ouvrage transmettra ce bilan à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.
La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Néanmoins, la présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des articles 5, 9 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- mise en service des projets indiqués à l'article 2 de la Convention,
- paiement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4 de la Convention.

La convention expire au plus tard le 31 décembre 2024.

11.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur des Projets Franciliens	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités), **Laurent PROBST** Directeur Général

Annexes

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds et des dépenses

Annexe 3 : Estimation détaillée

Annexe 4 : Calendrier

Annexe 5 : Plan projet

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Direction des Projets Franciliens, Agence Accessibilité, Direction d'opérations des Lignes D et R

MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE SNCF RESEAU
Société Systra

MAITRISE D'ŒUVRE SNCF RESEAU
Société Egis

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS PAR MOA

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF RESEAU EN K€

M€ HT Courants	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	445 950						445 950
Région	1 040 550						1 040 550

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN K€

M€ HT Courants	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	300 000	145 950				445 950
Région	700 000	340 550				1 040 550

ANNEXE 3
Estimation détaillée (à titre indicatif)

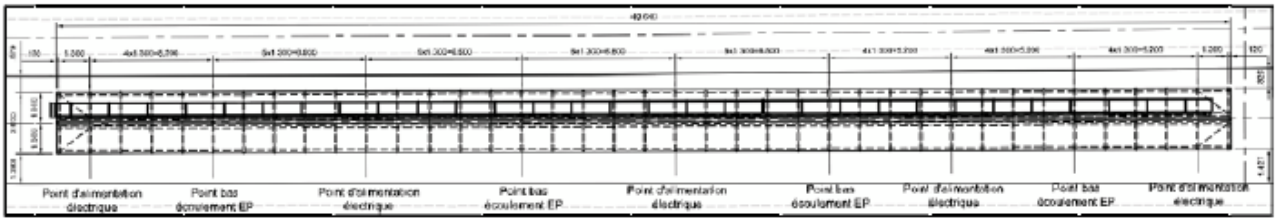
Coût des études de conception détaillée et travaux			
Maître d'ouvrage	**Opérations**	**Coût en € constants CE 01/2017**	**Coût en € courants conventionnels**
SNCF RESEAU	Travaux	1 475 000	1 503 000
	Installations de chantier	*62 000*	*63 000*
	Fondations & VRD	*75 000*	*76 000*
	Charpente métallique et sous-face bois	*427 000*	*435 000*
	Superstructure	*765 000*	*780 000*
	Eclairage	*56 000*	*57 000*
	Ressource SNCF-E	*90 000*	*92 000*
	Provision pour Risques	171 000	174 000
	MOE	205 000	209 000
	CT/CSPS/OPC	19 000	19 400
	Frais MOA	8 000	8 200
	Communication	15 000	15 400
	Forfait MOA	52 000	53 000
	Phase déjà financée (EP/AVP/données)	217 000	221 000
TOTAL		**2 162 000**	**2 203 000**

ANNEXE 4
Calendrier indicatif

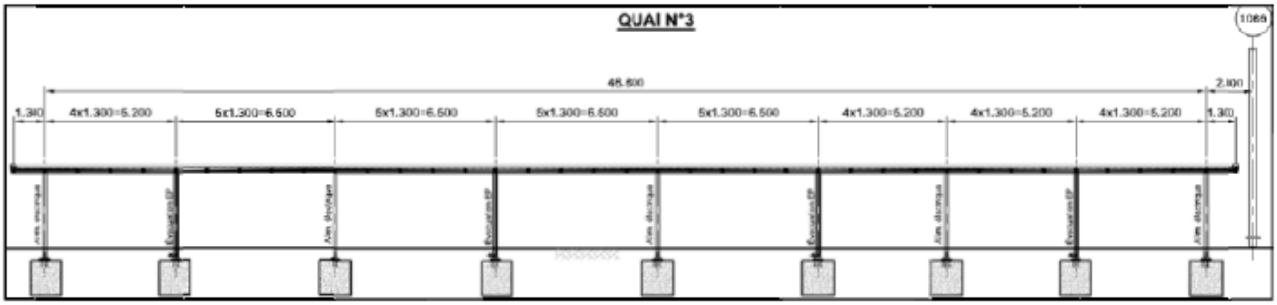
Ce planning est prévisionnel et a été établi en phase AVP (Avant-Projet)

PRO & négociation du marché travaux:	octobre à novembre 2017
Travaux – 12 mois :	décembre 2017 à juin 2018
Réception :	septembre 2018

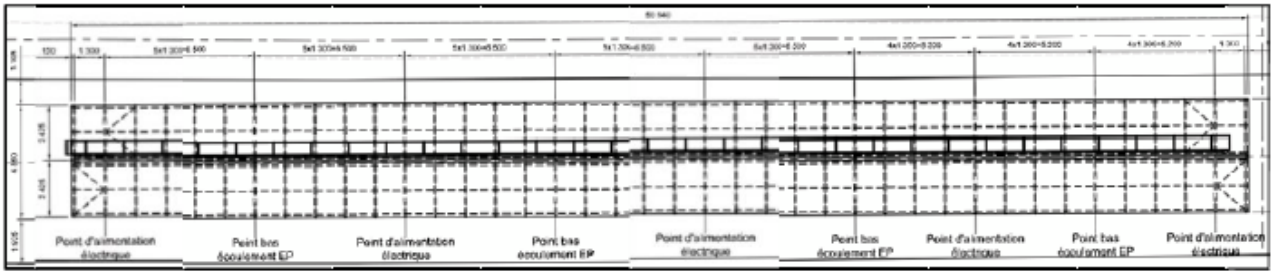
ANNEXE 5
Plan projet



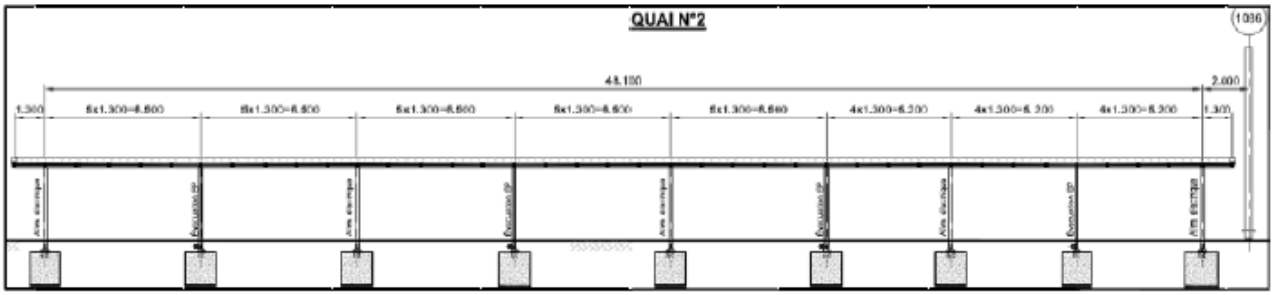
Abris du quai 3 – Vue en plan



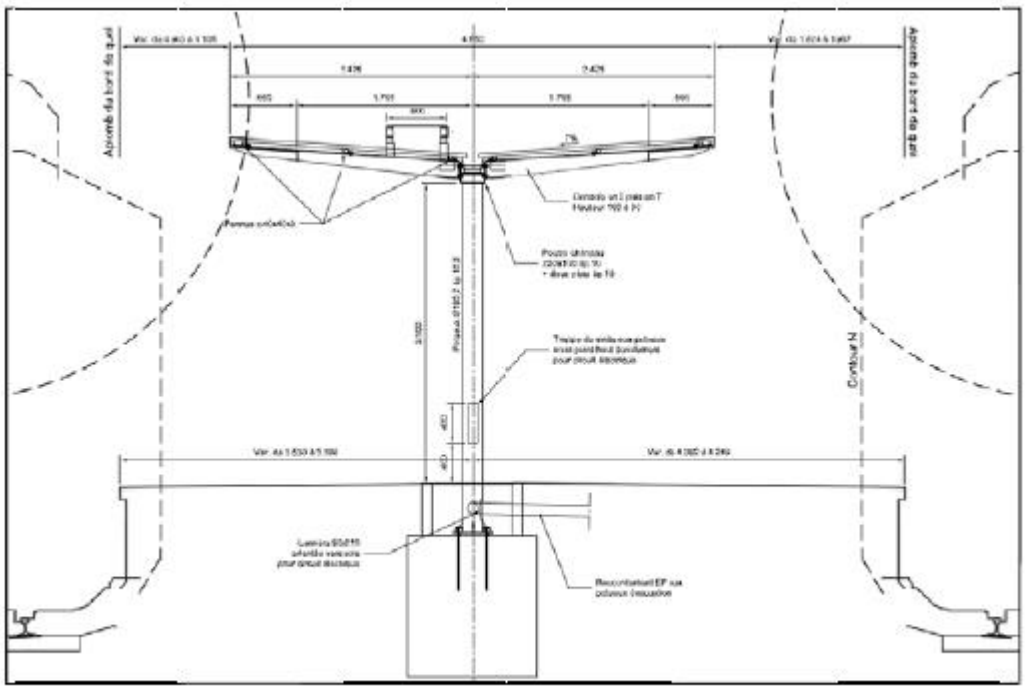
Abris du quai 3 – Coupe longitudinale



Abris du quai 2 (idem quai 4) – Vue en plan



Abris du quai 2 (idem quai 4) – Coupe longitudinale



Abris du quai 2 (idem quai 4) – Coupe transversale

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-526

DU 22 NOVEMBRE 2017

TRIPÔLE - GARES DE LYON, D'AUSTERLITZ ET DE BERCY - SDP - AVP

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris, modifié par le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014, notamment l'alinéa *o)* de l'article 9, étendant les missions de la Société du Grand Paris (SGP) et définissant les conditions dans lesquelles elle peut participer à des projets d'infrastructures de réseaux de transport public de voyageurs, autres que ceux dont elle s'est vu confier la maîtrise d'ouvrage en 2010 ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, modifiée par la délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération CP 09-1219 du 17 novembre 2009 portant sur le plan de déplacements urbains : axes Mobilien et pôles d'échanges Plan « Espoir Banlieues » volet bus
VU La délibération CP 16-319 du 12 juillet 2016 approuvant la convention de financement pour les études d'un schéma de développement de l'intermodalité des gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz et portant affectation d'une autorisation de programme, en son article 3
VU La délibération n° CP 2017-206 sur la convention 100 000 stages avec la RATP
VU Le budget 2017 de la Région Île de France

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-526 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 : PR 812-010 «Grands pôles intermodaux»

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 365 000** €.

Bénéficiaires	**Opérations**	**Localisation**	**Action (481010011)**
STIF	Tripôle Gare de Lyon – gare de Bercy – Gare d'Austerlitz **Financement de la concertation préalable et des schémas de principe**	Paris	**525 000 €**
SNCF Mobilités	Tripôle Gare de Lyon – gare de Bercy – Gare d'Austerlitz **Avant-projet Gare de Lyon – Salle d'échange**	Paris	**262 500 €**
RATP	Tripôle Gare de Lyon – gare de Bercy – Gare d'Austerlitz **Avant-projet Gare de Lyon – Salle d'échange**	Paris	**262 500 €**
STIF	Tripôle Gare de Lyon – gare de Bercy – Gare d'Austerlitz **Mission d'expertise sur l'avant-projet Gare de Lyon – Salle d'échange**	Paris	**26 250 €**
Sous-total Avant-projet Gare de Lyon – Salle d'échanges			*551 250 €*
SNCF Mobilités	Tripôle Gare de Lyon – gare de Bercy – Gare d'Austerlitz **Avant-projet Gare d'Austerlitz – Echanges M5/M10/RERC**	Paris	**157 500 €**
RATP	Tripôle Gare de Lyon – gare de Bercy – Gare d'Austerlitz **Avant-projet Gare d'Austerlitz – Echanges M5/M10/RERC**	Paris	**105 000 €**
STIF	Tripôle Gare de Lyon – gare de Bercy – Gare d'Austerlitz **Mission d'expertise sur l'avant-projet Gare d'Austerlitz – Echanges M5/M10/RERC**	Paris	**26 250 €**
Sous-total avant-projet Gare d'Austerlitz – Echanges M5/M10/RERC			*288 750 €*
		Total Tripôle	**1 365 000 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des trois conventions jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise le président du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 365 000** € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 812 « Gares et autres infrastructures ferroviaires », programme PR 812-010 « Grands pôles intermodaux », action 481010011 « Grands pôles intermodaux », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 114 «Etudes – Acquisitions foncières – premiers travaux éventuels et provisions»

Article n°2 :

Suite à une erreur matérielle, requalifie en autorisation de programme de projet l'autorisation de programme d'un montant de 1 143 200 €, affectée à l'article 2 de la délibération n° CP 09-1219 du 17/11/2009, pour les opérations relatives au pôle d'échanges de la gare de Persan Beaumont dans le Val d'Oise.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

23/11/2017 14:51:51

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-526	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires**
Programme	**481010 - Grands pôles intermodaux**
Action	**481010011 - Grands pôles intermodaux**

Dispositif : N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)

Dossier	17011645 - TRIPOLE - ETUDES CONCERTATION PREALABLE ET SCHEMAS DE PRINCIPE			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	525 000,00 €		Code nature	204163
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	52,5 %	525 000,00 €	

Dossier	17014760 - TRIPOLE - ETUDES D'AVANT PROJET (AVP) Gare de LYON - SALLE D'ECHANGES ET LIAISON RUE (RATP)			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	262 500,00 €		Code nature	204163
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	HT	52,5 %	262 500,00 €	

Dossier	17014761 - TRIPOLE - ETUDES D'AVANT PROJET (AVP) Gare de LYON - SALLE D'ECHANGES ET LIAISON RUE (SNCF M.)			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF MOBILITES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	262 500,00 €		Code nature	204163
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	HT	52,5 %	262 500,00 €	

Dossier	17014824 - TRIPOLE - ETUDES AVANT PROJET SOMMAIRE DE LA GARE D'AUSTERLITZ (RATP)			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	105 000,00 €		Code nature	204163
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	52,5 %	105 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-526	Budget	2017

Dossier	17014825 - TRIPOLE - ETUDES AVANT PROJET SOMMAIRE DE LA GARE D'AUSTERLITZ (SNCF M.)			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF MOBILITES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	157 500,00 €		Code nature	204163
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	HT	52,5 %	157 500,00 €	

Dossier	17015269 - TRIPOLE -AVANT PROJET SOMMAIRE DE LA GARE D'AUSTERLITZ (STIF)			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	26 250,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	52,5 %	26 250,00 €	

Dossier	17015270 - TRIPOLE ETUDES D'AVANT PROJET (AVP) GARE DE LYON - SALLE D'ECHANGES ET LIAISON RUE (STIF)			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	26 250,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	52,5 %	26 250,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 365 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 812 - 481010 - 481010011	1 365 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011645

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRIPOLE - ETUDES CONCERTATION PREALABLE ET SCHEMAS DE PRINCIPE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €	52,50 %	525 000,00 €
	Montant Total de la subvention		525 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-204163-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CPER 2015-2020
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Objet du projet : attribution de subvention pour les études d'intermodalité du Tripôle des gares de Paris-Lyon, Bercy et Austerlitz - Schéma de principe et concertation préalable

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Dans ce cadre et suite à un travail avec l'ensemble des Partenaires, un Schéma Directeur de l'Intermodalité du Tripôle, document de niveau Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP), a été présenté à l'ensemble des Partenaires et approuvé par le Conseil du STIF le 28 juin 2017.

Il a notamment mis en avant la necessité d'avancer sur 3 enjeux : Faire exister le tripôle à l'echelle du piéton, rendre plus lisibles et agréables les liaisons inter-pôles et accompagner le developpement urbain et gérer les interfaces urbaines ville-gares.

Description :
Afin de poursuivre les études sur le Tripôle, il est proposé de financer les études nécessaires au lancement de la concertation préalable et à l'élaboration d'un schéma de principe par gare permettant de définir les périmetres, les financements et travaux nécessaires aux différents items et actions issus des conclusions du Schéma Directeur.

Ces études visent à :
1/ Mettre en œuvre le socle piéton (études + signalétique+ jalonnement…) ;
2/ Implanter des stationnements vélos complémentaires dont consignes Véligo ;
3/ Requalifier le Pont Charles de Gaulle (dont double sens pour les lignes de bus et reprise des têtes de pont) ;

Plus spécifiquement :
Sur la Gare de Lyon :
1/ Reconfigurer le pôle bus existant sur la rue de Bercy ;
2/ Réaménager la salle d'échanges souterraine de la gare en lien avec les nouvelles trémies d'accès ;
3/ Désaturer les quais de la Ligne 14 à l'horizon 2024 en créant notamment de nouvelles circulations verticales ;
4/ Requalifier les espaces publics aux abords de la gare pour améliorer l'accès au pôle d'échanges ;
5/ Reconfigurer les espaces taxis aux abords de la gare de Lyon en reportant la dépose, la reprise et le stockage dans le tunnel Chalon reconfiguré ;

Sur la Gare de Bercy :
1/ Poursuivre les aménagements d'espaces publics de liaison au droit de la gare et particulièrement sur la rue Corbineau (carrefour boulevard de Bercy / rue Corbineau) et vers le parking des quais de Seine ;
2/ Prévoir l'intégration de nouvelles fonctions de transports aux abords de la gare : centre bus, gare cars interurbains ;

Sur la Gare d'Austerlitz :
1/ Créer un pôle bus au droit de la Cour Seine sur le Quai d'Austerlitz et réaménagement du carrefour Valhubert ;
2/ Créer un à deux emplacements dédiés à la régulation des terminus bus (partiels ou non) ;
3/ Réorganiser les échanges à l'intérieur de la Grande Halle voyageurs et les accès permettant l'amélioration de l'intermodalité : accès M5/ M10/ RERC ;

Les études sur Gare de Lyon (salle d'échange et accès) et Gare d'Austerlitz (accès M5/ M10/ RERC) sont plus avancées et des études d'avant-projet et d'avant projet sommaire sont proposés en parallele des schémas de principe, car ne seront pas remis en cause par ces études.

Le délai de réalisation de la concertation et des schémas de principe est estimé à 36 mois.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de la concertation préalable, des schémas de principe, et des demandes d'examen au cas par cas, est le suivant :

Concertation et bilan	2018
Elaboration des Schémas de Principe	2018-2019
Demandes d'examen au cas par cas	2020

Moyens mis en œuvre :

La maîtrise d'ouvrage des études et de la concertation du public est portée par le STIF.

Intérêt régional :
Le projet de réaménagement et de mise en accessibilité sera utile à l'ensemble des voyageurs actuels et futurs du pôle gare, qu'ils soient en situation de transit ou utilisateurs finaux du pôle.

Le projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet de conventions passées avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Cette étude est financé dans le cadre du CPER 2015-2020 selon la répartition suivante :
- Etat 22,5% soit 225 000 €
- Région 52,5% soit 525 000 €
- STIF 25% soit 250 000 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Concertation	150 000,00	15,00%
SdP Gare de Lyon	350 000,00	35,00%
SdP Gare d'Austerlitz	250 000,00	25,00%
SdP Gare de Bercy	250 000,00	25,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region Ile de France	525 000,00	52,50%
Etat	225 000,00	22,50%
STIF	250 000,00	25,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	157 500,00 €
2019	210 000,00 €
2020	157 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site	980 000,00 €

	propre	
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 705 703,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	645 620 270,00 €
2017	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 631 000,00 €
	Montant total	3 072 066 804,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014760

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRIPOLE - ETUDES D'AVANT PROJET (AVP) GARE DE LYON - SALLE D'ECHANGES ET LIAISON RUE (RATP)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	500 000,00 €	52,50 %	262 500,00 €
	Montant Total de la subvention		262 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-204163-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CPER 2015-2020
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Objet du projet : attribution de subvention pour des études d'intermodalité du Tripôle Gares de Paris-Lyon, Bercy et Austerlitz - études relatives à l'élaboration du dossier d'Avant projet (AVP) pour la réorganisation de la salle d'échanges et de ses liaisons avec le niveau rue

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Dans ce cadre et suite à un travail avec l'ensemble des Partenaires, un Schéma Directeur de l'Intermodalité du Tripôle, document du niveau DOCP (Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales), a été présenté à l'ensemble des Partenaires et approuvé par le Conseil du STIF en juin 2017.

Il a notamment mis en avant la nécessité d'avancer sur la réorganisation de la salle d'Echanges et de ses liaisons avec le niveau Rue à Paris Gare de Lyon.

Description :
Les études d'Avant-projet ont pour objet la réalisation:
- d'un dossier d'Avant-Projet Sommaire dit APS, pour la réorganisation de la Salle d'Echanges et de ses accès ;
- d'un dossier d'Avant-Projet Détaillé dit APD, pour la réorganisation de la Salle d'Echanges et de ses accès ;
L'ensemble constituant l'Avant-Projet dit AVP.

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de 9 mois.

Ce calendrier pourra être ajusté en fonction de l'avancée des études menées en parallèle de la présente étude, telles que la désaturation du quai de la ligne 14 (RATP) ou la requalification de la rue de Bercy (Gares et Connexion).

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de l'AVP, sur la base d'une notification au 4ième trimestre 2017, est le suivant :
- Élaboration des études niveau APS, 1er trimestre 2018
- Élaboration des études niveau APD, 2ème et 3ème trimestres 2018

Moyens mis en œuvre :
SNCF Mobilités et RATP sont maîtres d'ouvrage du programme des études d'AVP, chacun dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

Dans ce cadre, la RATP définit le programme fonctionnel des aménagements de la salle d'échanges nécessaires aux horizons 2024 et 2030, et propose des aménagements permettant une meilleure lisibilité et fluidité des flux.

Intérêt régional :
Le projet de réaménagement et de mise en accessibilité sera utile à l'ensemble des voyageurs actuels et futurs du pôle gare, qu'ils soient en situation de transit ou utilisateurs finaux du pôle.

Le projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet de conventions passées avec chacune des structures et détaillant leurs

engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Cette étude d'avant projet est financé dans le cadre du CPER 2015-2020 selon la répartition suivante :

- Etat 22,5% soit 112 500 €
- Région 52,5% soit 262 500 €
- RATP 25% soit 125 000 €

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude APS	175 000,00	35,00%
Etude APD	325 000,00	65,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	262 500,00	52,50%
Etat	112 500,00	22,50%
RATP	125 000,00	25,00%
Total	500 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	78 750,00 €
2020	105 000,00 €
2021	78 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €

2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	93 455 479,26 €
	Montant total	559 014 177,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014761

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRIPOLE - ETUDES D'AVANT PROJET (AVP) GARE DE LYON - SALLE D'ECHANGES ET LIAISON RUE (SNCF M.)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	500 000,00 €	52,50 %	262 500,00 €
	Montant Total de la subvention		262 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-204163-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Séverine LEPERE, DIRECTRICE D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CPER 2015-2020
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Objet du projet : attribution de subvention pour des études d'intermodalité du Tripôle Gares de Paris-Lyon, Bercy et Austerlitz - études relatives à l'élaboration du dossier d'Avant projet (AVP) pour la réorganisation de la salle d'échanges et de ses liaisons avec le niveau rue

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Dans ce cadre et suite à un travail avec l'ensemble des Partenaires, un Schéma Directeur de l'Intermodalité du Tripôle, document de niveau DOCP (Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales), a été présenté à l'ensemble des Partenaires et approuvé par le Conseil du STIF en juin 2017.

Il a notamment mis en avant la necessité d'avancer sur la réorganisation de la salle d'Echanges et de ses liaisons avec le niveau Rue à Paris Gare de Lyon.

Description :
Les études d'Avant-projet ont pour objet la réalisation:
- d'un dossier d'Avant-Projet Sommaire dit APS, pour la réorganisation de la Salle d'Echanges et de ses accès ;
- d'un dossier d'Avant-Projet Détaillé dit APD, pour la réorganisation de la Salle d'Echanges et de ses accès ;
L'ensemble constituant l'Avant-Projet dit AVP.

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de 9 mois.

Ce calendrier pourra être ajusté en fonction de l'avancée des études menées en parallèle de la présente étude, telles que la désaturation du quai de la ligne 14 (RATP) ou la requalification de la rue de Bercy (Gares et Connexion).

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de l'AVP, sur la base d'une notification au 4ième trimestre 2017, est le suivant :
- Élaboration des études niveau APS, 1er trimestre 2018
- Élaboration des études niveau APD, 2ème et 3ème trimestres 2018

Moyens mis en œuvre :
SNCF Mobilités et RATP sont maîtres d'ouvrage du programme des études d'AVP, chacun dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

Dans ce cadre, SNCF Mobilités propose des aménagements (liaisons verticales) compatibles avec l'exploitation de la salle d'échanges.

Intérêt régional :
Le projet de réaménagement et de mise en accessibilité sera utile à l'ensemble des voyageurs actuels et futurs du pôle gare, qu'ils soient en situation de transit ou utilisateurs finaux du pôle.

Le projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet de conventions passées avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Cette étude d'avant projet est financé dans le cadre du CPER 2015-2020 selon la répartition suivante :

- Etat 22,5% soit 112 500 €
- Région 52,5% soit 262 500 €
- SNCF Mobilités 25% soit 125 000 €

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes APS	175 000,00	35,00%
Etudes APD	325 000,00	65,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	262 500,00	52,50%
Etat	112 500,00	22,50%
SNCF	125 000,00	25,00%
Total	500 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	78 750,00 €
2020	105 000,00 €
2021	78 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €

2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	47 725 000,00 €
	Montant total	209 893 421,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014824

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRIPOLE - ETUDES AVANT PROJET SOMMAIRE DE LA GARE D'AUSTERLITZ (RATP)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €	52,50 %	105 000,00 €
	Montant Total de la subvention		105 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-204163-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CPER 2015-2020
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Objet du projet : attribution de subvention pour des études relatives à l'élaboration des dossiers d'Avant-projet sommaire (APS) de la Gare d'Austerlitz

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Dans ce cadre et suite à un travail avec l'ensemble des Partenaires, un Schéma Directeur de

l'Intermodalité du Tripôle, document de niveau DOCP (Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales), a été présenté à l'ensemble des Partenaires et approuvé par le Conseil du STIF en juin 2017.

Il a notamment mis en avant la nécessité d'avancer sur la réorganisation de l'intermodalité dans la gare d'Austerlitz avec le métro lignes 5 et 10 et le RER C.

Description :
Dans ce cadre, les études d'Avant-Projet Sommaire (APS) ont vocation à approfondir les éléments suivants :
- Les caractéristiques principales du Projet : solutions techniques retenues pour améliorer les flux voyageurs entre les différents modes ferrés transitant par la gare d'Austerlitz : métro ligne 5 et 10, RER C et les trains arrivant en gare de surface ; ainsi que l'insertion de ce hub de transport dans le tissu urbain environnant.
- Une évaluation provisoire des coûts d'investissement, du calendrier de réalisation, des impacts et de l'intérêt socio-économique.

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de 12 mois, de janvier 2018 à décembre 2018

Moyens mis en œuvre :
SNCF Mobilités et RATP sont maîtres d'ouvrage du programme des études d'AVP, chacun dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

Intérêt régional :
Le projet pour le Tripôle sera utile à l'ensemble des voyageurs actuels et futurs du pôle gare, qu'ils soient en situation de transit ou utilisateurs finaux du pôle.

Le projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet de conventions passées avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Cette étude est financée dans le cadre du CPER 2015-2020 selon la répartition suivante :

- Etat 22,5% soit 45 000 €
- Région 52,5% soit 105 000 €
- RATP 25% soit 50 000 €

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'études externalisées	130 000,00	65,00%
Frais études menées en propre	70 000,00	35,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	105 000,00	52,50%
Etat	45 000,00	22,50%
RATP	50 000,00	25,00%
Total	200 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €
2019	30 000,00 €
2020	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	93 455 479,26 €
	Montant total	559 014 177,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014825

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRIPOLE - ETUDES AVANT PROJET SOMMAIRE DE LA GARE D'AUSTERLITZ (SNCF M.)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	300 000,00 €	52,50 %	157 500,00 €
	Montant Total de la subvention		157 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-204163-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Séverine LEPERE, DIRECTRICE D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CPER 2015-2020
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Objet du projet : attribution de subvention pour des études relatives à l'élaboration des dossiers d'Avant-projet sommaire (APS) de la Gare d'Austerlitz

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Dans ce cadre et suite à un travail avec l'ensemble des Partenaires, un Schéma Directeur de

l'Intermodalité du Tripôle, document de niveau DOCP (Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales), a été présenté à l'ensemble des Partenaires et approuvé par le Conseil du STIF en juin 2017.

Il a notamment mis en avant la necessité d'avancer sur la réorganisation de l'intermodalité dans la gare d'Austerlitz avec les métros 5 et 10 et le RER C.

Description :
Dans ce cadre, les études d'Avant-Projet Sommaire (APS) ont vocation à approfondir les éléments suivants :
- Les caractéristiques principales du Projet : solutions techniques retenues pour améliorer les flux voyageurs entre les différents modes ferrés transitant par la gare d'Austerlitz : métro ligne 5 et 10, RER C et les trains arrivant en gare de surface ; ainsi que l'insertion de ce hub de transport dans le tissu urbain environnant.
- Une évaluation provisoire des coûts d'investissement, du calendrier de réalisation, des impacts et de l'intérêt socio-économique.

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de 12 mois, de janvier 2018 à décembre 2018.

Moyens mis en œuvre :
SNCF Mobilités et la RATP sont maîtres d'ouvrage du programme des études d'AVP, chacun dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

Intérêt régional :
Le projet pour le Tripôle sera utile à l'ensemble des voyageurs actuels et futurs du pôle gare, qu'ils soient en situation de transit ou utilisateurs finaux du pôle.

Le projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet de conventions passées avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Cette étude est financé dans le cadre du CPER 2015-2020 selon la répartition suivante :
- Etat 22,5% soit 67 500 €
- Région 52,5% soit 157 500 €
- SNCF 25% soit 75 000 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'études externalisées	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	157 500,00	52,50%
Etat	67 500,00	22,50%
SNCF	75 000,00	25,00%
Total	300 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 500,00 €
2019	50 000,00 €
2020	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	47 725 000,00 €
	Montant total	209 893 421,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015269

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRIPOLE -AVANT PROJET SOMMAIRE DE LA GARE D'AUSTERLITZ (STIF)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	50 000,00 €	52,50 %	26 250,00 €
	Montant Total de la subvention		26 250,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041733-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CPER 2015-2020
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Objet du projet : attribution de subvention pour une expertise dans le cadre des études d'Avant-projet sommaire de la Gare d'Austerlitz

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Dans ce cadre et suite à un travail avec l'ensemble des Partenaires, un Schéma Directeur de l'Intermodalité du Tripôle, document de niveau DOCP (Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques

Principales), a été présenté à l'ensemble des Partenaires et approuvé par le Conseil du STIF en juin 2017.

Il a notamment mis en avant la necessité d'avancer sur la réorganisation de l'intermodalité dans la gare d'Austerlitz avec les métros 5 et 10 et le RER C.

Description :
Les études d'Avant-Projet Sommaire (APS) menées par la RATP et la SNCF ont vocation à approfondir les éléments suivants :
- Les caractéristiques principales du Projet : solutions techniques retenues pour améliorer les flux voyageurs entre les différents modes ferrés transitant par la gare d'Austerlitz : métro ligne 5 et 10, RER C et les trains arrivant en gare de surface ; ainsi que l'insertion de ce hub de transport dans le tissu urbain environnant.
- Une évaluation provisoire des coûts d'investissement, du calendrier de réalisation, des impacts et de l'intérêt socio-économique.

Dans ce cadre et en fonction du résultat de ces études d'APS, selon leur niveau de détail et de justification, Ile-de-France Mobilités fera appel à une ingénierie indépendante pour une mission d'expertise externe permettant d'affiner l'analyse des dossiers remis.

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de 12 mois, de janvier 2018 à décembre 2018.

Moyens mis en œuvre :
Le STIF est maître d'ouvrage de la mission d'expertise externe.

Intérêt régional :
Le projet pour le Tripôle sera utile à l'ensemble des voyageurs actuels et futurs du pôle gare, qu'ils soient en situation de transit ou utilisateurs finaux du pôle.

Le projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet de conventions passées avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Cette étude est financée dans le cadre du CPER 2015-2020 selon la répartition suivante :
- Etat 22,5% soit 11 250 €
- Région 52,5% soit 26 250 €
- ILE DE FRANCE MOBILITES 25% soit 12 500 €

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes d'expertise externe	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	26 250,00	52,50%
ETAT	11 250,00	22,50%
ILE DE FRANCE MOBILITES	12 500,00	25,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €

2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 705 703,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	645 620 270,00 €
2017	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 631 000,00 €
	Montant total	3 072 066 804,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015270

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRIPOLE ETUDES D'AVANT PROJET (AVP) GARE DE LYON - SALLE D'ECHANGES ET LIAISON RUE (STIF)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	50 000,00 €	52,50 %	26 250,00 €
	Montant Total de la subvention		26 250,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041733-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CPER 2015-2020
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Objet du projet : attribution de subvention pour une étude d'expertise dans le cadre des études d'AVP gare de Lyon

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Dans ce cadre et suite à un travail avec l'ensemble des Partenaires, un Schéma Directeur de

l'Intermodalité du Tripôle, document de niveau DOCP (Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales), a été présenté à l'ensemble des Partenaires et approuvé par le Conseil du STIF en juin 2017.

Il a notamment mis en avant la necessité d'avancer sur la réorganisation de l'intermodalité dans la gare d'Austerlitz avec les métros 5 et 10 et le RER C.

Description :
Les études d'Avant-projet ont pour objet la réalisation:
- d'un dossier d'Avant-Projet Sommaire dit APS, pour la réorganisation de la Salle d'Echanges et de ses accès ;
- d'un dossier d'Avant-Projet Détaillé dit APD, pour la réorganisation de la Salle d'Echanges et de ses accès ;
L'ensemble constituant l'Avant-Projet dit AVP.

Dans ce cadre et en fonction du résultat de ces études d'APS, selon leur niveau de détail et de justification, Ile-de-France Mobilités fera appel à une ingénierie indépendante pour une mission d'expertise externe permettant d'affiner l'analyse des dossiers remis.

Moyens mis en œuvre :
Le STIF est maître d'ouvrage de la mission d'expertise externe.

Intérêt régional :
Le projet pour le Tripôle sera utile à l'ensemble des voyageurs actuels et futurs du pôle gare, qu'ils soient en situation de transit ou utilisateurs finaux du pôle.

Le projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet de conventions passées avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Cette étude est financée dans le cadre du CPER 2015-2020 selon la répartition suivante :
- Etat 22,5% soit 11 250 €
- Région 52,5% soit 26 250 €
- ILE DE FRANCE MOBILITES 25% soit 12 500 €

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes d'expertise externe	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	26 250,00	52,50%
ETAT	11 250,00	22,50%
ILE DE FRANCE MOBILITES	12 500,00	25,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	7 875,00 €
2020	10 500,00 €
2021	7 875,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €

2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 705 703,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	645 620 270,00 €
2017	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 631 000,00 €
	Montant total	3 072 066 804,14 €

ANNEXE 3 : CONVENTIONS

TRIPÔLE
Gare de Lyon - Gare de Bercy - Gare d'Austerlitz

Convention de financement

Octobre 2017

Sommaire

Sommaire **3**
CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION **7**
Définitions 7
Préambule 7
Objectifs du projet 8
Article 1. Objet de la convention **9**
1.1. Rappel des études 9
1.2. Définition et contenu de l'opération 10
1.2.1. La concertation préalable 10
1.2.2. Les Schémas de Principe 11
1.2.3. Prestations complémentaires 11
1.3. Calendrier prévisionnel de réalisation des études 12
Article 2. Rôle et engagements des parties **12**
2.1. L'autorité organisatrice des transports 12
2.2. La maîtrise d'ouvrage 12
2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 12
2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes 12
2.3. Les financeurs 13
2.3.1. Identification 13
2.3.2. Engagements 13
Article 3. Modalités de financement et de paiement **13**
3.1. Estimation du coût des études 13
3.2. Coûts détaillés 15
3.3. Plan de financement 15
3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État et la Région 16
3.4.1. Versement d'acomptes 16
3.4.2. Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat 16
3.4.3. Demande de versement des acomptes auprès de la Région 17
3.5. Le plafonnement des acomptes 17
3.6. Versement du solde 17
3.7. Modalités de paiement 17
3.8. Bénéficiaire et domiciliation 18
3.9. Caducité des subventions 18
3.9.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région 18
3.9.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement 19
3.10. Comptabilité de l'opération 19
Article 4. Modalités d'audit et de contrôle par les financeurs **20**
Article 5. Gestion des écarts **20**
Article 6. Pilotage et suivi de l'opération **21**

6.1. Comité technique (COTECH) 21
6.2. Commission de Suivi (COSU) 21
6.3. Suivi de la communication institutionnelle 22
6.4. Réunions de travail 22
Article 7. Propriété, communication et diffusion des études 22
Article 8. Dispositions générales 23
8.1. Modification 23
8.2. Règlement des litiges 23
8.3. Résiliation de la convention 23
8.4. Date d'effet de la convention 24
8.5. Mesures d'ordre 24
ANNEXES 26
ANNEXE 1 27
ANNEXE 2 28
ANNEXE 3 29
ANNEXE 4 30
ANNEXE 5 31

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par délibération n°…….. de la Commission Permanente en date du …….. du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés « **les financeurs** » (hors financement par le maître d'ouvrage).

En deuxième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile-de-France**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016-302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné « **Ile-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le bénéficiaire »**. Depuis le 1er juillet 2017, Ile-de-France Mobilités est le nom d'usage du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Ci-après collectivement désignés « **les parties** »,

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation,

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma directeur de la région Ile-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015,

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013,

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n°2017/xxx et ses annexes du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France en date du 28 juin 2017 approuvant le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP),

Vu la délibération n° CR 01-16… du Conseil régional d'Ile-de-France du 14 décembre 2016 approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du 22 novembre 2017 du Conseil régional,

Vu la délibération n°……. du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du xx décembre 2017,

Il est précisé et convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1.1 et en Annexe 5.

« **Résultats des études** » : désigne le bilan de la concertation et les Schémas de principe réalisés par le maître d'ouvrage, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexe 5 et qui seront présentés au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

« **Demande d'examen au cas par cas** » : désigne une demande d'examen préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale, dont l'examen est soumis à l'autorité environnementale. Celle-ci doit être complétée et transmise par le maitre d'ouvrage. Les projets soumis à la procédure de "cas par cas" sont spécifiés dans l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

Préambule

Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Conscient de son importance et de son fort potentiel, le Ministère de la Transition écologique et solidaire a inscrit le Tripôle comme l'un des sujets prioritaires dans son rapport « Pour un schéma national de la mobilité durable » du 27 juin 2013, résultant de la commission Mobilité 21 d'octobre 2012.

Parmi ses recommandations, le Ministère « invite instamment à examiner les possibilités d'améliorer l'organisation, les méthodes et les principes applicables aux travaux et à l'exploitation **en ligne et en gare** » à l'échelle du Tripôle.

La commission Mobilité 21 rappelle que « le nœud ferroviaire du secteur Paris-Lyon et Paris-Bercy souffre de multiples contraintes. Son **rôle essentiel dans les circulations régionales, nationales et européennes** appelle à une **action d'envergure** pour améliorer la capacité d'accueil et les conditions d'exploitation. » Aussi « le projet qui devra tenir compte des exigences liées à une insertion réussie en milieu fortement urbanisé vise à réaliser divers travaux de capacité, de sécurité et de signalisation qui serviront une meilleure performance des liaisons ferroviaires sur le secteur. La commission estime qu'il convient d'engager les travaux dans les meilleurs délais, et **classe le projet en premières priorités**. »

Par ailleurs, le Tripôle a été inscrit au Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) (approuvé au Conseil régional du 19 juin 2014) **en tant que grand pôle multimodal de correspondance**.

Objectifs du projet

Les études, objet de la présente convention de financement, portent sur la Gare de Lyon d'une part, la Gare de Bercy d'autre part, la Gare d'Austerlitz enfin.

3 enjeux :

- Faire exister le Tripôle à l'échelle du piéton
- Rendre plus lisibles et agréables les liaisons inter-pôles
- Accompagner le développement urbain et gérer les interfaces urbaines ville-gares

4 aménagements modaux structurants :

- Le socle piéton
- Le réseau cyclable
- Un réseau bus structurant
- L'optimisation des fonctions support des gares

Des variantes d'aménagement sur la rue Van, Gogh et l'usage des tunnels.

En tout ce sont 101 actions dont 53 font l'objet d'une fiche descriptive actualisée

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir les **modalités de la participation** de l'État, de la Région Ile-de-France, et d'**Ile-de-France Mobilités** (nom d'usage du Syndicat des Transports d'Ile-de-France) au financement de la concertation préalable, des études des Schémas de principe relatives au Tripôle.
- de préciser le **contenu des prestations** nécessaires à la constitution :
  - de la Concertation Préalable ;
  - des Schémas de Principe ;
  - des demandes d'examen au cas par cas;
- de préciser les **livrables** remis aux financeurs à chacune des étapes ;
- de préciser la **gouvernance du projet** à chaque étape dans le respect du calendrier général des projets.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Tripôle gare de Lyon - gare de Bercy – gare d'Austerlitz : Concertation, schémas de principe»

1.1. Rappel des études

Le conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France a approuvé, le 28 juin 2017, le Schéma Directeur d'intermodalité, ce document ayant valeur de Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP), dont les objectifs sont les suivants :

Faire exister le Tripôle à l'échelle du piéton

Rendre plus lisibles et agréables les liaisons inter-pôles

Accompagner le développement urbain et gérer les interfaces urbaines ville-gares

Eléments de programme prévisionnels

A l'échelle du Tripôle :

1/ Mettre en œuvre le socle piéton (études + signalétique+ jalonnement…) ;

2/ Implanter des stationnements vélos complémentaires dont consignes Véligo ;

3/ Requalifier le Pont Charles de Gaulle (dont double sens pour les lignes de bus et reprise des têtes de pont) ;

Sur la Gare de Lyon :

1/ Reconfigurer le pôle bus existant sur la rue de Bercy ;

2/ Réaménager la salle d'échanges souterraine de la gare en lien avec les nouvelles trémies d'accès ;

3/ Désaturer les quais de la Ligne 14 à l'horizon 2024 en créant notamment de nouvelles circulations verticales ;

4/ Requalification des espaces publics aux abords de la gare pour améliorer l'accès au pôle d'échanges ;

5/ Reconfigurer les espaces taxis aux abords de la gare de Lyon en reportant la dépose, la reprise et le stockage dans le tunnel Chalon reconfiguré ;

Sur la Gare de Bercy :

1/ Poursuivre les aménagements d'espaces publics de liaison au droit de la gare et particulièrement sur la rue Corbineau (carrefour boulevard de Bercy / rue Corbineau) et vers le parking des quais de Seine ;

2/ Prévoir l'intégration de nouvelles fonctions de transports aux abords de la gare : centre bus, gare cars interurbains ;

Sur la Gare d'Austerlitz :

1/ Créer un pôle bus au droit de la Cour Seine sur le Quai d'Austerlitz et réaménagement du carrefour Valhubert ;

2/ Créer un à deux emplacements dédiés à la régulation des terminus bus (partiels ou non) ;

3/ Réorganiser les échanges à l'intérieur de la Grande Halle voyageurs et les accès permettant l'amélioration de l'intermodalité : accès M5/ M10/ RERC ;

1.2. Définition et contenu de l'opération

L'opération porte sur :

- l'organisation, la conduite de la concertation préalable et la formulation du bilan;
- l'élaboration de trois Schémas de Principe (soit un par gare);
- l'élaboration de demandes d'examen au cas par cas ;
- des prestations complémentaires éventuelles à chacune de ces étapes.

L'annexe 5 de la présente convention détaille les éléments constitutifs.

1.2.1. La concertation préalable

La concertation porte sur les objectifs du DOCP approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France ainsi que sur les variantes retenues pour la rue Van Gogh.

La concertation pourra comporter :

- une **publicité préalable** dans les médias (presse, web,...) ou via des supports imprimés (affiches, flyers...) pour informer le public de l'objet de la concertation et des modalités de son déroulement,
- une ou plusieurs **exposition(s) d'informations générales** en gare ou sur l'espace public, présentant des panneaux d'information,
- la présence, **de registres** à disposition du public,
- la mise en ligne d'un **site web** informant sur le projet et les modalités de la concertation, avec la possibilité pour les internautes de laisser leurs avis et/ou de poser leurs questions via un formulaire ou une adresse de contact,
- l'envoi et/ou la mise à disposition de **supports imprimés (dépliants) d'information**, avec un "coupon T" permettant aux publics d'envoyer leurs remarques gratuitement par courrier,
- la tenue de rencontres (avec les voyageurs, les acteurs locaux...), d'ateliers...

- tout autre dispositif adapté au contexte local et permettant de nourrir la concertation.

Ces modalités sont établies en lien étroit avec la Ville de Paris (mairie centrale et mairies du XIIème et XIIIème arrondissements) et les opérateurs par Ile-de-France Mobilités et soumises aux financeurs avant le lancement de la concertation.

A l'issue de la concertation préalable, Ile-de-France Mobilités tire le bilan de la concertation.

1.2.2. Les Schémas de Principe

Les Schémas de Principe permettent de confirmer l'opportunité du projet, de formaliser le programme et les modalités d'insertion du projet.

Ils sont élaborés sur la base du DOCP approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France, et il tient compte des enseignements de la concertation préalable.

Le contenu des Schémas de Principe devra contenir les éléments suivants :

- l'historique du projet ;
- la description des secteurs concernés par les études ;
- la définition des objectifs et des programmes ;
- la **description du projet** : mise en compatibilité avec le SDRIF, insertion des projets et de leurs variantes dans l'environnement urbain, en précisant le positionnement des différentes fonctionnalités, les caractéristiques des projets de développement économique et urbain en interface et l'incidence du projet sur l'environnement.
- la justification du choix du réaménagement des pôles existants et de la définition des solutions techniques,
- **les impacts** des projets au regard de la situation initiale ;
- le management et calendrier des projets ;
- **l'économie des projets** : estimation des coûts de l'infrastructure, du matériel roulant et de l'exploitation ;
- **l'intérêt socio-économique** du projet : prévision de trafic et report modal.

Le contenu des Schémas de Principe est précisé dans l'article R1241-31 du code des transports et par la délibération n°2011/631 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France, prise dans sa séance du 6 juillet 2011. La partie relative au contenu des schémas de principe est jointe en annexe 5.

Par ailleurs, une demande d'examen au cas par cas sera présentée pour chacune des trois gares du projet Tripôle auprès de l'autorité environnementale.

1.2.3. Prestations complémentaires

Dans le cadre de la production des études techniques nécessaires à l'établissement des schémas de principe ou des demandes d'examen au cas par cas, Ile-de-France Mobilités pourra faire appel si nécessaire à des prestations portant sur :

- l'acceptabilité des solutions proposées pour le projet du pôle sur les ouvrages existants propriété de SNCF Réseau, de SNCF Mobilités, de la RATP, de la Ville de Paris, notamment au regard de leur impact temporaire et/ou définitif sur leur exploitation ;
- l'estimation des coûts des projets établie par le bureau d'étude mandaté par Ile-de-France Mobilités;
- certaines propositions techniques du bureau d'études mandaté par Ile-de-France Mobilités ;
- des variantes ou options de programme ou d'aménagement.

Ces éléments seront soumis à l'accord de la collectivité et des financeurs.

1.3. Calendrier prévisionnel de réalisation des études

Le délai de réalisation des études est fixé à 36 mois. Il convient en outre d'ajouter un délai de précaution supplémentaire de 12 mois soit un délai de réalisation de **48 mois** à compter du passage de la convention de financement au Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de la concertation préalable, des schémas de principe, et des demandes d'examen au cas par cas, est le suivant (détail en annexe 4) :

Concertation et bilan	2018
Elaboration des Schémas de Principe	2018-2019
Demandes d'examen au cas par cas	2020

Article 2. Rôle et engagements des parties

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Ile-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinées au transport public de voyageurs.

2.2. La maîtrise d'ouvrage

Le pilotage des études nécessaires à la préparation de la concertation préalable, à l'élaboration des Schémas de Principe et des demandes d'examen au cas par cas, sera assuré par Ile-de-France Mobilités.

La concertation préalable ainsi que l'élaboration des demandes d'examen au cas par cas du projet transport en lien avec les projets urbains selon des modalités à définir seront pilotées par Ile-de-France Mobilités.

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

Ile-de-France Mobilités est maître d'ouvrage du programme d'études décrit à l'article 1.2 de la présente convention.

Ile-de-France Mobilités est notamment responsable de la conduite des études qui font l'objet de la présente convention, dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

L'Etat et la Région en seront tenus informés par transmission de la convention dès sa signature.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes

Le maître d'ouvrage réalisera les études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des ~~projets connexes au Tripôle : SNCF Mobilités, SNCF Réseau, Ratp, Ville de Paris.~~

En tant que pilote des études du Tripôle, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, Ile-de-France Mobilités doit :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, Ile-de-France Mobilités se charge de :

- rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des projets connexes au Tripôle ;
- formaliser et susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 6 de la présente convention).

La ville de Paris sera étroitement associée à l'ensemble des études et procédures.

L'organisation et la répartition des maîtrises d'ouvrage devront être définies à l'issue des études de Schéma de Principe préalablement à l'engagement des Avant-Projets dans le cadre d'autres conventions.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement de la concertation préalable, des études de Schémas de principe et des demandes d'examen au cas par cas du Tripôle, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat
- La Région Ile-de-France
- Le maître d'ouvrage, Ile-de-France Mobilités

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP) / autorisations d'engagement (AE) nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 3.

Article 3. Modalités de financement et de paiement

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **1 000 000 € HT en euros courants**, non actualisables et non révisables.

3.2. Coûts détaillés

Les coûts pris en charge par le maître d'ouvrage sont établis en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Tripôle : gare de Lyon - gare de Bercy – gare d'Austerlitz	
Maîtrise d'ouvrage Ile-de-France Mobilités	Coûts € HT
1. Concertation préalable	150 000 €
2. Schémas de principe (incluant des demandes d'examen au cas par cas) Dont (à titre indicatif) Schéma de principe Gare de Lyon Schéma de principe Gare de Bercy Schéma de principe Gare d'Austerlitz	850 000 € 350 000 € 250 000 € 250 000 €
TOTAL en € courants	1 000 000€

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express des financeurs.

3.3. Plan de financement

Le financement des études du Tripôle est inscrit dans le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 et bénéficie ainsi de financement de l'Etat et de la Région dans le cadre des études selon la répartition suivante :

- une participation de **25% minimum** du **maître d'ouvrage du projet**, tous périmètres confondus.
- Une participation de **75 % maximum** des **collectivités** (Etat, Région, Département, collectivités et établissements publics).

Le plan de financement des études de la présente convention est établi en euros courants et HT, non révisables et non actualisables.

	Tripôle gare de Lyon - gare de Bercy – gare d'Austerlitz : Concertation, Schémas de principe			
Financeurs [2]	CPER 2015-2020		Ile-de-France Mobilités (MOA)	Total
	Etat	Région		
	75%		25%	100%
	30%	70%		
	225 000 €	525 000 €	250 000 €	1 000 000 €

[2] Clés de financement du CPER 2015-2020 pour les "pôles", dont 50% "tiers" incluant 25% pour le maître d'ouvrage

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État et la Région

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par Ile-de-France Mobilités, maître d'ouvrage.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage. L'annexe 4 indique l'échéancier prévisionnel des demandes d'appels de fonds, pour chaque financeur.

Le comité technique est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

3.4.2. Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité d'Ile-de-France Mobilités ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

3.4.3. Demande de versement des acomptes auprès de la Région

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

3.5. Le plafonnement des acomptes

Pour la Région Ile-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde. Ce taux de 95 % est applicable pour la Région uniquement pour les opérations inscrites au CPER 2015-2020.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes versés à Ile-de-France Mobilités, maître d'ouvrage des études de la présente convention, est plafonné à 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, et conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

3.6. Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le maître d'ouvrage présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses effectivement réalisées (acquittées).

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande de solde comprendra :

- L'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention.

3.7. Modalités de paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1. de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.8. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du :

Syndicat des transports d'Ile-de-France

Sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du Syndicat des transports d'Ile-de-France, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

Parties	Coordonnées
ETAT	DRIEA – SPOT – CBSF 21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
REGION ILE-DE-France	Mme Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance - Direction de la comptabilité 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS
SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE	Syndicat des Transports d'Ile-de-France Direction des Infrastructures 39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS gilles.fourt@stif.info

3.9. Caducité des subventions

3.9.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle ~~n'est pas utilisable pour une autre affectation.~~

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.9.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

3.10. Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres de ces études, objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Article 4. Modalités d'audit et de contrôle par les financeurs

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu dans l'article 1.4, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date d'émission desdites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Ile-de-France veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités tels que décrits ci-dessous à l'article 6.

Article 5. Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.1 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du comité technique. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

Article 6. Pilotage et suivi de l'opération

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions de travail entre les maîtres d'ouvrages des projets connexes au pôle multimodal.

6.1. Comité technique (COTECH)

Ce comité, convoqué par Ile-de-France Mobilités, comprend l'ensemble des signataires de la présente convention.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués par le maître d'ouvrage avec un préavis minimum de deux semaines, et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant de :

- partager les éléments d'études techniques du Schéma de principe et du DEUP, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération,
- développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- valider les choix techniques si nécessaire,
- suivre le déroulement technique de la démarche, y compris en ce qui concerne la coordination avec les projets connexes à l'opération,
- préparer les différents comités sur les aspects techniques de la démarche,
- préparer les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le projet.

6.2. Commission de Suivi (COSU)

Placé sous la présidence d'Ile-de-France Mobilités, en sa qualité d'autorité organisatrice des transports, la Commission de suivi comprend les signataires de la présente convention et les élus des collectivités territoriales concernées par le projet. Elle assure le rôle de comité de pilotage des études de l'opération.

Elle se réunit avant chaque passage en Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

La commission de suivi a pour rôle de :

- veiller au bon déroulement et à la qualité des études, présenter les résultats des études et contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire ;
- favoriser le bon déroulement du projet notamment dans son articulation avec les partenaires locaux.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager,
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante,
- les modalités de l'enquête publique,
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Le secrétariat permanent de la commission de suivi est assuré par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France. Les comptes rendus des réunions de la commission de suivi sont établis par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

6.3. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du MOA et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région et Ile-de-France Mobilités
- en dernier : le logo d'Ile-de-France Mobilités.
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

6.4. Réunions de travail

Des réunions seront dédiées à la coordination entre les différentes études entrant dans le périmètre du pôle multimodal.

Elles réunissent le maître d'ouvrage des études de pôle ainsi que les maîtres d'ouvrages des projets connexes ainsi que leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Article 7. Propriété, communication et diffusion des études

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs l'intégralité des résultats d'études, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par la présente opération, après validation par l'ensemble des financeurs.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

Article 8. Dispositions générales

8.1. Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception de l'annexe 3 (échéancier des dépenses) et des changements de références bancaires et / ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.8 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

8.4. Date d'effet de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Ile-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.6, soit suite à la caducité de la subvention conformément à l'article 3.9 et au plus tard 18 mois après approbation par le conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du dernier Schéma de Principe.

8.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

SIGNATAIRES

Convention établie en 3 exemplaires originaux, signée par toutes les parties et notifiée le

Pour l'Etat, Date et signature	Pour la Région, Date et signature
Pour Ile-de-France Mobilités, Date et signature	

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 4 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds pour la durée de la convention

Annexe 5 : Contenu des dossiers de Schéma de Principe

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME NOMINATIF DE LA MAITRISE D'OUVRAGE :

Ile-de-France Mobilités

Gilles FOURT
Chef de la division Projets Ferroviaires et Pôles
Direction des Infrastructures
Ile-de-France Mobilités
gilles.fourt@stif.info

Marie ALLARD
Chargée de Projets
Direction des Infrastructures
Ile-de-France Mobilités

marie.allard@stif.info

ANNEXE 2

CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DE L'OPERATION

	2017		2018		2019		2020	
	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
CFI Etudes								
Concertation								
Bilan de concertation								
Réalisation SdP								
Validation SdP								

ANNEXE 3

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES D'ILE-DE-FRANCE MOBILITES

En € HT	2018	2019	2020	TOTAL
Concertation	120 000	30 000	0	150 000
Schéma de principe Gare de Lyon	175 000	100 000	75 000	350 000
Schéma de principe Gare de Bercy	125 000	75 000	50 000	250 000
Schéma de principe Gare d'Austerlitz	125 000	75 000	50 000	250 000
TOTAL	545 000	280 000	175 000	1 000 000

ANNEXE 4

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEMANDES D'APPELS DE FONDS

	Clés	Montants	2018	2019	2020
Etat	22,5%	225 000	67 500	90 000	67 500
Région Ile-de-France	52,5%	525 000	157 500	210 000	157 500
Ile-de-France Mobilités	25%	250 000	75 000	100 000	75 000
TOTAL	100%	1 000 000	300 000	400 000	300 000

ANNEXE 5

CONTENU TYPE DES SCHEMAS DE PRINCIPE (SDP)

(Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 6 juillet 2011)

Objectif

L'objectif du Schéma de Principe est d'arrêter le programme fonctionnel de l'opération suite aux préconisations issues de la phase de concertation. Il permet d'engager l'enquête publique.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional

Le contenu des schémas de principe est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des résultats de la concertation ou du débat public tels que prévus par les articles L121-1 et suivants et R121-1 et suivants du code de l'environnement. Le Schéma de principe devra préfigurer le dossier d'enquête publique (défini à l'article R123-6).

- Articulation avec la loi MOP

Le schéma de principe permet d'arrêter le programme tel que défini par l'article 2 de la loi MOP :

« Le maître de l'ouvrage définit dans le programme les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage. »

- Niveau de précision du Schéma de Principe

Le contenu du Schéma de Principe devra être conforme aux attendus des études préliminaires telles que décrites à l'article 18 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. Dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation d'un ouvrage existant, la précision attendue est celle des études de diagnostic (article 19 ou, dans le cas d'un bâtiment, article 12 du décret). Enfin, dans le cas d'une opération de construction neuve de bâtiment, la précision attendue est celle des études d'esquisse (article 3 du décret).

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'étape Schéma de Principe.

Contenu

Le Schéma de Principe contient un volet transport détaillé présentant notamment les points suivants :

Partie I – Volet transport

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du schéma de principe pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. Historique

a. Rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,
b. Analyse rétrospective des dysfonctionnements éventuels et besoins de desserte du secteur concerné,

II. Diagnostics « transport » des territoires concernés

a. Présentation du secteur d'étude : analyse de la situation actuelle en termes d'occupation du sol, population, emplois, grands équipements,
b. Perspectives d'évolution de l'urbanisation : description des grandes opérations cadrages quantitatifs de développement des populations et des emplois, analyse de la cohérence avec les cadrages SDRIF,
c. Description des réseaux et de l'offre de transport (situation actuelle),
d. Présentation et analyse des déplacements actuels et de leur évolution future,
e. Analyse des dysfonctionnements éventuels et définition des besoins du secteur,

III. Objectifs du Projet / Programme

a. Objectifs de l'opération,
b. Nature et étendue des besoins,
c. Contraintes et exigences : de qualité sociale, urbanistiques, architecturales, fonctionnelles, techniques, économiques, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement.

IV. Description du Projet

a. Caractéristiques principales,
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
    i. fonctionnelle des installations,
    ii. périmètre du projet,
    iii. consistance des dessertes envisagées,
    iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),
    v. dimensionnement justifié des installations,
d. Confirmation du choix du mode
e. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
    i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,
    ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,
f. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages / inconvénients techniques,
g. Compatibilité :
    i. avec SDRIF, PDUIF, PLU,
    ii. avec le bilan de la concertation préalable ou du débat public,
    iii. avec les objectifs du projet,
h. Pour les projets en souterrain : sondages avancés permettant de vérifier la faisabilité,

V. Impacts du projet

a. Principes d'insertion paysagère et architecturale du projet dans son environnement naturel et urbain,

b. Impact sur les réseaux concessionnaires,
c. Etude d'impact selon le Code de l'Environnement,

VI. Management et calendrier du Projet

a. Organisation :
   i. identification des différentes parties : Syndicat des Transports d'Ile-de-France, MOA(s) futurs, MOE(s) études, collectivités, …
   ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),
   iii. méthodes : Plan Directeur Qualité.
b. Planification :
   i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du trimestre,
   ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructures ferroviaire et de voirie,
   iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. Economie du Projet

a. Coûts de réalisation :
   i. présentation synthétique des coûts :
      - coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assorti d'un taux de tolérance de + ou – 10%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA
      - présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, concertation,...)

   ii. présentation détaillée des coûts :
      - coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers - dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, ...), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, ...), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières...
      - pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,

   iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Analyse détaillée des risques spécifiques de l'opération : identification complète des réserves et des risques et méthodes envisagées pour les réduire, impact économique potentiel identifié sur le projet,
c. Coûts d'exploitation :
    i. Estimation sommaire des coûts d'exploitation,
    ii. Prévisions de restructuration éventuelle d'autres réseaux de transports collectifs liés au projet,

VIII. Financement

a. plan de financement
b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Service rendu par le projet : populations et emplois desservis par le projet, prévisions de trafic (pointe, jour, année), en distinguant les diverses composantes nécessaires au calcul de l'évaluation du projet,
b. Bilan socio-économique pour la collectivité établi selon les principes méthodologiques préconisés par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France avec justification du calcul des gains pour la collectivité,
c. Bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part, selon phase, éléments chiffrés permettant de préparer le contrat d'exploitation (ou avenant)
d. Evaluation des conséquences du projet sur chacun des modes de déplacement, et pour le mode ferroviaire, incidence sur les autres circulations ferrées (grandes lignes, fret).

X. Annexes graphiques : tracé en plan pour les projets de liaison, vue en plan et élévation pour les projets de pôles

XI. Annexes de constitution du dossier
a. Décision de lancement du schéma de principe,
b. Demandes spécifiques Etat/Collectivités,
c. Bilan de la concertation préalable ou du débat public,

XII. Annexes complémentaires au dossier

a. Principaux éléments du bilan socio-économique (hypothèses utilisées pour la modélisation et le calcul du bilan),
b. Si nécessaire, Dossier de Définition de Sécurité et avis.

Dans le cas où le Syndicat des Transports d'Ile-de-France mène, en tant que maître d'ouvrage, l'enquête publique, le Schéma de Principe devra être complété par une seconde partie contenant les éléments attendus dans un dossier d'enquête d'utilité publique (ils peuvent être ~~regroupés en tant que de besoin) afin de constituer le support de l'enquête publique.~~

Partie II – Complément au schéma de principe en vue de l'enquête publique portée par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France

I. Une notice explicative indiquant :

   a. L'objet de l'enquête
   b. Les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête (Présentation de l'opération, caractéristiques principales, étude des variantes, amélioration de l'offre de service, …)
   c. Lorsque l'étude d'impact n'est pas requise : les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître de l'ouvrage, le projet soumis à enquête a été retenu.

II. L'étude d'impact ou la notice d'impact lorsque l'une ou l'autre est requise, comprenant :

   a. L'analyse de l'état initial de l'environnement
   b. L'analyse des effets du projet sur l'environnement, sur la protection des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité de voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique,
   c. Les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le projet présenté a été retenu,
   d. Les mesures envisagées pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes,
   e. L'analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation.

III. Le plan de situation

IV. Le plan général des travaux (Insertion : tracés, stations et points spécifiques)

V. Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants (Ouvrages d'art, infrastructures et équipements, stations, locaux d'exploitation en ligne, site de maintenance)

VI. L'appréciation sommaire des dépenses, y compris le coût des acquisitions immobilières

VII. La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée.

PÔLES D'ÉCHANGES PARIS-LYON-BERCY-AUSTERLITZ

Convention de financement des études relatives à l'élaboration du dossier d'Avant-projet (AVP) pour la réorganisation de la Salle d'Echanges et de ses liaisons avec le niveau rue à Paris Gare de Lyon

Convention …….

PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE

TABLE DES MATIERES

1 Contexte général du Projet 7
1.1 Définitions 7
1.2 Historique 7
2 Objet de la convention 9
2.1 Définitions et contenu des études d'Avant-Projet (AVP) 9
2.2 Délai de réalisation de l'AVP 10
3 Rôles et engagements des Parties 10
3.1 L'autorité organisatrice des transports 10
3.2 Les maîtrises d'ouvrages 10
3.2.1 Identification, engagements et périmètre d'intervention des MOA (SNCF Mobilités et RATP) 10
3.2.2 Coordination du projet de pôle et des projets connexes 11
3.3 Les financeurs 12
3.3.1 Identification 12
3.3.2 Engagements 12
4 Modalités de financement et de paiement 12
4.1 Estimation du coût des études 12
4.2 Coûts détaillés par maître d'ouvrage 13
4.3 Plan de financement 13
4.4 Modalités de versement des crédits par les financeurs 14
4.4.1 Versement d'acomptes 14
4.4.2 Versement du solde 15
4.4.3 Paiement 15
4.4.4 Bénéficiaires et domiciliation 16
4.5 Caducité des subventions 17
4.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France 17
4.5.2 Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement 18
4.6 Comptabilité des Maîtres d'ouvrage 18
5 Modalités de contrôle 18
6 Gestion des écarts 18
7 Organisation et suivi de la présente convention 19
7.1 Le Comité Technique 19
7.2 Le Comité de pilotage 20
7.3 Le comité des Financeurs 20
7.4 Suivi de la communication institutionnelle 21
7.5 Information hors Comité et Commission de suivi 21
7.6 Propriété intellectuelle 21
8 Dispositions générales 22
8.1 Modification de la convention 22
8.2 Règlement des litiges 22
8.3 Résiliation de la convention 22
8.4 Date d'effet et durée de la convention 23
8.5 Mesures d'ordre 23
ANNEXES 25
Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération 25
Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds 25
Annexe 3 : Calendrier prévisionnel 25
Annexe 4 : Détail du programme des études objet de la présente convention 25
Annexe 5 : Descriptif sommaire des missions des maîtres d'ouvrage 25

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- **La Région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° de la Commission Permanente du JJ/MM/AAAA du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après collectivement désignés « **les financeurs** »,

En second lieu,

D'une part,

- **le Syndicat des Transports d'Ile-de-France**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016-302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné « **Ile-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le bénéficiaire »**. Depuis le 1er juillet 2017, Ile-de-France Mobilités est le nom d'usage du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Désigné par les financeurs en tant que Maitre d'ouvrage coordinateur des études d'Avant-Projet Salle d'échange Gare de Lyon

Ci-après collectivement désigné « le MOA coordinateur» ou « le Bénéficiaire »

D'autre part,

- **SNCF Mobilités**, Etablissement Public Industriel et Commercial, inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS Bobigny B 552 049 447, dont le siège est au 9, rue Jean-Philippe Rameau, 93200 Saint-Denis, ci-après dénommée SNCF, représentée par Patrick ROPERT, Directeur de la Branche Gares & Connexions , ci-après dénommé « **Gares et Connexions** »

Enfin,

- **La RATP,** Régie Autonome des Transports Parisiens, Etablissement Public Industriel et Commercial, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS B 775 663 438, dont le siège est au 54, quai de la Rapée, Paris 12ème, ci-après dénommée RATP, représenté par Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-directrice Générale

Ci-après ensemble désignés « les MOA » ou « les Bénéficiaires » et individuellement « le MOA » ou « le Bénéficiaire »

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions versées par l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application n°2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé le 18 juin 2015 ;

Vu la délibération du Conseil Régional d'Île-de-France CR n°55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013 ;

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n°2017/xxx et ses annexes du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France en date du 28 juin 2017 approuvant le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP),

Vu la délibération n° CR 01-16… du Conseil régional d'Ile-de-France du 14 décembre 2016 approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du 22 novembre 2017 du Conseil régional,
Vu la délibération n°…….. du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du xx décembre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

1 Contexte général du Projet

1.1 Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du Projet et leur financement défini dans le cadre de la présente convention.

« **Études** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 2.1.

« **Résultats des études** » : désigne les résultats des études d'Avant-Projets par les maîtres d'ouvrages, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexe XX, à partir des études objet de la présente convention et qui seront présentés au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France

1.2 Historique

Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Conscient de son importance et de son fort potentiel, le Ministère de la Transition écologique et solidaire a inscrit le Tripôle comme l'un des sujets prioritaires dans son rapport « Pour un schéma national de la mobilité durable » du 27 juin 2013, résultant de la commission Mobilité 21 d'octobre 2012.

Parmi ses recommandations, le Ministère « invite instamment à examiner les possibilités d'améliorer l'organisation, les méthodes et les principes applicables aux travaux et à l'exploitation **en ligne et en gare** » à l'échelle du Tripôle.

La commission Mobilité 21 rappelle que « le nœud ferroviaire du secteur Paris-Lyon et Paris-Bercy souffre de multiples contraintes. Son **rôle essentiel dans les circulations régionales, nationales et européennes** appelle à une **action d'envergure** pour améliorer la capacité d'accueil et les conditions d'exploitation. » Aussi « le projet qui devra tenir compte des exigences liées à une insertion réussie en milieu fortement urbanisé vise à réaliser divers travaux de capacité, de sécurité et de signalisation qui serviront une meilleure performance des liaisons ferroviaires sur le secteur. La commission estime qu'il convient d'engager les travaux dans les meilleurs délais, et **classe le projet en premières priorités**. »

Par ailleurs, le Tripôle a été inscrit au Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) (approuvé au Conseil régional du 19 juin 2014) **en tant que grand pôle multimodal de correspondance**. L'action 2.5 du PDUIF précise les objectifs et aménagements cibles attendus pour les grands pôles multimodaux de correspondance.

Le Tripôle est un secteur en forte mutation. Actuellement marqué par le rayonnement de la Gare de Lyon, il va rapidement évoluer : les limites de son attractivité vont être repoussées par l'intensité du projet urbain Gare de Lyon-Daumesnil et par le fort développement autour de la gare d'Austerlitz en lien avec la transformation de la ZAC Paris-Rive Gauche.

Suite aux nombreuses études menées en parallèle par SNCF, RATP, ainsi que d'autres acteurs, l'Etat a saisi le STIF par courrier du Ministre Vidalies au Président du STIF en juin 2014 pour que le STIF pilote les réflexions relatives à « l'articulation entre les aménagements ferroviaires en gares de Paris-Lyon, Paris-Bercy et Paris-Austerlitz, leur intégration et interface avec le réseau de transport collectif francilien et les projets urbains envisagés dans le secteur

Dans ce cadre et suite à un travail avec l'ensemble des Partenaires, un Schéma Directeur de l'Intermodalité du Tripôle, document de niveau DOCP (Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales), a été présenté à l'ensemble des Partenaires et approuvé par le Conseil du STIF en juin 2017.

Faisant suite à ces études, Ile-de-France Mobilités s'apprête à piloter des études de schéma de principe portant sur chacune des trois gares du Tripôle, et en particulier sur la Gare de Lyon, afin de répondre à 3 enjeux majeurs pour le pôle :

- Faire exister le Tripôle à l'échelle du piéton
- Rendre plus lisibles et agréables les liaisons inter-pôles
- Accompagner le développement urbain et gérer les interfaces urbaines ville-gares.

C'est à ce titre que les financeurs désignent Ile de France Mobilités maitre d'ouvrage coordinateur des études de la présente convention, afin d'assurer une bonne articulation avec le schéma de principe de la Gare de Lyon.

2 Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités de la participation de l'État, de la Région Ile-de-France, et d'Ile-de-France Mobilités (nom d'usage du Syndicat des Transports d'Ile-de-France), de SNCF Mobilités et de la RATP au financement des études d'Avant-Projet (AVP) de la réorganisation de la salle d'Echanges et de ses liaisons avec le niveau Rue à Paris Gare de Lyon;
- de présenter les études objet du présent financement
- de préciser les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération dont le financement fait l'objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Tripôle – Paris Gare de Lyon : Études d'avant-projet Salle d'Echanges et accès ».

2.1 ***Définitions et contenu des études d'Avant-Projet (AVP)***

En articulation avec les études de Schéma de Principe pilotées par Île-de-France Mobilités, l'Avant-Projet a vocation à approfondir les éléments suivants :

- Les caractéristiques principales du Projet : principes guidant le choix des aménagements retenu(s) et de la définition des solutions techniques, eu égard de l'existant, à l'incidence du Projet sur l'environnement ; ces solutions devront prendre en compte les études de schéma de principe pilotées par Île-de-France Mobilités sur le périmètre de la gare de Paris-Lyon au fur et à mesure de leur avancement ;
- Une évaluation précise des coûts (investissement et exploitation), du calendrier de réalisation, des impacts et de l'intérêt socio-économique.

L'ensemble des études associées sera mené dans un cadre de suivi et de maîtrise des coûts du Projet.

La présente convention finance la réalisation :

- d'un dossier d'études d'Avant-Projet Sommaire dit APS, pour la réorganisation de la Salle d'Echanges et de ses liaisons avec le niveau Rue à Paris Gare de Lyon ;
- d'un dossier d'études d'Avant-Projet Détaillé dit APD, pour la réorganisation de la Salle d'Echanges et de ses liaisons avec le niveau Rue à Paris Gare de Lyon ;
- Si nécessaire d'un dossier d'expertise mené par Île-de-France Mobilités en tant que maitre d'ouvrage Coordinateur ;

L'ensemble constituant l'Avant-Projet dit AVP.

2.2 *Délai de réalisation de l'AVP*

Le délai prévisionnel de réalisation des Études est de **18 mois** à compter de la signature de la présente convention en Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Le calendrier prévisionnel prend en compte la réalisation concomitante du schéma de principe, menée par Ile-de-France Mobilités, conduisant à l'échéancier suivant :

Élaboration des études niveau APS	2ème semestre 2018
Élaboration des études niveau APD	1er semestre 2019 et 2ème semestre 2019

Ce calendrier est susceptible d'évoluer en fonction de l'avancement des études menées par Ile-de-France Mobilités. La phase APS débutera par une étape de programmation qui permettra de définir les objectifs partagés.

3 Rôles et engagements des Parties

3.1 *L'autorité organisatrice des transports*

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

À cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Ile-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de la présente convention, Ile-de-France Mobilités assure une mission de coordination des maîtrises d'ouvrage et d'expertise des études d'AVP.

3.2 *Les maîtrises d'ouvrages*

3.2.1 Identification, engagements et périmètre d'intervention des MOA (SNCF Mobilités et RATP)

SNCF Mobilités et RATP sont maîtres d'ouvrage du programme des Études décrit à l'article 2.1 de la présente convention, chacun dans la limite de leur périmètre de maîtrise d'ouvrage respectif. Chaque MOA est notamment responsable de la conduite des Études dont le financement fait l'objet de la présente convention chacun dans les limites de leur périmètre de maîtrise d'ouvrage respectif.

Une convention spécifique entre SNCF Mobilités et RATP doit être établie préalablement au lancement des Études. Elle définira jusqu'à la mise en service, l'organisation et les périmètres de maîtrise d'ouvrage de chacun afin de permettre notamment une bonne anticipation dans l'élaboration des conventions de financement et des marchés nécessaires à la réalisation du Projet et pour la bonne coordination du projet entre tous les acteurs.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.2.2 Coordination du projet de pôle et des projets connexes

Sous l'impulsion d'Ile-de-France Mobilités, maître d'ouvrage du Schéma de Principe Gare de Lyon et maitre d'Ouvrage coordinateur de la présente convention, SNCF Mobilités et RATP réaliseront leurs Études.

Celles-ci devront prendre en compte les projets connexes autour de la Gare de Lyon menés par des acteurs tels que SNCF Mobilités, SNCF Réseau, RATP, Ville de Paris.

Les études d'Avant-Projet de cette convention pourront être validées dès lors qu'elles répondent aux orientations définies dans le schéma de principe Gare de Lyon piloté par Ile-de-France Mobilités.

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de ses prérogatives.

En tant que pilotes des Études, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, les MOA doivent :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, les MOA se chargent de :

- rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des projets connexes au Tripôle ;
- formaliser et susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 7 de la présente convention).

La Ville de Paris sera étroitement associée à l'ensemble des études et procédures.

Les MOA s'engagent à fournir à Ile-de-France Mobilités tous les éléments qu'il estimera nécessaire pour assurer son rôle de Maitre d'ouvrage coordinateur.

Dans ce cadre, ces éléments pourront être soumis à une expertise visant à confirmer les conclusions des MOA.

3.3 Les financeurs

3.3.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020 par la Région Ile de France et l'Etat, à hauteur de 75% maximum, 25 % minimum restants à la charge des MOA.

3.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des Financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'Opération par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 2.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

4 Modalités de financement et de paiement

L'ensemble des montants de la présente convention sont exprimés en € hors taxe. Ils ne sont ni révisables, ni actualisables.

4.1 Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel global des dépenses relatives aux études d'AVP, est évalué à **1 050 000** € HT CE 2017**.**

Par périmètre de Maîtrise d'ouvrage ce montant prévisionnel se décompose comme suit :

Maîtres d'ouvrage	Coûts Euros
SNCF	500 000 €
RATP	500 000 €
Ile de France Mobilités	50 000 €
TOTAL	**1 050 000 €**

L'annexe 2 précise l'échéancier prévisionnel des dépenses par MOA.

4.2 *Coûts détaillés par maître d'ouvrage*

Chaque maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet, reprise ci-dessous :

Postes de dépenses	MOA 1	MOA 2	Ile de France Mobilité	Total
	SNCF Mobilités	RATP		
Etudes niveau APS	175 000 €	175 000 €	- €	**350 000 €**
Etudes niveau APD	325 000 €	325 000 €	- €	**650 000 €**
Mission d'expertise	- €	- €	50 000 €	**50 000 €**
TOTAL	**500 000 €**	**500 000 €**	**50 000 €**	**1 050 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles dans un principe de fongibilité par poste pour chaque maître d'ouvrage et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage, non actualisable et non révisable.

4.3 *Plan de financement*

Le financement des études du Tripôle est inscrit dans le Contrat de plan Etat – Région 2015- 2020 et bénéficie ainsi de financement de l'Etat et de la Région.

Dans le cadre des études financées par la présente convention, les clefs de répartition sont les suivantes :

- une participation de **25% minimum** des **maîtres d'ouvrage du projet**, tous périmètres confondus.
- Une participation de **75 % maximum** des **collectivités** (Etat, Région, Département, collectivités et établissements publics).La clé du CPER pour les études est de 70 % pour la Région et de 30% pour l'Etat. Les clés résultantes sont indiquées dans le tableau ci-après.

Montant et %					
	Etat	**Région**	**MOA's**	**Ile De France Mobilités**	**Total**
SNCF	112 500 €	262 500,00 €	125 000,00 €		***500 000 €***
	22,50%	*52,50%*	*25,00%*		*100%*
RATP	112 500 €	262 500,00 €	125 000,00 €		***500 000 €***
	22,50%	*52,50%*	*25%*		*100%*
Ile de France Mobilité	11 250 €	26 250,00 €		12 500,00 €	***50 000 €***
	22,50%	*52,50%*		*25,00%*	*100%*
TOTAL	**236 250 €**	**551 250 €**	**250 000 €**	**12 500 €**	**1 050 000 €**

4.4 Modalités de versement des crédits par les financeurs

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les Financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par chaque maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des maîtres d'ouvrage, par financeur.

Le comité des financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Chaque maître d'ouvrage transmettra aux financeurs sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement comprendra les pièces suivantes :

A - Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3;

- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant habilité du maître d'ouvrage.

B – Demande de versement des acomptes par l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par **RATP, SNCF Mobilités ou Ile de France Mobilités** (*ou autres établissements publics de l'État*) comprendra :

– l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;

– un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;

– la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 4.3;

– la demande d'acompte est signée par le représentant habilité du bénéficiaire ou le directeur financier.

D - Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région avant versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat aux bénéficiaires est plafonné : à 90 % du montant de la subvention.

4.4.2 Versement du solde

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande de solde comprendra :

- L'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** de la présente convention.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de la Région à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des maîtres d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire, portant numéro de référence de la facture, auprès des Bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- SNCF sur le compte ouvert au nom SNCF ENC RHT GARES ET CONNEXIONS, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30001

Code guichet : 00064

N° compte : 00000062471

Clé : 31

IBAN : FR76 3000 1000 6400 0000 6247 131

- RATP sur le compte suivant :

CACIB ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES
IBAN : FR76 3148 9000 1000 1987 5775 347

BIC : BSUIFRPP

- Ile de France Mobilités sur le compte suivant :

Code banque		**Code guichet**		**N° de compte**			**Clé**
10071		75000		00001005079			72
Code IBAN							**Code BIC**
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du Syndicat des transports d'Ile-de-France, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des Parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Mme Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS
Ile-de-France Mobilités	41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Infrastructures
DRIEA	21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr	DRIEA– SPOT – CBSF
SNCF Mobilités	SNCF - Centre de Comptabilité Fournisseurs (CCF) TSA 50810 69 908 LYON CEDEX 20	SNCF - Centre de Comptabilité Fournisseurs
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements subvention.investissement@ratp.fr

4.5 Caducité des subventions

4.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.5.2 Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'État, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le Bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début d'exécution de l'Opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande,...) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

4.6 Comptabilité des Maîtres d'ouvrage

Chaque Maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 Modalités de contrôle

Les Financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le Bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les Financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, Ile-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

6 Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.2 de la présente convention constitue un plafond global et par maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le Maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.2.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au Financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.2, les co-financeurs sont informés lors du comité des Financeurs. Le Maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des co-Financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-Financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des Financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel il est intervenu.

7 Organisation et suivi de la présente convention

La gouvernance du Projet s'articule autour de comités, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

En tant qu'autorité organisatrice et Maitre d'Ouvrage Coordinateur, Ile-de-France Mobilités s'assure notamment du respect, par les Maîtres d'ouvrage, de la remise des documents, des délais indiqués et des estimations.

7.1 ***Le Comité Technique***

Il est constitué un Comité Technique de suivi de l'opération composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention.

Le Comité Technique est convoqué par Ile de France Mobilités. Il est réuni, autant que de besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de 15 jours et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par les MOA.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques de l'AVP, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération,
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- de valider les choix techniques si nécessaire,
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche,
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité Technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le Projet.

7.2 Le Comité de pilotage

Il est constitué un Comité de pilotage composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence d'Ile-de-France Mobilités.

Le Comité des de pilotage se réunira à la fin de chaque phase d'étude, pour faire un point sur l'avancement du projet et à l'achèvement du projet, afin de constater que chacun des signataires a satisfait à ses obligations et qu'il y a lieu de mettre fin à la présente convention.
Il se réunira également autant que de besoin, à la survenance de chaque évènement remettant en cause l'équilibre général de la présente convention, en particulier les modifications concernant le programme ou l'enveloppe budgétaire affectée au projet ou le délai global de réalisation, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par les MOA.

Le Comité de Pilotage se réunit également sur les questions spécifiques relevant du pilotage du Projet, notamment son financement, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.
Le compte rendu de chaque Comité de pilotage est transmis pour avis avant envoi officiel.

7.3 Le comité des Financeurs

Il est constitué un Comité des Financeurs composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence d'Ile-de-France Mobilités.

Le Comité des Financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par les maîtres d'ouvrage.

Le Comité des Financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Le Comité des Financeurs se prononce et valide :
- les ajustements techniques, administratifs et financiers n'ayant pu être validés en comité technique décrit à l'article 7.1,
- la diffusion des éléments liés à l'Opération,
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi,
- les Projets de dossiers préparés en vue de son approbation en Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Le Comité des Financeurs se réunit également sur les questions spécifiques relevant du pilotage du Projet, notamment son financement, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.
Le compte rendu de chaque Comité des Financeurs est transmis pour avis aux MOA avant envoi officiel.

7.4 Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par un Comité de Communication composé des MOA et des financeurs.

Le Comité de Communication est coordonné par les MOA. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des MOA et des Financeurs du Projet ainsi que les prestataires de communication de l'opération (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par l'un des MOA puis approuvé par les autres MOA.

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les Financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : Financeurs, MOA, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, RIF, maitres d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

7.5 Information hors Comité et Commission de suivi

Les MOA s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des Études devant le Conseil du Ile-de-France Mobilités à la demande de ce dernier ;
- à informer Ile-de-France Mobilités et les Financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les MOA s'engagent également à inviter Ile-de-France Mobilités et les Financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Les Résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom ou clé USB ou via une passerelle d'échanges

7.6 Propriété intellectuelle

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par les maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.
Les études et les résultats d'études réalisés dans le cadre de la présente convention de financement sont la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.
Les études et résultats des études seront communiqués, sur première demande, aux co-financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sauf accord préalable des maîtres d'ouvrage.
Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des parties signataires.
Les données des études pourront être utilisées librement par les financeurs et le STIF dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet.

8 Dispositions générales

8.1 ***Modification de la convention***

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.3.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties signataires de la présente convention.

8.2 ***Règlement des litiges***

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les Parties sont de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

8.3 ***Résiliation de la convention***

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des services requis est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

8.4 ***Date d'effet et durée de la convention***

La convention prend effet à compter de sa notification par Ile-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3 soit après le solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.3, soit suite à la caducité de la subvention conformément à l'article 4.5.1. et au plus tard 18 mois après approbation par le conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France des conclusions de l'AVP objet de la présente convention.

8.5 ***Mesures d'ordre***

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	
Pour SNCF Mobilités, **Patrick ROPERT** Directeur de Gares & Connexions	Pour RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente-directrice Générale	Pour Ile-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Annexe 4 : Détail du programme des études objet de la présente convention

Annexe 5 : Descriptif sommaire des missions des maîtres d'ouvrage

ANNEXE 1 :

Organigramme nominatif de l'Opération

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

Maîtrise d'ouvrage SNCF Mobilités

Maître d'ouvrage : SNCF Mobilités Gares&Connexions .

Représentant du Maître d'ouvrage : **Yann Krysinski** .

Chef de Projet :

Maîtrise d'ouvrage RATP

Maître d'ouvrage : **Vincent Geffroy** .

Représentant du maître d'ouvrage : Florence Passeron .

Chef de Projet :

Maitrise d'ouvrage coordonnateur Ile-de-France Mobilités

Maitre d'ouvrage : Ile-de-France Mobilités

Représentant du maitre d'ouvrage :

Chef de Projet :

ANNEXE 2 :

Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES BESOINS PAR MAITRE D'OUVRAGE

ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES DEPENSES EN AP/AE DU MOA 1 SNCF MOBILITES

€ HT Courants	2018	2019	Total
Dépenses	175 000	325 000	500 000

ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES BESOINS EN AP/AE DU MOA 2 RATP

€ HT Courants	2018	2019	Total
Dépenses	175 000	325 000	500 000

ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES BESOINS EN AP/AE DU MOA COORDONNATEUR ILE-DE-FRANCE MOBILITES

€ HT Courants	2018	2019	Total
Dépenses	15 000	35 000	50 000

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES DEPENSES PAR MAITRE D'OUVRAGE

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DU MOA 1 SNCF MOBILITES

€ HT Courants	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Etat	33 750	45 000	33 750	/	**112 500**
Région	78 750	105 000	78 750	/	**262 500**
Total	**112 500**	**150 000**	**112 500**	**/**	**375 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DU MOA 2 RATP

€ HT Courants	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Etat	33 750	45 000	33 750	/	**112 500**
Région	78 750	105 000	78 750	/	**262 500**
Total	**112 500**	**150 000**	**112 500**	**/**	**375 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DU MOA COORDONATEUR ILE-DE-FRANCE MOBILITES

€ HT Courants	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Etat	3 375	4 500	3 375	/	**11 250**
Région	7 875	10 500	7 875	/	**26 250**
Total	**11 250**	**15 000**	**11 250**	**/**	**37 500**

ANNEXE 3:

Calendrier prévisionnel indicatif

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de **18 mois** à compter de la signature de la présente convention en Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France. Ce calendrier pourra être ajusté en fonction de l'avancée des études de Schéma de principe de la Gare de Lyon (IDF Mobilités) et des études menées en parallèle de la présente étude, telles que la désaturation du quai de la ligne 14 (RATP) ou la requalification de la rue de Bercy (Gares et Connexion).

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de l'AVP est le suivant :

Élaboration des études niveau APS	2ème semestre 2018
Élaboration des études niveau APD	1er semestre 2019 et 2ème semestre 2019

ANNEXE 4 :

Détail du programme des études dont le financement fait l'objet de la présente convention

CONTENU TYPE DES AVANT-PROJETS SOUMIS A L'APPROBATION DU SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE

Objectif

L'objectif de l'avant-projet est d'obtenir des études dont le niveau de détail permettent d'arrêter le programme détaillé définitif, de définir le plan de financement et le planning des travaux de l'opération puis le dépôt du permis de construire le cas échéant.

Enjeux

- **Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional**

Le contenu de l'avant-projet est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des conclusions de l'Enquête Publique.

- **Articulation avec la loi MOP**

- Le contenu de l'avant-projet devra être conforme aux dispositions des articles 4, 13 et 20 du décret 93-1268 précité :
- « Confirmer, compte tenu des études et reconnaissances complémentaires, la faisabilité de la solution retenue et en déterminer ses principales caractéristiques ;
- proposer une implantation topographique des principaux ouvrages ;
- permettre au maître de l'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme et d'en déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;
- établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées ;
- permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et autres autorisations administratives nécessaires à ce stade du projet et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction. »

L'article 2 de la loi MOP prévoit que, pour des projets de réutilisation/réhabilitation d'ouvrage existants ou de réalisation d'ouvrages neufs complexes d'infrastructure et de bâtiments, le programme défini avant commencement de l'avant-projet pourra être précisé avant le commencement des études de projet.

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas.

Contenu

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre de l'avant-projet pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. historique :
a. rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,

II. diagnostics Transport des Territoires concernés
a. Rappel du schéma de principe et mises à jour éventuelles,

III. objectifs du Projet / Programme
a. Programme de l'opération arrêté en adéquation avec les objectifs précédents. Justification des changements apportés le cas échéant,
b. Nature et étendue des besoins (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),
c. Contraintes et exigences (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),

IV. description du Projet
a. Caractéristiques principales (évolutions depuis le schéma de principe),
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
- *i. fonctionnelle des installations,*
- *ii. périmètre du projet,*
- *iii. consistance des dessertes envisagées,*
- *iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),*
- *v. dimensionnement justifié des installations,*

d. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
- *i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,*
- *ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,*

e. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages et inconvénients techniques,
f. Compatibilité entre l'avant-projet et la déclaration de projet,
g. Pour les projets en souterrain : sondages détaillés permettant d'arrêter les choix des techniques de réalisation,

V. impacts du projet
a. Descriptif de la prise en compte des conclusions de l'Etude d'impact et de l'Enquête Publique, et de leurs effets sur l'opération, en termes de définition, de performances, de coûts, de délais,

VI. management et calendrier du Projet
a. Organisation :
- *i. identification des différentes parties : Ile-de-France Mobilités, MOA(s) désignés, MOE(s) études, collectivités…,*
- *ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),*
- *iii. méthodes : Schéma Directeur Qualité,*

b. Planification :
- *i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du mois,*
- *ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructure ferroviaire et de voirie,*

iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec la décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/ gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. économie du Projet

a. Coûts de réalisation :

i. présentation synthétique des coûts : coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 5%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA*, présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, enquête publique,…)*

ii. présentation détaillée des coûts : coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, …), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières… pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises et des évolutions au regard de l'étape précédente,

iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Gestion des risques

i. coûts : Schéma Directeur Qualité

c. Coûts d'exploitation :

i. bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part,

ii. éléments chiffrés permettant de préparer contrat d'exploitation (ou avenant),

VIII. financement :

a. plan de financement global et annualisé,

b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût,

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Mise à jour du schéma de principe par rapport au programme retenu

X. annexes graphiques selon loi MOP

XI. annexes de constitution du dossier :

a. Décision de lancement de l'AVP,
b. Avis du commissaire enquêteur,
c. Déclaration de projet,
d. DUP le cas échéant,

XII. annexes complémentaires au dossier :

a. Projet de Convention de Financement,
b. *Eventuellement Dossier Préliminaire de Sécurité.*

Une synthèse de l'AVP destinée aux élus et aux services techniques des collectivités concernées devra également être produite.

ANNEXE 5 :

Descriptif sommaire des missions des Maîtres d'ouvrage

Les missions et leur répartition entre les deux Maîtres d'Ouvrages seront précisées dans le cadre de la convention spécifique entre SNCF Mobilités et RATP qui doit être établie préalablement au lancement des études, conformément à l'article 3.2.1 de la présente convention.

TRIPÔLE
Gare de Lyon - Gare de Bercy - Gare d'Austerlitz

Convention de financement des études relatives à l'élaboration du dossier d'Avant-projet (AVP) pour la réorganisation des flux voyageurs et l'insertion dans le milieu urbain de la Gare d'Austerlitz

CONVENTION N°

Novembre 2017

PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance

îledeFrance mobilités

TABLE DES MATIERES

1 Contexte général du Projet 7
1.1 Définitions 7
1.2 Historique 7
2 Objet de la convention 8
2.1 Définitions et contenu des études d'Avant-Projet sommaire (APS) 9
2.2 Délai de réalisation de l'APS 10
3 Rôles et engagements des Parties 10
3.1 L'autorité organisatrice des transports 10
3.2 Les maîtrises d'ouvrages 10
3.2.1 Identification, engagements et périmètre d'intervention des MOA (SNCF Mobilités et RATP) 10
3.2.2 Coordination du projet de pôle et des projets connexes 11
3.3 Les financeurs 12
3.3.1 Identification 12
3.3.2 Engagements 12
4 Modalités de financement et de paiement 12
4.1 Estimation du coût des études 12
4.2 Coûts détaillés par maître d'ouvrage 13
4.3 Plan de financement 13
4.4 Modalités de versement des crédits par les financeurs 14
4.4.1 Versement d'acomptes 14
4.4.2 Versement du solde 15
4.4.3 Paiement 15
4.4.4 Bénéficiaires et domiciliation 16
4.5 Caducité des subventions 17
4.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France 17
4.5.2 Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement 18
4.6 Comptabilité des Maîtres d'ouvrage 18
5 Modalités de contrôle 18
6 Gestion des écarts 19
7 Organisation et suivi de la présente convention 19
7.1 Le Comité Technique 19
7.2 Le Comité de pilotage 20
7.3 Le comité des Financeurs 20
7.4 Suivi de la communication institutionnelle 21
7.5 Information hors Comité et Commission de suivi 21
7.6 Propriété intellectuelle 22
8 Dispositions générales 22
8.1 Modification de la convention 22
8.2 Règlement des litiges 22
8.3 Résiliation de la convention 22
8.4 Date d'effet et durée de la convention 23
ANNEXES 25
Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération 25
Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds 25
Annexe 3 : Calendrier prévisionnel 25
Annexe 4 : Détail du programme des études objet de la présente convention 25
Annexe 5 : Descriptif sommaire des missions des maîtres d'ouvrage 25

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- **La Région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission Permanente du JJ/MM/AAAA du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après collectivement désignés « **les financeurs** »,

En second lieu,

D'une part,

- **le Syndicat des Transports d'Ile-de-France**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016-302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné « **Ile-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le bénéficiaire »**. Depuis le 1er juillet 2017, Ile-de-France Mobilités est le nom d'usage du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Désigné par les financeurs en tant que Maitre d'ouvrage coordinateur des études d'Avant-Projet Salle d'échange Gare de Lyon

Ci-après collectivement désigné « le MOA coordinateur» ou « le Bénéficiaire »

D'autre part,

- **SNCF Mobilités**, Etablissement Public Industriel et Commercial, inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS Bobigny B 552 049 447, dont le siège est au 9, rue Jean-Philippe Rameau, 93200 Saint-Denis, ci-après dénommée SNCF Mobilités, représentée par Patrick ROPERT, Directeur de la Branche Gares & Connexions, ci-après dénommé « **Gares et Connexions** »

Enfin,

- La RATP, Régie Autonome des Transports Parisiens, Etablissement Public Industriel et Commercial, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS B 775 663 438, dont le siège est au 54, quai de la Rapée, Paris 12ème, ci-après dénommée RATP, représenté par,

Ci-après ensemble désignés « les MOA » ou « les Bénéficiaires » et individuellement « le MOA » ou « le Bénéficiaire »

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions versées par l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application n°2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé le 18 juin 2015 ;

Vu la délibération du Conseil Régional d'Île-de-France CR n°55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013 ;

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n°2017/xxx et ses annexes du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France en date du 28 juin 2017 approuvant le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP),

Vu la délibération n° CR 01-16… du Conseil régional d'Ile-de-France du 14 décembre 2016 approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du 22 novembre 2017 du Conseil régional,
Vu la délibération n°…….. du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du xx décembre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

1 Contexte général du Projet

1.1 Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du Projet et leur financement défini dans le cadre de la présente convention.

« **Études** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 2.1.

« **Résultats des études** » : désigne les résultats des études d'Avant-Projets Sommaires par les maîtres d'ouvrages, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexe 4, à partir des études objet de la présente convention et qui seront présentés au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

1.2 Historique

Depuis 2004, de nombreuses études portant sur le Tripôle ont été menées par divers opérateurs majeurs de la Région Ile-de-France. Ce secteur stratégique regroupant les gares de Lyon, de Bercy et d'Austerlitz, en plein cœur d'un tissu urbain très dense, réunit en effet beaucoup d'enjeux majeurs en matière d'intermodalité.

Conscient de son importance et de son fort potentiel, le Ministère de la Transition écologique et solidaire a inscrit le Tripôle comme l'un des sujets prioritaires dans son rapport « Pour un schéma national de la mobilité durable » du 27 juin 2013, résultant de la commission Mobilité 21 d'octobre 2012.

Parmi ses recommandations, le Ministère « invite instamment à examiner les possibilités d'améliorer l'organisation, les méthodes et les principes applicables aux travaux et à l'exploitation **en ligne et en gare** » à l'échelle du Tripôle.

La commission Mobilité 21 rappelle que « le nœud ferroviaire du secteur Paris-Lyon et Paris-Bercy souffre de multiples contraintes. Son **rôle essentiel dans les circulations régionales, nationales et européennes** appelle à une **action d'envergure** pour améliorer la capacité d'accueil et les conditions d'exploitation. » Aussi « le projet qui devra tenir compte des exigences liées à une insertion réussie en milieu fortement urbanisé vise à réaliser divers travaux de capacité, de sécurité et de signalisation qui serviront une meilleure performance des liaisons ferroviaires sur le secteur. La commission estime qu'il convient d'engager les travaux dans les meilleurs délais, et **classe le projet en premières priorités**. »

Par ailleurs, le Tripôle a été inscrit au Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) (approuvé au Conseil régional du 19 juin 2014) **en tant que grand pôle multimodal de correspondance**.

Le Tripôle est un secteur en forte mutation. Actuellement marqué par le rayonnement de la Gare de Lyon, il va rapidement évoluer : les limites de son attractivité vont être repoussées par l'intensité du projet urbain Gare de Lyon-Daumesnil et par le fort développement autour de la gare d'Austerlitz en lien avec la transformation de la ZAC Paris-Rive Gauche.

Suite aux nombreuses études menées en parallèle par SNCF Mobilités, RATP, ainsi que d'autres acteurs, l'Etat a saisi le STIF par courrier du Ministre Vidalies au Président du STIF en juin 2014 pour que le STIF pilote les réflexions relatives à « l'articulation entre les aménagements ferroviaires en gares de Paris-Lyon, Paris-Bercy et Paris-Austerlitz, leur intégration et interface avec le réseau de transport collectif francilien et les projets urbains envisagés dans le secteur »

Dans ce cadre et suite à un travail avec l'ensemble des Partenaires, un Schéma Directeur de l'Intermodalité du Tripôle, document de niveau DOCP (Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales), a été présenté à l'ensemble des Partenaires et approuvé par le Conseil du STIF en juin 2017.

Faisant suite à ces études, île-de-France Mobilités s'apprête à piloter des études de schéma de principe portant sur chacune des trois gares du Tripôle, et en particulier sur la Gare d'Austerlitz, afin de répondre à 3 enjeux majeurs pour le pôle :

- Faire exister le Tripôle à l'échelle du piéton
- Rendre plus lisibles et agréables les liaisons inter-pôles
- Accompagner le développement urbain et gérer les interfaces urbaines ville-gares.

C'est à ce titre que les financeurs désignent Ile de France Mobilités maitre d'ouvrage coordinateur des études de la présente convention, afin d'assurer une bonne articulation avec le schéma de principe de la Gare d'Austerlitz.

2 Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir les **modalités de la participation** de l'État, de la Région Ile-de-France, et d'**Ile-de-France Mobilités** (nom d'usage du Syndicat des Transports d'Ile-de-France), de SNCF Mobilités et de la **RATP** au financement des études d'Avant-Projet Sommaire (APS) portant sur l'amélioration des flux voyageurs entre les différents modes ferrés (métro lignes 5 et 10, RERC) et les trains en gare de surface, ainsi que sur l'insertion de ce hub de transport dans le tissu urbain environnant ;

- de préciser le contenu des études nécessaires à la constitution des dossiers d'Avant-Projet Sommaire et de définir les documents à remettre aux Parties à la présente convention ;
-

- de préciser les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du Projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Tripôle – Gare d'Austerlitz : Études d'avant-projet sommaire ».

2.1 ***Définitions et contenu des études d'Avant-Projet sommaire (APS)***

En articulation avec les études de Schéma de Principe pilotées par Île-de-France Mobilités, l'Avant-Projet Sommaire a vocation à approfondir les éléments suivants :

- Les caractéristiques principales du Projet : solutions techniques retenues pour améliorer les flux voyageurs entre les différents modes ferrés transitant par la gare d'Austerlitz : métro ligne 5 et 10, RER C et les trains arrivant en gare de surface ; ainsi que l'insertion de ce hub de transport dans le tissu urbain environnant. Ces solutions devront prendre en compte les études de schéma de principe pilotées par Île-de-France Mobilités sur le périmètre de la gare de Paris-Austerlitz au fur et à mesure de leur avancement

- Une évaluation provisoire des coûts d'investissement, du calendrier de réalisation, des impacts et de l'intérêt socio-économique.

L'ensemble des études associées sera mené dans un cadre de suivi et de maîtrise des coûts du Projet.

La présente convention finance la réalisation :
- des études d'Avant-Projet Sommaires dit également« APS» ;
- d'un dossier d'Avant-Projet synthétique dit « administratif », conforme à l'annexe à la délibération du Conseil du **Syndicat des Transports d'Ile-de-France** en date du 6 juillet 2011 (Annexe 4 : Détail du programme des études objet de la présente convention);
- Si nécessaire d'un dossier d'expertise mené par Île-de-France Mobilités en tant que maitre d'ouvrage Coordinateur ;

L'ensemble constituant l'Avant-Projet sommaire dit APS.

2.2 *Délai de réalisation de l'APS*

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de **12 mois** à compter de la signature de la présente convention en Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Le calendrier prévisionnel prend en compte la réalisation concomitante du schéma de principe, menée par Ile-de-France Mobilités, conduisant à l'échéancier suivant :

Élaboration des études niveau APS	janvier à décembre 2018

Ce calendrier est susceptible d'évoluer en fonction de l'avancement des études menées par Ile-de-France Mobilités. La phase APS débutera par une étape de programmation qui permettra de définir les objectifs partagés.

3 Rôles et engagements des Parties

3.1 *L'autorité organisatrice des transports*

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

À cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Ile-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de la présente convention, Ile-de-France Mobilités assure une mission de coordination des maîtrises d'ouvrage et d'expertise des études d'AVP.

3.2 *Les maîtrises d'ouvrages*

3.2.1 Identification, engagements et périmètre d'intervention des MOA (SNCF Mobilités et RATP)

SNCF Mobilités et RATP sont maîtres d'ouvrage du programme des études décrit à l'article 2.1 de la présente convention, chacun dans la limite de leur périmètre de maîtrise d'ouvrage respectif. Chaque MOA est notamment responsable de la conduite des études dont le financement fait l'objet de la présente convention chacun dans les limites de leur périmètre de maîtrise d'ouvrage respectif.

Une convention spécifique entre SNCF Mobilités et RATP doit être établie préalablement au lancement des études. Elle définira jusqu'à la mise en service, l'organisation et les périmètres de maîtrise d'ouvrage de chacun afin de permettre notamment une bonne anticipation dans l'élaboration des conventions de financement et des marchés nécessaires à la réalisation du Projet et pour la bonne coordination du projets entre tous les acteurs.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.2.2 Coordination du projet de pôle et des projets connexes

Sous l'impulsion d'Ile-de-France Mobilités, maître d'ouvrage du Schéma de Principe Gare de Lyon et maitre d'Ouvrage coordinateur de la présente convention, SNCF Mobilités et RATP réaliseront leurs études.

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de ses prérogatives.

Celles-ci devront prendre en compte les projets connexes autour de la Gare d'Austerlitz menés par des acteurs tels que SNCF Mobilités, SNCF Réseau, RATP, Ville de Paris.

Les études d'avant-projet sommaire de cette convention pourront être validées dès lors qu'elles répondent aux orientations définies dans le schéma de principe Gare d'Austerlitz piloté par Ile-de-France Mobilités.

En tant que pilotes des études, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, les MOA doivent :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, les MOA se chargent de :

- rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des projets connexes au Tripôle ;
- formaliser et susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 7 de la présente convention).

La Ville de Paris sera étroitement associée à l'ensemble des études et procédures.

Les MOA s'engagent à fournir à Ile-de-France Mobilités tous les éléments qu'il estimera nécessaire pour assurer son rôle de Maitre d'ouvrage coordinateur.

Dans ce cadre, ces éléments pourront être soumis à une expertise visant à confirmer les conclusions des MOA.

3.3 Les financeurs

3.3.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020 par la Région Ile de France et l'Etat, à hauteur de 75% maximum, 25 % minimum restants à la charge des MOA.

3.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des Financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'Opération par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 2.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

4 Modalités de financement et de paiement

L'ensemble des montants de la présente convention sont exprimés en € hors taxe. Ils ne sont ni révisable, ni actualisable.

4.1 Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel global des dépenses relatives aux études d'APS, est évalué à **550 000 €** HT.

Tableau de synthèse de répartition des coûts par maître d'ouvrage

Les coûts pris en charge par les maîtres d'ouvrage, sont établis comme suit :

Maîtres d'ouvrage	Coûts Euros CE 2017
SNCF Mobilités	300 000 €
RATP	200 000 €
Ile de France Mobilités	50 000 €
TOTAL	**550 000 €**

L'annexe 2 précise l'échéancier prévisionnel des dépenses par maître d'ouvrage.

4.2 *Coûts détaillés par maître d'ouvrage*

Chaque maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet, reprise ci-dessous :

Postes de dépenses	SNCF	RATP	Ile de France Mobilités	Total
Frais d'études externalisés	300 000 €	130 000 €		**430 000 €**
Frais d'études menés en propre par la MOA la MOA/AMOA		70 000 €		**70 000 €**
Provision pour études complémentaires				
Mission d'Expertise			50 000 €	**50 000 €**
TOTAL	**300000**	**200000**	**50000**	**550 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles dans un principe de fongibilité par poste pour chaque maître d'ouvrage et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage, non actualisable et non révisable. Il n'y a pas de fongibilité entre maitres d'Ouvrage.

4.3 *Plan de financement*

Le financement des études du Tripôle est inscrit dans le Contrat de plan Etat – Région 2015- 2020 et bénéficie ainsi de financement de l'Etat et de la Région.

Dans le cadre des études financées par la présente convention, les clefs de répartition sont les suivantes : »

- une participation de **25% minimum** du **maître d'ouvrage du projet**, tous périmètres confondus.
- Une participation de **75 % maximum** des **collectivités** (Etat, Région, Département, collectivités et établissements publics).
- La clé du CPER pour les études est de 70 % pour la Région et de 30% pour l'Etat. Les clés résultantes sont indiquées dans le tableau ci-après.

Montant et %					
	Etat	**Région**	**MOA's**	**Ile De France Mobilités**	**Total**
SNCF Mobilités	67 500 €	157 500,00 €	75 000,00 €		***300 000 €***
	22,50%	*52,50%*	*25,00%*		*100%*
RATP	45 000 €	105 000,00 €	50 000,00 €		***200 000 €***
	22,50%	*52,50%*	*25%*		*100%*
Ile de France Mobilités	11 250 €	26 250,00 €		12 500 €	***50 000 €***
	22,50%	*52,50%*		*25%*	*100%*
TOTAL	**123 750 €**	**288 750 €**	**125 000 €**	**12 500 €**	**550 000 €**

-

4.4 Modalités de versement des crédits par les financeurs

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les Financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par chaque maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des maîtres d'ouvrage, par financeur.

Le comité des financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Chaque maître d'ouvrage transmettra aux financeurs sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement comprendra les pièces suivantes :

A - Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures comptabilisées, leur date de comptabilisation pour la RATP et le montant des factures acquittées pour SNCF Mobilités. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3;

- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant habilité du maître d'ouvrage.

-

B – Demande de versement des acomptes par l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par **RATP, SNCF Mobilités ou Ile de France Mobilités** (*ou autres établissements publics de l'État*) comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 4.3;
- la demande d'acompte est signée par le représentant habilité du bénéficiaire ou le directeur financier.

D - Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région avant versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat aux bénéficiaires est plafonné : à 90 % du montant de la subvention.

4.4.2 Versement du solde

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande de solde comprendra :

- L'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** de la présente convention.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de la Région à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des maîtres d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire, portant numéro de référence de la facture, auprès des Bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- SNCF Mobilités sur le compte ouvert au nom SNCF ENC RHT GARES ET CONNEXIONS, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30001

Code guichet : 00064

N° compte : 00000062471

Clé : 31

IBAN : FR76 3000 1000 6400 0000 6247 131

- RATP sur le compte suivant :

CACIB ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES
IBAN : FR76 3148 9000 1000 1987 5775 347

BIC : BSUIFRPP

- Ile de France Mobilités sur le compte suivant :

Code banque		**Code guichet**		**N° de compte**		**Clé**
10071		75000		00001005079		72
Code IBAN						**Code BIC**
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du Syndicat des transports d'Ile-de-France, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des Parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Mme Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS
Ile-de-France Mobilités	41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Infrastructures
DRIEA	21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr	DRIEA– SPOT – CBSF
SNCF Mobilités	SNCF - Centre de Comptabilité Fournisseurs (CCF) TSA 50810 69 908 LYON CEDEX 20	SNCF - Centre de Comptabilité Fournisseurs
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements subvention.investissement@ratp.fr

4.5 Caducité des subventions

4.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.5.2 Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'État, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le Bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début d'exécution de l'Opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande,...) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

4.6 Comptabilité des Maîtres d'ouvrage

Chaque Maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 Modalités de contrôle

Les Financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le Bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les Financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, Ile-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

6 Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.2 de la présente convention constitue un plafond global et par maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le Maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.2.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au Financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.2, les co-financeurs sont informés lors du comité des Financeurs. Le Maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des co-Financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-Financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des Financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel il est intervenu.

7 Organisation et suivi de la présente convention

La gouvernance du Projet s'articule autour de comités, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

En tant qu'autorité organisatrice et Maitre d'Ouvrage Coordinateur, Ile-de-France Mobilités s'assure notamment du respect, par les Maîtres d'ouvrage, de la remise des documents, des délais indiqués et des estimations.

7.1 Le Comité Technique

Il est constitué un Comité Technique de suivi de l'opération composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention.

Le Comité Technique est convoqué par Ile de France Mobilités. Il est réuni, autant que de besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de 15 jours et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par les MOA.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques de l'APS, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération,
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- de valider les choix techniques si nécessaire,
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche,

- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité Technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le Projet.

7.2 ***Le Comité de pilotage***

Il est constitué un Comité de pilotage composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence d'Ile-de-France Mobilités.

Le Comité des de pilotage se réunira à la fin de chaque phase d'étude, pour faire un point sur l'avancement du projet et à l'achèvement du projet, afin de constater que chacun des signataires a satisfait à ses obligations et qu'il y a lieu de mettre fin à la présente convention.
Il se réunira également autant que de besoin, à la survenance de chaque évènement remettant en cause l'équilibre général de la présente convention, en particulier les modifications concernant le programme ou l'enveloppe budgétaire affectée au projet ou le délai global de réalisation, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par les MOA.

Le Comité de Pilotage se réunit également sur les questions spécifiques relevant du pilotage du Projet, notamment son financement, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.
Le compte rendu de chaque Comité de pilotage est transmis pour avis avant envoi officiel.

7.3 ***Le comité des Financeurs***

Il est constitué un Comité des Financeurs composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence d'Ile-de-France Mobilités.

Le Comité des Financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par les maîtres d'ouvrage.

Le Comité des Financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Le Comité des Financeurs se prononce et valide :
- les ajustements techniques, administratifs et financiers n'ayant pu être validés en comité technique décrit à l'article 7.1
- la diffusion des éléments liés à l'Opération,
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi,
- les Projets de dossiers préparés en vue de son approbation en Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Le Comité des Financeurs se réunit également sur les questions spécifiques relevant du pilotage du Projet, notamment son financement, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.
Le compte rendu de chaque Comité des Financeurs est transmis pour avis aux MOA avant envoi officiel.

7.4 ***Suivi de la communication institutionnelle***

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par un Comité de Communication composé des MOA et des financeurs.

Le Comité de Communication est coordonné par les MOA. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des MOA et des Financeurs du Projet ainsi que les prestataires de communication de l'opération (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par l'un des MOA puis approuvé par les autres MOA.

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les Financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : Financeurs, MOA, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, RIF, maitres d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

7.5 ***Information hors Comité et Commission de suivi***

Les MOA s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Ile-de-France Mobilités à la demande de ce dernier ;
- à informer Ile-de-France Mobilités et les Financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les MOA s'engagent également à inviter Ile-de-France Mobilités et les Financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Les Résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,

- un exemplaire sous format CD-Rom ou clé USB ou via une passerelle d'échanges

7.6 Propriété intellectuelle

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par les maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.
Les études et les résultats d'études réalisés dans le cadre de la présente convention de financement sont la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Les études et résultats des études seront communiqués, sur première demande, aux co-financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sauf accord préalable des maîtres d'ouvrage.
Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des parties signataires.
Les données des études pourront être utilisées librement par les financeurs et le STIF dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet.

8 Dispositions générales

8.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.3.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties signataires de la présente convention.

Si des compléments d'études s'avèrent nécessaires, sous réserve de l'accord des Parties signataires, la présente convention pourra faire l'objet d'un avenant

8.2 Règlement des litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les parties sont de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

8.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par

courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des services requis est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

8.4 ***Date d'effet et durée de la convention***

La convention prend effet à compter de sa notification par Ile-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3 soit après le solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.3, soit suite à la caducité de la subvention conformément à l'article 4.5.1. et au plus tard 18 mois après approbation par le conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France des conclusions de l'APS objet de la présente convention..

Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	
Pour SNCF Mobilités, **PATRICK ROPERT** Directeur de Gares & Connexions	Pour RATP, **CATHERINE GUILLOUARD** Présidente-directrice Générale	Pour Ile-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Annexe 4 : Détail du programme des études objet de la présente convention

Annexe 5 : Descriptif sommaire des missions des maîtres d'ouvrage

ANNEXE 1 :

Organigramme nominatif de l'Opération

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

Maîtrise d'ouvrage SNCF Mobilités

Maître d'ouvrage : SNCF Mobilités Gares&Connexions .

Représentant du Maître d'ouvrage :**Philippe DELAVEAU**.

Chef de Projet : Elodie GUEGAN

Maîtrise d'ouvrage RATP

Maître d'ouvrage : **Vincent Geffroy** .

Représentant du maître d'ouvrage : Lise Rivas

Chef de Projet :

Maîtrise d'ouvrage coordonnateur Ile-de-France Mobilités

Maître d'ouvrage : Ile-de-France Mobilités

Représentant du Maître d'ouvrage :

Chef de Projet :

ANNEXE 2 :

Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES BESOINS PAR MAITRE D'OUVRAGE

ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES DEPENSES EN AP/AE DU MOA 1 SNCF MOBILITES

€ HT Courants	2018	2019	Total
Dépenses	200 000	100 000	300 000

ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES BESOINS EN AP/AE DU MOA 2 RATP

€ HT Courants	2018	2019	Total
Dépenses	133 000	67 000	200 000

ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES BESOINS EN AP/AE DU MOA 3 IDF MOBILITES

€ HT Courants	2018	2019	Total
Dépenses	50 000	/	50 000

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES DEPENSES PAR MAITRE D'OUVRAGE

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DE SNCF MOBILITES

€ HT Courants	2018	2019	TOTAL
Etat	45 000	22 500	67 500
Région	105 000	52 500	157 500
SNCF MOBILITES	50 000	25 000	75 000
Total	**200 000**	**100 000**	**300 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DE LA RATP

€ HT Courants	2018	2019	TOTAL
Etat	30 000	15 000	45 000
Région	70 000	35 000	105 000
RATP	33 000	17 000	50 000
Total	**133 000**	**67 000**	**200 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DU MOA 3 IDF MOBILITES

€ HT Courants	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Etat	/	11 250	/	/	**11 250**
Région	/	26 250	/	/	**26 250**
Total	**/**	**37 500**	**/**	**/**	**37 500**

ANNEXE 3:

Calendrier prévisionnel indicatif

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de **12 mois** à compter de la signature de la présente convention en Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Élaboration des études niveau APS	janvier à décembre 2018

ANNEXE 4 :

Détail du programme des études objet de la présente convention

CONTENU TYPE DES AVANT-PROJETS SOMMAIRES SOUMIS A L'APPROBATION DU SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE

Objectif

L'objectif de l'avant-projet sommaire est d'obtenir des études dont le niveau de détail permettent de préciser le programme de définir le plan de financement et le planning prévisionnels des travaux de l'opération puis le dépôt du permis de construire le cas échéant.

Enjeux

Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional

Le contenu de l'avant-projet est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des conclusions de l'Enquête Publique.

Articulation avec la loi MOP

Le contenu de l'avant-projet sommaire devra être conforme aux dispositions des articles 4, 13 et 20 du décret 93-1268 précité :

De proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ;

D'indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;

D'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées. Les études d'avant-projet sommaire comprennent également l'établissement des dossiers et autres autorisations administratives nécessaires à ce stade du projet et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction. »

L'article 2 de la loi MOP prévoit que, pour des projets de réutilisation/réhabilitation d'ouvrage existants ou de réalisation d'ouvrages neufs complexes d'infrastructure et de bâtiments, le programme défini avant commencement de l'avant-projet pourra être précisé avant le commencement des études de projet.

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas.

Contenu

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre de l'avant-projet sommaire pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. historique :
a. rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,

II. diagnostics Transport des Territoires concernés
a. Rappel du schéma de principe et mises à jour éventuelles,

III. objectifs du Projet / Programme
a. Programme de l'opération arrêté en adéquation avec les objectifs précédents. Justification des changements apportés le cas échéant,
b. Nature et étendue des besoins (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),
c. Contraintes et exigences (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),

IV. description du Projet
a. Caractéristiques principales (évolutions depuis le schéma de principe),
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
- *i. fonctionnelle des installations,*
- *ii. périmètre du projet,*
- *iii. consistance des dessertes envisagées,*
- *iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),*
- *v. dimensionnement justifié des installations,*

d. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
- *i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,*
- *ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,*

e. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages et inconvénients techniques,
f. Compatibilité entre l'avant-projet et la déclaration de projet,
g. Pour les projets en souterrain : sondages détaillés permettant d'arrêter les choix des techniques de réalisation,

V. impacts du projet
a. Descriptif de la prise en compte des conclusions de l'Etude d'impact et de l'Enquête Publique, et de leurs effets sur l'opération, en termes de définition, de performances, de coûts, de délais,

VI. management et calendrier du Projet
a. Organisation :
- *i. identification des différentes parties : Ile-de-France Mobilité, MOA(s) désignés, MOE(s) études, collectivités…,*
- *ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),*
- *iii. méthodes : Schéma Directeur Qualité,*

b. Planification :
- *i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du mois,*
- *ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructure ferroviaire et de voirie,*

iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec la décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/ gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. économie du Projet

a. Coûts prévisionnels de réalisation :

i. présentation synthétique des coûts : coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 5%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA*, présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, enquête publique,…)*

ii. présentation sommaire des coûts : coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, …), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières… pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises et des évolutions au regard de l'étape précédente,

iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Gestion des risques

i. coûts : Schéma Directeur Qualité

c. Coûts d'exploitation :

i. bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part,

ii. éléments chiffrés permettant de préparer contrat d'exploitation (ou avenant),

VIII. financement :

a. plan de financement global et annualisé,

b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût,

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Mise à jour du schéma de principe par rapport au programme retenu

X. annexes graphiques selon loi MOP

XI. annexes de constitution du dossier :

a. Décision de lancement de l'APS,
b. Avis du commissaire enquêteur,
c. Déclaration de projet,
d. DUP le cas échéant,

XII. annexes complémentaires au dossier :

a. Projet de Convention de Financement,
b. *Eventuellement Dossier Préliminaire de Sécurité.*

Une synthèse de l'APS destinée aux élus et aux services techniques des collectivités concernées devra également être produite.

ANNEXE 5 :

Descriptif sommaire des missions des Maîtres d'ouvrage

Les missions et leur répartition entre les deux maîtres d'ouvrages seront précisées dans le cadre de la convention de MOA restant à établir conformément à l'article 3.2.1.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-527

DU 22 NOVEMBRE 2017

PROLONGEMENT DU T3 OUEST À LA PORTE DAUPHINE (75)
SITE DE MAINTENANCE ET DE REMISAGE DU FUTUR TZEN 4 (91)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code des transports ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

VU le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions versées par l'État pour des projets d'investissement et son décret d'application n°2002-428 du 25 mars 2002 ;

VU le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR n°55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole État-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'adoption du contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n°CR 123-16 du 14 décembre 2016 approuvant l'avenant n°1 au Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 07 février 2017 par l'État et la Région ;

VU La délibération n° CP 10-753 du 14 octobre 2010 relative à la mise en accessibilité de points d'arrêt du réseau de transport en commun routier ;

VU La délibération n° CP 15-709 du 8 octobre 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique regionale de « transport» - opérations tramway ;

VU La délibération n° CP 2017-206 du 17 mai 2017 relative à la convention 100 000 stages avec la RATP ;

VU La délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 relative à la convention 100 000 stages avec les Départements et la Ville de Paris ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-527 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 : PR 811-005 « Liaisons tramways »

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiches projets)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **4 406 310 €**.

Bénéficiaires	Opération	Localisation	Action (481005011)
Ville de Paris	Tramway T3 porte Dauphine	Paris	409 996,25 €
RATP	Tramway T3 porte Dauphine	Paris	3 996 313,75 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **4 406 310 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme PR 811-005 « Liaisons tramways » - Action 481005011 « Liaisons tramways », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 « Développement du réseau »

Article n°2 : PR 818-015 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus »

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiches projets)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **8 052 170 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481015011)
STIF	TZEN 4 – Études PRO, ACT et travaux de réalisation du SMR	Essonne	8 052 170 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **8 052 170 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 818 « Autres transports en commun » - programme PR 818-015 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus » - Action 481015011 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 « Développement du réseau »

Article n°3 : Changement de bénéficiaire

Prend acte de la dissolution de la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre et du changement de maîtrise d'ouvrage au profit de l'EPT Vallée Sud Grand Paris, de l'opération de «mise en accessibilité de 220 points d'arrêt bus du territoire de la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre (Fiche projet N° 10017315) ».

Décide de transférer à l'EPT Vallée Sud Grand Paris le reliquat de la subvention attribuée antérieurement à la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre par délibération CP 10-753 du 14 octobre 2010 : solde de 901 101,09 € pour une subvention initiale maximum de 1 099 100 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec l'EPT Vallée Sud Grand Paris, de l'avenant de transfert (annexe 3 à la délibération) à la convention initialement signée avec la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre pour la réalisation du projet précité, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article n°4 :

L'article 10 de la délibération n° CP 15-709 du 8 octobre 2015 est complété par les dispositions suivantes :

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
15015659	Tramway T6 Chatillon – Vélizy – Viroflay	CD78	01/01/2014

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 01/01/2014, dans la mesure où ces dépenses correspondent à la dérogation prévue à l'alinéa 4 de l'article 17 de l'annexe de la délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

Approuve en conséquence la fiche projet n° 15015659 modifiée, figurant en annexe 2 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

23/11/2017 14:51:52

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1: ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-527	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481005 - Liaisons tramways**
Action	**481005011 - Liaisons tramways**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17014743 - TRAMWAY - T3 A l'OUEST PORTE DAUPHINE – FINANCEMENT AVP et PRO - RATP			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/T3 Maillot - Hors CPRD			
Montant total	3 996 313,75 €		Code nature	204163
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 648 500,00 €	HT	70,75 %	3 996 313,75 €	

Dossier	17014744 - TRAMWAY - T3 A l'OUEST PORTE DAUPHINE – FINANCEMENT AVP et PRO - VILLE DE PARIS			
Bénéficiaire	R2 - COMMUNE DE PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/T3 Maillot - Hors CPRD			
Montant total	409 996,25 €		Code nature	204143
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 621 500,00 €	HT	6,19 %	409 996,25 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 406 310,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481005 - 481005011	4 406 310,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**818 - Autres transports en commun**
Programme	**481015 - Développement et amélioration des sites propres pour autobus**
Action	**481015011 - Développement et amélioration des sites propres pour autobus**

Dispositif : N° 00000742 - Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-527	Budget	2017

Dossier	17014749 - TCSP - TZEN 4 : ÉTUDES PROJET, ACT ET TRAVAUX DE RÉALISATION DU SMR			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	CORBEIL-ESSONNES			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Tzen - BHNS et autres TCSP - Hors CPRD			
Montant total	8 052 170,00 €		Code nature	2041732
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 433 000,00 €	HT	49 %	8 052 170,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000742 - Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	8 052 170,00 €

Total sur l'imputation 908 - 818 - 481015 - 481015011	8 052 170,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014744

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAMWAY - T3 A L'OUEST PORTE DAUPHINE – FINANCEMENT AVP ET PRO - VILLE DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	6 621 500,00 €	6,19 %	409 996,25 €
	Montant Total de la subvention		409 996,25 €

Imputation budgétaire : 908-811-204143-481005-200
481005011- Liaisons tramways

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PARIS
Adresse administrative : 4 PL DE L'HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

N° SIRET : 21750001600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention à la Ville de Paris relatif aux études d'AVP et PRO concernant le prolongement du T3 à l'ouest vers la Porte Dauphine

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le premier tronçon du tramway T3 a été mis en service en décembre 2006 entre le pont du Garigliano et la porte d'Ivry. Une première extension du T3 jusqu'à la porte de la Chapelle a été mise en service le 14 décembre 2012. Le second prolongement du T3 (à la porte d'Asnières) devrait être mis en service au second semestre 2018.

Il est proposé un nouveau prolongement à l'ouest du T3b au-delà de la Porte d'Asnières dans les 17e et 16e arrondissements de Paris à Porte Dauphine (3 km).

Les objectifs pour ce nouveau prolongement sont de poursuivre l'avancée de la rocade tramway parisienne, de renforcer le maillage du réseau structurant (RER C et EOLE à Porte Maillot, M3 à Porte de

Champerret, M1 à Porte Maillot et M2 à Porte Dauphine).

Description :
Cette extension d'une longueur de 2 à 3 kilomètres pourrait accueillir de 4 à 6 nouvelles stations.

Elle partira de la porte d'Asnières terminus du T3 actuellement en travaux, pour rejoindre la porte Dauphine en utilisant les boulevards des Maréchaux.

Les études DOCP ont été approuvées en octobre 2015, les études de Schéma de principe en octobre 2017.

Le dossier proposé concerne le financement des phases d'Avant-Projet et Projet. Il inclut un autofinancement de la Ville de Paris ainsi qu'un rattrapage sur des avances de la Ville de Paris sur les précédentes études.

A ce stade d'études encore peu avancées, l'enveloppe disponible au CPER de ce prolongement est de 265M€. Les études d'Avant-Projet et Projet permettront de préciser les coûts précis du prolongement.

Ce dossier concerne la part d'étude de la Ville de Paris sur le projet de prolongement.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études d'Avant-Projet et Projet est portée conjointement par la RATP et Ville de Paris, respectivement pour la partie système de transport et pour la partie insertion urbaine.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au CPER 2015-2020. Il permettra d'améliorer les conditions de déplacement des quartiers périphériques de l'ouest parisien. Le maillage du réseau de transports en commun sera également amélioré, grâce aux connections avec :
- le RER C et EOLE à Porte Maillot;
- les métros 1, 2 , 3 à Porte Maillot, Porte de Champerret et Porte Dauphine.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des 16ème et 17ème arrondissements de Paris et des Hauts-de-Seine, ainsi que les salariés des Paris et des communes limitrophes (Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine).

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est financé au titre du CPER 2015-2020, en application de la clé de financement « théorique suivante » :
• Ville de Paris : 60% ;
• l'Etat : 11,7% ;
• Région : 28,3 %.

Cependant, La ville de Paris ayant pris à sa charge 100% de la précédente convention de financement dans l'attente de la conclusion du cadre de financement CPER 2015-2020, la clé de répartition ci dessous intègre le rattrapage de financement de l'Etat et de la région dans le respect des taux de participation arrêtés dans le CPER.

• Ville de Paris : 49,24 % ;
• Etat : 14,85 % ;
• Région Ile-de-France : 35,91 %.

(Le rattrapage des études précédentes préfinancées par la Ville de Paris se fait aux clefs de répartition du CPER (60% VDP, 11,7 Etat, 28,3 % Région) pour un cout global de 3 300 000 € HT.)

De plus pour limiter les échanges de flux financiers entre les différents partenaires de la convention, la Ville de Paris s'autofinance sur sa part de maitrise d'ouvrage (Insertion urbaine).
Cela donne donc une clef de répartition suivante pour ce qui concerne la part de Maitrise d'ouvrage de la Ville de Paris :
• Ville de Paris : 91,25 % ;
• Etat : 2,56 % ;
• Région Ile-de-France : 6,19 %.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T3 Maillot

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes AVP et PRO - Ville de Paris	6 621 500,00	100,00%
Total	6 621 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	409 996,25	6,19%
Etat	169 503,75	2,56%
Ville de Paris	6 042 000,00	91,25%
Total	6 621 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	170 792,25 €
2019	172 458,48 €
2020	66 745,52 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	1 200 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	328 000,00 €

2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	299 030,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2014	Pactes pour l'emploi, la formation et le développement économique - Action innovante	20 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	935 632,00 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	3 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 794 673,83 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	464 639,96 €
2015	Innovation et actions pilotes - Fct	10 000,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	80 090,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	16 114 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	120 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	300 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	37 827,14 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	200 000,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	2 189 286,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	407 143,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 941 360,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	106 226,79 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 2	1 230 000,00 €
	Montant total	29 790 908,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014743

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAMWAY - T3 A L'OUEST PORTE DAUPHINE – FINANCEMENT AVP ET PRO - RATP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	5 648 500,00 €	70,75 %	3 996 313,75 €
	Montant Total de la subvention		3 996 313,75 €

Imputation budgétaire : 908-811-204163-481005-200
481005011- Liaisons tramways

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention à la RATP pour les études d'AVP et PRO dans le cadre du prolongement du T3 à l'ouest à Paris vers la Porte Dauphine

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le premier tronçon du tramway T3 a été mis en service en décembre 2006 entre le pont du Garigliano et la porte d'Ivry. Une première extension du T3 jusqu'à la porte de la Chapelle a été mise en service le 14 décembre 2012. Le second prolongement du T3 (à la porte d'Asnières) devrait être mis en service au second semestre 2018.

Il est proposé un nouveau prolongement à l'ouest du T3b au-delà de la Porte d'Asnières dans les 17e et 16e arrondissements de Paris à Porte Dauphine (3 km).

Les objectifs pour ce nouveau prolongement sont de poursuivre l'avancée de la rocade tramway parisienne, de renforcer le maillage du réseau structurant (RER C et EOLE à Porte Maillot, M3 à Porte de

Champerret, M1 à Porte Maillot et M2 à Porte Dauphine).

Description :
Cette extension d'une longueur de 3 kilomètres pourrait accueillir de 6 nouvelles stations.

Elle partira de la porte d'Asnières terminus du T3 actuellement en travaux, pour rejoindre la porte Dauphine en utilisant les boulevards des Maréchaux.

Les études DOCP ont été approuvées en octobre 2015, les études de Schéma de principe en octobre 2017.

Le dossier proposé concerne le financement des phases d'Avant-Projet et Projet. Il inclut un autofinancement de la Ville de Paris ainsi qu'un rattrapage sur des avances de la Ville de Paris sur les précédentes études.

A ce stade d'études, le coût est estimé à 170M€ HT (2015). Les études d'Avant-Projet et Projet permettront de préciser les coûts de ce prolongement.

Ce dossier concerne la part d'étude de la RATP.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études d'Avant-Projet et Projet est portée conjointement par la RATP et Ville de Paris, respectivement pour la partie système de transport et pour la partie insertion urbaine.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au CPER 2015-2020. Il permettra d'améliorer les conditions de déplacement des quartiers périphériques de l'ouest parisien. Le maillage du réseau de transports en commun sera également amélioré, grâce aux connections avec :
- le RER C et EOLE à Porte Maillot;
- les métros 1, 2, 3 à Porte Maillot, Porte de Champerret et Porte Dauphine.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des 16ème et 17ème arrondissements de Paris et des Hauts-de-Seine, ainsi que les salariés des Paris et des communes limitrophes (Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine).

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est financé au titre du CPER 2015-2020, en application de la clé de financement « théorique suivante » :
• Ville de Paris : 60% ;
• l'Etat : 11,7% ;
• Région : 28,3%.

Cependant, la ville de Paris ayant pris à sa charge 100% de la précédente convention de financement dans l'attente de la conclusion du cadre de financement CPER 2015-2020, la clé de répartition ci-dessous intègre le rattrapage de financement de l'Etat et de la région dans le respect des taux de participation arrêtés dans le CPER:
• Ville de Paris : 49,24 % ;

• Etat : 14,85 % ;
• Région Ile-de-France : 35,91 %.

(Le rattrapage des études précédentes préfinancées par la Ville de Paris se fait aux clefs de répartition du CPER (60% VDP, 11,7% Etat, 28,3% Région) pour un cout global de 3 300 000 €.)

De plus pour limiter les échanges de flux financiers entre les différents partenaires de la convention, la Ville de Paris s'autofinance sur sa part de maitrise d'ouvrage (Insertion urbaine).

Cela donne une clef de répartition pour ce qui concerne la part de Maitrise d'ouvrage de la RATP (correspondant à la clef CPER) :
• Etat : 29,25 % ;
• Région Ile-de-France : 70,75 %.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T3 Maillot

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes AVP PRO RATP	5 648 500,00	100,00%
Total	5 648 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	3 996 313,75	70,75%
Etat	1 652 186,25	29,25%
Total	5 648 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	675 328,00 €
2019	1 379 575,00 €
2020	1 232 259,75 €
2021	591 318,00 €
2022	117 833,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	107 940 579,26 €
	Montant total	573 499 277,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014749

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TCSP - TZEN 4 : ÉTUDES PROJET, ACT ET TRAVAUX DE RÉALISATION DU SMR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	16 433 000,00 €	49,00 %	8 052 170,00 €
	Montant Total de la subvention		8 052 170,00 €

Imputation budgétaire : 908-818-2041732-481015-200
481015011- Développement et amélioration des sites propres pour autobus

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : attribution d'une subvention en vue du financement des études projet (PRO), ACT et des travaux de réalisation du site de maintenance et de remisage (SMR) du TZEN 4.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet du Tzen 4 consiste à créer une infrastructure de transport en commun en site propre sur un parcours d'environ 14,3 km entre Viry-Châtillon et Corbeil-Essonnes. Il remplacera la ligne 402 actuelle sur la section entre « La Treille » à Viry-Châtillon et la gare RER D de Corbeil-Essonnes en s'insérant majoritairement sur la voirie existante. Lors de sa mise en service, le Tzen 4 empruntera également des sections de site propre réalisées dans le cadre des projets urbains traversés (Grande Borne et ZAC Centre-Ville à Grigny et ZAC de la Montagne des Glaises à Corbeil-Essonnes).

Ce projet poursuit trois objectifs généraux définis dans les dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et dans le schéma de principe :

1) Faire évoluer la ligne 402 vers le mode Tzen entre la station « La Treille » à Viry-Châtillon et la gare de Corbeil-Essonnes ;

2) Conforter et développer l'intermodalité du Tzen avec des lignes de transport existantes et projetées ;

3) Assurer une bonne insertion du Tzen dans le tissu urbain et une bonne prise en compte des modes actifs.

Il assure la correspondance avec les lignes structurantes du secteur, à savoir avec :
- le RER D aux gares RER de Grigny Centre, Orangis – Bois de l'Épine, Évry – Courcouronnes Centre, Le Bras de Fer et Corbeil-Essonnes,
- le futur tram-train Massy – Evry (T12 Express) aux stations La Ferme Neuve à Grigny et Évry – Courcouronnes gare RER à Evry,
- le TZen 1 à la station Corbeil-Essonnes gare RER.

Dans l'objectif de développer et sécuriser les itinéraires cyclables le long du tracé du Tzen 4, des aménagements cyclables sont réalisés sur les parties en site propre nouvellement créées.

La localisation du SMR à proximité immédiate du terminal sud permettra une exploitation optimale de la ligne.

Le SMR contribuera ainsi à :
- exploiter, remiser et maintenir les véhicules Tzen (dépannage, entretien courant, lavage, etc.) ;
- assurer la maintenance des installations fixes de la ligne ;
- garantir la régulation du réseau de Tzen.

Description :
Le site retenu pour l'implantation du site de maintenance et de remisage (SMR) du Tzen 4 est l'ancien site logistique « Norbert Dentressangle », localisé Rue Emile Zola à Corbeil-Essonnes d'une superficie totale de 5,4 hectares. Seuls 2,7 hectares seront nécessaires pour créer le SMR du Tzen 4. La surface restante pourrait ensuite être rétrocédée à la ville pour y développer un projet urbain.

Les équipements à intégrer au site pour les besoins propres de la ligne Tzen 4 seront les suivants :
- Station-service, selon la motorisation retenue, et machine à laver les carrosseries ;
- Stationnement bus : 30 positions de remisage dimensionnées pour bus de 24 mètres à ce stade des études ;
- Hall de maintenance Tzen 4 : poste de maintenance 24 mètres soit environ 900 m² ;
- Stationnement véhicules légers : 60 places (surface indicative : 1 900 m²) ;
- Surface de bureaux : surface indicative de 1 100 m² ;
- Surface du stock : surface indicative de 300 m².

L'opération doit permettre la réalisation :

1/ des études et missions de maitrise d'œuvre construction :
- projet (PRO)
- d'assistance aux contrats de travaux (ACT)
- exécution des contrats de travaux (DET)
- examen de la conformité des plans d'exécution (VISA)
- assistance aux opérations de réception et GPA (AOR)
- missions complémentaires confiées à la MOE

2/des autres études nécessaires à la maîtrise d'ouvrages (AMO démolition, CSPS, Contrôle Technique, OPC ,…) ;

3/ des travaux de démolition du bâtiment existant et dépollution du terrain ;

4/ des travaux de réalisation du site de maintenance et de remisage (SMR) du Tzen 4.

Moyens mis en œuvre :
Les études projet (PRO), la mission d'assistance aux contrats de travaux (ACT) et les travaux de réalisation du site de maintenance et de remisage (SMR) du Tzen 4 seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'Île-de-France Mobilités.

Intérêt régional :
Le SMR des véhicules du Tzen 4 constitue un élément essentiel pour la bonne exploitation de l'ensemble de la ligne du Tzen 4. Le SMR permettra le stockage, l'entretien, le nettoyage et la réparation des T Zen nécessaires à l'exploitation de la ligne.

Lors de sa mise en service, le Tzen 4 empruntera également des sections de site propre réalisées dans le cadre des projets urbains traversés (Grande Borne et ZAC Centre-Ville à Grigny et ZAC de la Montagne des Glaises à Corbeil-Essonnes) qui amèneront à près de 8,3 km le linéaire de site propre déjà réalisé.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs franciliens, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet du Tzen 4 est inscrit au Contrat de plan État-Région 2015-2020 et fait partie des opérations "Tzen, BHNS et autres TCSP" contribuant au développement du réseau du Nouveau Grand Paris. Les clés de financement sont les suivantes :
- État : 21%
- Région Ile-de-France : 49%
- Autres (bloc local et opérateurs) : 30 %

Localisation géographique :
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tzen - BHNS et autres TCSP

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	14 457 000,00	87,98%
FRAIS MOE	936 000,00	5,70%
FRAIS MOA	1 040 000,00	6,33%
Total	16 433 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTAT (en cours)	3 450 930,00	21,00%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	8 052 170,00	49,00%
DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE (en cours)	4 929 900,00	30,00%
Total	16 433 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	97 510,00 €
2019	1 935 990,00 €
2020	1 970 780,00 €
2021	2 006 060,00 €
2022	2 041 830,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €

2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 705 703,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	645 620 270,00 €
2017	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	139 131 000,00 €
	Montant total	3 124 566 804,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015659

Commission permanente du 8 octobre 2015 CP15-709

Objet : TRAMWAY T6 CHATILLON – VELIZY – VIROFLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	6 056 007,73 €	72,49 %	4 390 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 390 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-204133-381005-200
381005015- Liaisons tramways

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'AP au titre de la convention de financement n°3 du tramway T6 Châtillon – Vélizy – Viroflay

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Région s'est engagée à financer les travaux du Tramway T6 à hauteur de 110,22M € pour la partie sous maîtrise d'ouvrage du CD78, au travers de trois conventions votées par les délibérations CP 06-1142, CP 08-301 et CP 09-168. La présente affectation permet de boucler la mise en place des financements prévus et concerne les dépenses réalisées à partir du 1er janvier 2014.

Objectifs :
Le T6 Châtillon – Vélizy – Viroflay est un nouveau tramway permettant de développer la desserte en transports en commun 8 communes denses en habitants et emplois des Hauts-de-Seine et des Yvelines.
Il permettra également de renforcer le maillage du réseau de transports en commun francilien et de contribuer à la politique de développement durable des territoires franciliens en :
- en intégrant le tramway dans une vision globale de l'aménagement des territoires concernés,
- en permettant aux usagers de choisir un mode de transport collectif plus respectueux de

l'environnement,
- en revalorisant la place des modes doux (piétons, vélos) dans l'espace public.

Description :
Cette nouvelle ligne de tramway en site propre sur pneus reliera la station de métro ligne 13 Châtillon - Montrouge à la gare Viroflay Rive Droite.
Une première phase de Châtillon à Vélizy a été réalisée en surface et est désormais mise en service depuis le 13 décembre 2014. La seconde phase de Vélizy à Viroflay sera en section souterraine et est actuellement en travaux. Elle sera mise en service au printemps 2016.
Au total, la ligne fera 14 km de long, dont 1,6 km de tunnel et comptera 21 nouvelles stations, dont 2 souterraines.
A terme, 82 000 voyageurs sont attendus par jour, soit 22 millions de voyages annuels.

Moyens mis en œuvre :
Le STIF a confié la maîtrise d'ouvrage du projet :
- à la RATP pour la réalisation du système de transport,
- au Département des Hauts-de-Seine pour les aménagements urbains de son territoire (Malakoff, Montrouge, Châtillon, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Meudon) et la coordination des maîtres d'ouvrage,
- au Département des Yvelines pour les aménagements urbains de son territoire (Vélizy et Viroflay).

Intérêt régional :
Le tramway T6 assurera la desserte en mode lourd de 8 communes à partir de Châtillon dans les Hauts-de-Seine jusqu'à Viroflay dans les Yvelines.
Cette ligne s'inscrit dans le réseau francilien et est maillée avec la ligne 13 du métro à Châtillon, le RER C et les lignes de Transilien N et L à Viroflay et de nombreuses lignes de bus.
A terme, il sera en correspondance également avec la ligne 15 sud du Grand Paris Express à Châtillon et la ligne 10 du tramway à l'hôpital Béclère.

Le projet améliorera la desserte de nombreuses zones d'activités et d'emplois employant plus de 90 000 salariés :
- le centre commercial régional Vélizy 2,
- le parc d'activité de Vélizy-Villacoublay,
- le parc d'activités de Meudon-la-Forêt,
- la zone d'activité Novéos du Plessis-Clamart,
- l'hôpital Béclère...

Le taux de rendement interne du projet est de 18,2 %.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.
Le projet facilitera les déplacements de 150 000 franciliens habitant ou travaillant à moins de 500 m d'une station du T6.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet du tramway T6 a été financé dans le cadre :
- du Contrat de Plan Etat – Région Ile-de-France 2000 – 2006
- du Contrat de Projet Etat – Région Ile-de-France 2007 – 2013

Dans ces cadres, trois conventions de financement ont été mises en place.
Au titre de la 3e convention de financement, la Région Ile-de-France subventionne le périmètre de

maîtrise d'ouvrage du Département des Yvelines à hauteur de 72,49 %.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	6 056 007,73	100,00%
Total	6 056 007,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	1 551 549,18	25,62%
Région	4 390 000,00	72,49%
Département des Yvelines	114 458,55	1,89%
Total	6 056 007,73	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 073 000,00 €
2017	1 317 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €

2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 190 138,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	17 471 650,30 €
2016	Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 200 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	131 979,44 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	795 394,91 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	653 450,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	7 750 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	405 500,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	700 000,00 €
	Montant total	65 852 593,82 €

ANNEXE 3: CONVENTIONS

2017

Prolongement du T3 à l'Ouest de la porte d'Asnières à la porte Dauphine

Convention de financement des études relatives à l'élaboration du dossier d'Avant-Projet (AVP) et des Etudes Projet (PRO)/mission d'Assistance à Contrats de Travaux (ACT)

Convention N° 17DPI074

Version	Origine	Date
V1	Région Ile de France	3/10/2017
V2	Région Ile de France (prise en compte des remarques STIF)	06/10/2017
V3	Région Ile de France (suite aux remarques DRIEA, Ville de Paris, RATP et STIF, arbitrage RIF)	12/10/2017
V4	Région Ile de France Derniers arbitrages (Ville de Paris, RATP)	18/10/2017
V6	Ajout d'une clause de revoyure Reprise de la clause de confidentialité Adaptation de l'annexe 5 Mise en cohérence des renvois Correction de l'arrondi sur les clés CPER (Etat / RIF) Ajout du N° de la convention Prise en compte des autres remarques mineures exprimées par les signataires	23/10/2017
V7	correction coquilles article 4.3 en lien avec la correction de l'arrondi des clés CPER (Etat/RIF)	24/10/2017
V8	correction de l'annexe 4 (échéanciers prévisionnels des appels de fonds) en lien avec les modifications de montant suite à la correction de l'arrondi des clés CPER (Etat/RIF) + renvois d'articles + suppression de l'annexe 7 Clause de confidentialité Art.10	24/10/2017

Table des matières

1. Contexte général du Projet 7
1.1 Définitions 7
1.2 Historique 7
1.3 Objectifs du Projet 8
1.4 Inscription du Projet dans les documents de planification et de programmation 9
1.5 Rappel des financements mis en place pour les étapes précédentes 9
1.6 Caractéristiques principales du Projet 9
2. Objet de la convention 11
2.1 Rappel des éléments d'étude déjà effectués 11
2.2 Définitions et contenu de l'Opération 11
2.2.1 Définitions des études de Diagnostics (DIA) 11
2.2.2 Définitions des études d'Avant-Projet (AVP) 12
2.2.3 Définitions des études de Projet (PRO) et de la mission d'assistance aux contrats de travaux (ACT) 12
2.2.4 Le contenu des dossiers de l'Opération 13
2.3 Délai de réalisation 13
3. Rôles et engagements des parties 14
3.1 L'autorité organisatrice des transports 14
3.2 La maîtrise d'ouvrage de l'Opération 14
3.2.1 Coordination avec d'autres maîtres d'ouvrage 15
3.2.2 Engagements des maîtres d'ouvrage 15
3.3 Les financeurs 15
3.3.1 Identification 15
3.3.2 Engagements 16
4. Modalités de financement et de paiement 16
4.1 Estimation du coût 16
4.2 Coût global des études à la charge du maître d'ouvrage 16
4.3 Plan de financement 16
4.4 Modalités de versement des crédits par les financeurs 18
4.4.1 Versement d'acomptes 18
4.4.2 Versement du solde 20
4.4.3 Paiement 20
4.4.4 Bénéficiaires et domiciliation 20
4.5 Caducité des subventions 21
4.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France 21
4.5.2 Caducité au titre du Règlement Budgétaire et Financier de la Ville de Paris 22
4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage 22

5. Modalités de contrôle 22
6. Modification de l'AVP 22
7. Gestion des écarts 23
7.1 Dispositions en cas d'économies 23
7.2 Dispositions en cas de dépassement du coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention 23
7.3 Dispositions en cas de modification des délais de la présente convention 24
7.4 Dispositions communes 24
8. Organisation et suivi de la présente convention 24
8.1 Le Comité Technique 25
8.2 Le Comité des Financeurs 25
8.3 La Commission de Suivi 25
8.4 Suivi de la communication institutionnelle 26
8.5 Information hors Comité et Commission de suivi 26
9. Diffusion des études et Propriété intellectuelle 27
10. Confidentialité 27
11. Dispositions générales 28
10.1 Modification de la convention 28
10.2 Règlement des litiges 28
10.3 Résiliation de la convention 28
10.4 Date d'effet et durée de la convention 29
10.5 Mesures d'ordre 29
Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération 31
Annexe 2 : Liste des études antérieures 31
Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses 31
Annexe 4 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds 31
Annexe 5 : Calendrier prévisionnel 31
Annexe 6 : Détail du programme des études objet de la présente convention 31

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

La **Ville de Paris**, représenté par la Présidente du Conseil de Paris, dûment mandaté par la délibération n° du Conseil de Paris, en date du ,

Ci-après désignés par les financeurs.

En deuxième lieu,

- la **Ville de Paris**, représentée par la Maire de Paris dûment mandatée par délibération n° du Conseil de Paris en date des et ,

- la **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisien, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à Paris 13ème, 54 quai de la Rapée, 75012 Paris, représenté par sa Présidente Directrice Générale,

Ci-après désignés les maîtres d'ouvrage.

En troisième lieu,

- **Le Syndicat des Transports d'Île-de-France**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, numéro SIRET 287 500 078 00020, représenté par en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité par la délibération n°201 -007du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du / /201

Ci-après désigné « Ile-de-France Mobilités » ou « l'autorité organisatrice »,

Ci-après collectivement désignés « les Parties »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions versées par l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application n°2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu la délibération du Conseil Régional d'Île-de-France CR n°55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'adoption du contrat de plan Etat Région 2015-2020;

Vu la délibération du Conseil régional n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 approuvant l'avenant n°1 au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 07 février 2017 par l'Etat et la Région ;

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 14 décembre 2016 ;

Vu la délibération n°2015-532 en date du 7 octobre 2015 par laquelle le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France a approuvé le Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) ;

Vu la délibération n°2016-260 en date du 13 juillet 2016 par laquelle le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France a approuvé le Bilan de la Concertation ;

Vu la délibération n°201_-__ en date du __/__/201_ par laquelle le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France a approuvé le Schéma de Principe (SDP) et le Dossier d'Enquête Publique (DEP) ;

Vu la délibération de la Ville de Paris n° _____ du _____,

Vu la délibération n°_____ de la commission permanente du _____ du Conseil régional d'Île-de-France,

Vu la délibération n° _____du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du _____,

Il est convenu ce qui suit :

1. Contexte général du Projet

1.1 Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement défini dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de présenter les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'annexe 2.

« **Résultats des études** » : désigne les résultats des études des dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et/ou les schémas de principe et/ou les Diagnostics, les Avant-Projets, les Projets réalisés par le/les maîtres d'ouvrages, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexe 6, à partir des études objet de la présente convention et qui seront présentés au conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités.

1.2 Historique

Les études de Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) du projet de prolongement du T3 depuis la porte d'Asnières jusqu'à la porte Maillot ou la porte Dauphine ont été menées en 2015 sous maitrise d'ouvrage du Syndicat des Transports d'Île-de-France, en coordination avec la Ville de Paris et ont été approuvées le 7 octobre 2015 par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Le DOCP avait estimé un coût des travaux des quatre variantes de tracé allant de 102 M€ HT à 245 M€ HT CE 04/2015, hors matériel roulant.

La Ville de Paris, avec l'appui d'Île-de-France Mobilités, a engagé une phase de concertation afin de recueillir l'avis de tous sur le projet. Cette concertation s'est déroulée du 18 janvier au 21 février 2016. Elle a permis de confirmer l'opportunité du projet. Le bilan de cette concertation a été approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France le 13 juillet 2016 et par le Conseil de Paris du 4 au 7 juillet 2016.

Les 4 variantes de tracés étudiées dans le cadre du DOCP ont été présentées à la concertation. La variante C (traversée de la Porte Maillot en surface depuis le boulevard Gouvion-Saint-Cyr, et prolongement jusqu'à la porte Dauphine) était la variante privilégiée par Ile-de-France Mobilités ainsi que la Ville de Paris. Cette variante ayant aussi recueilli la préférence du public, le bilan de la concertation a permis d'acter la poursuite des études sur cette dernière.

Par ailleurs, la Ville de Paris a lancé la concertation du projet de réaménagement de la porte Maillot le 16 janvier 2017, ce dernier étant en interface forte avec le prolongement du tramway. .

Le bilan de la concertation du projet de réaménagement de la porte Maillot a été approuvé par le conseil de Paris des 25, 26 et 27 septembre 2017.

Ce bilan prévoit la désignation d'un coordonnateur général, spécialisé dans l'organisation, le pilotage et la gestion des chantiers multiples notamment pour répondre aux inquiétudes autour du déroulement des chantiers.

Les études de Schéma de Principe ont été réalisées entre novembre 2015 et octobre 2017, sous co-maitrise d'ouvrage Île-de-France Mobilités et Ville de Paris, respectivement sur les périmètres « Système de Transport » et « Insertion Urbaine ». Ces études ont permis d'étudier plus précisément le programme fonctionnel du projet suite aux préconisations issues de la phase de concertation.

Le schéma de principe qui en résulte et le dossier d'enquête publique seront adoptés concomitamment à cette convention de financement en vue d'une enquête publique au premier semestre 2018.

La présente convention est relative au financement des études d'avant-projet (AVP) et de projet (PRO) / Assistance aux Contrats de Travaux (ACT).

Elle porte sur l'ensemble du périmètre d'études de maîtrise d'ouvrage de l'opération, hors centre de maintenance et de remisage.

Pour réaliser les études d'AVP, le maître d'ouvrage et ses prestataires s'appuient sur le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 7 octobre 2015, sur le bilan de la concertation préalable approuvé au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 16 juillet 2016, sur le schéma de principe et sur le dossier d'enquête d'utilité publique dont l'approbation est inscrite au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du __/__/201_.

1.3 Objectifs du Projet

Le tracé du prolongement du T3 à l'Ouest de la porte d'Asnières à la porte Dauphine dessert les 17ème et 16ème arrondissements de Paris ainsi que les communes limitrophes de Levallois-Perret et de Neuilly-sur-Seine.

Le projet du prolongement du T3 à l'Ouest poursuit plusieurs objectifs généraux :

- Desservir un territoire très dense de l'ouest parisien

Le territoire traversé par le projet de prolongement du tramway T3 est marqué par une forte densité de population, d'activités économiques, culturelles et sportives. Le projet permettra de desservir les quartiers Berthier-Champerret et Gouvion-Saint-Cyr dans le 17ème arrondissement ainsi que la Porte Maillot, et notamment le Palais des Congrès de Paris et l'Université Paris-Dauphine.

- Affirmer le rôle essentiel du tramway T3

Le tramway T3 sera en correspondance avec de nombreuses lignes de transport: le RER C, les lignes 1,2 et 3 du métro, de nombreuses lignes de bus et le RER E prolongé à l'ouest (projet EOLE). Le projet de prolongement du tramway T3 à l'ouest offrira aux voyageurs un transport performant entre les 16ème et 17ème arrondissements de Paris, et constituera également une nouvelle desserte pour Neuilly et Levallois-Perret.

- Accompagner le développement urbain

Le prolongement du tramway T3 à l'Ouest s'inscrit dans un territoire qui fait l'objet de réflexions pour son développement urbain: le réaménagement de la Porte Maillot et les projets urbains innovants « 1000 arbres » et « ville multistrates », issus du programme «Réinventer Paris».

- Repenser l'espace public

L'arrivée du prolongement du tramway T3 à l'Ouest est l'occasion de requalifier l'espace public par des aménagements paysagers et urbains de qualité. Les trottoirs seront élargis pour faciliter les déplacements piétons et des pistes cyclables seront aménagées le long du tracé.

Les abords du tramway seront végétalisés et inscrits dans une cohérence indispensable à la proximité des sites classés et des monuments historiques.

1.4 Inscription du Projet dans les documents de planification et de programmation

Ce Projet est inscrit :

- au Schéma Directeur de la Région Ile-de-France approuvé le 27 décembre 2013,
- au CPER 2015-2020 adopté en juin 2015.

1.5 Rappel des financements mis en place pour les étapes précédentes

Pour la période 2015-2020, le projet est inscrit au CPER dans le cadre de l'enveloppe de 265M€ inscrite pour la ligne « T3 à la porte d'Asnières et prolongements », avec une clé de financement établie à 60 % pour le bloc local, 11,7 % pour l'Etat et 28,3 % pour la Région.

Conventions de financement antérieures

Les conventions de financements déjà votées dans le cadre du projet du prolongement du tramway T3 à l'Ouest sont les suivantes :

- convention relative aux études préalables au Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP), du dossier de concertation préalable associé, du Schéma de principe (SP) et du dossier d'enquête publique associé pour un montant de 3 000 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente de la Région n° CP 15-513 du 9 juillet 2015 ;
- avenant à la convention relative aux études préalables au Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP), du dossier de concertation préalable associé, du Schéma de principe (SP) et du dossier d'enquête publique associé augmentant à 3 300 000 € HT courants le coût prévisionnel des études approuvé par délibération de la Commission Permanente de la Région n° CP 16-501 du 16 novembre 2016 ;

1.6 Caractéristiques principales du Projet

Le projet de prolongement du T3 à l'Ouest de la porte d'Asnières à la porte Dauphine s'insère sur les Boulevards des Maréchaux. Ainsi, le projet empruntera successivement le boulevard Berthier, les avenues Adam et Mallarmé, puis le boulevard Gouvion-Saint-Cyr. Après la traversée de la porte Maillot (reconfigurée dans le cadre du projet de réaménagement porté par la Ville de Paris), le tramway continuera son parcours sur le boulevard de l'Amiral Bruix, contournera l'anneau central de la porte Dauphine pour venir effectuer son terminus sur le Boulevard Lannes, en face de l'université, et en connexion avec le RER C ainsi que le métro 2.

Il desservira les 17ème et 16ème arrondissements de Paris ainsi que les communes limitrophes de Levallois-Perret et de Neuilly-sur-Seine.

Longueur	3 km
Nombre de stations	7 stations
Mode	Tramway
Fréquentation estimée	Horizon 2020 : Environ 230 000 voyageurs à la journée sur l'ensemble de la ligne T3b sur la base de la variante C.
Temps de trajet	Horizon 2020 : 12 minutes environ entre la Porte d'Asnières et la Porte Dauphine
Fréquence	4 minutes en heure de pointe 8 minutes en heure creuse

Le prolongement Ouest du T3 viendra se connecter à de nombreuses lignes structurantes du réseau de transport en commun : RER C, prolongement du RER E, ainsi que trois lignes de métro. La localisation des nouvelles stations de tramway en correspondance avec ces lignes devra permettre de réduire autant que possible les distances de connexion pour amplifier l'effet maillage du réseau. Le tramway sera aussi en correspondance avec le pôle bus de la porte de Champerret.

Le long de son tracé, le prolongement du T3 Ouest traverse des secteurs de projets urbains :

- le réaménagement de la Porte Maillot ;
- les projets urbains innovants « 1000 arbres » et « ville multistrates », issus du programme «Réinventer Paris».

Au total ce sont près de 474 500 habitants et 314 000 emplois qui seront desservis d'ici à 2020.

Dans l'objectif de développer et sécuriser les itinéraires cyclables le long du tracé du prolongement du T3 à l'Ouest, des aménagements cyclables seront réalisés.

La maintenance du matériel roulant du prolongement du T3 à l'Ouest sera assurée dans le SMR de Ladoumègue existant et situé dans le 19ème arrondissement de Paris.

L'adaptation de ce SMR réalisée dans le cadre du prolongement du T3b entre la Porte de la Chapelle et la Porte d'Asnières permet d'ores et déjà le remisage et l'entretien des rames nécessaires à l'exploitation de la ligne T3b prolongée jusqu'à la Porte Maillot ou jusqu'à la Porte Dauphine.

Le trafic attendu estimé à 230 000 voyages par jour ouvrable sur la ligne T3b. La charge dimensionnante sur le futur tronçon le plus chargé à l'heure de pointe du matin a été estimée entre 1 900 et 2 850 voyageurs entre les stations Porte d'Asnières et Place Léautaud en direction de la Porte Maillot en 2020.

Au stade du schéma de principe, la mise en service du prolongement du T3 Ouest est prévue à l'horizon 2023, sous réserve de consolidation du planning durant les études AVP, notamment en lien avec le projet de réaménagement urbain de la porte Maillot.

Le projet est estimé à 170 M€ HT CE 04/2015 (Foncier et libération d'emprises incluses et hors matériel roulant) à l'issue du DOCP (les estimations sont en cours de finalisation dans le cadre du schéma de principe et doit respecter l'enveloppe du DOCP +- 20%).

2. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir les conditions et modalités de financement des études d'Avant-Projet (AVP), des études de Projet (PRO) du prolongement du T3 à l'Ouest de la porte d'Asnières à la porte Dauphine et de l'Assistance aux Contrats de Travaux (ACT) ;
- de préciser le contenu des études nécessaires à la constitution des dossiers d'Avant-Projet ;
- de définir les documents à remettre aux Parties à la présente convention ;
- de préciser les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du Projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Prolongement du T3 à l'Ouest de la porte d'Asnières à la porte Dauphine – Etudes d'AVP et de Projet (PRO)/ACT»

2.1 Rappel des éléments d'étude déjà effectués

La liste des études disponibles à prendre en compte dans l'élaboration de l'AVP est indiquée en annexe 2.

2.2 Définitions et contenu de l'Opération

2.2.1 Définitions des études de Diagnostics (DIA)

Faisant suite au Schéma de Principe et sur la base de la loi MOP, la phase études préliminaires et diagnostic a pour objet de :

- préciser les contraintes physiques, économiques et d'environnement conditionnant le projet, à partir des documents de base remis par le maître de l'ouvrage, et se renseigner sur l'existence et l'implantation des ouvrages et réseaux souterrains, subaquatiques et aériens susceptibles d'être rencontrés à l'emplacement des travaux ;
- présenter une ou plusieurs solutions techniques, architecturales, d'implantation et d'insertion dans le paysage pour les ouvrages concernés ainsi qu'une comparaison des différents éléments composant ces solutions, assorties de délais de réalisation, et examiner leur compatibilité avec la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'ouvrage retenue par le maître de l'ouvrage ;
- permettre de proposer éventuellement certaines mises au point du programme ;
- vérifier la faisabilité de l'opération, au regard des différentes contraintes du programme et du site, et proposer éventuellement la nature et l'importance des études et reconnaissances complémentaires nécessaires » ;
- programmer, ordonnancer et réaliser des études et essais complémentaires. Ces derniers seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage avant leurs programmations et seront sous le contrôle et la surveillance directs du titulaire ;
- fixer les grands choix techniques et programmatiques préalablement à l'AVP.

Le cas échéant, ces études et essais complémentaires sont réalisés via les marchés existants de la Ville de Paris mais toujours sous le pilotage du titulaire.

2.2.2 Définitions des études d'Avant-Projet (AVP)

Les études d'Avant-Projet ont pour vocation d'approfondir les éléments suivants:

- Les caractéristiques principales du Projet : principes guidant le choix du/des modes et tracé(s) retenu(s) et de la définition des solutions techniques, eu égard au réseau existant, aux caractéristiques des projets de développement économique et urbain à desservir et à l'incidence du Projet sur l'environnement ;
- de préciser les tracés des réseaux d'alimentations et d'évacuations de tous les fluides, ainsi que les réseaux souterrains existants et les réseaux concessionnaires, et coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- Une évaluation précise des coûts (investissement et exploitation), du calendrier de réalisation, des impacts et de l'intérêt socio-économiques.

La présente convention finance la réalisation :

- des études d'Avant-Projet dit également AVP « technique » ;
- d'un dossier d'Avant-Projet synthétique dit « administratif », conforme à l'annexe à la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France en date du 6 juillet 2011;

Les études AVP permettront également d'alimenter les dossiers administratifs qui seront établis parallèlement, et notamment :

- le dossier préliminaire de sécurité (DPS) ;
- le dossier au titre de la loi sur l'eau (DLE) ;
- Autres autorisations administratives nécessaires ;
- etc.

L'ensemble des études associées à l'AVP seront menées dans un cadre de suivi et de maîtrise des coûts du Projet. A programme constant, le maître d'ouvrage cherchera à réaliser des économies par rapport aux coûts estimés dans le schéma de principe.

2.2.3 Définitions des études de Projet (PRO) et de la mission d'assistance aux contrats de travaux (ACT)

Les études de projet (PRO) ont pour objet général :

- de confirmer la solution d'ensemble et les choix techniques, architecturaux et paysagers, en précisant notamment la nature et la qualité des matériaux et équipements et les conditions de leur mise en œuvre ;
- de déterminer l'implantation, les caractéristiques et les dimensions des différents ouvrages avec un niveau de précision permettant leur exécution ; et de vérifier l'efficience de leur dimensionnement (stabilité, résistance et optimisation du dimensionnement) dans les conditions d'exploitation futures ;
- d'établir les plans et spécifications techniques des équipements du système de transport en fonction des besoins de l'exploitation ;
- de préciser les tracés des réseaux d'alimentations et d'évacuations de tous les fluides, ainsi que les réseaux souterrains existants et les réseaux concessionnaires, et coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- d'élaborer les principes de cohésion des systèmes et ouvrages entre eux ;
- d'établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant-métré et analyser les évolutions de coût ;
- de permettre aux maîtres de l'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel définitif de la réalisation du projet et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation et de sa maintenance ;
- de préciser le mode de dévolution des marchés de travaux ;

- approfondir le détail du calendrier de l'opération, et fixer l'échéancier et l'ordonnancement d'exécution des travaux ;
- de réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à l'aboutissement des études PRO.

Ces études aboutissent à la production et à la diffusion de résultats notamment constitués par:

- les dossiers de synthèse de la conception détaillée (PRO), comprenant les plans, spécifications techniques, et avant-métrés relatifs à chaque thématique, pour les deux périmètres ST et AMU ;
- une note descriptive de l'allotissement envisagé, ainsi que l'estimatif du projet réparti par année et par lot ;
- un ensemble de livrables relatifs aux enjeux transversaux : analyse des évolutions par rapport à l'AVP, détail de l'organisation des travaux, note d'environnement et des caractéristiques opérationnelles comprenant le schéma d'exploitation, dossiers d'interfaces techniques par systèmes et sous-systèmes.

Les études PRO permettront également d'alimenter les dossiers administratifs qui seront établis parallèlement, et notamment :

- le dossier « jalons de sécurité » (DJS) ;
- etc.

Les études PRO porteront sur le projet du prolongement du T3 à l'Ouest tel qu'étudié dans les études d'AVP.

La **mission ACT** a pour objet:

- la participation à l'élaboration de la stratégie achat des marchés
- la préparation de la consultation des entreprises, en fonction du mode de passation et de dévolution des marchés retenus pour l'opération du prolongement du T3 à l'Ouest (et notamment la constitution des DCE) ;
- analyser les éventuelles questions des entreprises durant la phase d'appel d'offres et proposer des éléments de réponse correspondant ;
- analyser les candidatures s'il y a lieu, les offres des entreprises ;
- relire le rapport d'analyse rédigé par les maîtres d'ouvrage pour valider la conformité avec l'analyse qu'ils auront réalisées ;
- préparer les mises au point permettant la passation du ou des contrats par les maîtres d'ouvrage.

2.2.4 Le contenu des dossiers de l'Opération

Les études d'AVP :

Le contenu des études d'AVP est détaillé à l'annexe 6 de la présente convention.

2.3 Délai de réalisation

A compter de la date de notification par Ile-de-France Mobilités, le délai prévisionnel de réalisation des études d'AVP et des études PRO / ACT est de **36 mois**.

Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'AVP et des études de PRO/ ACT est joint en annexe 5 à la présente convention.

3. Rôles et engagements des parties

3.1 L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, elle suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

L'article R1241-32 du code des transports prévoit qu'Île-de-France Mobilités peut assurer la maîtrise d'ouvrage ou désigner le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinées au transport public de voyageurs.

3.2 La maîtrise d'ouvrage de l'Opération

Pour cette Opération, la Ville de Paris et la RATP assureront une co-maîtrise d'ouvrage des études AVP et des études PRO/ACT.

Ainsi, la Ville de Paris et la RATP sont maîtres d'ouvrage du programme des études décrit à l'article 2.2, objet de la présente convention pour leurs périmètres respectifs.

La Ville de Paris réalise les études et les travaux pour l'insertion urbaine et la gestion de voirie.

Elle gère les marchés de communication et de coordination générale passés en groupement de commande avec la RATP.

La RATP a en charge les études et la réalisation du système de transport. Elle participe à la coordination générale ainsi qu'à la définition et la réalisation du plan de communication de l'opération.

La Ville de Paris est MOA coordonnateur et MOA insertion urbaine.

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :

- D'établir un planning d'ensemble des opérations faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- D'agréger et de synthétiser les informations relatives à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- D'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.
- De conduire plusieurs missions communes aux différents maîtres d'ouvrage :
  - Mission de coordination architecturale et paysagère pour la phase PROJET et la Réalisation,
  - Mission de communication,
  - Mission de coordination des MOAs (planning directeur),
  - Mission de coordination de Sécurité, Protection et Santé (CSPS).

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :

- De rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage de l'opération,
- De formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 6 de la présente convention).

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'annexe 5 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

A l'approbation du Schéma de Principe, la RATP sera désignée maître d'ouvrage du système de transport pour les études (AVP, PRO/ACT) et la réalisation de la ligne.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.2.1 Coordination avec d'autres maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrages devront réaliser ces études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des projets connexes au projet de prolongement du T3 à l'Ouest, tels que les projets urbains des secteurs traversés (Porte Maillot) et les projets de transports structurants (Eole).

3.2.2 Engagements des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect des coûts prévisionnels figurant dans la présente convention en euros courants

Pour permettre la comparaison entre leur coût final de réalisation et leur coût final prévisionnel de réalisation, il est précisé que le coût final prévisionnel de réalisation estimé est déterminé en euros aux conditions économiques de l'avant-projet et aux conditions économiques de référence de la convention.

Chaque maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des éléments d'études d'AVP et de PRO/ACT, tels que définis dans l'article 2.2 de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés en annexe 5 sous réserve que la notification de la présente convention aux maîtres d'ouvrages ne génère pas de retards ou d'arrêt de l'Opération.

Conformément à l'article 7, les maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'autorité organisatrice, des risques de non-respect du planning et/ou celui du dépassement des coûts, dans les meilleurs délais. L'AO informera par la suite les financeurs sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

Ces engagements sont conditionnés à la validation de l'avant-projet par le Conseil du STIF, le Conseil de Paris et le Conseil d'Administration de la RATP.

3.3 Les financeurs

3.3.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, selon les clés de répartition suivantes :

- Etat (11,7 %) ;
- Région Ile-de-France (28,3%) ;
- Bloc local Ville de Paris (60%).

3.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP)/Autorisations d'engagements (AE) nécessaires pour la réalisation de l'Opération dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 14.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 3, à la réalisation de l'Opération par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 3.2.

Cet engagement est conditionné à la validation de l'avant-projet par le Conseil du STIF, le Conseil de Paris et le Conseil d'Administration de la RATP.

4. Modalités de financement et de paiement

4.1 Estimation du coût

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études d'AVP et de PRO / ACT de la présente convention est évalué à **12 270 000 € HT non actualisable et non révisable.**

4.2 Coût global des études à la charge du maître d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage fournissent une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet de prolongement du T3 à l'Ouest, reprise ci-dessous :

Montant en M€ HT en euros			
Postes de dépenses	**Total**	**Ville de Paris**	**RATP**
Etudes d'Avant-Projet / Projet /ACT	7 100 000	4 104 100	2 995 900
Frais MOA études	5 170 000	2 517 400	2 652 600
TOTAL	**12 270 000**	**6 621 500**	**5 648 500**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles dans un principe de fongibilité par poste et dans le respect du périmètre de chaque maître d'ouvrage et de l'enveloppe globale, non actualisable et non révisable.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros HT.

Prolongement du T3 à l'Ouest				
	Etat	**Région**	**Ville de Paris**	**TOTAL**
Ville de Paris	774 715,50 €	1 873 884,50 €	3 972 900,00 €	**6 621 500,00 €**
RATP	660 874,50 €	1 598 525,50 €	3 389 100,00 €	**5 648 500,00 €**
SOUS-TOTAL	**1 435 590,00 €**	**3 472 410,00 €**	**7 362 000,00 €**	**12 270 000,00 €**
%	11,70%	28,30%	60,00%	100%

Les financeurs de la présente convention se sont accordés sur :

- le rattrapage de l'avance de financement sur la convention de financement des études d'élaboration du Dossier d'Objectifs et des Caractéristiques Principales (DOCP), de la concertation préalable, des études de Schéma de Principe (SP) et des enquêtes publiques ;
- l'autofinancement de la Ville de Paris.

Conformément à la convention de financement des études d'élaboration du Dossier d'Objectifs et des Caractéristiques Principales (DOCP), de la concertation préalable, des études de Schéma de Principe (SDP) et des enquêtes publiques N°15DPI003 notifiée le 16/09/2015, financée à 100 % par la Ville de Paris dans l'attente de la conclusion du cadre de financement CPER 2015-2020, le plan de financement de la présente convention intègre le rattrapage de financement de l'État et de la Région en respectant les clefs du CPER 2015-2020.

Plan de financement de la présente convention avec rattrapage de la convention de financement des études d'élaboration du Dossier d'Objectifs et des Caractéristiques Principales (DOCP), de la concertation préalable, des études de Schéma de Principe (SP) et des enquêtes publiques :

Les montants à rattraper se répartissent ainsi :

	Etat	**Région**	**Ville de Paris**
Rattrapage des études précédentes	386 100 €	933 900 €	-1 320 000 €

Plan de financement avec rattrapage sur l'avance de financement de la Ville de Paris

Prolongement du T3 à l'Ouest Montant avec rattrapage en euros courants HT				
	Etat	**Région**	**Ville de Paris**	**TOTAL**
Ville de Paris	774 715,50 €	1 873 884,50 €	3 972 900,00 €	**6 621 500,00 €**
RATP	660 874,50 €	1 598 525,50 €	3 389 100,00 €	**5 648 500,00 €**
SOUS-TOTAL	**1 435 590,00 €**	**3 472 410,00 €**	**7 362 000,00 €**	**12 270 000,00 €**
%	11,70%	28,30%	60,00%	100%
Montant à rattraper	386 100,00	933 900,00	-1 320 000,00	
TOTAL	**1 821 690,00**	**4 406 310,00**	**6 042 000,00**	**12 270 000,00**
%	14,85%	35,91%	49,24%	100%

Plan de financement avec rattrapage et autofinancement de la Ville de Paris :

Prolongement du T3 à l'Ouest Montant avec rattrapage et autofinancement de Paris				
	Etat	**Région**	**Ville de Paris**	**TOTAL**
Ville de Paris	169 503,75 €	409 996,25 €	6 042 000,00 €	**6 621 500,00 €**
Clés résultantes	**2,56%**	**6,19%**	**91,25%**	100 %
RATP	1 652 186,25 €	3 996 313,75 €	0,00 €	**5 648 500,00 €**
Clés résultantes	**29,25%**	**70,75%**	**0%**	100%
TOTAL	**1 821 690,00 €**	**4 406 310,00 €**	**6 042 000,00 €**	**12 270 000,00 €**
%	*14,85%*	*35,91%*	*49,24%*	*100 %*

Les clés résultantes sont les clés de financement pour les acomptes et le solde de la présente convention.

Compte tenu du rattrapage des avances sur le financement de la ville de Paris de la convention précédente de financement des études d'élaboration du Dossier d'Objectifs et des Caractéristiques Principales (DOCP), de la concertation préalable, des études de Schéma de Principe (SP) et des enquêtes publiques et de l'autofinancement de la ville de Paris, la répartition globale des financements est la suivante :

- Ville de Paris : 49,24 % ;
- Etat : 14,85 % ;
- Région Ile-de-France : 35,91 %.

A noter que si les financeurs s'accordent à couvrir un surcoût en application de l'article 7, ils sont solidaires à hauteur des clés CPER rappelées au début du présent article, quelle que soit la répartition des surcoûts par périmètre de maîtrise d'ouvrage.

4.4 Modalités de versement des crédits par les financeurs

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par les maîtres d'ouvrage.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage, par financeur.

Le comité des financeurs (article 7.18.2) est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Les maîtres d'ouvrage transmettront aux financeurs sur leur périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 2 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement des acomptes par les MOA comprendra les pièces suivantes :

A Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

- un courrier de demande de versement de l'acompte avec la référence claire de la subvention (noms de l'opération et de la présente convention), daté et signé par le directeur d'opération ou un représentant dûment habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des versements déjà obtenus au titre de la présente convention ;

- un tableau de justification de l'état d'avancement du projet (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) par postes de dépense tels que définis à l'article 4.2 de la convention, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures acquittées, daté et visé par le comptable public du bénéficiaire ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 4.3 de la convention ;
- Pour la Ville de Paris, la demande de versement des acomptes comprendra un état récapitulatif des factures acquittées daté et visé par le comptable public en charge de la comptabilité.

B - Demande de versement des acomptes auprès de la Région :
La demande de versement des acomptes par la ville de Paris comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses acquittées, leur date d'acquittement et le montant des dépenses acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application de la clé de financement définie à l'article 4.3 pour chaque maître d'ouvrage ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande de versement par la RATP comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur montant et date de comptabilisation. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant dûment habilité.

C - Demande de versement des acomptes auprès de la Ville de Paris

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des **factures acquittées**, leur **date d'acquittement** et le montant des **factures acquittées**. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3;
- Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

E - Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat à la Ville de Paris est plafonné à 80% de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants conformément aux dispositions du décret n°99-1060.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat à la RATP est plafonné à 90 % de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants.

S'agissant d'une opération relevant du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région est plafonné à 95% du montant global de l'opération en euros courants conventionnels avant le versement du solde.

La Ville de Paris adopte le même principe d'un cumul des acomptes, en euros courants, plafonné à 95%.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chaque maître d'ouvrage.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études et des prestations couvertes par la présente convention, les maîtres d'ouvrage présentent un relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde à un maître d'ouvrage est subordonné à la production des documents signés par le représentant légal ou le directeur financier de ces maîtres d'ouvrage indiqués à l'article 4.4.1. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les maîtres d'ouvrages procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier des financeurs à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 ou 4.4.2 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 2.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des maîtres d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès de :

- Ville de Paris sur le compte ouvert au nom de la DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES VILLE – DEPT de BDF PARIS, dont le RIB est le suivant :

  Code banque : 30001
  Code guichet : 00064
  N° compte : U7530000000
  Clé : 40

Le paiement est effectué à la Ville de Paris par virement bancaire, portant dans son libellé le numéro de référence de la facture

- RATP sur le compte ouvert au nom de RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES de CALYON, dont le RIB est le suivant :

  Code banque : 31489

  Code guichet : 00010

  N° compte : 00 198 757 753

  Clé : 47

Le paiement est effectué à la RATP par virement bancaire, portant dans son libellé le numéro de référence de la facture.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	Service de la Politique des Transports Cellule Budget et Synthèse Financière	01.40.61.89.50
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finance Direction de la comptabilité	Service dépenses d'intervention sociale et territoriale 01.53.85.58.76
Ville de Paris	11, rue du Pré 75018 Paris	Direction de la Voirie et des Déplacements – Mission tramway	01 40 09 57 00
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54, quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	01.58.78.25.12

4.5 Caducité des subventions

4.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale et départementale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision des Présidents (Région et ville). Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Si l''opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de Projets, comme c'est le cas en l'espère, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.5.2 Caducité au titre du Règlement Budgétaire et Financier de la Ville de Paris

Le financement de la ville de Paris devient caduc et est annulé si, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration parisienne une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prolongé d'un an, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme est considérée caduque.

À compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. À l'issue de ce délai, si l'acompte de la subvention versé au bénéficiaire n'est pas totalement utilisé et justifié, le solde de cet acompte doit être remboursé à la ville de Paris.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Les maîtres d'ouvrages s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5. Modalités de contrôle

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

6. Modification de l'AVP

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais globaux définis dans l'AVP ou des coûts d'objectif définis dans l'AVP, peut conduire, selon la réglementation applicable aux maîtres d'ouvrage ou selon l'appréciation d'Ile-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la

réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

En conséquence, dès qu'un maître d'ouvrage envisage des modifications de son programme dans l'opération stipulée à l'article 2, il transmet, à Ile-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Ile-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité des Financeurs ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les études concernées ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

7. Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global.

7.1 Dispositions en cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

7.2 Dispositions en cas de dépassement du coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention

S'il apparaît que, au cours de l'opération, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention ne peut être respecté, les maîtres d'ouvrage fournissent à Ile-de-France Mobilités et aux financeurs un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

La phase PRO/ACT sera lancée à l'issue de la phase AVP. Le cas échéant, un financement complémentaire sera préalablement mis en place si le besoin est révélé lors de l'AVP et présenté par les maitres d'ouvrage en Comité des Financeurs (cf. article 7.18.2), après validation des financeurs et d'Ile-de-France Mobilités

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, Ile-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe aux maîtres d'ouvrage.

7.3 Dispositions en cas de modification des délais de la présente convention

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai prévu à l'article 2.3 de la présente convention ne peut être assuré, Ile-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé auprès des maîtres d'ouvrage, sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Ile-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, aux financeurs, qui s'appuiera notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, et de l'avis éventuel formulé par les maîtres d'ouvrage, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, Ile-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

7.4 Dispositions communes

Si, en application des statuts du maître d'ouvrage, ou des règles qui lui sont applicables, les propositions doivent faire l'objet d'une décision d'approbation d'Ile-de-France Mobilités, notamment au titre de l'article 7 de la présente convention, le maître d'ouvrage coordinateur transmet à Ile-de-France Mobilités l'ensemble des pièces et dossier justificatif éventuel (Avant-Projet Modificatif).

Ile-de-France Mobilités instruit la demande du maître d'ouvrage coordinateur, approuve le cas échéant l'Avant-Projet Modificatif et arrête selon les cas :

- un nouveau coût de réalisation en euros constants pour l'opération ;
- un nouveau délai de l'opération.

En application de ces décisions, un avenant formalisera l'ensemble des modifications apportées à la convention notamment en termes de :

- modifications de périmètre de maîtrise d'ouvrage ;
- modifications de programme ;
- augmentation du coût de réalisation initial et d'incidence sur la rémunération du maître d'ouvrage concerné ;
- augmentation du délai initial.

8. Organisation et suivi de la présente convention

La gouvernance du Projet s'articule autour de comités et de commissions, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Les financeurs sont tenus étroitement informés de l'avancement des études menés par les maitres d'ouvrage.

8.1 Le Comité Technique

Il est constitué un Comité Technique de suivi de l'opération composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention.

Le Comité Technique est convoqué par la Ville de Paris. Il est réuni autant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par la Ville de Paris.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques du DOCP, dossier d'enquête et Schéma de principe, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération,
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- de valider les choix techniques si nécessaire,
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche,
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité Technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le Projet.

8.2 Le Comité des Financeurs

Il est constitué un Comité des Financeurs composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence d'Ile-de-France Mobilités en qualité d'autorité organisatrice des transports.

Le Comité des Financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par la Ville de Paris.

Le Comité des Financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Le Comité des Financeurs se prononce et valide :

- les ajustements techniques, administratifs et financiers n'ayant pu être validés en comité technique décrit à l'article 8.1 ;
- la diffusion des éléments liés à l'Opération ;
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi ;
- les Projets de dossiers préparés en vue de son approbation en Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

Le Comité des Financeurs se réunit également sur les questions spécifiques relevant du pilotage du Projet, notamment son financement, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

Le compte rendu de chaque Comité des Financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.

8.3 La Commission de Suivi

Il est constitué une Commission de Suivi des études, placée sous la présidence du Directeur général d'Ile-de-France Mobilités, en qualité d'autorité organisatrice des transports, composée des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, des Collectivités Territoriales concernées par le Projet.

La Commission de Suivi est réunie a minima préalablement à la présentation des Résultats d'études en conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par Ile-de-France Mobilités.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

8.4 Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par un Comité de Communication composé d'Ile-de-France Mobilités, des financeurs et des MOA.

Le Comité de Communication est coordonné par le maître d'ouvrage coordonnateur. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit les maîtres d'ouvrage, les financeurs du Projet et Ile-de-France Mobilités ainsi que les prestataires de communication de l'opération (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage coordonnateur puis approuvé par les participants

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOAs et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage/autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région Ile-de-France, Ville de Paris ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

8.5 Information hors Comité et Commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France et aux élus, y compris des financeurs;
- à informer les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par ces derniers à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

9. Diffusion des études et Propriété intellectuelle

Les études et résultats des études, définis à l'article 1.1, seront communiqués, sur première demande, aux co-financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sauf accord préalable des maîtres d'ouvrage.

Les données des études pourront être utilisées librement par les financeurs et le Île-de-France Mobilités dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et à Île-de-France Mobilités les Résultats d'études, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par la présente Opération, après validation du Comité des Financeurs.

Les données des études pourront être utilisées librement par les financeurs et Île-de-France Mobilités dans le cadre de la poursuite de la réalisation du Projet.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs et Île-de-France Mobilités s'engagent à respecter la confidentialité des documents transmis pendant la durée de la présente convention et à l'issue de cinq (5) années qui s'ensuivront.

Les Résultats d'études seront transmis en trois exemplaires :
- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel),
- un exemplaire sous format informatique natif et pdf.

Les maîtres d'ouvrage remettront aux financeurs et à Île-de-France Mobilités, en début d'étude puis lors de toute modification ou complément, le tracé du Projet dans un format SIG interopérable de type shapefile (SHP), géo concept (GXT) ou Map info (MIF/MID). Le transmetteur de l'objet SIG devra indiquer le système de projection de la couche de données.

A défaut, il veillera à remettre des éléments cartographiques permettant de reporter précisément le tracé sur le SIG régional et sur le SIG de la DRIEA.

10. Confidentialité

Les maîtres d'ouvrage et les financeurs s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de cinq (5) années qui s'ensuivront, les Informations Confidentielles reçues d'un Maître d'ouvrage:

- soient traitées avec la même précaution que celle qu'ils portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui du présent projet ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit du maître d'ouvrage concerné.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles les financeurs et les maîtres d'ouvrage apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leur possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leur soient communiquées par les maîtres d'ouvrage ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;
- qu'ils les ont licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les financeurs et les maîtres d'ouvrage ne seront pas soumis à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale, de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique, ainsi qu'en application du code des relations entre le public et l'administration. Dans cette hypothèse, ils devront informer le maître d'ouvrage concerné de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

11. Dispositions générales

11.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties signataires de la présente convention.

11.2 Règlement des litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les parties sont de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

11.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis de trois mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des services requis est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

11.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation en commission permanente de la Région-Ile-de-France.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 2.3 et en annexe 5, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 11.3, soit en cas de caducité décrit à l'article 4.5, soit après la réalisation des deux étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 2.2 de la présente convention ;
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2.

11.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la Région Ile-de-France	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	Pour RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale
Pour Ile-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général d'Ile-de-France Mobilités	Pour la Ville de Paris, **Anne HIDALGO** Maire de Paris	

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération

Annexe 2 : Liste des études antérieures

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 4 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 5 : Calendrier prévisionnel

Annexe 6 : Détail du programme des études objet de la présente convention

ANNEXE 1 :

Organigramme nominatif de l'Opération

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

Maîtrise d'ouvrage Ville de Paris

Maire de Paris : Anne HIDALGO

Directeur de la voirie et des déplacements : Didier BAILLY

Cheffe de la mission tramway : Christelle GODINHO

Maîtrise d'ouvrage RATP

Présidente Directrice Générale : Catherine GUILLOUARD

Maître d'ouvrage : Hervé DAUMAS

ANNEXE 2 :

Liste des études antérieures

- Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) approuvé en CA du STIF du 7 octobre 2015

- Etudes Schéma de principe de 2015-2017 :
  - Dossier de synthèse,
  - Système de transport et insertion urbaine
  - Les plans d'insertion
  - Etude de circulation et d'exploitation
  - Etudes des ouvrages d'art
  - Prévision de trafic et évaluations socio-économiques
  - Estimation des coûts

- Schéma de principe de 2017

ANNEXE 3 :

Echéancier prévisionnel des dépenses

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DE LA VILLE DE PARIS

€ HT	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Dépenses	2 758 320	2 785 230	1 077 950	/	**6 621 500**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DE LA RATP

€ HT	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Dépenses	1 431 790	2 209 000	1 508 065	499 645	**5 648 500**

ANNEXE 4 :

Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES APPELS DE FONDS DE LA VILLE DE PARIS

€ HT	2018	2019	2020	TOTAL
Etat	70 610,22 €	71 299,09 €	27 594,44 €	169 503,75 €
Région	170 792,25 €	172 458,48 €	66 745,52 €	409 996,25 €
Ville de Paris	2 516 917,53 €	2 541 472,42 €	983 610,04 €	**6 042 000 €**
Total	**2 758 320 €**	**2 785 230 €**	**1 077 950 €**	**6 621 500 €**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND DE LA RATP

€ HT	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	279 199 €	570 354 €	509 450,25 €	244 468 €	48 716 €	1 652 186,25 €
Région	675 328 €	1 379 575 €	1 232 259,75 €	591 318 €	117 833 €	3 996 313,75 €
Ville de Paris	-	-	-	-	-	**-**
Total	954 527	1 949 930	1 741 710	835 785	166 548	5 648 500

ANNEXE 5:

Calendrier prévisionnel indicatif

	2018				2019				2020			
	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4
Etudes AVP												
Synthèse et validation AVP												
PRO / ACT												

Date prévisionnelle de livraison de la phase avant-projet du prolongement du T3 à l'Ouest :

Début 2019

ANNEXE 6 :

Détail du programme des études objet de la présente convention

CONTENU TYPE DES AVANT-PROJETS SOUMIS A L'APPROBATION d'ILE DE FRANCE MOBILITES

Objectif :
L'objectif de l'avant-projet est d'obtenir des études dont le niveau de détail permettent d'arrêter le programme détaillé définitif, de définir le plan de financement et le planning des travaux de l'opération puis le dépôt du permis de construire le cas échéant.

Enjeux :

- **Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional**

Le contenu de l'avant-projet est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des conclusions de l'Enquête Publique.

- **Articulation avec la loi MOP**

○ Le contenu de l'avant-projet devra être conforme aux dispositions des articles 4, 13 et 20 du décret 93-1268 précité :
○ « Confirmer, compte tenu des études et reconnaissances complémentaires, la faisabilité de la solution retenue et en déterminer ses principales caractéristiques ;
○ proposer une implantation topographique des principaux ouvrages ;
○ permettre au maître de l'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme et d'en déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;
○ établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées ;
○ permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et autres autorisations administratives nécessaires à ce stade du projet et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction. »

L'article 2 de la loi MOP prévoit que, pour des projets de réutilisation/réhabilitation d'ouvrage existants ou de réalisation d'ouvrages neufs complexes d'infrastructure et de bâtiments, le programme défini avant commencement de l'avant-projet pourra être précisé avant le commencement des études de projet.

Adaptation :

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas.

Contenu :

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre de l'avant-projet pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. historique :
a. rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,

II. diagnostics Transport des Territoires concernés
a. Rappel du schéma de principe et mises à jour éventuelles,

III. objectifs du Projet / Programme
a. Programme de l'opération arrêté en adéquation avec les objectifs précédents. Justification des changements apportés le cas échéant,
b. Nature et étendue des besoins (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),
c. Contraintes et exigences (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),

IV. description du Projet
a. Caractéristiques principales (évolutions depuis le schéma de principe),
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
- *i. fonctionnelle des installations,*
- *ii. périmètre du projet,*
- *iii. consistance des dessertes envisagées,*
- *iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),*
- *v. dimensionnement justifié des installations,*

d. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
- *i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,*
- *ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,*

e. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages et inconvénients techniques,
f. Compatibilité entre l'avant-projet et la déclaration de projet,
g. Pour les projets en souterrain : sondages détaillés permettant d'arrêter les choix des techniques de réalisation,

V. impacts du projet
a. Descriptif de la prise en compte des conclusions de l'Etude d'impact et de l'Enquête Publique, et de leurs effets sur l'opération, en termes de définition, de performances, de coûts, de délais,

VI. management et calendrier du Projet
a. Organisation :
- *i. identification des différentes parties : STIF, MOA(s) désignés, MOE(s) études, collectivités…,*
- *ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),*
- *iii. méthodes : Schéma Directeur Qualité,*

b. Planification :
- *i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du mois,*
- *ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructure ferroviaire et de voirie,*
- *iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec la décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/*

gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. économie du Projet

a. Coûts de réalisation :

i. présentation synthétique des coûts : coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 5%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA*, présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, enquête publique,…)*

ii. présentation détaillée des coûts : coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, …), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières… pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises et des évolutions au regard de l'étape précédente,

iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Gestion des risques

i. coûts : Schéma Directeur Qualité

c. Coûts d'exploitation :

i. bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part,

ii. éléments chiffrés permettant de préparer contrat d'exploitation (ou avenant),

VIII. financement :

a. plan de financement global et annualisé,

b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût,

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Mise à jour du schéma de principe par rapport au programme retenu

X. annexes graphiques selon loi MOP

XI. annexes de constitution du dossier :

a. Décision de lancement de l'AVP,
b. Avis du commissaire enquêteur,
c. Déclaration de projet,
d. DUP le cas échéant,

XII. annexes complémentaires au dossier :

a. Projet de Convention de Financement,
b. *Eventuellement Dossier Préliminaire de Sécurité.*

Une synthèse de l'AVP destinée aux élus et aux services techniques des collectivités concernées devra également être produite.

2017

T ZEN 4
VIRY-CHATILLON
–
CORBEIL-ESSONNES

Convention de financement relative aux phases PRO, ACT et travaux du site de maintenance et de remisage (SMR) du TZEN 4

CONVENTION N°

SOMMAIRE

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION 6

Définitions 6

Préambule 6

Objectifs du projet 7

Inscription dans les documents de planification et de programmation 8

1 - OBJET DE LA CONVENTION 9

1.1. Définition et contenu de l'opération 9

1.2. Calendrier de réalisation de l'opération 10

2 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 11

2.1. L'autorité organisatrice des transports 11

2.2. La maîtrise d'ouvrage 11

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 11

2.2.2. Coordination du projet de SMR et des projets en interface 11

2.2.3. Périmètre de la maîtrise d'ouvrage d'Île-de-France Mobilités pour la réalisation du SMR 12

2.3. Les financeurs 12

2.3.1. Identification 12

2.3.2. Engagements 12

3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 13

3.1. Estimation du coût de l'opération 13

3.2. Coûts détaillés 13

3.3. Plan de financement 14

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région et le Département de l'Essonne 14

3.4.1. Versement d'acomptes 14

3.4.2. Versement du solde 15

3.4.3. Modalités de paiement 16

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 16

3.5. Caducité des subventions 17

3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région 17

3.5.2. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire et financier du Département de l'Essonne 17

3.6. Comptabilité de l'opération 17

4 – MODALITÉS D'AUDIT ET DE CONTRÔLE PAR LES FINANCEURS 18

4.1. Par les financeurs 18

4.2. Par Île-de-France Mobilités 18

4.3. Intervention d'experts 18

5 – GESTION DES ÉCARTS 18

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPÉRATION 19

6.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 19

6.2. Comité des financeurs 20

6.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 20

6.4. Communication institutionnelle 21

7- MODIFICATION DU PROGRAMME 21

8- MODIFICATION DE DESTINATION 22

9- BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA CONVENTION 22

10 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES 22

11 – DISPOSITIONS GENERALES 23

11.1 Modification 23

11. 2 Règlement des litiges 23

11.3 Résiliation de la convention 23

11.4 Date d'effet et durée de la convention 24

11.5 Mesures d'ordre 24

ANNEXES 26

ANNEXE 1 27

ANNEXE 2 28

ANNEXE 3 29

ANNEXE 4 30

Entre,

En premier lieu,

- l'**État**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par délibération n°…….. de la Commission permanente en date du …….. du Conseil régional d'Ile-de-France,

- le **Département de l'Essonne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par délibération n°…….. du Conseil départemental en date du …….. ,

Ci-après désignés « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **Le Syndicat des transports d'Île-de-France**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°…….. en date du……,

Ci-après désigné « **Île-de-France Mobilités »** ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le bénéficiaire »** ou « l**e maître d'ouvrage** »

En troisième lieu,

- **Le Syndicat des transports d'Île-de-France**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis /41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes délibération n°…….. en date du……,

Ci-après désigné comme **« Île-de-France Mobilités** » ou **« l'autorité organisatrice** » ;

Ci-après collectivement désignés « **les parties** »,

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma directeur de la région Ile-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015,

Vu l'avenant formalisant la révision du Contrat de plan Etat – Région 2015 -2020 approuvé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'Etat et la Région ;

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;

Vu le Plan de déplacement urbain d'Île-de-France voté par le Conseil régional le 19 juin 2014 ;

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

Vu la délibération n°2011-0625 du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France en date du 6 juillet 2011 approuvant le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) ;

Vu la délibération n°2012-0104 du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France en date du 11 avril 2012 approuvant le bilan de la concertation ;

Vu la délibération n°2015-184 du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France en date du 15 juin 2015 approuvant le schéma de principe et le dossier d'enquête d'utilité publique ;

Vu la convention de financement relative aux études d'avant-projet (AVP) et des premières acquisitions foncières (AF), pour un montant total de 13,8 M€ HT courants, notifiée le 11 mai 2016,

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du …… du Conseil régional,

Vu la délibération n°…… du Département de l'Essonne du ……,

Vu la délibération n°……. du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du …….

Il est précisé et convenu ce qui suit :

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (DOCP, concertation préalable, schéma de principe, enquête publique, études d'Avant-projet, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Études** » : désigne les études réalisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de la présente convention de financement.

« Résultats des études » : désigne les synthèses des études réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

Préambule

Le projet du T Zen 4 consiste à créer une infrastructure de transport en commun en site propre sur un parcours d'environ 14,3 km entre Viry-Châtillon et Corbeil-Essonnes. Il remplacera la ligne 402 actuelle sur la section entre « La Treille » à Viry-Châtillon et la gare RER D de Corbeil-Essonnes en s'insérant majoritairement sur la voirie existante. Lors de sa mise en service, le T Zen 4 empruntera également des sections de site propre réalisées dans le cadre des projets urbains traversés (Grande Borne et ZAC Centre-Ville à Grigny et ZAC de la Montagne des Glaises à Corbeil-Essonnes).

Le T Zen 4 s'insérera par ailleurs dans les projets urbains des quartiers prioritaires identifiés dans le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), dont le cadre a été fixé dans la loi de programmation pour la ville et de rénovation urbaine du 21 février 2014. Plusieurs quartiers, d'intérêt national ou régional, seront desservis directement par le T Zen 4 (les Tarterêts à Corbeil-Essonnes, les Pyramides à Evry, le Plateau à Ris-Orangis, Grigny 2 et La Grande Borne à Grigny, le Plateau à Viry-Châtillon) contribuant ainsi fortement à limiter leur enclavement vis-à-vis du territoire et de sa dynamique économique. La réussite du projet de T Zen 4 dans ces quartiers représente une priorité pour la Région, qui a choisi de s'y investir spécifiquement au travers d'une politique cadre, votée le 26 janvier 2017 en faveur du développement urbain et en soutien au NPNRU (CR 2017-06).

Le 6 juillet 2011, le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France a approuvé le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) du projet d'insertion d'un transport en commun type « T Zen » entre Viry-Châtillon et Corbeil-Essonnes. Le DOCP avait estimé un coût des travaux à 71 M€ HT CE 2012 hors acquisitions foncières et hors matériel roulant.

La concertation préalable du projet s'est déroulée du 17 octobre au 2 décembre 2011. Elle a permis de confirmer l'opportunité du projet entre la station « La Treille » à Viry-Châtillon et la gare RER de Corbeil-Essonnes. Le bilan de cette concertation a été approuvé par le Conseil du STIF le 11 avril 2012.

Les études de schéma de principe ont été réalisées entre octobre 2012 et octobre 2014 afin d'étudier plus précisément le programme fonctionnel de l'opération suite aux préconisations issues de la phase de concertation.

Le schéma de principe qui en résulte et le dossier d'enquête d'utilité publique ont été adoptés concomitamment à la convention de financement relative aux études d'avant-projet et des premières acquisitions foncières et ce, en vue de l'enquête publique.

L'enquête publique a été organisée du 30 mai au 4 juillet 2016 et le projet du T Zen 4 a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 décembre 2016.

A l'issue du schéma de principe, le projet est estimé à 113 M€ HT CE 08/2012 (acquisitions foncières incluses et hors matériel roulant). Les études d'avant-projet (AVP) de synthèse SMR et ligne, en cours de

finalisation en 2017 par Ile-de-France Mobilités, viendront préciser le coût d'objectif global de l'opération lors de l'approbation de l'AVP prévue début 2018.

La présente convention porte spécifiquement sur la création du site de maintenance et de remisage (SMR) du projet T Zen 4, à l'étude depuis le schéma de principe. Le SMR permettra le stockage, l'entretien, le nettoyage et la réparation des T Zen nécessaires à l'exploitation de la ligne. Il sera implanté sur une partie de l'ancien site logistique « Norbert Dentressangle » Corbeil-Essonnes.

Les phases suivantes du projet du T Zen 4 feront l'objet de conventions de financement ultérieures. La présente convention de financement s'inscrit en anticipation de l'approbation de l'avant-projet du T Zen 4, prévue pour début 2018, qui viendra confirmer le coût d'objectif global du projet T Zen 4.

Objectifs du projet

L'objectif principal de la liaison Viry-Châtillon – Corbeil-Essonnes est de faire évoluer le tronçon central de la ligne 402 vers un T Zen c'est-à-dire un système de bus à haut niveau de service (BHNS) fiable, capacitaire, rapide et régulier.

La création d'un T Zen se traduit par des aménagements de voirie (avec, en particulier, la réalisation d'un site propre sur la presque totalité du linéaire) et la mise en place de systèmes spécifiques, tant pour garantir la bonne exploitation de la ligne que le confort des voyageurs.

Le projet du T Zen 4 poursuit trois objectifs généraux définis dans les dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et dans le schéma de principe :

1) **Faire évoluer la ligne 402 vers le mode T Zen entre la station « La Treille » à Viry-Châtillon et la gare de Corbeil-Essonnes** :
   - Affirmer le caractère structurant d'une des principales liaisons de transport en commun du territoire pour répondre à une forte demande de déplacements de courtes distances ;
   - Accompagner l'évolution de la ligne d'une restructuration des sections nord et sud de la ligne 402 actuelle en préservant voire en améliorant la qualité de service pour les usagers ;
   - Rechercher une vitesse commerciale élevée, une régularité et une fiabilité grâce à des aménagements spécifiques : site propre, priorité aux carrefours, interstations inférieures à 500 m ;
   - Augmenter les fréquences ;
   - Accroître l'amplitude horaire ;
   - Améliorer la qualité de service : en station grâce à des équipements divers tels que la vente de titres de transport, des informations sur le temps d'attente et la visualisation des plans de transport et du quartier. Dans le véhicule grâce à l'accessibilité pour tous, l'information voyageurs sonore et visuelle, les informations sur les perturbations ;*
   - Via des stations homogènes et facilement reconnaissables sur toute la ligne, un matériel roulant spécifique, une plateforme T Zen identifiable et lisible par tous ;

2) **Conforter et développer l'intermodalité du T Zen avec des lignes de transport existantes et projetées** :
   - Optimiser l'intermodalité avec les différentes lignes de bus et permettre un rabattement rapide sur les gares RER et pôles d'échanges du secteur ;
   - Intégrer les connexions du T Zen 4 aux projets de transport en commun du secteur : T12 express, T Zen 1, etc. ;

3) **Assurer une bonne insertion du T Zen dans le tissu urbain et une bonne prise en compte des modes actifs**
   - Relier les pôles d'activités majeurs (CHSF, ZAC de Grigny Centre-Ville, centre urbain d'Évry, SNECMA, universités, etc.) en assurant une desserte fine et de bonne qualité des différentes

communes grâce aux performances d'un matériel roulant efficace et à un site propre lui étant entièrement dédié ;

- Intégrer le T Zen dans les projets urbains en interaction avec le tracé pour participer à l'amélioration du cadre de vie ;
- Assurer la continuité des liaisons actives (vélos et piétons) et leur interconnexion avec le T Zen.

Inscription dans les documents de planification et de programmation

Le projet du T Zen 4 est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable voté par la Région n° CR 37-14 du 19 juin 2014 ;
- au Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 voté par l'assemblée régionale le 18 juin 2015 (CR 53-15) et signé le 9 juillet 2015 et dans l'avenant formalisant la révision du Contrat de plan Etat – Région 2015 – 2020 approuvé par l'assemblée régionale le 15 décembre 2016 (CR 123-16) et signé le 7 février 2017 par l'Etat et la Région.

Rappel des financements mis en place pour les étapes précédentes

Ce projet a bénéficié de financements au titre du contrat particulier Région – Département de l'Essonne 2007-2013 prorogé à 2015 (y compris l'avenant intervenu en 2012) et de financements Etat et Région au titre du volet Transport du Plan Espoir Banlieues 2008.

Plusieurs affectations ont déjà été réalisées dans le cadre du projet :

	Bénéficiaires	Année	Financeurs				Montant total HT
			Plan Espoir Banlieues*	PDU / CPRD			
				Région	Département	Autres	
Traversée de la Grande Borne	CA Lacs Essonne	2010	4 611 050,00	1 883 000,00	1 883 000,00	3 766 000,00	12 143 050,00
				25,00%	*25,00%*	*50,00%*	
Traversée Montagne des Glaises	CA Seine Essonne	2010	1 723 200,00	1 077 000,00	1 077 000,00	2 154 000,00	6 031 200,00
				25,00%	*25,00%*	*50,00%*	
Traversée ZAC centre-ville Grigny	Ville de Grigny	2011	2 322 500,00	1 161 250,00	1 161 250,00	2 322 500,00	6 967 500,00
				25,00%	*25,00%*	*50,00%*	
Carrefour RN7-RD446	CA Seine Essonne	2013		1 300 000	316 878	1 745 017	3 361 895,00
				38,67%	*9,43%*	*51,91%*	
Total financement autres MOA (hors T Zen 4)			**8 656 750,00**	**5 421 250,00**	**4 438 128,00**	**9 987 517,00**	**28 503 645,00**
DOCP à EP	STIF	2010		1 300 000,00	1 300 000,00	0,00	2 600 000,00
				50,00%	*50,00%*	*0,00%*	
Etudes AVP et 1ères AF	STIF	2015		6 900 000,00	6 900 000,00	0,00	13 800 000,00
				50,00%	*50,00%*	*0,00%*	
Total financement STIF (T Zen 4)				**8 200 000,00**	**8 200 000,00**	**0,00**	**16 400 000,00**
MONTANT TOTAL HT				**12 321 250,00**	**12 321 250,00**	**8 242 500,00**	**44 903 645,00**

*Plan Espoir Banlieues : le montant indiqué correspond au montant total HT pris en charge à 50% par l'Etat et 50% par la Région.

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions et les modalités de la participation financière de l'État, de la Région Ile-de-France et du Département de l'Essonne au financement des études projet (PRO), de la mission d'assistance aux contrats de travaux (ACT) et des travaux de réalisation du site de maintenance et de remisage (SMR) du T Zen 4 ;
- le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du projet.

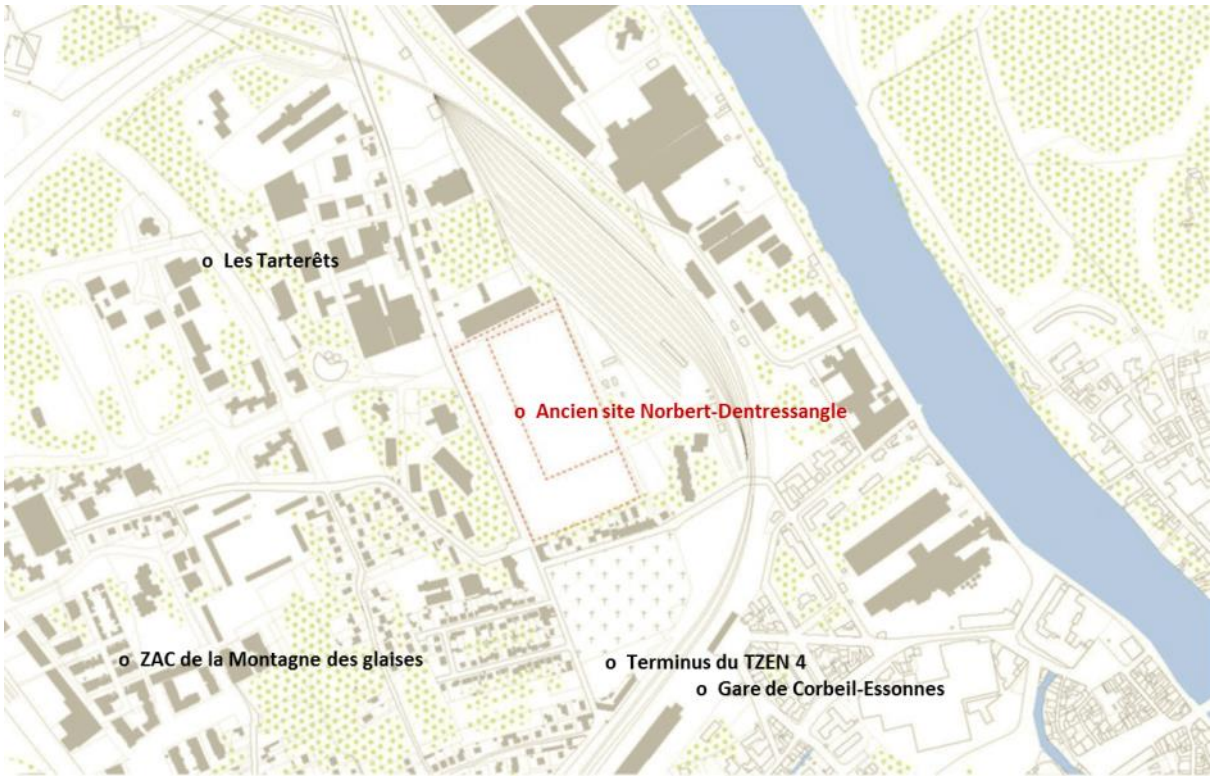
Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

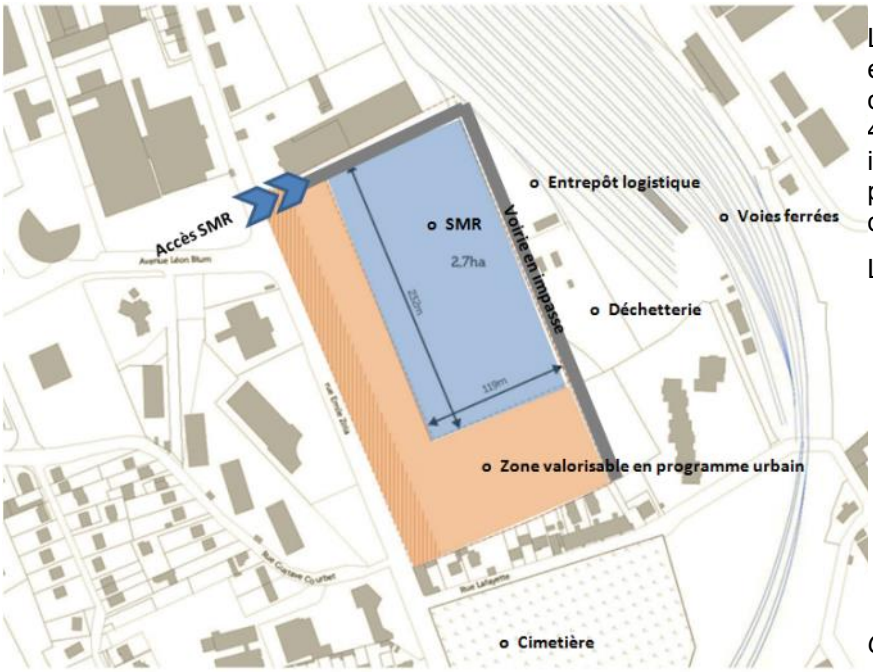
« Convention des phases PRO, ACT et Travaux

du site de maintenance et de remisage (SMR) du T Zen 4 »

1.1. Définition et contenu de l'opération

Le site retenu pour l'implantation du site de maintenance et de remisage (SMR) des T Zen est l'ancien site logistique « Norbert Dentressangle », localisé Rue Emile Zola à Corbeil-Essonnes d'une superficie totale de 5,4 hectares. Seuls 2,7 hectares seront nécessaires pour créer le SMR du T Zen 4. La surface restante pourrait ensuite être rétrocédée à la ville pour y développer un projet urbain. C'est pourquoi, l'intégration urbaine et paysagère du SMR fera l'objet d'une attention particulière par le maître d'ouvrage (traitement du bâtiment, des façades / toitures, réduction des nuisances sonores, gestion des eaux usées et pluviales, aménagements paysagers, etc.). Les distances de sécurité relatives aux ICPE seront respectées pour faire en sorte que les équipements du SMR ne génèrent aucune nuisance vis-à-vis des habitations environnantes.





Le futur SMR constitue un élément essentiel pour la bonne exploitation de l'ensemble de la ligne du T Zen 4. Sa localisation à proximité immédiate du terminal sud permettra une exploitation optimale de la ligne.

Le SMR contribuera ainsi à :

- exploiter, remiser et maintenir les véhicules T Zen 4 (dépannage, entretien courant, lavage, etc.) ;
- assurer la maintenance des installations fixes de la ligne ;
- garantir la régulation du réseau de T Zen 4

Ci-contre : Localisation du SMR

Les équipements à intégrer au site pour les besoins propres de la ligne T Zen 4 seront les suivants :

- Station-service, selon la motorisation retenue, et machine à laver les carrosseries ;
- Stationnement bus : 30 positions de remisage dimensionnées pour bus de 24 mètres à ce stade des études ;
- Hall de maintenance T Zen 4 : 4 postes de maintenance 24 mètres soit environ 900 m² ;
- Stationnement véhicules légers : 60 places (surface indicative : 1 900 m²) ;
- Surface de bureaux : surface indicative de 1 100 m² ;
- Surface du stock : surface indicative de 300 m².

L'opération doit permettre la réalisation :

- des études et missions de maitrise d'œuvre construction :
  - projet (PRO)
  - d'assistance aux contrats de travaux (ACT)
  - exécution des contrats de travaux (DET)
  - examen de la conformité des plans d'exécution (VISA)
  - assistance aux opérations de réception et GPA (AOR)
  - missions complémentaires confiées à la MOE
- des autres études nécessaires à la maîtrise d'ouvrages (AMO démolition, CSPS, Contrôle Technique, OPC ,…)
- des travaux de démolition du bâtiment existant et dépollution du terrain ;
- des travaux de réalisation du site de maintenance et de remisage (SMR) du T Zen 4.

L'acquisition de la parcelle du site est en cours de négociation avec le propriétaire. Les dépenses liées à l'acquisition de cette parcelle seront prises en charge selon les modalités de financement prévues dans la convention de financement relative à l'élaboration des études d'avant-projet (AVP) et des premières acquisitions foncières (AF) notifiée le 11 mai 2016.

1.2. Calendrier de réalisation de l'opération

Le délai prévisionnel de réalisation de l'opération est fixé à 48 mois. Il convient en outre d'ajouter un délai de précaution supplémentaire de 18 mois soit un délai de réalisation de **66 mois** à compter de la notification de la présente convention par Île-de-France Mobilités. Cette durée prévisionnelle est conforme aux dispositions de l'article 11.4.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de réalisation du site de maintenance et de remisage du T Zen 4, sur la base d'une notification début 2018, est le suivant (détail en annexe 2) :

Elaboration des études PRO du SMR	4ème trimestre 2018 – 2ème trimestre 2019
Démolition et dépollution du site	2ème trimestre 2019 – 1er trimestre 2020
DCE et désignation des entreprises travaux	2019 - 2020
Travaux	2021

2 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2, R1241-16 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, Île-de-France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

2.2. La maîtrise d'ouvrage

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage de l'opération est Île-de-France Mobilités. La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect du coût de l'opération tel que défini dans l'article 3.1 de la présente convention. Le maître d'ouvrage s'engage à respecter le calendrier prévisionnel de l'opération défini à l'annexe 2 de la présente convention. Il s'engage à prévenir les financeurs des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais.

2.2.2. Coordination du projet de SMR et des projets en interface

Le maître d'ouvrage réalisera les études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des projets urbains en interface avec le SMR. Il est indispensable d'articuler le SMR et la ligne du Tzen 4 avec les projets urbains en cours ou à venir permettant de faire émerger une vision d'aménagement du secteur qui soit globale, cohérente et partagée avec l'ensemble des acteurs.

La coordination est également nécessaire avec les projets urbains qui émergeront du travail mené dans le cadre du nouveau programme national pour la rénovation urbaine (NPNRU), afin d'assurer la cohérence avec les objectifs spécifiques d'aménagement et de construction fixés dans les quartiers prioritaires. Le maître d'ouvrage est donc fortement incité à prendre en compte les études menées dans le cadre des protocoles de préfiguration signés avec l'ANRU et/ou des projets urbains existants sur le programme en cours sur le quartier des Tarterêts desservi par le T Zen 4.

En tant que maître d'ouvrage unique de la réalisation du SMR et de la ligne du T Zen 4, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, Île-de-France Mobilités doit :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;

- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage se charge de :

- rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des projets en interface avec le SMR ;
- formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités prévus à cet effet (cf. article 6 de la présente convention).

L'organisation et la répartition des maîtrises d'ouvrage devront être clairement définies.

2.2.3. Périmètre de la maîtrise d'ouvrage d'Île-de-France Mobilités pour la réalisation du SMR

Île-de-France mobilités assure la maîtrise d'ouvrage des éléments suivants :

- La gestion du site avant démolition ;
- La démolition des bâtiments acquis ;
- Les travaux de dépollution ;
- La coordination des travaux d'adaptation et / ou de déplacement des réseaux concessionnaires du site ;
- L'ensemble des travaux d'aménagement de voirie : voie, revêtements, etc.
- Les prestations de maîtrises d'œuvre et d'ouvrage, telles que précisées à l'article 1.1 ;
- Le génie civil et le second œuvre des bâtiments du SMR à créer ;
- La signalisation ;
- L'assainissement ;
- L'éclairage ;
- Les courants faibles ;
- Les aménagements paysagers du site ;

L'acquisition foncière de la parcelle du site est en cours de négociation avec le propriétaire. Il est envisagé qu'Île-de-France Mobilités achète la totalité de l'ancien site industriel « Norbert Dentressangle », soit 5,4 ha dont 2,7 ha sont nécessaires au SMR. La Ville de Corbeil-Essonnes souhaite valoriser les 2,7 ha restants en programme urbain. Des échanges sont en cours entre Île-de-France Mobilités et l'EPFIF pour le portage foncier de cette emprise restante dans l'attente de la définition du projet urbain. Le projet T Zen 4 ne portera que sur 50% du coût d'acquisition de la parcelle.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement pour les études projet (PRO), la mission d'assistance aux contrats de travaux (ACT) et les travaux de réalisation du site de maintenance et de remisage (SMR) du T Zen 4, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat (21%)
- La Région Ile-de-France (49%)
- Le Département de l'Essonne (30%)

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP) / autorisations d'engagement (AE) nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2.1, conformément à la durée de validité de la convention indiquée à

l'article 11.4, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 3.

3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué **à 15 800 000 € HT aux conditions économiques d'août 2012, soit 16 433 000 € HT en euros courants « à fin de chantier »**, non actualisables et non révisables.

3.2. Coûts détaillés

A titre indicatif, les coûts pris en charge par le maître d'ouvrage sont établis en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Maîtrise d'ouvrage Ile-de-France Mobilités	**Coûts HT En euros constants (CE 08/2012)**
1. Travaux	**13 900 000**
Dont (à titre indicatif)	
Démolition	*3 600 000*
Dépollution	*1 300 000*
Travaux du SMR	*9 000 000*
2. Frais de MOE	**900 000**
3. Frais de MOA	**1 000 000**
TOTAL	**15 800 000**

Maîtrise d'ouvrage Ile-de-France Mobilités	**Coûts HT En euros courants**
1. Travaux	**14 457000**
Dont (à titre indicatif)	
Démolition	*3 744 000*
Dépollution	*1 352 000*
Travaux du SMR	*9 361 000*
2. Frais de MOE	**936 000**
3. Frais de MOA	**1 040 000**
TOTAL	**16 433 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express des financeurs.

3.3. Plan de financement

En euros courants conventionnels, le plan de financement de la présente convention est établi comme suit :

	Réalisation du SMR du TZEN 4 Montant HT en euros courants et %			
Financeurs	CPER 2015-2020		Département	TOTAL
	Etat	Région		
MOA : Île-de-France Mobilités	21%	49%	30,00%	100%
	3 450 930,00	8 052 170,00	4 929 900,00	16 433 000,00

0

Par ailleurs, il est à noter que le Département de l'Essonne est ici stipulé comme étant le représentant du bloc local. Cependant, il se laisse, dans un second temps, la possibilité de se retourner vers les intercommunalités ou tout autre partenaire en capacité de participer financièrement à la réalisation de ce projet.

Détail des modalités d'actualisation :

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles d'août 2012.

Pour être comparables aux coûts d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

L'indice TP01 a été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir du montant en CE 08/2012 jusqu'au dernier indice connu (janvier 2017) ;
- puis de 1,8 % par an au-delà jusqu'à la date de fin de chantier (2022).

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis à partir des derniers indices connus et pertinents. L'état du solde sera établi par application des indices définitifs du TP01.

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région et le Département de l'Essonne

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par Île-de-France Mobilités, maître d'ouvrage. L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage. L'annexe 4 indique l'échéancier prévisionnel des demandes d'appels de fonds, pour chaque financeur.

Le comité des financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- un courrier de demande de versement de la subvention avec la référence claire à la subvention (nom de l'opération et de la convention) daté et signé par le directeur d'opération ou un représentant dûment habilité de la maîtrise d'ouvrage ;

- l'état récapitulatif des versements déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement de chacun des postes de dépenses (exprimé en euros constants, en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité d'Île-de-France Mobilités ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3 ;

Demande de versement des acomptes auprès de la Région Ile-de-France

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses acquittées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de paiement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un échéancier prévisionnel des appels de fonds réactualisés.

Demande de versement des acomptes auprès du Département de l'Essonne

La demande de versement des acomptes formulée par Île-de-France Mobilités comprendra le :

- tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé pour le Île-de-France Mobilités par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3. de la convention.

Le plafonnement des acomptes :

Pour la Région Ile-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé au maître d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde. Ce taux de 95 % est applicable pour la Région uniquement pour les opérations inscrites au CPER 2015-2020.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes versés à Île-de-France Mobilités, maître d'ouvrage, est plafonné à 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3, conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1 et au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Pour le Département de l'Essonne, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé au maître d'ouvrage est plafonné à 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études projet (PRO), ACT et des travaux couverts par la présente convention, le maître d'ouvrage présente :

- le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses acquittées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses acquittées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de paiement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention.

L'état du solde sera établi en euros courants et, à titre indicatif, en euros constants par application des indices définitifs.

Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour Ile-de-France Mobilités, le versement du solde est conditionné à la transmission d'un état récapitulatif des dépenses signé par son représentant légal et certifié par son comptable public.

3.4.3. Modalités de paiement

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du :

Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

Sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable d'Île-de-France Mobilités, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

Parties	Coordonnées
ÉTAT	DRIEA – SPOT – CBSF 21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 82 56 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
RÉGION ILE-DE-FRANCE	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention sociale et territoriale 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS Tél : 01 53 85 58 76 /

	pamela.mendes-silva-perks@iledefrance.fr
DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE	Département de l'Essonne SGR DGATM Hôtel du Département Boulevard de France 91012 Evry cedex Comptable : Michel Bitter 01 60 91 97 21 mbitter@cd-essonne.fr
ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS	Syndicat des Transports d'Ile-de-France Direction des Infrastructures 39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS

3.5. Caducité des subventions

3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. **Si l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération** si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. L'opération faisant l'objet de la présente convention s'inscrit dans le cadre d'une autorisation de programme de projets.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.2. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire et financier du Département de l'Essonne

Conformément aux dispositions du règlement financier du Département de l'Essonne, si l'opération n'a donné lieu à aucun paiement pendant trois (3) ans, à défaut d'une information contraire de la part du maître d'ouvrage, elle sera déclarée terminée et la fraction non versée de la subvention sera annulée.

Conformément au règlement financier départemental, le Président du Conseil départemental constate la caducité de la décision attributive de subvention, lorsqu'aucun engagement n'est intervenu dans les trois (3) ans qui suivent son vote, sauf prorogation expresse par délibération de l'Assemblée départementale ou de la Commission Permanente. Cette prorogation expresse ne peut excéder deux (2) années.

3.6. Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres de ces études, objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 – MODALITÉS D'AUDIT ET DE CONTRÔLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu dans l'article 11.4, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement, particulièrement en cas de dépassement des délais des phases prévues dans l'article 1.2.

4.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de la date d'émission desdites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

A compter de la mise en service de l'intégralité du projet T Zen 4, la Région Île-de-France pourra engager un audit financier du projet.

4.2. Par Île-de-France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités tels que décrits ci-dessous à l'article 6.

4.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'autorité organisatrice des transports ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, le maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions seront à la charge du ou des demandeurs. Le maître d'ouvrage es chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

5 – GESTION DES ÉCARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.1 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du comité technique. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPÉRATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions de travail entre les maîtres d'ouvrages des projets en interface au pôle multimodal.

6.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, un comité de suivi de la convention de financement (CSCF) est constitué et il réunit des représentants de l'ensemble des parties à la présente convention de financement. Ce CSCF aborde principalement les questions techniques et financières du projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un (1) mois.

En tant que besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le CSCF peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du CSCF sous forme de minute, deux (2) semaines avant la réunion du CSCF.

Le suivi de l'opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

- **Le suivi technique et opérationnel**, soit :
    - L'organisation mise en place pour la réalisation de l'opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
    - Le point sur l'avancement des études et des travaux ;
    - Une appréciation sur le déroulement des opérations et de leur nature ;
    - La liste des principaux marchés signés avec leur date et leur montant d'engagement ;
    - La liste des principaux marchés à venir avec leur date et leur montant prévisionnel d'engagement ;
    - Le suivi du calendrier des travaux.

- **Le suivi financier et administratif**, soit :
    - Le point sur le coût final prévisionnel des travaux du projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu ;
    - Un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du projet tel qu'il est estimé à la date du CSCF au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage ;
    - Un état comparatif entre le coût prévisionnel de l'opération détaillé par poste de dépenses tel que prévu dans la présente convention de financement et le coût final de l'opération détaillé par postes de dépenses tel qu'estimé à la date du CSCF au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser ;
    - Un état des lieux de l'état de consommation des provisions ;
    - Le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
    - Le montant des dépenses comptabilisées ;
    - Le montant des subventions appelées et versées ;
    - Un prévisionnel des appels de fond réactualisé ;

- Le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention de financement, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même projet, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses, de ses engagements et des appels de fond. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2012 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le CSCF acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement du projet.

- **La communication autour du projet du T Zen 4**, soit :

  - Le suivi du plan de communication mis en place pour le projet ;
  - Le suivi financier du plan de communication exprimé en valeur et en pourcentage de l'enveloppe totale de l'enveloppe allouée à la communication ;
  - Les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

6.2. Comité des financeurs

Il réunit les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par Île-de-France Mobilités devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux (2) semaines avant la réunion du comité des financeurs.

Ce comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'article 3.1 de la présente convention.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 6.1. Île-de-France Mobilités présente alors au comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 5 et 7 de la présente convention seront mises en œuvre.

6.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du projet du T Zen 4 devant le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet du T Zen 4.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

6.4. Communication institutionnelle

Île-de-France Mobilités, maître d'ouvrage est en charge de la communication et s'engage, jusqu'à la mise en service du projet, à :

- associer, au sein d'un comité de communication, les signataires de la présente convention à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication commun. Ce comité de communication établira notamment le cahier des charges destiné à choisir le prestataire qui aura pour mission de proposer et de créer les outils de communication dédiés au projet,
- mentionner les financeurs de l'opération et Île-de-France Mobilités sur tout acte de communication relevant de la communication institutionnelle concernant le Projet par la présence de leurs logos ou de toute information sur les taux de financement,
- prévoir systématiquement un délai suffisant afin que chaque représentant au comité de communication puisse faire valider le principe des outils (plan de communication) par leurs responsables respectifs,
- permettre l'implantation de la signalétique de chantier des co-signataires,
- rapporter en tant que de besoin les réactions de la population concernant les travaux entrepris.

Le comité de communication regroupe les représentants des directeurs ou responsables de communication de chacun des organismes financeurs. Il est piloté par le maître d'ouvrage.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs : Etat, Région Île-de-France, Département de l'Essonne ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

7- MODIFICATION DU PROGRAMME

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions qui seront approuvées dans l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 1), entrainant un décalage de la mise en service, ou des coûts d'objectif au niveau de l'avant-projet qui sera approuvé en Conseil d'Île-de-France Mobilités, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que le maître d'ouvrage envisage des modifications du programme du projet défini dans l'avant-projet qui sera approuvé en Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités, il transmet aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du CSCF ainsi que la nécessité de réaliser un nouvel avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application des dispositions de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées du projet, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet approuvé en Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

8- MODIFICATION DE DESTINATION

La présente convention a pour objet de mobiliser le financement nécessaire à la construction du site de maintenance et de remisage du matériel roulant nécessaire à l'exploitation de la ligne T Zen 4.

Le site de maintenance et de remisage (SMR) financé par la présente convention et correspondant au programme détaillé dans l'article 1.1 sera à l'usage du T Zen 4. Si Île-de-France Mobilités souhaite procéder à des adaptations du SMR pour permettre l'exploitation d'autres lignes du réseau de bus, il devra assurer le financement intégral de tous les surcoûts induits par ces usages complémentaires.

Dans le cas où le projet de T Zen 4 ne se réaliserait pas et que le site de maintenance financé par la présente convention soit utilisé pour remiser d'autres lignes de bus que le T Zen 4, sur demande expresse du Département il sera procédé à la restitution de ses financements, dans le plafond de sa participation qui s'élève à 30% du montant de la convention.

9- BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA CONVENTION

A l'appui de la demande de solde de la convention, le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité un bilan des dépenses dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan de la convention présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel des dépenses, l'ensemble des dépenses acquittées étant actualisé aux conditions économiques de référence de la convention à titre informatif (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan de la convention comportera notamment :

- le récapitulatif des subventions attribuées au titre de la présente convention;
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan ;
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan de la convention et les versements effectués par les financeurs.

Les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale de l'opération.

Bilan de la réalisation du projet

La dernière convention de financement de réalisation du projet T Zen 4 actera, dans des articles spécifiques :

- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan de la dernière convention de réalisation du projet et les versements effectués par les financeurs (l'ensemble des dépenses de chacun des maîtres d'ouvrage fera l'objet d'une **désactualisation afin de permettre la vérification du respect du coût d'objectif du projet, établi en euros constants**) ;
- les modalités de bilan financier, d'audit et de clôture de la réalisation du projet ;
- les modalités de réalisation du bilan LOTI du projet.

10 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs l'intégralité des résultats d'études.

Il s'engage à transmettre les éléments plus détaillés des études (décomposition, hypothèses, méthodes, résultats intermédiaires, etc.) dont les financeurs souhaiteraient disposer pour pouvoir analyser les résultats des études.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,

- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

11 – DISPOSITIONS GENERALES

11.1 Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception de l'annexe 3 (échéancier des dépenses) et des changements de références bancaires et / ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires de la présente convention.

11. 2 Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au tribunal administratif territorialement compétent.

11.3 Résiliation de la convention

Les parties de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

11.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Ile-de-France et attribuant les subventions afférentes.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 11.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.2, soit dans le cas d'expiration de la convention par application des règles de caducité prévues à l'article 3.5.

11.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des parties.

SIGNATAIRES

Convention établie en 4 exemplaires originaux.

Date de notification de la présente convention :

Pour l'État, Date et signature	**Pour la Région Île-de-France,** Date et signature	**Pour le Département de l'Essonne,** Date et signature
Pour le Syndicat des transports d'Île-de-France, Date et signature		

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage

Annexe 4 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds pour la durée de la convention

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME NOMINATIF DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Maîtrise d'ouvrage Île-de-France Mobilités

Maître d'ouvrage : Île-de-France Mobilités

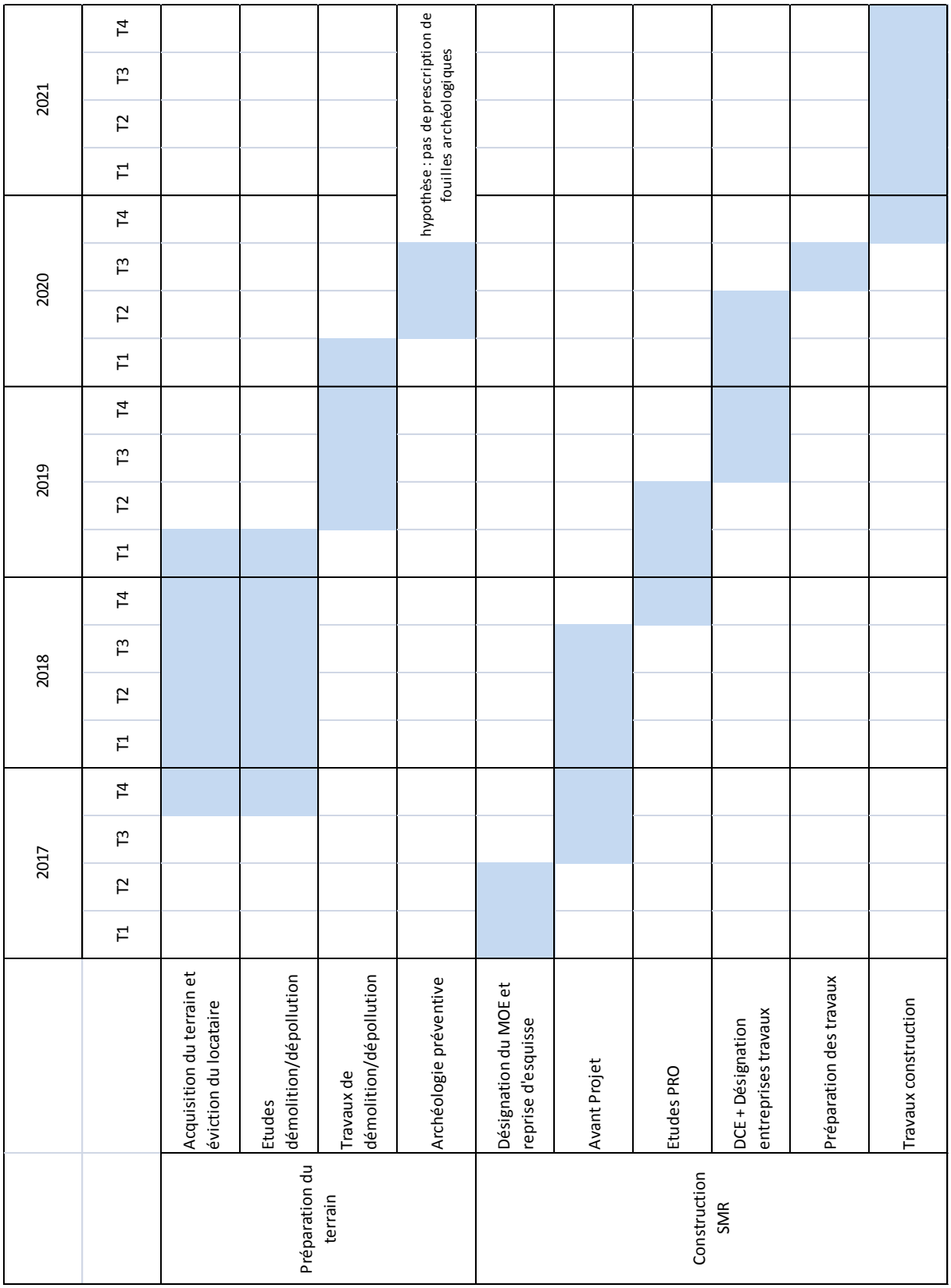
Représentant du Maître d'ouvrage : M Laurent PROBST (Directeur Général)

M Alexandre BERNUSSET (Directeur des Infrastructures)

Chefs de Projet : Claire PETILLOT / Antoine CLEMENT / Héloïse HELAS - OTHENIN

ANNEXE 2

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION



ANNEXE 3

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DÉPENSES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Poste de dépenses	**Année**				**TOTAL**
En € courants HT	2018	2019	2020	2021	
1. TRAVAUX	0,00	4 000 000,00	4 900 000,00	5 557 000,00	14 457 000,00
2. FRAIS DE MOE	300 000,00	200 000,00	200 000,00	236 000,00	936 000,00
3. FRAIS DE MOA	500 000,00	300 000,00	100 000,00	140 000,00	1 040 000,00
TOTAL	**800 000,00**	**4 500 000,00**	**5 200 000,00**	**5 933 000,00**	**16 433 000,00**

ANNEXE 4

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

(EN CP PAR FINANCEUR)

En € constants HT 08/2012	Année					TOTAL
	2018	2019	2020	2021	2022	
ÉTAT	42 000,00	819 000,00	819 000,00	819 000,00	819 000,00	3 318 000,00
RÉGION	98 000,00	1 911 000,00	1 911 000,00	1 911 000,00	1 911 000,00	7 742 000,00
DÉPARTEMENT ESSONNE	60 000,00	1 170 000,00	1 170 000,00	1 170 000,00	1 170 000,00	4 740 000,00
TOTAL	**200 000,00**	**3 900 000,00**	**3 900 000,00**	**3 900 000,00**	**3 900 000,00**	**15 800 000,00**

En € courants HT	Année					TOTAL
	2018	2019	2020	2021	2022	
ÉTAT	41 790,00	829 710,00	844 620,00	859 740,00	875 070,00	3 450 930,00
RÉGION	97 510,00	1 935 990,00	1 970 780,00	2 006 060,00	2 041 830,00	8 052 170,00
DÉPARTEMENT ESSONNE	59 700,00	1 185 300,00	1 206 600,00	1 228 200,00	1 250 100,00	4 929 900,00
TOTAL	**199 000,00**	**3 951 000,00**	**4 022 000,00**	**4 094 000,00**	**4 167 000,00**	**16 433 000,00**

AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ACCESSIBILITE DE 220 POINTS D'ARRET BUS DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES HAUTS-DE-BIEVRES

ENTRE
La Région Ile de France,
représentée par Madame Valérie Pécresse,
présidente de la Région Ile-de-France,
agissant en exécution de la délibération n° CP _____ du __ novembre 2017,
ci-après dénommée « La Région » ;

et

l'EPT Vallée Sud Grand Paris
dont le statut juridique est : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
dont le n° SIRET est : 200 057 966 00018
dont le siège social est situé au 28 rue de la Redoute 92260 Fontenay-aux-Roses
ayant pour représentant : Jean-Didier BERGER, Président
ci-après dénommée « le nouveau bénéficiaire »

Après avoir rappelé :

L'attribution par la Région d'une subvention relative au dispositif d'accessibilité des transports et son versement, se font dans le respect des conditions rappelées aux délibérations n° CR 85-58 du 11 décembre 1985 relative à « l'aide au transport des personnes handicapées en Ile-de-France », ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33- 10 du 17 juin 2010.

Par délibération n° CP 10-753 du 14 octobre 2010, la Région a attribué une subvention de 1 099 100 € à la communauté d'agglomération des HAUTS-DE-BIEVRE (dénommée « le bénéficiaire initial ») pour la mise en accessibilité de 220 points d'arrêt bus du territoire de la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre.

Suite à la dissolution, par décret du Premier Ministre du 11 décembre 2015, de la communauté d'agglomération des HAUTS-DE-BIEVRE, les communes de l'ancienne CA ont rejoint l'EPT 2 VALLEE SUD GRAND PARIS (créé par la fusion avec la CA Sud de Seine et la CC Chatillon-Montrouge), à l'exception de Verrières-le-Buisson et Wissous.

Considérant la reprise du projet de construction de mise en accessibilité de 220 points d'arrêt bus par l'EPT VALLEE SUD GRAND PARIS, la commission permanente de la Région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP _____ du ___ novembre 2017, décidé de lui transférer le reliquat non versé de la subvention attribuée initialement à la communauté d'agglomération des HAUTS-DE-BIEVRES par la délibération n° CP 10-753 du 14 octobre 2010.

Les parties s'entendent pour signer un avenant de transfert à la convention initiale conclue entre la Région et la communauté d'agglomération des HAUTS-DE-BIEVRE, pour acter du changement de bénéficiaire et transférer ladite subvention à l'EPT VALLEE SUD GRAND PARIS.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE
Le projet de construction de mise en accessibilité de 220 points d'arrêt bus du territoire de la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre, initialement porté par la communauté d'agglomération des HAUTS-DE-BIEVRE est désormais porté par l'EPT VALLEE SUD GRAND PARIS, qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention conclue entre la Région et la communauté d'agglomération des HAUTS-DE-BIEVRE.

ARTICLE 2 : ATTRIBUTION DU SOLDE DE LA SUBVENTION INITIALE AU NOUVEAU BENEFICIAIRE
Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'acomptes d'un montant de 197 998,91 €. Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à l'avenant, le reliquat de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à 901 101,09 €.

ARTICLE 3 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE
Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, l'annexe dénommée « fiche projet » (n°10017315) adoptée par délibération n° CP 10-753 du 14 octobre 2010, et le présent avenant.

Fait à Paris, en 2 exemplaires, le

Le représentant légal
du nouveau bénéficiaire,

La présidente du Conseil
régional d'Ile-de-France

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-529

DU 22 NOVEMBRE 2017

PLAN RÉGIONAL "ANTI-BOUCHON" ET POUR CHANGER LA ROUTE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des transports ;

VU Le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) ;

VU La délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en oeuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU La délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 déclinant le dispositif « 100 000 stages pour les jeunes Franciliens » avec les Départements franciliens et la Ville de Paris ;

VU Le budget de la Région d' Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-529 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Contrat-cadre avec la Ville de Paris pour la mise en oeuvre du Plan « anti-bouchon »

Adapte le contrat-cadre type prévu par le Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route pour tenir compte des spécificités du réseau parisien.

Approuve le contrat-cadre avec la Ville de Paris pour la mise en oeuvre du Plan « anti-bouchon » tel que présenté en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du

Conseil régional à le signer.

Article 2 : Programme HP823-003 « Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale »

Décide de participer au financement du projet de voie réservée – Quai de Bercy détaillé en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution à la Ville de Paris d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 150 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 150 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 823 « Voirie départementale » programme HP 823-003 « Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale » - Action 18200301 Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

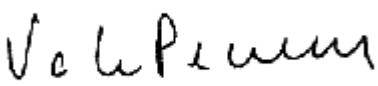
Article 3 : Programme HP818-014 « Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport »

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité – INV » au financement d'un plan local de déplacements détaillé en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 90 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CP2017-414 du 18 octobre 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 90 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 818 « Autres transports en commun » programme HP 818-014 « Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport » - Action 18101401 « PDU : PLD et actions territoriales » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-529	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**818 - Autres transports en commun**
Programme	**181014 - Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport**
Action	**18101401 - PDU : PLD et actions territoriales**

Dispositif : N° 00001063 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV

Dossier	17014774 - SOUTIEN A L'ELABORATION ET AU PILOTAGE DU PLAN LOCAL DE DEPLACEMENTS (PLD) DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL (93)			
Bénéficiaire	P0034125 - PARIS TERRES D ENVOL			
Localisation	PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 000,00 €	HT	50 %	90 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001063 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	90 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 818 - 181014 - 18101401	90 000,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**823 - Voirie départementale**
Programme	**182003 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale**
Action	**18200301 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale**

Dispositif : N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale

Dossier	17012955 - ROUTE - VOIE RESERVEE QUAI DE BERCY - VILLE DE PARIS			
Bénéficiaire	R2 - COMMUNE DE PARIS			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	HT	50 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	150 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 823 - 182003 - 18200301	150 000,00 €

ANNEXE 2 : Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012955

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ROUTE - VOIE RESERVEE QUAI DE BERCY - VILLE DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	300 000,00 €	50,00 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204142-182003-200
18200301- Aménagement des infrastructures de voirie départementale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PARIS
Adresse administrative : 4 PL DE L'HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

N° SIRET : 21750001600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le principe des Axes à Ultra-Basses Émissions (AUBE) est de réserver un sens de circulation ou une file, sur un axe circulé aujourd'hui à double sens et/ou à plusieurs files, aux véhicules les moins polluants afin qu'ils bénéficient de facilités de circulation. L'objectif est de leur donner un réel avantage incitatif en termes de circulation et d'inciter à la transition énergétique des automobilistes contraints, en plus de réduire les émissions localement sur cet axe.

L'axe proposé par l'expérimentation de l'AUBE est le Quai de la Rapée / Quai de Bercy dans les deux sens de circulation, depuis l'institut médico-légal (2 place Mazas, après la sortie à droite vers le Pont Charles de Gaulle dans le sens sortant, et avant le feu dans le sens entrant) jusqu'au niveau de l'Avenue des Terroirs de France (94 Quai de Bercy environ). Cela correspond à 2 km de voie.

Description :
Cette première phase du projet permettra :

• La réalisation une étude exploratoire (appel à une AMO) afin d'approfondir, en terme juridique, technique, et environnemental, un premier travail introductif sur le développement d'un Axe à Ultra Basses Émissions réalisé en 2017.

• La réalisation d'un état des lieux environnemental concernant les impacts bruit et pollution et de mesures initiales permettant une comparaison avant / après la mise en place du projet.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble. La convention avec la Ville de Paris a été adoptée par délibération CP 2017-506.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer l'opération « Etude de voies réservées taxi, autopartage et covoiturage » selon une clé de financement de 50% appliquée à une enveloppe maximale de 1 M€ HT. La première phase du projet, objet du présent rapport, s'élève à 300 000 € HT. Par application de la clé ci-dessus, la participation régionale est de 150 000 €.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Etude exploratoire	100 000,00	33,33%	Fonds propres Ville de Paris	150 000,00	50,00%
Etat des lieux environnemental	200 000,00	66,67%	Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	50,00%
Total	300 000,00	100,00%	Total	300 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	1 200 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	328 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	299 030,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2014	Pactes pour l'emploi, la formation et le développement économique - Action innovante	20 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	935 632,00 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	3 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 794 673,83 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	464 639,96 €
2015	Innovation et actions pilotes - Fct	10 000,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	80 090,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	16 114 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	120 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	300 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	37 827,14 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	200 000,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	2 189 286,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	407 143,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	106 226,79 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 2	1 230 000,00 €
	Montant total	27 849 548,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014774

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN A L'ELABORATION ET AU PILOTAGE DU PLAN LOCAL DE DEPLACEMENTS (PLD) DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	180 000,00 €	50,00 %	90 000,00 €
	Montant Total de la subvention		90 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-818-204142-181014-200
18101401- PDU : PLD et actions territoriales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS TERRES D ENVOL
Adresse administrative : BD DE L HOTEL DE VILLE
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Bruno BESCHIZZA, Président

N° SIRET : 20005809700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : attribution d'une subvention permettant à l'Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol de réaliser son Plan local de déplacements (PLD).

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'EPT Paris Terres d'Envol s'est engagé dans l'élaboration d'un PLD, afin d'homogénéiser sa politique de transports au niveau du territoire. Contrairement à d'autres structures intercommunales déjà entièrement constituées (Plaine Commune, Est Ensemble,…), l'EPT Paris Terres d'Envol est une structure au périmètre inédit, issue des lois MAPTAM et NOTRE et ne peut être défini actuellement que par son existence administrative. La mise en place du PLD participe ainsi à une démarche pragmatique de

résolutions des enjeux du territoire et d'une construction politique volontariste.

L'EPT Paris Terres d'Envol a décidé d'initier cette démarche dans le cadre des orientations du PDUIF afin de poursuivre et intensifier leur action et d'organiser le territoire de façon cohérente.
A noter que 7 quartiers situés sur le territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol sont inscrits en priorité nationale du NPNRU.

Description :
Au regard du diagnostic territorial et des enjeux assignés aux PLD, L'EPT Paris Terres d'Envol a identifié les enjeux suivants :
• Enjeu 1 : le renforcement de l'attractivité du territoire
• Enjeu 2 : l'accessibilité des lieux d'emplois et des gares pour les habitants du territoire
• Enjeu 3 : le maintien de la qualité de vie et du cadre de vie sur le territoire
• Enjeu 4 : la maîtrise du développement du territoire

L'EPT Paris Terres d'Envol déclinera les actions du PDUIF au niveau local et plus particulièrement celles relevant de la responsabilité de sa collectivité.

Moyens mis en œuvre :
L'EPT Paris Terres d'Envol fera appel à un bureau d'études spécialisé pour l'élaboration du PLD. Elle leur mettra à disposition les données et études existantes.
Les études seront financées selon le plan de financement suivant :
- Région : 90 000 € (40%)
- EPT Paris Terres d'Envol : 90 000 € (40%)
- Île-de-France Mobilités : 45 000 € (20%)

Intérêt régional :
Les Plans locaux de déplacements contribuent à la mise en œuvre du PDUIF au niveau local.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des habitants et des entreprises du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol

Détail du calcul de la subvention :
Les missions subventionnables au titre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route sont :

1. Pour la tranche ferme :
   - Phase 1 pré-diagnostic et diagnostic : 67 500 €HT
   - Phase 2 définition de scénarios : 45 000 €HT
   - Phase 3 approfondissement, programmation des actions et évaluation du PLD : 33 750 €HT
   - Phase 4 : formalisation/rédaction du projet de PLD et avis des PPA : 29 250 €HT
   - Phase 5 : Préparation de l'enquête publique et formalisation du PLD définitif : 27 000 €HT

2. Pour la tranche conditionnelle : évaluation environnementale du PLD
   Une mission de réalisation de l'évaluation environnementale dans le cas où la DRIEE confirme ce besoin au regard du dossier de saisine qui sera transmis par l'EPT Paris terres d'Envol lors de la phase de diagnostic. Le montant est estimé à 22 500 €HT.

Bilan général des opérations :

Montant de l'opération : 225 000 € HT
Taux demandé (maximum): 50%
Montant subventionnable au titre du PLD : 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage (hors subventions provenant de tiers), soit 90 000 €.

Localisation géographique :

- PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Phase 1 : Pré-diagnostic et Diagnostic	67 500,00	30,00%
Phase 2 : Définition de scénarios et premières pistes d'actions	45 000,00	20,00%
Phase 3 : Approfondissement, programmation des actions et évaluation	33 750,00	15,00%
Phase 4 : Formalisation du projet de PLD et avis des PPA	29 250,00	13,00%
Phase 5 : Préparation de l'enquête publique et formalisation du PLD définitif	27 000,00	12,00%
Tranche optionnelle : évaluation environnementale	22 500,00	10,00%
Total	225 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	90 000,00	40,00%
EPT Paris Terres d'Envol	90 000,00	40,00%
Île-de-France Mobilités	45 000,00	20,00%
Total	225 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €
2019	35 000,00 €
2020	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	35 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	50 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	104 793,49 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	276 346,00 €
	Montant total	496 139,49 €

ANNEXE 3 : Contrat-cadre avec la Ville de Paris

Contrat cadre de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017,

Et

La Ville de Paris représenté par Madame Anne HIDALGO, Maire de Paris, autorisé par la délibération _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ de l'assemblée municipale du _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Conviennent ce qui suit :

Conformément au Plan « anti-bouchon » et pour changer la route adopté par délibération CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017, la Région Île-de-France et le Conseil municipal de Paris souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2016 à 2020, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent contrat marque la volonté conjointe de la Région et de la Ville de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Dans ce cadre, la Ville de Paris consacrera 1 M€ HT à l'opération inscrite dans le présent contrat-cadre. La Région Île-de-France, pour sa part, participera au financement de cette opération selon la clé définie en annexe 1. La mise en œuvre de ce projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

Cet engagement financier de la Région est indissociable d'un engagement partenarial de la Ville sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

1. Le programme de mise œuvre du réseau routier d'intérêt régional

La Région et la Ville décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation de l'opération suivante :

- Étude de voies réservées taxi, auto-partage et covoiturage

La Ville, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.
De plus, dans le cadre de la réalisation de ce projet, la Ville s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.
Enfin, la Ville transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

2. Le RRIR, un réseau routier qualitatif

Une gestion optimale du réseau routier offre de nombreux avantages tels que le meilleur niveau de sécurité des infrastructures, un niveau de service attractif grâce à l'amélioration de la fluidité, la régularité et la sécurité des déplacements. Elle permet de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de lutte contre les nuisances. Elle permet également de préserver le patrimoine et de soutenir l'économie locale et le tourisme. Dans cette perspective, la Région attend une évolution de la qualité du réseau régional qui conditionne l'attribution des aides au financement des projets routiers de la Ville sur le réseau d'intérêt régional.

2.1. Le recueil et la mise à disposition des données de trafic sur le réseau départemental

La Ville s'engage à mettre à disposition les données de trafic à jour sur le réseau départemental dont il dispose, et en particulier sur le RRIR.
L'objectif est de parvenir dès que possible à publier des données de trafic **en temps réel.**
Cette démarche permet d'exploiter les opportunités de développement d'outils d'aide au déplacement des usagers, tels que les outils de prévision de trafic, les calculateurs d'itinéraires multimodaux et de favoriser de nouvelles formes de mobilité comme la mobilité connectée.

Les modalités de recueil, de diffusion et d'exploitation des données, en particulier par le STIF et l'OMNIL, feront l'objet de conventions spécifiques.

2.2. La définition d'objectifs de performance

L'état des routes ayant une incidence significative sur la consommation et l'usure des véhicules, sur la sécurité, sur le temps de parcours et sur le confort des déplacements, la Région a souhaité définir des objectifs de qualité de service pour l'entretien et l'exploitation courants du RRIR, présentés dans le tableau ci-après.

La Ville, par le présent contrat, prend acte de ces objectifs pour les itinéraires départementaux de niveau 1 et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour l'entretien et la maintenance du RRIR garantissant le niveau de service minimal précisé ci-après.

Afin d'améliorer l'information fournie aux usagers sur les situations perturbées, la Ville et la Région agiront conjointement afin d'améliorer la fourniture d'informations validées par les gestionnaires sur les événements affectant le RRIR. Ils pourront le cas échéant s'appuyer sur le dispositif innovant du Plan.

Objectif de qualité de service sur le RRIRR	**Critère d'évaluation**	**itinéraire départemental de niveau 1**
		En agglomération*
Viabilité hivernale	Fréquence d'intervention sur le RIRR - Saumurage ou autres traitements préventifs - Délais de retour aux conditions de référence ou retour au noir, hors phénomène exceptionnels ou de crise *(les délais démarrent à la fin des épisodes de neiges)* : • neige • verglas	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 4h 3h
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	Fréquence de la maintenance Délai d'intervention de mise en sécurité en cas de panne ou de dégradation à partir du signalement	en fonction des usages locaux 2h dynamique 4h statiques
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRIR Délai d'intervention en procédure d'urgence, de mise en sécurité en cas de détérioration du réseau ou d'incident détecté par le patrouilleur	1/sem immédiate
Guidage et jalonnement sur le RRIR	Fréquence des campagnes de rénovation de la signalisation horizontale Vérification visuel du bon état et de la bonne lisibilité de la signalisation verticale de police et directionnelle	5 ans 1/an
Information des usagers en cas d'incident ou de travaux importants	Information des usagers du RRIR : - Délai de pose de panneaux en amont de la perturbation (ou d'affichage PMV le cas échéant) [idem procédure d'urgence] - Délai d'intervention pour mettre en sécurité les incidents avérés, signalés par les usagers [idem procédure d'urgence]	3h 3h

*Au sens du Code de la route

2.3. Les modalités de suivi et d'évaluation

Afin d'assurer le suivi de l'évolution du réseau routier d'intérêt régional, la Ville précisera les moyens mobilisés et les résultats relevés pour répondre aux objectifs de qualité de service pour les thématiques précisées dans le tableau en article 2.2, a minima une fois par an.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR de la Ville se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), les conventions de financement particulières pourront prévoir une clause de suspension des versements de subvention ou de fonds de concours prévus au point 1 du présent contrat.

En parallèle, la Région se réserve le droit de réaliser un audit du réseau d'intérêt régional et des projets financés dans le cadre de ce contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon.

3. Les principes contractuels

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et la Ville de Paris, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon porte sur un engagement global de 1 M€ HT
- la participation de la Région est fixée à 50% (cf. tableau en annexe)

Les engagements financiers pris par la Région et la Ville restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan anti-bouchon afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et la Maire de Paris sont chargées conjointement de l'exécution du présent contrat.

Fait à _ _ _ _ _ _ _ , le _ _ _ _ _ _ _ _ 2017

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

La Maire de Paris

Annexe au contrat type n°1 : tableau des opérations et clés de financement

Opération	Montant (M€)	Part 2016-2020	Clé de financement régional	Crédits Région (M€)
Étude de voies réservées taxi, auto-partage et covoiturage	1	1	50%	0,5
Total	1	1	50%	0,5

Annexe au contrat type n°2 : Thématiques soutenues par la Région au titre de l'expérimentation, de l'innovation, et des actions permettant de maîtriser la demande de déplacements

A. Thématiques liées à l'infrastructure routière

- Mise en place d'enrobés de nouvelle génération présentant par exemple une faculté de résilience et/ou une résistance renforcée…
- Structures de chaussée amovible facilitant l'accès aux réseaux
- Solutions de haute technologie permettant de faciliter l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements, et d'en diminuer sensiblement le coût
- Déploiement de techniques innovantes permettant d'améliorer le confort acoustique des voies ; en particulier les enrobés à très haute performance acoustique
- Eclairage modulable selon les besoins avec maîtrise des nuisances, efficacité énergétique et alimentation en énergie renouvelable
- Solutions d'assainissement à faible impact, notamment en termes d'inondation et de pollution des eaux
- Implantation d'équipements permettant la communication entre l'infrastructure et le véhicule.
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant sa mise hors gel, voire de contribuer à alimenter les réseaux de chaleur à proximité
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant d'alimenter des équipements, voire de contribuer à alimenter les réseaux de distribution d'électricité
- Expérimentation de dispositifs d'alimentation de véhicules à motorisation hybride par l'infrastructure en continu, par caténaires ou par le sol en tenant compte de l'impact sur le réseau de distribution d'énergie
- Voies et parkings dédiés aux véhicules propres définis selon les bases légales en vigueur

B. Thématiques liées à l'exploitation

- Solutions numériques permettant le recueil des données de trafic en temps réel

- Traitement de points de congestion par la gestion dynamique du trafic : carrefours, gestion des feux…

- Gestion dynamique des voies pour lutter contre la congestion (bandes d'arrêt d'urgence, voies réservées) et/ou pour faciliter les nouveaux usages, en particulier le covoiturage.

- Gestion dynamique des vitesses pour lutter contre la congestion

- Reconnaissance dynamique de certaines catégories d'usagers, par exemple les véhicules à fort taux d'occupation.

- Régulation d'accès

- Détections en temps réel d'incidents ou d'accidents de la circulation

- Outils de signalisation dynamique et dispositifs de répétition dynamique embarqués associés

- Équipement de véhicules du gestionnaire en unités embarquées permettant la communication inter-véhicules

C. Thématiques liées aux véhicules

- Solutions de communication inter-véhicules, en particulier pour celles qui visent à améliorer la sécurité (anticollision, avertissements de danger imminent…) ou à lutter contre la congestion

- Déploiement expérimental, sur des espaces où l'évolution de la réglementation le rend possible, de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes. Ces expérimentations devront viser préférentiellement les innovations incrémentales permettant l'augmentation du nombre de fonctions de conduite délégables et l'élargissement progressif des environnements d'usage; seront plus spécifiquement ciblés les domaines d'application suivants :

    - la conduite de véhicule particulier sur autoroute fluide
    - la conduite de véhicule particulier en situation de forte congestion (vitesse < 30 km/h)
    - le valet de parking pour véhicule particulier
    - le véhicule de transport collectif de taille réduite (6 à 10 passagers) en environnement suffisamment sécurisé (y compris par des vitesses limites de circulation réduites)
    - les véhicules de gestion des flux de marchandises en environnement maîtrisé (centres ou zones logistiques par exemple)
    - la conduite de poids lourds en convois.

- Déploiement de flottes de véhicules propres mutualisés, y compris les équipements associés (dont les dispositifs de recharge), soit dans le cadre d'un service public, soit dans le cadre d'un plan de mobilité d'entreprise ou

d'administration. Les offres d'accès public non interopérables sont exclues de l'aide régionale.

- Test en vraie grandeur de véhicules propres utilisant de nouvelles motorisations ou de nouvelles énergies (hydrogène, inertie, hybrides…)

D. Thématiques liées aux usages, aux services et au management de la mobilité

- « Nouveaux services de mobilité » visant à utiliser la route de façon plus efficace. Ces derniers comprennent : les solutions de covoiturage, les solutions d'autopartage, mais aussi des ensembles de solutions regroupées au sein de « bouquets de services », ciblant des publics variés (étudiants, salariés, habitants…) et/ou des territoires situés hors de la zone dense et mal desservis par les transports en commun. La Région participera au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives au déploiement des « Nouveaux services de mobilité » sur un territoire.

- Développement et déploiement d'outils numériques permettant d'alimenter en temps réel la connaissance et la diffusion des données de trafic, de stationnement, de localisation d'évènements (accidents, chantiers…) qui permettront d'informer les usagers, de faciliter ou de rationaliser leurs déplacements, de lutter contre la congestion ou de permettre d'en diminuer l'impact, en particulier en termes de pollution.

- Nouvelles approches visant au report modal ou l'augmentation des taux de remplissage (mise en relation des véhicules individuels/ petit logistique, logistique dernier kilomètre, etc.)

ANNEXE 4 : Convention de financement

Voie réservée
Quai de Bercy

Convention de financement relatives aux études préliminaires

2017

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 11

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 14

10 ANNEXES 16

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fond 17
Annexe 2 : Exemples d'indicateurs de suivi envisagés 18

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente du Conseil régional en date du _____,

- **La Ville de Paris**, représenté par la Maire de Paris, ci-après désigné par « la Ville » dûment mandaté par la délibération n°_____ du Conseil de Paris en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° …… du Conseil de Paris en date du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil de Paris n° …… du ……;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° …… du …… ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre la Ville de Paris et la Région Île-de-France prévoit une enveloppe globale d'un million d'euros pour l'opération « étude de voies réservées véhicules propres, auto-partage et covoiturage ». La présente convention ne décline qu'une partie de cette enveloppe relative aux études préliminaires. La phase expérimentale prévue en 2019 par la Ville de Paris fera l'objet d'une convention ultérieure.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études préliminaires de la voie réservée véhicules propres, autopartage et covoiturage – Quai de Bercy ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Voie réservée – Quai de Bercy – Etudes ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 300 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 150 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'Opération doit permettre la réalisation :

- d'une étude exploratoire (appel à une AMO) afin d'approfondir, en terme juridique, technique, et environnemental, un premier travail introductif sur le développement d'un Axe à Ultra Basses Émissions réalisé en 2017.

- d'un état des lieux environnemental concernant les impacts bruit et pollution et de mesures initiales permettant une comparaison avant / après la mise en place du projet.

1.2 Délais de réalisation des études

Le délai prévisionnel des études est de 12 mois

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Objectifs du Projet

Le principe des Axes à Ultra-Basses Émissions (AUBE) est de réserver un sens de circulation ou une file, sur un axe circulé aujourd'hui à double sens et/ou à plusieurs files, aux véhicules les moins polluants ou à des véhicules à occupation multiple afin qu'ils bénéficient de facilités de circulation. L'objectif est de leur donner un réel avantage incitatif en termes de circulation et d'inciter à la transition énergétique des automobilistes contraints, en plus de réduire les émissions localement sur cet axe. Cette restriction s'appliquerait en principe à tout type de véhicule.

Les objectifs d'un AUBE sont atteints s'il créé une véritable incitation à changer de véhicule pour passer à l'électrique ou d'autres technologies propres, et si la circulation des véhicules thermiques restants en prenant en compte les itinéraires de report (nombre de véhicules, vitesse, etc.) conduit à une réduction des émissions de polluants atmosphériques.

2.2 Caractéristiques principales du Projet

L'axe proposé par l'expérimentation de l'AUBE est le Quai de la Rapée / Quai de Bercy dans les deux sens de circulation, depuis l'institut médico-légal (2 place Mazas, après la sortie à droite vers le Pont Charles de Gaulle dans le sens sortant, et avant le feu dans le sens entrant) jusqu'au niveau de l'Avenue des Terroirs de France (94 Quai de Bercy environ). Cela correspond à 2 km de voie.

Les études préliminaires permettront notamment d'explorer, d'amender puis de choisir la solution à expérimenter parmi les trois configurations suivantes :

- Configuration 1 : La configuration de référence correspond à la version initiale du projet d'AUBE. Seule la voie de gauche est concernée, dans les deux sens. Les autorisations de circuler sur l'AUBE seraient fondées sur les vignettes CRIT'Air. Il est proposé dans cette configuration de les réserver aux vignettes CRIT'Air EL (véhicules électriques et hydrogènes) et 1 (véhicules gaz, hybrides rechargeables, essence euros 5 et 6 pour les VP et VUL, essence euro 6 pour les PL, euro 4 pour les 2RM). Cela correspond à environ 14 % du trafic parisien qui serait autorisé (enquête plaque 2014). La restriction d'accès serait effective sur les horaires de la ZCR, c'est-à-dire entre 8h et 20h en semaine.
- Configuration 2 : Réserver l'AUBE aux seuls véhicules électriques et hydrogènes (vignette EL), ce qui correspond à seulement 1 % du trafic parisien ;
- Configuration 3 : Ouvrir également aux véhicules à occupation multiple (covoiturage soit 2 personnes et plus), et donc aux bus et aux taxis notamment. A Paris, 80 % des véhicules ne transportent qu'une personne.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

La Ville est désignée maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

La Ville s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans les articles 4.1 et 1.2 de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

La Ville s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 300 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 150 000 €
- Ville de Paris (50 %), soit 150 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fond.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 300 000 HT euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Réalisation d'une étude exploratoire pour approfondir les premières réflexions menées en termes juridiques, techniques et environnementaux	100 000 €
Réalisation d'un état des lieux environnemental concernant les impacts bruit et pollution et de mesures initiales permettant une comparaison avant / après la mise en place du projet	200 000 €
TOTAL en € courants	**300 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Ville de Paris**	**Total**
Ville de Paris	150 000 €	150 000 €	300 000€
	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par la Ville.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de la Ville.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les études objet de la présente convention, la Ville transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par la Ville indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal de la Ville.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région à la Ville est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites (étude exploratoire, état initial de l'environnement, dossier d'autorisation d'expérimentation transmis à la DSCR) ;
- du bilan financier de l'Opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès de la Ville aux coordonnées suivantes :

- Ville de Paris sur le compte ouvert au nom DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES VILLE-DEPT , dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30001

Code guichet : 00064

N° compte : U7530000000

Clé : 40

IBAN : FR13 3000 1000 64U7 5300 0000 040

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, la Ville dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

La Ville autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une

facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes (_____).

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec la Ville de Paris dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial de la Ville sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

La Ville, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR de la Ville se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour la Ville de Paris,	Pour la Région Ile-de-France,
Anne HIDALGO Maire de Paris	**Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Exemples d'indicateurs de suivi envisagés

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fond

	Année		Total
	2018	2019	
Région Ile-de-France	100 000€	50 000€	**150 000€**
Ville de Paris	100 000€	50 000€	**150 000€**
TOTAL	**200 000€**	**100 000€**	**300 000€**

Annexe 2 : Exemples d'indicateurs de suivi envisagés

	Indicateur	État initial	Méthode de mesure	Périmètre	Objectif 2020	Objectif 2030
Trafic automobile	Débit (veh/h)	Connu	Boucles électromagnétiques intégrées à la chaussée, données fournies par le PC Lutèce.	AUBE toutes voies + itinéraires de report	Pas d'objectif	Pas d'objectif
	Taux d'occupation (%)	Connu			Pas d'objectif	Pas d'objectif
	Fréquentation AUBE (veh/h)	Non concerné	Comptage des véhicules	AUBE- voie(s) réservée(s)	Augmentation progressive de la fréquentation	
Respect des restrictions	Nombre de contraventions	Non concerné	Information sur le nombre de contravention ayant pour motif le non-respect des restrictions d'accès à l'AUBE	AUBE voie(s) réservée(s)	Pas d'objectif	100 % d'observance de la réglementation
Temps de trajet	Durée pour traverser le tronçon – AUBE (min)	Non concerné	Observation des vitesses	AUBE voie(s) réservée(s)	3 minutes	3 minutes
	Durée pour traverser le tronçon – autres voies (min)	Non concerné	Observation des vitesses	AUBE toutes voies	Pas d'objectif	Pas d'objectif
	Temps de trajets sur les itinéraires de report	Connu (données trafic)	Déductible des données trafic	Itinéraires de report	Pas d'augmentation significative ou faible augmentation	Pas d'augmentation significative
Pollution	Concentration en NOx, PM10 et PM2,5	À établir	Analyseurs électriques ou tubes passifs	AUBE toutes voies + itinéraires de report	Pas d'augmentation significative ou faible augmentation	Baisse significative
	Concentration en BTEX	À établir	Tubes passifs	AUBE toutes voies + itinéraires de report	Pas d'augmentation significative ou faible augmentation	Baisse significative
Bruit	Intensité sonore (dB)	Connu (Bruitparif)	Sonomètres + simulations	AUBE toutes voies + itinéraires de report	Pas d'augmentation significative ou faible augmentation	Diminution sur l'AUBE, pas d'augmentation significative sur les itinéraires de report
Incitations	Nombre d'immatriculations de véhicules propres	Non concerné	Suivi des immatriculations de véhicules propres	Ile-de-France	Augmentation du nombre d'immatriculations plus importante dans la zone de chalandise de l'AUBE	
	Présence parmi les principales motivations au changement	Non concerné	Enquête	Ile-de-France	Pas d'objectif	AUBE citée dans les principales motivations
Acceptabilité	Acceptabilité	Non concerné	Enquête	Usagers circulant sur l'AUBE toutes voies + itinéraires de report	Pas d'objectif	Acceptabilité totale

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-549

DU 22 NOVEMBRE 2017

DÉCLINAISON DU DISPOSITIF ' 100 000 STAGES POUR LES JEUNES FRANCILIENS ' DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DES TRANSPORTS POUR L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des transports ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative au dispositif 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 16-647 du 13 décembre 2016 approuvant les modalités spécifiques d'application du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » pour les bénéficiaires de subventions régionales, dans le domaine des transports, de plus d'un millions d'euros ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-549 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le projet de convention, joint en annexe 1, entre la Région et le Syndicat des Transports d'lle-de-France, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 :

Approuve le projet de convention, joint en annexe 2, entre la Région et SNCF Mobilités, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Approuve le projet de convention, joint en annexe 2, entre la Région et SNCF Réseau, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention avec le Syndicat des Transports d'Ile-de-France

Convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la Région Île-de-France pour l'année 2017 dans le domaine des transports

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du …..,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Syndicat des Transports d'Île-de-France

dont le statut juridique est : Établissement Public à caractère administratif
dont le siège social est situé au : 41 rue de Châteaudun75009 Paris
ayant pour représentant Monsieur Laurent PROBST Directeur Général du syndicat des transports,
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule :

Par délibération CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par délibération CR 08-16 du 8 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter au titre de l'année 2017
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable sur la base des subventions régionales allouées en 2016.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 320 stagiaires selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention.

Cet engagement de recrutement doit être mis en œuvre du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017. Les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de l'année 2017 doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, ils peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre 2017.

Dans le cas particulier où le bénéficiaire n'est pas en mesure de recruter directement tout ou partie des stagiaires, il a la possibilité de transmettre l'obligation de recrutement à un tiers, prestataire ou partenaire, qui s'engage à recruter des stagiaires pour son compte. Dans un tel cas, le bénéficiaire avertit préalablement la Région du nombre de stages et du tiers concerné et supporte seul les conséquences du non-respect de cette obligation.

Le bénéficiaire saisit la ou les offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales.

Le bénéficiaire doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire permet à la Région de consulter les conventions de stages si cette dernière en fait la demande.

Le bénéficiaire adressera à la Région, au plus tard le 31 janvier 2018, un bilan détaillé de la mise en œuvre (nombre de stagiaires recrutés et précisant le type de contrat, services pourvus, durée des stages…) de la présente convention au cours de l'année 2017.

Article 3 : modalités de contrôle

Le défaut de respect d'une des dispositions de l'article 2 donne lieu à un accord des parties sur les mesures correctrices à apporter, lesquelles feront l'objet d'un échange de courriers.

En tout état de cause, le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le Conseil régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'année 2018.

Article 4 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération XXX et prend fin à la plus tardive des deux dates du 31 décembre 2018 ou du dernier des courriers mentionné au premier alinéa de l'article 3.

Fait à en deux exemplaires originaux,
Le ……..

Pour la Région Île-de-France
La Présidente

Valérie PÉCRESSE

Pour le Syndicat des Transports d'Ile-de-France
Le Directeur général

Laurent PROBST

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération CR 08-16 du 8 février 2016

La délibération CR 08-16 du 8 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil* » ;
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Annexe 2 - Délibération CR 08-16 du 8 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
Par publication électronique le 18/02/2016
Par la transmission au Contrôle de Légalité le 18/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Annexe 2 : Convention avec SNCF Mobilités

Projet de convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la Région Île-de-France dans le domaine des transports

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-549 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : SNCF Mobilités
dont le statut juridique est : Établissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
dont le siège social est situé au : 2 PLACE AUX ETOILES, 93210 SAINT DENIS
ayant pour représentant Monsieur Alain KRAKOVITCH, Directeur
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule :

Par délibération CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par délibération CR 08-16 du 8 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter au titre de l'année 2017
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable sur la base des subventions régionales allouées en 2016.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 350 stagiaires selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention.

Cet engagement de recrutement doit être mis en œuvre du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017. Les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de l'année 2017 doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, ils peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre 2017.

Dans le cas particulier où le bénéficiaire n'est pas en mesure de recruter directement tout ou partie des stagiaires, il a la possibilité de transmettre l'obligation de recrutement à un tiers, prestataire ou partenaire, qui s'engage à recruter des stagiaires pour son compte. Dans un tel cas, le bénéficiaire avertit préalablement la Région du nombre de stages et du tiers concerné et supporte seul les conséquences du non-respect de cette obligation.

Le bénéficiaire saisit la ou les offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales ou sur ses propres sites prévus à cet effet. Il peut également faire la promotion de ses stages à pourvoir par tout autre voie qui lui semble pertinente (job dating,…).

Le bénéficiaire doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire permet à la Région de consulter les conventions de stages si cette dernière en fait la demande.

Le bénéficiaire adressera à la Région, au plus tard le 31 janvier 2018, un bilan détaillé de la mise en œuvre (nombre de stagiaires recrutés et précisant le type de contrat, services pourvus) de la présente convention au cours de l'année 2017.

Article 3 : modalités de contrôle

Le défaut de respect d'une des dispositions de l'article 2 donne lieu à un accord des parties sur les mesures correctrices à apporter, lesquelles feront l'objet d'un échange de courriers.

En tout état de cause, le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le Conseil régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'année 2018.

Article 4 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération CP 2017-549 et prend fin au à la plus tardive des deux dates du 31 décembre 2018 ou du dernier des courriers mentionné au premier alinéa de l'article 3.

Fait à en deux exemplaires originaux,
Le ……..

Pour la Région Île-de-France La Présidente	Pour Pour SNCF Mobilités Le Directeur de Transilien
Valérie PÉCRESSE	Alain KRAKOVITCH

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération CR 08-16 du 8 février 2016

La délibération CR 08-16 du 8 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil* » ;
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité de de SNCF Mobilités.

Annexe 2 - Délibération CR 08-16 du 8 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
Par publication électronique le 18/02/2016
Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Annexe 3 : Convention avec SNCF Réseau

Projet de convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la Région Île-de-France dans le domaine des transports

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-549 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : SNCF Réseau
dont le statut juridique est : Établissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
dont le siège social est situé au : 15/17 rue Jean-Philippe Rameau, 93418 LA PLAINE SAINT DENIS
ayant pour représentant Monsieur Didier BENSE, Directeur Général Ile-de-France
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule :

Par délibération CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par délibération CR 08-16 du 8 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter au titre de l'année 2017
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable sur la base des subventions régionales allouées en 2016.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 500 stagiaires selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention.

Cet engagement de recrutement doit être mis en œuvre du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017. Les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de l'année 2017 doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, ils peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre 2017.

Dans le cas particulier où le bénéficiaire n'est pas en mesure de recruter directement tout ou partie des stagiaires, il a la possibilité de transmettre l'obligation de recrutement à un tiers, prestataire ou partenaire, qui s'engage à recruter des stagiaires pour son compte. Dans un tel cas, le bénéficiaire avertit préalablement la Région du nombre de stages et du tiers concerné et supporte seul les conséquences du non-respect de cette obligation.

Le bénéficiaire saisit la ou les offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales ou sur ses propres sites prévus à cet effet. Il peut également faire la promotion de ses stages à pourvoir par tout autre voie qui lui semble pertinente (job dating,…).

Le bénéficiaire doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire permet à la Région de consulter les conventions de stages si cette dernière en fait la demande.

Le bénéficiaire adressera à la Région, au plus tard le 31 janvier 2018, un bilan détaillé de la mise en œuvre (nombre de stagiaires recrutés et précisant le type de contrat, services pourvus) de la présente convention au cours de l'année 2017.

Article 3 : modalités de contrôle

Le défaut de respect d'une des dispositions de l'article 2 donne lieu à un accord des parties sur les mesures correctrices à apporter, lesquelles feront l'objet d'un échange de courriers.

En tout état de cause, le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le Conseil régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'année 2018.

Article 4 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération CP 2017-549 et prend fin au à la plus tardive des deux dates du 31 décembre 2018 ou du dernier des courriers mentionné au premier alinéa de l'article 3.

Fait à en deux exemplaires originaux,
Le ……..

Pour la Région Île-de-France La Présidente	Pour Pour SNCF Réseau Le Directeur général Ile-de-France
Valérie PÉCRESSE	Didier BENSE

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération CR 08-16 du 8 février 2016

La délibération CR 08-16 du 8 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil* » ;
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité de de SNCF Réseau.

Annexe 2 - Délibération CR 08-16 du 8 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
Par publication électronique le 18/02/2016
Par la transmission au Contrôle de Légalité le 18/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-564

DU 22 NOVEMBRE 2017

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF EUROPE - NOVEMBRE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis »
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21septembre 2017 .
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens .
VU La délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la stratégie européenne de la Région Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 .
VU La délibération n° CP 2017-374 du 20 septembre 2017 relative aux subventions aux associations dans le cadre du dispositif Europe ;
VU Le budget 2017 de la Région Ile-de-France

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-564 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de participer, au titre du dispositif Europe au financement des projets détaillés en annexe de la présente délibération par l'attribution de deux subventions d'un montant maximum de 44 341 €.

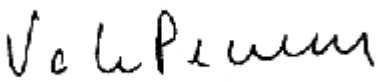
Affecte une autorisation d'engagement de 29 341€ à l'Institut Jacques Delors, disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 042 « Actions européennes » programme HP 042-004 (104004) « Actions européennes » action 10400402 « Actions européennes » nature 657 « Subventions » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de 15 000€ au pôle ASTech Paris Région, disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 042 « Actions européennes » programme HP 042-004 (104004) « Actions européennes » action 10400402

« Actions européennes » nature 657 « Subventions » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type « dispositif Europe » approuvée par la délibération n° CP 2017-374 du 20 septembre 2017, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-564	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**042 - Actions européennes**
Programme	**104004 - Actions européennes**
Action	**10400402 - Actions européennes**

Dispositif : N° 00001001 - Dispositif EUROPE

Dossier	EX027719 - INSTITUT JACQUES DELORS "l' Académie Notre Europe" : parcours comprenant des conférences, rencontres, déjeuners-débats et voyages pour un échange citoyen avec des Grands témoins, praticiens et e			
Bénéficiaire	EXM02251 - INSTITUT JACQUES DELORS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 341,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 683,00 €	TTC	50 %	29 341,00 €	

Dossier	EX027740 - ASTECH PARIS REGION Organisation d'une rencontre entre acteurs européens mixant les communautés du spatial, des transports ("mobilité pour la croissance" et "véhicules verts") et climat/environnement			
Bénéficiaire	R36155 - ASTECH PARIS REGION ASSO			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	50 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001001 - Dispositif EUROPE	44 341,00 €

Total sur l'imputation 930 - 042 - 104004 - 10400402	44 341,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027719

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INSTITUT JACQUES DELORS "L'ACADÉMIE NOTRE EUROPE" : PARCOURS COMPRENANT DES CONFÉRENCES, RENCONTRES, DÉJEUNERS-DÉBATS ET VOYAGES POUR UN ÉCHANGE CITOYEN AVEC DES GRANDS TÉMOINS, PRATICIENS ET E

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	58 683,00 €	50,00 %	29 341,00 €
	Montant Total de la subvention		29 341,00 €

Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
10400402- Actions européennes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT JACQUES DELORS
Adresse administrative : 19 RUE DE MILAN
75009 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame CLAIRE VERSINI

N° SIRET : 41010018400036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif EUROPE
Rapport Cadre : CR129-16 du 08/07/2016

Objet du projet : Académie Notre Europe: parcours comprenant des conférences, rencontres, déjeuners-débats et voyages pour un échange citoyen avec des Grands témoins, praticiens et experts de la construction européenne

Date prévisionnelle de début de projet : 20 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Institut Jacques Delors, association loi de 1901, souhaite lancer une formation sur l'Europe permettant à des entreprises, médias, institutions, mais aussi particuliers de tous âges et de tous milieux de débuter ou approfondir leurs connaissances et leur formation en la matière et de bénéficier de l'expertise de l'institut sur les sujets européens assortie de son vaste réseau d'experts, praticiens, collaborateurs et décideurs de haut niveau de la construction européenne.

Description :

Deux modules de formation aux enjeux européens sont prévus :

La construction européenne pour les praticiens : parcours de formation continue permettant à des professionnels de se former aux questions européennes en rencontrant des experts, praticiens, collaborateurs et décideurs européens, issus des équipes, instances et réseaux de l'IJD. Il permet aussi de toucher des « relais d'opinion » qui pourront nourrir leur propre pratique professionnelle des savoirs acquis lors de la formation, et d'engager des échanges sur la base de l'expérience de chacun.

La construction européenne pour les citoyens : ce module s'adresse à de jeunes citoyens éloignés des sujets européens ou souhaitant approfondir leurs connaissances à ce sujet et leur engagement citoyen. Des outils de valorisation seront mis en place afin de les inscrire dans un parcours civique (validation des acquis, ambassadeurs UE, etc.).

Projet Pilote avec le soutien de l'Île de France :
L'IJD envisage un projet pilote composé d'un module consacré à un groupe de vingt jeunes citoyens et un groupe de vingt journalistes les accompagnant dans un parcours d'échanges et de formation sur les enjeux européens.
A raison d'une rencontre par mois pour chacun de ces deux groupes, ce projet pilote permettra de mettre en place les deux types de parcours pédagogique et de mobiliser une équipe d'une trentaine de chercheurs et personnalités européennes dans le réseau de l'IJD qui interviendront lors de séances de formations organisées dans les locaux de l'IJD à Paris et de conférences ouvertes à un public plus large et pouvant être organisées en partenariat avec la Région Île de France.

Moyens mis en œuvre :
Cette formation sera basée sur l'échange et les rencontres entre experts, praticiens et personnalités européennes d'un côté, et citoyens actifs ou en construction de l'autre : les membres des équipes de l'Institut, instances et réseaux seront mis à contribution dans différents formats de rencontre avec des groupes d'une vingtaine de personnes dont les caractéristiques varieront en fonction des modules. Des séminaires d'approfondissement et des formations de jeunes ambassadeurs de l'Union seront organisés
Ces rencontres pourront avoir lieu dans les locaux de l'IJD et lors de rencontres plus larges, la Représentation de la Commission Européenne ou du Parlement européen, voire certaines salles de Sciences Po pourront également être envisagées, toujours de manière gracieuse.
La formation comprendra différents voyages afin de découvrir les institutions et acteurs de l'UE sur le territoire européen : Bruxelles, Strasbourg, Berlin ou encore Rome, selon les modules, et permettront aux stagiaires de découvrir les institutions de même que des personnalités européennes ainsi que le rôle de la Représentation de la Région Île de France et de la France auprès d'elles.

Intérêt régional :
Cohérence du projet l'Académie Notre Europe avec la réflexion et la définition des stratégies européennes de la Région et la valorisation de l'action européenne sur le territoire francilien et dimension pédagogique innovante du projet de formation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public large de professionnels et de citoyens et impact direct sur le territoire francilien.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement	6 150,00	10,48%
Communication	1 994,00	3,40%
Voyages	39 200,00	66,80%
Documentation, sessions pédagogiques	7 500,00	12,78%
frais généraux	3 839,00	6,54%
Total	58 683,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	29 341,00	50,00%
Fondation Hippocrate	15 000,00	25,56%
Fonds propres	14 342,00	24,44%
Total	58 683,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 341,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027740

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASTECH PARIS REGION ORGANISATION D'UNE RENCONTRE ENTRE ACTEURS EUROPÉENS MIXANT LES COMMUNAUTÉS DU SPATIAL, DES TRANSPORTS ("MOBILITÉ POUR LA CROISSANCE" ET "VÉHICULES VERTS") ET CLIMAT/ENVIRONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	30 000,00 €	50,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
10400402- Actions européennes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASTECH PARIS REGION ASSO
Adresse administrative : 8 RUE DES VERTUGADINS
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SEVERINE COUPE, Autre

Date de publication au JO : 4 août 2007

N° SIRET : 50075994900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif EUROPE
Rapport Cadre : CR129-16 du 08/07/2016

Objet du projet : Organisation d'une rencontre entre acteurs européens mixant les communautés du spatial, des transports ("mobilité pour la croissance" et "véhicules verts") et climat/environnement en mai 2018 en Ile-de-France

«La région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides de minimis, adopté par règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)».

Date de réalisation : 1 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet soutenu par le pôle ASTech, association loi de 1901, a pour objectif d'organiser une rencontre entre acteurs européens, événement de réseautage qui vise à faire se rencontrer des structures intéressées à candidater aux appels à projet afin de trouver des partenaires pour candidater à ces appels

à projets européens, dont certains ne sont ouverts qu'à des consortia émanant de plusieurs Etats Membres et à faire émerger des projets collaboratifs.
Cet événement d'une journée prévu en mai 2018 visera à mixer les communautés de différents secteurs pour monter des consortia pouvant répondre aux appels à projets 2019 et 2020 du programme-cadre Horizon 2020 pour la recherche et l'innovation (dernière période de programmation). Ces rencontres pourront aussi déboucher sur des projets européens de type Eurêka ou Eurostars.
L'événement est un maillon essentiel pour amener plus de participants sur Horizon 2020 et faire se rencontrer les entreprises (PME, grand groupes, organismes de recherche, universités).

Description :
La rencontre s'adressera à des acteurs européens – voire des pays tiers – de l'espace, du transport (communautés «véhicules verts» et «mobilité pour la croissance») et du climat/environnement. Les acteurs européens de ces communautés seront mobilisés via les réseaux de PCN (COSMOS 2020, ETNA+ et CARE), la représentation francilienne à Bruxelles, le réseau EIRIN, les pôles et leurs réseaux européens, ainsi que le réseau EEN. Les pays visés notamment sont l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Ce B.E. permettra également de valoriser la richesse des compétences franciliennes et la mise en réseau des acteurs avec des partenaires européens potentiels pour une collaboration immédiate ou ultérieure. En outre, cette manifestation, de par son caractère européen, donnera à la Région une visibilité à l'international que ne permet pas un infoday classique, qui réunit plutôt les acteurs régionaux ou des régions limitrophes.

Moyens mis en œuvre :
Des rendez-vous bilatéraux seront organisés en amont de la journée consacrée à l'événement via une plateforme dédiée. Les participants renseignent en ligne leur profil et idée de projet et peuvent solliciter des entretiens avec les structures qui les intéressent.
Afin d'atteindre une masse critique de participants pour l'événement une anticipation et une coordination sont prévues avec les interlocuteurs européens concernés : Commission européenne, réseaux européens des points de contacts nationaux, Enterprise Europe Network, fédérations ou autres têtes de réseaux, ce afin d'assurer une entière visibilité à la journée.
Un amphithéâtre sera mis à disposition de même que 3 salles adjacentes pour organiser des sessions parallèles ainsi qu'un espace de restauration attenant.

Intérêt régional :
Cette rencontre s'inscrit dans la volonté de « plus d'Europe » de la Région. En effet, cet événement est en ligne avec la nouvelle stratégie européenne régionale positionner l'IDF comme un acteur majeur d'Horizon 2020, principal programme d'action communautaire en terme de budget, aider les franciliens à se saisir de ces financements) et du SRESRI (Schéma régional pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation) : faire connaitre les compétences du territoire, notamment en organisant des évènements d'envergure internationale. Il est également cohérent avec la stratégie de spécialisation intelligente de la Région (S3) et adresse les filières identifiées comme prioritaires dans le SRDEII (schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation).

C'est un événement d'ampleur régionale, interfilière qui rassemble deux pôles de compétitivité Astech et Movéo, ainsi que d'autres structures en lien avec les entreprises et des organismes de recherche (CNES et CNRS via les Points de contacts nationaux)

L'évènement proposé par ASTech et ses partenaires est donc idéalement positionné pour apporter de la visibilité à la Région et pour attirer des participants internationaux qui visent les AAP 2019 et 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public cible sont les porteurs de projets ou les personnes souhaitant être partenaires. Cela peut être des entreprises, dont PME, ou des académiques, primo-accédant ou non. Ce public sera multidisciplinaire car composé de communautés diverses : spatial, transport et climat/environnement a minima.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salle	9 600,00	32,00%
Restauration	13 200,00	44,00%
Communication	5 400,00	18,00%
Plateforme de RDV B2match	1 800,00	6,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	50,00%
Fonds propres	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	250 000,00 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	250 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	250 000,00 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	250 000,00 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	230 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	250 000,00 €
2017	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	250 000,00 €

	Montant total	1 730 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-509

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE D'AIDE À LA CRÉATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX
CINQUIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité et modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 59-15 du 19 juin 2015 portant notamment approbation de l'avenant n°4 à la convention entre la Région et la FNARS Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 11-1002 du 16 novembre 2011 approuvant la convention de partenariat avec la FNARS ;

VU La délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017 approuvant les modalités de mise en œuvre de la délibération n° CR 08-16 du 16 février 2016 et la convention-type relative à l'engagement annuel de recrutement de stagiaires et portant affectation de subventions en faveur du logement social, très social et intermédiaire ;

VU La délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention type relative à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires et affectation de subventions en faveur du logement social, très social et intermédiaire ;

VU La délibération n° CP 2017-251 du 5 juillet 2017 portant notamment approbation de signature de conventions dans le cadre de la mise en œuvre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et affectation de subventions en faveur du logement social, très social et intermédiaire ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-509 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux logements familiaux de type PLS » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 861 172 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **861 172 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400201 « Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux logements familiaux de type PLUS » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 4 049 253 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **4 049 253 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400202 « Aide à la création de logements locatifs sociaux » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux logements très sociaux de type PLAI » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 4 416 723 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **4 416 723 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 :

Subordonne le versement des subventions des opérations décrites en annexe 2 à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

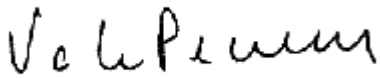
N° de dossier	Opération	Bénéficiaire	OS/Date prévisionnelle de démarrage
17003742	réalisation, hors charge foncière, d'un logement PLAI sis 31, route Nationale à Vayres-Sur-Essonne	COMMUNE DE VAYRES SUR ESSONNE	05/09/2017
EX024109	réalisation, de 18 logements PLAI, sis 27-29 avenue de Chatron à Villiers-Saint-Frédéric	SA HLMAP LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	01/09/2017
EX024644	réalisation, de 32 logements PLUS, sis 27-29 avenue de Chatron à Villiers-Saint-Frédéric	SA HLMAP LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	01/09/2017

Article 6 :

Approuve l'avenant n°5 à la convention signée entre la Région et la FAS Ile-de-France (anciennement FNARS Ile-de-France) pour la mise en œuvre du dispositif régional de sécurisation des associations d'insertion par le logement.

Autorise la Présidente du conseil régional à signer ledit avenant joint en annexe 3 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400201 - Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires**

Dispositif : N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial

Dossier	EX019178 - 77 - COMBS-LA-VILLE - RUE SERMONOISE 24 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	COMBS-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 428,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
648 563,00 €	TTC	5 %	32 428,00 €	

Dossier	EX020812 - 78 - ANDRESY - MARTYRS DE CHATEAUBRIAND ILOT NORD - 53 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	ANDRESY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	79 475,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 589 492,00 €	TTC	5 %	79 475,00 €	

Dossier	EX023903 - 78 - MANTES LA JOLIE - RUE DE LA SOMME/RUE DE LA MARNE - 16 PLS			
Bénéficiaire	R29364 - OPH MANTES YVELINES HABITAT			
Localisation	MANTES-LA-JOLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 266 551,00 €	TTC	3,53 %	80 000,00 €	

Dossier	EX024216 - 78 - VERNEUIL SUR SEINE - ALLEE DU GROS CHENE - 46 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	EXM01758 - COOPERATION ET FAMILLE			
Localisation	VERNEUIL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
868 651,00 €	TTC	4,03 %	35 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	EX025567 - 92 - CLAMART - AV GENERAL DE GAULLE - 15 PLS / 47 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	CLAMART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 853 372,00 €	TTC	4,05 %	75 000,00 €	

Dossier	EX025882 - 95 - SARCELLES - AVENUE DU 8 MAI 1945 (FORUM DES CHOLETTES) - 64 PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	SARCELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	320 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 649 051,00 €	TTC	4,18 %	320 000,00 €	

Dossier	EX026077 - 94 - LE PERREUX SUR MARNE - RUE GALLIENI - 21 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	LE PERREUX-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 770,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
455 397,00 €	TTC	5 %	22 770,00 €	

Dossier	EX026357 - 91 - LA NORVILLE - RUE PASTEUR - 29 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LA NORVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 824,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
476 489,00 €	TTC	5 %	23 824,00 €	

Dossier	EX026666 - 94 - L'HAY LES ROSES - 140 RUE DE BICETRE - 16 PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	L HAY-LES-ROSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 363 733,00 €	TTC	3,38 %	80 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	EX026852 - 77 - MORMANT- AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 14 PLS/48 LGTS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	MORMANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	62 675,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 253 490,00 €	TTC	5 %	62 675,00 €	

Dossier	17014594 - 93 - VAUJOURS - RUE DE MEAUX - 54 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	VAUJOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 071 378,00 €	TTC	4,67 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	861 172,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400201	861 172,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400202 - Aide à la création de logements locatifs sociaux**

Dispositif : N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial

Dossier	EX019169 - 77 - COMBS LA VILLE - RUE SERMONOISE - 24 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	COMBS-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 988,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 219 755,00 €	TTC	5 %	60 988,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	EX020780 - 78 - ANDRESY - MARTYRS DE CHATEAUBRIAND ILOT NORD - 53 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	ANDRESY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	127 722,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 554 444,00 €	TTC	5 %	127 722,00 €	

Dossier	EX020876 - 78 - PLAISIR - RUES DE LA GARE ET DE LA HAISE - 44 PLUS/PLAI - 63 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	PLAISIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	210 203,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 204 058,00 €	TTC	5 %	210 203,00 €	

Dossier	EX021763 - 95 - MERIEL - QUARTIER DE LA GARE LE VILLAGE - 62 PLUS/PLAI - 86 LOGTS			
Bénéficiaire	R20390 - OPAC OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE			
Localisation	MERIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	210 724,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 214 474,00 €	TTC	5 %	210 724,00 €	

Dossier	EX022870 - 77 - SAINT PATHUS - CENTRE BOURG - 74 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	SAINT-PATHUS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	339 574,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 791 481,00 €	TTC	5 %	339 574,00 €	

Dossier	EX023132 - 78 - MONTESSON - AVENUE DU G.DE GAULLE 14 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	MONTESSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 566,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
911 326,00 €	TTC	5 %	45 566,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	EX023942 - 77- BRIE-COMTE-ROBERT - RUE MOZART - 12 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0033399 - LOGEO SEINE ESTUAIRE			
Localisation	BRIE-COMTE-ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	47 178,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
943 550,00 €	TTC	5 %	47 178,00 €	

Dossier	EX024115 - 78 - VERNEUIL SUR SEINE - ALLEE DU GROS CHENE - 46 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	EXM01758 - COOPERATION ET FAMILLE			
Localisation	VERNEUIL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	163 481,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 269 612,00 €	TTC	5 %	163 481,00 €	

Dossier	EX024514 - 95 - LOUVRES - ZAC ECOQUARTIER LOUVRES PUISEUX - 70 PLUS/PLAI - 87 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LOUVRES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	274 816,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 496 326,00 €	TTC	5 %	274 816,00 €	

Dossier	EX024569 - 77 - CHEVRY COSSIGNY - RUE CHARLES PATHE 37 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	CHEVRY-COSSIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	110 309,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 206 176,00 €	TTC	5 %	110 309,00 €	

Dossier	EX024644 - 78 - VILLIERS SAINT FREDERIC - AVENUE DE CHATRON - 50 PLUS/PLAI - 80 LOGTS			
Bénéficiaire	R19790 - SA HLMAP LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			
Localisation	VILLIERS-SAINT-FREDERIC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	224 150,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 482 998,00 €	TTC	5 %	224 150,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	EX025947 - 77 - MORET SUR LOING ET ORVANNE - AVENUE DE SENS 18 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10100 - OPH VAL DU LOING HABITAT			
Localisation	MORET LOING ET ORVANNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	85 927,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 718 532,00 €	TTC	5 %	85 927,00 €	

Dossier	EX026161 - 94 - LE PERREUX SUR MARNE - RUE GALLIENI - 21 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	LE PERREUX-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 094,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
981 876,00 €	TTC	5 %	49 094,00 €	

Dossier	EX026219 - 95 - MARINES - CESBRON/CARTRY - 4 PLUS - 6 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MARINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 243,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
344 852,00 €	TTC	5 %	17 243,00 €	

Dossier	EX026264 - 91 - MARCOUSSIS - ROUTE DU CHENE ROND (BAT. A,B,C,D) 104 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	MARCOUSSIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	617 576,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 351 520,00 €	TTC	5 %	617 576,00 €	

Dossier	EX026353 - 91 - LA NORVILLE - RUE PASTEUR - 29 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LA NORVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	92 466,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 849 315,00 €	TTC	5 %	92 466,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	14012703 - 91 - BIEVRES - HOMMERIES - 53 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	BIEVRES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	184 443,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 688 860,00 €	TTC	5 %	184 443,00 €	

Dossier	15015408 - 78- VIROFLAY - RUE AMEDEE DAILLY - 17 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R20186 - FONCIERE HABITAT ET HUMANISME			
Localisation	VIROFLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 059,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
741 171,00 €	TTC	5 %	37 059,00 €	

Dossier	16006885 - 91 - BALLANCOURT SUR ESSONNE - RUE DE LA LIBERATION - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	BALLANCOURT-SUR-ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	123 436,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 468 712,00 €	TTC	5 %	123 436,00 €	

Dossier	16016839 - 95 - MARINES - CESBRON/CARTRY - 13 PLUS/PLAI - 18 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MARINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	68 189,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 363 772,00 €	TTC	5 %	68 189,00 €	

Dossier	17002383 - 78 - MAUREPAS - CLAUDE BERNARD/CHEVREUSE - 84 PLUS/PLAI - 113 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MAUREPAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	326 491,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 529 814,00 €	TTC	5 %	326 491,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	17003214 - 78 - MONTIGNY LE BRETONNEUX - RUE GEORGES STEPHENSON - 34 PLUS/PLAI - 43 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	173 082,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 461 638,00 €	TTC	5 %	173 082,00 €	

Dossier	17003680 - 77- PRINGY - RUE DE FONTAINEBLEAU - 17 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT			
Localisation	PRINGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	74 985,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 499 706,00 €	TTC	5 %	74 985,00 €	

Dossier	17014488 - 77 - MONTEVRAIN - ZAC VAL D'EUROPE - AVENUE DE LA STE DES NATIONS 22 PLUS/PLAI/32 LGTS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	MONTEVRAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 829,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 816 581,00 €	TTC	5 %	90 829,00 €	

Dossier	17014590 - 93 - VAUJOURS - RUE DE MEAUX - 54 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	VAUJOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	154 164,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 083 272,00 €	TTC	5 %	154 164,00 €	

Dossier	17014656 - 91 - SAINT GERMAIN LES CORBEIL - ROUTE DE LIEUSAINT - 30 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	139 558,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 791 152,00 €	TTC	5 %	139 558,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 049 253,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400202	4 049 253,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400203 - Aide à la création de logements locatifs très sociaux**

Dispositif : N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial

Dossier	EX019177 - 77 - COMBS LA VILLE - RUE SERMONOISE 24 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	COMBS-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
622 538,00 €	TTC	11,57 %	72 000,00 €	

Dossier	EX020809 - 78 - ANDRESY - MARTYRS DE CHATEAUBRIAND ILOT NORD - 53 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	ANDRESY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 584 389,00 €	TTC	12,12 %	192 000,00 €	

Dossier	EX020878 - 78 - PLAISIR - RUES DE LA GARE ET DE LA HAISE - 44 PLUS/PLAI - 63 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	PLAISIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	156 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 476 141,00 €	TTC	10,57 %	156 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	EX021764 - 95 - MERIEL - QUARTIER DE LA GARE LE VILLAGE - 62 PLUS/PLAI - 86 LOGTS			
Bénéficiaire	R20390 - OPAC OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE			
Localisation	MERIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	312 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 158 105,00 €	TTC	9,88 %	312 000,00 €	

Dossier	EX022867 - SAINT PATHUS - CENTRE BOURG 74 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	SAINT-PATHUS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	312 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 287 328,00 €	TTC	9,49 %	312 000,00 €	

Dossier	EX023134 - 78 - MONTESSON - AVENUE DU G. DE GAULLE 14 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	MONTESSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
697 437,00 €	TTC	12,04 %	84 000,00 €	

Dossier	EX023943 - 77 - BRIE-COMTE-ROBERT - RUE MOZART 12 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0033399 - LOGEO SEINE ESTUAIRE			
Localisation	BRIE-COMTE-ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
657 933,00 €	TTC	9,12 %	60 000,00 €	

Dossier	EX024109 - 78 - VILLIERS SAINT FREDERIC - AVENUE DE CHATRON - 50 PLUS/PLAI - 80 LOGTS			
Bénéficiaire	R19790 - SA HLMAP LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			
Localisation	VILLIERS-SAINT-FREDERIC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	216 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 287 622,00 €	TTC	9,44 %	216 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	EX024215 - 78 - VERNEUIL SUR SEINE - ALLEE DU GROS CHENE - 46 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	EXM01758 - COOPERATION ET FAMILLE			
Localisation	VERNEUIL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 561 190,00 €	TTC	10,76 %	168 000,00 €	

Dossier	EX024481 - 95 - ZAC ECOQUARTIER LOUVRES PUISEUX - 70 PLUS/PLAI - 87 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LOUVRES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	312 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 259 485,00 €	TTC	9,57 %	312 000,00 €	

Dossier	EX024568 - 77 - CHEVRY COSSIGNY - RUE CHARLES PATHE 37 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	CHEVRY-COSSIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	156 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 190 112,00 €	TTC	13,11 %	156 000,00 €	

Dossier	EX025948 - 77 - MORET SUR LOING ET ORVANNE - AVENUE DE SENS 18 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10100 - OPH VAL DU LOING HABITAT			
Localisation	MORET LOING ET ORVANNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
695 911,00 €	TTC	10,35 %	72 000,00 €	

Dossier	EX026162 - 94 - LE PERREUX SUR MARNE - RUE GALLIENI - 21 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	LE PERREUX-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 109 027,00 €	TTC	7,57 %	84 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	EX026259 - 91 - MARCOUSSIS - ROUTE DU CHENE ROND (CHATEAU) 11 PLAI			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	MARCOUSSIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 167 000,00 €	TTC	6,09 %	132 000,00 €	

Dossier	EX026262 - 91 - MARCOUSSIS - ROUTE DU CHENE ROND (BAT. A,B,C,D) 104 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	MARCOUSSIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 900 480,00 €	TTC	7,69 %	300 000,00 €	

Dossier	EX026355 - 91 - LA NORVILLE - RUE PASTEUR - 29 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LA NORVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	108 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 102 852,00 €	TTC	9,79 %	108 000,00 €	

Dossier	15015409 - 78- VIROFLAY RUE AMEDEE DAILLY - 17 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R20186 - FONCIERE HABITAT ET HUMANISME			
Localisation	VIROFLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	295 726,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 689 517,00 €	TTC	17,5 %	295 726,00 €	

Dossier	16006886 - 91 - BALLANCOURT SUR ESSONNE - RUE DE LA LIBERATION - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	BALLANCOURT-SUR-ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
398 928,00 €	TTC	9,02 %	36 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	16006887 - 91 - BIEVRES - HOMMERIES - 53 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	BIEVRES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	156 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 569 281,00 €	TTC	9,94 %	156 000,00 €	

Dossier	16016840 - 95 - MARINES - CESBRON/CARTRY - 13 PLUS/PLAI - 18 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MARINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
545 904,00 €	TTC	8,79 %	48 000,00 €	

Dossier	17002384 - 78 - MAUREPAS - CLAUDE BERNARD/CHEVREUSE - 84 PLUS/PLAI - 113 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MAUREPAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	408 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 027 535,00 €	TTC	10,13 %	408 000,00 €	

Dossier	17003215 - 78 - MONTIGNY LE BRETONNEUX - RUE GEORGES STEPHENSON - 34 PLUS/PLAI - 43 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 421 814,00 €	TTC	9,28 %	132 000,00 €	

Dossier	17003367 - 78-RAMBOUILLET - RUE LOUVIERE - 2 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 942,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
451 331,00 €	TTC	18,82 %	84 942,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	17003498 - 75- PARIS 19 - JEAN JAURES - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 870,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
92 899,00 €	TTC	30 %	27 870,00 €	

Dossier	17003681 - 77- PRINGY - RUE DE FONTAINEBLEAU - 17 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT			
Localisation	PRINGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
747 675,00 €	TTC	9,63 %	72 000,00 €	

Dossier	17003742 - 91 - VAYRES-SUR-ESSONNE - ROUTE NATIONALE - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R1223 - COMMUNE DE VAYRES SUR ESSONNE			
Localisation	VAYRES-SUR-ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 185,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 235,00 €	TTC	15 %	12 185,00 €	

Dossier	17014489 - 77 - MONTEVRAIN - ZAC VAL D'EUROPE - AVENUE STE DES NATIONS 22 PLUS/PLAI/32 LGTS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	MONTEVRAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 042 406,00 €	TTC	9,21 %	96 000,00 €	

Dossier	17014593 - 93 - VAUJOURS - RUE DE MEAUX - 54 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	VAUJOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	204 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 994 891,00 €	TTC	10,23 %	204 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-509	Budget	2017

Dossier	17014664 - 91 - SAINT GERMAIN LES CORBEIL - ROUTE DE LIEUSAINT - 30 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	108 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 039 801,00 €	TTC	10,39 %	108 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 416 723,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400203	4 416 723,00 €

Annexe 2 - Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003498

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 75- PARIS 19 - JEAN JAURES - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	92 899,00 €	30,00 %	27 870,00 €
	Montant Total de la subvention		27 870,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 145 avenue Jean Jaurès à Paris 19ème

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel au gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 54,77 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,71 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 92.899 € x 30 % = 27.870 €

Plafond : 1.028,50 €* x 54,77 m² = 56.331 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	105 676,00	100,00%
Total	105 676,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT (ATT)	25 434,00	24,07%
SUBVENTION VILLE	41 933,00	39,68%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	10 000,00	9,46%
FONDS PROPRES	439,00	0,42%
SUBVENTION REGION	27 870,00	26,37%
Total	105 676,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	870 948,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	898 475,00 €
	Montant total	2 673 422,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023942

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77- BRIE-COMTE-ROBERT - RUE MOZART - 12 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	943 550,00 €	5,00 %	47 178,00 €
	Montant Total de la subvention		47 178,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEO SEINE ESTUAIRE
Adresse administrative : 53 RUE GUSTAVE FLAUBERT
76056 LE HAVRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique GIRY, Président

N° SIRET : 36750089900144

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA de 7 logements locatifs sociaux PLUS sis 1 rue Mozart à Bire-Comte-Robert

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE
Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 446,83 m²
Loyer / m² SU - Valeur Juin 2017 : 7,36 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 943.550 € x 5% = 47.178 €

Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BRIE-COMTE-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 302 600,00	100,00%
Total	1 302 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	31 500,00	2,42%
PRET 1%	112 000,00	8,60%
PRETS CDC	958 543,00	73,59%
FONDS PROPRES	153 379,00	11,77%
SUBVENTION REGION	47 178,00	3,62%
Total	1 302 600,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023943

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - BRIE-COMTE-ROBERT - RUE MOZART 12 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	657 933,00 €	9,12 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEO SEINE ESTUAIRE
Adresse administrative : 53 RUE GUSTAVE FLAUBERT
76056 LE HAVRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique GIRY, Président

N° SIRET : 36750089900144

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLAI sis 1 rue Mozart à Brie-Comte-Robert

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 308,40 m²
Loyer / m² SU - Valeur juin 2017 : 6,55 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 657.933 € x 30 % = 197.380 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BRIE-COMTE-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	908 298,00	100,00%
Total	908 298,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	22 500,00	2,48%
PRET 1%	120 000,00	13,21%
PRETS CDC	595 797,00	65,59%
FONDS PROPRES	110 001,00	12,11%
SUBVENTION REGION	60 000,00	6,61%
Total	908 298,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024569

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - CHEVRY COSSIGNY - RUE CHARLES PATHE 37 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 206 176,00 €	5,00 %	110 309,00 €
	Montant Total de la subvention		110 309,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 COURS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction dans le cadre d'une VEFA, de 24 logements PLUS sis 101 rue Charles Pathé à Chevry Cossigny

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - ballons thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS

Surface utile : 1.264,39 m²
Loyer / m² SU - Valeur juin 2017 : 6,31 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.206.176 € x 5% = 110.309 €

Plafond : 10.000 € x 24 = 240.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHEVRY-COSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 269 339,00	100,00%
Total	3 269 339,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	159 120,00	4,87%
PRET 1%	597 618,00	18,28%
PRETS CDC	1 895 000,00	57,96%
FONS PROPRES	507 292,00	15,52%
SUBVENTION REGION	110 309,00	3,37%
Total	3 269 339,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 393 930,00 €
	Montant total	6 083 624,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024568

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - CHEVRY COSSIGNY - RUE CHARLES PATHE 37 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 190 112,00 €	13,11 %	156 000,00 €
	Montant Total de la subvention		156 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 COURS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLAI sis 101 rue Charles Pathé à Chevry Cossigny

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,5%
Source DRIHL RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - ballon thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1682,07 m²
Loyer / m² SU - Valeur juin 2017 : 5,61 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.190.112 € x 30 % = 357.034 €

Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHEVRY-COSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 067 735,00	100,00%
Total	2 067 735,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	86 190,00	4,17%
PRET 1%	322 382,00	15,59%
PRETS CDC	1 326 000,00	64,13%
FONDS PROPRES	177 163,00	8,57%
SUBVENTION REGION	156 000,00	7,54%
Total	2 067 735,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 393 930,00 €
	Montant total	6 083 624,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019169

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - COMBS LA VILLE - RUE SERMONOISE - 24 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 219 755,00 €	5,00 %	60 988,00 €
	Montant Total de la subvention		60 988,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : de la réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLUS rue Sermonoise à Combs-la-Ville

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 662,85 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,30 € et 7,49 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.219.755 € x 5% = 60.988 €

Plafond : 10.000 € x 11 = 110.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 913 000,00	100,00%
Total	1 913 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	74 800,00	3,91%
PRET 1%	292 000,00	15,26%
PRETS CDC	1 286 073,00	67,23%
FONDS PROPRES	199 139,00	10,41%
SUBVENTION REGION	60 988,00	3,19%
Total	1 913 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €

2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019178

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - COMBS-LA-VILLE - RUE SERMONOISE 24 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	648 563,00 €	5,00 %	32 428,00 €
	Montant Total de la subvention		32 428,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLS sis rue de Sermonoise à Combs-la-Ville

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 351,06 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,50 € (T2) et 9,25 € (T3)

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 648.563 € x 5% = 32.428 €

Plafond : 5.000 € x 7 = 35.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 015 704,00	100,00%
Total	1 015 704,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	240 000,00	23,63%
PRETS CDC	518 009,00	51,00%
FONDS PROPRES	225 267,00	22,18%
SUBVENTION REGION	32 428,00	3,19%
Total	1 015 704,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €

2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019177

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - COMBS LA VILLE - RUE SERMONOISE 24 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	622 538,00 €	11,57 %	72 000,00 €
	Montant Total de la subvention		72 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction, dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLAI rue Sermonoise à Combs la Ville

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,31%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 337,87 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,66 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 622.538 € x 30 % = 186.761 €

Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	975 864,00	100,00%
Total	975 864,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	48 000,00	4,92%
PRET 1%	112 000,00	11,48%
PRETS CDC	743 864,00	76,23%
SUBVENTION REGION	72 000,00	7,38%
Total	975 864,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l’équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014488

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - MONTEVRAIN - ZAC VAL D'EUROPE - AVENUE DE LA STE DES NATIONS 22 PLUS/PLAI/32 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 816 581,00 €	5,00 %	90 829,00 €
	Montant Total de la subvention		90 829,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS sis ZAC Val d'Europe - rue de Rome et avenue de la Société des Nations à Montevrain

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.044,65 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,08 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.816.581 € x 5% = 90.829 €

Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTEVRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 915 648,00	100,00%
Total	2 915 648,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	77 000,00	2,64%
PRET 1%	284 000,00	9,74%
PRETS CDC	2 463 819,00	84,50%
SUBVENTION REGION	90 829,00	3,12%
Total	2 915 648,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	408 277,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	768 293,00 €
	Montant total	14 550 312,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014489

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - MONTEVRAIN - ZAC VAL D'EUROPE - AVENUE STE DES NATIONS 22 PLUS/PLAI/32 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 042 406,00 €	9,21 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLAI sis ZAC Val d'Europe - rue de Rome et avenue de la Société des Nations à Montevrain

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,36%

Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 599,45 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,31 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.042.406 € x 30 % = 312.722 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTEVRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 673 082,00	100,00%
Total	1 673 082,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	44 000,00	2,63%
PRET 1%	232 000,00	13,84%
PRETS CDC	1 304 082,00	77,81%
SUBVENTION REGION	96 000,00	5,73%
Total	1 676 082,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	408 277,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	768 293,00 €
	Montant total	14 550 312,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025947

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - MORET SUR LOING ET ORVANNE - AVENUE DE SENS 18 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 718 532,00 €	5,00 %	85 927,00 €
	Montant Total de la subvention		85 927,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative : 31 AV J F KENNEDY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Président

N° SIRET : 27770004300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLUS sis 22 bis avenue de Sens à Moret -sur-Loing et Orvanne (ex: Ecuelles)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 875,97 m²

Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 6,65 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.718.532 € x 5% = 85.927 €

Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 225 844,00	100,00%
Total	2 225 844,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	34 392,00	1,55%
PRIME SPECIFIQUE	23 423,00	1,05%
PRET 1%	300 000,00	13,48%
PRETS CDC	1 619 032,00	72,74%
FONDS PROPRES	163 070,00	7,33%
SUBVENTION REGION	85 927,00	3,86%
Total	2 225 844,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	156 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	551 756,00 €

2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	336 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	384 080,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	200 739,00 €
	Montant total	1 102 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025948

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - MORET SUR LOING ET ORVANNE - AVENUE DE SENS 18 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	695 911,00 €	10,35 %	72 000,00 €
	Montant Total de la subvention		72 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative : 31 AV J F KENNEDY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Président

N° SIRET : 27770004300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLAI sis 22 bis avenue de Sens à Moret sur Loing et Orvanne

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,1%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 354,72 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 5,92 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 695.911 € x 30 % = 208.773 €

Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	901 220,00	100,00%
Total	901 220,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	17 196,00	1,91%
PRIME SPECIFIQUE	8 976,00	1,00%
PRETS CDC	803 048,00	89,11%
SUBVENTION REGION	72 000,00	7,99%
Total	901 220,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	156 000,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	551 756,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	336 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	384 080,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	200 739,00 €
	Montant total	1 102 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026852

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - MORMANT- AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 14 PLS/48 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 253 490,00 €	5,00 %	62 675,00 €
	Montant Total de la subvention		62 675,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 COURS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLS sis avenue du Général de Gaulle à Mormant

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - ballon thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et en Environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLS

Surface utile : 779,4 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 8,14 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.253.490 € x 5% = 62.675 €

Plafond : 5.000 € x 14 = 70.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORMANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 923 823,00	100,00%
Total	1 923 823,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	40 000,00	2,08%
PRET 1%	150 000,00	7,80%
PRETS CDC	1 417 000,00	73,66%
FONDS PROPRES	254 148,00	13,21%
SUBVENTION REGION	62 675,00	3,26%
Total	1 923 823,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 393 930,00 €
	Montant total	6 083 624,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003680

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77- PRINGY - RUE DE FONTAINEBLEAU - 17 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 499 706,00 €	5,00 %	74 985,00 €
	Montant Total de la subvention		74 985,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 11 logements PLUS sis 132 rue de Fontainebleau à Pringy

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - chaudière à condensation
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 743,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,10 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.499.706 € x 5% = 74.985 €

Plafond : 10.000 € x 11 = 110.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PRINGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 869 926,00	100,00%
Total	1 869 926,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	42 350,00	2,26%
PRIME SPECIFIQUE	19 800,00	1,06%
SUBVENTION 1%	30 000,00	1,60%
PRET 1%	260 000,00	13,90%
PRETS CDC	1 442 791,00	77,16%
SUBVENTION REGION	74 985,00	4,01%
Total	1 869 926,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	317 521,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	347 397,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 227 902,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	14 040,00 €
	Montant total	5 841 050,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003681

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77- PRINGY - RUE DE FONTAINEBLEAU - 17 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	747 675,00 €	9,63 %	72 000,00 €
	Montant Total de la subvention		72 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 6 logements PLAI sis 132 rue de Fontainebleau à Pringy

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,78%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - chaudière à condensation
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 370,67 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,31 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 747.675 € x 30 % = 224.303 €

Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PRINGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	932 289,00	100,00%
Total	932 289,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	23 100,00	2,48%
PRIME SPECIFIQUE	10 800,00	1,16%
SUBVENTION 1%	12 500,00	1,34%
PRET 1%	104 000,00	11,16%
PRETS CDC	640 537,00	68,71%
FONDS PROPRES	69 352,00	7,44%
SUBVENTION REGION	72 000,00	7,72%
Total	932 289,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	317 521,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	347 397,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 227 902,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	14 040,00 €
	Montant total	5 841 050,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022867

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SAINT PATHUS - CENTRE BOURG 74 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 287 328,00 €	9,49 %	312 000,00 €
	Montant Total de la subvention		312 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 26 logements PLAI sis centre Bourg à Saint Pathus

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0,7%
SourceRPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.645 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2017 : 6,21 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.287.328 € x 30 % = 986.198 €

Plafond : 12.000 € x 26 = 312.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-PATHUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 035 067,00	100,00%
Total	4 035 067,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	100 100,00	2,48%
PRIME SPECIFIQUE	44 201,00	1,10%
PRETS CDC	3 578 766,00	88,69%
SUBVENTION REGION	312 000,00	7,73%
Total	4 035 067,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	522 280,00 €
	Montant total	4 015 721,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022870

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 77 - SAINT PATHUS - CENTRE BOURG - 74 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 791 481,00 €	5,00 %	339 574,00 €
	Montant Total de la subvention		339 574,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 48 logements PLUS sis Centre Bourg à Saint Pathus

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS

Surface utile : 3.398,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2017 : 6,97 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 6.791.481 € x 5% = 339.574 €

Plafond : 10.000 € x 48 = 480.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-PATHUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	8 336 278,00	100,00%
Total	8 336 278,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	184 800,00	2,22%
PRIME SPECIFIQUE	88 999,00	1,07%
PRET 1%	1 000 000,00	12,00%
PRETS CDC	6 119 194,00	73,40%
FONDS PROPRES	603 711,00	7,24%
SUBVENTION REGION	339 574,00	4,07%
Total	8 336 278,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	522 280,00 €
	Montant total	4 015 721,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020812

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - ANDRESY - MARTYRS DE CHATEAUBRIAND ILOT NORD - 53 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 589 492,00 €	5,00 %	79 475,00 €
	Montant Total de la subvention		79 475,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLS sis rue des Martyrs de Chateaubriand (îlot Nord) à Andrésy

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 933,49 m²

Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 10,21 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.589.492 € x 5% = 79.475 €

Plafond : 5.000 € x 16 = 80.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ANDRESY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 543 098,00	100,00%
Total	2 543 098,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	381 465,00	15,00%
PRETS CDC	2 082 158,00	81,87%
SUBVENTION REGION	79 475,00	3,13%
Total	2 543 098,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €

2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	276 260,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	249 336,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	1 492 000,00 €
	Montant total	6 818 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020780

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - ANDRESY - MARTYRS DE CHATEAUBRIAND ILOT NORD - 53 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 554 444,00 €	5,00 %	127 722,00 €
	Montant Total de la subvention		127 722,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 21 logements PLUS sis rue des Martyrs de Chateaubriand (îlot Nord) à Andrésy

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 508,68 m²

Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 7,04 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.554.444 € x 5% = 127.722 €

Plafond : 10.000 € x 21 = 210.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ANDRESY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 081 287,00	100,00%
Total	4 081 287,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	612 193,00	15,00%
PRETS CDC	3 341 372,00	81,87%
SUBVENTION REGION	127 722,00	3,13%
Total	4 081 287,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €

2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	276 260,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	249 336,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	1 492 000,00 €
	Montant total	6 818 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020809

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - ANDRESY - MARTYRS DE CHATEAUBRIAND ILOT NORD - 53 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 584 389,00 €	12,12 %	192 000,00 €
	Montant Total de la subvention		192 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLAI sis rue des Martyrs de Chateaubriand (îlot Nord) à Andrésy

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,19 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 949,94 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 6,26 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.584.389 € x 30 % = 475.317 €

Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ANDRESY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 531 661,00	100,00%
Total	2 531 661,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	370 000,00	14,61%
FONDS PROPRES	379 749,00	15,00%
PRETS CDC	1 589 912,00	62,80%
SUBVENTION REGION	192 000,00	7,58%
Total	2 531 661,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	276 260,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	249 336,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	1 492 000,00 €
	Montant total	6 818 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023903

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - MANTES LA JOLIE - RUE DE LA SOMME/RUE DE LA MARNE - 16 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 266 551,00 €	3,53 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH MANTES YVELINES HABITAT
Adresse administrative : 7 RUE CHARLES GOUNOD
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jean-Michel VOYER, Président

N° SIRET : 48268185500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLS sis rue de la Somme/rue de la Marne à Mantes-la-Jolie

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification BEE+ (niveau RT -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 960,44 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 9,50 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 2.266.551 € x 5% = 113.328 €

Plafond : 5.000 € x 16 = 80.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 593 478,00	100,00%
Total	2 593 478,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	300 000,00	11,57%
FONDS PROPRES	112 953,00	4,36%
PRETS CDC	2 100 525,00	80,99%
SUBVENTION REGION	80 000,00	3,08%
Total	2 593 478,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	578 878,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	159 878,00 €
2017	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	120 535,00 €

	Montant total	859 291,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002383

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - MAUREPAS - CLAUDE BERNARD/CHEVREUSE - 84 PLUS/PLAI - 113 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 529 814,00 €	5,00 %	326 491,00 €
	Montant Total de la subvention		326 491,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 50 logements PLUS sis 22 rue Claude Bernard / rue de Chevreuse à Maurepas

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3 490,40 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,56 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 6.529.814 € x 5% = 326.491 €

Plafond : 10.000 € x 50 = 500.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MAUREPAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	10 002 417,00	100,00%
Total	10 002 417,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	1 267 943,00	12,68%
FONDS PROPRES	1 517 983,00	15,18%
PRETS CDC	6 890 000,00	68,88%
SUBVENTION REGION	326 491,00	3,26%
Total	10 002 417,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002384

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - MAUREPAS - CLAUDE BERNARD/CHEVREUSE - 84 PLUS/PLAI - 113 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 027 535,00 €	10,13 %	408 000,00 €
	Montant Total de la subvention		408 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 34 logements PLAI sis 22 rue Claude Bernard / rue de Chevreuse à Maurepas

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 2 152,85 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,97 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 4.027.535 € x 30 % = 1.208.260 €

Plafond : 12.000 € x 34 = 408.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MAUREPAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 169 408,00	100,00%
Total	6 169 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	272 000,00	4,41%
PRIME SPECIFIQUE	400 000,00	6,48%
PRET 1%	782 057,00	12,68%
FONDS PROPRES	137 351,00	2,23%
PRETS CDC	4 170 000,00	67,59%
SUBVENTION REGION	408 000,00	6,61%
Total	6 169 408,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023132

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - MONTESSON - AVENUE DU G.DE GAULLE 14 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	911 326,00 €	5,00 %	45 566,00 €
	Montant Total de la subvention		45 566,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLUS sis 12 avenue du Général de Gaulle à Montesson

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 472,13 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,01 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 911.326 € x 5% = 45.566 €

Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 460 346,00	100,00%
Total	1 460 346,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION VILLE EC	21 000,00	1,44%
PRETS CDC	1 174 728,00	80,44%
FONDS PROPRES	219 052,00	15,00%
SUBVENTION REGION	45 566,00	3,12%
Total	1 460 346,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €

2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	276 260,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	249 336,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	1 492 000,00 €
	Montant total	6 818 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023134

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - MONTESSON - AVENUE DU G. DE GAULLE 14 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	697 437,00 €	12,04 %	84 000,00 €
	Montant Total de la subvention		84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLAI sis 12 avenue du Général de Gaulle à Montesson

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,7%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 362,74 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,23 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 697.437 € x 30 % = 209.231 €

Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 117 364,00	100,00%
Total	1 117 364,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	112 000,00	10,02%
SUBVENTION VILLE - EC	21 000,00	1,88%
PRETS CDC	781 888,00	69,98%
FONDS PROPRES	118 476,00	10,60%
SUBVENTION REGION	84 000,00	7,52%
Total	1 117 364,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	276 260,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	249 336,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	1 492 000,00 €
	Montant total	6 818 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003214

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - MONTIGNY LE BRETONNEUX - RUE GEORGES STEPHENSON - 34 PLUS/PLAI - 43 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 461 638,00 €	5,00 %	173 082,00 €
	Montant Total de la subvention		173 082,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 23 logements PLUS sis 2 rue Georges Stephenson à Montigny-le-Bretonneux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 800,70 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,59 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.461.638 € x 5% = 173.082 €

Plafond : 10.000 € x 23 = 230.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 306 321,00	100,00%
Total	5 306 321,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	652 143,00	12,29%
FONDS PROPRES	701 096,00	13,21%
PRETS CDC	3 780 000,00	71,24%
SUBVENTION REGION	173 082,00	3,26%
Total	5 306 321,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003215

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - MONTIGNY LE BRETONNEUX - RUE GEORGES STEPHENSON - 34 PLUS/PLAI - 43 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 421 814,00 €	9,28 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLAI sis 2 rue Georges Stephenson à Montigny-le-Bretonneux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,3%

Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 740 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 5,86 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.421.814 € x 30 % = 426.544 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 179 489,00	100,00%
Total	2 179 489,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	81 400,00	3,73%
PRIME SPECIFIQUE	170 200,00	7,81%
PRET 1%	267 857,00	12,29%
FONDS PROPRES	18 032,00	0,83%
PRETS CDC	1 510 000,00	69,28%
SUBVENTION REGION	132 000,00	6,06%
Total	2 179 489,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020876

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - PLAISIR - RUES DE LA GARE ET DE LA HAISE - 44 PLUS/PLAI - 63 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 204 058,00 €	5,00 %	210 203,00 €
	Montant Total de la subvention		210 203,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 31 logements PLUS sis 21-33 rue de la Gare / rue de la Haise à Plaisir

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 055,63 m²
Loyer / m² SU - Valeur avril 2017 : 6,31 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.204.058 € x 5% = 210.203 €

Plafond : 10.000 € x 31 = 310.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 442 223,00	100,00%
Total	6 442 223,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	248 000,00	3,85%
SUBVENTION 1%	40 000,00	0,62%
PRET 1%	775 651,00	12,04%
FONDS PROPRES	758 369,00	11,77%
PRETS CDC	4 410 000,00	68,45%
SUBVENTION REGION	210 203,00	3,26%
Total	6 442 223,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020878

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - PLAISIR - RUES DE LA GARE ET DE LA HAISE - 44 PLUS/PLAI - 63 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 476 141,00 €	10,57 %	156 000,00 €
	Montant Total de la subvention		156 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLAI sis 21-33 rue de la Gare / rue de la Haise à Plaisir

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 26,7 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 720,37 m²
Loyer / m² SU - Valeur avril 2017 : 5,61 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.476.141 € x 30 % = 442.842 €

Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 262 012,00	100,00%
Total	2 262 012,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	104 000,00	4,60%
PRET 1%	272 349,00	12,04%
FONDS PROPRES	189 663,00	8,38%
PRETS CDC	1 540 000,00	68,08%
SUBVENTION REGION	156 000,00	6,90%
Total	2 262 012,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003367

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78-RAMBOUILLET - RUE LOUVIERE - 2 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	451 331,00 €	18,82 %	84 942,00 €
	Montant Total de la subvention		84 942,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 2 logements PLAI situés 74 rue de la Louvière à Rambouillet

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 20,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Promotelec Rénovation Responsable et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 117 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,52 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 451.331 € x 30 % = 135.399 €

Plafond : 726 €* x 117 m² = 84.942 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	483 042,00	100,00%
Total	483 042,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	37 000,00	7,66%
PRIME SPECIFIQUE	39 000,00	8,07%
FONDATION ABBE PIERRE	48 304,00	10,00%
FONDS PROPRES	273 796,00	56,68%
SUBVENTION REGION	84 942,00	17,58%
Total	483 042,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	870 948,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	898 475,00 €
	Montant total	2 673 422,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024216

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - VERNEUIL SUR SEINE - ALLEE DU GROS CHENE - 46 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	868 651,00 €	4,03 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATION ET FAMILLE
Adresse administrative : 18 AV ALSACE TOUR BETWEEN - BAT C
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant :

N° SIRET : 58208866200033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLS sis allée du Gros Chêne à Verneuil-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 405,44 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 9,00 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 868.651 € x 5% = 43.433 €

Plafond : 5.000 € x 7 = 35.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 191 979,00	100,00%
Total	1 191 979,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	180 000,00	15,10%
FONDS PROPRES	119 000,00	9,98%
PRETS CDC	857 979,00	71,98%
SUBVENTION REGION	35 000,00	2,94%
Total	1 191 979,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	100 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	25 456,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	943 835,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	599 145,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	4 482,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	210 155,00 €
2017	Politique énergie climat	34 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 8 OS 13	1 057 352,97 €
	Montant total	2 874 425,97 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024115

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - VERNEUIL SUR SEINE - ALLEE DU GROS CHENE - 46 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 269 612,00 €	5,00 %	163 481,00 €
	Montant Total de la subvention		163 481,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATION ET FAMILLE
Adresse administrative : 18 AV ALSACE TOUR BETWEEN - BAT C
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Eric MADELRIEUX, Président

N° SIRET : 58208866200033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 25 logements PLUS sis allée du Gros Chêne à Verneuil-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 525,96 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 7,00 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.269.612 € x 5% = 163.481 €

Plafond : 10.000 € x 25 = 250.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 486 619,00	100,00%
Total	4 486 619,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	660 000,00	14,71%
FONDS PROPRES	426 288,00	9,50%
PRETS CDC	3 236 850,00	72,14%
SUBVENTION REGION	163 481,00	3,64%
Total	4 486 619,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	100 000,00 €

2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	25 456,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	943 835,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	599 145,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	4 482,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	210 155,00 €
2017	Politique énergie climat	34 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 8 OS 13	1 057 352,97 €
	Montant total	2 874 425,97 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024215

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - VERNEUIL SUR SEINE - ALLEE DU GROS CHENE - 46 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 561 190,00 €	10,76 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATION ET FAMILLE
Adresse administrative : 18 AV ALSACE TOUR BETWEEN - BAT C
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Eric MADELRIEUX, Président

N° SIRET : 58208866200033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLAI sis allée du Gros Chêne à Verneuil-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,9 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 728,68 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,22 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.561.190 € x 30 % = 468.357 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 142 292,00	100,00%
Total	2 142 292,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	103 600,00	4,84%
PRIME SPECIFIQUE	185 000,00	8,64%
PRET 1%	328 000,00	15,31%
FONDS PROPRES	238 000,00	11,11%
PRETS CDC	1 119 692,00	52,27%
SUBVENTION REGION	168 000,00	7,84%
Total	2 142 292,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	100 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	25 456,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	943 835,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	599 145,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	4 482,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	210 155,00 €
2017	Politique énergie climat	34 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 8 OS 13	1 057 352,97 €
	Montant total	2 874 425,97 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024644

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - VILLIERS SAINT FREDERIC - AVENUE DE CHATRON - 50 PLUS/PLAI - 80 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 482 998,00 €	5,00 %	224 150,00 €
	Montant Total de la subvention		224 150,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA HLMAP LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 145 RUE YVES LE COZ
78011 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Arnaud LEGROS, Président

N° SIRET : 30843546000073

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, de 32 logements PLUS, sis 27-29 avenue de Chatron à Villiers-Saint-Frédéric

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux en raison des contraintes liées au calendrier du projet de renouvellement urbain

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 022,44 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,31 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.482.998 € x 5% = 224.150 €

Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLIERS-SAINT-FREDERIC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 434 443,00	100,00%
Total	5 434 443,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	125 804,00	2,31%
SUBVENTION VILLE EC	120 000,00	2,21%
PRET 1%	1 080 000,00	19,87%
FONDS PROPRES	1 051 036,00	19,34%
PRETS CDC	2 833 453,00	52,14%
SUBVENTION REGION	224 150,00	4,12%
Total	5 434 443,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024109

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78 - VILLIERS SAINT FREDERIC - AVENUE DE CHATRON - 50 PLUS/PLAI - 80 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 287 622,00 €	9,44 %	216 000,00 €
	Montant Total de la subvention		216 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA HLMAP LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 145 RUE YVES LE COZ
78011 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Arnaud LEGROS, Président

N° SIRET : 30843546000073

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, de 18 logements PLAI, sis 27-29 avenue de Chatron à Villiers-Saint-Frédéric

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux en raison des contraintes liées au calendrier du projet de renouvellement urbain

Description :
Taux de logements sociaux : 1,46 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 032,03 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,61 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.287.622 € x 30 % = 686.287 €

Plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLIERS-SAINT-FREDERIC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 769 934,00	100,00%
Total	2 769 934,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	399 994,00	14,44%
PRIME SPECIFIQUE	141 445,00	5,11%
PRET 1%	240 000,00	8,66%
FONDS PROPRES	57 514,00	2,08%
PRETS CDC	1 714 981,00	61,91%
SUBVENTION REGION	216 000,00	7,80%
Total	2 769 934,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015408

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78- VIROFLAY - RUE AMEDEE DAILLY - 17 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	741 171,00 €	5,00 %	37 059,00 €
	Montant Total de la subvention		37 059,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative : 69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique : Société En Commandite Par Actions
Représentant : Monsieur Bernard DEVERT, Président

N° SIRET : 33980485800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLUS sis 46-50 rue Amédée Dailly à Viroflay

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz et panneaux solaires thermique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement et RT 2012-10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 318,98 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,99 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 741.171 € x 5% = 37.059 €

Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VIROFLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 253 982,00	100,00%
Total	1 253 982,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	64 000,00	5,10%
VERSAILLES GRAND PARC PLUS (EC)	62 595,00	4,99%
SUBVENTION VILLE (EC)	64 000,00	5,10%
SUBVENTION DEPARTEMENT (EC)	80 000,00	6,38%
PRETS CDC	200 000,00	15,95%
FONDS PROPRES	746 328,00	59,52%
SUBVENTION REGION	37 059,00	2,96%
Total	1 253 982,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 197 573,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	352 593,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	583 178,00 €
	Montant total	1 438 878,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015409

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 78- VIROFLAY RUE AMEDEE DAILLY - 17 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 689 517,00 €	17,50 %	295 726,00 €
	Montant Total de la subvention		295 726,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative : 69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique : Société En Commandite Par Actions
Représentant : Monsieur Bernard DEVERT, Président

N° SIRET : 33980485800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLAI sis 46-50 rue Amédée Dailly à Viroflay

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,5%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Collectif gaz et panneaux solaires thermique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement et RT 2012-10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 448,07 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,60 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.689.517 € x 30 % = 506.855 €

Plafond : 660 € x 448,07 m² = 295.726 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VIROFLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 795 179,00	100,00%
Total	1 795 179,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	72 000,00	4,01%
VERSAILLES GRAND PARC PLAI (EC)	83 716,00	4,66%
SUBVENTION VILLE (EC)	72 000,00	4,01%
SUBVENTION DEPARTEMENT (EC)	90 000,00	5,01%
PRETS CDC	450 000,00	25,07%
PRETS 1%	120 000,00	6,68%
FONDS PROPRES	611 737,00	34,08%
SUBVENTION REGION	295 726,00	16,47%
Total	1 795 179,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 197 573,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	352 593,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	583 178,00 €
	Montant total	1 438 878,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006885

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - BALLANCOURT SUR ESSONNE - RUE DE LA LIBERATION - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 468 712,00 €	5,00 %	123 436,00 €
	Montant Total de la subvention		123 436,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLUS sis rue de la Libération à Ballancourt-sur-Essonne

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.326,60 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,55 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.468.712 € x 5% = 123.436 €

Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BALLANCOURT-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 690 290,00	100,00%
Total	3 690 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION SPECIFIQUE PLUS	29 270,00	0,79%
SUBVENTION 1%	270 000,00	7,32%
PRETS	2 795 975,00	75,77%
FONDS PROPRES	471 609,00	12,78%
SUBVENTION REGION	123 436,00	3,34%
Total	3 690 290,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €

2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006886

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - BALLANCOURT SUR ESSONNE - RUE DE LA LIBERATION - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	398 928,00 €	9,02 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLAI sis rue de la Libération à Ballancourt-sur-Essonne

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,8%
Source DRIHL Inventaire RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 214,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 5,82 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 398.928 € x 30 % = 119.678 €

Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BALLANCOURT-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	597 070,00	100,00%
Total	597 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	30 000,00	5,02%
SUBVENTION SPECIFIQUE PLAI	50 730,00	8,50%
PRETS	480 340,00	80,45%
SUBVENTION REGION	36 000,00	6,03%
Total	597 070,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14012703

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - BIEVRES - HOMMERIES - 53 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 688 860,00 €	5,00 %	184 443,00 €
	Montant Total de la subvention		184 443,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 29 logements PLUS sis chemin des Hommeries à Bièvres

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement et RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.916,65 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 7,22 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.688.860 € x 5% = 184.443 €

Plafond : 10.000 € x 29 = 290.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 715 070,00	100,00%
Total	5 715 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	14 500,00	0,25%
SUBVENTION 1%	57 500,00	1,01%
SUBVENTION VERSAILLES GRAND PARC (EC)	132 000,00	2,31%
SURCHARGE FONCIERE VERSAILLES GRAND PARC (EC)	251 000,00	4,39%
PRIME SPECIFIQUE	64 000,00	1,12%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (EC)	98 627,00	1,73%
PRETS CDC	4 633 000,00	81,07%
PRET 1%	180 000,00	3,15%
FONDS PROPRES	100 000,00	1,75%
SUBVENTION REGION	184 443,00	3,23%
Total	5 715 070,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 216 055,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 001 806,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	400 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	725 318,00 €
	Montant total	8 380 894,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006887

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - BIEVRES - HOMMERIES - 53 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 569 281,00 €	9,94 %	156 000,00 €
	Montant Total de la subvention		156 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLAI sis chemin des Hommeries à Bièvres

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement et RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 823,48 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,25 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.569.281 € x 30 % = 470.784 €

Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 456 535,00	100,00%
Total	2 456 535,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	156 000,00	6,35%
PRIME SPECIFIQUE	57 500,00	2,34%
SUBVENTION 1%	64 000,00	2,61%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (EC)	44 212,00	1,80%
SUBVENTION VERSAILLES GRAND PARC (EC)	57 000,00	2,32%
SURCHARGE FONCIERE VERSAILLES GRAND PARC (EC)	104 000,00	4,23%
PRETS CDC	1 267 823,00	51,61%
PRET 1%	450 000,00	18,32%
FONDS PROPRES	100 000,00	4,07%
SUBVENTION REGION	156 000,00	6,35%
Total	2 456 535,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 216 055,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 001 806,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	400 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	725 318,00 €
	Montant total	8 380 894,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026264

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - MARCOUSSIS - ROUTE DU CHENE ROND (BAT. A,B,C,D) 104 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	12 351 520,00 €	5,00 %	617 576,00 €
	Montant Total de la subvention		617 576,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 79 logements PLUS sis Route du Chêne Rond à Marcoussis

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 5.805,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur août 2017 : 7,10 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 12.351.520 € x 5% = 617.576 €

Plafond : 10.000 € x 79 = 790.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	13 913 320,00	100,00%
Total	13 913 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	179 000,00	1,29%
SUBVENTION AGGLOMERATION (EC)	39 000,00	0,28%
PRETS CDC	9 160 424,00	65,84%
PRETS 1%	1 592 000,00	11,44%
FONDS PROPRES	2 325 320,00	16,71%
SUBVENTION REGION	617 576,00	4,44%
Total	13 913 320,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 216 055,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 001 806,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	400 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	725 318,00 €
	Montant total	8 380 894,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026262

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - MARCOUSSIS - ROUTE DU CHENE ROND (BAT. A,B,C,D) 104 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 900 480,00 €	7,69 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant :

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 25 logements PLAI sis Route du Chêne Rond à Marcoussis

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,1%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.684,14 m²
Loyer / m² SU - Valeur août 2017 : 6,14 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.900.480 € x 30 % = 1.170.144 €

Plafond : 12.000 € x 25 = 300.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 393 680,00	100,00%
Total	4 393 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	275 000,00	6,26%
SUBVENTION AGGLOMERATION (EC)	13 000,00	0,30%
PRETS 1%	508 000,00	11,56%
PRETS CDC	3 023 000,00	68,80%
FONDS PROPRES	274 680,00	6,25%
SUBVENTION REGION	300 000,00	6,83%
Total	4 393 680,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 216 055,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 001 806,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	400 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	725 318,00 €
	Montant total	8 380 894,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026259

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - MARCOUSSIS - ROUTE DU CHENE ROND (CHATEAU) 11 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 167 000,00 €	6,09 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLAI sis route du Chêne Rond à Marcoussis

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Taux de logements sociaux : 12,1%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 574,67 m²
Loyer / m² SU - Valeur août 2017 : 6,46 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.167.000 € x 30 % = 650.100 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 571 000,00	100,00%
Total	2 571 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	121 000,00	4,71%
SUBVENTION AGGLOMERATION (EC)	6 000,00	0,23%
PRETS CDC	1 701 000,00	66,16%
PRETS 1%	336 000,00	13,07%
FONDS PROPRES	275 000,00	10,70%
SUBVENTION REGION	132 000,00	5,13%
Total	2 571 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 216 055,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 001 806,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	400 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	725 318,00 €
	Montant total	8 380 894,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026357

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - LA NORVILLE - RUE PASTEUR - 29 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	476 489,00 €	5,00 %	23 824,00 €
	Montant Total de la subvention		23 824,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLS sis 81 rue Pasteur à La Norville

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 282,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 9,50 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 476.489 € x 5% = 23.824 €

Plafond : 5.000 € x 5 = 25.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LA NORVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	735 301,00	100,00%
Total	735 301,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	439 525,00	59,77%
PRET 1%	120 000,00	16,32%
FONDS PROPRES	151 952,00	20,67%
SUBVENTION REGION	23 824,00	3,24%
Total	735 301,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026353

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - LA NORVILLE - RUE PASTEUR - 29 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 849 315,00 €	5,00 %	92 466,00 €
	Montant Total de la subvention		92 466,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS sis 81 rue Pasteur à La Norville

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.057,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur août 2017 : 6,80 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.849.315 € x 5% = 92.466 €

Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LA NORVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 860 251,00	100,00%
Total	2 860 251,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	60 000,00	2,10%
PRETS CDC	1 992 693,00	69,67%
PRET 1%	600 000,00	20,98%
FONDS PROPRES	115 092,00	4,02%
SUBVENTION REGION	92 466,00	3,23%
Total	2 860 251,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026355

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - LA NORVILLE - RUE PASTEUR - 29 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 102 852,00 €	9,79 %	108 000,00 €
	Montant Total de la subvention		108 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLAI sis 81 rue Pasteur à La Norville

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 10,6%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 634,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur août 2017 : 6,05 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.102.852 € x 30 % = 330.856 €

Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LA NORVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 705 565,00	100,00%
Total	1 705 565,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	36 000,00	2,11%
PRETS CDC	1 225 050,00	71,83%
PRET 1%	60 000,00	3,52%
FONDS PROPRES	276 515,00	16,21%
SUBVENTION REGION	108 000,00	6,33%
Total	1 705 565,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014656

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - SAINT GERMAIN LES CORBEIL - ROUTE DE LIEUSAINT - 30 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 791 152,00 €	5,00 %	139 558,00 €
	Montant Total de la subvention		139 558,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 21 logements PLUS sis 3, 3bis et 5 route de Lieusaint à Saint-Germain-lès-Corbeil

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.356,06 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 7,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.791.152 € x 5% = 139.558 €

Plafond : 10.000 € x 21 = 210.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 842 461,00	100,00%
Total	3 842 461,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	89 031,00	2,32%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (EC)	75 000,00	1,95%
SUBVENTION COMMUNAUTE DE COMMUNE (EC)	75 000,00	1,95%
PRETS CDC	2 388 285,00	62,16%
PRETS 1%	732 000,00	19,05%
FONDS PROPRES	343 587,00	8,94%
SUBVENTION REGION	139 558,00	3,63%
Total	3 842 461,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 128 153,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 083 526,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 344,00 €
	Montant total	1 821 603,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014664

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - SAINT GERMAIN LES CORBEIL - ROUTE DE LIEUSAINT - 30 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 039 801,00 €	10,39 %	108 000,00 €
	Montant Total de la subvention		108 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 9 logements PLAI sis 3, 3bis et 5 route de Lieusaint à Saint-Germain-lès-Corbeil

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,1%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 505,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,34 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.039.801 € x 30 % = 311.940 €

Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 431 450,00	100,00%
Total	1 431 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	89 933,00	6,28%
PRETS CDC	1 233 517,00	86,17%
SUBVENTION REGION	108 000,00	7,54%
Total	1 431 450,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 128 153,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 083 526,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 344,00 €
	Montant total	1 821 603,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003742

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91 - VAYRES-SUR-ESSONNE - ROUTE NATIONALE - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	81 235,00 €	15,00 %	12 185,00 €
	Montant Total de la subvention		12 185,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204142-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAYRES SUR ESSONNE
Adresse administrative : RTE NATIONALE
91820 VAYRES-SUR-ESSONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Jocelyne BOITON, Maire

N° SIRET : 21910639000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'un logement PLAI sis 31, route Nationale à Vayres-Sur-Essonne

Date prévisionnelle de début de projet : 5 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des conséquences qu'aurait un report du démarrage des travaux sur le prix de revient de l'opération et de la forte attente de logement sociaux dans la commune.

Description :
Taux de logements sociaux : 0,9%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel électrique et ballon thermodynamique
Caractéristiques techniques : non certifiable

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 60 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,99 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 81.235 € x 15 % = 12.185 €

Plafond : 60m² x 390 € = 23.400 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAYRES-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	97 520,00	100,00%
Total	97 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	16 769,00	17,20%
SUBVENTION DEPARTEMENT (obtenue)	12 000,00	12,31%
PRETS CDC	56 566,00	58,00%
SUBVENTION REGION	12 185,00	12,49%
Total	97 520,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025567

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 92 - CLAMART - AV GENERAL DE GAULLE - 15 PLS / 47 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 853 372,00 €	4,05 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLS sis 381, avenue du Général de Gaulle à Clamart

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chauffage urbain et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 885,7 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016: 12,58 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.853.372 € x 5% = 92.669 €

Plafond : 5.000 € x 15 = 75.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 076 820,00	100,00%
Total	3 076 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	420 000,00	13,65%
PRETS CDC	2 274 138,00	73,91%
FONDS PROPRES	307 682,00	10,00%
SUBVENTION REGION	75 000,00	2,44%
Total	3 076 820,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014594

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93 - VAUJOURS - RUE DE MEAUX - 54 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 071 378,00 €	4,67 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JANOT
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLS sis 129-131, rue de Meaux à Vaujours

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 579,07 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.071.378 € x 5% = 53.569 €

Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUJOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 691 615,00	100,00%
Total	1 691 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	240 000,00	14,19%
PRETS CDC	1 401 615,00	82,86%
SUBVENTION REGION	50 000,00	2,96%
Total	1 691 615,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 421,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	517 386,00 €

	Montant total	1 178 896,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014590

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93 - VAUJOURS - RUE DE MEAUX - 54 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 083 272,00 €	5,00 %	154 164,00 €
	Montant Total de la subvention		154 164,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JANOT
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 27 logements PLUS sis 129-131, rue de Meaux à Vaujours

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.666,48 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,01 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.083.272 € x 5% = 154.164 €

Plafond : 10.000 € x 27 = 270.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUJOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 868 225,00	100,00%
Total	4 868 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	43 273,00	0,89%
SUBVENTION 1%	45 000,00	0,92%
PRET 1%	666 500,00	13,69%
PRETS CDC	2 803 497,00	57,59%
FONDS PROPRES	1 155 791,00	23,74%
SUBVENTION REGION	154 164,00	3,17%
Total	4 868 225,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 421,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	517 386,00 €
	Montant total	1 178 896,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014593

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93 - VAUJOURS - RUE DE MEAUX - 54 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 994 891,00 €	10,23 %	204 000,00 €
	Montant Total de la subvention		204 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JANOT
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLAI sis 129-131, rue de Meaux à Vaujours

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,4%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.078,22 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,19 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.994.891€ x 30 % = 598.467 €

Plafond : 12.000 € x 17 = 204.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUJOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 149 763,00	100,00%
Total	3 149 763,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	97 836,00	3,11%
PRIME SPECIFIQUE	188 985,00	6,00%
PRET 1%	515 500,00	16,37%
PRETS CDC	1 828 456,00	58,05%
FONDS PROPRES	314 986,00	10,00%
SUBVENTION REGION	204 000,00	6,48%
Total	3 149 763,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 421,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	517 386,00 €
	Montant total	1 178 896,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026666

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 94 - L'HAY LES ROSES - 140 RUE DE BICETRE - 16 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 363 733,00 €	3,38 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 16 logements PLS sis 140 rue de Bicêtre à l'Haÿ-les-Roses

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 1 072,82 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 :
8 individuels : 12,13 €
8 collectifs : 12,86 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 2.363.733 € x 5% = 118.187 €

Plafond : 5.000 € x 16 = 80.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- L HAY-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 336 353,00	100,00%
Total	3 336 353,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	420 000,00	12,59%
FONDS PROPRES	252 353,00	7,56%
PRETS CDC	2 584 000,00	77,45%
SUBVENTION REGION	80 000,00	2,40%
Total	3 336 353,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €

2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026077

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 94 - LE PERREUX SUR MARNE - RUE GALLIENI - 21 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	455 397,00 €	5,00 %	22 770,00 €
	Montant Total de la subvention		22 770,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 6 logements PLS sis 9-15 rue Gallieni au Perreux-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 198,60 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 12,00 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 455.397 € x 5% = 22.770 €

Plafond : 5.000 € x 6 = 30.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	659 861,00	100,00%
Total	659 861,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	180 000,00	27,28%
PRETS CDC	457 091,00	69,27%
SUBVENTION REGION	22 770,00	3,45%
Total	659 861,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	507 159,00 €
	Montant total	6 996 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026161

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 94 - LE PERREUX SUR MARNE - RUE GALLIENI - 21 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	981 876,00 €	5,00 %	49 094,00 €
	Montant Total de la subvention		49 094,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLUS, sis 9-15 rue Gallieni au Perreux-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 428,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,36 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 981.876 € x 5% = 49.094 €

Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 422 897,00	100,00%
Total	1 422 897,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	21 785,00	1,53%
PRIME SPECIFIQUE	19 500,00	1,37%
PRET 1%	180 000,00	12,65%
PRETS CDC	1 152 518,00	81,00%
SUBVENTION REGION	49 094,00	3,45%
Total	1 422 897,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	507 159,00 €
	Montant total	6 996 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026162

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 94 - LE PERREUX SUR MARNE - RUE GALLIENI - 21 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 109 027,00 €	7,57 %	84 000,00 €
	Montant Total de la subvention		84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 7 logements PLAI sis 9-15 rue Gallieni au Perreux-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,75 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 483,65 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,54 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.109.027 € x 30 % = 332.708 €

Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 607 117,00	100,00%
Total	1 607 117,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	52 563,00	3,27%
PRIME SPECIFIQUE	84 105,00	5,23%
PRET 1%	208 000,00	12,94%
PRETS CDC	1 178 449,00	73,33%
SUBVENTION REGION	84 000,00	5,23%
Total	1 607 117,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	507 159,00 €
	Montant total	6 996 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024514

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 95 - LOUVRES - ZAC ECOQUARTIER LOUVRES PUISEUX - 70 PLUS/PLAI - 87 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 496 326,00 €	5,00 %	274 816,00 €
	Montant Total de la subvention		274 816,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 44 logements PLUS sis Zac Ecoquartier Louvres-Puiseux, îlots I3A et I3B, quartier des Frais Lieux à Louvres

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif et individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE Effinergie+

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 882,97 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 7,18 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.496.326 € x 5% = 274.816 €

Plafond : 10.000 € x 44 = 440.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LOUVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 263 296,00	100,00%
Total	7 263 296,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	131 824,00	1,81%
PRET 1%	1 117 368,00	15,38%
FONDS PROPRES	726 330,00	10,00%
PRETS CDC	5 012 958,00	69,02%
SUBVENTION REGION	274 816,00	3,78%
Total	7 263 296,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024481

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 95 - ZAC ECOQUARTIER LOUVRES PUISEUX - 70 PLUS/PLAI - 87 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 259 485,00 €	9,57 %	312 000,00 €
	Montant Total de la subvention		312 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 26 logements PLAI sis Zac Ecoquartier Louvres-Puiseux, îlots I3A et I3B, quartier des Frais Lieux à Louvres

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,6 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE Effinergie+

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 687,70 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,40 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.259.485 € x 30 % = 977.845 €

Plafond : 12.000 € x 26 = 312.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LOUVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 307 349,00	100,00%
Total	4 307 349,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	234 000,00	5,43%
PRIME SPECIFIQUE	78 176,00	1,81%
PRET 1%	662 632,00	15,38%
FONDS PROPRES	430 734,00	10,00%
PRETS CDC	2 589 807,00	60,13%
SUBVENTION REGION	312 000,00	7,24%
Total	4 307 349,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016839

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 95 - MARINES - CESBRON/CARTRY - 13 PLUS/PLAI - 18 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 363 772,00 €	5,00 %	68 189,00 €
	Montant Total de la subvention		68 189,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 9 logements PLUS sis place du Docteur Cesbron/rue Jean-Baptiste Cartry à Marines

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 668,64 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,64 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.363.772 € x 5% = 68.189 €

Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MARINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 747 850,00	100,00%
Total	1 747 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	36 000,00	2,06%
PRET 1%	178 534,00	10,21%
FONDS PROPRES	169 285,00	9,69%
PRETS CDC	1 295 842,00	74,14%
SUBVENTION REGION	68 189,00	3,90%
Total	1 747 850,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016840

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 95 - MARINES - CESBRON/CARTRY - 13 PLUS/PLAI - 18 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	545 904,00 €	8,79 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 4 logements PLAI sis Place du docteur Cesbron/rue Jean-Baptiste Cartry à Marines

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,9 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 266,85 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,99 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 545.904 € x 30 % = 163.771 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MARINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	691 001,00	100,00%
Total	691 001,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	36 000,00	5,21%
PRIME SPECIFIQUE	14 000,00	2,03%
PRET 1%	71 466,00	10,34%
FONDS PROPRES	38 411,00	5,56%
PRETS CDC	483 124,00	69,92%
SUBVENTION REGION	48 000,00	6,95%
Total	691 001,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026219

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 95 - MARINES - CESBRON/CARTRY - 4 PLUS - 6 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	344 852,00 €	5,00 %	17 243,00 €
	Montant Total de la subvention		17 243,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : amélioration de 4 logements PLUS sis rue Place du docteur Cesbron / rue Jean-Baptiste Cartry à Marines

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : opération non certifiée

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 214,55 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2017 : 6,74 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 344.852 € x 5% = 17.243 €

Plafond : 10.000 € x 4 = 40.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MARINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	503 765,00	100,00%
Total	503 765,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	16 000,00	3,18%
PRET 1%	100 000,00	19,85%
FONDS PROPRES	31 522,00	6,26%
PRETS CDC	339 000,00	67,29%
SUBVENTION REGION	17 243,00	3,42%
Total	503 765,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €

2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021763

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 95 - MERIEL - QUARTIER DE LA GARE LE VILLAGE - 62 PLUS/PLAI - 86 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 214 474,00 €	5,00 %	210 724,00 €
		Montant Total de la subvention	210 724,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPAC OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE
Adresse administrative : 9 AV DU BEAUVAISIS 60006 BEAUVAIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Arnaud DUMONTIER, Président

N° SIRET : 78050391800044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 36 logements PLUS sis quartier de la Gare - le Village à Mériel

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Qualitel (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 232,82 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,94 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.214.474 € x 5% = 210.724 €

Plafond : 10.000 € x 36 = 360.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 675 959,00	100,00%
Total	5 675 959,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	108 000,00	1,90%
PRET 1%	480 000,00	8,46%
PRETS CDC	4 874 235,00	85,92%
SUBVENTION REGION	210 724,00	3,71%
Total	5 672 959,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021764

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 95 - MERIEL - QUARTIER DE LA GARE LE VILLAGE - 62 PLUS/PLAI - 86 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 158 105,00 €	9,88 %	312 000,00 €
	Montant Total de la subvention		312 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPAC OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE
Adresse administrative : 9 AV DU BEAUVAISIS 60006 BEAUVAIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Arnaud DUMONTIER, Président

N° SIRET : 78050391800044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 26 logements PLAI sis quartier de la Gare - le Village à Mériel

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 10,15 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Qualitel (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 673,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,12 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.158.105 € x 30 % = 947.431 €

Plafond : 12.000 € x 26 = 312.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 095 958,00	100,00%
Total	4 095 958,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	312 000,00	7,62%
PRET 1%	416 000,00	10,16%
PRETS CDC	3 055 958,00	74,61%
SUBVENTION REGION	312 000,00	7,62%
Total	4 095 958,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025882

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 95 - SARCELLES - AVENUE DU 8 MAI 1945 (FORUM DES CHOLETTES) - 64 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 649 051,00 €	4,18 %	320 000,00 €
	Montant Total de la subvention		320 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 64 logements PLS sis avenue du 8 mai 1945 (Forum des Cholettes) à Sarcelles

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 3 770,05 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 9,60 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 7.649.051 € x 5% = 382.453 €

Plafond : 5.000 € x 64 = 320.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	10 558 031,00	100,00%
Total	10 558 031,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	600 000,00	5,68%
FONDS PROPRES	1 055 803,00	10,00%
PRETS CDC	8 582 228,00	81,29%
SUBVENTION REGION	320 000,00	3,03%
Total	10 558 031,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €

2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

Annexe 3 - Avenant FAS

AVENANT N°5

A LA CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FAS ILE-DE-FRANCE RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX ORGANISMES D'INSERTION PAR LE LOGEMENT

Entre la Région Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2017

ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

la Fédération des Acteurs de la Solidarité Ile-de-France (FAS), ex FNARS Ile-de-France, association de la loi de 1901 sise 82, avenue Denfert-Rochereau – 75014 Paris, représentée par Monsieur Arthur ANANE, Président, en vertu de

ci-après dénommée « FAS Ile-de-France »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

La Région Ile-de-France et la FAS Ile-de-France (anciennement FNARS Ile-de-France) ont conclu le 9 décembre 2011, conformément à la délibération n° CP 11-1002 du 16 novembre 2011, une convention relative à la mise en œuvre d'un dispositif régional de soutien aux associations d'insertion par le logement.

Cette convention a donné lieu à reconduction et avenants suite aux délibérations de la commission permanente (n° CP 12-345 du 29 mars 2012, n° CP 12-811 du 21 novembre 2012) et du conseil régional (n° CR 40-14 du 19 juin 2014 et n° CR 59-15 du 18 juin 2015) et sa mise en œuvre court jusqu'au 31 décembre 2018.

Le présent avenant n° 5 a pour objet de modifier la convention selon les termes ci-après énoncés :

ARTICLE UNIQUE :

L'article 1.b de la convention est modifié comme suit :

- dans la partie « vacance de logements » le terme « 4 mois » est remplacé par « 3,5 mois ».

- la partie « impayés » est complétée par le paragraphe suivant : « *Une exception est prévue à l'exigence de départ du locataire du logement : le cas des jeunes de 18 à 25 ans en situation d'impayés suite à une rupture de ressources (fin de formation, CDD…). L'appréciation de la situation de rupture revient au comité de pilotage. L'indemnisation interviendra sur preuve d'abandon de créance par l'association et de mise en place d'un accompagnement social du jeune, en interne, ou via une orientation vers les services adaptés.* »

- dans la partie « frais de procédure » l'ensemble du paragraphe est remplacé par « *actes et honoraires d'huissiers et honoraires d'avocats liés à une dette ou à une expulsion, dans la limite de 2 635 € par procédure, et de 3 689 € dans le cas de frais d'avoués ou dans le cas d'une seconde procédure engagée à l'encontre d'un même ménage* ».

Les autres dispositions, non modifiées par le présent avenant, restent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour la FAS Ile-de-France
Le Président

Arthur ANANE

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du conseil régional

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-533

DU 22 NOVEMBRE 2017

AIDE EN FAVEUR DU LOGEMENT DES ÉTUDIANTS, DES JEUNES ET DES APPRENTIS
CINQUIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n° CR 132-09 du 26 novembre 2009 portant approbation du Schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 39-15 du 19 juin 2015 portant actualisation du Schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 relative à l'action régionale pour la production de logements - amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;
VU La délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants, des jeunes et des apprentis - Deuxième affectation pour 2017 ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-533 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de création de résidences étudiantes détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 424 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **3 424 000 €** disponible sur le chapitre

905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400501 « Logements des étudiants » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement du projet de création d'une résidence pour jeunes détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 996 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **996 000 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400502 « Logements des jeunes et des apprentis » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention identifiée ci-dessous, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

N° de dossier	Opération	Bénéficiaire	OS/Date prévisionnelle de démarrage
17004816	réalisation, hors charge foncière, d'une résidence pour étudiants de 117 logements PLS, offrant 129 places, sise rue Albert 1er / avenue Raymond Poincaré à Sceaux	SEMA SCEAUX SOC ECONOMIE MIXTE AMENAGEMENT DE SCEAUX	22/09/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

23/11/2017 15:11:06

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : État récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-533	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400501 - Logements des étudiants**

Dispositif : N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants

Dossier	EX026011 - 93 - SEVRAN - WESTINGHOUSE LOT IV - RESIDENCE ETUDIANTE 143 PLUS/PLS			
Bénéficiaire	R22860 - ESPACIL HABITAT			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 400,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 566 828,00 €	TTC	9,47 %	1 000 400,00 €	

Dossier	16006910 - 93 - AUBERVILLIERS - SAINT-GOBAIN/WALDECK ROCHET - RESIDENCE ETUDIANTE 300 PLUS/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 830 200,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 358 338,00 €	TTC	7,22 %	1 830 200,00 €	

Dossier	17004816 - 92 - SCEAUX - RUE ALBERT 1ER/AV RAYMOND POINCARE - RESIDENCE ETUDIANTE 117 PLS			
Bénéficiaire	P0037745 - SEMA SCEAUX SOC ECONOMIE MIXTE AMENAGEMENT DE SCEAUX			
Localisation	SCEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	593 400,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 881 611,00 €	TTC	7,53 %	593 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	3 424 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400501	3 424 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-533	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400502 - Logements des jeunes et des apprentis**

Dispositif : N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants

Dossier	17007188 - 75 - PARIS 17EME - RUE DAVY - FJT 75 PLAI			
Bénéficiaire	EXM01758 - COOPERATION ET FAMILLE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	996 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 807 154,00 €	TTC	14,63 %	996 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	996 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400502	996 000,00 €

Annexe 2 : Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007188

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 75 - PARIS 17EME - RUE DAVY - FJT 75 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	6 807 154,00 €	14,63 %	996 000,00 €
	Montant Total de la subvention		996 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
15400502- Logements des jeunes et des apprentis

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATION ET FAMILLE
Adresse administrative : 18 AV ALSACE TOUR BETWEEN - BAT C
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant :

N° SIRET : 58208866200033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'un foyer de jeunes travailleurs de 75 logements PLAI, offrant 83 places, sis 8-10 et 43-45, rue Davy à Paris (17ème)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le foyer sera composé de 67 T1 et 8 T1 bis pour couples.

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : NF Habitat HQE, Effinergie +

L'association Relais Accueil du Vallona assurera la gestion du foyer. Les redevances prévisionnelles varieront de 295 € à 520 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 6.807.154 € x 20% = 1.361.431 €

Plafond : 83 places x 12 000 € = 996.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	10 920 884,00	100,00%
Total	10 920 884,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	1 039 272,00	9,52%
PRIME SPECIFIQUE	1 028 508,00	9,42%
SUBVENTION COMMUNE (ATTRIBUEE)	2 838 267,00	25,99%
SUBVENTION 1%	777 000,00	7,11%
PRET 1%	1 050 000,00	9,61%
PRETS CDC	1 466 837,00	13,43%
FONDS PROPRES	1 725 000,00	15,80%
SUBVENTION REGION	996 000,00	9,12%
Total	10 920 884,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	100 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	25 456,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	943 835,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	599 145,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	4 482,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	210 155,00 €
2017	Politique énergie climat	34 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 8 OS 13	1 057 352,97 €
	Montant total	2 874 425,97 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004816

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 92 - SCEAUX - RUE ALBERT 1ER/AV RAYMOND POINCARE - RESIDENCE ETUDIANTE 117 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	7 881 611,00 €	7,53 %	593 400,00 €
	Montant Total de la subvention		593 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEMA SCEAUX SOC ECONOMIE MIXTE AMENAGEMENT DE SCEAUX
Adresse administrative : 122 RUE HOUDAN
92330 SCEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Philippe LAURENT, Président

N° SIRET : 58202825400032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une résidence pour étudiants de 117 logements PLS, offrant 129 places, sise rue Albert 1er / avenue Raymond Poincaré à Sceaux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison de la nécessité d'ouvrir la résidence concomitamment à la rentrée universitaire 2019.

Description :
La résidence sera composée de 105 T1 et 12 T1 bis pour couples.

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, Effinergie +

Fac Habitat assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 310,92 € à 536,97 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail calcul subvention :

Calcul de la subvention : 7.881.611 € x 20% = 1.576.322 €

Plafond : 129 places x 4 600 € = 593.400 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SCEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	10 863 804,00	100,00%
Total	10 863 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SURCHARGE FONCIERE DEPARTEMENT (SOLLICITEE)	380 397,00	3,50%
PRETS CDC	9 890 007,00	91,04%
SUBVENTION REGION	593 400,00	5,46%
Total	10 863 804,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006910

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93 - AUBERVILLIERS - SAINT-GOBAIN/WALDECK ROCHET - RESIDENCE ETUDIANTE 300 PLUS/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	25 358 338,00 €	7,22 %	1 830 200,00 €
	Montant Total de la subvention		1 830 200,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de deux résidences de 150 logements chacune (60 PLUS - 240 PLS) offrant 338 places (81 PLUS - 257 PLS) sise rue Waldeck Rochet / 7, rue Saint-Gobain à Aubervilliers

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les résidences seront composées au total de 262 T1 et 38 T2 (colocation 2 personnes).

Les étudiants en colocation bénéficieront, au même titre que les autres étudiants, des locaux communs et services de la résidence.

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement, RT 2012 - 10%

Efidis (Studefi) assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 248,14 € à 445,80 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 25.358.338 € x 20% = 5.071.668 €

Plafond : (81 places x 8.000 €) + (257 places x 4 600 €) = 1.830.200 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	25 889 666,00	100,00%
Total	25 889 666,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	20 422 217,00	78,88%
FONDS PROPRES	3 637 249,00	14,05%
SUBVENTION REGION	1 830 200,00	7,07%
Total	25 889 666,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026011

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93 - SEVRAN - WESTINGHOUSE LOT IV - RESIDENCE ETUDIANTE 143 PLUS/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	10 566 828,00 €	9,47 %	1 000 400,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACIL HABITAT
Adresse administrative : 1 RUE DU SCORFF
35042 RENNES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Didier RAMÉ, Président

N° SIRET : 30249439800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, d'une résidence pour étudiants de 143 logements (71 PLUS - 72 PLS) offrant 165 places (71 PLUS - 94 PLS) sise 4, boulevard Westinghouse (lot IVb) à Sevran

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 131 T1, 7 T1 bis (pour couples) et 5 T5 (colocation 4 personnes).

Les étudiants en colocation bénéficieront, au même titre que les autres étudiants, des locaux communs et services de la résidence.

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 20%

Espacil Habitat assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 285,01 € à 429,86 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 10.566.828 € x 20% = 2.113.366 €

Plafond : (71 places x 8.000 €) + (94 places x 4 600 €) = 1.000.400 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	10 896 301,00	100,00%
Total	10 896 301,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	8 995 901,00	82,56%
FONDS PROPRES	900 000,00	8,26%
SUBVENTION REGION	1 000 400,00	9,18%
Total	10 896 301,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 132 800,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 620 400,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 238 662,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	433 066,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	4 621 600,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	804 170,00 €
2017	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 257 600,00 €
	Montant total	10 635 498,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-536

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU LOGEMENT - AIDE AU PARC PRIVÉ CINQUIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales,

VU Le Code de la construction et de l'habitation,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017,

VU -La délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement,

VU La délibération n° CR 82-12 du 27 septembre 2012 portant approbation de la labellisation des copropriétés Le Chêne Pointu et l'Etoile du Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois,

VU La délibération n° CP 12-363 portant approbation de la convention type d'aide aux travaux,

VU La délibération n° CP 13-333 du 30 mai 2013 approuvant notamment la labellisation de la copropriété La Stamu 2 à Clichy-sous-Bois,

VU La délibération n° CP 14-679 du 21 novembre 2014 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Sadi Carnot à Aubervilliers,

VU La délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 approuvant la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy,
La délibération n° CP 15-574 du 8 octobre 2015 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Marguerite à Sevran

VU La délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 portant approbation de la convention type d'appui en ingénierie,

VU La délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 portant attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement et approuvant notamment la labellisation des copropriétés Les Bords du Lac 1 et 2 à Courcouronnes, Quétigny 1, 2 et 3 à Epinay-sur-Seine et Le Pré de l'Enclos à Villiers-le-Bel,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017,

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-536 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement - Aide au parc privé », au financement des programmes de travaux détaillés en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 5 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 4 519 135,00 €.

Subordonne le versement de ces subventions pour travaux à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'aide aux travaux approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **4 519 135,00 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement - Aide au parc privé », au financement des mesures d'ingénierie détaillées en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 6 subventions d'un montant maximum prévisionnel 102 314,00 €.

Subordonne le versement de ces subventions en ingénierie à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'appui en ingénierie approuvée par délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016, modifiée le cas échéant, par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **102 314,00 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Décide de porter le montant de la base subventionnable de la subvention accordée à Est-ensemble par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 à 316 500 €, et le taux d'intervention à 27,80 %. Le montant maximum de la subvention régionale reste inchangé à 88 000 €.

Approuve la fiche projet correspondante telle qu'elle figure en annexe n° 3 de la présente délibération.

Approuve en conséquence l'avenant n° 1 à la convention conclue avec Est-Ensemble, tel qu'il figure en annexe n° 4 de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17014164	AIDE A LA GESTION - 60-62 RUE SADI CARNOT A AUBERVILLIERS (93300)	AJASSOCIES	01/05/2017
17014166	AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LA COPROPRIETE 60-62 RUE SADI CARNOT A AUBERVILLIERS (93300)	AJASSOCIES	01/05/2017
17014493	TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE SDC LES BORDS DU LAC 1 ET 2 A COURCOURONNES (91080)	CTHIMMO	15/10/2017
17014514	TRAVAUX DE REHABILITATION SDC LES BORDS DU LAC 1 ET 2 A COURCOURONNES (91080)	CTHIMMO	15/10/2017
17014523	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LE CHENE POINTU A CLICHY-SOUS-BOIS (93380)	AJASSOCIES	01/02/2017
17014531	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE L'ETOILE DU CHENE POINTU (BATIMENTS 10-11-12-18-20) A CLICHY-SOUS-BOIS (93380)	AJASSOCIES	01/02/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

23/11/2017 15:11:07

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-536	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154004 - Aide au parc privé**
Action	**15400403 - Aide aux copropriétés en difficulté**

Dispositif : N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie

Dossier	17014157 - MISSION DE CERTIFICATION DE LA COPROPRIETE STAMU 2 A CLICHY-SOUS-BOIS (93390)			
Bénéficiaire	R27178 - SGN SOCIETE DE GESTIONS ET DE NEGOCIATIONS			
Localisation	CLICHY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 987,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 975,00 €	TTC	49,99 %	4 987,00 €	

Dossier	17014164 - AIDE A LA GESTION - 60-62 RUE SADI CARNOT A AUBERVILLIERS (93300)			
Bénéficiaire	R31154 - AJASSOCIES			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 300,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 288,01 €	HT	28,27 %	6 300,00 €	

Dossier	17014166 - AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LA COPROPRIETE 60-62 RUE SADI CARNOT A AUBERVILLIERS (93300)			
Bénéficiaire	R31154 - AJASSOCIES			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 222,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 445,00 €	TTC	49,99 %	4 222,00 €	

Dossier	17014523 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LE CHENE POINTU A CLICHY-SOUS-BOIS (93380)			
Bénéficiaire	R31154 - AJASSOCIES			
Localisation	CLICHY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 285,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 950,00 €	TTC	30 %	39 285,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-536	Budget	2017

Dossier	17014531 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE L'ETOILE DU CHENE POINTU (BATIMENTS 10-11-12-18-20) A CLICHY-SOUS-BOIS (93380)			
Bénéficiaire	R31154 - AJASSOCIES			
Localisation	CLICHY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 115,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
97 050,00 €	TTC	30 %	29 115,00 €	

Dossier	17014705 - MISSION DE DIAGNOSTIC ET BILAN PATRIMOINE DE LA COPROPRIETE LE PRE DE L'ENCLOS II A VILLIERS-LE-BEL (95400)			
Bénéficiaire	P0030064 - 2ASC IMMOBILIER			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 405,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 810,00 €	TTC	50 %	18 405,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie	102 314,00 €

Dispositif : N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété

Dossier	17014493 - TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE SDC LES BORDS DU LAC 1 ET 2 A COURCOURONNES (91080)			
Bénéficiaire	P0032356 - CTHIMMO			
Localisation	COURCOURONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	261 872,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 047 489,00 €	TTC	25 %	261 872,00 €	

Dossier	17014494 - TRAVAUX SUR LES PARTIES COMMUNES - SDC MARGUERITE - SEVRAN 93270			
Bénéficiaire	P0030064 - 2ASC IMMOBILIER			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	347 167,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
694 334,00 €	TTC	50 %	347 167,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-536	Budget	2017

Dossier	17014495 - TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE -SDC MARGUERITE - SEVRAN 93270				
Bénéficiaire	P0030064 - 2ASC IMMOBILIER				
Localisation	SEVRAN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	264 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 580 423,00 €	TTC		16,7 %	264 000,00 €	

Dossier	17014514 - TRAVAUX DE REHABILITATION SDC LES BORDS DU LAC 1 ET 2 A COURCOURONNES (91080)				
Bénéficiaire	P0032356 - CTHIMMO				
Localisation	COURCOURONNES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	979 999,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 764 324,00 €	TTC		35,45 %	979 999,00 €	

Dossier	17014750 - TRAVAUX DE REHABILITATION DU PARKING-DALLE - USC QUETIGNY 1-2-3 A EPINAY-SUR SEINE (93800)				
Bénéficiaire	R12534 - LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT LOISELET ET DAIGREMONT				
Localisation	EPINAY-SUR-SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 666 097,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 905 653,00 €	TTC		29,94 %	2 666 097,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 519 135,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154004 - 15400403	4 621 449,00 €

ANNEXE N° 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014157

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MISSION DE CERTIFICATION DE LA COPROPRIETE STAMU 2 A CLICHY-SOUS-BOIS (93390)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	9 975,00 €	49,99 %	4 987,00 €
	Montant Total de la subvention		4 987,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SGN SOCIETE DE GESTIONS ET DE NEGOCIATIONS
Adresse administrative : 72 CHE DES POSTES
93390 CLICHY /S BOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant :

N° SIRET : 34216463900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'une mission de certification de type CERQUAL de la copropriété STAMU 2 sise, allée Maurice Audin à Clichy-sous-Bois (93390)
Nombre d'habitations : 168

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Contribuer au redressement de la copropriété STAMU 2

Description :
Mission de certification de type CERQUAL

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 168 lots) est fixée à 4 988 €

Localisation géographique :

- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	9 975,00	100,00%
Total	9 975,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 987,00	49,99%
Quote part	4 988,00	50,01%
Total	9 975,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	672 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 8 OS 13	642 437,41 €
	Montant total	1 314 437,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014164

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AIDE A LA GESTION - 60-62 RUE SADI CARNOT A AUBERVILLIERS (93300)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	22 288,01 €	28,27 %	6 300,00 €
	Montant Total de la subvention		6 300,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJASSOCIES
Adresse administrative : 10 ALLEE PIERRE DE COUBERTIN
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Franck MICHEL, Maître

Objet : ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

N° SIRET : 42371917800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : aide à la gestion des bâtiments sises 60-62 rue Sadi Carnot à Aubervilliers (93300)
Nombre de lots d'habitation : 42

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 14-679 du 20 novembre 2014 portant labellisation de la copropriété 60-62 rue Sadi Carnot à Aubervilliers (label n° 14-679CDSR93300-01)

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par l'administrateur provisoire de la copropriété dans le cadre du redressement de la dite copropriété

Description :
Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété 60-62 rue Sadi Carnot définie dans le label n° 14-679CDSR93300-01 approuvé par la délibération n° CP 14-679 du 20 novembre 2014

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 42) s'élève à 6 300 €.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	22 288,01	100,00%
Total	22 288,01	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Plaine commune (sollicitée)	730,00	3,28%
Subvention Région (sollicitée)	6 300,00	28,27%
Quote part	15 258,01	68,46%
Total	22 288,01	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	600 901,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	802 674,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	431 778,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	120 888,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	234 900,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	3 600,00 €
	Montant total	2 194 741,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014166

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LA COPROPRIETE 60-62 RUE SADI CARNOT A AUBERVILLIERS (93300)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 445,00 €	49,99 %	4 222,00 €
		Montant Total de la subvention	4 222,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJASSOCIES
Adresse administrative : 10 ALLEE PIERRE DE COUBERTIN
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Franck MICHEL, Maître

Objet : ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

N° SIRET : 42371917800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Attribution d'une aide au recouvrement contentieux engagé au titre de la gestion de la copropriété 60-62 rue Sadi Carnot à Aubervilliers (93300)
Nombre de lots d'habitation : 42

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 14-679 du 20 novembre 2014 portant labellisation de la copropriété 60-62 rue Sadi Carnot à Aubervilliers (label n° 14-679CDSR93300-01)

Objectifs :
Redresser la copropriété en difficulté

Description :
Procédures contentieuses menées par la copropriété dans le but de recouvrer les impayés (relances, mises en demeure, actions contentieuses diverses)
Projet validé par délibération n° CP 14-679 du 20 novembre 2014 (labellisation n°14-679CDSR93300-01)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux maximum de 50 % plafonnée à 1 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 42 lots) s'élève à 4 222 €

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	8 445,00	100,00%
Total	8 445,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Plaine Commune (sollictée)	2 500,00	29,60%
Subvention Région (sollicitée)	4 222,00	49,99%
Quote part	1 723,00	20,40%
Total	8 445,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	600 901,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	802 674,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	431 778,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	120 888,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	234 900,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	3 600,00 €
	Montant total	2 194 741,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014523

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LE CHENE POINTU A CLICHY-SOUS-BOIS (93380)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	130 950,00 €	30,00 %	39 285,00 €
	Montant Total de la subvention		39 285,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJASSOCIES
Adresse administrative : 10 ALLEE PIERRE DE COUBERTIN
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Franck MICHEL, Maître

Objet : ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

N° SIRET : 42371917800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Aide à la gestion de la copropriété Le Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois (93380).
Nombre de lots d'habitation : 873

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété Le Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois. Projet bénéficiant d'un label approuvé par délibération n° CR 82-12 du 27/09/2012 (label n° 82-12 CDSR 93390-01) et par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 approuvant la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy.

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par l'administrateur judiciaire de la copropriété Le Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois, dans le cadre du mandat en cours.

Description :
Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Le Chêne Pointu défini dans la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy approuvée par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 873) s'élève à 39 285 €.

Localisation géographique :

- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	130 950,00	100,00%
Total	130 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	39 285,00	30,00%
Quote part copropriété	91 665,00	70,00%
Total	130 950,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	600 901,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	802 674,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	431 778,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	120 888,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	234 900,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	3 600,00 €
	Montant total	2 194 741,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014531

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE L'ETOILE DU CHENE POINTU (BATIMENTS 10-11-12-18-20) A CLICHY-SOUS-BOIS (93380)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	97 050,00 €	30,00 %	29 115,00 €
		Montant Total de la subvention	29 115,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJASSOCIES
Adresse administrative : 10 ALLEE PIERRE DE COUBERTIN
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Franck MICHEL, Maître

Objet : ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

N° SIRET : 42371917800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Aide à la gestion de la copropriété L'Etoile du Chêne Pointu (10-11-12-18-20) à Clichy-sous-Bois.
Nombre de lots d'habitation : 567

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété l'Etoile du Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois. Projet bénéficiant d'un label approuvé par délibération n° CR 82-12 du 27/09/2012 (label n° 82-12 CDSR 93390-02) et par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 approuvant la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy.

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par l'administrateur judiciaire (bâtiments 10-11-12-18-20) de la

copropriété L'Etoile du Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois, dans le cadre du mandat en cours.

Description :
Mission agrée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété L'étoile du Chêne Pointu défini dans la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy approuvée par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 567) s'élève à 29 115 €.

Localisation géographique :
- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	97 050,00	100,00%
Total	97 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	29 115,00	30,00%
Quote part copropriété	67 935,00	70,00%
Total	97 050,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	600 901,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	802 674,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	431 778,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	120 888,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	234 900,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	3 600,00 €
	Montant total	2 194 741,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014705

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MISSION DE DIAGNOSTIC ET BILAN PATRIMOINE DE LA COPROPRIETE LE PRE DE L'ENCLOS II A VILLIERS-LE-BEL (95400)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	36 810,00 €	50,00 %	18 405,00 €
	Montant Total de la subvention		18 405,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 2ASC IMMOBILIER
Adresse administrative : 52 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Arnaud COUETTANT, Directeur

N° SIRET : 80097602900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de la phase diagnostic de la mission de maitrise d'oeuvre et du bilan patrimoine habitat de la copropriété Le Pré de l'Enclos II à Villiers-le-Bel (95400).
Nombre de lots d'habitation concernés : 91

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réalisation de la phase diagnostic de la mission de maîtrise d'oeuvre et du bilan patrimoine habitat de la copropriété Le Pré de l'Enclos II à Villiers-le-Bel (95400).

Description :
Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété le Pré de l'Enclos à Villiers-le-Bel ayant donné lieu à l'accord d'un label approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label n°16-535 CDSR 95400-01)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 91 lots) est fixée à 18 405 €.

Localisation géographique :

- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	36 810,00	100,00%
Total	36 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	15 337,00	41,67%
Subvention Région (sollicitée)	18 405,00	50,00%
Quote part copropriété	3 068,00	8,33%
Total	36 810,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	376 826,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	15 770,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	1 680,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	233 174,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	108 230,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 073,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 285 926,00 €
2017	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	11 140,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	31 901,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	44 901,00 €
	Montant total	3 117 621,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014493

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE SDC LES BORDS DU LAC 1 ET 2 A COURCOURONNES (91080)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 047 489,00 €	25,00 %	261 872,00 €
	Montant Total de la subvention		261 872,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTHIMMO
Adresse administrative : 5 RUE MONTESPAN
91000 EVRY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Thomas THIOUNN, GERANT

N° SIRET : 53877878800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en oeuvre des travaux d'amélioration thermique du programme de réhabilitation de la copropriété Les Bords du Lac 1 et 2 à Courcouronnes (91080).
Nombre de lots d'habitation : 98

Date prévisionnelle de début de projet : 15 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au respect du calendrier de mise en oeuvre du programme de réhabilitation de la copropriété.

Projet bénéficiant d'un label régional approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (Label 16-535 CDSR 91080-02).

Objectifs :
Mise en oeuvre des travaux d'amélioration thermique du programme de travaux de réhabilitation de la

copropriété Les Bords du Lac 1 et 2 à Courcouronnes (91080).

Description :
- Isolation des toitures,
- Changement de la chaudière,
- Pose de robinets thermostatiques,
- Honoraires MOE, SPS, BC.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 25 % maximum de la dépense éligible plafonnée à 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 98) est fixée à 261 872 €.

Localisation géographique :
- COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	1 047 489,00	100,00%
Total	1 047 489,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	45 158,00	4,31%
Subvention Département (sollicitée)	189 933,00	18,13%
Subvention Région (sollicitée)	261 872,00	25,00%
Quote part copropriété	550 526,00	52,56%
Total	1 047 489,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	5 100,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	3 600,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	7 356,00 €
	Montant total	16 056,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014494

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX SUR LES PARTIES COMMUNES - SDC MARGUERITE - SEVRAN 93270

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	694 334,00 €	50,00 %	347 167,00 €
	Montant Total de la subvention		347 167,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 2ASC IMMOBILIER
Adresse administrative : 52 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Arnaud COUETTANT, Directeur

N° SIRET : 80097602900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de travaux de mise en sécurité des parties communes de la copropriété Marguerite sise, 6-8 avenue Youri Gagarine à Sevran (93270)
Nombre de lots : 66

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réaliser les travaux de rénovation des parties communes de la copropriété Marguerite conformément au projet déjà validé par la délibération CP 15-574 du 8 octobre 2015 (labellisation n° 15-574CDSR93270-01)

Description :
Programme de travaux comprenant :

- maçonnerie
- sécurité et étanchéité terrasses
- menuiseries extérieures
- ventilation
- électricité
- serrurerie

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum dans la limite de 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 66 lots) est fixée à 347 167 € compte tenu des financements attendus par ailleurs

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	694 334,00	100,00%
Total	694 334,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	256 487,00	36,94%
Subvention Région (sollicitée)	347 167,00	50,00%
Quote part	90 680,00	13,06%
Total	694 334,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	376 826,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	15 770,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	1 680,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	233 174,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	108 230,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 073,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 285 926,00 €
2017	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	11 140,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	31 901,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	44 901,00 €
	Montant total	3 117 621,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014495

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE -SDC MARGUERITE - SEVRAN 93270

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 580 423,00 €	16,70 %	264 000,00 €
	Montant Total de la subvention		264 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 2ASC IMMOBILIER
Adresse administrative : 52 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Arnaud COUETTANT, Directeur

N° SIRET : 80097602900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de travaux de rénovation thermique pour la copropriété Marguerite sise 6-8, avenue Youri Gagarine à Sevran (93270)
Nombre de lots : 66

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réaliser les travaux de réhabilitation de la résidence Marguerite conformément au projet déjà validé par la délibération CP 15-574 du 8 octobre 2015 (labellisation n°15-574CDSR93270-01)

Description :
Programme de travaux comprenant :
- ravalement avec isolation thermique par l'extérieur
- remplacement des menuiseries extérieures en PVC hors option volets roulants

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 25 % maximum dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 66 lots) est fixée à 264 000 € compte tenu des financements attendus par ailleurs

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	1 580 423,00	100,00%
Total	1 580 423,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH + ASE	813 247,00	51,46%
Subvention FAT	212 536,00	13,45%
Subvention Région (sollicitée)	264 000,00	16,70%
Quote part	290 640,00	18,39%
Total	1 580 423,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	376 826,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	15 770,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	1 680,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	233 174,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	108 230,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 073,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 285 926,00 €
2017	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	11 140,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	31 901,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	44 901,00 €
	Montant total	3 117 621,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014514

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION SDC LES BORDS DU LAC 1 ET 2 A COURCOURONNES (91080)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 764 324,00 €	35,45 %	979 999,00 €
	Montant Total de la subvention		979 999,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTHIMMO
Adresse administrative : 5 RUE MONTESPAN
91000 EVRY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Thomas THIOUNN, GERANT

N° SIRET : 53877878800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en oeuvre des travaux de réhabilitation de la copropriété Les Bords du Lac 1 et 2 à Courcouronnes (91 080).
Nombre de lots d'habitation : 98

Date prévisionnelle de début de projet : 15 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au respect du calendrier de mise en oeuvre du programme de réhabilitation de la copropriété.
Projet bénéficiant d'un label régional approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label n°16-535 CDSR 91080-02).

Objectifs :
Mise en oeuvre du programme de travaux de réhabilitation de la copropriété Les Bords du Lac 1 et 2 à Courcouronnes (91080).

Description :
- réfection des terrasses,
- réfection des garde-corps de la toiture et maçonnerie induite,
- mise en conformité des locaux de la chaufferie
- réfection de la ventilation.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum de la dépense éligible plafonnée à 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 98) est fixée à 979 999, 00 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	2 764 324,00	100,00%
Total	2 764 324,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	1 575 345,00	56,99%
Subvention Région (sollicitée)	979 999,00	35,45%
Quote part copropriété	208 980,00	7,56%
Total	2 764 324,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	5 100,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	3 600,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	7 356,00 €
	Montant total	16 056,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014750

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION DU PARKING-DALLE - USC QUETIGNY 1-2-3 A EPINAY-SUR SEINE (93800)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	8 905 653,00 €	29,94 %	2 666 097,00 €
	Montant Total de la subvention		2 666 097,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT LOISELET ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 67 ROUTE DE LA REINE
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur FREDERIC BESSE, GESTIONNAIRE

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 54206101500237

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en œuvre des travaux de réhabilitatIon du parking-dalle des copropriétés Quétigny 1-2-3 à Epinay-sur-Seine (93800).
Nombre de lots d'habitation concernés : 479

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mise en œuvre des travaux de réhabilitation du parking-dalle des 3 copropriétés Quétigny 1-2-3 à Epinay-sur-Seine.
Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (labels n°16-535 CDSR 93800-01, 16-535 CDSR 93800-02, 16-535 CDSR 93800-03).

Description :
Le projet des travaux de réhabilitation du parking-dalle et de la séparation de celui-ci en 3 entités autonomes, se décompose en 8 lots techniques plus honoraires :

- travaux sur les structures (renforcement, reprise, traitement)
- étanchéité des cages d'escalier,
- métallerie (installation d'une verrière, d'une couverture en ellipse, de châssis et portes coupe-feu, de garde-corps et mains courantes),
- peinture (peinture de sols, ravalement extérieur, signalétique et marquage),
- désamiantage,
- plomberie/ventilation (reprise des évacuations et des réseaux, implantation d'une ventilation mécanique),
- électricité courants faibles et forts (installation d'un tableau électrique par copropriété, reprise de la distribution électrique, installation des appareillages, éclairage du parking et de la dalle, vidéosurveillance),
- aménagement paysage sur dalle (installation des clôtures périphériques).

- honoraires : maîtrise d'œuvre, coordonnateur SPS et bureau de contrôle, géomètre, maîtrise d'ouvrage déléguée et frais de notaires.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux maximum de 50 % de la dépense subventionnable dans la limite de 10 000 € de subvention par lot d'habitation (en l'occurrence 479 : 162 pour Quétigny, 164 pour Quétigny 2 et 153 pour Quétigny 3) s'élève à 2 666 097, 00 €.

La subvention régionale de 2 666 097, 00 € est allouée au cabinet Loiselet et Daigremont, syndic mandataire de l'union des syndicats des copropriétaires Quétigny 1, Quétigny 2, Quétigny 3.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	7 551 310,80	84,79%
Achats d'études et prestations de services	1 354 342,20	15,21%
Total	8 905 653,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU (sollicitée)	5 437 471,00	61,06%
Subvention Région (sollicitée)	2 666 097,00	29,94%
Quote part	802 085,00	9,01%
Total	8 905 653,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	4 495,00 €
2014	Politique énergie climat	102 822,50 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	4 330,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	519 000,00 €
2015	Politique énergie climat	28 831,50 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	396 643,00 €
2016	Politique énergie climat	4 650,00 €
	Montant total	1 060 772,00 €

ANNEXE N° 3 : FICHE PROJET MODIFIEE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000166

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-535

Objet : MISSION DE SUIVI-ANIMATION DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE LA BRUYERE A BONDY (93140)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	316 500,00 €	27,80 %	88 000,00 €
	Montant Total de la subvention		88 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président

N° SIRET : 20005787500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation des deux premières années de la mission de suivi-animation du plan de sauvegarde de la copropriété La Bruyère à Bondy (93140).
Nombre de lots d'habitation : 176

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la nécessaire continuité dans l'accompagnement du redressement de la copropriété La Bruyère à Bondy initié dans la cadre d'un précédent plan de sauvegarde.

Objectifs :
Accompagnement des deux premières années de la mission de suivi-animation du deuxième plan de sauvegarde de la copropriété La Bruyère à Bondy (93140).

Description :
- finaliser les actions du précédent plan de sauvegarde et en particulier le suivi des derniers travaux engagés,

- suivre le fonctionnement et la gestion financière en lien avec l'administrateur judiciaire,
- conduire les actions d'accompagnement social des ménages en difficulté,
- informer, mobiliser, former les occupants,
- accompagner et suivre la requalification durable du bâti,
- préparer la sortie de l'administration provisoire.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux maximum de 50 % d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 176) est fixée à 88 000 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	338 496,00	100,00%
Total	338 496,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	125 740,00	37,15%
Subvention CDC (sollicitée)	84 624,00	25,00%
Subvention Région (sollicitée)	88 000,00	26,00%
Quote part EPCI	40 132,00	11,86%
Total	338 496,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	10 012,20 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	14 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 974,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	40 000,00 €

2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 625,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	11 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	36 540,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 735,00 €
2016	Fonds Propreté	157 200,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
2017	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	100 515,72 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	65 932,00 €
	Montant total	926 533,92 €

ANNEXE N° 4 : PROJET D'AVENANT

Avenant à la convention n° 16000166

approuvée par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016

Entre les soussignés :

La Région Ile-de-France, représentée par sa présidente, Madame Valérie Pécresse, d'une part,

L'établissement public territorial EST-ENSEMBLE, représenté par son président, Monsieur Gérard Cosme, d'autre part,

Préambule :

La Région par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016, a décidé de soutenir l'établissement public territorial Est-Ensemble pour les deux premières années de la mission de suivi-animation du plan de sauvegarde de la copropriété La Bruyère à Bondy (93190).

Le montant de la base subventionnable à prendre en compte pour le calcul des deux premières années de la mission s'élève à 316 500 € et non pas à 705 200 €, comme indiqué dans la fiche projet n° 16000166 ; ce montant de 705 200 € correspondant à la totalité de la mission sur 5 ans. En conséquence, le taux d'intervention s'élève à 27, 80 % et non pas à 12, 48 %, le montant maximum de la subvention restant inchangé.

Il est, dès lors, convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'alinéa 2 de l'article 1 de la convention est modifié comme suit :

« Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 27, 80 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 316 500 €, soit un montant maximum de subvention de 88 000 € ».

Article 2 :

La fiche projet n° 16000166 modifiée associée à ladite convention est intégrée en tant que pièce contractuelle au présent avenant.

Article 3 :

Les autres articles de la convention n° 16000166 restent inchangés.

Fait à Paris, le

pour Est-Ensemble

pour la Région Ile-de-France

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-561

DU 22 NOVEMBRE 2017

ACTION RÉGIONALE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la construction et de l'habitation ;

VU La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

VU Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU L'arrêté du 29 avril 2015 du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain ;

VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portantes dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU Le règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » ;

VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU La délibération n° CP 11-568 du 7 juillet 2011 approuvant la convention type relative aux opérations financées dans le cadre des crédits de renouvellement urbain ;

VU La délibération n°CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et la mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE ET FEADER 2014-2020 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 CR 01-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement pour l'emploi de la Région « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 16 décembre 2015 relative aux « délégations d'attributions du conseil regional à sa commission permanente » modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 portant simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU La délibération n° CP 10-171 du 28 janvier 2010 – Renouvellement urbain – Première affectation pour 2010 ;

VU La délibération n° CP 13-192 du 4 avril 2013 – Renouvellement urbain – Deuxième affectation pour 2013 ;

VU La délibération n° CP 13-785 du 20 novembre 2013 – Renouvellement urbain – Septième affectation pour 2013 ;

VU La délibération n° CR 66-15 du 19 juin 2015 relative à l'action régionale en faveur de la politique de la ville et du renouvellement urbain ;

VU La délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain, soutien régional au Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) ;

VU La convention de partenariat signée le 17 mars 2017 avec l'ANRU et l'Etat ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-561 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif «Développement urbain, soutien au NPNRU» de la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017, au financement des études et opérations détaillées en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **3 958 600 €**.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **3 958 600 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 51 « Politique de la Ville », programme HP 51-002 (15 1002) « Requalification urbaine : actions contractualisées », action 15100204 « sites contractualisés ANRU » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date éligibilité
17014258	RÉAFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION 09005298 - 91/ LES ULIS - QUARTIER OUEST : CONSTRUCTION D'UN CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ (RUE DU MAINE)	COMMUNE DES ULIS	01/01/2010
17014728	93/L'ILE-SAINT-DENIS - QUARTIER SUD : TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN LURÇAT	COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS	01/09/2017
17014960	RÉAFFECTATION TOTALE DE LA SUBVENTION 13004262 - 75/ PARIS 13EME - PORTE D'IVRY JOSEPH BÉDIER : AMÉNAGEMENT DE LA PLACE YERSIN (PRU)	SEMAPA SOC ETUDE MAITRISE OUVRAGE AMÉNAGEMENT PARISIENNE	01/07/2013

Article 3 :

Approuve le modèle type de convention financière par opération, jointe en annexe 3.

Subordonne le versement des subventions votées à l'article 1 à la signature de conventions conformes à ce modèle type, dans le cas où le bénéficiaire n'est pas signataire d'une convention régionale de développement urbain, et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Article 4 :

Prend acte du changement de maîtrise d'ouvrage au profit de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat, pour l'aménagement de la voirie et de l'éclairage public de la rue Adrien-Damoiselet, quartier Béthisy (IRIS 13015417) à Noisy-le-Sec (93), lequel a fait l'objet de l'attribution d'une subvention de **350 000 €** au profit de la ville de Noisy-le-Sec par délibération n° CP 13-785 du 20 novembre 2013.

Transfère au bénéfice de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat, la subvention de **350 000 €** votée initialement en faveur de la commune de Noisy-le-Sec (93).

Subordonne le transfert de la subvention précitée à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération par l'article 5 de la délibération n° CP 11-568 du 7 juillet 2011, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 5 :

Décide de réaffecter la subvention attribuée en faveur de la SEMAPA par délibération n° CP 13-192 du 4 avril 2013.

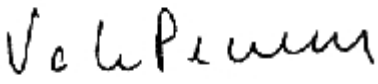
Affecte en conséquence une autorisation de programme de **518 500 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 51 « Politique de la ville » « programme HP 51-002 (151002) « Requalification urbaine : actions contractualisées », action 15100204 « sites contractualisés ANRU » du budget 2017, au bénéfice de la SEMAPA pour la réalisation de l'opération décrite en annexe 4.

Article 6 :

Décide de réaffecter le solde de la subvention attribuée en faveur de la ville des Ulis (91) par délibération n° CP 10-171 du 28 janvier 2010.

Affecte en conséquence une autorisation de programme de **137 228,52 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 51 « Politique de la ville » « programme HP 51-002 (151002) « Requalification urbaine : actions contractualisées », action 15100204 « sites contractualisés ANRU » du budget 2017, au bénéfice de la ville des Ulis pour la réalisation de l'opération décrite en annexe 5.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ÉTAT RÉCAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-561	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**51 - Politique de la ville**
Programme	**151002 - Requalification urbaine : actions contractualisées**
Action	**15100204 - Sites contractualisés ANRU**

Dispositif : N° 00000117 - Financement des dossiers PRU et OPI

Dossier	17014258 - REAFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION 09005298 - 91/ LES ULIS - QUARTIER OUEST : CONSTRUCTION D'UN CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ (RUE DU MAINE)			
Bénéficiaire	R1218 - COMMUNE DES ULIS			
Localisation	LES ULIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	137 228,52 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 113 500,00 €	HT	12,32 %	137 228,52 €	

Dossier	17014960 - REAFFECTATION TOTALE DE LA SUBVENTION 13004262 - 75/ PARIS 13EME - PORTE D'IVRY JOSEPH BÉDIER : AMÉNAGEMENT DE LA PLACE YERSIN (PRU)			
Bénéficiaire	R27247 - SEMAPA SOC ETUDE MAITRISE OUVRAGE AMENAGEMENT PARISIENNE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	518 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 246 000,00 €	HT	23,09 %	518 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000117 - Financement des dossiers PRU et OPI	655 728,52 €

Dispositif : N° 00001041 - Financement des PRIN

Dossier	17014728 - 93/ L'ILE-SAINT-DENIS - QUARTIER SUD : TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN LURÇAT (PRIN)			
Bénéficiaire	R1248 - COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS			
Localisation	L'ILE-SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 147 066,00 €	HT	38,13 %	1 200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-561	Budget	2017

Dossier	17014913 - 91/ ÉPINAY-SOUS-SÉNART - PLAINE / CINÉASTES : CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (PRIN)			
Bénéficiaire	R1109 - COMMUNE D'EPINAY SOUS SENART			
Localisation	EPINAY-SOUS-SENART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 443 750,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 435 654,00 €	HT	32,55 %	1 443 750,00 €	

Dossier	17015026 - 93/ BOBIGNY-BONDY – L'ABREUVOIR/QUARTIERS NORD/PONT DE BONDY : ÉTUDE URBAINE SUR LA POLARITÉ MÉTROPOLITAINE DU PONT DE BONDY (PRIN)			
Bénéficiaire	P0034126 - EST ENSEMBLE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 000,00 €	HT	34,78 %	40 000,00 €	

Dossier	17015057 - 93/ SAINT-OUEN - VIEUX SAINT-OUEN - ÉTUDE DE PROGRAMMATION STRATÉGIQUE DES BESOINS EN ÉQUIPEMENTS (PRIN)			
Bénéficiaire	R1267 - COMMUNE DE SAINT OUEN			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
273 000,00 €	HT	18,32 %	50 000,00 €	

Dossier	17015079 - 93/ LA COURNEUVE - LES 4000 - ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE DU PÔLE DE SERVICE PUBLIC ET DIAGNOSTICS PRÉLABLES (PRIN)			
Bénéficiaire	R1277 - COMMUNE DE LA COURNEUVE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
206 652,00 €	HT	24,2 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-561	Budget	2017

Dossier	17015084 - 93/ L'ÎLE-SAINT-DENIS - QUARTIER SUD - ÉTUDE URBAINE (PRIN)			
Bénéficiaire	P0034104 - PLAINE COMMUNE			
Localisation	L'ILE-SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
544 000,00 €	HT	6,25 %	34 000,00 €	

Dossier	17015088 - 93/ SAINT DENIS - FLORÉAL SAUSSAIE COURTILLE - ÉTUDE URBAINE (PRIN)			
Bénéficiaire	P0034104 - PLAINE COMMUNE			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
133 000,00 €	HT	24,81 %	33 000,00 €	

Dossier	17015090 - 93/ SAINT-DENIS - CENTRE VILLE - ÉTUDE URBAINE (PRIN)			
Bénéficiaire	P0034104 - PLAINE COMMUNE			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 850,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
193 523,00 €	HT	21,63 %	41 850,00 €	

Dossier	17015091 - 93/ LA COURNEUVE - LES 4000 - ÉTUDE DE PROGRAMMATION URBAINE (PRIN)			
Bénéficiaire	P0034104 - PLAINE COMMUNE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
175 000,00 €	HT	28,57 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001041 - Financement des PRIN	2 942 600,00 €

Dispositif : N° 00001043 - Financement des PRIR

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-561	Budget	2017

Dossier	17015061 - 93/ SAINT-OUEN - ROSIER DEBAIN - ÉTUDE PROGRAMMATION ÉCOLE MICHELET (PRIR)			
Bénéficiaire	R1267 - COMMUNE DE SAINT OUEN			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	HT	20 %	16 000,00 €	

Dossier	17015076 - 95/ ARGENTEUIL - BRIGADIÈRES / HENRI BARBUSSE - CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE (PRIR)			
Bénéficiaire	R60 - COMMUNE D'ARGENTEUIL			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 070 833,00 €	HT	6,64 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001043 - Financement des PRIR	1 016 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 51 - 151002 - 15100204	4 614 328,52 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014728

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93/ L'ILE-SAINT-DENIS - QUARTIER SUD : TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN LURÇAT (PRIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIN	3 147 066,00 €	38,13 %	1 200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS
Adresse administrative : 1 RUE MECHIN
93450 L'ILE ST DENIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Mohamed GNABALY, Maire
N° SIRET : 21930039900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIN

Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : travaux de restructuration et extension du groupe scolaire Jean Lurçat

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est urgent pour la ville de démarrer les travaux de restructuration du groupe scolaire Jean Lurçat, le 1er septembre 2017, afin de permettre l'accueil des enfants des nouveaux programmes de logements de l'Écoquartier fluvial à la rentrée 2018.

Objectifs :
L'Île-Saint-Denis fait partie de l'Établissement public territorial "Plaine Commune" (EPT6) qui regroupe 9 communes. La commune présente la particularité d'être une île située entre les deux bras de la Seine qui marque la frontière des départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis.

Le quartier Sud, situé sur la commune de l'Ile-Saint-Denis, a été retenu au titre des projets d'intérêt national (PRIN) du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU). Il occupe un périmètre très réduit, mais sa localisation à la pointe de l'île, lui confère une situation d'enclavement. Aucun lien fonctionnel n'est formalisé entre l'intérieur et l'extérieur du quartier alors que la Seine, qui borde le quartier de part et d'autre, forme aussi une rupture.

Le quartier présente une faible mixité fonctionnelle et sociale et est composé au nord de zones d'activités, au sud d'espaces ouverts (terrains de sport) et de 85% de logements locatifs sociaux.

La requalification de ce territoire est menée en articulation avec les projets d'aménagement de l'EPT 6 dont la ZAC de l'Ecoquartier fluvial (située au nord du PRIN), qui développe une programmation mixte de 90 000 m² de logements et de 55 000 m² d'activités économiques.

Description :
Le complexe Jean Lurçat, construit dans les années 60, est le seul équipement structurant du quartier sud. Il est actuellement composé d'une école, d'un accueil périscolaire et d'un centre socio culturel. L'équipement a vocation à accueillir les enfants des futurs programmes de logements de l'Écoquartier fluvial. Il s'agit d'utiliser l'effet levier généré par la ZAC (2/3 accession, 1/3 locatif) pour développer une plus forte diversification sociale au sein du quartier sud.

Le projet a pour objectif de créer 7 nouvelles classes élémentaires (+ 158 élèves), 4 nouvelles classes maternelles (+ 63 élèves), 55 places loisirs maternelles et 48 places loisirs élémentaires.

Les travaux de réhabilitation, extension concernent :
- la construction de 6 nouvelles salles d'activités/enseignements ;
- la réalisation d'un nouveau réfectoire pour la demi-pension ;
- la réalisation d'un nouveau dojo et d'une salle de danse au rez-de-chaussée du groupe scolaire ;
- la création d'un système de ventilation mécanique ;
- la création d'un ascenseur ;
- la rénovation des équipements de restauration.

Les objectifs du projet correspondent parfaitement aux thématiques prioritaires du dispositif de développement urbain.

Moyens mis en œuvre :
Convention régionale de développement urbain EPT Plaine commune signée le : 19 septembre 2017
Protocole de préfiguration signé le 17/11/2016
Montant de l'enveloppe PRIN quartier sud : 2 475 000 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et équipements HT	2 943 628,00	93,54%
Honoraires	203 438,00	6,46%
Total	3 147 066,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (EC)	307 780,00	9,78%
ANRU (EC)	698 523,00	22,20%
Région	1 200 000,00	38,13%
CAF 93 (EC)	304 800,00	9,69%
Ville l'Île-Saint-Denis (EC)	635 963,00	20,21%
Total	3 147 066,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	5 100,00 €
	Montant total	5 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014913

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 91/ ÉPINAY-SOUS-SÉNART - PLAINE / CINÉASTES : CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (PRIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIN	4 435 654,00 €	32,55 %	1 443 750,00 €
	Montant Total de la subvention		1 443 750,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPINAY SOUS SENART
Adresse administrative : 8 RUE SAINTE-GENEVIEVE
91860 EPINAY-SOUS-SENART
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Georges PUJALS, Maire

N° SIRET : 21910215900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIN
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : construction d'un centre de loisirs sans hébergement dans le quartier Plaine / Cinéastes.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

1 - Présentation du territoire et du quartier prioritaire NPNRU « Plaine / Cinéastes »

Créée le 1er janvier 2016 (fusion de la communauté d'agglomération Val Yerres et communauté d'agglomération Val de Seine), la communauté d'agglomération Val Yerres Val de Seine, CA VYVS se situe au nord est de l'Essonne, en périphérie du Grand Paris. Elle est composée de 9 villes et regroupe 173.193 habitants.
Les villes principales sont Draveil, Vigneux-sur-Seine et Yerres qui comptabilisent environ 30 000 habitants chacune.

Le territoire présente des enjeux importants en termes de renouvellement urbain et est concerné depuis longtemps par les enjeux de la politique de la ville.

Aujourd'hui, 7 quartiers de l'agglomération sont inscrits en politique de la ville dont le quartier « Plaine / Cinéastes » à Epinay-sous-Sénart retenu au titre des PRIN dans le cadre du Nouveau Programme

National de Renouvellement Urbain.

Du point de vue urbain, le quartier est très enclavé à l'échelle de la commune (il s'étend entre une boucle de l'Yerres et la RD 94) et du bassin de vie (la ville est la seule du territoire à ne pas bénéficier d'une gare RER).

Enfin, l'offre d'équipements (sportifs, culturels, scolaires et péri scolaires, de services publics….) est présente mais les structures sont souvent vétustes et diluées dans le quartier. Elles sont donc inadaptées, peu lisibles et peu attractives pour la population. L'attractivité économique et commerciale du quartier est faible.

2 - Les enjeux et orientations stratégiques poursuivis dans le cadre du NPNRU pour le secteur de la Plaine/ Cinéastes sont :

- développer la mixité sociale et améliorer la qualité de l'habitat par sa diversification (offre, typologie, formes urbaines et les statuts de logement) et par l'intermédiaire d'opérations de démolitions et de réalisation de constructions neuves ;
- améliorer l'attractivité territoriale et développer les liens entre les quartiers pour rompre la fracture urbaine et sociale tout en travaillant sur l'identité du quartier par des actions complémentaires de hiérarchisation de la trame viaire et de redistribution des polarités fonctionnelles (offre de services, d'équipements, commerces) et en renforçant l'accessibilité (amélioration du rabattement vers les gares RER) ;
- souligner le rôle de la Route Départementale 94 comme axe de développement territorial en nuançant néanmoins son caractère trop routier ;
- développer le potentiel économique et commercial du quartier élargi et étudier l'opportunité d'implantations d'activités, au regard de la demande locale ;
- connecter le quartier à son environnement naturel et géographique pour en révéler les qualités paysagères et environnementales, et affirmer une structure urbaine et paysagère lisible (maillage des espaces publics, qualification des lieux et les différents pôles de vie) ;
- renforcer le rôle économique et commercial : stratégie commerciale à l'échelle territoriale, requalification des pôles existants, développement de l'offre commerciale et économique (nouveaux espaces de travail).

Description du projet :

Le projet consiste en la construction d'un nouveau centre de loisirs sans hébergement à proximité immédiate du quartier NPNRU La Plaine – Cinéastes (30 mètres), sur une parcelle limitrophe à un groupe scolaire situé dans le périmètre NPNRU.

Actuellement, la ville d'Epinay-sous-Sénart dispose de deux accueils de loisirs séparés, qui sont relativement vétustes, sous dimensionnés, difficilement accessibles pour les PMR et qui posent des problèmes de fonctionnement du fait de leur éloignement.

La ville souhaite regrouper les deux structures afin de mettre à disposition des habitants un service public de qualité, bien identifié à l'échelle de la commune et permettre aux équipes d'animation de disposer d'un outil de travail adapté et évolutif.

Le futur centre de loisirs sera construit sur le site de l'actuel city stade, qui fera l'objet d'un transfert en amont sur un terrain déjà choisi en bordure de l'Yerres, et adossé au groupe scolaire Alphonse Daudet de manière à mutualiser certains équipements actuels et futurs et à créer des passerelles éducatives et de loisirs : l'intégration d'une ludothèque au programme du futur centre de loisirs en constitue un exemple.

Ce centre va concerner concrètement près de 1125 enfants habitant dans les quartiers concernés par la géographie prioritaire, ce qui représente plus de 60 % de la population totale des enfants spinoliens fréquentant les groupes scolaires et primaires.

Il sera composé des éléments suivants :
- d'un centre de loisirs maternel (capacité d'accueil d'environ 125 enfants) pour les petites, moyennes et grandes sections de maternelles ;
- d'un centre de loisirs primaire (capacité d'accueil d'environ 125 enfants) pour trois sections d'enfants ;
- de locaux mutualisés pour l'ensemble de l'équipement (ludothèque) ;
- de locaux techniques et divers nécessaires au fonctionnement du site ;
- d'espaces extérieurs ;
- de l'espace de restauration (pour le GS A. Daudet).

La subvention régionale porte sur les travaux HT de construction et d'équipement des locaux ainsi que les frais de maîtrise d'œuvre soit 4 435 654 €. La dépense subventionnable régionale ne prend pas en considération les aléas / imprévus, les frais liés aux assurances dommage/ ouvrage, les divers honoraires et indemnités (frais de contrôle et concours) soit 447 606 € HT.

Moyens mis en œuvre :
CRDU EPT/EPCI/Ville signée le 25 septembre 2017
Protocole de préfiguration Etat/ANRU signé le 24 octobre 2017
PRIN "Plaine / Cinéastes" : 2 887 500 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- EPINAY-SOUS-SENART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux et équipements	4 004 125,00	90,27%
Maîtrise d'oeuvre	431 529,00	9,73%
Total	4 435 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	1 443 750,00	32,55%
Ville d'Epinay sous Sénart (EC)	2 991 904,00	67,45%
Total	4 435 654,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 045,00 €
2015	Contrats régionaux	-181 134,27 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	5 000,00 €
	Montant total	16 045,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015026

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93/ BOBIGNY-BONDY – L'ABREUVOIR/QUARTIERS NORD/PONT DE BONDY : ÉTUDE URBAINE SUR LA POLARITÉ MÉTROPOLITAINE DU PONT DE BONDY (PRIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIN	115 000,00 €	34,78 %	40 000,00 €
		Montant Total de la subvention	40 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président

N° SIRET : 20005787500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIN
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : financement de l'étude urbaine sur le secteur élargi du Pont de Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Situé sur 3 communes (Bobigny, Bondy, Noisy-le-Sec), le Pont de Bondy a été retenu au titre des Projets d'intérêt national (PRIN). De part et d'autre du canal de l'Ourcq, le secteur est marqué par des infrastructures routières (ex-RN3, RN186) et autoroutières (A86, A3). Ce secteur est amené à évoluer avec l'arrivée d'une gare du Grand Paris Express (L15), d'un tramway (T1) et d'un Tzen.

Ce quartier est également concerné par 3 opérations d'aménagement de la Plaine de l'Ourcq, inscrites dans un contrat d'intérêt national (CIN) depuis 2016. De nombreux appels à projets ciblent par ailleurs ce territoire à fort potentiel et destiné à devenir une centralité métropolitaine.

L'objet de l'étude urbaine sur le secteur du Pont de Bondy est de mettre en cohérence les projets d'aménagement et de développement urbains. Les enjeux urbains sont explicites à ce sujet : à l'horizon 2030, plus de 6000 logements et 400 000 m² d'activités sont programmés sur la Plaine de l'Ourcq. Cette étude permettra de définir la stratégie urbaine du projet.

Description :
L'étude, réalisée sur deux ans, doit permettre de :

1. Définir un projet de territoire articulant l'existant, les projets en cours ou à venir :
- Traitement exhaustif des problématiques liées aux espaces publics et intermodalités, à la santé publique et au bien-être des populations, à l'habitat et au développement économique.
- Analyse des impacts réciproques des différents projets, identification de leurs « angles morts», spécification des enjeux d'articulation.
- Identification des secteurs mutables.
- Définition des orientations urbaines d'une stratégie opérationnelle commune d'intervention sur ce secteur.
- Définition des pistes programmatiques.
- Formulation des préconisations à prendre en compte en vue d'intégrer ces dynamiques à l'œuvre dans les NPNRU et les ZAC du secteur et pour les autres projets en cours.

2. Assurer la coordination des études, des projets et le management des parties prenantes.

3. Élaborer des dispositifs d'association des conseils-citoyens et plus largement des habitants dès le lancement de l'étude.

L'opération proposée correspond aux priorités régionales et au caractère stratégique des études que la Région décide de soutenir au titre du développement urbain.

Moyens mis en œuvre :
CRDU Est Ensemble/Région signée le 26/09/2017
Protocole de préfiguration ANRU signé le 7 juin 2017
Montant de l'enveloppe PRIN L'Abreuvoir/Quartiers Nord/Pont de Bondy : 5 312 500€
Montant total des subventions affectées : 0€

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOBIGNY
- BONDY
- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude HT	115 000,00	100,00%
Total	115 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU (EC)	40 000,00	34,78%
REGION	40 000,00	34,78%
EPT EST ENSEMBLE (EC)	35 000,00	30,43%
Total	115 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	10 012,20 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	14 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 974,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	40 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 625,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	11 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	36 540,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 735,00 €
2016	Fonds Propreté	157 200,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
2017	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	100 515,72 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	65 932,00 €
	Montant total	951 533,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015057

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93/ SAINT-OUEN - VIEUX SAINT-OUEN - ÉTUDE DE PROGRAMMATION STRATÉGIQUE DES BESOINS EN ÉQUIPEMENTS (PRIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIN	273 000,00 €	18,32 %	50 000,00 €
		Montant Total de la subvention	50 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT OUEN
Adresse administrative : 6 PLACE DE LA REPUBLIQUE
93406 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur William DELANNOY, Maire
N° SIRET : 21930070400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIN
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : financement de l'étude de programmation stratégique des besoins en équipements

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Saint-Ouen fait partie de l'Établissement public territorial "Plaine Commune" (EPT6) qui regroupe 9 communes de la Seine-Saint-Denis. La ville compte 3 territoires relevant du nouveau programme de renouvellement (NPNRU) :
- 2 projets d'intérêt national (Vieux Saint-Ouen et Cordon La Motte Taupin)
- 1 projet d'intérêt régional (Rosiers/Debain)

Saint-Ouen se trouve au croisement de très nombreux projets, d'envergure communale, intercommunale (ZAC des Docks), territoriale (NPNRU de Plaine commune) et métropolitaine (JO 2024, développement de la ligne 14 du métro). Ces projets entraîneront à court terme une augmentation de 1200 logements par an et de population (65 000 habitants en 2020) pour la ville. Cette situation entraînera des besoins en équipements pour la ville.

Description :
Étude de programmation stratégique des besoins en équipements et de positionnement des équipements existants et utilisés quotidiennement par les habitants en vue de définir les orientations urbaines du PRIN. Cette étude sera également le point de départ d'études de programmation technique pour les groupes scolaires du Vieux Saint-Ouen.

Cette étude vise à :
- déterminer les besoins quantitatifs et qualitatifs en équipements, induits par les transformations du premier programme de rénovation urbaine et par le développement du territoire et de sa population, à 5 ans, 10 ans et 20 ans ;
- chiffrer les coûts de mise en œuvre du programme complet des besoins.

Moyens mis en œuvre :
Convention régionale de développement urbain EPT Plaine commune signée le : 19 septembre 2017
Protocole de préfiguration signé le 17/11/2016
Montant de l'enveloppe PRIN Vieux Saint-Ouen : 2 025 000 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût HT	273 000,00	100,00%
Total	273 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU (EC)	136 500,00	50,00%
Région	50 000,00	18,32%
Ville Saint-Ouen (EC)	86 500,00	31,68%
Total	273 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Jardins solidaires en Ile de France	2 550,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	2 500,00 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	40 209,35 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	900,00 €
	Montant total	46 159,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015079

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93/ LA COURNEUVE - LES 4000 - ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE DU PÔLE DE SERVICES PUBLICS ET DIAGNOSTICS PRÉLABLES (PRIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIN	206 652,00 €	24,20 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA COURNEUVE
Adresse administrative : 58 AVENUE GABRIEL PERI
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles POUX, Maire

N° SIRET : 21930027400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIN
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : du financement de l'étude d'opportunité soci-économique du pôle de services publics et des diagnostics préalables

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de La Courneuve fait partie de l'EPT Plaine Commune qui regroupe 9 communes de la Seine-Saint-Denis.

Elle compte un territoire relevant du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) : Les 4000 (projet d'intérêt national, PRIN).

Le NPNRU s'inscrit dans un projet à l'échelle du territoire à travers notamment l'installation d'une gare au carrefour des Six Routes qui présente deux intérêts majeurs :
- permettre aux habitants du territoire de La Courneuve, Saint-Denis et Stains d'accéder aux grands pôles d'emploi de la métropole parisienne ;
- permettre le développement de ses abords par la création d'un véritable secteur de ville s'accompagnant d'une intensification et d'une diversification des programmes (logements, activités, équipements, espaces verts) en lieu et place de paysages urbains déqualifiés ou peu valorisés.

Description :
La Courneuve souhaite réaménager le pôle de services publics et les espaces publics qui le jouxtent. Il s'agit également de proposer une programmation en adéquation avec les capacités financières de la ville.

Initialement, l'opération se caractérisait par une réhabilitation de l'enveloppe bâtie sous maîtrise d'ouvrage Seine-Saint-Denis Habitat, propriétaire du bâtiment et par un réaménagement des locaux dédiés au centre municipal de santé sous maîtrise d'ouvrage de la ville, locataire.
Cependant, en raison de la complexité de l'opération liée d'une part à l'existence de deux maîtres d'ouvrage et d'autre part, à l'intervention en site occupé, la ville a décidé, en 2011, de reconstruire un centre municipal de santé en centre-ville, ouvert depuis le 4 septembre 2017.
Parallèlement, les services publics installés quittent progressivement cet équipement. La CPAM ouvre des locaux dans le quartier des 4 Routes.

Les études visent à :

- définir des orientations urbaines devant permettre de maintenir, voire développer les services, améliorer l'accessibilité, renforcer le caractère central de la place de la Fraternité marquant l'entrée de ville, l'articulation entre les différents quartiers du territoire et le cœur des quartiers ouest.
- permettre aux maîtrises d'ouvrage de définir le programme des futures opérations. Les principaux enjeux identifiés sont les suivants : services publics, aménagements, tranquillité publique, bâti et mixité, environnementaux, fonciers et concertation.

La programmation envisagée vise à assurer une mixité entre les fonctions résidentielles, activités et services publics. Il s'agit d'une étude sur la définition des besoins de services publics mais également privés et commerciaux.

Ce type d'études stratégiques correspond aux priorités de la Région en matière de soutien à l'ingénierie.

L'intégralité de cette étude doit être réalisée durant le premier semestre 2018.

Moyens mis en œuvre :
Convention régionale de développement urbain EPT Plaine commune signée le : 19 septembre 2017
Protocole de préfiguration signé le 17/11/2016
Montant de l'enveloppe PRIN Les 4000 : 5 100 000 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût HT	206 652,00	100,00%
Total	206 652,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU (EC)	71 000,00	34,36%
Région	50 000,00	24,20%
Ville (EC)	85 652,00	41,45%
Total	206 652,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	62 170,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	912 422,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 500 000,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	544 530,00 €
2017	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
	Montant total	3 119 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015084

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93/ L'ÎLE-SAINT-DENIS - QUARTIER SUD - ÉTUDE URBAINE (PRIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIN	544 000,00 €	6,25 %	34 000,00 €
	Montant Total de la subvention		34 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 20005786700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIN
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : financement de l'étude urbaine

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Île-Saint-Denis fait partie de l'Établissement public territorial "Plaine Commune" (EPT6) qui regroupe 9 communes. La commune présente la particularité d'être une île située entre les deux bras de la Seine qui marque la frontière des départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis.

Le quartier Sud, situé sur la commune de l'Ile-Saint-Denis, a été retenu au titre des projets d'intérêt national (PRIN) du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU). Il occupe un périmètre très réduit, mais sa localisation à la pointe de l'île, lui confère une situation d'enclavement. Aucun lien fonctionnel n'est formalisé entre l'intérieur et l'extérieur du quartier alors que la Seine, qui borde le quartier de part et d'autre, forme aussi une rupture.

Le quartier présente une faible mixité fonctionnelle et sociale et est composé au nord de zones d'activités, au sud d'espaces ouverts (terrains de sport) et de 85% de logements locatifs sociaux.

La requalification de ce territoire est menée en articulation avec les projets d'aménagement de l'EPT 6 dont la ZAC de l'Ecoquartier fluvial (située au nord du PRIN), qui développe une programmation mixte de 90 000 m² de logements et de 55 000 m² d'activités économiques.

Description :
L'étude a pour objet de prendre en compte les différents enjeux du quartier à différentes échelles, intercommunale et métropolitaine, mais également dans une dimension internationale du fait de l'implantation du village olympique en limite du périmètre du PRIN.

L'ambition souhaitée en matière de développement durable et des attendus en matière de rendu cartographique et enfin, de la complexité de gouvernance induite par la dimension du projet nécessitent de revoir la portée de cette étude.

L'objectif est d'interroger les principes urbains à l'aune de ces nouveaux enjeux territoriaux en renforçant l'ambition de cette étude. Cette dernière sera, in fine, le socle de la future convention NPNRU l'Ile-Saint-Denis / Saint-Ouen.

L'étude doit permettre d'apporter les éléments pour la signature de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain prévu à l'horizon novembre 2018. Elle doit donc s'exécuter sur le premier semestre 2018.

Moyens mis en œuvre :
Convention régionale de développement urbain EPT Plaine commune signée le : 19 septembre 2017
Protocole de préfiguration signé le 17/11/2016
Montant de l'enveloppe PRIN quartier sud : 2 475 000 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût HT	544 000,00	100,00%
Total	544 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU (EC)	165 000,00	30,33%
Région	34 000,00	6,25%
EPT Plaine commune (EC)	235 500,00	43,29%
Bailleurs	19 500,00	3,58%
CDC (EC)	90 000,00	16,54%
Total	544 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	122 700,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Chantier école	50 302,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	433 981,00 €
2016	Passerelles entreprises	100 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	111 981,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	157 800,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	133 532,50 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	105 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	161 749,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	79 002,00 €
	Montant total	1 715 547,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015088

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93/ SAINT DENIS - FLORÉAL SAUSSAIE COURTILLE - ÉTUDE URBAINE (PRIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIN	133 000,00 €	24,81 %	33 000,00 €
	Montant Total de la subvention		33 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 20005786700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIN
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : financement de l'étude urbaine

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Saint-Denis fait partie de l'EPT Plaine Commune qui regroupe 9 communes de la Seine-Saint-Denis.

Elle compte trois territoires relevant du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) : Centre-ville - Franc Moisin - Floréal Saussaie Courtille (projets d'intérêt national, PRIN).

Le PRIN Floréal/Saussaie/Courtille, quartier historique de la politique de la ville est situé au nord-est de Saint-Denis à la limite de Stains et de la Courneuve. Sa position, à proximité de secteurs à forts enjeux de développement dans les années à venir, lui permet de bénéficier de la dynamique de Plaine Commune.
Deux secteurs stratégiques du contrat de développement territorial sont également à proximité du quartier:
- Tangentielle / Arc Nord / Gare la Cerisaie
- La Courneuve / Babcock / 6 Routes

Par ailleurs, les enjeux autour du parc départemental Georges Valbon et du parc interdépartemental des sports Marville (candidature Paris-Seine–Saint–Denis JO 2024) seront également source de dynamisme.

Le premier programme de rénovation urbaine a insufflé une nouvelle dynamique sur le quartier avec pour objectifs principaux : la disparition de la coupure historique entre les trois cités, l'amélioration des conditions d'habitat et le renforcement de la résidentialité du site. A son issue, l'ensemble des interventions sur le quartier de la Saussaie est aujourd'hui achevé (logements, espace public, équipements). A Floréal, le programme d'intervention sur les logements et les espaces publics est en grande partie terminé.
Restent encore à réaliser principalement la requalification de la promenade de la basilique, axe central du quartier, et la réhabilitation-résidentialisation des logements sociaux de la Courtille (travaux 2016).

Description :
Une première étude urbaine sur le quartier Saussaie / Floréal / Courtille a permis de définir un schéma directeur construit sur la base de trois orientations de projet :
- désenclaver le quartier pour mieux l'ouvrir sur son environnement ;
- renforcer la centralité autour du pôle commercial ;
- améliorer la mixité sociale et fonctionnelle du quartier.

Néanmoins cette étude a été sous calibrée et il est aujourd'hui nécessaire de la compléter en prenant en compte l'importante démarche de concertation qui a eu lieu auprès des habitants du quartier. Cette démarche participative a permis de questionner les orientations de projet, qui ont peu à peu été amenées à évoluer. Pour réussir à tirer le meilleur parti de cette démarche en reprenant le schéma directeur tout en restant en lien avec les habitants, un complément d'étude est nécessaire.

Il s'agira de calibrer les impacts de la diversification de l'habitat et de la concertation des habitants sur la forme urbaine du quartier : partis d'aménagements, équipements et maillage.
La mission prend notamment en compte la reprise du schéma directeur; la finalisation du montage opérationnel, du chiffrage et du planning et la poursuite de la concertation.

Cette mission doit être menée sur 5 mois (de décembre 2017 à avril 2018).

Moyens mis en œuvre :
Convention régionale de développement urbain EPT Plaine commune signée le : 19 septembre 2017
Protocole de préfiguration signé le 17/11/2016
Montant de l'enveloppe PRIN Floréal/Saussaie/Courtille : 3 300 000 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût HT	133 000,00	100,00%
Total	133 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU (EC)	32 000,00	24,06%
Région	33 000,00	24,81%
EPT Plaine Commune (EC)	40 000,00	30,08%
Bailleurs (EC)	20 000,00	15,04%
CDC (EC)	8 000,00	6,02%
Total	133 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	122 700,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Chantier école	50 302,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	433 981,00 €
2016	Passerelles entreprises	100 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	111 981,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	157 800,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	133 532,50 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	105 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	161 749,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	79 002,00 €
	Montant total	1 715 547,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015090

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93/ SAINT-DENIS - CENTRE VILLE - ÉTUDE URBAINE (PRIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIN	193 523,00 €	21,63 %	41 850,00 €
	Montant Total de la subvention		41 850,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur le Président

N° SIRET : 20005786700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIN
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : financement de l'étude urbaine

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Saint-Denis fait partie de l'EPT Plaine Commune qui regroupe 9 communes de la Seine-Saint-Denis.

Elle compte trois territoires relevant du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) : Centre-ville - Franc Moisin - Floréal Saussaie Courtille (projets d'intérêt national, PRIN).

Le centre-ville de Saint-Denis a été identifié comme secteur d'articulation entre toutes les villes de Plaine Commune et devant faire le lien entre les secteurs de développement à l'échelle de la ville et de l'agglomération. Parce qu'il est au centre de cette dynamique de projet, il doit faire l'objet d'une attention particulière. La stratégie générale présente trois axes :
- réinvestir le cœur historique pour éviter la fracture territoriale
- construire un centre élargi et le mettre en tension avec les autres centralités dionysiennes
- inscrire le centre élargi dans une trame cohérente à l'échelle de l'agglomération.

Description :
Alors qu'une étude spécifique sur les espaces publics de la ZAC a été lancée courant octobre 2016 (financée dans le cadre du protocole), il est nécessaire de mener un complément d'étude portant sur les espaces publics bordant la ZAC Basilique dont la plupart sont situés au sein des îlots prioritaires du NPNRU.

Cette étude doit permettre d'établir une cohérence d'ensemble des espaces publics de la ZAC Basilique et ceux limitrophes, situés aux abords des îlots prioritaires du NPNRU afin d'accompagner la reprise des espaces publics majeurs bordant ces opérations.

Contenu de la mission :
- définition d'un plan guide des espaces publics prioritaires bordant la ZAC Basilique en cohérence avec le schéma directeur des espaces publics de la ZAC Basilique;
- définition d'un plan programme des espaces publics majeurs bordant les îlots prioritaires du NPNRU : Ilots Haguette, Fontaine, Charonnerie, Victor.

Cette étude doit durer 5 mois (décembre 2017-avril 2018).

Moyens mis en œuvre :
Convention régionale de développement urbain EPT Plaine commune signée le : 19 septembre 2017
Protocole de préfiguration signé le 17/11/2016
Montant de l'enveloppe PRIN Centre ville : 4 462 500 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût HT	193 523,00	100,00%
Total	193 523,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU (EC)	45 000,00	23,25%
Région	41 850,00	21,63%
EPT Plaine Commune (EC)	77 895,00	40,25%
CDC (EC)	28 778,00	14,87%
Total	193 523,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	122 700,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Chantier école	50 302,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	433 981,00 €
2016	Passerelles entreprises	100 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	111 981,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	157 800,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	133 532,50 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	105 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	161 749,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	79 002,00 €
	Montant total	1 715 547,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015091

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93/ LA COURNEUVE - LES 4000 - ÉTUDE DE PROGRAMMATION URBAINE (PRIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIN	175 000,00 €	28,57 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 20005786700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIN
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : financement de l'étude urbaine

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de la Courneuve fait partie de l'EPT Plaine Commune qui regroupe 9 communes de la Seine-Saint-Denis. Elle compte un territoire relevant du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) : Les 4000 (projet d'intérêt national, PRIN).

Le NPNRU s'inscrit dans un projet à l'échelle du territoire à travers notamment l'installation d'une gare au carrefour des Six Routes qui présente deux intérêts majeurs :
- permettre aux habitants du territoire de La Courneuve, Saint-Denis et Stains d'accéder aux grands pôles d'emploi de la métropole parisienne ;
- permettre le développement de ses abords par la création d'un véritable morceau de ville s'accompagnant d'une intensification et d'une diversification des programmes (logements, activités, équipements, espaces verts) en lieu et place de paysages urbains déqualifiés ou peu valorisés.

Description :
L'objectif de cette étude est de fournir des éléments à la collectivité sur l'opportunité d'investissements sur la rue du Chevalier de la Barre. L'organisation actuelle de la rue constitue une arrière-cour objective de l'ensemble de la ZAC Convention. La définition des espaces est limitée, le rapport aux bâtiments n'est pas lisible malgré une grande porosité entre la rue et le passage de la Croix-Blanche. En redonnant du sens à cette rue, il s'agit notamment d'envisager la connexion des espaces publics suivant une séquence Médiathèque / Allée du Progrès / ZAC / Parc de la liberté / Parc Georges Valbon. Cela permettrait de se rapprocher de l'objectif d'intégration du quartier à grande échelle.

Pour mener à bien cette étude, il est nécessaire d'approfondir les différentes opportunités foncières qui se dégagent à partir d'une reconfiguration de la voirie. Ces opportunités dépendent notamment du champ d'action foncière choisi : expropriation des pavillons, occupation du square des Grès, maintien des usages actuels.

Les scénarios à proposer doivent ainsi être capables de montrer les différents types d'implantation, les programmations associées et les tracés qui en découlent.

Des mini-faisabilités servent ainsi de porte d'entrée pour donner une idée des capacités des emprises libérées.

Seront notamment testées : la capacité en termes de logement, école (nombre de classes) ou commerces. L'intérêt de cette étude complémentaire est de proposer des solutions qui libèrent le cœur de la ZAC où les conflits d'usages et le manque de visibilité rendent difficile la transformation sans une action de grande ampleur.

La question des coûts, en particulier au niveau de l'espace public, au regard des potentialités foncières sera également étudiée.

Moyens mis en œuvre :
Convention régionale de développement urbain EPT Plaine commune signée le : 19 septembre 2017
Protocole de préfiguration signé le 17/11/2016
Montant de l'enveloppe PRIN Les 4000 : 5 100 000 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût HT	175 000,00	100,00%
Total	175 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU (EC)	57 500,00	32,86%
Région	50 000,00	28,57%
EPT Plaine Commune (EC)	62 500,00	35,71%
CDC (EC)	5 000,00	2,86%
Total	175 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	122 700,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Chantier école	50 302,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	433 981,00 €
2016	Passerelles entreprises	100 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	111 981,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	157 800,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	133 532,50 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	105 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	161 749,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	79 002,00 €
	Montant total	1 715 547,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015061

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 93/ SAINT-OUEN - ROSIER DEBAIN - ÉTUDE PROGRAMMATION ÉCOLE MICHELET (PRIR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIR	80 000,00 €	20,00 %	16 000,00 €
	Montant Total de la subvention		16 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT OUEN
Adresse administrative : 6 PLACE DE LA REPUBLIQUE
93406 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur William DELANNOY, Maire

N° SIRET : 21930070400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIR
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : financement de l'étude de programmation de l'école Michelet

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Saint-Ouen fait partie de l'Établissement public territorial "Plaine Commune" (EPT6) qui regroupe 9 communes de la Seine-Saint-Denis. La ville compte trois territoires relevant du nouveau programme de renouvellement (NPNRU) :
- 2 projets d'intérêt national (Vieux Saint-Ouen et Cordon La Motte Taupin)
- 1 projet d'intérêt régional (Rosiers/Debain).

Saint-Ouen se trouve au croisement de très nombreux projets, d'envergure communale, intercommunale (ZAC des Docks), territoriale (NPNRU de Plaine commune) et métropolitaine (JO 2024, développement de la ligne 14 du métro). Ces projets entraîneront à court terme une augmentation de 1200 logements par an et de population (65 000 habitants en 2020) pour la ville. Cette situation entraînera des besoins en équipements pour la ville.

Description :
L'école Michelet est vieillissante et en mauvais état, elle ne répond plus aux besoins présents et à venir sur son secteur. La réalisation d'une étude opérationnelle permettra de remettre en correspondance les

capacités de l'école et les besoins des habitants.

Contenu de l'étude : questionner le bâti existant et le foncier en mutation à proximité immédiate des écoles élémentaires et maternelles dans l'objectif d'augmenter le nombre de classes et d'agrandir les locaux collectifs (restauration, accueil loisirs, bibliothèque...).

Cette action correspond aux études opérationnelles financée dans le cadre du soutien à l'ingénierie du dispositif de développement urbain.

Moyens mis en œuvre :
Convention régionale de développement urbain EPT Plaine commune signée le : 19 septembre 2017
Protocole de préfiguration signé le 17/11/2016
Montant de l'enveloppe PRIR Rosiers/Debain : 1 350 000 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût HT	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU (EC)	40 000,00	50,00%
Région	16 000,00	20,00%
Ville Saint-Ouen (EC)	24 000,00	30,00%
Total	80 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Jardins solidaires en Ile de France	2 550,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	2 500,00 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	40 209,35 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	900,00 €
	Montant total	46 159,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015076

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 95/ ARGENTEUIL - BRIGADIÈRES / HENRI BARBUSSE - CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE (PRIR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des PRIR	15 070 833,00 €	6,64 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL
Adresse administrative : 12-14 BOULEVARD LEON FEIX
95107 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES MOTHRON, Maire

N° SIRET : 21950018800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des PRIR
Rapport Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017

Objet du projet : financement de la construction d'un groupe scolaire

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Argenteuil fait partie depuis le 1er janvier 2016 de l'EPT 5 Boucle Nord de Seine qui regroupe 7 communes dont 6 du département des Hauts-de-Seine.

La commune compte un territoire relevant du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) : Brigadières/Henri Barbusse (projet d'intérêt régional)

Le projet urbain a pour objectifs de :
- renforcer la mixité sociale dans l'habitat, par le développement d'une offre de logements pour accueillir une population diversifiée, la résorption et l'amélioration de l'habitat indigne ;

- préserver la mixité des fonctions en favorisant le renouvellement de l'offre d'immobilier d'entreprises dans la zone d'activités des Berges pour soutenir le taux d'emploi du territoire ;

- créer un cadre de vie attractif autour d'une centralité renforcée, s'appuyant sur le projet de TCSP entre le T2 Pont de Bezons et la gare d'Argenteuil (seules les études sont financées au CPER), des espaces publics pacifiés et partagés, une offre de services et d'équipements de proximité confortée et une reconquête des berges de la Seine.

Description :
Le groupe scolaire de 20 classes comprendra :
- 8 classes maternelles ;
- des salles d'activités aux centres de loisirs (jeux, bibliothèque, dortoirs...) ;
- 12 classes élémentaires ;
- locaux pour l'accueil de centres de loisirs, maternelles et primaires pour 120 enfants ;
- restauration commune ;
- 1 cour maternelle et 2 cours élémentaires ;
- un parking et des locaux techniques au sous-sol.

Moyens mis en œuvre :
Convention régionale de développement urbain EPT Boucle Nord de la Seine signée le :
Protocole de préfiguration signé le 31 mars 2016
Montant de l'enveloppe PRIR : 1 000 000 €
Montant total des subventions affectées : 0 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (démolition, dépollution, construction, équipements) + foncier	15 070 833,00	100,00%
Total	15 070 833,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	1 000 000,00	6,64%
Ville d'Argenteuil (EC)	4 521 249,00	30,00%
Autres financeurs	9 549 584,00	63,36%
Total	15 070 833,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	6 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	92 942,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	107 300,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	76 268,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	4 132 429,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 000,00 €
2016	Chantier école	22 500,00 €
2016	Fonds Propreté	100 000,20 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	82 500,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	111 130,00 €
2017	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
	Montant total	7 096 069,20 €

ANNEXE 3 : CONVENTION SPÉCIFIQUE À L'OPÉRATION

îledeFrance

CONVENTION RELATIVE AUX OPERATIONS FINANCÉES DANS LE CADRE DES CRÉDITS DE DÉVELOPPEMENT URBAIN CONVENTION N°

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu des délibérations n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 et n° CP XXX du XXXX
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

La collectivité dénommée : commune, EPCI/EPT XXXX
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont : et
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PRÉAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Action régionale en faveur du développement urbain - soutien régional au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) » adopté par délibération de l'assemblée délibérante n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et dans le respect des conditions ci-après définies.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de l'aide de la Région au bénéficiaire pour lui permettre de réaliser :

- *l'opération relative à XXXXXX.*

La participation de la Région s'impute sur l'enveloppe prévisionnelle pluriannuelle de crédits d'investissement de développement urbain attribuée **au titre du PRIN/PRIR XXX , de la ville de XXX** en faveur de EPCI/EPT XXXXX, telle que définie par la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 et par la convention signée avec EPCI/EPT de XXXXX.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

Par délibération N° CP XXXX, la Région a décidé l'attribution d'une subvention au bénéficiaire pour soutenir l'opération visée à l'article 1, et dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XXX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 3.1 - OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements objet de la subvention et dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage également à maintenir l'affectation des biens financés par la Région à l'usage exclusif de l'opération subventionnée au titre du développement urbain, pendant une durée minimum de 10 ans ou pendant la période de remboursement du prêt principal lorsque celle-ci est supérieure à 10 ans.

ARTICLE 3.2 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3.3 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3.4 - OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser tous les visuels relatifs au projet subventionné (esquisses et projets, publications y compris photographiques, communication à des tiers de l'opération avant, pendant et après réalisation de l'opération…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Concernant les opérations d'investissement, le bénéficiaire s'engage à avertir la Région du commencement des travaux. Pendant toute leur durée, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de X% du montant global ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à en informer la Région ainsi qu'à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Lorsque le projet subventionné comprend la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, DVD, CD ou tout autre support), le bénéficiaire s'engage à : présenter un bon à tirer (BAT) aux services régionaux concernés avant toute impression,

production et diffusion, mettre à disposition de la Région au maximum 1% pour chaque type de supports réalisés, laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne en charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 4.1 : CADUCITÉ

Dans ce cadre, les règles relatives à la caducité de la subvention applicables sont celles prévues au règlement budgétaire et financier (RBF) de la Région.

Si, à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'1 an maximum par décision de la Présidente du conseil régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de 3 ans mentionné au paragraphe précédent, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 4.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement des subventions est effectué conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

Son comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région d'Ile-de-France.

Article 4.2.1. - Formalisme des demandes de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Article 4.2.2. – Modalités de versement

- Pour les opérations relatives à des équipements ou à des aménagements, la subvention régionale est versée au fur et à mesure de leur avancement, dans les conditions de l'article 4.2.1 ci-dessus. Le montant maximum des acomptes demandés ne peut dépasser 80% de la subvention. Le solde étant réglé dans les conditions prévues à l'article 4.3 conformément au règlement budgétaire et financier de la Région. Si l'opération est réalisée à moindre coût, la subvention est réduite en conséquence.

- Pour les missions d'ingénierie, une avance de 30 % du montant de la subvention peut être mandatée dès lors que le bénéficiaire démontre son besoin de trésorerie par un plan de trésorerie (article 24 du RBF) et sur présentation de la délibération de la commune ou de l'EPCI/EPT relative à la réalisation de mission définie à l'article 1.

Le montant cumulé des avances et des acomptes ne peut dépasser 80 % de la subvention.

ARTICLE 4.3 : MODALITÉS DE VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est par ailleurs subordonné à la production d'un ou des justificatifs de recrutement du ou des stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 – RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 2 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 2 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées à l'article 4.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 4.1 de la présente convention, donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 6 – ÉLIGIBLITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte du XXX *(date d'éligibilité en cas de démarrage anticipé, sinon date du vote de la délibération)* et jusqu'à la date de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION ET DÉLAIS DE RÉALISATION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour une durée de 10 ans ou pour la durée du prêt principal visé à l'article 3 alinéa 2 ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée dans les cas suivants :

- au regard de la qualité des actions réalisées,
- en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants,
- en cas de non-respect de la condition d'affectation des biens subventionnés ou le changement de propriétaire non signalé préalablement à la Région.

Si la résiliation repose sur le non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée au prorata temporis.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant préalablement approuvé par les organes délibérants compétents des signataires.

ARTICLE 11 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, la liste des opérations et dépenses subventionnables, et l'annexe dénommée « fiche projet ».

Annexe : règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Paris, le

Pour la commune, EPCI/EPT

Le/la Maire, le/la Président(e)

(Cachet + signature)

Pour la Région Ile-de-France,
La présidente du Conseil régional

Valérie PÉCRESSE

ANNEXE 4 : RÉAFFECTATION SEMAPA PARIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014960

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RÉAFFECTATION TOTALE DE LA SUBVENTION 13004262 - 75/ PARIS 13EME - PORTE D'IVRY JOSEPH BÉDIER : AMÉNAGEMENT DE LA PLACE YERSIN (PRU)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 246 000,00 €	23,09 %	518 500,00 €
	Montant Total de la subvention		518 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-51-20422-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEMAPA SOC ETUDE MAITRISE OUVRAGE AMENAGEMENT PARISIENNE
Adresse administrative : 69 RUE DU CHEVALERET 75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GUEULLETTE, Directeur

N° SIRET : 70201772400072

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des dossiers PRU et OPI

Objet du projet : aménagement de la place Yersin, quartier Joseph Bédier à Paris 13ème.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2013
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Par décision n°2015-53 du 17 avril 2015, la subvention n°13004262 a été prorogée jusqu'au 4 avril 2017.
Suite à une erreur imputable aux services réginaux, cette prorogation n'a pu être effectuée comptablement.

Il est donc nécessaire de réaffecter la présente subvention et d'autoriser la prise en compte des dépenses liées à cette opération au 1er juillet 2013, date effective de démarrage des travaux.

Objectifs :
Le quartier de la Porte d'Ivry / Joseph Bédier est situé sur la ceinture parisienne, au sud-est du 13ème arrondissement et en limite de la commune d'Ivry-sur-Seine. Son périmètre est un quadrilatère qui s'étend d'ouest en est, de la Porte d'Ivry à la Porte de Vitry, et du nord au sud, du boulevard Masséna au sud du périphérique, côté Ivry-sur-Seine. Avec une population de 4 000 habitants pour environ 27 hectares, le secteur Joseph Bédier / Porte d'Ivry inscrit en Grand Projet de Renouvellement Urbain (GPRU), engagé par la ville de Paris, correspond à un territoire contrasté, qui pâtit de nuisances urbaines multiples et où la majeure partie de la population est socialement défavorisée, parfois précarisée. Le logement est essentiellement social et de petite taille. Il se répartit en Habitat Bon Marché (HBM) de la SAGI et de Paris Habitat, en HLM (Paris Habitat) et foyers logements. Le parc de la SAGI qui représente 43 % des logements sur le quartier est constitué de T1 et T2.

Le volet logement

L'action en faveur du logement se traduit par :
- la démolition de la tour T2 : la question de la démolition de la tour T2 et de ses 64 logements, située à 10 m en retrait du boulevard périphérique s'est posée lors des études préalables à la réhabilitation du groupe Bédier. Les difficiles conditions d'habiter (nuisances sonores, pollution de l'air) et le diagnostic technique de la construction avant réhabilitation ont amené Paris Habitat à promouvoir une opération de construction-démolition. La reconstitution de l'offre se fera en majeure partie sur l'immeuble neuf de l'avenue Claude Régaud (48 logements PLUS et 18 logements PLS), construit avant la démolition de la tour T2. La reconstitution des 16 logements restants se fera sur le programme de logements de l'îlot ouest (avenue de la Porte d'Ivry).
- la réhabilitation de la barre BCDE : Paris Habitat envisage une mise à niveau de l'immeuble avec l'avenue Boutroux. Les surfaces ainsi créées permettront l'aménagement de halls, de locaux annexes et d'environ 12 logements.

- les opérations de constructions neuves :
• avenue Claude Régaud : le programme compte 66 logements et 73 places de stationnements, décomposés en 48 de catégorie PLUS et 18 PLS, afin de contribuer à la mixité sociale du secteur. La typologie des logements envisagés reste homogène avec les caractéristiques du parc (25 T2, 24 T3, 16 T4 et 1 T5). A proximité de ce nouvel immeuble, à l'angle de la place du Docteur Yersin, il est prévu de construire 45 logements étudiants.
• ilot Ouest (avenue de la Porte d'Ivry) : ce programme de 90 logements introduira une diversité de logements dans le quartier puisque 72 logements seront réalisés en accession à la propriété et le reste en PLUS, reconstituant ainsi la part manquante des logements détruits de la tour T2.

Le volet renouvellement urbain

La valorisation des espaces publics : le projet prévoit une qualification de l'ensemble des espaces publics du quartier, fil conducteur du renouvellement urbain et facteur de qualité urbaine. Le projet prévoit :
- le remaniement de l'avenue Joseph Bédier et la place du Docteur Yersin pour faire émerger un pôle de quartier,
- la restructuration du square Boutroux pour le désenclaver et le rendre plus visible,
- la création d'une place à l'angle des rues Franc-Nohain et Boutroux pour mettre en valeur les équipements scolaires existants.
- l'implantation d'aires de jeux sur l'espace public (dont un city-park),
- la végétalisation des rues Boutroux et Franc-Nohain et requalification des avenues Claude Régaud et de la Porte d'Ivry afin d'y implanter un mail piétonnier et une piste cyclable.

Les actions sur les équipements : de nombreux équipements sont prévus : essentiellement à destination des habitants du quartier et visant différents types de populations : halte-garderie, structure pour personnes âgées, centre social, réhabilitation d'un groupe scolaire. Afin de diversifier et faire venir des gens de l'extérieur du quartier, la ville de Paris a le projet d'y installer un Centre International de Séjour, à l'emplacement de la tour d'habitation T2.

La procédure de concertation et la conduite de projet

Le diagnostic social du quartier a montré la faiblesse de la vie collective et la difficulté à saisir une demande locale qui reste peu exprimée. La mise en œuvre du GPRU constitue un support pour engager une réflexion impliquant les habitants. Les démarches sont de 3 ordres relevant de l'information, de la consultation ou de la concertation. L'information passe par la réalisation de supports écrits distribués à l'ensemble des habitants (lettre des élus, lettre GPRU, internet). Parmi les démarches relevant de la consultation, l'équipe de développement local a pris en charge diverses enquêtes de terrain afin d'optimiser les actions engagées. Parallèlement, deux enquêtes conduites dans le cadre GPRU ont contribué à l'élaboration du projet (enquêtes sociales réalisées par ACT Consultants et par Paris Habitat).

Description :
La place Yersin est un espace peu lisible et peu mis en valeur. Actuellement perçu comme un parking résidentiel, cet espace présente pourtant de véritables atouts : présence de masses végétales, possibilités de vues vers la vallée de la Seine. Le projet de réaménagement de la place vise à tirer parti de ces potentiels pour en faire un espace public qualitatif, valorisant l'entrée du quartier. Une attention est également portée au caractère résidentiel des abords de la place et aux usages de proximité qui en seront fait.

L'espace formé par la place Yersin et l'avenue Bédier est repensé comme un lieu de vie de proximité acceptant différents usages. L'aménagement proposé associe ainsi place et espaces libres (900 m² environ pour fêtes de quartier, brocantes…) et de détente (boulistes). Dans cette perspective, le projet privilégie une composition d'ensemble, unitaire, en rupture avec le dessin de deux espaces distincts comme aujourd'hui. La refonte de la place s'appuie sur la géométrie des immeubles de Paris Habitat et l'axe de la rue Maryse Bastié. Au pied des deux immeubles de Paris Habitat, un large trottoir s'appuyant sur le socle existant est préservé. La voie d'accès depuis l'avenue de la porte d'Ivry est supprimée, seul l'accès depuis l'avenue Claude Régaud est conservé et deux voies à sens unique (aménagés en zone 30) faisant le tour du square desserviront les immeubles. Ces deux voies sont accompagnées par deux files de stationnement longitudinal, libérant ainsi le centre de la place de toute circulation automobile. Un espace dédié aux jeux de boules, actuellement localisé sur l'emprise d'un îlot constructible, trouve un nouvel emplacement en position centrale sur la place Yersin. La trame végétale existante sera préservée. Afin d'affirmer fortement cet espace comme entité appartenant au 13ème arrondissement, la gamme de matériaux utilisés reprendra le vocabulaire classique de l'espace public parisien. Les bordures seront en granit et le sol de la place sera revêtu de pavés.

La Région est donc sollicitée sur l'ensemble des travaux et des fournitures liées à l'aménagement de la place Yersin à Paris 13ème.

Moyens mis en œuvre :
• Opération supplémentaire : Joseph Bédier/Porte d'Ivry
• Enveloppe régionale au titre des crédits d'investissement pour 2007-2013 : 1 625 000 €
• Subventions affectées : 462 500 €
• Convention ANRU signée le 20 juillet 2009.
• Convention régionale de renouvellement urbain signée le 10/07/2008.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût des travaux	2 246 000,00	100,00%
Total	2 246 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SEMAPA	1 727 500,00	76,91%
Région	518 500,00	23,09%
Total	2 246 000,00	100,00%

ANNEXE 5 : RÉAFFECTATION LES ULIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014258

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REAFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION 09005298 - 91/ LES ULIS - QUARTIER OUEST : CONSTRUCTION D'UN CENTRE MUNICIPAL DE SANTÉ (RUE DU MAINE) (PRU)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 113 500,00 €	12,32 %	137 228,52 €
	Montant Total de la subvention		137 228,52 €

Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
15100204- Sites contractualisés ANRU

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ULIS
Adresse administrative : RUE DU MORVAN
91940 LES ULIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Françoise MARHUENDA, Maire

N° SIRET : 21910692900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des dossiers PRU et OPI

Objet du projet : construction d'un centre de santé municipal (rue du Maine)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2010
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur matérielle imputable aux services régionaux, la demande de versement du solde de la subvention (un premier accompte de 29 796,48 € a été versé en octobre 2011) n'a pas été traitée avant l'échéance de caducité.

Il est donc nécessaire de réaffecter le solde de la présente subvention et d'autoriser la prise en compte des dépenses liées à cette opération au 1er juillet 2010, date effective de démarrage des travaux.

Objectifs :
Située à 25 km au Nord-ouest de Paris, la commune des Ulis est une ville au passé récent. Afin d'éviter une urbanisation désorganisée de la vallée de Chevreuse et de répondre à d'importants besoins en logements, la ZUP de Bures-Orsay est créée le 30 novembre 1960. La commune des Ulis, en tant qu'entité administrative, est créée le 17 février 1977 par arrêté préfectoral. Elle compte 25 781 habitants, dont 14 032 dans la Zone Urbaine Sensible (recensement 1999).

La commune présente un territoire éclaté en plusieurs entités mono fonctionnelles : à l'ouest, la ville des habitants et à l'est, la ville de l'emploi. Depuis 2000, la commune des Ulis s'est engagée dans un projet urbain de grande ampleur. Une opération de renouvellement urbain a été signée en octobre 2002, et vient d'être confortée le 11 septembre 2006 par une convention financière de partenariat avec l'ANRU. Le projet

de renouvellement urbain s'inscrit dans un projet global de territoire qui souhaite répondre à des problématiques persistantes : le vieillissement de l'urbanisme, la baisse sensible et la paupérisation de la population, une organisation urbaine peu lisible, la plus forte concentration d'habitat social et collectif du bassin d'habitat, des équipements nombreux mais peu lisibles, une dévalorisation et un déclin de l'appareil commercial de proximité, une ville mal desservie en transport en commun, une déficit d'image et un manque d'attractivité.

Le programme de renouvellement urbain doit permettre de :
- mettre en valeur les atouts de la conception urbanistique de la ville et améliorer le cadre de vie des ulissiens ;
- renforcer la mixité sociale en diversifiant l'offre de logements sur la commune, rénover l'habitat social ;
- réorganiser l'espace public en le recomposant au niveau rue pour redonner une place aux piétons et aux circulations douces et en améliorant la transition entre espaces dalle/rue ;
- relocaliser certains équipements publics pour en favoriser l'accessibilité et les mettre en valeur ;
- dynamiser les commerces de proximité, renforcer l'attractivité du centre ville avec la création d'une nouvelle place centrale bordée de commerces.

L'habitat : le projet nécessite 282 démolitions, la réhabilitation de 675 logements et la résidentialisation de 1 734 logements. L'intervention sur l'habitat permettra de désenclaver les résidences, diminuer la densité du parc social, poursuivre la revalorisation du patrimoine bâti et des espaces extérieurs des résidences et développer une nouvelle offre de logement (construction d'environ 600 nouveaux logements).

La convention prévoit une reconstitution de l'offre de 282 logements. Parmi les reconstructions, 212 sont situés hors commune et 35 restent à identifier.

L'aménagement public : recomposition de l'espace public et désenclavement des résidences, aménagement d'une place publique en cœur de ville, requalification de voies pour redonner la place aux piétons et répondre aux problèmes de gestion urbaine de proximité, densification et recomposition du réseau viaire.

Les équipements publics : construction de nouveaux bâtiments (bureau de poste, locaux pour la garde urbaine, parking public souterrain, jardins d'enfants), aménagement de nouveaux locaux pour des équipements peu lisibles et inadaptés (MJD, CSML, crèche, CIO, café musique…), valorisation des équipements culturels (cinéma, centre culturel).
Le commerce : restructuration du centre commercial du centre-ville (mise au niveau de la rue des commerces actuellement sur la dalle) et restructuration du centre commercial de proximité des Amonts.

Description :
Contexte :
Installé dans un bâtiment modulaire initialement utilisé comme école maternelle, l'actuel centre de santé ne bénéficie pas d'une configuration optimale. En outre, dans le cadre de l'urbanisation des terrains de la réserve foncière nord des Champs Lasniers, l'actuelle parcelle du centre de santé fait l'objet d'un programme de construction de 16 maisons individuelles. L'équipement sera donc transféré sur un terrain situé au nord du groupe scolaire des Bergères sur le terrain Aurore.

L'opération a fait l'objet d'une présentation en conseil de quartier en février 2006, le projet architectural présenté en séance n'étant pas définitif, les habitants ont pu exprimer leurs avis et leurs préconisations d'aménagements. Les plans masse du projet et l'ensemble des visuels sont en accès libre pour les habitants au sein du Point information Démocratie locale. Une information est régulièrement mise à jour sur le site internet de la ville. Des panneaux informant de la future construction ont été apposés sur le site en novembre 2008 afin de procéder au déclassement d'une partie de l'emprise sur laquelle le centre de santé sera construit.

Descriptif :
Le centre de santé sera construit en rez-de-chaussée d'un immeuble de logements sociaux réalisé par le bailleur. Le terrain à construire se situe au nord de la commune, il s'agit actuellement d'une plaine de jeux appelé terrain Aurore.
Le projet concerne la construction de deux bâtiments comprenant 45 logements de type PLS et PLUS décomposés sur 4 plots : A (R+3), B ; C et D (R+4) ainsi qu'un centre de santé situé en rez-de-chaussée et formant le socle des plots C et D.
Le futur centre de santé d'une surface de 641 m² (SHON) accueillera de nombreuses activités : un espace accueil et administratif, un pôle infirmier avec des consultations non médicales (permanences d'associations, campagnes de vaccination), un pôle soins médicaux (cabinet généraliste, cabinet polyvalent…), un pôle soins dentaires.
Les travaux d'aménagements devraient débuter en janvier 2010 pour se terminer au printemps 2011.

Majoration :
Conformément à l'article 3 de la délibération n°CR-28-07 du 13 mars 2007, l'opération étant subventionnée au titre de l'aide pour les maison médicales de garde à hauteur de 100 000 € (CP du 28 janvier 2010) bénéficie d'un complément de subvention au titre de la sous-fonction 51 « Requalification urbaine », calculé sur la base d'une majoration du taux initial de 15% maximum, et dans la limite, subvention initiale et majoration comprise, de 50 % de la dépense subventionnable.

Moyens mis en œuvre :
PRU Quartier Ouest : 2 600 000 €
Subventions affectées : 0 €
Convention régionale de renouvellement urbain signée le 18 novembre 2008
Convention ANRU/Ville signée le 11 septembre 2006

Localisation géographique :
- LES ULIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût total HT	1 113 500,00	100,00%
Total	1 113 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ANRU	258 679,00	23,23%
Région Ile-de-France (Développement sociale-Santé)	100 000,00	8,98%
Région Ile-de-France (Renouvellement Urbain CP 10-171)	29 796,48	2,68%
Département 91	240 000,00	21,55%
Ville des Ulis	347 796,00	31,23%
Réaffectation Renouvellement urbain	137 228,52	12,32%
Total	1 113 500,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux centres de planification-contraception-IVG	12 796,05 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	28 040,00 €
2014	Politique énergie climat	750 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	13 300,00 €
	Montant total	804 136,05 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-584

DU 22 NOVEMBRE 2017

TROPHÉES FRANCILIENS DE L'INNOVATION NUMÉRIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS SUPÉRIEURS

PORTAIL RÉGIONAL DE L'ORIENTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération cadre n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative à « La mise en œuvre de la SRDEI : Ajustement de la politique régionale en faveur du développement du numérique » ;
VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;
VU La délibération CP 2017-098 du 8 mars 2017 relative au portail régional de l'orientation.
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération cadre n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative à « La mise en œuvre de la SRDEI : Ajustement de la politique régionale en faveur du développement du numérique » ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-584 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à la transition numérique des établissements franciliens du supérieur

Décide de participer au titre du dispositif SUSE au financement de 10 projets numériques innovants par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de 353.322 euros.

Approuve la convention-type figurant en annexe 3 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chacun des bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type figurant en annexe 3 à la délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 353.322 € disponible sur le chapitre budgétaire 902 ' Enseignement ', code fonctionnel 23 ' enseignement supérieur ', programme HP 23-009 ' Orientation et formations supérieures ', action 12300902 ' transition numérique des établissements ESR ' du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Affectation d'une autorisation de programme pour le portail régional de l'orientation

Affecte une autorisation de programme de 45 000 euros prélevés sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 23 « enseignement supérieur », programme HP 23-009 « Orientation et formations supérieures », action 12300901 « orientation et formations supérieures », du budget régional 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-584	Budget	2017

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**123009 - Orientation et formations supérieures**
Action	**12300902 - Transition numérique des établissements ESR**

Dispositif : N° 00000283 - Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)

Dossier	EX027530 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "GAME OF UPEC"			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 500,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 000,00 €	TTC	70 %	38 500,00 €	

Dossier	EX027538 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "I-EPREPA (SIENCES PO SAINT-GERMAIN-EN-LAYE/UCP/UVSQ)			
Bénéficiaire	R3218 - UNIVERSITE CERGY PONTOISE			
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 000,00 €	TTC	57,97 %	40 000,00 €	

Dossier	EX027592 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "STUDY&CO"			
Bénéficiaire	EXM02232 - COMUE COMMUNAUTE UNIVERSITES ETABLISSEMENTS UNIV RECHERCHE PARIS SCIENCES LETTRES PSL RESEARCH UNIVERSITY			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 102,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 575,00 €	TTC	70 %	29 102,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-584	Budget	2017

Dossier	EX027594 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "L'INNOVATION NUMERIQUE AU SERVICE DE L'ENGAGEMENT AU SEIN DE L'UNIVERSITE PARIS NANTERRE			
Bénéficiaire	R1495 - UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 220,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 600,00 €	TTC	70 %	38 220,00 €	

Dossier	EX027604 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "MIRIADE" Médecine Intensive RéanImAtion DigitalE			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 332,00 €	TTC	68,57 %	40 000,00 €	

Dossier	EX027616 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "REUSSIR LE TUTORAT DE L'APPRENTI DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TOUT AU LONG DE SON ALTERNANCE			
Bénéficiaire	R12303 - AGESUP ASS PROMO GES TION CTRE ENS SUP A EVRY			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 340,00 €	TTC	46,33 %	40 000,00 €	

Dossier	EX027623 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "Réservation et partage d'espaces universitaires".			
Bénéficiaire	R6379 - UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	TTC	70 %	28 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-584	Budget	2017

Dossier	EX027654 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "DEVELOPPEMENT ET DEPLOIEMENT DE PLATEFORME CONTRIBUTIVE WIKI SULITEST"			
Bénéficiaire	R3218 - UNIVERSITE CERGY PONTOISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	70 %	35 000,00 €	

Dossier	EX027655 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "SALON VIRTUEL DE RECRUTEMENT DU 9-3 AU 9KUBE : INCUBATEUR D'OPPORTUNITE ET DE TALENTS"			
Bénéficiaire	R1867 - UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 500,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 000,00 €	TTC	70 %	24 500,00 €	

Dossier	EX027666 - TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "TOILE DE COMPETENCES"			
Bénéficiaire	R20814 - INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 987,00 €	TTC	46,52 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000283 - Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	353 322,00 €

Total sur l'imputation 902 - 23 - 123009 - 12300902	353 322,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027530

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "GAME OF UPEC"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	55 000,00 €	70,00 %	38 500,00 €
	Montant Total de la subvention		38 500,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Olivier MONTAGNE, Président

N° SIRET : 19941111700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Création d'une plateforme internet ludifiée et personnalisable de gestion et de validation des compétences.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- accroissement de la métacompétence, de l'autonomisation (empowerment), de la motivation et de l'engagement des étudiants grâce à un dispositif ludifié de gestion et de validation des compétences décorrélé du système d'évaluation par notes chiffrées.

- permettre aux étudiants et équipes pédagogiques d'expérimenter une méthode attrayante et innovante de gestion et de validation des compétences s'appuyant sur certains principes de ludification (gamification) et plusieurs briques de gameplay des jeux de rôle.
- accompagner les parties prenantes impliquées afin de produire des ressources valides et fiables dans le cadre de recherches en ludopédagogie.

Description :
Il s'agit de participer au développement de l'évaluation par les compétences en y intégrant une dimension ludique et une forte accessibilité grâce au numérique.
Game of UPEC est imaginée comme une plateforme internet de gestion et de validation des compétences personnalisable, fédératrice et simple d'usage. Pour la rentre plus attractive, la plateforme est "ludifiée" grâce au recours à certains mécanismes issus des jeux de rôle : fiche de personnage personnalisable, points d'expérience (XP), niveaux, capacités spéciales, univers onirique ou futuriste, factions, quêtes, etc. La ludification mise en place sera donc à la fois structurelle et de contenu.
L'aspect innovant de ce projet ne se situe donc pas dans l'artefact en lui-même. Son approche ludifiée est semblable à d'autres plateformes payantes (comme Classcraft pour le secondaire, https://goo.gl/5EyG5e) et l'évaluation par compétences est un outil connu. L'innovation de Game of UPEC est donc dans la combinaison de ces éléments auxquels s'ajoutent l'aspect open source ainsi que l'environnement de formation adéquat.

Moyens mis en œuvre :
UPEC / La ligue ludique

Intérêt régional :
Amélioration des flux d'orientation et de réorientation au sein de et en dehors de l'UPEC et diffusion de l'application auprès des collectivités locales (comme la Mission locale des bords de Marne).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement et hébergement	55 000,00	100,00%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	38 500,00	70,00%
UPEC	16 500,00	30,00%
Total	55 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	38 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	292 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	198 000,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	110 930,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	12 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	291 700,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	3 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 750 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	261 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	194 000,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	114 365,00 €
2015	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	15 000,00 €
2015	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	400 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	216 450,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	220 000,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	118 045,00 €

2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	102 728,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	186 100,00 €
2017	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	1 072,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	240 000,00 €
2017	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	115 290,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	350 760,35 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	92 455,20 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	7 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	6 055 550,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027538

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "I-EPREPA (SIENCES PO SAINT-GERMAIN-EN-LAYE/UCP/UVSQ)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	69 000,00 €	57,97 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE CERGY PONTOISE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95011 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur François GERMINET, Président

N° SIRET : 19951793900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : i-EPrépa
•Une prépa en e-learning portée par Sciences Po Saint-Germain-en-Laye pour démocratiser la préparation des concours de la fonction publique
•Un incubateur pédagogique pour l'UCP et l'UVSQ

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- démocratiser la préparation des concours administratifs et judiciaires
- renouveler les modalités en prenant appui sur des outils numériques et en optant pour une approche de pédagogie inversée.
- contribuer à la transition numérique des deux universités créatrices de l'IEP (UCP et UVSQ).

Description :
Porté par les universités de Cergy-Pontoise (UCP) et de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ), Sciences Po Saint-Germain-en-Laye a ouvert ses portes en septembre 2014.
Pour poursuivre son développement, l'IEP projette d'ouvrir en 2018 l'i-EPrépa, centre de préparation aux concours d'accès à la haute fonction publique, l'administration générale, la justice, et aux métiers de la sécurité.
Destinée aux étudiants de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, de l'UCP, de l'UVSQ et aux actifs souhaitant préparer ces concours en formation continue, l'i-EPrépa proposera une pédagogie innovante en e-learning et blended-learning appuyée sur des classes virtuelles, une offre diversifiée de contenus (cours en vidéo enrichie, vidéothèque et bibliothèque numérique, notes de synthèse thématiques, corrigés d'épreuves…), de nombreuses activités collectives et individuelles en ligne, ainsi qu'un accompagnement personnalisé par tutorat. Cette prépa concours en e-learning servira de base à la structuration du futur campus numérique de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, dont l'offre bénéficiera, au delà des étudiants de l'IEP, à ceux des deux universités créatrices (UCP et UVSQ) et aux publics de la formation continue.
L'i-EPrépa a en effet vocation à servir d'incubateur d'innovation pédagogique pour ces deux universités de l'ouest francilien, en fournissant à leurs enseignants-chercheurs un espace privilégié d'expérimentation, appuyée sur des ressources humaines et techniques dédiées.

Moyens mis en œuvre :
UVSQ / UCP / Sciences Po Saint-Germain-en-Laye / Thinkovery
Moyens matériels et équipements prévus dans la réalisation du projet (*) :
Dispositif mobile de captation et de réalisation en direct, de visioconférence, de monitoring et d'enregistrement / matériel de montage divers

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- étudiants
- salariés

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement et matériel	69 000,00	100,00%
Total	69 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	57,97%
UCP	29 000,00	42,03%
Total	69 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	202 500,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	3 600,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2015	SESAME	350 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	15 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	196 133,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	150 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	115 300,00 €
2017	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	500 000,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	44 550,00 €
	Montant total	2 194 995,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027592

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "STUDY&CO"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	41 575,00 €	70,00 %	29 102,00 €
	Montant Total de la subvention		29 102,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUE COMMUNAUTE UNIVERSITES ETABLISSEMENTS UNIV RECHERCHE PARIS SCIENCES LETTRES PSL RESEARCH UNIVERSITY
Adresse administrative : 60 RUE MAZARINE
75006 PARIS 6
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame DANIA ANDREAKOU

N° SIRET : 13002148800023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Collaboration de la COMUE PSL avec FLYFE SAS pour mettre en place une plateforme qui facilite l'integration à la vie étudiante.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Faciliter l'accès à l'information en fournissant un contenu personnalisé à partir d'une base de données complète sur les informations universitaires et sur la vie étudiante
- Favoriser l'intégration des étudiants dans l'enseignement supérieur
- Favoriser une meilleure connaissance des étudiants sur leurs droits et faciliter les démarches de leur nouvelle vie afin d'améliorer les conditions étudiantes.
- Guidez les nouveaux étudiants pour accomplir tous les aspects administratifs, sociaux et financiers.
- Soutenir une interaction fluide entre l'administration de l'Université et les nouveaux entrants.
- Fournir des conseils d'experts concernant les problématiques générales et les besoins spécifiques des étudiants inscrits sur la plateforme.
- Créer une communauté interactive d'étudiants parmi les utilisateurs de la plateforme.
- Favoriser l'attractivité des établissements de la COMUE PSL, de la région ainsi que de la France.

Description :
Proposer une plateforme en ligne pour guider les étudiants français et internationaux à faire face à la complexité des démarches administratives, au surplus d'information et aux frontières qu'ils se posent.
Cette solution informera les étudiants sur leurs droits, les démarches à effectuer et facilitera l'intégration en douceur des étudiants dans leur campus en leur permettant de se concentrer pleinement sur leurs études.
Il est proposé une information personnalisée et anticipée adaptée au profil de l'étudiant, ainsi que l'interlocuteur adapté sur les différentes démarches étudiantes administratives (transports, recherche et démarches de logement, financement des études, santé, aides).
La première version de la plateforme est en phase test (septembre-octobre 2017) auprès de 160 étudiants de l'Université PSL et la Fondation de la Sorbonne.
Dans le cadre de cet AMI, FLYFE envisage de proposer aux étudiants de PSL une version optimisée avec un parcours utilisateur validé par les experts de la vie étudiante, des informations plus précises, un algorithme plus performant et une plateforme plus ludique.
L'objectif est de proposer un service de qualité qui donnera un boost aux étudiants pour favoriser leur autonomie. La première version du site est en français et en anglais.

Moyens mis en œuvre :
Le projet sera piloté par un comité stratégique PSL / FLYFE / CNOUS qui définit les objectifs du projet et validera les étapes.
Conception et développement de la plateforme

Intérêt régional :
Faciliter et vulgariser les démarches afin d'améliorer la qualité de la vie des nouveaux étudiants en Ile de France. Intérêt validé par le CNOUS, Campus France, CPU, CDEFI, CGE, SGMAP.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements logiciel plateforme algorythme	41 575,00	100,00%
Total	41 575,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	29 102,00	70,00%
COMUE PSL	12 473,00	30,00%
Total	41 575,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	29 102,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027594

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "L'INNOVATION NUMERIQUE AU SERVICE DE L'ENGAGEMENT AU SEIN DE L'UNIVERSITE PARIS NANTERRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	54 600,00 €	70,00 %	38 220,00 €
	Montant Total de la subvention		38 220,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE
Adresse administrative : 200 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
92001 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-François BALAUDE, Président

N° SIRET : 19921204400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : L'université Paris Nanterre souhaite continuer à s'adapter à la transformation numérique de l'apprentissage et valoriser ses ressources internes concernant l'innovation sociale et environnementale.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- créer un écosystème favorable à la création et au développement de projets étudiants, devenu nécessaire dans la formation des étudiants.
- valoriser les ressources internes à l'Université, en mettant en valeur l'expertise de ses enseignants-chercheurs et de leurs recherches.

Description :
L'Université Paris Nanterre souhaite développer un projet autour de la pédagogie par projet, de la transition numérique, de la prise en compte forte des dimensions éthiques, de l'aide au développement des soft skills chez les étudiants, et de la valorisation des ressources internes sur les domaines de l'engagement. Le projet permettrait également de répondre au décret de 2017 sur la reconnaissance de l'engagement des étudiants (Décret n° 2017-962) - l'université a voté en septembre 2017 une Charte des engagements, afin de valoriser l'engagement des étudiants Ce projet se développera autour de trois axes :
1. Le CheckPoint : une sensibilisation via un média digital projeté sur les murs et permettant aux étudiants d'accéder à du contenu positif et des initiatives inspirantes.
2. L'Académie digitale : des contenus académiques disponibles en ligne, via un Learning Management System (LMS), spécifiquement pour les étudiants de Paris Nanterre.
3. Un parcours de l'engagement et d'acquisition de compétences par la pratique de projets réels.
La complémentarité et l'interdépendance des trois piliers constituent les clés d'un système efficace d'acquisition de compétences, et qui permet donc d'accroitre l'employabilité des étudiants.

Moyens mis en œuvre :
Université Paris 10 / Impact Campus
Déploiement du CheckPoint (média digital), développement du Learning Management System (LMS) et intégration numérique

Intérêt régional :
L'intégration des notions d'engagement dans les formations des étudiants sera réplicable aux établissements de la Région IDF. On pourra envisager l'organisation de rencontres prospectives.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- étudiants

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement numérique, prestations vidéo et matériel	54 600,00	100,00%
Total	54 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	38 220,00	70,00%
Université Paris Ouest Nanterre	16 380,00	30,00%
Total	54 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	38 220,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	315 000,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	204 400,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	16 750,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	101 250,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	0,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	0,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Soutien aux expérimentations et aux partenariats en faveur du développement d'une politique de mobilité internationale - volets enseignement supérieur et apprentissage	12 450,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	4 000 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	248 850,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	8 000,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	-52 764,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	101 250,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	8 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	208 800,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	11 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	101 250,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	179 550,00 €
2017	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	467 000,00 €

2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	91 125,00 €
	Montant total	6 261 875,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027604

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "MIRIADE" MÉDECINE INTENSIVE RÉANIMATION DIGITALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	58 332,00 €	68,57 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Olivier MONTAGNE, Président

N° SIRET : 19941111700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Le projet MIRIADE consiste en la création d'un robot conversationnel (chatbot) destiné à la diffusion de la Médecine Intensive Réanimation en France et dans l'ensemble du monde francophone.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- mettre à disposition de manière instantanée, souple et efficace, tout le contenu produit, validé et

structuré par la communauté enseignante française de médecine intensive réanimation (MIR), à destination de l'ensemble des locuteurs francophones (étudiants et professionnels).

Description :
Un robot conversationnel est un programme qui répond en temps réel sous forme de "chat" aux demandes des apprenants en se basant sur un interpréteur sémantique et une bibliothèque de contenu.
Miriade sera le 1er robot conversationnel de diffusion de savoir scientifique académique à grande échelle au monde. La réussite du projet peut créer une bascule pédagogique majeure, aussi bien en formation initiale que post-universitaire. L'ère des machines intelligentes, déjà considérée comme l'une des plus disruptives dans l'histoire de l'informatique, pourrait aussi l'être dans celle de l'université.
Pour maximiser la valeur perçue par les utilisateurs et tester rapidement l'utilité du chatbot, le robot sera intelligent afin de comprendre et apporter une réponse personnalisée à l'utilisateur pour plus de valeur ajoutée qu'un simple moteur de recherche. On adoptera une méthodologie itérative et rythmée inspirée du design thinking et du mouvement lean start up, qui permet de s'assurer de la pertinence d'un produit en minimisant, par une série de tests successifs, le risque de non adoption, en suivant une démarche de trois phases successives : la phase d'inspiration, la phase de prototypage, puis la phase de test. La structure mise en place sera évolutive, solide et conçue pour passer à l'échelle. Une configuration avec intelligence artificielle déportée minimisant les coûts d'exploitation sera privilégiée pour défendre une une approche de libre accès avec un modèle économique pérenne basé sur des couts d'entretien minimaux.

Moyens mis en œuvre :
UPEC / CeMIR
conception, développement et maintenance d'un chatbot (ou robot conversationnel) en
langue française sur la plateforme messenger

Intérêt régional :
Le potentiel dysruptif et d'essaimage de Miriade l'insère parfaitement dans le cadre de la stratégie de la Région pour devenir la 1ère « Smart Region » d'Europe.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chatbot	58 332,00	100,00%
Total	58 332,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	68,57%
UPEC	18 332,00	31,43%
Total	58 332,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	292 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	198 000,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	110 930,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	12 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	291 700,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	3 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 750 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	261 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	194 000,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	114 365,00 €
2015	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	15 000,00 €
2015	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	400 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	216 450,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	220 000,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	118 045,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	102 728,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et	186 100,00 €

	grands établissements)	
2017	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	1 072,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	240 000,00 €
2017	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	115 290,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	350 760,35 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	92 455,20 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	7 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	6 055 550,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027623

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "RÉSERVATION ET PARTAGE D'ESPACES UNIVERSITAIRES".

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	40 000,00 €	70,00 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5
Adresse administrative : 12 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE
75270 PARIS 06 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Frédéric DARDEL, Président

N° SIRET : 19751721200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Faciliter le partage de locaux et ressources, pour répondre aux nouveaux besoins collaboratifs des étudiants d'IdF. Le projet sera ouvert, co-construit avec les usagers et écologique.

Date prévisionnelle de début de projet : 4 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- mieux partager les milliers de salles et équipements des universités notamments en les ouvrant aux étudiants lorsqu'elles ne sont pas utilisées.

Description :
Dans la lignée des projets de l'économie collaborative et dans un cadre open source, le projet consiste à créer un système permettant de partager des ressources essentielles aux étudiants ainsi qu'aux personnels.Pour ce faire il est proposé de réaliser un outil de réservation simple, ouvert, gratuit décliné sur différents supports (Web, plateformes mobiles, tablette dans la salle ou ressource elle-même.
L'utilisation optimale de ces locaux est limitée par la difficulté de réserver en temps réel et au plus près de soi une salle libre correspondant à son besoin. Il est proposé de bâtir un outil moderne, gratuit et partagé pour permettre à tout étudiant, enseignant-chercheur ou personnel d'un établissement de trouver et réserver une salle depuis son smartphone, depuis un site Web ou directement sur la porte de la salle elle-même, en s'identifiant à l'aide de sa carte sans contact d'étudiant ou de personnel universitaire. Le projet facilitera à la fois le travail en équipe projet en fournissant des locaux adhoc aux étudiants et leur permettra d'avoir accès à de nombreux équipements nouveaux et encore trop peu valorisés : fablabs, carrels...

Moyens mis en œuvre :
Paris Descartes / CRI / Groupe National Carte étudiante
Projet en open source et open hardware / Développement et intégration

Intérêt régional :
Permettre le développement du travail collaboratif, optimiser l'espace dans les universités d'IDF, faciliter l'usage partagé de ressources nouvelles (Fablabs...) et enfin réduire les coûts.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations, matériel et hébergement	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	28 000,00	70,00%
CRI	12 000,00	30,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	28 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	157 500,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	11 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	132 500,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	200 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 875,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	15 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 380 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	876 978,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	125 100,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 878,15 €
2015	SESAME	700 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	800 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	670 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	105 750,00 €
2016	Aide régionale à la modernisation des espaces de vie étudiante	200 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 875,00 €
2016	SESAME	450 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	150 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	1 000 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	90 900,00 €
2017	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	408 800,00 €
2017	Les cordées de la réussite	35 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	105 500,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	63 765,00 €
	Montant total	8 057 731,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027654

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "DEVELOPPEMENT ET DEPLOIEMENT DE PLATEFORME CONTRIBUTIVE WIKI SULITEST"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	50 000,00 €	70,00 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE CERGY PONTOISE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95011 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame CARINE ROYER, Autre

N° SIRET : 19951793900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Wiki Sulitest : une plateforme numérique collaborative au service du développement durable. Un projet pour des diplômés responsables et conscients des enjeux du 21ème siècle

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- mobiliser la communauté universitaire de l'UCP (étudiants, enseignants, chercheurs, salariés en

formation) sur le développement durable
- former des étudiants mieux armés pour répondre aux défis sociétaux actuels et à venir
- valoriser des compétences certifiées sur le marché du travail
- renforcer le rayonnement international de l'UCP et renforcer l'attractivité de l'enseignement supérieur francilien dans son ensemble

Description :
L'UCP propose de devenir le 1er campus à proposer aux membres de sa communauté de devenir contributeurs du "Sulitest".
Le Sustainability Literacy Test (Sulitest) est un test international qui vise à sensibiliser et à évaluer le niveau de connaissance d'un individu en matière de développement durable et sa capacité à contribuer à la construction d'un monde soutenable.

Le Sulitest a vocation à devenir un outil incontournable dans les formations de l'UCP et à être valorisé par les étudiants dans leur insertion professionnelle, en partenariat avec deux entreprises franciliennes (ALEAUR et B&L évolution) pour développer et déployer la plateforme numérique "Wiki Sulitest".

La plateforme Wiki organisera en ligne un processus collaboratif de création de contenu et d'amélioration continu des outils proposés par Sulitest fondé sur le crowdsourcing.

Moyens mis en œuvre :
Carine Royer, Maître de conférence en psychologie à l'ESPE de l'académie de Versailles (coordinatrice à l'UCP) / Société ALEAUR / Société B&L / Association Sulitest
Développements sur Linux, Apache, MySQL et PHP.

Intérêt régional :
Ce projet contribue au "rayonnement international des universités et centres de recherche franciliens"

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Etudiants
- Enseignants
- Salariés en formation
- Chercheurs

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO et développement des modules	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	35 000,00	70,00%
Université Cergy Pontoise	15 000,00	30,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	202 500,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	3 600,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2015	SESAME	350 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	15 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	196 133,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	150 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	115 300,00 €
2017	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	500 000,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	44 550,00 €
	Montant total	2 194 995,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027655

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "SALON VIRTUEL DE RECRUTEMENT DU 9-3 AU 9KUBE : INCUBATEUR D'OPPORTUNITE ET DE TALENTS"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	35 000,00 €	70,00 %	24 500,00 €
	Montant Total de la subvention		24 500,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES
Adresse administrative : 2 RUE DE LA LIBERTE
93526 ST DENIS CEDEX 02
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame ELEONORE BOURDEAUX, Autre

N° SIRET : 19931827000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : L'université Paris 8 en partenariat avec la start-up Seekube souhaite mettre le digital au service de la dynamisation du territoire du 93 grâce à un forum virtuel de recrutement dédié à ses étudiants.

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- réunir étudiants et jeunes diplômés (de bac+2 à bac +8) et recruteurs pour des échanges en visioconférence ou par téléphone afin d'initier un processus de recrutement en stage, CDI ou alternance.
- faciliter l'insertion professionnelle des 22 000 étudiants de Paris 8 par un salon dématérialisé
- valoriser un territoire qui souffre d'inégalités et de préjugés nuisant à l'image des diplômés et des entreprises implantées dans le département
- accompagner la transformation digitale de Paris 8 et la formation des étudiants à l'utilisation d'outils numériques dans un cadre professionnel
- valoriser aux yeux du monde socio-économique le rôle de l'université Paris 8 comme acteur de l'emploi sur le territoire de la Seine-Saint-Denis.

Description :
Utilisastion du digital comme un moyen de connecter les acteurs d'un même territoire, avec 3 priorités : l'inscription dans le territoire la préparation des étudiants à un format de recrutement innovant; une meilleure structuration de l'événement (échanges, conférences, workshops en ligne).
Les entreprises seront accompagnées dans la prise en main de l'outil numérique afin de valoriser aux mieux leurs activités et leur ancrage territorial.
Les étudiants et jeunes diplômés seront mis en relation avec des entreprises et accompagnés dans l'appropriation de la technologie mise à leur disposition pour valoriser leur parcours.
Ce projet mêlera expérience virtuelle et contacts réels, accompagnement à distance et en présentiel.
La spécificité de ce forum repose sur un mode de présentation innovant : le Kube. Il s'agira d'accompagner les étudiants et jeunes diplômés dans la création et l'appropriation de ce Kube. Durant le forum, les candidats bénéficieront d'entretiens téléphoniques ou en visioconférence avec des recruteurs, ils participeront à des conférences thématiques et pédagogiques autour de l'emploi. Grâce à la CVthèque des participants, accessible aux entreprises pendant 3 mois, les candidats pourront être recontactés. Le processus de recrutement se poursuivra dans les mois qui suivent le forum avec certaines des entreprises.

Moyens mis en œuvre :
Université Paris 8 (SCUIO-IP, acteurs socio-économiques, Plaine Commune, nos quartiers ont des talents, lAtouts Jeunes Universités, APE) / start-up Seekube
Élaboration et mise à disposition de tutoriels (vidéos, manuels, etc) / salle multimédia dédiée et création progressive d'une communauté d'entraide entre utilisateurs de l'Université/ outil d'entraînement aux entretiens à distance / développement de la plateforme

Intérêt régional :
Valoriser le dynamisme économique et entrepreneurial du territoire (grands groupes, nombreux créateurs d'entreprises, tissu associatif dense) ainsi que le potentiel de ses étudiants et jeunes diplômés

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Module SAAS	12 000,00	34,29%
Modules produit et d'accopagnement	23 000,00	65,71%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	24 500,00	70,00%
Université Paris 8	10 500,00	30,00%
Total	35 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	24 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	159 750,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Expérimentations - TIC - Investissement	61 500,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	293 640,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	31 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	149 850,00 €
2015	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	26 944,60 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	31 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	5 300 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	126 450,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Bibliorif	300 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	2 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	108 700,00 €
2017	Subvention aux campus des métiers et des qualifications	15 000,00 €
	Montant total	7 094 890,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027666

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "TOILE DE COMPETENCES"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	85 987,00 €	46,52 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE
Adresse administrative : 37 RUE DAREAU
75014 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur DENIS MOALIC, Autre

N° SIRET : 18009202500089

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Développement d'outils logiciels de gestion et de certification des compétences acquises lors de MOOCs et d'activités en présentiel.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Faciliter le développement de formations hybrides combinant en ligne et en présentiel.

Description :
Développement d'outils et interfaces, destinées à être intégrées au sein de LMS (Learning Management System) existants de gestion des micro-compétences, et de fonctionnalités de gestion de formations hybrides combinant activités en ligne et activités en présentiel.
Offrir à chaque apprenant une vision claire des compétences acquises grâce aux formations en ligne, et de celles encore à travailler.
Distribuer à chaque apprenant un certificat détaillé vérifiable numériquement par les employeurs, qui valide chacune des compétences acquises lors de sa formation.
Offrir aux formateurs une vision détaillée de la progression, des forces et des lacunes de chaque participant, pour les aider à mieux adapter les contenus aux besoins de leur public.
Offrir aux employeurs une cartographie des compétences des candidats aux postes à pourvoir
Mener une action pilote en testant les outils décrits ci-dessus sur le parcours "la farbication numérique" composé de 4 MOOCs et 16 ateliers présentiels dans les Fablabs franc.

Moyens mis en œuvre :
Institut Mines Telecom / Association France-ioi
Développement logiciel/ Conception et design d'interfaces graphiques / Gestion de projets logiciels

Intérêt régional :
Le projet est mené par deux structures franciliennes. Il permettra de développer plusieurs formations hybrides comportant nombre d'ateliers organisés en Ile de France, notamment dans des fablabs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations IOI	85 987,00	100,00%
Total	85 987,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	46,52%
IMT	33 987,00	39,53%
IOI	12 000,00	13,96%
Total	85 987,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	33 750,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	231 859,41 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	14 850,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	146 620,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	12 600,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	10 800,00 €
2017	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	411 886,25 €
	Montant total	786 028,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027616

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR. PROJET "REUSSIR LE TUTORAT DE L'APPRENTI DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TOUT AU LONG DE SON ALTERNANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	86 340,00 €	46,33 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-20421-123009-1800
12300902- Transition numérique des établissements ESR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGESUP ASS PROMO GES TION CTRE ENS SUP A EVRY
Adresse administrative : 48 CRS BLAISE PASCAL 91025 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUY BORIES, Autre

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40292484900027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Réussir le tutorat de l'apprenti dans l'enseignement supérieur tout au long de son alternance Le projet vise à réaliser un SPOC/MOOC pour former les maîtres d'apprentissage et les tuteurs école

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- s'assurer de la cohérence et de la bonne articulation entre les deux lieux de formation des apprentis.
- rapprocher l'école et l'entreprise pour lever les incompréhensions néfastes à la qualité de la formation.

Description :
Réalisation d'un SPOC (Small Private Online Courses) à destination de l'enseignant et du tuteur en entreprise puis mise à disposition des acteurs du CFA début septembre 2018. Effectif concerné: 1900 maîtres d'apprentissage, 500 tuteurs universitaires. Cela représente environ 1500 entreprises franciliennes de toute taille.
Animation du SPOC pour la rentrée universitaire septembre 2018 puis ajustements et corrections et séparation de la partie générale qui sera ouverte à tout public et qui devient un MOOC de celle qui sera spécifique au CFA-EVE qui restera un SPOC

Moyens mis en œuvre :
Développement, intégration et location de la plateforme

Intérêt régional :
Renforcer l'intérêt de la formation en apprentissage pour les acteurs économiques. Répondre aux attentes des maîtres d'apprentissage des entreprises et des tuteurs dans l'enseignement supérieur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Enseignants
- Entreprises
- Apprentis

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement et intégration de la plateforme	86 340,00	100,00%
Total	86 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	46,33%
CFA EVE	46 340,00	53,67%
Total	86 340,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	51 300,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	17 680,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	11 616,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 160 721,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	71 450,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	18 300,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	61 910,40 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	15 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	37 209,56 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 719 350,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	60 850,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	18 780,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	131 223,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	6 828 705,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 152 000,00 €
	Montant total	17 156 681,40 €

CONVENTION TYPE

Pôle TRESOR
Direction de l'Enseignement Supérieur et de l'Orientation
Service Orientation et Formations Supérieures

« Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenu »

TROPHEE FRANCILIEN DE L'INNOVATION NUMERIQUE DANS LE SUPERIEUR

CONVENTION TYPE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° ……du (date de la CP°,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif **« Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)** » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR63-13 du 27 septembre 2013.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°……du (date de la CP), la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'organisme……..…pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention :

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à rendre compte de l'état d'avancement du projet sous la forme déterminée par les services de la Région Ile-de-France au minimum une fois par an pendant toute la durée de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à affecter les équipements ayant bénéficié de la présente subvention au projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » au service public de l'enseignement supérieur pour une durée minimum de deux ans.

Le porteur s'engage notamment à communiquer à la Région un calendrier d'exécution du projet assorti d'indicateurs de résultats et d'impacts. Il s'engage également à participer à un ou plusieurs points d'étape après la signature de la convention dans le format proposé par la Région.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention (DVS) est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut solliciter une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention prévue.

Le bénéficiaire peut effectuer cet appel de fonds dès la notification de la présente convention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.4 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la CP ou antérieur) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le (date de la CP).

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention).

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non -respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° ……..du (date de la CP).

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux,

Le……..

L'organisme
(Nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire)

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-587

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE SOUTIEN AUX ÉQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES SÉSAME 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'éducation ;

VU la délibération cadre n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à « La politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 »;

VU la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2015 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération cadre n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des Domaines d'Intérêt Majeur pour la période 2017-2020 ;

VU la délibération n° CP 14-379 du 18 juin 2014 relative au soutien aux programmes 2014 des DIM : fonctionnement et petits et moyens équipements.

VU la délibération n° CP 14-595 du 17 octobre 2014 relative au soutien aux équipements scientifiques DIM et SESAME 2014

VU la délibération n° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative au soutien aux équipements scientifiques DIM et SESAME,

VU la délibération n° CP 17-266 du 5 juillet 2017 relative au soutien aux 9 domaines d'intérêts majeur et des 4 DIM émergents ;

VU la délibération n° CP du 2017- 440 du 20 septembre 2017 relative au soutien à des allocations de recherche sur domaines ciblés ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-587 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux équipements mi-lourds SESAME

Décide de participer au titre du dispositif SESAME au financement de l'acquisition d'équipements mi-lourds par des laboratoires de recherche franciliens, détaillés en annexe 2 à la présente délibération (fiches projets), par l'attribution des subventions d'investissement suivantes :

Identité du bénéficiaire	Projet	Lieu d'installation	Coût total H.T.	Taux d'intervention	Montant maximum prévisionnel de subvention proposée
Université de Paris-Sud	Analyses et Observations: du Micromètre à l'angström - **ATOMA**	Orsay	660 000,00 €	50,00%	330 000,00 €
Université de Paris Pierre et Marie Curie	Création d'une plateforme de microscopie électronique dans le centre de Paris - **PANAM**	Paris	2 900 000,00 €	27,59%	800 000,00 €
ESPCI	Echographe clinique pour l'imagerie multimodale ultrarapide tridimensionnelle - **ECHO3D**	Paris	754 762,00 €	39,75%	300 000,00 €
CEA Saclay	Installation d'imagerie à trois photons pour l'imagerie corticale profonde **- DEEP IMAGING**	Gif-sur-Yvette	909 091,00 €	66,00%	600 000,00 €
CNRS IDF Sud	Centre de RMN pour la chimie et la biologie structurales et analytiques à Paris-Sud - **NMRUPSAY**	Gif-sur-Yvette	1 530 000,00 €	26,14%	400 000,00 €
Université Cergy Pontoise	Résonance magnétique nucléaire à Cergy - **ROMANCE**	Neuville sur Oise	353 270,00 €	36,80%	130 000,00 €
Université Paris Descartes	Métabolomique médicale par RMN à haut débit sur biofluides - **MétaboParis-Santé**	Paris	1 400 000,00 €	25,00%	350 000,00 €
CEA Saclay	Démonstrateur auprès de l'Injecteur de Protons à Haute Intensité pour la réalisation d'une source de neutrons - **IPHI - neutrons**	Gif-sur-Yvette	838 053,00 €	51,53%	430 000,00 €
CNRS IDF Sud	Recherche sur les noyaux exotiques riches en neutrons - **ReTIEN**	Orsay	959 000,00 €	60,48%	580 000,00 €

ESPCI	Plateforme de Nanotechnologie pour Dispositifs Quantiques et Photoniques - **PSL - Nano**	Paris	520 000,00 €	57,69%	300 000,00 €
CNRS IDF Sud	Masqueur électronique de nouvelle génération pour la communauté scientifique et industrielle de Paris Saclay - **MasquENG**	Champs-sur-Marne	2 400 000,00 €	22,92%	550 000,00 €
Université Paris Saclay	Création d'un environnement de conception, de validation et d'expérimentation de systèmes à base d'intelligence artificielle - **Saclay - IA**	Orsay	1 300 000,00 €	46,15%	600 000,00 €
Institut de Physique du Globe Paris	Création d'une plateforme commune de calcul et d'analyse de données à l'IPGP - **DANTE**	Paris	1 145 000,00 €	43,67%	500 000,00 €
IFSTTAR	Plateforme de Recherche Expérimentale Multi-échelle Innovante en risque Sismique - **PREMISS**	Champs-sur-Marne	1 164 400,00 €	51,53%	600 000,00 €
Université Paris Est Créteil	Plateforme multi-échelles pour analyse des effets sanitaires de la pollution atmosphérique et du changement climatique - **PolluRisk**	Créteil	619 355,00 €	64,58%	400 000,00 €
INSERM	Mise en place d'un plateau multi site d'analyse de la Balance Energétique chez le Petit Animal - **BEPA**	Paris	300 000,00	65,00%	195 000,00 €
INSERM	Plateforme d'exploration in situ automatisée des mécanismes cellulaires et moléculaires d'adaptation des vaisseaux, du cœur et des reins à leur environnement normal et pathologique - **PLATeinsit**	Paris	200 000,00	55,00%	110 000,00 €
Institut du Cerveau et de la Moelle épinière	Biomarqueurs génomiques (ADN, ARN et épigénétique) pour les maladies du système nerveux - **SN-ARN**	Paris	265 152,00	66,00%	175 000,00 €
Université Paris Pierre et Marie Curie	Création d'une plateforme d'élevage et d'expérimentation poisson-zèbre - **Zébra-sens**	Paris	1 089 262,00	43,15%	470 000,00 €
CNRS IdF Sud	Un ensemble de spectromètres de masse de pointe pour une protéomique au service de la santé à l'échelle de l'Université Paris-Saclay -**ProteomMS-UPSaclay**	Gif-sur-Yvette	1 411 731,00	36,48%	515 000,00 €
Institut Curie Section de recherche	Mise à niveau de la plateforme de cytométrie de l'Institut Curie pour l'analyse du microenvironnement tumorale - **Curiecytometrie**	Paris	462 226,00	35,70%	165 000,00 €
Total			**21 181 302,00 €**	**46,23%**	**8 500 000,00 €**

Approuve la convention-type figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chacun des bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type figurant en annexe 3 à la délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 8 500 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-001 « Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM) », Action 19200103 « Soutien aux équipements de recherche », nature 204 du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Dépenses anticipées

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions d'investissement visées à l'article 1 de la délibération à compter du 17 Février 2017, date de lancement de l'appel à projets SESAME 2017, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 3 : Modification de l'article 3 à la délibération n°CP 2017-266

Dans le tableau figurant à l'article 3 de la délibération n°CP 2017-266, à la place de l'Université Paris Saclay, il convient de lire Université Paris XIII Villetaneuse.

Article 4 : Avenant n°1 à la convention n°1760

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 1760, tel que présenté en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 5 : Avenant n°1 à la convention n°1761

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 1761, tel que présenté en annexe 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 6 : Avenant n°1 à la convention n°1525

Dans le tableau figurant à l'article 3 de la délibération n° CP 14-379 du 18 juin 2014, pour le DIM « Oxydes multifonctionnels », il convient de lire 303 000 € au lieu de 305 000 €

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 1525, tel que présenté en annexe n°6 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Désaffecte 2 000 €, partie de la subvention octroyée par erreur sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur » du budget 2014.

Article 7 : Avenant n°1 à la convention n°1759

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 1759, tel que présenté en annexe 7 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

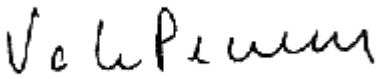
Article 8 : Avenant n°2 à la convention n°1837

Approuve l'avenant n°2 à la convention n° 1837, tel que présenté en annexe 8 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 9 : Avenant n°1 à la convention n°14014891

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 14014891, tel que présenté en annexe 9 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération - Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-587	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192001 - Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)**
Action	**19200103 - Soutien aux équipements de recherche**

Dispositif : N° 00000120 - SESAME

Dossier	EX022019 - SESAME 2017 - ROMANCE			
Bénéficiaire	R3218 - UNIVERSITE CERGY PONTOISE			
Localisation	NEUVILLE-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	130 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
353 270,00 €	HT	36,8 %	130 000,00 €	

Dossier	EX023598 - SESAME 2017 - MétaboParis Santé			
Bénéficiaire	R6379 - UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	350 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400 000,00 €	HT	25 %	350 000,00 €	

Dossier	EX023599 - SESAME 2017 - IPHI-neutrons			
Bénéficiaire	P0029788 - CEA COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES CENTRE DE SACLAY			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	430 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
838 053,00 €	HT	51,31 %	430 000,00 €	

Dossier	EX023602 - SESAME 2017 - ReTIEN			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	580 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
959 000,00 €	HT	60,48 %	580 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-587	Budget	2017

Dossier	EX023604 - SESAME 2017 - MasquENG			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	550 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 400 000,00 €	HT	22,92 %	550 000,00 €	

Dossier	EX023605 - SESAME 2017 - PREMISS			
Bénéficiaire	P0015266 - IFSTTAR INSTITUT FRANCAIS DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES TRANSPORTS DE L'AMENAGEMENT ET DES RESEAUX			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 044 100,00 €	HT	57,47 %	600 000,00 €	

Dossier	EX023614 - SESAME 2017 - NMRUPSay			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 530 000,00 €	HT	26,14 %	400 000,00 €	

Dossier	EX023617 - SESAME 2017 - PSL-Nano			
Bénéficiaire	R33152 - REGIE ESPCI ECOLE SUP PHYSIQUE CHIMIE INDUST			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
520 000,00 €	HT	57,69 %	300 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-587	Budget	2017

Dossier	EX023619 - SESAME 2017 - ECHO3D			
Bénéficiaire	R33152 - REGIE ESPCI ECOLE SUP PHYSIQUE CHIMIE INDUST			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
754 762,00 €	HT	39,75 %	300 000,00 €	

Dossier	EX023623 - SESAME 2017 - ATOMA			
Bénéficiaire	R1499 - UNIVERSITE DE PARIS-SUD			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	330 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
660 000,00 €	HT	50 %	330 000,00 €	

Dossier	EX023631 - SESAME 2017 - Zebra-sens			
Bénéficiaire	R1487 - UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	470 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 089 262,00 €	HT	43,15 %	470 000,00 €	

Dossier	EX023632 - SESAME 2017 - PANAM			
Bénéficiaire	R1487 - UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 900 000,00 €	HT	27,59 %	800 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-587	Budget	2017

Dossier	EX023633 - SESAME 2017 - Deep Imaging			
Bénéficiaire	P0029788 - CEA COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES CENTRE DE SACLAY			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
909 091,00 €	HT	66 %	600 000,00 €	

Dossier	EX023634 - SESAME 2017 - DANTE			
Bénéficiaire	R1913 - IPGP INST PHYSIQUE GLOBE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 145 000,00 €	HT	43,67 %	500 000,00 €	

Dossier	EX023636 - SESAME 2017 - Saclay-IA			
Bénéficiaire	P0032046 - COMUE COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SACLAY			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 300 000,00 €	HT	46,15 %	600 000,00 €	

Dossier	EX023639 - SESAME 2017 - Pollurisk			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
619 355,00 €	HT	64,58 %	400 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-587	Budget	2017

Dossier	EX023643 - SESAME 2017 - Curiecytometrie			
Bénéficiaire	P0026895 - INSTITUT CURIE SECTION DE RECHERCHE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	165 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
462 226,00 €	HT	35,7 %	165 000,00 €	

Dossier	EX024067 - SESAME 2017 - ProteomMS-UPSaclay			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	515 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 411 731,00 €	HT	36,48 %	515 000,00 €	

Dossier	EX024079 - SESAME 2017 - BEPA			
Bénéficiaire	EXM01753 - INSERM			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	195 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	HT	65 %	195 000,00 €	

Dossier	EX024087 - SESAME 2017 - SN-ARN			
Bénéficiaire	P0016711 - INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	175 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
265 152,00 €	HT	66 %	175 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-587	Budget	2017

Dossier	EX024106 - SESAME 2017 - PLATeinsit			
Bénéficiaire	EXM01753 - INSERM			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	110 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	55 %	110 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000120 - SESAME	8 500 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192001 - 19200103	8 500 000,00 €

Annexe 2 à la délibération - Fiches projets SESAME

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022019

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - ROMANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	353 270,00 €	36,80 %	130 000,00 €
	Montant Total de la subvention		130 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE CERGY PONTOISE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95011 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur François GERMINET, Président
N° SIRET : 19951793900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition d'un spectromètre RMN

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
L'objectif du projet ROMANCE est de remplacer deux spectromètres RMN vieillissants par un appareil dernière génération plus performant et plus économe afin de pérenniser la qualité des recherches menées à l'UCP par les deux principaux utilisateurs (LCB et LPPI), garantir une politique de formation par l'excellence aux étudiants, favoriser le rapprochement entre recherche académique et entreprises du territoire via des formations, prestations et collaborations de recherche et rationaliser les coûts de fonctionnement des équipements. Outre l'utilisation de cette RMN pour l'analyse et la caractérisation fine des molécules et macromolécules synthétisées, l'acquisition d'un tel appareil permettra d'effectuer de nouvelles expériences impossibles à réaliser avec les appareils présents pour des raisons de limitations techniques (expériences FAXS et n-FABS de criblage de molécules bioactives, études conformationnelles des peptides, RMN multidimensionnelle, mesure de coefficients de diffusion,...). L'acquisition du nouvel appareillage permettra, en complément de collaborations pour les aspects les plus avancés, de transférer de nouvelles compétences dans les laboratoires de recherche de l'Université de Cergy-Pontoise.

Description :
Après avoir identifié les besoins respectifs des deux principaux utilisateurs, l'appareil qui a été retenu est un spectromètre RMN 400 MHz. Outre le système magnétique (aimant et son Dewar) et sa console électronique, l'appareil sera pourvu d'une unité de température, d'un logiciel de commande ainsi que d'un

passeur d'échantillon afin d'optimiser l'utilisation de l'appareil, notamment la nuit et les week-ends.
Cet appareil permettra d'étudier une large gamme de noyaux et de réaliser un large panel d'expériences RMN 1D et 2D homo- et hétéro-nucléaires (COSY, TOCSY, NOESY, ROESY, HOESY, HMQC, HSQC, HMBC, DOSY, FAXS, n-FABS, INADEQUATE,…) pour la caractérisation de structures chimiques primaires et secondaires, la mesure de constantes cinétiques et thermodynamiques, le criblage de molécules bioactives, l'analyse de mélange ou encore l'étude de dispositifs électrochimiques.

Moyens mis en œuvre :
L'utilisation et la gestion du spectromètre seront sous la responsabilité de l'ingénieur de recherche du LCB. Il sera en charge de la formation des utilisateurs pour les mesures de routine et il assurera les expériences les plus complexes. Lorsque cela sera nécessaire il assurera la formation des doctorants et personnels des laboratoires aux expériences ne relevant pas de l'analyse de routine. L'équipement envisagé comprend un passeur d'échantillons qui permettra d'effectuer les mesures les plus longues les nuits et les week-ends assurant une disponibilité de l'appareil en journée pour les analyses de routine. L'accès au spectromètre RMN sera possible pour les membres des laboratoires de l'université sur la base d'un planning. L'accès des utilisateurs extérieurs à l'université et les demandes de prestations seront encadrés par des conventions établies avec la Direction Recherche et Valorisation de l'université.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le laboratoire de chimie biologique et ses partenaires.

Localisation géographique :
- NEUVILLE-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Spectromètre RMN 400 MHz (système magnétique, console électronique, logiciel, passeur,...)	353 270,00	100,00%
Total	353 270,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	130 000,00	36,80%
Université Cergy-Pontoise	223 270,00	63,20%
Total	353 270,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	40 000,00 €
2020	60 000,00 €
2021	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	202 500,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	3 600,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2015	SESAME	350 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	15 000,00 €
2016	Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	196 133,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	150 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	115 300,00 €
2017	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	500 000,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	44 550,00 €
	Montant total	2 194 995,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023598

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - MÉTABOPARIS SANTÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	1 400 000,00 €	25,00 %	350 000,00 €
	Montant Total de la subvention		350 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5
Adresse administrative : 12 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE
75270 PARIS 06 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Frédéric DARDEL, Président
N° SIRET : 19751721200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition d'un spectromètre RMN pour réaliser des études métabolimiques haut débit.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Créer le Centre National de référence en Métabolomique par RMN appliqué à la santé et à l'étude de l'impact environnemental. Les études pilotes menées depuis 2012 ont eu vocation à montrer la puissance de la RMN dans le diagnostic, le suivi et le pronostic de pathologies variées (maladies métaboliques, maladies rares et orphelines, cancers, endométriose, et dans l'étude de l'impact de l'environnement sur la santé).

Développer les techniques d'analyse globale de biofluides par RMN dans les services hospitaliers de biologie/biochimie de l'AP-HP, en complément des analyses ciblées menées par spectrométrie de masse, améliorerait significativement les données recueillies et la prise en charge des patients tout en contribuant à faire face rapidement et à moindre coût, au nombre important d'actes réalisés dans les hôpitaux.
Ce projet inclut également un volet formation, notamment la création d'un Diplôme d'Université (DU) en « Métabolomique médicale », unique en France, porté par la Faculté des Sciences Fondamentales et Biomédicales de l'Université Paris Descartes. Ce DU sera à destination des chercheurs et médecins de différentes disciplines cliniques, des techniciens hospitaliers et des personnels des laboratoires d'analyses biologiques privés.

Description :
Acquisition d'une console RMN dédiée à la métabolomique : La RMN est essentielle au quotidien de l'analyse métabolomique. L'équipement obtenu récemment grâce au soutien du CNRS présente une excellente sensibilité. Cependant l'acquisition d'une console RMN de dernière génération en remplacement de l'instrumentation obsolète reste indispensable au quotidien de l'analyse métabolomique. Celle-ci permettra d'utiliser au mieux les techniques modernes de RMN. Acquisition d'un robot de préparation et passeur d'échantillon réfrigéré permettra le développement de la plateforme métabolomique qui est freiné par la préparation manuelle des échantillons. Les standards actuels imposent de préparer automatiquement les échantillons biologiques, selon des procédés certifiés ; il n'est donc pas envisageable de mener des projets exploratoires de niveau international sans équipement adapté. L'acquisition d'un passeur d'échantillon réfrigéré est indispensable pour mener des expériences à haut débit sur des fluides biologiques.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : arrivées sur le site d'une équipe (D. Gaugier), recrutement d'un PU (2017), et de chercheurs compétents (K. Audouze, MCU) dans le domaine, recrutement d'un opérateur (Poste ASI, U. Paris Descartes) et d'un IR (U. Paris Descartes - ENS) pour renforcer les développements méthodologiques, permettre une meilleure exploitation des données en relation avec des modèles expérimentaux de physiopathologie et des études épidémiologiques et accroitre la visibilité de la plateforme au travers de collaborations internationales fortes établies de longue durée (par ex avec le leader mondial du domaine : Pr JK Nicholson, Imperial College, London). Ces arrivées de nouvelles compétences associées à celles déjà existantes garantissent le succès de l'opération. Co-financements acquis : 750 k€ CNRS (INC). Locaux : Le confinement L2/P2 de la plateforme nécessaire pour le projet de traitement d'échantillons humains, sera financé par la Faculté des Sciences Fondamentales et Biomédicales.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le Centre Interdisciplinaire de Chimie Biologie de Paris et ses partenaires.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Console RMN 500MHz et l'ensemble du système pour passage automatisé (passeurs, robots, contrôles, systèmes de pilotage, racks,...)	650 000,00	46,43%
Spectromètre RMN 500 MHz et cryosonde	750 000,00	53,57%
Total	1 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	350 000,00	25,00%
CNRS (INC)	750 000,00	53,57%
Université Paris Descartes	200 000,00	14,29%
CICB-Paris (FR3567)	100 000,00	7,14%
Total	1 400 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	105 000,00 €
2020	196 000,00 €
2021	49 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	157 500,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	11 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	132 500,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	200 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 875,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	15 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 380 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	876 978,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	125 100,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 878,15 €
2015	SESAME	700 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	800 000,00 €

2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	670 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	105 750,00 €
2016	Aide régionale à la modernisation des espaces de vie étudiante	200 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 875,00 €
2016	SESAME	450 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	150 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	1 000 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	90 900,00 €
2017	Les cordées de la réussite	35 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	105 500,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	63 765,00 €
	Montant total	7 648 931,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023599

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - IPHI-NEUTRONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	838 053,00 €	51,31 %	430 000,00 €
	Montant Total de la subvention		430 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CEA COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES CENTRE DE SACLAY
Adresse administrative : RTE N 306 RD 36
91191 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur MICHEL BEDOUCHA, Directeur

N° SIRET : 77568501900488

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : création d'un démonstrateur d'une source compacte de neutrons basée sur un accélérateur d'ions légers à haute intensité en vue de la réalisation d'une source à plus haut flux.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Dans le contexte de la fermeture de certains réacteurs de recherche en Europe, et en particulier du réacteur Orphée à Saclay, le projet IPHI - neutrons propose de réaliser auprès de l'Injecteur de Protons à Haute Intensité (IPHI) disponible au CEA Paris-Saclay un démonstrateur en vue de la réalisation future d'une source de neutrons basée sur un accélérateur, SONATE, complémentaire de la source de lumière Soleil. Une source de ce type constituerait une première en Europe. Ce projet est donc un projet ambitieux dont la réalisation renforcerait la visibilité des laboratoires de la région Ile-de-France sur la scène internationale. Le démonstrateur sera ouvert à des utilisateurs académiques dans des domaines tels que la diffusion neutronique (magnétisme, polymères, matériaux) et la recherche fondamentale en physique du neutron. Il permettra d'accueillir des étudiants dans le cadre de stages ou de thèses. Le projet impliquera également les industriels, et en priorité des industriels d'Ile-de-France, à tous les niveaux : pour la

fourniture d'équipements disponibles sur catalogue, pour le développement de la cible produisant les neutrons, comme utilisateurs des neutrons pour l'imagerie ou l'irradiation de composants électroniques, et pour la valorisation d'une telle source compacte de neutrons.

Description :
Optimisation du faisceau de protons d'IPHI:
1. Equipements pour raccordement d'IPHI au klystron pulsé
2. Déviateur rapide pour produire des pulses courts de neutrons
3. Mise à niveau des alimentations et automates
4. Caméra thermique pour monitoring du faisceau sur la cible

Production et modération des neutrons:
1. Echantillons ou prototype afin de développer la technologie pour la cible
2. Cible à base de Béryllium pour un faisceau de 50 kW
3. Chambre faisceau adaptée à la cible
4. Groupe de pompage pour assurer le vide au niveau de la cible
5. Modérateur thermique (polyéthylène) et réflecteur de neutrons
6. Modérateur froid (hydrogène liquide refroidi par un cryogénérateur)
7. Système hydraulique de refroidissement de la cible capable d'extraire 50
8. Bâti support de l'ensemble cible – modérateur - réflecteur

Utilisation des neutrons:
1. Salle de contrôle
2. Blindage cible
3. Blindage accélérateur
4. Monitoring neutrons, gammas
5. Guidage neutrons + support
6. Equipement pour neutronographie

Moyens mis en œuvre :
Le projet sera réalisé sur la base de l'Injecteur de Protons à Haute Intensité (IPHI), un accélérateur en cours de mise en service au CEA/IRFU. IPHI est alimenté par une plateforme radiofréquence. L'accélérateur est situé dans une casemate en béton qui assure la protection du personnel contre les rayonnements. Un système hydraulique de refroidissement est disponible. Des équipements du LLB tels que des dispositifs de mesure des neutrons seront utilisés sur l'installation. Les laboratoires participant au projet possèdent les compétences et l'expérience nécessaires à la réalisation du projet : mise en service et opération d'un accélérateur (IRFU/SACM), simulation de la production et de la modération des neutrons (IRFU/SPhN), réalisation mécanique (IRFU/SIS), guidage, caractérisation et utilisation des neutrons (LLB), modélisation des bruits de fond (SERMA). Ce projet est inscrit dans la stratégie des laboratoires concernés, qui fourniront la main d'œuvre nécessaire à sa réalisation.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'Institut de Recherche sur les lois Fondamentales de l'Univers est ses partenaires.

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Connexion du klystron pulsé	175 000,00	20,88%
Déviateur rapide de faisceau	31 400,00	3,75%
Alimentations et automates	133 306,00	15,91%
Monitoring du faisceau sur la cible	20 000,00	2,39%
Prototype cible	50 000,00	5,97%
Cible	100 000,00	11,93%
Chambre faisceau	10 000,00	1,19%
Pompage cible	8 000,00	0,95%
Modérateur - réflecteur	60 000,00	7,16%
Système de refroidissement cible	75 000,00	8,95%
Bâti support	15 847,00	1,89%
Salle de contrôle	9 700,00	1,16%
Blindage cible	30 000,00	3,58%
Monitoring neutrons et gamma	10 000,00	1,19%
Guidage neutrons + support	59 800,00	7,14%
Blindage accélérateur	50 000,00	5,97%
Total	838 053,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	430 000,00	51,31%
IRFU	408 053,00	48,69%
Total	838 053,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	130 000,00 €
2020	200 000,00 €
2021	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien à l'immobilier d'entreprises	617 200,90 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	515 461,91 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	497 303,69 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	919 640,63 €
2016	SESAME	400 000,00 €
	Montant total	2 949 607,13 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023602

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - RETIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	959 000,00 €	60,48 %	580 000,00 €
	Montant Total de la subvention		580 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD
Adresse administrative : AV DE LA TERASSE
91198 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean Jacques GUILLEMINOT, Délégué régional

N° SIRET : 18008901300635

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition d'équipement pour l'étude des noyaux exotiques riches en neutrons

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
ReTIEN est un élément clé d'un programme de découverte emblématique dédié aux premières observations multiparamétriques de noyaux exotiques riches en neutrons et met l'accent sur la compréhension de la masse nucléaire, la façon dont l'énergie est stockée dans les noyaux atomiques et la façon dont elle peut être transformée. C'est un thème fondamental dans la physique nucléaire moderne et au-delà de la structure nucléaire, les masses atomiques jouent un rôle dans la recherche de l'origine des éléments chimiques dans l'Univers et de leur évolution par rapport aux délais cosmologiques, menant finalement au monde qui nous entoure. De nombreuses théories ont été construites pour décrire avec précision les masses mesurées expérimentalement, mais une théorie généralisée et précise reste insaisissable. ReTIEN vise à apporter une contribution significative grâce à des mesures de masse exotiques à faible débit innovantes et de haute précision. Les objectifs techniques sont les suivants: 1) exploiter un spectromètre de mesure de masse nouvellement acquis MLLTrap fourni par l'université Ludwig-Maximilians de Munich et mettre en place un dispositif innovant d'imagerie en phase physique pour obtenir des observations à haute résolution de noyaux exotiques de courte durée produits à très 2)

créer une station innovatrice de sonde magnétique en collaboration avec une entreprise locale de haute technologie Caylar spécialisée dans la recherche et la recherche pour l'instrumentation, 3) étendre la capacité future à des mesures de piégeage nucléaire intégrées très innovantes dans une collaboration continue et, 4) pour optimiser et partager l'équipement dans des efforts étroits de collaboration.

Description :
Les techniques de mesure de masse ont été développées pendant de nombreuses années dans des collaborations internationales, et MLLTrap est le premier spectromètre de masse Double Penning-Trap à succès qui sera exploité pour la recherche fondamentale en France. Pour atteindre ces objectifs, les noyaux radioactifs produits dans l'installation ALTO (Accélerateur Linéaire auprès du Tandem d'Orsay) doivent être injectés dans les appareils de mesure de masse dans une séquence bien définie et l'instrumentation nécessaire à cela, un collecteur de refroidissement par quadrupôle radiofréquence (RFQCB). La ligne d'accélérateur nouvellement conçue, qui permettra à MLLTrap de se lier avec l'installation ALTO existante.

Moyens mis en œuvre :
30 physiciens et ingénieurs sont directement impliqués dans le projet ReTIEN. Les équipes IPN et CSNSM travaillent en étroite collaboration, l'IPN étant responsable de la charge de travail technique initiale de ReTIEN par l'intermédiaire du Bureau d'Etudes local dans la Division Accelerator et avec Caylar, notre partenaire collaborateur. ReTIEN est déjà partiellement financé par 350 k€ attribué par un prix P2IO-LabEx en 2016, reçu au début de 2017. Un soutien partiel pour la recherche industrielle et le développement d'un montant de 30 k€ a été garanti grâce à un partenariat avec le Laboratoire de l'Accélérateur Linéaire en Orsay.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'Institut de Physique Nucléaire et ses partenaires.

Localisation géographique :
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Système d'instrumentation pour le MLLTrap	366 000,00	38,16%
Système de ionisation laser et d'orientation nucléaire - LINO	195 000,00	20,33%
Système de polarisation des noyaux exotiques	95 000,00	9,91%
Ligne de transfert des noyaux	245 000,00	25,55%
Gaussmètre haute précision	58 000,00	6,05%
Total	959 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	580 000,00	60,48%
Labex-P2IO	349 000,00	36,39%
LAL-CNRS	30 000,00	3,13%
Total	959 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	174 000,00 €
2020	325 000,00 €
2021	81 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	SESAME	1 070 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 880 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	3 000 000,00 €
	Montant total	5 956 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023604

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - MASQUENG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	2 400 000,00 €	22,92 %	550 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD
Adresse administrative : AV DE LA TERASSE
91198 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean Jacques GUILLEMINOT, Délégué régional
N° SIRET : 18008901300635

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition d'un masqueur électronique nouvelle génération

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Le Centre des Nanosciences et des Nanotechnologies (C2N) est le nœud francilien du réseau national RENATECH des grandes centrales de nanotechnologies. Une des missions du C2N est de doter la région Ile-de-France de moyens de nano-fabrication au plus haut niveau. Les avancées scientifiques actuelles tant en nano-physique, sciences de l'ingénieur, chimie et biologie nécessitent des techniques d'élaboration de plus en plus sophistiquées. Les outils technologiques offerts par le C2N à la communauté académique et industrielle doivent pouvoir répondre aux ambitions que les tutelles ont affichées en portant le projet de création du C2N jusqu'à sa localisation au cœur du plateau de Saclay. Il se doit donc de renouveler son potentiel pour se maintenir à la pointe de la technologie et aux premières places de la compétition internationale dans les domaines des nanosciences et des nanotechnologies. Une des techniques les plus utilisées et les plus performantes pour la réalisation de nanostructures est la lithographie électronique. Le C2N possède actuellement deux équipements de lithographie électronique : un équipement encore très performant mais qui a désormais 17 ans d'âge et qui a été poussé aux limites des performances. Les nouvelles générations de lithographie électroniques permettent d'attendre des nouvelles performances toute en permettant l'utilisation de l'équipement à un grand nombre d'utilisateurs: une réelle ouverture à l'ensemble de la communauté académique et industrielle de la région ainsi qu'à la

formation.

Description :
Acquisition d'un nanomasqueur électronique de dernière génération.

Moyens mis en œuvre :
En plus des financements obtenus dans le cadre du CPER, le C2N s'engage à compléter à hauteur de 350k€ la somme nécessaire à l'achat. L'aménagement de l'équipement est déjà prévu dans le projet immobilier en cours avec la réalisation d'une pièce dédiée dans les salles blanches répondant aux normes drastiques en terme d'environnement électromagnétique, vibrationnel, aéraulique et thermique pour pouvoir accueillir un tel équipement. L'ouverture de l'équipement à la communauté sera mis en œuvre par l'équipe technique du C2N assurant formation, accompagnement et support aux utilisateurs. L'environnement logistique nécessaire est également prévu, entièrement informatisé, permettant réservation, suivi et facturation suivant les modalités d'accueil du réseau RENATECH et du modèle économique du C2N.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le Centre des Nanosciences et des Nanotechnologies et ses partenaires.

Localisation géographique :
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Masqueur Electronique (Lithographie, porte-objets, lasers, détecteurs,...)	2 400 000,00	100,00%
Total	2 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	550 000,00	22,92%
MENESR	1 000 000,00	41,67%
CNRS	500 000,00	20,83%
C2N	350 000,00	14,58%
Total	2 400 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	165 000,00 €
2020	310 000,00 €
2021	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	SESAME	1 070 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 880 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	3 000 000,00 €
	Montant total	5 956 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023605

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - PREMISS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	1 044 100,00 €	57,47 %	600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		600 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IFSTTAR INSTITUT FRANCAIS DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES TRANSPORTS DE L'AMENAGEMENT ET DES RESEAUX

Adresse administrative : BOULEVARD ISAAC NEWTON
77420 CHAMPS-SUR-MARNE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Jacques TAVERNIER, Président

N° SIRET : 13001342800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Construire une plateforme unique en Europe dédiée à la compréhension et la caractérisation du phénomène destructeur de liquéfaction sous séisme des sols

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Le projet scientifique proposé par les équipes IFSTTAR/CEA/ENPC-Navier se donne comme objectif de réaliser une avancée scientifique et technique majeure sur la compréhension et la caractérisation du phénomène de liquéfaction des sols sous séisme. L'objectif est de mieux caractériser la réponse sismique non linéaire des sols (dont la liquéfaction) et l'interaction dynamique sol-structure de fondation en laboratoire à différentes échelles, et de limiter ainsi les dommages sur les ouvrages et les réseaux urbains. . Les trois partenaires proposent une plateforme d'appareils complémentaires aptes à observer ces phénomènes de l'échelle du matériau intermédiaire jusqu'à celle de l'ouvrage. Ainsi le sol testé sous un ouvrage modèle à échelle 1 dans le plus grand pourra être testé à l'échelle de l'interface sol-structure dans le matériel de taille intermédiaire et à l'échelle de son volume élémentaire représentatif dans l'essai de laboratoire. Les chercheurs pourront ainsi comprendre les modifications de la structure des matériaux et des interfaces, comme la réorganisation des particules, lors de l'action sismique et son influence sur

l’interaction sol-structure. Il n’existe pas de plateforme de ce type en France et en Europe. Seuls quelques centres de recherche au Japon et aux États Unis d’Amérique sont à même de relever ce défi scientifique.

Description :

Les trois équipements envisagés sont les suivants. L'IFSTTAR laboratoires SRO-SV propose d’analyser l’influence de la rotation des axes principaux générant la liquéfaction grâce à un appareil de cisaillement simple cyclique en torsion permettant l'application de certains chemins de contraintes cycliques ou de déformations spécifiques. Le laboratoire EMS du CEA Saclay propose le développement d'un conteneur laminaire se composant de trois sous-parties : une sous-structure dite « interne » qui contient le sol afin de minimiser les effets inertiels supplémentaires/parasites associés à sa masse ; une sous-structure dite « externe », en acier ; un système de drainage/saturation permettant la saturation et la désaturation du sol pour la réalisation d’essais de sols incluant la liquéfaction sur table vibrante. L'équipe géotechnique du laboratoire Navier de l'ENPC propose de développer une mini table vibrante servohydraulique qui viendra compléter cette plate-forme d’essai.

Moyens mis en œuvre :

Le laboratoire IFSTTAR SRO-SV réalise des recherches et expertises dans le domaine de l’interaction dynamique sol-structure depuis les années 80. Ses chercheurs s’appuient sur un laboratoire avec des appareillages cycliques et des dispositifs d'essais in situ, et les moyens de modélisation numérique associées. Le Laboratoire CEA-EMSI gère depuis 1991 une plateforme expérimentale regroupant 3 tables vibrantes dont AZALEE (sollicitation possible suivant 6 degrés de liberté), une des plus performantes en Europe de par sa taille (6 m x 6 m) et sa masse embarquable (100 tonnes). L’équipe support dispose d’une expérience acquise depuis plus de 35 ans. Le laboratoire Navier de l'ENPC possède de nombreux dispositifs triaxiaux asservis permettant de solliciter les sols dans la gamme cyclique ainsi que des modèles physiques géotechniques en chambre d’étalonnage. Les équipes des différents partenaires disposent de personnels techniques formés affectés aux équipements expérimentaux.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

L'IFSTTAR, le CEA, l'ENPC-Navier et leurs partenaires.

Localisation géographique :

- CHAMPS-SUR-MARNE
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Presse de torsion	125 300,00	12,00%
Pilotage et acquisition de données	62 800,00	6,01%
Préparation des éprouvettes (dispositifs de taille)	16 500,00	1,58%
Divers matériels (Installation, étalonnage et modification des systèmes électriques et hydrauliques)	10 500,00	1,01%
Mini table vibrante équipée (composantes servohydrauliques, conteneur à sable laminaire,...)	129 000,00	12,36%
Conteneur laminaire (anneaux métalliques, système de guidage, structure externe de support, plaque de drainage, installation,...)	535 000,00	51,24%
Instrumentation (capteurs d'accélération, capteurs de pression,...)	45 000,00	4,31%
Pilotage (électronique de contrôle)	120 000,00	11,49%
Total	1 044 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	600 000,00	57,47%
IFFSTAR-GERS	83 300,00	7,98%
ENPC-Navier	44 800,00	4,29%
CEA-iSEISM	316 000,00	30,27%
Total	1 044 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	180 000,00 €
2020	320 000,00 €
2021	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	830 586,76 €
2015	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	111 700,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	760 021,40 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	123 621,77 €
2017	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	97 195,79 €
	Montant total	707 943,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023614

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - NMRUPSAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	1 530 000,00 €	26,14 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD
Adresse administrative : AV DE LA TERASSE
91198 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Bertrand MINAULT, Délégué régional
N° SIRET : 18008901300635

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Création d'un centre de RMN pour la chimie et la biologie structurales et analytiques à Paris-Sud
Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Le projet « NMRUPSAY » rassemble plusieurs communautés scientifiques (matériaux, catalyse, chimie des substances naturelles, chimie médicinale, biologie structurale, biologie et santé) et consiste à créer au sein du campus Paris-Saclay une plateforme pluridisciplinaire de Recherche et Développement dans les domaines de la chimie et de la biologie où la RMN est essentielle. La subvention SESAME va permettre le regroupement et l'optimisation de l'ensemble des spectromètres à haut champ magnétique du campus Paris-Saclay en un lieu unique et l'acquisition d'une cryosonde fluor. L'ensemble des équipements de la plateforme sera accessible aux utilisateurs, issus des mondes académiques et industriels, afin de développer des projets interdisciplinaires en biologie structurale (en synergie avec la microscopie, la cristallographie, la biophysique et la bio-informatique), biologie cellulaire, chimie moléculaire et chimie médicinale. Cette plateforme donnera à la communauté une opportunité unique d'accéder à l'ensemble des outils nécessaires à la description et à la compréhension des structures moléculaires à des échelles de temps et de tailles multiples, ouvrant des perspectives en particulier dans la connaissance des

mécanismes moléculaires du vivant, et dans la conception de nouveaux médicaments.

Description :
Le projet s'appuie sur un parc de spectromètres de RMN dont les champs magnétiques, consoles électroniques et sondes doivent être optimisés pour des études fondamentales sur la réactivité chimique (catalyse), la compréhension des mécanismes du vivant, les modes d'action de substances actives en vue en particulier de leur optimisation pour la conception de nouveaux médicaments. Dans ce contexte, la RMN du fluor est un outil extrêmement puissant pour la caractérisation et l'optimisation des produits fluorés et l'étude des interactions entre ligands et biomolécules. Deux consoles électroniques et cryosondes de dernière génération à 700MHz permettront la mise en place d'expériences optimales, en particulier en termes de sensibilité et de rapidité. Une cryosonde fluor, permettant l'analyse combinée du proton, du carbone-13, de l'azote-15 et du fluor-19, unique en Ile de France, renforcera considérablement l'attractivité de la plateforme, tant pour les académiques que pour les industriels.

Moyens mis en œuvre :
La plateforme sera installée à l'ICSN (Gif-sur-Yvette), qui bénéficie déjà d'une infrastructure à haut champ opérationnelle, avec une grande halle contenant actuellement 5 spectromètres (2*600MHz, 700MHz, 800MHz, 950MHz). Un spectromètre 700MHz de l'I2BC sera installé dans cette halle sans travaux supplémentaires. La plateforme à haut champ, labélisée IBISA, fait partie du nœud Paris-Sud du programme investissement d'avenir FRISBI. Le spectromètre 950MHz fait partie de l'infrastructure nationale IR-RMN (financements CNRS-INC).La console et la sonde du 800MHz sont récentes. Deux consoles modernes 600MHz ont été financées récemment grâce à un apport d'IBISA. Une grande partie du financement est apportée par l'infrastructure FRISBI. Une autre part sera apportée par un partenaire industriel. En dehors de l'apport demandé à la Région, le reste du financement sera apporté par les tutelles et laboratoires de la communauté NMRUPSAY.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'Institut de Chimie des Substances Naturelles et ses partenaires.

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Console 700 MHz	574 000,00	37,52%
Console 700 MHz + cryosonde	729 000,00	47,65%
Cryosonde Fluor 600 MHz	227 000,00	14,84%
Total	1 530 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	400 000,00	26,14%
FRISBI	475 000,00	31,05%
SERVIER	150 000,00	9,80%
CEA	380 000,00	24,84%
ENS Paris-Saclay	80 000,00	5,23%
CNRS	20 000,00	1,31%
BIOCIS	5 000,00	0,33%
ICSN	10 000,00	0,65%
I2BC	10 000,00	0,65%
Total	1 530 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	90 000,00 €
2020	220 000,00 €
2021	90 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	SESAME	1 070 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 880 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	3 000 000,00 €
	Montant total	5 956 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023617

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - PSL-NANO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	520 000,00 €	57,69 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGIE ESPCI ECOLE SUP PHYSIQUE CHIMIE INDUST
Adresse administrative : 10 RUE VAUQUELIN
75231 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jean-François JOANNY, Directeur

N° SIRET : 20000068500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Création d'une plateforme de nanotechnologie pour dispositifs quantiques et photoniques

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Le projet proposé vise à l'installation d'une plateforme de nanotechnologie à l'ESPCI Paris, destinée d'une part aux travaux de recherche portés par des équipes de quatre établissements membres de Paris Sciences et Lettres (PSL) : L'Ecole de Physique et Chimie Industrielles de la ville de Paris (ESPCI Paris), l'Ecole Normale Supérieure (ENS), l'Observatoire de Paris-Meudon (OPM) et le Collège de France (CdF), et d'autre part à l'enseignement pratique des étudiants de l'ESPCI Paris. Cette plateforme intégrera de nombreux équipements actuellement dispersés sur le campus de l'ESPCI pour former un ensemble cohérent dans la perspective du nouveau bâtiment de l'ESPCI Paris. Elle sera modernisée et complétée par des équipements partiellement financés par la présente demande. Cet ensemble sera intégré dans le consortium « Salle Blanche Paris Centre » (SBPC), et sera donc accessible à une large communauté de chercheurs et d'étudiants parisiens. Au cours de ces dernières années, les activités de l'ESPCI Paris dans le domaine des nanosciences et des dispositifs quantiques et photoniques se sont considérablement développées. En interaction avec d'autres équipes de PSL, et sur certaines thématiques avec des industriels, les chercheurs mènent des recherches fondamentales et tournées vers l'innovation qui nécessitent des équipements de micro- et nano-fabrication de plus en plus pointus.

Description :
Les équipements financés par ce projet sont des outils de réalisation de nanostructures (évaporateur e-beam UHV et Lithographie optique laser) et de caractérisation (AFM, Dektak, microsoudeuse).

Moyens mis en œuvre :
Ces équipements seront installés à l'ESPCI Paris, puis regroupés au sein d'une nouvelle salle dédiée aux Nanotechnologies dans le futur bâtiment. Le fonctionnement de l'ensemble sera assuré par l'ESPCI Paris et le LPEM. Les coûts de fonctionnement annuels de ces nouveaux équipements sont estimés à 10 k€, répartis pour moitié sur le budget de l'ESPCI Paris, et pour moitié sur celui du LPEM. Une péréquation sera réalisée au sein de SBPC pour la contribution des utilisateurs extérieurs, comme c'est déjà le cas aujourd'hui. Un poste d'assistant ingénieur CNRS au LPEM est en partie dédié à la gestion des équipements de micro- nano-fabrication de l'ESPCI Paris. Il sera donc le responsable de ces nouveaux équipements. Ce poste était jusque très récemment occupé par un agent qui est parti en mutation. Une procédure NOEMI est en cours au CNRS pour le remplacer.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le Laboratoire de Physique et d'Etude des Matériaux et ses partenaires.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Evaporateur UHV	460 000,00	88,46%
Microsoudeuse	32 000,00	6,15%
AFM	28 000,00	5,38%
Total	520 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	300 000,00	57,69%
ESCPCI Paris	70 000,00	13,46%
LPEM	50 000,00	9,62%
Financement propres des équipes du LPEM (ANR, contrats, etc …)	100 000,00	19,23%
Total	520 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	100 000,00 €
2020	160 000,00 €
2021	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	11 250,00 €
2014	SESAME	410 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	800 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	567 254,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	8 100,00 €
2015	SESAME	400 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	704 400,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	909 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	6 750,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	150 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	650 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	5 800,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Projets R&D&I collaborative dans les domaines de SRI-SI	176 916,00 €
	Montant total	4 799 470,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023619

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - ECHO3D

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	754 762,00 €	39,75 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGIE ESPCI ECOLE SUP PHYSIQUE CHIMIE INDUST
Adresse administrative : 10 RUE VAUQUELIN
75231 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jean-François JOANNY, Directeur
N° SIRET : 20000068500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition d'un échographe clinique pour l'imagerie multimodale ultrarapide tridimensionnelle

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
L'équipe "Physique des Ondes pour la Médecine" développe depuis une décennie une nouvelle méthode d'échographie, permettant de passer d'une cadence d'imagerie de 50 à plus de 10 000 images/sec. L'échographie ultrarapide permet l'étude de phénomènes physiologiques se produisant à l'échelle de la milliseconde, ouvrant ainsi de vastes champs d'applications cliniques inexplorés et offrant de meilleures performances que des modalités d'imagerie lourdes comme l'imagerie par résonance magnétique et le scanner. Les travaux précédents ont déjà établi le potentiel clinique de nombreux modes d'imagerie 2D inédits (quantification de l'élasticité des organes, cartographie de l'organisation des fibres musculaires, quantification des flux sanguins, cartographie de la vascularisation). L'objectif du projet est de mettre au point le premier échographe ultrarapide 3D pour l'imagerie clinique multimodale, et le mettre à disposition de partenaires cliniques répartis dans la région Ile-de-France. Un tel échographe permettra de drastiquement améliorer le diagnostic et la prise en charge des pathologies cancéreuses, cardiovasculaires et neurologiques. Les objectifs spécifiques sont : A- développer de nouvelles modalités d'imagerie basées sur l'échographie ultrarapide 3D ; B- développer une plateforme d'imagerie ultrarapide 3D consistant en un équipement mobile, qui sera déplacé sur les différents sites d'expérimentation ; C-

disséminer l'imagerie ultrarapide 3D vers des hôpitaux franciliens pour établir la faisabilité clinique de concepts inédits.

Description :

Le passage de l'imagerie 2D à l'imagerie 3D nécessite d'augmenter drastiquement le nombre de voies électroniques des échographes, afin de piloter des sondes ultrasonores matricielles capables d'imager de larges volumes. Le soutien de la région Ile-de-France servira à l'achat d'un système électronique capable de piloter 2048 éléments ultrasonores (473 266 €, Verasonics, Redmond, WA, Etats-Unis).

Moyens mis en œuvre :

Le personnel et les frais de fonctionnement nécessaires à la réalisation du projet sont déjà financés par les organismes de tutelle du laboratoire (Inserm, CNRS, ESPCI) et l'Accélérateur de Recherche Technologique (ART) de l'Inserm. L'ESPCI s'engage à financer l'achat d'une sonde matricielle 64x48 éléments

Enfin, le laboratoire a déjà obtenu le financement d'un système à 1024 voies électroniques grâce à la Fondation Leducq dans le cadre du programme Equipement de Recherche et Plateformes Technologiques. Cet équipement, combiné au système qui sera acquis avec le soutien de la Région, permettra de construire un échographe ultrarapide à 3072 voies électroniques.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

L'équipe "Physique des Ondes pour la Médecine et la Biologie", l'ESPCI et leurs partenaires.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Système électronique 1024 voies	412 262,00	54,62%
Extension système électronique 1792 voies	300 000,00	39,75%
Sonde ultrasonore matricielle 1792 éléments	42 500,00	5,63%
Total	754 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	300 000,00	39,75%
ESPCI	42 500,00	5,63%
Fondation Leducq	412 262,00	54,62%
Total	754 762,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	90 000,00 €
2020	168 000,00 €
2022	42 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	11 250,00 €
2014	SESAME	410 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	800 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	567 254,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	8 100,00 €
2015	SESAME	400 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	704 400,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	909 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	6 750,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	150 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	650 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	5 800,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Projets R&D&I collaborative dans les domaines de SRI-SI	176 916,00 €
	Montant total	4 799 470,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023623

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - ATOMA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	660 000,00 €	50,00 %	330 000,00 €
	Montant Total de la subvention		330 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS-SUD
Adresse administrative : 15 RUE GEORGES CLEMENCEAU
91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Sylvie RETAILLEAU, Présidente

N° SIRET : 19911101400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Participation à l'achat d'un microscope électronique à transmission tout équipé pour toute la communauté de Paris-Sud / Paris-Saclay.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Ce projet d'équipement concerne l'acquisition d'un microscope électronique en transmission (MET) qui doit s'insérer dans un dispositif expérimental déjà présent sur Paris-Sud / Paris-Saclay. Ce projet d'acquisition intéresse des communautés scientifiques variées : chimie, chimie-physique, science des matériaux, chimie-biologie, pharmacie-médecine, mécanique, physique, astronomie, etc., ayant des besoins similaires et extrêmement urgents d'imagerie et d'analyse jusqu'à l'échelle sub-nanométrique (jusqu'à 0.14 nm) et nécessitant un recours majeur à la microscopie électronique en transmission. Plus d'une dizaine d'unités appartenant à différents départements se sont donc réunies pour participer à ce projet d'acquisition d'un MET 200 kV, complet et adapté aux besoins de chacun des partenaires en imagerie et en analyse, et leur permettant ainsi de développer leurs recherches dans des conditions optimales. Mais aussi de former leurs étudiants et de développer leurs relations existantes et de nouvelles avec des entreprises innovantes de la région.

Description :
L'équipement est un Microscope Electronique en Transmission (MET). Il sera équipé d'un canon électronique de type LaB6, d'une haute tension de 200 kV (résolution 0.14 nm) et d'un étage permettant la diffraction électronique. En ce qui concerne l'acquisition des images, une caméra de toute nouvelle génération, rapide et sensible, l'équipera afin de pouvoir acquérir à la fois des images et des diffractogrammes. En effet, une excellente caméra est essentielle pour les images mais aussi pour la diffraction électronique (dynamique du signal est très importante). De plus, un analyseur EDS (energy dispersive spectroscopy) sera également installé afin de permettre l'analyse chimique ponctuelle ou sous forme de cartographie grâce au mode STEM (accessoire de balayage du faisceau électronique). Les porte-objets spécifiques à l'analyse chimique, aux nanoparticules et à la diffraction sont prévus également.

Moyens mis en œuvre :
Le microscope sera installé au sein de la plateforme MATMECA et joint à la plateforme PICMMO. Il représentera le chainon manquant entre les microscopes à balayage existants (équipés de multiples accessoires analytiques), le FIB (focus ion beam) permettant en particulier la préparation des échantillons et le microscope très haute résolution. Il sera suivi en particulier par trois ingénieurs déjà en place et en charge de la microscopie électronique chez les différentes partenaires (en particulier à l'ICMMO et à CentraleSupelec).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'Institut de Chimie Moléculaire et des Matériaux d'Orsay et ses partenaires.

Localisation géographique :
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Microscope Electronique à Transmission	480 000,00	72,73%
Caméra	120 000,00	18,18%
Système d'analyse chimique	60 000,00	9,09%
Total	660 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	330 000,00	50,00%
ICMMO	60 000,00	9,09%
CS	60 000,00	9,09%
LCP	15 000,00	2,27%
IAS	15 000,00	2,27%
ISMO	15 000,00	2,27%
ENS Paris-Saclay	15 000,00	2,27%
Labex Charmmmat	60 000,00	9,09%
Labex LaSIPS	40 000,00	6,06%
Université Paris-Sud ERM	50 000,00	7,58%
Total	660 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2019	100 000,00 €
2020	185 000,00 €
2021	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	245 250,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	215 552,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	65 172,00 €
2014	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2014	SESAME	200 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	23 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	35 000,00 €
2014	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	20 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 750,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	6 000 000,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	4 500,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	194 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	66 837,00 €
2015	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 870,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	30 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	16 906 780,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	164 700,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	161 586,80 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	63 438,00 €
2016	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) -	9 000,00 €

	Fonctionnement	
2016	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	17 070,00 €
2017	Actions internationales - Dépenses d'investissement	50 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	141 600,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	57 094,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2017	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	200 000,00 €
	Montant total	27 480 471,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023631

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - ZEBRA-SENS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	1 089 262,00 €	43,15 %	470 000,00 €
	Montant Total de la subvention		470 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE
Adresse administrative : 4 PLACE JUSSIEU
75252 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean CHAMBAZ, Président
N° SIRET : 19751722000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Création d'une plateforme d'élevage et d'expérimentation poisson-zèbre au sein des Instituts de la Vision et de l'Audition réunis dans une UMR Neurosensoriel

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Le projet « Zebra-Sens» porté par l'UPMC s'inscrit dans l'objectif d'acquisition des connaissances indispensables pour guider la recherche thérapeutique des atteintes de la vision et de l'audition en s'appuyant sur l'élucidation de leurs mécanismes pathogéniques sous-jacents. Il a aussi pour but de permettre la mise en œuvre d'un criblage pharmacologique à haut débit in vivo visant à prévenir et à traiter ces atteintes. Il a de plus l'objectif d'évaluer la toxicité rétinienne et l'otoxocicité potentielle de tout nouvel agent thérapeutique. Enfin, les cellules sensorielles sont capables de régénérer chez le poisson, ce qui n'est pas le cas chez les mammifères. Ainsi, le poisson zèbre est un modèle irremplaçable pour développer des approches permettant la régénération, chez les patients, des cellules sensorielles dans la rétine et dans la cochlée. Ce projet vise à créer une plateforme d'animalerie poissons zèbre (Danio rerio) intégrée comprenant 2 espaces : un espace principal, sur le site de l'Institut de la Vision, dédié à l'élevage et à l'exploration de la fonction visuelle des poissons-zèbres et un espace plus petit à l'Institut de l'Audition, réservé à l'investigation des fonctions auditive et vestibulaire ainsi qu'au criblage de molécules. Cette plateforme est placée sous la responsabilité scientifique de Filippo Del Bene, spécialiste

mondialement reconnu de la génétique du poisson zèbre. Elle sera utilisée par de nombreuses équipes de l'IDV et de l'IDA. Ce projet s'inscrit dans le cadre du DIM émergent « Longévité et Vieillissement ».

Description :

Acquisition des équipements nécessaires à la création d'une animalerie aquatique à l'Institut de la Vision : Système de traitement de l'eau (Station, cuve, réservoir), Système d'hébergement (20 Portoirs et 1000 bacs et bacs pour le change), 3 Systèmes robotisés pour la distribution automatique de nourriture, 1 Système de lavage des matériels aquatiques. Equipements nécessaires à la création d'une plateforme d'investigation et de screening pour l'Institut de l'Audition Système de traitement de l'eau, Système d'hébergement (5 Portoirs et 250 bacs et 25 pour le change), Système robotisé pour la distribution automatique de nourriture.

Moyens mis en œuvre :

Trois animaliers employés à temps plein seront dédiés au bien-être, nourrissage et à l'élevage des animaux hébergés. Ils seront également responsables de la maintenance des différentes lignées sauvages. Une assistante ingénieur travaillant déjà au sein de l'équipe Del Bene sera présente pour encadrer, enseigner et entraîner les nouveaux utilisateurs aux techniques fréquemment utilisées tels que le croisement de poissons et la production d'embryons, la micro-injection, le génotypage etc. L'ensemble des utilisateurs de la plateforme poissons-zèbre auront suivi une formation dédiée à l'expérimentation animale selon la nouvelle réglementation européenne et les nouveaux utilisateurs auront la possibilité d'être formés par les animaliers dans un premier temps et devront suivre une formation supplémentaire pour les projets de longue durée (plus d'un an) au sein de la plateforme. Enfin, la plateforme sera encadrée par un vétérinaire agréé.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

L'Institut de la Vision et ses partenaires.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Institut de la Vision - Système de traitement de l'eau (station de traitement, cuves, réservoir de stockage,...)	128 304,00	11,78%
Institut de la Vision - Système d'hébergement (portoirs et bacs)	209 034,00	19,19%
Institut de la Vision - Système robotisé pour la distribution automatique de nourriture (robots, structures aluminium, réservoirs, imprimantes, kits de nettoyage,...)	260 201,00	23,89%
Institut de la Vision - Equipements zone de quarantaine (portoir et bacs)	48 313,00	4,44%
Institut de la Vision - Systèmes de lavage des matériels aquatiques (machine à laver, aménagement,...)	48 548,00	4,46%
Institut de la Vision - Installation, logistique et manutention	89 961,00	8,26%
Institut de l'Audition - Système de traitement de l'eau (station de traitement, cuves, réservoir de stockage,...)	52 800,00	4,85%
Institut de l'Audition - Système d'hébergement (portoirs et bacs)	58 732,00	5,39%
Institut de l'Audition - Système robotisé pour la distribution automatique de nourriture (robots, structures aluminium, réservoirs, imprimantes, kits de nettoyage,...)	148 742,00	13,66%
Institut de l'Audition - Installation, logistique et manutention	44 627,00	4,10%
Total	1 089 262,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	470 000,00	43,15%
Fondation Voir et Entendre	130 000,00	11,93%
UPMC (réseau PTF)	30 000,00	2,75%
UPMC (crédit du laboratoire)	159 262,00	14,62%
Fondation Agir pour l'Audition	180 000,00	16,52%
Fondation UPMC	120 000,00	11,02%
Total	1 089 262,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	140 000,00 €
2020	260 000,00 €
2021	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	200 250,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	21 250,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	121 658,66 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	28 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	100 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	500 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	614 413,72 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	33 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	155 933,17 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2016	SESAME	150 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	115 300,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	109 350,00 €
	Montant total	3 123 205,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023632

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - PANAM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	2 900 000,00 €	27,59 %	800 000,00 €
	Montant Total de la subvention		800 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE
Adresse administrative : 4 PLACE JUSSIEU
75252 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean CHAMBAZ, Président
N° SIRET : 19751722000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition et remise à niveau de microscopes électronique à transmission pour la plateforme PANAM

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
La Microscopie Electronique en Transmission (MET) est un outil incontournable pour étudier les propriétés de la matière condensée à l'échelle nanométrique voire atomique. C'est en effet le seul instrument qui permette, sur un même objet, (i) d'étudier la structure atomique, (ii) de déterminer la nature chimique des atomes et le type d'interaction qui les lient ou encore (iii) d'accéder à la plupart des excitations élémentaires du solide dans une gamme d'énergie s'étendant de 0.5 eV à 2 keV en combinant spectroscopies d'électrons et de photons. À cela, il faut ajouter toutes les possibilités d'expériences in situ qui font dorénavant du microscope électronique un véritable laboratoire. Les possibilités et les performances de ces modes d'investigation de la matière ont connu une révolution technologique récente dont ont bénéficié plusieurs disciplines – la Physique, la Chimie, les Sciences de la Terre et de l'Environnement, le Patrimoine et la Biologie, comme en témoignent les considérables investissements en équipements de ce type des grands instituts de recherche nationaux et internationaux. Le but de ce projet est la mise en place d'une plateforme de microscopie électronique commune aux COMUE Sorbonne

Universités et Sorbonne Paris-Cité. Cette structure, labellisée par le CNRS sous forme de groupement de service, offrira aux équipes de recherche et aux acteurs socio-économiques de la région Ile de France des moyens d'investigations actuellement inexistants sur Paris-Centre.

Description :
Il vise à l'acquisition de deux équipements en microscopie électronique en transmission et à balayage de dernière génération. Le premier instrument, qui sera installé sur le site de l'UPMC, sera dédié à l'analyse physico-chimique quantitative des matériaux à l'échelle atomique et comportera : un canon avec monochromateur, un correcteur des aberrations du condenseur et des spectromètres hautes performances tant pour l'EELS et l'XEDS que pour la cathodoluminescence. Ce microscope associera les techniques d'imagerie (STEM – ABF, ADF, HAADF) et spectroscopiques XEDS et EELS avec une très haute résolution spatiale (< 0.1 nm) et spectrale (80 meV pour l'EELS). La deuxième partie du projet concerne la microscopie in situ. Il s'agit d'un upgrade de l'ARM200F CFEG de l'université Paris Diderot consistant en : l'ajout d'un correcteur d'aberration du condenseur, l'installation d'un détecteur SDD à large angle de collection et des porte-objets liquide et gaz compatibles avec l'analyse XEDS.

Moyens mis en œuvre :
L'équipement visé aura vocation à être intégré dans une plateforme pluridisciplinaire de Nano-Caractérisation soutenue par Sorbonne Universités, établissement porteur du présent projet. Elle constituera l'équipement ""de pointe"" d'un ensemble de 5 appareils aux performances plus standard. Elle sera installée dans des locaux adaptés et dont les caractéristiques ont été vérifiées. Un poste d'ingénieur de recherche sera affecté à la plateforme. La personne recrutée sera chargée du bon fonctionnement de l'équipement et de l'accueil des équipes désirant travailler sur l'appareil. Une quinzaine de chercheur(e)s et d'ingénieur(e)s émanant des équipes partenaires pourront participer à l'animation scientifique de la plateforme (accueil, formation).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La plateforme pluridisciplinaire de Nano-Caractérisation soutenue par Sorbonne Universités et ses utilisateurs.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Microscope électronique à transmission corrigé des aberrations avec monochromateur	2 900 000,00	100,00%
Total	2 900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	800 000,00	27,59%
UPMC - Plateformes	600 000,00	20,69%
UPMC - Labex MATISSE	400 000,00	13,79%
UPMC - Labex MiChem	150 000,00	5,17%
UPMC - Plateformes	50 000,00	1,72%
UPMC - Fondation	200 000,00	6,90%
ERC - Calcyan	50 000,00	1,72%
ERC - PlanetDive	50 000,00	1,72%
Sorbonne Universités SATS-SU	300 000,00	10,34%
CNRS - INP	300 000,00	10,34%
Total	2 900 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	200 000,00 €
2020	500 000,00 €
2021	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	200 250,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	21 250,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	121 658,66 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	28 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	100 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	500 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	614 413,72 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	33 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	155 933,17 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2016	SESAME	150 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	115 300,00 €

2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	109 350,00 €
	Montant total	3 123 205,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023633

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - DEEP IMAGING

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	909 091,00 €	66,00 %	600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		600 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CEA COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES CENTRE DE SACLAY
Adresse administrative : RTE N 306 RD 36
91191 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur MICHEL BEDOUCHA, Directeur
N° SIRET : 77568501900488

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Création d'une installation d'imagerie à trois photons pour l'imagerie corticale profonde

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Le premier objectif de ce projet est de proposer à la communauté des neurosciences en Ile-de-France un scanner à 3 photons pour visualiser de grandes populations de neurones dans des régions profondément inexplorées du cerveau de souris ainsi que dans le cortex de singes réveillés, ce qui serait unique en Europe. L'installation sera construite dans Neurospin à proximité d'un noyau de chercheurs travaillant activement sur le traitement sensoriel et la cognition. Cela comprend le laboratoire de l'UNICOG dirigé par Stanislas Dehaene, ainsi que le laboratoire de l'UNIC dirigé par Daniel Shulz, actuellement au campus CNRS de Gif-sur-Yvette, mais qui sera relocalisé à NeuroPSI, le nouveau Paris Saclay Institute for Neuroscience. Le deuxième objectif du projet est d'intégrer les nouvelles techniques d'optique adaptative dans l'installation, conçues pour des longueurs d'onde élevées pour atteindre un rapport signal / bruit le plus élevé possible. Ce développement sera réalisé par le laboratoire LOB de l'Ecole Polytechnique en particulier par l'équipe de Beaurepaire. La nouvelle installation favorisera des collaborations hautement multidisciplinaires entre certains des meilleurs laboratoires de l'Université Paris-Saclay, permettant une façon unique d'étudier les circuits corticaux qui sous-tendent les processus cognitifs sensoriels et de haut

niveau. En outre, il pourrait fournir une installation d'imagerie de pointe qui profiterait à toute la communauté neuroscientifique dans la région.

Description :
Pour le système à 3 photons, la dépense principale est un laser femtoseconde qui peut fournir une puissance significative à 1300nm. Ces lasers ne sont que très récemment disponibles dans le commerce et sont donc très coûteux. A cela s'ajoute un microscope qui lui-même doit être adapté pour 1300nm. De très petites quantités de vecteurs viraux devant être injectées avec précision dans le cortex, une machine d'anesthésie, un microscope neurochirurgical et une chambre . Un système de stimulation auditive et visuelle est nécessaire, ainsi qu'un système d'eyetracking précis. Le dernier équipement est un poste d'optique adaptative.

Moyens mis en œuvre :
L'installation sera construite dans une salle dédiée à Neurospin. L'intérieur de cette pièce sera reconstruit en fonction des exigences spécifiques de l'installation (ventilation, isolation optique, stabilité mécanique et thermique). L'établissement fera partie de la zone préclinique avec un accès direct à la fois animaux.
Les chercheurs impliqués dans le projet ont tous des postes permanents à l'exception de Timo van Kerkoerle qui recevra un poste permanent par le CEA dans le cas où la proposition actuelle sera acceptée. Tous les laboratoires ont plusieurs étudiants en doctorat, post-doctorants, techniciens, etc. Les laboratoires sont bien financés et capables d'attirer de nouveaux employés dédiés au projet en cours.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le CEA-I²BM et ses partenaires

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Laser femtoseconde 3-photons	230 000,00	25,30%
Microscope à balayage	250 000,00	27,50%
Microscope chirurgicale	50 000,00	5,50%
Système d'enregistrement	120 000,00	13,20%
Chambre d'imagerie	20 000,00	2,20%
Système de maintien	24 091,00	2,65%
Système d'optique adaptative (optiques, détecteurs,...)	140 000,00	15,40%
Système d'isolement	45 000,00	4,95%
Système d'analyse stimuli	30 000,00	3,30%
Total	909 091,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	600 000,00	66,00%
CEA, DRF	159 091,00	17,50%
Equipex Morphosonde	150 000,00	16,50%
Total	909 091,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	180 000,00 €
2020	336 000,00 €
2021	84 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'immobilier d'entreprises	617 200,90 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	515 461,91 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	497 303,69 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	919 640,63 €
2016	SESAME	400 000,00 €
	Montant total	2 949 607,13 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023634

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - DANTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	1 145 000,00 €	43,67 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IPGP INST PHYSIQUE GLOBE PARIS
Adresse administrative : 1 RUE JUSSIEU
75238 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Claude JAUPART, Directeur
N° SIRET : 19753428200078

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Création d'une plateforme innovante et interdisciplinaire de calcul et d'analyse de données.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Le but du projet DANTE est de fédérer les ressources de calcul et d'analyse intensive de données de l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP) et du laboratoire Astroparticule et Cosmologie (APC) de l'Université Sorbonne-Paris-Cité (USPC), au sein d'une plateforme commune de calcul et d'analyse de données et d'un pôle de compétences multidisciplinaire installé à l'IPGP. Cet instrument scientifique fournira un environnement et des services facilitant l'exploitation de données générées par les systèmes d'observation, les applications de simulation, d'inversion et d'assimilation de données en activité à USPC. Il constituera un "laboratoire numérique" pour faire émerger de nouvelles thématiques et méthodes afin d'exploiter les informations contenues dans la masse de données issue des systèmes d'observation, missions spatiales et des simulations numériques. DANTE est un pas décisif vers la mutualisation des infrastructures de calcul et d'analyse de données intensives à l'USPC, et vers leur hébergement et fonctionnement dans un des futurs "data centres" labellisés par le MENESR. Initialement proposé dans le cadre des Sciences de la Terre et de l'Univers, DANTE fournira un cadre pour s'ouvrir au sein de l'USPC vers d'autres communautés telles que médecine, bioinformatique et sciences économiques et sociales, en

synergie avec d'autres efforts en Île-de-France. DANTE est conçu en synergie avec le projet d'école universitaire de recherches porté à USPC dans le cadre du Labex Univearths.

Description :

Un centre de calcul et d'analyse de données composé de 72 serveurs à 28 coeurs et 64 Go de RAM, 16 serveurs à 28 coeurs et 128 Go de RAM, 4 serveurs "épais" à 20 coeurs, 256 Go de RAM et 2,4 To de disques SSD, 2 To bruts de stockage parallèle et un réseau Infiniband (interconnection). Un centre Environnement de Virtualisation composé de 16 noeuds à 36 coeurs et 128 Go de RAM, 48 To bruts de stockage parallèle et un réseau Infiniband (interconnection). Un centre de stockage persistant composé d'une baie hautement sécurisée de 591 To utiles.

Moyens mis en œuvre :

L'IPGP et l'APC assureront ensemble un co-financement à 56% du projet, sur fonds propres déjà disponibles. L'IPGP intégrera la plateforme dans deux salles informatiques existantes assurant une efficacité énergétique. L'IPGP fournira un cœur de réseau et un lien RENATER 10 Gigabits. L'IPGP assurera une politique d'accès respectant une fédération d'identification et d'autorisation pour les ressources et les données de la plateforme. L'IPGP et l'APC entendent promouvoir l'OpenData et l'OpenScience.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 10 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

L'IPGP et ses partenaires.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Centre calcul et analyse de données (serveurs et équipements informatiques)	813 000,00	71,00%
Centre environnement de virtualisation (serveurs et équipements informatiques)	152 000,00	13,28%
Centre de stockage persistant	180 000,00	15,72%
Total	1 145 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	500 000,00	43,67%
IPGP/APC	645 000,00	56,33%
Total	1 145 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	150 000,00 €
2020	280 000,00 €
2021	70 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023636

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - SACLAY-IA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	1 300 000,00 €	46,15 %	600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		600 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUE COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SACLAY

Adresse administrative : RTE DE L'ORME AUX MERISIERS
91190 SAINT-AUBIN

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Gilles BLOCH, Président

N° SIRET : 13002074600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : acquisition d'une infrastructure de calcul mutualisée pour soutenir les activités de recherche dans le domaine de l'Intelligence Artificielle (IA)

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Cet équipement de recherche est destiné à tous les acteurs de la région Ile-de-France, qu'ils soient étudiants, chercheurs ou industriels. Il offre un environnement de conception, de validation et d'expérimentation de systèmes à base d'IA : depuis la recherche sur les architectures de calcul, les langages de programmation et les systèmes d'acquisition et de traitement de l'information, jusqu'aux applications industrielles. Il vise en premier lieu à rendre accessibles aux différentes populations d'utilisateurs les équipements (espaces de stockage, nœuds de calculs munis d'accélérateurs graphiques (GPU)) et les logiciels adaptés aux spécificités des algorithmes d'IA. Conformément aux recommandations de #France IA, 2 types de besoins sont identifiés : d'une part, une plateforme de recherche amont (Lab-IA), évolutive dans sa configuration et capable d'absorber des pics d'activités induits par la participation à des challenges internationaux, par l'organisation de hackathons ou de modules de formation; d'autre part, une plateforme de transfert technologique (Factory-IA) largement ouverte aux industriels et offrant, notamment aux PME/ETI,

des solutions performantes, des services stabilisés aussi bien pour le stockage et l'accès sécurisé aux données que pour les environnements de calcul. Une gouvernance commune, des interactions étroites entre les équipes impliquées permettront à Factory-IA de bénéficier des résultats de Lab-IA et de maintenir ses technologies au meilleur niveau. Ce projet s'inscrit dans le cadre du DIM émergent « Réseau Francilien en Sciences Informatiques ».

Description :
Lab-IA contient un ensemble de nœuds de calcul embarquant de 2 à 8 cartes GPU par nœud (avec interconnexion haut débit entre cartes), et des tailles variables de mémoire CPU et GPU afin de répondre à des besoins de recherche variés: calcul mono- ou multi-GPU, traitements de données statiques ou en flux etc. De vastes capacités de stockages sont associées à cet équipement, afin de pouvoir traiter en particulier de données multimédia (images, vidéos, etc.).
Factory-IA comporte une infrastructure de stockage de données non structurées (entre 500 et 750 To utile) et de de calcul répartie entre CPU, GPU et multi-cœurs (la majorité des capacités se portant sur l'acquisition de cartes GPU), plus une infrastructure logicielle permettant de constituer une chaîne de conception, de validation des algorithmes d'IA, c'est-à-dire les plateformes d'environnement, les outils de créations d'applications ou de gestion des entrepôts de données, les outils pour la programmation des réseaux de neurones, etc.

Moyens mis en œuvre :
La part complémentaire du financement sera prise en charge par les principaux partenaires du projet (CEA-List, CNRS, Univ Paris-Sud et IMT), soit un cofinancement de l'ordre de 55 %. Les frais d'aménagement et d'environnement (électricité, climatisation, etc.) ne sont pas compris dans le calcul du budget et sont également à la charge des établissements hébergeur (le CEA-List pour Factory-IA et le CNRS pour Lab-IA) ; il en va de même pour les frais d'intégration, d'adaptation ou de développement de l'environnement logiciels à partir d'outils « open source » ou les frais opérationnels liés au maintien et à l'exploitation de l'équipement (essentiellement de la main d'œuvre).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le LIMSI et ses partenaires.

Localisation géographique :
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Lab IA - Baie de stockage et disques durs	27 000,00	2,08%
Système de calcul (nœuds de Lab IA - calcul, mémoires, cœurs,...)	323 000,00	24,85%
Factory IA - Baie de stockage et disque dur	330 000,00	25,38%
Factory IA - Infrastructure de calcul (nœuds, cœurs, mémoires,...)	560 000,00	43,08%
Factory IA - Matériel de service interconnexions (réseau, racks,...)	60 000,00	4,62%
Total	1 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	600 000,00	46,15%
CEA-LIST	500 000,00	38,46%
CNRS	100 000,00	7,69%
Laboratoires LTCI et SAMOVAR	40 000,00	3,08%
Université Paris Sud	60 000,00	4,62%
Total	1 300 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	180 000,00 €
2020	330 000,00 €
2021	90 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	SESAME	157 000,00 €
2016	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	367 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023639

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - POLLURISK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	619 355,00 €	64,58 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Olivier MONTAGNE, Président
N° SIRET : 19941111700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : création d'une plateforme multi-échelles pour analyse des effets sanitaires de la pollution atmosphérique et du changement climatique.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
S'appuyant sur leurs compétences respectives dans les domaines de la santé (IMRB) et de la simulation réaliste de la pollution (LISA), ce projet propose de rentrer dans une nouvelle ère d'études de toxicologie environnementale, en introduisant un véritable saut technologique à travers le développement d'un dispositif expérimental extrêmement original permettant d'examiner les effets d'atmosphères complexes et réalistes sur la santé. Un tel dispositif est totalement inédit et repose sur l'association
- de la chambre expérimentale CESAM (disponible au LISA) chargée de la génération d'atmosphères modèles à
- des outils d'exposition à l'échelle préclinique développés à l'IMRB (allant de cellules en culture aux modèles murins).
Plus spécifiquement, il s'agit d'une part, d'équiper la chambre expérimentale CESAM d'un analyseur de type ACSM (Aerosol Chemical Speciation Monitor) permettant l'analyse en continu par temps de vol, de la composition des aérosols en termes de spéciation et de suivi de l'évolution de l'aérosol. D'autre part, il

s'agit de coupler à la chambre CESAM un montage expérimental permettant l'exposition non seulement de modèles murins précliniques (armoire ventilée Noroit), mais aussi de cellules à l'interface air-liquide (Cultex Radial Flow System). Enfin, l'achat d'un cytomètre en flux avec système automatisé Drop Delay permettrait de compléter les équipements déjà disponibles au sein de l'IMRB pour la chaîne d'analyse des échantillons biologiques ainsi exposés.

Description :
L'Aerosol Chemical Speciation Monitor (ACSM) est un spectromètre de masse aérosol été développé sur la base de l'instrument AMS afin de permettre une mesure rapide des composantes chimiques majeures des particules submicroniques non-réfractaires dans une optique de fonctionnement en continu pour des activités de monitoring sur le long terme. Armoire ventilée de type Noroit - S'appuyant sur les compétences en développement instrumental du LISA, nous proposons de développer un tel système d'exposition à partir d'une armoire ventilée d'animalerie. Un système d'exposition haut de gamme pour l'exposition directe d'inserts de cultures cellulaires (voire de boîtes de Petri) à l'interface air-liquide, grâce à un système modulaire comportant un module guidant les aérosols et un module d'échantillonnage. Trieur de cellules - Cytomètre en flux doté d'un système "drop delay" pour un réglage critique de la pureté et le rendement du tri. Ce projet s'inscrit dans le cadre du DIM émergent « Qualité de l'air, Impacts sanitaires et Innovations technologiques et politiques ».

Moyens mis en œuvre :
Cette plateforme PolluRisk comblera ainsi la lacune existante entre des études expérimentales d'exposition à un composant isolé de la pollution de l'air (ne reflétant pas la complexité des atmosphères) et des études épidémiologiques (longues à réaliser et pas ou peu mécanistiques dans le sens biologique du terme). Un tel montage expérimental n'a aucun équivalent national ni international, et de ce fait confèrerait à la Région Ile de France une position de référence dans le champ de l'évaluation des effets sanitaires de la pollution atmosphérique. Les personnels impliqués du LISA et de l'IMRB agiront de concert pour la mise en place et la validation (technique et scientifique) du matériel demandé. Notamment, des campagnes d'exposition (modèles précliniques murins et cellules à l'interface air-liquide) à différents atmosphères complexes contrôlés seront effectuées, et les analyses biologiques seront réalisées tout au long de la mise en place des différents équipements.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le LISA, l'IMRB et leurs partenaires.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Analyseur de type ACSM	269 220,00	43,47%
Armoire ventilée type Noroit	26 935,00	4,35%
Système de flux radial pour l'exposition aux cellules	83 200,00	13,43%
Cytomètre en flux	240 000,00	38,75%
Total	619 355,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	400 000,00	64,58%
UPEC	219 355,00	35,42%
Total	619 355,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	100 000,00 €
2020	260 000,00 €
2021	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	292 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	198 000,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	110 930,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	12 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	291 700,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	3 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 750 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	261 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	194 000,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	114 365,00 €
2015	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	15 000,00 €

2015	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	400 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	216 450,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	220 000,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	118 045,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	102 728,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	186 100,00 €
2017	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	1 072,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	240 000,00 €
2017	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	115 290,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l’e-éducation et l’e-santé	350 760,35 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	92 455,20 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	7 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	6 055 550,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024067

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - PROTEOMMS-UPSACLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	1 411 731,00 €	36,48 %	515 000,00 €
	Montant Total de la subvention		515 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD
Adresse administrative : AV DE LA TERASSE 91198 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean Jacques GUILLEMINOT, Délégué régional
N° SIRET : 18008901300635

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition d'ensemble de spectromètres de masse de pointe pour une protéomique au service de la santé à l'échelle de l'Université Paris-Saclay

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Afin de soutenir les projets de recherche compétitifs d'une centaine d'équipes du CNRS, de l'INRA, de l'INSERM, du CEA, de l'UPSud et d'AgroParisTech qui étudient les aspects fonctionnels, cellulaires, structuraux, diagnostiques et thérapeutiques des protéines, les 4 plateformes Protéomiques Paris-Saclay (P2S) se sont associées pour structurer un ensemble technologique cohérent, performant et ouvert de service commun. Ce réseau est composé des plateformes SICaPS (I2BC, NeuroPSI-Gif), PAPPSO (MICALIS et GQE, Jouy et Le Moulon), TransProt (IPSIT, Châtenay) et l'US33 (IAL, Hôpital Paul Brousse, Villejuif). Ce projet fédératif souhaite renforcer le parc instrumental et permettre un développement concerté de ces plateformes à l'échelle de Paris-Saclay, en s'appuyant sur les expertises et thématiques spécifiques à chaque plateforme, dans le but de pouvoir répondre aux besoins en progression d'identifications et de quantifications rapides de protéines (grand nombre de protéines dans des mélanges très complexes, protéines cibles, bio-marqueurs), d'analyses de protéomiques fonctionnelles (modifications post-traductionnelles (MPTs), modifications chimiques à visées thérapeutiques), et d'analyses structurales

(interactions protéine-protéine, déterminants structuraux). Ce projet accompagnera la structuration au plan de la recherche et de la formation de l'UPSaclay en proposant une expertise partagée et une réelle force de frappe dans le domaine de la protéomique au service de la santé.

Description :
Acquisition de différents spectromètres de masse. Un spectromètre de masse Haute-Performance neuf (type Orbitrap Tribrid LUMOS) sur SICaPS (I2BC, Gif), pour accéder à de nouvelles méthodes d'analyses, avec une haute résolution et des vitesses et sensibilités accrues dédiées aux approches de protéogénomique, d'analyses de MPTs, d'interactomique et de protéomique structurale. Un spectromètre de masse Haute-Résolution (LTQ-Orbitrap Velos) déménagé de SICaPS à TransProt (IPSIT, Chatenay), et une chaine chromatographique nanodébit neuve sur TransProt, pour accéder à la MS haute-résolution, avec une vitesse d'acquisition et une sensibilité élevées, et renforcer les approches dédiées à l'innovation thérapeutique et aux études cliniques/précliniques. Un spectromètre de masse Haut-Débit neuf (type Q Exactive Plus) sur PAPPSO (MICALIS Jouy), pour gagner en vitesse d'analyses et en sensibilité, et renforcer les approches globales de découverte sur des échantillons complexes et des grandes cohortes.

Moyens mis en œuvre :
Pour les moyens humains, l'ensemble des 4 plateformes fonctionne grâce à un personnel compétent dans différents domaines: biochimie des protéines, spectrométrie de masse, bio-informatique, statistiques. L'ensemble des moyens humains représente 14.25 ETP répartis comme suit: 8,75 ETP à PAPPSO, 3 ETP à SICaPS, 1,5 ETP à TransProt, 1 ETP à IAL/US33. Les laboratoires de rattachement des plateformes assurent un soutien logistique (devis, facturation, communication, lien avec les industriels et mise en place du label qualité). Pour les locaux, il y au total 534 m² : 154 m² PAPPSO, 130 m² à l'I2BC, 200 m² Trans-Prot, 50 m² IAL/US33. Pour le fonctionnement, il y a pour chaque plateforme, le mode de gouvernance et l'animation instaurée au sein des unités hébergeantes sont appliquées, et une charte d'utilisation garantit la bonne utilisation de la plateforme et les échanges constructifs entre la plateforme et les utilisateurs. Une animation interne spécifique entre les plateformes P2S va être mise en place.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les plateformes SICaPS (I2BC, NeuroPSI-Gif), PAPPSO (MICALIS et GQE, Jouy et Le Moulon), TransProt (IPSIT, Châtenay), US33 (IAL, Hôpital Paul Brousse, Villejuif) et leurs partenaires.

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Spectromètre de masse Haute-Performance	807 693,00	57,21%
Spectromètre de masse Haute-Performance et chaine nanoLC	151 988,00	10,77%
Spectromètre de masse Haut-Débit	452 050,00	32,02%
Total	1 411 731,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	515 000,00	36,48%
CNRS DIALOG I2BC	150 000,00	10,63%
I2BC (SICaPS)	50 000,00	3,54%
IPSIT (TransProt)	50 000,00	3,54%
MICALIS-GQE (PAPPSO)	30 000,00	2,13%
IBISA 2017 (I2BC, SICaPS)	150 000,00	10,63%
ERM 2018 (I2BC, SICaPS; IPSIT, TransProt	80 000,00	5,67%
INSERM- ARIANE2017 IPSIT (TransProt)	50 000,00	3,54%
INRA 2017 (MICALIS, PAPPSO)	137 000,00	9,70%
IBISA 2018 (MICALIS, PAPPSO)	149 731,00	10,61%
CNRS- DIALOG 2017 IPSIT (TransProt)	50 000,00	3,54%
Total	1 411 731,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	155 000,00 €
2020	280 000,00 €
2021	80 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	SESAME	1 070 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 880 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	3 000 000,00 €
	Montant total	5 956 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024079

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - BEPA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	300 000,00 €	65,00 %	195 000,00 €
	Montant Total de la subvention		195 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE
Adresse administrative : 101 RUE DE TOLBIAC
75013 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Madame Marie-Pascale MARTEL, Déléguée Régionale

N° SIRET : 18003604800635

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition de cages métaboliques pour l'installation d'un plateau d'analyses métaboliques sur le site de l'Institut Cochin

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
L'ambition de ce projet est d'implanter au niveau Parisien la plus importante et performante plateforme multi-sites consacrée à l'analyse de la balance énergétique chez le petit animal. La plateforme (BEPA)-Paris Diderot-Paris Descartes participera à l'attractivité de la région Ile-de-France comme pôle majeur de la recherche en Europe. Cela se traduira par l'élaboration de collaborations de recherche avec des équipes académiques, des équipes de l'industrie, et la production de publications de haut impact et si possible de propriété intellectuelle.

Description :
L'objet de cette demande est l'acquisition d'un système d'analyse métabolique du plus haut degré de résolution (devis ci-joint fourni par un des leaders sur le marché TSE Systems GmbH). Ce système, déjà validé par le Plateau EPF de Paris Diderot et le plateau PMM de Paris Descartes permet, chez la souris et le rat, l'analyse non-invasive et complètement automatisée de plusieurs paramètres : prises alimentaire et hydrique, choix alimentaire, mesure de la consommation d'oxygène, production de dioxyde de carbone,

quotient respiratoire (indicatif de la nature du métabolisme glycolytique ou oxydatif), dépense énergétique globale, ainsi que l'activité spontanée et la mesure fine des déplacements dans les trois dimensions.

Moyens mis en œuvre :

Cette plate-forme, ouverte aux équipes académiques de Paris Diderot et de Paris Descartes (Institut Cochin, aux équipes de l'Institut Necker Enfants Malades (INEM) et du PARRC l'HEGP (Centre de Recherche Cardiovasculaire)), sera ouverte aux collaborations de recherche avec l'industrie via des contrats de prestation de service.

Pour assurer la synergie entre les deux plates-formes, une charte commune de qualité (analyse des résultats, méthodes et protocoles d'éthique, compilation informatique) sera établie. Pour ce faire, l'activité d'un ingénieur sera dédiée au fonctionnement de la plate-forme du site Cochin (formé par l'ingénieur de Paris Diderot).

De plus, les Plateaux Descartes et Diderot souhaitent mettre en place des formations continues sur les analyses métaboliques, destinées au personnel technique et aux étudiants des deux Universités. Une école thématique ainsi que la dissémination des connaissances sous forme de séminaires seront mises en place entre les deux sites.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Les équipes académiques des universités Paris Diderot et Paris Descartes travaillant sur la balance énergétique chez le petit animal.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Système d'analyse métabolique à haut degré de résolution	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	195 000,00	65,00%
Equipe Dentin - Institut Cochin	55 000,00	18,33%
Institut Cochin	50 000,00	16,67%
Total	300 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	70 000,00 €
2020	75 000,00 €
2021	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024106

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - PLATEINSIT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	200 000,00 €	55,00 %	110 000,00 €
	Montant Total de la subvention		110 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE
Adresse administrative : 101 RUE DE TOLBIAC
75013 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Madame Marie-Pascale MARTEL, Déléguée Régionale

N° SIRET : 18003604800635

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition d'un nouvel automate d'immunohistochimie

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
En pathologie vasculaire, des progrès majeurs sont apparus dans la prise en charge des patients. Un développement important de nouvelles molécules et de la médecine personnalisée a permis de modifier la qualité et l'espérance de vie de nombreux patients. Ces progrès ont été possibles, entre autres, grâce au développement de biomarqueurs prédictifs de réponse aux traitements. Ainsi depuis quelques années, il est apparu essentiel de développer les marquages des différentes populations cellulaires infiltrant ou composant un tissu et leur lecture, en particulier dans un contexte des pathologies vasculaires. Le PARCC a été le premier en France à être doté d'un scanner spectral multiparamétrique. Le développement des marquages multiparamétriques en fluorescence in situ, nous a permis de développer une expertise dans ce domaine et d'enrichir l'offre de la plateforme d'Histologie et de Morphologie en proposant un service d'automatisation de la lecture des lames marquées par fluorescence associé à un logiciel de traitement des images à haut débit.

Description :
Le nouvel automate d'immunohistochimie demandé dans le cadre de l'appel à projets SESAME sera au

cœur du dispositif dédié au déploiement, à l'optimisation et à l'automatisation des marquages multiparamétriques en fluorescence, de la lecture des lames et de leurs analyses. Ces dernières années, les concepts et approches expérimentales utilisés afin d'aborder les aspects physiopathologiques sont profondément remaniés par le développement de nouvelles techniques d'imagerie spectrale et de marquages multiples. Plusieurs équipes du PARCC ont acquis une grande compétence en microscopie photonique et bénéficié des systèmes d'acquisition et d'analyse spectral. Toutefois, les équipements actuellement disponibles ne permettent pas d'avoir des analyses simples, rapides, avec des résultats fiables, standardisés et parfaitement reproductibles.

Moyens mis en œuvre :
Cet outil simplifiera l'acquisition des données sur de grandes séries de modèles animaux et de cohortes de patients, car à l'heure actuelle nous ne maitrisons ces techniques que manuellement, ce qui est un frein indéniable. Le développement de cette plateforme s'inscrit dans la dynamique de formation, d'innovation et d'excellence déployée par les différentes équipes du PARCC en collaboration avec de très nombreuses autres tant sur le plan national qu'international

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le PARCC et ses partenaires.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Automate immunohistochimie	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	110 000,00	55,00%
Inserm U970 PARCC	90 000,00	45,00%
Total	200 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	60 000,00 €
2020	112 000,00 €
2021	28 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023643

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - CURIECYTOMETRIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	462 226,00 €	35,70 %	165 000,00 €
	Montant Total de la subvention		165 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20422-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT CURIE SECTION DE RECHERCHE
Adresse administrative : 26 RUE D'ULM
75005 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Madame Geneviève ALMOUZNI, Directrice

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78425716400045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Mise à niveau de la plateforme de cytométrie de l'Institut Curie par l'achat d'un cytomètre analyseur X30/50 pour l'analyse du microenvironnement tumorale

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Ce projet vise à analyser de manière détaillée le stroma des tumeurs (fibroblastes, compartiment myéloïdes et lymphoïde) ainsi que les ganglions drainant les tumeurs, les lymphocytes du sang étant utilisés comme point de comparaison. Ce programme constitue l'approfondissement d'un programme sur l'étude du micro-environnement tumorale déjà engagé par les différentes équipes de l'Institut Curie. Il rassemble des équipes spécialisées dans l'analyse des fibroblastes, du compartiment myéloïde, des lymphocytes T et de l'intégration des données. L'analyse des prélèvements en suspension est complétée par des études morphologiques et fonctionnelle ex vivo. La disponibilité de modèles animaux pertinents (tumeurs génétiquement induites dans le poumon) permet de tester certaines des hypothèses générées par les données obtenues chez l'homme.

Description :
La cytométrie multiparamétrique reste une technique de référence pour l'analyse du phénotype des

cellules en suspension en raison du grand nombre de cellules qui peuvent être analysées avec une bonne robustesse avec les nouveaux fluorochromes disponibles, et, en comparaison de la cytométrie par spectrométrie de masse, de sa bonne sensibilité, et de son cout moindre avec une transposition directe des méthodes de marquage pour le tri cellulaire. L'acquisition d'un appareil avec 5 lasers et 28 fluorescences pour la plateforme de cytométrie de l'Institut Curie vise à remplacer une machine qui n'a que 12 paramètres (LSRII) et à augmenter le débit d'analyse de l'autre appareil disponible qui est limité à 17 couleurs.

Moyens mis en œuvre :
L'appareil envisagé sera localisé dans une plateforme comportant 3 trieurs (Astrios EQ, Aria III, S3), 2 autres cytomètres analyseur (Cytoflex, Fortessa) et un appareil associant cytométrie et morphologie cellulaire (Amnis). Les 3 ingénieurs de la plateforme assurent l'entretien optimum des instruments et la formation théorique et pratique des utilisateurs. Certains des autres projets des > 100 utilisateurs réguliers de la plateforme bénéficieront particulièrement du nouvel instrument: ontogénie des lymphocytes T, description du compartiment fibroblastiques, monitoring des essais cliniques d'immunothérapie ou analyse des macrophages dans la maladie à VIH.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'équipe "Immunité et cancer" de l'Institut Curie et ses partenaires.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cytomètre à déconvolution spectrale	102 226,00	22,12%
Cytomètre - analyseur de cellules	360 000,00	77,88%
Total	462 226,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	165 000,00	35,70%
Plan Cancer équipements en cancérologie 2017	297 226,00	64,30%
Total	462 226,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	50 000,00 €
2020	90 000,00 €

2021	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Insertion professionnelle des doctorants	1 500,00 €
	Montant total	1 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024087

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SESAME 2017 - SN-ARN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SESAME	265 152,00 €	66,00 %	175 000,00 €
	Montant Total de la subvention		175 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20422-192001-1800
19200103- Soutien aux équipements de recherche

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE
Adresse administrative : 47-83 BOULEVARD DE L'HOPITAL 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GERARD SAILLANT, Président

Date de publication au JO : 13 septembre 2006

N° SIRET : 50161612200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SESAME
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010
Objet du projet : Acquisition d'équipements de gestion de collections d'échantillons biologiques

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Objectifs :
Le projet « SN-ARN : biomarqueurs génomiques (ADN, ARN et épigénétique) pour les maladies du système nerveux », concerne une approche multi-pathologies innovante basée sur la recherche de biomarqueurs génomiques dans l'étude de plusieurs maladies neurodégénératives, psychiatriques, neuro-développementales et de tumeurs cérébrales primitives. Le consortium du projet fédère 16 équipes franciliennes de l'ICM, l'APHP et l'Institut Pasteur. Les biomarqueurs génomiques sont cruciaux et manquent toujours à l'heure actuelle pour comprendre toutes les phases de ces pathologies et évaluer l'effet des futures approches thérapeutiques. Pour cela, les équipes de recherche ont un besoin crucial d'analyser un grand nombre d'échantillons biologiques dont la qualité est assurée, pour découvrir des profils Biomarqueurs précis et fiables.
L'ICM souhaite ainsi acquérir un automate d'extraction d'acides nucléiques (ADN/ARN) et une station de

stockage automatisée d'échantillons à -80°C. Ils seront validés et pris en charge pour les équipes par les 3 Centres de Ressources Biologiques (CRB) du consortium, certifiés pour le management de la qualité, afin de mettre en place les nouvelles prestations de préparation d'acides nucléiques, en particulier d'ARN, et de stockage de haute qualité, requises pour la phase pré-analytique des projets scientifiques et cliniques du consortium. Les équipements seront aussi ouverts aux investigateurs académiques et industriels qui ont des projets dans ce domaine.

Description :
Acquisition d'un automate pour la préparation d'acides nucléiques. C'est un extracteur automatique d'acides nucléiques (ARN et ADN) incluant une station de pipetage et un module de séparation/purification magnétique utilisant la technologie Chemagen. Il peut traiter un large éventail de types et de quantités d'échantillons biologiques (sang, salive, cellules, tissus), avec kits de réactifs adaptés. Les acides nucléiques générés sont compatibles pour analyse par un large spectre de techniques, dont celles à haut débit.

Moyens mis en œuvre :
Le consortium de 16 équipes de la Région IDF (ICM, AP-HP, Institut Pasteur) :
-3 Centres de Ressources Biologiques (CRB)
-1 plateforme de génotypage-séquençage
-12 équipes de recherche (cliniques et scientifiques)
Les personnels techniques des CRB partenaires, comportant 4 techniciens et 2 assistants Ingénieurs travaillant à temps complet.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'Institut du Cerveau et de la Moelle épinière et ses partenaires.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Robot de purification d'acides nucléiques (équipement principal, rotor, transport, installation, formation, maintenance,...)	265 152,00	100,00%
Total	265 152,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	175 000,00	66,00%
Institut du Cerveau et de la Moelle épinière	90 152,00	34,00%
Total	265 152,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	50 000,00 €
2020	100 000,00 €
2021	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	90 000,00 €
2015	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	90 000,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	327 083,40 €
2016	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	79 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Projets R&D&I collaborative dans les domaines de SRI-SI	300 000,00 €
	Montant total	886 083,40 €

Annexe 3 à la délibération - Convention type SESAME

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « SESAME » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 72-10 du 19 novembre 2010.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Cette action s'inscrit dans le soutien apporté depuis 1993 par la Région aux projets de recherche novateurs menés dans les laboratoires franciliens et nécessitant un investissement matériel important.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n°*« numéro du rapport »* du *« date de la délibération »*, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXX (référence dossier n° XXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Veiller à ce que le laboratoire coordinateur affecte des moyens en hommes et en équipements pour mener à bien l'opération précitée et fasse connaître aux chercheurs et aux laboratoires utilisateurs le

soutien apporté par la Région Ile-de-France. Le bénéficiaire assume la responsabilité de la mise en place des équipements subventionnés.

Devenir propriétaire des dits investissements, à en assurer le maintien et l'entretien, et à les affecter à l'activité détaillée en annexe technique à la convention pendant la durée de la convention.

Assurer le suivi des indicateurs précisés ci-dessous :
- Nombre de partenariats industriels et académiques
- Nombre de laboratoires partenaires
- Nombre d'heures de fonctionnement par des utilisateurs internes et externes

Constituer et présider un comité de suivi composé des financeurs de l'opération dont la Région et des personnalités qualifiées. Le bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte rendu annuel d'activités de l'équipement sur la base des indicateurs précisés ci-dessus.

Dans l'hypothèse où les nécessités du programme de l'opération de recherche entraîneraient des modifications dans les investissements envisagés, le bénéficiaire s'engage à obtenir l'accord préalable de la Région Ile-de-France sur présentation d'une demande justifiée.

En cas d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelle d'organismes publics, la globalité des dépenses, engagées par ces différents organismes, dans le cadre de l'opération de recherche mentionnée à l'article 1, et certifiées exactes par les agents comptables désignés auprès de ces organismes, sont prises en compte.

ARTICLE 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le bénéficiaire s'engage à s'assurer que les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire y assure les prestations matérielles correspondant à :
- l'accueil et l'hébergement,
- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,
- l'entretien des locaux, etc.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Le bénéficiaire s'engage en outre à respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles l'organisme bénéficiaire peut être assujetti tant au regard du droit français que communautaire.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logo type :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Ile-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou à son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information ou pose d'un panneau de chantier réalisé par la Région :

Pour les opérations d'investissement, le soutien régional est mis en évidence comme suit :

- dans le cas d'une opération de construction (action immobilière…), un panneau mentionnant le soutien de la Région est implanté sur le(s) site(s) dans de bonnes conditions de visibilité dès le commencement et pendant toute la durée des travaux ;
- dans le cas d'une opération d'équipement, le logo régional doit apparaître sur les équipements subventionnés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'environnement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans les cas où des résultats obtenus grâce à l'équipement objet de la convention sont susceptibles de conduire au dépôt d'un brevet, le secret est maintenu par les parties qui s'y engagent jusqu'au dépôt de celui-ci. Dans ce cas, l'organisme bénéficiaire peut déposer des brevets en son nom et à sa charge. La Région est tenue informée, par écrit, de toute demande de dépôt de brevet.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- En aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

SI TIERS PMD PUB : Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

SI TIERS PMD PRIVE : Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Par ailleurs le paiement du solde est conditionné par la présentation d'un rapport d'activité signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire, sur les opérations de recherche ayant utilisé les équipements ou aménagements subventionnés. Ce rapport fera ressortir :
- les équipements acquis, leurs principales caractéristiques et leurs lieux et dates d'installation,
- les équipes de recherche ayant utilisé les équipements,
- les relations avec les équipes franciliennes, régionales ou internationales et les coopérations avec les entreprises liées à l'opération de recherche subventionnée,
- les publications effectuées; celles-ci devront mentionner l'aide accordée par le Conseil Régional d'Ile-de-France,
- les principaux travaux de recherche (notamment thèses et postdoctorats) développés autour de ces équipements ainsi que les actions de formation développées.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 17 février 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le *« date de la délibération »*.

Elle est conclue pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

SI TIERS PMD PUBLIC : **La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**
SI TIERS PMD PRIVE : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU PROGRAMME

Le bénéficiaire doit notifier par écrit (courrier électronique ou courrier postal), à la Région, les modifications n'altérant pas l'objet, les délais et la correcte exécution de la présente convention. Celles-ci sont admises à la double condition que leur incidence sur chacun des postes de la répartition soit inférieure à 15 % du montant total du programme et après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région.

Toute autre modification doit être justifiée et notifiée par écrit, par le bénéficiaire à la Région et ne sera éventuellement avalisée, si elle n'entraine ni modification substantielle du projet, ni modification de la subvention régionale totale, que par la conclusion d'un avenant à la présente convention ou d'un avis favorable du comité de suivi du projet.

En cas d'opposition de la Région, les dépenses prises en compte pour le calcul des versements intermédiaires comme du solde final sont plafonnées, pour chaque catégorie de dépenses, au montant du poste correspondant dans la répartition prévue à l'annexe financière à la présente convention.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du *« date de la délibération »*.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

Annexe 4 a la deliberation - Avenant n°1 à la convention 1760 DIM R2DS 2016

CONVENTION N° 1760 relative au soutien aux équipements du programme 2016 du DIM R2DS

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2017-587 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Centre National de la Recherche Scientifique
N° SIRET : 180089013
dont le siège social est situé 3, rue Michel Ange – 75 794 Paris Cedex 16
représenté par son Président Alain Fuchs, lequel a, pour la présente, délégué sa signature à Monsieur Patrick MOUNAUD, délégué régional pour la délégation Paris Villejuif du CNRS, situé 7, rue Guy Môquet, 94801 Villejuif Cedex, agissant au nom et pour le compte du « Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement » (CIRED), UMR 8568,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la labellisation de « R2DS » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- le soutien transitoire aux acteurs des Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) labellisés pour la période 2012-2015 par délibération CR 34-16 du 17 mars 2016,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, politiques liés à la recherche dans le domaine DU développement durable
- que les laboratoires participant aux projets de recherche du DIM se sont regroupés par l'intermédiaire de leurs organismes de tutelle dont les principaux se sont constitués en Groupement d'Intérêt scientifique, nommé « R2DS », ci-après dénommé(e) « le Réseau »,
- que le bénéficiaire a été désigné par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),
- que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements,
- la délibération n° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative au soutien de la Région au fonctionnement du programme 2016 du DIM R2DS.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

A l'article 1 de la convention, les dispositions « des dépenses d'investissement pour les petits et moyens équipements, correspondant à 57,33% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 512 860 €, soit un montant maximum de subvention de 294 000 € » sont remplacées par les dispositions suivantes : « des dépenses d'investissement pour les petits et moyens équipements, correspondant à 60,73% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 484 033 €, soit un montant maximum de subvention de 294 000 € ».

ARTICLE 2 :

La partie de l'annexe technique ' Dépenses d'investissement 2016 – Petits et moyens équipements ' est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant. '

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux.

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le

Le Délégué régional Paris Villejuif du CNRS
Patrick MOUNAUD

Annexe technique à la convention n°1760 relative au soutien aux équipements du programme 2016 du DIM R2DS

DIM R2DS : « Développement soutenable » - Tableau récapitulatif des petits et moyens équipements du DIM R2DS

n° dossiers RETENUS	Titre du projet	Etablissement demandeur et gestionnaire de la convention	Principaux équipements demandés	Nom du laboratoire pilote	Nom du responsable scientifique du projet	Assiette des dépenses HT	Subvention régionale proposée	Taux d'intervention
1	Explorer et maîtriser les communautés microbiennes des bioprocédés de valorisation de déchets par séquençage profond	IRSTEA	- Séquenceur de nouvelle génération haut débit	Unité de Recherche Hydrosystèmes et Bioprocédés	Théodore BUOCHEZ	82 040 €	54 000 €	65,82%
2	Emission de gaz à effet de serre par les sols	CNRS	- Analyseur IRGA de respiration des sols avec chambre	Institut d'Ecologie et des Sciences de l'Environnement de Paris	Jean-Christophe LATA	60 610 €	40 000 €	66,00%
3	EPA - Emissions de Particules par l'Agriculture et impacts des particules sur l'agriculture et la foret en zone peŕi-urbaine	INRA	- SMPS - ELPI+ - Impacteur en cascade - Tête de prélèvement	ECOSYS	Benjamin LOUBET	179 450 €	118 000 €	65,76%
4	CARPE - Chalk Aquifer Recharge ProcEsses	UPMC	- Analyses des isotopes stables et du 13C -Pluviomètre à auget avec enregistreur - Sondes CTD - Matériel hydrogéophysique - Baie de stockage + serveur - Analyses de pesticides - Analyses des ions majeurs - Analyses de tritium - Analyses des SF6 - Flaconnage/filtre - Sondes multiparamètres renforcée pour piézomètre et pH, cond, T°C - Préleveurs automatiques - Batteries Lithium	METIS UMR 7619	Danièle VALDES-LAO	95 133 €	50 000 €	52,56%
5	THERMOPOLIS - Analyse géographique et bio-physique du potentiel de rafraîchissement urbain par les revêtements et les végétaux dans l'agglomération parisienne	Université Paris Diderot	- Enceinte Climatique - Analyseur de gaz - Thermofluxmètres - Serveur - Licence ENVI	Laboratoire Interdisciplinaire des Energies de Demain	Laurent ROYON	66 800 €	32 000 €	47,90%
					TOTAL	484 033 €	294 000 €	60,73%

Annexe 5 à la délibération - Avenant n°1 à la convention 1761 du DIM Biothérapies

Avenant n°1 à la convention n°1761 relative au soutien au programme 2016 du DIM Biothérapies

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2017-587 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'Université Paris Descartes - Paris 5,
N° SIRET : 197517212-00019
dont le siège social est situé au 12, rue de l'Ecole de médecine – 75006 PARIS
représentée par son Président, **Monsieur Frédéric DARDEL**,
ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la labellisation de « Biothérapies : Médecine régénérative, cellules souches et transplantation » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, politiques liés à la recherche dans les domaines des Biothérapies : Médecine régénérative, cellules souches et transplantation,
- que les laboratoires participant aux projets de recherche du DIM se sont regroupés par l'intermédiaire de leurs organismes de tutelle dont les principaux se sont constitués en DIM Biothérapies : Médecine régénérative, cellules souches et transplantation, ci-après dénommé « le Réseau »,
- que le bénéficiaire a été désigné par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),
- que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements,
- la nécessité de préciser les équipements nécessaires à la réalisation du projet « Développement d'une plateforme d'utilisation des cellules souches pluripotentes humaines pour la recherche en neurodéveloppement normal et pathologique » par l'INSERM- Institut du fer à moulin
- la délibération n° CP 16-547 du 16 novembre 2016 relative au soutien de la Région au fonctionnement du programme 2016 du DIM Biothérapies.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

La partie de l'annexe technique ' Dépenses d'investissement 2016 – Petits et moyens équipements ' est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant. '

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux, le

Le Président de l'Université Paris Descartes	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Frédéric DARDEL	**Valérie PECRESSE**

Annexe technique à la convention n° 1761
entre la Région Ile-de-France et l'Université Paris Descartes
relative au soutien aux petits et moyens équipements du programme 2016
du DIM Biothérapies

DIM Biothérapies : « Médecine régénérative, cellules souches et transplantation »

Tableau récapitulatif des petits et moyens équipements du DIM Biothérapies

n° dossiers RETENUS	Titre du projet	Etablissement demandeur et gestionnaire de la convention	Principaux équipements demandés	Nom du laboratoire pilote	Nom du responsable scientifique du projet	Assiette des dépenses HT	Subvention régionale proposée	Taux d'intervention
1	Microscope et caméra pour des mesures de transfert de gène et modifications génomiques dans les CSH.	Généthon	- Caméra SID4Bio pour imagerie de phase quantitative	Généthon	Daniel STOCKHOLM	39 000 €	25 740 €	66,00%
2	Equipement d'imagerie pour le controle phenotypique des lignees de cellules souches pluripotentes humaines et de leurs progeniteurs	Institut Imagine	- Stéréomicroscopes - Microscopie à fluorescence	Laboratoire Imagine U1163	Nathalie LEFORT	48 020 €	31 690 €	65,99%
3	Evaluation thérapeutique d'une nouvelle classe d'oligonucléotides antisens pour le traitement des maladies neuromusculaires	Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines	- Système complet d'évaluation des caractéristiques mécaniques de muscles murin in situ et in vitro	Handicap Neuromusculaire : Physiophatholo gie, Biothérapie et Pharmacologie appliquées UMR 1179	Aurélie GOYENVALLE	27 030 €	17 840 €	66,00%
4	Etude de la fonction musculaire in vivo dans des modèles poisson zèbre de maladies neuromusculaires et neurodégénératives	Institut du Cerveau et de la Moelle	- Tunnel de nage pour poisson zèbre - Ordinateur dédié à l'acquisition des données d'enregistrement du tunnel de nage	Institut du Cerveau et de la Moelle	Sophie NICOLE Valérie ALLAMAND	19 810 €	13 000 €	65,62%
5	Acquisition d'un microscope à feuille de lumière pour la plateforme d'imagerie de l'UMS33/Institut André Lwoff dans le contexte des projets "cellules souches et biothérapies" des équipes du site	Inserm	- Microscope - Module Stitching	Institut André Lwoff UMS 33	Anne DUBART-KUPPERSCHMITT Philippe LECLERC	157 000 €	103 600 €	65,99%

6	Ontogenèse et maintien des cellules souches/progéniteurs des Vertébrés amniotes étudiés par la technique de transparisation associée au sectionnement optique	Université Pierre et Marie Curie	- Ultramicroscope - Module laser équipé de quatre diodes laser	Institut de Biologie Paris Seine	Thierry JAFFREDO Michel LABOUESSE	169 460 €	101 400 €	59,84%
7	Bioconstruction de tissus et d'organes par technologies innovantes	AP-HP	- Cytomètre en flux	Biologie des cellules souches UMRS 1160	Jérôme LARGHERO	153 630 €	101 400 €	66,00%
8	Mise en place d'une plateforme de phénotypages cellulaires par imagerie automatisée sur cellules vivantes	Inserm	- Système d'imagerie de cellules vivantes - Software - Objectifs - Contrat maintenance	I-STEM UMR 961	Cécile MARTINAT	98 660 €	41 930 €	42,50%
9	Développement d'une plateforme d'utilisation des cellules souches pluripotentes humaines pour la recherche en neurodéveloppement normal et pathologique	Inserm	- Microscope inversé automatisé - Enregistreur à réseau multi-électrodes **- Congélateur très basse température**	Institut du Fer à Moulin UMR 839	Stéphane NEDELEC	146 050 €	96 400 €	66,00%
					TOTAL	**858 660 €**	**533 000 €**	**62,07%**

Annexe 6 à la délibération - Avenant n°1 à la convention 1525 du DIM 2014 Oxymore

Avenant n°1 à la convention n° 1525 relative au soutien au programme 2014 du DIM Oxydes multifonctionnels

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2017-587 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Centre National de la Recherche Scientifique
N° SIRET : 180 089 013
dont le siège social est situé au : 3 rue Michel Ange 75794 PARIS CEDEX 16
ayant pour représentant son Président, **Monsieur Alain FUCHS**, lequel a délégué sa signature à **Madame Marie-Hélène PAPILLON**, Déléguée régionale Ile-de-France Sud,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la labellisation d'« Oxydes multifonctionnels » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, politiques liés à la recherche dans les domaines des matériaux oxydes,
- que les laboratoires participant aux projets de recherche du DIM se sont regroupés par l'intermédiaire de leurs organismes de tutelle dont les principaux se sont constitués en « groupement d'intérêt scientifique », nommé « Oxymore », ci-après dénommé(e) « le Réseau »,
- que le bénéficiaire a été désigné par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),
- que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements.
- la délibération n° CP 14-379 du 18 juin 2014 relative au soutien de la Région au fonctionnement du programme 2016 du DIM R2DS.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention est modifié comme suit :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 14-379 du 18 juin 2014, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le programme d'action 2014 du DIM « Oxydes multifonctionnels », dont le descriptif figure dans l'annexe technique de la présente convention, par l'attribution au CNRS, d'une subvention de 1 103 000 €, répartit comme suit :

- une subvention de fonctionnement pour les allocations de recherche, correspondant à **100%** de la dépense subventionnable, soit un montant maximum de subvention de **664 900** €
- une subvention de fonctionnement pour les autres dépenses de fonctionnement, correspondant à **100%** de la dépense subventionnable, soit un montant maximum de subvention de **135 100** €
- des dépenses d'investissement pour les petits et moyens équipements, correspondant à **58,82%** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 515 116 €, soit un montant maximum de subvention de **303 000** € ;

Les montants de chaque projet soutenu dans le cadre du programme 2014 sont détaillés dans l'annexe technique à la présente convention.

L'emploi scientifique étant une priorité politique pour la Région, elle a souhaité fixer des conditions de rémunération spécifiques pour les allocataires de recherche, précisées dans l'article 2 de la présente convention. »

ARTICLE 2 :

L'annexe technique à la convention est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Déléguée régionale Ile-de-France Sud	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Marie-Hélène PAPILLON	**Valérie PECRESSE**

Annexe technique à la convention n°1525 relative au soutien aux équipements du programme 2014 du DIM OXYMORE

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Nombre	Subvention Régionale (en €)
Allocations de recherche doctorales y compris coûts environnés	5	511 000
Allocations de recherche post-doctorales y compris coûts environnés	2	153 900
Manifestations scientifiques	3	17 500
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel)		117 600
Total Fonctionnement		**800 000**

Manifestations scientifiques

N° Dossier	Titre de la manifestation	Dates et lieu	Coordonnateur	Laboratoire organisateur	Nom de l'établissement Etablissement signataire de la convention	Résumé scientifique des manifestations	Montant de la subvention (en €)
Oxymore -2014- AF-001	Conférence internationale « Low Energy Electrodynamics in Solids »	Amboise, 29 juin au 4 juillet 2014	Alain Sacuto	Laboratoire MPQ	Université Paris Diderot	La conférence LOW ENERGY ELECTRODYNAMICS IN SOLIDS 2014 (LEES 2014) est organisée pour la première fois en France depuis sa création en 1993. Cette conférence rassemble des expérimentateurs et théoriciens spécialisés dans la physique des basses énergies dans les matériaux, (systèmes d'électrons fortement corrélés, supraconducteurs, multiférroiques, ferroélectriques, isolants topologiques, matériaux de Dirac, interfaces et hétéro-structures , transitions de phase quantiques). La demande concerne le soutien des étudiants et postdoctorants franciliens.	7000 €
Oxymore -2014- AF-002	Condensed Matter in Paris	Centre des Saint Pères, Paris, 24-29 août 2014	Joseph Scola	GeMaC	Université de Versailles Saint-Quentin	Ce mini-colloque de la conférence « Condensed Matter in Paris » (14ème journées de la matière condensée, JMC14) concerne les transitions isolant-métal. Les contributions porteront sur les systèmes fortement corrélés, confrontant expérience et théorie, notamment pour mieux comprendre les mécanismes qui régissent les transitions de Mott.	3000 €

Oxymore -2014- AF-003	Strong correlations and angle resolved photoemission spectroscopy (CORPES15)	Couvent des Cordeliers, Paris, 6-10 juillet 2015	Véronique Brouet	Laboratoire de physique des solides	Université Paris-Sud	Cette conférence concerne la physique des systèmes électroniques fortement corrélés, au travers de l'utilisation de la spectrométrie de photos-émission et notamment des applications des nouveaux outils développés autour des lasers à électrons libres. Je	7500 €
						Total	**17 500**

Dépenses d'investissement : Petits et Moyens Equipements - Coût total HT < 200k€

N° Dossier	Intitulé du projet de recherche	Laboratoire d'accueil de l'équipement	Descriptif des équipements	Nom du Porteur du projet	Nom de l'établissement Etablissement signataire de la convention	Coût total HT (€)	Cofinanceurs (Noms + Montant €)	Montant Région attribué(€)	Taux d'intervention Régionale (%)
Oxymore-2014-PME-001	laser pour mesure des propriétés optiques de matériaux luminescents.	Institut de Recherche de Chimie Paris (IRCP UMR-8742)	laser solide Verdi G10	Gérard AKA	Chimie Paristech	46 000	IRCP: 12000€ MPOE: 11000€	23 000	50
Oxymore-2014-PME-002	couplage magnéto-électrique dans des structures multiferroïques	Service Physique de l'Etat Condensé	Effet Kerr banc multiferroïque Détection ferroélectrique TF-1000	Antoine BARBIER	CEA Saclay	52 000	SOLEIL: 26200€ CEA: 6000€	20 000	38%
Oxymore-2014-PME-003	structure électronique de supraconducteurs haute température	Laboratoire des Solides Irradiés	Dewar valves pour ultra vide amplificateurs optiques	Luca PERFETTI	CNRS	44 400	ANR: 15000€	29 400	66
Oxymore-2014-PME-004	Synthèse de nanoparticules d'oxydes en solution	IRAMIS/NIMBE	Pompes haute pression Hotte laminaire et travaux	David CARRIERE	CEA Saclay	57 615	ANR: 10000€ RTRA: 10000€	37 615	65
Oxymore-2014-PME-005	calorimétrie haute température	IPGP	Analyseur thermique four automatique	Daniel NEUVILLE	IPGP	145 121	CEA : 15 000 € ANR : 35 000 € IPGP: 10982€	84 139	58

Oxymore-2014-PME-006	Micro-fluorescence X pour la localisation des éléments en trace dans les oxydes	IMPMC	détecteur de fluorescence X pilotage/ acquisition dispositif de focalisation	Guillaume MORIN	CNRS	36 880	ANR: 12580€ IMPMC: 3300€	21 000	57
Oxymore-2014-PME-007	spectrométrie Raman pour l'étude de l'altération des matériaux	LGE	spectromètre Raman	Stéphanie ROSSANO	Université Paris Est Marne-la-Vallée	87 270	IFSA: 15000€ LGE: 14672€	57 598	66
Oxymore-2014-PME-008	boite à gant sous atmosphère contrôlée pour matériaux du patrimoine			Véronique ROUCHON	CNRS	45 830	CRC: 15 582€	30 248	66
					Total	**515 116**		**303 000**	**58,82**

Annexe 7 à la délibération - Avenant n°1 à la convention 1759 du CORDDIM

Avenant n°1 à la convention n° 1759 relative au soutien aux équipements du programme 2016 du CORDDIM : Cardiovasculaire, Obésité, Rein, Diabète

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2017-587 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE,
N° SIRET : **180036048 - 00015**
dont le siège social est situé au : 101 rue de Tolbiac 75013 Paris
ayant pour représentant son Président directeur général, Monsieur Yves LÉVY
Et par délégation M. Nicolas Jeanjean, Délégué régional de la Délégation Régionale Inserm Paris 5
située au 2 rue d'Alésia CS51419 75014 Paris

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la labellisation de « CORDDIM » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- le soutien transitoire aux acteurs des Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) labellisés pour la période 2012-2015 par délibération CR 34-16 du 17 mars 2016,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, politiques liés à la recherche dans le(s) domaine(s) cardiovasculaire, Obésité, Rein et Diabète
- que les laboratoires participant aux projets de recherche du DIM se sont regroupés par l'intermédiaire de leurs organismes de tutelle dont les principaux se sont constitués en « DIM », nommé(e) « CORDDIM », ci-après dénommé(e) « le Réseau »,
- que le bénéficiaire a été désigné par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),
- que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements,
- la délibération N° CP 16-547 du 21 septembre 2016 relative au soutien de la Région au fonctionnement du programme 2016 du DIM CORDDIM.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

La partie de l'annexe technique ' Dépenses d'investissement 2016 – Petits et moyens équipements ' est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant. '

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux, le

Le Président directeur général de l'INSERM et
par délégation
Le Délégué Régional de la DR Paris 5

Nicolas Jeanjean

La Présidente du
Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Annexe technique à la convention n°1759
relative au soutien aux petits et moyens équipements
du programme 2016 du
DIM CARDIOVASCULAIRE, OBÉSITÉ, REIN, DIABÈTE

DIM Biothérapies : « Médecine régénérative, cellules souches et transplantation »

CORDDIM : « Cardiovasculaire, obésité, rein, diabète »- Tableau récapitulatif des petits et moyens équipements

n° dossiers retenus	Titre du projet	Établissement demandeur et gestionnaire de la convention	Principaux équipements demandés	Nom du laboratoire pilote	Nom du responsable scientifique du projet	Assiette des dépenses HT	Subvention régionale proposée	Taux d'intervention
1	Extension de la zone expérimentale du Centre d'Explorations Fonctionnelles du Centre de Recherche des Cordeliers	Inserm	- Portoirs ventilés pour pour stabulation de 2000 souris	Centre de Recherches des Cordeliers (CRC) UMRS 1138	Pascal FERRE	198 920 €	130 000 €	65,35%
2	Acquisition d'un analyseur de composition corporelle pour des modèles animaux de pathologies métaboliques développés à l'Institut Cochin	Inserm	- Analyseur minispec LF90II de composition de masse corporelle sourit/rat - Accessoires LF90II pour la composition de la masse corporelle de la souris de poids allant de 0,5g à 130 g - Accessoire LF90II - Accessoires LF90II pour la composition de la masse corporelle de biopsies / tissu de la souris de poids allant de 5 à 150 mg	Institut Cochin U1016	Catherine POSTIC	134 760 €	85 000 €	63,08%
3	Développement d'une plateforme de calorimétrie indirecte pour primate non-humain	CNRS	- Calorimétrie indirecte pour primate	UMR CNRS / MNHN 7179 MECADEV	Fabienne AUJARD	161 250 €	90 000 €	55,81%
4	Renforcement de la plateforme de cytométrie du Centre de Recherche Cardiovasculaire	Inserm	- Cytomètre analyseur BD LSRFortessa tm X-20	Paris Centre de Recherche Cardiovasculaire UMR 970	Chantal BOULANGER	199 000 €	130 000 €	65,33%
5	Ultrastructure des vaisseaux et des acteurs de l'hémostase et de la thrombose dans les maladies vasculaires	Inserm	- Station de microscopie électronique à balayage	Hôpital Bichat U1148	Benoît HO TIN NOE	174 800 €	110 000 €	62,93%
6	Mécano-transduction à l'interface cellules endothéliales / matrice extracellulaire : Analyse de cultures 3D en microscopie à feuille de lumière couplée à l'émission harmoniques en microscopie bi-photon	Inserm	-Système Incucyte - Essen Biology - système de contrôle de température - ibidi Pump System -Unité microfluidique Ibidi	Centre Interdisciplinaire de Recherche en Biologie (CIRB)	Stéphane GERMAIN	100 120 €	60 000 €	59,93%
7	Différenciation vasculaire et barrières biologiques	Université Paris Descartes	- Microscope confocal	Centre de Recherche Pharmaceutique UMRS 1140	David SMADJA	199 900 €	95 000 €	47,52%
					TOTAL	**1 168 750 €**	**700 000 €**	**59,89%**

Annexe 8 à la délibération - Avenant n°2 à la convention 1837 du DIM ACAV+

AVENANT N°2 À LA CONVENTION N°1837

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération N° CP 2017-587 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'Observatoire de Paris
N° SIRET : 197534969 - 00013
dont le siège social est situé au : 61 AV DE L'OBSERVATOIRE
75014 PARIS 14
ayant pour représentant Le Président Claude CATALA,

d'autre part,

PREAMBULE :

Le présent avenant a pour objet l'ajustement de la répartition des dépenses de fonctionnement du projet « autres actions ».
Après avoir rappelé :
- la délibération n° CP 2017-266 du 5 juillet 2017 relative au soutien de la Région au fonctionnement du programme 2017 du DIM ACAV+.

ARTICLE 1 :

L'annexe technique à la convention est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Le Président de l'Observatoire de Paris	Pour la Présidente du Conseil régional et par délégation, La Directrice de la recherche et des transferts de technologie
Claude CATALA	**Cendrine CRUZILLE**

ANNEXE TECHNIQUE DIM ACAV+

Budget prévisionnel

Programme d'activités	Montant prévisionnel (en €)
projets de recherche en fonctionnement	823 200 €
autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts, de diffusion…	16 800 €
projets d'équipements en investissement	1 800 000 €

Axes scientifiques

ACAV+
Cosmologie et évolution de l'Univers
Phénomènes ultra--énergétiques dans l'Univers
Astrophysique des ondes gravitationnelles et des particules
Formation et évolution stellaire
Exoplanètes et formation des systèmes planétaires
Exploration du système solaire
Météorologie de l'espace, risques spatiaux
Cosmochimie
Milieu interstellaire
Conditions d'apparition de la vie

Annexe 9 à la délibération - Avenant n°1 à la convention 14014891 du DIM Malinf

Avenant n°1 à la convention n° 14014891 relative au soutien aux équipements mi-lourds du programme 2014 du DIM Pathologies Infectieuses Humaines : Mécanismes, risques, et impact sociétal

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2017-587 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'Institut Pasteur
N° SIRET : 775684897 - 00017
dont le siège social est situé au : 25 - 28 rue du Docteur Roux, 75724 Paris Cedex 15
ayant pour représentant le Directeur général, Monsieur Christian BRECHOT,

ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la labellisation des « Pathologies infectieuses humaines : Mécanismes, risques, et impact sociétal » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, politiques liés à la recherche dans le(s) domaine(s) des pathologies infectieuses humaines,
- que les laboratoires participant aux projets de recherche du DIM se sont regroupés par l'intermédiaire de leurs organismes de tutelle dont les principaux se sont constitués en « Groupement d'Intérêt Scientifique », nommé(e) « MALINF», ci-après dénommé(e) « le Réseau »,
- que le bénéficiaire a été désigné par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),
- que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements,
- la nécessité de préciser les équipements nécessaires à la réalisation du projet « Dynamique Cellulaire chez l'animal vivant par imagerie multiphotonique - **DYNACELL** » porté par l'UPMC,
- la délibération N° CP 14-595 du 17 octobre 2014 relative au soutien aux équipements scientifiques DIM et SESAME 2014

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

La partie de l'annexe technique ' équipements mi-lourds du programme 2014 est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant. '

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux, le

Le Directeur général de
l'Institut Pasteur

Christian BRECHOT

La Présidente du
Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Annexe technique à la convention n° 14014891 entre la Région Ile-de-France et l'Institut Pasteur
relative au soutien aux équipements mi-lourds du programme 2014
du DIM Malinf

Equipements mi-lourds du programme 2014

Tableau récapitulatif des équipements mi-lourds du DIM Malinf

DIM « PATHOLOGIES INFECTIEUSES HUMAINES : MECANISMES, RISQUES ET IMPACT SOCIETAL » - MALINF										
n° dossier	**Titre du projet**	**Etablissement demandeur et gestionnaire de la convention**	**Principaux équipements demandés**	**Nom du laboratoire pilote**	**Nom du responsable scientifique du projet**	**Classement par le DIM principal**	**Assiette des dépenses HT**	**Subvention régionale proposée**	**Taux d'intervention**	**DIM secondaires**
MALINF-2014-ML-001	Dynamique Cellulaire chez l'animal vivant par imagerie multiphotonique (**DYNACELL**)	**UPMC**	- Achat et installation de l'équipement : - Microscope multi-photon avec laser Saphir et OPO - ligne retard - matériel informatique - 2 détecteurs 2 canaux NDD A et C - système de climatisation	Immunité et infection (UMRS 945 INSERM / UPMC)	**COMBADIERE Christophe**	**1**	631 767€	416 950€	66%	
MALINF - 2014 - ML-002	Plateforme intégrée d'analyse des Acides nucléiques, de recherche et de biologie médicale, appliquée au Séquençage des Microorganismes. **(SeqMicrobes)**	**AP-HP**	Séquenceur haut débit et équipement informatique associé	Service de bactériologie (HUPC – Hôpital Cochin)	**POYART Claire**	**2**	242 219€	159 850€	66%	
MALINF - 2014 - ML-003	Comprendre la base moléculaire du contrôle de l'infection par les anticorps pour développer de nouvelles thérapies antivirales **(NEUTRAVIR)**	**Institut Pasteur**	Automate d'analyse à haut débit des interactions protéines / protéines	Unité de Virologie Structurale CNRS (UMR 3569 / Institut Pasteur)	**REY Felix**	**3**	229 096€	151 200€	66%	
						Total	**1 103 082**	**728 000**	**66%**	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-612

DU 22 NOVEMBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DU SRESRI : SOUTIEN AUX LIEUX D'INNOVATION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE:

- LE 503 - IOGS IOTA
- HALLE TER - ENSAM
- CENTRE MEARY - APHP

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU La Communication de la Commission, Encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation, C(2014) 3282, 21 mai 2014 ;

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission, du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU Le régime cadre exempté de notification N SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU Le code général des collectivités territoriales

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU La délibération n° CR 37-17 du 9 mars 2017 relative à la mise en place de la stratégie #LEADER ;

VU La délibération n° CR 51-17 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CR 101-17 du 18 mai 2017 relative au soutien aux lieux d'innovation ;

VU La délibération n° CR 146-17 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU La délibération n° CR 162-17 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du

fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n°XXX du XXX 2017 de la Communauté d'agglomération de Paris Saclay autorisant la signature d'une convention de financement de IOGS - IOTA ;

VU La délibération n°XXX du XXX 2017 de la Ville de Paris autorisant la signature d'une convention de financement de l'ENSAM ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-612 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : approbation de la convention-type

Approuve la convention-type figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 2 : soutien au projet de réhabilitation du Centre entrepreneurial « 503 » de IOGS

Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation, le projet porté par IOGS (raison sociale IOTA : INSTITUT D'OPTIQUE THEORIQUE ET APPLIQUEE), dont la description figure en annexe 5 à la délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 200 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec IOGS d'une convention conforme à la convention type figurant en annexe 2 à la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 200 000 €, prélevée sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », action 19200802 « Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus», code nature 657 du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 3 : soutien au projet de réhabilitation de la halle TER de l'ENSAM

Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation, le projet porté par l'ENSAM, dont la description figure en annexe 6 à la délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 060 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec l'ENSAM d'une convention conforme à la convention type figurant en annexe 2 à la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 060 000 €, prélevée sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », action 19200802 « Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus», code nature 657 du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 4 : convention avec la CA Paris Saclay

Approuve la convention entre la communauté d'agglomération de Paris Saclay et la Région Ile-de-France autorisant la Région à attribuer une aide en immobilier d'entreprises à IOGS - IOTA, figurant en annexe 3 à la délibération.

Subordonne le versement de la subvention objet de l'article 2 à la signature avec la communauté d'agglomération de Paris Saclay de cette convention et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 5 : convention avec la Ville de Paris

Approuve la convention entre la Ville de Paris et la Région Ile-de-France autorisant la Région à attribuer une aide en immobilier d'entreprises à l'ENSAM Arts et Métiers Paris Tech, figurant en annexe 4 à la délibération.

Subordonne le versement de la subvention objet de l'article 3 à la signature avec la Ville de Paris de cette convention et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 6 : soutien au projet MEARY

Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation, le projet porté par l'APHP, dont la description figure en annexe 7 à la délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 600 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec l'APHP d'une convention conforme à la convention type figurant en annexe 2 à la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 600 000 €, sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-008 (192008) « Soutien aux transferts de technologie », action 19200802 « Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus», code nature 657 du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	R0009898	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192008 - Soutien aux transferts de technologie**
Action	**19200802 - Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus**

Dispositif : N° 00001033 - Lieux d'innovation – projets d'investissement

Dossier	17015358 - Aménagement de laboratoires du Centre MEARY - APHP Hôpital Saint Louis - 2017			
Bénéficiaire	R7592 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
992 325,00 €	HT	60,46 %	600 000,00 €	

Dossier	17015486 - Réhabilitation du centre entrepreneurial "503" - IOGS IOTA - 2017			
Bénéficiaire	R7001 - IOTA SUPOPTIQUE INST OPTIQUE THEORIQUE & APPLIQ			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 405 720,00 €	HT	49,88 %	1 200 000,00 €	

Dossier	17015488 - Réhabilitation de la Halle TER - ENSAM - 2017			
Bénéficiaire	R18950 - ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 060 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 795 100,00 €	HT	22,11 %	1 060 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001033 - Lieux d'innovation – projets d'investissement	2 860 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192008 - 19200802	2 860 000,00 €

Convention type

CONVENTION

de soutien aux lieux d'innovation

XXXX……,

Statut juridique :

Dont le numéro SIRET est : …….

Dont le siège social est situé au …….

Ayant pour représentant …….. , (qualité)……..

En vertu de la délibération de la [collectivité ……..] du …….

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Et

La Région Ile-de-France,

Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération CP n° …… du …….

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU, le règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » ;

VU, la décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU, le régime cadre exempté de notification N SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU, le Code de la construction et de l'habitation ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1511-2 et L 1511-7 et L 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

PREAMBULE :

En application du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), la Région intervient sur les lieux d'innovation portés par des Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche (CR 146-17 du 21 septembre 2017).

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier en vue de la création ou du développement d'un lieu d'innovation et de ses services associés dédié à la création et au développement d'entreprises.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP ……. du ……., la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet …… dont le descriptif complet figure dans la fiche projet annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- ……% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à ……. € HT,
- soit un montant maximum de subvention de …….. €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **maintenir pendant une durée de …….. ans** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation du bâtiment ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage au moins une fois par an composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte-rendu annuel d'activités du lieu.
- assurer ce suivi pendant la durée d'affectation des biens à l'usage précisé ci-devant.
- inviter la Région aux comités de sélection des projets/entreprises accueillis.
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.
- assurer le suivi annuel des indicateurs précisés ci-dessous :

    - Nombre d'entreprises et de projets accueillis dans et hors les murs.
    - Nombre de projets et entreprises accompagnés, dont :
        - Nombre de projets portés par des chercheurs,
        - Nombre de projets portés par des étudiants,
        - Nombre de projets portés par des femmes.
    - Nombre et montant des levées de fonds réalisées
    - Nombre d'entreprises créées à l'issue du projet
    - Nombre d'emplois créés à l'issue du projet
    - Taux de survie des entreprises accompagnées au bout de 1 an à 3 ans
- préparer un tableau excel de ces indicateurs pour transmission.
- communiquer un bilan de l'utilisation de l'espace à la date de la demande (nombre et description des entreprises accueillies dans l'espace).

ART. 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le Bénéficiaire accompagne les porteurs de projet et/ou les entreprises dans leur démarche de création, de développement de leurs activités et de mise en relation avec les réseaux d'experts et de financeurs.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire y assure les prestations matérielles correspondant à :

- l'accueil et l'hébergement,
- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,
- l'entretien des locaux, etc.

Les prestations immatérielles (évaluation des projets, accompagnement et suivi des entreprises, préparation à l'insertion dans l'environnement économique) pourront être assurées par un ou plusieurs organismes compétents selon les modalités à définir avec le Bénéficiaire et les entreprises.

Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire propose des tarifs d'hébergement exprimés par rapport à un prix de référence, correspondant au prix de marché constaté sur des locaux équivalents dans un secteur géographique proche.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- s'il entre dans le champ d'application de la mesure « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité », respecter et promouvoir la Charte, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
- à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :

- dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
- des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
- de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Fournir sur demande de la Région le bilan d'activités de la gestion du projet.

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logo type :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Conformément aux dispositions prévues dans le SRDEII, le lieu, objet de la présente convention, pourra être labellisé « <*LABEL à définir*> ». Il bénéficie ainsi d'une communication et d'une promotion régionale.

Les projets soutenus s'engagent à relayer et valoriser le label régional « <*LABEL à définir*».

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Ile-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou à son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information ou pose d'un panneau de chantier réalisé par la Région :

Le bénéficiaire s'engage à autoriser la Région à poser sur son site un panneau de chantier fourni par ses soins.

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de **……** % du montant global ».

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'environnement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- En aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références,

dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.2 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du

fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »
- si le bénéficiaire entre dans le champ d'application de la mesure « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité », le versement du solde est conditionné par la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du …… et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. Si le bénéficiaire entre dans le champ d'application de la mesure « Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité », la Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et la fiche projet.

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Convention avec la communauté d'agglomération de Paris Saclay

CONVENTION AUTORISANT LA REGION A ATTRIBUER UNE AIDE EN IMMOBILIER D'ENTREPRISES

A L'INSTITUT D'OPTIQUE THEORIQUE ET APPLIQUEE (IOGS IOTA)

EN VUE DE LA REHABILITATION DU CENTRE ENTREPRENEURIAL « 503 »

VU le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) N° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite NOTRe) ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3411-1 et suivants ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM).

Entre

La Communauté d'Agglomération Paris Saclay, dont le siège est situé 1, rue Jean Rostand, 91400 Orsay,

représentée par son Président Michel BOURNAT, autorisé par délibération n° 2017- 171 du Conseil communautaire du 28 juin 2017 ;

ci-après dénommée « Paris-Saclay »

d'une part,

ET

La Région Ile de France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,

représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, habilitée par délibération n°CP 2017-612 du 22 novembre 2017 ;

ci-après dénommée «La Région»

d'autre part

PREAMBULE :

La loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015 a eu pour effet de modifier le cadre d'intervention des collectivités territoriales.

Cette loi prévoit notamment une reconfiguration de l'intervention des collectivités territoriales dans le domaine du développement économique, dont les aides liées à l'immobilier d'entreprise régies par l'article L.1511-3 qui constituent des aides attribuées par les communes et leurs groupements.

De fait, cette évolution législative rend nécessaire pour toute intervention de la Région Ile-de-France au titre de l'immobilier d'entreprises, un conventionnement préalable avec la Communauté d'Agglomération de Paris-Saclay pour l'y autoriser.

Afin d'assurer la lisibilité et la sécurité juridique de l'intervention de la Région Ile-de-France en soutien à l'Institut d'Optique Théorique et Appliquée (IOGS IOTA) pour l'opération de réhabilitation du « 503 » et au titre de l'immobilier d'entreprises, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet d'autoriser la Région à attribuer une aide au titre de l'immobilier d'entreprises à l'Institut d'Optique Théorique et Appliquée (IOGS IOTA), en conformité avec l'article L.1511-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), en soutien au projet de réhabilitation du « 503 ».

Créé il y a 10 ans, le Centre Entrepreneurial de l'Institut d'Optique Graduate School – Institut d'Optique Théorique et Appliquée aussi nommé le « 503 », regroupe dans un même lieu plus d'une vingtaine d'entreprises innovantes dans le domaine de la photonique et des hautes technologies ainsi que les élèves-ingénieurs de la Filière Innovation-Entrepreneurs (FIE) créée par l'Institut d'Optique. Il comprend des espaces de formation, de maturation et d'incubation, une plateforme technologique d'innovation incluant unFablab, un dispositif d'accueil des écosystèmes de l'innovation, un programme événementiel. Cependant, le 503 nécessite une rénovation complète intérieure et extérieure. La réhabilitation est prévue en 3 phases de travaux sur la période 2017-2019 afin de préserver au sein du bâtiment l'activité des acteurs de l'entrepreneuriat et des plateformes technologiques. La première phase doit d'emblée créer une attractivité nouvelle auprès de tous les acteurs de l'innovation du périmètre de Paris-Saclay et leur offrir un hall d'accueil attrayant, des espaces de convivialités, des plateformes technologiques, des périmètres de réunions et de restauration ouverts à l'ensemble de la communauté.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DE L'AIDE

L'attribution de l'aide régionale sera soumise au vote de la Commission Permanente du Conseil Régional de novembre 2017, pour un montant maximum de 1 200 000 €, ce qui représente une part de 49,88% des dépenses.

Les conditions de versement et d'attribution de cette aide sont décrites dans le projet de convention entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire IOTA.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région s'engage à respecter le projet de convention avec le bénéficiaire de l'aide joint en annexe ainsi que le montant maximal de la subvention de 1 200 000 euros.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

La Communauté Paris Saclay s'engage à informer la Région de toutes modifications intervenues dans les règlements d'interventions concernés.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés par la Région, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention prévu dans le projet de convention entre la Région et le bénéficiaire.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature sera autorisée par l'assemblée délibérante régionale et de la Communauté Paris-Saclay.

ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles ne comprennent que cette convention et son annexe (le projet de convention entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire).

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

Pour la Communauté d'Agglomération	Pour la Région,
Paris-Saclay	la Présidente du Conseil Régional
Le Président	d'Île-de-France,
Michel BOURNAT	**Valérie PECRESSE**

Convention avec la Ville de Paris

CONVENTION AUTORISANT LA REGION A ATTRIBUER UNE AIDE EN IMMOBILIER D'ENTREPRISES

A L'ENSAM

EN VUE DE LA REHABILITATION DES HALLES 3 ET 4 DU CAMPUS PARIS 13ème

VU le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) N° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite NOTRe) ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3411-1 et suivants ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM).

Entre

La Ville De Paris dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville, 75004 PARIS,

représentée par la Maire de Paris, Madame Anne HIDALGO

ci-après dénommée «LA VILLE DE PARIS»

d'une part,

ET

La Région Ile de France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,

représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, habilitée par délibération n°CP 2017-612 du 22 novembre 2017 ;

ci-après dénommée «La Région»

d'autre part

PREAMBULE :

La loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015 a eu pour effet de modifier le cadre d'intervention des collectivités territoriales.

Cette loi prévoit notamment une reconfiguration de l'intervention des collectivités territoriales dans le domaine du développement économique, dont les aides liées à l'immobilier d'entreprise régies par l'article L.1511-3 qui constituent des aides attribuées par les communes et leurs groupements.

De fait, cette évolution législative rend nécessaire pour toute intervention de la Région Ile-de-France au titre de l'immobilier d'entreprises, un conventionnement préalable avec la Ville de Paris pour l'y autoriser.

Afin d'assurer la lisibilité et la sécurité juridique de l'intervention de la Région Ile-de-France en soutien à l'ENSAM pour l'opération de réhabilitation « Halle TER » et au titre de l'immobilier d'entreprises, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet d'autoriser la Région à attribuer une aide au titre de l'immobilier d'entreprises à l'ENSAM, en conformité avec l'article L.1511-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), en soutien au projet de réhabilitation « Halle TER ».

Le projet « Halle TER - La Technologie au service de l'Entrepreneuriat et de la Recherche » porté par l'ENSAM - Arts et Métiers ParisTech vise à rassembler au sein des Halles 3 et 4 du campus de Paris, sur une surface totale de 4 000 m², l'incubateur de l'ENSAM, le pré-incubateur et le laboratoire de recherche de Procédés et Ingénierie en Mécanique et Matériaux (PIMM). Cette opération immobilière comporte la création de différents espaces, certains dédiés à l'entrepreneuriat, d'autres spécifiques aux besoins de la recherche ainsi que des espaces partagés de vie, de convivialité et de travail collaboratif. La cohabitation entre les entreprises de demain, la formation et la recherche technologique vise à susciter ou appuyer des vocations entrepreneuriales autour de projets orientés « produits » plus que « services », en cohérence avec la vocation industrielle de l'établissement et de ses moyens techniques.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DE L'AIDE

L'attribution de l'aide régionale sera soumise au vote de la Commission Permanente du Conseil Régional de novembre 2017, pour un montant maximum de 1 060 000 €, ce qui représente une part de 22,11% des dépenses.

Les conditions de versement et d'attribution de cette aide sont décrites dans le projet de convention entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire ENSAM.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région s'engage à respecter le projet de convention avec le bénéficiaire de l'aide joint en annexe ainsi que le montant maximal de la subvention de 1 060 000 euros.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

La Ville de Paris s'engage à informer la Région de toutes modifications intervenues dans les règlements d'interventions concernés.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés par la Région, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention prévu dans le projet de convention entre la Région et le bénéficiaire.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature sera autorisée par l'assemblée délibérante régionale et de la Ville de Paris.

ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles ne comprennent que cette convention et son annexe (le projet de convention entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire).

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

Pour la Ville de Paris	Pour la Région,
La Maire de Paris,	la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,
Anne HIDALGO	**Valérie PECRESSE**

Fiche projet – IOGS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015486

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RÉHABILITATION DU CENTRE ENTREPRENEURIAL "503" - IOGS IOTA - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	2 405 720,00 €	49,88 %	1 200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192008-1800
19200802- Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IOTA SUPOPTIQUE INST OPTIQUE THEORIQUE & APPLIQ
Adresse administrative : RD 128
91127 PALAISEAU CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Louis MARTIN, Directeur Général

Date de publication au JO : 10 août 1920

N° SIRET : 78461698900033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Pôles d'innovation

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Situé sur le campus de l'Université Paris Saclay et localisé sur le périmètre « Moulon » du campus, le « 503 », Centre Entrepreneurial de IOGS (raison sociale IOTA) est devenu, depuis sa création en 2007, un lieu de référence parmi les lieux d'innovation et d'entrepreneuriat du territoire de Paris Saclay. Il est centré sur les entreprises innovantes dans le domaine de la photonique et des hautes technologies.
Le « 503 » nécessite dans son ensemble une rénovation complète tant au niveau des extérieurs que des intérieurs. Le projet doit « renvoyer » immédiatement une image reflétant le dynamisme, en son sein, des acteurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

Description :
Le 503 fait le lien entre la mission de formation et de recherche de l'IOGS, et sa vocation entrepreneuriale. Il regroupe en effet dans un même lieu les élèves-ingénieurs de la Filière Innovation-Entrepreneurs (FIE) de l'IOGS et 27 entreprises de technologies innovantes reposant principalement sur le hardware. Au sein de la FIE – désormais ouverte aux étudiants issus d'autre établissements de Paris-Saclay, en lien étroit avec ces établissements (Polytech Paris Sud, HEC…) et en coopération avec l'Ecole Polytechnique (Saclay Pitch nights…) – les élèves disposent de 550 heures (sur un total de 1 800 heures de formation du cycle ingénieur SupOptique) pour développer leur projet sur 3 ans. Fondé sur la coopération entre de jeunes porteurs en formation, et des chercheurs dont le laboratoire et la cellule de valorisation cherchent des applications à leurs travaux de recherche, la FIE fait émerger de nouveaux projets d'entreprises industrielles, qui bénéficient de conseil et de coaching des 27 entreprises/start-up hébergées dans les lieux.
En 10 ans, cet écosystème a permis la création de 15 entreprises avec un taux de survie à 5 ans de 100 %. Ces nouvelles entreprises ont été associées à la création de plus de 130 emplois pour un chiffre d'affaire total de près de 10 millions d'euros. Au total, les start-up issues de la FIE ont obtenu près d'une centaine de prix nationaux et internationaux.
Le « 503 » est ainsi un centre entrepreneurial qui accueille un ensemble d'activités avec espaces de formation, de maturation et d'incubation, une plateforme technologique d'innovation incluant un Fablab, un dispositif d'accueil de partenaires, un programme événementiel.

Moyens mis en œuvre :
La réhabilitation du 503 est prévue en 3 phases de travaux sur la période 2017-2019 afin de préserver au sein du bâtiment l'activité des acteurs de l'entrepreneuriat et des plateformes technologiques. La première phase doit d'emblée créer une attractivité nouvelle auprès de tous les acteurs de l'innovation du périmètre de Paris-Saclay et leur offrir un hall d'accueil attrayant, des espaces de convivialités, des plateformes technologiques, des périmètres de réunions et de restauration ouverts à l'ensemble de la communauté.

Intérêt régional :
La réhabilitation du 503 en fera le premier tiers-lieu de Paris-Saclay, véritable lieu de ralliement des porteurs de projets du Plateau, offrant une plateforme technologique d'innovation ouverte à ses partenaires ainsi qu'un lieu d'animation (Jeudi du Marketing, Demo-Days, Saclay Pitch Nights,…), disposant de technologies numériques avancées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants de la filière FIE d'IOGS, Entreprises et startups en résidences, partenaires de l'écosystème des acteurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat de Paris Saclay.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires maîtrise d'oeuvre et bureau technique	712 400,00	29,61%
Espace plateforme technologique	493 200,00	20,50%
Ascenseurs et PMR	268 520,00	11,16%
Accueil et amphithéâtre	493 200,00	20,50%
Cafétéria	438 400,00	18,22%
Total	2 405 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 200 000,00	49,88%
Autofinancement	1 205 720,00	50,12%
Total	2 405 720,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	360 000,00 €
2020	600 000,00 €
2021	240 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	4 500,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	85 999,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	3 150,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	17 280,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	2 000,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	121 025,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	2 700,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	127 904,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	2 300,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	98 000,00 €
	Montant total	402 858,00 €

Fiche projet – ENSAM

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015488

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RÉHABILITATION DE LA HALLE TER - ENSAM - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	4 795 100,00 €	22,11 %	1 060 000,00 €
		Montant Total de la subvention	1 060 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204181-192008-1800
19200802- Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS
Adresse administrative : 151 BD DE L'HOPITAL
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur Laurent CHAMPANEY, Directeur Général

N° SIRET : 19753472000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Pôles d'innovation

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet « Halle TER - La Technologie au service de l'Entrepreneuriat et de la Recherche » porté par Arts et Métiers ParisTech pour son Campus de Paris vise à développer la visibilité de l'excellence scientifique, le potentiel d'innovation, la capacité de valorisation et de dynamisation économique de l'Ecole et de ses partenaires, en réunissant dans un lieu commun le pré-incubateur, l'incubateur, le laboratoire de recherche Procédés et Ingénierie en Mécanique et Matériaux (PIMM), lieu qui offrira des espaces partagés de vie, de convivialité et de travail collaboratif favorisant la rencontre entre les entreprises, étudiants et enseignants-chercheurs. La cohabitation entre les entreprises de demain, la formation et la recherche technologique offrira un cadre idéal pour susciter ou appuyer des vocations entrepreneuriales autour de projets orientés « produits » plus que « services », en cohérence avec la vocation industrielle

de l'établissement et de ses moyens techniques.

Description :
Le projet « Halle TER » nécessite une importante opération de rénovation d'un corps de bâtiments de 2 000 m2 (4 000m²), les Halles 3 et 4. Cette opération immobilière comporte la création de différents espaces, certains dédiés à l'entrepreneuriat, d'autres spécifiques aux besoins de la recherche ainsi que des espaces partagés de vie, de convivialité et de travail collaboratif.

Moyens mis en œuvre :
Le projet de réhabilitation et d'aménagement de la Halle TER bénéficiera d'un appui des équipes de l'ENSAM, notamment en ce qui concerne le réaménagement et l'articulation des espaces dédiés à la recherche et avec ceux destinés au développement économique.

Intérêt régional :
Ce projet de réhabilitation, qui participe aussi à la rénovation globale du campus, en vue de garder une bonne attractivité, est un élément constitutif de la politique entrepreneuriale et de valorisation de la recherche de l'ENSAM. L'ENSAM est en première ligne pour permettre le transfert de ses recherches à de jeunes sociétés innovantes et contribuer ainsi à la dynamique de la création d'entreprises dans l'industrie en Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants de l'ENSAM, enseignants-chercheurs du PIMM, entreprises et startups hébergées.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépose/démolition	76 902,00	1,60%
Lot Planchers	849 975,00	17,73%
Lots clos et couverts (couverture étanchéité, menuiserie extérieure, isolation thermique, isolation acoustique, etc.)	769 025,00	16,04%
Lots techniques (CVC, plomberie, électricité, ascenseur)	764 978,00	15,95%
Lots 2e oeuvre (métallerie, menuiserie intérieure, plafonds et cloisonnement, revêtements de sols, peinture)	769 025,00	16,04%
VRD & Espaces verts (réseaux enterrés)	117 377,00	2,45%
Frais d'études	769 025,00	16,04%
Assurances	56 665,00	1,18%
Aléas techniques	182 138,00	3,80%
Aléas économiques	263 088,00	5,49%
Indemnités candidats/concours	76 902,00	1,60%
Achat mobilier	100 000,00	2,09%
Total	4 795 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region Ile-de-France	1 060 000,00	22,11%
Ville de Paris	1 330 000,00	27,74%
Autofinancement	2 405 100,00	50,16%
Total	4 795 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	318 000,00 €
2020	530 000,00 €
2021	212 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	19 800,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	14 850,00 €
2015	Soutien aux expérimentations et aux partenariats en faveur du développement d'une politique de mobilité internationale - volets enseignement supérieur et apprentissage	4 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	12 600,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	10 800,00 €
2017	Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	150 000,00 €
	Montant total	212 050,00 €

Fiche projet – APHP

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015358

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMÉNAGEMENT DE LABORATOIRES DU CENTRE MEARY - APHP HÔPITAL SAINT LOUIS - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	992 325,00 €	60,46 %	600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		600 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-204181-192008-1800
19200802- Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS
Adresse administrative : 3 AVENUE VICTORIA 75004 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur Martin HIRSCH, Directeur Général

N° SIRET : 26750045200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la recherche – recherche fondamentale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'université Paris Diderot et l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris sont les partenaires historiques qui ont lancé le projet de création de plateformes de formation et de recherche translationnelle en Hématologie, Oncologie, et Biothérapies, dit projet « MEARY ».
Il a pour objectif de développer des programmes de médecine personnalisée en Onco-Hématologie et Biothérapies, de contribuer à en développer les outils et les procédures et de faire la preuve de ce concept en l'incluant dans le parcours des patients. Il se situe à l'interface entre la médecine et une recherche-action pluridisciplinaire à vocation translationnelle.

Description :
Il constitue la pierre angulaire du programme « Saint-Louis Institute », proposé et retenu comme Institut Hospitalo-Universitaire pour le campus de Saint-Louis à Paris en mars 2011.

L'institut MEARY s'inscrit dans les thématiques de recherche et de soin développées au sein du Groupe Hospitalier. Il est en lien direct avec l'Institut Universitaire d'Hématologie de l'Hôpital Saint-Louis (Direction : Pr Hervé DOMBRET). Le Pr Jérôme LARGHERO en assure la Direction Scientifique.

L'institut Meary est abrité dans un bâtiment implanté au sein du campus de l'Hôpital Saint-Louis, centre historique de spécialisation et de développement de l'Hémato-oncologie, en étroite interaction avec l'Institut Universitaire d'Hématologie et les deux pôles des Hôpitaux Universitaires Saint-Louis/Lariboisière/F. Widal impliqués dans la thématique. La complémentarité de l'ensemble de ces acteurs a fait émerger un des plus importants centre européen de recherche et de soins en Onco-Hématologie et en Biothérapies.

L'Institut de Recherche Translationnelle en Onco-Hématologie et Biothérapies se décline en un modèle souple et évolutif qui comprend :
- La plateforme de production de Médicaments de Thérapie Innovante de l'APHP. Cette structure sera dédiée à la production de médicaments issus de l'ingénierie cellulaire, tissulaire et génique, et ouverte aux développements issus des équipes de l'APHP et hors APHP, pour des projets académiques et industriels. L'APHP sera ainsi le seul CHU en France à se doter d'une telle plateforme, conforme à l'ensemble des exigences réglementaires françaises et internationales.
- dans le cadre d'un rôle d'incubateur, des programmes de recherche scientifique et technologique en lien avec des partenariats industriels. Ces partenariats porteront, en particulier, sur l'innovation technologique, la médecine personnalisée, la création de nouveaux modèles biologiques et leur transfert dans le système de santé. L'accueil de start-up sera favorisé, certaines étant déjà identifiées et présentes sur le site.
- des plateformes technologiques : deux plateformes sont identifiées à ce jour : la plateforme OMICS et la plateforme de bio-informatique et de biologie de système.
- Une plateforme de ressources biologiques abritant notamment les échantillons rares et annotés provenant de cohortes "maladies rares" de la filière MaRIH, de la cohorte CryoStem (PIA1), ou de certains groupes coopératifs nationaux.
- des laboratoires dits « projets », comme le laboratoire de transfert des leucémies et le laboratoire de bio-impression et microtechnologies.
- un programme de formation : l'Institut abritera l'Ecole de l'Innovation (Paris Alliance of Cancer Research Institutes-PACRI, Investissements d'Avenir) créée par J. HAIECH. Elle aura pour mission de gérer des projets émanant des secteurs publics ou privés qui seront pris en charge par des étudiants venant de masters différents, de proposer une offre de formation aux cadres de l'industrie et de développer de nouveaux outils de pédagogie, en lien avec l'Ecole Doctorale du site (Direction : Pr Jérôme LARGHERO).

Moyens mis en œuvre :
Cette phase du projet concerne l'aménagement du rez-de-chaussée du Centre d'une surface de 600m² (sur un total de 2500m²). Il doit accueillir des équipes de recherche académique sur 50% de cette surface et des start-ups sur les 50% restantes.
Cette zone a été divisée en quatre parties distinctes :
+ Une zone bureau de 260 m2
+ Une zone laboratoires L1 de 150 m2
+ Une zone laboratoires L2 de 145 m2
+ Une zone d'annexes de 45 m2
Le coût moyen d'aménagement retenu est de 2700 euros/m2. Ce coût comprend les travaux, la maîtrise d'oeuvre, les aménagements des laboratoires en paillasse, les aménagements nécessaires aux laboratoires L2, les arrivées de fluides (CO2, N2), etc.
Il ne comprend pas les équipements (centrifugeuses, incubateurs, hottes, etc.)

Intérêt régional :
Favoriser les partenariats industriels avec les équipes présentes sur le site

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Equipes de recherche hospitalo-universitaires, start-up

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement d'un laboratoire L1 (travaux, maitrise d'oeuvre, autres prestataires intellectuels, aménagements, mobilier)	422 475,00	26,30%
Aménagement d'un laboratoire L2 (travaux, maitrise d'oeuvre, autres prestataires intellectuels, aménagements, mobilier)	569 850,00	35,47%
Bureaux (travaux, maitrise d'oeuvre, autres prestataires intellectuels, aménagements, mobilier) -hors assiette éligible	503 750,00	31,36%
Annexes (travaux, maitrise d'oeuvre, autres prestataires intellectuels, aménagements, mobilier) 03 Bureaux (travaux, maitrise d'oeuvre, autres prestataires intellectuels...) -hors assiette éligible	110 295,00	6,87%
Total	1 606 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	600 000,00	37,35%
Ville de Paris	500 000,00	31,13%
Autofinancement	506 370,00	31,52%
Total	1 606 370,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	200 000,00 €
2020	400 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	217 596,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	42 238 150,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	60 400,00 €
2015	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	145 665,61 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	42 771 150,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	89 960,00 €
2015	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	5 226,31 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	1 444 359,50 €
2016	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	385 816,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	45 454 465,00 €
2016	Fonds d'urgence pour les écoles et instituts de formation sanitaire	183 968,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	105 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Projets R&D&I collaborative dans les domaines de SRI-SI	247 600,00 €
2017	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	1 026 096,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	44 748 145,00 €
2017	Fonds d'urgence pour les écoles et instituts de formation sanitaire	466 520,00 €
2017	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	100 940,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	300 000,00 €
	Montant total	179 813 131,92 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-613

DU 22 NOVEMBRE 2017

POLITIQUE D'AIDE À L'ENTREPRENEURIAT ÉTUDIANT : SOUTIEN AUX PROGRAMMES PEPITE D'ILE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional;

VU La délibération n°CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'adoption du CPIER Vallée de Seine 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 146-17 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI)

VU La délibération n° CR 2017-37 du 9 mars 2017 relative à la mise en place de la stratégie #LEADER ;

VU La délibération n° CR 101-17 du 18 mai 2017 relative au soutien aux lieux d'innovation ;

VU La délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 « mise en œuvre de la stratégie #leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce » ;

VU La délibération CP 2017-446 du 20 septembre 2017 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat étudiant ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-613 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : soutien à l'opération Accompagnement des PEPITE

Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif de « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », les actions d'accompagnement des PEPITE Ile de France par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 189 000 €, répartis comme suit :

- 27 000 € à la COMUE Paris-Saclay (PEIPS),
- 27 000 € à la COMUE Paris Science et Lettres (PSL)
- 27 000 € à la COMUE heSam (heSam)
- 27 000 € à la COMUE Paris-Est (3EF)
- 27 000 € à la COMUE Paris Lumière (PON)
- 27 000 € à l'Université Paris XIII - Nord (CréaJ IDF)
- 27 000 € à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris Centre)

La description de chacun des projets des PEPITE figure en annexe 2 à 8 à la délibération.

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature avec chacun des bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-446 du 20 septembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **189 000 €,** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 92, programme HP 92-008 «Soutien aux transferts de technologie», action 19200803 «Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert », nature 657 du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 2 : soutien à l'opération Accompagnement du réseau PEPITE Ile-de-France

Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif de « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », le projet « Accompagnement du réseau PEPITE Ile de France » porté par la FNEGE (PEPITE France) dont la description figure en annexe 9 à la délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 54 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec la FNEGE d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-446 du 20 septembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **54 000 €,** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 92, programme HP 92-008 «Soutien aux transferts de technologie», action 19200803 «Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert », nature 657 du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 3 : soutien à l'opération Programme PEPITE Vallée de Seine / CPIER – Université de Cergy-Pontoise - 2018/2019

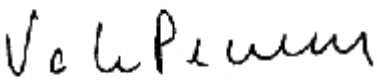
Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » le projet de PEPITE Vallée de Seine, porté par l'Université de Cergy Pontoise dont la description figure en annexe 10 à la délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 24 356 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec l'Université de Cergy Pontoise d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-446 du 20 septembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 24 356 €, prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 92, programme HP 92-008 «Soutien aux transferts de technologie», action 19200803 «Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert », nature 657 du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er novembre 2017, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-613	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192008 - Soutien aux transferts de technologie**
Action	**19200803 - Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert**

Dispositif : N° 00001056 - Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)

Dossier	17015404 - Programme PEPITE Vallée de Seine / CPIER - Université de Cergy-Pontoise - 2018/2019			
Bénéficiaire	R3218 - UNIVERSITE CERGY PONTOISE			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 356,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 712,00 €	TTC	50 %	24 356,00 €	

Dossier	17015527 - Accompagnement PEPITE PSL - COMUE PSL - Programme 2018			
Bénéficiaire	P0032158 - COMUE COMMUNAUTE ETABLISSEMENTS UNIVERSITES RECHERCHE PARIS SCIENCES LETTRES PSL RESEARCH UNIVERSITY			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	60 %	27 000,00 €	

Dossier	17015536 - Accompagnement PEPITE PEIPS - COMUE Paris-Saclay - Programme 2018			
Bénéficiaire	P0032046 - COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SACLAY			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	60 %	27 000,00 €	

Dossier	17015539 - Accompagnement PEPITE 3EF - COMUE Paris Est - Programme 2018			
Bénéficiaire	P0036239 - COMUE COMMUNAUTE DUNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS EST			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	60 %	27 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-613	Budget	2017

Dossier	17015541 - Accompagnement PEPITE heSam - COMUE heSam- Programme 2018			
Bénéficiaire	EXM00952 - HESAM UNIVERSITE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	60 %	27 000,00 €	

Dossier	17015545 - Accompagnement PEPITE pon - COMUE Paris Ouest Nord - Programme 2018			
Bénéficiaire	EXM00943 - COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS LUMIERES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	60 %	27 000,00 €	

Dossier	17015550 - Accompagnement PEPITE CREAJ IDF - Université Paris 13			
Bénéficiaire	R1468 - UNIVERSITE PARIS XIII -NORD			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	60 %	27 000,00 €	

Dossier	17015553 - Programme d'actions PEPITE France - FNEGE - 2018			
Bénéficiaire	R13471 - FNEGE FOND NALE ENSEIGNEMENT ENTREPRISE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 000,00 €	TTC	60 %	54 000,00 €	

Dossier	17015564 - ACCOMPAGNEMENT PEPITE Paris Centre - Université Pierre et Marie Curie - PROGRAMME 2018			
Bénéficiaire	R1487 - UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	60 %	27 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-613	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00001056 - Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	267 356,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192008 - 19200803	267 356,00 €

Annexe 2 - Fiche projet PEIPS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015536

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT PEPITE PEIPS - COMUE PARIS-SACLAY - PROGRAMME 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 000,00 €	60,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192008-1800
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SACLAY
Adresse administrative : RTE DE L ORME AUX MERISIERS
91190 SAINT-AUBIN
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Gilles Bloch

N° SIRET : 13002074600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Ce programme permettra:
1) De créer une dynamique auprès des étudiants-entrepreneurs au sein de chaque entité composant les COMUE
2) D'assurer plus de moyens aux étudiants entrepreneurs dans la conduite de leur projet
3) De doter les PEPITE d'une plus grande marge de manœuvre
4) De permettre une montée en compétence des PEPITE afin de gagner en efficacité notamment sur les actions d'accompagnements

5) D'assurer une plus grande visibilité de la région Ile de France sur les actions autour de l'entrepreneuriat étudiant

Description :
Ce programme s'inscrit dans le soutien de la Région Ile de France à la création d'entreprises par les étudiants Entrepreneurs au sein des campus franciliens.

A cet effet, 7 étudiants entrepreneurs bénéficieront de prestations externes via des « chèques Région » à hauteur de 3000 € environ leur permettant d'accéder à un fablab, des prestations de propriété intellectuelle, de design, de formation, de prestations juridiques et financières....
Parmi ces chèques Région, les PEPITE auront la possibilité de mobiliser 1000 € en formation collective à destination des étudiants entrepreneurs et 2000 euros à un porteur de projet.

Moyens mis en œuvre :
1. L'objectif du programme :
Il s'agit d'un programme d'accompagnement, de soutien et d'accélération des projets des étudiants à destination des étudiants entrepreneurs des PEPITE d'ile de France,

2. La sélection des projets et pluridisciplinarité des promotions franciliennes :
Les étudiants entrepreneurs sont sélectionnés sur leur degré d'engagement et leur disponibilité. Le PEPITE bénéficiera d'outils partagés proposés par PEPITE France pour son action régionale francilienne.
La Région participera au process de sélection et de validation des étapes.

3. Le contenu du programme par "promotion »:
- Les start-up bénéficient d'ateliers collectifs de formation réguliers pour monter en compétence sur les sujets importants à leur réussite. Elles bénéficient de rendez-vous individuels avec des experts, qui les aident sur un sujet précis
- Trois échéances auxquelles est associée la Région rythment le programme : Kick off, point d'étape et fin du programme

4. L'accompagnement :
Chaque start-up :
- est accompagnée par un tuteur praticien, jeune entrepreneur ayant fait ses preuves et un tuteur académique de sa formation initiale (si étudiant en période de substitution de stage)
- bénéficie d'une communauté d'experts sectoriels expérimentés
- est suivie par un référent PEPITE

5. L'animation de la communauté :
Le PEPITE bénéficie des actions collectives menées par PEPITE France pour le volet régional francilien

Intérêt régional :
Le soutien régional permet :
- une montée en compétences du PEPITE
- l'organisation d'évènements générant de nouveaux projets entrepreneuriaux : Hackathon, Start-up week end régional, Demo Day régional
- l'accès à des services et plateformes (fablab, PI, design, formation, prestations juridiques et financières) assurant la pérennité des projets des étudiants et leur professionnalisation,
- un soutien plus conséquent aux projets des étudiants en leur apportant des moyens de financement complémentaires

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout étudiant-e-s de niveau Bac+2 en cours au doctorant

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel	18 000,00	40,00%
Organisation	2 000,00	4,44%
Communication/événements	4 000,00	8,89%
Dépenses externes	21 000,00	46,67%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	27 000,00	60,00%
Autofinancement	18 000,00	40,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €
2019	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	SESAME	157 000,00 €
2016	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	367 000,00 €

Annexe 3 - Fiche projet PSL

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015527

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT PEPITE PSL - COMUE PSL - PROGRAMME 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 000,00 €	60,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192008-1800
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUE COMMUNAUTE ETABLISSEMENTS UNIVERSITES RECHERCHE PARIS SCIENCES LETTRES PSL RESEARCH UNIVERSITY

Adresse administrative : 62 B RUE GAY LUSSAC
75005 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Alain Fuchs

N° SIRET : 13001744500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Ce programme permettra:
1) De créer une dynamique auprès des étudiants-entrepreneurs au sein de chaque entité composant les COMUE
2) D'assurer plus de moyens aux étudiants entrepreneurs dans la conduite de leur projet
3) De doter les PEPITE d'une plus grande marge de manœuvre
4) De permettre une montée en compétence des PEPITE afin de gagner en efficacité notamment sur les

actions d'accompagnements
5) D'assurer une plus grande visibilité de la région Ile de France sur les actions autour de l'entrepreneuriat étudiant

Description :
Ce programme s'inscrit dans le soutien de la Région Ile de France à la création d'entreprises par les étudiants Entrepreneurs au sein des campus franciliens.

A cet effet, 7 étudiants entrepreneurs bénéficieront de prestations externes via des « chèques Région » à hauteur de 3000 € environ leur permettant d'accéder à un fablab, des prestations de propriété intellectuelle, de design, de formation, de prestations juridiques et financières....
Parmi ces chèques Région, les PEPITE auront la possibilité de mobiliser 1000 € en formation collective à destination des étudiants entrepreneurs et 2000 euros à un porteur de projet.

Moyens mis en œuvre :
1. L'objectif du programme :
Il s'agit d'un programme d'accompagnement, de soutien et d'accélération des projets des étudiants à destination des étudiants entrepreneurs des PEPITE d'ile de France,

2. La sélection des projets et pluridisciplinarité des promotions franciliennes :
Les étudiants entrepreneurs sont sélectionnés sur leur degré d'engagement et leur disponibilité. Le PEPITE bénéficiera d'outils partagés proposés par PEPITE France pour son action régionale francilienne.
La Région participera au process de sélection et de validation des étapes.

3. Le contenu du programme par "promotion ».:
- Les start-up bénéficient d'ateliers collectifs de formation réguliers pour monter en compétence sur les sujets importants à leur réussite. Elles bénéficient de rendez-vous individuels avec des experts, qui les aident sur un sujet précis
- Trois échéances auxquelles est associée la Région rythment le programme : Kick off, point d'étape et fin du programme

4. L'accompagnement :
Chaque start-up :
- est accompagnée par un tuteur praticien, jeune entrepreneur ayant fait ses preuves et un tuteur académique de sa formation initiale (si étudiant en période de substitution de stage)
- bénéficie d'une communauté d'experts sectoriels expérimentés
- est suivie par un référent PEPITE

5. L'animation de la communauté :
Le PEPITE bénéficie des actions collectives menées par PEPITE France pour le volet régional francilien

Intérêt régional :
Le soutien régional permet :
- une montée en compétences du PEPITE
- l'organisation d'évènements générant de nouveaux projets entrepreneuriaux : Hackathon, Start-up week end régional, Demo Day régional
- l'accès à des services et plateformes (fablab, PI, design, formation, prestations juridiques et financières) assurant la pérennité des projets des étudiants et leur professionnalisation,
- un soutien plus conséquent aux projets des étudiants en leur apportant des moyens de financement complémentaires

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants entrepreneurs

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel	18 000,00	40,00%
Organisation / gestion	2 000,00	4,44%
Communication/événements	4 000,00	8,89%
Dépenses / prestations externes	21 000,00	46,67%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	27 000,00	60,00%
Autofinancement	18 000,00	40,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €
2019	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	141 000,00 €
2015	Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (SUSES - Fonctionnement)	23 000,00 €
	Montant total	164 000,00 €

Annexe 4 - Fiche projet HeSam

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015541

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT PEPITE HESAM - COMUE HESAM- PROGRAMME 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 000,00 €	60,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192008-1800
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HESAM UNIVERSITE
Adresse administrative : 15 RUE SOUFFLOT
75005 PARIS
Statut Juridique : Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionel

Représentant : Jean-Luc Delpeuch

N° SIRET : 13002144700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Ce programme permettra:
1) De créer une dynamique auprès des étudiants-entrepreneurs au sein de chaque entité composant les COMUE
2) D'assurer plus de moyens aux étudiants entrepreneurs dans la conduite de leur projet
3) De doter les PEPITE d'une plus grande marge de manœuvre
4) De permettre une montée en compétence des PEPITE afin de gagner en efficacité notamment sur les actions d'accompagnements
5) D'assurer une plus grande visibilité de la région Ile de France sur les actions autour de l'entrepreneuriat étudiant

Description :
Ce programme s'inscrit dans le soutien de la Région Ile de France à la création d'entreprises par les étudiants Entrepreneurs au sein des campus franciliens.

A cet effet, 7 étudiants entrepreneurs bénéficieront de prestations externes via des « chèques Région » à hauteur de 3000 € environ leur permettant d'accéder à un fablab, des prestations de propriété intellectuelle, de design, de formation, de prestations juridiques et financières....
Parmi ces chèques Région, les PEPITE auront la possibilité de mobiliser 1000 € en formation collective à destination des étudiants entrepreneurs et 2000 euros à un porteur de projet.

Moyens mis en œuvre :
1. L'objectif du programme :
Il s'agit d'un programme d'accompagnement, de soutien et d'accélération des projets des étudiants à destination des étudiants entrepreneurs des PEPITE d'ile de France,

2. La sélection des projets et pluridisciplinarité des promotions franciliennes :
Les étudiants entrepreneurs sont sélectionnés sur leur degré d'engagement et leur disponibilité. Le PEPITE bénéficiera d'outils partagés proposés par PEPITE France pour son action régionale francilienne.
La Région participera au process de sélection et de validation des étapes.

3. Le contenu du programme par "promotion »:
- Les start-up bénéficient d'ateliers collectifs de formation réguliers pour monter en compétence sur les sujets importants à leur réussite. Elles bénéficient de rendez-vous individuels avec des experts, qui les aident sur un sujet précis
- Trois échéances auxquelles est associée la Région rythment le programme : Kick off, point d'étape et fin du programme

4. L'accompagnement :
Chaque start-up :
- est accompagnée par un tuteur praticien, jeune entrepreneur ayant fait ses preuves et un tuteur académique de sa formation initiale (si étudiant en période de substitution de stage)
- bénéficie d'une communauté d'experts sectoriels expérimentés
- est suivie par un référent PEPITE

5. L'animation de la communauté :
Le PEPITE bénéficie des actions collectives menées par PEPITE France pour le volet régional francilien

Intérêt régional :
Le soutien régional permet :
- une montée en compétences du PEPITE
- l'organisation d'évènements générant de nouveaux projets entrepreneuriaux : Hackathon, Start-up week end régional, Demo Day régional
- l'accès à des services et plateformes (fablab, PI, design, formation, prestations juridiques et financières) assurant la pérennité des projets des étudiants et leur professionnalisation,
- un soutien plus conséquent aux projets des étudiants en leur apportant des moyens de financement complémentaires

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants entrepreneurs franciliens

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel	18 000,00	40,00%
Organisation	2 000,00	4,44%
Communication / événements	4 000,00	8,89%
Dépense externes	21 000,00	46,67%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	27 000,00	60,00%
Autofinancement	18 000,00	40,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €
2019	12 000,00 €

Annexe 5 - Fiche projet 3EF

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015539

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT PEPITE 3EF - COMUE PARIS EST - PROGRAMME 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 000,00 €	60,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192008-1800
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUE COMMUNAUTE DUNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS EST
Adresse administrative : 6 AV BLAISE PASCAL
77455 MARNE LA VALLEE CEDEX 2
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Philippe Tchamitchian

N° SIRET : 13002145400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Ce programme permettra:
1) De créer une dynamique auprès des étudiants-entrepreneurs au sein de chaque entité composant les COMUE
2) D'assurer plus de moyens aux étudiants entrepreneurs dans la conduite de leur projet
3) De doter les PEPITE d'une plus grande marge de manœuvre
4) De permettre une montée en compétence des PEPITES afin de gagner en efficacité notamment sur les

actions d'accompagnements
5) D'assurer une plus grande visibilité de la région Ile de France sur les actions autour de l'entrepreneuriat étudiant

Description :
Ce programme s'inscrit dans le soutien de la Région Ile de France à la création d'entreprises par les étudiants Entrepreneurs au sein des campus franciliens.

A cet effet, 7 étudiants entrepreneurs bénéficieront de prestations externes via des « chèques Région » à hauteur de 3000 € environ leur permettant d'accéder à un fablab, des prestations de propriété intellectuelle, de design, de formation, de prestations juridiques et financières....
Parmi ces chèques Région, les PEPITE auront la possibilité de mobiliser 1000 € en formation collective à destination des étudiants entrepreneurs et 2000 euros à un porteur de projet.

Moyens mis en œuvre :
1. L'objectif du programme :
Il s'agit d'un programme d'accompagnement, de soutien et d'accélération des projets des étudiants à destination des étudiants entrepreneurs des PEPITE d'ile de France,

2. La sélection des projets et pluridisciplinarité des promotions franciliennes :
Les étudiants entrepreneurs sont sélectionnés sur leur degré d'engagement et leur disponibilité. Le PEPITE bénéficiera d'outils partagés proposés par PEPITE France pour son action régionale francilienne.
La Région participera au process de sélection et de validation des étapes.

3. Le contenu du programme par "promotion ».:
- Les start-up bénéficient d'ateliers collectifs de formation réguliers pour monter en compétence sur les sujets importants à leur réussite. Elles bénéficient de rendez-vous individuels avec des experts, qui les aident sur un sujet précis
- Trois échéances auxquelles est associée la Région rythment le programme : Kick off, point d'étape et fin du programme

4. L'accompagnement :
Chaque start-up :
- est accompagnée par un tuteur praticien, jeune entrepreneur ayant fait ses preuves et un tuteur académique de sa formation initiale (si étudiant en période de substitution de stage)
- bénéficie d'une communauté d'experts sectoriels expérimentés
- est suivie par un référent PEPITE

5. L'animation de la communauté :
Le PEPITE bénéficie des actions collectives menées par PEPITE France pour le volet régional francilien

Intérêt régional :
Le soutien régional permet :
- une montée en compétences du PEPITE
- l'organisation d'évènements générant de nouveaux projets entrepreneuriaux : Hackathon, Start-up week end régional, Demo Day régional
- l'accès à des services et plateformes (fablab, PI, design, formation, prestations juridiques et financières) assurant la pérennité des projets des étudiants et leur professionnalisation,
- un soutien plus conséquent aux projets des étudiants en leur apportant des moyens de financement complémentaires

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants entrepreneurs

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel	18 000,00	40,00%
Organisation	2 000,00	4,44%
Communication /événements	4 000,00	8,89%
Dépenses externes	21 000,00	46,67%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	27 000,00	60,00%
Autofinancement	18 000,00	40,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €
2019	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Subvention aux campus des métiers et des qualifications	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

Annexe 6 - Fiche projet PON

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015545

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT PEPITE PON - COMUE PARIS OUEST NORD - PROGRAMME 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 000,00 €	60,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192008-1800
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS LUMIERES
Adresse administrative : 140 RUE DU CHEVALERET 75013 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Pierre André Jouvet

N° SIRET : 13002147000021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Ce programme permettra:
1) De créer une dynamique auprès des étudiants-entrepreneurs au sein de chaque entité composant les COMUE
2) D'assurer plus de moyens aux étudiants entrepreneurs dans la conduite de leur projet
3) De doter les PEPITE d'une plus grande marge de manœuvre
4) De permettre une montée en compétence des PEPITE afin de gagner en efficacité notamment sur les

actions d'accompagnements
5) D'assurer une plus grande visibilité de la région Ile de France sur les actions autour de l'entrepreneuriat étudiant

Description :
Ce programme s'inscrit dans le soutien de la Région Ile de France à la création d'entreprises par les étudiants Entrepreneurs au sein des campus franciliens.

A cet effet, 7 étudiants entrepreneurs bénéficieront de prestations externes via des « chèques Région » à hauteur de 3000 € environ leur permettant d'accéder à un fablab, des prestations de propriété intellectuelle, de design, de formation, de prestations juridiques et financières....
Parmi ces chèques Région, les PEPITE auront la possibilité de mobiliser 1000 € en formation collective à destination des étudiants entrepreneurs et 2000 euros à un porteur de projet.

Moyens mis en œuvre :
1. L'objectif du programme :
Il s'agit d'un programme d'accompagnement, de soutien et d'accélération des projets des étudiants à destination des étudiants entrepreneurs des PEPITE d'ile de France,

2. La sélection des projets et pluridisciplinarité des promotions franciliennes :
Les étudiants entrepreneurs sont sélectionnés sur leur degré d'engagement et leur disponibilité. Le PEPITE bénéficiera d'outils partagés proposés par PEPITE France pour son action régionale francilienne.
La Région participera au process de sélection et de validation des étapes.

3. Le contenu du programme par "promotion ».:
- Les start-up bénéficient d'ateliers collectifs de formation réguliers pour monter en compétence sur les sujets importants à leur réussite. Elles bénéficient de rendez-vous individuels avec des experts, qui les aident sur un sujet précis
- Trois échéances auxquelles est associée la Région rythment le programme : Kick off, point d'étape et fin du programme

4. L'accompagnement :
Chaque start-up :
- est accompagnée par un tuteur praticien, jeune entrepreneur ayant fait ses preuves et un tuteur académique de sa formation initiale (si étudiant en période de substitution de stage)
- bénéficie d'une communauté d'experts sectoriels expérimentés
- est suivie par un référent PEPITE

5. L'animation de la communauté :
Le PEPITE bénéficie des actions collectives menées par PEPITE France pour le volet régional francilien

Intérêt régional :
Le soutien régional permet :
- une montée en compétences du PEPITE
- l'organisation d'évènements générant de nouveaux projets entrepreneuriaux : Hackathon, Start-up week end régional, Demo Day régional
- l'accès à des services et plateformes (fablab, PI, design, formation, prestations juridiques et financières) assurant la pérennité des projets des étudiants et leur professionnalisation,
- un soutien plus conséquent aux projets des étudiants en leur apportant des moyens de financement complémentaires

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants entrepreneurs

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel	18 000,00	40,00%
Organisation	2 000,00	4,44%
Communication / événements	4 000,00	8,89%
Dépenses externes	21 000,00	46,67%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	27 000,00	60,00%
Autofinancement	18 000,00	40,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €
2019	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	33 150,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	394 000,00 €
	Montant total	427 150,00 €

Annexe 7 - Fiche projet CREAJ IDF

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015550

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT PEPITE CREAJ IDF - UNIVERSITÉ PARIS 13

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 000,00 €	60,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192008-1800
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS XIII -NORD
Adresse administrative : 99 AVENUE JEAN-BAPTISTE CLEMENT
93430 VILLETANEUSE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ASTRUC, Président

N° SIRET : 19931238000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce programme permettra:
1) De créer une dynamique auprès des étudiants-entrepreneurs au sein de chaque entité composant les COMUE
2) D'assurer plus de moyens aux étudiants entrepreneurs dans la conduite de leur projet
3) De doter les PEPITE d'une plus grande marge de manœuvre
4) De permettre une montée en compétence des PEPITE afin de gagner en efficacité notamment sur les actions d'accompagnements
5) D'assurer une plus grande visibilité de la région Ile de France sur les actions autour de l'entrepreneuriat étudiant

Description :
Ce programme s'inscrit dans le soutien de la Région Ile de France à la création d'entreprises par les étudiants Entrepreneurs au sein des campus franciliens.

A cet effet, 7 étudiants entrepreneurs bénéficieront de prestations externes via des « chèques Région » à hauteur de 3000 € environ leur permettant d'accéder à un fablab, des prestations de propriété intellectuelle, de design, de formation, de prestations juridiques et financières....
Parmi ces chèques Région, les PEPITE auront la possibilité de mobiliser 1000 € en formation collective à destination des étudiants entrepreneurs et 2000 euros à un porteur de projet.

Moyens mis en œuvre :
1. L'objectif du programme :
Il s'agit d'un programme d'accompagnement, de soutien et d'accélération des projets des étudiants à destination des étudiants entrepreneurs des PEPITE d'ile de France,

2. La sélection des projets et pluridisciplinarité des promotions franciliennes :
Les étudiants entrepreneurs sont sélectionnés sur leur degré d'engagement et leur disponibilité. Le PEPITE bénéficiera d'outils partagés proposés par PEPITE France pour son action régionale francilienne.
La Région participera au process de sélection et de validation des étapes.

3. Le contenu du programme par "promotion »:
- Les start-up bénéficient d'ateliers collectifs de formation réguliers pour monter en compétence sur les sujets importants à leur réussite. Elles bénéficient de rendez-vous individuels avec des experts, qui les aident sur un sujet précis
- Trois échéances auxquelles est associée la Région rythment le programme : Kick off, point d'étape et fin du programme

4. L'accompagnement :
Chaque start-up :
- est accompagnée par un tuteur praticien, jeune entrepreneur ayant fait ses preuves et un tuteur académique de sa formation initiale (si étudiant en période de substitution de stage)
- bénéficie d'une communauté d'experts sectoriels expérimentés
- est suivie par un référent PEPITE

5. L'animation de la communauté :
Le PEPITE bénéficie des actions collectives menées par PEPITE France pour le volet régional francilien

Intérêt régional :
Le soutien régional permet :
- une montée en compétences du PEPITE
- l'organisation d'évènements générant de nouveaux projets entrepreneuriaux : Hackathon, Start-up week end régional, Demo Day régional
- l'accès à des services et plateformes (fablab, PI, design, formation, prestations juridiques et financières) assurant la pérennité des projets des étudiants et leur professionnalisation,
- un soutien plus conséquent aux projets des étudiants en leur apportant des moyens de financement complémentaires

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants entrepreneurs

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel	18 000,00	40,00%
Organisation/gestion	2 000,00	4,44%
Communication / événements	4 000,00	8,89%
Dépenses /prestations externes	21 000,00	46,67%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	27 000,00	60,00%
Autofinancement	18 000,00	40,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €
2019	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	283 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	443 000,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	10 500,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	142 087,50 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	245 250,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	445 000,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI)	130 450,00 €

	- fonctionnement	
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	142 087,50 €
2015	SESAME	200 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	207 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	450 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	142 087,50 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	178 000,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	457 000,00 €
2017	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	62 072,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Projets R&D&I collaborative dans les domaines de SRI-SI	269 170,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	127 878,75 €
	Montant total	4 028 083,25 €

Annexe 8 - Fiche projet Paris Centre

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015564

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT PEPITE PARIS CENTRE - UNIVERSITÉ PIERRE ET MARIE CURIE - PROGRAMME 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 000,00 €	60,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192008-1800
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE
Adresse administrative : 4 PLACE JUSSIEU
75252 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean CHAMBAZ, Président

N° SIRET : 19751722000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La mutualisation inter-pépite de ce programme permettra de créer
1) Une dynamique auprès des étudiants-entrepreneurs Ile de France avec une émulation de ce réseau régional,
2) Une meilleure lisibilité de l'action des 8 PEPITE et des projets entrepreneuriaux aux acteurs publics et privés de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise avec les PEPITE comme sourcing de projets,
3) Un partage d'actions des 8 PEPITE afin d'avoir des économies d'échelle et d'expérience en matière de

ressources humaines et de système d'information.

Description :
Ce programme s'inscrit dans le soutien de la Région Ile de France à la création d'entreprises par les étudiants Entrepreneurs au sein des campus franciliens.

A cet effet, 7 étudiants entrepreneurs bénéficieront de prestations externes via des « chèques Région » à hauteur de 3000 € environ leur permettant d'accéder à un fablab, des prestations de propriété intellectuelle, de design, de formation, de prestations juridiques et financières....
Parmi ces chèques Région, les PEPITE auront la possibilité de mobiliser 1000 € en formation collective à destination des étudiants entrepreneurs et 2000 euros à un porteur de projet.

Moyens mis en œuvre :
1. L'objectif du programme :
1.1. Il s'agit d'un programme d'accompagnement, à destination des étudiants entrepreneurs des PEPITE d'ile de France, qui ne sont pas déjà accompagnés en plus du PEPITE par une structure d'accompagnement dédiée.

2. La sélection des projets :
2.1. Les étudiants entrepreneurs sont sélectionnés sur leur degré d'engagement et leur disponibilité.
2.2. Chaque promotion est pluridisciplinaire.
2.3. A court terme, la grille de sélection est unique au sein du réseau des 8 PEPITE avec un calendrier homogène sur l'Ile de France.

3. Le contenu du programme :
3.1. C'est un programme qui fonctionne par "promotion ».
3.2. Le rythme est intensif et les échéances régulières
3.2.1. Le démarrage du programme est intensif, pour créer un "esprit de promo"
3.2.2. Les start-up bénéficient d'ateliers collectifs de formation réguliers pour monter en compétence sur les sujets importants à leur réussite
3.2.3. Les start-up bénéficient régulièrement de rendez-vous individuels avec des experts, qui les aident sur un sujet précis
3.2.4. Trois échéances rythment le programme : Kick off, point d'étape et fin du programme
3.3. Le programme est lisible pour les étudiants et les dates fixées en amont du programme

4. L'accompagnement :
4.1. Le programme est fondé sur l'expérimentation et le pragmatisme
4.2. Chaque start-up est accompagnée par un tuteur praticien, jeune entrepreneur ayant fait ses preuves et un tuteur académique de sa formation initiale (si étudiant en période de substitution de stage)
4.3. Chaque start-up bénéficie d'une communauté d'experts sectoriels expérimentés
4.4. Chaque start-up est suivie par un référent PEPITE, avec le soutien d'un chargé de mission interpépite pour la coordination des actions

5. L'animation de la communauté :
5.1. Les étudiants entrepreneurs sont impliqués dans la construction du programme
5.2. Les étudiants entrepreneurs sont eux-mêmes acteurs du programme
5.3. Des moments "communautaires" rythment le programme
5.4. Des outils soutiennent l'animation de la communauté

Intérêt régional :
Structuration d'une offre homogène:
Les chargés de mission des 8 PEPITE bénéficient de :

(i) Coaching organisé par un chargé de mission inter-pépite :
- 8 journées de formation et d'échange de bonnes pratiques de mai à fin décembre, en ce qui concerne l'année 2018
- un accompagnement personnalisé de chacun des 8 PEPITE
- de la méthodologie et un kit d'outils clé en main : outils de communication, grilles de sélection et outils de suivi des start-up, , fiches de poste, budgets…
(ii) Visibilité et attractivité :
- Des actions de relations presse conduites au niveau régional mais déclinables sur les 8 PEPITE
(iii) Accès à une communauté d'entraide :
- Un système d'information commun qui facilite, en interne, le suivi des start-up au quotidien et permet, entre les PEPITE, de croiser les réseaux de start-up, tuteurs, experts
- Un calendrier partagé qui permet de communiquer en interne sur les événements de chaque PEPITE
- 2 journées annuelles de partages de bonnes pratiques communes à tous les PEPITE
- Des rencontres régulières : Hackathon, Start-up week end régional, Demo Day régional
(iv) Des financements éventuels

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants entrepreneurs

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel	18 000,00	40,00%
Organisation/ gestion	2 000,00	4,44%
Communication / événements	4 000,00	8,89%
Dépenses / prestations externes	21 000,00	46,67%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	27 000,00	60,00%
Autofinancement	18 000,00	40,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

2019	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	200 250,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	21 250,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	121 658,66 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	28 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	100 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	500 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	614 413,72 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	33 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	155 933,17 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	121 500,00 €
2016	SESAME	150 000,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	115 300,00 €
2017	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	109 350,00 €
	Montant total	3 429 805,55 €

Annexe 9 - Fiche projet FNEGE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015553

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROGRAMME D'ACTIONS PEPITE FRANCE - FNEGE - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	90 000,00 €	60,00 %	54 000,00 €
	Montant Total de la subvention		54 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192008-1800
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNEGE FOND NALE ENSEIGNEMENT ENTREPRISE
Adresse administrative : 2 AV HOCHE
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Maurice THEVENET

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78485555300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La mutualisation inter-pépite de ce programme permettra de créer :
1) Une dynamique auprès des étudiants-entrepreneurs d'Ile de France avec une émulation de ce réseau régional, et un appui mutualisé aux chargés de mission PEPITE (formation, échange de bonnes pratiques, …),
2) Une meilleure lisibilité de l'action des 8 PEPITE et des projets entrepreneuriaux aux acteurs publics et privés de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprises (communication, évènementiel commun, réseau),

3) Un partage d'actions des 8 PEPITE franciliennes afin d'avoir des économies d'échelle et d'expérience en matière de ressources humaines et de système d'information (outils numériques et de gestion partagés…)
4) un accompagnement dans la durée des projets les plus prometteurs des PEPITE et un soutien à leur développement.

Description :
1) Doter le dispositif d'une offre lisible au niveau régional afin de communiquer simplement auprès des étudiants entrepreneurs et des autres structures d'accompagnement et de financement,
2) Eviter les duplications d'efforts et gagner du temps en mutualisant les outils et les réseaux avec un rôle majeur de la Région dans cette mise en réseau (incubateurs, fablab, prêts d'honneur, BPI, business angels…),
3) Former les PEPITE avec les méthodes d'accompagnement les plus efficaces pour aider les étudiants entrepreneurs engagés à temps plein dans leur projet.

Moyens mis en œuvre :
1. L'objectif du programme :
Il s'agit d'un programme d'accompagnement, de soutien et d'accélération des projets des étudiants à destination des PEPITE d'ile de France.

2. La sélection des projets et pluridisciplinarité des promotions franciliennes :
Des outils communs d'appels à projets, de process de sélection, de techniques de management et accompagnement seront proposés par PEPITE France au bénéfice des PEPITE franciliens
Par exemple, une grille de sélection unique sera proposée au sein du réseau des 8 PEPITE d'Ile-de-France avec un calendrier homogène sur l'Ile de France. La Région participera au process de sélection et de validation des étapes.

3. Le contenu du programme par "promotion ».:
- Dans le cadre du programme de mutualisation PEPITE France veillera à ce que l'accompagnement des PEPITE comprenne bien des ateliers collectifs de formation réguliers pour monter en compétence sur les sujets importants à leur réussite, de rendez-vous individuels avec des experts, qui les aident sur un sujet précis.
- Pour ce faire des formations pourront être organisées

4. L''accompagnement des PEPITE sera dupliquée sur un modèle commun discuté à l'échelon de PEPITE France pour le compte de l'Ile-de-France :
Chaque start-up :
- est accompagnée par un tuteur praticien, jeune entrepreneur ayant fait ses preuves et un tuteur académique de sa formation initiale (si étudiant en période de substitution de stage)
- bénéficie d'une communauté d'experts sectoriels expérimentés
- est suivie par un référent PEPITE, avec un soutien de PEPITE France pour la coordination des actions franciliennes (prestations complémentaires / accompagnement spécifique pour les projets à potentiel…).

5. L'animation de la communauté :
Des outils (numériques, technologiques…) soutiennent l'animation de la communauté : outil d'information collective, réseau social… proposés par PEPITE France

Intérêt régional :
Le soutien de la Région permet la structuration d'une offre homogène pour l'ensemble des PEPITE :
Les chargés de mission des 8 PEPITE bénéficient de :
(i) Coaching organisés par PEPITE France au niveau régional :
- 8 journées de formation et d'échange de bonnes pratiques de mai à fin décembre, en ce qui concerne l'année 2018
- un accompagnement personnalisé de chacun des 8 PEPITE
- de la méthodologie et un kit d'outils clé en main : outils de communication, grilles de sélection et outils

de suivi des start-up, fiches de poste, budgets…
(ii) Visibilité et attractivité :
- Des actions de relations presse conduites au niveau régional mais déclinables sur les 8 PEPITE
(iii) Accès à une communauté d'entraide :
- Un système d'information commun qui facilite, en interne, le suivi des start-up au quotidien et permet, entre les PEPITE, de croiser les réseaux de start-up, tuteurs, experts
- Un calendrier partagé qui permet de communiquer en interne sur les événements de chaque PEPITE
- 2 journées annuelles de partages de bonnes pratiques communes à tous les PEPITE
- Des rencontres régulières : Hackathon, Start-up week end régional, Demo Day régional
(iv) Des financements éventuels

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants entrepreneurs

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (externe ou interne)	70 000,00	77,78%
Déplacements et frais divers	1 000,00	1,11%
Communication, SI...	5 000,00	5,56%
Evènementiel	9 000,00	10,00%
Frais de gestion et administration	5 000,00	5,56%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region IDF	54 000,00	60,00%
autofinancement	36 000,00	40,00%
Total	90 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	27 000,00 €
2019	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	25 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

Annexe 10 - Fiche projet Vallée de Seine

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015404

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROGRAMME PEPITE VALLÉE DE SEINE / CPIER - UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE - 2018/2019

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	48 712,00 €	50,00 %	24 356,00 €
	Montant Total de la subvention		24 356,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192008-1800
19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du transfert

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE CERGY PONTOISE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95011 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur François GERMINET, Président

N° SIRET : 19951793900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme du PEPITE Vallée de Seine a été déposé en début d'année pour des actions commençant dès juin 2017.

Objectifs :
Le projet PEPITE de la Vallée de Seine a pour but de faciliter le développement de l'entrepreneuriat chez les étudiants et doctorants. 4 axes y sont ainsi développés : sensibilisation / formation / accompagnement / incubation. Il veillera à mettre en place un processus qualité pour assurer la montée en gamme des projets et de leurs porteurs. Il permettra en outre de renforcer les liens avec les acteurs économiques du territoire.
La participation du CPIER serait de 123 000€, avec des subventions de l'Etat de 36 635€ (29,7%), de la

Normandie de 74 287€ (60,4%) et de l'Ile-de-France de 12 178€ (9,9%) par an pendant 3 ans.

PEPITE Vallée de Seine répond à la stratégie économique de la vallée de Seine au travers du CPIER Vallée de Seine et le projet a pour but de faciliter le développement de l'entrepreneuriat chez les étudiants et les doctorants.

A cet effet 13 actions phares dans le programme sur les 3 années sont portées par PEPITE Vallée de Seine ; la région IDF se propose de participer à deux de ces actions:

- Action #7 : Mise en place d'une plateforme projet Open Innovation
- Action #9 : Création d'une chaire de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

Description :
La première action a pour objectif de valoriser les projets d'études des écoles d'ingénieurs de la Vallée de Seine.
Dans le cadre de leur cursus, nombre de futurs ingénieurs doivent réaliser un projet d'étude aboutissant au prototypage d'une solution technique. Il arrive, a de trop rares occasions que certains de ces projets techniques se transforment en projets entrepreneuriaux. A l'inverse, la grande majorité des projets ne donnent lieu à aucune valorisation et sont définitivement abandonnés en dépit de leur valeur. La plateforme aurait pour objectif de proposer la reprise de ces projets par des groupes d'étudiants souhaitant créer une entreprise. Dans un second temps, les acteurs souhaiteraient ouvrir ce service au public des différents FabLabs du territoire, afin de renforcer le lien entre créateurs et entrepreneurs.
Les acteurs impliqués sont la COMUE Normandie Université, COMUE Université Paris Seine, société de services informatiques (web agency).

La deuxième action a vocation à fédérer les enseignements en relation avec l'entrepreneuriat et l'innovation et les compléter par des expertises extérieures nouvelles, créer de nouveaux enseignements dans des champs non encore couverts et soutenir des travaux de recherche.
Cette dernière se fera via la création d'une Chaire au sein de l'Université de Cergy-Pontoise, visant à soutenir et développer l'entrepreneuriat et l'innovation et les champs disciplinaires connexes. Un des objectifs majeurs de la chaire est de promouvoir et diffuser les techniques de pédagogie de l'entrepreneuriat en collaboration avec le plateforme TechEduLab, spécialisée sur les technologies numériques en milieu éducatif (https://www.u-cergy.fr/fr/recherche-et-valorisation/platesformes-technologiques/techedulab.html).

Les acteurs impliqués sur cette action sont la COMUE Normandie Université, la COMUE Paris Seine, l'Université de Cergy-Pontoise.

Moyens mis en œuvre :
Pour la première action, Les acteurs se sont inspirés du service proposé par les « Innopreneurs » et leur bourse aux projets orphelins.

Intérêt régional :
Faciliter le développement de l'entrepreneuriat chez les étudiants sur le PEPITE Vallée de Seine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout étudiant-e-s de niveau Bac+2 en cours, doctorant, entrepreneurs

Localisation géographique :

- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plateforme Open Innovation: Recueil des besoins (ateliers avec les établissements)	2 000,00	4,44%
Plateforme Open Innovation: Formalisation du cahier des charges	1 500,00	3,33%
Plateforme Open Innovation: Déploiement de la plateforme	6 500,00	14,44%
Plateforme Open Innovation: Recueil des projets et déversement sur la plateforme	1 000,00	2,22%
Plateforme Open Innovation: Hébergement (forfait dédié - 3ans)	1 500,00	3,33%
Plateforme Open Innovation: Communication et support au déploiement	2 500,00	5,56%
Chaire Entrepreneuriat & Innovation: Communication (Site internet & plaquettes)	2 000,00	4,44%
Chaire Entrepreneuriat & Innovation: Sujet de recherche sur la pédagogie de l'entrepreneuriat	28 000,00	62,22%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	24 356,00	54,12%
PEPITE Vallée de Seine	7 044,00	15,65%
COMUE Paris Seine	13 600,00	30,22%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 178,00 €
2020	12 178,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	202 500,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	3 600,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2015	SESAME	350 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	15 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	196 133,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	150 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	115 300,00 €
2017	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	500 000,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	44 550,00 €
	Montant total	2 194 995,50 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-511

DU 22 NOVEMBRE 2017

RELANCER L'ASCENSEUR SOCIAL, VALORISER LE MÉRITE ET L'EXCELLENCE ET FAVORISER LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 relative à la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU La délibération n° CP 13-719 du 17 octobre 2013 relative à l'attribution des aides à la mobilité internationale des doctorants pour l'année universitaire 2013-2014 ;

VU La délibération n° CP 16-416 du 21 septembre 2016 relative aux aides à la mobilité internationales des étudiants pour l'année 2016-2017 ;

VU La délibération n° CP 16-425 du 16 novembre 2016 relative à l'aide au diplôme d'accès aux études universitaires ;

VU La délibération n° CP 2017-181 du 17 mai 2017 modifiant le règlement d'intervention de l'aide régionale au mérite ;

VU La délibération n° CP 2017-362 du 5 juillet 2017 relative à l'aide à la mobilité internationale des étudiants en BTS ;

VU La délibération n° CP 2017-442 du 20 septembre 2017 relative aux aides à la mobilité internationale des étudiants ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-511 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1: Actions en faveur de l'aide régionale au mérite

Adopte le nouveau règlement d'intervention de l'aide régionale au mérite, tel que présenté

en annexe n°2 à la délibération.

Abroge le règlement d'intervention de l'aide régionale au mérite adopté par délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016. A titre transitoire, décide de soutenir la promotion 2016 pour une deuxième et une troisième années consécutives sur la base du règlement d'intervention adopté en 2016 par la délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016.

Décide au titre du dispositif « Aide régionale au mérite » de soutenir la promotion 2016 et la promotion 2017 par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 3 523 600 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant à la convention signée avec le CROUS de Paris le 21 novembre 2016, tel qu'il est présenté en annexe n° 3, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte en conséquence une autorisation d'engagement de 3 523 600 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23 008 (123 008) « Accompagnement des conditions de vie et d'étude des étudiants », action 123 008 02 « Développement de l'accès à l'enseignement supérieur » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°1 à la délibération.

Affecte en conséquence une autorisation d'engagement de 100 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23 008 (123 008) « Accompagnement des conditions de vie et d'étude des étudiants », action 123 008 02 « Développement de l'accès à l'enseignement supérieur » du budget 2017, au titre du paiement des frais de gestion réalisés par le CROUS de Paris dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif régional « aide au mérite » pour l'année universitaire 2017-2018.

Article 2: Actions en faveur de l'aide régionale pour le DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires)

Adopte le règlement d'intervention du dispositif « Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) », tel que présenté en annexe n°4 à la délibération. L'adoption du nouveau règlement d'intervention s'accompagne d'une nouvelle campagne d'information auprès des bénéficiaires potentiels dans les formations concernées.

Abroge le règlement d'intervention du dispositif « Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) » adopté par délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016. A titre transitoire, décide de soutenir pour l'année universitaire 2016-2017 3 bénéficiaires dont la liste figure en annexe n° 5 à la présente délibération sur la base du règlement d'intervention adopté en 2016 par délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016.

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) » pour l'année universitaire 2017-2018, de soutenir les bénéficiaires figurant sur la liste présentée en annexe n° 6 à la délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 € par bénéficiaire.

Affecte une autorisation d'engagement de 750 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23 008 (123 008) « Accompagnement des conditions de vie et d'étude des étudiants », action 123 008 02 « Développement de l'accès à l'enseignement supérieur » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°1 à la présente délibération.

Article 3 : Attributions complémentaires en faveur de la mobilité internationale des étudiants (AMIE)

Décide de revaloriser, conformément à l'annexe n° 7 de la présente délibération, les subventions attribuées aux universités par délibération n° CP 17-442 du 20 septembre 2017 au titre du dispositif « Aide à la mobilité internationale des étudiants ».

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'avenants conformes au modèle-type présenté en annexe n°8 à la présente délibération, et autorise la Présidente à le signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 233 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23 004 (123 004) « Actions en faveur de la mobilité internationale» - Action 123 004 01 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°1 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er juillet 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 : Affectation provisionnelle en faveur de la mobilité internationale des étudiants

Affecte une autorisation d'engagement de 17 000 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23 004 (123 004) « Actions en faveur de la mobilité internationale» - Action 123 004 01 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens » du budget 2017, en vue d'aider à la communication, la promotion et la refonte du dispositif régional d'aide à la mobilité internationale des étudiants, en déclinaison du Schéma régional d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation.

Article 5 : Attributions complémentaires en faveur de la mobilité internationale des étudiants en STS (AMIE-BTS)

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », au financement des projets de mobilité de 10 étudiants tels que détaillés dans le tableau en annexe n°9 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant de 500 € par bénéficiaire.

Subordonne le versement de ces subventions à la transmission par chaque bénéficiaire de l'attestation de stage réalisé à l'étranger au cours de l'année scolaire 2016-2017.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 5 000 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » - programme HP 23 004 (123 004) « Actions en faveur de la mobilité internationale » - Action 123 004 01 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er septembre 2016 par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, les départs en mobilité des étudiants ayant lieu dès le début de l'année scolaire 2016-2017.

Article 6 : Remise gracieuse partielle en faveur d'un bénéficiaire du dispositif AMI-Doctorant

Décide d'accorder la remise gracieuse partielle relative à l'ordre de recouvrement émis vis-à-vis- d'un doctorant, dont le détail figure en annexe n°10 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-511	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**123004 - Actions en faveur de la mobilité internationale**
Action	**12300401 - Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens**

Dispositif : N° 00000642 - Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)

Dossier	EX022771 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE DE PARIS IV PARIS SORBONNE EX022771			
Bénéficiaire	R6664 - UNIVERSITE DE PARIS IV PARIS SORBONNE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
148 200,00 €	HT	100 %	148 200,00 €	

Dossier	EX022793 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE EX022793			
Bénéficiaire	R21311 - UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE			
Localisation	CHAMPS-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 650,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
97 900,00 €	HT	100 %	97 900,00 €	

Dossier	EX023091 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE PARIS PANTHEON ASSAS EX023091			
Bénéficiaire	R1483 - UNIVERSITE PARIS PANTHEON ASSAS - PARIS 2			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 950,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
97 900,00 €	HT	100 %	97 900,00 €	

Dossier	EX023177 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE PARIS XIII -NORD EX023177			
Bénéficiaire	R1468 - UNIVERSITE PARIS XIII -NORD			
Localisation	VILLETANEUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 300,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
178 000,00 €	HT	100 %	178 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-511	Budget	2017

Dossier	EX023240 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE PARIS DIDEROT PARIS EX023240			
Bénéficiaire	R1488 - UNIVERSITE PARIS DIDEROT PARIS 7			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 700,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
133 500,00 €	HT	100 %	133 500,00 €	

Dossier	EX023275 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE DE PARIS-SUD EX023275			
Bénéficiaire	R1499 - UNIVERSITE DE PARIS-SUD			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 250,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
141 600,00 €	HT	100 %	141 600,00 €	

Dossier	EX023302 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE EX023302			
Bénéficiaire	R1495 - UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 950,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
179 550,00 €	HT	100 %	179 550,00 €	

Dossier	EX023303 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES EX023303			
Bénéficiaire	R1867 - UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
108 700,00 €	HT	100 %	108 700,00 €	

Dossier	EX023307 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE EX023307			
Bénéficiaire	R1482 - UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 050,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
174 150,00 €	HT	100 %	174 150,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-511	Budget	2017

Dossier	EX023309 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE PARIS DAUPHINE EX023309			
Bénéficiaire	R3822 - UNIVERSITE PARIS DAUPHINE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 550,00 €	HT	100 %	54 550,00 €	

Dossier	EX023337 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE EX023337			
Bénéficiaire	R19513 - UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 900,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 900,00 €	HT	100 %	85 900,00 €	

Dossier	EX023355 - AMIE 2017/2018 UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE EX023355			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
186 100,00 €	HT	100 %	186 100,00 €	

Dossier	EX023368 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES EX023368			
Bénéficiaire	R10268 - UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 900,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
82 800,00 €	HT	100 %	82 800,00 €	

Dossier	EX023385 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE EX023385			
Bénéficiaire	R1484 - UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 650,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 900,00 €	HT	100 %	85 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-511	Budget	2017

Dossier	EX023386 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE CERGY PONTOISE EX023386			
Bénéficiaire	R3218 - UNIVERSITE CERGY PONTOISE			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 900,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 300,00 €	HT	100 %	115 300,00 €	

Dossier	EX023405 - AMIE 2017/2018 UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE EX023405			
Bénéficiaire	R1487 - UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 150,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 300,00 €	HT	100 %	115 300,00 €	

Dossier	EX023437 - AMIE 2017/2018 UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5 EX023437			
Bénéficiaire	R6379 - UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 750,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 900,00 €	HT	100 %	90 900,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000642 - Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	233 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 23 - 123004 - 12300401	233 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-511	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**123008 - Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants**
Action	**12300802 - Développement de l'accès à l'enseignement supérieur**

Dispositif : N° 00000946 - Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)

Dossier	17015758 - Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) - Année universitaire 2017-2018			
Bénéficiaire	R5559 - DIVERS CREANCIERS REG ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	750 000,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
750 000,00 €	HT	100 %	750 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000946 - Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)	750 000,00 €

Dispositif : N° 00000966 - Aide régionale au mérite

Dossier	17014443 - Aide régionale au mérite - Année universitaire 2017-2018 –bourses			
Bénéficiaire	R23696 - CROUS CENTRE REGIONAL OEUVRE UNIV SCOLAIRES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 523 600,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 523 600,00 €	TTC	100 %	3 523 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000966 - Aide régionale au mérite	3 523 600,00 €

Total sur l'imputation 932 - 23 - 123008 - 12300802	4 273 600,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'AIDE REGIONALE AU MERITE

Règlement d'intervention relatif à l'aide régionale au mérite

1. Objectifs de l'aide :

La Région souhaite récompenser le mérite des bacheliers avec mention très bien issus de familles à faibles revenus et éviter les phénomènes d'autocensure et la sélection par l'argent. La Région propose ainsi une aide au mérite pour ces bacheliers qui poursuivent leurs études en Ile-de-France.

2. Propriétés de l'aide :

A compter de la rentrée universitaire 2017, l'aide régionale au mérite s'élève à 1 000 € pour les étudiants boursiers sociaux et apprentis ayant obtenu leur baccalauréat avec la mention « Très bien ». Ce montant peut être modifié par délibération de la commission permanente du Conseil régional.

Cette aide est cumulable avec une aide attribuée dans le cadre de la poursuite d'études supérieures par l'Etat ou par une autre collectivité territoriale française.

Les aides régionales au mérite sont attribuées dans la limite de la dotation budgétaire annuelle affectée au dispositif.

3. Critères d'éligibilité :

L'aide régionale s'adresse aux étudiants boursiers sociaux, habitant en Ile-de-France, et :

- ayant obtenu, en Ile-de-France, la mention « très bien » à la dernière session du baccalauréat français,
- étant inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur francilien, et bénéficiant de la bourse sur critères sociaux versée par les Centres Régionaux des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) des académies de Paris, Versailles et Créteil.

Sont également éligibles à l'aide régionale les étudiants des formations en travail social, paramédicales et maïeutiques, habitant en Ile-de-France lors de la demande de bourse, ayant obtenu en Ile-de-France une mention « très bien » à la dernière session du baccalauréat français et bénéficiant d'une bourse sur critères sociaux versée par la Région Ile-de-France.

Les bénéficiaires de l'aide pourront être sélectionnés en fonction de leur échelon de bourse sur critères sociaux (BCS).

Les apprentis habitant et travaillant en Ile-de-France, ayant obtenu leur baccalauréat français avec la mention « Très bien » en Ile-de-France et poursuivant leurs études dans un centre de formation d'apprentis (CFA) francilien, sont également éligibles à l'aide régionale au mérite.

4. Modalités d'attribution :

Pour les étudiants inscrits dans les formations de travail social, paramédicales et maïeutiques, les bénéficiaires de l'aide régionale au mérite sont sélectionnés par les services de la Région dans le cadre de la gestion des bourses sur critères sociaux.

Pour les étudiants de l'enseignement supérieur, l'aide régionale au mérite ne fait pas l'objet d'une demande directe de la part de l'étudiant auprès des services de la Région. Elle est attribuée par la Région à partir des listes établies par le CROUS.

Dans le cadre de conditions fixées par convention, et dans le respect de la règlementation en vigueur relative aux traitements informatiques des données personnelles, les CROUS des académies de Paris, Versailles et Créteil transmettent à chaque rentrée universitaire à la Région Ile-de-France une liste d'étudiants répondant aux critères d'attribution de bourse sur critères sociaux versée par l'Etat et aux critères d'éligibilité régionaux.

Pour les apprentis, les bénéficiaires de l'aide régionale au mérite sont sélectionnés par les services de la Région dans le respect des critères d'éligibilité mentionnés ci-dessus (point 3). La décision définitive d'attribution de l'aide régionale au mérite est soumise à l'approbation de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France.

5. Modalités de versement :

L'aide régionale au mérite est versée au maximum en trois mensualités sur l'année universitaire, et dans la limite du montant global de l'aide fixé à 1 000 €.

Pour les étudiants des formations de travail social, paramédicales et maïeutiques, et pour les apprentis, l'aide est versée par la Région Ile-de-France.

Pour les étudiants de l'enseignement supérieur, le versement de l'aide est assuré par le CROUS de Paris.

6. Modalités de suivi et d'évaluation :

Un comité de pilotage présidé par la Région pourra être constitué afin d'examiner et d'évaluer les conditions de mise en œuvre du dispositif.

En partenariat avec les services des CROUS franciliens, un rapport d'évaluation du programme à l'issue de chaque année universitaire est réalisé sur la base d'indicateurs quantitatifs (nombre d'aides attribuées,…) et qualitatifs (indicateurs relatifs aux bénéficiaires, type d'études poursuivies,…).

Les bénéficiaires de l'aide régionale au mérite pourront également être sollicités dans le cadre d'une enquête réalisée à l'issue de leur formation afin de permettre d'analyser l'impact du soutien régional sur le projet académique et/ou professionnel du bénéficiaire.

7. Procédure de modification du règlement d'intervention :

Le présent règlement d'intervention peut être modifié par délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE CROUS DE PARIS

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES DE PARIS
RELATIVE A LA GESTION DU DISPOSITIF DE L'AIDE REGIONALE AU MERITE
ANNEE UNIVERSITAIRE 2017-2018

Entre

"La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,

En vertu de la délibération N°CP XX du XX
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

"L'organisme dénommé : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris, situé au 39, Avenue Georges Bernanos 75005 Paris
ayant pour représentant : Monsieur Denis LAMBERT, Directeur général

ci-après dénommé « le CROUS de Paris »
d'autre part,

PREAMBULE :

Une convention d'une durée triennale a été signée le 21 novembre 2016 entre la Région Île-de-France et le CROUS de Paris, ayant pour objet la création d'un partenariat entre les deux parties visant à faciliter la mise en place du dispositif de l'aide régionale au mérite.

Dans ce cadre, elle a fixé les conditions et modalités de gestion par le CROUS de Paris du dispositif régional et les montants attribués pour l'année universitaire 2016-2017.

Le présent avenant a pour objet :
- de fixer les montants au titre du paiement de l'aide régionale et des frais de gestion pour l'année universitaire 2017-2018,
- de préciser les modalités de gestion par le CROUS de Paris relatives au suivi et à l'évaluation du dispositif régional de l'aide au mérite.

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 1.1 : Conditions de financement au titre de l'année 2017-2018

Le 3ème alinéa de l'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les coûts prévisionnels au titre du paiement de l'aide régionale et des frais de gestion pour l'année universitaire 2017-2018 :

- 4.072.900 € au titre du paiement de l'aide régionale auprès des étudiants bénéficiaires :
  - 3.523.600 € affectés en 2017,
  - 549.300 € affectés début 2018. L'attribution est conditionnée par son vote en 2018 par la commission permanente, et la signature d'un nouvel avenant ;
- 100.000 € au titre des frais de gestion liés à la mise en œuvre du dispositif régional affectés en 2017.

Pour l'année 2018-2019, un avenant financier approuvé par la commission permanente attribuera les montants au titre du paiement de l'aide régionale et des frais de gestion.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.1 : DESIGNATION DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE REGIONALE

Les alinéas 3 à 9 de l'article 2.1 de la convention sont remplacés par les dispositions suivantes :

« En application de la circulaire de l'Etat fixant chaque année les modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, des aides au mérite et des aides à la mobilité internationale, l'instruction et la prise en charge par le CROUS de Paris des demandes d'aide régionale au mérite s'échelonnent sur l'année universitaire en cours.

Cependant, dans le cadre du dispositif régional, et afin d'être en conformité avec l'instruction des dossiers par le CROUS de Paris, le 31 décembre de l'année N constitue une date butoir au-delà de laquelle les dossiers d'étudiants méritants déposés ne sont plus éligibles à l'aide régionale au titre de l'année universitaire N-N+1.

Au regard de ces éléments et afin de soutenir un maximum d'étudiants franciliens méritants, le CROUS de Paris attribue et verse l'aide régionale selon les modalités suivantes :

- Le CROUS de Paris constitue deux listes d'étudiants éligibles à l'aide régionale au mérite pour l'année universitaire 2017-2018, à savoir :
  - une première liste d'étudiants ayant perçu l'aide régionale au mérite en 2016, et reconduits en 2017 correspondant aux bénéficiaires de la session 2016-2017,
  - et une seconde liste des étudiants bacheliers méritants 2017 correspondant aux bénéficiaires de la session 2017-2018.

Ces listes sont consolidées tout au long de l'année universitaire par le CROUS de Paris, constituées au 1er des mois suivants : février, mars et juin – et transmises aux services de la Région dans les 10 jours qui suivent leur constitution (respectivement avant le 10 février, 10 mars et 10 juin).

- Pour les listes transmises en mars et en juin, ces dernières comprennent par ailleurs les informations suivantes :
  - Le genre (H/F),
  - Les noms, prénoms et coordonnées (postales et courriel) du bénéficiaire,
  - Le département de résidence,
  - Le type de bac obtenu,
  - Le lieu d'obtention du Bac (par académie),
  - La formation suivie et l'établissement d'enseignement supérieur francilien d'inscription ;
  - Le niveau de l'échelon de la bourse sur critères sociaux (BCS) ;

- L'académie de rattachement de l'étudiant bénéficiaire (Paris, Versailles, ou Créteil),
- Pour les étudiants dont l'aide régionale est reconduite, les études suivies durant l'année universitaire précédente et l'établissement de rattachement.

Sur cette base, la Région a la charge de transmettre aux bénéficiaires de l'aide au mérite la notification du soutien régional. »

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE REGIONALE AU MERITE POUR L'ANNEE UNIVERSITAIRE 2017-2018

Les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 2.2 de la convention sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le CROUS de Paris a la charge de verser pour le compte de la Région Ile-de-France, l'aide régionale au mérite à chaque étudiant reconnu comme bénéficiaire de l'aide régionale et figurant sur la liste, telle que définie dans l'article 2 du présent avenant.

L'aide régionale est attribuée par le CROUS de Paris selon les modalités suivantes :

- Session 2016-2017 : reconduction de l'aide régionale pour un montant de 900 euros par étudiant, versée en une fois au plus tard le 28 février 2018 ;
- Session 2017-2018 : attribution d'une aide régionale de 1 000 euros par étudiant, versée en deux fois à savoir 700 euros au plus tard le 28 février 2018 puis 300 euros au plus tard le 31 mai 2018.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CROUS DE PARIS

A l'article 3 de la convention, les dispositions « Participer au programme d'évaluation du dispositif régional (apport de données, participation au comité d'évaluation…) » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Participation au programme d'évaluation du dispositif régional :

Un rapport des données statistiques des bénéficiaires de l'aide est fourni chaque année au plus tard au moment du solde et reprendra à minima les indications demandées à l'article 2, lors de la communication des listes d'étudiants, et sera intégré au rapport d'activité final. »

ARTICLE 5 – PAIEMENT DES AIDES AU MERITE : MODIFICATION DE L'ARTICLE 7.2.1.1 : CONDITIONS DE VERSEMENT DES AVANCES DE FONDS ET JUSTIFICATION DE LEUR EMPLOI

Les alinéas 3, 4, 5 et 6 de l'article 7.2.1.1 de la convention sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Au titre de l'année universitaire 2017-2018, sur appel de fonds du CROUS de Paris, la Région procède au versement d'une avance de 3 523 600 €, correspondant à 100% du montant affecté en 2017 au paiement des aides au mérite 2017-2018 tel que défini dans l'article 1.1.

La Région ne peut mandater au-delà du montant global affecté par délibération de la commission permanente du conseil régional pour le paiement de l'aide au mérite pour chaque année universitaire. »

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 7.2.1.2 : TRAITEMENT DES SOMMES INDUMENT PERCUES PAR DES ETUDIANTS FRANCILIENS MERITANTS

Le 1er alinéa de l'article 7.2.1.2 de la convention est supprimé.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 7.2.1.3 : CLOTURE DE LA CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT DE L'AIDE AU MERITE POUR LE COMPTE DE LA REGION

Le 1er alinéa de l'article 7.2.1.3 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« A l'issue de chaque année universitaire et au plus tard le 1er novembre, le CROUS de Paris doit produire à la Région un rapport d'activité et un rapport financier, valant état de liquidation des comptes (comportant le détail complet des recettes perçues de la Région sous la formes d'avances avec les dépenses correspondant aux aides reversées aux étudiants, signés par le représentant légal et visés par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement). Ces documents permettront d'établir un bilan de la convention de partenariat portant sur le versement de l'aide régionale. »

ARTICLE 8 – FRAIS DE GESTION : MODIFICATION DE L'ARTICLE 7.2.2.1 : « CONDITIONS DE VERSEMENT DES AVANCES DE FONDS ET JUSTIFICATION DE LEUR EMPLOI »

Le 3ème alinéa de l'article 7.2.2.1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« A la signature de l'avenant et sur appel de fonds du CROUS de Paris, la Région procède au mandatement procède au mandatement d'une première avance correspondant à 50% de la dotation votée au titre des frais de gestion. »

ARTICLE 9 : AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris, Le

Pour la Région Ile-de-France

Pour le CROUS de Paris

Cadre réservé à l'administration régionale

Notifié le :
Subvention paiement des aides au mérite :
Engagement N : «Dossier__Code»

Paiement des frais de gestion :
Engagement N : «Dossier__Code»

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION : REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'AIDE REGIONALE AU DAEU

Règlement d'intervention relatif à l'aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)

1. Objectifs de l'aide :

Pour celles et ceux qui, à l'âge de passer le baccalauréat, ont été empêchés de le faire du fait d'un événement de la vie (difficultés sociales, scolaires, médicales, grossesse précoce…) ou de conditions particulièrement difficiles ayant stoppé la poursuite de leurs études, la Région veut leur donner une seconde chance d'accéder à des études supérieures.

C'est pourquoi la Région crée l'aide régionale pour le Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU), destinée à couvrir les frais engagés par ces personnes dans le cadre de leur projet de reprise d'études (frais d'inscription, transport, etc.).

2. Propriétés de l'aide :

L'aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) est une aide individuelle.

Son montant est fixé à 1 000 €. Ce montant peut être modifié par délibération de la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

L'aide régionale est cumulable avec tout type d'aide attribuée par l'Etat, ou par une autre collectivité territoriale française ou par une association.

Il ne peut être attribué qu'une seule aide régionale par bénéficiaire et pour toute la durée de la formation de DAEU.

Les aides régionales pour le DAEU sont attribuées dans la limite de la dotation budgétaire annuelle affectée au dispositif.

3. Critères d'éligibilité :

L'aide régionale s'adresse aux étudiants, habitant en Ile-de-France, inscrits à la formation permettant l'obtention du DAEU au sein des universités franciliennes habilitées à le délivrer par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

L'attribution des aides tiendra compte du parcours professionnel et personnel du candidat.

4. Modalités d'attribution :

L'aide régionale fait l'objet d'une demande directe de la part de l'étudiant concerné auprès des services de la Région dans le cadre d'un appel à candidatures annuel précisant les modalités de mise en œuvre.

La décision définitive d'attribution ou de non attribution de l'aide régionale est soumise à l'approbation de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France dans la limite des crédits votés.

5. Modalités de versement :

L'aide régionale sera versée en deux fois, un premier versement étant effectué après inscription en formation et un second versé sous réserve d'assiduité aux cours et sur justificatif de présence aux examens.

6. Modalités de suivi et d'évaluation :

Un comité de pilotage présidé par la Région pourra être constitué afin d'examiner et d'évaluer les conditions de mise en œuvre du dispositif.

En outre, en partenariat avec les universités franciliennes délivrant le DAEU, un rapport d'évaluation du programme à l'issue de chaque année universitaire est réalisé sur la base d'indicateurs quantitatifs (nombre de bourses attribuées,…) et qualitatifs (indicateurs relatifs aux bénéficiaires, type d'études poursuivies,…).

Pour les bénéficiaires de l'aide régionale, est également attendue la participation à une enquête réalisée à l'issue de leur formation afin de permettre d'analyser l'impact du soutien régional sur le projet académique et/ou professionnel du bénéficiaire.

7. Procédure de modification du règlement d'intervention :

Le présent règlement d'intervention peut être modifié par délibération de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France.

ANNEXE N°5 A LA DELIBERATION : LISTE COMPLEMENTAIRE DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE AU DAEU POUR L'ANNEE 2016-2017

Liste complémentaire non diffusable à consulter au Secrétariat Général, des bénéficiaires de l'aide au passage du Diplôme d'accès aux études universitaires

Année universitaire 2016-2017

ANNEXE N°6 A LA DELIBERATION : LISTE DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE AU DAEU – ANNEE 2017-2018

Liste non diffusable à consulter au Secrétariat Général, des bénéficiaires de l'aide au passage du Diplôme d'accès aux études universitaires

Année universitaire 2017-2018

ANNEXE N°7 A LA DELIBERATION : TABLEAU DE SYNTHESE DES SUBVENTIONS POUR LE DISPOSITIF AMIE

Aide à la mobilité internationale des étudiants - Année universitaire 2017-2018

TABLEAU DE SYNTHESE DES SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES ATTRIBUEES AUX UNIVERSITES

Nom établissement	Montant attribué CP du 22 novembre 2017	Equivalent nombre de mois de mobilité soutenue à hauteur de 250 € / mois
UNIVERSITE CERGY PONTOISE	14 900 €	60
UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	13 650 €	55
UNIVERSITE DE PARIS IV PARIS SORBONNE	14 800 €	59
UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES	8 500 €	34
UNIVERSITE DE PARIS-SUD	15 250 €	61
UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	13 900 €	56
UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	6 900 €	28
UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	15 750 €	63
UNIVERSITE PARIS DIDEROT PARIS 7	12 700 €	51
UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	7 650 €	31
UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	16 950 €	68
UNIVERSITE PARIS XIII -NORD	16 300 €	65
UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	17 050 €	68
UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE	16 800 €	67
UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	15 150 €	61
UNIVERSITE PARIS PANTHEON ASSAS - PARIS II	13 950 €	56
PARIS DAUPHINE	12 800 €	51
TOTAL :	**233 000 €**	**932**

ANNEXE N°8 A LA DELIBERATION : AVENANT-TYPE A LA CONVENTION DU DISPOSITIF AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS – ANNEE 2017-2018

AVENANT A LA CONVENTION
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET « Nom de l'établissement »
RELATIVE A L'AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS (AMIE)

CONVENTION N° Numéro_IRIS
ANNEE UNIVERSITAIRE 2017-2018

La Région Ile de France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 17-511 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et
L'organisme dénommé : *[XXX]*
dont le statut juridique est *[XXX]*
dont le n° SIRET et code APE sont : *[XXX]*
dont le siège social est situé au : *[XXX]*
ayant pour représentant *[XXX]*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région a attribué une subvention au bénéficiaire afin de soutenir le projet de mobilité à l'étranger d'étudiants de leur établissement au titre de l'année universitaire 2017-2018.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT – MODIFICATIONS DES DISPOSITIONS FINANCIERES

L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et modalités de gestion par l'établissement bénéficiaire des subventions accordées par délibérations n° CP 17-442 du 20 septembre 2017 et n° CP n° 2017-511 du 22 novembre 2017 dans le cadre du dispositif d'aide à la mobilité internationale des étudiants (AMIE) pour l'année universitaire 2017-2018, dont le montant prévisionnel maximum s'élève à [XXXXXXXX] € *[=cumul des 2 montants*, correspondant à 100% de la dépense subventionnable.

ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour la Région Ile-de-France

Pour le bénéficiaire

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
Notifié le :

Engagement N : «Dossier__Code»

ANNEXE N°9 A LA DELIBERATION : LISTE DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS EN BTS – ANNEE 2016-2017

Liste complémentaire non diffusable à consulter au Secrétariat Général, des bénéficiaires conditionnels AMIE BTS

Année universitaire 2016-2017

ANNEXE N°10 A LA DELIBERATION : DEMANDE EN REMISE GRACIEUSE EMANANT D'UN BENEFICIAIRE DE L'AIDE AMI DOCTORANT, OBJET D'UN ORDRE DE RECOUVREMENT

DEMANDE EN REMISE GRACIEUSE PARTIELLE EMANANT D'UN BENEFICIAIRE DE L'AIDE AMI DOCTORANT, OBJET D'UN ORDRE DE RECOUVREMENT

N° titre de recette	Montant de l'aide attribuée	Montant de l'avance versée	Montant du titre	Montant de la remise gracieuse partielle	Avis du service
247/2017	3 300 €	2 640 €	2 640 €	2 011,84 €	Accord

16/10/17 11:58:00

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-525

DU 22 NOVEMBRE 2017

SOUTIEN RÉGIONAL AUX QUARTIERS EN POLITIQUE DE LA VILLE : PROJETS DESTINÉS À FAVORISER LA PLACE DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC - RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE - DÉFENDRE LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LA CITOYENNETÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

VU La loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

VU La loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations ;

VU La loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;

VU La loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;

VU La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU La loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération CP2017-191 du 17 mai 2017;

VU La délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017 relative à la politique de la ville rénovée

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-525 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 :

Décide de participer au titre du dispositif « soutien régional à la politique de la ville », au financement des associations, dont les fiches projets sont détaillées en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention totale de 1 191 000 €.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature d'une convention type adoptée par la présente délibération, présentée en annexe 3, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 191 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », code fonctionnel 51 « Politique de la ville », programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », Action 15100308 « Actions Politique de la Ville » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article n°2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, pour les projets dont le démarrage est antérieur au 22 novembre 2017, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

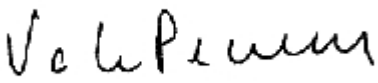
Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17015816	ACCELER LA REUSSITE DANS LES MILIEUX POPULAIRES	ACCES	01/10/2017
EX024952	Accès égalitaire des espaces publics	GENRE ET VILLE	02/10/2017
17014104	Accompagnement des jeunes en décrochage ou en risque de décrochage ou de radicalisation	BANLIEUES SANS FRONTIERE EN ACTION	01/07/2017
EX024945	ACCOMPAGNEMENT ET LA FORMATION DES FEMMES ET FAMILLES	ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET LA FORMATION DES FEMMES ET FAMILLES	01/07/2017
EX025182	Accompagnement par la Thérapie Sociale de publics touchés par des violences et des dérives idéologiques	BRIGADE DES MERES	01/10/2017
EX025287	Accompagnement relationnel et social de personnes âgées en situation de précarité dans les quartiers prioritaires	LES PETITS FRERES DES PAUVRES	01/07/2017
EX025302	Accrochage scolaire - Alliance éducative par des Concertations Ecole Famille Cité	ECOLE ET FAMILLE CENTRE DE PROXIMITE ET DE RESSOURCES	01/07/2017
EX024375	Apprentissage du français & promotion de la citoyenneté	ESPACE 19	01/10/2017

EX025169	ATELIERS D'ALPHABETISATION ET DE FRANCAIS	TRAIT D'UNION 95	04/09/2017
EX025317	Création d'un collectif citoyen dans le but de favoriser et protéger la position de la femme au sein des quartiers prioritaires pour la réussite éducative de tous	COEUREL	01/07/2017
EX025138	Créer du lien social, favoriser le mieux vivre ensemble et défendre les valeurs de la république et la citoyenneté	CENTRE SOCIAL LES DOUCETTES	01/07/2017
EX025056	Créer un Pôle Territorial de Coopération Économique	LA GERBE	01/07/2017
EX025137	Développer des actions innovantes en faveur de la cohésion sociale	CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE	02/10/2017
EX024056	Développer un service de proximité au service des femmes : accompagnement administratif, juridique, social, en matière d'emploi et de formation	JEUX CREATIVITE PARTAGE	18/11/2017
EX025266	Dispositif d'aide à la réussite scolaire en direction de collégiens et lycéens	METIS	01/07/2017
EX024666	EGALITE DANS LA DIVERSITE	CITOYENS AGITES	02/10/2017
EX024936	Favoriser la participation des habitants des quartiers politiques de la ville	E-GRAINE	01/09/2017
EX025083	Favoriser la place des femmes dans l'espace public	LES DORINE	01/11/2017
EX024924	Favoriser l'insertion de jeunes vivant dans des quartiers prioritaires	PROXITE	01/07/2017
EX025074	Formation en direction des professionnels du secteur enfance-jeunesse sur les valeurs de la République par la pratique du jeu	INSTITUT DE FORMATION D'ANIMATION ET DE CONSEIL DU VAL D'OISE	04/07/2017
17015829	Instaurer un autre regard envers les forces de l'ordre et changer le regard des femmes sur elles-mêmes	CHANGEONS DE REGARD	01/11/2017
EX025013	LA CARAVANE DE L'ASSOCIATION	POUR QU ELLE REVIENNE	25/09/2017
EX025308	Lancement de nouvelles actions dans le cadre du programme "L dans la ville" qui vise à favoriser la place des filles dans les quartiers prioritaires	ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE	02/09/2017
EX024888	LFM ELLES FM Nouvelle Emission Hebdomadaire ETAT et CIVILS	LFM ELLES FM	27/09/2017

EX025005	LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE ET SOUTIEN A LA REUSSITE SCOLAIRE	CENTRE ANIMATION JEUNESSE PROMOSPORT	04/09/2017
EX025163	Lutte contre le décrochage et soutien de la réussite scolaire à travers un dispositif d'accueil des collégiens en exclusion	PASSERELLE POUR L'INTEGRATION ET L'INSERTION	04/09/2017
EX024778	Lutte contre le décrochage scolaire et défense des valeurs de la citoyenneté	CEAJ ASSOCIATION CONTACT ENFANCE ADOLESCENCE JEUNESSE	04/09/2017
EX025179	Lutte contre les facteurs de radicalisation et promotion des valeurs citoyennes	HALTE A LA N	02/10/2017
EX025153	Lutte pour l'accrochage scolaire	APCIS ACCUEIL PREVENTIONS CULTURES INTERCOMMUNAUTAIRE ET SOLIDAIRE	01/07/2017
EX025115	Mener un programme d'ateliers artistiques et citoyens MIX'ART pour l'insertion sociale et civique de 100 adolescents d'IME	ARIANA	01/09/2017
EX024916	Mise en place d'activités pluridisciplinaires, formatrices et éducatives au sein d'un pôle culturel	EN MARCHE	01/09/2017
EX025128	Organisation d'ateliers récréatifs et sportifs pour jeunes filles du quartier des Indes Sartrouville	IFAC SARTROUVILLE ANIMATION	02/10/2017
EX024632	POINT INFORMATION MEDIATION MULTI SERVICES : un outil au service du vivre ensemble	PIMMS DES MUREAUX POINT INFORMATION MEDIATION MULTI SERVICES	01/07/2017
EX024543	Prévenir le décrochage scolaire et favoriser l'apprentissage	NUMERO1 FORMATION REMEDIATION	04/09/2017
EX024538	Prévenir les difficultés d'apprentissage de la lecture et de l'écriture	CAFEZOIDE	20/10/2017
EX025240	Production de MOOC éducatifs visant à lutter contre les violences entre jeunes et la radicalisation	ASSOCIATION NATIONALE DES MEDIATEURS	01/09/2017
EX025050	Projet multidimensionnel pour le lien social et la citoyenneté et contre le décrochage scolaire	AFPAD ASSOCIATION POUR LA FORMATION, LA PREVENTION ET L'ACCES AU DROIT	01/09/2017
EX025172	Promouvoir la citoyenneté et le mieux vivre ensemble - Lutter contre l'auto/exclusion des personnes en situation de handicap	CAPSAAA CAP SPORT ART AVENTURES AMITIES	01/10/2017
EX025007	Proposer un dispositif de formations linguistiques à visée professionnelle, adaptées aux différents niveaux de la population de l'agglomération Cergy-Pontoise	AFI ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET L'INSERTION	09/10/2017
17015830	Quiz de l'histoire	ASSOCIATION DU VIVRE ENSEMBLE	01/09/2017

EX024781	Renforcement de la cohésion sociale	ZF INSERTION	01/09/2017
EX024897	Renforcement de l'accueil des femmes et accompagnement dans la citoyenneté et l'autonomie	CIDFF 94 CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL DE MARNE	01/10/2017
EX025127	Renforcer la cohésion sociale et territoriale	PIMMS DE NOISY LE GRAND	01/07/2017
17014102	Renforcer la cohésion sociale et territoriale : Développement des compétences (Français, numérique, ...)	MEIFE MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION, DE LA FORMATION ET DE L'ENTREPRISE	02/11/2017
EX024896	Renforcer le lien social et territorial	2MAINS	04/09/2017
EX024990	SOUTIEN A LA FONCTION PARENTALE	LE CHENE ET SES RACINES	01/07/2017
EX024989	SOUTIEN SCOLAIRE	FONDATION ESPERANCE BANLIEUES	01/09/2017
EX024939	"Territoire citoyen"	CENTRE ATHENA	01/09/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/11/2017 15:41:52

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**51 - Politique de la ville**
Programme	**151003 - Actions Politique de la Ville**
Action	**15100308 - Actions Politique de la Ville**

Dispositif : N° 00001039 - Soutien régional à la politique de la ville

Dossier	EX024056 - Développer un service de proximité au service des femmes : accompagnement administratif, juridique, social, en matière d'emploi et de formation			
Bénéficiaire	R31924 - JEUX CREATIVITE PARTAGE			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 000,00 €	TTC	31,25 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024373 - Renforcer la coopération parents/école			
Bénéficiaire	P0028956 - ASSOCIATION MADE IN PLAINE			
Localisation	LA PLAINE SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 600,00 €	TTC	18,12 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024375 - Apprentissage du français & promotion de la citoyenneté			
Bénéficiaire	R22268 - ESPACE 19			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
118 000,00 €	TTC	8,47 %	10 000,00 €	

Dossier	EX024473 - Actions d'éducation à la citoyenneté et à la laïcité			
Bénéficiaire	P0007743 - CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DES HAUTS DE SEINE NANTERRE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 000,00 €	TTC	38,46 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX024538 - Prévenir les difficultés d'apprentissage de la lecture et de l'écriture				
Bénéficiaire	R23462 - CAFEZOIDE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 900,00 €	TTC		18,59 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024543 - Prévenir le décrochage scolaire et favoriser l'apprentissage				
Bénéficiaire	EXM01809 - NUMERO1 FORMATION REMEDIATION				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 700,00 €	TTC		10,48 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024632 - POINT INFORMATION MEDIATION MULTI SERVICES : un outil au service du vivre ensemble				
Bénéficiaire	P0021129 - PIMMS DES MUREAUX POINT INFORMATION MEDIATION MULTI SERVICES				
Localisation	LES MUREAUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
264 420,00 €	TTC		3,03 %	8 000,00 €	

Dossier	EX024650 - Action de prévention du décrochage scolaire				
Bénéficiaire	R40521 - ROC LE ROCHER OASIS DES CITES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	50 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 706,00 €	TTC		43,59 %	50 000,00 €	

Dossier	EX024666 - EGALITE DANS LA DIVERSITE				
Bénéficiaire	EXM01835 - CITOYENS AGITES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 220,00 €	HT		18,51 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX024722 - Favoriser l'intégration républicaine par un parcours d'accès aux droits				
Bénéficiaire	EXM01846 - ASSOCIATION DE CONSEIL ET D'INSERTION				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	11,11 %		5 000,00 €	

Dossier	EX024743 - DÉVELOPPEMENT DE LA COHESION SOCIALE TERRITORIALE				
Bénéficiaire	P0006941 - ESPACE MOMES LIEU ACCUEIL PARENTS ENFANTS				
Localisation	CLICHY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 175,00 €	TTC	29,26 %		10 000,00 €	

Dossier	EX024778 - Lutte contre le décrochage scolaire et défense des valeurs de la citoyenneté				
Bénéficiaire	R10908 - CEAJ ASSOCIATION CONTACT ENFANCE ADOLESCENCE JEUNESSE				
Localisation	BEZONS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 493,00 €	TTC	47,65 %		5 000,00 €	

Dossier	EX024781 - Renforcement de la cohésion sociale				
Bénéficiaire	EXM01855 - ZF INSERTION				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 102,00 €	TTC	9,99 %		8 000,00 €	

Dossier	EX024782 - Développer des liens intergénérationnels et lutter contre le décrochage scolaire				
Bénéficiaire	R9138 - CENTRE SOCIOCULTUREL LOUISE MICHEL				
Localisation	ASNIERES-SUR-SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 500,00 €	TTC	16,39 %		5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX024819 - Programmation d'expositions			
Bénéficiaire	R21298 - ESPACE CORDIER MJC DE LE MEE SUR SEINE			
Localisation	CA MELUN VAL DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 640,00 €	TTC	9,94 %	10 000,00 €	

Dossier	EX024880 - Lutter contre le décrochage scolaire			
Bénéficiaire	R20969 - AISPJA ASS INSERTION SOCIALE PROF JEUNES ADULTES			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 333,00 €	TTC	12,1 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024882 - Soutien des familles en difficulté et socialisation des femmes			
Bénéficiaire	R21964 - GENERATIONS FEMMES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
235 947,00 €	TTC	3,39 %	8 000,00 €	

Dossier	EX024888 - LFM ELLES FM Nouvelle Emission Hebdomadaire ETAT et CIVILS			
Bénéficiaire	P0004132 - LFM ELLES FM			
Localisation	COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 200,00 €	TTC	26,88 %	10 000,00 €	

Dossier	EX024896 - Renforcer le lien social et territorial			
Bénéficiaire	P0015115 - 2MAINS			
Localisation	PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 937,08 €	TTC	9,1 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX024897 - Renforcement de l'accueil des femmes et accompagnement dans la citoyenneté et l'autonomie				
Bénéficiaire	EX001131 - CIDFF 94 CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL DE MARNE				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC		33,34 %	10 000,00 €	

Dossier	EX024906 - Offre un accompagnement à la réussite éducative				
Bénéficiaire	P0032600 - ASS CENTRES EDUCATIFS CHARLES PEGUY A6				
Localisation	GARGES-LES-GONESSE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 267,00 €	TTC		17,77 %	10 000,00 €	

Dossier	EX024916 - Mise en place d’activités pluridisciplinaires, formatrices et éducatives au sein d’un pôle culturel				
Bénéficiaire	EX002665 - EN MARCHE				
Localisation	GARGES-LES-GONESSE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 600,00 €	TTC		13,97 %	10 000,00 €	

Dossier	EX024924 - Favoriser l’insertion de jeunes vivant dans des quartiers prioritaires				
Bénéficiaire	P0019806 - PROXITE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	7 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
88 000,00 €	TTC		7,95 %	7 000,00 €	

Dossier	EX024936 - Favoriser la participation des habitants des quartiers politiques de la ville				
Bénéficiaire	R37204 - E-GRAINE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 165,00 €	TTC		12,47 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX024937 - Appui au développement d'organisations portées par des femmes des quartiers prioritaires			
Bénéficiaire	P0012035 - ASMAE ASSOC SOEUR EMMANUELLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 592,00 €	TTC	10,44 %	20 000,00 €	

Dossier	EX024939 - "Territoire citoyen"			
Bénéficiaire	EXM00298 - CENTRE ATHENA			
Localisation	CA SAINT QUENTIN EN YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
166 750,00 €	TTC	6 %	10 000,00 €	

Dossier	EX024945 - ACCOMPAGNEMENT ET LA FORMATION DES FEMMES ET FAMILLES			
Bénéficiaire	P0035151 - ASSOCIATION POUR L ACCOMPAGNEMENT ET LA FORMATION DES FEMMES ET FAMILLES			
Localisation	CA PLAINE VALLEE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 232,00 €	TTC	14,19 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024952 - Accès égalitaire des espaces publics			
Bénéficiaire	P0029668 - GENRE ET VILLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	TTC	43,75 %	35 000,00 €	

Dossier	EX024955 - FAVORISER L'EGALITE HOMMES-FEMMES PAR LA MEDIATION SOCIALE ET CULTURELLE			
Bénéficiaire	R25363 - IDSU INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN			
Localisation	CHATENAY-MALABRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
199 000,00 €	TTC	5,03 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX024962 - Favoriser l'autonomie et la place des femmes dans l'espace public				
Bénéficiaire	P0028881 - MODE D'EMPLOI				
Localisation	COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 500,00 €	TTC	8,4 %		5 000,00 €	

Dossier	EX024965 - L'inclusion numérique				
Bénéficiaire	EXM01881 - ASSOCIATION EMMAUS CONNECT				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 472,78 €	TTC	30,35 %		5 000,00 €	

Dossier	EX024969 - ATELIERS DE SAVOIRS ET D'EXPRESSION EN LANGUE FRANCAISE				
Bénéficiaire	R4142 - SFM AD - SOLIDARITE FORMATION MOBILISATION ACCUEIL ET DEVELOPPEMENT				
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	25 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	50 %		25 000,00 €	

Dossier	EX024987 - ESPACES DE DIALOGUE POUR LES FEMMES ET LES JEUNES				
Bénéficiaire	EXM01885 - COQUELICOT CONSULTATIONS				
Localisation	CA MELUN VAL DE SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 080,00 €	TTC	31,71 %		20 000,00 €	

Dossier	EX024989 - SOUTIEN SCOLAIRE				
Bénéficiaire	EXM01886 - FONDATION ESPERANCE BANLIEUES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	50 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
110 966,00 €	TTC	45,06 %		50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX024990 - SOUTIEN A LA FONCTION PARENTALE			
Bénéficiaire	EXM01766 - LE CHENE ET SES RACINES			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
52 440,00 €	TTC	19,07 %	10 000,00 €	

Dossier	EX024991 - ATELIER LE FRANCAIS POUR TOUS			
Bénéficiaire	R4617 - SFM SOLIDARITE FORMATION MEDIATION RELAIS DAGOBERT			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
128 703,00 €	TTC	3,88 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025005 - LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE ET SOUTIEN A LA REUSSITE SCOLAIRE			
Bénéficiaire	R28974 - CENTRE ANIMATION JEUNESSE PROMOSPORT			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 300,00 €	TTC	17,15 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025006 - ACCES AUX DROITS			
Bénéficiaire	R37522 - ASS DES FEMMES RELAIS GENNEVILLIERS			
Localisation	GENNEVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
172 000,00 €	TTC	3,78 %	6 500,00 €	

Dossier	EX025007 - Proposer un dispositif de formations linguistiques à visée professionnelle, adaptées aux différents niveaux de la population de l'agglomération Cergy-Pontoise			
Bénéficiaire	R28982 - AFI ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET L'INSERTION			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
74 023,00 €	TTC	45,93 %	34 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025010 - FAVORISER L'INSERTION DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE			
Bénéficiaire	EXM01889 - ABRASEVIC			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 640,00 €	TTC	22,18 %	15 000,00 €	

Dossier	EX025013 - LA CARAVANE DE L'ASSOCIATION			
Bénéficiaire	P0000011 - POUR QU ELLE REVIENNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
158 714,00 €	TTC	4,41 %	7 000,00 €	

Dossier	EX025014 - Faire place aux jeunes citoyens et définir l'endroit de « la place de la République » dans la cité			
Bénéficiaire	R26557 - EGENERATION			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 953,44 €	TTC	7,25 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025023 - Cycle de Cafés-débats "Les discriminations croisées LGBT : une heure pour en parler dans mon quartier"			
Bénéficiaire	R27559 - CENTRE LGBT CENTRE GAI LESBIEN BI ET TRANS DE PARIS-ILE-DE-FRANCE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 350,00 €	TTC	30,58 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025028 - Renforcer l'éducation pour et par le vivre ensemble auprès des équipes éducatives locales et des familles, au travers d'une démarche scientifique			
Bénéficiaire	R13436 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC	50 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025030 - Espace public et place des femmes			
Bénéficiaire	R29630 - CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DES FOSSES JEAN			
Localisation	COLOMBES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 000,00 €	TTC	27,78 %	25 000,00 €	

Dossier	EX025047 - Etude participative sur la place des filles et des femmes nigérianes victimes de Traite des Êtres Humains			
Bénéficiaire	R4181 - ADBDF LES AMIS DU BUS DES FEMMES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 500,00 €	TTC	35,29 %	15 000,00 €	

Dossier	EX025050 - Projet multidimensionnel pour le lien social et la citoyenneté et contre le décrochage scolaire			
Bénéficiaire	R24722 - AFPAD ASSOCIATION POUR LA FORMATION, LA PREVENTION ET L'ACCES AU DROIT			
Localisation	PIERREFITTE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
133 600,00 €	TTC	7,49 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025056 - Créer un Pôle Territorial de Coopération Économique			
Bénéficiaire	EX002358 - LA GERBE			
Localisation	LES MUREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
112 443,00 €	TTC	7,11 %	8 000,00 €	

Dossier	EX025067 - Médiation éducative, culturelle et artistique Art de la Langue et le Numérique			
Bénéficiaire	EXM01898 - ASSOCIATION VERS LA VIE ET L'EDUCATION DES JEUNES			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
222 995,00 €	TTC	4,48 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025068 - Mobilisation, formation et accompagnement des acteurs associatifs et habitants sur les valeurs de la Réplique et de la citoyenneté			
Bénéficiaire	R4694 - FIAISM FEMMES INTER ASSOCIATION ISM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 370,00 €	TTC	48,62 %	6 500,00 €	

Dossier	EX025074 - Formation en direction des professionnels du secteur enfance-jeunesse sur les valeurs de la République par la pratique du jeu			
Bénéficiaire	R39526 - INSTITUT DE FORMATION D'ANIMATION ET DE CONSEIL DU VAL D'OISE			
Localisation	CA VAL PARISIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 350,00 €	TTC	17,64 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025079 - Lutter contre l'illettrisme et la fracture numérique			
Bénéficiaire	EXM01900 - KEUR KAMER			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 819,00 €	TTC	27,92 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025083 - Favoriser la place des femmes dans l'espace public			
Bénéficiaire	EXM01901 - LES DORINE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 500,00 €	TTC	36,14 %	15 000,00 €	

Dossier	EX025090 - Ateliers laïcité, citoyenneté et interculturalité			
Bénéficiaire	R16353 - MEP ASSOCIATION DYNAMIQUE EMPLOI			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
53 635,00 €	TTC	18,64 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025097 - Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplomés QPV			
Bénéficiaire	P0003169 - NOS QUARTIERS ONT DES TALENTS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
109 652,00 €	TTC	27,36 %	30 000,00 €	

Dossier	EX025115 - Mener un programme d'ateliers artistiques et citoyens MIX'ART pour l'insertion sociale et civique de 100 adolescents d'IME			
Bénéficiaire	P0020251 - ARIANA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 800,00 €	TTC	42,02 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025121 - Accompagnement de 120 jeunes filles de quartiers populaires dans leur orientation sociale et professionnelle			
Bénéficiaire	EXM00152 - REV ELLES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 000,00 €	TTC	8 %	20 000,00 €	

Dossier	EX025127 - Renforcer la cohésion sociale et territoriale			
Bénéficiaire	EX003763 - PIMMS DE NOISY LE GRAND			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
182 838,00 €	TTC	5,47 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025128 - Organisation d'ateliers récréatifs et sportifs pour jeunes filles du quartier des Indes Sartrouville			
Bénéficiaire	EXM01915 - IFAC SARTROUVILLE ANIMATION			
Localisation	SARTROUVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 350,00 €	TTC	17,64 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025131 - Volontaires en résidence pour la réussite			
Bénéficiaire	R4543 - AFEV - ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
131 937,00 €	TTC	11,37 %	15 000,00 €	

Dossier	EX025137 - Développer des actions innovantes en faveur de la cohésion sociale			
Bénéficiaire	R5693 - CENTRE D INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 075,00 €	TTC	26,97 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025138 - Créer du lien social, favoriser le mieux vivre ensemble et défendre les valeurs de la république et la citoyenneté			
Bénéficiaire	R9122 - CENTRE SOCIAL LES DOUCETTES			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
126 069,00 €	TTC	7,93 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025153 - Lutte pour l’accrochage scolaire			
Bénéficiaire	R10680 - APCIS ACCUEIL PREVENTIONS CULTURES INTERCOMMUNAUTAIRE ET SOLIDAIRE			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
167 102,00 €	TTC	5,98 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025154 - Parcours d'intégration global "Femmes des Quartiers Prioritaires de la Ville"			
Bénéficiaire	R23631 - LECTURES NOMADES			
Localisation	VILLENEUVE-LA-GARENNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 100,00 €	TTC	41,32 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025163 - Lutte contre le décrochage et soutien de la réussite scolaire à travers un dispositif d'accueil des collégiens en exclusion			
Bénéficiaire	EXM00030 - PASSERELLE POUR L'INTEGRATION ET L'INSERTION			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 487,00 €	TTC	24,4 %	15 000,00 €	

Dossier	EX025166 - Élargissement du Projet Ecole Mode d'Emploi au Grand Paris Sud			
Bénéficiaire	EX001342 - APPRENDRE ET ENTREPRENDRE A SENART			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (77-SEINE ET MARNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 700,00 €	TTC	41,19 %	25 000,00 €	

Dossier	EX025169 - ATELIERS D'ALPHABETISATION ET DE FRANCAIS			
Bénéficiaire	P0032366 - TRAIT D UNION 95			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 727,00 €	TTC	14 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025172 - Promouvoir la citoyenneté et le mieux vivre ensemble - Lutter contre l'auto/exclusion des personnes en situation de handicap			
Bénéficiaire	P0002283 - CAPSAAA CAP SPORT ART AVENTURES AMITIES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
321 415,00 €	TTC	3,11 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025179 - Lutte contre les facteurs de radicalisation et promotion des valeurs citoyennes			
Bénéficiaire	EXM01924 - HALTE A LA N			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 065,00 €	TTC	49,84 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025182 - Accompagnement par la Thérapie Sociale de publics touchés par des violences et des dérives idéologiques			
Bénéficiaire	P0035644 - BRIGADE DES MERES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	TTC	50 %	50 000,00 €	

Dossier	EX025197 - Actions de lutte contre le décrochage scolaire			
Bénéficiaire	P0028858 - ECD SARTROUVILLE - ASSOCIATION ECOUTE CONSEIL DIALOGUE SARTROUVILLE			
Localisation	SARTROUVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
161 216,00 €	TTC	18,61 %	30 000,00 €	

Dossier	EX025202 - Laïcité : apprendre et expérimenter - Production d'outils, supports à l'échange de paroles, à l'information et à la formation			
Bénéficiaire	R33200 - COLLECTIF FUSION			
Localisation	CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 450,00 €	TTC	14,1 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025232 - Contribuer à la cohésion sociale du territoire francilien en accompagnant la réinsertion socio-professionnelle de sortants de prison domiciliés dans les quartiers politique de la ville			
Bénéficiaire	EXM01943 - WAKE UP CAFE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 622,00 €	TTC	13,58 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025240 - Production de MOOC éducatifs visant à lutter contre les violences entre jeunes et la radicalisation			
Bénéficiaire	EXM01945 - ASSOCIATION NATIONALE DES MEDIATEURS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	TTC	20,83 %	25 000,00 €	

Dossier	EX025266 - Dispositif d'aide à la réussite scolaire en direction de collégiens et lycéens			
Bénéficiaire	R36321 - METIS			
Localisation	MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
158 000,00 €	TTC	6,33 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025283 - Renforcer l’égalité des chances de jeunes défavorisés en protection de l’enfance en impliquant la société civile à travers des actions de parrainage			
Bénéficiaire	EXM01506 - ASSOCIATION PARRAINS PAR'MILLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	16,67 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025286 - Par la pratique du journalisme citoyen, renforcer la capacité d’entreprendre des habitant(e)s des quartiers populaires			
Bénéficiaire	EX003275 - LES AMIS DE LA TELE LIBRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
127 000,00 €	TTC	7,87 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025287 - Accompagnement relationnel et social de personnes âgées en situation de précarité dans les quartiers prioritaires			
Bénéficiaire	EXM01955 - LES PETITS FRERES DES PAUVRES			
Localisation	CHAMPIGNY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 301,32 €	TTC	11,29 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025301 - Sensibilisation aux valeurs de la République, à la citoyenneté et à l'égalité femmes/hommes			
Bénéficiaire	R38424 - ASS DU CENTRE SOCIAL A MALRAUX			
Localisation	PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 293,00 €	TTC	29,72 %	20 000,00 €	

Dossier	EX025302 - Accrochage scolaire - Alliance éducative par des Concertations Ecole Famille Cité			
Bénéficiaire	R4691 - ECOLE ET FAMILLE CENTRE DE PROXIMITE ET DE RESSOURCES			
Localisation	CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE (78-YVELINES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	33,33 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025304 - Programme de prévention et de suivi de la radicalisation			
Bénéficiaire	EXM01957 - OBSERVATOIRE DE LA PARENTALITE ET DE L'EDUCATION NUMERIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 500,00 €	TTC	18,18 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025306 - Encourager la reconnaissance et l'émancipation des femmes par l'acquisition de la maîtrise du français indispensable à leur intégration sociale, professionnelle et citoyenne			
Bénéficiaire	R22247 - LA MAISON DES FEMMES			
Localisation	ASNIERES-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
206 600,00 €	TTC	7,26 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	EX025308 - Lancement de nouvelles actions dans le cadre du programme "L dans la ville" qui vise à favoriser la place des filles dans les quartiers prioritaires			
Bénéficiaire	P0021273 - ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
281 070,00 €	TTC	3,56 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025317 - Création d'un collectif citoyen dans le but de favoriser et protéger la position de la femme au sein des quartiers prioritaires pour la réussite éducative de tous			
Bénéficiaire	P0033049 - COEUREL			
Localisation	CA MELUN VAL DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	TTC	20 %	5 000,00 €	

Dossier	17014102 - Renforcer la cohésion sociale et territoriale : Développement des compétences (Français, numérique, ...)			
Bénéficiaire	P0016345 - MDE CONVERGENCE ENTREPRENEURS - MAISON DE L'EMPLOI CONVERGENCE ENTREPRENEURS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
110 002,00 €	TTC	13,64 %	15 000,00 €	

Dossier	17014104 - Accompagnement des jeunes en décrochage ou en risque de décrochage ou de radicalisation			
Bénéficiaire	P0011375 - BANLIEUES SANS FRONTIERE EN ACTION			
Localisation	MAISONS-ALFORT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
856 491,00 €	TTC	1,17 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Dossier	17014105 - Défendre la place des femmes dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville			
Bénéficiaire	P0037649 - EGAL ECOLE NATIONAL DES QUARTIERS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 000,00 €	TTC	38,89 %	35 000,00 €	

Dossier	17015816 - ACCELER LA REUSSITE DANS LES MILIEUX POPULAIRES			
Bénéficiaire	EX001248 - ACCES			
Localisation	VILLENEUVE-LA-GARENNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
232 000,00 €	TTC	8,62 %	20 000,00 €	

Dossier	17015829 - Instaurer un autre regard envers les forces de l'ordre et changer le regard des femmes sur elles-mêmes			
Bénéficiaire	P0036961 - CHANGEONS DE REGARD			
Localisation	DRANCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	TTC	50 %	12 500,00 €	

Dossier	17015830 - Quiz de l'histoire			
Bénéficiaire	P0038086 - ASSOCIATION DU VIVRE ENSEMBLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	50 %	7 500,00 €	

Dossier	17015836 - Ambition Excellence - E.N.S.E.M.B.L.E pour une scolarité réussie et une citoyenneté épanouie			
Bénéficiaire	P0020598 - ASSOCIATION ENSEMBLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
184 000,00 €	TTC	27,17 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-525	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00001039 - Soutien régional à la politique de la ville	1 191 000,00 €

Total sur l'imputation 935 - 51 - 151003 - 15100308	1 191 000,00 €

ANNEXE 2 FICHES PROJETS AU TITRE DU SOUTIEN REGIONAL A LA POLITIQUE DE LA VILLE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024056

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DÉVELOPPER UN SERVICE DE PROXIMITÉ AU SERVICE DES FEMMES : ACCOMPAGNEMENT ADMINISTRATIF, JURIDIQUE, SOCIAL, EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE FORMATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	16 000,00 €	31,25 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEUX CREATIVITE PARTAGE
Adresse administrative : 317 BD DE LA BOISSIERE
93110 ROSNY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre MOSSANG, Président

Date de publication au JO : 27 février 1999

N° SIRET : 43777623000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : développer un service de proximité au service des femmes en proposant un accompagnement administratif, juridique, social et en matière d'emploi et de formation

Date prévisionnelle de début de projet : 18 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
1) Développer un service de proximité au service des femmes, tous âges confondus, pour les aider à se spécialiser dans le secteur socioéducatif en s'appuyant sur des outils mis à disposition par l'association
2) Développer des initiatives collectives (ateliers artistiques et expositions, groupe de parole, journée

thématiques) qui visent à favoriser l'exercice de la citoyenneté au quotidien.
3) Créer un service d'accompagnement spécifique pour les femmes pour des démarches administratives ou autres besoins en matière de médiation, jurisprudence, assistance.
4) Animer un lieu de socialisation et d'exercice de la citoyenneté.

Description :
Les structures sont ouvertes 6 jours sur 7, pour un total de 25 heures soit 1200 heures par an. Un temps spécifique sera consacré le jeudi et le samedi après-midi au projet Femmes de proximité. Une garderie sera assurée.

La réalisation s'articulera de la manière suivante:
- organisation d'ateliers d'apprentissage hebdomadaires selon un planning établi : informatique, expression écrite et orale, prise de parole en public (à partir de l'actualité, quotidiens et revues étant à disposition du public), hygiène et sécurité.
- accueil sur rendez-vous pour les femmes qui souhaitent un conseil plus personnel, une aide juridique, ou de médiation, un accompagnement dans la rédaction d'une VAE, un bilan de compétences et de savoir-faire.
- mise en place d'un groupe d'échange mensuel labellisé Parole de Femmes.
- création d'évènements à l'initiative de femmes, avec le soutien de l'association.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels : locaux mis à disposition par la Ville de Rosny et Valophis Habitat, de matériel pédagogique adapté aux ateliers envisagés, de mobilier et matériel enfance et petit enfance pour l'organisation d'une garderie pour les femmes qui seraient accompagnées par des enfants.

Moyens humains : une professionnelle, salariée de l'association (éducatrice et professeur de Français langue étrangère) épaulée par un animateur socioculturel, des bénévoles niveau Bac plus 3 ou plus (enseignants, juristes, éducateurs, psychologue).
Des intervenants pourront être sollicités en fonction des besoins et l'évolution du projet.

Intérêt régional :
Le projet s'inscrit également dans le cadre des objectifs et orientations de Contrat de Ville, Axe stratégique du pilier de Cohésion Sociale et Egalité des chances.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce projet s'adresse à des femmes des quartiers en Politique de la Ville des territoires couverts par l'action de l'association.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, matériel pédagogique, petit équipement)	5 000,00	31,25%
Services externes (locations)	3 000,00	18,75%
Autres services externes (frais télécommunication, postaux, transport lié à l'animation)	500,00	3,13%
Frais de personnel (salaires nets chèque emploi et charges sociales)	7 500,00	46,88%
Total	16 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits (prestations)	3 500,00	21,88%
CAF	1 000,00	6,25%
Ville de Rosny	2 000,00	12,50%
FONJEP	3 500,00	21,88%
Ville de Fontenay	1 000,00	6,25%
Région Ile-de-France	5 000,00	31,25%
Total	16 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	5 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	2 900,00 €
2015	Soutien à la prévention	2 175,00 €
	Montant total	10 075,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024373

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORCER LA COOPÉRATION PARENTS/ÉCOLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	27 600,00 €	18,12 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MADE IN PLAINE
Adresse administrative : 5 RUE SAINT JUST
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Fany JUDITH, Présidente

Date de publication au JO : 3 novembre 2012

N° SIRET : 80046695500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : assurer une prise en charge et un suivi partenarial des situations éducatives individuelles de jeunes en situation de fragilité et renforcer la coopération entre les parents et l'école

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre en place des actions qui visent à offrir, en parallèle à l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école. Ces actions, qui ont lieu en dehors des temps de l'école, sont centrées sur l'aide aux devoirs, sur l'apport d'une méthode "apprendre à apprendre" (acquérir une méthodologie) et les apports culturels nécessaires à la réussite scolaire. Elles vont permettre de réduire de moitié les écarts constatés sur la réussite scolaire et le décrochage scolaire dans l'ensemble des établissements entre le territoire et la région Île-de-France. De plus, une implication indispensable des

parents dans l'accompagnement de leur enfant sera mise en place afin de renforcer la coopération entre les parents et l'école.

Description :
Coordonner un projet d'accompagnement à la scolarité, en partenariat, pour les élémentaires (CM2), les collégiens et les lycéens du quartier de la Plaine.
Participation de 3 acteurs du territoire, le collège avec 2 professeurs (maths et histoire), l'espace jeunesse avec 2 animateurs (niveau scolaire Bac+2 minimum) plus l'utilisation de leur locaux, et l'association MIP avec 4 animateurs (en cursus d'enseignement supérieur, minimum 2éme année).

Il s'agira de :
- donner la possibilité aux jeunes de renforcer leurs compétences de base, de revoir les cours mais surtout de revoir leurs méthodes d'apprentissage, notamment sur l'apport d'une méthode "apprendre à apprendre", qui repose sur la volonté d'améliorer les apprentissages de chaque jeune en développant non seulement leur capacité d'acquisition, leurs connaissances, mais aussi et surtout en les aidant à lever les blocages liés à l'apprentissage (acquérir une méthodologie) afin qu'ils puissent réinvestir de manière autonome leurs savoirs et ainsi réussir leur scolarité.
- faire découvrir aux jeunes les ressources de l'environnement (bibliothèque, ludothèque, musées, …).
- leur donner accès aux apports culturels nécessaires à la réussite scolaire, en organisant des sorties (cinéma, théâtre, salon, musée,…).
- aider à l'orientation à travers des sorties aux CIO et salon (étudiant). Des rencontres avec des entreprises sont organisées pour les aider à préciser leur orientation et/ou projet professionnel. Lors des vacances scolaires sont organisées des sessions d'examen blancs, des sorties en lien avec l'atelier et les programmes scolaires, et des ateliers qui servent à développer la maîtrise de la langue française

Moyens mis en œuvre :
Intervenants : Au total 8 intervenants (prof, animateurs)

Moyens matériels : Des supports pédagogiques et des fournitures scolaires (dictionnaire, Bescherelle, calculatrice, exercices ludiques, CD Rom) ainsi que des jeux éducatifs seront achetés par l'association. De même, des prestations seront prises en charge par celle-ci notamment lors de sorties pédagogiques et culturelles. L'espace jeunesse Plaine sera mis à disposition par la ville avec 4 ordinateurs.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires sont des jeunes (50 minimum) du quartier de la Plaine à St Denis, quartier situé en politique de la ville, âgés de 10 à 20 ans de toute nationalité, mixte

Localisation géographique :
- LA PLAINE SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestations de services, matières et fournitures, autres)	13 000,00	47,10%
Services extérieurs (locations, entretien et réparation, assurance, documentation)	10 400,00	37,68%
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires, publicité, publication, déplacements et missions)	4 200,00	15,22%
Total	27 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions d'exploitation (Etat)	10 000,00	36,23%
Subventions d'exploitation (Région Ile-de-France)	5 000,00	18,12%
Subventions d'exploitation (Commune)	5 050,00	18,30%
Subventions d'exploitation (Organismes sociaux)	7 500,00	27,17%
Autres produits de gestion courante (cotisations, dons manuels ou legs)	50,00	0,18%
Total	27 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024375

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS & PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	118 000,00 €	8,47 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE 19
Adresse administrative : 251 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC ESTEVE, Président

Date de publication au JO : 4 juillet 1979

N° SIRET : 32228389600049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : l'apprentissage du français & promotion de la citoyenneté

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
L'objectif est, autour d'un point d'entrée qui est la maîtrise de la langue française et la lutte contre l'illettrisme de :
- favoriser l'autonomie des personnes (dont 70% de femmes) et leur accès aux droits ;
- favoriser la connaissance des institutions, développer la citoyenneté, la connaissance des valeurs de la République, la participation à la vie de quartier et aux instances locales,
- promouvoir la laïcité en considérant que c'est une valeur incontournable pour vivre ensemble dans nos quartiers, conformément à nos statuts,
- soutenir la fonction parentale, et favoriser notamment le suivi de la scolarité des enfants, leur accès à l'ouverture culturelle, les actions de prévention par rapport aux risques liés aux écrans et aux réseaux

sociaux,
- favoriser l'accès à l'emploi et la connaissance des dispositifs de droit commun favorisant celui-ci et la formation.
- sanctionner les progrès dans l'acquisition du français par l'obtention d'un diplôme (DILF, DELF, DELFPRO)

Description :
Le projet s'articule autour de 5 actions complémentaires :

- des ateliers de socialisation & de citoyenneté d'apprentissage du français : 12 groupes de 15 personnes, de 6 heures par semaine, 34 semaines par an, comprenant des modules déclinant nos objectifs : accès aux droits ; citoyenneté, valeurs de la république, laïcité ; parentalité, vie familiale, scolarité ; connaissance du quartier et de la ville, déplacements, santé de la famille.
- une action nommée PARI (Prévention active des risques internet) proposant des modules de 12 heures comprenant : l'apprentissage des bases de l'informatique ; la connaissance d'internet et des réseaux sociaux ; des conseils pour aider les parents à fixer des règles à ses enfants concernant leurs pratiques des écrans & des réseaux sociaux ; une sensibilisation aux abus & dangers encours par les enfants.
- 3 ateliers linguistiques à visée professionnelle (groupe de 12 personnes), comprenant des modules linguistiques à visée professionnelle, une remise à niveau optionnelle en mathématiques, logique et informatique, et la préparation du DELFPRO. (7h par semaine X 35 semaines).
- des permanences d'accès aux droits : des permanences de médiatrices socioculturelles * des permanences d'écrivains publics bénévoles pour accompagner dans les démarches courantes ; * des permanences d'écrivain public numérique pour accompagner les démarches d'e-administration.
- des sorties (institutions, lieux culturels d'Ile de France)

Moyens mis en œuvre :
L'action mobilise :
- 3 formateurs pour les ateliers linguistiques socialisation & citoyenneté et les ateliers linguistiques à visée professionnelle, à hauteur de 2,5 ETP ;
- un animateur multimédia à 0,4 ETP pour le projet PARI et les modules informatiques pour les ateliers linguistiques à visée professionnelle ;
- 5 médiatrices socioculturelles régulièrement formées, pouvant assurer le décodage culturel, la traduction et l'orientation vers l'accès aux droits; à hauteur de 0,1 ETP ;
- des travailleurs sociaux (assistante sociale) à hauteur de 0,1 ETP.
- 65 bénévoles représentant 3 ETP, régulièrement formés (ateliers linguistiques & actions d'accès aux droits).

L'action se déroule dans les locaux de nos 3 centres sociaux et de notre espace public numérique.

Un large partenariat est mobilisé autour de ces actions : services publics, Pole Emploi, Mairie, institutions culturelles (relais du champ social), RATP, La Poste, partenaires associatifs.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
180 personnes majoritairement des femmes (70%), habitant le quartier Flandre et la zone vécue Léon

Giraud (60%), ne maîtrisant pas ou peu la langue française. Personnes en difficulté économique et sociale, dont 20% sont allocataires du RSA.

Localisation géographique : PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Fournitures, eau, gaz, électricité, alimentation)	3 400,00	2,88%
Services externes (locations, entretien et réparations, prime d'assurance, documentation, formation, séminaire)	9 800,00	8,31%
Autres services externes (honoraires, publicité, publications, transport, frais missions, frais postaux et de télécommunication)	6 200,00	5,25%
Taxes sur les salaires	6 100,00	5,17%
Frais de personnel	92 500,00	78,39%
Total	118 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	3 500,00	2,97%
Etat : Crédits Politique de la Ville	48 500,00	41,10%
Etat : Emplois aidés par l'Etat (CNASEA)	4 000,00	3,39%
Etat : FIPD	8 000,00	6,78%
Région Ile-de-France	10 000,00	8,47%
Ville de Paris - DFPE	44 000,00	37,29%
Total	118 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	72 000,00 €
2014	E-inclusion - Fonctionnement	37 408,33 €
2014	E-inclusion - Investissement	7 290,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	9 500,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
2015	Soutien aux acteurs associatifs régionaux des TIC	50 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2015	Soutien aux tables locales de quartier	28 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	22 300,00 €

2016	Soutien aux contrats de ville	6 890,00 €
2017	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	12 000,00 €
	Montant total	278 388,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024473

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTIONS D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA LAÏCITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	39 000,00 €	38,46 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DES HAUTS DE SEINE NANTERRE
Adresse administrative : 71 RUE DES FONTENELLES 92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane LAURENT, Président

Date de publication au JO : 22 décembre 1972

N° SIRET : 31778064100021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : mener des actions d'éducation à la citoyenneté et à la laïcité et actions d'informations juridiques individuelles favorisant les poursuites judiciaires.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Etre en contact direct avec les publiques discriminés (les femmes et les personnes d'origine étrangère réelle ou supposée).
- Favoriser les poursuites judiciaires par une meilleure connaissance des droits. - Renforcer la confiance des habitants des quartiers prioritaires envers les institutions et la République.
- Expliciter le sens des valeurs de la république : égalité femmes/hommes, laïcité, égalité des droits, respects des différences.

- Promouvoir l'éducation par les pairs.

Description :
1. Permanences juridiques : 1 permanence hebdomadaire dans 4 quartiers prioritaires
2. Animation de 20 ateliers en direction des jeunes sur différents thèmes visant à la transmission des valeurs de la République. Partenariat avec l'éducation nationale, le club de prévention des 4 Chemins, et les associations d'éducation populaire dédiées à la jeunesse. Ces ateliers permettront de produire des supports de sensibilisation crée en collaboration avec les jeunes favorisant ainsi l'éducation par les pairs.

Moyens mis en œuvre :
Une juriste spécialisée (master 2, 5 ans d'expérience): 420h/an permanences + 60h/an pour les ateliers
Une directrice : partenariat, suivit administratif, bilans, évaluation

Intérêt régional :
Les habitants de ces quartiers et en particuliers les femmes et les personnes d'origine étrangères, sont plus exposées que la moyenne aux discriminations. Cette situation peut évoluer positivement grâce à une meilleure appropriation du droit et des valeurs fondamentale de la République, par des actions aussi bien individuelles que collectives.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants des quartiers prioritaires, les femmes, les personnes d'origine étrangère réelle ou supposée, les jeunes

Localisation géographique : HAUTS DE SEINE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau, gaz, électricité, alimentation)	1 400,00	3,59%
Services externes (locations, prime d'assurance, documentation, autres : formation, séminaire...)	4 800,00	12,31%
Autres services externes (Publicité, publications, déplacements et missions, frais postaux et frais de télécommunication)	7 000,00	17,95%
Frais de personnel (rémunération et charges sociales)	25 800,00	66,15%
Total	39 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat : Crédits Politique de la Ville (EC)	10 000,00	25,64%
Etat : Droit des femmes (ATT)	10 000,00	25,64%
Région Ile-de-France	15 000,00	38,46%
Département (EC)	4 000,00	10,26%
Total	39 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la prévention	17 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	4 999,00 €
2015	Soutien à la prévention	12 750,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 800,00 €
	Montant total	50 549,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024538

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PRÉVENIR LES DIFFICULTÉS D'APPRENTISSAGE DE LA LECTURE ET DE L'ÉCRITURE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	26 900,00 €	18,59 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAFEZOIDE
Adresse administrative : 92 B QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Marie RODENAS, Présidente

Date de publication au JO : 24 avril 1999

N° SIRET : 43872697800028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : prévenir les difficultés d'apprentissage de la lecture et de l'écriture, dans des établissements en REP à PARIS 19e et lutter contre le décrochage scolaire.

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Dans un territoire où 22% de la population vit dans des QPV, les difficultés scolaires sont nombreuses. Forte de son expérience de quinze ans auprès des enfants et de leurs familles, l'association le Cafézoïde a mis en place, il y a plusieurs années, une coopération avec les établissements scolaires de l'arrondissement pour favoriser et encourager les apprentissages, en complémentarité et à la demande des enseignants.

L'objectif est de lutter contre le décrochage scolaire.

- Le projet s’inscrit aussi dans une démarche participative, associant pleinement les enfants et les jeunes à la définition de l’action.

L'action proposée permet de lutter contre le décrochage scolaire, au sein des établissements, avec un double objectif :
- prévenir les difficultés d’apprentissage de la lecture, faire découvrir les plaisirs de l’écriture, favoriser les échanges et développer l’imaginaire, la fantaisie, le rêve et la liberté d’expression, dans des établissements scolaires en Réseau d’Éducation Prioritaire et Politique de la Ville du 19e arrondissement de Paris.

- Le Facteur s'attache également à créer du lien entre les familles, les élèves et l'institution scolaire.

Description :
Le projet aborde l’écriture et la lecture par le jeu et l’imaginaire en mettant en place des ateliers au sein des classes, avec le concours des enseignants.

Le facteur des enfants du Cafézoïde est un personnage en chair et en os, avec un costume de postier et un triporteur.
C’est un clown poétique, postier en patins à roulettes, qui communique au moyen d’une machine à écrire et en mimant.
Il anime les ateliers et transporte les lettres écrites par les enfants à leurs correspondants.
L'action se déroule principalement dans les établissements scolaires sur le temps scolaire. Elle est coordonnée par la coordinatrice du réseau REP. Elle a aussi lieu sur l'interclasse de la demi-pension au collège Sonia Delaunay.
Comme le Cafézoïde est ouvert aux horaires du temps libre des élèves, ceux -ci peuvent venir au Cafézoïde le mercredi, le samedi et le dimanche, avec ou sans leurs parents, assurant ainsi une continuité de l’action en dehors des heures scolaires.

Moyens mis en œuvre :
Pour son action globale, le Cafézoïde dispose de financements publics, ainsi que de financements privés, et s'appuie également sur ses ressources propres, qui proviennent de cotisations, de dons et de recettes liées à son activité.

Le projet nécessite un matériel spécifique : costume du Facteur, triporteur ou boite à lettres géante et diverses fournitures en grand nombre.

Un salarié du Cafézoïde intervient toute l'année dans plusieurs établissements.

Autre moyen mis en œuvre : Le Cafézoïde s'appuiera sur son réseau 58 bénévoles.

Intérêt régional :
L'association mettra à la disposition de la Région sa capacité à impulser des initiatives, à partager les bonnes pratiques et à inspirer de nouvelles actions sur l'ensemble du territoire.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

L'action irrigue des populations d'enfants et de jeunes fréquentant des établissements scolaires en Réseau d'Education Prioritaire. Trois collèges et deux écoles primaires et maternelles sont impactés par les activités du Cafézoïde : les collèges Sonia Delaunay, Suzanne Lacore et Georges Brassens et les écoles Ourq et Curial.

Le projet s'adresse à des jeunes entre 4 et 14 ans, des grandes sections de maternelles jusqu'aux 3èmes de collège.

Localisation géographique : PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais généraux (téléphone, courrier...)	1 500,00	5,58%
Matériel, équipements (jeux, instruments de musique, autres fournitures)	6 100,00	22,68%
Services extérieurs (rémunérations intermédiaires, publicité, publications, documentation)	8 900,00	33,09%
Rémunérations et charges	10 400,00	38,66%
Total	26 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (DDCS)	2 000,00	7,43%
Région Ile-de-France	5 000,00	18,59%
Département	3 400,00	12,64%
Ville de Paris	8 000,00	29,74%
Politique Ville	2 500,00	9,29%
CAF	1 000,00	3,72%
Aides privées (MAIF)	1 500,00	5,58%
Autres produits (dons, cotisations, ressources propres affectées)	3 500,00	13,01%
Total	26 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024543

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PRÉVENIR LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET FAVORISER L'APPRENTISSAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	47 700,00 €	10,48 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NUMERO1 FORMATION REMEDIATION
Adresse administrative : 50 GRANDE RUE CHARLES DE GAULLE
94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HENRI VRIGNAUD, Président

Date de publication au JO : 18 août 2007

N° SIRET : 50035747000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : prévenir le décrochage scolaire et apprendre à apprendre en mathématiques et en français, via la pédagogie des gestes mentaux, le dialogue pédagogique et la pédagogie différenciée

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Prévenir le décrochage scolaire et le comportement (agitation ou repli sur soi), restaurer son estime de soi et maintenir le lien entre le collège et la famille

- Remettre à niveau ses connaissances en français et mathématiques, améliorer les résultats scolaires et l'attitude, acquérir des connaissances, améliorer les compétences, permettre à l'élève d'utiliser à bon escient ce qu'il sait

- Donner à chacun la possibilité de ne pas perdre ses réflexes scolaires en lui permettant :

*de rechercher ses ressources personnelles (ce qu'il sait faire, ce qui a du sens), de s'appuyer sur ses compétences
*d'agir sur la motivation et l'investissement personnel
*de développer l'autonomie en dynamisant la prise de conscience
*d'améliorer l'image de soi
*d'être écouté et de donner son avis

- Grâce à la pédagogie des gestes mentaux et le dialogue pédagogique :

* Rendre l'élève acteur de son apprentissage, lui permettre de réactiver ses fonctions cognitives comme la réflexion, la mémorisation, la compréhension, l'attention et l'imagination.
* Rechercher avec chaque élève ses ressources : ce qu'il sait faire dans sa tête quand il réussit, ce qui fait sens pour lui dans ses apprentissages (scolaires et non scolaires)
* S'exercer ensemble à se réapproprier des stratégies performantes dans le domaine scolaire pour être efficace et organisé et pour faire évoluer ses habitudes de travail

Description :
Fonctionnement : Chaque semaine, les collégiens participent à des ateliers de remédiation en mathématiques et français par collège financé, groupes de 12 élèves accompagnés sur une année scolaire (2 heures/semaine) par deux professeurs (mathématiques, français et/ou intervention d'un praticien des gestes mentaux), en dehors du temps scolaire, dans une salle au sein du collège ou en dehors du collège

Remédiation en français :
L'objectif principal de cet atelier est de remédier aux compétences fondamentales non acquises par les élèves en français. La plupart des difficultés rencontrées sont liées aux outils de la langue (orthographe, grammaire, conjugaison) et à la compréhension textuelle.

Remédiation mathématiques :
Le professeur utilisera des outils de remédiation en mathématiques. La représentation visuelle et la manipulation physique des quantités permettent souvent à l'élève de remédier à des difficultés visuo-spatiales qui l'empêchent d'avoir une représentation mentale des quantités. Il aidera à traiter des informations, faire fonctionner des propriétés, maîtriser un processus opératoire. Il s'appuiera sur les erreurs des élèves et travaillera sur le vocabulaire spécifique des mathématiques

- Le travail avec des petits groupes hétérogènes favorise les confrontations des démarches intellectuelles grâce à la pédagogie différenciée.
- L'enseignant grâce à l'observation et aux échanges avec les élèves comprend les difficultés rencontrées et choisit la méthode pédagogique qui répond à leurs besoins.
En utilisant la pédagogie des gestes mentaux, l'association propose de travailler avec les élèves sur les questions suivantes :
« Qu'est-ce que le métier d'élève ? Pourquoi le collège ne m'aime pas et Pourquoi je m'ennuie ? Comment fait-on pour apprendre et s'intéresser ? »
C'est une démarche qui permet à chacun d'aller à la rencontre de ses stratégies de réussite.

Moyens mis en œuvre :
- Choix des élèves éligibles fait par l'équipe pédagogique du collège
- Réunions permettant l'organisation du dispositif : choisir la discipline qu'il faudra privilégier selon les difficultés de l'élève, axe méthodologique à privilégier (attention, mémorisation, compréhension...)
- Comités de suivi : selon, les secteurs; Education Nationale-Association – Politique de la ville
- Réunion interne à l'association avec tous les professeurs des clubs tous les deux mois
- Réajustement du fonctionnement en fonction des succès et difficultés rencontrés par les élèves

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Elèves en grandes difficultés scolaires, en quartiers politique de la ville. Jeunes entre 12 et 16 ans.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers ou d'activités)	4 500,00	9,43%
Prestations intervenants liées à l'action	10 800,00	22,64%
Transport de biens et personnel	2 500,00	5,24%
Communication et publicité du projet	2 103,00	4,41%
Impôts et taxes	375,00	0,79%
Salaire et charges personnel spécifique au projet	23 400,00	49,06%
Salaire et charges personnel permanent	4 022,00	8,43%
Total	47 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Champigny - Réussite éducative	8 000,00	16,77%
Villejuif : contrat de ville et commune	9 000,00	18,87%
Saint-Ouen : ville + contrat de ville	4 000,00	8,39%
Villiers : réussite éducative	4 000,00	8,39%
Massy : commune	700,00	1,47%
Villemomble : bailleur	1 000,00	2,10%
La Courneuve : réussite éducative	5 000,00	10,48%
Boissy St Léger : contrat de ville + commune	5 000,00	10,48%
Chelles : contrat de ville	1 000,00	2,10%
Région Ile-de-France	5 000,00	10,48%
Département Val-de-Marne	5 000,00	10,48%
Total	47 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024632

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : POINT INFORMATION MEDIATION MULTI SERVICES : UN OUTIL AU SERVICE DU VIVRE ENSEMBLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	264 420,00 €	3,03 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PIMMS DES MUREAUX POINT INFORMATION MEDIATION MULTI SERVICES
Adresse administrative : 11 RUE HENRI DUNANT
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie HENNI, Présidente

Date de publication au JO : 19 novembre 2011

N° SIRET : 53877302900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Le PIMMS des Mureaux : un outil au service du vivre ensemble

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
La "démocratisation" du numérique ne se réalise pas de manière égale pour tous, c'est pour cela que le PIMMS Des Mureaux/MSAP met en place une chaine d'action E-inclusion numérique et vie quotidienne, pour que ses usagers aient un « usage » de l'internet dans leur quotidien.
Les maîtres mots du PIMMS:
Faciliter l'accès à internet et ses ressources essentielles aux populations

Renforcer le “pouvoir d’agir" des habitants.

Description :
L'activité est organisée comme suit en fonction des publics :
•Public non autonome : Médiation avec saisie du mot de passe minimum pour l’ensemble des actions du PIMMS des Mureaux
•Autonomie de niveau 1 (faire ensemble en Atelier : Balayage des droits, coffre-fort numérique, adresse mail en individuel ou en Atelier avec Agent Médiateur ou un Service Civique)
•Autonomie de niveau 2 (faire sur l’espace numérique avec 1 Agent Médiateur ou un Service Civique pour l’accompagner)
•Autonomie de niveau 3 (faire seul sur l’espace numérique)
•Autonomie de niveau 4 (faire seul sur son propre matériel : ordinateur, tablette et /ou téléphone. L’agent Médiateur ou le Service Civique installe sur le matériel de l’usager

Moyens mis en œuvre :
Une gouvernance qui se réunit tous les mois et des Administrateurs impliqués.
Un local, le siège 11, rue Henri Dunant, équipé pour accueillir le public, équipé de 5 postes de Médiation, 2 Ordinateurs
Une annexe l'atelier, équipe d'ordinateur portable
Des Permanence Hors les Murs pour mener nos activités,
7 Agents Médiateurs,
2 Services Civiques
1 Directeur,
1 Assistante Administrative et Comptable

Intérêt régional :
Si les Usagers qui viennent au PIMMS sont majoritairement habitant des Mureaux, ils sont aujourd'hui près de 10% à venir d'autres villes que celles appartenant à la Communauté Urbaine GPS&O.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L’objectif est de continuer à accueillir :
2/3 des usagers habitant aux Mureaux reçus au PIMMS habitent dans un quartier en zone Politique de la Ville : Bécheville, Les Bougimonts, L'Ile de France, La Vigne Blanche et Les Musiciens et le quartier Cité Renault, centre-ville

Le profil des personnes :
• Parité Hommes femmes.
• 1 habitant sur 4 qui entre au PIMMS vient pour la première fois
• Une majorité d'usagers (80%) ont entre 25 et 60 ans, avec une faible part de jeunes de moins de 25 ans (4%), et 16 % de plus de 60 ans.
• Des personnes rencontrant des difficultés en Français et avec l'utilisation d'Internet

Localisation géographique : LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres achats non stockés	8 400,00	3,18%
Services extérieurs	19 000,00	7,19%
Autres services extérieurs	17 500,00	6,62%
Impôts, taxes et versements assimilés	4 000,00	1,51%
Salaires et traitements	178 920,00	67,67%
Charges sociales	35 000,00	13,24%
Autres charges de gestion courante	1 600,00	0,61%
Total	264 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation entreprises	55 000,00	20,80%
Ville des Mureaux (CCAS)	15 000,00	5,67%
Région Ile-de-France (Politique de la Ville)	8 000,00	3,03%
Etat CGET	1 500,00	0,57%
Etat (aide à l'emploi AR-CUI-EAV)	120 000,00	45,38%
Ventes de services	1 300,00	0,49%
CAF 78	10 000,00	3,78%
MSAP ETAT FNADT	15 000,00	5,67%
MSAP ETAT Fonds Interopérateur	15 000,00	5,67%
Indemnité Service Civique	1 620,00	0,61%
Remboursement formations + autres	3 000,00	1,13%
Subvention GPSEO	10 000,00	3,78%
Subvention département	9 000,00	3,40%
Total	264 420,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la médiation	4 000,00 €
2015	Soutien à la médiation	2 880,00 €
	Montant total	6 880,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024650

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTION DE PRÉVENTION DU DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	114 706,00 €	43,59 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROC LE ROCHER OASIS DES CITES
Adresse administrative : 91 BD AUGUSTE BLANQUI
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN FROMENT, Président

Date de publication au JO : 26 juillet 2008

N° SIRET : 47927175100071

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : mener une action de prévention du décrochage scolaire dans trois cités sensibles d'Ile-de-France : Bondy (93), Paris (10ème), Les Mureaux (78) pour 250 enfants et adolescents en difficulté.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Viser l'acquisition de l'autonomie dans le travail scolaire et l'amélioration des résultats
- Soutenir les parents dans l'exercice de la parentalité dans ce domaine.

Description :
Bondy : Le Rocher accueille à 16h45 les mardis, jeudi et vendredi des enfants du primaire, avec fourniture d'un goûter. L'accompagnement à la scolarité dure ensuite jusqu'à 17h45. S'en suivent des ateliers d'éveil : jardinage ; percussion ou guitare ; sport ; bricolage.
Arrivent ensuite les collégiens et lycéens, de 18h30 à 19h30. Le mercredi soir et le samedi matin, est proposé aux lycéens un accueil pour approfondir certaines matières, de 18h30 à 20h et le samedi de 11h à 12h30.

Paris 10ème : L'accompagnement à la scolarité se fait par des ateliers scolaires 2 samedi par mois et 10 sorties culturelles par an pour des groupes d'enfants du primaire, collégiens et lycéens. S'y ajoute une aide aux devoirs à domicile 1h30 par semaine. Enfin, 6 enfants du primaire participent à un atelier lecture, 8 adolescents rencontrant des problèmes de timidité font du théâtre et 12 adolescents suivent un atelier Hip-hop.

Les Mureaux : L'action se déroule mardi, jeudi et vendredi de 16h30 à 17h30 pour les primaires, de 18h à 19h pour les collégiens et lycéens. Le samedi matin est proposé un temps d'atelier aux élèves de 3ème et lycéens.
Enfin, des séances orthopédagogiques sont mises en œuvre au bénéfice de 8 enfants et adolescents, ciblés en difficulté particulière, coordonnées par une orthopédagogue :
- Suivi individuel chaque semaine, sur 30 semaines, sur les horaires d'accompagnement à la scolarité ;
- Atelier méthodologie, mémorisation et compréhension, motivation et orientation en séances collectives pour collégiens le samedi matin avec deux séances de 2 h par mois
- Accompagnement et suivi des bénévoles lors des remontées de chaque séance (2 heures par semaine)
- 1 journée de formation par semestre de l'équipe du Rocher ;
- Animation vacances ateliers méthodologie parents/enfants et jeux pédagogiques (4 journées).

Enfin dans les 3 antennes, chaque trimestre, Le Rocher fait le point avec les parents sur le bulletin scolaire et le comportement.

Moyens mis en œuvre :
Bondy : 3 salariés 4 volontaires en Service civique, 10 bénévoles.
Paris 10ème : 2 salariés, 2 volontaires en Service civique, 70 bénévoles, 1 stagiaire de l'école Polytechnique.
Les Mureaux : 2 salariés, 3 volontaires en Service civique, 20 bénévoles, un prestataire des séances orthopédagogies

Intérêt régional :
L'action touche 3 antennes du Rocher en Ile-de-France : en Seine-Saint-Denis, à Paris et dans les Yvelines. Des échanges entre les salariés, volontaires en Service civique et stagiaires ont lieu tout au long de l'année entre ces trois antennes, sur les méthodes employées et les résultats de la prévention du décrochage scolaire. Cette interaction est très fructueuse pour une amélioration continue de l'action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Bondy : 75 enfants/adolescents.
Paris 10ème : 100 enfants/adolescents.
Les Mureaux : 75 enfants/adolescents.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (études et prestations de services, eau, énergie, fournitures, marchandises)	33 858,00	29,52%
Services extérieurs (locations, entretien et réparations, primes d'assurances)	15 734,00	13,72%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements et missions, services bancaires...)	6 438,00	5,61%
Impôts, taxes et versements assimilés	2 214,00	1,93%
Charges de personnel (rémunérations et charges sociales)	55 073,00	48,01%
Autres charges de gestion courante	1 389,00	1,21%
Total	114 706,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	23 570,00	20,55%
Etat / CGET (dont Contrats de villes et PRE)	21 787,00	18,99%
ASP (emplois aidés)	2 969,00	2,59%
Organismes sociaux : CAF Yvelines	3 500,00	3,05%
Région Ile-de-France	50 000,00	43,59%
Mairies de Bondy, Les Mureaux	3 000,00	2,62%
Communauté d'agglomération Est ensemble	2 000,00	1,74%
Fondations	7 880,00	6,87%
Total	114 706,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	10 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
	Montant total	26 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024666

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EGALITE DANS LA DIVERSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	43 220,00 €	18,51 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITOYENS AGITES
Adresse administrative : AVENUE DE L'AUNETTE
91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN MARC BARTHEL, Président

Date de publication au JO : 29 décembre 2012

N° SIRET : 81227126000026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : mieux vivre ensemble dans le cadre des valeurs républicaines de laïcité, liberté, égalité et fraternité.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
1. Lutter contre les clichés
Les clichés, les stéréotypes qui amènent à préprogrammer des places pour chacun dans la société en

fonction de si vous êtes un homme ou une femme, d'un milieu populaire ou aisé, français de souche ou autre, handicapé ou non, « swag » ou « bolosse ", bourgeois ou populaire...
2. Lutter contre toutes les discriminations liées au genre, à l'origine sociale et ethnique, au physique, aux choix de vie…
3. Insister plus particulièrement sur la mixité de genre dans la vie de tous les jours
Il est important en effet que chacun puisse apporter sa spécificité dans un groupe.
4. Donner du sens à l'école en créant des passerelles entre le projet et le collège dont sont issus les jeunes participants
Le collège mais aussi les écoles primaires pourront venir voir des répétitions, les représentations.
Une information sera faite auprès de chaque établissement pour leur dire les jeunes concernés par le projet et ensuite un bilan pourra être fait avec eux sur chaque jeune durant ces 2 années afin de leur donner une image différente et voir leur progression par rapport à leur point d'entrée dans le projet.
Chaque jeune verra que les compétences acquises durant ce projet sont aussi celles demandées à l'école : la persévérance, l'assiduité, la ponctualité, l'écoute de l'autre, le travail, le respect de l'autre dans le groupe, le partage et l'entraide.

Description :
Activité 1 : CRÉATION DE 3 SPECTACLES VIVANTS
Création et jeu d'un spectacle sur 2 années à partir d'un groupe de 40 à 50 jeunes et adultes qui créent eux même (avec l'accompagnement des artistes) l'ensemble du spectacle en se répartissant en plusieurs ateliers artistiques sur 2 années scolaires

La 1ère année chaque atelier (théâtre, chant, musique et danse) apprend les techniques de bases.

La 2ème année chacun répète en fonction des scènes écrites en fin de 1ère année
-- > Les ateliers sont hebdomadaires + sur des moments de vacances scolaires.
-- > Les représentations auront lieu en mai 2019 : A Ris Orangis, A Draveil, A Courcouronnes et à Neuilly sur seine.

La 3ème année chaque spectacle continue à se perfectionner et sera joué de nouveau autour d'un "festival de la diversité" à la salle Gaveau à Paris

Ces spectacles sont des outils pour permettre la parole, la sensibilisation du public cible et du public indirect sur les thématiques retenues par les groupes, l'expression de la citoyenneté.

Activité 2 : EXPOSITION
Une exposition sera disponible et pourra évoluer avec des partenaires sur les thèmes suivants :
-- > Les valeurs républicaines. « Vive la république ». Les partenaires pourront ajouter des panneaux en fonction des différents débats et thèmes abordés qu'ils auront eus autour de cela durant les 2 années

Activité 3 : COURSE CITOYENNE (la 3ème année)
Il s'agit autour d'un travail préparatoire avec les écoles, collèges, centre de loisirs et associations volontaires de sensibiliser les jeunes et les familles sur des actions citoyennes autour de la solidarité et de la fraternité ici en France mais aussi avec l'école Légal Ségou A de Kayes au Mali.

Moyens mis en œuvre :
Partenaire :
Sur Courcouronnes : Mairie de Courcouronnes, Centre Social Brel Brassens, Espace Jeunesse, GIP SAE, Salle du Bois Briard, Collège Paul Fort, Ecole Van Gogh, Salle du bois Briard
Sur Ris Orangis : Mairie de Ris Orangis, Halle Jeunesse, MAS de la Briancière, Association Echanges et loisirs, Centre Culturel R. Desnos
Sur Draveil : Maire de Draveil, Maison de quartier des Mazières, collège, salle culturelle
Sur Neuilly/seine : Mairie de Neuilly, une école primaire et un collège de Neuilly

La communauté d'agglomération du Grand Paris Sud, des entreprises, des fondations

-Les intervenants artistiques sont les suivants :
Théâtre et coordination : Actes en théâtre (Catherine REGULA, Corinne DEROIDE et Sandra PETOUR)
Musique : Vincent
Danse : Chorégraphe de la Cie A Part Etre et Manu Sissoko
Chant : Association ShowPromoCom

-Les intervenants encadrants sont les suivants : ceux de la maison de quartier, des espaces jeunesses et des associations partenaires

- Les lieux et le matériel
La maison de quartier, les espaces jeunesses, les écoles et collèges : salles de répétitions, matériel
Les théâtres de Draveil, du Bois Briard, de Neuilly sur seine pour les répétitions générales et les représentations

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Des familles issues de quartiers populaires ;
Des familles d'ouvriers et d'employés ;
Des familles de la diversité culturelle.
Mais aussi des familles plus aisées par le mélange avec Neuilly/seine

Nombre total de bénéficiaires directs : 150
Tranches d'âge concernées : 10 et plus
Autres caractéristiques du public : Il y a le public direct qui est acteur et auteur du spectacle vivant, des débats et de l'exposition

Nombre de bénéficiaires indirects : 5500
Mais il y a aussi le public indirect (les spectateurs et les visiteurs), les participants de la course. Il est prévu plusieurs représentations avec des publics de tous âges sur 2 années. Soit environ 4000 spectateurs + 3 courses (A Courcouronnes, à Ris Orangis et à Neuilly) pour environ 1500 participants

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats (alimentation, boisson, fournitures entretien et petit équipement)	3 200,00	7,40%
Services extérieurs (documentations et sorties)	1 700,00	3,93%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	25 200,00	58,31%
Publicité et publications	200,00	0,46%
Déplacements, missions et réceptions	1 500,00	3,47%
Frais postaux et frais de télécommunications	500,00	1,16%
Frais de personnels	10 920,00	25,27%
Total	43 220,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	8 000,00	18,51%
Mairie de Neuilly	10 000,00	23,14%
Fondations	12 000,00	27,76%
Mairie de Courcouronnes	9 000,00	20,82%
Département	2 600,00	6,02%
Cotisation des adhérents	1 620,00	3,75%
Total	43 220,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024722

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FAVORISER L'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE PAR UN PARCOURS D'ACCÈS AUX DROITS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	45 000,00 €	11,11 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE CONSEIL ET D'INSERTION
Adresse administrative : 6 ALLEE DE LA TREILLE
95410 GROSLAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FATIMA DAKI, Présidente
N° SIRET : 82418361000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Favoriser l'intégration républicaine par un parcours d'accès aux droits (Citoyenneté et valeurs de la république)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association est au service d'une action de proximité, avec pour objectif de :

- Favoriser l'accès au droit,
- Renforcer l'insertion socio-professionnelle des personnes,
- Créer les conditions d'inclusion active,
- Renforcer les liens sociaux,
- Consolider l'égalité des chances par l'autonomie et la lutte contre les discriminations,
- Prévenir des risques (sociaux, santé, logement, sécurité…)

Description :
Les actions de l'association créent les conditions favorables à l'intégration sociale et professionnelle des publics, en participant au processus d'acculturation sur le plan social, administratif et juridique.

L'enjeu de la démarche est axé sur la situation des femmes et des jeunes au quotidien : Une femme, une mère, un fils, une fille, des citoyens de la République.

A travers le projet, l'organisme souhaite :

- Ecouter et informer les familles sur l'accès aux droits, leur expliquer les démarches et les orienter,
- Accompagner les jeunes pour l'élaboration du projet professionnel d'accès à l'emploi ou à une formation,
- aider les femmes à assumer leurs rôles de parents
- amener les familles à penser sur les sujets tels que citoyens impliqués dans leur parcours de vie et de leur environnement,
- expliquer l'importance de la transmission de l'histoire familiale, il faut savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va.

L'ACI intervient pour accueillir, informer et accompagner les familles sur les cinq MJD du Val d'Oise et des Hauts de Seine (Ermont, Sarcelles et Argenteuil, Nanterre et Gennevilliers) et dans ses locaux à Montreuil.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- Deux juristes spécialisés dans l'accès au droit.
- Un chargé d'accompagnement socio-professionnel

Moyens matériels :
Matériels de bureau, ordinateurs, fournitures administratives, petits équipements...
Des locaux opérationnels et équipés.

Les permanences sont organisées dans les locaux des maisons de justice et du droit du Val d'Oise et des Hauts-de-Seine.

Les rendez-vous sont fixés directement au niveau des MJD.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les femmes et les jeunes des quartiers de la politique de la ville.

200 personnes seront bénéficiaires de l'action.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matières et fournitures, prestations de services)	2 775,00	6,17%
Services extérieurs (locations, entretien et réparation, assurance et documentation)	2 384,00	5,30%
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, services bancaires...)	2 892,00	6,43%
Impôts et taxes	2 643,00	5,87%
Charges de personnel (rémunération et charges)	34 213,00	76,03%
Autres charges de gestion courante	93,00	0,21%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Préfecture du Val d'Oise	20 000,00	44,44%
Région Ile-de-France	5 000,00	11,11%
Communes Ile-de-France	4 000,00	8,89%
CDAD	5 000,00	11,11%
Agence de service et de paiement : adulte relais	11 000,00	24,44%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024743

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DÉVELOPPEMENT DE LA COHESION SOCIALE TERRITORIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	34 175,00 €	29,26 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE MOMES LIEU ACCUEIL PARENTS ENFANTS
Adresse administrative : 34 BIS RUE MADAME DE SANZILLON
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Josette PEUGEOT, Présidente

Date de publication au JO : 3 janvier 1990

N° SIRET : 37749320000036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : DÉVELOPPEMENT DE LA COHESION SOCIALE TERRITORIALE

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lutter contre l'illettrisme et développer l'apprentissage de la langue française afin de favoriser l'autonomie sociale des adultes dans leurs démarches quotidiennes.

Favoriser la mixité des genres homme/femme dans les groupes, les soutenir aussi pour l'accès à l'emploi et/ou le maintien dans l'emploi.

Objectifs recherchés :
Degré d'autonomie
Degré de confiance en soi
Autonomie dans les démarches orales
Autonomie dans les démarches écrites
Degré de connaissance des codes de la société française.
Régularité, assiduité

Description :
Mise en place d'ateliers de Savoirs de Base

Le public se divise en 3 groupes distincts :
-Femmes, hommes, analphabètes / illettrés, primo-arrivants ou résidant depuis une dizaine d'années en France.
-Femmes et hommes éduqués, de niveau français intermédiaire, visant à améliorer leur expression écrite et orale.
-Femmes et hommes d'un niveau de langue plus élevé, décryptage des consignes du travail, utilisation de l'outil informatique pour faire des recherches administratives, recherche d'emploi, aide à la préparation de l'examen pour la naturalisation.

Nombre d'ateliers : 7 ateliers / par semaine / répartis par groupe de niveau

Moyens mis en œuvre :
1 animateur niveau bac +3 (temps complet), 1 directeur gestionnaire bac + 5 (temps complet), et 1 bénévole à mi-temps bac+5.
Moyens matériels :
Espace Mômes : 1 salle polyvalente, tables et chaises
Livres (exercices d'orthographe, de grammaire, de vocabulaire, de conjugaison, de mathématiques, CD, Lecteur CD, tableaux et stylos 1 Ordinateur et imprimante/photocopieuse.
Centre Social Mozart : 1 salle polyvalente et une salle informatique le vendredi.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants des quartiers et de tout Clichy, Hommes et femmes, parents qui fréquentent l'association et qui ne maîtrisent pas/ou peu la langue française, demandeurs d'emploi et/ou salariés précaires ayant des difficultés d'accès à l'emploi et/ou de maintien en emploi en raison du manque de compétences langagières au regard du projet et/ou métier visé.

Localisation géographique : CLICHY
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	1 500,00	4,39%
Achats matières et fournitures	350,00	1,02%
Fournitures d'entretien et de petits équipements	250,00	0,73%
Fournitures administratives	150,00	0,44%
Locations mobilières et immobilières	1 000,00	2,93%
Entretien et réparations	450,00	1,32%
Assurances	350,00	1,02%
Documentation	980,00	2,87%
Divers Achat	350,00	1,02%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 250,00	6,58%
Publicité et publications	850,00	2,49%
Déplacements, missions et réceptions	350,00	1,02%
Frais postaux et frais de télécommunications	155,00	0,45%
Divers Services extérieurs	150,00	0,44%
Rémunérations des personnels	16 750,00	49,01%
Charges sociales	5 540,00	16,21%
Autres charges de personnel	2 750,00	8,05%
Total	34 175,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Marchandises	950,00	2,78%
Prestations de services	1 350,00	3,95%
Ateliers savoirs de base	1 125,00	3,29%
Ville de Clichy pour fonctionnement	2 750,00	8,05%
CUCS Département 92 ASB	3 000,00	8,78%
Région IDF	10 000,00	29,26%
ACSE Etat CUCS ASB	9 600,00	28,09%
ASP (CNASEA)	3 500,00	10,24%
Autres produits de gestion courante	50,00	0,15%
Reprise sur amortissement et provisions	1 850,00	5,41%
Total	34 175,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024778

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET DÉFENSE DES VALEURS DE LA CITOYENNETÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	10 493,00 €	47,65 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CEAJ ASSOCIATION CONTACT ENFANCE ADOLESCENCE JEUNESSE
Adresse administrative : 94 RUE D'EPINAY
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Evelyne LE SOUDER, Présidente

Date de publication au JO : 25 mai 2011

N° SIRET : 78161819400109

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : renforcer la Cohésion Sociale et Territoriale, lutter contre le décrochage scolaire en favorisant l'accès de tout jeune à la formation, défendre les valeurs de la citoyenneté et le "Mieux vivre ensemble"

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Apporter un soutien aux jeunes en risque de rupture scolaire et de désocialisation.
- Aider les élèves à trouver toute leur place citoyenne tant dans l'établissement qu'à l'extérieur par une

écoute, une prise en charge multi-parties et une médiation citoyenne en cas de dysfonctionnement.
- Créer le lien dans/hors l'école.

Description :

Des projets d'actions collectives, des entretiens individuels et d'autres interventions sont organisés avec l'équipe d'éducateurs dans le but d'apporter un « mieux être » aux élèves du collège Henri Wallon et du lycée de Bezons via une convention.

-Pour les éducateurs de Prévention Spécialisée : Rencontrer un public moins visible dans la rue, en risque de décrochage scolaire et ou relationnelle, se faire connaître d'eux et créer du lien.
-Pour l'Education Nationale : S'appuyer sur des travailleurs sociaux aux compétences et principes spécifiques en complément des acteurs déjà présents dans les établissements scolaires (AS, infirmières, conseillers d'éducation, psychologues scolaires…)
-Pour les jeunes : Informer, prévenir, répondre à leurs besoins.

Il s'agit aussi de contribuer au décryptage d'informations sur la situation d'un élève avec une approche psychanalytique et de proposer des pistes d'orientation vers des spécialistes partenaires du réseau d'IFLF (orthophoniste, psychanalyste, psychologue d'orientation psychanalytique…)
L'organisme cherche à mettre l'élève exclu temporairement de son établissement dans un cadre différent de celui du champ pédagogique, en inscrivant un échange ouvert permettant d'aborder les difficultés sans juger l'élève en termes de réussite/échec scolaire.

Il s'agit d'une collaboration entre les équipes de Prévention Spécialisée et les équipes Vie Scolaire.

Pour cela de nouveaux postes seront créés.

- repérage des jeunes en difficulté
- Un atelier de jeux de société sera animé par les éducateurs au collège Henri Wallon
- Une permanence sera assurée par les éducateurs au lycée de Bezons à raison d'1 fois par quinzaine.
- Animation de réunions auprès des élèves et de leurs parents.
- intégration des élèves du collège et du lycée dans un programme de remédiation inclusive (accueil des élèves exclus temporairement de plus de 48 heures). Des ateliers différents seront proposés aux jeunes :
- Un atelier de travail sur soi avec un coach scolaire
- Un atelier de boxe éducative (aménagement d'une salle de sport).
- Un atelier citoyenneté avec les éducateurs de Prévention Spécialisée axé sur la rencontre et l'échange.

Moyens mis en œuvre :

- La présence, dans l'établissement, d'un éducateur de Contact au foyer socio-éducatif.
- Une participation des éducateurs de Contact au groupe de suivi des élèves en difficulté
- Café des parents une fois par trimestre
- Une prise en charge des élèves exclus plus de 48h de l'établissement par Contact

Afin de réaliser ce projet, l'association engagera du personnel complémentaire (1 contrat d'apprentissage éducateur, 2 stagiaires éducateurs spécialisés, un poste à mi-temps ou temps plein)
L'association "Il faut le faire" s'associe à ce projet en apportant la supervision clinique et du diagnostic et dans certaines situations, des suivis d'élèves.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes des quartiers prioritaires de la ville de Bezons scolarisés au collège Henri Wallon et au lycée de Bezons. Dans le cadre de la libre adhésion, il s'agit de ceux qui désirent s'inscrire dans les activités proposées, après accord des parents et en concertation avec les établissements scolaires et l'équipe de Prévention Spécialisée.

Localisation géographique : BEZONS
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés (matières premières, autres appro., eau, énergie, fournitures administratives)	1 550,00	14,77%
Services extérieurs (locations, entretiens et réparations)	1 180,00	11,25%
Autres services extérieurs	2 650,00	25,25%
Charges de personnel	4 813,00	45,87%
Charges fixes et de fonctionnement	300,00	2,86%
Total	10 493,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	500,00	4,77%
Région Ile-de-France	5 000,00	47,65%
Département	3 833,00	36,53%
Commune de Bezons	1 160,00	11,05%
Total	10 493,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	13 000,00 €
	Montant total	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024781

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	80 102,00 €	9,99 %	8 000,00 €
		Montant Total de la subvention	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ZF INSERTION
Adresse administrative : 20 RUE EDOUARD PAILLERON
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FREDERIC HEBERT, Président

Date de publication au JO : 19 avril 2014

N° SIRET : 80846338400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : renforcement de la cohésion sociale dans le QPV, de la défense des valeurs de la République et de l'amélioration de la place des femmes dans l'espace public

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Comprendre les attentes de la population vis-à-vis de la cohésion sociale.
- Comprendre la perception de la population vis-à-vis des valeurs de la République et de la citoyenneté.
- Faciliter la communication, favoriser l'interaction entre la population, les jeunes et les acteurs locaux (associations, municipalité, forces de sécurité de l'Etat, bailleur social).
- Lutter contre les préjugés, les amalgames, les inégalités, l'homophobie, la misogynie, les discriminations multiples, la délinquance, la radicalisation...

Description :
- Mise en place de Sondages : sonder la population des QPV sur ses attentes de la notion de cohésion sociale ainsi que sa perception des valeurs de la République et de la citoyenneté.
- Mise en place d'actions ciblées de médiation (Jeunes / Police. Jeunes / Assos).
- Mise en place d'actions de sensibilisation concrètes (Sondages, Rencontres physiques, Réunions d'échanges, Cafés-Débats, Ateliers, Jeux)

Exemples:
1) organiser des actions de diffusion de l'information de voisinage ciblée sur familles monoparentales: les informer sur les événements qui rythment la vie du quartier, les conseiller sur leurs droits et réaliser des enquêtes sur des thèmes de la cohésion sociale, des valeurs de la République et de la citoyenneté, de la place des femmes dans l'espace public.
2) organiser des rencontres entre la population et les des forces de sécurité de l'Etat lors d'échanges par l'intermédiaire des Conseils citoyens organisés dans les QPV, en présence du Maire, des élus concernés et des acteurs locaux.
3) organiser des rencontres entre les jeunes et notre réseau de Partenaires (Mairie de Paris, Associations, Pôle Emploi, Paris Habitat).

Moyens mis en œuvre :
1. Sondages, enquêtes et/ou questionnaires auprès de la population, des jeunes, et des familles monoparentales notamment.
2. Actions de Médiation
3. Rencontres entre la population et des forces de sécurité de l'Etat

Intérêt régional :
Ce projet global s'inscrit dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2020 dont l'un des enjeux majeurs est la de cohésion sociale. Il a été signé le 7 mai 2015 par l'Etat, le Rectorat, la Ville, la Région et un nombre élargi de partenaires.
Le projet global présenté par l'association, sous forme d'actions multiples, bénéficie totalement aux habitants issus des territoires de cette nouvelle géographie prioritaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants des QPV Paris 19ème.
Jeunes en difficulté d'insertion, déscolarisés, éloignés de l'emploi + Familles monoparentales.
Commerces et Réseaux de partenaires Institutionnels tels que:
Bailleurs sociaux (Paris Habitat), Forces de sécurité de l'Etat (Commissariat Erik Satie),

Localisation géographique : PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	10 000,00	12,48%
Achats stockés Matières et fournitures	5 700,00	7,12%
Autres fournitures	3 200,00	3,99%
Locations	1 200,00	1,50%
Assurance	150,00	0,19%
Documentation	600,00	0,75%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 200,00	3,99%
Publicité, publications	2 200,00	2,75%
Déplacements, missions	500,00	0,62%
Rémunération des personnels	47 556,00	59,37%
Charges sociales	5 796,00	7,24%
Total	80 102,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	18 000,00	22,47%
Etat	24 000,00	29,96%
Région Ile-de-France	8 000,00	9,99%
Commune	5 000,00	6,24%
Agence de services et de paiement (ex CNASEA Emplois aidés)	15 102,00	18,85%
Aides privées	10 000,00	12,48%
Total	80 102,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024782

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DÉVELOPPER DES LIENS INTERGÉNÉRATIONNELS ET LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	30 500,00 €	16,39 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE SOCIOCULTUREL LOUISE MICHEL
Adresse administrative : 19 RUE HENRI POINCARE
92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Joëlle DESPRES - BELLENGER, Présidente

Date de publication au JO : 12 janvier 1955

N° SIRET : 78528365600029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : développer des liens intergénérationnels, favoriser l'implication et la participation des jeunes et lutter contre le décrochage scolaire

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Développer des liens intergénérationnels afin de favoriser le vivre ensemble entre générations
- Favoriser l'implication et la participation des jeunes à la vie locale
- Lutter contre le décrochage scolaire en primaire, au collège et au lycée
- Favoriser et valoriser l'expression culturelle des jeunes
- Impliquer les jeunes sur des démarches citoyennes et solidaires

Description :
- Impulsion d'une participation plus large des jeunes du quartier dans la vie du centre social : création d'un Conseil d'Administration "junior", mise en place de parcours d'engagements bénévoles de jeunes

(accompagnement à la scolarité, ASL,...)

- Soutenir la participation des jeunes à la vie de la cité : organisation d'événements culturels et artistiques, ciné-débat, actions solidaires intergénérationnelles

- Mise en place de projets culturels "jeunesse" création d'événements, production sur scène de jeunes talents du quartier.

- Lutte contre le décrochage scolaire/soutien du parcours éducatif du jeune

- Accompagnement d'une Junior Association, créée en 2016, permettant à un groupe de 15 jeunes de 11 à 15 ans, de mettre en œuvre des projets citoyens et solidaires.

Moyens mis en œuvre :
- 3 salariés, animateurs enfance/jeunesse
- prestataires d'animations et d'activité notamment sur le volet culturel
- équipe de bénévole dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité

Logistique:
- ordinateur pour la Junior Association
- matériel d'activité
- communication (flyers, affiches pour événementiels et soutien des projets des jeunes)
- alimentation/boissons pour les événementiels.

Intérêt régional :
A travers ce projet, le CSC apportera une plus-value pour les jeunes franciliens asniérois en :

- Développant l'offre éducative
- Rapprochant l'institution scolaire et les parents
- Luttant contre le décrochage scolaire
- Agissant sur la réussite scolaire
- Valorisant la place des jeunes

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes de 11 à 25 ans, habitant pour la majorité le quartier prioritaire des Hauts d'Asnières.

Nombre ciblé, à l'image des résultats de 2016: 110 jeunes sur les 11-18 ans, 70 sur les 18-25 ans (plus difficile à "toucher").

Avec le soutien de ce projet, c'est aussi 200 jeunes du quartier (qui pour la plupart ne partent jamais en vacances) qui peuvent participer aux différentes activités artistiques proposées par le centre tout au long de l'année.

Une attention sera portée sur la mixité garçon/fille dans l'accueil des jeunes.

Localisation géographique : ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et prestations de services	1 600,00	5,25%
Achats matières et fournitures	1 500,00	4,92%
Achats Autres fournitures	1 000,00	3,28%
Publicité, publications, relations publiques	1 000,00	3,28%
Rémunération des personnels	16 900,00	55,41%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	8 500,00	27,87%
Total	30 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	9 000,00	29,51%
Subvention Région	5 000,00	16,39%
Subvention Département (sollicitée)	3 000,00	9,84%
Subvention Commune (sollicitée)	8 500,00	27,87%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	3 000,00	9,84%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	2 000,00	6,56%
Total	30 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 225,00 €
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	3 390,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	5 846,00 €
	Montant total	15 461,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024819

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROGRAMMATION D'EXPOSITIONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	100 640,00 €	9,94 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE CORDIER MJC DE LE MEE SUR SEINE
Adresse administrative : 361 AV DU VERCORS
77350 LE MEE S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elisabeth DAUVERGNE, Présidente

Date de publication au JO : 10 septembre 1970

N° SIRET : 30552216100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : proposer une programmation d'expositions qui mettent en exergue le sentiment de citoyenneté dès le plus jeune âge (MJC LE CHAUDRON).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La MJC LE CHAUDRON proposera une programmation d'expositions qui mettent en exergue le sentiment de citoyenneté dès le plus jeune âge.
L'objectif à travers ces expositions est de permettre aux publics jeunes de participer à des ateliers pédagogiques. L'exposition n'étant que le prétexte à l'instauration d'un dialogue avec la coordinatrice et le public (mise en situation, débat…).
Elle doit permettre de développer la réflexion du public ainsi que les savoirs, afin de les sensibiliser aux

enjeux sociétaux.

L'objectif est de faire participer les membres des conseils citoyens à cette démarche. Et notamment les femmes qui ont participé aux marches exploratoires et plus précisément dans le cadre du projet « La place des femmes dans la société et dans l'histoire », ce qui permettra de travailler également en transversalité sur la place des femmes dans l'espace public.

Description :
4 expositions reconduites sur 3 ans, ayant pour objectif les principes de véhiculer les valeurs de la République et la Citoyenneté.
En amont et durant l'exposition des ateliers pédagogiques, des débats, des diffusions de films (voir ci-dessous).

Exposition 2018 : La Laïcité d'hier à aujourd'hui (10 janvier – 17 février 2018)
Exposition « La Laïcité en questions » de la Bibliothèque nationale de France créée en collaboration avec le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Education nationale.
Lors de la médiation scolaire, il est proposé aux classes dès la primaire et jusqu'au lycée d'élargir le propos de la laïcité en évoquant les représentations de la République ainsi que la question de la caricature (la caricature ou le pouvoir de la dérision).
Cette première exposition 2018 ouvre le cycle des expositions autour des valeurs de la République qui s'étalera jusqu'à 2020. Les prochaines thématiques envisagées sont : la liberté, la fraternité…

Moyens mis en œuvre :
- 1 personne à temps complet : Coordinatrice Exposition et Médiatrice Culturelle
- 1 personne à 0.3 ETP : Communication
- 1 personne à 0.2 ETP : Direction
- Achat de fonctionnement : Tirage Photo / Billet visite Musée / Droits d'auteurs / Catering / Vernissage / Intervenants / petits consommables.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes issus des QPV / Collégiens / Lycéens / Ecoles maternelles / Ecoles Primaires

Localisation géographique : CA MELUN VAL DE SEINE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (tirage, billetterie, droits d'auteur et petit consommables)	2 950,00	2,93%
Rémunération des personnels	96 190,00	95,58%
Droits d'auteur	1 500,00	1,49%
Total	100 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	9,94%
Subvention Département	5 000,00	4,97%
Subvention Commune Ville le mee sur seine	47 500,00	47,20%
CGET	5 000,00	4,97%
Ressources propres	33 140,00	32,93%
Total	100 640,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024880

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	41 333,00 €	12,10 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AISPJA ASS INSERTION SOCIALE PROF JEUNES ADULTES
Adresse administrative : 62 AV DE LA REPUBLIQUE 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Kilani KAMALA, Président

Date de publication au JO : 2 juillet 1997

N° SIRET : 39018787000048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Lutter contre le décrochage scolaire par la mise en place d'un accompagnement socio-professionnel spécifique et renforcé des jeunes "décrocheurs".

Date prévisionnelle de début de projet : 31 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif du projet est de lutter contre le décrochage scolaire par :
• Un accompagnement renforcé de 80 jeunes dits « décrocheurs » : mise en œuvre d'un parcours d'insertion professionnelle avec pour finalité l'accès à la formation, l'alternance, l'emploi ou la re-scolarisation.
• Le renforcement du partenariat et de la collaboration interinstitutionnelle sur le territoire dans la continuité de l'intervention des Plateformes de soutien et d'appui au décrochage scolaire (PSAD).

Description :
Le décrochage scolaire est une problématique réelle et importante sur le territoire. Depuis plusieurs années, la structure participe activement à la Plateforme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs du district (PSAD). Les échanges ont permis d'identifier régulièrement les jeunes « décrocheurs » et de leur proposer des solutions adaptées. Des actions d'information et de sensibilisation sont mises en place en direction des jeunes identifiés qui ne fréquentent plus aucune institution. Néanmoins, au –delà de ce travail de repérage et de sensibilisation, la spécificité de ce public nécessite un accompagnement renforcé, axé sur un travail de mobilisation, voire de socialisation. Le projet vise à proposer un accompagnement spécifique et renforcé à la fois individuel et collectif, à ces jeunes.

Moyens mis en œuvre :
Création d'un poste de conseiller référent « décrocheurs » qui aura pour missions :
•d'Accompagner individuellement 80 jeunes « décrocheurs »par an,
•de coordonner les actions collectives dédiées à cette action,
•d'être la personne ressource sur cette thématique en interne (connaissance des partenaires, des dispositifs dédiées, spécificités du public cible),
•de développer le partenariat et la collaboration avec les professionnels qui interviennent auprès de ce public : Education Nationale (CIO, MLDS, PSAD), services de la ville (Réussite Educative), prévention spécialisée.

Moyens humains : un conseiller en insertion professionnelle confirmé à plein temps
Prestations de services : 2 ateliers collectifs

Intérêt régional :
Favoriser l'insertion des jeunes et lutter contre le décrochage et la déscolarisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes résidant en quartier politique de la ville du territoire d'Aubervilliers, sortis du système scolaire sans diplôme validé ou repérés par le croisement des listes de décrocheurs de l'Education Nationale (SIEI) et des missions locales (IMILO)

Localisation géographique : AUBERVILLIERS
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	9 000,00	21,77%
Impôts et taxes	3 283,00	7,94%
Rémunération des personnels	19 115,00	46,25%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	8 218,00	19,88%
Autres charges de personnel	1 717,00	4,15%
Total	41 333,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	5 000,00	12,10%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	36 333,00	87,90%
Total	41 333,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre les discriminations	20 400,00 €
2015	Campagne d'informatisation	2 943,60 €
	Montant total	23 343,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024882

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN DES FAMILLES EN DIFFICULTÉ ET SOCIALISATION DES FEMMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	235 947,00 €	3,39 %	8 000,00 €
		Montant Total de la subvention	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENERATIONS FEMMES
Adresse administrative : 108 PLACE SALVADOR ALLENDE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Elie SEONNET, Président

Date de publication au JO : 8 avril 1992

N° SIRET : 39450967300023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Soutien des familles en difficulté et socialisation des femmes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs et les impacts attendus sont les suivants :
-Rendre autonome les personnes dans leur quotidien
-Les informer du fonctionnement des institutions et de la société française
-Les sortir de l'isolement
-Les soutenir et les accompagner dans les démarches d'insertion sociale et professionnelle
-Les informer et les sensibiliser
-Créer du lien entre l'école et les familles
-Impliquer les femmes dans la scolarité de leurs enfants
-Impliquer les jeunes dans des actions citoyennes

Description :
Des ateliers de gestion du quotidien :

Ces ateliers permettent aux habitants une meilleure connaissance de leur environnement par le biais de cours de socialisation, qui ont pour objectif de rendre les personnes autonomes au niveau de l'apprentissage de la langue dans leur quotidien et d'acquérir des connaissances sur le fonctionnement de la société française et sur les valeurs de la république. Des permanences au sein des établissements scolaires (médiation scolaire) : cette action qui vise la réussite scolaire du jeune permet d'instaurer ou de rétablir le lien entre l'école et les familles et d'impliquer les familles dans la scolarité de leurs enfants. Pour ce faire, Génération femmes a signé des conventions avec les collèges d'Evry et un collège et un lycée professionnel à Ris-Orangis et intervient à la demande dans d'autres établissements. Des accompagnements dans diverses démarches institutionnelles : Les médiatrices de l'association formées accompagnent les habitants dans les différentes démarches selon les besoins (problèmes sociaux, de santé, d'insertion professionnelle, problèmes de violences conjugales…). Le réseau des parents : Les groupes de paroles organisés au sein de l'association tous les jeudis après-midis permettent de sensibiliser et d'informer les habitants sur des thématiques diverses et variées (Education, santé, les droits et devoirs…). Ces temps de paroles et d'informations sont animés principalement par des professionnels. En plus des permanences habituelles au sein des établissements scolaires, l'équipe de l'association propose la mise en place d'actions, qui ont pour objectif de favoriser la réussite scolaire.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 8 médiateurs, 6 bénévoles des stagiaires et 2 services civiques

Partenaires: Etablissements Scolaires (collèges et lycées), Préfecture, MDS, DDCS, bailleur (Antin Résidences/Les résidences Yvelines Essonne), médiathèques de l'agglomération Grand Paris Sud, Agglomération Grand Paris Sud, Mairie d'Evry, La Scène nationale d'Evry, TICE, CAF de l'Essonne, ARS....

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet concerne un public totalement issu de quartiers prioritaires en QPV. 800 personnes bénéficiaires dont 70% de femmes et 30% d'hommes âgés de 10 à 75 ans.
De plus en plus d'hommes participent aux différentes activités de l'association et toutes ces personnes qui fréquentent l'association habitent principalement sur le quartier des Pyramides à Evry.
L'association intervient de manière hebdomadaire et sous convention au sein de 6 établissements scolaires sur Evry et Ris-Orangis (Galilée, Montesquieu, Le village, Pyramides à Evry et J.Lurçat et le lycée P.Mendes France à Ris-Orangis), Corbeil-Essonnes et Courcouronnes...

Localisation géographique : ESSONNE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés Autres fournitures	500,00	0,21%
Entretien et réparations	1 300,00	0,55%
Locations	5 800,00	2,46%
Publicité, publications, relations publiques	1 350,00	0,57%
Déplacements, missions et réceptions	3 800,00	1,61%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	11 250,00	4,77%
Rémunération des personnels	168 064,00	71,23%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	41 163,00	17,45%
Assurance	820,00	0,35%
Impôts et taxes sur rémunérations	1 900,00	0,81%
Total	235 947,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	40 000,00	16,95%
Subvention Département (sollicitée)	11 000,00	4,66%
Subvention Région	8 000,00	3,39%
Ventes de produits finis	750,00	0,32%
Subvention Commune (sollicitée)	8 000,00	3,39%
Subvention Organismes sociaux (attribuée)	17 500,00	7,42%
ASP	77 047,00	32,65%
Subvention Aides privées (sollicitée)	5 200,00	2,20%
Autres produits de gestion courante	1 500,00	0,64%
FONJEP	66 950,00	28,38%
Total	235 947,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024888

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LFM ELLES FM NOUVELLE EMISSION HEBDOMADAIRE ETAT ET CIVILS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	37 200,00 €	26,88 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LFM ELLES FM
Adresse administrative : 1 RUE FREDERIC CHOPIN
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Saadia AREJDAL, Présidente

Date de publication au JO : 6 décembre 2008

N° SIRET : 51025243000028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Nouvelle Emission Hebdomadaire ETAT et CIVILS

Date prévisionnelle de début de projet : 27 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Produire une nouvelle émission pour créer une espace et un rendez-vous de rencontre, de dialogue privilégié entre la population (intégrant parents et personnes à la retraite), les représentants d'associations, les jeunes et des représentants des forces de sécurité au sein du Val Fourré de Mantes-la-Jolie, classé quartier prioritaire +, Chanteloup les Vignes, les Mureaux, Poissy, Carrières-sous-Poissy... de renouer un dialogue rompu au vu de l'actualité (Grigny, Viry-Chatillon, Magnanville...) et d'améliorer les relations entre les habitants et les représentants de l'Etat.

Description :

"ETAT et CIVILS", Une nouvelle émission hebdomadaire de 45 mn, programmée le mercredi de 16h à 17h (42 émissions sur l'année). Pour éviter d'éventuels troubles qui se produiraient en direct, nous avons fait le choix de l'enregistrement puis de la diffusion "en podcast" sur le site de la radio LFM.
Les plateaux d'invités seront constitués de jeunes, d'institutionnels, de représentants de la Police Nationale, de la Gendarmerie, de Sapeurs-Pompiers. Nous prévoyons également de faire intervenir :
- différents responsables politiques (élus locaux, maires, présidente de la Région...) ministères du droit des femmes, de l'éducation...
- les agents des structures d'accueil spécialisées (les centres d'hébergement, le planning familial, les CVS (Centre de Vie Sociale), les structures associatives...)
- les professionnels de santé (psychologues, médecins, personnel soignant)
- Des magistrats, avocats,
- Des invités d'autres horizons qui s'exprimeront sur cette thématique (ex. Chefs d'entreprises, journalistes, auteurs, artistes...)
Une attention particulière sera accordée à la sensibilisation et la prise de parole de jeunes hommes et jeunes femmes, avec l'appui du réseau d'équipes enseignantes avec lesquelles LFM Radio travaille depuis plusieurs années et notamment (les collèges : Pasteur, Clémenceau et Ferry, les lycées St Exupéry et Rostand à Mantes-la-Jolie, dont plusieurs classés en zone d'éducation prioritaire, et le lycée Jean Vilar aux Mureaux).

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 1 journaliste, 1 rédacteur en chef, 1 directeur d'antenne, 1 technicien, 1 programmateur.

Moyens matériels : Studio d'enregistrement avec plateau, micros, CD... Vidéo, station de montage, véhicule, site internet.

Intérêt régional :
Cette initiative originale va permettre de renouer un dialogue rompu entre la population et les représentants des forces de l'ordre...et ainsi faire en sorte de retrouver une sérénité au sein des quartiers politique de la ville.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes, les parents habitant dans les quartiers politique de la ville.

Localisation géographique : COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 500,00	6,72%
Locations	2 500,00	6,72%
Assurance	200,00	0,54%
Publicité, publications, relations publiques	1 000,00	2,69%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	2,69%
Rémunération des personnels	30 000,00	80,65%
Total	37 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	20 000,00	53,76%
Subvention Région	10 000,00	26,88%
FONDS LFM	7 200,00	19,35%
Total	37 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	42 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024896

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORCER LE LIEN SOCIAL ET TERRITORIAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	54 937,08 €	9,10 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 2MAINS
Adresse administrative : 1 RUE EDOUARD BRANLY
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIC BLOTIN, Président

Date de publication au JO : 22 septembre 2010

N° SIRET : 52804131200059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Renforcer le lien social et territorial, en favorisant la place des femmes, au travers de la mise en place d'ateliers et animations destinées aux quartiers et ses habitants, autour du réemploi

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
La mission de l'association est une mission de Ressourcerie : revalorisation d'objets destinés aux rebuts, à but d'emploi et d'insertion.
L'organisme souhaite mettre en place un projet qui concerne les salariés en insertion qui seront mis en situation de transmission de leurs savoirs, en direction des publics politique de la ville des 5 villes.
L'objectif est de proposer aux habitants des quartiers, et en particulier aux femmes, des activités,

formations, animations, qui leur permette d'acquérir des compétences, de trouver la confiance en soi, de se retrouver en position de force dans leur quartier, de faire du lien, d'apprendre à se connaitre.

Description :
Animations, de formations, autour du réemploi mais aussi des savoirs de base : lecture, écriture, informatique, bricolage, réemploi, activités de loisirs décoratifs.
Certains ateliers seront destinés plutôt aux femmes, notamment l'atelier autour du bricolage, afin que les femmes puissent se découvrir des talents de bricoleuse, et ainsi acquérir de l'autonomie et de la confiance en soi souvent réservé aux hommes, au moins dans l'imaginaire.
La lecture sera proposée sous forme de séances faites pour les enfants, autour de livres, sous forme de lecture et de discussion. Les livres choisis permettront d'aborder des sujets qui permettent le développement du langage et du débat.
L'association pourra aussi proposer des séances avec un écrivain public.
-Ateliers pour fabriquer soi-même.
-Des activités de loisirs créatifs avec les enfants
-Animations autour de la cuisine anti gaspi.
-Afficher et faire connaitre les règles de la laïcité, de la non-violence.

Moyens mis en œuvre :
Une chargée de communication et d'animations, plusieurs bénévoles mais aussi des prestataires sur des sujets plus spécifiques.
Une partie du local de l'association travaille en partenariat avec les acteurs du territoire CCAS, mairie, Missions locales, bibliothèques, Plie, Pole emploi, maisons de quartier, Régie de quartier, acteurs sociaux... les écoles, la maison de l'environnement...

Intérêt régional :
Les usagers sont répartis sur le territoire de Paris Terres d'envol mais la structure est à rayonnement régional.
Des personnes d'autres départements viennent déposer des objets pour qu'ils soient réemployés, et de la même façon, des personnes de différents départements de la région parisienne fréquentent la boutique solidaire.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'association cible en particulier les Femmes, jeunes, enfants, 4-77ans, habitants des quartiers politique de la ville, mais aussi d'autres profils dans un souci de mixité. Il semble que même si l'accent est mis sur des publics politique de la ville, le mélange et la mixité permettent aussi de faire progresser la connaissance de l'autre et ainsi de décloisonner.

Localisation géographique : PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de prestations	5 800,00	10,56%
Frais de fonctionnement	49 137,08	89,44%
Total	54 937,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ACSE	28 000,00	50,97%
ASP	1 965,50	3,58%
Subvention Région	5 000,00	9,10%
Autres financements	19 971,58	36,35%
Total	54 937,08	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	14 800,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	25 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	22 500,00 €
	Montant total	79 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024897

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORCEMENT DE L'ACCUEIL DES FEMMES ET ACCOMPAGNEMENT DANS LA CITOYENNETÉ ET L'AUTONOMIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	30 000,00 €	33,34 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 94 CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 12 AVENUE FRANCOIS MITTERRAND 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dominique PERIGORD, Présidente

Date de publication au JO : 3 avril 1975

N° SIRET : 31251792300164

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Renforcement de l'accueil des femmes et accompagnement des femmes et de leur famille dans la citoyenneté et l'autonomie.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- donner les moyens aux femmes en difficulté (quartiers politique de la ville, femmes immigrées, femmes

en grande difficulté, victimes de violences - monoparentalité, prostitution...) de connaître leurs droits, de s'en saisir pour favoriser, faciliter l'accession à un statut de citoyenne :
- faciliter l'insertion sociale et professionnelle de ces femmes
- prévenir les inégalités, en informant les jeunes sur la place de la femme dans l'état de droit et la citoyenneté.

Cette première année d'action est considérée comme expérimentale. L'étude de besoins doit aboutir à la finalisation de conventions spécifiques avec des communes ayant des QPV.

Description :
Travail préparatoire :
- renforcement et développement des partenariats locaux,
- accueil du public : extension des permanences existantes permettant en complément de l'accueil individualisé d'assurer des ateliers sur le mieux vivre ensemble, sur l'impact des violences faites aux femmes, réunion d'information collective :
* présentation du dispositif aux professionnels
* information collective et atelier thématique assurés par des juristes et conseillères à l'emploi :

Moyens mis en œuvre :
- Réorganisation de l'ensemble des permanences de proximité (35) afin de libérer de l'espace-temps pour les actions collectives et la sensibilisation des professionnels.
- Accueil du public dans les antennes installées dans les quartiers en politique de la ville
- Ateliers Citoyenneté sur 2 jours pour un groupe de 10 personnes maximum : alternance du Jeu de l'éléphant, de groupes d'échanges et de mises en situation
- Ateliers sur la place de la femme dans la société : outils juridiques, bonnes pratiques, construction d'un projet d'intégration et d'insertion.

Intérêt régional :
Mutualisation des actions et des bilans qualitatifs avec les CIDFF d'Ile de France

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes majoritairement âgées de 26 à 60 ans.
Femmes isolées, primo-arrivantes, en recherche d'emploi, femmes victimes de prostitution
Femmes originaires de quartiers en Politique Ville et/ou en difficulté
Jeunes de 12 à 18 ans (collèges, lycées).

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 100,00	3,67%
Locations	2 500,00	8,33%
Documentation	500,00	1,67%
Autres services externes (Frais postaux et frais de télécommunications, publicités, publications)	2 500,00	8,33%
Rémunération des personnels	17 300,00	57,67%
Autres charges sociales	6 100,00	20,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée - droits des femmes / politique de la ville)	20 000,00	66,66%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	33,34%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	23 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	17 250,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	14 700,00 €
	Montant total	54 950,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024906

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OFFRE UN ACCOMPAGNEMENT À LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	56 267,00 €	17,77 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS CENTRES EDUCATIFS CHARLES PEGUY A6
Adresse administrative : 4 SQUARE VIOLLET LE DUC
95140 GARGES-LES-GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dominique DERIVERY, Présidente

Date de publication au JO : 22 avril 1960

N° SIRET : 78449230800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Charles-Péguy, inséré dans le quartier Dame Blanche, offre un accompagnement à la réussite éducative par l'accompagnement scolaire, des activités éducatives, de loisirs et un soutien aux parents.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
1) Aider les écoliers, collégiens et lycéens dans leur réussite scolaire, par un accompagnement scolaire régulier sur toute l'année.
2) Associer les parents dans la réussite scolaire et éducative des leurs enfants
3) Favoriser leur intégration en France

4) Cultiver la qualité du vivre ensemble

Description :
Le soutien scolaire en période scolaire :
Primaire : travail quotidien, un temps consacré à des explications personnelles ou à un travail collectif, plus ludique, pour une meilleure maîtrise du français, un temps de jeux éducatifs avec l'animateur,
Le samedi un club d'anglais.
Collège : Des jeunes des collèges de Garges, Jeunes venant pour la majorité du Lycée Simone de Beauvoir de Garges

La ludothèque et la bibliothèque sont ouvertes tous les jours pendant la période scolaire et pendant les vacances. Des sorties familiales sont proposées en cours d'année.

*Activités de vacances
Elles sont proposées prioritairement aux enfants et aux jeunes du Centre Ch. Péguy : primaires et collégiens, une semaine pour les petites vacances et 3 semaines en juillet. Sur chacune de ces semaines une sortie culturelle

*Vacances studieuses pour lycéens
Des salles sont ouvertes et mises à la disposition des jeunes du lycée qui voudraient travailler seuls ou en groupes. Un adulte est toujours présent.

Moyens mis en œuvre :
Locaux : 3 salles équipées d'ordinateurs, imprimantes, bibliothèque, ludothèque dans chaque rez-de-chaussée.
Mise à disposition de la cour de l'école Robespierre par la ville pour les vacances. D'un gymnase à la demande....
Côté humain : 4 salariés ainsi que de nombreux bénévoles ; une quarantaine durant l'année et une centaine ponctuellement surtout pendant les vacances.
Des collaborations : avec par exemple le réseau des centres Madeleine Daniélou, l'association Fraterneo pour un camp de vacances, avec le Louvre.

Intérêt régional :
Le centre essaye de contribuer à la cohésion sociale dans la région en les faisant sortir de leur territoire.
Le partenariat avec des établissements scolaires d'autres départements (92, 75) permet l'ouverture des jeunes à d'autres situations géographiques et économiques et participe à l'amélioration du vivre ensemble par la démystification de beaucoup de préjugés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le Centre Charles-Péguy touche les jeunes du quartier, classé politique de la ville, majoritairement inscrits dans les établissements scolaires les plus proches; élèves du CP à la terminale. Par et avec les enfants, leur famille, dans les activités pour tous.

Localisation géographique : GARGES-LES-GONESSE
Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats (fournitures non stockable, entretien et petit équipement, fournitures administratives, alimentation)	4 510,00	8,02%
Autres services extérieurs (rémunérations, déplacements, missions et réceptions, frais postaux et télécommunications, services bancaires, cotisations adhésion)	5 538,00	9,84%
Impôts et taxes	3 250,00	5,78%
Rémunération des personnels	42 969,00	76,37%
Total	56 267,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions (ETAT)	17 000,00	30,21%
Subventions (COMMUNE)	2 100,00	3,73%
Subventions (REGION ILE DE FRANCE	10 000,00	17,77%
autres subventions	2 414,00	4,29%
Autres financements (BNP)	5 022,00	8,93%
participation des usagers	5 868,00	10,43%
Libéralité perçues	3 863,00	6,87%
CAF	10 000,00	17,77%
Total	56 267,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024916

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MISE EN PLACE D'ACTIVITÉS PLURIDISCIPLINAIRES, FORMATRICES ET ÉDUCATIVES AU SEIN D'UN PÔLE CULTUREL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	71 600,00 €	13,97 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EN MARCHE
Adresse administrative : 1 RUE AMBROISE PARE
95140 GARGES-LES-GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mohamad ALAMEDDINE, Président

Date de publication au JO : 7 décembre 1994

N° SIRET : 42252739000021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Mise en place d'activités pluridisciplinaires, formatrice et éducatives au sein d'un pôle culturel, intitulé la Maison de l'Eveil ».

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Permettre à l'adolescent et au jeune adulte de consolider et d'agrémenter ses connaissances culturelles. Avec l'objectif d'affronter le monde professionnel et/ou ses études supérieures en étant pourvu de

compétences diversifiées et solides. Cet espace que l'on pourrait qualifier de centre de préformation s'adaptera au monde nouveau auquel est confronté la jeunesse.

De manière concrète ces actions éducatives favoriseront pleinement l'insertion professionnelle des jeunes participants, en gardant à l'esprit que l'accès à la culture, le plaisir d'apprendre et de découvrir, constitue une véritable barrière au décrochage scolaire.

Description :
Le programme d'actions envisagé au sein de « la Maison de l'éveil » : permettre aux adolescents et jeunes adultes de découvrir et cultiver leur vocation. Ce lieu fonctionnel et innovant qui leur sera offert mettra en exergue 4 domaines d'activités.

-Le numérique, nouvelles technologies et du potentiel social et économique. L'association ambitionne de rendre les jeunes actifs devant l'ordinateur, en stimulant des comportements créatifs et innovants, en leur communiquant l'envie d'apprendre :
- Des ateliers programmation
- Des ateliers vidéo
- Des ateliers PAO et photo
- Des ateliers MAO

- L'art manuel : à travers ces ateliers l'organisme souhaite revaloriser les travaux artisanaux.

-Les langues étrangères : tant sur un plan personnel que sur un plan professionnel, la maitrise d'une ou plusieurs langues étrangères constitue une plus-value considérable.

-L'expression orale et écrite, l'intérêt des ateliers développés dans ce domaine est d'apprendre aux jeunes à se mouvoir avec aisance, à dialoguer de manière intelligible et d'écrire convenablement.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels :
Mise à disposition du public d'un espace de 130m2 situé au sein d'une pépinière associative et à proximité d'une école primaire et maternelle. Au sein de ce pôle culturel le public aura accès à quatre salles d'expérimentation et de travail permettant la mise en place des différentes activités (ateliers multimédia, atelier d'écriture, atelier d'arts manuels…). De plus, une bibliothèque disposant de plus de 1000 ouvrages est accessible à tous. D'autres matériels seront disponibles ordinateurs, tablette numériques, livre numérique…

Moyens humains :
Deux employés, deux volontaires en service civique :
-Un animateur multimédia
-Un professeur de théâtre
-Des intervenants de l'association les petits débrouillards pour les ateliers scientifiques
-Un professeur d'anglais et d'espagnol
-Un professeur de dessin….

Intérêt régional :
Le projet s'inscrit de manière cohérente dans le cadre des politiques de la région Ile de France. L'action s'articule autour de l'accès au savoir, à la culture pour tous favorisant ainsi l'insertion professionnelle. Ce lieu d'apprentissage participera à renforcer la cohésion sociale et territoriale. Social, car ce projet tend à réduire les inégalités que l'on peut rencontrer sur ce type de territoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes âgés de 15 à 25 ans issus de la ville de Garges-Lès-Gonesse et de ses environs, salariés, étudiants ou décrocheurs, souhaitant s'inscrire dans une démarche de découverte et/ou d'expression de leur créativité.

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	9 480,00	13,24%
Services extérieurs	2 220,00	3,10%
Autres services extérieurs	16 340,00	22,82%
frais personnel	43 560,00	60,84%
Total	71 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions ETAT	40 700,00	56,84%
Subventions REGION ILE DE FRANCE	10 000,00	13,97%
Subventions COMMUNE	6 000,00	8,38%
CAF	2 000,00	2,79%
Organisme privé	10 500,00	14,66%
produits des services et ventes diverses	2 400,00	3,35%
Total	71 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 050,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €

2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
	Montant total	21 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024924

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FAVORISER L'INSERTION DE JEUNES VIVANT DANS DES QUARTIERS PRIORITAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	88 000,00 €	7,95 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROXITE
Adresse administrative : 5 RUE JEAN JAURES
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Félix DE BELLOY, Président

Date de publication au JO : 22 mars 2003

N° SIRET : 45037469900020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Proxité a pour finalité de favoriser l'insertion de jeunes vivants dans des quartiers prioritaires, par l'établissement de liens humains et durables entre le monde professionnel et la jeunesse.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
A l'horizon 2020, Proxité souhaite développer son rayonnement en Ile-de-France pour toucher des jeunes de nouveaux quartiers.

Cela passe par 2 objectifs principaux:
Doubler le nombre de jeunes parrainés en Ile-de-France (en passant de 500 à 1000 d'ici 2019).
Agir dans 10 nouveaux quartiers de la région (projets en cours de lancement à Colombes, Villeneuve-La Garenne, Ivry-Port, Poissy, 1ères opportunités déjà repérées à Saint-Ouen, Roissy-en-Brie, Aubervilliers, St-Denis).

Proxité apporte depuis 2002 à des jeunes issus de quartiers populaires un appui original dans leur parcours. L'association se consacre essentiellement aux territoires et établissements prioritaires ainsi qu'aux jeunes isolés ou protégés.

L'attractivité de l'association est grandissante. La reconnaissance de ses impacts, de son expertise en matière de parrainage et de sa capacité à créer des liens aboutissent à une mobilisation croissante des actifs bénévoles, des entreprises mais également à l'implication d'un réseau plus large de soutiens et partenaires. Cela permet d'envisager une action de parrainage profitant à bien plus de jeunes, dans de nombreux quartiers de la région.

Description :
Proxité est une association dédiée à la réussite de la jeunesse et au renfort du lien social.
Sa mission est de développer des relations de confiance et des moments de partage entre jeunes et professionnels dans le cadre de parrainages.
L'approche repose sur l'engagement réciproque des jeunes et des professionnels, la proximité et le suivi personnalisé.
La réussite de tous passe par la capacité de chacun à aller vers l'autre et la multiplication des passerelles entre école, études et monde du travail.

Le parrainage de Proxité est basé sur un libre engagement réciproque entre jeunes et parrains. Il est ouvert à tous les jeunes des quartiers d'implantation, quel que soit leur niveau ou leur diplôme. Il accompagne leur parcours dès la 6ème et jusqu'à l'accès à un emploi durable.
Les échanges portent sur la scolarité, les études, l'orientation et l'insertion professionnelle, en fonction des besoins et de l'évolution des jeunes.
En plus d'offrir à un jeune un tremplin pour l'avenir, le parrainage est une rencontre inattendue, source de moments de partage. Parrain et jeune nouent une relation unique, faite de confiance, de respect mutuel, de découvertes, qui se prolonge souvent au-delà du parrainage.

Moyens mis en œuvre :
- Constitution et développement d'un réseau de parrains bénévoles
- Constitution d'un réseau d'entreprises et administrations partenaires
- Animation du réseau : échanges de pratiques, formations, suivi, bilans de fin d'année
- Mise en relation des jeunes et des parrains - aide à la définition des objectifs et du rythme du parrainage
- Suivi des relations de parrainage (échanges réguliers via des entretiens, des contacts par téléphone ou mail)
- Mise à disposition de ressources pédagogiques (guide du parrain, formations...)
- Ajustement constant avec l'accompagnement effectué par les autres structures de suivi du jeune, notamment Missions Locales, collèges, Lycées, services de l'ASE....

L'association s'appuie en outre essentiellement sur le bénévolat et le mécénat de compétence: + de 600 professionnels actifs mobilisés en 2017 en Ile-de-France (+ de 15 000 heures d'engagement auprès des jeunes).

Intérêt régional :
60% des jeunes accompagnés par l'association résident dans un Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville et l'association est partenaire de + de 10 établissements scolaires prioritaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Passer de 500 jeunes accompagnés en 2016 à 1000 en 2019.

Jeunes de 12 à environ 25 ans. Attention portée à la mixité (en 2016, Proxité a accompagné 52% de filles et 48 % de garçons). Majorité de jeunes résidant dans des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville et / ou scolarisés dans des établissements prioritaires. Attention portée aux jeunes relevant de l'ASE ou de la protection des Jeunes Majeurs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestation de service, matières premières, fournitures)	4 731,00	5,38%
SERVICES EXTERIEURS	17 898,00	20,34%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	12 738,00	14,48%
IMPOTS ET TAXES	13 110,00	14,90%
CHARGES DE PERSONEL	13 965,00	15,87%
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	24 920,00	28,32%
Charges exceptionnelles	638,00	0,73%
Total	88 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT	54 000,00	61,36%
REGION ILE DE FRANCE	7 000,00	7,95%
DEPARTEMENT	3 000,00	3,41%
INTERCOMMUNALITE	2 500,00	2,84%
COMMUNE	21 500,00	24,43%
Total	88 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2015	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	9 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	7 602,00 €
	Montant total	25 602,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024936

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FAVORISER LA PARTICIPATION DES HABITANTS DES QUARTIERS POLITIQUES DE LA VILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	80 165,00 €	12,47 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E-GRAINE
Adresse administrative : 7-9 RUE DENIS PAPIN
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ZOE RENAUT-REVOYRE, Présidente

Date de publication au JO : 13 janvier 2007

N° SIRET : 49416586300023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Expérimentation et capitalisation de méthodes et d'outils pour favoriser la participation des habitants des quartiers politiques de la ville dans la vie locale et les processus de concertation.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Objectifs généraux :
- Favoriser l'exercice de la citoyenneté en accompagnant les habitants, notamment les jeunes, à devenir acteurs de leur territoire;
- Renforcer la cohésion sociale et territoriale des quartiers en politique de la ville en accompagnant les habitants, notamment les jeunes, dans la mise en place de projets permettant de tisser des liens sociaux

et de voisinage dans leur quartier et/ou dans leur ville.
- Capitaliser les méthodes et les techniques pédagogiques expérimentées par l'association e-graine pour mobiliser et susciter la participation des habitants dans la vie locale et les processus démocratiques.

Objectifs des parcours jeunes (16-25 ans) :
- Interroger et échanger sur les notions de citoyenneté, d'engagement, de valeurs de la République et de laïcité ;
- Faire prendre conscience des responsabilités de citoyen
- Favoriser leur participation citoyenne à travers la mise en œuvre d'un projet collectif dans leur quartier, porté par eux et/ou en lien avec les autres habitants du quartier
- Les inciter à s'impliquer dans les processus démocratiques plus larges.

Description :
Le soutien de la Région est destiné à permettre de conduire des projets de terrain, dans différents quartiers en politique de la ville. Il s'agit de mettre en place, avec des bailleurs sociaux, associations locales, collectivités, etc., des projets qui favoriseront cette culture de la participation des habitants, à travers un processus en 3 phases :
La sensibilisation autour des enjeux du vivre ensemble, de la citoyenneté, du développement durable, de l'aménagement du territoire : parcours d'ateliers, événementiels, animations pieds d'immeubles.
La mobilisation autour de projets locaux et collectifs, favorisant la cohésion sociale et le vivre ensemble sur leur quartier.
L'accompagnement de la participation des habitants dans le débat public.
Une attention particulière sera portée aux jeunes, avec lesquels sera mis en place au moins un projet "parcours" spécifique dans chaque département, favorisant l'exercice de leur citoyenneté.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 1 coordinatrice, 3 chargées de missions territoriales chargées de la mise en œuvre opérationnelle des projets sur leurs territoires respectifs (91 / 93 / 78), en lien avec la coordinatrice, des animateurs chargés des ateliers, 1 responsable administratif et financier et 1 assistante administrative, 1 responsable de la communication

Moyens matériels : matériel pédagogique, logistique et de communication nécessaire à la réalisation des animations de terrains, véhicules, ordinateurs, appareils photo, enregistreurs numériques.

Intérêt régional :
Ce projet s'étendra sur plusieurs quartiers en politique de la ville franciliens, notamment sur les départements de l'Essonne, des Yvelines et de la Seine-Saint-Denis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Bénéficiaires : Habitants des quartiers politique de la ville ciblés par les projets, organisés ou non en association, et notamment les jeunes 16-25 ans qui participeront aux parcours d'ateliers sur les 3 départements.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestations de services, achats de matières premières, fournitures)	9 518,00	11,87%
Services extérieurs	400,00	0,50%
Autres services extérieurs	2 400,00	2,99%
Charges de personnel	58 247,00	72,66%
charges fixes de fonctionnement	9 600,00	11,98%
Total	80 165,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, prestations de service	42 165,00	52,60%
DRIEE	8 000,00	9,98%
REGION ILE DE FRANCE	10 000,00	12,47%
Autres produits de gestion courante	20 000,00	24,95%
Total	80 165,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	11 500,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	23 500,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	8 200,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	14 878,00 €
2016	Education à l'environnement vers un développement durable	20 400,00 €
	Montant total	85 478,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024937

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : APPUI AU DÉVELOPPEMENT D'ORGANISATIONS PORTÉES PAR DES FEMMES DES QUARTIERS PRIORITAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	191 592,00 €	10,44 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASMAE ASSOC SOEUR EMMANUELLE
Adresse administrative : 6 RUE JULIETTE DODU
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sabine GINDRE, Présidente

Date de publication au JO : 17 février 1999

N° SIRET : 34740315600040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Appui au développement d'organisations portées par des femmes des quartiers prioritaires, menant des actions de prévention des conduites à risque, d'émancipation et d'insertion des jeunes.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est de développer à l'échelle de la région Ile de France un accompagnement sur mesure de projets portés par des groupes de femmes dans la mise en place d'actions collectives.

Description :
- Actions Obj 1 : Soutien et appui à l'organisation en association loi 1901 de collectifs d'habitants en s'appuyant sur un diagnostic réalisé par les habitants et correspondant à leurs vécus et leurs aspirations. Appui à la recherche de ressources financières, matérielles et humaines. Montée en capacité pour travailler en partenariat avec les institutions et les autres acteurs associatifs

- Actions Obj 2 : Accompagnement à la montée en capacité des collectifs de femmes, pour mettre en place des actions de soutien scolaire, cours de français et ateliers sociolinguistiques pour les adultes, l'organisation de sorties pendant les vacances scolaires, l'accompagnement administratif en direction des jeunes adultes.

- Actions Obj 3 : Accompagnement des habitants (jeunes, femmes et adultes) à la prise de responsabilités au sein des associations.

- Actions Obj 4 : Le programme Divers-cité cible son intervention sur les segments de populations, qui ne participent pas ou peu aux instances de représentation locale et d'animation de la vie associative (conseil de quartier, amicale de locataires, parents d'élèves...)

- Actions Obj 5 : Accompagnement des collectifs à la mise en place d'espace de dialogue et d'échange sur des questions liées : aux tensions entre culture traditionnelle des parents et aspirations des jeunes (mariage arrangé, choix du métier ; aux difficultés que rencontrent les parents dans la transmission de repère éducatifs...

Moyens mis en œuvre :
Une équipe d'appui au développement composée d'une cheffe de service (création de poste pour le développement du programme) et de deux agents de développement social, des intervenants prestataires pour l'animation des groupes de paroles, séminaires. Intervention d'un vidéaste pour la réalisation d'un support de capitalisation utilisable par les collectifs eux-mêmes.

Intérêt régional :
Capitalisation et diffusion d'une méthode inspirée d'approches favorisant le développement du pouvoir d'agir, mettant l'accent sur l'appui à l'organisation de groupes d'habitants des quartiers prioritaires, plus particulièrement les jeunes et les femmes.
Mettre les habitants au cœur de l'animation et du développement social du territoire.
Le programme Divers-Cité prend tout son sens avec la mise en réseau de ces dynamiques locales.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes et jeunes habitant dans les quartiers politique de la ville et principalement issus de l'immigration.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés Matières premières et fournitures	2 800,00	1,46%
locations	11 200,00	5,85%
Rémunération des intermédiaires	10 500,00	5,48%
publicité	4 100,00	2,14%
déplacements	5 400,00	2,82%
frais de télécommunication	980,00	0,51%
Rémunération des personnels	96 500,00	50,37%
charges sociales	58 500,00	30,53%
Autres charges de personnel	1 612,00	0,84%
Total	191 592,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT	36 200,00	18,89%
REGION ILE DE FRANCE	20 000,00	10,44%
AIDES PRIVES SC JONHSON	50 000,00	26,10%
AIDES PRIVES FONDATION SUEZ	20 000,00	10,44%
ICF LA SABLIERE	5 000,00	2,61%
FONDS PROPRES	60 392,00	31,52%
Total	191 592,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Solidarité internationale - Fonctionnement	20 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	35 000,00 €
	Montant total	55 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024939

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : "TERRITOIRE CITOYEN"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	166 750,00 €	6,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE ATHENA
Adresse administrative : 2 RUE PIERRE NICOLE
78114 MAGNY-LES-HAMEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean Paul MEHEUST, Président

Date de publication au JO : 3 mai 2015

N° SIRET : 41100872500045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : "Territoire citoyen" permet de promouvoir les valeurs de la République et de la citoyenneté en direction des jeunes des quartiers sensibles et de leurs éducateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Il s'agit de dispenser et de diffuser une approche pédagogique et des outils permettant à la fois d'éduquer à la citoyenneté des publics particulièrement vulnérables d'un point de vue intégration au sein de notre société, et de former des éducateurs socio éducatifs à ces outils et cette approche qui concilie liberté

d’action et efficacité en termes d’impact sur ces publics.

Description :
Territoire citoyen, via son programme De la violence à la responsabilité, permet de transmettre et d’intégrer les valeurs propres à la citoyenneté démocratique dans la République. Il se déploie en 5 phases formatives : violence, respect, solidarité, tolérance, responsabilité. Après les 3 premières phases destinées à mieux maîtriser les situations de conflit et de permettre l'action collective, le concept de tolérance permet d'aborder celui de la laïcité, la responsabilité permettant in fine d'asseoir le concept de citoyenneté en revisitant les 4 premières phases éducatives.
Chacune de ces phases, basées sur l’approche pédagogique EDA, articule 4 moments : Eveil, Débat, Approfondissement- Action. L’Eveil correspond à un moment ludique destiné à aborder chaque thème traité. Le Débat qui suit permet aux jeunes de dialoguer entre eux afin de livrer leurs opinions sur le sujet traité. L’approfondissement a ensuite pour but de les éclairer davantage après ces deux premiers moments qui leur ont permis de s’approprier chaque sujet. Enfin, à l’issue des 5 séances de formation, ils sont invités à imaginer et réaliser une action citoyenne utile, sujette à médiatisation.
Territoire citoyen permet d’agir à deux niveaux :
1) Au niveau des éducateurs
2) Au niveau des jeunes eux-mêmes

Moyens mis en œuvre :
Matériels : Outils didactiques, conçus à partir des premières expérimentations, facilitent la transmission et le développement de ce projet citoyen. Ordinateurs, imprimantes, photocopieur, projecteurs sont nécessaires à cette action.

Humains : 5 personnes œuvrant à temps plein au sein du Centre ATHENA

Intérêt régional :
Le projet Territoire citoyen met donc en œuvre un programme expérimental à plus vaste échelle lequel a vocation à s’étendre de manière encore plus large.
L’année scolaire 2017-2018 sera focalisée sur la mise en œuvre de Territoire citoyen au niveau du département. Il est envisagé d’élargir les années suivantes ce périmètre d’action.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les publics concernés par Territoire citoyen sont de quatre ordres :
1) Des professionnels de l’éducation
2) Les responsables des structures concernées
3) Des jeunes rencontrant des risques de marginalisation sociale et/ou scolaire
4) Les familles des jeunes concernés

Localisation géographique : CA SAINT QUENTIN EN YVELINES
Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats	2 400,00	1,44%
Services extérieurs	4 450,00	2,67%
Autres services extérieurs	6 200,00	3,72%
Impôts et taxes	1 350,00	0,81%
charges de personnel	152 350,00	91,36%
Total	166 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de marchandises	2 500,00	1,50%
communauté d'agglomération	42 750,00	25,64%
département	20 000,00	11,99%
Région ile de France	10 000,00	6,00%
cget	43 000,00	25,79%
ddcs	1 500,00	0,90%
commune	2 000,00	1,20%
fonjep	4 000,00	2,40%
emplois aidés	38 000,00	22,79%
Autres produits de gestion	3 000,00	1,80%
Total	166 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024945

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT ET LA FORMATION DES FEMMES ET FAMILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	35 232,00 €	14,19 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET LA FORMATION DES FEMMES ET FAMILLES
Adresse administrative : 40 AVENUE DU MARTELET
95800 CERGY SAINT CHRISTOPHE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Josette JOACHIM, Présidente

N° SIRET : 38108634700030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : L'objet de l'association est l'accompagnement social pour l'intégration des immigrées dans la société française. Elle joue un rôle d'interface entre les acteurs sociaux et ces populations cibles.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Promotion des valeurs et des symboles de la République au sein du quartier.
- Briser l'isolement et l'enfermement des femmes, les mobiliser sur les enjeux de société,
- Travailler sur la transmission des valeurs et des histoires familiales,
- Échanger avec les seniors sur leur histoire,
- Accorder une attention particulière aux filles ; pour rompre l'enfermement vestimentaire subi par les filles,
- Initier des actions de promotion des femmes,

- Permettre à chacun de s'inscrire dans le récit national.

Description :
A travers le projet, l'association envisage :
- de les aider à assumer leurs rôles de parents
- de les amener à se penser en termes de « sujet et de « citoyenne impliqué dans leur parcours de vie et leur environnement.
- de les aider à libérer la parole au sein de la famille en renforçant le dialogue entre parents / enfants
- de leur expliquer l'importance de la transmission de l'histoire familiale, il faut savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va.

Ce projet a pour but la mise en place d'un espace, implanté dans le quartier de veille politique de la ville, permettant de renforcer dans le temps le dialogue autour des symboles et des valeurs de la République, de la laïcité, de la citoyenneté et de l'égalité homme/femme par une série d'actions régulières et/ou ponctuelles.

Moyens mis en œuvre :
Ce projet va mobiliser un psychologue, une Art thérapeute, des professionnels de la ville et de l'A.P.S.

Pour renforcer le dialogue autour des valeurs de la république : (expression, échange, débat) :
- 2 après-midis par mois consacrés à un temps de jeux de société en famille. Jeux ayant pour socle commun la laïcité, la République et la fonction de parentalité
- Proposition d'organiser un concours de Marianne ouvert à tous les âges : concours de buste avec atelier poterie. Dossier avec photo de la femme en Marianne (représentant ce qu'évoque la Marianne pour elle) + une note d'intention sur les valeurs de la République avec proposition d'ateliers d'écriture.

Pour lutter contre les préjugés et les discriminations :

Sensibilisation à la diversité des parcours de vie et des références culturelles :
- Parcours de femmes : Réalisation d'un court métrage avec l'aide d'un professionnel par un groupe de femmes qui retracera via des interviews des « parcours de femmes, figures de réussite

Valorisation des lieux d'histoire et de mémoire :
- Visites organisées pour des femmes du quartier des hauts lieux de la République : mairie,
Conseil départemental, conseil régional, assemblée Nationale, sénat, Musée de l'immigration

Apprentissage intergénérationnel :
- Atelier d'initiation aux réseaux sociaux impulsé par une conférence/ débat sur les dangers d'internet et des réseaux sociaux.....

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes de tous âges ; nombre de bénéficiaires : 100
Localisation géographique : CA PLAINE VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats	1 785,00	5,07%
Services extérieurs	1 361,00	3,86%
Autres services extérieurs	3 091,00	8,77%
Impôts et taxes	2 903,00	8,24%
charges de personnel	26 092,00	74,06%
Total	35 232,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	5 000,00	14,19%
DDCS 95	25 000,00	70,96%
PLAINE VALLEE AGGLOMERATION	5 232,00	14,85%
Total	35 232,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024952

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCÈS ÉGALITAIRE DES ESPACES PUBLICS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	80 000,00 €	43,75 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENRE ET VILLE
Adresse administrative : 69 RUE HAXO
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale LAPALUD, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 79417822800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Permettre aux femmes, dans une démarche de co-élaboration de projets d'aménagements, un accès égalitaire des espaces publics dans le cadre du NPNRU sur trois sites en Ile de France.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Permettre aux femmes et aux jeunes filles, dans une démarche de co-élaboration, un accès égalitaire par la transformation des espaces publics dans le cadre du NPNRU sur plusieurs sites en Ile de France.

Travailler en mode projet avec les jeunes filles et garçons afin de les intégrer dans une démarche de mixité à travers des activités.

L'objectif principal, en accompagnement des collectivités locales, est de rendre les espaces plus mixtes et plus accessibles aux femmes, en intégrant la dimension égalité Femmes Hommes dans les programmes de rénovation des quartiers, autour de quatre grands enjeux: Economie, Lutte contre les violences, Pouvoir d'Agir et Lutte contre les Stéréotypes.

Description :
Association sélectionnée en 2016 par l'ANRU pour accompagner la ville de Villiers le Bel dans le cadre du PIA (plan d'investissement d'avenir). Réalisation d'un cahier des charges pour des logements égalitaires et un cahier des charges espaces publics égalitaires.

Faire baisser le niveau de violence réelle et symbolique en travaillant à plus de mixité dans les espaces, tant à travers les aménagements que l'organisation. A partir d'une réflexion sur les usages, l'association travaillera sur le paysage urbain, les ambiances, la lumière, les temporalités, la disposition des équipements et des mobiliers.

Moyens mis en œuvre :
Le projet qui se réalisera sur les communes de Villiers-le-Bel (95), d'Aubervilliers (93) et de Champigny (94), vise à mettre en œuvre les actions suivantes :
1. Créer un groupe d'habitantes et un groupe mixte de jeunes volontaires, en travaillant avec les centres sociaux, les associations locales, les maisons de quartier, les conseils citoyens.
2. Accompagner le groupe sur les lieux à conquérir (cafés, terrasses, autres espaces publics) en déterminant les objectifs des groupes en se rendant dans ces lieux, élaborant le mode opératoire adapté à chaque situation; déterminant les cibles, les publics touchés; travaillant les actions en amont, par la sensibilisation, la formation des groupes sur les questions d'égalité et d'espaces publics (ateliers, marches et cartes sensibles, présentation des actions réalisées ailleurs); faisant des points réguliers pour rythmer, garder la dynamique du groupe, permettre les évaluations, corrections, améliorations.
3. Travailler sur la mixité des actions projets avec les jeunes, sport et culture, tant au niveau des activités proposées, qu'au niveau de l'encadrement (équipes d'encadrement mixtes).
4. Elargir les groupes en travaillant à un outil de communication; faisant tourner le projet d'un site à un autre pour le faire connaître des différentes structures et permettre aux femmes de différents quartiers de s'y inclure plus facilement.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les femmes de quartiers politiques de la ville de Villiers le Bel (Derrière les Murs, Puits la Marlière), d'Aubervilliers (Maladrerie, Quatre Chemins), de Champigny (Le plateau, Les 4 Cités). Chaque groupe serait composé d'une vingtaine de femmes. Les jeunes filles et garçons seraient recrutés à travers les structures jeunesse des différentes villes. Là encore une vingtaine de jeunes seraient impliqués directement et l'ensemble des structures seraient touchées par rebond.
En termes d'impact, le public touché serait beaucoup plus large puisqu'il s'agit d'actions à l'échelle de quartiers qui comptent entre 10.000 et 15.000 habitants. Aujourd'hui les femmes et les jeunes filles qui

représentent 50% de cette population utilisent peu ou mal l'espace public et font l'objet d'injonctions, de remarques, et de violences.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'entretien et administratives, petit équipement)	2 000,00	2,50%
Services extérieurs (études et recherches, documentation générale et technique, frais de formations, frais de colloques et séminaires)	1 800,00	2,25%
autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires, transports, déplacements, missions, frais postaux et télécommunications)	4 200,00	5,25%
Charges de personnel (rémunérations du personnel, charges sociales et frais de personnel)	72 000,00	90,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources Propres	8 000,00	10,00%
Autres financements (ACSE/CGET)	7 000,00	8,75%
0Autres financements (DRDF)	3 000,00	3,75%
Subvention d'exploitation (REGION ILE DE FRANCE)	35 000,00	43,75%
Subvention d'exploitation (Commune : Villiers-le-Bel, Champigny, Aubervilliers)	27 000,00	33,75%
Total	80 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	14 330,00 €

2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	9 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	15 670,00 €
	Montant total	39 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024955

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FAVORISER L'EGALITE HOMMES-FEMMES PAR LA MEDIATION SOCIALE ET CULTURELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	199 000,00 €	5,03 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDSU INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN
Adresse administrative : 26 RUE DU DOCTEUR LE SAVOUREUX 92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine SAVELIEFF, Présidente

Date de publication au JO : 16 mai 1990

N° SIRET : 38248785800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : FAVORISER L'EGALITE HOMMES-FEMMES PAR LA MEDIATION SOCIALE ET CULTURELLE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association participe à l'innovation sociale avec un projet précurseur pour « faire et vivre ensemble ». A travers les solidarités nombreuses et inventives qu'elle développe et l'engagement de ses équipes, l'IDSU participe à l'amélioration du lien social et à la démocratie.

Ce projet vise à favoriser l'accompagnement social des familles et particulièrement des femmes issues des quartiers prioritaires. Il est animé par des professionnels pluridisciplinaires et mis en œuvre par

l’équipe de médiation sociale et culturelle de l’IDSU.

Les actions mises en place ont pour objectifs de :
- Soutenir l’autonomisation des femmes et agir pour leurs droits.
- Lutter contre les inégalités sociales et culturelles entre les hommes et les femmes
- Lutter contre les discriminations
- Lutter contre les violences conjugales et intrafamiliales
- Lutter contre le repli communautaire, religieux
- Lutter contre la pauvreté.
- Favoriser l’accès à l’emploi non précaire, à la santé, la culture, l’éducation.

Description :
L’IDSU a créé une structure "la Passerelle", en direction des familles et plus particulièrement des femmes en difficultés sociales et/ou culturelles, dont les axes d’interventions viennent s’articuler de façon transversale à ceux du Contrat de ville 2015/2020 :
- favoriser l'intégration sociale et culturelle ainsi que la cohésion sociale
- l'accompagnement à la parentalité,
- la place des femmes dans l'espace urbain (la "Cité"),
- la lutte contre les violences faites aux femmes.

L'équipe effectue avec les familles :

1- DES ACCOMPAGNEMENTS ET DES SUIVIS INDIVIDUALISES à la demande des institutions et/ou des familles, majoritairement des femmes, avec :
- un accueil, une écoute,
- de la médiation : entre les familles et les institutions, entre les familles, médiation intergénérationnelle, médiation scolaire.

- DES ACTIONS COLLECTIVES que la Passerelle organise et/ou soutient, afin de renforcer la place des femmes dans la société et de soutenir l'accompagnement à la parentalité :
- semaine de la femme, avec organisation d'un forum
- ateliers des parents, cafés des parents
- séjours familiaux et sorties familiales accompagnés par les médiatrices
- atelier droits et santé en partenariat avec la CPAM
- projet "Femmes et Cinéma" en partenariat avec le cinéma "LE REX" de la ville
- projet "Parole de Femmes" en partenariat avec l'équipe de prévention spécialisée
- atelier "Citoyenneté"
- Point info-famille
- Relais du dispositif "Culture du cœur" qui permet l'accès à des places de spectacles et des sorties
- Découvrons l’Ecole maternelle, en partenariat avec la réussite éducative et l'éducation nationale

Moyens mis en œuvre :
4 médiatrices sociales et culturelles et une responsable.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes les familles et plus particulièrement les femmes en grande difficulté sociale et/ou culturelle, habitant les quartiers prioritaires définis par le périmètre du contrat ville
- familles primo-arrivantes et leurs enfants
- les femmes en difficultés sociale, culturelle, d'intégration socio-professionnelle, victimes de discrimination, de violences.

Localisation géographique : CHATENAY-MALABRY
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, Eau-Gaz-Electricité, Alimentation, Fournitures administratives ou d'entretien)	12 800,00	6,43%
Services Externes (Locations, Prime d'assurance, documentation)	3 700,00	1,86%
Autres services externes (Rémunérations d'intermédiaires et honoraires, Déplacements et missions, frais postaux et frais de télécommunication)	18 000,00	9,05%
Impôts et taxes (taxes sur salaires, autres impôts et taxes)	17 500,00	8,79%
Frais de Personnel (Rémunération du personnel, Charges sociales de l'employeur)	147 000,00	73,87%
Total	199 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses (Participation des usagers)	5 500,00	2,76%
Subvention (ETAT : Politique de la Ville, CNASEA, FIPD)	61 550,00	30,93%
Subventions (REGION ILE-DE-FRANCE)	10 000,00	5,03%
Subventions (DEPARTEMENT)	5 000,00	2,51%
Subventions (COMMUNE)	98 950,00	49,72%
Organismes semi-publics (CAF, JPA-AFL)	18 000,00	9,05%
Total	199 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	7 500,00 €
2014	Soutien à la mediation	10 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 800,00 €
2016	Phénix	8 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	12 800,00 €
2017	Phénix	11 500,00 €
	Montant total	63 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024962

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FAVORISER L'AUTONOMIE ET LA PLACE DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	59 500,00 €	8,40 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MODE D'EMPLOI
Adresse administrative : 13 RUE DANES DE MONTARDAT
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christiane ROYER, Présidente

Date de publication au JO : 9 octobre 1996

N° SIRET : 41038455600032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Favoriser l'autonomie et la place des femmes dans l'espace public

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce programme s'adresse aux jeunes filles et femmes des quartiers prioritaires Politique de la Ville et a pour objectif de développer l'estime personnelle, l'autonomie et les compétences nécessaires pour leur permettre d'investir l'espace public dans plusieurs dimensions, et d'y rester présentes. Il s'agira de soutenir simultanément le développement de leur autonomie aux plans : psychique et psychologique, des déplacements et de la mobilité, numérique, professionnel et financier.

Description :
Les femmes inscrites dans le programme pourront bénéficier d'un double accompagnement individuel et collectif. Elles bénéficieront simultanément des modules collectifs ci-dessous et d'entretiens individuels avec un conseiller personnel.
- Modules collectifs; groupe de parole et d'initiative bimensuel. Les femmes pourront être accompagnées dans le développement d'un projet citoyen dans leur quartier à leur initiative : confiance en soi, conseil en

image, communication, mobilité, compétences numériques, techniques de recherche d'emploi, des entretiens individuels (permettent d'élaborer de façon affinée un projet personnel pour chaque bénéficiaire et de soutenir sa réalisation).

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : Conseillers en insertion (1,6 ETP), formateurs (0,6 ETP), direction (0,1 ETP)

Moyens matériels :
2 permanences dans les quartiers Politique de la ville : une au Val Fourré, une à la Vigne Blanche
2 sites en centre-ville (Mantes-la-Jolie et Mureaux) où se déroulent les ateliers collectifs pour permettre aux femmes de sortir des quartiers. Equipement : bureaux, salle polyvalente équipée, 9 ordinateurs connectés, téléphones, photocopieurs, logiciels, supports pédagogiques, appareil photo numérique, caméra vidéo, vidéoprojecteur, écran...

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
50 jeunes filles et femmes des quartiers prioritaires minimum par an

Localisation géographique : COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS (Fournitures administratives ou d'entretiens)	1 000,00	1,68%
Services extérieurs (Locations, Entretien et réparation, Prime assurance, Documentation)	9 100,00	15,29%
Autres services extérieurs (Rémunération intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, Frais postaux et frais de télécommunication)	2 300,00	3,87%
Impôts et taxes (taxes sur les salaires)	400,00	0,67%
Frais de Personnel (rémunération du personnel spécifique au projet)	46 700,00	78,49%
Total	59 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions (ETAT)	23 500,00	39,50%
Subventions (REGION ILE-DE-FRANCE)	5 000,00	8,40%
Subventions (Intercommunale : EPCI)	31 000,00	52,10%
Total	59 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	15 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
	Montant total	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024965

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'INCLUSION NUMÉRIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	16 472,78 €	30,35 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION EMMAUS CONNECT
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marion Lanly, Présidente

Date de publication au JO : 16 mars 2013

N° SIRET : 79227291600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Emmaüs Connect - association travaillant pour l'inclusion numérique - souhaite mettre en place un parcours d'insertion des jeunes par le numériques via un accompagnement pédagogique dédié.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif général : Favoriser l'autonomie de 60 jeunes (entre 15 et 30 ans) en difficulté dans leurs démarches d'insertion grâce à un accompagnement pédagogique autour du numérique et de ses services clés, cet accompagnement serait réalisé dans nos deux points d'accueil du 19e (Paris) et de Saint-Denis, situés dans des quartiers prioritaires.

Description :
Emmaus Connect souhaite construire et mettre en place auprès de jeunes une offre d'accompagnement pédagogique « test » leur permettant d'acquérir les compétences numériques clés dans leurs démarches

d’insertion et de découvrir les services numériques clés dans un environnement ludique, sympathique et motivant.

Les étapes pour l’élaboration de ce parcours seraient :
-Construire avec les acteurs de la jeunesse des solutions d’accompagnement des jeunes pour promouvoir leur montée en compétence et l’appropriation des outils numériques
-Expérimenter l’offre d’accompagnement auprès de jeunes
-Réaliser l’évaluation des expérimentations test en lien avec les partenaires engagés pour en tirer des recommandations et améliorations éventuelles

L’offre d’accompagnement pédagogique se structure autour de quelques lignes directrices et se présente sous un format « à la carte » composé d' :

- Ateliers thématiques
- AppliHours : séances courtes de découverte,
- Séances libres : au format innovant encore à définir.

D’autres formats et solutions pourront être envisagés en fonction des échanges avec les partenaires de terrain impliqués dans l’accompagnement des jeunes.

Moyens mis en œuvre :
Lors de la phase de co-construction du projet et expérimentation, les responsables des activités de Paris et Saint-Denis, la directrice des opérations ainsi que la directrice marketing et innovations (conception des "offres") seront mobilisées pour créer les supports de formation et piloter l'expérimentation.

Les parcours seront encadrés par un médiateur numérique en tant qu'animateur principale. Un volontaire de l'équipe sera mobilisé.

Les supports utilisés dans ces formations seront élaborés par la directrice marketing et innovations tout en utilisant l'outil créé par l'association sœur, WeTechCare : la plateforme ClicnJob lancée en 2016. Cette plateforme a pour objectif de booster l'insertion des jeunes éloignés de l'emploi.

Intérêt régional :
Ce projet permettra aux jeunes des quartiers prioritaires de Saint Denis et du 19e à Paris d'acquérir la connaissance des outils numériques de recherche d'emploi, capacités à rechercher un emploi seul, prise de confiance numérique, prise de confiance sur la recherche d'emploi.

L'impact indirect et à plus long terme sera l'accès à l'emploi pour les jeunes participant au parcours.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
60 jeunes (entre 15 et 30 ans) sur les deux points d'accueil concernés issu des quartiers prioritaires Grand Centre - Sémart à Saint Denis et Stalingrad Riquet à Paris.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnels	6 863,29	41,66%
Déplacements, missions et réceptions	1 045,49	6,35%
Achats de fournitures	1 200,00	7,28%
Frais d'impressions (affiches et flyers)	300,00	1,82%
Equipements, fournitures, frais de communication	7 064,00	42,88%
Total	16 472,78	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions (REGION ILE-DE-FRANCE)	5 000,00	30,35%
Fondation Manpower	11 472,78	69,65%
Total	16 472,78	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024969

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATELIERS DE SAVOIRS ET D'EXPRESSION EN LANGUE FRANCAISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	50 000,00 €	50,00 %	25 000,00 €
		Montant Total de la subvention	25 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SFM AD - SOLIDARITE FORMATION MOBILISATION ACCUEIL ET DEVELOPPEMENT
Adresse administrative : 7 RUE LAMARTINE
93240 STAINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ibrahime SOREL KEITA, Président

Date de publication au JO : 17 août 1994

N° SIRET : 39988868400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : ATELIERS DE SAVOIRS ET D'EXPRESSION EN LANGUE FRANCAISE favorisant la maîtrise de la langue française, facteur d'intégration et développant les liens sociaux au sein des quartiers en PDV.

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La finalité de l'action, est d'amener les habitants (jeunes et adultes) qui rencontrent des difficultés sociales (vivant de minima sociaux, sans qualification, familles monoparentales, publics jeunes 18-25 ans manquant d'assurance,…) et linguistiques à avancer sur le chemin de l'intégration et de l'insertion sociale

et professionnelle en leur proposant un projet qui permettent d'apporter un début de réponse à leurs problématiques et à leurs freins.

Description :
Le déroulé de l'action intègre la mobilisation en amont et tout au long de l'action, des partenaires locaux. Il peut être ajusté selon les besoins et les articulations partenariales locales établies :
- à minima 1 groupe par ville est mis en place sur les communes d'Epinay, l'Ile St Denis, Villetaneuse, Stains et Saint-Ouen. L'action met en œuvre une pédagogie de projet qui privilégie des méthodes collaboratives et participatives : mises en situation, jeux, débats, construction d'un projet collectif débouchant sur l'organisation d'un temps fort festif sur le quartier. Elle intègre l'apprentissage de la langue française (orale/écrite), l'organisation de sorties culturelles et de visites d'espaces/services publics, l'éducation aux valeurs de la République et plus particulièrement à la laïcité, et développe la réflexion et les savoirs, les attitudes et comportements permettant aux participants d'être acteurs de leur intégration et de leur insertion professionnelle. Possibilité d'entrées et sorties permanentes à raison d'au moins 100 heures par atelier (4 demi-journées au plus par semaine et par participant). Évaluation finale en groupe et individuel.

Moyens mis en œuvre :
L'action se déclinera dans chaque ville par l'animation d'ateliers de savoirs et d'expression en langue française (ASELF) se "clôturant" par un temps fort festif au sein du quartier d'habitation des participants.

SFMAD met à la disposition de l'action :
- une double compétence dans les champs de l'action sociale et de l'insertion professionnelle et un encadrement qualifié et diplômé (animation, développement local, insertion, formation, démarche participative, ingénierie de projet...);
- l'accent sera également mis sur la capitalisation de l'action et sa valorisation par la réalisation d'une production finale (à définir avec les participants) mobilisant les acteurs locaux et les partenaires financiers.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes et adultes habitants des quartiers politiques de la ville d'Épinay-sur-Seine, Villetaneuse, Saint-Ouen, Stains et l'Ile Saint Denis, ayant besoin d'acquérir ou de consolider les compétences sociales, leurs connaissances orales et écrites du français et de rendre opérationnelle leur autonomie et l'exercice de leur citoyenneté.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats (matières premières)	3 000,00	6,00%
Impôts et taxes (sur rémunération)	2 000,00	4,00%
Charge de personnel (rémunération des personnels, charges sociales, autres charges des personnels)	45 000,00	90,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions d'exploitation (ETAT)	25 000,00	50,00%
Subventions d'exploitation (REGION ILE-DE-FRANCE)	25 000,00	50,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	2 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	10 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	119 500,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	6 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	74 616,00 €
	Montant total	217 116,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024987

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ESPACES DE DIALOGUE POUR LES FEMMES ET LES JEUNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	63 080,00 €	31,71 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COQUELICOT CONSULTATIONS
Adresse administrative : 69 AVENUE LEDRU ROLLIN
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCINE EMSCHWILLER, Présidente

N° SIRET : 81950232900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Apaisement de la violence sociale et familiale dans les quartiers par la mise en place d'espaces de dialogue pour les Femmes et les Jeunes dans l'espace associatif et public.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est de lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes. Lutter contre la violence faite aux femmes dans la sphère publique commence dans l'espace domestique, par un travail sur les actes et les représentations, les mots, posés dans la sphère familiale.

Description :
Ce dispositif s'inscrit dans un réseau, avec les partenaires des centres sociaux des programmes de réussite éducative, de l'Education Nationale, des Juges aux Affaires Familiales et des Juges d'Enfants.
Les accueils sont gratuits pour les bénéficiaires. Sauf danger immédiat, ils peuvent être anonymes, ce

qui facilite l'expression de la peur, de la souffrance.

Au Mée sur Seine, elle se déroule les mardis et mercredi et pourra, en fonction des budgets alloués, débuter le samedi.
A Melun, l'action est proposée le mardi et / ou le vendredi.

Moyens mis en œuvre :
La mise en œuvre proposée fait suite aux échanges avec les acteurs des dispositifs déjà existants sur le territoire : intervenants dans le domaine de la santé psychique, de la Politique de la ville, de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de la Prévention de la Délinquance, du Services Jeunesse, en complément des actions existantes.
Chaque accueil est assuré par deux accueillants au minimum, psychologues cliniciens de formation. Sur les dispositifs d'entretiens familiaux, une des intervenantes est formée spécifiquement à la thérapie familiale.

Aux femmes, sont proposés des consultations individuelles, des entretiens familiaux (avec enfants et / ou conjoint) et des groupes de paroles.

Aux adolescents, aux enfants, il est proposé d'être enfant, d'être adolescent, à l'abri, pour quelques heures, des problématiques d'adultes, de violence, de drogue, de conflits.

Intérêt régional :
Au Mée-sur-Seine, l'accueil des 11-25 ans se fait au cœur d'un quartier très empreint des problématiques de drogue. Ce problème concerne toutes les générations : des plus jeunes aux plus âgées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est celui de quartiers soutenus par la politique de la Ville. Il est disponible pour les femmes, les familles, les adolescents les enfants et les jeunes adultes sur des temps différents.
Les familles peuvent être accueillies chaque semaine ou chaque quinzaine, certaines chaque mois.
Les enfants et les adolescents qui ne savent où aller sont particulièrement bienvenus. L'ouverture du samedi est proposée dans un quartier où les autres dispositifs publics sont fermés ce jour-là.

Localisation géographique :
- CA MELUN VAL DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS	53 679,00	85,10%
Services extérieurs	900,00	1,43%
Autres services extérieurs	5 985,00	9,49%
charges de personnel	2 516,00	3,99%
Total	63 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ressources propres	480,00	0,76%
ACSE CGET	8 000,00	12,68%
REGION ILE DE FRANCE	20 000,00	31,71%
département	6 000,00	9,51%
caf	28 600,00	45,34%
Total	63 080,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024989

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	110 966,00 €	45,06 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION ESPERANCE BANLIEUES
Adresse administrative : 25 RUE SAINTE ISAURE
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-BAPTISTE NOUAILHAC, Président

N° SIRET : 50943682000039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Financement d'heures de soutien scolaire pour les élèves du réseau Espérances Banlieues issus des zones péri-urbaines sensibles d'île de France en vue de lutter contre le décrochage scolaire

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Les établissements de la Fondation Espérance Banlieues ont pour objectif principal de lutter contre le décrochage scolaire des jeunes des zones péri-urbaines sensibles et de les remettre sur les rails de la réussite scolaire.
Ces jeunes qui arrivent dans les établissements Espérance Banlieues ont parfois été renvoyés de

plusieurs établissements scolaires et certains sont même déscolarisés. La plupart ont donc des lacunes scolaires importantes et beaucoup d'entre eux ne maîtrisent pas les connaissances fondamentales (maîtrise de la langue française, lire, écrire, compter).
Les établissements Espérance Banlieues ont donc mis en place, en plus de l'enseignement des matières fondamentales réalisé pendant les horaires de classe, des heures de soutien scolaire quotidiennes permettant de travailler plus spécifiquement les lacunes de chacun et de favoriser ainsi la remise à niveau de chaque élève.

Description :
Ces heures de soutien scolaire seront animées toute l'année de septembre 2017 à juin 2018 (puis de septembre à juin également pour les 2 années suivantes).
Elles concernent 355 jeunes répartis dans les 5 établissements Espérance Banlieues d'Île de France

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
1 professeur (ou 1 instituteur)
Une attention toute particulière est portée au recrutement des professeurs des établissements Espérance Banlieues qui sont choisis non seulement pour leurs compétences académiques mais également pour leurs talents d'éducateur.

Moyens matériels :
Les heures de soutien scolaire ont lieu dans les salles de classe des 5 établissements et utilisent le matériel scolaire récurrent des classes (manuels, livres scolaires, fournitures, ...)

Intérêt régional :
Le projet de la fondation Espérance Banlieues s'intègre dans le dispositif local de lutte contre le décrochage scolaire. En mettant en priorité la maîtrise des fondamentaux par les élèves (et plus particulièrement de la langue française – lecture & écriture) ainsi que la transmission de la connaissance et du goût pour la culture et la citoyenneté française, la fondation Espérance Banlieues développe une action innovante et concrète complémentaire des écoles et collèges du territoire.

Les établissements Espérance Banlieues participent donc activement au développement de la cohésion sociale et territoriale de la Région Île de France ainsi qu'à la défense des valeurs de la République et de la citoyenneté en étant source de propositions et d'innovations dans les pratiques éducatives de la région Île-de-France. Ils sont implantés directement dans les départements suivants :
-Yvelines (Mantes et Sartrouville)
-Seine-Saint-Denis (Montfermeil)
-Hauts-de-Seine (Asnières)
-Val d'Oise (Argenteuil)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les élèves des établissements Espérance Banlieues sont issus des zones périurbaines sensibles et pour la région Île de France, en grande majorité issus des quartiers prioritaires tels que définis par la Politique de la Ville.
Ces jeunes sont pour la plupart en grande difficulté scolaire (décrochage scolaire, déscolarisés, ayant parfois été renvoyés plusieurs fois d'établissements scolaire, difficulté d'intégration).

Ils sont accueillis dans les établissements Espérance Banlieues du CP à la 3ème

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnels (salaires et traitements, charges salariales)	109 923,00	99,06%
Achats (fournitures scolaires, matériel pédagogique)	1 043,00	0,94%
Total	110 966,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	60 966,00	54,94%
Subventions d'exploitation (REGION ILE-DE-FRANCE)	50 000,00	45,06%
Total	110 966,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024990

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN A LA FONCTION PARENTALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	52 440,00 €	19,07 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE CHENE ET SES RACINES
Adresse administrative : CHEMIN DE VAUX
77370 GASTINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE DAUBOURG, Présidente

Date de publication au JO : 21 décembre 2013

N° SIRET : 80235444900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Soutien à la fonction parentale sur Dammarie les lys Melun et Groupes de paroles

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Pour Dammarie les lys et Melun, cette action s'inscrit dans le volet de cohésion sociale de la politique de la ville - axe éducation et lien social. Cette action s'inscrit dans un partenariat avec les acteurs du territoire et notamment le programme de réussite éducative de Melun et dans les modalités d'accompagnement qu'il propose aux parents des jeunes qu'il prend en charge. Dans les priorités transversales sur 2 axes : -

égalité hommes-femmes, l'action visant un soutien autant des mères que des pères et lutte contre les discriminations dans un souci d'offrir un accès à l'accompagnement à des publics en situation de précarité, vivant dans des quartiers prioritaires (but : réduction des inégalités sociales). Lutter contre les violences faites aux femmes, renforcer la solidarité entre les générations, répondre aux besoins des familles monoparentales, des jeunes et des femmes et offrir des nouvelles formes de coopérations entres familles (groupes de parole des mères et des pères), tels sont les objectifs de cette action. Elle privilégie un soutien aux parents comme acteur fondamental à l'éducation et à l'environnement propice au développement des enfants au sein de la société.

Description :
Ce service s'adresse à toutes personnes rencontrant des difficultés dans son rôle de parent. Proposer un lieu d'accueil et d'écoute pour déposer les difficultés et les transformer. - Des entretiens familiaux pour développer la communication intrafamiliale par l'écoute, la parole ouvrant à l'élaboration et la mise en place de solutions qui améliorent le quotidien des parents et des enfants.
- Des groupes de parole pour les pères et pour les mères.
L'enfant peut être le symptôme d'un dysfonctionnement parental ou familial. Il est proposé aux parents et aux familles un accueil et un soutien individuel adapté à leurs besoins et à ceux de leurs enfants ainsi que des groupes de parole leur permettant une multiplicité des regards. L'organisme propose d'accueillir une vingtaine de familles ou de couples, le temps nécessaire à une meilleure compréhension des difficultés.
Chaque entretien est assuré par un thérapeute pour les couples, un ou deux thérapeutes pour les familles. Les entretiens sont proposés le samedi dans les locaux du CCAS à Dammarie-les-Lys.

Plusieurs types d'entretiens sont possibles :
- Des entretiens individuels pour permettre au parent d'exposer ses souffrances en toute liberté, et de repérer les éléments responsables de son mal être.
- Des entretiens du couple parental pourront être mis en place dans le cas où les méthodes d'éducation divergentes entraîneraient des conflits familiaux impactant le développement de l'enfant. Nous aiderons les parents à exercer de façon consensuelle leur autorité parentale.

Moyens mis en œuvre :
Les familles sont accueillies dans un local permettant un échange paisible et dans un cadre garant de la nécessaire confidentialité.
Des professionnels, psychologues diplômés et psychanalystes, formés à la thérapie familiale accueillent les familles.
Recrutement d'une secrétaire et suivi d'un cabinet comptable

Intérêt régional :
Il s'inscrit dans le Contrat Local de Santé de Dammarie-les-Lys, dans l'axe parentalité, et dans le Schéma Départemental des Services aux familles du 77, où la place de la famille est mise au centre de l'action dudit schéma.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Population des communes de Dammarie-les-Lys, notamment les quartiers soutenus par la politique de la ville : Plaine du Lys et Bernard de Poret, et Melun.

Localisation géographique : SEINE ET MARNE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matières et fournitures, autres fournitures)	1 209,00	2,31%
services extérieurs (assurance, documentation)	379,00	0,72%
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires, publicité, publication, services bancaires, autres)	50 462,00	96,23%
Charges de personnel (autre charges de personnel)	104,00	0,20%
Autres charges de gestion courante	286,00	0,55%
Total	52 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions d'exploitation (ETAT)	9 000,00	17,16%
Subventions d'exploitation (REGION ILE DE FRANCE)	10 000,00	19,07%
Subventions d'exploitation (COMMUNE)	13 000,00	24,79%
Organismes sociaux (CAF, ...)	20 000,00	38,14%
Autres produits de gestion courante (cotisations)	440,00	0,84%
Total	52 440,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024991

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATELIER LE FRANCAIS POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	128 703,00 €	3,88 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SFM SOLIDARITE FORMATION MEDIATION
RELAIS DAGOBERT

Adresse administrative : 9 RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
92110 CLICHY

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Mireille GRIZZO, Présidente

Date de publication au JO : 29 juin 1994

N° SIRET : 39964471500027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Les ateliers "Le français pour tous" visent un public francilien pour lequel l'accès aux savoirs, à une formation, à une insertion demeure complexe.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les ateliers "Le français pour tous" visent un public francilien pour lequel l'accès aux savoirs, à une formation, à une insertion économique demeure complexe, et ce, pour des raisons de nature très différente. L'action vise à proposer des parcours d'apprentissage du français allant d'un niveau A1.1 à un niveau B1 selon le cadre européen commun de référence des langues, le CECR. L'accompagnement cherche à faire acquérir une maîtrise de la langue au travers de compétences balisées par le CECR et qui

sont à la fois communicationnelles, relationnelles, actionnelles et formelles.

Au-delà de l'apprentissage du français, les ateliers ont également une dimension citoyenne dans la mesure où les groupes construisent selon les thématiques abordées une compréhension partagée de l'environnement et de ses conventions. L'action de formation inclut également une dimension d'ouverture culturelle forte par des apports historiques, de mise en perspective sur les grands principes de notre pacte républicain et une sensibilisation à l'histoire des religions.

Description :
Les projets à visée communicative abordent donc les domaines personnel, public, éducatif, culturel et professionnel de façon à accroitre le degré d'implication des personnes en apprentissage. Ces axes permettent un regain de la confiance en soi, de la prise de risque pour agir et interagir en autonomie et de fréquenter les espaces sociaux selon les besoins. Les stagiaires sont amenées également à expérimenter des pratiques variées, notamment dans le domaine artistique. Les objectifs de ces expérimentations sont multiples, ils vont chercher à développer une aisance culturelle, à favoriser une pratique du français par le travail sur l'expression, la phonétique, la prosodie de la langue et enfin à ancrer chaque stagiaire dans une pratique collective dynamisante et socialisante au niveau langagier.
Les contenus sociaux et linguistiques sont adaptés aux capacités et aux besoins des groupes – ils sont travaillés en grand groupe, en sous-groupes (homogènes ou hétérogènes en fonction de l'exercice), en binômes, en entretiens individuels, en simulation, jeux de rôles, ou théâtre forum et en situations réelles, situation d'auto-entraînement à partir de vignettes vidéo, recours au plan de travail individualisé.
Chaque stagiaire suit également un atelier de renforcement à l'écrit qui lui permet non seulement d'asseoir son expression orale par la rédaction et la mémorisation de textes, mais aussi d'améliorer sa compréhension de l'écrit et son expression écrite.

Moyens mis en œuvre :
Travail en 5 groupes de niveau de langues et de niveau de maitrise des espaces sociaux pour permettre leur découverte et leur appropriation. Dans chaque groupe, la trame est similaire

Intérêt régional :
La maitrise de la langue française favorise la finalité visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale. Le lieu tiers identifié localement permet d'ancrer et de développer un sentiment d'appartenance, duquel pourra découler une dynamique d'émancipation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Sur une année d'activité, les ateliers accueillent entre 100 et 120 personnes.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats (fournitures, eau, gaz, électricité, fournitures administratives ou entretien)	1 497,00	1,16%
services extérieurs (locations, entretien et réparation, prime assurance, autres examens du delf)	6 360,00	4,94%
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements et missions, frais postaux et télécommunication, services bancaires, autres)	2 750,00	2,14%
Impôts et taxes (liés au projet : taxes sur salaires, autres impôts et taxes)	4 590,00	3,57%
Frais de personnel (Rémunération du personnel, charges sociales de l'employeur : URSSAF, ASSEDIC, ...)	113 506,00	88,19%
Total	128 703,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
produits de services et ventes diverses (Participation usagers, prestations de services)	3 500,00	2,72%
Subventions d'exploitation (ETAT)	58 660,00	45,58%
Subventions d'exploitation REGION IDF	5 000,00	3,88%
Subventions d'exploitation (DEPARTEMENT	27 000,00	20,98%
Subventions d'exploitation (COMMUNE)	12 000,00	9,32%
organismes semi-public (CNAV et ARS)	21 910,00	17,02%
organismes privés (Entreprises et fondations)	633,00	0,49%
Total	128 703,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	3 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	4 725,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	19 200,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	12 605,00 €

	Montant total	39 530,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025005

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE ET SOUTIEN A LA REUSSITE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	58 300,00 €	17,15 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE ANIMATION JEUNESSE PROMOSPORT
Adresse administrative : 75 BOULEVARD SOULT
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lachène BOUKELLAL, Président

Date de publication au JO : 18 novembre 1988

N° SIRET : 40098218700025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : lutte contre le décrochage et soutien à la réussite scolaire défense et sensibilisation des valeurs de la république et citoyenneté la place des femmes dans l'espace public et en particulier le sport

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
L'association organise des ateliers d'accompagnement à la scolarité encadrés par des intervenants compétents expérimentés et diplômés afin de reprendre aux objectifs suivants:

- lutte contre le décrochage scolaire
- donner un appui scolaire en aidant les jeunes à acquérir une méthodologie
- élargir leurs centres d'intérêts
- leur donner confiance afin d'augmenter les chances de réussite

Description :
1) Pendant le temps scolaire, les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 17H à 18H30 et les samedis de 10H à 12H
Moments pendant lesquels les intervenants devront encadrer le soutien scolaire, être en relation avec les équipes pédagogiques.
2) Sur chacun des 6 sites encadrés par l'association un intervenant supplémentaire sera affecté et aura pour mission d'aborder des thèmes, pendant les temps faibles d'animation, liés aux valeurs de la république et à la citoyenneté
3) L'association met à disposition un intervenant diplômé qui a pour mission de proposer sur chacun des dispositifs de l'association des activités sportives pour les filles. En fonction de l'activité, les intervenants encadrent les entraînements, mettent en place des séances techniques et des matchs.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
L'association affectera à ces ateliers des intervenants salariés et expérimentés (professeurs des écoles, Maitrise, Licences...)

Moyens matériels :
L'association réserve plusieurs salles au centre d'animation Louis Lumière 46, rue Louis Lumière 75020.
L'association met à disposition des jeunes des ordinateurs portables pour les aider dans leurs recherches.

Intérêt régional :
Dans la plupart des Quartiers de la Politique de la Ville, les jeunes sont souvent recroquevillés dans leurs quartiers, ils en sortent rarement. L'association devra organiser régulièrement des évènements ponctuels sur des sites précis auxquels seront conviés les publics des autres sites afin de développer des échanges interquartiers. Certains jeunes viennent de communes et arrondissements limitrophes au 20e arrondissement (Montreuil, Bagnolet, Paris 11e, 12e, 13e).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Lutte contre le décrochage
Les collégiens et lycéens sont les cibles de cette action.
Le public ciblé par ce dispositif :
- les adolescentes et les femmes en général, afin qu'elles apprennent à occuper l'espace public, à prendre confiance, à prendre conscience qu'elles ont les mêmes droits que n'importe qui.

Localisation géographique : PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats	8 500,00	14,58%
Services extérieurs	2 000,00	3,43%
Autres services extérieurs	5 000,00	8,58%
charges de personnel	42 800,00	73,41%
Total	58 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	10 000,00	17,15%
REGION ILE DE FRANCE	10 000,00	17,15%
RIVP	4 000,00	6,86%
VILLE DE PARIS	10 400,00	17,84%
CAF ...	17 900,00	30,70%
AIDES PRIVES	6 000,00	10,29%
Total	58 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	18 500,00 €
	Montant total	18 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025006

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCES AUX DROITS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	172 000,00 €	3,78 %	6 500,00 €
	Montant Total de la subvention		6 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS DES FEMMES RELAIS GENNEVILLIERS
Adresse administrative : 12 RUE BRENU
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Khadija KARDELLAS-BELFKI, Présidente

Date de publication au JO : 22 juin 1994

N° SIRET : 39898879000034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Faciliter les liens entre les habitants et les organismes/institutions pour permettre l'accès aux droits par l'accueil, l'orientation, l'accompagnement notamment des femmes des quartiers ...

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Il s'agit de permettre l'accès aux droits des personnes bénéficiaires des minima sociaux, des étrangers installés sur le territoire de façon durable, des personnes isolées,...
Faciliter la compréhension de la société française concernant les institutions, les politiques publiques, les droits

Lutter contre les violences faites aux femmes
Accompagner et soutenir à la prise en charge des enfants avec les partenaires de l'aide sociale à l'enfance, de l'éducation et tout autre partenaire nécessaire...
Accompagner à la construction d'un projet professionnel par la recherche de formation et d'emploi.

Description :
L'action s'inscrit dans l'ensemble des dispositifs développés par les pouvoirs publics mis en œuvre principalement au niveau de la ville. L'association apporte dès qu'elle est sollicitée et associée ses connaissances des publics, ses diagnostics des difficultés existantes, des outils d'accueil et de suivi, des dynamiques mises en œuvre dans le respect des interventions et missions relevant respectivement de chacun des partenaires : Réussite éducative, Conseil local de santé mentale, Femmes victimes de violences, Prévention des cancers, participation aux synthèses à l'hôpital, à l'Aide sociale à l'enfance, et nombreux accompagnement au commissariat, aux tribunaux, à domicile en partenariat avec les services sociaux, le réseau périnatal, les services de gérontologie,…

Moyens mis en œuvre :
L'activité d'accueil, de suivi et d'accompagnement se déroule du 1er au 31 décembre de chaque année dans les locaux de l'association et dans les quartiers de la ville. 90% de l'activité est individuelle et 10 % collective.

Une équipe de 5 permanentes. 1 Diplômée en Droit et à l'Egalité des chances et 1 conseillère Egalité Femme/homme.

Intérêt régional :

L'association travaille avec les mères pour qu'elles accompagnent leurs enfants dans des espaces plus grands, plus ouverts...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Accueil 2016: 503 personnes dont 61% de femmes.

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériel, fournitures bureaux, prestations de services)	13 100,00	7,62%
Services extérieurs (entretien et réparation, assurances, documentation)	2 100,00	1,22%
Autres services extérieurs (honoraires, publicités, publications, déplacements, AG, frais de communications)	9 400,00	5,47%
Frais personnel (rémunération du personnel, charges sociales employeur, autres charges, indemnités stagiaires)	145 900,00	84,83%
Autres charges (vie sociale)	1 500,00	0,87%
Total	172 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention d'exploitation (COMMUNE : Ville de Gennevilliers, DDCS 92)	20 500,00	11,92%
Subvention d'exploitation (POLITIQUE VILLE : CGET; CONSEIL GENERAL 92, Agence régionale de santé, Ville de Gennevilliers, Réussite Educative)	96 200,00	55,93%
Subvention (REGION ILE DE FRANCE)	6 500,00	3,78%
Autres participations (ASP emplois aidés)	47 000,00	27,33%
Autres produits de gestion (cotisations et dons)	1 800,00	1,05%
Total	172 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	6 500,00 €
	Montant total	6 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025010

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FAVORISER L'INSERTION DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	67 640,00 €	22,18 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ABRASEVIC
Adresse administrative : 54 RUE JEAN-BAPTISTE PIGALLLE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CEDOMIR KRASNIC, Président

N° SIRET : 80105800900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Permettre aux jeunes femmes franciliennes (QPV) rencontrant des difficultés sociales et victimes de violences de favoriser leur insertion sociale et professionnelle avec un suivi individualisé.

Date prévisionnelle de début de projet : 15 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre aux jeunes femmes franciliennes en priorité entre 16 et 30 ans rencontrant des difficultés sociales d'obtenir un accompagnement spécialisé afin de les aider dans leur insertion professionnelle et dans l'accès à la formation continue.
Favoriser l'accès des jeunes à la formation, que ce soit dans le cadre scolaire, dans l'apprentissage, dans la formation continue ou pour l'accès à l'emploi.
Permettre l'accès aux espaces publics par la mise en place ou le développement de permanences mobiles dans les QPV.
Développer les moyens permettant d'agir dans le cadre d'actions légales contre ceux qui ont des discours et/ou pratiques contraires aux lois et principes d'égalité entre femmes et hommes au sein de l'espace public (outils juridiques, permanences de juristes, avocats, actions en justice).
Lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes.

Description :
Action se déroulant sur 3 QPV : Paris Porte des Poissonniers-Moskova, Melun l'Almont, Montereau Surville

1. Permanence mobile : repérage des jeunes femmes rencontrant des difficultés sociales faisant obstacle à leur insertion professionnelle, vivant des situations d'isolement social, victime de violence conjugale
par le biais de spectacles de rues et autres activités culturelles, installer une permanence mobile grâce à un camion spécialement dédié afin d'apporter une écoute adéquate aux femmes vivant des situations d'isolement social et victimes de violence conjugale.

2. Prise en charge de leurs difficultés sociales et psychologiques
Mise en place d'un accompagnement social :
Partenariats avec les acteurs des services sociaux
Partenariat avec les associations caritatives permettant le paiement de nuits d'hôtel d'urgence

3. Accompagnement individualisé d'insertion socioprofessionnelle
Partenariat avec des prestataires spécialisés dans le coaching et l'accompagnement socioprofessionnel

4. Accueil et accompagnement psychologique
Permanence hebdomadaire gratuite proposant des d'entretiens individuels anonymes avec une psychologue
Mise en place un accompagnement psychologique individualisé

5. Favoriser le développement de l'entrepreneuriat féminin

Moyens mis en œuvre :
5 personnes : 1 Directeur, 1 employée (contrat aidé) 3 prestataires, soit 4,2 ETP.
Partenariat avec les villes de Paris, Melun et Montereau-fault-Yonne pour la mise à disposition de locaux pour des permanences.

Intérêt régional :
L'intérêt régional est d'agir sur 3 QPV

Aider ces publics est une des priorités des contrats de ville signés dans les différents QPV de la Région Ile de France

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cette action concerne prioritairement les jeunes femmes seules avec enfants, les femmes victimes de violences conjugales, les femmes immigrées ne maîtrisant pas suffisamment la langue française ni les savoirs de base. Ainsi que les femmes nécessitant un accompagnement dans l'insertion socio-professionnelle.

Localisation géographique : PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	13 000,00	19,22%
Services extérieurs	3 700,00	5,47%
Autres services extérieurs	25 500,00	37,70%
Impôts et taxes	2 000,00	2,96%
CHARGES DE PERSONNEL	23 440,00	34,65%
Total	67 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ACSE	25 640,00	37,91%
DIRECCTE	11 000,00	16,26%
REGION ILE DE FRANCE	15 000,00	22,18%
COMMUNES ...	10 500,00	15,52%
FONDS PROPRES	5 500,00	8,13%
Total	67 640,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025013

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LA CARAVANE DE L'ASSOCIATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	158 714,00 €	4,41 %	7 000,00 €
		Montant Total de la subvention	7 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POUR QU ELLE REVIENNE
Adresse administrative : 8 RUE GUSTAVE ROUANET
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE OSTERMANN, Présidente

Date de publication au JO : 14 juillet 2001

N° SIRET : 43838653400020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Transmettre les valeurs de la République et la citoyenneté, lutter contre les discriminations, informer sur l'accès au droit en installant la caravane de l'association dans l'espace public

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Améliorer le mieux vivre ensemble en ouvrant des espaces d'expression libre et respectueux ;
- Lutter contre toutes les formes de discriminations (liées à la race, au sexe, à la sexualité, à l'âge, au handicap, etc.) ;
- Réfléchir sur les mécanismes et les processus discriminatoires ;
- Déconstruire les préjugés, les stéréotypes et connaitre leurs impacts dans nos quotidiens ;
- Informer sur l'accès au droit et identifier les personnes et lieux ressources sur les territoires concernés

Description :
Forts des expériences avec la caravane de l'égalité (10 actions déjà menées) dont une mise en place en septembre 2016, l'association va réinstaller sa caravane Pour qu'elle Revienne à Paris – quartier Grand Belleville (regroupant les 10e, 11e, 19e et 20e arrondissements) et également à Montreuil (93).

Ces secteurs géographiques permettent d'organiser des rencontres soit avec des personnes venant à titre individuel et/ou sollicitées sur l'espace public, soit par le biais de structures partenaires accompagnant leur public. La caravane, lieu de parole itinérant et attrayant permet de convier à échanger de manière mixte, intergénérationnelle et multiculturelle.

Des professionnel.le.s référent.e.s, tel qu'une juriste, un ethnologue, une sociologue, un.e correspondant.e du Défenseur des Droits, la coordinatrice de la Maison de la Justice et du droit de Paris 10e, des juristes des PAD et des CIDFF du 20e à Paris et de Montreuil seront présent.e.s pour animer ces rendez-vous.

Dans cet espace de bienveillance et de confiance, les participant.e.s pourront s'exprimer librement et réfléchir sur le mieux vivre ensemble, les préjugés et les stéréotypes, les différentes discriminations (sexistes, homophobes, racistes, etc.), la place des femmes dans l'espace public, les violences faites aux femmes, etc.

Seront utilisés des outils issus de l'éducation populaire (notamment des outils participatifs adaptés au public présent pour partir des expériences des personnes) ainsi que des extraits vidéo pour nourrir les discussions et amener des informations juridiques et d'accès au droit.

Un photographe réalisera des tirages symbolisant ces rencontres qui seront exposés tous les jours autour de la caravane, accompagnés de citations émanant des échanges.
Au-delà de ce travail de terrain, seront organisés des temps de restitution au sein des structures partenaires, avec les photos ainsi que des témoignages des participant.e.s.

Moyens mis en œuvre :
3 salarié.e.s de l'association et 1 stagiaire, 7 intervenant.e.s sur les questions des discriminations, dont des juristes, un photographe et des acteurs locaux (centres sociaux, antennes jeunes et établissements scolaires des quartiers politiques de la ville de Montreuil et du Grand Belleville - Paris)

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
35 personnes / jour, soit 350 personnes sur 10 jours
En amont sera mené un travail de sensibilisation avec les acteurs locaux des quartiers prioritaires pour mobiliser les usager.ère.s-habitant.e.s qu'ils accompagnent. L'action de l'association vise à mixer les publics, personnes déjà informées, professionnel.le.s ou passants sollicités pour l'occasion.

Un nouveau public sera touché également de manière plus indirecte par le biais de restitutions du projet, grâce entre autre aux expositions et témoignages qui seront présentés dans les structures partenaires lors de temps forts et manifestations ouvertes à un large public

Estimation : 500 personnes

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	3 000,00	1,89%
Autres fournitures	500,00	0,32%
Locations	5 000,00	3,15%
Entretien et réparations	300,00	0,19%
Assurance	500,00	0,32%
Documentation	1 000,00	0,63%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 000,00	5,04%
Publicité, publications, relations publiques	5 000,00	3,15%
Déplacements, missions et réceptions	5 000,00	3,15%
Services bancaires et assimilés	400,00	0,25%
Impôts et taxes sur rémunérations	200,00	0,13%
Rémunération des personnels	76 251,00	48,04%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	52 063,00	32,80%
Autres charges de gestion courante	1 500,00	0,95%
Total	158 714,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	15 500,00	9,77%
Subvention Région (sollicitée)	7 000,00	4,41%
ARS idf	15 000,00	9,45%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	5 000,00	3,15%
Subvention Commune (sollicitée) Aubervilliers	3 000,00	1,89%
Subvention Commune Torcy	2 000,00	1,26%
Subvention Commune (sollicitée) Paris DDT	6 000,00	3,78%
Subvention Commune (sollicitée) Paris Mission Egalité	4 000,00	2,52%
ASP	25 000,00	15,75%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	76 214,00	48,02%
Total	158 714,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	20 000,00 €

2017	Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	5 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025014

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FAIRE PLACE AUX JEUNES CITOYENS ET DÉFINIR L'ENDROIT DE « LA PLACE DE LA RÉPUBLIQUE » DANS LA CITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	68 953,44 €	7,25 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EGENERATION
Adresse administrative : 4 PASSAGE DU POTEAU
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Idir CHABANE, Président

Date de publication au JO : 4 mai 2002

N° SIRET : 44381965100029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : "AVOIR 18 ans en 2018 au 18éme" - Faire place aux jeunes citoyens de + 18 ans et définir l'endroit de « la place de la République » dans le cité avec réalisation de l'arbre de la Laïcité dans l'espace.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
"AVOIR 18 ans en 2018 au 18éme"
- Faire connaître, comprendre et respecter les valeurs et symboles de la République;
- Faire connaître aux jeunes de 18 ans droits et devoirs du citoyen à âge à partir duquel on est juridiquement considéré comme pleinement responsable de vos actes.

- Vaincre l'isolement: mobiliser les participants en créant des synergies avec des professionnels et en développant des liens entre les territoires,
- Provoquer une ambition souvent inhibée : mobiliser les participants en suscitant de la curiosité, de l'intérêt, de la créativité et la recherche du dépassement de soi quel que soit le domaine dans lequel ils souhaiteront ensuite progresser,
- Valoriser une participation : mobiliser les stagiaires, en leur permettant de devenir les ambassadeurs de la citoyenneté.

Description :
Dans un quartier, qui va de la Porte de Saint-Ouen à la Porte des Poissonniers, quasi exclusivement constitué de logements locatifs sociaux et abritant une population en situation économique et sociale fragile, d'importantes difficultés demeurent pour trouver des réponses adaptées en matière d'insertion, en particulier pour les jeunes sans qualification et les publics éloignés de l'emploi »
« Malgré le dynamisme croissant de la vie associative et l'émergence des projets collectifs, la vie sociale et les liens entre les habitants restent encore peu développés »
L'espace propose des ateliers citoyens et l'accès libre à la majorité pour tout jeunes gratuitement sous forme de portes ouvertes. Les ateliers suivant :
A- ÊTRE CITOYEN
1-Les symboles de la république :
-Le drapeau tricolore
-La devise
-L'hymne national
-Marianne
2- Les valeurs de la République :
-Liberté, Égalité, Fraternité, laïcité
3- Le fait religieux :
-les trois principales religions en France
-Les dérives intégristes : Les attentats terroristes en France et dans le monde
La laïcité est-elle contre la religion ?
B-LA MAJORITÉ ET LES DROITS
1-La majorité civile, la Journée Défense et Citoyenneté
2-Le droit de vote et le droit d'éligibilité
3-Le droit juridique, droit de représenter ou d'assister quelqu'un en justice, et enfin du droit de témoigner en justice.
4 Les libertés individuelles et collectives: le droit de s'exprimer librement, de créer une association ou d'y participer, d'appartenir à un syndicat et de manifester, de faire grève.
Tous ces droits représentent une responsabilité.Ils peuvent vous être retirés par décision judiciaire.
5-Les droits socio-économiques: la protection sociale, Les droits liés au travail, l'assurance-chômage, la retraite, le revenu de solidarité active (RSA), les congés de maternité, etc. Il faut y ajouter le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).
Les droits environnementaux : Respecter l'environnement, la qualité de vie, la préservation de la santé

Moyens mis en œuvre :
Pour pouvoir intégrer les ateliers, les participants doivent être âgé de 18 ans, savoir lire, écrire, compter ; être motivé personnellement et disponible ; ou être orienté par le réseau local (pôle emploi, mission locale, point jeunes ou associations)

Les bénéficiaires, au nombre de 12, seront recrutés par l'association. Une attention particulière sera accordée aux personnes discriminées. Il sera par ailleurs porté une attention spéciale au recrutement du public féminin.

L'atelier sera organisé en 3 étapes:
1- remise en question d'idées préconçues, de préjugés, de représentations premières sur la notion

étudiée
2- définition des mots importants, distinction de termes à ne pas confondre
3- que dit la loi et les moyens citoyens de la changer si on n'est pas d'accord
Remise d'une documentation multimédia propre au projet.
APPORTER UNE CONTRIBUTION EFFICACE ET INTELLIGENTE AUX DIFFICULTÉS QUOTIDIENNES DES JEUNES ISSUS DES QUARTIERS POPULAIRES ET PRIORITAIRES DU NORD EST PARISIEN

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Résidents quartiers CUCS : Femmes, familles, jeunes collégiens et lycéens habitants les quartiers populaires du 18ème qui proviennent des territoires prioritaires politiques de la ville. Quartier de Moskova, Porte de Montmartre, Porte de Saint- Ouen, Porte de Clignancourt, Château rouge, Saint-Ouen et le quartier Pleyel.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 797,49	4,06%
Services extérieurs	29 597,00	42,92%
Autres services extérieurs	1 758,95	2,55%
charges de personnel	34 800,00	50,47%
Total	68 953,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ventes de produits et services	3 000,00	4,35%
produits de gestion	953,44	1,38%
region ile de france	5 000,00	7,25%
reprise amortissement	20 000,00	29,00%
transfert de charges	40 000,00	58,01%
Total	68 953,44	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025023

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CYCLE DE CAFÉS-DÉBATS "LES DISCRIMINATIONS CROISÉES LGBT : UNE HEURE POUR EN PARLER DANS MON QUARTIER"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	16 350,00 €	30,58 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE LGBT CENTRE GAI LESBIEN BI ET TRANS DE PARIS-ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 61-63 RUE BEAUBOURG 75003 PARIS 3
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FLORA BOLTER, Présidente

Date de publication au JO : 7 avril 1993

N° SIRET : 39394317000034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Cycle de Cafés-débats : "Les discriminations croisées LGBT : une heure pour en parler dans mon quartier"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les discriminations liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre sont multiples. Appartenir à une minorité discriminée crée un réflexe protecteur mais renforce aussi les potentialités personnelles et collectives pour faire évoluer les choses dans le sens de la tolérance, du respect mutuel, de l'évolution des mentalités… et des fondements de notre société Républicaine. Le Centre LGBT s'efforce de les y

aider.
L'objectif du projet est de permettre aux jeunes francilien-nes de s'ouvrir aux valeurs de la citoyenneté, de déconstruire les représentations, les stéréotypes et les préjugés.
La lutte contre les discriminations ne peut être efficace qu'avec une prise en compte de toutes les discriminations, sans hiérarchisation, sans cloisonnement.
Les discriminations peuvent être croisées et multiples.
L'objectif est de créer des espaces d'échanges entre les jeunes habitants d'un quartier populaire afin de libérer la parole sur les discriminations LGBT et les discriminations croisées LGBT/autres et de réfléchir à l'amélioration du vivre ensemble.

Description :
Création d'un cycle de 10 cafés-débats.

Chaque café-débat présente un thème de discrimination LGBT ou LGBT croisée et est organisé dans des lieux de vie sociale* à Paris, en Seine St Denis et en Seine et Marne : café, bibliothèque, association de quartier, centre social, régie de quartier, centre de sports…
* dans les quartiers prioritaires au titre de la Politique de la Ville.

Pour chacun des cafés-débat, il est fait appel à une (ou plusieurs) association membre du Centre ainsi qu'à une (ou plusieurs) association du quartier, experte sur la double thématique proposée. Une rencontre préalable est coordonnée. Cette rencontre est nécessaire et fort appréciée par les associations locales pour favoriser l'interconnaissance et caler les interventions.

Les échanges sont conduits sur tout le cycle par un animateur qui capitalise et présente en fin de cycle les résultats et les recommandations, à l'occasion d'une séance de restitution générale.

Deux « ambassadeurs» de la lutte contre les discriminations, habitants du quartier, interviennent sur la base du volontariat pour restituer les résultats du débat sous forme journalistique et/ou artistique et pour les diffuser. Ils/elles sont accompagnés si nécessaire par une structure pour la réalisation de leur production artistique et/ou par le référent web du Centre pour produire l'information et appréhender les techniques de diffusion sur les réseaux sociaux et sur la toile (notamment sur le site du Centre).

Une restitution finale dans un lieu prestigieux (Mairie, Salle du Conseil régional) permet de valoriser les travaux réalisés.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : coordinatrice salariée du projet, jeune en service civique, 1 animateur des débats (prestataire), 1 accompagnateur éducateur à l'écriture/expression artistique (prestataire), des bénévoles du Centre pour la participation aux débats et l'accompagnement des « ambassadeurs » à la diffusion dans les réseaux sociaux ; des bénévoles des associations membres du Centre expertes sur les thématiques ; les associations expertes du quartier; les Mairies, Conseils départementaux, Conseil Régional, pour soutien et valorisation

Moyens matériels : salles du Centre, flyers de communication, matériel d'expression artistique...

Intérêt régional :
L'objectif a été atteint en 2016 et 2017 à Paris et le succès de ce projet participatif encré dans le local permet d'envisager non seulement de le réitérer à Paris mais de l'étendre dans d'autres départements pour lui donner une dimension et une valorisation régionale.

Ce projet bénéficie d'une expérience. Il s'agit désormais d'exporter cet outil pour en faire bénéficier d'autres jeunes dans d'autres départements d'Ile-de-France, au cœur des quartiers sensibles, en travaillant avec les acteurs des territoires concernés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes lycéens ou non, de 16 à 25 ans mais une approche intergénérationnelle est envisageable, par exemple pour un café débat sur les discriminations LGBT-phobies et âgisme.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	900,00	5,50%
Services extérieurs	6 650,00	40,67%
Autres services extérieurs	500,00	3,06%
charges de personnel	8 300,00	50,76%
Total	16 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ressources propres	850,00	5,20%
Région Ile-de-France	5 000,00	30,58%
subvention d'exploitation PARIS)	9 700,00	59,33%
subvention d'exploitation (mairies)	800,00	4,89%
Total	16 350,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025028

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORCER L'ÉDUCATION POUR ET PAR LE VIVRE ENSEMBLE AUPRÈS DES ÉQUIPES ÉDUCATIVES LOCALES ET DES FAMILLES, AU TRAVERS D'UNE DÉMARCHE SCIENTIFIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	20 000,00 €	50,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : BATIMENT COLOMBANI
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie BODEUX, Présidente

Date de publication au JO : 15 janvier 2000

N° SIRET : 42994326900044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Renforcer l'éducation pour et par le vivre ensemble auprès des équipes éducatives locales et des familles, au travers d'une démarche scientifique.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise à développer un programme d'accompagnement et d'émancipation auprès d'équipes éducatives locales et des temps de sensibilisation à destination des référents éducatifs familiaux.

En s'appuyant sur des outils pédagogiques basés sur la démarche expérimentale en sciences sociales,

l'objectif est de partager et de faire évoluer la manière dont ces questions sont traitées auprès des jeunes.

Objectifs :
- Sensibiliser et outiller les équipes éducatives de structures locales (ALSH, Espaces Jeunesses, Éducateurs Spécialisé, Éducateurs Sportifs,…) à une pédagogie originale pour aborder les problématiques de discriminations et de racisme,
- Sensibiliser les référents familiaux (parents, aînés, adultes référents) à aborder ces thématiques en leurs donnant les clés de la mise à distance des discours et analyse au travers d'une approche scientifique et contextualisée.
- Enrichir les pratiques éducatives en matière de lutte contre les discriminations et démultiplier les programmes éducatifs sur le vivre-ensemble,
- Favoriser l'accès à une offre éducative formelle et non formelle de qualité pour les jeunes par la formation et la mise à disposition de ressources pédagogiques basées sur une approche scientifique qui favorisent la mise en situation de recherche, le questionnement et la coopération,
- Renforcer les échanges de pratiques, la coopération, la co-construction en matière de pédagogiques innovantes.

Description :
Le programme « Etre humain, Vivre ensemble » (collaboration Les Petits Débrouillards et La Fondation Lilian Thuram, Éducation contre le racisme) est un projet composé d'outils pédagogiques interactifs qui interrogent les notions de diversité, d'égalité, de stéréotypes, de préjugés, de racisme, d'interculturalité… Complémentaires d'autres approches éducatives, ils traitent du point de vue des sciences et de l'inter-pluridisciplinarité (biologie, génétique, sociologie, ethnologie, histoire, géographie...) les questions de racisme, de discrimination et d'égalité...

Le travail sur le territoire francilien a révélé les besoins cruciaux et la demande des acteurs de proximité à disposer d'outils pour accompagner leurs échanges avec les jeunes.

Il est proposé, pour ce faire, deux types d'interventions :
- Des sessions de sensibilisation (cycle de 2 journées) à destination des acteurs éducatifs locaux (effectif : 12)
Ces temps ont pour objectif d'outiller les éducateurs aussi bien aux techniques de débat ; alimenter en notions et techniques permettant l'objectivation du sujet ; initier aux postures pédagogiques qui favorisent l'écoute et la prise de parole. Nous souhaitons solliciter les partenaires locaux travaillant sur ces questions afin de garantir des orientations en accord avec les problématiques locales, enrichir les échanges de pratiques et par la même renforcer la synergie partenariale locale.

- Des échanges (cycle de 3 interventions) à destination des familles (parents et jeunes). En collaboration avec les conseils citoyens de quartiers, associations de résidents, CSC et mairies, nous proposons, des temps conviviaux, type « Café des Sciences » durant lesquels les participants seront invités, au travers de l'expérimentation scientifique de parcours pédagogiques thématiques sur les questions d'interculturalité, de stéréotypes ou encore du genre, à réfléchir et faire afin de mieux s'approprier les notions et enjeux inhérents à ces questions.

Moyens mis en œuvre :
- Mise à disposition de l'ensemble de outils de la campagne (exposition interactive « Mission H », parcours pédagogiques sur l'interculturalité, les stéréotypes, racisme et le genre, films de la campagne, au titre de supports de pratiques.
- Mobilisation d'un formateur et d'un référent formateur de la campagne Être Humain – Vivre Ensemble garants de l'adéquation des contenus avec les besoins des territoires et en assurant la transmission et l'évaluation.
- Mobilisation d'un chargé de développement local assurant le lien et la cohérence avec le territoire.

- Mobilisation d'un Service Civique dédié à la campagne.
- Mobilisation de médiateurs de la campagne.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Professionnels éducatifs, familles et jeunes des territoires concernés localisés en politique de la ville.
Professionnels éducatifs: animateurs territoriaux (espace jeunes, PIJ, Missions locales, Éducateurs de prévention, Éducateurs spécialisés, agents de collectivités service à la population...)
Familles: parents et jeunes à partir de 15 ans.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 000,00	20,00%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	5,00%
Impôts et taxes	252,00	1,26%
Rémunération des personnels	7 928,00	39,64%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	4 520,00	22,60%
Charges fixes et de fonctionnement	1 000,00	5,00%
Documentation	1 300,00	6,50%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ACSE	2 500,00	12,50%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	50,00%
Subvention Commune (sollicitée)	2 500,00	12,50%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	5 000,00	25,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	40 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2014	Méditerranée	25 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	38 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	5 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	20 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	16 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	2 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	34 700,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
2017	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	22 900,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €

	Montant total	499 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025030

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ESPACE PUBLIC ET PLACE DES FEMMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	90 000,00 €	27,78 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DES FOSSES JEAN
Adresse administrative : 11 RUE JULES MICHELET
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sandrine HENAULT-DANO, Présidente

Date de publication au JO : 20 février 1975

N° SIRET : 30355774800025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : « Espace public et place des femmes »

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
1. Favoriser l'insertion professionnelle des femmes d'origine étrangère
2. Accompagner les femmes vers l'accès à l'autonomie et la connaissance de soi
3. Favoriser la place des femmes dans l'espace public et lutter contre les violences faites aux femmes
4. Développer des actions permettant de sensibiliser les jeunes du quartier aux problématiques liées au sexisme

Description :
Le projet se propose de mettre en place :
- plusieurs permanences juridiques hebdomadaires de 2h favorisant l'insertion des femmes (permanence insertion pro, accompagnement entrepreneuriat, droit du travail, droit des étrangers)
- un lieu d'accueil parents-enfants favorisant l'autonomie des femmes et leur permettant d'obtenir un mode de garde gratuit et innovant leur laissant plus de latitude pour effectuer leurs différentes démarches administratives et activités.
- deux permanences hebdomadaires spécifiques : une première animée par une juriste spécialisée dans les violences faites aux femmes et une seconde animée par une psychologue clinicienne (spécialisée dans la même thématique)
- différentes actions de sensibilisation auprès des jeunes du quartier et de la structure concernant le sexisme : création de courts métrages, ateliers de théâtre, participation à l'élaboration de la journée de la femme, etc...

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet vise prioritairement les femmes, de tous âges et résidant principalement sur la ville de Colombes.

Localisation géographique :
- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	7 860,00	8,73%
Achats non stockés de matières et fournitures	2 300,00	2,56%
Locations	3 500,00	3,89%
Assurance	2 300,00	2,56%
Services bancaires et assimilés	2 500,00	2,78%
Impôts et taxes	850,00	0,94%
Rémunération des personnels	49 954,00	55,50%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	20 736,00	23,04%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	20 000,00	22,22%
Subvention État (sollicitée)	5 000,00	5,56%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	27,78%
Subvention Commune (sollicitée)	10 000,00	11,11%
ASP	15 000,00	16,67%
Subvention Département (sollicitée)	1 500,00	1,67%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	13 500,00	15,00%
Total	90 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	2 800,00 €
2014	Soutien à la prévention	5 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	3 750,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	30 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	23 886,00 €
	Montant total	65 436,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025047

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ETUDE PARTICIPATIVE SUR LA PLACE DES FILLES ET DES FEMMES NIGÉRIANES VICTIMES DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	42 500,00 €	35,29 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADBDF LES AMIS DU BUS DES FEMMES
Adresse administrative : 58 RUE DES AMANDIERS
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE GIL, Présidente

Date de publication au JO : 20 juillet 1994

N° SIRET : 39904958400036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : la réalisation d'une étude participative sur la place des filles et des femmes nigérianes victimes de Traite des Êtres Humains sur la voie publique de la ZSP du 18ème arrondissement de Paris

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis une vingtaine d'années, la traite des femmes originaires du Sud-ouest du Nigéria, et notamment de la ville de Bénin City, est un phénomène croissant dans la Région Île de France. L'arrondissement du 18ème, en particulier les quartiers de Château-Rouge, Marcadet, Poissonniers et Marx Dormoy, est largement touché par ce phénomène.

Aussi le projet vise-t-il à :
- dénoncer et lutter contre les discriminations dont sont victimes les filles et les femmes nigérianes victimes de traite des êtres humains présentes dans le 18ème arrondissement de Paris;
- favoriser l'information des riverains et des acteurs policiers et associatifs du 18ème sur le parcours de ces femmes et leur vécu, en favorisant l'évolution des représentations et la déconstruction des stéréotypes;
- favoriser le dialogue entre ces femmes et les différents acteurs du quartier en vue de leur intégration et leur mobilisation collective contre la traite.

Description :
Premier semestre 2018 : Renforcer les capacités et mobiliser les femmes nigérianes (Maraudes en bus et à pieds, seules ou avec les correspondants de nuit pour aller à la rencontre des femmes nigérianes qui se prostituent et identifier les femmes victimes de TEH et les mineures ; Accompagnement individuel pluridisciplinaire pour favoriser le renforcement des capacités des femmes via l'accès aux droits, à l'apprentissage du français, mise à l'abri, soutien psychologique et accompagnement dans l'intégration ; Mise en place des groupes de parole avec une psychologue pour favoriser le dialogue et la mobilisation collective, lutter contre la souffrance et l'isolement).

Juillet 2018 à février 2019 :
- Constituer et animer un groupe de travail et d'écriture collective,
- Définir une méthodologie d'enquête pour étudier le rapport entre les femmes et l'espace public de la ZSP 18e notamment,
- Etude des interactions entre les femmes nigérianes et les intervenants associatifs, les correspondants de nuit de la Mairie, la police, les riverains...au sein de ce territoire
- Etude de l'espace vécu (découpage du territoire, compréhension de l'espace) et de l'espace perçu (connaissances géographiques, attitudes des hommes, emprise et injonctions des proxénètes...) ;
- Mener des travaux d'écriture collectifs pour la rédaction d'un numéro des livres de la collection "Victoria Voice»)

Mars à décembre 2019 :
Publication et diffusion des résultats dans un numéro de la collection "Victoria Voice" (1- Publier le livre numéro 5 de la collection à raison de 50 exemplaires en français à destination des acteurs franciliens et 50 exemplaires en anglais à destination des femmes nigérianes ; 2- Diffuser le livre par le biais de ses auteures dans le cadre d'interventions).

Moyens mis en œuvre :
Chef de projet pôle TEH - 0.10 ETP : Coordination du projet
Chargée de mission pôle TEH 0.3 ETP : Maraudes ; Co-animation du groupe ; Supervision écriture
Psychologue : Co-animation du groupe ; Création d'un espace de parole et de dialogue (Honoraires sur facture)
Assistante sociale - 0.15 ETP : Accompagnement vers le droit
Professeur ASL / FLE - 0.15 ETP : Apprentissage du Français
Conseillère emploi/formation - 0.15 ETP : Accompagnement
Graphiste partenaire (Honoraires sur facture)

Moyen matériel :
- bus de prévention pour effectuer des maraudes
- local d'accueil de jour situé dans le 20ème arrondissement de Paris

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
-Jeunes femmes de nationalités nigérianes, victimes de traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, contraintes de se prostituer dans le 18ème arrondissement de Paris (Château-Rouge, Marcadet, Poissonniers, Marx Dormoy).
- Forces de l'ordre, associations, institutions intervenant sur le territoire

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
autres services extérieurs (personnel extérieur)	3 500,00	8,24%
charges de personnel (rémunération du personnel, charges sociales)	38 000,00	89,41%
autres charges de gestion courante	1 000,00	2,35%
Total	42 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention d'exploitation (DELEGATION REGIONALE DROITS Des FEMMES)	27 500,00	64,71%
Subvention d'exploitation (REGION ILE DE FRANCE)	15 000,00	35,29%
Total	42 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programmes triennaux destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	50 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	20 000,00 €

	Montant total	70 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025050

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET MULTIDIMENSIONNEL POUR LE LIEN SOCIAL ET LA CITOYENNETÉ ET CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	133 600,00 €	7,49 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFPAD ASSOCIATION POUR LA FORMATION, LA PREVENTION ET L'ACCES AU DROIT
Adresse administrative : 7 PLACE DE LA LIBERATION
93380 PIERREFITTE S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel FOURCADE, Président

Date de publication au JO : 3 février 2001

N° SIRET : 43512104100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : la mise en place d'un projet multidimensionnel pour le lien social et la citoyenneté et contre le décrochage scolaire

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :

- Sensibiliser les lycéens et les collégiens sur les valeurs de la République, de la citoyenneté et de la laïcité,
- Lutter contre le décrochage scolaire,
- Aider les parents dans leurs relations à leurs enfants, à la ville et à l'école,
- Impliquer les partenaires concernés à la réflexion, la réalisation et l'évaluation du projet,
- Rapprocher les jeunes et les institutions.

Description :
- Accueil des lycéens exclus d'un établissement au sein de l'association pendant le temps d'exclusion. Dans cet espace géré par l'équipe de l'association (éducateur, psychologue, juriste, médiateur, artiste), les élèves sont accueillis pour une meilleure compréhension de leurs problématiques et de leur réintégration à l'école. Accueil chaque année de 150 à 200 élèves.
- Citoyenneté aux jeunes : ensemble d'actions dans les collèges et le lycée afin de sensibiliser les jeunes sur les valeurs fondatrices de la société, le dialogue, la non-violence, etc. Intervention dans les classes, formation de délégués de classe sur la médiation et la culture de la non-violence afin qu'ils s'approprient les règles de la vie commune et du vivre ensemble. Est également mené un programme intitulé "Jeunes, police, justice" qui permet chaque année d'accueillir pendant une semaine les élèves concernés et d'organiser des rencontres avec la police nationale et départementale; la municipalité, la justice et des professionnels du droit.
- Travail avec les parents dans leurs relations à leurs enfants, à l'école et à la ville.
Actions parents-école-ville, points d'accueil des parents dans les collèges conjointement gérés par l'association et les établissements scolaires, rencontres, formations, sorties...
Encouragement des parents à participer bénévolement à la vie des associations de quartiers pour qu'ils puissent partager leurs expériences avec d'autres habitants.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels : Locaux de l'AFPAD et tous les moyens associés (photocopieur, téléphone, bureaux et salle de formation et de rencontre, ...),
Local mis à disposition par la Municipalité, salles dans les collèges et le lycée et d'une salle à la Maison du Temps Libre (ville de Stains) pour la formation des délégués.

Moyens humains : équipe qualifiée et un ensemble d'intervenants ponctuels (formateurs, etc.). La place et le rôle des bénévoles dans les actions menées est un facteur très important.

Moyens financiers : L'association est financée par la municipalité de Pierrefitte-sur-Seine, l'Etat (crédits politique de la ville - fipd), le conseil départemental, l'ARS, Caf, bailleurs sociaux, le Fse.

Intérêt régional :
L'association est membre actif du projet européen CREE-A dans lequel 8 pays et 13 universités européens participent sur les questions de médiation sociale comme outil d'inclusion sociale et prévention de la radicalisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les collégiens, les lycéens, et les adultes, majoritairement issus des quartiers politique de la ville

Localisation géographique :

- PIERREFITTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats	9 591,00	7,18%
Services extérieurs	550,00	0,41%
Autres services extérieurs	18 750,00	14,03%
charges de personnel	104 709,00	78,38%
Total	133 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ACSE FIPD	28 000,00	20,96%
ARS	8 000,00	5,99%
REGION ILE DE FRANCE	10 000,00	7,49%
DEPARTEMENT	21 000,00	15,72%
COMMUNES	20 000,00	14,97%
CAF	6 600,00	4,94%
FONDS EUROPEENS	40 000,00	29,94%
Total	133 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la médiation	5 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	20 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	15 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025056

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉER UN PÔLE TERRITORIAL DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	112 443,00 €	7,11 %	8 000,00 €
		Montant Total de la subvention	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA GERBE
Adresse administrative : 13 RUE DES FONTENELLES
78920 ECQUEVILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe FOURNIER, Président

Date de publication au JO : 9 avril 2005

N° SIRET : 41982466900040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : créer un Pôle Territorial de Coopération Économique pour lutter contre la fracture territoriale, développer le lien social et créer des emplois

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Rassembler l'ensemble des acteurs (citoyens, associations, monde économique, collectivités et pouvoirs publics) dans une nouvelle dynamique sur le territoire pour transformer la ville en créant un PTCE ayant pour objectif /défi : Zéro chômage aux Mureaux sur 5 à 10 ans.

Le PTCE, véritable catalyseur d'énergie permettra de faire avancer dans une même synergie l'ensemble des acteurs, hommes, femmes et jeunes en renforçant le lien social pour arriver au : développement de l'activité économique, du tourisme, de l'écologie et de la solidarité internationale.

Description :
Durant toute l'année 2017, les actions se présentent comme suit :

1er Trimestre 2017 :
- Rencontre avec les différents acteurs : associations culturelles et cultuelles, Collectivités, Entreprises, habitants clefs, et autres partenaires potentiels.
- Démarche participative auprès des habitants des quartiers difficiles qui a permis de rassembler énormément d'idées aujourd'hui contenues dans un document Google partagé.

2ème Trimestre 2017 :
Enclencher une dynamique partenariale entre les acteurs pour un embryon de PTCE
Recherche d'acteurs extérieurs pouvant renforcer la demande sur l'ensemble des thématiques

3ème Trimestre 2017 :
Poser les bases du PTCE, construire la structure juridique, proposer les statuts co-construits avec les acteurs en présence.
Lancement des premières offres en encourageants les clubs à proposer également des offres touristiques

4ème Trimestre 2017 :
Lancement du PTCE et de la dynamique sur la ville des Mureaux. Mise en place des outils web pour faciliter les liens entre les acteurs.
Développement des offres en liens avec les habitants
Installation du siège social du PTCE et lancement officiel de la ville pilote en France

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 1 responsable projet à plein temps, 1/2 temps du directeur structure La Gerbe, services Civiques et 7 stagiaires HEC, appui d'une chargée de relation presse
Moyens matériels : bureau équipé d'une ligne téléphone et internet.

Intérêt régional :
Le projet de création d'un Pôle Territorial de Coopération Économique rentre dans la dynamique régionale de développement de la cohésion sociale et territoriale. Il permettra de lutter efficacement contre les inégalités en matière professionnelle plus spécifiquement dans les quartiers en politique de la ville, de renforcer le lien social entre habitants en rapprochant tous les acteurs du territoire. Il permettra également de développer le tissu économique par le développement du tourisme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les quartiers en politique de la ville en union avec le reste de la ville des Mureaux.
Appui particulier aux femmes des quartiers avec un accompagnement pour la mise en place des repas chez l'habitant

Accompagnement des jeunes sur l'appui à l'initiative et intégration dans le projet global

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SALAIRES ET CHARGES	88 635,00	78,83%
ACHAT DE MATERIELS	6 540,00	5,82%
DEPLACEMENTS REPAS LOCATION SALLE	1 800,00	1,60%
PLATEFORME COLLABORATIVE	9 788,00	8,70%
DEBUT PREMIERE ACTION	5 680,00	5,05%
Total	112 443,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ASP	8 000,00	7,11%
DEPARTEMENT ACTION SOCIAE	15 000,00	13,34%
CGET MICIT PREF	15 000,00	13,34%
GPSEO	15 000,00	13,34%
ACTIVIT'Y	30 000,00	26,68%
LA DIRECCT	5 000,00	4,45%
DLA BGE	5 000,00	4,45%
FONDS PROPRES	11 443,00	10,18%
REGION ILE DE FRANCE	8 000,00	7,11%
Total	112 443,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025067

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MÉDIATION ÉDUCATIVE, CULTURELLE ET ARTISTIQUE ART DE LA LANGUE ET LE NUMÉRIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	222 995,00 €	4,48 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVVEJ
Adresse administrative : 1 PLACE CHARLES DE GAULLE
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE LEDOS

Date de publication au JO : 29 octobre 1950

N° SIRET : 30051303300674

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : "Studio Traversée": médiation éducative, culturelle et artistique ; art de la Langue etNumérique - parcours pour apprendre à apprendre - insertion sociale et de sensibilisation professionnelle

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Projet au cœur de l'e-éducation. Les nouvelles technologies ont enclenchées des mutations numériques dans différents secteurs notamment en termes d'intervention sociale et professionnelle. Comment concevoir et développer de nouvelles approches impliquant le bénéficiaire de manière ascendante via une pédagogie (enseignement mutualisé, pédagogie du troisième type) et des outils innovants (MOOC,

serious games, réalité virtuelle, réalité augmentée, web-documentaires, applications mobiles, réseaux sociaux, classes inversées ...) permettant de construire avec les apprenants le processus d'apprentissage.

Ce projet a pour objectifs :
- la prévention, l'accès au droit commun et l'insertion ;
- la valorisation des arts numériques et de la langue via un parcours d'expérimentation aux usages numériques ;
- aider à devenir architecte de son propre savoir, inventeur ;
- favoriser la participation des structures du territoire (éducatives, sociales..) ;
- développer des liens de recherche/action et recherche/valorisation avec les universités.

Description :
Ce projet se veut un parcours sur 2 ans avec une première année expérimentale pour initier les participants au numérique afin de les amener à passer de la place d'utilisateur à celle de concepteur. Á travers, différents ateliers ils expérimentent différents domaines (programmation numérique, conception de sites, blog web, réalisation de jeux vidéo notamment serious game ou applications). Une attention particulière est portée à la connaissance et la pratique de la langue française avec des ateliers offrant autres domaines apprentissage (ateliers de doublage, de présentation de projet, documentation, communication, scénarisation).

Exemple des contenus abordés : l'expression orale, la transmission orale, le travail sur la voix - la découverte des métiers, la rencontres avec des professionnels, la réalisation d'interviews, la présentation des projets devant des professionnels - les techniques : du conte, de documentation, de présentation de projets (pitch), de narration et l'écriture de dialogues - le français, le travail sur le style, la narration, la synthèse, la médiation scientifique, l'organisation du contenu journalistique, l'approche critique documentée - la rédaction et la mise en forme du contenu, le partage sur les réseaux sociaux.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- de l'association : 5 professionnels (équipe pluridisciplinaire), 1 coordinateur, 1 secrétariat comptabilité
- extérieurs : Equipe recherche et intervention Studio Traversée : 1 docteur en science cognitive, 1 doctorante, 4 intervenants extérieurs (1 game designer, enseignant et développeur web et jeux vidéo au CRI (Centre de Recherche interdisciplinaires relié à Paris-Descartes) - 1 formatrice FLE (français langue étrangère), spécialisée en méthodes participatives, formatrice et médiatrice en sciences et environnement – photographe journaliste www.toufikoulmi.com. - 1 dessinateur film d'animation, graphiste, illustrateur, ancien dessinateur de chez Disney France (Tarzan, Kuzco, ..)
Groupe de bénévoles en master du CRI afin d'aider à l'animation de certains ateliers voire évènements.

Moyens techniques : Le partenariat CNRS et CRI de ce projet permet d'avoir des mise à disposition d'espaces autres que les locaux de Rencontre 93 où se déroulera la plupart des ateliers outre de la mise à disposition de matériel.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans une recherche-action avec le CNRS (Institut des systèmes complexes paris 13ème) et va permettre de diffuser l'évaluation et la recherche de ce projet à travers différentes instances et à des niveaux d'échelles pluriels [communal (instances : politique de la ville, plaine commune), départemental (ODPE, DDCS), régional (EHESS, URIOPSS).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public très éloigné des technologies digitales
Jeunes en situation de déscolarisation avec de grandes difficultés d'insertion, jeunes adultes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles.

Groupe mixte hétérogène sur le mode de la libre adhésion avec une mise en responsabilité quant à l'engagement attendu.

Le nombre de participants par sessions est fixé à 20, au total 40 personnes bénéficiaires directs et indirects : 150 collégiens.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats (matériel, ateliers, autres fournitures)	12 500,00	5,61%
services extérieurs (frais intervenants extérieurs, déplacements IDF, communication, formation)	36 595,00	16,41%
autres services extérieurs (recherche évaluation, capitalisation, valorisation)	114 528,00	51,36%
autres services extérieurs (rémunération, charges, poste stagiaires)	59 372,00	26,62%
Total	222 995,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits (rencontre 92, CNRS recherche)	177 495,00	79,60%
financements publics (ministère de la culture et de la communication ACCORDE)	5 000,00	2,24%
financements publics (REGION ILE DE FRANCE)	10 000,00	4,48%
financements publics (ETAT CUCS ACCORDE)	20 000,00	8,97%
financements publics (Commune : ACCORDE)	4 000,00	1,79%
financements privés (RSE - MECENAT)	6 500,00	2,91%
Total	222 995,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025068

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MOBILISATION, FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS ASSOCIATIFS ET HABITANTS SUR LES VALEURS DE LA RÉPLIQUE ET DE LA CITOYENNETÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	13 370,00 €	48,62 %	6 500,00 €
	Montant Total de la subvention		6 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FIAISM FEMMES INTER ASSOCIATION ISM
Adresse administrative : 21 TER RUE VOLTAIRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Thérèse AUCLAIR, Présidente

Date de publication au JO : 27 mai 1987

N° SIRET : 34930533400048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Mobilisation, formation et accompagnement des acteur.rice.s associatif.ve.s et habitant.e.s des quartiers politique de la ville sur les valeurs de la République et la citoyenneté

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet est centré sur 3 axes : des formations, des ateliers de sensibilisation et des rencontres départementales.

Les objectifs généraux de ce projet sont :
-transmettre les valeurs de la république et le principe de laïcité à la fois aux acteurs associatifs et habitants des quartiers prioritaires, par la formation et la sensibilisation ;
-favoriser le dialogue et les échanges entre habitants des quartiers prioritaires sur les thématiques de la citoyenneté et laïcité, et renforcer les liens sociaux ;

-mobiliser la participation des acteurs associatifs et habitants autour de rencontres départementales favorisant le mieux vivre ensemble.

Description :
•3 formations « Comprendre la laïcité et le fait religieux pour agir » de 2 jours, à destination des acteurs associatifs. Apport de connaissances historiques et juridiques en matière de laïcité, ainsi que des réponses concrètes pour enrichir le référentiel des pratiques professionnelles et bénévoles et savoir comment agir dans des situations complexes.
Programme : Définition de la laïcité, rappel historique, application juridique, mises en situation, présentation des acteurs et outils pédagogiques en matière de laïcité
Environ 40 à 45 participant.e.s attendu.e.s (3 groupes de 15 personnes).

•6 ateliers (2 par département) à destination des habitants, afin de réfléchir avec eux au vivre ensemble et développer le dialogue dans un cadre bienveillant.
Contenu prévisionnel : Brainstorming et définitions, Vidéos explicatives sur la laïcité, Historique de la laïcité en France, Quelques notions juridiques essentielles, Jeux pédagogiques, Discussion sur des cas vécus, notamment sur la discrimination liée à la religion.
Environ 50 à 70 participant.e.s attendu.e.s (6 ateliers x10 personnes).

•2 journées de rencontres interdépartementales (dans le 91 et le 94) pour permettre aux acteurs et habitants des divers quartiers de se rencontrer et d'échanger sur les questions de laïcité et de citoyenneté.
Contenu : deux tables-rondes sur la laïcité et la citoyenneté, mutualisation d'outils, partages d'expériences, échanges.
Nombre de participant.e.s attendu.e.s : environ 100 à 150 personnes (50 à 80 personnes par rencontre).

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 2 salariées de FIA et des intervenant.e.s extérieur.e.s.

Moyens matériels : Local de FIA à Evry, avec bureau, salle de réunion et matériel informatique ; siège à Paris ; locaux mis à disposition par les membres du réseau, des partenaires et des collectivités locales ; location de salle pour les formations et les rencontres.

Moyens pédagogiques : supports pédagogiques (vidéos, powerpoint, jeux de cartes, ...) ; documents (guides, bibliographies, ...) ; outils créés par FIA et par d'autres associations et institutions partenaires.

Intérêt régional :
FIA est un réseau national d'associations particulièrement bien implanté en Ile-de-France, notamment à Paris, dans le Val-de-Marne et dans l'Essonne. Les actions menées par FIA leur permettent de se rencontrer et de développer des projets conjointement, même d'un département à l'autre.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Des responsables d'associations, salarié.e.s et bénévoles chargé.e.s d'activités (médiateur.rice.s, animateur.rice.s, accompagnateur.rice.s sociaux.ales, etc.) et leurs partenaires (travailleur.euse.s sociaux.ales, salarié.e.s des équipements de quartier, etc.).

Les habitant.e.s et familles des quartiers politiques de la ville concernés et des partenaires.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats non stockés matières et fournitures	400,00	2,99%
Services extérieurs (locations immobilières et mobilières)	1 700,00	12,72%
Autres services extérieurs (rémunérations, publicités, relations publiques, divers, frais postaux et télécommunications)	6 550,00	48,99%
Charges de personnel (rémunérations de personnel, charges sociales et frais de personnel)	4 720,00	35,30%
Total	13 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources Propres	320,00	2,39%
Autres financements (CGET)	3 000,00	22,44%
Autres financements (DAAEN	3 550,00	26,55%
Subvention d'exploitation (REGION ILE DE FRANCE)	6 500,00	48,62%
Total	13 370,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	30 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en	10 000,00 €

	fonctionnement (CR46-14)	
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025074

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FORMATION EN DIRECTION DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR ENFANCE-JEUNESSE SUR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE PAR LA PRATIQUE DU JEU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	28 350,00 €	17,64 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DE FORMATION D'ANIMATION ET DE CONSEIL DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 12 BD MAURICE BERTEAUX 95130 FRANCONVILLE LA GARENNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE SUEUR, Président

Date de publication au JO : 9 juillet 1991

N° SIRET : 38862995800041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Formation en direction des professionnels de proximité intervenant dans le champ enfance-jeunesse sur les valeurs de la République Française par la pratique du jeu Outil : guide IFAC UNICEF

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :

- Répondre aux besoins de qualification des encadrants des ACM (Accueil Collectif de Mineurs) et/ou accueils de jeunes (maisons de proximité, centres sociaux...)
- Renforcer l'adhésion aux valeurs de République, l'éducation à la citoyenneté, la lutte contre les discriminations, et le vivre ensemble
- Clarifier certaines notions liées aux valeurs de la République
- Comprendre le rôle des professionnels de proximité intervenant dans le champ enfance-jeunesse face aux valeurs de la République.
- Savoir utiliser différentes techniques d'animations telles que les jeux

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure "Formation des acteurs de premier niveau", prévu dans le cadre du Comité Interministériel à l'Egalité et à la Citoyenneté du 6 mars 2015 qui visent à répondre aux besoins de qualification des encadrants des ACM, et concernant en priorité le renforcement à l'adhésion aux valeurs de la République.

Description :
- création d'un socle commun concernant les valeurs de la république
Le formateur démarre par une sensibilisation sur les valeurs communes de la République sous forme de supports ludiques, comme par exemple un remue-méninge, des court-métrages, des photos langages. Le formateur veille à la construction du débat d'intelligence collective.

- réalisation des liens entre les jeux utilisés au quotidien et les valeurs républicaines.
Les participants en équipe par thème (exemple jeux de société...) doivent trouver un jeu qu'ils utilisent au quotidien qui a pour apport un ou des fondements des valeurs citoyennes pour l'enfant.

- découverte de nouveaux jeux et mise en pratique
Chaque groupe va s'approprier un jeu du livret IFAC UNICEF.
Objectif : rapprocher la pratique du jeu aux valeurs de la république.

Un catalogue de différents jeux (jeux de société, de jeux coopératifs, et de jeux numériques) sera établi pour l'ensemble des participants. Il sera demandé aux participants de pratiquer ces jeux entre les deux demi-journées et de réaliser un retour de pratique au groupe.

Moyens mis en œuvre :
L'IFAC a travaillé en partenariat avec l'UNICEF sur un kit jeu facile à utiliser et à reproduire. L'action proposée permet d'exploiter ce kit au mieux par les professionnels de proximité intervenant auprès des enfants et des jeunes.

L'action est une intervention de 7h00 comptant 12 participants maximum avec un formateur professionnel formé par Ifac sur le thème de la citoyenneté et des valeurs de la République.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les animateurs des ACM (élémentaires et adolescents) dans les structures implantées dans des quartiers politique de la ville.

Sont concernés tous les animateurs : qualifiés ou non, titulaires, vacataires occasionnels, intervenants sur les TAP

Localisation géographique :

- CA VAL PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs	412,50	1,46%
Charges de personnel	27 937,50	98,54%
Total	28 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
BOP 163	23 000,00	81,13%
CRIDF	5 000,00	17,64%
Autres produits	350,00	1,23%
Total	28 350,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025079

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LUTTER CONTRE L'ILLETTRISME ET LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	35 819,00 €	27,92 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KEUR KAMER
Adresse administrative : 11 RUE CAILLAUX
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROBINSON NGAH ESSOH, Président

Date de publication au JO : 29 octobre 2011

N° SIRET : 79082459300020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Lutter contre l'illettrisme et favoriser l'accès au numérique, deux leviers d'insertion pour les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire parisien

Date prévisionnelle de début de projet : 11 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif prioritaire du projet est la résorption de deux gros handicaps qui constituent un véritable frein à l'insertion sociale et professionnelle : l'ILLETTRISME et la FRACTURE NUMERIQUE.

Le projet permet également de favoriser le lien social entre les jeunes résidents des foyers et résidences sociales et les autres jeunes du quartier à travers des ateliers de langues aux moyens du numérique. Cet outil qui redonnera le goût de la lecture et de l'écriture à ces jeunes parfois éloignés du numérique et dont

l'illettrisme constitue une barrière pour une utilisation optimale.

Description :
Il s'agit de mettre en place des ateliers linguistiques à visée professionnelle dont la finalité est d'acquérir un niveau de langue suffisant pour accéder aux ateliers d'inclusion numérique.

Ces ateliers de langue au moyen des outils numériques ont pour but de familiariser les bénéficiaires à l'usage des outils numériques dans le contexte actuel de la dématérialisation des démarches administratives et professionnelles dans notre société.
L'action porte à la base sur la résorption de l'illettrisme pour une meilleure insertion des jeunes. Mais une insertion est plus réussie lorsqu'elle intègre une valeur ajoutée qui est l'inclusion numérique dans le contexte précité.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels du projet:
- Salles des ateliers mises à disposition par le partenaire Adoma
- 20 ordinateurs fixes / portables pour les cours de français sur supports numériques.
- 6 tablettes pour les cours de français sur supports numériques.
- 6 smartphones pour les cours de français sur supports numériques.
- 1 lot de supports pédagogiques didactiques

Moyens humains du projet : 1 coordonnateur, 8 bénévoles, 2 salariés en contrat aidé, des ressources mutualisées du Réseau Alpha dont l'association fait partie.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Résidents des foyers et résidences sociales des quartiers politique de la ville du 13ème arrondissement de Paris du bailleur social Adoma dans un premier temps, puis progressivement dans les mêmes structures parisiennes au-delà du 13ème arrondissement, dans une démarche de développement et de duplication du projet.
Des jeunes en situation de grande précarité, isolés, en mal d'insertion sociale et professionnelle.
Les autres résidents du quartier hors foyers, rencontrant les mêmes problématiques d'illettrisme et d'exclusion numérique

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats	7 300,00	20,38%
Services extérieurs	8 050,00	22,47%
Autres services extérieurs	5 300,00	14,80%
charges de personnel	14 242,00	39,76%
Autres charges de gestion courante	927,00	2,59%
Total	35 819,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIDF	10 000,00	27,92%
VILLE DE PARIS	6 000,00	16,75%
CNASEA	8 819,00	24,62%
AIDES PRIVES	6 000,00	16,75%
DONS COTISATIONS LEGS	5 000,00	13,96%
Total	35 819,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025083

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FAVORISER LA PLACE DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	41 500,00 €	36,14 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES DORINE
Adresse administrative : 42 RUE STENDHAL
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JENNFER LEMPERT

Date de publication au JO : 4 juin 2016

N° SIRET : 82172728600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Favoriser la place des femmes dans l'espace public en travaillant sur les valeurs de la République et la citoyenneté, lutter contre les violences à leur encontre.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Ce projet a pour objectif de favoriser la place des femmes dans l'espace public en travaillant sur les valeurs de la République et la citoyenneté. Il s'agit de lutter contre les stratégies déployées à leur

encontre et qui ont pour projet leur invisibilisation par leur enfermement au domicile, le port du voile intégral forcé et par les restrictions de circulation qui leur sont imposées. Ce projet répond à la nécessité de contrer les stratégies et discours ciblés des fondamentalistes visant à essentialiser femmes et jeunes filles, à les cantonner à la sphère privée et à déliter le lien social. Il s'agit d'aider les professionnels à développer des pratiques et un travail en réseau afin de permettre à ces femmes de se réinscrire dans la République en :
1) Posant un diagnostic relatif aux besoins en formation des professionnels confrontés aux difficultés d'accès aux droits et à la citoyenneté des femmes prioritairement cibles et victimes des processus d'invisibilisation.
2) Proposant à ces professionnels des formations destinées à :
- Optimiser l'accueil, la compréhension, la prise en charge, le suivi et/ou l'accompagnement et la réinsertion sociale et professionnelle des femmes victimes de violences;
- Démontrer que les valeurs et le patrimoine historique de la France ont permis la constitution de l'État de droit démocratique et républicain qui se réalise avec l'égalité femmes-hommes. L'association Les Dorine a pour volonté d'offrir une revue des droits et une lecture de l'histoire qui se situe loin de tout manichéisme ou de tout angélisme. Le propos est d'offrir les outils d'appropriation de notre mémoire collective et de nos valeurs dans un « nous » qui nous réunisse, afin de résister tant à la haine des ennemis d'hier qu'aux repentances anachroniques, artificielles et destinées à attiser la concurrence victimaire à rebours de toute pensée universaliste.

Description :
Les Dorine proposera des formations et la mise à disposition d'une plaquette destinée aux professionnels dans l'accompagnement des femmes. Ce support sera destiné à les aider à être en capacité de détecter et d'agir face à des situations de radicalisation et de lutter contre les stratégies déployées à l'encontre des femmes et qui ont pour projet leur invisibilisation.

1) Formation
Les Dorine propose une action à dimension globale, qui répond à des besoins professionnels spécifiques. La démarche se décompose en quatre étapes principales : travailler sur ce qui biaise les pratiques, ce qui a trait à l'histoire des mentalités ; favoriser une compréhension des problématiques fondamentalistes, des stratégies visant à essentialiser femmes et jeunes filles, à les cantonner à la sphère privée et à déliter le lien social ; outiller les professionnels ; développer le travail en réseau.
L'action s'organisera donc autour d'idées-force clairement énoncées : le droit des femmes est constitutif des valeurs démocratiques et républicaines ; les stratégies visant à essentialiser femmes et jeunes filles sont une négation du droit et une atteinte aux libertés fondamentales.

2) Plaquette d'information
Les Dorine proposera une plaquette soit un guide pratique pour aider les professionnels dans l'accompagnement des femmes vers l'accès plein et entier à la citoyenneté. Il s'agit en effet pour eux d'offrir au public suivi la possibilité de choisir en dehors des injonctions sociales, communautaires et de groupe ; de travailler en faveur de la cohésion sociale ; et de lutter contre l'avancée du fondamentalisme qui exerce des pressions de groupe pour invisibiliser les femmes.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens humains mis en oeuvre : une directrice, formatrice et chef de projet (salariée), une psychologue (salariée)

Les moyens matériels mis en œuvre : Local de l'association, des contenus et des supports spécifiques, des sessions de formation, une mise en réseau

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les publics visés par cette action sont les suivants :

1) Pour la formation :
- Tous les acteurs de premier rang et de proximité, qui sont par exemple en charge de l'accueil ;
- Toutes les structures, administrations, institutions et tous les services du secteur social, du logement, de l'accueil, de l'emploi, de la santé, et de la justice ;
- Les professionnels de l'éducation spécialisée de la petite enfance, des associations départementales pour la sauvegarde de l'enfance ;

2) Pour la plaquette :
Femmes et des jeunes filles qu'accueillent et encadrent les professionnels suscités.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 400,00	8,19%
Services extérieurs	16 700,00	40,24%
Autres services extérieurs	8 600,00	20,72%
Charges de personnel	12 800,00	30,84%
Total	41 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRGF	5 000,00	12,05%
REGION ILE DE FRANCE	15 000,00	36,14%
DEPARTEMENT	3 000,00	7,23%
COMMUNE	500,00	1,20%
ORGANISMES SOCIAUX	3 000,00	7,23%
PROVISIONS	15 000,00	36,14%
Total	41 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025090

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATELIERS LAÏCITÉ, CITOYENNETÉ ET INTERCULTURALITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	53 635,00 €	18,64 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEP ASSOCIATION DYNAMIQUE EMPLOI
Adresse administrative : 9 CRS BLAISE PASCAL
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Florence BELLAMY, Présidente

Date de publication au JO : 2 octobre 1996

N° SIRET : 30977069100033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Ateliers laïcité, citoyenneté et interculturalité pour des jeunes éloignés de l'emploi et habitants les quartiers prioritaires Politique de la Ville

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Permettre aux jeunes d'avoir des savoirs suffisants pour construire l'esprit critique et éviter les dérives de radicalisation
- Permettre aux jeunes d'adopter un comportement laïc et citoyen
- Donner aux jeunes les outils d'apprentissage sur la vie citoyenne et interculturelle
- Encourager le vivre ensemble et accepter les différences de culture par une meilleure compréhension des autres

- Débattre des sujets de société actuels avec les jeunes
- Déconstruire les discours stéréotypés actuels et les thèses complotistes
- Travailler sur la socialisation des personnes
- Permettre aux jeunes de comprendre les principes fondamentaux de la République Française
- Visiter des lieux républicains (mairies, Assemblée Nationale, Hôtel Matignon…)
- Renforcer la cohésion sociale et territoriale
- Travailler sur l'égalité Femmes-Hommes

Description :
Après les graves événements qui ont bouleversé la France en 2015 et 2016, Dynamique Emploi propose de débattre notamment avec les jeunes dans le cadre d'ateliers sur les notions de laïcité, citoyenneté et interculturalité.

L'association souhaite proposer 18 ateliers (6 par an) de 3 séances d'une journée au public de Dynamique Emploi et notamment aux jeunes.

Les thématiques seront notamment les suivantes :
- le concept de laïcité, chemin de pacification et proposition universalisable
- le processus de laïcité
- l'apprentissage de la citoyenneté et égalité Femmes-Hommes
- le rapprochement des jeunes avec les institutions
- les fondamentaux de la République Française et l'action politique
- l'approche interculturelle

Ces ateliers comprennent des phases d'enseignement et des cas pratiques notamment sous forme de jeux. L'objectif est de transmettre des savoirs, susciter des interrogations, créer des débats et construire l'esprit critique, citoyen et laïc des interlocuteurs.
Des visites de monuments de la République Française pourront être organisées (Assemblée Nationale, Matignon, l'Elysée...)

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : chef de projet, responsable de Pôle, chargé de communication, référent d'action , assistante administrative

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes de 18 à 25 ans, éloignés de l'emploi et habitants les QPV
216 personnes sont visées par cette action.

Localisation géographique :
- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	7 131,00	13,30%
ACHAT DE PRESTATION	20 000,00	37,29%
DEPENSES DE PERSONNEL	22 004,00	41,03%
FRAIS DE DEPLACEMENT	4 500,00	8,39%
Total	53 635,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
GRAND PARIS SUD	43 635,00	81,36%
CRIDF	10 000,00	18,64%
Total	53 635,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	30 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 000,00 €
2016	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	22 325,00 €
2016	Passerelles entreprises	110 000,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 125,00 €
	Montant total	166 450,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025097

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DIPLOMÉS QPV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	109 652,00 €	27,36 %	30 000,00 €
		Montant Total de la subvention	30 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOS QUARTIERS ONT DES TALENTS
Adresse administrative : 34 RUE DES RENOUILLERES
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yazid CHIR, Président

Date de publication au JO : 27 mai 2006

N° SIRET : 49233068300037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Faire connaître le réseau "Nos Quartiers ont du Talent" auprès des jeunes diplômés QPV en IDF, les convaincre de l'efficacité du réseau et les accompagner vers l'insertion professionnelle

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
• Faire connaître le réseau "Nos quartiers ont des talents" (NQT) auprès des jeunes QPV en IDF en quête d'insertion professionnelle,
• Convaincre les jeunes les plus diplômés de l'efficacité du réseau NQT en IDF et des actions de parrainages,
• Accompagner un minimum de 500 jeunes QPV dans leur parcours d'insertion professionnel (en 2018),
• Créer du lien entre entreprises partenaires, parrains et jeunes diplômés franciliens.

Description :
Pour devenir la marque de référence en Île-de-France dans l'accompagnement des jeunes diplômés QPV en difficulté sur le marché du travail, le réseau NQT doit articuler ses actions autour du triptyque « informer, convaincre, faciliter » :
- Informer : faire connaître le réseau NQT aux jeunes d'Île-de-France résidant en QPV leur offrant l'opportunité de découvrir une structure répondant à leur problématique en utilisant des codes du Street-marketing.
- Convaincre : expliquer avec clarté le dispositif et prouver son efficacité via des échanges directs sur l'intérêt du parrainage. Rendre attractive l'image du dispositif en rappelant que 70% des jeunes accompagnés sortent positivement de NQT.
- Faciliter : simplifier le processus d'inscription au dispositif NQT afin d'ouvrir son réseau professionnel en allant à la rencontre directe des jeunes diplômés sur leur lieux de vie.

Ces trois axes combinés permettront à la fois d'atteindre le public cible à tous les niveaux, de consolider l'image du réseau face aux multiples institutions existantes et de faciliter l'accès pour les jeunes au réseau NQT résidant en Île-de-France. Un véritable cercle vertueux qui valorisera les valeurs de travail et d'égalité des chances sur ces territoires.

Moyens mis en œuvre :
NQT souhaite un minimum de 15 interventions en 2018 déclinées parmi les formats suivants :

1. Opération porte-à-porte :
NQT déploie une équipe de jeunes dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour rechercher les jeunes diplômés en difficulté. L'équipe effectue une véritable enquête de terrain. La mise en scène et la théâtralité de ces opérations permettront de produire du contenu à diffuser sur les réseaux sociaux de NQT.
2. Opération facs « NQT c'est quoi ? » :
NQT déploie une équipe de jeunes aux abords des universités pour une opération
micro-trottoir « NQT c'est quoi ? » auprès des étudiants.
3. Témoignages : Sous forme de mini-documentaires vidéo, NQT produit et diffuse les témoignages des jeunes issus de son réseau et de leurs parrains sur les supports de ses partenaires médias lors des créneaux propices pour capter les jeunes. Cette opération permet d'incarner le dispositif, de prouver l'efficacité et de cultiver les valeurs du réseau: solidarité, partage, réussite et transmission.
4. Opération Pôle-Emploi/Apec : NQT met en place des stands itinérants animés par des jeunes de son réseau. Leurs missions : informer, partager leur expérience et recruter de nouvelles générations de talents.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes diplômés Bac+3 et plus, âgés de moins de 30 ans, résidant les quartiers prioritaires ou issus de milieux sociaux défavorisés sur la région Île-de-France

La mobilisation peut se fait également en amont (focus étudiant) et viser:
- Les université et écoles supérieures
- Les associations étudiantes
- Bureau des Elèves (BDE)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
autres services extérieurs (solicom, publicité, publication)	35 000,00	31,92%
Charges de personnel (rémunération des personnels, charges sociales, autre charges de personnel)	56 377,00	51,41%
Charges fixes de fonctionnement	18 275,00	16,67%
Total	109 652,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention d'exploitation (REGION ILE DE FRANCE)	30 000,00	27,36%
Autres produits de gestion courante (fonds propres NQT)	79 652,00	72,64%
Total	109 652,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Expérimentations en faveur de l'emploi	50 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	9 000,00 €
	Montant total	59 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025115

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MENER UN PROGRAMME D'ATELIERS ARTISTIQUES ET CITOYENS MIX'ART POUR L'INSERTION SOCIALE ET CIVIQUE DE 100 ADOLESCENTS D'IME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	23 800,00 €	42,02 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARIANA
Adresse administrative : 15 RUE HELENE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Laurence ELUARD, Présidente

Date de publication au JO : 7 septembre 2002

N° SIRET : 48925534900032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Mener un programme d'ateliers artistiques et citoyens MIX'ART pour l'insertion sociale & civique de100 adolescents d'IME en situation de handicap scolarisés dans les quartiers prioritaires franciliens

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Le projet s'articule autour de 4 objectifs principaux :
1) Mener un programme d'ateliers artistiques, éducatifs et citoyens MIX'ART pour promouvoir l'engagement citoyen et l'appropriation des valeurs de la République auprès des jeunes en situation de

handicap scolarisés dans les IME.
2) Soutenir l'apprentissage du français, le parcours d'éducation artistique et culturel ainsi que le parcours citoyen autour d'une pratique participative du street art et de la bande dessinée, la rencontre avec des artistes, la transmission de techniques artistiques et la découverte culturelle des oeuvres et mouvements artistiques.
3) Promouvoir l'insertion sociale et civique au travers de la réalisation de fresques participatives associant BD et Street Art illustrant les valeurs citoyennes du sport.
4) Contribuer à la mutualisation et la valorisation des bonnes pratiques mises en œuvre dans le cadre du projet au travers de l'édition d'un album pédagogique retraçant les ateliers réalisés sur chaque site cible (témoignage des jeunes, des intervenants artistiques et socio-éducatifs, photo des productions artistiques réalisées).

Description :
Le principe d'intervention est de mener un total de 240 heures d'intervention : pour chaque IME, 2 intervenants artistiques seront mobilisés pour animer des séances de 20h de pratiques artistiques avec des groupes de jeunes, avec temps de préparation et d'accompagnement avec les équipes socio-pédagogiques partenaires dans les IME.

Ce projet conduit sur 2 années scolaires permet à 100 jeunes chaque année de vivre une expérience citoyenne et illustrer leur vision du Vivre Ensemble par le Faire Ensemble dans une démarche de mixité sociale et de mixité filles-garçons en développant la solidarité et l'entraide notamment la réalisation de planches de BD ou de productions collaboratives d'arts urbains dans leurs Etablissements.

L'association ARIANA souhaite également outiller les équipes éducatives en proposant un programme et des outils socio-éducatifs MIX'ART pour l'apprentissage du français et la transmission des valeurs de la République au public cible, dans le cadre d'activités participatives animées par les intervenants socio-artistiques MIX'ART.

Un album sera réalisé pour valoriser et diffuser auprès des professionnels de terrain les démarches pédagogiques et artistiques.

Moyens mis en œuvre :
Le kit pédagogique MIX'ART est mis à disposition par l'association ARIANA auprès de chaque classe. Il comprend :
- L'album avec 70 productions originales des artistes de bande dessinée et de street art du collectif MIX'ART illustrant leur vision du pluralisme artistique et de la diversité culturelle pour le vivre-ensemble et/ou le jeu des 7 familles MIX'ART.
- Le recueil des productions lauréates MIX'ART
- Une série de 4 affiches pour chaque élève de la classe
- une mallette MIX'ART POSCA (pack de marqueurs à peinture)
- Un ensemble d'outils pédagogiques en ligne régulièrement enrichi

Moyens humains : membres du bureau de l'association (présidente, trésorier et secrétaire général), 4 salariés et une dizaine de bénévoles. Des Universitaires et des artistes interviennent également dans la mise en œuvre de l'opération.

Moyens logistiques et techniques dédiés à l'action :
- ARIANA développe en compte propre des programmes et des outils socio-
éducatifs. Elle dispose de bureaux situés 15 rue Hélène, 75017 Paris. L'association gère un site internet www.mixart-ariana.com pour fournir des ressources sociopédagogiques.
- L'opération est menée sur le terrain dans les Instituts Médico-Educatifs participants.
- Les fresques participatives de Street Art sont réalisées sur les murs des établissements en extérieur ou en intérieur après avoir obtenu les autorisations nécessaires.

Chaque projet fait l'objet d'un accompagnement pédagogique et artistique distinct selon les besoins et les axes d'intervention des IME.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce programme d'ateliers est destiné à une centaine d'adolescents scolarisés dans six Instituts Médico-Educatifs franciliens situés dans des quartiers prioritaires de la politique de la Ville en Seine et Marne, Seine Saint Denis, Val d'Oise et Yvelines. Respect de la mixité femmes-hommes.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	3 780,00	15,88%
Achats non stockés de matières et fournitures	1 600,00	6,72%
Achats stockés Autres fournitures	400,00	1,68%
Locations	400,00	1,68%
Entretien et réparations	300,00	1,26%
Assurance	1 440,00	6,05%
Documentation	600,00	2,52%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 900,00	16,39%
Publicité, publications, relations publiques	1 600,00	6,72%
Déplacements, missions et réceptions	1 300,00	5,46%
Services bancaires et assimilés	480,00	2,02%
Rémunération des personnels	4 100,00	17,23%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	2 100,00	8,82%
Charges fixes et de fonctionnement	900,00	3,78%
Autres charges de gestion courante	900,00	3,78%
Total	23 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	4 000,00	16,81%
Subvention Région	10 000,00	42,02%
Mécénat parrainage	5 000,00	21,01%
Fonds propres	4 800,00	20,17%
Total	23 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2017	AIDES A LA REALISATION DE MANIFESTATIONS D'ARTS PLASTIQUES, NUMERIQUES ET URBAINS	10 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025121

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT DE 120 JEUNES FILLES DE QUARTIERS POPULAIRES DANS LEUR ORIENTATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	250 000,00 €	8,00 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REV ELLES
Adresse administrative : 29 SENTIER TORTUEUX
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Emira ZAAG, Présidente

Date de publication au JO : 4 janvier 2014

N° SIRET : 80053258200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Rêv'Elles souhaite accompagner 120 jeunes filles de quartiers populaires dans leur orientation sociale et professionnelle via son programme pédagogique phare d'une semaine "RVL ton potentiel"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Rêv'Elles souhaite poursuivre et renforcer son partenariat avec les bailleurs ICF Habitat La Sablière et Osica pour accompagner 120 jeunes filles issues de quartiers populaires, dans leur insertion sociale et professionnelle. Une partie de ces jeunes filles seront résidentes du patrimoine d'Osica et de la Sablière.

Les objectifs de ce projet :
- Lutter contre les causes d'inégalités en défaveur des jeunes filles de milieux populaires : améliorer leur

confiance en elles, les aider à ne pas s'autocensurer, définir leur ambition professionnelle, leur offrir des modèles identificatoires et une meilleure connaissance du monde professionnel,
- Offrir aux bailleurs l'opportunité d'apporter leur contribution aux politiques de l'emploi en faveur des jeunes, enjeu majeur des objectifs et des orientations des contrats de ville,
- développer pour l'association des partenariats avec les acteurs de l'éducation et de la prévention sur les territoires où sont présent les bailleurs
- favoriser l'amélioration du climat social en favorisant le parcours scolaire et professionnel des filles de locataires,
- impulser une nouvelle forme de dialogue entre habitants et bailleurs,
- encourager les jeunes filles à devenir actrices de leur quartier,
- contribuer à la déstigmatisation des quartiers d'habitat social,
- croiser les regards et les parcours en faisant se rencontrer les jeunes filles des différents territoires,

Description :
L'association propose aux jeunes filles un accompagnement d'un an qui se déroule de la manière suivante :

Etape 1 (pour construire son projet)
Rêv'Elles ton potentiel : programme phare d'aide à l'orientation et au renforcement du pouvoir d'agir, basé sur 5 principes : des ateliers collectifs, un accompagnement individuel, des méthodes participatives et innovantes, l'intervention de femmes « rôles modèles » inspirantes et une immersion en entreprise, qui leur ouvrent de nouveaux horizons. 5 jours d'ateliers collectifs et 2 heures de suivi individuel. Ce programme a lieu 3 fois par an et accueille 25 participantes. Objectifs : prendre confiance en soi, se familiariser avec le monde de l'entreprise, rencontrer des femmes inspirantes qui vont partager leur expérience et conseiller.

Etape 2 : (Pour approfondir son projet)
-Les journées « Rêv'Elles moi ta vie de … » : une jeune femme accompagne une autre femme durant une journée dans son entreprise, afin de découvrir son métier et son quotidien.
-Les Cafés Rêv'Elles sont des cafés débat de 2h30 sur des thèmes en lien avec le pouvoir d'agir féminin. Ils sont l'occasion pour les participantes de débattre de sujets qui les touchent, de rencontrer des rôles modèles et de développer leur réseau.
-La communauté Rêv'Elles : Elle regroupe toutes les jeunes femmes accompagnées et les rôles modèles lors d'événements pédagogiques (appelées commissions) tels que des visites d'institutions, des rencontres avec des femmes inspirantes, des ateliers pratiques (sur la rédaction de CV, réalisations d'articles et d'interviews etc).

Moyens mis en œuvre :
Ressources humaines : 10% du temps de travail de la directrice ; 10% du temps de la responsable de partenariats et de la communication ; 40% du temps de la responsable des programmes ; 70% du temps de la chargée d'accompagnement ; 70% du temps de la responsable pédagogique ; l'intervention de 5 co-facilitatrices de 40 rôles modèles.

Besoin matériels : matériel d'animation, salles

Partenariat :
- Les bailleurs : Afin de mobiliser les jeunes filles, les bailleurs et Rêv'elles impliqueront leurs réseaux locaux de partenaires. Une présentation et sensibilisation auprès des gardiens et des Conseillères sociales, qui sont en contact direct avec les locataires sera organisée par le biais de réunions animées par la responsable des programmes Rêv'elles.

- Les associations de quartiers, missions locales, centre sociaux, éducateurs de rue qui identifient parmi leurs bénéficiaires celles qui ont besoin d'être accompagnées.

- Les entreprises, qui accueillent lors des journées "Rêv'Elles-moi l'entreprise" et "Rêv'Elles-moi ta vie de..." et permettent à leurs collaboratrices de devenir rôles modèles et de témoigner de leurs parcours. Elles participent également au financement de nos actions.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Depuis sa création en 2013, 260 jeunes femmes issues de toute l'Ile-de-France accompagnées.
Profil des jeunes femmes accompagnées depuis 2013 :
-17 ans : 32% ; -16 ans : 23% ; -18 ans : 13% ; -15 ans : 10% ; -20 ans : 4% ; -14 ans : 3% ; -22 ans : 1% ; -21 ans : 1%?

Plus de 87% des participantes sont issues de villes comportant des quartiers prioritaires. En 3 ans, 158 jeunes femmes issues de plus de 40 villes d'Ile-de-France ont été accompagnées.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS	10 000,00	4,00%
CHARGES DE PERSONNELS	136 560,00	54,62%
SERVICES EXT (prestations de services hors location, locations, rémunérations intermédiaires, publications, déplacements…)	103 440,00	41,38%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	20 000,00	8,00%
VILLE DE PARIS	10 000,00	4,00%
EST ENSEMBLE	10 000,00	4,00%
PLAINE COMMUNE	10 000,00	4,00%
FONDATIONS (EDF, RAJA, ORANGE...)	200 000,00	80,00%
Total	250 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	7 000,00 €
2016	Olympe	29 128,00 €
2017	Olympe	29 696,00 €
	Montant total	65 824,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025127

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	182 838,00 €	5,47 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PIMMS DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 11 MAIL FEDERICO GARCIA LORCA
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre POINSIGNON, Président

Date de publication au JO : 10 mars 2007

N° SIRET : 49453716000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : renforcer la cohésion sociale et territoriale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Le Pimms de Noisy le Grand a pour vocation de lutter contre l'exclusion des populations fragilisées, le non recours à l'accès au droit, de contribuer à rétablir le lien social.

Il est implanté sur le territoire depuis 10 ans et a développé depuis un an une permanence dans un autre

quartier de la ville (Quartier du Champy) afin de répondre plus largement aux besoins du territoire en offrant un service de proximité. C'est un lieu d'accueil ouvert à tous, sans distinction d'âge, de lieu d'habitation, d'origines ou de genre. Il vise à accompagner les personnes à travers leurs difficultés quotidiennes et à les soutenir dans leurs démarches administratives et financières.

Le PIMMS participe au renforcement de la cohésion sociale et territoriale, en poursuivant différents objectifs. L'action vise à :
- Améliorer l'accès au droit des populations,
- Lutter contre la fracture numérique,
- Proposer des services non satisfaits par les services Public (permanence avec un conciliateur de justice, défenseur des droits, SOS Victime, …),
- Recréer du lien social,
- Sensibiliser et impliquer les habitants à l'amélioration de leurs conditions de vie,
- Être un tremplin professionnel pour les salariés (l'ensemble des salariés recrutés résident dans la ville de Sevran ou les villes voisines),

Description :
Au-delà de son accueil des populations dans le cadre de permanences, le Pimms souhaite développer de nouvelles actions en lien avec le numérique et former des agents médiateurs.

La multiplication des télés procédure (CAF, Préfecture, Pole emploi …) a accentué la fracture numérique (notamment pour les personnes les plus âgées, les familles monoparentales essentiellement des femmes, les personnes en situation handicap). Il existe un besoin important concernant l'utilisation des outils numériques.

En outre, l'action du Pimms de Noisy le Grand vise à participer au dynamisme du quartier par la mise en place d'actions qui font participer les habitants. En tant qu'acteur, les habitants seront à même de participer à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humain : 7 médiateurs
- Partenaires: ville de Noisy-le-Grand, EDF, Engie, La Poste, Véolia eau île de France, Bailleurs sociaux (I3F, Emmaüs Habitat, Efidis), Enedis
- Le conseil d'administration du PIMMS se compose de l'ensemble des représentants des partenaires.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants de la Ville de Noisy-le-Grand et plus précisément Quartier du Pavé Neuf (78%). Egalement les habitants résidant dans d'autres communes de la Seine-Saint-Denis.
En 2016, le PIMMS a effectué près de 4800 médiations. Les agents médiateurs ont pu répondre à 14 375 motifs d'accueil.

Localisation géographique : NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnels (salaires nets)	94 968,00	51,94%
Charges	62 700,00	34,29%
Achats (fournitures de bureaux)	2 500,00	1,37%
Services extérieurs (photocopieur, location informatique, maintenance informatique, assurances)	9 160,00	5,01%
autres services extérieurs (Cabinet comptables, contrat de franchise sociale, communication, frais de transport en commun, tél et internet, tel portable, frais postaux, serv bancaire)	7 510,00	4,11%
Frais de formation (uniformation, formations externes/UNPIMMS)	6 000,00	3,28%
Total	182 838,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention d'exploitation (ETAT, Emploi avenir, ACSE, MSAP, AR1, AR2, AR SUP))	113 136,00	61,88%
subvention d'exploitation (Commune)	7 500,00	4,10%
Subvention sollicitée (REGION ILE DE FRANCE : QPV)	10 000,00	5,47%
CAF	5 600,00	3,06%
Subvention privé	46 602,00	25,49%
Total	182 838,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025128

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ORGANISATION D'ATELIERS RÉCRÉATIFS ET SPORTIFS POUR JEUNES FILLES DU QUARTIER DES INDES SARTROUVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	28 350,00 €	17,64 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IFAC SARTROUVILLE ANIMATION
Adresse administrative : 102 AVENUE HORTENSE FOUBERT
78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Martial DUTAILLY, Directeur Général

Date de publication au JO : 25 juillet 1985

N° SIRET : 33273739400723

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Organisation d'ateliers récréatifs et sportifs pour jeunes filles du quartier des Indes Sartrouville et suivi, par un adulte relais scolaire, dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Dans le cadre d'une complémentarité des actions engagées sur le territoire du quartier des Indes à Sartrouville, Ifac Sartrouville Animation propose d'organiser des ateliers récréatifs et sportifs pour les

jeunes filles de ce quartier et un suivi, par un adulte relais scolaire, dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire.

Description :
Sous la tutelle de l'association Ifac (Institut de Formation d'animation et de Conseil), association à but non-lucratif, à vocation éducative, sociale et territoriale, Ifac Sartrouville Animation (ISA) gère et organise les loisirs périscolaires et extrascolaires des enfants de 3 à 17 ans de la ville de Sartrouville.

L'Espace 11-17, structure dite "ouverte", développe, en direction du public concerné, des activités de loisirs et effectue des activités de prévention. Tous les mercredis, y compris ceux des vacances scolaires, en dehors du mois d'août, hors les murs, est pratiquée une animation de rue dans le quartier des Indes en proposant des ateliers de loisirs et sportifs.

A l'origine ouvert pour répondre à une demande grandissante d'autonomie des jeunes de 11 à 17 ans (par opposition aux structures dites fermées que sont les accueils de loisirs), l'Espace Jeunes ne reçoit que des jeunes issus des quartiers du Vieux Pays (majoritairement) et des Indes (dans une très moindre mesure) et de surcroit uniquement des jeunes garçons. Une tentative d'accueil des jeunes filles a été faite pendant un temps en intégrant dans l'équipe d'animation une animatrice expérimentée, mais cela n'a pas eu les effets attendus. Les débuts ont été porteurs d'espoir mais les effectifs ont très vite été en forte baisse.

L'animation de rue (action hors les murs directement faite dans le quartier des Indes ayant comme support le kit sportif) qui se déroule tous les mercredis et qui a été étendue à une journée par semaine lors des vacances scolaires est, elle, par contre fréquentée par des jeunes filles (qui restent à quantifier), non pas pour participer aux tournois sportifs, mais pour utiliser les jeux de société mis à la disposition pendant ces temps. Dès janvier 2018 l'adulte relais axera son travail vers le décrochage scolaire des filles en partenariat avec les établissements scolaires et les dispositifs déjà mis en place.

Moyens mis en œuvre :
Un premier travail, préparatoire au projet, sera engagé, avec les personnels concernés : 1 animateur des animations de rue (qui viendra renforcer l'équipe existante) et un adulte relais scolaire en charge du projet. Il s'agira d'une prise de connaissance et d'une mise en relation de confiance entre les adultes et le public ciblé.
Il prendra la forme d'ateliers d'animations sportives et récréatives avec des interventions ponctuelles de nos partenaires réguliers et futurs et permettra d'engager une nécessaire dynamique pour le projet tous les mercredis de 14h à 19h.
Dès le mois de janvier 2018, en plus de l'action "animation de rue", l'adulte relais scolaire mettra en place des ateliers spécifiques de lutte contre le décrochage scolaire qui privilégieront l'écoute et l'attention avec pour principal support l'écrit et d'autres formes d'expression artistique en partenariat avec la MJC, présente sur le quartier.
Dans le même temps, l'adulte relais scolaire prendra part aux formations spécifiques de ce domaine soit par l'intermédiaire du dispositif "Ifac campus" soit aux formations proposées par l'OPCA.

Intérêt régional :
La place des femmes dans l'espace public occupe un thème d'autant plus central lorsqu'on le corrèle avec celui des valeurs républicaines et citoyennes. Ainsi, pour occuper cette place les femmes, ici des jeunes femmes, n'ont d'autres choix que d'épouser les valeurs pré-citées mais aussi de sentir que ces valeurs sont aussi partagées par les hommes. C'est dans ce sens que le travail qui sera proposé dans (essentiellement pour les garçons) et en dehors de l'Espace Jeunes 11-17 ans sera double. Cette action nous incitera à travailler plus largement sur les rapports sociaux de sexe (rapport assimilé à une tension qui traverse la société mettant en confrontation les êtres humains, cf Kergoat) ce qui permettra d'accrocher directement le thème de la place de la femme dans la société. Tout l'intérêt de cette démarche réside aussi dans le fait que le décrochage scolaire des jeunes ne prend que très peu en

compte les différences, les causes et les conséquences à plus long terme de ce phénomène entre les sexes. En ciblant le public des jeunes filles, ceux-ci seront mis en avant et cette action contribuera au rétrécissement des conséquences du décrochage scolaire entre filles et garçons.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est les jeunes filles de 11 à 17 ans résidentes du quartier des Indes de Sartrouville en situation de décrochage scolaire.

Localisation géographique :

- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs (déplacements, missions)	412,50	1,46%
Charges de personnel	27 937,50	98,54%
Total	28 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	23 000,00	81,13%
Subvention Région	5 000,00	17,64%
Autres produits de gestion courante	350,00	1,23%
Total	28 350,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025131

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VOLONTAIRES EN RÉSIDENCE POUR LA RÉUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	131 937,00 €	11,37 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFEV - ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE
Adresse administrative : 26 BIS RUE DE CHATEAU LANDON 75010 PARIS 10
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nathalie MENARD, Présidente

Date de publication au JO : 7 février 1998

N° SIRET : 39032205500034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : 'Volontaires en résidence pour la réussite'

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La réussite des jeunes signifie à la fois développer ses capacités scolaires mais aussi être en mesure d'avoir une posture ouverte et de dialogue dans ses relations sociales. Afin de contribuer à ces objectifs, l'Afev met en œuvre le projet 'Volontaires en résidence pour la réussite' à l'échelle de l'Ile-de-France.

Ce projet repose sur l'intervention de volontaires en service civique accompagnés par l'Afev dans les établissements scolaires pour mener des projets concrets et animer des ateliers dont les objectifs sont définis avec les équipes éducatives et sont complémentaires avec les dispositifs existants, en utilisant des pédagogies relevant de l'éducation populaire : méthodes participatives, collaboratives, reposant sur le jeu.

Le projet concerne des élèves scolarisés en primaire et au collège et vise trois objectifs principaux :
-lutte contre le décrochage scolaire à travers des accompagnements en petits groupes de jeunes confrontés à des fragilités scolaires.
-amélioration du climat scolaire et appropriation des valeurs de citoyenneté à travers des actions et ateliers axés sur l'éducation à la citoyenneté et au vivre ensemble (sur l'égalité filles-garçons, le harcèlement, les discriminations, …)
-prévention de l'illettrisme à travers des accompagnement et activités visant à développer l'aisance à l'oral et dans la lecture et la maitrise de la langue française

Description :
Le projet 'volontaire en résidence pour la réussite' cible 32 écoles et collèges appartenant aux mêmes réseaux d'éducation prioritaire (REP ou REP+). Il s'inscrit dans un partenariat avec l'Education nationale et est soutenu par le CGET.

Un à deux volontaires en service civique interviennent tout au long de l'année scolaire à raison de 10h à 16h par semaine 'en résidence'. Leur action s'inscrit dans le cadre d'un partenariat et de projets coconstruits avec les personnels éducatifs des établissements. Ces jeunes engagés ont une posture bien spécifique, ni professeurs, ni pairs, ils sont des tiers qui développent des projets avec les jeunes.

Dans ce cadre, ils animent sur temps scolaire ou hors temps scolaire :
- 2 ateliers hebdomadaires tout au long de l'année (ou par trimestre) destinés à des petits groupes d'enfants et de jeunes. Les thématiques sont déterminées en lien avec les équipes éducatives. Ils sont animés par le/les volontaires utilisant des méthodes pédagogiques participatives et le montage de projets collectifs. Exemples : la communication non violente / le harcèlement numérique / les relations filles – garçons / la mise en valeur des talents des jeunes / atelier d'expression orale / …
- des temps d'accompagnement individuels ou en semi-collectif, axés sur le soutien méthodologique et la posture par rapport aux apprentissages, le soutien scolaire et sur la lecture pour les plus jeunes.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- 4 ETP salariés (délégués territoriaux et chargés de développement local). Ils assurent le recrutement, l'accompagnement et la formation des volontaires et la coordination des projets en lien avec les collectivités, l'éducation nationale, les partenaires associatifs. Le déploiement de l'action nécessite un temps de montage de projet assuré par les délégués territoriaux.

- 30 volontaires en service civique recrutés par les équipes de l'Afev, accompagnés et formées tout au long de l'année (96 heures de formation portant sur les valeurs associatives, sur l'accompagnement individuel, sur le 'volontariat en résidence' et sur les pédagogies collaboratives et participatives d'éducation populaire, formation civique et citoyenne).

Moyens logistiques : les locaux des antennes de l'Afev

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Enfants scolarisés en primaire ou au collège dans des établissements relevant de l'éducation prioritaire / habitants en quartiers relevant de la politique de la ville.

Jeunes en fragilité scolaire, dentifiés par les équipes éducatives. Dans un certain nombre d'établissements, des actions sont spécifiquement déployées en direction de jeunes scolarisés en UPE2A ou en direction de jeunes ne parlant pas français dans leur cadre familial.

36 enfants par établissement touchés directement par l'action. De plus, 60 autres jeunes et les parents des enfants participant à l'action sont associés plusieurs fois dans l'année (restitutions…). 1152 enfants seront touchés directement par l'action.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 134,00	6,17%
Frais de personnel	108 840,00	82,49%
Services externes (locations, documentation, formations et séminaires)	10 788,00	8,18%
Déplacements, missions et réceptions	2 475,00	1,88%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 700,00	1,29%
Total	131 937,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	48 970,00	37,12%
Subvention Région	15 000,00	11,37%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	9 100,00	6,90%
Subvention Commune (sollicitée)	14 500,00	10,99%
Subvention Département (sollicitée)	10 000,00	7,58%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	6 044,00	4,58%
Organismes privés	28 323,00	21,47%
Total	131 937,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	80 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	20 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	84 000,00 €

2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	6 000,00 €
2017	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d’aide aux familles	35 000,00 €
	Montant total	250 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025137

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DÉVELOPPER DES ACTIONS INNOVANTES EN FAVEUR DE LA COHÉSION SOCIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	37 075,00 €	26,97 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
Adresse administrative : 101 Q BRANLY
75740 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie RICHARD, Présidente

Date de publication au JO : 19 mai 1969

N° SIRET : 77568560500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Développer des actions innovantes en faveur de la cohésion sociale: lutte contre le décrochage scolaire et discriminations, défense des valeurs de la République, place des femmes dans l'espace public

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Lutte contre le décrochage et soutien à la réussite scolaire : prévenir le décrochage, agir pour

accompagner les décrocheurs, garantir l'égalité des chances.

- Promouvoir les initiatives citoyennes pour réaffirmer les valeurs de la République : actions de professionnalisation aux acteurs de l'AIO (structures d'accueil-information-orientation), en priorité situés dans les QPV.
Les formations visent à apporter des réponses aux demandes et situations rencontrées dans l'exercice de ses fonctions, dans une logique de dialogue avec les jeunes.

- Favoriser la place des femmes dans l'espace public : Favoriser le mieux vivre ensemble en défendant les droits des femmes et leur place dans l'espace public; communiquer sur le thème des discriminations portant sur le genre; casser la vision stéréotypée que les deux sexes entretiennent l'un vis-à-vis de l'autre (stage, travail, vie quotidienne, vie affective...); mettre en exergue aussi la dimension interculturelle.

Description :
1 - CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE :
-Un regroupement sur 1 journée : 20 personnes - Intervention d'experts, témoignages de professionnels de pairs à pairs
-Regroupement thématique sur le décrochage scolaire : enjeux, politique de lutte et de prévention, rôle des acteurs, dispositifs, passerelles, bilan partagé et actions sur le territoire
-Réalisation de vidéos, de tutoriels, de quizz, tests, réseaux sociaux et chaine youtube CIDJ
-Réalisation d'une publication CIDJ hors-série « Essentiels » sur le thème de la prévention du décrochage scolaire. Ce document servira de support pédagogique tant pour le regroupement thématique que pour accompagner les structures IJ porteuses de projets locaux
-Rédaction, édition et diffusion de contenus sur le site www.cidj.com des contenus innovants sur la prévention du décrochage scolaire

2 - PROMOUVOIR LES INITIATIVES CITOYENNES POUR REAFFIRMER LES VALEURS DE LA REPUBLIQUE
-Module « Prévenir et repérer les risques de radicalisation violente » traitant de la problématique de la radicalisation et de l'extrémisme violent : acquisition de connaissances et de compréhension du phénomène complexe. Capacité de participer à la lutte contre la radicalisation (identification des basculements et actions de prévention des risques). 1 journée de formation, 15 personnes
-Edition d'un guide sur la radicalisation et l'extrémisme violent pour aborder avec les jeunes des concepts permettant de prévenir le basculement dans l'extrémisme violent. Outil à destination des professionnels accueillant du public jeunes vivant dans les quartiers les plus isolés
-1 journée d'échanges entre pairs pour mettre en place des dispositifs d'expression citoyenne : échange sur les expériences et mutualisation d'outils et méthodes entre professionnels. Acquisition des méthodes et outils pour mener des projets d'expression des jeunes au sein de la structure ou hors les murs / 20 personnes

3 - LA PLACE DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC
-1 conférence-débat traitant de la thématique Egalité filles/garçons et le poids des stéréotypes. Aider les professionnels dans les QPV à tisser des liens avec les partenaires locaux, identifier les dispositifs les ressources et les acteurs existants.
-1 formation complémentaire « analyse de pratiques » sur la posture du professionnel aux questions de discrimination de genre et de violence et mutualiser pratiques, outil

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Professionnels de l'accueil, de l'information, de l'orientation, de l'insertion sociale des jeunes, en priorité les structures implantées dans les quartiers politiques de la Ville. 50% du réseau Information Jeunesse francilien est concerné.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	25 382,00	68,46%
Frais de structure	1 947,00	5,25%
Frais postaux et frais de télécommunications	3 000,00	8,09%
Frais d'impression	5 146,00	13,88%
Repas	1 600,00	4,32%
Total	37 075,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	10 000,00	26,97%
Fonds propres	27 075,00	73,03%
Total	37 075,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	302 000,00 €
2015	Actions européennes	18 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	363 500,00 €
	Montant total	683 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025138

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉER DU LIEN SOCIAL, FAVORISER LE MIEUX VIVRE ENSEMBLE ET DÉFENDRE LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LA CITOYENNETÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	126 069,00 €	7,93 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE SOCIAL LES DOUCETTES
Adresse administrative : 33 RUE DU TIERS POT
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LEILA BOUMAT, Présidente

Date de publication au JO : 18 mars 1992

N° SIRET : 38816108500039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Créer du lien social favoriser le mieux vivre ensemble Défendre les valeurs de la république et la citoyenneté Favoriser la place des femmes dans l'espace public et lutter contre toutes violences

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Dynamiser le tissu associatif en étant un appui aux projets des associations et en soutenant leurs

actions au niveau logistique.
- Mettre en place des activités et animations en plein air ; Associer les habitants, partenaires et associations à la réalisation, préparation et bilans des animations.
- Ateliers d'échanges de savoirs (tricot, couture, peinture, cuisine…)

Description :
ANIMATIONS POUR RENFORCER LA COHESION SOCIALE ET TERRITORIALE
Mise en place d'animations dans des endroits stratégiques pour favoriser les échanges et l'implication de tous. Réalisation de + 45 évènements/an.
Tous ces animations seront préparées par et avec les habitants/associations/partenaires.

Exemples : semaine de la Femme du 07 mars au 11 mars, carnaval, chasse aux œufs, immeuble en Fête, Fripe party initiée et encadrée par le collectif femmes, Sport-dimanche matin, fête de Quartiers, loto, cinéma en plein air, Doucettes plages, Forum des associations, Portes ouvertes, K'faites en plein air (sorties d'écoles), Soirée Halloween, stands de noël, spectacles.

Moyens mis en œuvre :
Matériels : 5 salles d'activités, sono, stands, salle informatique, cuisine, piscines gonflables, matériels éducatifs (stands animation), chaises de jardin, tables de jardin, jeux d'eau, matériels de cuisine

Humains : 2 animatrices médiatrice, 1 coordinatrice, 2 animateurs de loisirs, bénévoles, toute l'équipe pour les animations

Dans le domaine de l'écoute et l'orientation, l'association a différents partenaires (services de la Ville, l'espace Ecoute Parents, la MJD, le SSD, la CAF).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les habitants, amicales, associations

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	8 080,00	6,41%
Achats stockés Autres fournitures	1 200,00	0,95%
Locations	2 800,00	2,22%
Entretien et réparations	1 200,00	0,95%
Documentation	600,00	0,48%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 600,00	2,06%
Publicité, publications, relations publiques	100,00	0,08%
Déplacements, missions et réceptions	200,00	0,16%
Rémunération des personnels	77 155,00	61,20%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	31 934,00	25,33%
Autres charges de personnel	200,00	0,16%
Total	126 069,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	3 700,00	2,93%
Subvention État (sollicitée)	30 000,00	23,80%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	19 749,00	15,67%
Subvention Région	10 000,00	7,93%
Subvention Commune (sollicitée)	8 000,00	6,35%
CAF	4 600,00	3,65%
ASP - CNASEA	11 350,00	9,00%
poste Fonjep	3 318,00	2,63%
Contributions volontaires en nature	6 712,00	5,32%
Ludothèque	8 706,00	6,91%
Subvention à trouver	11 228,00	8,91%
Subvention ludothèque	8 706,00	6,91%
Total	126 069,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	30 000,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	30 000,00 €
2017	Phénix	11 500,00 €
	Montant total	83 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025153

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LUTTE POUR L'ACCROCHAGE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	167 102,00 €	5,98 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APCIS ACCUEIL PREVENTIONS CULTURES INTERCOMMUNAUTAIRE ET SOLIDAIRE
Adresse administrative : 4 RUE GUILLAUME APOLLINAIRE
93240 STAINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nathalie VICTOR, Présidente

Date de publication au JO : 18 février 1990

N° SIRET : 38093562700030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : « Lutte pour l'accrochage scolaire » - Accueil et Accompagnement des collégiens en situation d'exclusion temporaire et de leurs parents/ Stains, Épinay-sur-Seine et Bagnolet

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Favoriser la réussite éducative

• Lutter contre le décrochage scolaire
• Soutenir la parentalité
• Prévention des conduites à risques
• Promotion de la citoyenneté

Description :
L'APCIS a obtenu l'agrément académique « associations éducatives complémentaires de l'enseignement public » par le rectorat de Créteil.

L'orientation vers le dispositif est effectuée par le collège. La prise en charge par l'APCIS est immédiate sans délais d'attente et sans conditions. Tous les élèves peuvent être accueillis durant leur exclusion. Un suivi après retour au collège se poursuit. L'accueil et l'accompagnement du jeune et de sa famille s'effectue dans les locaux de l'association

La prise en charge est au minimum d'une demi-journée dès l'exclusion prononcée, au plus 2 mois. L'orientation vers le dispositif est effectuée par le collège, à raison de 5 élèves maximum soit une capacité de 15 jeunes accueillis en simultanés. L'association rencontre le jeune et les parents. Le matin, l'élève fait ses devoirs et les après-midis, un entretien et/ou activités de "réparation" avec l'élève ont lieu. Le dispositif crée des conditions propices pour mobiliser des leviers éducatifs à même de motiver un changement de comportement chez l'élève

L'originalité du dispositif est de prévenir le décrochage scolaire précoce des collégiens exclus temporairement en proposant durant tout le temps de l'exclusion un accueil spécifique : affirmation du caractère éducatif de la sanction et de la facilitation du retour au collège, maintien du statut et du niveau de l'élève, renforcement de la supervision parentale, la prévention du désœuvrement ...

Moyens mis en œuvre :
A Stains : coordinatrice du dispositif à l'APCIS, éducateurs, psychologue qui intervient une demi-journée par semaine pour animer des groupes de parole de jeunes exclus, directrice (10% ETP), directrice adjointe (5% ETP) assure le montage et l'équilibre financier du projet.

A Epinay-sur seine : 1 éducateur qui assure l'accueil des élèves, les entretiens avec les parents et les jeunes et le suivi après le retour du jeune au collège ; 1 monitrice éducatrice, 1 coordinatrice/chef de projet (30% ETP), qui assure la liaison avec les collèges, la coordination du projet et de l'équipe.

A Bagnolet: 1 éducateur assure l'accueil des élèves, les entretiens avec les parents et les jeunes et le suivi après le retour du jeune au collège ; 1 à 2 professeurs passent donner des contrôles et/ou donner des devoirs, et/ou discuter avec les jeunes et/ou leur famille.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
310 adolescents de 11 à 16 ans (27% de moins de 13 ans et 73% de 13 à 16 ans), filles et garçons, et 200 parents. Majoritairement issus des quartiers en politique de la ville de Stains, Épinay-sur-Seine et à Bagnolet.

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat matières et fournitures	5 200,00	2,56%
Entretien et réparations	1 500,00	0,91%
Assurance	2 700,00	1,65%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 500,00	2,13%
Déplacements, missions et réceptions	3 700,00	2,25%
Rémunération des personnels	113 647,00	67,43%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	32 055,00	19,53%
Autres charges de personnel	2 000,00	1,22%
Achats stockés Autres fournitures	2 800,00	1,71%
Total	167 102,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	51 000,00	30,52%
Subvention Département (sollicitée)	48 000,00	28,72%
Subvention Fonds européens (sollicitée)	58 102,00	34,77%
Subvention Région	10 000,00	5,98%
Total	167 102,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	9 600,00 €
2015	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	33 600,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	39 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	33 431,00 €
	Montant total	115 631,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025154

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARCOURS D'INTÉGRATION GLOBAL "FEMMES DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	12 100,00 €	41,32 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LECTURES NOMADES
Adresse administrative : 1 AV DE VERDUN
92390 VILLENEUVE LA GARENNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François TOURNADRE, Président

Date de publication au JO : 23 juillet 2011

N° SIRET : 42958875900036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Parcours d'intégration global "Femmes des Quartiers Prioritaires de la Ville"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Lever les freins à l'intégration des femmes issues des quartiers prioritaires de la ville et rencontrant des difficultés sociales et linguistiques.
- Rompre l'isolement des femmes (sortir du cercle intrafamilial ou du repli communautaire). Permettre par le biais d'activités adaptées et complémentaires de créer des liens sociaux ; Favoriser leur autonomie ; Favoriser la mobilité et l'ouverture, accompagner la fréquentation des lieux institutionnels, sociaux et culturels ; Permettre une action à visée globale, incluant la famille, pour sécuriser l'intégration des mères

et épouses et créer des dynamiques (émulation dans les apprentissages, donner l'envie de faire des sorties avec les enfants, etc...)
- Revaloriser la femme en favorisant l'estime et la confiance en soi, notamment par une meilleure maîtrise de la langue française (comprendre et se faire comprendre) mais aussi dans l'enrichissement des cultures et des compétences de chacune (imbrication cultures d'origines/ culture du pays d'accueil, mise en place d'ateliers loisirs où chacune pourra partager son savoir faire ex: atelier cuisine, atelier jardinage, atelier origami, lectures, etc...) ; Favoriser une meilleure connaissance des droits et des instances, ainsi qu'une meilleure approche des services. Retrouver une citoyenneté active (réappropriation des espaces, épanouissement social, sentiment d'égalité et de liberté d'action retrouvée).

Description :
Un parcours global a été imaginé, qui s'adresse particulièrement à ces femmes que les dispositifs existants ne pouvaient chacun, accompagner qu'en partie. Une coopération avec la permanence linguistique de la ville et les partenaires acteurs des ateliers parents-enfants s'est mise en place pour donner vie à ce projet.

L'association propose 4 axes d'ateliers, se déclinant sur différents modes suivant qu'ils se dérouleront sur du temps scolaire ou de vacances :
- Axe Langue française : 4 à 6h/semaines de cours sur 26 semaines (préparation Delf, cours informatique, oral).
- Axe Culture et loisirs : 1 à 2 sorties/trimestre + 1 à 4 rdv « loisirs »/semaine durant les vacances. Ces ateliers, thématiques, se dérouleront hors-les-murs (accompagnement pédibus) : expo, lectures de square, arts plastiques de rue, projet « cuisine et potager » avec plasticienne.
- Axe Sociolinguistique et parentalité : 1 rdv hebdo parents-enfants, accompagné de professionnels (bains de langage ludiques et groupe d'échanges collaboratifs et participatifs) + 1 projet familial aux vacances de février.
- Axe Autonomie et citoyenneté : 1 à 2 ateliers « approches des services »/trimestre +2rdv «facile ma ville »/vacances (découverte des institutions, soutien administratif, débats citoyens...

Moyens mis en œuvre :
Humains: 3 lecteurs médiateurs du livre, 2 coordinatrices des 2 pôles de l'association, 6 formateurs bénévoles en charge des cours d'alphabétisation et FLE, 3 animateurs bénévoles en lecture ou arts plastiques, un stagiaire et un volontaire en service civique.

Les 4 enseignants de l'école accueillant les ateliers parents-enfants, ainsi que les 2 coordinatrices en charge pour l'une de la permanence linguistique sur la ville et pour l'autre des projets familiaux de réussite éducative viendront compléter l'équipe de façon ponctuelle, afin de créer une dynamique d'intervention globale.

Logistiques : 1 salle de cours, 1 salle d'animation, 1 local de travail, 1 local avec cuisine prêté par les bailleurs / 1 parcelle de jardinage / matériel travail et cours / fonds de livres conséquent et matériel de lecture extérieure (tapis, banc, bacs et valises de livres, diable de transports, véhicule léger, matériel de maintenance pour protéger les livres et les entretenir / matériel d'entretien courant

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Bénéficiaires directs : femmes résidant en quartiers politique de la ville (l'aire 2029 étant très étendue, sera prise en compte la notion de « quartier vécu » qui permet d'inclure les habitantes des 33,5% de logements sociaux situés en dehors du quartier prioritaire et les résidentes du parc locatif privé qui, à Villeneuve-la-Garenne, concentre davantage de ménages pauvres que dans le parc social).

Bénéficiaires indirects : plusieurs hommes partagent les cours d'alphabétisation avec ces femmes.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LA-GARENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 040,00	8,60%
Services extérieurs	730,00	6,03%
Autres services extérieurs	1 990,00	16,45%
Rémunération des personnels	8 340,00	68,93%
Total	12 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	5 000,00	41,32%
Subvention Département (sollicitée)	3 000,00	24,79%
Subvention Commune (sollicitée)	4 100,00	33,88%
Total	12 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025163

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE ET SOUTIEN DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE À TRAVERS UN DISPOSITIF D'ACCUEIL DES COLLÉGIENS EN EXCLUSION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	61 487,00 €	24,40 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PASSERELLE POUR L'INTEGRATION ET L'INSERTION
Adresse administrative : 2 PROMENADE MICHEL SIMON
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mamadou WASSI, Président

Date de publication au JO : 22 avril 2006

N° SIRET : 49094842900025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Lutte contre le décrochage et soutien de la réussite scolaire à travers un dispositif d'accueil des collégiens en exclusion pour favoriser leur retour à la scolarité ou à l'apprentissage.

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Cette action consiste à prendre en charge les jeunes en exclusion temporaire ou définitive, en rupture

scolaire, décrochage passif ou actif. Le but est la remobilisation et la socialisation de ces jeunes afin d'éviter les situations d'abandon définitif de la scolarité et de désaffiliation et de rupture sociale.

Description :
- Accueil au sein de l'association des élèves exclus en partant du constat que l'exclusion scolaire des jeunes non assortie d'une activité ayant pédagogiquement et psychologiquement un sens ne peut que conforter l'intéressé dans son rejet de l'école et l'inciter à basculer dans le décrochage scolaire. Il s'agit de faire du temps d'exclusion un temps de remotivation et de meilleure implication du jeune dans son cursus scolaire, éviter de le voir livré à lui-même et construire avec et autour de lui, un rempart contre les tentations de dérives. Un travail sur l'orientation sera fait avec l'aide du CIO pour informer sur les voies d'apprentissage.
- Ateliers collectifs "groupes de paroles " de 5 à 6 jeunes en présence de professionnels spécialisés (ethnopsychologues, pédopsychologues, éducateurs spécialisés, form-acteurs…). Ces ateliers d'échange et de théâtre forum viseront à amener les jeunes à comprendre les mécanismes sous-jacents aux difficultés comportementales qui entraînent leur exclusion scolaire.
- Actions citoyennes mises en place en collaboration avec les services municipaux et les différents acteurs de la ville de Noisy-le-Grand. Ce travail vise à permettre aux jeunes de travailler sur les actes d'incivilité au moyen d'espaces de réflexion qui peuvent recouvrir plusieurs aspects : travail éducatif sur la compréhension des règles de vie, rapport aux institutions et à la loi, visite de la caserne des pompiers, bénévolat au sein des Restos du cœur, information sur les métiers, activités sportives et culturelles à des fins éducatives. Les référents mettront en œuvre parmi un large éventail d'activités selon le profil des jeunes concernés et le partenariat établi avec les différentes institutions.
- Animations, manifestations, sorties en présence des familles des, jeunes et en collaboration avec les partenaires socio éducatifs du territoire pour renouer les liens entre les habitants du quartier

Moyens mis en œuvre :
- Moyens humains : Un éducateur, 2 médiatrices formatrices, 3 bénévoles, intervenants prestataires.
- Moyens matériels : LCR Emmaüs, Local Associatif des Hautes Rives, vidéoprojecteur, écran, supports audiovisuels, affiches, flyers

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes provenant des 5 collèges de la commune de Noisy-le-Grand. Ces établissements sont situés dans des zones classées : V « Zone de prévention de la violence », APV « Affectation à caractère Prioritaire justifiant une Valorisation », un collège est classé ZEP « Zone d'Éducation Prioritaire » et Le collège Eugène Carrière de Gournay sur Marne.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	5 100,00	8,29%
Achats non stockés de matières et fournitures	3 500,00	5,69%
fournitures	500,00	0,81%
autres fournitures	2 600,00	4,23%
Locations	500,00	0,81%
Assurance	700,00	1,14%
Documentation	200,00	0,33%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 600,00	5,85%
Déplacements, missions et réceptions	250,00	0,41%
Services bancaires et assimilés	150,00	0,24%
Rémunération des personnels	31 258,00	50,84%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	13 129,00	21,35%
Total	61 487,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	15 000,00	24,40%
Subvention Département (sollicitée)	21 400,00	34,80%
ASP	24 837,00	40,39%
Cotisations, dons manuels ou legs	250,00	0,41%
Total	61 487,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	20 000,00 €
2015	Prévention des conduites à risques chez les jeunes	14 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	19 300,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d’aide aux familles	20 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	12 300,00 €
	Montant total	85 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025166

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ÉLARGISSEMENT DU PROJET ECOLE MODE D'EMPLOI AU GRAND PARIS SUD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	60 700,00 €	41,19 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPRENDRE ET ENTREPRENDRE A SENART
Adresse administrative : 47 RUE DU PIC VERT
77176 NANDY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROGER DISTIN, Président

Date de publication au JO : 30 avril 2011

N° SIRET : 53829271500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Élargissement du Projet Ecole Mode d'Emploi au Grand Paris Sud

Date prévisionnelle de début de projet : 3 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le but est de soutenir ces parents dans leur rôle éducatif et ainsi :
•Prévenir l'échec et le décrochage scolaire
•Renforcer la communication (orale et écrite) et la confiance mutuelle entre les familles et le corps enseignant par la promotion de l'apprentissage du français et l'intervention des médiateurs interprètes scolaires lors de rendez-vous importants
•Impliquer davantage les parents (surtout les mamans allophones) dans la réussite scolaire des enfants

•Créer du lien social en soutenant des projets, à l'initiative des parents, visant à construire des modèles de collaborations familles-école-quartier favorables à la réussite des enfants (visite des écoles, engagement parascolaire de parents volontaires, « parents-interprètes » et des rencontres festives.)

Description :
En étroite collaboration avec les Conseils Citoyens, les Centres Sociaux, les PRE, les services municipaux, les écoles/collèges et les parents, des actions sont proposées en direction des parents rencontrant des difficultés dans le suivi de la scolarité des enfants. Objectif : les accompagner dans l'acquisition et le renforcement des connaissances de l'institution scolaire et des valeurs de la République (laïcité), dans l'apprentissage de la langue française; les soutenir dans leur fonction éducative et les impliquer davantage dans la réussite des enfants.

Actions mises en place :
- UN DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE (Essonne) pour recenser les besoins, rencontrer les acteurs sur le terrain, établir des partenariats dans les quartiers prioritaires du Grand Paris Sud

- DES ATELIERS PARENTS : Ce sont des rencontres parents animés par un professionnel, pour échanger, informer, orienter les parents sur le thème de l'école et de la scolarité des enfants. Ces ateliers permettent aux parents de s'exprimer, de perfectionner le français, de comprendre les attentes de l'école, d'échanger avec d'autres parents et développer chez eux un sentiment d'appartenance à un collectif (rompre l'isolement des parents).

- L'INTERVENTION DES MÉDIATEURS INTERPRÈTES EN MILIEU SCOLAIRE : AES met à disposition des établissements, gracieusement, des médiateurs interprètes parfaitement bilingues, afin de faciliter la communication et le dialogue entre l'école/collège/lycée et les familles lors des équipes éducatives, des rencontres parents-enseignants ou pour traduire des outils de communication.

- DES ACTIONS INTERCULTURELLES AXES SUR LE VIVRE ENSEMBLE à l'initiative des parents, visant à construire des modèles de collaborations familles-école-quartier favorables à la réussite des enfants et générateurs de lien social

Moyens mis en œuvre :
MOYENS HUMAINS :
- réseau de bénévoles (6 enseignants, 2 ingénieurs, 4 étudiants, 4 volontaires du Service Civique, 6 stagiaires, deux salariés et 15 médiateurs interprètes parfaitement bilingues).
- réseau de partenaires et financeurs

MATÉRIEL: local à Nandy, des salles mises à disposition par les communes, un espace informatique, une connexion internet, des supports multimédia, des brochures conseils en plusieurs langues.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Parents rencontrant des difficultés dans le suivi de la scolarité des enfants du fait qu'ils ne maîtrisent pas bien langue française et/ou le « langage » scolaire. Ces familles doivent résider dans les quartiers

politique de la ville du Grand Paris Sud, à forte concentration de populations issues de l'immigration.

25 personnes peuvent être accueillies par atelier.

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (77-SEINE ET MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 200,00	8,57%
Locations	900,00	1,48%
Entretien et réparations	600,00	0,99%
Assurance	500,00	0,82%
Etudes et recherches	1 500,00	2,47%
Documentation	500,00	0,82%
formations et séminaires	800,00	1,32%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 500,00	4,12%
Publicité, publications, relations publiques	700,00	1,15%
Déplacements, missions et réceptions	3 600,00	5,93%
Frais postaux et frais de télécommunications	600,00	0,99%
Rémunération des personnels	26 000,00	42,83%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	12 300,00	20,26%
Autres charges sociales	5 000,00	8,24%
Total	60 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	1 000,00	1,65%
Subvention État (sollicitée)	3 000,00	4,94%
CNASEA	10 500,00	17,30%
Subvention Région	25 000,00	41,19%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	10 000,00	16,47%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	10 000,00	16,47%
Cotisations, dons manuels ou legs	1 200,00	1,98%
Total	60 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	6 200,00 €
	Montant total	6 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025169

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATELIERS D'ALPHABETISATION ET DE FRANCAIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	35 727,00 €	14,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRAIT D UNION 95
Adresse administrative : 2 ALLEE DES PETITS PAINS
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Kévin EBANDA, Président

Date de publication au JO : 2 janvier 2014

N° SIRET : 80016053300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : PROMOTION DES ATELIERS D'ALPHABETISATION ET DE FRANCAIS LANGUE ETRANGERE

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Permettre de renforcer les savoirs de base (lecture, écriture, calcul) dans le but de faciliter l'entrée dans un emploi ou une formation.
- Permettre aux personnes de s'approprier l'environnement social, culturel et professionnel.

- Acquérir les compétences de base en français oral et écrit, afin
d'être capable d'accomplir de manière autonome les actes de la vie courante et citoyenne
Les objectifs seront adaptés spécifiquement aux participants.

L'action vise à renforcer leurs capacités d'intégration autour d'un projet de vie et d'emploi, à développer leurs capacités d'apprentissage et à être dans une dynamique de formation, à les préparer à une insertion proche.

Description :
Il est proposé des actions d'apprentissage du français à travers des ateliers sociolinguistiques définis comme tels :
- Cours d'oral : toute personne âgée de plus de 16 ans dont l'évaluation par l'association montre que la langue française n'est pas la langue maternelle, que la pratique est faible et que cela entraîne des difficultés d'intégration dans notre société du fait d'une faible autonomie sociale.
- Atelier de savoir sociolinguistique : toute personne âgée de plus de 16 ans qui maîtrise la langue française mais qui n'est pas autonome dans les actes de la vie quotidienne (découverte des espaces sociaux tels que l'école, la poste, les transports en communs, les espaces de soins...)

Les stagiaires participent aux cours de français au sein des locaux de la maison de quartier Axe Majeur Horloge et aux animations mises en place par l'association.
Les cours de français en direction des primo arrivants ont lieu sur 2 jours les lundis et jeudis.
Un outil de suivi est mis en place : le stagiaire est évalué trois fois (évaluation initiale à l'inscription, intermédiaire à mi-parcours et évaluation finale à la fin de la formation).

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 2 salariés dont une responsable-coordinatrice en complémentarité avec une intervenante extérieure sous forme de prestation de service.
Prestations de services : Un formateur expérimenté en formation de français personnalisée et en acquisition des savoirs de base et diplômé,

Moyens matériels : 2 salles pouvant accueillir une vingtaine de personnes mis à notre disposition par la maison de quartier Axe Majeur-Horloge. Photocopieur, téléphone, matériel audio et de projection vidéo. Manuels d'apprentissage appropriés aux modules suivis; CD ROM;

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Il s’agit d’un public présent sur le territoire depuis plus de 10 ainsi que des habitants primo-arrivants en situation régulière sur le territoire depuis moins de cinq ans. Ils sont à ce jour une cinquantaine à bénéficier des cours dispensés par l’association. Majoritairement les bénéficiaires sont des femmes même si l’on note une récente augmentation d’hommes bénéficiant des cours.

Localisation géographique : CERGY
Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	1 000,00	2,80%
Achats Matières premières et fournitures	1 000,00	2,80%
Achats stockés Autres fournitures	1 000,00	2,80%
Assurance	370,00	1,04%
Documentation	200,00	0,56%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 000,00	16,79%
Publicité, publications, relations publiques	200,00	0,56%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	2,80%
Rémunération des personnels	18 890,00	52,87%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	6 067,00	16,98%
Total	35 727,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	12 000,00	33,59%
Subvention Région	5 000,00	14,00%
Subvention Commune (sollicitée)	2 000,00	5,60%
ASP	16 727,00	46,82%
Total	35 727,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	4 290,00 €
	Montant total	4 290,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025172

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROMOUVOIR LA CITOYENNETÉ ET LE MIEUX VIVRE ENSEMBLE - LUTTER CONTRE L'AUTO/EXCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	321 415,00 €	3,11 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPSAAA CAP SPORT ART AVENTURES AMITIES
Adresse administrative : 190 RUE LECOURBE
75015 PARIS 15
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Ryadh SALLEM, Président

Date de publication au JO : 19 avril 1995

N° SIRET : 42912398700027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Promouvoir la citoyenneté et l'acceptation des différences et le mieux vivre ensemble
Lutter contre l'auto/exclusion des personnes handicapées (actions de sensibilisation) Promouvoir le sport santé

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :

- créer le dialogue pour susciter une réflexion sur le civisme, le respect, et pacifier les rapports entre les jeunes et les acteurs de leur ville (policiers, agents municipaux, enseignants, ...)
- favoriser la mixité sous toutes ses formes (genre, classes sociales, âge ...) pour lutter contre toutes les formes de discrimination.
- améliorer la cohésion urbaine/rurale en faisant collaborer autour d'un même projet tous les acteurs locaux (institutions, associations, entreprises)
- désenclaver certains territoires en incitant à la mobilité urbaine/rurale (une attention particulière est portée aux QPV, quartiers prioritaires de la ville).

CAPSAAA accompagne les porteurs de projet et les villes en les rencontrant et en leur offrant des outils pédagogiques, une méthodologie et un soutien logistique.

EducapCity est un programme d'éducation à la citoyenneté, associant Conseils Municipaux des Jeunes (CMJ) et Conseils Municipaux des Enfants (CME).

Description :
EducapCity propose une expérience de la citoyenneté pour les jeunes âgés de 9 à 15 ans sur le territoire. Ainsi, de septembre à juin, un dispositif est mis en place avec des interventions en milieu scolaire (Cap Classes) et des courses citoyennes (Cap Rallyes) dont l'objectif est de permettre aux jeunes de réfléchir à leur citoyenneté et à leur place future dans la société.

Ce projet se réalise en collaboration avec toutes les structures locales désireuses de s'impliquer, notamment les institutions, organisations et associations de terrain, les élus locaux et nationaux, le corps enseignant et les entreprises.
Travailler avec tous ces acteurs permet à EducapCity de se rapprocher au plus près des spécificités et attentes des territoires tant leurs problématiques sur la citoyenneté peuvent différer. L'objectif principal de l'action est de faire vivre aux jeunes âgés de 9 à 15 ans une expérience réelle de la citoyenneté, en dehors des cadres théoriques habituels.

Déroulé d'un Cap Rallye
Au travers d'une approche ludique et sportive, sous forme de course d'orientation, EducapCity favorise la connaissance, la reconnaissance, la rencontre et le dialogue entre les pré-adolescents et les représentants du monde institutionnel : forces de l'ordre, pompiers, élus, fonctionnaires d'Etat, magistrats, éducateurs sportifs et culturels. Chaque porteur de projet définit le parcours dans la cité selon le contexte, blocages et priorités sociales locales. Les jeunes vont à la rencontre des différents acteurs de la ville en équipes mixtes et munis de leurs carnets de route. Sur chaque point de passage, des intervenants du lieu (salariés/bénévoles) accueillent les enfants et échangent avec eux sous une forme pédagogique et/ou ludique et sportive pendant environ 20 minutes. Cet échange permet aux enfants de remplir leur questionnaire de route et d'en apprendre plus sur le rôle et le fonctionnement de la structure.

Déroulé d'un Cap Classe
Ateliers de sensibilisation à la citoyenneté sur une demi-journée animés par des personnes handicapées de l'association à travers des ateliers de basket-fauteuil, de rugby-fauteuil, d'initiation à la langue des signes (LSF) et un parcours aveugle.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- 3 coordinateurs de projet (1 coordinateur général / 1 coordinateur EDUCAP CITY / 1 coordinateur CAP Classe)
- 1 responsable logistique et 1 assistant logistique
- 4 animateurs
- 1 personnel administratif et financier
- 1 responsable communication

- 2 à 4 services civiques
- une cinquantaine de bénévoles sur toute l'année
- 1 porteur de projet par étape (soit 20 personnes) - personnel municipal mis à disposition pour l'événement
- Point de passage (personnel mis à disposition pour accueillir les jeunes et leur présenter l'organisme)

Moyens matériels :
- Siège de l'association - local stockage
- Équipement logistique fauteuil, textiles, tentes, arches, oriflammes, banderoles, bracelets, brassards, dossiers de courses, ordinateurs, téléphones, fourniture de bureau
- 5 véhicules
- Matériel mis à disposition par les villes sur chaque étape : podium, barrières...

Moyens organisationnels :
Déplacement et relationnel de préparation en amont, séminaire et colloque, frais de déplacement des étapes et finale.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cœur de cible : les jeunes de 10 à 13 ans - souvent issus de zones sensibles prioritaires – avec pour objectif la promotion de la mixité sociale au sein de chaque étape.

Tous les jeunes de 10 à 13 ans, scolarisés dans une ville Etape, peuvent bénéficier du programme.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	9 520,00	2,96%
Achats stockés Autres fournitures	7 100,00	2,21%
Locations	20 500,00	6,38%
Entretien et réparations	6 000,00	1,87%
Assurance	7 000,00	2,18%
Documentation	5 100,00	1,59%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	13 900,00	4,32%
Publicité, publications, relations publiques	11 680,00	3,63%
Déplacements, missions et réceptions	74 965,00	23,32%
Frais postaux et frais de télécommunications	3 100,00	0,96%
Rémunération des personnels	128 440,00	39,96%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	32 110,00	9,99%
Autres charges de personnel	2 000,00	0,62%
Total	321 415,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	58 000,00	18,05%
Produits des activités annexes	12 000,00	3,73%
Subvention Région	10 000,00	3,11%
Subvention Département (sollicitée)	28 000,00	8,71%
Subvention Commune (sollicitée)	40 000,00	12,44%
CNASEA	30 000,00	9,33%
FONGEP	7 000,00	2,18%
Fondation St Michel	75 000,00	23,33%
Fondation SNCF	50 000,00	15,56%
Autres mécènes	10 800,00	3,36%
Cotisations, dons manuels ou legs	615,00	0,19%
Total	321 415,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025179

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LUTTE CONTRE LES FACTEURS DE RADICALISATION ET PROMOTION DES VALEURS CITOYENNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	20 065,00 €	49,84 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALTE A LA N
Adresse administrative : 21 RUE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Eva Dhayaa, Présidente

Date de publication au JO : 2 janvier 2016

N° SIRET : 81881622500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : -Lutter contre les facteurs de radicalisation -Sensibilisation aux processus et aux mécanismes de la radicalisation et promotion des valeurs citoyennes -Accompagnement des professionnels et des familles

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Projet: Mille et une voie(x)
- Les jeunes acquièrent une compréhension des mécanismes de discriminations, de la radicalisation et de leurs processus. Le développement de l'esprit critique et la transmission des savoirs sont au cœur des actions pour pouvoir faire face aux discours des prêcheurs de la haine par la déconstruction des argumentaires et des théories utilisées pour l'embrigadement des jeunes
- Les jeunes reprennent confiance et conscience de leur place dans la société et acquièrent les

compétences nécessaires au mieux vivre-ensemble en devenant acteurs à travers des projets participatifs ;
- Une gestion des conflits et un apaisement des tensions avec un accès au droit et une médiation à travers un service de proximité en cas d'atteintes aux valeurs de la République, du non-respect des règles de la laïcité ou des faits de discriminations ;
- Les équipes éducatives ainsi que les familles disposent des outils nécessaires pour établir un dialogue et travailler avec les jeunes dans le cadre de la lutte contre les préjugés et les amalgames et ainsi prévenir le repli identitaire et la radicalisation.

Description :
1/ Cycle de conférences-débats auprès des jeunes : 4 ateliers (4x2h) de prévention et de sensibilisation. Les thèmes sont les discriminations, la radicalisation, la civilisation islamique, la laïcité et l'histoire de l'immigration
2/ Ateliers Construction d'un projet collaboratif (2x2h). Cela permettra aux jeunes de mettre directement en pratique les compétences et les outils acquis au cours des ateliers et de renforcer la cohésion du groupe dans un projet citoyen.
3/ Permanences juridiques au rythme de 2h/15 jours (collège, lycée, une maison de jeunes ou de quartier).
4/ Formations à destination des professionnels (6 séances de 3h). Elles ont pour objectif de rassembler les professionnels autour d'un socle commun de notions juridiques ; les former les professionnels à identifier le processus de radicalisation.
5/ Table ronde à destination des familles et des professionnels (3 séances de 3h)
•Prévenir les familles sur les signes de la radicalisation
•Formation sur les valeurs républicaines notamment la laïcité
Pédagogie: la pédagogie du projet dans sa globalité est basée sur un fil conducteur à travers les thématiques traitées, tant sur le choix de l'ordre chronologique de ces derniers que sur l'objectif final auquel il mène.

Le projet va être mis en place dans deux communes (Paris et Bobigny)
politique de la ville. Il s'agit de faire une évaluation du projet et des résultats obtenus. Une étude comparative est prévue afin de voir les possibilités d'étendre le projet à l'échelle régional et de faire un essaimage.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : animatrice, intervenants extérieurs

Partenariats : la Brigade des mères, l'EDL de Paris 20ème et de La Maison des parents de Bobigny prévu pour la mise en place du projet, avec des éducateurs de rue afin d'approcher le mieux possible les jeunes en voie de marginalisation.

Moyens matériels : locaux mis à disposition par les établissements scolaires, les associations locales ou les municipalités. Certaines actions seront effectuées dans des salles louées.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes entre 11 et 25 ans, familles, choisis dans deux communes de façon à ce qu'une interaction entre les générations soit possible.

Nombre de bénéficiaires :
-Collégiens (11-14 ans) : 2 classes de 5ème. ; Soit 60 collégiens.
-Lycées (16-18 ans) : 2 classes de 1ère ; Soit 60 lycéens.
-Jeunes adultes (18-25 ans) en voie de marginalisation fréquentant les associations sportives, maisons de jeunes. 2 groupes de 15 personnes en moyenne, soit 30 personnes.
-La communauté éducative (enseignants, éducateurs, infirmier, assistante sociale…), en moyenne 10 personnes par formation, soit 40 personnes.
-les familles qui peuvent représenter ¼ des élèves, soit 35 personnes.
-Total des bénéficiaires: 225 personnes

Localisation géographique : PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	375,00	1,87%
Achats stockés Matières premières et fournitures	800,00	3,99%
Achats stockés Autres fournitures	400,00	1,99%
Locations	875,00	4,36%
Entretien et réparations	635,00	3,16%
Assurance	80,00	0,40%
Documentation	175,00	0,87%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 525,00	12,58%
Publicité, publications, relations publiques	375,00	1,87%
Déplacements, missions et réceptions	3 800,00	18,94%
Rémunération des personnels	5 100,00	25,42%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	4 250,00	21,18%
Autres charges de gestion courante	675,00	3,36%
Total	20 065,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	4 800,00	23,92%
Subvention Région	10 000,00	49,84%
Subvention Fonds européens (sollicitée)	2 500,00	12,46%
Subvention Aides privées (sollicitée)	2 000,00	9,97%
Cotisations, dons manuels ou legs	765,00	3,81%
Total	20 065,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025182

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT PAR LA THÉRAPIE SOCIALE DE PUBLICS TOUCHÉS PAR DES VIOLENCES ET DES DÉRIVES IDÉOLOGIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	100 000,00 €	50,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BRIGADE DES MERES
Adresse administrative : 4 ALL ANDRE BRETON
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Aïcha REMADNA, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 80518078300013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Accompagnement par la Thérapie Sociale de publics touchés par des violences et dérives idéologiques. Transformation des tensions, des peurs et des séparations en capacité de dialogue et de coopération

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
L'association initie un projet global destiné à soutenir l'action concrète de résistance des acteurs

institutionnels et associatifs engagés et de leurs habitants (et plus particulièrement les Mères). Il est une réponse aux difficultés éprouvées par ces acteurs engagés (fatigue, isolement, démobilisation, sentiment d'être démunis) en offrant des espaces de soutien et de remobilisation notamment.

Ce projet entend apporter une réponse innovante en travaillant à mobiliser une diversité de personnes aux vécus, expériences et compétences différentes et complémentaires : celles déjà engagées dans le collectif Vigiparents mais aussi à l'ensemble des acteurs des QPV qui se sentant concernés. Il est un soutien des familles, des jeunes, et de ceux qui font vivre la cohésion sociale et territoriale au jour le jour, et participe pleinement de son renforcement.

Le dispositif permettra de se rencontrer et de mieux coopérer dans les collectifs existants pour trouver notamment des solutions innovantes aux problématiques de radicalisation.

Description :
La Brigade des Mères (BdM) et le collectif Vigiparents travaillent activement à la prévention de la radicalisation sur les QPV. "L'Ecole des mères" initiée par la BdM est ainsi un levier d'action concret. L'Institut Charles Rojzman (ICR) spécialisé depuis plus de trente ans dans les dispositifs et formations au vivre-ensemble soutiennent ces acteurs dans le cadre du présent projet, dans le but de créer une plateforme de démultiplication du dialogue et de la coopération.

Ce travail multi partenarial de terrain apporte des réponses directes et inédites en :
- permettant aux femmes de prendre leur place dans l'espace public,
- restaurant la cohésion sociale dans les quartiers,
- faisant vivre les valeurs de la République et la citoyenneté,
- innovant dans le champ de la prévention de la radicalisation.

1/ Groupe de démultiplicateurs de dialogue et de coopération
Il regroupe une dizaine de cadres territoriaux, responsables institutionnels et 6 membres actifs de la Brigade des mères. Il travaille 10 x 2 jours (soit 140 heures) répartis sur une année (12 mois). Le projet consiste à former, accompagner et développer le pouvoir d'action d'un groupe de responsables institutionnels et de membres actifs de la Brigade des Mères dont la vocation est de favoriser le dialogue et la coopération citoyens pour une action collective efficace. Cela passe par le développement d'outils relationnels en vue de mobiliser et de fédérer des acteurs professionnels et citoyens autour du renforcement des valeurs républicaines dans le vivre-ensemble.

2/ Cellules de dialogue et de coopération
Les "Cellules de dialogue et de coopération", dont la méthode repose également sur la Thérapie Sociale, visent spécifiquement à redonner aux agissants de terrain des QPV, du pouvoir de faire face – aux violences sexistes, radicalisation, incivilités, nuisances, refus de dialogue, etc. - en rétablissant leur capacité à se parler ensemble des vrais problèmes, à se soutenir et à imaginer des solutions collectivement.

Les participants trouveront des cellules de dialogue récurrentes tout au long de l'année.
30 jours (soit 210 heures) seront consacrés à l'animation des cellules sur des thématiques suivantes :
•Retrouver son autorité de parent – se sentir plus responsable
•Mieux coopérer entre habitants du quartier – Etre responsables ensemble
•Mieux coopérer entre professionnels de terrain face aux violences identifiées
Ces thématiques seront discutées et affinées selon les besoins des participants au démarrage du projet.

3/ Action directe auprès des familles
Accompagnement et suivi des jeunes en situation d'urgence : un dispositif d'écoute, de suivi des familles, de diagnostic de leur situation, de recueil de leur parole dans des espaces protégés et confidentiels, coordination des réponses avec les référents adultes. Déclenchement d'alertes et saisie des autorités

pour les cas les plus graves.

C'est par cette présence dans les quartiers prioritaires de femmes et d'hommes ainsi « regonflés » dans leur quotidien, qu'il sera possible de mener à bien le combat pour l'attachement à la république, à ses valeurs fondamentales de liberté, d'égalité et de fraternité, jusque dans les familles.

Moyens mis en œuvre :
Cellules de dialogue et de coopération : animés par des intervenants en Thérapie Sociale TST supervisés, dont la fonction spécifique est de « contribuer à rétablir une coopération dans des groupes et des systèmes traversés par des tensions, peurs et séparations, empêchant des relations saines et constructives et la résolution de problèmes complexes »

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants : adultes, parents et jeunes des QPV.
Acteurs de terrain et du quotidien en contact direct avec le public :
• acteurs institutionnels en lien avec les habitants : chargés de mission des quartiers, chefs de projets, assistantes sociales, salariés des PMI, membres de la police, police municipale, enseignants etc.
• acteurs associatifs des quartiers : salariés et bénévoles impliqués d'associations implantés sur les quartiers (centres sociaux, missions locales, insertion, loisir, sport, périscolaire etc.) ex : Centres sociaux, Missions locales, etc.
Dans la vie économique et sociale quotidienne :
• pharmaciens, boulangers, gérants et/ou personnel de la petite restauration, cafés, supérettes…
Cadres territoriaux (principal, proviseur, directeur de centres sociaux, chefs de services, commissaire de police, etc...)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	658,00	0,66%
Sous traitance générale	70 000,00	70,00%
Locations	290,00	0,29%
Assurance	30,00	0,03%
Publicité, publications, relations publiques	1 500,00	1,50%
Déplacements, missions et réceptions	4 000,00	4,00%
Frais postaux et frais de télécommunications	500,00	0,50%
Services bancaires et assimilés	20,00	0,02%
Rémunération des personnels	23 002,00	23,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	50,00%
Osica	15 000,00	15,00%
Subvention Commune (sollicitée)	5 000,00	5,00%
subvention Préfecture	15 000,00	15,00%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	5 000,00	5,00%
subvention CGET	5 000,00	5,00%
Subvention État (sollicitée)	5 000,00	5,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025197

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	161 216,00 €	18,61 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECD SARTROUVILLE - ASSOCIATION ECOUTE CONSEIL DIALOGUE SARTROUVILLE
Adresse administrative : 118 AVENUE GEORGES CLEMENCEAU 78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Djamila BOUSSADA, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 79357051600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Actions de lutte contre le décrochage scolaire, favorisant la réussite et l'éducation populaire, soutien à l'insertion professionnelle et la citoyenneté auprès des jeunes en difficulté à Sartrouville.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- lutter efficacement contre le décrochage scolaire tout en encourageant la réussite des élèves en difficulté scolaire tant sur le plan scolaire que du comportement. ECD Sartrouville leur apporte le soutien et l'encadrement nécessaires dont ils ont réellement besoin, mais dont il ne dispose pas en dehors des

murs de l'école.

L'association veut lutter contre toutes formes de précarité tout en travaillant sur le terrain et en soutenant les conditions de l'éducation populaire. Pour cela, un module de citoyenneté est central et fait partie intégrante du dispositif et vise à sensibiliser au respect des valeurs de la République et à la défense des institutions.

Le but est d'asseoir la réussite scolaire des jeunes sur le respect des valeurs communes et citoyennes, de favoriser et entretenir la mixité et leurs liens sociaux, tout en les aidants à envisager un avenir ambitieux.

Description :
L'association offre aux collégiens en difficulté scolaire un programme transversal comportant à la fois : cours de soutien dans six matières par des enseignants diplômés et expérimentés, module de citoyenneté, module professionnel.

Tout est mis en œuvre pour initier ses jeunes à la vie active, leur donner confiance en leurs capacités et faire d'eux des citoyens actifs.

ECD encourage des choix d'orientation ambitieux chez des adolescents en difficulté scolaire, et les suit de l'accès aux études à celui du métier en aidant ces jeunes à s'épanouir. L'association travaille en étroite collaboration avec les parents et les collèges de la commune de Sartrouville.

Moyens mis en œuvre :
Un accompagnement éducatif proposé aux élèves de la 6e à la 2nde. L'association leur donne les moyens de s'approprier des méthodes de travail qui les guideront vers l'autonomie. Tout est mis en œuvre pour redonner, à chacun de ces adolescents, confiance en leurs capacités et surtout l'envie de réussir.

L'association propose des cours de maths, français, histoire-géographie, anglais, physique-chimie et SVT, dispensés par des intervenants diplômés. Travail en petits groupes, dans sept classes. Le mercredi après-midi ou le samedi matin est réservé à des présentations de métiers, des ateliers pédagogiques et des sorties citoyennes et culturelles (commémorations, visites, théâtre, etc.)

Les cours de soutien s'appuient exclusivement sur le programme de l'Éducation nationale. L'objectif est de reprendre les points non acquis en cours et de préparer les élèves aux évaluations grâce à plusieurs outils pédagogiques.

Dès la rentrée, il est proposé également des ateliers réguliers visant à les former à l'éducation et la culture numérique, à les sensibiliser aux dangers d'internet, et à les préparer aux emplois digitaux de demain.

Les jeunes progressent tant au niveau de leurs notes que de leur comportement.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Les jeunes filles et garçons (50% filles/ 50% garçons) sont privilégiés, issus de quartiers populaires et présentant des difficultés scolaires.

Des justificatifs sont demandés aux parents afin de vérifier si l'enfant rempli les conditions préalablement citées, et présente bien de réelles difficultés scolaires notables et constatées par ses professeurs à l'école et qui sont les premiers au courant de difficultés de l'élève.

L'association accompagne également des enfants dont l'environnement familial ne permet pas un contrôle des activités extra-scolaires de l'adolescent, ni de lui permettre d'avoir accès à un réelle sensibilisation à la citoyenneté ou d'activités socio-éducatives participant à la consolidation de ses compétences, de sa culture générale et des références culturelles françaises.

Localisation géographique :

- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	3 063,00	1,90%
Achats non stockés de matières et fournitures	920,00	0,57%
Achats stockés Autres fournitures	547,00	0,34%
Assurance	141,00	0,09%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 268,00	5,13%
déplacements, missions	1 320,00	0,82%
Frais postaux et frais de télécommunications	634,00	0,39%
charges de personnel	146 323,00	90,76%
Total	161 216,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	16 000,00	9,92%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	18,61%
subvention commune	100 000,00	62,03%
cnasea	10 335,00	6,41%
Cotisations, dons manuels ou legs	4 881,00	3,03%
Total	161 216,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025202

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LAÏCITÉ : APPRENDRE ET EXPÉRIMENTER - PRODUCTION D'OUTILS, SUPPORTS À L'ÉCHANGE DE PAROLES, À L'INFORMATION ET À LA FORMATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	35 450,00 €	14,10 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF FUSION
Adresse administrative : 3 B BD CARNOT
95400 VILLIERS-LE-BEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame BO YUNG LEJEAN, Présidente

Date de publication au JO : 13 septembre 1991

N° SIRET : 38967009200037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : LAICITE: APPRENDRE / EXPERIMENTER. Production d'outils (expo, catalogue de l'expo, livret) à même d'être un support à l'échange de paroles, à l'information et à la formation des publics rencontrés

Date prévisionnelle de début de projet : 4 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif 1 : Après avoir exploré l'histoire de la laïcité dans les actions antérieures, créer des supports didactiques permettant de tester les savoirs de façon ludique et de débusquer les idées-reçues, en fait d'expérimenter et d'apprendre
Objectif 2 : Favoriser l'accès à l'information.

Objectif 3 : Accompagner le débat public au niveau local.
Objectif 4 : Convaincre de l'intérêt du principe de laïcité pour tous.

Description :
L'association produira les outils (exposition, catalogue de l'exposition, livret)
à même d'être un support à l'échange de paroles, à l'information et à la formation des publics rencontrés.
Les textes seront produits en interne à l'association après lecture des ouvrages de référence. Un comité de lecture supervisera les contenus avant impression.
La production d'un catalogue permettra aux publics rencontrés de revenir sur les contenus et aux élèves, collégiens, lycéens, jeunes des maisons de quartier de ramener à la maison une information dont les familles pourront prendre connaissance, voire s'emparer. Les textes du catalogue seront courts (3000 signes max.) de façon à ne pas perdre le jeune lectorat local, souvent en délicatesse avec la lecture dans les quartiers populaires, ou les personnes en apprentissage de la langue.

L'association publiera postérieurement, sous une forme synthétique, les débats organisés.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
-1 animateur / rédacteur (Master2 en Anthropologie historique, EHESS Paris)
-1 graphiste (illustrateur, ancien élève ENSAD, Paris)
-2 administrateurs
-1 coordinateur polyvalent
-Prestataires de service (imprimeur catalogue, duplication expo, studio graphique, captation sténo et vidéo des paroles)
-Une dizaine de bénévoles de l'association lors de la table ronde
-Les universitaires intervenants mobilisés pour la Table Ronde

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Equipes animant les lieux d'accueil et d'éducation et les jeunes fréquentant ces lieux
- Elèves du Secondaire, dont participation à la table ronde pour un compte-rendu à leur classe, comme sur l'action 2015 avec les élèves de Seconde du lycée René-Cassin (Gonesse)
- Enseignants (principalement du Secondaire)
- Animateurs des PIJ (Points Information Jeunesse) et des missions Jeunesse
- Animateurs des secteurs Jeunes en Maisons de Quartier et Centres Sociaux
- Conseil Citoyens des villes soutenant le projet
- Tout public concerné par les questions d'éducation et de formation à la citoyenneté

Localisation géographique :
- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés Matières premières et fournitures	2 500,00	7,05%
Autres fournitures et approvisionnement	317,00	0,89%
Achat d'étude et de prestations de services	9 000,00	25,39%
fournitures d'entretiens et petit équipement	1 000,00	2,82%
Services extérieurs (location mobilières et immobilières, assurances, documentations, études et recherches)	1 534,00	4,33%
autres services extérieurs (personnel extérieur, publicité, transport, déplacement, réception, frais postaux et télécommunication)	5 206,00	14,69%
Charges de personnel (rémunération, charges de sécurité sociale)	14 493,00	40,88%
autres charges (gestion courante)	1 400,00	3,95%
Total	35 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	22 000,00	62,06%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	14,10%
Subvention Commune (sollicitée)	5 000,00	14,10%
ORGANISMES SOCIAUX	3 450,00	9,73%
Total	35 450,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025232

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CONTRIBUER À LA COHÉSION SOCIALE DU TERRITOIRE FRANCILIEN EN ACCOMPAGNANT LA RÉINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DE SORTANTS DE PRISON DOMICILIÉS DANS LES QUARTIERS POLITIQUE DE LA VILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	73 622,00 €	13,58 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : WAKE UP CAFE
Adresse administrative : PENICHE CARRICK
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Luc De Basquiat, Président

Date de publication au JO : 9 août 2014

N° SIRET : 80502889100028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Contribuer à la cohésion sociale du territoire francilien en accompagnant la réinsertion socio-professionnelle de sortants de prison domiciliés dans des quartiers de la politique de la ville

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Un accompagnement individuel pour une réinsertion durable
Wake up Café a pour objectif d'aider des personnes sortant de prison de retrouver leur autonomie via un accompagnement individuel de proximité. Grâce à un réseau de partenaires dans les domaines des

soins, de lutte contre les addictions, d'insertion, de formation et d'emploi, des solutions adaptées sont trouvées aux situations des personnes, proches de leurs lieux d'habitation.
Les personnes regagnent ainsi une autonomie leur permettant de retrouver une vie sociale et professionnelle épanouie et durable au sein de leurs quartiers et de contribuer à la dynamique économique et sociale de leurs lieux de vie.

Un accompagnement en groupe pour renforcer l'intégration des personnes accompagnées et favoriser le vivre ensemble sur le territoire francilien
En parallèle, Wake up Café lutte contre l'exclusion et la solitude en proposant un accompagnement en groupe, ayant pour objectif de développer le savoir-être des personnes accompagnées afin qu'elles aient les clefs pour une insertion durable et réussie, notamment dans le milieu professionnel.
Cet accompagnement en groupe contribue au vivre ensemble dans la région francilienne. Ces rencontres bimensuelles et intergénérationnelles visent à réunir des bénéficiaires de l'accompagnement de Wake up Café et des personnes sensibilisées à l'enjeu de la réinsertion, de toute la région francilienne. Cet accompagnement vise à tisser des liens forts et durables entre des personnes des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des personnes d'autres territoires franciliens.
Wake up Café prévoit également des activités de groupe dans ses locaux ayant pour objectif de développer chez les personnes le sens des responsabilités, l'autonomie, l'envie d'apprendre et le respect mutuel.

Description :
Wake up Café rencontre des personnes en détention pour préparer le projet de réinsertion. Une fois la personne sortie, WKF l'accueille dans ses locaux pour un entretien individuel visant à redonner à la personne qui fait appel à nous, confiance en l'avenir et en ses capacités à s'intégrer dans la société. Un bilan général de la situation permet d'évaluer les actions à mettre en œuvre.

Chaque mois, deux rencontres basées sur le partage et le développement personnel sont organisées. Les Wake up Planète sont des groupes de partage animés par un coach professionnel. La séance commence par une activité ludique pour déconnecter des soucis du quotidien. Puis les personnes s'assoient pour échanger dans l'écoute et la bienveillance sur leurs difficultés. Grâce à ce temps dédié au groupe de parole, ces personnes développent leur savoir-être par le dialogue, l'écoute et la compréhension de l'autre. Elles profitent de l'expérience et du témoignage d'anciens détenus réinsérés depuis plus longtemps. Elles trouvent un lieu de repère, de soutien mutuel et d'encouragement. Dans un 3e temps, les personnes participent à un exercice de développement personnel, dans lequel un coach leur donne les clefs pour devenir acteurs de leur réinsertion. Des échanges et des mises en situation sur des thématiques telles que les codes de communication en entreprise ou la gestion du stress permettent aux participants d'apprendre à réagir face à une situation donnée.
Les Wake up Dîners réunissent les personnes suivies, l'équipe, les bénévoles et quelques partenaires, tous issus de milieux socio-culturels différents et de toute l'Ile de France. Ces dîners sont l'occasion de valoriser les efforts et résultats de chacun : nouvelles embauches, nouveaux venus, anniversaires etc., et donnent l'envie de continuer d'avancer.

Wake up Café organise 2 ateliers discipline positive par an à destination des personnes suivies. L'atelier décomposé en 7 séances de 2 heures est animé par 2 intervenantes.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe accompagne chaque personne jour après jour via des échanges téléphoniques et des entretiens de suivi, dont la fréquence est déterminée en fonction de sa situation. Tous les entretiens sont tenus par la directrice et la responsable insertion dans les locaux de Wake up Café. La responsable partenariats anime un réseau de centres d'hébergement, CSAPA, entreprises et SIAE pour trouver la réponse la plus adaptée au projet de réinsertion de chacun.

Ayant noté un réel besoin de suivi psychologique chez les personnes, une psychologue Wake up Café

assure donc une permanence 3 jours par semaine sur la péniche. Nous avons observé un besoin exprimé de médiation familiale et prévoyons d'assurer également de faire appel à un médiateur familial en 2018.

Les salariés invitent l'ensemble des personnes accompagnées, les bénévoles de l'association, et d'éventuels partenaires chaque mois aux Wake up Dîners. Une bénévole cuisine un repas pour l'ensemble des convives. Tous participent à la convivialité et l'ambiance familiale de ce moment.

Les Wake up Planète sont organisés sur la péniche et menés par 4 personnes dont la directrice, un coach professionnel et 2 bénévoles qui organisent et assurent le suivi et l'évaluation des rencontres. Dès 2018, nous devrons chercher de nouveaux locaux en Île de France pour proposer d'autres créneaux afin de garder des groupes de parole en petit comité, accessibles pour les personnes suivies.

La directrice et l'équipe sont accompagnées par un coach en management pour faire face au développement constant de l'association.

Les ateliers discipline positive seront dispensés sur la péniche par des formatrices certifiées, membres de l'association Discipline Positive France et de Wake up café. La méthode allie théorie et activités ludiques et interactives (jeux de rôle). Des outils pratiques et efficaces y sont utilisés pour créer un environnement mettant en valeur la coopération, la résolution de conflit et le sens des responsabilités.

Intérêt régional :
Depuis 2014, Wake up Café a accompagné et continue de suivre 30 personnes en détention, 35 personnes à la sortie. 70% d'entre elles ont trouvé un emploi, 3 ont suivi une formation et 3 créent leur entreprise. En favorisant l'insertion professionnelle de ces personnes, l'association lutte contre le chômage de personnes en situation de grande exclusion, promeut l'égalité des chances sur le territoire francilien et agit pour le développement économique de la région.

En outre, les sortants de prison sont peu accompagnés une fois sortis et font face à la solitude et à la tentation de la récidive. L'accompagnement global de Wake up Café permet à la personne de lutter contre ces deux facteurs et contribue ainsi à prévenir la délinquance et à améliorer les conditions de vie des habitants franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Wake up Café accompagne des personnes sortant de prison de toute la région Ile de France sans limite dans le temps, peu importe le motif et la durée de leur peine. L'association prépare le projet de réinsertion en détention avec les personnes et en collaboration avec les services d'insertion et de probation pénitentiaires et les accompagne à la sortie. Wake up Café accompagne aujourd'hui 35 personnes à l'extérieur. Un tiers de ces bénéficiaires vivent dans un quartier prioritaire politique de la ville.

WKF se base sur un critère essentiel pour démarrer un accompagnement avec une personne sortant de prison : la motivation. Ainsi, chaque personne accompagnée s'engage à être moteur de sa réinsertion et co-responsable de l'action WKF (entretiens individuels réguliers avec des membres de l'équipe WKF ; présence obligatoire aux accompagnements en groupe ; entraide et bienveillance avec l'ensemble des personnes accompagnées). WKF accompagne des personnes sorties des établissements suivants : Centre de détention de Réau, Maison d'arrêt pour femmes de Versailles, Maison d'arrêt de Nanterre, Bois

d'Arcy, Fresnes et Fleury-Mérogis, Quartier Nouveau Concept de Meaux et Centrale de Poissy.

L'action de Wake up Café répond à une forte demande d'accompagnement de la part des personnes et une sollicitation grandissante des services de probation et d'insertion pénitentiaires. Pour cette raison, le nombre de personnes accompagnées par Wake up Café est en croissance.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 467,00	8,78%
Locations	3 899,00	5,30%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	10 707,00	14,54%
Frais postaux et frais de télécommunications	100,00	0,14%
Rémunération des personnels	51 449,00	69,88%
Catalogues, imprimés, publications	1 000,00	1,36%
Total	73 622,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	13 622,00	18,50%
Subvention Région	10 000,00	13,58%
Fondation Ste Geneviève	30 000,00	40,75%
Fondation Carrefour	10 000,00	13,58%
Fondation ACCOR	10 000,00	13,58%
Total	73 622,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025240

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PRODUCTION DE MOOC ÉDUCATIFS VISANT À LUTTER CONTRE LES VIOLENCES ENTRE JEUNES ET LA RADICALISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	120 000,00 €	20,83 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION NATIONALE DES MEDIATEURS
Adresse administrative : 62 RUE TIQUETONNE
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier MORFOISSE, Président

Date de publication au JO : 7 juillet 2001

N° SIRET : 50801131900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Production de MOOC éducatifs visant à lutter contre les violences entre jeunes et la radicalisation, complétés par la formation et l'accompagnement d'un dispositif de médiation par les pairs

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Valider et produire des MOOC éducatifs visant à lutter contre les violences entre jeunes et la

radicalisation, en habituant les jeunes à régler leurs conflits quotidiens, puis religieux, de façon rationnelle, dans le dialogue et le respect, notamment grâce à la médiation par les pairs.
Lutter contre la pensée dogmatique, commune aux personnes violentes et aux fondamentalistes, et qui consiste à prendre tout geste, regard, phrase lue, entendue... comme une certitude, sans aucune distance ni réflexion, alors que ce n'est souvent que notre point de vue, partiel et interprété.

Description :
Comprendre que la différence de point de vue est normale, et expérimenter que le conflit est quasiment toujours mieux résolu par le dialogue, sans mensonge ni violence.
Modifier les habitudes de réactions agressives ou dominatrices qui sont créatrices de la plupart des conflits violents à l'école, pour s'habituer – grâce au cadre de la médiation - à régler les conflits par une démarche rationnelle : une objectivation en 3 temps (exprimer chacun son observation personnelle de la situation, puis en chercher une synthèse commune, ce qui oblige à accepter la complexité de toute réalité quotidienne), une écoute sans jugement des différents ressentis puis besoins, avant une recherche commune de solutions où chacun est respecté, et personne perdant.
Impliquer des élèves volontaires dans cette démarche en les formant à la médiation et en mettant en place un dispositif de règlement des conflits, supervisé par des adultes.
Lutter ainsi contre les incivilités, prévenir les violences, notamment envers les femmes en rendant l'agresseur conscient des conséquences de ses actes. Diminuer le harcèlement, en permettant à l'élève harcelé de parler, sans passer pour une « balance ».
Transférer ces habitudes de dialogue et respect, des conflits quotidiens aux conflits religieux, via notamment des contes, qui permettent des mises en situation sans préjugés, de façon à faire comprendre la nécessité de la laïcité.

Moyens mis en œuvre :
Trois MOOC seront créés, pour primaire, collège, lycée. Les scènes avec collégiens pouvant souvent convenir aux primaires mais pas aux plus âgés. Certaines parties, comme celles sur la perception, peuvent être communes à tous.

Les MOOC permettront une formation, en grande partie théorique, à la médiation. Ils comprendront les vidéos existantes qui ont déjà été utilisées dans plus d'une centaine de classes de CE2 à 3°, avec un grand intérêt des élèves.
Ces contenus de 50'40s sont regroupés en 5 vidéos visibles sur http://mediationdac.canalblog.com/
Vidéo 1)
- sensibilisation au harcèlement (7') (reprise du clip « les injures », puis interviews, ici floutée, d'élèves harcelés/leurs, extraits d'une émission sur France 3)
V2) la différence de point de vue. (5')
- difficulté de la perception, ex de malentendus de regard, geste, phrases... (7')
V3)
- engrenage du conflit et sentiment naturel d'innocence et de culpabilisation de l'autre (7')
- des solutions sans violence quand on se sent agressé (5')
- présentation de la médiation et de ses principes (9')
V4)
- un exemple de médiation suite à un conflit au collège (6')
- le témoignage d'une médiatrice (2')
V5)
- ex de message clair (fait + ressenti), initiation à la démarche de communication non-violente proposée en médiation (3')
- médiation commentée (5')
- mission d'autorité des adultes (3')
Ces vidéos, de niveau amateur, seront validées ou modifiées avant réalisation définitive par le comité partenarial. Elles seront complétées par d'autres vidéos à créer :

- conceptualisation du déroulé du parcours pour élèves (5'), et adultes (10')
- pour adultes : intérêt de la médiation, organisation, complémentarité avec la sanction, témoignages...
- complément de formation à la médiation : tests d'écoute, reformulation, émotions (gestion de sa colère), prévention des risques, sentiment d'injustice... (50')
- Sensibilisation à la laïcité et au respect de la liberté de conscience via deux contes et quelques situations (50')

Comité partenarial supervisant le projet : Éducation Nationale, Région Île de France, Gabrielle Planès, Didier Morfoisse, Albert Sabat (responsable du projet médiation à la Fondation d'Auteuil), association contre le harcèlement, Défenseur des Droits, psychiatre ou psychologue...

Partenariat à créer avec le Ministère de l'Éducation Nationale, (voire d'autres institutions : Intérieur, Justice, Cohésion des Territoires, Égalité h/femme)

Réalisation des vidéos définitives par une société de production après appel d'offres
Réalisation d'une plate-forme de MOOC sous-traitée à une société spécialisée après appel d'offres.

Intérêt régional :
Développement d'une culture de médiation et de règlement pacifique des conflits, en particulier dans les quartiers sensibles.
A terme, gratuité de la formation théorique des enseignants et élèves à la médiation, pour des conflits entre élèves, et à une sensibilisation à la laïcité.
Diminution des violences entre élèves et du harcèlement, Amélioration de la confiance entre élèves et adultes, car les sanctions jugées injustes par les élèves pour de simples conflits entre élèves, se transforment en rejet de l'enseignant, du travail scolaire, et ont donc des conséquences sur le décrochage scolaire et sur le rejet de la Nation, au lycée mais aussi dès le primaire et le collège.
Projet d'ampleur régionale, pouvant avoir une influence dans l'ensemble de la Francophonie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Élèves et jeunes adultes, en particulier des quartiers sensibles, des établissements (école, collège, lycée) de l'Éducation Nationale.
Associations de quartiers, clubs sportifs.

Bénéficiaires directs estimés à 1 million (la moitié des 2 millions d'élèves en IDF)
Bénéficiaires indirects estimés à 90 millions (la moitié des 180 millions d'élèves francophones).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création de plateforme	5 000,00	4,17%
Création support vidéo	23 000,00	19,17%
Autres supports pédagogiques	5 000,00	4,17%
Honoraires intervenants	20 000,00	16,67%
Frais administratifs	11 000,00	9,17%
Rémunération des personnels	56 000,00	46,67%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	25 000,00	20,83%
Subvention État (sollicitée)	45 000,00	37,50%
Fondation de France	50 000,00	41,67%
Total	120 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025266

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DISPOSITIF D'AIDE À LA RÉUSSITE SCOLAIRE EN DIRECTION DE COLLÉGIENS ET LYCÉENS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	158 000,00 €	6,33 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : METIS
Adresse administrative : 13 RUE GUILLAUME BRICONNET
77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sylvie LASSUYT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49005924300041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : dispositif d'aide à la réussite scolaire en direction de cent cinquante collégiens, et lycéens des quartiers de Beauval et Henri Dunant à Meaux.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
L'action vise à offrir aux très nombreux enfants qui ne disposent pas de conditions de travail optimales chez eux, une aide aux devoirs, mais aussi une aide méthodologique permettant de pallier les immenses

lacunes qui sont les leurs, notamment en termes de lecture, d'écriture, de calcul, de maîtrise de l'écrit. L'action vise aussi à proposer une ouverture culturelle et citoyenne à travers un programme de sorties culturelles soutenu et ambitieux. Le projet vise ainsi à prendre en considération que c'est dans le temps périscolaire que se creusent les inégalités entre ceux qui disposent d'un environnement familial et géographique porteur et ceux qui n'en bénéficient pas.

Description :
Ce sont plus d'une dizaine d'intervenants (professeurs retraités et étudiants se destinant aux métiers de l'éducation) qui accueillent chaque soir les 130 lycéens et collégiens des quartiers de Beauval et Henri Dunant. Au centre Alain-Fournier, mis à disposition de l'association par la ville de Meaux. Le travail par petits groupes permet de revenir sur les difficultés de chaque enfant. A l'issue de chaque séance, une synthèse personnalisée du travail effectué par chaque élève est mise en ligne par l'association et adressée aux établissements et à la famille. Chaque samedi, une sortie culturelle est organisée: plus de cinquante lycéens partent visiter un monument historique, un musée, assister à une pièce de théâtre. Les sorties sont encadrées par des intervenants de l'association et par des parents chaque année plus nombreux.

Moyens mis en œuvre :
Entre 10 et 12 intervenants présents chaque soir pour encadrer la centaine de collégiens et lycéens présents, une sortie culturelle hebdomadaire encadrée par des intervenants de l'association et des parents, le centre Alain-Fournier est mis à disposition de l'association Mêtis à titre grâcieux par la ville de Meaux, une bibliothèque contenant plus de 2000 ouvrages est mise à disposition des élèves par l'association Mêtis.

Intérêt régional :
L'action qui existe depuis 10 ans dans les quartiers prioritaires de Beauval et Henri Dunant à Meaux s'inscrit totalement dans les objectifs de la politique d'intervention régionale, aussi bien en ce qui concerne la lutte contre le décrochage que le soutien à la réussite scolaire, mais aussi la maîtrise de la langue française, que la transmission des valeurs de la République, et le développement de l'esprit critique. Cette action est soutenue par la Région depuis de nombreuses années.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public ciblé est celui des lycéens et collégiens des quartiers de Beauval et Henri Dunant, quartiers prioritaires de la politique de la ville. L'association vise un objectif de 130 enfants accueillis chaque soir.

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	15 000,00	9,49%
Achats stockés Matières premières et fournitures	5 000,00	3,16%
Rémunération des personnels	70 000,00	44,30%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	68 000,00	43,04%
Total	158 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	50 000,00	31,65%
Subvention État (sollicitée)	98 000,00	62,03%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	6,33%
Total	158 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	29 543,00 €
	Montant total	49 543,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025283

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORCER L'ÉGALITÉ DES CHANCES DE JEUNES DÉFAVORISÉS EN PROTECTION DE L'ENFANCE EN IMPLIQUANT LA SOCIÉTÉ CIVILE À TRAVERS DES ACTIONS DE PARRAINAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	60 000,00 €	16,67 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS PARRAINS PAR'MILLE
Adresse administrative : 102C RUE AMELOT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christine ESCHENBRENNER, Présidente

Date de publication au JO : 5 décembre 2015

N° SIRET : 39981222100030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Renforcer l'égalité des chances de jeunes défavorisés en protection de l'enfance en impliquant la société civile à travers des actions de parrainage socio-professionnel.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
1. Remobiliser des jeunes en difficultés en développant leur pouvoir d'agir.
Le projet prend en compte la forte démobilisation de ces jeunes (cf. public) et part du principe de co-construction du parcours de chaque jeune afin de proposer une réponse personnalisée. En le rendant acteur de son programme de parrainage socio-professionnel, il lui est permis de renforcer son estime de

soi, sa capacité à prendre part à des projets citoyens et professionnels, et à atteindre des objectifs. Adoptant une approche personnalisée, Parrains Par Mille fera évoluer le programme au gré des attentes et réussites de chaque filleul.

2. Favoriser le vivre ensemble en mobilisant la société civile au profit de la réussite de jeunes en difficulté. Une rencontre peut changer la trajectoire d'un jeune, son approche à la société, en somme une rencontre peut le remobiliser durablement.

3. Partager ses différences sociales et culturelles, et se nourrir de celles des autres, en créant du dialogue social entre deux univers que tout oppose : Protection de l'Enfance et société civile.
Les jeunes et les parrains échangeront individuellement, participeront à des ateliers collaboratifs et s'impliqueront dans des projets associatifs… Ces temps individuels et collectifs réduiront les fractures sociales. Le programme intègre également un volet d'engagement citoyen, incitant les jeunes à prendre part à la vie de leur quartier avec un parrain du même quartier. La Protection de l'enfance doit être l'affaire de tous. Pour le permettre Parrains Par Mille propose de faire découvrir ce milieu à des citoyens à travers une action de parrainage socio-professionnel.

4. Accompagner la mobilité de jeunes franciliens afin de d'élargir les opportunités socio-professionnelles.
Dans le cadre du programme, les jeunes découvriront leur quartier et se rendront au sein d'entreprises implantées dans différents départements franciliens. Afin d'évaluer leur mobilité un "bilan de compétences mobilité" sera proposé.

Description :
Le constat : des jeunes en protection de l'enfance oubliés des politiques sociales car encore méconnus par la société civile. Aujourd'hui, coexistent des jeunes de l'ASE éloignés des réalités du terrain, un manque d'initiatives associatives envers ces jeunes et une société civile peu informée de leur "existence". Des univers à décloisonner pour favoriser le vivre ensemble et réduire les fractures sociales.

L'expertise de l'association : le parrainage d'enfants, d'adolescents et de jeunes majeurs isolés. L'analyse des besoins, la mise en relation et l'accompagnement personnalisé de chaque parrainage.

La réponse : un programme personnalisé de parrainage socio-professionnel qui implique les jeunes dès la conception, et tout au long du parcours. Chaque action (ou module) contribue à les remobiliser dans la société. Ces modules, individuels et collectifs, sont autant de rencontres qui permettront aux filleuls de se constituer leur réseau socio-professionnel, de s'ouvrir à de nouveaux horizons et d'apprendre autrement. Ce projet est centré sur l'émergence d'une "envie" à travers des rencontres significatives.

Le programme : Le filleul accomplira à son rythme les 6 à 8 modules qu'il aura choisis avec l'association. Chaque module a été pensé à partir des freins rencontrés par ces jeunes.
- Modules individuels : « s'exprimer en entreprise », « re-mobilisation », « vis ma vie en entreprise : stage ou immersion professionnelle», « entre pairs », « maîtriser les outils numériques »…

- Modules collectifs : chaque atelier collaboratif a pour but de faire émerger une participation des jeunes et favoriser le mieux vivre ensemble. « Créer la citoyenneté de demain », « agir dans mon quartier », « découverte des métiers de demain », « Séance d'improvisation sur le partage des valeurs »… La participation varie en fonction des besoins de chaque jeune et peut être réajustée au cours du parcours.

Moyens mis en œuvre :
Entrée dans le programme des jeunes :
Un diagnostic est établi par l'association à travers une analyse fine de leurs attentes et besoins. Une première rencontre individuelle organisée par l'équipe de Parrains Par Mille permettra de réaliser un bilan de son parcours scolaire, parcours d'insertion, niveau d'autonomie, sa capacité à créer du lien social et son rapport à la citoyenneté. Il s'agit de mieux comprendre ses envies pour les valoriser ou mieux les faire

émerger. Cette rencontre initie la démarche d'empowerment qui constitue le cœur du projet.

Entrée dans le programme des parrains :
Les parrains arrivent via leurs entreprises ou en tant que particulier exerçant une activité. Un rendez-vous individuel pour présenter le programme et identifier les compétences, attentes et limites de chacun. Des formations pour les aider à mieux comprendre le parcours de ces jeunes et mettre en œuvre leur mission de parrainage.

Accompagnement et suivi des parrainages : individualisé.
Mise en relation et accompagnement du jeune et du bénévole dans chaque module. Évaluation après chaque module pour réajuster ou non le programme d'origine. Organisation et animation des temps collectifs (ateliers collaboratifs, visites d'entreprises, découvertes de métier et formations innovants…). Formations et groupes de paroles.

Ressources humaines :
1 coordinateur du programme (mise en relation, accompagnement des parrainages, soutien psychologique, partenariats publics et privés, ateliers collectifs…), mobilisation de la direction de l'association et de la psychologue.

Actions annexes au programme de parrainage :
Communication, relations presse, développement de partenariats locaux, entreprises, collectivités, associatifs…

Intérêt régional :
Parrains Par Mille a crée un réseau dans la région grâce à son réseau de parrains et partenaires locaux. Ce programme sera mis en place grâce à l'implication d'organisations franciliennes et l'implication des bénévoles de ces dernières.

Un projet local : les actions de citoyenneté se tiendront dans les quartiers prioritaires de la ville des jeunes avec un habitant du quartier. Des partenariats avec des collectivités territoriales et associations locales. Renforcement du partenariat avec l'ADEPAPE.

Un projet régional : les jeunes seront invités à se déplacer dans toute la région. Des partenariats avec différents secteurs d'activités (Air France, Google, Orange, Auchan...) afin d'offrir aux jeunes un large panel d'expériences professionnelles et apporter une meilleure connaissance des bassins de l'emploi de la région (ex. secteur « Transports et logistique »dans le Val d'Oise). L'accent sera également mis sur la diversité des formations et les moyens d'y accéder (organismes de formation, chambres des métiers).

Favoriser la mobilité : la mobilité évaluée par un bilan de compétences mobilité proposé. L'objectif est d'identifier les besoins de chaque jeune, afin de leur permettre de se déplacer pour rencontrer leurs parrains ou participer à un module collectif dans des entreprises ou collectivités en Île-de-France. Accompagnement spécifique à la mobilité si besoin (Wimoov).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Le programme s'adresse à des jeunes d'Ile-de-France de 16 à 21 ans pris en charge par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance, qui vivent en famille ou en foyer.

Données clés : des parcours marqués par une forte démobilisation et un niveau scolaire inférieur à la moyenne française. Deux tiers ont au moins 1 an de retard à l'entrée au collège. Augmentation des déscolarisations entre 15 et 16 ans. 47% des 16-17 ans sont déscolarisés et sans projet alternatif.

Profils types : ces jeunes rencontrent des difficultés familiales et sociales. Ils ont fait l'expérience de ruptures, et manque souvent d'ancrages. Certains ont développé une aversion pour tout ce qui est organisé et institutionnel. Ils sont fortement préoccupés par leur avenir car confrontés à une autonomie précoce. Seulement ils rencontrent plus de freins que la moyenne française dans leur insertion socio-professionnelle. Ils expriment le besoin d'un soutien renforcé pour gagner en autonomie, s'intégrer sur leur territoire et accéder à une insertion socio-professionnelle.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 800,00	3,00%
Locations	2 100,00	3,50%
Entretien et réparations	1 000,00	1,67%
Assurance	500,00	0,83%
Documentation, colloques, autres	700,00	1,17%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 000,00	3,33%
Publicité, publications, relations publiques	1 000,00	1,67%
Déplacements, missions et réceptions	1 200,00	2,00%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 800,00	3,00%
Services bancaires et assimilés	300,00	0,50%
Rémunération des personnels	30 000,00	50,00%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	12 000,00	20,00%
Autres charges personnel	5 000,00	8,33%
Impôts et taxes sur rémunérations	600,00	1,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	16,67%
Subvention Département 75 (sollicitée)	24 000,00	40,00%
Subvention Aides privées (sollicitée)	23 000,00	38,33%
Subvention Département 95 (sollicitée)	3 000,00	5,00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025286

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PAR LA PRATIQUE DU JOURNALISME CITOYEN, RENFORCER LA CAPACITÉ D'ENTREPRENDRE DES HABITANTS DES QUARTIERS POPULAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	127 000,00 €	7,87 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE LA TELE LIBRE
Adresse administrative : 1 RUE MAURICE BOUCHOR
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nathalie LERUCH, Présidente

Date de publication au JO : 24 mars 2007

N° SIRET : 49799921900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Têtes Chercheuses en IDF :
Par la pratique du journalisme citoyen, renforcer la capacité d'entreprendre des habitants des quartiers populaires, et les conforter dans l'exercice de leur citoyenneté.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Reporter Citoyen défend l'idée que l'éducation aux médias et la pratique du journalisme citoyen (compris comme l'appropriation par les citoyens des techniques journalistiques en vue de produire une information qui favorise le dialogue) sont de puissants outils de vitalité démocratique pour les territoires, a fortiori les quartiers populaires. La période appelle au renforcement de l'exercice de la citoyenneté, pour que tous, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle ou de religion, participent à la vie de la cité, dans le respect des valeurs de la République et de la laïcité.

En s'appuyant sur l'expertise développée par Reporter Citoyen depuis huit ans sur les territoires politique de la ville, Têtes Chercheuses en Île-de-France vise à créer, d'ici trois ans, un dispositif d'éducation citoyenne par le journalisme, qui permettra de :

- Contribuer à l'insertion et à la participation des habitants des quartiers populaires à la vie de la cité en leur transmettant les principes et techniques du journalisme (de la recherche/vérification de l'information à la maîtrise de l'écriture et de l'expression orale), qui seront des atouts dans leurs projets personnels et surtout professionnels ;

- Contribuer à la cohésion sociale et territoriale en proposant des espaces d'apprentissage de l'esprit critique et d'exercice du débat citoyen à partir de la production d'une information répondant aux exigences journalistiques ;

- Contribuer à la lutte contre la désinformation et, les théories complotistes, grâce à l'acquisition d'outils journalistiques de vérification des sources et de croisement de l'information, notamment sur les réseaux sociaux ;

- Contribuer à l'ouverture des territoires et de leurs habitants à la différence en priorisant les publics les plus exclus des dynamiques citoyennes (en priorité les femmes) et en travaillant sur des thèmes qui ouvrent les consciences (droits des femmes, droits des minorités…)

Description :
Reporter Citoyen souhaite développer un dispositif sur trois ans qui sera d'abord expérimenté sur quatre territoires classés « politique de la ville » mais qui a vocation à essaimer sur toute l'Île-de-France, en s'ouvrant aussi aux territoires hors « politique de la ville », pour œuvrer à la cohésion territoriale. Dans une première phase, Têtes chercheuses en Île-de-France va nouer des partenariats avec quatre collectivités, en veillant à la diversité des départements et des sensibilités politiques.

S'appuyant sur les principes et outils de l'éducation citoyenne aux médias, il s'agira d'organiser, sur l'équivalent d'une année et sur chaque territoire, trois types d'initiatives accessibles gratuitement aux habitants : 1/ des ateliers de décryptage des médias (pour comprendre comment se construit l'information, déconstruire les théories du complot et développer l'esprit critique), 2/ des conférences de rédaction ouvertes (pour permettre aux habitants d'échanger et de devenir eux-mêmes producteurs d'information sur leur quartier) et 3/ des couvertures numériques (pour emmener les habitants couvrir des événements régionaux, sur des thématiques nouvelles pour eux, par exemple, les 10ème Gay Games Paris 2018).

Ces initiatives permettront aussi d'identifier des jeunes ayant le potentiel et l'envie d'entrer dans le monde du journalisme. Dès lors, dans une seconde phase, une trentaine de jeunes des quatre territoires seront sélectionnés pour suivre un training d'un an au journalisme multimédia, dans une logique de préparation aux écoles de journalisme. À l'issue, ils pourront être aidés dans la recherche de stage ou la création de médias citoyens sur leur territoire. Cette étape constitue la troisième phase du projet. Un nouveau cycle pourra alors commencer.

La démarche et les productions des habitants et des jeunes seront valorisées sur un site commun, diffusées via les réseaux sociaux et promues à l'occasion de réunions publiques sur les territoires.

Moyens mis en œuvre :
Pour la réalisation de Têtes Chercheuses en Île-de-France, l'organisme souhaite mobiliser les équipes de l'association Les Amis de LaTéléLibre et de l'École des métiers de l'information (EMI), qui sont, pour l'essentiel, composées de journalistes (rédacteurs, vidéastes, photographes, monteurs, etc.), et qui interviendront en différentes étapes du projet pour répondre à des besoins spécifiques.

Têtes Chercheuses en Île-de-France sera piloté par un coordinateur à mi-temps sur l'ensemble de la durée du projet.

Le matériel nécessaire à la réalisation des productions sera mis à disposition par LaTéléLibre et l'EMI. Les habitants des territoires pourront notamment être accompagnés par les techniciens de LaTéléLibre ou les jeunes issus de l'action Reporter Citoyen lors de la réalisation de leur travaux, et à ce titre bénéficieront du matériel de tournage et de montage de LaTéléLibre (caméra de poing ; trépied ; kit émetteur récepteur HF ; micro main ; station de montage, appareil photographique et enregistreur-prise de son). Du matériel informatique complémentaire spécialement dédié à l'action pourra être envisagé pour le travail rédactionnel et le travail de recherche des habitants.

La démarche tout comme les productions des habitants, notamment celles présentant un intérêt pour l'ensemble du territoire régional, seront valorisées sur un site commun et diffusées via les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Snapchat, Instagram). Une page Facebook sera ouverte pour chaque territoire, créant un espace d'échanges entre les participants aux initiatives et les habitants.

Les temps d'échange avec les habitants auront lieu dans les villes partenaires, dans des locaux mis à disposition par la ville. Les séquences de training et les ateliers des jeunes, auront lieu dans les locaux de l'École des métiers de l'information, et dans les locaux de l'association Les Amis de LaTéléLibre pour bénéficier d'un cadre adapté à la formation.

Intérêt régional :
Têtes Chercheuses en Île-de-France est à la croisée de deux grandes priorités de la Région Île-de-France : « la volonté de recoudre le lien entre les quartiers et leurs habitants et de mener une lutte efficace contre les fractures territoriales » et « l'engagement de l'exécutif pour créer les conditions pour donner à chaque jeune les moyens de construire un avenir fait de réussites tant dans la formation que dans l'accès à l'emploi ».

La pratique du journalisme est un puissant levier pour rapprocher les habitants de leurs quartiers et retisser du lien entre eux. Dans les initiatives proposées, les habitants seront amenés à « explorer » leur quartier, leur ville, leur région pour y collecter des informations (qu'ils vérifieront), à entrer en contact avec d'autres habitants, d'ici et d'ailleurs, pour les interviewer et, in fine, à traiter ces informations pour produire des contenus écrits ou vidéos qui proposent un nouveau regard sur leur quartier, leur ville, voire plus largement sur la société et le monde.

Têtes Chercheuses en Île-de-France va également conforter la capacité de réussite des jeunes de quartiers populaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Contribuer à l'égalité des territoires et à la cohésion sociale impose de porter une attention particulière aux populations, aux personnes qui ont le moins la parole, qui sont les plus en retrait de la participation à la vie de la cité. À l'échelle du territoire, l'action sera concentrée sur les habitants des quartiers populaires. Dans la phase de développement de Têtes Chercheuses en Île-de-France, la priorité de l'action

concernera quatre territoires classés « politique de la ville ».

Têtes Chercheuses en Île-de-France est ouvert à tous les habitants des quartiers, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle ou de religion. Toutefois, dans les quartiers, tout le monde n'a pas un accès égal à l'espace public, la priorité sera donnée à la participation des femmes (jeunes et moins jeunes), garantissant au moins la parité dans la participation aux diverses initiatives, aux différentes phases du projet.

Pour la phase de training et de pratique du journalisme multimédia, l'association vise un public jeune, entre 18 et 30 ans, avec la parité comme impératif, sans exclure des participants plus âgés motivés.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	53 500,00	42,13%
Services extérieurs	36 800,00	28,98%
Autres services extérieurs	11 940,00	9,40%
Charge de personnel	18 160,00	14,30%
Autres charges de gestion courante	6 600,00	5,20%
Total	127 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	60 000,00	47,24%
Subvention Commune (sollicitée)	15 000,00	11,81%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	7,87%
Subvention Organismes semi publics	42 000,00	33,07%
Total	127 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Méditerranée (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	5 000,00 €

2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	70 000,00 €
	Montant total	95 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025287

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT RELATIONNEL ET SOCIAL DE PERSONNES ÂGÉES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	44 301,32 €	11,29 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITS FRERES DES PAUVRES
Adresse administrative : 64 AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain Villez, Président

Date de publication au JO : 13 avril 1946

N° SIRET : 77568025900188

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Accompagnement relationnel et social de personnes âgées en situation de précarité dans les quartiers prioritaires de Champigny sur Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Coordonner les acteurs de l'action sociale sur les problématiques d'accès aux droits et services
Favoriser l'accès aux droits et à la santé
Favoriser la cohésion sociale comme facteur de citoyenneté
Développer les actions de lien social favorisant le bien vivre ensemble

Description :
Depuis 1946, les petits frères des Pauvres accompagnent dans une relation fraternelle des personnes souffrant de solitude, de pauvreté, d'exclusion, de maladies graves à partir de 50 ans. A Champigny, l'association intervient auprès de personnes à domicile et en maison de retraite. 66 personnes ont été accompagnées au 31 décembre 2016. Sur l'ensemble, 30 en quartiers prioritaires Politique de la Ville.
La mixité sociale est favorisée grâce à des bénévoles pour la plupart de Champigny qui sont issus de divers milieux.

Moyens mis en œuvre :
Visite à Domicile toutes les semaines ou tous les 15 jours.
Appel téléphonique toutes les semaines
Accueil au local toutes les semaines
Sorties culturelles une fois par mois, restaurant et repas au local une fois par mois
Séjours vacances.

Intérêt régional :
Les actions se déploient sur 40 secteurs de la région parisienne et permettent à plus de 1500 personnes âgées isolées de recréer du lien social.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes âgées de 65 ans et plus
Nombre de bénéficiaires sur Champigny et Chennevières sur Marne: 30

Localisation géographique : CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges diverses de gestion courante	12 785,92	28,86%
charges de personnel	21 980,85	49,62%
Locations	9 534,55	21,52%
Total	44 301,32	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
autofinancement	39 301,32	88,71%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	11,29%
Total	44 301,32	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025301

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SENSIBILISATION AUX VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE, À LA CITOYENNETÉ ET À L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	67 293,00 €	29,72 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS DU CENTRE SOCIAL A MALRAUX
Adresse administrative : 1 AV ANDRE MALRAUX
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FABRICE BICHELER, Président

Date de publication au JO : 10 janvier 1990

N° SIRET : 40137358400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Le projet sensibilise aux valeurs de la République, à la citoyenneté et à l'égalité dans la relation femmes/hommes. Il accompagne les femmes à investir l'espace public. Il participe à l'accès aux droits

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
1) Lutter contre les violences intrafamiliales et les violences faites aux femmes par la mise à disposition à proximité des quartiers prioritaires d'une permanence de conseillère conjugale et familiale.

2) Accompagner les femmes à investir la place publique à travers différentes actions socio-éducatives et

artistiques.

3) Sensibiliser les jeunes dès le jeune âge à l'égalité dans la relation fille-garçon.

Les actions opérationnelles ont pour objectifs de :
- proposer une réflexion sur la représentation de soi et son rapport à la ville, à travers médiation et production artistique
- Interpeler l'opinion sur la place des femmes dans l'Espace Public
-Approfondir le questionnement sur leur condition sociale
-favoriser la prise de parole des femmes
-mettre les femmes dans une posture d'actrice de la vie publique
- Favoriser la visibilité du Festival « la ville en rose »
- Permettre l'intégration à un projet culturel collectif.
- Approfondir le questionnement sur la relation femmes/hommes

Description :
Le projet sensibilise l'opinion sur la place des femmes dans l'Espace Public. Il s'inscrit dans la continuité de l'action « Mots de Femmes », initiée par le CSAM en 2017 (création d'une vidéo réalisée par un groupe de jeunes femmes consacrée à la parole de leurs ainées). Le projet regroupe la mise à disposition d'une permanence de proximité de consultation conjugale et familiale, une action culturelle pluridisciplinaire réalisée par les habitants de la communauté d'agglomération ; développée en phases successives, des formations et des sensibilisations en directions des enfants et des adultes par la mise en place de débats, de diffusion de films, de table rondes, d'activités ludiques et de l'organisation d'un Festival dédié aux femmes associant les artistes amateurs femmes et des associations locales.
La mise en place de la permanence de conseillère conjugale et familiale répond à une perspective de prévention des crises et des violences conjugales, notamment les femmes victimes de violences, mais aussi prévention des souffrances dont les enfants pourraient être victimes, avec le cortège de conséquences dramatiques : échec scolaire, conduites addictives, fugues.
Le projet artistique « Je vois la ville en rose » est une action culturelle pluridisciplinaire (photo, vidéo, écriture, arts numériques) participative réalisée par les habitants de la communauté d'agglomération.
Elle a pour objectif de porter dans l'espace public la parole des femmes en sensibilisant l'opinion sur la place des femmes dans celui-ci et en inscrivant les participantes dans une dynamique d'affirmation de soi.
Elle verra la production :
-d'une exposition de photos représentant « l'Espace Public Personnel » des femmes des quartiers
-d'installations graphiques éphémères dans la ville pour symboliser la présence des femmes
-d'ateliers d'écriture et d'ateliers de mise en voix des textes
-de la réalisation de vidéos, des lectures.

Moyens mis en œuvre :
Moyen pour la permanence de conseillère conjugale et familiale:
La référentes familles.
Son rôle : accueil et orientation du public – coordination des permanences au sein de l'espace familles – gestion du fond de documentation – aménagement du lieu – participation à la mise en place d'animations thématiques.

Une conseillère conjugale et familiale de l'Association Fédérale pour le Couple et l'Enfant (APCE).

Moyens matériels : l'accueil est composé de :
Un bureau pour les permanenciers spécialisés.
Un bureau pour un accueil individualisé.
Un hall avec la mise à disposition d'affiches et de tracts d'informations liées à la vie courante des familles (santé, cultures, prestations sociales, familles).

Partenaires : service santé ville, circonscription d'action sociale, l'hôpital Robert Ballanger.

Moyen pour le projet « Je vois ma ville en rose »
Moyens humains : - 1 coordinateur artistique
- 2 référents de l'action dans les centres partenaires (1 par ville)
- 3 animateurs des ateliers photo
- 1 intervenant atelier d'écriture
- 1 intervenant mise en voix
- 1 animateur du groupe vidéo

Moyens matériels :
- appareils photos (mis à disposition des femmes n'en disposant pas)
- 2 caméras numériques
- salles informatiques multimédia (traitement photos, montages vidéo)
-poste de travail mobile

Partenaires : ville de Villepinte (services culturel, communication…), centres sociaux et maisons de quartier de Tremblay-en-France et de Sevran, et Cie Issue de Secours en résidence à la Ferme Godier de Villepinte.

Moyen pour le festival dédié aux femmes :
Un accompagnement théâtralisé par un intervenant de la compagnie Issue de Secours.
La coordination du projet par un salarié du centre social André Malraux.
Agent d'accueil du CSAM.
Secrétaire du CSAM.
6 Animateurs (animation et sensibilisation des enfants)
Techniciens spectacles (son, lumière…)

Rôle du coordinateur
Coordonner la mise en place des ateliers.
S'assurer de la qualité et de la cohérence pédagogique des actions.

Intérêt régional :
Le projet participe aux axes suivants :
Sensibiliser sur les comportements sexistes et prévenir les stéréotypes de genres.
Lutter et prévenir les discriminations territoriales et locales.
Renforcer la participation des habitants.
Renforcer l'implication des habitants dans la transformation de leur quartier et dans l'animation du cadre de vie quotidien.
Renforcer l'accès au droit.
Renforcer le lien social et l'animation de vie dans les quartiers prioritaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des quartiers prioritaires des communes de Villepinte, Tremblay en France et de Sevran.

Localisation géographique : PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	9 240,00	13,73%
Achats stockés Matières premières et fournitures	10 633,00	15,80%
Achats stockés Autres fournitures	1 000,00	1,49%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 306,00	1,94%
Publicité, publications, relations publiques	15 119,00	22,47%
Rémunération des personnels	13 431,00	19,96%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	16 564,00	24,61%
Total	67 293,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	15 000,00	22,29%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	29,72%
Subvention Commune (sollicitée)	27 293,00	40,56%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	4 250,00	6,32%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	750,00	1,11%
Total	67 293,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	7 560,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	8 000,00 €
	Montant total	15 560,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025302

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCROCHAGE SCOLAIRE - ALLIANCE ÉDUCATIVE PAR DES CONCERTATIONS ECOLE FAMILLE CITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	15 000,00 €	33,33 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE ET FAMILLE CENTRE DE PROXIMITE ET DE RESSOURCES
Adresse administrative : RUELLE DARRAS
95310 SAINT-OUEN-L'AUMONE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES MERRIEN, Président

Date de publication au JO : 26 juin 1999

N° SIRET : 43449671700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Accrochage scolaire - Alliance éducative par des Concertations Ecole Famille Cité pour situations d'élèves (4ème-1ère) en (risque de) décrochage scolaire

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
* Objectifs généraux :
Favoriser le maillage social et citoyen des quartiers, des établissements scolaires.
- Développer des espaces de concertations : lieux de rencontre, de débat sur les engagements pour l'avenir, l''échange de ressources, sans nier les détresses et pour chercher ensemble des pistes de solutions

- Développer, Mettre en place une méthodologie de médiations plurielles à l'école et dans la Cité
- Soutenir les professionnels des quartiers dans leurs initiatives et accompagnements pour l'accrochage scolaire et la réussite de tous les élèves

*Objectifs opérationnels :
Pour les professionnels mobilisés par la situation : poursuivre, ré-ouvrir le dialogue et le débat, parfois contradictoire, avec les membres de la famille
visualiser le parcours du jeune, partager des éléments de compréhension de la situation, utiles dans leur cœur de métier
Identifier puis réinvestir des principes, démarches, outils dans les pratiques et instances ordinaires pour d'autres situations de (risque de) décrochage scolaire

Pour les membres de la famille (dont les parents)
Permettre que soient reconnus leur place éducative prépondérante, les réseaux activés par leurs demandes au fil du parcours de leur enfant
Expérimenter des moments et espaces de dialogue et une posture de "chercheur collectif" possibles avec les professionnels mobilisés par la situation de l'enfant en décrochage

Pour les jeunes gens concernés, élèves en (risque de) décrochage scolaire
Assister à la rencontre et au débat entre adultes à partir de leur trajectoire
Reconstruire du sens à leur parcours pour pouvoir se projeter dans l'avenir malgré les conflits -voire les clivages- de loyautés intrafamiliaux ou entre la famille et le réseau.

Description :
*volet pilotage :
Présentation du projet et réunions de travail avec les partenaires concernés : à minima les pilotes locaux REP, FOQALE (EN) et Politique de la ville
Choix de situations et Co-construction de la feuille de route

*Pour chaque situation retenue :
- préparation de la rencontre avec les professionnels de première ligne concernés, avec utilisation du "Sociogénogramme " retraçant le parcours des personnes (identification des partenaires concernés, lettre d'invitation, modalités de contact avec les membres de la famille et les partenaires)
- co-animation de la concertation EFC par un thérapeute familial et un intervenant du Pôle réseau, prise de notes pour compte rendu écrit
- atelier de retour sur expérience entre professionnels

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
2 intervenants directs (1Pôle clinique + 1 Pôle Réseau)
+ Support de l'agent administratif au suivi du projet

Moyens matériels
Mise à disposition de locaux dans les établissements, les structures du quartier pour les rencontres : avec paper-board ou TNI pour les animations
Véhicule et/ou transports en commun pour déplacements

Intérêt régional :
Ces pratiques innovantes, opérationnelles, déployées par l'association depuis de nombreuses années lui permettent désormais d'essaimer au-delà du territoire d'origine de l'association, le Val d'Oise.

L'agrément rectoral et la convention cadre interministérielle accroissent la légitimité de l'association à intervenir aussi dans et avec les équipes pédagogiques pour contribuer à une évolution des pratiques

interinstitutionnelles en matière de lutte contre le décrochage scolaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Communautés éducatives en REP

Localisation géographique : CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE (78-YVELINES)
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés Matières premières et fournitures	250,00	1,67%
Services extérieurs	250,00	1,67%
Autres services extérieurs	2 000,00	13,33%
Personnel de l'association et extérieur à l'association	10 000,00	66,67%
Autres charges de gestion courante	500,00	3,33%
Achats de matériels, équipements et travaux	500,00	3,33%
frais administratifs	1 500,00	10,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	33,33%
autofinancement	1 500,00	10,00%
Fondation de France	1 500,00	10,00%
Subvention Département (sollicitée)	2 500,00	16,67%
autres financeurs publics et privés	2 500,00	16,67%
Education Nationale	2 000,00	13,33%
Total	15 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la médiation	5 000,00 €
2015	Soutien à la médiation	3 600,00 €

	Montant total	8 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025304

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROGRAMME DE PRÉVENTION ET DE SUIVI DE LA RADICALISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	27 500,00 €	18,18 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OBSERVATOIRE DE LA PARENTALITE ET DE L'EDUCATION NUMERIQUE
Adresse administrative : 33- 35 RUE DE LA BRECHE AUX LOUPS 75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THOMAS ROHMER, Président

Date de publication au JO : 16 juillet 2016

N° SIRET : 82192081600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Notre projet fait partie du plan Vigiparents, programme de prévention et de suivi de la radicalisation proposé par un collectif d'associations dont la Brigade des Mères, Educ Médias, l'Oiseau Lyre

Date prévisionnelle de début de projet : 30 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'OPEN fait partie intégrante du plan Vigiparents porté avec 3 autres associations aux expertises et champs d'intervention complémentaires. La Brigade des Mères, l'OPEN (Observatoire de la Parentalité & de l'Education Numérique), l'Oiseau Lyre, et EducMédias ont décidé de développer une démarche conjointe ambitieuse face à l'échec des différentes mesures déployées jusqu'alors. L'open souhaite s'appuyer au maximum sur une démarche de prévention de la radicalisation afin d'éviter de devoir déployer une politique de déradicalisation.
Proposer une démarche préventive face à la radicalisation à destination des familles et des professionnels en Ile de France

• Donner des clés de décryptage aux familles afin qu'elles soient à même de repérer d'éventuels signes inquiétants
• Leur proposer un accompagnement face à des situations d'urgence à travers un dispositif mis en place par notre collectif associatif
• Revaloriser les valeurs de la République et ses institutions
• Renforcer et conforter les familles dans l'exercice de leur parentalité
Ainsi le rôle joué par l'OPEN s'inscrit dans l'axe 1 du Plan Vigiparents à savoir la Prévention de la radicalisation.
Cette démarche préventive remplira une mission essentielle à destination de l'ensemble des familles et des professionnels de l'enfance en Île-de-France :
> informer et sensibiliser l'ensemble des référents adultes de l'origine, des processus de radicalisation afin de leur permettre de s'en prémunir
> mais aussi de déceler d'éventuels « signaux faibles » de radicalisation qui permettront ainsi de repérer à temps les éventuels processus en cours, afin d'inciter ces familles à être suivies par la BDM et l'Oiseau Lyre qui les accompagnera dans le cadre d'une approche « sur mesure » tenant compte de leur réalité.

Description :
Il s'agit de déployer 100 conférences partout en Ile-de-France à destination des familles et des professionnels de l'enfance.
Ces conférences auront pour objectif de prévenir les phénomènes de radicalisation tout en apportant des clés de décryptage à ces référents adultes.
En tant qu'expert concernant les enjeux d'éducation liés au numérique l'OPEN insistera tout particulièrement au cours du déroulé de ces conférences sur les facteurs favorisant l'emprise en lien avec les outils numériques. Afin de préserver les valeurs de la laïcité de la République l'open a décidé de lier les messages préventifs avec les processus d'embrigadement et de manipulation cognitive appliqués par les sectes. En effet, d'importantes similitudes existent entre les moyens et les messages déployés par certaines sectes et ceux utilisés par certains extrémistes musulmans pour « recruter » des personnes susceptibles d'adhérer à leurs idées.
A cette fin, un contact a été pris avec la MIVILUD cellule spécialisée rattachée au Premier Ministre.
Ainsi à l'issue des conférences les publics rencontrés devront être en mesure de :
> Comprendre et analyser les différentes stratégies déployées vers les enfants et les adolescents
> Savoir repérer et analyser les contextes favorables à l'emprise
> Décrypter les premiers signes et savoir y répondre - Quelle stratégie d'accompagnement
> Déployer des solutions et analyser les responsabilités de chacun
> Alerter lorsque l'on prend conscience trop tard : vers qui se tourner ?

Moyens mis en œuvre :
Dans la cadre de la mise en œuvre du plan Vigiparents, l'OPEN aura pour mission d'apporter aux adultes sur l'ensemble du territoire régional les clés de décryptage des processus de radicalisation afin de leur permettre de s'en prémunir en éveillant l'esprit critique de leurs enfants et adolescents mais aussi en leur permettant de prendre conscience que potentiellement toutes les familles peuvent être concernées par ce type de phénomènes.
Ainsi la démarche portée par l'OPEN dans le cadre du plan Vigiparents s'appuiera sur un processus pédagogique adéquat :
L'ensemble de l'axe pédagogique et méthodologique a été validé par les membres du comité d'experts spécialisés sur les questions de radicalisation (Marion Haza, psychologue spécialisée dans les problématiques liées de l'adolescence qui intervient régulièrement en formation auprès de la PJJ en France, Jocelyn Lachance sociologue et anthropologue Quebecquois, maître de conférence à l'Université de Pau qui a réalisé beaucoup d'études et de publications sur cette question, Nadia Remadna, Présidente fondatrice de la Brigade des Mères et qui accompagne les familles et agit depuis de nombreuses années au sein des quartiers sensibles).
Un soin particulier sera donné à la forme des supports et à la réalisation d'un grand nombre de vidéos, qui illustreront les propos des formateurs, des témoignages de victimes de la radicalisation sont prévus.

Un soin tout particulier sera apporté au recrutement et à la formation des intervenants qui seront tous sélectionnés sur la base de compétences validées par un comité d'experts.

Intérêt régional :
La radicalisation de certains jeunes issus de quartiers sensibles ou pas est une réalité rencontrée partout en France. Toutefois, au regard de la population globale de l'Ile-de-France, de la disparité socio-économique des personnes y résidant, de la concentration plus forte qu'ailleurs de certaines populations sensibles aux thèses développées par certains religieux extrémistes, il apparaît plus que primordial de tenter d'endiguer ce phénomène en traitant les problèmes à la racine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires directs de cette initiative, seront nombreux.
Une fois la démarche connue et identifiée, l'axe préventif s'adressera en priorité à tous les adultes, familles (parents, grands-parents), professionnels de l'éducation (enseignants, personnels TOS, infirmières scolaires et assistantes sociales...) et les acteurs de la protection de l'enfance (éducateurs, médiateurs ...) afin de leur permettre de s'emparer des messages et des clés de décryptage préventifs.

Dans le cadre de cet appel à projet, l'ensemble des publics issus des quartiers concernés par la politique de la ville sera sélectionné en priorité.

Inscrire la prévention de la radicalisation et la défense des valeurs de la république et de la citoyenneté doit pouvoir bénéficier au plus grand nombre sur le territoire régional.
Forte de l'expertise et du déploiement du plan Vigiparents au sein de Région Ile-de-France l'association compte, à terme pouvoir le proposer et le déployer sur l'ensemble du territoire national.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 000,00	7,27%
Locations	2 900,00	10,55%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 600,00	20,36%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	3,64%
Rémunération des personnels	8 500,00	30,91%
Autres charges de personnel	7 500,00	27,27%
Total	27 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	22 500,00	81,82%
Subvention Région (attribuée)	5 000,00	18,18%
Total	27 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025306

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ENCOURAGER LA RECONNAISSANCE ET L'ÉMANCIPATION DES FEMMES PAR L'ACQUISITION DE LA MAÎTRISE DU FRANÇAIS INDISPENSABLE À LEUR INTÉGRATION SOCIALE, PROFESSIONNELLE ET CITOYENNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	206 600,00 €	7,26 %	15 000,00 €
		Montant Total de la subvention	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DES FEMMES
Adresse administrative : 17 AVENUE HENRI ROBERT
92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Jocelyne KRUPSKY, Présidente

Date de publication au JO : 17 janvier 1998

N° SIRET : 41829918600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Encourager la reconnaissance et l'émancipation des femmes par l'acquisition de la maîtrise du français indispensable à leur intégration sociale, professionnelle et citoyenne dans la société d'accueil.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Axe 1 : Favoriser l'apprentissage par la maîtrise du français et des savoirs de base (comprendre, parler, lire, écrire) en lien avec le projet de vie des femmes issues de l'immigration. Encourager la valorisation, la reconnaissance et l'émancipation des apprenantes par l'acquisition de savoirs indispensables pour leur intégration et à la préparation des certifications reconnues (DELF A1, DELF A2, DELF B1, Passeport Internet et Multimédia).

Axe 2 : Transmettre les valeurs de la République et favoriser l'autonomie sociale du public et l'ouverture sur la société d'accueil. Éclairer le choix qui engage les personnes qui ont décidé de devenir français.
Axe 3 : Aider les femmes à remplir pleinement leur rôle dans la cité et la famille en développant leur autonomie dans la société d'accueil. Favoriser la valorisation, la reconnaissance, l'émancipation des femmes. Promouvoir l'égalité Femme / Homme, repérer et orienter les femmes victimes de violences.

Description :
Axe 1 : Formation linguistique de base dans le quartier des Hauts d'Asnières axées sur le développement de l'autonomie des participantes au travers de l'acquisition de compétences orales et sociales en interaction avec les différents espaces sociaux, publics et culturels qui composent l'environnement du public. 8 groupes axés sur l'oral de base et la découverte des écrits, et la remise à niveau. Ces ateliers fonctionnent en entrées / sorties permanentes sur l'année. Ils se déroulent en journée. Ils sont collectifs et interactifs. La démarche pédagogique prend en compte les différents parcours des apprenantes et leur rythme d'apprentissage. Les formations sont sanctionnées par le passage du DELF A1, A2, B1.
Axe 2 : Découverte des droits et devoirs des citoyens français en vue d'une meilleure connaissance, compréhension et respect des droits et devoirs de chacun. Incitation à la participation à la vie publique et à la citoyenneté. L'apprentissage des règles du "vivre ensemble" et l'assimilation des valeurs de la république. Mettre en valeur et rendre accessible les éléments relatifs à l'histoire de France, aux principes républicains, à la laïcité, répondre aux objections qui mettent en doute leur validité et de lutter contre la victimisation. Des documents supports sont utilisés : la charte des droits et devoirs du citoyen, la constitution française, la déclaration des droits de l'homme. Planification de cycles d'animation et d'échanges, de sorties culturelles sur la thématique en direction du public (Interventions CIDFF, ADRIC). Participation à un théâtre forum sur la thématique visant à déconstruire les argumentaires radicaux (Théâtre Par Le Bas). Visite de l'Assemblée Nationale.
Axe 3 : Sensibilisation à la notion du genre (tables rondes le 8 mars), au respect des droits des femmes (intervention dans les cours et lors des ateliers sociolinguistiques destinés aux élèves allophones du Programme Réussite Éducative) et de l'égalité entre les sexes.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels : salles équipées (tableaux blancs, ordinateurs, audiovisuel), matériel pédagogique.
Moyens humains : 4 formatrices, 2 médiatrices, 5 bénévoles.
Des interventions ponctuelles faisant appel à des professionnels extérieurs seront programmées : Interventions sur la connaissance des institutions, des droits et devoirs, de la citoyenneté, animées par une juriste du CIDFF de Nanterre. Travail pédagogique et d'échanges à partir des panneaux de l'exposition "Etre parents aujourd'hui".

Intérêt régional :
Favoriser l'apprentissage par la maîtrise du français et des savoirs de base en lien avec le projet de vie des femmes issues de l'immigration. Encourager la valorisation, la reconnaissance et l'émancipation des femmes par l'acquisition de savoirs indispensables pour leur intégration.

Transmettre les valeurs de la République et favoriser l'autonomie sociale du public et l'ouverture sur la société d'accueil. Éclairer le choix qui engage les personnes qui ont décidé de devenir français.

Aider les femmes à remplir pleinement leur rôle dans la cité en développant leur autonomie dans la société d'accueil. Favoriser la valorisation, la reconnaissance, l'émancipation des femmes. Promouvoir l'égalité Femme / Homme, repérer et orienter les femmes victimes de violences.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Public(s) cible(s) :
1 - femmes, entre 18 et 65 ans, mères de famille pour la plupart, habitant Asnières et issues très majoritairement des quartiers inscrits dans la politique de la ville. Elles sont de toutes origines (Maghreb, Afrique, Asie, Amérique Latine, Europe de l'Est), sont primo-arrivantes ou installées en France depuis plusieurs années. Elles sont peu mobiles, isolées et peu en contact avec la société d'accueil, en raison de la faible maîtrise du français et des contraintes liées à leur situation (enfants en bas âge, familles nombreuses, difficultés financières, écart culturel, etc.). Le fait de participer à ces actions constitue parfois le seul lien avec la société française. Une grande majorité n'a pas été scolarisée dans son pays d'origine, et / ou ne maîtrise pas le français à l'oral.
2 - Élèves des écoles primaires, collèges, lycées allophones primo-arrivants scolarisés en classe CLIN ou CLA ayant des difficultés à s'intégrer sur le plan scolaire, en raison de lacunes linguistiques et d'une méconnaissance de leur environnement social et culturel.

Localisation géographique : ASNIERES-SUR-SEINE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	5 500,00	2,66%
Achats non stockés de matières et fournitures	5 500,00	2,66%
Locations	5 400,00	2,61%
Assurance	950,00	0,46%
Documentation	250,00	0,12%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 000,00	3,39%
Déplacements, missions et réceptions	1 700,00	0,82%
Rémunération des personnels	120 200,00	58,18%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	60 100,00	29,09%
Total	206 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	17 500,00	8,47%
ACSé	18 000,00	8,71%
ASP	19 100,00	9,24%
ARS	32 000,00	15,49%
FONJEP	3 000,00	1,45%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	7,26%
Subvention Département (sollicitée)	38 000,00	18,39%
Subvention Commune (sollicitée)	35 000,00	16,94%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	20 000,00	9,68%
Cotisations, dons manuels ou legs	9 000,00	4,36%
Total	206 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	9 400,00 €
	Montant total	9 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025308

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LANCEMENT DE NOUVELLES ACTIONS DANS LE CADRE DU PROGRAMME "L DANS LA VILLE" QUI VISE À FAVORISER LA PLACE DES FILLES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	281 070,00 €	3,56 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE
Adresse administrative : 14 RUE DES JEUNEURS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS ESCHERMANN, Président

Date de publication au JO : 22 août 1998

N° SIRET : 42115680300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Lancement de nouvelles actions dans le cadre du programme "L dans la ville" qui vise à favoriser la place des filles dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en Ile-de-France.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
L dans la Ville est un projet qui vise à favoriser l'appropriation de l'espace public par les jeunes filles et

femmes et à détruire les stéréotypes. L'association accompagne les jeunes filles dans leur épanouissement, leur émancipation et leur insertion professionnelle au travers de la pratique sportive. L'association souhaite étendre son programme à de nouveaux territoires en Ile-de-France.
Des séances de football, de tennis et de danse sont proposées sur chaque centre pour les jeunes filles.

Objectifs :
1.Fédérer un large nombre de jeunes filles autour du programme « L dans la Ville » en utilisant la pratique sportive et la pratique de la danse comme accroches avec elle.
2.Transmettre aux jeunes filles, à travers ces activités, des éléments de savoir-être et de confiance en soi afin qu'elles prennent toute leur place dans l'espace public et qu'elles s'approprient le terrain sportif.
3. Associer les familles et les acteurs locaux à une démarche de valorisation des jeunes filles et de la place qu'elles peuvent occuper dans l'espace public et dans la société.
4.Permettre aux jeunes filles de découvrir le monde professionnel et les suivre jusqu'à ce qu'elles accèdent à une formation et réussissent leur entrée dans la vie active.
5. Promouvoir la place de la femme dans la société. Des rencontres avec des personnalités féminines inspirantes pourront être organisées pour sensibiliser les inscrits à la problématique de l'égalité homme - femme. Des sessions de formation aux métiers du sport pourront être financées par l'association pour permettre aux filles de faire carrière dans le sport.

Description :
1 : Animation de séances sportives dédiées aux jeunes filles
Chaque semaine : 4h d'activités sportives proposées AUX jeunes filles de 10 ans ET + :
- Activité football sur chaque terrain (2h)
- Initiation au rugby, une séance par mois, sur chaque terrain. Des rencontres « Rugby » sont également organisées avec les clubs locaux
- Activité tennis, en partenariat avec les clubs de tennis en proximité (2x1h).

2 : Organisation de tournois permettant une pratique sportive hors du quartier
tournoi trimestriel réunissant les filles inscrites sur les différents sites de Sport dans la Ville / temps fort de mobilisation et de motivation ; lors de ces tournois mixtes, les jeunes filles côtoient des jeunes d'autres quartiers et d'autres origines, ce qui favorise un meilleur vivre-ensemble et renforce le lien social.

3 : La pratique de la danse
Des séances de danse proposées aux jeunes filles en proximité des terrains de Sport dans la Ville chaque semaine. Les jeunes filles ont la possibilité de monter sur scène plusieurs fois par an lors des événements en extérieur sur le terrain de l'association mais aussi pendant les fêtes de quartier pour mettre en avant leur pratique et leur place. Pendant les vacances sont organisés des « Battle » où les jeunes filles de chaque quartier se rencontrent dans une logique de décloisonnement.

4 : Activités de découverte et d'ouverture
Dans une logique de valorisation, basée sur les bons comportements, Sport dans la Ville propose un programme de découverte avec des sorties culturelles et des séjours tout au long de l'année. Ces séjours reposent sur une logique citoyenne (visite des institutions, visite d'entreprises, participation à des grands évènements sportifs).

A partir de 14 ans, les jeunes filles pourront bénéficier d'un accompagnement vers la formation et l'emploi.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels
- terrains de sport construitS généralement en pied d'immeubles? terrains de football (gazon synthétique d'environ 40x 20 mètres)
- salles de formation pour les différents ateliers organisés pour les jeunes filles. Cela permet d'inciter les jeunes filles à sortir de leur quartier.

- moyens du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir dans le cadre du projet "Sport, Filles et Cité". Un film sur la place des filles pourra être réalisé et diffusé lors d'un évènement grand public. Des débats sur ce thème pourront ensuite être menés avec l'assistance.

Moyens humains
- 1 responsable du contenu pédagogique de « L dans la Ville »
- 1 chef de projet « L dans la Ville Ile-de-France » (recrutement des jeunes filles sur les terrains, organisations des séances de danse, des sorties)
- 1 responsable opérationnel et lien avec les jeunes et leurs familles par centre. Il manage les équipes d'éducateurs sur les centres sportifs et accompagnent les jeunes,
- 2 éducateurs, et 1 professeur de danse salariés en temps partiel
- 1 professeur de tennis

Intérêt régional :
Les territoires sur lesquels Sport dans la Ville ouvre des nouveaux centres sportifs en Ile-de-France sont des territoires prioritaires de la politique de la ville qui concentrent des difficultés économiques et sociales. Les jeunes filles y sont parfois victimes d'un certain nombre de stéréotypes qui les empêchent de prendre toute leur place dans la société.

Ces nouveaux centres sont situés dans tous les départements franciliens (ouvertures en septembre 2017 de deux centres à Gonesse (95), projets d'ouverture en 2018 d'un deuxième centre à Saint-Ouen (93), d'un centre à Sevran (93), d'un centre à Gennevilliers (92), projets d'ouverture en 2019 d'un centre à Saint-Maur les Fossés (94), à Corbeil-Essonnes (91), à Bagnolet (93)).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Filles de 11 à 25 ans. Entre 50 et 80 filles par centre.
50 à 90% des jeunes inscrites sont issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Quartiers où les jeunes filles ont parfois du mal à s'affirmer à l'adolescence.

Toutes les filles souhaitant s'inscrire peuvent le faire de manière gratuite.

Les familles sont également concernées puisque tous les éducateurs réaliseront des visites chez les familles pour se présenter, expliquer le fonctionnement du programme, mesurer l'implication des filles et sensibiliser les parents aux problématiques de l'égalité garçon - fille à l'adolescence.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 700,00	2,03%
Locations	4 770,00	1,70%
Entretien et réparations	77 180,00	27,46%
Assurance	1 940,00	0,69%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	90 950,00	32,36%
Publicité, publications, relations publiques	7 250,00	2,58%
Rémunération des personnels	80 560,00	28,66%
Autres charges de personnel	440,00	0,16%
Déplacements, missions et réceptions	12 280,00	4,37%
Total	281 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	26 000,00	9,25%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	3,56%
Subvention Commune (sollicitée)	76 000,00	27,04%
Subvention Aides privées (sollicitée)	169 070,00	60,15%
Total	281 070,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	15 000,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	10 000,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	15 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	20 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025317

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UN COLLECTIF CITOYEN DANS LE BUT DE FAVORISER ET PROTÉGER LA POSITION DE LA FEMME AU SEIN DES QUARTIERS PRIORITAIRES POUR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE DE TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	25 000,00 €	20,00 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COEUREL
Adresse administrative : 27 RUE EDMOND MICHELET
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frantz GLOWACKI, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51991128300025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Création d'un collectif citoyen dans le but de favoriser et protéger la position de la femme au sein des quartiers prioritaires pour la réussite éducative de tous.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Création d'un collectif citoyen au sein de l'association dans le but de favoriser et protéger la position de la

femme au sein des quartiers prioritaires afin de les soutenir dans l'éducation et la scolarité de leurs enfants. Les objectifs sont les suivants:

1. Créer du lien social
2. Favoriser les rencontres entre habitants de tous âges et de toutes origines sociales et culturelles ;
3. Être un lieu d'information et d'animation locale ;
4. Favoriser la citoyenneté et accompagner les initiatives ;
5. Dynamiser le tissu associatif local et la mise à disposition des locaux ;
6. Être une structure d'accueil ouverte en début de soirée ;
7. Organiser des débats et des ateliers d'écritures.
8. Consolider le dispositif "Au Cœur Du Savoir" mis en place depuis un an, consistant à du soutien scolaire de la sixième à la terminale. Déjà 30 élèves en bénéficient.
9. Promouvoir le bénévolat via le passeport bénévole en partenariat avec France Bénévolat

Depuis 2015, l'association Coeurel a intégré le Conseil Citoyen en tant qu'acteur local. Nous mettons également à disposition du Conseil Citoyen le Café City pour l'organisation de ses réunions.

Description :
Depuis un an l'association Coeurel est membre du réseau France Médiation dont les missions sont de:
•Restaurer le lien social et favoriser le « mieux vivre ensemble »,
•Promouvoir l'accès aux droits des personnes,
•Favoriser la citoyenneté et l'autonomie des individus,
•Faciliter une meilleure compréhension des points de vue d'autrui et des conséquences sociales des comportements de chacun.
Dans le cadre du référentiel des activités de la médiation sociale, nous souhaitons porter plusieurs actions phares.
A partir des initiatives des habitants et des partenaires locaux, une programmation mensuelle d'activités et d'animations est établie. Ces activités sont envisagées comme supports à la création de liens entre les habitants et comme facilitant la parole et les échanges.
•Autour du faire ensemble : ateliers cuisine, couture, jeux de société
•Autour de la culture : expositions, projections, ateliers d'écriture
•Autour de la convivialité : soirées thématiques, repas, apéros dégustation, goûters
•Autour de soirées-débat: rencontres entre parents, projet de quartier, café-littéraire, café-philo
•Autour de l'échange : échange de biens, de services, de savoirs, de compétences et de conseils
•Création et accompagnement d'un restaurant associatif et d'insertion qui serait animé par les femmes des quartiers prioritaires du territoire
Toutes ces actions bien que partant d'ateliers collectifs spécifiques sont orientées vers un accompagnement individualisé via le collectif des femmes sur le projet de vie des jeunes et sont transversales et interactives entre-elles
Les actions sont élaborées via les trois outils qui sont
-Le «Cœur du savoir®» partage de savoirs contributif mutualisé
-Le «CollaboLectifs®» : contribution collaborative à un collectif solidaire via des savoir-vivre, savoir faire et savoir-concevoir)
-Le «Passeport Bénévole®». Il permet de valoriser les expériences bénévoles en expériences professionnelles. Une remise officielle et nomination d'Ambassadeurs v

Moyens mis en œuvre :
- Mise à disposition d'un local associatif de 60 m² avec sanitaires, salle d'accueil, cuisine, espace bar, espace atelier et audiovisuel, et salle de réunion.
- Matériel informatique (2 portables) et audiovisuel (vidéo projecteur, écran et TV).
A développer par types d'action

Intérêt régional :

Développer l'intérêt et la liaison Nord et Sud
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public familial et intergénérationnel, mais en priorité les femmes, enfants, adolescents et jeunes adultes.

Localisation géographique :

- CA MELUN VAL DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS	1 050,00	4,20%
Services extérieurs	1 594,86	6,38%
Autres services extérieurs	1 000,00	4,00%
Impôts et taxes	394,10	1,58%
CHARGES DE PERSONNEL	20 961,04	83,84%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	20,00%
DIVERS	1 064,00	4,26%
ASP	18 936,00	75,74%
Total	25 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien aux contrats de ville	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014102

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE : DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (FRANÇAIS, NUMÉRIQUE, ...)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	110 002,00 €	13,64 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEIFE MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION, DE LA FORMATION ET DE L'ENTREPRISE
Adresse administrative : 1 RUE AUGUSTE RENOIR
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard SEGURA, Président

Date de publication au JO : 12 juin 2010

N° SIRET : 43012172300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
•Renforcer la cohésion sociale et territoriale, en s'appuyant sur la dynamique d'insertion professionnelle des salariés de l'IAE à l'échelle des quartiers prioritaires de Paris Terres d'Envol, et en développant les collaborations entre salariés,
•Renforcer la compétence à communiquer en français, ainsi que des compétences associées (mobilité, usages numériques) qui sont nécessaires pour évoluer en contexte professionnel, et afin de faciliter les voies d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi.
La poursuite de ces objectifs se traduit par la volonté de consolider un dispositif de formation spécifique et adapté au secteur de l'IAE, construit localement et collectivement avec l'ensemble des structures sur des

besoins partagés.

Objectifs spécifiques :
Pour les salariés en parcours d'insertion : développement de la compétence à communiquer en français et des compétences associées ;
-Acquisition d'une compétence numérique de base permettant de réaliser un socle suffisant de démarches liées à l'entrée en formation ou à la recherche d'emploi ;
-Acquisition d'une compétence de mobilité générale et transversale adaptée au projet professionnel et/ou de formation.
Pour les SIAE : un projet collaboratif pour répondre à des besoins de formation partagés
-Optimiser les parcours d'insertion des personnes en IAE en agissant directement sur le volet formation ;
-Se fédérer autour d'une problématique largement partagée et récurrente (la formation des salariés de l'IAE) au travers de la mise en place d'un dispositif de formation construit ad hoc, de nature interprofessionnelle et qui concerne l'ensemble des secteurs d'activité autour desquels évoluent
les SIAE du territoire ; c'est un format de réponse groupée face à des besoins de formation mutualisés ;
-Bénéficier de l'appui expert apporté par la Maison de l'Emploi sur les questions relevant de l'ingénierie de formation et du développement des compétences au travers de son service d'appui RH.

Description :
Première phase : novembre et décembre 2016
•Relance de la coordination partenariale locale et communication autour du projet ;
•Ingénierie complémentaire (ajustements) ;
•Installation du Comité technique de suivi du projet ;
•Finalisation de l'équipe projet et constitution de l'équipe pédagogique (recrutement du formateur-coordinateur) ;
•Analyse des besoins des candidats, orientations et prescriptions des partenaires, constitution du groupe ;
-Seconde phase : janvier-juillet 2017
•Mise en œuvre de la formation (janvier-juin 2017) ;
•Suivi croisé des parcours d'insertion professionnelle avec les conseillers d'insertion professionnelle (janvier-juin 2017) ;
•Animation de la coordination des acteurs locaux (professionnels et techniciens) ;
•Animation du Comité technique de suivi du projet ;
•Évaluation et bilan de l'action : juillet 2017
Contenus de l'action :
-La réactualisation de l'audit annuel des besoins formation ;
-La mise en œuvre d'une programmation pédagogique par le formateur-référent et partagée avec les SIAE et les CIP,
-La mise en place et l'animation d'une coordination opérationnelle associant les techniciens du projet constituant de facto un groupe de travail ayant vocation à se replacer au sein de la coordination territoriale des opérateurs et acteurs de la formation à visée linguistique ou professionnelle au sens large (incluant notamment une composante linguistique dans les formations proposées) ;
-La formalisation de supports et nouvelles ressources pédagogiques

Moyens mis en œuvre :
Pour la Maison de l'Emploi :
-1 formateur-coordinateur en charge de l'animation du dispositif ;
-1 chef de projet ;
-1 chargée de projets insertion professionnelle ;
-1 chargée de communication et d'information ;
-1 formateur mobilité (prestataire extérieur, association WIMOOV) ;
-1 moniteur PSC1-premiers secours (prestataire extérieur) ;
-1 médiateur numérique bénévole (apprenant en développement WEB SIMPLON Aulnay)
- 2 stagiaires (didactique du FLE/FOS, médiation numérique)

Pour INSER'ECO 93 :
-1 cheffe de projet
-1 chargée de communication
Pour les SIAE partenaires :
-Les personnels permanents dont les encadrants techniques et principalement les conseillers d'insertion professionnelle ;
Ressources matérielles :
-Un centre de ressources au sein de la Maison de l'Emploi (matériel informatique, accès internet, documentation, journaux) ;
-Des locaux pour les salles de formation et du matériel adapté (logiciels, didacticiels) ;
-Des outils d'information et de communication dont les ressources mises à disposition par le Réseau INSER'ECO 93.

Intérêt régional :
Le projet resserre les liens de coopération entre toutes les SIAE du territoire de Paris Terres d'Envol (dirigeants, CIP) y compris entre les bénéficiaires salariés en insertion qui développent des liens forts d'entraide et de solidarité à l'échelle de ce territoire.
INSER'ECO 93 assure le co pilotage de l'action et sa communication au niveau départemental. Des essaimages sont possibles à l'échelle régionale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout salarié en CDI, CDII, en CUI-CAE sur un atelier chantier d'insertion, en mission AI, ou travaillant au sein d'une EI, soit au sein de toute structure domiciliée sur le territoire de Paris Terres d'Envol.
On compte sur l'année 2016 18 SIAE présentes sur ce territoire : 9 ACI, 1 AI, 7EI, 1 ETTI pour un total de 687 salariés en insertion sur 3170 en Seine-Saint-Denis (chiffres DIRECCTE UD 93).
NB : il sera plus difficile de mobiliser les salariés des EI étant donné les contraintes d'emploi du temps.
Nombre : un groupe de 18 à 25 personnes mobilisées (format d'entrées et sorties semi permanentes pour tenir compte des contraintes organisationnelles), hommes et femmes.

En 2016, 53% de salariés en insertion sur ce territoire résident dans les quartiers Politique de la Ville (Chiffres consolidés DIRECCTE UD 93).

Localisation géographique : AULNAY-SOUS-BOIS, LE BLANC-MESNIL, LE BOURGET, DRANCY**,** DUGNY, SEVRAN**,** TREMBLAY-EN-France**,** VILLEPINTE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 430,00	3,12%
Services extérieurs	6 390,00	5,81%
Autres services extérieurs	2 500,00	2,27%
charges de personnel	88 000,00	80,00%
Charges fixes et de fonctionnement	9 682,00	8,80%
Total	110 002,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ACSE CONTRAT DE VILLE	22 002,00	20,00%
CRIDF	15 000,00	13,64%
DEPARTEMENT	20 000,00	18,18%
COMMUNE	53 000,00	48,18%
Total	110 002,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	1 026,00 €
2015	Soutien à la prévention	-30 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	17 200,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	51 955,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	30 770,19 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	7 966,00 €
	Montant total	108 917,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014104

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES EN DÉCROCHAGE OU EN RISQUE DE DÉCROCHAGE OU DE RADICALISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	856 491,00 €	1,17 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BANLIEUES SANS FRONTIERE EN ACTION
Adresse administrative : 2 SQUARE DUFOURMANTELLE
94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Théodore YAMOU, Président

Date de publication au JO : 27 août 2007

N° SIRET : 50210280900014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Il s'agit d'accompagner des jeunes en décrochage ou en risque de décrochage ou de radicalisation, afin de diminuer le nombre de sorties sans qualification de ces jeunes : le projet vise à remobiliser les jeunes qui vont s'investir dans une mission d'intérêt général et découvrir leur potentiel, des compétences, construire leurs parcours personnel et professionnel : ce temps doit les aider à trouver la meilleure solution correspondante à leur projet.

Description :
Il s'agit de repérer des jeunes en risque de décrochage, et les jeunes sans situation scolaire et sans formation puis les placer en mission de service civique.

Il existe un partenariat entre l'hôpital Henri Mondor et BSFA ; les jeunes placés en service civique au sein de l'hôpital effectuent les missions suivantes :
1. accueil et orientation des malades et leurs familles au sein de l'hôpital
2. accueil et orientation des usagers de l'hôpital
3. sortie et promenade des malades isolés au sein de l'hôpital
4. commande de taxi pour le retour des malades au domicile.

C'est une alternance qui est proposée : le jeune décrocheur est engagé volontairement trois jours par semaine pendant 21 heures. Les autres jours, il est accueilli par un établissement scolaire pour un maximum de 12 heures pendant toute la durée de sa mission de Service Civique.
Durée de la mission de service civique : 6 mois L'engagement de Service Civique s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans et il s'agit :
¿d'un engagement volontaire d'une durée de 6 à 12 mois,
¿pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'interventions reconnues prioritaires pour la Nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.
Il doit être effectué auprès d'organismes à but non lucratif ou de personnes morales de droit public, en France ou à l'étranger.
L'objectif de l'engagement de Service Civique est à la fois de mobiliser la jeunesse face à l'ampleur des défis sociaux et environnementaux, et de proposer aux jeunes de 16 à 25 ans un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront murir, gagner en confiance en eux, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel

Moyens mis en œuvre :
"La démarche de l'association s'articule autour des deux grandes étapes suivantes :
Travail de « déminage »

- Rencontre avec les responsables des établissements concernés ;
- Recensement des jeunes décrocheurs dans leur lycée ;
- Rencontre avec les parents ;
- Identification des jeunes bénéficiaires potentiels de l'action ;
- Projection d'une vidéo des activités à confier aux décrocheurs dans plusieurs hôpitaux ;
- Entretiens collectif et individuel.

Repérage des obstacles à la mobilisation des jeunes (des problèmes de casier judiciaire, d'amendes ou de comptes bancaires fermés, rupture familiale, problème de santé) qui constituent autant de freins qui empêchent le jeune d'envisager une perspective d'insertion scolaire et professionnelle. Ces obstacles restent bien souvent invisibles à l'observateur extérieur.

- Levée des obstacles et mise en œuvre d'un projet professionnel, et d'avenir ;
- Vérification de la motivation des jeunes ;
- Analyse de leurs besoins et de leurs souhaits ;
- Recherche d'une formation et/ou d'un employeur en s'appuyant notamment sur le réseau institutionnel, de l'association/ ou s'appuyer sur le dispositif du service civique volontaire qui est un levier qui permet de reprendre confiance ;
- Assistance dans la réalisation des démarches administratives ;
- Aide à la rédaction des CV et lettres de motivation ;
- Préparation des jeunes aux entretiens ;
- Accompagnement physique de ces derniers aux entretiens ;
  Suivi des jeunes en dehors du service civique/ pendant leur mission
- Contrôle de leur motivation et recadrage si besoin ;
- Parrainage du jeune par un adulte référent du réseau de l'association ou par un tuteur.

Intérêt régional :
- La reconquête de la jeunesse
- faire de la Région un acteur privilégié de la conquête des quartiers et de la jeunesse, partenariat durable, afin de tirer parti du potentiel formidable lié à double révolution sociétale et environnementale du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les Malades, les familles des malades, les jeunes en décrochage scolaire, ou en risque de décrochage scolaire, les jeunes sans emploi, les jeunes en risque de radicalisation, les étudiants.

Localisation géographique : MAISONS-ALFORT
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	44 236,00	5,16%
Achats stockés Autres fournitures	4 500,00	0,53%
Locations	27 000,00	3,15%
Entretien et réparations	20 000,00	2,34%
Assurance	4 000,00	0,47%
Documentation	2 500,00	0,29%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	43 000,00	5,02%
Publicité, publications, relations publiques	12 000,00	1,40%
Déplacements, missions et réceptions	12 000,00	1,40%
Services bancaires et assimilés	240,00	0,03%
Rémunération des personnels	157 515,00	18,39%
Autres charges de personnel	493 500,00	57,62%
Autres charges de gestion courante	36 000,00	4,20%
Total	856 491,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	182 000,00	21,25%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	1,17%
Subvention Département (sollicitée)	40 000,00	4,67%
FONJEP	8 400,00	0,98%
CNASEA	72 216,00	8,43%
Subvention Autres établissements publics (sollicitée)	36 000,00	4,20%
ASP	493 500,00	57,62%
Cotisations, dons manuels ou legs	14 375,00	1,68%
Total	856 491,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014105

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DÉFENDRE LA PLACE DES FEMMES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	90 000,00 €	38,89 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EGAL ECOLE NATIONAL DES QUARTIERS
Adresse administrative : 16 SQUARE DUNOIS
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sabrina ALAOUCHICHE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42966267900027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Défendre la place des femmes dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville.
Lutte contre le harcèlement et les violences faites aux femmes dans les quartiers populaires.

Description :
En plus d'être dans la même difficulté matérielle que le reste de la population, en plus de subir la même discrimination raciale dans les recherches d'emplois, de stage que le reste de la population des quartiers prioritaires, les jeunes femmes, les femmes, se retrouvent discriminées dans un certain nombre de lieux de vie et d'activités.

Au-delà de discriminations que commettent volontairement ou inconsciemment des institutions, les femmes sont confrontées à des harcèlements. Elles ne fréquenteront pas des équipements, des places, des institutions, même des filières d'enseignement, les métiers techniques du bâtiment notamment, par

peur des agressions verbales ou physiques sur le chemin qui les mène de leur domicile à la structure où des activités leur sont proposées. Les institutions, qui proposent des activités socioculturelles qui bénéficient majoritairement aux jeunes adultes masculins, se déresponsabilisent souvent du fait que les femmes ne fréquentent pas leur structure (en indiquant que les jeunes femmes ne fréquentent pas leur structure). La principale raison donnée pour justifier que les jeunes hommes "occupent" 90% des lieux d'activité collective, est le fait que les femmes ne veulent pas subir de paroles de dénigrement ou de harcèlement sexuel. Pourtant les associations féministes implantées dans les quartiers populaires ne considèrent pas comme une fatalité le fait que les femmes aient à subir de telles paroles ou attitudes machistes. Mais comment agir, comment faire cesser des paroles et comportements agressifs à l'égard des jeunes femmes qui s'aventurent dans des lieux occupés à près de 90% par des hommes.

Moyens mis en œuvre :
Méthodologie de l'action : La caméra cachée

L'association Egal a décidé d'équiper ses militantes féministes d'une caméra cachée, qui permettra de capturer les preuves des agressions verbales et physiques qu'elles subiront si elles les subissent.
La technique employée consiste à habiller une femme avec élégance en jupe courte munie d'une caméra cachée, et qu'elle se balade dans un endroit et filme les propos et les harcèlements qu'elle subirait. Une plainte est ensuite déposée. Egalement, l'association souhaite faire la même chose avec un couple homosexuel qui se tient par la main et avec une personne de confession juive qui porte une kippa, ou avec une femme de confession musulmane qui porte un foulard.

Si des paroles et des actes de harcèlement sont filmés, ils feront l'objet de plaintes qui seront déposées auprès des autorités compétentes. Pour ne pas subir des représailles il sera fait appel à des militants qui ne sont pas de la ville et du quartier "testé". Les femmes et les couples homosexuels qui habitent les quartiers et qui sont l'objet de ces harcèlement ont le plus souvent peur de porter plainte c'est pourquoi l'association organise ces opérations de testings. Les équipes de juristes et d'avocats seront mobilisées pour la rédaction des plaintes et le suivi judiciaire, tant aux côtés des victimes que de l'association.

La caméra cachée sera utilisée afin de démontrer que les femmes subissent un harcèlement dans les zones trop masculines. Des solutions doivent aussi être apportées pour que la présence féminine soit plus forte par différents biais (car le harcèlement cesse quand les filles sont plus nombreuses). Pour qu'elles soient plus nombreuses, il faut des actions croisées sur la protection des victimes de harcèlement, favoriser l'intégration des femmes dans des activités majoritairement masculines, ou créer des activités qui les attirent pour plus de mixité.

Les transports en commun en QPV : Opérations en caméra cachées dans des lignes de trams dans lesquelles des femmes sont harcelées. Solutions : D'un côté, la sanction des auteurs de harcèlement grâce aux images des caméras cachées et d'un autre côté la présence de ""médiateurs" dans les lignes de transport formés à l'intervention contre le harcèlement.

Les ressources humaines d'EGAL
EGAL va recruter un salarié pour coordonner les actions de lutte contre le harcèlement et les violences faites aux femmes dans les quartiers populaires. EGAL s'appuie sur de nombreux juristes et avocats; ses ressources humaines sont issues de 25 années d'expériences de l'association, l'association s'appuie sur toutes les générations de militants et d'experts de l'association qui se sont investis dans la lutte contre les discriminations, le racisme et le sexisme.

Les partenaires
En Ile de France, EGAL va s'appuyer en 2017/2018 sur un réseau d'associations mobilisé par la Fédération Nationale des Maisons des potes. Il s'agit notamment de ''CFS de Grigny'', ''les femmes médiatrices de pantin, implantée au quartier de « Courtilière »'', ''les oiseaux issus d'un peuple d'Epinay'',

une association située au quartier « La Source - Les Presles », ''femmes dans la cités de Stains, situé au quartier « Centre Elargi »'', ''Africa de la Courneuve, situé au quartier « Franc Moisin - Cosmonautes - Cristino Garcia - Landy »'', ''Dialogue des femmes de Villiers le Bel, situé au quartier « Village - Le Puits La Marlière - Derrière Les Murs De Monseigneur »'', ''Association du côté des femmes de Sarcelles, situé au quartier « Lochères »'', '' ACJAM (Association Prévention Agglo Mantaise) de mantes la jolie, situé au quartier « Merisiers Plaisances »'', ''Femme relais de Bobigny, situé dans le quartier « Abreuvoir - Bondy Nord - Bondy Centre - Pont-De-Bondy - La Sablière - Secteur Sud »'', ''Association des femmes africaines de Sarcelles et des environs, située au quartier « Lochères »'', ''Association Comité Femme Fer de Goussainville, situé au quartier « Cottage Elargi »'', ''Association Femme d'Afrique de Sartrouville, situé au quartier « Plateau »'', ''Association Le Cœur enchanté de Argenteuil, situé au quartier « Brigadières - Henri Barbusse »'', ''Association au bonheur des femmes de Villeneuve-la-Garenne, situé au quartier « AIRE 2029 »'', '' Voix d'Elles Rebelles'', situé au quartier « Grand Centre - Sémard ».

Intérêt régional :
Défendre la place des femmes dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes, couple homosexuel, personne de confession religieuse avec signes visible

Localisation géographique : DEPARTEMENT DE PARIS, SEINE ET MARNE, YVELINES**,** ESSONNE**,** HAUTS DE SEINE**,** SEINE SAINT DENIS**,** VAL DE MARNE**,** VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	50 000,00	55,56%
Sous traitance générale	10 000,00	11,11%
Achats d'études et prestations de services, actions judiciaires, huissiers...	10 000,00	11,11%
Achats de matériels, équipements et travaux	5 000,00	5,56%
Déplacements, missions et réceptions	10 000,00	11,11%
Locations	5 000,00	5,56%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Aides privées (sollicitée)	45 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	38,89%
ASP	10 000,00	11,11%
Total	90 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015816

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCELER LA REUSSITE DANS LES MILIEUX POPULAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	232 000,00 €	8,62 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACCES
Adresse administrative : 7 SQUARE GERARD PHILIPPE
92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Sami SELLAMI, Président

Date de publication au JO : 20 septembre 2008

N° SIRET : 51911854100019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Accélérer la réussite dans les milieux jeunes, populaires ou éloignés de zones d'activités importantes en :
- Créant du réseau par la mise en relation, dans un contexte informel, entre porteurs de projets et profils actifs (entreprises de secteurs, parrains, enseignants, institutions et autres)
- Apportant des outils pédagogiques et logistiques pour augmenter les opportunités et la maitrise des projets
- Valorisant les profils réussis pour créer un cercle vertueux et de l'exemplarité

Description :
ACCES Coffee est un concept innovant, fonctionnant à la fois comme un incubateur social, une start-up, un lieu de rassemblement fédérateur et une vitrine de la réussite par le bas. ACCES fonctionne sous la forme d'un café associatif ouvert du lundi au samedi de 8h à 21h proposant à ses adhérents café et pâtisseries de qualité et une programmation sociale répondant aux objectifs de l'association. La programmation sociale est établie de la manière suivante :

- Matin : Mise en relation dans notre local d'entreprises de métiers et secteurs d'activités avec des porteurs de projets. Mise en relation de parrains ou de coach/formateurs avec des étudiants, demandeurs d'emplois ou entrepreneurs. Mise à disposition de bureaux, espaces de travail, documentations, contacts.
- Après midi : Workspace, coaching et formations.
- Afterwork : Organisation d'ateliers de dialogue sur des thématiques diverses : Entrepreneuriat, société, sciences, philosophie, délinquance, radicalisation, égalité homme-femme, engagement citoyen, sports etc.
- Soir : Rencontres autour d'un invité (personnalité politique, intellectuelle, artistique) et organisation de spectacles (slam, musique, théâtre etc.). ACCES Coffee communique aussi sur la réussite des profils étant passé par le dispositif via les réseaux sociaux, médias et à travers des célébrités ambassadrices du projet.

Equipe bénévole : 30 personnes, hommes et femmes.
2 bénévoles à plein temps diplômés de l'École de Management Léonard de Vinci
28 bénévoles à temps partiels (2 à 20 heures par semaine) principalement étudiants (ingénieurs, médecine, psychologie, communication), Cadres (consultants, RH, Innovation etc.) et professionnels des métiers sociaux (éducateurs spécialisés, animateurs etc.).
2 stagiaires temps plein (Contrôle de gestion et communication)
6 salariés temps plein (Gestion administration, accueil, animation, service etc.)
6 services civiques
20 Partenaires dont différents services de la ville, entreprises locales et célébrités.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public bénéficiaire est très diversifié :
- 12 à 16 ans : ACCES Coffee touche une centaine de pré-adolescents par an. Leur profils est composé principalement de garçons (70%) ayant des difficultés scolaires (50%) et parfois primo-délinquants (30%). Les filles connaissent également des difficultés scolaires.
- 17 à 50 ans : Les profils sont variés (600 personnes par an), plutôt mixtes (55% d'hommes-45% de femmes) et ayant des parcours différents : étudiants, cadres, entrepreneurs (30%); demandeurs d'emplois, personnes en fragilité sociale et économique, problèmes judiciaires (40%); artistes, personnalités publiques (10%). Une centaine de personnes de plus de 50 ans s'implique dans le parrainage et les ateliers dialogue.

Localisation géographique : VILLENEUVE-LA-GARENNE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestation de service, matières et fournitures)	50 000,00	21,55%
Services extérieurs (locations, entretien, documentation, ...)	24 000,00	10,34%
Autres services extérieurs (rémunérations, publications, déplacements,...)	48 000,00	20,69%
Charges de personnels	110 000,00	47,41%
Total	232 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	60 000,00	25,86%
ETAT	90 000,00	38,79%
REGION IDF	20 000,00	8,62%
COMMUNE	20 000,00	8,62%
DONS COTISATION LEGS	12 000,00	5,17%
DEPARTEMENT	30 000,00	12,93%
Total	232 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015829

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INSTAURER UN AUTRE REGARD ENVERS LES FORCES DE L'ORDRE ET CHANGER LE REGARD DES FEMMES SUR ELLES-MÊMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	25 000,00 €	50,00 %	12 500,00 €
		Montant Total de la subvention	12 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHANGEONS DE REGARD
Adresse administrative : 5 PLACE MARCEL PAUL
93700 DRANCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JAMEL GUENAOUI, Président

Date de publication au JO : 2 juillet 2011

N° SIRET : 51880930600021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : instaurer un autre regard envers les forces de l'ordre et changer le regard des femmes sur elles-mêmes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Le projet vise deux objectifs :
- instaurer un autre regard des jeunes issus des quartiers populaires envers les forces de l'ordre et notamment envers la police nationale,
- changer le regard des femmes sur elles-mêmes, leur redonner confiance en elles et faire sortir des quartiers populaires les femmes victimes de violences morales ou physiques.

Description :

Le projet comporte deux actions :

1/ Organisation de rencontres entre 300 jeunes issus de communes de Seine-Saint-Denis et des fonctionnaires de police, devant les parvis de commissariat. Echanges, applaudissement des forces de l'ordre, lecture à plusieurs voix d'une charte de respect des valeurs de la république et des forces de l'ordre par les jeunes, verre de l'amitié.
Des sorties éducatives et/ou culturelles seront proposées aux jeunes concernés par l'opération, allant de la visite de hauts-lieux institutionnels (Assemblée nationale, Sénat), à des sorties sportives (gala de sport, match de football), culturelles ou récréatives. Un pot de remerciement sera offert aux jeunes à l'issu de chacune des manifestations.

2/ Organisation, une fois par mois, d'une action culturelle en direction des femmes, dans le local associatif ou d'une action sportive dans un gymnase de Drancy.
A chaque fin d'activité, un débat est organisé autour d'une thématique différente en lien avec la confiance en soi, la sensibilisation contre la violence, les moyens de lutte contre les dites violences, ainsi que sur la dénonciation des violences faites.
Les débats seront animés par les membres de l'association en partenariat avec des personnalités du monde du spectacle, des politiques et des sportifs. Un pot de l'amitié clôturera chaque rencontre.
Plusieurs sorties éducatives et/ou culturelles seront également proposées.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- regroupement de 300 jeunes issus de plusieurs communes de Seine-Saint-Denis lors de chaque manifestation (Bobigny, Drancy, Aulnay-sous-Bois, Le Bourget)
- Des femmes de 16 à 45 ans issues des quartiers populaires de Drancy. Ateliers de 30 personnes maximum.

Localisation géographique : DRANCY
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Déplacement	1 000,00	4,00%
Restauration	3 000,00	12,00%
Sorties (sport, théâtre...)	3 750,00	15,00%
Intervenants	3 000,00	12,00%
T-shirts	4 000,00	16,00%
Objets participants	1 750,00	7,00%
Achats	7 500,00	30,00%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 000,00	4,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	12 500,00	50,00%
Fonds propres association	8 500,00	34,00%
Partenaires privés	4 000,00	16,00%
Total	25 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015830

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : QUIZ DE L'HISTOIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	15 000,00 €	50,00 %	7 500,00 €
	Montant Total de la subvention		7 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DU VIVRE ENSEMBLE
Adresse administrative : 6 BIS RUE SOLFERINO
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Annick BOUQUET, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 79830126300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région, le projet aura démarré lors du vote de la commission permanente.

Objectifs :
- Sensibiliser les jeunes franciliens à l'importance de l'apprentissage de l'Histoire de France,
- Favoriser l'accès à la culture et à l'histoire de France de jeunes en situation sociale défavorable afin notamment de renforcer la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Description :
L'association nouvelle du vivre ensemble a pour objet de favoriser le développement, l'intégration et l'insertion de personnes en situation de handicap quel que soit le handicap, psychique, sensoriel, physique, mental mais aussi social en organisant des événements sportifs et/ou culturels et de mener toute action contribuant à l'intégration et l'insertion de ces personnes en créant un environnement qui sensibilise à la différence et la vulnérabilité de l'autre.

Le 18 novembre 2017 seront réunis au château de Versailles environ 500 enfants de quartiers de la politique de la Ville afin de participer à un Quiz sur l'histoire de France centré sur Versailles, suivi d'une remise de prix et d'un moment convivial. Ce projet est construit en partenariat avec l'association force des mixités, qui a déjà organisé de nombreux Quiz de l'histoire partout en France, et avec le château de Versailles qui permet l'accès à la grande Galerie des Batailles aux jeunes participants à titre gracieux.
Le Quiz sera animé par une présentatrice du journal télévisé de France 3 et un journaliste, et aura une large couverture médiatique locale et nationale ainsi que sur les réseaux sociaux.

Moyens mis en œuvre :
30 bénévoles

Intérêt régional :
Faire de la région Île-de-France, une vitrine importante dans le domaine de la défense du patrimoine culturel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires, compte tenue de l'absence de local et de salarié.

Public(s) cible(s) :
500 jeunes viendront de toute la France mais majoritairement d'Ile de France.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sonorisation	1 950,00	13,00%
Impression du livre " Le petit Quizz" à destination les participants	1 700,00	11,33%
Locations de chaises et de tables	7 350,00	49,00%
Restauration	4 000,00	26,67%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	500,00	3,33%
Région Ile-de-France	7 500,00	50,00%
Société de restauration	5 000,00	33,33%
Fondation Essilor	2 000,00	13,33%
Total	15 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015836

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMBITION EXCELLENCE - E.N.S.E.M.B.L.E POUR UNE SCOLARITÉ RÉUSSIE ET UNE CITOYENNETÉ ÉPANOUIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	184 000,00 €	27,17 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ENSEMBLE
Adresse administrative : 1 SQ JEAN GIRAUDOUX
92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Aberrahim AITOMAR, Président

Date de publication au JO : 16 janvier 1999

N° SIRET : 49434437700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : une scolarité réussie et une citoyenneté épanouie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
-éduquer et instruire, former et préparer afin de mieux lutter contre l'échec scolaire et civique,
- renforcer les partenariats avec les collèges et lycées de la ville, les acteurs et services locaux concernés,
- mobiliser les parents et renforcer leur implication dans la réussite scolaire et citoyenne de leurs enfants,
- enseigner les valeurs universelles de la République, les partager et les transmettre,
-promouvoir et faciliter la construction d'un projet professionnel et l'accès aux parcours d'excellence.
- étendre le dispositif existant sur Villeneuve la Garenne et Sartrouville à d'autres communes dont notamment Sarcelles, Epinay, Drancy, Aulnay-sous-Bois, Créteil, Boulogne-Billancourt et Carrières-sous-Poissy.

Description :

Mise en œuvre d'une méthodologie globale et innovante qualifié de coaching (personnalisé, quotidien et intensif) combinant une approche complémentaire axée d'une part sur la scolarité, la maîtrise des apprentissages, le développement et la maîtrise des fondamentaux de la citoyenneté.

En lien étroit avec les familles qu'il convient de conforter dans leur rôle éducatif :

1/ Coaching scolaire hebdomadaire (pour les collégiens) et stages réguliers (pour les lycées)
- instaurer de la régularité dans les apprentissages,
- développer les compétences méthodologiques, sur le travail des consignes, les énoncés, sensibilisation à l'organisation, la gestion du travail et du temps et le savoir-être élève,
- aider à l'identification et la formulation d'un projet professionnel,
- renforcer les synergies avec l'ensemble des parties prenantes (familles, milieux éducatifs, entreprise, ville).

2/ Citoyenneté
- enseignement des valeurs de la République, histoire de France, apprentissage de la Marseillaise, participation aux cérémonies commémoratives, visites des institutions...
- favoriser la rencontre, la connaissance, le respect de l'autre, le développement des liens interculturels et communautaires...
- renforcer et outiller les parents dans leur lien avec l'Ecole et le suivi éducatif des enfants.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels :
7 salles mises à disposition par Hauts-de-Seine habitat, partenaire historique
5 salles mises à disposition par la commune de Sartrouville

Moyens humains : équipe de 5 intervenants pédagogiques spécialisés dans les 6 matières principales, un directeur, une assistante, une dizaine de parents bénévoles.

De multiples partenaires associatifs, universitaires, entreprises, élus...

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Élèves les plus fragiles dans l'acquisition des apprentissages et méthode.
Près de 120 jeunes de 11 à 19 ans issus majoritairement des communes de Villeneuve la Garenne et Sartrouville et de quelques communes limitrophes.

Localisation géographique : Région Île de France
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 210,00	0,66%
Assurance	1 267,00	0,69%
Documentation	1 050,00	0,57%
Autres services extérieurs dont rémunération d'intermédiaires et honoraires	10 500,00	5,71%
Charges de personnel	163 339,00	88,77%
Charges indirectes	6 634,00	3,61%
Total	184 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, prestations de services	5 000,00	2,72%
Etat	19 000,00	10,33%
Région	50 000,00	27,17%
EPCI	40 000,00	21,74%
Communes	70 000,00	38,04%
Total	184 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025007

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROPOSER UN DISPOSITIF DE FORMATIONS LINGUISTIQUES À VISÉE PROFESSIONNELLE, ADAPTÉES AUX DIFFÉRENTS NIVEAUX DE LA POPULATION DE L'AGGLOMÉRATION CERGY-PONTOISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la politique de la ville	74 023,00 €	45,93 %	34 000,00 €
	Montant Total de la subvention		34 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
15100308- Actions Politique de la Ville

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFI ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET L'INSERTION
Adresse administrative : 144 RUE HENRI BARBUSSE 95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MOHAMED BELLOUCHE, Président

Date de publication au JO : 16 janvier 1991

N° SIRET : 38065790800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la politique de la ville
Rapport Cadre : CR2017-093 du 18/05/2017

Objet du projet : Proposer un dispositif de formations linguistiques à visée professionnelle, adaptées aux différents niveaux de la population de l'agglomération de Cergy-Pontoise.

Date prévisionnelle de début de projet : 9 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Proposer un dispositif de formations linguistiques
- Faciliter son accès à la formation et à l'emploi aux habitants des quartiers prioritaires
- Améliorer le niveau de français et d'employabilité
- Renforcer la cohésion sociale et l'apprentissage des valeurs de la République

Description :
L’association dispose d’une connaissance approfondie des publics en difficulté notamment le public migrant. L'AFI a obtenu la labellisation Français Langue d'Intégration (FLI), à ce titre sont inclus dans les formations les enjeux de la citoyenneté et le développement des Valeurs de la République.

L'AFI prend en charge le Diagnostic et les trois Actions de formation : L'AFI accueille 1 session de Formation Linguistique à Visée Professionnelle niveau débutant et 2 sessions niveau intermédiaire. Ces actions sont complémentaires Le diagnostic initial est organisé pour environ 80 bénéficiaires jeunes et adultes, femmes et hommes. Les personnes doivent à 50% habiter les quartiers prioritaires. Seront sélectionnés 3 sessions de 20 personnes. 60 personnes entreront sur la formation. 50 personnes effectueront un diagnostic final qui s'adresse à toutes les personnes qui rencontrent des problèmes de maîtrise de la langue française.

Ces demandeurs d'emploi doivent être motivés par le renforcement linguistique en français à visée professionnelle, avoir affirmé leur objectif d'accès ou de retour à l'emploi pérenne, faire preuve d'aptitude à participer à des activités collectives et être confrontés à des difficultés d'insertion. La formation est organisée de la façon suivante : mise en place d'un renforcement des compétences linguistiques orales et écrites. Pour les personnes intéressées: un stage pratique de 2 semaines en entreprise sera proposé, afin de vérifier que le niveau en français est conforme au projet d'insertion des stagiaires et valider leur projet professionnel.

Moyens mis en œuvre :
Pour assurer le suivi, les formateurs disposent d'une fiche d'évaluation mensuelle, d'une fiche de suivi en entreprise et d'une fiche de parcours récapitulant le positionnement mensuel du stagiaire sur l'ensemble des modules.

De nombreux outils sont mis à dispositions pour favoriser la recherche d'emploi :
- des ouvrages notamment sur le vocabulaire et la phonétique progressive
- des journaux spécialisés
- un secrétariat pour la mise en forme des CV ou des dossiers de candidatures
- des guides clips, etc.

Ces documents sont choisis en fonction des objectifs, des thèmes, des séquences d'apprentissage et des intérêts des stagiaires.

Une évaluation régulière et individuelle est réalisée au moins une fois par mois, elle porte sur les objectifs prescrits et réalisés dans le cadre de chaque atelier, sur la participation et le recensement des difficultés rencontrées par le stagiaire.

Les formateurs justifient de maîtrise ou master de FLE, DEA didactique des langues, confortés par une pratique de plusieurs années et une expérience du public ciblé

Intérêt régional :
Elle se situe dans le cadre du Contrat de ville de Cergy 2015-2020 sur le Pilier "Développement économique et emploi"; 11ème enjeu: "Lever les freins à l'emploi et développer l'employabilité"; sur la thématique: "Identifier les freins à la recherche d’emploi et l’accès à la formation et mettre en œuvre les réponses adaptées" et plus précisément: "Développer l’alphabétisation, lutter contre l’illettrisme / maitriser des langues"
Les candidats sont orientés par les prescripteurs : référents PLIE, conseiller emploi des différentes agences du Pôle Emploi, Mission Locale, Référents sociaux du Service Social Départemental, les organismes de formation du territoire, les Maisons de quartier et Centres sociaux.
L'AFI participe aux réunions des partenaires de formations linguistiques sur le territoire afin de mieux connaitre l'offre existante et de communiquer sur la complémentarité de sa proposition. Ainsi un

partenariat plus étroit est développé avec les acteurs locaux (Pôle Emploi, Initiactive 95, le Bus Initiative...) afin de cibler au maximum les publics franciliens les quartiers prioritaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public de toute nationalité et de tout sexe à partir de 18 ans. Demandeur d'emploi, Bénéficiaires du RSA, Travailleurs Handicapés, Inactifs. A date, 60 bénéficiaires sont en formation.

Localisation géographique :

- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Eau, gaz et électricité	805,00	1,09%
Fournitures administratives ou d'entretien	1 009,00	1,36%
Locations	1 793,00	2,42%
Documentation	604,00	0,82%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 032,00	4,10%
Déplacements et missions	258,00	0,35%
Frais postaux et frais de télécommunications	127,00	0,17%
Frais de personnel	66 395,00	89,70%
Total	74 023,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	34 000,00	45,93%
EPCI Agglomération de Cergy-Pontoise (attribué)	5 000,00	6,75%
Fonds Européens	35 023,00	47,31%
Total	74 023,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 600,00 €
2018	20 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	23 000,00 €
	Montant total	32 000,00 €

ANNEXE 3 CONVENTION TYPE DES PROJETS POLITIQUE DE LA VILLE

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°XXX du XXX ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXX
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET :XXX
Code APE : XXX
dont le siège social est situé au : XXX
ayant pour représentant XXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la politique de la ville » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-093 du 18 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°XXX du XXX , la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention. .

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXX .

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°XXX du XXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-595

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT : - DISPOSITIF ' CLUBS EXCELLENCE ÎLE-DE-FRANCE'

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 Février 2015 relative à la politique de la Ville, orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 Décembre 2015 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n°CR 2017-162 du 22 Septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-47 du 9 Mars 2017 relative au Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international – Deuxième partie ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 Mars 2017 relative à la chartre régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-595 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide de participer au titre du dispositif « Clubs Excellence Île-de-France » au financement de **29** projets détaillés en annexe 3 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 290 000 €.

Approuve la convention type « Clubs d'excellence d'Ile-de-France – Club Premium » telle qu'elle figure en annexe 3 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **290 000 €** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention au profit du CSM Clamart Cyclisme à compter du 1er Novembre 2017, et des autres bénéficiaires à compter du 1er Septembre 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-595	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132002 - Développement de la pratique sportive**
Action	**13200201 - Soutien au mouvement sportif**

Dispositif : N° 00000717 - Clubs Excellence Ile-de-France

Dossier	17015058 - PARIS CHISTERA - PELOTE BASQUE -			
Bénéficiaire	P0037921 - PARIS CHISTERA			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 000,00 €	TTC	62,5 %	10 000,00 €	

Dossier	17015059 - SECTION DE TIR A L'ARC DE RUEIL MALMAISON			
Bénéficiaire	P0037923 - STAR SECTION TIR A L ARC DE RUEIL MALMAISON			
Localisation	RUEIL-MALMAISON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
52 700,00 €	TTC	18,98 %	10 000,00 €	

Dossier	17015063 - ENTENTE SPORTIVE DE MASSY - SECTION NATATION -			
Bénéficiaire	P0016022 - ESM ENTENTE SPORTIVE MASSY			
Localisation	MASSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 000,00 €	TTC	28,57 %	10 000,00 €	

Dossier	17015068 - ASSOCIATION SPORTIVE MANTAISE SECTION CANÖE KAYAK			
Bénéficiaire	R9178 - ASS SPORTIVE MANTAISE			
Localisation	MANTES-LA-JOLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 500,00 €	TTC	39,22 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-595	Budget	2017

Dossier	17015073 - ERMONT PLESSIS BOUCHARD TENNIS DE TABLE				
Bénéficiaire	P0037926 - TTPB ERMONT PLESSIS BOUCHARD TENNIS DE TABLE				
Localisation	LE PLESSIS-BOUCHARD				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 000,00 €	TTC		37,04 %	10 000,00 €	

Dossier	17015075 - ATHLETIC CLUB BOULOGNE BILLANCOURT SECTION AVIRON				
Bénéficiaire	P0021766 - ATHLETIC CLUB DE BOULOGNE BILLANCOURT				
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 700,00 €	TTC		12,39 %	10 000,00 €	

Dossier	17015081 - CSMC CYCLISME CLUB SPORTIF MUNICIPAL DE CLAMART CYCLISME				
Bénéficiaire	P0021598 - CSMC CYCLISME CLUB SPORTIF MUNICIPAL DE CLAMART CYCLISME				
Localisation	CLAMART				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT		33,33 %	10 000,00 €	

Dossier	17015093 - RACING CLUB DE SAINT-DENIS KAS-KAD - FOOTBALL -				
Bénéficiaire	P0037930 - RACING CLUB DE SAINT DENIS KAS KAD				
Localisation	SAINT-DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
74 000,00 €	TTC		13,51 %	10 000,00 €	

Dossier	17015095 - LEVALLOIS SPORTING CLUB SECTION ESCRIME				
Bénéficiaire	R22959 - LEVALLOIS SPORTING CLUB				
Localisation	LEVALLOIS-PERRET				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
122 200,00 €	TTC		8,18 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-595	Budget	2017

Dossier	17015097 - BOXING CLUB DE VIGNEUX SUR SEINE				
Bénéficiaire	P0037933 - BOXING CLUB DE VIGNEUX				
Localisation	VIGNEUX-SUR-SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 680,00 €	TTC	63,78 %		10 000,00 €	

Dossier	17015098 - COOPYR SPORTIF				
Bénéficiaire	P0037934 - COOPYR SPORTIF				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	16,67 %		10 000,00 €	

Dossier	17015102 - CLUB SPORTIF DE MEAUX BASKET FAUTEUIL				
Bénéficiaire	P0037940 - CS MEAUX BASKET FAUTEUIL				
Localisation	MEAUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 500,00 €	TTC	44,44 %		10 000,00 €	

Dossier	17015110 - ASSOCIATION SPORTIVE DE GOLF DE SAINT-GERMAIN EN LAYE				
Bénéficiaire	P0037942 - ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE SAINT-GERMAIN				
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 000,00 €	TTC	7,69 %		10 000,00 €	

Dossier	17015130 - ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE DOMONT-MONTMORENCY				
Bénéficiaire	P0037945 - ASS SPORTIVE GOLF DOMONT MONTMORENCY				
Localisation	DOMONT				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
77 000,00 €	TTC	12,99 %		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-595	Budget	2017

Dossier	17015132 - DYNAMIC AULNAY CLUB				
Bénéficiaire	R9134 - DYNAMIC AULNAY CLUB				
Localisation	AULNAY-SOUS-BOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 000,00 €	TTC	9,71 %		10 000,00 €	

Dossier	17015133 - KARATE CLUB DE VILLEPINTE OMNISPORTS (KCVO)				
Bénéficiaire	EXM01049 - KARATECLUB DE VILLEPINTE ET OMNISPORTS				
Localisation	VILLEPINTE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 200,00 €	TTC	24,27 %		10 000,00 €	

Dossier	17015251 - ESPERANCE CYCLISTE DE SARTROUVILLE - SECTION TRIATHLON -				
Bénéficiaire	P0037954 - ESPERANCE CYCLISTE DE SARTROUVILLE				
Localisation	SARTROUVILLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 000,00 €	TTC	27,03 %		10 000,00 €	

Dossier	17015259 - SAINT MAUR UNION SPORTS SECTION ESCALADE				
Bénéficiaire	P0037955 - SMUS SAINT MAUR UNION SPORTS				
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 000,00 €	TTC	20,83 %		10 000,00 €	

Dossier	17015495 - JUDO CLUB MAISONS ALFORT				
Bénéficiaire	P0037972 - JCMA JUDO CLUB MAISONS ALFORT				
Localisation	MAISONS-ALFORT				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
101 500,00 €	TTC	9,85 %		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-595	Budget	2017

Dossier	17015525 - SPORT TOI BIEN 77				
Bénéficiaire	P0007124 - SPORT TOI BIEN				
Localisation	HAUTEFEUILLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 000,00 €	TTC	23,26 %		10 000,00 €	

Dossier	17015576 - CLUB HIPPIQUE DU HAUT BUC				
Bénéficiaire	P0037999 - CLUB HIPPIQUE DU HAUT BUC				
Localisation	BUC				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 000,00 €	TTC	38,46 %		10 000,00 €	

Dossier	17015708 - UNION SPORTIVE ET CULTURELLE DE MAISONS-LAFFITTE ET LE MESNIL LE ROI				
Bénéficiaire	P0038004 - UNION SPORTIVE ET CULTURELLE DE MAISONS-LAFFITTE ET LE MESNIL LE ROI				
Localisation	MAISONS-LAFFITTE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 000,00 €	TTC	27,78 %		10 000,00 €	

Dossier	17015709 - LES BATELIERES D'HERBLAY				
Bénéficiaire	P0038010 - ASSOCIATION SPORTIVE HERBLAY LES BATELIERES				
Localisation	HERBLAY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 200,00 €	TTC	61,73 %		10 000,00 €	

Dossier	17015710 - CLUB BAGNOLET LUTTE 93				
Bénéficiaire	P0019688 - CLUB BAGNOLET LUTTE 93				
Localisation	BAGNOLET				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 400,00 €	TTC	60,98 %		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-595	Budget	2017

Dossier	17015712 - TENNIS CLUB THIAIS BELLE EPINE				
Bénéficiaire	P0028409 - TENNIS CLUB THIAIS BELLE EPINE				
Localisation	THIAIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 000,00 €	TTC		13,7 %	10 000,00 €	

Dossier	17015714 - RUGBY CLUB DE VERSAILLES				
Bénéficiaire	P0038016 - RUGBY CLUB DE VERSAILLES				
Localisation	VERSAILLES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC		50 %	10 000,00 €	

Dossier	17015715 - UNION SPORTIVE DE VILLEJUIF VOLLEY BALL				
Bénéficiaire	P0028031 - UNION SPORTIVE DE VILLEJUIF VOLLEY BALL				
Localisation	VILLEJUIF				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 300,00 €	TTC		49,26 %	10 000,00 €	

Dossier	17015721 - ETOILE SPORTIVE DU BLANC-MESNIL JUDO				
Bénéficiaire	P0038019 - ETOILE SPORTIVE DE BLANC-MESNIL JUDO				
Localisation	LE BLANC-MESNIL				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC		50 %	10 000,00 €	

Dossier	17015722 - ASSOCIATION SPORTIVE ET ARTISTIQUE DES SAPEURS POMPIERS DE PARIS				
Bénéficiaire	P0038020 - ASSOCIATION SPORTIVE ET ARTISTIQUE DES SAPEURS POMPIERS DE PARIS				
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 700,00 €	TTC		78,74 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000717 - Clubs Excellence Ile-de-France	290 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-595	Budget	2017

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132002 - 13200201	290 000,00 €

FICHES CLUBS PREMIUM

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015098

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : COOPYR SPORTIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	60 000,00 €	16,67 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPYR SPORTIF
Adresse administrative : 23 BIS RUE DE TELEGRAPHE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Audrey HERVE, Présidente
Date de publication au JO : 16 novembre 1975

N° SIRET : 50831309500038

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'association sportif "Coopyr Sportif " a été créée en 1969 dans une école du 20ème arrondissement de Paris classée Zone d'éducation Prioritaire (ZEP). La Savate boxe française est pratiquée dans le cadre d'une action d'insertion et d'intégration en direction des jeunes (enfants, adolescents, jeunes adultes).

L'équipe dirigeante réussit à pérenniser saison après saison les objectifs fixés, à savoir donner la priorité aux valeurs éducatives et d'insertion du sport sur ses valeurs purement physiques.

Lors de la saison sportive 2016-2017, le club compte 280 licenciés dont 50 % de féminines et 40 % de jeunes de moins de 18 ans.

Le Coopyr Sportif propose aujourd'hui 12 cours par semaine ayant lieu dans une petite salle de boxe: 8 cours de Savate boxe française, 2 cours de préparation physique et 2 cours de Savate Forme.

Des stages sportifs sont organisés à l'attention des jeunes (pendant les vacances scolaires) et des compétiteurs (les WE). L'encadrement est majoritairement constitué par des bénévoles (diplômés fédéraux

ou titulaires d'un CQP, du BPJEPS) et depuis 9 saisons par un emploi associatif (chèque emploi associatif) titulaire d'un BEES 2.

Essentiellement tournée vers une pratique éducative et « sport loisir », le club participe aux compétitions fédérales adressées aux jeunes et jeunes adultes (pré poussins à cadets et juniors) et depuis 4 saisons aux seniors (jeunes devenus adultes).

Le club a obtenu le label 3 étoiles par la Fédération Française de Savate et Boxe française:
- Label Jeunes (or),
- Label Performance (or)
- Label Savate pour tous (or).

Le label « jeunes » garantit un accueil de qualité aux jeunes de moins de 18 ans dans des créneaux horaires spécifiques, avec du matériel adapté et un encadrement diplômé. Il est un gage de qualité pour le jeune tireur comme pour ses parents.

Le label « performance » garantit un accueil de qualité aux sportifs dans des créneaux horaires spécifiques, avec du matériel adapté et un encadrement diplômé. Il est un gage de qualité pour le sportif souhaitant atteindre le haut niveau.

Le label « Savate pour tous » garantit un accueil de qualité au sein d'un club proposant plusieurs activités, dans des créneaux horaires spécifiques, avec du matériel adapté et un encadrement diplômé. Il favorise ainsi l'accès à la Savate boxe française, à la Savate bâton défense, à la Savate forme et à la Canne de combat et bâton. Il favorise aussi l'accès aux personnes éloignées de la pratique sportive, notamment les féminines et les personnes en situation de handicap. Il est un gage de qualité pour le pratiquant loisir souhaitant diversifier sa pratique.

Lors de la dernière saison sportive, le club a obtenu des résultats sportifs probants dans plusieurs catégories:
- 1 vice-champion du Monde Junior combat
- 1 champion de France Junior combat
- 1 championne de France Espoir combat
- 1 championne de France Technique assaut
- 1 vainqueur du Tournoi de l'avenir (benjamine)
- 4 champions Île-de-France Jeunes (benjamins, minimes, cadets)
- 3 champions Île-de-France

Objectifs et actions de développement du club :

Le club assume tous les frais imposés par une activité sportive et compétitive (déplacements, équipements, encadrement…) ainsi que tous les frais de formation (frais d'inscription, déplacement, matériel pédagogique…) pour tous les jeunes et féminines motivés et engagés dans un parcours sportif.

Le club développe la pratique féminine et la pratique sportive chez les jeunes par la prise en charge totale des équipements et des stages sportifs. L'objectif est d'accueillir de très nombreuses jeunes filles issues de milieux sociaux et religieux pour lesquels les traditions n'incitent guère à la pratique sportive.

Durant la saison sportive, le club met à la disposition des jeunes de nombreux stages:
- Préparation physique, technico/tactique et mentale à l'assaut et au combat,
- Perfectionnement à la compétition Jeunes,
- Stage Jeunes seconds,
- Stage UNSS pendant les vacances scolaires d'hiver (encadré par les sportifs de haut niveau),
- Initiation à la compétition Jeunes (2 jours en province),
- Préparation aux championnats de France jeunes pour les compétiteurs,
- Stage d'oxygénation et optimalisation pour les sportifs de haut niveau ou à fort potentiel du club,
- Stage Team IDF pour la préparation de championnat de France assaut adultes,
- Stage « initiation aux gestes qui sauvent » organisé par le club.

Les dirigeants incitent les jeunes devenus de jeunes adultes adhérents à s'investir davantage dans l'optique d'une formation d'enseignant de savate boxe française. Pour cela, les stages et les examens sont pris en charge pour concrétiser les formations.

Afin d'avoir un encadrement de qualité, le club met en place et prend en charge différentes formations:
- Stage et examen de Jeunes Officiels,
- Stages et examens pour le Gant Jaune et argent à Paris,
- Stage Sport santé niveau 2 et informatique,
- Monitorat,
- Arbitrage.

Enfin, les entraineurs doivent renouveler le matériel d'entrainement (sacs de frappe…) et acquérir de nouveaux équipements adaptés pour les sportifs de haut niveau (gilets lestés, cardio fréquence mètre...). Des entrainements spécifiques sont mis en place et organisés dans les stages pour les sportifs de haut niveau ou à fort potentiel du club.

Moyens mis en œuvre :
Neuf entraineurs (2 BEES 2, 1 BPJEPS et 6 moniteurs dont 4 CQP), une salle de boxe avec ring d'entrainement, douze créneaux horaires.

Intérêt régional :
- Aide à la formation de moniteurs, d'officiels et de jeunes officiels de niveau secteur ou national.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Enfants, adolescents, jeunes adultes, adultes, féminines, personnes présentant un handicap ou en surcharge pondérale.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel sportif	7 000,00	11,67%
Frais d'encadrement	39 000,00	65,00%
Frais de formation qualifiante, enseignante et diplômante	14 000,00	23,33%
Total	60 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	16,67%
Subvention Mairie de Paris	9 000,00	15,00%
Subventions CNDS	4 000,00	6,67%
Cotisations	37 000,00	61,67%
Total	60 000,00	100,00%

ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015058

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARIS CHISTERA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	12 700,00 €	78,74 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS CHISTERA
Adresse administrative : 70 DEUXIEME AVENUE
93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THIERRY CAPO-GUAL, Président
Date de publication au JO : 28 février 2015

N° SIRET : 50196922400010

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'association sportive « Paris Chistera » est créée en janvier 2005. Son objectif est de promouvoir et développer la pratique du grand chistera et de la cesta-punta en Île de France.

Les dirigeants espèrent voir la création d'un jaï-alaï (enceinte couverte) en région parisienne. Le club pratique cette spécialité sur la cancha du fronton Chiquito de Cambo à Paris. L'école de pelote est créée en Juin 2005.

Le club a connu des succès pendant toutes ses années :
- Champion d'Île de France grand chistera catégorie seniors 2006 – 2007-2017,
- Champion d'Île de France de cesta punta catégories benjamins et cadets 2014,
- Champion d'Île de France de grand chistera catégorie benjamins 2014,
- Champion d'Île de France de grand chistera catégorie minimes 2015.

Lors de la dernière saison sportive, l'association sportive a obtenu les résultats sportifs suivants :

- Champion d'Île de France seniors à grand chistera avec trois joueurs formés au club,
-Vainqueur du Tour Préliminaire du Championnat de France Nationale B de grand chistera à Marseille,
- 1/8ème de finale du Championnat de France Nationale B à Hossegor le 14 juillet contre Pau.

Objectifs et actions de développement du club :

Ecole de grand chistera

Créée en mai 2005, l'école de grand chistera a formé de nombreux jeunes ayant participé à diverses compétitions nationales (21 participations en championnat de France depuis 2008 dans les catégories benjamins à juniors).

La vocation de cette école est d'enseigner au plus grand nombre la pratique de la pelote basque et plus particulièrement du grand chistera.

Ce travail a porté ses fruits puisque trois joueurs formés sont devenus champions d'Île de France dans la catégorie senior. Souhaitant poursuivre dans cette voie, le club doit mettre en place un renouvellement permanent au niveau des plus jeunes.

L'association sportive compte actuellement une vingtaine de joueurs et joueuses dans les catégories poussins à juniors qui participent aux entraînements. L'objectif est d'augmenter le nombre de jeunes. Pour cela, des séances supplémentaires hebdomadaires doivent être installés avec deux nouveaux éducateurs.

Stages au Pays basque

Depuis 2009 PARIS CHISTERA organise tous les ans un stage de cesta punta (spécialité jouée avec un chistera en intérieur dans une salle appelée mur à gauche) d'une semaine au Pays Basque afin de familiariser les jeunes du club à cette spécialité qu'ils ne peuvent pas pratiquer faute d'installations en Île-de-France.

Ces stages sont encadrés par des éducateurs locaux qui apportent aux jeunes tout l'enseignement nécessaire à la pratique de cette spécialité. Un ou plusieurs stages supplémentaires doivent être organisés afin d'avoir une pratique de haut niveau.

Formation d'éducateurs et d'arbitres

Sept membres du club sont titulaires du Brevet Fédéral d'Éducateur 1er et 2ème degré de la Fédération Française de Pelote Basque. Quatre d'entre eux sont des jeunes formés au club.

Les dirigeants veulent améliorer leur formation en se performant avec de nouvelles formations pour les jeunes arrivant prochainement à l'âge requis.

Les éducateurs doivent suivre des formations de juge-arbitre afin de pouvoir officier lors des compétions franciliennes.

Intérêt régional :
Développement de la pelote basque en Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Enfants à partir de 6 ans.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de chisteras et pelotes	5 000,00	31,25%
Réparation de chisteras et pelotes	1 500,00	9,38%
Déplacements pour les tournois et championnat de France au Pays basque	3 000,00	18,75%
Stages au pays basque	3 000,00	18,75%
Achat de maillots	1 500,00	9,38%
Formation des éducateurs	1 000,00	6,25%
Formation des arbitres	1 000,00	6,25%
Total	16 000,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	62,50%
Cotisations	2 500,00	15,63%
Fonds propres	3 500,00	21,88%
Total	16 000,00	100,00%

ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015722

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION SPORTIVE ET ARTISTIQUE DES SAPEURS POMPIERS DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	12 700,00 €	78,74 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORTIVE ET ARTISTIQUE DES SAPEURS POMPIERS DE PARIS
Adresse administrative : 3 RUE DARMESTETER 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HERVE CARRESSE, Président
Date de publication au JO : 28 avril 1973

N° SIRET : 38939788600026

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'Association Sportive et Artistique des Sapeurs-Pompiers de Paris (ASASPP) créée en 1973 est un organisme associatif de type loi 1901 placé sous la tutelle du commandement de la BSPP et régi par la Fédération des Clubs de la Défense. Elle compte 40 sections différentes dont le Handball et le Football avec environ 2000 adhérents et licenciés (Club Sportif et Artistique le plus important de France).

Les athlètes participent régulièrement aux différents championnats de France et se positionnent souvent en haut des podiums .Aucun d'entre eux n'a le statut de professionnel. Cependant, par manque de financement, certains ne peuvent participer aux championnats internationaux, à l'instar des judokas BSPP.

L'association compte également une section de jeunes pompiers de Paris (14-17 ans), ayant pour but la formation de ces derniers.

Ils y apprennent le secourisme, les techniques d'extinction d'incendie, le savoir-faire, le savoir-vivre. Ils participent ponctuellement à divers cérémonies et incarnent ainsi la brigade de pompiers de Paris.

Le football et le handball sont deux disciplines bien représentés avec des succès importants :

L'adhésion à l'association est annuelle, une carte d'adhérent ASASPP ainsi qu'une licence Fédération Clubs de la Défense pour l'assurance sont réalisées.

Les sections ont obtenu des résultats importants :

Football :
- Leader au classement national des Sapeurs-Pompiers en 2017,
- Champion de France Sapeurs-Pompiers : 2007 – 2012 – 2016,
- Vice-champion de France Sapeurs-Pompiers de 2010 à 2015
- Champion Ile de France des Sapeurs-Pompiers de 2010 à 2017,
- Champion de France Militaire (FCD) : 2006 – 2007 – 2011,
- Vice-champion de France Militaire (FCD) de 2014 à 2017,
- Vainqueur de la coupe de France Militaire (FCD) : 2007, 2009, 2010,2012, 2013.

Handball :
- Champion de France FCD 2006 - 2007 - 2009 - 2010 - 2011 -2012 - 2014 - 2015 - 2016 – 2017,
- Champion de France Sapeur Pompiers 2012 - 2014 – 2017,
- Champion de France FF Sport Entreprise 2006,
- Champion de France Militaire 2017 "armée de terre".

Objectifs et actions de développement du club :

La section football à 11 est leader au classement national des Sapeurs-Pompiers de France et vice-championne de France de la Fédération des Clubs de la Défense en 2017.

Les 30 joueurs de football sélectionnés parmi les 8500 hommes et femmes de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de PARIS sont évalués en fonction de leur qualité technique individuelle, de leur état d'esprit ainsi que l'ensemble des valeurs faisant la force de notre institution militaire, plus grand corps de sapeurs-pompiers d'Europe. La sélection est encadrée par trois cadres dirigeants (président et deux coachs).
Plusieurs joueurs sont sélectionnés en équipe de France militaire, armée de terre et sapeurs-pompiers et représentent l'institution dans le monde entier.

La section handball est leader au classement national des Sapeurs-Pompiers de France et championne de France de la Fédération des Clubs de la Défense en 2017

Les 20 joueurs de handball sont évalués en fonction de leur qualité technique individuelle, de leur état d'esprit ainsi que l'ensemble des valeurs faisant la force de notre institution militaire, plus grand corps de sapeurs-pompiers d'Europe. La sélection est encadrée par deux cadres dirigeants (responsable de la section et coach).

Officiels depuis juillet 2017, les jeux mondiaux des entreprises (Fédération Française du Sport d'Entreprise) se déroulent en France du 23 au 27/05/2018 à la Baule. L'ASAPP souhaite inscrire les deux sections afin de prendre en charge les frais de transport, de restauration et d'hôtellerie.

Les sections ont adopté une stratégie permettant aux joueurs les plus représentatifs pour la BSPP d'être sélectionnables au sein des différentes équipes de France (militaire, armée de terre, sapeurs-pompiers).

De plus, l'ASASPP concourt à plusieurs manifestations sportives :
- Participation à plusieurs matchs de gala pour des associations d'œuvres caritatives principalement en Île-de-France (maladies infantiles, orphelins, pupilles, etc…)
- Rencontres avec des clubs locaux permettant l'inscription des sélectionnés au sein de club d'Ile de France.

- Participation des ostéopathes de France lors des compétitions nationales.
- Championnat de France de la Fédération des Clubs de la Défense (militaire), phase régionale de poule d'Octobre à mars puis phase nationale.

Deux membres du staff se sont inscrits à un stage d'arbitrage et de management sportif de la Fédération des Clubs de la Défense.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de transport (Jeux mondiaux)	1 200,00	9,45%
Frais d'encadrement	3 000,00	23,62%
Frais d'hébergement (Jeux mondiaux)	4 500,00	35,43%
Frais de restauration	3 500,00	27,56%
Achat de matériel médical	500,00	3,94%
Total	12 700,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	78,74%
Fonds propres	2 700,00	21,26%
Total	12 700,00	100,00%

ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015525

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SPORT TOI BIEN 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	43 000,00 €	23,26 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPORT TOI BIEN
Adresse administrative : 7 ROUTE DE PEZARCHES
77515 HAUTEFEUILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : BRUNO HENNEBELLE, PRESIDENT DE "SPORT TOI BIEN"
Date de publication au JO : 15 juin 2002

N° SIRET : 44452584400015

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018.

Description :

L'Association « Sport Toi Bien » est aujourd'hui la 1ère association de Sport Adapté du Département de Seine et Marne. Elle organise et développe les activités sportives et d'éducation physique au sein de l'Association des Etablissements du Domaine Emmanuel (AEDE) et regroupe l'ensemble des établissements de l'AEDE.

L'AEDE accueille des personnes adultes en situation de handicap mental et du trouble psychique.

Les objectifs de « Sport toi Bien » sont les suivants :
- Contribuer à l'épanouissement et à l'intégration sociale des personnes en situation de handicap, à travers le sport,
- Favoriser pour les personnes handicapées toute forme de stages et de compétitions sportives permettant une meilleure intégration,
- Entreprendre toute étude technique pour la défense des besoins et des moyens nécessaires au développement des activités de sport et de loisirs des personnes handicapées.

- Négocier ou étudier avec les organismes compétents toutes recherches ou manifestations pouvant favoriser la connaissance des problèmes sociaux, moraux ou techniques du secteur des personnes handicapées.
- Favoriser la communication et le partenariat entre les associations de sports et de loisirs, et plus particulièrement de Seine-et-Marne et de la Fédération Française de Sport Adapté.
- Créer des liens et des ouvertures, par tous les moyens à sa disposition, avec les organismes œuvrant au développement de leur action et plus particulièrement, avec les autres associations spécialisées.

Lors de la dernière saison sportive, « Sport Toi bien » a organisé différents évènements (fêtes, journées, animations, festivals) dans le département de la Seine et Marne et notamment la Journée Sport en Famille et le Challenge inter établissements.

Cette association pratique plusieurs disciplines sportives : le badminton, le basket Ball, le football, le karaté, la pétanque, le tennis de Table et le tir à l'Arc.

Badminton
- Participation au championnat régional de badminton à Magny-le Hongre (77),
- 1 titre de champion régional Badminton sport adapté,
- 3ème du Double Homme en division 1.

Basket Ball
- Sport Toi Bien 77 (Hautefeuille) finit 4ème en division 2

Football
- 12 équipes en championnat régional sport adapté de foot,
- 7ème place au championnat de France de Foot à 7 Sport Adapté,
- L'équipe de Villeparisis finit 4ème de division 2,
- L'équipe d'Hautefeuille termine 3ème de division 3.

Karaté
- 11 participants,
- Passage de grade au mois de juin 2017, les cours quant à eux se termineront fin juin.

Tennis de Table
- Plus de 60 personnes de Sport Toi Bien ont participé au championnat départemental et plus de 40 personnes au championnat Régional de Tennis de Table Sport Adapté,
- 1er à la coupe de France des Régions de Tennis de Table division 2 hommes,
- 1ère et 3ème place au championnat de France de Tennis de Table Sport Adapté division 2,
- 1ère place pour une pongiste en division 3.

Tir à l'arc

- Restructuration importante des installations et renouvellement du matériel,
- Trois créneaux de Tir à l'arc avec près de 30 participants

Objectifs et actions de développement du club :

- Avoir une école labellisée dans la discipline concernée

L'association dispose de plusieurs pôles sur la Seine et Marne et sur la Seine Saint Denis.

Les disciplines concernées sont :
- Le tennis de Table avec six pôles sur le 77,
- Le badminton avec un pôle,
- Le football avec trois pôles à Villeparisis, Hautefeuille et Coulommiers,
- Le basket Ball avec deux pôles à Meaux et Hautefeuille,
- Le tir à l'arc avec un pôle à Hautefeuille,
- La pétanque avec quatre créneaux à Hautefeuille, Nanteuil les Meaux, Chenoise et Guignes.

Ecole d'arbitrage

L'association a une problématique : les sportifs ne sont pas des dirigeants du fait de l'autonomie des personnes en situation de handicap mental.

Pour cela, elle va mettre en place régulièrement des formations à destination de bénévoles extérieurs ou encore des éducateurs sur différentes disciplines sportives notamment : pétanque, tennis de table, basket, badminton.

Aide à la formation des cadres professionnels et bénévoles du club

Les dirigeants envoient régulièrement des personnes en formation comme en tennis de table, foot ou tir à l'arc afin de mieux accompagner les sportifs. Ils participent à la formation du type AQSA (Attestation de Qualification Sport Adapté).

Intérêt régional :

Soutien à une association phare au niveau francilien de par sa participation aux différents championnats de France, ses résultats et son développement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personne en situation de handicap mental et/ou psychique.

Localisation géographique :

- HAUTEFEUILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	12 000,00	27,91%
Achat de matériel sportif	9 000,00	20,93%
Frais de déplacements	13 000,00	30,23%
Formation des jeunes sportifs	2 000,00	4,65%
Divers	7 000,00	16,28%
Total	43 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	23,26%
Subvention Conseil Départemantal 77	20 000,00	46,51%
CNDS	4 400,00	10,23%
Fonds propres	8 600,00	20,00%
Total	43 000,00	100,00%

ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015068

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : ASSOCIATION SPORTIVE MANTAISE SECTION CANÖE KAYAK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	25 500,00 €	39,22 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SPORTIVE MANTAISE
Adresse administrative : 15 RUE LORRAINE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC BEDEE, Président
Date de publication au JO : 2 octobre 1951

N° SIRET : 31739798200024

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le canoë-kayak a été créé à Mantes-la-Jolie en 1958. En 1965, le canoë-kayak club de Mantes rejoint l'Association Sportive Mantaise, le club omnisport le plus important du département des Yvelines. En 1968, l'école de pagaie ouvre ses portes aux jeunes mantais.
L'équipe de kayakistes commence dès le début des années 70 à briller sur les podiums nationaux et internationaux. Dans les années 80, le club obtient des résultats exceptionnels (champion du monde en 1982 et médaillé d'argent aux Jeux Olympiques de Los Angeles en 1984).

Dans les années 2000, le club décroche les résultats suivants :
- 15 titres de champion de France vitesse et fond C1 et C2
- 3 titres de champion de France marathon

- 2 médailles d'argent vitesse et fond (mono et C4)
- 5 médailles d'argent marathon C2
- 8 médailles de bronze C2 et C4 (fond et vitesse)
- 4 médailles en coupe du monde (2 en vitesse et 2 en marathon).

Durant la saison sportive 2016-2017, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :

En course en ligne, le club termine la saison en 2017 à la 7ème place du classement national des clubs et 1er club francilien. Le club de Mantes la Jolie ramène des différents championnats de France course en ligne (fond, vitesse et marathon) 16 podiums dont 9 titres. Trois de ses sociétaires ont été retenus en équipe de France.

En slalom, le club est en Nationale 2, se classant 36ème au classement national des clubs en se rapprochant de la Nationale 1.
Lucas JACOB termine en Nationale 2 pour sa 1ère année Junior. Ce junior accompagné de Manon LE LAY sont actuellement en pôle régional espoir à Epinal.
Cinq bateaux cadets ont été sélectionnés aux championnats de France individuel et 2 équipes (1 junior et 1 cadette) aux championnats de France par équipes.

Le club s'est développé en organisant des formations d'arbitrage et de juge. À ce jour, 3 juges régionaux, 2 juges nationaux, 1 juge international et trois juges arbitres nationaux constituent l'équipe organisationnelle.

Objectifs et actions de développement du club :

Pratique sportive

Depuis plus de 25 ans, tous les kayakistes du club suivent un apprentissage spécifique à leur activité dans l'école de pagaie du club labélisée 3 étoiles par la Fédération française de canoë-kayak (FFCK) et encadrée par un moniteur diplômé d'Etat (1er degré). Tous les licenciés de 10 à 16 ans bénéficient de cet apprentissage pédagogique.

Le club a mis en place une section sportive au sein des établissements scolaires et favorise l'accès à la pratique sportive de toute la population : jeunes, féminines, handicapés, population issue des quartiers dits «sensibles», sport-santé…

Compétition

L'association sportive souhaite améliorer son niveau dans les disciplines olympiques (course en ligne et slalom) :
- en recherchant la performance notamment pour les catégories les plus jeunes (minimes et cadets),
- en mettant en place une détection issue de l'école de pagaie et de la classe sportive,
- en proposant des formations complémentaires,
- en sensibilisant au sport de haut-niveau.

Le club souhaite constituer une équipe senior de compétition slalom en prolongement de la classe sportive.

Formation juge-arbitre et encadrement

La section permet l'accès central aux formations proposées par le comité départemental et le comité régional. Des stages fédéraux et des formations juges-arbitres sont proposés aux jeunes compétiteurs.
De plus, le club sensibilise les pratiquants à l'encadrement bénévole des plus jeunes.

Organisation d'évènements sportifs

Le club inscrit son action dans une dynamique locale à tous les niveaux, comme l'organisation de grandes compétitions en partenariat avec la ville de Mantes la Jolie et la Communauté d'agglomération de Mantes-en-Yvelines.

Moyens mis en œuvre :

Achat de matériel pour l'école de pagaie (kayaks initiation, canoës et kayaks d'apprentissage course en ligne) et l'équipe de compétiteurs (canoës dames, ergomètres,…)

Intérêt régional :

Continuer le développement du club (1er club francilien en course en ligne) et permettre une pratique intergénérationnelle ainsi que mixte.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes, féminines, classe sportive, adultes.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL PROPOSÉ PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de pagaies canoë filles	2 000,00	7,84%
Achat de bateaux	7 500,00	29,41%
Ergomètre	3 500,00	13,73%
Stage de haut niveau	10 500,00	41,18%
Formation Arbitres / Juges	2 000,00	7,84%
Total	25 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	39,22%
Subvention municipale	10 000,00	39,22%
Fonds propres	5 500,00	21,57%
Total	25 500,00	100,00%

ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTÉRIORITÉ DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	8 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	2 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	7 000,00 €
	Montant total	17 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015102

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : CLUB SPORTIF DE MEAUX BASKET FAUTEUIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	22 500,00 €	44,44 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CS MEAUX BASKET FAUTEUIL
Adresse administrative : 8 RUE JOSEPH LHOSTE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROBERT BLANDEAU, Président
N° SIRET : 42883159800019

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'association sportive « Club Sportive de Meaux Basket Fauteuil » (CSMBF) est créée en 1970. Elle est la plus titrée en France avec 18 titres de champion de France de Nationale A, 12 coupes de France et 5 coupes d'Europe.

Depuis 2013, l'association sportive compte trois équipes dans le club évoluant en Nationale A, en Nationale 2 et en championnat loisir francilien.

Lors de la dernière saison sportive, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- L'équipe 1 est championne de France de Nationale A pour la 18e fois,
- L'équipe 2 est 3ème ex-aequo en Nationale 2,
- L'équipe 3 est 4ème du championnat Sénior loisir d'Île-de-France,
- Deux joueurs de Meaux en sélection nationale au Championnat d'Europe des nations,
- Un joueur de Meaux au championnat du monde espoirs à Toronto,
- Sept joueurs de moins de 23 ans sélectionnés en équipe d'Ile de France.

Objectifs et actions de développement du club :

L'école labélisée

Les objectifs de cette école sont :
- de former à la pratique du basket fauteuil,
- de permettre aux pratiquants de trouver une place dans une des équipes du club et de préparer ainsi leur vie sportive adulte,
- de faciliter par la pratique du basket fauteuil l'intégration sociale de personnes en situation de handicap

En 2013, une école a été créée à l'attention des jeunes garçons et filles de 12 à 25 ans, en situation de handicap moteur, en capacité de jouer au basket en fauteuil.

Depuis la reprise début Septembre 2017, 16 jeunes sont présents à chaque entrainement. Les fauteuils sont fournis.

Cette école a été labélisée par la Fédération Française Handisport.

Afin de dépasser les obstacles à la pratique liés à la mobilité réduite, le club propose trois circuits de ramassage (77 et 93) qui amènent les jeunes inscrits vers le gymnase de Meaux afin de pratiquer leur discipline sportive. Ensuite, ils sont redéposés chez eux ou vers leur centre spécialisé.

Ces transports sont assurés financièrement par les ressources de l'école. Cette organisation du transport lui donne un caractère unique.

Chaque année, des jeunes de l'école, licenciés en compétition, sont sélectionnés dans l'équipe régionale d'Ile de France afin de représenter leur région au championnat de France des moins de 22 ans.

Le club travaille en collaboration avec la structure fédérale de Talence qui accueille l'équipe de France espoirs. Deux jeunes viennent d'intégrer ce pôle fédéral signe de l'efficacité de leur formation.

Depuis cette année, l'école fonctionne en lien avec une section sportive scolaire (dispositif Education Nationale anciennement appelé "sport études») ayant ouverte en Seine et Marne dans les centres à Voisenon et le pôle scolaire secondaire à Saint Fargeau Ponthierry.

Cette section est dirigée par les deux professeurs d'EPS qui encadrent l'école du club.

La formation des cadres

Depuis que la commission fédérale de Basket Fauteuil met en place des stages encadrés par des entraineurs, les dirigeants envoient des candidats à la formation.

Trois entraineurs ont validé une partie du cursus entraineurs correspondant aux exigences demandées par la commission fédérale basket fauteuil.

Lors du Final Four de Nationale organisé à Meaux en Mai 2017, le 1er colloque d'entraineurs en France de Basket Fauteuil a été l'occasion d'une collaboration inédite entre la ligue Île-de-France de Basket Ball, le comité régional Île-de-France Handisport, le club de Val d'Europe de Basket et le club de Meaux.

À cette occasion, différents thèmes ont été proposés aux stagiaires, thèmes ayant permis de créer des ponts entre les baskets ordinaire et extraordinaire.

Depuis deux ans, le club a mis en place une formation des officiels de table de marque, afin d'encadrer règlementairement les différentes rencontres des équipes et de gagner en autonomie logistique.

Cette formation a été organisée en interne grâce aux compétences d'un licencié, aux moments de formation proposés par le comité régional Île-de-France Handisport et à un conseiller technique fédéral.

Le développement de la pratique sportive

Afin de rester dans une dynamique de développement, le club a souhaité présenter trois équipes pour augmenter sa capacité d'accueil, et pour réduire les écarts existant entre son équipe fanion, évoluant au plus haut niveau, et le reste de ses licenciés.

Les trois équipes sont inscrites dans trois championnats de différents niveaux permettant d'associer plus facilement des nouveaux licenciés. Le club souhaite intégrer des jeunes formés au club en équipe 1ère.

Afin de garantir les déplacements des équipes, le CSMBF a acheté un véhicule aménagé supplémentaire.

Les dirigeants souhaitent concentrer leur effort vers les pratiquantes potentielles, désireuses de trouver et former une équipe féminine de Basket Fauteuil, inexistante à ce jour en France.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation des cadres	2 000,00	8,89%
Achat d'un véhicule utilitaire	7 000,00	31,11%
Transport Ecole	9 000,00	40,00%
Achat de fauteuils	4 500,00	20,00%
Total	22 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	44,44%
Subvention Conseil départemental 77	3 000,00	13,33%
CNDS	4 500,00	20,00%
Subvention municipale	5 000,00	22,22%
Total	22 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015251

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : ESPERANCE CYCLISTE DE SARTROUVILLE - SECTION TRIATHLON -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	37 000,00 €	27,03 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPERANCE CYCLISTE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative : 12 RUE RENE BRULAY
78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DENIS VERON, Président
Date de publication au JO : 8 octobre 1950

N° SIRET : 40755289200017

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'Espérance Cycliste de Sartrouville Triathlon est créée en 1993 comme une section sportive de l'Espérance Cycliste de Sartrouville. Le triathlon sous sa forme moderne (enchainement des 3 disciplines que sont la natation, le vélo et la course à pied) est apparu avec l'organisation du premier « Ironman ».

Depuis les premières années, il est un des clubs phares de la discipline et celui qui a sans nul doute le palmarès le plus étoffé et le plus prestigieux, grâce aux élites et aux jeunes qui constituent ou ont constitué son groupe.

Le club grimpe tous les échelons des compétitions de triathlon français. C'est le troisième club le plus titré après ceux de Poissy Triathlon et de Beauvais Triathlon.

L'équipe féminine est créée en 2000 et remporte dès sa première participation le championnat de France des clubs.

Elle a remporté huit titres dans les catégories hommes ou femmes, lors du Grand Prix de Triathlon, championnat de France des clubs de 1re division de la Fédération Française de Triathlon. Les membres du club ont cumulé sept médailles aux Jeux Olympiques de Londres en 2012 et Rio en 2016.

Le format du Grand Prix de triathlon permet aux élites mondiales de s'entrainer à haut niveau sur des distances et des réglementations identiques aux compétitions internationales. C'est grâce à cet attrait et à une politique de financement « à la carte » selon les niveaux, que le club a pu attirer et intégrer quelques-uns des plus grands spécialistes mondiaux sur courte distance.

Objectifs et actions de développement du club :

L'école de triathlon accueille les jeunes, filles et garçons, de 6 à 18 ans. Pour la saison 2016, la Fédération Française de Triathlon lui a renouvelé le label « École de formation 2 étoiles », gage de sérieux dans la qualité de la formation dispensée et l'organisation de la structure.

L'encadrement des jeunes est assuré par une équipe d'entraîneurs diplômés placés sous la responsabilité d'un BF4 (Brevet fédéral d'entraîneur 4ème degré). Tous les entraîneurs ont suivi une formation de secouriste (PSC1 ou PSE1) et maintiennent leurs acquis via un recyclage annuel obligatoire.

Le projet sportif du club se déploie sur plusieurs axes :
- le développement de la pratique féminine,
- la participation de tous, aux épreuves régionales,
- l'intégration de jeunes filles formées au club à l'équipe 1re qui court en 1re division nationale,

Les jeunes athlètes féminines peuvent être accompagnées lors des épreuves nationales et internationales.

Le club veut que les athlètes puissent participer au Championnat du Monde, championnat d'Europe U23 et Junior.

Intérêt régional :
- Développement de la pratique sportive féminine,
- Participation aux compétitions sur des épreuves en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel sportif (vélos, combinaisons, chaussures, casques, roues)	20 000,00	54,05%
Inscriptions et compétitions	2 000,00	5,41%
Frais de déplacement et d'hébergement	15 000,00	40,54%
Total	37 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	27,03%
Subvention municipale	10 000,00	27,03%
Partenaires privés	17 000,00	45,95%
Total	37 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015576

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : CLUB HIPPIQUE DU HAUT BUC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	26 000,00 €	38,46 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB HIPPIQUE DU HAUT BUC
Adresse administrative : 20 CHEMIN DE LA GENESTE
78530 BUC
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARTINE ROCCARD, Présidente
Date de publication au JO : 2 mars 1964

N° SIRET : 38790811400011

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'association Club Hippique du Haut Buc (CHHB) est créée en 1964. Les infrastructures de l'époque sont minimales mais elles vont se développer au cours des années avec la construction d'un manège chevaux et de nouvelles écuries.

À l'arrivée d'une nouvelle direction en 1997/98, un poney-club, doté de ses propres infrastructures, manège et carrière dédiés, vient enrichir l'offre du club. La compétition est développée à partir des années 2000.

Aujourd'hui, le club dispose de deux manèges, d'une cinquantaine de boxes, d'un club house, d'un vestiaire et de 5 hectares de pré situés en contrebas des installations.

Depuis 2010, beaucoup de travaux sont devenus possibles afin de rendre le club plus attractif. La carrière est entièrement rénovée en 2014, des câbles chauffants alimentent l'hiver tous les boxes en eau tempérée, la cavalerie vieillissante est mise à la retraite au profit de chevaux et poneys plus jeunes et compétitifs.

Le club ouvre maintenant ses portes à différentes écoles, des comités d'entreprises, des groupes de handicapés. Dans le même temps et grâce au travail d'une équipe de salariés très motivée, les disciplines pratiquées se sont multipliées : hunter, CSO, éthologie, dressage, horse-ball, trek et depuis peu endurance.

Le Hunter consiste à enchaîner un parcours d'obstacles avec la plus grande harmonie possible. Conçu à l'origine pour occuper les cavaliers de chasse à courre en dehors des périodes de vénerie, il recherche l'élégance dans le toilettage des chevaux et la tenue des cavaliers, ainsi que le profil des obstacles (massifs naturels..).
Les épreuves, tout comme en CSO (Concours de Saut d'Obstacles), se déroulent sur un terrain clos jalonné d'obstacles. Les barres et les éléments qui les composent sont mobiles et tombent s'ils sont percutés. Dès lors, il s'agit pour le couple cavalier-cheval d'effectuer le parcours de la manière la plus élégante et la plus fine possible.

Le club s'attache aussi à la fidélisation de ses adhérents par un accueil chaleureux et personnalisé, une ambiance familiale, l'organisation de challenges annuels et de fêtes qui réunissent les amoureux du cheval, petits et grands.

Lors de la saison sportive 2016-2017, le club a connu des résultats sportifs suivants :
- 2ème des Championnats régionaux Hunter Poney Elite pour une jeune cavalière,
- 2ème des Championnats de France de Concours de sauts d'obstacles en catégorie jeune cavalière,
- 9ème des Championnats de France de Concours de sauts d'obstacles 2 par équipe (jeunes cavaliers),
- 4ème des Championnats de France de Concours de sauts d'obstacles 1 par équipe (jeunes séniors).
- 2ème des Championnats de France de Sport Adapté en Dressage pour une jeune cavalière,
- 5ème des Championnats de France de Sport Adapté en Equifun,
- 2ème des Championnats régionaux Hunter Amateur (championnat Ile de France des Enseignants).

En 2016, le Club Hippique du Haut Buc est classé premier club de France en Hunter.

Objectifs et actions spécifiques du club :

Le club est labélisée par la FFE (Fédération Française d'Equitation) : Le CHHB a obtenu le label de l'école française d'équitation, du poney Club de France et cheval Club de France.

Laurent Casanova est directeur du CHHB : Enseignant, formateur, juge et chef de pistes Hunter National Elite.

Durant la saison sportive 2017-2018, trois actions sont mises en place :

Développement de l'école des jeunes sportifs

L'association sportive développe la section compétition jeunes et seniors dans les disciplines Hunter, CSO et Dressage.

Les entraineurs mettent en place quatre séances mini-cavaliers par semaine (approche, découverte et pratique de l'équitation) :
- une séance de Horse Ball par semaine avec une séance de perfectionnement par mois,
- une séance Multi-disciplines afin de faire découvrir au public jeune les diverses disciplines équestres,

- un challenge Kids à travers 3 disciplines (Obstacles, Equifun et Barrel Race),
- un challenge « Hunter, CSO et Dressage » en trois étapes (dont 2 épreuves jeunes).
Afin de perfectionner la discipline, le club a mis au point deux séances supplémentaires pour les jeunes cavaliers.

Développement de l'école pour les personnes à mobilité réduite et déficients intellectuels

L'objectif du club est d'intégrer les personnes ayant des déficiences intellectuelles dans les reprises (cours) de leur niveau avec un public sans handicap. Les dirigeants recherchent leur bien-être et éventuellement la faculté de les amener à participer à des compétitions (diverses disciplines).

Deux séances (2 groupes de 4 personnes) sont encadrées par une enseignante diplômée et une équithérapeute diplômée et deux séances hebdomadaires pour l'établissement le « Cèdre Bleu ».

Les installations sont mises à disposition d'un équithérapeute pour des séances individuelles.

Formation des cadres professionnels et bénévoles de l'école d'équitation

L'équipe de l'association Club Hippique du Haut Buc (CHHB) est composée de quatre enseignants diplômés, une apprentie BPJEPS, un élève en formation courte BPJEPS, un responsable d'écuries et deux soigneurs.

La priorité du directeur est d'améliorer les compétences du personnel. Pour cela, le club met en place les actions suivantes :
- Participation aux diverses formations mises en place par le Comité Départemental d'Equitation des Yvelines et le Comité Régional d'Ile-de-France d'Equitation,
- Participation aux stages mis en place par la F.F.E. et notamment le stage de cavaliers et enseignants Hunter afin d'améliorer la pratique de l'équitation et le jugement dans la discipline.
- Participation du responsable d'écuries et des soigneurs aux formations (soins aux chevaux, alimentation, sécurité aux écuries, etc…)
- Mise en place d'un cahier des chutes afin de comprendre et d'améliorer la sécurité des cavaliers.

Les enseignants se rencontrent plusieurs fois par semaine afin de perfectionner la pédagogie mise en place par l'établissement. De plus, une table ronde est prévue tous les 2 mois avec les enseignants et les soigneurs afin de connaitre les difficultés rencontrées sur le terrain (accueil, relations avec les clients).

Intérêt régional :
- Développement du Hunter en Île-de-France,
- Encadrement de personnes à mobilité réduite et déficients intellectuels,
- Participation aux championnats régionaux et français amateur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Les particuliers (enfants et adultes),
- Groupes de personnes à mobilité réduite et déficients intellectuels,

- Groupes en équithérapie,
- Groupes scolaires (maternelle, primaire, collège et lycée),
- Comités d'entreprises,
- Centres de loisirs.

Localisation géographique :

- BUC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL PROPOSÉ PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Parc d'obstacles	7 000,00	26,92%
Achat de matériel pédagogique	3 500,00	13,46%
Formations, stages et honoraires	7 000,00	26,92%
Compétitions, transport et hébergement	5 000,00	19,23%
Vidéo projecteur et matériels divers	1 500,00	5,77%
Achat de matériels sportifs (lices, plots)	2 000,00	7,69%
Total	26 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	38,46%
Séances d'équitation	10 000,00	38,46%
Stages de formation	2 000,00	7,69%
Compétitions	4 000,00	15,38%
Total	26 000,00	100,00%

ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015714

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RUGBY CLUB DE VERSAILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	20 000,00 €	50,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RUGBY CLUB DE VERSAILLES
Adresse administrative : STADE PORCHEFONTAINE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Eric TOURNIER, président
Date de publication au JO : 23 février 1992
N° SIRET : 43967770900016

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le Club de Versailles, reconnu comme "Ancêtre" par la Fédération, s'inscrit dans la longue histoire du rugby versaillais débutée au Lycée Hoche en 1893. Le rugby fait partie du patrimoine sportif de Versailles.

Depuis le mois d'Octobre 2008, la vie du Club a été entièrement transformée par la mise à disposition d'un terrain synthétique mixte "Rugby-Football' sur le site de Porchefontaine.
Toutes les équipes du club s'entrainent sur cette nouvelle surface confortable et performante ce qui préserve la pelouse du terrain officiel dédiée aux rencontres de championnat.

Ce nouveau terrain synthétique est aussi devenu, durant les journées, la surface de choix pour les collèges et lycées fréquentant le stade Porchefontaine.

En décembre 2015, un nouveau bâtiment vestiaires « Canopée » à destination du rugby et des scolaires a été inauguré le long du terrain synthétique. Il comprend 6 vestiaires, des sanitaires, une pièce infirmerie /anti-dopage, les bureaux du club, une salle de réunion, une salle de musculation, une zone stockage du matériel et une laverie professionnelle.

Grâce au renouvellement de l'éclairage du terrain gazonné, à l'aménagement d'une zone parking et, depuis cet été 2017, à la mise en place d'un nouveau terrain synthétique, le Club de Rugby de Versailles est maintenant doté d'un complexe sportif moderne de haut niveau.

L'Ecole de rugby est composé d'un effectif dépassant les 250 enfants depuis 2014 et réputée dans toute l'Ile de France. Les lycéens se partagent entre leurs obligations scolaires et la pratique du ballon ovale qui les fédère et les fait respirer.

Le label obtenu et renouvelé par la Fédération Française de Rugby en 2013, est venu reconnaître la compétence technique et pédagogique de l'encadrement, le caractère professionnel des méthodes que le club met en œuvre et leur conformité aux objectifs fixés par la Fédération Française de Rugby.

Lors de la saison sportive 2016-2017, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :

Scolaires
- Champion d'Académie UNSS Junior en rugby à 7 (départements 78, 91, 92 et 95).pour le Lycée Jules Ferry,
- Titre UNSS Junior « inter-académies » pour le lycée Saint Jean Hulst.

Pour cette saison, les jeunes versaillais du Pôle ont tous joué au plus niveau de leur catégorie. C'est le seul club en Île-de-France en mesure d'atteindre ce résultat, hors clubs professionnels (Racing 92, Stade Français et Massy).

Pôle Seniors
- 4ème poule 1 du championnat Ile-de-France Honneur pour l'équipe 1,
- 2ème poule 1 du championnat Ile-de-France ,
- 35 joueurs au tournoi Belascain,

Pôle Jeunes
- 59 joueurs avec deux équipes en U18 Juniors,
- 79 joueurs avec trois équipes en U16 Cadets,
- 65 joueurs avec 3 équipes en U14 Minimes,
- 195 enfants en école de rugby.

Objectifs et actions de développement du club :

Pour la saison 2017-2018, le club a décidé de mettre en place les objectifs suivants :
- Remonter en Fédérale 3 avec l'équipe 1,
- Garantir un encadrement de qualité pour assurer la meilleure formation pour les jeunes joueurs,
- Faire jouer les jeunes au plus haut niveau de leur catégorie,
- Développer la pratique féminine et le Rugby Santé.

Formation du pôle Jeunes

Le Rugby Club de Versailles veut sécuriser la pratique sportive et améliorer la technicité des jeunes en mettant en place une Académie pour les différents joueurs et en leur assurant un suivi santé.

La Formation des Jeunes avec son Pôle regroupant l'Ecole de Rugby, les U16, les U18 et la catégorie Belascain est au centre du projet sportif versaillais. 420 jeunes sont encadrés par des éducateurs brevetés dont la formation est un prérequis fondamental afin d'assurer une pratique de qualité sécurisée.

Cinq versaillais sont sélectionnés chaque saison pour suivre les formations fédérales et obtenir leurs brevets fédéraux.

Promotion du rugby féminin

Le club essaie de mettre tout en œuvre pour créer une section de rugby féminine.

Depuis 2015, des journées « Portes Ouvertes Filles » ont été organisées à Versailles pour la promotion du Rugby Féminin et des campagnes de communication ont été menées dans les écoles de Versailles.

Le club organise aussi l'Open de Rugby Féminin des Collèges des Yvelines et 2 Tournois des Associations Sportives de Rugby des Yvelines en 2016 / 2017.

Aujourd'hui, un rassemblement U18 Filles vient d'être créé avec le club de Montigny le Bretonneux. Des contacts sont pris avec l'Ecole d'Architecture afin de mettre à disposition un terrain.

Développement du sport santé

La création d'une section de Rugby à 5 mixte en 2016 constitue aussi un vecteur pour développer la pratique féminine de la balle ovale

Cette catégorie est ouverte à tout public en proposant une activité physique et sportive festive qu'elle soit masculine, féminine ou mixte, sans choc et sans plaquage, pouvant se pratiquer sur toutes surfaces (herbe, synthétique, gymnase, cour d'école..) et adaptée comme facteur de santé (remise en forme, lutte contre la sédentarité et l'obésité..).

Sous la direction d'un éducateur breveté, le club vise à obtenir une section de 25-30 personnes (une quinzaine durant la saison 2016-2017) avec un entrainement par semaine et la participation d'une équipe à quelques tournois organisés par le Comité Ile de France de Rugby.

Troisième labellisation de l'école de rugby

Depuis 2014, l'effectif de l'école de rugby de Versailles dépasse les 250 enfants.
L'Ecole de Rugby de Versailles a été labellisée FFR le 31 Mai 2008**.**
Le 5 Octobre 2013, l'Ecole a subi avec succès l'examen du renouvellement de sa labellisation.

Cinq ans plus tard, le club lance la préparation du dossier pour obtenir une 3ème fois le label FFR, incluant une Formation « Arbitrage » des enfants.

Intérêt régional :
Pratique du Rugby par les enfants, les Jeunes et les Adultes dans toute l'Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Public(s) cible(s) :
- Enfants de 5 à 13 ans,
- Jeunes (garçons et filles de 14 à 17 ans),
- Adultes (hommes et femmes de 18 à 50 ans).

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation (brevets fédéraux + éducateur)	2 600,00	13,00%
Frais d'encadrement	7 500,00	37,50%
Achat de matériel sportif	3 600,00	18,00%
Restauration	1 500,00	7,50%
Frais de communication	1 800,00	9,00%
Frais de trnasport	3 000,00	15,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	50,00%
Subvention municipale	4 000,00	20,00%
Fonds propres	6 000,00	30,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015708

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : UNION SPORTIVE ET CULTURELLE DE MAISONS-LAFFITTE ET LE MESNIL LE ROI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	36 000,00 €	27,78 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION SPORTIVE ET CULTURELLE DE MAISONS-LAFFITTE ET LE MESNIL LE ROI
Adresse administrative : 48 AVENUE DE LONGUEIL
78600 MAISONS-LAFFITTE
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur YVES POULAIN, Président
N° SIRET : 77570672400017

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'USML est une association omnisports des villes de Maisons-Laffitte et Mesnil-Le-Roi, dans les Yvelines, fondée en 1901. Elle a pour but de proposer des activités sportives et culturelles de toutes sortes aux habitants de ces communes afin de favoriser la pratique du sport pour tous.

Dans ce cadre, la section Danse Sportive de l'USML a été fondée en septembre 1978. Elle a pour but de promouvoir la pratique de la danse sportive (danse en couple) en compétition, ainsi que la promotion de cette discipline.

En mars 1979, la section s'affilie à la Fédération Française de Danse Sportive et de Compétition, devenant plus tard la Fédération Française de Danse.

En mars 1982, l'USML organise sa première compétition fédérale nationale.
En mars 1985, l'USML organise son premier Tournoi International de Danse Sportive dont la 34ème édition aura lieu le 24 mars 2018 au Palais Omnisports Pierre Duprès à Maisons-Laffitte.

La section accueille aujourd'hui en son sein une dizaine de couples, dont le but est de progresser jusqu'au plus haut niveau national voire international.

Lors de la dernière saison sportive, la section Danse sportive a obtenu les résultats sportifs suivants :
- un couple 1/2 finaliste du championnat de France 10 danses adultes (19-35 ans),
- un couple 1/2 finaliste du championnat de France 10 danses juniors 2 (- de 15 ans),
- un couple 1/2 finaliste du championnat de France 10 danses seniors 2 (+ de 45 ans),
- deux couples 1/2 finalistes de la Coupe de France en danses standards (19-35 ans),
- un couple finaliste de la Coupe de France juniors en danses standards (- de 15 ans),
- un couple Vice-champion d'Ile-de-France juniors en danses standards (- de 15 ans).

Objectifs et actions de développement du club :

- Organisation de compétitions nationales et internationales,
- Accompagnement et formation de jeunes pratiquants compétiteurs vers le haut niveau national,
- Organisation de stages techniques (mise en œuvre des Passeports Danse décidée par la Fédération Française de danse),
- Accompagnement des adhérents de l'association référencés dans le corps arbitral de cette discipline, vers le plus haut niveau national et international d'arbitrage,
- Formation des cadres bénévoles (comptabilité, site internet, etc…).

Organisation de compétitions nationales et internationales.

Depuis 33 ans, l'USML organise un tournoi international de danse sportive, au mois de mars, au Palais Omnisports Pierre Duprès à Maisons-Laffitte.

Cette manifestation est très importante pour assurer la visibilité des danses latines et standards auprès du grand public et s'inscrit dans la politique de l'USML pour la promotion du haut niveau. Elle accueille régulièrement de grands champions internationaux, et permet ainsi aux danseurs mansonniens de se confronter aux exigences des élites de la discipline.

À l'occasion de cette compétition, des épreuves annexes sont également organisées permettant aux compétiteurs des catégories nationales et régionales de fouler le même parquet que ces grands champions. Cette émulation est une source de motivation très importante pour leur donner envie de rejoindre les rangs de l'élite.

Accompagnement et formation de jeunes pratiquants compétiteurs vers le haut niveau national.

Le club finance les frais de déplacement pour les trois championnats de France: les danses latines (samba, cha-cha-cha, rumba, Jive), les danses standards (valse-anglaise, tango, valse-viennoise, slow-fox, quick-step), et le combiné 10 danses.
Ces compétitions sont organisées partout en France et permettent aux jeunes (moins de 19 ans, moins de 16 ans), d'accéder au haut niveau.

Cette compétition « Critèriums Nationaux » est réglementairement obligatoire pour les couples appartenant aux catégories inférieures pour accéder en fin de saison à la catégorie supérieure.

Organisation de stages techniques (mise en oeuvre des Passeports Danse décidée par la Fédération Française de Danse).

Le passeport danse est lancé en janvier prochain par le Fédération Française de Danse.
Ce nouveau produit est proposé à toutes les disciplines et à toutes les danses. Il a pour vocation de suivre et notifier tous les éléments de la vie du danseur notamment en intégrant ses niveaux techniques caractérisés par des graduations de couleur, ses résultats en compétition et en concours, son niveau de formation, ses fonctions au sein de la fédération.

La discipline des danses latines et standards sert de pilote et afin de soutenir la politique fédérale, l'USML souhaite organiser des stages, en assurer la promotion et la diffusion. Par ailleurs, ce nouvel outil permet de valoriser et de valider la progression technique des adhérents.

Accompagnement des adhérents de l'association référencés dans le corps arbitral vers le plus haut national et international d'arbitrage.

L'USML compte en son sein deux membres du corps arbitral titulaire du plus haut titre de juge national, dont l'un a reçu la distinction de meilleur espoir en 2015, décernée par l'Association Française du Corps Arbitral Mutisports (AFCAM).

La volonté de l'association est de les accompagner dans leur obligation réglementaire de formation continue, et dans leur progression vers le niveau de juge-arbitre internationaux, grâce à une prise en charge partielle ou totale des frais engendrés par les congrès nationaux et internationaux auxquels ils peuvent être amenés à participer, ainsi que les frais d'examens internationaux.

Formation des cadres bénévoles

L'USML Danse Sportive souhaite développer sa présence sur internet. N'ayant pas à ce jour de cadres-bénévoles compétents en ce domaine, la section souhaite aider l'un de ses membres à se former afin de répondre à cette demande et aider la personne en charge du développement de son site.

Intérêt régional :
Mise en œuvre de la politique fédérale par le biais de la collaboration avec le Comité Régional de Danse d'Ile-De-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Public(s) cible(s) :
- Jeunes pratiquants,
- Toute personne désirant pratiquer la danse en couple en compétition.

Localisation géographique :
- MAISONS-LAFFITTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation d'une compétition nationale et internationale	25 000,00	69,44%
Accompagnement des jeunes pratiquants vers le haut niveau national	4 000,00	11,11%
Organisation de stages de préparation technique	3 000,00	8,33%
Formation du corps arbitral	2 000,00	5,56%
Formation des cadres bénévoles	2 000,00	5,56%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	27,78%
Subvention municipale	5 000,00	13,89%
Fonds propres	21 000,00	58,33%
Total	36 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015110

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : ASSOCIATION SPORTIVE DE GOLF DE SAINT-GERMAIN EN LAYE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	130 000,00 €	7,69 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE SAINT-GERMAIN
Adresse administrative : RTE DE POISSY
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DOMINIQUE PAUL, Président
N° SIRET : 78512438900012

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le golf de Saint-Germain a été inauguré le 15 janvier 1922. Il est composé de deux parcours : l'un de 18 trous, nommé le Grand Parcours, l'autre de 9 trous, conçu en 1925, dénommé Parcours des Genêts.

Les bâtiments, club-house et vestiaires, de construction légère, ont été démontés et transférés du Pecq à Saint-Germain. A l'exception du Club-house qui a brûlé fin décembre 1952 et qui a dû être reconstruit en 1953, l'essentiel des autres bâtiments datent de l'origine du golf.

L'association Sportive du Golf Saint Germain est créée le 25 Janvier 1934.

Aujourd'hui, le Golf de Saint-Germain fait partie des 1000 meilleurs golfs du monde. Le Parcours est classé 19e parcours d'Europe continentale. Depuis sa création, de très nombreuses compétitions régionales, nationales et internationales y sont organisées.

Tous les ans, le Grand Prix de Saint-Germain, épreuve de haut niveau, réunit tous les meilleurs joueurs et joueuses amateurs de France et compte pour le classement mondial des joueurs. Lors de ces épreuves de haut niveau, l'ASGSG met gratuitement à disposition de la FFG et de la Ligue de Paris son terrain et ses installations pendant plusieurs jours. Pendant ces périodes (en moyenne, 6 jours par an), le parcours est fermé aux membres.

Chaque année, le club accueille les stages de jeunes de la Ligue de Paris, le Tour Poucet avec des jeunes du Comité Départemental 78, la Coupe Westphalen organisée également par la Ligue de Paris.

L'école de golf accueille gratuitement les enfants de membres âgés de 6 à 16 ans (environ 100 élèves) dans le cadre de cours collectifs. Trois enseignants, salariés de l'ASGSG, assurent les cours collectifs et les entraînements.

Grâce aux efforts en matière de formation et d'entraînement des équipes, les équipes se classent aujourd'hui au plus haut niveau national amateur, tant chez les femmes que chez les hommes. En 2016, l'équipe messieurs a remporté la Coupe de France et la Coupe d'Europe.

Actuellement, plusieurs joueuses, dans les catégories juniors et adultes, sont régulièrement sélectionnées en Equipe de France pour participer à des championnats à l'étranger.

Objectifs et actions de développement du club :

Le Golf de Saint-Germain, en s'appuyant sur tous ses bénévoles, ses enseignants et sur une école de golf active s'est toujours inscrit dans un esprit sportif et de compétition, d'éthique golfique et de convivialité. C'est dans cette direction que le golf a cherché depuis sa création à progresser.

Le palmarès du club et les récentes victoires en coupe de France messieurs et coupe d'Europe messieurs sont le fruit de leur travail d'enseignement auprès de l'école de golf et d'excellence, auprès de leurs équipes premières, dans un environnement où le niveau général de cette discipline progresse constamment en France et en Europe.

Le haut niveau requiert des efforts et un travail acharné pour acquérir une excellente technique et maintenir ses compétences dans une discipline où compétition et affrontement moral sont l'essence même de ce sport.

Le projet comporte quatre axes prioritaires :

- L'emploi et la formation d'un jeune professionnel pour acquérir le niveau d'entraineur sportif dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ; celui-ci va permettre de former les jeunes aux techniques et entraînements de haut niveau, en prenant exemple sur les professeurs en poste.

- le réaménagement des zones d'entraînement afin de ne laisser aucun secteur de jeu sans zone d'entrainement spécifique. La zone d'approche doit être remodelée afin de recréer des conditions réelles de parcours et permettre aux équipes de s'entrainer ensemble sur ce secteur très important de jeu.

Ce projet est désiré par les équipes et les membres depuis plusieurs années et cette aide permettra de réaliser dans les prochains mois la modification de la zone d'entraînement qui faisait défaut à leur structure d'entraînement.

- Un projet global de redéfinition des postes d'entraînement dans la zone du « Grand Jeu » va permettre d'améliorer les conditions d'exercice en changeant la ligne de frappe constituée aujourd'hui de tapis individuels sur béton par un élément unique reproduisant plus fidèlement les conditions du parcours.

Le club va acheter et installer un matériel d'analyse des mouvements et trajectoires de balles (Trackman) à la disposition de l'équipe d'enseignants pour l'analyse et l'enseignement du swing. Cet outil pédagogique apporte à l'enseignant et aux élèves la possibilité d'améliorer leur technique et de mieux visualiser les erreurs à corriger.

- Prise en charge des frais d'inscription et de déplacement des meilleurs joueurs tant en individuel qu'en équipe.

Cet effort régulier permet de créer un environnement serein autour des joueurs et de les laisser se concentrer sur la compétition et sur leurs performances sportives.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Golfeurs hommes et femmes, écoliers, jeunes, adultes et seniors.

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipement sportif	50 000,00	38,46%
Groupe Compétition	50 000,00	38,46%
Aménagement du pratice extérieur	7 000,00	5,38%
Remodelage zone d'entrainement	23 000,00	17,69%
Total	130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	7,69%
Fonds propres	120 000,00	92,31%
Total	130 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015097

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BOXING CLUB DE VIGNEUX SUR SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	15 680,00 €	63,78 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOXING CLUB DE VIGNEUX
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
91270 VIGNEUX SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Amar HOMLAT, Président
Date de publication au JO : 13 juillet 0195

N° SIRET : 49814010200019

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Créé en 1975, le Boxing Club Vigneux sur Seine dispose aujourd'hui d'une salle de boxe. Le club a accueilli quelques grands noms de la boxe en France, comme Stéphane Allouane ou encore Jean-Baptiste Mendy.

Aujourd'hui composé de 151 adhérents, le Boxing Club Vigneux sur Seine est un réel acteur social, tant il vise un public large et varié. Le club accueille en effet des personnes entre 10 et 65 ans. Il dispense également, au sein de leur section handi-boxe, la pratique de la boxe à un public d'handicapés mentaux, à raison d'un entrainement par semaine

La pratique de la boxe est un réel facteur d'intégration sociale. Le public féminin est également très bien représenté puisque 30% des licenciés sont des femmes. Depuis trois années, le club développe la pratique de l'Aéroboxe, plus destiné à un public féminin.

Les résultats sportifs de la saison 2016-12017, se décomposent de la manière suivante :
- 1 médaille de Bronze aux championnats d'Europe Equipe de France féminine,
- 1 médaille de Bronze aux championnats de l'Union Européenne Equipe de France féminine,
- 1 titre de champion de France,
- 2 médailles d'Or tournois inter-nations de l'Equipe de France,
- 1 champion Ile-de-France Cadet.
- 1 vice-champion de France cadet.
- 1 boxeur sélectionné en équipe de France senior.

Objectifs et actions de développement du club :

Jeunes de Haut niveau

Un des objectifs principaux des deux prochaines années, est de faciliter aux boxeurs, l'accès au plus haut niveau national et international. Plusieurs échéances à venir sont en effet primordiales pour l'évolution de ces jeunes boxeurs. Pour atteindre les objectifs, les actions à mener au niveau de la boxe non professionnelle, sont les suivantes :

Delphine Mancini est membre de l'équipe de France depuis 9 années. Classée actuellement 5 e boxeuse Mondiale, elle est déjà 8 fois championne de France et titrée à plusieurs reprises au niveau Européen. Pour préparer cette échéance mondiale de 2018, le club engage pour la saison sportive 2017-2018, un préparateur physique. De nombreux déplacements sont également prévus par le club en France et en Europe, pour se confronter aux meilleures boxeuses mondiales. Les prochains Jeux Olympiques de 2020 à Tokyo sont un objectif à plus long terme.

Un jeune boxeur a intégré l'INSEP. Le club croit à un avenir prometteur au niveau national et international avec l'équipe de France. Il fait partie de l'équipe de France de boxe amateur. Les dirigeants mettent à sa disposition tous les moyens nécessaires à son épanouissement et sa réussite sportive.

D'autre part, l'association sportive a pour ambition et projet, de continuer à développer les actions de "terrain", afin de permettre à la boxe de continuer à être un réel outil de développement personnel et secteur d'intégration sociale.

Pratique handisport

Le club compte élargir davantage la section Handi-boxe, pour permettre à des personnes défavorisées par le handicap de s'épanouir par le sport.

L'objectif est d'accueillir plus de licenciés et de passer de 4 à 12 boxeurs handi. Pour cela, les dirigeants vont équiper leur salle en achetant du matériel adapté au public handicapé.

Les boxeurs vont participer à plusieurs compétitions au niveau régional et local.

La formation d'arbitrage

Les dirigeants disposent d'un juge arbitre inter-régional, d'un juge directeur assaut. La formation d'arbitrage est très présente. Deux boxeurs du club postulent actuellement pour occuper des actions d'officiel arbitre.

Une politique de formation interne est mise en place sous forme de transmission de savoir et de savoir-faire dans le domaine de l'arbitrage.

Intérêt régional :
- Sportifs et structures adaptées (CREPS-INSEP- Salle de boxe),
- Reconnaissance au niveau national et international.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Athlètes représentant l'Île de France, public de boxeur non professionnel du Boxing Club Vigneux sur Seine.

Localisation géographique :
- VIGNEUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation juges arbitres	4 500,00	28,70%
Développement du handi-boxe	3 480,00	22,19%
Formation entraineur	3 900,00	24,87%
Préparateur physique des boxeurs	2 800,00	17,86%
Déplacements	1 000,00	6,38%
Total	15 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	63,78%
Fonds propres	5 680,00	36,22%
Total	15 680,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015063

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : ENTENTE SPORTIVE DE MASSY - SECTION NATATION -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	35 000,00 €	28,57 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESM ENTENTE SPORTIVE MASSY
Adresse administrative : AVENUE DU NOYER LAMBERT
91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER CANET, Président
Date de publication au JO : 8 octobre 1960

N° SIRET : 32865904000021

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le club « Entente Sportive Massy Natation » est créé en 1960.

En 1972, la piscine du COS de Massy ouvre enfin ses portes. Plus tard, en 1979 un deuxième bassin vient s'ajouter dans le quartier de Vilaine.

De nouveaux entraineurs, de nouveaux dirigeants, avec l'appui des anciens et aidés par des responsables d'autres clubs du département, mettent au point l'Entente Sportive de Massy Natation.

Depuis, la saison 1976–1977, soit plus d'une trentaine de saisons consécutives, le club est le leader de la

natation Essonnienne.

Pendant près de 10 ans, les nageurs de Massy portent hauts les couleurs de leur ville, le titre national pour l'équipe dame au championnat interclubs, ainsi que pour les cadettes et cadets au critérium nationaux interclubs.

En 1995-1996, le club décide de développer l'école de Natation afin que de nouveaux talents, issus du club, accèdent au niveau national et international.

Dans les années 2000, le club va connaitre des succès importants avec l'arrivée de Sophie de Ronchi et d'autres nageurs.

Lors de la dernière saison sportive, le club a obtenu les résultats suivants :
- Maintien de l'Equipe de filles en 1re division aux Interclubs,
- Descente de l'Equipe de garçons en 2e division aux Interclubs,
- 11e club aux Interclubs et 16e club français,
- 7 finales B, 8 finales Jeunes pour les 8 nageurs dont 2 médailles en catégorie Juniors pour les championnats de France de Nationale 1 petit bassin à Angers,
- 3 médailles (or, argent et bronze) pour les 6 nageurs lors du Trophée National Lucien Zins – 1er club français dans la catégorie Jeunes,
- 6 médailles (5 or et argent) par une jeune nageuse lors du Trophée Interrégional Lucien Zins,
- 2 médailles (or et bronze) lors des championnats de France d'Eau libre – 3e club français.

Objectifs et actions de développement du club :

Formation des éducateurs

L'ES Massy, depuis des années déjà, propose aux éducateurs de compléter leur formation. Des actions sont également menées envers les sportifs afin qu'ils commencent leur formation. L'objectif est d'avoir un pool d'entraîneurs capables de pérenniser l'accès vers le haut niveau.

Accueil des clubs environnants

L'ES Massy a consolidé les liens avec les clubs environnants. Sa structure et la qualité de son équipe technique reconnues dans le département et la région en font, de fait, un « pôle » autour duquel les clubs se rassemblent. C'est ainsi que des stages de préparation aux championnats de France sont organisés avec, notamment les clubs du Club Nautique de Saint-Michel sur Orge, Natation Longjumeau, du Club Nautique de Viry Chatillon. Lors des vacances scolaires, des stages sont organisés avec des entraînements communs avec les clubs voisins.

Préparation des jeunes à l'accession au plus haut niveau dans leurs catégories

Dans chaque catégorie d'âge, un groupe avec des objectifs nationaux est dégagé avec le nombre d'heures d'entraînement nécessaire à l'accomplissement de ces objectifs.

Un préparateur physique est attaché à ces groupes. Faciliter l'accession au haut niveau veut dire aussi travailler en collaboration avec l'Education Nationale. Des horaires aménagés sont proposés aux nageurs du lycée de Vilgénis.

Des stages intensifs (à Massy, en France et à l'étranger) sont organisés pendant les vacances scolaires afin de préparer au mieux les échéances nationales.

Développement de l'école de natation

L’école de natation est l’un des axes prioritaires du club. Les nombreux groupes sont établis en fonction du niveau et de l’âge des élèves.

Cette organisation permet au club d’avoir des effectifs limités dans les groupes et ainsi de respecter les objectifs fixés.

Intérêt régional :

L’ES Massy, de par sa structure (label National de la FFN), la qualité de son encadrement, et ses résultats, constitue un club vers lequel les nageurs de l’Ile de France se tournent pour accéder au haut niveau.

D’autre part, c’est un club qui organise des compétitions régionales, interrégionales et nationales permettant aux nageurs d’Ile de France de participer à des compétitions avec un niveau relevé.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les nageurs de compétition de la région.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien et de petit équipement	6 000,00	17,14%
Entretien et réparations de la piscine	8 000,00	22,86%
Frais d'encadrement (école de natation + formation)	21 000,00	60,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	28,57%
Subvention Conseil Départemental de l'Essonne	15 000,00	42,86%
Subvention ville de Massy	10 000,00	28,57%
Total	35 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015059

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : SECTION DE TIR A L'ARC DE RUEIL MALMAISON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	52 700,00 €	18,98 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECTION TIR A L'ARC DE RUEIL MALMAISON (STAR)
Adresse administrative : 12 IMPASSE GALLIENI
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Association
Représentant : Christian DELOBELLE, Président
Date de publication au JO : 19 Octobre 1984

N° SIRET : 44795109600018

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018.

Description :

La Section de Tir à l'Arc de Rueil-Malmaison (STAR) a été créée en Septembre 1984. Elle compte 161 licenciés en 2017 dont 47% de jeunes et 30% de femmes.

L'encadrement est composé de deux diplômés d'Etat BE et DECJS, cinq diplômés fédéraux Entraineurs 1 (dont 1 jeune), deux diplômés Fédéraux Entraineurs 2 et trois arbitres dans le club dont 2 en activité.

Le club a obtenu le label Fédéral Or de la Fédération Française de Tir à l'Arc. Il est reconduit jusqu'à la saison 2018-2019.

Trois archers sont internationaux sur la liste de Haut Niveau du Ministère des Sports :
- Un Champion du Monde en titre qui va défendre les couleurs de la France aux Mondiaux de Mexico mi-octobre
- Le meilleur archer français de tir en campagne champion de France 2016, sélectionné pour les championnats du monde en 2016 (9 ème) et d'Europe en 2017 (8ème) et 5ème par équipe.
- Une cadette sélectionnée pour les Mondes de la jeunesse début octobre en Argentine

- La STAR est l'un des rares clubs français à présenter autant d'équipes dans les différents niveaux de la filière fédérale. Elle compte :
- Une équipe en division 1 poulies, triple championne de France (2014, 2015 et 2016),
- Une équipe féminine depuis 17 ans en division 2, avec une année en division 1,
- Deux équipes en Division Régionale Excellence (classique hommes et poulies),
- Une équipe en division régionale jeune.

Objectifs et actions de développement du club :

Maintien de la « labellisation OR », gage de reconnaissance Fédérale

La Fédération Française de Tir à l'arc répertorie les clubs en fonction de :
- la qualité des installations proposées,
- la formation des intervenants (Diplômés d'Etat, entraineurs fédéraux, arbitres, ..),
- les résultats sportifs obtenus individuellement et en équipe,
- l'importance des créneaux horaires proposés.

La STAR a obtenu, dès la mise en place de cette notation, « le LABEL OR », renouvelé pour les deux prochaines saisons sportives.

Maintenir et développer l'accompagnement sportif des archers en compétition

Le club s'efforce d'aider les archers à être présents dans les différentes compétitions régionales et nationales, notamment pour les plus jeunes, et internationales pour les champions.

Encourager les jeunes à la compétition par différentes mesures

L'école de tir à l'arc est l'une des rares à accueillir les poussins dès l'âge de 8 ans en Île-de-France. Les jeunes représentent 45% des adhérents.

Le club a mis au point des créneaux horaires spécifiques encadrés par des diplômés d'Etat pour les jeunes sportifs de haut niveau. Les entraineurs achètent du matériel évolué afin de permettre une progression et un accès plus rapides à la compétition.

Lors des compétitions, le STAR met à la disposition des athlètes un accompagnement (coach mental) afin de les rassurer et de les aider à atteindre la précision.
L'accueil des plus jeunes se fait à partir de 8 ans.

Développer les nouvelles pratiques

Le club est spécialisé dans le tir sur cible. Malgré un terrain plat non adapté, un spécialiste du tir campagne est présent pour développer cette pratique non connue du public.

Afin d'attirer un nouveau public, le STAR développe le tir 3D en faisant l'acquisition de cibles 3D très variées

afin d'aguerrir les archers

Former des cadres et bénévoles

La STAR s'appuie sur plusieurs formateurs diplômés par la fédération (BE et entraîneurs) pour assurer l'initiation, le perfectionnement et l'entraînement de ces archers en individuels ou en équipes

Le club participe régulièrement à la formation des cadres et bénévoles qui le désirent ainsi que leur recyclage. Un archer diplômé du DECJS (Diplôme Education Civique, Juridique et Sociale) assure l'initiation et le perfectionnement des jeunes et moins jeunes.

Six entraineurs permettent de travailler sur les catégories Poussins jusqu'aux seniors. Enfin, le club a développé la formation d'arbitrage avec trois arbitres fédéraux.

Intérêt régional :

- Organisation d'un concours qualificatif au Championnat de France,
- Présence des archers jeunes et moins jeunes dans les compétitions régionales et championnats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	21 000,00	39,85%
Matériel archerie	3 000,00	5,69%
Ciblerie	3 000,00	5,69%
Achat d'équipements sportifs (tenues)	8 500,00	16,13%
Frais de compétition	13 700,00	26,00%
Frais de formation	1 500,00	2,85%
Manifestations	1 000,00	1,90%
Frais administratifs	1 000,00	1,90%
Total	52 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	18,98%
Subvention Municipale	17 000,00	32,26%
CNDS	1 500,00	2,85%
Haut niveau	4 200,00	7,97%
Cotisations	20 000,00	37,95%
Total	52 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015095

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : LEVALLOIS SPORTING CLUB SECTION ESCRIME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	122 200,00 €	8,18 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEVALLOIS SPORTING CLUB
Adresse administrative : 24 RUE LOUISE MICHEL
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bertrand PERCIE DU SERT, Président
Date de publication au JO : 27 décembre 1983

N° SIRET : 33465545300044

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

La section escrime du Levallois Sporting Club a été créée en 1983, en même temps que le club omnisports de Levallois. À cette période, la section comptait environ une cinquantaine de licenciés et la salle d'armes était située au Gymnase Auguste Delaune.

L''épée est la seule arme utilisée à Levallois, mis à part les débutants qui utilisent le fleuret. Plus lourde que ce dernier (750 grammes pour 110 centimètres de long), l'épée et sa pratique s'apparentent aux duels de l'époque. Les phases d'attente et de préparation sont les plus longues et permettent de contourner la défense de l'adversaire pour trouver la faille. La patience y est une grande qualité puisque les nerfs sont mis à rude épreuve.

À partir de 1987, de nombreux champions de haut niveau sont arrivés à Levallois. Puis en 1988, Eric Srecki accompagné de François Bouillot sont venus compléter l'équipe senior d'épée masculine. Avec l'augmentation des effectifs, et l'objectif d'ouverture de la discipline au plus grand nombre (création de l'option escrime au collège Danton, l'escrime entreprise, l'escrime artistique, le baby-club...), le club déménage au Gymnase Eric Srecki. Ce qui permet d'accueillir les licenciés dans deux salles.

Par la suite, Laura Flessel, Hugues Obry, Gauthier Grumier et d'autres escrimeurs, ont intégré la section et porté au plus haut niveau les couleurs du club.
En plus de la venue des tireurs de haut niveau, la section mise également sur la formation de jeunes escrimeurs. En effet, de nombreux tireurs ont représenté le club tant au niveau national qu'international.

Depuis sa création, le club a connu des résultats sportifs exceptionnels :
- 7 fois Champion d'Europe des Clubs,
- 5 fois Champion du Monde des Clubs,
- De nombreuses fois Champion de France par équipe senior Homme & Femme,
- 13 Médailles aux Jeux Olympiques (en 2016, Médailles d'or par équipe pour Gauthier Grumier, Daniel Jérent et Yannick Borel + une médaille de bronze pour Gauthier Grumier).

Lors de la dernière saison sportive, la section escrime a connu les résultats sportifs suivants :
- Médaille d'argent au Championnat de France Minime Filles par équipes,
- 2 médailles de bronze au Championnat de France M17 Filles,
- 2 médailles d'argent pour le Championnat de France M20 Homme individuel Nationale 1 et 2,
- 6 médailles (or, 3 en argent et 2 de bronze) pour les Championnats de France Senior Hommes et Femmes Nationale 1 et Nationale 2,
- Yannick Borel, champion d'Europe individuel,
- Coraline Vitalis championne d'Europe par équipe,
- Romain Gustin, Daniel Jérent et Yannick Borel champions du Monde par équipe,
- Médaille de Bronze à la Coupe d'Europe des Clubs Seniors,
- Coupe D'Europe des Clubs Senior Dame par équipe – Médaille de Bronze

Objectifs et actions de développement du club :

Arbitrage

La section escrime va généraliser l'arbitrage sur les jeunes catégories M13 / M15 dans le but de former des jeunes arbitres et pérenniser la présence d'arbitres du club au niveau régional, national et international

Les dirigeants préparent aux tests pour l'arbitrage au niveau régional puis au niveau national :
- en mettant en place de créneaux horaires pour les catégories concernées,
- en incitant la présence d'un Maitre d'armes et d'un ou plusieurs arbitres de niveau national ou international pour accélérer la formation.

Des analyses vidéo et de déplacements sur des compétitions permettent aux jeunes d'appréhender la mise en situation sur des actions effectuées par des escrimeurs de haut-niveau.

Les jeunes vont être munis d'une « trousse d'arbitre » : chrono, peson, pige, jeux de cartons.

Découverte de l'escrime

Tout au long de la saison sportive, des actions sont destinées à la découverte de l'escrime au travers d'une campagne de sensibilisation des proches des adhérents de la section:
- Un entraînement mixte avec un adhérent + un ami ou parents,
- Une mise à disposition du matériel de base à l'invité : épée, masque, fil de corps, veste,
- Une présence des athlètes de haut-niveau, d'un membre de l'équipe de France pour partager leurs expériences,
- Un accompagnement lors des séances avec un maitre d'armes diplômé.

Tout au long de la saison sportive, des actions sont destinées à la découverte de l'escrime auprès d'une population subissant un handicap :
- Une présence des athlètes de haut-niveau « Handisport » membre de l'équipe de France,
- Une mise à disposition du matériel : fauteuil, épée, masque, fil de corps, veste,
- Un accompagnement lors des séances avec un maitre d'armes diplômé ayant une pratique de l'enseignement « Handisport »

Pour les jeunes ne pouvant pas partir durant les vacances scolaires, le club met en place des stages liés à l'escrime:
- un stage découverte – multi-activités sportives avec encadrement de Maitres d'armes diplômés, présence de tireurs de l'équipe de France ;
- un stage de développement pour les jeunes adhérents du club.

Moyens mis en œuvre :
- Mise à disposition des Maitres d'Armes diplômés sur des créneaux horaires spécifiques,
- Prêt de matériel conforme à la réglementation en vigueur,
- Présence d'athlètes de haut-niveau,
- Présence d'arbitres de niveau national et international,
- Mise à disposition des installations de la salle d'armes du gymnase Eric Srecki.

Intérêt régional :
- Optimiser la présence du club sur la région Île-de-France,
- Accentuer le développement de l'escrime sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Catégorie M13 – M15 – M17,
- Valide,
- Personne en situation de handicap,
- Jeunes issus de milieux défavorisés.

Localisation géographique :
- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel sportif	40 000,00	32,73%
Formations Maitre d'arme (5 maitres)	7 500,00	6,14%
Honoraires médicaux Haut Niveau	4 700,00	3,85%
Frais pour les sportifs (déplacement, hébergement et restauration)	50 000,00	40,92%
Ecole de l'escrime	20 000,00	16,37%
Total	122 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	8,18%
Levallois Sporting Club	112 200,00	91,82%
Total	122 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	12 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	12 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	11 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	4 000,00 €
	Montant total	42 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015075

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : ATHLETIC CLUB BOULOGNE BILLANCOURT SECTION AVIRON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	80 700,00 €	12,39 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATHLETIC CLUB DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 10 RUE LIOT
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS BANTON, Président
Date de publication au JO : 20 septembre 1945
N° SIRET : 78530729900020

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'Aviron a été créé à Boulogne-Billancourt en 1939. En 1943, le RCBB est dissous pour fusionner avec sept autres sociétés sportives et composer ainsi l'Athlétic Club de Boulogne-Billancourt, le tout nouveau club omnisports municipal.

En 1997, François BANTON est élu président. La section Aviron compte alors 108 licenciés. Sous l'impulsion de la nouvelle équipe, une politique volontariste de développement est mise en place.

En 2007, le club change de rive (avant Pont municipal) et emménage sur l'Ile de Monsieur, commune de Sèvres avec une base nautique aux normes HQE (Haute Qualité Environnementale)

Aux Jeux paralympiques de Londres (2012) et de Rio (2016), Stéphane TARDIEU associé à Perle BOUGE sont médaillés d'argent (2012) et de bronze (2016) en double mixte.
En 2012, le club monte en Division 1 et accède à la 7ème place.

Aujourd'hui, le club comporte 794 adhérents permanents titulaires d'une licence FFA et d'une délivrance moyenne de 400 titres scolaires. Ce qui en fait le premier club Français en nombre de licenciés.

L'ACBB Aviron est labélisée 3 étoiles par la Fédération Française d'Aviron et fonctionne grâce à 6 salariés dont 4 ont eu un emploi pérennisé à l'issue d'une formation aidée du club.

À la fin de la saison 2016-2017, l'ACBB conserve sa place de 4e club de France (sur 152 clubs). Le groupe senior est 1er du classement par catégorie. Le groupe handi-aviron est 1er pour la deuxième année consécutive.

Une quinzaine de bénévoles et six arbitres du club participent aux championnats de zone se déroulant dans la région Île-de-France.

Objectifs et actions de développement du club :

Développement du groupe autisme aviron

Le club accueille de jeunes autistes (12-20 ans) pour une pratique régulière de l'aviron dans un milieu ouvert. Des éducateurs bénévoles spécialisés ont été formés pour entrainer un groupe de 15 à 20 pratiquants.

L'accueil de ce public nécessite la mobilisation d'un encadrement important : 10 bénévoles et deux encadrants professionnels. Un partenariat avec l'association « Autistes sans frontières 92 » a été mis en place.

L'ACBB aviron veut intégrer des jeunes en difficulté et permettre d'avoir un lien intergénérationnel avec les parents présents lors des séances. Par ailleurs, ils peuvent partager leur expérience avec des personnes « valides ».

Développement de l'école label 3 étoiles

L'ACBB aviron est une école d'aviron 3 étoiles selon les critères de la Fédération Française d'Aviron, qui délivre les titres de pratique. L'association la développe à travers l'initiation, la formation et la découverte de la compétition.

Des jeunes de 10 à 18 ans, issus des communes limitrophes, sont admis au club.
Des interventions sont effectuées dans les établissements scolaires environnants (classes dans les lycées) afin de faire découvrir aux jeunes la pratique sur rameur (machine à ramer) lors de séances sur l'eau.

Dans le cadre du développement de l'école française d'aviron, le club forme des jeunes adhérents aux diverses formations proposées par la fédération (arbitrage et diplômes d'encadrement fédéral). Tous les ans, une vingtaine d'entre eux participe à ces formations.

Dans le cadre de pratique « jeune », l'offre sportive fédérale permet au club d'amener un maximum de jeunes à découvrir dans un premier temps la compétition (qui se veut ludique) puis pour les meilleurs de les guider vers des principes d'excellence liés à l'accessibilité au « haut niveau ».

Afin d'accueillir un nouveau public, le club forme des initiateurs fédéraux pour accompagner et renforcer l'encadrement professionnel.

Moyens mis en œuvre :
- Encadrement professionnel,
- Matériel 30 coques,
- Entretien et réparations,
- Mobilisation de 20 et 30 bénévoles.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes de 10 à 20 ans.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Encadrement professionnel	45 000,00	55,76%
Amortissement matériel	20 000,00	24,78%
Entretien et réparations	5 000,00	6,20%
Assurances	500,00	0,62%
Licences	2 200,00	2,73%
Frais de formation pour les bénévoles	3 500,00	4,34%
Déplacements pour les régates	4 500,00	5,58%
Total	80 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	12,39%
CNDS	2 200,00	2,73%
Subvention municipale	10 000,00	12,39%
Cotisations	21 000,00	26,02%
Subventions privées	7 500,00	9,29%
Participation du club	30 000,00	37,17%
Total	80 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	7 500,00 €
	Montant total	17 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015081

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : CSMC CYCLISME CLUB SPORTIF MUNICIPAL DE CLAMART CYCLISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	30 000,00 €	33,33 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CSMC CYCLISME CLUB SPORTIF MUNICIPAL DE CLAMART CYCLISME
Adresse administrative : PL JULES HUNEBELLE 92140 CLAMART
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE CHILPRETRE, Président
Date de publication au JO : 15 juillet 2006
N° SIRET : 49171052100015

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Novembre 2017 au 31 Octobre 2018).

Description :

Le club de C.S.M Clamart s'est créé en 1945 et est affilié à la Fédération Française de Cyclisme (F.F.C).

Dans les années 50-60, les présidents de l'époque jouent un rôle important dans le développement du cyclisme à Clamart avec l'émergence de très bons coureurs.

Dans les années 70, le club se consacre à la création des écoles de cyclisme, à la mécanique et à l'éducation des jeunes coureurs. Le club remporte une dizaine de victoires à la fin des années 70.

Dans les années 80, l'école de cyclisme remporte le challenge départemental plusieurs années de suite. L'école cycliste atteint alors son plus haut niveau parmi l'élite de l'Ile-de-France. Le club comptabilise en effet beaucoup de victoires individuelles, plusieurs victoires d'équipe et des coureurs placés dans les dix premières places.

Dans les années 90, l'école cycliste perd de bons éléments et régresse. Le club met alors l'accent sur un travail de formation. Des formations de cadres et formations de jeunes coureurs prometteurs sont mises en place. De nombreux athlètes obtiennent des médailles au niveau national et international. De nombreux éducateurs sont également formés et constituent une ressource humaine importante dans le développement du club.

Depuis 2005, l'école de vélo a fourni un vivier de qualité de jeunes désireux d'accéder à la compétition. Après un premier titre de champion régional par équipe sur piste en 2005, les générations suivantes ont participé aux résultats sportifs d'une part mais également à la montée du club à l'échelon régional et national : Label d'Excellence de l'école de vélo, Label Régional.

Grâce à tout le travail entrepris depuis le début de cette période, le CSM Clamart, envoie régulièrement des coureurs, sous les couleurs du comité régional, aux différents championnats nationaux.

Les résultats sportifs lors de la dernière saison sportive sont :

- 6ème place au classement régional des clubs,
- 1ère place au classement départemental des clubs,
- 7ème du challenge du Comité d'Ile-de-France par Equipe en Cadets,
- Une championne régionale Île-de-France minimes de Cyclo-cross

Objectifs et actions de développement du club :

Une École labellisée pour développer l'école des jeunes sportifs

Le club met en place une politique de formation importante : amener la base à son plus haut niveau de pratique.

L'Ecole de Vélo, aujourd'hui labélisée, école française de cyclisme par la Fédération Française, est riche d'une trentaine de jeunes âgés de 4 à 13 ans, filles et garçons. L'accès à la pratique du vélo nécessite l'acquisition de matériel onéreux qui limite donc la prise d'une licence. Le but est de continuer d'équiper en vélos cette catégorie et d'essayer d'équiper un maximum de jeunes de l'ensemble des quartiers clamartois, notamment les quartiers sensibles.

L'achat de matériel pour tous les jeunes va permettre un meilleur accueil et une aide indispensable à la performance de haut-niveau.

Le C.S.M.Clamart veut proposer un encadrement de qualité à tous les licenciés jeunes et leur offrir une passerelle de qualité d'accès au haut-niveau :
- Découverte des activités du cyclisme et accompagnement vers la compétition en école de vélo,
- Apprentissage de l'entraînement et de la compétition en Cadets,
- Approfondissement de l'entraînement, suivi sportif, technique et tactique chez les juniors.

Le jeune cycliste débute en école de vélo où il découvre les différentes disciplines de ce sport. pluridisciplinaire : d'une part, la route, cyclo-cross et piste, d'autre part, le VTT, le BMX par le biais de stages d'initiations. Le club veut donner au jeune un choix de pratique et lui fournir ainsi un bagage technique et socio-sportif le plus large possible.

La labélisation, les performances des Français au Tour de France et l'obtention des JO 2024 ont déjà attiré de nouvelles recrues vers le cyclisme. .

Développement de la pratique sportive - Label Club Compétition

À travers l'école labélisée, le club prépare les jeunes cyclistes aux exigences de la compétition.
Le CSM Clamart Cyclisme va compléter les moyens de détection, pour permettre d'améliorer la performance et d'accompagner les coureurs sur les compétitions de niveau national. Pour cela, les dirigeants vont acheter un capteur de puissance et du matériel spécifique à la détection.

Le club participe aux frais de déplacement et d'hébergement lors de compétitions importantes.

Deux coureurs sont aujourd'hui membres du pôle espoir d'Ile-de-France. Il est important pour le club de les accompagner dans leur double projet scolaire et sportif tout au long de la saison. Les coureurs bénéficient d'horaires aménagés. De plus, ils bénéficient d'un suivi médical personnalisé, mis en place au Centre Marcoussis.

Le club de Clamart a pour objectif d'être une structure d'accueil des pensionnaires du pôle espoir ou des sportifs de haut niveau d'Île-de-France en leur proposant un calendrier de compétitions adapté, un encadrement professionnel et un matériel adéquat.

Le club souhaite promouvoir le cyclisme féminin en organisant une compétition entièrement dédiée aux féminines.

Encourager l'engagement des bénévoles et favoriser les développements de leurs compétences via la formation (Educateurs et Arbitres)

Le club a mis en place une structure permettant aux cadres de se former tout au long de leur carrière. Tous les éducateurs sont acteurs de la promotion de vélo au niveau local. Ils accompagnent activement les actions du club à Clamart (initiations vélo, raid sportif, organisations de courses cyclistes, interventions scolaires).

Le staff technique participe aux différents échelons de formation (national, régional, local). Chaque éducateur peut se former et passer de nouveaux diplômes tels que les actuels BF2 ou BF3.

Le C.S.M. Clamart constitue ainsi une passerelle vers le haut niveau mais également un sas vers la formation et la progression technique des éducateurs.

La qualité de l'accompagnement passe aussi par le bénévolat qui assure davantage de missions de logistique lors de sortie ou d'événement.

Le club souhaite pouvoir offrir à chaque passionné une place importante dans le fonctionnement associatif, permettre à des parents et/ou amoureux du vélo de s'épanouir dans un encadrement sportif ou réglementaire. Plusieurs parents et coureurs sont en formation actuellement.

Intérêt régional :
- Développement du cyclisme régional,
- Mise à disposition des cadres dans le développement régional,
- Devenir un pôle ressource pour les sportifs de haut niveau.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les coureurs et futurs coureurs du club ainsi que les bénévoles susceptibles d'intervenir lors des entrainements et des compétitions.

Localisation géographique :
- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel pour l'école de vélo	8 000,00	26,67%
Achat de matériel pour le Développement Sportif Haut Niveau	12 000,00	40,00%
Frais d'encadrement et Formation	10 000,00	33,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région ïle-de-France	10 000,00	33,33%
Subvention municipale	10 000,00	33,33%
Partenaires privées	8 000,00	26,67%
Fonds propres	2 000,00	6,67%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015132

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : DYNAMIC AULNAY CLUB

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	103 000,00 €	9,71 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DYNAMIC AULNAY CLUB
Adresse administrative : 40 RUE CAMILLE PELLETAN
93600 AULNAY /S BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CLAUDE PETIT, Président
Date de publication au JO : 22 février 1973

N° SIRET : 44861168100017

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le Dynamic Aulnay Club a été créé en février 1973. Au fil des années, il a gravi petit à petit les échelons pour atteindre le niveau national.

À ce jour, le club compte 225 licenciés parmi lesquels 16 officiels diplômés, 13 animateurs diplômés, une dizaine d'entraîneurs diplômés, 1 dirigeante diplômée et 14 personnes distinguées.

En 2016, le club est 2ème du département derrière le CA Montreuil au classement national des clubs qui compte 1917 clubs répertoriés et occupe le 25ème rang au niveau de la ligue d'Ile France d'athlétisme (336 clubs classés en 2016).

En 2017, le Dynamic Aulnay Club a évolué en poule nationale 1 des championnats de France interclubs par équipes et la fédération lui a décerné pour la saison 2016-2017 le diplôme de labellisation niveau 2 étoiles.
Depuis sa création, le club a fait de la formation sa priorité afin de permettre aux athlètes de progresser et d'obtenir de très bons résultats nationaux et internationaux.

La qualité des entraineurs a amené la création d'une école de perche au sein du club puis d'un centre de regroupement des perchistes de l'Ile de France ainsi qu'un regroupement hebdomadaire de marcheurs de la LIFA.

Le club totalise depuis 1973, 201 médailles aux championnats de France ((73 titres, 75 médailles d'argent, 53 médailles de bronze). 15 athlètes ont participé à des sélections et championnats internationaux totalisant ainsi 83 sélections en équipe de France. Six athlètes de nationalité étrangère ont représenté leur pays lors de 21 sélections (dont les dernières en juillet 2017 lors des jeux de la francophonie) ce qui porte à 104 le nombre de représentations de notre club au plus haut niveau.

L'organisation du meeting de la Perche aux Etoiles est aussi un temps fort dans l'histoire du club puisque depuis sa création en 1998,13 éditions ont été organisées au cours desquelles 2927 performances ont été réalisées et 2450 initiations aux scolaires proposées. Deux records du meeting ont été réalisés par Renaud Lavillenie (5m93) et par Angelica Bengtsson (4m49) en 2013.

Les résultats des perchistes ont entraîné d'excellents résultats dans d'autres disciplines en particulier au triple saut avec l'avènement de Teddy Tamgho licencié au club jusqu'en 2007.

Les années 2010 laissent éclater au grand jour la capacité du club à sortir des athlètes toutes disciplines confondues (la marche, le saut en longueur, le 400 mètres, le lancer du poids …).

La capacité du club à organiser chaque année plus de 20 compétitions (courses pédestres, championnats de cross, compétitions sur piste) montre le dynamisme des dirigeants avec comme objectif de placer les athlètes dans les meilleures conditions pour la réalisation de hautes performances.

Objectifs et actions de développement du club :

Formation des encadrants

L'accompagnement des jeunes athlètes a nécessité la mise en place d'une structure d'encadrement performante qui s'appuie sur des entraîneurs formés et compétents. Le club prend en charge les formations ABC, les bases athlétiques et la formation des moins de 12 ans.

Les cadres sportifs interviennent dans des secteurs très variés auprès de publics de tous âges, qui nécessitent des formations bien spécifiques.

Ces phases de formation peuvent prendre plusieurs formes. Les adhérents du club participent à des colloques ou conférences organisés par les instances fédérales, au niveau régional et national mais aussi, des regroupements internes d'entraîneurs aguerris qui transmettent leur expérience à des animateurs débutants.

Pôle ressource de la discipline

Le centre régional d'entraînement au saut à la perche est implanté au sein du club. Il permet l'accession à la discipline à des athlètes ciblés au sein des clubs du département et de la ligue. Ces derniers bénéficient d'excellentes structures d'entraînement du point de vue des installations (notamment une salle couverte), du matériel et des entraîneurs hautement qualifiés.

Les athlètes du club sont particulièrement concernés puisque bon nombre d'entre eux répondent aux critères demandés pour bénéficier du dispositif. Des achats conséquents de perches sont à prévoir afin de répondre aux athlètes du centre.

Le meeting de la perche aux étoiles organisé par le Dynamic Aulnay Club, ouvert à plus de 180 perchistes permet aux athlètes d'être dans des conditions optimales de performances. Il s'adresse aux athlètes du département et de la ligue et de la France entière quel que soit leur niveau puisque douze concours sont proposés du plus jeune athlète à l'athlète de niveau international. Les initiations mises en œuvre à cette occasion concernent plus de 250 scolaires et permettent de faire une détection des futurs champions.

Préparation des jeunes à l'accession au plus haut niveau sportif dans leur catégorie d'âge

L'accompagnement sportif des athlètes de haut niveau du club passe par :
- la prise en charge de stages de préparation pour favoriser leur progression technique et physique ;
- la prise en charge des déplacements à différentes compétitions (internationales, nationales et régionales) ;
- la prise en charge d'une cellule d'accompagnement à la haute performance (préparation mentale, nutrition) ;
- la prise en charge de matériel sportif personnel (perches) ;
- un suivi médical personnalisé (kinésithérapeute, ostéopathe) sur les différents stades d'entraînement et lors des déplacements du club aux compétitions pour préserver l'intégrité physique des pratiquants ;
- la prise en charge des entraineurs personnels pour les athlètes participant à des compétitions internationales.

Restauration et développement de l'école d'athlétisme

L'objectif du club est de proposer une éducation athlétique de qualité, adaptée à l'âge des pratiquants concernés, dans le respect du développement.

En école d'athlétisme, il est demandé aux animateurs d'entourer de façon dynamique et conviviale un groupe d'enfants en faisant appel à leur imagination, et leurs expériences d'encadrement.

Le club souhaite ouvrir une section Baby Athlé afin de permettre aux enfants de découvrir la pratique de la perche. Il va acquérir du matériel spécifique pour les enfants de cette catégorie d'âge.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	26 000,00	25,24%
Achat de matériels et d'équipements sportifs	14 000,00	13,59%
Frais de stages	12 000,00	11,65%
Frais de déplacements	20 000,00	19,42%
Frais formation	2 000,00	1,94%
Haut niveau	18 000,00	17,48%
Manifestations	11 000,00	10,68%
Total	103 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	9,71%
Subvention du Conseil Général 93	9 000,00	8,74%
Subvention Mairie d'Aulnay sous Bois	27 000,00	26,21%
Subvention CNDS	6 000,00	5,83%
Participation du club	51 000,00	49,51%
Total	103 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015133

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : KARATE CLUB DE VILLEPINTE OMNISPORTS (KCVO)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	41 200,00 €	24,27 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KARATECLUB DE VILLEPINTE ET OMNISPORTS
Adresse administrative : 65 AVE NOLLET
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE LEPRINCE, Président
Date de publication au JO : 7 avril 1993

N° SIRET : 40188562900048

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Depuis 1993, Le karaté club de Villepinte Omnisports (KCVO) enseigne sur Villepinte le Karaté et les disciplines associées : le Krav Maga, le Taekwondo, l'Aïkido.

Depuis deux ans, il porte le Pôle Haut niveau sur le département de la Seine Saint Denis. Il a ainsi formé, toutes catégories confondues, des dizaines de champions : un champion du Monde, sept champions d'Europe et plusieurs champions de France.

Le KCVO est un lieu de mixité sociale, de parité et d'ouverture. Les femmes représentent aujourd'hui 40% des licenciés.

Le club développe aussi une démarche sociale en adaptant les cotisations aux ressources des adhérents afin de permettre à tous l'accès aux arts martiaux, notamment aux habitants des quartiers prioritaires.

Lors de la dernière saison sportive, le club a obtenu des résultats importants:
- deux podiums lors du championnat du Monde 2016,
- trois podiums lors du championnat d'Europe de Turquie en 2017,
- dix podiums lors du championnat de France en 2017,
- sept podiums lors de l'Open International de Paris de Karaté 2017

Objectifs et actions de développement du club :

Le KCVO est porteur depuis 2016, sur le Territoire départemental, d'un Pôle d'excellence de Karaté masculin, appelé Dispositif « KARATE 93 ».

Ce pôle a permis le repérage d'enfants et de jeunes avec un haut potentiel, la prise en charge de l'entraînement et la préparation aux compétitions de haut niveau (nationales, européennes, mondiales) couronnées de succès (plusieurs titres nationaux et internationaux, plusieurs médailles d'or en championnat de France et deux médailles d'argent en Championnat du Monde).

Ce travail exigeant nécessite, pour obtenir des résultats, à savoir de grands champions, des moyens importants dans l'accompagnement sur la durée.

Aujourd'hui, le club ne peut proposer cet accompagnement totalement sur mesure (préparation Physique, entrainement) qu'à un seul jeune, Fabian TRAN, plusieurs fois champion de France.

Pour la saison sportive 2017-2018, le club veut préparer plusieurs jeunes à fort potentiel dans l'optique d'avoir des athlètes sélectionnés pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 à Paris.
Pour cela, le KCVO doit se donner les moyens d'offrir la meilleure préparation à ces jeunes.

Les objectifs sont les suivants :
- proposer cette possibilité à sept jeunes athlètes à fort potentiel;
- offrir des créneaux horaires plus importants et un encadrement de qualité ;
- intégrer d'autres aspects à la préparation comme la nutrition, la présence d'un coach mental.

Ce travail nécessite :
- une préparation physique personnalisée hebdomadaire ;
- un entrainement personnalisé hebdomadaire avec un Coach ;

- des stages de perfectionnement avec des experts plusieurs fois dans l'année ;
- un accompagnement par un nutritionniste pour établir et suivre un régime adapté.

Formation des Jeunes

Le Club organise la formation des jeunes champions par des séances d'entraînement individuelles ou à deux, dans leurs locaux avec des coachs et des préparateurs spécialisés.

Ces séances programmées trois fois par semaine deviennent quotidiennes lors de la préparation de championnats.

Cette formation est complétée par trois stages d'une semaine avec des sportifs de haut niveau, soit dans des locaux, soit dans les clubs des sportifs.

Enfin elle est finalisée par la participation à toutes les compétitions accessibles en vue de préparer les championnats de France, d'Europe ou du Monde

L'aspect nutrition est très important dans cette formation : un médecin nutritionniste fait d'abord en début de saison un travail éducatif auprès des jeunes, puis les conseille et les suit dans leur alimentation

Club labellisé

Depuis 2016, le Club est labellisé PES, Parcours d'Excellence Sportive, par la ligue Ile-de-France de Karaté, et club Pilote de Haut Niveau par le département.

Ces deux distinctions sont le fruit du travail réalisé depuis des années par la direction du Club et des éducateurs, dans la détection de jeunes talents, la mise en place d'entraînements spécifiques pour ces derniers en plus des entraînements de masse, et l'orientation sur les compétitions avec inscription, prise en charge des frais et accompagnement.

Développement de la pratique sportive

Le Club a inscrit le développement de la pratique sportive. Cela se traduit notamment par des mesures incitatives financières comme le fait de permettre aux adhérents avec une seule cotisation de participer à tous les sports proposés, ou d'offrir aux membres d'une seule famille de bénéficier de tarifs réduits.

Les athlètes ont participé tout le long de l'année à différentes manifestations et forums locaux ou régionaux pour promouvoir la pratique du Karaté et disciplines associées.

Intérêt régional :

Rayonnement sur la Région, par l'accès de jeunes sportifs franciliens (Karaté et disciplines associées)à des récompenses nationales et internationales.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes de 14 à 25 ans

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Déplacements sur compétitions nationales et internationales (transport, enca-drement, repas, hébergement)	9 000,00	21,84%
Frais d'encadrement (coachs et préparateur physique)	20 200,00	49,03%
Rémunération médecin pour suivi médical et nutritif	3 500,00	8,50%
Organisation de stages avec 4 Karatékas de haut niveau	4 000,00	9,71%
Achat de matériel spécifique	3 500,00	8,50%
Communication	1 000,00	2,43%
Total	41 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	24,27%
Subvention Conseil Départemental 93	15 000,00	36,41%
Subvention Ville de Villepinte	2 700,00	6,55%
CNDS	1 000,00	2,43%
Ligue de Seine Saint Denis de Karaté	5 000,00	12,14%
Sponsors	3 500,00	8,50%
Fonds propres	4 000,00	9,71%
Total	41 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015093

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : RACING CLUB DE SAINT-DENIS KAS-KAD - FOOTBALL -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	74 000,00 €	13,51 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RACING CLUB DE SAINT DENIS KAS-KAD - FOOTBALL -
Adresse administrative : MME CADET CLAUDIA - BAT F - APPT 003 93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul MERT, Président
Date de publication au JO : 28 février 1984

N° SIRET : 53823292700011

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le club " Racing Club de saint Denis Football "est une association sportive fondée en 1984.

Elle est composée :
- d'une école de football pour les 6 à 10 ans ayant obtenu le label OR pour sa formation,
- de deux équipes d'U11 Féminine disputant le criterium départemental,
- de deux équipes d'U13 Féminine disputant le criterium départemental (Coupe régionale en 2016),
- de trois équipes d'U16 Féminine (1 équipe à 11, 2 équipes à 7) disputant le championnat régional,
- d'une équipe de U19 Féminine disputant le championnat départemental (préparation pour le

championnat national et ayant fourni deux filles du club au Paris Saint Germain,
- de deux équipes seniors disputant le championnat régional.

Lors de la saison sportive 2016-2017, le club a obtenu les résultats sportifs suivants:
- les seniors féminines sont finalistes régionales de la Coupe de France Féminine, 4ème de la division régionale et remporte la coupe départementale,
- l'équipe B termine à la 3ème place du championnat et demi-finaliste de la coupe départementale,
- l'équipe U19 termine à la 3ème place de leur championnat.

Objectifs et actions de développement du club :

Les objectifs de l'association sont les suivantes:
- aider des jeunes filles à obtenir leurs diplômes d'éducateurs,
- Intégrer des jeunes filles dans des commissions au sein des différentes structures (Ligue de Paris de Football – District),
- Présenter le maximum de jeunes filles de 15 à 18 ans pour les stages d'arbitrages,
- Maintenir le cap afin de préserver le Label OR FFF,
- Accompagner les petites filles de l'école de football par des éducateurs diplômés et joueuses seniors,
- Accéder à la division supérieure (national Division 2).

Ecole de football

25 jeunes filles sont encadrées par un entraîneur ayant le BEF et trois joueuses évoluant dans l'équipe senior. Elles assistent à deux entraînements par semaine et accompagnent les jeunes aux différents plateaux organisés par les différentes instances. Le club doit continuer le travail fourni au niveau de la formation afin de conserver leur label or.

Formation d'arbitrage

Le club souhaite renforcer son staff technique en intégrant des jeunes filles à la formation d'arbitrage ainsi qu'au diplôme d'éducatrice. Pour la saison 2017-2018, le club a prévu de recruter 5 jeunes d'U15 et U17 Féminine.

Administration

Le Racing Club de Saint Denis apporte son aide pour des recherches d'emplois et essaye de les intégrer dans les instances sportives. Quatre filles ont été incorporées au sein de leur bureau administratif. Elles s'occupent de mettre à jour les licences, les relations publiques, leur communication et les réseaux sociaux en relation avec le public.

Deux groupes sont particulièrement actifs : les éducatrices pour le fillofoot et les responsables techniques.

Les dirigeants veulent continuer à proposer des manifestations sportives et des rencontres avec des partenaires :
- Stage de préparation réservé aux filles seniors à Sable sur Sarthe,
- Fête de Saint Denis avec deux jours de partage et de convivialité,
- Fête de fin d'année réservée à tous les membres de l'association.

Intérêt régional :

Être le club représentatif du football féminin de la région Ile-de-France et être reconnu comme le club formateur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes filles de 6 à 80 ans.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel sportif	20 000,00	27,03%
Frais d'encadrement	30 000,00	40,54%
Arbitrage	5 000,00	6,76%
Manifestations	8 000,00	10,81%
Frais de formation	4 600,00	6,22%
Frais de déplacement	6 400,00	8,65%
Total	74 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	13,51%
Subvention Conseil Départemental 93	20 000,00	27,03%
Subvention Ville Saint Denis	36 000,00	48,65%
Cotisations	8 000,00	10,81%
Total	74 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015710

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : CLUB BAGNOLET LUTTE 93

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	16 400,00 €	60,98 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB BAGNOLET LUTTE 93
Adresse administrative : 32 RUE DU PROGRES
93140 BONDY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier DUCEUX, Président
Date de publication au JO : 23 juillet 2005

N° SIRET : 48409376000011

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le Club de lutte de Bagnolet (CBL) a été créé il y a près de 100 ans (1908). La lutte a toujours su occuper une place importante dans la vie de la cité et des citoyens. Pionnier en créant une école de lutte pour les tous petits, le club a su percevoir très vite l'intérêt de faire pratiquer ce sport dès le plus jeune âge. Dès les débuts, de nombreux bagnoletais trouvent un engouement certain à rejoindre l'association.

Déterminé et ambitieux, le CBL se donne les moyens de réaliser ses objectifs grâce à son équipe dirigeante et un staff technique comptant les meilleurs entraîneurs nationaux et internationaux.

Les résultats sportifs du club sont assez éloquents :
- plus de 200 titres de champions de France,
- 10 sélectionnés en équipe de France dont Mélonin NOUMONVI, champion du Monde, Steeve GUENOT champion Olympique et Koumba LARROQUE championne du Monde junior et 3ème des derniers championnats du Monde de Paris et Mathilde RIVIERE 3ème des championnats d'Europe.

C'est un club formateur accueillant les lutteurs des plus petits (4 ans) aux plus grands. Des classes sportives ont été développées depuis 2009 (lycées et collèges).
Le développement de la lutte féminine, un de leurs axes prioritaires, connaît un essor depuis 2015 avec deux titres consécutifs de championnes de France par équipe et les titres individuels précédemment évoqués.

Objectifs et actions de développement du club :

- Maintenir les performances du club avec les lutteurs « élite » et aller chercher le seul titre manquant par équipe, celui de champion de France Jeunes,
- Favoriser le développement de l'arbitrage avec les jeunes du club,
- Accompagner les jeunes scolarisés dans leur découverte de la lutte, avec la classe sportive mise en place au Lycée HENNAF de Bagnolet depuis Septembre 2016.

Elite Jeunes

Le club participe aux championnats de France par équipe Jeune se déroulant en fin de saison à Epernay. Pour les préparer à ce championnat, ils participeront à plusieurs regroupements et stages dont 4 organisés par le comité d'Ile De France de Lutte et cofinancés par le club.
Un stage en Arménie avec 2 entraineurs du club est prévu afin d'acquérir de l'expérience et pouvoir exceller au plus haut niveau français.

Formation d'arbitrage

Les dirigeants incitent les jeunes à se former à l'arbitrage en leur finançant des formations fédérales. Ils mettent l'accent sur l'arbitrage car en devenant arbitre, les jeunes doivent respecter et faire respecter les règles. Par la même occasion, ils doivent avoir une attitude respectable tant sur le tapis qu'en dehors.
L'arbitrage inculque un certain nombre de valeurs telles que l'impartialité, la loyauté mais encore l'humilité, le respect et l'exemplarité.

Association sportive au Lycée Hennaf

L'Association Sportive (AS) mise en place au Lycée HENNAF de Bagnolet, compte actuellement 25 jeunes de 15 à 20 ans.

Les élèves bénéficient de cours de lutte. Ce cours est encadré par un entraineur du club et un professeur d'EPS. Les jeunes participants peuvent également venir s'entrainer le soir sur les horaires du club.
Un calendrier est mis en place en début d'année avec les encadrants et fixe les objectifs de compétitions scolaires (UNSS). L'ambition de cette AS est de donner envie à ces jeunes de rejoindre le club, et à plus long terme, le haut niveau.

Matériel sportif

Le club équipe les athlètes participant aux championnats de France avec un survêtement au logo CBL93, et un jeu de maillot de lutte. Quant aux jeunes arbitres, une tenue officielle imposée par la fédération leur

est donnée. Les jeunes de l'association sportive bénéficient d'une tenue d'entrainement et d'une paire de chaussures de lutte.

Intérêt régional :
- Représentation de la région au plus haut niveau, sur le plan national européen .
- Augmentation du nombre de participants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) : Jeunes du club.

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement Elite Jeune	1 500,00	9,15%
Frais d'organisation Championnat de France de Jeunes	2 000,00	12,20%
Stage en Arménie	5 000,00	30,49%
Stage Elite jeune regional	4 000,00	24,39%
Formation d'arbitrage + intervenants	1 400,00	8,54%
AS lycée Hennaf (Equipements + intervenants)	2 500,00	15,24%
Total	16 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	60,98%
Subvention Conseil départemental de la Seine Saint Denis	3 500,00	21,34%
Subvention municipale	1 500,00	9,15%
Fonds propres	1 400,00	8,54%
Total	16 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ile-de-france, Terre d'accueil des délégations étrangères	25 000,00 €
2015	Ile-de-france, Terre d'accueil des délégations étrangères	25 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015721

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : ETOILE SPORTIVE DU BLANC-MESNIL JUDO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	20 000,00 €	50,00 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETOILE SPORTIVE DE BLANC-MESNIL JUDO
Adresse administrative : 29 RUE LEO DELIBES 93150 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Jean-Pierre FLORET
N° SIRET : 78549626600020

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'Etoile Sportive de Blanc-Mesnil Judo est un club comptant trois dojos et plus de 450 adhérents. Dans les deux ans, la commune va accueillir un dojo de 1600 m² et surement une 3e maison de quartier.

Afin d'optimiser ce nouvel outil (dojo), le club forme de nouveaux professeurs.

Les objectifs du club sont les suivants :
- Promouvoir le Judo
- Permettre l'accès de tous au Judo et adhérer aux valeurs éducatives véhiculées par cette discipline, grâce à une politique tarifaire et de proximité

- Faire accéder les Blanc-Mesnilois au haut niveau.

L'école de judo est destinée à regrouper dans un même cours les enfants motivés par une pratique sportive amenant à la compétition. La détection se fait dès l'âge de 8 ans. Le critère principal est la motivation et l'engagement à l'assiduité, base nécessaire à toute progression. L'école de Judo couvre les catégories « poussins » à « cadets », les « juniors » poursuivant dans cette voie rejoignent ensuite le cours « Judo adultes/compétition ».
Les jeunes se voient proposer des cours de soutien scolaire pour les jeunes en difficulté encadrés par les professeurs du club.

Les dirigeants développent l'activité Ju-Jitsu et souhaite pérenniser ces activités.

Lors de la dernière saison sportive, l'Etoile Sportive de Blanc-Mesnil Judo a connu les résultats sportifs suivants :

Séniors :
- Sélection avec l'équipe de France au Grand Slam et Grand Prix,
- 12 qualifiés aux championnats de France 1re division,
- 5 podiums,
- 1 titre de Vice-champion de France en Ju-Jitsu,
- Montée en 1re division pour l'équipe masculine,
- Podium au championnat de France 1re division pour l'équipe féminine.

Cadets et Juniors
- 1 titre de Vice-champion d'Europe en Cadet,
- 1 titre de champion du monde en Junior.
- Qualification pour le championnat de France pour les deux catégories.

Minimes et Benjamins
– 11 podiums à la finale benjamin 1re Division
- 1 podium à la coupe de France pour la catégorie Minime

Le club est composé de plusieurs judokates sélectionnées en équipe de France de Judo avec des résultats exceptionnels :

- 1ère Grand Slam d'Abu Dhabi pour Astrid GNETO,
- Championne d'Europe 2017 pour Priscilla GNETO,
- Vice-championne d'Europe 2017 pour Margaux PINOT,

Le club a organisé deux compétitions importantes en 2017 :
- l'Open de Judo du Blanc-Mesnil 2017, un tournoi toutes catégories de haut niveau avec 16 athlètes masculins et athlètes féminins,
- le Challenge Mohamed OGBI, un tournoi regroupant 764 participants de 4 à 10 ans avec 22 clubs d'Île de France.

Actions de développement du club

Accompagnement éducatif autour du code moral du judo

Les professeurs et accompagnants ont observé certains comportements de jeunes lors des cours ou déplacement qui ne correspondent pas aux valeurs du judo et de la société en général. Cette action a pour objectif d'éduquer à la citoyenneté et au civisme

L’enseignement du judo se fonde sur son code moral :
- L'amitié,
- Le courage,
- La sincérité,
- La modestie,
- L'honneur,
- Le respect,
- Le contrôle de soi,
- La politesse.

L’ambition de l’Etoile Sportive de Blanc-Mesnil Judo est d’inculquer les valeurs de respect et de politesse auprès des jeunes judokas au travers des règles d'arbitrage.

Pour cela, les dirigeants veulent sensibiliser les jeunes sur le respect et l’arbitrage en deux points :
- Le respect des décisions arbitrales (actions réalisées en lien avec le professeur durant les compétitions),
- L’apprentissage des règles d'arbitrage du judo (e durant les cours, adapté en fonction de l’âge des judokas et mis en pratique lors des cours de judo en fonction des grades et des catégories d'âges).

Cette action de sensibilisation à l’arbitrage doit permettre de confier en autogestion une manifestation aux jeunes à partir de benjamins.

Deux manifestations vont permettre de tester l’action :
- Le challenge Mohamed OGBI,
- Le tournoi de la fête du club.

<u>Formation d’apprenti</u>

Dans ce cadre, l’ES Blanc-Mesnil Judo souhaite s’investir dans la formation d’apprentis afin d’augmenter leurs ressources et renouveler leurs compétences en termes de professeur de judo.

Le club accompagne les jeunes issus du club notamment ceux en échec scolaire vers des formations diplômantes voire une professionnalisation.

Il existe un ensemble de diplômes permettant d’exercer et/ou d’assister un professeur de judo :
- Les qualifications fédérales permettant d’assister un professeur durant un cours (assistants de club, animateurs, certificat fédéral pour l’enseignement bénévole),
- Les diplômes d’Etat (CQP Assistant Professeur d’Arts Martiaux, BPJEPS, DEJEPS spécialité « perfectionnement sportif » et « performance sportive »).

L’objectif est de proposer en fonction de l’âge et de la motivation d’un judoka une formation lui permettant de s’investir dans l’enseignement.

Le club dispose actuellement de sept professeurs expérimentés et de qualité permettant de parrainer un apprenti quel que soit son niveau d’investissement.

L’ES Blanc-Mesnil Judo souhaite tisser un lien de confiance entre l’apprenti et le professeur sur une autre dimension que celle de la performance mais plutôt sur celle de la confiance et de la responsabilité.

Pour cela, il souhaite recruter des jeunes en formation d'alternance avec un contrat d’état.

Moyens mis en œuvre :
-7 professeurs diplômés d’Etat
- 2 emplois civiques

- 1 apprenti
- 3 dojos de pratique : Maison pour tous des tilleuls et Jean Jaurès, Dojo du parc

Intérêt régional :
- Participation aux entrainements et aux compétitions régionales,
- Accueil d'entrainements régionaux,
- Organisation d'un tournoi de judo enfants pour les clubs régionaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Accueil à partir de 4 ans,
- Judo loisirs et compétition,
- Jujitsu combat et self défense à partir de 4 ans.

Localisation géographique :
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériels sportifs (école de Judo)	3 500,00	17,50%
Frais d'encadrement (Apprenti + tutorat des enseignants)	13 000,00	65,00%
Achat d'équipements sportifs (tenues sportives)	3 500,00	17,50%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	50,00%
Subvention municipale	2 000,00	10,00%
Fonds propres	8 000,00	40,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015259

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SAINT MAUR UNION SPORTS SECTION ESCALADE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	48 000,00 €	20,83 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMUS SAINT MAUR UNION SPORTS
Adresse administrative : 51 B AV PIERRE BROSSOLETTE
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NORINDR PANISOUK, Président
Date de publication au JO : 27 juillet 2004

N° SIRET : 48097049000011

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

SMUS Escalade est une section du club omnisports SMUS (Saint Maur Union Sports) crée en 2005. Elle compte 500 licenciés.

La section escalade utilise la salle d'escalade du centre sportif Pierre Brossolette, mise à disposition par la ville de Saint Maur des Fossés.

La composition du club repose sur :
- Une école d'escalade pour les jeunes 8 – 16 ans (165 jeunes) avec encadrement par des moniteurs brevet d'état,
- Un groupe compétition de 20 personnes avec une participation jusqu'aux championnats de France,
- Un groupe Famille de 80 personnes (adultes et enfants 5 – 10 ans),
- De l'escalade libre pour adultes autonomes (320 personnes environ),
- Des cours de perfectionnement encadrés par une formation trimestrielle ou annuelle, pour adultes.

Lors de la dernière saison sportive 2016-2017, la section escalade a obtenu les résultats sportifs suivants :

Au niveau départemental
- Participation de 39 participants dans les catégories minime à vétéran en escalade de difficulté.
- 7 premières places, champions départementaux,
- 10 autres podiums, donc classés dans les 3 premiers de leur catégorie.

Au niveau régional
- 18 participants dans la discipline escalade de difficulté,
- 6 compétiteurs qualifiés pour les championnats de France,
- 23 participants dans la discipline bloc,
- 3ème en junior homme,
- 4ème en cadet fille.

Au niveau national
- 10 participants dans les disciplines escalade de difficulté,
- 15 participants dans la discipline bloc
- SMUS Escalade est classé 35ème sur 314 clubs.

SMUS Escalade organise chaque année les championnats départementaux d'escalade de difficulté du Val de Marne dans la salle du centre sportif Pierre Brossolette.

L'école d'escalade est en cours de demande de labellisation auprès de la Fédération Française de Montagne et Escalade. Une chartre a été mise en place pour les membres du groupe compétition par laquelle l'athlète s'engage à suivre une formation de juge.

Le groupe compétition organise régulièrement depuis une année des sorties dans les salles de bloc voisines pour y développer une activité sportive que la salle de Brossolette ne permet pas à cause de l'absence d'équipements nécessaires.

Objectifs et actions de développement du club :

Ecole d'escalade pour les Jeunes

Les objectifs de cette école sont :
- la découverte de l'escalade,

- l'acquisition des notions indispensables pour une pratique autonome et responsable,
- le développement des qualités personnelles,
- la connaissance des règles de sécurité.

L'école d'escalade fonctionne depuis 2006 et accueille cette année 165 jeunes de 8 à 16 ans. Elle est encadrée par 3 moniteurs diplômés et salariés. Les plus assidus participent au groupe pré-compétition, d'autres au groupe compétition avec un encadrement tourné vers la compétition.

Les groupes d'enseignement distinguent les débutants des initiés et un groupe pré-compétition a été crée pour les plus motivés. Les jeunes de ce groupe participent aux compétitions départementales et régionnales, voire nationales, avec ceux du groupe dit "compétition".

Groupe Compétition

Le groupe compétition a pour objet d'accompagner ses membres dans leur entrainement sportif sous la direction d'un entraineur, lui-même athlète de haut niveau, et de les amener, pour les plus performants au stade des championnats de France, dans les disciplines d'escalade de difficulté et bloc.

Il réunit une vingtaine de personnes (11 hommes et 9 femmes), entrainés par un moniteur breveté d'état et salarié du club, lui-même champion de France de bloc en 2016.

Les membres du groupe compétition doivent participer aux compétitions du circuit Championnat de France et Coupe de France. Une quarantaine de jeunes de l'école d'escalade participe aux compétitions locales (championnats départementaux et régionnaux FFME) en plus de ceux du groupe compétition.

Les frais de participation aux compétitions sont totalement pris en charge par le Smus : inscription, déplacement, hébergement.

Formations

Les formations SMUS Escalade concernent principalement les bénévoles du club.

Ces formations sont destinées à accompagner le développement du club et du sport escalade en général, activité qui connait un succès incontestable actuellement. Elles concernent principalement les formations d'encadrement (initiateur de structure artificielle d’escalade, initiateur escalade, entraineur,ouvruer de voies et juges) proposées par la FFME mais aussi les passeports d'escalade qui permettent à chacun de se situer dans le niveau de ses performances et de suivre sa progression dans la discipline.

La délivrance de passeports FFME permet à chacun de mesurer ses propres performances et ses progrès. Les séances de délivrance des passeports sont ouvertes à tous les membres du SMUS.

Depuis 3 ans, des stagiaires en formation professionnelle (BE ou CQP) sont accueillis en stage sous contrat avec la Fédération Française de Montagne Escalade (FFME).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public de 5 à 75 ans : enfants, familles, adultes, compétition et accueil de handicapés (partenariat avec VGA Handicap).

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	35 000,00	72,92%
Achat des équipements	1 600,00	3,33%
Frais de déplacements et inscriptions	7 000,00	14,58%
Frais de formations (initiateurs, entraineur, ouvreur, juge)	3 000,00	6,25%
Passeport escalade	1 400,00	2,92%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	20,83%
Subvention municipale	1 500,00	3,13%
Cotisations	21 200,00	44,17%
Fonds propres	15 300,00	31,88%
Total	48 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015712

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : TENNIS CLUB THIAIS BELLE EPINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	73 000,00 €	13,70 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TENNIS CLUB THIAIS BELLE EPINE
Adresse administrative : 44 RUE HELENE MULLER
94320 THIAIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL PARENT, Président
N° SIRET : 78578120400025

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le Tennis Club Thiais Belle Epine a été fondé en 1934. Depuis 20 ans, les équipes dirigeantes ont souhaité donner une inflexion sportive à cette association.

De très bons jeunes ont été formés dont le meilleur joueur de tennis est n°180 ATP. Nombre d'entre eux se sont impliqués ensuite dans la formation et assurent l'encadrement de leur école de tennis.

Quatre diplômés d'état encadrent cette école aidés par 8 assistants moniteur de tennis (AMT), tous formés au club.

Cette formation de jeunes a réussi à maintenir une équipe garçons en nationale 2 depuis 15 ans. L'équipe de jeunes filles, toutes formées au club, connaît un succès important en Nationale 3.

Lors de la dernière saison sportive, le club a obtenu les résultats sportifs suivants:
- Une jeune senior championne de France de tennis de double,
- Une jeune fille de 15-16 ans vice-championne de France,
- Une jeune fille de 12 ans vice-championne de France (par équipes de 2),
- Deux jeunes garçons de 12 ans vice- champions de France de double (équipe de France de tennis).

Douze membres du Tennis Club de Thiais Belle Épine font partie des 39 jeunes entraînés par la ligue départemental du Val de marne de Tennis. Ce qui démontre la qualité de ce centre d'entraînement.

Objectifs et actions de développement du club :

Les objectifs du club sont les suivants:
- Développer une école de compétition encore plus performante,
- Conduire les jeunes vers l'excellence,
- Améliorer la formation de base et la découverte du tennis pour les plus jeunes et les publics défavorisés,
- Développer le tennis féminin.

Pour la saison sportive 2017-2018, le club embauche un jeune diplômé d'état afin de libérer le directeur sportif qui consacrera son activité à entraîner et assurer le suivi sportif des jeunes de 12 ans (3 jeunes garçons dont 2 sont en équipe de France).

L'association sportive développe un centre d'entraînement en relation avec le comité du Val de Marne pour les jeunes garçons. Afin de détecter des nouveaux jeunes talents, le club propose des entraînements supplémentaires gratuits

L'école de tennis est labellisée par la Fédération Française de Tennis. Une structure particulière est mise en place pour le tennis féminin grâce à la création d'une mission de service civique consacrée aux jeunes filles.

Le club organise un stage en province, prépare les jeunes aux compétitions pendant les vacances de Pâques conjointement avec un stage ouvert à tous de découverte ou perfectionnement au tennis.

Intérêt régional :
Emmener des jeunes franciliens au plus haut niveau national et international.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Enfants et jeunes adolescents.

Localisation géographique :

- THIAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Embauche d'un diplômé d'état	24 000,00	32,88%
Frais de déplacement	25 000,00	34,25%
Ecole de Tennis	20 000,00	27,40%
Frais de stages	4 000,00	5,48%
Total	73 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	13,70%
Subvention Conseil Départemental Val de Marne 94	12 000,00	16,44%
Subvention municipale	35 000,00	47,95%
Fonds propres	16 000,00	21,92%
Total	73 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015715

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : UNION SPORTIVE DE VILLEJUIF VOLLEY BALL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	20 300,00 €	49,26 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION SPORTIVE DE VILLEJUIF VOLLEY BALL
Adresse administrative : 44 AV KARL MARX 94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Monsieur Bernard CHATEAU, Président
N° SIRET : 40387381300014

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'association sportive « Union Sportive de Villejuif de Volley Ball » est créée en en 1977 et existe sous sa forme actuelle depuis 1995.

Elle évolue depuis de nombreuses saisons au niveau national chez les garçons (depuis 20 ans) et chez les filles (depuis 7 ans). L'association est montée deux fois au plus haut niveau amateur féminin (saisons sportives 2012/2013 et 2016/2017). Le club a participé à sept phases finales de coupe de France sur les 10 dernières saisons, toutes dans le secteur féminin jeune.

Lors de la dernière saison sportive, l'Union Sportive de Villejuif de Volley Ball a connu les résultats sportifs suivants:
- Elite féminine : 6ème des Play Down et descente en Nationale 2 féminine pour la saison 2017/2018,
- National 2 masculine : maintien en Nationale 2 pour la saison 2017/2018,
- National 3 masculine : 6ème de sa poule maintien en Nationale 3 pour la saison 2017/2018,
- Pré régional fille : champion d'Île-de-France et montée en national 3,
- Région masculin : 9ème de sa poule et descente en départemental.

Championnat jeunes :

-M11F : vice-championne départemental / vice-championne régionale,
-M11G : champion départemental / 5e régionale,
-M13F : 8ème du championnat élite régional,
-M13G : 4ème au championnat élite régional,
-M15F : 2ème au championnat élite régional,
-M17F : 3ème de la coupe de France.

Objectifs et actions de développement du club :

Développement de l'école de volley du club de Villejuif

Afin de développer l'école de Volley Ball, le club va intervenir sur trois points:
- l'intervention en milieu scolaire ;
- l'achat de matériel pédagogique ;
- mise en place de stages de perfectionnement.

Depuis10 ans, le club a établi des conventions avec les écoles primaires de Villejuif afin de faire découvrir le volley Ball aux écoliers de la ville.

Au fil des années les interventions se sont réduites aux seules écoles utilisant le gymnase Daniel Fery, lieu où le club de volley est résidant à temps plein. Le club va pouvoir engager un intervenant pour permettre d'intervenir dans toutes les écoles de Villejuif.

Ces interventions sont conçues pour les élèves de CM1 et CM2 garçons et filles. Trois cycles de 12 semaines sont prévus dans les écoles pour le développement du Volley bal. Le club veut aller chercher un nouveau public et les fidéliser.

Afin d'équiper les gymnases, le club achète une soixantaine de ballons pour les jeunes volleyeurs.

Les entraineurs organisent pour les jeunes filles de 7 à 12 ans (benjamines et poussines) des stages de perfectionnement pendant les vacances scolaires. Le stage se déroule sur trois jours et va faire progresser ses jeunes filles.

Développement de la filière de haut niveau dans le secteur féminin

Pour développer la filière de haut niveau, et permettre aux jeunes de jouer au niveau national, le club doit se confronter aux meilleures équipes françaises et internationales, afin de permettre aux jeunes filles d'acquérir de l'expérience.

Les jeunes volleyeuses doivent participer à des tournois organisés en France, sur les catégories suivantes
-les M13 filles en participant au tournoi d'Ensisheim (préparation à la phase finale de la coupe de France),
-les M15 filles en participant au tournoi de Rixheim (préparation à la phase finale de la coupe de France).

Développement d'une école d'arbitrage au sein du club

Afin de répondre à l'exigence régionale et fédérale, le club met en place une formation d'arbitre pour les jeunes filles de 13 à 17 ans.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes des quartiers (féminins).

Localisation géographique :

- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	5 200,00	25,62%
Frais de transport (tournois)	3 700,00	18,23%
Frais de restauration	3 100,00	15,27%
Frais d'hébergement	4 000,00	19,70%
Formation d'arbitrage	500,00	2,46%
Frais de communication	500,00	2,46%
Achat de matériel médical	300,00	1,48%
Achat de matériel sportif	3 000,00	14,78%
Total	20 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	49,26%
Fonds propres	10 300,00	50,74%
Total	20 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015495

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : JUDO CLUB MAISONS ALFORT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	101 500,00 €	9,85 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JCMA JUDO CLUB MAISONS ALFORT
Adresse administrative : 4 RUE EDOUARD HERRIOT
94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC GONON, Président
Date de publication au JO : 21 novembre 1968

N° SIRET : 39989280100016

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'association sportive « Judo Club Maisons Alfort » est créée en 1968.

Depuis 1968 le club a remporté 91 titres de Champion de France (toutes catégories confondues) :
- trois titres de champion de France par équipe de club (cadets, juniors et séniors 1ère division),
- deux titres de champion d'Europe des clubs (1976 en masculins et 2013 en féminines),
- trois titres de champion d'Europe en individuel (1971, 2000 et 2002),
- un titre de championne du monde individuelle (1997),
- cinq médaillés Olympiques (1976, 1992, 1996)

Lors de la dernière saison sportive, le club a connu les résultats sportifs suivants :

- des équipes féminine et masculine en 1re division,
- l'équipe féminine, vice-championne de France, qualifiée pour le championnat d'Europe des clubs,
- trois « junior(e)s » sélectionnés pour les championnats d'Europe et du monde Juniors,
- deux junior(e)s » médaillés aux championnats d'Europe Juniors,
- podiums dans les différentes catégories d'âge, aux différents niveaux de compétition sélectives fédérales.

Objectifs et actions de développement du club :

Ecole de Judo

Depuis plusieurs années, les dirigeants ont mis en place une école de judo pour les enfants désirant faire de la compétition (entrainements adaptés et participation régulière à des tournois et des stages). Elle est encadrée par dix professeurs qui assurent 48 heures par semaine sur les trois dojos de la ville de Maisons Alfort. Le préparateur physique accueille le groupe de haut niveau.

L'école de judo est destinée à regrouper dans un même cours les enfants motivés par une pratique sportive amenant à la compétition. La détection se fait dès l'âge de 4 ans. Le critère principal est la motivation et l'engagement à l'assiduité, base nécessaire à toute progression. L'école de Judo couvre les catégories « poussins » à « cadets » ; les « juniors » poursuivant dans cette voie rejoignent ensuite le cours « Judo adultes/compétition ».

Des regroupements (bi-mensuel pour les catégories minimes-cadets) et des stages lors de vacances scolaires sont organisés, le plus souvent en province, au profit des différentes catégories d'âge (benjamins, minimes, cadets, juniors et séniors).

Le club a développé la pratique sportive féminine à travers une initiation gratuite animée par un professeur et par des athlètes du groupe haut niveau.

Reconversion des athlètes de haut niveau

L'association sportive attache une importance particulière à la reconversion des anciens compétiteurs en aidant ceux qui se destinent aux métiers du sport. Il est important d'assurer l'après carrière de ces jeunes qui font progresser l'ensemble des enfants par l'émulation de leurs résultats et la force de leur tempérament.

Lors de la saison sportive 2017-2018, le club prend en charge différentes formations :
- les frais de scolarité d'un jeune athlète en formation de préparation mentale,
- le contrat d'apprentissage (DESJEPS) d'un jeune sur 2 ans,
- un groupe « haut-niveau » masculin et féminin

Le groupe « haut niveau » est composé d'une équipe de 12 athlètes féminines (avec un entraineur féminin) et 12 athlètes masculins (avec un entraineur masculin). Ils participent tous aux regroupements nationaux (INEF, INSEP) et accompagnent tous les athlètes dans tous leurs déplacements nationaux ou internationaux.

Moyens mis en œuvre :
- Trois dojos dans trois quartiers de la ville de Maisons-Alfort,
- Deux salles de musculation.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public à partir de 4 ans.

Localisation géographique :

- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL PROPOSÉ PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements	9 000,00	8,87%
Formation	3 500,00	3,45%
Contrat d'apprentissage d'un jeune	15 000,00	14,78%
Frais d'encadrement (école de Judo)	40 000,00	39,41%
Stages de vacances scolaires	9 000,00	8,87%
Frais de déplacement	25 000,00	24,63%
Total	101 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	9,85%
Comité départementale de Judo du Val de Marne	7 500,00	7,39%
CNDS	1 500,00	1,48%
Cotisations	82 500,00	81,28%
Total	101 500,00	100,00%

ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015073

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : ERMONT PLESSIS BOUCHARD TENNIS DE TABLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	27 000,00 €	37,04 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERMONT PLESSIS BOUCHARD TENNIS DE TABLE
Adresse administrative : MAIRIE PLESSIS BOUCHARD
95130 LE PLESSIS-BOUCHARD
Statut Juridique : Association
Représentant : Cyril DU MESNIL-ADELEE
Date de publication au JO : 15 Août 1998

N° SIRET : 41406257000018

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le club d'Ermont-Plessis Bouchard existe depuis la fusion des clubs d'Ermont et du Plessis-Bouchard en 1998. Le club développe de nombreuses activités en matière de tennis de table, adaptées à toutes les tranches d'âge : formation sportive des jeunes, détection, compétition jeunes et adultes, loisirs adultes ; tout cela à travers de nombreux créneaux d'entraînement hebdomadaires.

Le club compte actuellement 190 licenciés et a particulièrement développé au cours des 3 saisons passées la pratique féminine et le recrutement de petites catégories d'âges (baby-Ping) ainsi qu'un public éloigné de la pratique, une douzaine de retraités.

L'association sportive s'oriente aujourd'hui vers une politique dynamique axée principalement sur la progression des jeunes et avec pour objectif prioritaire de permettre la pratique de tous. Plus de 24 heures d'entraînement hebdomadaire sont proposées pour toutes formes de pratique.

Pendant toutes les vacances scolaires, en journée, des stages d'une semaine sont ouverts à tous les licenciés du Val d'Oise et de la région Ile de France.

Le club a remporté quatre fois le challenge de meilleur club formateur du Val d'Oise (2013, 2014, 2015 et 2017) et s'est classé second en 2016 ; il est 4ème au Bernard Jeu Régional Île-de-France en 2017. Il fait donc partie des meilleurs clubs formateurs de la région et de France.

Lors de la dernière saison sportive, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- Internationaux de Namur (Novembre 2016) : victoire d'un jeune cadet,
- Internationaux Jeunes d'Alsace (Mars 2017) : médailles d'argent pour 2 jeunes.
- Maintien de l'équipe 1 en Nationale 2,
- Challenge Bernard Jeu régional (médaille d'or en Poussins, médaille d'argent en Junior, médaille de bronze en minimes).

Objectifs et actions de développement du club :

Pratique sportive féminine

Le club souhaite conserver sa meilleure pongiste féminine Mélissa VERGNE. Il a été décidé de créer une entente féminine en Juin 2017 avec pour objectif de monter de pré-nationale en nationale en juin 2018. La pongiste s'entraine avec le groupe féminin et masculin au Centre départemental d'entraînement (lieu d'entrainement où les meilleurs jeunes du département se retrouvent). Afin de créer une dynamique féminine, 20 jeunes féminines de tous clubs du Val d'Oise se retrouvent un soir par semaine encadrées par un entraîneur féminin diplômée (DEJEPS) et un autre entraîneur.

Le club veut rester le club du Val d'Oise le mieux placé au challenge des féminines de la Ligue Ile-de-France (25ème club francilien et 1er club val d'oisien).

Pratique sportive masculine

L'association sportive veut augmenter son nombre de jeunes garçons en nationale 1 en compétition individuelle. Des regroupements des meilleurs jeunes du département sont organisés au club pour la préparation des compétitions. Les meilleurs jeunes intègrent les compétitions adultes par équipes de régionale et de départementale, afin d'acquérir plus d'expérience en compétition.

Pour la saison sportive 2017-2018, le club crée des groupes jeunes de niveaux plus évolutifs (4 niveaux : apprentissage, progression, espoirs, élite) avec bascule d'un groupe à l'autre durant l'année selon la progression.

Afin de maintenir l'équipe 1 en nationale 2 et d'avoir 2 équipes en régionale 1, le club se donne des moyens :
- recrutement d'un jeune joueur pour l'équipe 1 ;
- diversification des entraînements des meilleurs jeunes de l'équipe (entraînements dans plusieurs clubs durant la semaine, entraînement avec les meilleurs jeunes du département pour 5 jeunes du club),
- participation des meilleurs jeunes du club à des stages à l'étranger (4 jeunes en Roumanie l'été dernier, sur le Centre national d'entraînement des jeunes garçons) ou dans des clubs français de haut niveau.

Ermont Plessis-Bouchard Tennis de Table veut maintenir le meilleur benjamin du club en nationale 1 et en groupe France détection en augmentant son volume d'entraînement (12 heures par semaine), en le faisant participer aux stages nationaux et regroupement de la région Île-de-France.

Lors des entraînements et des stages (vacances scolaires), les entraineurs mettent l'accent sur le renforcement physique. Plusieurs créneaux hebdomadaires sont dédiés à la préparation physique, avec un entraîneur du club en formation dans ce domaine en STAPS.

Arbitrage

Le club a déjà formé 4 arbitres. Pour la saison 2017-2018, deux nouveaux arbitres régionaux vont être formés en leur faisant passer leur diplôme de juge arbitre. Ils pourront officier sur des nombreuses compétitions, départementales et régionales :

Une formation est mise en place au sein du club, avec un formateur agréé de la Ligue Ile-de-France de Tennis de Table DF afin de faire passer la formation « arbitre régional » à 10 jeunes du club.
.
Yannick Varengot, arbitre du club, juge arbitre national et arbitre international, a officié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Rio.

Formation des encadrants

L'accompagnement des jeunes pongistes nécessite la mise en place d'une structure d'encadrement performante s'appuyant sur des entraîneurs formés et compétents. Le club prend en charge les différentes formations :
- Prise en charge de la formation d'un jeune, souhaitant passer son diplôme d'animateur fédéral ;
- Prise en charge de la formation d'entraîneur fédéral d'un entraîneur intervenant déjà au sein du club
- Formation continue du directeur sportif, modules de prévention des pathologies,
- Formation à la FFTT sur la préparation physique et la préparation mentale,
- Formation DDCS sur la prévention de la radicalisation.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Féminines,
- Meilleurs jeunes du club (poussins à juniors)
- Entraîneurs et arbitres du club
- Bénévoles du club.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-BOUCHARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (entraineurs, relanceurs)	20 000,00	74,07%
Achat de matériel sportif	500,00	1,85%
Stages pour les meilleurs jeunes	6 500,00	24,07%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	37,04%
Subvention CNDS	2 000,00	7,41%
Cotisations	15 000,00	55,56%
Total	27 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015130

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE DOMONT-MONTMORENCY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	77 000,00 €	12,99 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE DOMONT-MONTMORENCY
Adresse administrative : ROUTE DE MONTMORENCY 95330 DOMONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE BLONDE, Président
Date de publication au JO : 8 mars 1964

N° SIRET : 78585135300017

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

L'Association Sportif du Golf a été créé le 15 janvier 1964. Il offre aujourd'hui à ses membres, dans un cadre magnifique et verdoyant :
- un parcours de 18 trous de 5 876 mètres, par 71,
- un terrain d'entraînement avec driving-range, aires d'approches, pitching green et deux putting greens,
- un centre de fitting high-tech, ultra moderne,
- un Club-House composé d'un Lounge avec bar et salon, d'une salle de restauration, ouverte au public en semaine, d'une agréable terrasse ensoleillée du matin au soir, d'une salle de bridge, d'une salle de réunion et de confortables vestiaires,
- un Club Junior avec structure d'accueil, un vaste jardin équipé et un local dédié,
- une piscine extérieure ouverte de juin à septembre,
- un local avec caddy-master pour le rangement du matériel, ainsi que des chariots et voiturettes.

En Mai 2016, plusieurs manifestations ont été réalisées pour célébrer le 50ème anniversaire du Golf de Domont - Montmorency.

Lors de la dernière saison sportive, le club a connu les résultats sportifs suivants :
Par équipes
- Descente en 2ème division de l'équipe 1 Dames,
- Maintien de l'équipe Mid amateur Dames jouait en 2ème division,
- Montée en deuxième division de l'équipe sénior Dames,
- Maintien de l'équipe 1 Garçons en 2ème division,
- Maintien de l'équipe 2 Garçons en 1re division,
- Champion de France de 1ère division pour l'équipe Mid amateur Messieurs,
- Maintien de l'équipe senior Messieurs jouait en 2ème division,
- Deux équipes Jeunes en Promotion en 2017.

Dans le cadre de l'école de golf, le club a connu les succès suivants :
- Vainqueur pour la 2ème fois le Trophée des Petits Golfeurs, le Championnat Île-de-France U10 et le Challenge d'Automne,
- Trois belles victoires en équipe,
- Trois podiums domontois individuels.

Le club obtient des résultats intéressants dans toutes les catégories individuelles.

Au classement au mérite, le club occupe les places suivantes :
- Mérite Dame : 29ème sur 191,
- Mérite Homme : 18ème sur 214,
- Mérite performance des écoles de golf : 92ème sur 211
- Mérite espoir des écoles de golf : 29ème sur 211

<u>Objectifs et actions de développement du club :</u>

L'Association Sportive du Golf de Domont–Montmorency s'est fixée plusieurs objectifs pour la saison 2017/2018 dans le but de tendre vers l'Excellence :

<u>École de Golf</u>

L'école de golf Jeunes vient d'obtenir le Label Sportif délivré par la Ligue Ile de France de Golf de la Fédération Française de Golf grâce à leur développement quantitatif et qualitatif. Le nombre de jeunes inscrits est passé de 94 en 2016/2017 à 110 en 2017/2018.

Ce nombre va sensiblement augmenter ses prochaines années avec les retombées des actions d'initiation aujourd'hui bien lancées avec plusieurs établissements scolaires, en partenariat avec l'Éducation Nationale et la Ryder Cup prévue en 2018.

Pour cela, l'école a initialisé en 2016/2017 des groupes « Elite » qui seront au nombre de trois en 2017/2018 réunissant un total de 23 jeunes garçons et filles sélectionnés en fonction de leurs âges et de leurs index golfiques.

La formation de ces groupes « Elite » a entraîné une dynamique salutaire pour l'ensemble des jeunes qui restent très motivés et qui progressent régulièrement au fil des saisons.

Ils participent de plus en plus nombreux et régulièrement aux compétitions départementales ou régionales tant individuelles que par équipes. Les meilleurs d'entre eux commencent aussi à s'inscrire à des Grands Prix, dans la France entière.

Le parcours a été adapté aux enfants de 6 à 12 ans avec la mise en place de plaques et de boules de différentes couleurs (jaune, violette et orange) leur permettant dès le plus jeune âge de prendre goût à la compétition.

Un rôle important est joué par les bénévoles qui aident et accompagnent tout au long de la saison ces jeunes lors de leurs compétitions ou déplacements et profitent de ces contacts pour mieux leur communiquer et inculquer l'apprentissage des Règles du jeu, de l'Arbitrage et de celles du Fair-Play.

L'objectif est d'amener le plus possible des jeunes du club vers un niveau d'excellence dans le but de les voir s'épanouir et intégrer rapidement les meilleures équipes du club.

En effet, pour améliorer l'efficacité de la formation proposée aux membres, notamment aux plus jeunes de l'école de golf et aux compétiteurs des équipes dames et messieurs impliqués dans les Championnats nationaux et/ou régionaux, l'ancienne zone d'approche et d'entraînement a été transformée et agrandie.

<u>Participation aux compétitions sportives</u>

L'Association Sportive du Golf de Domont-Montmorency a développé une politique sportive dynamique ouverte à tous, des jeunes aux seniors.

La place accordée au sein du club aux compétitions interclubs par équipes est importante et essentielle dans la vie et l'animation interne.

Les équipes fanions du club sont toutes représentées en Championnat de France en 1ère et 2ème divisions et dont les matchs se déroulent dans toute la France pendant plusieurs jours d'affilée, entraînant des frais importants de déplacements et d'hébergement.

De nombreux joueurs participent à d'autres compétitions masculines (La Coupe de Paris, Le Challenge PGA 95, le Fan's Cup), des compétitions féminines (la Valdoisienne, la Capitaine bis, le Club des Six, la Fabienne Lescable, les Green Ladies etc…).

De nombreux jeunes filles et garçons participent à diverses compétiitons (le Trophée des Mouflets, le Trophée des Petits Golfeurs…..).

Toutes ces compétitions permettent à de nombreux joueurs et joueuses de défendre et de porter haut les couleurs de leurs clubs.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Joueuses et joueurs de golf de tous niveaux et de tous âges, notamment les jeunes (110 jeunes de 6 à 16 ans inscrits à l'école de Golf en 2017/2018), les dames et les couples sans oublier les seniors retraités.

Actions de promotion en cours auprès de plusieurs établissements scolaires Domontois ou proches du club, avec des séances d'initiation proposées, en liaison avec l'Education Nationale, à plusieurs centaines de jeunes.

Localisation géographique :

- DOMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais liés à l'école de golf	46 000,00	59,74%
Achat de matériel sportif	4 000,00	5,19%
Stages pour les jeunes	8 000,00	10,39%
Entrainements des jeunes	4 000,00	5,19%
Déplacement et hébergement des équipes	15 000,00	19,48%
Total	77 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	10 000,00	12,99%
Cotisations Ecole de golf	45 700,00	59,35%
Cotisations des joueurs des équipes	21 300,00	27,66%
Total	77 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015709

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES BATELIERES D'HERBLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Ile-de-France	16 200,00 €	61,73 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORTIVE HERBLAY LES BATELIERES
Adresse administrative : 43 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LAURENCE GALLARD, Présidente
Date de publication au JO : 16 juin 1945

N° SIRET : 33423955500017

PRÉSENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Clubs Excellence Ile-de-France
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : dispositif des clubs Premium

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 Novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs Premium prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2017-2018 (soit du 1er Septembre 2017 au 31 Août 2018).

Description :

Le club de gymnastique artistique féminine « Les Batelières d'Herblay » a été créé le 13 septembre 1940. Affilié à la FSCF (Fédération Sport et Culture de France) jusqu'en 1992, l'association va être uniquement licenciée à la FFG (Fédération Française de Gymnastique) à partir de 1994.

En 1992, le Club va prendre son essor. Le recrutement d'un encadrement technique de qualité, l'achat d'un matériel gymnique performant et la création d'une section Bébé Gym sont les premiers grands changements de l'association.

Les résultats sont immédiats. Dès la première année l'effectif est doublé, passant de 80 filles à 160. Depuis les licenciées n'ont cessé d'être de plus en plus nombreuses pour se situer aux alentours de 500 adhérentes. Avec le recrutement d'un encadrement technique de qualité, le club offre aux gymnastes de 16 ans et plus une "formation cadre" au sein de la FFG. Aujourd'hui, le Club possède des monitrices fédérales issues de cet enseignement. Le cycle de formation se déroule en 3 et 4 ans.

Depuis 1997, l'association sportive dispose d'une salle de gymnastique entièrement équipée.

Le club met en place une politique de développement de la pratique sportive par :
- un encadrement technique de qualité,
- une formation et un recyclage permanent de tous les entraîneurs,
- un matériel le plus performant et le plus sécurisant possible,
- le développement de l'école de gymnastique,
- un gala organisé tous les ans.

Lors de la dernière saison sportive, le club a connu les résultats sportifs suivants :
- 1er club du Val d'Oise (sur 16 clubs)
- 2e club sur la région Ile-de-France Ouest (sur 87 clubs)
- 5e club sur la région Ile-de-France (sur 152 clubs)
- 11e club sur le plan national (sur 1087 clubs),
- 45 et 40 podiums individuelles et par équipes, départementale, régionale et nationale,
- Label qualité depuis 2006 (dernier renouvellement cette année 2017),
- Label petite enfance depuis 2005 (dernier renouvellement : 2014).

Objectifs et actions de développement du club :

Formation d'encadrement fédéral et formation de juges

Afin d'être toujours efficace et motivée dans la recherche de performance et/ou de fidélisation, l'association réserve une place prépondérante à la formation continue.
La formation des juges est essentielle, non seulement pour répondre aux règlements de la FFG, mais aussi pour aider les entraineurs dans la composition des mouvements et permettre aux gymnastes d'identifier leurs fautes, etc… Même si cette tâche devient de plus en plus difficile, c'est-à-dire, motiver de jeunes juges, le club prend en charge financièrement les formations de juges de tous les niveaux et les frais de déplacement.
Le club a toujours eu une politique de recrutement de jeunes animateurs pour répondre aux besoins d'encadrement des groupes (accompagnement des entraineurs diplômés d'état).

Label Petite enfance et maintien des sections sportives

L'initiation et la pratique de la gymnastique artistique féminine s'organisent autour de deux axes : le loisir et la compétition qui accueille des gymnastes à partir de 6 ans ainsi que des collectifs de collégiennes.

Ces groupes, allant de 6 à 14 ans, sont encadrés par une équipe pédagogique de cadres diplômés. Le club poursuit un objectif quantitatif d'augmentation de licenciés et un objectif qualitatif avec la volonté d'offrir aux pratiquants un encadrement de qualité.

Le Club est titulaire du Label Petite Enfance et du Label Club Formateur. La Petite Enfance est animée par 2 cadres certifiés. Le principal objectif est le développement des capacités motrices, le positionnement et le repérage dans l'espace, la prise de risque contrôlée et la maitrise du corps. L'accent est mis sur la formation des cadres, nouveaux et actuels, afin de répondre aux exigences de la Fédération Française de Gymnastique.

Le club va acheter du matériel performant afin que les gymnastes se sentent en sécurité dans leur pratique.

Pour les filles de 7 à 14 ans, le club veut offrir aux gymnastes engagées en compétition un créneau d'entrainement pendant le temps scolaire dans d'excellentes conditions (faible nombre de gymnastes dans la salle, encadrement plus personnalisé).

Afin d'éviter les blessures et favoriser la récupération, le club met au point des séances de cryothérapie pour les gymnases engagées en compétition.

Déplacement sur d'autres structures pour préparation aux compétitions nationales

Le gymnase d'Herblay n'est plus aux normes de niveau national. Aussi, les gymnastes, encadrées par deux cadres confirmés, se déplacent dans les clubs partenaires (Ermont, Franconville, Versailles …).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public féminin de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte.

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du matériel pédagogique	1 500,00	9,26%
Frais d'encadrement	10 000,00	61,73%
Indemnités de déplacement	1 200,00	7,41%
Séances de cryothérapie	2 500,00	15,43%
Formation d'encadrants	1 000,00	6,17%
Total	16 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la région Île-de-France	10 000,00	61,73%
Participation scolaire	1 250,00	7,72%
Participation des parents	1 250,00	7,72%
Fonds propres	3 700,00	22,84%
Total	16 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

CONVENTION TYPE DES CLUBS PREMIUM

DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX CLUBS EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE
CLUBS PREMIUM

CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET

DOSSIER D'AIDE N°……

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La Ligue dénommée ou le Comité régional dénommé: (Nom du bénéficiaire)
dont le statut juridique est :.....
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : .....
dont le siège social est situé au :
représenté par son dirigeant.....
habilité par .....
ci-après dénommé «la Ligue » ou « le Comité »

Et

Le club dénommé : (Nom du bénéficiaire)
dont le statut juridique est :.....
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : .....
dont le siège social est situé au :
représenté par son dirigeant.....
habilité par .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
»

d'autre parts,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :

Région capitale, l'Île-de-France concentre beaucoup de clubs de très haut niveau. Ils sont le rêve de tout pratiquant qui commence un jour dans une discipline sportive mais ils sont aussi une vitrine de l'excellence sportive du territoire francilien.

Désireuse de les accompagner dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux ou également dans le développement de leurs disciplines respectives et leurs programmes de formation, la Région lance un dispositif leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution.

La Région Île-de-France décide de renforcer son soutien en faveur des clubs, aussi bien féminins que masculins, qui représentent l'Île-de-France au plus haut niveau national, afin de leur offrir les meilleures conditions d'évolution.

Propriétaire du CREPS, centre d'excellence sportive, la Région facilite la mise en œuvre de partenariat entre l'établissement et les clubs désignés afin de leur permettre de bénéficier d'un site offrant tout à la fois équipements sportifs, lieu d'hébergement, de restauration et centre de santé, notamment à l'occasion de stages de préparation.

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° … (CP d'attribution) du … (date de CP d'attribution), la Région Île-de-France a décidé de soutenir «Bénéficiaire» pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

1.1 - DÉFINITION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT

Les clubs Premium, clubs franciliens évoluant ou ayant des athlètes évoluant au meilleur niveau national de disciplines non professionnalisées pour un partenariat de deux ans non renouvelable.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire des subventions dont les détails sont explicités dans l'annexe dénommé « Fiche projet » de la présente convention.

1.2 - CRITÈRES DES CLUBS D'EXCELLENCE

Les clubs issus des disciplines non professionnalisées sont choisis par la Région sur proposition de la ligue ou du comité régional de la discipline concernée et doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Avoir une école labellisée dans la discipline concernée ;
- Mettre en place une école d'arbitrage ou favoriser le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club ;
- Développer l'école des jeunes sportifs ;
- Aider à la formation des cadres professionnels et bénévoles du club ;
- Intégrer, dans la mesure du possible, des nouvelles pratiques.

1.3 - ELIGIBILITE

Sont éligibles au présent dispositif les clubs proposés par les ligues ou comités conventionnés avec la Région sur la base du plan de développement sportif régional.

<u>ARTICLE 2</u> – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA RÉALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTRE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Chartre régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter ….. stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage :

- à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes.
- à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- à adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

2.5 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCÈS AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense.

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.6 – OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …).
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de ……pour la saison sportive 2017-2018. (voir article 1).

Conformément à la délibération n° ……du ……., la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de …… €, représentant ….. % du coût total TTC du projet plafonné à …… € TTC.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

L'aide régionale est calculée sur la base d'un projet de club (ambitions sportives, programme prévisionnel d'actions, besoins matériels identifiés) et d'un budget prévisionnel proposé par les clubs retenus.

La Région s'engage à examiner la possibilité d'accompagner financièrement le bénéficiaire au titre de l'année sportive 2018-2019. Le montant de la participation régionale est fixé par délibération de la commission permanente du Conseil régional.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

3.2 - RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée pour les engagements du club, tels que définis à l'article 1.1 de la convention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux mentionnés dans la fiche projet.

Dans ce cas, elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Île-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués, diminués des acomptes et avances déjà versés.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement du paiement complet de l'action subventionnée. Pour les personnes morales de droit privé et de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant légal.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Chartre régionale des valeurs de la République et de la laïcité,

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 – DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une 1ère demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- si l'action subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;

- en cas de fausse déclaration du bénéficiaire, la Région exigera la restitution de la totalité de la subvention. Le bénéficiaire remboursera la totalité de la subvention perçue lorsque la subvention n'aura pas été utilisée ou utilisée pour un objectif non prévu par la présente convention ;

- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives à la Chartre régionale des valeurs de la République et la laïcité;**

- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**

- en cas de non-respect de l'article 2.6 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

8.2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour les saisons sportives 2017-2018 et 2018-2019. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 5.

ARTICLE 9 : CONTRÔLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux, le

Le Club	Ligue ou Comité de la discipline concernée	La Présidente du Conseil Régional Île-de-France
(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)	(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)	(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-598

DU 22 NOVEMBRE 2017

SOUTIEN AUX FÉDÉRATIONS ET TÊTES DE RÉSEAUX JEUNESSE - 1ÈRE AFFECTATION
JEUNESSE, CITOYENNETÉ, VIE ASSOCIATIVE - 4ÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n°CR 39-07 du 25 octobre 2007 relative à la création d'un Fonds régional de développement de la vie associative ;
VU La délibération n°CR 74-09 du 18 juin 2009 relative à l'approbation de la création d'un Centre francilien de ressources pour l'égalité femmes/hommes ;
VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;
VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du Règlement Budgétaire et Financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure des « 100 000 nouveaux stages » ;
VU La délibération n°CR 143-16 du 8 juillet 2016 relative au plan régional de lutte pour la défense de la laïcité, des valeurs de la République et l'engagement dans la prévention de la radicalisation ;
VU La délibération n°CR 100-16 du 22 septembre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
VU La délibération n°CR 161-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien en faveur des expressions citoyennes ;
VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n°CP 14-456 du 18 juin 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du « fonds régional de développement de la vie associative »;
VU La délibération n°CP 15-105 du 29 janvier 2015 relative à l'attribution et affectation d'avances des subventions 2015 en faveur des organismes associés à l'action régionale ;
VU La délibération n°CP 16-618 du 16 novembre 2016 : Troisième affectation 2016 – Jeunesse, citoyenneté, vie associative ;
VU La délibération n°CP 2017-319 du 5 juillet 2017 : Jeunesse, citoyenneté, vie associative – deuxième affectation 2017 ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-598 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 :

Décide de participer au titre des partenariats renforcés « **pour la défense des valeurs de la République, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation** » dont la délibération cadre a été adoptée en conseil régional n°CR 143-16 du 8 juillet 2016, au financement de 2 associations, dont les projets sont détaillés en annexes 1 et 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **75 000 €** pour la **LICRA** et **72 500 €** pour le **CNLAPS**.

Approuve l'avenant type présenté en annexe 8, subordonne le versement de ces subventions à la signature d'avenants conformes à l'avenant type précité, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **147 500 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2017.

Article n°2 :

Décide de participer dans le cadre du soutien régional en faveur de la citoyenneté et des valeurs de la République, au financement du **CREPS d'Ile-de-France**, dont le projet est détaillé en annexes 1 et 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **4 000 €**.

Approuve la convention relative au **CREPS d'Ile-de-France** présentée en annexe 11 à la délibération, subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention précitée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **4 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2017.

Article n°3 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Soutien aux expressions citoyennes** » dont la délibération cadre a été adoptée en conseil régional n°CR 161-16 du 13 octobre 2016 au financement de l'association **l'union des serbes de France** et de **la fédération nationale du folklore français** dont les projets sont détaillés en annexes 1 et 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n°CP 2017-319 du 5 juillet 2017, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **30 000 €**, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2017.

Article n°4 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Fonds régional de développement de la vie associative** » dont la délibération cadre a été adoptée en conseil régional n°CR 39-07 du 25 octobre 2007 au financement des deuxièmes années des programmes pluriannuels pour les associations dont les projets sont détaillés en annexes 1 et 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **285 000 €.**

- CCAF - Conseil de Coordination des Organisations Armeniennes en France
- Fédération régionale des MJC Ile de France
- URHAJ - Union régionale pour l'habitat des jeunes en Ile de France
- Ligue de l'enseignement Ile de France
- FRANCAS Ile de France
- IFAC – Institut de formation d'animation et de conseil
- APDIF- Les petits débrouillards
- AFOCAL- Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs
- URIF-Union régionale des foyers ruraux d'ile de France
- CRAJEP- Coordination régionale des associations de jeunesse et d'éducation populaire en IDF

Approuve l'avenant type présenté en annexe 9, subordonne le versement de ces subventions à la signature d'avenants conformes à l'avenant type précité, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **285 000€** disponible sur le chapitre budgétaire 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP40-001 « Développement de la vie associative », action 14000101 « Vie associative et bénévolat » du budget 2017.

Article n°5 :

Décide de participer, dans le cadre du soutien régional en faveur de la vie associative et du bénévolat, au financement du projet détaillé en annexes 1 et 6 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **10 000 €** au bénéfice de l'association **Case sociale des Outre-mer**.

Approuve la convention relative à l'association **Case sociale des Outre-mer** présentée en annexe 12 à la délibération, subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention précitée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP40-001 « Développement de la vie associative », action 14000101 « Vie associative et bénévolat » du budget 2017.

Article n°6 :

Décide d'attribuer une subvention **au centre francilien de ressources pour l'égalité femmes/hommes Hubertine Auclert (CHA)** pour son projet de réalisation d'une vidéo qui sera présentée lors du lancement de la campagne « lutte contre les violences dans le couple chez les adolescents ».

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **6 000 €**, prélevée sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », Action 10200509 « Centre de ressources Egalité Femmes/Hommes – ORVF » du budget 2017.

Article n°7 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes » dont la délibération cadre a été adoptée en conseil régional n°CR 100-16 du 22 septembre 2016 au financement de **l'association Crèche Baby Loup** dont le projet est détaillé en annexes 1 et 7 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €.**

Approuve la convention relative au partenariat spécifique du « soutien régional de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes » à l'association Crèche Baby Loup, présentée en annexe 10 à la délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de cette convention et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2017.

Article n°8 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions mentionnées en annexe 1 à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Objet du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17014179	ORIENTATIONS PEDAGOGIQUES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)	AFOCAL ILE DE FRANCE AFOCAL D ILE DE FRANCE	16/11/2017
EX025395	ACCOMPAGNEMENT ET PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN GRANDE PRECARITE	CASE SOCIALE DES OUTRE MER	21/09/2017
17014184	AIDE REGIONALE CCAF/ PROGRAMME BIENNAL (ANNEE 2)	CCAF CONSEIL NATIONAL DES CONSEILS COORDINATION ARMENIENNE DE FRANCE	16/11/2017
17014181	PROJET D'ACTIONS JEUNESSE / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)	CRAJEP - COORDINATION REGIONALE DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE EN ILE-DE-FRANCE	01/11/2017
17014177	ACTIONS JEUNESSE / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)	IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL	16/11/2017
17014175	PLAN D'ACTIONS EN DIRECTION DES JEUNES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)	LIGUE DE L ENSEIGNEMENT REGION ILE DE FRANCE	16/11/2017
17014178	PLAN D'ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION AUX SCIENCES, VECTEUR DE CITOYENNETE ET LEVIER D'INNOVATION POUR LES JEUNES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)	PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE	16/11/2017
17014176	ENCOURAGER L'ENGAGEMENT DES JEUNES / PROGRAMME BIENNAL (ANNEE 2)	UNION REGIONALE DES FRANCAS ILE-DE-FRANCE	16/11/2017
17014174	PLAN D'ACTIONS SOCIO-EDUCATIVES DE L'URHAJ / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)	URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE	16/11/2017
17014182	ACTIONS JEUNES EN MILIEU RURAL / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)	URIF - UNION REGIONALE DES FOYERS RURAUX D'ILE-DE-FRANCE	16/11/2017
17015828	PARTENARIAT SPECIFIQUE LCD/EFH AVEC L'ASSOCIATION BABY LOUP	ASSOCIATION BABY LOUP	01/01/2017
17014449	PARTENARIAT RENFORCE LICRA POUR LA DEFENSE DE LA LAICITE, DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, ET LA PREVENTION DE LA RADICALISATION / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)	LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM	16/11/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

24/11/2017 15:42:12

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-598	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200503 - Citoyenneté et valeurs de la République**

Dispositif : N° 00000998 - Soutien aux expressions citoyennes

Dossier	EX028327 - Conservation du Patrimoine - Payse de France - Ronde France - Rencontre "Jeunesse" au Château de Fontainebleau - Rencontre des Provinces Françai			
Bénéficiaire	EXM02315 - FEDERATION NATIONALE DU FOLKLORE FRANCAIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	50 %	15 000,00 €	

Dossier	17014183 - LES JOURNEES SERBES / PROGRAMME BIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	P0035656 - L UNION DES SERBES EN FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	50 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000998 - Soutien aux expressions citoyennes	30 000,00 €

Dispositif : N° 00001066 - Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation

Dossier	17014268 - PARTENARIAT RENFORCE CNLAPS POUR LA DEFENSE DE LA LAICITE, DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, ET LA PREVENTION DE LA RADICALISATION / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	P0035246 - CNLAPS COMITE NATIONAL DE LIAISON DES ACTEURS DE LA PREVENTION SPECIALISEE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
145 000,00 €	TTC	50 %	72 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-598	Budget	2017

Dossier	17014449 - PARTENARIAT RENFORCE LICRA POUR LA DEFENSE DE LA LAICITE, DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, ET LA PREVENTION DE LA RADICALISATION / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	P0016820 - LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
152 000,00 €	TTC	49,34 %	75 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001066 - Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation	147 500,00 €

Dispositif : N° 00001079 - Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (fonctionnement)

Dossier	17015891 - Organisation d'une journée de sensibilisation à la prévention de la radicalisation : l'encadrement du sport s'informe et se mobilise			
Bénéficiaire	R7025 - CREPS D ILE DE FRANCE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 370,00 €	TTC	42,69 %	4 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001079 - Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (fonctionnement)	4 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200503	181 500,00 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200504 - Lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000985 - Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-598	Budget	2017

Dossier	17015828 - PARTENARIAT SPECIFIQUE LCD/EFH AVEC L'ASSOCIATION BABY LOUP			
Bénéficiaire	R22048 - ASSOCIATION BABY LOUP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
142 675,00 €	TTC	35,04 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000985 - Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	50 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200504	50 000,00 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200509 - Centre de ressource égalité femmes / hommes - ORVF**

Dispositif : N° 00000547 - OA / Centre de ressources de l'égalité Femmes/Hommes

Dossier	17015506 - CAMPAGNE SUR LES RELATIONS AFFECTIVES ET SEXUELLES DES ADOLESCENTS« Tu m'aimes, tu me respectes »			
Bénéficiaire	P0001729 - CENTRE FRANCILIEN DE RESSOURCES POUR L EGALITE FEMMES HOMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	HT	50 %	6 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000547 - OA / Centre de ressources de l'égalité Femmes/Hommes	6 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200509	6 000,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**40 - Services communs**
Programme	**140001 - Développement de la vie associative**
Action	**14000101 - Vie associative et bénévolat**

Dispositif : N° 00000091 - Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-598	Budget	2017

Dossier	17014174 - PLAN D'ACTIONS SOCIO-EDUCATIVES DE L'URHAJ / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	R4684 - URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	50 %	20 000,00 €	

Dossier	17014175 - PLAN D'ACTIONS EN DIRECTION DES JEUNES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	R18922 - LIGUE DE L ENSEIGNEMENT REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	41,67 %	25 000,00 €	

Dossier	17014176 - ENCOURAGER L'ENGAGEMENT DES JEUNES / PROGRAMME BIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	R4687 - UNION REGIONALE DES FRANCAS ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	50 %	15 000,00 €	

Dossier	17014177 - ACTIONS JEUNESSE / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	P0004044 - IFAC INSTITUT DE FORMATION D ANIMATION ET DE CONSEIL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
134 796,00 €	HT	37,09 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-598	Budget	2017

Dossier	17014178 - PLAN D'ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION AUX SCIENCES, VECTEUR DE CITOYENNETE ET LEVIER D'INNOVATION POUR LES JEUNES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	R13436 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	40 %	20 000,00 €	

Dossier	17014179 - ORIENTATIONS PEDAGOGIQUES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	P0035323 - AFOCAL ILE DE FRANCE AFOCAL D ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	50 %	35 000,00 €	

Dossier	17014180 - PROJET REGIONAL / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	R12337 - FRMJC-IDF FEDERATION REGIONALE DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE EN ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
161 510,00 €	HT	12,38 %	20 000,00 €	

Dossier	17014181 - PROJET D'ACTIONS JEUNESSE / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	R8945 - CRAJEP - COORDINATION REGIONALE DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE EN ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	HT	50 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-598	Budget	2017

Dossier	17014182 - ACTIONS JEUNES EN MILIEU RURAL / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	P0022631 - UNION REGIONALE DES FOYERS RURAUX D ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
148 000,00 €	TTC	23,65 %	35 000,00 €	

Dossier	17014184 - AIDE REGIONALE CCAF/ PROGRAMME BIENNAL (ANNEE 2)			
Bénéficiaire	P0030725 - CCAF CONSEIL NATIONAL DES CONSEILS COORDINATION ARMENIENNE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 000,00 €	TTC	38,89 %	35 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000091 - Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	285 000,00 €

Dispositif : N° 00001079 - Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (fonctionnement)

Dossier	EX025395 - ACCOMPAGNEMENT ET PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN GRANDE PRECARITE			
Bénéficiaire	P0000342 - CASE SOCIALE DES OUTRE MER			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
131 700,00 €	TTC	7,59 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001079 - Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (fonctionnement)	10 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 40 - 140001 - 14000101	295 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS PARTENARIATS RENFORCES LUTTE POUR LA DEFENSE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, DU PRINCIPE DE LAICITE ET DANS LA PREVENTION DE LA RADICALISATION

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014268

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTENARIAT RENFORCE CNLAPS POUR LA DEFENSE DE LA LAICITE, DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, ET LA PREVENTION DE LA RADICALISATION / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation	145 000,00 €	50,00 %	72 500,00 €
	Montant Total de la subvention		72 500,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNLAPS COMITE NATIONAL DE LIAISON DES ACTEURS DE LA PREVENTION SPECIALISEE
Adresse administrative : 21 RUE LAGILLE
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Marie FAUVET, Présidente

Date de publication au JO : 19 décembre 2013

N° SIRET : 30982537000054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation
Rapport Cadre : CR143-16 du 08/07/2016

Objet du projet : PARTENARIAT RENFORCE CNLAPS POUR LA DEFENSE DE LA LAICITE, DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, ET LA PREVENTION DE LA RADICALISATION / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Formation et accompagnement des réseaux sportifs, de jeunesse et d'éducation populaire dans le cadre du plan régional de lutte pour la défense des valeurs de la République, du principe de laïcité, et l'engagement dans la prévention de la radicalisation.

Description :
1.FORMATION A LA PREVENTION DE LA RADICALISATION DU RESEAU SPORTIF ET DU RESEAU DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE

Dans le cadre de son partenariat renforcé avec le conseil régional d'Ile-de-France, le CNLAPS poursuivra son action de formation auprès des ligues sportives franciliennes et des fédérations et têtes de réseaux de l'éducation populaire.
Il s'agit de les outiller, via leurs référents, au juste positionnement en termes de prévention de la radicalisation, question actuelle et sensible.
Les animateurs des structures de l'éducation populaire sont également un public cible à former.

2.SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET EDUCATIF SPECIFIQUE

Le CNLAPS, sollicité par un référent en raison d'une situation problématique repérée sur le terrain :
-apporte une ressource technique éducative spécifique (en termes de travail social professionnalisé) aux acteurs du sport et de la jeunesse ;
-oeuvre à la prévention de tensions voire de conflits dans des situations complexes relevant de problématiques de radicalisation ;
-améliore la connaissance des acteurs locaux (acteurs, dispositifs) pour une meilleure mobilisation des réponses possibles et travaille à une articulation (y compris avec le conseil régional) ;
-peut décider d'une intervention éducative auprès du jeune, ou de sa famille (notamment en cas d'un jeune mineur), avec l'adhésion de ceux-ci, pour les situations qui n'auraient pu être traitées autrement.

Moyens mis en œuvre :
Salariés de l'association : 1 équivalent ETP embauché sur l'action en CDD, et les 2 salariés permanents existants du CNLAPS (un cadre technique et une assistante administrative) mobilisés à 5% d'une ETP chacun dans le cadre du suivi de l'action).

Personnes extérieures : 1 vacataire sur les congés ou absences de l'intervenant éducatif à temps plein (1/12ème d'ETP).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseiller technique éducatif	94 182,00	64,95%
Vacataire	7 135,00	4,92%
Dépenses d'ingéniérie, de bilan et d'évaluation	10 000,00	6,90%
Analyse de pratiques	5 000,00	3,45%
Formation des intervenants recrutés	6 000,00	4,14%
Déplacements	5 000,00	3,45%
Quote-part des salaires et charges des permanents du CNLAPS	6 705,00	4,62%
Quote-part des frais de fonctionnement du siège du CNLAPS	9 975,00	6,88%
Achat de matériel informatique	1 003,00	0,69%
Total	145 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	72 500,00	50,00%
CNLAPS	72 500,00	50,00%
Total	145 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	72 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	72 500,00 €
	Montant total	72 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014449

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTENARIAT RENFORCE LICRA POUR LA DEFENSE DE LA LAICITE, DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, ET LA PREVENTION DE LA RADICALISATION / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation	152 000,00 €	49,34 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM
Adresse administrative : 42 RUE DU LOUVRE
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain JAKUBOWICZ, Président

Date de publication au JO : 23 mai 1928

N° SIRET : 78445168400020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Partenariats renforcés pour la défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et pour la prévention de la radicalisation
Rapport Cadre : CR143-16 du 08/07/2016

Objet du projet : PARTENARIAT RENFORCE LICRA POUR LA DEFENSE DE LA LAICITE, DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, ET LA PREVENTION DE LA RADICALISATION / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Un démarrage anticipé est prévu pour assurer la continuité du programme triennal.

Objectifs :

Formation et accompagnement des réseaux sportifs, de jeunesse et d'éducation populaire dans le cadre du plan régional de lutte pour la défense des valeurs de la République, du principe de laïcité, et l'engagement dans la prévention de la radicalisation.

Description :
1.DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS POUR LA DÉFENSE DES VALEURS RÉPUBLICAINES ET LA LAÏCITÉ
Dans le cadre de son partenariat renforcé avec le conseil régional d'Ile-de-France, la Licra poursuivra son action de formation auprès des ligues sportives franciliennes et proposera si besoin son déploiement auprès des éducateurs et des dirigeants de clubs franciliens. Elle proposera également une formation de formateurs pour que le déploiement de sa formation puisse être opérationnel au sein des ligues sportives auprès de leurs comités, clubs et différents acteurs concernés.
Elle proposera aussi de nouvelles sessions de formation aux réseaux franciliens de la jeunesse et de l'éducation populaire sur les thèmes de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la lutte contre les discriminations, l'endoctrinement des jeunes via les réseaux sociaux notamment.

2.LA LICRA « PÔLE RESSOURCES » AU SERVICE DES ACTEURS DE LA RÉGION ILE DE FRANCE
Réponses apportées par la Licra en termes d'accompagnement :
-Formation des acteurs du sport et de la jeunesse ;
-Actions d'animation des différents réseaux en lien avec la Région Ile-de-France : sport, éducation populaire, offices municipaux des sports, collectivités territoriales ;
-Construction d'un calendrier des temps forts des actions d'animation et de déploiement de la phase deux des actions ;
-Appui conseil : les acteurs du sport et de la jeunesse font appel à la Licra pour adapter des règlements intérieurs, élaborer des chartes concertées, etc. ;
-Assistance juridique : plateforme téléphonique d'assistance juridique gratuite, 100 avocats bénévoles, cas spécifiques au sport et au secteur associatif suivis avec attention par le service juridique ;
-Commissions de discipline : à la demande d'un club, d'un district, d'un comité, d'une ligue, d'un joueur, d'un arbitre, d'un parent… la Licra peut être présente devant la commission de discipline suite à un acte de racisme. Elle peut proposer une mesure complémentaire ou alternative aux sanctions (stages de citoyenneté, actions de réparation, mesures de responsabilisation) ;
-Education/ Citoyenneté : actions de sensibilisation auprès des éducateurs, des dirigeants, des licenciés, des usagers notamment à l'occasion d'un événement sportif, culturel, une action citoyenne, etc.

3.POURSUITE DES ACTIONS D'APPUI POUR LA FONCTION « PÔLE RESSOURCES »
-Poursuite de l'animation de la « Commission Ile-de-France » qui a pour mission de développer les actions dans les territoires de la Région Ile-de-France (établissements scolaires, clubs sportifs, acteurs locaux, collectivités territoriales, etc.) ;
-L'École des Militants continuera d'assurer sa politique de formation des militants en Ile-de-France ;
-Poursuite de l'assistance juridique aux plaignants franciliens ;
-Poursuite des missions de la responsable des opérations pour les actions en Ile-de-France : développement des actions en Ile-de-France, suivi technique du partenariat avec la Région Ile-de-France, traitement des demandes éventuelles d'accompagnement des référents sportifs et de jeunesse ;
-Poursuite des missions du responsable des actions de formation : développement des actions de formation dans les entreprises et les associations.

Moyens mis en œuvre :
- 0,6 ETP : Responsable des opérations en Région Ile-de-France ;
- 0,2 ETP : Chargé de mission sport et jeunesse ;
- 0,10 ETP : Contrôle de gestion ;
- 0,30 ETP : Assistance juridique ;
- 1 service civique : 8 mois et 2 stagiaires juridiques : 6 mois.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	400,00	0,26%
Missions - réception	9 000,00	5,92%
Frais postaux et tél.	4 500,00	2,96%
Autres services extérieurs	4 000,00	2,63%
Impôts et taxes liés au personnel	4 979,00	3,28%
Salaires bruts	60 990,00	40,13%
Charges sociales	29 275,00	19,26%
Autres charges de personnel	7 567,00	4,98%
Autres charges (rétrocession de cotisation aux sections IDF...)	8 515,00	5,60%
Charges indirectes (achats, location et entretien locaux, honoraires commissaire aux comptes, frais de communication, etc.)	22 774,00	14,98%
Total	152 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	25 000,00	16,45%
Région Ile-de-France	75 000,00	49,34%
Ville de Paris	23 000,00	15,13%
Participation des adhérents	20 000,00	13,16%
Dons	9 000,00	5,92%
Total	152 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	30 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	75 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

ANNEXE 3 : FICHE PROJET CREPS D'ILE-DE-FRANCE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015891

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ORGANISATION D'UNE JOURNEE DE SENSIBILISATION A LA PREVENTION DE LA RADICALISATION : L'ENCADREMENT DU SPORT S'INFORME ET SE MOBILISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (fonctionnement)	9 370,00 €	42,69 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-65738-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CREPS D ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 1 RUE DU DOCTEUR LE SAVOUREUX
92291 CHATENAY MALABRY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur Michel GODARD, Directeur

N° SIRET : 19921619300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (fonctionnement)

Objet du projet : organisation d'une journée de sensibilisation à la prévention de la radicalisation : l'encadrement du sport s'informe et se mobilise

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sensibiliser l'encadrement sportif francilien aux dangers/phénomènes de radicalisation.

Description :
Le projet consiste en la mise en place d'une journée de sensibilisation à la prévention des signes de radicalisation dans le sport : les cadres du sport se mobilisent, s'organisent et se (in)forment, qui aura lieu le 11 décembre 2017 dans les locaux du CREPS Île-de-France à Châtenay-Malabry (92).
Il s'agit d'un événement co-construit par la Région Île-de-France et le CREPS qui s'inscrit dans le cadre des actions de prévention de la radicalisation engagées depuis 2016 par la Région et s'articule avec le

colloque régional "Sport et radicalisation" du 30 novembre 2017.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jusqu'à 300 personnes attendues : formateurs et vacataires du CREPS (potentiel de 250 intervenants dans les formations), stagiaires des formations professionnelles (potentiel de 200 stagiaires), entraîneurs des pôles implantés au sein du CREPS et agents d'encadrement des sportifs(ves) (potentiel de 30 agents), responsables des fédérations sportives préparant les JOP (potentiel de 100 personnes), CTS et CTF (conseillers techniques) des ligues sportives (potentiel de 100 personnes ; pour les agents de l'Etat, les clubs et les centres de formation des clubs professionnels (football, hand, volley, basket).

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires de l'animateur	2 100,00	22,41%
Restauration (accueil café et déjeuner)	4 170,00	44,50%
Enregistrement de la journée et réalisation d'un film	2 300,00	24,55%
Frais de déplacement des intervenants	800,00	8,54%
Total	9 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	4 000,00	42,69%
CREPS	5 370,00	57,31%
Total	9 370,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	110 000,00 €
2016	Equipements sportifs d'intérêt régional	596 000,00 €
	Montant total	706 000,00 €

ANNEXE 4 : FICHES PROJETS EXPRESSIONS CITOYENNES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX028327

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENCONTRE DES ASSOCIATIONS D'ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	30 000,00 €	50,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION NATIONALE DU FOLKLORE FRANCAIS
Adresse administrative : 2 RUE ACHILLE LUCHAIRE 75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN JACOB

N° SIRET : 42302402500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux expressions citoyennes
Rapport Cadre : CR161-16 du 13/10/2016

Objet du projet : Rencontre des Provinces Françaises de la région Île-de-France

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Conservation du Patrimoine à travers :
- Payse de France
- Ronde de France
- Rencontre Jeunesse au Château de Fontainebleau
- Rencontre des associations d'Arts et Traditions Populaires de la région Île-de-France

Description :
- Payse de France : élection, en Île-de-France, de l'ambassadrice des provinces françaises.
- Ronde de France : spectacle réalisé par les groupes des provinces françaises situés en Île-de-France.

- Rencontre jeunesse au château de Fontainebleau : rencontre socio-éducative des jeunes des associations d'Arts et Traditions Populaires en Île-de-France.
- Rencontre des associations d'Arts et Traditions Populaires de la région Île-de-France : animation des îles de loisirs de la région Île-de-France.
Au moyen de ces différentes actions, l'association souhaite faire connaitre au public de la région Île-de-France le patrimoine culturel traditionnel de la France au travers d'animations de danses, musiques, savoir-faire.
C'est ainsi un moyen de cohésion sociale entre ses acteurs et les différentes catégories socio-culturelles du public.
Un rapport d'activité sera établi pour chaque évènement permettant d'ouvrir des perspectives pour les années à venir.
- Payse de France : de fin 2017 à fin janvier 2018 ;
- Ronde de France : 1er semestre 2018 ;
- Rencontre Jeunesse au Château de Fontainebleau : 1er week-end de juin 2018 ;
- Rencontre des associations d'Arts et Traditions Populaires de la région Île-de-France dernier dimanche de juin 2018.

Moyens mis en œuvre :
1000 bénévoles

Intérêt régional :
Faire de la région Île-de-France, une vitrine importante dans le domaine de la défense du patrimoine culturel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Participants : les 1000 bénévoles des groupes d'Art et Traditions Populaires.

Bénéficiaires : le public d'Île-de-France

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS ET FOURNITURES	3 000,00	10,00%
SERVICES EXTERIEURS	3 000,00	10,00%
DEPLACEMENTS MISSIONS RESTAURATION HEBERGEMENT	1 500,00	5,00%
AUTRE SERVICES EXTERIEURS	10 000,00	33,33%
PRESTATIONS DES GROUPES	12 000,00	40,00%
COSTUMES	500,00	1,67%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES	15 000,00	50,00%
REGION IDF	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014183

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES JOURNEES DES SERBES EN FRANCE EDITION 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	30 000,00 €	50,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'UNION DES SERBES EN FRANCE
Adresse administrative : 123 RUE SAINT MARTIN
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roméo MILOSEVIC, Président

Date de publication au JO : 10 novembre 2012

N° SIRET : 78986270300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux expressions citoyennes
Rapport Cadre : CR161-16 du 13/10/2016

Objet du projet : Mobiliser ses associations membres dans l'organisation de 3 journées culturelles et festives.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Développer les échanges pluriculturels ;
- Consolider et mettre à l'honneur les relations franco-serbes ;
- Stimuler les échanges entre les différentes associations ;
- Conforter et développer l'esprit associatif et l'engagement des bénévoles ;
- Soutenir l'engagement citoyen des jeunes franciliens.

Description :
L'Union des Serbes en France développe un projet renforçant les relations et les liens qui unissent les associations représentant les serbes en Ile-de-France et les Franciliens. Elle se propose pour cela de mobiliser ses associations membres dans l'organisation de 3 journées culturelles et festives.
L'ensemble des structures sera ainsi sollicité pour participer à l'organisation logistique et à la programmation des différentes activités réparties sur 20 stands : conférences-débats, expositions, soirées

littéraires, promotion des arts et du patrimoine, espace économique et d'investissement, etc.

Ce projet visera à conforter l'esprit collectif au sein de l'Union et à offrir une possibilité de responsabilité pour les jeunes des associations membres. Il valorisera en outre l'engagement des bénévoles.

Bilan de l'édition 2017 :
L'Union des Serbes en France a porté une action autour d'un évènement fédérateur, en lien avec les associations franco serbe d'ile de France. Cette manifestation a été pensée comme un temps d'échanges et de rencontres avec les franciliens permettant de mettre en avant les liens d'amitiés entre la France et la Serbie.
10 associations participantes et 3 000 visiteurs les 28 et 29 janvier, 29 et 30 avril et 21 et 22 juin 2017.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains mobilisés :
- 8 bénévoles cadres,
- l'ensemble des bénévoles des associations membres.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
250 000 participants sont attendus sur les 3 journées.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de communication	3 000,00	10,00%
Médias	2 000,00	6,67%
Frais de réception	2 000,00	6,67%
Locations	8 000,00	26,67%
Matériels techniques	2 000,00	6,67%
Stands et mobiliers	5 000,00	16,67%
Hébergement	2 000,00	6,67%
Sécurité	4 000,00	13,33%
Vidéo et photos	2 000,00	6,67%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	15 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

ANNEXE 5 : FICHES PROJETS FRDVA

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014179

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ORIENTATIONS PEDAGOGIQUES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	70 000,00 €	50,00 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFOCAL ILE DE FRANCE AFOCAL D ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 39 ALL VIVALDI
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gabriel DE SEVIN, Président

Date de publication au JO : 3 JANVIER 2009

N° SIRET : 51003852400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Avenant n°1 à la convention initiale n°16014846

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Le projet de l'AFOCAL, réseau agréé d'éducation populaire, a pour objectif de :
- former et animer un groupe de référents sur la question de la prévention de la radicalisation au sein de leur réseau d'adhérents capable d'intervenir lorsqu'une situation problématique est repérée ;
- former les cadres associatifs dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation populaire, de l'action sociale ou des loisirs ;
- leur donner une solide compétence technique en matière d'éducation, d'animation, d'organisation et de gestion ;
- les rendre capables d'agir dans un esprit de service et de disponibilité envers les jeunes, et d'avoir une rigueur de comportement ayant valeur de référence ;
- les rendre aptes à exercer pleinement leur autorité en assumant leurs responsabilités.

Description :
L'AFOCAL met en place, dans le cadre de son projet triennal, des actions de sensibilisation pour la promotion du vivre ensemble à travers le programme #jagisavectoi. Ce programme pédagogique s'appuie sur plusieurs dispositifs :

- des « plans régionaux de lutte contre les discriminations dans et par les accueils de mineurs » : formations de formateurs, conférences, journées de sensibilisation, concours, etc. ;
- la diffusion du plan gouvernemental « Valeurs de la République et Laïcité » du Commissariat général à l'égalité des territoires ;
- le développement d'un serious game éducatif : jeu vidéo en ligne « IPSEGO - L'aventure éducative » sur les valeurs de l'engagement, destiné aux 12-25 ans et aux équipes éducatives pluridisciplinaires.

Les formations ont lieu tous les mois pour les membres du réseau de l'AFOCAL, avec une extension possible à d'autres partenaires.

Par ailleurs, l'AFOCAL a pour objectif de constituer et d'animer un réseau d'alerte sur la question de la prévention de la radicalisation, capable d'une prise en main locale en cas de situation problématique. Une formation de formateurs lui sera proposée en amont pour cela, et cette dernière sera ensuite développée par l'AFOCAL pour son réseau.

En tant que tête de réseau, l'AFOCAL a également pour objectif la mise en place de séjours pour les jeunes franciliens sur les îles de loisirs.

Intérêt régional : L'AFOCAL Ile de France, association agréée « Jeunesse et Education populaire », constitue un organisme de formation et une association éducative reconnue comme un acteur du secteur de l'animation et des loisirs, présente sur tout le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'AFOCAL Ile-de-France forme 2 500 animateurs par an au BAFA, et à travers eux, touche 40 000 enfants et adolescents par an.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de formation des acteurs	16 000,00	22,86%
Frais et charges de personnel	39 000,00	55.71%
Frais administratif et déplacements	15 000,00	21,43%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	35 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	35 000,00	50.00%
Total	70 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	35 000,00 €
	Montant total	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014184

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AIDE REGIONALE CCAF/ PROGRAMME BIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	90 000,00 €	38,89 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCAF CONSEIL NATIONAL DES CONSEILS COORDINATION ARMENIENNE DE FRANCE
Adresse administrative : 118 RUE DE COURCELLES 75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCK PAPAZIAN, Président

Date de publication au JO : 20 juillet 2013

N° SIRET : 79815904200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Avenant n°1 à la convention initiale n° 16016832

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
- Développer et professionnaliser la coordination et ses associations membres ;
- Animer le réseau en proposant rencontres et échanges.

Description :
Le Conseil de Coordination des Organisations Arméniennes de France améliore la structuration de son réseau et accompagne ses associations membres pour une meilleure coordination entre elles.

Elle se propose pour cela de mettre en œuvre un projet sur deux ans, autour de 2 grands axes :

1. La professionnalisation et le développement du réseau

Une mission de structuration et d'accompagnement des membres sera créée afin de faciliter les échanges de la Coordination avec ses associations membres, mais aussi avec les institutions et d'autres acteurs. Il s'agira notamment de se doter des outils et des moyens humains pour une gestion associative facilitée et mieux qualifiée.

2. L'animation du réseau

Afin de renforcer les liens entre les membres du réseau et d'améliorer leur visibilité vis-à-vis du grand public et / ou d'autres acteurs associatifs et institutionnels, la Coordination proposera l'organisation collective chaque année :

- d'une rencontre annuelle de tous les membres et des partenaires – dîner de la coordination ;
- d'une commémoration.

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :

- 1 coordinateur des actions : salarié.
- des bénévoles.

Intérêt régional : La Coordination des arméniens de France est constituée de 30 associations en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

L'ensemble des membres associatifs et des partenaires est ciblé par le projet.
Plus largement, ces actions visent à toucher tous les franciliens.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération coordination / secrétariat	36 000,00	40,00%
Transport	2 000,00	2,22%
Rencontre des membres	40 000,00	44,44%
Frais de communication	2 000,00	2,22%
Frais de sécurité	3 000,00	3,33%
Achat de fournitures	1 000,00	1,11%
Frais de télécommunication	1 000,00	1,11%
Frais de logistique (sonorisation, etc.)	5 000,00	5,56%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	55 000,00	61,11%
Région Ile-de-France	35 000,00	38,89%
Total	90 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	90 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	35 000,00 €
	Montant total	125 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014181

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET D'ACTIONS JEUNESSE / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	60 000,00 €	50,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRAJEP - COORDINATION REGIONALE DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE EN ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 82 AV DENFERT ROCHEREAU
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine BERNARD, Présidente

Date de publication au JO : 14 mars 1990

N° SIRET : 39054315500043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Avenant n°1 au dossier initial N° 16014804

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
La CRAJEP, tête de réseau d'éducation populaire, a pour ambition de :
- favoriser l'interconnaissance de ses membres pour faciliter le travail collectif ;
- améliorer la connaissance et la visibilité des pratiques d'éducation populaire en Ile-de-France ;
- favoriser l'expérimentation de pratiques nouvelles et l'essaimage d'initiatives particulièrement

intéressantes ;
- être un lieu de débat et de réflexion collective sur le champ de la jeunesse et de l'éducation populaire ;
- être une plateforme collective de plaidoyer sur les thématiques qui concernent la jeunesse et l'éducation populaire.

La CRAJEP a décidé de créer un Observatoire régional de l'éducation populaire, ayant vocation à devenir un outil de référence sur la connaissance et la visibilité des pratiques d'éducation populaire en Ile-de-France.

Description :
La CRAJEP développe un projet d'actions triennal tournant autour de deux axes :

1. Renforcer l'engagement et la participation des jeunes
• Favoriser l'interconnaissance des membres du réseau pour faciliter le travail collectif : recensement des initiatives de jeunes engagés, animation du réseau des membres sur la thématique de l'engagement et de la participation des jeunes (échange de pratiques, capitalisation, mise en relation).
• Améliorer la connaissance et la visibilité : valorisation des initiatives lors de rencontres régionales, amélioration de la visibilité des exemples de bonnes pratiques, recueil des constats et avis des acteurs de terrain.
• Renforcer la réflexion collective et proposer des pistes d'actions : animation d'une réflexion sur la nécessité de réinterroger les pratiques éducatives d'accompagnement, ainsi que sur les leviers et freins à l'engagement des jeunes, définition et diffusion avec les associations et les jeunes des leviers pour accorder une vraie place à la participation des jeunes, outillage des acteurs éducatifs sur les manières de renforcer l'engagement des jeunes

2. Améliorer la connaissance et l'appropriation des valeurs de la République
• Favoriser l'interconnaissance des membres du réseau pour faciliter le travail collectif : animation du réseau des membres sur la thématique de la laïcité et des valeurs de la République (échanges de pratiques, capitalisation, mises en relation).
• Améliorer la connaissance et la visibilité : diffusion et valorisation des initiatives et expérimentations des réseaux sur le sujet.
• Renforcer la réflexion collective et proposer des pistes d'actions : animation de temps de réflexion collective en vue de construire un positionnement à ce sujet.

La CRAJEP Ile-de-France agréée « Jeunesse et éducation populaire » regroupe 20 réseaux associatifs franciliens d'éducation populaire.

Intérêt régional :
Grâce à une implantation locale forte, la CRAJEP Ile-de-France touche des milliers d'individus (jeunes comme bénévoles ou professionnels de l'éducation populaire).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	40 800,00	68,00%
Frais de structure	7 900,00	13.16%
Déplacements et réception	1 000,00	1,66%
Rémunération intermédiaire et honoraires	7 300,00	12.16%
Publications	3 000,00	5.00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 500,00	5.83%
DRJSCS	10 500,00	17,50%
FDVA	9 000,00	15.00%
FONJEP	7 000,00	11,66%
Région Ile-de-France	30 000,00	50.00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	70 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	30 000,00 €
	Montant total	130 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014176

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ENCOURAGER L'ENGAGEMENT DES JEUNES / PROGRAMME BIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	30 000,00 €	50,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION REGIONALE DES FRANCAS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 12 RUE TOLAIN
75980 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard MATHONNAT, Président
Date de publication au JO : 24 juin 1992
N° SIRET : 38863677100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Avenant n°1 à la convention initiale n° 16014807

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Les Francas, réseau d'éducation populaire, a pour volonté de :
- transmettre et faire vivre les valeurs et les principes qui constituent le socle de la République ainsi que les valeurs d'humanisme, de paix et de solidarité ;
- développer une éducation populaire permettant à l'individu de se développer avec et par les autres et qui s'enrichisse de façon inter-sociale, interculturelle et intergénérationnelle ;
- offrir aux équipes du réseau une expertise pédagogique d'accompagnement et de qualification continue, une connaissance fine des accueils de loisirs et de l'action éducative.

Description :
Le réseau des Francas développe un projet biennal autour de 5 axes :

1. Développer des actions d'animation régionale au service des acteurs éducatifs
- Organisation d'animations à l'échelle régionale : projets d'animation soutenant la qualité des accueils de loisirs et le développement de compétences transversales chez les enfants et les jeunes (exemples : « Abécédélire » - action autour de l'écriture ; « Agis pour tes droits » - réalisation de projets autour des droits à l'information et la participation ; courses de « push car », « L'été ça nous anime », « Webradio mobil' ») ;
- Production de références et documents pédagogiques au service des acteurs pédagogiques (fiches, blogs, MOOC, etc.) sur la participation des enfants et jeunes, de la mise en valeur de la République et du principe de laïcité, activités scientifiques, techniques et culturelles ;
- Accompagnement des pratiques par des rencontres départementales et régionales visant la connaissance inter-acteurs des cultures professionnelles et institutionnelles, savoir-faire et de construction de repères communs.

2. Accompagner des territoires locaux dans la mise en œuvre des volets éducatifs de politiques territoriales
- Accompagnement des collectivités dans la définition de leur projet éducatif de territoire ;
- Accompagnement des acteurs éducatifs à leur inscription dans ces projets locaux : animation de groupes de travail, aide à la conception en lien avec les politiques publiques, aide à l'innovation pédagogique, à l'émergence de projets d'animation innovants ;
- Animation de groupes inter-acteurs vers la mise en cohérence de l'intervention, des pratiques éducatives, des attitudes et comportements éducatifs, mise en œuvre de chartes déontologiques ;
- Animation d'ateliers d'analyse de pratiques et de développements de compétences : participation des jeunes et des enfants à la vie locale, association temporaire d'enfants et de jeunes, activités citoyennes, mise en vie des valeurs de la République et du principe de laïcité.

3. Développer la fonction de tête de réseau et l'animation d'adhérents collectifs et des territoires conventionnés sur l'ensemble des 8 départements de la région francilienne
- Développement et accompagnement des espaces d'initiatives et d'engagement dans la dynamique associative : animation de groupes de réflexions régionaux ;
- Développement de la présence des Francas sur le territoire : structuration et ancrage sur les territoires non couverts, animation et développement de l'action des départements de Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise ;
- Favoriser l'engagement des jeunes au travers de différents espaces d'engagement dans le mouvement ou sur les territoires d'action.

4. Poursuite du dialogue avec les partenaires institutionnels sur les enjeux éducatifs et la mise en œuvre de cadre structurants de l'action en direction du territoire
- Rencontres annuelles des rectorats et directions académiques, des DDCS et DRJSCS, des CAF et des représentants des conseils départementaux et conseil régional ;
- Participation aux groupes de travail institutionnels.

5. Poursuite de la structuration de la gouvernance régionale et du projet régional
- Finalisation de la mutualisation des fonctions supports vers un développement qualitatif ;
- Mise en œuvre du nouveau modèle socio-économique de coopération entre les unités ;
- Poursuivre la formation continue des militants.

Intérêt régional : Les Francas Ile-de-France, association agréée « Jeunesse et éducation populaire », agit sur les territoires en accompagnant de nombreuses villes dans leurs projets éducatifs locaux.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les actions éducatives des Francas touchent des centaines jeunes au quotidien, leurs actions permettent également de favoriser l'engagement de centaines de jeunes (stages, services civiques, BAFA/BAFD…).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	18 950,00	63.17%
Frais de structure	3 750,00	12.50%
Frais déplacements missions	7 300,00	24.33%
Total	30 000.00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 000,00	10%
DRJSCS FDVA (Att)	12 000,00	40%
Région Ile-de-France	15 000,00	50%
Total	30 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	25 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	25 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014177

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTIONS JEUNESSE / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	134 796,00 €	37,09 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IFAC INSTITUT DE FORMATION D'ANIMATION ET DE CONSEIL
Adresse administrative : 53 RUE DU R P CH GILBERT 92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe SUEUR, Président

Date de publication au JO : 30 décembre 2007

N° SIRET : 33273739400244

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : avenant N°1 à la convention initiale n° 16014867

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Réseau agréé d'éducation populaire, le projet de l'IFAC vise à :
- renforcer la formation, via l'encadrement des accueils collectifs de mineurs, des métiers de l'animation, des métiers de la petite enfance et d'aide à la personne ;
- améliorer l'animation d'activités et la gestion d'espaces socioculturels, avec les accueils de loisirs et périscolaires, les équipements socio-culturels de proximité, les accueils dédiés à la petite enfance, les clubs jeunesse ;
- développer le conseil des acteurs de la vie locale, par des diagnostics enfance jeunesse, des démarches qualité pour les accueils de loisirs, des évaluations externes des établissements médico-sociaux, l'aménagement des nouveaux rythmes scolaires.

Description :
L'IFAC développe un projet d'actions triennal visant la jeunesse, la promotion du vivre-ensemble et des valeurs de la République. Le projet s'oriente sur les thématiques suivantes :

1. Accompagnement éducatif hors temps scolaire

• Amélioration de la qualité du service dans l'accompagnement éducatif hors temps scolaire avec comme objectif l'accompagnement des collectivités et équipes d'animation dans cette tâche. Un outil de management sera proposé permettant, pour les structures d'accueil, d'évaluer la qualité de leurs prestations sur l'accueil du public, la gestion des ressources humaines, la programmation d'activités et le projet pédagogique.

• Déploiement, avec divers partenaires, de programmes d'activité spécialisés pour accroître les connaissances des enfants et les amener à agir dans une démarche citoyenne :

- « Les droits de l'enfant : je découvre, je comprends, j'agis » : réalisé en partenariat avec l'UNICEF, le programme est basé sur une multitude d'ateliers adaptables à l'âge des enfants afin d'éduquer l'enfant à une citoyenneté active et engagée ;
- « Comprendre le développement durable » : réalisé en partenariat avec la fondation Nicolas Hulot, le programme est basé sur 7 programmes répartis selon une approche par les milieux naturels et une approche par les hommes.

2. Participation et engagement des jeunes

• Accompagnement des projets jeunes afin de susciter l'envie d'entreprendre, accompagner les initiatives et faciliter la menée de projets à leur terme. Les interventions de l'IFAC permettent aux jeunes d'acquérir une méthode de projet et favorisent le travail en équipe ;

• Accompagnement des conseils des délégués à la vie lycéenne afin de permettre aux lycéens de comprendre leur environnement institutionnel, d'acquérir les outils techniques nécessaires à la réalisation de projets et d'initier une dynamique de groupe facilitant l'échange et la production d'idées via des méthodes ludiques et participatives.

3. Développement local et participation des jeunes

• Animation de la démocratie participative pour faciliter son déploiement au sein des structures de jeunes. Dans cette perspective, l'IFAC anime des ateliers avec les usagers des structures, élabore et transmet des outils sur mesure et adaptés aux publics éloignés de ces initiatives. L'IFAC collabore avec la Fondation Nicolas Hulot sur l'élaboration d'un « Guide des outils innovants de la démocratie participative » ;

• Soutien à la vie associative francilienne dans un objectif d'accompagnement des créateurs et dirigeants associatifs par une aide juridique et statutaire en partenariat avec le Centre inter-associatif de conseils et de services.

4. Valeurs de la République et laïcité

L'IFAC s'est associé à la Société des membres de la Légion d'honneur pour élaborer et animer des actions ludiques. L'intervention se fera sur la base d'un jeu de questions/réponses ainsi que le témoignage d'une personnalité qualifiée.

Intérêt régional : L'IFAC, agréée « Jeunesse et éducation populaire », est en partenariat avec 128 communes, dispose de 4 centres de formation et 198 sites d'animation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'IFAC compte 85 000 usagers, 8 250 stagiaires en formation et accompagne 85 associations.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	90 016,00	66,78%
Achats	22 815,00	16,93%
Services extérieurs	8 295,00	6,15%
Frais de fonctionnement (coordination des actions : appui technique et pédagogique, interface avec la Région, suivi et contrôle ; traitement comptable ; traitement RH ; participation aux frais des services et programmes nationaux, à la direction générale, etc.)	13 670,00	10,14%
Total	134 796,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	77 496,00	64.91%
Région Ile-de-France	50 000,00	37.09%
FONJEP (EC)	7 300,00	5,42%
Total	134 796,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	100 000,00 €
2015	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	112 000,00 €
2016	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	234 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	50 000,00 €
2017	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	223 600,00 €
	Montant total	719 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014175

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PLAN D'ACTIONS EN DIRECTION DES JEUNES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	60 000,00 €	41,67 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 3 RUE RECAMIER 75341 PARIS 07 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE PESSIN-GARRIC, Présidente

Date de publication au JO : 8 septembre 1982

N° SIRET : 32746867400046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Avenant n°1 à la convention initiale n°16014740

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Par son projet, la ligue de l'enseignement IDF, agréé d'éducation populaire, a pour objet de :
- Promouvoir et accompagner l'engagement des jeunes ;
- Favoriser la participation des jeunes aux instances de vie démocratique ;
- Former les jeunes à la prise de parole et à l'esprit critique ;
- Favoriser l'expression artistique et culturelle, l'imagination et la découverte des jeunes.

Description :
La fédération régionale développe un projet triennal autour de 3 axes :

1. Actions de promotion de l'engagement et de la citoyenneté auprès des jeunes

• Rencontre régionale des délégués-élèves lycéens, autour du thème « Laïcité et vivre ensemble » : cette

journée d'information et de débats vise à renforcer leur rôle d'acteur dans les établissements, en leur apportant des outils théoriques et juridiques et en leur permettant le partage des points de vue.
• Rencontre régionale des Juniors Associations, autour du thème « Débats et échanges entre jeunes et adultes » : cette journée vise à valoriser les initiatives des jeunes de 11-18 ans investis dans le dispositif, en lien avec les adultes les accompagnants dans la mise en place de leurs projets (partenaires institutionnels, élus, accompagnateurs de jeunes, services jeunesse, etc.).

2. Actions de promotion des valeurs de la République et du principe de laïcité

Outre le fait d'orienter certaines rencontres qu'elle organise sur ce thème, la fédération s'implique fortement sur ce sujet via :
• L'animation du plan « Valeurs de la République et Laïcité » piloté nationalement par le CGET et en IDF par la DRJSCS. Animation de la plateforme web réservée aux formateurs de formateurs franciliens.
• L'animation de formations civiques et citoyennes sur le thème des valeurs de la République et du principe de laïcité auprès de jeunes volontaires franciliens en Service civique.

3. Actions de prévention visant la lutte contre la radicalisation

• En 2017-2018, le travail avec le Conseil régional autour de l'expérimentation d'actions de prévention visant la lutte contre la radicalisation se poursuit par la mobilisation du référent nommé en 2017 sur ce dossier. Outre cette implication auprès du Conseil régional, la Ligue de l'enseignement de la région Ile-de-France continuera de déployer, au niveau local, des actions d'éveil des consciences, de déconstruction des idées reçues, etc.
• Les actions autour du numérique :
Par la mise en place d'actions concrètes dans le cadre des dispositifs D-clics numériques et Les Promeneurs du Net.
Déclics numériques : animations / formations autour des médias sociaux et du développement de l'esprit critique, par le décryptage de l'information, des parcours d'activités, la découverte de différents médias. Des ateliers seront aussi bien destinés aux jeunes, pouvant eux-mêmes être ensuite animateurs, qu'aux intervenants des temps éducatifs.
Les Promeneurs du Net : en lien avec la CAF, ce dispositif vise à diffuser la pratique numérique, dans un premier temps aux acteurs jeunesse dans les centres d'accueil jeunes ou centre socio-culturels et dans un second temps auprès des jeunes usagers de ces espaces, âgés de 16 à 25 ans.

4. L'accompagnement éducatif hors temps scolaire

La fédération régionale s'attachera à proposer des projets éducatifs qui prennent en compte la globalité des temps éducatifs, scolaires, périscolaires et extrascolaires : parcours d'activités clés en main, formation des éducateurs, etc.

5. La structuration francilienne du réseau

Pour renforcer sa structuration au niveau régional en mobilisant l'ensemble des 8 associations départementales, la fédération souhaite retravailler son système d'information, revoir ses modes de communication et envisager de nouveaux scénarios de mutualisations.

Intérêt régional : La Ligue de l'enseignement Ile-de-France, agréée « Jeunesse et éducation populaire », regroupe 8 fédérations départementales et mobilise plus de 2 500 associations locales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La fédération touche plus de 160 000 adhérents, dont 70% de moins de 16 ans, et 4 000 bénévoles.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et fournitures	22 000,00	36,67%
Salaires et charges des personnels formateurs	24 000,00	40,00%
Salaires et charges des éducateurs hors temps scolaires	4 000,00	6,67%
Dépenses de communication et de structuration régionales	10 000,00	16,67%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	7 000,00	11,67%
Education Nationale	23 000,00	38,33%
DRJSCS – RRJA	5 000,00	8,33%
Conseil Régional IDF	25 000,00	41,67%
Total	60 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	100 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	40 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	25 000,00 €
	Montant total	195 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014180

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET REGIONAL / PROGRAMME BIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	161 510,00 €	12,38 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION REGIONALE DES MJC EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 65 RUE VOLTAIRE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Carole SPRANG, Présidente
Date de publication au JO : 20 juin 1969
N° SIRET : 77569126400169

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Avenant n°1 à la convention initiale n°16014805
Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La fédération régionale des MJC en Ile-de-France, agréée d'éducation populaire, se propose de :
- renouveler son projet associatif ;
- développer des lieux et espaces de débat et d'échanges ;
- former les jeunes à l'esprit critique, et proposer une éducation sur la construction de l'information ;
- favoriser l'engagement des jeunes, et notamment leur prise de responsabilités au sein des MJC ;
- renforcer et appuyer les dynamiques locales dans les zones péri-urbaines.

Description :
Bilan année 1 :
La FRMJC-IdF a lancé un processus visant à impliquer l'ensemble de son réseau dans une réflexion sur l'avenir des MJC, avec la tenue d'un congrès. Ce temps d'échange a permis la production de 4 textes d'orientation et d'un manifeste, approuvés par les associations affiliées à la Fédération.

Le projet associatif de la fédération régionale s'oriente donc autour de 2 axes de travail prioritaires pour les deux ans à venir :

1. Faire des MJC des lieux de pratiques démocratiques pour tous

Il s'agira plus particulièrement de proposer des espaces démocratiques pour les jeunes franciliens en y développant le débat, la formation aux valeurs de la République et le regard critique, notamment sur la construction de l'information.

Cet axe s'appuiera sur la mise en place de trois actions :

- le développement d'expérimentations de pratiques démocratiques innovantes, plus particulièrement en direction des jeunes adhérents, dans les MJC d'IdF et dans les lieux gérés directement par la FRMJC-IdF ;
- le développement du volontariat dans le réseau et la formation des jeunes volontaires ;
- le déploiement de l'outil d'animation « Non à la Haine » dans le réseau régional : cet outil pédagogique interactif vise à libérer la parole dans l'espace collectif, à fournir aux jeunes des clés de compréhension et de lecture de leur environnement.

2. Soutenir le développement d'associations MJC dans les zones périurbaines d'Île-de-France

Afin de renforcer son développement sur l'ensemble du territoire francilien, et plus particulièrement les zones périurbaines, la fédération régionale s'appuiera sur les dynamiques bénévoles locales. L'intervention sur ces zones de certains cadres de l'éducation populaire en formation en alternance sera également un levier de mobilisation sur ces territoires.

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :

- 1 responsable jeunesse, salarié de la fédération,
- 1 coordinateur des projets en réseau et communication, salarié de la fédération,
- 1 cadre de l'éducation populaire, stagiaire.

Intérêt régional : La Fédération régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture en Île-de-France fédère 80 associations agrées jeunesse et éducation populaire, réparties dans les 8 départements franciliens, et gère en direct 5 équipements dans le cadre de commandes publiques.

Ces associations accueillent 68 500 adhérents et leurs actions bénéficient à un demi-million de franciliennes et de franciliens, dont 41 % sont des jeunes de moins de 26 ans. Pour mener son action, elle s'appuie sur 172 salariés, 4000 bénévoles, et 65 jeunes volontaires en service civique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Les différents axes de ce projet visent les jeunes franciliens, avec une attention particulière sur les jeunes habitants en zones périurbaines.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 200,00	4,46%
Intervenants et formateurs	3 450,00	2,14%
Conception et réalisation des documents de communication	2 480,00	1,54%
Frais de réception	1 440,00	0,89%
Frais de déplacements	1 840,00	1,14%
Rémunération stagiaire cadre de l'éducation populaire	20 880,00	12,93%
Rémunération responsable jeunesse	57 480,00	35,59%
Rémunération coordinateur des projets en réseau et communication	17 020,00	10,54%
Achat de l'exposition Non à la haine	4 250,00	2,63%
Frais de fonctionnement (au prorata) : loyers, charges de fonctionnement (télécom - copieur - affranchissement – fournitures...) et entretien	26 210,00	16,23%
Rémunération équipe administrative	19 260,00	11,92%
Total	161 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	8 840,00	5,47%
Région Ile-de-France	20 000,00	12,38%
Etat ASP - CUI/CAE (Att)	5 940,00	3,68%
Etat ASP - Services civiques (Att)	40 000,00	24,77%
Fonjep (Att)	5 730,00	3,55%
Cotisations	81 000,00	50,15%
Total	161 510,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	4 000,00 €
	Montant total	54 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014178

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PLAN D'ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION AUX SCIENCES, VECTEUR DE CITOYENNETE ET LEVIER D'INNOVATION POUR LES JEUNES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	50 000,00 €	40,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : BATIMENT COLOMBANI
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie BODEUX, Présidente

Date de publication au JO : 15 janvier 2000

N° SIRET : 42994326900044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Avenant n°1 à la convention initiale n°16014806

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
L'association d'éducation populaire Les petits débrouillards Ile-de-France œuvre pour la culture scientifique et technique, et a pour objet de :
- favoriser la participation active des jeunes à travers des démarches expérimentales et d'investigation, facilement reproductibles ;
- sensibiliser les jeunes non seulement aux sciences mais aussi au monde qui les entoure, afin de préparer les jeunes générations aux défis qu'elles auront à relever ;
- permettre aux jeunes de développer leur esprit critique (hypothèse, expérience, observation et conclusion) et d'intervenir dans le débat public ;

- réconcilier les jeunes avec le goût d'apprendre, via la mise en place de situations collectives de coopération et d'expression ;
- rapprocher les sciences de la société, en tissant des liens entre jeunes issus de quartiers prioritaires et universités, en formant des étudiants à la médiation et en développant une approche territoriale avec toutes les parties prenantes des politiques éducatives pour toucher un large public.

Description :
Pour la deuxième année du programme triennal, il s'agira pour Les petits débrouillards Ile-de-France de développer davantage l'un de leurs formats clés d'intervention, le « science tour - pratique des sciences », dans les territoires politique de la ville, dans les zones rurales et isolées et dans les îles de loisirs d'Ile-de-France.

Dispositif itinérant mené avec France Télévisions et « C'est Pas Sorcier », cet outil de mobilisation et d'éducation aux sciences intervient tout particulièrement auprès des jeunes dans les territoires ayant peu accès à la culture scientifique et technique. 12 camions-laboratoires sillonneront le territoire francilien sur les questions liées à la transition écologique, numérique, sociale et économique. En appui aux structures locales et à la dynamique collective d'un territoire, ils accompagnent les enfants dans l'exploration de leur environnement et permettent leur appropriation.

Au travers ce dispositif, Les petits débrouillards Ile-de-France pourront redéployer d'autres de leurs formats d'intervention, dont notamment :

1. L'accompagnement éducatif aux sciences (enfants à partir de 4 ans)
Divers ateliers sont proposés, de manière à croiser différentes formes d'apprentissages, comme l'investigation, le questionnement, la mise en débat, le travail en équipe, l'utilisation du numérique, etc. :
- ateliers scientifiques de sensibilisation à la démarche expérimentale ;
- stages d'initiation thématiques pendant les vacances scolaires ;
- ateliers de rue, en pied d'immeuble, etc.

2. L'accompagnement éducatif numérique (enfants à partir de 8 ans)
Des parcours de découverte des technologies articulent pratique et expérimentation du numérique, et découverte de lieux innovants. Ils permettent de transformer les pratiques numériques des jeunes pour en faire des outils d'expression de la citoyenneté, tout en favorisant l'accès des outils à tous et en créant des espaces de questionnement sur les technologies (usages, biens communs, partage des savoirs).

3. Les formations et form'actions à destination des jeunes (jeunes à partir de 15 ans)
Dans le cadre des processus de formation et d'émancipation des jeunesses, l'association propose aux jeunes des form'actions, mobilisatrices et responsabilisantes. Ces actions visent à valoriser les savoir-faire, savoir-être et compétences transverses et sont principalement destinées aux jeunes issus des quartiers politique de la ville. Elles proposent, sur plusieurs semaines, des parcours de découverte de l'animation suivi de la création et du portage d'évènements scientifiques.

Toutes ces actions visent à ce que les jeunes soient actifs et s'impliquent dans toutes les phases de l'animation, régulière ou ponctuelle, dans différents types de structures (établissements scolaires, centres de loisirs, maisons de quartiers, services Jeunesse, etc.) aussi bien que sur l'espace public.
Les expériences, réalisées avec du matériel peu coûteux ou de récupération, répondent à la double volonté de rendre les sciences accessibles à tous et de sensibiliser au respect de l'environnement.

Intérêt régional : Agréée « Jeunesse et éducation populaire », spécialiste de la culture scientifique et technique, mais aussi de façon croissante de l'éducation à l'environnement, l'association est présente sur les 8 départements d'Ile-de-France, et notamment sur les territoires les plus éloignés géographiquement et socialement de l'accès à la culture scientifique et technique (zones urbaines sensibles et zones rurales).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Partenaire de 159 villes et 475 structures éducatives, et mobilisant 30 salariés et 132 animateurs bénévoles, l'association touche plus de 42 000 jeunes bénéficiaires.
Plus d'une centaine de jeunes franciliens de 18-30 ans s'engagent en outre chaque année dans l'association à différents titres (service civique, médiateur scientifique, etc.).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	38 000,00	76,00%
Frais d'animation	5 000,00	10,00%
Frais de transport	2 000,00	4,00%
Frais administratifs et de structure	5 000,00	10,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	30 000,00	60,00%
Région Ile-de-France	20 000,00	40,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	40 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2014	Méditerranée	25 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	38 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	5 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	20 000,00 €

2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	16 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2016	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	2 300,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	34 700,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
2017	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	22 900,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
	Montant total	499 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014174

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PLAN D'ACTIONS SOCIO-EDUCATIVES / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	40 000,00 €	50,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 21 RUE DES MALMAISONS 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick HOCHEDE, Président

Date de publication au JO : 18 juin 1976

N° SIRET : 31806948100055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Avenant n°1 à la convention initiale n° 16014734

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
L'URHAJ Ile-de-France, association d'éducation populaire, est partie prenante des politiques jeunesse et intervient, plus particulièrement, dans les champs de l'habitat et du logement en Ile-de-France :
- Témoigner de la situation de la jeunesse dans sa diversité et dans ses aspirations, et favoriser toute expression des jeunes sur leur propre situation ;
- Atteindre, avec les membres, les buts qu'ils se donnent : concourir à la socialisation et à l'épanouissement des jeunes en mettant à leur disposition, quelle que soit leur situation, des équipements et des services leur offrant un appui matériel, moral et éducatif ;
- Promouvoir et défendre la place et les aspirations de la jeunesse dans la société ;

- Promouvoir et développer une démarche économique, sociale et éducative du logement des jeunes dans leurs diversités ;
- Rassembler les adhérents, mutualiser leurs expériences et concourir à leur formation.

BILAN Année 1 :
Action collective en foyers des jeunes travailleurs : faire société - fraternité
Organisation de 8 sessions de formations aux valeurs de la République et à la laïcité auprès de 63 professionnels (équipes de directions et socio-éducatives).
Valorisation des actions collectives en FJT et alimentation de ressources dédiées sur le site internet des équipes socio-éducatives :
Ouverture d'un groupe de travail « la laïcité partagée dans les équipes FJT »
Journée des équipes socio-éducatives, lutte contre les discriminations, promotion de l'égalité
Prise de responsabilité des jeunes et citoyenneté active
Implication des résidents dans leur lieu de vie FJT et participation aux instances de décision (CVS, gouvernance…)
Citoyenneté active au-delà du FJT (associations, entreprises, instances territoriales publiques, syndicats…)
Journée des équipes socio-éducatives « comment parler de politique en FJT ? »
Production d'un guide à destination des professionnels du réseau : « Méthodes pour dynamiser le travail collectif en FJT : Favoriser l'implication des résidents, Diversifier les modes d'animations, Permettre des réunions plus participatives ».
Préparation et rédaction d'un projet de dialogue structuré pour permettre la co-élaboration de politique publique avec les jeunes.
Lancement d'un « Labo d'Innovation des résidents » Budget participatif autogéré par
Education aux médias et à l'information : clef de lecture des enjeux sociétaux d'aujourd'hui
Travail d'expérimentations et de diffusions de nouvelles pratiques professionnelles intégrant la dimension numérique :
Journée des équipes SE juin « Education aux médias : décrypter »

Année 2 :
L'axe « Prise de responsabilité des jeunes et citoyenneté active » sera au cœur de cette deuxième année de projet, les deux autres thématiques poursuivant les actions en cours ou initiant de nouveaux sujets.
Laïcité et valeurs de la République
Promotion de l'égalité & lutte contre les discriminations
Action collective en FJT : faire société - fraternité
Nouvelles sessions formation laïcité en direction des agents d'accueil.
Plan d'action d'un groupe de travail « la laïcité partagé dans les équipes FJT »
Implication des résidents dans leur lieu de vie FJT et participation aux instances de décision (CVS, gouvernance…)
Citoyenneté active au-delà du FJT (associations, entreprises, instances territoriales publiques, syndicats…)
Mise en oeuvre du projet de dialogue structuré pour permettre la co-élaboration de politique publique avec les jeunes.
« Labo d'Innovation des résidents » : Budget participatif autogéré par les résidents.
Plan de formation des équipes et résidents

Ce projet se veut être une démarche globale d'évolution des pratiques et des comportements, qui s'exerce sur un temps long : installer une dynamique collective, définir à plusieurs des cheminements pour agir, mettre en œuvre ces actions, les capitaliser pour les rendre disponible à tous et les diffuser.
Ces actions permettront une mobilisation des professionnels, des bénévoles et surtout des jeunes pour qu'ils s'inscrivent pleinement dans le projet et notamment dans les instances qui leur sont ouvertes comme le conseil de vie sociale en FJT, les espaces de réflexion, de décision et de proposition, à l'exemple du Conseil Régional des Jeunes d'Ile-de-France avec lequel des liens seront faits.

Intérêt régional : Agréé association « Jeunesse et éducation populaire », l'URHAJ d'IDF (ex. Union

Régionale des Foyers de Jeunes Travailleurs) regroupe 33 associations et 1 CCAS ayant en charge des foyers et/ou services à destination des jeunes entrant dans la vie active et en mobilités (géographique, professionnelle, sociale, résidentielle).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Avec ses 9 289 logements et ses 10 443 places, le réseau régional mobilise 700 salariés, 500 bénévoles, et héberge et accompagne plus de 15 000 jeunes de 18 à 25 ans chaque année.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de déplacement et missions	3 000,00	7,50%
Dépenses de formations	2 000,00	5,00%
Rémunération des personnels	29 000,00	72,50%
Frais de publication	2 000,00	5,00%
Frais de structure	4 000,00	10,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	15 000,00	37,50%
Ville de Paris (Att)	5 000,00	12,50%
Région Ile-de-France	20 000,00	50,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	E-inclusion - Fonctionnement	50 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	30 000,00 €

2014	Partenariat avec l'Union régionale des foyers de jeunes travailleurs d'Ile-de-France (URFJT) - Gestion du contingent régional	40 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	20 000,00 €
2014	Subvention à l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs d'Ile-de-France (UFJT)	39 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Partenariat avec l'Union régionale des foyers de jeunes travailleurs d'Ile-de-France (URFJT) - Gestion du contingent régional	40 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Subvention à l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs d'Ile-de-France (UFJT)	39 000,00 €
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2016	Partenariat avec l’Union Régionale pour l’Habitat des Jeunes (URHAJ) - Gestion du contingent régional	40 000,00 €
2017	Partenariat avec l’Union Régionale pour l’Habitat des Jeunes (URHAJ) - Gestion du contingent régional	40 000,00 €
	Montant total	325 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014182

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTIONS JEUNES EN MILIEU RURAL / PROGRAMME TRIENNAL (ANNEE 2))

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	148 000,00 €	23,65 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URIF - UNION REGIONALE DES FOYERS RURAUX D'ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 17 RUE NAVOISEAU 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : Madame CHRISTINE MONTANER, Présidente

N° SIRET : 82360338600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : avenant N°1 à la convention initiale N° 16014864

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
L'action des Fédérations départementales d'Ile-de-France, structures agréées d'éducation populaire et coordonnées par l'Union régionale, vise principalement à :
- accompagner et former les bénévoles dans la défense des valeurs de la République et de la laïcité et prévention de la radicalisation ;
- favoriser l'engagement des jeunes ;
- aider au renouvellement des instances dirigeantes ;
- interroger les pratiques d'animation et les dynamiser ;
- combattre l'isolement des jeunes qui vivent dans les territoires ruraux.

Description :
Le projet triennal de l'Union régionale s'inscrit autour de 2 axes de travail :

1. L'accompagnement et la formation des bénévoles

• Formation à la gestion et l'animation de la vie associative et création d'un « Guide pratique du dirigeant de Foyer Rural »
Il s'agit de former les cadres bénévoles - présidents, secrétaires généraux, trésoriers – sur :
- la gestion associative : responsabilité et assurance, environnement institutionnel, statuts, gestion des adhérents, fonction employeur, budget prévisionnel et comptes annuels ;
- la connaissance du mouvement et l'animation de la vie associative : fonctionnement du mouvement, éducation populaire, animation des instances, mobilisation des habitants.
Un guide pratique sera créé, en collaboration avec les participants aux sessions, afin d'accompagner ces instants de formation.
Une lettre d'informations électronique sera diffusée pour informer les associations locales sur les initiatives régionales et nationales. Elle aura vocation à enrichir les travaux de la commission formation.
Des rencontres thématiques mensuelles permettront de développer l'auto-formation.

• Formation à l'utilisation et création de nouveaux outils de communication
Il s'agit de permettre aux bénévoles de se saisir de nouveaux outils de communication numérique pour faciliter leur gestion associative, mieux communiquer, faciliter les liens avec les autres acteurs locaux et la mobilisation des habitants.

2. La formation et l'accompagnement des jeunes pour favoriser leur engagement

• Accompagnement des actions locales
Il s'agit de développer un programme d'actions afin de favoriser l'expression des jeunes à travers différentes activités culturelles et artistiques, de développer leur esprit critique, leur capacité à échanger et coopérer, de créer des liens entre les jeunes de différents villages, de favoriser leur implication.

• Formation BAFA
Principal outil pour sensibiliser les jeunes à l'engagement, la formation au BAFA amène les jeunes à travailler en coopération, à débattre et échanger, à confronter leurs points de vue et à se positionner quant à leur avenir. 8 formations seront organisées chaque année.

• Organisation de séjours entre ados/préados
Une offre régionale sera proposée en direction du public ados et préados, plaçant les jeunes en tant qu'acteurs et favorisant les liens entre les familles des villages. Durant ces séjours, les jeunes sont responsabilisés en participant à la programmation des activités et aux tâches quotidiennes du séjour.
50 jeunes seront visés chaque année.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- bénévoles,
- formateurs.

Intérêt régional :
L'Union régionale Ile-de-France est composée des 3 fédérations du Val d'Oise, des Yvelines et de Seine-et-Marne, et rassemble au total 120 associations, soit plus de 12 000 adhérents individuels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les formations touchent principalement les cadres bénévoles. Les actions en direction des jeunes s'adressent prioritairement aux pré-ados (9-13 ans) et adolescents (14-17 ans) en ce qui concerne les séjours, et les jeunes adultes en ce qui concerne la formation BAFA.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 000,00	5,40%
Services extérieurs	56 000,00	37,84%
Frais de personnel	74 000,00	50,00%
Charges de gestion courante (manifestations, formations, séjours : achat de matériel ou alimentation ; locaux : frais de mise à disposition, etc.)	10 000,00	6,76%
Total	148 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	61 000,00	44,94%
Etat	10 000,00	6,33%
Départements	32 000,00	20,25%
Organismes sociaux	10 000,00	6,33%
Région Ile-de-France	35 000,00	22,15%
Total	148 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	35 000,00 €
	Montant total	35 000,00 €

ANNEXE 6 : FICHE PROJET CASE SOCIALE DES OUTRE-MER

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025395

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT ET PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN GRANDE PRECARITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (fonctionnement)	131 700,00 €	7,59 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Vie associative et bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CASE SOCIALE DES OUTRE MER
Adresse administrative : 62 RUE DE LA CHAPELLE
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GASTON CALIFE, Président

Date de publication au JO : 25 avril 1982

N° SIRET : 33484919700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (fonctionnement)

Objet du projet : Prise en charge de personnes démunies (alimentations, démarches administratives, aides juridiques) Encadrement de jeunes lycéens en stage dans nos locaux formation à la vie professionnelle, civisme

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 19 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Permettre à la jeunesse d'avoir une formation adéquat afin de poursuivre leur scolarité en leur inculquant les valeurs républicaines nécessaire à leur vie professionnelle ainsi qu'au 320 personnes en situation de

précarité qui se rendent à la Case pour trouver une solution à leur divers problèmes (hébergement, alimentation, domiciliation etc..) permettre à se public d'éviter l'exclusion et de faciliter leur insertion dans la vie communautaire

Description :
Une équipe spécialisé : assistante sociale, éducateur, avocats, sont à leur disposition pour apporter leur soutien et répondre à leur question pour les orienter vers l'objectif qui se sont fixé.

Chaque spécialiste reçoit les personnes concernant en ouvrant pour chacun un dossier contenant le plus d'informations possible sur celui-ci. Puis les personnes sont dirigées vers le service concerné afin de trouver une solution au divers problèmes qu'ils peuvent rencontrer. Pour les stagiaires il est fait un bilan en cours et en fin de stage afin de vérifier les compétences acquises.

Pour les stagiaires un bilan de compétence est réalisé avec l'éducateur ;
Pour les personnes en situation de précarité le bilan avec l'assistante sociale

Moyens mis en œuvre :
L'équipe est constitué de bénévoles, nos locaux sont équipés d'un accueil et de bureaux équipés en informatique (internet, téléphone, fax)

Intérêt régional :
Développer les compétences de l'association ;

Prendre en charge les personnes en grande précarité éviter les exclusions, l'isolement ainsi que la margilisation de personnes vulnérables et réduit ainsi la délinquance

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
330 personnes en situation de grande précarité
plus de 50 élèves en formation par an

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matières et fournitures	10 000,00	7,59%
Locations mobilières et immobilières	7 500,00	5,69%
Entretien et réparations	1 800,00	1,37%
Services bancaires	2 000,00	1,52%
Impôts et taxes	250,00	0,19%
Aides sociales, financières et alimentaires	110 150,00	83,64%
Total	131 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère des Outre-Mer (ATT)	11 000,00	8,35%
Région Guadeloupe (EC)	20 000,00	15,19%
Région Martinique (ATT)	20 000,00	15,19%
Région Réunion (EC)	10 000,00	7,59%
Région Guyane (EC)	10 000,00	7,59%
Département Guadeloupe (EC)	10 000,00	7,59%
Région Ile-de-France	10 000,00	7,59%
Ville de Paris (ATT)	5 000,00	3,80%
Mayotte (EC)	10 000,00	7,59%
LADOM (ATT)	20 000,00	15,19%
Dons, cotisations	5 700,00	4,33%
Total	131 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANNEXE 7 : FICHE PROJET PARTENARIAT SPECIFIQUE LCD-EFH

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015828

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARTENARIAT SPECIFIQUE LCD/EFH AVEC L'ASSOCIATION BABY LOUP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	142 675,00 €	35,04 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200504- Lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION BABY LOUP
Adresse administrative : 1 RUE CAMILLE PELLETAN
78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Martine SICARD, Présidente

Date de publication au JO : 3 octobre 1990

N° SIRET : 39443072200022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR100-16 du 22/09/2016

Objet du projet : PARTENARIAT SPECIFIQUE LCD AVEC L'ASSOCIATION BABY LOUP

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des situations d'urgence pour lesquelles l'association intervient, et des délais d'instruction des dossiers de la Région, le projet aura démarré lors du vote de la commission permanente.

Objectifs :
- Créer un relais familial d'urgence et d'insertion disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.
- Proposer un mode alternatif aux modes de gardes communaux classiques qui, mécaniquement excluent les familles exposées à une problématique imprévue ou dont le mode de vie est sujet à des bouleversements.
- Favoriser l'égalité entre les familles dans l'accès aux modes de garde et ainsi améliorer l'inclusion (professionnelle et sociale) de certaines familles.

Description :
Le relais familial d'urgence et d'insertion proposé par l'association permet de répondre à une double demande de la société civile :

1) Les acteurs sociaux du territoire traitant des urgences sociales réclament des alternatives au placement

et à la dislocation des familles confrontées à une difficulté imprévue et/ou passagère, qui souvent ajoutent violence et inégalité supplémentaires.

2) Les acteurs sociaux du territoire traitant de l'insertion socioprofessionnelle constatent que beaucoup d'opportunités de formations (alphabétisation, permis, développement des compétences...) et d'insertion (entretiens d'embauche, missions, contrats...) ne sont pas saisies en raison des besoins d'accueil d'enfants rencontrés par les candidats, auxquels les modes de garde communaux classiques se révèlent incapables de répondre dans le temps imparti.

A la fois toujours à l'écoute des familles et des autres acteurs qui les accompagnent, ce relais familial défend une nouvelle logique d'accompagnement global des parcours de vie, permettant d'un même mouvement d'œuvrer au bien-être et au développement des enfants de 0 à 6 ans (via leur prise en charge par des professionnels de la petite enfance) et à l'autonomie de leurs parents en difficultés (via un soutien suivi à la parentalité et la mise à disposition d'un service d'accueil personnalisé, premier levier de stabilisation et d'insertion des familles, notamment celles gérées par des femmes seules).

Dans le cadre de cette action, c'est l'utilisation possible des modes d'accueil de la petite enfance comme outil efficace de lutte contre les discriminations (sociales, ethniques, sexuelles...) et instrument d'émancipation et d'autonomie, au bénéfice des enfants comme des parents, que l'association souhaite défendre. Ce service innovant rencontrés par les familles confrontées à des problématiques spécifiques (public discriminé, violences conjugales, rupture d'hébergement, décès d'un proche, hospitalisation, handicap, problèmes de santé, occasions de formation, démarches d'insertion), auxquelles les modes de gardes communaux classiques ne peuvent apporter une réponse adaptée.

Dans le projet plus global du lieu de vie partagé qu'elle encadre, à la fois terrain d'éveil et de formation, Baby-Loup se trouve nécessairement investie sur les questions de la cohésion sociale, des droits des femmes, de la reconnaissance des divers modèles familiaux ou de la préparation à la réussite scolaire.

Moyens mis en œuvre :
- Une équipe de 25 salariés (ETP) et 20 bénévoles mobilisée 24h/24 et 7j/7 ;
- Un accueil téléphonique quotidien entre 7h et 21h, afin de recueillir les demandes des parents et des acteurs sociaux (jusqu'à 5 000 appels sur une année pleine) ;
- Un traitement « en temps réel » des besoins exprimés, au regard de la fréquentation ;
- Une réactivité de l'équipe, capable de se réorganiser au quotidien, en changeant la durée de ses gardes et/ou ses jours d'activité pour épouser au plus près les besoins des familles ;
- Des formations spécifiques, pratiques et théoriques, dispensées tout au long de l'année ;
- Une ergonomie parfaitement adaptée à un relais familial alliant chaleur, proximité et sécurité ;
- Une expertise de 25 ans dans le tissage du lien social en zones difficiles, par la production d'un espace commun permettant l'épanouissement de chacun, où toutes classes et tous âges se confondent dans la bonne humeur et le partage.

Intérêt régional :
L'association est implantée sur la Commune de Conflans-Sainte-Honorine, à la limite du département des Yvelines (78) et du département du Val d'Oise (95). La situation de ces locaux lui confère une position stratégique au sein de la commune mais également plus largement grâce à sa proximité immédiate de la gare SNCF et de plusieurs lignes très fréquentées (Mantes-la-Jolie/Paris-Saint-Lazare).
Les familles accueillies viennent de l'ensemble de la Région Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
En 2016, l'association a accueilli 174 enfants issus de 152 familles, émanant de 19 communes. Sur les 152 familles, 110 ont utilisé l'ouverture de nuit et 98 les horaires week-ends et jours fériés. Les horaires atypiques représentent 20% des horaires facturées.
Au titre du relais familial d'urgence et d'insertion, l'association a accompagné 62 familles : 40 étaient

monoparentales (62.52%), 48 étaient situées sous le seuil de pauvreté (77.42%).
Spécialisée dans les horaires atypiques, Baby-Loup continue également d'œuvrer pour la mixité sociale, en constituant un outil vital pour tous les métiers qui ne peuvent être honorés qu'en dehors des horaires dits "classiques" (9h/18h), ou qui nécessitent une variabilité d'investissement de leurs agents (roulements, déplacements...). Des femmes de ménages aux pilotes de ligne, Baby-Loup milite pour le mélange des enfants de pompiers, infirmiers, policiers, gardiens de prison, et travailleurs dits "peu qualifiés".

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures non stockables	2 301,00	1,61%
Fournitures d'entretien et de petit équipement	2 500,00	1,75%
Fournitures administratives	1 125,00	0,79%
Alimentation	3 277,00	2,30%
Entretien et réparations	4 375,00	3,07%
Formations	1 875,00	1,31%
Honoraires	4 375,00	3,07%
Publications	375,00	0,26%
Transports et frais de mission / réception	463,00	0,32%
Actions familles et enfants	2 375,00	1,66%
Frais postaux et frais de télécommunications	725,00	0,51%
Rémunération des personnels	82 364,00	57,73%
Cotisations sociales	35 599,00	24,95%
Produits d'hygiène enfant et pharmacie	946,00	0,66%
Total	142 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CAFY + PSU (Prestation de Service Unique)	69 499,00	48,71%
Participation des parents	21 169,00	14,84%
Aides à l'emploi	1 500,00	1,05%
Région Ile-de-France	50 000,00	35,04%
Recherche de fonds	507,00	0,36%
Total	142 675,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la prévention	9 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	6 750,00 €
2016	Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	50 000,00 €
	Montant total	65 750,00 €

ANNEXE 8 : AVENANT TYPE A LA CONVENTION TYPE PARTENARIATS RENFORCES LUTTE POUR LA DEFENSE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, DU PRINCIPE DE LAICITE ET DANS LA PREVENTION DE LA RADICALISATION

AVENANT A LA CONVENTION N°XXXXX
DOSSIER N°XXXXX

AU TITRE DES PARTENARIATS RENFORCES
« LUTTE POUR LA DEFENSE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE, DU PRINCIPE DE LAÏCITE, ET DANS LA PREVENTION DE LA RADICALISATION »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP xx-xxxx du xx xxxx xxxx,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **xxxx**
dont le statut juridique est : xxxx
N° SIRET : xxxx
Code APE : xxxx
dont le siège social est situé au : xxxx
ayant pour représentant **xxxxxx**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :

La Région Ile-de-France a adopté, par délibération n° CP 16-618 du 16 novembre 2016, la convention type au titre des partenariats renforcés « Lutte pour la défense des valeurs de la République, du principe de laïcité, et dans la prévention de la radicalisation ».

L'article 4 de la convention-type prévoit que les années 2 et 3 des programmes pluriannuels doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Par délibération N° CP xx-xxx du xx xx xxxx, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant : xxxx (référence dossier n°xxxx).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à xxxxx €, soit un montant maximum de subvention de xxxxx €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

- L'article 2 de la convention type au titre des partenariats renforcés « Lutte pour la défense des valeurs de la République, du principe de laïcité, et dans la prévention de la radicalisation » relatif aux « obligations du bénéficiaire » est complété par le sous-article suivant :

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

L'article 2.2 « OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S) » devient l'article 2.3 et ainsi de suite.

- L'article 3.2.3 relatif au « versement du solde » est complété par la mention suivante :

- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- L'article 6 relatif à la « restitution de la subvention » est complété par la mention suivante :

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS INCHANGEES

L'ensemble des autres dispositions de la convention, non modifiées par le présent avenant, reste inchangé.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le xx xx xxxx

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Le xx xx xxxx

Le bénéficiaire

ANNEXE 9 : AVENANT TYPE A LA CONVENTION TYPE SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE EN FONCTIONNEMENT EN ILE-DE-FRANCE

AVENANT A LA CONVENTION N°XXXXX
DOSSIER N°XXXXX

« SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE EN FONCTIONNEMENT EN ILE-DE-FRANCE »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP xx-xxxx du xx xxxx xxxx,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **xxxx**
dont le statut juridique est : xxxx
N° SIRET : xxxx
Code APE : xxxx
dont le siège social est situé au : xxxx
ayant pour représentant **xxxxxx**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :

La Région Ile-de-France a adopté, par délibération n° CP 14-456 du 18 juin 2014 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, la convention type relative au « soutien régional en faveur du développement de la vie associative en fonctionnement en Ile-de-France ».

L'article 4 de la convention-type prévoit que les années 2 et 3 des programmes pluriannuels doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Par délibération N° CP xx-xxx du xx xx xxxx, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant : xxxx (référence dossier n°xxxx).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à xxxxx €, soit un montant maximum de subvention de xxxxx €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

- L'article 2 de la convention type relatif aux « obligations du bénéficiaire » est complété par le sous-article suivant :

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

L'article 2.2 « OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S) » devient l'article 2.3 et ainsi de suite.

- L'article 3.2.3 relatif au « versement du solde » est complété par la mention suivante :

- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- L'article 6 relatif à la « restitution de la subvention » est complété par la mention suivante :

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS INCHANGEES

L'ensemble des autres dispositions de la convention, non modifiées par le présent avenant, reste inchangé.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le xx xx xxxx

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Le xx xx xxxx

Le bénéficiaire

ANNEXE 10 : CONVENTION TYPE PARTENARIAT SPECIFIQUE DE FONCTIONNEMENT AVEC L'ASSOCIATION CRECHE BABY LOUP

Convention annuelle
Partenariat spécifique avec l'association Crèche Baby-Loup
Dossier 17015828

Au titre du Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-598 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **Association Crèche Baby-Loup**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : **39443072200022**
Code APE : xxxx
dont le siège social est situé au : 1 rue Camille Pelletan, 78 700 Conflans-Sainte-Honorine
ayant pour représentant **Madame Martine SICARD, Présidente**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes-hommes en fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR100-16 du 22 septembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Le présent dispositif est soumis à la réglementation européenne en matière d'aide d'état : Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (JOUE L 352/1 du 24/12/13) ou règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (JOUE L 114/8 du 26 avril 2012).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2017-598 du 22 novembre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'association Crèche Baby-Loup pour la réalisation de son action de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n°17015828).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	142 675 €	35,04 %	50 000 €
	Montant Total de la subvention		**50 000 €**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
Fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet qui fait l'objet de la subvention.

Convention pluriannuelle : avant la mise œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que lesdites informations lui ont bien été communiquées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le co-contractant s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les bénéficiaires du soutien régional s'engagent à :

- autoriser le Conseil régional et ses organismes associés à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été voté par la Commission permanente du Conseil régional,
- permettre toute visite des locaux par les agents de la Région, ainsi que l'observation du déroulement des services mis en place, dans le cadre du projet financé,
- participer aux rencontres régionales sur la thématique.

Ils s'engagent également à associer étroitement la Région aux actions menées, en particulier, concernant la communication des informations sous forme d'un rapport annuel circonstancié et quantifié des actions menées, de la communication en cours d'action des cas particuliers et des écueils rencontrés. La communication sur les résultats des opérations menées devra être commune, partenaire – Région.

La première communication publique ne pourra se faire qu'en accord et en présence de la Région. Toute communication par la suite, en dehors de la Région, devra mettre en valeur le rôle d'accompagnement et de partenariat de la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Rappel : pour les conventions pluriannuelles, les dispositions financières s'appliquent annuellement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 22 novembre 2017.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention pluriannuelle) ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Convention pluriannuelle : Les années 2 et 3 des programmes doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente. Le projet/action de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2017-598 du 22 novembre 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire
CRECHE BABY LOUP
Madame Martine SICARD, Présidente

ANNEXE 11 : CONVENTION CREPS D'ILE-DE-FRANCE

Convention avec le CREPS D'ILE-DE-FRANCE
Dossier 17015891

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-598 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **CREPS D'ILE-DE-FRANCE**
dont le statut juridique est : Etablissement Public National d'Enseignement
N° SIRET : **19921619300011**
Code APE : xxxx
dont le siège social est situé au : 1 rue du Docteur Le Savoureux, 92291 CHATENAY MALABRY CEDEX
ayant pour représentant **Monsieur Michel GODARD, Directeur**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier pour son projet d'organisation d'une journée de sensibilisation à la prévention de la radicalisation : l'encadrement du sport s'informe et se mobilise.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2017-598 du 22 novembre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le CREPS d'ILE-DE-FRANCE pour la réalisation de son action d'organisation d'une journée de sensibilisation à la prévention de la radicalisation : l'encadrement du sport s'informe et se mobilise, dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n°17015891).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 370,00 €	42,69 %	4 000 €
	Montant Total de la subvention		**4 000 €**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
Fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet qui fait l'objet de la subvention.

Convention pluriannuelle : avant la mise œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que lesdites informations lui ont bien été communiquées.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Concernant

les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le co-contractant s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les bénéficiaires du soutien régional s'engagent à :

- autoriser le Conseil régional et ses organismes associés à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été voté par la Commission permanente du Conseil régional,
- permettre toute visite des locaux par les agents de la Région, ainsi que l'observation du déroulement des services mis en place, dans le cadre du projet financé,
- participer aux rencontres régionales sur la thématique.

Ils s'engagent également à associer étroitement la Région aux actions menées, en particulier, concernant la communication des informations sous forme d'un rapport annuel circonstancié et quantifié des actions menées, de la communication en cours d'action des cas particuliers et des écueils rencontrés. La communication sur les résultats des opérations menées devra être commune, partenaire – Région.

La première communication publique ne pourra se faire qu'en accord et en présence de la Région. Toute communication par la suite, en dehors de la Région, devra mettre en valeur le rôle d'accompagnement et de partenariat de la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le

représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est ou peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 22 novembre 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 22 novembre 2017.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention pluriannuelle) ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les

obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2017-598 du 22 novembre 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire
CREPS D'ILE-DE-FRANCE
Monsieur Michel GODARD, Directeur

ANNEXE 12 : CONVENTION CASE SOCIALE DES OUTRE-MER

Convention annuelle
avec l'association CASE SOCIALE DES OUTRE MER
Dossier EX025395

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-598 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **CASE SOCIALE DES OUTRE MER**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : **33484919700010**
Code APE : xxxx
dont le siège social est situé au **:** 62 rue de la Chapelle, 75018 PARIS
ayant pour représentant **Monsieur GASTON CALIFE, Président**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier pour son projet d'accompagnement et prise en charge des personnes en grande précarité.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2017-598 du 22 novembre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'association CASE SOCIALE DES OUTRE MER pour la réalisation de son action d'accompagnement et prise en charge des personnes en grande précarité dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n° EX025395).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	131 700 €	7,59 %	10 000 €
	Montant Total de la subvention		**10 000 €**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
Fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet qui fait l'objet de la subvention.

Convention pluriannuelle : avant la mise œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que lesdites informations lui ont bien été communiquées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le co-contractant s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les bénéficiaires du soutien régional s'engagent à :

- autoriser le Conseil régional et ses organismes associés à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été voté par la Commission permanente du Conseil régional,
- permettre toute visite des locaux par les agents de la Région, ainsi que l'observation du déroulement des services mis en place, dans le cadre du projet financé,
- participer aux rencontres régionales sur la thématique.

Ils s'engagent également à associer étroitement la Région aux actions menées, en particulier, concernant la communication des informations sous forme d'un rapport annuel circonstancié et quantifié des actions menées, de la communication en cours d'action des cas particuliers et des écueils rencontrés. La communication sur les résultats des opérations menées devra être commune, partenaire – Région.

La première communication publique ne pourra se faire qu'en accord et en présence de la Région. Toute communication par la suite, en dehors de la Région, devra mettre en valeur le rôle d'accompagnement et de partenariat de la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Rappel : pour les conventions pluriannuelles, les dispositions financières s'appliquent annuellement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 21 septembre 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 22 novembre 2017.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention pluriannuelle) ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Convention pluriannuelle : Les années 2 et 3 des programmes doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente. Le projet/action de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2017-598 du 22 novembre 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire
CASE SOCIALE DES OUTRE MER
Monsieur GASTON CALIFE, Président

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-614

DU 22 NOVEMBRE 2017

ÎLES DE LOISIRS
AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME AU PROFIT DES SMEAG DES ÎLES DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET (77), BOUCLES DE SEINE (78), SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78), VAL DE SEINE (78), ETAMPES (91), PORT AUX CERISES (91), CRÉTEIL (94), CERGY-PONTOISE (95) ET DE LA CORNICHE DES FORTS (93)
AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME POUR L'ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY (77)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code forestier ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU Le Code de l'urbanisme ;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 55-99 du 16 décembre 1999 relative aux actions régionales en faveur de la sécurité dans les BPAL et les propriétés régionales de l'AEV modifiée par la délibération n° CR 02-03 du 27 mars 2003

VU La délibération n° CR 44-00 du 21 septembre 2000 relative à la création d'une nouvelle base régionale de plein air et de loisirs sur le territoire des communes de Romainville, les Lilas, Pantin et Noisy-le-Sec en Seine-Saint-Denis ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente; modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 2017-197 du 17 mai 2017 relative à l'approbation d'une convention avec les syndicats mixtes portant obligation d'accueil de stagiaires,

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017,

VU La délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la Région Île-de-France ;

VU Les statuts des SMEAG des 'îles de loisirs de Jablines-Annet, des Boucles de Seine, de Saint Quentin-en-Yvelines, du Val de Seine, d'Etampes ; du Port aux Cerises, de Créteil et de Cergy-Pontoise,

VU La convention de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Jablines-Annet, des Boucles de Seine, de Saint Quentin-en-Yvelines, du Val de Seine,

d'Etampes ; du Port aux Cerises, de Créteil et de Cergy-Pontoise,

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-614 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs »

1-1 Aménagement

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans les annexes 1 et 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **2.380.356 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre de l'action 13300102 « Aménagements », du budget 2017.

1-2 Accessibilité

Décide de participer au financement des investissements relatifs à l'accessibilité des îles de loisirs, et de leurs activités, aux personnes en situation de handicap, pour l'île de loisirs du Val de Seine par l'attribution au syndicat mixte d'études, d'aménagement et de gestion, d'une dotation à 100 % du coût des investissements, comme précisé dans les annexes 1 et 3 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **100.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », du budget 2017, au titre de l'action 13300104 « Accessibilité des îles de loisirs aux personnes en situation de handicap ».

Article 2 : Programme HP 37-001 (137001) « Sécurité dans les propriétés régionales »

Décide de participer au financement des investissements relatifs à la sécurisation des îles de loisirs par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements pour les îles de loisirs de Jablines-Annet, de Saint Quentin-en-Yvelines, du Port aux Cerises, de la Corniche des Forts et de Cergy-Pontoise, tel que cela figure dans les annexes 1 et 4 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **1.770.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », au titre de l'action 13700103

« Sécurisation des îles de loisirs », du budget 2017.

Article 3 : Programme HP 33-002 (133001) **Île de loisirs de Vaires-Torcy (77)**

3-1 Autorisation de programme pour la réalisation d'une étude concernant la maintenance et les travaux sur l'Ile de loisirs de Vaires-Torcy

Affecte une autorisation de programme de **29.400 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs » du budget 2017, programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagements », la Région étant maître d'ouvrage.

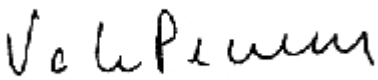
3-2 Autorisation de programme pour une étude et mesures de sauvegarde de la métairie de l'Ile de loisirs de Vaires-Torcy

Affecte une autorisation de programme de **20.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs » du budget 2017, programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagements », la Région étant maître d'ouvrage.

3-3 Autorisation de programme pour la réalisation de travaux de sécurisation des entrées côté Chelles du site de Vaires

Affecte une autorisation de programme de **400.000 €,** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », programme HP 37-001 « Sécurité dans les propriétés régionales », action 13700103 « Sécurisation des îles de loisirs » du budget 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-614	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**33 - Loisirs**
Programme	**133001 - Investissements dans les Iles de loisirs**
Action	**13300102 - Aménagements**

Dispositif : N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Dossier	17014561 - PORT AUX CERISES - REFECTION DES ALLEES DE L'ÎLE DE LOISIRS			
Bénéficiaire	R11945 - SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR LOISIRS			
Localisation	DRAVEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 000,00 €	TTC	100 %	75 000,00 €	

Dossier	17014565 - VAL DE SEINE - REALISATION D'UN SYSTEME D'ARROSAGE POUR LES PETITES ET GRANDES CARRIERES DU CENTRE EQUESTRE			
Bénéficiaire	R1818 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78			
Localisation	VERNEUIL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 000,00 €	TTC	100 %	24 000,00 €	

Dossier	17014572 - ETAMPES - REMPLACEMENT DES DEUX CHAUDIERES DE LA PISCINE A VAGUES			
Bénéficiaire	R8292 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ETAMPES			
Localisation	ETAMPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	112 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
112 000,00 €	TTC	100 %	112 000,00 €	

Dossier	17014578 - CERGY-PONTOISE - ACQUISITION D'UNE FAUCARDEUSE			
Bénéficiaire	R19800 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	140 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 000,00 €	TTC	100 %	140 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-614	Budget	2017

Dossier	17014581 - VAL DE SEINE - REHABILITATION DES ACCES ET DES ZONES DE STATIONNEMENT			
Bénéficiaire	R1818 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78			
Localisation	VERNEUIL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600 000,00 €	TTC	100 %	1 600 000,00 €	

Dossier	17014595 - CERGY-PONTOISE - SECURISATION DE LA VOIE DES SABLIERS			
Bénéficiaire	R19800 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 000,00 €	TTC	100 %	46 000,00 €	

Dossier	17015049 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - ETUDE POUR LA MISE AUX NORMES DES SERVICES TECHNIQUES ET DU LOGEMENT ATTENANT			
Bénéficiaire	R1293 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES			
Localisation	TRAPPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	100 %	30 000,00 €	

Dossier	17015053 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - ACQUISITION ET MISE EN PLACE DE NOUVEAUX JEUX TERRESTRES			
Bénéficiaire	R1293 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES			
Localisation	TRAPPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	TTC	100 %	150 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-614	Budget	2017

Dossier	17015054 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - MISE EN SECURITE DES ESPACES ARBORES			
Bénéficiaire	R1293 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES			
Localisation	TRAPPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	100 %	15 000,00 €	

Dossier	17015103 - BOUCLES DE SEINE - ACQUISITION D'UN VEHICULE UTILITAIRE			
Bénéficiaire	R20298 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX			
Localisation	MOISSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
88 000,00 €	TTC	100 %	88 000,00 €	

Dossier	17015272 - CRETEIL - AMELIORATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS			
Bénéficiaire	R8408 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CRETEIL			
Localisation	CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 356,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 356,00 €	TTC	100 %	100 356,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	2 380 356,00 €

Total sur l'imputation 903 - 33 - 133001 - 13300102	2 380 356,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**33 - Loisirs**
Programme	**133001 - Investissements dans les Iles de loisirs**
Action	**13300104 - Accessibilité des Iles de loisirs aux personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-614	Budget	2017

Dossier	17015104 - VAL DE SEINE - MISE EN CONFORMITE PMR DU POLE ROUILLARD (2ème tranche)			
Bénéficiaire	R1818 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78			
Localisation	VERNEUIL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	TTC	100 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	100 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 33 - 133001 - 13300104	100 000,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**37 - Sécurité**
Programme	**137001 - Sécurité dans les propriétés régionales**
Action	**13700103 - Sécurisation des Iles de loisirs**

Dispositif : N° 00000110 - Sécurité dans les îles de loisirs

Dossier	17014584 - JABLINES-ANNET - CREATION D'UN PC SECURITE ET ACQUISITION DE VEHICULES D'INTERVENTION			
Bénéficiaire	R19718 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET			
Localisation	JABLINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 000,00 €	TTC	100 %	46 000,00 €	

Dossier	17014588 - JABLINES-ANNET - MISE EN PLACE D'UNE VIDEO PROTECTION PAR DRONE			
Bénéficiaire	R19718 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET			
Localisation	JABLINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 000,00 €	TTC	100 %	34 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-614	Budget	2017

Dossier	17014596 - CERGY-PONTOISE - MISE EN PLACE DE VIDEO PROTECTION SUR L'ENSEMBLE DU SITE			
Bénéficiaire	R19800 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	535 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
535 000,00 €	TTC	100 %	535 000,00 €	

Dossier	17014597 - PORT AUX CERISES - POURSUITE DU PROGRAMME DE CLOTURAGE			
Bénéficiaire	R11945 - SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR LOISIRS			
Localisation	DRAVEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 110 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 110 000,00 €	TTC	100 %	1 110 000,00 €	

Dossier	17014623 - CORNICHE DES FORTS - MISE EN PLACE DE CLOTURES DE SECURITE POUR L'ECOPATURAGE			
Bénéficiaire	R2126 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE LA CORNICHE DES FORTS			
Localisation	ROMAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	100 %	30 000,00 €	

Dossier	17015055 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - SECURISATION DES MOYENS D'ENCAISSEMENT			
Bénéficiaire	R1293 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES			
Localisation	TRAPPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	100 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000110 - Sécurité dans les îles de loisirs	1 770 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 37 - 137001 - 13700103	1 770 000,00 €

Fiches Projets-Aménagements

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014561

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PORT AUX CERISES - REFECTION DES ALLEES DE L'ÎLE DE LOISIRS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	75 000,00 €	100,00 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR LOISIRS
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur GEORGES TRON, Président

N° SIRET : 25910033700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de l'entretien patrimonial 2017 le SMEAG de l'île de loisirs du "Port aux Cerises" prévoit une nouvelle tranche de réfection des allées piétonnes.

Un premier financement de 75 000 € pour une première tranche de réfection des allées a été notifié en 2016 au Syndicat Mixte dont les travaux ont été réalisés début 2017.

La demande d'individualisation pour l'entretien patrimonial 2017 concerne les allées des Passereaux et Laveyssière.

Les travaux à réaliser pour l'allée des Passereaux (309 ml et 4,20 m de large)concernent :

- le rabotage toute largeur;
- le reprofilage en grave naturelle
- la réalisation d'enduit bicouche silico calcaire;
- la remise en place de bordures;
- la réalisation d'une noue d'évacuation des eaux.

Les travaux à réaliser pour l'allée Laveyssière (170 ml et 2,50 m de large) concernent :

- le terrassement et l'évacuation des déblais;
- la mise en place d'un géotextile;
- la mise en oeuvre de grave ciment.

Le montant total des travaux a été estimé à 75.000 € TDC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réfection des allées	75 000,00	100,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	75 000,00	100,00%
Total	75 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	862 900,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	140 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 549 880,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 022 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	238 700,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	214 200,00 €
	Montant total	4 027 680,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014565

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VAL DE SEINE - REALISATION D'UN SYSTEME D'ARROSAGE POUR LES PETITES ET GRANDES CARRIERES DU CENTRE EQUESTRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	24 000,00 €	100,00 %	24 000,00 €
		Montant Total de la subvention	24 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78
Adresse administrative : CHEMIN DU ROUILLARD
78480 VERNEUIL S/SEINE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Président

N° SIRET : 25780199300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : réalisation d'un système d'arrosage pour les petites et grandes carrières du centre équestre

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le centre équestre de l'île de loisirs de Val de Seine dispose de deux carrières en sablon, respectivement de 5.000 et 800 m².

Pour des raisons à la fois de sécurité et de confort, tant pour les cavaliers que pour les équidés, ces carrières doivent présenter en permanence un sol humidifié, ni trop dur ni trop souple, pour une pratique dans des conditions optimales.

Il est donc proposé par le SMEAG que soit installé un système d'arrosage automatique et programmable qui, depuis un unique point de pompage dans l'étang de la Grosse Pierre, permettra de traiter les deux espaces, soit simultanément, soit en alternance.

Le montant total TTC de cette opération a été estimé à 24.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Système d'arrosage du centre équestre	24 000,00	100,00%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	24 000,00	100,00%
Total	24 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	2 630 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	205 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	40 000,00 €

2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	514 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	245 000,00 €
	Montant total	3 634 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014572

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ETAMPES - REMPLACEMENT DES DEUX CHAUDIERES DE LA PISCINE A VAGUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	112 000,00 €	100,00 %	112 000,00 €
	Montant Total de la subvention		112 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ETAMPES
Adresse administrative : 5 AVENUE CHARLES DE GAULLE 91150 ETAMPES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : MONSIEUR GERARD HEBERT, PRESIDENT

N° SIRET : 25910037800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : remplacement des deux chaudières de la piscine à vagues

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les chaudières de la piscine à vague de l'île de loisirs d'Etampes, qui ont 22 ans, sont véttustes et impossibles à règler.

Le dioxyde de carbone qu'elles renvoient dans l'atmosphère est au dessus des normes autorisées.

Le risque, lors d'un contôle, est l'arrêt immédiat des chaudières et par conséquent la fermeture de la piscine.

Leur remplacement devient indispensable.

le montant des travaux a été estimé à 112.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Remplacement de chaudières de la piscine à vagues	112 000,00	100,00%
Total	112 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	112 000,00	100,00%
Total	112 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	112 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	400 600,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	395 160,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	63 300,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	321 818,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un	488 866,00 €

	syndicat mixte	
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	229 395,65 €
2017	Sécurité dans les îles de loisirs	7 900,00 €
	Montant total	1 652 985,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014578

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CERGY-PONTOISE - ACQUISITION D'UNE FAUCARDEUSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	140 000,00 €	100,00 %	140 000,00 €
	Montant Total de la subvention		140 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95001 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

N° SIRET : 25950062700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : acquisition d'une faucardeuse

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La prolifération des algues au sein des différents plans d'eau de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise n'est pas en soi un phénomène nouveau, mais son amplitude chaque année augmentée entraine désormais un disfonctionnement problématique.

Le développement et la propagation des algues empêchent toutes activités sur certains étangs dont celui de « la folie » (Surface de plan d'eau principal) durant les mois de juillet et d'août.

A proximité du stade d'eau vive, en raison du flux d'écoulement de la rivière et de fines qui ont été

véhiculées au fil des années (Le SEV a été inauguré en 2000) un haut fond s'est établi empêchant à terme la communication entre l'étang de la Folie et celui des Eguerrets.

Cet état de fait menace la sécurité du plan d'eau car elle empêche la libre circulation de la surveillance en bateau à moteur. En outre elle permet un passage à pied dangereux vers le stade d'eau vive et fragilise celui-ci.

L'objet de la présente demande porte sur l'acquisition d'une faucardeuse à double vocation:

- la coupe et extraction des algues endémiques;

- le dragage des sédiments accumulés sur le passage névralgique dit du « Fort ».

Le montant de cette acquisition a été estimé à 140.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette acquisition.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'une faucardeuse	140 000,00	100,00%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	140 000,00	100,00%
Total	140 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	140 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 380 937,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	97 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	27 362,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 165 360,37 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	805 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	23 100,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 340 800,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	85 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	364 500,00 €
2017	Sécurité dans les îles de loisirs	30 000,00 €
	Montant total	5 244 477,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014581

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VAL DE SEINE - REHABILITATION DES ACCES ET DES ZONES DE STATIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 600 000,00 €	100,00 %	1 600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 600 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78
Adresse administrative : CHEMIN DU ROUILLARD
78480 VERNEUIL S/SEINE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Président

N° SIRET : 25780199300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : réhabilitation des accès et des zones de stationnement

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'île de Loisirs "Val de Seine" dispose de parcs de stationnement qui ont été réalisés au début des années 80:

- un vaste parking côté Rouillard qui est vétuste, dégradé, non équipé, non éclairé et qui ne répond plus à l'attente des visiteurs.

- un parking affecté au Centre équestre et au Salon de l'Étrier, lui aussi en très mauvais état, dont la réhabilitation permettra d'offrir aux usagers une quarantaine de places de qualité.

Il est donc envisagé de réhabiliter entièrement ces parcs de stationnement, les travaux concernent:

- la reprise complète des accès et circulations ;
- la matérialisation des emplacements ;
- la gestion des eaux pluviales ;
- la signalétique, l' éclairage et le petit mobilier urbain ;
- la création de cheminements piétonniers sécurisés ;
- l'aménagement paysager ;
- l'implantation de bornes pour véhicules électriques ;

Au total, l'île de loisirs disposera de 308 places de stationnement, dont 12 destinés aux personnes en situation de handicap, 4 réservés aux autobus, 2 aux véhicules électriques.

Un espace sera également dédié au stationnement des deux-roues.

Le montant total des travaux a été estimé à 1.600.000 euros TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accès et zones de stationnement	1 600 000,00	100,00%
Total	1 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 600 000,00	100,00%
Total	1 600 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 600 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	2 630 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	205 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	40 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	514 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	245 000,00 €
	Montant total	3 634 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014595

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CERGY-PONTOISE - SECURISATION DE LA VOIE DES SABLIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	46 000,00 €	100,00 %	46 000,00 €
	Montant Total de la subvention		46 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95001 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

N° SIRET : 25950062700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : sécurisation de la voie des Sabliers

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'île de loisirs de Cergy-pontoise gère près de 3 km de voirie ouverte à la circulation publique, 4,5 km de voies de desserte réservées aux secours et aux services, et près de 20 km de cheminements piétons carrossables.

La voie des sabliers représentent près de 50% de la voie ouverte à la circulation publique. Elle mène au téléski tout en desservant la zone barbecue. Elle contourne l'île de loisirs en longeant la berge de l'Oise sur près de 1000 mètres et alimente 3 parkings stratégiques.

Cette voie de circulation automobile est en double sens. Il s'agît d'une voie dimensionnée poids lourds de 6,5 mètres de largeur en moyenne. Les accotements ne sont pas stabilisés, la signalisation horizontale et verticale est quasi inexistante. Aucun dispositif permettant de contraindre la vitesse et le stationnement n'est présent. Il n'y a ni piste cyclable, ni bande cyclable. Cette voie n'est pas éclairée la nuit. Les circulations douces se font en rives de voie et aucune traversée des parcours piétons n'est marquée, ni signalées.

En saison, la voie des sabliers peut accueillir près de 820 véhicules en stationnement entre 10h00 et 18h00 (290 places sur le P5, 150 places sur les parkings de long de l'Oise et près de 380 places sur l'accotement). Cette voie sert d'accès pour les secours vers l'ensemble des activités nautiques et la baignade. Elle est aussi très fréquentée par les joggeurs et les cyclistes.

Hors saison, et en dehors des flux denses, la voie des sabliers est un parcours de 1,5 km avec des lignes droites de plus de près de 500m propices à l'accélération. Seul un virage constitue une zone de ralentissement, mais reste une zone accidentogène (cf note technique). Sur cette même voie il est à déplorer un accident grave survenu début juillet. Deux véhicules qui faisaient la course, roulaient à grande vitesse et l'un deux s'est déporté sur la voie de gauche dans le virage. Une voiture qui se trouvait sur l'autre voie de circulation a été violemment percuté. Plusieurs blessés graves ont été évacués sur des Hôpitaux parisiens. Il est également constaté régulièrement des rodéos de véhicules la nuit.

Afin de sécuriser la voie des sabliers, le SMEAG souhaite :

- aménager le virage en redimensionnant la géométrie de la voirie, en équipant l'axe de dispositifs de séparation des deux voies, en mettant en place la signalisation verticale et horizontale, protégeant la traversée piétonne par des dispositifs ralentisseurs.

Le montant des travaux a été estimé à 46 000 euros TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation voie des Sabliers	46 000,00	100,00%
Total	46 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	46 000,00	100,00%
Total	46 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	46 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 380 937,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	97 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	27 362,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 165 360,37 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	805 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	23 100,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 340 800,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	85 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	364 500,00 €
2017	Sécurité dans les îles de loisirs	30 000,00 €
	Montant total	5 244 477,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015049

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - ETUDE POUR LA MISE AUX NORMES DES SERVICES TECHNIQUES ET DU LOGEMENT ATTENANT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	30 000,00 €	100,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Luc OURGAUD, Président

N° SIRET : 25780003700034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : étude pour la mise aux normes des services techniques et du logement attenant

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de la maintenance des bâtiments et de leurs adaptations aux nouvelles normes, le SMEAG de l'île de loisirs de Saint Quentin-en-Yvelines souhaite réhabiliter les bâtiments vétustes des services techniques et du logement attenant. Des diagnostics et études sont à réaliser pour permettre la rédaction d'un cahier des charges de travaux.

Les diagnostics et cahiers des charges doivent répondre ainsi à plusieurs objectifs :

- mettre à la disposition des maîtres d'œuvre et des entreprises des informations fiables sur l'état du patrimoine bâti, des réseaux et de la qualité notamment thermique des bâtiments;
- préparer une estimation des coûts afin de permettre les arbitrages ;
- préparer les plans et le cahier des charges en vue d'une consultation des entreprises.

les études et diagnostics concernent:

- un diagnostic structure;
- un diagnostic thermique;
- un diagnostic des matériels électriques et de chauffage;
- un diagnostic amiante ;
- un levé topographiques et récolement des réseaux enterrés;
- l'étude d'un projet de travaux;

Le montant des études et diagnostics a été estimé à 30.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Etude pour mise aux normes	30 000,00	100,00%	Région	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%	Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 617 392,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	1 196 641,00 €
2014	Soutien à la médiation	40 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 332 220,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	975 135,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	182 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	104 900,00 €
	Montant total	5 448 288,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015053

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - ACQUISITION ET MISE EN PLACE DE NOUVEAUX JEUX TERRESTRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	150 000,00 €	100,00 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Luc OURGAUD, Président

N° SIRET : 25780003700034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : acquisition et de la mise en place de nouveaux jeux terrestres

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de travaux destinés à redonner de l'attractivité aux jeux pour les enfants, le SMEAG de l'île de loisirs de Saint Quentin-en-Yvelines souhaite compléter les jeux existants par des nouveautés ludiques mais aussi mettre en valeur et sécuriser les espaces dévolus à chaque jeu.

Ces jeux seront utilisables toute l'année grâce à leur installation dans des « bacs » en gravillons ou sable.

Ces aménagements répondent ainsi à plusieurs objectifs :

- apporter des nouveautés aux enfants et jeunes adolescents ;
- répondre aux normes actuelles de sécurité ;
- mettre en valeur les jeux en créant une délimitation autour de chaque jeux ;
- amortir les sauts et les chutes des enfants par la mise en œuvre de matériaux meubles ;
- mettre en place des mobiliers de repos ou récréatifs adaptés aux petits enfants (de 1 à 8 ans).

Les travaux envisagés concernent :

- l'installation de 4 nouveaux jeux : un dôme avec cordage de 4 mètres de hauteur pour les 5/12 ans sur une emprise dédiée de 90m2, un jeu à bascule 3/8 ans sur une emprise dédiée de11m2; un jeu de grimpe pour les 4 /12 ans sur une emprise de 18m2 ; une maison avec toboggan pour les 1/4 ans sur une emprise dédiée de 22m2 ;
- la mise aux normes de sécurité des jeux ;
- la délimitation de l'espace autour de chaque jeu réalisée l'emploi de rondin de bois ;
- la réalisation d'un bac de gravillons ou de sable sous les jeux ;
-la mise en place de mobiliers adaptés aux petits enfants (ensemble de tables et bancs pour les 1 à 8 ans dans le même design que les jeux) sur une emprise dédiée de 48m2.

L'implantation de ces jeux aura lieu sur l'aire des jeux terrestres, allée des Canardières, aux abords des jeux d'eaux.

Le montant total de cette opération a été estimé à 150.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			**Recettes (€)**		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Jeux terrestres	150 000,00	100,00%	Région	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%	Total	150 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 617 392,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	1 196 641,00 €
2014	Soutien à la médiation	40 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 332 220,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	975 135,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	182 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	104 900,00 €
	Montant total	5 448 288,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015054

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - MISE EN SECURITE DES ESPACES ARBORES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	15 000,00 €	100,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Luc OURGAUD, Président

N° SIRET : 25780003700034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : mise en sécurité des espaces boisés

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de la maintenance du patrimoine forestier vieillissant, le SMEAG de l'île de loisirs de Saint Quentin-en-Yvelines doit entreprendre des travaux forestiers pour sécuriser les espaces pour les utilisateurs du site (groupe scolaires, périscolaires, entreprises et familles).

Ce travail nécessite l'intervention de spécialistes duement habilités tant pour la nature des coupes à opérer qu'une reconnaissance arboricole pertinente. L'entretien courant restant à la charge des services techniques.

Les travaux concernent :

- la mise en sécurité des usagers qui fréquentent les espaces arborés;
- l'organisation des travaux d'élagages en hauteur, des abattages préventifs et curatifs
- la réalisation des tailles pour éliminer les bois morts qui risquent de chuter lors de vents forts et gels ;
- le débitage des arbres tombés qui se maintiennent en équilibre grâce à leurs voisins ;
- la réalisation d'éclaircissements là où les sujets sont trop nombreux empêchant l'épanouissement de sujet plus petit.

Le montant des travaux d'élagage de grande hauteur, du broyage des élagages, des abattages d'urgence et des travaux d'éclaircissemement a été estimé à 15.000,00 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en sécurité des espaces boisés	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 617 392,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	1 196 641,00 €
2014	Soutien à la médiation	40 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 332 220,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	975 135,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	182 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	104 900,00 €
	Montant total	5 448 288,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015103

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BOUCLES DE SEINE - ACQUISITION D'UN VEHICULE UTILITAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	88 000,00 €	100,00 %	88 000,00 €
	Montant Total de la subvention		88 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS
78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Michel VIALAY, Président

N° SIRET : 25780154800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : acquisition d'un véhicule utilitaire de propreté et d'entretien des espaces verts

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Depuis le 1er janvier 2017, l'entretien des espaces publics passe par d'autres moyens que les produits phytopharmaceutiques. Cette disposition de l'article 68 de la loi de transition énergétique s'impose aux établissements publics. Elle s'applique aux espaces verts, aux promenades, aux forêts et à la voirie.

La loi de transition énergétique a accéléré le processus prévu par celle du 6 février 2014, dite Loi Labbé, qui fixait l'échéance à 2020.

L'île de Loisirs des Boucles de Seine s'étend sur d'hectares d'espaces naturels qui demandent un entretien constant et exigeant.

Six agents sont affectés à l'entretien général de l'île de loisirs, espace verts et bâtiments. Le seul entretien du golf mobilise trois agents à temps plein qui viennent ponctuellement en renfort des trois autres agents qui concentrent leur activité sur la partie île de loisirs.

La mise en valeur du site, la qualité de l'accueil et la réalisation des activités dans de bonnes conditions dépendent directement du bon entretien des infrastructures.

A ce jour, le nombre d'agents est insuffisant pour faire face à la masse de travail.
Cette situation génère de l'insatisfaction de la part des usagers et une réelle pénibilité au travail pour les agents du Syndicat.

Le SMEAG souhaite acquérir un matériel motorisé qui permettra d'aider les agents d'entretien dans leurs tâches quotidiennes et d'augmenter leur productivité.

le montant de cette acquisition a été estimé à 88.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette acquisition.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Véhicule utilitaire	88 000,00	100,00%	Région	88 000,00	100,00%
Total	88 000,00	100,00%	Total	88 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	88 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	198 462,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	569 760,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	15 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	385 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	182 500,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	65 000,00 €
	Montant total	1 415 722,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015272

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRETEIL - AMELIORATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	100 356,00 €	100,00 %	100 356,00 €
	Montant Total de la subvention		100 356,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CRETEIL
Adresse administrative : 9 RUE JEAN GABIN
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame Béatrice BARBUSSE, Présidente

N° SIRET : 25940027300027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : amélioration énergétique des bâtiments

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Un audit énergétique a été réalisé sur l'ensemble des bâtiments de l'île de loisirs de Créteil.

D'importants gains énergétiques peuvent être obtenus à court terme en intervenant sur le bâti, en conformité avec la règlementation thermique (RT 2012). Cette opération permettra d'améliorer le confort des usagers et du personnel.

Les travaux à mener concernent:

- le remplacement des convecteurs électriques par des panneaux rayonnants performants;
- l'isolation des planchers bas et haut;

Le SMEAG de l'île de loisirs de Créteil souhaite mettre en oeuvre ces travaux dont le montant total a été estimé à 100.356 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Amélioration énergétique	100 356,00	100,00%	Région	100 356,00	100,00%
Total	100 356,00	100,00%	Total	100 356,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 356,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 347 000,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	250 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	647 990,18 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	78 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	352 607,85 €
2017	Sécurité dans les îles de loisirs	20 000,00 €
	Montant total	2 623 106,38 €

Fiche projet-Accessibilité

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015104

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VAL DE SEINE - MISE EN CONFORMITE PMR DU POLE ROUILLARD (2ÈME TRANCHE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	100 000,00 €	100,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78
Adresse administrative : CHEMIN DU ROUILLARD
78480 VERNEUIL S/SEINE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Président

N° SIRET : 25780199300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : mise en conformité PMR du Pôle Rouillard (2ème tranche)

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Conformément aux directives du Décret n°2014-1327 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant le public et des installations ouvertes au public, le SMEAG a décidé de mettre en conformité ses installations conformément aux travaux développés dans le diagnostic accessibilité réalisé en 2006.

Ces travaux évalués pour un total de 150 000 € TTC sont programmés en tenant compte des financements régionaux dédiés à ces investissements.

Le SMEAG a réalisé une première tranche de travaux pour 50.000 € TTC portant sur deux sites, le

Camping et la zone de l'Accueil et de la buvette, du Pôle Rouillard.

Le SMEAG souhaite réaliser les travaux restants et ainsi réaliser par anticipation l'ensemble des travaux prévus dans son AD'AP .

Il est prévu de traiter par cette 2ème et dernière tranche de travaux l'accessibilité du restaurant, des hébergements, de la baignade, du tennis et du mini-golf du pôle Rouillard.

Le montant de l'ensemble des travaux restants des opérations de l'AD'AP a été estimé à 100 000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en conformité PMR - Pôle Rouillard	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	2 630 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	205 000,00 €

2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	40 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	514 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	245 000,00 €
	Montant total	3 634 000,00 €

Fiches Projets-Sécurité

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015055

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - SECURISATION DES MOYENS D'ENCAISSEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	15 000,00 €	100,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Luc OURGAUD, Président

N° SIRET : 25780003700034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité dans les îles de loisirs
Rapport Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Objet du projet : sécurisation des moyens d'encaissement

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SMEAG de l'île de loisirs de Saint Quentin-en-Yvelines offre à ses usagers de nombreuses activités dont certaines sont payantes, avec un paiement sur place.

Ces activités génèrent une manipulation importante de fonds, et notamment d'espèces, y compris sur des périodes de fermeture des services administratifs (week-end, soirée…).

Au regard des recettes générées au quotidien, l'enregistrement des recettes via des carnets à souches est non seulement obsolète, mais aussi inadapté.

Lors du dernier contrôle sur place sur les régies effectué par les services du Trésor Public, le trésorier et ses adjoints ont souligné ces fragilités, ainsi qu'une insuffisance dans la tenue de la comptabilité au regard de l'ampleur des régies de l'île de loisirs.

La Chambre régionale des Comptes a également évoqué ces difficultés lors des échanges oraux lors de leur visite sur le site début juillet.

Ainsi le SMEAG souhaite:

- assurer la sécurité des biens et des agents en réduisant la manipulation d'espèces en privilégiant le paiement par carte bancaire, simplifié pour leurs usagers grâce à la technologie du paiement sans contact;

- limiter les risques d'erreur de facturation par le biais du recours systématique à des caisses enregistreuses.

Il est enfin à noter que les caisses enregistreuses utilisées à ce jour ne respectent pas les normes qui seront en vigueur au 1er janvier 2018 (article 286 du CGI, modifié par le loi de finances 2015-1785) exigeant l'utilisation d'un système satisfaisant à des conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données en vue du contrôle de l'administration fiscale.

Les caisses enregistreuses disponibles sur le marché respectent ces normes et permettent également d'obtenir des données statistiques qui font particulièrement défaut pour permettre d'optimiser le pilotage de l'île de loisirs.

Elles permettent en outre d'éditer des factures de façon fiable et conformes à un cadre réglementaire, ce qui permettra à l'île de loisirs d'optimiser sa gestion et de faire évoluer ses régies.

Le besoin, en termes de sécurisation des moyens d'encaissement, a donc été défini au regard de ces enjeux, comme suit :

- installation d'un coffre-fort dédié uniquement aux régies comportant 3 armoires à clé;
- installation d'un coffre positionné dans les locaux administratifs et destiné à recevoir les espèces pour les week-end;
- installation d'un TPE permettant de favoriser le paiement CB (sans contact) pour limiter l'utilisation des espèces et favoriser les ventes;

- installation d'un TPE au relais des Canardières (prestations assurées par le pôle séjours)
- acquisition de caisses enregistreuses et imprimantes dédiées pour le relais des Canardières (prestations diverses liées à l'hébergement, location de salles, de yourtes...), pour la ferme pédagogique (ateliers, boutique, vente des jeux d'eau...)
et pour l'accueil et le parcours dans les arbres.

Le montant total de cette sécurisation des moyens d'encaissement a été estimé à 15.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :
- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation des moyens d'encaissement	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 617 392,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	1 196 641,00 €
2014	Soutien à la médiation	40 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 332 220,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	975 135,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	182 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	104 900,00 €
	Montant total	5 448 288,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014597

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PORT AUX CERISES - POURSUITE DU PROGRAMME DE CLOTURAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	1 110 000,00 €	100,00 %	1 110 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 110 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES BASE DE PLEIN AIR LOISIRS
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES 91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur GEORGES TRON, Président

N° SIRET : 25910033700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité dans les îles de loisirs
Rapport Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Objet du projet : poursuite du programme de cloturage

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'enclavement de l'Ile de Loisirs n'implique pas un clôturage de la totalité de la périphérie des 200 hectares du site. La fermeture du domaine régional est constituée, sur une grande part de son linéaire, par la Seine, par la berge d'un plan d'eau et par des murs de clôture existants qui séparent l'Ile de Loisirs des pavillons riverains.

Seuls les linéaires de façades ouvertes sur les villes de Draveil et Vigneux sont à clôturer d'où le choix d'une clôture conciliant solidité et esthétisme afin d'obtenir un traitement qualitatif de ces façades et s'intégrant à l'environnement.

C’est ainsi qu’a été conçu un modèle de clôture spécifique à l’Ile de Loisirs «Le Port aux Cerises». Cette clôture constituée d’un barreaudage en fer plat allie esthétisme, transparence et solidité. La clôture peut être toute hauteur ou venir se poser sur un muret avec un soubassement en meulière en fonction de la configuration du terrain.

En complément des murs en meulière, elle habille et protège les installations techniques nécessaires aux portails coulissants et gabarits limitant l’accès aux parkings pour les véhicules d’une hauteur de plus de 2 mètres. Ces murs au droit des accès permettent également d’installer les appliques murales avec le logo de la Région Ile de France.

Cette clôture identification du domaine régional fait partie des ouvrages ayant concouru à l’obtention du grand prix du paysage 2009.

Il reste au SMEAG à traiter toute la façade de l’Ile de loisirs sur l’avenue Général de Gaulle à Draveil.

Cette façade urbaine longue d’environ 720 ml est actuellement complètement ouverte et ne permet pas de contrôler les entrées/sorties sur l’Ile de loisirs et ainsi appliquer sur ce secteur les horaires d’ouverture/fermeture.

Le clôturage de protection se situerait autour des terrains de football et se poursuivrait le long de la plaine jusqu’à l’étang Laveyssière.

Sur la totalité du linéaire, les aménagements prévoient la création d’une nouvelle façade comprenant un muret de soubassement en pierre de meulière de 0,80 m de haut complété de grille en barreaudage en fer plat pour atteindre une hauteur de 2m à 2.40 m.

Le montant de travaux a été estimé à 1.110.000 € TDC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d’un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cloturage	1 110 000,00	100,00%
Total	1 110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 110 000,00	100,00%
Total	1 110 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 110 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	862 900,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	140 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 549 880,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 022 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	238 700,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	214 200,00 €
	Montant total	4 027 680,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014596

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CERGY-PONTOISE - MISE EN PLACE DE VIDEO PROTECTION SUR L'ENSEMBLE DU SITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	535 000,00 €	100,00 %	535 000,00 €
	Montant Total de la subvention		535 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95001 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

N° SIRET : 25950062700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité dans les îles de loisirs
Rapport Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Objet du projet : mise en place de vidéo protection sur l'ensemble du site

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le S.M.E.A.G. de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise envisage de poursuivre le déploiement de la deuxième tranche de vidéo surveillance sur l'île de loisirs.

La faisabilité opérationnelle, technique et financière a nécessité de procéder par phase opérationnelle de mise en œuvre. Les orientations communes de la Région, du SMEAG, de la préfecture du val d'Oise et de la police nationale portent sur une couverture globale avec une priorité donnée aux sites les plus sensibles.

Les secteurs à sécuriser ont été identifiés et classés par ordre de priorité. Les travaux qui ne seront pas réalisés dans la tranche 2 le seront dans la tranche 3.

Les grands principes du déploiement de la vidéo concernent :

- l'ensemble des zones d'exploitation des activités nautiques, de loisirs, d'hébergement et de restauration (locaux, caisses, stockage, zone à fort potentiel de baignade sauvage)

- les parkings et les caisses au niveau de la gare de péage,

- l'ensemble des accueils des usagers,

- les cheminements et les voies de liaison à fort potentiel de risque (accès, zone de file d'attente, foule, accès transport en commun, parcours police),

- les locaux techniques à risque (chambres froides, hangar de stockage, station carburant, etc, …).

la réalisation de l'ensemble de la vidéo protection a été envisagée en trois tranches :

Tranche 1 : (déjà réalisé en 2017)

- le centre balnéaire

Tranche 2 :

- le téléski et la vague à surf
- le stade d'eau vive
- le centre d'hébergement
- caisses parking
- parking p1-p2 et p4
- accueil principal
- l'accès à l'île de loisirs

Tranche 3 :
- les postes de travail des caissiers,
- le multisport et parking p3
- le parking P5
- le centre d'hébergement
- la voie des sabliers
- la zone barbecue
- les services techniques
- la liaison CB-PSS
- le fort
- le plan d'eau et l'île astronomique,
- la zone barbecue,
- les cours de tennis et le parc à bateaux.

Les travaux de déploiement de la tranche 2 concernent :

- la réalisation des travaux de génie civil permettant d'alimenter les caméras en réseaux,

- l'équipement des zones à sécuriser par des mâts permettant de fixer les caméras,

- l’aménagement du local du veilleur de nuit en centre de supervision,

- le raccordement, dla programmation et la mise en service de l’ensemble des caméras et du matériel passif nécessaires au fonctionnement du système de vidéo surveillance.

Le montant total des travaux de la tranche 2 a été estimé à 535.000 € TDC

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette 2ème tranche.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d’un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Vidéo protection	535 000,00	100,00%	Région	535 000,00	100,00%
Total	535 000,00	100,00%	Total	535 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	535 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 380 937,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	97 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	27 362,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de	1 165 360,37 €

	loisirs administrées par un syndicat mixte	
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	805 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	23 100,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 340 800,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	85 000,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	364 500,00 €
2017	Sécurité dans les îles de loisirs	30 000,00 €
	Montant total	5 244 477,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014588

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : JABLINES-ANNET - MISE EN PLACE D'UNE VIDEO PROTECTION PAR DRONE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	34 000,00 €	100,00 %	34 000,00 €
	Montant Total de la subvention		34 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

N° SIRET : 25770297700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité dans les îles de loisirs
Rapport Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Objet du projet : acquisition de drones

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La surveillance des 500 hectares de l'île de loisirs de Jablines-Annet ne peut pas être couverte par un dispositif de vidéo protection.
Pour la surveillance des zones les plus reculées, des essais ont été réalisés avec une société spécialisée.
Une déclaration préalable a été faite auprès de la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile).
Le vol de drone dans le cadre d'une activité est règlementé et doit s'effectuer dans un cadre défini par l'arrêté du 17/12/2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord :

Pour l'activité, l'exploitant doit :

- Rédiger un Manuel d'Activité Particulières (MAP)
- Déclarer son activité particulière à la Direction Générale de l'Aviation Civile/Direction de la Sécurité de l'Aviation (DGAC/DSAC)
- Adresser un bilan annuel d'activité
- Rendre compte d'un évènement en service

Pour le pilote:

- Etre titulaire d'une licence théorique « Ultra-Léger Motorisé » (ULM)
- Etre titulaire d'une Déclaration de Niveau de Compétence (DNC) émanant du responsable de l'activité

Des essais par drone ont été réalisés les week-ends de forte fréquentation. La visualisation des délits est plus rapide et les interventions sont alors plus efficaces.

En raison des coûts important de la prestation (60€/heure) l'usage du drone est utilisé avec parcimonie. L'acquisition d'un appareil et la formation d'agent seraient un atout qui permettrait à, l'île de loisirs une totale autonomie. Par ailleurs, l'usage du drone pour l'enregistrement de visuels de communication serait légalisé.

L'acquisition d'un drone doit être complétée par les demandes d'autorisation auprès des autorités préfectorales (pour la prise d'images de vidéo protection) et auprès de la police de l'air.
Le principe d'enregistrement des images du drone et la récupération de ces images par les autorités seront étudiées, lors du déploiement de caméras supplémentaires prévues en 2017 et 2018 (AP affecteée lors de la CP du 16/11/2016).

Une étude portant sur la formation d'un pilote, l'acquisition d'un drone avec stabilisateur d'image et d'un zoom suffisamment performant pour reconnaitre les visages et les plaques d'immatriculation a été réalisée.

Le montant a été estimé à 34.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de drones	34 000,00	100,00%
Total	34 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	34 000,00	100,00%
Total	34 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 144 631,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	940 958,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	30 369,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 099 871,32 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	485 268,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	133 042,00 €
2017	Sécurité dans les îles de loisirs	180 000,00 €
	Montant total	4 014 139,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014584

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : JABLINES-ANNET - CREATION D'UN PC SECURITE ET ACQUISITION DE VEHICULES D'INTERVENTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	46 000,00 €	100,00 %	46 000,00 €
	Montant Total de la subvention		46 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

N° SIRET : 25770297700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité dans les îles de loisirs
Rapport Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Objet du projet : création d'un PC Sécurité et acquisition de véhicules d'intervention

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Ile de Loisirs de Jablines-Annet est en zone gendarmerie. Elle est rattachée à la brigade de gendarmerie d'Esbly qui elle-même dépend du secteur de Meaux.

Les pics d'incivilités sont constatés sur les journées de forte chaleur, plus particulièrement les week-ends estivaux de juin, juillet et août.

depuis quelques années, des procédures ont été mises en place par le SMEAG afin d'instaurer un climat serein et de détente pour les touristes « solaires ».

En 2009, mise en place « d'une sécurité lac » pour faire respecter les règles de sécurité, baignade hors zone de surveillance. La « sécurité lac » permet de soulager le travail des maîtres-nageurs afin qu'ils se consacrent davantage à la surveillance de la baignade.
En 2013, mise en place de maîtres-chiens sur les abords des clôtures et à proximité des caisses aux entrées et renfort des agents de sécurité par une société privée en fonction de la fréquentation.
En 2014, mise en place de la « sécurité plage », deux agents dédiés aux respects du règlement de bonne conduite pour la baignade et les plages (alcool interdit, musique interdite, baignade habillée interdite, chiens sur les plages interdits).
En 2016, une subvention de la Région Ile-de-France a permis de mettre en réseau les caméras de vidéo protection.

La création du PC sécurité sera étoffée de caméras supplémentaires (AP affectée lors de la CP du 16/11/2016) qui seront seront installées fin 2017 et début 2018.

La création du PC sécurité implique la présence d'une personne devant les caméras et d'un ou plusieurs agents pour intervenir sur les délits.

Afin d'intervenir rapidement et efficacement sur le lieu des délits, les agents de sécurité doivent être équipés de véhicules appropriés. Ainsi, deux véhicules deviennent nécessaires, l'un de type 4X4 pour les interventions les plus reculées de l'Ile de Loisirs (500 hectares à couvrir dont 12 lacs et de nombreux chemins non carrossables). Un second véhicule de type utilitaire et électrique pour intervenir sur la zone des plages, du camping et des équipements de loisirs.

Le montant de cette opération comprenant l'acquisition de deux véhicules a été estimé à 46.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :
- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			**Recettes (€)**		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
PC sécurité et véhicules	46 000,00	100,00%	Région	46 000,00	100,00%
Total	46 000,00	100,00%	Total	46 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	46 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 144 631,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	940 958,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	30 369,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 099 871,32 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	485 268,00 €
2017	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	133 042,00 €
2017	Sécurité dans les îles de loisirs	180 000,00 €
	Montant total	4 014 139,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014623

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CORNICHE DES FORTS - MISE EN PLACE DE CLOTURES DE SECURITE POUR L'ECOPATURAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	30 000,00 €	100,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE LA CORNICHE DES FORTS
Adresse administrative : 4 RUE DE PARIS
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jacques CHAMPION, Président

N° SIRET : 20000590800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité dans les îles de loisirs
Rapport Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Objet du projet : mise en place de clôtures de sécurité pour l'éco pâturage

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le syndicat mixte de l'île de loisirs de la Corniche des forts souhaite mettre en place un éco-paturage sur les terrains dont elle a la gestion.

L'objectif est de sécuriser le parc en installant une clôture perènne pour acceuillir cet éco-pâturage sur 2,5 hectares d'ici 2019.

En 2018, la première phase traitera 1,9 hectares pour une prestation annuelle constante de pâturage de mai à octobre, avec la mise en place de brebis.

L'évolution des espèces végétales sur les zones de l'éco-paturage sera analysée régulièrement et orientée afin d'enrichir le plus possible les biotopes du site.

Outre l'aspect évident d'une gestion différenciée des espaces, cette pratique permettra au syndicat de dynamiser le site et de pratiquer une approche ludique/pédagogique permanente envers les scolaires et associations.

La prestation de pâturage prise en charge par le Syndicat Mixte comprend:

- une mise à disposition de mai à octobre de 8 brebis interagissant sur les différentes strates végétales présentes sur les zones;
- une surveillance/contrôle sanitaire (une fois par semaine au minimum);
- une mise en place d'abreuvoir, d'auge et de pierres à sel pour la nutrition des animaux;
- deux panneaux d'informations et de communication;
- une animation « tous publics » sur la tonte et entretien des animaux;
- une assurance vol/dégradation

La clôture pérenne, type pâturage, d'une longueur totale de 1020 mètres linaires concernant 4 zones de prairies/sous-bois pentues et difficiles d'accès pour le public, est composée :

- de piquets d'acacia ou de châtaigner.

- d'un grillage à mouton à grosse maille d'une hauteur de 1,2 mètres

Le montant total de cette installation a été estimée à 30.000 € TTC

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
Le recrutement des stagiaires est prévu dans le cadre d'un engagement spécifique annuel avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Clôtures de sécurité	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 800,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	21 100,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	30 000,00 €
	Montant total	52 900,00 €

- Par publication ou notification le 06/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-609

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

AFFECTATION D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT POUR LE CONSEIL RÉGIONAL DES JEUNES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 portant la première partie des nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international – Deuxième partie ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-88 du 18 mai 2017 fixant de nouvelles ambitions pour un Conseil Régional des Jeunes (CRJ) rénové et dynamique ;

VU La délibération n° CP 16-358 du 12 juillet 2016 relative à l'affectation de subventions 2016 des conventions pluriannuelles 2013-2016 dans le cadre de la politique régionale de soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis, le règlement des subventions PM'UP et TP'UP,le fonds de transition et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération n° CP 2017-198 du 17 Mai 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France et à l'affectation d'autorisations d'engagement ;

VU La délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017 relative à l'adoption de différentes conventions-type ;

VU La délibération n° CP 2017-201 du 17 mai 2017 approuvant la nouvelle convention-type relative au dispositif de « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CP 2017-394 du 20 septembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France et à l'affectation

d'autorisations d'engagement ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU le rapport n°CP 2017-609 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France », au financement des projets détaillés en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 40.000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec la Fédération Française d'Athlétisme, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-201 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **40.000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 (Tableau A).

Dispositif « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme »

Décide au titre du dispositif « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme » d'attribuer des bourses en faveur de **3** athlètes bénéficiaires dont la liste figure en annexe 4 de la présente délibération.

Prend acte que les bourses attribuées aux athlètes concernent les interventions réalisées entre le 11 mars et le 31 décembre 2017.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **4 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Article 2 : Programme HP 11-006 « Qualification par la formation continue »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France », au financement des projets détaillés en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 25.000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec la Fédération Française d'Athlétisme, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-201 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte des autorisations d'engagement d'un montant de **25.000 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2 (Tableau B).

Article 3 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Dispositif « Île-de-France, terre d'excellence sportive pour l'international »

Décide au titre du dispositif «Île-de-France, terre d'excellence sportive pour l'international » de participer au financement de **2** projets détaillés en annexe 6 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 23 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée à la CP n° 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **23 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 1320030 « Île-de-France, terre d'excellence sportive pour l'international » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » de participer au financement des 6 projets détaillés en annexe 8 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 146 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée à la CP n° 2017-198 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **146 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Promotion du Sport en Ile-de-France

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200303 « Promotion du sport ».

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée, par délibération n° CR 01-16 du 23 janvier 2016.

N° d'aide versée	Bénéficiaires	Opérations	Date prévisionnelle de démarrage
17009870	Fédération Française d'Athlétisme	Développement de la pratique sportive	01/01/2017
17010242	Fédération Française d'Athlétisme	Formation	01/01/2017
17015559	Fédération Française d'Athlétisme	Accueil des délégations martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise d'athlétisme	02/10/2017
17015565	Fédération Française d'Athlétisme	Accueil des délégations martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise d'athlétisme	02/10/2017
17015248	Coupe du Monde de BMX Super cross 2018	Fédération Française de Cyclisme	16/09/2017
17015265	36ème Coupe du Monde de sabre des moins de 20 ans de Dourdan	Cercle d'Escrime de Dourdan	24/08/2017
17015699	6ème édition « Les Parisiennes »	Les Parisiennes de Sciences Po	05/10/2017
17015246	Tournoi de Razel Bec 2017 – Handball féminin	Fédération Française de Handball	14/09/2017
17015243	Tournoi Paris Grand Slam Judo 2018	Fédération Française de Judo 2018	29/09/2017
17015686	Challenge Réseau ferre SNCF (Trophée Monal 2018) – Escrime	Fédération Française d'Escrime	05/10/2017

Article 5 :

Accorde au Comité Ile-de-France d'Haltérophilie une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires pour les aides financières qui lui ont été attribuées en 2016 et 2017 au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France ».

Approuve en conséquence la modification des annexes pédagogiques et financières à la convention partenariale correspondantes, adoptées par délibérations n° CP 16-358 du 12 juillet 2016 et CP 2017-201 du 17 mai 2017, telles qu'elles figurent en annexe 7 de la présente délibération.

Article 6 :

Corrige l'erreur matérielle survenue dans le dossier n°EX017276 (Grand Prix Cycliste de Drancy et de la Nocturne cycliste de Bobigny – association Vélo club de l'agglomération du Bourget), approuvé par délibération n° CP 2017-198 du 17 mai 2017. La base subventionnable du projet est portée à 20 000 € et le taux d'intervention fixé à 25 %, conformément à la fiche projet figurant en annexe 9 de la présente délibération. Le montant de la subvention reste inchangé.

Corrige l'erreur matérielle survenue dans le dossier n°17007115 (Finale des championnats de France de volley-ball – Ligue Nationale de volley-ball), approuvé par délibération n° CP 2017-198 du 17 mai 2017. La base subventionnable du projet est portée à 50 000 € et le taux d'intervention fixé à 14 %, conformément à la fiche projet figurant en annexe 9 de la présente délibération. Le montant de la subvention reste inchangé.

Article 7 : Programme HP 021-005 « Jeunesse et Vie associative »

Affecte une autorisation d'engagement de 47.000 € disponible sur l'action 10200501 « Consultation et expression de la jeunesse » du Programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative » code fonctionnel 021 « Conseil régional » du chapitre 930 « Services généraux », du budget 2017, afin de couvrir les dépenses liées au fonctionnement du CRJ.

Article 8 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

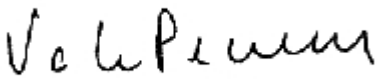
Retire, à la demande du bénéficiaire, la subvention de **12 000 €** attribuée à la Fédération Française de Lutte par l'article 2 de la délibération n° CP 2017-394 du 20 septembre 2017.

Désaffecte une autorisation d'engagement de **12 000 €** sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2017.

Modifie la subvention régionale attribuée à la Fédération Française de Lutte pour l'organisation Test Match France-Bulgarie 2017 à l'article 2 de la délibération n° CP 2017-394 du 20 septembre 2017 en la portant à un maximum de **24 000 €** au lieu de **12 000 €** pour une base subventionnable de **126 270 €** au lieu de **80 200 €**. Le taux d'intervention de la Région évolue de **14,96%** à **19,01%**. La fiche modifiée est présentée en annexe 10.

Affecte une autorisation d'engagement de **12 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

. Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Affectation Pratique Sportive Novembre 2017

TABLEAU A

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2017

CHAPITRE 933 "CULTURE, SPORTS ET LOISIRS"

CODE FONCTIONNEL 32 "SPORTS"

PROGRAMME HP 32-002 (132002) "DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE"

ACTION 13200201 "SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF"

COMITE, LIGUE, FEDERATION	Période de la convention	Durée de la convention	Propositions d'affectations 2017	Références Dossiers Iris impactés
FF ATHLETISME	2017-2021	4 ans	**40 000,00 €**	17009870

TOTAL **40 000,00 €**

Annexe 2 : Affectation Formation Novembre 2017

TABLEAU B

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2017

CHAPITRE 931 "APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE"
CODE FONCTIONNEL 11 "FORMATION PROFESSIONNELLE"

PROGRAMME HP 11-006 (111006) "QUALIFICATION PAR LA FORMATION CONTINUE"
ACTION 11100610 "SOUTIEN A LA FORMATION DU MOUVEMENT SPORTIF"

COMITE, LIGUE, FEDERATION	Période de la convention	Durée de la convention	Propositions d'affectations 2017	Références Dossiers Iris impactés
FF ATHLETISME	2017-2021	4 ans	**25 000,00 €**	17010142

TOTAL **25 000,00 €**

Annexe 3 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-609	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111006 - Formations qualifiantes et métiers**
Action	**11100610 - Soutien à la formation du mouvement sportif**

Dispositif : N° 00000020 - Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation

Dossier	17010242 - FF Athlétisme : Part 2017 Formation / convention 2017-2021			
Bénéficiaire	R10423 - FED FRSE ATHLETISME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000020 - Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	25 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111006 - 11100610	25 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132002 - Développement de la pratique sportive**
Action	**13200201 - Soutien au mouvement sportif**

Dispositif : N° 00000017 - Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives

Dossier	17009870 - FF Athlétisme : Part 2017 Pratique Sportive / convention 2017-2021			
Bénéficiaire	R10423 - FED FRSE ATHLETISME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000017 - Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	40 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-609	Budget	2017

Dispositif : N° 00000078 - Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme

Dossier	17002821 - AICARDI JEREMY (2017)		
Bénéficiaire	P0036252 - AICARDI JEREMY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Dossier	17015405 - DALL'IGNA MANOËL (2017)		
Bénéficiaire	P0037959 - DALL IGNA MANOEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17015406 - VALLEAU SACHA (2017)		
Bénéficiaire	P0037961 - VALLEAU SACHA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000078 - Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme	4 500,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132002 - 13200201	44 500,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132003 - Événements sportifs**
Action	**13200301 - Soutien aux évènements sportifs**

Dispositif : N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-609	Budget	2017

Dossier	17012240 - TEST MATCH - FRANCE / BULGARIE - RENCONTRE INTERNATIONALE DE LUTTE -				
Bénéficiaire	R24994 - FEDERATION FRANCAISE LUTTE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	12 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
126 270,00 €	TTC		19,01 %	24 000,00 €	

Dossier	17015243 - TOURNOI PARIS GRAND SLAM JUDO 2018				
Bénéficiaire	R10421 - FFJDA FEDE FRA JUDO JUJITSU KENDO DISCIPLINES ASSOCIEES				
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	90 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 350 000,00 €	HT		6,67 %	90 000,00 €	

Dossier	17015246 - TOURNOI DE RAZEL BEC 2017 - HANDBALL FEMININ				
Bénéficiaire	R17577 - FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL				
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT		5 %	10 000,00 €	

Dossier	17015248 - COUPE DU MONDE DE BMX SUPERCROSS 2018				
Bénéficiaire	R21361 - FFC FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME				
Localisation	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
255 000,00 €	HT		7,84 %	20 000,00 €	

Dossier	17015265 - 36ème COUPE DU MONDE DE SABRE MOINS DE 20 ANS DE DOURDAN				
Bénéficiaire	R34201 - CERCLE D ESCRIME DOURDAN				
Localisation	DOURDAN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	11 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 000,00 €	TTC		20 %	11 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-609	Budget	2017

Dossier	17015686 - CHALLENGE RESEAU FERRE SNCF TROPHEE MONAL 2018 - ESCRIME				
Bénéficiaire	R27117 - FEDERATION FRANCAISE D'ESCRIME				
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 000,00 €	TTC		9,52 %	10 000,00 €	

Dossier	17015699 - 6ème EDITION LES PARISIENNES				
Bénéficiaire	P0038005 - LES PARISIENNES DE SCIENCESPO				
Localisation	ANTONY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC		10 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	158 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132003 - 13200301	158 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132003 - Événements sportifs**
Action	**13200305 - Ile-de-France terre d'excellence sportive pour l'international**

Dispositif : N° 00000663 - Ile-de-france, terre d'excellence sportive pour l'international

Dossier	17015559 - ACCUEIL DES DELEGATIONS D'OUTRE-MER D'ATHLETISME - FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME (1)				
Bénéficiaire	R10423 - FED FRSE ATHLETISME				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	12 000,00 €			Code nature	6574
Par application du barème				Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
				12 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-609	Budget	2017

Dossier	17015565 - ACCUEIL DES DELEGATIONS D'OUTRE-MER D'ATHLETISME - FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME (2)		
Bénéficiaire	R10423 - FED FRSE ATHLETISME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000663 - Ile-de-france, terre d'excellence sportive pour l'international	23 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132003 - 13200305	23 000,00 €

Annexe 4 : Ambassadeurs du Sport - Tableau affectations novembre 2017

	Nom	Prénom	Sport	Olympique / Paralympique	Cinquième affectation des autorisations d'engagement de la bourse 2017 pour les Ambassadeurs du sport sous convention
1	AICARDI	Jérémy	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
2	DALL'IGNA	Manoël	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
3	VALLEAU	Sacha	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
				TOTAL	**4 500 €**

Annexe 5 : Annexes financières FF ATHLE 2017

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17009870)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANÇAISE D'ATHLÉTISME

Convention n° 17 SP FFA 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 120.000 €
Taux de l'objectif : 29,17 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 35.000€

Il s'agit de poursuivre le développement de la pratique féminine. Cette opération se traduira par la promotion de l'athlétisme par le prisme de la marche nordique notamment grâce à l'organisation de la journée nationale sur plusieurs îles de loisirs en lien avec les clubs locaux. Un salon est également initié sous le nom « Sois + Sport Santé ».

A l'appui des championnats d'Europe de 2020, la Fédération organise également, dès maintenant, un séminaire commun avec les Fédérations françaises handisport et sport adapté de manière à préparer, accompagner des athlètes en situation de handicap, à densifier le nombre d'athlètes mais aussi de développer l'accès aux clubs sur le territoire.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 20.000 €
Taux de l'objectif : 25 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 5.000 €

Afin d'accompagner au mieux les athlètes, la Fédération met en place une étude sur des athlètes Jeunes et Espoirs afin de connaître la compatibilité entre lieux d'étude et lieux d'entrainement en vue d'optimiser leur accompagnement.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 40.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17010242)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME

Convention n° 17 SP FFA 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLÔMES DE TECHNICIEN ET D'ÉDUCATEUR

Formation 1 : Formation des coachs Athlé Santé
Public formé : Educateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 6.000 €

Formation 2 : Formation continue des coachs Athlé Santé
Public formé : Coachs Athlé Santé
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 70 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 210 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 3.000 €

Formation 3 : Formation au CQP Technicien d'athlétisme
Public formé : Sportifs en reconversion
Durée de la formation par stagiaire : 15 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 7.000 €

Formation 4 : Formation au CQP Animateur athlétisme Option Athlé Loisir
Public formé : Sportifs en reconversion
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 9.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 25.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe 6 : Fiches IDF Terre Excellence

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015559

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCUEIL DES DELEGATIONS D'OUTRE-MER D'ATHLETISME - FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME (1)

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200305- Ile-de-France terre d'excellence sportive pour l'international

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FED FRSE ATHLETISME
Adresse administrative : 33 AV PIERRE DE COUBERTIN
75640 PARIS 13 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE GIRAUD, Président

Date de publication au JO : 27 février 1921

N° SIRET : 78444873000027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Île-de-France, terre d'excellence sportive pour l'international
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : accueil des délégations martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise d'athlétisme par la Fédération Française d'Athlétisme dans le cadre de leur participation aux Championnats de France Elite en salle de Liévin (17 et 18 février 2018).

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'accueil d'une délégation étrangère nécessite des mois de préparation, selon l'importance de cette délégation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, l'accueil de la délégation en lui-même, est postérieur à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Préparer les athlètes d'outre-mer aux échéances sportives grâce aux infrastructures d'Île-de-France ;
- Participer au développement de l'athlétisme à travers des animations avec des athlètes d'outre-mer auprès des jeunes franciliens issus des quartiers en politique de la ville.

Description :

La Fédération Française d'Athlétisme accueille les délégations martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise d'athlétisme (12 athlètes et 3 encadrants), du 9 au 16 février 2018, dans le cadre de leur participation aux Championnats de France Elite en salle de Liévin (17 et 18 février 2018).

La Fédération Française d'Athlétisme prend en charge l'hébergement des délégations d'outre-mer, qui logeront à l'INSEP. Cette structure mettra également à disposition toutes les infrastructures sportives (piste d'athlétisme, salle de musculation) nécessaires à leur préparation physique et sportive.

La Fédération Française d'Athlétisme sera également à l'initiative des événements suivants :
- Séance d'entraînement des délégations d'outre-mer en lien avec les jeunes athlètes du club d'athlétisme de Créteil et des clubs environnants. Un échange sera également organisé entre les athlètes et les jeunes, afin d'appréhender leur pratique sportive, les techniques de la discipline et les performances de l'athlète.
- Animation et initiation à l'athlétisme auprès des jeunes issus des quartiers en politique de la ville de Créteil et des communes limitrophes. Seront également prévus une présentation des délégations d'outre-mer et un échange avec les jeunes. Cette animation sera clôturée par un goûter, permettant de rassembler les jeunes, les délégations d'outre-mer et les bénévoles du sport.
- Visite culturelle de Paris pour les délégations d'outre-mer.

Moyens mis en œuvre :
Les bénévoles de la Fédération Française d'Athlétisme sont impliqués dans l'organisation de cet événement, soutenus par la Ligue Île-de-France d'Athlétisme, le club d'athlétisme de Créteil, ainsi que les Ligues de Martinique, Guadeloupe et Guyane d'athlétisme.

Intérêt régional :
- Soutenir la Fédération Française d'Athlétisme dans son projet d'accueil des délégations d'outre-mer d'athlétisme.
- Promouvoir l'athlétisme et les dispositifs sportifs et culturels régionaux, à travers les animations qui seront organisées.
- Renforcer les liens de solidarité avec l'outre-mer victime de catastrophes naturelles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide régionale est calculée sur la base d'un budget prévisionnel détaillé comprenant :
- Hébergement et restauration : 9 400 €.
- Transferts et suivi médical : 500 €.
- Animations : 2 100 €.
- Total de la subvention : 9 400 € + 500 € + 2 100 € = 12 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hébergement et de restauration	9 765,00	34,19%
Frais de transferts internes	500,00	1,75%
Frais d'animations	4 200,00	14,70%
Frais des billets d'avion internationaux	12 000,00	42,01%
Frais de location d'installation sportive	2 100,00	7,35%
Total	28 565,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation de la structure	7 815,00	27,36%
Subvention de la Région Île-de-France	12 000,00	42,01%
Subvention des collectivités territoriales et EPCI	3 750,00	13,13%
Subvention des clubs et des ligues	5 000,00	17,50%
Total	28 565,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	26 736,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	123 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	100 000,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	26 736,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	115 081,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	130 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	25 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	90 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	75 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se	75 000,00 €

	déroulant en Ile-de-France	
	Montant total	786 553,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015565

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCUEIL DES DELEGATIONS D'OUTRE-MER D'ATHLETISME - FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME (2)

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	11 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200305- Ile-de-France terre d'excellence sportive pour l'international

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FED FRSE ATHLETISME
Adresse administrative : 33 AV PIERRE DE COUBERTIN
75640 PARIS 13 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE GIRAUD, Président

Date de publication au JO : 27 février 1921

N° SIRET : 78444873000027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Île-de-France, terre d'excellence sportive pour l'international
Rapport Cadre : CR2017-47 du 09/03/2017

Objet du projet : accueil des délégations martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise d'athlétisme par la Fédération Française d'Athlétisme dans le cadre de leur participation aux Championnats de France cadet, junior et espoir de Val-de-Reuil (24 et 25 février 2018).

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'accueil d'une délégation étrangère nécessite des mois de préparation, selon l'importance de cette délégation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, l'accueil de la délégation en lui-même, est postérieur à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Préparer les athlètes d'outre-mer aux échéances sportives grâce aux infrastructures d'Île-de-France ;
- Participer au développement de l'athlétisme à travers des animations avec des athlètes d'outre-mer auprès des jeunes franciliens issus des quartiers en politique de la ville.

Description :
La Fédération Française d'Athlétisme accueille les délégations martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise d'athlétisme (17 athlètes et 3 encadrants), du 15 au 22 février 2018, dans le cadre de leur participation aux Championnats de France cadet, junior et espoir de Val-de-Reuil (24 et 25 février 2018).

La Fédération Française d'Athlétisme prend en charge l'hébergement des délégations d'outre-mer, qui logeront au CDFAS d'Eaubonne. Cette structure mettra également à disposition toutes les infrastructures sportives (piste d'athlétisme, salle de musculation) nécessaires à leur préparation physique et sportive.

La Fédération Française d'Athlétisme sera également à l'initiative des événements suivants :
- Séance d'entraînement des délégations d'outre-mer en lien avec les jeunes athlètes du club d'athlétisme de Franconville et des clubs environnants. Un échange sera également organisé entre les athlètes et les jeunes, afin d'appréhender leur pratique sportive, les techniques de la discipline et les performances de l'athlète.
- Animation et initiation à l'athlétisme auprès des jeunes issus des quartiers en politique de la ville d'Eaubonne et des communes limitrophes. Seront également prévus une présentation des délégations d'outre-mer et un échange avec les jeunes. Cette animation sera clôturée par un goûter, permettant de rassembler les jeunes, les délégations d'outre-mer et les bénévoles du sport.
- Visite culturelle de Paris pour les délégations d'outre-mer.

Moyens mis en œuvre :
Les bénévoles de la Fédération Française d'Athlétisme sont impliqués dans l'organisation de cet événement, soutenus par la Ligue Île-de-France d'Athlétisme, le club d'athlétisme de Créteil, ainsi que les Ligues de Martinique, Guadeloupe et Guyane d'athlétisme.

Intérêt régional :
- Soutenir la Fédération Française d'Athlétisme dans son projet d'accueil des délégations d'outre-mer d'athlétisme.
- Promouvoir l'athlétisme et les dispositifs sportifs et culturels régionaux, à travers les animations qui seront organisées.
- Renforcer les liens de solidarité avec l'outre-mer victime de catastrophes naturelles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide régionale est calculée sur la base d'un budget prévisionnel détaillé comprenant :
- Hébergement et restauration : 7 450 €.
- Transferts et suivi médical : 1 000 €.
- Animations : 2 550 €.
- Total de la subvention : 7 450 € + 1 000 € + 2 550 € = 11 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hébergement et de restauration	7 686,00	23,44%
Frais de transferts internes	1 000,00	3,05%
Frais d'animations	5 100,00	15,56%
Frais des billets d'avion internationaux	16 000,00	48,80%
Frais de location d'installation sportive	3 000,00	9,15%
Total	32 786,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation de la structure	7 236,00	22,07%
Subvention de la Région Île-de-France	11 000,00	33,55%
Subvention des collectivités territoriales et EPCI	3 750,00	11,44%
Subvention des clubs et des ligues	10 800,00	32,94%
Total	32 786,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	26 736,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	123 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	100 000,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	26 736,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	115 081,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	130 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	25 000,00 €

2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	90 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	75 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	75 000,00 €
	Montant total	786 553,00 €

Annexe 7 : Annexes financières dérogatoires HALTEROPHILIE 2016 et 2017

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16000420)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE D'HALTÉROPHILIE, MUSCULATION

Convention n° 13 SP HAL 001

I) DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADRÉE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 14.000 €
Taux de l'objectif : 46,43 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 6.500 €

Le développement de la discipline passe essentiellement par des stages de découverte de l'haltérophilie.

Ic / Objectif opérationnel d'animation régionale

Budget prévisionnel de l'objectif : 8.000 €
Taux de l'objectif : 18,75 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 1.500 €

L'animation régionale passe par la mise en place du challenge régional haltérophile mais aussi par l'organisation annuelle de la finale nationale.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Objectif opérationnel de stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 10.000 €
Taux de l'objectif : 20 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.000 €

L'accession au haut niveau de l'élite régionale se concrétise par des stages de détection et de préparation des jeunes talents.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 10.000 €

Le Comité Ile-de-France d'Haltérophilie a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de deux versements annuels par appel de fonds :

1er versement :

Si le Comité régional dispose d'une trésorerie suffisante, le 1er versement se fera sous la forme d'un acompte dans la limite de 40 % du montant de la subvention annuelle totale votée et au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Si le Comité régional justifie ne pas disposer d'une trésorerie suffisante pour le démarrage de son programme, une avance peut être versée dans la limite de 60 % du montant de la subvention annuelle totale accordée. Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Second versement (Solde) :

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 16000499)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE D'HALTÉROPHILIE, MUSCULATION

Convention n° 13 SP HAL 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BÉNÉVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation d'initiateurs (Assistant Animateur Régional)
Public formé : Bénévoles licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.850 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 2.850 €

Le Comité Ile-de-France d'Haltérophilie a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Qualification par la formation continue », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de deux versements annuels :

1er versement :

Si le Comité régional dispose d'une trésorerie suffisante, le 1er versement se fera sous la forme d'un acompte dans la limite de 40 % du montant de la subvention annuelle totale votée et au vu des actions de formation réalisées et des dépenses justifiées.

Si le Comité régional justifie ne pas disposer d'une trésorerie suffisante pour le démarrage des actions de formation, une avance peut être versée dans la limite de 60 % du montant de la subvention annuelle totale accordée. Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Second versement (Solde) :

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 17007200)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE D'HALTÉROPHILIE, MUSCULATION

Convention n° 17 SP HAL 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 23.335 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2017 : 7.000 €

Le développement de la discipline passe essentiellement par des stages de découverte de l'haltérophilie.

Le comité met également en place le challenge régional haltérophile ainsi que la finale nationale annuelle.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 10.000 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2017 :3.000 €

L'accession au haut niveau de l'élite régionale se concrétise par des stages de détection et de préparation des jeunes talents.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2017 : 10.000 €

Le Comité Ile-de-France d'Haltérophilie a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2017, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 17007231)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE D'HALTÉROPHILIE, MUSCULATION

Convention n° 17 SP HAL 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BÉNÉVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation d'initiateurs (Assistant Animateur Régional)
Public formé : Bénévoles licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 17 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 102 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 27,94 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2017 : 2.850 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2017 : 2.850 €

Le Comité Ile-de-France d'Haltérophilie a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2017, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d’une attestation sur l’honneur du responsable accompagnée d’un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d’acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu’après justification par le bénéficiaire de l’achèvement et du paiement complet de l’action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d’exécution et du compte rendu financier de l’ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l’agent comptable de l’Agence de Services et de Paiement.

Annexe 8 : Fiches projet Evénements Sportifs

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015248

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COUPE DU MONDE DE BMX SUPERCROSS 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	255 000,00 €	7,84 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFC FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME
Adresse administrative : 1, RUE LAURENT FIGNON
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel CALLOT, Président

Date de publication au JO : 25/02/1903

N° SIRET : 78444876300036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Cette Coupe du Monde de BMX Supercross doit assurer le développement et la promotion du cyclisme en France et à l'étranger et confirmer le savoir-faire de la France dans l'organisation des grands évènements sportifs internationaux.

Description :
La Fédération Française de Cyclisme va organiser la Coupe du Monde de BMX Supercross les 31 mars, 01 et 02 avril 2018 au Vélodrome de Saint-Quentin en Yvelines.

Cette manifestation sportive internationale va regrouper environ 250 sportifs de haut niveau représentant près de 25 nations et sera qualificative pour les Championnats du Monde et les Jeux

Olympiques de 2020.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 6 000 spectateurs sur les 3 journées de cette compétition.

Voici les principales actions prévues dans le domaine du développement durable :

- Politique tarifaire très accessible pour les populations locales.
- Mise en avant des points écologiques du Vélodrome national.
- Application du règlement antidopage international.
- Programme de compétition mixte.

Intérêt régional :
C'est la 1ère fois que ce site (Vélodrome de Saint Quentin en Yvelines) reçoit une compétition de cette envergure en BMX.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
La Fédération Française de Cyclisme représente près de 120 000 licenciés.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'organisation de l'UCI	22 500,00	8,82%
Frais d'organisation administrative	32 500,00	12,75%
Prestation technique et logistique	164 800,00	64,63%
Frais de marketing et de communication	25 200,00	9,88%
Prestations VIP	10 000,00	3,92%
Total	255 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	20 000,00	7,84%
Subvention Conseil Départemental	30 000,00	11,76%
Subvention CNDS	60 000,00	23,53%
Subvention Saint Quentin en Yvelines	100 000,00	39,22%
Recettes billetterie	25 000,00	9,80%
Recettes des engagements	20 000,00	7,84%
Total	255 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	200 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	100 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	100 000,00 €
	Montant total	400 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015265

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 36ÈME COUPE DU MONDE DE SABRE MOINS DE 20 ANS DE DOURDAN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	55 000,00 €	20,00 %	11 000,00 €
	Montant Total de la subvention		11 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERCLE D'ESCRIME DOURDAN
Adresse administrative : PLACE JEAN MOULIN
91410 DOURDAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent BOULANGER (Président)

Date de publication au JO : 1 octobre 1969

N° SIRET : 48500720700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation de la 36ème Coupe du Monde de sabre des moins de 20 ans

Date prévisionnelle de début de projet : 24 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cette opération sont :

- Promouvoir l'escrime de haut niveau.
- Participer à l'animation sportive territoriale.

- Développer ce sport dans la Région d'Ile de France.

Description :
Le Cercle d'Escrime de Dourdan organisera les 10 et 11 février 2018 la 36ème Coupe du Monde de sabre des moins de 20 ans ainsi que le challenge par équipes Georges PALFI, dans les gymnases Nicolas BILLIAULT et Lino VENTURA à Dourdan (91410).

La Fédération Internationale d'Escrime (FIE) a officialisé depuis 1983 un circuit de Coupe du Monde de Sabre, par conséquent cet évènement est une étape très importante dans le parcours qualificatif pour les championnats du Monde juniors.

PROGRAMME :
- Le samedi 10/02/2018 : Coupe du monde de sabre masculin.
- Le dimanche 11/02/2018 : Coupe du Monde de sabre masculin par équipes.

Cette manifestation sportive sera l'occasion pour le Cercle d'Escrime de Dourdan d'accueillir 120 tireurs représentant 20 nations et les 5 continents. Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1 000 spectateurs sur les 2 journées de cette compétition.

Voici les principales actions prévues dans le domaine du développement durable :

- démonstration de l'escrime handisport,
- mise en place d'un contrôle antidopage,
- encouragement de la pratique féminine,
- discipline ouverte à toutes les classes sociales,
- informations sur le respect envers les athlètes et les arbitres,
- mise en place de navettes entre les hôtels et le lieu de compétition.

Intérêt régional :
Mise en valeur de la Région Ile-de-France par l'accompagnement des délégations pendant leur séjour.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics licenciés et non licenciés en Ile-de-France.
La Fédération Française d'Escrime représente environ 62 000 licenciés.

Localisation géographique :
- DOURDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Promotion et communication	3 100,00	5,64%
Achats de récompenses	3 300,00	6,00%
Frais de transport et défraiement des arbitres	5 000,00	9,09%
Redevance FIE	1 100,00	2,00%
Assistance médicale	1 500,00	2,73%
Aménagement du site	9 800,00	17,82%
Frais de transport et hébergement des délégations	23 000,00	41,82%
Restauration	4 200,00	7,64%
Frais d'organisation administrative	4 000,00	7,27%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	11 000,00	20,00%
Subvention Conseil Départemental	4 000,00	7,27%
Subvention Ville de Dourdan	3 900,00	7,09%
Recettes des engagements	5 200,00	9,45%
Instances fédérales	6 800,00	12,36%
Recettes sponsors	2 100,00	3,82%
Recettes hébergement et restauration	22 000,00	40,00%
Total	55 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	11 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères	15 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	8 000,00 €
2015	Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères	12 000,00 €
2016	Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères	12 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	11 000,00 €
	Montant total	58 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015699

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 6ÈME EDITION LES PARISIENNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	50 000,00 €	10,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PARISIENNES DE SCIENCES PO
Adresse administrative : 27 RUE SAINT GUILLAUME
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EVA SAHORES, Présidente

Date de publication au JO : 01/09/2012

N° SIRET : 82322401900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
L'association Les Parisiennes de Sciences Po vont organiser la 6ème édition du tournoi sportif "Les Parisiennes" les 16, 17 et 18 février 2018 à Anthony (92).

C'est un tournoi étudiant international qui consiste à organiser des rencontres dans les 4 disciplines suivantes : Basket-ball, rugby, volley-ball et football.
Il a pour priorités de porter et développer les valeurs relatives au fair-play, l'écologie et la santé. Il est également l'occasion de favoriser la pratique sportive pour les femmes ainsi que pour les personnes en situation de handicap.

Ce tournoi regroupe chaque année plus de 600 étudiants des grandes écoles Françaises et internationales, cela représente près de 50 équipes. Cette année les organisateurs comptent sur la présence d'environ 800 étudiants.

Intérêt régional :
Visibilité internationale de la Région par le biais de la participation de nombreux étudiants de grandes écoles étrangères.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
La Fédération Française du Sport Universitaire représente près de 110 000 licenciés.

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site	2 700,00	5,40%
Frais de communication	1 100,00	2,20%
Organisation administrative et frais divers	10 000,00	20,00%
Frais de logistique	23 000,00	46,00%
Organisation matérielle d'une soirée VIP	13 200,00	26,40%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	5 000,00	10,00%
Partenaires privés	3 000,00	6,00%
Recettes diverses	40 000,00	80,00%
Fonds propres	2 000,00	4,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015246

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TOURNOI DE RAZEL BEC 2017 - HANDBALL FEMININ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	200 000,00 €	5,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL
Adresse administrative : 62 RUE GABRIEL PERI
94257 GENTILLY CEDEX

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Joël DELPLANQUE, Président

Date de publication au JO : 11 juillet 1952

N° SIRET : 78454476900028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 14 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Développement de la pratique sportive féminine.
- Valoriser la vie associative au sein de la Fédération Française de Handball.
- Permettre à l'équipe de France de se confronter à une concurrence internationale.

Description :
La Fédération Française de Handball organise la 12ème édition du Tournoi Razel Bec féminin du 24 au 26 novembre 2017 au stade Pierre de Coubertin.

Cette manifestation sportive va regrouper 4 nations : France, Slovénie, Tunisie et Angola. Ce tournoi fait partie intégrante de la préparation de l'équipe de France féminine pour le Championnat du Monde prévu

du 1er au 17 décembre 2017.

Forte d'une équipe de 100 bénévoles les organisateurs comptent sur la présence d'environ 6 000 spectateurs sur les 2 journées.

Intérêt régional :
Ce tournoi participe au rayonnement du handball dans la Région Ile-de-France mais également au développement de la pratique féminine toutes disciplines confondues.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
Lé Fédération Française de Handball représente plus de 500 000 licenciés.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais divers d'organisation	30 000,00	15,00%
Frais d'hébergement des équipes	50 000,00	25,00%
Défraiements des arbitres	5 000,00	2,50%
Promotion et communication	20 000,00	10,00%
Marketing et partenariats	30 000,00	15,00%
Animations	25 000,00	12,50%
Aménagement du site	40 000,00	20,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région IDF	10 000,00	5,00%
Subvention Ville de Paris	10 000,00	5,00%
Recettes NAMING	60 000,00	30,00%
Recettes billetterie	30 000,00	15,00%
Recettes relations publiques	5 000,00	2,50%
Fonds propres	85 000,00	42,50%
Total	200 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour	30 000,00 €

	le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	25 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	30 000,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	25 000,00 €
2015	Equipements sportifs d'intérêt régional	2 000 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	28 500,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	20 000,00 €
2016	Equipements sportifs d'intérêt régional	4 000 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
	Montant total	6 238 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015243

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TOURNOI PARIS GRAND SLAM JUDO 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	1 350 000,00 €	6,67 %	90 000,00 €
	Montant Total de la subvention		90 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE JUDO, JUJITSU KENDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Adresse administrative : 21 AVENUE PORTE DE CHATILLON
75014 PARIS 14 CEDEX

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Luc ROUGE, Président

Date de publication au JO : 25 mars 1947

N° SIRET : 78457379200024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du Tournoi Paris Grand Slam Judo 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 29 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :

- promouvoir le Judo comme discipline éducative,
- permettre aux spectateurs de découvrir les meilleurs athlètes du monde,
- réaliser un évènement sportif d'envergure internationale en Ile-de-France,
- conforter la place du Judo Français dans le monde sur le plan sportif et organisationnel.

Description :
La Fédération Française de Judo et Disciplines Associées (FFJDA) va organiser le Tournoi Paris Grand Slam Judo les 10 et 11 février 2018 à l'AccorHôtel Aréna. Cette nouvelle édition va regrouper 400 athlètes et représenter plus de 40 nations.

Ce tournoi fait partie des 4 grands tournois du Grand Chelem de la Fédération Internationale de Judo (Paris, Moscou, Rio et Tokyo). Les tournois du Grand Chelem sont les épreuves les plus importantes après les Jeux Olympiques et les championnats du Monde. Ils permettent aux combattants d'additionner et d'accumuler des points selon leurs résultats pour classement à partir du "ranking list".
Les organisateurs comptent sur la présence de 20 000 spectateurs sur les 2 journées.

Voici les principales actions prévues dans le domaine du développement durable :

- mise en place d'un contrôle antidopage,
- mise en place d'un stand sur la lutte contre l'obésité,
- mise en place d'affiches incitant les spectateurs à l'hygiène et à la propreté,
- invitation de jeunes des quartiers sensibles avec l'opération "100 ceintures noires",
- invitation de personnes handicapées ayant participées à des actions dans les ligues.

Moyens mis en œuvre :
Il y aura environ 300 bénévoles, 30 arbitres, 35 commissaires sportifs, 20 cadres techniques et 15 salariés de la FFJDA qui vont participer à l'organisation de cette opération.

Intérêt régional :
Cette manifestation sportive sera l'occasion pour la région Ile-de-France d'accueillir des délégations du monde entier sur un week-end et de proposer un spectacle de très grande qualité à tous les spectateurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés en Ile-de-France.
La Fédération Française de Judo représenté 525 000 licenciés.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais AccorHôtel Aréna	310 000,00	22,96%
Frais de transport	100 000,00	7,41%
Aménagement de la salle	105 000,00	7,78%
Organisation technique	95 000,00	7,04%
Frais de décoration de la salle	22 000,00	1,63%
Frais de restauration	150 000,00	11,11%
Frais d'hébergement	205 000,00	15,19%
Prestations diverses	35 000,00	2,59%
Frais de communication	25 000,00	1,85%
Places VIP	35 000,00	2,59%
Frais production de l'image	126 000,00	9,33%
Droits d'organisation	142 000,00	10,52%
Total	1 350 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	90 000,00	6,67%
Subvention Ville de Paris	50 000,00	3,70%
Recettes d'inscriptions des délégations	265 000,00	19,63%
Recettes billetterie	445 000,00	32,96%
Ventes espaces VIP	110 000,00	8,15%
Fonds propres	390 000,00	28,89%
Total	1 350 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	90 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	7 392,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	3 168,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	95 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	3 168,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	90 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	90 000,00 €
	Montant total	378 728,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015686

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHALLENGE RESEAU FERRE SNCF TROPHEE MONAL 2018 - ESCRIME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	105 000,00 €	9,52 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE D'ESCRIME
Adresse administrative : FFE TOUR GALLIENI 2
93170 BAGNOLET

Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE LAMOUR, Présidente

Date de publication au JO : 31 décembre 1882

N° SIRET : 77567560600054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du challenge Monal 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 5 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :

- promouvoir l'escrime de haut niveau,
- faire connaitre les membres de l'équipe de France,
- découvrir et développer ce sport dans la Région d'Ile de France.

Description :
La Fédération Française d'Escrime va organiser du 11 au 13 Mai 2018 au stade Pierre de Coubertin, la 80ème édition du challenge SNCF, épreuve de Coupe du monde individuelle et par équipes à l'épée

messieurs. Les meilleurs épéistes au monde se sont donné rendez-vous à Paris avec les Italiens, Allemands, russes, coréens, américains et Français.
Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 3500 spectateurs.

Programme prévisionnel :

- le vendredi 11 Mai 2018 : les éliminatoires
- le Samedi 12 Mai 2018 : Coupe du Monde en individuel
- le Dimanche 13 Mai 2018 : Coupe du Monde par équipes.

Voici les principales actions prévues dans le domaine du développement durable :

- information sur la lutte contre l'obésité,
- information sur la lutte contre le dopage,
- transport systématique des joueurs en covoiturage,
- benne à ordure avec tri sélectif, papier recyclé, couverts recyclables,
- inviter des jeunes lycéens, apprentis et licenciés pour assister à la compétition.

Intérêt régional :
Accueillir en Ile de France un évènement international en escrime, discipline Olympique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
La Fédération Française d'Escrime représente près de 62 000 licenciés.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)			**Recettes (€)**		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Frais de communication	10 000,00	9,52%	Subvention Région IDF	10 000,00	9,52%
Aménagement du site	33 000,00	31,43%	Subvention Ville de Paris	7 500,00	7,14%
Animations	2 000,00	1,90%	Recettes billetterie	4 000,00	3,81%
Frais de restauration	8 000,00	7,62%	Engagements des compétiteurs	19 000,00	18,10%
Frais relatifs aux intervenants	30 000,00	28,57%			
Droits internationaux, frais vidéo et arbitrage	19 000,00	18,10%	Recettes ventes tee-shirt	2 000,00	1,90%
			Recettes location des stands	2 500,00	2,38%
Frais boutique	3 000,00	2,86%	Fonds propres	60 000,00	57,14%
Total	105 000,00	100,00%	Total	105 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	30 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	15 000,00 €
	Montant total	85 000,00 €

Annexe 9 : Fiches projets Evénements Sportifs modifiées

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007115

Commission permanente du 17 mai 2017
Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FINALES DES CHAMPIONNATS DE FRANCE DE VOLLEY-BALL 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	50 000,00 €	14,00 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE NATIONALE DE VOLLEY BALL
Adresse administrative : 43B RUE D'HAUTPOUL
75940 PARIS 19 CEDEX

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain GRIGUER, Président

Date de publication au JO : 30/12/1987

N° SIRET : 38351755400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation des Finales des Championnats de France de Volley-ball 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 25 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Promouvoir le volley professionnel et décerner les titres de champion de France des trois divisions,
- Créer un événement social et citoyen autour d'un engouement populaire mobilisant les supporters de volley et le public francilien.

Description :
Les Finales des Championnats de France de Volley-ball vont être organisées par la Ligue Nationale de Volley-ball le 6 Mai 2017 au stade Pierre de Coubertin à Paris.

Après un mois consacré aux Play-Offs, où les huit meilleures équipes au classement régulier des trois championnats (Ligue A Masculine, Ligue A Féminine et Ligue B Masculine) vont s'affronter, la saison se clôturera le 6 Mai 2017.

Le titre de champion de France sera remis au terme des Finales qui se disputeront pour les trois championnats en un match unique sur un même lieu.

Dans le domaine du développement durable, la Fédération Française de Volley-ball va mettre en place les actions suivantes :

- mise en place de contrôles antidopage,
- des articles sur la santé des personnes seront publiés sur le site de la FFVB,
- incitation aux déplacements des délégations en transport en commun ou à pied,
- présentation de l'activité handi-volley avec des invitations à plusieurs associations.

Intérêt régional :
- Promouvoir le handisport à travers le volley assis, discipline paralympique, grâce à une démonstration/animation et la présence d'un stand promotionnel dans le hall d'entrée, lors des Finales.
- Attirer un nouveau public en faisant déplacer des franciliens sur un événement commun.
- Montrer le dynamisme de la région et faire découvrir la région Ile de France aux supporters venus de toute la France
- Mettre en avant la candidature Paris 2024 au travers d'animations le jour de l'événement, quelques jours avant le passage de la Commission d'Evaluation du CIO.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
Les organisateurs comptent sur la participation d'environ 3500 spectateurs.

La Fédération Française de Volley-ball représente environ 125 000 licenciés.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Infrastructures	3 500,00	7,00%
Ressources Humaines	35 000,00	70,00%
Frais de communication	2 500,00	5,00%
Achats de récompenses et trophées	1 500,00	3,00%
Prestations diverses	7 500,00	15,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	7 000,00	14,00%
Subvention Mairie de Paris	3 000,00	6,00%
Ligue Nationale de Volley-ball	35 000,00	70,00%
Billetterie	5 000,00	10,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	7 000,00 €
	Montant total	7 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017276

Commission permanente du 17 mai 2017
Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : GRAND PRIX CYCLISTE DE DRANCY ET DE LA NOCTURNE CYCLISTE DE BOBIGNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	20 000,00 €	25,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VCAB VELO CLUB DE L'AGGLOMERATION DU BOURGET

Adresse administrative : 5 RUE RAYMOND LEFEVRE
93700 DRANCY

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc BENGALA (Président)

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 52953133700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation du Grand Prix cycliste de Drancy et de la nocturne cycliste de Bobigny.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :
- Promouvoir le cyclisme en proposant un « spectacle » gratuit à la population,
- Toucher le plus grand nombre de personnes,
- Créer l'envie de pratiquer: du plus jeune (école de cyclisme) aux adolescents (équipes minimes, cadets et juniors) jusqu'aux adultes (équipe des départementaux et vétérans).

Description :
Le Vélo Club de l'Agglomération du Bourget (VCAB) organise le Grand Prix Cycliste de Drancy le 2 Juillet 2017 et la Nocturne cycliste de Bobigny le 10 Juin 2017.

La course cycliste de « Bobigny » est courue en nocturne le 10 Juin 2017. Les coureurs parcourent le circuit de 2km, 45 fois pour un total de 90km représentant environ 2h15 de course. 100 coureurs sont attendus.

Le Grand Prix cycliste de Drancy est couru le 02 juillet 2017 toute la journée. En effet, le premier départ sera donné à 8h30.

Les coureurs vont parcourir le circuit de 2km à plusieurs reprises selon les catégories. Neufs courses sont planifiés:

- pré licenciés, poussins, pupilles et benjamins (pour les écoles de cyclisme),
-minimes et cadets (comprenant des coureurs entre 12 et 14 ans pour les minimes et entre 15 et 16 ans pour les cadets),
- départemental 3 et 4 (vétérans),
- départemental 1 et 2, et régional (comprenant les 2e, 3e catégories et Juniors).
500 coureurs sont attendus sur la journée, appartenant à une soixantaine de club basés en et en dehors d'Ile de France.

Intérêt régional :
Organisation de deux journées de courses cyclistes dans deux villes de la région Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des villes concernées et alentour

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	10 000,00	50,00%
Achat de matériels et fournitures	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	5 000,00	25,00%
Partenaires privés	5 000,00	25,00%
Fonds propres	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

Annexe 10 : Fiche modifiée Fédération Française de Lutte

FICHE PROJET MODIFIEE DU DOSSIER N° 17012240

Commission permanente du 20 septembre 2017
Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TEST MATCH - FRANCE / BULGARIE - RENCONTRE INTERNATIONALE DE LUTTE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	126 270,00 €	19,01 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE LUTTE
Adresse administrative : 2 RUE LOUIS PERGAUD
94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN BERTHOLOM, Président
N° SIRET : 78444870600043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : organisation de la rencontre internationale France - Bulgarie

Date prévisionnelle de début de projet : 30 Juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 Septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cette opération sont de :
- promouvoir la lutte auprès des médias, du grand public et des partenaires,
- communiquer autour de la discipline et occuper l'espace médiatique pendant environ 1 mois en amont et après l'évènement.

Description :
La Fédération Française de Lutte organise le 28 novembre 2017 le test match France - Bulgarie qui sera la 10ème rencontre internationale au Cirque d'Hiver Bouglione.

Ce Test Match de Lutte qui s'annonce spectaculaire, est l'événement sportif qui rassemble fans et non-initiés autour d'une discipline olympique au cœur du plus ancien cirque du monde (1852). Chacune des soirées lutte dans cet écrin prestigieux plonge les spectateurs dans ce qu'il y a de plus antique dans cette discipline.

Pour cette nouvelle édition, la Fédération Française de Lutte promet, en défiant la Bulgarie, une soirée intense avec 10 combats de haut niveau dans les 3 styles de lutte Olympique (gréco-romaine, libre, féminine).

La Fédération Française de Lutte propose de nombreuses animations pour les 1600 spectateurs attendus.

Intérêt régional :
- Permettre aux clubs franciliens de participer à un évènement international,
- Offrir l'organisation d'une rencontre de haut niveau sur le territoire francilien,
- Apporter un rayonnement international avec l'accueil de la délégation bulgare.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location Salle	24 000,00	19,01%
Restauration	22 500,00	17,82%
Hébergement	5 400,00	4,28%
Location matériel	2 150,00	1,70%
Achats	5 820,00	4,61%
Animations spectacle	9 000,00	7,13%
Sécurité	1 700,00	1,35%
Frais de personnel	40 000,00	31,68%
Communication	6 000,00	4,75%
Relations presse	6 000,00	4,75%
Divers	3 000,00	2,38%
Location de véhicule	700,00	0,55%
Total	126 270,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	24 000,00	19,01%
Subvention Mairie de Paris	12 000,00	9,50%
Fédération Française de Lutte	47 270,00	37,44%
Partenaires privés	30 000,00	23,76%
Billetterie	8 000,00	6,34%
Location de table	5 000,00	3,96%
Total	126 270,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	10 400,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	18 000,00 €
2014	Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères	20 000,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	10 400,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	14 400,00 €
2015	Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères	25 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	9 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	12 000,00 €
2016	Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères	20 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	8 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	24 000,00 €
	Montant total	171 200,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-616

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE
DISPOSITIF D'AIDE À LA CONSTRUCTION, RECONSTRUCTION, EXTENSION, RÉNOVATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS LIÉS AUX LYCÉES
DISPOSITIF TERRAINS SYNTHÉTIQUES DE GRAND JEU
DISPOSITIF ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ
DISPOSITIF PLAN PISCINES
DISPOSITIF ÉQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTÉRÊT RÉGIONAL
DISPOSITIF ACHAT D'ÉQUIPEMENTS EN FAVEUR DU HANDISPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'Education;

VU Le code du Sport;

VU La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 133,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 portant nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France – Première partie ;

VU La délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017 portant adoption de nouvelles conventions types suite aux votes des délibérations cadre de décembre 2016 et mars 2017 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-616 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

1- Dispositif « Aide à la construction, reconstruction, rénovation, extension d'équipements sportifs liés aux lycées »

Approuve le règlement d'intervention « Equipements sportifs mis à disposition des lycées » tel que présenté en annexe 8 de la présente délibération.

Abroge en conséquence le règlement d'intervention précédemment approuvé par délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016.

Décide de participer au titre du dispositif « Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées » au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **1 180 375,00 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 180 375,00 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », au titre du programme HP32-001(132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens » (13200106), du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

2- Dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux »

Décide de participer au titre du dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux » au financement des projets détaillés en annexe 3 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **194 275,34 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **194 275,34 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

3- Dispositif « Equipements sportifs de proximité »

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs de proximité » au financement des projets détaillés en annexe 4 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de **783 874,70 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **783 874,70 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

4- Dispositif « Plan Piscines »

Décide de participer au titre du dispositif « Plan piscines » au financement des projets détaillés en annexe 5 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de **308 263,35 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **308 263,35 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action « Plan piscines » (13200103) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

5- Dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional » au financement du projet détaillé en annexe 6 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de **1 403 400,00 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 403 400,00 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de niveau régional » (13200101) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

6- Dispositif « Achat d'équipements en faveur du handisport »

Décide de participer au titre du dispositif « Achat d'équipements en faveur du handisport » au financement du projet détaillé en annexe 7 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de **23 421,00 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **23 421,00 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Achat d'équipements en faveur du handisport » (13200102) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

7- CREPS d'Ile-de-France

Décide de participer aux travaux de rénovation du patrimoine bâti du CREPS d'Ile-de-France par l'affectation en dépense directe d'un montant de **565 000 €**.

Affecte une autorisation de programme de **565 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « CREPS d'Ile-de-France » (13200105) du budget régional 2017.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

N° d'aide versée	Bénéficiaires	Opérations	Date prévisionnelle de démarrage
EX020069	Persan	Création d'un terrain de football en gazon synthétique en remplacement d'un terrain herbu au stade Louis Odinot	01/06/2017
EX018036	Stade Français	Création d'un terrain synthétique au stade Haras du Lupin (Vaucresson)	05/06/2017
EX026176	Suresnes	Réhabilitation des équipements sportifs du stade Maurice Hubert et du gymnase J.B Aubry	01/09/2017
EX026098	Rueil-Malmaison	Installation d'un mur d'escalade au gymnase Vert Bois	07/08/2017
EX024318	Noisy-le-Grand	Création de deux ensembles sportifs de proximité comportant chacun un terrain de proximité et un plateau "fitness"	02/10/2017
17014602	Melun	Réhabilitation de la piscine municipale couverte	01/10/2017
17014568	Sartrouville	Extension / rénovation du complexe sportif évolutif couvert Evariste Galois	06/06/2017

EX026463	Champagne sur Oise	Création de deux parcours sportifs	25/09/2017
EX026386	Montrouge	Travaux d'extension et de réhabilitation du Cercle Athlétique de Montrouge pour la création des vestiaires de hockey	04/09/2017
EX024601	Sartrouville	Réfection des éclairages du gymnase Paulhan	03/07/2017
EX025818	Vélizy Villacoublay	Construction d'un espace de glisse universelle, d'un skate-park et d'un terrain multi sports au stade Jean de Nève	11/06/2017
EX023402	Villebon-sur-Yvette	Aménagement et équipement sportif d'un terrain de proximité sur le quartier "La Roche"	01/06/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

annexe 1 état récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-616	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200101 - Équipements sportifs de niveau régional**

Dispositif : N° 00000036 - Equipements sportifs d'intérêt régional

Dossier	17014793 - Fédération Française de Judo : Création d'un pôle Sport et Formation au Grand Dôme de Villebon			
Bénéficiaire	R10421 - FEDERATION FRANCAISE DE JUDO, JUJITSU KENDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES			
Localisation	VILLEBON-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 300 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 800 000,00 €	TTC	27,08 %	1 300 000,00 €	

Dossier	17014802 - Chelles : Extension du skate park national			
Bénéficiaire	R326 - COMMUNE DE CHELLES			
Localisation	CHELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	103 400,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
579 000,00 €	HT	17,86 %	103 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000036 - Equipements sportifs d'intérêt régional	1 403 400,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200101	1 403 400,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200102 - Achat d'équipements en faveur du handisport**

Dispositif : N° 00000040 - Achat d'équipement en faveur du handisport

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-616	Budget	2017

Dossier	17015242 - ACHAT D'EQUIPEMENT EN FAVEUR DE LA PRATIQUE SPORTIVE HANDISPORT - COMITE IDF HANDISPORT			
Bénéficiaire	R4223 - COMITE HANDISPORT ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 421,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 422,00 €	TTC	76,99 %	23 421,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000040 - Achat d'équipement en faveur du handisport	23 421,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200102	23 421,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200103 - Plan piscines**

Dispositif : N° 00000085 - Plan Piscines Régional

Dossier	17014602 - Melun (77) - Réhabilitation de la piscine municipale couverte			
Bénéficiaire	R785 - COMMUNE DE MELUN			
Localisation	MELUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	308 263,35 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 055 089,00 €	HT	15 %	308 263,35 €	

Total sur le dispositif N° 00000085 - Plan Piscines Régional	308 263,35 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200103	308 263,35 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200106 - Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens**

Dispositif : N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-616	Budget	2017

Dossier	17003524 - Eaubonne : Reconstruction du gymnase Georges Hebert			
Bénéficiaire	R104 - COMMUNE D'EAUBONNE			
Localisation	EAUBONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	875 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500 000,00 €	HT	35 %	875 000,00 €	

Dossier	17014568 - Sartrouville (78) - Extension / rénovation du complexe sportif évolutif couvert Evariste Galois			
Bénéficiaire	P0025831 - SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES LYCEES DU DISTRICT SCOLAIRE DE SARTROUVILLE			
Localisation	SARTROUVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	137 375,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
392 500,00 €	HT	35 %	137 375,00 €	

Dossier	17015408 - Lagny-sur-Marne : Transformation d'un terrain stabilisé en terrain synthétique dans le parc des sports			
Bénéficiaire	R469 - COMMUNE DE LAGNY SUR MARNE			
Localisation	LAGNY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
560 000,00 €	HT	30 %	168 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 180 375,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200106	1 180 375,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200110 - Equipements sportifs de proximité**

Dispositif : N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-616	Budget	2017

Dossier	EX018036 - STADE FRANCAIS : Création d'un terrain synthétique niveau 5 - Stade Haras du Lupin à Vaucresson			
Bénéficiaire	R30234 - STADE FRANCAIS			
Localisation	VAUCRESSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	92 097,90 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
613 985,99 €	TTC	15 %	92 097,90 €	

Dossier	EX020069 - PERSAN (95) - Création d'un terrain de football en gazon synthétique en remplacement du terrain herbu au stade Louis Odinot			
Bénéficiaire	R181 - COMMUNE DE PERSAN			
Localisation	PISCOP			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 177,44 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
681 182,95 €	HT	15 %	102 177,44 €	

Total sur le dispositif N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux	194 275,34 €

Dispositif : N° 00001019 - Equipements sportifs de proximité

Dossier	EX022966 - SAINTE MESME (78) - Création d'un City Stade			
Bénéficiaire	R715 - COMMUNE DE SAINTE MESME			
Localisation	SAINTE-MESME			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 499,25 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
109 995,00 €	HT	15 %	16 499,25 €	

Dossier	EX022983 - VILLEPINTE (93) - Reconstruction des salles de boxe au stade Infroit et mutualisation des 5 vestiaires			
Bénéficiaire	R1269 - COMMUNE DE VILLEPINTE			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	160 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	HT	20 %	160 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-616	Budget	2017

Dossier	EX023192 - ROSNY SOUS BOIS (93) - Transformation d'un court de tennis inutilisé et dégradé en terrain multisports au stade A.Girodit			
Bénéficiaire	R1265 - COMMUNE DE ROSNY SOUS BOIS			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 195,15 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 301,00 €	HT	15 %	12 195,15 €	

Dossier	EX023402 - VILLEBON SUR YVETTE : Aménagement et équipement sportif d'un terrain de proximité sur le quartier "La Roche"			
Bénéficiaire	R1230 - COMMUNE DE VILLEBON SUR YVETTE			
Localisation	VILLEBON-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 437,10 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 874,20 €	HT	50 %	3 437,10 €	

Dossier	EX023644 - VARENNES SUR SEINE (77) - Divers travaux de rénovation au stade municipal Guy Deblois			
Bénéficiaire	R962 - COMMUNE DE VARENNES SUR SEINE			
Localisation	VARENNES-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 805,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 700,00 €	HT	15 %	8 805,00 €	

Dossier	EX024070 - LESIGNY (77) - Construction d'un parcours de santé type street workout			
Bénéficiaire	R487 - COMMUNE DE LESIGNY			
Localisation	LESIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 486,10 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 972,20 €	HT	50 %	25 486,10 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-616	Budget	2017

Dossier	EX024190 - AVON (77) - AMENAGEMENT DU PLATEAU SPORTIF EXTERIEUR DE LA BUTTE-MONTCEAU			
Bénéficiaire	R246 - COMMUNE D'AVON			
Localisation	AVON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 751,42 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
111 676,11 €	HT	15 %	16 751,42 €	

Dossier	EX024318 - NOISY LE GRAND (93) - Création de deux ensembles sportifs de proximité comportant chacun un terrain de proximité et un plateau "fitness"			
Bénéficiaire	R1274 - COMMUNE DE NOISY LE GRAND			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	50 %	100 000,00 €	

Dossier	EX024601 - SARTROUVILLE : Réfection des éclairages du Gymnase Paulhan			
Bénéficiaire	R719 - COMMUNE DE SARTROUVILLE			
Localisation	SARTROUVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 167,40 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 837,00 €	HT	20 %	3 167,40 €	

Dossier	EX025281 - GOMETZ LE CHATEL (91) - Installation de modules de fitness en accès libre au bois des grès et au bassin d'Armand			
Bénéficiaire	R1124 - COMMUNE DE GOMETZ LE CHATEL			
Localisation	GOMETZ-LE-CHATEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 435,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 871,60 €	HT	50 %	6 435,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-616	Budget	2017

Dossier	EX025460 - BRETIGNY SUR ORGE (91) - Création d'un parcours de glisse type skate park			
Bénéficiaire	R1073 - COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE			
Localisation	BRETIGNY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 399,59 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
302 663,91 €	HT	15 %	45 399,59 €	

Dossier	EX025818 - VELIZY VILLACOUBLAY : construction d'un espace de glisse universelle, d'un skate-park et d'un terrain multi sports au stade Jean de Nève			
Bénéficiaire	R737 - COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY			
Localisation	VELIZY-VILLACOUBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 771,03 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 806,89 €	HT	15 %	28 771,03 €	

Dossier	EX025840 - MORIGNY CHAMPIGNY (91) - Création d'un mini stadium et REHABILITATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS sur le complexe sportif J.COULOMBEL			
Bénéficiaire	R1169 - COMMUNE DE MORIGNY CHAMPIGNY			
Localisation	MORIGNY-CHAMPIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 657,17 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
148 618,76 €	HT	14,57 %	21 657,17 €	

Dossier	EX025998 - ORSAY (91) - Construction de 6 courts de tennis			
Bénéficiaire	R1178 - COMMUNE D'ORSAY			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	51 220,21 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
341 468,09 €	HT	15 %	51 220,21 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-616	Budget	2017

Dossier	EX026098 - RUEIL MALMAISON (92) - Installation d'un mur d'escalade au gymnase du Vert Bois			
Bénéficiaire	R1036 - COMMUNE DE RUEIL MALMAISON			
Localisation	RUEIL-MALMAISON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 913,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 135,00 €	HT	10 %	7 913,50 €	

Dossier	EX026176 - SURESNES (92) - Réhabilitation des équipements sportifs du stade Maurice Hubert et du gymnase Jean-Baptiste Aubry			
Bénéficiaire	R1040 - COMMUNE DE SURESNES			
Localisation	SURESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 792,27 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
915 123,28 €	HT	16,48 %	150 792,27 €	

Dossier	EX026386 - Montrouge : Travaux d'extension et de réhabilitation du Cercle Athlétique de Montrouge pour la création des vestiaires de hockey			
Bénéficiaire	R1031 - COMMUNE DE MONTROUGE			
Localisation	MONTROUGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	HT	20 %	60 000,00 €	

Dossier	EX026423 - BAILLET EN FRANCE (95) - Réhabilitation d'un parcours sportif dans le parc du Bois de l'Etang			
Bénéficiaire	R61 - COMMUNE DE BAILLET EN FRANCE			
Localisation	BAILLET-EN-FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 153,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 307,00 €	HT	50 %	9 153,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-616	Budget	2017

Dossier	EX026463 - CHAMPAGNE SUR OISE (95) - Création de deux parcours sportifs			
Bénéficiaire	R85 - COMMUNE CHAMPAGNE SUR OISE			
Localisation	CHAMPAGNE-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 000,00 €	HT	50 %	23 000,00 €	

Dossier	EX027308 - HERBLAY (95) - Aménagement d'un parcours de santé sur les berges de Seine			
Bénéficiaire	R136 - COMMUNE D'HERBLAY			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 993,93 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 987,86 €	HT	50 %	19 993,93 €	

Dossier	EX027397 - MERY SUR OISE (95) - Rénovation de l'éclairage des courts de tennis intérieurs			
Bénéficiaire	R158 - COMMUNE DE MERY SUR OISE			
Localisation	MERY-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 015,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 079,00 €	HT	20 %	4 015,80 €	

Dossier	17014948 - MENNECY (91) - Remise en état des équipements sportifs au stade JJ.Robert - Terrains de football et éclairages			
Bénéficiaire	R1158 - COMMUNE DE MENNECY			
Localisation	MENNECY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 180,48 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 601,36 €	HT	15,67 %	9 180,48 €	

Total sur le dispositif N° 00001019 - Equipements sportifs de proximité	783 874,70 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200110	978 150,04 €

annexe 2 fiches projets Equipements lycées

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003524

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EAUBONNE : RECONSTRUCTION DU GYMNASE GEORGES HEBERT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	2 500 000,00 €	35,00 %	875 000,00 €
	Montant Total de la subvention		875 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EAUBONNE
Adresse administrative : 1 RUE D'ENGHIEN
95601 EAUBONNE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Grégoire DUBLINEAU, Maire

N° SIRET : 21950203600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Reconstruction du gymnase Georges Hebert

Date prévisionnelle de début de projet : 16 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Reconstruire ce gymnase, fermé depuis 2014 pour des raisons structurelles, et qui pourra bénéficier de l'homologation régionale pour les sports collectifs et accueillir des compétitions de niveau régional.

Description :
Cet équipement polyvalent et performant (notamment du point de vue énergétique) ser composé d'un pôle multisports accueillant les entraînements et les compétitions jusqu'au niveau régional, d'une salle polyvalente et d'un dojo.

Les critères de hauteur, surface et éclairage seront respectés pour obtenir l'homologation régionale.

Intérêt régional :
Le lycée Louis Armand sera un des principaux utilisateurs de l'équipement, à raison de 40,5 heures hebdomadaires (dont 4,5 heures pour l'UNSS)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public scolaire (notamment lycéens et collégiens), ainsi qu'associations et clubs sportifs (notamment le CMSE handball féminin).

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement d'intervention du dispositif prévoit un taux de subvention de 25 % maximum appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la construction ou rénovation d'un "gymnase 44 m x 23,50 m", soumises à un plafond de travaux de 2 500 000 € HT.

Taux de subvention de 35% constitué comme suit :
- Taux de base = 25%
- Majoration liée à la mise à disposition gratuite au lycée Louis Armand d'autres équipements sportifs = 10% (Mise à disposition du terrain synthétique Paul Nicolas, du terrain pelouse et de la piste d'athlétisme du Stade Emile Wildermuth, et du centre sportif Suzanne Lenglen à hauteur de 40 heures hebdomadaires en moyenne sur l'année scolaire).

Localisation géographique :
- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation chantier	162 100,00	2,62%
Terrassement, VRD	789 900,00	12,75%
Gros oeuvre	1 009 800,00	16,30%
Charpente métallique, bardage, étanchéité	1 555 200,00	25,10%
Menuiserie extérieure	675 600,00	10,91%
Platrerie, cloisons, faux-plafonds	229 500,00	3,70%
Menuiserie intérieure	230 800,00	3,73%
Serrurerie	104 350,00	1,68%
Revêtements de sol, carrelage, peinture	294 050,00	4,75%
Sanitaires	127 710,00	2,06%
Chauffage, ventilation	587 750,00	9,49%
Electricité, ascenseur	326 550,00	5,27%
Equipements sportifs	86 100,00	1,39%
Signalétique	15 700,00	0,25%
Total	6 195 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD95	700 000,00	11,30%
CRIF	875 000,00	14,12%
Commune d'Eaubonne	4 620 110,00	74,58%
Total	6 195 110,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	600 000,00 €
2019	275 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	19 320,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	65 000,00 €
	Montant total	84 320,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014568

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SARTROUVILLE (78) - EXTENSION / RENOVATION DU COMPLEXE SPORTIF EVOLUTIF COUVERT EVARISTE GALOIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	392 500,00 €	35,00 %	137 375,00 €
	Montant Total de la subvention		137 375,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES LYCEES DU DISTRICT SCOLAIRE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative : 2 RUE BUFFON
78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Madame Catherine LIANSART, Présidente

N° SIRET : 20003747100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : extension / rénovation du complexe sportif évolutif couvert (cosec) Evariste Galois

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux ont démarré de manière à ce qu'ils se déroulent, pour la partie la plus lourde, durant la période estivale, minimisant ainsi le temps de travaux pouvant gêner l'utilisation des autres salles du complexe durant l'année scolaire et la saison sportive.

Objectifs :
Faciliter la pratique sportive par la rénovation et l'adaptation des locaux.

Description :
L'objectif du projet est de :
- créer d'un accès directe depuis le hall jusqu'à la salle de gymnastique (actuellement il faut traverser des vestiaires)
- redistribuer les vestiaires et adapter les locaux aux PMR
- réaliser une extension servant d'espace de stockage et permettant de libérer les salles sportives du matériel qui y est stocké
- créer une tribune
- rénover les revêtements des sols de la salle omnisport.

Intérêt régional :
Le Lycée Evariste Gallois est utilisateur principal du gymnase, entre 74 et 106 heures hebdomadaires réparties sur les 3 salles de l'équipement. Les associations sportives locales (notamment USS Gymnastique, karaté club et école d'aïkido) sont également utilisatrices.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public lycéen et associatif, notamment 3 clubs résidents.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement d'intervention du dispositif prévoit un taux de subvention de 25 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la construction ou rénovation d'un gymnase.

Taux de subvention de 35% constitué comme suit :
- Taux de base = 25%
- Majoration liée à la mise à disposition gratuite aux lycées d'autres équipements sportifs = 10% (Mise à disposition du gymnase Colette et du stade Tobrouk à hauteur repsectivement de 40 et 33,5 heures hebdomadaires pour les lycées Evariste Gallois, Jules Verne et Jean Paul II).

Localisation géographique :
- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Extension	220 000,00	56,05%
Redistribution (vestiaires et accès)	105 000,00	26,75%
Revêtement salle omnisport	67 500,00	17,20%
Total	392 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	137 375,00	35,00%
SILS	255 125,00	65,00%
Total	392 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	137 375,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015408

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LAGNY-SUR-MARNE : TRANSFORMATION D'UN TERRAIN STABILISE EN TERRAIN SYNTHETIQUE DANS LE PARC DES SPORTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	560 000,00 €	30,00 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LAGNY SUR MARNE
Adresse administrative : 2 PL DE L'HOTEL DE VILLE
77400 LAGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Maire

N° SIRET : 21770243000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : transformation d'un terrain stabilisé en terrain synthétique dans le parc des sports

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mise à disposition d'un terrain homologué pour la pratique du football (compétitions, scolaires et loisirs)

Description :
Il s'agit de transformé un terrain, actuellement en terre stabilisée, en terrain en herbe synthétique. Ce dernier est surexploité et ne permet plus une bonne pratique sportive durant les périodes de pluie et gel. Cette transformation permettra une utilisation étendue de cet équipement.

Intérêt régional :
Les Lycées Van Dongen et St-Laurent seront parmis les utilisateurs principaux de l'équipement, à hauteur respectivement de 27 et 9,5 heures hebdomadaires d'utilisation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les lycées Van Dongen et St-Laurent, le club résident de l'US Lagny Football, autres scolaires et péri-scolaires.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement d'intervention du dispositif prévoit un taux de subvention de 30 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de "plateau(x) extérieur(s) EPS : terrain de grands jeux, infrastructures d'athlétisme..."

Localisation géographique :
- LAGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	5 000,00	0,89%
Terrassements généraux	45 000,00	8,04%
Assainissement, drainage, bordures	45 000,00	8,04%
Infrastructure du terrain	110 000,00	19,64%
Revêtement du terrain	280 000,00	50,00%
Equipements sportifs (buts, poteaux de corner, bancs de touche)	15 000,00	2,68%
Serrurerie (main courante, portillons)	35 000,00	6,25%
Allée périphérique et abords directs	25 000,00	4,46%
Total	560 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fédération Française de Football	120 000,00	21,43%
CRIF	168 000,00	30,00%
Commune de Lagny-sur-Marne	272 000,00	48,57%
Total	560 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	168 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	60 235,20 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	79 696,00 €
	Montant total	139 931,20 €

annexe 3 Terrains synthétiques

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020069

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PERSAN (95) - CREATION D'UN TERRAIN DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE EN REMPLACEMENT DU TERRAIN HERBU AU STADE LOUIS ODINOT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	681 182,95 €	15,00 %	102 177,44 €
	Montant Total de la subvention		102 177,44 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PERSAN
Adresse administrative : 65 AVENUE GASTON VERMEIRE
95340 PERSAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain KASSE, Maire

N° SIRET : 21950487500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Transformer le terrain de football actuel en un revêtement en gazon synthétique adapté à la pratique du football à 11 et aménagé en deux terrains de football à dimensions réduites (football à 8).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour permettre aux associations sportives d'utiliser le nouveau terrain dès la rentrée de septembre 2017, la Ville a été contrainte de réaliser les travaux durant la période estivale.

Objectifs :
En perpétuelle évolution, la politique sportive de la Ville de PERSAN n'a de cesse de s'adapter et d'évoluer au gré des besoins et des attentes des sportifs, mais aussi au regard des contraintes environnementales, une préoccupation majeure pour la Municipalité qui a ainsi décidé d'aménager un terrain de football en synthétique sur le stade Louis Odinot en remplacement d'un terrain actuellement en gazon naturelle, renforçant toujours plus l'offre sportive présente sur la commune, pour le plus grand plaisir des nombreux utilisateurs.

Description :
Le choix de remplacer le terrain en gazon naturel par un terrain synthétique a été motivé par la qualité et la résistance du revêtement, mais également par l'usage intensif qu'il autorise par semaine.

Très économe en terme d'entretien, cette aire de jeu moderne peut être utilisée toute l'année et ce, quelles que soient les conditions atmosphériques, préservant d'autant les autres terrains en herbe. Une démarche vertueuse qui répond aux objectifs de la politique volontariste conduite par la Municipalité en matière de développement durable.

L'effectif des clubs s'est vue modifié par l'adhésion de filles : CATEGORIE U13 , CATEGORIE U 16 et de la CATEGORIE U 19, dont une entente avec le CLUB DE Beaumont sur Oise EBM . Le nombre de filles à ce jour est de 30 inscrites.

Moyens mis en œuvre :
La collectivité prévoit la création d'une citerne enterrée devant récupérer les eaux de ruissellement du terrain synthétique, l'eau ainsi récupérée servira à l'arrosage du terrain herbu par le biais d'un dispositif de by-pass raccordé au réseau d'arrosage automatique du terrain herbu.

Le transport des matériaux devra s'effectuer sans dégradation des routes, formes et travaux déjà exécutés ou des aménagements existants conservés.

En cas de dégradations, l'entreprise devra assurer la réfection de toutes les zones détériorées. Il sera tenu de prendre contact avec les ayant droits et les administrations concernées pour la remise en état des ouvrages.

Lorsque les dégradations commises ne seront pas réparées dans les délais prescrits par le Maître d'œuvre, les dommages feront l'objet d'un procès-verbal et seront réparés d'office aux frais de l'entreprise, sans pour autant dégager sa responsabilité.

En application de l'article 471-4e alinéa du Code Pénal, l'entreprise aura à sa charge sur les voies publiques, le nettoyage des chaussées souillées par ses engins.

L'entreprise prévoira un dispositif, humain ou mécanique, de nettoyage des roues des engins quittant le chantier pendant les phases salissantes.

Toutes les précautions d'usage seront prises pour assurer en toute sécurité et à tout moment la circulation piétonne et automobile sur la voie publique (signalisation, etc.) ainsi que dans les allées du stade et à proximité de la tribune où se trouvent les vestiaires.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les 500 licenciés, hommes et femmes, qui font partie des associations sportives.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : création ou transformation d'un terrain en synthétique aux normes d'au moins une fédération habilitée

Montant HT des travaux éligibles : 681 182,95 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 102 177,44 €

Localisation géographique :
- PISCOP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	14 345,30	2,11%
Terrassement	114 551,50	16,82%
Travaux allée périphérique terrain football	18 645,40	2,74%
Assainissement et drainage du terrain	121 046,91	17,77%
Travaux du sol du terrain (support en grave et gazon synthétique)	314 971,00	46,24%
Fourniture et pose des équipements sportifs	62 863,91	9,23%
Prestations diverses (tracés du terrain, poteaux, machines entretien gazon)	34 758,93	5,10%
Total	681 182,95	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	102 177,44	15,00%
Participation Département	136 236,59	20,00%
Dotation Politique de la Ville	250 000,00	36,70%
FAFA	50 000,00	7,34%
Fonds propres de la commune	142 768,92	20,96%
Total	681 182,95	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	102 177,44 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 530,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 035 000,00 €

2014	Jardins solidaires en Ile de France	390,00 €
	Montant total	7 920,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX018036

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : STADE FRANCAIS : CREATION D'UN TERRAIN SYNTHETIQUE NIVEAU 5 - STADE HARAS DU LUPIN A VAUCRESSON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	613 985,99 €	15,00 %	92 097,90 €
	Montant Total de la subvention		92 097,90 €

Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STADE FRANCAIS
Adresse administrative : 2 RUE DU COMMANDANT GUILBAUD
75016 PARIS 16
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PAUL CHAPPOUX, Président

Date de publication au JO : 4 février 1902

N° SIRET : 30299790300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : création d'un terrain synthétique niveau 5

Date prévisionnelle de début de projet : 5 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet doit être achevé au plus vite pour permettre aux jeunes du Stade Français d'évoluer sur un terrain digne de ce nom. il était donc nécessaire de procéder au démarrage des travaux dès le début de l'été.

Objectifs :
Le projet de terrain synthétique que le Stade Français souhaite implanter au stade du Haras Lupin à Vaucresson

Description :
Ce projet répond à plusieurs objectifss :

- L'augmentation de la capacité d'accueil du Stade Français et partant, l'augmentation du nombre de licenciés (de l'école de Football aux équipes seniors et vétérans)
- Une plus grande ouverture vers les écoles de la Ville de Vaucresson
- Un développement des relations avec l'hôpital de Garches et le Lycée Toulouse-Lautrec de Vaucresson
- Un développement des actions déjà mises en place pour le compte du District des Hauts-de-Seine, de la Ligue de Paris Île de France et la Fédération Française de
Football
- Un développement de nouvelles actions

Le terrain synthétique remplacera le terrain en herbe actuellement sur-utilisé et dont la capacité d'accueil n'est pas suf¿sante pour répondre aux besoins du club.
En effet, un terrain en herbe, pour que le gazon reste en état correct, ne peut pas supporter plus de 15 heures par semaine (en hiver notamment) ; ce qui n'est pas suffisant pour les besoins actuels du club et encore moins pour les besoins futurs du Stade Français. A contrario, un terrain en synthétique supporte 40, voire 50 heures par semaine.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- licenciés du club (de l'école de Football aux équipes seniors et vétérans) + section féminines
- les écoles de la Ville de Vaucresson du cp au cm2
- l'hôpital de Garches via l'erea lycée Jean Monnet
- le Lycée Toulouse-Lautrec de Vaucresson

Détail du calcul de la subvention :
Coût du projet : 613.985,99 € TTC (ne comprenant que le terrain)
Taux de subvention : 15 %
Montant de la subvention : 92.097,90 €

Localisation géographique :
- VAUCRESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation du terrain	613 985,99	100,00%
Total	613 985,99	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	92 097,90	15,00%
FFF (FAFA)	87 042,00	14,18%
Edisport	185 084,00	30,14%
Stade français	249 762,09	40,68%
Total	613 985,99	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	92 097,90 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	22 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	8 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	17 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
	Montant total	70 000,00 €

annexe 4 fiches projets équipements de proximité

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022966

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SAINTE MESME (78) - CREATION D'UN CITY STADE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	109 995,00 €	15,00 %	16 499,25 €
	Montant Total de la subvention		16 499,25 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINTE MESME
Adresse administrative : RUE CHARLES LEGAIGNEUR
78730 SAINTE-MESME
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christophe DERMY, Maire

N° SIRET : 21780569600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création d'un City Stade

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Création d'un City Stade

Description :
La commune envisage la création du city stade sur un terrain jouxtant le stade de football, propriété de la ville.
Cet équipement permettra la pratique de différents sports collectifs : Football, Handball, Basket, Tennis-Ballon, Tennis, Volley, Badminton.

Moyens mis en œuvre :
Appels d'offres en cours pour la réalisation du projet par des entreprises.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cet équipement est destiné à l'ensemble de la population de la commune : particuliers, associations, scolaires, sportifs, etc...

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 109 995,00 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 16 499,25 €

Localisation géographique :
- SAINTE-MESME

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Structure AGOFOOT 850 TM OPEN 19,86m X 40,08m	46 557,00	40,07%
Installation gazon et lignes de jeu	23 874,00	20,55%
Structure BasketGoal Brasilia Rotomoules X 4	6 896,00	5,94%
Travaux de réservations et scellement de l'équipement	8 066,00	6,94%
Réalisation de la plateforme (aménagement chantier et accès, terrassement, couche dalle, grave, enrobés...	30 030,00	25,85%
Test conformité et solidité	758,00	0,65%
Total	116 181,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remise commerciale	6 186,00	5,32%
Subvention Région 2017	16 499,25	14,20%
Participation Etat (DETR)	32 999,00	28,40%
Réserve parlementaire	5 000,00	4,30%
Financement de la commune	32 998,75	28,40%
Contrat de ruralité	22 498,00	19,36%
Total	116 181,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 499,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022983

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VILLEPINTE (93) - RECONSTRUCTION DES SALLES DE BOXE AU STADE INFROIT ET MUTUALISATION DES 5 VESTIAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	800 000,00 €	20,00 %	160 000,00 €
	Montant Total de la subvention		160 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPINTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine VALLETON, Maire

N° SIRET : 21930078700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Reconstruction des salles de boxe au stade INFROIT et mutualisation des 5 vestiaires (douches et sanitaires) avec le Club de football.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Reconstruire les salles de boxe ayant fait l'objet d'un dégât incendie.
Mutualiser les vestiaires, les douches et les sanitaires avec le club de football.

Description :
Dans le cadre d'une opération globale de reconstruction d'un bâtiment détruit par un incendie, et qui comprend notamment la construction de bureaux pour les associations sportives, d'une loge pour les gardiens, de sanitaires et locaux de rangement, de divers équipements, d'un club house et de nouvelles tribunes, la Ville a également le projet de reconstruction de salles de boxes et de nouveaux vestiaires :

- 1 salle de boxe permettant de recevoir deux rings,

- 5 vestiaires avec douches dont un pour les arbitres.

Intérêt régional :
Suite à un incendie en 2015 qui a détruit l'équipement dédié à la pratique de la boxe, les 657 licenciés ne disposent plus d'équipement sur la commune.
Pour faire face, une salle de 164 m² à l'Espace Pierre Peugeot a été louée, par le SEAPFA grâce à la solidarité et aux cofinancements des villes qui composent le SEAPFA. Ce site est éloigné du lieu de pratique initial puisqu'il se trouve à Aulnay-sous-Bois. La Ville a dû aménager ce lieu de remplacement pour la bonne pratique de la boxe, ce qui a représenté une dépense non négligeable.
La Ville a été dédommagée par l'assureur mais cela ne permet pas de reconstruire l'équipement à l'identique dans le respect des normes en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
657 licenciés pour la pratique de la boxe, 503 licenciés pour la pratique du foot (usage des vestiaires). Les scolaires seront prioritaires pendant le temps scolaire, et notamment les lycéens.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération :

Réhabilitation ou construction de salles spécialisées ou semi-spécialisées : salle de boxe

Taux d'intervention : 20%
Montant HT des travaux : 755 716 €
Plafond HT des travaux : 500 000 €
Montant de la subvention : 100 000 €

Réhabilitation, réfection ou construction de vestiaires : mutualisation des vestiaires

Taux d'intervention : 20%
Montant HT des travaux : 544 211 €
Plafond HT des travaux : 300 000 €
Montant de la subvention : 60 000 €

Le cumul des deux plafonds de subvention est de 160 000 €, ce qui représente un taux de participation de la Région de 20% sur les travaux subventionnables, et un taux de 12,31 % sur l'ensemble du projet.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux salles de boxe : gros oeuvre / VRD	286 371,00	22,03%
Travaux salles de boxe : charpente, couverture, façades, auvent, métallerie vêture	217 583,00	16,74%
Travaux salles de boxe : cloisons, doublages, faux plafonds, carrelage, peinture	145 167,00	11,17%
Travaux salles de boxe : CVC plomberie / électricité	106 595,00	8,20%
Travaux vestiaires : gros oeuvre / VRD	199 592,00	15,35%
Travaux vestiaires : charpente, couverture façade, serrurerie, menuiserie extérieure	151 649,00	11,67%
Travaux vestiaires : électricité, chauffage, plomberie, ventilation	74 293,00	5,72%
Travaux vestiaires : cloisons, doublages, faux plafonds, carrelage, peinture	101 177,00	7,78%
Equipement vestiaires : bancs, patères,...	17 500,00	1,35%
Total	1 299 927,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	160 000,00	12,31%
Indemnité assurance	660 000,00	50,77%
Participation CNDS	274 767,00	21,14%
Financement de la commune	205 160,00	15,78%
Total	1 299 927,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	160 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	206 730,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 865,79 €
2015	Soutien aux contrats de ville	29 695,00 €
2016	E-administration	22 825,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	950 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 091,65 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	108 065,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	17 111,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	36 214,54 €
2017	Aide à l'implantation des forces de sécurité	100 000,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	85 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	3 612,00 €
	Montant total	1 579 209,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023192

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ROSNY SOUS BOIS (93) - TRANSFORMATION D'UN COURT DE TENNIS INUTILISE ET DEGRADE EN TERRAIN MULTISPORTS AU STADE A. GIRODIT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	81 301,00 €	15,00 %	12 195,15 €
	Montant Total de la subvention		12 195,15 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY SOUS BOIS
Adresse administrative : 20 RUE CLAUDE PERNES
93111 ROSNY-SOUS-BOIS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude CAPILLON, Maire

N° SIRET : 21930064700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : L'opération consiste en la transformation d'un court de tennis inutilisé et dégradé en terrain multisports

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'opération consiste en la transformation d'un court de tennis inutilisé et dégradé en terrain multisports, afin d'offrir un lieu de pratique en dehors du monde associatif pour les jeunes rosnéens en limite d'un quartier prioritaire.

Description :
Ce terrain multisport devrait comprendre 2 buts de football/handball de 3m X 2m surmontés d'un panier de Basket-Ball ainsi que deux poteaux multisport. Il est également prévu la pose d'un gazon synthétique avec tracé multisport.

Moyens mis en œuvre :
L'opération sera réalisée par un prestataire dans le cadre d'un marché à procédure adaptée.

Intérêt régional :
La commune avait réalisé en 2011 l'aménagement de 3 terrains multisports répartis sur différents quartiers prioritaires. Cependant un projet de prolongement de ligne de métro a nécessité le démontage d'un des terrains.
Afin de répondre à ce besoin de 3ème terrain multisports, la ville, qui dispose au stade A. Girodit de deux courts de tennis sous-utilisés et dégradés, a décidé d'installer le terrain sur ce site.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce terrain sera mis à disposition de l'Education Nationale pour la pratique des APS ainsi que de l'Ecole Municipale des Sports pour des activités multi-ballons sur les temps périscolaires.
Il est également envisagé de mettre ce terrain à disposition des associations sportives scolaires sur le temps du déjeuner.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 81 301,00 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 12 195,15 €

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réfection plateforme	14 000,00	17,22%
Fourniture et pose des éléments de la structure	38 152,00	46,93%
Fourniture et pose du gazon et lignes de jeu	17 485,00	21,51%
Scellement de l'équipement	5 060,00	6,22%
Test de solidité - CT	504,00	0,62%
Dépose du grillage existant	2 203,00	2,71%
Fourniture et pose clôture pare-ballons H 7m	3 897,00	4,79%
Total	81 301,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation CNDS	40 650,00	50,00%
Subvention Région	12 195,15	15,00%
Fonds propres de la commune	28 455,85	35,00%
Total	81 301,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 195,15 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Passerelles entreprises	54 000,00 €
2014	Plan Piscine Régional	2 000 000,00 €
2014	Politique énergie climat	19 800,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	11 620,00 €
2015	Passerelles entreprises	108 000,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 400,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	15 100,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	168 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	86 200,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	15 822,00 €
2017	Aide aux structures d'exercice collectif	41 703,00 €
2017	Construction et aménagement de médiathèques	42 271,00 €
	Montant total	2 563 916,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023402

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VILLEBON SUR YVETTE (91) - AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT SPORTIF D'UN TERRAIN DE PROXIMITE SUR LE QUARTIER "LA ROCHE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	6 874,20 €	50,00 %	3 437,10 €
	Montant Total de la subvention		3 437,10 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEBON SUR YVETTE
Adresse administrative : PLACE GERARD NEVERS
91140 VILLEBON S/YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique FONTENAILLE, Maire
N° SIRET : 21910661400072

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : aménagement et équipement sportif d'un terrain de proximité sur le quartier "La Roche" dédié aux jeunes et à leur pratique sportive

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Mairie a souhaité que les travaux d'implantation de l'équipement soient réalisés avant l'été afin que les jeunes de la commune puissent en bénéficier rapidement (avec le souhait de soulager la rue principale et commerçante de la ville d'une présence inopinée susceptible de générer des problématiques diverses en termes de sécurité et de tranquilité publique). Cet équipement doit aussi être disponible en complément d'autres équipements pour les nombreuses associations sportives dès le début de saison.

Description :
L'équipement envisagé comporte trois axes :
1- Un axe de convivialité visant au regroupement des jeunes sur le site avec espace abrité, bancs, tables, poubelles (des places de stationnement ont également été prévues, bien que non concernées par le présent dossier).
2- Un axe de pratique sportive de musculation visant à permettre aux jeunes d'avoir une pratique de musculation en plein air.
3- Un axe ludique permettant des pratiques diverses de loisirs.

Il s'agit d'un Street WorkOut intégrant : 1 échelle, deux barres fixes, 1 escalier, 2 barres parallèles, 1 barre fixe et 1 planche à abdominaux.

Cet aménagement répondra également aux normes d'accessibilité PMR et donnera accès aux véhicules d'entretien ou d'urgence/sécurité.

Intérêt régional :
Pour associer les jeunes sur la base d'un volontariat sur cet aménagement, un chantier jeunes a été réalisé en avril 2017 avec 3 jeunes, et encadré par le club de prévention « Interval » et les services techniques de la ville pour végétaliser la périphérie du terrain et marquer la délimitation (entrée de ville et protéger le voisinage pavillonnaire immédiat).
L'équipement sera un point de convergence entre l'existant et la réalité de demande des habitants, et notamment les jeunes du quartier ainsi que le public sportif de la ville en complément pour de la pratique libre, et le dynamisme des associations sportives locales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes du quartier, public sportif de la Ville

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 50 % appliqués aux montants HT des dépenses retenues dans le cas de la création d'équipements sportifs en libre accès.

Localisation géographique :
- VILLEBON-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture structure et agrès Street workout	5 042,70	73,36%
Pose éléments (préparation et essais)	1 831,50	26,64%
Total	6 874,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	1 374,84	20,00%
CRIF	3 437,10	50,00%
Commune de Villebon-sur-Yvette	2 062,26	30,00%
Total	6 874,20	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 437,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 200,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	10 680,00 €
	Montant total	22 880,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023644

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VARENNES SUR SEINE (77) - DIVERS TRAVAUX DE RENOVATION AU STADE MUNICIPAL GUY DEBLOIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	58 700,00 €	15,00 %	8 805,00 €
	Montant Total de la subvention		8 805,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES SUR SEINE
Adresse administrative : GRANDE RUE
77130 VARENNES S/SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur José RUIZ, Maire

N° SIRET : 21770482400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Divers travaux de rénovation au stade municipal Guy Deblois

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réalisation de divers travaux de rénovation au stade Guy Deblois

Description :

Dans le prolongement des travaux d'extension et de réhabilitation des tribunes/vestiaires du stade et de la création d'un club house, la commune de Varennes sur Seine a programmé des travaux de rénovation concernant la piste d'athlétisme et l'aire de saut en longueur.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux éligibles entrant dans le dispositif consistent en :

- le drainage et la régénération de la piste d'athlétisme
- la suppression et création d'une aire de saut en longueur.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les associations sportives de la ville, les écoles, collèges et lycées.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 58 700,00 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 8 805,00 €

Localisation géographique :
- VARENNES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sur la piste d'athlétisme	33 200,00	56,56%
Travaux pour sautoir scolaire	25 500,00	43,44%
Total	58 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	8 805,00	15,00%
Participation de la commune	20 545,00	35,00%
Participation Département	29 350,00	50,00%
Total	58 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 805,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	100 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	18 434,19 €
	Montant total	118 434,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024070

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LESIGNY (77) - CONSTRUCTION D'UN PARCOURS DE SANTE TYPE STREET WORKOUT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	50 972,20 €	50,00 %	25 486,10 €
	Montant Total de la subvention		25 486,10 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LESIGNY
Adresse administrative : 6 RUE DE VILLARCEAU
77150 LESIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel PAPIN, Maire

N° SIRET : 21770249700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Construction d'un parcours de santé type street workout

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Construction d'un parcours de santé sur la plaine de l'entre-deux-parcs

Description :
Ce projet s'inscrit dans le cadre du développement de la politique sportive de la Commune de Lésigny, afin de promouvoir le sport avec un axe social et un axe éducatif.
Cet équipement permettra de répondre à un besoin de loisirs sportifs avec une dimension sport santé. Il permettra aux usagers de pratiquer un sport de façon libre et gratuit. Ce parcours sera positionné sur la plaine de l'Entre Deux Parcs, lieu dédié au sport et à la jeunesse. En effet, sur cet espace on trouve des équipements sportifs, un PIJ, un espace jeune, un skate parc, une salle de spectacle.

Les travaux consistent en la réalisation d'un parcours de santé de 200 m de long avec 10 ateliers. Le parcours se déclinera sur une bande de 1,50 m engazonnée avec pour chaque atelier un sol amortisseur.

Les 10 modules : barres parallèles, planche abdos, piquets d'équilibre, échelles horizontales, pas de géant, saut de Hales, espaliers, barres de flexion, barre de traction, quadrilatère.

Moyens mis en œuvre :
Un marché sera établit pour procéder à la réalisation de ce projet. Le cahier des charges du marché sera réalisé par les Services Techniques. Un devis a permis de chiffrer un estimatif de ce parcours.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 50 972,20 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 25 486,10 €

Localisation géographique :
- LESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassement, pose et fourniture des 10 modules	50 060,00	98,21%
Pose et fourniture panneau d'information obligatoire départ parcours	642,20	1,26%
Forfait contrôle technique et test HIC	270,00	0,53%
Total	50 972,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	25 486,10	50,00%
Fonds propres de la commune	25 486,10	50,00%
Total	50 972,20	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 486,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	98 000,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 670,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	1 637,40 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 070,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	9 171,21 €
	Montant total	111 548,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024190

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AVON (77) - AMENAGEMENT DU PLATEAU SPORTIF EXTERIEUR DE LA BUTTE-MONTCEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	111 676,11 €	15,00 %	16 751,42 €
	Montant Total de la subvention		16 751,42 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AVON
Adresse administrative : 8 RUE DU PERE MAURICE
77210 AVON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Charlotte NOUHAUD, Maire

N° SIRET : 21770014500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Aménagement du plateau sportif extérieur de la Butte-Montceau

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise la création d'un plateau multisports en extérieur, aux dimensions de 40 m x 20 m et permettant plus particulièrement la pratique du hand, du basket et du futsal.

Description :
Dans le cadre de sa politique d'accès au sport pour le plus grand nombre, la ville d'Avon souhaite poursuivre l'aménagement de plateaux multisports dans les différents quartiers de la ville.
Après le complexe sportif de la Vallée et le plateau multisports des Terrasses, il s'agit aujourd'hui du quartier de la Butte-Montceau. Celui-ci est organisé autour d'un groupe scolaire primaire disposant d'un gymnase et d'un espace extérieur.

Cet équipement permettra d'accueillir des séances d'EPS scolaires primaires, des temps d'activités péri-scolaires, des associations sportives locales, mais aussi des habitants (sur les temps non réservés aux activités encadrées)

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ecoles maternelles et élémentaires, accueil de loisirs, maison des jeunes, associations de hand, basket et Futsal, accessible au public sur les créneaux libres.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 111 676,11 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 16 751,42 €

Localisation géographique :

- AVON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation, terrassements	37 454,05	33,54%
Terrain EPS (drainage, fourniture et pose gazon synthétique + buts de hand et panneaux de basket...)	62 271,46	55,76%
Aménagement des abords (accessibilité PMR, clôtures, pare-ballons, portillons...)	11 950,60	10,70%
Total	111 676,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	22 335,22	20,00%
CRIF	16 751,42	15,00%
Commune d'Avon	72 589,47	65,00%
Total	111 676,11	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 751,42 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Réseau vert et déplacements à vélo en Ile de France	144 576,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	1 895,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	150,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	31 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	2 500,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	1 351,00 €
	Montant total	181 972,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024318

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : NOISY LE GRAND (93) - CREATION DE DEUX ENSEMBLES SPORTIFS DE PROXIMITE COMPORTANT CHACUN UN TERRAIN DE PROXIMITE ET UN PLATEAU "FITNESS"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 €	50,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Maire

N° SIRET : 21930051400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création de deux ensembles sportifs de proximité comportant chacun un terrain de proximité et un plateau "fitness"

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La création des plateaux sportifs vise à remplacer une aire sportive fermée, autrefois très utilisée. La Ville a souhaité commencer les travaux rapidement afin de ne pas priver les habitants de ces équipements sportifs de proximité.

Objectifs :
Favoriser la pratique sportive de proximité et agir pour la prévention sanitaire

Description :
La Commune de Noisy-le-Grand s'est engagée dans une démarche volontariste visant à encourager la pratique sportive de ses habitants par le développement d'installations sportives situées au plus près des populations.
Elle souhaite ainsi créer deux plateaux multisports et deux plateaux fitness et street workout dans le quartier des Bas Heurts, pour y accompagner une opération de création de logements, et dans celui des Hauts-Bâtons, à proximité immédiate d'un périmètre relevant de la géographie prioritaire de la politique de la Ville.

Ce dernier plateau sera en outre appelé à être utilisé par les lycéens de l'établissement Flora Tristan qui est mitoyen.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'oeuvre réalisée en interne par la Direction des Espaces Publics.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics - Population de Noisy le Grand, et notamment les habitants des quartiers des Bas Heurts et des Hauts Bâtons.

Détail du calcul de la subvention :
QUARTIER DES HAUTS BATONS : travaux pour la création d'un plateau multisports, une piste d'athlétisme et une aire de street workout, en accès libre

Montant HT des travaux : 257 355,36 €
Plafond HT des travaux : 100 000 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 50 000 €

QUARTIER DES BAS HEURTS : travaux pour la création d'un plateau multisports et d'une aire de fitness, en accès libre

Montant HT des travaux : 258 718,60 €
Plafond HT des travaux : 100 000 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 50 000 €

Le cumul des deux plafonds de subvention est de 100 000 €, ce qui représente un taux de participation de la Région de 50% sur les travaux subventionnables, et un taux de 19,38% sur l'ensemble du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de terrassement et d'aménagement	272 292,76	52,76%
Fourniture et installation des terrains multisports	101 760,00	19,72%
Pose et fourniture des agrès et matériel des stations de fitness et SWO	142 021,20	27,52%
Total	516 073,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	100 000,00	19,38%
Participation Etat	175 000,00	33,91%
Fonds de la commune	241 073,96	46,71%
Total	516 073,96	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	465 500,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	25 430,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	98 540,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 879 931,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	33 492,72 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	11 962,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	56 079,27 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	54 521,10 €
2017	Aide aux structures d'exercice collectif	189 423,00 €
	Montant total	2 850 079,09 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024601

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SARTROUVILLE : REFECTION DES ECLAIRAGES DU GYMNASE PAULHAN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	15 837,00 €	20,00 %	3 167,40 €
	Montant Total de la subvention		3 167,40 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative : 2 RUE BUFFON
78505 SARTROUVILLE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre FOND, Maire

N° SIRET : 21780586000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réfection des éclairages du Gymnase Paulhan afin de répondre aux normes fédérales

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent se dérouler pendant la période estivale, hors saison et compétition, afin de permettre le démarrage à la nouvelle saison sportive de Basket-Ball avec une salle homologuée pour le niveau Nationale 3 et pouvant accueillir des compétitions de ce niveau.

Objectifs :
Améliorer de façon significative l'éclairage du Gymnase Louis Paulhan afin de répondre notamment aux normes fédérales de Basket (Nationale 3)

Description :
Le but est d'atteindre un niveau d'éclairage minimum de 500 lux selon les normes de la Fédération Française de Basket afin que la salle soit homologuée en Nationale 3.

Après avoir réalisé un diagnostic de l'installation existante, il s'avère que le nombre de lux n'est pas suffisant. Il sera donc nécessaire la mise en place de 12 projecteurs LED supplémentaires avec

implantation latérale afin d'atteindre un éclairage suffisant et homogène.

Intérêt régional :
Permettre l'activité du club de Basket au niveau Nationale 3, et assurer de meilleures conditions d'utilisation à l'ensemble des utilisateurs de l'équipement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des utilisateurs du gymnase (associatifs, notamment le club de handball, scolaires...) et plus particulièrement le Club de Basket évoluant en Nationale 3

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 20 % maximum appliqués aux montants HT des dépenses retenues dans le cas de la réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif (montants plafonnés à 75 000 € HT).

Localisation géographique :
- SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Canalisation électrique sous tube IRO	5 267,00	33,26%
Fourniture et pose de luminaires	10 290,00	64,97%
Commande d'éclairage	280,00	1,77%
Total	15 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	3 167,40	20,00%
Commune de Sartrouville	12 669,60	80,00%
Total	15 837,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 167,40 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	30 200,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	240 553,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	180 000,00 €
2015	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	380,00 €
2015	E-administration	35 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	500,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	500,00 €
2016	Contrat régional territorial	1 800 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	13 653,00 €
	Montant total	2 300 786,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025281

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : GOMETZ LE CHATEL (91) - INSTALLATION DE MODULES DE FITNESS EN ACCES LIBRE AU BOIS DES GRES ET AU BASSIN D'ARMAND

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	12 871,60 €	50,00 %	6 435,80 €
	Montant Total de la subvention		6 435,80 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOMETZ LE CHATEL
Adresse administrative : 76 RUE SAINT-NICOLAS
91940 GOMETZ-LE-CHATEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Lucie SELLEM, Maire

N° SIRET : 21910275300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Installation, sur un espace ludique à proximité du stade et de l'école, de modules de fitness en accès libre

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Installer sur un espace ludique à proximité du stade et de l'école, des modules d'équipements physiques ou fitness de plein air et en accès libre.

Description :
Mise en place de structures de fitness extérieures adaptées à tous les publics (adolescents, adultes, sportifs, personnes âgées).
Les structures seront installées sur un espace ludique où une aire de jeux, des tables et des bancs sont déjà en place, à proximité de l'école et du stade.
Sites fréquenté par de nombreuses familles, le bois des grés et le bassin d'Armand sont des lieux de passage et de rencontre très appréciés par les Castelgometziens.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Adolescents, adultes, sportifs et personnes âgées

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements en accès libre

Montant HT des travaux : 12 871,60 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 6 435,80 €

Localisation géographique :
- GOMETZ-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture des 8 modules	10 820,00	84,06%
Pose de sol terreux pour accueil des modules	2 051,60	15,94%
Total	12 871,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	6 435,80	50,00%
Fonds propres de la commune	6 435,80	50,00%
Total	12 871,60	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 435,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	44 334,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	20 963,00 €
2016	Contrat régional territorial	274 880,20 €
	Montant total	295 843,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025460

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BRETIGNY SUR ORGE (91) - CREATION D'UN PARCOURS DE GLISSE TYPE SKATE PARK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	302 663,91 €	15,00 %	45 399,59 €
	Montant Total de la subvention		45 399,59 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE
Adresse administrative : 44 RUE DE LA MAIRIE
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas MEARY, Maire

N° SIRET : 21910103700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Parcours de glisse

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Etendre l'équipement sportif sur la ville.
Rééquilibrer la distribution géographique des équipements sur les différents quartiers de la ville.
Proposer un équipement intergénérationnel.
Proposer un support performant à tous les styles de pratiques de glisse (roller skate, skateboard, trottinette, BMX...).

Description :
Création d'un parcours de glisse de type skate-parc, pouvant accueillir différents niveaux et différents styles de pratiques.
Le skate park sera réalisé sur un Espace vert protégé (EVP), au Parc du château de la Garde DEPAS (espace classé US au PLU); l'intégration paysagère sera donc un point primordial du projet.
Il est prévu un aménagement paysager aux abords et dans la plateforme du skate park afin d'intégrer au mieux la structure dans le contexte horticole du site.

Moyens mis en œuvre :
Création d'une structure porteuse et pose de structures modulaires, avec l'aide de Luc Bourdin, technicien de la fédération française de roller skating, Champion Français 1990.

La dalle porteuse en enrobé aura une surface entre 1000 et 1200 m².

L'espace sera composé de 3 aires pour permettre l'accueil de niveaux différents. Le présent projet correspond à l'installation des aires "débutant" et "intermédiaire"; l'aire "confirmé" fera l'objet d'une deuxième tranche pour les travaux, programmée dans les 3 années suivant les premières constructions.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant des travaux HT : 302 663,91 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 45 399,59 €

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et installation des modules	170 834,00	56,44%
Travaux d'aménagement de voierie pour accueil de la plateforme	131 829,91	43,56%
Total	302 663,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	45 399,58	15,00%
Fonds propres de la commune	257 264,33	85,00%
Total	302 663,91	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 399,59 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2014	Politique énergie climat	802 840,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2017	Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	20 000,00 €
	Montant total	882 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025818

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VELIZY VILLACOUBLAY (78) - CONSTRUCTION D'UN ESPACE DE GLISSE UNIVERSELLE, D'UN SKATE-PARK ET D'UN TERRAIN MULTI SPORTS AU STADE JEAN DE NEVE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	191 806,89 €	15,00 %	28 771,03 €
	Montant Total de la subvention		28 771,03 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
78145 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal THEVENOT, Maire
N° SIRET : 21780640500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : construction d'un espace de glisse universelle, d'un skate-parc et d'un terrain multisports.

Date prévisionnelle de début de projet : 11 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux qui combinent différentes opérations et infrastructures, dont certaines sont déplacées et refaites, sont relativement complexes et ont nécessité un démarrage des diverses phases d'études dès cet été de manière à pouvoir livrer l'équipement complet cet hiver.

Objectifs :
Attirer tous les publics avec toutes sortes de matériel de glisse pour le terrain de glisse universelle. Rénover le skate park ancien et créer un terrain multisports pour les jeunes.

Description :

- Création d'une glisse universelle en lieux et place du skate-park situé avenue de l'Europe ;
- Déplacement des modules du skate-park situés avenue de l'Europe pour les replacer sur le terrain à côté du stade Jean de Nève rue Albert Perdreaux ;
- Création d'un terrain multisport avec la mise en place des 2 buts multisports pour les activités de foot, hand et basket à côté du skate-park rue Albert Perdreaux ;
- Mise en place d'une clôture rigide pour séparer physiquement les 2 aire de jeux rue Albert Perdreaux.

Moyens mis en œuvre :

Démontage des modules et création d'un espace de glisse universelle avenue de l'Europe.

Reprise de la couche de roulement en enrobé du terrain à côté du stade Jean de Nève rue Albert Perdreaux afin d'y positionner les nouveaux modules de skate-park.
Mise en place de 2 buts multisports pour les activités de foot, hand et basket à coté du skate-park Jean de Nève et mise ne place d'une clôture rigide de séparation des 2 aires de jeux.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics: enfants, jeunes, adultes et seniors avec rollers, skate-board, vélos, trottinette, draisienne pour la glisse universelle. Skate-boarders et jeunes et familles sur les terrains Vélizy bas

Détail du calcul de la subvention :
L'opération globale émarge à la catégorie "Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur".

Le coût prévisionnel total est de : 191.806,89 € HT y compris Maîtrise d'oeuvre.
Taux de subvention appliqué : 15 %
Montant de la subvention : 28.771,03 € HT

Localisation géographique :
- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'oeuvre	17 000,00	8,86%
Réfection de la plateforme	30 823,09	16,07%
Réalisation d'un terrain multisports	25 738,80	13,42%
Réalisation d'un espace de glisse universelle	100 000,00	52,14%
Déplacement du Skate Park	18 245,00	9,51%
Total	191 806,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	28 771,03	15,00%
Ville de Vélizy	163 035,86	85,00%
Total	191 806,89	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 771,03 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	39 200,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 945 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	44 606,25 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	8 977,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	3 100,00 €
	Montant total	2 040 883,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025840

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MORIGNY CHAMPIGNY (91) - CREATION D'UN MINI STADIUM ET REHABILITATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS SUR LE COMPLEXE SPORTIF J.COULOMBEL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	148 618,76 €	14,57 %	21 657,17 €
		Montant Total de la subvention	21 657,17 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORIGNY CHAMPIGNY
Adresse administrative : 8 RUE DE LA MAIRIE
91150 MORIGNY-CHAMPIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard DIONNET, Maire

N° SIRET : 21910433800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création d'un mini stadium et réhabilitation d'équipements sportifs sur le complexe sportif J.COULOMBEL

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Développer et maintenir l'offre de pratiques sportives sur l'ensemble du territoire.

Description :
Consciente des enjeux de la place accordée au sport, notamment pour les jeunes générations, notre commune mène une politique forte en faveur de la pratique d'activités sportives. En effet, un skate-park, un street-work-out et un parcours santé ont été inaugurés au cours de ces trois dernières années. De plus, la commune a mis un terrain à disposition du club "the monkeys rider's spot" pour la création d'un circuit de bi-cross.
La commune a aujourd'hui pour projet de développer encore davantage de nouveaux équipements sportifs accessibles à tous. Un mini-stadium sera ainsi créé au coeur du centre bourg qui sera ouvert au public, aux associations ainsi qu'aux structures enfance/jeunesse et scolaires. Afin de développer et diversifier l'offre d'activités physiques, deux tables de tennis de table extérieures seront installées dans

l'enceinte du complexe et dans le parc public de Saint Périer. Les autres projets proposés consistent à réhabiliter les équipements liés à la pratique du tennis.

Moyens mis en œuvre :
Le mini-stadium permettra de pratiquer de nombreux sports, foot, basket, hand, volley et le badminton. L'enrobé sera revêtu de gazon synthétique agréé Ministère de la Jeunesse et des Sports. Une piste de course sera tracée en périphérie du stadium. Cet équipement sera accessible aux personnes à mobilité réduite et sera agrémenté de mobiliers urbains.
La commune souhaite faire l'acquisition de tables de tennis de table afin de promouvoir la pratique du sport de plein air. La commune s'est dotée d'un complexe sportif au début des années 90. Un défaut d'étanchéité de la toiture des courts de tennis rend impraticable les terrains couverts. Il en est de même pour les courts extérieurs dont l'état de dégradation avancée ne permet plus la pratique de ce sport. La commune souhaite engager les travaux de rénovation nécessaire afin que les 180 licenciés puissent retrouver des conditions de pratique optimales et sécurisées.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Administrés, Associations sportives et jeunesses, structures éducatives.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération :

AU STADE G.LESON

Construction d'un équipement extérieur : création d'un mini stadium
Montant HT des travaux : 70 020 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 10 503 €

AU COMPLEXE SPORTIF JEAN COULOMBEL

Construction équipements en accès libre : installation tables tennis de table
Montant HT des travaux : 2 725 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 1 362.50 €

Réhabilitation d'un équipement couvert : réparation toiture tennis
Montant HT des travaux : 31 787,76 €
Taux d'intervention : 10%
Montant de la subvention : 3 178,77 €

Réhabilitation d'un équipement extérieur : rénovations courts de tennis
Montant HT des travaux : 44 086 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 6 612,90 €

Le cumul des 4 subventions correspond à un montant de 21 657,17 € € soit un taux de participation de 14,57% sur les travaux subventionnables.

Localisation géographique :

- MORIGNY-CHAMPIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose d'équipements tables de tennis en extérieurs	2 725,00	1,83%
Travaux de réparation des toitures tennis	31 787,76	21,39%
Travaux de rénovation 2 courts de tennis extérieurs	44 086,00	29,66%
Fourniture et pos de la structure multisports	70 020,00	47,11%
Total	148 618,76	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	21 657,17	14,57%
Participation CNDS	35 710,00	24,03%
Participation Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud Essonne	6 403,00	4,31%
Fonds de la commune	84 848,59	57,09%
Total	148 618,76	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 657,17 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	154 171,34 €
	Montant total	154 171,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025998

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ORSAY (91) - CONSTRUCTION DE 6 COURTS DE TENNIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	341 468,09 €	15,00 %	51 220,21 €
	Montant Total de la subvention		51 220,21 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORSAY
Adresse administrative : 2 PL DU GENERAL LECLERC
91401 ORSAY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur David ROS, Maire

N° SIRET : 21910471800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Construction de 6 courts de tennis

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Construction de 6 courts de tennis extérieurs en terre battue

Description :
La commune dispose actuellement de 6 terrains de tennis en terre battue extérieurs réalisés en 1964 et 1970.

En raison de l'état des courts et notamment des surfaces de jeu et des sous-couches, la rénovation printanière consiste à : les nettoyer, procéder à une reprise des surfaces de jeu et des niveaux, répandre de la brique pilée (couleur rouge) et les bloquer, tracer les lignes de jeu.
Il devient de plus en plus difficile de bénéficier de bonnes conditions de jeu durant la saison en extérieur (de mai à mi-octobre).

Devant ce constat, la solution qui s'impose est la transformation des terrains de tennis en terre battue en 6 courts en surface artificielle homologuée par la Fédération Française de Tennis pour les compétitions. Les avantages de ce type de surface sont multiples : outre l'économie du coût d'entretien annuel, leur utilisation peu se faire par tous types de temps.

Moyens mis en œuvre :
Ce projet nécessitera la mise en œuvre de :

. Étude de sol
. Mise en concurrence d'une maîtrise d'œuvre
. Recherche d'un CSPS
. Avis des Bâtiments de France
. Respect du PPRI

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Associations locales, établissements scolaires.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 341 468,09 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 51 220,21 €

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de sol	8 500,00	2,49%
Maîtrise d'oeuvre	23 000,00	6,74%
Travaux préparatoire et réalisation de la fondation	141 508,61	41,44%
Traçage lignes de jeu	2 130,00	0,62%
Fourniture et pose des équipements	5 208,00	1,53%
Fourniture et pose des clôture et bâches	37 070,28	10,86%
Fourniture et pose du revêtement (terre artificielle)	116 251,20	34,04%
Tests laboratoire	7 800,00	2,28%
Total	341 468,09	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	51 220,21	15,00%
Communauté Paris-Saclay	100 000,00	29,29%
Fédération Française de Tennis	51 220,20	15,00%
Tennis Club d'Orsay	60 000,00	17,57%
Fonds propres de la commune	79 027,68	23,14%
Total	341 468,09	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	51 220,21 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	360 000,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	10 000,00 €
2016	Politique énergie climat	5 000,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	98 212,27 €
	Montant total	473 212,27 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026098

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RUEIL MALMAISON (92) - INSTALLATION D'UN MUR D'ESCALADE AU GYMNASE DU VERT BOIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	79 135,00 €	10,00 %	7 913,50 €
	Montant Total de la subvention		7 913,50 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 13 BOULEVARD DU MARECHAL FOCH
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick OLLIER, Maire
N° SIRET : 21920063100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Installation d'un mur d'escalade au gymnase du Vert Bois

Date prévisionnelle de début de projet : 7 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Ville a choisi de démarrer les travaux durant la période estivale, afin que la structure d'escalade soit ouverte et accessible dès la rentrée par les différents utilisateurs (scolaires et associatifs).

Objectifs :
Création d'un mur d'escalade au gymnase du Vert Bois

Description :
Le projet consiste à créer un nouveau mur d'escalade à usages scolaires et associatifs.

Il s'agit de la construction d'une structure artificielle d'escalade intérieure autoportée de 265 m² de surface, grimpable avec 19 lignes de points d'assurage sur une hauteur maximale de 10 m, équipée de 2 relais automatiques perfect pour la pratique P.M.R loisirs et HANDISPORT compétitions.

Moyens mis en œuvre :
Cette structure artificielle d'escalade sera construite suivant les normes en vigueur (européennes, françaises, sportives) et devra correspondre aux critères fédéraux pour une homologation départementale de compétitions sportives.

L'utilisation du gymnase sera élargie grâce à la création de créneaux supplémentaires pour les scolaires (primaires, collèges, lycées) et les clubs (loisirs et compétitions).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous types de public : scolaires et associatifs.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 79 135,00 €
Taux d'intervention : 10%
Montant de la subvention : 7 913,50 €

Localisation géographique :
- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de la structure artificielle d'escalade avec point d'assurage (265m²)	54 325,00	68,65%
Fourniture de macro volumes	800,00	1,01%
Fourniture de matériel divers (aire de réception, prises d'escalade, relais automatiques pour la pratique PMR/handisport)	24 010,00	30,34%
Total	79 135,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	7 913,50	10,00%
Participation Département	9 400,00	11,88%
Financement Ville	61 821,50	78,12%
Total	79 135,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 913,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	125 705,60 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	492 194,46 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	277 732,01 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	44 500,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéo protection	18 346,00 €
2017	Politique énergie climat	1 203 624,00 €
	Montant total	2 942 102,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026176

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SURESNES (92) - REHABILITATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DU STADE MAURICE HUBERT ET DU GYMNASE JEAN-BAPTISTE AUBRY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	915 123,28 €	16,48 %	150 792,27 €
	Montant Total de la subvention		150 792,27 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92151 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

N° SIRET : 21920073000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Réhabilitation des équipements sportifs du stade Maurice Hubert et du gymnase Jean-Baptiste Aubry

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Concernant les travaux de rénovation des vestiaires, la Ville a souhaité démarrer les travaux par anticipation en raison de l'état avancé de dégradation du bâtiment actuel (bâtiment sur-fréquenté). De plus, la configuration actuelle étant inadaptée à la mixité des pratiquants, les travaux sont devenus urgents afin de respecter tous les publics lors de l'utilisation des vestiaires du gymnase.

Les deux autres opérations (piste d'athlétisme et pas de tir) débuteront ultérieurement à partir de mars 2018.

Objectifs :
Répondre à la forte augmentation du nombre d'usagers fréquentant les installations par la création d'équipements sportifs adaptés.

Description :
Propriétaire du stade Maurice Hubert et du gymnase Jean-Baptiste Aubry, la Ville de Suresnes y entreprend en 2017-2018 les travaux suivants :

- création de nouveaux vestiaires modulables et de sanitaires distincts pour les femmes et les hommes en raison de la forte augmentation des usagers féminins fréquentant la structure,
- réhabilitation de la piste d'athlétisme,
- réhabilitation du pas de tir utilisé par le club de tir à l'arc des archers suresnois.

Moyens mis en œuvre :
Création d'un bâtiment modulaire neuf pour les vestiaires devenus vétustes et de taille insuffisante.

Réhabilitation de la piste d'athlétisme du stade avec dépose de la surface en place, reprise des affaissements, changement des caniveaux et application d'une nouvelle résine (mise aux normes PMR).

Réhabilitation du pas de tir (suppression des modules existants et remplacement par 12 à 14 modules remplis de bandes de pailles compressées, entourés de protections hautes et basses et d'un système d'éclairage adapté). Les travaux sont réalisés par la classe de menuiserie du lycée des métiers Louis Blériot implanté à Suresnes.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Club de football, club d'athlétisme, club de tir à l'arc, comités d'entreprise, élèves des écoles, collèges et lycées de la Ville.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération :

AU STADE MAURICE HUBERT

Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires : vestiaires du stade
Montant HT des travaux : 306 460,54 €
Plafonds HT des travaux subventionnables : 300 000 €
Taux d'intervention : 20%
Montant de la subvention : 60 000 €

Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur : piste d'athlétisme
Montant HT des travaux : 598 520 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 89 778 €

AU GYMNASE JB. AUBRY

Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert : pas de tir
Montant HT des travaux : 10 142,74 €
Taux d'intervention : 10%
Montant de la subvention : 1 014,27 €

Le cumul des 3 subventions est de 150 792,27 € soit un taux d'intervention de 16,48% sur le montant de travaux subventionnables.

Localisation géographique :

- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'installation dalle support des modulaires	71 870,54	7,85%
Travaux de construction des vestiaires	234 590,00	25,63%
Travaux et fournitures pour l'installation de 14 cibles de tir à l'arc	10 142,74	1,11%
Travaux de la piste d'athlétisme (y compris installation de fosses saut en hauteur, atelier lancer de poids, aire saut à la perche)	598 520,00	65,40%
Total	915 123,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	150 792,27	16,48%
Participation Département	500 000,00	54,64%
Fonds de la commune	264 331,01	28,88%
Total	915 123,28	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 792,27 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 050,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	1 230,75 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	8 300,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	13 000,00 €
2015	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	10 185,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	289 680,60 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	23 288,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	11 340,00 €

2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	15 000,00 €
2017	DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN (INV) : une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes (clôturé)	50 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	12 415,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	36 000,00 €
	Montant total	509 489,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026386

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MONTROUGE (92) - TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CERCLE ATHLETIQUE DE MONTROUGE POUR LA CREATION DES VESTIAIRES DE HOCKEY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	300 000,00 €	20,00 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTROUGE
Adresse administrative : 2 RUE EDMOND CHAMPEAUD
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Etienne LENGEREAU, Maire

N° SIRET : 21920049000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : travaux d'extension et de réhabilitation du Cercle Athlétique de Montrouge pour la création des vestiaires de hockey.

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le niveau et l'ampleur des travaux à réaliser (en termes d'hygiène, d'accessibilité et pour viser l'homologation par la Fédération Française de Hockey) nécessite de les commencer à la rentrée de septembre 2017 afin que l'équipement puisse être conforme pour le début de la prochaine saison.

Objectifs :

Le projet porte sur des travaux d'extension et de réhabilitation du Cercle Athlétique de Montrouge (CAM) : Le CAM est une association sportive qui comprend deux sections (tennis et hockey sur gazon) affiliées à la Fédération Française de Tennis et à la Fédération Française de Hockey. En 2016-2017 l'association a accueilli 1 200 licenciés tennis et 238 licenciés hockey (baisse de plus de 50 licenciés notamment les plus jeunes en raison de l'indisponibilité du terrain de hockey). L'utilité d'étendre et de réhabiliter les vestiaires de hockey aura un réel effet positif sur le projet sportif du club. En effet, ce dernier va ainsi pouvoir augmenter ses effectifs, proposer une structure d'accueil plus adaptée pour les scolaires (vestiaires/sanitaires) ainsi que pour la réception des équipes adverses lors des matchs officiels.

Description :

La ville de Montrouge souhaite créer des vestiaires de hockey afin de pouvoir augmenter les effectifs du CAM, proposer une structure d'accueil plus adaptée pour les scolaires (vestiaires/sanitaires) ainsi que pour la réception des équipes adverses lors des matchs officiels.
Le projet doit passer par une phase de démolition afin de pouvoir ouvrir la cour vers la voie d'accès situé le long de la façade Sud pour libérer la façade Est. La réhabilitation et l'extension du CAM pour la création des vestiaires de hockey, permettront de faire passer le bâtiment de 109 m2 (existant) à 264 m2 (projet), doublant la surface d'usage et doublant la capacité d'accueil du bâtiment.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le Cercle Athlétique de Montrouge, tout public et les écoles primaires.

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 20 % appliqués aux montants HT des dépenses retenues (plafonnées à 300 000 € HT) dans le cas de la réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires.

Localisation géographique :

- MONTROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros-oeuvre, terrassement, VRD, étanchéité	241 569,00	25,69%
Charpente, menuiserie extérieure, serrurerie	281 427,38	29,92%
Menuiserie intérieure, cloisonnement	91 903,30	9,77%
Carrelage, peinture	67 276,00	7,15%
Electricité	92 917,00	9,88%
Plomberie, sanitaires	165 397,60	17,59%
Total	940 490,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	60 000,00	6,38%
Commune de Montrouge	880 490,28	93,62%
Total	940 490,28	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2017	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026423

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BAILLET EN FRANCE (95) - REHABILITATION D'UN PARCOURS SPORTIF DANS LE PARC DU BOIS DE L'ETANG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	18 307,00 €	50,00 %	9 153,50 €
	Montant Total de la subvention		9 153,50 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAILLET EN FRANCE
Adresse administrative : 21 RUE JEAN NICOLAS
95560 BAILLET-EN-FRANCE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christiane AKNOUCHE, Maire
N° SIRET : 21950042800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Réhabilitation d'un parcours sportif dans le parc du Bois de l'Etang

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réhabiliter le parcours de santé dégradé situé dans le parc du Bois de l'Etang

Description :
Le parc du bois de l'étang (65 Ha) est propriété de la commune depuis 2004. C'est un lieu fort fréquenté par les Baillotais et les habitants des communes voisines qui se promènent sur les nombreux sentiers.

A la fin des années 80, d'importants travaux de mise en valeur et d'entretien du patrimoine naturel existant ont été mis en oeuvre, notamment un arboretum, un sentier de découverte botanique et un parcours de santé.

Ce parcours doté de 6 ateliers est aujourd'hui dégradé par les effets du temps, la forte utilisation et malheureusement aussi par des actes de vandalisme.
Aujourd'hui ce lieu est très fréquenté le week-end par la population locale, dont les sportifs et coureurs.

Moyens mis en œuvre :
La commune a décidé de réhabiliter ce parcours, tout en augmentant le nombre d'ateliers et sa longueur : 12 ateliers répartis sur 1500 mètres.

Tous les anciens ateliers ou modules seront retirés et remplacés; chaque agrès sera posé directement dans l'herbe ou le sol, sans nécessité de traiter spécifiquement cette zone, hormis les plots de béton pour sceller les agrès et les panneaux d'information.

Afin de préserver et respecter l'environnement de ce parc, la structure des ateliers est en pin, avec vis zinguées. Un fléchage sera mis en place tous le long du parcours, avec pour chaque atelier, un panneau explicatif sur la nature et les exercices à effectuer ainsi que le niveau de difficulté.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Baillotais, habitants des communes voisines, scolaires, sportifs.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 18 307,00 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 9 153,50 €

Localisation géographique :
- BAILLET-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de la signalétique	4 309,00	23,54%
Fourniture et pose des 12 ateliers/agrès	13 998,00	76,46%
Total	18 307,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	9 153,50	50,00%
Fonds de la commune	9 153,50	50,00%
Total	18 307,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 153,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats régionaux	91 466,90 €
	Montant total	91 466,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026463

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHAMPAGNE SUR OISE (95) - CREATION DE DEUX PARCOURS SPORTIFS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	46 000,00 €	50,00 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE CHAMPAGNE SUR OISE
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
95660 CHAMPAGNE-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Corinne VASSEUR, Maire

N° SIRET : 21950134300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création de deux parcours sportifs

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Ville a souhaité entamer les travaux dès le mois de septembre pour satisfaire au plus tôt les habitants ayant fortement sollicité l'installation de ces équipements.

Objectifs :
Installation d'équipements pour la pratique d'activités physiques dans 2 quartiers de la commune.

Description :
Création de deux parcours sportifs afin de permettre à la population une activité sportive de plein air et en accès libre.
L'un se situe dans le parc municipal en centre-ville urbanisé, le second dans la rue des Gaudines, en périphérie de commune.
Chaque site est équipé d'agrès de type PMR.

Moyens mis en œuvre :
Elaboration du projet vu avec les habitants.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 46 000 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 23 000 €

Localisation géographique :
- CHAMPAGNE-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose des agrès	28 000,00	60,87%
Fourniture et pose des panneaux d'information technique	3 000,00	6,52%
Réalisation des plateformes d'accueil des agrès	15 000,00	32,61%
Total	46 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	23 000,00	50,00%
Participation DETR	13 800,00	30,00%
Fonds propres de la commune	9 200,00	20,00%
Total	46 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027308

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : HERBLAY (95) - AMENAGEMENT D'UN PARCOURS DE SANTE SUR LES BERGES DE SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	39 987,86 €	50,00 %	19 993,93 €
	Montant Total de la subvention		19 993,93 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HERBLAY
Adresse administrative : 43 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe ROULEAU, Maire
N° SIRET : 21950306700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Aménagement d'un parcours de santé sur les berges de Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Développement d'une aire de fitness le long d'un parcours de santé sur les berges de Seine

Description :
Les agrès actuels sont dégradés et ne sont pas équipés de sol de réception. Le parcours doit être rénové pour les agrès existants et développé par la pose d'un agrès multiposte permettant une utilisation simultané pour 10 personnes.

Les quais sont fortement utilisés en journée, le soir et le week-end par les joggeurs, les familles, et les promeneurs...L'installation d'un agrès multipostes et le redéploiement des agrès monopostes existant, permettra d'offrir, via un investissement raisonné et durable, un parcours sportif complet.

Moyens mis en œuvre :

Le projet consiste en :
- la dépose, la rénovation et repose des agrès existants avec l'installation d'un sol souple sur chaque agrès,
- l'aménagement d'une station de résistance pour 10 personnes en simultané

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Joggeurs, promeneurs, et familles habitant sur la commune

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 39 987,86 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 19 993,93 €

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réalisation des aires d'accueil des agrès/modules	18 632,82	46,60%
Fourniture et pose des modules	21 355,04	53,40%
Total	39 987,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	19 993,93	50,00%
Fonds propres de la commune	19 993,93	50,00%
Total	39 987,86	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 993,93 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	6 440,90 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 205 678,00 €
	Montant total	1 212 118,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027397

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MERY SUR OISE (95) - RENOVATION DE L'ECLAIRAGE DES COURTS DE TENNIS INTERIEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	20 079,00 €	20,00 %	4 015,80 €
	Montant Total de la subvention		4 015,80 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERY SUR OISE
Adresse administrative : 14 AVENUE MARCEL PERRIN
95540 MERY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Edouard EON, Maire
N° SIRET : 21950394300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Rénovation de l'éclairage des courts de tennis intérieurs

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remise aux normes électriques de l'éclairage des courts de tennis intérieurs

Description :
Acquisition et pose de 36 projecteurs sur les courts de tennis du Tennis Club de la Ville qui comprend 4 courts en résine dont 2 extérieurs et 2 couverts.

Les deux courts couverts sont les plus fréquentés car ils offrent des conditions de jeu optimales (indépendamment des conditions météorologiques). Ainsi les cours d'apprentissage, les entraînements d'équipes, et les cours des écoles de tennis sont exclusivement dispensés dans les courts couverts ce qui représente une utilisation 6 jours sur 7.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les adhérents des différents clubs de tennis de la Ville.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif

Montant HT des travaux : 20 079,00 €
Taux d'intervention : 20%
Montant de la subvention : 4 015,80 €

Localisation géographique :
- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de 36 projecteurs	20 079,00	100,00%
Total	20 079,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	4 015,80	20,00%
Fonds de la commune	16 063,20	80,00%
Total	20 079,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 015,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN (INV) : une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes (clôturé)	48 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	3 904,00 €
	Montant total	51 904,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014948

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MENNECY (91) - REMISE EN ETAT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS AU STADE JJ.ROBERT - TERRAINS DE FOOTBALL ET ECLAIRAGES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	58 601,36 €	15,67 %	9 180,48 €
		Montant Total de la subvention	9 180,48 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

N° SIRET : 21910386800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Remise en état des équipements sportifs au stade J.J Robert - Terrains de football et rugby et éclairages

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remise en état des équipements sportifs au stade J.J Robert pour permettre à nouveau leur utilisation par les associations locales et établissements scolaires de la commune.

Description :
Suite à l'occupation illégale des gens du voyage en juin 2017 du complexe sportif Jean Jacques Robert (soit environ 200 caravanes), la commune doit en urgence remettre en état les équipements afin d'accueillir à nouveau les clubs sportifs de la commune pour la pratique des différentes activités.
La remise en état concerne les terrains gazonnés de football et de rugby, ainsi que les éclairages associés, qui ont été endommagés lors de l'occupation.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics, utilisateurs des terrains de football et rugby; associations sportives locales (environ 700 adhérents par an), et scolaires.

Détail du calcul de la subvention :

Réfection ou création d'un éclairage

Montant HT des travaux : 7 805,66 €
Taux d'intervention : 20%
Montant de la subvention : 1 561,13 €

Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur

Montant HT des travaux : 50 795,70 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 7 619,35 €

Le cumul des deux subventions représente un montant de 9 180,48 €, soit un taux de 15,67 % sur le montant total du projet.

Localisation géographique :
- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de remise en état des terrains	50 795,70	86,68%
Travaux de réparation électrique des éclairages	7 805,66	13,32%
Total	58 601,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	9 180,48	15,67%
Fonds de la commune	49 420,88	84,33%
Total	58 601,36	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 180,48 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	26 250,00 €
2015	Politique énergie climat	6 475,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	7 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	12 423,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéo protection	26 507,58 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	7 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 048,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	14 113,40 €
	Montant total	101 816,98 €

annexe 5 fiches projets Plan Piscines

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014602

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MELUN (77) - REHABILITATION DE LA PISCINE MUNICIPALE COUVERTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 055 089,00 €	15,00 %	308 263,35 €
	Montant Total de la subvention		308 263,35 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200103- Plan piscines

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELUN
Adresse administrative : 14 RUE PAUL DOUMER
77011 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur LOUIS VOGEL, Maire

N° SIRET : 21770288500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan Piscines Régional
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Réhabilitation de la piscine municipale couverte

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'objectif de la commune est la réouverture de la piscine pour la seconde partie de l'été ou plus sûrement la rentrée 2018-2019. L'ampleur des travaux à réaliser suite aux inondations de 2016 nécessite un démarrage dès début octobre 2017

Objectifs :
Les inondations de 2016 ont provoqué de graves désordres aussi bien sur le bâti que sur l'ensemble des installations techniques de la piscine les rendant hors d'usage. Celle-ci a dû être fermée, privant ainsi la commune d'un équipement sportif très important sur le territoire.

L'objectif est de procéder à la réhabilitation de la piscine couverte pour en permettre l'ouverture au plus tard pour la rentrée 2018-2019 et si possible pour le courant de l'été 2018.

Description :
L'ensemble de l'installation sportive va être traitée :

- en sous-sol, reprise de tout l'espace avec changement après élargissement de l'escalier d'accès, création d'un puisard, création d'un cloisonnement en Blocs de Béton Manufacturés (BBM), pose de portes de section et de portes coupe-feu, travaux de peinture...

- en rez-de-chaussée, modification de l'accès extérieur, avec notamment la création d'un accès PMR, travaux de transformation de l'intérieur avec installation de mains courantes pour l'accès aux bassins, adaptation de la borne d'accueil pour les PMR...

De plus, les locaux techniques, inondés, vont être déplacés en zone hors crue.

Enfin, les deux bassins, sportif et d'apprentissage, et tous les dispositifs techniques qui s'y rattachent (pompes, systèmes de filtration, électrovannes...) vont être rénovés.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les différents clubs concernés : natation, triathlon, plongée soit plus de 1.300 licenciés tous clubs confondus
le public scolaire et les pratiquants de loisir

Détail du calcul de la subvention :
Coût prévisionnel des travaux : 2.055.089 € HT
Taux de subvention : 15 %
Montant de la subvention : 308.263,35 €

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Assainissement	41 667,00	2,03%
Maîtrise d'oeuvre	158 125,00	7,69%
Frais géomètres, études géotechniques, coordinateur SSI.....	86 542,00	4,21%
Travaux de réhabilitation	1 768 755,00	86,07%
Total	2 055 089,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	229 512,00	11,17%
Département 77	533 333,00	25,95%
Région Ile-de-France	308 263,35	15,00%
Commune de Melun	983 980,65	47,88%
Total	2 055 089,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	308 263,35 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	37 520,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	5 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	9 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	82 749,90 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	205 457,40 €
2017	Politique énergie climat	571 715,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	938,00 €
	Montant total	973 380,30 €

annexe 6 fiches projets ESIR

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014802

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHELLES : EXTENSION DU SKATE PARK NATIONAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	579 000,00 €	17,86 %	103 400,00 €
	Montant Total de la subvention		103 400,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200101- Équipements sportifs de niveau régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC SOUVENIR E FOUCHARD
77505 CHELLES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Maire

N° SIRET : 21770108500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs d'intérêt régional
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : extension du skate park national

Date prévisionnelle de début de projet : 4 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Construire un "bowl" de niveau national en complément du skatepark déjà existant.

Description :
Construction d'un bowl de 800 m² en béton armé, d'une épaisseur de 15 à 20 cm, lissé à l'hélicoptère pour les dallages horizontaux et à la main pouor les dallages en forme, courbes et plans inclinés. Pose d'acier pour la protection des arêtes et les jonctions profils/plateformes. Pose de granit pour certains éléments de mobilier.

Un aménagement des accès pour les personnes à mobilité réduite est prévu, dont notamment la pose d'un élévateur.

Le bowl sera équipé d'un éclaraige Led et également couvert d'une toile tendue amovible.

Intérêt régional :
Compléter un équipement de haut niveau d'une nouvelle structure permettant d'étoffer l'offre de niveau national pour les skaters en vue notamment de préparer au mieux l'ensemble des échéances nationales, internationales.

Le site va servir aussi de point d'appui à l'organisation des formations roller, notamment le Brevet d'Initiateur Fédéral Skateboard.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Athlètes de haut niveau, licenciés du club et pratiquants libres

Détail du calcul de la subvention :
Coût prévisionnel global du projet : 629.000 € HT
Montant des dépenses subventionnables : 579.000 € HT
Taux prévisionnel : 30 %
Montant prévisionnel de subvention : 173.700 €

Cependant, au vu du plan de financement prévisionnel et afin de respecter la règle des 20 % du financement devant rester à la charge du maître d'ouvrage, la subvention régionale est ramenée à 103.400 % soit un taux d'intervention de 17,86 % des dépenses subventionnables.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de tribunes	50 000,00	7,95%
Aménagement accès PMR et élévateur	54 000,00	8,59%
Construction du bowl	300 000,00	47,69%
pose d'éclairage Leds	45 000,00	7,15%
Couverture amovible de la structure	150 000,00	23,85%
Honoraires Maîtrise d'oeuvre	30 000,00	4,77%
Total	629 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	109 800,00	17,46%
Conseil Départemental 77	40 000,00	6,36%
Van's	250 000,00	39,75%
Région Ile-de-France	103 400,00	16,44%
Ville de Chelles	125 800,00	20,00%
Total	629 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	103 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	4 752,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	-229 401,00 €
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	-161 957,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Action culturelle Musiques au Lycée	5 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	2 348,98 €
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	99 182,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	23 691,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	146 043,00 €
	Montant total	306 016,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014793

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FEDERATION FRANÇAISE DE JUDO : CREATION D'UN POLE SPORT ET FORMATION AU GRAND DOME DE VILLEBON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	4 800 000,00 €	27,08 %	1 300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 300 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
13200101- Équipements sportifs de niveau régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFJDA FEDE FRA JUDO JUJITSU KENDO DISCIPLINES ASSOCIEES
Adresse administrative : 21 AVENUE PORTE DE CHATILLON 75014 PARIS 14 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Luc ROUGE, Président

Date de publication au JO : 25 mars 1947

N° SIRET : 78457379200024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs d'intérêt régional
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : création d'un pôle Sport et Formation au Grand Dôme de Villebon

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Développer un équipement régional principalement orienté Judo et permettant également une mutualisation avec d'autres fédérations partenaires et une offre sportive grand public.

Description :
Le projet proposé par la Fédération française de Judo porte sur la transformation du Grand Dôme de Villebon, strucutre sportive actuellement propriété de la commune, en un pôle Sport et formation grâce à l'ajout de constructions complémentaires.

Elles comprennent la réalisation :
- d'un gymnase multisports d'une capacité de 600 spectateurs pouvant accueillir 6 aires de combat de judo ;
- d'un dojo annexe permettant la pratique du judo, de la lutte, de la danse... connecté avec la grande salle ;
- d'un espace de restauration, de salles de réunion ;
- d'une entité squash comrpenant 4 à 8 courts ;
- d'un esapce e-sport ;

Un dispensaire sera implanté sur site.

En extérieur, un parcours sera créé autour d'une zone humide.

Une structure de formation et de gestion avec des salles modulables au service des fédérations sera installée sur site.

Le projet, objet de la demande de subvention, couvre une superficie de 5.606 m² de surface utile.

Intérêt régional :
Offrir au judo et d'autres disciplines une salle d'envergure régionale proche de Paris et constituant une très bonne alternative aux équipements situés à Paris intra-muros.

De plus, en accord avec la Fédération Française de Judo, la participation régionale au financement permettra à la Région de bénéficier d'une mise à disposition cet équipement selon ses besoins dans une limite de 10 % de l'usage annuel.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Licenciés de différentes disciplines, stagiaires en formation, tout public

Détail du calcul de la subvention :
Montant global de l'opération : 14.812.557 € TTC
Plafond des travaux subventionnable : 4.800.000 € TTC
Montant de la subvention : 1.300.000 € TTC
Taux de subvention : 27,08 %

Localisation géographique :
- VILLEBON-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros Oeuvre	5 727 050,40	38,66%
Couvertures	1 367 451,60	9,23%
Façades	2 130 334,80	14,38%
Cloisons, Faux plafonds, Menuiseries intérieures, Serrureries, Sols	1 829 996,40	12,35%
Chauffage, Ventilation, Climatisation, Plomberie	799 191,60	5,40%
Réseaux électriques	1 009 152,00	6,81%
Ascenceur	42 000,00	0,28%
Aménagements exterieurs	1 907 380,20	12,88%
Total	14 812 557,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	2 666 260,00	18,00%
Région Ile-de-France	1 300 000,00	8,78%
Fédération française de Judo	10 846 297,00	73,22%
Total	14 812 557,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	7 392,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	3 168,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	95 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	3 168,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	90 000,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	90 000,00 €
	Montant total	378 728,00 €

annexe 7 fiche projet Equip Handisport

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015242

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACHAT D'EQUIPEMENT EN FAVEUR DE LA PRATIQUE SPORTIVE HANDISPORT - COMITE IDF HANDISPORT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Achat d'équipement en faveur du handisport	30 422,00 €	76,99 %	23 421,00 €
	Montant Total de la subvention		23 421,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-20421-132001-300
13200102- Achat d'équipements en faveur du handisport

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE HANDISPORT ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 44 RUE LOUIS LUMIERE
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Murielle VANDECAPPELLE-SICLIS, Présidente

Date de publication au JO : 20 avril 1966

N° SIRET : 38956388300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Achat d'équipement en faveur du handisport
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Acheter du matériel adapté à destination des clubs d'Ile-de-France afin de favoriser la pratique du sport par un public handicapé.

Description :
Achat de deux fauteuils de football éléctrique pour le Club Upsilon de Châtenay Malabry et un tandem de route pour le Club Presloisir Tandem de Presles-en-Brie.

Intérêt régional :
Il s'agit d'accompagner, dans la logique de la convention pluriannuelle signée avec le Comité, la politique de développement du sport auprès des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels

adaptés et mis à disposition des clubs ou athlètes qui en font la demande.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les sportives et sportifs en situation de handicap.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 fauteuils football électriques et accessoires	23 348,00	76,75%
1 tandem de route	7 074,00	23,25%
Total	30 422,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	23 421,00	76,99%
Comité Ile-de-France Handisport	7 001,00	23,01%
Total	30 422,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 421,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	18 100,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	59 885,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €

2015	Achat d'équipement en faveur du handisport	136 776,64 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	18 100,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	56 885,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	15 000,00 €
2016	Achat d'équipement en faveur du handisport	108 232,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	17 195,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	56 885,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	10 000,00 €
2017	Achat d'équipement en faveur du handisport	76 579,00 €
2017	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	17 195,00 €
2017	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	56 885,00 €
	Montant total	667 717,64 €

annexe 8 RI modifié équipements lycées

LES EQUIPEMENTS SPORTIFS MIS A DISPOSITION DES LYCEES

Objectifs généraux du dispositif

Décide d'accompagner la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs lorsque les installations sportives répondent aux besoins des lycées publics et privés sous contrat d'association en matière d'éducation physique et sportive et sont mises à leur disposition gratuitement pendant 20 ans.

Critères d'éligibilité

- ***1 : BENEFICIAIRES***

  Sont éligibles au dispositif d'aide régionale des « Equipements sportifs mis à disposition des lycées » :

  - les collectivités territoriales ;
  - les établissements publics de coopération intercommunale ;
  - les syndicats mixtes ou intercommunaux.

- ***2 : PROJETS***

  Peuvent bénéficier d'un financement régional les types d'équipements listés dans le tableau ci-après définissant les niveaux de l'intervention financière de la Région dès lors que ces équipements sont mis à disposition d'un usage lycéen de 30 heures par semaine au moins, hors vacances. Le volume horaire est de 15 heures de mise à disposition hebdomadaire lorsqu'il s'agit d'un Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA), une Ecole Régionale du Premier Degré (ERPD) ou un Centre Médical et Pédagogique (CMP) (annexe d'un lycée).

  Une dérogation à ces volumes horaires minimaux s'applique dans les cas où le(s) lycée(s) du secteur peu(ven)t justifier d'un besoin satisfait par une des conditions suivantes, ou un cumul des conditions suivantes :

  • la présence au sein de l'établissement d'un équipement permettant de couvrir tout ou partie des besoins ;
  • l'utilisation d'autres équipements sportifs extérieurs à l'établissement ;
  • des besoins en volume horaire inférieurs aux minimaux (taille et/ou type de l'établissement et du public accueilli).

  Ces projets peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique ou sous maîtrise d'ouvrage déléguée (SEM, SPL ou tout autre type d'opérateur). La personne publique demeure toutefois attributaire de l'aide.

  Le dossier déposé doit être accompagné d'un plan de financement.

Modalités de calcul de l'aide

Le plafond du coût HT des travaux est fixé en fonction du type d'équipement aux montants suivants :

Type d'équipement	Montant plafond des travaux en euros HT	Taux maximum de subvention
Gymnase grand gabarit (48 m x 26 m et +)	3 000 000 €	25 %
Gymnases 44 m x 26,30 m et 44 m x 23,50 m	2 500 000 €	25 %
Gymnase type C (40 m x 20 m et +)	2 000 000 €	25 %
Gymnase type B (30 m x 20 m et +)	1 500 000 €	25 %
Plateau extérieur EPS : terrain de grands jeux, Infrastructures d'athlétisme	800 000 €	30 %
Salle spécialisée et semi-spécialisée (dojo…)	500 000 €	35 %
Equipement spécialisé (mur d'escalade…)	200 000 €	35 %

En cas de construction ou de rénovation d'un complexe sportif, le montant plafond des travaux à retenir pour le calcul du montant de la subvention sera celui de l'équipement dont le coût de réalisation ou de rénovation est le plus onéreux. Il n'y a donc pas de cumul de plafonds de subvention dans l'hypothèse de création d'équipements sportifs différents dans un même complexe.

L'ensemble des projets soumis devra satisfaire au respect de la réglementation concernant l'accessibilité à l'équipement des personnes en situation de handicap et faciliter ainsi la pratique handisport au sein de l'équipement.

L'aide sera également conditionnée à :

- l'ouverture de l'équipement à l'ensemble du mouvement associatif local ;
- la désignation ou à la création d'un club résident dans l'équipement, et à l'usage par la section féminine existante du club, sous réserve de l'impossibilité de l'une ou l'autre situation, argumentée et justifiée.

Quand la collectivité bénéficiaire de la subvention accepte de mettre gratuitement à disposition des lycées publics et privés sous contrat d'association d'autres équipements sportifs que celui subventionné, et que le nombre d'heures de mise à disposition de ces autres équipements sportifs au bénéfice des lycéens est supérieur ou égal à 15 heures hebdomadaire, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de :

- 5 % si le volume horaire hebdomadaire de mise à disposition est au moins égal à 15 heures ;
- 10 % si le volume horaire hebdomadaire de mise à disposition est au moins égal à 30 heures.

Les heures d'utilisation doivent, non seulement, être proposées par la collectivité aux lycées susceptibles d'être intéressés, mais être formellement acceptées par ceux-ci comme répondant à leurs besoins en matière d'éducation physique et sportive pour être retenues dans le cadre du calcul de la subvention.

Convention entre la Région, la collectivité bénéficiaire et le ou les lycée(s)

Le versement d'une subvention est subordonné à la signature d'une convention entre la collectivité bénéficiaire, la Région et le ou les lycées utilisateurs de l'équipement sportif.

Cette convention fixe notamment les conditions d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région ainsi que le volume horaire de mise à disposition de l'équipement sportif au profit du ou des lycées concernés.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-504

DU 22 NOVEMBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES SIXIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ; modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du CR ;

VU la délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ; modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n° CP 10-810 du 14 octobre 2010 relative à l'action régionale dans le domaine du développement social (4° affectation pour 2010) ;

VU la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013 portant approbation de conventions-type et annexe-type relatives à la participation régionale en investissement et en fonctionnement ;

VU la délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 relative à la politique régionale de santé – Approbation de la convention-type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 – Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 ;

VU la délibération CP 2017-372 du 20 septembre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles (4° affectation en 2017) ;

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2017

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-504 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficultés

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **623 722,00 €** au titre du budget 2017.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement :
- pour les subventions inférieures ou égales à 23.000 euros, au respect, par les bénéficiaires, de l'annexe financière adoptée par la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions des délibérations n°CR 08-16 du 18 février 2016 et n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

- pour les subventions supérieures à 23.000 euros, à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **623 722,00 €** disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 2 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Investissement Etablissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions dont une réaffectation de solde d'un montant maximum prévisionnel de **624 464,31 €.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée selon les dispositions de la délibération N°CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération N°CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **624 464,31 €** disponible sur le chapitre 904 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», action 142 003 01 «Etablissements et services pour femmes en difficulté», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 3 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Investissement soutien aux innovations sociales

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de neuf subventions d'un montant de **1 528 700 €** au titre du budget 2017.

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015, modifiée selon les dispositions de la délibération N°CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération N°CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 528 700 €** disponible sur le le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » , conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 4 : Rectification erreur matérielle

Approuve la fiche projet rectificative présentée en annexe 3 à la délibération confirmant le montant prévisionnel maximum de subvention à hauteur de 5 000 € au profit de l'UDAF 92 (CP 2017-372).

Article 5 : Autorisation de démarrage anticipé Investissement

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date de démarrage indiquée dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17015813	réhabilitation d'un CHRS pour femmes avec ou sans enfant de 77 places, 73, avenue de la République, à Arnouville-Lès-Gonesse (95) - REAFFECTATION DE SOLDE	ACSC ASSOCIATION DES CITES DU SECOURS CATHOLIQUE	01/12/2008

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

24/11/2017 15:43:05

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200301 - Établissements et services pour femmes en difficulté**

Dispositif : N° 00000695 - Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté

Dossier	17014008 - centre d'hébergement Rosalie Rendu, 31 places, pour jeunes femmes enceintes et jeunes mères : relocalisation de Combreux au 10 rue Sommeville à Combs La Ville (77)			
Bénéficiaire	R20726 - FONDATION D'AUTEUIL			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 766,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
205 888,00 €	TTC	30 %	61 766,00 €	

Dossier	17015813 - réhabilitation d'un CHRS pour femmes avec ou sans enfant de 77 places, 73, avenue de la République, à Arnouville-Lès-Gonesse (95) - REAFFECTATION DE SOLDE			
Bénéficiaire	R19338 - ACSC ASSOCIATION DES CITES DU SECOURS CATHOLIQUE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	562 698,31 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 406 745,70 €	TTC	40 %	562 698,31 €	

Total sur le dispositif N° 00000695 - Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	624 464,31 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142003 - 14200301	624 464,31 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200304 - Fonds régional de solidarité et soutien aux familles**

Dispositif : N° 00000672 - Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Dossier	EX023448 - Apporter un soutien à la Croix-Rouge Ile-de-France dans l'accompagnement des femmes victimes de violences hébergées à l'hôtel et de leurs enfants			
Bénéficiaire	P0022963 - URSF IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 875,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
192 592,00 €	TTC	7,2 %	13 875,00 €	

Dossier	EX023791 - Ouverture d'une colocation solidaire à Paris pouvant accueillir quatre femmes enceintes ou mères en difficulté avec leur bébé			
Bénéficiaire	EXM01727 - LA MAISON DE MARTHE ET MARIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
83 900,00 €	TTC	22,05 %	18 500,00 €	

Dossier	EX023935 - "En avant toutes": accompagnement et (ré)insertion économique de franciliennes en difficulté			
Bénéficiaire	P0026744 - ARES ASSOCIATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 883,00 €	TTC	39,46 %	18 500,00 €	

Dossier	EX023945 - Accompagnement solidaire vers l'autonomie pour les femmes en difficulté			
Bénéficiaire	R4825 - MDF MAISON DES FEMMES DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 526,00 €	TTC	39,44 %	14 800,00 €	

Dossier	EX023962 - Chantier d'Insertion de restauration pour femmes éloignées de l'emploi			
Bénéficiaire	R10658 - ESPACE SOCIAL EDUCATION REINSERTION REFLEXION ESPERER 95			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 375,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
402 345,00 €	TTC	8,05 %	32 375,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Dossier	EX023998 - Accompagnement vers l'accès à l'emploi et vers l'autonomisation des femmes en difficulté			
Bénéficiaire	EXM01746 - FEMMES DIGNES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 250,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 892,00 €	TTC	23,19 %	9 250,00 €	

Dossier	EX024001 - Accompagnement de femmes en difficulté responsables de familles monoparentales dans la réalisation de leur projet d'installation en province			
Bénéficiaire	EXM01747 - ASSOCIATION NOUVELLE VILLE VIE NOUVELLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 101,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 202,00 €	TTC	50 %	19 101,00 €	

Dossier	EX024008 - Soutien psychologique, social et culturel à des femmes victimes de torture et de violences			
Bénéficiaire	R23546 - PRIMO LEVI			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 375,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
184 725,00 €	TTC	17,53 %	32 375,00 €	

Dossier	EX024009 - essaimage dans des ressourceries franciliennes d'une activité de récupération et mise à disposition de matériel pour les vestiaires, à destination des familles en situation d'exclusion			
Bénéficiaire	P0007781 - LA PETITE ROCKETTE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 584,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 182,00 €	TTC	46,25 %	18 584,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Dossier	EX024010 - Accompagnement socio administratif et juridique individualisé et collectif de franciliennes en difficulté, accès au savoir et à l'autonomie			
Bénéficiaire	R35985 - APICED ASSOCIATION POUR LA PROMOTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE ET POUR L'EGALITE DES DROITS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
123 170,00 €	TTC	15,02 %	18 500,00 €	

Dossier	EX024011 - Accompagnement vers l'emploi adapté aux difficultés spécifiques des femmes victimes de violences			
Bénéficiaire	R38167 - CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 250,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 800,00 €	TTC	23,24 %	9 250,00 €	

Dossier	EX024013 - Lieu d'accueil et d'accompagnement socio-professionnel destiné aux femmes vulnérables vivant avec le VIH/SIDA			
Bénéficiaire	EX004174 - IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 750,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
523 576,00 €	TTC	5,3 %	27 750,00 €	

Dossier	EX024015 - Accompagnement des femmes victimes de persécutions			
Bénéficiaire	R40057 - GAS GROUPE ACCUEIL ET SOLIDARITE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 750,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 758,00 €	TTC	28,98 %	27 750,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Dossier	EX024018 - coordination femmes et genre : améliorer la prise en charge pluridisciplinaire des femmes en détresse sociale			
Bénéficiaire	R23515 - COMEDE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 375,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
98 437,00 €	TTC	32,89 %	32 375,00 €	

Dossier	EX024029 - Accompagnement global des femmes en difficultés dans leurs démarches d'insertion			
Bénéficiaire	EXM01748 - RUES ET CITES			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 375,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 994,00 €	TTC	44,35 %	32 375,00 €	

Dossier	EX024035 - Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficultés			
Bénéficiaire	P0023531 - FIFAFE FEDER INITI FEMME AFRIC FRANC EUROP			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 400,00 €	TTC	35,99 %	18 500,00 €	

Dossier	EX024036 - accès à un diplome reconnu pour des femmes en difficulté			
Bénéficiaire	EXM01749 - KIRON FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 787,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 573,00 €	TTC	50 %	25 787,00 €	

Dossier	EX024043 - Accompagnement des femmes dans leur parcours d'insertion professionnelle et d'accès aux droits socio-sanitaires			
Bénéficiaire	R17697 - GRDR GROUPE DE RECHERCHE ET DE REALISATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 750,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 750,00 €	TTC	48,05 %	27 750,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Dossier	EX024046 - Renforcer l'accompagnement social pluridisciplinaire et lié au logement auprès des familles monoparentales et des femmes isolées logées dans le parc immobilier de l'association			
Bénéficiaire	R20514 - ASS HABITAT ET HUMANISME ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 375,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 385,00 €	TTC	38,37 %	32 375,00 €	

Dossier	EX024047 - Foyer El Paso : hébergement et accompagnement de jeunes femmes enceintes en détresse.			
Bénéficiaire	P0035135 - ASSOCIATION FRANCO HISPANO AMERICAINE			
Localisation	NEUILLY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 125,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 400,00 €	TTC	30,67 %	23 125,00 €	

Dossier	EX024051 - Femmes en Mouvement : accompagnement global vers l’autonomie de femmes en grande difficulté, pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle			
Bénéficiaire	P0000397 - ADAGE ASSOCIATION D'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL CONTRE L'EXCLUSION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 350,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 307,00 €	TTC	24,14 %	20 350,00 €	

Dossier	EX024052 - Soutenir et accompagner les mères en recherche d'emploi			
Bénéficiaire	EX006012 - RESEAU MOM'ARTRE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 375,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 188 749,00 €	TTC	2,72 %	32 375,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Dossier	17011770 - "Coup de Pouce au Féminin" : aider une centaine de femmes dans leur retour à l'emploi par une simulation d'entretien, des conseils et une mise en confiance par l'apparence			
Bénéficiaire	EX006243 - LA CRAVATE SOLIDAIRE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 875,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 375,00 €	TTC	21,55 %	13 875,00 €	

Dossier	17011956 - Chantiers Espoir : groupes de parole et d'entraide sur la parentalité pour des mères de familles venant de milieux défavorisés			
Bénéficiaire	P0037358 - FEDER DEPT ASS FAMILIALES CATHOLIQUES 92			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 300,00 €	TTC	48,54 %	5 000,00 €	

Dossier	17014442 - unité mobile de santé, spécialisée psychologie, pour femmes en grande précarité			
Bénéficiaire	P0035218 - ADSF ASS POUR DEVELOPPEMENT SANTE DES FEMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 425,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 950,00 €	TTC	50 %	32 425,00 €	

Dossier	17014481 - sensibilisation et formation de bénévoles et professionnels intervenant auprès des femmes victimes de violences conjugales			
Bénéficiaire	R9596 - SOLIDARITE FEMMES - LE RELAIS 77			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 425,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 850,00 €	TTC	50 %	34 425,00 €	

Dossier	17014482 - Aller vers les victimes de prostitution dans l'espace public			
Bénéficiaire	R22492 - AMICALE DU NID			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 375,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
166 660,00 €	TTC	19,43 %	32 375,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000672 - Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	623 722,00 €

Total sur l'imputation 934 - 42 - 142003 - 14200304	623 722,00 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200311 - Actions d'innovation sociale**

Dispositif : N° 00001042 - Innovation sociale - investissement

Dossier	17003577 - Construction d'une résidence d'accueil de 30 studios PLAI à la ZAC Princesse du Vésinet (78)			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	LE VESINET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 315 267,30 €	HT	12,07 %	400 000,00 €	

Dossier	17014048 - Création d'une cuisine pour l'amélioration de la qualité et de la distribution des repas			
Bénéficiaire	R23157 - RESTAUS DU COEUR LES RELAIS COEUR PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	95 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
223 980,00 €	TTC	42,41 %	95 000,00 €	

Dossier	17014106 - Acquisition de congélateurs et d'armoires froides pour une épicerie solidaire à Colombes (92)			
Bénéficiaire	P0020786 - SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL LOUISE DE MARILLAC CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS DE SEINE			
Localisation	COLOMBES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 600,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 200,00 €	TTC	50 %	3 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Dossier	17014271 - Aide à l'investissement pour la construction de 5 petites maisons pour l'hébergement de personnes sans abri			
Bénéficiaire	P0025275 - QUATORZE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	161 100,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
322 200,00 €	TTC	50 %	161 100,00 €	

Dossier	17014272 - Réaménagement de l'épicerie solidaire			
Bénéficiaire	P0029820 - ASSOCIATION EPI DE SON			
Localisation	SUCY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 900,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 800,00 €	TTC	50 %	2 900,00 €	

Dossier	17014924 - Création de la Maison chemin vert, lieu innovant pour la prise en charge globale des personnes atteintes de maladies infectieuses chroniques			
Bénéficiaire	R24286 - BASILIADE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600 000,00 €	TTC	25 %	400 000,00 €	

Dossier	17015107 - Projet de réhabilitation d'un hôtel en CHU intergénérationnel			
Bénéficiaire	P0015176 - RESIDENCES SOCIALES DE FRANCE			
Localisation	ORLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 071 540,00 €	TTC	5,66 %	400 000,00 €	

Dossier	17015108 - L'épicerie solidaire de Montreuil			
Bénéficiaire	R12328 - ASSOCIATION AURORE			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 250,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 500,00 €	TTC	50 %	34 250,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-504	Budget	2017

Dossier	17015125 - Investir pour améliorer les conditions d'accueil et développer des activités innovantes			
Bénéficiaire	R1875 - SOL EN SI SOLIDARITE ENFANTS SIDA			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 350,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 700,00 €	TTC	50 %	9 350,00 €	

Dossier	17015492 - Acquisition d'un véhicule frigorifique			
Bénéficiaire	P0017922 - LES RESTAURANTS DU COEUR			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	50 %	22 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001042 - Innovation sociale - investissement	1 528 700,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142003 - 14200311	1 528 700,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023448

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : APPORTER UN SOUTIEN À LA CROIX-ROUGE ILE-DE-FRANCE DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES HÉBERGÉES À L'HÔTEL ET DE LEURS ENFANTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	192 592,00 €	7,20 %	13 875,00 €
	Montant Total de la subvention		13 875,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URSF IDF
Adresse administrative : 75 BD MACDONALD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte CHABERT, Présidente

Date de publication au JO : 19 juin 2012

N° SIRET : 78993076500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : apporter un soutien à la Croix-Rouge Ile-de-France dans l'accompagnement des femmes victimes de violences hébergées à l'hôtel et de leurs enfants

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
En 2016, les dispositifs d'accueil/accompagnement des associations de l'URSF IDF ont accompagné près de 3 500 nouvelles franciliennes et ont réalisé plus de 11 000 interventions auprès de femmes ayant subi des violences psychologiques, physiques et/ou sexuelles.

L'objet de la demande de subvention est l'accompagnement des professionnels travaillant auprès des

femmes victimes de violences conjugales à travers la mise en place de groupes d'analyse des pratiques. Cette action répond à un besoin d'accompagnement et de soutien spécialisés pour des femmes victimes de violences conjugales hébergées dans des dispositifs hôteliers qui cumulent les difficultés liées à l'hôtel (Enquête Enfants : insécurité alimentaire, difficultés d'accès aux soins) et les difficultés liées aux violences conjugales exacerbées par des conditions de vie rendant leur protection très compliquée.

Description :
Les interventions se développent en 4 étapes :

1. Les salariés de la Croix-Rouge sont formés au repérage, à la première écoute et à l'orientation des femmes victimes de violences conjugales par l'URSF-IDF et la FNSF.

2. Le travailleur social référent repère ou prend connaissance de violences au sein du couple, violences avérées ou supposées et transmet une fiche d'intervention à l'URSF- IDF en détaillant la situation de Madame.

3. Le travailleur social référent organise une première visite à l'hôtel en binôme avec le salarié de l'URSF-IDF afin de réaliser un premier diagnostic de la situation de Madame (Recueil de la parole, première évaluation de la dangerosité de l'auteur, modalités d'accompagnement etc.).

4. L'URSF-IDF poursuit l'accompagnement de Madame sur la question des violences conjugales en lien avec le travailleur social de la Croix-Rouge qui reste le "référent" de la situation.

L'URSF-IDF et les associations membres apporteront un soutien à toutes les sollicitations. A ce sujet, il est important de souligner que, si certaines situations demanderont un accompagnement renforcé important, d'autres se limiteront à une information de la femme victime de violences. Les réponses s'adapteront aux situations et aux demandes : par exemple, dans certains cas, l'évaluation imposera une décohabitation à la victime ; dans ce cas de figure, l'accompagnement devra être renforcé.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : Ce projet mobilisera 3 ETP d'intervenants sociaux «violences conjugales » répartis sur les 3 pôles d'intervention de l'opérateur régional de la Croix-Rouge. 0,5 ETP de coordination sera rattaché à l'URSF IDF afin d'assurer la coordination du projet, de veiller à sa cohérence régionale, de réaliser le suivi de l'activité et l'animation de l'équipe.

Moyens techniques : Les salariés auront accès à la flotte des véhicules de la Croix-Rouge, l'URSF IDF quant à elle leur fournira le matériel et les fournitures nécessaires à cette mission (ordinateurs, téléphones portables). Les salariés bénéficieront également d'un système d'information interne à l'URSF IDF, d'une supervision spécifique et pourront accéder à un service d'interprétariat si nécessaire.

Intérêt régional :
Ce projet, qui couvrira l'intégralité du territoire francilien, mutualise les compétences spécifiques de deux organisations qui interviennent à l'échelle de la région Ile de France.
C'est une expérimentation qui pourrait se reproduire avec d'autres organisations qui sont confrontées aux situations de violences et qui ne sont pas formées pour les gérer.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
3000 familles femmes et enfants victimes et exposés aux violences en Ile de France.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	161 752,00	83,99%
Achats	10 610,00	5,51%
Services extérieurs et autres services extérieurs	20 230,00	10,50%
Total	192 592,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (DRIHL)	178 717,00	92,80%
Région Ile-de-France	13 875,00	7,20%
Total	192 592,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 875,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	30 000,00 €
2017	Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	10 000,00 €
	Montant total	48 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023791

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OUVERTURE D'UNE COLOCATION SOLIDAIRE À PARIS POUVANT ACCUEILLIR QUATRE FEMMES ENCEINTES OU MÈRES EN DIFFICULTÉ AVEC LEUR BÉBÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	83 900,00 €	22,05 %	18 500,00 €
	Montant Total de la subvention		18 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DE MARTHE ET MARIE
Adresse administrative : 1 RUE DES SOUS BOUTILLETTES
78680 EPONE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame STEPHANIE SABOLY

Date de publication au JO : 17 juillet 2010

N° SIRET : 75085512400020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : ouverture d'une colocation solidaire à Paris pouvant accueillir quatre femmes enceintes ou mères en difficulté avec leur bébé

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Fondée en 2010 par une sage-femme, la Maison de Marthe et Marie vient en aide à des femmes enceintes dans une situation difficile (précarité, isolement, absence de logement, solitude, grossesse imprévue…) en leur proposant une solution d'hébergement à loyer modéré : la colocation solidaire dans de grands appartements de 6 à 8 chambres.

Par ailleurs, des jeunes femmes bénévoles, âgées de 23 à 35 ans, s'engagent pendant 1 ou 2 ans à vivre au quotidien avec les femmes accueillies tout en exerçant leur activité professionnelle à l'extérieur de la colocation.
Un accompagnement personnalisé, avec l'aide d'assistantes sociales est proposé aux futures mères pour les mener progressivement vers l'autonomie :
- un accompagnement administratif et social : demande de RSA, allocations, CAF, assainissement de la situation financière...
- un accompagnement sur le plan médical : aide pour les prises de rendez vous avec la sage-femme ou le psychologue si nécessaire, visite régulière d'une puéricultrice...
- un accompagnement pour la sortie de la colocation : aide à la recherche de logement pour la mère et son bébé en lien avec des associations spécialisées, aide à la recherche de places de crèche, d'emploi....
A ce jour, l'association gère 4 colocations solidaires à Paris 11, Lyon, Strasbourg, et Nantes soit 15 places pour des femmes enceintes ou mères et 15 places pour des bébés. Plusieurs ouvertures sont prévues à Lille (septembre 2017) et Paris (75011) et des projets sont à l'étude à Boulogne et Paris (75006).
35 mères ont déjà été accueillies et 10 bébés sont nés en 2016.

Description :
Avec 20 candidatures de femmes enceintes en détresse par mois en moyenne pour la colocation de Paris, les besoins de solutions d'hébergement pour ce public précis sont très présents.
L'association souhaite donc ouvrir un 2ème appartement partagé pour répondre à la demande et venir en aide aux femmes enceintes, majeures, en difficulté, leur permettre de donner naissance à leur enfant dans de bonnes conditions et les aider à construire leur avenir pour parvenir à l'autonomie avec leur enfant à la sortie de la colocation. Les résidentes payent une indemnité d'occupation (en dessous des prix du marché) et elles contribuent également aux frais alimentaires et d'entretien courant de leur logement. Elles font elles-mêmes les courses, préparent les repas et assurent l'entretien et le ménage de leur logement. Chaque colocation est encadrée par une responsable d'antenne salariée qui travaille pour l'association 2 journées par semaine.

La Maison de Marthe et Marie souhaiterait obtenir une subvention de fonctionnement pour assurer l'ouverture de la seconde colocation parisienne, située dans le même immeuble que la première (11ème arrondissement) : frais de personnel (responsable d'antenne salariée), fournitures et petit équipement.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Depuis l'ouverture, l'association a accueilli 35 femmes enceintes, orientées vers par les assistantes sociales de secteur, les maternités, le Crous, les PMI, des médecins...
Les jeunes femmes de la colocation de Paris sont originaires d'Ile de France.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	40 000,00	47,68%
Services extérieurs et autres services extérieurs	38 900,00	46,36%
Achats	5 000,00	5,96%
Total	83 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	18 500,00	22,05%
Participation des usagers	38 000,00	45,29%
Fondations	20 000,00	23,84%
Fonds propres	7 400,00	8,82%
Total	83 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023935

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : "EN AVANT TOUTES": ACCOMPAGNEMENT ET (RÉ)INSERTION ÉCONOMIQUE DE FRANCILIENNES EN DIFFICULTÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	46 883,00 €	39,46 %	18 500,00 €
		Montant Total de la subvention	18 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARES ASSOCIATION
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe CROUZET, Président

Date de publication au JO : 20 février 1991

N° SIRET : 38291390300045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : "En avant toutes": accompagnement et (ré)insertion économique de franciliennes en difficulté

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le groupe Ares est une association créée il y a 26 ans, dont le but est la réinsertion économique et sociale des personnes en difficulté ou en situation de grande précarité.
L'association porte 10 établissements, dont 7 entreprises d'insertion, un chantier d'insertion, une entreprise adaptée et un centre d'adaptation à la vie active.

En 2016, l'Association a accompagné 646 salariés en insertion, dont 172 femmes en situation de grande exclusion. 68% des personnes ayant quitté Ares durant l'année ont retrouvé un travail ou une formation qualifiante.

Description :
Parmi le public en situation d'exclusion pour lequel les parcours d'insertion d'Ares sont pertinents pour favoriser autonomie et (ré)insertion sociale et professionnelle, le public féminin cumule, outre la plupart des freins communs aux personnes exclues, des situations spécifiques qui rendent le chemin plus complexe. Ayant souvent une famille à charge, engendrant problèmes de disponibilité, de mobilité, elles se trouvent isolées ou face à des conjoints les privant de la liberté d'agir et/ou de s'exprimer, quand elles ne sont pas fragilisées par les violences conjugales. Certaines difficultés les touchent tout particulièrement, notamment en matière de scolarisation (33% des femmes accueillies n'ont pas le niveau du brevet des collèges).

Les actions menées par ARES doivent favoriser la réinsertion sociale et professionnelle durable des femmes : sortie de la précarité, stabilisation de la situation sociale et personnelle, montée en compétences, amélioration de la confiance en soi et de l'autonomie, retour à l'emploi durable.

L'association poursuit deux objectifs principaux :

- Accompagner davantage de femmes en situation d'exclusion : la proportion de femmes en parcours chez Ares est passée de 3% en 2006 à 27% en 2016, l'objectif aujourd'hui étant d'accompagner à terme et chaque année 50% de femmes en situation d'exclusion ; les salariés dédiés au projet chez Ares vont davantage rencontrer les partenaires accompagnant des femmes vulnérables et travailler à l'adaptation des activités au public féminin, en développant les activités propices au recrutement des femmes (le numérique par exemple) et en permettant aux femmes d'accéder à des métiers ou des univers plus historiquement masculins (le BTP à Ares 93).

- Renforcer/améliorer l'accompagnement et proposer une offre renforcée d'activités culturelles : l'association construit une offre culturelle adaptée afin de compléter et enrichir l'accompagnement social et professionnel proposé. ARES cible les femmes les plus fragilisées et éloignées de l'emploi, accompagnées dans son association parisienne (Ares Atelier). Pour l'année 2018, elle souahite ainsi mettre en place des ateliers théâtre encadrés par un metteur en scène, ainsi que des ateliers photos animés par une photographe professionnelle habituée à travailler dans le milieu de la réinsertion.

Moyens mis en œuvre :
Deux salariés sont impliqués dans le projet :
- la cheffe du projet social. Ce poste, mutualisé pour l'ensemble des établissements d'Ares permet d'avoir une personne dédiée aux questions de fonds sur l'accompagnement social proposé chez Ares, et en particulier aux projet « En avant Toutes » consacré aux femmes chez Ares. La cheffe de projet de mission travaille donc sur la féminisation des effectifs et des activités, mais aussi sur les modules spécifiques. Elle sera affectée à 50% de son temps sur le projet (17173€/an)
- un référent culture et loisirs au sein de la Direction du Projet Social, chargé de piloter, coordonner et mettre en place les activités culturelles au sein de nos établissements. Il sera affecté à 50% de son temps sur le projet (5290€/an).
Deux intervenants extérieurs sont impliqués dans le projet :
- un metteur en scène professionnel : 5 ou 6 ½ journées d'atelier par mois (10220€/an)
- un photographe professionnelle : ½ journée d'atelier par semaine pendant 1 an (7200€/an)
Autres moyens utilisés :

- matériel pour l'atelier photographie (3000€)
- tirages pour l'atelier photo, 100 exemplaires (2000€)
- exposition photo qui clôturera l'atelier (2000€)

Intérêt régional :
Ce projet concernera l'ensemble des établissements franciliens portés par Ares:
- Ares Services 75
- Ares Services 77
- Ares Services 93
- Ares Services 94
- Ares Atelier (75)
- Acces (93)
- Log'ins (91)
- Atelier Sans Frontières (94)
- La Petite Reine (75)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes en situation de grande exclusion et de précarité, notamment celles en situation d'isolement et ayant des enfants qu'elles élèvent seules.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	22 463,00	47,91%
Services externes et autres services externes	19 420,00	41,42%
Achats	5 000,00	10,66%
Total	46 883,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	18 500,00	39,46%
Ville de Paris	8 000,00	17,06%
Subventions privées	10 000,00	21,33%
Fonds propres	10 383,00	22,15%
Total	46 883,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023945

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT SOLIDAIRE VERS L'AUTONOMIE POUR LES FEMMES EN DIFFICULTÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	37 526,00 €	39,44 %	14 800,00 €
		Montant Total de la subvention	14 800,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MDF MAISON DES FEMMES DE PARIS
Adresse administrative : 163 RUE DE CHARENTON
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAUDIE LESSELIER, Présidente

Date de publication au JO : 17 juillet 1981

N° SIRET : 32392389600027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : accompagnement solidaire vers l'autonomie pour les femmes en difficulté

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La maison des femmes de paris a pour objectif d'animer un espace de solidarité et d'initiatives pour les femmes, défendre des droits des femmes, lutter contre les violences, inégalités et discriminations, favoriser l'autonomie et l'engagement des femmes dans une perspective d'émancipation, d'égalité, d'accès aux droits et de citoyenneté, sur la base des principes laïques et républicains.

Ses activités principales sont les suivantes : accueil, information, accompagnement et orientation de femmes en difficulté, permanences juridiques et sociales, ateliers (self-défense, théâtre, ciné-débats, repas partagés, sophrologie, sorties culturelles, pratiques ce création artistiques…), rencontres-débats et conférences.

L'association a accueilli 320 femmes en 2016, auxquelles s'ajoutent 250 autres bénéficiaires reçues par d'autres associations qui déploient leur activité au sein de la maison des femmes (RAFJIRE, Les Lesbiennes Dépassent les Frontières, Femmes Migrantes Debout, Femmes Sourdes Citoyennes et Solidaires).

Description :
L'action sera organisée autour de 5 modules constitués de 3 ateliers chacun qui se déploieront à raison de 4 à 5 sessions par an selon les besoins des femmes accompagnées dans le dispositif.
Elles pourront évoluer d'un module à l'autre selon un parcours qui sera jalonné d'évaluations pour le suivi et l'entrée dans un autre module.

MODULE 1 : Accès au droit
• Ateliers d'information / formation sur les droits avec l'accompagnement de juristes pour favoriser l'appropriation des connaissances, des ressources, échange et mutualisation d'expériences des participantes.

MODULE 2 : Organiser l'accès aux services publics
• Permettre l'accès en ligne aux services publics et/ou favoriser l'accès à une domiciliation administrative. Orientation accompagnée vers les acteurs spécialisés dans les villes et départements

MODULE 3 : Construire des perspectives professionnelles.
• Aider à faire le point sur ses compétences professionnelles et ses atouts, à se redynamiser pour entrer dans une démarche effective d'accès à l'emploi et à la formation, construire ses outils en vue d'une recherche d'emploi.

MODULE 4 : Accès à la santé pour les femmes
• Mise en relation avec les ressources existantes et les acteurs de l'accès à la santé, dont santé sexuelle et reproductive, les possibilités de faire un bilan de santé, les procédures de dépistage.

MODULE 5 : Accès à la culture
• Participation à des ateliers de théâtre, accès aux bibliothèques publiques, sorties organisées (festivals, cinéma, théâtre …).

Moyens mis en œuvre :
Le projet est constitué autour du noyau central que constitue la Maison des Femmes de Paris. Les femmes qui entrent dans ce dispositif y sont accueillies et suivies.
La Maison des Femmes met à disposition ses locaux et ses compétences internes :
• la responsable de l'accueil, de l'orientation et de l'animation (adulte-relais), pour 30% de son temps chargée du pilotage de l'ensemble et d'orchestrer le suivi des participantes tout au long de leur parcours.
• des stagiaires intégrées au projet en fonction de leur spécialités
• des équipes de bénévoles en appui de l'action sous la supervision de la Responsable de l'accueil

L'association a par ailleurs recours à des intervenantes ponctuelles spécialisées pour animer les ateliers in situ, en fonction des thématiques et des modules (droits, accès services publics, emploi, santé, culture) soit 5 intervenantes pour concevoir et animer les ateliers thématiques.

Intérêt régional :
La maison des femmes de Paris mobilise des partenaires implantés dans toute l'Ile de France afin d'orienter et d'accompagner les femmes vers les ressources locales et les services compétents en fonction de leur domicile (bibliothèques, services de santé, agences pour l'emploi, Centres d'action sociale...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	18 628,00	49,64%
Services extérieurs et autres services extérieurs	14 898,00	39,70%
Achats	4 000,00	10,66%
Total	37 526,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	14 800,00	39,44%
Ville de Paris	15 000,00	39,97%
Organismes sociaux	4 750,00	12,66%
Dons en nature	1 896,00	5,05%
Fonds propres	1 080,00	2,88%
Total	37 526,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	14 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	30 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique	10 000,00 €

	en Ile-de-France	
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2017	Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	5 000,00 €
	Montant total	55 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023962

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHANTIER D'INSERTION DE RESTAURATION POUR FEMMES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	402 345,00 €	8,05 %	32 375,00 €
	Montant Total de la subvention		32 375,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE SOCIAL EDUCATION REINSERTION REFLEXION ESPERER 95
Adresse administrative : 1 ANCIENNE ROUTE DE ROUEN 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN CHABO, Directeur

Date de publication au JO : 16 février 1979

N° SIRET : 32345027000091

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : créer un chantier d'insertion de restauration pour des femmes éloignées de l'emploi

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Cet atelier et chantier d'insertion (ACI) vise à permettre à un groupe de femmes de gagner ou renforcer leur autonomie financière et sociale. L'ACI sera implanté à Cergy et produira des repas servis dans deux structures d'hébergement social accolées à la cuisine professionnelle, déjà existante. L'objectif premier est de former des femmes à la pratique professionnelle de la cuisine et de transmettre des savoir-être et savoir-faire transférables à d'autres métiers. Cet apprentissage doit leur permettre de reprendre confiance

en elles, en leurs capacités mais aussi d'entrevoir de nouvelles opportunités d'évolution sociale et professionnelle. La durée de leur accompagnement devra également permettre aux salariées de construire ou de confirmer leur projet professionnel.

Description :
L'association, s'inscrivant dans un réseau local d'acteurs œuvrant pour l'insertion, fera appel au Plan local pluriannuel pour l'insertion et l'emploi (PLIE) de Cergy-Pontoise pour atteindre son public cible. Le PLIE orientera des candidat(e)s vers des informations collectives, puis des entretiens de recrutement précèderont l'éventuelle embauche définitive des personnes.
L'ACI constitue un support de formation pré-qualifiante pendant lequel les salarié(e)s acquerront un corpus de compétences transversales et transférables à d'autres métiers.
Il sera l'occasion de développer leur savoir-être en situation professionnelle mais également d'acquérir des savoir-faire spécifiques au travail en restauration collective (réaliser des préparations préliminaires, des plats, participer à l'entretien du poste de cuisine et locaux annexes, appliquer les règles d'hygiène et de sécurité).

Moyens mis en œuvre :
Une cuisine professionnelle est actuellement en cours de construction au sein du site (lui-même en fin de construction) devant prochainement accueillir l'ACI mais aussi 4 autres structures de l'Association accueillant une forte proportion de femmes : la Halte de jour, l'Accueil de nuit, le CHRS et la Maison Relais.
Pour assurer un accompagnement optimum des personnes et des orientations pertinentes, ESPERER 95 s'appuiera sur ses nombreux partenaires: le Pôle emploi, le PLIE de Cergy-Pontoise, le réseau Chantier Ecole, VOIE 95, les organismes de Formation HACCP/PSC1, les CCAS des communes de la CA de Cergy-Pontoise, le Conseil Départemental, le TGI, la Police Nationale et la Gendarmerie, le Barreau des avocats (Pontoise), La DIRECCTE (95), la DDCS 95, la Préfecture du Val d'Oise, Du côtés des femmes, l'AFAVO, le PTCE Resto Passerelle, la Banque alimentaire, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie, etc.

Intérêt régional :
Participation à l'insertion professionnelle et sociale de femmes peu qualifiées et éloignées de l'emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes isolées, ayant subi des ruptures sociales et/ou familiales étant confrontées à diverses formes de précarité. Le projet cible 16 personnes ayant un faible niveau de qualification (infra V), bénéficiaires de minima sociaux, éloignées de l'emploi et cumulant diverses difficultés ayant trait au logement, à la santé, à la garde de leur(s) enfant(s), à la pratique du français, à la mobilité, à l'accès aux droits, aux violences conjugales, à des situations d'endettement, etc.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	8 500,00	2,11%
Impôts et taxes liés au projet	15 804,00	3,93%
Frais de personnel	260 045,00	64,63%
Frais de gestion commune	25 471,00	6,33%
Achats	92 525,00	23,00%
Total	402 345,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	97 000,00	24,11%
UNIFAF	18 000,00	4,47%
CNASEA	98 951,00	24,59%
Subvention Région	32 375,00	8,05%
Département Val d'Oise	5 000,00	1,24%
CACP	10 000,00	2,49%
FSE	63 000,00	15,66%
Autofinancement	71 352,00	17,73%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6 667,00	1,66%
Total	402 345,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	32 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	56 666,00 €
2014	Soutien à la prévention	36 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	28 333,00 €
2015	Soutien à la prévention	27 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	28 333,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 7	244 681,00 €
	Montant total	421 013,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023998

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT VERS L'ACCÈS À L'EMPLOI ET VERS L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN DIFFICULTÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	39 892,00 €	23,19 %	9 250,00 €
	Montant Total de la subvention		9 250,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES DIGNES
Adresse administrative : 78 RUE DES AMANDIERS
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AURELIE MINOUE

Date de publication au JO : 26 novembre 2011

N° SIRET : 75184932400023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Accompagnement vers l'accès à l'emploi et vers l'autonomisation des femmes en difficulté

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Développer l'accompagnement vers l'accès à l'emploi et l'autonomisation des femmes les plus éloignées du marché du travail et ainsi améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs enfants par l'acquisition de l'autonomie financière.
Favoriser l'intégration des femmes et lutter contre l'exclusion en les aidant à maîtriser les savoirs de base

dont la langue française et a développer leur employabilité.
Favoriser le lien social en rompant l'isolement des femmes en difficulté.

Description :
Structure d'accueil, d'écoute, d'orientation et d'accompagnement social et professionnel des femmes très peu qualifiées, au sein d'un centre social du 20° arrondissement, en partenariat avec "Meilleurs Services" association de prestations à domicile, notamment pour ménage ou repassage, repas, accompagnements d'enfants à l'école… L'association a déjà mené un projet similaire dans le Val de Marne.
Les actions reposent sur : évaluation du parcours et des compétences professionnels, émergence d'un projet professionnel réalisable dans des secteurs d'activité possibles, formation par Femmes Dignes pour améliorer les compétences, reprise de confiance en soi, formation à la recherche d'emploi ; soutien et orientation vers d'autres partenaires pour les difficultés de violences conjugales, ou sociales.

Moyens mis en œuvre :
- Salaires partiels ou interventions de chargé de projet, chargé d'accompagnement social et professionnel, formatrice en français ; des bénévoles animent une part des ateliers
- Matériel informatique, matériel technique et pédagogique, fournitures et produits en lien avec les apprentissages

Intérêt régional :
Le principe du partenariat avec les recruteurs tels que "meilleurs services" offre des opportunités d'emplois sur l'ensemble des départements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
femmes peu qualifiées, cherchant à améliorer leur employabilité

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
fournitures	3 167,00	7,94%
Services extérieurs	9 190,00	23,04%
Autres services extérieurs	4 933,00	12,37%
Autres charges de gestion courante dont personnel	22 602,00	56,66%
Total	39 892,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	9 250,00	23,19%
Etat (Droits des femmes EC)	5 500,00	13,79%
Paris (EC)	5 500,00	13,79%
Fondations	17 675,00	44,31%
dons et cotisations	1 967,00	4,93%
Total	39 892,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024001

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT DE FEMMES EN DIFFICULTÉ RESPONSABLES DE FAMILLES MONOPARENTALES DANS LA RÉALISATION DE LEUR PROJET D'INSTALLATION EN PROVINCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	38 202,00 €	50,00 %	19 101,00 €
	Montant Total de la subvention		19 101,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION NOUVELLE VILLE VIE NOUVELLE
Adresse administrative : 295 RUE SAINT JACQUES 75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MICHELE CREMIEUX

Date de publication au JO : 27 juillet 2013

N° SIRET : 79474198300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Accompagnement de femmes en difficulté responsables de familles monoparentales dans la réalisation de leur projet d'installation en province

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association parvient à reloger chaque année une douzaine de familles franciliennes qui souhaitent s'installer en province. Elle souhaite offrir à des mères monoparentales en difficulté un accompagnement

pluridisciplinaire qui prenne en compte leur fragilité (liée à la composition familiale et aux très faibles ressources), leur fréquente méconnaissance des règles de vie dans un logement autonome, les risques spécifiques liés à leur isolement et leurs difficultés d'insertion professionnelle.
Les axes d'action sont essentiellement le logement et emploi/formation/insertion : aide au choix et au projet de vie, accompagnement renforcé par la recherche de solutions adaptées, vers l'insertion et l'emploi en tenant compte des contraintes lourdes de garde d'enfants.
Dans cet objectif, l'association développera des échanges avec des structures concernées par les familles monoparentales.

Description :
Accompagnement en matière de logement : Evaluer la situation. Définir un projet et choisir une ville. Identifier les bailleurs et faire les demandes. Obtenir une offre. Aider à la signature du bail et à l'installation. Aider aux démarches de départ. Faciliter l'installation, l'appropriation du logement.

Accompagnement en matière de recherche d'emploi : Recherche de formation ou d'emploi en prenant en compte la garde des enfants. Soutien renforcé à la recherche d'emploi : training.

Des solutions spécifiques seront tentées pour ce public, telles que partir à 2 dans la même ville, renforcer les liens dans une ou deux villes avec des bénévoles, des réseaux d'entraide et d'insertion professionnelle.

Moyens mis en œuvre :
- recrutement d'une salariée (formation type CESF) pour travailler spécifiquement sur le suivi de ces ménages monoparentaux et développer des solutions adaptées, contribution autres salariés ; recrutement de 5 bénévoles franciliens supplémentaires pour le projet.
- frais de déplacement des familles et accompagnateur pour se rendre dans les villes d'accueil afin de valider le projet, visiter des logements, rencontrer les partenaires locaux, s'installer ; achat de 2 ordinateurs et frais divers.

Intérêt régional :
Le public est réparti entre environ 50% de parisiens et le reste principalement sur la petite couronne, 92,94, 93. Ce projet participe à un rééquilibrage entre IDF et Régions. L'association recherche des solutions de partenariat et de duplication du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Il s'agit de familles monoparentales vivant en centre d'hébergement, à l'hôtel, via le 115, dans des logements de transition ou hébergées de manière aléatoire par des connaissances.
L'association envisage le relogement de 9 familles, ce qui implique de travailler leur projet avec une trentaine de familles.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais divers dont deplacements	10 350,00	27,09%
personnel	27 852,00	72,91%
Total	38 202,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	19 101,00	50,00%
Etat (CNASEA)	5 400,00	14,14%
Fondations et entreprises (Fondation Abbé Pierre, collecteur ARCCO,...)	11 001,00	28,80%
fonds propres	2 700,00	7,07%
Total	38 202,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 101,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024008

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE, SOCIAL ET CULTUREL À DES FEMMES VICTIMES DE TORTURE ET DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	184 725,00 €	17,53 %	32 375,00 €
	Montant Total de la subvention		32 375,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRIMO LEVI
Adresse administrative : 107 AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Eléonore MOREL, Directrice générale

Date de publication au JO : 25 avril 1995

N° SIRET : 40112135500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Soutien psychologique, social et culturel à des femmes victimes de torture et de violences

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Primo Levi gère à Paris un centre de soins pluridisciplinaire dédié aux victimes de la torture et de violences politiques, qui reçoit un public croissant (400 patients en 2016 dont une moitié de femmes et 20% d'enfants) ; ces violences conduisent ces personnes à se sentir humiliées et exclues de la communauté humaine, murailles psychiques accentuées par l'isolement et les difficultés matérielles qui

contribuent également à leurs difficultés.
Le projet présenté concerne environ 100 femmes isolées, c'est-à-dire sans famille en France, mais parfois enceintes ou ayant confié leurs jeunes enfants à des proches dans leur fuite. Seules, elles sont particulièrement vulnérables aux sévices physiques ou psychologiques subis ; au déracinement et à la perte de repères s'ajoutent l'inquiétude et la culpabilité d'avoir « abandonné » leurs enfants dont elles ont ou pas de nouvelles.

Description :
L'objectif principal est de soulager les souffrances psychiques, par des consultations individuelles et un suivi de longue haleine menés par les psychologues de Primo Levi.
L'association propose également des rendez-vous d'accompagnement social (hébergement, emploi ou formation, accès aux droits,…) pour permettre l'accès à des conditions de vie matérielle facilitant le retour de l'estime de soi.
En 2018, Primo Levi souhaite compléter ses services par une demi-journée hebdomadaire où les femmes seront conseillées et orientées pour avoir accès à des activités sportives ou culturelles, favorables au lien social et à l'insertion, et partie prenante de la lutte contre la dépression. Cet espace social aura lieu dans ce premier temps dans le cadre physique du centre, et nécessitera un travail préalable de recherche d'informations voire de partenariats.
Ces activités sont menées par des professionnels (psychologues et assistants sociaux salariés, aidés d'interprètes dans 40% des rendez-vous).

Intérêt régional :
A partir de son expérience de prise en charge de ce type de traumatismes, Primo Levi transmet son expérience par les réseaux et partenariats dont il est membre, son centre de formation, ses publications, et la sensibilisation de bénévoles et professionnels de nombreux organismes en lien avec ces mêmes publics.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
100 femmes isolées, souffrant de séquelles d'actes de violence, en très grandes difficultés

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats et services externes	20 600,00	11,15%
autres services externes, interprètes	43 875,00	23,75%
salaires chargés	120 250,00	65,10%
Total	184 725,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	32 375,00	17,53%
Etat (EC)	21 882,00	11,85%
CRAMIF (EC)	9 085,00	4,92%
Paris (EC)	23 363,00	12,65%
Fonds Européens (EC)	69 615,00	37,69%
Fondations	20 000,00	10,83%
dons	8 405,00	4,55%
Total	184 725,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	32 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	30 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	23 170,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	20 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	11 556,00 €
2015	Soutien à la prévention	7 500,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	35 000,00 €
	Montant total	137 226,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024009

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ESSAIMAGE DANS DES RESSOURCERIES FRANCILIENNES D'UNE ACTIVITÉ DE RÉCUPÉRATION ET MISE À DISPOSITION DE MATÉRIEL POUR LES VESTIAIRES, À DESTINATION DES FAMILLES EN SITUATION D'EXCLUSION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	40 182,00 €	46,25 %	18 584,00 €
	Montant Total de la subvention		18 584,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA PETITE ROCKETTE
Adresse administrative : 125 RUE DU CHEMIN VERT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROBERT BIANCO-LEVIN, Président

Date de publication au JO : 20 mai 2006

N° SIRET : 50882247500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : essaimage dans des ressourceries franciliennes d'une activité de récupération et mise à disposition de matériel pour les vestiaires, à destination des familles en situation d'exclusion

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet a pour but de développer sur l'ensemble du territoire francilien une activité de vestiaire à partir du matériel collecté et trié par des ressourceries. L'objectif d'une ressourcerie est de maximiser le réemploi et éviter le recyclage tout en créant du lien social local via son ancrage territorial.

La ressourcerie de la Petite Rockette a en effet experimenté avec succès cette activité ; en 2016 elle a redistribué gratuitement 25 tonnes de produits (sur les 245 collectées) à des personnes en grandes difficultés, dans son magasin très fréquenté par un public fragile ; elle souhaite contribuer à essaimer son modèle de bonnes pratiques auprès d'autres ressourceries ou recycleries franciliennes, car elle constate qu'elle reçoit des demandes de materiel venant de divers départements.
Cette redistribution matérielle permet de produire un service gratuit de mise à disposition de biens à des personnes en difficultés, elle est complémentaire aux accompagnements sanitaires, sociaux, juridique et administratif.
La mise en place des partenariats avec les crèches, établissements scolaires et associations de parents d'élève afin de pouvoir créer des points de collectes de matières plus particulières est envisagée comme axe complémentaire de développement possible.

Description :
Une personne sera dédiée à cette activité, pour accompagner les porteurs de projet des autres ressourceries et recycleries franciliennes volontaires : formation des intervenants salariés et bénévoles, animation du réseau. Des moyens et les outils mis en place par la petite Rockette seront mis à disposition, un plan de développement a été préparé pour cet essaimage.

Intérêt régional :
La Petite Rockette est membre du réseau francilien de réemploi, le REFER, qui regroupe 31 recycleries et ressourceries sur le territoire francilien ; 7 sont déjà volontaires pour cet essaimage du modèle réalisé à la Petite Rockette, soit en ouvrant elles-mêmes un vestiaire au public, soit en distribuant le matériel recupéré aux organismes locaux qui reçoivent le public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes avec ou sans enfants, les familles et les jeunes mineurs isolés essentiellement.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un coût total de 115 464 €, sont exclues les contributions volontaires en nature (75 283 €), portant la base subventionnable à 40 182 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 431,00	2,97%
Services externes	3 466,00	3,00%
Autres services externes (dont Rémunérations d'intermédiaires)	6 440,00	5,58%
Frais de personnel	26 845,00	23,25%
Emplois des contributions volontaires en nature	75 283,00	65,20%
Total	115 465,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	10 443,00	9,04%
Subvention Etat	4 147,00	3,59%
Subvention Région	18 584,00	16,09%
Organismes semi-publics	7 008,00	6,07%
Contributions volontaires en nature	75 283,00	65,20%
Total	115 465,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 584,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	7 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 500,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	12 000,00 €
	Montant total	36 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024010

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT SOCIO ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE INDIVIDUALISÉ ET COLLECTIF DE FRANCILIENNES EN DIFFICULTÉ, ACCÈS AU SAVOIR ET À L'AUTONOMIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	123 170,00 €	15,02 %	18 500,00 €
	Montant Total de la subvention		18 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APICED ASSOCIATION POUR LA PROMOTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE ET POUR L'EGALITE DES DROITS
Adresse administrative : 141 RUE OBERKAMPF
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE OUVRARD, Présidente

Date de publication au JO : 11 juin 2005

N° SIRET : 48338708000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Accompagnement socio administratif et juridique individualisé et collectif de franciliennes en difficulté, accès au savoir et à l'autonomie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Son objectif général est de contribuer à la promotion sociale, économique, et citoyenne et à un processus d'émancipation individuelle et collective des femmes et familles franciliennes en difficulté.
L'association accompagne les femmes en difficultés dans l'accès effectif à leurs droits dans les domaines de la protection sociale, du logement, de l'emploi et de la formation, du droit du travail, de la santé, du droit de la famille, de la consommation, de la scolarité. Elle leur donne des moyens de mieux comprendre leur environnement et le fonctionnement des institutions et les sensibilise sur les enjeux de la citoyenneté.

Description :
Le projet s'articule entre des actions individuelles d'accompagnement socio-administratif et juridique (entretiens, permanences téléphoniques ; diagnostic global puis suivi personnalisé ; médiations auprès d'institutions notamment de sécurité sociale et santé, constitution de dossiers tels que l'accès au logement,…) et des actions collectives "agora" où les publics font le bilan de l'année antérieure et choisissent collectivement les thèmes qui seront traités lors des 6 conférences/projection-débats annuelles (par exemple en 2017 : les institutions et la vie publique ; dispositifs pour se loger avec des revenus modestes ; la sécurité sociale). La participation à un évènement culturel est également prévue.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe salariée est composée de deux juristes et d'une coordinatrice. Les juristes sont plus spécifiquement en charge de l'accompagnement socio-administratif et juridique des francilien-ne-s en difficulté et de la permanence téléphonique sous la responsabilité et le pilotage de la coordinatrice.
Elle travaille en étroite collaboration avec un réseau d'avocat-e-s spécialisé-e-s qu'elle sollicite pour des conseils sur des situations particulièrement complexes et ardues, et pour plaider les dossiers devant les juridictions compétentes dans le cadre de l'aide juridictionnelle. Elle s'appuie sur un réseau de personnes-ressources et de partenaires institutionnels et associatifs qu'elle sollicite au gré des besoins, et sur les compétences des membres du conseil d'administration.
Elle reçoit le public dans un local en pied d'immeuble, loué à Paris Habitat, situé dans le quartier prioritaire Grand Belleville 11e.

Pour les actions collectives d'information-débat, l'association a recours à un réseau de personnes ressources ayant différents profils tels que des universitaires, journalistes, documentaristes, militants associatifs, praticien-ne-s du social, de la santé, de l'éducation….

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
En 2018, environ 140 ménages (soit de l'ordre de 600 personnes de toute l'Ile de France, essentiellement Paris et Petite Couronne) devraient bénéficier de cet accompagnement socio-administratif et juridique individualisé ; 70 à 80% de ces ménages sont des familles (dont 25 à 30% de familles monoparentales) et 70% résident dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville ; 350 personnes bénéficieront des conférences débats.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 765,00	2,24%
Services extérieurs	6 080,00	4,94%
Autres services extérieurs	6 830,00	5,55%
Frais de personnel	107 495,00	87,27%
Total	123 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	18 500,00	15,02%
Etat politique ville, CNASEA (attr)	53 505,00	43,44%
Etat jeunesse, cohésion sociale (EC)	17 000,00	13,80%
Paris (attr)	17 185,00	13,95%
Fondations, subventions privées	15 670,00	12,72%
fonds propres, dons	1 310,00	1,06%
Total	123 170,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la prévention	8 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	6 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	16 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024011

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI ADAPTÉ AUX DIFFICULTÉS SPÉCIFIQUES DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	39 800,00 €	23,24 %	9 250,00 €
	Montant Total de la subvention		9 250,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES
Adresse administrative : 17 RUE JEAN POULMARCH 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne GUEDRON, Vice-présidente

Date de publication au JO : 22 avril 2006

N° SIRET : 48937656600035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Accompagnement vers l'emploi adapté aux difficultés spécifiques des femmes victimes de violences

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet a pour objectif d'accompagner vers l'emploi dix femmes victimes de violences, sur une durée de presque 9 mois, et d'expérimenter un modèle qui pourrait être ultérieurement dupliqué par d'autres

CIDFF.
Ce public a en effet besoin d'un soutien spécifique qui prenne en compte sa situation de stress post-traumatique, qui reconnaisse l'ensemble de ses freins particuliers dans le parcours vers l'emploi : le psychotrauma, le parcours judiciaire et la revalorisation de soi. Cette action prend en compte cette particularité et met en place un accompagnement global : levée des freins à l'emploi (logement, garde d'enfant,...), psychologique (travail sur l'estime de soi) et tout le parcours d'élaboration du projet professionnel pour retourner à l'emploi.

Description :
Le projet se déroule sous la forme d'ateliers collectifs et d'un accompagnement hebdomadaire individuel selon besoin par une chargée d'insertion professionnelle, l'animation hebdomadaire en groupe par une psychologue clinicienne expérimentée en psycho-traumatisme, la participation à des ateliers extérieurs contribuant à la reprise de confiance (théâtre ; danse ; socio esthétique,..), à un atelier informatique hebdomadaire tourné vers la recherche d'emploi qui va être organisé par le CIDFF.
En outre, ces personnes bénéficieront de l'aide habituelle par le CIDFF pour solutionner les difficultés de logement et judiciaires notamment.

Intérêt régional :
Selon ses résultats, ce projet pourra ultérieurement être amélioré et dupliqué via le réseau des CIDFF franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes en difficulté de recherche d'emploi, victimes de violences et qui de ce fait, se retrouvent en situation d'isolement, de rupture sociales et/ou familiales et très souvent cheffes de familles monoparentales.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel	20 150,00	50,63%
intervenants et ateliers exterieurs	13 500,00	33,92%
materiel informatique, fournitures et divers	6 150,00	15,45%
Total	39 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	9 250,00	23,24%
Etat (droit des femmes, reserves parlementaires, attr)	19 000,00	47,74%
Paris (attr)	5 000,00	12,56%
Fondations	6 550,00	16,46%
Total	39 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	9 312,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	14 820,00 €
2014	Soutien à la prévention	9 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	12 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	10 500,00 €
2015	Soutien à la prévention	6 750,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 800,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	10 500,00 €
2017	Accès au droit	10 800,00 €
2017	Téléprotection grave danger (TGD)	10 500,00 €
	Montant total	99 982,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024013

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LIEU D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIO-PROFESSIONNEL DESTINÉ AUX FEMMES VULNÉRABLES VIVANT AVEC LE VIH/SIDA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	523 576,00 €	5,30 %	27 750,00 €
		Montant Total de la subvention	27 750,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE
Adresse administrative : 39 BOULEVARD ANATOLE FRANCE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Abdon GOUDJO, Président

Date de publication au JO : 20 février 1999

N° SIRET : 42302919800029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : lieu d'accueil et d'accompagnement socio-professionnel destiné aux femmes vulnérables vivant avec le VIH/SIDA

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
IKAMBERE est un lieu convivial et chaleureux destiné aux femmes vulnérables touchées par le VIH/SIDA orientée par les services médico-sociaux des hôpitaux, les centres d'hébergement ou des associations partenaires.
Son objectif principal est de rompre l'isolement de femmes vulnérables devant faire face à de multiples

difficultés socio-économiques en les aidant à continuer leurs projets de vie. IKAMBERE fonde son action sociale sur une valeur essentielle, celle de la solidarité : permettre aux femmes d'accéder à l'autonomie, avoir un emploi, des droits ouverts et un logement ou hébergement.

Le projet a pour but de renforcer deux domaines développés par Ikambere :

- Accueillir et accompagner les femmes vulnérables dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle
- Former et informer les travailleurs sociaux et professionnels de santé aux spécificités des femmes vulnérables vivant avec le VIH.

Description :
Accueillir et accompagner les femmes vulnérables dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Avec pour objectif de reprendre confiance en elles et de développer de nouveaux projets ainsi les femmes doivent pouvoir pratiquer des activités collectives

Diffuser de la connaissance sur l'accompagnement spécifique des femmes vulnérables en créant un réseau pour partager l'expertise de l'association auprès des travailleurs sociaux et professionnels de santé. L'association est sollicitée afin de partager son expérience en matière d'insertion socio-professionnelle de femmes et en particulier des femmes migrantes.

Moyens mis en œuvre :
Accompagnement par les assistantes sociales des femmes vulnérables dans les démarches de logements et droits communs en raison d'un entretien individuel par mois. Après le premier entretien, les femmes intègrent un parcours d'accompagnement qui vise une prise en charge globale de l'individu.
Former et informer les travailleurs sociaux et professionnels de santé aux spécificités des femmes vulnérables vivant avec le VIH.

Intérêt régional :
L'association a un rayonnement régional et l'association mène des permanences dans 13 hôpitaux d'île-de-France (Tenon, Pavillon Herson et Laveran à la Pitié Salpêtrière, Pompidou, Louis Mourier, Saint-Antoine, Delafontaine, Cochin, Bicêtre, Beaujon, Villeneuve Saint-Georges, CHIC Créteil, Centre Départemental de Dépistage Sanitaire de Montreuil). De plus, l'équipe de médiatrices de santé mène des actions de prévention/sensibilisation dans des foyers de travailleurs migrants (9 foyers ADOMA situés à Aubervilliers, Saint-Denis; Pierrefitte, Drancy, Montreuil, Romainville, Rosny-sous-bois, Villemonble).
Le projet s'inscrit dans la politique nationale d'accueil et d'intégration des personnes étrangères en France. Il répond aussi à la politique européenne d'immigration portée par le Ministère de l'intérieur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (dont alimentation)	62 610,00	11,96%
Services extérieurs (dont location)	58 891,00	11,25%
Autres services extérieurs	25 704,00	4,91%
Impôts et taxes liés au projet	18 886,00	3,61%
Frais de personnel	329 081,00	62,85%
Autres charges de gestion courante	21 150,00	4,04%
Charges exceptionnelles	7 254,00	1,39%
Total	523 576,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	3 200,00	0,61%
Subventions Etat	181 750,00	34,71%
Subvention CD93 (EC)	49 400,00	9,44%
Subvention Région	27 750,00	5,30%
Emploi tremplin	11 600,00	2,22%
Subvention villes Paris et Saint-Denis (EC)	15 250,00	2,91%
Fonds européens	116 990,00	22,34%
Organismes privés	114 457,00	21,86%
Autres produits de gestion courante	1 750,00	0,33%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 429,00	0,27%
Total	523 576,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	27 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux établissements de prise en charge des malades du VIH-Sida	10 600,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	12 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	10 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	9 500,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	20 000,00 €
	Montant total	72 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024015

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES DE PERSÉCUTIONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	95 758,00 €	28,98 %	27 750,00 €
	Montant Total de la subvention		27 750,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GAS GROUPE ACCUEIL ET SOLIDARITE
Adresse administrative : 17 PLACE MAURICE THOREZ
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Régis VANDERHAGEN, Président

Date de publication au JO : 10 novembre 1979

N° SIRET : 31830046400035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : accompagnement des femmes victimes de persécutions

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis sa création en 1979, le GAS fait une priorité de l'accueil des femmes vicitimes de persécutions et de leurs enfants ; soutenu en 2016 par la Région, il dévelope une prise en charge globale allant du premier accuiel à l'integration et l'autonomie. Il leur accorde notamment une priorité pour accèder au dispositif d'hébergement temporaire qu'il gère et à l'accompagnement vers le logement durable.

Description :

Le GAS mobilisera toutes ses ressources, de l'aide au logement et à l'ameublement, à l'accompagnement juridique et administratif :

1- l'accueil dans le cadre des permanences bi-hebdomadaires est à l'écoute des besoins des femmes victimes de persécutions, pour une première analyse de la situation individuelle, puis une orientation vers un accompagnement du GAS ou vers une autre association;
2- l'orientation vers une autre association, notamment pour les questions liées à l'accès à l'emploi;
3- l'orientation vers un accompagnement administratif et social, et juridique réalisé par le GAS. L'accompagnement juridique inclue les thématiques relatives auxmariages forcés et l'excision ;

- l'accompagnement vers le logement durable : inscription sur la liste d'attente pour entrer dans un logement coordonné par le GAS, une orientation vers des associations ou organismes partenaires, un diagnostic et un accompagnement à la procédure DALO (constitution du dossier, suivi, recours) ; en 2016, 59 femmes seules ont pu bénéficier d'un accompagnement DALO par le le GAS et 21 femmes seules, avec ou sans enfants ont été logées par le GAS
- l'aide au premier ameublement : orientation vers l'atelier "mobilier-solidaire" de l'association pour les femmes ayant obtenu un logement, pour la distribution de mobiliers et la livraison dans le nouveau logement. Le mobilier solidaire récupère du mobilier et le redistribue, ainsi 40 femmes seules en ont bénéficié en 2016.

Intérêt régional :
Prise en charge des femmes victimes de persécutions, le plus souvent dans une situation de fragilité et de précarité, résidant en Île-de-France. Les logements gérés directement par le GAS se trouvent dans 5 departements franciliens

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes franciliennes victimes de persécutions (130 a 170) et leurs enfants ; vivant en majorité dans les territoires reconnus prioritaires d' Ile de france.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un coût total de 185 248€, sont exclues les contributions volontaires en nature de 89 490€, portant la basse subventionna le à 95 758€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 823,00	3,68%
Services extérieurs	17 336,00	9,36%
Autres services extérieurs	9 818,00	5,30%
Frais de personnel	61 781,00	33,35%
Emplois des contributions volontaires en nature	89 490,00	48,31%
Total	185 248,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers	659,00	0,36%
Subvention CNASEA (att)	4 200,00	2,27%
Subvention Région	27 750,00	14,98%
Fonds européens (ec)	20 000,00	10,80%
CAF	1 500,00	0,81%
Fondations	28 200,00	15,22%
Autres produits de gestion courante	13 449,00	7,26%
Contributions volontaires en nature	89 490,00	48,31%
Total	185 248,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	27 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	26 250,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	10 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	30 000,00 €
	Montant total	66 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024018

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COORDINATION FEMMES ET GENRE : AMÉLIORER LA PRISE EN CHARGE PLURIDISCIPLINAIRE DES FEMMES EN DÉTRESSE SOCIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	98 437,00 €	32,89 %	32 375,00 €
		Montant Total de la subvention	32 375,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMEDE
Adresse administrative : 78 RUE DU GENERAL LECLERC
99999 LE KREMLIN BICETRE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud VEISSE, Directeur

Date de publication au JO : 2 avril 1983

N° SIRET : 32698233700031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : coordination femmes et genre : améliorer la prise en charge pluridisciplinaire des femmes en détresse sociale

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le COMEDE souhaite poursuivre et améliorer son attention particulière aux femmes parmi son public précaire ainsi que la sensibilisation et le développement de son réseau dans ce but, pour mieux mener à bien ses objectifs globaux d'accompagnement santé, mais aussi pluridisciplinaire.
En 2016, il a effectué un total de de 18100 consultations médicales (augmentation globale de 15% de

l'activité) ; parmi ses bénéficiaires, 34% sont des femmes, 7% sont mineurs, 10% ont plus de 60 ans. Ses statistiques confirment que son public féminin est encore plus précaire que son public masculin, que ce soit pour l'hébergement (une femme sur 5 a été sans abri au cours du suivi), l'accompagnement dans les démarches, etc. ou les violences subies (la moitié des patientes).

Description :

- Consultations gynécologie et périnatalité, éducation à la santé sexuelle, dépistage cancer,… information sur les dispositifs de prévention et de soins franciliens
- Suivi psychologique de femmes victimes de violence
- Accompagnement renforcé pour l'accès aux droits (dont hébergement, alimentation),des femmes les plus isolées
- Ateliers collectifs d'expression corporelle en vue de la réappropriation du corps associé aux souffrances
- Renforcement du travail de l'équipe et de ses partenariats divers pour mieux articuler besoins et réponses, produire et diffuser des données épidémiologiques et sociales, avec la coordination femmes et genre de l'association.

Moyens mis en œuvre :
Professionnels de la santé ou du social et coordination : 1,7 ETP salarié.

Intérêt régional :
Par ses contributions dans differentes instances, ses formations telles celles menées en 2016 auprès du Centre Ressource Politique de la Ville de l'Essonne ou des bénévoles de Mèdecins du Monde particulièrement sur les femmes victimes de violences, ses publications et partenariats, l'expérience du COMEDE est largement mise à disposition.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
800 femmes en grande détresse sociale, accueillies et soignées au Centre de santé dans l'hôpital de Bicêtre

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel	91 825,00	93,28%
Autres charges de gestion courante	6 612,00	6,72%
Total	98 437,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	32 375,00	32,89%
Etat (droit des femmes, Jeunesse) (EC)	30 000,00	30,48%
Paris (DASES) (EC)	10 000,00	10,16%
Fondations	25 000,00	25,40%
dons	1 062,00	1,08%
Total	98 437,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	32 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	9 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	15 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	11 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	32 905,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	35 000,00 €
	Montant total	102 905,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024029

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DES FEMMES EN DIFFICULTÉS DANS LEURS DÉMARCHES D'INSERTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	72 994,00 €	44,35 %	32 375,00 €
	Montant Total de la subvention		32 375,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RUES ET CITES
Adresse administrative : 24 BOULEVARD PAUL VAILLANT COUTURIER
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yves-Michel PATTEGAY, Président

Date de publication au JO : 13 décembre 1974

N° SIRET : 30238808700074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : accompagnement global des femmes en difficultés dans leurs démarches d'insertion

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Autonomisation des femmes en incluant la cellule familiale par un parcours d'insertion socio-professionnel visant l'accès aux droits, à la formation et à l'emploi.

Description :
Ce projet s'adresse à des femmes en difficultés de la Seine-Saint-Denis dont les natures de difficultés

touchent plusieurs domaines de leur vie : alimentation, santé, conditions de logement, éducation de leurs enfants, formation et emploi.

Pour permettre leur prise en charge globale, trois associations allient leurs compétences, par un accompagnement renforcé et dynamique des femmes de la Seine-Saint-Denis pour un meilleur accès à la formation, aux droits, à la santé, à l'insertion et l'emploi.

En effet, les trois associations proposent un renforcement de l'accompagnement par leur domaine de compétences respectif :
- Rues et Cités : la formation et la protection de l'enfance
- Cidff 93 : l'accès aux droits des femmes quelle que soit leur situation de précarité sociale,
- L'AI Ladomifa : accès à l'insertion et l'emploi.

Ces associations oeuvrent sur le territoire de la Seine-Saint-Denis mais le projet pourrait être transposable sur d'autres départements d'Ile-de-France.

Le Cidff 93 assurera en continu l'accompagnement du public.

Moyens mis en œuvre :
Ateliers proposés par Rues et Cités :
- La mobilité sociale et professionnelle :
- Deux ateliers sur l'utilisation du numérique :
    - Faire de la mobilité un atout pour sa recherche d'emploi
    - Se déplacer grâce aux nouvelles technologies
- Atelier « nouveau profil professionnel » :
    - Lutte contre les addictions,
    - Confiance en soi/estime de soi,
    - Cours de code et de conduite.

Au-delà de l'action proposée, le service de prévention spécialisée de Rues et Cités pourra être amené, si nécessaire, à soutenir les enfants en fragilité dont les mères sont accompagnées dans le cadre de cette action.

Ateliers du Cidff 93
- favoriser les réflexes d'autonomie, mais aussi de solidarité des femmes, leur insertion sociale et professionnelle
- valoriser leurs parcours professionnels et sociaux
- impliquer les femmes victimes dans la vie locale et citoyenne, créer du lien
- favoriser leur connaissance des droits, institutions, démarches administratives

L'action vise à favoriser l'autonomie des femmes personnelle, sociale et professionnelle sous la forme : d'ateliers collectifs thématiques et interactifs, rencontres, projets, animés par la chargée de mission et/ou une juriste, axés autour de l'agenda culturel et social local en prenant en considération les centres d'intérêts des femmes accompagnées et d'entretiens juridiques individuels afin de les aider dans leurs démarches juridiques avec quelques accompagnements possibles chez les professionnels (avocats, police, tribunal) pour les femmes qui seraient victimes.

Ateliers Ladomifa
- S'assurer de la pertinence de son projet professionnel et préparer sa réalisation
- Identifier ses atouts pour son projet professionnel
- Cibler ses entreprises
- Chercher un emploi avec ses relations
- Utiliser le téléphone

Intérêt régional :
Participation à la prise en charge de l'accompagnement de femmes en situation de rupture familiale, sociale ou professionnelle par leur retour vers l'emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
18 femmes dont les problématiques sont les suivantes : femmes en situation de pauvreté après un divorce ou une séparation, pouvant faire suite à des violences conjugales et/ou familiales. Les femmes se retrouvent donc seules pour élever leurs enfants. Il s'agit d'un public sans qualification professionnelle en risque avéré de rupture sociale ayant besoin d'un accompagnement renforcé et pluridisciplinaire pour avancer dans leur parcours de vie.
Ce projet est accessible aux femmes en situation de handicap.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (dont prestations extérieures)	22 275,00	30,52%
Services extérieurs	1 669,00	2,29%
Autres services extérieurs	850,00	1,16%
Impôts et taxes liés au projet	500,00	0,68%
Frais de personnel	47 700,00	65,35%
Total	72 994,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	32 375,00	44,35%
CD 93 Insertion et prévention	40 619,00	55,65%
Total	72 994,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	32 375,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024035

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN RÉGIONAL AUX ACTIONS ASSOCIATIVES POUR LES FEMMES EN DIFFICULTÉS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	51 400,00 €	35,99 %	18 500,00 €
	Montant Total de la subvention		18 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FIFAFE FEDER INITI FEMME AFRIC FRANC EUROP
Adresse administrative : 21 RUE DES CUVERONS
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DAMARYS MAA MARCHAND, Autre

Date de publication au JO : 10 avril 1996

N° SIRET : 41431156300020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficultés

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Actuellement les institutions souhaitent travailler avec des associations structurées, professionnelles, travaillant en réseau. Malheureusement beaucoup de ces associations rencontrent des difficultés matérielles et cognitives, notamment dans le reseau FIFAFE. Les difficultés matérielles sont déterminées par le manque de locaux, le manque de formations et manque de salariés, car la plupart des

responsables ont soit des obligations professionnelles dans la journée soit elles sont chefs de familles monoparentales.
Le projet a donc pour objet d'aider à la structuration et la formation de projets associatifs, et plus particulièrement pour les associations dont l'objet est de travailler avec des femmes en difficulté.

Description :
Le projet, conduit sous forme de recherche action participative, présente les étapes suivantes :
- 1ère étape (rencontre sur le terrain) : à l'aide d'une fiche de renseignements (identification et collecte des besoins) de l'association hôte et des autres associations participantes : formation/information, ateliers de création d'outils et d'échanges des bonnes pratiques.
Sont mobilisés 3 intervenants (un juriste, un comptable, une chargée de communication).
- 2ème étape (rencontre sur le terrain) : évaluation des actions à partir des outils créés lors de la première étape.
- 3ème étape : mise en commun, croiser les outils et les bonnes pratiques des 3 départements.

Les formations auront essentiellement lieu durant les week ends.

Après une recherche et une analyse de l'environnement, les participants devront trouver les solutions à leurs problèmes à travers la création d'outils de travail. A l'issue de ce travail, ces associations pourront être autonomes au quotidien et continuer à bénéficier des prestations accordées par la Fédération Nationale IFAFE tout au long de l'année à ses membres.

Moyens mis en œuvre :
- Mobilisation de 3 associations hôtes, membres de la Fédération IFAFE , dans 3 departements : mise à disposition de salles et materiel ; bénévoles de la Fédération IFAFE en général et ceux des associations hôtes
- 3 intervenants (1 juriste, 1 comptable, 1 chargée de communication) ; contribution du salarié et des moyens de la féderation pour l'organisation
- moyens d'accueil pour les formations, location de salle et materiel pour un week end de mise en commun.

Intérêt régional :
Aide à la prise en charge de la formation des associations franciliennes, particulièrement de celles travaillant sur l'accompagnement des femmes en difficulté. Le reseau FIFAFE compte 22 associations franciliennes

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclus du projet, d'un coût total de 106.400€, les emplois des contributions volontaires en nature (55.000€), portant la base subventionnable à 51.400€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	15 450,00	14,52%
Services extérieurs	12 950,00	12,17%
Autres services extérieurs	14 250,00	13,39%
Frais de personnel	8 750,00	8,22%
Emplois des contributions volontaires en nature (non subventionnable)	55 000,00	51,69%
Total	106 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et des ventes	1 250,00	1,17%
Subvention Etat	22 650,00	21,29%
Subvention Région	18 500,00	17,39%
CAF	3 000,00	2,82%
Fondations	5 000,00	4,70%
Autres produits	1 000,00	0,94%
Contributions volontaires en nature	55 000,00	51,69%
Total	106 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024036

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCÈS À UN DIPLOME RECONNU POUR DES FEMMES EN DIFFICULTÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	51 573,00 €	50,00 %	25 787,00 €
	Montant Total de la subvention		25 787,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KIRON FRANCE
Adresse administrative : 109 RUE DES ENTREPRENEURS
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Alyette TRITSCH, Présidente

Date de publication au JO : 10 décembre 2016

N° SIRET : 82041095900028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : accès à un diplome reconnu pour des femmes en difficulté

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Kiron France, branche française de Kiron Open HIgher Education a été montée en 2015 par des bénévoles étudiants en fin de cursus à Sciences Politique pour faciliter l'accès difficile à l'enseignement supérieur pour les personnes ayant du fuir leur pays. Ce système éducatif innovant combine une phase de cours en ligne (accès gratuit à des MOOCs modularisés sur la plateforme Kiron Campus), suivie d'une phase au sein d'une des universités partenaires, parmi lesquelles le CNAM et Sciences Po Paris. Il propose des spécialisations en commerce, informatique, ingénierie ou sciences sociales et aboutit à un

diplôme reconnu. En parallèle, les étudiants bénéficient aussi de cours de français, d'ateliers d'orientation professionnelle, d'un service de soutien psychologique si nécessaire, et d'activités culturelles (sorties, événements, etc.). Kiron France, couronné de plusieurs prix, a besoin pour stabiliser toutes ces activités croissantes d'un minimum de salariat car elle accompagne déjà aujourd'hui 200 étudiants essentiellement en Ile de France.

Cependant, Kiron constate que les femmes ne représentent que 13% de ses étudiants, alors qu'elles sont 30% parmi ce type de public, et qu'aux obstacles financiers, juridiques, administratifs, linguistiques s'ajoutent donc pour elles d'autres difficultés. Beaucoup sont pas ou mal orientées, et se retrouvent sans emploi, en emploi non déclaré, ou sous-qualifié, alors que nombreuses souhaitent s'insérer, ainsi que leurs enfants, et contribuer à la société qui les accueille.
L'association propose d'augmenter son taux de femmes inscrites à 30% ou le nombre à 90, par un projet spécifique auquel se réfère le budget :

Moyens mis en œuvre :

- Recherche-action sur les besoins et freins pour ces femmes forcées à l'exil et adaptations à mener par Kiron ; rapport de recherche, guide en ligne sur les services disponibles,
- Actions d'identification de potentielles étudiantes, recrutement en présentiel dans des lieux ou auprès d'organismes fréquentés par ce public, identification d' »ambassadrices» relais auprès des communautés de divers horizons, sessions de bienvenue,…
- Communication et plaidoyer vis-à-vis de l'extérieur, sensibilisation de l'équipe interne.

Intérêt régional :
Outre la prévention de difficultés pour ces personnes, participer à dynamiser et faciliter les échanges notamment économiques du territoire régional avec d'autres pays.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes en difficulté, de niveau supérieur au baccalauréat ; diplômées, expérimentées, ou en cours d'étude lors de leur fuite en exil, en situation régulière, et n'ayant de fait pas d'accès par le droit commun aux études supérieures puis à un emploi durable ou qualifié.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel et autres services externes dont honoraires	48 508,00	94,06%
autres frais divers	3 065,00	5,94%
Total	51 573,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	25 787,00	50,00%
Mecenat d'entreprises (EC)	10 000,00	19,39%
Paris (att)	1 000,00	1,94%
cotisations, dons	14 786,00	28,67%
Total	51 573,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 787,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024043

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES DANS LEUR PARCOURS D'INSERTION PROFESSIONNELLE ET D'ACCÈS AUX DROITS SOCIO-SANITAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	57 750,00 €	48,05 %	27 750,00 €
		Montant Total de la subvention	27 750,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRDR GROUPE DE RECHERCHE ET DE REALISATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL
Adresse administrative : 66-72 RUE MARCEAU
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arezki HARKOUK, Directeur Exécutif

Date de publication au JO : 18 juillet 1969

N° SIRET : 31027064000074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : accompagnement des femmes dans leur parcours d'insertion professionnelle et d'accès aux droits socio-sanitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Compte tenu de la pauvreté qui continue à se creuser dans les zones prioritaires de la politique de la ville, ce projet propose de développer un accompagnement global pour répondre aux besoins de ces femmes

et de leur famille.

Par ailleurs, de nombreuses femmes, pour sortir du chômage et de la précarité socio-économique, essaient de créer leur propre emploi en se lançant dans des activités génératrices de revenus. Cependant malgré un certain nombre de dispositifs, seuls 30% des créateurs sont accompagnés.

L'objectif de ce projet consistera donc à mobiliser et impliquer les associations de proximité des femmes et à associer les autres acteurs intervenant dans le champ socio-économique des territoires à travers un comité de pilotage. Ce projet facilitera l'accès aux droits des femmes et leur inclusion sociale à travers un accueil/orientation et des ateliers de parole.

Le dernier objectif est le renforcement des compétences des bénévoles et des professionnels intervenant auprès des femmes.

Description :
- Mise en œuvre d'un accueil pour clarifier la demande et proposer un accompagnement adapté.
- Mise en place d'ateliers thématiques pour faciliter l'accès aux droits.
- Organisation de 12 ateliers thématiques pour répondre aux questionnements et difficultés des femmes.
- Mise en place de formations et accompagnements renforcés pour les femmes qui créent leurs activités économiques.
- Création d'un club entreprendre au féminin, sous forme d'incubateur, pour faciliter la mise en réseau des porteurs de projet ainsi que la mise en lien avec les dispositifs d'accompagnement sur les territoires ciblés.
- Trois séances de formations sur la connaissance du public et la communication sont prévues, trois ateliers d'échange de pratiques entre professionnels et bénévoles seront organisés pour renforcer l'accompagnement global des femmes.

Moyens mis en œuvre :
Un comité de pilotage sera mis en place avec une double fonction : associer les acteurs de terrain qui accompagnent les femmes pour partager les enjeux du projet et développer les complémentarités, impliquer les associations de femmes .

Intervention d'une équipe pluridisciplinaire expérimentée en matière d'accès aux droits et qui a déjà travaillé sur un public en situation de précarité dont les femmes et les personnes âgées.

Certaines activités se dérouleront au centre social JDP2 et à la Cité des métiers, qui sont des partenaires de l'action.

Pour le suivi des activités un référentiel d'évaluation (indicateurs de moyens/indicateurs de suivi/indicateurs d'impact) est prévu.

Intérêt régional :
Participation à la prise en charge et l'accompagnement des femmes franciliennes éloignées de l'emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les femmes de Montreuil, Paris 19eme et 20eme. Dans ces territoires, on retrouve des caractéristiques

sociales similaires : un nombre important de femmes issues de l'immigration avec un taux fort de chômage, des difficultés sociales et économiques importantes, des familles monoparentales.
Il est prévu que 150 femmes soient accueillies, 30 accompagnées, 40 formées et mises en relation avec d'autres acteurs.

Les professionnels et les bénévoles vont bénéficier aussi de cette activité: 60 personnes

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 500,00	4,33%
Services extérieurs	1 100,00	1,90%
Autres services extérieurs	4 800,00	8,31%
Frais de personnel	45 600,00	78,96%
Autres charges de gestion courante	3 750,00	6,49%
Total	57 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRJSCS	20 000,00	34,63%
Subvention Région	27 750,00	48,05%
Fondation Marcovici	10 000,00	17,32%
Total	57 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	27 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	8 000,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	60 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	12 000,00 €
2014	E-inclusion - Fonctionnement	34 200,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	25 000,00 €

2014	Lutte contre les discriminations	25 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	41 000,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	30 000,00 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	90 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	150 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	7 500,00 €
2016	Ecole Régionale des Projets - ERP	60 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	35 311,50 €
2017	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	16 000,00 €
2017	Politique de soutien à l’entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	90 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	121 648,00 €
	Montant total	835 659,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024046

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PLURIDISCIPLINAIRE ET LIÉ AU LOGEMENT AUPRÈS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET DES FEMMES ISOLÉES LOGÉES DANS LE PARC IMMOBILIER DE L'ASSOCIATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	84 385,00 €	38,37 %	32 375,00 €
	Montant Total de la subvention		32 375,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS HABITAT ET HUMANISME ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 6 AV DU PROFESSEUR ANDRE LEMIERRE 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François BONEU, Président

Date de publication au JO : 9 septembre 1992

N° SIRET : 39889587000051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Renforcer l'accompagnement social pluridisciplinaire et lié au logement auprès des familles monoparentales et des femmes isolées logées dans le parc immobilier de l'association

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Habitat et Humanisme Ile de France loge 1.200 ménages en difficulté dans son parc immobilier.
Le présent projet porte sur l'accompagnement personnalisé de familles monoparentales ou femmes

isolées, public particulièrement vulnérable pour lequel l'association souhaite renforcer et élargir son action. La finalité est d'améliorer son autonomie, et de faciliter, à l'issue de 18 à 24 mois, l'accès à un logement pérenne. Cette accession à la stabilité est souvent difficile ou mise en échec par des ressources insuffisantes ou précaires (situation professionnelle instable ou absente, endettement) et diverses autres fragilités.

Description :
L'accompagnement mis en place par des travailleurs sociaux épaulés de bénévoles formés porte sur :
- Logement adapté au locataire, dont ses capacités financières,
- Information et formation sur les droits du locataire, rupture du sentiment d'isolement, contribution à son propre projet d'insertion au travers des ateliers de l'Ecole du Locataire ; des actions sont en cours pour que ces femmes participent plus à ces ateliers,
- Suivi des femmes pour les aider à dépasser les diverses difficultés pouvant émerger.

Et pour répondre aux besoins remontés par ce public féminin cet accompagnement au logement est renforcé et élargi en matière de :
- Insertion professionnelle
- Santé et accès aux soins pour la famille
- Soutien à la parentalité, prise de confiance en son rôle de parents

Notamment par le développement du soutien individuel des travailleurs sociaux sur les difficultés rencontrées par les femmes concernées, et par des orientations vers les acteurs locaux (structures d'insertion par l'activité économique, Missions Locales, Services sociaux départementaux, associations de proximité, CMP et autres organismes selon les besoins)

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Familles monoparentales et femmes seules isolées :100 femmes et 200 enfants logés par l'association (venant de centre d'hébergement, d'hotel ; travailleuses pauvres, en rupture familiale ou désocialisées,..)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 187,00	1,41%
Services extérieurs	9 719,00	11,52%
Autres services extérieurs	2 965,00	3,51%
frais de personnel	64 802,00	76,79%
autres frais de gestion	5 712,00	6,77%
Total	84 385,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	32 375,00	38,37%
Fonds propres dont cotisations et dons	52 010,00	61,63%
Total	84 385,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	40 000,00 €
2014	Soutien aux projets socialement innovants	25 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	40 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	35 000,00 €
	Montant total	140 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024047

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FOYER EL PASO : HÉBERGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT DE JEUNES FEMMES ENCEINTES EN DÉTRESSE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	75 400,00 €	30,67 %	23 125,00 €
		Montant Total de la subvention	23 125,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FRANCO HISPANO AMERICAINE
Adresse administrative : 121 BD BINEAU
92200 NEUILLY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ascension LARRAD, Déléguée

Date de publication au JO : 1 janvier 1892

N° SIRET : 34035418200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Foyer El Paso : hébergement et accompagnement de jeunes femmes enceintes en détresse

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association mène des actions sociales et caritatives dans plusieurs domaines, dont un dispensaire qui a reçu 4780 patients en 2016, une residence d'étudiantes et jeunes travailleuses, un accueil social,…
Le foyer El Paso é été fondé en 2010 pour venir en aide à des jeunes femmes enceintes et en situation

précaire. Il comprend 6 places, le séjour moyen est de 4 à 5 mois, ce qui permet d'accueillir une quinzaine de femmes sur 12 mois, souvent isolées, en rupture familiale, victimes de violence conjugale ou familiale.

Les objectifs visés sont les suivants :
- préparer des solutions pour l'après-naissance : logement, emploi, garde d'enfants…Une solution est trouvée pour chaque femme avec son enfant, en lien avec les assistantes sociales : centre maternel, famille d'accueil, logement social ou autre.
- rendre les femmes le plus autonome possible : accès à la formation, à l'emploi, au logement et au « bien habiter » (savoir gérer son logement, l'entretenir, effectuer les tâches ménagères, payer loyer et charges…), former à la gestion d'un budget familial, acquérir des compétences pratiques,
- favoriser l'accès aux soins directs des femmes et de leur enfant : consultation de gynécologie-obstétrique dans les services spécialisés, prise en charge psychologique
- aider à la parentalité : soins du bébé, apprentissage de la relation mère-enfant…

Moyens mis en œuvre :
Divers ateliers sont développés pour répondre à ces objectifs.
Chaque femme dispose d'une chambre et salle de bain ; les repas, la cuisine, la laverie et une salle de vie sont en commun ; chacune contribue au cout d'hébergement selon ses possibilités, généralement nulles ou faibles.

Des salariés et des bénévoles s'occupent de ce foyer et de ses résidentes, dont contributions de sage-femme, médecin, assistante sociale, conseillère conjugale, spécialistes formation et projets professionnels,…

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Une quinzaine de jeunes femmes majeures en détresse, enceintes puis avec leur bébé.

Localisation géographique :
- NEUILLY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (dont alimentation, logement, fournitures,...)	63 500,00	84,22%
services et autres services externes	1 900,00	2,52%
frais de personnel	10 000,00	13,26%
Total	75 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 125,00	30,67%
Participation des usagers	800,00	1,06%
Organismes privés	27 500,00	36,47%
dons	23 975,00	31,80%
Total	75 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	35 000,00 €
	Montant total	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024051

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FEMMES EN MOUVEMENT : ACCOMPAGNEMENT GLOBAL VERS L'AUTONOMIE DE FEMMES EN GRANDE DIFFICULTÉ, POUR FAVORISER LEUR INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	84 307,00 €	24,14 %	20 350,00 €
		Montant Total de la subvention	20 350,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADAGE ASSOCIATION D'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL CONTRE L'EXCLUSION
Adresse administrative : 17 RUE BERNARD DIMEY 75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAROLINE DE LA BRETESCHE, Présidente

Date de publication au JO : 27 décembre 2008

N° SIRET : 51078963900026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Femmes En Mouvement : accompagnement global vers l'autonomie de femmes en grande difficulté, pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Pour les femmes en situation de grande difficulté, et plus particulièrement les mères,

l'action « Femmes En Mouvement » propose chaque semaine sur six mois à un an, en entrées sorties permanentes :
- un entretien pour un accompagnement individualisé vers la formation ou l'emploi (dont freins à l'insertion dans une dynamique de lien vers les dispositifs spécifiques ou de droit commun pour permettre de les résoudre)
. - un atelier collectif dont les thématiques d'accès à la santé, au droit, à la formation et l'emploi, parentalité sont animées par divers organismes compétents en la matière (Réseau Périnatal, Ligue contre le cancer, Point d'Accès au Droit, etc)
- pendant ce temps collectif, une crèche éphémère est organisée au centre social voisin. Elle accompagne la séparation mère / enfant en vue de l'accès à un mode de garde ou à une entrée à l'école.

Les femmes peuvent aussi être reçues par une assistante sociale ; depuis peu, compte tenu de la fragilisation croissante du public, avoir un suivi psychologique ; bénéficier d'une salle multimédia, avec l'aide d'une formatrice pour leurs recherches d'emploi ou de formation.
Adage a développé récemment des sessions d'initiation et d'appropriation des outils numériques pour ce public, elle essaimera son expérience par la réalisation d'un manuel pédagogique pour les formateurs / bénévoles, comme elle l'a fait antérieurement pour une pédagogie d'acquisition des compétences clés par des femmes en difficulté de lecture/écriture.
Les participantes pourront aussi bénéficier de premiers partenariats mis en place par Adage pour une immersion en entreprise à Saint Denis ou une sensibilisation aux métiers du numérique. Un nouveau partenariat sera développé pour l'accès à la présentation et aux plateaux techniques des métiers de la restauration et du maraichage.

Moyens mis en œuvre :
Dans ses 2 locaux aux portes Nord de Paris, l'action est menée par des salariés (chargé d'accompagnement social et professionnel, médiateur numérique, formateurs aux compétences clés) des intervenants, (psychologues spécialisées femmes et enfants en grande difficulté, sophrologue, formateurs en communication, infirmière,…), outre les partenaires divers dans ces lieux ou les leurs.

Intérêt régional :
ADAGE élargit ses partenariats et contribue à la réflexion pour un espace d'échanges, afin que son expérience et analyse alimentent la mise en place d'actions innovantes face aux mutations socio-économiques, et essaime des pratiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
130 femmes en grande difficulté, souhaitant travailler ; souvent en situation de monoparentalité ou et de mal logement. Surtout mais pas exclusivement du Nord de Paris, Sud du 93, Villiers (94).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 950,00	11,80%
Services extérieurs	2 690,00	3,19%
Autres services extérieurs	2 320,00	2,75%
Personnel	69 347,00	82,26%
Total	84 307,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 350,00	24,14%
Etat (CNASEA, Pol Ville) (attr)	22 757,00	26,99%
Departements (attr)	38 500,00	45,67%
Communes (attr)	2 700,00	3,20%
Total	84 307,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 350,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	20 197,00 €
2014	Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	69 321,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	9 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d’aide aux familles	22 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	85 265,02 €
	Montant total	214 783,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024052

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTENIR ET ACCOMPAGNER LES MÈRES EN RECHERCHE D'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	1 188 749,00 €	2,72 %	32 375,00 €
	Montant Total de la subvention		32 375,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU MOM'ARTRE
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chantal MAINGUENE, Présidente

Date de publication au JO : 29 novembre 2008

N° SIRET : 50996337700130

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Soutenir et accompagner les mères en recherche d'emploi

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Ce projet a pour buts :
- de mettre en relation les mères isolées et éloignées de l'emploi avec des spécialistes de l'insertion professionnelle, parmi une sélection de partenaires privilégiés de l'association Môm'artre évoluant dans les secteurs de l'action sociale et de l'emploi ;
- de faciliter l'accès à un accompagnement individualisé et pluridisciplinaire menés par des spécialistes ;

- de participer ainsi à l'autonomisation des mères dans leurs démarches d'accès à leurs droits pour elles et leur famille ;
- de faciliter l'organisation familiale des mères en recherche d'emploi en proposant un mode de garde – ponctuel, souple, de confiance et abordable- pour leurs enfants ;
- de favoriser une meilleure conciliation des temps de vie familiale et de retour à l'emploi, et de fait l'égalité face femme/homme face à l'emploi.

Description :
Ce dispositif est actuellement soutenu par la Région IDF de déc 2016-déc 2017 avec 35K€. Le projet est également soutenu par la Fondation de France (15K€) et attente de réponse de la CAF (fonds enfance). Cette demande porte sur le renouvellement du financement pour la pérennisation et le prolongement de l'action en 2018.

L'association propose de facilitater l'accompagnement ». Elle :
- identifie les mères ayant besoin de ce type d'accompagnement au sein des familles accueillies à Môm'artre
- permet de réduire la réserve de certaines mères à participer à ce type de suivi, grâce à sa forte proximité avec les habitants dans les quartiers
- bénéficie d'une réorientation de nouveaux parents par le biais de ses partenaires locaux (école, assistantes sociales, EDL, Pôle Emploi..) qui sont informés dès mai-juin 2017 du dispositif & son ouverture aux nouveaux inscrits dès septembre 2017
- met à disposition ses locaux pour faciliter ces rencontres pour les parents, dans un lieu familier pour les mères et à proximité de leur logement, de l'école de leurs enfant's
- pilote ce dispositif : identification des partenaires locaux pertinents pour cet accompagnement pluridisciplinaire ; définition des objectifs & modalités de suivi en partenariat ; évaluation du dispositif en collaboration avec ces acteurs.

Le dispositif d'accompagnement propose des aides sur le plan:
- administratif :conseils sur les rédactions de dossiers administratifs, lutte contre l'endettement, relais vers cours FLE..
- juridique :mise en lien avec des juristes ou avocats professionnels bénévoles
- éducatif/ parental: écoute et conseils aux parents sur les questions relatives aux devoirs, dans le cadre du suivi Réussite Educative ou CLAS ; aide à la parentalité et moments de convivialité avec les REAAP
- formation & emploi: rédaction de CV ; valorisation des expériences, identification des secteurs porteurs et des formations, préparation d'entretiens, prêt de tenues.

L'association Réseau Môm'artre se développe dans la Région (hors Paris).
L'essaimage en IDF devrait se poursuivre avec des échanges engagés auprès des communes de :
> Noisy-le-Sec (93) : identification d'un local quartier
> Rosny-sous-bois (93)
> Pantin/ St Ouen (93)
Objectif de développement en IDF : ouvrir de nouvelles antennes entre 2018 en 2020.

Moyens mis en œuvre :
L'association réserve des places dédiées à ce dispositif dans 7 établissements d'accueil d'enfants de 4 à 11 ans (6 à Paris + 1 à Argenteuil) les mercredis et durant les vacances.
L'accueil est proposé à la journée ou demi-journée. Le prix est accessible à tous: 1€ la demi-journée (prix du goûter – 0,60€), 2€ la journée.

Les modalités d'inscription simplifiées pour faciliter l'accueil des parents et leur accès régulier au service. En moyenne : 3 à 5 places par jour d'accueil disponibles sur ce « dispositif emploi », pour des enfants de 4 à 11 ans, selon la fréquentation et l'agrément des lieux.

Descriptif des équipes :
- Niveau de formation : 80% BAC+5 ou 20% BAC+4 (formation de gestion ou métiers de l'ESS)
- Fonctions : directrice région IDF, directeurs d'établissements, et médiateurs culturels.
Bénévoles comme les salariés sont aussi formés à des méthodes de CNV, l'écoute active pour aider au lien avec les publics fragiles.

L'association poursuit également

Intérêt régional :
Participation à la prise en charge des femmes franciliennes éloignées de l'emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.**Error! Unknown op code for conditional.**

Public(s) cible(s) :
Cette action vise en priorité les mères, éloignées de l'emploi ou en précarité professionnelle (chômage de longue ou courte durée, en temps partiel ou interim, avec des aides sociales, sans diplôme).

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	51 516,00	4,33%
Services extérieurs	127 559,00	10,73%
Autres services extérieurs	64 022,00	5,39%
Impôts et taxes liés au projet	5 145,00	0,43%
Frais de personnel	740 579,00	62,30%
Autres charges de gestion courante	199 928,00	16,82%
Total	1 188 749,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et des ventes	271 465,00	22,84%
Subventions Etat	214 463,00	18,04%
Région	32 375,00	2,72%
Emploi tremplin	26 990,00	2,27%
Département	71 127,00	5,98%
Communes	219 615,00	18,47%
CAF	214 463,00	18,04%
Organismes privés	69 188,00	5,82%
Autres produits	69 063,00	5,81%
Total	1 188 749,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	32 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	25 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	35 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011770

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : "COUP DE POUCE AU FÉMININ" : AIDER UNE CENTAINE DE FEMMES DANS LEUR RETOUR À L'EMPLOI PAR UNE SIMULATION D'ENTRETIEN, DES CONSEILS ET UNE MISE EN CONFIANCE PAR L'APPARENCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	64 375,00 €	21,55 %	13 875,00 €
	Montant Total de la subvention		13 875,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CRAVATE SOLIDAIRE
Adresse administrative : 23 RUE DAGORNO
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques-Henri STRUBEL, Président

Date de publication au JO : 28 janvier 2012

N° SIRET : 79245515600028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : "Coup de Pouce au Féminin" : aider une centaine de femmes dans leur retour à l'emploi par une simulation d'entretien, des conseils et une mise en confiance par l'apparence

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lever les barrières à l'emploi des femmes et devenir un tremplin pour l'insertion. Les Ateliers "Coup de Pouce au Féminin" ont pour but d'aider et d'accompagner en un an près au moins une centaine de femmes en insertion dans leur retour à l'emploi en Ile-de-France.

Description :
Accompagner les femmes en difficulté en recherche d'emploi ou en emploi d'insertion en impliquant les acteurs d'insertion, des institutions et des acteurs privés. Créer un pont entre les mondes de ces femmes exclues de l'emploi et des bénévoles RH issus d'entreprises.

La candidate est invitée dans un cadre chaleureux, les freins à sa réussite sont analysés, elle est conseillée sur la tenue et le maquillage adaptés à un entretien, puis l'entretien d'emploi est simulé par des bénévoles qui la conseillent sur les codes verbaux et non verbaux, ce qui est à dire face à un recruteur, et une photo professionnelle est réalisée pour son CV. Une tenue choisie avec elle lui est offerte. La candidate est rappelée 3 à 6 mois plus tard pour savoir si elle a réussi ses entretiens, et dans la négative lui proposer de la rencontrer pour analyser les difficultés. .

Moyens mis en œuvre :
Mise en place de partenariats avec les associations d'insertion (Ecoles de la 2e Chance, missions locales), Etablissements Parisiens d'Insertion (EPI), Chantiers d'insertion et centres d'hébergement mais aussi les acteurs économiques (entreprises) et les institutions.
Rapprochement avec le Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CNIDFF).
Développement de partenariats avec associations dédiées à l'accompagnement des femmes.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
au moins une centaine de femmes franciliennes en difficulté et en recherche d'emploi ou en emploi d'insertion

Détail du calcul de la subvention :
Sur un coût total de 193375 €, sont exclues les contributions volontaires en nature (129 000 €), portant la base subventionnable à 64375 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (dont Fournitures)	7 893,00	4,08%
Services externes (dont Locations)	10 120,00	5,23%
Autres services externes	8 321,00	4,30%
Frais de personnel	38 041,00	19,67%
Emplois des contributions volontaires en nature	129 000,00	66,71%
Total	193 375,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	5 000,00	2,59%
Subvention Région	13 875,00	7,18%
Subvention organismes privés (attribuée)	40 500,00	20,94%
Autres produits de gestion courante	5 000,00	2,59%
Contributions volontaires en nature	129 000,00	66,71%
Total	193 375,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 875,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011956

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHANTIERS ESPOIR : GROUPES DE PAROLE ET D'ENTRAIDE SUR LA PARENTALITÉ POUR DES MÈRES DE FAMILLES VENANT DE MILIEUX DÉFAVORISÉS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	10 300,00 €	48,54 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDER DEPT ASS FAMILIALES CATHOLIQUES 92
Adresse administrative : 8 RUE CLAUDE MATRAT
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Rémi SENTIS, Président

Date de publication au JO : 23 juillet 1967

N° SIRET : 43802540500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : chantiers Espoir : groupes de parole et d'entraide sur la parentalité pour des mères de familles venant de milieux défavorisés

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dispositif d'aide à la parentalité initié par les Associations familiales catholiques il y a plus de trente ans, devenu depuis une activité phare de l'association développés partout en France, les chantiers-éducation sont des groupes de partage animés par des responsables formés, chaque groupe réunissant une dizaine

de mères de famille une fois par mois.

L'objectif de ces groupes consiste à faire réfléchir les parents sur leurs conceptions éducatives et sur la manière de les mettre en œuvre.

Plus de 40 groupes de partage se réunissent depuis plusieurs années dans les Hauts-de-Seine.

Description :
L'association propose des rencontres mensuelles à 40 groupes de parole pour valoriser et soutenir la parentalité, ouverts à tous et socialement mixtes, animés par des responsables formés (parentalité, écoute active et bienveillante, partage d'expérience) à la pédagogie des chantiers éducation des associations familiales catholiques, à partir du vécu du participant sur des thémes concrets relatifs à l'éducation des enfants.

Réalisés dans un cadre bienveillant et confidentiel, ces groupes de partage permettent de discuter de situations parfois délicates ou de parler librement quand on a besoin de se confier.
Les animateurs et responsables, formés à l'accueil de ces réalités, sont en mesure d'orienter, s'il le faut, vers des professionnels du social ou de la santé (assistantes sociales ou éducateurs spécialisés, centres médico-psychologiques, maisons municipales de la santé ou espaces santé jeune.)

Le projet de l'association est d'animer 4 nouveaux groupes de mères élevant seules leurs enfants, dans des quartiers défavorisés, à partir d'une expérience récente avec 2 premiers groupes.
L'association a été financée par la CAF en 2016, et adhère à la charte REAAP.

Moyens mis en œuvre :
L'association prévoit d'ouvrir quatre groupes à l'automne 2017 qui seront un véritable soutien à la parentalité pour les parents seuls ou de milieu défavorisé.

Aujourd'hui en France, 630 chantiers-éducation rassemblent plus de 5000 familles et bénéficient de nombreux soutiens (CAF, DDCS, Conseils généraux...) et d'une convention-cadre avec le ministère de l'Education nationale.

Intérêt régional :
Soutien à la parentalité pour des familles franciliennes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Mères élevant seules leurs enfants dans les quartiers prioritaires de politique de la ville.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un projet au coût total de 14 300 €, sont exclues de la base subventionnable les dotations et les contributions volontaires en nature pour un montant de 4 000 €.

Localisation géographique :
- COLOMBES

- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 550,00	10,84%
Services extérieurs	350,00	2,45%
Rémunération et missions	8 400,00	58,74%
Emplois des contributions volontaires en nature	4 000,00	27,97%
Total	14 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers (en cours)	400,00	2,80%
Subvention Région	5 000,00	34,97%
Subvention CD 92 (en cours)	1 600,00	11,19%
CAF (en cours)	2 000,00	13,99%
Transferts de charge	1 300,00	9,09%
Contributions volontaires en nature	4 000,00	27,97%
Total	14 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014442

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : UNITÉ MOBILE DE SANTÉ, SPÉCIALISÉE PSYCHOLOGIE, POUR FEMMES EN GRANDE PRÉCARITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	64 950,00 €	50,00 %	32 425,00 €
		Montant Total de la subvention	32 425,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADSF ASS POUR DEVELOPPEMENT SANTE DES FEMMES
Adresse administrative : 18 RUE BERNARD DIMEY 75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Karine RENAUDIE, Présidente

Date de publication au JO : 4 février 2002

N° SIRET : 44467189500027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : unité mobile de santé, spécialisée psychologie, pour femmes en grande précarité

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
En 2016 les unités mobiles pour la santé des femmes d'ADSF ont réalisé 104 maraudes dans 6 départements franciliens, permettant l'accompagnement à l'accès aux soins à 358 femmes vivant en hôtel social, bidonville, dans la rue, centres d'accueil de jour et d'hébergement d'urgence partenaires : ces maraudes, composées de 3 volontaires (un de profession médicale et 2 médiateurs accompagnants)

utilisent 2 soirs/semaine un camion aménagé pour la réalisation de « consultations-évaluation-dépistage». Elles ont été suivies de 272 rendez-vous dans les structures adaptées, notamment pour les questions de gynécologie, grossesse, infections urinaires, ulcères, etc.
A l'occasion de ces entretiens l'ADSF détecte les cas de violences, maltraitances et autres souffrances morales importantes, et a mis en place en 2017 une maraude expérimentale qu'elle souhaite maintenant développer :

Description :
Sous la responsabilité d'un référent psychologue, ses missions principales seront :
- former, notamment lors des entretiens, les participants des maraudes santé à détecter les femmes en détresse psychologique ; en effet les femmes en grande précarité avec des traumatismes importants relaient à un plan très secondaire le besoin de soutien psychologique, alors que le vécu dépressif grave empêche toute stratégie de sortie positive de la situation
- créer un réseau de partenaires pour la prise en charge psychologique : identification de l'offre du territoire, formation des partenaires à l'accueil de ce public
- réaliser des maraudes hebdomadaires auprès des femmes identifiées ; après l'évaluation qui peut nécessiter 3 ou 4 rencontres, orientation voire accompagnement auprès du partenaire identifié pour sa prise en charge, et entretiens téléphoniques pour s'assurer de la continuité du recours au soin.

Moyens mis en œuvre :
68 bénévoles médicaux et non médicaux ; salariés : responsable de santé mentale ; ETP du responsable de terrain et du responsable santé ; locaux et véhicules, frais divers.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
100 à 120 femmes en grande précarité et en détresse psychologique, sans logement, sur leur lieu de vie en Ile-de-France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 200,00	3,39%
Services externes	5 250,00	8,08%
Autres services extérieurs	7 500,00	11,55%
Frais de personnel	50 000,00	76,98%
Total	64 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	32 425,00	49,92%
Mecenat entreprises	20 000,00	30,79%
dons	12 525,00	19,28%
Total	64 950,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 425,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014481

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SENSIBILISATION ET FORMATION DE BÉNÉVOLES ET PROFESSIONNELS INTERVENANT AUPRÈS DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	68 850,00 €	50,00 %	34 425,00 €
		Montant Total de la subvention	34 425,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIDARITE FEMMES - LE RELAIS 77
Adresse administrative : 27 RUE DE L'ETANG
77240 VERT-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane REGIS, Président

Date de publication au JO : 25 septembre 1985

N° SIRET : 43195648100029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : sensibilisation et formation de bénévoles et professionnels intervenant auprès des femmes victimes de violences conjugales

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Solidarité Femmes mène diverses actions pour lutter contre les violences faites aux femmes, en particulier les violences conjugales : ainsi, en 2016, ont eu lieu 563 écoutes téléphoniques, 940 entretiens d'orientation ; 152 femmes et 154 enfants ont bénéficié de l'accueil de jour, 200 femmes et 247 ont été mis en sécurité par un hébergement en hôtel, et l'association gère un total de 186 places en centres

d'hébergement. Elle mène auprès de ce public de nombreuses actions pour favoriser le logement, l'emploi, la parentalité, la santé, l'accès aux loisirs,…
Forte de sa large et longue expérience auprès de ce public, elle propose de former les bénévoles et professionnels susceptibles d'intervenir auprès de lui (champs médico-social, santé, force de l'ordre, justice, accompagnement vers l'emploi,…) ou auprès du jeune public en vue de prévention, en Seine et Marne où ses établissements sont implantés à Montereau et Vert Saint Denis, et sur autres sites sur demande (en Essonne et à Paris plus particulièrement). Elle met l'accent sur la « victimisation secondaire » de ces femmes lorsqu'elles se heurtent en outre aux caractéristiques d'un territoire semi rural : mobilité (accès aux soins, emploi, logement) peu favorable à l'autonomie, moindres possibilités des interlocuteurs pour trouver de l'aide (déficit de formation voire réactions négatives, manque de dispositifs et lieux adaptés,…).

Description :
Dans ce but, l'association organisera, parfois avec l'aide d'experts externes :
- des sessions de formation de 1 à 5 jours (environ 20 journées) sur des thèmes tels que : repérage, orientation et mise en sécurité, approche bienveillante et respectueuse du rythme des victimes, protocoles d'intervention multi partenariale à construire sur un territoire ; cadre légal ; conséquences sur la santé, l'emploi, le logement, prévenir et accompagner les impacts sur les enfants et la parentalité, etc.
- 15 sessions d'une demi-journée de sensibilisation pour des échanges autour des besoins, pratiques, réseaux d'acteurs à bâtir, auprès de différentes équipes ou territoires,
- 2 conférences débat proposées au grand public, sur un thème ou avec un intervenant particuliers.

Intérêt régional :
Diffusion des compétences d'une association très expérimentée, au bénéfice des femmes victimes de violence et de leurs enfants d'un territoire dépassant largement la Seine et Marne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
650 personnes, amenées à travailler auprès de femmes victimes de violences, ou en prévention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 575,00	2,29%
Services extérieurs	3 752,00	5,45%
Autres services extérieurs	7 325,00	10,64%
Personnel	50 168,00	72,87%
Autres charges de gestion courante	6 030,00	8,76%
Total	68 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	34 425,00	50,00%
Etat (FIPD) attr	21 000,00	30,50%
Collectivités territoriales (EC)	13 425,00	19,50%
Total	68 850,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 425,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Programmes triennaux destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	50 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	20 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 250,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	38 879,68 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 000,00 €
2017	Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	15 000,00 €
	Montant total	168 129,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014482

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ALLER VERS LES VICTIMES DE PROSTITUTION DANS L'ESPACE PUBLIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	166 660,00 €	19,43 %	32 375,00 €
	Montant Total de la subvention		32 375,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMICALE DU NID
Adresse administrative : 21 RUE DU CHATEAU D EAU
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Hélène FRANJOU, Présidente

Date de publication au JO : 21 septembre 1946

N° SIRET : 77572367900111

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : aller vers les victimes de prostitution dans l'espace public

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 1946, l'Amicale du Nid promeut :
- l'accompagnement vers une alternative à la prostitution
- la réflexion et les recherches sur la question de la prostitution pour sensibiliser, former, prévenir.

Le projet présenté ici a pour objectifs de :
- mutualiser les connaissances de terrain de trois départements franciliens

- d'expérimenter la mise en oeuvre d'une équipe mobile en Seine-Saint-Denis et d'examiner la possibilité d'en créer une dans les Hauts-de-Seine

Description :
Pour ce qui concerne le volet mutualisation des bonnes pratiques :
Depuis de nombreuses années, l'Amicale de Paris a développé le contact de rue sur le territoire parisien avec une unité mobile dit 'le bus Intermède'. Ce bus se déplace plusieurs fois par semaine dans les espaces de la capitale concernés par le phénomène prostitutionnel.
L'objectif du projet est de capitaliser les connaissances et expertise liées à cette expérience pour la création d'une nouvelle équipe mobile en Seine-Saint-Denis.

En effet, un travail de repérage a débuté sur le territoire départemental.
Le projet consiste donc à apporter un soutien technique auprès des partenaires locaux, à former les travailleurs sociaux et médico-sociaux aux dommages particuliers créés par la prostitution et à "aller vers", c'est-à-dire à permettre le repérage et l'identification des situations diverses des personnes victimes de prostitution.

Moyens mis en œuvre :
3,2 ETP pour l'équipe mobile, composée d'intervenantes sociales en charge de mener des actions d'aller vers les personnes quise porstituent de façon visible dans le département et d'apporter un soutien technique aux partenaires locaux sur ce sujet.

Intérêt régional :
Participation à la prise en charge des femmes franciliennes qui se trouvent dans l'obligation de se prostituer.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes franciliennes en situation de prostitution visible.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 722,00	3,43%
Location et entretien des locaux	2 600,00	1,56%
Autres services extérieurs	18 700,00	11,22%
Charges de personnel	133 638,00	80,19%
Autres charges de gestion	6 000,00	3,60%
Total	166 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	96 285,00	57,77%
Région Île-de-France	32 375,00	19,43%
DRDFE / DGCS	20 000,00	12,00%
FIPD	18 000,00	10,80%
Total	166 660,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	32 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	24 150,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	30 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	23 000,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	150 946,00 €
2017	Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	25 000,00 €
	Montant total	253 096,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014008

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CENTRE D'HÉBERGEMENT ROSALIE RENDU, 31 PLACES, POUR JEUNES FEMMES ENCEINTES ET JEUNES MÈRES : RELOCALISATION DE COMBREUX AU 10 RUE SOMMEVILLE À COMBS LA VILLE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	205 888,00 €	30,00 %	61 766,00 €
		Montant Total de la subvention	61 766,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION D'AUTEUIL
Adresse administrative : 40 RUE LA FONTAINE
75016 PARIS 16
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Bernard Prevost, Président

Date de publication au JO : 19 juin 1929

N° SIRET : 77568879900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : centre d'hébergement Rosalie Rendu, 31 places, pour jeunes femmes enceintes et jeunes mères : relocalisation de Combreux au 10 rue Sommeville à Combs La Ville (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
En 2015 la Fondation a accueilli 25000 jeunes en difficulté scolaire, sociale ou familiale, et épaulé 6000 familles en difficulté, notamment dans ses 200 établissements.
Elle gère en Seine et Marne un établissement d'hébergement (urgence, réinsertion sociale) pour les jeunes mères, avec des objectifs d'insertion sociale, professionnelle, logement, une attention particulière

à la guidance parentale et le soutien à la parentalité, la santé.
Le site actuel est trop excentré pour favoriser l'insertion, la Fondation veut réinstaller l'établissement sur un site plus favorable, toujours en Seine et Marne où les besoins pour ce public sont importants.

Description :
L'opportunité a été trouvée de louer un bâtiment adéquat dans un parc, proche du centre de Combs la Ville, de sa vie locale facteur d'insertion, de ses commodités y compris pour les structures petite enfance et scolaire, des transports, de bassins d'emploi dont Sénart. Plus grand que le bâtiment actuel, il ouvrira la possibilité de pérenniser éventuellement des places d'hébergement supplémentaires.
Ce lieu nécessite quelques investissements pour sa mise en conformité règlementaire et l'adéquation avec sa nouvelle vocation.

Moyens mis en œuvre :
- Diagnostics, études et travaux de mise en conformité incendie et accessibilité, cloture du site, réfection et équipement de la cuisine

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes enceintes ou avec un enfant de moins de 3 ans, orientées par le SIAO 77.

Détail du calcul de la subvention :

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
études et travaux	205 888,00	100,00%
Total	205 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	61 766,00	30,00%
Fonds propres	144 122,00	70,00%
Total	205 888,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	61 766,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015813

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RÉHABILITATION D'UN CHRS POUR FEMMES AVEC OU SANS ENFANT DE 77 PLACES, 73, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE, À ARNOUVILLE-LÈS-GONESSE (95) - REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	1 406 745,70 €	40,00 %	562 698,31 €
		Montant Total de la subvention	562 698,31 €

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACSC ASSOCIATION DES CITES DU SECOURS CATHOLIQUE
Adresse administrative : 72 RUE ORFILA
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : MARYSE LEPEE, Présidente

Date de publication au JO : 26 mai 1989

N° SIRET : 35330523800175

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : réhabilitation d'un CHRS pour femmes avec ou sans enfant de 77 places, 73, avenue de la République, à Arnouville-Lès-Gonesse (95) - REAFFECTATION DE SOLDE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2008
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde 562 698,31€ d'une subvention (FP n°10009234) initialement allouée par la délibération n° CP 10-810 du 14 octobre 2010. L'acquisition du bien concerné par la réhabilitation avait eu lieu le 12 décembre 2008. Cette subvention est devenue caduque à la suite d'une erreur matérielle du fait de l'administration.

Objectifs :
L'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale, demandé par le bénéficiaire, d'un montant de 562 698,31€.

Les missions de l'association sont d'assurer l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement et l'insertion des personnes en situation d'exclusion ou de handicap quelles que soient leur nationalité, leur religion ou leurs opinions ; de promouvoir l'engagement de chacun, personnes accueillies comme salariés ; de développer une expertise collective pour faire évoluer des pratiques et des politiques sociales ; de sensibiliser l'opinion publique et d'interpeller les pouvoirs publics ainsi que les autres partenaires de l'action sociale sur les phénomènes de pauvreté, de handicap et leur évolution ; de participer aux actions de recherche sur la pauvreté, les handicaps et de formation pour l'insertion, l'autonomie et la réhabilitation de plus démunies.

L'association gérait alors déjà en 2010 : 16 établissements, implantés essentiellement dans les différents départements franciliens : 4 en faveur des personnes handicapées, accueil pour familles accompagnant des parents hospitalisés, et 11 dans le secteur social. Ils accueillaient 7.000 personnes, avec l'aide de 700 salariés et de 150 bénévoles.

Description :
Le 1er janvier 2002, l'association a repris un établissement, L'Escale Sainte Monique, située au 73, avenue de la République, à Arnouville-Lès-Gonesse (95), structure de 77 places accueillant des femmes avec enfants tenue antérieurement par la Congrégation des Sœurs Augustines de Sainte-Monique, communauté hollandaise d'Utrecht. La Congrégation des sœurs mettait à disposition les bâtiments composés d'un pavillon, dit Ostia (R+1 avec combles et sous-sol) au sein duquel sont actuellement implantés les services administratifs, un bâtiment comprenant au rez-de-chaussée une unité de 12 chambres et leurs sanitaires collectifs, la chaufferie, des locaux techniques, une cafétéria, un accueil, une salle des fêtes et à l'étage une cuisine collective, une salle à manger, des locaux d'éveil et de jeux pour les enfants, 23 chambres et leurs sanitaires, des bureaux et une ancienne chapelle.

L'établissement possède une capacité de 77 places (35 places pour les mères et 42 places pour les enfants) et s'organise en 55 places d''urgence réparties sur 24 chambres et 22 places d'insertion réparties sur 11 chambres.

L'opération présentée visait à réhabiliter ce CHRS conformément aux préconisations de la circulaire du 5 mars 2009 établissant la chambre individuelle équipée de sanitaires (voire de kitchenette) comme standard d'hébergement.
Elle a été élaborée en deux temps avec l'acquisition des bâtiments et du terrain attenant (8.797 m²) implantés au 73, rue de la République d'Arnouville-Lès-Gonesse, le 12 décembre 2008, puis la réalisation d'un programme de travaux.

L'établissement réhabilité permet l'accueil immédiat et inconditionnel, 24h/24 de femmes accompagnées d'enfants orientées par le 115 qui avant étaient logées à l'hôtel. Un accompagnement global est proposé intégrant l'ouverture de droit, l'accès aux soins, l'accès au logement, à l'emploi, et un accompagnement à la parentalité.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux consistaient en :
- au sein du pavillon Ostia (355 m²) : la remise en état du système d'alarme incendie, une amélioration du système électrique et une reprise du réseau informatique, la vérification des blocs secours, l'implantation d'un exutoire de fumées, la création de puits de fumées, l'asservissement des skydomes selon les normes en vigueur, une reprise des revêtements des sols, l'aménagement de salles de réunion, de bureaux et de

locaux pour le personnel (vestiaires et sanitaires notamment PMR) ;
- au sein du bâtiment d'hébergement (1.779 m²) : l'aménagement de 35 logements (29 T1 pour une mère et un enfant, 5 T1 bis pour une mère et 2 enfants, 1 T2 pour une mère et 3 enfants, la suppression de la restauration collective du fait de l'installation de kitchenette dans les appartements, la création de buanderies à l'usage des hébergées, des locaux collectifs (salles communes, salles de jeux, etc), un ascenseur ainsi que des toilettes accessibles et une VMC et la mise aux normes incendie. Enfin, l'aménagement d'un jardin clos extérieur et un espace jeux pour les enfants ;
- la transformation de la chapelle en salle polyvalente d'activités non cultuelles.
Enfin les travaux visaient à améliorer la qualité environnementale sous divers angles (fluides, énergie…)
La capacité après travaux reste inchangée.

Intérêt régional :
Compte tenu de la nature du dossier (réaffectation de solde), le bénéficiaire n'est pas soumis aux dernières dispositions relatives à la charte et aux stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Femmes avec enfants, sans abri.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention initiale a été calculée sur la base de :
- plafonnement à 300 000 € pour le foncier, qui ont déjà été versés.
- 40% des travaux et charges afférentes.
Sur cette partie de la subvention, 484 381.26€ ont déjà été versés, représentant 10.83% du coût du projet.
La subvention votée en 2010 s'élevait à 1 055 014,80€, portant la subvention maximale restant à verser à 570 633.54€.

Au taux de 40% sur les travaux et charges afférentes effectivement réalisés, le reste à verser ici permis par cette réaffectation s'élève à 562 698.31€.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 828 900,00	40,87%
travaux et charges afférentes (dont AMO HQE 23.082,80 €)	2 629 600,77	58,77%
frais financiers et de dossiers (hors dépense subventionnable)	16 055,00	0,36%
Total	4 474 555,77	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - ANAH	2 242 094,00	50,11%
Région (à verser pour solde demandé au titre des travaux)	562 698,31	12,58%
Ville d'Arnouville	10 000,00	0,22%
Emprunt CDC	304 305,00	6,80%
Fonds propres	571 077,20	12,76%
Région (déjà versé au titre du foncier)	300 000,00	6,70%
Région (déjà versé au titre de travaux)	484 381,26	10,83%
Total	4 474 555,77	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	562 698,31 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	12 000,00 €
	Montant total	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003577

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CONSTRUCTION D'UNE RÉSIDENCE D'ACCUEIL DE 30 STUDIOS PLAI À LA ZAC PRINCESSE DU VÉSINET (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	3 315 267,30 €	12,07 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : construction d'une résidence d'accueil de 30 studios PLAI à la ZAC Princesse du Vésinet (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Ce projet de résidence accueil est le fruit d'une volonté forte de la commune de répondre aux besoins de logements accompagnés des personnes en situation de fragilité psychique.

Le projet consiste à créer 30 logements dans la ZAC Princesse, à côté de l'hôpital du Vésinet et à proximité immédiate de la Seine.
L'aménageur est Grand Paris Aménagement.
Le gestionnaire de la résidence accueil sera la Fondation des Amis de l'Atelier.

Description :

Structure relevant du logement, s'adressant à un public présentant des troubles psychiques, pour certains reconnus en situation de handicap, la résidence accueil est un dispositif à la croisée des politiques du logement, du handicap et de santé mentale.

Le projet s'organise en un bâtiment de 30 logements collectifs à R+3, avec une cage d'escaliers desservant l'ensemble des logements, au milieu d'espaces verts communs et de terrasses privatives. La résidence possède un ascenseur.
L'opération sera certifiée NF Logement HQE et atteindra le niveau RT 2010 - 20%. Le projet sera également certifié bâtiment biosourcé niveau 1. Le chauffage et l'eau chaude sanitaire seront assurés par une chaufferie collective gaz.

Sur les 30 logements construits, la Région compte 2 logements réservés.

Dans la mesure où ce projet intègre le logement accompagné comme facteur d'intégration des personnes en situation de fragilité psychique, ce projet peut être qualifié d'innovant socialement.
De puls, l'ensemble des résident sera inscrit dans une pratique ou dans une recherche d'activités professionnelles ou thérapeutiques.

Intérêt régional :
Participation à la prise en charge et au logement des franciliens atteints d'une maladie psychique.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes en situation de maladie psychique, le plus souvent personnes adultes isolées, hommes et femmes, à faible niveau de ressources, en situation d'échec social associéee à la maladie psychique.

Localisation géographique :

- LE VESINET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charge foncière	977 487,00	27,95%
Coût de construction	2 047 483,00	58,54%
Honoraires techniques	472 637,00	13,51%
Total	3 497 607,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prêt CDC Construction	1 453 962,00	41,57%
Prêt CDC Foncier	893 645,00	25,55%
Subvention Région	400 000,00	11,44%
CD 78	300 000,00	8,58%
Subvention Ville / CABS	150 000,00	4,29%
Suvention DDT 78	300 000,00	8,58%
Total	3 497 607,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2020	400 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	276 260,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	817 081,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	1 492 000,00 €
	Montant total	7 386 564,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014048

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UNE CUISINE POUR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ ET DE LA DISTRIBUTION DES REPAS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	223 980,00 €	42,41 %	95 000,00 €
	Montant Total de la subvention		95 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESTAUS DU COEUR LES RELAIS COEUR PARIS
Adresse administrative : 4 CITE HAUTEVILLE 75010 PARIS 10
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine BOUR, Président

Date de publication au JO : 20 mars 1999

N° SIRET : 42334329200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : création d'une cuisine pour l'amélioration de la qualité et de la distribution des repas

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Si l'aide alimentaire à consommer sur place et gratuite reste la prestation la plus répandue des Restaus du coeur, cette dernière est devenue un outil de lien, une façon d'aller à la rencontre des personnes dans la rue.
Les « Camions du Cœur » dans Paris ont ainsi pour missions de :
o créer du lien à travers la convivialité, l'échange et l'écoute ;
o une aide alimentaire à consommation immédiate et gratuite, mais aussi des protections thermiques

(duvet, parka, polaires, ou, en période estivale de l'eau) ;
o orienter et informer les personnes accueillies vers les dispositifs d'accès aux droits, à la santé, à l'hébergement, etc.

Les objectifs du projet pour lequel une subvention est demandée sont :
o d'améliorer et diversifier les repas servis ;
o de lutter contre le gaspillage alimentaire ;
o de créer des emplois sur l'Atelier chantier insertion (ACI) avec trois postes d'encadrants supplémentaires et des personnes en contrat d'insertion pour la cuisine et l'action de ramasse des invendus alimentaires ;
o de permettre grâce à la ramasse et à la création d'une cuisine, de pouvoir servir des repas complets.

Description :

Le projet consiste à créer au sein de l'association un Atelier Chantier d'Insertion (ACI) entièrement dédié à la distribution des repas chauds, ayant pour mission la cohérence de la chaine alimentaire en intégrant de nouvelles valeurs : participation active aux nouvelles règles anti-gaspi d'une part, éco-responsabilité d'autre part (véhicules propres, recyclage, limiter l'utilisation du plastique …). En cela, on peut qualifier ce projet de socialement innovant.

Cet atelier permettra également de proposer aux personnes accueillies un repas complet et équilibré adapté à leurs besoins.

La subvention a donc pour objet d'équiper en matériel de stockage frais et de remise en température les 4 centres de distribution de repas chauds, de créer une cuisine de transformation de produits alimentaires collectés pour l'ACI, de fournir des véhicules frigorifiques pour la ramasse et la livraison des repas alors transformés et/ou prêt à consommer.

Intérêt régional :
Aide alimentaire aux franciliens les plus défavorisés, lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les parisiens susceptibles d'avoir besoin d'aide alimentaire, et plus particulièrement les personnes à la rue.
Tous les midis du lundi au vendredi sont 850 repas et tous les soirs de la semaine du lundi au dimanche 1150 repas, soit aut total 612.000 repas servis par an.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 600,00	1,61%
Achat matériel de conservation	48 096,00	21,47%
Achat matériel de transformation	72 210,00	32,24%
Achat véhicules	100 074,00	44,68%
Total	223 980,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	95 000,00	42,41%
Subvention ville de Paris	95 000,00	42,41%
Fondation	25 000,00	11,16%
Fonds propres	8 980,00	4,01%
Total	223 980,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	95 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	8 640,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	214 290,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	61 576,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	17 550,00 €
2017	Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d’aide aux familles	17 500,00 €
	Montant total	419 556,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014106

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACQUISITION DE CONGÉLATEURS ET D'ARMOIRES FROIDES POUR UNE ÉPICERIE SOLIDAIRE À COLOMBES (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	7 200,00 €	50,00 %	3 600,00 €
	Montant Total de la subvention		3 600,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL LOUISE DE MARILLAC CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative : 29 RUE PARMENTIER 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Lucie DOGNIN, Présidente

Date de publication au JO : 18 janvier 1983

N° SIRET : 53475313200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : acquisition de congélateurs et d'armoires froides pour une épicerie solidaire à Colombes (92)

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prodiguer de l'aide alimentaire aux familles défavorisées de Colombes et ses environs.

Description :
Le projet consiste à acquérir des congélateurs et des armoires froides (2 congélateurs-coffres de 500

litres, 2 congélateurs-coffres de 700 litres et 3 armoires froides de 600 litres) pour l'épicerie solidaire. Ceux utilisés actuellement sont très anciens et très énergivores. Les renouveler permettra à l'association d'être plus économe d'un point de vue énergétique et l'action présente en cela un caractère d'innovation sociale.

Intérêt régional :
Soutenir les familles franciliennes les plus défavorisées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les familles envoyées par les services sociaux et résidant dans la ville ou dans le département.

Localisation géographique :

- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition du matériel	7 200,00	100,00%
Total	7 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	3 600,00	50,00%
Fonds propres	1 500,00	20,83%
Autres donateurs	2 100,00	29,17%
Total	7 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014271

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AIDE À L'INVESTISSEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE 5 PETITES MAISONS POUR L'HÉBERGEMENT DE PERSONNES SANS ABRI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	322 200,00 €	50,00 %	161 100,00 €
	Montant Total de la subvention		161 100,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : QUATORZE
Adresse administrative : 62 AV CLAUDE VELLEFAUX
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Viviane VICENTE, Présidente

Date de publication au JO : 18 août 2007

N° SIRET : 75371115900024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : aide à l'investissement pour la construction de 5 petites maisons pour l'hébergement de personnes sans abri

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Quatorze associe des architectes et des étudiants en architecture pour promouvoir une architecture sociale, collaborative et inclusive.
Ici, le projet conduit vise à héberger des personnes mal-logées en créant des hébergements chez des particuliers et en favorisant l'insertion de ces personnes par un accompagnement social.

Description :

Ce projet s'inscrit dans une logique d'innovation sociale car il comprend :
- de la solidarité : les personnes sans domicile fixe bénéficient d'un hébergement, ainsi que d'un suivi social pour retrouver un logement et un emploi.
- de la formation et du partage de savoir-faire : la fabrication s'effectue dans le cadre d'une formation professionnelle aux techniques de l'éco-construction, adressée aux personnes mal-logées en priorité. Le montage sur site est l'occasion de chantiers participatifs, ouverts à tous.
- une construction écologique : la fabrication de la tiny house est réalisée à partir d'éco-matériaux, travaillés en modules pour garantir une installation simple et rapide, en un week-end.
- la promotion d'une ville dense et mixte : en s'inscrivant dans le tissu urbain existant, la tiny house permet de lutter contre l'étalement urbain qui nourrit l'exclusion en périphérie des villes.

Après une première construction de petite maison expérimentale réalisée cette année chez des particuliers à Montreuil, la subvention a pour objet d'essaimer ce projet en construisant 5 nouvelles maisons en Île-de-France et en rendant ainsi le modèle duplicable à plus grande échelle.
Pour chaque nouvelle petite maison construite, une phase de préfabrication en atelier est nécessaire. La phase d'installation est elle l'occasion d'un chantier participatif, pour former des bénévoles à certains domaines de l'éco-construction.
L'année 2018 visera à mutualiser les temps de préfabrication pour optimiser les coûts de construction.

Le Samu social assurera l'accompagnement social des personnes hébergées.

Moyens mis en œuvre :
Le matériel nécessaire correspond aux outils de travail de la construction bois et de la construction classique (plomberie, électricité, évacuation...) et de leurs matières premières. La petite maison sera également équipée en petits électroménagers, mobiliers et objets matériels nécessaires au confort des personnes hébergées.

Intérêt régional :
Participation à la réduction du sans-abrisme en Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
2 places d'hébergement créées par petite maison, soit 10 places, avec une durée de séjour de 6 mois minimum par maison, donc jusqu'à 20 personnes hébergées par an.

Détail du calcul de la subvention :
L'intégralité des dépenses sont éligibles.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostics	38 600,00	11,98%
Conception architecturale	8 400,00	2,61%
Co-construction	217 680,00	67,56%
Maîtrise d'ouvrage	57 520,00	17,85%
Total	322 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DIHAL (att)	15 000,00	4,66%
Financement des formations (ec)	41 520,00	12,89%
Volontaires chantiers (att)	16 930,00	5,25%
OFAJ (att)	11 490,00	3,57%
Dons de matériaux (att)	13 240,00	4,11%
Mécénat (att)	17 920,00	5,56%
Fond	20 000,00	6,21%
Fondation Qualitel (ec)	25 000,00	7,76%
Subvention Région	161 100,00	50,00%
Total	322 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	61 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014272

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RÉAMÉNAGEMENT DE L'ÉPICERIE SOLIDAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	5 800,00 €	50,00 %	2 900,00 €
	Montant Total de la subvention		2 900,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-204142-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION EPI DE SON
Adresse administrative : 14 RUE DU CLOS DE PACY
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sophie ROUSSET, EPI DE SON

Date de publication au JO : 17 avril 2010

N° SIRET : 52293718400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : réaménagement de l'épicerie solidaire

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'épicerie solidaire fonctionne depuis 2010 dans des locaux implantés au cœur d'une cité dans un quartier prioritaire, dans une ancienne boutique d'alimentation. Avant l'ouverture, les locaux vétustes ont été mis aux normes et repeints par un chantier jeunes.
La fréquentation de l'épicerie ne cesse depuis d'augmenter et les locaux sont devenus trop petits. Un déménagement n'étant pas envisageable et afin de recevoir les bénéficiaires dans les meilleurs conditions possibles, il devient impératif de revoir l'aménagement de l'épicerie.
Les objectifs sont d'optimiser l'espace et de fluidifier au maximum l'espace courses, de le rendre accessible et de faciliter la circulation des bénéficiaires en délimitant les différents espaces, afin de

permettre la convivialité, l'accueil mais aussi la confidentialité.

Description :
L'association doit continuer a disposer de différents espaces utiles à son fonctionnement : rayonnages, caisse, emplacement fruits et légumes, frigo et congélateur mais aussi un espace bureau et un coin convivial pour faire patienter, mais aussi discuter avec les usagers, faire de petites démonstrations de cuisine, prévoir un affichage plus performant….
En multipliant les activités qui y sont conduites, l'épicerie fait preuve de sa capacité à innover socialement.

Une fois l'implantation définie, le plan sera transmis à un architecte d'intérieur et des devis vont être demandés (meubles, petits équipements, travaux d'électricité).

Intérêt régional :
Participation à la prise en charge des familles franciliennes les plus défavorisées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes en difficulté financière orientées par des travailleurs sociaux, parmi lesquelles 35 % de personnes au RSA et une grande majorité de femmes seules avec enfants.

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 800,00	100,00%
Total	5 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 900,00	50,00%
Subvention Région	2 900,00	50,00%
Total	5 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	3 500,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	3 500,00 €
	Montant total	7 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014924

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION DE LA MAISON CHEMIN VERT, LIEU INNOVANT POUR LA PRISE EN CHARGE GLOBALE DES PERSONNES ATTEINTES DE MALADIES INFECTIEUSES CHRONIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	1 600 000,00 €	25,00 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BASILIADE
Adresse administrative : 12 RUE BERANGER
75003 PARIS 03
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DIDIER ARTHAUD, Président

Date de publication au JO : 7 juillet 1993

N° SIRET : 40084047600024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : créer la Maison chemin vert, lieu innovant pour la prise en charge globale des personnes atteintes de maladies infectieuses chroniques

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet prend appui sur une collaboration vieille de plusieurs années entre des médecins de ville et l'association Basiliade pour prendre en charge des personnes vivant avec une pathologie infectieuse chronique, notamment avec le VIH/Sida. Depuis plusieurs années, cette collaboration se déroule plus particulièrement sur le secteur centre de Paris, entre République, Bastille et le centre hospitalier Saint Antoine. Des liens privilégiés avec des intervenants médicaux et paramédicaux (kinésithérapeutes,

radiologues, pharmacies, laboratoires de biologie,…) et des associations de ce quartier ont permis de répondre aux besoins des patients et de créer un réseau de partenaires de qualité.
La création de la « Maison Chemin Vert », située 6, rue du Chemin Vert, dans le 11ème arrondissement, formalise cette collaboration en permettant l'accueil dans un lieu unique de personnes porteuses de maladies infectieuses chroniques pour une prise en charge globale, à la fois sur les plans sanitaire et sociaux.
En cela, elle répond à la définition de la Santé de l'OMS qui prend en compte le bien-être physique, mental et social. Aux côtés d'une prise en charge médicale de qualité, la personne est prise en compte dans son environnement, ses conditions de vie, son état psychique et ses liens sociaux et familiaux.

Description :
La Maison Chemin Vert est un dispositif innovant dans la mesure où contrairement à une maison de santé classique, elle couple une offre de soins par des médecins généralistes compétents pour le suivi des maladies infectieuses avec un accompagnement psychosocial au sens large, permettant la prise en charge de l'ensemble des problématiques rencontrées par la personne.

La Maison Chemin vert associera en un lieu unique :
• Une SISA (Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires) créée par les médecins historiquement engagés dans ce réseau pour coordonner les soins assurés par une équipe de médecins libéraux généralistes de secteur 1 et de médecins spécialistes (gynécologue ou sage-femme, proctologue, dermatologue…) investis dans ce type de prise en charge, tous membres adhérents à l'association CPCMI. Un secrétariat assurera les prises de rendez-vous et l'accueil des patients.
• L'équipe médico psychosociale de Basiliade, permet un accompagnement global psychosocial et de réinsertion de personnes atteintes de pathologies chroniques particulièrement vulnérables en vue d'un retour durable à l'autonomie (accès aux droits, aux soins, au logement et au travail, ETP…).
• Pour faciliter le parcours des personnes, des liens soutenus avec les dispositifs de droit commun de proximité présents dans le quartier, dans le domaine de la santé (infirmier(e), kinésithérapeutes, spécialistes libéraux, pharmaciens...), de l'accompagnement social et de l'inclusion sociale.
Le guichet unique facilite l'accès à toutes les prestations dont a besoin la personne : accès à la prise en charge liée à l'ALD, mais aussi à tous les autres soins (gynécologie, proctologie, dermatologie…), prise en charge psychologique, accès aux droits, au logement, au travail...

L'immeuble appartient à la mutuelle du personnel du groupe RATP, et sera loué par un bail de 12 ans par Basiliade.

La subvention a pour objet de rénover le lieu et de permettre l'accueil de ce centre innovant, notamment par la mise aux normes ERP et PMR des 4 niveaux principaux de l'immeuble.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains composés des professionnels de l'équipe de Basiliade (travailleurs sociaux, un conseiller en économie sociale et familiale, un chargé d'insertion professionnelle, une infirmière coordinatrice, un psychologue, un médecin coordinateur, un chef de service) et de moyens médicaux, tous adhérents de l'association CPCMI ; cette dernière coordonnera pour eux la gestion des locaux et les actions communes mises en place avec Basiliade. La charte du CPCMI sera signée par chacun d'entre eux.
Les médecins seront libéraux, tous en secteur 1, organisés en SISA (société interprofessionnelle de soins ambulatoires). Il est prévu environ 10 ETP dont une majorité de médecins généralistes et des spécialistes.
Une gynécologue ou une sage-femme assurera le suivi gynécologique de toute femme le souhaitant. D'autres médecins spécialistes (proctologues, dermatologues..) seront présents par demi-journée (en cabinet secondaire).

Partenariat également avec la mutuelle de la RATP, propriétaire de l'immeuble, qui fait bénéficier le projet

par exemple d'une franchise de loyer jusqu'en juillet 2108, date à laquelle doit démarrer l'accueil des malades.

Intérêt régional :
Participation à la prise en charge des malades franciliens porteurs d'une pathologie infectieuse chronique. La Maison du Chemin Vert accueillera en particulier des patients de tout le territoire francilien au-delà de Paris. Pour ce faire, l'association fera une large information de son action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'intégralité des dépenses sont éligibles.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 100 000,00	68,75%
Honoraires, mobilier, études préalables	500 000,00	31,25%
Total	1 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DASES	400 000,00	25,00%
Subvention Région	400 000,00	25,00%
Mutuelle du groupe RATP	400 000,00	25,00%
Fonds privés	400 000,00	25,00%
Total	1 600 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	200 000,00 €
2019	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	40 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	20 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	20 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015107

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET DE RÉHABILITATION D'UN HÔTEL EN CHU INTERGÉNÉRATIONNEL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	7 071 540,00 €	5,66 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESIDENCES SOCIALES DE FRANCE
Adresse administrative : IMMEUBLE PARYSEINE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Philippe BUR, Chef de projet

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances et annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 49528609800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : projet de réhabilitation d'un hôtel en CHU intergénérationnel

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Résidences sociales de France (RSF), filiale du groupe Immobilière 3F, gère en France 18000 places d'hébergement dans 190 résidences. RSF est en charge de la conduite des travaux de cette opération.

Par ailleurs, l'Aide d'Urgence du Val-de-Marne (AUVM) s'implique et participe fortement depuis une

quinzaine d'années à des missions telles que :
- la résorption de l'habitat insalubre
- l'alternative à l'hébergement en hôtel
- la protection de l'enfance.

Suite à un diagnostic partagé entre l'AUVM et le SIAO 94, il a été démontré que d'une part il existe des besoins d'hébergement pour des hommes à partir de 45-50 ans, affectés par des maladies chroniques telles que des pathologies cardiaques, respiratoires, du diabète, et que d'autre part des besoins existent également pour des jeunes, peu qualifiés et peu dotés de ressources sociales et administratives.

Il s'agit donc d'oeuvrer par l'hébergement à l'insertion sociale et professionnelle d'hommes en difficulté.

Description :
Ce projet consiste à réhabiliter un ancien hôtel pour permettre la réalisation d'un centre d'hébergement d'urgence pour deux générations, des hommes dits seniors, et d'hommes jeunes sans hébergement, afin qu'ils travaillent en binôme pour la réussite de leur insertion sociale. De ce fait, le projet peut être qualifié d'innovant socialement.
C'est l'AUVM qui assurera la gestion du site.

Dans cet ancien hôtel dédié aux pilotes d'Air France, il s'agira de trasnformer 72 chambres en 61 logements (50 studio et 11 T2) et les travaux seront les suivants :
- Amélioration de l'enveloppe du bâtiment avec mise en place d'ITE en toiture terrasse et remplacement des garde corps
- Réorganisation des espaces extérieurs et des locaux communs
- Réorganisation des chambres afin d'obtenir 11 T2
- Remise aux normes de l'électricité
- Réfection de l'ensemble des salles de bains.
- Intégration de kitchenettes dans les logements

Intérêt régional :
Participation à l'hébergement des franciliens en grande difficulté.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Seniors et hommes jeunes en grande précarité.

Détail du calcul de la subvention :
L'intégralité des dépenses sont éligibles.

Localisation géographique :
- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charge foncière	5 023 126,00	71,03%
Travaux	1 658 029,00	23,45%
Honoraires	390 385,00	5,52%
Total	7 071 540,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PLAI	3 750 584,00	53,04%
PLAI foncier	1 957 110,00	27,68%
Région	400 000,00	5,66%
Etat	610 000,00	8,63%
Fonds propres	353 846,00	5,00%
Total	7 071 540,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2021	400 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	3 144 916,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	1 005 090,00 €
2014	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	780 000,00 €
2014	Logement social pour personnes sans abri	375 000,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 752 000,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	565 442,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	448 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	660 000,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	450 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 977 143,00 €
2015	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	100 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	383 595,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 096 349,00 €

2017	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	165 600,00 €
2017	Aide en faveur du logement étudiant	25 000,00 €
	Montant total	8 938 179,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015108

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'ÉPICERIE SOLIDAIRE DE MONTREUIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	68 500,00 €	50,00 %	34 250,00 €
	Montant Total de la subvention		34 250,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : 34 BOULEVARD SEBASTOPOL
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre COPPEY, Président

Date de publication au JO : 29 juillet 1967

N° SIRET : 77568497000541

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : renforcer l'épicerie solidaire de Montreuil

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ouverte au public depuis octobre 2013, l'épicerie de Montreuil propose des produits alimentaires et de première nécessité à des personnes fragilisées ou en situation de précarité, sur des périodes allant de 6 à 9 mois, contre une participation financière (fixée à 10% pour les produits de la Banque Alimentaire et à 25% pour les produits collectés auprès des enseignes).

Le projet consiste à viabiliser le modèle économique de l'épicerie en développant un volet restauration tout en luttant contre le gaspillage.

Description :
Ce projet propose un modèle socialement innovant à la croisée de l'environnement, du social et de l'économie. Outre l'aide alimentaire, le projet encourage la mixité sociale, sensibilise à une consommation responsable et il vise aussi à développer un modèle économique qui assoit l'autofinancement via le développement et la pérennisation d'activités marchandes, telles que la restauration, la location de salles, l'accroissement du volet alimentation ou encore la vente de paniers bios issus du chantier d'insertion de l'association Les Jardins Bios de Sevran.

Au démarrage du projet, l'association avait choisi d'équiper l'épicerie d'une cuisine semi- professionnelle qui, au-delà des ateliers cuisine et d'une mise à disposition ponctuelle, permettrait à moyen terme de développer une activité autour de la restauration.
L'activité a pris de l'ampleur en 2016 et 2017 et il est envisagé aujourd'hui d'expérimenter un développement de l'activité restauration en 2017 sur la base des éléments suivants :
- Passage de la production de repas à 5 jours/ semaine
- Mobilisation d'un ETP en cuisine à avec l'objectif de pérenniser le poste en 2018
- Passage de 15 à 40 repas / jours
- Repas livrés à la demande
- Plats constitués à partir de la nourriture récupérée auprès des enseignes alimentaires, et non consommée par les bénéficiaires de l'épicerie, afin de lutter contre le gaspillage
- Activité traiteur ponctuelle auprès des associations, collectivités de la ville.

L'association a par ailleurs commencé à développer des passerelles avec d'autres dispositifs d'insertion AURORE centrés sur l'activité restauration.

Intérêt régional :
Participation à la prise en charge de l'aide alimentaire au bénéfice des familles franciliennes les plus défavorisées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'épicerie solidaire s'adresse aux familles montreuilloises en difficultés socio-professionnelles orientées pour une aide alimentaire ponctuelle, ainsi qu'aux allocataires du RSA issus de Seine-Saint-Denis, orientés vers un dispositif de remobilisation collective.

Détail du calcul de la subvention :
L'intégralité des dépenses sont éligibles.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat matériel et équipements de cuisine	12 500,00	18,25%
Travaux de réhabilitation	50 000,00	72,99%
Entretien du camion réfrigéré	6 000,00	8,76%
Total	68 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	34 250,00	50,00%
Fondations (ec)	34 250,00	50,00%
Total	68 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	34 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	30 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	677 722,00 €
2014	Logement social pour personnes sans abri	135 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	7 600,00 €
2014	Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	17 500,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	15 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	844 211,00 €
2015	Campagne d'informatisation	13 958,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	20 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	204 851,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	33 587,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	933 981,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	650 706,60 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	225 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	842 494,00 €
	Montant total	4 549 610,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015125

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INVESTIR POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS D'ACCUEIL ET DÉVELOPPER DES ACTIVITÉS INNOVANTES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	18 700,00 €	50,00 %	9 350,00 €
	Montant Total de la subvention		9 350,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOL EN SI SOLIDARITE ENFANTS SIDA
Adresse administrative : 24 RUE DU LIEUTENANT LEBRUN
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE-SOPHIE RIMAUD, Présidente

Date de publication au JO : 14 novembre 1990

N° SIRET : 38383402500124

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : d'investir pour améliorer les conditions d'accueil et développer des activités innovantes

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Solensi offre une crèche halte-garderie aux enfants des familles atteintes par une maladie infectieuse chronique telle que le sida ou les hépatites.
Ici, le projet consiste à améliorer les conditions d'accueil, à faire perdurer des activités telles que les ateliers de techniques de recherche d'emploi et la distribution de la banque alimentaire, ainsi qu'à proposer de nouvelles actions et équipements aux bénéficiaires de Sol en si.

Description :

Le projet consiste à acquérir le matériel permettant de renouveler les équipements vétustes existants, et de créer ainsi une cuisine (armoires positives et négatives), d'améliorer la buanderie (installation de machines à linge), d'acquérir des ordinateurs pour l'atelier Recherche d'emploi, et de faire réparer l'ascenseur.
La baisse de la consommation énergétique du fait du renouvellement du matériel et la possibilité de proposer de nouvelles activités au public accueilli caractérisent l'innovation sociale du projet.

Intérêt régional :
Participation à la prise en charge des familles franciliennes atteintes d'une maladie infectieuse chronique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Familles franciliennes atteintes d'une maladie infectieuse chronique.

Détail du calcul de la subvention :
L'intégralité des dépenses sont éligibles.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat matériel	18 700,00	100,00%
Total	18 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	9 350,00	50,00%
Fonds propres	6 350,00	33,96%
Dons	3 000,00	16,04%
Total	18 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 350,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	4 320,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	6 885,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	34 205,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015492

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VÉHICULE FRIGORIFIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	45 000,00 €	50,00 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES RESTAURANTS DU COEUR
Adresse administrative : 1 AV GEORGES CLEMENCEAU
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Claude PILLON, Président

Date de publication au JO : 25 juillet 1998

N° SIRET : 42004126100033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet a pour objectif d'offrir un plus grand choix aux bénéficiaires de l'aide alimentaire, de réduire les coût par de la substitution et de lutter contre le gaspillage alimentaire.

Description :
Les restos de Villepinte effectuent la ramasse aujourd'hui dans un supermarché de Villepinte en utilisant de petites glacières.
Or la loi impose aux distributeurs (surface de plus de 400 m2) de donner aux associations leurs invendus à condition que celles-ci utilisent un véhicule frigorifique.

L'innovation sociale du projet est caractérisée par la lutte contre le gaspillage alimentaire que permettent la ramasse et le réemploi des invendus.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un camion frigorifique	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	22 500,00	50,00%
Subvention ADEME (attribuée)	13 500,00	30,00%
Fonds propres	9 000,00	20,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	21 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	40 000,00 €

2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 502,01 €
	Montant total	121 502,01 €

ANNEXE 3 - FICHE PROJET UDAF 92

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011226

Commission permanente du 20 septembre 2017 CP2017-372

Objet : ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES PARENTS ET RÉSEAUX D'ENTRAIDE ENTRE FAMILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	64 070,00 €	7,80 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UDAF UNION DEPART ASS FAMILIALES 92
Adresse administrative : 10 BIS AVENUE DU GENERAL LECLERC
92210 SAINT-CLOUD
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Francois GREGOIRE, Président

Date de publication au JO : 23 janvier 1973

N° SIRET : 78544348200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : actions d'accompagnement des parents et réseaux d'entraide entre familles

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action coïncidant avec la rentrée scolaire.

Objectifs :
- Soutien aux fonctions parentales
- Aider et soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants en les sensibilisant au soutien à la parentalité, en les mettant en relation entre eux, en valorisant et en renforçant leurs compétences éducatives.

Description :

Le réseau des parents a été lancé en 2016 dans la commune d'Asnières-sur-Seine. Plusieurs villes ayant eu vent de l'action souhaitent faire appel au réseau des parents pour organiser le projet sur leur territoire.
Le projet consiste donc à développer ce réseau d'entraide, en créant des groupes d'échanges, des conférences et des ateliers de formation.
Un blog pour parents a été créé pour prolonger ces échanges.

Intérêt régional :
Soutien régional aux actions de partentalité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Action destinée à tous parents d'Asnières, de la Garenne-Colombes, ou des communes environnantes rencontrant des questionnements sur la fonction parentale.
Au moins 200 personnes devraient être concernées par le projet.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclus de la base subventionnables les dotations aux amortissements ainsi que les emplois des contributions volontaires en nature, portant cette base à 64 070€.

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-SEINE
- LA GARENNE-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 000,00	2,83%
Services extérieurs	622,00	0,88%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	54 843,00	77,71%
Impôts et taxes liés au projet	415,00	0,59%
Frais de personnel	6 190,00	8,77%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 000,00	1,42%
Emplois des contributions volontaires en nature	5 500,00	7,79%
Total	70 570,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers	2 070,00	2,93%
Subvention Etat	6 000,00	8,50%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	7,09%
CAF (en attente)	22 000,00	31,17%
Association UDAF 92 (attribuée)	30 000,00	42,51%
Contributions volontaires en nature	5 500,00	7,79%
Total	70 570,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-514

DU 22 NOVEMBRE 2017

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : - DÉVELOPPEMENT D'UNE SOLUTION INFORMATIQUE DE GESTION ET SUIVI DES ORGANISMES DE FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE - COMPLÉMENT À LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2017 - INVESTISSEMENT DANS LES ÉCOLES ET INSTITUTS DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU Le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU Le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 72-14 du 21 novembre 2014 relative au dispositif-cadre pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social, et à l'équipement des centres de formation paramédicale et maïeutique ;

VU La délibération n° CR 73-14 du 21 novembre 2014 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 15 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain », et à la mise en place du service public régional de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 15-567 du 8 octobre 2015 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU La délibération n° CP 2017-233 du 5 juillet 2017 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU le rapport n°CP 2017-514 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Développement d'une solution informatique de gestion et suivi des organismes de formation sanitaire et social

Affecte une autorisation de programme de **45 000 €** sur le chapitre 901 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « Formations sanitaires », action 11300104 « Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2017, pour l'attribution d'un marché pour le développement d'une solution informatique de gestion et suivi des organismes de formation sanitaire et social.

Article 2 : Financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social

Décide d'attribuer une dotation complémentaire en faveur de l'association INITIATIVES, au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations du secteur social pour l'année 2017 conformément au montant précisé en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **37 000 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « formations sociales », action 11300202 « fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant conforme à l'avenant présenté en annexe 3 à la délibération n° CP 15-567 du 8 octobre 2015, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 3 : Investissement dans les écoles et instituts de formation en travail social

Décide de participer au titre du dispositif « investissement et équipement des établissements dispensant des formations initiales dans le secteur social » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant total maximum prévisionnel de 183 502 € au titre du budget 2017.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 72-14 en date du 21 novembre 2014, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **183 502 €** disponible sur le chapitre 901 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « Formations sociales », action 11300204 « Investissement dans les écoles et instituts de formation sociale » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Dérogation à l'article 17 du Règlement budgétaire et financier

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

N° de dossier IRIS	***Bénéficiaire***	***Date prévisionnelle de démarrage du projet***
17014574	EFPP	21/08/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe à la délibération n°1.doc

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-514	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113002 - Formations sociales**
Action	**11300202 - Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale**

Dispositif : N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés

Dossier	17000297 - INITIATIVES		
Bénéficiaire	R16619 - INITIATIVES		
Localisation	BOURG-LA-REINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	37 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		171 013,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	37 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113002 - 11300202	37 000,00 €

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113002 - Formations sociales**
Action	**11300204 - Investissement dans les écoles et instituts de formation sociale**

Dispositif : N° 00000845 - Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social

Dossier	17014574 - relocalisation EFPP				
Bénéficiaire	R29360 - AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	183 502,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
327 683,00 €	TTC		56 %	183 502,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000845 - Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	183 502,00 €

Total sur l'imputation 901 - 13 - 113002 - 11300204	183 502,00 €

Annexe à la délibération n°2.doc

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014574

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RELOCALISATION EFPP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	327 683,00 €	56,00 %	183 502,00 €
	Montant Total de la subvention		183 502,00 €

Imputation budgétaire : 901-13-20422-113002-1800
11300204- Investissement dans les écoles et instituts de formation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE
Adresse administrative : 22 RUE CASSETTE 75006 PARIS 06
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bruno GAURIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78428082800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social
Rapport Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Objet du projet : Subvention d'investissement pour les travaux liés à la relocalisation de l'EFPP dans le 15ème arrondissement de Paris.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence : les études préalables de faisabilité ont dû être lancées afin de pouvoir déposer un dossier de demande d'habilitation ERP 4 dans des délais permettant d'assurer l'ouverture du centre de formation dans les nouveaux locaux à la rentrée 2018.

Objectifs :
Depuis 60 ans, l'Institut Catholique de Paris (ICP) mettait à disposition de l'EFPP un immeuble dans le 6ème arrondissement de Paris. Mais dans le cadre de la rénovation globale du Campus, l'ICP a renoncé au projet de relocalisation de l'EFPP au sein du Campus et a demandé au centre de formation de quitter

les locaux.
L'EFPP est alors mise dans une situation d'urgence par la décision du propriétaire de ses locaux et dans l'obligation de trouver une nouvelle localisation à l'été 2018.
L'EFPP a trouvé de nouveaux locaux situés 22-24 rue Louis Armand dans le 15ème arrondissement de Paris. Des travaux d'aménagement sont nécessaires de manière à répondre aux normes ERP 4 et permettre une activité de formation.

Description :
Afin de répondre aux normes ERP 4 et d'adapter les locaux à une activité de formation, les travaux suivants doivent être réalisés : démolition, électricité, plomberie, reprise CVC, menuiserie, cloisonnement.
Les honoraires d'architectes, d'un bureau d'étude sécurité incendie et d'un bureau de contrôle accessibilité handicap s'ajoutent aux travaux.

Moyens mis en œuvre :
Dans le cadre de ce projet de relocalisation, l'EFPP s'est fait accompagner par un cabinet et va mobiliser des provisions.

Public(s) cible(s) :
Educateurs jeunes enfants et éducateurs spécialisés.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération est estimé à 443 115 €
Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 de la convention d'objectifs et de moyens est de 385 510 €
Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2015) est de 85%
L'assiette éligible = 385 510 € x 85% = 327 683 €
Calcul de la subvention régionale : le taux d'intervention régionale est ramené à 56% en raison des provisions déjà constituées sur la subvention de fonctionnement :
327 683 € x 56 % = 183 502 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement des nouveaux locaux du 15ème arrondissement	443 115,00	100,00%
Total	443 115,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	183 502,00	41,41%
Fonds propres	259 613,00	58,59%
Total	443 115,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	183 502,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	1 879 000,00 €
2014	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	11 141,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	1 906 078,00 €
2015	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	6 654,69 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	1 906 080,00 €
2016	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	10 952,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	1 815 955,00 €
	Montant total	7 535 860,69 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-562

DU 22 NOVEMBRE 2017

BILAN DE L'ACTION RÉGIONALE AU PROFIT DES FONDS DE COMPENSATION DU HANDICAP DES MDPH D'ÎLE DE FRANCE - AFFECTATION DU SOLDE ET ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'ACTION RÉGIONALE DANS LE DOMAINE DU HANDICAP (SIXIÈME AFFECTATION POUR 2017)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L114-1 et suivants;
VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 relative à la participation régionale aux fonds départementaux de compensation du handicap ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité et modifier par la CP 2017-191 du 17 mai 2017
VU la délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 portant approbation de la convention-type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la sante;
VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-562 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif en faveur de l'Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

Décide de participer, au titre du dispositif «La politique sociale régionale», au financement des **5** projets listés ci-dessous et conformément au calcul joint en annexe 1, par l'attribution d'une

subvention d'un montant maximum prévisionnel de **346 681 €.**

MDPH de Seine et Marne	36 092 €
MDPH de l'Essonne	145 478 €
MDPH des Hauts-de-Seine	105 762 €
MDPH du Val de Marne	5 058 €
MDPH du Val d'Oise	54 291 €

Décide de participer, au titre du dispositif «La politique sociale régionale», au financement du projet du COS de Rosny-sous-Bois détaillé en annexe 3 par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **10 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et du n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **356 681 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», Action 14200403 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Article 2 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et établissements pour adultes – Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif «La politique sociale régionale», au financement du projet de la Fondation franco-britannique de Sillery détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **7 731 €.**

Subordonne le versement de cette subvention en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et du n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

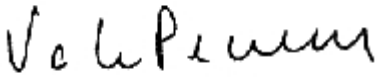
Affecte une autorisation de programme de **7 731 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 02 « Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Article 3 :

Décide la création d'un partenariat entre le Conseil Consultatif du Handicap (CCH) de la Région Ile-de-France et le CCH de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuve l'entente, jointe en annexe 5, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Montants dotation MDPH 2017 AU 31 aout.doc

Montants dotation MDPH 2017 AU 31 août 2017

departements	75	77	78	91	92	93	94	95	Total
Montants total 2017	415 701 €	263 544 €	286 376 €	253 378 €	297 139 €	374 061 €	291 757 €	218 043 €	2 399 999 €
Montants 60 % MDPH 2017	249 422 €	158 126 €	171 825 €	152 027 €	178 284 €	224 436 €	175 054 €	130 826 €	1 440 000 €
Reste 2016	51 912 €	- €	10 714 €	2 159 €	29 575 €	135 932 €	39 471 €	28 120 €	297 883 €
Javier 2017	30 040 €	99 803 €	21 289 €	31 385 €	46 208 €	- €	12 939 €	10 247 €	251 911 €
févr.-17	7 312 €	71 496 €	12 314 €	47 017 €	36 654 €		22 182 €	11 904 €	208 879 €
mars-17	18 783 €		14 126 €	46 467 €	33 857 €		12 615 €	14 082 €	139 930 €
avr.-17	45 558 €		11 051 €	45 891 €	36 653 €		14 118 €	26 681 €	179 952 €
mai-17			21 542 €	40 373 €	23 824 €		16 868 €	- €	102 607 €
juin-17			28 122 €	40 086 €	10 080 €		16 110 €	12 653 €	107 051 €
juil.-17	11 698 €				25 553 €		26 149 €	34 767 €	98 167 €
août-17		22 919 €	28 414 €	44 127 €	41 642 €	62 918 €	19 660 €	46 663 €	266 343 €
									- €
Total consommé	165 303 €	194 218 €	147 572 €	297 505 €	284 046 €	198 850 €	180 112 €	185 117 €	1 652 723 €
reste par rapport à la dotation de 60 %	84 119 €	- 36 092 €	24 253 €	- 145 478 €	- 105 762 €	25 586 €	- 5 058 €	- 54 291 €	- 212 723 €
taux de consommation des 60 %	*66,27%*	*122,82%*	85,89%	*195,69%*	*159,32%*	88,60%	102,89%	141,50%	114,77%
taux de consommation par rapport au total prévu	*39,76%*	*73,69%*	*51,53%*	*117,42%*	*95,59%*	*53,16%*	*61,73%*	*84,90%*	*68,86%*

Etat Récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-562	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200402 - Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000706 - Etablissements et services d'aide par le travail

Dossier	17015134 - Acquisition d'un véhicule de service à carburation propre pour l'ESAT « les ateliers du Perreux » de 52 places, situé au 7 bis, rue Marie, au Perreux sur Marne (94).			
Bénéficiaire	R31016 - FFBS FONDATION FRANCO-BRITANNIQUE DE SILLERY			
Localisation	LE PERREUX-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 731,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 462,76 €	TTC	50 %	7 731,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000706 - Etablissements et services d'aide par le travail	7 731,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200402	7 731,00 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200403 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000698 - Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap

Dossier	17014806 - Acquisition d'un véhicule adapté pour le SAMSAH Férry situé au 12-14, rue Jules-Ferry à Rosny-sous-Bois (93).			
Bénéficiaire	P0028687 - COS			
Localisation	ROSNY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 654,00 €	TTC	34,9 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000698 - Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap	10 000,00 €

Dispositif : N° 00000870 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-562	Budget	2017

Dossier	17003377 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH du Val-d'Oise en 2017		
Bénéficiaire	R39196 - MDPH 95 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-D'OISE		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	54 291,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		218 043,00 €	

Dossier	17003380 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la mdph de Seine-Marme en 2017		
Bénéficiaire	P0000356 - MDPH 77 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-ET-MARNE		
Localisation	SEINE ET MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 092,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		263 544,00 €	

Dossier	17003382 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH des Hauts-de-Seine en 2017		
Bénéficiaire	R39195 - MDPH GIP DEP PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	HAUTS DE SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	105 762,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		297 139,00 €	

Dossier	17003383 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH du Val- de-Marne en 2017		
Bénéficiaire	R39198 - MDPH 94 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 058,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		291 757,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-562	Budget	2017

Dossier	17003384 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH de l'Essonne en 2017		
Bénéficiaire	P0024179 - MDPH 91 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	ESSONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	145 478,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		253 378,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000870 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap	346 681,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200403	356 681,00 €

fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014806

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VÉHICULE ADAPTÉ POUR LE SAMSAH FÉRRY SITUÉ AU 12-14, RUE JULES-FERRY À ROSNY-SOUS-BOIS (93).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépenses Etudes, travaux, honoraires et équipement	28 654,00 €	34,90 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142004-300
14200403- Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COS
Adresse administrative : 88 BOULEVARD DE SEBASTOPOL
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean ARIBAUD, Président

Date de publication au JO : 22 décembre 1944

N° SIRET : 77565757000377

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule adapté pour le SAMSAH Férry situé au 12-14, rue Jules-Ferry à Rosny-sous-Bois (93).

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le COS (anciennement Centre d'Orientation Sociale) gère, sur toute la France, des établissements et services sanitaires et médicaux-sociaux en direction de trois publics. Ainsi l'association dispose de 1.792 places et lits en direction des personnes âgées, de 1.397 places en direction des personnes en situation de précarité et enfin, de 1.102 lits et places en direction des personnes en situation de handicap. Ainsi le COS gère le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés FERRY (SAMSAH) de Rosny-sous-Bois en Seine-Saint-Denis.

Description :
Le SAMSAH FERRY, de 52 places, reçoit des personnes handicapées âgées de 20 à 60 ans orientées par la Commission des Droits de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) et demeurant à Rosny-Sous-Bois ou dans les communes limitrophes. Près de 37 % des personnes accompagnées par l'équipe du SAMSAH vivent seules à domicile.
Ce facteur peut favoriser leur isolement au quotidien. C'est pourquoi le SAMSAH souhaite mettre l'accent sur le développement d'activités de vie sociale sur site, mais aussi et surtout au domicile et à l'extérieur.
Aussi, le service souhaite poursuivre son action à la fois au sein de l'établissement mais aussi à l'extérieur.
Pour mener à bien ce projet, le service bien qu'il ait bénéficié en juillet 2015 d'une subvention pour le même type d'acquisition, sollicite la Région pour un nouveau véhicule adapté au transport d'un fauteuil roulant. Son choix s'est porté sur un véhicule de quatre places pouvant accueillir une personne en fauteuil roulant.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
52 personnes en situation de handicap moteur avec ou sans troubles associés.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule	16 875,00	58,89%
Aménagement du véhicule au handicap	11 779,00	41,11%
Total	28 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	34,90%
Fonds Propres	18 654,00	65,10%
Total	28 654,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	720 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	526 304,00 €
2015	Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2016	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	20 000,00 €
	Montant total	1 276 304,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015134

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VÉHICULE DE SERVICE À CARBURATION PROPRE POUR L'ESAT « LES ATELIERS DU PERREUX » DE 52 PLACES, SITUÉ AU 7 BIS, RUE MARIE, AU PERREUX SUR MARNE (94).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'aide par le travail	15 462,76 €	50,00 %	7 731,00 €
		Montant Total de la subvention	7 731,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFBS FONDATION FRANCO-BRITANNIQUE DE SILLERY
Adresse administrative : CHATEAU DE SILLERY 91360 EPINAY S/ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur John RICKETT, Président

Date de publication au JO : 12 juillet 1995

N° SIRET : 77811508900055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'aide par le travail
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule de service à carburation propre pour l'ESAT « les ateliers du Perreux » de 52 places, situé au 7 bis, rue Marie, au Perreux sur Marne (94).

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Fondation Franco-Britannique de Sillery gère 10 établissements et services principalement sur l'Ile-de-France Ainsi sa capacité d'accueil au 31 aout 2017 s'élève à 676 usagers et 275 salariés. L'agence

régionale de santé des deux France lui a confié par un arrêté du 13 mars 2017 la gestion et l'extension d'un établissement et service d'aide par le travail (ESAT).

Description :
L'ESAT « les ateliers du Perreux » étaient jusqu'à présent géré par une autre association. De plus, sa capacité va être augmentée de cinq places. Pour son bon fonctionnement établissement souhaite acquérir un véhicule de service à carburation propre, c'est ce qui motive la présente demande.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
52 personnes présentant un handicap mental ou psychique.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000€ par véhicule.

Localisation géographique :
- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
véhicule de service à carburation propre	15 462,76	100,00%
Total	15 462,76	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 731,00	50,00%
Dotation ARS	7 731,76	50,00%
Total	15 462,76	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 731,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	7 128,00 €
2015	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	7 128,00 €
2016	Etablissements et services d'aide par le travail	195 562,36 €
	Montant total	209 818,36 €

Entente entre la Région Ile-de-France et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

Entente entre la Région Ile-de-France, d'une part, et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, d'autre part, signée à Paris, le .....

La Région Ile-de-France,

d'une part,

Et

La Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

d'autre part,

Ci-après dénommées les Parties ;

Considérant que la Convention des Nations-Unies relative aux droits des personnes handicapées a pour objectif de promouvoir, protéger et assurer la pleine jouissance des droits humains fondamentaux aux personnes en situation de handicap de tous genres;

Soucieuses de respecter les principes énoncés dans cette convention internationale ;

Résolues à contribuer au renforcement des liens entre la région d'Ile-de-France et la région de Bruxelles-Capitale et, plus particulièrement, entre le Conseil consultatif du Handicap de l'Ile-de-France, d'une part et le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé (Section : Personnes handicapées), d'autre part;

Convaincues que la participation des personnes en situation de handicap à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques les concernant est essentielle pour adapter les dispositifs existants à leurs besoins et prendre en compte leurs points de vue dans l'ensemble des décisions et choix publics ;

Animées par le désir de contribuer à la création d'une société inclusive, accessible pour tous et par tous ;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1er

Les Parties s'efforceront de favoriser et de développer les liens entre le Conseil consultatif du Handicap de l'Ile-de-France, d'une part et le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé (Section : Personnes handicapées), d'autre part.

Article 2

A cet effet, les Parties encourageront et faciliteront :

- l'échange d'informations, d'expériences, de connaissances et de bonnes pratiques entre les institutions citées à l'article 1er
- l'échange et la formation d'opérateurs de terrain
- la coopération bilatérale entre structures associatives ou réseaux associatifs

ainsi que toute action jugée utile par les Parties.

Article 3

Les Parties contribueront à la création des conditions favorables aux activités des associations et des experts qui agissent dans l'esprit de cette entente.

Article 4

Les Parties s'efforceront de créer des synergies entre les projets à initier dans le cadre de la présente entente et les programmes multilatéraux des organisations internationales.

Article 5

Les Parties fournissent les moyens financiers nécessaires à la réalisation des programmes, conformément à leurs procédures et possibilités en vigueur en la matière.

En ce qui concerne le financement des échanges et de la coopération, la Partie qui envoie supportera les frais de déplacement de ses représentants alors que la Partie qui les accueille prendra en charge les frais locaux liés à l'accueil.

Article 6

Chaque Partie désigne un coordinateur.

Pour la Région Ile-de-France, le coordinateur est ..... ;

Pour la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, le coordinateur est le Service Public Francophone Bruxellois.

Article 7

La Région Ile-de-France et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale détermineront conjointement des programmes d'actions communs.

Article 8

La présente entente entre en vigueur le jour de sa signature pour une période de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction.

Chacune des Parties pourra y mettre fin moyennant un préavis de trois mois.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent texte en deux exemplaires originaux, en langue française. Les deux textes font également foi.

Fait à Paris, le .....

Pour la Région Ile-de-France,

Madame Valérie PECRESSE,
Présidente

Pour le Gouvernement de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

Madame Céline FREMAULT, Ministre chargée des Relations internationales

Pour le Conseil Consultatif du Handicap,

Monsieur Pierre DENIZIOT,

Président

Pour le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé (Section « Personnes handicapées),

Madame Thérèse KEMPENEERS-FOULON, Présidente

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-479

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'ACTION RÉGIONALE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ QUATRIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;
VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifié par la délibération n° CR 2017-162 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n°CR 03-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé ;
VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n°CR 97-16 du 17 juin 2016 relative à l'orientation pour une politique régionale de prévention santé en faveur des jeunes ;
VU La délibération n°CR 2017-81 du 6 juillet 2017 relative à l'agenda pour une Ile-de-France sans sida ;
VU la délibération n°CR 17-124 du 6 juillet 2017 relative à l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé pour les étudiants boursiers ;
VU la délibération n°CR 2017-126 du 21 septembre 2017 relative à la lutte contre les déserts médicaux ;
VU les délibérations n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 relatives à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité ;
VU la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 relative à l'adoption des conventions-type relatives aux participations régionales aux opérations, projets et programmes triennaux ;
VU la délibération n°CP 13-830 du 20 novembre 2013 relative à l'approbation de la convention type relative au contrat régional d'exercice sanitaire – Appui aux étudiants ;
VU la délibération n°CP 14-275 du 10 avril 2014 relative à l'approbation de la convention type relative au contrat régional d'exercice sanitaire – Appui aux praticiens ;
VU la délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 portant approbation de la convention type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé ;
VU la délibération n°CP 2017-038 du 27 janvier 2017 en faveur des organismes associés à l'action régionale dans le domaine des solidarités ;
VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-479 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux»

Décide de participer au titre du programme « *Renforcement de l'offre de soins* » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1.191.826 €**.

Subordonne le versement des subventions relatives aux structures d'exercice collectif à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et le cas échéant par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions relatives aux bourses d'installation à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP 14-275 du 10 avril 2014 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1.191.826 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* » - Action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Projets de prévention et dépistage VIH/Sida

Décide de participer au titre du programme « *Renforcement de l'offre de soins* » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **50.000 €**.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et le cas échéant par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **50.000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « *Accès aux soins des publics spécifiques* » - Action 141 001 01 « Accès aux soins des publics spécifiques» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dispositif « Projets et programmes de prévention et d'éducation à la santé »

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **559.330 €**.

Subordonne le versement de ces subventions au respect, par les bénéficiaires, de l'annexe financière adoptée par la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 et le cas échéant par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **559.330 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 001 03 « Fonds de prévention santé jeunes » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Dispositif « Soutien aux structures de prévention»

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **80.000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, et le cas échéant par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **80.000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé» - Action 141 001 12 « Campagne prévention – Contraception – Grossesse précoces - IVG » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 : Dispositif « Bourse régionale d'aide à l'installation médicale »

Décide de participer au titre du programme «*Prévention et éducation à la santé»,* au financement de bourses régionale d'aide à l'installation médicale par l'attribution d'allocations de fin d'études d'un montant maximum prévisionnel de **700 €** par mois et par bénéficiaire, pour une durée maximale de 24 mois.

Subordonne le versement de ces allocations à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°13-830 de la Commission permanente du 20 novembre 2013 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **42.000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « *Prévention et*

éducation à la santé » - Action 141 001 07 «Bourse régionale d'aide à l'installation médicale » du budget 2017.

Article 6 : Tableau des dérogations pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, aux articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogé par délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17013820	Délocalisation du centre de sante «Le 190»	AIDES	18/10/2017
17003583	Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle dans la commune de Saint-Maur-des-Fossés (94)	OPH DE SAINT MAUR DES FOSSES	01/06/2017
17014519	Travaux aménagement et équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Garges-lès-Gonesse (95)	AHMADI SADAF	15/08/2017
17014446	Je / Collectif : prévention et sensibilisation aux risques liés aux produits psycho-actifs, accompagnement et maintien des jeunes dans un parcours de soins	ACERMA ASS POUR LA COMMUNICATION - L'ESPACE ET LA REINSERTION DES MALADES ADDICTIFS	01/09/2017
17011962	Sensibilisation à la diffusion d'outils visant l'amélioration de l'observance thérapeutique à destination des publics ciblés	ACTIONS TRAITEMENTS	01/01/2017
17011388	Ouverture d'un établissement secondaire de l'association ENDAT à l'hôpital Forcilles	ASSOCIATION ENDAT	01/09/2017
17014139	Accompagnement vers un parcours de soins coordonné et pérenne des personnes en grande précarité et vulnérabilité atteintes du VIH et d'autres pathologies lourdes.	BASILIADE	01/01/2017
17002333	Interventions de clowns à l'hopital en faveur d'enfants hospitalisés au centre hospitalier d'Orsay (91) et à la fondation Paul Parquet de Neuilly-sur-Seine (92).	CLOWNS Z'HOPITAUX	01/01/2017
17014544	Santé des jeunes – problèmes de santé des jeunes : information repérage et orientation des jeunes à risque de vulnérabilité	CRETEIL SOLIDARITE	01/10/2017
17011888	Projet de soutien psychologique auprès de jeunes de 16 à 26 ans en souffrance psychique, en situation de rupture, descolarisés ou en voie de l'être.	CRF CROIX ROUGE FRANCAISE UNITE AIDE AUX JEUNES DE LA GARENNE	01/01/2017
17011687	Projet de soutien psychologique auprès de jeunes de 16 à 26 ans en souffrance psychique, en situation de rupture, descolarisés ou en voie de l'être.	CRF UNITE AIDE AUX JEUNES LE PASSAGE	01/01/2017
17013862	Promouvoir la santé psychique et de prévenir les conduites à risques et addictives à l'adolescence et auprès de publics vulnérables.	CSAPA LA CORDE RAIDE UDSM	01/01/2017
17012200	Projet de soutien et d'accompagnement des jeunes de 14 à 25 ans touchés par une maladie chronique transmissible.	DESSINE-MOI UN MOUTON	01/01/2017
17013995	Sensibiliser les adolescents aux risques liés aux outils numériques	E ENFANCE	01/09/2017
17014496	Information et sensibilisation des Elus et des patients d'Ile-de-France sur le VIH/SIDA.	ELCS - ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA	01/10/2017
17011487	Projet : " Le suicide n'est pas une fatalité mais le prévenir est une nécessité " : prévention - postvention	ENTR'ACTES	01/06/2017
17014848	Développement d'une approche globale de prévention santé chez les jeunes issus des quartiers défavorisés dans le 19ème arrondissement de Paris	ESPACE 19	01/09/2017

17011684	Accompagner les jeunes en souffrance pour prévenir les troubles psychiques, les conduites à risques et le décrochage scolaire	ETAP ESPACE THERAPEUTIQUE D ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE	18/09/2017
17014555	Programme d'éducation thérapeutique « Bien vivre avec le VIH, les hépatites et pathologies associées »	LE COMITE DES FAMILLES	01/01/2017
17012307	Ateliers pour les jeunes en souffrance psychologique et sociale.	L'EPOC L'ESPACE PSYCHANALYTIQUE D'ORIENTATION ET DE CONSULTATIONS	01/01/2017
17014508	Staff de santé mentale "adolescents, jeunes adultes" pour Paris Nord Est.	MDA ROBER DEBRE MAISON DES ADOLESCENTS ROBERT DEBRE GCSMS	01/09/2017
17014500	Jeunes acteurs de leur santé - estime de soi	ODYSSEE ART	01/10/2017
17012652	Maintien de l'offre de consultations supplémentaires gratuites aux collégiens et mineurs vivant en foyers et consolidation de l'accueil téléphonique	PARADOXES	01/10/2017
17011688	Consultations psychologiques et soutien à la parentalité	PASSAGES ASSOCIATIFS	01/01/2017
17012484	Réalisation de 36 représentations de spectacles-débats sur les conduites à risque des jeunes.	PT PARALLEL THEATRE	01/10/2017
17014255	Sensibilisation des jeunes aux questions de prévention et de promotion de la santé en Seine-Saint-Denis	SOLIDARITE ENFANTS SIDA	01/01/2017
17010302	Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques 93 : animation de l'espace de prévention Tête à Tête	DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS	01/01/2017
17015899	Prévention du VIH en Ile-de-France - Etude ANRS "prévenir"	ASSOCIATION ROBERT DEBRE POUR LA RECHERCHE MEDICALE	01/05/2017

Article 7 : Lancement d'une étude portant sur l'impact de la pornographie sur la sexualité des jeunes et les relations filles-garçons

Affecte une autorisation d'engagement de **40.000 €** sur l'action 141 001 10 *«Développement régional de l'e-santé »* du programme HP 41-001 *« Prévention et éducation à la santé »* de la sous-fonction 41 « Santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2017.

Article 8 : Dispositif « Projets et programmes de prévention et d'éducation à la santé » - Subvention de fonctionnement au CRIPS

Affecte une autorisation d'engagement de **189.660 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé » - programme HP41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - action 141 001 02 « CRIPS » du budget 2017.

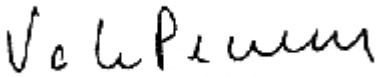
Article 9 : Correction d'erreur matérielle

Modifie le règlement d'intervention « Dispositif complémentaire santé des étudiants boursiers », adopté par la délibération n°CR 17-124 le 6 juillet 2017, en ajoutant « comprise entre les échelons 0 bis à 4 » à la suite de la mention « allocataires (…) d'une bourse régionale au titre des formations sanitaires et sociales», comme suit :

[…] au bénéfice des jeunes remplissant cumulativement les conditions suivantes :

- Etre âgés de 16 à 28 ans inclus,
- Etre inscrits en qualité d'étudiants dans un établissement d'enseignement supérieur francilien ;
- Etre inscrits dans un institut de formation sanitaire ou sociale francilien
- Etre allocataires soit :
    - d'une bourse sur critères sociaux de l'enseignement supérieur, **d'un échelon 0bis à 4** attribuée par l'un des CROUS franciliens ;
    - d'une bourse régionale au titre des formations sanitaires et sociales, délivrée par le conseil régional ;
    - d'une aide au titre du Fonds régional d'aide sociale ou du Fonds national d'aide d'urgence annuelle ;
- Etre non éligibles à l'ACS ou à la CMU-C ;
- Etre non couverts par ailleurs par une autre complémentaire santé, celle des parents par exemple (attestation sur l'honneur).

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Accès aux soins des publics spécifiques**
Action	**14100101 - Accès aux soins des publics spécifiques**

Dispositif : N° 00000796 - Aide aux établissements de prise en charge des malades du VIH-Sida

Dossier	17015499 - Acquisition d'une unité mobile de dépistage du VIH/sida par test rapide d'orientation et de diagnostic (TROD) au profit des populations clés franciliennes			
Bénéficiaire	R23898 - AIDES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 990,00 €	TTC	45,46 %	25 000,00 €	

Dossier	17015500 - Acquisition d'une unité mobile de dépistage du VIH/sida par test rapide d'orientation et de diagnostic (TROD) au profit des populations clés franciliennes			
Bénéficiaire	R40663 - HFP HF PREVENTION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 490,00 €	TTC	49,51 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000796 - Aide aux établissements de prise en charge des malades du VIH-Sida	50 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 41 - 141001 - 14100101	50 000,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100102 - CRIPS**

Dispositif : N° 00000152 - OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17000467 - subvention de fonctionnement 2017 Centre régional d'information et de prévention du Sida (CRIPS)			
Bénéficiaire	R15123 - CRIPS - CENTRE REGIONAL D'INFORMATION ET DE PREVENTION DU SIDA ET POUR LA SANTE DES JEUNES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	189 660,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 161 000,00 €	TTC	6 %	189 660,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000152 - OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)	189 660,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100102	189 660,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100103 - Fonds de prévention santé jeunes**

Dispositif : N° 00000782 - Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades

Dossier	17002333 - Interventions de clowns à l'hopital en faveur d'enfants hospitalisés au centre hospitalier d'Orsay (91) et à la fondation Paul Parquet de Neuilly-sur-Seine (92).			
Bénéficiaire	P0032546 - CLOWNS Z'HOPITAUX			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 780,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 400,00 €	TTC	45 %	3 780,00 €	

Dossier	17011388 - Ouverture d'un établissement secondaire de l'association ENDAT à l'hôpital Forcilles			
Bénéficiaire	P0035498 - ASSOCIATION ENDAT			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 200,00 €	TTC	44,92 %	23 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17011487 - Projet : " Le suicide n'est pas une fatalité mais le prévenir est une nécessité " : prévention - postvention			
Bénéficiaire	EX000997 - ENTR'ACTES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 600,00 €	TTC	30,24 %	15 000,00 €	

Dossier	17011684 - Accompagner les jeunes en souffrance pour prévenir les troubles psychiques, les conduites à risques et le décrochage scolaire			
Bénéficiaire	P0029026 - ETAP ESPACE THERAPEUTIQUE D ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 250,00 €	TTC	44,59 %	6 800,00 €	

Dossier	17011687 - Projet de soutien psychologique auprès de jeunes de 16 à 26 ans en souffrance psychique, en situation de rupture, descolarisés ou en voie de l'être.			
Bénéficiaire	P0029453 - CRF UNITE AIDE AUX JEUNES LE PASSAGE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
195 266,00 €	TTC	10,24 %	20 000,00 €	

Dossier	17011688 - Consultations psychologiques et soutien à la parentalité			
Bénéficiaire	P0029034 - PASSAGES ASSOCIATIFS			
Localisation	GENTILLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 500,00 €	TTC	29,41 %	12 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17011888 - Projet de soutien psychologique auprès de jeunes de 16 à 26 ans en souffrance psychique, en situation de rupture, descolarisés ou en voie de l'être.			
Bénéficiaire	P0035519 - CRF CROIX ROUGE FRANCAISE UNITE AIDE AUX JEUNES DE LA GARENNE			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
119 194,00 €	TTC	16,78 %	20 000,00 €	

Dossier	17011962 - Sensibilisation à la diffusion d'outils visant l'amélioration de l'observance thérapeutique à destination des publics ciblés			
Bénéficiaire	P0007839 - ACTIONS TRAITEMENTS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 307,00 €	TTC	14,66 %	15 000,00 €	

Dossier	17012200 - Projet de soutien et d'accompagnement des jeunes de 14 à 25 ans touchés par une maladie chronique transmissible.			
Bénéficiaire	EX001024 - DESSINE-MOI UN MOUTON			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
390 327,00 €	TTC	5,89 %	23 000,00 €	

Dossier	17012307 - Ateliers pour les jeunes en souffrance psychologique et sociale.			
Bénéficiaire	R32186 - L'EPOC L'ESPACE PSYCHANALYTIQUE D'ORIENTATION ET DE CONSULTATIONS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 455,00 €	TTC	44,59 %	6 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17012484 - Réalisation de 36 représentations de spectacles-débats sur les conduites à risque des jeunes.			
Bénéficiaire	P0021103 - PT PARALLEL THEATRE			
Localisation	PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 002,00 €	TTC	34,88 %	15 000,00 €	

Dossier	17012652 - Maintien de l'offre de consultations supplémentaires gratuites aux collégiens et mineurs vivant en foyers et consolidation de l'accueil téléphonique			
Bénéficiaire	P0015864 - PARADOXES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 250,00 €	TTC	44,71 %	9 500,00 €	

Dossier	17012671 - Santé mentale des jeunes : de nouveaux outils d'information			
Bénéficiaire	P0035551 - FONDATION PIERRE DENIKER			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	38,33 %	23 000,00 €	

Dossier	17013862 - Promouvoir la santé psychique et de prévenir les conduites à risques et addictives à l'adolescence et auprès de publics vulnérables.			
Bénéficiaire	P0029350 - CSAPA LA CORDE RAIDE UDSM			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
152 000,00 €	TTC	15,13 %	23 000,00 €	

Dossier	17013905 - Sensibiliser et informer sur la santé mentale.			
Bénéficiaire	EX005146 - FONDATION FALRET SOUS L'EGIDE DE LA FONDATION NOTRE DAME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
314 200,00 €	TTC	7,32 %	23 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17013995 - Sensibiliser les adolescents aux risques liés aux outils numériques			
Bénéficiaire	P0027295 - E ENFANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	45 %	22 500,00 €	

Dossier	17014139 - Accompagnement vers un parcours de soins coordonné et pérenne des personnes en grande précarité et vulnérabilité atteintes du VIH et d'autres pathologies lourdes.			
Bénéficiaire	R24286 - BASILIADE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 993,00 €	TTC	9,16 %	23 000,00 €	

Dossier	17014255 - Sensibilisation des jeunes aux questions de prévention et de promotion de la santé en Seine-Saint-Denis			
Bénéficiaire	R1875 - SOL EN SI SOLIDARITE ENFANTS SIDA			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 000,00 €	TTC	34,33 %	23 000,00 €	

Dossier	17014446 - Je / Collectif : prévention et sensibilisation aux risques liés aux produits psycho-actifs, accompagnement et maintien des jeunes dans un parcours de soins			
Bénéficiaire	R24807 - ACERMA ASS POUR LA COMMUNICATION - L'ESPACE ET LA REINSERTION DES MALADES ADDICTIFS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 073,00 €	TTC	21,77 %	17 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17014496 - Information et sensibilisation des Elus et des patients d'Ile-de-France sur le VIH/SIDA.			
Bénéficiaire	R9071 - ELCS - ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 000,00 €	TTC	37,1 %	23 000,00 €	

Dossier	17014500 - Jeunes acteurs de leur santé - estime de soi			
Bénéficiaire	R33053 - ODYSSEE ART			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 550,00 €	TTC	23,6 %	15 000,00 €	

Dossier	17014508 - Staff de santé mentale "adolescents, jeunes adultes" pour Paris Nord Est.			
Bénéficiaire	P0037741 - MDA ROBER DEBRE MAISON DES ADOLESCENTS ROBERT DEBRE GCSMS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 950,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 000,00 €	TTC	45 %	4 950,00 €	

Dossier	17014544 - Santé des jeunes – problèmes de santé des jeunes : information repérage et orientation des jeunes à risque de vulnérabilité			
Bénéficiaire	R35695 - CRETEIL SOLIDARITE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 082,00 €	TTC	40,45 %	15 000,00 €	

Dossier	17014555 - Programme d’éducation thérapeutique « Bien vivre avec le VIH, les hépatites et pathologies associées »			
Bénéficiaire	R35965 - LE COMITE DES FAMILLES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 258,00 €	TTC	31,74 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17014848 - Développement d'une approche globale de prévention santé chez les jeunes issus des quartiers défavorisés dans le 19ème arrondissement de Paris			
Bénéficiaire	R22268 - ESPACE 19			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 660,00 €	TTC	40,06 %	22 300,00 €	

Dossier	17015899 - Prévention du VIH en Ile-de-France - Etude ANRS "prévenir"			
Bénéficiaire	P0038133 - ASS ROBERT DEBRE RECHERCHE MEDICALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 000,00 €	TTC	44,44 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000782 - Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	459 330,00 €

Dispositif : N° 00000789 - Soutien aux structures de prévention

Dossier	17010302 - Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques 93 : animation de l'espace de prévention Tête à Tête			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
614 600,00 €	TTC	16,27 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000789 - Soutien aux structures de prévention	100 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100103	559 330,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100112 - Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG**

Dispositif : N° 00000789 - Soutien aux structures de prévention

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17012525 - Information - Prévention - Formation : sexualités, droits des femmes et sujets convergents			
Bénéficiaire	R25076 - FEDERATION REGIONALE DE LA REGION PARISIENNE DU MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
206 317,00 €	TTC	38,78 %	80 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000789 - Soutien aux structures de prévention	80 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100112	80 000,00 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141002 - Renforcement de l'offre de soins**
Action	**14100203 - Fonds régional de résorption des déserts médicaux**

Dispositif : N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif

Dossier	17003583 - Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle dans la commune de Saint-Maur-des-Fossés (94)			
Bénéficiaire	R19720 - OPH DE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
834 754,00 €	HT	23,96 %	200 000,00 €	

Dossier	17004681 - Création d'une maison de santé pluridisciplinaire dans la commune de Nandy (77)			
Bénéficiaire	R821 - COMMUNE DE NANDY			
Localisation	NANDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	HT	30 %	150 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17010290 - Création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Claye-Souilly (77)				
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT				
Localisation	CLAYE-SOUILLY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	250 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 363 000,00 €	HT	10,58 %		250 000,00 €	

Dossier	17013820 - Délocalisation du centre de sante «Le 190»				
Bénéficiaire	R23898 - AIDES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	150 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
548 327,00 €	TTC	27,36 %		150 000,00 €	

Dossier	17014447 - Création d'une maison de santé pluri-professionnelle dans le 18ème arrondissement de Paris				
Bénéficiaire	P0037701 - MAISON DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE BICHAT				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	100 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
414 397,00 €	TTC	24,13 %		100 000,00 €	

Dossier	17014448 - Création d'un centre de santé intercommunal dans la commune de Fosses (95)				
Bénéficiaire	P0037696 - SIFOMA SIVOM DE FOSSES ET MARLY LA VILLE MAIRIE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	220 000,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 180 618,00 €	HT	18,63 %		220 000,00 €	

Dossier	17014546 - Création d'une maison médicale dans la commune de Saint-Martin-du-Tertre				
Bénéficiaire	R8259 - COMMUNE DE SAINT MARTIN DU TERTRE MAIRIE				
Localisation	SAINT-MARTIN-DU-TERTRE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	78 740,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
262 467,00 €	HT	30 %		78 740,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-479	Budget	2017

Dossier	17014661 - Renouvellement du matériel du service d'ophtalmologie du centre médical de santé Françoise Dolto dans la commune de Puteaux (92)			
Bénéficiaire	R1035 - COMMUNE DE PUTEAUX MAIRIE			
Localisation	PUTEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 086,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 173,00 €	HT	50 %	28 086,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif	1 176 826,00 €

Dispositif : N° 00000792 - Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens

Dossier	17014519 - Travaux aménagement et équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Garges-lès-Gonesse (95)			
Bénéficiaire	P0037749 - MADAME AHMADI SADAF			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 973,48 €	TTC	21,13 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000792 - Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	15 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 41 - 141002 - 14100203	1 191 826,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015499

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACQUISITION D'UNE UNITÉ MOBILE DE DÉPISTAGE DU VIH/SIDA PAR TEST RAPIDE D'ORIENTATION ET DE DIAGNOSTIC (TROD) AU PROFIT DES POPULATIONS CLÉS FRANCILIENNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux établissements de prise en charge des malades du VIH-Sida	54 990,00 €	45,46 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141001-300
14100101- Accès aux soins des publics spécifiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIDES
Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93508 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur AURELIEN BEAUCAMP, Président

Date de publication au JO : 21 décembre 2001

N° SIRET : 34949617400047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux établissements de prise en charge des malades du VIH-Sida
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'une unité mobile de dépistage du VIH/sida par test rapide d'orientation et de diagnostic (TROD) au profit des populations clés franciliennes

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
AIDES est une association engagée depuis le milieu des années 80 dans la lutte contre le sida. S'appuyant sur une démarche de réduction des risques qui consiste à soutenir les personnes et trouver avec elles des solutions adaptées à leurs pratiques et dans le respect de celles-ci afin de réduire des risques de contaminations et/ou de transmissions du VIH et des hépatites. L'associaiton intervient auprès des publics clés par l'information, le dépistage et l'accompagnement des personnes touchées par la

maladie.

Description :
La lutte contre l'épidémie de VIH/sida est aujourd'hui entré dans une phase où le dépistage, et principalement à destination des publics clés, est une opportunité sans précéder d'influer sur le cours de l'épidémie. Des tests rapides, dits TROD, permettent de toucher des publics éloignés des pratiques classiques de dépistages. AIDES possède l'habilitation et la capacité de conduire ces tests et donc d'amener le dépistage dans des territoires éloignés des centres et pour des publics spécifiques. Ainsi, les tests peuvent être conduits dans des bus ou des unités mobiles qui peuvent couvrir l'ensemble du territoire francilien et projeter leurs capacités sur un ensemble large de population.

Moyens mis en œuvre :
L'association prend en charge les frais de fonctionnement liés au bus et à son utilisation, aussi bien les dépenses liées au personnel que celles inhérentes au véhicule. Les séances de dépistages sont annoncées en amont et l'association en plus du dépistage prend en charge l'accueil, l'accompagnement et le suivi des personnes reçues. L'évaluation des actions et le suivi des campagnes de depistage se fera en collaboration avec les services de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 200 personnes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule adapté	54 990,00	100,00%
Total	54 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	25 000,00	45,46%
Fonds propres	29 990,00	54,54%
Total	54 990,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015500

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACQUISITION D'UNE UNITÉ MOBILE DE DÉPISTAGE DU VIH/SIDA PAR TEST RAPIDE D'ORIENTATION ET DE DIAGNOSTIC (TROD) AU PROFIT DES POPULATIONS CLÉS FRANCILIENNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux établissements de prise en charge des malades du VIH-Sida	50 490,00 €	49,51 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141001-300
14100101- Accès aux soins des publics spécifiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HFP HF PREVENTION
Adresse administrative : 3 AVENUE FRANCOIS MITTERAND
78450 VILLEPREUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jérôme ANDRE, Président

Date de publication au JO : 18 septembre 2004

N° SIRET : 47968161100022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux établissements de prise en charge des malades du VIH-Sida
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'une unité mobile de dépistage du VIH/sida par test rapide d'orientation et de diagnostic (TROD) au profit des populations clés franciliennes

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association HF prévention réalise des actions de prévention envers tout public concernant les modes de contamination et les possibilités de protection contre le virus du VIH/sida. Elle intervient directement sur les lieux de rencontres et de socialisation des personnes et propose de l'information, si besoin un

dépistage et un accompagnement. HF prévention propose par ailleurs des actions de prévention innovantes à destination du plus grand nombre avec une approche pédagogique et ludique.

Description :
La lutte contre l'épidémie de VIH/sida est aujourd'hui entré dans une phase où le dépistage, et principalement à destination des publics clés, est une opportunité sans précéder d'influer sur le cours de l'épidémie. Dans le cadre de "l'agenda pour une Ile-de-France sans sida", il est prévu d'aider les acteurs de terrains qui sont en capacités d'opérer des tests de dépistage. Des tests rapides, dits TROD, permettent de connaître le statut sérologique facilement et notamment pour les personnes qui n'ont pas recours régulièrement au dépistage. Ici, le public visé est constitué souvent d'une population qui ne se sent pas directement concerné par le VIH alors même qu'elle a un comportement à risque. L'association possède déjà l'expérience de pratiquer des dépistages sur ces publics sur l'ensemble du territoire francilien et entend renforcer son action.

Moyens mis en œuvre :
L'association prend en charge les frais de fonctionnement liés au bus et à son utilisation, aussi bien les dépenses liées au personnel que celles inhérentes au véhicule. Les séances de dépistages sont annoncées en amont et l'association en plus du dépistage prend en charge l'accueil, l'accompagnement et le suivi des personnes reçues. L'évaluation des actions et le suivi des campagnes de depistage se fera en collaboration avec les services de la Région.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 200 personnes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule	50 490,00	100,00%
Total	50 490,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	25 000,00	49,51%
Fonds propres	25 490,00	50,49%
Total	50 490,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004681

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE DANS LA COMMUNE DE NANDY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	500 000,00 €	30,00 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANDY
Adresse administrative : MAIRIE
77176 NANDY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ELISABETH BELLARD, Directrice

N° SIRET : 21770326300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : création d'une maison de santé pluridisciplinaire dans la commune de Nandy

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Nandy est située sur un territoire classé en zone fragile au titre du zonage 2015 de l'Agence régionale de santé. La densité de médecins généralistes libéraux, 69 professionnels pour 100.000 habitants, est inférieure à la moyenne départementale (76), elle-même parmi les plus faibles de France. Par ailleurs, un tiers de ces médecins ont plus de 60 ans et sont susceptibles de cesser leur activité dans les cinq années à venir.
Afin d'attirer de jeunes médecins, Nandy a fait le choix d'assurer elle-même le portage immobilier des locaux mis à disposition des professionnels : la commune va même plus loin en proposant aux soignants des loyers durablement attractifs (moins de 12 € par m² et par mois).

Description :
La maison de santé de Nandy, d'une surface de 200m², sera implantée sur un terrain propriété de la ville. Elle accueillera trois médecins et une orthophoniste.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Nandy et des communes environnantes.

Localisation géographique :

- NANDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	500 000,00	100,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	150 000,00	30,00%
Département	149 000,00	29,80%
Commune	201 000,00	40,20%
Total	500 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	172 033,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	2 638,20 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	21 000,00 €

	Montant total	195 671,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014448

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UN CENTRE DE SANTÉ INTERCOMMUNAL DANS LA COMMUNE DE FOSSES (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 180 618,00 €	18,63 %	220 000,00 €
	Montant Total de la subvention		220 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIFOMA SIVOM DE FOSSES ET MARLY LA VILLE MAIRIE
Adresse administrative : 1 PLACE DU 19 MARS 1962
95470 FOSSES
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Pierre BARROS, Président

N° SIRET : 24950008300020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : création d'un centre de santé intercommunal dans la commune de Fosses (95)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les villes de Fosses et de Marly, réunies dans un syndicat commun, le SIFOMA (syndicat intercommunal des villes de Fosses et Marly-la-Ville), ont décidé de mutualiser leurs forces pour développer ensemble un centre de santé à rayonnement intercommunal. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de construire une alternative à la situation de désert médical que subissent les 16.000 habitants des deux communes : à l'heure actuelle, seuls deux généralistes exercent à temps plein pour les deux villes et l'un des deux doit partir à la retraite en 2018. Trois autres médecins proposent des vacation à temps très partiel.

Description :
Le centre intercommunal de santé est conçu comme une structure multi-sites, avec dans un premier temps une implantation à Fosses en 2019, suivie de l'ouverture d'une annexe à Marly-la-Ville en 2021.
Le site de Fosses sera implanté en centre-ville, dans le périmètre d'une vaste opération de renouvellement urbaine. Implanté en bas d'immeuble dans la suite d'un linéaire commercial, le local offrira une surface de 326 m², organisée autour de quatre cabinets de consultation, une salle d'attente, une banque d'accueil, une cuisine/salle de rpos et des sanitaires. La structure comptera quatre médecins généralistes (dont les deux actuels exerçant en vacation) et proposera des consultations en pédiatrie (médecin déjà repéré et interessé par des vacations), en gynécologie (idem, vacations) et en psychiatrie (à négocier avec l'hôpital de Domont). Une sage-femme et un infirmier viendront compléter l'équipe.
Ce programme de travaux sera complété par l'acquisition d'équipements mobiliers et informatiques.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des communes de Fosses, Marly-la-Ville et des communes rurales environnantes.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention, d'un montant global de 200.000 €, se décompose ainsi :

Acquisition foncière, travaux et charges afférentes :

Dépense subventionnable : 1.180.618 €
Taux de subvention : 17,60%
Subvention : 207.500 €

Equipements :

Dépense subventionnable : 25.000 €
Taux de subvention : 50%
Subvention : 12.500 €

Localisation géographique :
- FOSSES
- MARLY-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charge foncière et charges afférentes	699 780,00	59,27%
Travaux et charges afférentes	455 838,00	38,61%
Equipements	25 000,00	2,12%
Total	1 180 618,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	220 000,00	18,63%
Dotation d'équipement des territoires ruraux	122 500,00	10,38%
ARS	12 500,00	1,06%
SIFOMA (emprunt CDC)	825 618,00	69,93%
Total	1 180 618,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014546

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UNE MAISON MÉDICALE DANS LA COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DU-TERTRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	262 467,00 €	30,00 %	78 740,00 €
	Montant Total de la subvention		78 740,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MARTIN DU TERTRE
MAIRIE
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
95270 SAINT-MARTIN-DU-TERTRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques FERON, Maire

N° SIRET : 21950566600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : création d'une maison médicale dans la commune de Saint-Martin-du-Tertre

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Saint-Martin du Tertre ne dispose que d'un seul médecin généraliste depuis mars 2017, date à laquelle l'un des deux praticiens a quitté son cabinet. Face à cette situation préoccupante et en relation avec les professionnels de santé, la ville propose la réhabilitation d'un ancien bâtiment afin de créer une maison médicale destinée à accueillir deux médecins généralistes, deux infirmiers libéraux et - en instance de recrutement - un orthophoniste, un pédicure-podologue, un psychologue et un psychomotricien.

Description :
Les locaux, d'une surface totale de 112 m² au sol, seront entièrement restructurés pour créer les cabinets médicaux et paramédicaux ainsi que les espaces d'attente et d'archivage.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Saint-Martin du Tertre.

Localisation géographique :
- SAINT-MARTIN-DU-TERTRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	262 467,00	100,00%
Total	262 467,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	78 740,00	30,00%
Etat (contrat de ruralité)	50 000,00	19,05%
Fonds propres	133 727,00	50,95%
Total	262 467,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	78 740,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	83 650,76 €
	Montant total	83 650,76 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014661

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENOUVELLEMENT DU MATÉRIEL DU SERVICE D'OPHTALMOLOGIE DU CENTRE MÉDICAL DE SANTÉ FRANÇOISE DOLTO DANS LA COMMUNE DE PUTEAUX (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	56 173,00 €	50,00 %	28 086,00 €
	Montant Total de la subvention		28 086,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX MAIRIE
Adresse administrative : 131 RUE DE LA REPUBLIQUE
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire

N° SIRET : 21920062300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : renouvellement du matériel du service d'ophtalmologie du centre médical de santé Françoise Dolto dans la commune de Puteaux (92)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le centre médico-social (CMS) de Puteaux est une structure pluri-professionnelle proposant des consultations en médecine générale et spécialisée, en imagerie médicale, en soins dentaires, de kinésithérapie et infirmiers.
Le centre pratique le tiers payant avec conventionnement en secteur 1 sans dépassement d'honoraires.
Le CMS a reçu 14.700 patients en 2016 pour 62.918 actes, dont 1.808 effectués par le service d'ophtalmologie, dont les consultations sont en constante augmentation depuis début 2017. Le CMS propose en outre des actions de prévention spécialisées tout au long de l'année - audition, cancer du

sein, mélanome, dégénérescence maculaire liée à l'âge et prévention bucco-dentaire - mais organise également des campagnes de vaccination.

Description :
Afin de continuer à proposer des prestations médicales de qualité, la ville de Puteaux doit procéder au renouvellement du matériel d'ophtalmologie devenu obsolète pour acquérir une unité de consultation tournante (fauteuil, table et instruments).

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la ville de Puteaux.

Localisation géographique :
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement d'ophtalmologie	56 173,00	100,00%
Total	56 173,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	28 086,00	50,00%
Ville de Puteaux	28 087,00	50,00%
Total	56 173,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	28 086,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	199 868,02 €

	Montant total	199 868,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003583

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURIPROFESSIONNELLE DANS LA COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	834 754,00 €	23,96 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204162-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH DE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : PL CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Pierre GUILLARD, Président

N° SIRET : 27940011300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : création d'une maison de santé pluriprofessionnelle dans la commune de Saint-Maur-des-Fossés (94)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'OPH a dû débuter ses travaux en urgence, le calendrier serré des travaux prévoyant une ouverture de la maison de santé en septembre 2018 au plus tard.

Objectifs :
L'objectif de ce projet est la construction par l'OPH de Saint-Maur, en lien avec l'association AMIS-p2U (association de médecins saint-mauriens), d'une structure d'exercice collectif pluriprofessionnelle au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation, sur une surface de 250 m².

Description :
La maison de santé sera implantée dans le voisinage immédiat d'un quartier prioritaire et elle mènera des actions ciblées en direction de ses habitants. Par ailleurs, le projet construit en lien avec la faculté de médecine générale de l'Université Paris-Est-Créteil et comporte un volet de formation de futurs médecins de cette université. L'équipe soignante sera composée de 10 médecins et de 4 infirmiers.
Le projet de santé comportera une orientation particulière dirigée vers les patients âgés et les patients présentant des polypatholgies.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la commune de Saint-Maur des Fossés.

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière - Travaux et charges afférentes	834 754,00	100,00%
Total	834 754,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	200 000,00	23,96%
Fonds propres	634 754,00	76,04%
Total	834 754,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 000,00 €
2019	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010290

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE À CLAYE-SOUILLY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	2 363 000,00 €	10,58 %	250 000,00 €
	Montant Total de la subvention		250 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gilles WEBER, Directeur technique adjoint

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Claye-Souilly (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
De nombreux départs de professionnels de santé n'ont pas été compensés ces cinq dernières années, notamment en médecine générale. Claye-Souilly a ainsi perdu 36% de ses médecins généralistes sur la période 2009-2015. Les trois à cinq prochaines années seront également défavorables à la démographie médicale, rendant l'accès aux soins de proximité très problématique.
L'objectif du projet, réalisé par le bailleur social de Seine-et-Marne 3 Moulins Habitat, est d'attirer de nouveaux soignants en créant une structure pluriprofessionnelle dynamique et centrale sur le territoire.

Description :
La structure, construction neuve située au rez-de-chaussée d'un petit immeuble qui accueillera 14

logements sociaux, comptera : 7 médecins généralistes (et 4 internes formés au cabinet), cinq médecins spécialistes, une sage-femme, un dentiste, sept infirmiers, un kinésithérapeute, une pédicure-podologue et une orthophoniste.

Intérêt régional :
La commune de Claye-Souilly est considérée comme fragile au sens de la démographie médicale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Claye-Souilly.

Localisation géographique :
- CLAYE-SOUILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	2 363 000,00	100,00%
Total	2 363 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	250 000,00	10,58%
ARS	300 000,00	12,70%
Dotation équipement territoires ruraux	80 000,00	3,39%
Fonds propres	1 733 000,00	73,34%
Total	2 363 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	317 521,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	347 397,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 8 OS 13	632 400,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 227 902,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	14 040,00 €
	Montant total	6 473 450,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013820

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DÉLOCALISATION DU CENTRE DE SANTE «LE 190»

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	548 327,00 €	27,36 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIDES
Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93508 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur AURELIEN BEAUCAMP, Président

Date de publication au JO : 21 décembre 2001

N° SIRET : 34949617400047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : délocalisation du centre de sante «Le 190»

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'association a dû débuter ses travaux en urgence afin de proposer au plus vite des espaces adaptés à ses patients.

Objectifs :
L'association AIDES intervient auprès des personnes séropositives et des populations les plus vulnérables au VIH et aux hépatites virales.
Centre de santé polyvalent, spécialisé dans la prévention combinée et la prise en charge de l'infection VIH, le 190 développe des activités incluant la psychiatrie, la dermato-vénérologie, l'addictologie, la psychologie clinique et la sexologie en plus des activités de médecine générale à orientation infectiologie

et des activités infirmières.
Le 190 a reçu en 2016 de l'ARS l'agrément CeGGID (centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic) et propose à ce titre des consultations gratuites de dépistage et de diagnostic du VIH et des IST, ainsi que la prescription et l'accompagnement à la prophylaxie pré-exposition (PrEP).
En 2016, 3.000 personnes ont eu recours au 190, dont 35% vivant avec le VIH.

Description :
Le 190 occupe actuellement temporairement un local de l'association AIDES situé dans le 3ème, le SPOT. Le déménagement dans ses nouveaux locaux, dans le 11ème arrondissement, permettra de replacer la structure au coeur historique de son implantation (elle se situait auparavant dans le 20ème arrondissement, frontalier du 11ème), correspondant à l'habitat des usagers et à la répartition de l'infestion par le VIH/SIDA à Paris.

Les travaux envisagés correspondent à la restructuration complète du nouveau local, d'une superficie de 170 m².

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les patients fréquentant le centre de santé "Le 190".

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	548 327,00	100,00%
Total	548 327,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	150 000,00	27,36%
Emprunt AIDES	398 327,00	72,64%
Total	548 327,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014447

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURI-PROFESSIONNELLE DANS LE 18ÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	414 397,00 €	24,13 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE BICHAT
Adresse administrative : 8 RUE CAUCHOIS 75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Koré MOGNON, Président

Date de publication au JO : 11 février 2017

N° SIRET : 83049505700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : création d'une maison de santé pluri-professionnelle dans le 18ème arrondissement de Paris.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le territoire d'implantation de la future MSP Bichat compte 37 médecins généralistes pour 100.000 habitants contre 108 pour 100.000 en moyenne à Paris. Cette sous-représentation des professionnels du premier recours place les quartiers du territoire de la MSP en zones fragiles et déficitaires par l'ARS. Cet état devrait s'aggraver en outre dans les prochaines années puisqu'une cessation d'activité de 25% des

généralistes est prévue pour cause de départ en retraite.

L'association MSP Bichat réunit actuellement neuf membres : quatre infirmiers, quatre médecins généralistes et une sage-femme. Tous primo-installants, pratiquant le secteur 1 et le tiers payant, ils ont pour objectif la création d'une maison de santé pluri-professionnelle au sein de l'actuel hôpital Bichat - Claude Bernard. Cette implantation particulière permettra la mise en place de partenariats privilégiés avec les différents services de l'hôpital et en priorité : les urgences, la gériatrie, la périnatalité et la psychiatrie.

Description :
La MSP se situera au rez-de-chaussée d'un bâtiment accueillant des logements, au coeur du site hospitalier. Le programme de travaux prévoit la restructuration complète des espaces. Il sera complété par l'acquisition d'équipements mobiliers et informatiques.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention, d'un montant global de 100.000 €, se décompose ainsi :

Travaux et charges afférentes :

Dépense subventionnable : 311.820 €
Taux de subvention :16,03%
Subvention : 50.000 €

Equipements :

Dépense subventionnable : 102.577 €
Taux de subvention : 48,8%
Subvention : 50.000 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	311 820,00	75,25%
Equipements	102 577,00	24,75%
Total	414 397,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	100 000,00	24,13%
ARS	60 720,00	14,65%
Mairie de Paris	150 000,00	36,20%
Hôpital universitaire Paris-Nors/Val-de-Seine	53 677,00	12,95%
Fonds propres	50 000,00	12,07%
Total	414 397,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014519

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENTS EN VUE DE L'INSTALLATION D'UN PRATICIEN EN MÉDECINE GÉNÉRALE DANS LA COMMUNE DE GARGES-LÈS-GONESSE (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	70 973,48 €	21,13 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MADAME AHMADI SADAF
Adresse administrative : 3 ALLEE DES MAGNOLIAS
95560 MONTSOULT
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame SADAF AHMADI

N° SIRET : 81190573600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens
Rapport Cadre : CR2017-126 du 21/09/2017

Objet du projet : travaux aménagement et équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Garges-lès-Gonesse (95)

Date prévisionnelle de début de projet : 15 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mme Sadaf AHMADI, a dû équiper en urgence le nouveau cabinet afin de proposer une offre de santé complémentaire dès la rentrée de septembre 2017.

Objectifs :
Dans le cadre du fonds régional de résorption des déserts médicaux la Région apporte un soutien financier à l'installation de Madame Sadaf AHMADI, médecin généraliste, dans la commune de Garges-lès-Gonesse (95).
La commune de Garges-lès-Gonesse est répertoriée comme territoire déficitaire au titre de la

démographie médicale et paramédicale dans le zonage arrêté par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en mars 2015.

Description :
Madame Sadaf AHMADI souhaite effectuer des travaux au sein d'un local identifié afin d'aménager un espace de consultation ainsi qu'un espace toilette et salle d'eau.

Elle souhaite également acquérir le matériel nécessaire à son installation et à l''exercice de sa discipline :
- mobilier : bureau, fauteuil, meuble de rangement, chaises ;
- matériel bureautique : ordinateur, imprimante ;
- matériel médical : divan d'examen, tensiomètre, stéthoscope, otoscope.

L'arrivée de ce professionnel de santé va permettre l'amélioration de l'accès aux soins des habitants de Garges-lès-Gonesse.

Intérêt régional :
Renforcement de l'accès aux soins dans une zone déficitaire au titre de la démographie médicale. Le projet se situe sur un territoire politique de la ville.

Public(s) cible(s) :
Habitants de la commune de Garges-lès-Gonesse et des communes environnantes, notamment Sarcelles, située en zone fragilisée.

Détail du calcul de la subvention :
Madame Sadaf AHMADI, sollicite la Région au titre de travaux, d'aménagement et d'équipements :

Montant de la base subventionnable : 70.973,48 €
Le maître d'ouvrage est un professionnel de santé : taux maximum d'intervention 50%
Montant de subvention 23.700 €

Détails du calcul de la subvention :

Base subventionnable =9.773.74 €
Taux d'intervention = 50 %
Montant de subvention maximum = 4.886.87 €

La demande de subvention porte sur l'acquisition d'équipement (plafond = 15.000€ - taux maximum = 50%)

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et fournitures	57 173,74	80,56%
matériels médicals	3 695,62	5,21%
mobiliers et matériels informatiques	10 104,12	14,24%
Total	70 973,48	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	21,13%
Fonds propres	55 973,48	78,87%
Total	70 973,48	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000467

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017 CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION ET DE PRÉVENTION DU SIDA (CRIPS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)	3 161 000,00 €	6,00 %	189 660,00 €
	Montant Total de la subvention		189 660,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100102- CRIPS

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRIPS - CENTRE REGIONAL D'INFORMATION ET DE PREVENTION DU SIDA ET POUR LA SANTE DES JEUNES
Adresse administrative : 14 RUE MAUBLANC
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN SPIRI, Président

Date de publication au JO : 10 janvier 0001

N° SIRET : 35400068900043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : attribution de la subvention de fonctionnement 2017 au CRIPS

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	189 660,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)	3 463 000,00 €
2015	OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)	3 323 000,00 €
2016	OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)	3 160 340,00 €
2017	OA / Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida (CRIPS)	2 971 340,00 €
	Montant total	12 917 680,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002333

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INTERVENTIONS DE CLOWNS À L'HOPITAL EN FAVEUR D'ENFANTS HOSPITALISÉS AU CENTRE HOSPITALIER D'ORSAY (91) ET À LA FONDATION PAUL PARQUET DE NEUILLY-SUR-SEINE (92).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	8 400,00 €	45,00 %	3 780,00 €
		Montant Total de la subvention	3 780,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLOWNS Z'HOPITAUX
Adresse administrative : 61 RUE TRAVERSIERE
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-LOUISE MANZARI, TRESORIERE

Date de publication au JO : 11 mars 2006

N° SIRET : 48975881300039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : interventions de clowns à l'hopital en faveur d'enfants hospitalisés au centre hospitalier d'Orsay (91) et à la fondation Paul Parquet de Neuilly-sur-Seine (92).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'association organise ses activités en fonctions des congés scolaires et souhaiterait pouvoir augmenter ses passages en services de pédiatrie dès le mois de janvier 2017.

Objectifs :
Clowns Z'hôpitaux est une association déclarée d'intérêt générale, fondée en 2006. Elles intervient sur la

France entière avec une équipe de 30 clowns. En Ile-de-France, l'association visite les enfants et leur famille en milieu hospitalier, au centre hospitalier d'Orsay et dans à la Fondation Paul Parquet de Neuilly-sur-Seine.

Elle propose, avec la complicité de la famille et du personnel médical, des improvisations de chambre en chambre, avec pour personnage central la personne malade. Cette action est basée sur l'écoute, le partage et la création d'un moment unique et éphémère.

Description :
L'association souhaite aujourd'hui augmenter le rythme de ses interventions afin de faire face à une demande croissante : en effet, les services de pédiatrie de la fondation Paul Parquet de Neuilly-sur-Seine et du centre hospitalier d'Orsay, ne bénéficie que d'une visite mensuelle, ce qui est trop peu pour les enfants visités, la fréquence et la régularité étant très importantes pour de jeunes patients .

En outre, le retour des personnels soignants est très positif après le passage de l'association : sont ainsi notées une diminution de la demande médicamenteuse et une amélioration du sommeil.

Clowns Z'hôpitaux envisage donc d'augmenter la fréquence de ses visites pour adoucir le quotidien des petits patients.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Sont visés les enfants polyhandicapés de la Fondation Paul Parquet de Neuilly-sur-Seine, et enfants hospitalisés du service pédiatrique du Centre Hospitalier Orsay et leur famille.
Environ 400 bénéficiaires sont prévus pour 3 interventions par mois sur 10 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses incluent les frais de personnel, frais administratifs et de transport.

Localisation géographique :
- ORSAY
- NEUILLY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel	7 200,00	85,71%
frais de transport	1 200,00	14,29%
Total	8 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	3 780,00	45,00%
Dons particuliers	4 620,00	55,00%
Total	8 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 780,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	2 700,00 €
	Montant total	2 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011388

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OUVERTURE D'UN ÉTABLISSEMENT SECONDAIRE DE L'ASSOCIATION ENDAT À L'HÔPITAL FORCILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	51 200,00 €	44,92 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ENDAT
Adresse administrative : 4 B RUE VIGEE LEBRUN
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK DECROIX, Président

Date de publication au JO : 30 août 2008

N° SIRET : 50876398400038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : Ouverture d'un établissement secondaire de l'association ENDAT à l'hôpital Forcilles

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action démarrant dès la rentrée scolaire.

Objectifs :
Endat a pour vocation d'être un lieu d'accueil, d'écoute, d'échange, d'information, d'accompagnement et de soin de personnes concernées par les troubles des conduites alimentaires, le diabète et les maladies nutritionnelles. L'association décline des programmes d'éducation thérapeutique du patient. Elle propose ainsi une prise en charge globale et multidisciplinaire pour rendre le patient acteur de sa prise en charge

et lui apporter compétence et autonomie dans la gestion de sa maladie.

L'association Endat va ouvrir un établissement secondaire en Seine-et-Marne.
Les objectifs du projet sont :
-d'avoir un lieu d'accueil et de soin qui va permettre d'accueillir les adolescents dépistés lors des séances de prévention dans les écoles d'Ile-de-france.
-de répondre à une forte demande de prise en charge de personnes qui souffrent de troubles du comportement alimentaire, d'obésité et/ou de diabète en Seine-et-Marne.
-de décliner les programmes de soin d'Endat en Seine-et-Marne et ainsi renforcer l'offre de soin dans ce département peu équipé.

Description :
La prise en charge débute par un entretien qui va permettre de cibler les difficultés et les besoins de la personne, pour mieux la guider dans son parcours de soin.
Le patient est ensuite invité à suivre 4 ateliers éducatifs en groupe, qui présentent l'association, le parcours de soin et débute l'accompagnement par une approche de la gestion du stress et des émotions, de la représentation de soi et de la motivation au changement.

Le parcours de soin individualisé se poursuit par la participation à 4 ateliers parmi les approches proposées, qui sont choisis selon le vécu et les objectifs du patient. Chaque atelier fait l'objet de 10 séances, soit 44 séances au total.

L'association aborde le sujets selon plusieurs approches : approche nutritionnelle, psychologique, corporelle et artistique, sociale et de réinsertion professionnelle, et existentielle.

L'association entreprend en parallèle des interventions de prévention en milieu scolaire pour réduire la prévalence des maladies nutritionnelles auprès d'un public adolescent.
Ce projet permet :
- le renforcement des compétences psychosociales et la réduction des facteurs de risque des troubles du comportement alimentaire des adolescents par des actions.
- Le repérage et l'orientation des adolescents présentant des troubles du comportement alimentaire s'ils sont en demande.

Moyens mis en œuvre :
MOYENS HUMAINS :
- 157.5h de kiné ostéopathe
- 405 h de psychologue
- 405 h de diététicienne
+ un temps d'administratif.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Endat accueille et prend en charge toute personne souffrant de maladie nutritionnelle et trouble du comportement alimentaire de l'adolescence à l'âge adulte.

Les personnes prise en charge proviennent de Seine-et-Marne et des départements en proximité.
L'établissement secondaire d'Endat va permettre d'accueillir ces adolescents et de les prendre en charge.
Cet établissement répond à une demande de prise en charge en Seine-et-Marne. Ce département souffre de la désertification médicale et manque de moyen pour répondre à cette demande.
Environ 100 personnes seront bénéficiaires du programme l'année de l'installation d'Endat sur le site de l'hôpital de Forcilles.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 193,00	16,00%
Services extérieurs (assurance)	300,00	0,59%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	28 687,00	56,03%
Autres services extérieurs	3 100,00	6,05%
frais de personnel	10 920,00	21,33%
Total	51 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 000,00	44,92%
Fondation Lucq Espérance	12 000,00	23,44%
Autres produits de gestion courante	4 200,00	8,20%
fondation Macif	12 000,00	23,44%
Total	51 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011487

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET : " LE SUICIDE N'EST PAS UNE FATALITÉ MAIS LE PRÉVENIR EST UNE NÉCESSITÉ " : PRÉVENTION - POSTVENTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	49 600,00 €	30,24 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTR'ACTES
Adresse administrative : 5 BIS BOULEVARD DE VALMY
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-YVES TROMEUR, Directeur

Date de publication au JO : 30 octobre 1996

N° SIRET : 41093154700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : projet : " le suicide n'est pas une fatalité mais le prévenir est une nécessité " : prévention - postvention

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action démarrant dès juin 2017

Objectifs :
L'association ENTR'ACTES souhaite améliorer sa capacité de réponses aux multiples demandes qui lui parviennent sur la Boucle Nord des Hauts-de-Seine et sur le territoire de la Communauté de communes Haut Val d'Oise, afin d'intervenir sur la prévention des troubles psychologiques et les conduites à risque,

de répondre au mal-être (idéation suicidaire, marginalisation, conduites addictives, conflits et problèmes familiaux, troubles alimentaires, séparation, …) et de favoriser l'accès aux soins.
Les objectifs de ce projet sont de :
- Prendre en compte des personnes en souffrance et l'entourage familial, social ou éducatif ;
- Soutenir et accompagner des actions locales de prévention et de postvention répondant à des besoins ou des attentes identifiées par les acteurs de première ligne, en complémentarité des structures d'urgence et de crise ;
- Contribuer à l'organisation d'une offre structurée et cohérente sur les questions relatives au suicide et à sa prévention, en lien avec le Comité Régional Ile de France et l'Union Nationale de Prévention du Suicide.

Description :
Accueil, écoute et consultations :
- Accueil et soutien à des personnes en crise suicidaire et/ou aux familles et à l'entourage, en lien avec les services de soins (Hôpitaux, médecins, réseau de soins,…) au bénéfice de 70 personnes correspondant à 35 situations individuelles et/ou familiales (330h d'intervention).

Information – sensibilisation (140 heures d'intervention) :
- Organisation de 3 manifestations grand public à Colombes, Nanterre et Beaumont/Oise : « Le suicide en face » ou exposition BD « Vivre ? » et rencontres débats à l'occasion de la Journée Mondiale de Prévention du Suicide en septembre 2017 ou de la Journée Nationale de Prévention 2018 : 420 personnes – étudiants, lycéens, habitants, élus et professionnels. Des jeunes, élèves et des étudiants, sont associés à l'organisation et à la réalisation de ces manifestations.
- Intervention auprès de groupes de parole de parents sur la thématique du suicide et de sa prévention
- Approfondissement sur le suicide et sa prévention auprès de groupes d'élèves volontaires de la Section ST2S et futurs professionnels paramédicaux et sociaux (6 lycéens – 4 rencontres)
- Ateliers d'échanges et d'expression auprès de séniors en lien avec le CLIC et le Service intergénérationnel (1 groupes de 6 à 12 personnes – rencontres sur 5 séances par groupe).

Interventions communautaire en préventions du suicide (81 h d'intervention)
-- > A Colombes et Beaumont/Persan (24 personnes) :
- Evaluation collective des questions, difficultés et ressources avec des acteurs du territoire (3 rencontres)
- Action de sensibilisation auprès de professionnels de première ligne : animateurs, travailleurs sociaux, professionnels éducatifs, professionnels médicaux (4 temps de travail)
- Elaboration d'un protocole et d'un guide, ainsi que de dispositions à l'échelle des institutions participant au projet, pour prendre en compte des situations avec risque suicidaire (4 temps de travail).
-- > A Nanterre (15 personnes) : suivi de la mise en œuvre du protocole, articulation avec les structures de soins et prise en compte de situations de jeunes présentant des comportements avec risque suicidaire : 5 rencontres coordonnées par 2 intervenants (15 heures).
- Réalisation d'une sensibilisation : 41,5 journées coordonnées par Entr'actes.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : coordinateur, psychologues, psychosociologues, secrétaire, salariés de l'association.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
500 personnes sont concernées par ce projet : plus de 50% de jeunes de 15 à 35 ans, environ 50% issus de territoires prioritaires politique de la ville (Colombes, Nanterre et Villes limitrophes et Beaumont/Oise – Persan).

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses liées aux emplois tremplins sont déduites de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 800,00	3,38%
services exterieurs (dont locations)	4 640,00	8,72%
Autres services extérieurs	6 910,00	12,99%
Impôts et taxes	150,00	0,28%
frais de personnel	36 100,00	67,86%
emploi tremplin	3 600,00	6,77%
Total	53 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	15 000,00	28,20%
Politique de la ville (EC)	3 000,00	5,64%
Education Nationale (EC)	300,00	0,56%
ARS	4 000,00	7,52%
Départements 92 et 95 (EC)	6 000,00	11,28%
Communes Colombes et Nanterre (EC)	2 400,00	4,51%
CAF(EC)	6 000,00	11,28%
Hopitaux (EC)	500,00	0,94%
Organismes privés	9 000,00	16,92%
autres prestations de service	4 000,00	7,52%
emploi tremplin	3 000,00	5,64%
Total	53 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 000,00 €

2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	8 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	10 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 250,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	10 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	4 700,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
2017	Aide aux victimes	6 000,00 €
	Montant total	75 950,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011684

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNER LES JEUNES EN SOUFFRANCE POUR PRÉVENIR LES TROUBLES PSYCHIQUES, LES CONDUITES À RISQUES ET LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 250,00 €	44,59 %	6 800,00 €
	Montant Total de la subvention		6 800,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETAP ESPACE THERAPEUTIQUE D ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE
Adresse administrative : 16 RUE DE L EQUERRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARION DELHOMMEAU, Présidente

Date de publication au JO : 3 septembre 2011

N° SIRET : 53490327300025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : accompagner les jeunes en souffrance pour prévenir les troubles psychiques, les conduites à risques et le décrochage scolaire.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet démarrant en début d'année scolaire.

Objectifs :
Cette action vise à :
- Créer des permanences d'écoute psychologiques au sein de 2 collèges à Paris 19ème, pour aller au-

devant des adolescents qui y sont scolarisés.
- Prévenir la souffrance et les troubles psychiques qui peuvent s'associer, le décrochage scolaire, les conduites à risque (consommation de tabac, alcool, substances illicites…) et les comportements déviants des collégiens.
- Impliquer les parents, les soutenir dans leur fonction parentale, renforcer leur rôle éducatif.
- Travailler en lien avec l'équipe éducative et médicale du collège, la coordinatrice du Réseau de Réussite Scolaire, l'Equipe Pluridisciplinaire de Réussite Educative, les structures de droit commun et les associations intervenant auprès des adolescents du collège dans le but d'optimiser l'accompagnement psychologique, pédagogique, éducatif et social des collégiens et leurs familles.
- Proposer aux collégiens et à leurs familles reçus dans le cadre du point-écoute un parcours individualisé d'actions (individuelles et/ou collectives) adapté à leur situation.

Description :
Le projet consiste à offrir aux jeunes un point écoute psychologique pour des entretiens individuels au collège hors vacances scolaires (sur 33 semaines). Au bout de 3 entretiens, un entretien est proposé aux parents pour faire le point sur la situation globale du jeune et définir l'accompagnement qui peut lui être proposé.
Le travail de lien avec l'équipe éducative et médicale du collège, le Réseau de réussite scolaire, les structures sanitaires et sociales externes permettent de coordonner les actions menées auprès des jeunes et leurs familles afin d'optimiser les réponses qui leur sont apportées.
- Collège Guillaume Budé : 6 heures de permanences par semaine 80 bénéficiaires (4 passages en moyenne par bénéficiaire) soit 198 heures d'intervention.
- Collège Edouard Pailleron : 4 heures de permanences par semaine 50 bénéficiaires (4 passages en moyenne par bénéficiaire) soit 135 heures d'intervention.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 2 psychologues cliniciennes.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Le projet est destiné aux collégiens, des quartiers Politique de la ville Danube-Solidarité et Flandre (Paris 19), et touche environ 130 adolescents de 11 à 15 ans et leurs parents.

Détail du calcul de la subvention :
sont déduits du montant subventionnable les frais liés aux services bancaires.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	100,00	0,65%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 150,00	99,02%
Services bancaires et assimilés	50,00	0,33%
Total	15 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	6 800,00	44,44%
GIP de PARIS (Acquis)	7 500,00	49,02%
FIPD (acquis)	1 000,00	6,54%
Total	15 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	12 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	7 000,00 €
	Montant total	28 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011687

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE AUPRÈS DE JEUNES DE 16 À 26 ANS EN SOUFFRANCE PSYCHIQUE, EN SITUATION DE RUPTURE, DESCOLARISÉS OU EN VOIE DE L'ÊTRE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	195 266,00 €	10,24 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF UNITE AIDE AUX JEUNES LE PASSAGE
Adresse administrative : 24 RUE RAMPONEAU
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-JACQUES ELEDJAM, Président

Date de publication au JO : 7 août 1940

N° SIRET : 77567227220668

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : projet de soutien psychologique auprès de jeunes de 16 à 26 ans en souffrance psychique, en situation de rupture, descolarisés ou en voie de l'être.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
L'action s'articule autour de 3 axes préventifs et thérapeutiques : un espace d'accueil, des consultations

individuelles et des ateliers collectifs.
Les objectifs sont :
1/ Eviter les risques de marginalisation et de délinquance (exclusion sociale, déstructuration des relations familiales, déscolarisation, risque d'isolement et de passage à l'acte)
2/ Favoriser les investissements relationnels afin de rompre l'isolement
3/ Aider, soutenir les jeunes dans la restauration et la construction d'une identité (par l'acquisition de repères identificatoires) afin qu'ils puissent être sujets et acteurs de leur histoire et de leur avenir
4/ Redonner le goût d'apprendre, de découvrir, de se projeter dans la réalisation de projets de vie
5/ Encourager chez chacun des jeunes gens accueillis, un processus de socialisation progressive afin de les amener à faire valoir leurs potentialités créatrices et à mettre en oeuvre l'élaboration d'un projet professionnel.

Description :
A/ UN ESPACE D'ACCUEIL
Une fonction d'accueil est organisée les lundi, mardi, mercredi et deux samedis par mois.
Cette fonction d'accueil est animée par un ou deux psychologues assistés par un stagiaire étudiant en psychologie. Cet espace est libre d'accès et sans rendez-vous. Ce temps permet un ancrage solide durant lequel se nouent peu à peu des relations de confiance avec les professionnels et entre usagers. Fidélisant ainsi les jeunes sur le lieu, l'espace d'accueil favorise l'inscription des suivis individuels dans la durée. Dans la manière dont il est pensé et géré, il permet l'émergence de demandes qui ne se disent pas toujours dans le cadre d'un entretien formel, mais qui y seront repris ensuite.

B/ DES CONSULTATIONS INDIVIDUELLES HEBDOMADAIRES
Les jeunes personnes peuvent être reçues en consultations individuelles hebdomadaires par l'un des psychologues cliniciens de l'équipe. Ils peuvent, dans une relation de confiance, témoigner de leurs angoisses actuelles, de leurs inquiétudes quant à l'avenir et questionner leur histoire personnelle ainsi que leur position subjective. Ces suivis, marqués du sceau de la confidentialité, s'inscrivent dans la durée, la seule limite de prise en charge étant l'âge (26 ans). La plupart des jeunes reçus en thérapie sont adressés par les partenaires.

C/ DES ATELIERS COLLECTIFS
Les ateliers sont animés par les psychologues assistés par des stagiaires psychologues. Ils se déroulent en alternance ou simultanément avec l'espace d'accueil. Ces activités ne demandent pas d'inscription préalable. Il n'y a pas d'obligation d'y venir régulièrement mais une incitation, un travail de l'équipe pour impliquer chacun dans la durée. Les conditions sont ainsi créées, selon les ateliers pour favoriser l'expression de soi, renforcer le lien par rapport au groupe, restaurer une sécurité intérieure, permettre l'exploration de ressources personnelles, développer des capacités de concentration, d'élaboration, de créativité. Par le groupe, les ateliers permettent également de faire l'expérience d'activités socialisées, d'avoir rendez-vous avec d'autres autour d'une activité.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 3 psychologues cliniciens et 1 directrice. 4 CDI à temps partiel, équivalent 2,07 ETP.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ une centaine de jeunes sont accueillis chaque année dans l'établissement (102 jeunes en 2016).
1/ Adolescents et jeunes adultes, garçons et filles âgés de 16 à 26 ans ;
2/ Jeunes en situation de rupture ou en voie de l'être, dont les conditions de vie et de mal-être (souffrance psychique, échecs répétés, perturbations familiales...) les conduisent à être isolés, en situation de fragilité et de conduite à risques.
L'établissement est situé dans le quartier Belleville-Amandier, quartier prioritaire. Quant au public, il est en majorité du Nord-Est parisien et de quartiers prioritaires également.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 448,00	2,28%
Services extérieurs	27 375,00	14,02%
Autres services extérieurs	7 663,00	3,92%
charges de personnel	147 459,00	75,52%
Autres charges de gestion courante	8 321,00	4,26%
Total	195 266,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	20 000,00	10,24%
ARS (acquis)	42 266,00	21,65%
DDCS 75 dispositif Grande exclusion (acquis)	25 000,00	12,80%
DDCS 75 dispositif PAEJ (acquis)	21 000,00	10,75%
Département de Paris / DASES / BIPJ et santé mentale (acquis)	87 000,00	44,55%
Total	195 266,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €

2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	53 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011688

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CONSULTATIONS PSYCHOLOGIQUES ET SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	42 500,00 €	29,41 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PASSAGES ASSOCIATIFS
Adresse administrative : 11 RUE HENRI GAUTHEROT
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Muriel APTEKIER, Présidente

Date de publication au JO : 31 juillet 2010

N° SIRET : 52974494800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : Consultations psychologiques et soutien à la parentalité

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
L'action de l'association s'inscrit dans une démarche de prévention. La santé mentale des jeunes est un impératif pour leur donner les moyens de la réussite scolaire et une bonne intégration sociale.
Le projet se décline en 3 axes :
- Prévention des troubles mentaux et d'aggravation des symptômes, prévention de l'exclusion et de la souffrance psychosociale ;

- Prise en charge des enfants (de la primaire jusqu'au collège) et intervention auprès des familles ;
- Coordination avec les partenaires, écoles, services sociaux et de santé.

Description :
Le projet est centré sur les consultations psychologiques individuelles et familiales. Le suivi des enfants est hebdomadaire, pour en général quelques mois ; les rencontres avec les parents sont plus ponctuelles.
Un soutien collectif à la parentalité est proposé, avec un accueil parents / jeunes enfants (hebdomadaire) et un théâtre forum dédié aux parents (environ 3 représentations par an).
La structure travaille en réseau avec les partenaires, et réalise régulièrement des réunions cliniques et de coordination.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants : psychologues cliniciennes.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'association reçoit les enfants et familles, souvent en situation de précarité. Le public vient pour l'essentiel de Gentilly et des communes voisines.
Sont visés 60 enfants de 4 à 15 ans, et 20 adultes, ainsi que 10 familles.
Cela représente plus de 1000 consultations dans l'année.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	500,00	1,18%
Services extérieurs	600,00	1,41%
Autres services extérieurs dont rémunérations intermédiaires et honoraires	20 080,00	47,25%
Rémunération des personnels	11 590,00	27,27%
charges sociales	9 730,00	22,89%
Total	42 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	12 500,00	29,41%
ventes de produits finis, de marchandises, prestations de services	5 500,00	12,94%
Etat	10 000,00	23,53%
Département	5 000,00	11,76%
commune de Gentilly	1 500,00	3,53%
CAF	8 000,00	18,82%
Total	42 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	2 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
	Montant total	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011888

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE AUPRÈS DE JEUNES DE 16 À 26 ANS EN SOUFFRANCE PSYCHIQUE, EN SITUATION DE RUPTURE, DESCOLARISÉS OU EN VOIE DE L'ÊTRE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	119 194,00 €	16,78 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE UNITE AIDE AUX JEUNES DE LA GARENNE
Adresse administrative : 317 RUE DE LA GARENNE 92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN JACQUES ELEDJAM, Président

Date de publication au JO : 27 avril 1945

N° SIRET : 77567227217854

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : projet de soutien psychologique auprès de jeunes de 16 à 26 ans en souffrance psychique, en situation de rupture, descolarisés ou en voie de l'être.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
L'action s'articule autour de 3 axes préventifs et thérapeutiques : un espace d'accueil, des consultations

individuelles et des ateliers collectifs.
Les objectifs sont :
1/ Eviter les risques de marginalisation et de délinquance (exclusion sociale, déstructuration des relations familiales, déscolarisation, risque d'isolement et de passage à l'acte)
2/ Favoriser les investissements relationnels afin de rompre l'isolement
3/ Aider, soutenir les jeunes dans la restauration et la construction d'une identité (par l'acquisition de repères identificatoires) afin qu'ils puissent être sujets et acteurs de leur histoire et de leur avenir
4/ Redonner le goût d'apprendre, de découvrir, de se projeter dans la réalisation de projets de vie
5/ Encourager chez chacun des jeunes gens accueillis, un processus de socialisation progressive afin de les amener à faire valoir leurs potentialités créatrices et à mettre en oeuvre l'élaboration d'un projet professionnel.

Description :
A/ UN ESPACE D'ACCUEIL
Une fonction d'accueil est organisée du mardi au vendredi après-midi, et est animée par un ou deux psychologues assistés par un stagiaire étudiant en psychologie. Cet espace est libre d'accès et sans rendez-vous.Ce temps permet un ancrage solide durant lequel se nouent peu à peu des relations de confiance avec les professionnels et entre usagers. Fidélisant ainsi les jeunes sur le lieu, l'espace d'accueil favorise l'inscription des suivis individuels dans la durée.
Dans la manière dont il est pensé et géré, il permet l'émergence de demandes qui ne se disent pas toujours dans le cadre d'un entretien formel, mais qui y seront repris ensuite.

B/ DES CONSULTATIONS INDIVIDUELLES HEBDOMADAIRES
Les jeunes personnes peuvent être reçues en consultations individuelles hebdomadaires par l'un des psychologues cliniciens de l'équipe. Ils peuvent, dans une relation de confiance, témoigner de leurs angoisses actuelles, de leurs inquiétudes quant à l'avenir et questionner leur histoire personnelle ainsi que leur position subjective. Ces suivis, marqués du sceau de la confidentialité, s'inscrivent dans la durée, la seule limite de prise en charge étant l'âge (26 ans). La plupart des jeunes reçus en thérapie sont adressés par les partenaires.

C/ DES ATELIERS COLLECTIFS
Les ateliers sont animés par les psychologues assistés par des stagiaires psychologues. Ils se déroulent l'après-midi en alternance ou simultanément avec l'espace d'accueil. Ces activités ne demandent pas d'inscription préalable. Il n'y a pas d'obligation d'y venir régulièrement mais une incitation, un travail de l'équipe pour impliquer chacun dans la durée.
Les conditions sont ainsi créées, selon les ateliers pour favoriser l'expression de soi, renforcer le lien par rapport au groupe, restaurer une sécurité intérieure, permettre l'exploration de ressources personnelles, développer des capacités de concentration, d'élaboration, de créativité. Par le groupe, les ateliers permettent également de faire l'expérience d'activités socialisées, d'avoir rendez-vous avec d'autres autour d'une activité.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : psychologues cliniciens, coordinatrice

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ une soixantaine de jeunes sont accueillis chaque année dans l'établissement (65 jeunes en 2016).
1/ Adolescents et jeunes adultes, garçons et filles âgés de 16 à 26 ans ;
2/ Jeunes en situation de rupture ou en voie de l'être, dont les conditions de vie et de mal-être (souffrance psychique, échecs répétés, perturbations familiales...) les conduisent à être isolés, en situation de fragilité et de conduite à risques.
L'établissement est situé dans le quartier du Parc, quartier prioritaire à Nanterre. Quant au public, il est en majorité altoséquannais et vient de quartiers prioritaires.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 349,00	1,13%
Services extérieurs	15 675,00	13,15%
Autres services extérieurs	5 632,00	4,73%
charges de personnel	91 667,00	76,91%
Autres charges de gestion courante	4 871,00	4,09%
Total	119 194,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	20 000,00	16,78%
ARS (acquis)	45 494,00	38,17%
DDCS 92 PAEJ (acquis)	21 500,00	18,04%
DDCS 92 Dispositif FIPD (acquis)	6 000,00	5,03%
Département 92 (acquis)	17 000,00	14,26%
Mairie de Nanterre (acquis)	9 200,00	7,72%
Total	119 194,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011962

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SENSIBILISATION À LA DIFFUSION D'OUTILS VISANT L'AMÉLIORATION DE L'OBSERVANCE THÉRAPEUTIQUE À DESTINATION DES PUBLICS CIBLÉS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	102 307,00 €	14,66 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTIONS TRAITEMENTS
Adresse administrative : 190 BOULEVARD DE CHARONNE
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud CARRERE, Président

Date de publication au JO : 27 novembre 1991

N° SIRET : 38861557700037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : sensibilisation à la diffusion d'outils visant l'amélioration de l'observance thérapeutique à destination des publics ciblés

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Action Traitement est une association agrée pour représenter les malades et les usagers du système de santé. Elle a pour but d'informer, d'accompagner, de soutenir et de défendre les droits des personnes vivant avec le VIH, les virus de l'épatite, les pathologies associées et les infections sexuellement

transmissibles. Elle mène, par ailleurs, des actions de prévention notamment auprès des personnes exposées. Elle développe des supports d'information physique (33 000 flyers et brochures en 2016) et numérique (68 000 pages vues sur le site pour 17 000 visiteurs), publie des études, organise des formations et propose des accueils d'informations et d'accompagnement (401 personnes accompagnées en 2016).

Description :
L'Ile de France demeure la région la plus touchée par les plus forts taux de découverte du VIH, 42% des découvertes en 2015. La prévention contre le maladie est souvent limité au préservatif alors que d'autres outils existent: traitement post-exposition, Prophylaxie Post Exposition (Prep) ou le Traitement comme prévention (Tasp). Action traitement développe des outils de communication sur ces solutions de prévention auprès des publics clés et de leurs accompagnants ainsi que des séances de formation et d'accompagnement.

Moyens mis en œuvre :
L'association réalise une application pour l'aide à l'observance et au bon usage de la Prep. Pour le Tasp et le TPE, elle réalisera notamment des vidéos en format court disponible sur le site internet de l'association . Elle tiendra des ateliers de formation et des groupes de paroles. Elle propose également des affiches et flyers en nombre important et disponible sur commande pour d'autres acteurs (Cegidd, services d'urgence) afin que les moyens de prévention soit connus du plus grand nombre et pour les personnes les plus exposées.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les personnes ciblées sont en particulier les personnes les plus exposées, les personnes vivant avec le VIH et les personnes qui les entourent et les accompagnent. Les groupes de parole comptent à chaque séance entre 10 et 15 personnes. Le téléchargement de l'application est attendu à 500 personnes et les supports d'information sont édités à 5 000 exemplaires.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	42 494,00	41,54%
Achats de prestation de service	8 410,00	8,22%
Services extérieurs	34 587,00	33,81%
Impôts et taxes	223,00	0,22%
Charges de gestion courante	885,00	0,87%
Fonctionnement	15 708,00	15,35%
Total	102 307,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	14,66%
Etat (DGS)	25 000,00	24,44%
Ville de Paris	12 051,00	11,78%
autres établissements publics	3 256,00	3,18%
aides privées	47 000,00	45,94%
Total	102 307,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	15 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	10 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012200

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES DE 14 À 25 ANS TOUCHÉS PAR UNE MALADIE CHRONIQUE TRANSMISSIBLE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	390 327,00 €	5,89 %	23 000,00 €
		Montant Total de la subvention	23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DESSINE-MOI UN MOUTON
Adresse administrative : 1 VILLA DES PYRENEES
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Odile PICARD, Présidente

Date de publication au JO : 5 septembre 1990

N° SIRET : 38267556900067

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : projet de soutien et d'accompagnement des jeunes de 14 à 25 ans touchés par une maladie chronique transmissible.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
L'association Deesine-moi un mouton a pour objet de promouvoir la santé et de soutenir les projets de vie et les parcours de soins des personnes touchées par des maladies chroniques, VIH ou génétique, et principalement les enfants et jeunes adultes.

La vie quotidienne, sociale et familale des malades est profondementt modifiée par leur hospitalisation.
L'association cherche par le dialogue, les pratiques de soins corporels, les séjours thérapeutiques ou l'accompagnement extérieur a redonner une dynamique de vie aux malades en les aidant à surmonter les difficultés quotidiennes, et retrouver une autonomie ainsi qu'un bien être familal et individuel.

Description :
L'action proposée se concentre sur les 14-25 ans touchés par une maladie chronique transmissible en leur proposant de reprendre une certaine autonomie face à la maladie et en évitant les ruptures dans leurs vies, favorisant souvent la non-observance des traitements ou encore le décrochage scolaire. La structure hospitalière ne peut, seule, aider et accompagner les jeunes en dehors de la prise en charge pour la santé. Combattre la maladie passe également par l'inclusion dans la société et dans son cercle amical, familal ou professionnel. Certains de ces jeunes sont en situation de précarité ou totalement isolés et la maladie n'a fait que les isoler un peu plus.

Moyens mis en œuvre :
La prise en charge est menée au quotidien, tout au long de l'année (hors 15 jours en aout). Des entretiens individuels sont proposés aux jeunes pour un suivi de leur santé mais également leurs apporter un soutien psychologique et socio-éducatif.
Des ateliers thérapeutiques viennent renforcer ce dispositif autour du réinvestissement du corps, avec de la relaxation, de la socio-esthétique, du sport, et également des ateliers sur l'éducation à la santé et la libération de la parole (médiation culturelle, groupes de parole...).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Une cinquantaine de jeunes entre 14 et 25 ans.

Détail du calcul de la subvention :
sont exclues de la base subventionnable les charges financières.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 620,00	1,18%
locations immobilière et séjours thérapeutiques	61 990,00	15,86%
services extérieurs et professionnels de santé	46 965,00	12,02%
Impôts et taxes	2 820,00	0,72%
Frais de personnels	262 997,00	67,29%
herbergement de stabilisation	10 935,00	2,80%
Charges financières	500,00	0,13%
Total	390 827,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des familles	490,00	0,13%
Dons	19 259,00	4,93%
Aides d'Etat	122 350,00	31,31%
Aides des départements	54 413,00	13,92%
Aide de la Région Ile de France	23 000,00	5,88%
Aide de la CRAMIF	21 499,00	5,50%
Aides de fondation	64 208,00	16,43%
Associations	43 770,00	11,20%
Aides d'entreprise	5 880,00	1,50%
Autres partenariats	35 958,00	9,20%
Total	390 827,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	3 750,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	41 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012307

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ATELIERS POUR LES JEUNES EN SOUFFRANCE PSYCHOLOGIQUE ET SOCIALE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	13 455,00 €	44,59 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'EPOC L'ESPACE PSYCHANALYTIQUE D'ORIENTATION ET DE CONSULTATIONS
Adresse administrative : 18 RUE GEORGES THILL 75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THIERRY JACQUEMIN, Président

Date de publication au JO : 5 mars 2005

N° SIRET : 48168335700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : Ateliers pour les jeunes en souffrance psychologique et sociale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action réalisée en année civile

Objectifs :
L'ÉPOC est un espace d'accueil et de suivi thérapeutique ouvert la semaine et le week-end toute l'année. Cet espace est ouvert pour les adolescents, les jeunes et les adultes en souffrance psychique et sociale, en situation de précarisation résidant à Paris, qui n'auraient pas consulté ailleurs. L'accueil téléphonique est aussi disponible 7 jours sur 7.

Ces personnes peuvent trouver une écoute, un suivi, le temps qu'il faut. L'accueil et le suivi thérapeutique permettent d'apaiser la souffrance, de renforcer les compétences psychosociales, l'estime de soi et prévenir les conduites à risque et situations de rupture.
L'objectif du projet est de favoriser le repérage, l'accueil et l'orientation des jeunes migrants en vulnérabilité psychique et sociale vers les ateliers thérapeutiques.

Description :
Les jeunes migrants notamment mineurs isolés représentent plus des 2/3 du public reçu à l'espace Jeunes Flandre, partenaire de l'EPOC. Face à la grande diversité des situations des jeunes migrants (économique, sociale, administrative), un suivi personnalisé est réalisé de facon informelle : information pour les démarches administratives, les inscriptions en classe d'accueil, en cours de FLE, proposition d'activités sportives et culturelles.

2 ateliers thérapeutiques constituent un point de répère pour ces jeunes, qui trouvent dans la structure des liens sociaux et une reconnaissance :
- Atelier " Ecriture graphique ", le mardi de 15 à 17h ;
En 2016, 32 ateliers ont été réalisés pour 123 participants soit 250 participations.
- Atelier " Se construire un lieu " (jardin, modelage) le mercredi de 14h30 à 16h30 ;
En 2016, 40 ateliers ont été réalisés, 117 participants représentant 236 participations.
Ces temps d'activité permettent de trouver des marques de re-humanisation de leur existence.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants : l'équipe est composée de praticiens orientés par la psychanalyse : psychologues et psychiatres bénévoles ; 1 directrice et psychologue salariée ; 2,40 ETP psychologues salariés.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
200 bénéficiaires sont visés ; jeunes migrants et mineurs isolés.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats dont prestations de services	7 900,00	58,71%
Services extérieurs (assurance)	100,00	0,74%
Autres services extérieurs	190,00	1,41%
charges de personnel	5 265,00	39,13%
Total	13 455,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	6 000,00	44,59%
ARS (Acquis)	6 000,00	44,59%
Département (acquis)	1 000,00	7,43%
Autres produits de gestion courante	455,00	3,38%
Total	13 455,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	16 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	10 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 269,00 €
	Montant total	61 269,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012484

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RÉALISATION DE 36 REPRÉSENTATIONS DE SPECTACLES-DÉBATS SUR LES CONDUITES À RISQUE DES JEUNES.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	43 002,00 €	34,88 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PT PARALLEL THEATRE
Adresse administrative : 52 RUE DES TROIS FRERES
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ICA LAWRENCE, Présidente

Date de publication au JO : 1 septembre 2001

N° SIRET : 43937139400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : réalisation de 36 représentations de spectacles-débats sur les conduites à risque des jeunes.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action démarrant à la rentrée

Objectifs :
1. Developper les compétences psychosociales chez les adolescents, notamment la résistance a l'influence des pairs, la résolution de problèmes (gestion des émotions), la prise de décision, la communication, l'affirmation et l'estime de soi.

2. Développer les actions de prévention des addictions dans une approche globale des conduites à risques : addictions aux produits psychotropes (alcool, tabac, cannabis) et addictions sans produits (jeux vidéo).
3. Délivrer aux jeunes l'information dès leur entrée dans la sexualité pour favoriser l'adoption à long terme de comportements de prévention.
RESULTATS ATTENDUS :
- Diminution des comportements à risque des jeunes concernant les produits psychoactifs, la consommation excessive d'écrans et la sexualité ;
- Grace à l'information, les jeunes sont en mesure de faire des choix éclairés ;
- Prise de conscience des jeunes qu'ils sont responsables de leur santé.

Description :
Dans le spectacle-débat "le premier verre", adapte du témoignage d'Elodie comte, une jeune fille raconte sa maladie alcoolique durant son adolescence, les conséquences de celle-ci sur sa scolarité, ses relations familiales et amicales, et, enfin, les rencontres qui vont l'aider à en sortir.
Le spectacle-débat écrans est créé à partir de recherches documentaires et d'improvisations sur les nouvelles technologies. Les thématiques abordées sont : le cyber harcèlement, les réseaux sociaux, les jeux vidéo, l'influence du téléphone portable sur le comportement de chacun et sur la relation à l'autre.
Le spectacle-débat "On n'est pas sérieux quand on a 17 ans", d'après le témoignage de Barbara Samson, raconte la première relation amoureuse d'une jeune fille et sa contamination par le VIH.

Déroulement :
- Mise en place de l'action : une rencontre préalable a lieu avec les personnes relais des établissements scolaires (infirmière, Cpe, assistante sociale) ou des structures municipales (service jeunesse, maison de quartier, centre socioculturel) et avec des professionnels de prévention/santé. En milieu scolaire, l'implication de l'équipe éducative est recherchée.
- Préparation : distribution d'un qcm préalable afin de recenser les connaissances et/ou pratiques des jeunes concernant la thématique proposée.
- Ancrage local : la deuxième partie de l'action (débat) est interactive. Afin de permettre au public concerné d'échanger sur la thématique abordée par le spectacle, des professionnels des structures locales de santé/prévention sont sollicités. Le fait d'associer ces structures à l'action permet de donner une visibilité à celles-ci. Ainsi, les jeunes peuvent identifier les structures et personnes ressources de proximité.
- Prolongement : afin d'approfondir la thématique abordée, des interventions en classe sont prises en charge soit par l'infirmière scolaire soit par la structure santé/prévention associée au projet en prenant appui sur la synthèse des qcm préalables établie par Parallel Theatre.

Moyens mis en œuvre :
intervenants : 3 comédiennes, 1 musicien, 1 musicien/comédien, 1 metteure en scène/coordinatrice/régisseuse, 1 comptable.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires sont les lycéens (environ 83,33% sont situés sur les QPV), collégiens, jeunes/adultes

L'idée est d'organiser 13 représentations à raison de 2 ou 3 dans les lycées notamment d'Aubervilliers, Bondy, Mantes-la-Jolie, Champigny-sur-Marne, Paris 13.
Nombre d'élèves : 2145.
Nombre de jeunes/adultes : 150
Nombre total : 2295.

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 000,00	4,65%
Services extérieurs	250,00	0,58%
Autres services extérieurs	5 517,00	12,83%
frais de personnel	35 235,00	81,94%
Total	43 002,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	34,88%
CGET 93 (acquis)	4 100,00	9,53%
Autres préfectures (acquis)	18 802,00	43,72%
communes (acquis)	1 000,00	2,33%
autres prestations de service (acquis)	2 100,00	4,88%
établissements scolaires	2 000,00	4,65%
Total	43 002,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	8 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	11 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	11 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012652

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAINTIEN DE L'OFFRE DE CONSULTATIONS SUPPLÉMENTAIRES GRATUITES AUX COLLÉGIENS ET MINEURS VIVANT EN FOYERS ET CONSOLIDATION DE L'ACCUEIL TÉLÉPHONIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	21 250,00 €	44,71 %	9 500,00 €
		Montant Total de la subvention	9 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARADOXES
Adresse administrative : 50 RUE BICHAT
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Normand CHABOT, Président

Date de publication au JO : 24 octobre 2009

N° SIRET : 51812716200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : maintien de l'offre de consultations supplémentaires gratuites aux collégiens et mineurs vivant en foyers et consolidation de l'accueil téléphonique.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action démarrant à la rentrée.

Objectifs :
L'association a pour objet la gestion d'un centre d'accueil d'orientation et d'écoute pour adolescents. Elle met en place des entretiens psychologiques, des ateliers (groupes d'écriture, de paroles, rédaction de

CV... etc) conduits par des praticiens expérimentés.
L'association, pour pallier l'accroissement de la demande de collégiens mineurs vivant en foyer, souhaite consolider l'offre d'un dispositif d'écoute et de parole gratuit, immédiat, avec la possibilité de l'anonymat.
L'accueil et l'accompagnement des jeunes se fait au cas par cas dans la durée, afin qu'ils trouvent leur solution personnelle.

Description :
Le projet consiste en un accueil personnalisé, des consultations individuelles (de 4 à 6 mois renouvelable, à raison d'un Rdv par semaine), des ateliers d'écriture individuels, pour les adolescents et jeunes de 11 à 25 ans.

Moyens mis en œuvre :
Pour 2017, l'association souhaite maintenir les plages horaires ouvertes pour l'accueil et les consultations individuelles, consolider le secrétariat qui assure la planification des rendez-vous, l'accueil et le secrétariat-accueil téléphonique.
Elle souhaite également pouvoir rémunérer les psychologues-cliniciens pour les consultations supplémentaires, sachant que ces derniers au nombre de 15 interviennent déjà bénévolement jusqu'à 3 heures par semaine.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce projet vise entre 150 et 180 adolescents : 150 pour les consultations et 30 pour les ateliers. Ces jeunes sont issus de territoires prioritaires de Paris (10ème, 11ème, 19ème).

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	200,00	0,94%
Services extérieurs dont locations	2 150,00	10,12%
Autres services extérieurs dont rémunérations d'intermédiaires et honoraires	10 650,00	50,12%
frais de personnel	7 500,00	35,29%
Autres charges de gestion courante	750,00	3,53%
Total	21 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	9 500,00	44,71%
DDCS	1 250,00	5,88%
ARS	3 500,00	16,47%
DASES	7 000,00	32,94%
Total	21 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	9 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	9 000,00 €
	Montant total	27 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012671

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SANTÉ MENTALE DES JEUNES : DE NOUVEAUX OUTILS D'INFORMATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	60 000,00 €	38,33 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION PIERRE DENIKER
Adresse administrative : 36 AVENUE RAYMOND POINCARE
75116 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RAPHAEL GAILLARD, Président

Date de publication au JO : 27 janvier 2015

N° SIRET : 50065355500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : projet santé mentale des jeunes : de nouveaux outils d'information

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il a été mis en évidence à quel point parents et équipes pédagogiques sont démunis tant au point de vue de l'information sur les souffrances psychiques chez les adolescents et jeunes adultes que sur les lieux et personnes ressources auxquels s'adresser.
Le projet vise à intensifier une sensibilisation active sur un plus large territoire francilien avec une mise à disposition d'outils performants et innovants pour toucher le plus grand nombre, notamment sur les territoires où jeunes et familles sont difficiles à mobiliser.

Description :
Le projet se décline en plusieurs axes :
- formation des intervenants dans les lycées franciliens. Des binômes psychiatres / psychologues multiplieront des actions d'information et de prévention en proximité.
- enrichissement du contenu du site web psyjeunes : témoignages vidéo, enquêtes, nouvelles données sur la carte interactive, actualité de la recherche.
- campagne de communication pour la diffusion de la plateforme ressources : relations publiques et relations presse, actions sur le web et les réseaux sociaux, communication ciblée vers les relais associatifs.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : un chef de projet assisté d'un stagiaire, un référent scientifique, 2 formateurs médecins psychiatres, un concepteur analyste scientifique des enquêtes + prestataires.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Sont visés les adolescents et jeunes adultes, familles, proches, professionnels de l'éducation, animateurs, etc.
Les intervenants de première ligne au contact avec les familles sont ciblés pour ce projet. La formation d'un binôme psychiatre / psychologue, avec 2 sessions par département permettra de former 32 personnes ; ces personnes conduiront à environ un millier de bénéficiaires des conférences. Le site web est utilisable par l'ensemble des franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations	1 600,00	2,67%
Déplacements, missions et réceptions	2 000,00	3,33%
honoraires	16 000,00	26,67%
Autres services extérieurs	15 400,00	25,67%
frais de personnel	25 000,00	41,67%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 000,00	38,33%
ville de Paris	10 000,00	16,67%
CNAMTS	8 400,00	14,00%
Fondation la France s'engage	8 500,00	14,17%
Mécénats	6 600,00	11,00%
entreprises	3 500,00	5,83%
Total	60 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013862

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROMOUVOIR LA SANTÉ PSYCHIQUE ET DE PRÉVENIR LES CONDUITES À RISQUES ET ADDICTIVES À L'ADOLESCENCE ET AUPRÈS DE PUBLICS VULNÉRABLES.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	152 000,00 €	15,13 %	23 000,00 €
		Montant Total de la subvention	23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CSAPA LA CORDE RAIDE UDSM
Adresse administrative : 6 PLACE RUTEBEUF
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD MARTIN, Président

Date de publication au JO : 2 décembre 1959

N° SIRET : 78570592200470

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : actions de promotion de la santé psychique et de prévention de conduites à risques et addictives à l'adolescence et auprès de publics vulnérables.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action démarrant en début d'année civile.

Objectifs :
1. Développer l'information et l'éducation à la santé en matière de conduites à risques et addictives
- Réaliser, en milieux scolaire et spécifique, des interventions collectives sur les conduites à risques et addictives (avec et sans substance) et visant à développer les compétences psychosociales.

- Offrir un espace d'échange et de discussion aux parents et professionnels permettant de les informer sur les conduites à risques et addictives.
2. Renforcer le travail en réseau et les partenariats de proximité, dans une approche territoriale
- Participer aux réunions et groupes de travail organisés par la sous-direction de la jeunesse du 12e arrondissement de Paris
- Proposer aux personnels sociaux et infirmiers de l'académie de Paris un espace d'échanges et d'analyse de leurs pratiques.
3. Favoriser l'accès aux soins des adolescents et jeunes adultes en difficultés.
- Evaluer, sur site scolaire, avec les jeunes repérés en situation de mal-être, leurs difficultés psychologiques et les orienter vers une structure de soin et/ou d'accompagnement de proximité
- Accueillir les adolescents et jeunes adultes, les informer, les soutenir et les orienter vers le soin / l'accompagnement adapté le cas échéant.

Description :
Les dispositifs proposés par l'unité de prévention sont multiples :
- Interventions ciblées au regard du public et de la problématique identifiée (consommation/excès ; abus d'écran ; réseaux sociaux ; relations filles-garçons)
- Interventions auprès des jeunes visant à travailler les notions d'estime de soi, de bien-être et de mal-être à l'adolescence et d'envisager les alternatives possibles aux conduites à risques (développement des compétences psychosociales)
- Actions de sensibilisation-information auprès des professionnels et des parents, sur site : sensibilisation des professionnels aux problématiques de l'adolescence et des conduites à risques (débat ; Conférence-débat ; Groupe de parole Parents)
- Réunions partenaires Jeunesse du 12e arr. permettant le renforcement des liens entre les structures et le CSAPA ainsi que la co-construction de projets de prévention
- Groupes d'échanges sur les pratiques professionnelles pour les assistants de service social en faveur des élèves et infirmiers scolaires de l'Académie de Paris
- Dispositif Ecoute Jeunes
- « Le Passage » : Espace ouvert d'information et d'accueil, sans RDV, des adolescents et jeunes adultes (14-25 ans), en étroite collaboration avec les professionnels du CJC.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Adolescents en milieu scolaire (collèges et lycées)
Adolescents et jeunes adultes en milieu spécifique, notamment en foyers ASE ou PJJ, association de prévention spécialisée, centres d'animation, pris en charge à la Mission Locale de Paris
Professionnels des établissements scolaires et autres structures d'accueil
Parents
Pour l'année 2017, sont envisagés :
- 1 à 2 rencontres par structure dans le cadre des réunions partenariales permettant la mise en oeuvre des projets de prévention, soit 60 professionnels rencontrés ;
- 160 séances, soit 1800 bénéficiaires dans le cadre des actions collectives de prévention des conduites à risques et addictives ;

- 35 séances, soit 300 jeunes rencontrés dans le cadre des actions visant à travailler les compétences psychosociales ;
- 4 actions de sensibilisations auprès des parents et/ou des professionnels et 9 séances de groupe à destination des parents d'« Ados en crise », permettant ainsi de toucher 130 adultes ;
- 1 permanence d'accueil de 2h par semaine, sur 45 semaines, dans le cadre de l'espace ouvert « Au Passage », soit 225 jeunes accueillis ;
- 7 établissements scolaires bénéficiaires du Dispositif Ecoute Jeunes, 350 entretiens réalisés, 200 jeunes rencontrés ;
- 14 séances dans le cadre des groupes d'échanges sur les pratiques professionnelles, 30 professionnels bénéficiaires.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 111,00	0,73%
Locations	20 315,00	13,37%
Services extérieurs	1 954,00	1,29%
Autres services extérieurs	1 975,00	1,30%
frais de personnel	117 045,00	77,00%
Impôts et taxes	9 600,00	6,32%
Total	152 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 000,00	15,13%
ARS	45 000,00	29,61%
DDCS MILDECA 75 - 94	9 000,00	5,92%
Département 93	39 000,00	25,66%
CAF REEAP	5 000,00	3,29%
Participation lycées et collèges	31 000,00	20,39%
Total	152 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	18 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	18 000,00 €

	Montant total	36 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013905

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SENSIBILISER ET INFORMER SUR LA SANTÉ MENTALE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	314 200,00 €	7,32 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION FALRET SOUS L'EGIDE DE LA FONDATION NOTRE DAME
Adresse administrative : 49 RUE ROUELLE 75015 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur PHILIPPE FABRE FALRET, Président

Date de publication au JO : 30 novembre 1992

N° SIRET : 39373959400157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : sensibiliser et informer sur la santé mentale.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est d'informer et sensibiliser le grand public. En 2016, 2000 personnes ont été contactées physiquement ; en 2018 ce devrait être au moins le double. En outre, il y avait eu 80 relais presse, 7500 visites sur le site web, 6 passages France Info (5 millions d'auditeurs) ; l'idée est de doubler en 2018.

Description :

Cap sur la santé mentale se déroule sous une tente de 400m² dédiée, sur le parvis de la Défense, face à la grande arche, avec un studio radio intégré, durant 3 jours.
Après une inauguration rassemblant la ministre en charge de la santé *, la présidente de la région *, le présidents du département *, les élus locaux, les responsables de la Fondation FALRET ainsi que les mécènes, chaque journée se déroule sur une base thématique (14 mai 2018 : la santé mentale, parcours de soins : « le virage ambulatoire » ; 15 mai 2018 : la santé mentale, parcours de vie « résilience et empowerment, retrouver le pouvoir d'agir » ; 16 mai 2018 : la santé mentale, parcours professionnel « l'entreprise, un territoire de conquête pour la santé mentale »).
Chaque journée 4 tables rondes développent chacun de ces thèmes. Des intervenants d'horizons différents, experts de leur domaine, viennent croiser leurs regards sur une dimension du problème autour du micro de France Info. Personnes concernées, aidants, professionnels soignants et accompagnants, politiques, entrepreneurs, DRH, responsables handicap, journalistes, parrains… interviennent à tour de rôle pour apporter leur regard et préconiser des actions qui permettraient de faire progresser les conditions de vie des malades.
Les tables rondes sont captées et consultables via « Youtube ». Si nos moyens le permettent, une captation vidéo en direct pourra être envisagée. Un rapport final est établi et remis à toutes les autorités, gouvernementales, régionales et départementales, et mises à la disposition du public via le site internet.
*sous réserve de leur accord

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
C'est le grand public qui est visé, et plus spécifiquement les professionnels de La Défense, les particuliers qui fréquentent ce site, mais également les auditeurs de France Info, les professionnels de la santé mentale, etc.
Au moins 4000 visiteurs et 5 millions d'auditeurs sont attendus.

Détail du calcul de la subvention :
sont déduits de la base subventionnable les frais liés aux services bancaires et assimilés.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	107 700,00	34,11%
achats matières et fournitures	17 000,00	5,38%
Services extérieurs : locations	18 000,00	5,70%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	128 000,00	40,54%
Déplacements, missions et réceptions	12 500,00	3,96%
Services bancaires et assimilés	1 500,00	0,48%
frais de personnel	31 000,00	9,82%
Total	315 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 000,00	7,29%
département 92	25 000,00	7,92%
aides privées	267 700,00	84,80%
Total	315 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013995

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SENSIBILISER LES ADOLESCENTS AUX RISQUES LIÉS AUX OUTILS NUMÉRIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	50 000,00 €	45,00 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E ENFANCE
Adresse administrative : 11 RUE DES HALLES
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Béatrice COPPER-ROYER, Présidente

Date de publication au JO : 24 septembre 2005

N° SIRET : 48456194900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : Sensibiliser les adolescents aux risques liés aux outils numériques

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le projet démarre en début d'année scolaire.

Objectifs :
L'objectif du projet est d'apprendre aux lycéens à identifier les risques pour leur santé liés à leur usage d'internet et des réseaux sociaux. L'action les sensibilise à l'importance d'utiliser les outils numériques et internet de manière responsable, critique et respectueuse de l'autre et d'eux-mêmes.
Les risques liés à un usage inadapté se situent au niveau du surpoids, du mal-être, du manque de sommeil, de la baisse de l'attention, des variations d'humeur, de l'isolement ...

Description :
Les adolescents participent à une intervention de 2H durant laquelle sont transmis des contenus d'information et de prévention. Ils sont sensibilisés à l'importance de protéger leurs données personnelles, à se méfier des contenus inappropriés ou dangereux, à l'enfermement algorithmique, à la cyber violence, au cyber-harcèlement, ...
L'idée est d'éveiller leur sens critique, de leur donner des éléments de compréhension de la notion de liberté d'expression et de ses limites afin de veiller au respect de soi et d'autrui.
Cette éducation à l'autorégulation met en avant l'importance d'un équilibre de vie entre monde réel et monde virtuel.
A la fin de l'intervention des cartes "net écoute" sont distribuées pour permettre aux élèves de joindre la ligne d'aide de l'association.

Moyens mis en œuvre :
Une douzaine de volontaires sont engagés dans le cadre d'un service civique et formés par le responsable de la formation de l'association et des intervenants extérieurs.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Pour ce projet, sont visés des lycéens sur une trentaine d'établissements sur toute l'Ile-de-France, soit environ 5400 élèves. Chaque intervention se fait pour une trentaine d'élèves (une classe). Ces sont en général les établissements qui sollicitent l'association pour une intervention.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Déplacements, missions et réceptions	1 500,00	3,00%
honoraires	9 500,00	19,00%
frais de personnel	39 000,00	78,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	22 500,00	45,00%
Education Nationale	15 000,00	30,00%
entreprises	12 500,00	25,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	50 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014139

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCOMPAGNEMENT VERS UN PARCOURS DE SOINS COORDONNÉ ET PÉRENNE DES PERSONNES EN GRANDE PRÉCARITÉ ET VULNÉRABILITÉ ATTEINTES DU VIH ET D'AUTRES PATHOLOGIES LOURDES.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	250 993,00 €	9,16 %	23 000,00 €
		Montant Total de la subvention	23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BASILIADE
Adresse administrative : 12 RUE BERANGER
75003 PARIS 03
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DIDIER ARTHAUD, Président

Date de publication au JO : 7 juillet 1993

N° SIRET : 40084047600024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : accompagnement vers un parcours de soins coordonné et pérenne des personnes en grande précarité et vulnérabilité atteintes du VIH et d'autres pathologies lourdes.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions de l'association se déroulent sur l'année civile.

Objectifs :
L'association Basiliade accueille et accompagne les personnes concernées par le VIH en offrant des temps d'accueil, d'écoute et de convivialité aux malades en situation de précarité humaine et matérielle.

Elle assure également un accompagnement individuel dans la durée, un soutien thérapeutique et un soutien à l'hébergement pour ceux qui en ont besoin.

Description :
Le projet porté par Basiliade s'adresse principalement aux publics clés de la lutte contre l'épidémie de sida. L'Ile de France reste la région la plus touchée par la maladie et la Région s'est dotée d'un plan ambitieux de lutte contre le VIH/sida. Basiliade est une association qui accueille les personnes touchées par la maladie les plus précaires et qui les aide notamment dans l'observance thérapeutique. Situé en plein Paris, le lieu d'accueil et d'accompagnement de l'association s'adresse à l'ensemble des populations cibles d'Ile de France.
Basiliade cherche à faire le pont entre les différences luinguistiques, culturelles ou les problèmes psychologiques qui empêchent aux personnes malades d'observer correctement leurs traitements.

Moyens mis en œuvre :
L'association travaille en réseau avec les structures médicales et les acteurs de lutte contre la précarité. Elle dispose en propre d'une équipe de professionnel de santé et de chargé d'insertion. Basiliade propose aux personnes des rendez vous avec ces équipes et assure des visites aux domiciles des bénéficiaires. Elle propose aussi la coordination des soins avec les équipes médicales et peut même accompagner les malades, si ils le souhaitent, dans leurs rendez-vous médicaux.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Une quarantaine de personnes.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 900,00	0,76%
Locations et entretiens	74 518,00	29,69%
Services extérieurs	30 926,00	12,32%
Impôts et taxes	4 835,00	1,93%
Frais de personnels	87 214,00	34,75%
Autres charges de gestion courante	51 600,00	20,56%
Total	250 993,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide Région	23 000,00	9,16%
Subvention État	117 698,00	46,89%
Subvention Département	5 000,00	1,99%
Aides d'association	86 600,00	34,50%
Mécénat	17 695,00	7,05%
Autres produits de gestion courante	1 000,00	0,40%
Total	250 993,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	40 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	20 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	20 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014255

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SENSIBILISATION DES JEUNES AUX QUESTIONS DE PRÉVENTION ET DE PROMOTION DE LA SANTÉ EN SEINE-SAINT-DENIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	67 000,00 €	34,33 %	23 000,00 €
		Montant Total de la subvention	23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOL EN SI SOLIDARITE ENFANTS SIDA
Adresse administrative : 24 RUE DU LIEUTENANT LEBRUN
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE-SOPHIE RIMAUD, Présidente

Date de publication au JO : 14 novembre 1990

N° SIRET : 38383402500124

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : sensibilisation des jeunes aux questions de prévention et de promotion de la santé en Seine-Saint-Denis.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions de l'association se déroulent sur une année civile.

Objectifs :
L'association Solidarité enfants sida existe depuis 1990 et a pour objet de créer et de développer des lieux d'accueils, de rencontres et d'échanges pour les enfants et adultes concernés par le sida. Elle accompagne également les familles sur les aspects psycho-sociaux liés à la maladie et sur un éventuel

soutien pour les problèmes matériels, en particulier le logement. Elle lutte également contre les discriminations et soutient l'accès à tous aux droits et aux soins.

Description :
L'association souhaite renforcer ses actions de prévention en direction d'un public jeune, en principe formé à ces questions de prévention mais qui dans la pratique est assez éloigné d'un comportement responsable. L'action doit se mener dès le collège et se poursuivre au lycée sur les questions de grossesse, de protection des IST et du VIH. Les violences liées aux relations, la pornographie ou encore la lutte contre les préjugés sont également abordés. Les jeunes non scolarisés en collège et lycée sont aussi touchés par ces interventions. L'an dernier 1290 jeunes ont pu bénéficier de ces subventions.

Moyens mis en œuvre :
Les interventions se déroulent en collège et lycée avec un animateur qualifié et en complément des actions menées par le CRIPS. Le sida et les IST constituent un premier type d'intervention et l'autre type d'intervention porte sur la vie affective et sexuelle.
L'association vise à améliorer les connaissances en matière de transmission et de prévention des IST et du VIH et de renforcer la visibilité des structures de dépistage comme les CEGIDD et des personnes ressources comme les infirmiers et infirmières scolaires.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Plus de 1200 collègiens des classes de 4ème et 3ème ainsi que les lycéens, mais également les lycéens des établissements techniques et de formations spécialisées.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 500,00	2,24%
documentation et services extérieurs	1 200,00	1,79%
Déplacements, missions et réceptions	4 700,00	7,01%
Frais de personnel	56 000,00	83,58%
charge de gestion courante	3 600,00	5,37%
Total	67 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	30 000,00	44,78%
Subvention Région	23 000,00	34,33%
Subvention Aides privées	14 000,00	20,90%
Total	67 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	4 320,00 €
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	6 885,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	34 205,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014446

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : JE / COLLECTIF : PRÉVENTION ET SENSIBILISATION AUX RISQUES LIÉS AUX PRODUITS PSYCHO-ACTIFS, ACCOMPAGNEMENT ET MAINTIEN DES JEUNES DANS UN PARCOURS DE SOINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	78 073,00 €	21,77 %	17 000,00 €
	Montant Total de la subvention		17 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACERMA ASS POUR LA COMMUNICATION - L'ESPACE ET LA REINSERTION DES MALADES ADDICTIFS
Adresse administrative : 22 QUAI DE LA LOIRE 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric HISPARD, Président

Date de publication au JO : 23 décembre 1987

N° SIRET : 38257488700040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : Je / Collectif : prévention et sensibilisation aux risques liés aux produits psycho-actifs, accompagnement et maintien des jeunes dans un parcours de soins

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action démarrant dès la rentrée.

Objectifs :

L'association souhaite construire de nouvelles approches pour prévenir les risques face aux produits psychoactifs, accompagner et maintenir les jeunes dans un parcours de soin. Le projet "Je / Collectif" vise à accrocher les jeunes qui souffrent d'un déficit d'estime faisant barrage au désir de s'occuper de soi, de prendre garde.
Un travail partenarial a permis ainsi de proposer aux jeunes de 16 à 26 ans une action artistique pluridisciplinaire de prévention et de sensibilisation aux risques liés aux consommations excessives d'alcool et autres produits psychotropes, sous forme de stages courts et longs.
Les objectifs du projet sont :
- permettre aux jeunes d'énoncer leurs difficultés et problématiques
- accompagner la résolution des problématiques
- devenir un lieu de ressources et d'accompagnement
- apprendre à s'affirmer
- travailler l'estime de soi.

Description :
L'action se décline en plusieurs axes :
- 3 ateliers longs : réalisations documentaires, création d'une oeuvre théâtrale, festival ;
- 6 ateliers de découverte et d'initiation : réalisation documentaire, pochoir, hip hop, stand up.
Ces ateliers permettent de créer du lien social, d'aider à trouver des ressources, à prendre du plaisir sans produits et avoir une pensée créative. Ce sont des supports à la parole, la connaissance de l'autre, la sensibilisation et la prévention.
Le festival correspond à 6 jours de restitution festive des oeuvres créées dans les ateliers longs.

Moyens mis en œuvre :
moyens humains : coordinateur, metteur en scène, musicienne, réalisatrice, assistante de réalisation, plasticienne, chorégraphe.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet cible les jeunes de 16 à 26 ans orientés par les partenaires, ainsi que lycéens, étudiants, jeunes travailleurs. ce sont prioritairement des jeunes en grande vulnérabilité sociale, psychologique et culturelle du nord-est parisien.
100 bénéficiaires sont visés pour les ateliers, et un millier pour le festival.

Localisation géographique :
- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats dont prestations de services	37 398,00	47,90%
Services extérieurs	3 044,00	3,90%
Autres services extérieurs	1 161,00	1,49%
frais de personnel	22 674,00	29,04%
Charges fixes et de fonctionnement	13 796,00	17,67%
Total	78 073,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	17 000,00	21,77%
MILDECA	15 000,00	19,21%
DASES	33 000,00	42,27%
Communes	8 500,00	10,89%
CNASEA	4 000,00	5,12%
Autres produits de gestion courante	573,00	0,73%
Total	78 073,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	17 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014496

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INFORMATION ET SENSIBILISATION DES ELUS ET DES PATIENTS D'ILE-DE-FRANCE SUR LE VIH/SIDA.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	62 000,00 €	37,10 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ELCS - ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA
Adresse administrative : 84 RUE QUINCAMPOIX
75003 PARIS 03
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC ROMERO, Président

Date de publication au JO : 6 septembre 1995

N° SIRET : 40849900200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : information et sensibilisation des Elus et des patients d'Ile-de-France sur le VIH/SIDA.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action démarrant dès octobre.

Objectifs :
Elus locaux contre le sida est une association d'élus, d'usagers et de patients qui sensibilise les élus et collectivités à la lutte contre le VIH et les hépatites virales. Elle vient en aide aux personnes touchées par la maladie en portant leus demandes et besoins au niveau politique, aussi bien individuellement que collectivement.

Elle intègre aussi dans ses actions, la lutte contre les discrimantions et les violences liées aux orientations sexuelles ou au statut de malade.
Elle organise des tables-rondes et des manifestations pour la prévention et l'information sur ces maladies.

Description :
L'Ile de France reste la région la plus touchée par l'épidémie de VIH/sida.La lutte contre la maladie passe aussi par la sensibilisation du plus grand nombre et notamment des responsables politiques. L'association entend relayer les informations sur l'avancée des traitements contre la maladie et des nouvelles capacités de dépistage et de prévention. Elle oeuvre également contre les discriminations, homophobie et sérophobie.

Moyens mis en œuvre :
Elus locaux contre le sida publie une lettre d'information 4 fois par an en la diffusant à 8 000 exemplaires ainsi qu'un guide "Action, prévention, information" à 3 000 exemplaires.
Sur l'ensemble du territoire, 25 réunions sont organisés tous les ans pour mobiliser contre la maldie et les états généraux organisées un fois par an rassemblent plus de 400 personnes.
En informant et mobilisant les élus franciliens, l'association veut remettre la question du sida au coeur des préoccupations de santé publique.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	800,00	1,29%
Hebergement et documentation	1 150,00	1,85%
Services extérieurs et missions receptions	36 050,00	58,15%
frais de personnel	24 000,00	38,71%
Total	62 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	15 000,00	24,19%
Subvention Département (attribuée)	17 000,00	27,42%
Subvention Commune (attribuée)	7 000,00	11,29%
Subvention Région (sollicitée)	23 000,00	37,10%
Total	62 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	30 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	30 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	83 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014500

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : JEUNES ACTEURS DE LEUR SANTÉ - ESTIME DE SOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	63 550,00 €	23,60 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ODYSSEE ART
Adresse administrative : 36 BOULEVARD JOHN KENNEDY
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ADAM ZAIDI, Président

Date de publication au JO : 30 octobre 1999

N° SIRET : 47783885800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : projet jeunes acteurs de leur santé - estime de soi

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action démarrant en début d'année scolaire.

Objectifs :
L'objectif du projet est de promouvoir la santé mentale et physique des jeunes franciliens (scolaires ou en insertion) dans une perspective de mieux-être, en renforçant les compétences psychosociales et en prévenant le mal-être des jeunes.
1 : Sensibiliser les jeunes à identifier les sources de stress, de violence pour améliorer leur comportement.

2 : Développer l’estime de soi chez des jeunes les plus en difficulté afin de regagner confiance en soi dans le sens d’un meilleur épanouissement individuel et d’un mieux-vivre ensemble.

Le projet vise à accompagner des jeunes de 14 à 25 ans afin de leur permettre de retrouver leur équilibre physique et psychologique grâce à une meilleure estime de soi. En favorisant le dialogue, valorisant les compétences, les jeunes sont incités à mieux vivre ensemble et à renvoyer d’eux-mêmes une image positive.
Cette action s’articule à partir de démarches participatives et d’interventions de proximité.

Description :
Le projet vise à :
- Mettre en place un accompagnement spécifique de jeunes scolaires ou en insertion en difficulté, pour susciter leur prise de conscience en termes de santé physique et mentale.
- Permettre l’expression d’un vécu et d’une éventuelle souffrance.
- Favoriser le retour de la confiance en soi pour que le jeune participant s’épanouisse dans sa scolarité ou sa vie professionnelle et dans son environnement social et familial.
- Exposer les conséquences néfastes de d’alcool et de la drogue pour mieux se garder de toute addiction.
- Aider les jeunes bénéficiaires à retrouver un équilibre individuel grâce à des ateliers de thérapie par le mouvement.

Certains contextes peuvent conduire les jeunes vers la violence ou vers des pathologies telles que l’anorexie, la boulimie, la cyberdépendance et des pulsions suicidaires. C’est pourquoi il est envisagé de mettre en place des interventions adaptées et régulières auprès des mêmes groupes de jeunes. Pour aider les participants à retrouver leur équilibre, leurs compétences et leur estime de soi sont valorisées.

- Théâtre Interactif/ Théâtre forum : échanges avec les jeunes sur la question des conflits, identité, liberté d’expression, violence. Il s’agit d’amener les jeunes à verbaliser leurs pensées, leurs émotions, leur vécu et leur point de vue. A partir de jeux de rôle évoquant des scènes vécues ou imaginaires. Il s’agit d’exprimer les différentes réactions de chaque protagoniste pour traquer et dénoncer autant de conduites à risques et de pièges à éviter.
L'objectif est d'établir le dialogue avec les jeunes de façon théâtralisée et ludique, les aider à se définir en tant qu’individu porteur de valeurs, mettre des mots sur leurs souffrances, leur difficultés et leurs ambitions, leur permettre de s’assumer et d’avoir confiance en eux.

- Ateliers d’expression / Ateliers d’art-thérapie (création) : réalisation de clips-vidéo, d’affiches ou de peintures, sur divers thèmes tels que le rêve, la liberté, la souffrance, la beauté ou encore la tolérance, l’écoute, la solitude. Ces créations seront ensuite diffusées au sein des d’établissements scolaires et des quartiers.
Il s'agit d'aider les jeunes à exprimer leurs opinions et leurs sentiments sans violence, faire circuler le message de prévention et valoriser leur compétences.

- Thérapie des mouvements : atelier de sophrologie/relaxation mettant en place une thérapie du mouvement pour permettre aux jeunes de se sentir bien dans leur corps et leur esprit de le respecter pour une meilleure estime d’eux-mêmes.

- Atelier communication : des ateliers de coaching, d’image de soi, de diction.
Cela favoriser le dialogue, le respect et l’estime de soi et permet de prendre conscience de ses capacités. Une orientation vers l’univers professionnel peut être envisagée (études, apprentissage, formation, emploi).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'action concerne les établissements scolaires publics dans les zones les plus défavorisées et foyers des jeunes qui sont au sein des quartiers politiques de la ville en Ile-de-France (ATHIS MONS, CORBEIL, LES ULIS, VIRY CHATILLON, EVRY, STAINS, AULNAY, CRETEIL, NOGENT, NANTERRE).

- Jeunes lycéens, BTS : 850 (ou équivalents de 35 classes)
- Jeunes sous main de justice / PJJ, élèves de classes Relais, jeunes en difficultés scolaire (11 à 16 ans) : 100
- Etudiants : 50
- Jeunes en Insertion : 50
- Autres : encadrants, infirmiers, enseignants : 80.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 300,00	6,77%
Services extérieurs dont locations	9 000,00	14,16%
Autres services extérieurs dont rémunération intermédiaires et honoraires	11 450,00	18,02%
frais de personnel	38 800,00	61,05%
Total	63 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	23,60%
ARS	16 500,00	25,96%
Politique de la ville	5 000,00	7,87%
jeunesse et sports	8 000,00	12,59%
départements (91, 94)	8 000,00	12,59%
organismes privés	5 000,00	7,87%
autres prestations de service / participation des villes	5 500,00	8,65%
Autres produits de gestion courante	550,00	0,87%
Total	63 550,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	27 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	8 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	10 000,00 €
2015	Prévention des conduites à risques chez les jeunes	8 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
	Montant total	91 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014508

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : STAFF DE SANTÉ MENTALE "ADOLESCENTS, JEUNES ADULTES" POUR PARIS NORD EST.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	11 000,00 €	45,00 %	4 950,00 €
		Montant Total de la subvention	4 950,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MDA ROBER DEBRE MAISON DES ADOLESCENTS ROBERT DEBRE GCSMS
Adresse administrative : 8 AVENUE DE LA PORTE DU PRE SAINT 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul JACQUIN

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 53814297700023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : Staff de santé mentale "adolescents, jeunes adultes" pour Paris Nord Est.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action démarrée.

Objectifs :
Le projet consiste en des réunions cliniques destinées aux médecins généralistes du nord est–parisien, animées par des professionnels des institutions de santé mentale ciblant la population des 10-30 ans : discussion d'observations cliniques anonymisées et échanges d'informations sur les ressources du

territoire ; réunions itinérantes dans les différentes structures du secteur public et associatif (CMP infanto-juvéniles et adultes, CIAPA, Maison des Ados, CMPP, etc).
Les objectifs sont :
1. Optimiser les parcours de soins de jeunes en souffrance psychique et des situations complexes par une meilleure utilisation des ressources en santé mentale du territoire.
2. Réduire les obstacles que rencontrent les médecins de ville et leurs patients face aux services de santé mentale par une meilleure identification des lieux de soins, des professionnels et de leurs modes de fonctionnement.
3. Développer les liens entre médecins traitants et services spécialisés améliorant les liaisons d'aval et d'amont autour des hospitalisations en psychiatrie de façon à optimiser les prises en charges.
4. Etablissement de collaborations permettant le suivi ambulatoire des jeunes en souffrance psychique, en particulier dans les situations les plus préoccupantes : idées ou tentatives de suicide, troubles du comportement alimentaire, consommations et addictions.
5. Amélioration des connaissances des différents acteurs sur les ressources du système de soins, également sur les dispositifs médico-sociaux permettant l'accompagnement des personnes touchées par la pathologie mentale chronique .
6. Outre ces nécessaires échanges entre professionnels, la démarche du staff itinérant est un moyen pour les médecins généralistes participants de renforcer leurs compétences et leur capacité à assurer des prises en charges difficiles.

Description :
Il s'agit de la création d'un « staff » pluri-partenarial de santé mentale « adolescents et jeunes adultes » (AJA) : des réunions destinées aux médecins de ville et aux médecins scolaires du nord-est parisien (centrés sur les 10, 18, 19 et 20 èmes arrondissements) pour discuter de situations cliniques difficiles anonymisées. Ces réunions sont co-animées par des soignants de pédopsychiatrie et de psychiatrie des secteurs concernés. Elles se déroulent les jeudis de 12h30 à 14h30, au mois 4 fois par an, itinérantes, accueillies dans différentes structures de santé mentale du territoire selon un programme pré-établi pour l'année : intersecteur de psychiatrie infanto-juvénile, psychiatrie adulte, CIAPA, Maison des ados, CMPP, éventuellement Consultation Jeunes Consommateurs, …

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public visé est la population des adolescents et jeunes adultes (AJA) du nord est parisien qui ont des troubles psychiques, psychiatriques, et comportementaux qui ont insuffisamment ou trop tardivement accès aux soins de santé mentale. Le territoire de l'action vise pour une large partie des jeunes vivant en territoire « politique de la Ville » (sans limitations géographiques précises car correspondant aux patientèles des médecins libéraux).
Une centaine de médecins généralistes a été touchée, et une 40aine d'entre eux a déjà participé à une ou plusieurs séances du staff durant la première année. Ces professionnels estiment rencontrer en moyenne 5 situations de jeunes de 10 à 30 ans /an avec des problèmes « psy » pour lesquels ils ont besoin d'une aide à l'orientation ou à la prise en charge. L'objectif est de toucher régulièrement une cinquantaine de médecins, et du fait de l'amélioration des pratiques et des partenariats, d'optimiser la prise en charge de leurs patients : indirectement 100 à 200 AJA /an.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 500,00	13,64%
Assurance	100,00	0,91%
honoraires	4 000,00	36,36%
Autres services extérieurs	400,00	3,64%
frais de personnel	5 000,00	45,45%
Total	11 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	4 950,00	45,00%
Ville de PARIS	2 000,00	18,18%
MDA R. DEBRE	4 050,00	36,82%
Total	11 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 950,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014544

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SANTÉ DES JEUNES – PROBLÈMES DE SANTÉ DES JEUNES : INFORMATION REPÉRAGE ET ORIENTATION DES JEUNES À RISQUE DE VULNÉRABILITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	37 082,00 €	40,45 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRETEIL SOLIDARITE
Adresse administrative : 1 PLACE HENRI DUNANT
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard ELGHOZI, Président

Date de publication au JO : 26 août 1987

N° SIRET : 34353415200024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : santé des jeunes – problèmes de santé des jeunes : information repérage et orientation des jeunes à risque de vulnérabilité

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action démarrant à la rentrée scolaire.

Objectifs :
Le projet vise à conduire des actions de prévention et de promotion de la santé auprès des jeunes usagers et des animateurs de deux sites du territoire du réseau Créteil Solidarité : la Mission locale de Maisons Alfort et l'Union Sportive de Créteil. Un programme de sensibilisation est ainsi prévu mettant

l'accent sur :
- l'insertion par la santé notamment en faveur des jeunes en difficulté et l'accès à un soutien, à un accompagnement et à des soins psychologiques.
- l'accompagnement et le soutien en direction des professionnels relais confrontés aux difficultés de prise en compte des problèmes de santé par les jeunes eux-mêmes.
- le renforcement des pratiques de réseau sur le territoire entre les différents acteurs et professionnels relais concernés.

Sont prévus des entretiens individuels avec une psychologue, des rencontres en groupe de jeunes, des actions d'information, de prévention et d'éducation à la santé, un travail de sensibilisation / formation des relais conseillers de la Mission locale et animateurs sportifs de l'US Créteil section football.

Description :
A la Mission locale, plusieurs dispositifs sont proposés : une permanence d'accueil et de soutien psychologique en faveur des jeunes, un temps mensuel d'analyse des pratiques et des situations complexes pour les professionnels, des rencontres sous forme d'ateliers / forum santé ouverts aux jeunes.
A l'US de Créteil, il est prévu un programme d'accompagnement des jeunes en situation de fragilité qui passe par une action de formation / action ouverte aux relais en santé.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe du réseau de Créteil Solidarité + partenaires (professionnels de santé et autres partenaires).

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires sont les jeunes notamment fragilisés par des situations complexes et / ou des risques de troubles du comportement. Environ 150 à 200 jeunes sont visés, ainsi qu'une trentaine de professionnels relais dans le département du Val-de-Marne.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	2,70%
Services extérieurs	1 700,00	4,58%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 700,00	15,37%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	2,70%
frais de personnel	25 300,00	68,23%
frais de gestion	2 382,00	6,42%
Total	37 082,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	40,45%
Aides privées	22 082,00	59,55%
Total	37 082,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	13 040,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	14 000,00 €
	Montant total	27 040,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014555

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROGRAMME D'ÉDUCATION THÉRAPEUTIQUE « BIEN VIVRE AVEC LE VIH, LES HÉPATITES ET PATHOLOGIES ASSOCIÉES »

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	47 258,00 €	31,74 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE COMITE DES FAMILLES
Adresse administrative : 18 RUE DE LA MARE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur REDA SADKI, Président

Date de publication au JO : 1 octobre 2003

N° SIRET : 48249488700037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : programme d'éducation thérapeutique « Bien vivre avec le VIH, les hépatites et pathologies associées »

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Actions de l'association sur année civile.

Objectifs :
L'association Comité des familles cherhce à promouvoir l'auto-organisation des personnes atteintes par le VIH/sida et leurs proches. Elle favorise l'accès aux soins et aux droits des personnes touchées. Elle mène des missions d'informations à destination du grand oublic et de certaines population entrant dans la

définition des publics clés en matière de lutte contre le sida. Elle développe une prévention et un accompagnement par les pairs. L'association s'occupe d'environ un miller de personnes, dont plus de cent nouveau pour l'année 2016.

Description :
La région Ile-de-France est toujours la région métropolitaine la plus touchée par l'épidémie de sida. Certaines populations, comme les populations provenant de certaines géographiques, constituent des populations clés à savoir des populations sur lesquelles l'action doit se concentrer afin de réduire l'épidémie. L'accompagnement au quotidien des personnes touchées est au coeur des missions de l'association et en collaboration avec des structures hospitalières. Aider les patients a respecter l'observance de leurs traitements, d'être le plus autonome possible, et améliorer leur qualité de vie est une nécessité dans la lutte contre la maladie.

Moyens mis en œuvre :
L'association propose des ateliers d'environ 7 personnes pour une durée de 2 heures avec pour certains recours à des personnalités qualifiées extérieures. Il est prévu entre 1 et 5 ateliers pour les personnes participantes, en indivuel ou collectif, et avec des ateliers pouant être parfois ludiques et pédagogiques.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
85 bénéficiaires directs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 950,00	6,24%
Locations immobilières et mobilières	10 065,00	21,30%
Services extérieurs	7 688,00	16,27%
Charges de personnel	26 555,00	56,19%
Total	47 258,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide Région	15 000,00	31,74%
Aide privée	17 750,00	37,56%
Aide de fondation	8 242,00	17,44%
Fonds propres	6 266,00	13,26%
Total	47 258,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	13 700,00 €
	Montant total	13 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014848

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DÉVELOPPEMENT D'UNE APPROCHE GLOBALE DE PRÉVENTION SANTÉ CHEZ LES JEUNES ISSUS DES QUARTIERS DÉFAVORISÉS DANS LE 19ÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	55 660,00 €	40,06 %	22 300,00 €
	Montant Total de la subvention		22 300,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE 19
Adresse administrative : 251 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC ESTEVE, Président

Date de publication au JO : 4 juillet 1979

N° SIRET : 32228389600049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : développement d'une approche globale de prévention santé chez les jeunes issus des quartiers défavorisés dans le 19ème arrondissement de Paris.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action démarrant à la rentrée

Objectifs :
Objectif général : Développer une approche globale de prévention en santé chez les jeunes issus des quartiers défavorisés dans le XIXeme arrondissement de Paris (vie affective et sexuelle, addictions,

nutrition, santé mentale)
Objectifs spécifiques :
- Améliorer les connaissances des jeunes en matière de sexualité, IST, contraception, IVG, nutrition, addictions
- Améliorer les représentations des jeunes en matière de relations garçon-fille, sexisme, bien-être
- Améliorer les compétences psycho-sociales des jeunes
- Accompagner les jeunes dans leurs situations individuelles (conduites à risque, mal-être,…)
- Développer un partenariat local avec les structures de jeunesse.

Description :
1) Organisation d'ateliers d'information, sensibilisation et échange
140 ateliers seront mis en place, dans différents lieux :
-Collèges (Varèse, Mozart, Peggy, Méliès),
-Lycées (Guimard, D'Alembert),
-Espace 19 (centres sociaux et culturels, Espace Ludo),
-Structures d'accueil de jeunes partenaires d'Espace 19 (antenne jeune Flandre,…)
Ils porteront sur différentes thématiques : vie affective et sexuelle, nutrition (alimentation et activité physique), addictions, compétences psycho-sociales.
2) Permanences d'accueil et d'accompagnements pour les jeunes
Ces permanences ont lieu dans les centres sociaux Espace 19 Riquet et Espace 19 Ourcq.
L'objectif est d'accueillir et d'accompagner les jeunes sur les questions de vie sexuelle et affective, la prévention des grossesses non désirées, l'accès à l'avortement, la prévention des IST,…
3) Participation des groupes de travail sur la santé des jeunes
Espace 19 participe à un groupe piloté par l'ASV du 19eme. Ce groupe de travail réunit différents partenaires.
Espace 19 participe par ailleurs à un groupe de travail initié par la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risque (MMPCR) et piloté par la coordinatrice sociale de territoire du 19eme (DASES).
4) Ateliers de renforcement des capacités des salariés et des bénévoles d'E19 travaillant auprès des enfants et jeunes pour qu'ils puissent développer des actions de prévention et promotion de la santé
Les salariés travaillant auprès des enfants et des jeunes seront invités à participer à des ateliers sur différents thèmes.
5) Implication des enfants et jeunes dans le diagnostic santé.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
-conseillère conjugale et familiale,
-animateurs-coordinateurs
-prestataires (moniteurs sportifs, diététicien,…)
-responsable du pôle santé médiation
-stagiaire

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public ciblé :

-jeunes fréquentant les loisirs éducatifs dans les centres sociaux d'Espace 19 et l'EspaceLudo (E19)
-élèves de 4 collèges (Peggy, Varèse, Méliès, Mozart) et 2 lycées (d'Alembert et Guimard)
-public du club de prévention Feu Vert Curial & Chaufourniers, antenne Jeune Flandre
750 jeunes sont visés

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 845,00	8,70%
Services extérieurs	1 335,00	2,40%
Autres services extérieurs	4 072,00	7,32%
Impôts et taxes	3 205,00	5,76%
frais de personnel	42 203,00	75,82%
Total	55 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	22 300,00	40,06%
ARS	31 100,00	55,87%
CNASEA	2 260,00	4,06%
Total	55 660,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	72 000,00 €
2014	E-inclusion - Fonctionnement	37 408,33 €
2014	E-inclusion - Investissement	7 290,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	9 500,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	23 000,00 €
2015	Soutien aux acteurs associatifs régionaux des TIC	50 000,00 €

2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2015	Soutien aux tables locales de quartier	28 000,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	22 300,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	6 890,00 €
2017	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	12 000,00 €
	Montant total	278 388,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015899

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PRÉVENTION DU VIH EN ILE-DE-FRANCE - ETUDE ANRS "PRÉVENIR"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	90 000,00 €	44,44 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS ROBERT DEBRE RECHERCHE MEDICALE
Adresse administrative : 15 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE 75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RAYMOND ARDAILLOU, Président

Date de publication au JO : 27 décembre 2003

N° SIRET : 45376033200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : prévention du VIH en Ile-de-France - Etude ANRS prévenir

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action ayant démarré en mai.

Objectifs :
La région Ile de France est la plus touchée par l'épidémie du VIH/sida avec plus de 3000 découvertes d'infection VIH chaque année, sans diminution notable depuis 10 ans.
Un nouveau mode de prévention biomédicale de l'infection VIH reposant sur la prise de médicaments antirétroviraux avant des rapports sexuels (prophylaxie préexposition ou PrEP) a démontré son efficacité

chez les sujets à risque en réduisant le risque de contamination de 97% (molina et al new england journal of medicine 2015 et lancet hiv 2017).
Le déploiement de ce nouvel outil de prévention en Ile de France devrait permettre, en combinaison avec les outils déjà existants (préservatifs, dépistage de l'infection, traitement précoce des personnes infectées) de diminuer le nombre de nouvelles contaminations par le VIH.
La subvention demandée permettra de soutenir le centre du Pr. Molina pour financer les dépenses en personnel médical et paramédical (infirmières et assistants de recherche clinique) afin de maintenir et d'élargir l'offre de PrEP pour les personnes à risque.

Description :
Ce projet implique plusieurs centres hospitaliers en région Ile de France. Il est piloté par le Pr. Molina et son équipe à l'hôpital Saint-Louis à Paris qui reçoit le plus grand nombre de personnes puisque plus de 1300 personnes sont suivies dans son centre.
Les personnes à risque sont vues tous les trois mois en consultation et bénéficient également d'un accompagnement communautaire par le milieu associatif (association AIDES) pour la réduction des risques.
A chaque consultation, des tests de dépistage du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles sont réalisés ainsi que des tests pour apprécier la bonne tolérance du traitement.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens engagés sont des moyens en personnel médical et paramédical (infirmières et assistants de recherche).
En dehors des consultations dédiées organisées tous les après-midi, des consultations sont également proposées en soirée entre 18h et 22h trois fois par semaine.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Il s'agit des personnes à haut risque d'infection par le VIH : hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, personnes transgenres, migrants originaires de pays de forte endémie de sida, et toute personne exposée à des rapports sexuels sans préservatif avec des personnes potentiellement infectées par le VIH.
Les personnes ciblées sont réparties sur toute l'Ile de France, soit 3000 personnes à risque.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel	90 000,00	100,00%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Idf	40 000,00	44,44%
Agence Nationale de Recherche sur le Sida	50 000,00	55,56%
Total	90 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010302

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MISSION MÉTROPOLITAINE DE PRÉVENTION DES CONDUITES À RISQUES 93 : ANIMATION DE L'ESPACE DE PRÉVENTION TÊTE À TÊTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de prévention	614 600,00 €	16,27 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-65733-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux structures de prévention
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : mission métropolitaine de prévention des conduites à risques 93 : animation de l'espace Tête à tête

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action se déroulant tout au long de l'année

Objectifs :
L'équipe de la MMPCR 93 intervient auprès des jeunes du département dans un accueil accessible sans rendez-vous pour échanger sur leurs difficultés, avec l'espace de prévention du Tête à Tête situé dans le centre commercial Rosny2. C'est un concept de prévention innovant, un espace d'information, de prévention et d'écoute pour les 13/25 ans.
Ses objectifs sont d'apporter une réponse à toute question relative à la sexualité, à l'usage de substances psychoactives, l'utilisation des écrans, les violences, le mal-être … et de faire prendre conscience des

risques liés à certaines conduites.

Description :
L'espace Tête à Tête propose aux jeunes :
- un accueil spontané : animé par une équipe de professionnels en prévention des conduites à risques, le Tête à Tête assure une mission de service public et offre toute l'année, du lundi au samedi de 10h à 18h30, un accueil libre, anonyme et sans condition. Le public trouve au sein de cet espace original, de l'information, une écoute et une orientation en matière de prévention, de sexualité, de drogues, de mal-être, et de violences. Des expositions, des rendez-vous (débats, rencontres, projections ; etc.), des outils multimédias et des supports pédagogiques sont proposés pour échanger sur ces sujets. Au-delà, des échanges avec les intervenants, les jeunes trouvent également à leur disposition de la documentation, du matériel de prévention, des expositions, des outils multimédias et vidéo, ainsi que des supports ludiques et pédagogiques.

- des actions d'animation collectives : tout au long de l'année, les structures scolaires (Collège, Lycée, CFA, etc.) et hors scolaires (PIJ, BIJ, Missions locales, PJJ, Associations, IME et CAT, club de prévention, etc.) du département de la Seine-Saint-Denis et des départements limitrophes, sont reçues lors de séances d'information et de prévention collectives, à destination de leurs groupes d'adolescents et de jeunes adultes (13-25 ans), sur les problématiques liées à la sexualité et aux consommations de produits psychoactifs, aux violences, à l'estime de soi et la valorisation du bien-être, l'usages des écrans, les discriminations …
En direction du public spécifique d'IME (Institut médico-éducatif), les actions sont adaptées, élaborées en collaboration avec les équipes éducatives de ces structures. Pour chaque groupe (10 à 12 personnes), 3 séances d'une 1h30, sont proposées.

- des événements thématiques : il s'agit d'expositions thématiques et interactives ou parcours ludiques organisés au sein de l'espace, d'une durée de 12 mois environ, échelonnées sur 2 années, qui ont pour objectifs d'apporter un éclairage sur une problématique spécifique, et d'informer les jeunes et le grand public de passage dans le centre commercial. Ces événements permettent également de recueillir des données et des témoignages du public, d'échanger les expériences entre professionnels, de construire de nouveaux partenariats, et d'instaurer une dynamique de travail collectif au sein de l'équipe.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : équipe de 10 salariés + intervenants et prestataires extérieurs
Moyens matériels : outils de prévention, site internet.

Public(s) cible(s) :
L'espace Tête à Tête accueille un large public issu du département de Seine-Saint-Denis et de Paris.
Il a accueilli, en 2016, 16 151 visiteurs, dont 13 459 jeunes et 2 692 adultes (dont 1 161 professionnels). La moyenne mensuelle est de 1 346 passages.
11 155 visiteurs ont été rencontrés en accueil spontané et 4 996 en actions collectives. Les évènements drainent également de nombreux jeunes.

Détail du calcul de la subvention :
le budget du projet se décompose ainsi :
- dépenses directes (prestations de service, locations ...) : 348 100€
- dépenses de personnel : 266 500€

- ressources MILDECA et ARS : 90 000€
- Fonds propres : 424 600€

- Région : 100 000€

Total = 614 600€

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 300,00	1,51%
Prestations de service	100 000,00	16,27%
Locations	228 000,00	37,10%
autres services extérieurs dont Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	10 800,00	1,76%
Rémunération des personnels	266 500,00	43,36%
Total	614 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	16,27%
ARS	45 000,00	7,32%
MILDECA	45 000,00	7,32%
Fonds propres	424 600,00	69,09%
Total	614 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €

2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 804 880,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 571 400,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	415 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	668 380,00 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	52 655 180,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012525

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INFORMATION - PRÉVENTION - FORMATION : SEXUALITÉS, DROITS DES FEMMES ET SUJETS CONVERGENTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de prévention	206 317,00 €	38,78 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100112- Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION REGIONALE DE LA REGION PARISIENNE DU MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL
Adresse administrative : 4 SQ STE IRENEE 75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle LOUIS, Présidente

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 43522550300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux structures de prévention
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : Information - Prévention - Formation : sexualités, droits des femmes et sujets convergents

Objectifs :
Le projet pour l'année 2017 de la fédération régionale MFPF idf est décliné en :
- 3 grandes axes ayant pour objectif de réduire les inégalités sur le territoire francilien, tout en favorisant l'intégration de la prévention dans les parcours de santé : Informer - Prévenir - Former en sont les maîtres mots.
- 3 grandes actions : Plateforme téléphonique / Formations et analyse de la pratique / Prévention et sensibilisation des publics et professionnels

Un travail est réalisé sur toutes les questions liées aux droits des femmes (contraception, avortement,

IST...) et aux sexualités. Cela passe nécessairement par la lutte contre le sexisme et la promotion de l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes. Prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes est notamment une de nos missions transversales.

La fédération régionale MFPF idf élabore ses actions sur la base d'un diagnostic de terrain, au plus proche des partenaires / professionnels (pré-rencontre, bilan, formation de professionnels, analyse de la pratique) en fonction des besoins identifiés des publics bénéficiaires (accueil physique et téléphonique, temps d'échange collectif, animations, forum etc...)

La fédération régionale MFPF idf s'implique dans différentes instances intra-mouvement (commissions du MFPF) mais aussi à l'extérieur de notre mouvement (CADAC, Centre Hubertine Auclert, Groupes de réflexion ARS, commissions départementales sur les violences etc..) et confronte en permanence ses diagnostics avec d'autres structures professionnelles.

Description :
Action 1 : NUMERO VERT "sexualités - contraception - ivg"
permanence téléphonique du MFPF RP est assurée du lundi au vendredi de 12h à 19h par cinq associations départementales du MFPF Yvelines / Essonne / Hauts de Seine / Val de Marne et Val d'Oise.
Dans le cadre du Numéro vert national "sexualités - contraception - ivg" (0 800 08 11 11), anonyme et gratuit, la permanence s'est ouverte sur d'autres créneaux : 6 jours sur 7, de 9h à 22h le lundi et de 9h à 20 du mardi au samedi.

Elle permet aux franciliens et franciliennes une écoute et information relative à l'IVG, la contraception et toutes les questions liées à la sexualité. Une orientation vers les lieux proposant une IVG dans les meilleurs délais en tenant compte du lieu de résidence des femmes concernées et de la méthode choisie ainsi qu'une orientation vers les structures proposant un accompagnement contraceptif ou un éventuel dépistage. Une enquête régulière auprès des établissements pratiquant les IVG évalue le dispositif.

Action 2 : ACTIONS DE PREVENTION , DE SENSIBILISATIONS AUPRES DES PROFESSIONNELS ET DES PUBLICS
Les actions se déroulent sous diverses formes sur tout le territoire francilien, en milieu urbain comme rural. La coordination du dispositif est assurée par une coordinatrice régionale et une coordinatrice téléphonique, en concertation avec le Conseil d'administration du MFPF IDF.

Le MFPF IDF organise des animations pour groupes de jeunes (filles / garçons) et d'adultes (femmes / hommes) sur la santé sexuelle, l'égalité et l'impact des rapports sociaux sur les comportements à risques, les violences issues du programme national du MFPF "Genre et Santé Sexuelle" (GSS). Des interventions ou groupes de paroles se destinent à des personnes en situation de handicap sur la prévention des risques liés à la sexualité et des sensibilisations/formations auprès de professionnel-les du secteur social, médical, de l'éducation nationale...

Les interventions se font à la demande des partenaires dans des centres sociaux, des maisons d'arrêt, des centres médicaux, hospitaliers, dans des établissements scolaires lors de projets mis en place par les équipes pédagogiques. Des séances sont reconduites chaque année dans certaines Ecoles de la 2ème Chance ou pour les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) et Protection Judiciaire de la jeunesse (PJJ) autour de la citoyenneté et la prévention des violences.

Action 3 : FORMATIONS ET ANALYSES DE LA PRATIQUE DES MILITANTES FRANCILIENNES
Afin de permettre aux militantes (bénévoles comme salarié.e.s) de la Fédération MFPF RP de se former tout au long de leur vie, d'échanger sur leurs pratiques, de réactualiser leurs connaissances sur des thématiques santé, corps des femmes (...) un ensemble de formations, susceptibles d'évoluer au cours de l'année en fonction des besoins repérés par les associations franciliennes, est conçue autour de la

"Promotion de la santé sexuelle et reproductive": Femmes et santé, masculinisme, contraception masculine, complétée par une formation "Théâtre forum" comme outil d'animation, un week-end "objectif et motivation" et des analyses de la pratique.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Action 1 : Tout public en Ile-de-France ; de 6 000 à 6 500 franciliens.nes bénéficiaires sur la Région Ile de France.
Action 2 : Publics de jeunes filles – jeunes garçons – femmes et hommes adultes - personnes détenues, et/ou porteuses d'un handicap, migrant.e.s : 1600 bénéficiaires dans tous les départements de L'Ile de France.
Action 3 : 60 Militantes des 8 associations départementales d'Ile-de-France, au siège de la Fédération MFPF IDF et/ou dans les différentes associations départementales.

Détail du calcul de la subvention :
dépenses -
achats : 2400€
services extérieurs :159.018€
autres services extérieurs : 25.376€
frais de personnel : 19.523€

recettes -
Région : 80.000€
ARS : 85.100€
FDVA : 4.500€
Communes : 4.000€
CRAMIF : 5.500€
Fondation de France : 21.000€
Fonds propres : 6.217€

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	80 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux structures de prévention	100 000,00 €
2015	Soutien aux structures de prévention	80 000,00 €
2016	Soutien aux structures de prévention	99 138,00 €
	Montant total	279 138,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-579

DU 22 NOVEMBRE 2017

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR LES ÉCOLES ET INSTITUTS DE FORMATION PARAMÉDICAUX, MAÏEUTIQUES ET EN TRAVAIL SOCIAL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

VU Le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 approuvant, notamment, le règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 16 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-579 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Conventions d'objectifs et de moyens pour les écoles et instituts de formation paramédicaux et maïeutiques

Décide de poursuivre le partenariat avec les écoles et instituts de formation paramédicaux et maïeutiques, listés en annexe 1 à la présente délibération, pour la mise en œuvre des formations et des orientations définies dans le schéma régional des formations sanitaires et sociales et le versement d'une subvention globale de fonctionnement annuelle.

Décide, pour ce faire, de proposer à ces écoles et instituts la signature d'une convention d'objectifs et de moyens.

Approuve la convention « sanitaire » jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 : Conventions d'objectifs et de moyens pour les écoles et instituts de formation en travail social

Décide de poursuivre le partenariat avec les écoles et instituts de formation en travail social, listés en annexe 3 à la présente délibération et sur la base des places de formation agréées présentées en annexe 5, pour la mise en œuvre des formations et des orientations définies dans le schéma régional des formations sanitaires et sociales et le versement d'une subvention globale de fonctionnement annuelle.

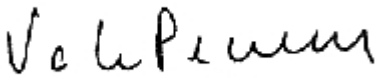
Décide, pour ce faire, de proposer à ces écoles et instituts la signature d'une convention d'objectifs et de moyens.

Approuve la convention « social » jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 : Application de la présente délibération

La présente délibération prend effet à compter du 1er janvier 2018.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe à la délibération n°1

Organismes de formations financés du secteur paramédical ou maïeutique (sanitaire)

Dpt	Etablissement	Code postal	Ville
75	Assistance Publique - Hôpitaux de Paris	75004	Paris
	Croix-Rouge Française	75014	Paris
	ADERE	75020	Paris
	Centre hospitalier de Sainte-Anne	75014	Paris
	Fondation Hôpital Saint-Joseph	75014	Paris
	Fondation des Diaconesses de Reuilly	75012	Paris
	Union Soins et Services Ile-de-France	75014	Paris
77	CMPA - Fondation Santé des Etudiants de France	77610	Neufmoutiers en Brie
	Grand hôpital de l'Est Francilien	77100	Meaux
	Centre hospitalier du Sud Seine et Marne	77300	Fontainebleau
	Groupe hospitalier du Sud Ile-de-France	77011	Melun Cedex
	Centre hospitalier de Provins	77400	Provins
78	Centre hospitalier de Rambouillet	78514	Rambouillet
	Centre hospitalier de Versailles	78000	Versailles
	Centre hospitalier de Meulan-les-Mureaux	78250	Meulan
	Centre hospitalier Poissy-Saint-Germain	78100	Saint-Germain-en-Laye
	Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines	78000	Versailles
	Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation de Bullion	78830	Bullion
	Institut National Marcel Rivière - MGEN	78320	Le Mesnil-Saint-Denis
91	Centre hospitalier de Barthélémy Durand	91150	Etampes
	Centre hospitalier d'Arpajon	91294	Arpajon
	Groupe hospitalier Nord Essonne	91160	Longjumeau
	Centre hospitalier du Sud-Francilien	91100	Corbeil-Essonnes
	Centre hospitalier spécialisé de Perray-Vaucluse	91360	Epinay-sur-Orge
92	CASH Nanterre	92000	Nanterre
	Centre hospitalier Stell - Rueil Malmaison	92500	Rueil-Malmaison
	Centre hospitalier Foch - Suresnes	92151	Suresnes
	Institut hospitalier Franco-Britannique - Oeuvre du Perpétuel Secours	92309	Levallois-Perret
93	Centre hospitalier Saint-Denis	93205	Saint-Denis
	Centre hospitalier Robert Ballanger	93600	Aulnay sous Bois
	Etablissement public de santé de Ville-Evrard	93330	Neuilly sur Marne
	IFITS Théodore Simon	93330	Neuilly sur Marne
	Fondation Œuvre Croix Saint-Simon	93100	Montreuil
	Centre de Formation Louise Couvé	93300	Aubervilliers
94	Centre hospitalier Villeneuve Saint Georges	94190	Villeneuve Saint Georges
	Centre hospitalier Les Murets - La Queue en Brie	94510	La Queue en Brie
	Centre hospitalier Paul Guiraud - Villejuif	94806	Villejuif Cedex
	Ecole Départementale de Puériculture	94407	Vitry sur Seine
	Les hôpitaux de Saint-Maurice	94410	Saint Maurice
	Université Paris Est Créteil	94010	Créteil
95	Centre hospitalier de Gonesse	95500	Gonesse
	Groupe hospitalier Carnelle Portes de l'Oise	95260	Beaumont sur Oise
	Centre hospitalier René Dubos - Pontoise	95300	Pontoise
	Centre hospitalier Victor Dupouy Argenteuil	95107	Argenteuil
	Centre hospitalier Roger Prévot - Moisselles	95570	Moisselles
	Fondation Léonie Chaptal	95200	Sarcelles
	GHEM Simone Veil	95600	Eaubonne

Annexe à la délibération n°2

CONVENTION TYPE SANITAIRE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération N°CP xxx du xxx

Ci-après dénommée *« la Région »*

ET

Nom du bénéficiaire :
Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU Le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1998 fixant les taux et les montants de rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle continue ;

VU Le règlement régional des bourses, adopté par délibération du Conseil régional n° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017 ;

VU Le règlement du fonds régional d'aide sociale, adopté par délibération du Conseil régional n° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 15 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 approuvant, notamment, le règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux « conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission santé;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU L'avis de la commission des finances ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Préambule

La Région a adopté, en décembre 2016, son nouveau schéma régional des formations sanitaires et sociales (SRFSS). Désormais, elle assure le pilotage de l'appareil de formation et son financement au regard des orientations et des préconisations d'évolution de l'offre de formation définies dans ce schéma.

Il vise notamment à répondre à de nouveaux enjeux qualitatifs de meilleure gestion des centres, de qualité de la formation, d'amélioration du soutien aux élèves et étudiants en formation et d'innovation. Il aspire à répondre aux besoins en emploi des territoires.

Il définit de grandes orientations pour relever ces enjeux :

- **Optimiser la gestion des ressources** par la mise en place d'outils de gestion et de pilotage et l'amélioration du suivi des établissements,
- **Développer la qualité** en favorisant la réussite et l'insertion des étudiants et en inscrivant les établissements dans les priorités régionales,
- **Introduire l'innovation** par le développement d'équipement et de nouvelles pratiques pédagogiques**.**

Pour atteindre ces objectifs, la Région détermine des priorités régionales. Elle s'appuie sur un partenariat resserré avec les établissements en mettant en œuvre une politique de financement, d'optimisation de la carte des formations et de soutien à différentes actions (sécurité, investissement, équipement et innovation). Le soutien à l'équipement et à l'investissement fait l'objet d'une convention spécifique.

Afin d'assurer le pilotage optimal du secteur, elle met en place un contrat de performance qui s'appuie sur des indicateurs pour suivre au mieux les établissements et partager les informations. Il est attendu des centres une attention particulière à la qualité et à la fiabilité des éléments transmis. Ces derniers constituent un élément de suivi et complètent les dialogues de gestion.

Article 1 : Objet général de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre partenarial entre la Région et le bénéficiaire pour permettre à ce dernier de mener à bien les formations paramédicales ou maïeutiques décrites dans les annexes 1 et 1 bis et ayant fait l'objet d'une autorisation d'ouverture conformément à la réglementation en vigueur.

La présente convention s'inscrit dans la mise en œuvre du schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022. Elle précise également les modalités du financement régional pour le fonctionnement des formations paramédicales et maïeutiques dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement annuelle, les modalités du partenariat et du financement et celles du contrôle des dossiers de demandes d'aides.

Article 2 : Obligations du bénéficiaire

Article 2.1 : Règles générales du partenariat

Le bénéficiaire s'engage à réaliser à son initiative et sous sa responsabilité les formations de qualité financées par la Région, à suivre les étudiants de leur sélection jusqu'à leur insertion professionnelle et à assurer l'accès à l'information ainsi que la transmission des dossiers d'aides aux étudiants.

Article 2.2 : Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à transmettre toutes les données statistiques demandées par la Région, dans les délais impartis, et notamment :

- les informations relatives au budget, aux effectifs, au personnel et aux aides aux étudiants ;
- les informations relatives au pilotage du schéma des formations sanitaires et sociales ;
- les indicateurs relatifs au suivi ;
- les informations relatives aux partenariats avec les Universités ;
- les projets d'extension ou d'ouverture de nouvelles sections de formation des centres de formation pour contrôle et validation par la Région ;
- les informations relatives à la formation continue ;
- les informations nécessaires à la réalisation des enquêtes ;
- les informations nécessaires à la communication au grand public.

Il s'engage également à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies à l'article 1er ci-dessus et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle, notamment comptable, de l'utilisation de la subvention régionale ;
- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région des changements de référents chargés des aides aux étudiants : bourses et FRAS ;
- informer la Région par écrit et dans les meilleurs délais, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- apporter toute explication ou toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l'exécution de la ou des actions subventionnées et aux étudiants en formation.

Afin de permettre le contrôle par la Région des obligations du bénéficiaire, ce dernier s'engage également à :

- respecter les conditions d'exécution imposées, à en faciliter et à en permettre le contrôle à tout moment par les services régionaux, assistés, le cas échéant, de personnes désignées par la Région ;
- conserver l'ensemble des documents administratifs et comptables relatifs à l'exécution pour une durée minimale de 10 ans à compter de l'expiration de la présente convention ;
- transmettre, sur simple demande de la Région, tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution des formations et la bonne gestion de l'organisme ;
- transmettre des informations relatives à la qualité de la formation, au profil des étudiants et à leur insertion professionnelle ou à leur poursuite d'études.

La Région, ou toute personne qu'elle aura désignée, se réserve la possibilité de contrôle, notamment technique et financier de l'utilisation des fonds et de la réalisation de la / des formation(s) au titre de la présente convention.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et sur place, notamment par l'accès aux documents administratifs, comptables et de suivi et à toutes autres pièces justificatives. Le bénéficiaire peut être amené à fournir, sur demande de la Région, tous les éléments lui permettant d'attester du service fait, et notamment les listes d'émargement.

Pour rappel, il appartient au centre de formation :

- de déclarer son activité de formation auprès de la DIRECCTE conformément à la loi du 24 novembre 2009 (notamment codifiée à l'article R6351-1 et suivants du Code du travail) relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie,
- de veiller chaque année à s'inscrire sur la liste des instituts autorisés à percevoir la taxe d'apprentissage, publiée par la Préfecture de Région, si les conditions requises sont remplies,

- de veiller à s'inscrire sur le Datadock qui permet aux financeurs de la formation professionnelle de vérifier la conformité des organismes de formation aux critères qualité définis par le décret du 30 juin 2015.

Article 2.3 : Obligations financières et comptables

Article 2.3.1 : Respect des principes comptables

La comptabilité du bénéficiaire retrace l'intégralité des opérations réalisées pour le centre de formation, y compris les équipements et les investissements.

Le bénéficiaire doit mettre en place une comptabilité analytique permettant de répartir les coûts entre les formations. Les principes de comptabilité analytique entre les formations doivent être respectés, en privilégiant une affectation directe. Les formations initiales doivent être distinctes pour identifier le financement régional.

Toute modification des imputations requiert l'accord préalable écrit de la Région avant l'envoi des documents budgétaires.

Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires. Toute modification de comptabilisation ou de montant doit être soumise pour accord préalable écrit de la Région.

Pour les centres de formation sous statut d'association, de fondation, etc… intégrés dans une structure intervenant dans plusieurs domaines, l'activité de formation financée par la Région, fait l'objet d'une comptabilité analytique distincte des autres activités. Pour les centres de formation adossés à un établissement de santé, le budget du centre de formation est un budget annexe au budget principal.

Article 2.3.2 : Respect des règles d'équilibre budgétaire

Les budgets prévisionnels du bénéficiaire doivent être sincères, réalistes et annuels (année civile). Si le bénéficiaire est rattaché à un établissement public de santé, ils doivent être adoptés à l'équilibre. Le budget adopté par l'établissement n'engage pas la Région tant que la subvention régionale n'est pas notifiée.

En cas de déficit, le bénéficiaire doit informer la Région des causes du décalage entre le prévisionnel et le réalisé, fournir un plan de retour à l'équilibre pour examen par la Région et mettre en place une procédure de suivi du budget.

Article 2.3.3 : Affectation du résultat

Les excédents ou déficits doivent obligatoirement faire l'objet d'un report pluriannuel sur les exécutions et sur les budgets prévisionnels de l'activité financée par la Région.

Les excédents peuvent être mis en réserve ou affectés à l'investissement, après accord écrit de la Région.

Dans le cadre de la procédure contradictoire, la Région se laisse la possibilité d'ajuster chaque année le montant de la subvention régionale en fonction des résultats des exercices précédents.

Article 2.3.4 : Diversification des ressources propres

Le centre de formation s'engage à élargir ses activités au-delà des activités subventionnées afin de disposer de ressources diversifiées (formation continue des salariés, financement par

les OPCA et OPACIF, communication aux demandeurs d'emploi des modalités d'activation du CIF-CDD, formations modulaires, validation des acquis de l'expérience, préparation aux épreuves de sélection, etc.).

Les autres activités doivent s'équilibrer (charges et recettes) pour ne pas peser sur la subvention régionale.

Par conséquent, l'organisme de formation facture des tarifs égaux aux coûts de formation pour tous les publics non éligibles à la subvention régionale.

Le centre de formation doit enregistrer dans ses comptes les produits de la formation continue, de l'apprentissage ou d'autres activités.

Les ressources de taxe d'apprentissage collectées sur un exercice doivent être consommées au cours de l'exercice. Si en fin d'année, un reliquat est constaté, il doit être enregistré en comptabilité.

Article 2.3.5 : Transmission des documents

L'ensemble des documents listés en annexe 2 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Ces documents sont transmis d'une part au moyen de l'outil informatique fourni par la Région, d'autre part sur support papier. A l'issue de la procédure contradictoire, la dernière version doit être signée par le directeur du centre de formation et le directeur financier.

Si, aux dates précisées en annexe 2, la Région n'a pas reçu tous les documents permettant le calcul de la subvention, la Région peut ne pas verser les avances et le solde de la subvention pour l'exercice en cours jusqu'à réception et validation par la Région des dits documents. Au-delà de l'année de l'attribution de subvention, la demande de subvention ne sera pas instruite. Aucune subvention ne sera attribuée.

Les documents transmis doivent être sincères et réalistes et respecter la forme définie par la Région.

Le bénéficiaire doit remonter aux services de la Région dans les meilleurs délais toute difficulté particulière pour fournir ces informations.

Article 2.4 : Obligations à l'égard des élèves, des étudiants et des stagiaires

Article 2.4.1 : Obligations générales

Le bénéficiaire s'engage à :

- proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute formation, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette formation, la participation financière de la Région, les critères d'éligibilité à la subvention régionale, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant ;
- préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances ;
- préciser à tout candidat les frais « pédagogiques » qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée ;
- fournir le règlement intérieur du centre de formation conformément aux dispositions du livre III de la 6ème partie du code du travail ;

- s’assurer de la protection sociale des étudiants ;
- assurer un suivi de l’insertion des étudiants pour connaître les fonctions et l’employeur, le type de contrat ;
- transmettre les informations des politiques régionales relatives aux dispositifs de soutien aux étudiants.

Article 2.4.2 : Obligations relatives aux aides sociales

Bourses destinées aux élèves et étudiants inscrits en formation initiale paramédicale et maïeutique

La Région Ile-de-France attribue une bourse aux étudiants inscrits à temps plein dans les instituts et écoles franciliens de formation initiale de travail social, de maïeutique et de professionnel du secteur paramédical. Versée mensuellement, son attribution s’établit sur la base de critères sociaux lors d’une instruction menée par les services de la Région.

Afin de faciliter l’inscription et l’instruction des demandes de bourses, l’organisme de formation s’engage à suivre les modalités définies par[1] la Région pour :

- communiquer et informer les élèves et étudiants sur le calendrier des campagnes de bourse (distribution et affichage de la documentation et des informations transmises par la Région) ;
- accompagner les élèves et étudiants lors de leur inscription, et notamment, en cas de difficulté, lors de la saisie du formulaire sur Internet et dans la collecte des pièces justificatives ;
- réceptionner et valider les pièces des dossiers sur l’interface Internet proposée par la Région dans les délais impartis fixés par la Région ;
- envoyer les pièces justificatives à la Région en respectant les délais impartis ;
- suivre les boursiers pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler leur assiduité et signaler, dès que l’école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation d’un étudiant ;
- prévenir la Région, en cas de rentrée tardive (après la clôture des inscriptions) pour anticiper le nombre de dossiers « hors délais », et rassembler les pièces nécessaires à l’instruction de la demande d’aide auprès de l’étudiant dans des délais raisonnables (3-4 semaines maximum).

Fonds Régional d’Aide Sociale (FRAS)

Destiné à un public en formation continue, non cumulable avec la bourse, le FRAS est une aide financière à versement unique auprès d’étudiants en grande difficulté sociale et financière. Afin d’assurer la bonne mobilisation du dispositif, l’organisme s’engage à ne proposer le FRAS qu’aux élèves et étudiants en grande difficulté financière et susceptibles pour ces raisons d’abandonner leur formation.

Pour faciliter l’inscription et l’instruction des demandes du fonds régional d’aide sociale, l’organisme de formation s’engage[2] à :

- proposer le FRAS aux élèves et étudiants qui respectent les critères définis par le règlement d’attribution régional ;
- créer un dossier à l’élève/étudiant sur le site internet de la Région ;
- vérifier les pièces justificatives à fournir et la complétude du dossier ;

[1] Certains engagements sont susceptibles d’évoluer dans le cadre de la démarche de dématérialisation des demandes d’aides individuelles

[2] Certains engagements sont susceptibles d’évoluer dans le cadre de la démarche de dématérialisation des demandes d’aides individuelles

- apporter un avis motivé sur la demande de l'élève ou de l'étudiant ;
- valider le dossier sur internet ;
- envoyer le dossier à la Région dans les meilleurs délais : fiche récapitulative (à imprimer après validation du dossier) accompagnée des pièces justificatives ;
- contacter impérativement la Région avant l'envoi de tout dossier transmis après les 4 premiers mois suivant la rentrée scolaire. De même, les dossiers urgents doivent également être signalés en amont par le centre de formation ;
- suivre les bénéficiaires du FRAS pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler l'assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation de l'étudiant.

L'organisme doit veiller à ne pas présenter simultanément un dossier de demande de bourse et un dossier de demande sur le FRAS pour le même élève ou étudiant.

En cas de doute sur l'éligibilité du bénéficiaire à l'un ou l'autre des dispositifs, le centre de formation consulte la Région, via son centre d'appels 01 53 85 73 84.

Pour ces deux dispositifs, l'organisme de formation s'engage à respecter les modalités définies par la Région dans les règlements bourses et FRAS.

Article 2.4.3 : Obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Les formations dispensées par le centre et précisées en annexe 4 à la convention ouvrent droit sous certaines conditions à rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle n'est pas cumulable avec l'attribution d'une bourse ou du FRAS, ni avec une indemnité de Pôle emploi.

L'organisme s'engage à respecter la procédure et les obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle telles que décrites à l'annexe 4 de la présente convention et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'assurer le bon déroulement de l'instruction des demandes de prise en charge, l'organisme s'engage en priorité à :

- faire une demande d'agrément à la rémunération auprès des services de la Région (concerne les formations listées en annexe 4),
- vérifier auprès des services de la Région que l'agrément à la rémunération (l'arrêté de rémunération triennal) soit suffisamment abondé (concerne les formations de niveau V « Aide-soignant et Auxiliaire de puériculture »),
- à ne pas remettre à l'étudiant le dossier de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle avant la délivrance de l'agrément régional.

En cas d'agrément de rémunération pour des stagiaires de formation professionnelle, le bénéficiaire s'engage à :

- fournir les dossiers de « demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle (R S1) » complets et validés par le prestataire retenu par la Région pour gérer et verser la rémunération,
- déclarer dans les meilleurs délais les états de fréquentation mensuels au prestataire afin que le stagiaire puisse être rémunéré rapidement,
- fournir au prestataire ainsi qu'à la Région tout autre document demandé pour l'instruction ou la complétude des dossiers,
- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale,

- fournir toute autre pièce à la demande de la Région et suivre ses instructions pour la diffusion, le contrôle et la remontée des dossiers.

Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 7.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'accessibilité de la formation et des locaux aux étudiants en situation de handicap

Suite à l'adoption de son Agenda 22 en 2014, la Région Ile-de-France s'est engagée dans une démarche de responsabilité sociétale où toutes ses politiques sont concernées par la question du handicap. Dans le respect de cet engagement régional, et pour faciliter l'accès aux formations aux personnes handicapées, il est attendu que le bénéficiaire :

- s'engage à développer l'accueil des étudiants en situation de handicap et à prendre toutes dispositions afin de concourir à la formation de ces étudiants en milieu ordinaire de travail,
- participe activement à améliorer l'accompagnement en formation des personnes en situation de handicap en mobilisant les partenariats et financements existants avec l'AGEFIPH et la FIFPH,

- veille à assurer l'accessibilité physique de ses locaux aux personnes en situation de handicap conformément aux prescriptions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014.

Article 2.7 : Obligations relatives au système d'information sur l'offre de formation

Face au défi de l'orientation, la Région Ile-de-France s'est engagée notamment dans le cadre du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle 2016-2020 (CPRDFOP) à apporter un accompagnement renforcé auprès des Franciliens en leur diffusant l'information la plus complète concernant l'offre de formation en Ile-de-France. A cette fin, un portail numérique de l'orientation est mis à leur disposition permettant un accès direct aux offres de formation géo-localisées, et délivrant les informations essentielles sur les métiers, les formations et leurs débouchés.

Il est ainsi attendu que :

- le bénéficiaire contribue aux contenus du portail en fonction des sollicitations régionales et fournisse les informations sur les moments « forts » dans son établissement (portes ouvertes, concours, rentrée des sessions, etc.),
- le bénéficiaire s'engage à renseigner la base de données DOKELIO avant chaque nouvelle rentrée (janvier, septembre), www.idf.dokelio.fr. Cette banque de données sur l'offre de formation fournit l'information contenue dans le portail numérique de l'orientation destiné aux franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 3 : Engagement de la Région

Article 3.1 : Dispositions financières

La Région s'engage à verser au bénéficiaire, sous réserve du respect par ce dernier des dispositions de la présente convention, une subvention globale de fonctionnement annuelle dont le montant est calculé en vertu de l'article 3.4 de la présente convention.

Article 3.2 : Principes généraux d'attribution de la subvention régionale de fonctionnement

La subvention régionale définie par cette convention ne finance que les dépenses de fonctionnement éligibles du bénéficiaire, listées à l'article 3.6.

La subvention globale de fonctionnement régionale est égale, pour les effectifs éligibles, à la différence entre les charges et les recettes d'exploitation, conformément à l'article R 6145-57 du code de la santé publique.

Article 3.3 : Caducité

La présente convention déroge aux dispositions de l'article 10 du règlement budgétaire et financier de la Région.

Ainsi, la totalité de la subvention doit être impérativement sollicitée par le bénéficiaire dans l'année de son attribution, sous peine de caducité du droit à subvention.

L'article 3.5 de la présente convention précise les modalités de son versement.

Article 3.4 : Principes de calcul de la subvention

Article 3.4.1 : Procédure contradictoire

Les réalisations, la proposition de budget prévisionnel et la demande de subvention complétée par les centres de formation servent de base aux échanges et discussions avec la Région. La procédure contradictoire permet de recenser et d'instruire les demandes de subvention présentées par les centres. Les demandes de subvention font l'objet d'une instruction par les services de la Région. L'arbitrage s'inscrit dans le cadre du budget régional, des évolutions structurelles du secteur et des priorités fixées par la Région, dans le cadre du SRFSS.

Le montant de la subvention peut être ajusté par la Région, en fonction des critères qu'elle a fixés et des réalisations et des reports des exercices précédents. La Région peut revoir le montant de la subvention à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution des besoins structurels et de la performance de l'organisme par voie d'avenant.

Au terme de la procédure contradictoire et après vote en Commission permanente du Conseil régional, le montant de la subvention de l'année est notifié au bénéficiaire afin qu'il puisse l'intégrer dans son budget prévisionnel annuel et réajuster ce dernier pour ne pas créer de déséquilibre. Ce montant est définitif sous réserve des dispositions prévues à l'article 3.7. Le bénéficiaire s'engage à adapter ses dépenses prévisionnelles et l'exécution de son budget au montant de la subvention annuelle attribuée par la Région, et transmet à la Région le document budgétaire signé intégrant la subvention régionale ainsi notifiée.

En tout état de cause, le budget prévisionnel voté par l'assemblée délibérante du bénéficiaire avant la notification de la subvention régionale attribuée pour l'exercice considéré, n'engage pas la Région.

Article 3.4.2 : Principes de calcul

Le calcul de la subvention de fonctionnement de l'année « n » est fondé sur :

- la subvention de l'année n-1,
- le coût de formation,
- les priorités régionales définies annuellement,
- la prise en compte des mesures nouvelles retenues,
- les effectifs éligibles (en fonction des statuts des étudiants),
- l'analyse des charges, des produits et des résultats.

La subvention globale de fonctionnement est calculée annuellement selon les modalités indiquées dans les annexes 1 et 1 bis. Elle est déterminée chaque année sur la base des déclarations et des documents listés en annexe 2 transmis par le centre de formation et validés par la Région.

Les indicateurs listés en annexe 3 seront examinés pour s'assurer de la bonne gestion des fonds publics.

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées selon les critères définis dans une ou plusieurs de ces annexes, en fonction des formations dispensées et des publics accueillis.

Article 3.5 : Modalités de versement

La subvention fait l'objet de 3 versements annuels dont les modalités sont précisées ci-après :

- une 1ère avance, correspondant à 40 % du montant de la subvention votée l'année n-1, déduction faite, le cas échéant, de toute subvention complémentaire non pérenne.

La 1ère année de conventionnement, en 2018, le versement intervient après la réception de la convention d'objectifs et de moyens signée, accompagnée d'un appel de fonds.
Pour les années suivantes, le versement intervient à compter du 1er trimestre après la réception de l'appel de fonds du bénéficiaire.

- une 2ème avance, correspondant à 30 % du montant de la subvention votée l'année n-1, déduction faite, le cas échéant, de la subvention complémentaire attribuée au titre de la sécurité.

Le versement de cette 2ème avance intervient à compter du 2ème trimestre après la transmission de l'appel de fonds par le bénéficiaire.

- le solde est versé à partir du 3ème trimestre : il correspond à 100 % du montant de la subvention de l'année n, déduction faite des avances déjà versées. La demande doit être adressée à la Région avant la date de la clôture budgétaire de l'année, dans le cas contraire la règle de caducité définie à l'article 3.3 s'applique. Cette date limite de réception des dossiers sera envoyée tous les ans par voie électronique au bénéficiaire.

Le bénéficiaire doit joindre, à l'appui de sa demande d'appel de fonds relatif au solde :
- o les comptes annuels clos, certifiés et/ou signés de l'exercice n-1 selon la réglementation en vigueur,
- o l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens, dûment signé, dont l'objet est d'arrêter le montant de la subvention de l'année n, après la procédure contradictoire.

Le comptable assignataire pour la Région est le Directeur régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

Article 3.6 : Périmètre des dépenses éligibles

Pour toute la durée de la convention, les dépenses subventionnables sont prises en compte par année civile du 1er janvier au 31 décembre.

Seules les dépenses suivantes afférentes à la formation des effectifs éligibles sont prises en compte dans la subvention régionale de fonctionnement. Elles ne peuvent pas être augmentées sans l'accord exprès de la Région :

- les dépenses de personnel affecté aux centres de formation : personnel pédagogique, documentaliste, administratifs et d'entretien, y compris les frais de personnel non permanent (vacataires sous contrats ou intervenants extérieurs facturés sur honoraires) : chargés liées aux rémunérations, frais de déplacements et de restauration ;
- les charges de location de locaux. Toute modification du périmètre de location des locaux doit être autorisée au préalable par la Région ;
- les charges de fonctionnement et d'entretien courant des locaux ;
- les frais généraux ;
- les charges de blanchisserie ;
- les primes d'assurances et les dépenses d'études ;

- les impôts et taxes ;
- l'équipement pédagogique non immobilisé ;
- les charges exceptionnelles ;
- les charges financières relatives aux emprunts contractés pour les investissements ou les équipements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région au préalable ;
- les dotations aux amortissements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région, et les dotations aux provisions. Toute augmentation des dotations doit être justifiée et acceptée par la Région au préalable ;
- le cas échéant, pour les formations concernées, les indemnités de stage et de déplacement des élèves et étudiants en vertu de la réglementation en vigueur ;
- les exonérations ou remboursements de frais d'inscription pour les élèves et étudiants boursiers régionaux des formations paramédicales et maïeutiques ;
- les dépenses liées à l'universitarisation des formations dans la limite du droit à compensation défini par l'Etat.

Les autres dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de la subvention de fonctionnement. Elles doivent être couvertes par des recettes propres correspondantes et concernent notamment :

- les dépenses de formation continue, apprentissage, validation des acquis de l'expérience (VAE), classes préparatoires, passerelles, parcours partiels, à l'exception des parcours partiels définis par l'arrêté du 21 mai 2014 relatif à la formation des personnes titulaires des baccalauréats professionnels « accompagnement, soins, services à la personne » et « services aux personnes et aux territoires » entrant en formation aide-soignant et auxiliaire de puériculture ;
- les frais de sélection et concours : ces frais doivent être couverts par les frais de dossier et d'inscription aux concours (sauf reliquats) ;
- les dépenses de vie étudiante (logement, repas et restauration, crèche, …), la recherche, les dépenses afférentes à l'organisation de colloques et de séminaires (pour les centres de formation adossés à des établissements de santé, ces dépenses ne figurent pas au budget annexe des écoles), sauf accord préalable de la Région.

Le financement des immobilisations n'est pas couvert par le champ de la présente convention. En cas de projet d'équipement ou d'investissement même non financé par la Région mais néanmoins relatif aux activités de formation, le centre de formation doit en informer la Région en amont et lui soumettre un plan de financement pluriannuel pour garantir que la réalisation de l'équipement ne met pas en péril l'équilibre du fonctionnement sur les années à venir. La Région doit avoir donné son accord sur le projet pour que les charges liées au projet soient prises en compte.

Les fonds publics (subvention, taxe d'apprentissage …) utilisés pour financer des équipements et des investissements de l'organisme de formation sont amortis au bilan et au compte de résultat dans les mêmes conditions de durée que les équipements ou investissements qu'ils ont financés.

Article 3.7 : Ajustement de la subvention suite à la modification de l'autorisation et/ou agrément

La subvention peut être ajustée en cours d'année pour intégrer la modification de l'autorisation et/ou de l'agrément des formations.

Une fois l'arrêté concernant l'autorisation et/ou l'agrément des formations notifié au bénéficiaire, l'annexe 1 et/ou 1bis est modifiée par voie d'avenant adopté en Commission permanente pour reporter les effectifs.

Le nouvel effectif défini sera pris en compte à partir de la rentrée qui suit l'entrée en vigueur de l'autorisation et/ou agrément.

Suite à cet avenant, le montant de la subvention sera ajusté par la Région en fonction des effectifs financés définis dans l'annexe 1 et/ou 1bis à la présente convention. Le montant de la subvention sera révisé pour intégrer les variations des effectifs éligibles.

Article 3.8 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4 : Contrat de performance

Pour atteindre les orientations prévues dans le schéma régional, la Région met en place un pilotage plus fin des établissements.

Aussi, plusieurs indicateurs ont été définis, figurant en annexe 3 « Contrat de performance ». Ces éléments permettent d'expliciter des situations, de relever des spécificités dans l'accueil des publics, de veiller à la qualité de la formation dispensée, de valider la portée des innovations et de suivre l'insertion professionnelle.

Ce contrat s'articule autour de 3 secteurs pour lesquels les indicateurs sont déclinés :

- optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses :
  - indicateurs chiffrés relatifs aux postes (ETP), financiers et aux effectifs,
  - indicateurs de suivi relatifs aux outils de pilotage RH et financier
- développer la qualité de la formation :
  - indicateurs relatifs aux stages et à la réussite au diplôme,
  - indicateurs de suivi liée à l'information, l'évaluation des formations et à l'insertion professionnelle
- introduire l'innovation dans la formation, nouvelles méthodes d'apprentissage :
  - indicateurs de suivi des activités menées dans le domaine pédagogique

Les indicateurs sont communs à l'ensemble des établissements. Ils s'inscrivent dans la durée de la convention afin de mesurer les évolutions sur plusieurs années.
Ils permettent d'apprécier la situation propre du bénéficiaire et le contexte régional. Le contrat de performance se situe dans une démarche de progression adaptée à la situation de chaque bénéficiaire et contextualisée.

Ce document est présenté à la Région au moment du dialogue de gestion auquel il sert de support.

L'ensemble du contrat de performance en annexe 3 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2018.

Article 6 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général ou en cas de retrait de l'autorisation et/ou de l'agrément des formations accordé au bénéficiaire. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région. Elle entraîne l'interruption des recrutements et l'achèvement des formations en cours.

En outre, en cas de reprise d'activité, la Région s'assure du transfert des activités de formation dans le ou les centres de formation considérés. Le centre de formation transfère les données administratives, financières et pédagogiques à ce ou ces même(s) centre(s).

Article 7 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la Commission permanente du Conseil régional.

Article 9 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes adoptées par délibération N°CP du .

Article 10 : Règlement des litiges

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif compétent dans le ressort territorial de la Région Ile-de-France.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire
Nom, Prénom du signataire
Qualité
(*signature et cachet de l'organisme*)

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil régional

ANNEXE 1

Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement

Formations paramédicales et maïeutiques

(hors formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture)

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n est déterminé par une délibération votée au 3ième trimestre de l'année.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Les formations sont réparties par domaine comme suit :

- formation en soins infirmiers (niveau II)
- autres formations financées par la Région

Pour chaque domaine, un coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes, …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et

à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant),

- mise en œuvre des priorités régionales définies annuellement.

Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents au 15 octobre de l'année n-1, sont éligibles à la subvention régionale. Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, inscrits ou non en Mission locale, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les demandeurs d'emploi (catégories A et B), inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois[3] au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Les effectifs d'étudiants sont considérés par année de formation.

[3] Disposition transitoire : s'agissant du critère de 6 mois d'inscription à Pôle emploi avant l'entrée en formation, une souplesse est accordée pour les élèves et étudiants entrant en formation en janvier 2018, compte tenu des informations connues au moment de l'organisation des sélections.

Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs. La Présidente peut accorder une dérogation pour prendre en charge le financement de la formation à titre exceptionnel et après examen du dossier du candidat.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation,
- les demandeurs d'emploi ayant mis fin à un contrat de travail par démission ou rupture conventionnelle dans les 6 mois précédant l'entrée en formation,
- toute personne ayant bénéficié d'une prise en charge partielle par le FONGECIF,
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles,
- les médecins étrangers.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux concours est plafonné en vertu de l'autorisation d'ouverture.

La liste suivante récapitule les formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, dans la limite des critères d'éligibilité des statuts des étudiants :

- xxx
- xxx
- xxx

Les formations cadre de santé et infirmier anesthésiste ayant pour prérequis une expérience professionnelle d'infirmier concernent principalement un public salarié. Les financements sur crédits de la Région doivent donc faire l'objet d'un accord exprès de la Région fondé sur les critères d'éligibilité à la subvention.

ANNEXE 1 bis
Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement
Formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n est déterminé par une délibération votée au 3ième trimestre de l'année.

L'objet du financement régional est de réduire les frais de formation à la charge des élèves dont le statut ne permet pas d'être pris en charge par un organisme tiers (étudiants en formation initiale, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en Mission Locale…).

Toute augmentation du financement régional doit être affectée à la réduction de la facturation aux élèves et répartie équitablement entre l'ensemble des effectifs éligibles.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Pour les 2 formations, un même coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,

- objectif de gratuité soutenu par la Région pour les formations de niveau V dont la réalisation peut faire l'objet de crédits dans le budget régional,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant).

Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents au 15 octobre de l'année n-1, sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves âgés de 25 ans ou moins, inscrits ou non en Mission locale, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les demandeurs d'emploi (catégories A et B), inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois[4] au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

[4] Disposition transitoire : s'agissant du critère de 6 mois d'inscription à Pôle emploi avant l'entrée en formation, une souplesse est accordée pour les élèves et étudiants entrant en formation en janvier 2018, compte tenu des informations connues au moment de l'organisation des sélections.

La situation des élèves est examinée individuellement au cas par cas.

Par exception, les élèves issus des Baccalauréats professionnels « accompagnement, soins, services à la personne » et « services aux personnes et aux territoires », et inscrits en parcours partiel tel que défini dans l'arrêté du 21 mai 2014, sont éligibles à la subvention régionale.
Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs. La Présidente peut accorder une dérogation pour prendre en charge le financement de la formation à titre exceptionnel et après examen du dossier du candidat.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation,
- les demandeurs d'emploi ayant mis fin au contrat de travail par démission ou rupture conventionnelle dans les 6 mois précédant l'entrée en formation,
- toute personne ayant bénéficié d'une prise en charge partielle par le FONGECIF,
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les passerelles,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les médecins étrangers.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux concours est plafonné en vertu de l'autorisation d'ouverture.

La liste suivante récapitule les formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, dans la limite des critères d'éligibilité des statuts des étudiants :

- xxx

ANNEXE 2
Documents à présenter à la Région

1. Documents à transmettre pour le calcul de la subvention régionale de l'année n

Le bénéficiaire complète les informations suivantes, demandées par la Région dans le document budgétaire transmis annuellement. Ce document reprend notamment :

- le budget prévisionnel synthétique présenté en année civile et détaillé par formation,
- le détail des frais de personnel,
- l'état des immobilisations et des amortissements du centre de formation en identifiant les immobilisations financées par la Région et/ou par la taxe d'apprentissage,
- les activités du centre de formation,
- une annexe détaillant les charges indirectes refacturées dans les comptes du bénéficiaire.

Les documents suivants doivent également être transmis :

- la demande officielle de subvention par le centre de formation à la Région pour l'année n, cette notification ouvre la procédure contradictoire régionale,
- le budget prévisionnel présenté en conseil de surveillance, en conseil d'administration ou en assemblée générale,
- les décisions ou délibérations fixant les tarifs facturés aux employeurs et aux étudiants en formation,
- une note de présentation, qui présente les faits marquants et le périmètre du budget : activités de formation financée par la Région, autres activités de formation, autres activités,
- les indicateurs et le cas échéant, une note pouvant apporter des éléments complémentaires par rapport aux indicateurs fournis.

Les documents budgétaires doivent être signés par le directeur du centre de formation et par le directeur financier et transmis à la Région dans les délais impartis.

Ces documents doivent parvenir à la Région avant le 31 octobre de l'année n-1.

2. Documents à transmettre après la notification de la subvention

Le bénéficiaire s'engage à fournir le document budgétaire signé intégrant la subvention notifiée.

3. Documents des réalisations à transmettre

Le bénéficiaire s'engage à fournir pour le centre de formation et pour la structure gestionnaire (association, établissement public de santé …) :

- le document « Réalisé n-2 » renseigné pour le centre de formation et présenté en année civile, qui détaille notamment les charges et produits par formation, avant le 31 octobre de l'année n-1,
- les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année n-1,
- les comptes annuels clos, certifiés et/ou signés selon la réglementation en vigueur dès qu'ils sont en sa possession et en tout état de cause avec la demande de solde (article 3.5 de la convention) : compte de résultat, bilan, annexes, balance des comptes, envoyés prioritairement sous format numérique,

- les documents de présentation des comptes clôturés en conseil d'administration, assemblée générale et conseil de surveillance (rapport financier, rapport moral et rapport d'activité),
- les explications complémentaires (justification des variations de postes),
- le cas échéant pour les centres de formation adossés à un établissement public de santé, l'état retraçant les dépenses et les recettes d'investissement réalisées au cours de l'exercice précédent au bénéfice des écoles et instituts de formation prévu à l'article R.6145-61 du code de la santé publique,
- le cas échéant, le rapport général et spécial du commissaire aux comptes,
- le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles du livre III de la 6ème partie du code du travail,

Tout au long de l'année, le bénéficiaire s'engage à envoyer les procès-verbaux des conseils de surveillance ou des conseils d'administration.

4. Rappel des règles de certification des comptes annuels

Les comptes annuels doivent être certifiés ou signés :

- par le directeur du centre hospitalier (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature régulière) si le centre de formation est adossé à une structure hospitalière (en cas de budget annexe au budget principal de l'établissement public hospitalier tel que défini par le code de la santé publique relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant des établissements publics de santé et modifiant le code la santé publique) ;
- par le président de l'organisme (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature) ou, en cas de sociétés commerciales par le mandataire social, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est inférieur à 15 245 € ;
- par un expert-comptable, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celles de la Région est comprise entre 15 245 € et 76 225 € ;
- par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est supérieur à 76 225 € et si l'organisme dispose d'un commissaire aux comptes, quel que soit le montant de la subvention ;
- par le comptable public pour les centres de formation rattachés à un établissement public de santé.

ANNEXE 3
Contrat de performance

Pour atteindre les orientations prévues dans le schéma régional, à savoir optimiser la gestion des ressources, développer la qualité et introduire l'innovation, la Région met en place un contrat de performance qui est établi sur la base d'un nombre restreint d'indicateurs chiffrés.

Ces indicateurs réunissent trois caractéristiques :

- ils sont en rapport direct avec l'activité de formation,
- ils sont cohérents avec l'objectif auquel ils se rattachent,
- ils sont pertinents et ils permettent d'apprécier les actions menées ou les résultats obtenus.

Ce contrat s'articule autour de 3 secteurs pour lesquels les indicateurs sont déclinés :

- optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses :
  - indicateurs chiffrés relatifs aux postes (ETP), financiers et aux effectifs,
  - indicateurs de suivi relatifs aux outils de pilotage RH et financier
- développer la qualité de la formation :
  - indicateurs relatifs aux stages et à la réussite au diplôme,
  - indicateurs de suivi liée à l'information, l'évaluation des formations et à l'insertion professionnelle
- introduire l'innovation dans la formation, nouvelles méthodes d'apprentissage :
  - indicateurs de suivi des activités menées dans le domaine pédagogique

Ils s'inscrivent dans la durée de la convention afin de mesurer les évolutions sur plusieurs années. Il s'agit de définir une trajectoire à 3 ans, avec une restitution annuelle dans le cadre des éléments à transmettre pour le calcul de la subvention. Il est attendu des centres une attention particulière à la qualité et à la fiabilité des éléments transmis.

Ils permettent d'apprécier la situation propre du bénéficiaire et le contexte régional. Le contrat de performance se situe dans une démarche de progression adaptée à la situation de chaque bénéficiaire et contextualisée. Le contrat de performance peut être complété en fonction des besoins par une note permettant de contextualiser les indicateurs fournis.

INDICATEURS CENTRE DE FORMATION - CONTRAT DE PERFORMANCE

PROCEDURE BUDGETAIRE 20XX

version du 14/11/2017

PARTIE 1 - PRESENTATION

Nom du centre de formation	
Nom du Centre	
Adresse :	
Commune :	
Nom de(s) écoles :	
Statut	
Nombre de sites	

Niveaux	Diplômes	Effectif total de l'école au 15/10/20XX	Effectif dans les formations financées FSS	Effectif financé FSS	Temps complet	Parcours partiels

ANNEE 20XX	

Budget total	Montant de la subvention régionale accordée	Part régionale / Budget	Autres activités (ressources)	Nombre d'ETP dans l'établissement	Ratio d'encadrement pédagogique	Ratio d'encadrement personnel administratif

PARTIE 2 - ELEMENTS CLES

Résultat de l'exercice en 20XX	Report à nouveau en 20XX	Nombre d'élèves en situation de handicap au 15/10/20XX

PARTIE 3 - INDICATEURS

Indicateurs par formation					
N°	*Type*	*pour le centre de formation*	*par formation*	*Comparaison vs moyenne régionale*	
Objectif n°1 : Optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses					
	mettre en place un outil de gestion et de pilotage				
	Existence de tableau de suivi de consommation budgétaire	oui/non			
	Existence d'un plan de trésorerie	oui/non			
	Existence d'un tableau de suivi des emplois et des effectifs	oui/non			
	Total des postes budgétés (ETP) en 20XX				
	Postes occupés (en ETP) en 20XX				
	Postes vacants (en ETP) en 20XX				
	améliorer le suivi				
1	**indicateurs Financiers (réalisé 20XX)**				
	Coût de la formation par étudiant				
	Charges indirectes / Total des charges				
	Tarif facturé pour les salariés / Coût de formation				
2	**indicateurs Effectifs (réalisé 20XX)**				
	Evolution des effectifs par rapport à l'année 0 (20XX) par formation				
	Taux de remplissage par formation				

N°	Type	pour le centre de formation	par formation	Comparaison vs moyenne régionale		
Objectif n°2 : Développer la qualité de la formation						
s'inscrire dans les priorités régionales						
	Respect du décret qualité					
3	Référencement auprès des OPCA (Datadock)	oui/non				
	Enquête de satisfaction auprès des stagiaires/élèves/étudiants	oui/non				
	sécurisation des parcours					
4	Mise à jour annuelle des documents internes du centre de formation : supports d'information auprès du public [bourse/rémunération/financement]	oui/non				
5	réalisation d'une enquête pour suivre insertion professionnelle des étudiants – jeunes diplômés	oui/non				
favoriser la réussite des étudiants et l'insertion des jeunes diplômés						
	Améliorer les conditions de vie des étudiants					
6	Participation des représentants étudiants aux instances de gouvernance du centre de formation	oui/non				
	Stages (données 20XX)					
7	Etudiants non présentés au diplôme faute de stage / Nombre total d'étudiants présentés (uniquement pour les formations des établissements en travail social)					
	Nombre d'ETP consacré à la recherche de stage					
	réussite (données 20XX)					
8	Ratio présentés au DE (session initiale et rattrapage) / Présents rentrée + 4 semaines					
	Taux de réussite à l'examen par formation					

N°	Type	pour le centre de formation	par formation	Comparaison vs moyenne régionale		
Objectif n°3 : Introduire l'innovation dans la formation - nouvelles méthodes d'apprentissage						
	Innovation nouvelle méthode d'apprentissage					
	Mise en place d'actions inter professionnelles	oui/non				
9	Mise en place de e-learning, MOOC, pédagogie inversée, plateforme pour les cours, documentation en ligne ...	oui/non				
	Développement d'actions de recherche (communication, article, alternance intégrative, recherche action, accueil de doctorants ...)	oui/non				
	Actions de simulations moyenne fidélité dispensées	oui/non				

ANNEXE 4
Rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle

1. Présentation du dispositif

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue est versée par le prestataire retenu par la Région dès lors que la formation fait l'objet d'un agrément à la rémunération par la Région, conformément au code du travail.

Quelle que soit la formation concernée, le montant de la rémunération varie selon la situation des stagiaires, conformément aux modalités de calcul de la rémunération professionnelle, prévues par le livre III de la 6ème partie du code du travail, décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002.

2. Pour les formations de niveau III et supérieurs

Le dispositif consiste en une prise en charge de rémunération en relais de l'Allocation Retour à l'Emploi Formation (AREF) ou de l'Allocation Retour à l'Emploi (ARE) sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

A leur entrée en 2ème ou 3ème année de formation ou en spécialisation :

- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation de l'AREF/ARE versée par Pôle emploi,
- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation d'une allocation de substitution, telle l'allocation pour perte d'emploi dans le secteur public.

Pour être éligible, il n'est pas nécessaire que le demandeur d'emploi ait bénéficié d'une indemnisation pendant toute la durée de sa 1ère année de formation ; il est obligatoire en revanche qu'il ait été indemnisé à son entrée en 1ère année de formation.

b. Public non éligible

- les stagiaires inscrits en première année de formation,
- les demandeurs d'emploi non indemnisés à l'entrée en 1ère année de formation,
- les étudiants sortis du système scolaire depuis moins d'un an,
- les agents publics et les salariés du secteur privé,
- les salariés bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par la Présidente du Conseil régional.

c. Durée de prise en charge régionale

- éligibilité à partir de la 2ème année de formation (sauf pour les spécialisations sur un an),
- démarrage à la date d'expiration complète des droits à indemnisation par Pôle emploi (ou régime de substitution) ; si l'indemnisation prend fin pendant la 1ère année de formation, la prise en charge n'interviendra qu'à partir de l'entrée en 2ème année,
- couverture de la formation pour une durée maximum de 21 mois à l'exception du diplôme d'Etat sage-femme (reconduction automatique de la prise en charge d'un

stagiaire jusqu'à la fin de sa formation ne nécessitant pas de nouvelle demande pour la deuxième année de rémunération),

- durée de prise en charge calculée en mois stagiaires en vertu du tableau ci-après :

Désignation de la formation	Durée totale en année	Durée rémunérable en mois par année de formation
Diplôme d'Etat Infirmier	3	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5
Diplôme d'Etat ergothérapeute	3	2ème année : 10,5 3ème année : 9
Diplôme d'Etat masseur-kinésithérapeute	4	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5 4ème année : 9
Diplôme d'Etat sage-femme	4	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5 4ème année : 8,5
Diplôme d'Etat technicien d'analyses médicales	3	2ème année : 10 3ème année : 9
Diplôme d'Etat de manipulateur en électroradiologie médicale	3	2ème année : 10 3ème année : 9
Diplôme d'Etat pédicure-podologue	3	2ème année : 10 3ème année : 10
Diplôme d'Etat puéricultrice	1	Spécialisation : 10,5
Diplôme d'Etat d'infirmier bloc opératoire	1	Spécialisation : 9

Pour les élèves ayant une reconnaissance de travailleur handicapé (RQTH délivrée par la CDAPH), la prise en charge est possible dès la 1ère année de formation et couvre la totalité de la formation (maximum de mois stagiaire : 40,50).

d. Procédure et obligations des centres de formation

1. Le centre de formation fait une demande de prise en charge à la Région :
   - via le formulaire régional intitulé « demande de prise en charge au titre de la rémunération professionnelle pour les stagiaires demandeurs d'emploi en formation de niveaux IV, III et II dans les secteurs sanitaire et social »,
   - ce formulaire précise pour chaque stagiaire notamment :
     - o les dates d'entrée et de sortie de formation,
     - o la date de fin des droits à indemnisation (AREF/ARE, allocation de substitution),
     - o il doit être accompagné de(s) la(es) copie(s) de notification(s) de Pôle emploi indiquant la nature de l'allocation chômage perçue, la date de fin de droits à indemnisation et la qualité de demandeur d'emploi.
2. La collecte des informations et des documents nécessaires à l'instruction de la Région auprès des stagiaires ainsi que l'envoi du formulaire complété sont assurés par le centre de formation.

3. A la réception de la demande, la Région complète le document. L'accord de la Région sur ce formulaire vaut agrément de rémunération.
4. L'agrément de rémunération est ensuite transmis par la Région au centre de formation et au prestataire retenu pour la gestion et le versement de la rémunération et des aides aux stagiaires (protection sociale, forfaits hébergement et transport).
5. A réception d'un accord de prise en charge, le centre de formation remet un dossier de *« Demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle »* préalablement obtenu auprès du prestataire, aux stagiaire(s) concerné(s).
6. Le centre de formation renvoie l'ensemble des documents dûment complétés au prestataire dans les délais impartis. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers par les services du prestataire (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans le logiciel ...).

3. Pour les formations d'aide-soignant et auxiliaire de puériculture

Le dispositif ouvre droit à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle correspondant au public éligible précisé ci-dessous, sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents 1 mois après la rentrée, sont éligibles à l'attribution d'une rémunération de la formation professionnelle :

- les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois au minimum non indemnisés avant l'entrée en formation et non démissionnaires excepté pour les bénéficiaires de contrats aidés avant l'entrée en formation,
- les stagiaires bénéficiant d'une prise en charge du Pôle emploi (AREF) mais dont les droits ne couvrent pas la durée totale de la formation (rémunération prise de relais),
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an, suivis par une mission locale,
- les bénéficiaires du RSA.

b. Public non éligible

- les salariés des secteurs public et privé ou bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité,
- les démissionnaires (excepté pour les contrats aidés),
- les apprentis, les passerelles et les VAE,
- les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une rémunération de Pôle emploi sur la durée totale de la formation.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par le Président du Conseil régional.

c. Procédure et obligation des centres de formation

1. La Région établit pour 3 ans (en lien avec la durée de la convention triennale), les arrêtés de rémunération pour les formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture.
2. La Région adresse au centre de formation ainsi qu'au prestataire l'arrêté de rémunération triennal.

3. Le centre de formation retire les dossiers de « demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle » directement auprès du prestataire.

4. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers par les services du prestataire (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans le logiciel …).

Annexe à la délibération n°3

Organismes de formations financés du secteur social

Dpt	Etablissement	Code postal	Ville
75	Assistance Publique - Hôpitaux de Paris	75004	Paris
	Ecole de Formation Psycho-Pédagogique	75006	Paris
	Institut Supérieur "Clorivière"	75012	Paris
	IRTS "Parmentier"	75010	Paris
	Association des Paralysés de France	75013	Paris
	ETSUP	75014	Paris
	Centre de formation Saint-Honoré	75019	Paris
	Université René Descartes - Paris V	75016	Paris
	Ecole Normale Sociale - ENS	75018	Paris
	Ecole de Service Social de la CRAMIF	75019	Paris
78	Institut de Formation Sociale des Yvelines	78000	Versailles
	Sauvegarde de l'enfance - Buc Ressources	78530	Buc
91	IRFASE	91034	Evry
	Centre de Formation de l'Essonne	91350	Grigny
92	IRTS "Montrouge"	92120	Montrouge
	Initiatives Formation	92340	Bourg-la-Reine
	Métiers de la Petite Enfance "l'Horizon"	92240	Malakoff
93	Université Paris 13 - Nord	93017	Bobigny
	CERPE	93300	Aubervilliers
	CEMEA	93306	Aubervilliers
94	Animation 94	94190	Villeneuve Saint Georges
	INFA	94736	Nogent sur Marne
95	Ecole Pratique de Service Social	95000	Cergy-Pontoise
	CPCV Ile-de-France	95390	Saint Prix

Annexe à la délibération n°4

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy - 75007 Paris, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération N° CP xxx du xxx

Ci-après dénommée *« la Région »*

ET

Nom du bénéficiaire

Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU Le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1998 fixant les taux et les montants de rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle continue ;

VU Le décret n° 2005-426 du 4 mai 2005 pris pour application des articles L.451-2 à L.451-3 du

code de l'action sociale et des familles ;

VU Le décret n° 2017-537 du 14 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social;

VU Le règlement régional des bourses, adopté par délibération du Conseil régional n° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017;

VU Le règlement du fonds régional d'aide sociale, adopté par délibération du Conseil régional n° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 15 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain »,

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 approuvant, notamment, le règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux « conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social » ;

VU Le budget de la Région Ile de France ;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU L'avis de la commission santé ;

VU L'avis de la commission des finances ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Préambule

La Région a adopté, en décembre 2016, son nouveau schéma régional des formations sanitaires et sociales (SRFSS). Désormais, elle assure le pilotage de l'appareil de formation et son financement au regard des orientations et des préconisations d'évolution de l'offre de formation définies dans ce schéma.

Il vise notamment à répondre à de nouveaux enjeux qualitatifs de meilleure gestion des centres, de qualité de la formation, d'amélioration du soutien aux élèves et étudiants en formation et d'innovation. Il aspire à répondre aux besoins en emploi des territoires.

Il définit de grandes orientations pour relever ces enjeux :

- **Optimiser la gestion des ressources** par la mise en place d'outils de gestion et de pilotage et l'amélioration du suivi des établissements,
- **Développer la qualité** en favorisant la réussite et l'insertion des étudiants et en inscrivant les établissements dans les priorités régionales,
- **Introduire l'innovation** par le développement d'équipement et de nouvelles pratiques pédagogiques**.**

Pour atteindre ces objectifs, la Région détermine des priorités régionales. Elle s'appuie sur un partenariat resserré avec les établissements en mettant en œuvre une politique de financement, d'optimisation de la carte des formations et de soutien à différentes actions (sécurité, investissement, équipement et innovation). Le soutien à l'équipement et à l'investissement fait l'objet d'une convention spécifique.

Afin d'assurer le pilotage optimal du secteur, elle met en place un contrat de performance qui s'appuie sur des indicateurs pour suivre au mieux les établissements et partager les informations. Il est attendu des centres une attention particulière à la qualité et à la fiabilité des éléments transmis. Ces derniers constituent un élément de suivi et complètent les dialogues de gestion.

Article 1 : Objet général de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre partenarial entre la Région et le bénéficiaire pour permettre à ce dernier de mener à bien les formations en travail social décrites dans les annexes 1 et 1bis et ayant fait l'objet d'un agrément conformément à la réglementation en vigueur.

La présente convention intervient dans le cadre défini par le décret n° 2017-537 du 13 avril 2017.

La présente convention s'inscrit dans la mise en oeuvre du schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022. Elle précise également les modalités du financement régional pour le fonctionnement des formations sociales dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement annuelle, les modalités du partenariat et du financement et celles du contrôle des dossiers de demandes d'aides.

Article 2 : Obligations du bénéficiaire

Article 2.1 : Règles générales du partenariat

Le bénéficiaire s'engage à réaliser à son initiative et sous sa responsabilité les formations de qualité financées par la Région, à suivre les étudiants de leur sélection jusqu'à leur insertion professionnelle et à assurer l'accès à l'information ainsi que la transmission des dossiers d'aides aux étudiants.

Article 2.2 : Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à transmettre toutes les données statistiques demandées par la Région, dans les délais impartis, et notamment :

- les informations relatives au budget, aux effectifs, au personnel et aux aides aux étudiants ;
- les informations relatives au pilotage du schéma des formations sanitaires et sociales ;
- les indicateurs relatifs au suivi ;
- les informations relatives aux partenariats avec les Universités ;

- les projets d'extension ou d'ouverture de nouvelles sections de formation des centres de formation pour contrôle et validation par la Région ;
- les informations relatives à la formation continue ;
- les informations nécessaires à la réalisation des enquêtes ;
- les informations nécessaires à la communication au grand public.

Il s'engage également à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies à l'article 1er ci-dessus et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle, notamment comptable, de l'utilisation de la subvention régionale ;
- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région des changements de référents chargés des aides aux étudiants : bourses et FRAS ;
- informer la Région par écrit dans les meilleurs délais, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- apporter toute explication ou toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l'exécution de la ou des actions subventionnées et aux étudiants en formation.

Afin de permettre le contrôle par la Région des obligations du bénéficiaire, ce dernier s'engage également à :

- respecter les conditions d'exécution imposées, à en faciliter et à en permettre le contrôle à tout moment par les services régionaux, assistés, le cas échéant, de personnes désignées par la Région ;
- conserver l'ensemble des documents administratifs et comptables relatifs à l'exécution pour une durée minimale de 10 ans à compter de l'expiration de la présente convention ;
- transmettre, sur simple demande de la Région, tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution des formations et la bonne gestion de l'organisme ;
- transmettre des informations relatives à la qualité de la formation, au profil des étudiants et à leur insertion professionnelle ou à leur poursuite d'études.

La Région, ou toute personne qu'elle aura désignée, se réserve la possibilité de contrôle, notamment technique et financier de l'utilisation des fonds et de la réalisation de la / des formation(s) au titre de la présente convention.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et sur place, notamment par l'accès aux documents administratifs, comptables et de suivi et à toutes autres pièces justificatives. Le bénéficiaire peut être amené à fournir, sur demande de la Région, tous les éléments lui permettant d'attester du service fait, et notamment les listes d'émargement.

Pour rappel, il appartient au centre de formation :

- de déclarer son activité de formation auprès de la DIRECCTE conformément à la loi du 24 novembre 2009 (notamment codifiée à l'article R6351-1 et suivants du Code du travail) relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie,
- de veiller chaque année à s'inscrire sur la liste des instituts autorisés à percevoir la taxe d'apprentissage, publiée par la Préfecture de Région, si les conditions requises sont remplies,
- de veiller à s'inscrire sur le Datadock qui permet aux financeurs de la formation professionnelle de vérifier la conformité des organismes de formation aux critères qualité définis par le décret du 30 juin 2015.

Article 2.3 : Obligations financières et comptables

Article 2.3.1 : Respect des principes comptables

La comptabilité du bénéficiaire retrace l'intégralité des opérations réalisées pour le centre de formation, y compris les équipements et les investissements.

Le bénéficiaire doit mettre en place une comptabilité analytique permettant de répartir les coûts entre les formations. Les principes de comptabilité analytique entre les formations doivent être respectés, en privilégiant une affectation directe. Les formations initiales doivent être distinctes pour identifier le financement régional.

Toute modification des imputations requiert l'accord préalable écrit de la Région avant l'envoi des documents budgétaires.

Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires. Toute modification de comptabilisation ou de montant doit être soumise pour accord préalable écrit de la Région.

Pour les centres de formation sous statut d'association, de fondation, etc… intégrés dans une structure intervenant dans plusieurs domaines, l'activité de formation en travail social fait l'objet d'une comptabilité analytique distincte des autres activités. Pour les centres de formation adossés à un établissement de santé, le budget du centre de formation est un budget annexe au budget principal.

Article 2.3.2 : Respect des règles d'équilibre budgétaire

Les budgets prévisionnels du bénéficiaire doivent être sincères, réalistes et annuels (année civile). Si le bénéficiaire est rattaché à un établissement public de santé, ils doivent être adoptés à l'équilibre. Le budget adopté par l'établissement n'engage pas la Région tant que la subvention régionale n'est pas notifiée.

En cas de déficit, le bénéficiaire doit informer la Région des causes du décalage entre le prévisionnel et le réalisé, fournir un plan de retour à l'équilibre pour examen par la Région et mettre en place une procédure de suivi du budget.

Article 2.3.3 : Affectation du résultat

Les excédents ou déficits doivent obligatoirement faire l'objet d'un report pluriannuel sur les exécutions et sur les budgets prévisionnels de l'activité financée par la Région.

Les excédents peuvent être mis en réserve ou affectés à l'investissement, après accord écrit de la Région.

Dans le cadre de la procédure contradictoire, la Région se laisse la possibilité d'ajuster chaque année le montant de la subvention régionale en fonction des résultats des exercices précédents.

Article 2.3.4 : Diversification des ressources propres

Le centre de formation s'engage à élargir ses activités au-delà des activités subventionnées afin de disposer de ressources diversifiées (formation continue des salariés, financement par les OPCA et OPACIF, communication aux demandeurs d'emploi des modalités d'activation du CIF-CDD, formations modulaires, validation des acquis de l'expérience, préparation aux épreuves de sélection, etc.).

Les autres activités doivent s'équilibrer (charges et recettes) pour ne pas peser sur la subvention régionale.

Par conséquent, l'organisme de formation facture des tarifs égaux aux coûts de formation pour tous les publics non éligibles à la subvention régionale.

Le centre de formation doit enregistrer dans ses comptes les produits de la formation continue, de l'apprentissage ou d'autres activités.

Les ressources de taxe d'apprentissage collectées sur un exercice doivent être consommées au cours de l'exercice. Si en fin d'année, un reliquat doit être constaté, il doit être enregistré en comptabilité.

Article 2.3.5 : Transmission des documents

L'ensemble des documents listés en annexe 2 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Ces documents sont transmis d'une part au moyen de l'outil informatique fourni par la Région, d'autre part sur support papier. A l'issue de la procédure contradictoire, la dernière version doit être signée par le directeur du centre de formation et le directeur financier.

Si, aux dates précisées en annexe 2, la Région n'a pas reçu tous les documents permettant le calcul de la subvention, la Région peut ne pas verser les avances et le solde de la subvention pour l'exercice en cours jusqu'à réception et validation par la Région des dits documents. Au-delà de l'année de l'attribution de subvention, la demande de subvention ne sera pas instruite. Aucune subvention ne sera attribuée.

Les documents transmis doivent être sincères et réalistes et respecter la forme définie par la Région.

Le bénéficiaire doit remonter aux services de la Région dans les meilleurs délais toute difficulté particulière pour fournir ces informations.

Article 2.4 : Obligations à l'égard des élèves, des étudiants et des stagiaires

Article 2.4.1 : Obligations générales

Le bénéficiaire s'engage à :

- proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute formation, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette formation, la participation financière de la Région, les critères d'éligibilité à la subvention régionale, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant ;

- préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances ;
- préciser à tout candidat les frais « pédagogiques » qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée ;
- fournir le règlement intérieur du centre de formation conformément aux dispositions du livre III de la 6ème partie du code du travail ;
- s'assurer de la protection sociale des étudiants ;
- assurer un suivi de l'insertion des étudiants pour connaître les fonctions et l'employeur, le type de contrat ;
- transmettre les informations des politiques régionales relatives aux dispositifs de soutien aux étudiants.

Article 2.4.2 : Obligations relatives aux aides sociales

Bourses destinées aux élèves et étudiants inscrits en formation initiale en travail social

Depuis le 1er janvier 2005, la Région Ile-de-France attribue une bourse aux étudiants inscrits à temps plein dans les instituts et écoles franciliens de formation initiale de travail social, de maïeutique et de professionnel du secteur paramédical. Versée mensuellement, son attribution s'établit sur la base de critères sociaux lors d'une instruction menée par les services de la Région.

Afin de faciliter l'inscription et l'instruction des demandes de bourses, l'organisme de formation s'engage à suivre les[1]modalités définies par la Région pour :

- communiquer et informer les élèves et étudiants sur le calendrier des campagnes de bourse (distribution et affichage de la documentation et des informations transmises par la Région) ;
- accompagner les élèves et étudiants lors de leur inscription, et notamment, en cas de difficulté, lors de la saisie du télé formulaire sur Internet et dans la collecte des pièces justificatives ;
- réceptionner et valider les pièces des dossiers sur l'interface Internet proposé par la Région dans les délais impartis fixés par la Région ;
- envoyer les pièces justificatives à la Région en respectant les délais impartis ;
- suivre les boursiers pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler leur assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation d'un étudiant ;
- prévenir la Région, en cas de rentrée tardive (après la clôture des inscriptions) pour anticiper le nombre de dossiers « hors délais », et rassembler les pièces nécessaires à l'instruction de la demande d'aide auprès de l'étudiant dans des délais raisonnables (3-4 semaines maximum).

Fonds Régional d'Aide Sociale (FRAS) :

Destiné à un public en formation continue, non cumulable avec la bourse, le FRAS est une aide financière à versement unique auprès d'étudiants en grande difficulté sociale et financière. Afin d'assurer la bonne mobilisation du dispositif, l'organisme s'engage à ne proposer le FRAS qu'aux élèves et étudiants en grande difficulté financière et susceptibles pour ces raisons d'abandonner leur formation.

[1] Certains engagements sont susceptibles d'évoluer dans le cadre de la démarche de dématérialisation des demandes d'aides individuelles

Pour faciliter l'inscription et l'instruction des demandes du fonds régional d'aide sociale, l'organisme de formation s'engage[2] à :

- proposer le FRAS aux élèves et étudiants qui respectent les critères définis par le règlement d'attribution régional ;
- créer un dossier à l'élève/étudiant sur le site internet de la Région ;
- vérifier les pièces justificatives à fournir et la complétude du dossier ;
- apporter un avis motivé sur la demande de l'élève ou de l'étudiant ;
- valider le dossier sur internet ;
- envoyer le dossier à la Région dans les meilleurs délais : fiche récapitulative (à imprimer après validation du dossier) accompagnée des pièces justificatives ;
- contacter impérativement la Région avant l'envoi de tout dossier transmis après les 4 premiers mois suivant la rentrée scolaire. De même, les dossiers urgents doivent également être signalés en amont par le centre de formation ;
- suivre les bénéficiaires du FRAS pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler l'assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation de l'étudiant.

L'organisme doit veiller à ne pas présenter simultanément un dossier de demande de bourse et un dossier de demande sur le FRAS pour le même élève ou étudiant.

En cas de doute sur l'éligibilité du bénéficiaire à l'un ou l'autre des dispositifs, le centre de formation consulte la Région, via son centre d'appels 01 53 85 73 84.

Pour ces deux dispositifs, l'organisme de formation s'engage à respecter les modalités définies par la Région dans les règlements bourses et FRAS.

Article 2.4.3 : Obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Les formations dispensées par le centre et précisées en annexe 4 à la convention ouvrent droit sous certaines conditions à rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle n'est pas cumulable avec l'attribution d'une bourse ou du FRAS, ni avec une indemnité de Pôle emploi.

L'organisme s'engage à respecter la procédure et les obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle telles que décrites à l'annexe 4 de la présente convention et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'assurer le bon déroulement de l'instruction des demandes de prise en charge, l'organisme s'engage en priorité à :

- faire une demande d'agrément à la rémunération auprès des services de la Région (concerne les formations listées en annexe 4),
- à ne pas remettre à l'étudiant le dossier de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle avant la délivrance de l'agrément régional.

En cas d'agrément de rémunération pour des stagiaires de formation professionnelle, le bénéficiaire s'engage à :

- fournir les dossiers de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle (R S1) complets et validés par le prestataire retenu par la Région pour gérer et verser la rémunération,

[2] Certains engagements sont susceptibles d'évoluer dans le cadre de la démarche de dématérialisation des demandes d'aides individuelles

- déclarer dans les meilleurs délais les états de fréquentation mensuels au prestataire afin que le stagiaire puisse être rémunéré rapidement,
- fournir au prestataire ainsi qu'à la Région tout autre document demandé pour l'instruction ou la complétude des dossiers,
- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale,
- fournir toute autre pièce à la demande de la Région et suivre ses instructions pour la diffusion, le contrôle et la remontée des dossiers.

Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 7.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'accessibilité de la formation et des locaux aux étudiants en situation de handicap

Suite à l'adoption de son Agenda 22 en 2014, la Région Ile-de-France s'est engagée dans une démarche de responsabilité sociétale où toutes ses politiques sont concernées par la

question du handicap. Dans le respect de cet engagement régional, et pour faciliter l'accès aux formations aux personnes handicapées, il est attendu que le bénéficiaire :

- s'engage à développer l'accueil des étudiants en situation de handicap et à prendre toutes dispositions afin de concourir à la formation de ces étudiants en milieu ordinaire de travail,
- participe activement à améliorer l'accompagnement en formation des personnes en situation de handicap en mobilisant les partenariats et financements existants avec l'AGEFIPH et la FIFPH,
- veille à assurer l'accessibilité physique de ses locaux aux personnes en situation de handicap conformément aux prescriptions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014.

Article 2.7 : Obligations relatives au système d'information sur l'offre de formation

Face au défi de l'orientation, la Région Ile-de-France s'est engagée notamment dans le cadre du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle 2016-2020 (CPRDFOP) à apporter un accompagnement renforcé auprès des Franciliens en leur diffusant l'information la plus complète concernant l'offre de formation en Ile-de-France. A cette fin, un portail numérique de l'orientation est mis à leur disposition permettant un accès direct aux offres de formation géo localisées, et délivrant les informations essentielles sur les métiers, les formations et leurs débouchés.

Il est ainsi attendu que :

- le bénéficiaire contribue aux contenus du portail en fonction des sollicitations régionales et fournisse les informations sur les moments « forts » dans son établissement (portes ouvertes, concours, rentrée des sessions, etc.).
- le bénéficiaire s'engage à renseigner la base de données DOKELIO avant chaque nouvelle rentrée (janvier, septembre), www.idf.dokelio.fr. Cette banque de données sur l'offre de formation fournit l'information contenue dans le portail numérique de l'orientation destiné aux franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 3 : Engagement de la Région

Article 3.1 : Dispositions financières

La Région s'engage à verser au bénéficiaire, sous réserve du respect par ce dernier des dispositions de la présente convention, une subvention globale de fonctionnement annuelle dont le montant est calculé en vertu de l'article 3.4 de la présente convention.

Article 3.2 : Principes généraux d'attribution de la subvention régionale de fonctionnement

La subvention régionale définie par cette convention ne finance que les dépenses de fonctionnement éligibles du bénéficiaire, listées à l'article 3.6.

La subvention globale de fonctionnement régionale couvre les coûts de formation des effectifs définis dans les agréments des formations, conformément à l'article L 451-2-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3.3 : Caducité

La présente convention déroge aux dispositions de l'article 10 du règlement budgétaire et financier de la Région.

Ainsi, la totalité de la subvention doit être impérativement sollicitée par le bénéficiaire dans l'année de son attribution, sous peine de caducité du droit à subvention.

L'article 3.5 de la présente convention précise les modalités de son versement.

Article 3.4 : Principes de calcul de la subvention

Article 3.4.1 : Procédure contradictoire

Les réalisations, la proposition de budget prévisionnel et la demande de subvention complétée par les centres de formation servent de base aux échanges et discussions avec la Région. La procédure contradictoire permet de recenser et d'instruire les demandes de subvention présentées par les centres. Les demandes de subvention font l'objet d'une instruction par les services de la Région. L'arbitrage s'inscrit dans le cadre du budget régional, des évolutions structurelles du secteur et des priorités fixées par la Région, dans le cadre du SRFSS.

Le montant de la subvention peut être ajusté par la Région en fonction des critères qu'elle a fixés, des priorités régionales et des réalisations et des reports des exercices précédents. La Région peut revoir le montant de la subvention à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution des besoins structurels et de la performance de l'organisme par voie d'avenant.

Au terme de la procédure contradictoire et après vote en Commission permanente du Conseil régional, le montant de la subvention de l'année est notifié au bénéficiaire afin qu'il intègre dans son budget prévisionnel annuel et réajuste ce dernier pour ne pas créer de déséquilibre. Ce montant est définitif sous réserve des dispositions prévues à l'article 3.7. Le bénéficiaire s'engage à adapter ses dépenses prévisionnelles et l'exécution de son budget au montant de la subvention annuelle attribuée par la Région, et transmet à la Région le document budgétaire signé intégrant la subvention régionale ainsi notifiée.

En tout état de cause, le budget prévisionnel voté par l'assemblée délibérante du bénéficiaire avant la notification de la subvention régionale attribuée pour l'exercice considéré, n'engage pas la Région.

Article 3.4.2 : Principes de calcul

Le calcul de la subvention de fonctionnement de l'année « n » est fondé sur :

- la subvention de l'année n-1,
- le coût de formation,
- les priorités régionales définies annuellement,
- la prise en compte des mesures nouvelles retenues,
- les effectifs agréés,
- l'analyse des charges, des produits et des résultats.

La subvention globale de fonctionnement est calculée annuellement selon les modalités indiquées dans les annexes 1 et 1bis. Elle est déterminée chaque année sur la base des déclarations et des documents listés en annexe 2 transmis par le centre de formation et validés par la Région.

Les indicateurs listés en annexe 3 seront examinés pour s'assurer de la bonne gestion des fonds publics.

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées selon les critères définis dans une ou plusieurs de ces annexes, en fonction des formations dispensées et des publics accueillis.

Article 3.5 : Modalités de versement

La subvention fait l'objet de 3 versements annuels dont les modalités sont précisées ci-après :

- une 1ère avance, correspondant à 40 % du montant de la subvention votée l'année n-1, déduction faite, le cas échéant, de toute subvention complémentaire non pérenne.

La 1ère année de conventionnement, en 2018, le versement intervient après la réception de la convention d'objectifs et de moyens signée, accompagnée d'un appel de fonds.
Pour les années suivantes, le versement intervient à compter du 1er trimestre après la réception de l'appel de fonds du bénéficiaire.

- une 2ème avance, correspondant à 30 % du montant de la subvention votée l'année n-1, déduction faite, le cas échéant, de la subvention complémentaire attribuée au titre de la sécurité.

Le versement de cette 2ème avance intervient à compter du 2ème trimestre après la transmission de l'appel de fonds par le bénéficiaire.

- le solde est versé à partir du 3ème trimestre : il correspond à 100 % du montant de la subvention de l'année n, déduction faite des avances déjà versées. La demande doit être adressée à la Région avant la date de la clôture budgétaire de l'année, dans le cas contraire la règle de caducité définie à l'article 3.3 s'applique. Cette date limite de réception des dossiers sera envoyée tous les ans par voie électronique au bénéficiaire.

Le bénéficiaire doit joindre, à l'appui de sa demande d'appel de fonds relatif au solde :

- les comptes annuels clos, certifiés et/ou signés de l'exercice n-1 selon la réglementation en vigueur,
- l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens, dûment signé, dont l'objet est d'arrêter le montant de la subvention de l'année n, après la procédure contradictoire.

Le comptable assignataire pour la Région est le Directeur régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

Article 3.6 : Périmètre des dépenses éligibles

Pour toute la durée de la convention, les dépenses subventionnables sont prises en compte par année civile du 1er janvier au 31 décembre.

Seules les dépenses suivantes afférentes à la formation des effectifs éligibles dans les formations financées par la Région sont prises en compte dans la subvention régionale de fonctionnement. Elles ne peuvent pas être augmentées sans l'accord exprès de la Région :

- les dépenses de personnel affecté aux centres de formation : personnel pédagogique, documentaliste, administratifs et d'entretien, y compris les frais de personnel non permanent (vacataires sous contrats ou intervenants extérieurs facturés sur honoraires) : charges liées aux rémunérations, frais de déplacements et de restauration ;
- les charges de location de locaux. Toute modification du périmètre de location des locaux doit être autorisée au préalable par la Région ;
- les charges de fonctionnement et d'entretien courant des locaux;
- les frais généraux ;

- les charges de blanchisserie ;
- les primes d'assurances et les dépenses d'études ;
- les impôts et taxes ;
- l'équipement pédagogique non immobilisé ;
- les charges exceptionnelles ;
- les charges financières relatives aux emprunts contractés pour les investissements ou les équipements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région au préalable ;
- les dotations aux amortissements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région, et les dotations aux provisions. Toute augmentation des dotations doit être justifiée et acceptée par la Région au préalable ;
- les exonérations ou remboursements de frais d'inscription pour les élèves et étudiants boursiers régionaux des formations en travail social ;
- les dépenses liées à l'universitarisation des formations dans la limite du droit à compensation défini par l'Etat.

Les autres dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de la subvention de fonctionnement. Elles doivent être couvertes par des recettes propres correspondantes et concernent notamment :

- les dépenses de formation continue, apprentissage, validation des acquis de l'expérience (VAE), classes préparatoires, passerelles, parcours partiels ;
- les frais de sélection et concours : ces frais doivent être couverts par les frais de dossier et d'inscription aux concours (sauf reliquats) ;
- les dépenses de vie étudiante (logement, repas et restauration, crèche, …), la recherche, les dépenses afférentes à l'organisation de colloques et de séminaires (pour les centres de formation adossés à des établissements de santé, ces dépenses ne figurent pas au budget annexe des écoles), sauf accord préalable de la Région.

Le financement des immobilisations n'est pas couvert par le champ de la présente convention. En cas de projet d'équipement ou d'investissement même non financé par la Région mais néanmoins relatif aux activités de formation, le centre de formation doit en informer la Région en amont et lui soumettre un plan de financement pluriannuel pour garantir que la réalisation de l'équipement ne met pas en péril l'équilibre du fonctionnement sur les années à venir. La Région doit avoir donné son accord sur le projet pour que les charges liées au projet soient prises en compte.

Les fonds publics (subvention, taxe d'apprentissage …) utilisés pour financer des équipements et des investissements de l'organisme de formation sont amortis au bilan et au compte de résultat dans les mêmes conditions de durée que les équipements ou investissements qu'ils ont financés.

Article 3.7 : Ajustement de la subvention suite à la modification de l'agrément

La subvention peut être ajustée en cours d'année pour intégrer la modification de l'agrément des formations.

Une fois l'arrêté concernant l'agrément des formations notifié au bénéficiaire, l'annexe 1 et/ou 1bis est modifiée par voie d'avenant adopté en Commission permanente pour reporter les effectifs retenus.

Le nouvel effectif défini sera pris en compte à partir de la rentrée qui suit l'entrée en vigueur de l'agrément.

Suite à cet avenant, le montant de la subvention sera ajusté par la Région en fonction des effectifs financés définis dans l'annexe 1 et/ou 1bis à la présente convention. Le montant de la subvention sera révisé pour intégrer les variations des effectifs éligibles.

Article 3.8 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4 : Contrat de performance

Pour atteindre les orientations prévues dans le schéma régional, la Région met en place un pilotage plus fin des établissements.

Aussi, plusieurs indicateurs ont été définis, figurant en annexe 3 « Contrat de performance ». Ces éléments permettent d'expliciter des situations, de relever des spécificités dans l'accueil des publics, de veiller à la qualité de la formation dispensée, de valider la portée des innovations et de suivre l'insertion professionnelle.

Ce contrat s'articule autour de 3 secteurs pour lesquels les indicateurs sont déclinés :

- optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses :
  - indicateurs chiffrés relatifs aux postes (ETP), financiers et aux effectifs,
  - indicateurs de suivi relatifs aux outils de pilotage RH et financier
- développer la qualité de la formation :
  - indicateurs relatifs aux stages et à la réussite au diplôme,
  - indicateurs de suivi liée à l'information, l'évaluation des formations et à l'insertion professionnelle
- introduire l'innovation dans la formation, nouvelles méthodes d'apprentissage :
  - indicateurs de suivi des activités menées dans le domaine pédagogique

Les indicateurs sont communs à l'ensemble des établissements. Ils s'inscrivent dans la durée de la convention afin de mesurer les évolutions sur plusieurs années.
Ils permettent d'apprécier la situation propre du bénéficiaire et le contexte régional. Le contrat de performance se situe dans une démarche de progression adaptée à la situation de chaque bénéficiaire et contextualisée.

Ce document est présenté à la Région au moment du dialogue de gestion auquel il sert de support.

L'ensemble du contrat de performance en annexe 3 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2018.

Article 6 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général ou en cas de retrait de l'autorisation et/ou de l'agrément des formations accordé au bénéficiaire. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut prononcer la résiliation, de manière anticipée, de la présente convention dans le cas où l'agrément des formations est modifié et le bénéficiaire n'a plus d'effectif financé. La résiliation intervient après notification du nouvel arrêté concernant l'agrément. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région. Elle entraîne l'interruption des recrutements et l'achèvement des formations en cours.

En outre, en cas de reprise d'activité, la Région s'assure du transfert des activités de formation dans le ou les centres de formation considérés. Le centre de formation transfère les données administratives, financières et pédagogiques à ce ou ces même(s) centre(s).

Article 7 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la Commission permanente du Conseil régional.

Article 9 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes, modifiées par délibération N°CP du .

Article 10 : Règlement des litiges

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif compétent dans le ressort territorial de la Région Ile-de-France.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire
Nom, Prénom du signataire
Qualité
(signature et cachet de l'organisme)

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil régional

ANNEXE 1

Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement
Formations de niveau III réingéniées

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n est déterminé par une délibération votée au 3ième trimestre de l'année.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Les formations sont réparties comme suit :

- formations de niveau V
- formations de niveau IV
- formations de niveau III[3]

Pour chaque domaine, un coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes …). Le

[3] Niveau II à compter de la rentrée de septembre 2018.

financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant),

- mise en œuvre des priorités régionales définies annuellement.

Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, mesures nouvelles retenues et financées, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits dans une formation initiale financée par la Région et disposant d'un agrément pour la formation initiale, suivant une formation à temps plein et présents au 15 février de l'année sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, inscrits ou non en Mission locale, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les demandeurs d'emploi (catégories A et B), inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois[4] au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

[4] Disposition transitoire : s'agissant du critère de 6 mois d'inscription à Pôle emploi avant l'entrée en formation, une souplesse est accordée pour les élèves et étudiants entrant en formation en janvier 2018, compte tenu des informations connues au moment de l'organisation des sélections.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Les effectifs d'étudiants sont considérés par année de formation.

Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs. La Présidente peut accorder une dérogation pour prendre en charge le financement de la formation à titre exceptionnel et après examen du dossier du candidat.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation,
- les demandeurs d'emploi ayant mis fin à un contrat de travail par démission ou rupture conventionnelle dans les 6 mois précédant l'entrée en formation,
- toute personne ayant bénéficié d'une prise en charge partielle par le FONGECIF,
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux épreuves de sélection est plafonné aux effectifs accordés dans l'agrément de l'établissement de formation en travail social.

Conformément au décret n° 2017-537, l'arrêté du 7 juin 2017 concernant l'agrément régional détermine les effectifs financés par la Région à l'entrée en formation, répartis de la façon suivante :

- formation XXX : XXX places agrées, XXX places financées, XXX places par promotion dont :
    - le nombre de places en formation initiale ;
    - le nombre de places en formation continue ;
    - le nombre de places par voie d'apprentissage.

ANNEXE 1 bis

Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement

Formations de niveaux IV et V

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n est déterminé par une délibération votée au 3ième trimestre de l'année.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Les formations sont réparties comme suit :

- formations de niveau V
- formations de niveau IV
- formations de niveau III[5]

Pour chaque domaine, un coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,

[5] Niveau II à compter de la rentrée de septembre 2018

- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant).

Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, mesures nouvelles retenues et financées, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits dans une formation initiale financée par la Région et disposant d'un agrément pour la formation initiale, suivant une formation à temps plein et présents au 15 février de l'année sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, inscrits ou non en Mission locale, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les demandeurs d'emploi (catégories A et B), inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois[6] au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

[6] Disposition transitoire : s'agissant du critère de 6 mois d'inscription à Pôle emploi avant l'entrée en formation, une souplesse est accordée pour les élèves et étudiants entrant en formation en janvier 2018, compte tenu des informations connues au moment de l'organisation des sélections.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Les effectifs d'étudiants sont considérés par année de formation.

Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs. La Présidente peut accorder une dérogation pour prendre en charge le financement de la formation à titre exceptionnel et après examen du dossier du candidat.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation,
- les demandeurs d'emploi ayant mis fin à un contrat de travail par démission ou rupture conventionnelle dans les 6 mois précédant l'entrée en formation,
- toute personne ayant bénéficié d'une prise en charge partielle par le FONGECIF,
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux épreuves de sélection est plafonné aux effectifs accordés dans l'agrément de l'établissement de formation en travail social.

Conformément au décret n° 2017-537, l'arrêté du 7 juin 2017 concernant l'agrément régional détermine les effectifs financés par la Région à l'entrée en formation, répartis de la façon suivante :

- formation XXX : XXX places agrées, XXX places financées, XXX places par promotion dont :
    - le nombre de places en formation initiale ;
    - le nombre de places en formation continue ;
    - le nombre de places par voie d'apprentissage.

ANNEXE 2
Documents à présenter à la Région

1. Documents à transmettre pour le calcul de la subvention régionale de l'année n

Le bénéficiaire complète les informations suivantes, demandées par la Région dans le document budgétaire transmis annuellement. Ce document reprend notamment :

- le budget prévisionnel synthétique présenté en année civile et détaillé par formation,
- le détail des frais de personnel,
- l'état des immobilisations et des amortissements du centre de formation en identifiant les immobilisations financées par la Région et/ou par la taxe d'apprentissage,
- les activités du centre de formation,
- une annexe détaillant les charges indirectes refacturées dans les comptes du bénéficiaire,

Les documents suivants doivent également être transmis :

- la demande officielle de subvention par le centre de formation à la Région pour l'année n, cette notification ouvre la procédure contradictoire régionale,
- le budget prévisionnel présenté en conseil d'administration, en assemblée générale ou en conseil de surveillance,
- les délibérations ou décisions fixant les tarifs facturés aux employeurs et demandés aux étudiants en formation,
- une note de présentation, qui présente les faits marquants et le périmètre du budget : activités de formation financée par la Région, autres activités de formation, autres activités,
- les indicateurs et, le cas échéant, une note pouvant apporter des éléments complémentaires par rapport aux indicateurs fournis.

Les documents budgétaires doivent être signés par le directeur du centre de formation et par le directeur financier et transmis à la Région dans les délais impartis.

Ces documents doivent parvenir à la Région avant le 28 février de l'année n.

2. Documents à transmettre après la notification de la subvention

Le bénéficiaire s'engage à fournir le document budgétaire signé intégrant la subvention notifiée.

3. Documents des réalisations à transmettre

Le bénéficiaire s'engage à fournir pour le centre de formation et pour la structure gestionnaire (association, établissement public de santé …) :

- le document « Réalisé n-2 » renseigné pour le centre de formation et présenté par année civile, qui détaille notamment les charges et produits par formation, avant le 28 février de l'année n,
- les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année n-1,

- les comptes annuels clos, certifiés et/ou signés selon la réglementation en vigueur dès qu'ils sont en sa possession et en tout état de cause avec la demande de solde (article 3.5 de la convention) : compte de résultat, bilan, annexes, balance des comptes, envoyés prioritairement sous format numérique,
- les documents de présentation des comptes clôturés en conseil d'administration, en assemblée générale ou en conseil de surveillance (rapport financier, rapport moral et rapport d'activité),
- les explications complémentaires (justification des variations de postes),
- le cas échéant pour les centres de formation adossés à un établissement public de santé, l'état retraçant les dépenses et les recettes d'investissement réalisées au cours de l'exercice précédent au bénéfice des écoles et instituts de formation prévu à l'article R.6145-61 du code de la santé publique,
- le cas échéant, le rapport général et spécial du commissaire aux comptes,
- le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles du livre III de la 6ème partie du code du travail,

Tout au long de l'année, le bénéficiaire s'engage à envoyer les procès-verbaux des conseils d'administration.

4. Rappel des règles de certification des comptes annuels

Les comptes annuels doivent être certifiés ou signés :

- par le directeur du centre hospitalier (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature régulière) si le centre de formation est adossé à une structure hospitalière (en cas de budget annexe au budget principal de l'établissement public hospitalier tel que défini par le code de la santé publique relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant des établissements publics de santé et modifiant le code la santé publique) ;
- par le président de l'organisme (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature) ou, en cas de sociétés commerciales par le mandataire social, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est inférieur à 15 245 € ;
- par un expert-comptable, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celles de la Région est comprise entre 15 245 € et 76 225 € ;
- par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est supérieur à 76 225 € et si l'organisme dispose d'un commissaire aux comptes, quel que soit le montant de la subvention ;
- par le comptable public pour les centres de formation rattachés à un établissement public de santé.

ANNEXE 3

Contrat de performance

Pour atteindre les orientations prévues dans le schéma régional, à savoir optimiser la gestion des ressources, développer la qualité et introduire l'innovation, la Région met en place un contrat de performance qui est établi sur la base d'un nombre restreint d'indicateurs chiffrés.

Ces indicateurs réunissent trois caractéristiques :

- ils sont en rapport direct avec l'activité de formation,
- ils sont cohérents avec l'objectif auquel ils se rattachent,
- ils sont pertinents et ils permettent d'apprécier les actions menées ou les résultats obtenus.

Ce contrat s'articule autour de 3 secteurs pour lesquels les indicateurs sont déclinés :

- optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses :
  - indicateurs chiffrés relatifs aux postes (ETP), financiers et aux effectifs,
  - indicateurs de suivi relatifs aux outils de pilotage RH et financier
- développer la qualité de la formation :
  - indicateurs relatifs aux stages et à la réussite au diplôme,
  - indicateurs de suivi liée à l'information, l'évaluation des formations et à l'insertion professionnelle
- introduire l'innovation dans la formation, nouvelles méthodes d'apprentissage :
  - indicateurs de suivi des activités menées dans le domaine pédagogique

Ils s'inscrivent dans la durée de la convention afin de mesurer les évolutions sur plusieurs années. Il s'agit de définir une trajectoire à 3 ans, avec une restitution annuelle dans le cadre des éléments à transmettre pour le calcul de la subvention. Il est attendu des centres une attention particulière à la qualité et à la fiabilité des éléments transmis.

Ils permettent d'apprécier la situation propre du bénéficiaire et le contexte régional. Le contrat de performance se situe dans une démarche de progression adaptée à la situation de chaque bénéficiaire et contextualisée. Le contrat de performance peut être complété en fonction des besoins par une note permettant de contextualiser les indicateurs fournis.

INDICATEURS CENTRE DE FORMATION - CONTRAT DE PERFORMANCE

PROCEDURE BUDGETAIRE 20XX

version du 14/11/2017

PARTIE 1 - PRESENTATION

Nom du centre de formation	
Nom du Centre	
Adresse :	
Commune :	
Nom de(s) écoles :	
Statut	
Nombre de sites	

Niveaux	Diplômes	Effectif total de l'école au 15/02/20XX	Effectif dans les formations financées FSS	Effectif financé FSS	Temps complet	Parcours partiels

ANNEE 20XX	

Budget total	Montant de la subvention régionale accordée	Part régionale / Budget	Autres activités (ressources)	Nombre d'ETP dans l'établissement	Ratio d'encadrement pédagogique	Ratio d'encadrement personnel administratif

PARTIE 2 - ELEMENTS CLES

Résultat de l'exercice en 20XX	Report à nouveau en 20XX	Nombre d'élèves en situation de handicap au 15/02/20XX

PARTIE 3 - INDICATEURS

Indicateurs par formation					
N°	*Type*	*pour le centre de formation*	*par formation*	*Comparaison vs moyenne régionale*	
Objectif n°1 : Optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses					
mettre en place un outil de gestion et de pilotage					
	Existence de tableau de suivi de consommation budgétaire	oui/non			
	Existence d'un plan de trésorerie	oui/non			
	Existence d'un tableau de suivi des emplois et des effectifs	oui/non			
	Total des postes budgétés (ETP) en 20XX				
	Postes occupés (en ETP) en 20XX				
	Postes vacants (en ETP) en 20XX				
améliorer le suivi					
1	**indicateurs Financiers (réalisé 20XX)**				
	Coût de la formation par étudiant				
	Charges indirectes / Total des charges				
	Tarif facturé pour les salariés / Coût de formation				
2	**indicateurs Effectifs (réalisé 20XX)**				
	Evolution des effectifs par rapport à l'année 0 (20XX) par formation				
	Taux de remplissage par formation				

N°	Type	pour le centre de formation	par formation	Comparaison vs moyenne régionale		
Objectif n°2 : Développer la qualité de la formation						
s'inscrire dans les priorités régionales						
	Respect du décret qualité					
3	Référencement auprès des OPCA (Datadock)	oui/non				
	Enquête de satisfaction auprès des stagiaires/élèves/étudiants	oui/non				
	sécurisation des parcours					
4	Mise à jour annuelle des documents internes du centre de formation : supports d'information auprès du public [bourse/rémunération/financement]	oui/non				
5	réalisation d'une enquête pour suivre insertion professionnelle des étudiants – jeunes diplômés	oui/non				

favoriser la réussite des étudiants et l'insertion des jeunes diplômés						
	Améliorer les conditions de vie des étudiants					
6	Participation des représentants étudiants aux instances de gouvernance du centre de formation	oui/non				
	Stages (données 20XX)					
7	Etudiants non présentés au diplôme faute de stage / Nombre total d'étudiants présentés (uniquement pour les formations des établissements en travail social)					
	Nombre d'ETP consacré à la recherche de stage					
	réussite (données 20XX)					
8	Ratio présentés au DE (session initiale et rattrapage) / Présents rentrée + 4 semaines					
	Taux de réussite à l'examen par formation					

N°	Type	pour le centre de formation	par formation	Comparaison vs moyenne régionale		
Objectif n°3 : Introduire l'innovation dans la formation - nouvelles méthodes d'apprentissage						
	Innovation nouvelle méthode d'apprentissage					
9	Mise en place d'actions inter professionnelles	oui/non				
	Mise en place de e-learning, MOOC, pédagogie inversée, plateforme pour les cours, documentation en ligne ...	oui/non				
	Développement d'actions de recherche (communication, article, alternance intégrative, recherche action, accueil de doctorants ...)	oui/non				
	Actions de simulations moyenne fidélité dispensées	oui/non				

ANNEXE 4

Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

en application de la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 approuvant, notamment, le règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

1. Présentation du dispositif

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue est versée par le prestataire retenu par la Région dès lors que la formation fait l'objet d'un agrément à la rémunération par la Région, conformément au code du travail.

Quelle que soit la formation concernée, le montant de la rémunération varie selon la situation des stagiaires, conformément aux modalités de calcul de la rémunération professionnelle, prévues par le livre III de la 6ème partie du code du travail, décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002.

2. Pour les formations de niveau IV et supérieurs

Le dispositif consiste en une prise en charge de rémunération en relais de l'Allocation Retour à l'Emploi Formation (AREF) ou l'Allocation Retour à l'Emploi (ARE) sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

A leur entrée en 2ème ou 3ème année de formation ou en spécialisation :

- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation de l'AREF/ARE versée par Pôle emploi,
- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation d'une allocation de substitution, telle l'allocation pour perte d'emploi dans le secteur public.

Pour être éligible, il n'est pas nécessaire que le demandeur d'emploi ait bénéficié d'une indemnisation pendant toute la durée de sa 1ère année de formation ; il est obligatoire en revanche qu'il ait été indemnisé à son entrée en 1ère année de formation.

b. Public non éligible

- les stagiaires inscrits en première année de formation,
- les demandeurs d'emploi non indemnisés à l'entrée en 1ère année de formation,
- les étudiants sortis du système scolaire depuis moins d'un an,
- les agents publics et les salariés du secteur privé,
- les salariés bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par la Présidente du Conseil régional.

c. Durée de prise en charge régionale

- éligibilité à partir de la 2ème année de formation (sauf pour les spécialisations sur un an),

- démarrage à la date d'expiration complète des droits à indemnisation par Pôle emploi (ou régime de substitution) ; si l'indemnisation prend fin pendant la 1ère année de formation, la prise en charge n'interviendra qu'à partir de l'entrée en 2ème année,
- couverture de la formation pour une durée maximum de 21 mois (reconduction automatique de la prise en charge d'un stagiaire jusqu'à la fin de sa formation ne nécessitant pas de nouvelle demande pour la deuxième année de rémunération),
- durée de prise en charge calculée en mois stagiaires en vertu du tableau ci-après :

Désignation de la formation	Durée totale en année	Durée rémunérable en mois par année de formation
Assistant de service social Formation post-DUT carrières sociales 1 an (uniquement la troisième année)	3	2ème année : 10,15 3ème année : 10,15
Conseiller en économie sociale et familiale	3	2ème année : 10,15 3ème année : 10,15
Educateur de jeunes enfants	3	2ème année : 11 3ème année : 10,15
Educateur spécialisé	3	2ème année : 10,15 3ème année : 10,15
Educateur technique spécialisé	3	2ème année : 3ème année : 10,15
Moniteur éducateur	2	2ème année : 10,15
Technicien de l'intervention sociale et familiale	2	2ème année : 10,15

Pour les élèves ayant une reconnaissance de travailleur handicapé (RQTH délivrée par la CDAPH), la prise en charge est possible dès la 1ère année de formation et couvre la totalité de la formation (maximum de mois stagiaire : 30,45).

d. Procédure et obligations des centres de formation

1. Le centre de formation fait une demande de prise en charge à la Région :
   - via le formulaire régional intitulé « demande de prise en charge au titre de la rémunération professionnelle pour les stagiaires demandeurs d'emploi en formation de niveaux IV, III et II dans les secteurs sanitaire et social »,
   - ce formulaire précise pour chaque stagiaire notamment :
     - o les dates d'entrée et de sortie de formation,
     - o la date de fin des droits à indemnisation (AREF/ARE, allocation de substitution),
     - o il doit être accompagné de(s) la(es) copie(s) de notification(s) de Pôle emploi indiquant la nature de l'allocation chômage perçue, la date de fin de droits à indemnisation et la qualité de demandeur d'emploi.
2. La collecte des informations et des documents nécessaires à l'instruction de la Région auprès des stagiaires ainsi que l'envoi du formulaire complété sont assurés par le centre de formation.
3. A la réception de la demande, la Région complète le document. L'accord de la Région sur ce formulaire vaut agrément de rémunération.

4. L‘agrément de rémunération est ensuite transmis par la Région au centre de formation et au prestataire retenu pour la gestion et le versement de la rémunération et des aides aux stagiaires (protection sociale, forfaits hébergement et transport).

5. A réception d’un accord de prise en charge, le centre de formation remet un dossier de *« Demande d’admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle »* préalablement obtenu auprès du prestataire, aux stagiaire(s) concerné(s).

6. Le centre de formation renvoie l’ensemble des documents dûment complétés au prestataire dans les délais impartis. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l’instruction des dossiers par les services du prestataire (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans le logiciel ...).

Annexe à la délibération n°5

Financement des places à l'entrée en formation dans les centres de formation en travail social agréés (novembre 2017) par site

Etablissement		Formations								Total agrément régional à l'entrée en formation par centre et par promotion
								AES		
	Durée de la formation	ASS 3 ans	ES 3 ans	EJE 3 ans	CESF 1 an	ME 2 ans	TISF 2 ans	Accompagnement de la vie en structure collective 1 an	Accompagnement de la vie à domicile 1 an	
75	AP-HP - Ecole d'assistant social	35	0	0	0	0	0	0	0	35
	Association des Paralysés de France	0	0	0	0	0	0	5	12	17
	Ecole de Service Social de la CRAMIF	38	0	0	0	0	0	0	0	38
	Ecole de Formation Psycho-Pédagogique	0	55	43	0	0	0	0	0	98
	Ecole Normale Sociale - ENS	55	0	0	0	0	0	0	0	55
	ETSUP	80	28	40	0	0	0	0	0	148
	Institut Supérieur "Clorivière"	0	0	0	40	0	0	0	0	40
	Centre de Formation Saint-Honoré	0	35	110	0	0	0	0	0	145
	Université René Descartes - Paris V	40	0	0	0	0	0	0	0	40
	IRTS Paris Ile-de-France, site Paris	49	96	57	26	27	12	0	0	267
Total 75		297	214	250	66	27	12	5	12	883
77	IRTS Paris Ile-de-France, site Melun	25	42	20	0	20	13	0	21	141
Total 77		25	42	20	0	20	13	0	21	141
78	Sauvegarde de l'Enfance - Buc Ressources	0	116	15	0	20	0	10	0	161
	Institut de Formation Sociale des Yvelines	46	0	0	0	0	0	0	0	46
Total 78		46	116	15	0	20	0	10	0	207
91	Centre de Formation de l'Essonne	0	0	0	0	0	24	48	0	72
	IRFASE	36	78	30	0	27	0	35	15	221
Total 91		36	78	30	0	27	24	83	15	293
92	Métiers de la Petite Enfance "l'Horizon"	0	0	62	0	0	0	0	0	62
	IRTS Montrouge - Neuilly-sur-Marne, site Montrouge	38	82	38	18	19	0	0	0	195
	INITIATIVES	0	10	0	0	10	0	0	0	20
Total 92		38	92	100	18	29	0	0	0	277
93	IRTS Montrouge - Neuilly-sur-Marne, site Neuilly-sur-Marne	32	77	55	0	18	0	0	0	182
	CERPE	0	0	60	0	0	0	0	0	60
	CEMEA	0	47	0	0	35	0	0	0	82
	Université Paris 13 - Nord	25	0	0	0	0	0	0	0	25
Total 93		57	124	115	0	53	0	0	0	349
94	INFA	0	40	20	0	10	0	0	0	70
	Union Départementale Animation 94	0	0	0	0	0	0	0	15	15
Total 94		0	40	20	0	10	0	0	15	85
95	CPCV Ile-de-France	0	0	0	0	0	0	0	15	15
	Ecole Pratique de Service Social	54	60	16	0	25	12	16	6	189
Total 95		54	60	16	0	25	12	16	21	204
Total Ile-de-France		**553**	**766**	**566**	**84**	**211**	**61**	**114**	**84**	**2 439**

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-632

DU 22 NOVEMBRE 2017

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES :

PROGRAMME RÉGIONAL DE QUALIFICATION PAR LA FORMATION CONTINUE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

VU Le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 75-15 du 24 septembre 2015 relative à la convention de partenariat 2016-2017 avec Pôle emploi et fixant les modalités de financement dans le cadre du programme triennal de qualification par la formation continue ;

VU La délibération n CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 16 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France ;

VU L'avis émis par le Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles d'Ile-de-France du 8 novembre 2017 ;

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-632 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

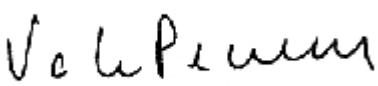
Article unique : Financement des centres de formation dans le cadre du Programme régional de qualification par la formation continue

Décide de poursuivre le financement des centres de formation dans le cadre du programme régional de qualification par la formation continue pour la rentrée de janvier 2018.

Approuve la répartition des financements et des places pour les organismes subventionnés au titre du dispositif de formation d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture de la rentrée de janvier 2018 en faveur des demandeurs d'emploi, conformément à la répartition figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Approuve l'avenant type à la convention type adoptée par la délibération n° CR 75-15 du 24 septembre 2015, joint en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la Présidente à le signer avec les organismes subventionnés.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1

Rentrée de janvier 2018

Dpt	organisme de formation	lieu de formation	Ville	formation dispensée	nombre d'élèves minimum financés par la Région
75	**ABC Puériculture**	ABC Puériculture	PARIS	AP	11
75	**ASSISTEAL Formation**	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS	36
77	**Lycée P. de Coubertin - GRETA MTI 77**	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS	7
77	**Lycée P. de Coubertin - GRETA MTI 77**	Lycée Jean Moulin	TORCY	AP	6
78	**DOMEA**	DOMEA	SAINT REMY LES CHEVREUSE	AS	14
78	**Ecole Jeanne Blum**	Ecole Jeanne Blum	JOUY EN JOSAS	AS	15
78	**Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines**	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AS	7
92	**AFPS**	AFPS	VILLENEUVE LA GARENNE	AS	7
92	**AGESPA**	AGESPA	CHATENAY MALABRY	AS	13
92	**IFAC**	IFAC	ASNIERES	AP	11
92	**IFAC**	IFAC	COMBS LA VILLE	AP	10
92	**IFAC**	IFAC	ELANCOURT	AP	12
92	**SGM**	SGM	SURESNES	AP	10
93	**Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93**	Lycée Henri Sellier	LIVRY GARGAN	AS	14
94	**ABCD - Abbaye des Bords de Marne**	Abbaye des Bords de Marne	SAINT MAUR DES FOSSES	AS	29
94	**Lycée Polyvalent M. Perret - GRETA MTI 94**	Lycée Louise Michel	CHAMPIGNY SUR MARNE	AP	14
				TOTAL	216

Annexe n°2

Avenant n° à la convention n° …….
relative au financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue

La Région Ile de France
Dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu :
de la délibération n° CR 75-15 du 24 septembre 2015 ;
de la délibération n° CP 2017-632 du 22 novembre 2017 ;

Ci-après dénommée " la Région "

d'une part,

Nom du bénéficiaire :
Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de : ……..
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région Ile-de-France et le bénéficiaire ont conclu une convention n° , relative au financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue, qui expire au 31 décembre 2017.

L'objet du présent avenant est de permettre une prorogation à compter du 1er janvier 2018 dans les conditions définies ci-après.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Par le présent avenant, adopté par la délibération n° CP 2017-632 du 22 novembre 2017, l'article 4 de la convention n° relative au financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue, est modifié comme suit :

« La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans et 6 mois et prend effet à compter du 1er janvier 2016. »

ARTICLE 2 :

Par le présent avenant, adopté par la délibération n° CP 2017-632 du 22 novembre 2017, le nombre d'élèves financés par la Région et le montant de subvention régionale maximum tels qu'ils figurent au paragraphe « 1 » de l'annexe 1 à la convention « dispositions financières » sont reconduits pour la rentrée de janvier 2018 dans les mêmes conditions que la rentrée de janvier 2016.

Formation	Session	Nombre d'élèves minimum financés par la Région	Subvention régionale maximum
xxxx	Janvier 2018	x	xxxxx €
xxxx	Janvier 2018	x	xxxxx €

ARTICLE 3 :

Toutes les autres stipulations de la convention n° demeurent inchangées.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux.

Le

Le

Pour le bénéficiaire,

(signature et cachet de l'organisme)

La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

Et par délégation,

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-599

DU 22 NOVEMBRE 2017

DEVENIR LA PREMIÈRE SMART RÉGION D'EUROPE - MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME SMART RÉGION INITIATIVE - SOUTIEN AUX PARIS RÉGION SMART WEEKS EVENTS 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens;

VU La délibération n° CR 2017-37 du 9 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité et modifiée par délibération n°CR 2017-191 du 17 mai 2017;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-599 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Missions de maîtrise d'œuvre pour déployer le programme Smart Région Initiative

Affecte une autorisation de programme de 2 000 000 € afin de lancer des appels d'offres

portant sur des missions de maîtrise d'œuvre pour déployer le programme Smart Région Initiative. Cette autorisation sera prélevée sur le chapitre 909 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », Programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », Action 19200209 « Smart Région Initiative», du budget 2017.

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000€ afin de lancer des marchés relatifs à des prestations intellectuelles en vue du déploiement du programme Smart Région Initiative. Cette autorisation sera prélevée sur le Chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », Programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », Action 19200207 « Evaluation, études et promotion », du budget 2017.

Article 2 : Soutien aux filières prioritaires - Financement des événements « Paris Region Smart Weeks Events 2018 »

Décide de participer, au titre du label « Paris Region Smart Weeks Event 2018 », et du soutien aux filières franciliennes stratégiques liées au numérique (industrie numérique, santé numérique, fintechs), au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type jointe en annexe 3 et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **510 000 €** disponible sur le sur le Chapitre budgétaire : 939 « Action économique », Code fonctionnel : 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », Action : 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires, à compter du 11 septembre 2017, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-599	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194001 - Soutien à l'industrie et aux autres services**
Action	**19400103 - Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires**

Dispositif : N° 00000332 - Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)

Dossier	EX027773 - Medxperience/MEDICEN PARIS REGION/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	R31096 - MEDICEN PARIS REGION			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	225 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
750 000,00 €	HT	30 %	225 000,00 €	

Dossier	EX027841 - Futur en Seine/CAP DIGITAL IMVN/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	R31090 - CAP DIGITAL IMVN			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	225 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 048 500,00 €	HT	21,46 %	225 000,00 €	

Dossier	EX027890 - Paris Fintech Forum/ALTEIR EVENT/ Smart Weeks Event			
Bénéficiaire	EXM02276 - ALTEIR EVENT SAS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 080 000,00 €	HT	5,56 %	60 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000332 - Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	510 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 94 - 194001 - 19400103	510 000,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027773

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MEDXPERIENCE/MEDICEN PARIS REGION/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable HT	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	750 000 €	30 %	225 000,00 €
	Montant Total de la subvention		225 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MEDICEN PARIS REGION
Adresse administrative	:	3 IMPASSE REILLE 75014 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Christian Lajoux, Président
Date de publication au JO	:	30 avril 2009
N° SIRET	:	48959071100037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Medxperience est une manifestation d'envergure internationale qui vise à affirmer l'ambition de la Région Île-de-France d'être une capitale mondiale de l'innovation thérapeutique et des entreprises de santé.

Date de l'évènement : 14-16 mars 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées depuis le 11/09/2017

Objectifs :
Les grands objectifs de l'événement Medxperience sont:

- Faire rayonner l'excellence santé (biotechnologies, technologies médicales et santé numérique)

francilienne à l'international ;
- Offrir un cadre propice au business pour les entreprises/startups franciliennes ;
- Rapprocher les acheteurs des fournisseurs de nouvelles solutions.

Description :
Medxperience est construit pour être le lieu de rencontre de tous les acteurs de la filière santé dans tous ses domaines (biotechnologies, technologies médicales et santé numérique) sur le territoire de l'Île-de-France hautement attractif dans une approche internationale et collaborative.
Durant deux jours, les participants en provenance de l'Europe et de l'international échangeront sur leurs pratiques, leurs succès, leurs perspectives dans le domaine des technologies innovantes pour la santé et les nouvelles thérapies.

Autour de quatre thèmes technologiques fédérateurs « Diagnostic », « Imaging », « Advanced Therapies », « eHealth », et de deux thèmes transversaux « Compétences » et « Europe », le programme fera le point sur l'état des progrès technologiques de la santé et l'effet d'entrainement de la région Ile-de-France dans la compétition internationale.

Cet événement sera également l'occasion de tester l'écosystème d'exception au service de l'innovation pour des projets mondiaux. Medxperience proposera une rencontre en plusieurs étapes pour finaliser des projets innovants, collaboratifs et internationaux au service des patients.

Moyens mis en œuvre :
- Des partenaires très engagés (Région, PRE, IAU, Sanofi) et impliqué financièrement (Sanofi)
- Une mobilisation forte de tous les acteurs franciliens de l'innovation (AP-HP, INSERM, CNRS, CEA, Institut Pasteur, Institut Curie, les grands industriels, ETI PME, TPE, Sart up....) et l'ensemble de l'écosystème Medicen (investisseurs, partenaires de l'innovation, ...).
- Une méthode éprouvée Medicen pour permettre l'émergence de projets collaboratifs internationaux
- Une implication des acteurs régionaux
- Une communication structurée avec nom, logo, site internet, et une équipe professionnelle
- Un partenariat européen fort avec l'EIT Health qui apporte son réseau et ses 450 membres
- Implication des acteurs de la formation (Universités, grandes écoles, ...)
- Medicen met à disposition son réseau d'experts, de Key Opinion Leaders, tant en France qu'à l'étranger

Intérêt régional :
L'Île de France, territoire d'excellence en santé, est un des premiers clusters mondiaux en sciences de la vie qui offre aux acteurs internationaux souhaitant mettre en place des projets innovants, une richesse de partenaires potentiels exceptionnels. Medxperience propose à la Région via cet événement de :
- se positionner comme nœud international d'innovation en santé ;
- accroître l'attractivité de ce premier cluster européen santé ;
- participer à la mise en visibilité à l'international et à l'employabilité des talents de l'écosystème francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public ciblé est constitué de l'ensemble des professionnels de l'innovation en santé:
- Professionnels de santé,

- Investisseurs,
- Grands industriels santé, numérique, instrumentation, bioproduction...
- Entreprises,
- Chercheurs académiques,
- Clusters internationaux,
- Universités et organismes de formation,
- Associations étudiantes/alumni,
- Associations de patients...

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	30 000,00	4. %
Communication	109 000,00	14.53%
Logistique	450 000,00	60%
Animation & Programmation	161 000,00	21.5%
Total	750 000 ,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'entrée et stands	262 000,00	35%
Autres ressources	10 000,00	1.3%
Sanofi	253 000,00	33.7%
Subvention Région	225 000,00	30%
Total	750 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	175 000,00 €
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	-14 000,00 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	270 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	357 970,00 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	270 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	200 000,00 €

2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	400 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	270 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	975 000,00 €
2017	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	400 000,00 €
2017	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	270 000,00 €
	Montant total	3 412 970,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027841

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FUTUR EN SEINE/CAP DIGITAL IMVN/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	1 048 500,00 €	21,46 %	225 000,00 €
	Montant Total de la subvention		225 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane DISTINGUIN, Président
Date de publication au JO : 25 février 2006
N° SIRET : 48974929100030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Soutien à l'édition 2018 du festival Futur en Seine.

Date de l'évènement : 21-23 juin 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées depuis le 11/09/2017

Objectifs :
Futur en Seine est un festival d'innovation numérique ouvert à tous en Europe, créé en 2009 par Cap

Digital. Conçu comme un grand rassemblement populaire et festif des innovateurs et du grand public, il a pour objectif d'acculturer et éduquer les décideurs comme les citoyens aux technologies émergentes et aux nouveaux usages.

Les missions que Futur en Seine s'assigne sont :
- Accompagner de manière innovante les entreprises dans leur transformation numérique, notamment les PME
- Inspirer chez la jeunesse francilienne des vocations numériques
- Engager les publics professionnels et citoyens à co-créer le monde numérique qu'ils souhaitent
- Initier toutes et tous, qu'ils soient décideurs ou demandeurs d'emploi, aux pratiques de prototypage et de la co-création collaborative.
- Faire découvrir aux visiteurs internationaux la vitalité de l'écosystème numérique francilien en leur proposant une expérience de créativité numérique façon « French Touch »

Description :
Le festival va durer 3 jours du jeudi 21 au samedi 23 juin 2018 à la Grande Halle de la Villette.

L'ensemble du festival sera organisé comme une expérience immersive et participative. L'objectif est de créer une expérience forte pour le visiteur, afin de lui permettre de toucher du doigt les technologies émergentes et les nouveaux usages, d'en comprendre les implications et de s'initier aux savoirs et pratiques numériques. Le festival vise également à donner au visiteur l'envie de se former à des compétences numériques, d'envisager différemment l'organisation de son entreprise, de se lancer dans une carrière numérique ou dans l'entrepreneuriat.

La programmation du festival se présentera comme un dispositif constitué de 3 à 5 parcours thématisés autour des sujets qui répondent aux défis actuels des sociétés et des territoires. Au sein des parcours, les visiteurs pourront rencontrer des innovateurs français et internationaux, tester des prototypes et des innovations émergentes, s'initier à la co-création et au prototypage.

Par ailleurs, tout au long de l'année Future en Seine connectera l'écosystème francilien innovant à l'écosystème marocain et africain pour favoriser des partenariats technologiques et économiques.

Moyens mis en œuvre :
Futur en Seine mobilise tout au long de l'année 3 permanents. 2 CDD de 6 mois complètent l'équipe en janvier, et trois stagiaires à partir de mars. Le festival travaille également en lien étroit avec les équipes de Cap Digital pour sélectionner les innovations, établir des actions internationales, rechercher des partenaires, communiquer auprès des publics potentiels, notamment des entreprises.

Intérêt régional :
Cette année, Futur en Seine souhaite mettre l'emploi dans le secteur numérique au coeur de sa proposition pour réconcilier les futurs travailleurs aux opportunités d'embauche dans le numérique.

L'accent doit également être mis sur l'acculturation des dirigeants, notamment des PME, pour les aider à engager leur entreprise dans une transformation qui préserve ses avantages compétitifs dans une économie en pleine mutation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Futur en Seine s'adresse au public professionnel comme au grand public et le festival souhaite cette année accentuer le ciblage de publics spécifiques à remettre au cœur de la transformation numérique.

Deux typologies de publics visés:

- Public professionnel : entreprises du numérique, grandes entreprises qui souhaitent accélérer l'acculturation des leurs cadres et collaborateurs par des méthodes innovantes; public professionnel moins familier des questions numériques, comme les PDG et cadres de PME non numériques.

- Public non professionnel : Futur en Seine revendique un positionnement de démocratisation des questions numériques et d'ouverture vers le grand public, notamment les jeunes, lycées et étudiants.

Total des visiteurs attendus: 22 000

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	363 580,00	34,68%
Communication	209 500,00	19,98%
Logistique	452 420,00	43,15%
Animation & Programmation	23 000,00	2,19%
Total	1 048 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	75 000,00	7,15%
Subvention Région	225 000,00	21,46%
Ville de Paris	40 000,00	3,81%
Conseil Départemental de Seine St Denis	15 000,00	1,43%
dge	5 000,00	0,48%
Grands Groupes	512 000,00	48.83%
Partenaires internationaux	45 000,00	4,29%
Institutions	74 500,00	7,11%
PME et ETI	57 000,00	5,44%
Total	1 048 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	170 000,00 €

2018	55 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	423 913,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	470 000,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Investissement	322 000,00 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	313 829,00 €
2014	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2015	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	605 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	631 369,41 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	463 419,58 €
2016	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
2017	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	78 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	775 250,80 €
2017	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2017	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2017	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	325 000,00 €
	Montant total	6 370 039,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027890

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARIS FINTECH FORUM/ALTEIR EVENT/ SMART WEEKS EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	1 080 000,00 €	5,56 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTEIR EVENT SAS
Adresse administrative : 10 RUE DE PENTHIEVRE
75008 PARIS
Statut Juridique : Entreprise
Représentant : Monsieur LAURENT NIZRI, Président
N° SIRET : 82059129500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : 3e edition du Paris Fintech Forum, plus importante manifestation Européenne sur la finance digitale & la fintech

Date de l'évènement : 29-31 janvier 2018

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées depuis le 11/09/2017.

Objectifs :

Le Paris Fintech Forum événement international sur la finance digitale et la Fintech en Europe a divers

objectifs :

- Débattre au niveau international de l'évolution de la finance digitale, de la fintech et des innovations technologiques associées avec les principaux dirigeants du secteurs ;
- Anticiper & comprendre les nouveaux enjeux induits par ces évolutions tant sur les usages que sur l'emploi, les business models et l'environnement concurrentiel ;
- Favoriser les rendez-vous d'affaires et la réalisation de partenariats de tous types (prise de participation, sous-traitance, rachat, ..) entre les participants ;
- Mettre en avant l'innovation et la capacité d'exécution des acteurs de la finance Européenne et bien entendu en particulier des acteurs Français tant installés (banques, assureurs, ...) que startups ;
- Permettre aux startups du monde de la Fintech de se faire connaître par les écosystèmes concernés et ce au niveau international ;
- Éduquer le marché (à travers les medias) aux nouvelles tendances induites par le digital dans le monde de la finance.

Description :
Le Paris Fintech Forum s'est imposé en 2 éditions comme le grand rendez-vous international de la finance digitale en Europe. L'évènement s'articulera autour de conférences, espaces d'exposition, pitchs, workshops, rendez-vous d'affaires, etc...et rassemblera:
• 2 000+ participants de plus de 50 pays,
• 50% de participants étrangers,
• 200+ orateurs internationaux avec de grands noms de la banque, de l’assurance et plus de 130 CEOs de Fintechs de plus de 50 pays,
• 150 exposants

Moyens mis en œuvre :
- Equipe pluri-disciplinaire composée d’indépendants spécialisés dans leurs secteurs d’activité ;
- Video captation en HD multi caméra des 3 principales scènes + vidéo reportage avec 3 autres équipes dédiées + post production professionnelle ;
- Campagnes media nationales et internationales ;
- Partenariats institutionnels signés avec de très nombreux hubs français et internationaux ;
- Orateurs de haut rangs ;
- Concours international de Fintechs pour être sur scène: plus de 600 candidatures attendues.

Intérêt régional :
L'île de France a pour ambition d'être une des premières si ce n'est la première zone économique et d'innovation au monde.
L'évènement mettra la Région Francilienne au cœur de la finance digitale européenne pendant 2 jours. Ce rayonnement international permet de dépasser les frontières de l'Europe avec de nombreux américains et indiens tant dans les visiteurs que parmi les orateurs et exposants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Cet événement est réservé à un public de professionnels:

- Entreprises des fintechs et d'autres secteurs
- Profils: principalement des dirigeants & décisionnaires : CEO: 24%, C-level & directors: 48%, Managers: 24%,
- Secteurs d'activité: banque / assurance / finance: 36%, fintechs: 26%, Institutionnel/Media/VCs: 16%, Technologie & assimilés: 15%,
- Pays représentés : Des orateurs de 26 pays et des participants de 48 pays
- Objectif de 50% de participants étrangers.

Profil des participants : privilégier un mélange équilibré de startup innovantes et de grands groupes du secteur, en s'efforçant d'avoir un niveau de participants de type direction générale.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	120 000,00	11,11%
Communication	247 000,00	22,87%
Logistique	435 000,00	40,28%
Animation & Programmation	278 000,00	25,74%
Total	1 080 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Île de France	60 000,00	5,56%
Sponsors	580 000,00	53,70%
Billetterie	440 000,00	40,74%
Total	1 080 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	48 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANNEXE 3 - CONVENTION TYPE RELATIVE AU FINANCEMENT DES EVENEMENTS PARIS REGION SMART WEEKS EVENTS

Convention n° XXX

Relative au soutien au projet «»

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CP XXX du XXX,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE
dont le siège social est situé au :
représenté par « titre, nom, prénom du représentant légal », dûment habilité(e),
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Evènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques, de l'internet et du multimédia » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 70-11 du 30 septembre 2011 et de ces ajustements par délibération n° CR 63 -13 du 27 septembre 2013.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP XXX du XXX la Région Ile-de-France a décidé de soutenir « Nom du bénéficiaire» pour la réalisation de son projet « XXX » dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention de fonctionnement correspondant à XX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX € HT/TTC, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire a pour obligations de :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
- Affecter les moyens nécessaires, notamment en personnel, pour réaliser le projet qui conditionne l'octroi de la subvention régionale.
- Affecter le montant de la subvention versée par la Région dans le cadre de la présente convention à la réalisation du projet présenté l'annexe dénommée « fiche projet ».
- Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement de la réalisation du projet.
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternat(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiqués par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme :
  - à la réglementation en vigueur, pour un organisme public,
  - au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (compte-rendu d'exécution, bilan financier du projet…) dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Les contreparties en matière de communication pourront être ajustées en fonction des spécificités et de la taille de l'événement. Pourront être précisées les modalités de la participation de la Région lors de l'événement et l'utilisation des réseaux sociaux.

Trois mois avant la date prévue de l'inauguration ou de la principale manifestation du bénéficiaire relative à l'objet de la présente convention, une réunion sera organisée entre le service communication de la Région et les organisateurs de l'événement pour s'accorder sur le calendrier et les contreparties en termes de communication. L'initiative de la réunion revient aux bénéficiaires.

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication écrite ou orale liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale, dès que la décision de soutien aura été officiellement notifiée.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 20 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances et les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews, …) relatives au projet, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles d'ouverture et/ou de clôture organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Le bénéficiaire doit insérer des documents de présentation de la politique de la Région en matière d'innovation et de développement économique dans les documents distribués aux participants.

Le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Toute commercialisation de documents mentionnant la Région ou sur lesquels est apposé le logo, doit avoir reçu l'accord préalable et exprès de la Région.

Les services concernés de la Région (unité développement et unité communication) sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'association dans sa démarche.

En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

Marque de territoire

Chacune des forces vives de la région Île-de-France peut contribuer à la notoriété du territoire régional et renforcer une image positive et attractive à l'international, dont elle est partie prenante. C'est l'objectif de la marque « PARIS REGION » que de développer l'attractivité économique et touristique régionale.

Cette marque territoriale permet de soutenir et d'amplifier la promotion du territoire à l'international et aussi de valoriser les exemples de réussites franciliennes pour affirmer l'excellence, les savoir-faire et les talents du territoire. Cette marque partagée permet également de révéler les richesses de l'Île-de-France et de les faire découvrir, tout en fédérant les acteurs du territoire autour d'une ambition commune. Paris et l'Île-de-France partagent une créativité exceptionnelle, ouverte et partagée, qui résonne comme une invitation à venir ici bâtir tous les possibles, un condensé unique de puissance et d'inspiration résolument tourné vers l'avenir et vers le monde. Ce caractère inimitable, cette personnalité faite d'audace et d'excellence, c'est l'esprit d'innovation et de création, c'est la capacité jamais démentie de l'Île-de-France à être, dans tous les domaines, une inégalable terre d'invention, et à se positionner.

XXXX s'engage à contribuer à l'attractivité, au rayonnement, à la promotion et à la valorisation de la région Ile-de-France en utilisant la marque de territoire « Paris Region » pour sa communication internationale. XXX s'engage à respecter, à soutenir et à encourager les valeurs portées par la marque de territoire et à appliquer le «Code de marque de territoire». Cela réside dans l'utilisation des codes d'expression de la marque : iconographique, sémantique, typographique, chromatique et dans l'utilisation du marqueur « PARIS REGION » sur tous ses supports de communication internationale selon les éléments précisés dans le code de marque.

Conçu comme un emblème venant s'ajouter à une identité existante, le marqueur permet d'affirmer l'adhésion à la marque en enrichissant sa propre identité. Il s'intègre facilement aux outils de communication, tout en soulignant clairement l'idée d'appartenance au territoire.

Xxx proposera aux entreprises participantes de devenir partenaire de la marque de territoire « Paris Region » et de bénéficier ainsi de l'image et de l'attractivité du territoire régional.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Subvention de fonctionnement :

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention est effectué à l'ordre du compte :

COORDONNÉES BANCAIRES			
Titulaire du compte			
Code banque		Code guichet	
N° de compte		Clé RIB	

Le Comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région d'Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état

récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le solde sera versé après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée et au vu des documents suivants :

- Un **état récapitulatif des dépenses** qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- Le **compte-rendu financier** de l'action indiquant les dépenses réalisées et les recettes perçues pour le projet. Ce document devra être signé par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée) qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée et certifié par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable si l'organisme en est doté, dans le cas contraire du trésorier.
- Le **compte rendu final d'exécution** du projet signé par le représentant légal du bénéficiaire, réservé à la Région uniquement.
- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).**
- **un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.**

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région."

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'éligibilité et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXX.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants**.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée ' fiche projet ' adoptée par délibération N° CPXX-XXX du XX.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

Le représentant légal du bénéficiaire	La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Prénom, Nom	**Valérie PECRESSE**

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-576

DU 22 NOVEMBRE 2017

PARIS RÉGION UP
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS PM'UP ET TP'UP
SOUTIEN AUX RÉSEAUX FRANCILIENS DE BUSINESS ANGELS
DOTATION AU DISPOSITIF DU PRÊT CROISSANCE TPE
DOTATION AU FONDS EQUISOL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n°702/2014 de la Commission européenne du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le régime d'aide notifié à la Commission européenne relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté - Aide d'État SA. 41259 (2015/N) ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CR 108-07 du 16 novembre 2007 portant création du Fonds d'Investissement Solidaire ;

VU la délibération n°CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création d'entreprise ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n°CR 12-16 du 21 janvier 2016 portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n°CR 105-16 du 17 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n°CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n°CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative à l'adoption du nouveau réglement d'intervention TP'up ;
VU la délibération n°CP 08-761 du 10 juillet 2008 portant approbation des statuts de la société coopérative à capital variable dénommée Fonds d'Investissement Solidaire d'Ile-de-France ;
VU la délibération n°CP 15-271 du 15 juin 2015 désignant la société Centre Parisien de Recyclage lauréate PM'up ;
VU la délibération n°CP 16-373 du 12 juillet 2016 relative à la mise en place du prêt croissance TPE ;
VU la délibération n°CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM'up, TP'up et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;
VU la délibération n°CP 2017-212 du 17 mai 2017 relative à la modification des conventions types de PM'up et Back'up et désignant la société Blanchisserie Teinturerie Wartner lauréate PM'up ;
VU la délibération n°CP 2017-429 du 20 septembre 2017 relative à la mofication de la convention type TP'up ;
VU la délibération n°CP 2017-496 du 18 octobre 2017 relative à la modification du règlement d'intervention PM'up ;
VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-576 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation* de 24 nouveaux *bénéficiaires PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.1. à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 4 105 000€.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-212 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 4 105 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Adoption de 2 avenants spécifiques PM'up

Approuve l'avenant à la convention n° **2017-212-IND-621448** de l'entreprise Blanchisserie Teinturerie Wartner, approuvée par délibération n° CP 17-212 du 15 juin 2015, tel qu'il figure en annexe 2.2. à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention n° **2014-2-EA-602998-A** de l'entreprise Centre Parisien de Recyclage, approuvée par délibération n° CP 15-271 du 15 juin 2015, tel qu'il figure en annexe 2.2. à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 3 : Désignation de 14 nouveaux bénéficiaires TP'up

Décide de participer au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.3. à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 439 778 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-429 du 20 septembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 337 278 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 « TP'up et métiers d'art » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 102 500 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 « TP'up et métiers d'art » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint annexe 1 à la présente délibération.

Article 4 : Soutien régional aux réseaux de business angels

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien régional aux réseaux de business angels », au financement des projets détaillés en annexe 2.7. (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de 10 subventions d'un montant maximum prévisionnel global de 199 994 €.

Adopte la convention type figurant en annexe 2.6. à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par le deuxième alinéa du présent article et autorise la Présidente du Conseil régional à signer ces conventions.

	Nom du réseau de business angels	**Nombre prévisionnel de projets franciliens présentés en 2017**	**Montant de la subvention régionale (554 € par projet)**
1	Angels Santé - Health Angels France	40	22 160,00

2	Finance et technologie	40	22 160,00
3	Investessor - Club des Investisseurs en Ile-de-France	40	22 160,00
4	Les Business Angels Des Grandes Ecoles (BADGE)	40	22 160,00
5	Paris Business Angels	40	22 160,00
6	Val'Angels	40	22 160,00
7	Femmes Business Angels d'Ile-de-France	40	22 160,00
8	Club Inv'est 77	31	17 174,00
9	ENSAE Business Angels et Entrepreneurs	30	16 620,00
10	Club des Créateurs et Entrepreneurs Yvelines et Val d'Oise	20	11 080,00
		361	**199 994,00**

Affecte une autorisation d'engagement de 199 994 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », sous fonction 91 « interventions économiques transversales », programme HP 91-001 (191001) « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions indiquées dans le tableau figurant ci-dessus à compter du 1er janvier 2017 par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 5 : Renforcement du dispositif francilien de prêt croissance TPE

Décide de renforcer les moyens alloués au prêt croissance TPE par le versement d'une dotation d'un montant de 4 000 000 €.

Subordonne ce versement à la signature de l'avenant n°1 à la Convention pour la création du prêt croissance TPE en Région Ile-de-France figurant à l'annexe 2.4 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 4 000 000 € au bénéfice de Bpi France Financement, disponible sur le Chapitre 909 « action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme 191001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer la convention entre la Région, la BPI et la Caisse d'Epargne, figurant en annexe 2.5, visant à la promotion du prêt croissance auprès des clients de la Caisse d'Epargne.

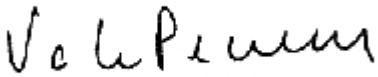
Article 6 : Renforcement du fonds Equisol

Affecte une autorisation de programme de 1 500 000 € pour souscrire à Equisol, disponible sur le chapitre 909 « action économique », sous fonction 91 « interventions économiques transversales », programme 191003 « Economie sociale et solidaire », action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire » du budget 2017.

Article 7 : Réingénierie des processus de la gamme up

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 77 000 € au titre de la convention entre la Région Ile-de-France et l'UGAP, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme 91001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération : Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-576	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100101 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000959 - Prêt Croissance TPE

Dossier	16011751 - PRET CROISSANCE TPE REGION-BPI - 2016			
Bénéficiaire	R151474 - BPIFRANCE FINANCEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000 000,00 €	HT	-	10 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000959 - Prêt Croissance TPE	4 000 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191001 - 19100101	4 000 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100102 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000372 - Soutien régional aux réseaux de business angels

Dossier	17015273 - ANGELS SANTE HEALTH ANGELS FRANCE - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	P0004987 - ANGELS SANTE HEALTH ANGELS FRANCE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 160,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
217 250,00 €	HT	10,2 %	22 160,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-576	Budget	2017

Dossier	17015274 - CLUB DES CREATEURS ENT YVELINES VAL OISE - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	R25624 - CLUB DES CREATEURS ENT YVELINES VAL OISE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 080,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 080,00 €	HT	100 %	11 080,00 €	

Dossier	17015275 - CLUB INV'EST 77- SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	R25625 - CLUB INV'EST 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 174,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 174,00 €	HT	47,48 %	17 174,00 €	

Dossier	17015276 - ENSAE BUSINESS ANGELS ET ENTREPRENEURS- SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	P0004991 - ENSAE BAE ENSAE BUSINESS ANGELS ET ENTREPRENEURS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 620,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 620,00 €	TTC	41,95 %	16 620,00 €	

Dossier	17015277 - FEMMES BUSINESS ANGELS D'ILE DE FRANCE - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	R27174 - FEMMES BUSINESS ANGELS D'ILE DE FRANCE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 160,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
154 365,00 €	TTC	14,36 %	22 160,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-576	Budget	2017

Dossier	17015278 - FINANCE ET TECHNOLOGIE - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	R24848 - FINANCE TECHNOLOGIE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 160,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
109 428,00 €	TTC	20,25 %	22 160,00 €	

Dossier	17015279 - INVESTESSOR-CLUB INVESTISSEURS IDF - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	R25622 - INVESTESSOR - CLUB DES INVESTISSEURS EN ILE DE FRANCE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 160,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 960,00 €	TTC	12,25 %	22 160,00 €	

Dossier	17015280 - LES BUSINESS ANGELS DES GRANDES ECOLES (BADGE)- SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	R34817 - LES BUSINESS ANGELS DES GRANDES ECOLES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 160,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
116 960,00 €	HT	18,95 %	22 160,00 €	

Dossier	17015281 - PARIS BUSINESS ANGELS - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	R26675 - PARIS BUSINESS ANGELS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 160,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
155 088,00 €	HT	14,29 %	22 160,00 €	

Dossier	17015282 - VAL'ANGELS - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017			
Bénéficiaire	P0004989 - VAL'ANGELS			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 160,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 160,00 €	TTC	46,01 %	22 160,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-576	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000372 - Soutien régional aux réseaux de business angels	199 994,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191001 - 19100102	199 994,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194001 - Soutien à l'industrie et aux autres services**
Action	**19400101 - PM'up**

Dispositif : N° 00000396 - PM'up - Investissement

Dossier	17015507 - PM'up jury du 19 octobre 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 105 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	-	4 105 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000396 - PM'up - Investissement	4 105 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 94 - 194001 - 19400101	4 105 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194002 - Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art**
Action	**19400201 - TP'up**

Dispositif : N° 00001040 - TP'up (investissement)

Dossier	17015514 - Affectation TP up investissement CP du 22 novembre			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	337 278,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	-	337 278,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001040 - TP'up (investissement)	337 278,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-576	Budget	2017

Total sur l'imputation 909 - 94 - 194002 - 19400201	337 278,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194002 - Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art**
Action	**19400202 - TP'up**

Dispositif : N° 00000952 - TP'up - financement individuel à l'international (fonctionnement)

Dossier	17015517 - Affectation TP UP fonctionnement CP 22 novembre 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	-	102 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000952 - TP'up - financement individuel à l'international (fonctionnement)	102 500,00 €

Total sur l'imputation 939 - 94 - 194002 - 19400202	102 500,00 €

Annexe 2 à la délibération

2.1 Désignation de 24 bénéficiaires PM'up

Des données plus détaillées figurent dans le Tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés.

Jury – 19 octobre 2017

Filière/Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nbre de stagiaires
Numérique	Particeep	Neuilly sur Seine	150 000 €	03/08/2017	3
Autre	Calyxia	Paris	250 000 €	31/07/2017	3
Aéronautique, spatial et défense	GETELEC	Buc	250 000 €	28/07/2017	3
Numérique	BE API	Paris	180 000 €	21/07/2017	3
Autre	MIP - MASTER IMAGE PROGRAMMES	Boulogne-Billancourt	150 000 €	19/07/2017	3
Numérique	CALAME SOFTWARE	CHATILLON	150 000 €	11/07/2017	3
Numérique	STORETAIL MARKETING SERVICES	Levallois Perret	180 000 €	03/07/2017	3
Autre	Société Franck et Fils	Neuilly sur Marne	220 000 €	30/06/2017	3
Numérique	ASEMA	GRIGNY	130 000 €	22/06/2017	3
Numérique	SOFTAVERA	Le Kremlin Bicêtre	110 000 €	21/06/2017	3
Numérique	CREADS	Paris	180 000 €	16/06/2017	3
Santé	PODOFRANCE SAS	TORCY	180 000 €	12/06/2017	3
Numérique	Secure-IP	Verrieres le buisson	120 000 €	12/06/2017	3
Autre	MECANIQUE DE PRECISION SCALA	Moussy Le Neuf	220 000 €	09/06/2017	3
Autre	SAMB	Bobigny	120 000 €	09/06/2017	3

Automobile et mobilités	LIBERTY ELECTRIC MOTION	Méré	220 000 €	07/06/2017	3
Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	ATLAS NEGOCE	SARCELLES	170 000 €	31/05/2017	3
Numérique	GOOD ANGEL	Paris	120 000 €	23/05/2017	3
Automobile et mobilités	PHOENIX ISI	Noisy Le Grand	150 000 €	19/05/2017	3
Autre	Logisur	Colombes	150 000 €	15/05/2017	3
Numérique	ENYX SA	Paris	180 000 €	11/05/2017	3
Numérique	POPSIIT	Arcueil	130 000 €	10/05/2017	3
Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	BMR	Montreuil	250 000 €	18/04/2017	3
Numérique	EVERMAPS	Paris	145 000 €	02/12/2016	3

2.2 2 Avenants Pm'up –

Avenant n°1
à la convention n° 2017-212-IND-621448-A
Attribuant la subvention PM'up

Région Ile-de-France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS
Dûment représenté par sa Présidente Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération CP 2017-576 du 22 Novembre 2017

Bénéficiaire :

BLANCHISSERIE TEINTURERIE WARTNER
Adresse : 18-19 quai Carnot, 92 210 Saint-Cloud
SIREN : 582052049
Représenté en la personne de Monsieur Alexandre MACIEIRA COELHO, Président de la société Groupe W, présidente de Blanchisserie Teinturerie Wartner

Nouveaux bénéficiaires :

GROUPE W
Adresse : 18-19 quai Carnot, 92 210 Saint-Cloud
SIREN : 478 457 708
Représenté en la personne de Monsieur Alexandre MACIEIRA COELHO, Président

Groupe W, qui était jusqu'à présent une holding sans activité, devient la holding animatrice du groupe. La société Groupe W a donc vocation à porter les actions liées à la stratégie, au déploiement, à la croissance externe et à l'internationalisation du groupe.

Article 1 : Objet de l'avenant :

Les subventions relatives au plan de développement PM'up déclinant la stratégie décrite dans l'Annexe Technique et Financière à la Convention mentionnée ci-dessus sont portées conjointement par Blanchisserie Teinturerie Wartner et Groupe W.

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Signature des parties

A……., le …….
Représentant légal de Blanchisserie Teinturerie Wartner, Monsieur Alexandre MACIEIRA COELHO

A……., le …….
Représentant légal de Groupe W, Monsieur Alexandre MACIEIRA COELHO

A……., le ……..

La Région Ile de France.

Avenant n°3
à la convention n° 2014-2-EA-602998-A
attribuant la subvention PM'up à la société Centre Parisien de Recyclage

Région Ile de France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS
Dûment représenté par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP 2017-576 du 22 Novembre 2017

Titulaire
Raison sociale : Centre Parisien de Recyclage
Adresse : 3 avenue Gay Lussac, 91 420 Morangis
SIREN : 303 301 691
Représentée par : M. Gelgon dûment habilité

Article 1: Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier comme suit la ventilation des aides votées par axe dans la délibération **CP 15-271 du 17 juin 2015** :

Axe1 : 0€
Axe 2 : 52 350 €

Et de modifier comme suit la ventilation des aides votées par axe dans la délibération **CP 16-180 du 18 mai 2016** :

Axe1 : 0€
Axe 2 : 65 436 €

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Signature des parties

A……., le…….

Frédéric Gelgon, Directeur Général

A……., le …….

La Région Ile-de-France

2.3 Désignation de 14 bénéficiaires TP'up

Des données plus détaillées figurent dans le tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés

Filière SRDEII	Raison sociale	Activité	Dpt	Ville	Subvention attribuée en investissement	Subvention attribuée en fonctionnement	Total subvention attribuée	Date de candidature	Nombre de stagiaires	Nombre de création d'emplois
Région-Ville durable	DREAM ACT	Plateforme internet pour consommer responsable au quotidien. Place de marché proposant des services et produits éthiques et écologiques	75	PARIS	35 920 €	7 500 €	**43 420 €**	10/08/2017	2	4
Autres	BIJOUX HOHL	Fabrication et vente de bijoux en or et argent	75	PARIS	21 490 €	20 000 €	**41 490 €**	26/07/2017	2	3
Autres	AMACH	PrestationS d'assistance technique,de maintenance d'équipements industriels , ingénierie et fabrication de sous-ensembles dans le domaine hydraulique	78	ROSNY SUR SEINE	15 390 €	10 000 €	**25 390 €**	02/10/2017	2	3
Autres	EGGA Internatioal	Agence de communication secteur de l'horlogerie, bijouterie, joaillerie et orfèvrerie	75	PARIS	23 700 €		**23 700 €**	16/06/2017	2	2
Autres	MANUCURIST	Fabrication et commercialisation de produits dédiés à la couleur et aux soins des ongles	75	PARIS	30 000 €	25 000 €	**55 000 €**	12/07/2017	2	4
Autres	IVAL	Conseil pour optimiser la gestion des baux commerciaux.	92	NEUILLY SUR SEINE	14 010 €		**14 010 €**	03/07/2017	1	6
Autres	TOUROUDE ASSOCIATES	Conseil en propriété intellectuelle	77	MARNE LA VALLEE	38 500 €		**38 500 €**	27/09/2017	2	6
Numérique	EURO-FRANCE MEDIA	Entreprise audiovisuelle spécialisée dans la promotion de l'attractivité des métiers en tension	75	PARIS	23 000 €		**23 000 €**	20/07/2017	1	2
Autres	Les ateliers CAFFIN	Entreprise de tapisserie et décoration	91	Corbeil Essonnes	12 630 €		**12 630 €**	24/08/2017	1	2
Santé	LIMESTRA CONCEPT	Fabrication et commercialisation de produits de soins pour la peau sous la marque Condensé Paris	92	Courbevoie	30 000 €	10 000 €	**40 000 €**	27/07/2017	2	10
Autre	MAKO CREATIONS	Création et commercialisation des jouets	75	PARIS	26 000 €	5 000 €	**31 000 €**	10/08/2017	2	3
Autre	GIPSY CARAVAN	Commercialisation de lunettes, article de lunetteries, étuis à lunettes, accessoires de mode	92	Saint-Cloud		25 000 €	**25 000 €**	27/07/2017	2	3
Région-Ville durable	BURIN PENET	Entreprise du BTP pour la construction et la réhabilitation de maisons et bâtiments	77	Boissy le Chatel	11 638 €		**11 638 €**	27/07/2017	1	2
Agriculture, Agro-alimentaire et nutrtion, Sylviculture	LA FROMAGERE	Fabrication, transformation, affinage et vente de fromages, épicerie fine et de vins, de produits transformés	77	Doue	55 000 €		**55 000 €**	23/02/2017	2	1

2.4. Avenant n°1 à la Convention pour la création du prêt croissance TPE en Région Ile-de-France

AVENANT N° 1 A LA
CONVENTION POUR LA CREATION
DU « PRET CROISSANCE TPE »
EN REGION ILE DE FRANCE

ENTRE :

La Région ILE DE FRANCE sise 33 rue Barbet de Jouy à PARIS (75007) SIREN 237 500 079, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par délibération n° @ de la Commission permanente du Conseil Régional en date du @.

Ci-après dénommée **« la Région »,**

D'une part,

ET

Bpifrance Financement, Société Anonyme au capital de 839 907 320 euros, dont le siège social est à MAISONS-ALFORT (94710), 27-31, avenue du Général Leclerc, identifiée sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, représentée par Madame Anne Guérin, Directrice Exécutive,

Ci-après dénommée **« Bpifrance Financement »,**

D'autre part**,**

Dénommées ensemble **« les Parties ».**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1511-1 et L 1511-2 ;

Vu le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides « *de minimis* » ;

Vu les articles 60 à 64 de la Loi n° 2010-1249 du 22 Octobre 2010 de régulation bancaire et financière ;

Vu l'Ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 modifiée relative à la Banque publique d'investissement, à la société anonyme Bpifrance et à sa filiale, la société anonyme Bpifrance Financement ;

Vu le Décret n° 2013-637 du 12 Juillet 2013 approuvant les statuts de la société anonyme Bpifrance Financement et portant diverses dispositions relatives à son fonctionnement ;

Vu la convention signée le 25 août 2016 entre la Région ILE DE FRANCE et Bpifrance Financement pour la création du « Prêt Croissance TPE » en Région ILE DE France ;

Vu la délibération n° @ de la Commission permanente du Conseil Régional en date du @.

PREAMBULE

Aux termes de la Convention pour la création du « Prêt Croissance TPE » en Région ILE DE FRANCE signée le 25 août 2016, un dispositif public d'aide au développement économique sous la forme d'un prêt participatif appelé « **Prêt Croissance TPE** » a été mis en place, afin de soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises (effectifs compris entre 3 et 50 salariés) situées en Région ILE DE FRANCE ou s'y installant.

Ces prêts participatifs sont consentis à des conditions préférentielles, en raison du versement d'une dotation par la Région ILE DE FRANCE à Bpifrance Financement, conformément aux dispositions des articles L 1511-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Le présent avenant a pour objet l'apport par la Région ILE DE FRANCE d'une dotation complémentaire d'un montant de 4.000.000 € (QUATRE MILLIONS D'EUROS).

La Région ne souscrit aucun autre engagement au titre de ce prêt, y compris en cas de défaillance d'entreprise(s) bénéficiaire(s).

EN CONSEQUENCE, LA CONVENTION SIGNEE LE 25 AOUT 2016 EST MODIFIEE COMME SUIT :

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

L'article 6 : « GESTION DE L'ENVELOPPE D'AIDES » est désormais rédigé comme suit :

Bpifrance Financement pourra accorder des prêts pour l'ensemble des opérations visées à l'article 2 des présentes, dans la limite globale d'un montant fixé à 50.000.000 €.

Ledit montant pourra être augmenté ou diminué par accord des Parties formalisé par voie d'avenant.

Afin de permettre aux entreprises de bénéficier du Prêt Croissance TPE à des conditions préférentielles compte tenu de la durée et de la nature du concours, de son coût de gestion, du différé d'amortissement, de l'absence de garantie et du risque de telles opérations, au regard des caractéristiques générales de ce dernier visées à l'article 3, la Région s'est engagée à verser 6.000.000 €, dont 3.000.000 € ont été d'ores et déjà perçus par Bpifrance Financement, la seconde tranche de 3.000.000 € étant en cours de versement.

En outre, la Région s'engage à verser à Bpifrance Financement une dotation complémentaire de 4.000.000 € euros portant à :

- 10.000.000 € la dotation totale au titre de l'aide destinée aux entreprises bénéficiaires
- 50.000.000 € la limite globale de prêts pouvant être accordés par Bpifrance Financement.

La dotation complémentaire de 4.000.000 € sera versée en deux tranches d'un montant unitaire de 2.000.000 €, dont la première dans le mois suivant la date de signature du présent avenant, et la seconde dès que les opérations auront atteint 80% de la capacité d'intervention de la première tranche de cette dotation complémentaire.

Bpifrance Financement ne pourra procéder à la notification des Prêts Croissance TPE aux entreprises, qu'à compter du jour de l'encaissement effectif de la dotation convenue et à concurrence du montant perçu.

ARTICLE 2 : CONTENU DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant comprend trois articles.

Les autres dispositions de la convention du 25 août 2016 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : PRISE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par l'ensemble des parties prenantes.

Fait à , le

En deux exemplaires originaux.

Pour la Région ILE DE FRANCE

Valérie PECRESSE

Présidente du Conseil Régional

Pour Bpifrance Financement

Anne GUERIN

Directrice Exécutive

2.5 Convention entre la Région, BPI France et la Caisse d'Epargne IDF relative à la promotion des prêts croissance auprès des clients Caisse d'Epargne IDF

CONVENTION CADRE

pour la Promotion du Prêt Croissance TPE IDF

entre

Bpifrance Financement et la Caisse d'Epargne IDF

Entre

La Caisse d'Epargne Ile de France

Société anonyme à Directoire et à Conseil d'Orientation et de Surveillance, au capital social de 1 476 294 680 euros immatriculée au RCS Paris sous le n° 382 900 942

représentée par M@,dument habilité aux présentes

Ci-dessous dénommée « CEIDF »

et,

Bpifrance Financement, société anonyme au capital de 759 916 144 euros, dont le siège social est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du général Leclerc, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 320 252 489,

représenté par Madame Anne GUERIN , Directrice Exécutive, dûment habilitée aux présentes.

Ci-dessous dénommée « **Bpifrance** »

La Banque et Bpifrance étant ci-après dénommés, individuellement ou collectivement, la ou les « **Parties** ».

En présence de

La Région Ile-de-France représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE.

Ci-après dénommée « **Région** »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région Ile de France a souhaité mettre en place, au profit des petites et moyennes entreprises (effectifs compris entre 3 et 50 salariés) situées en Ile-de-France ou s'y installant, un dispositif public d'aide au développement économique appelé Prêt Croissance TPE, afin de soutenir leur croissance.

A la demande de la Région, Bpifrance Financement a accepté de mettre en place une formule de Prêt Participatif : le Prêt Croissance TPE (articles L 313-13 et suivants du Code Monétaire et Financier), au profit des entreprises respectant les critères définis par la Région et Bpifrance Financement. Ces prêts participatifs sont consentis à des conditions préférentielles, au moyen d'une aide versée par la Région à Bpifrance Financement conformément aux dispositions des articles L 1511-1 et suivants du C.G.C.T.

Pour appuyer spécifiquement la promotion de ce Prêt Croissance TPE IDF, la Caisse d'Epargne Ile de France a décidé de consolider son partenariat avec Bpifrance. Elle souhaite notamment renforcer ses interventions pour accompagner les investissements immobiliers, matériels et immatériels, des petites et moyennes entreprises franciliennes engagées dans une stratégie de développement, d'innovation ou d'exportation.

Bpifrance, dans le cadre de son positionnement de place et de ses missions d'intérêt général notamment en faveur du financement de l'innovation et de l'investissement des petites et moyennes entreprises franciliennes, a par ailleurs décidé de conforter les moyens et produits mis à disposition des établissements de crédits au profit des entreprises franciliennes.

Les Parties réaffirment également leur volonté d'intensifier leur coopération sur tous leurs autres segments de clientèles et sur tout autre sujet prioritaire, comme la Transition Energétique et Environnementale ou l'Economie Sociale et Solidaire.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales et les modalités d'exécution des interventions menées en partenariat entre la Caisse d'Epargne Ile de France et Bpifrance dans le cadre du Prêt Croissance TPE IDF.

ARTICLE 2 : OPERATIONS ELIGIBLES

Ces prêts doivent bénéficier à des petites et moyennes entreprises (effectifs compris entre 3 et 50 salariés) de plus de trois ans, quelle que soit leur forme juridique (à l'exclusion des entreprises en nom propre), éligibles à la garantie de Bpifrance Financement, et exerçant l'essentiel de leur activité dans la Région Ile de France ou s'y installant.

Le Prêt Croissance TPE IDF finance les projets de développement et principalement les investissements immatériels, corporels à faible valeur de gage, ainsi que l'accroissement du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) généré par ces projets.

Sont inéligibles au Prêt Croissance TPE les :

- opérations relatives au financement de la création (entreprises de moins de trois ans), ou de la transmission d'entreprise ;
- entreprises en difficulté, au sens de la réglementation européenne ;
- opérations de restructuration financière.

L'entreprise bénéficiaire d'un Prêt Croissance TPE et son programme de dépenses doivent être, dans tous les cas, éligibles aux dispositions du règlement (CE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ex articles 87 et 88 du Traité instituant la Communauté européenne) aux aides « de minimis ».

ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DES PRETS

La durée des Prêts Croissance TPE est de 5 ans.

Le montant des Prêts Croissance TPE est plafonné au montant des fonds propres ou quasi fonds propres de l'entreprise (y compris les apports) avec un minimum de 10.000 € et un maximum de 50.000 € par dossier à l'intérieur d'un encours par bénéficiaire de 300.000 € toutes formules de Prêts Participatifs de Développement proposées par Bpifrance Financement confondues.

Les Prêts Croissance TPE sont assortis d'un différé d'amortissement du capital de 12 mois. Leur remboursement s'effectue par échéances mensuelles constantes à terme échu. Ils ne font l'objet d'aucune sûreté réelle, ni garantie personnelle délivrée par le bénéficiaire.

Une assurance décès-invalidité pourra être requise pour les entreprises à coefficient personnel élevé (entreprises fortement dépendantes de leur dirigeant, personne physique).

En application des dispositions de l'article L.1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que les prêts devront être octroyés à des conditions plus favorables que les conditions du marché, le taux des Prêts de Développement Territoriaux est fixé au jour du décaissement en fonction de la valeur du TMO en vigueur minoré de 0,05 %.

A titre d'exemple, le TMO (taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées émises au cours du XXXXXX)

Bpifrance pourra également faire bénéficier la Caisse d'Epargne IDF de l'ensemble de ses autres produits et services, ainsi que du label « Bpifrance export », regroupant l'ensemble des soutiens publics nationaux à l'export et à l'internationalisation des entreprises.

ARTICLE 3 : LES MODALITÉS DU PARTENARIAT ENTRE BPIFRANCE ET CEIDF

Les opérations faisant l'objet d'un cofinancement doivent concerner des entreprises dans la cible du Prêt Croissance TPE IDF

Les opérations en partenariat sont initiées par la Caisse d'Epargne IDF qui regroupe les demandes de ses clients via le site de dépôt en ligne www.pretcroissancetpe-iledefrance.bpifrance.fr.

Bpifrance s'engage à traiter ces demandes dans un délai de [xx] jours ouvrés et peut recueillir auprès du client toute information complémentaire nécessaire à l'étude du dossier.

Les Parties conviennent que chacune demeure libre d'accorder ou non son financement.

Il est convenu que la présente convention n'emporte aucun engagement juridique ni financier de la part de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 4 : CONDITIONS ET TARIFICATIONS

Bpifrance communique mensuellement ses conditions tarifaires au moyen d'une publication dans l'Extranet Partenaires,

- pour le cofinancement, du barème de cofinancement « taux de référence pour le mois en cours »,
- pour la garantie, des seuils d'accès à la garantie valables pour l'ensemble des fonds de garantie, et des fiches produits propres à chaque fonds de garantie pour des quotités et commissions.

Ces informations publiées dans l'Extranet Partenaires à des fins commerciales n'ont qu'une valeur indicative,. Seules les conditions mentionnées dans les « convention par opération » et « notification de garantie » ont une valeur contractuelle.

ARTICLE 5 : SUIVI DE LA CONVENTION

La Caisse d'Epargne IDF et Bpifrance assurent la promotion des interventions communes auprès de leurs réseaux respectifs et encouragent les échanges en amont entre les équipes. Les signataires conviennent de rechercher de concert les modalités d'intervention qui peuvent être les plus adaptées aux projets concernés.

Les Parties conviennent d'effectuer un bilan annuel permettant d'apprécier le fonctionnement du partenariat et de décider d'un commun accord des améliorations à y apporter.

ARTICLE 6 : LOIS ET REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Bpifrance et la Caisse d'Epargne IDF s'engagent à se conformer à toutes les lois en vigueur notamment celles relatives au secret professionnel bancaire, à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, ainsi qu'aux dispositions de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties, sous préavis de trois mois, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Sauf convention contraire, la résiliation de la présente convention n'entraîne pas la résiliation des conventions d'application en cours qui continueront d'être régies par les règles de la présente convention jusqu'à leurs termes respectifs.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE ET JURIDICTION

Les parties font élection de domicile en leur siège respectif. Elles s'engagent à régler amiablement tous les litiges qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

A défaut d'accord amiable, tout litige relatif à la présente convention sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Créteil.

Fait à le :

En deux exemplaires,

Pour la Caisse d'Epargne,

Ile de France

Pour Bpifrance Financement,

Anne GUERIN

Directrice Exécutive

Pour la Région Ile-de-France,

Valérie PECRESSE

Présidente

2.6. Convention type de soutien aux réseaux de business angels

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP - du 22 novembre 2017,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :

dont le statut juridique est : association loi 1901

N° SIRET :

Code APE :

dont le siège social est situé au :

ayant pour représentant (représentant signataire convention)

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Préambule

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional aux réseaux de business angels » adopté par délibération du Conseil Régional n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Article 1er - Objet de la convention

Par délibération n° CPXX-XXX du XX/XX/XX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'action dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, la Région Ile-de-France accorde au bénéficiaire une subvention dont le montant, précisé dans la fiche projet, est calculé par application d'un forfait au nombre de projets franciliens présentés à des business angels au cours de l'année.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC, est détaillé dans la fiche projet de la présente convention.

Article 2 - Obligations du bénéficiaire

Article 2.1 - Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans la fiche projet.

Article 2.2 –Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.3 - Obligations relatives au recrutement d'un stagiaire ou alternant

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.4 - Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement ;
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 2.5 - Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 3 - Engagements de la Région

Le montant de la subvention précisé dans la « fiche projet » jointe constitue un plafond. Il peut être révisé en fonction du nombre de projets franciliens effectivement présentés.

La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Par dérogation prévue par l'article 29 du règlement budgétaire et financier régional, les dépenses éligibles courent à compter du 1er janvier de l'année d'attribution de la subvention.

Article 4 - Dispositions financières

Article 4.1 – Caducité de la subvention

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-dessus, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Article 4.2 - Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire en un versement unique à la fin du projet subventionné.

La demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

L'appel de fonds est constitué des documents suivants :

1. un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

2. un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée correspondant au budget effectivement réalisé et faisant apparaître au titre des ressources la subvention appelée auprès de la Région. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

3. un rapport d'activité portant sur l'opération subventionnée par la Région d'Île-de-France et signé par le représentant habilité de l'association. Ce rapport d'activité est lui-même composé des trois documents suivants :
   a) un tableau mettant en parallèle, de manière lisible, pour chaque projet d'entreprise francilienne présenté aux business angels de l'association, son numéro de SIRET, la liste nominative du ou des porteur(*s*) de projets, la commune d'implantation du projet et son code postal, son secteur d'activité, le montant recherché par le ou les porteur(*s*) de projet, la date de présentation, le montant des fonds effectivement investis par les business angels de l'association ainsi que son équivalent subvention et les contacts complémentaires proposés au(x) porteur(s) de projets.
   b) le calendrier réalisé des réunions de présentation, d'information et de formation ;
   c) l'état des actions de communication effectuées.

4. un ou des justificatif(s) de recrutement du stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

5. un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

Article 4.3 - Révision du montant subventionné

Dans le cas où le montant résultant de l'application du forfait au nombre de projets franciliens effectivement présentés à des business angels s'avère inférieur au plafond initial figurant dans la fiche projet, la subvention régionale est révisée à raison du nombre de projets franciliens effectivement présentés.

Article 4.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier de l'année d'attribution de la subvention et jusqu'à la date de la demande de versement ou jusqu'à la date correspondant à l'application des règles de caducité figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

Article 5 - Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération attribuant la subvention**.**

Elle prend fin lors du versement de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

Article 6 - Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou de plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif

des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Article 7 - Restitution de la subvention

Le reversement de tout ou partie de la subvention sera exigé par l'émission d'un titre de recette en cas d'inexécution totale ou partielle de la convention, notamment :

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire ;
- en cas d'utilisation des fonds non-conforme à leur objet.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues dans l'article 6 « Résiliation de la convention ».

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée **en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**

Article 8 - Modifications de la convention

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil Régional.

Article 9 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et la « fiche projet ».

Date et signature des parties

Pour la partie « association » :

Fait en trois exemplaires originaux à ….. le …..

Le Président de

Signature

Pour la partie « Région » :

Fait en trois exemplaires originaux à Paris le

La Présidente de la Région Ile de France

Signature : Valérie PECRESSE

2.7 Fiches projet soutien aux réseaux de business angels

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015273

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ANGELS SANTE HEALTH ANGELS FRANCE - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	217 250,00 €	10,20 %	22 160,00 €
		Montant Total de la subvention	22 160,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANGELS SANTE HEALTH ANGELS FRANCE
Adresse administrative : 7 RUE JEAN SEBASTIEN BACH
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Stéphanie de Marco

Date de publication au JO : 12 avril 2008

N° SIRET : 50440335300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la

Commission permanente.

Objectifs :
Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à la mobilisation des investisseurs individuels - appelés "business angels" - en direction de la création d'entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d'associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d'investissement ; elles offrent seulement à l'investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L'investissement est exclusivement le fait des membres de l'association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s'articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l'actionnaire unique. Les membres de l'association objet de la présente fiche projet ont investi 386 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017, la Région accompagnera l'association pour un maximum de 40 projets d'entreprise ou entreprises franciliennes qu'elle présentera à ses membres.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L'association s'engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 554€ par projet d'entreprise francilienne présenté à des business angels pour l'année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	52 820,00	24,31%
Représentation et communication	15 350,00	7,07%
Loyer	18 500,00	8,52%
Frais administratifs	2 500,00	1,15%
Emploi des contributions volontaires	128 080,00	58,96%
Total	217 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	22 160,00	10,20%
Cotisations	49 125,00	22,61%
Autres recettes (Participation des entreprises aux frais de fonctionnement et évènements internes)	26 865,00	12,37%
Valorisation des contributions volontaires	119 100,00	54,82%
Total	217 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	23 402,50 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	22 275,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	15 910,00 €

	Montant total	61 587,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015278

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FINANCE ET TECHNOLOGIE - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	109 428,00 €	20,25 %	22 160,00 €
		Montant Total de la subvention	22 160,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FINANCE TECHNOLOGIE
Adresse administrative : 2 RTE DE LA NOUE
91196 GIF S/YVETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bruno Duval, Président

Date de publication au JO : 3 novembre 2001

N° SIRET : 43248250300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la Commission permanente.

Objectifs :

Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à la mobilisation des investisseurs individuels - appelés "business angels" - en direction de la création d'entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d'associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d'investissement ; elles offrent seulement à l'investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L'investissement est exclusivement le fait des membres de l'association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s'articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l'actionnaire unique.
Les membres de l'association objet de la présente fiche projet ont investi 108 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017 la Région accompagnera l'association pour un maximum de 40 projets d'entreprises ou entreprises franciliennes qu'elle présentera à ses membres.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L'association s'engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 554€ par projet d'entreprise francilienne présenté à des business angels pour l'année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Salaires et charges	91 000,00	83,16%	Subvention de la Région Ile-de-France	22 160,00	20,25%
Représentation et communication	293,00	0,27%	Autres subventions	51 350,00	46,93%
Loyer	11 994,00	10,96%	Cotisations	3 600,00	3,29%
Frais administratifs	5 558,00	5,08%	Autres recettes	29 700,00	27,14%
Divers	583,00	0,53%	Divers	2 618,00	2,39%
Total	109 428,00	100,00%	Total	109 428,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	23 402,50 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	22 275,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	15 910,00 €
	Montant total	61 587,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015279

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INVESTESSOR-CLUB INVESTISSEURS IDF - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	180 960,00 €	12,25 %	22 160,00 €
		Montant Total de la subvention	22 160,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INVESTESSOR - CLUB DES INVESTISSEURS EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 146 RUE DU CHATEAU
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Claude Boulot, Co-Président

Date de publication au JO : 13 avril 2002

N° SIRET : 44787175700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (Business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la Commission permanente.

Objectifs :
Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à la mobilisation des investisseurs individuels - appelés "business angels" - en direction de la création d'entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d'associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d'investissement ; elles offrent seulement à l'investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L'investissement est exclusivement le fait des membres de l'association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s'articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l'actionnaire unique. Les membres de l'association objet de la présente fiche projet ont investi 1 870 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017, la Région accompagnera l'association pour un maximum de 40 projets d'entreprise ou entreprises franciliennes qu'elle présentera à ses membres.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L'association s'engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 554 € par projet d'entreprise francilienne présenté à des business angels pour l'année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	67 000,00	37,02%
Représentation et communication	29 810,00	16,47%
Loyer	15 500,00	8,57%
Frais administratifs	33 650,00	18,60%
Divers	35 000,00	19,34%
Total	180 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	22 160,00	12,25%
Cotisations	105 000,00	58,02%
Autres recettes	39 300,00	21,72%
Divers	14 500,00	8,01%
Total	180 960,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	23 402,50 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	22 275,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	15 910,00 €

	Montant total	61 587,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015280

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LES BUSINESS ANGELS DES GRANDES ECOLES (BADGE)- SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	116 960,00 €	18,95 %	22 160,00 €
		Montant Total de la subvention	22 160,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES BUSINESS ANGELS DES GRANDES ECOLES
Adresse administrative : 12 RUE DE POITIERS
75007 PARIS 07
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri Jannet, Président

Date de publication au JO : 18 décembre 2004

N° SIRET : 49232060100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la Commission permanente.

Objectifs :

Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à la mobilisation des investisseurs individuels - appelés "business angels" - en direction de la création d'entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d'associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d'investissement ; elles offrent seulement à l'investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L'investissement est exclusivement le fait des membres de l'association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s'articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l'actionnaire unique.
Les membres de l'association objet de la présente fiche projet ont investi 1 296 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017, la Région accompagnera l'association pour un maximum de 40 projets d'entreprise ou entreprises franciliennes qu'elle présentera à ses membres.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L'association s'engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 554 € par projet d'entreprise francilienne présenté à des business angels pour l'année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	90 000,00	76,95%
Représentation et communication	10 000,00	8,55%
Loyer	2 000,00	1,71%
Frais administratifs	14 000,00	11,97%
Divers	960,00	0,82%
Total	116 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	22 160,00	18,95%
Cotisations	52 400,00	44,80%
Autres recettes	41 400,00	35,40%
Divers	1 000,00	0,85%
Total	116 960,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	23 402,50 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	22 275,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	15 910,00 €
	Montant total	61 587,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015281

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARIS BUSINESS ANGELS - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	155 088,00 €	14,29 %	22 160,00 €
		Montant Total de la subvention	22 160,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS BUSINESS ANGELS
Adresse administrative : 16 RUE DE TURBIGO
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Stéphanie DUCHENOIS, Présidente

Date de publication au JO : 16 août 2003

N° SIRET : 45098381200022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la Commission permanente.

Objectifs :
Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à

la mobilisation des investisseurs individuels - appelés “business angels” - en direction de la création d’entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d’associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d’investissement ; elles offrent seulement à l’investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L’investissement est exclusivement le fait des membres de l’association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s’articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l’actionnaire unique. Les membres de l’association objet de la présente fiche projet ont investi 1 329 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017, la Région accompagnera l'association pour un maximum de 40 projets d'entreprise ou entreprises franciliennes qu'elle présentera à ses membres.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L’association s’engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d’un montant forfaitaire de 554 € par projet d’entreprise francilienne présenté à des business angels pour l’année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	74 409,00	47,98%
Représentation et communication	20 958,00	13,51%
Loyer	17 097,00	11,02%
Frais administratifs	26 117,00	16,84%
Divers	16 507,00	10,64%
Total	155 088,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	22 160,00	14,29%
Cotisations	78 800,00	50,81%
Autres recettes	54 128,00	34,90%
Total	155 088,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	23 402,50 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	22 275,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	15 910,00 €
	Montant total	61 587,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015282

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VAL'ANGELS - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	48 160,00 €	46,01 %	22 160,00 €
		Montant Total de la subvention	22 160,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VAL'ANGELS
Adresse administrative : 23 RUE RASPAIL
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alberto GABAI, Président

Date de publication au JO : 2 février 2008

N° SIRET : 51857094000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la Commission permanente.

Objectifs :
Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à la mobilisation des investisseurs individuels - appelés "business angels" - en direction de la création d'entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d'associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d'investissement ; elles offrent seulement à l'investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L'investissement est exclusivement le fait des membres de l'association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s'articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l'actionnaire unique. Les membres de l'association objet de la présente fiche projet ont investi 435 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017, la Région accompagnera l'association pour un maximum de 40 projets d'entreprise ou entreprises franciliennes qu'elle présentera à ses membres.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L'association s'engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 554 € par projet d'entreprise francilienne présenté à des business angels pour l'année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	12 000,00	24,92%
Représentation et communication	20 000,00	41,53%
Loyer	12 000,00	24,92%
Frais administratifs	1 275,00	2,65%
Divers	2 885,00	5,99%
Total	48 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	22 160,00	46,01%
Cotisations	6 000,00	12,46%
Autres recettes	10 000,00	20,76%
Divers	10 000,00	20,76%
Total	48 160,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	21 275,00 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	20 250,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	15 910,00 €
	Montant total	57 435,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015277

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FEMMES BUSINESS ANGELS D'ILE DE FRANCE - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	154 365,00 €	14,36 %	22 160,00 €
	Montant Total de la subvention		22 160,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES BUSINESS ANGELS D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 23 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU 75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Agnès FOURCADE, Présidente

Date de publication au JO : 28 juin 2003

N° SIRET : 45253934900020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la Commission permanente.

Objectifs :
Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à la mobilisation des investisseurs individuels - appelés "business angels" - en direction de la création d'entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d'associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d'investissement ; elles offrent seulement à l'investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L'investissement est exclusivement le fait des membres de l'association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs à projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s'articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l'actionnaire unique. Les membres de l'association objet de la présente fiche projet ont investi 886 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017, la Région accompagnera l'association pour un maximum de 40 projets d'entreprise ou entreprises franciliennes qu'elle présentera à ses membres.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L'association s'engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 554€ par projet d'entreprise francilienne présenté à des business angels pour l'année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Salaires et charges	72 565,00	47,01%	Subvention de la Région Ile-de-France	22 160,00	14,36%
Représentation et communication	20 300,00	13,15%	Autres subventions	3 000,00	1,94%
Loyer	15 000,00	9,72%	Cotisations	49 138,00	31,83%
Frais administratifs	16 000,00	10,37%	Autres recettes	58 717,00	38,04%
Divers	30 500,00	19,76%	Divers	21 350,00	13,83%
Total	154 365,00	100,00%	Total	154 365,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	17 871,00 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	17 820,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	15 910,00 €
	Montant total	51 601,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015275

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CLUB INV'EST 77- SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	36 174,00 €	47,48 %	17 174,00 €
		Montant Total de la subvention	17 174,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB INV'EST 77
Adresse administrative : 14 AVENUE DE SARIA
77700 SERRIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gilles VACHER, Président

Date de publication au JO : 5 août 2000

N° SIRET : 44766925000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (Business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la Commission permanente.

Objectifs :
Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à

la mobilisation des investisseurs individuels - appelés “business angels” - en direction de la création d’entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d’associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d’investissement ; elles offrent seulement à l’investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L’investissement est exclusivement le fait des membres de l’association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs à projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s’articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l’actionnaire unique. Les membres de l’association objet de la présente fiche projet ont investi 592 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017, l’association estime qu’elle présentera 31 projets d’entreprise ou entreprises franciliennes à ses membres en vue de leur financement.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L’association s’engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d’un montant forfaitaire de 554 € par projet d’entreprise francilienne présenté à des business angels pour l’année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	4 240,00	11,72%
Représentation et communication	17 567,00	48,56%
Frais reunion et représentation	7 660,00	21,18%
Frais administratifs	3 942,00	10,90%
Cotisations	2 765,00	7,64%
Total	36 174,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	17 174,00	47,48%
Cotisations	12 400,00	34,28%
Produits levée de fonds	6 000,00	16,59%
Produits financiers	600,00	1,66%
Total	36 174,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	17 174,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	12 765,00 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	12 150,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	12 900,00 €
	Montant total	37 815,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015276

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ENSAE BUSINESS ANGELS ET ENTREPRENEURS- SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	39 620,00 €	41,95 %	16 620,00 €
	Montant Total de la subvention		16 620,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSAE BAE ENSAE BUSINESS ANGELS ET ENTREPRENEURS
Adresse administrative : 95 BD HAUSSMANN 75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier NEGIAR, Président

Date de publication au JO : 15 mars 2008

N° SIRET : 51865862000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la Commission permanente.

Objectifs :
Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à

la mobilisation des investisseurs individuels - appelés “business angels” - en direction de la création d’entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d’associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d’investissement ; elles offrent seulement à l’investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L’investissement est exclusivement le fait des membres de l’association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs à projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s’articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l’actionnaire unique. Les membres de l’association objet de la présente fiche projet ont investi 137 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017, l’association estime qu’elle présentera 30 projets d’entreprise ou entreprises franciliennes à ses membres en vue de leur financement.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L’association s’engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d’un montant forfaitaire de 554 € par projet d’entreprise francilienne présenté à des business angels pour l’année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	9 000,00	22,72%
Représentation et communication	4 000,00	10,10%
Frais administratifs	4 620,00	11,66%
Emploi des contributions volontaires	22 000,00	55,53%
Total	39 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	16 620,00	41,95%
Cotisations	1 000,00	2,52%
Contributions volontaires	22 000,00	55,53%
Total	39 620,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	16 620,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	8 935,50 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	10 125,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	10 750,00 €
	Montant total	29 810,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015274

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CLUB DES CREATEURS ENT YVELINES VAL OISE - SUBVENTION AUX RESEAUX DE BUSINESS ANGELS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux de business angels	11 080,00 €	100,00 %	11 080,00 €
	Montant Total de la subvention		11 080,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB DES CREATEURS ENT YVELINES VAL OISE
Adresse administrative : 25 RUE DU MARECHAL FOCH 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Janine MEURIN, Présidente

Date de publication au JO : 10 avril 1999

N° SIRET : 43539970400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux réseaux de business angels
Rapport Cadre : CR95-08 du 20/11/2008

Objet du projet : versement de la subvention 2017 déterminée sur la base du nombre de projets franciliens présentés à des investisseurs providentiels (business angels).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur une opération qui commence dès le 1er janvier 2017. Il est en effet tenu compte de l'ensemble des dossiers franciliens présentés à des investisseurs providentiels au cours de l'exercice, et ce dans la limite du plafond proposé au vote des membres de la Commission permanente.

Objectifs :

Le principe a été retenu, par délibération n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création-reprise d'entreprise, d'une action régionale de soutien aux réseaux locaux qui contribuent à la mobilisation des investisseurs individuels - appelés "business angels" - en direction de la création d'entreprises à fort potentiel.
Ces réseaux permettent à des porteurs de projets recherchant des capitaux d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ces réseaux prennent la forme d'associations régies par la loi de 1901. Ces associations ne sont pas des véhicules d'investissement ; elles offrent seulement à l'investissement son support logistique : site internet où les porteurs de projet et entrepreneurs décrivent leur entreprise, réunions des comités de présélection et réunions des membres devant lesquels les porteurs de projets et entrepreneurs présentent en un temps donné leur entreprise. L'investissement est exclusivement le fait des membres de l'association qui y procèdent sur leurs ressources personnelles.

Description :
Ces réseaux permettent à des porteurs à projets recherchant des fonds propres d'accéder à un financement mais également à une expertise, des conseils et à un réseau relationnel.
Ce dispositif s'articule avec le Fonds régional de co-investissement : les réseaux de business angels franciliens sont en effet des partenaires de ce fonds dont la Région Ile-de-France est l'actionnaire unique.
Les membres de l'association objet de la présente fiche projet ont investi 165 000 euros en Ile-de-France en 2016.
En 2017, l'association estime qu'elle présentera 20 projets d'entreprise ou entreprises franciliennes à ses membres en vue de leur financement.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.
L'association s'engage par ailleurs à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La Région verse une subvention calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 554 € par projet d'entreprise francilienne présenté à des business angels pour l'année 2017 dans la limite du montant de subvention maximum figurant ci-dessus.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	8 000,00	72,20%
Représentation et communication	1 000,00	9,03%
Frais administratifs	1 080,00	9,75%
Divers	1 000,00	9,03%
Total	11 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	11 080,00	100,00%
Total	11 080,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	11 080,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux réseaux de business angels	8 510,00 €
2015	Soutien régional aux réseaux de business angels	8 100,00 €
2016	Soutien régional aux réseaux de business angels	8 600,00 €
	Montant total	25 210,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-578

DU 22 NOVEMBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION (SRDEII) : SOUTIEN AUX GRANDS PROJETS INDUSTRIELS FRANCILIENS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017, de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 36-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la SRDEI, politique de soutien à l'innovation ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par délibération CR 2017-191 du 17 mai 2017, relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 36-15 du 10 juillet 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017, relative à l'ajustement de la délibération cadre n° CR 78-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique de soutien à l'innovation ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-578 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Développement d'un supercalculateur quantique, société BULL ATOS

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide aux grands projets de Recherche Développement et Innovation » au financement du projet de développement d'un supercalculateur quantique porté par la société BULL ATOS, tel que décrit en annexe 2 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **5 000 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 4 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **5 000 000 €** au titre du dispositif « Aide aux grands projets de Recherche Développement et Innovation », prélevée sur le Chapitre 909 « Action économique » Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation » Programme HP 92-005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité » Action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2017 au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention d'un montant de 5 000 000 € à compter du 1er septembre 2017, au bénéfice de BULL ATOS, par dérogation à l'article 17 de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 2 : Programme LCA60T, société FLYING WHALES

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide aux grands projets de Recherche Développement et Innovation » au financement du programme LCA60T porté par la société FLYING WHALES, tel que décrit en annexe 2 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **4 200 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 5 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **4 200 000 €** au titre du dispositif « Aide aux grands projets de Recherche Développement et Innovation », prélevée sur le Chapitre 909 « Action économique » Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation » Programme HP 92-005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité » Action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2017 au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération.

Article 3 : Centre d'essais pour les véhicules autonomes et connectés, société UTAC CERAM

Décide de participer, au titre du dispositif « Lieux d'Innovation » au financement des équipements du Centre d'Essai pour les Véhicules Autonomes et Connectés porté par UTAC CERAM, tel que décrit en annexe 3 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 000 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 6 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 000 000 €** au titre du dispositif « Lieux d'Innovation », prélevée sur le Chapitre 909 « Action économique » Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation » Programme HP 92-002 (192002) « Soutien à l'innovation » Action 19200208 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2017 au financement du projet

détaillé en annexe 3 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention d'un montant de 1 000 000 € à compter du 1er août 2017, au bénéfice de UTAC CERAM, par dérogation à l'article 17 de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-578	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192002 - Soutien à l'innovation**
Action	**19200208 - Incubateurs, grands lieux d'innovation**

Dispositif : N° 00001033 - Lieux d’innovation – projets d’investissement

Dossier	17015485 - Projet CEVA Linas-Montlhéry			
Bénéficiaire	P0037967 - UTAC UNION TECHNIQUE DE L'AUTOMOBILE DU MOTOCYCLE ET DU CYCLE			
Localisation	LINAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 600 000,00 €	HT	38,46 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001033 - Lieux d’innovation – projets d’investissement	1 000 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192002 - 19200208	1 000 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192005 - Soutien aux pôles de compétitivité**
Action	**19200504 - Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique**

Dispositif : N° 00001076 - Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation

Dossier	17014458 - SOUTIEN AU PROGRAMME "LCA60T/HA2T" FLYING WHALES			
Bénéficiaire	P0030345 - FLYING WHALES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 200 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 337 467,60 €	HT	44,98 %	4 200 000,00 €	

Dossier	17015268 - SOUTIEN AU PROJET DE SUPERCALCULATEUR QUANTIQUE BULL ATOS			
Bénéficiaire	R5314 - BULL SAS			
Localisation	LES CLAYES-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 052 240,00 €	HT	23,75 %	5 000 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-578	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00001076 - Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation	9 200 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192005 - 19200504	9 200 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS - GRANDS PROJETS DE RECHERCHE DEVELOPPEMENT ET INNOVATION

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015268

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN AU PROJET DE SUPERCALCULATEUR QUANTIQUE BULL ATOS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation	21 052 240,00 €	23,75 %	5 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400
19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BULL SAS
Adresse administrative : 68 AV JEAN-JAURES
78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Jean-Marie SIMON, Président

N° SIRET : 64205873900839

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation
Rapport Cadre : CR36-15 du 10/07/2015 modifié par la délibération CR2017-101 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte-tenu du caractère extrêmement stratégique de ces investissements pour Bull Atos, le projet a dû être démarré de façon anticipée.
Il est cependant à noter que la demande de subvention a bien été formulée avant le démarrage du projet.

Objectifs :
L'objectif du projet de R&D est de développer un futur supercalculateur quantique, ordinateur le plus puissant du monde qui sera conçu sur le site des Clayes-sous-Bois.
Ce projet de R&D desupercalculateur reposera sur le calcul quantique, qui utilise certaines propriétés de la matière pour réaliser des calculs plusieurs millions de fois plus rapides qu'un ordinateur classique.

Description :
Le projet de développement du supercalculateur quantique reposera sur trois axes de recherche principaux :

1. Le programme de développement quantique

Pour pouvoir faire fonctionner le supercalculateur, Bull Atos va devoir développer des algorithmes de calcul adaptés à cette nouvelle technologie. Il sera donc nécessaire de créer un langage de programmation, de développer des systèmes de simulation pour tester ce langage (notamment pour des applications de calcul à haute performance et d'intelligence artificielle), et de réfléchir aux problématiques de cyber-sécurité qui sont liées à ces nouveaux algorithmes.

2. Evolution de la plateforme Sequana existante

Afin de pouvoir réaliser des calculs quantiques, les ordinateurs existants vont devoir être améliorés. Ces améliorations porteront aussi bien sur une amélioration de la consommation énergétique et du refroidissement du matériel, que sur les architectures processeurs et les réseaux d'interconnexion.
En liaison avec le programme de développement quantique, Bull Atos testera des architectures hybrides en intégrant des parties quantiques, couplées aux solutions classiques déjà existantes.
L'enjeu de ce lot de travail est une augmentation de la puissance de calcul tout en assurant une diminution de l'énergie consommée.

3. Configuration des noeuds parallèles des supercalculateurs

L'objet de ce travail de recherche est de permettre la mise en place de noeuds parallèles regroupant plusieurs centaines de processeurs.
Les enjeux portent sur l'installation du matériel et notamment sur le temps de l'opération, et sur l'administration du réseau.

Moyens mis en œuvre :
Dans le cadre du développement de son supercalculateur, Bull Atos propose un budget global de 21M€.

Ce projet consistant essentiellement en de la recherche "amont" portant sur du développement d'outils informatiques, une grande partie de ces frais consiste en des frais de personnel. Sept équipes d'ingénieurs, épaulés par des doctorants, seront ainsi mobilisées sur le projet.

Intérêt régional :
Le projet de supercalculateur quantique présente un grand intérêt pour la Région Île-de-France car il permettra d'une part de pérenniser 400 emplois existants aujourd'hui sur le site des Clayes-sous-Bois, et permettra à terme la création de près de 100 emplois supplémentaires.

Innovation technologique majeure, l'ordinateur quantique développé par Bull Atos permettra à l'Île-de-France de devenir le premier pôle européen dans le domaine des supercalculateurs.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LES CLAYES-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	15 223 840,00	72,31%
Equipements de R&D	5 710 000,00	27,12%
Frais de mission	118 400,00	0,56%
Total	21 052 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention	5 000 000,00	23,75%
Fonds propres	16 052 240,00	76,25%
Total	21 052 240,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000 000,00 €
2018	1 500 000,00 €
2019	1 500 000,00 €
2020	1 000 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014458

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN AU PROGRAMME "LCA60T/HA2T" FLYING WHALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation	9 337 467,60 €	44,98 %	4 200 000,00 €
		Montant Total de la subvention	4 200 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192005-400
19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLYING WHALES
Adresse administrative : 5 QUAI MARCEL DASSAULT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Sébastien BOUGON, Président

N° SIRET : 78865894600025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation
Rapport Cadre : CR36-15 du 10/07/2015 modifié par la délibération CR2017-101 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif du programme LCA60T/HA2T est le développement d'un dirigeable pouvant transporter des charges lourdes pesant jusqu'à 60 tonnes.

Description :
FLYING WHALES a été créée en 2012 pour concevoir, produire et commercialiser les premiers dirigeables charges lourdes modernes dédiés au fret et au transport exceptionnel.

Pour cela, FLYING WHALES développe deux programmes, le LCA60T avec pour premier client l'ONF, et le HA2T pour Total.

La solution dirigeable présente deux grands avantages :
- Le faible coût d'exploitation : Le transport de charges lourdes exceptionnel ou en zones inaccessibles est aujourd'hui réalisé par hélicoptère. Cependant, le coût de la solution héliportée est 10 à 50 fois plus important que le transport par dirigeable.
- La flexibilité : Contrairement à l'avion, le dirigeable n'a pas besoin d'infrastructures au sol pour charger et décharger la cargaison. De plus, alors qu'un appareil conventionnel doit régulièrement se poser pour faire le plein de carburant, le LCA60T a une consommation bien moindre (30 fois inférieure à celle d'un avion) et donc une bien meilleure autonomie.

Ayant déjà soutenu le développement de l'enveloppe du dirigeable en 2014 dans le cadre du projet « SEALCOAT », la Région Île-de-France est sollicitée par la société Flying Whales pour financer deux lots de travail spécifiques du programme LCA60T/HA2T :
- Développement du « Airdock », socle permettant de capter, sécuriser et déplacer le dirigeable au sol.
- Développement d'un système de stabilisation du vol stationnaire par l'utilisation d'une télédétection laser (« Lidar »).

Au-delà de ces deux lots de travail financés, Flying Whales a sollicité la Région pour un financement complémentaire au PSPC (mentionné plus bas) ainsi que pour ses dépenses liées à la certification de l'appareil.
Ces dépenses seront ultérieurement étudiées par les services de la Région pour un éventuel soutien supplémentaire.

Moyens mis en œuvre :
Pour le programme LCA60T, Flying Whales a mis en place un consortium réunissant des acteurs de référence, dont font par exemple partie l'ONERA, Zodiac Aerospace, l'ONF (principal utilisateur potentiel), Air Liquide, ou encore Price Induction.

Les effectifs de Flying Whales, s'élevant à 15 personnes mi-2017, sont actuellement en pleine montée en puissance, avec un objectif de cinquante personnes à la fin de l'année, dont une majorité d'ingénieurs.
Les dépenses de personnel liées au projet seront immobilisées à l'actif du bilan de l'entreprise.

À court terme, Flying Whales produira le LCA60T sur deux sites de production, l'un en France et l'autre en Chine (pour toucher le marché asiatique).
La subvention ici proposée est conditionnée au fait que le site français retenu soit situé en Île-de-France, sans quoi l'ensemble de la somme perçue par Flying Whales devra être rendue à la Région Île-de-France.

Pour le financement du programme global, c'est à dire le développement et la production du dirigeable, Flying Whales prévoit :
- un financement par le PSPC : 14,4M€ octroyé par le Premier Ministre le 13 octobre 2017;
- un financement des actionnaires : 90M€ ;
- des financements FUI et RAPID : 1M€ ;
- des avances sur commande ;
- des soutiens régionaux en France et en Chine.

A ces différents financements viendrait s'ajouter le soutien de la Région Île-de-France, à hauteur de 4,2 millions d'euros, pour le soutien du projet Airdock + Lidar, faisant partie du programme global.

Intérêt régional :
En plus de la montée en puissance de ses équipes de R&D (devant atteindre une cinquantaine de

personnes d'ici la fin de l'année 2017), Flying Whales envisage la création de 300 emplois avec la mise en place de son site de production.

Aujourd'hui, Flying Whales envisage plusieurs Régions pour l'implantation de ce site. La subvention proposée est donc conditionnée par le choix de l'Île-de-France pour l'implantation du site de production Flying Whales.

À ces emplois pourront potentiellement s'ajouter ceux des entreprises partenaires ou sous-traitantes qui viendraient s'installer en Île-de-France, estimés à une vingtaine d'emplois par dirigeable produit.

Flying Whales estime pouvoir générer 4,7Md€ d'activité sur la période 2021-2030 en vendant 152 dirigeables et en assurant leur maintenance.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
En premier lieu, Flying Whales a focalisé sa « stratégie produit » sur les besoins de l'ONF et de la filière bois en général. Ainsi, la première application du dirigeable serait le transport de bois depuis des zones inaccessibles (zones montagneuses, forêt guyanaise,…).

Plus généralement, la société a eu des échanges avec d'autres clients potentiels qui se sont dits intéressés par la solution dirigeable : des industriels de tous secteurs pour des besoins récurrents ou exceptionnels, des sociétés de transport de fret, des compagnies pétrolières et minières, des acteurs de l'humanitaire ou encore des États.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	2 429 387,60	26,02%
Dépenses de sous-traitance	6 830 000,00	73,15%
Frais de mission	78 080,00	0,84%
Total	9 337 467,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 137 467,60	55,02%
Subvention	4 200 000,00	44,98%
Total	9 337 467,60	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 260 000,00 €
2019	2 100 000,00 €
2020	840 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	226 791,00 €
	Montant total	226 791,00 €

ANNEXE 3 : FICHE PROJET - GRANDS LIEUX D'INNOVATION

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015485

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET CEVA LINAS-MONTLHÉRY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	2 600 000,00 €	38,46 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UTAC UNION TECHNIQUE DE L'AUTOMOBILE DU MOTOCYCLE ET DU CYCLE
Adresse administrative : AUTODROME LINAS-MONTLHERY
91310 MONTLHERY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Laurent BENOIT, Président

N° SIRET : 43872572300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est motivé par l'urgence car, pour respecter ses engagements vis à vis d'autres partenaires, le bénéficiaire a du engager les premières dépenses dès le 1er aout 2017.

Objectifs :
Le projet UTAC CERAM « Centre d'essais pour le véhicule autonome » (CEVA) est partie prenante du Plan Nouvelle France Industrielle Véhicule autonome.

Seul centre d'essais français accrédité pour les essais de sécurité active de l'Euro NCAP, mais aussi service technique français désigné par l'Etat pour les essais en vue de l'homologation des véhicules, le centre d'essais UTAC CERAM de Linas-Montlhéry a élaboré un projet de pistes véhicules autonomes

avec la PFA, Plateforme de la Filière Automobile & Mobilités.

Les PME et les start-up de l'industrie automobile ne disposent le plus souvent ni de pistes privatives ni de ces équipements d'essais. Elles trouveront au CEVA non seulement ces moyens mais également la compétence pour les mettre en oeuvre et l'expérience d'une équipe aguerrie à la validation et à la mise au point de systèmes complexes.
Parmi les signataires du soutien au projet CEVA, on trouve plusieurs de ces entreprises aux côtés des majeurs et des instituts de recherche tels VEDECOM et SYSTEMX. C'est donc tout l'écosystème du véhicule autonome qui compte sur ces investissements d'avenir.

L'objectif du projet est de répondre aux besoins des entreprises de toute la chaine de valeur en essais, en compétences et en soutien technique.

Description :
Le Projet de pistes UTAC CERAM de Linas-Montlhéry consiste en un ensemble d'infrastructures et de compétences qui offriront aux entreprises la possibilité de développer et de tester en toute confidentialité les systèmes d'intelligence embarquée en conditions d'utilisation urbaine, routière et autoroutière.
Il disposera :
- de l'ensemble des pistes nécessaires pour tester et homologuer les véhicules autonomes (VP, VU, Navettes)
- des équipements et compétences permettant des essais et mesures de haute précision (robots de conduite, GPS différentiel, centrales inertielles, …)
- des expertises de validation ADAS et VA : accréditation Euro NCAP et service technique Français.

La subvention régionale est destinée à financer les équipements d'essais qui seront mis à la dispositions des entreprises utilisatrices du site, soit:
· moyens de propulsion de cibles,
· robots de conduite,
· dispositifs inertiels,
· systèmes de localisation centimétriques,

Intérêt régional :
Avec le CEVA, l'Ile-de-France disposera sur le territoire d'un équipement de référence pour la mise au point de véhicules autonomes et qui contribuera à:
- amélioration de la sécurité
- accès à la mobilité pour tous
- améliorer la compétitivité économique des transports
- améliorer le cadre de vie
- favoriser une nouvelle planification de la Ville

Le projet de pistes UTAC CERAM permettra à la filière française automobile et à sa R&D de rester dans le peloton de tête en ce qui concerne les moyens d'essais, avec de plus :
- Des conditions de couts et de délais maîtrisés
- Un recours aux pistes facilité par la proximité géographique des principaux acteurs
- Une chance de faire bénéficier les IRT, ITE et PME à des installations adaptées à leurs problématiques

A ce titre le versement de la subvention régionale est conditionnée à une utilisation des équipements financés par les ETI, PME, startups, établissements d'enseignement supérieurs et instituts de recherche de la chaine de valeur des véhicules autonomes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le dispositif est destiné :
- aux constructeurs et équipementiers,
- établissements d'enseignement supérieur et de recherche
ex: UTC, IFSTTAR, ESTACA, UVSQ, ITE VEDECOM
- aux ETI et PME de la chaine de valeur véhicule autonome, telles que les nouvelles technologies de communication, d'acquisition et de simulation de données (ex:NEXYAD, INTEMPORA, NAVECOM, YoGoKo, MARBEN, OKTAL..), ou expertes en sureté de fonctionnement telles TECRIS, SECTOR et APSYS (missionnées par les instituts VEDECOM et SystemX dans le cadre du plan NFI véhicules autonomes)
- aux startups.

Localisation géographique :
- LINAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Infrastructures / aménagements viaires (non eligibles)	13 000 000,00	56,28%
Equipements infrastructures (non retenus)	5 800 000,00	25,11%
EQUIPEMENTS D'ESSAI (retenus)	2 600 000,00	11,26%
Bâtiment (non retenus)	1 700 000,00	7,36%
Total	23 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 000 000,00	4,33%
PIAVE	7 500 000,00	32,47%
financements privés	14 600 000,00	63,20%
Total	23 100 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	500 000,00 €
2019	500 000,00 €

ANNEXE 4 : CONVENTION BULL ATOS

CONVENTION N°17015268
ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET BULL ATOS
RELATIVE AU SOUTIEN AU TITRE DU PROJET DE
SUPERCALCULATEUR QUANTIQUE

Entre :

La Région Ile-de-France,

Sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Habilité à signer la convention par délibération n°CP 2017-578 en date du 22 novembre 2017,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

BULL SAS
SAS
N° SIRET : 642 058 739 00839
Code APE : 6202A
Sise : rue Jean Jaurès – 78340 Les Clayes-sous-Bois
Représentée par M. Jean-Marie SIMON, agissant en qualité de Président

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

COORDONNÉES BANCAIRES																
Banque	Crédit Agricole											**Code Banque**	3	1	8	4	9
Agence												**Code Guichet**	0	0	0	1	0
N° de compte	0	0	2	2	4	8	9	9	8	3	5	**Clé RIB**	4	7			

D'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La subvention régionale, objet de la présente convention est attribuée sur le fondement des textes suivants :

- Le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le régime cadre exempté n°SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014*;*
- La communication de la Commission européenne n°2014/C3282 du 21 mai 2014 relative à l'encadrement des aides d'Etat à la R&D&I.
- La délibération du Conseil régional n°CR 36-15 du 10 juillet 2015, modifiée par délibération n°CR 2017-101 du 18 mai 2017.

ARTICLE 1 – OBJET

Par délibération n°CP 2017-578 du 22 novembre 2017, la Région a décidé de soutenir le BENEFICIAIRE pour la réalisation de son projet de R&D de supercalculateur quantique, dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 4, une subvention d'un montant maximum de **5 000 000 €**, sur la base suivante :

- Dépenses du projet du BENEFICIAIRE **21 052 240,00 € Hors Taxe.**
- Assiette de l'aide retenue : **21 052 240,00 € Hors Taxe.**
- Taux d'aide : **23,75 %**

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

Le plan de financement prévisionnel du projet, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans la fiche projet.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il s'engage en outre :

- à réaliser le programme présenté dans un délai de 3 ans, à compter du **1er septembre 2017,** date de démarrage du projet figurant dans l'annexe à la convention dénommée « fiche projet », et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,

- à maintenir l'ensemble de ses compétences et ses effectifs en Ile-de-France, et favoriser la création de nouveaux emplois, notamment à travers l'implantation d'un site de R&D mentionné dans l'article 3.5.

- à affecter exclusivement la subvention accordée aux dépenses prévues du projet et réalisées postérieurement à la date de demande d'aide à la Région,

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales.

Il s'engage en outre :

- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du projet sans en informer au préalable la Région,

- à tenir la Région immédiatement informée :

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet

- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du projet, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,

- à tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de la subvention (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de la subvention.

- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région, ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place.

ARTICLE 3.5 : OBLIGATIONS RELATIVES AU SITE DES CLAYES-SOUS-BOIS

Le BENEFICIAIRE s'engage à maintenir en activité les infrastructures de recherche financées aux Clayes-sous-Bois pendant une durée minimale de 5 ans après leur mise en service.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : VERSEMENT D'AVANCES

L'entreprise peut solliciter le versement d'une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, dans la limite de 30% de l'aide allouée dès lors qu'elle justifie d'un besoin de trésorerie, sur la base des documents suivants :

- un plan de trésorerie sur une période annuelle qui court à compter de la demande d'avance
- un état des paiements à effectuer dans les trois mois

ARTICLE 4.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le BENEFICIAIRE, calculés en fonction du taux d'intervention régional, interviennent sur appels de fonds et au vu d'un état récapitulatif des dépenses effectuées. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

ARTICLE 4.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde de la subvention est subordonné à la présentation des documents suivants :

- un compte-rendu d'activité relatif au projet subventionné,
- un état récapitulatif des dépenses effectuées couvrant la durée du projet. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte-rendu financier du projet. Ce document comporte la signature du représentant légal du BENEFICIAIRE. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 3.2. de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 4.4 : CADUCITE

Le BENEFICIAIRE dispose d'un **délai maximum de 3 ans, à compter de la date d'attribution de la subvention par la commission permanente,** pour présenter un premier appel de fonds.
Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum si le BENEFICIAIRE établit, avant l'expiration du délai précité, que les retards ne lui sont pas imputables.

La demande de versement du solde doit être présentée **dans un délai maximum de 4 ans, à compter de la date de première demande de versement.**
A défaut, la subvention devient caduque et le bénéfice du solde est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Le Comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région d'Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

ARTICLE 4.5 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 2 de la présente convention, constitue un plafond.
Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 2 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4.6 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er septembre 2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.4 de la présente convention.

ARTICLE 5 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 22 novembre 2017.
Elle prend fin à l'expiration du délai mentionné à l'article 3.5 ou à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 4.4.

ARTICLE 6 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de toute ou partie de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes, dont celles figurant à l'article 3.5,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- si le BENEFICIAIRE, renonce à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du projet aidé. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le BENEFICIAIRE, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE en Île-de-France ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur ses sites franciliens.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de la durée minimale d'implantation du site mentionnée à

l'article 3.5 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

$$\text{subvention restituée} = \text{subvention versée} \cdot \frac{\text{durée de la convention - durée d'implantation}}{\text{durée de la convention}}$$

La Région se réserve en outre le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du projet subventionné ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve enfin le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le BENEFICIAIRE est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales, dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le BENEFICIAIRE sont à la charge de ce dernier.
La somme à restituer est alors égale au montant versé à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

ARTICLE 7 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au BENEFICIAIRE la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du BENEFICIAIRE par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFICIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 10 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont : la présente convention et la fiche projet en annexe.

ARTICLE 11 – LOI APPLICABLE

La loi applicable à la présente convention est la loi française.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Paris, en 4 exemplaires originaux, le ---------

M. Jean-Marie SIMON	**La Présidente de la Région Ile-de-France**
	ou son représentant
Agissant en qualité de Président	

Annexe : « Fiche projet »

ANNEXE 5 : CONVENTION FLYING WHALES

CONVENTION N°17014458
ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET FLYING WHALES
RELATIVE AU SOUTIEN AU TITRE DU PROGRAMME « LCA60T/HA2T »

Entre :

La Région Ile-de-France,
Sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilité à signer la convention par délibération n°CP 2017-578 en date du 22 novembre 2017,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

FLYING WHALES
SAS
N° SIRET : 788 658 946 00058
Code APE : 7112B
Sise : 5, quai Marcel Dassault – 92150 Suresnes
Représentée par M. Sébastien BOUGON, agissant en qualité de Président

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

COORDONNÉES BANCAIRES																
Banque	Crédit du Nord											**Code Banque**	3	0	0	7	6
Agence	Paris Victor Hugo											**Code Guichet**	0	2	0	5	4
N° de compte	3	2	9	6	0	4	0	0	2	0	0	**Clé RIB**	2	4			

D'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :
La subvention régionale, objet de la présente convention est attribuée sur le fondement des textes suivants :

- Le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le régime cadre exempté n°SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014*;*
- La communication de la Commission européenne n°2014/C3282 du 21 mai 2014 relative à l'encadrement des aides d'Etat à la R&D&I.
- La délibération du Conseil régional n°CR 36-15 du 10 juillet 2015, modifiée par délibération n°CR 2017-101 du 18 mai 2017.

ARTICLE 1 – OBJET

Par délibération n°CP 2017-578 du 22 novembre 2017, la Région a décidé de soutenir le BENEFICIAIRE pour la réalisation des lots « Airdock » et « Lidar » du programme « LCA60T/HA2T », dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 4, une subvention d'un montant maximum de **4 200 000 €**, sur la base suivante :

- Dépenses du projet du BENEFICIAIRE **9 337 467,60 € Hors Taxe.**
- Assiette de l'aide retenue : **9 337 467,60 € Hors Taxe.**
- Taux d'aide : **44,98 %**

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

Le plan de financement prévisionnel du projet, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans la fiche projet.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il s'engage en outre :

- à réaliser le programme présenté dans un délai de 3 ans, à compter du **1er janvier 2018,** date de démarrage du projet figurant dans l'annexe à la convention dénommée « fiche projet », et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,

- à maintenir ses compétences et ses effectifs en Ile-de-France, et favoriser la création de nouveaux emplois, notamment à travers l'implantation d'un site de production mentionné dans l'article 3.5.

- à affecter exclusivement la subvention accordée aux dépenses prévues du projet et réalisées postérieurement à la date de demande d'aide à la Région,

- à ne pas procéder à l'aliénation, la cession, la concession, l'apport ou la transmission à titre quelconque, directement ou indirectement, à titre gratuit, à titre onéreux ou même à titre de réciprocité, des moyens nécessaires soit à la réalisation du projet aidé, spécialement des brevets, procédés de fabrication ou résultats techniques divers, soit à l'exploitation des résultats de ce projet, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Région.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales.

Il s'engage en outre :

- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du projet sans en informer au préalable la Région,

- à tenir la Région immédiatement informée :

  - des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet

  - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du projet, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,

- à tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de la subvention (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de la subvention.

- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région, ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place.

ARTICLE 3.5 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET D'IMPLANTATION D'UN SITE DE PRODUCTION

La Région et le BENEFICIAIRE s'engagent à travailler conjointement pour l'identification d'une implantation d'un site de production, ainsi que pour la mise en place d'un schéma financier adapté. Les deux parties s'engagent à ce que l'identification du site et le schéma financier soient réalisés dans un maximum de 10 mois suivant l'attribution de la subvention prévue aux présentes.
Dans ce même délai de 10 mois suivant l'attribution de la subvention, le BENEFICIAIRE s'engage à choisir s'il implantera un site de production au titre du projet d'implantation sur le territoire d'Ile-de-France. Cette décision devra être signifiée à la Région par courrier. Si le BENEFICIAIRE n'implante pas son site de production sur le territoire d'Ile-de-France, il s'engage à rembourser la totalité de la subvention perçue.
Est entendu comme « site de production » le site qui accueille notamment les opérations de pré-assemblage et d'assemblage final des dirigeables.
S'il décide d'implanter son site de production en Ile-de-France, le BENEFICIAIRE s'engage à faire ses meilleurs efforts pour débuter les travaux de construction du site dans un délai maximum de 3 ans suivant l'attribution de la subvention.
Le BENEFICIAIRE s'engage en outre à faire ses meilleurs efforts pour que la production du premier dirigeable soit débutée dans un délai maximum de 5 ans suivant l'attribution de la subvention.
En cas de non-respect des obligations qui lui incombent, ou si le BENEFICIAIRE ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour les respecter, il s'engage à rembourser à la Région la totalité de la subvention perçue.
Le BENEFICIAIRE s'engage en outre à maintenir son site de production implanté, ainsi que les emplois qui y sont rattachés, en Ile-de-France pendant une durée minimale de 5 ans.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : VERSEMENT D'AVANCES

L'entreprise peut solliciter le versement d'une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, dans la limite de 30% de l'aide allouée dès lors qu'elle justifie d'un besoin de trésorerie, sur la base des documents suivants :

- un plan de trésorerie sur une période annuelle qui court à compter de la demande d'avance
- un état des paiements à effectuer dans les trois mois

ARTICLE 4.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le BENEFICIAIRE, calculés en fonction du taux d'intervention régional, interviennent sur appels de fonds et au vu d'un état récapitulatif des dépenses effectuées. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre du

projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

ARTICLE 4.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde de la subvention est subordonné à la présentation des documents suivants :

- un rapport de fin de programme rendant compte de son exécution technique et de ses résultats rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes), ainsi que de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme,
- un état récapitulatif des dépenses effectuées couvrant la durée du projet. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte-rendu financier du projet. Ce document comporte la signature du représentant légal du BENEFICIAIRE. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 3.2. de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 4.4 : CADUCITE

Le BENEFICIAIRE dispose d'un **délai maximum de 3 ans, à compter de la date d'attribution de la subvention par la commission permanente,** pour présenter un premier appel de fonds.
Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum si le BENEFICIAIRE établit, avant l'expiration du délai précité, que les retards ne lui sont pas imputables.

La demande de versement du solde doit être présentée **dans un délai maximum de 4 ans, à compter de la date de première demande de versement.**
A défaut, la subvention devient caduque et le bénéfice du solde est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Le Comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région d'Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

ARTICLE 4.5 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 2 de la présente convention, constitue un plafond.
Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 2 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4.6 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.4 de la présente convention.

ARTICLE 5 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 22 novembre 2017.
Elle prend fin à l'expiration du délai mentionné au septième alinéa de l'article 3.5 portant sur l'implantation du site de production en Ile-de-France, ou à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 4.4.

ARTICLE 6 – CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention est soumise à la condition suspensive de l'agrément du conseil d'administration du BENEFICIAIRE qui devra être décidé avant la date de démarrage du projet mentionnée à l'article 3.1.

ARTICLE 7 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de toute ou partie de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes, dont celles figurant à l'article 3.5,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- si le BENEFICIAIRE, renonce à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du projet aidé. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le BENEFICIAIRE, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du projet ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le projet

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de la durée minimale d'implantation du site de production mentionnée à l'article 3.5 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

$$\text{subvention restituée} = \text{subvention versée} \cdot \frac{\text{durée de la convention - durée d'implantation}}{\text{durée de la convention}}$$

La Région se réserve en outre le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du projet subventionné ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve enfin le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le BENEFICIAIRE est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales, dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le BENEFICIAIRE sont à la charge de ce dernier.
La somme à restituer est alors égale au montant versé à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

En cas de cession de la société Flying Whales, la Région se réserve le droit d'exiger l'intégralité de la subvention versée si le nouvel acquéreur ne respecte pas l'ensemble des obligations prévues dans la présente convention, et notamment celles relatives à l'article 3.5 en matière d'implantation de site de production en Région Ile-de-France.

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les

obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au BENEFICIAIRE la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du BENEFICIAIRE par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 10 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFICIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont : la présente convention et la fiche projet en annexe.

ARTICLE 12 – LOI APPLICABLE

La loi applicable à la présente convention est la loi française.

ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Paris, en 4 exemplaires originaux, le ---------

M. Sébastien BOUGON	**La Présidente de la Région Ile-de-France**
	ou son représentant
Agissant en qualité de Président	

Annexe : « Fiche projet »

ANNEXE 6 : CONVENTION UTAC CERAM

CONVENTION

de soutien aux lieux d'innovation

Union Technique de l'Automobile du Motocycle et du Cycle (UTAC)
Statut juridique : Société par Actions Simplifiées
Dont le numéro SIRET est : 438 725 723 - 00011
Dont le siège social est situé à l'Autodrome de Linas-Montlhéry
BP20212 LINAS – 91311 MONTLHERY Cedex
Ayant pour représentant M Laurent BENOIT , Président

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Et

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération CP n° 2017-583 du 22 novembre 2017

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et L 1511-7 et L 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier en vue de la création ou du développement d'un lieu d'innovation et de ses services associés dédié à la création et au développement d'entreprises.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet Centre d'Essai pour les Véhicules Autonomes et Connectés (CEVA) dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 38,46 % des dépenses éligibles,
- dont le montant prévisionnel s'élève à 2 600 000 € HT,
- soit un montant maximum de subvention de 1 000 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe technique et la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **maintenir pendant une durée de 10 ans** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation du site ou de la nature de ses utilisateurs doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte rendu annuel d'activités du lieu d'innovation (nombre d'entreprises accueillies, types d'activités des entreprises et nombre d'emplois créés ou maintenus).
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.

ART. 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région '.

ART. 2.4 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le CEVA met à disposition et accompagne les entreprises dans leur démarche de développement de leurs activités et de mise au point de technologie de véhicule autonome.

Il est ici précisé que la subvention de la Région Ile-de-France, objet de la présente convention, a pour objet le soutien d'un équipement qui sera mis à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Conformément à la politique régionale de soutien aux lieux d'innovation, il devra en particulier favoriser l'accès à des entreprises en développement ou à des actions de recherche, dans une logique d'innovation et de création de valeur et d'emploi.

Ainsi un effort substantiel sera engagé par le bénéficiaire pour promouvoir et mettre à disposition les équipements du CEVA aux ETI, PME, startups, établissements d'enseignements supérieurs et instituts de recherche de la chaine de valeur « véhicule autonome » de la Région Ile-de-France.

Le Bénéficiaire y assure les prestations matérielles correspondant à :

- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,

ART. 2.5 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Tenir la Région immédiatement informée :
    - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
    - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Fournir sur demande de la Région le bilan d'activités de la gestion du projet.

ART. 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région.

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de **……** % du montant global ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

Le lieu, objet de la présente convention sera labellisé « Grand lieu d'innovation Régional ». Il bénéficie ainsi d'une communication et d'une promotion régionale.

Les projets soutenus s'engagent à relayer et valoriser le label régional « Grand lieu d'innovation Régional ».

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme
- Qu'il s'agisse d'une demande d'acompte ou de solde, la première demande de versement est ici conditionnée à la présentation, par le bénéficiaire, de 50 lettres d'ETI, PME, startups, établissements d'enseignement supérieur ou instituts de recherche attestant de leur intention d'utiliser les services et équipements du CEVA, objet de la présente convention.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- d'un bilan de l'utilisation de l'espace à la date de la demande (nombre et description des personnes et entreprises accueillies dans l'espace),
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 01/08/2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes techniques (par ex. notice HQE, fiche projet…).

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Le …….	Le ……..
Pour la Région Ile-de-France, La Présidente du Conseil Régional	Pour le Bénéficiaire …….. Le Représentant

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-583

DU 22 NOVEMBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION : SOUTIEN AUX LIEUX D'INNOVATION SOUTIEN AUX RÉSEAUX TRÈS HAUT DÉBIT DE LA SEINE-ET-MARNE ET LE L'ESSONNE SOUTIEN AU CLUSTER SECURITY SYSTEMS VALLEY ÉVALUATION DES PÔLES ET FILIÈRES SOUTIEN COMPLÉMENTAIRE À LA FONDERIE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission, du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU Le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

VU Les lignes directrices communautaires pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de télécommunication à haut débit (2013/C 25 01) ;

VU Le régime notifié N330/2010 du 19 octobre 2011 relatif au programme national « Très Haut Débit » ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 40-10 du 30 septembre 2010 relative au plan priorité PME ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 69-10 du 18 novembre 2010, relative au rapport cadre « Politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement » ;

VU La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU La délibération n° CR 03-14 du 13 février 2014 relative à la création de l'association Paris Région Entreprises ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2017-

162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes franciliens ;

VU LA DÉLIBÉRATION N° CR 230-16 DU 14 DÉCEMBRE 2016 « ADOPTION DU SCHÉMA RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE, D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION 2017-2021 » : STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION ;

VU La délibération n° CR 2017-37 du 9 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique ;

VU La délibération n° CP 12-576 du 12 juillet 2012 relative à la participation à la phase 2 de la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN);

VU La délibération n° CP 14-143 du 30 janvier 2014 relative aux clusters et notamment à sa convention-type ;

VU La délibération n° CP 14-754 du 20 novembre 2014 relative au soutien aux réseaux très haut débit de l'Essonne, de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne : programmation 2014 ;

VU La délibération n° CP 15-104 du 15 janvier 2015 approuvant notamment la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région et Paris Région Entreprises ;

VU Les statuts modifiés de l'association « Paris Région Entreprises » ;

VU La délibération n° CP 15-649 du 8 octobre 2015 et notamment la convention type relative au soutien régional aux projets de R&D ;

VU La délibération n° CP 15-677 du 8 octobre 2015 relative au soutien aux réseaux très haut débit de l'Essonne, de la Seine-et-Marne et du Val d'Oise : programmation 2015 ;

VU Les délibérations n° CP05-1004 du 16 décembre 2005, n°CP 09-982 du 22 octobre 2009 et n°CP 16-357 du 12 juillet 2016, relative au soutien régional aux projets de R&D ;

VU La délibération n° CP 16-620 16 novembre du 2016 relative au soutien aux réseaux très haut débit de la Seine-et-Marne et du Val d'Oise : programmation 2016 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-583 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif Lieux d'Innovation au financement de 2 projets de grands lieux d'innovation détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 390 000 € réparti comme suit :

- 90 000 € en faveur de la société Scintillo pour l'aménagement des nouveaux locaux de l'incubateur Créatis à Paris (75),
- 300 000 € en faveur de la société Yesday pour la création du Smart Maker, lieu d'innovation culturel situé à Saint-Denis (93),

1

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention de soutien aux lieux d'innovation adoptée par délibération n° CP 2017-325 du 5 juillet 2017 et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 390 000 € disponible sur le chapitre 909 «Action économique», code fonctionnel 92 «Recherche et innovation», programme HP 92-002 «Soutien à l'innovation», action 19200208 «Incubateurs, grands lieux d'innovation» du budget 2017.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif Lieux d'Innovation au financement de 4 projets de tiers lieux détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 613 872 € réparti comme suit :

- 240 260 € en faveur de la ville de Paris pour l'aménagement d'un espace de coworking au sein de l'ancienne gare de Vaugirard à Paris (75),
- 55 612 € en faveur de la Maison de l'Emploi, de l'Insertion, de la Formation et de l'Entreprise pour l'aménagement d'un espace de travail collaboratif sur le territoire d'Aulnay-sous-Bois et du Grand Roissy-le-Bourget (95-93),
- 170 000 € en faveur de la société La Treso pour la création d'un tiers-lieu dans l'ancienne trésorerie municipale de Malakoff (92),
- 148 000 € en faveur de la Communauté de communes de Sausseron Impressionistes pour la création d'un esapce de travail collaboratif dans le PAE d'Ennery (95).

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 465 872 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la Communication », programme HP 56-001 « aide au développement du territoire numérique », action 15600105 « tiers lieux » du budget 2017.

Affecte une autorisation de programme de 148 000 € sur le chapitre 905 « aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 « aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300107 « espaces de travail collaboratifs » du budget 2017.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

N° dossier	Projet	Bénéficiaire	Date de démarrage
17015410	Aménagement de l'incubateur Créatis	Scintillo	01/09/2017

Article 4 :

Décide de participer, au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, au financement des projets de réseaux très haut débit (THD) détaillés en annexe 4, et portés par :

- le Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique, par l'attribution d'une subvention de 2 209 000 € pour le programme 2017 ;
- le Syndicat mixte Essonne Numérique, par l'attribution d'une subvention de 7 500 000 € pour le programme 2017.

Subordonne le versement des subventions à la signature avec chacun des bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type « particulière de versement de subvention » jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 9 709 000 € sur le Chapitre 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », Programme PR 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », Action 456001014 « Aide aux projets d'infrastructure haut débit » du budget 2017.

Cette action relève du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 :
Volet CPER 2015-2020 4
Sous-volet CPER 2015-2020 41
Type d'action CPER 2015-2020 411
Opération CPER 2015-2020 41101

Article 5 :

Décide de participer au financement d'une prestation relative à la réalisation de la Stratégie de Cohérence Régionale pour l'Aménagement Numérique (SCoRAN) qui sera réalisée au terme d'une procédure de marché portée par la Préfecture de Région.

Attribue à la Préfecture de région une subvention maximale de 100 000 € sous réserve de la signature d'une convention qui sera soumise aux élus régionaux après la désignation d'un adjudicataire au marché relatif à la SCoRAN

Affecte une autorisation de programme de 100 000 € sur le Chapitre 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la

communication », Programme PR 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », Action 456001014 « Aide aux projets d'infrastructure haut débit » du budget 2017.

Cette action relève du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 :
Volet CPER 2015-2020 4
Sous-volet CPER 2015-2020 41
Type d'action CPER 2015-2020 411
Opération CPER 2015-2020 41101

Article 6 :

Décide de participer, au titre du dispositif « de soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation » au soutien du cluster francilien de la sécurité, Security Systems Valley, tel que décrit en annexe 6 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 300 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 14-143 modifiée par les dispositions des délibérations n° CP 16-243 du 15 juin 2016, n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 51-17 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 300 000 € au titre du dispositif « politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement », prélevée sur le Chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », Programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », Action 19200203 « Structures d'appui à l'innovation », code nature 657 du budget 2017 au financement du projet détaillé en annexe 6 à la présente délibération.

Article 7 :

Décide de réattribuer 59 957,95 € à la société Intempora pour le projet PUMAS (convention n°I09-2173/R) correspondant au solde de la subvention accordée par délibération n° CP09-982 en date du 22 octobre décembre 2009.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de 59 957,95 € sur le chapitre 909 « Action Economique», code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-005 « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « soutien aux projets RDI labellisés des pôles » du budget 2017.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 9 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

Article 8 :

Décide de réattribuer 107 879,04 € au CEA LIST pour le projet TOCATA (convention n°I09-1951/R) correspondant au solde de la subvention accordée par délibération n° CP 09-563 en date du 9 juillet 2009.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de 107 879,04 € sur le chapitre 909 « Action Economique», code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-005 «Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « soutien aux

projets RDI labellisés des pôles » du budget 2017.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 8 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

Article 9 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

N° dossier	Projet	Bénéficiaire	Date de démarrage
R-2009-UDEV-271772-1	PUMAS	Intempora	01/12/2009
R-2009-UDEV-264430-1	TOCATA	CEA List	01/09/2009

Article 10 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 150 000 €, disponibles sur le Chapitre 939 « Action Economique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », Programme HP 92-002 « soutien à l'innovation », action 19200207 « Evaluation, études et promotion », du budget 2017, pour financer la réalisation d'une évaluation des pôles de compétitivité.

Article 11 :

Décide d'attribuer à La Fonderie une subvention complémentaire de 265 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 265 000 €, prélevée sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », Programme HP 56-003 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des TIC », action 15600301 – « La Fonderie », du budget 2017.

Article 12 :

Adopte l'avenant à la convention triennale d'objectifs et de moyens 2015-2017 entre la Région Ile-de-France et Paris Region Entreprises adoptée par délibération n° CP 15-04 du 15 janvier 2015, tel que joint en annexe n°10 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-583	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300107 - Espaces de travail collaboratifs**

Dispositif : N° 00001033 - Lieux d’innovation – projets d’investissement

Dossier	17015772 - CREATION D'UN ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF DANS LE PAE D'ENNERY (CCSI SAUSSERON IMPRESSIONISTES)			
Bénéficiaire	R1965 - CCSI SAUSSERON IMPRESSIONISTES MAIRIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
296 000,00 €	HT	50 %	148 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001033 - Lieux d’innovation – projets d’investissement	148 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300107	148 000,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**56 - Technologies de l'information et de la communication**
Programme	**156001 - Aide au développement du territoire numérique**
Action	**15600105 - Tiers lieux**

Dispositif : N° 00001033 - Lieux d’innovation – projets d’investissement

Dossier	17015402 - Création d'un espace de coworking Gare de Vaugirard Paris 15			
Bénéficiaire	R2 - COMMUNE DE PARIS			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	240 260,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
498 650,00 €	HT	48,18 %	240 260,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-583	Budget	2017

Dossier	17015753 - création d'un espace de travail collaboratifs sur le territoire d'Aulnay-sous-Bois et du Grand Roissy-le Bourget			
Bénéficiaire	P0016345 - MDE CONVERGENCE ENTREPRENEURS - MAISON DE L'EMPLOI CONVERGENCE ENTREPRENEURS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 612,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
139 030,00 €	TTC	40 %	55 612,00 €	

Dossier	17015814 - CREATION D'UN TIERS-LIEU A MALAKOFF PAR "LA TRESO"			
Bénéficiaire	P0038102 - LA TRESO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	170 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
340 000,00 €	HT	50 %	170 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001033 - Lieux d'innovation – projets d'investissement	465 872,00 €

Total sur l'imputation 905 - 56 - 156001 - 15600105	465 872,00 €

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**56 - Technologies de l'information et de la communication**
Programme	**156003 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des TIC**
Action	**15600301 - La Fonderie**

Dispositif : N° 00000190 - OA / Agence Numérique Ile-de-France, La Fonderie

Dossier	17000469 - AFFECTATION 2017 - LA FONDERIE			
Bénéficiaire	R5074 - AGENCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE LA FONDERIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	265 000,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
815 000,00 €	TTC	100 %	815 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000190 - OA / Agence Numérique Ile-de-France, La Fonderie	265 000,00 €

Total sur l'imputation 935 - 56 - 156003 - 15600301	265 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-583	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192002 - Soutien à l'innovation**
Action	**19200203 - Structures d'appui à l'innovation**

Dispositif : N° 00000604 - Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement

Dossier	17015263 - SOUTIEN AU CLUSTER SECURITY SYSTEMS VALLEY			
Bénéficiaire	P0037956 - SECURITY SYSTEMS VALLEY			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	TTC	37,5 %	300 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000604 - Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	300 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192002 - 19200203	300 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192002 - Soutien à l'innovation**
Action	**19200208 - Incubateurs, grands lieux d'innovation**

Dispositif : N° 00001033 - Lieux d'innovation – projets d'investissement

Dossier	17015403 - Smart Maker			
Bénéficiaire	P0037960 - YESDAY			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
730 460,00 €	HT	41,07 %	300 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-583	Budget	2017

Dossier	17015410 - Aménagement de l'incubateur Créatis			
Bénéficiaire	EXM00522 - SCINTILLO			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
469 437,00 €	HT	19,17 %	90 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001033 - Lieux d'innovation – projets d'investissement	390 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192002 - 19200208	390 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192005 - Soutien aux pôles de compétitivité**
Action	**19200504 - Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique**

Dispositif : N° 00000302 - Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens

Dossier	R-2009-UDEV-264430-1 - I-09-1951/R - CEA-LIST - POLE ASTECH : TOCATA - REAFFECTATION DE SOLDE			
Bénéficiaire	R15354 - CEA COMMISSARIAT A L ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	107 879,04 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
468 605,00 €	HT	23,02 %	107 879,04 €	

Dossier	R-2009-UDEV-271772-1 - I-09-2173/R - INTEMPORA - POLE MOV'EO : PUMAS - REAFFECTATION DE SOLDE			
Bénéficiaire	P0003416 - INTEMPORA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 957,95 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
795 060,00 €	HT	7,54 %	59 957,95 €	

Total sur le dispositif N° 00000302 - Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	167 836,99 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192005 - 19200504	167 836,99 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-583	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**56 - Technologies de l'information et de la communication**
Programme	**456001 - Aide au développement du territoire numérique**
Action	**456001014 - Aide aux projets d'infrastructures haut débit**

Dispositif : N° 00000390 - Réseaux d'initiative publique (collectivités)

Dossier	17014696 - SOUTIEN AU RESEAU THD EN SEINE-ET-MARNE - PROGRAMMATION 2017			
Bénéficiaire	P0023475 - SYNDICAT MIXTE SEINE ET MARNE NUMERIQUE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	NUMERIQUE/Mise en oeuvre de l'objectif fixé du très haut débit pour tous - Hors CPRD			
Montant total	2 209 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 280 989,00 €	HT	35,17 %	2 209 000,00 €	

Dossier	17014707 - SOUTIEN AU RESEAU THD EN ESSONNE - PROGRAMMATION 2017			
Bénéficiaire	P0037219 - SYNDICAT MIXTE OUVERT ESSONNE NUMERIQUE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	NUMERIQUE/Mise en oeuvre de l'objectif fixé du très haut débit pour tous - Hors CPRD			
Montant total	7 500 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 509 800,00 €	HT	30,6 %	7 500 000,00 €	

Dossier	17015561 - STRATEGIE DE COHERENCE REGIONAL D'AMENAGEMENT NUMERIQUE - SCORAN 2018			
Bénéficiaire	R152845 - PREFECTURE DE REGION DE L ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	NUMERIQUE/Soutien aux projets numériques - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204112
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	TTC	33,33 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000390 - Réseaux d'initiative publique (collectivités)	9 809 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 56 - 456001 - 456001014	9 809 000,00 €

Annexe n°2 : Fiches projets Lieux d'innovation

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015410

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMÉNAGEMENT DE L'INCUBATEUR CRÉATIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	469 437,00 €	19,17 %	90 000,00 €
		Montant Total de la subvention	90 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCINTILLO
Adresse administrative : 67 RUE DE LA ROQUETTE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Steven HEARN, Président

N° SIRET : 52266128900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé se rapporte à un motif d'urgence. Ce projet étant réalisé dans le cadre d'un déménagement, les travaux ont dû démarrer rapidement afin de permettre à l'incubateur Créatis d'emménager dans les conditions attendues.

Objectifs :
Créatis se consacre à l'entrepreneuriat et à l'innovation dans les champs de la culture et des industries créatives.
La résidence propose une offre de coworking et d'incubation (programme d'accompagnement de 12 mois) à des entrepreneurs en amorçage et en développement d'activité.

Avec ce projet de développement, Creatis a pour objectif est de multiplier son impact en accompagnant chaque année :
- 30 startups incubées en résidence, soit environ 70 emplois sur place

- 30 startups incubées hors les murs, soit environ 75 emplois directs
- 40 entreprises et experts en résidence au sein de la communauté, soit environ 120 emplois pérennes directs

Description :
Les entrepreneurs culturels sont bien souvent des « créateurs » (dans le secteur de la musique, du spectacle, des medias par exemple) avant d'être des entrepreneurs.
L'accompagnement de Créatis s'articule donc sur deux piliers :
- Une formation à l'entrepreneuriat (avec les modules suivants : de l'idée au business, la stratégie digitale, la posture de l'entrepreneur, les financements) composé pour chaque entreprise d'un total de 336h dont 80h de suivi individuel et 256h d'atelier collectifs ;
- Un réseau de mentors et de partenaires sélectionnés à la fois leurs expertises dans le secteur numérique et culturel.

L'accompagnement de Créatis se divise en 3 phases sur une année (accélération, itération et structuration, confrontation) et se compose des modules indiqués dans le tableau ci-dessous. Il couvre ainsi avec précision l'ensemble des besoins des entrepreneurs du domaine des ICC.

Créatis collabore chaque année avec près de quarante partenaires. Les partenariats contribuent à apporter de la valeur au dispositif d'accompagnement, par de l'apport en numéraire, en compétence, en équipement ou en visibilité.

Parmi eux, les relations avec le monde universitaire sont clé pour faire émerger de nouvelles technologies ou de nouveaux usages issus de l'expérimentation scientifique en laboratoire ou encore sociale par les nouvelles générations en école.

Moyens mis en œuvre :
Le déménagement de Créatis dans l'immeuble de la rue Fontaine au Roi permet de propulser l'incubateur dans un environnement qui rassemble l'ensemble de la chaîne de valeur des Industries Culturelles et Créatives au sein d'un grand lieu dédié à l'innovation dans la filière.

Adresse : 15 rue de la Fontaine au Roi, Xe arrondissement de Paris
1 bâtiment de 1600m2
5 niveaux
1 accueil
1 cour avec terrasse et 1 jardin partagé
210 postes de travail
1 studio radio et vidéo et 2 studios d'enregistrement
1 espace événementiel d'une capacité de 175 personnes9

Le lieu d'innovation intégré Créatis situé rue de la Fontaine au Roi comptera 70 postes de travail dédié aux programmes d'incubation contre 25 postes aujourd'hui. Au-delà de ces incubés en résidence, les programmes sont aussi accessibles aux entreprises hors-les-murs.

En plus de l'offre d'incubation précédemment décrites, les résidents auront le choix entre 3 autres offres qui s'adaptent à des besoins et à des budgets différents :
- L'offre coflex (coworking flexible, sur 30 postes de travail répartis dans le patio et le rez-de-chaussée)
- L'offre coworking fixe (33 postes de travail répartis principalement au rez-de-chaussée et au 3ème étage)
- L'offre de bureaux privatifs (quinze bureaux privatifs de taille variable, totalisant 77 postes de travail)

Divers autres espaces mutualisés et de convivialité seront mis à leur disposition.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Créatis s'adresse aux entrepreneurs qui opèrent dans les domaines suivants :
- patrimoine
- musique
- architecture
- média
- édition
- spectacle vivant
- jeux vidéo
- Audiovisuel et cinéma

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux de réhabilitation (non retenus)	1 455 828,00	75,62%
Aménagement incubateur et coworking	233 837,00	12,15%
Aménagement studio vidéo et radio	235 600,00	12,24%
Total	1 925 265,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Alterna (foncière du groupe SOS)	1 455 828,00	75,62%
Scintillo	379 437,00	19,71%
Région Ile-de-France	90 000,00	4,67%
Total	1 925 265,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €
2019	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015403

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SMART MAKER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	730 460,00 €	41,07 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : YES DAY
Adresse administrative : 8 RUE DES FRERES CAUDRON
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Nils AZIOSMANOFF, Président

N° SIRET : 79506907900023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Générateur d'expériences inédites, accélérateur de projets novateurs et créateur de lien social, SMART MAKER by Icade entend être un lieu emblématique du renouveau culturel en France, en devenant:
• un haut lieu des arts numériques,
• un booster de talents,
• une fabrique créative,
• un think-tank autour de « médias augmentés ».

Description :
Au sein d'un bâtiment de 8 000 m2 couplé à un hôtel d'entreprises exploité par Icade, le SMART MAKER s'étend sur 5 000m².

La dimension "entrepreunariat innovant" comprend:
- Co-working & incubateur
- Espaces de prototypage et d'expérimentation
- Formations professionnelles
- Événementiels & animation de communautés

et se dévelloppe sur les espaces suivants:
- Espaces d'exposition et expérimentation : 1 600m²
- Ecole créative, incubateur et coworking : 600m²
- Forum culturel : 500m²
- Fabrique numérique : 300m²
- Lab dédié au médias augmentés: 250 m²

Moyens mis en œuvre :
- coworking et incubateur

20 places de co-working « nomade » dans la Living Place
40 places de co-working « résident » dans un espace dédié de 130 m2
15 places en incubateur dans un espace dédié de 120 m2
4 salles de travail/réunion de 20 à 40 m2 et 1 salle de conférence/séminaire de 145 m2
équipées de vidéo-projecteur
1 reprographie et 1 espace de convivialité dédié

- Prototypage et expérimentation

2 salles de travail/formation de 40 m2
1 espace de ressources partagées de 100 m2
comprenant des outils de prototypage numérique et de fabrication 3D : Imac équipés
de logiciels 3D, imprimantes 3D, fraiseuse numérique, découpeuse laser, kits arduino, …

- Formation professionnelle

- Living place

Le modèle économique repose sur la location des espaces et la vente de services.

Intérêt régional :
Au coeur du Territoire de la Culture et de la Création de Plaine Commune et du Parc des
Portes de Paris qui compte déjà de nombreuses start-up, SMART MAKER se veut un lieu d'échanges et de collaborations entre artistes, designers, makers et innovateurs de tous horizons.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
SMART MAKER by Icade s'adresse à tous les publics - amateurs comme professionnels.

Objectif fréquentation : 400 000 personnes/an.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Technique Bâtiment et réseau	1 030 000,00	20,60%
Equipements techniques de pointe	1 527 520,00	30,55%
Aménagements scénographiques et artistiques	2 241 000,00	44,82%
Installation et production	201 650,00	4,03%
Total	5 000 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Yes Day	2 838 245,00	56,76%
PIA ville de demain	561 925,00	11,24%
Région Ile-de-France	300 000,00	6,00%
Icade	300 000,00	6,00%
Autres partenaires	1 000 000,00	20,00%
Total	5 000 170,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	300 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015402

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UN ESPACE DE COWORKING GARE DE VAUGIRARD PARIS 15

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	498 650,00 €	48,18 %	240 260,00 €
	Montant Total de la subvention		240 260,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-204141-156001-400
15600105- Tiers lieux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PARIS
Adresse administrative : 4 PL DE L'HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

N° SIRET : 21750001600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La réalisation de cet espace a pour but d'offrir un cadre de travail pérenne et d'échanges entre les étudiants, les primo-entrepreneurs et les entrepreneurs.

Description :
Le projet consiste en la création d'un espace de coworking dans l'ancienne gare de Vaugirard (397, rue de Vaugirard) à Paris 15.
Il s'installera sur une surface de 230 m², ouvert à tous, comprenant:
- un espace de 192 m² composé de 25 postes de travail fixes dans un « open space » et d'un espace de

convivialité réservé aux coworkers la semaine et ouvert au public le soir et le week-end.
- une salle de réunion de 40 m².

Le lieu bénéficiera d'horaires d'ouvertures amplifiés.
Des événements seront organisés par la structure associative qui exploitera l'espace et les coworkers : petit-déjeuners d'échanges avec des entreprises du secteur de l'innovation et du numérique, des apéro-concerts sur la petite ceinture, des job-datings entre jeunes entrepreneurs et entreprises plus matures, des conférences, des visites thématiques, des ateliers de formation, etc.

Cette dynamique entrepreneuriale pourra se poursuivre en dehors des horaires d'ouverture, avec l'accueil du grand public dans l'espace de convivialité. Des manifestations diverses comme des expositions, des lectures pourront également être proposées aux horaires d'ouverture au public, tout comme un apéro-concert assuré par des structures associatives étudiantes et qui permettront de faire connaître l'espace de coworking.

L'espace sera intégré dans un réseau de structures de travail collaboratif : les réseaux « PEPITE » avec leurs six pôles franciliens qui accompagnent et soutiennent les étudiants et jeunes diplômés vers la voie de l'entreprenariat, le réseau « Connecteur étudiant » soutenu par la Mairie de Paris qui vise à soutenir et à favoriser l'insertion des étudiants dans les startups et milieu de l'entreprenariat, mais également des communautés d'anciens étudiants, des associations d'insertion à l'emploi, des entreprises, des universités, des Fondations, etc.

Moyens mis en œuvre :
La réalisation du projet nécessitera six mois de travaux (toiture, sol, plomberie, électricité, peinture, installation d'un ascenseur PMR, remise en état des escaliers et configuration des différents espaces sur chaque niveau) qui permettront de préserver le cadre du lieu et de s'inscrire dans le programme de végétalisation des bâtiments.

Les services proposés seront communs aux autres espaces de travail partagé : mobilier, très haut débit, matériel informatique.
L'espace de coworking sera animé par deux personnes salariées de l'association, accompagnés de volontaires du Service Civique et de stagiaires. Ils assureront l'accueil, l'orientation des visiteurs et l'animation de l'espace de convivialité.

L'espace de travail pratiquera des prix socialement justes, en dédiant un premier tiers des postes de travail aux étudiants-entrepreneurs, un second tiers aux jeunes diplômés en phase de création d'entreprise et un troisième tiers à un public plus large.

Intérêt régional :
Malgré son poids économique, estudiantin et démographique, le 15ème arrondissement ne dispose pas d'espace de coworking à destination d'étudiants et d'entrepreneurs.
La localisation de ce projet permettra d'assurer un flux de passage important. La dynamique entrepreneuriale ne sera pas rompue le soir et le week-end puisque l'espace de convivialité (café associatif) sera ouvert au public.
Cette ouverture est source de lien social et stimule la conception de projets et la vocation entrepreneuriale.
Une centaine de coworkers sont attendus en moyenne chaque semaine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Public(s) cible(s) :
Outre créateurs d'entreprises et les entrepreneurs, l'espace de coworking a vocation à accueillir des étudiants, des jeunes diplômés, des demandeurs d'emplois et des personnes en situation d'insertion.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	285 000,00	47,45%
Ascenseur et accessibiilté	180 000,00	29,97%
Maitrise d'oeuvre / BET / bureau de contrôle / diagnostic (non eligible)	102 000,00	16,98%
Equipements	33 650,00	5,60%
Total	600 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	240 260,00	40,00%
Ville de Paris	360 390,00	60,00%
Total	600 650,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	120 130,00 €
2019	120 130,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	1 200 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	328 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	299 030,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2014	Pactes pour l'emploi, la formation et le développement économique - Action innovante	20 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	935 632,00 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	3 000,00 €

2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 794 673,83 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	464 639,96 €
2015	Innovation et actions pilotes - Fct	10 000,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	80 090,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	16 114 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	120 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	300 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	37 827,14 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	200 000,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	2 189 286,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	407 143,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 941 360,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	106 226,79 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 2	1 230 000,00 €
	Montant total	29 790 908,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015753

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRÉATION D'UN ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIFS SUR LE TERRITOIRE D'AULNAY-SOUS-BOIS ET DU GRAND ROISSY-LE BOURGET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	139 030,00 €	40,00 %	55 612,00 €
		Montant Total de la subvention	55 612,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-20421-156001-400
15600105- Tiers lieux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEIFE MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION, DE LA FORMATION ET DE L'ENTREPRISE
Adresse administrative : 1 RUE AUGUSTE RENOIR
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANK CANNAROZZO, Président

Date de publication au JO : 12 juin 2010

N° SIRET : 43012172300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La création de cet espace vise à dynamiser l'entrepreneuriat sur le territoire politique de la ville d'Aulnay-sous-Bois et du Grand Roissy-le Bourget.

Description :

L’immeuble où prendra place le projet est déjà un lieu d'accueil et d'accompagnement des porteurs de projets locaux, car il héberge une pépinière d’entreprises, le dispositif Cités Lab et la plateforme d’initiative locale.

L’espace de coworking s'étendra sur 150 m².

Il offrira une palette de services (haut débit, wifi, reprographie, domiciliation, …) ainsi qu'un programme d’événements, animations et accompagnement (suivi, mentorat…)
L'espace a vocation à renforcer la mixité fonctionnelle de ce quartier politique de la ville de la Rose des Vents, il favorisera la création d'activité, l'insertion et s'intègrera aux structures d'accompagnement des entrepreneurs d'Aulnay (Simplon.co, Réseau M, mission locale, Initiative Grand Est Seine-Saint-Denis, l’ADIE...). Il renforcera l'usage des nouveaux outils numériques en promouvant les modes de travail collaboratifs et aura pour objectif d'améliorer la visibilité et l'attractivité de l'offre aulnaisienne.

Les travaux ont été prévus en 2 phases. La phase 1 est déjà achevée. L'aide régionale porte sur les aménagements intérieurs de la seconde phase des travaux.

Moyens mis en œuvre :
L’animation sera portée par l’équipe en charge du dispositif entrepreneuriat de la MEIFE (Le Directeur Général, la responsable de la plateforme Entrepreneuriat et la conseillère entrepreneuriat ont collaboré au projet du tiers-lieu).

Pour mener à bien sa réflexion sur l’opportunité et la faisabilité du projet d’espace collaboratif, la MEIFE s’est fait accompagner par les bureaux d’études SOFRED, CREASPACE et le bureau d’architecture Atelier d’Edgar.

Intérêt régional :
L'aire économique du Grand Roissy souffre actuellement d'un défi d'offre de tiers-lieu, alors qu'Aulnay est la troisième ville la plus peuplée de Seine-Saint-Denis. Dans un quartier politique de la ville, l'offre de locaux de petites surfaces sera un levier de développement économique local.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'objectif est de favoriser la mixité au sein du coworking avec des usagers issus des quartiers politique de la ville et issus des autres territoires, ainsi que ceux issus des grandes zones d’activités du Grand Roissy-le Bourget.
La structure souhaite héberger un tiers de porteurs de projet (ante-création) et deux tiers d'entrepreneurs (post-création).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements et équipements	139 030,00	100,00%
Total	139 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région ile-de-france	55 612,00	40,00%
MEIFE Maison de l'emploi	83 418,00	60,00%
Total	139 030,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €
2019	25 612,00 €

Avis CP du 22 novembre 2017 en date du :

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	1 026,00 €
2015	Soutien à la prévention	-30 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	17 200,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	51 955,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	30 770,19 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	7 966,00 €
	Montant total	108 917,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015814

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'UN TIERS-LIEU A MALAKOFF PAR "LA TRESO"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	340 000,00 €	50,00 %	170 000,00 €
	Montant Total de la subvention		170 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-204141-156001-400
15600105- Tiers lieux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TRESO
Adresse administrative : 6 AVENUE JEAN JAURES
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Grégoire Simonnet

N° SIRET : 83289987600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Mairie de Malakoff souhaite reconvertir son ancienne trésorerie municipale, un bâtiment des années 30, en un tiers-lieu hybride qui rassemblerait un ensemble de services des travailleurs, des artisans et des habitants de la ville.

Pour cela, la Mairie fait appel à la coopérative "La Tréso" pour monter un projet original de tiers-lieu culinaire et artisanal qui intègre des espaces de travail partagés et des équipements mutualisés (fablab, makerspace, showroom, potager…) au sein d'un même lieu dans le centre urbain de Malakoff. Le projet est celui d'un tiers-lieu dynamique permettant la découverte de nouveaux usages et modèles de consommation et le développement d'activités artisanales et culinaires.

Les objectifs sont de créer une dynamique pérenne sur le territoire avec un nouveau lieu emblématique sur la ville, de relocaliser la production pour une consommation en circuits courts, de fédérer les créateurs de la ville avec un espace dynamique, de mettre en avant les nouveaux outils de conception et de promouvoir et faciliter une alimentation durable.

Description :
Le projet occupera une surface totale de 412 m², répartis comme suit:
- 135 m² d'ateliers
- 60 m² d'espaces de travail partagés et de salle de réunion
- 120 m² pour une zone café, restaurant et boutique
- 45 m² pour l'espace cuisine

Moyens mis en œuvre :
Le projet est le fruit du rapprochement de la Mairie de Malakoff, de la coopérative Casaco (qui gère déjà un espace de travail de travail collaboratif) et de l'association locale de Fabriqueurs qui fédèrent déjà plus de 50 membres pour lancer la dynamique du fablab.
Le suivi du projet sera assuré par les services de la Mairie et par un chef de projet.
Le projet permettra l'embauche de 4 emplois temps plein la première année, en exploitation, dont 2 en insertion et une personne supplémentaire l'année suivante.

Intérêt régional :
L'originalité du projet, à la croisée des chemins entre makerspace et tiers-lieu culinaire, rend ce projet unique à l'échelle régionale. Dimensionné pour rayonner sur un périmètre plus étendu que celui de sa commune d'implantation, il participe de la stratégie régionale de densification de la petite couronne en tiers-lieux, sur une zone où l'appétence pour ce type de lieux est réelle. Il répond à la forte demande en locaux artisanaux sur l'Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les activités seront centrées sur les fabrications :
- Artisanales
- Numériques (type Fablab)
- Culinaires

Les publics visés sont :
- les professionnels : artisans, professions du numériques, chefs cuisiniers
- les particuliers
- le jeune public : scolaire, jeunes, étudiants

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	340 000,00	100,00%
Total	340 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
La Tréso	170 000,00	50,00%
Région IDF	170 000,00	50,00%
Total	340 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	85 000,00 €
2019	85 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015772

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'UN ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF DANS LE PAE D'ENNERY (CCSI SAUSSERON IMPRESSIONISTES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	296 000,00 €	50,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-1700
15300107- Espaces de travail collaboratifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCSI SAUSSERON IMPRESSIONISTES
MAIRIE
Adresse administrative : 19 RUE DE MARINES
95810 VALLANGOUJARD
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Marc GIROUD, Président

N° SIRET : 24950043000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Lieux d'innovation – projets d'investissement
Rapport Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est de contribuer à l'émergence des espaces de travail permettant de partager des locaux et des moyens de travailler, d'accompagner le déploiement de services publics en zone rurale via la dématérialisation de démarches administratives, de repenser l'accueil des administrés. Il s'agit également de lutter contre la fracture numérique, de réduire les temps de transports des habitants en accompagnant le développement du télétravail, de promouvoir les circuits courts ou encore de créer un écosystème de la collaboration et du co-working au cœur des formes traditionnelles de l'activité économique du Vexin.

Description :
L'espace de travail collaboratif sera dédié au développement des nouveaux usages liés à la diffusion du numérique sur le territoire de la CC Sausseron Impressionnistes. Il sera situé à proximité d'ateliers locatifs pour très petites entreprises artisanales ou innovantes en phase création, dans le PAE des Portes du Vexin à Ennery.

L'espace sera organisé sur deux niveaux :
- le rez-de-chaussée étant préférentiellement destiné à une salle de réunion modulable, pouvant être divisée en plusieurs salles de réunion de 10, 20 ou 40m² à titre indicatif, utilisables simultanément ou non, un accueil service et gestion, avec bureau.
- L'étage sera attribué aux espaces de travail modulables pour une vingtaine de postes environ en co-working, de bureaux fermés, de box de confidentialité,…

Les surfaces projetées sont détaillées ainsi : accueil: 18m², salles de réunion y compris espace de rangement de mobilier : 180m², salon d'affaire et visioconférence : 60m², espace de travail co-working : 120 à 180m², bureaux modulaires et/ ou fermés : 40 à 80m², espace e-administration : 15 à 20m², tisannerie / kitchenette : 10m², espace lounge : 15m², sanitaires.

Le site sera un site pilote de la dématérialisation des services publics dans le cadre du schéma départemental de la stratégie numérique en cours d'élaboration, pour le développement de l'e-administration.

La construction du site respectera une charte environnementale, élaborée avec différents partenaires, dans le cadre du Parc Naturel du Vexin Français, afin de préserver la qualité architecturale et paysagère, la performance environnementale des bâtiments et des aménagements.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens matériels sont ceux de la CCSI, de l'AMO en charge d'assister la CCSI pour la mise en oeuvre opérationnelle du projet, des BE spécifiques consultés qui seront retenus à l'issue de la procédure de consultation et des entreprises sélectionnés pour les travaux.

Les moyens immatériels utilisés lors de la consultation sont ceux de la plateforme d'achat public que la CCSI utilise pour ses consultations et appels d'offres.

Le suivi administratif du dossier est assuré par le secrétariat de la CCSI, sous couvert du Président et du Vice-président au développement économique de la CCSI, assisté de l'équipe-conseil en charge de l'AMO prospective et opérationnelle du projet.

Intérêt régional :
La zone du Vexin souffre actuellement d'un déficit d'offre de tiers-lieu. Ce projet s'inscrit dans un mouvement plus large de redynamisation culturelle et économique de la zone. Situé dans une région rurale de l'Ile-de-France, le tiers-lieu sera un levier de maintien de l'activité sur place et de développement local.
L'intervention régionale se concentre sur l'aménagement intérieur et les équipements numériques du lieu.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Le lieu sera conçu pour :
- Pour tous publics à la recherche d'espace de travail collaboratif s'appuyant sur les technologies numériques,
- Pour les entrepreneurs, les télétravailleurs salariés ou indépendants, les créatifs, les développeurs, les consultants,…….ou toute personne souhaitant avoir accès aux services numériques et à des équipements leur permettant de travailler,
- Pour toutes les personnes ayant besoin d'avoir accès aux services publics, grâce au développement de l'e-administration,

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EQUIPEMENT NUMERIQUE	100 000,00	33,78%
AMENAGEMENT INTERIEUR (menuiseries intérieures, cloisons, éléctricité, câblage)	196 000,00	66,22%
Total	296 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CCSI	148 000,00	50,00%
REGION IDF	148 000,00	50,00%
Total	296 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	74 000,00 €
2019	74 000,00 €

Annexe n°3 : Convention type tiers lieux

CONVENTION

de soutien aux tiers-lieux

XXXX……,
Statut juridique :
Dont le numéro SIRET est : …….
Dont le siège social est situé au …….
Ayant pour représentant …….. , (qualité)……..
En vertu de la délibération de la [collectivité ……..] du ……

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Et

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération CP n° …… du …….

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et L 1511-7 et L 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR n° 2017-101 du 19 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP ……. du ……., la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet …… dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- ……% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à ……. € HT,
- soit un montant maximum de subvention de …….. €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe technique et la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation du bâtiment ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte rendu annuel d'activités du tiers-lieu
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet

ART. 2.2 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Les infrastructures du tiers-lieux sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire. Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire s'engage à :

- à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
- à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
    - dans les trois mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,

- des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
- des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
- de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Fournir sur demande de la Région le bilan d'activités de la gestion du projet.

Le bénéficiaire s'engage à fournir à la Région, après 6 mois, puis un an de mise en service de l'espace soutenu un bilan sur le fonctionnement du lieu. Les indicateurs suivant seront à renseigner :

- Nombre de m² à disposition dans le tiers-lieu
- Nombre de postes de travail disponibles
- Taux moyen annuel de remplissage de l'espace
- Nombre d'ETP moyens annuels de la structure gestionnaire
- Nombre d'ETP moyens annuels liés à l'animation du lieu
- Nombre de visiteurs sur l'année n (salariés, indépendants, autres)
- Nombre annuel d'usagers journaliers
- Nombre de manifestations organisées par la structure (en préciser à chaque fois la fréquentation et les décrire succinctement)
  - ➔ en interne (avec la communauté)
  - ➔ avec des partenaires extérieurs (mise en avant de l'espace à l'extérieur, évènements organisés en partenariat avec d'autres structures…)
- Documents ou outils de communication mis en place

Si le projet porté par le bénéficiaire est constitutif d'une aide d'État pour les entités accompagnées, le bénéficiaire de la subvention devra vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide qui sera alors fondée sur le règlement de minimis susvisé, lui notifier la nature et le montant de l'aide et remonter la liste des bénéficiaires à la Région. Les modalités pratiques relatives à ces obligations seront précisées dans la convention passée avec le bénéficiaire.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région.

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de **……** % du montant global ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

Conformément aux dispositions prévues dans le SRDEII, le lieu, objet de la présente convention sera labellisé « *<LABEL à définir>* ». Il bénéficie ainsi d'une communication et d'une promotion régionale.

Les projets soutenus s'engagent à relayer et valoriser le label régional « *<LABEL à définir>* ».

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART. 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un bilan de l'utilisation de l'espace à la date de la demande (cf article 2.2),
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés,

- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- d'un bilan de l'utilisation de l'espace à la date de la demande (cf article 2.2),
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Des contrôles sur site pourront être opérés.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du ……. et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, le cas échéant.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes techniques (par ex. notice HQE, fiche projet…).

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Le ……	Le ……..
Pour la Région Ile-de-France, La Présidente du Conseil Régional	Pour le Bénéficiaire …….. Le Représentant

Annexe n°4 : Fiches projets THD

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014696

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN AU RESEAU THD EN SEINE-ET-MARNE - PROGRAMMATION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 280 989,00 €	35,17 %	2 209 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 209 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-204182-456001-400
456001014- Aide aux projets d'infrastructures haut débit

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE SEINE ET MARNE NUMERIQUE
Adresse administrative : 3 RUE PAUL CEZANNE 77000 MELUN
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur OLIVIER LAVENKA, Président

N° SIRET : 20003648100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réseaux d'initiative publique (collectivités)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2004, la Région s'est engagée aux côtés du Département de Seine-et-Marne à la mise en oeuvre de l'aménagement numérique du territoire.

Au 1er janvier 2013 le Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique a été créé avec le Département, la Région Ile-de-France et les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui le souhaitaient.

Seine-et-Marne Numérique poursuit la mise en oeuvre de la politique d'aménagement numérique du territoire par le déploiement de nouvelles infrastructures, avec pour objectif d'apporter le Très Haut Débit à tous les Seine-et-Marnais par la fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH), en complément des réseauxexistants privés ou publics.

Le programme Très Haut Débit pour la Seine-et-Marne a fait l'objet en 2013 d'un dossier

complet déposé auprès de la Mission Très Haut Débit afin de solliciter le soutien financier de l'Etat, dans le cadre du Fonds national pour la Société Numérique (FSN). L'Etat a validé les fondements du projet départemental.

Le projet est par ailleurs cohérent avec la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) et privilégie la couverture du territoire par la fibre optique jusqu'à l'abonné.

Conformément au Réglement général d'exemption par catégorie (RGEC), les investissements sont réalisés dans des zones ne disposant pas d'infrastructures de même catégorie et Seine-et-Marne Numérique s'est assuré de l'absence de projet de déploiement d'une telle infrastructure dans les trois années suivant la date d'attribution de la subvention.

A ce titre, une convention-cadre a été signée entre la Région, le Département et Seine-et-Marne Numérique couvrant la période 2013-2019, avec un engagement prévisionnel de chaque collectivité de 25M€ sur la période.

Description :
Seine-et-Marne Numérique prévoit le déploiement d'un réseau de desserte Fibre jusqu'à l'abonné (FttH) sur environ 147 500 prises sur la période 2013-2019. Le taux de raccordement final est estimé à 66% sur 10 ans.

La subvention 2017 concerne la desserte de 59980 prises FttH au minimum. Cet objectif est une estimation au regard de la mise en oeuvre de la délégation de service public.

Les différents postes de dépenses éligibles au subventionnement Région comprennent les travaux ainsi que les études indispensables à la réalisation de ces travaux.

Moyens mis en œuvre :
La durée de référence du projet est de 25 ans, en cohérence avec la durée du contrat de DSP avec Covage.

Seine-et-Marne Numérique garantit la réalisation d'un réseau neutre et non discriminatoire aux Opérateurs de communications électroniques et aux Utilisateurs de réseaux indépendants et conforme au Plan France Très Haut Débit. Il applique la réglementation propre à la mutualisation de la partie terminale des réseaux de desserte en fibre optique et respecte le principe d'égalité et de libre concurrence en matière de communications électroniques dans l'élaboration du catalogue de services et de leurs tarifs.

Le réseau sera réalisé pour partie sous maîtrise d'ouvrage de Seine-et-Marne Numérique, en complément de la partie réalisée par le délégataire lui-même en régime concessif. La partie du réseau réalisée par le Syndicat mixte sera remise en affermage au délégataire pour une exploitation homogène de l'ensemble.

La réalisation du réseau se fera en cohérence avec la RIP déjà existants dans une logique de non duplication des infrastructures. Le délégataire pourra juger opportun de réaliser l'interconnexion entre des RIP sur des territoires limitrophes.

Dans la mesure du possible, dès lors que les principes de dimensionnement de l'infrastructure sont respectés et que la logique d'infrastructure publique n'est pas remise en cause, les fourreaux déployés par la Collectivité et des autres partenaires publics seront prioritairement réutilisés.

La mise en oeuvre de ce projet, au service des territoires, s'effectue en étroite collaboration avec les structures intercommunales adhérentes.

Intérêt régional :
Le Très Haut Débit constitue un enjeu majeur pour l'attractivité, la réduction de la fracture numérique ainsi que le rayonnement international de la région Ile-de-France. La Seine-et-Marne est un territoire moteur pour faire de la région Ile-de-France la première région fibrée d'Europe.

Ce projet d'envergure participera à faire de la Seine-et-Marne un territoire innovant en Ile-de-France et sera particulièrement générateur d'emplois sur le territoire.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaires ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Population seine-et-marnaise, entreprises, sites publics.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : NUMERIQUE/Mise en oeuvre de l'objectif fixé du très haut débit pour tous

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
DESSERTE ET RACCORDEMENTS FttH	6 280 989,00	100,00%	REGION	2 209 000,00	35,17%
			AUTRES PARTICIPATIONS PUBLIQUES (EPCI, DEPARTEMENT)	4 071 989,00	64,83%
Total	6 280 989,00	100,00%	Total	6 280 989,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 000 000,00 €
2019	1 209 000,00 €

BUDGET DETAILLE 2017

Projet	Prises déployées / raccordées cumulées prévisionnelles	Coût estimé	Participation Région	Taux Part. Région	Autres contributions publiques	Taux Autres contributions publiques
Desserte/ Raccordement FttH/FttO	59 980	6 280 989	2 209 000	35,17%	4 071 989	64,83%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Cotisations Unité Développement	100 000,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 000 000,00 €
2015	Cotisations Unité Développement	100 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 000 000,00 €
2016	Cotisations Unité Développement	100 000,00 €
2016	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 191 000,00 €
2017	Soutien aux acteurs associatifs régionaux des TIC	100 000,00 €
	Montant total	15 591 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014707

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN AU RESEAU THD EN ESSONNE - PROGRAMMATION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseaux d'initiative publique (collectivités)	24 509 800,00 €	30,60 %	7 500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 500 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-204182-456001-400
456001014- Aide aux projets d'infrastructures haut débit

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE OUVERT ESSONNE NUMERIQUE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT 91000 EVRY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 20006609000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réseaux d'initiative publique (collectivités)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : SOUTIEN AU RESEAU THD EN ESSONNE - PROGRAMMATION 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de son Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) voté en mars 2012 (délibération de mise en oeuvre adoptée en décembre 2013), le Conseil général de l'Essonne a défini, en concertation avec les intercommunalités, son projet de Réseau d'initiative publique, en cohérence avec le Plan France Très Haut Débit et avec la Stratégie de Cohérence régionale d'aménagement numérique (SCORAN), établie avec l'Etat et la Région Ile-de-France.

Le Réseau d'initiative publique départemental a pour ambition de desservir la totalité des foyers situés dans les territoires non traités par l'initiative privée ou publique (pour les Réseaux d'initiative publique déjà existants : Communautés d'agglomérations du Plateau de Saclay, d'Europ'Essonne, du Val d'Orge et de Seine Essonne).

Conformément au Réglement général d'exemption par catégorie (RGEC), les investissements portant sur le FttH sont réalisés dans des zones ne disposant pas d'infrastructure FttH de même catégorie et le Département s'est assuré de l'absence de projet de déploiement d'une telle infrastructure dans les trois années suivant la date d'attribution de la subvention.

Conformément à la politique régionale d'aménagement numérique, le Département privilégie la fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH).

Description :
La première phase du projet essonnien se déroule de 2014 à 2019 et comprend notamment la réalisation de la Montée en débit et le déploiement de 68 363 prises FttH. La subvention 2017 porte sur la réalisation de 22 840 prises FttH.

Moyens mis en œuvre :

Le Syndicat Mixte Essonne Numérique est désormais en charge des questions d'aménagement numérique et du déploiement du très haut débit sur le territoire essonnien, le Département et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale du territoire (EPCI) adhérents lui ayant délégué leur compétence sur ces sujets. C'est lui qui réalisera les travaux de desserte et de raccordement, objet du soutien régional, pour le compte du Conseil Départemental et des EPCI.

Intérêt régional :
Le Réseau d'initiative publique essonnien, en privilégiant la technologie sur fibre optique FttH, participe à l'objectif du Très haut débit pour tous à horizon 2020 inscrit dans la Stratégie Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation en Ile-de-France . Il répond aux risques de fracture numérique en déployant des réseaux complémentaires aux réseaux d'initiative privée. Le Très haut débit est d'une importance capitale pour la croissance et l'innovation dans tous les secteurs de l'économie et pour la cohésion sociale et régionale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Population essonnienne, entreprises, sites publics.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : NUMERIQUE/Mise en oeuvre de l'objectif fixé du très haut débit pour tous

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Desserte et Raccordement FttH	24 509 800,00	100,00%
Total	24 509 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale	7 500 000,00	30,60%
Autres participations publiques (Département, EPCI)	17 009 800,00	69,40%
Total	24 509 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 000 000,00 €
2019	5 500 000,00 €

BUDGET DETAILLE 2017 :

Projet	Prises déployées / raccordées cumulées prévisionnelles	Coût estimé	Participation Région	Taux Part. Région	Autres contributions publiques	Taux Autres contributions publiques
Desserte/ Raccordement FttH/FttO	22 840	24 509 800	7 500 000	30,60%	17 009 800	69,40%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
	Montant total	6 900 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015561

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : STRATEGIE DE COHERENCE REGIONAL D'AMENAGEMENT NUMERIQUE - SCORAN 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réseaux d'initiative publique (collectivités)	300 000,00 €	33,33 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-204112-456001-400
456001014- Aide aux projets d'infrastructures haut débit

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREFECTURE DE REGION DE L ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 5 RUE LEBLANC 75911 PARIS CEDEX 15
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat
Représentant : Monsieur le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris

N° SIRET : 17750000600024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réseaux d'initiative publique (collectivités)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Elaboration d'une stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique avec l'aide d'un prestataire.

La Région envisage travailler avec la PRIF et la CDC sur une nouvelle SCORAN afin de remettre à jour les engagements des uns et des autres et d'intégrer les problématiques liées à la couverture mobile et aux services numériques, et fixer les grandes orientations sur les trois domaines traités dans la CRSN

Intérêt régional :
L'élaboration d'une nouvelle Scoran permettra de parvenir plus rapidement à l'objectif d'une

couverture généralisée du très haut débit.

La Région intervient dans ce domaine au titre de la stratégie #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation en Ile-de-France qui vise une couverture intégrale en très haut débit à horizon 2020, prolongeant la stratégie régionale de développement économique et d'innovation votée en septembre 2011 qui avait adopté un ''Plan Fibre''.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : NUMERIQUE/Soutien aux projets numériques

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
préfecture ile de France	100 000,00	33,33%
Caisse des dépôts et consignation	100 000,00	33,33%
Région Ile-de-France	100 000,00	33,33%
Total	300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €

Annexe n°5 : Convention particulière type THD

Convention particulière n° XX « versement de subvention – Programmation 2017 »

A la convention cadre n° XXXX

Entre

La Région Ile-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP XX-XX du ;
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

LE BENEFICIAIRE dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
représenté par
ci-après dénommé « LE BENEFICIAIRE »
d'autre part,

PREAMBULE :

LE BENEFICIAIRE a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de sa politique d'aménagement numérique du territoire.

Par convention cadre de partenariat approuvée par délibération n° CP XX-XX du XX, les parties à la présente convention ont convenu des modalités du soutien financier au projet XX.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XX-XX du XX, la Région a décidé de soutenir LE BENEFICIAIRE dans la réalisation de son projet THD.

La présente convention a pour objet de définir le montant et les conditions de versement, de la subvention annuelle que la Région s'engage à verser au BENEFICIAIRE au titre de l'année 2017.

Par la présente convention, la Région s'engage à verser au BENEFICIAIRE, une subvention d'investissement lui permettant la réalisation de ses opérations et notamment la conception et la construction du réseau départemental de communications électroniques au titre du projet THD, pour l'année XXXX et dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Cette subvention d'investissement représente XX % des dépenses éligibles du projet s'élevant à XX €, soit une subvention maximum de XX € dont la décomposition figure dans l'annexe dénommée « budget détaillé subvention programme 2017 » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Subvention d'investissement :

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, LE BENEFICIAIRE n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si LE BENEFICIAIRE établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de première demande de versement, LE BENEFICIAIRE dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention s'effectuera selon la répartition prévue à l'annexe « budget détaillé ». Les modifications de poste s'effectueront conformément à l'article 3.3 de la présente convention.

Le versement de la subvention est effectué à l'ordre du compte :

COORDONNÉES BANCAIRES			
Titulaire du compte			
Code banque		Code guichet	
N° de compte		Clé RIB	

Le Comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région d'Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par LE BENEFICIAIRE, calculés en fonction du taux d'intervention régionale, interviennent sur appels de fonds et au vu des documents suivants :

- Une **liste récapitulative des dépenses réalisées** précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document devra être signé par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée), qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. LE BENEFICIAIRE certifie également que l'ensemble des dépenses listées sont réputées acquittées à la date de la demande.

- Un **bilan intermédiaire** décrivant l'état d'avancement du projet signé du représentant légal du BENEFICIAIRE.

Le total des acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 3.3 : MODIFICATION DU PROGRAMME

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

L'accord écrit de la Région doit être sollicité préalablement pour toute modification substantielle de la nature des dépenses définies dans l'annexe dénommée « budget détaillé de la subvention 2017 » adoptée par délibération n° CP XX-XX du XX ».

Le BENEFICIAIRE doit notifier par écrit (courrier électronique ou courrier postal), à la Région, les modifications n'altérant pas l'objet, les délais et la correcte exécution de la présente convention. Celles-ci sont admises après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région, sur demande du BENEFICIAIRE, lorsque l'incidence de la modification reste inférieure, pour les postes

- XX
- XX

à 15 % du montant total du programme et sans modification du montant ou du taux plafond prévus pour l'ensemble de l'opération. Faute d'un avis favorable écrit des services de la Région, le calcul des versements intermédiaires comme du solde final sont plafonnées, pour chaque catégorie de dépenses, au montant du poste correspondant dans la répartition prévue à l'annexe « budget détaillé de la subvention » de la présente convention.

Dans l'hypothèse où le programme subit des modifications successives, le respect ou le dépassement des pourcentages fixés ci-dessus est apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés.

Toute autre modification doit être notifiée par écrit, par LE BENEFICIAIRE à la Région et ne sera éventuellement avalisée que par la conclusion d'un avenant à la présente convention ou d'un avis favorable du comité de suivi du projet (en fonction du type de modification). Faute de conclusion d'un tel avenant ou de l'avis favorable du comité de suivi, la convention est soldée en l'état.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par LE BENEFICIAIRE s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Les dépenses seront prises en compte à partir du 22 novembre 2017.

Elle prend fin par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par LE BENEFICIAIRE de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au BENEFICIAIRE une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au BENEFICIAIRE la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du BENEFICIAIRE par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des subventions versées par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des subventions versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des subventions versées en cas d'absence de production par LE BENEFICIAIRE de l'état récapitulatif des dépenses signé par le comptable public.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :
Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, LE BENEFICIAIRE est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par LE BENEFICIAIRE sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties sauf cas prévus à l'article 3.3.

ARTICLE 8 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal administratif de Paris

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

- la convention,
- l'annexe dénommée « fiche projet n° XX ».
- l'annexe dénommée « budget détaillé de la subvention 2017 ».

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le ……

Pour la Région Ile-de-France, La Présidente du Conseil régional,	Pour LE BENEFICIAIRE Le représentant du BENEFICIAIRE,
Valérie PECRESSE	

Annexe n°6 : Fiche projet Security Systems Valley

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015263

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN AU CLUSTER SECURITY SYSTEMS VALLEY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	800 000,00 €	37,50 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
19200203- Structures d'appui à l'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECURITY SYSTEMS VALLEY
Adresse administrative : 35 BOULEVARD DU PORT
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane Volant, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82434676100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR69-10 du 18/11/2010

Objectifs :
Security Systems Valley est le cluster Valdoisien dédié à la filière de la Sécurité.

L'ambition du cluster est d'accélérer l'innovation, le développement et la commercialisation de solutions de sécurité et de cybersécurité répondant aux usages des particuliers ou des professionnels et de sensibiliser les entreprises aux enjeux de sécurité de leurs systèmes opérationnels.

Description :
Le cluster s'est assigné plusieurs grandes actions :

- Soutien aux TPE-PME : Accompagnement des TPE-PME, mise en réseau en vue de l'émergence de projets communs. L'objectif est ici de stimuler l'innovation et de donner aux TPE-PME une force de frappe accrue.
Ces projets permettront de concevoir de nouvelles organisations et solutions de sécurité, ainsi que des systèmes intrinsèquement sécurisés, par une approche globale et transversale s'appuyant sur des expérimentations locales.

Cette action passera par l'identification des nouveaux besoins liés à l'évolution des menaces et aux dangers issus de la transformation digitale (usine du futur, villes et transport intelligents, hôpital et santé numérique, systèmes connectés, …), intégrant le stockage et la protection des données personnelles ;

- Sensibilisation des entreprises à la nécessité de mettre en place des dispositifs de détection, de protection et de résilience adaptées, et d'intégrer la sécurité dans leurs développements de produits et services et accompagnement dans leur transformation ;

- Représentation des acteurs de la filière sécurité du Val-d'Oise auprès des décideurs publics.

Moyens mis en œuvre :
Reposant aujourd'hui sur 3 personnes dont deux mises à disposition, le cluster envisage une augmentation de ses effectifs pour mener à bien les différentes actions mentionnées ci-dessus.

Ce cluster s'appuiera aussi sur l'expertise académique (recherche et formation) de l'Université Paris Seine, qui a fait de l'axe « Risque, Sécurité et Société » l'un des trois piliers du projet « I-site ».

Intérêt régional :
Ce cluster permettra de structurer localement une filière ayant un réel potentiel, mais dont les acteurs ne sont aujourd'hui pas coordonnés.

Le financement proposé aura pour objectif de soutenir le cluster dans son lancement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	300 000,00 €

BUDGET CLUSTER SECURITY SYSTEMS VALLEY

Période : 2018

	BUDGET PREVISIONNEL 2018	
DEPENSES	**Montant en €**	**en %**
Salaires et charges	***210 000 €***	***26%***
Achat de prestation	***532 000 €***	***67%***
Evénementiels	30 000 €	
Communication	50 000 €	
Expert Comptable (yc. CAC)	10 000 €	
autres consultants	312 000 €	
frais veille et études (dont étude emploi CEP)	100 000 €	
conseil juridique	30 000 €	
autres…		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphonie, e	***38 000 €***	***5%***
Réception - Restauration	10 000 €	
Fournitures de bureau, télécoms…	3 000 €	
Location de bureaux		
maintenance informatique		
déplacements, véhicule	5 000 €	
autres…	20 000 €	
divers, impôts et taxes	***0 €***	***0%***
Investissements	***20 000 €***	***3%***
TOTAL DEPENSES	***800 000 €***	**100%**

RECETTES	**Montant en €**	**en %**
Financement privé	***381 250 €***	***47,66%***
Cotisations	180 000 €	
Participation partenaires aux démonstrateurs	45 000 €	
Convention reconversion	105 000 €	
Part privée étude emploi CEP	41 250 €	
Sponsoring festival film sécurité	10 000 €	
	?	
Vente de services	***8 750 €***	***1,09%***
Remboursements sur avance consultants projets		
autres…	8 750 €	
Financements publics	***410 000 €***	***51,25%***
Collectivités Locales	***405 000 €***	50,63%
CRIF	300 000 €	**37,50%**
DIRECCTE étude emploi CEP	75 000 €	
CG 95	30 000 €	
Autres conventions collectivités	***5 000 €***	
Etat	***0 €***	0,00%
TOTAL RECETTES	***800 000 €***	**100,00%**

Annexe n°7 : Fiches projets réaffectation FUI

FICHE PROJET DU DOSSIER N° R-2009-UDEV-264430-1

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : I-09-1951/R - CEA-LIST - POLE ASTECH : TOCATA - REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	468 605,00 €	23,02 %	107 879,04 €
		Montant Total de la subvention	107 879,04 €

Imputation budgétaire : 909-92-204182-192005-400
19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CEA COMMISSARIAT A L ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
Adresse administrative : 25 R LEBLANC
75015 PARIS 15
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Phlippe WATTEAU, Directeur

N° SIRET : 77568501900587

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2009
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2012
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (107 879,04 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 09-563 en date du 9 juillet 2009 dont la DVS n'a pas été traitée avant l'échéance de caducité.

Description :
Lors de la CP 09-563 en date du 9 juillet 2009, une subvention de 187 442 € avait été allouée sur la base d'une dépense subventionnable de 468 605 € HT pour un taux de subvention régional de 40%.

La DVS n'ayant pu être traitée par les services régionaux avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 107 879,04 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses	468 605,00	100,00%
Total	468 605,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention 2009)	79 562,96	16,98%
Région (subvention 2017)	107 879,04	23,02%
Fonds propres	281 163,00	60,00%
Total	468 605,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	107 879,04 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	SESAME	660 000,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	252 753,44 €
2015	SESAME	420 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	6 500 000,00 €
2016	SESAME	350 000,00 €
2017	Lieux d'innovation – projets d'investissement	800 000,00 €
2017	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	250 939,00 €
2017	Soutien à l'immobilier d'entreprises	400 000,00 €
	Montant total	9 440 939,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° R-2009-UDEV-271772-1

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : I-09-2173/R - INTEMPORA - POLE MOV'EO : PUMAS - REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	795 060,00 €	7,54 %	59 957,95 €
	Montant Total de la subvention		59 957,95 €

Imputation budgétaire : 909-92-20422-192005-400
19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INTEMPORA
Adresse administrative : 2 PLACE JULES GEVELOT
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Nicolas DU LAC, Directeur général

N° SIRET : 43305534000023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2009
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juin 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (59 957,95 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération n° CP 09-982 en date du 22 octobre 2009 dont la DVS n'a pas été traitée avant l'échéance de caducité.

Description :
Lors de la CP 09-982 en date du 22 octobre 2009, une subvention de 178 888,50 € avait été allouée sur la base d'une dépense subventionnable de 795 060 € HT pour un taux de subvention régional de 22,5%.

La DVS n'ayant pu être traitée par les services régionaux avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 59 957,95 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses	795 060,00	100,00%
Total	795 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention 2009)	118 930,55	14,96%
Région (subvention 2017)	59 957,95	7,54%
Fonds propres	616 171,50	77,50%
Total	795 060,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	59 957,95 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
	Montant total	178 888,00 €

Annexe n°8 : Convention projet TOCATA

CONVENTION N° I09-1951/R

entre la Région Ile-de-France et CEA LIST

relative au projet coopératif TOCATA du pôle ASTECH

Entre :

La Région d'Ile-de-France,

Sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Habilité à signer la convention par délibération N° CP 2017-

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

L'organisme de recherche **CEA LIST**

Statut juridique : EPIC

Sis : CEA de Saclay - DRT/LIST/DETECS/GAF - Bat 476 – point courrier 64 - 91191 GIF-sur-YVETTE cedex
SIRET : 775 685 019 00488

Code APE : 7219Z

Représenté par **Monsieur Philipe WATTEAU, Directeur,** dûment habilitée

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE

COORDONNÉES BANCAIRES																
Banque	BNP - PARIBAS											**Code Banque**	3	0	0	0	4
Agence	BNP											**Code Guichet**	0	0	8	1	8
N° de compte	0	0	0	2	1	2	1	6	2	2	1	**Clé RIB**	2	7			

VU Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014

VU Le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1511-1 à L1511-5,

VU La délibération du Conseil régional relative aux contrats de performance des pôles de compétitivité labellisés,

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région n°CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n°CP 09-563 en date du 9 juillet 2009,et la convention n°I 09-1951/R entre la Région et le CEA-LIST relative au projet Tocata du pôle Astech

VU le Projet Tocata, ci-après désigné « le Projet »,

VU l'annexe technique de la présente convention décrivant les programmes respectifs des partenaires au Projet.

APRES AVOIR RAPPELE :

1. l'attribution par délibération n° N°CP 09-563 en date du 9 juillet 2009, d'une subvention d'investissement de **187 442 €.** de la Région Ile-de-France au bénéficiaire afin de soutenir le projet « Tocata » ;
2. l'établissement de la convention n°I09-1951/R entre le bénéficiaire et la Région Ile-de-France relative au projet sus référencé ;
3. Le versement d'un acompte pour un montant de **79 562,96 €.** ;
4. la caducité du solde de la subvention pour des raisons de délais de traitement de la demande de versement du solde ;
5. l'arrivée à échéance au 30 juin 2017 de la convention sus-référencée.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le projet « **TOCATA »** vise à développer une nouvelle technologie de Contrôle Non Destructif (ou CND) des pièces après fabrication (UGV, fonderie, forgeage…), totalement automatisée et propre, associée à un contrôle géométrique. Cette technologie sera fondée sur la détection optique des défauts de surface débouchant grâce à un positionnement robotisé au réel des sondes et des réglages auto-adaptatifs du système de prise de vue. Cette technologie sera couplée avec les technologies électromagnétique par Courants de Foucault (ou CF) et photothermique (2D et 3D - ou tomographie thermique

-

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région s'engage à verser le montant correspondant au solde du projet de recherche désigné à l'article 1. Le montant de **107 879,04 €**. constitue le plafond de la subvention.

Le solde est calculé sur la base des dépenses éligibles mentionnées dans l'annexe financière telle qu'annexée à la convention **187 442 €** déduction faite du montant de acompte de **79 562,96 €** déjà versés par la Région au bénéficiaire. Le montant maximum du solde à verser au regard des dépenses présentées est de **107 879,04 €.**

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

ARTICLE 3 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFICIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai de **36 mois**, à compter **du 1er juillet 2009** date de démarrage du projet, telle que présentée en annexe technique au Projet et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois.

ARTICLE 4 – CARACTERE COLLABORATIF DU PROJET

Le Projet défini ci-dessus sera exécuté en partenariat avec les entités présentées en annexe technique et annexe financière du Projet.

Le BENEFICIAIRE de la présente aide intervient en qualité de partenaire dudit projet.

Des revues de projets, au minimum, à périodicité annuelle seront organisées et seront transmis un rapport d'avancement du projet à BPI France et aux collectivités territoriales financeurs. Ce dernier pourra être demandé par les collectivités territoriales financeurs lors des versements intermédiaires, tout comme l'accord de consortium.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DU SOLDE

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par BPI France (pour les projets « FUI ») et les collectivités territoriales financeurs, prononcé conformément aux stipulations de l'article 6.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- un état récapitulatif des dépenses acquittées, certifié exact, daté et signé (précisant les noms et qualités des signataires) par, le BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et par l'agent comptable pour les laboratoires
- une attestation actualisée de régularité de la situation fiscale et sociale du BENEFICIAIRE,
- un état récapitulatif de l'ensemble des aides publiques obtenues par le BENEFICIAIRE (incluant le solde à percevoir) pour tout ou partie du programme quelles qu'en soient leur forme (prêt, aide remboursable, subvention, exonération de charges, etc…) et leur origine (Commission Européenne, Etat, collectivités territoriales…) certifié exact par le BENEFICIAIRE,
- seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par un expert-comptable ou le commissaire aux comptes si l'organisme en est doté.

En cas d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelle d'organismes publics, la globalité des dépenses, engagées par ces différents organismes, dans le cadre de l'opération de recherche mentionnée à l'article 1, et certifiées exactes par les agents comptables désignés auprès de ces organismes, sont prises en compte.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFICIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFICIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visé à l'article 10 ci-après vient à se produire ou si BPI France estime que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du BENEFICIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du programme.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFICIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 6 – RAPPORTS INTERMEDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME

6.1.- Le BENEFICIAIRE adresse, à l'occasion des revues de Projet prévues à l'exposé, un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement de ses travaux à la Région pour lui permettre de procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du programme et de ses résultats.

6.2.- Le constat de fin de programme peut être demandé par le BENEFICIAIRE, de manière anticipée, à la Région en cas d'abandon de sa participation au Projet.

En cas de déroulement normal du Projet le constat de fin de programme est remis au plus tard un an après la fin du Projet, telle que prévue en article 3.

6.3 Au vu des documents fournis par le BÉNÉFICIAIRE pour le solde du Projet :

- soit la Région constate l'achèvement du programme et versera le solde de l'aide dans les conditions prévues en article 5.1.2,
- soit la Région constate l'inachèvement ou l'abandon du programme et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l'article 6.4.

6.4.- En application des stipulations de l'article 9, la Région peut, à sa seule initiative, demander la répétition immédiate de tout ou partie du montant de l'aide versée, en cas de défaillance du BENEFICIAIRE dans les situations suivantes :

- absence de demande de constat de fin de programme dans le délai fixé à l'article 6.2,
- non remise à la Région de tout ou partie des documents précisés à l'article 6.3,
- inachèvement ou abandon du programme constaté par la Région.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

7.1.- à affecter exclusivement l'aide accordée par les présentes aux dépenses prévues dans le programme et réalisées postérieurement à la date du communiqué de presse interministériel visée à l'exposé,

7.2.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

7.3.- à tenir la Région immédiatement informée

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,

7.4.- à fournir un accord de consortium définitif dûment visé par l'ensemble des partenaires. En l'absence de cet accord, les acomptes (versements intermédiaires) pourront ne pas être octroyés.

7.5. - à fournir concomitamment à la demande de solde, un rapport de fin de programme commun à tous les partenaires du consortium et visé par le coordonnateur du consortium, rendant compte:

de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes).

- de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme,

7.6. - à tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de l'aide (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,

7.7.- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. Les bénéficiaires solidaires sont engagés au même titre que le BENEFICIAIRE à se soumettre au présent contrôle,

7.8. - à ne pas procéder à l'aliénation, la cession, la concession, l'apport ou la transmission à titre quelconque, directement ou indirectement, à titre gratuit, à titre onéreux ou même à titre de réciprocité, des moyens nécessaires soit à la réalisation du programme aidé, spécialement des brevets, procédés de fabrication ou résultats techniques divers, soit à l'exploitation des résultats de ce programme, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Région,

7.9. - à participer aux revues de Projet et comité de suivi, en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, et de l'évaluation des actions subventionnées.

ARTICLE 8 – EVALUATION DES RETOMBEES DU PROJET – DUREE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date du communiqué de presse interministériel visée à l'exposé. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BÉNÉFICIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFICIAIRE et l'expert.

ARTICLE 9 – RESILIATION ET RESTITUTION

9.1.- Résiliation :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à répétition de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- si le BENEFICIAIRE, renonce à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du projet aidé. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le BENEFICIAIRE, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du Programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

9.2.- Restitution (pour la remise en cause du caractère collaboratif du projet) :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFICIAIRE s'engage à informer BPI France et les collectivités financeurs de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, BPI France se réserve le droit en accord avec les collectivités territoriales financeurs de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. BPI France et les collectivités détermineront les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

9.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 9 ainsi que les articles 7.7, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

Les sommes versées au BENEFICIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de dix ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 7.6.

ARTICLE 10 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFICIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont : la présente convention, l'annexe technique, l'annexe financière du programme et le modèle d'état récapitulatif des dépenses.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, en 4 exemplaires originaux, le ---------

Le Directeur de CEA-LIST

Philippe WATTEAU

La Présidente de la Région Ile-de-France
ou son représentant

Annexes :

- Annexes technique et financière (prévisionnelle) du Projet
- Annexe Financière du programme HT ou TTC pour les structures ne récupérant pas la TVA
- Modèle d'état récapitulatif des dépenses.

Annexe financière - Tableau de suivi des dépenses
NOM DU POLE DE COMPETITIVITE - Année

Réf convention :
NOM DU PROJET
NOM DU PARTENAIRE

Tableau 1 : dépenses de personnel (4) (comptes éligibles du PCG (5) : 6247, 631, 633, 641, 645, 647, 648)

	Nature des dépenses	Nom des personnels	Date d'embauche (si nouveau personnel)	Nature contrat de travail	Période de travail à la date de la demande de fonds		Coût unitaire € HT	Nb d'unité à la date de la demande de fonds	Coût total € HT	TVA	Coût total € TTC
1a											
1b											
1c											
1d											
1e											
T1	**Total**								0,00		

Tableau 2 : amortissement d'équipements de R&D (comptes éligibles du PCG (5) : 6122, 6135, 6811)

	Description	Nom du fournisseur	date facture	Référence facture	Description des articles payés au titre de l'opération	Nature des prestations réalisées (si nécessaire)	Coût unitaire € HT	Nb d'unité à la date de la demande de fonds	Coût total HT	TVA	Coût total TTC
2a											
2b											
2c											
T2	**Total**								0,00		

Tableau 3 : dépenses de sous-traitance (compte éligible du PCG (5) : 611)

	Description	Nom du soustraitant	date facture	Référence facture	Description des articles payés au titre de l'opération	Nature des prestations réalisées (si nécessaire)			Coût total HT	TVA	Coût total TTC
3a											
3b											
3c											
T3	**Total**								0,00		

Tableau 4 : frais de missions (comptes éligibles du PCG (5) : 6251, 6256)

	Description	Nom du fournisseur	date facture	Référence facture	Description des articles payés au titre de l'opération	Nature des prestations réalisées			Coût total € HT	TVA	Coût total € TTC
4a									0,00		
4b											
4c											
4d											
4e											
T4	**Total**								0,00		

Tableau 5 : autres dépenses comptabilisées (comptes éligibles du PCG (5) : 601, 6021, 6022, 604, 605, 617, 621, 651)

5a											
5b											
T5	**Total**								0,00		

Tableau 6 : dépenses liées à l'utilisation d'autres équipements de R&D que ceux du tableau 2 (6)

6a											
6b											
6c									0,00		
6d									0,00		
6e									0,00		
T6	**Total**								0,00		

Tableau 7 : autres dépenses (6)

7a											
7b											
7c											
7d											
7e											
T7	**Total**								0,00		

Tableau 8 : dépenses forfaitaires

8a	Encadrement/Assistance	T1 x %							0,00		
8b	part assise sur les dépenses de personnel	(T1 +8a) x %							0,00		
8c	part assise sur les autres dépenses	(T2 + ... + T5) x %							0,00		
T8	**Total**								0,00		
T	**Total des dépenses**	**T1 + ... + T8**							0,00		

(1) Catégories de personnel pour le tableau 1

(2) L'unité est l'heure pour les tableaux 1 et 6, l'annuité d'amortissement d'un équipement pour le tableau 2

(3) Le coût total est égal au produit du coût unitaire par le nombre d'unités, pour les tableaux 1,2 et 6; il est rempli directement pour les tableaux 3,4,5 et 7

(4) Personnel directement affecté au projet (cf. la ligne 8a pour la prise en compte des dépenses de personnel relatives à l'encadrement ou à l'assistance) : préciser une catégorie par ligne (ex : ingénieur de recherche), exprimée en H/an (équivalent temp

(5) Plan comptable général.

Certifie que la dépense est réalisée et a été affectée / ou sera affectée à l'opération subventionnée

Date :
Nom et qualité du représentant légal du bénéficiaire ou personne habilitée (délégation de signature à fournir)

Atteste la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement

Date :
Nom du commissaire aux comptes ou de l'expert comptable (pour le solde)
Signature

FUI-AAP7 - TOCATA - CEA - Annexe entreprise.

Tableau 1 : dépenses de personnel (4) (comptes éligibles du PCG (5) : 6247, 631, 633, 641, 645, 647, 648)

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Réalisation du lot 3 (ingénieur moyen)	47,76	420	20 059,20
1b	Réalisation du lot 4 (ingénieur moyen)	47,76	3360	160 473,60
1c	Réalisation du lot 6 (6.1 et 6.6) (ingénieur moyen)	47,76	280	13 372,80
1d	Réalisation du lot 8 (ingénieur moyen)	47,76	140	6 686,40
1e				
			Total T1 :	200 592,00

Tableau 2 : amortissement d'équipements de R&D (comptes éligibles du PCG (5) : 6122, 6135, 6811)

Code ligne	Description	Année d'acquisition	Valeur d'acquisition	Durée de l'amortissement (en année)	Ammortissement annuel	Durée d'utilisation (en années)	Coût total (€ HT)
2a	Achat de 4 sondes CF définis dans le lot 4.1						110 000,00
2b							
2c							
2d							
2e							
						Total T2 :	110 000,00

Tableau 3 : dépenses de sous-traitance (compte éligible du PCG (5) : 611)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a		
3b		
3c		
3d		
3e		
	Total T3 :	

Tableau 4 : frais de mission (comptes éligibles du PCG (5) : 6251, 6256)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Déplacements, réunions	3 000,00
4b		
4c		
4d		
4e		
	Total T4 :	3 000,00

Tableau 5 : autres dépenses comptabilisées (comptes éligibles du PCG (5) : 601, 6021, 6022, 604, 605, 617, 621, 651)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a	Approvisionnement de cales étalons avec défauts usinés (lot 4.1)	10 000,00
5b		
5c		
5d		
5e		
	Total T5 :	10 000,00

Tableau 6 : dépenses liées à l'utilisation d'autres équipements de R&D que ceux du tableau 2 (6)

Code ligne	Description	Coût unitaire (€ HT)	Nombre d'unités	Coût total (€ HT)
6a				
6b				
6c				
6d				
6e				
			Total T6 :	

Tableau 7 : autres dépenses (6)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
7a		
7b		
7c		
7d		
7e		
	Total T7 :	

Tableau 8 : dépenses forfaitaires

Code ligne			Coût total (€ HT)
8a	Encadrement/Assistance	T1 x 20%	40 118,40
8b	Part assise sur les dépenses de personnel	(T1 + 8a) x 40%	96 284,16
8c	Part assise sur les autres dépenses	(T2 + ... + T5) x 7%	8 610,00
		Total T8 :	145 012,56
	Total des dépenses prévues	T1 +...+ T8 =	468 604,56

Taux d'aide	40%
Subvention régionale	187 442 €

(1) Catégories de personnel pour le tableau 1

(2) L'unité est l'heure pour les tableaux 1 et 6, l'annuité d'amortissement d'un équipement pour le tableau 2.

(3) Le coût total est égal au produit du coût unitaire par le nombre d'unités, pour les tableaux 1,2 et 6; il est rempli directement pour les tableaux 3,4,5 et 7

(4) Personnel directement affecté au projet (cf. la ligne 8a pour la prise en compte des dépenses de personnel relatives à l'encadrement ou à l'assistance) : préciser une catégorie par ligne (ex : ingénieur de recherche), exprimée en H/an (équivalent temps plein)

(5) Plan comptable général.

(6) A la différence de celles des tableaux 1 à 5, les lignes des tableaux 6 et 7 relèvent de facturations internes.

Annexe n°9 : Convention projet PUMAS

CONVENTION N° I 09-2173/R1

entre la Région Ile-de-France et INTEMPORA

relative au projet coopératif Pumas du pôle MOV'EO

Entre :

La Région d'Ile-de-France,
Sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilité à signer la convention par délibération N°CP 2017-

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

L'entreprise INTEMPORA
Statut juridique : SA
Sise : 2 place Jules Gévelot – 92130 ISSY LES MOULINEAUX
SIRET : 433 055 340 00023
Code APE : 5829C
Représentée par son Directeur Général, Monsieur Nicolas du LAC, dûment habilité,

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

COORDONNÉES BANCAIRES																
Banque	CIC											**Code Banque**	3	0	0	6	6
Agence	PARIS SUD ENTREPRISE											**Code Guichet**	1	0	9	1	2
N° de compte	0	0	0	0	1	0	0	3	9	5	8	**Clé RIB**	3	8			

VU Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014

VU Le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1511-1 à L1511-5,

VU La délibération du Conseil régional relative aux contrats de performance des pôles de compétitivité labellisés,

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région n°CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n° CP09-982 du 22 octobre 2009 et la convention n°I09-2173/R entre la Région et Intempora relative au projet Pumas du pôle Mov'eo

VU le Projet Pumas, ci-après désigné « le Projet »,

VU l'annexe technique de la présente convention décrivant les programmes respectifs des partenaires au Projet.

APRES AVOIR RAPPELE :

1. l'attribution par délibération n° CP09-982 du 22 octobre 2009 d'une subvention d'investissement de **178 888,50 €** de la Région Ile-de-France au bénéficiaire afin de soutenir le projet « Pumas » ;
2. l'établissement de la convention n°**I09-2173/R** entre le bénéficiaire et la Région Ile-de-France relative au projet sus référencé ;
3. Le versement d'une avance pour un montant de **53 666,65 €** et le versement d'un acompte pour un montant de **65 264 €** ;
4. la caducité du solde de la subvention pour des raisons de délais de traitement de la demande de versement du solde ;
5. l'arrivée à échéance au **31 octobre 2016** de la convention sus-référencée.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le projet a pour objet :

Le développement une solution intégrée (matérielle et logicielle) pour la gestion de parcours des agglomérations et la fabrication de données sur un modèle innovant de temps de parcours issus de boîtiers traceurs

La collecte et remontée de données sur un modèle innovant d'échange de données en réseau mesh et à partir de concepts brevetés

La reconstruction du trafic en intégrant des algorithmes innovants de prévisions court terme réactualisées (Belief Propagation).

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région s'engage à verser le montant correspondant au solde du projet de recherche désigné à l'article 1. Le montant de **59 957,85 €** constitue le plafond de la subvention.

Le solde est calculé sur la base des dépenses éligibles mentionnées dans l'annexe financière telle qu'annexée à la convention I09-2173/R, déduction faite du montant des acomptes de **70 570,80 €** déjà versés par la Région au bénéficiaire. Le montant maximum du solde à verser au regard des dépenses présentées est de **59 957,85 €**.

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

ARTICLE 3 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFICIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai de **31 mois**, à compter du **4 janvier 2010** date de démarrage du projet, telle que présentée en annexe technique au

Projet et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,

- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois.

ARTICLE 4 – CARACTERE COLLABORATIF DU PROJET

Le Projet défini ci-dessus sera exécuté en partenariat avec les entités présentées en annexe technique et annexe financière du Projet.

Le BENEFICIAIRE de la présente aide intervient en qualité de partenaire dudit projet.

Des revues de projets, au minimum, à périodicité annuelle seront organisées et seront transmis un rapport d'avancement du projet à BPI France et aux collectivités territoriales financeurs. Ce dernier pourra être demandé par les collectivités territoriales financeurs lors des versements intermédiaires, tout comme l'accord de consortium.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DU SOLDE

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par BPI France (pour les projets « FUI ») et les collectivités territoriales financeurs, prononcé conformément aux stipulations de l'article 6.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- un état récapitulatif des dépenses acquittées, certifié exact, daté et signé (précisant les noms et qualités des signataires) par, le BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et par l'agent comptable pour les laboratoires
- une attestation actualisée de régularité de la situation fiscale et sociale du BENEFICIAIRE,
- un état récapitulatif de l'ensemble des aides publiques obtenues par le BENEFICIAIRE (incluant le solde à percevoir) pour tout ou partie du programme quelles qu'en soient leur forme (prêt, aide remboursable, subvention, exonération de charges, etc…) et leur origine (Commission Européenne, Etat, collectivités territoriales…) certifié exact par le BENEFICIAIRE,
- seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par un expert-comptable ou le commissaire aux comptes si l'organisme en est doté.

En cas d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelle d'organismes publics, la globalité des dépenses, engagées par ces différents organismes, dans le cadre de l'opération de recherche mentionnée à l'article 1, et certifiées exactes par les agents comptables désignés auprès de ces organismes, sont prises en compte.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFICIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFICIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

S’il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l’aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l’un des cas visé à l'article 10 ci-après vient à se produire ou si BPI France estime que l’évolution de la capacité technique et/ou financière du BENEFICIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l’exécution du programme.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFICIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 6 – RAPPORTS INTERMEDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME

6.1.- Le BENEFICIAIRE adresse, à l’occasion des revues de Projet prévues à l’exposé, un rapport intermédiaire sur l’état d’avancement de ses travaux à la Région pour lui permettre de procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du programme et de ses résultats.

6.2.- Le constat de fin de programme peut être demandé par le BENEFICIAIRE, de manière anticipée, à la Région en cas d’abandon de sa participation au Projet.

En cas de déroulement normal du Projet le constat de fin de programme est remis au plus tard un an après la fin du Projet, telle que prévue en article 3.

6.3 Au vu des documents fournis par le BÉNÉFICIAIRE pour le solde du Projet :

- soit la Région constate l’achèvement du programme et versera le solde de l’aide dans les conditions prévues en article 5.1.2,
- soit la Région constate l’inachèvement ou l’abandon du programme et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l’article 6.4.

6.4.- En application des stipulations de l'article 9, la Région peut, à sa seule initiative, demander la répétition immédiate de tout ou partie du montant de l'aide versée, en cas de défaillance du BENEFICIAIRE dans les situations suivantes :

- absence de demande de constat de fin de programme dans le délai fixé à l'article 6.2,
- non remise à la Région de tout ou partie des documents précisés à l'article 6.3,
- inachèvement ou abandon du programme constaté par la Région.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

7.1.- à affecter exclusivement l'aide accordée par les présentes aux dépenses prévues dans le programme et réalisées postérieurement à la date du communiqué de presse interministériel visée à l'exposé,

7.2.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

7.3.- à tenir la Région immédiatement informée

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,

7.4.- à fournir un accord de consortium définitif dûment visé par l'ensemble des partenaires. En l'absence de cet accord, les acomptes (versements intermédiaires) pourront ne pas être octroyés.

7.5. - à fournir concomitamment à la demande de solde, un rapport de fin de programme commun à tous les partenaires du consortium et visé par le coordonnateur du consortium, rendant compte:

de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes).

- de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme,

7.6. - à tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de l'aide (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,

7.7.- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. Les bénéficiaires solidaires sont engagés au même titre que le BENEFICIAIRE à se soumettre au présent contrôle,

7.8. - à ne pas procéder à l'aliénation, la cession, la concession, l'apport ou la transmission à titre quelconque, directement ou indirectement, à titre gratuit, à titre onéreux ou même à titre de réciprocité, des moyens nécessaires soit à la réalisation du programme aidé, spécialement des brevets, procédés de fabrication ou résultats techniques divers, soit à l'exploitation des résultats de ce programme, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Région,

7.9. - à participer aux revues de Projet et comité de suivi, en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, et de l'évaluation des actions subventionnées.

ARTICLE 8 – EVALUATION DES RETOMBEES DU PROJET – DUREE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date du communiqué de presse interministériel visée à l'exposé. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BÉNÉFICIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFICIAIRE et l'expert.

ARTICLE 9 – RESILIATION ET RESTITUTION

9.1.- Résiliation :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à répétition de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- si le BENEFICIAIRE, renonce à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du projet aidé. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le BENEFICIAIRE, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du Programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

9.2.- Restitution (pour la remise en cause du caractère collaboratif du projet) :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFICIAIRE s'engage à informer BPI France et les collectivités financeurs de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, BPI France se réserve le droit en accord avec les collectivités territoriales financeurs de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. BPI France et les collectivités détermineront les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

9.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 9 ainsi que les articles 7.7, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

Les sommes versées au BENEFICIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de dix ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 7.6.

ARTICLE 10 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFICIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont : la présente convention, l'annexe technique, l'annexe financière du programme et le modèle d'état récapitulatif des dépenses.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, en 4 exemplaires originaux, le ---------

Le Directeur Général d'INTEMPORA	**La Présidente de la Région Ile-de-France** ou son représentant

Annexes :

- Annexes technique et financière (prévisionnelle) du Projet
- Annexe Financière du programme HT ou TTC pour les structures ne récupérant pas la TVA
- Modèle d'état récapitulatif des dépenses.

FUI-AAP8 - PUMAS - INTEMPORA SA - Annexe entreprise. V2

Tableau 1 : dépenses de personnel (4) (comptes éligibles du PCG (5) : 6247, 631, 633, 641, 645, 647, 648)

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Ingénieurs développeurs	60,00	6757	405 446,44
1b				
1c				
1d				
1e				
			Total T1 :	405 446,44

Tableau 2 : amortissement d'équipements de R&D (comptes éligibles du PCG (5) : 6122, 6135, 6811)

Code ligne	Description	Année d'acquisition	Valeur d'acquisition	Durée de l'amortissement (en année)	Ammortissement annuel	Durée d'utilisation (en années)	Coût total (€ HT)
2a	micro ordinateur+capteurs+logiciels	2009	6 000,00	3	2 000,00	3	6 000,00
2b							
2c							
2d							
2e							
						Total T2 :	6 000,00

Tableau 3 : dépenses de sous-traitance (compte éligible du PCG (5) : 611)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a		
3b		
3c		
3d		
3e		
	Total T3 :	

Tableau 4 : frais de mission (comptes éligibles du PCG (5) : 6251, 6256)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Missions à Rouen y compris expérimentation et évalutation	5 000,00
4b	Mission de valorisation	2 000,00
4c		
4d		
4e		
	Total T4 :	7 000,00

Tableau 5 : autres dépenses comptabilisées (comptes éligibles du PCG (5) : 601, 6021, 6022, 604, 605, 617, 621, 651)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b		
5c		
5d		
5e		
	Total T5 :	

Tableau 6 : dépenses liées à l'utilisation d'autres équipements de R&D que ceux du tableau 2 (6)

Code ligne	Description	Coût unitaire (€ HT)	Nombre d'unités	Coût total (€ HT)
6a	Mise à disposition de RTMaps sur PUMAS Box			100 000,00
6b				
6c				
6d				
6e				
			Total T6 :	100 000,00

Tableau 7 : autres dépenses (6)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
7a		
7b		
7c		
7d		
7e		
	Total T7 :	

Tableau 8 : dépenses forfaitaires

Code ligne			Coût total (€ HT)
8a	Encadrement/Assistance	T1 x 20%	81 089,29
8b	Part assise sur les dépenses de personnel	(T1 + 8a) x 40%	194 614,29
8c	Part assise sur les autres dépenses	(T2 + ... + T5) x 7%	910,00
		Total T8 :	276 613,58
	Total des dépenses prévues	T1 +...+ T8 =	795 060,02
		Taux d'intervention	22,50%
		Subvention régionale	178 888,50 €

(1)	Catégories de personnel pour le tableau 1
(2)	L'unité est l'heure pour les tableaux 1 et 6, l'annuité d'amortissement d'un équipement pour le tableau 2.
(3)	Le coût total est égal au produit du coût unitaire par le nombre d'unités, pour les tableaux 1,2 et 6; il est rempli directement pour les tableaux 3,4,5 et 7
(4)	Personnel directement affecté au projet (cf. la ligne 8a pour la prise en compte des dépenses de personnel relatives à l'encadrement ou à l'assistance) : préciser une catégorie par ligne (ex : ingénieur de recherche), exprimée en H/an (équivalent temps plein)
(5)	Plan comptable général.
(6)	A la différence de celles des tableaux 1 à 5, les lignes des tableaux 6 et 7 relèvent de facturations internes.

Annexe n°10 : Avenant convention PRE

AVENANT A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET PARIS REGION ENTREPRISES 2015-2017 (ADOPTEE LE 15 JANVIER PAR LA DELIBERATION N° CP 15-104)

Le présent avenant vise à modifier l'article 1 et l'article 5 de la convention actuelle afin de prolonger de 12 mois supplémentaires sa durée.

ARTICLE 1 :
Les dispositions de l'article 1 de la convention sont modifiées comme suit « La présente convention précise les orientations de Paris Région Entreprises et les engagements respectifs de Paris Région Entreprises et de la Région Ile-de-France pour la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018».

ARTICLE 2 :
Les dispositions de l'article 5 de la convention sont modifiées comme suit : « La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2015. Elle expire le 31 décembre 2018 »

ARTICLE 3 :
« Tous les autres articles de la convention restent inchangés »

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-586

DU 22 NOVEMBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION (SRDEII) : - SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT - SOUTIEN À L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE - SOUTIEN À L'EMPLOI

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187 ;
VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
VU Le régime cadre exempté de notification n° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020 ;
VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de commerce ;
VU La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie sociale et solidaire ;
VU La délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire, et notamment son article 4, adoptant les règlements d'intervention pour le financement de l'ESS ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 162-16 du 22 septembre 2016 relative au fonds de transition ESS et à l'adoption de l'accord cadre régional IAE ;
VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à #LEADER Stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France - Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par délibération n° CR 2017-191 du 17 mai 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU La délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative aux mesures en faveur de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et du commerce ;
VU La délibération n° CP 13-570 du 11 juillet 2013 relative au développement de filières stratégiques pour l'Economie Sociale et Solidaire francilienne ;
VU La délibération de la Commission Permanente n° CP 13-762 du 17 octobre 2013 relative au soutien régional à des projets contribuant au développement de l'emploi en Ile-de-France ;
VU La délibération de la Commission Permanente n° CP 14-256 du 10 avril 2014 relative à l'apprentissage et à l'emploi ;
VU La délibération de la Commission Permanente n° CP 15-300 du 17 juin 2015 relative à la politique régionale de l'emploi ;
VU La délibération de la Commission Permanente n° CP 15-456 du 9 juillet 2015 relative à la politique régionale de l'emploi ;
VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions

pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis et le règlement des subventions PM'UP ;
VU La délibération n° CP 16-619 du 16 novembre 2016 relative au soutien de la filière stratégique Insertion par l'Activité Economique ;
VU La délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 relative aux mesures en faveur de l'entrepreneuriat ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;
VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France voté en CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-586 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à l'offre d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise - phase financement :

Décide de participer, au titre de l'appel à manifestions d'intérêt régional «offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et reprise d'entreprise 2017-2019», au financement du projet porté par InitiActive Île-de-France (annexe n°2) par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant global maximum prévisionnel de 2 452 041 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention en annexe n°3 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **2 452 041 €,** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 7 juillet 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 2 : Dotation des fonds de prêts d'honneur

Décide d'attribuer au titre des dispositifs respectifs « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » et « Soutien aux associations de prêt d'honneur », une dotation aux projets détaillés en annexe n°4 (fiches projets) à la présente délibération, pour l'abondement des fonds de prêt d'honneur d'un montant maximum de **6 800 000 €** au titre de l'année 2017 aux structures suivantes :

	ADIE	Territoire d'intervention	Dotations aux fonds de prêts d'honneurs
17014286	ADIE : Association Pour le Droit à l'Initiative	IDF	**500 000 €**

	Economique		

	Plateformes TPE classiques	Territoire d'intervention	Dotations aux fonds de prêts d'honneurs (€)
17014270	Paris Initiative Entreprise	75	550 000 €
17014276	Initiative Nord Seine et marne	77	120 000 €
17014273	Initiative Melun Val de Seine et Sud Seine et Marne	77	80 000 €
17014277	Initiative Seine Yvelines	78	350 000 €
17014285	AFACE 78	78	150 000 €
17014280	Initiative Essonne	91	250 000 €
17014281	Hauts de Seine Initiative	92	500 000 €
17014899	Initiative Saint Quentin en Yvelines	93	150 000 €
17014906	Initiative Plaine commune	93	300 000 €
17014440	VMAPI - Est	94	70 000 €
17014284	Initiactive 95	95	700 000 €
	Total		**3 220 000 €**

	Plateforme TPE technologiques innovantes	Territoire d'intervention	Dotations aux fonds de prêts d'honneurs
17014907	Scientipôle Initiative WILCO	IDF	962 500 €
17014928	Scientipôle Initiative (éco-filières) WILCO	IDF	137 500 €
	Total		**1 100 000 €**

	Plateformes TPE à potentiel	Territoire d'intervention	Dotations aux fonds de prêts d'honneurs
17014454	Réseau Entreprendre Seine-et-Marne	77	200 000 €
17014450	Réseau Entreprendre Yvelines	78	300 000 €
17014459	Réseau Entreprendre Essonne	91	300 000 €
17014427	Réseau Entreprendre 93	93	350 000 €
17014425	Réseau Entreprendre Val-de-Marne	94	350 000 €
17014424	Réseau Entreprendre Val d'Oise	95	480 000 €
	Total		**1 980 000 €**

Affecte une autorisation de programme de 500 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique » - code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » du budget 2017.

Affecte une autorisation de programme de 6 300 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique » - code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

Adopte la convention-type en annexe n°5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type mentionnée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 3 : Dotation du fonds de garantie France Active

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » une dotation de 500 000 € à France Active Garantie pour le développement des activités du fonds de garantie au titre de l'année 2017.

	France Active Garantie	**Territoire d'intervention**	**Dotations au fonds de garantie**
17014423	France Active Garantie	IDF	500 000 €

Affecte une autorisation de programme de 500 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2017 par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Adopte la convention en annexe n°6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette dotation à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type mentionnée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 4 : Convention de partenariat avec l'Agence France Entrepreneur

Adopte la convention de partenariat entre la Région Île-de-France et l'Agence France Entrepreneur (AFE) relative au soutien à l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles de la politique de la ville (annexe n°7) avec un soutien financier de l'AFE à hauteur de 540 000 € au bénéfice de la Région sur 2017-2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 5 : Soutien à la filière stratégique de l'insertion par l'activité économique

Décide de participer au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'Economie Sociale et Solidaire francilienne », au financement du programme développement de l'insertion par l'activité économique en Île-de France porté par le GRAFIE au titre de l'année 2017, et décliné dans la fiche projet en annexe n°8 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 150 000 € au total.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention figurant en annexe n°9 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 150 000 € prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2017 par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 6 : Réaffectations dans le cadre de divers dispositifs de soutien à l'emploi

Décide de réaffecter une autorisation d'engagement de 234 537,82 € (fiches projets en annexe n°10) au titre des dispositifs régionaux Actions d'initiative territoriale en faveur de l'emploi, Action pour l'emploi des publics les plus fragiles et Chantier école, prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme HP 11 005 « Mesures d'insertion professionnelle », action 11100502 « Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées », nature 657 du budget 2017.

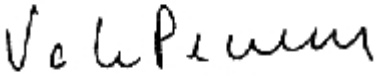
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage anticipé indiquées en annexe n°10, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 7 : Modification des conventions relatives à l'offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et la reprise d'entreprise 2017-2019

Corrige l'erreur matérielle survenue dans les conventions n°17014954 et n°17014958 relatives à l'offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création d'entreprise 2017-2019, approuvées par délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017, et notamment son article 1 relatif à l'objet de la convention.

Adopte les avenants, en annexes n°11 et 12, à la délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : Etat récupitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-586	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111005 - Mesures d'insertion professionnelle**
Action	**11100502 - Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées**

Dispositif : N° 00000489 - Chantier école

Dossier	17014641 - Maison des associations partagée de l'Ilot du Bocage			
Bénéficiaire	R21542 - COMMUNAUTE D AGGLOMERATION PLAINE COMMUNE			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 000,00 €	TTC	79,72 %	55 000,00 €	

Dossier	17014642 - BIO NETTOYAGE A L'HOPITAL DE VILLENEUVE SAINT GEORGES			
Bénéficiaire	R19879 - INSERTION ET DEVELOPPEMENT			
Localisation	CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 289,60 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	TTC	64,7 %	45 289,60 €	

Total sur le dispositif N° 00000489 - Chantier école	100 289,60 €

Dispositif : N° 00000763 - Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi (clôturé)

Dossier	17014649 - ASSISTANTE DE VIE AUX FAMILLES EN VUE DE LA QUALIFICATION AU METIER D'AIDE SOIGNANT - ACTION D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI			
Bénéficiaire	R10989 - INITIATIVES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 601,07 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 571,00 €	TTC	60,62 %	44 601,07 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-586	Budget	2017

Dossier	17014650 - PARCOURS DE DECOUVERTE ET D'ACCES AUX METIERS DE L'INDUSTRIE DE LA METALLURGIQUE – ACTION D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI			
Bénéficiaire	P0034352 - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 768,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 000,00 €	TTC	60,85 %	40 768,00 €	

Dossier	17014651 - ACCES AUX EMPLOIS D'AIDE A LA PERSONNE A VISEE LINGUISTIQUE - ACTION D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI			
Bénéficiaire	R16299 - MISSION INTERCOMMUNALE POUR L'INSERTION DES JEUNES			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 849,30 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 055,00 €	TTC	10,53 %	4 849,30 €	

Total sur le dispositif N° 00000763 - Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi (clôturé)	90 218,37 €

Dispositif : N° 00000839 - Passerelles entreprises

Dossier	17014639 - RENFORT DES COMPETENCES LINGUISTIQUES			
Bénéficiaire	P0022245 - ASSOCIATION AGIRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 694,86 €	TTC	58,03 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000839 - Passerelles entreprises	30 000,00 €

Dispositif : N° 00000840 - Action pour l'emploi des publics les plus fragiles

Dossier	17014640 - Action Préparatoire à un Accès Qualifiant			
Bénéficiaire	R39185 - GENNEVILLIERS INSERTION			
Localisation	GENNEVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 949,85 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 999,75 €	TTC	26,33 %	3 949,85 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-586	Budget	2017

Dossier	17014643 - RALLYE ET CLUB EMPLOI			
Bénéficiaire	P0026681 - MISSION EMPLOI INSERTION MELUN VAL DE SEINE			
Localisation	CA MELUN VAL DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 080,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 400,00 €	HT	70 %	10 080,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000840 - Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	14 029,85 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111005 - 11100502	234 537,82 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100101 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000359 - Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)

Dossier	17014270 - PARIS INITIATIVES ENTREPRISES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R29675 - PARIS INITIATIVES ENTREPRISES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	550 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 016 188,00 €	TTC	13,69 %	550 000,00 €	

Dossier	17014273 - INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D"HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R30913 - INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 732 102,00 €	TTC	4,62 %	80 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-586	Budget	2017

Dossier	17014276 - NORD SEINE ET MARNE INITIATIVES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R30951 - INITIATIVE NORD SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 166 742,00 €	TTC	10,29 %	120 000,00 €	

Dossier	17014277 - INITIATIVES SEINE YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R30999 - ISY INITIATIVE SEINE YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	350 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 827 046,00 €	TTC	19,16 %	350 000,00 €	

Dossier	17014280 - ESSONNE INITIATIVE- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R30950 - INITIATIVE ESSONNE CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	250 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 675 139,00 €	TTC	14,92 %	250 000,00 €	

Dossier	17014281 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R29693 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 524 494,00 €	TTC	19,81 %	500 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-586	Budget	2017

Dossier	17014284 - INITIACTIVE 95 - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R13309 - INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	700 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 827 756,00 €	TTC	24,75 %	700 000,00 €	

Dossier	17014285 - AFACE 78- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R22046 - INITIATIVE AFACE YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 095 000,00 €	TTC	13,7 %	150 000,00 €	

Dossier	17014424 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	P0013136 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	480 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 403 000,00 €	TTC	34,21 %	480 000,00 €	

Dossier	17014425 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	P0021789 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	350 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 068 648,00 €	TTC	32,75 %	350 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-586	Budget	2017

Dossier	17014427 - RESEAU ENTREPRENDRE 93 - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R26302 - RESEAU ENTREPRENDRE 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	350 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 148 785,00 €	TTC	30,47 %	350 000,00 €	

Dossier	17014440 - VMAPI EST : DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R29689 - VMAPI VAL DE MARNE ACTIF POUR L INITIATIVE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
381 239,00 €	TTC	18,36 %	70 000,00 €	

Dossier	17014450 - RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	P0001087 - RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 248 000,00 €	TTC	24,04 %	300 000,00 €	

Dossier	17014454 - RESEAU ENTREPRENDRE SEINE ET MARNE-DOTATIONS AUX FONDS DE PRÊTS DES ASSOCIATIONS DE PRÊTS D'HONNEURS 2017			
Bénéficiaire	P0037508 - RESEAU ENTREPRENDRE SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
770 000,00 €	TTC	25,97 %	200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-586	Budget	2017

Dossier	17014459 - RESEAU ENTREPRENDRE ESSONNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R22036 - RE ESSONNE RESEAU ENTREPRENDRE ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
938 000,00 €	TTC	31,98 %	300 000,00 €	

Dossier	17014899 - INITIATIVE SAINT QUENTIN EN YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D''HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	P0001090 - INITIATIVE SAINT QUENTIN EN YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
875 599,00 €	TTC	17,13 %	150 000,00 €	

Dossier	17014906 - INITIATIVE PLAINE COMMUNE- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R31004 - INITIATIVE PLAINE COMMUNE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 088 273,00 €	TTC	27,57 %	300 000,00 €	

Dossier	17014907 - Scientipole Initiative - Dotation du fonds de PH généraliste - Affectation 2017			
Bénéficiaire	R26801 - SCIENTIPOLE INITIATIVE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	962 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 115 768,00 €	TTC	11,86 %	962 500,00 €	

Dossier	17014928 - Scientipole Initiative - Dotation du fonds de prêt éco-filière - Affectation 2017			
Bénéficiaire	R26801 - SCIENTIPOLE INITIATIVE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	137 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 153 157,00 €	TTC	11,92 %	137 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-586	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000359 - Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	6 300 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191001 - 19100101	6 300 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100102 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00001056 - Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)

Dossier	17015407 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT-PHASE FINANCEMENT			
Bénéficiaire	P0038088 - INITIACTIVE ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 452 041,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 375 653,00 €	TTC	26,15 %	2 452 041,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001056 - Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	2 452 041,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191001 - 19100102	2 452 041,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191003 - Economie sociale et solidaire**
Action	**19100301 - Soutien à l'économie sociale et solidaire**

Dispositif : N° 00000309 - Fonds de prêts d'honneur - ADIE

Dossier	17014286 - ADIE-DOTATION DU FONDS DE PRETS D'HONNEURS-2017			
Bénéficiaire	R10512 - ADIE ASS POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 828 830,00 €	TTC	17,68 %	500 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-586	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000309 - Fonds de prêts d'honneur - ADIE	500 000,00 €

Dispositif : N° 00000376 - Dotation des fonds de garantie France Active

Dossier	17014423 - FRANCE ACTIVE GARANTIE 2017 - DOTATION DU FONDS			
Bénéficiaire	R20978 - FAG FRANCE ACTIVE GARANT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	TTC	50 %	500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000376 - Dotation des fonds de garantie France Active	500 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191003 - 19100301	1 000 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191003 - Economie sociale et solidaire**
Action	**19100301 - Soutien à l'économie sociale et solidaire**

Dispositif : N° 00000812 - Développement de filières stratégiques pour l'ESS

Dossier	17015483 - GRAFIE : Soutien à la filière stratégique de l'insertion par l'activité économique			
Bénéficiaire	P0037953 - GRAFIE GROUPEMENT REGIONAL ACTEURS FRANCILIENS INSERTION PAR L ECONOMIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
415 609,00 €	TTC	36,09 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000812 - Développement de filières stratégiques pour l'ESS	150 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191003 - 19100301	150 000,00 €

Annexe n°2 : Fiche projet InitiActive IDF

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015407

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT-PHASE FINANCEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	9 375 653,00 €	26,15 %	2 452 041,00 €
	Montant Total de la subvention		2 452 041,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 36 RUE DES PETITS CHAMPS
75002 PARIS 2
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel LEFEVRE, Président

Date de publication au JO : 7 octobre 2017

N° SIRET : 83271587400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : A la suite du lancement de l'AMI « Offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création d'entreprise et reprise d'entreprise 2017-2019 » le 6 juillet 2017 autorisant la rétroactivité des dépenses, il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017.

Objectifs :
La phase financement de l'offre régionale d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise a pour but d'accompagner toute personne, quel que soit son statut, souhaitant créer/reprendre une entreprise.

Cette phase d'accompagnement au financement propose une aide à la structuration financière et au financement du projet de création/reprise.
Le porteur de projet, après avoir bénéficié d'une évaluation technique de son projet, sera accompagné dans le montage de son dossier de financement et la recherche de financements complémentaires. Il aura également accès à l'instruction de sa demande de financement et à une expertise qui lui précisera les pistes qualitatives pour la réussite de son projet.

Cette phase d'accompagnement s'inscrit prioritairement dans une suite de parcours depuis la phase ante création et peut faire l'objet d'une entrée directe du porteur de projet/repreneur en phase financement si le plan d'affaires du projet est déjà finalisé.
Elle permettra au porteur de projet/repreneur de lancer son entreprise de façon plus sécurisée. Un projet mieux financé est un gage de pérennité pour l'entreprise.

A l'issue de la phase financement, le porteur de projet pourra s'engager dans une phase post création qui lui permettra de l'accompagner jusqu'à 3 ans de son activité.
Cette offre de service aux porteurs de projet/repreneurs complète est adaptée à tous les profils et à tous types de projets d'entrepreneurs. Elle est coordonnée et mutualisée sur les 24 bassins d'emploi.
De façon à faciliter le parcours du créateur/repreneur entre les différentes phases, le consortium s'engage à construire des interfaces avec les opérateurs sélectionnés pour les phases 1 et 3.

L'objectif de cette phase est de financer 3 800 entreprises en 2018 et 4 500 en 2019.

Sur la période juillet-décembre 2017, l'objectif pour le consortium est de financer 1634 entreprises.

Description :
INITIACTIVE Ile-de-France est le chef de file du consortium regroupant les opérateurs suivants :

- INITIACTIVE Ile-de-France, association portée par le Réseau Initiative Ile-de France (dont WILCO fait partie) et France Active Île-de-France, fédère les actions sur la phase financement.
- ADIE
- Réseau ENTREPRENDRE

L'offre des 3 membres du consortium est en mesure de répondre à tous types de projet. Elle se répartira entre les membres selon les critères suivants :
- le montant du besoin financier
- la sélection d'un public prioritaire
- les critères d'éligibilité associés aux produits financiers
- l'accessibilité géographique

L'offre de service vise à proposer un parcours type qui se décline en plusieurs trajectoires d'accompagnement adaptées en fonction des besoins et des situations des entrepreneurs.

Cet accompagnement propose également aux créateurs/repreneurs d'accéder à une large gamme de financement : microcrédit (pour les personnes éloignées du système bancaire), prêt d'honneur (pour les entreprises classiques ou à potentiel de création d'emploi, projets de reprise/transmission, entreprises innovantes...), prêt à taux zéro (PTZ) de la Caisse des Dépôts et Consignations (article L. 5141-5 du code du travail- pour les "personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi") et garanties bancaires (publics demandeurs d'emploi).

Concernant le déploiement du PTZ de la Caisse des Dépôts et Consignations en Ile-de-France, la

Région, l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations ont signé une convention (délibération N° CP 2017-111 du 8 mars 2017) qui prévoit la mise à disposition par la CDC de son offre de prêt à taux 0 % NACRE pour les bénéficiaires éligibles des actions régionales d'accompagnement et de conseil à la création/reprise d'entreprise à partir du 1er janvier 2017.
INITIACTIVE Ile-de-France, chef de file du consortium, pourra alors, après un conventionnement avec la CDC, proposer le PTZ en tenant compte des critères d'éligibilité.

Ainsi, pour les projets de création/reprise portés par une seule personne, le PTZ de la Caisse des Dépôts et Consignations (8 000 € maximum) concerne des projets dont le plan de financement est limité à 75 000 €. Pour les projets ayant une pertinence économique et démontrant un besoin en financement supérieur au plafond du PTZ (soit 8 000 €), la Région et la Caisse des Dépôts et Consignations autorisent le consortium à compléter le PTZ par un apport en prêt d'honneur.

Ce sont environ 1 500 prêts Nacre/an qui pourront être octroyés par INITIACTIVE en Ile de France.

Cette large gamme de financement garantira un vrai effet levier bancaire aux porteurs de projet.

L'offre d'accompagnement au financement se décompose en 3 temps :

1) Accueil du porteur de projet :
L'offre d'accueil correspond aux besoins du porteur de projet. Il peut s'inscrire à une réunion d'information collective qui l'informera des différentes phases de l'accompagnement ante-financement-post création et de l'offre de financement.
Il peut également bénéficier d'un rendez-vous individuel qui réalisera un état d'avancement et des besoins du projet au plan technique : finalisation du business plan, état de la pertinence économique du projet....

2) Instruction du dossier et expertise :
Le porteur de projet sera accompagné dans sa demande de financement pour l'obtention d'un microcrédit et/ou d'un prêt d'honneur et/ou d'une garantie bancaire. Il pourra également être appuyé dans sa demande de financements complémentaires (Cap'quartiers, Cap'jeunes, AGFIP, trophées Créatrices d'avenir, produits financiers BPI, capital investissement, prêts bancaires...).

3) Financement et mise en relation bancaire :
La demande de financement sera instruite par le comité de financement ou le chargé de mission (ADIE) qui se prononceront sur la demande de financement. Le comité de financement et/ou le chargé de mission proposeront des pistes qualitatives pour la réussite du projet. Le prêt se mettra en place avec un suivi et une gestion sur 5 ans.

Pour l'aider dans le montage de son dossier de financement, le créateur/repreneur pourra également bénéficier d'un accompagnement complémentaire gratuit :
- coaching par un chargé d'affaires ou un/plusieurs chefs d'entreprises bénévoles pour l'aider à renforcer son projet ou pour préparer le passage en comité de financement,
- ateliers collectifs thématiques pour créer des espaces d'échange entre les porteurs de projet,
- start sessions pour l'innovation technologique.

La durée de l'accompagnement par porteur de projet est de 38 h pour les 3 étapes de parcours en phase de financement.

Le consortium porté par INITIACTIVE Ile-de-France propose une couverture territoriale des 24 bassins d'emploi franciliens. Il s'engage à adapter la localisation de ses implantations afin de répondre au mieux aux besoins locaux d'accompagnement et de financement des projets de création et reprise d'entreprise. Un point d'étape sera réalisé par le consortium au 30 juin 2018.

Moyens mis en œuvre :

Le chef de file INITIACTIVE Ile-de-France coordonne l'offre d'accompagnement de la façon suivante :
- chaque opérateur désigne un interlocuteur opérationnel,
- l'ensemble des opérateurs du consortium est en capacité de donner une information et une orientation de l'ensemble de l'offre d'accompagnement et de financement du consortium.

Rôle du chef de file :
- coordonne les actions des partenaires au quotidien et leur bonne communication,
- anime le projet et propose des améliorations,
- assure suivi du projet,
- assure la gestion administrative et financière du projet.

Le consortium s'engage à construire des interfaces entre les opérateurs de la phase 2.

L'effectif mis à disposition du projet est de :
- 82.5 ETP (issus des plateformes et fonds territoriaux) (dont INITIACTIVE : 32.5 conseillers, ADIE : 25 conseillers et Réseau Entreprendre : 25 ETP),
- 2 532 bénévoles (dont INITIACTIVE IDF : 1 362 bénévoles, ADIE : 170 bénévoles, Réseau Entreprendre : 1 000 bénévoles).

- Locaux et moyens des structures : couverture des 24 bassins d'emploi
- Moyens de communication des réseaux : sites internet, réseaux sociaux, newsletters, rapports d'activité, salons …

Intérêt régional :
Le projet du consortium animé par INITIACTIVE Ile-de-France répond aux objectifs de la Région sur sa politique en faveur de l'entrepreneuriat :

- Déployer une offre d'accompagnement de la création/reprise d'entreprise de proximité, lisible et efficace ;
- Mettre en place un parcours unique coordonné du créateur/repreneur sur les différentes phases de la création/reprise d'entreprises : phase 1 : ante création / phase 2 : financement / phase 3 : suivi post création à 3 ans ;
- Proposer une offre de service homogène et de qualité qui couvre l'ensemble des 24 bassins d'emploi franciliens pour chacune des 3 phases du parcours avec une attention particulière pour les publics prioritaires (demandeurs d'emploi, femmes, jeunes, habitants des quartiers politique de la ville) ;
- Impulser une action coordonnée et mutualisée des opérateurs de l'action.

L'objectif est d'augmenter le nombre de créateurs et repreneurs franciliens accompagnés, d'accroitre le taux de création et reprise d'entreprises sur les territoires fragiles et de renforcer la pérennité et le développement des entreprises créées et reprises sur l'ensemble du territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toute personne souhaitant créer ou reprendre une entreprise en Ile-de-France.
Certains publics prioritaires feront l'objet d'une attention particulière :
- Personnes sans emploi ou personnes rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi : a minima 60 % des bénéficiaires du parcours ;
- Femmes : 50 % des bénéficiaires du parcours ;
- Habitants des quartiers Politique de la ville et des zones de revitalisation rurale : a minima 15 % des bénéficiaires du parcours ;

- Entreprises technologiques innovantes à fort potentiel de croissance : a minima 150 entreprises par an.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de l'assiette subventionnable ne prend pas en compte les dépenses suivantes :
- Impôts et taxes : 249 204€
- Charges financières : 102 020€
- Charges exceptionnelles : 28 976€
- Dotations : 71 967€
- Emplois des contributions volontaires en nature: 1 394 834€

La subvention régionale est répartie de la façon suivante :

INITIACTIVE IDF (phase financement) :
En tant que chef de file : 59 829 €
En tant qu'opérateur : 967 821 €

Scientipôle Initiative (WILCO) (phase financement) :
774 600 €

ADIE (phase financement) :
509 289 €

Réseau Entreprendre (phase financement):
140 502 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	192 507,00	1,72%
Services extérieurs	1 249 410,00	11,13%
Autres services extérieurs	1 280 010,00	11,41%
Impôts et taxes (NE)	249 204,00	2,22%
frais personnel	6 613 426,00	58,93%
Autres charges de gestion courante	40 300,00	0,36%
Charges financières (NE)	102 020,00	0,91%
Charges exceptionnelles (NE)	28 976,00	0,26%
Dotations (NE)	71 967,00	0,64%
Emplois des contributions volontaires en nature (NE)	1 394 834,00	12,43%
Total	11 222 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
produits	206 087,00	1,84%
Etat	202 803,00	1,81%
Région AMI	2 452 041,00	21,85%
Région-Emploi tremplin	153 036,00	1,36%
Région-autres	649 427,00	5,79%
collectivités territoriales	1 589 228,00	14,16%
Fonds européens	1 755 121,00	15,64%
Organismes semi publics	57 290,00	0,51%
Organismes privés	716 612,00	6,39%
Autres produits de gestion courante	2 090 576,00	18,63%
Produits financiers	78 118,00	0,70%
Transferts de charges	22 600,00	0,20%
Contributions volontaires en nature	1 249 715,00	11,14%
Total	11 222 654,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 226 020,00 €
2018	1 226 021,00 €

Annexe n°3 : Convention type AMI entrepreneuriat

CONVENTION N° - RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNÉ VERS LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017 - 2019

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

INITIACTIVE Ile-de-France
N° SIRET : 832 715 874 000 18
dont le siège social est situé au : 36 rue des petits champs Paris 75 002
ayant pour représentant son Président, Monsieur Michel LEFEVRE

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- **la stratégie Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) adoptée en décembre 2016 prévoit de développer l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans un cadre plus lisible, rationalisé et mieux adapté aux cibles.**
- **que l'article 7 de la loi Notre du 7 août 2015 transfère la compétence du dispositif Nacre (Nouvel accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise) à compter de janvier 2017.**
- **que la convention de la Région avec l'Etat et la Caisse des dépôts et Consignations qui a fait l'objet d'une délibération N° CP 2017-111 du 8 mars 2017 prévoit la mise à disposition par la CDC de son offre de prêt à taux 0 % NACRE pour les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement et de conseil à la création/reprise d'entreprise à partir du 1er janvier 2017.**
- **que l'avenant à la convention de la Région avec l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations qui a fait l'objet d'une délibération N° CP 2017-220 le 17 mai 2017 propose les conditions de mise en œuvre du dispositif transitoire.**
- **La mise en place d'un parcours unique coordonné du créateur/repreneur, sur les différentes phases de la création/reprise d'entreprises : phase 1 : ante création / phase 2 : financement / phase 3 : suivi post création 3 ans**
- **que les réseaux régionaux d'accompagnement à la création, au financement et au développement d'entreprises se sont regroupés en consortium par phase**
- **que chaque consortium doit désigner un opérateur régional chef de file, nommé « bénéficiaire »**
- **que le bénéficiaire a été désigné par les membres du consortium pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),**
- **que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du consortium dans le cadre de la mise en œuvre des actions subventionnées impliquant des dépenses de fonctionnement.**
-

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase Financement de 2017 à 2019 dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe à la convention, par l'attribution à InitiActive Ile-de-France, d'une subvention de fonctionnement de 2 452 041 € pour la période du 07/07/2017 au 31/12/2018.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 26,15 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 9 375 653 €, soit un montant maximum de subvention de 2 452 041 €.

Au titre des deux autres années d'exécution de la convention, soit 2018 et 2019, le consortium pourra prétendre au versement d'une subvention, sous réserve d'un vote d'approbation par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention, à la réalisation des actions subventionnées.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période 2017-2019.

Le bénéficiaire s'engage à renseigner l'outil reporting de la Région dès sa mise en œuvre.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute 2 stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. La répartition des stagiaires ou alternants, fait l'objet d'un accord entre les membres du consortium.
Les membres du consortium saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

ARTICLE 2.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.5 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

Tenir une comptabilité analytique.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'ensemble des partenaires qui bénéficient d'un soutien de la Région dans le cadre du consortium s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative au soutien régional prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » dans les publications françaises et internationales, et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews…) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.
Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 CONVENTION AVEC LES MEMBRES DU CONSORTIUM

Le bénéficiaire s'engage à conclure avec les membres du consortium une convention permettant la réalisation des actions subventionnées.
Cette convention prévoit notamment :

- **la répercussion sur les membres du consortium des obligations de respect et de promotion de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ainsi que des obligations en matière de communication, fixées par la Région au bénéficiaire,**
- **la répartition du nombre de stagiaires entre les différents membres du consortium,**
- **que le reversement, par le bénéficiaire, d'une partie la subvention régionale à chaque membre du consortium est conditionné au respect de l'ensemble de leurs obligations. »**

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 REPARTITION DES SUBVENTIONS « EN CASCADE »

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale dans les conditions suivantes :

- 59 829 € à InitiActive Ile-de-France en tant que chef de file
- 967 787 € à InitiActive Ile-de-France pour l'accompagnement au financement
- 774 600 € à WILCO pour l'accompagnement au financement
- 509 289 € à ADIE pour l'accompagnement au financement
- 140 502 € à Réseau Entreprendre pour l'accompagnement au financement

ARTICLE 3.2 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.3.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation

- d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.3.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle. Dans le cas d'une demande d'acompte,

- un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- **un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :**
  - **les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;**
  - **et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.**

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- **un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.**

- **un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.**

- **Les justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).**

ARTICLE 3.4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.3.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet (07 juillet 2017) et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention couvre la période 2017-2019. Elle prend effet à compter de sa signature et expire au versement du solde des flux financiers dûs au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.2.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le	**Le**
Pour le Président d' InitiActive Ile-de-france	**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation La directrice des entreprises et de l'emploi**
Michel LEFEVRE	**Marie ESNAULT-BERTRAND**

Annexe n°4 : Fiches projets FPH

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014270

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARIS INITIATIVES ENTREPRISES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	4 016 188,00 €	13,69 %	550 000,00 €
	Montant Total de la subvention		550 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS INITIATIVES ENTREPRISES
Adresse administrative : 68 BD MALESHERBES
75008 PARIS 08
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lucien JIBERT, Président

Date de publication au JO : 5 février 2000

N° SIRET : 34802705300043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.

LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "classiques", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	3 500 000,00	87,15%
Frais liés à la gestion du compte de prêt	55 000,00	1,37%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	461 188,00	11,48%
Total	4 016 188,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	2 550 000,00	63,49%
Report solde antérieur	566 188,00	14,10%
Dotation Région	550 000,00	13,69%
Autres dotations	350 000,00	8,71%
Total	4 016 188,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	550 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	138 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	480 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	123 600,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	122 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	400 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	280 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	122 400,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	350 000,00 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	115 200,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	69 000,00 €
	Montant total	2 470 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014273

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D''HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 732 102,00 €	4,62 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 297 RUE ROUSSEAU VAUDRAN 77191 DAMMARIE LES LYS CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Denis Kirchhoff, Président

Date de publication au JO : 1 janvier 1999

N° SIRET : 44510690900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :

CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de prêts d'honneurs engagés (hors Nacre)	1 100 473,00	63,53%
Frais de gestion du compte de fonds de prêt	14 000,00	0,81%
Solde sur enaggement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	617 629,00	35,66%
Total	1 732 102,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	800 000,00	46,19%
Report solde antérieur	852 102,00	49,19%
Dotation Région	80 000,00	4,62%
Total	1 732 102,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	80 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	50 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 000,00 €
	Montant total	155 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014276

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : NORD SEINE ET MARNE INITIATIVES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 166 742,00 €	10,29 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE NORD SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 1 AV JOHANNES GUTEMBERG
77700 SERRIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Arnaud Alacir, Président

Date de publication au JO : 31 août 2013

N° SIRET : 41339532800060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts d'honneurs 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneurs engagés (hors Nacre)	780 000,00	66,85%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de PH	1 600,00	0,14%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	385 142,00	33,01%
Total	1 166 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	574 204,00	49,21%
Report solde antérieur	309 980,00	26,57%
Dotation Région	120 000,00	10,29%
Autres dotations	162 558,00	13,93%
Total	1 166 742,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	27 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	70 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	70 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 000,00 €
	Montant total	242 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014277

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INITIATIVES SEINE YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 827 046,00 €	19,16 %	350 000,00 €
	Montant Total de la subvention		350 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ISY INITIATIVE SEINE YVELINES
Adresse administrative : 38 AV PAUL RAOULT
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Amaury De Traxler, Président

Date de publication au JO : 14 septembre 2012

N° SIRET : 43926549700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur enaggés (hors Nacre)	1 300 000,00	71,15%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	1 500,00	0,08%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	525 546,00	28,76%
Total	1 827 046,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	780 000,00	42,69%
Report solde antérieur	297 046,00	16,26%
Dotation Région	350 000,00	19,16%
Autres dotations	400 000,00	21,89%
Total	1 827 046,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	350 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	42 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	215 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	42 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	22 200,00 €
	Montant total	711 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014280

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ESSONNE INITIATIVE- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 675 139,00 €	14,92 %	250 000,00 €
	Montant Total de la subvention		250 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE ESSONNE CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE
Adresse administrative : 2 CRS MONSEIGNEUR ROMERO 91004 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Philippe FERY, Président

Date de publication au JO : 20 juillet 2013

N° SIRET : 41877378400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :

CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	1 150 000,00	68,65%
Solde sur enaggement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	525 139,00	31,35%
Total	1 675 139,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	850 000,00	50,74%
Report solde antérieur	385 139,00	22,99%
Dotation Région	250 000,00	14,92%
Autres dotations	190 000,00	11,34%
Total	1 675 139,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	250 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	55 200,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	190 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	60 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	55 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	33 600,00 €
	Montant total	803 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014281

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : HAUTS DE SEINE INITIATIVES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	2 524 494,00 €	19,81 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAUTS DE SEINE INITIATIVES
Adresse administrative : 123 RUE SALVADORE ALLENDE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionel RAINFRAY, Président

Date de publication au JO : 21 octobre 2010

N° SIRET : 42325730200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	2 006 400,00	79,48%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	518 094,00	20,52%
Total	2 524 494,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	1 300 000,00	51,50%
Report solde antérieur	424 494,00	16,82%
Dotation Région	500 000,00	19,81%
Autres dotations	300 000,00	11,88%
Total	2 524 494,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	78 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	5 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	160 063,43 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	68 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	80 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	32 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	300 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	68 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	18 500,00 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	66 400,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	39 000,00 €
	Montant total	1 562 563,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014284

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INITIACTIVE 95 - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	2 827 756,00 €	24,75 %	700 000,00 €
	Montant Total de la subvention		700 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE
Adresse administrative : 3 AV DES BEGUINES
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel LEFEVRE, Président

Date de publication au JO : 25 février 2012

N° SIRET : 40156625200060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :

CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	2 500 000,00	88,41%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	327 756,00	11,59%
Total	2 827 756,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	980 000,00	34,66%
Report solde antérieur	647 756,00	22,91%
Dotation Région	700 000,00	24,75%
Autres dotations	500 000,00	17,68%
Total	2 827 756,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	700 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	102 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	3 700,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	300 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	33 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	259 737,71 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	270 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	32 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	370 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	18 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	84 784,31 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	70 061,30 €

2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	77 200,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	81 000,00 €
	Montant total	2 375 783,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014285

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AFACE 78- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 095 000,00 €	13,70 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE AFACE YVELINES
Adresse administrative : 21 AV DE PARIS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain Gosset, Président

Date de publication au JO : 18 janvier 2014

N° SIRET : 43322995200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	1 050 000,00	95,89%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	45 000,00	4,11%
Total	1 095 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	680 000,00	62,10%
Dotation Région	150 000,00	13,70%
Report solde antérieur	265 000,00	24,20%
Total	1 095 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
	Montant total	534 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014424

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 403 000,00 €	34,21 %	480 000,00 €
	Montant Total de la subvention		480 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE
Adresse administrative : 1 MAIL GAY-LUSSAC
95000 NEUVILLE-SUR-OISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROMAIN MICHELLE, Autre

Date de publication au JO : 12 juin 2010

N° SIRET : 52297709900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneurs engagés (hors Nacre)	925 000,00	65,93%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêt	8 000,00	0,57%
Solde sur enagegement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	470 000,00	33,50%
Total	1 403 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements des prêts d'honneur	443 000,00	31,58%
Report sur solde sur engagements antérieurs	160 000,00	11,40%
Dotation Région	480 000,00	34,21%
Autres dotations	320 000,00	22,81%
Total	1 403 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	480 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	14 400,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	8 400,00 €
	Montant total	518 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014425

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 068 648,00 €	32,75 %	350 000,00 €
	Montant Total de la subvention		350 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE
Adresse administrative : 33 AV PIERRE BROSSOLETTE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Alain-Philippe Etlin, Présidente

Date de publication au JO : 13 octobre 2012

N° SIRET : 78882961200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	748 000,00	69,99%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêt	19 400,00	1,82%
Solde sur enaggeement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	301 248,00	28,19%
Total	1 068 648,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	120 000,00	11,23%
Report solde antérieur	490 648,00	45,91%
Dotation Région	350 000,00	32,75%
Autres dotations	108 000,00	10,11%
Total	1 068 648,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	350 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 600,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	8 400,00 €
	Montant total	660 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014427

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE 93 - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 148 785,00 €	30,47 %	350 000,00 €
	Montant Total de la subvention		350 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE 93
Adresse administrative : 35 RUE VICTOR HUGO
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry Petris, Président

Date de publication au JO : 29 mars 2003

N° SIRET : 44759111600036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honeur engagés (hors Nacre)	906 250,00	78,89%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	242 535,00	21,11%
Total	1 148 785,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	373 084,00	32,48%
Report solde antérieur	75 701,00	6,59%
Dotation Région	350 000,00	30,47%
Autres dotations	350 000,00	30,47%
Total	1 148 785,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	350 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 600,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	80 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	8 400,00 €
	Montant total	237 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014440

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VMAPI EST : DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	381 239,00 €	18,36 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VMAPI VAL DE MARNE ACTIF POUR L INITIATIVE
Adresse administrative : 85 AV DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Olivier BENASSI, Président

Date de publication au JO : 3 janvier 2011

N° SIRET : 42822211100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :

CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	230 000,00	60,33%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	151 239,00	39,67%
Total	381 239,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements des prêts d'honneur	174 250,00	45,71%
Report solde antérieur	136 989,00	35,93%
Dotation Région	70 000,00	18,36%
Total	381 239,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	70 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	79 200,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	50 000,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	190 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	98 983,57 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	54 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	55 200,00 €
	Montant total	1 023 383,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014450

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 248 000,00 €	24,04 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE TOURAINE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK DOHIN, Autre

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51281922800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur enggagés (hors Nacre)	830 000,00	66,51%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exrecice suivant	418 000,00	33,49%
Total	1 248 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	345 000,00	27,64%
Report solde antérieur	403 000,00	32,29%
Dotation Région	300 000,00	24,04%
Autres dotations	200 000,00	16,03%
Total	1 248 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	14 400,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	12 000,00 €
	Montant total	724 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014454

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE SEINE ET MARNE-DOTATIONS AUX FONDS DE PRÊTS DES ASSOCIATIONS DE PRÊTS D'HONNEURS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	770 000,00 €	25,97 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 22 RUE PIERRE MENDES FRANCE 77200 TORCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionel MERCOU, Président

Date de publication au JO : 28 janvier 2017

N° SIRET : 82785032200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Objet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts d'honneurs 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneurs ont vocation à octroyer des prêts à taux 0 % à des créateurs d'entreprises.

Description :
Ces prêts d'honneurs sont prélevés sur un fonds de prêts constitue des apports de plusiuers partenaires au premier rang desquels la Ré"gion Ile-de-France.
Les remboursements permettent aux Fonds de prêts de se renconstituer ; de nouveaux apports sont néanmoins nécessaires pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.
La Région Ile-de-France s'engage sous forme de dotation aux fonds de prêts d'honneur dans la limite de 50 % du total des apports.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	600 000,00	77,92%
Solde sur enaggement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	170 000,00	22,08%
Total	770 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursement	303 000,00	39,35%
Reports solde antérieur	267 000,00	34,68%
Dotations Région	200 000,00	25,97%
Total	770 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014459

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE ESSONNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	938 000,00 €	31,98 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RE ESSONNE RESEAU ENTREPRENDRE ESSONNE
Adresse administrative : 2 CRS MONSEIGNEUR ROMERO 91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jérôme BRETTE, Président

Date de publication au JO : 5 août 2017

N° SIRET : 42479210900037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation au fonds de prêts d'honneur de l'association au titre de 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :

CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant prêts d'honneurs engagés (hors Nacre)	600 000,00	63,97%
Solde sur enaggement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	325 000,00	34,65%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêt	13 000,00	1,39%
Total	938 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	411 000,00	43,82%
Dotation Région	300 000,00	31,98%
Autres dotations	227 000,00	24,20%
Total	938 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	50 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	14 400,00 €
	Montant total	398 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014899

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INITIATIVE SAINT QUENTIN EN YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D''HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	875 599,00 €	17,13 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : QUAI FRANCOIS TRUFFAUT
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Philippe Margerie, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50995308900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de prêts d'honneurs engagés (hors Nacre)	715 000,00	81,66%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	160 599,00	18,34%
Total	875 599,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursement	410 000,00	46,83%
Reports solde antérieur	195 599,00	22,34%
Dotation Région	150 000,00	17,13%
Autres dotations	120 000,00	13,70%
Total	875 599,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	50 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	9 000,00 €
	Montant total	211 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014906

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INITIATIVE PLAINE COMMUNE- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 088 273,00 €	27,57 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 9 AVENUE MICHELET
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Edouard de PENGUILLY, Président

Date de publication au JO : 18 novembre 2000

N° SIRET : 43379236300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES

APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	780 000,00	71,67%
Solde sur enagegemnt ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	308 273,00	28,33%
Total	1 088 273,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursement	400 000,00	36,76%
Report solde antérieur	378 273,00	34,76%
Dotation Région	300 000,00	27,57%
Autres dotations	10 000,00	0,92%
Total	1 088 273,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	85 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	80 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	69 264,16 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	22 200,00 €
	Montant total	540 464,16 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014907

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SCIENTIPOLE INITIATIVE - DOTATION DU FONDS DE PH GÉNÉRALISTE - AFFECTATION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	8 115 768,00 €	11,86 %	962 500,00 €
	Montant Total de la subvention		962 500,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTIPOLE INITIATIVE
Adresse administrative : CAMPUS UNIVERSITAIRE D'ORSAY
91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Laure REINHART, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44120234800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La dotation de la Région Ile-de-France vise à abonder un fonds de prêts à partir duquel sont servis, sur avis d'un comité d'agrément, des prêts d'honneur à des créateurs d'entreprises présentant une innovation technologique.

Intérêt régional :

L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des TPE en création /transmission issus de secteurs "traditionnels", technologiques ou à potentiels de création d'emploi.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors Nacre)	6 205 000,00	76,46%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	1 910 768,00	23,54%
Total	8 115 768,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	4 375 000,00	53,91%
Dotation Région	962 500,00	11,86%
Report solde antérieur	2 106 768,00	25,96%
Autres dotations	671 500,00	8,27%
Total	8 115 768,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	962 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 900 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	291 761,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 700 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	600 485,41 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 500 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	450 000,00 €
	Montant total	9 142 246,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014928

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SCIENTIPOLE INITIATIVE - DOTATION DU FONDS DE PRÊT ÉCO-FILIÈRE - AFFECTATION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 153 157,00 €	11,92 %	137 500,00 €
	Montant Total de la subvention		137 500,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTIPOLE INITIATIVE
Adresse administrative : CAMPUS UNIVERSITAIRE D'ORSAY
91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Laure REINHART, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44120234800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts dédié aux "éco-filières" pour 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :

CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial. Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneurs en Ile-de-France.
L'accès des créateurs d'entreprises au prêt d'honneur est intégré à la nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat francilien qui a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juillet 2017 couvrant la période 2017-2019.
L'octroi de cette dotation est intégré à l'offre du consortium de la phase 2 "financement" portée par Initiactive Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Le financement en prêts d'honneurs est destiné à des jeunes TPE innovantes technologiques.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneurs engagés (hors Nacre)	815 000,00	70,68%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exrcice suivant	338 157,00	29,32%
Total	1 153 157,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements	624 000,00	54,11%
Report solde antérieur	213 157,00	18,48%
Dotation Région	137 500,00	11,92%
Autres dotations	178 500,00	15,48%
Total	1 153 157,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	137 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 900 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	291 761,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 700 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	600 485,41 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 500 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	450 000,00 €
	Montant total	9 142 246,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014286

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ADIE-DOTATION DU FONDS DE PRETS D'HONNEURS-2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds de prêts d'honneur - ADIE	2 828 830,00 €	17,68 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADIE ASS POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE
Adresse administrative : 139 BOULEVARD DE SEBASTOPOL
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric LAVENIR, Président

Date de publication au JO : 1 février 1989

N° SIRET : 35221687301565

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de prêts d'honneur - ADIE
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Objectifs :
L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) aide les personnes exclues du système bancaire classique à créer leur activité en leur octroyant un microcrédit et un prêt d'honneur complémentaire sans intérêt ni garantie.

Moyens mis en œuvre :
La Région soutient le bénéficiaire par des dotations en investissement qui serviront de ressources pour

les prêts d’honneur.

Intérêt régional :
La Région compte en abondant le fonds de prêts d'honneurs de l'ADIE avoir un effet levier sur la création d'entreprise en ile de france.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
porteurs de projets n'ayant pas accès au crédit bancaire.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Echéancier prévisionnel de crédits de paiement

Exercice	Montant
2017	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Appui aux actions de formation entrepreneuriale et d'accompagnement des porteurs de projets à fort potentiel économique et social	200 000,00 €
2014	Primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs demandeurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE	1 015 200,00 €
2014	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	624 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	450 000,00 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	225 000,00 €
2015	Fonds de prêts d'honneur - ADIE	300 000,00 €
2015	Primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs demandeurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE	1 200 000,00 €
2015	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité	603 720,00 €

	d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	
2016	Ecole Régionale des Projets - ERP	163 000,00 €
2016	Fonds de prêts d'honneur - ADIE	300 000,00 €
2016	Primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs demandeurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE	0,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	1 000 000,00 €
2016	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	566 340,00 €
2017	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	862 220,00 €
	Montant total	7 509 480,00 €

Annexe n°5 : Convention type FPH

CONVENTION N°…… RELATIVE A l'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNE VERS LA CREATION ET REPRISE D'ENTREPRISES 2017-2019 ABONDEMENT DES FONDS DE PRÊTS D'HONNEURS

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n°CP 2017-XXX du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'association XXXXXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXX
ayant pour représentant le XXXXXX

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- **la stratégie # Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) adoptée en décembre 2016 prévoit de développer l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans un cadre plus lisible, rationalisé et mieux adapté aux cibles.**
- **Que conformément à la délibération N°CR 2017-141 du 7 juillet 2017 la Région met en place une politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME**
- **La mise en place d'un parcours unique coordonné du créateur/repreneur, sur les différentes phases de la création/reprise d'entreprises : phase 1 : ante création / phase 2 : financement / phase 3 : suivi post création 3 ans.**
- **L'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial.**
- **Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs, la Région souhaite développer l'offre de prêts d'honneur.**
- ***Que les associations de prêts d'honneur affiliées à France Initiative sont regroupées au sein de l'association régionale Ile-de-France Initiative destinée à soutenir leur action*.**
- ***Que les associations de prêts d'honneurs affiliées au Réseau France Initiative et au Réseau Entreprendre, soutiennent la création / reprise d'entreprise sur leur territoire d'intervention par l'octroi à des créateurs/repreneurs, ne pouvant pas avoir accès à l'emprunt bancaire, de prêts d'honneurs sans intérêt et sans garantie***
- ***Que l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) aide les personnes exclues du système bancaire classique à créer leur activité en leur octroyant un microcrédit et un prêt d'honneur complémentaire sans intérêt ni garantie.***
  - Que la Région soutient le bénéficiaire par des dotations en investissement qui serviront de ressources pour les prêts d'honneur.
  - Que les dotations sont attribuées dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France approuvé par délibération CR n°33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n°01-16 du 22 janvier 2016.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017, la Région Île-de-France a décidé d'apporter des solutions de financement aux créateurs d'entreprises pour favoriser la création d'entreprise en Ile-de-France et pérenniser leur activité.

La Région a décidé d'apporter son soutien en investissements :

- ***Aux associations de prêts d'honneur des réseaux Initiative et Entreprendre franciliens, à la coordination Ile-de-France Initiative qui soutiennent la création d'entreprises sur leur territoire d'intervention par l'octroi, à des créateurs/repreneurs ne pouvant avoir accès à l'emprunt bancaire, de prêts d'honneur sans intérêt et sans garantie.***

- ***A l'ADIE qui aide les personnes exclues du système bancaire classique à créer leur activité en leur octroyant un microcrédit et un prêt d'honneur complémentaire sans intérêt ni garantie.***

La Région soutient le bénéficiaire par des dotations en investissement qui serviront de ressources *pour les prêts d'honneur.*
La contribution de la Région permet d'accroître le *montant du fonds de prêts d'honneur*
Ce montant diminue en fonction des prêts accordés et est progressivement reconstitué par les remboursements.

- ***Dotation pour l'ADIE :***

La Région octroie au titre de 2017 une dotation au fonds de prêts d'honneurs de l'ADIE dont le montant ne pourra pas dépasser XXXX € dans la limite d'une participation maximale de 50 % du fonds.

- ***Dotation pour les membres du réseau Initiative Ile-de-France et du réseau Entreprendre :***

Pour Scientipôle Initiative, plateforme de TPE technologiques :

La Région octroie au titre de 2017 une dotation d'un montant maximum de XXXX € pour accroître les fonds de prêts constitués par Scientipôle Initiative répartis de la façon suivante :
- Dotation d'un montant de XXXX € pour le fonds dédié aux projets d'entreprises technologiques innovantes
- Dotation d'un montant de XXX € pour le fonds dit « éco-filières » dédié aux projets d'entreprises innovantes relevant de ces secteurs.

Pour les plateformes TPE classiques fonds de prêts d'honneurs :

- ***Dotation pour Ile-de-France Initiative:***

La Région octroie au titre de 2017 une dotation d'un montant maximum de XXXX € à Ile-de-France Initiative visant à abonder exclusivement le fonds Ile-de-France Transmission.

- ***Dotation aux plateformes de prêts d'honneurs franciliennes affiliées à France Initiative Réseau :***

La Région octroie au titre de 2017 une dotation d'un montant maximum de XXXX € pour accroître le fonds de prêts d'honneurs de la plateforme XXXXXX, affiliée à France Initiative Réseau.

- ***Dotation aux plateformes de prêts d'honneurs franciliennes affiliées au Réseau Entreprendre :***

La Région octroie au titre de 2017 une dotation d'un montant maximum de XXXX € pour accroître le fonds de prêts d'honneurs de la plateforme XXXXXX, membre du Réseau Entreprendre, dédié aux projets de création/reprise ayant un potentiel de création d'emploi.

Au titre des autres années d'exécution de la convention, le bénéficiaire pourra prétendre au versement d'une nouvelle dotation, sous réserve d'un vote d'approbation par l'assemblée délibérante régionale.
La Région délibérera annuellement en CP pour attribuer les montants affectés aux opérations durant la durée de la convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 - OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Obligations pour les membres des Réseaux Initiative et Entreprendre :

Le bénéficiaire s'engage à adhérer à la fédération nationale France Initiative/Réseau Entreprendre. Le bénéficiaire doit respecter les charte et objectifs de ces réseaux mais aussi être à jour de sa cotisation.
Le bénéficiaire, membre du Réseau Initiative, doit également être membre de l'association régionale de fédération des associations de prêts d'honneur franciliennes, Ile de France Initiative

Le bénéficiaire s'engage à renseigner l'outil reporting de la Région dès sa mise en œuvre.

Le bénéficiaire s'engage à ce que la subvention régionale soit exclusivement utilisée au financement de l'octroi de prêts d'honneur, à l'exclusion de toute autre dépense, et notamment du paiement de tout frais de fonctionnement. A l'issue de chaque remboursement de prêt, le bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds pour l'octroi de nouveaux prêts d'honneurs.

Obligations relatives aux aides d'Etat :

Obligation relatives aux Plateformes de prêts d'honneurs et à l'ADIE :

Le bénéficiaire s'engage à notifier à chacun des emprunteurs le montant équivalent-subvention brut perçu au titre de la participation de la Région dans le Fonds de prêts.
L'équivalent subvention brute est calculé par application de la méthode de calcul de l'élément d'aide contenu dans les prêts publics (régime cadre exempté de notification n°SA 40390 pris au titre du RGEC 651/2014 du 17 juin 2014). La lettre de notification précise que l'aide est allouée sur la base du régime cadre exempté d'aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME n° X65/2008, pris sur la base du

règlement général d'exemption par catégorie n° 800/2008 adopté par la Commission européenne le 6 août 2008 et publié au JOUE du 9 août 2008.

Les associations de prêts d'honneur respectent la règlementation des aides d'Etat lors de l'octroi de prêts d'honneur aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Le bénéficiaire devra produire un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, lors de la demande de versement du solde.

ARTICLE 2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.
Le bénéficiaire saisit X offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

Le bénéficiaire s'engage à produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné ci-dessus, (convention de stage signée ou contrat de travail signé) lors de la demande de versement du solde.

ARTICLE 2.4- OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

1) Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changement de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés.

2) Communiquer à la Région, dans les six mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées des experts comptables ou des commissaires aux comptes chargés de certifier les comptes.

3) Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale :
adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur, fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées, compte-rendu financier de l'opération…), conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'expiration de la convention, faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives..

4) Fournir à la Région pour chaque exercice et sur toute la durée de la convention :

a) Les comptes annuels : le bilan et le compte de résultat du dernier exercice certifiés par un, selon le cas, commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert-comptable, ou par les dirigeants de l'association de prêts d'honneur, lorsque cette dernière ne dispose pas de commissaires aux comptes ;

b) Le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé retraçant l'activité et l'utilisation des subventions attribuées au titre de l'année écoulée signé par le représentant habilité ;
Ce document comprendra notamment les noms de l'entreprise et son responsable, la localité d'implantation, le secteur d'activité, le montant du prêt, le montant du prêt et des remboursements effectués ou à venir.

c) Un document prévisionnel sur l'utilisation prévue des subventions demandées.

d) Un tableau récapitulatif contenant la liste des projets ayant bénéficié au cours de l'exercice concerné du décaissement effectif d'un prêt d'honneur, leur numéro SIRET, la liste nominative des porteurs de projets, le secteur d'activité de l'entreprise ainsi que sa commune d'implantation, le montant du ou des prêts d'honneur décaissés au bénéfice du ou des porteurs de projets et leur date de décaissement.

OBLIGATIONS 2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le co-contractant s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prendra la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

La taille du logotype régional est proportionnelle au soutien régional par rapport à celui des autres partenaires financeurs, à l'exception des actions financées à plus de 50% par la Région, pour lesquelles le logotype régional est plus important.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la participation de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le co-contractant s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, relatives à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats de toute étude, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les photos relatives à l'exécution de la présente convention pourront être librement utilisées par la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 - MODALITES DE VERSEMENT DU SOUTIEN REGIONAL

ARTICLE 3.1 - CADUCITE

Pour les subventions d'investissement, les règles sont les suivantes :

- Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

ARTICLE 3.2 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'objectif pour la Région est de s'assurer que l'association dispose systématiquement d'une visibilité suffisante pour verser des prêts d'honneur aux porteurs de projet dans l'année à venir.

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.
Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- **La subvention d'investissement est versée en fonction de l'activité du Fonds de prêts d'honneurs dans l'année du vote de la dotation.**

ARTICLE 3.2.1: PREMIER VERSEMENT

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans la limite de 80 % du montant de la dotation.

La demande d'avance doit être justifiée par la communication :

- **d'un appel de fonds signé par le représentant légal et portant le cachet de l'organisme.**

- **d'une situation de la capacité d'engagement du compte de prêt, lorsque celle-ci est inférieure à 1 an du budget annuel prévisionnel du fonds.(tableau en annexe à la convention)**

La capacité d'engagement du fonds correspond à la situation de trésorerie du fonds à l'instant t corrigée de l'ensemble des engagements pris par les comités et non décaissés. Dit autrement : Capacité d'engagement = Situation de trésorerie - montant total des prêts accordés non encore décaissés.

- **d'une liste de porteurs de projets ayant bénéficié au cours de l'exercice concerné du décaissement effectif d'un prêt d'honneur.**
- **le montant cumulé de ces décaissements devra présenter au minimum 50% du montant de l'avance de dotation effectuée.**

L'association communique à cet effet à la Région ses états d'engagements et de trésorerie du fonds de prêt (réalisé et prévisionnel), comprenant notamment les remboursements des bénéficiaires et les apports des autres partenaires financeurs.

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT DU SOLDE DE LA DOTATION

La dotation ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération.

L'association de prêts d'honneur produit un décompte général et définitif de ses comptes d'opération afférents à chacun de ses fonds de prêts correspondant au modèle transmis par la Région.

Ce document récapitulatif et définitif détaille notamment :
- le nombre de bénéficiaires de prêts d'honneur (personnes physiques et entreprises) ;
- le montant des prêts d'honneur.

L'excédent éventuel de versement au regard des dépenses justifiées par l'association fait l'objet d'un titre de recettes émis par la Région.

- **Versement des dotations :**

Le versement des dotations s'effectue sur le compte bancaire établi au nom de :

Association
ouvert à
compte n° Code Banque : ; Code guichet : ;
N° de compte : ; Clé : .

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-payeur-général de la Région Ile-de-France.

- **Comptabilité**

Pour le fonds de prêt mentionné ci-dessus, l'association de prêts d'honneur ouvre un compte bancaire dédié à la Région Ile-de-France dont les intérêts créditeurs portent intérêt à l'opération.
Annuellement, elle fournit un tableau qui retrace l'ensemble des opérations effectuées sur le compte.

ARTICLE 4 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Le reversement de tout ou partie de la dotation est exigé en cas d'inexécution totale ou partielle de la convention, notamment :

- **en cas de non-respect de l'obligation d'emploi de la subvention au financement exclusif de prêts d'honneurs.**
- **en cas de non-respect des obligations du bénéficiaire.**
- **en l'absence de production des comptes rendus financiers et comptes annuels.**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
Dans tous ces cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 6 ci-dessous

ARTICLE 5 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention couvre la période 2017-2019. Elle prend effet à compter de sa signature et expire au versement du solde des flux financiers dûs au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.1.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du 22 novembre 2017..

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

XXXXXX

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation
La directrice des entreprises et de l'emploi

XXXXXXXXX

Marie ESNAULT-BERTRAND

ANNEXE

Fonds de prêts d'honneur
Tableau de suivi des engagements

Association :

Date :

	Historique	2016 (Année N-1)		2017 (Année N)		CUMUL	Projections 2018	Projections 2019
	De la création au 31/12/2015	Au 01/01/2016	Au 31/12/2016	Au 01/01/2017	Au 30/06/2017		Année (N+1)	Année (N+2)
	Réalisé	Prévisionnel	Réalisé	Prévisionnel	Réalisé	Historique + Réalisé N-1 Prévision N	Prévisionnel	Prévisionnel
EMPLOIS								
Nombre d'entreprises financées (ENGAGEMENT) (Hors NACRE)								
Nombre total de Prêts d'Honneur accordés (ENGAGEMENT) (Hors NACRE)								
Montant total de Prêts d'Honneur engagés (ENGAGEMENT) (Hors NACRE)								
Montant moyen par entreprise								
Montant moyen par personne								
RESSOURCES								
Remboursements								
Fonds Publics								
FEDER								
Etat								
Conseil Régional								
Conseil Départemental								
Communes & Intercommunalités								
Caisse des Dépôts								
Fonds Privés								
Banques								
Entreprises								
Revitalisation								
Consulaires								
Autres (fonds de prêt plateforme ICESY -Rambouillet suite fusion au 31-12-2017)								
Sous-total Nouvelles Dotations (Fonds Publics + Fonds Privés)								
Total (Remboursements+Fonds Publics +Fonds Privés)								

% Par financeur	
2017	Cumul

SYNTHESE : ETAT DES ENGAGEMENTS DU FONDS

(+) RESSOURCES

(+) Dotations

(+) Remboursements des prêts d'honneur

(+) Report du solde sur engagement antérieur

(-) EMPLOIS

Annexe n°6 : Convention FAG

CONVENTION N° ……RELATIVE AU SOUTIEN DE LA CREATION/REPRISE/TRANSMISSION DES ENTREPRISES FRANCILIENNES
ABONDEMENT DU FONDS DE GARANTIE REGIONAL

Les parties signataires de la convention

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé France Active,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901,
3, rue Franklin, Tour Cityscope, 93100 Montreuil
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 27 avril 1988,
et dont le N°SIRET est 344 891 668 000 40 et code APE est 9499 Z
représentée par son Directeur Général, Monsieur Denis Dementhon,

ci-après dénommé « France Active »

et

L'organisme dénommé France Active Garantie - FAG,
dont le statut juridique est : société anonyme, agréée en tant que société financière,
sise 3, rue Franklin, Tour Cityscope, 93100 Montreuil
et dont le N°SIRET est 401 723 408 00027 et code APE est 6492 Z :
représentée par son Directeur général Délégué, Monsieur Antoine Dubreuil

ci-après dénommé « FAG »

et

L'organisme dénommé Ile-de-France Active,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 155 rue de Picpus. 75012 - PARIS
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 4/10/2001,
et dont le N°SIRET et code APE sont 442 562 716 00021 / 9499Z
représentée par son Président, Lionnel Rainfray
habilité par ses statuts,

ci-après dénommé « Ile-de-France Active »

et

L'organisme dénommé Paris Initiative Entreprise,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 68, Boulevard Malesherbes, 75008 Paris
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 02/11/1999,
et dont le N°SIRET et code APE sont 348 027 053 00043 / 9499Z
représentée par son Président Lucien Jibert,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Paris Initiative Entreprise »

et

L'organisme dénommé Afile 77,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 10, rue Carnot, 77 000 Melun
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 06/11/1991,
et dont le N°SIRET et code APE sont 384 706 412 00036 / 8299Z
représentée par son Président, Christian Mesnier
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Afile 77 »

et

L'organisme dénommé Yvelines Actives,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise Domaine La Bruyère – Bâtiment Rosny – 3 Rue Saint Charles 78000 Versailles
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 07/04/2009,
et dont le N°SIRET et code APE sont 512 426 644 00013 / 9499Z
représentée par son Président, Denis Painchault
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Yvelines Actives »

et

L'organisme dénommé Essonne Active,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 2, cours Monseigneur Roméro, 91 000 Evry
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 12/06/2006,
et dont le N°SIRET et code APE sont 491 530 275 / 9499Z
représentée par son Président, Gérard Lejeune
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Essonne Active »

et

L'organisme dénommé Hauts-de-Seine Initiative,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 123, rue Salvador Allende, 92 000 Nanterre
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 18/03/1999,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 423 257 302 00012 / 9499Z
représentée par son Président, Lionnel Rainfray
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Hauts-de-Seine Initiative »

et

L'organisme dénommé Garances,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise C/O Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis 191, avenue Paul Vaillant Couturier 93000 BOBIGNY
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 30/05/1998,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 438 402 430 00039 / 9499Z
représentée par son Président, Thierry du Bouëtiez de Kerogen,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Garances »

et

L'organisme dénommé Val-de-Marne Actif pour l'Initiative,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 85-87 Avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 11/06/1999,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 428 222 111 00026 / 9499Z
représentée par son Président, Olivier Bénassi,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Val-de-Marne Actif pour l'Initiative »

et

L'organisme dénommé Initiactive 95,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 3 avenue des Béguines 95800 Cergy Saint-Christophe
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 22/04/1994,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 401 566 252 00045 / 9499Z
représentée par son Président, Michel Lefèvre
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Initiactive 95 »

d'autre part ;

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la stratégie # Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) adoptée en décembre 2016 prévoit de développer l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans un cadre plus lisible, rationalisé et mieux adapté aux cibles ;
- Que conformément à la délibération N°CR 2017-141 du 7 juillet 2017 la Région met en place une politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME ;
- Que cette nouvelle politique prévoit la mise en place d'un parcours unique coordonné du créateur/repreneur, sur les différentes phases de la création/reprise d'entreprises : phase 1 : ante création / phase 2 : financement / phase 3 : suivi post création 3 ans ;
- Que l'accès au financement constitue un facteur clé de réussite d'un projet entrepreneurial.
  Que le réseau France Active en Ile-de-France a pour objet d'apporter des solutions de financement à des TPE portées par des publics en difficulté (demandeurs d'emplois, bénéficiaires des minima sociaux, personnes sans ressources, salariés à très faibles revenus) au travers d'un outil de garantie permettant l'accès au crédit bancaire,
- Qu'Ile-de-France Active joue un rôle d'animateur et de coordinateur des 8 Fonds territoriaux.
- que France Active, tête de réseau national, assure la cohésion de l'offre du réseau en veillant que ses membres répondent à une charte commune.
- que France Active Garantie (FAG), en tant que société financière, gère les fonds de garantie créés avec des collectivités locales et des partenaires financiers sur l'Ile-de-France ;
- Pour faciliter l'accès au financement bancaire des créateurs/repreneurs de TPE portées par des publics en difficulté, la Région souhaite développer l'offre de garanties bancaires.
- Que la Région soutient le bénéficiaire par des dotations en investissement qui serviront de ressources pour le fonds de garantie régional.
- Que les dotations sont attribuées dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France approuvé par délibération CR n°33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n°01-16 du 22 janvier 2016.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017, la Région Île-de-France a décidé d'apporter des solutions de financement aux créateurs d'entreprises pour favoriser la création d'entreprise en Ile-de-France et pérenniser leur activité.

- *La Région a décidé d'apporter son soutien en investissements :*

  - *A **France Active Garantie, (FAG),** en tant que société financière et membre du Réseau France active, qui a pour objet de gérer le fonds régional de garantie bancaire, abondé par les collectivités territoriales et les partenaires financiers de l'Ile-de-France.*
    La garantie bancaire permet de faciliter l'accès au crédit bancaire des créateurs d'entreprises, demandeurs d'emploi.

France Active Garantie, gère le fonds régional de garantie qui sera mobilisé par les 8 fonds territoriaux de France active Ile-de-France au profit des TPE portées par des publics en difficulté En effet, les 8 fonds territoriaux de France active en Ile-de-France apportent un accompagnement aux porteurs de projets permettant de vérifier l'éligibilité à la garantie bancaire, l'expertise financière et l'organisation du tour de table financier. Le financement fait suite à la décision du comité d'engagement et se traduit par la signature d'un contrat avec l'entreprise bénéficiaire.

La Région soutient le bénéficiaire par des dotations en investissement qui serviront de ressources pour le fonds de garantie régional au profit des créateurs d'entreprises, demandeurs d'emploi.

La contribution de la Région permet d'accroître le *volume des garanties. Ce montant diminue en fonction des prêts en garantie accordés et est progressivement reconstitué par les restitutions de dépôts de garantie.*

- *Dotation pour France active Garantie :*

La Région octroie au titre de 2017 une dotation au fonds de garantie régional dont le montant ne pourra pas dépasser 500 000 € dans la limite des 50 % de la valeur du fonds.

Au titre des autres années d'exécution de la convention, le bénéficiaire pourra prétendre au versement d'une nouvelle dotation, sous réserve d'un vote d'approbation par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 - OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Obligations liées au fonds de garantie :

Le bénéficiaire s'engage à ce que la subvention régionale soit exclusivement utilisée au financement de garanties bancaires au profit de porteurs de projet demandeurs d'emploi, à l'exclusion de toute autre dépense, et notamment du paiement de tout frais de fonctionnement. A l'issue de chaque remboursement de prêt en garantie bancaire, le bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds pour l'octroi de nouvelles garanties bancaires.

Le bénéficiaire s'engage à renseigner l'outil reporting de la Région dès sa mise en œuvre.

Obligations relatives aux aides d'Etat :

Les Fonds territoriaux de France active s'engagent à notifier à chacun des emprunteurs le montant d'équivalent brut subvention perçu au titre de la participation de la Région dans le fonds de prêts et/ou dans le fonds de garantie. S'agissant des garanties d'emprunts (FAG), l'équivalent-subvention brut est de 13% du montant du prêt ; s'agissant des prêts, l'équivalent-subvention brut est calculé par application de la méthode de calcul de l'élément d'aide contenu dans les prêts publics (Aide d'état n° 677/A/2007 du 16 juillet 2008). La lettre de notification ou le contrat de prêt précise que l'aide est allouée sur la base du régime de Minimis (règlement (UE) 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis.) Si le projet porté par la structure emprunteuse est constitutif d'une aide d'Etat, la structure bénéficiaire du financement/de la garantie France Active devra vérifier son éligibilité à l'obtention d'une telle aide.

Les bénéficiaires s'engagent à participer au fonctionnement des outils d'information et d'orientation des entrepreneurs, ainsi que des outils de rapport d'information (reporting) et de transmission de données entre opérateurs, mis en place et financés par la Région Ile-de-France et ses partenaires.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.]

ARTICLE 2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.
Le bénéficiaire saisit X offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

ARTICLE 2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changement de personnes chargée d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées des experts comptables ou des commissaires aux comptes chargés de certifier les comptes.

- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale :
  - Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
  - Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées, compte-rendu financier de l'opération…).
  - Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'expiration de la convention.
  - Fournir à la Région pour chaque exercice et sur toute la durée de la convention :
    - un tableau récapitulatif contenant la liste complète des porteurs de projet ayant bénéficié d'une mise en place d'une garantie bancaire (nom de l'entreprise, localisation, secteur d'activité, montant de la garantie accordée, montant du prêt…)*, ainsi que la date de sa mise en place, signée par le représentant de l'organisme.*
    - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert-comptable, ainsi que le bilan et compte de résultat simplifiés selon le modèle fourni par la Région ;
    - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées signé par le représentant habilité ;
    - le compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

- Produire un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, lors de la demande de versement du solde.

- Par ailleurs, France Active Garantie adresse annuellement un état des fonds abondés par la Région contenant :
    - le solde comptable du fonds,
    - la part de la Région au regard des co-financeurs de ces fonds,
    - les pertes enregistrées sur l'année,
    - le montant de l'encours alerté,
    - le montant de l'encours provisionné,
    - la liste des structures ayant généré une perte ou ayant conduit à une provision

OBLIGATIONS 2.5 - EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le co-contractant s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prendra la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

La taille du logotype régional est proportionnelle au soutien régional par rapport à celui des autres partenaires financeurs, à l'exception des actions financées à plus de 50% par la Région, pour lesquelles le logotype régional est plus important.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la participation de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le co-contractant s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, relatives à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats de toute étude, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les photos relatives à l'exécution de la présente convention pourront être librement utilisées par la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 - MODALITES DE VERSEMENT DU SOUTIEN REGIONAL

ARTICLE 3.1 - CADUCITE

Pour les subventions d'investissement, les règles sont les suivantes :

- Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

ARTICLE 3.2 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

ARTICLE 3.2.1 – PREMIER VERSEMENT

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans la limite de 80 % du montant de la dotation.

L'avance est versée à France active garantie (FAG) sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant légal qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée, et portant le cachet de l'organisme ;
- d'une liste de porteurs de projet ayant déposé auprès de FAG une demande visant à bénéficier de la mise en place d'une garantie ; le montant cumulé de ces demandes devra représenter au minimum 50 % du montant de l'avance de dotation effectuée.

ARTICLE 3.2.2 – VERSEMENT DU SOLDE DE LA DOTATION

La dotation ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération.
Au plus tard le 1er mai de chaque année N+1, France Active Garantie produit un décompte général et définitif de leurs comptes d'opérations correspondant au modèle transmis par la Région.

Ce document récapitulatif détaille notamment :
- le nombre de bénéficiaires de garanties ;
- le montant total des garanties mises en jeu.

L'excédent éventuel de versement au regard des dépenses justifiées par FAG fait l'objet d'un titre de recettes émis par la Région à la fin du premier semestre N+1

Versement des dotations :
Le versement des dotations s'effectue sur le compte bancaire établi au nom de :
Association
ouvert à
compte n° Code Banque : ; Code guichet :
;
N° de compte : ; Clé :

Comptabilité
France Active Garantie, pour la gestion des fonds de garantie ouvre un compte bancaire dédié dont les intérêts créditeurs portent intérêt à l'opération. Annuellement, il fournit un tableau qui retrace l'ensemble des opérations effectuées sur le compte.
En aucun cas, il ne peut utiliser les fonds à d'autres fins que celles mentionnées ci-dessus.
La Région peut vérifier sur place à tout moment cette comptabilité en demandant au partenaire concerné communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

ARTICLE 4 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées et en cas d'inexécution de la convention notamment :
-dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire,
-en l'absence de production des comptes rendus financiers et comptes annuels,

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
Dans tous ces cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 6 ci-dessous.

ARTICLE 5 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention couvre la période 2017-2019. Elle prend effet à compter de sa signature et expire au versement du solde des flux financiers dû au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.1.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2017-586 du 22 novembre 2017.
XX-XXX du [DATE DE VOTE DE LA SUBV].

Fait à Paris en 12 exemplaires originaux

Le

Le

xxxxxx

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
La Directrice des entreprises et de l'emploi

xxxxxxxxx

Marie ESNAULT-BERTRAND

ANNEXES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014423

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRANCE ACTIVE GARANTIE 2017 - DOTATION DU FONDS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dotation des fonds de garantie France Active	1 000 000,00 €	50,00 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAG FRANCE ACTIVE GARANT
Adresse administrative : 155 RUE PICPUS

Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Antoine DUBREUIL, Directeur

N° SIRET : 40172340800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dotation des fonds de garantie France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité du soutien régional en faveur des entreprises dans le cadre de la convention avec FAG

Objectifs :
France active en Ile-de-France a pour objet de permettre à des créateurs d'entreprises de bénéficier d'une garantie bancaire et de financer les structures de l'ESS.

L'objectif de la garantie bancaire du réseau France active est de faciliter l'accès au crédit bancaire des créateurs d'entreprises demandeurs d'emploi.

Description :
France active en Ile-de-France a pour objet de permettre à des créateurs d'entreprises de bénéficier d'une garantie bancaire.

Chaque projet soumis à France active fait l'objet d'une expertise approfondie qui sécurise son financement.

La Région s'engage sous la forme de dotation aux fonds de garantie régional dans la limite de

50 % du total des apports.
Moyens mis en œuvre :
Les garanties bancaires sont prélevées dans la ligne régionale Ile de France de France Active Garantie, (FAG).
FAG, en tant que société financière et membre du Réseau France active, a pour objet de gérer le fonds régional de garantie bancaire, abondé par les collectivités territoriales et les partenaires financiers de l'Ile-de-France.
La garantie bancaire permet de faciliter l'accès au crédit bancaire des créateurs d'entreprises, demandeurs d'emploi.

Les remboursements permettent au fonds de garantie de se reconstituer ; de nouveaux apports sont néanmoins nécessaires pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

Intérêt régional :
En soutenant FAG, la Région a la volonté de soutenir la création d'entreprise en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est constitué de :

-toute entreprise créée par une personne sans emploi ou en situation de précarité économique ;

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dotation des fonds de garantie	599 900,00 €
2015	Dotation des fonds de garantie France Active	320 000,00 €
2016	Dotation des fonds de garantie France Active	400 000,00 €
	Montant total	1 319 900,00 €

1- Données générales

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
TPE	Nombre de garanties													
	Montant des garanties													
FINES	Nombre de garanties													
	Montant des garanties													

									Répartition des contentieux par génération											
Date d'entrée en contentieux	Nbr garanties mises en place sur la génération	Montant total garanti sur la génération	Capital restant dû contentieux	Nombre de contentieux sur la génération à la date présente	Taux de contentieux	Montant d'indemnisation versé	Taux de décaissement	% perte finale	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Génération 2016																				
Génération 2015																				
Génération 2014																				
Génération 2013																				
Génération 2012																				
Génération 2011																				
Génération 2010																				
Génération 2009																				
Génération 2008																				
Génération 2007																				
Génération 2006																				
Génération 2005																				

2- Focus par outil

Fonds de garantie FAG

Nom Fonds Territorial	% Financeurs	Montant conventionné	Solde comptable	Dotations attendues	Capacité d'engagement	Encours sain	Encours alerte
PARIS INITIATIVE ENTREPRISE							
- Département de Paris							
- Région							
- PIE							
- France Active							
- Caisse des Dépôts							

Nom Fonds Territorial	% Financeurs	Montant conventionné	Solde comptable	Dotations attendues	Capacité d'engagement	Encours sain	Encours alerte
AFILE 77							
- Région							
- Afile 77							
- France Active							
- Caisse des Dépôts							

Nom Fonds Territorial	% Financeurs	Montant conventionné	Solde comptable	Dotations attendues	Capacité d'engagement	Encours sain	Encours alerte
YVELINES ACTIVES							
- Région							
- Département des Yvelines							
- Yvelines Actives							
- France Active							
- Caisse des Dépôts							

Nom Fonds Territorial	% Financeurs	Montant conventionné	Solde comptable	Dotations attendues	Capacité d'engagement	Encours sain	Encours alerte
ESSONNE ACTIVE							
- Région							
- Département de l'Essonne							
- Essonne Active							
- France Active							
- Caisse des Dépôts							

Nom Fonds Territorial	% Financeurs	Montant conventionné	Solde comptable	Dotations attendues	Capacité d'engagement	Encours sain	Encours alerte
HAUTS DE SEINE INITIATIVE							
- Région							
- Département des Hauts-de-Seine							
- Hauts de Seine Initiative							
- France Active							
- Caisse des Dépôts							

Annexe n°7 : Convention AFE

CONVENTION DE PARTENARIAT
APPEL A PROJETS CONJOINT

« Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville » 2017-2019

AFE – REGION ILE-DE-FRANCE

Entre les soussignés :

- **L'Agence France Entrepreneur**,
  Association loi 1901 dont le siège est situé 14 rue Delambre 75014 Paris, immatriculée sous le n° Siret 315 983 726, représentée par son Directeur général, Monsieur Alain BELAIS, dûment habilité au titre des présentes ;
  (Ci-après désigné « **l'AFE** »)

D'une part,

ET

- **La Région Ile-de-France**,
  Collectivité territoriale, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
  (Ci-après désignée « **la Région** »)

D'autre part

Ci-après désignés ensemble les « **Parties** » ou individuellement une « **Partie** ».

Vu le dossier déposé dans le cadre de l'AMI « Initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles » par la **Région Ile-de-France** en date du 14/04/2017

Vu la décision d'approbation du cahier des charges de l'AAP par le Conseil d'Administration de l'**Agence France Entrepreneur** en date du 13/07/2017

Vu le cahier des charges de l'appel à projets conjoint « Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville » publié le 17/07/2017

SOMMAIRE

Article 1. Objet de la Convention....5
Article 2. Modalités générales de coopération AFE-REGION ILE-DE-FRANCE....5
Article 3. Objet de l'Appel à Projets....6
Article 4. Durée de la convention et calendrier prévisionnel....6
Article 5. Modalités financières....6
Article 6. Engagements des Parties....7
Article 6.1 Coopération entre les Parties....7
Article 6.2 Engagements particuliers de l'AFE....8
Article 6.3 Engagements particuliers de la Région Ile-de-France....8
Article 7. Reporting et production des bilans des appels à projets....9
Article 8. Contrôle de l'AFE....9
Article 9. Remboursement des sommes versées par l'AFE....10
Article 10. Communication....10
Article 10.1 Utilisation des logos et marques....10
Article 10.2 Dispositions générales de communication....11
Article 11. Confidentialité....11
Article 12. Propriété intellectuelle....12
Article 13. Informatique et libertés....12
Article 14. Résiliation....12
Article 15. Cession des droits et obligations....13
Article 16. Droit applicable....13

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

L'Agence France Entrepreneur (AFE) a été créée le 13 avril 2016 à la suite de la transformation de l'Agence pour la Création d'Entreprises (APCE) dont les missions ont été élargies et la gouvernance transformée. Ainsi, l'Agence France Entrepreneur a pour objet de renforcer et mieux coordonner l'action nationale et locale en faveur de l'entrepreneuriat, prioritairement dans les territoires fragiles, notamment les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les zones de revitalisation rurale, les zones d'aides à finalité régionale et l'Outre-mer, au service de trois priorités :

- favoriser les créations et les reprises d'entreprises plus pérennes et créatrices d'emploi,
- aider au développement des très petites entreprises (TPE) et les petites et moyennes entreprises (PME) qui créent de l'emploi,
- innover pour créer un cadre plus favorable à l'initiative économique.

Aussi pour soutenir son action, l'Agence bénéficie de la part de l'Etat d'une dotation exceptionnelle de 20 M€ en 2017, inscrite en LFR 2016, pour un déploiement des actions sur trois ans et demi. L'AFE a donc décidé d'affecter une partie de cette dotation, soit 7 M€, au soutien des initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles portées par les Régions et Métropoles.

La Région Ile-de-France s'est engagée dans le cadre de son Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) voté en décembre 2016, à renouveler en profondeur l'action régionale au service de la croissance, de l'emploi et de l'innovation.
Ce schéma a notamment pour ambition de développer l'esprit d'entreprendre et d'innover sur tous les territoires dans un souci de développement équilibré des territoires, y compris les territoires fragiles, et de lutter contre les inégalités économiques et sociales, tout particulièrement dans les quartiers de la politique de la ville. Dès lors, pour mieux participer au chaînage du parcours du créateur et favoriser la pérennité des entreprises créées sur ces territoires, la Région Ile-de-France a décidé de renforcer sa politique en faveur de l'entrepreneuriat à travers des actions dédiées aux territoires fragiles en complémentarité avec les dispositifs de droit commun, afin de doubler son effort pour :

- accroître le nombre des bénéficiaires de sa politique entrepreneuriale
- essaimer les dispositifs sur territoires fragiles dépourvus d'offre d'accompagnement
- favoriser l'émergence de solutions d'accompagnement innovantes

C'est pourquoi, la Région a décidé de s'associer à l'AFE afin de déployer des moyens supplémentaires et de faire émerger ou consolider des solutions d'accompagnement innovantes et adaptées, de nature à lever les freins à l'entrepreneuriat et au développement de l'emploi dans les quartiers de la politique de la ville.

Une enveloppe maximale de 2.1 M€ est dévolue à l'appel à projet « Entrepreneuriat dans les Quartiers Politique de la Ville » au titre de la période

2017-2019, sous réserve des disponibilités budgétaires résultant du vote du budget régional.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la Convention

La présente Convention a pour objet de définir les modalités de coopération entre **la Région Ile-de-France** et **l'AFE** relatives à l'appel à projets (AAP) « Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville » sur la période 2017-2020.

Les points suivants seront successivement couverts :
- les conditions de mise en œuvre et de financement des appels à projets (i)
- les obligations générales à la charge de la Région et de l'AFE dans le cadre de la mise en œuvre de l'AAP (ii)
- et les obligations de reporting et de communication de la Région découlant de l'intervention financière de l'AFE (iii).

La signature de cette Convention par les **Parties** signifie que le cahier des charges de l'appel à projets conjoint « Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville » (annexe 1), rédigé par **la Région Ile-de-France** est validé par **l'AFE**. Le cahier des charges est annexé et intégré à la présente Convention.

Article 2. Modalités générales de coopération AFE-REGION ILE-DE-FRANCE

La Région Ile-de-France et l'**AFE** ont décidé de lancer en commun un appel à projets dont la mise en œuvre s'appuiera principalement sur les services de **la Région Ile-de-France**.
L'**AFE** et **la Région Ile-de-France**, se mobiliseront pour rédiger le cahier des charges, sélectionner les bénéficiaires, suivre les projets et plus généralement tirer le plein profit de ces actions sur le plan opérationnel et communication.

Le tableau ci-dessous vise à définir la répartition des rôles pour chaque étape du processus d'appel à projets.

	Région Ile-de-France	**AFE**
Rédaction du cahier des charges	Rédige	Valide
Publication de l'AAP	Responsable	Relai de diffusion
Communication	En concertation	
Gestion administrative	Responsable	
Pré-sélection	Organise	Participe
Jury de sélection	Préside et assure le secrétariat	Participe
Sélection finale	Valide	
Conventionnement	Contractualise	Est associée
Instance de suivi et de	Co-président	

pilotage (COPIL)		
COPIL par projet	Responsable	Est informée et participe en tant que de besoin
Reporting du bénéficiaire	Recueille et consolide	Destinataire

En tant que de besoin, **l'AFE** pourra se faire représenter par les services déconcentrés de l'Etat (Direccte) dans les Comités de suivi des projets sélectionnés.

Article 3. Objet de l'Appel à Projets

La Région Ile-de-France et **l'AFE** se donnent l'objectif d'accompagner des porteurs d'un projet entrepreneurial ou des jeunes chefs d'entreprises exerçant leur activité dans un territoire des quartiers de la politique de la ville.

Les appels à projets visent à amplifier les initiatives existantes ayant fait la preuve de leur efficacité (changement d'échelle), ou à faire émerger des initiatives nouvelles pour mieux repérer et accompagner les porteurs de projets des territoires fragiles dans leur démarche de création, reprise, développement d'entreprises.

L'objectif général est d'accroître le taux de création et reprise d'entreprises et de renforcer la pérennité et le développement des entreprises créées et reprises sur ces territoires fragiles.

Article 4. Durée de la convention et calendrier prévisionnel

La convention prendra effet, une fois adoptée par délibération, à compter de sa signature par les deux parties et couvrira la période allant du 06/07/2017 au 30/06/2020 au plus tard, sous réserve des droits et obligations qui se poursuivent après l'échéance normale ou anticipée de la Convention.

Par exception aux stipulations du présent article, la Convention prend fin de manière anticipée dans les cas de résiliation visés à l'article 14.

Article 5. Modalités financières

L'appel à projets est doté d'une enveloppe maximale de deux millions six cent quarante mille euros (2 640 000 €) financée à hauteur de deux millions cent mille euros (2 100 000 €) par la **Région Ile-de-France** et de cinq cent quarante mille euros (540 000 €) par l'**AFE**, sous réserve des disponibilités budgétaires résultant du vote du budget de chaque **Partie**.

Les projets sélectionnés seront financés sur une période de 30 mois, soit du 06/07/2017 au 31/12/2019.

L'AFE, sous réserve de disponibilités des crédits budgétaires et de la convention entre l'Etat et l'AFE, s'engage à verser à la **Région Ile-de-France** un montant de

cinq cent quarante mille euros (540 000 €) pour le financement des projets retenus dans le cadre de l'appel à projets.
Le montant de versement sera présenté par la **Région Ile-de-France** selon une mobilisation qui ne pourra être supérieure à l'enveloppe donnée par l'échéancier ci-dessous :

- Un premier versement d'un montant maximal de deux-cent soixante-dix mille euros (270 000 €), (soit 50% de la participation de l'**AFE**), à la remise par **la Région Ile-de-France** du compte rendu du jury de sélection et d'un compte rendu de la décision la commission permanente de **la Région Ile-de-France** chargée de la validation du choix des candidats ;
- Un second versement d'un montant maximal de deux cent seize mille euros (216 000 €), (soit 40% de la participation de l'**AFE**), sera effectué 15 mois après la date du premier versement ;
- Un dernier versement d'un montant maximal de cinquante-quatre mille euros (54 000 €), (soit 10% de la participation de l'**AFE**), à la clôture du financement des projets sélectionnés.

L'appel de fonds relatif au second versement ainsi qu'au versement du solde du soutien financier de l'**AFE** devra être accompagné :

(i) d'un état récapitulatif des versements effectués, de l'avancement des projets financés et des dépenses effectuées dans le cadre de l'appel à projets depuis le 06/07/2017.
(ii) de la transmission par **la Région Ile-de-France** des éléments de reporting de l'ensemble des projets.

Au terme du soutien financier aux projets sélectionnés, les crédits apportés par l'AFE qui n'auront pas été engagés, feront impérativement l'objet d'une reprise par l'AFE.

La dotation apportée par l'AFE pour cet appel à projets peut être modifiée à la baisse en cas de manquements aux termes de cette Convention.

Les versements seront effectués sur le compte ci-dessous :
RIB

La période de participation financière de l'AFE aux appels à projets se situe entre le 06/07/2017 et le 31/12/2019. Le versement du solde du soutien financier interviendra au plus tard le 30/06/2020, après communication par la Région Ile-de-France des éléments de bilan à l'AFE.

La subvention versée par **l'AFE** à la **Région** ne peut être utilisée à d'autres fins que le versement aux bénéficiaires sélectionnés.

Article 6. Engagements des Parties

Article 6.1 Coopération entre les Parties

Du fait des objectifs communs partagés par l'**AFE** et **la Région Ile-de-France**, les **Parties** s'engagent à collaborer pour assurer la pleine réussite de l'appel à projets.

Chaque **Partie** s'engage à communiquer dans un délai raisonnable toute information ou document que l'autre **Partie** pourrait solliciter.

Spécifiquement, les **Parties** s'engagent à se tenir informées dans les meilleurs délais des évolutions qui pourraient impacter la mise en œuvre de la Convention.

Article 6.2 Engagements particuliers de l'AFE

L'AFE s'engage à faire ses meilleurs efforts afin de contribuer aux différentes étapes de l'appel à projets conformément aux dispositions de l'article 2.

L'AFE s'engage à verser le montant accordé selon les conditions et modalités énoncées dans la Convention.

Article 6.3 Engagements particuliers de la Région Ile-de-France

La Région Ile-de-France s'engage à faire ses meilleurs efforts afin de contribuer aux différentes étapes de l'appel à projets conformément aux dispositions de l'article 2.

La Région Ile-de-France est responsable de la gestion de l'appel à projets : lancement, publicité, gestion administrative des dossiers de candidature, traçabilité des dossiers, répartition des expertises, convocation des instances, respects du calendrier, prévention des conflits d'intérêt, etc.

Suite à la tenue du jury de sélection dont fait partie **l'AFE**, **la Région Ile-de-France** notifie aux porteurs de projets sa décision et prépare les projets de convention avec les bénéficiaires, notamment les annexes techniques et financières.

La Région Ile-de-France associera l'**AFE** à l'écriture de la convention type et recueillera sa validation avant mise en œuvre avec le bénéficiaire du financement.

Durant le déroulement de l'AAP, elle informe les financeurs de tout risque nouveau ou significativement accru ou de toute modification significative du projet. Elle fait connaître le soutien dont elle bénéficie de la part d'autres co-financeurs.

La Région Ile-de-France est chargée de la transmission au Comité de Pilotage de points d'étapes et de tableaux de bords au moins cinq jours ouvrés avant la tenue du Comité de Pilotage.

Article 6.4 Convention avec les bénéficiaires finaux

Les contrats avec les bénéficiaires finaux devront prévoir a minima :

- les modalités et les conditions de versement de la subvention, y compris le taux d'aide accordé ;
- les conditions de suivi du programme ou de l'action via un reporting du bénéficiaire au contractant, prévoyant les modalités de restitution des données

nécessaires à l'évaluation des programmes mis en œuvre ;
- l'engagement du bénéficiaire à communiquer au contractant et à l'**AFE** les éléments d'information nécessaires à l'évaluation du programme soutenu, y compris a posteriori dans le cadre d'évaluations ex post des programmes ;
- l'engagement du bénéficiaire d'informer le plus rapidement possible le contractant en cas de difficulté de mise en œuvre du programme ;
- les conditions de reversement de la subvention attribuée, notamment, en cas de non réalisation des engagements du bénéficiaire au titre du contrat ou d'une utilisation des fonds à des fins autres que celles prévues dans le contrat ;
- la possibilité de résiliation par le contractant en cas d'utilisation non conforme des fonds alloués au titre du programme.

Article 7. Reporting et production des bilans des appels à projets

La Région Ile-de-France s'engage à fournir à l'**AFE** des documents et informations lui permettant d'évaluer l'impact au cours ou à l'issue (ex-post) du déploiement de l'appel à projets et de mesurer l'efficience par rapport aux objectifs poursuivis. **L'AFE** est autorisée à transmettre ces informations et documents à l'État.

De façon systématique, la **Région** répercute à **l'AFE** les éléments de reporting dont elle dispose de la part du bénéficiaire, et, plus généralement, de toute information dont elle serait destinataire.

A toutes fins utiles, il est précisé que ce retour d'information constitue une condition essentielle du soutien financier. En conséquence, tout retard ou tout défaut pourra donner lieu à la suspension des versements prévus, voire au remboursement des versements déjà intervenus.

A minima, **la Région Ile-de-France** fournit à l'**AFE** un bilan annuel comprenant le récapitulatif des aides accordées pour chaque appel à projets en cours à la date de réalisation du bilan.

Article 8. Contrôle de l'AFE

Chaque **Partie** bénéficie d'un droit de contrôle de l'utilisation des sommes allouées. Ce contrôle peut s'exercer sur pièces et/ou sur place (la structure bénéficiaire) et peut être réalisé pendant la période de versement des sommes allouées ou après cette période (contrôle ex-post).

En conséquence, la Convention avec le bénéficiaire devra intégrer une clause permettant la mise en œuvre des contrôles au bénéfice de chaque **Partie** indépendamment. Les **Parties** s'engagent à se concerter en amont du déclenchement de tout contrôle et à partager l'information rassemblée à l'issue du contrôle.

L'AFE peut à tout moment demander à **la Région Ile-de-France** la communication d'informations relatives à l'utilisation des fonds, et notamment le décompte des

sommes avec un détail de leur versement aux bénéficiaires et un état financier synthétique des projets sélectionnés.

La Région Ile-de-France est tenue de transmettre les informations demandées dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Article 9. Remboursement des sommes versées par l'AFE

L'AFE reste libre de décider d'un remboursement des sommes allouées lorsqu'il résulte des éléments transmis que **la Région Ile-de-France** n'a pas réalisé ses engagements au titre de la Convention ou utilisé les fonds à des fins autres que celles prévues dans la Convention.
La Convention avec le bénéficiaire devra obligatoirement intégrer une clause permettant le remboursement des sommes allouées.

Outre les cas de résiliation visés à l'article 14, **la Région Ile-de-France** est tenue de procéder au remboursement des sommes versées par **l'AFE** au titre de la Convention sur la base du constat ci-dessus.

Article 10. Communication

Les **Parties** souhaitent que la mobilisation de leurs moyens financiers au bénéfice des quartiers de la politique de la ville soit le mieux connue possible des populations visées afin de contribuer au succès des projets financés.

Plus généralement, les **Parties** souhaitent que ces projets soient connus du plus grand nombre.

Dans un esprit partenarial, chaque **Partie** s'engage à ce que le caractère conjoint de l'action lancée apparaisse clairement dans toute communication.

En conséquence :

Article 10.1 Utilisation des logos et marques

Chaque **Partie** s'engage à apposer le logo de l'autre **Partie,** à parité avec le sien, dans tous les documents et supports de communication écrits ou lors d'interventions orales portant sur l'appel à projets financé au titre de la présente Convention.

Chaque **Partie** conserve l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur ses propres logos et marques.

Chaque **Partie** s'engage à respecter la charte graphique tenue à disposition et les instructions prescrites dans l'usage des logos, marques, noms et signes distinctifs. Les **Parties** s'engagent notamment à les reproduire selon les normes de taille, couleurs et emplacement précisés.

Article 10.2 Dispositions générales de communication

La Région Ile-de-France s'engage à inviter **l'AFE** aux travaux et lors des évènements organisés au titre du déploiement des AAP. Elle s'engage lors de ces événements à mentionner le soutien de **l'AFE** à l'appel à projets.

Dans tous les documents et communications portant notamment sur des projets financés au titre de la présente Convention, ainsi que sur son site internet, **chaque Partie** s'engage à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre de l'appel à projets lancé par **la Région Ile-de-France** et **l'AFE**. La communication doit viser à rappeler l'objectif de l'action concernée et à la valoriser.

Chaque Partie s'engage à soumettre au moins 7 jours avant la diffusion du support au moins à deux destinataires de l'autre **Partie**, le contenu de la publication pour avis et validation. En l'absence de réponse dans un délai de 7 jours, le support est réputé validé. **L'AFE** est autorisée à transmettre ces publications à l'Etat.

Chaque **Partie** s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de l'autre **Partie** dans le cadre de ses actions de communication dédiées en tout ou partie aux AAP.

Tout manquement constaté aux obligations susmentionnées fait l'objet d'une mise en demeure par la Partie concernée d'exécuter l'obligation dans un délai qu'elle détermine.

Article 11. Confidentialité

Sauf accord exprès, les **Parties** s'engagent à garder confidentiels les conditions et le contenu de la Convention, et de manière générale toutes informations échangées par les **Parties**. Chacune des **Parties** garantit l'autre du respect de cette obligation de confidentialité par son personnel, salariés, consultants et partenaires ou cocontractants.

Le présent engagement de confidentialité restera en vigueur pendant toute la durée du Contrat ainsi que pendant le délai de 2 (deux) ans à compter de son expiration quelle qu'en soit la cause.

L'obligation de confidentialité ne saurait s'appliquer si la divulgation de ces informations est ordonnée par un tribunal ou par une autre autorité, ou si ladite divulgation est nécessaire afin de faire appliquer les droits d'une **Partie** à l'encontre de l'autre **Partie** contractante.

Cet engagement ne concerne pas :

- les informations et documents que chaque **Partie** aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre de la Convention et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la **Partie** concernée recueillant l'information.
- les informations transmises de façon habituelle à certains partenaires de **la Région Ile-de-France** ou de **l'AFE**, nécessairement informés au titre de leur rôle (établissements bancaires, financeurs, membres du conseil d'administration, etc.)

Article 12. Propriété intellectuelle

La Région Ile-de-France et l'AFE restent titulaires, à parité, des droits de propriété intellectuelle sur les productions créées dans le cadre de la mise en œuvre des appels à projets.

Article 13. Informatique et libertés

La Région Ile-de-France et l'**AFE** s'engagent à respecter toutes les dispositions légales et réglementaires « Informatique et Libertés » au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, applicables à la collecte, au traitement, à la conservation et au partage d'informations nominatives.

Article 14. Résiliation

La Convention pourra être résiliée de plein droit lors de la survenance d'un des cas suivants :

(i) Manquement(s) par **une des Parties** à ses obligations contractuelles, non corrigé(s) dans un délai d'un mois après l'envoi par l'autre **Partie** d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, et notamment utilisation des sommes versées par **l'AFE** pour des motifs autres que ceux visés dans la Convention;

(ii) Abandon de l'appel à projets pour quelque motif que ce soit, sauf cas de force majeure ;

(iii) Abandon des appels à projets pour un motif de force majeure ;

(iv) Dissolution, redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou cessation d'activité de l'une ou l'autre des **Parties** ;

(v) Exécution par l'une ou l'autre des **Parties** de ses obligations au titre de la Convention, à tout moment, lorsque cette obligation enfreint toute loi ou réglementation en vigueur.

La **Partie** souhaitant résilier la Convention pour les motifs stipulés ci-dessus le notifie à l'autre **Partie** par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la Convention aux torts de **la Région Ile-de-France** en application du (i) ou du (ii) du présent article entraîne le remboursement intégral des sommes versées par **l'AFE** au titre de la présente Convention dans un délai de 30 jours.

La résiliation pour tout autre motif entraîne la cessation du versement des sommes qui n'ont pas encore été versées, et la restitution des montants déjà versés et non encore utilisés. Pour ce faire, **la Région Ile-de-France** devra justifier de l'utilisation des sommes versées par **l'AFE**, elle sera dispensée du remboursement des sommes dont l'utilisation a été dûment justifiée.

L’utilisation des sommes pour un motif étranger à la mise en œuvre des appels à projets entraîne leur remboursement quel que soit le motif de résiliation de la convention.

Article 15. Cession des droits et obligations

La Convention est conclue intuitu personae, en conséquence **la Région Ile-de-France** ne pourra transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits et obligations découlant de la convention.

Article 16. Droit applicable

La Convention est soumise au droit français et doit être interprétée conformément à celui-ci.

Les **Parties** s’efforcent de régler à l’amiable leurs différends.

Tout différend portant sur la validité, l’exécution ou l’interprétation de la Convention sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Grande Instance de Paris auquel il est fait expressément attribution de compétence, même en cas de référé, de pluralité de défendeurs ou d’appel en garantie.

Fait en deux exemplaires originaux, à Paris le 17/07/2017

Faire précéder les signatures de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Pour l'AFE	Pour la Région Ile-de-France
Directeur Général Monsieur Alain BELAIS	Présidente Madame Valérie PECRESSE

Liste des annexes :

- Annexe 1 : le cahier des charges appel à projets conjoint « Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville » 2017-2019

Annexe 1

APPEL À PROJETS

ENTREPRENDRE DANS LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

2017 / 2019

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 12 septembre 2017 à 12h00

SOMMAIRE

1. Contexte.....18
2. Objectifs.....19

3. Eligibilité.....19
3.1. Candidats éligibles.....19
3.2. Territoires et publics cibles.....19
3.3. Projets éligibles.....20
4. Critères de sélection des projets.....21
5. Financement et dépenses éligibles.....21
6. Résultats attendus - modalités de suivi et de pilotage.....22
7. Engagement des candidats.....22
8. Période de mise en œuvre et calendrier.....22
9. Communication.....23
10. Dossier de candidature et contacts.....23

Cadre réglementaire

- *Règlement n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.*
- *Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine*
- *Décret n°2014-1750 du 30 novembre 2014 fixant la listes des quartiers prioritaires de la politique de la Ville*
- *Délibération n°CR 2017-141 relative la politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME*

L'appel à projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat associant la Région Ile-de-France et l'Agence France Entrepreneur dans le but de renforcer les actions d'accompagnement des créateurs-repreneurs et jeunes dirigeants d'entreprises et de favoriser la pérennité des entreprises et des emplois créées sur les territoires fragiles des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

La mise en œuvre de cet appel à projet s'effectue dans le cadre du renouvellement de la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat CR 2017-141 du 7 juillet 2017 et doit permettre de bâtir une offre d'accompagnement articulée avec les actions qui seront déployées à l'échelle régionale dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et reprise d'entreprise », et de l'appel à projet « favoriser la création et reprise d'activité, assurer une intégration durable dans l'emploi » au titre du FSE (axe 3 du Programme Opérationnel Régional 2014-2020).

1. Contexte

L'Île-de-France est la première région de France en nombre de créations d'entreprise. Elle représente 27 % des créations d'entreprises en France avec près de 143 600 créations en 2015. Ce dynamisme entrepreneurial apparait particulièrement important dans les quartiers relevant de la politique de la ville où le taux de création est supérieur à la moyenne nationale[1].Toutefois, cette forte dynamique est fragilisée par des entreprises créées moins robustes et moins riches en emplois que la moyenne nationale car l'Ile-de-France représente à elle seule 21% du total des défaillances nationales[2]**.** Les facteurs de fragilité tiennent notamment à un déficit de financement et à un moindre accompagnement lors des phases de création et de développement. Or, un projet entrepreneurial accompagné augmente de 9 points le taux de survie de son entreprise[3].

L'enjeu de l'accompagnement est donc clé pour assurer une meilleure réussite et la pérennité des projets, particulièrement pour les publics issus des territoires fragiles qui cumulent la plupart du temps des difficultés spécifiques :

- des freins personnels, ancrés dès le plus jeune âge, qui les empêchent de se projeter dans l'entrepreneuriat ;
- un manque de réseaux et de lien avec l'écosystème entrepreneurial ;
- une information insuffisante sur les aides et services mobilisables ;
- une difficulté d'accès au capital nécessaire à la création et au développement d'une entreprise.

Fort de ce constat, comme annoncé dans sa stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) , la Région souhaite développer l'accompagnement à l'entrepreneuriat en Ile-de-France (objectif de 20 % des créateurs-repreneurs accompagnés contre 12 % actuellement), en portant un effort particulier et renforcé en direction des habitants des territoires considérés comme fragiles (QPV et territoires ruraux).

Cette volonté est partagée par l'Agence France Entrepreneur (AFE) qui a pour objet de renforcer et mieux coordonner l'action nationale et locale en faveur de l'entrepreneuriat, prioritairement en faveur des territoires fragiles, et notamment des QPV, au service de trois priorités :
- favoriser les créations et les reprises d'entreprises plus pérennes et créatrices d'emploi ;
- aider au développement des très petites entreprises (TPE) et des petites et moyennes entreprises (PME) qui créent de l'emploi ;
- innover pour créer un cadre plus favorable à l'initiative économique.

[1] En 2014, un peu plus de 42 000 établissements se sont installés en quartiers prioritaires de la politique de la ville, soit un taux d'installation de 24,7 %, nettement supérieur à celui des unités urbaines environnantes (18,5 %). Rapport 2015 de l'Observatoire national de la politique de la ville.

[2] Données COFACE 2015.

[3] L'étude menée, en 2013, par le Bureau international du travail, le Commissariat général à la stratégie et à la prospective et la Caisse des dépôts sur l'efficacité du microcrédit professionnel et de l'accompagnement à la création d'entreprises en France constatait un taux de survie de 66 % sans accompagnement.

C'est pourquoi, la Région et l'AFE (dans le cadre de la dotation exceptionnelle allouée par l'Etat) ont décidé, au travers du présent appel à projets, de mobiliser des moyens supplémentaires en 2017, 2018 et 2019 afin de faire émerger ou consolider des solutions d'accompagnement innovantes et adaptées, de nature à lever les freins à l'entrepreneuriat et au développement de l'emploi dans les quartiers de la politique de la ville.

Une enveloppe maximale de 880 000 € est dévolue au présent appel à projet au titre de l'année 2017 dont 700 000 € par la Région Ile-de-France et 180 000 € par l'AFE. Pour 2018 et 2019, l'enveloppe budgétaire prévisionnelle et indicative sera de 700 000 € par an pour la Région Île-de-France et, dans cette hypothèse, 180 000 € par an pour l'AFE, sous réserve des disponibilités budgétaires résultant du vote du budget régional et de la convention entre l'Etat et l'AFE. L'enveloppe définitive pour ces deux exercices sera communiquée en début de chaque année après le vote du budget régional. La Région a la volonté d'inscrire cet AAP dans le temps sur la période 2017-2021.

NB : les opérateurs candidats devront démontrer que leur offre d'accompagnement représente un effort supplémentaire en volume par rapport à leur activité existante.

2. Objectifs

La Région et l'AFE se donnent l'objectif d'accompagner 1 000 porteurs d'un projet entrepreneurial ou jeunes chefs d'entreprises exerçant son activité dans un territoire des quartiers de la politique de la ville accompagnés par an. Il s'agit par conséquent d'un effort important de + 52 % par rapport au volume de publics accompagnés en 2016 dans les quartiers de la politique de la ville (650 bénéficiaires).

Le présent appel à projet vise donc à amplifier les initiatives existantes ayant fait la preuve de leur efficacité (changement d'échelle), ou à faire émerger des initiatives nouvelles ciblées sur l'acquisition de compétences entrepreneuriales et de savoir-être et la mise en réseau, notamment pour les jeunes (moins de 32 ans) et les femmes issus de ces territoires fragiles franciliens.

L'objectif général est d'accroître le taux de création et reprise d'entreprises et de renforcer la pérennité et le développement des entreprises créées et reprises sur ces territoires fragiles.

3. Eligibilité

3.1. Candidats éligibles

Sont éligibles les collectivités locales et leurs groupements, ainsi que les opérateurs franciliens de l'accompagnement de la création/reprise et du développement d'entreprises (personnes morales de droit public ou privé).

L'AAP étant fondé sur le principe d'une dynamique partenariale, les projets portés dans le cadre d'un consortium associant des acteurs publics et/ou privés seront privilégiés.

3.2. Territoires et publics cibles

Les projets devront bénéficier aux publics issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville ou aux entreprises qui s'y implantent. Les projets ciblant les femmes et les jeunes de moins de 32 ans seront prioritaires.

3.3. Projets éligibles

L'AAP vise à soutenir des projets à forte différenciation par rapport à l'existant, elle ne vise pas les actions récurrentes ou le remplacement de financements actuels. Les actions recherchées doivent soit :

- présenter un caractère original,
- être dotées d'une envergure régionale ou à l'échelle des bassins d'emploi,
- induire un changement d'échelle pour des actions à l'efficacité avérée mais ne touchant aujourd'hui qu'un nombre limité de bénéficiaires.

Elles doivent s'inscrire en articulation avec les autres opérateurs actifs sur le territoire régional dans un objectif de parcours entrepreneurial renforcé à la création/reprise/développement d'entreprise et en complémentarité avec le parcours d'accompagnement « offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et reprise d'entreprise ».

Les actions attendues sont réparties sur les champs suivants :

3.3.1 Actions de Sensibilisation/Détection/Orientation

Le projet présenté devra permettre de promouvoir l'esprit entrepreneurial de manière pédagogique et réaliste, et diffuser la culture entrepreneuriale permettant le développement de la prise d'initiative, de l'engagement et de l'autonomie des individus.

Dans le cadre de cet AAP, les projets retenus pourront notamment prendre les formes suivantes :

- Des actions d'information et de sensibilisation sur une durée limitée permettant, avec l'appui des relais locaux (associations, mission locales…), d'identifier des porteurs d'idées et de projets ;
- Des actions itinérantes ayant pour mission d'informer et d'orienter les bénéficiaires au plus près de leurs lieux de résidence ;
- Des actions de promotion à l'entrepreneuriat via un évènement mettant en lumière des projets remarquables.

3.3.2 Actions de renforcement des compétences entrepreneuriales et de savoir-être

Au regard de la complexité accrue en terme de montage et de validation économique des projets de création-reprise d'entreprise portés par les publics cibles, il est attendu des actions visant l'acquisition de compétences entrepreneuriales et permettant d'étudier la faisabilité du projet pour créer et développer l'activité.

Dans le cadre de cet AAP, les projets retenus pourront notamment proposer :

- Des programmes d'accompagnement collectif et/ou individuel mobilisant du mécénat de compétences permettant de développer une expertise sur l'ensemble du champ entrepreneurial (juridique, digital, commercial, marketing, levée de fonds, RH…).
- Des incubateurs métiers permettant à travers un outil de production de développer un programme d'accompagnement entrepreneurial ;
- Une offre d'accompagnement adaptée aux besoins spécifiques relatifs à la typologie des publics (femmes, jeunes…) et/ou d'un secteur d'activité répondant aux enjeux économiques des QPV.

3.3.3 Actions d'accélération au développement d'entreprise

Les projets présentés sur cette action devront proposer un programme d'accompagnement au développement de la jeune entreprise créée afin d'accroître le taux de pérennité et la création d'emplois. Les actions proposées devront s'adapter à la pluralité des situations des dirigeants et des stades de développement de la vie de son entreprise.
Les projets candidats pourront notamment prendre la forme de :

- Conseil sous forme de mécénat de compétences ;
- Mentorat entrepreneurial ;
- Promotion de l'entrepreneuriat en post création via un évènement mettant en lumière des entreprises remarquables ;
- Accessibilité aux marchés publics et privés

4. Critères de sélection des projets

La Région Île-de-France et l'AFE seront particulièrement attentives aux points suivants :

- la compétence et l'expérience des structures candidates ;
- la capacité à proposer un changement d'échelle par rapport à l'existant ;
- le degré d'innovation du projet ;
- la qualité du dossier et le degré de précision du projet ;
- la dimension partenariale avec le secteur privé et/ou public ;
- la complémentarité des financements et leur pérennité ;
- la soutenabilité du modèle économique ;

- l'impact territorial et la couverture régionale ;
- la pertinence des indicateurs et modalités d'évaluation ;
- l'adéquation entre les objectifs et les moyens du projet (nb d'ETP, compétences disponibles, matériels mis à disposition etc.) ;

Modalités de sélection :

- Expertise des dossiers

L'expertise des projets candidats sera réalisée avec l'aide des compétences des services de la Région et de l'AFE. Au terme de cette phase d'analyse, les dossiers correspondant aux objectifs et critères définis ci-dessus seront transmis au jury de sélection.

- Jury de sélection

Un jury sera spécifiquement constitué et composé de représentants de la Région Ile-de-France, de l'AFE et le cas échéant de personnalités qualifiées parmi les autres financeurs publics (Caisse des dépôts et consignations, services de l'Etat). Le jury sera présidé par la Région Ile-de-France, avec voix prépondérante. La sélection finale du jury sera soumise au vote de la Commission permanente de la Région en tant qu'instance décisionnelle.

5. Financement et dépenses éligibles

Le taux d'intervention maximum Région-AFE sur un projet est fixé à **60 % du coût total éligible.**

Sont éligibles les dépenses de fonctionnement suivantes :
- les frais de personnel directement liés à la mise en œuvre du projet candidat,
- les dépenses liées aux activités du projet,
- les frais de prestations externes,
- les frais liés à l'évènementiel et actions de communication.

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts HT des actions proposées pour les opérateurs assujettis à la TVA et les coûts TTC pour les opérateurs non assujettis à la TVA.

Pour mémoire, les dépenses présentées sont éligibles, non exclusivement, aux conditions suivantes :
- elles sont directement rattachées au projet retenu pour bénéficier du soutien régional,
- elles doivent être justifiées par des pièces probantes,
- elles sont liées et nécessaires à la réalisation du projet retenu et sont supportées comptablement par l'organisme (l'opérateur soutenu doit disposer d'une comptabilité analytique) ;

Dans le cadre de l'instruction du projet, les services régionaux peuvent être amenés à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles. A ce titre, le service chargé de l'instruction du dossier de demande de financement régional sera amené à vérifier le caractère raisonnable des dépenses présentées**.**

Les projets candidats doivent faire l'objet de co-financements publics ou privés. A ce titre, les projets pourront être soutenus via le FSE sous réserve du respect des critères d'éligibilité.

6. Résultats attendus - modalités de suivi et de pilotage

Les opérateurs candidats à l'appel à projet devront présenter leurs objectifs quantitatifs, qualitatifs et financiers à réaliser par an.

La Région Ile-de-France et l'AFE fourniront aux opérateurs dont les projets sont retenus un outil de reporting sous forme d'extranet régional qui précisera les indicateurs détaillés de suivi.

Par ailleurs, les candidats retenus devront disposer, pour chaque bénéficiaire, d'un dossier (papier et/ou informatique) lui permettant à tout moment de justifier de son activité. La conservation des documents est nécessaire jusqu'à 3 années révolues suivant la sortie du bénéficiaire du parcours.

La mise en œuvre des actions soutenues fait l'objet d'un suivi au travers d'un comité de pilotage co-présidé par la Région et l'AFE, auxquels seront associés le cas échéant les autres financeurs, qui se réunit au minimum 2 fois par an à l'initiative de la Région ou des opérateurs soutenus. Le comité de pilotage pourra compléter la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du projet soutenu. Un bilan semestriel quantitatif et qualitatif des réalisations sera transmis aux membres du comité de pilotage à la fin de chaque semestre.

7. Engagement des candidats

Tout participant remettant un dossier de candidature s'engage à :

- Autoriser la Région Ile-de-France, ses organismes associés et l'AFE à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été voté en commission permanente du Conseil régional ;
- Permettre toute visite des locaux par les agents de la Région et de l'AFE, ainsi que l'observation du déroulement des actions mises en place, dans le cadre du projet financé ;
- Participer aux rencontres ou réunions régionales qui seraient proposées.

Les structures bénéficiaires de l'AAP s'engagent également à signer, respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de Républiques et de la laïcité adoptée par la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Par ailleurs et conformément à l'article 1 de la délibération CR 08-16 du 18 février 2016[4] « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, tout bénéficiaire d'une subvention régionale s'engage à recruter au moins un stagiaire pour une période minimale de deux mois.

8. Période de mise en œuvre et calendrier

Les projets sélectionnés seront financés sur une période de 30 mois, soit du 06/07/2017 (effet rétroactif) au 31/12/2019 sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires en 2018 et 2019.

- Lancement de l'AAP : 13 juillet 2017 avec une mise en ligne sur le site de la Région Île-de-France www.iledefrance.fr ; Un lien vers le portail régional sera mis en place sur le site de l'AFE
- Date limite de remise des offres : 12 septembre 2017 à 12h (toute demande déposée après cette date ne sera pas prise en compte) ;
- Sélection des projets : septembre 2017 ;
- Choix des candidats par la Commission permanente : 18 octobre 2017.

9. Communication

La Région et l'AFE souhaitent que les actions mises en œuvre soient plus lisibles et visibles pour les bénéficiaires porteurs de projets entrepreneuriaux. L'ensemble des structures sélectionnées au titre du présent appel à projet devront communiquer sur le soutien de la Région Île-de-France et de l'AFE et devront intégrer les éléments de communication et de promotion de la Région Île-de-France et de l'AFE. Les supports associés seront mis à disposition des opérateurs sélectionnés pour être utilisés et relayés auprès des porteurs de projets entrepreneuriaux accompagnés.

[4] « Article 1 : Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, au recrutement d'au moins 1 stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision »

10. Dossier de candidature et contacts

Les dossiers de candidature (cf. annexe « dossier de candidature ») sont à envoyer par :

Voie postale :

- Région Île-de-France
  Pôle DEEF/Direction des entreprises et de l'emploi
  Service Politiques économiques régionales
  142 rue du Bac
  CS 40727
  75345 PARIS cedex 07

ET

Voie électronique :

- Jean-Baptiste FERNANDES (jean-baptiste.fernandes@iledefrance.fr)
- Auldès MAIEL (auldes.maiel@iledefrance.fr)

Annexe n°8 : Fiche projet Grafie

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015483

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : GRAFIE : SOUTIEN À LA FILIÈRE STRATÉGIQUE DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement de filières stratégiques pour l'ESS	415 609,00 €	36,09 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT REGIONAL DES ACTEURS FRANCILIENS D'INSERTION PAR L'ECONOMIE - GRAFIE
Adresse administrative : 10 18 MAISON ASSOCIATIONS DE SOLIDARITE
10 18 RUE DES TERRES AU CURE
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mario SEEBOTH, Président

Date de publication au JO : 15 juin 2013

N° SIRET : 82311459000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Développement de filières stratégiques pour l'ESS
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Développement des filières stratégiques de l'ESS accompagne les structures porteuses sur l'année civile. Pour assurer une continuité de service aux entreprises bénéficiaires finales, il convient donc de prendre en charge les dépenses à partir du 01/01/2017.

Objectifs :
L'Insertion par l'Activité Economique (IAE) est reconnue comme une filière stratégique pour l'ESS francilienne. L'objectif est de soutenir l'IAE pour la mise en œuvre d'un programme d'actions commun de développement stratégique de la filière régionale.

Positionnées dans le secteur concurrentiel, les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) produisent et commercialisent des biens et/ou des services. Elles se différencient des entreprises « classiques » par leur objectif, la réinsertion sociale et professionnelle, et la spécificité de leurs ressources humaines (public en insertion éloigné de l'emploi) qui bénéficient d'un encadrement technique et humain étroit pour retrouver le chemin de l'emploi.
En Ile-de-France, ce sont plus de 400 structures agréées par la DIRECCTE, soit 28 000 salariés en insertion et 7 000 permanents (ETP) qui contribuent au développement de l'IAE.

Fin 2016, le dernier recensement dénombrait sur l'ensemble du territoire francilien (source DRTEFP) :
- 155 Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI),
- 76 Associations Intermédiaires (AI),
- 151 Entreprises d'Insertion (EI),
- 23 Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI).

Toutes structures confondues, les SIAE relèvent majoritairement des quatre secteurs d'activité suivants (en volume d'heures travaillées) : les services à la personne (SAP), le nettoyage, le BTP, l'agriculture et les espaces verts. D'autres secteurs plus novateurs sont également concernés comme l'économie circulaire ou le numérique.

Les principales caractéristiques des salariés en insertion au sein des SIAE franciliennes sont les suivantes :
- femmes : 43 %
- seniors (+ de 50 ans) : 19 %
- jeunes (de moins de 26 ans) : 21 %
- chômeurs depuis plus de 2 ans : 39 %
- bénéficiaires du RSA : 30 %
- bénéficiaires de l'ASS : 5 %
- personnes en situation de handicap : 4 %

Description :
Le programme d'actions 2017 a pour axes de développement :
1. Développer le poids économique et les emplois de la filière IAE
2. Professionnaliser la filière IAE et le développement économique territorial
3. Favoriser les coopérations et l'innovation entre les entreprises

Le Groupement Régional des Acteurs Franciliens d'Insertion par l'Economique (GRAFIE) est le coordinateur, chef de file pour la mise en œuvre du plan d'actions. Le GRAFIE est un inter-réseau de l'IAE en Île-de-France composé des six réseaux régionaux : ARDIE, Chantier Ecole, CNLRQ, COORACE, FAS et la Fédération des Entreprises d'Insertion.

Les missions du GRAFIE sont les suivantes :
- Promouvoir et valoriser les actions de l'IAE en Ile de France,
- Soutenir le développement et la consolidation du secteur de l'IAE,
- Participer au développement d'une offre d'insertion adaptée,
- Mettre en place et soutenir des initiatives en faveur de la professionnalisation des SIAE,
- Favoriser la coordination au niveau de la représentation des réseaux de l'IAE.

Pour renforcer le rôle du GRAFIE auprès des acteurs économiques et favoriser sa professionnalisation, il est proposé le plan d'action 2017 suivant :

AXE 1 – Développement économique de la filière IAE

Action 1 : Développer le poids économique et les emplois de l'IAE

Contexte et problématique :

Véritables acteurs économiques, les SIAE interagissent avec un grand nombre de partenaires économiques afin d'assurer leur viabilité (entreprises partenaires, collectivités territoriales, réseaux économiques, banques, acteurs de la finance solidaire, investisseurs, fondations et institutions). Elles inscrivent leurs missions au sein des filières auxquelles les rattachent leur secteur d'activité. Les filières historiques telles que le bâtiment sont aujourd'hui devancées par les filières émergeantes (numérique, activités liées à l'économie circulaire etc.) Par ailleurs, l'innovation dont elles font preuve les conduit à anticiper les évolutions et à trouver de nouveaux débouchés en se tournant vers de nouveaux partenaires (artisanat, transition énergétique…). Véritables TPE et PME, les entreprises d'insertion doivent poursuivre leur développement.

Les 170 EI-ETTI franciliennes sont des entreprises qui produisent des biens et des services nécessitant une main d'œuvre importante qui constitue le cœur de leur projet social. Ainsi, elles font travailler chaque année plus de 6 000 salariés en insertion et quelque 1 500 salariés permanents. Ce nombre est en augmentation (+10% en 2016) du fait des évolutions de créations et fermeture d'entreprises. Cependant, le nombre d'entreprises a tendance à stagner depuis 5 ans et nécessite d'y porter attention.

Des modèles économiques en évolution :
Le modèle de l'entreprise d'insertion évolue du fait de la diminution des financements publics. Il est davantage économique puisque le total des produits est représenté à 85% par le chiffre d'affaire. Il doit prendre en compte un positionnement clair au sein des branches d'activité et être compétitif pour remporter de nouveaux marchés. L'entreprise d'insertion doit adapter son offre en permanence aux évolutions économiques et sociétales. Elle doit sourcer de nouvelles filières d'activités compatibles avec l'emploi de main d'œuvre en insertion peu qualifiée. Elle doit également prendre en compte les caractéristiques et ressources de son territoire et des publics. Elle est parfois amenée à faire évoluer son organisation en créant de nouvelles alliances, et ses statuts notamment au sein de l'ESS (reconnaissance ESUS). L'innovation technique, technologique et sociale permanente doit faire partie de leur quotidien. Pour cela un accompagnement est indispensable.

Les entreprises d'insertion doivent rechercher les sources de leur développement dans les marchés et notamment les marchés publics. Cependant, 50% d'entre elles seulement ont un accès direct aux marchés publics. Les marchés réservés insertion se mettent lentement en place. Il apparait nécessaire de communiquer auprès des donneurs d'ordre sur les modèles de l'IAE afin de les inciter à développer leur offre en direction du secteur. Le lien avec les entreprises dites classiques doit être également soutenu notamment dans le cadre du développement de leur politique RSE. Enfin, les études montrent que la taille de l'entreprise influe sur sa rentabilité économique et son efficacité sociale (observatoire de la Fédération des Entreprises d'Insertion). Le changement d'échelle permet la mutualisation et sert de tremplin à la conquête de futurs marchés. Il doit être aidé et accompagné. La mission d'insertion de l'entreprise d'insertion l'amène à rechercher constamment l'amélioration de ses pratiques d'accompagnement et d'encadrement de ses salariés en insertion. C'est par la professionnalisation de ses permanents et la certification de ses pratiques sociales qu'elle développe sa performance.

Objectifs et résultats attendus :

Le développement économique de la filière passe par :

- L'accompagnement des SIAE pour le maintien ou le développement de leur activité, pour consolider les activités existantes et favoriser le développement de l'emploi au sein de la région Ile-de-France ;

- Le développement des relations avec les entreprises et le développement des achats socialement responsables et des clauses d'insertion ;
- L'accompagnement aux porteurs de projet, pour favoriser la création d'activités de nouvelles SIAE et de nouveaux emplois sur les territoires et dans différents domaines d'activité.

Actions proposées :

- **Actions de mobilisation et de rapprochement des SIAE avec les entreprises**

- Organiser 20 actions de rapprochement économiques pour 20 SIAE (mise en relation et collaboration économique avec des entreprises classiques, PME ou grands groupes, passerelles emploi) ;
- Organiser 15 rencontres de partenaires économiques (entreprises, donneurs d'ordre, réseaux, intermédiaires, filières) ;
- Réaliser 8 actions filières (enquête, rencontres, journée filière, information, représentation, ou évènements) ;
- Monter 5 actions de promotion sur les outils de développement (financer son développement, maitriser son endettement) ;
- Produire 5 outils dédiés (plaquettes, brochure, fiche technique) ;
- Produire un Impact positif auprès de 50 SIAE implantées en Ile-de-France (développement de chiffre d'affaires, création d'emplois) ;
- Constituer un groupe de travail pour préconiser des leviers et des opportunités permettant d'accompagner des SIAE dont le modèle économique est en mutation ;
- Organiser des actions de sensibilisation des SIAE sur les leviers de développement économique et d'aide aux changements d'échelles (aides économiques au développement, soutien conseil…).

- **Actions d'accompagnement à la création de SIAE et d'emplois en IAE**

- Organiser et animer des réunions d'information auprès des porteurs de projets de SIAE ;
- Accompagner 15 porteurs de projets en création ;
- Favoriser le conventionnement de 5 entreprises d'insertion (EI-ETTI) ;
- Contribuer à la création au sein des SIAE de 20 postes insertion et 5 à 10 postes de permanents.

- **Actions d'accompagnement au développement des entreprises**

- Accompagner à la diversification, mutualisation et la professionnalisation des pratiques ;
- Inscription des SIAE au sein des filières ;
- Promouvoir les outils de développement économique et les appels à projets de la Région sur les secteurs de l'environnement ou encore les conventions de revitalisation.

Action 2 – Informer et accompagner les SIAE dans l'accès aux dispositifs d'aides économiques de la Région (Gamme UP)

Contexte et problématique :

La Région souhaite rendre plus accessible les aides financières destinées aux entreprises de l'ESS en particulier aux SIAE : TP'up, PM'up et INNOV'up.

Objectifs et résultats attendus :

L'objectif est d'intervenir à la fois auprès des équipes de la Région pour les sensibiliser aux spécificités et aux modes d'entreprendre de l'IAE. Mais aussi directement auprès des entreprises de l'IAE pour les informer et les accompagner dans la candidature aux dispositifs de la gamme « UP ».

Actions proposées :

- Formation et sensibilisation des équipes de la Région, en leur faisant partager et en présentant les spécificités de l'entrepreneuriat social et de l'IAE en général pour qu'ils en saisissent mieux les enjeux économiques de l'IAE dans l'étude des dossiers ;
- Formation et accompagnement des SIAE en développement pour déposer des demandes d'aides financières « UP » de la Région. Notamment au cours d'ateliers ou de rencontres entre professionnels ;
- Etudier la possibilité d'étendre les financements « INNOV'up » à l'innovation sociale.

Action 3 – Accompagner le développement économique des SIAE par les dynamiques d'achats socialement responsables

Contexte et problématique :

Les clauses sociales et les achats socio-responsables se développent en Ile-de-France. Les Structures d'Insertion par l'Activité Économique sont des partenaires incontournables des acheteurs publics et privés pour accompagner ces enjeux. Les grands travaux d'aménagements programmés en Ile-de-France (Grand Paris, JO 2024) constituent de réelles opportunités pour les territoires de soutenir des actions d'Insertion par l'Activité Economique pour les personnes éloignés de l'emploi. Ces initiatives constituent un levier pour développer le secteur de l'IAE et pour renforcer les collaborations entre les entreprises et les acteurs de l'insertion. En 2015, les structures de l'IAE d'Ile-de-France ont accédé aux marchés publics et privés pour un montant de 84 millions d'euros. Toutefois seul une SIAE sur 2 est aujourd'hui concernée par l'accès aux marchés public et privés.

La clause dite « d'exécution » (ex - article 14 du CMP 2006) reste la modalité dominante de mise en œuvre des clauses d'insertion en Ile-de-France par rapport aux autres dispositions (allotissement, inscription de critères de performance en matière d'insertion,…) qui présentent pourtant, elles aussi de nombreux avantages : prise en compte de la diversité des SIAE locales et de leur accès à la commande, impact en terme de formation des personnes en parcours. La diversification des secteurs d'activités et des modes d'achats socialement responsables mobilisés par les donneurs d'ordres, est un levier important pour améliorer les parcours d'accès à l'emploi et pour soutenir le secteur de l'Insertion par l'Activité Economique. La réforme de la commande publique en vigueur en 2016 offre de nouveaux outils pour développer l'accès des SIAE aux achats socio-responsables. Il y a donc un vrai enjeu à présenter aux donneurs d'ordres le secteur de l'IAE et la manière dont ce secteur peut répondre aux objectifs sociaux visés par les donneurs dans le cadre de leurs politiques d'achats. Il est également essentiel d'accompagner toutes les SIAE dans leurs démarches de positionnement vers la commande publique et privée.

Objectifs et résultats attendus :

- Sensibiliser et accroitre l'audience de l'IAE auprès des acheteurs publics et privés, des entreprises positionnés sur les marchés et les outiller sur la mise en relation ;
- Renforcer le positionnement des SIAE auprès des collectivités, des autres donneurs d'ordres, des entreprises et des facilitateurs, pour proposer leur offre d'intervention et leurs salariés en insertion ;

- Accompagner des partenariats et des mises en relation des SIAE avec des acheteurs et des entreprises pour augmenter l'activité économique de SIAE et les parcours d'insertion mobilisables dans le cadre des achats socio-responsables ;
- Accompagner les modèles économiques des SIAE en transition notamment ceux des Ateliers et Chantiers d'Insertion.

Actions proposées :

- Mettre en œuvre des actions de sensibilisation et d'accompagnement sur l'IAE auprès des Donneurs d'ordres et des acteurs intermédiaires : présentation du secteur de l'IAE et de ses missions, analyse de l'offre de services existante sur les domaines principaux, appui conseil pour l'introduction de clauses sociales soit :

- 15 donneurs d'ordres (acheteurs publics et privés) participant à des actions collectives de professionnalisation pour développer leurs compétences sur l'achat socialement responsable, les clauses d'insertion et l'IAE ;
- 10 donneurs d'ordres sensibilisés sur l'offre de services SIAE en Ile-de-France ;
- 10 SIAE accompagnées sur des actions de développement d'activités IAE en s'appuyant sur l'un des leviers de partenariats avec des acteurs économiques.

- Proposer une action de professionnalisation des SIAE sur les achats socialement responsables, les clauses d'insertion avec le secteur de l'IAE soit :

- 10 SIAE participant à des journées de professionnalisation et d'échanges sur les coopérations économiques entre SIAE sur les territoires.

- Valoriser des pratiques innovantes d'achats socialement responsables en collaboration avec le secteur de l'IAE et sur les leviers de collaborations dans le cadre du nouveau code des marchés publics ;

- En partenariat avec Maximilien, accompagner la mise en œuvre de partenariats privilégiés avec des donneurs d'ordres ou réseaux d'acteurs économiques pour augmenter le nombre d'activités économiques d'insertion (Gares et connexions, bailleurs sociaux, La Poste,…) ;

- Moderniser le site « Entreprenons ensemble » outil numérique qui permet de présenter l'offre de biens et services des SIAE franciliennes et constitue ainsi un outil de référence pour dynamiser les relations entre SIAE, acheteurs publics et privés et les entreprises. L'animation autour du site permet de la diffusion des bonnes pratiques et expériences réussies soit :

- Enrichissement des contenus avec 10 nouvelles actualités ;
- Publication de 5 newsletters sur les achats socio-responsables ;
- Réponse aux questions et aux demandes de mises en relation adressées par les donneurs d'ordres et les entreprises ;
- Promotion et communication pour le développement du nombre d'abonnés ;
- Actualisation des données de l'ensemble de l'annuaire des 400 SIAE franciliennes.

- Accompagner la mise en œuvre de partenariats avec les entreprises en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) pour la mobilisation de compétences ou de ressources des entreprises pour soutenir des projets d'insertion ou de mécénat de compétences : La Poste, Renault, SFR, Orange, conventions de revitalisation soit :

- 10 SIAE outillées sur le montage de partenariats RSE avec le secteur privé.

ACTION 4 – Accompagner les mutations économiques et le rapprochement de l'IAE avec d'autres filières

Contexte et problématique :

L'IAE est un secteur riche d'une diversité de formes d'entreprendre et d'offres de services. Cette diversité lui permet de proposer aux acteurs économiques des collaborations favorables à leur développement et à l'insertion des franciliens privés d'emploi. L'IAE est présente dans des domaines variés qui répondent aux besoins d'aujourd'hui (services aux personnes, BTP, tourisme…) et de demain dans des filières innovantes (économie circulaire, gestion des déchets, gestion écologique des espaces verts urbains, numérique, services aux entreprises et aux habitants, conciergerie, solutions douces de déplacement urbains…). L'IAE est également un laboratoire pour l'émergence de nouvelles activités et des métiers en devenir.

Cette action vise à favoriser un écosystème favorable au développement de l'insertion par l'activité économique, secteur sous-dimensionné en Ile-de-France par rapport aux autres régions françaises, et d'œuvrer au rapprochement du secteur avec d'autres filières d'activités.

Objectifs et résultats attendus :

- Développer la visibilité de l'IAE auprès des acteurs économiques et des territoires d'Ile-de-France ;
- Soutenir le secteur de l'IAE dans le changement d'échelle et pour faire face aux mutations économiques, conforter l'essaimage des activités économiques à fort potentiel ;
- Renforcer la visibilité et la place de l'IAE dans les grands projets économiques territoriaux
- Soutenir le positionnement des SIAE et de leur offre d'activités auprès des acteurs économiques dans les grands secteurs d'activités à potentiel (propreté, numérique, économie circulaire,…).

Actions proposées

- Identification des leviers de soutien au développement économique des SIAE en Ile-de-France ;
- Participation à des évènementiels emblématiques et/ou forums, salons professionnels pour faire connaitre le secteur de l'IAE et son offre de services ;
- Mise en commun et analyse croisée sur le positionnement de l'IAE sur les grands domaines d'activités en Ile-de-France.

AXE 2 : Professionnaliser la filière IAE et soutenir le développement économique territorial

Action 5 – Professionnaliser les encadrants techniques

Contexte et problématique :

En tant que salarié-pivot des SIAE, à l'interface entre la production, l'accompagnement et la formation des salariés en insertion, la formation des encadrants techniques est un enjeu important pour assurer la professionnalisation des SIAE. Cette action passe par l'accès à la certification professionnelle ETAIE (Encadrant Technique d'Activités d'Insertion par l'Économique - niveau IV).

Objectifs :

- Favoriser la professionnalisation des encadrants techniques des SIAE franciliennes

Actions proposées

- Promouvoir la formation ETAIE auprès des SIAE franciliennes (réalisation de journées d'informations collectives, envoi des plaquettes de communication à toutes les SIAE franciliennes, relance régulière des structures…) ;
- Mettre en œuvre la fin du cycle de la formation ETAIE 9 pour 11 stagiaires formés (organiser les soutenances des stagiaires et recruter le jury (professionnels de la formation, formateurs…), réaliser les bilans de fin de formation, ainsi que la remise des diplômes) ;
- Assurer la mise en place de la formation ETAIE 10 pour 2017 pour 11 stagiaires formés (assurer le recrutement des stagiaires, ainsi que leur mobilisation, créer le calendrier de formation avec l'organisme de formation) ;
- Coordonner la formation ETAIE 10 (réaliser des entretiens de positionnement avec les candidats stagiaires pour évaluer les motivations de l'encadrant technique, assurer le suivi des parcours de chaque stagiaire, travailler en partenariat avec l'organisme de formation, réaliser les différents bilans (ouverture, régulation, fin), ainsi que les visites intermédiaires, réaliser l'accompagnement VAE.

Action 6 – Accompagner le développement des activités et de l'offre d'insertion dans les quartiers prioritaires

Contexte et problématique :
La situation économique et sociale des quartiers prioritaires mobilise les acteurs de la politique de la ville (collectivités territoriales, bailleurs sociaux, structures et opérateurs locaux …). L'Île-de-France compte aujourd'hui 272 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Les Régies de Quartiers sont des acteurs incontournables du fait de leur présence significative sur ces territoires, pour les partenaires de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle : 33 Régies, dont 9 sur 10 sont implantées dans un QPV, soit plus de 80 quartiers couverts en Île-de-France.
De plus, les Régies de Quartiers en Île-de-France sont agréées Entreprises d'Insertion : elles contribuent ainsi au développement économique des territoires sur l'ensemble de la région.

Plusieurs projets et grandes opérations à l'échelle de la région dessinent des opportunités pour impulser de nouvelles actions en faveur de l'emploi et de l'insertion des habitants des quartiers (chantiers et activités du Grand Paris, rénovation urbaine, projets à l'échelle intercommunale…).
Aussi, il importe de faire de la jeunesse une priorité de l'intervention des Régies et d'impliquer les jeunes des quartiers prioritaires dans leur projet.

Objectifs / résultats attendus :

- Développer le réseau des Régies de Quartiers franciliennes, en développant par conséquent l'emploi dans les quartiers prioritaires ;
- Consolider l'assise économique et territoriale des structures existantes ;
- Favoriser l'implication des jeunes dans le projet des Régies de Quartiers.

Actions proposées :

- Aider à l'élaboration de projets de Régies de Quartiers : définition des territoires d'intervention, mobilisation des acteurs, modèles économiques ;
- Participer aux groupes projets et associations de préfiguration accompagnés dans la phase de montage ;
- Accompagner au développement et à la consolidation des activités et des emplois des Régies de Quartiers franciliennes, sur les différents aspects de leur fonctionnement : intervention sur site des équipes du CNLRQ pour travailler sur les sujets suivants : organisation socio-économique, mise en place d'outils de gestion, recherche de financements, accès à la commande publique, fiscalité, ressources humaines…

- Contribuer à favoriser le recours aux Services Civiques dans les Régies de Quartiers, en outillant les structures et en conventionnant, au niveau national, avec des partenaires utiles aux Régies.

Action 7 – Organiser des journées thématiques de professionnalisation

Contexte et problématique :

La programmation de journées thématiques ouvertes à tous les permanents des SIAE permet une montée en compétences des structures et de leurs permanents sur les différentes thématiques au cœur du travail d'une SIAE : employeur, développement économique, accompagnement, formation et production. Il existe toujours une marge de progression en ce qui concerne la professionnalisation des acteurs, et ces journées thématiques permettent de connecter les pratiques professionnelles des équipes permanentes des SIAE franciliennes à des cadres d'actions plus larges, porteurs de sens.

Objectifs et Résultats attendus :

- Professionnaliser les acteurs de l'IAE travaillant dans les SIAE franciliennes
- Identifier les besoins des SIAE en termes de professionnalisation
- Évaluer les besoins d'informations et les problématiques des SIAE

Actions proposées :

- **Construire un programme de rencontres thématiques, sur la base des besoins des SIAE** : mettre en place des outils de remonté de besoins, chercher les intervenants référents sur des thématiques particulières, sensibiliser des intervenants extérieurs aux spécificités de l'IAE ;
- **Organiser la communication et la diffusion du programme** auprès des participants potentiels, mais aussi des partenaires (construire une plaquette de communication, organiser des relances, travailler en partenariat avec les autres réseaux de l'IAE de façon à avoir une action plus globale, identifier les porteurs de projets potentiels…) ;
- **Organiser techniquement ces journées thématiques** : recherche d'intervenants, de lieux emblématiques, préparation des documents en amont, construire le programme, animation, évaluation…).

AXE 3 - Favoriser les coopérations et développer l'innovation sociale et économique

Action 8 – Accompagner les coopérations économiques des SIAE

Contexte et problématique :

L'objectif du projet est de contribuer au changement d'échelle des entreprises de l'IAE et au changement de représentation de la filière IAE, dans le but de permettre aux entreprises de l'IAE de repenser leur offre de biens et/ou de services et plus largement l'impact de leur activité en termes d'utilité sociale, pour l'inscrire dans un développement économique et social durable. Il permettra l'émergence de pratiques socialement et économiquement innovantes.

Objectifs et résultats attendus :

- La promotion et l'accompagnement à la coopération économique locale notamment via les la constitution de groupements économiques solidaires (GES), de groupements momentanés d'entreprises (GME) avec les objectifs de :
    - Mutualiser des ressources humaines et matérielles,
    - Proposer une offre de service renouvelée et plus complète aux acteurs locaux,

- Changer d'échelle et accéder à des marchés de plus grosse envergure.

- L'appui juridique des SIAE pour sécuriser leur intervention, faire évoluer leur modèle et travailler au mieux à l'intégration de leur salariés dans l'entreprise, sous la forme de journées régionales et d'appui individuel thématiques (économique, sociale, fiscale et commerciale).

Actions proposées

Promotion et accompagnement à la coopération économique des entreprises de l'IAE :
- Organiser des événements de présentation et de promotion des différents cadres de coopération (GME, GES) ;
- Favoriser les rencontres, notamment sectorielles, entre SIAE et entreprises ;
- Accompagner individuellement à la structuration des démarches de coopération.

Mise en place d'un appui juridique aux SIAE :
- Sensibilisation, information et accompagnement sur les thématiques de droit social, de modèle économique et fiscal ou de droit commercial ;
- Accompagnement individuel aux SIAE pour faire évoluer et sécuriser les pratiques ;
- Mise en place de groupes de travail collectifs sur ces questions juridiques.

Action 9 – Soutenir les partenariats SIAE avec les entreprises classiques

Contexte et problématique :

L'Île-de-France est une région d'excellence économique, avec une croissance et un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale. Cependant, cette moyenne cache des disparités fortes sur les territoires et selon les personnes. Le tissu économique de la région se compose d'une hybridation entre de grands projets, comme les travaux du Grand Paris, et un tissu économique local basé sur les TPE et PME du territoire. Les entreprises franciliennes manquent de main d'œuvre avec des compétences adaptées à leurs besoins, que ce soit dans les secteurs en tension (les services à la personne, le bâtiment, …), les métiers porteurs ou filières émergentes, qui manquent également de candidats aux profils adaptés. La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) est un vecteur pour dynamiser les relations entre les SIAE et les entreprises classiques, en particulier celles volontaires pour intégrer des salariés en insertion en sortie de parcours. L'IAE est de plus en plus identifié par les entreprises comme un partenaire essentiel pour répondre à leurs difficultés de recrutement et pour développer des pratiques socialement responsables. Proposant des supports d'activités en prise avec celles des territoires (espaces verts, bâtiment, économie du déchet,…), elles représentent une forme innovante pour répondre aux besoins de développement de compétences et de recrutement du tissu économique francilien. Elles jouent un rôle essentiel dans le développement de compétences des franciliens, pour leur orientation professionnelle et leur accès à un emploi. Elles développent des partenariats et des passerelles permettant aux entreprises de répondre à leurs besoins de recrutement. Les SIAE multiplient les initiatives afin d'offrir de nouvelles modalités de recrutement adaptées aux employeurs franciliens (action préalable au recrutement, période mise en situation professionnelle, médiation active et suivi en entreprise, …). L'action proposée vise à valoriser les pratiques innovantes en la matière et à accompagner les SIAE et entreprises sur la mise en place de partenariats pour répondre aux enjeux de recrutement sur l'Ile-de-France.

Objectifs et résultats attendus :

- Communiquer, en lien avec l'inter-réseau GRAFIE, en direction des entreprises et d'autres employeurs pour valoriser les compétences des salariés en insertion ;
- Promouvoir les initiatives de rapprochement en direction des entreprises initiées par les SIAE d'Ile-de-France ;

- Outiller les SIAE et les entreprises dans l'organisation d'actions à visée de développement de compétences et/ou de recrutement au travers d'un appui à la structuration du partenariat ;
- Accompagner les entreprises dans la mise en œuvre d'une politique RSE et/ou d'insertion en partenariat avec des SIAE ;
- Favoriser les échanges entre SIAE et entreprises classiques ;
- Accompagner de nouvelles formes de rapprochement des demandeurs d'emploi en parcours dans une structure d'insertion par l'économique par leur mise en relation sur des actions « découverte métiers » ou à visée de recrutement au sein d'entreprises.

Actions proposées :

- **Professionnaliser les SIAE dans la mise en œuvre de collaborations avec les entreprises pour le placement, le suivi à l'emploi et l'intégration des salariés**
  - Organiser une session de professionnalisation en collectif de 2 à 3 jours pour une douzaine de SIAE, situées sur différents territoires d'Ile-de-France ;
  - Organiser une journée de professionnalisation dédiée pour outiller les SIAE sur les partenariats avec le secteur privé ;

- **Sensibiliser les employeurs sur le vivier de recrutement des SIAE et accompagner le positionnement auprès des entreprises**
  - Diffuser des supports de communication sur l'IAE et les compétences des salariés auprès des entreprises ;
  - Capitaliser et promouvoir les bonnes pratiques d'appui au recrutement SIAE/entreprises dans le cadre de rencontres et d'échanges ;
  - Valoriser l'offre de services des SIAE auprès des entreprises et des intermédiaires de l'emploi (clubs et réseaux d'entreprises, branches professionnelles).

- **Accompagner le développement des relations entre SIAE et entreprises :**
  - Sensibiliser les SIAE sur les métiers en tension et les besoins des entreprises ;
  - Mettre en œuvre des partenariats avec des entreprises, des réseaux d'entreprises ou une (des) branche(s) professionnelle(s) espaces verts, secteur de la logistique et du transport, construction, restauration, … ;
  - Mobiliser et outiller les SIAE pour participer à des évènements sur du recrutement (job dating, filières…) et à des rencontres professionnelles avec des acteurs de l'emploi et les entreprises.

Action 10 – Favoriser et développer l'innovation sociale et économique

Contexte et problématique :

L'objectif est de contribuer au changement d'échelle des entreprises de l'IAE et au changement de représentation de la filière IAE, dans le but de permettre aux entreprises de l'IAE de repenser et faire évoluer leur offre de biens et/ou de services et plus largement l'impact de son activité en termes d'utilité sociale, pour l'inscrire dans un développement économique et social durable. Ainsi, cela favorisera l'émergence de pratiques socialement et économiquement innovantes.

Objectifs :

L'accompagnement à la mesure de l'impact social : l'outil permettra aux structures de construire un outil de communication et un argumentaire personnalisé afin de valoriser leur impact sur le territoire et de favoriser leurs liens avec les entreprises et les collectivités. La capitalisation de ces données individuelles à l'échelon régional permettra de mettre en place un observatoire de l'impact social et économique des entreprises de l'IAE.

Actions menées / Résultats attendus :

- Évaluation de l’impact économique et social des SIAE :
  - Adaptation du référentiel d’évaluation de l’utilité sociale en outil de mesure de l’impact social et économique ;
  - Diffusion et promotion auprès des SIAE ;
  - Accompagnement individuel de 30 à 50 SIAE franciliennes ;
  - Constitution d’un premier observatoire régional de l’impact économique et social de l’IAE en lien avec la CRESS IDF.

Moyens mis en œuvre :

Le chef de file le GRAFIE coordonne l'offre d'accompagnement de la façon suivante :
- chaque opérateur désigne un interlocuteur opérationnel,
- l'ensemble des opérateurs du consortium est en capacité de donner une information et une orientation de l'ensemble de l'offre d'accompagnement et de financement du consortium.

Rôle du chef de file :
- coordonne les actions des partenaires au quotidien et leur bonne communication,
- anime le projet et propose des améliorations,
- assure suivi du projet,
- assure la gestion administrative et financière du projet.

Intérêt régional :
La stratégie ESS, intégrée dans la stratégie régionale # Leader pour la croissance, l’emploi et l’innovation, pose le cadre des nouveaux objectifs de la politique de soutien à l’ESS.

La Région souhaite favoriser le développement, la structuration et la professionnalisation du secteur de l’Insertion par l’Activité Economique (IAE). L’IAE est reconnue comme une filière stratégique pour l’ESS francilienne.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les porteurs de projets de SIAE
Les SIAE Franciliennes
Les entreprises « classiques », bailleurs sociaux, donneurs d’ordre, services achats et toutes structures intermédiaires facilitant leur contact.

Partenariats mobilisés sur l'action :

Les porteurs de projets de SIAE
Les 400 SIAE franciliennes
Les entreprises « classiques », bailleurs sociaux, donneurs d’ordre, services achats et toutes structures intermédiaires facilitant leur contact.

Partenariats mobilisés sur l'action :
- les réseaux régionaux et locaux IAE : Le GRAFIE, La Fédération des Entreprises d'Insertion, Chantier Ecole IDF, COORACE, FNARS, CNLRQ
- les acteurs économiques : entreprises (Grands comptes et PME), réseaux d’entreprises et d'employeurs

(CGPME), Chambres consulaires, Syndicats de branche
- les acteurs du financement et de l'accompagnement de la création d'entreprise,
- les acheteurs publics et privés et leurs réseaux,
- les institutions publiques et privées.

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses présentées au plan de financement sont éligibles.
Les charges de personnel prévues au projet sont calculées hors emplois aidés.

La subvention régionale est répartie de la manière suivante :

GRAFIE : 8 000 €

Fédération des Entreprises d'Insertion (FEI) : 30 000 €

Chantier Ecole Île-de-France : 37 000 €

Comité National de Liaison des Régies de Quartiers (CNLRQ) : 12 000 €

Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) : 32 000 €

COORACE Île-de-France : 31 000 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	288 170,00	69,34%
Achats de prestations externes	70 021,00	16,85%
Charges de structure directement liées à la réalisation de l'action	57 418,00	13,82%
Total	415 609,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Région IDF	150 000,00	36,09%
Autofinancement	79 120,00	19,04%
Etat DIRECCTE IDF	116 312,00	27,99%
Ville de Paris	7 000,00	1,68%
CGET	10 000,00	2,41%
Préfecture (FDVA)	1 200,00	0,29%
Fonds européens (Etat)	42 500,00	10,23%
Fonds privés	9 477,00	2,28%
Total	415 609,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	50 000,00 €

Annexe n°9 : Convention Grafie

DEVELOPPEMENT DES FILIERES STRATEGIQUES POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE FRANCILIENNE

CONVENTION

Relative à la participation de la Région Île-de-France
Au programme « Filière IAE »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017**
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Groupement Régional des Acteurs Franciliens d'Insertion par l'Economie - GRAFIE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 82311459000016
dont le siège social est situé au : Maison des Associations de Solidarité, 10 18 rue des Terres au Curé 75013 PARIS,
ayant pour représentant : Monsieur Mario SEEBOTH, Président

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'économie sociale et solidaire francilienne » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 93-12 du 22 novembre 2012.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La Région entend appuyer le changement d'échelle au sein de filières stratégiques de l'ESS. La Région soutient un programme d'actions concerté, porté par un ensemble d'acteurs représentatifs avec pour objectifs de :

- favoriser le développement d'activités et d'emplois des entreprises ESS,
- accompagner les acteurs ESS dans leur projet de développement socialement innovant,
- amplifier le poids économique de ces filières/secteurs,
- irriguer et diffuser dans le reste de l'économie francilienne pour soutenir sa conversion écologique et sociale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2017-586, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la réalisation du programme d'actions dont les descriptifs figurent dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention. Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 150 000 €.

FICHE PROJET (REFERENCE IRIS)	BENEFICIAIRE	SUBVENTION REGIONALE	TAUX D'INTERVENTION
17015483	**GRAFIE**	**150 000 €**	**36,09 %**
Total		**150 000 €**	

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC sont détaillés dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Les bénéficiaires s'engagent à :

- réaliser, à sous initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet »,
- garantir la réalisation du programme dans sa globalité, en attestant la qualité et la réalité des actions réalisées par les différents opérateurs ;
- organiser le pilotage du programme d'action en invitant la Région à participer à ces instances (comité de pilotage, comités techniques, etc.) ;
- assurer l'évaluation du programme de la filière (action par action et dans sa globalité) : à ce titre, il assure la mesure de l'activité et de l'efficacité sur la base des indicateurs mentionnés dans le programme et validé par le comité de pilotage.
- participer aux réunions concernant les bilans, l'échange, le suivi général, l'évaluation du programme subventionné,
- fournir à la Région un bilan annuel quantitatif et qualitatif du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la période soutenue,
- fournir à la Région un bilan quantitatif et qualitatif de l'ensemble du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la fin du programme.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter **3 stagiaires ou alternants** pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans leur organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer, pour réaliser les achats nécessaires à la réalisation du programme d'action, s'il y est soumis, les règles du Code des Marchés Publics ou de l'ordonnance 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

Trois mois avant la date prévue pour les principales manifestations relatives à l'objet de la présente convention, le bénéficiaire prend l'attache des services de la Région pour organiser la participation potentielle de la collectivité à cette occasion (présence des élus, fixation de la date, validation des cartons d'invitation, …).

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 CONVENTION AVEC LES MEMBRES DES RESEAUX DE L'IAE EN IDF

Le bénéficiaire s'engage à conclure avec les membres des réseaux de l'IAE impliqués dans la mise en œuvre du plan d'action Filière IAE une convention permettant la réalisation des actions subventionnées.
Cette convention prévoit notamment :

- la répercussion sur les membres du consortium des obligations de respect et de promotion de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ainsi que des obligations en matière de communication, fixées par la Région au bénéficiaire,
- la répartition du nombre de stagiaires entre les différents membres du consortium,
- que le reversement, par le bénéficiaire, d'une partie la subvention régionale à chaque membre du consortium est conditionné au respect de l'ensemble de leurs obligations. »

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

Le comité de pilotage est chargé du suivi de la convention et de l'évaluation des actions et résultats obtenus. Il regroupe l'ensemble des opérateurs du programme d'actions pour la filière, la Région, les autres financeurs et tout organisme utile au bon déroulement du programme. Il se réunit au moins 2 fois par an à l'initiative de l'organisme coordinateur. Ce dernier est chargé du secrétariat et rédige le compte-rendu ou relevé de décisions de chacune des réunions du comité de pilotage

Le comité de pilotage est chargé de faire un point sur l'état d'avancement du projet et s'assure :
- de la bonne exécution du programme,
- de la cohérence de la mise en œuvre et du déroulement des actions du programme, voire de leurs éventuelles évolutions,
- de la pertinence des mesures adoptées aux fins d'évaluation, de capitalisation et de valorisation des résultats, ainsi que des suites qui lui seront données.

Le bilan qualitatif et quantitatif intermédiaire devra être présenté en comité de pilotage.

Le comité de pilotage est chargé de préciser la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du programme dès son lancement.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux objectifs définis par chaque action du programme de développement, sur l'intérêt général des actions réalisées notamment en termes de développement de la filière et de professionnalisation de ses parties prenantes.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 REPARTITION DES SUBVENTIONS « EN CASCADE »

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale dans les conditions suivantes :

- 8 000 € au GRAFIE pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant que chef de file et opérateur ;
- 30 000 € à la Fédération des Entreprises d'Insertion (FEI) : pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;
- 37 000 € à Chantier Ecole Île-de-France pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;
- 12 000 € au Comité National de Liaison des Régies de Quartiers (CNLRQ) pour le développement stratégique de la filière régionale IAE en tant qu'opérateur ;
- 32 000 € à la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;
- 31 000 € au COORACE Île-de-France : pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;

ARTICLE 3.2 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Tout appel de fonds transmis à la Région au titre de la présente convention doit être validé par l'organisme coordinateur quant à la réalité de l'action à laquelle il se réfère.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3.1: VERSEMENT D'AVANCES

Si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut bénéficier d'avances, à notification de la convention et sur appel de fonds, à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, et ce, dans la limite de 50 % du montant de la subvention prévue.

Il doit présenter :
- un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme sous la forme d'un courrier ou d'une demande de versement de subvention (DVS) fournie par la Région ;
- un plan de trésorerie sur 1 an du bénéficiaire démontrant le besoin de trésorerie, daté et signé par le représentant légal revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme ;
- un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet présenté, signé du représentant légal.

ARTICLE 3.3.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention et dans la limite de 80 % de la subvention.

Il doit présenter :
- un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme sous la forme d'un courrier ou d'une demande de versement de subvention (DVS) fournie par la Région ;
- un état récapitulatif des dépenses précisant :
    - o les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération,
    - o le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque appel de fonds est signé par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention, qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Il doit présenter :
- un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme sous la forme d'un courrier ou d'une demande de versement de subvention (DVS) fournie par la Région ;

- un état récapitulatif des dépenses précisant :
    - o les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération,
    - o le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée comportant la signature du représentant du bénéficiaire, ainsi que celle de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes si le bénéficiaire en est doté,
- un bilan de l'action subventionnée signé par le représentant de la structure.
- justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé),
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 3.4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La période d'éligibilité des dépenses subventionnables est inscrite dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (dates prévisionnelles de début et de fin de projet).

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire au titre du programme précité, à savoir le 22 novembre 2017.

Des subventions concernant le programme d'action, objet de la convention, peuvent être adjointes à cette convention pendant une période de 3 ans, sous réserve :

- de l'adoption par la commission permanente du programme d'actions annuel correspondant traduit en fiches projet,
- du vote des crédits correspondants par la commission permanente, dans la limite de leur disponibilité,
- de la signature par les bénéficiaires d'un avenant à cette convention auquel seront annexées les fiches projet correspondantes,
- de la présentation du bilan qualitatif et quantitatif intermédiaire.

La convention prend fin à la date du versement du solde de la dernière subvention votée au titre du programme pluriannuel ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité des subventions non soldées figurant à l'article 3.2 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaire ou alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux,

Le _____ Le _____

Pour LE GRAFIE
Le Président

Mario SEEBOTH

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Annexe n°10 : Fiches projets dispositifs emploi

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014641

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAISON DES ASSOCIATIONS PARTAGÉE DE L'ILOT DU BOCAGE - RÉAFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Chantier école	69 000,00 €	79,72 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D AGGLOMERATION PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93218 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Patrick BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 24930008800039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Chantier école

Date prévisionnelle de début de projet : 17 juin 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la phase d'ingénierie du projet débute avant la phase de formation. La demande de versement, arrivée dans les délais, n'a pu être traitée. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 15-300 du 17 juin 2015, d'un soutien régional à hauteur de 55 000 €. La demande de versement envoyée par le maître d'ouvrage dans les délais impartis n'ayant pu faire l'objet d'un traitement suite à une erreur matérielle régionale, la subvention est devenue caduque. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initiales.

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de formation	55 000,00	79,71%
Ingénierie et coordination (non éligible)	7 000,00	10,14%
Contributions volontaires en nature (non éligible, matériaux pour la réalisation collective)	7 000,00	10,14%
Total	69 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	55 000,00	79,71%
Autofinancement	7 000,00	10,14%
Contributions volontaires en nature (Plaine Commune Habitat)	7 000,00	10,14%
Total	69 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	55 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chantier école	110 000,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	602 045,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	114 740,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	480 021,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	4 065 282,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	341 528,00 €
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	13 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	18 500,00 €
2015	Chantier école	160 302,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	128 022,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 777 149,60 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	50 000,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	500 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-	610 402,50 €

	2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	
2015	Passerelles entreprises	50 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	52 500,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	24 800,00 €
2016	Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)	844 781,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	103 307,37 €
2017	Dispositifs de fonds européns	148 096,45 €
	Montant total	10 268 476,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014642

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BIO NETTOYAGE A L'HOPITAL DE VILLENEUVE SAINT GEORGES - RÉAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Chantier école	70 000,00 €	64,70 %	45 289,60 €
	Montant Total de la subvention		45 289,60 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSERTION ET DEVELOPPEMENT
Adresse administrative : RUE CLAUDE BERNARD
77004 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Josette ANTIGNAC, Présidente

Date de publication au JO : 2 octobre 1992

N° SIRET : 39023648700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Chantier école

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la phase d'ingénierie du projet débute avant la phase de formation. La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (45 289.60 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 14-256 du 10 avril 2014 dont la DVS n'a pas été traitée avant l'échéance de caducité.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais pédagogiques	55 000,00	78,57%
Matériel pédagogique	2 500,00	3,57%
Ingénierie et coordination (non éligible)	12 500,00	17,86%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France (subvention 2017)	45 289,60	64,70%
Région Ile-de-France (subvention 2014)	9 710,40	13,87%
Ressources propres	15 000,00	21,43%
Total	70 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 289,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chantier école	110 000,00 €
	Montant total	55 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014649

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSISTANTE DE VIE AUX FAMILLES EN VUE DE LA QUALIFICATION AU METIER D'AIDE SOIGNANT - ACTION D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI - RÉAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi (clôturé)	73 571,00 €	60,62 %	44 601,07 €
	Montant Total de la subvention		44 601,07 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES 77
Adresse administrative : 49 AV THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Laure FONTBONNE, Présidente

Date de publication au JO : 29 mai 1991

N° SIRET : 38321328700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi (clôturé)

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La phase d'ingénierie du projet débute avant la phase de formation. La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (44 601.07 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 13-762 du 17 octobre 2013 dont la DVS n'a pas été traitée avant l'échéance de caducité.

Objectifs :
Préparer 15 demandeurs d'emploi à obtenir le titre professionnel Assistant De Vie aux Familles, qui représente la 1ère étape ouvrant l'accès vers un parcours d'accès au Diplôme d'Etat Aide soignant.
L'action, grâce aux différents partenariats développés, prévoit que les stagiaires soient embauchés par différents établissements soit en contrat de professionnalisation, soit en Pacte pour préparer in fine le

Diplôme d'Etat d'Aide Soignant.

Description :
L'action se décompose de la manière suivante:

490 heures de Formation technique, visant la préparation au Titre professionnel ADVF

105 h eures d'Immersion en entreprise

Partenariats :

Prescripteurs : Pôle emploi, Missions Locales, MDE, Cap Emploi, PLIE, Services emploi des communes, MDS

Etablissements partenaires

Indicateurs de résultats et d'impacts :

Indicateurs de résultats :

L'accès ou le retour à l'emploi durable des publics, à l'issue de l'action, se mesure par :
- le nombre de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) ;
- le nombre de contrats de travail à durée déterminée (CDD) d'une durée égale ou supérieure à 6 mois ;
- la densité mensuelle par type de contrat ;
- le nombre de contrats d'alternance (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation) ;
- le nombre d'orientations vers une formation certifiante/qualifiante ;
- le nombre et la nature des emplois occupés, à mettre en perspective avec le type de métiers préparés;

Indicateurs d'impact :

Ils permettent d'évaluer les effets de l'action à moyen terme. Le porteur de projet est ainsi chargé, 3 mois à l'issue de l'action :
- de faire le point avec les stagiaires sur leurs suites de parcours, quelle que soit leur situation ;
- d'organiser le relais auprès des structures prescriptrices et de suivre l'organisation de la suite de parcours des stagiaires sans emploi ;
- de communiquer à la Région le nombre et le taux de placement des stagiaires, 3 mois à l'issue de la fin de l'action de formation ou d'accompagnement

Intérêt régional :
L'action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Les publics visés sont 15 demandeurs d'emploi de Niveau V ou IV, ayant validé leur projet professionnel sur les métiers d'aide à la personne.

Pré-requis : savoir lire un texte simple, maîtriser les opérations de base, manifester la vononté d'aller au-delà de l'obtention du titre ADVF pour pouvoir accéder à un contrat de professionnalisation ou à un Pacte sur la fonction d'aide soignant, être mobile.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de service : formation	53 655,00	72,93%
Locations	185,00	0,25%
Assurance	96,00	0,13%
Publicité, publications	50,00	0,07%
Frais de déplacement	300,00	0,41%
Frais postaux et de télécom	168,00	0,23%
Charges de personnel	19 117,00	25,98%
Total	73 571,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France (subvention 2017)	44 601,07	60,62%
Région Ile de France (subvention 2013)	10 398,93	14,14%
Autofinancement	18 571,00	25.24%
Total	73 571,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 601,07 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Passerelles entreprises	268 473,75 €
2015	Passerelles entreprises	230 750,00 €
2016	Passerelles entreprises	378 070,00 €
	Montant total	877 293,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014650

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARCOURS DE DECOUVERTE ET D'ACCES AUX METIERS DE L'INDUSTRIE DE LA METALLURGIQUE – ACTION D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI - RÉAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi (clôturé)	67 000,00 €	60,85 %	40 768,00 €
	Montant Total de la subvention		40 768,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY CENTRE ESSONNE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Président

N° SIRET : 20005922800037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi (clôturé)

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la phase d'ingénierie du projet débute avant la phase de formation. La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (40 768 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 13-762 du 17 octobre 2013 dont la DVS n'a pas été traitée avant l'échéance de caducité.

Objectifs :
L'action s'inscrit dans l'axe « Accompagnement vers l'emploi » et permet à des demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés de développer leurs compétences et d'élever leur niveau de qualification dans une finalité d'accès à l'emploi durable. Obtention du Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM).

Description :
Une formation CQPM (Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie) en contrat de

professionnalisation comprend 770 heures de formation : 371 heures (53 jours) de formation théorique et 399 heures (57 jours) d'application pratique
La formation se décompose ainsi:
-Découverte de la formation
-Consolidation du projet professionnel
-Connaissances théoriques autour du métier.
-Intégration en entreprise
-Session de validation du diplôme ou du Certificat de Qualification Professionnelle
Phase d'accompagnement durant la fomation et vers l'emploi.

Les partenaires impliqués:
La Maison De l'Emploi de Corbeil Essonne/Evry. La CCI Essonne. L'union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM), le groupe des industries métallurgiques (GIM) de la région parisienne. Les Organismes de formation, le Pôle Emploi, les agences d'intérim et les entreprises du territoire.

Indicateurs de résultats et d'impacts :

Indicateurs de résultats :

L'accès ou le retour à l'emploi durable des publics, à l'issue de l'action, se mesure par :
- le nombre de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) ;
- le nombre de contrats de travail à durée déterminée (CDD) d'une durée égale ou supérieure à 6 mois ;
- la densité mensuelle par type de contrat ;
- le nombre de contrats d'alternance (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation) ;
- le nombre d'orientations vers une formation certifiante/qualifiante ;
- le nombre et la nature des emplois occupés, à mettre en perspective avec le type de métiers préparés;

Indicateurs d'impact :

Ils permettent d'évaluer les effets de l'action à moyen terme. Le porteur de projet est ainsi chargé, 3 mois à l'issue de l'action :
- de faire le point avec les stagiaires sur leurs suites de parcours, quelle que soit leur situation ;
- d'organiser le relais auprès des structures prescriptrices et de suivre l'organisation de la suite de parcours des stagiaires sans emploi ;
- de communiquer à la Région le nombre et le taux de placement des stagiaires, 3 mois à l'issue de la fin de l'action de formation ou d'accompagnement.

Intérêt régional :
L'action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
12 stagiaires. L'action s'adresse prioritairement aux personnes :
- A la recherche active d'un emploi depuis plus d'un an
- Peu ou pas qualifiées (de niveau V ou infra V)
- Résidant sur le territoire du CUCS Evry Centre Essonne

Les pré-requis pour accéder à la formation:
- Savoir, lire, écrire et compter,
- Etre apte physiquement à l'exercice des métiers de la métallurgie,
- Etre motivé pour travailler dans ce secteur et avoir validé son projet professionnel,
- S'adapter et être disponible aux horaires inhérents à la profession,
- Accepter la mobilité géographique.

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de service	67 000,00	100,00%
Total	67 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France (subvention 2017)	40 768,00	60,85%
Région Ile de France (subvention 2013)	12 832,00	19,15%
Autofinancement	13 400,00	20,00%
Total	67 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 768,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 787 218,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	14 800,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	555 520,00 €
2016	Politique énergie climat	3 400,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	22 500,00 €
2017	Accompagnement à la mutation des ESAT et des EA (Etudes) (clôturé)	83 410,76 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	31 584,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	44 120,00 €
2017	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	105 000,00 €
	Montant total	4 949 052,76 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014651

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACCES AUX EMPLOIS D'AIDE A LA PERSONNE A VISEE LINGUISTIQUE - ACTION D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI - RÉAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi (clôturé)	46 055,00 €	10,53 %	4 849,30 €
	Montant Total de la subvention		4 849,30 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION INTERCOMMUNALE POUR L'INSERTION DES JEUNES
Adresse administrative : 38/40 AVENUE SALVADOR ALLENDE 93800 EPINAY S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hervé CHEVREAU, Président

Date de publication au JO : 29 septembre 2005

N° SIRET : 32976762800046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi (clôturé)

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la phase d'ingénierie du projet débute avant la phase de formation. La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (4 849.30 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 13-762 du 17 octobre 2013 dont la DVS n'a pas été traitée avant l'échéance de caducité.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de service	34 500,00	74,91%
Services extérieurs (location, entretien, réparations, assurances)	159,00	0,35%
Autres services extérieurs (frais de déplacement, frais postaux)	330,00	0,72%
Impôts et taxes	765,00	1,66%
Charges de personnel	10 301,00	22,37%
Total	46 055,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France (subvention 2017)	4 849,30	10,53%
Région Ile de France (subvention 2013)	31 150,70	67,64%
Plaine commune	10 055,00	21,83%
Total	46 055,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 849,30 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	8 000,00 €
2015	Campagne d'informatisation	8 193,00 €
	Montant total	16 193,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014639

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENFORT DES COMPETENCES LINGUISTIQUES - RÉAFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	51 694,86 €	58,03 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AGIRE
Adresse administrative : 1 RUE JEAN CARRASSO
95870 BEZONS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabien BENEDIC, Président

Date de publication au JO : 26 février 2002

N° SIRET : 44143886800040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la phase d'ingénierie du projet débute avant la phase de formation. La demande de versement, arrivée dans les délais, n'a pu être traitée. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Objectifs :
Les objectifs de l'action, sont, pour les participants :
- Assurer une première étape de parcours nécessaire à leur insertion professionnelle. - Renforcer les compétences linguistiques afin d'être en capacité de passer avec succès les tests d'entrée en formation.

L'objectif final est que les participants atteignent le niveau A1/A2 du Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues.

La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 15-456 du 9 juillet 2015, d'un soutien régional à hauteur de 30 000 €. La demande de versement envoyée par le maître d'ouvrage dans les délais impartis n'ayant pu faire l'objet d'un traitement suite à une erreur matérielle régionale, la subvention est devenue caduque. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initiales.

Description :

Axe 3 : Renforcer les compétences-clés

Pour mettre en oeuvre l'action, le PLIE fera appel à un prestataire. Deux sessions seront organisées, comprenant les modules suivants :

- Renforcement linguistique : expression orale, compréhension de l'oral, compréhension de l'écrit, expression écrite
- Bases de mathématiques
- Atelier d'écriture

- Périodes d'immersion en entreprise

- Suivi individualisé.

Moyens mis en œuvre :

Le PLIE fera appel à un prestataire pour mettre en œuvre l'action et le PLIE se chargera de la coordination et du suivi de l'action.

Intérêt régional :

L'action permet de sécuriser le parcours vers et dans l'emploi en construisant des étapes de parcours pour des publics en difficulté, et participe ainsi aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

L'action vise 30 participants, à raison de 15 participants par session, ayant les pré-requis suivants :
niveau A1.1 / A1 du CECRL (en capacité de comprendre des situations simples et concrètes de la vie quotidienne) ayant un projet professionnel identifié

Localisation géographique :

- CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE (95-VAL D'OISE)
- BOUCLE NORD DE SEINE (EPT5 / 95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	39 397,07	76,21%
Charges de personnel	8 125,88	15,72%
Dépenses indirectes (non éligibles)	4 171,91	8,07%
Total	51 694,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	30 000,00	58,03%
Communauté d'agglomération Argenteuil Bezons	21 694,86	41,97%
Total	51 694,86	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	25 000,00 €
2014	Chantier école	99 010,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	30 000,00 €
	Montant total	154 010,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014640

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ACTION PRÉPARATOIRE À UN ACCÈS QUALIFIANT - RÉAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	14 999,75 €	26,33 %	3 949,85 €
		Montant Total de la subvention	3 949,85 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENNEVILLIERS INSERTION
Adresse administrative : 177 AVENUE GABRIEL PERI
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Chaouki ABSSI, Président

Date de publication au JO : 18 décembre 1996

N° SIRET : 41126409600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action pour l'emploi des publics les plus fragiles

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la phase d'ingénierie du projet débute avant la phase de formation. La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (3 949.85 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 15-456 du 9 juillet 2015 dont la DVS n'a pas été traitée avant l'échéance de caducité.

Objectifs :
Gennevilliers Insertion, structure porteuse du PLIE, propose une action qui vise à donner aux participants les pré-requis nécessaires pour réussir leur intégration en centre de formation ou en entreprise. L'offre de formation linguistique et de remise à niveau à destination des publics adultes est en effet assez pauvre sur ce territoire, alors que de nombreux participants du PLIE ont besoin d'une préparation en amont d'une formation visant, in fine, l'emploi.

Description :
Axe 3 : Renforcer les compétences-clés

Le PLIE fera appel à un prestataire qui proposera une action collective d'environ 80 à 100 heures, prenant en compte les niveaux et les besoins de chacun.
Cette action sera déclinée autour de deux axes :
- la communication : acquérir une méthodologie permettant d'améliorer les échanges d'information; mieux communiquer au sein de son espace de travail; apprendre à échanger des informations pour optimiser un travail collectif; maîtriser les différents registres de travail.
- la remise à niveau : renforcement de base d'écrits, mathématiques, rédaction...

Moyens mis en œuvre :
Le PLIE fera appel à un prestataire pour mettre en oeuvre l'action et sera chargé de la coordonner.

Intérêt régional :
L'action permet de sécuriser le parcours vers et dans l'emploi en construisant des étapes de parcours pour des publics en difficulté, et participe ainsi aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'action vise 12 participants du PLIE pour lesquels une étape d'approfondissement des compétences clés est indispensable pour leur permettre d'accéder à un parcours qualifiant ou à un emploi. Sont visés uniquement les plus de 25 ans car des actions existent déjà pour les jeunes.

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de service	13 400,00	89,33%
Charges de personnel	1 289,75	8,60%
Frais de déplacement, missions, réceptions	310,00	2,07%
Total	14 999,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France (subvention 2017)	3 949,85	26,33%
Région Ile de France (subvention 2015)	6 549,97	43,67%
Fonds européens	4 499,93	30,00%
Total	14 999,75	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 499,82 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	58 899,40 €
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	16 208,00 €
2014	Passerelles entreprises	132 497,60 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	10 499,82 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	79 673,60 €
2016	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	22 925,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	187 211,00 €
2016	Passerelles entreprises	37 128,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	9 197,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	7 000,00 €
	Montant total	530 936,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014643

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RALLYE ET CLUB EMPLOI - RÉAFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	14 400,00 €	70,00 %	10 080,00 €
	Montant Total de la subvention		10 080,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION EMPLOI INSERTION MELUN VAL DE SEINE
Adresse administrative : RUE CLAUDE BERNARD
77000 LA ROCHETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Louis VOGEL, Président

Date de publication au JO : 25 février 2013

N° SIRET : 79512091400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action pour l'emploi des publics les plus fragiles
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : la phase d'ingénierie du projet débute avant la phase de formation La demande de versement, arrivée dans les délais, n'a pu être traitée. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 15-456 du 9 juillet 2015, d'un soutien régional à hauteur de 10 080 € €. La demande de versement envoyée par le maître d'ouvrage dans les délais impartis n'ayant pu faire l'objet d'un traitement suite à une erreur matérielle régionale, la subvention est devenue caduque. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initiales.

Localisation géographique :

- CA MELUN VAL DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	11 750,00	81,60%
Charges de personnel	1 500,00	10,42%
Frais postaux et frais de télécommunications	150,00	1,04%
Frais de déplacement, missions	1 000,00	6,94%
Total	14 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 080,00	70,00%
Fonds européens	4 320,00	30,00%
Total	14 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 080,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	54 490,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	12 000,00 €
2014	Chantier école	49 200,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	5 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	11 000,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	76 230,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	23 500,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	21 268,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	28 146,59 €
2017	Subventions de fonctionnement Missions locales	7 000,00 €
	Montant total	292 834,59 €

Annexe n°11 : Avenant convention n°17014954

AVENANT CONVENTION N° 17014954 - RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNÉ VERS LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017 – 2019

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017.
Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF, sise 18 rue du Faubourg du Temple à Paris, représentée par son Président Daniel HOURI habilité à signer la convention par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017.

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La convention n°17014954 porte sur la période 07/07/2017 au 31/12/2017. Toutefois au regard de l'enveloppe budgétaire engagée, il convient de prolonger la durée de la convention au 31/12/2018 telle qu'elle est indiquée à la Fiche Projet N°17014954. Cet avenant modifie par conséquent l'article 1 relatif à l'objet de la convention et prolonge la période d'exécution de 12 mois.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :
A l'article 1, la période du « *07/07/2017 au 31/12/2017* » est remplacée par la période du « *07/07/2017 au 31/12/2018* ».
Il convient donc de lire : « *Par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase Post création de 2017 à 2019 dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe à la convention, par l'attribution à la Chambre de Commerce d'Industrie Région Paris IDF, d'une subvention de fonctionnement 2 270 408.00 € pour la période du 07/07/2017 au 31/12/2018* ».

ARTICLE 2 :
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux,

A,
Le

le Président des
Boutiques de Gestion Paris IDF

Daniel HOURI

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
La directrice des entreprises et de l'emploi

Marie ESNAULT-BERTRAND

Annexe n°12 : Avenant convention n°17014958

AVENANT CONVENTION N° 17014958 - RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNÉ VERS LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017 – 2019

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017.

Et,

La CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF, sise 27 avenue de Friedland à Paris, représentée par son Président Mr Didier KLING habilité à signer la convention par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La convention n°17014958 porte sur la période 07/07/2017 au 31/12/2017. Toutefois au regard de l'enveloppe budgétaire engagée, il convient de prolonger la durée de la convention au 31/12/2018 telle qu'elle est indiquée à la Fiche Projet N°17014958. Cet avenant modifie par conséquent l'article 1 relatif à l'objet de la convention et prolonge la période d'exécution de 12 mois.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :
A l'article 1, la période du « *07/07/2017 au 31/12/2017* » est remplacée par la période du « *07/07/2017 au 31/12/2018* ». Il convient donc de lire : « *Par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase Post création de 2017 à 2019 dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe à la convention, par l'attribution à la Chambre de Commerce d'Industrie Région Paris IDF, d'une subvention de fonctionnement 2 270 408.00 € pour la période du 07/07/2017 au 31/12/2018* ».

ARTICLE 2 :
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux,

A,

Le

le Président de la
Chambre de Commerce et d'Industrie
Région Paris IDF

Didier KLING

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
La directrice des entreprises et de l'emploi

Marie ESNAULT-BERTRAND

- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-537

DU 22 NOVEMBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR UNE AGRICULTURE DURABLE ET DE PROXIMITÉ : PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL (FEADER) AGRICULTURE BIOLOGIQUE AGRICULTURE ET FILIÈRES AVENANT N° 1 A LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN BIO AU TITRE DE L'ANNEE 2018 ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE GROUPEMENT DES AGRICULTEURS BIOLOGIQUES EN ILE-DE-FRANCE (GAB IDF). AVENANT N° 2 CONVENTION ASP HORS SIGC 6ÈME AFFECTATION 2017 ET SIGNATURE D'AVENANTS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n°485/2008 ;

Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le régime cadre notifié n° SA 41595 (2016/N-2) - Partie B relatif aux aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation au changement climatique en date du 12 août 2016 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en oeuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

Vu le Programme de développement rural FEADER de la Région Ile-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

Vu Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France, modifiée par l'article 2 de la délibération n°CR 42-15 du 18 juin 2015 ;

Vu la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017;

Vu la convention cadre triennale 2015-2017 entre la Région Ile-de-France et le Groupement des Agriculteurs Biologiques de la région Ile-de-France, approuvée par délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 et signée le 6 mars 2015 ;

Vu la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Centre régional de valorisation et d'innovation agricole et alimentaire de Paris Ile-de-France (CERVIA), approuvée par délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 et signée le 05/03/2015 et ses avenants n° 1 et 2 approuvés par délibérations n° CP 16-009 du 22 janvier 2016 et n° CP 16-116 du 18 mai 2016 signés le 11/04/2016 et le 05/09/2016 ;

Vu la convention cadre triennale 2015-2017 entre la Région Ile-de-France, les Chambres d'agriculture d'Ile-de-France et l'Etablissement Régional de l'Elevage, approuvée par délibération n° CR 10-15 du 12 février 2015 et signée le 27/04/15 et modifiée par son avenant n°1 approuvé par délibération n° CR 153-16 du 16 juin 2016 et signé le 28/06/16 ;

Vu la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 et signée le 11 décembre 2015 et son avenant n° 1 approuvé par délibération n° CR 203-16 du 17 novembre 2016 et signé le 15 mars 2017 ;

Vu le budget 2017 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-537 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif **« Aide à la certification biologique »,** approuvé par délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 au financement du coût de la certification biologique par l'attribution à chacun des exploitations agricoles figurant dans la liste jointe en annexe n° 3 à la présente délibération, d'une subvention correspond à 80% de la base subventionnable du coût HT de la certification, soit un montant total de subvention de 75 975,97 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **75 975,97 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93003 « Actions agri-environnementales » ; Action 19300308 « Agriculture biologique » du budget 2017 :

Article 2 :

Décide au titre du dispositif **« Aide à la Transition vers une Agriculture Biologique Locale (ATABLe) »** approuvé par délibération n° CR 77-14 d'attribuer pour 2017 les aides aux agriculteurs figurant dans la liste présentée en annexe n° 4 à la présente délibération.

Affecte en faveur de **l'Agence de Services et de Paiement (ASP)** une autorisation d'engagement d'un montant de **65 000,00 €** correspondant aux aides à verser aux agriculteurs, disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93003 (193003) « Actions agri-environnementales » ; Action 19300308 « Agriculture biologique » du budget 2017 ; conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération.

Affecte en faveur de **l'Agence de Services et de Paiement (ASP)** pour les **frais de gestion** du dispositif une autorisation d'engagement d'un montant de **1 360,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », Programme HP 93003 (193003) « Actions agri-environnementales », Action 19300308 « Agriculture biologique» du budget 2017.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres Axe 2 »,** au financement du projet porté par les chambres d'agriculture figurant en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 115 000,00 € répartis comme suit :

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projet n°
Chambre d'Agriculture 77	APPEL À PROJET « Développement des légumes de plein champ en agriculture biologique production et filières »	115 000,00 €	17015126

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme au modèle-type approuvé par délibération n° CP 16-432 du 21 septembre 2016, susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **115 000,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », Programme HP93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », Action 19300308 « Agriculture biologique » du budget 2017.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Convention Groupement des Agriculteurs Bio Ile-de-France (GAB IDF) »** approuvé par délibération n° CR 77-14**,** au financement du projet figurant ci-joint en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 80 000,00 € répartis comme suit :

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projet n°
Groupement des Agriculteurs Bio Ile-de-France (GAB IDF)	APPEL À PROJET « Développement des légumes de plein champ en agriculture biologique production et filières »	80 000,00 €	17015111

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme au modèle-type approuvé par délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016, susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **80 000,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », Programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », Action 19300308 « Agriculture biologique » du budget 2017.

Article 5 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre du PLAN BIO 2014-2020 »** approuvé par délibération n° CR 77-14, au financement du projet figurant en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 60 200,00 € répartis comme suit :

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projet n°
Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)	Programme d'actions dans le cadre du plan bio	60 200,00 €	17002493

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme au modèle-type adopté par délibération n° CP 15-700 du 8 octobre 2015 et modifié par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **60 200,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », Programme HP93-003 (193003) « Actions agri-environnementales », Action 19300308 « Agriculture biologique » du budget 2017.

Article 6 :

- Décide de participer au titre du dispositif **« ALIMENTAIR »** approuvé par délibération n° CR 77-14 au financement des projets figurant en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **80 646,80** € répartis comme suit :

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projet n°
Fromagerie Fermière Bio Sainte-Colombe	Dispositif Alimentair	27 814,80 €	17015127
VALOR Viande Ile-de-France	Dispositif Alimentair	52 832,00 €	17015129

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-432 de la Commission permanente du 21 septembre 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **80 646,80 €** disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire», action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » du budget 2017.

Article 7 :

Approuve l'avenant n° 2 ci-joint en annexe à la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020, approuvée par délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 et autorise la Présidente à la signer dans une version validée avec l'ASP.

Article 8 :

Approuve l'avenant n° 1 ci-joint en annexe à la convention relative à la mise en œuvre du Plan Bio au titre de l'année 2018 entre le Région Ile-de-France et le Groupement des Agriculteurs Biologiques en Ile-de-France (GAB IDF) adoptée par délibération n° CP 2017-192 du 17 mai 2017 signée le 3 juillet 2017. Cet avenant porte sur la prise en compte des dépenses éligibles du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Article 9 :

En application des articles 17 et 29 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 5 et 6 à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

Dossier code	Dossier	Bénéficiaires	Date prévisionnelle de démarrage
17015127	ALIMENTAIR	FROMAGERIE FERMIERE BIO SAINTE-COLOMBE	27/09/17
17015129	ALIMENTAIR	SCIC VALOR VIANDES	11/09/17
17002493	PLAN BIO	INRA	01/07/15

Article 10 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **65 000,00 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire »; Action 19300112 « Soutien aux filières » du budget 2017 pour la poursuite du marché d'accompagnement au montage et à la pré-instruction des dispositifs PRIMVAIR et DIVAIR.

Article 11 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **50 000,00 €** sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales »; Action 19300307 « Agriculture périurbaine » du budget 2017, pour permettre le lancement du marché relatif au fonctionnement du Réseau rural régional pour la période de programmation 2014-2020.

Article 12 :

Approuve la convention-cadre relative à la gestion en paiement dissocié par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020, présentée ci-jointe en annexe n° 7, et autorise la Présidente à la signer dans une version validée avec l'ASP.

Article 13 :

Approuve l'avenant n°3 à la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le CERVIA, présenté ci-joint en annexe 8, et autorise la Présidente à le signer.

Article 14 :

Approuve l'avenant n°2 à la convention cadre triennale entre la Région, les Chambres d'agriculture d'Ile-de-France et l'Etablissement Régional de l'Elevage, présenté ci-joint en annexe 9, et autorise la Présidente à le signer.

Article 15 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention triennale entre la Région et le Groupement des Agriculteurs Biologiques d'Ile-de-France (GAB IDF), présenté ci-joint en annexe 10, et autorise la Présidente à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire**
Action	**19300109 - Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits**

Dispositif : N° 00000891 - ALIMENTAIR

Dossier	17015127 - DISPOSITIF ALIMENTAIR FROMAGERIE FERMIERE SAINT COLOMBE			
Bénéficiaire	P0037862 - FROMAGERIE FERMIERE BIO SAINTE COLOMBE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 814,80 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 537,00 €	HT	40 %	27 814,80 €	

Dossier	17015129 - DISPOSITIF ALIMENTAIR SCIC VALOR VIANDE			
Bénéficiaire	P0030041 - VALOR VIANDE ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	52 832,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
132 080,00 €	HT	40 %	52 832,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000891 - ALIMENTAIR	80 646,80 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193001 - 19300109	80 646,80 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193003 - Actions agri-environnementales**
Action	**19300308 - Agriculture biologique**

Dispositif : N° 00000239 - Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020

Dossier	17002493 - PROGRAMME D''ACTION DE L''INRA DANS LE CADRE DU PLAN BIO			
Bénéficiaire	R20236 - INRA INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 400,00 €	HT	50 %	60 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000239 - Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	60 200,00 €

Dispositif : N° 00000465 - Aide à la certification biologique

Dossier	EX024098 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R37179 - LES POTAGERS DU TELEGRAPHE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX024170 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0030753 - FERME DE CHATENOY			
Localisation	CC PAYS DE NEMOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	585,60 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
732,00 €	HT	80 %	585,60 €	

Dossier	EX024365 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0021277 - FLEURY BRUNO ABEL			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570,00 €	HT	80 %	456,00 €	

Dossier	EX024366 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0021343 - CEDELANN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570,00 €	HT	80 %	456,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX024367 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R39867 - EARL LA FERME DU CHATEAU			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	544,48 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
680,60 €	HT	80 %	544,48 €	

Dossier	EX024402 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0030544 - M BENJAMIN HODENCQ			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	337,60 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
422,00 €	HT	80 %	337,60 €	

Dossier	EX024408 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03260 - FOURNIER LIONEL			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	428,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
536,00 €	HT	80 %	428,80 €	

Dossier	EX024420 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0017545 - SURAT JEAN-CLAUDE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	503,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
629,00 €	HT	80 %	503,20 €	

Dossier	EX024423 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0017546 - SURAT-PIGEON SYLVIE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570,00 €	HT	80 %	456,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX024425 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0024773 - PIERRE-ETIENNE ET CECILE MICHAUX			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570,00 €	HT	80 %	456,00 €	

Dossier	EX024478 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXM01798 - CZARNECKI DAMIEN			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	289,67 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
362,09 €	HT	80 %	289,67 €	

Dossier	EX024487 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38533 - BELOEIL DENIS ANTOINE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX024524 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0032428 - JOVENE KAREN PAULINE NATHALIE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	247,98 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
309,97 €	HT	80 %	247,98 €	

Dossier	EX024527 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03267 - BADIN PHILIPPE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	474,91 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
593,64 €	HT	80 %	474,91 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX024532 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R30787 - FAHY JEAN PAUL SERGE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	327,77 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
409,71 €	HT	80 %	327,77 €	

Dossier	EX024545 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011841 - ARTUS EMILIE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	370,88 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
463,60 €	HT	80 %	370,88 €	

Dossier	EX024558 - AIDE A LA CETIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0010520 - SEBILLE JONATHAN			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	537,02 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
671,27 €	HT	80 %	537,02 €	

Dossier	EX024577 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R39217 - LES POTAGERS DE MARCOUSSIS			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570,00 €	HT	80 %	456,00 €	

Dossier	EX024591 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0002981 - GAMET REMI			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	428,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
536,00 €	HT	80 %	428,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX024606 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R39862 - EARL VINCHON			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	583,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
729,00 €	HT	80 %	583,20 €	

Dossier	EX024618 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX002771 - DENEUFBOURG GUILLAUME			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	583,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
729,00 €	HT	80 %	583,20 €	

Dossier	EX024665 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX002073 - DE PAEPE OLIVIER VINCENT			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX024675 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX004910 - PARIS COCAGNE FLEURS DE COCAGNE AVRAINVILLE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX024683 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011931 - RODRIQUE MATTHIEU			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX024705 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0021356 - WEBER BARBERON GHISLAINE				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	529,02 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
661,27 €	HT		80 %	529,02 €	

Dossier	EX024706 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0021675 - BARBERON ORIAN				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	327,77 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
409,71 €	HT		80 %	327,77 €	

Dossier	EX024713 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	R38569 - DEROSIN GILLES				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	585,60 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
732,00 €	HT		80 %	585,60 €	

Dossier	EX024734 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0002694 - ASSOCIATION PLAINE DE VIE				
Localisation	VAL D'OISE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	284,80 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT		80 %	284,80 €	

Dossier	EX024804 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	EXM00790 - CONSERVERIE COOPERATIVE DE MARCOUSSIS				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	920,80 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 151,00 €	HT		80 %	920,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX024807 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R39770 - LEGUMES DE CRAVENT			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX025051 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX002729 - LES FRUITS DE LA VOULZETTE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	410,13 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
512,66 €	HT	80 %	410,13 €	

Dossier	EX025391 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011846 - EARL CHAMPIN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	417,50 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
521,88 €	HT	80 %	417,50 €	

Dossier	EX025438 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX002783 - FONDATION DES AMIS DE L'ATELIER			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	298,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
373,00 €	HT	80 %	298,40 €	

Dossier	EX025451 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037493 - MURE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX025585 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011659 - EARL LEFORT			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX025678 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011716 - EARL MAISON GAILLARD			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	404,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
506,00 €	HT	80 %	404,80 €	

Dossier	EX025859 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R10778 - ACR			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	308,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
385,00 €	HT	80 %	308,00 €	

Dossier	EX025861 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R39336 - LEVIONNOIS ALAIN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	391,44 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
489,30 €	HT	80 %	391,44 €	

Dossier	EX025899 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38571 - MOUSSEAUX DENIS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	529,02 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
661,27 €	HT	80 %	529,02 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX025928 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R14508 - CHEVALLIER FRANCK			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	626,46 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
783,07 €	HT	80 %	626,46 €	

Dossier	EX025949 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXM02056 - YVONET FRANCOISE			
Localisation	CC MORET SEINE ET LOING			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	322,70 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
403,37 €	HT	80 %	322,70 €	

Dossier	EX025999 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXM02065 - GAEC PETIT			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX026105 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0002979 - FEIJAN ALAIN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	298,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
373,00 €	HT	80 %	298,40 €	

Dossier	EX026141 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0017515 - FUCHS FOUGEARD MURIELLE VALERIE NICOLE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026181 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011925 - LES JARDINS DE THELEME			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX026190 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R18720 - FONDATION LEOPOLD BELLAN			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX026191 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0021354 - BUDIN KRISTEN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX026211 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037559 - PECHE JEAN NOEL			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	388,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
486,00 €	HT	80 %	388,80 €	

Dossier	EX026266 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03363 - BARBERON GATIEN			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	210,10 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
262,63 €	HT	80 %	210,10 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026271 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R27359 - SARL VILLA PAUL			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX026284 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0007886 - LES CHAMPS DES POSSIBLES			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	536,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
670,00 €	HT	80 %	536,00 €	

Dossier	EX026291 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03364 - ROCIPON NICOLAS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570,00 €	HT	80 %	456,00 €	

Dossier	EX026346 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011848 - CLUZEAU PHILIPPE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	341,90 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
427,38 €	HT	80 %	341,90 €	

Dossier	EX026362 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0018719 - CARON PHILIPPE ROGER ALFRED			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026402 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011723 - ROSSIGNOL CHRISTOPHE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	437,47 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
546,84 €	HT	80 %	437,47 €	

Dossier	EX026420 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0021931 - RENARD PATRICK			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	437,47 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
546,84 €	HT	80 %	437,47 €	

Dossier	EX026465 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX006348 - LA FERME DES BEURRERIES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	648,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
810,00 €	HT	80 %	648,00 €	

Dossier	EX026481 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03365 - VAN DE VELDE SOPHIE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	244,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
306,00 €	HT	80 %	244,80 €	

Dossier	EX026512 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0030576 - GAEC SERGENT HENRI ET EVELYNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	724,58 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
905,72 €	HT	80 %	724,58 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026524 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX005722 - PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	420,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
526,00 €	HT	80 %	420,80 €	

Dossier	EX026532 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011949 - EARL CITRON T			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	626,46 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
783,08 €	HT	80 %	626,46 €	

Dossier	EX026547 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX003697 - AGROVIA DISTRIBUTION			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	224,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
280,00 €	HT	80 %	224,00 €	

Dossier	EX026579 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXM02122 - EARL GUYOT			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	583,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
729,00 €	HT	80 %	583,20 €	

Dossier	EX026580 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXM02123 - EARL DU CHEMIN VERT			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	198,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
248,00 €	HT	80 %	198,40 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026590 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX006529 - LA CLEF DES SOLS			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	363,62 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
454,52 €	HT	80 %	363,62 €	

Dossier	EX026596 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011916 - LE JARDIN DU MARAICHER			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX026615 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0021345 - EARL SALMON			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX026687 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX006416 - GUESDON FRANCOIS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	326,50 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
408,13 €	HT	80 %	326,50 €	

Dossier	EX026715 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXM02151 - MAISON HAVAS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026718 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R32623 - LA FONTAINE STE COLOMBE EARL			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	278,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
348,00 €	HT	80 %	278,40 €	

Dossier	EX026767 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R3857 - CEZ CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHIQUE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	548,80 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
686,00 €	HT	80 %	548,80 €	

Dossier	EX026771 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037728 - BONDON JEAN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570,00 €	HT	80 %	456,00 €	

Dossier	EX026843 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037742 - SCEA CHATELAIN			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	244,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
306,00 €	HT	80 %	244,80 €	

Dossier	EX026877 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38548 - EARL FERME DE L'ABONDANCE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	583,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
729,00 €	HT	80 %	583,20 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026879 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0017544 - EARL FREMIN FABIEN			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	425,38 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
531,72 €	HT	80 %	425,38 €	

Dossier	EX026881 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0002982 - GAUTIER JEAN-FRANCOIS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	488,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
610,00 €	HT	80 %	488,00 €	

Dossier	EX026882 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0030789 - LISECLAIRE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	473,60 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
592,00 €	HT	80 %	473,60 €	

Dossier	EX026886 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R28521 - EARL DE LA PETITE FONTAINE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	572,02 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
715,03 €	HT	80 %	572,02 €	

Dossier	EX026911 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0018256 - VIEVILLE CHRISTIAN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	305,60 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
382,00 €	HT	80 %	305,60 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026944 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38570 - FICHOT THOMAS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	583,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
729,00 €	HT	80 %	583,20 €	

Dossier	EX026949 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0032666 - COMMON PASCAL			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	417,70 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
522,12 €	HT	80 %	417,70 €	

Dossier	EX026950 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0003221 - VIAENE OLIVIER			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	478,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
598,00 €	HT	80 %	478,40 €	

Dossier	EX026952 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0021370 - DELAPORTAS STEPHANE THEODORE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	341,90 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
427,38 €	HT	80 %	341,90 €	

Dossier	EX026953 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX002404 - NOVAEDIA			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	325,22 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
406,52 €	HT	80 %	325,22 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026956 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	R38686 - KERFRIDEN JEAN				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	552,88 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
691,10 €	HT		80 %	552,88 €	

Dossier	EX026957 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0010407 - EARL GUERIN THIONVILLE				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	626,46 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
783,08 €	HT		80 %	626,46 €	

Dossier	EX026958 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0003314 - GUERIN FRANCOISE				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	583,20 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
729,00 €	HT		80 %	583,20 €	

Dossier	EX026960 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0011920 - CHATELET ERIC CLAUDE ROGER				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	284,80 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT		80 %	284,80 €	

Dossier	EX026961 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	R39865 - EARL DU BOIS REGNAULT				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	591,33 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
739,16 €	HT		80 %	591,33 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026962 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0007091 - QUILLOU EMMANUEL GUY			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	416,61 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
520,76 €	HT	80 %	416,61 €	

Dossier	EX026963 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX006400 - EARL DE LA TOUR			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	364,16 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
455,20 €	HT	80 %	364,16 €	

Dossier	EX026964 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP00914 - SCOQUART LEMOINE GINETTE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	404,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
506,00 €	HT	80 %	404,80 €	

Dossier	EX026965 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38546 - SCEA DE CHAMPBLIN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	558,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
698,00 €	HT	80 %	558,40 €	

Dossier	EX026967 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0002899 - SCEA DU SAUVAGEON			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	404,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
506,00 €	HT	80 %	404,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026968 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0002898 - CHAUVIN MARC				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	644,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
805,00 €	HT		80 %	644,00 €	

Dossier	EX026970 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	EXM02175 - FABRICE BERNARD				
Localisation	HAUTS DE SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	360,78 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
450,97 €	HT		80 %	360,78 €	

Dossier	EX026972 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0032532 - FUMAGALLI ALICE				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	284,80 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT		80 %	284,80 €	

Dossier	EX026973 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	R38573 - EARL LES PLAISIRS DU JARDIN				
Localisation	VAL D'OISE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	308,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
385,00 €	HT		80 %	308,00 €	

Dossier	EX026983 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0011849 - SCEA DU VIEUX CHATEAU				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	278,40 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
348,00 €	HT		80 %	278,40 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX026987 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0011838 - EARL VANDAME				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	558,40 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
698,00 €	HT		80 %	558,40 €	

Dossier	EX026990 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0011199 - BESNARD STEPHANE				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	500,17 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
625,21 €	HT		80 %	500,17 €	

Dossier	EX026995 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0011912 - EARL BOMON				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	473,60 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
592,00 €	HT		80 %	473,60 €	

Dossier	EX027018 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0037775 - LE CLOS DE NONVILLE				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	244,80 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
306,00 €	HT		80 %	244,80 €	

Dossier	EX027027 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0030638 - VANDOOREN ANNE MARIE				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	404,80 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
506,00 €	HT		80 %	404,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027047 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0021652 - SEINGIER PASCAL			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	456,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570,00 €	HT	80 %	456,00 €	

Dossier	EX027048 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037881 - EARL DES CONTEAUX			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	627,27 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
784,09 €	HT	80 %	627,27 €	

Dossier	EX027049 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03378 - DEVARREWAERE FREDERIC ALBERT			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	627,26 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
784,08 €	HT	80 %	627,26 €	

Dossier	EX027050 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R39870 - EVAIN DANIEL			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	566,25 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
707,81 €	HT	80 %	566,25 €	

Dossier	EX027053 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011760 - GUYON DES DIGUERES JEROME			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	404,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
506,00 €	HT	80 %	404,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027065 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	EXM02185 - FARAGONI MARC				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	284,80 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT		80 %	284,80 €	

Dossier	EX027072 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0011919 - WAY CYRILE HERVE				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	390,46 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
488,08 €	HT		80 %	390,46 €	

Dossier	EX027075 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0011569 - EARL DU GROS POIRIER				
Localisation	VAL D'OISE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	456,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570,00 €	HT		80 %	456,00 €	

Dossier	EX027092 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0037794 - EARL FERME LECOQ				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	300,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
375,00 €	HT		80 %	300,00 €	

Dossier	EX027095 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0037796 - LE SECHOIR DU PERE JULES				
Localisation	MILLY-LA-FORET				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	310,40 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
388,00 €	HT		80 %	310,40 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027099 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037763 - SCEA DU MOULIN DE LA FOSSE			
Localisation	BOURRON-MARLOTTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	375,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
469,00 €	HT	80 %	375,20 €	

Dossier	EX027100 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP00916 - FENDER XAVIER PHILIPPE ARNAUD			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,57 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
355,71 €	HT	80 %	284,57 €	

Dossier	EX027102 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R36016 - LA FERME DES MILLONETS			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX027105 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0030551 - PITHOIS ABEL GEORGES PIERRE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	124,90 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
156,13 €	HT	80 %	124,90 €	

Dossier	EX027112 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037746 - SCEA TERRE DE SAVEURS			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	263,75 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
329,69 €	HT	80 %	263,75 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027113 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011874 - EARL CHAMP RAMARD			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	298,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
373,00 €	HT	80 %	298,40 €	

Dossier	EX027115 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037787 - CHEVALLIER CHRISTOPHE PHILIPPE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	564,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
706,00 €	HT	80 %	564,80 €	

Dossier	EX027120 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037799 - FERME SAINTE COLOMBE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	520,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
650,00 €	HT	80 %	520,00 €	

Dossier	EX027127 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011847 - EARL DE LA HANTE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	533,81 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
667,26 €	HT	80 %	533,81 €	

Dossier	EX027129 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R8435 - CNPMAI CONSERV NAT PLANTES MEDICINALES AROM INDUST			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027131 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXM02192 - LES CUEILLETTES DU PLESSIS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	244,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
306,00 €	HT	80 %	244,80 €	

Dossier	EX027136 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38549 - FEYLER BENOIT			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	298,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
373,00 €	HT	80 %	298,40 €	

Dossier	EX027140 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037790 - FERME DES CLOS			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	438,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
548,00 €	HT	80 %	438,40 €	

Dossier	EX027141 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03379 - LE BIHAN MURIELLE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	204,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
256,00 €	HT	80 %	204,80 €	

Dossier	EX027142 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0030602 - ROCHE THOMAS SIMON ANTOINE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027145 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011921 - LEGENDRE FABIEN			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500,41 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
625,51 €	HT	80 %	500,41 €	

Dossier	EX027146 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037730 - MANESSE GASPARD LIBERTE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	244,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
306,00 €	HT	80 %	244,80 €	

Dossier	EX027149 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037748 - FOUQUET LEGENDRE NELLY AIMEE SUZANNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	440,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
550,00 €	HT	80 %	440,00 €	

Dossier	EX027154 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0003521 - COSSON FRANCOIS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	520,30 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
650,37 €	HT	80 %	520,30 €	

Dossier	EX027158 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037793 - EARL DE LA FERME D EGREVILLE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	503,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
629,00 €	HT	80 %	503,20 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027161 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037773 - HPP HARAS DU PETIT PARIS			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	325,62 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
407,03 €	HT	80 %	325,62 €	

Dossier	EX027178 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38714 - EARL DU DOMAINE DE FLACOURT			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	646,29 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
807,86 €	HT	80 %	646,29 €	

Dossier	EX027180 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38536 - SCEA LES VERGERS DE COSSIGNY			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	564,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
705,00 €	HT	80 %	564,00 €	

Dossier	EX027189 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037824 - LAINE ETTORE JEAN LOUIS			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	244,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
306,00 €	HT	80 %	244,80 €	

Dossier	EX027190 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011911 - EARL PLAINE DE FORET			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	537,02 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
671,27 €	HT	80 %	537,02 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027191 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38689 - EARL DU CHEMIN NEUF			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	648,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
810,00 €	HT	80 %	648,00 €	

Dossier	EX027192 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037815 - BELLO VICTOR SIMON BENOIT			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	258,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
323,00 €	HT	80 %	258,40 €	

Dossier	EX027193 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03380 - DISDET STEPHANE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	245,76 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
307,20 €	HT	80 %	245,76 €	

Dossier	EX027194 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03381 - VAN DEN BROEK WILHELMINA			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	204,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
256,00 €	HT	80 %	204,80 €	

Dossier	EX027197 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38694 - LAMOURET VIVIEN			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027202 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38692 - SCEA DE CHAMPMOULIN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	583,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
729,00 €	HT	80 %	583,20 €	

Dossier	EX027214 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP00917 - PACHECO JUAN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	499,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
624,00 €	HT	80 %	499,20 €	

Dossier	EX027218 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03382 - MARIEN THIBAULT			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	537,10 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
671,37 €	HT	80 %	537,10 €	

Dossier	EX027220 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38541 - LEMARIE LIONEL			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	552,49 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
690,61 €	HT	80 %	552,49 €	

Dossier	EX027250 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037843 - MICHAUD LE PETIT JARD EARL			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	323,88 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
404,85 €	HT	80 %	323,88 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027251 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037844 - EARL DE MONTGAZON			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	323,88 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
404,85 €	HT	80 %	323,88 €	

Dossier	EX027258 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0017555 - LES PANAIS D'HIER			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	341,89 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
427,36 €	HT	80 %	341,89 €	

Dossier	EX027259 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0021740 - HUMBERT ERWAN MARC TIARE FERME DES PRES NEUFS			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX027262 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX006410 - OPOIX CHRISTOPHE ALAIN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX027265 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037792 - NORMAND LAURA			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027275 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037797 - GRISEL PIERRE NICOLAS			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	278,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
348,00 €	HT	80 %	278,40 €	

Dossier	EX027309 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037862 - FROMAGERIE FERMIERE BIO SAINTE COLOMBE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	328,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
410,00 €	HT	80 %	328,00 €	

Dossier	EX027318 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EXP03383 - MORLIERE FLORENCE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	312,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
391,00 €	HT	80 %	312,80 €	

Dossier	EX027419 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 017			
Bénéficiaire	P0030676 - LABOURAGE ET PATURAGE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	308,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
385,00 €	HT	80 %	308,00 €	

Dossier	EX027421 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0032670 - SUCCESSION DE SAINT-SEINE LUC			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	503,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
629,00 €	HT	80 %	503,20 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027470 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0037886 - LA DOUAIRIERE				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	595,20 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
744,00 €	HT		80 %	595,20 €	

Dossier	EX027487 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0002985 - JOUBERT CATHERINE				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	312,80 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
391,00 €	HT		80 %	312,80 €	

Dossier	EX027571 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0011936 - NEVEU XAVIER				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	644,42 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
805,52 €	HT		80 %	644,42 €	

Dossier	EX027574 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	P0037910 - HEBERT PHILIPPE				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	505,94 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
632,42 €	HT		80 %	505,94 €	

Dossier	EX027679 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017				
Bénéficiaire	R24435 - ARVALIS INST DU VEGETAL				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	427,28 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
534,10 €	HT		80 %	427,28 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027686 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX006406 - EARL DU CHEMIN BLANC			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	564,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
705,00 €	HT	80 %	564,00 €	

Dossier	EX027690 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011866 - EARL DE LA FERME DE CHATONVILLE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	478,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
598,00 €	HT	80 %	478,40 €	

Dossier	EX027728 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011918 - SKURA DIDIER			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	626,46 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
783,07 €	HT	80 %	626,46 €	

Dossier	EX027730 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX006711 - BOULAI LEPRINCE ELISABETH			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	404,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
506,00 €	HT	80 %	404,80 €	

Dossier	EX027738 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0030273 - GAEC LA FERME SAPOUSSE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027741 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037842 - BESNARD SOPHIE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	473,60 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
592,00 €	HT	80 %	473,60 €	

Dossier	EX027742 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38547 - GRAS BRAS YVETTE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	648,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
810,00 €	HT	80 %	648,00 €	

Dossier	EX027747 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037822 - CHERET MARC OLIVIER			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	308,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
385,00 €	HT	80 %	308,00 €	

Dossier	EX027759 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0032520 - EARL DE SIGNETS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	404,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
506,00 €	HT	80 %	404,80 €	

Dossier	EX027788 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037936 - BOUVRY FOUILLIARD JULIA ANOUK MIRA CHLOE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	438,40 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
548,00 €	HT	80 %	438,40 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027801 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0030805 - DEVILLIERS ANTOINE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	407,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
509,00 €	HT	80 %	407,20 €	

Dossier	EX027803 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0017553 - GODARD ISABELLE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	437,47 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
546,84 €	HT	80 %	437,47 €	

Dossier	EX027814 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037935 - THIERY TRISTAN CHARLES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX027819 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38545 - EARL JARDIN MARQUETTE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Dossier	EX027844 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R32624 - CAFFIN PIERRE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	312,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
391,00 €	HT	80 %	312,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027852 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	EX002443 - LES JARDINS D'OLLIVIER			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	368,50 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
460,63 €	HT	80 %	368,50 €	

Dossier	EX027854 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38691 - LEGRIS THIERRY			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	558,06 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
697,58 €	HT	80 %	558,06 €	

Dossier	EX027888 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0011717 - EARL SAINT GOBERT			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	583,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
729,00 €	HT	80 %	583,20 €	

Dossier	EX027889 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	R38542 - SARL RENARD			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	308,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
385,00 €	HT	80 %	308,00 €	

Dossier	EX027934 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037965 - EARL CHAMPIGNONNIERE DES CARRIERES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	437,47 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
546,84 €	HT	80 %	437,47 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Dossier	EX027956 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0037978 - GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	408,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
510,00 €	HT	80 %	408,00 €	

Dossier	17015510 - AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0003216 - LESAGE JEAN-MICHEL			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	284,80 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
356,00 €	HT	80 %	284,80 €	

Total sur le dispositif N° 00000465 - Aide à la certification biologique	75 975,97 €

Dispositif : N° 00000764 - Aide à la transition vers une agriculture biologique locale (ATABLE)

Dossier	17015519 - AIDE A LA TRANSITION VERS UNE AGRICULTURE BIOLOGIQUE LOCALE "ATABLE 2017"			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	65 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 000,00 €	HT	100 %	65 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000764 - Aide à la transition vers une agriculture biologique locale (ATABLE)	65 000,00 €

Dispositif : N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)

Dossier	17015126 - APPEL À PROJET « DEVELOPPEMENT DES LEGUMES DE PLEIN CHAMP EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE : PRODUCTION ET FILIERES »			
Bénéficiaire	R12672 - CHAMBRE AGRICULTURE 77			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	115 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
164 286,00 €	HT	70 %	115 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-537	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	115 000,00 €

Dispositif : N° 00000900 - Mise en œuvre de la convention GAB IDF

Dossier	17015111 - APPEL À PROJET « DEVELOPPEMENT DES LEGUMES DE PLEIN CHAMP EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE : PRODUCTION ET FILIERE »			
Bénéficiaire	R11382 - AGRIC BIO REG ILE FRANCE GPT G A B REG			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 286,00 €	HT	70 %	80 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000900 - Mise en œuvre de la convention GAB IDF	80 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193003 - 19300308	396 175,97 €

ANNEXE N° 2: FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015111

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : APPEL À PROJET « DEVELOPPEMENT DES LEGUMES DE PLEIN CHAMP EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE : PRODUCTION ET FILIERE »

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention GAB IDF	114 286,00 €	70,00 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-1700
19300308- Agriculture biologique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGRIC BIO REG ILE FRANCE GPT G A B REG
Adresse administrative : DE LA LIBERATION -MELENFROY 77970 PECY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian PIERRE, Président

Date de publication au JO : 1 novembre 2012

N° SIRET : 43753681600030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention GAB IDF
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Objet du projet : Structuration des filières légumes de plein champ en agriculture biologique pour le développement de l'AB en Ile-de-France

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Encourager le développement des cultures biologiques de plein champ en accompagnant les conversions en agriculture biologique et en favorisant les conditions de leur réussite sur les plans technique et économique, dans un objectif de structuration de filière.

Description :
- Etat des lieux de la production de légumes de plein champ bio et recensement des opérateurs économiques collectant et transformant des légumes de plein champ en bio et conventionnel.

- Sensibilisation des opérateurs conventionnels à la mise en place d'une collecte et d'une transformation en bio et renforcement des liens avec les opérateurs de l'aval par la mise en place de contractualisation pour sécuriser les débouchés.

- Accompagnement du développement de l'introduction de légumes bio en restauration d'entreprise pour permettre de pérenniser les débouchés en restauration collective.

Moyens mis en œuvre :
Sur les 14 ETP du GAB IdF, 6 salariés sont affectés au projet, représentant l'équivalent de 1,6 ETP.
Locaux situés à Tournan-en-Brie, du matériel informatique, des frais annexes permettant de financer des interventions pour les réunions, des impressions et autres prestations décrites dans le tableau récapitulatif de la demande à la suite.

Intérêt régional :
L'intérêt de ce projet pour l'Ile-de-France est multiple.
En effet, il associe les enjeux liés au développement de l'agriculture biologique (enjeux environnementaux, valorisation des productions) à celui de la diversification des productions des exploitations franciliennes vers des marchés identifiés et rémunérateurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 360 agriculteurs conventionnels ayant été ciblés comme potentiellement intéressés par l'AB (dont certains sur des zones à enjeu eau)
- Potentiellement 5000 agriculteurs conventionnels
- 250 agriculteurs biologiques ou en conversion
- Ensemble des opérateurs de l'aval (collecteurs/transformateurs) en légumes de plein champ
- Entreprises du territoire ayant un site de restauration

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	111 686,00	97,73%
Autres frais	2 600,00	2,27%
Total	114 286,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	80 000,00	70,00%
Autres financements	34 286,00	30,00%
Total	114 286,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	122 920,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme de développement de l'agriculture biologique (PARC BIO)	315 495,00 €
2014	Restauration BIO	144 800,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention GAB IDF	144 430,00 €
2015	Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	470 000,00 €
2016	Mise en œuvre de la convention GAB IDF	330 000,00 €
2017	Mise en œuvre de la convention GAB IDF	350 000,00 €
	Montant total	1 754 725,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015126

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : APPEL À PROJET « DEVELOPPEMENT DES LEGUMES DE PLEIN CHAMP EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE : PRODUCTION ET FILIERES »

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	164 286,00 €	70,00 %	115 000,00 €
	Montant Total de la subvention		115 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-65738-193003-1700
19300308- Agriculture biologique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE AGRICULTURE 77
Adresse administrative : 418 RUE ARISTIDE BRIAND
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Thierry BONTOUR, Président

N° SIRET : 18770003400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 modifiée du 13/02/2015

Objet du projet : Accompagner les agriculteurs d'Ile-de-France vers/pour/ une production sécurisée des légumes de plein champ biologiques répondant à des marchés identifiés.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Encourager le développement des cultures biologiques de plein champ en accompagnant les conversions en agriculture biologique et en favorisant les conditions de leur réussite sur les plans technique et économique, dans un objectif de structuration de filière.

Description :
- Renforcement des références technico-économiques des principaux légumes (conditions pédo-climatiques de la production, itinéraires techniques, besoins en matériels et stockage, etc.) et construction de cas-types d'exploitation biologique afin d'identifier les légumes qu'il est possible de produire à grande

échelle en AB dans la région.

- Sensibilisation et accompagnement des agriculteurs à travers des réunions d'information, tours de plaine, formations, voyages d'étude, etc et appui à l'organisation collective des producteurs.

Moyens mis en œuvre :
Une embauche spécifique est prévue pour réaliser l'ensemble des actions relevant de la production (technico-économiques). Les actions menées sur la filière seront réalisées par les agents du service « Economie et filières » en charge du sujet au sein des Chambres d'agriculture.
Les moyens d'expérimentation seront mis à disposition.

Intérêt régional :
L'intérêt de ce projet pour l'Ile-de-France est multiple.
En effet, il associe les enjeux liés au développement de l'agriculture biologique (enjeux environnementaux, valorisation des productions) à celui de la diversification des productions des exploitations franciliennes vers des marchés identifiés et rémunérateurs.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	149 286,00	90,87%	Région Ile-de-France	115 000,00	70,00%
Autres frais	15 000,00	9,13%	Autofinancement	49 286,00	30,00%
Total	164 286,00	100,00%	Total	164 286,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	194 040,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la	54 000,00 €

	problématique foncière	
2014	PARC BIO	169 862,50 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	446 425,20 €
2016	Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	407 388,20 €
2016	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	275 880,00 €
2017	Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	260 000,00 €
	Montant total	1 613 555,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015127

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DISPOSITIF ALIMENTAIR FROMAGERIE FERMIERE SAINT COLOMBE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	69 537,00 €	40,00 %	27 814,80 €
	Montant Total de la subvention		27 814,80 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-1700
19300109- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FROMAGERIE FERMIERE BIO SAINTE COLOMBE
Adresse administrative : 28 RUE SAINTE-COLOMBE
77320 SAINT-MARS VIEUX MAISON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur NICOLAS GRYMONPREZ

N° SIRET : 82454792100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 27 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Démarrage à la date d'émission de l'accusé de réception de dossier complet.

Objectifs :
Modernisation et investissements pour la reprise et le développement de l'ancienne fromagerie de M. et Mme BOUDIN (anciens propriétaires) afin de valoriser les productions laitières de la ferme.

Description :
L'entreprise est détenue à 51 % par l'EARL Ferme Sainte Colombe et à 49% par la fromagerie GANOT. Elle est située sur le site de la ferme. Elle transforme du lait BIO, en premier lieu issu de la EARL pour la fabrication et l'affinage de Bries et autres spécialités fromagères et crèmières. Les produits transformés ont pour destination la vente directe par le biais d'une boutique située avec les locaux de production sur le site de la ferme, ainsi que la fromagerie GANOT qui assurera son propre affinage.

Les investissements portent sur la maîtrise des ambiances en production et affinage (ventilation, hygrométrie, local d'affinage), outils de production en collecte (tank) transformation (traitement thermique, doseuses, armoire de lavage et petits matériels de laboratoire...)

Intérêt régional :
Développement des entreprises de première transformation de produits agricole en Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	69 537,00	100,00%
Total	69 537,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	27 814,80	40,00%
Autofinancement	41 722,20	60,00%
Total	69 537,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 953,70 €
2018	20 861,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015129

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DISPOSITIF ALIMENTAIR SCIC VALOR VIANDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	132 080,00 €	40,00 %	52 832,00 €
	Montant Total de la subvention		52 832,00 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-1700
19300109- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOR VIANDE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 1 RUE CUTESSON
78120 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur GERMAIN GENTY, Président

N° SIRET : 79912422700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Démarrage à la date d'émission de l'accusé de réception de dossier complet.

Objectifs :
L'objet principal de cette structure est d'offrir une plateforme technique mutualisée à de petits producteurs de matières premières ou créateurs d'entreprises. Elle a vocation de permettre la mise au point, la production, de petites séries de produits carnés transformés et d'offrir de nouvelles voies de valorisation pour les matières premières issues de petites productions de proximité. Elle s'adresse en particulier aux agriculteurs ruraux et excentrés des lieux de consommation, et doit permettre de répondre à un besoin de consommation de produits locaux.

Description :
Les domaines prioritaires d'activité stratégiques identifiés sont la mise en œuvre d'outils de valorisation froide (découpe, produits préparés, produits secs...) et chaude (conserves, plats cuisinés…). Le projet a été lancé autour de l'activité boucherie, l'objet de la demande porte sur la finalisation de l'outil pour des

activités de fabrication de produits prêts à consommer.

Intérêt régional :
Ce projet répond à un besoin stratégique important pour la valorisation et la structuration de la filière production de viande agricole en Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement et acquisition de matériels de production	132 080,00	100,00%
Total	132 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	52 832,00	40,00%
Autre financeur	50 000,00	37,86%
Autofinancement	29 248,00	22,14%
Total	132 080,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 208,00 €
2018	39 624,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Filières agricoles de proximité	100 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002493

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROGRAMME D''ACTION DE L''INRA DANS LE CADRE DU PLAN BIO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020	120 400,00 €	50,00 %	60 200,00 €
	Montant Total de la subvention		60 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-65738-193003-1700
19300308- Agriculture biologique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INRA INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
Adresse administrative : 147 RUE DE L'UNIVERSITE
75338 PARIS 07 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur BERNARD COQUET, DIRECTEUR DES SERVICES D'APPUI

N° SIRET : 18007003901803

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Objet du projet : Mise en oeuvre du Plan bio

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation de la subvention votée en CP n° 13-744 du 17 octobre 2013.

Objectifs :
Développer une version aboutie de PERSYST-AB, outil opérationnel de raisonnement des systèmes de cultures biologiques, poursuivre la validation de son paramétrage en Île-de-France et son test en situation d'usage.

Description :

Le projet s'articule autour de quatre volets présentés ci-dessous :

1) Amélioration des performances de l'application PERSYST (en termes de temps de calcul). L'amélioration des performances de l'application a donc été identifiée comme prioritaire.

2) Poursuite de la validation du paramétrage Ile-de-France :

L'intérêt de PERSYST réside aussi dans la possibilité qu'il offre d'estimer à priori les performances de systèmes de culture moins connus. Il est donc encore nécessaire de tester le paramétrage sur des variantes aux systèmes de culture simulés jusqu'ici.

3) Poursuite des tests de PERSYST en situation d'usage

4) Réflexion sur la construction d'un collectif pour assurer la pérennité de l'outil :

PERSYST trouve sa pertinence dans son architecture générique et son paramétrage local, issu d'un collectif d'acteurs dans le cadre d'une méthodologie mise au point par l'UMR agronomie de Grignon. Pour autant, ce paramétrage devra évoluer, ne serait-ce que pour intégrer de nouvelles cultures (légumes de plein champ par exemple) ou faire évoluer les caractéristiques des paramètres actuels (par exemple évolution des potentialités des espèces). Il importe d'identifier les conditions organisationnelles régionales dans lesquelles le collectif d'acteurs à l'origine du travail actuel pourrait être mobilisé et interagir à l'avenir, et le cadre d'animation nécessaire.

Moyens mis en œuvre :
Personnel :
Ingénieur contractuel INRA (12 mois)
Ingénieur agronome sénior INRA
Chargés de recherches INRA en ergonomie (UMR SENS)

Appui informatique INRA
Développement informatique de PERSYST (prestation extérieure)

Intérêt régional :
Au regard de l'existant, développer les superficies conduites en AB en Ile-de-France implique de relever le challenge de la conversion d'agriculteurs en place, aujourd'hui conventionnels en Grande Culture.

Au-delà du rôle « d'outillage » des acteurs, PERSYST pourrait également jouer un rôle utile dans différentes actions soutenues dans le cadre du plan de développement de l'AB.

Enfin, à ces attendus directement mobilisables en Ile de France, s'ajoutent des perspectives visant à mettre à disposition, auprès des acteurs de la recherche et du développement agricole, un outil générique paramétrable localement, aidant à la conception de systèmes de culture potentiellement innovants en permettant une estimation ex ante de leurs performances, qui prend en compte l'effet du milieu, de la rotation, des itinéraires techniques, et de leurs interactions.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les agriculteurs d'Ile de France candidats à la conversion en agriculture biologique, ou plus largement en réflexion sur une agriculture plus économe en intrants sont les cibles prioritaires des résultats de l'outil. Les agriculteurs déjà en bio sont également concernés par cet outil.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement du dispositif (approuvé par délibération n°CR 17-14), un taux de 50% est appliqué à l'assiette des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	62 400,00	51,83%
Autres frais	58 000,00	48,17%
Total	120 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France (Réaffection de 2013)	60 200,00	50,00%
Autofinancement	20 400,00	16,94%
Autres financeurs	39 800,00	33,06%
Total	120 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 100,00 €
2018	30 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	274 600,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	202 258,47 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	900 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	632 000,00 €
2015	Programme Pour et Sur le Développement Régional (PSDR) - Fct	160 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	750 000,00 €

ANNEXE N° 3 : AIDE A LA CERTIFICATION BIOLOGIQUE - LISTE DES AGRICULTEURS AIDES

NOM DE LA STRUCTURE	Bénéficiaire	Montant Subventionnable	Taux dossier	Montant proposé
MURES	KIMMERLIN Marie	356,00	80,00%	284,80
SARL AGROVIA DISTRIBUTION	METRAL Pierre-Elie	280,00	80,00%	224,00
GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT	MOITEAUX François	510,00	80,00%	408,00
	sous-total 75	**1 146,00**	**80,00%**	**916,80**
	BELOEIL Denis	356,00	80,00%	284,80
EARL DE MONTGAZON	BERONIE Charles	404,85	80,00%	323,88
	BONDON Jean	570,00	80,00%	456,00
EARL LA FONTAINE SAINTE-COLOMBE	BOUDIN Jean-Jacques	348,00	80,00%	278,40
	BOUVRY-FOUILLIARD Julia	548,00	80,00%	438,40
	BRAS Yvette	810,00	80,00%	648,00
	BUDIN Kristen	356,00	80,00%	284,80
	CARON Philippe	356,00	80,00%	284,80
EARL CHAMPIN	CHAMPIN Geoffroy	521,88	80,00%	417,51
EARL DE LA HANTE	CHANUT Patrick	667,26	80,00%	533,81
	CHAUVIN Marc	805,00	80,00%	644,00
	CHERET Marc	385,00	80,00%	308,00
	CLUZEAU Philippe	427,38	80,00%	341,90
EARL DU CHEMIN BLANC	COLLIN Dominique	705,00	80,00%	564,00
	COSSON François	650,37	80,00%	520,30
SCEA LES CUEILLETTES DU PLESSIS	COZON Thibault	306,00	80,00%	244,80
LE VERGER D'ULYSSE	DELAPORTAS Stéphane	427,38	80,00%	341,90
EARL GUILLAUME DENEUFBOURG	DENEUFBOURG Guillaume	729,00	80,00%	583,20
	DE PAEPE Olivier	356,00	80,00%	284,80
	DEROSIN Gilles	732,00	80,00%	585,60
	DES DIGUERES Jérôme	506,00	80,00%	404,80
	DEVARREWAERE Frédéric	784,08	80,00%	627,26
	DEVILLIERS Antoine	509,00	80,00%	407,20
SCEA DE CHAMPBLIN	DIMIER DE LA BRUNETIERE Geneviève	698,00	80,00%	558,40
SCEA DU SAUVAGEON	DIMIER DE LA BRUNETIERE Louis	506,00	80,00%	404,80
EARL CHAMP RAMARD	DUVERNEIX Pierre-Louis	373,00	80,00%	298,40
EARL LA FERME DE L'ABONDANCE	GRONFIER Arnaud	729,00	80,00%	583,20
	FAHY Jean-Paul	409,71	80,00%	327,77
	FARAGONI Marc	356,00	80,00%	284,80
	FEIJAN Alain	373,00	80,00%	298,40
LE CLOS DE NONVILLE	FELIOT Patrick	306,00	80,00%	244,80
	FENDER Xavier	355,71	80,00%	284,57
	FEYLER Benoit	373,00	80,00%	298,40

	FICHOT Thomas	729,00	80,00%	583,20
	FLEURY Bruno	570,00	80,00%	456,00
EARL LES PANAIS D'HIER	FONTVIELLE Clément	427,36	80,00%	341,89
ROUGE FRAMBOISE	FOUGEARD Murielle	356,00	80,00%	284,80
LES VERGERS DE COSSIGNY	FRINGS Jacques	705,00	80,00%	564,00
	FUMAGALLI Alice	356,00	80,00%	284,80
LES RUCHES DES 3 VALLEES	GAMET Rémi	536,00	80,00%	428,80
SCEA DU MOULIN DE LA FOSSE	GANDON Jean-Charles	469,00	80,00%	375,20
	GAUTIER Jean-François	610,00	80,00%	488,00
	GODARD Isabelle	546,84	80,00%	437,47
FERME DE SAINTE-COLOMBE	GRYMONPREZ Nicolas	650,00	80,00%	520,00
FROMAGERIE FERMIERE BIO	GRYMONPREZ Nicolas	410,00	80,00%	328,00
	GUERIN-POISSON Françoise	729,00	80,00%	583,20
	GUESDON François	408,13	80,00%	326,50
EARL JARDIN DE LA MARQUETTE	HALLEUR Franck	356,00	80,00%	284,80
	HODENCQ Benjamin	422,00	80,00%	337,60
	JOUBERT Catherine	391,00	80,00%	312,80
	JOVENE Karen	309,97	80,00%	247,98
	KERFRIDEN Jean	691,10	80,00%	552,88
SCEA DU VIEUX CHÂTEAU	LEFEVRE Gilles	348,00	80,00%	278,40
EARL SAINT GOBERT	LEMOINE Bernard	729,00	80,00%	583,20
EARL DE SIGNETS	LEMOINE Didier	506,00	80,00%	404,80
	SCOQUART-LEMOINE Ginette	506,00	80,00%	404,80
	LEVIONNOIS Alain	489,30	80,00%	391,44
EARL MICHAUD LE PETIT JARD	MICHAUD Emelyne	404,85	80,00%	323,88
	MICHAUX Pierre-Etienne et Cécile	570,00	80,00%	456,00
	MOUSSEAUX Denis	661,27	80,00%	529,02
	NORMAND Laura	356,00	80,00%	284,80
	OPOIX Christophe	356,00	80,00%	284,80
	PECHE JEAN-NOEL	486,00	80,00%	388,80
	PACHECO Juan	624,00	80,00%	499,20
LES CHAMPS DES POSSIBLES	PECHOUX Sylvain	670,00	80,00%	536,00
SCEA DE CHAMPMOULIN	PIERRE Christian	729,00	80,00%	583,20
EARL DE LA FERME D'EGREVILLE	PIOT Frédéric	629,00	80,00%	503,20
	ROCIPON Niicolas	570,00	80,00%	456,00
LES PEPINIERES DE CHENOISES	RODRIQUE Matthieu	356,00	80,00%	284,80
	ROSSIGNOL Christophe	546,84	80,00%	437,47
EARL DE LA PETITE FONTAINE	ROUSSEAU Olivier	715,03	80,00%	572,02
EARL SALMON	SALMON Stéphane	356,00	80,00%	284,80

	SEINGIER Rémi	570,00	80,00%	456,00
EARL CEDELANN	SIENSKI Cédric	570,00	80,00%	456,00
	SURAT Jean-Claude	629,00	80,00%	503,20
	SURAT-PIGEON Sylvie	570,00	80,00%	456,00
SCEA FERME DE CHATENOY	THIERRY Simon	732,00	80,00%	585,60
	VAN DE VELDE Sophie	306,00	80,00%	244,80
EARL DES CONTEAUX	VAN HOUTTE Christian	784,09	80,00%	627,27
EARL VIAENE	VIAENE Olivier	598,00	80,00%	478,40
L'ABEILLE D'OR	VIEVILLE Christian	382,00	80,00%	305,60
EARL LES FRUITS DE LA VOULZETTE	VINCENT Bernard	512,66	80,00%	410,13
	YVONET Françoise	403,38	80,00%	322,70
	sous-total 77	**43 077,44**	**80,00%**	**34 461,96**
LA DOUAIRIERE	BAILLY Vincent	744,00	80,00%	595,20
	BELLO Victor	323,00	80,00%	258,40
SCEA LA FERME DES BEURRERIES	BIGNON Marylène	810,00	80,00%	648,00
LES LEGUMES DE CRAVENT	CARLIER Agnès	356,00	80,00%	284,80
FONDATION LEOPOLD BELLAN	CUNY Bertrand	356,00	80,00%	284,80
EARL DE CHATONVILLE	DE CUVERVILLE Marie	598,00	80,00%	478,40
EARL LABOURAGE ET PATURAGE	DE SAINT-SEINE Victoire	385,00	80,00%	308,00
FERME DE GRANDS MAISONS/SUCCESSION DE SAINT-SEINE LUC	DE SAINT-SEINE Victoire	629,00	80,00%	503,20
EARL DOMAINE DE FLACOURT	DUPILLE Roselyne	807,86	80,00%	646,29
	FOURNIER Lionel	536,00	80,00%	428,80
EARL FABIEN FREMIN	FREMIN Fabien	531,72	80,00%	425,38
EARL MAISON GAILLARD	GAILLARD Jean-Marc	506,00	80,00%	404,80
CEZ - CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHNIQUE	GAILLOT Bertrand	686,00	80,00%	548,80
	HEBERT Philippe	632,42	80,00%	505,94
	LAINE ETTORE	306,00	80,00%	244,80
	LAMOURET Vivien	356,00	80,00%	284,80
HARAS DU PETIT PARIS	LE COIDIC Fabien	407,03	80,00%	325,62
EARL Ferme Lecoq	LECOQ Julien	375,00	80,00%	300,00
EARL LEFORT	LEFORT Edouard	356,00	80,00%	284,80
ACR	LEGER Françoise	385,00	80,00%	308,00
	LEGRIS Thierry	697,58	80,00%	558,06
	LEMARIE Lionel	690,61	80,00%	552,49
SARL LISE CLAIRE	HAMON Claire	592,00	80,00%	473,60
	MANESSE Gaspard	306,00	80,00%	244,80
CHAMPIGNONNIERE DES CARRIERES	MOIOLI Angel	546,84	80,00%	437,47
	MORLIERE Florence	391,00	80,00%	312,80
	NEVEU Xavier	805,52	80,00%	644,42

	QUILLOU Emmanuel	520,76	80,00%	416,61
EARL DE LA TOUR	QUILLOU Martine	455,20	80,00%	364,16
SARL RENARD	RENARD Michel	385,00	80,00%	308,00
	RENARD Patrick	546,84	80,00%	437,47
	SEBILLE Jonathan	671,27	80,00%	537,02
	THIERY Tristan	356,00	80,00%	284,80
FERME DES CLOS	VALOIS Pascal	548,00	80,00%	438,40
	sous-total 78	**17 598,65**	**80,00%**	**14 078,92**
FERME DE POISSART	BADIN Philippe	593,64	80,00%	474,91
	BARBERON GATIEN	262,63	80,00%	210,10
	BARBERON Ghislaine	661,27	80,00%	529,02
	BARBERON Orian	409,71	80,00%	327,77
SARL VILLA PAUL	BARBEROT Olivier	356,00	80,00%	284,80
PARIS COCAGNE - JARDIN DE COCAGNE DU LIMON	BATAILLARD Frédérique	526,00	80,00%	420,80
	BESNARD Stéphane	625,21	80,00%	500,17
Le SECHOIR DU PÈRE JULES	BOSC-BIERNE Catherine	388,00	80,00%	310,40
LES POTAGERS DU TELEGRAPHE	CAPIAUX Sylvie	356,00	80,00%	284,80
	CHATELET Eric	356,00	80,00%	284,80
	CHEVALLIER Christophe	706,00	80,00%	564,80
	CHEVALLIER Franck	783,07	80,00%	626,46
EARL CITRON T	CITRON Thierry	783,08	80,00%	626,46
	COMMON Pascal	522,12	80,00%	417,70
	CZARNECKI Damien	362,09	80,00%	289,67
EARL LA FERME DU CHÂTEAU	DENIZE Michel	680,60	80,00%	544,48
	EVAIN Daniel	707,81	80,00%	566,25
	FOUQUET-LEGENDRE Nelly	550,00	80,00%	440,00
EARL BOIS REGNAULT	GODEAU René	739,16	80,00%	591,33
LA VIE EN HERBE ESAT "LES AMIS DE l'ATELIER	GODIN Christophe	373,00	80,00%	298,40
	GRISEL Pierre-Nicolas	348,00	80,00%	278,40
FLEURS DE COCAGNE AVRAINVILLE	GROSSETIE Hélène	356,00	80,00%	284,80
EARL GUERIN THIONVILLE	GUERIN Thierry	783,08	80,00%	626,46
LA FERME SAPOUSSE	GUILLOT Sylvie	356,00	80,00%	284,80
EARL GUYOT	GUYOT Armand	729,00	80,00%	583,20
EARL du Chemin Vert	GUYOT Eric	248,00	80,00%	198,40
MAISON HAVAS	HAVAS Maxime	356,00	80,00%	284,80
	HUMBERT Erwan	356,00	80,00%	284,80
Conserverie Coopérative de Marcoussis	INGARGIOLA Joseph	1 151,00	80,00%	920,80
	LEGENDRE Fabien	625,51	80,00%	500,41
	LEPRINCE Elisabeth	506,00	80,00%	404,80

	LESAGE Jean-Michel	356,00	80,00%	284,80
EARL PLAINE DE FORET	MARIEN Frédéric	671,27	80,00%	537,02
	MARIEN Thibault	671,37	80,00%	537,10
EARL BOMON	MONVILLE Charles	592,00	80,00%	473,60
LES JARDINS D'OLLIVIER	OLLIVIER Laurent	460,63	80,00%	368,50
CNPMAI	PASQUIER Bernard	356,00	80,00%	284,80
LE JARDIN DU MARAICHER	PERREAU Christian	356,00	80,00%	284,80
GAEC PETIT	PETIT Nicolas	356,00	80,00%	284,80
	PITHOIS Abel	156,13	80,00%	124,90
LES POTAGERS DE MARCOUSSIS	PRINGENT Patrick	570,00	80,00%	456,00
ARVALIS - INSTITUT DU VEGETAL	RETAUREAU Patrick	534,10	80,00%	427,28
	ROCHE Thomas	356,00	80,00%	284,80
GAEC SERGENT	SERGENT Henry et Evelyne	905,72	80,00%	724,58
	SKURA Didier	783,07	80,00%	626,46
EARL VANDAME	VANDAME Emmanuel	698,00	80,00%	558,40
	VANDOOREN Anne-Marie	506,00	80,00%	404,80
EARL VINCHON	VINCHON Jean-Baptiste	729,00	80,00%	583,20
LES RUCHERS DU DOURDANNAIS	WAY Cyrile	488,08	80,00%	390,46
	sous-total 91	**26 101,35**	**80,00%**	**20 881,08**
	BERNARD Fabrice	450,97	80,00%	360,78
	sous-total 92	**450,97**	**80,00%**	**360,78**
NOVAEDIA	NACIH Yassmine	406,52	80,00%	325,22
	sous-total 93	**406,52**	**80,00%**	**325,22**
FRANCILIANES	ARTUS Emilie	463,60	80,00%	370,88
	BESNARD Sophie	592,00	80,00%	473,60
	DISDET Stephane	307,20	80,00%	245,76
LA CLEF DES SOLS	DE FRAMOND Lucie	454,52	80,00%	363,62
LES JARDINS DE THELEME	GRANGE Marianne	356,00	80,00%	284,80
	LE BIHAN Murielle	256,00	80,00%	204,80
	VAN DEN BROEK Wilhermina	256,00	80,00%	204,80
	sous-total 94	**2 685,32**	**80,00%**	**2 148,26**
SCEA TERRE DE SAVEUR	BARNETCHE Denis	329,69	80,00%	263,75
	CAFFIN Pierre	391,00	80,00%	312,80
SCEA CHATELAIN	CHATELAIN Laurent	306,00	80,00%	244,80
EARL LES PLAISIRS DU JARDIN	CROCHOT Alain	385,00	80,00%	308,00
EARL DU GROS POIRIER	DELAHAYE Nathalie	570,00	80,00%	456,00
EARL LA FERME DES MILLONETS	DUPLAY Sophie	356,00	80,00%	284,80
ASSOCIATION "PLAINE DE VIE"	MENAGER Cécile	356,00	80,00%	284,80
EARL DU CHEMIN NEUF	RANKE Olivier	810,00	80,00%	648,00
	sous-total 95	**3 503,69**	**80,00%**	**2 802,95**

,

Total (186 dossiers)	**94 112,45**	**80,00%**	**75 975,96**

ANNEXE N° 4 : ATABLE - LISTE DES AGRICULTEURS AIDES

NOM DE LA STRUCTURE	Bénéficiaire	Code Postal	Localisation
	BELOEIL Denis	77	LONGUEVILLE
EARL DE LA FONTAINE SAINTE-COLOMBE	BOUDIN Jean-Jacques	77	SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS
	BRAS Yvette	77	VALENCE-EN-BRIE
EARL CHAMPIN	CHAMPIN Geoffroy	77	MAROLLES-EN-BIRE
	DE FROMENTEL Yves	77	PECY
	DES DIGUERES Jérôme	77	VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE
EARL FERME DE L'ABONDANCE	DOUBLIER Henri	77	VAUX SUR LUNAIN
SCEA LES VERGERS DE COSSIGNY	FRINGS Jacques	77	CHEVRY-COSSIGNY
	FUMAGALLI Alice	77	LARCHANT
EARL GOBARD	GOBARD Eric	77	AULNOY
	GODARD Isabelle	77	CLAYE-SOUILLY
	GUESDON François	77	NOYEN-SUR-SEINE
EARL LE JARDIN DE LA MARQUETTE	HALLEUR Franck	77	EGREVILLE
EARL DE SIGNETS	LEMOINE Diider	77	SIGNY-SIGNETS
	PACHECO Juan	77	VERDELOT
	POISSON Françoise	77	LIVERDY-EN-BRIE
	ROCIPON Nicolas	77	MELZ-SUR-SEINE
	ROSSIGNOL Christophe	77	SINT-CYR-SUR-MORIN
	SEINGIER Rémi	77	LUMIGNY
BIOLAB	THIERRY Paul	77	CHATENOY
	CALVO Martine	78	MAGNY-LES-HAMEAUX
	CAMELOT Pascal	78	BEYNES-LA-MALADRERIE
CEZ - BERGERIE NATIONALE	CHARLES Jean-Michel	78	RAMBOUILLET
	CHASSAGNE Benjamin	78	CRAVENT
SASU BIO FERME CRAVENT-LOMMOYE	GUITEL Jean-Marc	78	LOMMOYE
EARL LISE CLAIRE	HAMON Claire	78	BULLION
ESAT PIERRE BOULENGER	LAPEYROUX Olivier	78	LE PERRAY-EN-YVELINES
GAEC JARDINS ENCHANTES	LETISSIER Freddy	78	VILLIERS-SAINT-FREDERIC
JARDIN DE COCAGNE DE LIMON	BATAILLARD Frédérique	91	VAUHALLAN
	CHEVALLIER Franck	91	ROINVILLE-SUR-DOURDAN
GAEC LA FERME SAPOUSSE	GUILLOT Sylvie	91	PUSSAY
	HOUDIN Marc	91	DOURDAN
LES POTAGES DU TELEGRAPHE	JALENQUES Bruno	91	ETAMPES
CNPMAI	PASQUIER Bernard	91	MILLY-LA-FORET
	ROCHE Thomas	91	MILLY LA FORET
LES FRANCILIANNES	ARTHUS Emilie	94	CHENNEVIERES-SUR-MARNE
SCEA BOURVEN	BOURVEN Evelyne	95	CERGY
	DUPLAY Sophie	95	VIENNE-EN-ARTHIES
ASSOCIATION PLAINE DE VIE	PLANA Simone	95	EZANVILLE
EARL DU CHEMIN NEUF	RANKE Olivier	95	CHAUSSY
	Total (40 dossiers)		

ANNEXE N° 5 : AVENANT N°1 A LA CONVENTION GAB

Avenant n° 1 à la convention relative à la Mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

et le Groupement Agriculteurs Biologiques Région Ile-de-France (GAB IDF),
domicilié 5, rue de Paris – 77220 TOURNAN-EN-BRIE
représenté par Monsieur Christian PIERRE, Président,
et ci-après dénommée « le Bénéficiaire»

- Vu la délibération CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative au rapport « Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France » ;
- Vu la signature du Plan Bio Etat-Région 2014-2020 par le Président du Conseil régional et le préfet de Région le 6 mars 2015 ;
- la convention cadre triennale entre la Région Île-de-France et le Groupement des Agriculteurs Biologique d'Île-de-France 2015-2017 » ;
- Vu la convention financière entre la Région Île-de-France et le Groupement des Agriculteurs Biologique d'Île-de-France signée le 3 août 2017 ;

autre part,

ARTICLE 1 : objet du présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- de procéder à la modification de l'article 4.3 « Eligibilité des dépenses subventionnables de la convention »

ARTICLE 2 : modification de l'article 4-3 de la convention initiale intitulé « Eligibilité des dépenses subventionnables » :

L'article 4-3 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 3 : dispositions diverses :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Le présent avenant à la convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Fait à Paris en deux exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Valérie PRECRESSE

Le

Pour le Bénéficiaire
Christian PIERRE, Président du GAB IDF
(signature du représentant légal et cachet de l'organisme)

ANNEXE N° 6 : AVENANT N° 2 CONVENTION ASP HORS SIGC

Avenant n°2 à la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020

- Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signée le 11 décembre 2015 ;
- Vu l'avenant n°1 à la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signée le 15 mars 2017 ;
- Vu le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 modifié ;
- Vu le Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 modifié ;
- Vu la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CP 2017-537 du 22 novembre 2017 approuvant le présent avenant.

Il est convenu ce qui suit entre :

La Région Île-de-France, ayant son siège 33 rue Barbet-de-Jouy - 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, ci-après dénommée « la Région » ;

Et

L'Agence de services et de paiement, Établissement public ayant son siège 2 rue du Maupas, 87040 Limoges cedex 1, représentée par son Président-directeur général, Monsieur Stéphane LEMOING, ci-après dénommée « l'ASP ».

Article 1er : objet du présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- de compléter la liste des sous-mesures et types d'opération mis en œuvre dans la convention initiale ;
- et par conséquent de modifier les articles 2 et 4 de la convention initiale.

Article 2 : modification de l'article 1er de la convention initiale, intitulé « Objet » :

Le tableau de l’article 1 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

Sous-mesures et types d’opération mis en œuvre		**Guichets uniques services instructeurs désignés par la Région**
4.1	4.1 - Modernisation des exploitations agricoles et amélioration des pratiques	DDT / DRIAAF
4.2	4.2 - Transformation et commercialisation des productions agricoles	DDT / DRIAAF
4.3	4.3 - Amélioration de la desserte forestière	DDT / DRIAAF
4.4	4.4 - Investissements environnementaux non-productifs	DDT / DRIAAF
6.4	6.4 - Aide à la diversification non-agricole	DDT / DRIAAF
7.1	7.1 - Déclinaison Natura 2000 - Élaboration et révision de documents d’objectifs et schémas liés à la conservation du patrimoine naturel	DRIEE
	7.1 - Déclinaison Natura 2000 - Élaboration et révision de documents d’objectifs et schémas liés à la conservation du patrimoine naturel	Région
7.6	7.6.1 - Animation des documents de gestion des sites Natura 2000	DRIEE
	7.6.2 - Contrats Natura 2000 en milieux non-agricoles et non-forestiers	DDT / DRIAAF / DRIEE

	7.6.3 - Animation et investissements liés à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel	Région
8.1	8.1 - Boisement et création de surfaces boisées	DRIAAF
8.2	8.2 - Mise en place de systèmes agroforestiers	DRIAAF
8.5.1	8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers	DDT / DRIEE
8.5.2	8.5.2 - Amélioration de la capacité récréative des forêts	Région
8.6	8.6 - Amélioration de la mobilisation, de la transformation et de la commercialisation des produits forestiers	DRIAAF
16.7	16.7.2 - Acquisition de compétences, animation pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies locales de développement - Volet forestier	DRIAAF

Article 3 : le titre du point 4) de l'article 2 de la convention initiale est supprimé et remplacé par :

« **4)** La Présidente de la Région a délégué à la DRIAAF uniquement la signature de la décision d'attribution des aides pour la part FEADER pour les types d'opération 8.1, 8.2, 8.6. et 16.7.2 ».

Les autres dispositions de ce point, ainsi que celles de l'article 2, restent inchangées et demeurent applicables.

Article 4 : le titre du point 4) de l'article 4 de la convention initiale est supprimé et remplacé par :

« **4)** La Présidente de la Région a délégué à la DRIAAF uniquement la signature de la décision de déchéance de droits pour la part FEADER pour les types d'opération 8.1, 8.2, 8.6. et 16.7.2 ».

Les autres dispositions de ce point, ainsi que celles de l'article 4, restent inchangées et demeurent applicables.

Article 5 : dispositions diverses :

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature.

Le présent avenant à la convention est établi en 2 exemplaires, un pour chaque signataire.

Fait à Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,	**Le Président-directeur général de l'Agence de services et de paiement,**
Valérie PECRESSE	**Stéphane LEMOING**

ANNEXE N° 7 : CONVENTION DE PAIEMENT DISSOCIE AVEC L'ASP

CONVENTION
relative à la gestion en paiement dissocié par l'ASP du *cofinancement par le Feader des aides Hors SIGC de la Région Ile-de-France dans le cadre du Programme de Développement Rural Ile-de-France pour la programmation 2014-2020*

PREAMBULE

Le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), fixe les priorités de l'Union européenne pour le développement rural et les objectifs attribués à la politique de développement rural pour la période de programmation 2014-2020. A ce titre, il établit les règles et définit les mesures devant être appliquées au sein des Etats membres.

En France, ces mesures sont déclinées au sein du Cadre national et des Programmes de développement rural régionaux.

CONVENTION

Entre

La Région Île-de-France, ayant son siège 33 rue Barbet de Jouy - 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, ci-après nommée « La Région »,

d'une part,

et

L'ASP, Agence de Services et de paiement, Etablissement Public ayant son siège, 2 rue du Maupas, 87 040 Limoges Cedex 1, représenté par son Président-Directeur Général, M. Stéphane LE MOING,

d'autre part.

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n° 485/2008 ;

Vu le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifiant le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2014 et modifiant le règlement (CE) n°73/2009 du Conseil ainsi que les règlements (UE) n°1307/2013, (UE)1306/2013 et (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leur application au cours de l'exercice 2014 ;

Vu le règlement délégué (UE) n°640/2014 du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires ;

Vu le règlement d'exécution(UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt ;

Vu l'ordonnance n°2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de services et de paiement et de l'Etablissement National des produits de l'agriculture et de la mer ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1511-1-1, L. 1511-1-2 et L. 4221-5 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2 et R. 313-13 et suivants relatifs à l'Agence de services et de paiement ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif au comité national Etat-régions pour les fonds européens structurels et d'investissement et au comité Etat-région régional pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels d'investissement pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement (ASP) comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France, signée le 14/02/15, et son avenant n°1 signé le 20/11/15;

Vu la délibération du Conseil régional du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020 ;

Vu le cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 ;

Vu le Programme de développement rural de la Région Ile-de-France approuvé par la Commission européenne le 07 Août 2015;

Vu la délibération n° CP 17- du 22 novembre 2017 approuvant la présente convention ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er – Objet :

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre de la programmation 2014-2020, les obligations de l'ASP et de la Région pour le paiement dissocié du cofinancement Feader que la Région, en tant qu'autorité de gestion du Programme de développement rural, peut associer à sa participation pour la déclinaison de type d'opérations listée ci-dessous.

DTO couverte par la présente convention	GUSI désignés par la Région pour la part Feader
DTO 16.7 "Stratégies locales de développement" (volet hors forêt-filière bois)	Région Ile-de-France

Article 2 - Modalités d'attribution des aides individuelles :

Au vu de l'instruction réalisée sur OSIRIS et sur proposition du GUS, la Présidente de la Région signe la décision juridique individuelle d'attribution de l'aide pour la part de la Région.

La Région la notifie au bénéficiaire.

La Région en communique une copie au GUSI qui la transmet à l'ASP.

Le service instructeur de la Région, signe par délégation de la Présidente de la Région la décision juridique individuelle d'attribution de l'aide pour la part Feader.
La Région la notifie au bénéficiaire.
Elle en communique une copie à l'ASP.

Article 3 - Modalités de versement au bénéficiaire de la participation financière de la Région :

La Région procède au versement de sa part au bénéficiaire. Elle communique au GUSI :

- la preuve du versement effectif de la participation de la Région matérialisée par l'annexe 1 « Etat des versements effectués par la Région » dûment complétée et signée par le payeur régional ;
- les autres pièces prévues par la réglementation.

Article 4 – Modalités de versement au bénéficiaire de la contrepartie Feader :

L'ASP effectue le paiement de la contrepartie Feader au bénéficiaire sur demande du GUSI et après qu'il ait enregistré sous Osiris les références du paiement de la Région.

En outre, le paiement du Feader ne peut intervenir qu'après la réception par l'ASP de la preuve du versement effectif de la participation de la Région matérialisée par l'annexe 1 « Etat des versements effectués par la Région » dûment complétée et signée par le payeur régional.

Article 5 : Modalités de prise de décision de déchéance de droits

En cas de constat d'anomalie suite à un contrôle ou en cas de modification du projet entraînant une réduction d'aide, une décision de déchéance partielle ou totale de droits doit être prise à l'encontre du bénéficiaire pour la part de la Région et la part FEADER, sur la base du montant déterminé par la Région.

La Présidente de la Région signe la décision de déchéance de droits pour la part FEADER, établie par le GUSI. La Présidente de la Région la notifie au bénéficiaire. Elle en communique une copie à l'ASP.

Les éléments nécessaires à l'instruction, dont la décision de déchéance de droit pour la part FEADER, sont communiqués par le GUSI au service instructeur de l'aide de la Région.

La Présidente de la Région s'engage à signer une décision de déchéance de droits établie par le GUSI pour la part de la Région conforme à celle de la part FEADER. La Présidente de la Région la notifie au bénéficiaire. Elle en communique une copie à l'ASP.

Article 6 –Recouvrement

La Région est chargée de procéder au recouvrement des montants indûment versés au titre de sa participation.
Par application de la décision de déchéance de droits et à réception de cette dernière, l'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer pour la part Feader, de leur recouvrement amiable et forcé et de leur apurement selon les règles fixées par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 (articles 192 et 193) relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. La somme mise en recouvrement sera majorée, le cas échéant, des pénalités et des intérêts au taux légal prévus par la réglementation en vigueur.

Dans ce cadre, l'ASP peut accorder des délais de paiement aux débiteurs qui en font la demande.

Les demandes de remises gracieuses ne sont pas admises.

En cas de recours administratif ou contentieux contre la ou les décision(s) de déchéance de droit par le bénéficiaire, la Région, s'engage à en informer l'ASP dans les meilleurs délais.

En cas de procédure collective, l'ASP doit, dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'ouverture de la procédure, procéder à la déclaration de sa créance, qu'elle soit liquidée ou simplement évaluée. Elle informe la Région de l'ouverture de la procédure et réciproquement si la Région a connaissance de l'ouverture de la procédure avant l'ASP.
La créance de l'ASP devant être définitivement établie dans les quatre mois suivant la déclaration initiale, afin d'éviter la forclusion, seule la réception de la déchéance de droits avant expiration d'un délai de cinq mois à compter de la publication de l'ouverture de la procédure permettra l'émission des ordres de recouvrer par l'ASP et la production à titre définitif de sa créance précédemment évaluée dans le délai réglementaire.

Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance est constaté, l'ASP est compétente pour prononcer les admissions en non-valeur. Elle informe la Région des décisions prises ; la Région communique à l'ASP les informations nouvelles permettant la reprise du recouvrement qu'elle détient le cas échéant.

Article 8 - Résiliation :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par la partie lésée dans ses droits à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant les engagements non tenus.

En cas de résiliation, les dossiers ayant déjà fait l'objet d'un engagement juridique seront payés jusqu'à leur terme par l'ASP pour la part Feader.

Article 9 - Durée - Clôture :

La présente convention prend effet à compter du 01/01/2016.

Des engagements juridiques peuvent être pris à partir du 01/01/2016.

Aucun engagement juridique ne peut être pris après le 31/12/2020.

La clôture de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement de tous les ordres de recouvrer (jusqu'à l'apurement des comptes par la Commission européenne).

Article 10 - Contentieux :

En cas de contentieux, le tribunal administratif de Paris est compétent.

Fait sur *xx* pages, en *2* exemplaires, à ……, le ……..

La Présidente de la Région Ile-de-France

Le Président-Directeur Général de l'ASP, et par délégation, le Directeur - Régional

Pièces jointes :

ANNEXE 1 : Etat des versements effectués par la Région

ANNEXE 1

Etat des versements effectués par la Région pour la mesure/la sous-mesure/le type d'opérations/ la déclinaison types d'opération *
(établir un état par mesure/sous-mesure/type d'opération/déclinaison type d'opération)

Edité le :

Nom de la mesure/sous-mesure/type d'opération/déclinaison type d'opération *

Financeur :

Période du / / au / /

N° Dossier	Nom / Raison sociale	N° du mandat (1)	Date du mandat	Date de paiement	Montant du paiement	Objet du paiement (acompte ou solde)	Montant des subventions liées aux dépenses entrant dans l'assiette Feader (2)	Montants des subventions liées aux dépenses n'entrant pas dans l'assiette Feader (2)

Fait à ……..le…../…../ 20

Libellé et cachet du payeur :

Signature :

ANNEXE N° 8 : AVENANT N° 3 CONVENTION CERVIA

AVENANT N°3 A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE CENTRE REGIONAL DE VALORISATION ET D'INNOVATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE DE PARIS ILE-DE-FRANCE

Entre

La Région Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

Le Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire de Paris Ile-de-France,
dont le statut juridique est : Association de loi 1901
dont le n° SIRET est 497 743 286 00021
dont le siège social est situé à 43 boulevard Haussmann 75009 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Gérard HEBERT, Président

Ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE

- La convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Centre régional de valorisation et d'innovation agricole et alimentaire de Paris Ile-de-France, signée le 05/03/2015 ;
- L'avenant n°1 à convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Centre régional de valorisation et d'innovation agricole et alimentaire de Paris Ile-de-France, signé le 11/04/2016 ;
- L'avenant n°2 à convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Centre régional de valorisation et d'innovation agricole et alimentaire de Paris Ile-de-France, signé le 05/09/2016 ;

Une nouvelle convention sera élaborée et approuvée par les élus pour la période 2018-2020.

Toutefois, afin d'assurer la continuité des actions entreprises en 2018, il est pertinent de proroger d'un an la période d'exécution de la convention actuelle afin de procéder le cas échéant aux premières affectations financières de l'année 2018 si la convention future n'est pas finalisée.

C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : modification de l'article 1 de la convention initiale, intitulé « Objet de la Convention triennale d'objectifs et de moyens » :

L'article 1 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

« La présente convention s'inscrit intégralement et exclusivement dans le cadre de l'action publique régionale et présente les objectifs du CERVIA Paris-IDF et parmi ces objectifs, ceux qui sont communs au CERVIA et à la Région pour la période 2014-2018 :

Volet appui technique aux entreprises :

Le CERVIA assure une mission d'appui technique aux entreprises franciliennes du secteur agricole et agroalimentaire par des actions de suivi individuel et collectif

Le CERVIA assure, pour le compte de la Région, l'instruction et la promotion des dispositifs ALIMENTAIR et QUALITAIR

Le CERVIA assure la réalisation d'un diagnostic de la performance globale et durable des entreprises, l'élaboration d'une feuille de route opérationnelle et le suivi des démarches au sein des entreprises

Le CERVIA, et notamment dans le cadre de sa labellisation 'Cellule de diffusion technologique', assure une mission de veille et de diffusion de l'information. Cette veille, de nature essentiellement technologique, a vocation à être étendue à l'ensemble des domaines d'intérêt de l'entreprise, conformément aux recommandations du PASS'Filière IAA.

Volet promotion des produits et structuration des filières

Le CERVIA assure la sécurisation et le déploiement des démarches 'Mangeons local en Ile de France' et 'Plantes d'Ile de France' pour permettre la montée en puissance de la stratégie ainsi qu'un suivi quantitatif et qualitatif des entreprises engagées dans la démarche. En articulation avec le dispositif EquiTables, et l'adoption de la charte qualité régionale, il élargira sa démarche « Mangeons local en Ile-de-France » à l'ensemble des services délégataires de restauration scolaire et universitaire d'Ile-de-France ainsi qu'aux collectivités territoriales franciliennes et aux organismes qui en dépendent permettant de promouvoir l'approvisionnement en produits locaux et de saison.

Le CERVIA est partenaire et acteur des plans d'action élaborés dans le cadre de la démarche PASS'Filière et Contrat de filière. Il participe également, autant que de besoin, à la mise en œuvre du Plan Bio Etat-Région 2014-2020 ainsi que du PDR 2014-2020

Le CERVIA assure la représentation de la Région sur certaines manifestations grand public et notamment le Salon International de l'Agriculture

Le CERVIA participe aux réflexions relatives à l'introduction de produits biologiques et/ou locaux dans la restauration collective

Le CERVIA participe à la promotion de l'ensemble des dispositifs de la politique agricole et alimentaire du Conseil régional notamment dans les établissements de formation aux métiers de la restauration et de l'hôtellerie en Île-de-France.

Ces objectifs sont intégralement retenus pour le partenariat engagé avec la Région.

Ils se déclinent en objectifs généraux et opérationnels dont la réalisation est évaluée sur la base d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis conjointement. Des indicateurs transverses sur les domaines RH et financiers complètent le dispositif de mesure de l'activité.

Cette liste est susceptible d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région et/ou de l'organisme et se traduire par des conventions particulières d'actions. »

Article 2 : modification de l'article 5 de la convention initiale, intitulé « Date d'effet et durée de la convention » :

L'article 5 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

« La présente convention, conclue pour une période de quatre ans, prend effet à compter du 1er janvier 2015 et vient en remplacement de la précédente convention qui est ainsi résiliée.

Elle expire le 31 décembre 2018. »

Article 3 : dispositions diverses :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Les annexes à la présente convention demeurent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter du 1er janvier 2018.

Le présent avenant à la convention est établi en 2 exemplaires, un pour chaque signataire.

Fait à Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,	**Le Président du CERVIA Paris Ile-de-France,**

ANNEXE N° 9 : AVENANT N° 2 CONVENTION CHAMBRES-ERE

AVENANT NUMERO 2 A LA CONVENTION CADRE TRIENNALE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, LES CHAMBRES D'AGRICULTURE D'ÎLE-DE-FRANCE ET L'ETABLISSEMENT REGIONAL DE L'ELEVAGE

Entre

La Région Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

Entre

La Région d'Île-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Valérie Pécresse,

Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

- la Chambre Régionale d'Agriculture, située 19, rue d'Anjou 75008 PARIS et ayant pour représentant Monsieur Hervé BILLET, son Président,

ci-après dénommée « la CRA »

- la Chambre interdépartementale d'agriculture Ile-de-France Ouest, située 2, avenue Jeanne d'Arc 78150 LE CHESNAY et ayant pour représentant Monsieur Christophe HILLAIRET, son Président

ci-après dénommée « la CAI ouest »

- la Chambre départementale d'agriculture de Seine et Marne, située 418 rue Aristide Briand 77350 LE MEE SUR SEINE et ayant pour représentant Monsieur Thierry BONTOUR, son Président

ci-après dénommée « la CA77 »

- l'Etablissement Régional de l'élevage, situé 418 rue Aristide Briand 77350 LE MEE SUR SEINE et ayant pour représentant Monsieur Marc LESTY, son Président

ci-après dénommé « l'ERE »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La convention cadre triennale 2015-2017 entre la Région Ile-de-France, les Chambres d'agriculture d'Ile-de-France et l'Etablissement Régional de l'Elevage a été signée le 27/04/15 et son avenant n°1 signé le 28/06/16

Une nouvelle convention sera élaborée et approuvée par les élus pour la période 2018-2020.

Toutefois, afin d'assurer la continuité des actions entreprises en 2018, il est pertinent de proroger d'un an la convention actuelle afin de procéder le cas échéant aux premières affectations financières de l'année 2018 si la convention future n'est pas finalisée.

C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Modification de l'article 6 « Date d'effet et durée de la convention »

L'article 6 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

« La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Elle expire après le versement du solde de l'ensemble des subventions qui y sont rattachées. Aucune nouvelle subvention ne sera attribuée au-delà du 31 décembre 2018 »

Article 2 : dispositions diverses :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Les annexes à la présente convention demeurent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter du 1er janvier 2018.

Le présent avenant à la convention est établi en 5 exemplaires, un pour chaque signataire.

Fait à Paris, le

Le _____

Pour la Chambre Régionale
d'Agriculture,
le Président,

Hervé BILLET

Le _____

Pour la Chambre Interdépartementale
d'agriculture Ile de France Ouest,
le Président,

Christophe HILLAIRET

Le _____

Pour l'Etablissement Régional de
l'Elevage,
le Président,

Marc LESTY

Le _____

Pour la Chambre départementale
d'agriculture de Seine et Marne,
le Président,

Thierry BONTOUR

Le _____

Pour la Région d'Ile de France,
la Présidente,

Valérie PECRESSE

ANNEXE N°10 : AVENANT N° 1 CONVENTION GAB IDF

Avenant n°1 à la Convention cadre 2015-2017

entre la Région Ile-de-France et

le Groupement des Agriculteurs Biologiques de la région Ile-de-France

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente Valérie PECRESSE, ci-après dénommée la « Région »

d'une part

et

Le Groupement des Agriculteurs Biologiques de la région Ile-de-France (GAB IDF) dont le siège est situé 5, rue de Paris – 77220 Tournan-en-Brie, représenté par son Président Christian PIERRE, ci-après dénommé «GAB IdF»

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La convention cadre triennale 2015-2017 entre la Région Ile-de-France et le Groupement des Agriculteurs Biologiques de la région Ile-de-France a été signée le 6 mars 2015 et encadre la mise en œuvre du Plan Bio Etat 2014-2020.

Une nouvelle convention sera élaborée et approuvée par les élus pour la période 2018-2020.

Toutefois, afin d'assurer la continuité des actions entreprises en 2018, il est pertinent de proroger d'un an la période d'exécution de la convention actuelle afin de procéder le cas échéant aux premières affectations financières de l'année 2018 si la convention future n'est pas finalisée.

C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA CONVENTION INITIALE, INTITULE « OBJET DE LA CONVENTION » :

L'article 1 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

« La présente convention a pour objet de fixer les engagements respectifs du GAB IdF et de la Région pour la mise en œuvre du Plan Bio 2014-2020 pour le développement de l'agriculture biologique en Île-de-France, incluant l'accompagnement pour l'introduction de produits issus de l'agriculture biologique dans la restauration collective en Ile-de-France, pour les années 2015 - 2018

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 10 DE LA CONVENTION INITIALE, INTITULE « DUREE DE LA CONVENTION » :

L'article 10 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

« La présente convention couvre la période 2015-2018 du plan bio 2014-2020. Elle entre en vigueur lors de sa signature par les parties et prend fin le 31 décembre 2018. »

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS DIVERSES :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Les annexes à la présente convention demeurent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter du 1er janvier 2018.

Le présent avenant à la convention est établi en 2 exemplaires, un pour chaque signataire.

Fait à Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Le Président du GAB IdF

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-588

DU 22 NOVEMBRE 2017

DISPOSITIF DE SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITÉ EN MILIEU RURAL : CINQUIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013

VU La circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

VU Le Code général des collectivités territoriales

VU La délibération n° CR 92-15 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par la délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional »

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n°CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural

VU La délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et à la contribution des Parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural, et approuvant l'avenant n°2 à la convention avec l'ASP approuvée par la délibération n° CP 15-549 du 20 octobre 2015

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-588 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural**, au financement des projets tels que détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération, et concernant les entreprises suivantes :

	Entreprises/N° fiche projet	Nature du projet *(détail des investissements)*	Localisation	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Montant de subvention en euros
Attribution aux entreprises	Salon de coiffure Angie Coiffure EX026602	Développement d'activité (*travaux d'aménagement et achat d'équipements professionnels)*	Rebais (77)	2 230 habitants Communauté de communes des Deux Morin	5 691,77 €
	Salon de coiffure Nouvelle Hair EX026966	Reprise du commerce *(acquisition du fonds de commerce, travaux et achat d'équipements professionnels)*	Mormant (77)	4 645 habitants Communauté de communes de la Brie Nangissienne	8 818,26 €
	Commerce d'optique Hiloptique EX026876	Reprise du commerce *(acquisition du fonds de commerce)*	Chevreuse (78) *Commune membre du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse*	5 709 habitants Communauté de communes de la Haute Vallée de Chevreuse	50 000,00 €
	Bar/snacking/épicerie La Boutik 974 EX026954	Création d'un restaurant *(travaux et achat d'équipements)*	Bréval (78)	1 863 habitants Communauté de communes des Portes de l'Ile de France	15 315,59 €
	Boulangerie DA COSTA EX027023	Création d'une boulangerie *(travaux et achat d'équipements)*	Itteville (91)	6 673 habitants Communauté de communes du Val Essonne	50 800,00 €
Total					**130 623, 62 €**

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 130 623,62 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 2 :

Décide de participer, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural**, au financement des projets tels que détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération, et concernant les communes suivantes :

	Communes/ N° fiche projet	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Nature du projet *(détail des actions)*	Montant de subvention en euros
Attribution aux collectivités	Auffargis EX025962	1 953 habitants Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires *Commune membre du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse*	Acquisition et réhabilitation du bar/tabac/restaurant	141 804,87
	Follainville-Dennemont EX024881	1 873 habitants Communauté d'agglomération Grand Paris Seine Oise *Commune membre du PNR du Vexin Français*	Construction d'une halle de marché	150 000,00 €
	Avernes EX027246	793 habitants Communauté de communes Vexin Centre *Commune membre du PNR du Vexin Français*	Création d'un café brasserie *(travaux de réhabilitation et d'agrandissement du parking)*	115 000,00 €
Total				**406 804,87 €**

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 406 804,87 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 3 :

Subordonne le versement des subventions attribuées aux articles 1 et 2 à la signature de conventions, conformes aux conventions type adoptées par délibération n° CP 16-468 de la du 21 septembre 2016 et autorise la Présidente du conseil régional à signer ces conventions.

Article 4 :

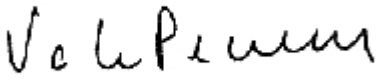
En application des alinéas 3 et 4 de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 1 et 2 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

Bénéficiaire	Nature du projet	Numéro de dossier	Date prévisionnelle de démarrage
Salon de coiffure Nouvelle Hair	Reprise du commerce	EX026966	24 août 2017
La boutique 974	Création d'un restaurant	EX026954	2 octobre 2017
Boulangerie DA COSTA	Création d'une boulangerie/snacking	EX027023	2 octobre 2017
Commune d'Auffargis	Acquisition et réhabilitation du bar/tabac/restaurant	EX025962	30 mars 2017

Article 5 :

Décide de remplacer la fiche projet n° EX019445 adoptée par délibération n° CP 17-183 du 17 mai 2017 par la fiche projet présentée en annexe 3 de la délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-588	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300108 - Sauvegarde des commerces de proximité**

Dispositif : N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural

Dossier	EX024881 - COMMUNE DE FOLLAINVILLE DENNEMONT - Construction d'une halle de marché			
Bénéficiaire	R579 - COMMUNE DE FOLLAINVILLE DENNEMONT			
Localisation	FOLLAINVILLE-DENNEMONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
372 625,00 €	HT	40,25 %	150 000,00 €	

Dossier	EX025962 - Commune d'AUFFARGIS - Acquisition et réhabilitation du bar/tabac/restaurant			
Bénéficiaire	R502 - COMMUNE D'AUFFARGIS			
Localisation	AUFFARGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	141 804,87 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
283 609,75 €	HT	50 %	141 804,87 €	

Dossier	EX027246 - Commune d'AVERNES - Création d'un café restaurant et amélioration de l'environnement urbain du centre-bourg			
Bénéficiaire	R59 - COMMUNE D'AVERNES			
Localisation	AVERNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	115 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
230 000,00 €	HT	50 %	115 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	406 804,87 €

Dispositif : N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-588	Budget	2017

Dossier	EX026602 - Salon de coiffure ANGIE COIFFURE - Projet de développement			
Bénéficiaire	P0011205 - BONOMO CALLOT ELIANE			
Localisation	REBAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 691,77 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 105,90 €	HT	33,27 %	5 691,77 €	

Dossier	EX026876 - Reprise du commerce d'optique HILOPTIQUE - Acquisition du fonds de commerce			
Bénéficiaire	EXM02166 - HILOPTIQUE			
Localisation	CHEVREUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	HT	16,67 %	50 000,00 €	

Dossier	EX026954 - Restaurant LA BOUTIK 974 - Reprise d'un commerce			
Bénéficiaire	EXP03373 - LA BOUTIK 974			
Localisation	BREVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 315,59 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 051,99 €	HT	30 %	15 315,59 €	

Dossier	EX026966 - Salon de coiffure NOUVELLE HAIR - Reprise du commerce			
Bénéficiaire	EXP03375 - NOUVELLE HAIR			
Localisation	MORMANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 816,26 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 527,56 €	HT	32,03 %	8 818,26 €	

Dossier	EX027023 - BOULANGERIE DA COSTA - CREATION D'UN COMMERCE			
Bénéficiaire	EXM02182 - BOULANGERIE DA COSTA			
Localisation	ITTEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 800,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
288 962,86 €	HT	17,58 %	50 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-588	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	130 623,62 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300108	537 428,49 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024881

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE FOLLAINVILLE DENNEMONT - CONSTRUCTION D'UNE HALLE DE MARCHÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	372 625,00 €	40,25 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FOLLAINVILLE DENNEMONT
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA MAIRIE
78520 FOLLAINVILLE-DENNEMONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Samuel BOUREILLE, Maire
N° SIRET : 21780239600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Construction d'une halle pour accueillir un marché hebdomadaire

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de la construction d'une halle de marché dans le centre bourg de la commune rurale de Follainville-Dennemont, commune du Val d'Oise de 1 873 habitants, membre du PNR du Vexin Français.
Cet équipement permettra l'approvisionnement des habitants dans la proximité et accueillera aussi de manière marginale les manifestations locales (culturelles notamment). La commission du PNR dont font parties les chambres consulaires a émis un avis favorable au projet.

Description :
Le coût total des investissements est de 372 625 € HT.

Intérêt régional :
Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents

axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au cœur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements est de 372 625 € HT, subventionnables à hauteur de 50 %. Le plafond de l'aide étant fixé à 150 000 € HT, le taux de subvention est ajusté à 40,25 %.

Localisation géographique :

- FOLLAINVILLE-DENNEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (Gros oeuvre, maçonnerie, électricité...)	372 625,00	100,00%
Total	372 625,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale	150 000,00	40,25%
Autofinancement	222 625,00	59,75%
Total	372 625,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	23 797,00 €
	Montant total	23 797,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025962

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE D'AUFFARGIS - ACQUISITION ET RÉHABILITATION DU BAR/TABAC/RESTAURANT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	283 609,75 €	50,00 %	141 804,87 €
	Montant Total de la subvention		141 804,87 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUFFARGIS
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
78610 AUFFARGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel BONTE, Maire
N° SIRET : 21780030900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Acquisition et réhabilitation du café du village

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'acte de vente a été signé le 30 mars 2017.

Objectifs :
Auffargis est une commune rurale de 2024 habitants, localisée dans les Yvelines et membre du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse. Son centre-bourg est très peu doté en commerces de proximité. Elle dispose d'une boucherie charcuterie/alimentation générale et d'un café/tabac/restaurant assurant aussi la vente de journaux, dépôt chronopost, objet de l'opération d'acquisition.

A la mise en vente des murs de ce café fin novembre 2016, la commune s'est portée acquéreur en mars 2017, craignant la réalisation d'une opération immobilière privée en place et lieu de ce commerce.

L'ancien commerçant continuera d'en être le gérant.

L'Etat au titre du FISAC est sollicité pour participer au financement de cette opération.

Description :
Le coût total des investissements est de 340 k€ HT, dont 290 k€ dédiés l'achat des murs et 50 k€ à la réalisation de travaux de rénovation des locaux. Le bâtiment, objet de l'opération, comprend le rez-de-chaussée qui sera dédié au commerce pour une surface de 342 m² et l'étage qui est affecté à du logement (pour 68 m², soit un peu moins de 20% de la surface totale). Seules les dépenses liées au local commercial sont prises en compte, celles concernant le logement sont exclues de l'assiette de subvention régionale. Au prorata de la surface, le coût total des dépenses éligibles est ainsi égal à 283 609,75 €.

Intérêt régional :
Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- AUFFARGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition des murs	241 902,44	85,29%
Travaux de rénovation des locaux	41 707,31	14,71%
Total	283 609,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	141 804,87	50,00%
Etat (Fisac)	56 721,95	20,00%
Autofinancement	85 082,93	30,00%
Total	283 609,75	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	141 804,87 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
	Montant total	49 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027246

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE D'AVERNES - CRÉATION D'UN CAFÉ RESTAURANT ET AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN DU CENTRE-BOURG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	230 000,00 €	50,00 %	115 000,00 €
	Montant Total de la subvention		115 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AVERNES
Adresse administrative : MAIRIE
95450 AVERNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel BAILLEUX, Maire

N° SIRET : 21950040200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Travaux de réhabilitation du local de l'ancienne Poste pour implanter un commerce type café-restaurant et agrandissement du parking

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Commune rurale de 793 habitants, membre du PNR du Vexin Français, Avernes projette de créer un café brasserie, dans le local libéré par la Poste en mars 2017. Le local, d'une surface de 75 m², est la propriété de la commune, et est situé en face de la Mairie. Une agence postale est hébergée par la Mairie, qui permet aux habitants de continuer de disposer des services (de base) de la Poste.

La commune ne dispose pas d'autres commerces à part une boucherie qui fait aussi office de dépôt de pain et d'épicerie.

Ce projet de création est accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Val d'Oise qui a réalisé une étude de marché démontrant de la viabilité économique du commerce. La concurrence, se

situant principalement dans l'agglomération de Cergy, et dans la commune de Magny-en-Vexin, ne présente pas de risque pour un commerce qui a vocation à s'adresser principalement aux habitants et aux randonneurs (Avernes étant un des points touristiques de passage sur le trajet de la randonnée en vélo Paris Londres).

La commune projette aussi de réaliser des travaux d'agrandissement du parking attenant au commerce.

Le Département est aussi sollicité pour participer financièrement à ce projet.

Description :
Le coût total des travaux de réhabilitation du local et d'agrandissement du parking est de 270 000 € HT. Sont exclues de l'assiette de subvention régionale les dépenses liées à l'achat de mobilier, soit un montant de dépenses éligibles égal à 230 000 €.

Intérêt régional :
Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- AVERNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation du local	150 000,00	65,22%
Travaux d'agrandissement du parking	50 000,00	21,74%
Frais étude de marché	7 000,00	3,04%
Honoraires des cabinets d'architecture	23 000,00	10,00%
Total	230 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale	115 000,00	50,00%
Aide départementale (CD95)	46 000,00	20,00%
Autofinancement	69 000,00	30,00%
Total	230 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	115 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	6 280,00 €
	Montant total	6 280,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026602

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SALON DE COIFFURE ANGIE COIFFURE - PROJET DE DÉVELOPPEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	17 105,90 €	33,27 %	5 691,77 €
	Montant Total de la subvention		5 691,77 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONOMO CALLOT ELIANE
Adresse administrative : 5 RUE SAINT NICOLAS
77510 REBAIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame ELIANE CALLOT

N° SIRET : 44310638000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Développement du salon

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de développement d'un salon de coiffure situé à Rebais, commune rurale de 2 230 habitants, localisée en Seine-et-Marne. Le réaménagement du sous-sol permettra la création d'un nouvel espace dédié aux soins capillaires (conseil, vente de produits...) et l'accueil d'un prothésiste ongulaire, dans une optique de diversification de l'activité.
Ce projet de développement est accompagné par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-et-Marne (CMA77).

Description :
Le coût total des investissements est de 17 105.90 €, correspondant au montant des travaux et à l'achat d'équipements professionnels. Ce montant intègre la prestation d'ingénierie déployée par la CMA 77.

Intérêt régional :
Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux

problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 5 691.77 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de travaux et d'achat d'équipements éligibles de 16305,90 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 4 891,77 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- REBAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement (plomberie, menuiserie, maçonnerie)	15 394,00	89,99%
Achat d'équipement professionnel (table manucure, tabouret, lampe....)	911,90	5,33%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	4,68%
Total	17 105,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	4 891,77	28,60%
Aide régionale - ingénierie	800,00	4,68%
Fonds propres	11 414,13	66,73%
Total	17 105,90	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 691,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026876

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REPRISE DU COMMERCE D'OPTIQUE HILOPTIQUE - ACQUISITION DU FONDS DE COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	300 000,00 €	16,67 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HILOPTIQUE
Adresse administrative : 32 RUE DE LA DIVISION LECLERC
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame LAURA HIGUET

N° SIRET : 83113425900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Rachat du fonds de commerce d'optique.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de la reprise, par une salariée, d'un commerce d'optique, à la suite du départ en retraite du gérant. Ce commerce est situé à Chevreuse, commune rurale des Yvelines de 5 709 habitants, ville membre du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse.

Unique commerce de ce genre dans la commune, la nouvelle gérante prévoit de diversifier son activité, en se déplaçant gratuitement dans les maisons de retraite environnantes. Elle envisage de recruter un salarié en contrat de qualification.

Description :
Le montant total des investissements, correspondant au prix d'achat du fonds de commerce, est de 300 000 € HT.

Intérêt régional :
Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements s'élève à 300 000 € HT €. Le plafond de l'aide étant fixé à 50 000 € HT, le taux de la subvention est ajusté à 16,67 %.

Localisation géographique :

- CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition du fonds de commerce	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale	50 000,00	16,67%
Fonds propres	250 000,00	83,33%
Total	300 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026954

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RESTAURANT LA BOUTIK 974 - REPRISE D'UN COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	51 051,99 €	30,00 %	15 315,59 €
	Montant Total de la subvention		15 315,59 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BOUTIK 974
Adresse administrative : 4 RUE RENE DHAL
78980 BREVAL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Cédric Schneider

N° SIRET : 83118487400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Création d'un restaurant

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le gérant doit ouvrir avant le 10 décembre, date d'expiration de la licence IV achetée en octobre 2016. En conséquence les travaux doivent être finis avant cette date.

Objectifs :
Il s'agit de la reprise d'un bar localisé à Bréval, commune des Yvelines de 1 863 habitants.
Le gérant, originaire de l'île de la Réunion, souhaite faire découvrir sa culture d'origine à travers ses spécialités culinaires et la vente de produits locaux en développant une activité de restauration. Le local ainsi que la licence IV ont été acquis en octobre 2016.
Cette création d'entreprise permet au gérant de créer son propre emploi et d'embaucher un cuisinier et un serveur à temps partiel.
Un prêt d'honneur de 10 000 € lui a été consenti en septembre 2017 par Initiative Seine Yvelines, destiné à financer le besoin en fonds de roulement.

Description :
Le montant total des investissements est de 51 051.99 € HT

Intérêt régional :
Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements est de 51 051.99 € HT auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention d'un montant global de 15 315.59 €.

Localisation géographique :
- BREVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement (pose de menuiseries, chauffe-eau, électricité)	21 088,44	41,31%
Achat d'équipements hors consommables et produits informatiques (matériel de cuisine, vitrine réfrigérée, meuble de caisse, tables, chaises...)	29 963,55	58,69%
Total	51 051,99	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale (travaux et équipements)	15 315,59	30,00%
Fonds propres	35 736,40	70,00%
Total	51 051,99	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 315,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026966

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SALON DE COIFFURE NOUVELLE HAIR - REPRISE DU COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	27 527,56 €	32,03 %	8 818,26 €
		Montant Total de la subvention	8 816,26 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOUVELLE HAIR
Adresse administrative : 98 RUE GENERAL DE GAULLE
77720 MORMANT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Virginie LADEVEZ

N° SIRET : 83109247300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Reprise d'un salon de coiffure

Date prévisionnelle de début de projet : 24 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant de la reprise d'une très petite entreprise dans une commune rurale peu dotée en commerces de proximité et à l'attractivité faible, même si une partie des investissements est déjà anticipée, le reste à charge reste conséquent, risquant de compromettre sa pérennité dans le temps. En l'espèce, l'achat du fonds de commerce a été entrepris en août 2017.

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de reprise d'un salon de coiffure, situé à Mormant (4 645 habitants), commune rurale de la Seine-et-Marne.
Dans le cadre de cette reprise, incluant l'acquisition du fonds de commerce, des travaux de mise aux normes du local et l'achat d'équipements sont aussi prévus.
Cette reprise permettra l'embauche d'un salarié ; le recrutement d'une apprentie est prévue pour la rentrée 2018.
Le projet est accompagné par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne (CMA77).

Description :
Le montant total des investissements est de 27 527,56 €, correspondant au coût d'achat du fonds, aux

dépenses de travaux et d'achat d'équipements professionnels, et incluant la prestation d'ingénierie de la CMA 77.

Intérêt régional :

Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention d'un montant global de 8 818.26 € se décompose ainsi :
- un montant de 26 727.56 € relatif à l'achat du fonds de commerce, des travaux et d'achat d'équipements auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 8018.26 €
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie

Localisation géographique :

- MORMANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du fonds de commerce	22 000,00	79,92%
Travaux d'aménagement (Plomberie, peinture...)	1 885,90	6,85%
Achat d'équipement (bac shampoing, et enseigne)	2 841,66	10,32%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	2,91%
Total	27 527,56	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	8 018,26	29,13%
Aide régionale - ingénierie	800,00	2,91%
Fonds propres	18 709,30	67,97%
Total	27 527,56	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 818,26 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027023

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : BOULANGERIE DA COSTA - CREATION D'UN COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	288 962,86 €	17,58 %	50 800,00 €
	Montant Total de la subvention		50 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOULANGERIE DA COSTA
Adresse administrative : 11 PLACE DE LA COMMUNE DE PARIS
91760 ITTEVILLE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur FREDERICO DA COSTA

N° SIRET : 83187007600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Création d'une boulangerie/snacking

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'une très petite entreprise s'installant dans une commune rurale peu dotée en commerces de proximité et à l'attractivité faible, même si une partie des investissements est déjà anticipée, le reste à charge reste conséquent, risquant de compromettre sa pérennité dans le temps. En l'espèce, l'inauguration des locaux aura lieu le 1er décembre. La majorité des investissements doit être réalisée pour cette date.

Objectifs :
Il s'agit de la création d'une boulangerie à Itteville, commune de 6 673 habitants située dans l'Essonne.
Le local est propriété de la ville. Le projet est un projet familial ; les gérants sont frère et soeur et souhaitent se reconvertir professionnellement, avec l'obtention en cours (pour le gérant) des qualifications nécessaires.
Ils veulent associer à leur activité de boulangerie-pâtisserie une activité de type restauration rapide sur place ou à emporter et proposer la vente de produits locaux (miel, fromages...).
Des accords ont d'ores et déjà été obtenus pour que la boulangerie fournisse deux restaurants du secteur, la maison de retraite ainsi que des écoles et le collège situés à proximité.
Ce projet permettra la création de deux emplois, en plus des propres emplois des gérants.

Le projet est accompagné par la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Essonne.

Description :
Le montant total des investissements est de 288 961,86 € € incluant la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de l'Essonne.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 50 800 € se décompose ainsi :
- un montant de 288 962,86 € de travaux, d'achat de mobilier et d'équipements professionnels auquel s'applique un taux d'intervention de 17,58 %, soit une subvention maximale de 50 000 €.
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- ITTEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (façade, aménagement intérieur)	64 900,00	22,46%
Achat de mobilier et d'équipements professionnels (vitrine réfrigérée, étagère, meuble bas, pétrin, batteur, ...)	223 262,86	77,26%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,28%
Total	288 962,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - Travaux et équipements	50 000,00	17,30%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,28%
Fonds propres	238 162,86	82,42%
Total	288 962,86	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 800,00 €

ANNEXE 3 : FICHE PROJET MODIFIEE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019445

Commission permanente du 17 mai 2017 CP2017-183

Objet : BAR BRASSERIE PRESSE SNC BEISTERO - REPRISE DU FONDS DE COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	125 800,00 €	30,45 %	38 300,00 €
	Montant Total de la subvention		38 300,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNC BESTEIRO
Adresse administrative : 26 GRANDE RUE
77470 POINCY
Statut Juridique : Société en Nom Collectif
Représentant : Monsieur FREDERIC BESTEIRO

N° SIRET : 83133025300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Reprise du fonds de commerce

Date prévisionnelle de début de projet : 18 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de reprise d'un fonds de commerce : le bar tabac restaurant La Chaumière, localisé dans le centre bourg de Poincy, commune rurale de 690 habitants, en Seine-et-Marne. Ce commerce sera exploité par MM. Beistero (père et fils) qui souhaitent optimiser son développement en mettant en place notamment un point relais pour la récupération de colis, un point presse et un dépôt de pain (car les plus proches se situent à Trilport), et en augmentant l'amplitude horaire du restaurant.

Ce projet de reprise est accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne.

Description :
Le coût total des investissements HT est de 125 000 €, correspondant au coût d'acquisition du fonds de commerce, auxquels s'ajoute la prestation d'ingénierie d'un montant de 800 €, délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Intérêt régional :
Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux

problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- POINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
acquisition du fonds de commerce	125 000,00	99,36%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,64%
Total	125 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	37 500,00	29,81%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,64%
Fonds propres	87 500,00	69,55%
Total	125 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	38 300,00 €
	Montant total	38 300,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-542

DU 22 NOVEMBRE 2017

AFFECTATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX ET SUR LES CONTRATS ANTÉRIEUREMENT CONCLUS CONTRATS RURAUX, CONTRATS D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAUX, NOUVEAUX CONTRATS RURAUX, AVENANT À UN CONTRAT RURAL QUATRIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU La délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001, relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional »;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 relative à la création du contrat d'aménagement régional

VU La délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016, relative au nouveau contrat rural, approuvant le contrat-type du contrat rural et la convention-type ;

VU La délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation des contrats ruraux ;

VU La délibération n° CP 10-565 du 8 juillet 2010, relative à l'approbation de la convention-type du contrat rural ;

VU La délibération n° CP 11-406 du 19 mai 2011 approuvant le contrat rural type ;

VU Le contrat conclu avec la commune de Galluis (78), approuvé par la délibération CP 14-368 du 18 mai 2014 ;

VU Le contrat rural conclu avec la commune de Valence-en-Brie (77), approuvé par la délibération CP 14-576 du 17 octobre 2014 et modifié par avenant approuvé par la délibération CP 16-184 du 18 mai 2016 ;

VU Le contrat rural conclu avec la commune de Coubert (77), approuvé par la délibération CP 15-674 du 8 octobre 2015 et modifié par avenant approuvé par la délibération CP 17-102 du 8 mars 2017 ;

VU Les contrats ruraux conclus avec les communes de Buthiers (77), Misy-sur-Yonne (77) et Vielle-Eglise-en-Yvelines (78), approuvés par la délibération CP 16-184 du 18 mai 2016 ;

VU Le contrat rural conclu avec la commune de Théméricourt (95), approuvé par la délibération CP 16-291 du 12 juillet 2016 ;

VU Le contrat rural conclu avec la commune d'Arville (77), approuvé par la délibération CP 16-291 du 12 juillet 2016 ;

VU Les contrats ruraux conclus avec les communes de Thieux (77), Mespuits (91) et Soisy-sur-Ecole (91), approuvés par la délibération CP 16-622 du 16 novembre 2016 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-542 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de la conclusion de **contrats d'aménagement régionaux** avec les collectivités inscrites dans le tableau récapitulatif ci-dessous, et autorise la Présidente du Conseil régional à signer avec celles-ci, les contrats cadre d'aménagement régionaux conformes à la convention type de réalisation type approuvée par délibération n° CR 181-16 susvisée.

Le montant maximum global prévisionnel de la dotation régionale consacrée à la réalisation des opérations prévues aux dits contrats d'aménagement régionaux s'élève à **2 842 607,89 €**.

COLLECTIVITES	N° FICHE-PROJET	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATION D'AP EN €
77 SEINE ET MARNE			
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU	EX024196	Réfection et couverture de courts de tennis à Bourron-Marlotte	206 679,09
	EX024448	Requalification de la voirie et des réseaux de la voie nord-sud du Villars Quartier du Bréau à Fontainebleau	595 678,80
		Total subvention	**802 357,89**
NANTEUIL-LES-MEAUX	EX025863	Ecole élémentaire les Déserts : construction de 8 classes et locaux annexes	500 000,00
	EX025976	Construction d'un accueil de loisirs sans hébergement	500 000,00
		Total subvention	**1 000 000,00**
95 VAL D'OISE			
ANDILLY	EX023947	Requalification du centre bourg	755 000,00

	EX023949	Réalisation d'un équipement de loisirs de proximité	170 000,00
	EX023959	Restauration et mise en valeur de la chapelle Saint-Charles de l'Eglise Saint-Médard	25 000,00
	EX023961	Création d'une coulée verte à vocation piétonne	50 000,00
	EX023963	Implantation et création d'un jardin de semences oubliées	40 250,00
		Total subvention	**1 040 250,00**
		TOTAL GENERAL	**2 842 607,89**

Décide au titre du dispositif « **contrats d'aménagement régionaux**», de participer dès à présent au financement des opérations récapitulées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe 2.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune ou communauté d'agglomération maître d'ouvrage d'un contrat d'aménagement régional conforme à la convention type de réalisation approuvée par la délibération n° CR 181-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **1 631 679,09 €** pour des opérations inscrites dans la programmation prévisionnelle des contrats d'aménagement régionaux, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération et répartie comme suit :

- **1 631 679,09 €** prélevés sur le chapitre 905 : « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002): Contrat d'aménagement régional», action 15200205 « contrat d'aménagement régional » du budget 2017.

- **Affectation 2017 de nouveaux contrats d'aménagement régionaux :**

COLLECTIVITES	N° FICHE-PROJET	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	AFFECTATION D'AP EN €
77 SEINE ET MARNE			
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU	EX024196	Réfection et couverture de courts de tennis à Bourron-Marlotte	206 679,09
		Total subvention	**206 679,09**
NANTEUIL-LES-MEAUX	EX025863	Ecole élémentaire les Déserts : construction de 8 classes et locaux annexes	500 000,00
		Total subvention	**500 000,00**
95 VAL D'OISE			
ANDILLY	EX023947	Requalification du centre-bourg	755 000,00

	EX023949	Réalisation d'un équipement de loisirs de proximité	170 000,00
		Total subvention	**925 000,00**
		TOTAL GENERAL	**1 631 679,09**

Article 2 :

Décide au titre du dispositif **«contrats ruraux»,** de participer au financement des opérations récapitulées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe 2.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune ou syndicat intercommunal maître d'ouvrage d'un contrat rural conforme au document type correspondant, approuvé par la délibération n° CR 200-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération d'un montant total de **3 387 566,19 €** prélevé sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « contrats ruraux » du budget 2017.

- **Affectation 2017 de nouveaux contrats ruraux :**

COLLECTIVITES	N° FICHE-PROJET	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/AFFECTATIONS D'AP EN €
77 SEINE ET MARNE			
BLANDY-LES-TOURS	EX026299	Réhabilitation de la mairie et mise aux normes PMR	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
BOULEURS	EX024331	Transformation du presbytère en logements et cabinet paramédical	129 707,60
		Total subvention	**129 707,60**
CHENOISE	EX025867	Construction d'une cantine scolaire	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
MELZ-SUR-SEINE	17014177	Aménagement de la cour de l'école	5 195,60
	17014118	Réfection de la couverture de la chapelle	13 111,20
	EX025910	Construction d'un restaurant scolaire et d'une salle dédiée aux temps d'activités périscolaires	129 693,20
		Total subvention	**148 000,00**

PALEY	EX026679	Extension et mise aux normes de l'école primaire	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
SAINT-BRICE	EX026611	Construction d'une cantine scolaire	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
SAINT-OUEN-EN-BRIE	EX024696	Extension de la mairie et mise aux normes d'accessibilité PMR	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY	17014171	Restauration de l'église	52 320,00
	17014170	Aménagements extérieurs de la mairie	18 400,00
	EX026278	Aménagement de la mairie	77 280,00
		Total subvention	**148 000,00**
VILLIERS-SOUS-GREZ	17014659	Rénovation d'un bâtiment communal à vocation de logements et d'activités paramédicales	24 173,68
	EX026686	Aménagement d'une aire paysagère de stationnement	123 826,32
		Total subvention	**148 000,00**
78 YVELINES			
ANDELU	EX026766	Aménagement d'un local associatif	36 800,00
	17014692	Aménagement des abords du cimetière et création d'un jardin du souvenir	75 900,00
		Total subvention	**112 700,00**
ARNOUVILLE-LES-MANTES	EX026027	Rénovation de la salle polyvalente	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
SIVS - BOINVILLE et BREUIL-BOIS-ROBERT	EX026100	Rénovation et extension de l'école primaire de Breuil-Bois-Robert	308 000,00
		Total subvention	**308 000,00**

GOUPILLIERES	EX026847	Chemin piéton en liaison douce	36 356,00
	17014613	Aménagement des abords de l'école et d'un chemin d'accès	43 376,00
	17014614	Réalisation d'un logement à l'étage de l'atelier communal	45 594,80
	17014615	Construction d'un City stade	22 673,20
		Total subvention	**148 000,00**
SAINT-FORGET	17014022	Aménagement d'un espace ludique	15 780,00
	17014021	Réfection et extension de la salle des fêtes	47 600,00
	EX025963	Réfection des locaux de stockage service technique	66 228,00
	17014023	Aménagement et réfection de la rue de la Motte	18 392,00
		Total subvention	**148 000,00**
ESSONNES (91)			
CHEVANNES	EX019941	Réhabilitation et rénovation d'une salle culturelle au sein de la Ferme des seigneurs	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
CORBREUSE	EX026062	Rénovation et remise aux normes de la mairie	148 000,00
		Total subvention	**148 000,00**
VAL-D'OISE (95)			
CHENNEVIERES-LES-LOUVRES	EX026248	Aménagement de la place de l'église	140 054,64
		Total subvention	**140 054,64**
MOURS	17014055	Extension du cimetière communal	15 630,20
	EX025686	Réhabilitation de l'éclairage public du quartier de Grandchamps	132 369,80
		Total subvention	**148 000,00**
VILLERS-EN-ARTHIES	EX027223	Restauration de l'église Saint-Martin	147 784,00
		Total subvention	**147 784,00**
		TOTAL GENERAL	**2 910 246,24**

- **Affectation de subventions sur dotations de contrats ruraux votés antérieurement :**

COLLECTIVITES	N° FICHE-PROJET	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	AFFECTATION D'AP EN €
SEINE-ET-MARNE (77)			
BUTHIERS	16000418	Aménagement paysager de deux aires de stationnement	10 867,50
		Total subvention	**10 867,50**
COUBERT	17014051	Aménagement des abords de la bibliothèque	31 500,00
		Total subvention	**31 500,00**
MISY-SUR-YONNE	16003872 16003873	Extension des locaux scolaires Création d'une cantine scolaire	22 500,00 31 500,00
		Total subvention	**54 000,00**
THIEUX	16015076	Réhabilitation et extension de l'école	56 425,50
		Total subvention	**56 425,50**
VALENCE-EN-BRIE	13005676	Remise en état des façades de l'église Saint-Nicolas	54 000,00
		Total subvention	**54 000,00**
YVELINES (78)			
GALLUIS	13016660	Aménagement d'une aire multisports	60 750,00
		Total subvention	**60 750,00**
VIELLE-EGLISE-EN-YVELINES	15017876 15017877	Extension des locaux des associations et d'archives Aménagement des abords de la mairie et cheminements piétons	27 000,00 28 395,00
		Total subvention	**55 395,00**
ESSONNE (91)			
MESPUITS	16007075	Mise en accessibilité des cheminements rue de la Croix Boissée	45 000,00

		Total subvention	**45 000,00**
SOISY-SUR-ECOLE	16003611	Mairie : Aménagement des abords	58 500,00
		Total subvention	**58 500,00**
VAL-D'OISE (95)			
THEMERICOURT	16005429	Rénovation du foyer rural "la Bergerie"	50 881,95
		Total subvention	**50 881,95**
		TOTAL GENERAL	**477 319,95**

Article 3 :

Approuve l'avenant au contrat rural joint en annexe 3 de la délibération pour la commune de Coubert en Seine-et-Marne.

Autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 4 :

Autorise, à compter du 10 avril 2014, la prise en compte des dépenses éligibles à la subvention attribuée à la commune d'Arville (77) par la délibération n° CP 16-292 du 12 juillet 2016 relative aux honoraires et aux travaux des opérations « réhabilitation d'un bâtiment communal en salle d'associations » et « restauration du bâtiment de la pompe », en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération CR n°33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Modifie les fiches-projets Iris n°16006530 et n°16006531 en conséquence, jointes en annexe 4 à la présente délibération.

Article 5 :

Décide de participer, au titre du contrat régional territorial avec la commune de Leuville-sur-Orge adopté dans le cadre du rapport CP 12-553, au financement de l'opération « Rénovation de la salle polyvalente Florence Leblond » détaillée dans la fiche-projet n° 12020237 jointe en annexe 2.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **241 500 €** disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2017.

Les annexes 1 et 2 de la délibération sont modifiées en conséquence.

Dpt	Bénéficiaire	Dossier	Date	Libellé procédure

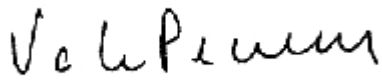
			prévisionnelle de démarrage	
91	Commune de Leuville-sur-Orge	Rénovation de la salle polyvalente Florence Leblond	21 juillet 2010	Contrat régional

Article 6 :

En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 1, 2 et 3 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

dpt	Bénéficiaire	Dossier (1)	Date prévisionnelle de démarrage	Libellé procédure
77	COMMUNAUTE AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU	CAR REFECTION ET COUVERTURE DE COURTS DE TENNIS A BOURRON-MARLOTTE - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77)	17/11/2016	Contrat d'aménagement régional (CAR)
77	COMMUNE DE NANTEUIL LES MEAUX	CAR - ECOLE ELEMENTAIRE LES DESERTS : CONSTRUCTION DE 8 CLASSES ET LOCAUX ANNEXES - COMMUNE DE NANTEUIL-LES-MEAUX (77)	17/11/2016	Contrat d'aménagement régional (CAR)
77	COMMUNE DE BUTHIERS	AMENAGEMENT PAYSAGER DE DEUX AIRES DE STATIONNEMENT - BUTHIERS	01/06/2015	Contrats ruraux
77	COMMUNE DE COUBERT	CRUR AMENAGEMENTS DES ABORDS DE LA BIBLIOTHEQUE - COUBERT (77)	30/11/2015	Contrats ruraux
77	COMMUNE DE MISY SUR YONNE	CRUR EXTENSION DES LOCAUX SCOLAIRES- MISY SUR YONNE (77)	22/09/2014	Contrats ruraux
77	COMMUNE DE MISY SUR YONNE	CRUR CREATION D'UNE CANTINE SCOLAIRE- MISY SUR YONNE (77)	22/09/2014	Contrats ruraux
77	COMMUNE DE VALENCE EN BRIE	REMISE EN ETAT DES FACADES DE L'EGLISE SAINT-NICOLAS - VALENCE-EN-BRIE (77)	01/10/2017	Contrats ruraux
78	COMMUNE DE VIEILLE EGLISE EN YVELINES	EXTENSION DES LOCAUX DES ASSOCIATIONS ET D'ARCHIVES - VIEILLE EGLISE EN YVELINES	10/07/2015	Contrats ruraux
78	COMMUNE DE VIEILLE EGLISE EN YVELINES	AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAIRIE ET CHEMINEMENTS PIETONS - VIEILLE EGLISE EN YVELINES	10/07/2015	Contrats ruraux
91	COMMUNE DE SOISY SUR ECOLE	MAIRIE : AMENAGEMENT DES ABORDS - SOISY-SUR-ECOLE (91)	26/08/2014	Contrats ruraux
77	COMMUNE DE BLANDY LES TOURS	COR REHABILITATION DE LA MAIRIE ET MISE AUX NORMES PMR - BLANDY-LES-TOURS (77)	01/01/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE BOULEURS	COR - TRANSFORMATION DU PRESBYTERE EN LOGEMENTS ET CABINET PARA-MEDICAL - COMMUNE DE BOULEURS (77)	01/03/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE CHENOISE	COR - CONSTRUCTION D'UNE CANTINE SCOLAIRE - CHENOISE (77)	01/12/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE MELZ SUR SEINE	COR - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE ET D'UNE SALLE DEDIEE AUX TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES - MELZ SUR SEINE (77)	17/05/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE PALEY	COR EXTENSION ET MISE AUX NORMES DE L'ECOLE PALEY (77)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE SAINT BRICE	COR CONSTRUCTION D'UNE CANTINE SCOLAIRE SAINT-BRICE (77)	04/05/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE SAINT OUEN EN BRIE	COR EXTENSION DE LA MAIRIE AVEC MISE AUX NORMES D'ACCESSIBILITE PMR - SAINT OUEN EN BRIE (77)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY	COR AMENAGEMENT DE LA MAIRIE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)	10/05/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY	COR AMENAGEMENTS EXTERIEURS DE LA MAIRIE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)	10/05/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY	COR RESTAURATION DE L'EGLISE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)	10/05/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
77	COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ	COR AMENAGEMENT D'UNE AIRE PAYSAGERE DE STATIONNEMENT - VILLIERS-SOUS-GREZ (77)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
78	COMMUNE D'ANDELU	COR AMENAGEMENT D'UN LOCAL ASSOCIATIF - ANDELU (78)	01/02/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
78	COMMUNE D'ANDELU	COR AMENAGEMENT DES ABORDS DU CIMETIERE ET CREATION D'UN JARDIN DU SOUVENIR - ANDELU (78)	01/02/2017	Nouveau contrat rural (CoR)
78	COMMUNE DE GOUPILLIERES	COR AMENAGEMENT DES ABORDS DE L'ECOLE ET D'UN CHEMIN D'ACCES - GOUPILLIERES (78)	16/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
78	COMMUNE DE GOUPILLIERES	COR REALISATION D'UN LOGEMENT A L'ETAGE DE L'ATELIER COMMUNAL - GOUPILLIERES (78)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
78	COMMUNE DE GOUPILLIERES	COR CONSTRUCTION D'UN CITY STADE- GOUPILLIERES (78)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
78	SIVS DE BOINVILLE ET BREUIL BOIS ROBERT	COR RENOVATION ET EXTENSION DE L'ECOLE PRIMAIRE DE BREUIL BOIS ROBERT - SIVS DE BOINVILLE ET BREUIL BOIS ROBERT (78)	17/11/2016	Nouveau contrat rural (CoR)
95	COMMUNE DE VILLERS EN ARTHIES	COR - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-MARTIN - COMMUNE DE VILLERS EN ARTHIES (95)	13/06/2017	Nouveau contrat rural (CoR)

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**152002 - Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)**
Action	**15200205 - Contrat d'aménagement régional**

Dispositif : N° 00000203 - Contrats régionaux

Dossier	18001560 - RENOVATION DE LA SALLE POLYVALENTE "FLORENCE LEBLOND" - LEUVILLE-SUR-ORGE			
Bénéficiaire	R1146 - COMMUNE DE LEUVILLE SUR ORGE			
Localisation	LEUVILLE-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	241 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
690 000,00 €	HT	35 %	241 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000203 - Contrats régionaux	241 500,00 €

Dispositif : N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)

Dossier	EX023947 - CAR - REQUALIFICATION DU CENTRE BOURG - COMMUNE D'ANDILLY (95)			
Bénéficiaire	R52 - COMMUNE D'ANDILLY			
Localisation	ANDILLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	755 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 510 000,00 €	HT	50 %	755 000,00 €	

Dossier	EX023949 - CAR - REALISATION D'UN EQUIPEMENT DE LOISIRS DE PROXIMITE - COMMUNE D'ANDILLY (95)			
Bénéficiaire	R52 - COMMUNE D'ANDILLY			
Localisation	ANDILLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	170 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
340 000,00 €	HT	50 %	170 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	EX024196 - CAR REFECTION ET COUVERTURE DE COURTS DE TENNIS A BOURRON-MARLOTTE - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77)			
Bénéficiaire	EXM01601 - COMMUNAUTE AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU			
Localisation	CA PAYS DE FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	206 679,09 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
689 619,93 €	HT	29,97 %	206 679,09 €	

Dossier	EX025863 - CAR - ECOLE ELEMENTAIRE LES DESERTS : CONSTRUCTION DE 8 CLASSES ET LOCAUX ANNEXES - COMMUNE DE NANTEUIL-LES-MEAUX (77)			
Bénéficiaire	R825 - COMMUNE DE NANTEUIL LES MEAUX			
Localisation	NANTEUIL-LES-MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	50 %	500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 631 679,09 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 152002 - 15200205	1 873 179,09 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153002 - Politiques contractuelles en milieu rural**
Action	**15300202 - Contrats ruraux**

Dispositif : N° 00000207 - Contrats ruraux

Dossier	13005676 - CRUR REMISE EN ETAT DES FACADES DE L'EGLISE SAINT-NICOLAS - VALENCE-EN-BRIE (77)			
Bénéficiaire	R960 - COMMUNE DE VALENCE EN BRIE			
Localisation	VALENCE-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	HT	45 %	54 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	13016660 - CRUR AMENAGEMENT D'UNE AIRE MULTISPORTS - GALLUIS (78)			
Bénéficiaire	R586 - COMMUNE DE GALLUIS			
Localisation	GALLUIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 750,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
135 000,00 €	HT	45 %	60 750,00 €	

Dossier	15017876 - CRUR EXTENSION DES LOCAUX DES ASSOCIATIONS ET D'ARCHIVES - VIEILLE EGLISE EN YVELINES (78)			
Bénéficiaire	R745 - COMMUNE DE VIEILLE EGLISE EN YVELINES			
Localisation	VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	HT	45 %	27 000,00 €	

Dossier	15017877 - CRUR AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAIRIE ET CHEMINEMENTS PIETONS - VIEILLE EGLISE EN YVELINES (78)			
Bénéficiaire	R745 - COMMUNE DE VIEILLE EGLISE EN YVELINES			
Localisation	VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 395,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 100,00 €	HT	45 %	28 395,00 €	

Dossier	16000418 - CRUR AMENAGEMENT PAYSAGER DE DEUX AIRES DE STATIONNEMENT - BUTHIERS (77)			
Bénéficiaire	R290 - COMMUNE DE BUTHIERS			
Localisation	BUTHIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 867,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 150,00 €	HT	45 %	10 867,50 €	

Dossier	16003611 - CRUR AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAIRIE - SOISY-SUR-ECOLE (91)			
Bénéficiaire	R1213 - COMMUNE DE SOISY SUR ECOLE			
Localisation	SOISY-SUR-ECOLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	58 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 000,00 €	HT	45 %	58 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	16003872 - CRUR EXTENSION DES LOCAUX SCOLAIRES- MISY SUR YONNE (77)			
Bénéficiaire	R789 - COMMUNE DE MISY SUR YONNE			
Localisation	MISY-SUR-YONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	45 %	22 500,00 €	

Dossier	16003873 - CRUR CREATION D'UNE CANTINE SCOLAIRE- MISY SUR YONNE (77)			
Bénéficiaire	R789 - COMMUNE DE MISY SUR YONNE			
Localisation	MISY-SUR-YONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	45 %	31 500,00 €	

Dossier	16005429 - CRUR - RENOVATION DU FOYER RURAL "LA BERGERIE" - THEMERICOURT (95)			
Bénéficiaire	R213 - COMMUNE DE THEMERICOURT			
Localisation	THEMERICOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 881,95 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
113 071,00 €	HT	45 %	50 881,95 €	

Dossier	16007075 - CRUR MISE EN ACCESSIBILITE DES CHEMINEMENTS RUE DE LA CROIX BOISSEE - MESPUITS (91)			
Bénéficiaire	R1161 - COMMUNE DE MESPUITS			
Localisation	MESPUITS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	45 %	45 000,00 €	

Dossier	16015076 - CRUR : REHABILITATION ET EXTENSION DE L'ECOLE - THIEUX (77)			
Bénéficiaire	R944 - COMMUNE DE THIEUX			
Localisation	THIEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	56 425,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 390,00 €	HT	45 %	56 425,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	17014051 - CRUR AMENAGEMENTS DES ABORDS DE LA BIBLIOTHEQUE - COUBERT (77)			
Bénéficiaire	R345 - COMMUNE DE COUBERT			
Localisation	COUBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	45 %	31 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000207 - Contrats ruraux	477 319,95 €

Dispositif : N° 00000976 - Nouveau contrat rural (CoR)

Dossier	EX019941 - COR REHABILITATION ET REALISATION D'UNE SALLE CULTURELLE AU SEIN DE LA FERME DES SEIGNEURS - CHEVANNES (91)			
Bénéficiaire	R1093 - COMMUNE DE CHEVANNES			
Localisation	CHEVANNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX024331 - COR - TRANSFORMATION DU PRESBYTERE EN LOGEMENTS ET CABINET PARA-MEDICAL - COMMUNE DE BOULEURS (77)			
Bénéficiaire	R278 - COMMUNE DE BOULEURS			
Localisation	BOULEURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	129 707,60 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
324 269,00 €	HT	40 %	129 707,60 €	

Dossier	EX024696 - COR EXTENSION DE LA MAIRIE AVEC MISE AUX NORMES D'ACCESSIBILITE PMR - SAINT OUEN EN BRIE (77)			
Bénéficiaire	R901 - COMMUNE DE SAINT OUEN EN BRIE			
Localisation	SAINT-OUEN-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	EX025686 - CoR - REHABILITATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DU QUARTIER DE GRANDCHAMPS - COMMUNE DE MOURS (95)			
Bénéficiaire	R168 - COMMUNE DE MOURS			
Localisation	MOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 369,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
330 924,50 €	HT	40 %	132 369,80 €	

Dossier	EX025867 - COR - CONSTRUCTION D'UNE CANTINE SCOLAIRE - CHENOISE (77)			
Bénéficiaire	R327 - COMMUNE DE CHENOISE			
Localisation	CHENOISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX025910 - COR - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE ET D'UNE SALLE DEDIEE AUX TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES - MELZ SUR SEINE (77)			
Bénéficiaire	R786 - COMMUNE DE MELZ SUR SEINE			
Localisation	MELZ-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	129 693,20 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
324 233,00 €	HT	40 %	129 693,20 €	

Dossier	EX025963 - COR REFECTION DES LOCAUX DE STOCKAGE SERVICE TECHNIQUE - SAINT FORGET (78)			
Bénéficiaire	R704 - COMMUNE DE SAINT FORGET			
Localisation	SAINT-FORGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	66 228,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
165 570,00 €	HT	40 %	66 228,00 €	

Dossier	EX026027 - COR RENOVATION DE LA SALLE POLYVALENTE - ARNOUVILLE LES MANTES (78)			
Bénéficiaire	R500 - COMMUNE D'ARNOUVILLE LES MANTES			
Localisation	ARNOUVILLE-LES-MANTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	EX026062 - COR RENOVATION ET REMISE AUX NORMES DE LA MAIRIE - CORBREUSE (91)			
Bénéficiaire	R1097 - COMMUNE DE CORBREUSE			
Localisation	CORBREUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX026100 - COR RENOVATION ET EXTENSION DE L'ECOLE PRIMAIRE DE BREUIL BOIS ROBERT - SIVS DE BOINVILLE ET BREUIL BOIS ROBERT (78)			
Bénéficiaire	R38567 - SIVS DE BOINVILLE ET BREUIL BOIS ROBERT			
Localisation	BREUIL-BOIS-ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	308 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
770 000,00 €	HT	40 %	308 000,00 €	

Dossier	EX026248 - COR - AMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'EGLISE - COMMUNE DE CHENNEVIERES-LES-LOUVRES (95)			
Bénéficiaire	R93 - COMMUNE DE CHENNEVIERES LES LOUVRES			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	140 054,64 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
350 136,60 €	HT	40 %	140 054,64 €	

Dossier	EX026278 - COR AMENAGEMENT DE LA MAIRIE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)			
Bénéficiaire	R904 - COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY			
Localisation	SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	77 280,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
193 200,00 €	HT	40 %	77 280,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	EX026299 - COR REHABILITATION DE LA MAIRIE ET MISE AUX NORMES PMR - BLANDY-LES-TOURS (77)			
Bénéficiaire	R265 - COMMUNE DE BLANDY LES TOURS			
Localisation	BLANDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX026611 - COR CONSTRUCTION D'UNE CANTINE SCOLAIRE SAINT-BRICE (77)			
Bénéficiaire	R885 - COMMUNE DE SAINT BRICE			
Localisation	SAINT-BRICE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX026679 - COR EXTENSION ET MISE AUX NORMES DE L'ECOLE PALEY (77)			
Bénéficiaire	R843 - COMMUNE DE PALEY			
Localisation	PALEY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
370 000,00 €	HT	40 %	148 000,00 €	

Dossier	EX026686 - COR AMENAGEMENT D'UNE AIRE PAYSAGERE DE STATIONNEMENT - VILLIERS-SOUS-GREZ (77)			
Bénéficiaire	R993 - COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ			
Localisation	VILLIERS-SOUS-GREZ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	123 826,32 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
309 565,80 €	HT	40 %	123 826,32 €	

Dossier	EX026766 - COR AMENAGEMENT D'UN LOCAL ASSOCIATIF - ANDELU (78)			
Bénéficiaire	R498 - COMMUNE D'ANDELU			
Localisation	ANDELU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 800,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
92 000,00 €	HT	40 %	36 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	EX026847 - COR CHEMIN PIETON EN LIAISON DOUCE - GOUPILLIERES (78)			
Bénéficiaire	R593 - COMMUNE DE GOUPILLIERES			
Localisation	GOUPILLIERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 356,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 890,00 €	HT	40 %	36 356,00 €	

Dossier	EX027223 - COR - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-MARTIN - COMMUNE DE VILLERS EN ARTHIES (95)			
Bénéficiaire	R229 - COMMUNE DE VILLERS EN ARTHIES			
Localisation	VILLERS-EN-ARTHIES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	147 784,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
369 460,00 €	HT	40 %	147 784,00 €	

Dossier	17014021 - COR REFECTION ET EXTENSION DE LA SALLE DES FETES - SAINT FORGET (78)			
Bénéficiaire	R704 - COMMUNE DE SAINT FORGET			
Localisation	SAINT-FORGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	47 600,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
119 000,00 €	HT	40 %	47 600,00 €	

Dossier	17014022 - COR AMENAGEMENT D'UN ESPACE LUDIQUE - SAINT FORGET (78)			
Bénéficiaire	R704 - COMMUNE DE SAINT FORGET			
Localisation	SAINT-FORGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 780,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 450,00 €	HT	40 %	15 780,00 €	

Dossier	17014023 - COR AMENAGEMENT ET REFECTION DE LA RUE DE LA MOTTE - SAINT FORGET (78)			
Bénéficiaire	R704 - COMMUNE DE SAINT FORGET			
Localisation	SAINT-FORGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 392,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 980,00 €	HT	40 %	18 392,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	17014055 - CoR - EXTENSION DU CIMETIERE COMMUNAL - COMMUNE DE MOURS (95)				
Bénéficiaire	R168 - COMMUNE DE MOURS				
Localisation	MOURS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 630,20 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 075,50 €	HT		40 %	15 630,20 €	

Dossier	17014117 - COR - AMENAGEMENT DE LA COUR DE L'ECOLE - MELZ SUR SEINE (77)				
Bénéficiaire	R786 - COMMUNE DE MELZ SUR SEINE				
Localisation	MELZ-SUR-SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 195,60 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 989,00 €	HT		40 %	5 195,60 €	

Dossier	17014118 - COR - REFECTION DE LA COUVERTURE DE LA CHAPELLE - MELZ SUR SEINE (77)				
Bénéficiaire	R786 - COMMUNE DE MELZ SUR SEINE				
Localisation	MELZ-SUR-SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	13 111,20 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 778,00 €	HT		40 %	13 111,20 €	

Dossier	17014170 - COR AMENAGEMENTS EXTERIEURS DE LA MAIRIE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)				
Bénéficiaire	R904 - COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY				
Localisation	SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	18 400,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 000,00 €	HT		40 %	18 400,00 €	

Dossier	17014171 - COR RESTAURATION DE L'EGLISE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)				
Bénéficiaire	R904 - COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY				
Localisation	SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	52 320,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 800,00 €	HT		40 %	52 320,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	17014613 - COR AMENAGEMENT DES ABORDS DE L'ECOLE ET D'UN CHEMIN D'ACCES - GOUPILLIERES (78)			
Bénéficiaire	R593 - COMMUNE DE GOUPILLIERES			
Localisation	GOUPILLIERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 376,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
108 440,00 €	HT	40 %	43 376,00 €	

Dossier	17014614 - COR REALISATION D'UN LOGEMENT A L'ETAGE DE L'ATELIER COMMUNAL - GOUPILLIERES (78)			
Bénéficiaire	R593 - COMMUNE DE GOUPILLIERES			
Localisation	GOUPILLIERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 594,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
113 987,00 €	HT	40 %	45 594,80 €	

Dossier	17014615 - COR CONSTRUCTION D'UN CITY STADE - GOUPILLIERES (78)			
Bénéficiaire	R593 - COMMUNE DE GOUPILLIERES			
Localisation	GOUPILLIERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 673,20 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 683,00 €	HT	40 %	22 673,20 €	

Dossier	17014659 - COR REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL A VOCATION DE LOGEMENTS ET D'ACTIVITES PARAMEDICALES - VILLIERS-SOUS-GREZ (77)			
Bénéficiaire	R993 - COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ			
Localisation	VILLIERS-SOUS-GREZ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 173,68 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 434,20 €	HT	40 %	24 173,68 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-542	Budget	2017

Dossier	17014692 - COR AMENAGEMENT DES ABORDS DU CIMETIERE ET CREATION D'UN JARDIN DU SOUVENIR - ANDELU (78)			
Bénéficiaire	R498 - COMMUNE D'ANDELU			
Localisation	ANDELU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 900,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
189 750,00 €	HT	40 %	75 900,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000976 - Nouveau contrat rural (CoR)	2 910 246,24 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153002 - 15300202	3 387 566,19 €

ANNEXE N°2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024196

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR REFECTION ET COUVERTURE DE COURTS DE TENNIS A BOURRON-MARLOTTE - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	689 619,93 €	29,97 %	206 679,09 €
	Montant Total de la subvention		206 679,09 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 44 RUE DU CHATEAU
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur PASCAL GOUHOURY, Président

N° SIRET : 20007234600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (contrôle technique, sécurité, maîtrise d'oeuvre), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 437,38 km²
Population (INSEE 2014) : 68 212 habitants
Entité SDRIF : Agglomération des pôles de centralité
Plan vert Intercommunalité non carencée
TIM : Gâtinais français - Montereau Seine et Loing

SCOT : SMEP de Fontainebleau et sa Région
PLUI : opposable, en révision

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau repose sur les objectifs suivants :

A Pour l'émergence économique d'un territoire entre Grand Paris, Gâtinais, Bourgogne et Région Centre (éviter le dépérissement) :
1 Un pôle tertiaire s'appuyant sur l'urbanité de Fontainebleau
2 Vers des filières innovantes
3 Le tourisme associé à l'émergence du territoire
4 Les nouveaux piliers du sport et de la santé

B Dans un cadre de vie préservé et valorisé entre patrimoine, agriculture et forêt
1 Maintien des grands équilibres du territoire
2 Préservation du cadre de vie

C Avec une gestion urbaine essentiellement tournée sur le renouvellement urbain
1 Une croissance maîtrisée
2 Une utilisation raisonnée du tissu urbain
3 Une desserte efficace du territoire

D En s'appuyant sur des espaces complémentaires qui participent tous du renforcement et du renouvellement de l'attractivité
1 Le secteur du PNR
2 La vallée de la Seine
3 Fontainebleau – Avon

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional sont :
- la réfection et la couverture des courts de tennis à Bourron-Marlotte, dont le coût est estimé à 689 619,93 € HT ;
- la requalification de la voirie et des réseaux de la voie nord-sud du Villars quartier du Bréau à Fontainebleau, dont le coût est estimé à 1 985 596 € HT.

Description :
Cet équipement est situé en bordure de la forêt de Fontainebleau, en site protégé. Les matériaux utilisés pour la construction du bâtiment doivent permettre d'optimiser son intégration paysagère dans l'environnement naturel et de répondre aux orientations de développement durable de la Région, du Département et de la Communauté d'agglomération.
Le programme consiste à réaliser la couverture d'un terrain de tennis et à réhabiliter les deux autres terrains avec comme objectifs de :
- développer la pratique sportive pour les habitants de la communauté d'agglomération dans le cadre de la politique de construction et de rénovation des équipements sportifs pour un maillage des structures sportives sur le territoire (stade Philippe MAHUT, piscine de la Faisanderie, base nautique de la Magdeleine), et rendre accessible à tous la pratique du sport
- répondre à la demande du mouvement sportif de disposer d'un équipement permettant la pratique du tennis allant du loisir à la compétition ;
- permettre aux habitants du territoire de pratiquer le tennis par la construction d'un équipement sportif de proximité et durable, ouvert à tous ;
- accompagner le développement de l'école de tennis en période hivernale ;
- améliorer les conditions d'accueil des pratiquants et des visiteurs (lieu de vie, vestiaire, sanitaires) ;
- développer l'organisation de tournois en partenariat avec la ligue de tennis ;

- libérer des créneaux horaires au gymnase André Poirier actuellement utilisé à 60% pour le tennis au bénéfice des autres disciplines sportives.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA PAYS DE FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	645 864,93	93,66%
FRAIS D'HONORAIRES	43 755,00	6,34%
Total	689 619,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	206 679,09	29,97%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (77) CID - Sollicité	264 000,00	38,28%
FEDERATION FRANCAISE DE TENNIS - Sollicité	12 000,00	1,74%
CAPF - Sollicité	206 940,84	30,01%
Total	689 619,93	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	65 343,28 €
2018	100 000,00 €
2019	41 335,81 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	1 060 582,50 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	600 000,00 €

2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	245 289,45 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	6 850,80 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	72 918,00 €
	Montant total	1 985 640,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025863

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - ECOLE ELEMENTAIRE LES DESERTS : CONSTRUCTION DE 8 CLASSES ET LOCAUX ANNEXES - COMMUNE DE NANTEUIL-LES-MEAUX (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 €	50,00 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTEUIL LES MEAUX
Adresse administrative : 14 RUE BENJAMIN BRUNET
77100 NANTEUIL-LES-MEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Régis SARAZIN, Maire

N° SIRET : 21770330500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Population (Insee 2014) : 5.799 hab
Superficie : 759,84 ha
Densité : 7,6 hab/ha

% surfaces non urbanisées : 65,7 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux
SDRIF : entité "Agglomération des pôles de centralité"
TIM : La Vallée de la Marne
Brie et Deux-Morin
SCOT : en cours d'élaboration depuis le 07 décembre 2011
PLU révisé et approuvé le 19 novembre 2013

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés comme axes prioritaires dans le diagnostic territorial partagé : préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine.

Il répond également aux objectifs définis dans le projet d'aménagement et de développement durable :
- permettre un renouvellement urbain respectueux des grands équilibres ;
- recentrer le développement urbain sur la zone urbanisée.

Les opérations inscrites dans le présent contrat aménagement régional sont :
- Ecole élementaire "Les Déserts" construction de 8 classes et locaux annexes : le coût est estimé à 1.748.477,25 € HT, plafonné à 1.000.000 € HT
- Construction d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) : le coût est estimé à 1.460.992,20 € HT, plafonné à 1.000.000 € HT.

Description :
La commune soumise à la pression urbaine de la Région parisienne, de l'agglomération de Meaux et de Marne-la-Vallée, voit sa population augmenter de façon significative depuis plusieurs années. Cette augmentation de population et l'arrivée de nouveaux enfants l'ont obligée à prévoir des travaux d'extension et d'aménagement dans des locaux scolaires existants. Les prévisions d'ouverture de nouveaux quartiers, notamment au lieu-dit "Les Déserts" et la construction de nombreuses maisons et de logements sociaux implique l'arrivée d'une forte population d'enfants à scolariser. La municipalité s'organise donc afin de répondre aux besoins actuels mais également afin d'anticiper l'arrivée denouveaux habitants. Pour ce faire, il est prévu la construction d'une école élémentaire de 11 classes, d'un restaurant scolaire et d'un accueil de loisirs sans hébergement.

L'école élémentaire "Les déserts" sera couplée au restaurant scolaire. L'accueil de loisirs s'inscrit sur le même site à quelques mètres. Les bâtiments profiteront ainsi de la même cour de récréation, des mêmes jardins et d'un même terrain de jeux et préau. Ils sont prévus en RDC, afin de faciliter les accès, échanges et circulations. L'école sera accessible depuis un grand hall donnant sur la future rue de ce nouveau quartier. Le hall desservira les couloirs et locaux annexes situés en partie centrale et la desserte des 11 classes mais également l'accès au restaurant scolaire situé à une des extrémités du bâtiment. L'ensemble de ce bâtiment présentera une surface d'environ 1500m² et son architecture en bois, aux courbes douces. La façade sur rue sera ouverte sur le restaurant scolaire et son grand hall vitré permettra une identification forte de l'entrée. La façade donnant sur cour sera plus ouverte et donc très lumineuse pour l'éclairage des salles. Celle-ci sera protégée d'un auvent sur toute sa longueur se prolongeant en un préau.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NANTEUIL-LES-MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 520 415,00	86,96%
HONORAIRES	228 062,25	13,04%
Total	1 748 477,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	500 000,00	28,60%
P.U.P. (Projet Urbain Partenarial) - Sollicité	579 600,00	33,15%
COMMUNE	668 877,25	38,25%
Total	1 748 477,25	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	350 000,00 €
2019	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	6 600,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	13 500,00 €
	Montant total	20 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023947

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - REQUALIFICATION DU CENTRE BOURG - COMMUNE D'ANDILLY (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 510 000,00 €	50,00 %	755 000,00 €
	Montant Total de la subvention		755 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDILLY
Adresse administrative : 1 RUE RENE CASSIN
95580 ANDILLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel FARGEOT, Maire

N° SIRET : 21950014700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 273,55 ha
- population : 2539 hab
- Entité SDRIF : Agglomération centrale
- Surface urbanisée : 122.3 ha
- EPCI : CA Plaine Vallée
- TIM : Grand Roissy
- Hors scot
- PLU : opposable

Le projet d'aménagement et de développement durable se décline en cinq orientations majeures :

- préserver et améliorer le cadre de vie et le fonctionnement urbain,
- préserver et valoriser le patrimoine paysager et environnemental,
- contenir le développement de l'habitat à l'intérieur de l'enveloppe urbaine afin de préserver les espaces naturels et de répondre à l'objectif règlementaire de mixité,
- pérenniser et développer le niveau d'équipements, services et commerces afin de répondre aux besoins de la population existante et à venir,
- pérenniser le dynamisme économique.

Les opérations inscrites dans ce projet d'aménagement régional sont :
- la requalification du centre bourg. Le montant est estimé à 1 630 000 € HT et plafonné à 1 510 000€ HT
- la réalisation d'un équipement de loisirs de proximité. Le coût est estimé à 391 000 € HT, plafonné à 340 000 € HT
- la restauration et la mise en valeur de la Chapelle Saint-Charles de l'église Saint-Médard. Le coût est estimé à 85 000 € HT, plafonné à 50 000 € HT
- la création d'une coulée verte à vocation piétonne. Le coût est estimé à 115 000 € HT, plafonné à 100 000 € HT
- l'opération environnementale sur l'implantation et la création d'un jardin de semences oubliées. Le coût est estimé à 80 500 € HT.

Description :
L'enjeu est de réaliser un lieu qui assure les fonctions urbaines de place publique polyvalente. Il s'agira :
- de valoriser le village, en améliorant et en embellissant le cadre de vie
- de réorganiser les stationnements sur le secteur
- de séparer et de sécuriser les circulations mixtes
- de mettre en valeur des vues remarquables (Paris, parc urbain...) ainsi que les bâtiments patrimoniaux de la place
- d'offrir des espaces généreux aux piétons, et des espaces de rencontre accueillants

La place est conçue pour accueillir un public important. Elle est constituée de plusieurs espaces différents mais interdépendants :
- la cour urbaine: espace arboré servant de parc de stationnement maîtrisé.
- la place centrale : esplanade ouverte sur la ville. L'espace est dédié aux piétons avec un double contrôle d'accès géré par des bornes rétractables.
- la placette basse : espace arboré.
Ces entités formeront un seul ensemble dans lequel seront intégrés le végétal, le minéral et l'eau (par la réalisation d'une fontaine conçue comme un miroir d'eau) tels sont les objectifs du projet de requalification du bourg.

Dispositions techniques envisagées :
- matériaux pour les sols : dalles en pierre, pavés de gré, enrobé pour la partie circulation...
Le minéral sera intégré aux matériaux retenus.
- éclairage : conçus avec des candélabres esistants ainsi que des spots encastrés au sol pour une mise en valeur des équipements et des cheminements piétons.

Travaux envisagés :
- VRD (terrassement, démolitions, assainissement, éclairage public, maçonnerie, signalisation)
- Plantation (fourniture et plantation de végétaux, travaux annexes)
- fontainerie.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-

de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ANDILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 630 000,00	100,00%
Total	1 630 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	755 000,00	46,32%
COMMUNE	875 000,00	53,68%
Total	1 630 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	404 000,00 €
2019	200 000,00 €
2020	151 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023949

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - REALISATION D'UN EQUIPEMENT DE LOISIRS DE PROXIMITE - COMMUNE D'ANDILLY (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	340 000,00 €	50,00 %	170 000,00 €
	Montant Total de la subvention		170 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDILLY
Adresse administrative : 1 RUE RENE CASSIN
95580 ANDILLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel FARGEOT, Maire

N° SIRET : 21950014700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 273,55 ha
- population : 2539 hab
- Entité SDRIF : Agglomération centrale
- Surface urbanisée : 122.3 ha
- EPCI : CA Plaine Vallée
- TIM : Grand Roissy
- Hors scot
- PLU : opposable

Le projet d'aménagement et de développement durable se décline en cinq orientations majeures :
- préserver et améliorer le cadre de vie et le fonctionnement urbain,
- préserver et valoriser le patrimoine paysager et environnemental,
- contenir le développement de l'habitat à l'intérieur de l'enveloppe urbaine afin de préserver les espaces naturels et de répondre à l'objectif règlementaire de mixité,
- pérenniser et développer le niveau d'équipements, services et commerces afin de répondre aux besoins de la population existante et à venir,
- pérenniser le dynamisme économique.

Les opérations inscrites dans ce projet d'aménagement régional sont :
- la requalification du centre bourg. Le montant est estimé à 1 630 000 € HT et plafonné à 1 510 000€ HT
- la réalisation d'un équipement de loisirs de proximité. Le coût est estimé à 391 000 € HT, plafonné à 340 000 € HT
- la restauration et la mise en valeur de la Chapelle Saint-Charles de l'église Saint-Médard. Le coût est estimé à 85 000 € HT, plafonné à 50 000 € HT
- la création d'une coulée verte à vocation piétonne. Le coût est estimé à 115 000 € HT, plafonné à 100 000 € HT
- l'opération environnementale sur l'implantation et la création d'un jardin de semences oubliées. Le coût est estimé à 80 500 € HT.

Description :
Le centre Rostand, qui accueille actuellement le centre de loisirs, n'est plus adapté compte tenu de l'augmentation de la fréquentation. La configuration du centre de loisirs aujourd'hui ne permet plus une organisation satisfaisante des évènements de la journée par manque d'espaces dédiés. Les locaux administratifs et sanitaires sont inadaptés.
La municipalité souhaite donc déplacer et agrandir le centre de loisirs afin de répondre à l'augmentation des effectifs et parvenir à une plus grande capacité d'accueil.
Ces projets d'extension se situent au sein même des bâtiments scolaires existants afin de ne pas faire supporter d'éventuelles contraintes de déplacement aux familles.
Intégrés aux structures existantes, ces projets visent la préservation de leur unité afin que les enfants dissocient les lieux réservés à l'apprentissage des lieux réservés aux loisirs.

Ce projet s'articule autour de deux réalisations :
- Ecole Charles Perrault : création de locaux destinés à l'accueil de loisirs
Il s'agit de réorganiser les locaux de la structure d'accueil en les intégrant à une extension de bâtiment.
La structure, ainsi agrandie, viserait une surface de 160 m2, dans le respect de la législation, des normes de qualité et de sécurité en vigueur.
Le projet d'extension envisagé étant sur un terrain situé à l'arrière de l'école, il n'y aura pas d'incidence quant à l'organisation de l'école.
L'extension envisagée sera composée :
- d'espaces pour animations proposées
- d'espaces pour le rangement
- d'une cuisine pédagogique
- d'un accès direct par le parking
- d'un bureau de direction
- d'un local pour la régie

- Ecole Sylvain Lévy : Afin de fluidifier le parcours des enfants entre l'accueil et l'école, une annexe de l'accueil de loisirs, d'une surface de 11O m2, est envisagée au sein de l'école élémentaire Sylvain Lévi, située en plein cœur de ville. Cette annexe viserait à accueillir les enfants de l'école élémentaire le matin et le soir.
Il est envisagé dans un premier temps de démolir le garage existant pour créer :
- une classe supplémentaire

- un espace accueil de centre de loisirs
- des sanitaires.

Concernant les aspects fonctionnels, ces deux projets ont pour objectifs de :
- créer un centre de vie, de détente et d'échanges pour les enfants et les utilisateurs,
- donner aux utilisateurs une organisation claire avec des points de repères,
- soigner la qualité des espaces par un meilleur confort thermique, acoustique et visuel par des matériaux à performances techniques, pérennes et faciles d'entretien.

Les matériaux seront choisis pour leur pérennité, leur aspect architectural, leurs performances techniques, énergétiques et leur facilité d'entretien (béton, bardage en bois, toitures végétalisées, faux plafond pour l'acoustique, menuiseries ...

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ANDILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	391 000,00	100,00%
Total	391 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	170 000,00	43,48%
COMMUNE	221 000,00	56,52%
Total	391 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	36 000,00 €
2020	34 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001560

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENOVATION DE LA SALLE POLYVALENTE "FLORENCE LEBLOND" - LEUVILLE-SUR-ORGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux	690 000,00 €	35,00 %	241 500,00 €
	Montant Total de la subvention		241 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEUVILLE SUR ORGE
Adresse administrative : RUE JULES FERRY
91310 LEUVILLE-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BRAIVE, Maire

N° SIRET : 21910333000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux
Rapport Cadre : CR57-01 du 13/12/2001

Date prévisionnelle de début de projet : 21 juillet 2010
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Objectifs :
Afin de revitaliser le centre ville qui souffre d'une absence de lieu de convivialité, la municipalité souhaite créer un nouveau lieu d'animation urbaine et de rencontres comprenant des espaces publics et de services.
La salle polyvalente servira à des manifestations et spectacles divers : théatre, projections, concerts, thés dansants, etc...

Description :
Cet équipement mutifonctionnel sera pourvu d'une acoustique apropriée aux spectacles, de loges pour les artistes ; il disposera d'une scène adaptable et des installations techniques (son et lumière) nécessaire aux différents types de spectacles.

Les espaces d'accueil du public seront requalifiés pour un meilleur confort et une meilleure distribution des espaces servants, adaptés à la réglementation des ERP (sanitaires, vestiaires, office, banque d'accueil..).

L'ensemble des menuiseries extérieures sera remplacé par des équipements performants (thermique et acoustique). Des menuiseries aluminium à rupture de pont thermique et double vitrage Argon peu émissif seront posées.

Localisation géographique :

- LEUVILLE-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	620 000,00	89,86%
HONORAIRES	70 000,00	10,14%
Total	690 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	241 500,00	35,00%
DEPARTEMENT 91 ACQUIS	103 500,00	15,00%
COMMUNE	345 000,00	50,00%
Total	690 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 200,00 €
2018	100 000,00 €
2019	90 000,00 €
2020	48 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	241 500,00 €
2017	Contrats régionaux	164 000,00 €

	Montant total	405 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000418

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR AMENAGEMENT PAYSAGER DE DEUX AIRES DE STATIONNEMENT - BUTHIERS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	24 150,00 €	45,00 %	10 867,50 €
	Montant Total de la subvention		10 867,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUTHIERS
Adresse administrative : 7 RUE DES ROCHES
77760 BUTHIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Yves LACROIX, Maire

N° SIRET : 21770060800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, OPC... etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1959,37 ha
Population (INSEE 2014) : 746 habitants
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 92,5%
Plan vert : commune non carencée

EPCI : CC du Pays de Nemours
TIM : Gâtinais français
SCOT : SIEP Nemours - Gâtinais
PLU : en élaboration

L'aire de stationnement en face de la mairie ne répond pas aux normes de sécurité, les piétons empruntent l'accès véhicules. Il convient donc de la réaménager, avec une attention particulière liée au paysagement afin de répondre aux critères qualitatifs du Parc naturel régional du Gâtinais français.
L'aire de stationnement du Vieux Puits, située à l'entrée de la rue des Roches, à 80 mètres de la mairie, demande également à être réaménagée avec les mêmes objectifs qualitatifs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- aménagement intérieur de la mairie dont le coût est estimé à 178 100 € HT,
- travaux d'accessibilité de la mairie et de la médiathèque dont le coût est estimé à 97 750 € HT,
- aménagement paysager de deux aires de stationnement dont le coût est estimé à 24 150 € HT.

Description :
Concernant l'aire de stationnement et l'abri bus situés face à la mairie, le projet prévoit une ouverture du mur en pierre bordant la rue des Roches, perpendiculaire à l'abri bus, sur 150 m permettant un accès piéton direct, indépendant et sécurisé face au passage piéton. L'abri bus sera nettoyé et une surface en béton désactivé sera créée à l'avant afin de délimiter la zone. L'aire de stationnement sera aménagée et paysagée, avec la création de neuf places de stationnement, dont 2 places adaptées pour les personnes à mobilité réduite, ponctuées de zones engazonnées et plantées.

Sur l'aire du Vieux Puits, la création de cinq places de stationnement, dont une place adaptée pour les personnes à mobilité réduite sera également accompagnée de zones engazonnées et plantées.

Pour les espaces de stationnement, un revêtement bi-couche avec silico-calcaire et marquage au sol est prévu.

Intérêt régional :
Dans le cas du contrat rural, la mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS "16000417".
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Localisation géographique :
- BUTHIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	21 000,00	86,96%
HONORAIRES	3 150,00	13,04%
Total	24 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	10 867,50	45,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77	8 452,50	35,00%
COMMUNE	4 830,00	20,00%
Total	24 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 694,00 €
2019	2 173,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	43 987,50 €
2017	Contrats ruraux	80 145,00 €
	Montant total	124 132,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014051

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR AMENAGEMENTS DES ABORDS DE LA BIBLIOTHEQUE - COUBERT (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	70 000,00 €	45,00 %	31 500,00 €
	Montant Total de la subvention		31 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBERT
Adresse administrative : MAIRIE
77170 COUBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Louis SAOUT, Maire

N° SIRET : 21770127500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 30 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (bureau de contrôle, frais de dossier, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 839,16 ha
Population : 2059 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 83,78 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CC Brie des Rivières et Chateaux
TIM : Melun Val-de-Seine - Sénart

Hors SCOT
PLU : opposable depuis 2013, en révision

Les objectifs de la politique d'aménagement et de développement durable de la commune mettent en avant l'évolution de la commune , qui doit prendre en compte la forte fréquentation des équipements publics, des commerces de proximité et l'évolution de la population. Ainsi, des besoins sont aujourd'hui pressants et les projets suivants pourraient y répondre :
- la création de lien social en regroupant les associations en coeur de village et en sécurisant les circulations piétonnes environnantes,
- et la création de places de stationnement pour le maintien et le développement de l'activité commerciale.

Les opérations inscrites dans le présent Contrat rural sont :
- l'aménagement des abords de la Maison des associations pour un montant de 288 011,47 € HT plafonné à 180 000 €HT,
- la construction du préau de l'école pour un montant de 161 874 € HT, plafonné à 120 000 € HT,
- l'aménagement des abords de la bibliothèque pour un montant de 150 107,47 € HT, plafonné à 70 000 € HT.

Description :
L'aménagement des abords de la bibliothèque comprend :
- l'aménagement de l'accessibilité des accès à la bibliothèque conformément aux normes d'accessibilité des équipements publics (accès piétons, véhicules et création d'une place de stationnement PMR). Les matériaux utilisés seront de l'enrobé noir pour la circulation VL, du béton désactivé pour les places de stationnement et des pavés grès pour le parvis piétons et les caniveaux.
- l'aménagement d'un parvis / salon de lecture extérieur sur le devant de la bibliothèque,
- l'aménagement et le paysagement des espaces extérieurs attenants :
  • réfection des murs de clôture et percement d'ouvertures pour la réalisation de liaisons piétonnes entre les différents équipements et venelles existantes,
  • aménagement d'un jardin haut (face à la bibliothèque) et d'un jardin bas (coté sente piétonne et abords de la Maison des associations), paysagement et réalisation de plantations,
  • création d'un éclairage public et de mobilier urbain, venant compléter ces aménagements.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- COUBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	130 528,24	86,96%
HONORAIRES	19 579,23	13,04%
Total	150 107,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	31 500,00	20,98%
Département 77 - Attribué	24 500,00	16,32%
DETR (Acquis)	53 738,47	35,80%
Réserve parlementaire - sollicité	5 000,00	3,33%
Commune	35 369,00	23,56%
Total	150 107,47	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	20 200,00 €
2019	6 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	166 500,00 €
2017	Contrats ruraux	0,00 €
2017	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	150 000,00 €
	Montant total	316 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003872

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR EXTENSION DES LOCAUX SCOLAIRES- MISY SUR YONNE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	50 000,00 €	45,00 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MISY SUR YONNE
Adresse administrative : MAIRIE
77130 MISY-SUR-YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Monique JACQUIER, Maire

N° SIRET : 21770293500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Population (INSEE 2014) : 985
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 78,28%
Plan vert Commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes du Pays de Montereau
TIM : Montereau Seine et Loing et Bocage Gâtinais

SCOT : SMEP Seine et Loing
PLU : application du RNU suite à l'abrogation implicite du POS depuis le 17 mars 2017.

Les projets inscrits au contrat visent à adapter les équipements publics à l'évolution de la démographie locale, et ainsi à accompagner le développement communal en répondant aux exigences réglementaires d'accessibilité et en améliorant les conditions d'accueil des usagers.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- L'aménagement d'une nouvelle mairie et sa mise en accessibilité : le coût est estimé à 474 536 € HT, plafonné à 180 000 € HT;
- L'extension des locaux scolaires : le coût est estimé 61 639 € HT, plafonné à 50 000 € HT;
- La création d'une cantine scolaire : le coût est estimé à 87 093 € HT, plafonné à 70 000 € HT.

Description :
Le déménagement des services municipaux dans la nouvelle mairie (1ère opération du contrat) va permettre d'étendre les locaux scolaires pour permettre de meilleures conditions de travail pour les enseignants et d'accueil des élèves lors des temps scolaires et des activités périscolaires.
Le projet prévoit en effet de créer au rez-de-chaussée de l'actuelle mairie - qui sera rendu accessible par l'agrandissement d'une rampe existante - une salle de classe, des sanitaires adaptés pour les personnes à mobilité réduite et une salle informatique, utilisable par l'ensemble des élèves sans perturber la classe dans laquelle le matériel est actuellement installé.
L'étage accueillera une salle des professeurs, des sanitaires et une salle de détente/réfectoire pour les professeurs, adjacente à une cuisine existante.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cas du contrat rural, la mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS "16003868".

Localisation géographique :
- MISY-SUR-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	57 013,25	92,50%
HONORAIRES	4 625,75	7,50%
Total	61 639,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	22 500,00	36,50%
DEPARTEMENT 77	17 500,00	28,39%
COMMUNE	21 639,00	35,11%
Total	61 639,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €
2018	17 400,00 €
2019	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	81 000,00 €
	Montant total	81 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003873

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR CREATION D'UNE CANTINE SCOLAIRE- MISY SUR YONNE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	70 000,00 €	45,00 %	31 500,00 €
	Montant Total de la subvention		31 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MISY SUR YONNE
Adresse administrative : MAIRIE
77130 MISY-SUR-YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Monique JACQUIER, Maire

N° SIRET : 21770293500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales:
Population (INSEE 2014) : 985
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 78,28%
Plan vert Commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes du Pays de Montereau
TIM : Montereau Seine et Loing et Bocage Gâtinais

SCOT : SMEP Seine et Loing
PLU : application du RNU suite à l'abrogation implicite du POS depuis le 17 mars 2017.

Les projets inscrits au contrat visent à adapter les équipements publics à l'évolution de la démographie locale, et ainsi à accompagner le développement communal en répondant aux exigences réglementaires d'accessibilité et en améliorant les conditions d'accueil des usagers.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- L'aménagement d'une nouvelle mairie et sa mise en accessibilité : le coût est estimé à 474 536 € HT, plafonné à 180 000 € HT;
- L'extension des locaux scolaires : le coût est estimé 61 639 € HT, plafonné à 50 000 € HT;
- La création d'une cantine scolaire : le coût est estimé à 87 093 € HT, plafonné à 70 000 € HT.

Description :
L'actuelle cantine n'est pas aux normes d'accessibilité et présente une capacité d'accueil insuffisante pour répondre aux besoins. Par ailleurs, son accès est dangereux pour les enfants qui doivent longer une route départementale et traverser une route fréquentée pour s'y rendre.
Le projet consiste à transformer l'actuel foyer rural situé à côté de l'école, et qui ne répond plus aux besoins de la commune, en cantine scolaire d'une surface de 120 m². Cela permettra de doubler les capacités actuelles d'accueil de la restauration scolaire, de limiter et surtout de sécuriser les déplacements des enfants. Ces locaux pourront également être utilisés le soir pour la garderie municipale.

Les travaux comprennent notamment la réfection des sols, la rénovation et la mise en conformité des sanitaires et de la cuisine, de la salle principale, la création de sanitaires pour le personnel. Une attention particulière sera apportée à l'isolation thermique et acoustique du bâtiment, pour le confort des utilisateurs.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cas du contrat rural, la mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS "16003868".

Localisation géographique :
- MISY-SUR-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	81 079,52	93,10%
HONORAIRES	6 013,48	6,90%
Total	87 093,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	31 500,00	36,17%
DEPARTEMENT 77	24 500,00	28,13%
COMMUNE	31 093,00	35,70%
Total	87 093,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €
2018	24 600,00 €
2019	6 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	81 000,00 €
	Montant total	81 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015076

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR : REHABILITATION ET EXTENSION DE L'ECOLE - THIEUX (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	125 390,00 €	45,00 %	56 425,50 €
	Montant Total de la subvention		56 425,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THIEUX
Adresse administrative : 17 GRANDE RUE
77230 THIEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno BAHIN, Maire

N° SIRET : 21770462600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Population (INSEE 2014) : 812 hab
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 93.74%
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CA Roissy Pays de France
TIM : du Grand Roissy
SCOT : CA Roissy Pays de France
PLU : Opposable

Les objectifs du projet d'aménagement et de développement de la collectivité répondent à un véritable programme destiné à satisfaire la population locale et à améliorer leur cadre de vie.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la construction d'un préau : le coût est estimé à 171 925 € HT, plafonné à 103 175 € HT;
- l'aménagement de l'accessibilité PMR et la réfection des abords immédiats de l'école : le coût est estimé 140 185 € HT, plafonné à 71 435 € HT;
- la réhabilitation et l'extension de l'école : le coût est estimé à 261 855 € HT, plafonné à 125 390 € HT.

Description :
Dans le cadre de sa politique d'évolution, de maintien de la scolarité sur la commune et de l'amélioration du cadre de vie, la commune poursuit son programme de travaux sur le groupe scolaire.
Elle prévoit notamment la mise aux normes PMR des abords (action n°2), la réhabilitation de l'ancien préau (action n°1) et l'extension de l'école, objet de la présente action. De plus, le préfabriqué accueillant une classe sera démoli. La commune sera doter d'un équipement de qualité, sécurisé et répondant aux normes actuelles.

Les locaux supplémentaires créés ou modifiés dans le bâtiment comprennent :
- la création d'une salle de motricité pour répondre aux effectifs de l'école, accessible depuis l'extérieur, depuis les classes et aussi depuis les bureaux du directeur et des enseignants
- la création d'une salle pour les enseignants
- la réfection des accès côté bibliothèque
- La transformation de la salle de motricité actuelle en salle de classes.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stagiaires pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche n°16015074.

Localisation géographique :
- THIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	261 855,00	100,00%
Total	261 855,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	56 425,50	21,55%
DEPARTEMENT 77 attribué	43 883,50	16,76%
COMMUNE	161 546,00	61,69%
Total	261 855,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 570,20 €
2019	22 570,20 €
2020	11 285,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	78 574,50 €
	Montant total	78 574,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13005676

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR REMISE EN ETAT DES FACADES DE L'EGLISE SAINT-NICOLAS - VALENCE-EN-BRIE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	120 000,00 €	45,00 %	54 000,00 €
	Montant Total de la subvention		54 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VALENCE EN BRIE
Adresse administrative : PL DE L'EGLISE
77830 VALENCE-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Serge VAUCOULEUR, Maire

N° SIRET : 21770480800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.
La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1102,08 ha
Population (INSEE 2014) : 915 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 92,6%
Plan vert : commune non carencée
EPCI : CC Brie des Rivières et Chateaux

TIM : Gâtinais français
SCOT : Hors SCOT
PLU : en élaboration

L'église, non classée à l'inventaire des bâtiments de France, est l'édifice principal du centre de Valence-en-Brie.
Elle a déjà bénéficié d'un contrat rural en 1996 mais a souffert de la tempête de 1999.
Après les rénovations de la porte intérieure et de la façade du choeur débarrassée de la sacristie en béton, la commune a décidé de poursuivre la rénovation de cet édifice, qui reste très délabré.
Des travaux sont nécessaires afin de remettre en état notamment les façades.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- requalification du centre et accessibilité dont le coût est estimé à 280 000 € HT plafonné à 140 000 € HT,
- remise en état des façades de l'église Saint-Nicolas dont le coût est estimé à 138 000 € HT plafonné à 120 000 € HT,
- création d'une salle d'archives dont le coût est estimé à 62 100 € HT, plafonné à 40 000 € HT.

Description :
Un ravalement général s'impose, car les murs, exposés aux intempéries, sont dégradés. Les contreforts sont desjointoyés, l'absence de gouttières a comme conséquence le déversement des eaux pluviales sur les chapelles latérales, entrainant une dégradation des maçonneries exposées aux eaux de ruissellement. Les grilles de protection des vitraux sont corrodées et déboîtées.

les travaux porteront sur :
- la préparation de chantier dont la pose d'échafaudage,
- la dépose et la préparation des façades,
- le traitement des contreforts, des façades pierres apparentes, des baies,
- la reprise des corniches,
- la porte d'entrée latérale et le porche.

Intérêt régional :
Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- VALENCE-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	118 000,00	85,51%
HONORAIRES	20 000,00	14,49%
Total	138 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional d'Ile-de-France	54 000,00	39,13%
DETR - Sollicité	10 000,00	7,25%
Conseil Départemental 77 - Attribué	42 000,00	30,43%
COMMUNE	32 000,00	23,19%
Total	138 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 200,00 €
2018	40 000,00 €
2019	10 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	63 000,00 €
	Montant total	63 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13016660

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR AMENAGEMENT D'UNE AIRE MULTISPORTS - GALLUIS (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	135 000,00 €	45,00 %	60 750,00 €
	Montant Total de la subvention		60 750,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GALLUIS
Adresse administrative : 1 RUE DE LA MAIRIE
78490 GALLUIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Annie GONTHIER, Maire

N° SIRET : 21780262800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 449,95 km²
Population (INSEE 2014) : 1 137
Entité SDRIF : "Bourgs, villages, Hameaux"
Surfaces non urbanisées : 73,36 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes Coeur d'Yvelines
TIM : Vallée de Chevreuse,
SCOT : hors SCOT
PLU approuvé depuis le 12 décembre 2011

La commune désire réaliser un aménagement pour permettre aux enseignants et aux Galluisiens de se retrouver autour d'un équipement ludique et sportif situé sur un terrain communal sécurisé.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'agrandissement de la salle polyvalente des marronniers : le coût est estimé à 141 000 € HT, plafonné à 140 000 € HT,
- la réhabilitation des extérieurs de la mairie : le coût est estimé à 102 891 € HT, plafonné à 95 000 € HT,
- l'aménagement d'une aire multisport : le coût est estimé à 138 752 € HT, plafonné à 135 000 € HT.

Description :
La volonté du conseil municipal est d'aménager ce terrain :
- pour les enfants de 2 à 6 ans : une aire de jeux adaptée et sécurisée,
- pour les enfants plus grands : un aire multisports (football, handball et basket),
- pour les parents ou accompagnateurs : une aire de repos.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- GALLUIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	138 752,00	100,00%
Total	138 752,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	60 750,00	43,78%
DEPARTEMENT 78 - Attribué	47 250,00	34,05%
COMMUNE	30 752,00	22,16%
Total	138 752,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €
2018	48 000,00 €
2019	12 150,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	105 750,00 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	4 000,00 €
	Montant total	109 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017876

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR EXTENSION DES LOCAUX DES ASSOCIATIONS ET D'ARCHIVES - VIEILLE EGLISE EN YVELINES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	60 000,00 €	45,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIEILLE EGLISE EN YVELINES
Adresse administrative : RTE DE L'ETANG DE LA TOUR
78125 VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Isabelle BEHAGHEL, Maire

N° SIRET : 21780655300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (Honoraires architecte, publicité appels d'offres, géomètre, avant-projet et études), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie :973,32 km²
Population (INSEE 2014) : 726
Entité SDRIF : "Bourgs, villages, Hameaux"
Surfaces non urbanisées : 92,71 %

Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires
TIM : Vallée de Chevreuse,
SCOT : Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires
PLU approuvé depuis le 7 mars 2014

Le diagnostic général sur le fonctionnement du système de conservation de dossiers archivés de la mairie révèle la nécessité de réorganiser le local et de l'agrandir, ainsi que de l'assainir pour obtenir une conservation optimale des archives.
Les locaux pour le stockage de matériels destinés aux associations sont peu pratiques d'accès et d'usage, il est donc également nécessaire de les réorganiser et de les agrandir.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
-la redistribution intérieure pour l'accueil de tous les publics de la mairie: le coût est estimé à 176 000 € HT,
- l'extension des locaux des associations et d'archives : le coût est estimé à 60 000 € HT,
- l'aménagement des abords de la mairie et cheminements piétons: le coût est estimé à 64 400 € HT, plafonné à 63 100 € HT.

Description :
Pour le local de conservation des archives municipales :
La surface du local de conservation des archives sera doublée pour offrir un stockage plus accessible et plus rationnel. La position de son accès permettra d'offrir un linéaire important de paroi aveugle pour accueillir des étagères et un îlot central servira de stockage temporaire en vue d'un classement. Sa position dans la partie arrière du préau, sans lumière extérieure, permettra une conservation optimale des documents accompagnée par la réalisation d'un chauffage et d'un traitement de l'air. Une isolation thermique des parois en contact avec l'extérieur permettra de minimiser les déperditions thermiques, de maîtriser les dépenses de chauffage et de réduire les écarts de température saisonnière.

Pour les locaux associatfs :
Les deux locaux des associations seront regroupés en un seul local, plus pratique quant à la position de son accès central unique (des espaces de rangement seront aménagés de part et d'autre de l'accès central) et l'éclairage naturel de la fenêtre conservé permettra de minimiser l'usage de l'éclairage électrique lors de son occupation par les membres des associations.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS "15017872".

Localisation géographique :
- VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	54 544,20	90,91%
HONORAIRES	5 455,80	9,09%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	27 000,00	45,00%
DEPARTEMENT 78 - Attribué	21 000,00	35,00%
COMMUNE	12 000,00	20,00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €
2018	21 000,00 €
2019	5 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	79 605,00 €
	Montant total	79 605,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017877

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAIRIE ET CHEMINEMENTS PIETONS - VIEILLE EGLISE EN YVELINES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	63 100,00 €	45,00 %	28 395,00 €
	Montant Total de la subvention		28 395,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIEILLE EGLISE EN YVELINES
Adresse administrative : RTE DE L'ETANG DE LA TOUR
78125 VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Isabelle BEHAGHEL, Maire

N° SIRET : 21780655300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (Honoraires architecte, publicité appels d'offres, géomètre, avant-projet et études), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie :973,32 km²
Population (INSEE 2014) : 726
Entité SDRIF : "Bourgs, villages, Hameaux"
Surfaces non urbanisées : 92,71 %

Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires
TIM : Vallée de Chevreuse,
SCOT : Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires
PLU approuvé depuis le 7 mars 2014

Il s'agit de requalifier et de sécuriser plusieurs espaces publics extérieurs :

Les abords de la mairie (parvis, petit jardin clos entre la cantine et la mairie) sont inadaptés pour recevoir les personnes à mobilité réduite, les mères de famille avec poussettes, les enfants avec cartables à roulettes ainsi que les véhicules de livraison ou de secours. Les objectifs pousuivis pour la requalification de ces abords tendent à :
- faciliter l'accès de tous publics,
- favoriser une utilisation des espaces extérieurs,
- redonner une qualité paysagère et patrimoniale aux lieux, le parvis étant en relation directe avec l'église qui présente un intérêt patrimonial.

La sente communale piétonne qui permet de relier directement et en toute sécurité la route principale à la Maison Communale nécessite une requalification et l'entretien de ses sols.

Les abords de la route de l'Etang de la Tour sont dégradés par les stationnements de véhicules dans des zones qui ne sont pas destinées à les accueillir. Ces stationnements doivent être contenus et les trottoirs doivent pouvoir assurer le cheminement sûr des écoliers et des habitants qui les empruntent quotidiennement. Des interventions légères d'aménagements paysagers sont donc prévues pour améliorer la qualité et la sécurité des déplacements.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
-la redistribution intérieure pour l’accueil de tous les publics de la mairie: le coût est estimé à 176 000 € HT,
- l'extension des locaux des associations et d’archives : le coût est estimé à 60 000 € HT,
- l'aménagement des abords de la mairie et cheminements piétons: le coût est estimé à 64 400 € HT, plafonné à 63 100 € HT.

Description :
Les travaux relatifs aux abords de la mairie concernent :
- le décapage de la couche de gravier et de la terre végétale sur une épaisseur de 20 cm, - la modification des regards existants et réalisation d'un fond de forme en grave calcaire,
- la réalisation de bordures pour la création de jardinières et la délimitation du parvis,
- la réalisation d'un dallage en béton armé d'un treillis soudé, avec finition en béton désactivé,
- la réalisation d'un emmarchement et la pose d'une main courante en serrurerie,
- la réalisation, au pourtour du parvis, d'un sol en sable stabilisé à la chaux,
- la pose d'une clôture et d'un portillon en bois naturel pour délimiter l'espace vert de la circulation.
- la traitement végétalisé des plates-bandes et la plantation de 4 arbres et de haies de charmes communs.

Les travaux relatifs à la sente piétonne concernent :
- le décapage de la couche de gravier et de la terre végétale sur une épaisseur de 20 cm,
- la modification des regards existants et la réalisation d'un fond de forme en enrobé liquide,
- la réalisation d'une couche de roulement en enrobé brun-rouge.

Les travaux relatifs aux abords de la route de l'Etang de la Tour concernent :

- après décapage de la couche de terre végétale sur une épaisseur de 20 cm, la réalisation d'un fond de forme en grave calcaire,
- la fourniture et la pose de dalles alvéoles de type Evergreen,
- le remplissage des alvéoles en terres végétales et semis de gazon rustique,
- la végétalisation des espaces par des massifs ou des végétaux isolés (plantations de végétaux vivaces,....).

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS "15017872".

Localisation géographique :
- VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	61 075,85	94,84%
HONORAIRES	3 324,15	5,16%
Total	64 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	28 395,00	44,09%
CD 78 - Attribué	22 085,00	34,29%
COMMUNE	13 920,00	21,61%
Total	64 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	716,00 €
2018	22 000,00 €
2019	5 679,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	79 605,00 €
	Montant total	79 605,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007075

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR MISE EN ACCESSIBILITE DES CHEMINEMENTS RUE DE LA CROIX BOISSEE - MESPUITS (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	100 000,00 €	45,00 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MESPUITS
Adresse administrative : GRANDE RUE
91150 MESPUITS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sabine FURMAN, Maire

N° SIRET : 21910399100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 996,23 ha
Population : 204 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 98,26 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CA de l'Etampois Sud Essonne
TIM : Gâtinais français
Hors SCOT
PLU : en élaboration

Les objectifs de la politique d'aménagement et de développement durable de la commune consistent à :

- permettre une évolution démographique modérée
- entretenir le caractère patrimonial et la qualité paysagère des espaces urbains
- protéger les espaces agricoles qui donnent au village son caractère rural
- répondre aux besoins de la population en matière d'habitat en favorisant une architecture adaptée aux exigences environnementales
- maintenir l'activité économique et agricole.

Les opérations inscrites dans le présent Contrat rural sont :
- la mise en sécurité de la route départementale 63 pour un montant de 475 857,25 € HT plafonné à 175 000 €HT,
- la mise en accessibilité des cheminements rue de la Croix Boissée pour un montant de 247 316,30 € HT, plafonné à 100 000 € HT,
- la rénovation et isolation de la mairie et de la salle des fêtes pour un montant de 44 000 € HT, plafonné à 25 000 € HT.

Description :
Le chemin de la Croix Boissée est en mauvais état (trottoirs très abîmés, encombrement des trottoirs par les supports des divers réseaux...), les revêtements sont irréguliers ce qui perturbe les cheminements pour les PMR, le revêtement au droit des ouvrages est affaissé ou déformé... Il convient donc d'effectuer des travaux permettant de faciliter et de sécuriser la circulation des piétons.

L'aménagement portera sur les travaux suivants :
- la création de trottoirs,
- la suppression des réseaux aériens,
- la création de plateaux surélevés,
- l'implantation de stationnement matérialisé,
- la mise en accessibilité PMR de l'ensemble de la voie,
- la création d'une place PMR,
- l'amélioration de la sécurité et de la circulation des piétons.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est pris en compte dans la fiche Iris 16006994

Localisation géographique :
- MESPUITS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	247 316,30	100,00%
Total	247 316,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	45 000,00	18,20%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 - Attribué	35 000,00	14,15%
COMMUNE	74 316,30	30,05%
EDF - Sollicité	21 000,00	8,49%
DETR - Sollicité	15 000,00	6,07%
ORANGE - Sollicité	10 000,00	4,04%
PASR - Sollicité	15 000,00	6,07%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION - Sollicité	7 000,00	2,83%
RESERVE PARLEMENTAIRE - Sollicité	15 000,00	6,07%
SYNDICAT ELECTRICITE - Sollicité	10 000,00	4,04%
Total	247 316,30	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000,00 €
2018	35 000,00 €
2019	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	78 750,00 €
	Montant total	78 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003611

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAIRIE - SOISY-SUR-ECOLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	130 000,00 €	45,00 %	58 500,00 €
	Montant Total de la subvention		58 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOISY SUR ECOLE
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
91840 SOISY-SUR-ECOLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe BERTHON, Maire

N° SIRET : 21910599600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 26 août 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1151,93 ha
Population : 1 334 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 89,85 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : CC des deux Vallées

TIM : Gâtinais français
Hors SCOT
PLU : opposable depuis 2015

La politique d'aménagement et de développement durable de la commune consiste à :
-préserver les qualités éco-paysagères du territoire : la trame verte et bleue et les dynamiques agricoles,
-accueillir les nouveaux habitants en confortant équipements, commerces et activités propices à l'animation du village et en développant le réel potentiel économique de la commune,
-valoriser la qualité des paysages bâtis et paysagers, en affirmant le potentiel touristique,
-améliorer les mobilités douces et qualifier les espaces publics,
-prendre en compte les risques et les nuisances pour un environnement plus sain, encourager le recours aux énergies renouvelables, développer la communication électronique.

Les opérations inscrites dans le présent Contrat rural sont :
- la rénovation de la mairie pour un montant de 254 100 € HT plafonné à 180 000 €HT,
- l'aménagement de l'agence postale dans la mairie pour un montant de 88 000 € HT plafonné à 60 000 €HT,
- l'aménagement des abords de la mairie pour un montant de 181 500 € HT plafonné à 130 000 €HT.

Description :
Dans le cadre de cette opération, il est proposé :
- la création d'un parvis à niveau avec le rez de chaussée de la mairie et de l'agence postale,
- la réutilisation de l'escalier d'accès en pierre (dépose - repose),
- le prolongement du mur de clôture avec grille métallique,
- l'aménagement des abords à l'arrière de la mairie et la création des places de stationnement,
- la modification des limites de l'enceinte du domaine scolaire (clôture réalisée au préalable par le maître d'ouvrage),
- l'amélioration du cheminement piétonnier en béton désactivé, voirie en sol stabilisé renforcé,
- l'aménagement de places de stationnement en «nidagravel » cailloux,
- la collecte des eaux pluviales et les réseaux d'évacuation compris puisards,
- l'éclairage par candélabres en extension de l'éclairage public,
- le traitement des espaces verts.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est pris en compte dans la fiche Iris 16003608

Localisation géographique :
- SOISY-SUR-ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	165 000,00	90,91%
HONORAIRES	16 500,00	9,09%
Total	181 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	58 500,00	32,23%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 -Attribué	45 500,00	25,07%
COMMUNE	77 500,00	42,70%
Total	181 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 800,00 €
2018	43 000,00 €
2019	11 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	108 000,00 €
	Montant total	108 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005429

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CRUR - RENOVATION DU FOYER RURAL "LA BERGERIE" - THEMERICOURT (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	113 071,00 €	45,00 %	50 881,95 €
	Montant Total de la subvention		50 881,95 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THEMERICOURT
Adresse administrative : RUE ACHIM D'ABOS
95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur DENIS SARGERET, MAIRE

N° SIRET : 21950610200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales
Superficie 756 hectares
Population 278 habitants (INSEE – population municipale 2014)
Entité SDRIF Bourgs, villages et hameaux
Surfaces non urbanisées 93,02 %
Plan vert Sans objet, commune non carencée en espaces verts ou naturels
EPCI/EPT CC Vexin Centre
TIM Vexin français
Hors SCOT
PLU en cours d'élaboration (30 mai 2017 - Réunion PPA : OAP, zonage, réglement)

Dans le cadre de la présente opération, il s'agit de réaliser la rénovation partielle du foyer rural et la mise en conformité, ainsi que l'isolation thermique et phonique de l'ensemble.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural concernent :
- l'aménagement d'un espace de jeux : le coût est estimé à 30 937 € HT,
- l'isolation des combles de la mairie : le coût des travaux est estimé à 26 105 € HT,
- la rénovation des anciens sanitaires de la mairie : le coût des travaux est estimé à 27 434 € HT,
- la rénovation du foyer rural "La Bergerie" : le coût des travaux est estimé à 113 071 € HT.

Description :
Cet équipement se situe à proximité de la Mairie en centre-bourg.

La salle polyvalente (foyer rural) est située dans une grande salle localisée au premier étage de l'ancienne bergerie.

La salle des fêtes se trouve au rez-de-chaussée de ce bâtiment.

La commune souhaite réaliser des travaux de mise en conformité afin de permettre une utilisation conforme du lieu et pour un meilleur confort des usagers.

Au rez-de-chaussée du bâtiment (salle des fêtes), les travaux porteront sur l'isolation thermique et phonique sur les murs et les plafonds, le changement des portes intérieures pour permettre un accès aisé aux personnes à mobilité réduite (PMR), des sorties de secours adaptées, la mise en conformité de l'électricité et du chauffage.

Au premier et dernier étage (combles et foyer rural) sont programmés un sondage du plancher pour analyser la capacité de portance, la mise en oeuvre de l'isolation thermique et phonique sous rampants en conservant au mieux la charpente-bois apparente.

Le dégagement entre les deux étages fera l'objet d'une sécurisation de l'accès au premier et dernier niveau par la pose d'un rideau métallique au droit de l'escalier.

Les chatières existantes sur le toit sont en nombre suffisant pour assurer une bonne aération.

Les travaux prévus dans le cadre de cette opération portent sur une surface totale de 288 mètres carrés.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens est prise en compte dans la fiche IRIS "16005427".

Localisation géographique :
- THEMERICOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	98 323,00	86,96%
Etudes	14 748,00	13,04%
Total	113 071,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 881,95	45,00%
Conseil Départemental du Val d'Oise attribué	33 921,30	30,00%
Commune	28 267,75	25,00%
Total	113 071,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 705,56 €
2019	10 176,39 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	119 160,00 €
2016	Contrats ruraux	13 921,65 €
2017	Contrats ruraux	11 747,25 €
	Montant total	144 828,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026299

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR REHABILITATION DE LA MAIRIE ET MISE AUX NORMES PMR - BLANDY-LES-TOURS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BLANDY LES TOURS
Adresse administrative : MAIRIE
77115 BLANDY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice MOTTE, Maire

N° SIRET : 21770034300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (bureaux d'études), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1407,28 ha
Population : 690 habitants (Insee 2014)
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 92,78 %
Plan vert Commune non carencée

EPCI : CC Brie des Rivières et Chateaux
TIM : Melun Val-de-Seine - Sénart
Hors SCOT
PLU : opposable depuis 2012

La commune de Blandy-les-Tours entend aménager durablement son territoire en :
- préservant et mettant en valeur le patrimoine naturel et culturel,
- préservant la qualité du cadre de vie, l'environnement, la biodiversité et la prise en compte des risques et nuisances,
- améliorant le fonctionnement urbain et favorisant l'usage des modes doux,
- poursuivant le rythme de croissance modéré de la population et permettant le parcours résidentiel par un parc de logements diversifié,
- satisfaisant les besoins de toutes les populations en équipements et services.
Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés et notamment les axes prioritaires du projet de développement durable.

L'opération inscrite dans le présent COR est :
- la réhabilitation de la mairie et la mise aux normes PMR pour un montant de 375 549,75 € HT plafonné à 370 000 €HT.

Description :
Le projet porte sur la restructuration de la mairie. Il consiste en la mise en accessibilité PMR de la salle du conseil municipal et de la salle des mariages (actuellement à l'étage) ainsi que la réorganisation de l'accueil du public de la mairie et de l'agence postale communale.

En marge de la rénovation des locaux de la mairie et afin de répondre aux attentes des administrés et de l'école, la réhabilitation du bâtiment attenant à la mairie est également envisagée pour la création d'une bibliothèque. Dans le cadre du diagnostic du patrimoine de la commune et plus particulièrement du bâtiment de la mairie et de cette annexe, il a été mis en évidence une installation de chauffage électrique datant des années 80 vieillissante et énergivore.
Ces deux projets permettronnt une optimisation de l'installation de chauffage centralisée entre la mairie et cette future bibliothèque.

Le projet de rénovation porte notamment sur les points suivants :
- La mise en accessibilité PMR de la salle des mariages et du conseil municipal
- Le changement du mode de chauffage en liaison avec celui de l'annexe pour l'optimiser
- L'isolation thermique
- Le remplacement des menuiseries
- La création d'un bloc sanitaire PMR
- La mise aux normes électriques
- Les travaux de peinture et de revêtement des sols

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BLANDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	318 600,00	84,84%
HONORAIRES	56 949,75	15,16%
Total	375 549,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	148 000,00	39,41%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	111 000,00	29,56%
COMMUNE	116 549,75	31,03%
Total	375 549,75	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	118 400,00 €
2019	29 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	260,00 €
	Montant total	260,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024331

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR - TRANSFORMATION DU PRESBYTERE EN LOGEMENTS ET CABINET PARA-MEDICAL - COMMUNE DE BOULEURS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	324 269,00 €	40,00 %	129 707,60 €
	Montant Total de la subvention		129 707,60 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULEURS
Adresse administrative : COMMUNE BOULEURS
77580 BOULEURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Monique BOURDIER, Maire

N° SIRET : 21770047500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS - Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales
Population (Insee 2014) : 1.481 hab
Superficie : 820,25 ha
Densité : 1,8 hab/ha
% surfaces non urbanisées : 91,33 %
Plan vert : commune non carencée

EPCI : Communauté de communes du Pays Créçois
SDRIF : entité "Bourgs, village et hameaux"
TIM : Brie et deux Morin
La Vallée de la Marne
SCOT : SCOT du Pays Créçois en cours d'élaboration depuis le 23 novembre 2016
PLU approuvé le 17 mars 2014

Le projet est cohérent avec les enjeux identifiés comme axes prioritaires dans le diagnostic territorial partagé : préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine.

Il répond également aux objectifs définis dans le projet d'aménagement et de développement durable :
- préserver la qualité architecturale du village et son aspect environnemental ;
- développer et mixer les types d'habitat en augmentant la part laissée au locatif ;
- encourager le développement de commerces de proximité et de services à la population.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la transformation du presbytère en logements et cabinet para-médical : le coût est estimé à 344 249 € HT, plafonné à 324 269 € HT,
- réfection de l'enduit de l'arrière de l'église et de la sacristie : le coût est estimé à 54 523 € HT, plafonné à 45 731 € HT.

Description :
La mairie de Bouleurs a fait effectuer une étude de faisabilité pour la réalisation de logements locatifs et de locaux médicaux dans l'ancien presbytère de la commune, situé sur la route de l'Eglise.

La construction située sur la parcelle de l'Eglise est un bâtiment en R+1 + comble d'environ 160 m². Elle comprendra des locaux médicaux destinés à l'installation de deux orthophonistes au rez-de-chaussée et deux appartements à l'étage, destinés à la location.

L'entrée du cabinet sera séparée de l'entrée des appartements, la création d'une rampe extérieure est prévue pour la rendre accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR). L'accès des logements se fera avec la création d'une nouvelle entrée, coté rue.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif nouveau contrat rural (COR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOULEURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	313 583,00	91,09%
Honoraires	30 666,00	8,91%
Total	344 249,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	129 707,60	37,68%
Département 77 (sollicitée)	97 280,70	28,26%
Commune	117 260,70	34,06%
Total	344 249,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 691,00 €
2018	94 075,00 €
2019	25 941,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025867

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR - CONSTRUCTION D'UNE CANTINE SCOLAIRE - CHENOISE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHENOISE
Adresse administrative : 9 RUE DIMERESSE
77160 CHENOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE CACKAERT, Maire

N° SIRET : 21770109300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS - Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 3590,83 ha
Population (Insee 2014) : 1348 hab
Densité : 0,4 hab/ha
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% surfaces non urbanisées : 97,97 %

Plan vert : commune non carencée
EPCI 2017 : Communauté de communes du Provinois
TIM : Montereau Seine et Loing
SCOT : en cours d'élaboration depuis le 13 octobre 2009
PLU approuvé le 28 mai 2015

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, l'opération s'inscrit dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural porte sur la construction d'une cantine scolaire : le coût est estimé à 657.000,00 € HT, plafonné à 370.000,00 € HT.

Description :
La commune possède une école maternelle et une école primaire accessibles et séparées par un portail unique. Le projet consiste à restructurer l'ensemble du groupe scolaire en construisant une cantine commune aux deux écoles qui viendra s'implanter en extension de l'école maternelle.

Le bâtiment d'environ 291 m² comprendra pour cela :
- une salle de restauration ;
- ses annexes, à savoir : des sanitaires garçons et filles, une salle de propreté, un vestiaire et sanitaire pour le personnel, un local réception des livraisons, une réserve pour les denrées alimentaires, un office de réchauffage, une plonge, un local poubelles et une chaufferie.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif nouveau contrat rural (COR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CHENOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	571 350,00	86,96%
Honoraires	85 650,00	13,04%
Total	657 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	148 000,00	22,53%
Département 77 (sollicitée)	111 000,00	16,89%
Commune	398 000,00	60,58%
Total	657 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 800,00 €
2018	103 600,00 €
2019	29 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	499 220,08 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	4 500,00 €
2016	Fonds d'intervention aménagement et équipement rural	22 800,60 €
	Montant total	526 520,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025910

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE ET D'UNE SALLE DEDIEE AUX TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES - MELZ SUR SEINE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	324 233,00 €	40,00 %	129 693,20 €
	Montant Total de la subvention		129 693,20 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELZ SUR SEINE
Adresse administrative : MAIRIE
77171 MELZ-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ROCIPON, Maire

N° SIRET : 21770289300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS -Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1846,07 ha
Population (Insee 2014) : 365 hab
Densité : 0,2 hab/ha
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"

% surfaces non urbanisées : 97,8 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI 2017 : Communauté de communes du Provinois
TIM : Montereau Seine et Loing
SCOT : en cours d'élaboration par le SMEP du Grand Provinois depuis le 13 octobre 2009
PLU en cours d'élaboration depuis le 15 juin 2009

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, les opérations s'inscrivent dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :

1 - la construction d'un restaurant scolaire et d'une salle dédiée aux temps d'activités périscolaires : le coût est estimé à 473.625,00 € HT, plafonné à 324.233,00 € HT.
2 - l'aménagement de la cour de l'école : 12.989,00 € HT
3 - la réfection de la toiture de la chapelle : le coût est estimé à 32.778,00 € HT

Description :
L'école de Melz-sur-Seine se situe dans le bâtiment de la mairie de la commune, elle fonctionne en Regroupement Pédagogique Intercommunal avec la commune de Hermé. La commune de Melz-sur-Seine accueille actuellement 16 élèves en restauration scolaire. L'évolution démographique et l'état de vétusté du bâtiment existant nécessitent une révision complète du programme d'accueil.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment d'environ 205 m² composé d'un restaurant scolaire de 164 m² pouvant accueillir 40 élèves et d'une salle spécifique dédiée à l'accueil des temps d'activités périscolaires d'environ 41 m².

Ce nouveau bâtiment sera construit avec une structure bois, la couverture sera réalisée en tuile de terre cuite plate pour assurer une cohérence avec les bâtiments voisins. Les finitions intérieures seront exécutées avec des matériaux permettant un entretien aisé. Le chauffage sera assuré par un système de pompe à chaleur pour la partie restauration scolaire, et par un chauffage électrique dernière génération de type chaleur douce, pour la salle dédiée aux TAP, le tout assorti d'un système de régulation permettant ainsi une gestion optimisée des plages de fonctionnement.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif nouveau contrat rural (COR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MELZ-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	453 443,00	95,74%
Honoraires	20 182,00	4,26%
Total	473 625,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	129 693,20	27,38%
Département 77 (sollicitée)	97 269,80	20,54%
Commune	246 662,00	52,08%
Total	473 625,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 480,00 €
2018	97 274,50 €
2019	25 938,70 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	1 119,40 €
	Montant total	1 119,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014117

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR - AMENAGEMENT DE LA COUR DE L'ECOLE - MELZ SUR SEINE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	12 989,00 €	40,00 %	5 195,60 €
	Montant Total de la subvention		5 195,60 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELZ SUR SEINE
Adresse administrative : MAIRIE
77171 MELZ-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ROCIPON, Maire

N° SIRET : 21770289300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1846,07 ha
Population (Insee 2014) : 365 hab
Densité : 0,2 hab/ha
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% surfaces non urbanisées : 97,8 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI 2017 : Communauté de communes du Provinois
TIM : Montereau Seine et Loing
SCOT : en cours d'élaboration par le SMEP du Grand Provinois depuis le 13 octobre 2009
PLU en cours d'élaboration depuis le 15 juin 2009

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, les opérations s'inscrivent dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :

1 - la construction d'un restaurant scolaire et d'une salle dédiée aux temps d'activités périscolaires : le coût est estimé à 473.625,00 € HT, plafonné à 324.233,00 € HT.
2 - l'aménagement de la cour de l'école : 12.989,00 € HT
3 - la réfection de la toiture de la chapelle : le coût est estimé à 32.778,00 € HT

Description :
L'école de Melz-sur-Seine se situe dans la mairie de la commune, elle fonctionne en Regroupement Pédagogique Intercommunal avec la commune de Hermé. 118 élèves se répartissent en 4 classes :
- Melz-sur-Seine regroupe 43 élèves (CE2 - CM1 - CM2) soit 2 classes
- Hermé regroupe 64 élèves en 3 classes (maternelle, CP, CE1).

La cour de l'école dessert les salles de classes, la future salle de restauration scolaire, la salle TAP et le préau.

Les travaux occasionnés lors de la construction du restaurant scolaire nécessitent la réfection complète de la cour de l'école. La commune souhaite ainsi la réaménager pour avoir un ensemble cohérent, remettre aux normes l'assainissement et mettre en conformité l'accès des salles de classes au titre de la réglementation des personnes à mobilité réduite.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX025910.

Localisation géographique :
- MELZ-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	12 989,00	100,00%
Total	12 989,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 195,60	40,00%
Département 77 (sollicitée)	3 896,70	30,00%
Commune	3 896,70	30,00%
Total	12 989,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	500,00 €
2018	3 656,48 €
2019	1 039,12 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	1 119,40 €
	Montant total	1 119,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014118

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR - REFECTION DE LA COUVERTURE DE LA CHAPELLE - MELZ SUR SEINE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	32 778,00 €	40,00 %	13 111,20 €
	Montant Total de la subvention		13 111,20 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELZ SUR SEINE
Adresse administrative : MAIRIE
77171 MELZ-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ROCIPON, Maire

N° SIRET : 21770289300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1846,07 ha
Population (Insee 2014) : 365 hab
Densité : 0,2 hab/ha
Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
% surfaces non urbanisées : 97,8 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI 2017 : Communauté de communes du Provinois
TIM : Montereau Seine et Loing
SCOT : en cours d'élaboration par le SMEP du Grand Provinois depuis le 13 octobre 2009
PLU en cours d'élaboration depuis le 15 juin 2009

En cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat Rural, les opérations s'inscrivent dans un programme global ayant pour volonté d'améliorer le patrimoine et le cadre de vie de la commune.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :

1 - la construction d'un restaurant scolaire et d'une salle dédiée aux temps d'activités périscolaires : le coût est estimé à 473.625,00 € HT, plafonné à 324.233,00 € HT.
2 - l'aménagement de la cour de l'école : 12.989,00 € HT
3 - la réfection de la toiture de la chapelle : le coût est estimé à 32.778,00 € HT

Description :
La chapelle de Blunay, aménagée en 1952 dans une ancienne grange, se situe dans le hameau principal de Melz-sur-Seine. La commune a seulement en charge les frais d'entretien. Le diocèse de Meaux a désacralisé la chapelle afin de la sauvegarder. Elle a été rétrocédée en date du 20 février 2012 pour l'euro symbolique à la commune.

L'utilisation envisagée est de valoriser cet espace dans le cadre d'expositions artistiques et d'organiser des évènements tels que la journée du patrimoine.

Les travaux entrepris pour la réfection de la couverture de la chapelle permettront de participer à la préservation du patrimoine tout en garantissant une utilisation ultérieure en toute sécurité pour les utilisateurs et visiteurs.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX025910.

Localisation géographique :
- MELZ-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	32 778,00	100,00%
Total	32 778,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	13 111,20	40,00%
Département 77 (sollicitée)	9 833,40	30,00%
Commune	9 833,40	30,00%
Total	32 778,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 088,00 €
2018	9 400,20 €
2019	2 623,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	1 119,40 €
	Montant total	1 119,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026679

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR EXTENSION ET MISE AUX NORMES DE L'ECOLE PALEY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PALEY
Adresse administrative : MAIRIE
77710 PALEY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel COCHIN, Maire

N° SIRET : 21770353700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie: 930,20 km²
Population (INSEE 2014): 35
Entité SDRIF: "Bourgs, villages et hameaux"
% Surfaces non urbanisées: 90,55 %
Plan vert Commune non carencée

EPCI: Communauté de Communes Moret Seine et Loing
TIM Bocage gâtinais et Montereau Seine et Loing
SCOT Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation Seine et Loing
PLU en élaboration depuis le 1er juin 2017

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des paleysiens.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural est l'extension et la mise aux normes de l'école : le coût est estimé à 400 000 € HT, plafonné à 370 000 € HT.

Description :
Les travaux prévoient la mise en conformité de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) pour l'ensemble de l'école située au rez-de-chaussée.
Le préau ouvert existant sera remplacé par une extension de 109 m² abritant des sanitaires, un dégagement / vestiaires et une classe accessibles aux PMR.

Le choix de matériaux traditionnels et de couleurs naturelles s'inscrit dans une recherche de cohérence architecturale avec les bâtiments existants : l'extension sera en maçonnerie, le ravalement en enduit monocouche projeté, gratté, ton pierre. Les soubassements et les bandeaux seront en enduit monocouche finition lisse et ton brique.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PALEY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	347 826,00	86,96%
HONORAIRES	52 174,00	13,04%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	37,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	111 000,00	27,75%
COMMUNE	141 000,00	35,25%
Total	400 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €
2018	117 800,00 €
2019	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026611

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR CONSTRUCTION D'UNE CANTINE SCOLAIRE SAINT-BRICE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT BRICE
Adresse administrative : MAIRIE
77160 SAINT-BRICE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick MARTINAND, Maire

N° SIRET : 21770403000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS -Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1 146,37 km²
Population (INSEE 2014) : 700
Entité SDRIF : "Agglomération des pôles de centralité"
% Surfaces non urbanisées : 92,72 %
Plan vert : Commune non carencée

EPCI : Communauté de communes du Provinois
TIM : Montereau Seine et Loing
SCOT : en cours d'élaboration depuis le 13 octobre 2009, par le Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Grand Provinois
PLU : approuvé le 25 juin 2007

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des Saint-Briçois.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural est la construction d'une cantine scolaire : le coût est estimé à 596 505 € HT, plafonné à 370 000 € HT.

Description :
La cantine existante située au rez-de-chaussée de la mairie est vétuste et trop petite au vu de l'accroissement du nombre d'enfants y déjeunant. La cuisine est utilisée par la cantine et les locataires de la salle des fêtes, ce qui crée des problèmes d'hygiène quant à l'utilisation du matériel et des sanitaires.

Le projet prévoit la construction d'une cantine scolaire d'environ 286 m². La construction respectera les nouvelles normes notamment en matière d'accessibilité des personnes handicapées.

La construction de la nouvelle cantine se fera à proximité immédiate des bâtiments scolaires, sur un emplacement qui s'est trouvé libéré par le départ des services techniques communaux.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-BRICE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	518 700,00	86,96%
Honoraires	77 805,00	13,04%
Total	596 505,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	148 000,00	24,81%
Département 77 (sollicitée)	111 000,00	18,61%
Commune	337 505,00	56,58%
Total	596 505,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €
2018	117 800,00 €
2019	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024696

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR EXTENSION DE LA MAIRIE AVEC MISE AUX NORMES D'ACCESSIBILITE PMR - SAINT OUEN EN BRIE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT OUEN EN BRIE
Adresse administrative : RUE BRISE MUR
77720 SAINT-OUEN-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yannick GUILLO, Maire

N° SIRET : 21770428700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie 568,04 km²
Population (INSEE 2014) : 852
Entité SDRIF "Bourgs, villages, Hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 92,37 %

Plan vert Commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes Brie Nangissienne
TIM Montereau Seine et Loing
SCOT : hors SCOT
PLU en élaboration depuis le 11 juillet 2017

Pour répondre au développement futur de la commune, les élus souhaitent inscrire leur projet dans une perspective durable associant le maintien du cadre de vie et des équipements, la protection de l'environnement et l'attractivité du territoire. Aussi, le projet communal s'articule autour de quatre grands axes :

- Assurer une urbanisation respectueuse du cadre dans lequel elle s'inscrit
- Maintenir et améliorer les équipements et le cadre de vie des habitants
- Développer et maintenir les activités économiques
- Préserver les qualités paysagères et les sensibilités environnementales et paysagères du territoire communal

Ces différents axes de développement, bien que touchant des thématiques distinctes, sont interdépendants et viennent se compléter les uns avec les autres.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural est l'extension de la mairie avec la mise aux normes d'accessibilité PMR : le coût est estimé à 370 000 € HT.

Description :
La nouvelle salle du conseil de la mairie et une nouvelle salle de réunion seront créées respectivement au sud et à l'est du bâtiment existant, laissant un libre cheminement, permettant la circulation depuis la cour de récréation. Ce cheminement est utilisé actuellement par les écoliers pour leur permettre de rejoindre l'abribus sans passer par la voirie.
La couverture en terrasse permet de créer pour partie une terrasse accessible depuis le bureau du maire à l'étage, le reste de la surface étant végétalisé.
Les façades sont revêtues de bardage stratifié de tonalité grise pour accentuer l'esthétique contemporaine du volume. Un soubassement et un encadrement de baie de ton ocre viendra rappeler les encadrements de baies et les lignages en briques du bâtiment existant. Les menuiseries seront en aluminium à rupture de pont thermique de ton gris anthracite. Le socle réalisé pour la terrasse et l'extension, afin que le projet soit de niveau avec le bâtiment existant, sera revêtu de parement pierres dans le but de lier la nouvelle salle du conseil avec la mairie actuelle.
Une redistribution et une réhabilitation partielle des locaux existants au rez-de-chaussée sera nécessaire. Un vrai hall d'accueil est ainsi créé, tout comme un espace de reprographie et un sanitaire pour personnes à mobilité réduite (PMR).
Le projet comprend également l'aménagement des abords, avec :
- la création d'une vaste terrasse en bois reliant l'extension au bâtiment existant ;
- la création de six places de stationnement complémentaires, le long de la rue Brise-mur.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	322 000,00	87,03%
HONORAIRES	48 000,00	12,97%
Total	370 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	111 000,00	30,00%
COMMUNE	111 000,00	30,00%
Total	370 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €
2018	117 800,00 €
2019	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026278

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR AMENAGEMENT DE LA MAIRIE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	193 200,00 €	40,00 %	77 280,00 €
	Montant Total de la subvention		77 280,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY
Adresse administrative : MAIRIE
77480 SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne-Marie CHARLE, Maire

N° SIRET : 21770434500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales
Superficie 646,03 km²
Population (INSEE 2014) 348
Entité SDRIF "Bourgs, villages, Hameaux"
% Surfaces non urbanisées 89,09 %
Plan vert Commune non carencée

EPCI Communauté de Communes Bassée-Montois
TIM Montereau Seine et Loing
SCOT Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Grand Provinois
PLU application du RNU depuis le 17 mars 2017
PLU Intercommunal en élaboration depuis le 28 juin 2017

Cette commune rurale ne devra connaître qu'un développement modéré compte tenu de son niveau d'équipement et des contraintes liées aux sites et paysages. Elle est comprise dans l'aire d'étude du plan d'aménagement rural de la Bassée qui a pour objectifs prioritaires de :
- maintenir l'agriculture,
- conserver le patrimoine naturel existant, en mettant en valeur l'espace boisé, en protégeant la nappe aquifère et en maîtrisant l'urbanisme sauvage,
- organiser l'extraction des matériaux alluvionnaires en privilégiant des réaménagements à vocation naturelle,
- promouvoir la vocation de détente et de loisirs notamment autour des anciennes sablières qui peuvent servir de zone d'accueil du public.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- L'aménagement de la mairie : le coût est estimé à 193 200 € HT,
- L'aménagement extérieur de la mairie : le coût est estimé à 46 000 € HT,
- La restauration de l'église : le coût est estimé à 192 855 € HT, plafonné à 130 800 € HT.

Description :
Les bureaux administratifs de la mairie étant situés à l'étage, leur accès est difficile voire impossible aux personnes à mobilité réduite (PMR). Il s'agit donc de relocaliser le secrétariat et le bureau du maire au rez-de-chaussée, en lieu et place de l'actuel office de réchauffage, donnant directement sur l'entrée. L'office de réchauffage ainsi que des sanitaires accessibles aux PMR seront aménagés sous l'actuel préau donnant sur la cour arrière de la mairie. Le préau sera pour ce faire agrandi, son sol rehaussé pour permettre un accès de plain-pied, il sera couvert en ardoises et sa nouvelle façade sera enduite comme celle de la mairie. La jonction entre le bâtiment (mairie) et l'ancien préau sera réalisée par une construction du type véranda entièrement vitrée, orientée nord sur la cour intérieure. La véranda et les menuiseries extérieures de l'ancien préau seront réalisées en aluminium laqué.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	168 000,00	86,96%
HONORAIRES	25 200,00	13,04%
Total	193 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	77 280,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	57 960,00	30,00%
COMMUNE	57 960,00	30,00%
Total	193 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	380,00 €
2018	61 444,00 €
2019	15 456,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	135 000,00 €
	Montant total	99 112,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014170

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR AMENAGEMENTS EXTERIEURS DE LA MAIRIE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	46 000,00 €	40,00 %	18 400,00 €
	Montant Total de la subvention		18 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY
Adresse administrative : MAIRIE
77480 SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne-Marie CHARLE, Maire

N° SIRET : 21770434500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...)

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 646,03 km²
Population (INSEE 2014) : 348
Entité SDRIF "Bourgs, villages, Hameaux"
% Surfaces non urbanisées : 89,09 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI Communauté de Communes Bassée-Montois
TIM Montereau Seine et Loing

SCOT Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Grand Provinois
PLU application du RNU depuis le 17 mars 2017
PLU Intercommunal en élaboration depuis le 28 juin 2017

Cette commune rurale ne devra connaître qu'un développement modéré compte tenu de son niveau d'équipement et des contraintes liées aux sites et paysages. Elle est comprise dans l'aire d'étude du plan d'aménagement rural de la Bassée qui a pour objectifs prioritaires de :
- maintenir l'agriculture,
- conserver le patrimoine naturel existant, en mettant en valeur l'espace boisé, en protégeant la nappe aquifère et en maîtrisant l'urbanisme sauvage,
- organiser l'extraction des matériaux alluvionnaires en privilégiant des réaménagements à vocation naturelle,
- promouvoir la vocation de détente et de loisirs notamment autour des anciennes sablières qui peuvent servir de zone d'accueil du public.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'aménagement de la mairie : le coût est estimé à 193 200 € HT,
- l'aménagement extérieur de la mairie : le coût est estimé à 46 000 € HT,
- la restauration de l'église : le coût est estimé à 192 855 € HT, plafonné à 130 800 € HT.

Description :
Cette opération s'inscrit dans la continuité de l'opération d'aménagement intérieur de la mairie. L'accès à la mairie depuis la rue par la façade sud comprenant actuellement une marche, il est prévu de créer un perron desservi par une rampe. L'aménagement à proximité d'une place handicapée permettra d'éviter aux personnes à mobilité réduite de se garer sur le parking situé de l'autre côté de la rue et ainsi de limiter leurs déplacements. Sur la façade arrière deux nouveaux perrons seront réalisés pour l'accès à la salle des fêtes et à l'espace traiteur. L'assainissement individuel sera mis aux normes. Par ailleurs, le cheminement permettant aux véhicules de livraison de desservir la cour sera réalisé en béton désactivé.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cas du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS "EX026278".

Localisation géographique :
- SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	40 000,00	86,96%
HONORAIRES	6 000,00	13,04%
Total	46 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	18 400,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	13 800,00	30,00%
COMMUNE	13 800,00	30,00%
Total	46 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	220,00 €
2018	14 500,00 €
2019	3 680,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	135 000,00 €
	Montant total	99 112,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014171

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR RESTAURATION DE L'EGLISE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	130 800,00 €	40,00 %	52 320,00 €
	Montant Total de la subvention		52 320,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY
Adresse administrative : MAIRIE
77480 SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne-Marie CHARLE, Maire

N° SIRET : 21770434500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 646,03 km²
Population (INSEE 2014) : 348
Entité SDRIF : "Bourgs, villages, Hameaux"
% Surfaces non urbanisées 89,09 %
Plan vert Commune non carencée

EPCI: Communauté de Communes Bassée-Montois
TIM Montereau Seine et Loing
SCOT Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Grand Provinois
PLU application du RNU depuis le 17 mars 2017
PLU Intercommunal en élaboration depuis le 28 juin 2017

Cette commune rurale ne devra connaître qu'un développement modéré compte tenu de son niveau d'équipement et des contraintes liées aux sites et paysages. Elle est comprise dans l'aire d'étude du plan d'aménagement rural de la Bassée qui a pour objectifs prioritaires de :
- maintenir l'agriculture,
- conserver le patrimoine naturel existant, en mettant en valeur l'espace boisé, en protégeant la nappe aquifère et en maîtrisant l'urbanisme sauvage,
- organiser l'extraction des matériaux alluvionnaires en privilégiant des réaménagements à vocation naturelle,
- promouvoir la vocation de détente et de loisirs notamment autour des anciennes sablières qui peuvent servir de zone d'accueil du public.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'aménagement de la mairie : le coût est estimé à 193 200 € HT,
- l'aménagement extérieur de la mairie : le coût est estimé à 46 000 € HT,
- la restauration de l'église : le coût est estimé à 192 855 € HT, plafonné à 130 800 € HT.

Description :
Différents désordres ont été relevés sur l'église, principalement liés aux infiltrations et à la vétusté de l'édifice. L'opération consiste à restaurer le mur gouttereau sud de la nef et du choeur, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Il est également nécessaire de reprendre les couvertures par la réfection à neuf des couvertures du choeur et de la sacristie et la révision de leurs charpentes, le repiquage de la couverture de la nef, le traitement des bois et l'intervention sur les ouvrages maçonnés, la mise en place de gouttières et de descentes d'eau pluviale.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cas du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS "EX026278".

Localisation géographique :
- SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	167 700,00	86,96%
HONORAIRES	25 155,00	13,04%
Total	192 855,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	52 320,00	27,13%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	39 240,00	20,35%
COMMUNE	101 295,00	52,52%
Total	192 855,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	410,00 €
2018	410,00 €
2019	41 036,00 €
2020	10 464,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	135 000,00 €
	Montant total	99 112,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026686

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR AMENAGEMENT D'UNE AIRE PAYSAGERE DE STATIONNEMENT - VILLIERS-SOUS-GREZ (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	309 565,80 €	40,00 %	123 826,32 €
	Montant Total de la subvention		123 826,32 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
77760 VILLIERS-SOUS-GREZ
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves LECHATELLIER, Maire

N° SIRET : 21770520100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...)identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 12,14 km²
Population (INSEE 2014) : 745
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 92, 43%
Plan vert Commune non carencée

EPCI : Communauté de Communes du Pays de Nemours
TIM : Gâtinais français
SCOT : SIEP Nemours Gâtinais
PLU : approuvé le 18 février 2014

Les projets s'inscrivent dans les objectifs prioritaires définis par la commune lors de la révision de son PLU, à savoir :
- Permettre un développement modéré et raisonnable de l'habitat,
- Permettre l'implantation d'activités artisanales et de services non nuisants pour la population,
- Analyser les possibilités de reconversion des bâtiments agricoles.
Ils contribuent également à la mise en œuvre de l'orientation du PADD portant sur la mise en valeur du centre du village en valorisant les patrimoines.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- L'aménagement d'une aire de stationnement paysagère : le coût est estimé à 309 565,80 € HT,
- La réhabilitation d'un bâtiment communal à vocation de logements et d'activités paramédicales : le coût est estimé à 509 550 € HT, plafonné à 60 434,20 € HT.

Description :
Le projet consiste à aménager une aire de stationnement qui desservira l'école et le foyer rural. Il vise à la fois un objectif de sécurité notamment pour le transport scolaire mais aussi une mise en valeur du site localisé aux abords de l'église classée.

L'école et le foyer rural sont en effet desservis par une voie en impasse à l'extrémité de laquelle existe un parking stabilisé dont la capacité est insuffisante au regard des besoins. La configuration ne permet pas au bus assurant le transport scolaire, de faire demi-tour dans des conditions satisfaisantes de sécurité. Les élèves sont déposés à un arrêt situé dans la rue et le bus doit quitter le village en empruntant une rue très étroite du coeur du bourg avec des problèmes d'encombrement. Les espaces situés à l'est de l'église, comprenant l'actuel parking et d'anciens jardins en friche ne sont guère qualitatifs et ne mettent pas en valeur ce monument.

Le projet prévoit un réaménagement global du site afin de répondre aux besoins et aux contraintes identifiées :
- Une nouvelle ouverture sera créée qui permettra grâce à la création d'une voirie interne aux bus de pénétrer sur l'esplanade pour déposer les enfants à proximité immédiate de l'école et de repartir en évitant le centre du village. L'arrêt de bus actuel sera abandonné et un nouvel abribus sera construit devant l'école,
- Les surfaces de stationnement seront réaménagées et des places supplémentaires créées dans les parties actuellement en friche.
Le projet intègre des aménagements paysagers qualitatifs destinés à mettre en valeur les abords de l'église classée ; un ancien jardin sera aménagé en jardin pédagogique avec des plantations d'herbes médicinales et arbres fruitiers. Une esplanade en bord de rue accueillera derrière des palissades de bois des containers pour la récupération des verres dont la localisation actuelle est trop visible. Le choix des revêtements de sol et des éléments de voirie feront l'objet d'une attention particulière (stabilisé, revêtements de surface en gravier silico-calcaire de teinte ocre, béton désactivé, bordures et pavage en grès).

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- VILLIERS-SOUS-GREZ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	286 635,00	92,59%
HONORAIRES	22 930,80	7,41%
Total	309 565,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	123 826,32	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	92 869,74	30,00%
COMMUNE	92 869,74	30,00%
Total	309 565,80	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €
2018	98 461,06 €
2019	24 765,26 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	9 334,80 €
	Montant total	9 334,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014659

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL A VOCATION DE LOGEMENTS ET D'ACTIVITES PARAMEDICALES - VILLIERS-SOUS-GREZ (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	60 434,20 €	40,00 %	24 173,68 €
	Montant Total de la subvention		24 173,68 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
Adresse administrative : COMMUNE DE VILLIERS SOUS GREZ
77760 VILLIERS-SOUS-GREZ
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves LECHATELLIER, Maire

N° SIRET : 21770520100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 12,14 km²
Population (INSEE 2014) : 745
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 92, 43%
Plan vert Commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes du Pays de Nemours
TIM : Gâtinais français
SCOT : SIEP Nemours Gâtinais
PLU : approuvé le 18 février 2014

Les projets s'inscrivent dans les objectifs prioritaires définis par la commune lors de la révision de son

PLU, à savoir :
- Permettre un développement modéré et raisonnable de l'habitat,
- Permettre l'implantation d'activités artisanales et de services non nuisants pour la population,
- Analyser les possibilités de reconversion des bâtiments agricoles
Ils contribuent également à la mise en oeuvre de l'orientation du PADD portant sur la mise en valeur du centre du village en valorisant les patrimoines.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'aménagement d'une aire de stationnement paysagère : le coût est estimé à 309 565,80 € HT,
- la réhabilitation d'un bâtiment communal à vocation de logements et d'activités paramédicales : le coût est estimé à 509 550 € HT, plafonné à 60 434,20 € HT.

Description :
Le projet de rénovation du bâtiment communal situé 27, rue Gabriel BACHET, une ancienne ferme de bourg vétuste actuellement inoccupée, vise à la réalisation de trois logements locatifs (1 T2 et 2 T3) et d'un cabinet paramédical.

Le projet s'inscrit dans une démarche de développement durable visant à l'amélioration des performances thermiques du bâti ancien, l'optimisation des niveaux de confort été/hiver, l'utilisation de matériaux et d'énergies renouvelables, la limitation de l'énergie grise dépensée. S'y ajoutent des objectifs patrimoniaux tenant à la valorisation du patrimoine existant, par réutilisation des structures anciennes et réemploi de matériaux traditionnels locaux. Il bénéficie d'un accompagnement par le Parc Naturel Régional du Gâtinais français au titre du projet "village 0 carbone" consistant à impulser des opérations exemplaires en termes d'urbanisme durable et dans la démarche "territoire à énergie positive pour la croissance verte" impulsée par l'Etat.

Les deux corps de bâtiment les plus anciens seront conservés : le bâtiment sur rue et la grange en fond de cour. Le bâtiment de liaison sera démoli tout en conservant le mur mitoyen pour libérer du linéaire de façade et de nouvelles possibilités de prise de lumière et de distribution sur les deux bâtiments conservés. Les façades sont également adaptées. Sur la cour, de nouvelles baies seront créées et les accès repensés. La cour sera quant à elle réaménagée pour permettre le stationnement des futurs locataires et créer une terrasse. Le vieux mur conservé et laissé apparent deviendra un lieu privilégié de refuge pour la faune et la flore. Les pavés au sol qui permettent au sol d'absorber les eaux de ruissellement seront conservés et restaurés.

Le projet comprend également l'isolation intérieure en matériaux naturels, la réutilisation et la restauration des maçonneries des anciens murs, la pose de menuiseries bois bio-sourcé, de doubles vitrages à haute performance, les finitions extérieures et l'installation d'un nouveau chauffage gaz performant.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cas du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS "EX026686".

Localisation géographique :
- VILLIERS-SOUS-GREZ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	430 000,00	84,39%
HONORAIRES	79 550,00	15,61%
Total	509 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	24 173,68	4,74%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	18 130,26	3,56%
DETR - Sollicité	203 820,00	40,00%
ETAT TEPCV - Sollicité	75 078,00	14,73%
COMMUNE	188 348,06	36,96%
Total	509 550,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €
2018	9 338,95 €
2019	9 400,00 €
2020	4 834,73 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	9 334,80 €
	Montant total	9 334,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026766

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR AMENAGEMENT D'UN LOCAL ASSOCIATIF - ANDELU (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	92 000,00 €	40,00 %	36 800,00 €
	Montant Total de la subvention		36 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDELU
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
78770 ANDELU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier RAVENEL, Maire

N° SIRET : 21780013500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 399,39 ha
Population (INSEE 2014) : 470 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 92,51 %
Plan vert : Commune non carencée

EPCI : CC Gally Mauldre
TIM : Vallée aval de la Seine
SCOT : Gally Mauldre
PLU : opposable depuis 2015

Les projets s'inscrivent dans les objectifs prioritaires définis par la commune dans son PADD à savoir :
- maintenir le développement de la population
- développer une attractivité économique
- développer le logement
- créer un local associatif
- créer un commerce de proximité, un lieu de rassemblement
- créer des espaces pour le stationnement des véhicules
- préserver les espaces agricoles
- limiter l'impact spatial de l'urbanisation

Les opérations inscrites dans le présent contrat sont :
- l'aménagement des abords du cimetière et la création d'un jardin du souvenir : le coût est estimé à 189 750 € HT,
- l'aménagement d'un local associatif : le coût est estimé à 92 000 € HT.

Description :
Le bâtiment actuel, ancien local des pompiers, est constitué d'une salle unique de 4 m x 4,5 m, soit une surface de 18 m² sur un rez-de-chaussée avec une charpente apparente. Bien que la toiture soit en mauvais état, la charpente est saine et les maçonneries extérieures ne présentent pas de désordres majeurs apparents.
Actuellement utilisé par le Comité des Fêtes et l'Association des Parents d'Elèves en local de rangement, le local sera utilisé, après rénovation, par les associations locales et les personnes de la commune pour les réunions et l'organisation des fêtes locales.
Il est prévu de réaménager totalement le bâtiment et de créer une extension de 20 m².

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ANDELU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	80 166,00	87,14%
HONORAIRES	11 834,00	12,86%
Total	92 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	36 800,00	40,00%
COMMUNE	27 600,00	30,00%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	27 600,00	30,00%
Total	92 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 440,00 €
2018	28 000,00 €
2019	7 360,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014692

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR AMENAGEMENT DES ABORDS DU CIMETIERE ET CREATION D'UN JARDIN DU SOUVENIR - ANDELU (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	189 750,00 €	40,00 %	75 900,00 €
	Montant Total de la subvention		75 900,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDELU
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
78770 ANDELU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier RAVENEL, Maire

N° SIRET : 21780013500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 399,39 ha
Population (INSEE 2014) : 470 habitants
Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
% Surfaces non urbanisées : 92,51 %
Plan vert : Commune non carencée

EPCI : CC Gally Mauldre
TIM : Vallée aval de la Seine
SCOT : Gally Mauldre
PLU : opposable depuis 2015

Les projets s'inscrivent dans les objectifs prioritaires définis par la commune dans son PADD à savoir :
- maintenir le développement de la population
- développer une attractivité économique
- développer le logement
- créer un local associatif
- créer un commerce de proximité, un lieu de rassemblement
- créer des espaces pour le stationnement des véhicules
- préserver les espaces agricoles
- limiter l'impact spatial de l'urbanisation

Les opérations inscrites dans le présent contrat sont :
- l'aménagement des abords du cimetière et la création d'un jardin du souvenir : le coût est estimé à 189 750 € HT,
- l'aménagement d'un local associatif : le coût est estimé à 92 000 € HT.

Description :
Il est envisagé de réaliser le projet suivant :
En préalable, le conseil départemental va modifier le tracé de la route départementale RD45 pour inciter les voitures à ralentir dans le virage à l'entrée de ville. Ce tracé est mis en oeuvre spécifiquement par les services du département des Yvelines. Ce réaménagement permet de sécuriser l'accès du cimetière en le déplaçant et d'aménager une nouvelle allée permettant l'accès au cimetière par :
- la création d'un nouveau portail d'entrée du cimetière sur le côté sud et d'une allée dans l'axe du nouveau portail.
- l'intégration des containers dans la composition générale, tournés sur le parking et non plus côté route pour des raisons pratiques et esthétiques
-une allée piétonne assurant la liaison avec le parking et permettant le passage des personnes à mobilité réduite (PMR),
- la création de places de stationnement de part et d'autre de la nouvelle allée d'entrée
- des plantations d'arbres sur les terre-pleins latéraux
- le portail métallique, de 3,50m de large, sera semblable à celui existant, composé de 2 vantaux, peint de couleur sombre et inscrit entre 2 piles de maçonneries avec larmiers de couronnement. Il est envisagé de réaliser à l'intérieur du cimetière un «jardin du souvenir». Il sera réalisé à l'emplacement libre situé en face du portail de l'entrée actuelle, sur une surface engazonnée de 16m2 avec un puits de dispersion, 2 columbarium, un banc et une flamme gravée. L'ensemble sera engazonné en périphérie et entouré d'une haie.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d’aménagement du territoire francilien.

Dans le cas du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS "EX026766".

Localisation géographique :

- ANDELU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	165 002,50	86,96%
HONORAIRES	24 747,50	13,04%
Total	189 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	75 900,00	40,00%
DEPARTEMENT 78 -sollicité	56 925,00	30,00%
COMMUNE	56 925,00	30,00%
Total	189 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 720,00 €
2018	59 000,00 €
2019	15 180,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026027

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR RENOVATION DE LA SALLE POLYVALENTE - ARNOUVILLE LES MANTES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARNOUVILLE LES MANTES
Adresse administrative : 8 PL DE L'EGLISE
78790 ARNOUVILLE-LES-MANTES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel TAILLARD, Maire

N° SIRET : 21780020000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie 991,14 km²
Population (INSEE 2014) 910
Entité SDRIF "Bourgs, villages, Hameaux"
% Surfaces non urbanisés 92,03 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM Vallée aval de la Seine
SCOT hors SCOT
PLU intercommunal en élaboration depuis le 21 juin 2017

La décision de la commune de solliciter un contrat rural correspond aux besoins d'améliorer ses

équipements ruraux pour des raisons de fonctionnalité, de sécurité, d'hygiène, de mise aux normes d'accessibilité et d'isolation des locaux.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural est la rénovation de la salle polyvalente : le coût est estimé à 437 311 € HT, plafonné à 370 000 € HT.

Description :
L'opération consiste à :
- terminer les travaux de restauration des couvertures,
- valoriser l'entrée de la salle polyvalente notamment par la pose d'une porte coulissante automatique et un ensemble de cloisons pour améliorer la gestion des flux de personnes et réduire les pertes de chaleur en créant un sas d'entrée,
- changer les menuiseries extérieures,
- poser un "mur mobile" pour améliorer la polyvalence des lieux et ainsi permettre de recevoir dans de meilleures conditions plusieurs associations simultanément,
- mettre aux normes et rénover l'office,
- mettre aux normes l'accessibilité de l'ensemble du bloc sanitaire de la salle polyvalente : création de toilettes pour personne à mobilté réduite (PMR) et rénovation des sanitaires mixtes.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ARNOUVILLE-LES-MANTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	385 610,00	88,18%
HONORAIRES	51 701,00	11,82%
Total	437 311,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	33,84%
DEPARTEMENT 78 -Sollicité	111 000,00	25,38%
COMMUNE	178 311,00	40,77%
Total	437 311,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 800,00 €
2018	103 600,00 €
2019	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026847

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR CHEMIN PIETON EN LIAISON DOUCE - GOUPILLIERES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	90 890,00 €	40,00 %	36 356,00 €
	Montant Total de la subvention		36 356,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUPILLIERES
Adresse administrative : 24 VALLEE PENANT
78770 GOUPILLIERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond JEAN, Maire

N° SIRET : 21780278400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 564,58 km²
Population (INSEE 2014) : 512
Entité SDRIF : Bourgs, villages, Hameaux
% Surfaces non urbanisées : 87,97 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes Coeur d'Yvelines
TIM : Vallée aval de la Seine
SCOT : hors SCOT
PLU : en élaboration depuis le 3 août 2017

Les orientations générales de politique d'aménagement concernent essentiellement l'équipement,

l'urbanisme, la protection des espaces naturels agricoles et forestiers et la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques. La commune se fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et souhaite lutter contre l'étalement urbain. Les opérations envisagées sont en cohérence avec les orientations générales de la politique communale.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- Le chemin piéton en liaison douce : le coût est estimé à 94 800 € HT, plafonné à 90 890 € HT,
- l'aménagement des abords de l'école et d'un chemin d'accès : le coût est estimé à 113 105 € HT, plafonné à 108 440 € HT,
- la réalisation d'un logement à l'étage de l'atelier communal : le coût est estimé à 118 892 € HT, plafonné à 113 987 € HT,
- la construction d'un city stade : le coût est estimé à 59 120 € HT, plafonné à 56 683 € HT.

Description :
Les aménagements de chemins communaux en liaison douce sont indispensables pour la sécurité des enfants. En effet, il n'existe pas de trottoirs et les rues sont exiguës : actuellement, les enfants amenés à fréquenter l'école ou à se rendre à l'arrêt de bus n'ont d'autres choix que de circuler sur la chaussée.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- GOUPILLIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	80 580,00	85,00%
HONORAIRES	14 220,00	15,00%
Total	94 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	36 356,00	38,35%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	27 267,00	28,76%
COMMUNE	31 177,00	32,89%
Total	94 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	156,00 €
2018	28 929,00 €
2019	7 271,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	48 840,00 €
	Montant total	48 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014613

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR AMENAGEMENT DES ABORDS DE L'ECOLE ET D'UN CHEMIN D'ACCES - GOUPILLIERES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	108 440,00 €	40,00 %	43 376,00 €
	Montant Total de la subvention		43 376,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUPILLIERES
Adresse administrative : 24 VALLEE PENANT
78770 GOUPILLIERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond JEAN, Maire

N° SIRET : 21780278400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 564,58 km²
Population (INSEE 2014) : 512
Entité SDRIF : Bourgs, villages, Hameaux
% Surfaces non urbanisées : 87,97 %

Plan vert Commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes Coeur d'Yvelines
TIM : Vallée aval de la Seine
SCOT : hors SCOT
PLU : en élaboration depuis le 3 août 2017

Les orientations générales de politique d'aménagement concernent essentiellement l'équipement, l'urbanisme, la protection des espaces naturels agricoles et forestiers et la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques. La commune fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et souhaite lutter contre l'étalement urbain. Les opérations envisagées sont en cohérence avec les orientations générales de la politique communale.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'aménagement du chemin piéton en liaison douce : le coût est estimé à 94 800 € HT, plafonné à 90 890 € HT,
- l'aménagement des abords de l'école et d'un chemin d'accès : le coût est estimé à 113 105 € HT, plafonné à 108 440 € HT,
- la réalisation d'un logement à l'étage de l'atelier communal : le coût est estimé à 118 892 € HT, plafonné à 113 987 € HT,
- la construction d'un city stade : le coût est estimé à 59 120 € HT, plafonné à 56 683 € HT.

Description :
Les aménagements des abords de l'école et des chemins d'accès sont complémentaires aux travaux de réalisation d'une liaison douce en centre-bourg de la commune. En effet, les "dépose-minutes" du matin ainsi que la liaison entre l'école et la cantine s'effectuent par la rue. Il n'existe pas de passage clouté et l'arrêt de bus se situe à proximité du carrefour où se mélangent le trafic et les stationnements provisoires des véhicules amenant les enfants à l'école. Ainsi, l'aménagement des abords de l'école et des chemins d'accès contribueront pleinement à la sécurisation des enfants.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX026847.

Localisation géographique :
- GOUPILLIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	105 105,00	92,93%
HONORAIRES	8 000,00	7,07%
Total	113 105,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	43 376,00	38,35%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	32 532,00	28,76%
COMMUNE	37 197,00	32,89%
Total	113 105,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	276,00 €
2018	34 500,00 €
2019	8 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	48 840,00 €
	Montant total	48 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014614

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR REALISATION D'UN LOGEMENT A L'ETAGE DE L'ATELIER COMMUNAL - GOUPILLIERES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	113 987,00 €	40,00 %	45 594,80 €
	Montant Total de la subvention		45 594,80 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUPILLIERES
Adresse administrative : 24 VALLEE PENANT
78770 GOUPILLIERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond JEAN, Maire

N° SIRET : 21780278400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 564,58 km²
Population (INSEE 2014) : 512
Entité SDRIF : Bourgs, villages, Hameaux
% Surfaces non urbanisées : 87,97 %

Plan vert Commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes Coeur d'Yvelines
TIM : Vallée aval de la Seine
SCOT : hors SCOT
PLU : en élaboration depuis le 3 août 2017

Les orientations générales de politique d'aménagement concernent essentiellement l'équipement, l'urbanisme, la protection des espaces naturels agricoles et forestiers et la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques. La commune fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et souhaite lutter contre l'étalement urbain. Les opérations envisagées sont en cohérence avec les orientations générales de la politique communale.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'aménagement du chemin piéton en liaison douce : le coût est estimé à 94 800 € HT, plafonné à 90 890 € HT,
- l'aménagement des abords de l'école et d'un chemin d'accès : le coût est estimé à 113 105 € HT, plafonné à 108 440 € HT,
- la réalisation d'un logement à l'étage de l'atelier communal : le coût est estimé à 118 892 € HT, plafonné à 113 987 € HT,
- la construction d'un city stade : le coût est estimé à 59 120 € HT, plafonné à 56 683 € HT.

Description :
Le projet consiste en la réhabilitation et transformation de combles existants en logement communal. Le logement sera composé de :
- une entrée en rez-de-chaussée d'environ 2,80 m² et d'une hauteur sous plafond de 2,20 m,
- une cuisine d'environ 11,30 m² et d'une hauteur sous plafond de 2,50 m,
- une pièce à vivre d'environ 24,60 m² sous rampant de toiture,
- une salle d'eau, WC et dégagement d'environ 6,50 m² et d'une hauteur sous plafond de 2,50 m,
- deux chambres d'environ 11 m² chacune et d'une hauteur sous-plafond de 2,50 m.
La surface totale habitable sera d'environ 67 m².

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX026847.

Localisation géographique :
- GOUPILLIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	104 291,00	87,72%
HONORAIRES	14 601,00	12,28%
Total	118 892,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	45 594,80	38,35%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	34 196,10	28,76%
COMMUNE	39 101,10	32,89%
Total	118 892,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €
2019	16 475,84 €
2020	9 118,96 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	48 840,00 €
	Montant total	48 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014615

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR CONSTRUCTION D'UN CITY STADE - GOUPILLIERES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	56 683,00 €	40,00 %	22 673,20 €
	Montant Total de la subvention		22 673,20 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUPILLIERES
Adresse administrative : 24 VALLEE PENANT
78770 GOUPILLIERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond JEAN, Maire

N° SIRET : 21780278400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 564,58 km²
Population (INSEE 2014) : 512
Entité SDRIF : Bourgs, villages, Hameaux
% Surfaces non urbanisées : 87,97 %
Plan vert Commune non carencée

EPCI : Communauté de Communes Coeur d'Yvelines
TIM : Vallée aval de la Seine
SCOT : hors SCOT
PLU : en élaboration depuis le 3 août 2017

Les orientations générales de politique d'aménagement concernent essentiellement l'équipement, l'urbanisme, la protection des espaces naturels agricoles et forestiers et la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques. La commune fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et souhaite lutter contre l'étalement urbain. Les opérations envisagées sont en cohérence avec les orientations générales de la politique communale.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- l'aménagement du chemin piéton en liaison douce : le coût est estimé à 94 800 € HT, plafonné à 90 890 € HT,
- l'aménagement des abords de l'école et d'un chemin d'accès : le coût est estimé à 113 105 € HT, plafonné à 108 440 € HT,
- la réalisation d'un logement à l'étage de l'atelier communal : le coût est estimé à 118 892 € HT, plafonné à 113 987 € HT,
- la construction d'un city stade : le coût est estimé à 59 120 € HT, plafonné à 56 683 € HT.

Description :
La construction d'un city-stade permettra aux enfants de l'école et aux adolescents de la commune de trouver un lieu de loisirs attractif et sécurisé à proximité de leur habitation. Cela contribuera ainsi à renforcer l'offre d'équipement du village, aujourd'hui très limitée, et d'améliorer son animation et sa convivialité.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX026847.

Localisation géographique :
- GOUPILLIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	55 920,00	94,59%
HONORAIRES	3 200,00	5,41%
Total	59 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	22 673,20	38,35%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	17 004,90	28,76%
COMMUNE	19 441,90	32,89%
Total	59 120,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €
2019	8 138,56 €
2020	4 534,64 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	48 840,00 €
	Montant total	48 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025963

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR REFECTION DES LOCAUX DE STOCKAGE SERVICE TECHNIQUE - SAINT FORGET (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	165 570,00 €	40,00 %	66 228,00 €
	Montant Total de la subvention		66 228,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT FORGET
Adresse administrative : LA HAUTE BEAUCE
78720 SAINT-FORGET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc JANNIN, Maire

N° SIRET : 21780548000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie 600,54km²
Population (INSEE 2014) 494
Entité SDRIF "Bourgs, villages, Hameaux"
% Surfaces non urbanisées 91,85 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI Communauté de Communes Haute Vallée de Chevreuse
TIM Vallée de Chevreuse, Vallée de Bièvres aval, Plateau de Saclay
SCOT hors SCOT
PLU approuvé depuis le 26 septembre 2013

Pour répondre au développement futur de la commune, les élus souhaitent inscrire leurs projets dans une perspective durable. Ils comptent poursuivre la politique urbaine en veillant à consolider les équilibres et le cadre de vie résidentiel et convivial. Le projet de ville se décline en six grandes orientations générales d'aménagement et d'urbanisme :
- Maîtriser la croissance de l'urbanisation et développer de façon très modérée le territoire,
- Préserver le cadre de vie de qualité,
- Affirmer l'identité des paysages,
- Sécuriser la traversée du village et améliorer les conditions de déplacement inter-hameaux notamment,
- Préserver durablement l'environnement,
- Conforter le développement d'un tourisme de proximité « vert » et de loisirs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection des locaux de stockage service technique : le coût est estimé à 178 386 € HT, plafonné à 165 570 € HT,
- la réfection et l'extension de la salle des fêtes communale : le coût est estimé à 122 511 € HT, plafonné à 119 000 € HT,
- l'aménagement d'un espace ludique : le coût est estimé à 40 558 € HT, plafonné à 39 450 € HT,
- l'aménagement et la réfection de la rue de la Motte : le coût est estimé à 47 300 € HT, plafonné à 45 980 € HT.

Description :
Le local de stockage actuel est très exigu et la commune a profité de l'opportunité d'acquisition d'un garage touchant le local technique actuel et se situant dans un bâtiment communal pour agrandir la surface de la partie technique.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-FORGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	119 573,00	70,18%
HONORAIRES	24 913,00	14,62%
ACQUISITION	25 900,00	15,20%
Total	170 386,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	66 228,00	38,87%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	49 671,00	29,15%
COMMUNE	54 487,00	31,98%
Total	170 386,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 228,00 €
2018	51 755,00 €
2019	13 245,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	7 090,02 €
	Montant total	7 090,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014021

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR REFECTION ET EXTENSION DE LA SALLE DES FETES - SAINT FORGET (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	119 000,00 €	40,00 %	47 600,00 €
	Montant Total de la subvention		47 600,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT FORGET
Adresse administrative : LA HAUTE BEAUCE
78720 SAINT-FORGET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc JANNIN, Maire

N° SIRET : 21780548000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 600,54km²
Population (INSEE 2014) : 494
Entité SDRIF : "Bourgs, villages, Hameaux"
Surfaces non urbanisées : 91,85 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes Haute Vallée de Chevreuse
TIM : Vallée de Chevreuse, Vallée de Bièvres aval, Plateau de Saclay
SCOT : hors SCOT
PLU approuvé depuis le 26 septembre 2013

Le projet de ville se décline en six grandes orientations générales d'aménagement et d'urbanisme :

- Maîtriser la croissance de l'urbanisation et développer de façon très modérée le territoire,
- Préserver le cadre de vie de qualité,
- Affirmer l'identité des paysages,
- Sécuriser la traversée du village et améliorer les conditions de déplacement inter-hameaux notamment,
- Préserver durablement l'environnement,
- Conforter le développement d'un tourisme de proximité « vert » et de loisirs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection des locaux de stockage service technique : le coût est estimé à 178 386 € HT, plafonné à 165 570 € HT,
- la réfection et l'extension de la salle des fêtes communale : le coût est estimé à 122 511 € HT, plafonné à 119 000 € HT,
- l'aménagement d'un espace ludique : le coût est estimé à 40 558 € HT, plafonné à 39 450 € HT,
- l'aménagement et la réfection de la rue de la Motte : le coût est estimé à 47 300 € HT, plafonné à 45 980 € HT.

Description :
La salle des fêtes est de conception ancienne et a besoin d'une remise aux normes. L'extension est destinée au stockage du matériel utilisé lors de manifestations comme des barnums, tables, chaises qui aujourd'hui sont disséminés dans différents endroits.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX025963.

Localisation géographique :
- SAINT-FORGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	114 411,00	93,39%
HONORAIRES	8 100,00	6,61%
Total	122 511,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	47 600,00	38,85%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	35 700,00	29,14%
COMMUNE	39 211,00	32,01%
Total	122 511,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 040,00 €
2018	28 560,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	7 090,02 €
	Montant total	7 090,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014022

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR AMENAGEMENT D'UN ESPACE LUDIQUE - SAINT FORGET (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	39 450,00 €	40,00 %	15 780,00 €
	Montant Total de la subvention		15 780,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT FORGET
Adresse administrative : LA HAUTE BEAUCE
78720 SAINT-FORGET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc JANNIN, Maire

N° SIRET : 21780548000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 600,54 km²
Population (INSEE 2014) : 494
Entité SDRIF : "Bourgs, villages, Hameaux"
Surfaces non urbanisées : 91,85 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes Haute Vallée de Chevreuse
TIM : Vallée de Chevreuse, Vallée de Bièvres aval, Plateau de Saclay
SCOT : hors SCOT
PLU approuvé depuis le 26 septembre 2013

Le projet de ville se décline en six grandes orientations générales d'aménagement et d'urbanisme :

- Maîtriser la croissance de l'urbanisation et développer de façon très modérée le territoire,
- Préserver le cadre de vie de qualité,
- Affirmer l'identité des paysages,
- Sécuriser la traversée du village et améliorer les conditions de déplacement inter-hameaux notamment,
- Préserver durablement l'environnement,
- Conforter le développement d'un tourisme de proximité « vert » et de loisirs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection des locaux de stockage service technique : le coût est estimé à 178 386 € HT, plafonné à 165 570 € HT,
- la réfection et l'extension de la salle des fêtes communale : le coût est estimé à 122 511 € HT, plafonné à 119 000 € HT,
- l'aménagement d'un espace ludique : le coût est estimé à 40 558 € HT, plafonné à 39 450 € HT,
- l'aménagement et la réfection de la rue de la Motte : le coût est estimé à 47 300 € HT, plafonné à 45 980 € HT.

Description :
Le nombre d'enfants dans la commune a augmenté et va continuer à augmenter. Il y a une demande forte des parents pour disposer d'un endroit convivial pour que les enfants puissent s'amuser en toute sécurité.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX025963.

Localisation géographique :
- SAINT-FORGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	40 558,00	100,00%
Total	40 558,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	15 780,00	38,91%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	11 835,00	29,18%
COMMUNE	12 943,00	31,91%
Total	40 558,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 890,00 €
2018	7 890,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	7 090,02 €
	Montant total	7 090,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014023

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR AMENAGEMENT ET REFECTION DE LA RUE DE LA MOTTE - SAINT FORGET (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	45 980,00 €	40,00 %	18 392,00 €
	Montant Total de la subvention		18 392,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT FORGET
Adresse administrative : LA HAUTE BEAUCE
78720 SAINT-FORGET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc JANNIN, Maire

N° SIRET : 21780548000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales:
Superficie : 600,54 km²
Population (INSEE 2014) : 494
Entité SDRIF : "Bourgs, villages, Hameaux"
Surfaces non urbanisées : 91,85 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté de Communes Haute Vallée de Chevreuse
TIM : Vallée de Chevreuse, Vallée de Bièvres aval, Plateau de Saclay
SCOT : hors SCOT
PLU approuvé depuis le 26 septembre 2013

Le projet de ville se décline en six grandes orientations générales d'aménagement et d'urbanisme :

- Maîtriser la croissance de l'urbanisation et développer de façon très modérée le territoire,
- Préserver le cadre de vie de qualité,
- Affirmer l'identité des paysages,
- Sécuriser la traversée du village et améliorer les conditions de déplacement inter-hameaux notamment,
- Préserver durablement l'environnement,
- Conforter le développement d'un tourisme de proximité « vert » et de loisirs.

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réfection des locaux de stockage service technique : le coût est estimé à 178 386 € HT, plafonné à 165 570 € HT,
- la réfection et l'extension de la salle des fêtes communale : le coût est estimé à 122 511 € HT, plafonné à 119 000 € HT,
- l'aménagement d'un espace ludique : le coût est estimé à 40 558 € HT, plafonné à 39 450 € HT,
- l'aménagement et la réfection de la rue de la Motte : le coût est estimé à 47 300 € HT, plafonné à 45 980 € HT.

Description :
Depuis 3 ans, de nombreuses constructions ont été réalisées rue de la Motte, ce qui a profondément endommagé la chaussée et ses abords. Aujourd'hui, il est indispensable de procéder à la réfection de la rue et à son aménagement pour la sécurité des riverains.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX025963.

Localisation géographique :
- SAINT-FORGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	43 000,00	90,91%
HONORAIRES	4 300,00	9,09%
Total	47 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	18 392,00	38,88%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	13 794,00	29,16%
COMMUNE	15 114,00	31,95%
Total	47 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 392,00 €
2018	13 322,00 €
2019	3 678,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	7 090,02 €
	Montant total	7 090,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026100

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR RENOVATION ET EXTENSION DE L'ECOLE PRIMAIRE DE BREUIL BOIS ROBERT - SIVS DE BOINVILLE ET BREUIL BOIS ROBERT (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	770 000,00 €	40,00 %	308 000,00 €
	Montant Total de la subvention		308 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIVS DE BOINVILLE ET BREUIL BOIS ROBERT
Adresse administrative : MAIRIE
78930 BOINVILLE EN MANTOIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur DANIEL MAUREY, Président

N° SIRET : 25780302300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie 868,62 km²
Population (INSEE 2014) 1 040
Entité SDRIF "Bourgs, villages, Hameaux"
% Surfaces non urbanisés 87,71 %

Plan vert Commune non carencée
EPCI Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM Vallée aval de la Seine
SCOT hors SCOT
PLU intercommunal en élaboration depuis le 21 juin 2017

La décision du Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire (SIVS) de solliciter un contrat rural répond aux besoins de proposer des conditions de vie scolaire analogues aux élèves de maternelle et de primaire. En effet, dans le cadre du SIVS, une nouvelle école maternelle a été réalisée à Boinville-en-Mantois il y a sept ans tandis qu'à Breuil-Bois-Robert étaient réhabilitées la cantine et la garderie. L'école de Breuil-Bois-Robert est le seul bâtiment à n'avoir pas été rénové.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural est la rénovation et l'extension de l'école primaire de Breuil Bois Robert : le coût est estimé à 951 405 € HT, plafonné à 770 000 € HT.

Description :
Le Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire (SIVS) souhaite :
- créer un accès indépendant à l'école, coté place ;
- aménager un espace de stockage pour les enseignants, en utilisant le volume des combles aujourd'hui perdu ;
- réaliser une classe en extension du bâtiment actuel coté ouest.
La classe conservée sera agrandie et complétée par une pièce polyvalente. Les sanitaires, mis aux normes, pourraient être créés à l'emplacement du préau actuel ;
- réinstaller les ateliers communaux : compte-tenu de la différence de niveau entre la cour et l'espace arrière de l'école, occupé par les ateliers communaux, ceux-ci pourraient se trouver sous l'emprise de la nouvelle classe ;
- aménager l'espace de cour pour assurer l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et réaliser un nouveau préau ;
- améliorer l'accessibilité à la cantine par la création d'une rampe.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BREUIL-BOIS-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	835 380,00	87,80%
HONORAIRES	116 025,00	12,20%
Total	951 405,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	308 000,00	32,37%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	285 421,50	30,00%
COMMUNE	357 983,50	37,63%
Total	951 405,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	61 600,00 €
2018	184 800,00 €
2019	61 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019941

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR REHABILITATION ET REALISATION D'UNE SALLE CULTURELLE AU SEIN DE LA FERME DES SEIGNEURS - CHEVANNES (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVANNES
Adresse administrative : RUE DE L'ACQUEDUC
91750 CHEVANNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques JOFFROY, Maire

N° SIRET : 21910159900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1025.75 ha
Population (INSEE 2014) : 1751 hab.
Entité SDRIF : Bourgs, villages, hameaux
Surfaces non urbanisées : 80,24 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté de communes du Val d'Essonne
TIM : Gâtinais Français
PLU : arrêté le 17 octobre 2016

Une des trois grandes orientations déclinées dans le PLU communal est de favoriser le renouvellement

urbain pour répondre à l'objectif démographique et maintenir l'activité existante. Différents objectifs ont été définis pour satisfaire cette orientation, le présent projet répondant aux objectifs suivants :
- Valoriser les espaces libres et la reconversion du bâti ancien au sein du tissu urbain pour la réalisation de nouveaux logements,
- Conforter la constitution d'une centralité.
En effet, avec la réhabilitation d'une partie de la ferme des Seigneurs, la commune a engagé la constitution d'une centralité avec la présence de nombreux équipements notamment culturels. Le projet contribue également à préserver l'identité chevannaise au travers du patrimoine bâti.

L'opération inscrite dans le présent contrat est la suivante :
- la réhabilitation et la réalisation d'une salle culturelle au sein de la ferme des Seigneurs, dont le coût est estimé à 598 000 euros HT, montant plafonné à 370 000 euros HT.

Description :
La commune de Chevannes, située sur le territoire du Parc naturel régional du Gâtinais français, souhaite réinvestir l'ancienne Bergerie de la ferme des Seigneurs pour y installer un équipement culturel et un bar ouvert sur la halle du marché. Ces projets viennent compléter l'aménagement global de la ferme Seigneuriale qui a pour ambition de devenir progressivement le nouveau centre du village.

La salle polyvalente actuelle, utilisée principalement par les associations et les écoles, est sur-occupée et ne satisfait pas l'ensemble des besoins de la commune. Le projet porte sur l'aménagement d'une salle culturelle comprenant une scène et pouvant accueillir des expositions, du cinéma, du théâtre, des soirées cabaret… et s'accompagne de la création d'un café.
Cette opération s'intègre dans un projet plus global d'aménagement d'un cœur de village sur ce site, qui comprend également la création de logements et d'une boulangerie.

L'ensemble de ces équipements seront particulièrement exemplaires quant à l'approche environnementale de l'architecture. Les travaux porteront notamment sur la réhabilitation du bâtiment en utilisant des matériaux bio-sourcés, la reprise de la toiture en tuiles plates comme les bâtiments avoisinants, l'installation d'une chaudière gaz, et la reprise de l'isolation en béton de chanvre. Les façades seront peu impactées car les ouvertures existantes seront conservées.

Par ailleurs, ce projet intégrera une dimension "biodiversité" tant dans sa conception que dans sa réalisation. La mise en œuvre de cette thématique se veut particulièrement pédagogique afin de sensibiliser l'ensemble des publics sur ces sujets. La réalisation contribuera à favoriser la présence de rapaces, d'hirondelles, de passereaux et de chauve-souris. Le PNR accompagnera l'équipe retenue sur l'ensemble de ces aspects, tant dans la conception que dans leur réalisation.

Le projet de salle culturelle comprend une salle modulable de 145 m², un espace d'accueil- foyer de 50 m² pour y prévoir des expositions, une régie, une loge, un office traiteur, des sanitaires, des locaux techniques et de stockage.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHEVANNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	598 000,00	100,00%
Total	598 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	24,75%
DEPARTEMENT 91 - Sollicité	111 000,00	18,56%
ETAT TEPCV - Sollicité	140 574,00	23,51%
LEADER - Sollicité	30 000,00	5,02%
RESERVE PARLEMENTAIRE - Sollicité	22 000,00	3,68%
COMMUNE	146 426,00	24,49%
Total	598 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	113 400,00 €
2019	29 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026062

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR RENOVATION ET REMISE AUX NORMES DE LA MAIRIE - CORBREUSE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 €	40,00 %	148 000,00 €
	Montant Total de la subvention		148 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBREUSE
Adresse administrative : RUE DES ECOLES
91410 CORBREUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Denis MOUNOURY, Maire

N° SIRET : 21910175500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie 1 592,15 km²
Population (INSEE 2014) 1 768
Entité SDRIF "Bourgs, villages, Hameaux"
% Surfaces non urbanisées 95,04 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI Communauté de Communes Dourdannais en Hurepoix
TIM Vallée de la Chevreuse, Gâtinais français
SCOT hors SCOT
PLU application du RNU depuis le 17 mars 2017

Les grandes orientations retenues par la commune concourent à une évolution du village dans le respect

de son environnement, de ses paysages et de son patrimoine urbain. L'avenir de la commune se dessinera autour de grandes orientations qui tendent principalement vers un développement maîtrisé et la préservation de son identité rurale, s'articulant autour des principes suivants :
- préserver le caractère de village et l'authenticité du cadre de vie,
- valoriser l'architecture des fermes aux entrées de village,
- limiter l'étalement urbain,
- maîtriser l'évolution démographique,
- garantir une offre de services et d'équipements adaptée à la population,
- valoriser les espaces naturels boisés et agricoles,
- conserver les espaces de transition entre les espaces naturels et agricoles et les espaces bâtis.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural est la rénovation et la remise aux normes de la mairie : le coût est estimé à 426 900,77 € HT, plafonné à 370 000 € HT.

Description :
L'hôtel de ville qui a fait l'objet de réaménagements successifs et d'interventions multiples ne correspond plus à son usage. Le bâtiment est mal isolé, les menuiseries sont à remplacer (simple vitrage). Les installations techniques sont obsolètes (électricité, ventilation, circuit informatique). Les espaces intérieurs sont contraints et présentent divers désordres liés à l'humidité, résultant du manque de chauffage et de ventilation. L'établissement n'est pour le moment pas accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR).
Les mesures suivantes sont proposées :
- pour la rénovation du bâtit : remplacement des menuiseries extérieures pour des fenêtres en bois identiques équipées de double vitrage. Mise en place d'une isolation des combles. Création d'une ventilation simple flux.
- dans le cadre de l'accessibilité : depuis la place de stationnement, il est prévu de modifier le cheminement PMR pour obtenir un sol lisse et facilement praticable par un fauteuil roulant. Réalisation d'une rampe destinée aux PMR leur permettant de rejoindre le rez-de-chaussée. Cet aménagement et la mise à niveau du rez-de-chaussée par la réhausse de la salle de conseil, imploqueront une restructuration partielle des accès au bâtiment.
- dans le cadre du code du travail : réorganisation des bureaux en rez-de-chaussée et R+1. Création des espaces nécessaires au fonctionnement de la mairie : salle de réunion R+2, zone d'archivage, sanitaires du personnel, réfectoire du personnel, local technique et reprographie. Mises aux normes électriques. Réorganisation du réseau informatique.
- dans le cadre d'un établissement recevant du public (ERP) : réalisation des travaux conformément au dépôt des recommandations du service départemental d’incendie et de secours (SDIS) et de l'accessibilité. Il s'agit essentiellement de l'installation des équipements de sécurité comprenant les plans d'évacuation.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d’aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	390 207,88	91,40%
HONORAIRES	36 692,89	8,60%
Total	426 900,77	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	34,67%
DEPARTEMENT 91 - Sollicité	111 000,00	26,00%
COMMUNE	167 900,77	39,33%
Total	426 900,77	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 400,00 €
2018	103 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026248

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR - AMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'EGLISE - COMMUNE DE CHENNEVIERES-LES-LOUVRES (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	350 136,60 €	40,00 %	140 054,64 €
	Montant Total de la subvention		140 054,64 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHENNEVIERES LES LOUVRES
Adresse administrative : MAIRIE
95380 CHENNEVIERES-LES-LOUVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric PLASMANS, Maire

N° SIRET : 21950154100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 459,12 ha
- Population : 317 hab
- Entité SDRIF : Bourgs, villages et hameaux
- % Surfaces non urbanisées : 83%
- Plan vert : commune non carencée en espaces verts
- EPCI/EPT : CA Roissy Pays de France
- TIM : Le Grand Roissy
- SCOT : CA Roissy Plaine de France
- PLU : en élaboration, arrêt le 12 avril 2017

Le projet d'aménagement et de développement durable en cours d'élaboration, prend en compte les éléments suivants :
- préserver le bâti porteur de l'identité locale et traditionnelle
- requalifier et sécuriser la place de l'église
- autoriser la mutation du bâti agricole de qualité dans le respect de l'architecture traditionnelle locale
- améliorer la qualité de l'espace public et sécuriser la desserte scolaire.

Le présent contrat rural porte sur l'opération suivante :
- aménagement de la place de l'église pour un montant estimé à 350 136,50 € HT.

Description :
La place de l'église est située au coeur du village, à l'intersection de la RD165 (rue de Louvres côté sud) et de la rue communale Emile Boisseau à caractère résidentiel.
La requalification de la route départementale, hors contrat rural, sera réalisée par le département du Val d'Oise.

Le périmètre du projet correspond au terre plein de l'église ainsi qu'au parvis de la mairie et de son aire de stationnement, associés à la placette située devant l'entrée de l'école. L'espace largement soumis aux contraintes de la circulation routière n'est pas aujourd'hui aménagé pour favoriser les usages piétonniers. Le passage des bus voyageurs, des autocars scolaires, des véhicules agricoles nécessitent des emprises importantes et des rayons de courbures appropriés.

Les objectifs du projet sont de faire émerger la notion de place du village non présente actuellement pour:
- une meilleure appropriation de la centralité par les piètons,
- une amélioration des conditions de sécurité aux abords de l'école,
- une amélioration de l'accessibilité des trottoirs et des équipements publics par les personnes à mobilité réduite,
- un traitement plus qualitatif des aménagement de l'espace public, par les revêtements des sols, le mobilier urbain et la présence végétale.

Pour concrétiser l'ensemble de ces objectifs, le projet d'aménagement prévoit :
- des modifications du tracé et des matériaux de chaussée,
- la reprise des rayons giratoires pour le passage des bus, cars et véhicules agricoles sur tous les itinéraires existants,
- la mise aux normes de l'accessibilité des espaces et des équipements (trottoirs élargis à 1.40 m, dispositif de rampe pour l'accessibilité ERP),
- un stationnement réparti en 3 zones distinctes (longue durée sur aire stabilisée, stationnement minute, stationnement linéaire), soit un total de 10 places,
- des bornes anti-stationnement pour protéger les accès charretiers et l'allée d'accès piétonnier à la mairie,
- des bordures de 18 à 20 cm pour lutter contre le stationnement délictueux ou gênant,
- la simplification visuelle de l'espace par une recherche de cohérence entre les différents mobiliers urbains (nouvel abri bus aménagé, bancs semi-circulaires en bois devant l'école) et les plantations (arbres isolés, gazons, plantations en pied de mur).

Matériaux utilisés : le grès pour les bordures, les trottoirs et le terre plein de l'église et la chaussée rue du Louvres-Sud ; la pierre calcaire pour les marches de la mairie, un stabilisé pour l'aire de stationnement longue durée.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d’aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	322 986,60	92,25%
HONORAIRES	27 150,00	7,75%
Total	350 136,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	140 054,64	40,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE 95 (sollicité)	105 040,98	30,00%
COMMUNE	105 040,98	30,00%
Total	350 136,60	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	74 695,81 €
2018	37 347,90 €
2019	28 010,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025686

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR - REHABILITATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DU QUARTIER DE GRANDCHAMPS - COMMUNE DE MOURS (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	330 924,50 €	40,00 %	132 369,80 €
	Montant Total de la subvention		132 369,80 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOURS
Adresse administrative : 1B RUE DE NOINTEL
95260 MOURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël BOUCHEZ, Maire

N° SIRET : 21950436200050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 248 ha
- Population : 1439 hab
- Entité SDRIF : Agglomération des pôles de centralité
- % Surfaces non urbanisées : 65%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI/EPT : CC du Haut Val d'Oise
- TIM : Oise-Pays de France
- SCOT : hors SCOT
- PLU : Opposable

Le projet d'aménagement du territoire de Mours s'organise selon les objectifs suivants :
- Maîtriser la croissance urbaine
- Préserver l'espace naturel
- Renforcer l'activité économique
- Préserver le patrimoine

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réhabilitation de l'éclairage public dans le quartier de Grandchamps pour un montant estimé à 330 924,50 € HT,
- l'extension du cimetière communal pour un montant estimé à 43 693,10 € HT, plafonné à 39 075,50 € HT.

Description :
La commune de Mours réhabilite entièrement le réseau d'éclairage public, devenu obsolète et non sécurisé dans le quartier Grandchamps composé de 325 maisons et aménagé en lotissement.
Le nouveau réseau d'éclairage sera performant et économe en énergie afin de limiter les nuisances lumineuses et permettre la sécurisation des usagers par des caractéristiques photométriques particulières.

Le nouveau réseau sera installé sur le domaine public, ce qui n'était pas le cas du réseau existant. En effet, des candélabres ont été installés sur des parcelles privatives.

Les petits mâts équipés de lampes au sodium fournissaient un éclairage inefficace pour une consommation énergétique importante.
Le Conseil municipal a chargé le cabinet d'études spécialisé en éclairement NOCTA BENE de concevoir un réseau moderne, efficace et conforme aux exigences d'économie d'énergie. Le choix s'est porté sur des équipements à LED programmables pour les voiries et à LED avec détection de mouvement pour les allées piétonnes.
La mise en place d'équipements avec un seul fournisseur permet de rationaliser l'entretien.
L'ensemble de la réhabilitation a été découpé en 4 phases dont 2 sont déjà réalisées (voies de circulation et de dessertes).
L'objet du présent contrat concerne la réhabilitation des phases 3 (voies en impasse) et 4 (allées piétonnes).

Les travaux envisagés sont :
- la création de tranchées en chaussée,
- la mise en place d'un réseau d'alimentation électrique enterré,
- la pose de 3 fourreaux de réserve pour des besoins ultérieurs,
- la mise en place de chambres de distribution, d'armoires de points de livraison d'énergie,
- la mise en place des mâts candélabres,
- la mise en place des lanternes LED,
- le raccordement et les tests de fonctionnement,
- le rebouchage des tranchées.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	330 924,50	100,00%
Total	330 924,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	132 369,80	40,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE 95 (sollicité)	99 277,35	30,00%
COMMUNE	99 277,35	30,00%
Total	330 924,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 400,00 €
2018	73 495,84 €
2019	26 473,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014055

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR - EXTENSION DU CIMETIERE COMMUNAL - COMMUNE DE MOURS (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	39 075,50 €	40,00 %	15 630,20 €
	Montant Total de la subvention		15 630,20 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOURS
Adresse administrative : 1B RUE DE NOINTEL
95260 MOURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joël BOUCHEZ, Maire

N° SIRET : 21950436200050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 248 ha
- Population : 1439 hab
- Entité SDRIF : Agglomération des pôles de centralité
- % Surfaces non urbanisées : 65%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI/EPT : CC du Haut Val d'Oise
- TIM : Oise-Pays de France
- SCOT : hors SCOT
- PLU : Opposable

Le projet d'aménagement du territoire de Mours s'organise selon les objectifs suivants :

- Maîtriser la croissance urbaine
- Préserver l'espace naturel
- Renforcer l'activité économique
- Préserver le patrimoine

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural sont :
- la réhabilitation de l'éclairage public dans le quartier de Grandchamps pour un montant estimé à 330 924,50 € HT,
- l'extension du cimetière communal pour un montant estimé à 43 693,10 € HT, plafonné à 39 075,50 € HT.

Description :
Le cimetière actuel, créé en 1910 et agrandi dans les années 1980 arrive à saturation.
La commune de Mours a procédé à une reprise des concessions non perpétuelles échues ou en état d'abandon.
19 emplacements ont été traités. Actuellement, le cimetière ne dispose plus que de 10 concessions libres sur le dernier îlot disponible.
Pour faire face à l'augmentation de la population communale et à une demande croissante de places de columbarium, la commune projette une extension du cimetière sur un emplacement contigu dont elle est propriétaire.
Cet emplacement est classé au PLU de Mours en tant que zone réservée pour l'extension du cimetière.

Le projet consiste :
- au nettoyage du terrain
- au terrassement et nivellement des terres
- à la création d'allées bordurées
- à la réfection partielle des clôtures
- à l'engazonnement
- à la mise en place de haies
- à la création d'un point d'eau

Le cimetière actuel est desservi par une voie avec un parking existant. Un nouvel accès sera créé depuis le parking public du stade situé à 50 m environ du cimetière.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX025686

Localisation géographique :
- MOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	43 693,10	100,00%
Total	43 693,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	15 630,20	35,77%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE 95 (sollicité)	11 722,65	26,83%
COMMUNE	16 340,25	37,40%
Total	43 693,10	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	7 504,16 €
2019	3 126,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027223

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COR - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-MARTIN - COMMUNE DE VILLERS EN ARTHIES (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	369 460,00 €	40,00 %	147 784,00 €
	Montant Total de la subvention		147 784,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLERS EN ARTHIES
Adresse administrative : 3 RTE DE VETHEUIL
95510 VILLERS-EN-ARTHIES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François RENARD, Maire

N° SIRET : 21950676300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...)

Objectifs :
Données territoriales :
- Superficie : 832,73 ha
- Population : 503 habitants
- Entité SDRIF : "Bourgs, villages et hameaux"
- % Surfaces non urbanisées : 92,55%
- Plan vert : commune non carencée en espaces verts ou naturels
- EPCI : Communauté de communes du Vexin Val-de-Seine

- TIM : Vexin français
- SCOT : hors SCOT
- PLU : en cours d'élaboration depuis le 5 janvier 2017

Après un exament approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparait prioritaire de conforter l'offre d'équipements publics et d'améliorer le cadre de vie des Villersois.

L'opération inscrite dans le présent contrat rural est la restauration de l'église Saint-Martin : le coût est estimé à 369 460 €HT.

Description :
Le conseil municipal de Villers-en-Arthies a décidé d'engager la restauration de l'église Saint-Martin pour assurer la pérennité de ce lieu cultuel et patrimonial.

En effet, en dehors de travaux électriques et de sauvegarde de la toiture, aucune opération n'a été réalisée depuis 40 ans sur ce bâtiment.

L'église est inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (ISMH). En concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France du Val d'Oise, le programme de travaux a été divisé en 3 phases :
- restauration du clos et du couvert,
- restauration des intérieurs et travaux sur le clocher,
- création de vitraux.

La mise en valeur par un nouvel éclairage extérieur permettra de valoriser cette construction la nuit.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "nouveau contrat rural (CoR)" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLERS-EN-ARTHIES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	328 500,00	88,91%
HONORAIRES	40 960,00	11,09%
Total	369 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	147 784,00	40,00%
Département du Val d'Oise sollicité (95)	110 838,00	30,00%
commune	110 838,00	30,00%
Total	369 460,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	184,00 €
2018	51 600,00 €
2019	66 400,00 €
2020	29 600,00 €

ANNEXE N°3 : AVENANTS DOCUMENTS CONTRACTUELS

AVENANT N° 2 AU CONTRAT RURAL
DE COUBERT (SEINE-ET-MARNE)

ENTRE D'UNE PART :

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional,

Et

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Coubert, représentée par le Maire,

Après avoir rappelé :

- le contrat rural signé le 3 mai 2016 et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n°CP15-674 du 8 octobre 2015,
- la délibération de la commune de Coubert en date du 13 décembre 2016,
- la délibération du Conseil départemental de Seine-et-Marne du 3 février 2016,
- l'avenant modificatif signé le 31 juillet 2017 et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n°CP17-102 du 8 mars 2017,
-la délibération de la commune de Coubert en date du 20 juin 2017,
Et la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional n° CP17-542 du 22 novembre 2017.

Considérant :

- La nécessité de substituer l'opération « Aménagement des abords de l'école » par l'opération « Aménagement des abords de la bibliothèque ».

Article 1 :
L'article 1 du contrat initial modifié par avenant est modifié comme suit :

Tableau avenant n°1

COUBERT (77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2017	2018	2019	2020	2021	EN € HT	(45%)	(35%)
Aménagement des abords de la Maison des Associations	288 011,47	180 000	18 000	162 000				180 000	81 000	63 000
Construction du préau de l'école	161 874	120 000	120 000					120 000	54 000	42 000
Aménagement des abords de l'école	87 285	70 000		21 000	49 000			70 000	31 500	24 500
TOTAL	**537 170,47**	**300 000,00**	138 000	183 000	49 000	0,00	0,00	**300 000,00**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			48 300	64 050	17 150	0,00	0,00			**129 500,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			62 100	82 350	22 050	0,00	0,00		**166 500,00**	

Tableau avenant n°2

COUBERT
(77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2017	2018	2019	2020	2021	EN € HT	(45%)	(35%)
Aménagement des abords de la Maison des Associations	288 011,47	180 000	18 000	162 000				180 000	81 000	63 000
Construction du préau de l'école	161 874	120 000	120 000					120 000	54 000	42 000
Aménagement des abords de la bibliothèque	150 107,47	70 000		21 000	49 000			70 000	31 500	24 500
TOTAL	**638 359,42**	**300 000,00**	138 000	183 000	49 000	0,00	0,00	**300 000,00**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			48 300	64 050	17 150	0,00	0,00			**129 500,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			62 100	82 350	22 050	0,00	0,00		**166 500,00**	

Article 2 :
Remplace l'opération « Aménagement des abords de l'école » par l'opération « Aménagement des abords de la bibliothèque ».

Article 3 :
Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Coubert, le
Pour la commune de Coubert
Le Maire

Louis-Marie SAOUT

A Melun, le
Pour le département de Seine-et-Marne
Le Président du Conseil départemental de l'Essonne

Jean-Jacques BARBAUX

A Paris, le
Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

ANNEXE n°4 : FICHES IRIS MODIFIEES : ARVILLE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006530

Commission permanente du 12 juillet 2016 CP16-291
Modifiée par la délibération n° CP 17-542 du 22 novembre 2017

Objet :CRUR- REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL EN SALLE D'ASSOCIATIONS – ARVILLE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	144 747,63 €	45,00 %	65 136,43 €
	Montant Total de la subvention		65 136,43 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300201- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARVILLE
Adresse administrative : MAIRIE
77890 ARVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne THIBAULT, Maire

N° SIRET : 21770009500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Ce projet consiste à l'aménagement d'une salle des associations sous une ancienne halle en rez-de-jardin donnant sur la cour de la mairie.

Description :
Ce petit bâtiment et couvert de tuiles et présente une partie maçonnée et fermée. Il est actuellement dans un état satisfaisant malgré son ancienneté.
Le bâtiment sera paré d'un habillage bois en claire-voie permettant de dissimuler les espaces de

rangements et de créer des brises soleil sur les façades vitrées tout en créant une unité. L'ensemble sera couvert de petites tuiles de terre cuite.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	125 867,60	86,96%
HONORAIRES	18 880,13	13,04%
Total	144 747,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	65 136,43	45,00%
CD77- Acquis	50 661,67	35,00%
Commune	28 949,63	20,00%
Total	144 747,73	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	52 111,43 €
2017	13 025,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	88 279,50 €
	Montant total	88 279,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006531

Commission permanente du 12 juillet 2016 CP16-291
Modifiée par délibération CP 17-542 du 22 novembre 2017

Objet : CRUR - RESTAURATION DU BATIMENT DE LA POMPE – ARVILLE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	51 429,05 €	45,00 %	23 143,07 €
	Montant Total de la subvention		23 143,07 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
15300201- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARVILLE
Adresse administrative : MAIRIE
77890 ARVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne THIBAULT, Maire

N° SIRET : 21770009500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
La commune souhaite mettre à disposition de son agent municipal d'entretien un local décent et facilement accessible depuis le coeur du village. Elle a donc décidé d'aménager ce petit local afin de proposer un lieu conforme à la législation du travail.

Description :
La bâtiment de la pompe est un ancien petit local appartenant à la mairie ; anciennement il abritait la pompe de défense incendie. Situé au coeur du village, il est aujourd'hui sans fonction réelle. Son état général est assez satisfaisant, toutefois sa toiture est à revoir. Il est composé d'un ensemble maçonné

ancien, couvert d'une toiture zinc, dont les parements nécessitent une restauration. Un bloc sanitaire et un vestiaire seront aménagés.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif contrat rural (CRUR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° 16006530.

Localisation géographique :

- ARVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	44 720,91	86,96%
HONORAIRES	6 708,14	13,04%
Total	51 429,05	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	23 143,07	45,00%
CD 77- Acquis	18 000,17	35,00%
COMMUNE	10 285,81	20,00%
Total	51 429,05	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 513,07 €
2017	4 630,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	88 279,50 €
2017	Contrats ruraux	46 720,50 €
	Montant total	135 000,00 €

ANNEXE n°5 : ECHEANCIERS FINANCIERS PREVISIONNELS

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

Contrat d'aménagement régional de la communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2017	2018	2019	2020	Taux %	Montant en €
Réfection et couverture de courts de tennis à Bourron-Marlotte	689 619,93	689 619,93	243 755,00	445 864,93			29,97%	206 679,09
Requalification de la voirie et des réseaux de la voie nord-sud du Villars Quartier du Breau à Fontainebleau	1 985 596,00	1 985 596,00	20 410,00		619 250,00	1 345 936,00	30%	595 678,80
TOTAL	2 591 800,93	2 591 800,93	264 165,00	445 864,93	619 250,00	1 345 936,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			79 176,37	133 625,72	185 775,00	403 780,80		802 357,89

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

Contrat d'aménagement régional pour la commune de Nanteuil-lès-Meaux (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2018	2019	2020	Taux %	Montant en €
Ecole élémentaire "les Deserts" : construction de 8 classes et locaux annexes	1 748 477,25	1 000 000	600 000	400 000		50%	500 000,00
Construction d'un accueil de loisirs sans hébergement (ALSH)	1 460 992,20	1 000 000	700 000	300 000		50%	500 000,00
TOTAL	3 209 469	2 000 000	1 300 000	700 000	0		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			650 000,00	350 000,00	0,00		**1 000 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

Contrat d'aménagement régional pour la commune d'Andilly (95)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2017	2018	2019	Taux %	MONTANT
Requalification du centre bourg	1 630 000,00	1 510 000,00		1 480 000,00	30 000,00	50%	755 000,00
Réalisation d'un équipement de loisirs de proximité	391 000,00	340 000,00		310 000,00	30 000,00	50%	170 000,00
Restauration et mise en valeur de la Chapelle Saint-Charles de l'église Saint-Médard	85 000,00	50 000,00			50 000,00	50%	25 000,00
Création d'une coulée verte à vocation piétonne	115 000,00	100 000,00			100 000,00	50%	50 000,00
Implantation et création d'un jardin de semences oubliées	80 500,00	80 500,00			80 500,00	50%	40 250,00
TOTAL	2 301 500,00	2 080 500,00		1 790 000,00	290 500,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE				895 000,00	145 250,00		1 040 250,00

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/12/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-608

DU 22 NOVEMBRE 2017

BOUCLIER DE SÉCURITÉ
SIXIÈME SÉRIE D'AFFECTATIONS POUR L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, telle que modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la modification des délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 212-16 du 17 novembre 2016 établissant la convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « Soutien à l'équipement des polices municipales » ;

VU La délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;

VU La délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 relative au bouclier de sécurité modifiant le règlement d'intervention régional « Soutien à l'équipement des polices municipales » et adoptant la convention type relative à ce dispositif ;

VU La délibération n° CP 2017-073 du 08 mars 2017 adoptant la convention-type relative au financement des projets immobiliers des polices municipales ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-608 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte, avec prise d'effet au 1er janvier 2018, le règlement d'intervention régional modifié de soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (ex soutien à l'équipement des polices municipales), conformément à l'annexe 1 et abroge en conséquence le règlement d'intervention de soutien à l'équipement en portiques de sécurité à compter du 1er janvier 2018.

Adopte, avec prise d'effet au 1er janvier 2018, la convention-type adoptée par la délibération n° CP 16-551 telle que modifiée en annexe 2.

Article 2 :

Décide d'attribuer trois subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 190 969 €** au bénéfice de l'Etat (ministère de l'Intérieur) conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 4 et aux fiches projets jointes en annexe 5.

Affecte une autorisation de programme de **2 190 969 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 « Bouclier de sécurité » - 15700101 « aide à l'implantation des forces locales de sécurité » du budget 2017.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide à l'implantation des forces locales de sécurité », au financement des projets détaillés en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **117 942 €,** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 4.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-073 du 08 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **117 942 €,** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 « Bouclier de sécurité » - 15700101 « aide à l'implantation des forces locales de sécurité » du budget 2017.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés en annexe 6 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **602 409 €**, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 4.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **602 409 €,** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700103 « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2017.

Article 5 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement des polices municipales », au financement d'équipements détaillés en annexe 7 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **10 200 €**, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 4.

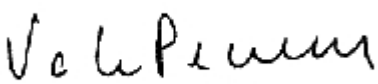
Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **10 200 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700104 « Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie » du budget 2017.

Article 6 :

Autorise, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 adoptant le règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau présenté en annexe 3.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

. Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : REGLEMENT D'INTERVENTION

REGLEMENT D'INTERVENTION REGIONAL

SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DES FORCES DE SECURITE ET A LA SECURISATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

1. Cadre général

Par délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité, la Région entend participer à l'équipement des communes et EPCI d'Ile-de-France, notamment pour lutter contre les cambriolages, l'intrusion non-autorisée dans les lieux recevant du public et plus généralement la délinquance de voie publique.

Le présent règlement d'intervention régional, a été adopté par délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016 et complété par les délibérations n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 CP 2017-608 du 22 novembre 2017.

2. Bénéficiaires

- Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les EPT, y compris pour leurs établissements culturels publics et installations sportives publiques.

- les établissements scolaires et de formation relevant de la compétence de la Région : lycées, lycées professionnels, CFA, établissements de formations sanitaires et sociales.

3. Critères géographiques

Les polices municipales et intercommunales concernées doivent être situées sur le territoire francilien.

Seront prioritaires dans l'examen de leurs demandes et l'attribution des subventions régionales les polices municipales des communes, EPCI et EPT situés en zones de sécurité prioritaire (ZSP), celles-ci étant déterminées par l'Etat.

4. Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles concernent exclusivement des dépenses d'investissement. Les demandes de subvention au titre des équipements hors immobilier seront privilégiées.

a. <u>en matière d'équipement :</u>

Les dépenses subventionnables comprennent la sécurisation des biens municipaux, l'achat de véhicules et d'équipements conformes aux normes techniques arrêtées par le ministère de l'Intérieur (art. L.511-4 du code de la sécurité intérieure), notamment :

- gilets pare-balles

- bâtons de défense

- terminaux portatifs de radiocommunication

- caméras-piétons

- véhicules

- véhicules avec caméras embarquées

- caméras embarquées

Les dépenses liées à la pose de dispositifs anti-intrusion en faveur des équipements publics sur le territoire de la commune ou de l'EPCI (barrière, borne, plots, …) sont également éligibles au financement par ce dispositif.

Les dépenses liées à l'équipement en portiques de sécurité en faveur des établissements scolaires et de formation relevant de la compétence de la Région ainsi que des établissements culturels publics et installations sportives publiques des communes ou EPCI sont également éligibles au financement par ce dispositif.

b. en matière d'équipement immobilier :

Les dépenses de construction, reconstruction ou rénovation des services ou locaux de police municipale pourront être prises en compte dès lors que ces travaux apparaissent nécessaires au renforcement de la sécurité des agents concernés.

5. Constitution et transmission de la demande

Les demandeurs doivent fournir :

- un courrier officiel de demande d'aide régionale adressé à la Présidente du Conseil régional;

- un dossier descriptif du projet ;

- une copie de la décision de l'autorité compétente qui sollicite une demande de subvention régionale ;

- le budget prévisionnel du projet ;

- le calendrier du projet ;

- pour les équipements sportifs et culturels, la capacité d'accueil ;

- pour les communes, EPCI et EPT : un diagnostic de sécurité commandité par le conseil local ou intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD ou CISPD) dès lors qu'il existe, élaboré avec le concours de la police nationale et/ou de la gendarmerie. Ce diagnostic précise les besoins à couvrir en termes de sécurité et prévention de la délinquance sur le territoire concerné ;

- l'engagement à recruter un ou des stagiaires, conformément au dispositif régional « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » adopté par délibération du Conseil régional n° CR 08-16 en date du 18 février 2016.

6. Modalités de calcul de l'aide

- Pour les territoires hors ZSP : le taux maximum d'intervention est de 30 % maximum de la dépense éligible hors taxes.

- Pour les territoires en ZSP : le taux maximum d'intervention est de 35 % de la dépense éligible hors taxes.

7. Conventions

L’attribution d’une subvention fait l’objet d’une convention entre la Région et le bénéficiaire.

8. Modalités de versement

Les modalités de versement sont fixées par convention conformément au règlement budgétaire et financier.

9. Contrôle et évaluation

Le bénéficiaire s’engage à transmettre lors de la demande de solde un rapport aux services régionaux, portant sur l’utilisation et l’efficacité du dispositif, notamment son impact sur les incivilités.

ANNEXE 2 : CONVENTION-TYPE

Soutien régional à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

CONVENTION-TYPE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant Madame ou Monsieur
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics» adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP16-132 du 18 mai 2016 et modifié par les délibérations CP 16-551 du 16 novembre 2016 et CP 2017-608 du 22 novembre 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir [BENEFICIAIRE] pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : soutien à l'équipement à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics de [BENEFICIAIRE].

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

S'agissant de l'équipement de protection et d'intervention, le bénéficiaire s'engage en particulier au strict respect du cadre législatif et réglementaire en vigueur, ainsi qu'à la jurisprudence en découlant. Tout équipement se révélant non conforme après l'attribution de la subvention régionale pourra être déduit de l'assiette des dépenses éligibles au moment du versement du solde de la subvention.

S'agissant des investissements immobiliers, le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité subventionnée, à savoir les missions de police municipale.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention et le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut dépasser 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonnée à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit

comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées à l'article 3.2 (versement du solde) dans le délai de quatre années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recette par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à partir de la date d'attribution de la subvention ou la date indiquée dans la fiche projet si celle-ci est antérieure à la date d'attribution.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

Sa validité s'étend jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date correspondant à l'application des règles de caducité figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention en cas d'une utilisation des équipements non conforme au cadre législatif et réglementaire en vigueur, et notamment à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 (n°78-17)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le bénéficiaire
NOM
Madame ou Monsieur X, Qualité

ANNEXE 3 : DEROGATION A L'ARTICLE 17 DU RBF

N° Dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17014172	RENOVATION DU POSTE DE POLICE MUNICIPALE DE BOURG-LA-REINE	COMMUNE DE BOURG LA REINE	02/05/2017
17010254	CREATION D'UN POSTE DE POLICE MUNICIPALE A GRIGNY (91)	COMMUNE DE GRIGNY	01/06/2017
17014426	COMMISSARIATS ET HÔTEL DE POLICE DE PARIS (12e, 17e et 18e ARRONDISSEMENTS)	MINISTERE DE L'INTERIEUR	01/10/2017
17014044	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE NEUILLY-SUR-SEINE	COMMUNE DE NEUILLY SUR SEINE	01/10/2017
17015704	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SUCY-EN-BRIE	COMMUNE DE SUCY EN BRIE	01/10/2017
17014100	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DU PERRAY-EN-YVELINES	COMMUNE DU PERRAY EN YVELINES	01/09/2017
EX026249	VIDEOPROTECTION - CA GRAND PARIS SUD SEINE-ESSONNE-SENART	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART	01/09/2017
EX026026	VIDEOPROTECTION – CAPV COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE	CAPV COMMUNAUTE D AGGLOMERATION PLAINE VALLEE	01/09/2017
EX015897	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES	COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES	01/12/2016
EX022141	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-OUEN	COMMUNE DE SAINT OUEN	02/11/2017

ANNEXE 4 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-608	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700101 - Aide à l'implantation des forces locales de sécurité**

Dispositif : N° 00000786 - Aide à l'implantation des forces de sécurité

Dossier	17010254 - CREATION D'UN POSTE DE POLICE MUNICIPALE A GRIGNY (91)			
Bénéficiaire	R1125 - COMMUNE DE GRIGNY			
Localisation	GRIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
387 250,00 €	HT	25,82 %	100 000,00 €	

Dossier	17014172 - RENOVATION DU POSTE DE POLICE MUNICIPALE DE BOURG-LA-REINE			
Bénéficiaire	R1014 - COMMUNE DE BOURG LA REINE			
Localisation	BOURG-LA-REINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 942,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 809,00 €	HT	30 %	17 942,00 €	

Dossier	17014426 - COMMISSARIATS ET HÔTEL DE POLICE DE PARIS (12e, 17e et 18e ARRONDISSEMENTS)			
Bénéficiaire	R1869 - MINISTERE DE L'INTERIEUR			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	417 833,00 €		Code nature	204112
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 044 584,00 €	HT	40 %	417 833,00 €	

Dossier	17014439 - COMMISSARIAT DE CORBEIL-ESSONNES			
Bénéficiaire	R1869 - MINISTERE DE L'INTERIEUR			
Localisation	CORBEIL-ESSONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	773 136,00 €		Code nature	204112
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 731 360,00 €	HT	10 %	773 136,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-608	Budget	2017

Dossier	17015713 - REHABILITATION DE 374 LOGEMENTS DE GENDARMES DU QUARTIER DELPAL DE VERSAILLES			
Bénéficiaire	P0037982 - DIR GENERALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204112
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 656 000,00 €	HT	13,06 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000786 - Aide à l'implantation des forces de sécurité	2 308 911,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700101	2 308 911,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700103 - Soutien à l'équipement en vidéo protection**

Dispositif : N° 00000947 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection

Dossier	EX015897 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
Bénéficiaire	R29 - COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	63 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
305 518,00 €	HT	20,62 %	63 000,00 €	

Dossier	EX022141 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-OUEN			
Bénéficiaire	R1267 - COMMUNE DE SAINT OUEN			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	141 802,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 065 054,00 €	HT	13,31 %	141 802,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-608	Budget	2017

Dossier	EX023257 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SANCY-LES-MEAUX			
Bénéficiaire	R915 - COMMUNE DE SANCY LES MEAUX			
Localisation	HORS REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 582,00 €	HT	30,12 %	31 500,00 €	

Dossier	EX026026 - VIDEOPROTECTION – CAPV COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE			
Bénéficiaire	P0034107 - CAPV COMMUNAUTE D AGGLOMERATION PLAINE VALLEE			
Localisation	CA PLAINE VALLEE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	327 455,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 091 519,00 €	HT	30 %	327 455,00 €	

Dossier	EX026249 - VIDEOPROTECTION - CA GRAND PARIS SUD SEINE-ESSONNE-SENART			
Bénéficiaire	P0034352 - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 652,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
128 841,00 €	HT	30 %	38 652,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000947 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection	602 409,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700103	602 409,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700104 - Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie**

Dispositif : N° 00000949 - Soutien à l’équipement des polices municipales

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-608	Budget	2017

Dossier	17014044 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE NEUILLY-SUR-SEINE				
Bénéficiaire	R1033 - COMMUNE DE NEUILLY SUR SEINE				
Localisation	NEUILLY-SUR-SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 564,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 548,43 €	HT		30 %	5 564,00 €	

Dossier	17014100 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DU PERRAY-EN-YVELINES				
Bénéficiaire	R681 - COMMUNE DU PERRAY EN YVELINES				
Localisation	LE PERRAY-EN-YVELINES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 858,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 529,00 €	HT		29,99 %	2 858,00 €	

Dossier	17015704 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SUCY-EN-BRIE				
Bénéficiaire	R8 - COMMUNE DE SUCY EN BRIE				
Localisation	SUCY-EN-BRIE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 778,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 927,00 €	HT		30 %	1 778,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000949 - Soutien à l'équipement des polices municipales	10 200,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700104	10 200,00 €

ANNEXE 5 : FICHES PROJETS AIDE A L'IMPLANTATION DES FORCES LOCALES DE SECURITE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014426

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMISSARIATS ET HÔTEL DE POLICE DE PARIS (12E, 17E ET 18E ARRONDISSEMENTS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 044 584,00 €	40,00 %	417 833,00 €
	Montant Total de la subvention		417 833,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204112-157001-300
15700101- Aide à l'implantation des forces locales de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'INTERIEUR
Adresse administrative : PLACE BEAUVAU
75800 PARIS CEDEX 08
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Monsieur MICHEL DELPUECH, Préfet de Police

N° SIRET : 11001401600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'implantation des forces de sécurité
Rapport Cadre : CR212-16 du 18/11/2016

Objet du projet : sécurisation des commissariats centraux des 12e et 17e arrondissements et hôtel de police du 18e arrondissement de Paris.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Renforcer le niveau de sécurisation des commissariats et hôtels de police de Paris, et permettre le redéploiement d'effectifs affectés à la garde statique sur la voie publique.

Description :
1) Commissariat central du 12e arrondissement, avenue Daumesnil.
Les travaux envisagés sont les suivants :
- Vidéosurveillance : installation de caméras sur rue visionnant les façades et chaque entrée des locaux,

mise en place d'un enregistreur des images, rénovation du réseau des caméras, climatisation du local technique informatique.
- Façades : renforcement des grilles métalliques, mise en place d'un sas sécurisé à l'entrée principale.
- Contrôle d'accès : installations de lecteurs de badges sur les entrées secondaires (parking, local poubelle et entrée personnel), sécurisation des accès aux locaux techniques.

2) Hôtel de Police du 17e arrondissement, rue Truffaut.
Les travaux envisagés sont les suivants :
- Vidéosurveillance : installation de caméras visionnant la zone d'accès avec enregistrement des images sur installation existante, rénovation du réseau des caméras, climatisation du local technique informatique.
- Façades : remplacement des vitrages au niveau de l'accueil sur le sas, création d'un nouveau sas pour l'entrée des personnels, pose de grillages côté parc conteneurs.
- Contrôle d'accès : installations de lecteurs de badges à l'entrée principale et sur les entrées secondaires, sécurisation des accès aux locaux techniques et aux ascenseurs.

3) Commissariat central du 18e arrondissement, rue Clignancourt.
Les travaux envisagés sont les suivants :
- Vidéosurveillance : refonte de l'intégralité des caméras et enregistreurs existants, remplacement et renforcement de la vidéosurveillance, climatisation du local technique informatique.
- Façades : mise en place d'un sas sécurisé à l'entrée principale, d'une grille pour l'entrée des personnels, fermeture des accès depuis le sous-sol vers le commissariat.
- Contrôle d'accès : installations de lecteurs de badges à toutes les entrées du site, sécurisation des accès aux locaux techniques.

4) Hôtel de Police du 18e arrondissement, rue de la Goutte d'or.
Les travaux envisagés sont les suivants :
- Vidéosurveillance : installation de caméras sur rue visionnant les façades et chaque entrée des locaux, mise en place d'un enregistreur des images, rénovation du réseau des caméras, climatisation du local technique informatique.
- Façades : protection de la façade par une façade vitrage par balle, création d'un sas aux entrées principale et secondaire.
- Contrôle d'accès : installations de lecteurs de badges sur toutes les entrées du site, sécurisation des accès aux locaux techniques et des accès aux ascenseurs.

Intérêt régional :
Ces projets s’inscrivent dans le cadre du soutien régional à l’équipement immobilier de la police nationale et de la gendarmerie nationale (convention Etat-Région adoptée par délibération n° CR 212-16 du 17/11/2016.

Public(s) cible(s) :
Les effectifs de police nationale affectés aux commissariats et hôtel de police concernés des 12e, 17e et 18e arrondissements de Paris.

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de sécurisation des commissariats et hôtel de police des 12e, 17e et 18e arrdts	1 044 584,00	100,00%
Total	1 044 584,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	417 833,00	40,00%
Etat - Ministère de l'Intérieur	626 751,00	60,00%
Total	1 044 584,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	417 833,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	4 029 862,00 €
	Montant total	4 029 862,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014439

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMISSARIAT DE CORBEIL-ESSONNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	7 731 360,00 €	10,00 %	773 136,00 €
		Montant Total de la subvention	773 136,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204112-157001-300
15700101- Aide à l'implantation des forces locales de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'INTERIEUR
Adresse administrative : PLACE BEAUVAU
75800 PARIS CEDEX 08
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Monsieur MICHEL DELPUECH, Préfet de Police

N° SIRET : 11001401600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'implantation des forces de sécurité
Rapport Cadre : CR212-16 du 18/11/2016

Objet du projet : construction du nouveau commissariat de Corbeil-Essonnes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2020
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Construction du nouveau commissariat de Corbeil-Essonnes.

Description :
Construction du nouveau commissariat sur un terrain de 3 544 m2. Préprogramme établi en 2012 et validé par la Direction départementale de la sécurité publique de l'Essonne. Le terrain est situé au sein du quartier d Montconseil, à l'angle du boulevard Henri Dunant et de la voie nouvelle. Les effectifs prévus sont de 140 agents de la force publique.

Intérêt régional :

Ces projets s'inscrivent dans le cadre du soutien régional à l'équipement immobilier de la police nationale et de la gendarmerie nationale (convention Etat-Région adoptée par délibération n° CR 212-16 du 17/11/2016.

Public(s) cible(s) :
Les effectifs de police nationale affectés au nouveau commissariat de Corbeil-Essonne, ainsi que la population résidente ou de passage sur le territoire de la commune.

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT éligibles à la subvention régionale, soit 7 731 360 €, auxquels 10% sont appliqués, soit 731 360 € de subvention proposée.

Localisation géographique :

- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de construction	7 731 360,00	83,76%
Foncier (dépense non éligible)	22 500,00	0,24%
Honoraires (dépenses non éligibles)	1 476 690,00	16,00%
Total	9 230 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	773 136,00	8,38%
Etat - Ministère de l'Intérieur	8 457 414,00	91,62%
Total	9 230 550,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2020	731 360,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	4 029 862,00 €
	Montant total	4 029 862,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015713

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REHABILITATION DE 374 LOGEMENTS DE GENDARMES DU QUARTIER DELPAL DE VERSAILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	7 656 000,00 €	13,06 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204112-157001-300
15700101- Aide à l'implantation des forces locales de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DIR GENERALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE
Adresse administrative : 4 RUE CLAUDE BERNARD
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Monsieur Richard LIZUREY, Directeur

N° SIRET : 15700001900461

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'implantation des forces de sécurité
Rapport Cadre : CR212-16 du 18/11/2016

Objet du projet : réhabilitation de logements de la Cité Delpal du camp de Satory à Versailles

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2019
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans un contexte de forte mobilisation des unités de gendarmerie pour assurer la sécurité des franciliens en raison de la menace terroriste, en particulier en Ile-de-France, les gendarmes et les familles résidant au sein du quartier Delpal bénéficient de conditions de logement qui ne sont plus en adéquation avec les standards de confort moderne. Il est d'ailleurs recensé actuellement 4 logements déclassés pour insalubrité ou dangerosité par décision du service de santé des armées.

Description :

Le quartier Delpal, propriété de l'Etat, est localisé sur le camp de Satory à Versailles (78). Le dit quartier est implanté sur une emprise de 30 336 m² et composé de 47 bâtiments dont 17 bâtiments d'habitation et 6 pavillons, qui datent de 1935 (8 539 m² de locaux de service et techniques , et 21 797 m² de surface habitable) soit 427 logements. Sur ces 427 logements, seuls 374 sont concernés par le projet de réhabilitation. Les travaux sont liés à la sécurité des occupants et à l'amélioration de leur confort. Ils comprennent :
- mise en conformité des installations électriques ;
- mise en conformité des installations gaz ;
- mise en place de menuiseries double-vitrages avec volets roulants intégrés et remplacement des portes palières, d'accès aux caves, combles et bâtiments ;
- réhabilitation complète des salles de bain, WC et cuisines (remplacement évier, meuble, faïence et pose de travail) ;
- remise en peinture des parties communes ;
- révision couverture, descentes, chéneaux, reprise ponctuelle isolation combles ;
- reprises ponctuelles des enrobés.

Intérêt régional :
Ces projets s'inscrivent dans le cadre du soutien régional à l'équipement immobilier de la police nationale et de la gendarmerie nationale (convention Etat-Région adoptée par délibération n° CR 103-12 du 23/11/2012 et prorogée par délibération n° CR 118-16 du 07/07/2016).

Public(s) cible(s) :
Les effectifs de gendarmes et de militaires affectés à la Gendarmerie nationale, du camp de Satory à Versailles.

Détail du calcul de la subvention :
Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en conformité des installations électriques	1 584 000,00	20,69%
Mise en conformité des installations gaz	132 000,00	1,72%
Travaux de menuiserie	2 288 000,00	29,89%
Réhabilitation complète des salles de bain, WC et cuisines	2 992 000,00	39,08%
Remise en peinture des parties communes	220 000,00	2,87%
Révision couverture, descentes, chéneaux, isolation combles	369 600,00	4,83%
Reprises ponctuelles des enrobés	70 400,00	0,92%
Total	7 656 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	1 000 000,00	13,06%
Autofinancement Etat (EC)	6 656 000,00	86,94%
Total	7 656 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	1 000 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010254

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'UN POSTE DE POLICE MUNICIPALE A GRIGNY (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	387 250,00 €	25,82 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204142-157001-300
15700101- Aide à l'implantation des forces locales de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GRIGNY
Adresse administrative : 19 ROUTE DE CORBEIL
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe RIO, Maire

N° SIRET : 21910286000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'implantation des forces de sécurité
Rapport Cadre : CR212-16 du 18/11/2016

Objet du projet : réalisation de travaux dans les futurs locaux dédiés à la police municipale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Assurer les travaux de rénovation et d'aménagement d'anciens locaux de La Poste afin d'y accueillir les 11 agents de police municipale et 7 ASVP à compter du mois de septembre 2017.

Description :
Les locaux, d'une surface de 580 m2, sont situés à proximité immédiate de l'hôtel de ville avec parking et se composent d'un logement de fonction et d'un espace bureaux.
De lourds travaux de rénovation et d'aménagement sont indispensables afin d'y créer les différents

espaces nécessaires à l'activité de la police municipale, à savoir : un accueil, quatre bureaux (2 individuels pour le chef de la police municipale et son adjoint, 2 collectifs pour les agents de la police municipale et pour les ASVP), une salle de réunion, une salle de détente, des vestiaires et des sanitaires (douches et WC), un local coffre.
La priorité sera d'assurer la sécurité et la fonctionnalité des locaux, les travaux étant réalisés sur une durée prévisionnelle maximum d'un an.
La sécurisation du périmètre extérieur sera assurée par la mise en place d'un grillage en partie haute du mur d'enceinte existant. La sécurisation des accès extérieurs du bâtiment s'effectuera par contrôle d'accès (côté personnels) et visiophonie (côté visiteurs).

Moyens mis en œuvre :
Outre le coût d'installation du chantier (2500€ HT), le programme des travaux se décompose en 10 lots (prix estimatifs HT) : aménagements extérieurs (5000€), gros oeuvre (6500€), menuiserie intérieure bois (32750€), peinture intérieure (120000€), réfection sols (53000€), faux plafonds (17500€), CVC (50000€), plomberie (25000€), cloisons doublage (29000€), électricité (46000€).
Soit un coût total estimé par les services techniques de la commune à 387 250€ HT (464 700€ TTC).

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans le cadre du soutien régional à l'équipement immobilier de la police nationale, de la gendarmerie nationale et des polices municipales afin de contribuer à renforcer la sécurité des personnes et des biens en Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante et de passage à Grigny.

Localisation géographique :
- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation-travaux	387 250,00	100,00%
Total	387 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - FSIL (EC)	141 750,00	36,60%
Subvention Région (EC)	100 000,00	25,82%
Autofinancement commune (ATT)	145 500,00	37,57%
Total	387 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	82 909,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	6 850,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	130 165,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	597 597,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	43 134,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	1 741 875,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	14 092,00 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	19 045,00 €
	Montant total	2 645 667,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014172

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RENOVATION DU POSTE DE POLICE MUNICIPALE DE BOURG-LA-REINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	59 809,00 €	30,00 %	17 942,00 €
	Montant Total de la subvention		17 942,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204142-157001-300
15700101- Aide à l'implantation des forces locales de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURG LA REINE
Adresse administrative : 6 BOULEVARD CARNOT
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DONATH, Maire

N° SIRET : 21920014400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'implantation des forces de sécurité
Rapport Cadre : CR212-16 du 18/11/2016

Objet du projet : financement pour la rénovation du poste de police municipale

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Rénover les locaux de la police municipale.

Description :
Il s'agit d'une remise en état des locaux portant sur (53 809 €) :
- le remplacement de cloisons,
- des travaux de peinture
- des remplacements de dalles de faux plafonds

- le revêtement de sol
- l'éclairage et l'électricité
- la plomberie et la ventilation
- la serrurerie et menuiserie

Mais aussi, l'acquisition de 2 nouvelles enseignes (6 000€)

Intérêt régional :
Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Bourg-la-Reine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Bourg-la-Reine.

Localisation géographique :
- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation	53 809,00	89,97%
Enseignes	6 000,00	10,03%
Total	59 809,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	17 942,00	30,00%
Autofinancement EC	41 867,00	70,00%
Total	59 809,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	17 942,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	70 000,00 €
2017	Soutien à l’équipement des polices municipales	1 021,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	31 500,00 €
	Montant total	108 521,00 €

ANNEXE 6 : FICHES PROJETS SOUTIEN A L'EQUIPEMENT EN VIDEOPROTECTION

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015897

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	305 518,00 €	20,62 %	63 000,00 €
	Montant Total de la subvention		63 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain BERRIOS, Maire

N° SIRET : 21940068600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Saint-Maur-des-Fossés

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Mener une action préventive, dissuader toute infraction et déclencher l'action des services de police municipale et/ou nationale, dès la survenue d'un événement anormal ou délictueux. Cette action va permettre la sécurisation de l'ensemble des abords des lieux culturels.

Description :
Implantation de 14 caméras aux abords de lieux culturels (phase 5).

Intérêt régional :

L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Saint-Maur-des-Fossés.

Détail du calcul de la subvention :
Ne sont pas éligibles les frais d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour 11 552 €.
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 63 000€ pour 14 caméras, représentant 30% de 210 000€.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
14 Caméras, matériel d'installation et génie civil	305 518,00	96,36%
Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage	11 552,00	3,64%
Total	317 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	63 000,00	19,87%
Saint Maur des Fossés EC	254 070,00	80,13%
Total	317 070,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	63 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	80 000,00 €

2015	Soutien aux contrats de ville	1 800,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	542 127,71 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	139 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	1 215,00 €
2017	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	789 600,00 €
2017	Contrat d’aménagement régional (CAR)	90 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	120 000,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	120 000,00 €
	Montant total	1 884 242,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026249

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - CA GRAND PARIS SUD SEINE-ESSONNE-SENART

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	128 841,00 €	30,00 %	38 652,00 €
	Montant Total de la subvention		38 652,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY CENTRE ESSONNE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Président

N° SIRET : 20005922800037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Le système de vidéoprotection d'Évry-Courcouronnes est aujourd'hui en saturation. L'objectif est de :
- rendre compatible le système de visionnage du Centre de supervision urbaine intercommunal (CSUI) d'Évry-Courcouronnes avec les dispositifs utilisés par la PPP (Préfecture de Police de Paris) et la DDSP (Direction départementale de la sécurité publique), en passant d'un système fermé en un système ouvert ;
- permettre la compatibilité du CSUI avec les logiciels dernière génération, et l'accueil de 14 nouvelles

caméras sur Évry ;
- améliorer la visibilité des caméras au CSUI de Sénart qui accueille aujourd'hui 100 caméras ;
- expérimenter un dispositif de vidéoprotection plus réactif par l'achat et l'utilisation de caméras nomades.

Description :
Chaque année, le CSUI de Sénart accueille de nouvelles caméras (64 en 2012 contre 100 en 2017), et il devient nécessaire d'améliorer le confort des opérateurs en agrandissant le mur d'images : passage de 6 écrans 42 pouces à 6 écrans 55 pouces.
La mise en place de 2 caméras nomades apporte une réponse immédiate à des besoins temporaires sur les communes. Leur usage permet également d'apporter une réponse quasi immédiate et adaptée aux besoins opérationnels des forces de sécurité.

Intérêt régional :
L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses, soit un montant de subvention proposé de 38 652 €.

Localisation géographique :
- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat 2 caméras nomades	15 666,00	12,16%
Logiciel d'exploitation	18 493,00	14,35%
Raccordement fibre optique et inginerie réseau	2 384,00	1,85%
Ecrans de contrôle et supports	21 288,00	16,52%
Diagnostic évolution murs d'images des CSUI	3 708,00	2,88%
Postes gestion murs d'images et PSU	22 868,00	17,75%
Serveurs principaux et serveurs d'enregistrement	44 434,00	34,49%
Total	128 841,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement commune	51 537,00	40,00%
Subvention Région (EC)	38 652,00	30,00%
FIPD (EC)	38 652,00	30,00%
Total	128 841,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	38 652,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 787 218,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	14 800,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	555 520,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	22 500,00 €
2017	Accompagnement à la mutation des ESAT et des EA (Etudes) (clôturé)	83 410,76 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	31 584,00 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	44 120,00 €
2017	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	105 000,00 €
	Montant total	4 945 652,76 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026026

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION – CAPV COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	1 091 519,00 €	30,00 %	327 455,00 €
	Montant Total de la subvention		327 455,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPV COMMUNAUTE D AGGLOMERATION PLAINE VALLEE
Adresse administrative : 2 AVENUE FOCH 95160 MONTMORENCY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur LUC STREHAIANO, Président

N° SIRET : 20005638000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la communauté d'agglomération Plaine Vallée (CAPV)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Création d'un système complet de vidéoprotection pour :
- disposer des avancées techniques en matière de vidéo protection avec des caméras numériques ;
- disposer d'un logiciel compatible avec le Plan Zonal de Paris ;
- bénéficier d'un mur d'images interactif ;
- moderniser les postes des opérateurs ;

- se doter d'un hyperviseur permettant d'autres fonctionnalités que la vidéo protection, mais en lien avec la sécurité ;
- doter les postes de la Police Nationale reliés au CSU de ces mêmes avancées technologiques.

Description :
Remplacement et mise en place de :
- 132 caméras numériques dont des dômes HD et full HD, des fixes, des panoramiques 2, 3 et 4 objectifs;
- 1 superviseur avec le logiciel Genetec permettant un niveau de hiérarchisation caméra par caméra;
- 1 enregistrement de 14 jours, 24h/24 en 25 images/seconde en résolution full HD avec 3 sites de stockage pour des questions de sécurité du flux des images;
- 4 postes de travail ergonomiques et conviviaux avec le logiciel Genetec pour les opérateurs avec processeur et carte géographique;
- 1 poste de relecture avec possibilité de graver;
- 1 poste pour le responsable;
- 1 mur d'images constitué de 12 moniteurs aux bords ultrafins avec un contrôleur d'écran afin de pouvoir mutualiser plusieurs technologies de visualisation des images;
- des baies informatiques et des encodeurs neufs.

Intérêt régional :
Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la communauté d'agglomération Plaine Vallée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la communauté d'agglomération Plaine Vallée.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un renouvellement de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses.

Localisation géographique :
- CA PLAINE VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 132 caméras	343 476,00	31,47%
Fibre optique	100 710,00	9,23%
Alimentation électrique et câblage	15 107,00	1,38%
Logiciels	157 865,00	14,46%
Mâts et matériels pour caméras	61 930,00	5,67%
Moniteurs mur d'images	80 079,00	7,34%
Matériel divers	229 107,00	20,99%
Pose du matériel	103 245,00	9,46%
Total	1 091 519,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	327 455,00	30,00%
Conseil départemental du 95 (EC)	327 456,00	30,00%
FIPD (EC)	218 304,00	20,00%
Autofinancement communauté d'agglomération	218 304,00	20,00%
Total	1 091 519,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	327 455,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	43 300,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	27 310,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	5 700,00 €
	Montant total	84 310,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023257

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SANCY-LES-MEAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	104 582,00 €	30,12 %	31 500,00 €
	Montant Total de la subvention		31 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SANCY LES MEAUX
Adresse administrative : MAIRIE
77580 SANCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rodolphe ERMEL, Maire

N° SIRET : 21770443600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Sancy-les-Meaux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Sécuriser la commune de Sancy où se trouve un axe fortement fréquenté,
- Protéger la circulation des écoliers,
- Lutter contre les agressions, les cambriolages et les destructions de biens publics ou privés.

Description :
Les caméras sont implantés à des endroits stratégiques suite à une étude effectuée avec la gendarmerie.

Intérêt régional :
L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°

CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Sancy-les-Meaux.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les Documents des Ouvrages Executés, la formation et les réunions de chantier (260€ + 370€ + 2 590€).
S'agissant d'une création de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 31 500€ pour 6 caméras, représentant 35% de 90 000€.

Localisation géographique :

- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
6 caméras avec matériels et prestations	76 832,00	71,27%
DOE, Formation, réunions de chantier (non éligibles)	3 220,00	2,99%
Génie civil	27 750,00	25,74%
Total	107 802,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	31 500,00	29,22%
Etat EC	54 302,00	50,37%
Commune de Sancy les Meaux EC	22 000,00	20,41%
Total	107 802,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	31 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022141

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SAINT-OUEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	1 065 054,00 €	13,31 %	141 802,00 €
		Montant Total de la subvention	141 802,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT OUEN
Adresse administrative : 6 PLACE DE LA REPUBLIQUE
93406 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur William DELANNOY, Maire

N° SIRET : 21930070400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Saint-Ouen

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La ville de St Ouen souhaite continuer à étendre son dispositif de vidéoprotection afin de lutter contre le trafic de stupéfiant, protéger les personnes et les biens, dissuader le passage à l'acte délinquant. Il s'agit de renforcer les moyens d'investigation des forces de police en permettant l'identification des auteurs délinquants et le rassemblement d'éléments aux fins d'aide à l'enquête et à la répression.

Description :
Secteur 1 Docks (4 caméras) : L'objectif est de prévenir les atteintes à la sécurité des personnes, et des

biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou de trafics de stupéfiant. En outre, il s'agit de prévenir également les actes de terrorisme.

Secteur 2 Arago-Zola (11 caméras), et Secteur 3 quartier Puces Rosiers (11 caméras) :
Il s'agit de lutter contre les troubles à l'ordre public.
Le quartier Arago-Zola se caractérise notamment par un fort taux de trafic de stupéfiant, de violences à l'égard des forces de l'ordre. Des fusillades, personnes blessées, troubles à la tranquillité publique constatées. Les établissements scolaires et la crèche recevant des projectiles attestant de ces incivilités permanentes et grandissantes.

Intérêt régional :
L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Saint-Ouen.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les frais d'études pour 78 791 €
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 40% en ZSP pour Arago-Zola et Puces-Rosiers ; et 30% pour les Docks
Secteur 1 Docks : 32 674 x 30% = 9 802€
Secteur 2 ZSP Arago-Zola : Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 66 000€ pour 11 caméras, représentant 40% de 165 000€.
Secteur 3 ZSP Puces-Rosiers : Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 66 000€ pour 11 caméras, représentant 40% de 165 000€.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels 26 caméras	472 041,00	41,27%
Logiciels Genetec	4 846,00	0,42%
Raccordement	285 635,00	24,97%
Génie Civil	302 532,00	26,45%
Etudes (non éligibles)	78 791,00	6,89%
Total	1 143 845,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	141 802,00	12,40%
Autres subventions EC	521 128,00	45,56%
Autofinancement EC	480 915,00	42,04%
Total	1 143 845,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	141 802,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Jardins solidaires en Ile de France	2 550,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	2 500,00 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	40 209,35 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	900,00 €
	Montant total	46 159,35 €

ANNEXE 7 : FICHES PROJETS SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DES POLICES MUNICIPALES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014044

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE NEUILLY-SUR-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	18 548,43 €	30,00 %	5 564,00 €
		Montant Total de la subvention	5 564,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEUILLY SUR SEINE
Adresse administrative : 96 AVENUE ACHILLE PERETTI
92522 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Christophe FROMANTIN, Maire

N° SIRET : 21920051600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police de Neuilly-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La commune de Neuilly-sur-Seine renforce sa police municipale de 10 agents supplémentaires. Elle doit les équiper afin d'assurer leur sécurité.

Description :
La commune souhaite acquérir :
- 12 gilets pare-balles de catégorie NIJ III A
- 12 porte-plaques afin de passer les gilets actuellement utilisés en catégorie NIJ III
- 55 bâtons de défense

Intérêt régional :
Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Neuilly-sur-Seine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Neuilly-sur-Seine.

Localisation géographique :
- NEUILLY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
12 gilets pare-balles	5 116,54	27,58%
12 porte-plaques	1 553,76	8,38%
24 plaques de protection balistique	4 163,28	22,45%
55 bâtons de défense	7 714,85	41,59%
Total	18 548,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	5 564,00	30,00%
Commune de Neuilly-sur-Seine (att)	12 984,43	70,00%
Total	18 548,43	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 564,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	38 892,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	76 375,00 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	25 515,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	156 020,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	54 000,00 €

	Montant total	375 802,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014100

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DU PERRAY-EN-YVELINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	9 529,00 €	29,99 %	2 858,00 €
		Montant Total de la subvention	2 858,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PERRAY EN YVELINES
Adresse administrative : MAIRIE
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Paulette DESCHAMPS, Maire

N° SIRET : 21780486300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale du Perray-en-Yvelines

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Le véhicule de la police municipale de la commune du Perray-en-Yvelines étant dans un état de vestuté avancé, son remplacement est devenu nécessaire pour permettre à la police de faire son travail dans des conditions satisfaisantes.

Description :
Achat d'un vélhicule neuf (Renault Sandero 4CV) avec les équipements dédiés.

Intérêt régional :
Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune du Perray-en-Yvelines

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune du Perray-en-Yvelines

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- LE PERRAY-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule Renault Sandero	8 700,00	91,30%
Equipement	829,00	8,70%
Total	9 529,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	2 858,00	29,99%
Autofinancement commune (ATT)	6 671,00	70,01%
Total	9 529,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 858,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	65 000,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	439 377,00 €
	Montant total	504 377,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015704

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SUCY-EN-BRIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	5 927,00 €	30,00 %	1 778,00 €
		Montant Total de la subvention	1 778,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY EN BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

N° SIRET : 21940071000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Sucy-en-Brie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Il s'agit d'optimiser la sécurité des agents sur la voie publique (plan vigipirate).
En ce qui concerne les caméras, elles peuvent également servir à une réquisition vidéo en cas de contestation ou d'agression (verbale ou physique) d'un agent.

Description :
La commune souhaite acquérir :
- 5 caméras piétons

- 7 gilets pare-balles

Intérêt régional :
Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Sucy-en-Brie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Sucy-en-Brie.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
7 gilets pare-balles	2 517,00	42,47%
5 caméras piétons	3 410,00	57,53%
Total	5 927,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	1 778,00	30,00%
FIPD EC	2 817,00	47,53%
autofinancement	1 332,00	22,47%
Total	5 927,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 778,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	75 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	151 041,74 €

2016	Fonds d’urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	552 700,17 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	274 195,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	21 230,00 €
	Montant total	1 123 166,91 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-534

DU 22 NOVEMBRE 2017

DÉSIGNATION DES LAURÉATS DE LA TROISIÈME SESSION DES 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES - AFFECTATION DE CRÉDITS POUR LES QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME SESSIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la construction et de l'habitation ;

VU Le code de l'urbanisme ;

VU Le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan État Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 mise en œuvre du volet territorial du contrat de plan Etat Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée suite à l'examen du rapport n° CR 162 du 22 septembre 2017 «simplifier le fonctionnement du Conseil régional »;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 39-16 du 17 mars 2016 relative au dispositif anti-ghettos de promotion de la mixité sociale et urbaine ;

VU La délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 approuvant la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU La délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 relatif au règlement de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-609 du 16 novembre 2016 relatif à la première session des 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats et affectations de crédits ;

VU La délibération n° CP 2017-272 du 5 juillet 2017 relatif à la deuxième session des 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats et affectations de crédits (première et deuxième sessions); dernière affectations de crédits relatifs aux projets « nouveaux quartiers urbains » ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-534 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Sélectionne au titre de la **troisième session du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques »**, les 5 projets dont la liste et les tableaux d'actions, fixant le montant de la dotation régionale maximum consacrée à la réalisation des opérations prévues, sont en annexe 1.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions-cadres avec les porteurs des projets de quartier selon le modèle-type adopté par la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide que les actions « Création d'un complexe sportif » de Brétigny-sur-Orge et « Réfection de la voirie » de Marcoussis ne feront l'objet d'attribution de subvention qu'à la condition que les communes en démontrent le caractère innovant ou écologique.

Article 3 :

Décide de participer au titre de **l'aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »** au financement des 7 opérations récapitulées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets ci-jointes en annexe 3 à la présente délibération, et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

N° de fiche	Dossier	Bénéficiaire Maîtrise d'ouvrage directe ou MOD (maitrise d'ouvrage déléguée)	Nom du quartier innovant et écologique Session	Montant de la subvention régionale en €
EX026560	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT D'UN LOCAL POUR PROFESSION LIBERALE - BURES-SUR-YVETTE (91)	COMMUNE DE BURES SUR YVETTE maîtrise d'ouvrage directe	quartier "Cœur de Ville" à Bures-sur-Yvette Deuxième session	40 000,00
EX026344	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE, D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT ET D'UNE LUDOTHEQUE - MEUDON (92)	COMMUNE DE MEUDON maîtrise d'ouvrage directe	quartier "Pointe de Trivaux" à Meudon Deuxième session	2 535 000,00

EX026530	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION DE TERRAINS DE SPORTS POUR LE COMPLEXE SPORTIF DE LA ZAC DE L'ARSENAL - RUEIL MALMAISON (92)	COMMUNE DE RUEIL MALMAISON maîtrise d'ouvrage directe	quartier "Arsenal" à Rueil-Malmaison Première session	750 000,00
EX026533	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE TENNIS DE TABLE POUR LE COMPLEXE SPORTIF DE LA ZAC DE L'ARSENAL - COMMUNE DE RUEIL MALMAISON (92)	COMMUNE DE RUEIL MALMAISON maîtrise d'ouvrage directe	quartier "Arsenal" à Rueil-Malmaison Première session	1 000 000,00
EX026313	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENTS URBAINS LIES AUX ECOMOBILITES (TRAVAUX) - NOISY LE GRAND (93)	SOCAREN - MOD pour la commune de Noisy-le-Grand	quartier "Ile de la Marne" à Noisy-le-Grand Première session	120 000,00
EX026315	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES (TRAVAUX) - NOISY LE GRAND (93)	SOCAREN - MOD pour la commune de Noisy-le-Grand	quartier "Ile de la Marne" à Noisy-le-Grand Première session	30 000,00
EX026489	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES – REALISATION D'UN GROUPE SCOLAIRE – BESSANCOURT (95)	COMMUNE DE BESSANCOURT maîtrise d'ouvrage directe	quartier des "Meuniers" à Bessancourt Deuxième session	1 665 807,90
	7 actions		5 quartiers lauréats	6 140 807,90

Subordonne l'attribution de ces subventions à la conclusion de conventions conformes aux modèles-types adoptés par la délibération n° CP 2017-272 susvisée, soit la convention bipartite en cas de maîtrise d'ouvrage directe, soit la convention tripartite en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée à un aménageur, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **6 140 807,90 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires», code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », Programme PR 52-001 (452001) «Territoires stratégiques » Action 452001076 «Cent quartiers innovants et écologiques» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020 :
- Volet 6 « Territorial »
- Sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs »
- Action 611 « Accompagnement des territoires bâtisseurs »

Article 4 :

En application des alinéas 3 et 4 de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies à l'article 2 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

	Bénéficiaire	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
EX026560	COMMUNE DE BURES SUR YVETTE	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT D'UN LOCAL POUR PROFESSION LIBERALE - BURES-SUR-YVETTE (91)	07/07/2017
EX026344	COMMUNE DE MEUDON	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE, D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT ET D'UNE LUDOTHEQUE - MEUDON (92)	17/11/2016

EX026489	COMMUNE DE BESSANCOURT	100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES – REALISATION D'UN GROUPE SCOLAIRE – BESSANCOURT (95)	01/03/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

annexe 1- Liste et programmes d'actions des lauréats

Les 5 lauréats de la troisième session des « 100 quartiers innovants et écologiques » sont :

Nom du quartier innovant et écologique	Porteur	Dotation régionale prévisionnelle maximum
Clause Bois Badeau	COMMUNE DE BRETIGNY SUR ORGE	4 000 000 €
Domaine du Chêne Rond	COMMUNE DE MARCOUSSIS	860 850 €
ZAC Parc d'affaires	COMMUNE D'ASNIERES SUR SEINE	4 000 000 €
Village Delage	COMMUNE DE COURBEVOIE	4 000 000 €
Agroquartier de la Plaine de Montjean	COMMUNE DE RUNGIS (avec l'EPA ORSA)	2 646 600 €

Total 15 507 450 €

Pour chaque lauréat, un programme prévisionnel d'actions est adopté :

Quartier innovant et écologique « Clause Bois Badeau » à Brétigny-sur-Orge (91), porté par la commune de Brétigny-sur-Orge

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Espaces publics sur les secteurs Bois de Châtres, Faubourg du bois et allées herbes folles	Commune de Brétigny-sur-Orge	SORGEM	Fin 2017/ début 2018	2020	5 472 000	1 147 365
Extension de l'aménagement sur l'emprise de l'usine Tézier-Clause	Commune de Brétigny-sur-Orge	SORGEM	Fin 2017/ début 2018	2020	6 800 000	1 402 335
Création d'un complexe sportif	Commune de Brétigny-sur-Orge	Commune de Brétigny-sur-Orge	2018	2020	4 834 550	1 450 300
				total	**17 106 550**	**4 000 000**

Option retenue par le candidat : taux de subventionnement régional maximum de 30%
La subvention régionale vient en déduction de la part supportée par la collectivité concédante.

Quartier innovant et écologique « Domaine du Chêne Rond » à Marcoussis (91) porté par la commune de Marcoussis.

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Acquisition en VEFA du bâtiment en vue de la création d'un espace de tiers-lieu	Commune de Marcoussis	Fin 2017/ début 2018	2019	1 320 000	504 350
Aménagement du parc forestier	Commune de Marcoussis	2018	2020	200 000	100 000
Création d'éclairage public sur les liaisons routières, piétonnes et cyclables	Commune de Marcoussis	2018	2019	118 800	16 200
Création de liaisons piétonnes et cyclables	Commune de Marcoussis	2019	2019	57 000	7 500
Réfection de la voirie (chemin du Regard, route du Chêne Rond, route de Briis)	Commune de Marcoussis	Fin 2017/ début 2018	2019	1 324 800	232 800
			total	**3 020 600**	**860 850**

Option retenue par le candidat : taux de subventionnement régional maximum de 50%

Quartier innovant et écologique « ZAC Parc d'affaires » à Asnières-sur-Seine (92), porté par la commune d'Asnières-sur-Seine

Nom de l'opération	Collectivité maitre d'ouvrage	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Aménagement des espaces publics	Commune d'Asnières-sur-Seine	Citallios	2018	2021	11 000 000	3 100 000
Aménagement du parc central	Commune d'Asnières-sur-Seine	Citallios	2019	2021	3 000 000	900 000
				total	**14 000 000**	**4 000 000**

Option retenue par le candidat : taux de subventionnement régional maximum de 30%
La subvention régionale vient en déduction de la part supportée par la collectivité concédante.

Quartier innovant et écologique « Village Delage » à Courbevoie (92), porté par la commune de Courbevoie

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Optimisation des déplacements (internes et vers le pôle multimodal de Bécon-les-Bruyères) et circulations douces (hors acquisitions foncières)	Commune de Courbevoie	2018	2021	7 675 000	2 300 000
création d'un parc en gestion écologique (phase 1)	Commune de Courbevoie	2019	2020	6 185 000 (phase 1 : 1 500 000)	500 000
création d'une crèche de 60 berceaux	Commune de Courbevoie	2017 SEM2	2019 SEM2	2 745 000	800 000
agriculture urbaine en toiture	Commune de Courbevoie	2019	2020	2 000 000	400 000
			total	**18 605 000**	**4 000 000**

Option retenue par le candidat : taux de subventionnement régional maximum de 30%

Quartier innovant et écologique « Agroquartier de la Plaine de Montjean » à Rungis (94), porté par la commune de Rungis.

Nom de l'opération	Bénéficiaire de la subvention	Dates prévisionnelle de début de projet	Date prévisionnelle de fin de projet	Estimation du coût en € HT	Subvention régionale attendue (en €)
Réseau de chaleur	Ville de Rungis	2018	2021	6 460 000	1 806 000
Allées prairies et lisière boisée	EPA ORSA	2018	2021	704 000	211 200
Espaces publics apaisés	EPA ORSA	2019	2021	1 475 000	442 500
Système de noues reliant ville et plaine	EPA ORSA	2019	2021	526 500	157 950
Jardins pédagogiques et familiaux	EPA ORSA	2021	2021	96 500	28 950
			total	**9 262 000**	**2 646 600**

Option retenue par le candidat : taux de subventionnement régional maximum de 30%

annexe 2- Etat récapitulatif des dépenses

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-534	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**452001 - Territoires stratégiques**
Action	**452001076 - Cent quartiers innovants et écologiques**

Dispositif : N° 00001023 - Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)

Dossier	EX026313 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENTS URBAINS LIES AUX ECOMOBILITES (TRAVAUX) - NOISY LE GRAND (93)			
Bénéficiaire	P0036534 - SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
400 000,00 €	HT	30 %	120 000,00 €	

Dossier	EX026315 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES (TRAVAUX) - NOISY LE GRAND (93)			
Bénéficiaire	P0036534 - SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	30 %	30 000,00 €	

Dossier	EX026344 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE, D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT ET D'UNE LUDOTHEQUE - MEUDON (92)			
Bénéficiaire	R1030 - COMMUNE DE MEUDON			
Localisation	MEUDON			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	2 535 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 450 000,00 €	HT	30 %	2 535 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-534	Budget	2017

Dossier	EX026489 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES – REALISATION D'UN GROUPE SCOLAIRE – BESSANCOURT (95)			
Bénéficiaire	R70 - COMMUNE DE BESSANCOURT			
Localisation	BESSANCOURT			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 665 807,90 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 552 693,00 €	HT	30 %	1 665 807,90 €	

Dossier	EX026530 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION DE TERRAINS DE SPORTS POUR LE COMPLEXE SPORTIF DE LA ZAC DE L'ARSENAL - RUEIL MALMAISON (92)			
Bénéficiaire	R1036 - COMMUNE DE RUEIL MALMAISON			
Localisation	RUEIL-MALMAISON			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	750 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 505 236,00 €	HT	29,94 %	750 000,00 €	

Dossier	EX026533 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE TENNIS DE TABLE POUR LE COMPLEXE SPORTIF DE LA ZAC DE L'ARSENAL - COMMUNE DE RUEIL MALMAISON (92)			
Bénéficiaire	R1036 - COMMUNE DE RUEIL MALMAISON			
Localisation	RUEIL-MALMAISON			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 333 333,33 €	HT	30 %	1 000 000,00 €	

Dossier	EX026560 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT D'UN LOCAL POUR PROFESSION LIBERALE - BURES-SUR-YVETTE (91)			
Bénéficiaire	R1082 - COMMUNE DE BURES SUR YVETTE			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	HT	50 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001023 - Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	6 140 807,90 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 452001 - 452001076	6 140 807,90 €

annexe 3- Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026344

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE, D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT ET D'UNE LUDOTHEQUE - MEUDON (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	8 450 000,00 €	30,00 %	2 535 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 535 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEUDON
Adresse administrative : 6 AVENUE LE CORBEILLER
92190 MEUDON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé MARSEILLE, Sénateur-maire

N° SIRET : 21920048200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Construction d'une école maternelle, d'un accueil de loisirs sans hébergement et d'une ludothèque

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
- Données territoriales :
Superficie : 995,47 ha
Population (INSEE 2014) : 45 507 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération centrale"

% Surfaces non urbanisées : 44,10%
Plan vert : commune non carencée
EPCI : EPT Grand Paris Seine Ouest
TIM : Défense et la vallée de la Seine, du Val-de-Seine à la Boucle Nord / Vallée de Bièvre aval, Plateau de Saclay
SCOT : Métropole du Grand Paris
PLU : approuvé le 13 avril 2010

- Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier "Pointe de Trivaux", lauréat de la deuxième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 2017-272. L'objectif de réalisation de cet équipement est d'accueillir dans de bonnes conditions d'apprentissage scolaire et ludique les enfants du futur quartier et de créer un pôle d'animation ouvert sur la ville, vecteur de mixité et de cohésion sociale.

Les opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier sont :
- la construction d'une école maternelle, d'un accueil de loisirs sans hébergement et d'une ludothèque, dont le coût est estimé à 8 551 400 € HT, plafonné à 8 450 000 € HT ;
- l'aménagement d'un stade de football en gazon synthétique et de locaux annexes, dont le coût est estimé et plafonné à 1 315 000 € HT ;
- la réimplantation de l'espace jeunesse-prévention, dont le coût est estimé et plafonné à 310 000 € HT ;
- la création d'un parc rue Paul Demange, dont le coût est estimé et plafonné à 1 000 000 € HT ;
- la création d'un mail piétonnier rue Paul Demange, dont le coût est estimé et plafonné à 1 800 000 € HT.

Description :
Cette opération se situe à Meudon-la-Forêt, sur le site de l'ancien collège Jean Moulin qui sera préalablement déconstruit. L'opération, d'une surface utile de 2 840 m², consiste en la réalisation :
- d'une écolle maternelle de 6 classes accueillant 150 à 180 enfants,
- d'un accueil de loisirs sans hébergement intégré à l'école dans un souci de mutualisation, pour une centaine d'enfants de 3 à 6 ans,
- d'une restauration en liaison froide pour 160 repas répartis en deux services, et
- d'une ludothèque en rez-de-chaussée.
L'aménagement des espaces extérieurs est également prévu : parvis, espaces paysagers, cours de récréation et aires de jeux extérieurs de la ludothèque.

Situés sur la même parcelle et regroupés au sein d'une seule opération, les deux bâtiments distincts se répondent par leur volumétrie et leurs fonctionnalités complémentaires. Ainsi, l'école s'ouvre sur le quartier le long de la rue Paul Demange dans un bâtiment en L et la ludothèque se positionne sur un parvis urbain le long de l'avenue Villacoublay.
L'enveloppe des bâtiments est traitée avec une isolation extérieure continue. Les façades sur rue reprennent la pierre de Fontvieille, matériau qui fait la qualité architecturale des habitations de Meudon-la-Forêt imaginées par Fernand Pouillon. Les façades tournées vers la cour et le ciel sont habillées de bois pour l'acoustique, l'aspect chaleureux et l'exemplarité environnementale ; des débords de toiture et de dalle assurent sa protection et son bon vieillissement.
La cour d'école et le jardin de la ludothèque sont mis en valeur dans un coeur d'îlot préservé faisant référence à une clairière.

La ludothèque est conçue comme un lieu d'expérimentation spatiale en multipliant les parcours et les usages : sols et parois sont travaillés comme des surfaces d'appropriation (mur d'escalade, murs-niches, mur-signalétique,...). D'une surface utile de 650 m² et de 175 m² d'espaces extérieurs, la ludothèque est organisée en 7 grandes zones de jeux : un espace petite enfance et bébés avec des structures de motricité pour les 3 mois à 3 ans, deux espaces de jeux symboliques pour les 3-6 ans et pour les 6-12 ans, un espace de jeux de règles pour les 7 ans et plus, un espace polyvalent et jeux d'habileté, ainsi qu'un espace de jeux vidéo et consoles destinés aux plus de 10 ans.

Enfin, ces bâtiments seront passifs et respectueux de l'environnement avec l'application de la démarche "négaWatt", avec notamment la mise en oeuvre d'un chauffage par pompes à chaleur sur sondes géothermiques verticales. Une réduction systématique de tous les besoins (chauffage, eau chaude sanitaire, eau potable, éclairage) et de toutes les pertes inutiles (stockage, distribution, récupération) a été intégrée dès la conception. L'aménagement des espaces extérieurs s'inscrit également dans une démarche environnementale avec la plantation d'un écosystème adapté aux contraintes hydriques et d'ensoleillement du site. L'importante végétalisation du site, par ailleurs économe en entretien et gestion, permettra d'apporter de la fraîcheur l'été. Les eaux de toiture seront redirigées vers les différentes cours et jardins. La charte chantier vert fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux, et l'objectif est d'atteindre 75% de valorisation de la masse des déchets produits.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Meudon a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

A noter que le total du projet (recettes et dépenses) est différent de l'assiette subventionnable proposée ici, car le dispositif ne permet pas de prendre l'intégralité.

Localisation géographique :
- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	7 727 000,00	90,36%
Honoraires	824 400,00	9,64%
Total	8 551 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 535 000,00	29,64%
Commune	6 016 400,00	70,36%
Total	8 551 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	575 000,00 €
2019	1 365 000,00 €
2020	595 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats régionaux	100 000,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	320 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	22 500,00 €
	Montant total	442 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026489

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES – REALISATION D'UN GROUPE SCOLAIRE – BESSANCOURT (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	5 552 693,00 €	30,00 %	1 665 807,90 €
	Montant Total de la subvention		1 665 807,90 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BESSANCOURT
Adresse administrative : PL DU TRENTE AOUT
95550 BESSANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Christophe POULET, Maire

N° SIRET : 21950060000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier…) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Superficie 638,50 hectares
Population 6 582 (INSEE – population municipale 2014)
Entité SDRIF Agglomération centrale
% Surfaces non urbanisé 63,6 %
Plan vert Sans objet, commune non carencée en espaces verts ou naturels
EPCI/EPT CA Val Parisis
TIM TIM Confluence Seine - Oise
SCOT SCOT programmé en 2018 dans le cadre de la CA Val Parisis
PLU Approbation PLU 23-02-2006 (Modification n° 4 approuvée le 15-06-2017)

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier ZAC des Meuniers, lauréat de la deuxième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 2017-272. L'omniprésence d'espaces végétalisés au sein de la ZAC des Meuniers révèle les enjeux et l'identité forte de ce nouveau quartier. Ils visent la préservation du caractère rural de la commune et de ses pratiques agricoles. Le groupe scolaire s'inscrit dans la continuité de la démarche développement durable avec la construction d'un bâtiment passif.

Les opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 120 000 €, sont :

- la réalisation d'un groupe scolaire dans la ZAC des Meuniers d'un montant de 5 552 693 € : subvention régionale de 1 665 807 € (soit 30 % du montant total)
- la réalisation d'un centre technique municipal d'un montant de 2 500 000 € : subvention régionale de 750 000 € (soit 30 % du montant total)
- la réalisation d'un espace polyvalent (gymnase et salle de loisirs) d'un montant de 2 347 307 € : subvention régionale de 704 193 € (soit 30 % du montant total)

La présente demande concerne la réalisation du groupe scolaire.

Description :
Le futur groupe scolaire de neuf classes se situe au cœur de la ZAC sur l'axe historique du chemin des Meuniers. Il est desservi par la promenade piétonne et les pistes cyclables du quartier.

Ce bâtiment passif à ossature bois, cours de récréation drainante et toiture végétalisée, s'inscrit parfaitement dans l'éco-quartier et respecte les mêmes exigences environnementales.

La surface de plancher est de 3 955 m².

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Bessancourt a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :
- BESSANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	5 047 903,00	90,91%
Etudes	504 790,00	9,09%
Total	5 552 693,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 665 807,90	30,00%
Département 95	720 000,00	12,97%
Commune	3 166 885,10	57,03%
Total	5 552 693,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	59 998,60 €
2018	697 500,00 €
2019	575 147,90 €
2020	333 161,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026530

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION DE TERRAINS DE SPORTS POUR LE COMPLEXE SPORTIF DE LA ZAC DE L'ARSENAL - RUEIL MALMAISON (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 505 236,00 €	29,94 %	750 000,00 €
	Montant Total de la subvention		750 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 13 BOULEVARD DU MARECHAL FOCH
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick OLLIER, Maire

N° SIRET : 21920063100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : FICHE ACTION 101 Construction d'un terrain de sports pour le complexe sportif de la ZAC de l'Arsenal

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales
- Superficie : 1453,49 ha
- Population : 79204 hab
- Entité SDRIF : Agglomération centrale
- % Surfaces non urbanisé : 18%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI/EPT : Paris Ouest La Défense
- TIM : La Défense et la Vallée de la Seine du Val de Seine à la Boucle Nord
- SCOT : Métropole du Grand Paris
- PLU : Opposable

Le projet d'aménagement et de développement durable porte sur plusieurs exigences
- Maîtriser le développement urbain et maintenir une évolution démographique mesurée,
- Conserver les grands équilibres entre les secteurs bâtis et les secteurs plus naturels,
- Offrir un environnement favorable à la pérennisation des grands pôles d'emploi,
- Diversifier les fonctions urbaines, préserver la mixité sociale en réalisant des logements sociaux pour conserver à minima une proportion de 25 % du parc, développer le locatif intermédiaire et l'accession aidée.

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier de l'Arsenal, lauréat de la première session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 16-609. Ce programme compte 3 actions:
- l'action n°01 (qui fait l'objet de la présente demande) "Construction de terrains de sports pour le complexe sportif de l'éco-quartier avec un coût total estimé à 2 505 236 €HT et un montant de subvention régionale s'élèvant à maximum 750 000 €.
- l'action n°02 "Construction de terrains de handball avec gradins" avec un coût total estimé à 10 000 000 €HT et un montant de subvention régionale s'élèvant à maximum 2 250 000 €.
- l'action n°03 "salle de tennis de table" avec un coût total estimé à 3 333 333 €HT et un montant de subvention régionale s'élèvant à maximum 1 000 000 €.

Description :
La construction du nouveau complexe sportif de l'Arsenal sous maîtrise d'ouvrage communale s'inscrit dans le projet d'aménagement de la ZAC de l'Arsenal porté par la SPLA Rueil Aménagement, à proximité de la future gare de métro sur la ligne 15 du Grand Paris Express. L'opération de 25,8 ha prévoit la création d'un nouveau quartier intégrant environ 2 500 logements (dont 30% sociaux), des bureaux (environ 35 000 m2), des commerces (environ 10 000 m2) et des équipements publics (environ 15 000 m2).
Le complexe sportif, édifié sur une parcelle de 9 200 m2 se compose de différentes entités programmatiques réparties sur plusieurs niveaux : un gymnase avec 2 terrains de handball et des gradins, un espace de tennis de table, une salle parquet (arts martiaux, danses), une salle de préparation physique, un club house mutualisé ainsi que des espaces de rangements, un logement de gardien, des bureaux et annexes et 8 vestiaires, un plateau sportif en toiture, une avec un bassin sportif de 20m*25m, un bassin d'apprentissage, un espace bien être, une partie administrative, une terrasse finlandaise avec un solarium, un parking enterré jusqu'à 500 places.
Les principaux utilisateurs des terrains de sports sont les collégiens et les lycéens.
Le terrain de sport, objet de la subvention, d'une superficie de 6 500 m2, conçu sur la toiture-terrasse, comprend une piste d'athlétisme scolaire de 250m avec 4 couloirs de sprint, 3 terrains de handball (constituant un terrain de football de 64mx24m), une zone de saut en hauteur, deux zones de saut en longueur et 5 aires de lancer de poids au centre de la piste.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Rueil-Malmaison a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 505 236,00	100,00%
Total	2 505 236,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	750 000,00	29,94%
DEPARTEMENT (92)	150 000,00	5,99%
CAISSE DES DEPOTS	146 000,00	5,83%
COMMUNE	1 459 236,00	58,25%
Total	2 505 236,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	200 000,00 €
2020	300 000,00 €
2021	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	125 705,60 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	492 194,46 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	277 732,01 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	44 500,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	18 346,00 €
2017	Politique énergie climat	1 203 624,00 €
	Montant total	2 942 102,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026533

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE TENNIS DE TABLE POUR LE COMPLEXE SPORTIF DE LA ZAC DE L'ARSENAL - COMMUNE DE RUEIL MALMAISON (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 333 333,33 €	30,00 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 13 BOULEVARD DU MARECHAL FOCH
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick OLLIER, Maire

N° SIRET : 21920063100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : FICHE ACTION 103 Construction d'une salle de tennis de table pour le complexe sportif de la ZAC de l' Arsenal

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales
- Superficie : 1453,49 ha
- Population : 79204 hab
- Entité SDRIF : Agglomération centrale
- % Surfaces non urbanisé : 18%
- Plan vert : commune non carencée
- EPCI/EPT : Paris Ouest La Défense
- TIM : La Défense et la Vallée de la Seine du Val de Seine à la Boucle Nord
- SCOT : Métropole du Grand Paris
- PLU : Opposable

Le projet d'aménagement et de développement durable porte sur plusieurs exigences
- Maîtriser le développement urbain et maintenir une évolution démographique mesurée,
- Conserver les grands équilibres entre les secteurs bâtis et les secteurs plus naturels,
- Offrir un environnement favorable à la pérennisation des grands pôles d'emploi,
- Diversifier les fonctions urbaines, préserver la mixité sociale en réalisant des logements sociaux pour conserver à minima une proportion de 25 % du parc, développer le locatif intermédiaire et l'accession aidée.

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier de l'Arsenal, lauréat de la première session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 16-609. Ce programme compte 3 actions:
- l'action n°01 "Construction de terrains de sports pour le complexe sportif de l'éco-quartier avec un coût total estimé à 2 505 236 €HT et un montant de subvention régionale s'élevant à maximum 750 000 €.
- l'action n°02 "Construction de terrains de handball avec gradins" avec un coût total estimé à 10 000 000 €HT et un montant de subvention régionale s'élevant à maximum 2 250 000 €.
- l'action n°03 (qui fait l'objet de la présente demande) "salle de tennis de table" avec un coût total estimé à 3 333 333 €HT et un montant de subvention régionale s'élevant à maximum 1 000 000 €.

Description :
La construction du nouveau complexe sportif de l'Arsenal sous maîtrise d'ouvrage communale s'inscrit dans le projet d'aménagement de la ZAC de l'Arsenal porté par la SPLA Rueil Aménagement, à proximité de la future gare de métro sur la ligne 15 du Grand Paris Express.
L'opération de 25,8 ha prévoit la création d'un nouveau quartier intégrant environ 2 500 logements (dont 30% sociaux), des bureaux (environ 35 000 m2), des commerces (environ 10 000 m2) et des équipements publics (environ15 000 m2).

Le complexe sportif, édifié sur une parcelle de 9 200 m2 se compose de différentes entités programmatiques réparties sur plusieurs niveaux : un gymnase avec 2 terrains de handball et des gradins, un espace de tennis de table, une salle parquet (arts martiaux, danses), une salle de préparation physique, un club house mutualisé ainsi que des espaces de rangements, un logement de gardien, des bureaux et annexes et 8 vestiaires, un plateau sportif en toiture, une avec un bassin sportif de 20mx25m, un bassin d'apprentissage, un espace bien être, une partie administrative, une terrasse finlandaise avec un solarium, un parking enterré jusqu'à 500 places.

Les principaux utilisateurs des terrains de sports sont les collègiens et les lycéens.

L'espace de tennis de table, objet de la subvention, est implanté dans une salle de 1 000 m², d'une hauteur sous plafond de 6 m minimum. Il est destiné à la pratique associative (348 adhérents, club créé en 1968, équipe en Nationale 3 + section handisport) et scolaire du tennis de table. L'homologation par la Fédération française de tennis de table visée pour cette salle est le type E4, afin de permettre aux équipes nationales de faire des compétitions, avec possibilité d'y accueillir jusqu'à 200 spectateurs et 12 tables. L'équipement comprend également un dépôt de 25 m².

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Rueil-Malmaison a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 333 333,33	100,00%
Total	3 333 333,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 000 000,00	30,00%
DEPARTEMENT (92)	200 000,00	6,00%
CAISSE DES DEPOTS	195 000,00	5,85%
COMMUNE	1 938 333,33	58,15%
Total	3 333 333,33	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	300 000,00 €
2020	400 000,00 €
2021	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	125 705,60 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	492 194,46 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	277 732,01 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	44 500,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	18 346,00 €
2017	Politique énergie climat	1 203 624,00 €
	Montant total	2 942 102,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026560

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT D'UN LOCAL POUR PROFESSION LIBERALE - BURES-SUR-YVETTE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	80 000,00 €	50,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Maire

N° SIRET : 21910122700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Aménagement d'un local pour profession libérale

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, mission de contrôle technique,...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
- Données territoriales :
Superficie : 435,6 ha
Population (INSEE 2014) : 9 708 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération centrale"
% surfaces non urbanisées : 25,5%
Plan vert : commune non carencée

EPCI : CA Communauté Paris-Saclay
TIM : Vallée de Bièvre aval, Plateau de Saclay
SCOT : hors SCOT
PLU : PLU approuvé en 2011, en cours de révision

- Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier Coeur de Ville, lauréat de la deuxième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 2017-272. Dans le cadre du projet Ilot Mairie, réalisé par COGEDIM, un local de 60 m² sera livré pour la Ville de Bures-sur-Yvette dans le bâtiment C, îlot nord, au n°3 impasse de la Station. L'opération consiste à aménager cette coque vide, livrée brute par le promoteur, pour l'exercice d'une profession médicale ou para-médicale.

Les opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier sont :
- l'aménagement d'un local pour profession libérale, dont le coût est estimé et plafonné à 80 000 € HT ;
- la réfection des allées du parc de la Grande Maison, dont le coût est estimé et plafonné à 34 000 € HT ;
- l'aménagement d'un local pour infirmières et médecin, dont le coût est estimé et plafonné à 145 000 € HT ;
- l'aménagement d'un cheminement PMR entre la mairie et la rue Charles de Gaulle, dont le coût est estimé et plafonné à 33 000 € HT ;
- la réfection de la voirie et des placettes de la gare de Bures-sur-Yvette, dont le coût est estimé et plafonné à 462 900 € HT ;
- la réfection du carrefour devant la Grande Maison (carrefour Collé/Charles de Gaulle), dont le coût est estimé et plafonné à 268 887 € HT ;
- l'amélioration de la circulation et du confort visuel du cheminement piéton sous voie ferrée, dont le coût est estimé et plafonné à 30 000 € HT.

Description :
Il s'agit de réaliser dans ce local de 60 m² deux salles de consultation, une salle d'attente et un sanitaire accessible aux personnes à mobilité réduite.
Les travaux comprennent :
- les installations électriques (éclairages, prises, convecteurs électriques, etc.),
- l'installation VMC simple flux,
- les cloisonnements, portes,
- les revêtements de sol, revêtements muraux, plafonds,
- la plomberie (sanitaire, ballon ECS, robinets, etc.),
- les menuiseries extérieures.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Bures-sur-Yvette a retenu l'option de financement régional à hauteur de 50% maximum dans la limite de 1 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

A noter que le total du projet (recettes et dépenses) est différent de l'assiette subventionnable proposée ici, car le dispositif ne permet pas de prendre l'intégralité.

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires	10 000,00	8,66%
Travaux	105 462,55	91,34%
Total	115 462,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	34,64%
Commune	75 462,55	65,36%
Total	115 462,55	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	13 536,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	18 750,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	89 000,00 €
2017	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	29 169,50 €
	Montant total	150 455,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026313

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENTS URBAINS LIES AUX ECOMOBILITES (TRAVAUX) - NOISY LE GRAND (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	400 000,00 €	30,00 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-1700
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Présidente du Conseil d'Administration

N° SIRET : 33767887400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Action 10 - Aménagements urbains liés aux écomobilités (travaux)

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales
- Superficie : 1 314,14 ha
- Population : 64 619 hab
- Entité SDRIF : Agglomération centrale
- % Surfaces non urbanisées : 24,32%
- Plan vert : commune carencée (avec facteur aggravant)
- EPCI/EPT : T09 - Grand Paris - Grand Est
- TIM : La Vallée de la Marne
- SCOT : Métropole du Grand Paris, SCOT métropolitain en cours d'élaboration
- PLU : en cours de révision depuis le 10 juillet 2017

Le projet d'aménagement du territoire de Noisy-le-Grand s'organise selon les objectifs suivants, tels que définis dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) :
- mettre en place les conditions d'un développement ciblé et d'une évolution maîtrisée du territoire ;
- assurer un réel développement durable de la commune tant en matière d'habitat que d'activités économiques et d'équipements ;
- protéger également l'identité des quartiers existants.

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier de « l'Ile de la Marne », porté par la commune, lauréat de la première session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 16-609.
Les 13 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 316 371,00€.

Description :
L'opération vise à développer un réseau de liaisons douces dans le quartier avec :
- route de Neuilly : création de bandes cyclables, trottoir séparé de la circulation par des véhicules en stationnement ;
- promenade de Noisy : possibilité de zones 30 ou zones 20 dont la conception traduira la volonté de prioriser les modes doux ;
- cheminement des bords de Marne : un statut de voies vertes ou d'aires piétonnes permettra un accès par la voiture limité, à définir (véhicules d'entretien, de riverains...)

Par ailleurs, l'action prévoit une station de mobilité qui pourrait proposer :
- un service d'auto-partage,
- un service de location ou prêts de vélos,
- un atelier de réparation de vélos,
- l'implantation de bornes de recharge pour véhicules propres,
- l'aménagement des équipements en faveur des vélos (implantation de stationnement sécurisé, station de gonflage...)

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Sur le quartier "Ile de la Marne" 4 stagiaires ou alternants sont déjà accueillis par la SOCAREN, ils sont rattachés à des opérations déjà votées à la CP 16-609. Il n'y a donc pas d'obligation "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" attachée à cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Noisy-le-Grand a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT DES TRAVAUX	400 000,00	100,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	120 000,00	30,00%
SOCAREN	280 000,00	70,00%
Total	400 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	32 000,00 €
2019	32 000,00 €
2020	32 000,00 €
2021	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	646 329,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 004 700,00 €
	Montant total	1 651 029,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026315

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES (TRAVAUX) - NOISY LE GRAND (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	100 000,00 €	30,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204182-452001-1700
452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCAREN SOCIETE PUBLIQUE LOC AMENAGEMENT RENOVATION EQUIPEM DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Présidente du Conseil d'Administration

N° SIRET : 33767887400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)
Rapport Cadre : CR90-16 du 17/06/2016

Objet du projet : Action 5 - Gestion alternative des eaux pluviales (travaux)

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales
- Superficie : 1 314,14 ha
- Population : 64 619 hab
- Entité SDRIF : Agglomération centrale
- % Surfaces non urbanisées : 24,32%
- Plan vert : commune carencée (avec facteur aggravant)
- EPCI/EPT : T09 - Grand Paris - Grand Est
- TIM : La Vallée de la Marne
- SCOT : Métropole du Grand Paris, SCOT métropolitain en cours d'élaboration
- PLU : en cours de révision depuis le 10 juillet 2017

Le projet d'aménagement du territoire de Noisy-le-Grand s'organise selon les objectifs suivants, tels que définis dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) :
- mettre en place les conditions d'un développement ciblé et d'une évolution maîtrisée du territoire ;
- assurer un réel développement durable de la commune tant en matière d'habitat que d'activités économiques et d'équipements ;
- protéger également l'identité des quartiers existants.

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier de « l'Ile de la Marne», porté par la commune, lauréat de la première session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 16-609.
Les 13 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 316 371,00€.

Description :
L'aménagement de la ZAC va imperméabiliser des terrains actuellement non bâtis, principalement sur le coteau, ce qui induira une augmentation du volume d'eaux pluviales se déversant dans les réseaux collectifs.

Le principe général d'assainissement pluvial du quartier retenu est le suivant :
- la rue de l'Ile, la promenade de la Marne et la rue n° 1 seront longées par des noues plantées ; les rues n° 2 et 3 seront bordées par des micro-noues, sans rétention en raison de la forte pente. L'infiltration est privilégiée avec écoulement majoritaire à ciel ouvert.
La surface concernée s'élève à 2 518 m² pour un volume maximal de stockage en noues de 662 m3.
- le parc récoltera les eaux gravitaires stockées ensuite dans des bassins de rétention (surface concernée : 2 792 m² pour un volume à stocker 90 m3).

L'objectif « zéro rejet » sera respecté grâce à une infiltration diffuse au moyen de drains de diffusion (surface concernée : 4,4 ha pour un volume à infilter de 553 m3) .

L'ampleur du chantier de récupération des eaux pluviales justifie un calendrier de réalisation s'échelonnant de janvier 2018 à septembre 2021.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Sur le quartier "Ile de la Marne" 4 stagiaires ou alternants sont déjà accueillis par la SOCAREN, ils sont rattachés à des opérations déjà votées à la CP 16-609. Il n'y a donc pas d'obligation "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" attachée à cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Noisy-le-Grand a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT DES TRAVAUX	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	30 000,00	30,00%
SOCAREN	70 000,00	70,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 000,00 €
2019	8 000,00 €
2020	8 000,00 €
2021	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	646 329,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 004 700,00 €
	Montant total	1 651 029,00 €

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-539

DU 22 NOVEMBRE 2017

AFFECTATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE EN FAVEUR DES TERRITOIRES URBAINS CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL, CONTRAT RÉGIONAL TERRITORIAL QUATRIÈME AFFECTATION 2017 CONVENTION TERRITORIALE D'EXERCICE CONCERTÉ DES COMPÉTENCES (CTEC) SUR LES CONTRATS D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAUX SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES : AIDE À L'INGÉNIERIE DU VOLET TERRITORIAL DU CPER ÎLE-DE-FRANCE 2015-2020 : AFFECTATION DE CRÉDITS D'ÉTUDES COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VAL PARISIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU Le Code de l'Energie ;

VU Le Comité interministériel du 15 octobre 2015, et plus particulièrement les mesures nouvelles en faveur de l'adaptation du réseau électrique stratégique ;

VU La délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012 relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015 -2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 relative à la création du contrat d'aménagement régional ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France (1ère partie) ;

VU La délibération n° CP 15-487 du 9 juillet 2015 relative à l'approbation du contrat régional territorial de Gonesse (95) ;

VU La délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015 – 2020 ;

VU La délibération n° CP 16-403 du 12 octobre 2016 relative à l'adoption de la convention cadre avec le territoire du Val Parisis ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-539 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre des **contrats d'aménagement régionaux** avec les collectivités mentionnées dans le tableau récapitulatif ci-dessous et fixe le montant de la dotation régionale prévisionnelle maximum consacrée à la réalisation des opérations prévues aux dits contrats d'aménagement régionaux.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer avec ces collectivités territoriales les contrats d'aménagement régionaux conformes au modèle approuvé par délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016, auxquels sont joints les échéanciers prévisionnels des opérations détaillés en annexe 4.

COLLECTIVITES	N°FICHE-PROJET	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATION EN €
78 YVELINES			
MANTES-LA-JOLIE	EX021100	Requalification du square Brieussel-Bourgeois	438 166,50
	17011408	Réaménagement du square Gabrielle d'Estrées	56 833,50
	17011409	Requalification du square du château	505 000,00
		Total subvention	**1 000 000,00**
VILLEPREUX	EX023087	Construction d'une école quartier des Hauts du Moulin	800 000,00
	EX023688	Démarche qualitative et environnementale de l'école quartier des Hauts du Moulin	408 000,00
	EX023682	Construction d'un restaurant scolaire quartier des Hauts du Moulin	200 000,00
		Total subvention	**1 408 000,00**
92 HAUTS-DE-SEINE			
BOURG-LA-REINE	EX021150	Construction du centre animation expression et loisirs (CAEL)	745 000,00
	EX026497	Démarche qualitative et environnementale associée à la construction du CAEL	200 502,50
	EX021704	Restauration et réaménagement de la Villa Saint-Cyr	255 000,00
		Total subvention	**1 200 502,50**

93 SEINE-SAINT-DENIS			
DUGNY	EX022101	Aménagement des abords du centre de loisirs et création d'un espace public	136 000,00
	EX022116	Construction d'un centre de loisirs sans hébergement	864 000,00
		Total subvention	**1 000 000,00**
95 VAL D'OISE			
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE	EX021367	Construction du pôle tennis	1 000 000,00
	EX021430	Aménagement des berges d'Oise et accès au pôle de tennis - chemin de la Pelouse	99 500,00
		Total subvention	**1 099 500,00**
		TOTAL GENERAL	**5 708 002,50**

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif **« contrat d'aménagement régional »** au financement des opérations, présentées dans le tableau ci-dessous et détaillées en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats d'aménagement régionaux à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant de **4 967 502.50 €,** disponible et répartie comme suit, pour des opérations inscrites dans la programmation prévisionnelle des contrats d'aménagement régionaux, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération :

- **4 104 000,00 €** prélevés sur le chapitre 905 : « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) : « Contrat d'aménagement régional», action 15200205 « contrat d'aménagement régional » du budget 2017.

- **255 000 €** prélevés sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 31 « Culture – patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en région », action 13100406 « Contrats d'aménagement régional – patrimoine – actions territorialisées» du budget 2017.

- **608 502,50 €** prélevés sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 « actions transversales », programme HP 71-009 « actions territorialisées », Action 17100904 « Energies renouvelables – actions territorialisées » du budget 2017.

COLLECTIVITES	N°FICHE-PROJET	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	AFFECTATION D'AP EN €
78 YVELINES			
MANTES-LA-JOLIE	EX021100	Requalification du square Brieussel-Bourgeois	438 166,50

	17011408	Réaménagement du square Gabrielle d'Estrées	56 833,50
		Total subvention	**495 000,00**
VILLEPREUX	EX023087	Construction d'une école quartier des Hauts du Moulin	800 000,00
	EX023688	Démarche qualitative et environnementale de l'école quartier des Hauts du Moulin	408 000,00
	EX023682	Construction d'un restaurant scolaire quartier des Hauts du Moulin	200 000,00
		Total subvention	**1 408 000,00**
92 HAUTS-DE-SEINE			
BOURG-LA-REINE	EX021150	Construction du centre animation expression et loisir (CAEL)	745 000,00
	EX026497	Démarche qualitative et environnementale associée à la construction du CAEL	200 502,50
	EX021704	Restauration et réaménagement de la Villa Saint-Cyr	255 000,00
		Total subvention	**1 200 502,50**
93 SEINE-SAINT-DENIS			
DUGNY	EX022116	Construction d'un centre de loisirs sans hébergement	864 000,00
		Total subvention	**864 000,00**
95 VAL D'OISE			
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE	EX021367	Construction du pôle tennis	1 000 000,00
		Total subvention	**1 000 000,00**
		TOTAL GENERAL	**4 967 502,50**

Article 3 :

Approuve l'avenant relatif au contrat régional territorial de la commune de Gonesse, joint en annexe 3 de la délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif **« subvention spécifique écologie et développement durable »**, au financement de la phase 1 de l'opération d'enfouissement de cinq lignes très haute tension à Clamart et au Plessis-Robinson, telle que détaillée dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution à Réseau de transport d'électricité d'une subvention prévisionnelle maximum de 3 000 000 €.

Approuve la convention de financement ci-jointe en annexe 7, entre la Région Ile-de-France et Réseau de transport d'électricité (RTE).

Subordonne l'attribution de la subvention à la conclusion de cette convention de financement et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 3 000 000 € prélevée sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP56-001 (156001) « Aide au développement du territoire numérique », action 15600101 « Aide aux projets d'infrastructure haut débit » du budget 2017.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies à l'article **2** de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches-projets correspondantes ci-annexées, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

dpt	Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier (1)	Date prévisionnelle de démarrage	Libellé procédure
78	COMMUNE DE MANTES LA JOLIE	17011408	CAR - REAMENAGEMENT DU SQUARE GABRIELLE D'ESTREE - MANTES LA JOLIE (78)	09/05/2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)
78	COMMUNE DE VILLEPREUX	EX023087	CAR - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN - VILLEPREUX (78)	01/10/2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)
78	COMMUNE DE VILLEPREUX	EX023682	CAR - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN - VILLEPREUX (78)	01/10/2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)
78	COMMUNE DE VILLEPREUX	EX023688	CAR - DEMARCHE QUALITATIVE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'ECOLE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN - VILLEPREUX (78)	01/10/2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)
92	COMMUNE DE BOURG LA REINE	EX021150	CAR - CONSTRUCTION DU CENTRE ANIMATION EXPRESSION ET LOISIRS (CAEL) - BOURG-LA-REINE (92)	17/11/2016	Contrat d'aménagement régional (CAR)
92	COMMUNE DE BOURG LA REINE	EX021704	CAR - RESTAURATION ET REAMENAGEMENT DE LA VILLA SAINT-CYR - BOURG-LA-REINE (92)	15/12/2016	Contrat d'aménagement régional (CAR)
92	COMMUNE DE BOURG LA REINE	EX026497	CAR - DEMARCHE QUALITATIVE ET ENVIRONNEMENTALE ASSOCIEE A LA CONSTRUCTION DU CAEL - BOURG-LA-REINE (92)	17/11/2016	Contrat d'aménagement régional (CAR)
95	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE	EX021367	CAR - CONSTRUCTION DU POLE TENNIS A PONTOISE - CA CERGY-PONTOISE (95)	23/05/2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)
92	RTE EDF TRANSPORT RESEAU TRANSPORT ELECTRICI	17015985	Enfouissement de lignes THT CLAMART LE PLESSIS ROBINSON (92) - PHASE 1	01/04/2017	Subvention spécifique écologie et développement durable (investissement)

Article 6 :

Approuve les modifications du règlement d'intervention régionale du dispositif « Contrat d'Aménagement Régional » telles qu'elles sont inscrites dans le document consolidé ci-joint en annexe 5. Cette disposition s'applique pour tout dossier réputé complet après le 21 novembre 2017.

Article 7 :

Approuve la convention territoriale d'exercice concertée (CTEC) relative au règlement des Contrats d'Aménagement Régionaux jointe en annexe 6, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer avec les départements de l'Essonne, des Yvelines et du Val d'Oise.

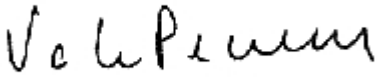
Article 8 :

Décide de participer au titre du dispositif d'aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015-2020 au financement de l'élaboration du PCAET de la communauté d'agglomération du Val Parisis, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention de financement-type adoptée dans la délibération CP 16-403 du 12 octobre 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 50 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme PR 52001 (52001) « Territoires stratégiques », action 452001086 « Soutien aux dynamiques territoriales », du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-539	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**313 - Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)**
Programme	**131004 - Développement du patrimoine en région**
Action	**13100406 - Contrats d'aménagement régional - patrimoine - actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)

Dossier	EX021704 - CAR - RESTAURATION ET REAMENAGEMENT DE LA VILLA SAINT-CYR - BOURG-LA-REINE (92)			
Bénéficiaire	R1014 - COMMUNE DE BOURG LA REINE			
Localisation	BOURG-LA-REINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	255 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
510 000,00 €	HT	50 %	255 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)	255 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 313 - 131004 - 13100406	255 000,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**152002 - Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)**
Action	**15200205 - Contrat d'aménagement régional**

Dispositif : N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)

Dossier	EX021100 - CAR- REQUALIFICATION DU SQUARE BRIEUSSEL-BOURGEOIS - MANTES LA JOLIE (78)			
Bénéficiaire	R629 - COMMUNE DE MANTES LA JOLIE			
Localisation	MANTES-LA-JOLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	438 166,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
876 333,00 €	HT	50 %	438 166,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-539	Budget	2017

Dossier	EX021150 - CAR - CONSTRUCTION DU CENTRE ANIMATION EXPRESSION ET LOISIRS (CAEL) - BOURG-LA-REINE (92)			
Bénéficiaire	R1014 - COMMUNE DE BOURG LA REINE			
Localisation	BOURG-LA-REINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	745 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 490 000,00 €	HT	50 %	745 000,00 €	

Dossier	EX021367 - CAR - CONSTRUCTION DU POLE TENNIS A PONTOISE - CA CERGY-PONTOISE (95)			
Bénéficiaire	R7478 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE			
Localisation	PONTOISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 333 334,00 €	HT	30 %	1 000 000,00 €	

Dossier	EX022116 - CAR - CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT - COMMUNE DE DUGNY (93)			
Bénéficiaire	R1279 - COMMUNE DE DUGNY			
Localisation	DUGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	864 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 728 000,00 €	HT	50 %	864 000,00 €	

Dossier	EX023087 - CAR - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN - VILLEPREUX (78)			
Bénéficiaire	R748 - COMMUNE DE VILLEPREUX			
Localisation	VILLEPREUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600 000,00 €	HT	50 %	800 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-539	Budget	2017

Dossier	EX023682 - CAR - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN - VILLEPREUX (78)			
Bénéficiaire	R748 - COMMUNE DE VILLEPREUX			
Localisation	VILLEPREUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
400 000,00 €	HT	50 %	200 000,00 €	

Dossier	17011408 - CAR - REAMENAGEMENT DU SQUARE GABRIELLE D'ESTREE - MANTES LA JOLIE (78)			
Bénéficiaire	R629 - COMMUNE DE MANTES LA JOLIE			
Localisation	MANTES-LA-JOLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	56 833,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
113 667,00 €	HT	50 %	56 833,50 €	

Total sur le dispositif N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)	4 104 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 152002 - 15200205	4 104 000,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**56 - Technologies de l'information et de la communication**
Programme	**156001 - Aide au développement du territoire numérique**
Action	**15600101 - Aide aux projets d'infrastructures haut débit**

Dispositif : N° 00001082 - Subvention spécifique écologie et développement durable (investissement)

Dossier	17015985 - Enfouissement de lignes THT CLAMART LE PLESSIS ROBINSON (92) - PHASE 1			
Bénéficiaire	R30600 - RTE EDF TRANSPORT RESEAU TRANSPORT ELECTRICI			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 011 849,00 €	HT	21,41 %	3 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001082 - Subvention spécifique écologie et développement durable (investissement)	3 000 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 56 - 156001 - 15600101	3 000 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-539	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100904 - Energies renouvelables - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)

Dossier	EX023688 - CAR - DEMARCHE QUALITATIVE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'ECOLE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN - VILLEPREUX (78)			
Bénéficiaire	R748 - COMMUNE DE VILLEPREUX			
Localisation	VILLEPREUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	408 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
816 000,00 €	HT	50 %	408 000,00 €	

Dossier	EX026497 - CAR - DEMARCHE QUALITATIVE ET ENVIRONNEMENTALE ASSOCIEE A LA CONSTRUCTION DU CAEL - BOURG-LA-REINE (92)			
Bénéficiaire	R1014 - COMMUNE DE BOURG LA REINE			
Localisation	BOURG-LA-REINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 502,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
401 005,00 €	HT	50 %	200 502,50 €	

Total sur le dispositif N° 00000999 - Contrat d'aménagement régional (CAR)	608 502,50 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100904	608 502,50 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**452001 - Territoires stratégiques**
Action	**452001086 - Soutien aux dynamiques territoriales**

Dispositif : N° 00000945 - Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-539	Budget	2017

Dossier	17014250 - ING TERRIT - ELABORATION DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL - CA VAL PARISIS (95)			
Bénéficiaire	P0034108 - CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS			
Localisation	CA VAL PARISIS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	50 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000945 - Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	50 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 452001 - 452001086	50 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021100

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR- REQUALIFICATION DU SQUARE BRIEUSSEL-BOURGEOIS - MANTES LA JOLIE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	876 333,00 €	50,00 %	438 166,50 €
	Montant Total de la subvention		438 166,50 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES LA JOLIE
Adresse administrative : 31 RUE GAMBETTA
78201 MANTES-LA-JOLIE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL VIALAY, Maire

N° SIRET : 21780361800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie 944,34 km²
Population (INSEE 2014) 44 985
Entité SDRIF "Agglomération centrale"
% Surfaces non urbanisés 34,98 %
Plan vert Commune non carencée
EPCI Commune Urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM La vallée aval de la Seine
SCOT hors SCOT
PLU approuvé depuis le 20 mars 2006, en révision et modification depuis le 15 juin 2016
PLUI en élaboration depuis le 22 février 2017

Les projets du présent contrat sont cohérents avec les enjeux identifiés et les orientations du projet de redynamisation du centre-ville :
- mettre en place un nouveau schéma de circulation,
- créer de nouveaux espaces publics,
- susciter le développement commercial du centre-ville,
- donner un nouvel élan à la rénovation de l'habitat du centre-ville,
- réaliser un plan d'animation culturel,
- promouvoir l'attractivité touristique de la ville.

Il s'agit de mener à bien un programme d'actions significatif pour valoriser et améliorer l'attractivité de sa centralité, basé notamment sur la restructuration des espaces publics, le développement des modes doux et la mise en valeur du patrimoine architectural et paysager.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement sont :
- la requalification du square Brieussel-Bourgeois : le coût est estimé à 876 333 € HT, plafonné à 876 333 € HT,
- le réaménagement du square Gabrielle d'Estrée : le coût est estimé à 113 667 € HT, plafonné à 113 667 € HT,
- la requalification du square du château : le coût est estimé à 1 075 250 € HT, plafonné à 1 010 000 € HT.

Description :
Le projet vise à affirmer le site en tant que polarité récréative, culturelle et paysagère à travers trois objectifs :

- inscrire le square dans la trame des cheminements doux du centre-ville,
- conforter la place des équipements et des événements dans le square,
- diminuer la perception de la voiture.

Dans cette perspective trois espaces sont aménagés par la ville au sein du square Brieussel-Bourgeois :
- la plateforme : la capacité d'accueil d'évènements temporaires est affirmée au sein d'un espace dédié. Cette plateforme reçoit un aménagement spécifique qui permet l'installation de structures éphémères.
- la salon de plein air : la médiathèque est réinstallée dans le cadre préservé de la voiture sur trois façades. Elle s'ouvre en particulier sur un jardin aménagé avec des assises propices à la lecture.
- le vestibule de verdure : la partie sud du parc est travaillée comme un écrin passager. La maison des festivals et la maison de la mémoire participent de cet ensemble patrimonial.

Un grand mail traverse le square et se prolonge dans le centre via la rue Chanzy, tandis que le stationnement est restructuré en maintenant l'équilibre des places proposées.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	796 050,00	90,84%
HONORAIRES	80 283,00	9,16%
Total	876 333,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	438 166,50	50,00%
COMMUNE	438 166,50	50,00%
Total	876 333,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	533,50 €
2018	350 000,00 €
2019	87 633,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	84 930,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	5 000,00 €
2015	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 522,74 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	28 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 200,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	47 730,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	492 313,82 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	12 500,00 €
	Montant total	1 088 673,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011408

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - REAMENAGEMENT DU SQUARE GABRIELLE D'ESTREE - MANTES LA JOLIE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	113 667,00 €	50,00 %	56 833,50 €
	Montant Total de la subvention		56 833,50 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES LA JOLIE
Adresse administrative : 31 RUE GAMBETTA
78201 MANTES-LA-JOLIE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL VIALAY, Maire

N° SIRET : 21780361800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie 944,34 km²
Population (INSEE 2014) 44 985
Entité SDRIF "Agglomération centrale"
% Surfaces non urbanisés 34,98 %

Plan vert Commune non carencée
EPCI Commune Urbaine Grand Paris Seine et Oise
TIM La vallée aval de la Seine
SCOT hors SCOT
PLU approuvé depuis le 20 mars 2006, en révision et modification depuis le 15 juin 2016
PLUI en élaboration depuis le 22 février 2017

Les projets du présent contrat sont cohérents avec les enjeux identifiés et les orientations du projet de redynamisation du centre-ville :
- mettre en place un nouveau schéma de circulation,
- créer de nouveaux espaces publics,
- susciter le développement commercial du centre-ville,
- donner un nouvel élan à la rénovation de l'habitat du centre-ville,
- réaliser un plan d'animation culturel,
- promouvoir l'attractivité touristique de la ville.

Il s'agit de mener à bien un programme d'actions significatif pour valoriser et améliorer l'attractivité de sa centralité, basé notamment sur la restructuration des espaces publics, le développement des modes doux et la mise en valeur du patrimoine architectural et paysager.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement sont :
- la requalification du square Brieussel-Bourgeois : le coût est estimé à 876 333 € HT, plafonné à 876 333 € HT,
- le réaménagement du square Gabrielle d'Estrée : le coût est estimé à 113 667 € HT, plafonné à 113 667 € HT,
- la requalification du square du château : le coût est estimé à 1 075 250 € HT, plafonné à 1 010 000 € HT.

Description :
Lieu de promenade et de détente, le square Gabrielle d'Estrée se caractérise par un agencement de la végétation en étage, permettant de dévoiler les anciens remparts de la ville.

Le projet vise à valoriser le patrimoine paysager et historique du site, à travers deux objectifs :
- augmenter la fréquentation du square,
- générer de nouveaux usages en centre-ville.

Dans cette perspective le square devient un équipement à ciel ouvert dans le centre ville. La partie basse du site, l'arène, sera aménagée en prairie fleurie, tandis que les gradins permettront d'accueillir les visiteurs et de proposer des activités de jardinage.

La configuration du lieu est ainsi mise à profit, pour faire du site un lieu privilégié de l'événementiel en centre-ville. Pour cela, des interventions techniques sont prévues : raccordements électriques, bouches d'incendie, reforcement du sol...etc...

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	103 160,00	90,76%
HONORAIRES	10 507,00	9,24%
Total	113 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	56 833,50	50,00%
COMMUNE	56 833,50	50,00%
Total	113 667,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	467,50 €
2018	45 000,00 €
2019	11 366,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	84 930,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	5 000,00 €
2015	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 522,74 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	28 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 200,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	47 730,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	492 313,82 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	12 500,00 €
	Montant total	1 088 673,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023087

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN - VILLEPREUX (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 600 000,00 €	50,00 %	800 000,00 €
	Montant Total de la subvention		800 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPREUX
Adresse administrative : AV GENERAL DE GAULLE
78450 VILLEPREUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane MIRAMBEAU, Maire

N° SIRET : 21780674400108

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de respecter le calendrier de réalisation de l'opération afin d'assurer la rentrée scolaire 2019.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1 046 ha
Population (INSEE 2014) : 10 024 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération centrale"
% Surfaces non urbanisés : 74,95 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines

TIM : Vallée de Bièvre aval, Plateau de Saclay
SCOT : hors SCOT
PLU : approuvé le 30 juin 2011, en cours de révision

Le projet d'aménagement et de développement durable s'articule autour de trois axes principaux :
- répondre aux besoins en termes d'accueil des populations et d'équilibres sociaux et générationnels,
- concevoir une ville plus lisible en structurant l'espace et en améliorant le lien entre les quartiers,
- s'inscrire dans une logique globale de protection de l'environnement naturel et de respect et de mise en valeur du patrimoine bâti.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional sont :
- la construction d'une école quartier des Hauts du Moulin, dont le coût est estimé à 4 520 000 € HT, plafonné à 1 600 000 € HT ;
- la contruction d'un restaurant scolaire quartier des Hauts du Moulin, dont le coût est estimé à 1 192 200 € HT, plafonné à 400 000 € HT ;
- la démarche qualitative et environnementale de l'école quartier des Hauts du Moulin, dont le coût est estimé à 1 087 336 € HT, plafonné à 816 000 € HT.

Description :
Le projet de construction d'une école dans le nouveau quartier des Hauts du Moulin situé à l'ouest du territoire communal, en limite de la plaine de Versailles, représentera une surface utile de 4 034 m² (dont 2 047 m² de cours d'école et espace potager).

Les deux parties du groupe scolaire prennent place dans un même bâtiment, avec deux halls d'entrée donnant accès sur le même parvis dans l'espace public. Les deux écoles totaliseront 16 classes pour 460 enfants environ (5 classes maternelles, 9 classes élémentaires, 2 classes "rotules") et mutualisent une seule salle des maîtres et une seule salle de réunion de cycle. L'enjeu architectural et fonctionnel est essentiel pour faciliter le développement ultérieur d'un projet commun pour l'ensemble du groupe scolaire.

La conception des locaux de l'école maternelle, son organisation générale et son implantation dans le groupe scolaire seront particulièrement soignées afin de prendre en compte l'organisation des activités des enfants sur une journée et faciliter leur déplacement vers les salles d'activités, la restauration et la cour d'école. En outre, la présence des parents dans une partie des locaux est également à considérer. Ils accompagnent en effet leurs enfants jusqu'à la porte de la classe et reviennent les rechercher le soir ; cette interface est importante pour organiser le passage de relais entre les parents et l'équipe pédagogique. Ainsi, les circulations sont dimensionnées pour répondre à ces flux importants et permettre également l'aménagement de coins vestiaires. Les salles de classe, spacieuses et confortables, sont organisées en plusieurs petits espaces de façon à proposer différentes configurations d'activités collectives, individuelles, des jeux et des temps de repos. Deux salles de repos sont situées en contiguïté des salles des petites sections avec un accès sur les salles de classe. Chaque bloc sanitaire est partagé par deux classes permettant une bonne proximité pendant les temps de classe ; un bloc sanitaire est accessible depuis la cour. Enfin, le projet inclut une salle de motricité qui sera utilisée par les enfants de l'école maternelle et par les usagers du centre de loisirs. Elle bénéficiera de deux espaces de rangement, à la fois pour l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) et pour les enseignants du groupe scolaire.

Concernant l'école élémentaire, il s'agit de favoriser la modularité des espaces pour les salles de classe qui s'organisent autour d'une circulation centrale à l'étage. sont prévues, des salles de classe largement dimensionnées pour permettre des configurations différentes : tables face au bureau, ateliers de travail par petits groupes, etc. Les circulations seront d'une largeur minimale d'1,50m, et s'élargiront dans les zones de vestiaires à 2,50m. Des lanterneaux ponctuels permettront l'éclairage naturel de la circulation et la ventilation naturelle des classes par l'ouverture des portes.

Intérêt régional :

Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEPREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	4 520 500,00	100,00%
Total	4 520 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	800 000,00	17,70%
Commune	3 720 500,00	82,30%
Total	4 520 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	500 000,00 €
2019	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	550 000,00 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	6 500,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	84 000,00 €
	Montant total	640 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023682

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN - VILLEPREUX (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	400 000,00 €	50,00 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPREUX
Adresse administrative : AV GENERAL DE GAULLE
78450 VILLEPREUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane MIRAMBEAU, Maire

N° SIRET : 21780674400108

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de respecter le calendrier de réalisation de l'opération afin d'assurer la rentrée scolaire 2019.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1 046 ha
Population (INSEE 2014) : 10 024 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération centrale"
% Surfaces non urbanisés : 74,95 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines

TIM : Vallée de Bièvre aval, Plateau de Saclay
SCOT : hors SCOT
PLU : approuvé le 30 juin 2011, en cours de révision

Le projet d'aménagement et de développement durable s'articule autour de trois axes principaux :
- répondre aux besoins en termes d'accueil des populations et d'équilibres sociaux et générationnels,
- concevoir une ville plus lisible en structurant l'espace et en améliorant le lien entre les quartiers,
- s'inscrire dans une logique globale de protection de l'environnement naturel et de respect et de mise en valeur du patrimoine bâti.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional sont :
- la construction d'une école quartier des Hauts du Moulin, dont le coût est estimé à 4 520 000 € HT, plafonné à 1 600 000 € HT ;
- la contruction d'un restaurant scolaire quartier des Hauts du Moulin, dont le coût est estimé à 1 192 200 € HT, plafonné à 400 000 € HT ;
- la démarche qualitative et environnementale de l'école quartier des Hauts du Moulin, dont le coût est estimé à 1 087 336 € HT, plafonné à 816 000 € HT.

Description :
La construction du restaurant scolaire, d'une surface utile de 440 m², au sein du futur groupe scolaire sera situé en rez-de-chaussée et à proximité des écoles élémentaires et maternelles afin d'en faciliter l'accès pour les enfants. En outre, pour permettre une prise en charge différenciée des enfants, le service se fait à table en maternelle et en self en élémentaire. Pour améliorer encore davantage le confort des enfants, un traitement acoustique de ces salles est prévu. Compte-tenu de l'importance du nombre d'enfants demi-pensionnaires (410 nouveaux rationnaires), les réfectoires des élémentaires et des maternelles ont été scindés en deux, et des accès différenciés aux salles de restauration sont proposés et associés à des blocs sanitaires.
Ainsi, le restaurant de l'école maternelle sera accessible depuis la circulation intérieure de l'école maternelle et depuis la cour maternelle. Les sanitaires de la cour seront situés à proximité de l'accès, l'espace lave main précèdera l'entrée dans le réfectoire et en fera un passage obligatoire pour les enfants. Ce réfectoire bénéficiera d'une double orientation : au sud sur la Rue du Jeu de Paume, au nord sur la cour et le potager. De forme simple, il sera aisément aménageable en sous espaces.
Le self de l'école élémentaire sera quant à lui accessible depuis la cour élémentaire par un cheminement protégé sous le préau, et le sas d'accès donnera sur les sanitaires de la cour et l'espace lave main avant d'accéder au réfectoire. Cette salle bénéficiera d'une double orientation : à l'est sur un espace végétalisé, à l'ouest sur la cour et le potager.

L'office de restauration sera unique et positionné entre les deux réfectoires. La zone de dépose des plateaux élémentaires sera située à côté de la laverie pour un retour sans croisement avec la zone propre. Enfin, une place de livraison dédiée à l'office de restauration sera aménagée et bien séparée des autres accès du bâtiment. Cet emplacement, réservé sur la parcelle, permettra la décharge des livraisons.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLEPREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 192 200,00	100,00%
Total	1 192 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	200 000,00	16,78%
Commune	992 200,00	83,22%
Total	1 192 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €
2018	125 000,00 €
2019	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	550 000,00 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	6 500,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	84 000,00 €
	Montant total	640 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023688

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - DEMARCHE QUALITATIVE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'ECOLE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN - VILLEPREUX (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	816 000,00 €	50,00 %	408 000,00 €
	Montant Total de la subvention		408 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100904- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPREUX
Adresse administrative : AV GENERAL DE GAULLE
78450 VILLEPREUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane MIRAMBEAU, Maire

N° SIRET : 21780674400108

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de respecter le calendrier de réalisation de l'opération afin d'assurer la rentrée scolaire 2019.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 1 046 ha
Population (INSEE 2014) : 10 024 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération centrale"
% Surfaces non urbanisés : 74,95 %
Plan vert : commune non carencée
EPCI : Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines

TIM : Vallée de Bièvre aval, Plateau de Saclay
SCOT : hors SCOT
PLU : approuvé le 30 juin 2011, en cours de révision

Le projet d'aménagement et de développement durable de la commune s'articule autour de trois axes principaux :
- répondre aux besoins en termes d'accueil des populations et d'équilibres sociaux et générationnels,
- concevoir une ville plus lisible en structurant l'espace et en améliorant le lien entre les quartiers,
- s'inscrire dans une logique globale de protection de l'environnement naturel et de respect et de mise en valeur du patrimoine bâti.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional sont:
- la construction d'une école quartier des Hauts du Moulin, dont le coût est estimé à 4 520 000 € HT, plafonné à 1 600 000 € HT ;
- la construction d'un restaurant scolaire quartier des Hauts du Moulin, dont le coût est estimé à 1 192 200 € HT, plafonné à 400 000 € HT ;
- la démarche qualitative et environnementale de l'école quartier des Hauts du Moulin, dont le coût est estimé à 1 087 336 € HT, plafonné à 816 000 € HT.

Description :
La construction de la nouvelle école du quartier des Hauts du Moulin s'inscrit dans une démarche qualitative et environnementale.

En effet, la conception de ce bâtiment, qui répond aux objectifs de la RT 2012, a été pensée pour s'intégrer à ce grand paysage et site classé que constitue la Plaine de Versailles (pour son patrimoine culturel et naturel). Afin de traiter qualitativement cette frange urbaine, le bâtiment ne comporte qu'un seul étage, et des façades composées de briques pleines aux teintes naturelles rythmées par des ouvertures ponctuelles et verticales en menuiserie bois. En partie haute, un couronnement horizontal largement vitré compose une fenêtre panoramique sur le grand paysage de la Plaine de Versailles. La toiture du bâtiment accueillera quant à elle une prairie fleurie plantée d'une végétation saisonnière.

Il est à noter que ce projet a la particularité d'expérimenter une utilisation innovante des terres du chantier du Grand Paris transformées en briques de terre crue pour constituer certaines cloisons, des doublages intérieurs et le remplissage de murs de la future école.
Le projet fait partie des 6 projets sélectionnés il y a un an par la Société du Grand Paris dans le cadre de son appel à projets sur le traitement innovant des déblais du futur métro.

Par ailleurs, le projet développe plusieurs mesures et dispositifs participant à la bonne qualité environnementale du projet, et plus particulièrement :
- des noues, des bassins de rétention paysagers et un potager dans les cours afin de gérer les eaux pluviales et de la manière la plus écologique qui soit,
- des toitures végétalisées sur l'ensemble du bâtiment,
- l'utilisation d'enduits en terre,
- des ouvrants de ventilation naturelle,
- des menuiseries extérieures bois labellisés,
- des casquettes de protection solaire,
- des brises soleil orientables,
- la mise en place de parquet bois sur l'ensemble du site,
- l'utilisation de peinture "0 COV".

Enfin, les conclusions de l'étude thermique du futur bâtiment stipulent des gains de performance sur l'enveloppe et la consommation en énergie primaire (respectivement +37,11% et 11,40%) par rapport aux données de références de la RT 2012. Le bâtiment devrait même atteindre le niveau HPE RT 2012.

Intérêt régional :
Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS n° EX023087 et n° EX023682.
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Localisation géographique :

- VILLEPREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 087 336,00	100,00%
Total	1 087 336,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	408 000,00	37,52%
Commune	679 336,00	62,48%
Total	1 087 336,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	26 400,00 €
2018	300 000,00 €
2019	81 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	550 000,00 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	6 500,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	84 000,00 €
	Montant total	640 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021150

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - CONSTRUCTION DU CENTRE ANIMATION EXPRESSION ET LOISIRS (CAEL) - BOURG-LA-REINE (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 490 000,00 €	50,00 %	745 000,00 €
	Montant Total de la subvention		745 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURG LA REINE
Adresse administrative : 6 BOULEVARD CARNOT
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DONATH, Maire

N° SIRET : 21920014400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC,...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 185,9 ha
Population (INSEE 2014) : 19 881 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération centrale"

% Surfaces non urbanisées : 0%
Plan vert : commune non carencée
EPCI : EPT Vallée Sud Grand Paris
TIM : Vallée Bièvre aval, Plateau de Saclay
SCOT : Métropole du Grand Paris
PLU : approuvé le 26 avril 2013

Le projet d'aménagement et de développement durable de la commune s'articule autour de trois principes majeurs suivants :
- répondre aux besoins de la population en termes d'habitat et d'équipements,
- préserver et améliorer la qualité du cadre de vie,
- promouvoir la mobilité durable.

Le projet de construction du nouveau centre d'animation, expression et loisirs (CAEL) permettra d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux usagers du centre socio-culturel actuel et de ses locaux annexes. Par ailleurs, ce projet s'inscrit plus largement dans un secteur de reconversion d'un îlot en friche afin d'y développer notamment de l'habitat et un espace public permettant ainsi d'améliorer le cadre de vie.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional sont :
- la construction du Centre Animation Expression et Loisirs (CAEL), dont le coût est estimé à 6 793 002 € HT, plafonné à 1 490 000 € HT ;
- la restauration et le réaménagement de la Villa Saint-Cyr, dont le coût est estimé à 530 000 € HT, plafonné à 510 000 € HT ;
- la démarche qualitative et environnementale associée à la construction du CAEL, dont le coût est estimé et plafonné à 401 005 € HT.

Description :
Les locaux actuels du CAEL sont loin du centre ville, vétustes et non adaptés en terme d'accessibilité, performance thermique et sécurité des Etablissements Recevant du Public. La ville a donc décidé de bâtir en centre ville un bâtiment moderne, élégant et accueillant dans lequel le CAEL pourrait s'installer.
Le futur équipement s'implante en frange ouest du coeur de ville et à 400 m de la gare RER de Bourg-la-Reine, au pied du talus des voies ferrées.

D'une surface utile de 1667 m², le bâtiment prévu est sur un niveau de sous-sol et comporte 3 niveaux au dessus du rez-de-chaussée. La façade, très performante énergétiquement, est composée d'une vêture en pierre calcaire claire et de vitrages isolants à rupture de pont thermique. Le bâtiment comporte 2 salles d'expression (danse, activités corporelles), 6 salles dédiées aux ateliers d'arts créatifs et à l'artisanat, 1 salle multimédia, 1 salle des sciences et techniques, 3 studios de musique, 1 salle pour les ateliers de langue et espace dédié à la pratique de la cuisine. L'équipement comprend également une grande salle polyvalente de 150 m² et des espaces extérieurs végétaux sur plus de 170 m².
Les espaces sont repensés, plus spacieux, ouverts et accueillants ; le bâtiment s'intègre à son environnement avec l'objectif d'en faire un équipement "repère" tout en respectant l'échelle du quartier et des bâtiments avoisinants.

La participation et la mobilisation de tous les acteurs sont au cœur du projet du CAEL : habitants, usagers, administrateurs, bénévoles et salariés ont été mobilisés lors des différentes étapes du projet (diagnostic, démarche participative, évaluation). Les différentes actions développées par le CAEL visent à favoriser le lien intergénérationnel et la mixité sociale.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 808 182,00	85,50%
HONORAIRES	984 820,00	14,50%
Total	6 793 002,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	745 000,00	10,97%
Département 92 (Attribuée)	3 200 000,00	47,11%
Commune	2 848 002,00	41,93%
Total	6 793 002,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	52 967,00 €
2018	333 575,00 €
2019	358 458,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	70 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	1 021,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	31 500,00 €
	Montant total	108 521,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021704

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - RESTAURATION ET REAMENAGEMENT DE LA VILLA SAINT-CYR - BOURG-LA-REINE (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	510 000,00 €	50,00 %	255 000,00 €
	Montant Total de la subvention		255 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-1700
13100406- Contrats d'aménagement régional - patrimoine - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURG LA REINE
Adresse administrative : 6 BOULEVARD CARNOT
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DONATH, Maire

N° SIRET : 21920014400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 185,9 ha
Population (INSEE 2014) : 19 881 habitants

Entité SDRIF : "Agglomération centrale"
% Surfaces non urbanisés : 0%
Plan vert : commune non carencée
EPCI : EPT Vallée Sud Grand Paris
TIM : Vallée de Bièvre aval, Plateau de Saclay
SCOT : Métropole du Grand Paris
PLU : approuvé le 26 avril 2013

Le projet d'aménagement et de développement durable de la commune s'articule autour de trois principes majeurs suivants :
- répondre aux besoins de la population en termes d'habitat et d'équipements,
- préserver et améliorer la qualité du cadre de vie,
- promouvoir la mobilité durable.

Le projet de restauration et de réaménagement de la Villa Saint-Cyr permet d'offrir de meilleurs conditions d'accueil de cet équipement. De même, la restructuration de ce patrimoine identifié au PLU comme bâti à protéger (en application de l'article L. 123-1-7 du code de l'urbanisme) contribue à la valorisation du patrimoine architectural et du cadre de vie de la commune.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional sont :
- la construction du Centre Animation Expression et Loisirs (CAEL), dont le coût est estimé à 6 793 002 € HT, plafonné à 1 490 000 € HT ;
- la démarche qualitative et environnementale associée à la construction du CAEL, dont le coût est estimé et plafonné à 401 005 € HT ;
- la restauration et le réaménagement de la Villa Saint-Cyr, dont le coût est estimé à 530 000 € HT, plafonné à 510 000 € HT.

Description :
La Villa Saint-Cyr se situe à proximité immédiate de la mairie et d'équipements scolaires et sportifs. Elle accueille tout au long de l'année des événements organisés par la Ville tels que les rencontres entre parents et professionnels de la petite enfance ("speed dating jeunes familles") ou encore des expositions de peinture (les Rencontres d'Art contemporain), mais aussi des évènements organisés par des particuliers (mariages, baptêmes,…).
La Villa est entourée d'un jardin ouvert au public. Des travaux de restauration de l'ensemble de ces façades sont aujourd'hui nécessaires ainsi qu'un réaménagement et une modernisation des salles de conférences, d'exposition, de réception et de réunions réparties sur trois niveaux. Sa restructuration permettra la mise en valeur de ses qualités architecturales identifiées (composition générale de la construction Mansard, sas d'entrée avec vitrail, huisseries) et contribuera ainsi à la promotion du patrimoine architectural de la commune.

Les travaux de restauration des façades et de la toiture portent sur :
- la refonte des enduits de façade afin de traiter les aciers sous-jacents,
- la reprise des éléments en béton dégradés par les intempéries,
- l'entretien et la réparation ponctuelle de la toiture et de la couverture ainsi que des menuiseries extérieures,
- l'embellissement par le nettoyage des façades et la remise en peinture des serrureries extérieures.
Les travaux d'aménagements intérieurs consistent à :
- mettre aux normes les installations électriques et la plomberie,
- réaménager les salles par des cloisonnements et améliorer leur isolation (notamment faux-plafonds),
- proposer une réfection des revêtements de sol et des peintures.
NB : hors dépenses subventionnables, de nouveaux équipements de cuisine sont également prévus (10 000 € HT).

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	472 787,00	89,21%
Honoraires	57 213,00	10,79%
Total	530 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	255 000,00	48,11%
Commune	253 000,00	47,74%
Réserve parlementaire (Attribuée)	22 000,00	4,15%
Total	530 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 580,00 €
2018	129 885,00 €
2019	116 535,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	70 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	1 021,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	31 500,00 €
	Montant total	108 521,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026497

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - DEMARCHE QUALITATIVE ET ENVIRONNEMENTALE ASSOCIEE A LA CONSTRUCTION DU CAEL - BOURG-LA-REINE (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	401 005,00 €	50,00 %	200 502,50 €
	Montant Total de la subvention		200 502,50 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100904- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOURG LA REINE
Adresse administrative : 6 BOULEVARD CARNOT
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DONATH, Maire

N° SIRET : 21920014400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 185,9 ha
Population (INSEE 2014) : 19 881 habitants
Entité SDRIF : "Agglomération centrale"

% Surfaces non urbanisées : 0%
Plan vert : commune non carencée
EPCI : EPT Vallée Sud Grand Paris
TIM : Vallée Bièvre aval, Plateau de Saclay
SCOT : Métropole du Grand Paris
PLU : approuvé le 26 avril 2013

Le projet d'aménagement et de développement durable de la commune s'articule autour de trois principes majeurs suivants :
- répondre aux besoins de la population en termes d'habitat et d'équipements,
- préserver et améliorer la qualité du cadre de vie,
- promouvoir la mobilité durable.

Le projet de construction du nouveau centre d'animation, expression et loisirs (CAEL) permettra d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux usagers du centre socio-culturel actuel et de ses locaux annexes. Par ailleurs, ce projet s'inscrit plus largement dans un secteur de reconversion d'un îlot en friche afin d'y développer notamment de l'habitat et un espace public permettant ainsi d'améliorer le cadre de vie.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional sont :
- la construction du Centre Animation Expression et Loisirs (CAEL), dont le coût est estimé à 6 793 002 € HT, plafonné à 1 490 000 € HT ;
- la démarche qualitative et environnementale associée à la construction du CAEL, dont le coût est estimé et plafonné à 401 005 € HT ;
- la restauration et le réaménagement de la Villa Saint-Cyr, dont le coût est estimé à 530 000 € HT, plafonné à 510 000 € HT.

Description :
Le projet du CAEL, niveau Bâtiment Basse Consommation, s'inscrit dans une démarche de Haute qualité environnementale, dont les cibles suivantes répondent à un niveau d'exigence très performant : chantier à faible impact environnemental, gestion de l'énergie, entretien et maintenance, confort acoustique.
Les solutions d'aménagement, l'isolation extérieure et les choix énergétiques proposés (panneaux solaires photovoltaïques notamment) permettront une réduction des consommations énergétiques, ainsi que l'optimisation des coûts d'entretien et de maintenance.
De plus, un certain nombre d'éléments contribuent à la prise en compte d'exigences autour du développement durable, comme par exemple :
- la maîtrise des eaux pluviales avec la limitation du taux d'imperméabilisation à la parcelle ;
- la mise en place d'un système de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts ;
- la réduction des besoins énergétiques par la mise en place de mesures passives (isolation, protections solaires, dimensionnement vitrages, toiture terrasse végétalisée,…) et actives (panneaux photovoltaïques permettant une auto-consommation optimisée) ;
- le recours à des matériaux biosourcés (matériau bois pour les revêtements sols/murs ainsi que pour le mobilier et matériau liège pour l'habillage acoustique).

A noter que le projet permet un gain de 32% sur la consommation énergétique et de 31% sur le besoin bio-climatique par rapport à la RT 2012, et répond également au label Effinergie+.

Intérêt régional :
Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS n° EX021150 et n° EX021704.
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	401 005,00	100,00%
Total	401 005,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	200 502,50	50,00%
Commune	200 502,50	50,00%
Total	401 005,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €
2019	185 502,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	70 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	1 021,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	31 500,00 €
	Montant total	108 521,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022116

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT - COMMUNE DE DUGNY (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 728 000,00 €	50,00 %	864 000,00 €
	Montant Total de la subvention		864 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DUGNY
Adresse administrative : 1 RUE DE LA RESISTANCE
93440 DUGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André VEYSSIERE, Maire

N° SIRET : 21930030800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie : 387 ha
Population : 10420 hab. (Insee 2014)
Entité SDRIF Agglomération centrale
Surface urbanisée : 380,6 ha (98,35%)
Plan vert : commune non carencée avec facteurs atténuants ou aggravants
EPCI : Paris Terres d'envol
TIM : Le Grand Roissy
Hors SCOT
PLU : opposable et en révision

Les orientations du projet d'aménagement et de développement durable du PLU de Dugny s'organisent autour de 3 grands axes :
Axe I : un territoire de projets au service de ses habitants selon les objectifs suivants :
- répondre aux besoins des usagers actuels et futurs du territoire,
- conforter les pôles d'attractivité existants et accompagner l'émergence d'une nouvelle centralité à proximité de la tangentielle Nord,
- encourager une mobilité vertueuse sur le territoire.
Axe II : une ville-jardin, une identité et un cadre de vie à renforcer selon les objectifs suivants :
- renforcer la qualité de la trame végétalisée et bâtie,
- s'engager dans la transition énergétique,
- offrir un cadre de vie apaisée.
Axe III : inscrire Dugny durablement dans les dynamiques métropolitaines selon les objectifs suivants :
- renforcer l'accessibilité de la commune à l'echelle du nord-est francilien,
- promouvoir le positionnement économique de Dugny et accroître sa visibilité.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement régional sont :
- la construction d'un Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH), pour un montant estimé à 2 304 000 €, plafonné à 1 728 000 € HT
- l'aménagement des abords de cet équipement, pour un montant estimé à 272 000 € HT.

Description :
Les locaux actuels du centre de loisirs primaire situés rue Sébastien et Jacques Lorenzi ne permettent plus l'accueil des enfants sur le site. Ils sont dans un état de vétusté avancé excluant toute forme d'amélioration du bâti. Sa désaffectation, en septembre 2016 a conduit à répartir les activités dans les divers équipements municipaux.

Les accueils sont actuellement réalisés sur les écoles des quartiers pour la plupart classés en « quartiers prioritaires ».
Afin de prendre en compte l'ensemble des besoins précités, les enfants des centres de loisirs de la commune, seront regroupés dans un lieu unique permettant l'accueil de 300 enfants (150 en maternelle et 150 enfants en élémentaire) ainsi que le personnel de l'établissement.
Pour ces raisons et pour sa proximité avec les espaces de nature, de loisirs, de jeux et de détente (l'aire des Vents et le parc George Valbon), le projet d'un nouvel espace sera construit en centre-ville, au droit du groupe scolaire Jean Jaurès.

Plusieurs pistes ont été approfondies afin de répondre notamment aux problématiques suivantes :
- mutualisation des espaces et du personnel,
- configuration facilitant l'accompagnement par les parents dans un lieu unique,
- modernisation des espaces,
- identification des espaces destinés à la vie scolaire, périscolaire,
- sécurisation des équipements destinés aux centres de loisirs,
- prise en compte des enjeux environnementaux dans la construction du bâtiment.

Présentation du programme :
Rez-de-chaussée :
- un hall d'accueil (50 m²)
- une direction (15 m²)
- une salle de réunions (25 m²)
- un sanitaire adulte (3 m²)
- deux rangements (7 m²) chacun
- un espace polyvalent composé d'une grande salle (73 m²) et d'une petite salle (50 m²)
- cinq salles d'activités (50 m²) chacune

- une tisanerie (11 m²)
- une armoire technique (1,80 m²)
- un bloc sanitaire pour enfants (35 m²)
- un ascenseur.

Etage :
- un hall d'accueil (50 m²)
- un bureau (15 m²)
- un sanitaire adulte (3 m²)
- un rangement (15 m²)
- trois salles d'activités (50 m²) chacune
- une salle d'activités divisible en 2 salles (50 m² et 48 m²)
- un bloc sanitaire fille (16 m²)
- un bloc sanitaire garçon (16 m²)
- deux préaux (100 m²) chacun

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DUGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONSTRUCTION CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT	2 304 000,00	100,00%
Total	2 304 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	864 000,00	37,50%
DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE (attribuée)	180 300,00	7,83%
CAF (sollicitée)	201 600,00	8,75%
COMMUNE	1 058 100,00	45,92%
Total	2 304 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	188 000,00 €
2018	503 200,00 €
2019	172 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	17 640,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	16 732,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	224 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 160 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
	Montant total	1 417 232,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021367

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAR - CONSTRUCTION DU POLE TENNIS A PONTOISE - CA CERGY-PONTOISE (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	3 333 334,00 €	30,00 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative : H0TEL D'AGGLOMERATION 95027 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

N° SIRET : 24950010900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat d'aménagement régional (CAR)
Rapport Cadre : CR181-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...)

Objectifs :
Données territoriales :
Superficie 8 702,70 hectares
Population 202 387 (INSEE – population municipale 2014)
Entité SDRIF Agglomération centrale
% Surfaces non urbanisé 40,6 %
Plan vert Sans objet, communes non carencées en espaces verts ou naturels

EPCI/EPT CA Cergy-Pontoise
TIM TIM Confluence Seine - Oise
SCOT SCOT approuvé le 29-03-2011, actuellement en cours de révision (approbation prévue 1er trimestre 2019)

L'implantation du pôle de tennis est prévue à l'emplacement de l'ancienne station d'épuration de Pontoise sur une surface de 1,4 hectare. Désaffecté depuis les années 1980, ce site constitue un emplacement idéal pour la réalisation d'un équipement sportif. Situé le long des bords d'Oise, il permet aux sportifs et aux familles de compléter l'activité sportive de tennis par des promenades à pied ou à vélo.

Enfin, sa proximité avec le nouveau quartier Bossut et le centre ville de Pontoise, rend le pôle de tennis très accessible pour les habitants à pied et à vélo.

Les opérations inscrites dans le présent contrat d'aménagement territorial concernent :
- la réalisation d'un pôle tennis pour un montant de 6 335 000 € HT plafonné à 6 139 390 € HT,
- l'aménagement des berges de l'Oise : chemin d'accès au pôle tennis, pour un montant de 583 000 € HT plafonné à 331 666 € HT.

Description :
La construction du pôle de tennis de Pontoise répond aux besoins des habitants du plateau Saint-Martin (ZAC Bossut) et de la ville de Pontoise (31 000 habitants).

Cet équipement permettra de jouer au tennis, en toutes saisons, en extérieur et en intérieur, sur des terrains respectant les normes fédérales. Il permettra aussi de jouer au PADEL (jeu sur terrain réduit) grâce au terrain (aux normes réglementaires) prévu à cet effet, et de s'entrainer grâce à un mur d'entrainement (5 m large, 3 m haut).

La surface obtenue de 7 071 m² est répartie comme suit : courts couverts 2 700 m², locaux du tennis club 245 m², courts extérieurs 4 126 m².

Le pôle de tennis comprendra quatre courts de tennis extérieurs, quatre courts de tennis intérieurs dans un bâtiment d'une superficie de 2 700 m², et un bâtiment abritant les locaux du tennis club d'une superficie de 245 m² (accueil, vestiaires/douches, sanitaires, espace de vie, bureaux, salle de réunion, locaux techniques).

L'établissement est un ERP (Etablissement Recevant du Public) classé en 5ème catégorie (100 à 200 personnes). La conception des terrains de tennis respectera les dimensions indiquées par les normes fédérales.

La maîtrise d'ouvrage du pôle de tennis de Pontoise est assurée par la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise au titre de ses compétences en matière de "développement urbain et d'accueil des populations nouvelles ».

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	5 583 600,00	100,00%
Total	5 583 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 000 000,00	17,91%
ville de Pontoise	606 750,00	10,87%
Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise	3 976 850,00	71,22%
Total	5 583 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	500 000,00 €
2019	440 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	7 262 944,52 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	1 800 000,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	13 340,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	33 000,00 €
2014	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	126 160,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	44 000,00 €

2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	437 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	365 970,70 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 937 055,48 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	2 127 075,00 €
2015	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	434 100,00 €
2015	Politique énergie climat	10 400,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	400 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 500,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	46 622,00 €
2016	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds Propreté	138 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 7	270 509,21 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	13 065,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	20 000,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 453 200,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	84 458,74 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	216 935,25 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - FCT	5 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	97 810,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 000,00 €
	Montant total	21 043 545,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014250

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ING TERRIT - ELABORATION DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL - CA VAL PARISIS (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	100 000,00 €	50,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

N° SIRET : 20005848500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité
Rapport Cadre : CP15-605 du 08/10/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Données territoriales : CA Val Parisis
Superficie : 8 683,50 hectares
Population : 267 092 habitants (INSEE – population municipale 2014)
Entité SDRIF : Agglomération centrale / Cœur de métropole
% Surfaces non urbanisées : 35,0%
Plan vert : communes non carencées en espaces verts ou naturels
TIM Confluence Seine - Oise / La Défense et la Vallée de la Seine, du Val-de-Seine à la Boucle Nord
SCOT programmé en 2018

La CA Val Parisis, créée le 1er janvier 2016 suite à la fusion de la communauté d'agglomération du Parisis, d'une partie de la communauté d'agglomération Val-et-Forêt, et de l'extension à la commune de Frépillon a pour objectif l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Ce plan a pour objectif de mettre en œuvre un programme d'actions visant à améliorer l'efficacité énergétique, à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à promouvoir le développement des énergies renouvelables et à adapter le territoire de Val Parisis aux effets du changement climatique.

Une attention particulière sera portée à l'exemplarité des politiques publiques menées par le Val Parisis (transport, logements, développement économique, aménagement du territoire…) mais aussi au rôle incitateur qu'elle pourra exercer auprès des habitants de son territoire par l'intermédiaire de soutiens techniques ou financiers (rénovation du parc privé, soutien à l'acquisition de moyens de déplacements plus écologiques, développement des circuits courts…).

Les études inscrites dans la convention cadre « Soutien aux dynamiques territoriales : aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER 2015-2020 » sont la réalisation d'une :

- étude urbaine de Saint-Leu-la-Forêt (RD 502 et Quartier de la Gare) : subvention régionale de 50 000 € attribuée dans le cadre du rapport CP 16-403 du 12 octobre 2016,
- étude foncière et de requalification du pôle gare Gros Noyer – Saint-Prix à Ermont : subvention régionale de 30 000 € attribuée dans le cadre du rapport CP 16-403 du 12 octobre 2016,
- étude d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) : 3ème et dernière étude subventionnée par la Région Île-de-France, faisant l'objet de la présente demande de subvention (subvention régionale de 50 000 €).

Description :
Le PCAET de Val Parisis propose :
- un diagnostic ou état des lieux ainsi qu'une réflexion sur les enjeux stratégiques et le plan d'actions à mettre en œuvre,
- un plan d'actions réalisé grâce à l'appui des différents acteurs du territoire et par l'intermédiaire de groupes de travail et réunions publiques,
- une communication et une sensibilisation visant un objectif d'accompagnement aux modifications de comportement à mettre en œuvre,
- la mise en place d'indicateurs permettant un suivi afin d'entrer dans une démarche d'amélioration continue.

Intérêt régional :
Cette opération répond aux objectifs du dispositif Ingéniérie territoriale de la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CA VAL PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes PCEAT	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 000,00	50,00%
CA VAL PARISIS	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €
2019	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Aide au développement de bornes de recharges électriques	206 500,40 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	418 140,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	11 825,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	80 000,00 €
2017	Contrat d’aménagement régional (CAR)	834 939,00 €
2017	Politique de soutien à l’entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	12 640,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	873 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	12 250,00 €
	Montant total	2 455 294,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015985

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ENFOUISSEMENT DE LIGNES THT CLAMART LE PLESSIS ROBINSON (92) - PHASE 1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique écologie et développement durable (investissement)	14 011 849,00 €	21,41 %	3 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-20422-156001-400
15600101- Aide aux projets d'infrastructures haut débit

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RTE EDF TRANSPORT RESEAU TRANSPORT ELECTRICI
Adresse administrative : TOUR INITIALE - 1 TERRASSE BELLINI 92919 PUTEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur François BROTTES, Président

N° SIRET : 44461925800023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention spécifique écologie et développement durable (investissement)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser des travaux de génie civil en commun avec la réalisation de l'infrastructure du futur tramway T10.

Objectifs :
Les deux communes souhaitent mettre en souterrain ces lignes électriques afin de valoriser les secteurs impactés par leur passage en y développant des projets urbains exemplaires, et en reconstituant les continuités écologiques avec le réservoir de biodiversité que constitue la forêt domaniale de Meudon.

Description :
Les communes de Clamart et du Plessis-Robinson sont traversées selon un axe nord-sud par le passage de cinq lignes électriques aériennes très haute tension (225 kV). Ce couloir de lignes est une des artères principales de l'alimentation en électricité du sud-ouest de la région parisienne. Il a été retenu comme site

pilote, à la suite des mesures nouvelles prises lors du Comité interministériel du Grand Paris le 15 octobre 2015, pour démontrer l'exemplarité d'enfouissement de lignes THT en milieu urbain dense. Ce souhait de mise en souterrain s'appuie également sur une volonté forte de reconquête de ces espaces dédiés pour y développer des projets urbains exemplaires. Les terrains ainsi libérés, situés le long du tramway T6 et du futur T10 à l'horizon 2021 et d'infrastructures routières (demi-échangeur RD 906/A86), permettront la création de nombreux logements et l'arrivée de nombreux emplois.

Les cinq lignes électriques aériennes concernées représentent un linéaire total d'un peu plus de 14 km. Il s'agit des ouvrages :
- Moulineaux-Villejust 1 / Pylônes DX 14 à PDA1
- Harcout-Raie Tortue 1 + Raie Tortue-Villejust 1 / Pylônes DX14 à PDA1
- Moulineaux-Villejust 2 / Pylônes DY 14 à PDA1
- Harcout-Raie Tortue 2 + Raie Tortue-Villejust 2 / Pylônes DY14 à PDA1
- Châtillon-Raie Tortue.

Le présent projet correspond à la première phase 2017-2019, pour une opération globale estimée à 47 200 000 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-ROBINSON
- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	13 961 849,00	99,64%
Honoraires	50 000,00	0,36%
Total	14 011 849,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	3 000 000,00	21,41%
Conseil départemental 92 (sollicité)	3 000 000,00	21,41%
Autres financeurs	4 088 531,28	29,18%
RTE	3 923 317,72	28,00%
Total	14 011 849,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	377 000,00 €
2018	1 140 000,00 €
2019	883 000,00 €
2020	600 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	2 520 000,00 €
	Montant total	2 520 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : AVENANT DOCUMENT CONTRACTUEL

AVENANT N° 1 AU CONTRAT REGIONAL TERRITORIAL
DE GONESSE (95)

ENTRE D'UNE PART :

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional,

ET D'AUTRE PART :

La Commune de Gonesse, représentée par le Maire.

Après avoir rappelé :

- le contrat régional territorial de Gonesse signé le 1er septembre 2015 et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 15-487 du 9 juillet 2015,
- la délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012 relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial,
- la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2017

Et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 17-539 en date du 22 novembre 2017

Considérant la nécessité de modifier le programme de travaux pour l'opération de « Réhabilitation de l'hôtel de ville et de ses abords » par l'abandon du projet d'extension du bâtiment afin de répondre aux prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Le programme définitif de réhabilitation a évolué pour intégrer des éléments complémentaires de réaménagement sur le bâtiment existant.

Article 1 :

L'article 1 du contrat initial est modifié comme suit :

Tableau initial

Gonesse (95)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	RETENUS PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					Dotation prévisionnelle maximum Région 30%
			2016	2017	2018	2019	2020	
Aménagement du pôle sportif E. Cognevaut	2 491 060	2 239 863,80			895 945,00	1 119 932,00	223 986,80	671 959,14
Réaménagement de l'Hôtel de Ville et de ses abords	1 433 721	830 649,23	415 325,00	415 324,23				249 194,77
Réhabilitation de la maison Saintville pour la création d'un pôle aménagement urbain	1 034 000	599 064,47	299 532,00	299 532,47				179 719,34
TOTAL	**4 958 781**	**3 669 577,50**	714 857,00	714 856,70	895 945,00	1 119 932,00	223 986,80	
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			214 457,10	214 457,01	268 783,50	335 979,60	67 196,04	**1 100 873,25**

Tableau modifié

Gonesse (95)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	RETENUS PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					Dotation prévisionnelle maximum Région 30%
			2016	2017	2018	2019	2020	
Aménagement du pôle sportif E. Cognevaut	2 491 060,00	2 239 863,80			895 945,00	1 119 932,00	223 986,80	671 959,14
Réaménagement de l'Hôtel de Ville et de ses abords	1 426 000,00	830 649,23		415 325,00	415 324,23			249 194,77
Réhabilitation de la maison Saintville pour la création d'un pôle aménagement urbain	1 034 000,00	599 064,47	299 532,00	299 532,47				179 719,34
TOTAL	**4 951 060,00**	**3 669 577,50**	299 532,00	714 857,47	1 311 269,23	1 119 932,00	223 986,80	
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			89 859,60	214 457,24	393 380,77	335 979,60	67 196,04	**1 100 873,25**

Article 2 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées**.**

Fait en deux exemplaires originaux.

A Gonesse, le
Pour la Commune de Gonesse
Le Maire

Jean-Pierre BLAZY

A Paris, le
Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : ECHEANCIERS PREVISIONNELS

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

Contrat d'aménagement régional de la commune de Mantes-la-Jolie (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION (en % de travaux réalisés)			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2017	2018	2019	Taux %	Montant en €
Opération 1 - Requalification du Square Brieussel Bourgeois	876 333,00	876 333,00	43 816,65	832 516,65		50%	438 166,50
Opération 2 - Réaménagement du Square Gabrielle d'Estrée	113 667,00	113 667,00	11 366,70	102 300,30		50%	56 833,50
Opération 3 - Requalification du Square du Château	1 075 250,00	1 010 000,00	53 762,50	53 762,50	902 475,00	50%	505 000,00
TOTAL	2 065 250,00	2 000 000,00	108 945,85	988 579,45	902 475,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**54 472,93**	**494 289,73**	**451 237,50**		**1 000 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

Contrat d'aménagement régional de la commune de Villepreux (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2017	2018	2019	Taux %	Montant en €
Construction d'une école quartier des Hauts du Moulin	4 520 000,00	1 600 000,00	200 000,00	1 000 000,00	400 000,00	50%	800 000,00
Construction d'un restaurant scolaire quartier des Hauts du Moulin	1 192 200,00	400 000,00	50 000,00	250 000,00	100 000,00	50%	200 000,00
Démarche qualitative et environnementale de l'école quartier des Hauts du Moulin	1 087 336,00	816 000,00	52 800,00	600 000,00	163 200,00	50%	408 000,00
TOTAL	6 799 536,00	2 816 000,00	302 800,00	1 850 000,00	663 200,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**151 400,00**	**925 000,00**	**331 600,00**		**1 408 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

Contrat d'aménagement régional de la commune de Bourg-la-Reine (92)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2017	2018	2019	Taux %	Montant en €
Construction du Centre Animation Expression et Loisirs (CAEL)	6 793 002,00	1 490 000,00	105 934,00	667 150,00	716 916,00	50%	745 000,00
Restauration et réaménagement de la Villa Saint Cyr	530 000,00	510 000,00		276 930,00	233 070,00	50%	255 000,00
Démarche qualitative et environnementale associée au CAEL	401 005,00	401 005,00		30 000,00	371 005,00	50%	200 502,50
TOTAL	7 724 007,00	2 401 005,00	105 934,00	974 080,00	1 320 991,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**52 967,00**	**487 040,00**	**660 495,50**		**1 200 502,50**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

Contrat d'aménagement régional pour la commune de Dugny (93)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES (HT)	MONTANT RETENU PAR LA REGION (HT)	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2017	2018	2019	Taux %	MONTANT
Construction d'un centre de loisirs sans hébergement	2 304 000,00	1 728 000,00	432 000,00	1 296 000,00		50%	864 000,00
Aménagement des abords du centre de loisirs et création d'un espace public	272 000,00	272 000,00		272 000,00		50%	136 000,00
TOTAL	2 576 000,00	2 000 000,00	432 000,00	1 568 000,00			
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE			**216 000,00**	**784 000,00**			**1 000 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL POUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATIONS DE CERGY PONTOISE 95

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2017	2018	2019	taux 30%	montant en €
Pôle de tennis (à Pontoise)	**6 335 000,00**	**3 333 334,00**	200 000,00	1 666 667,00	1 466 667,00	**30%**	**1 000 000**
Aménagement des berges de l'Oise - Chemin d'accès au pôle tennis	**583 000,00**	**331 666,00**	33 166,00	99 500,00	199 000,00	**30%**	**99 500**
TOTAL	**6 335 000,00**	**3 333 334,00**	233 166,00	1 766 167,00	1 665 667,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**69 949,80**	**529 850,10**	**499 700,10**		**1 099 500**

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : AVENANT AU REGLEMENT DU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL

Règlement relatif au contrat d'aménagement régional

SOMMAIRE

1. Définition du contrat d'aménagement régional
2. Programme du contrat
3. Financement régional
4. Durée du contrat
5. Elaboration du contrat : composition du dossier
    5.1 Le choix des opérations retenues conjointement au titre du contrat
    5.2 L'engagement de la commune, de l'EPCI ou de l'EPT
    5.3 Les pièces financières
    5.4 Le dossier technique
    5.5 Les acquisitions éventuelles
    5.6 Les avis des services déconcentrés de l'Etat et autres structures publiques
6. Instruction et approbation du dossier
    6.1 Instruction
    6.2 Approbation
7. Réalisation du contrat
    7.1 Date d'effet du contrat
    7.2 Examen des futures opérations en commission permanente
    7.3 Visibilité de l'action régionale
8. Versement des subventions
    8.1 Bénéficiaire
    8.2 Les règles de caducité des autorisations de programme
    8.3 Dérogation aux règles de commencement d'exécution
    8.4 Modalités de versement
    8.5 Respect du contrat
9. Modification du contrat
10. Candidature à un nouveau contrat

Modification résultant de la délibération n°CP 2017-539 du 22 novembre 2017 : ajout d'un cinquième alinéa à l'article 3 du présent règlement d'intervention (en gras dans le document).

1. Définition du contrat d'aménagement régional

Un contrat d'aménagement régional est un engagement entre la Région Ile-de-France et une commune de plus de 2 000 habitants (selon le dernier recensement général de la population municipale, sans double compte, établi par l'INSEE au jour de la délibération du bénéficiaire sollicitant le contrat), ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) ou un établissement public territorial (EPT) d'Ile-de-France.

Les opérations peuvent être réalisées sous maîtrise d'ouvrage directe ou déléguée de la commune, de l'EPCI ou de l'EPT.

2. Programme du contrat

Ce contrat comporte un programme pluriannuel d'investissement, dont le contenu a fait l'objet d'une concertation préalable, en vue du financement d'opérations concourant à l'aménagement, au développement et à l'équipement cohérent et durable du territoire régional.

Le contrat d'aménagement régional comporte au minimum deux opérations. Il privilégie l'accompagnement de projets opérationnels et n'a pas vocation à soutenir des études amont de définition, d'orientation ou d'expérimentation.

Le contenu du programme participe à la mise en œuvre d'un projet concerté d'aménagement et de développement durable du territoire.

Le contrat accompagne tout investissement sur le patrimoine foncier et immobilier du maître d'ouvrage, notamment dans les champs de l'aménagement, des équipements culturels, sportifs et de loisirs de proximité, de la préservation des éléments patrimoniaux historiques non classés et vernaculaires, des circulations douces et de l'environnement.

- Dans le domaine de l'aménagement, le contrat permet de soutenir la réalisation ou l'amélioration d'équipements et d'espaces publics, en lien avec la rénovation ou la requalification du tissu urbain communal ou intercommunal.

- En matière de culture, de sports et de loisirs, il peut accompagner la réalisation d'équipements de proximité répondant aux besoins des populations locales.

- Concernant le patrimoine historique non classé et vernaculaire, l'accompagnement porte en priorité sur la restauration et la mise en valeur.

- Au titre des déplacements, le contrat peut être mobilisé pour la réalisation d'aménagements en faveur des circulations douces.

- Dans le domaine de l'environnement, les financements peuvent porter sur des projets de compétence communale ou intercommunale, sur les thématiques suivantes : la réduction et la valorisation des déchets au niveau local, la nature et la biodiversité, la restauration des milieux aquatiques et humides, la rénovation énergétique du patrimoine des collectivités, le développement de l'économie circulaire.

Pour les projets portés par les maîtrises d'ouvrage communale et intercommunale, ces thématiques sont désormais prioritairement financées par la Région dans le cadre du contrat d'aménagement régional.

3. Financement régional

La participation régionale par contrat est plafonnée à 1 M€ pour les communes et à 2 M€ pour les EPCI à fiscalité propre et les EPT.

Afin d'inciter les maîtres d'ouvrage publics à porter des projets environnementaux, une subvention supplémentaire de 500 000€ maximum est mobilisable pour les contrats communaux et de 1 M€ maximum pour les contrats intercommunaux, intégrant une ou plusieurs opérations relevant des thématiques environnementales.

Dans le cadre de ces montants plafonds et pour chaque opération du contrat, le taux d'intervention maximum de la Région est de 50% pour les communes et de 30% pour les EPCI à fiscalité propre et les EPT.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne peut pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire peut être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

L'investissement d'une ou plusieurs des actions du Contrat d'Aménagement Régional peut être financé dans le cadre des politiques de droit commun sport votées par délibération CR N° 204-16 du 14 décembre 2016. Le règlement relevant de ce dispositif sectoriel sera alors appliqué.

Les honoraires des concepteurs et dépenses annexes (coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, assurances, frais de dossiers,…) sont retenus dans la limite de 15% du montant HT des travaux ; peuvent être inclus, dans cette limite, les frais engagés pour les études nécessaires à l'élaboration du programme et à la détermination de l'enveloppe financière prévisionnelle confiées à un prestataire privé.

Les acquisitions foncières et/ou immobilières peuvent être subventionnées lorsqu'elles correspondent au terrain d'assiette d'un aménagement ou d'un équipement financé dans le contrat. Leur montant ne peut être supérieur au montant estimé de l'ouvrage. Le cas échéant, le montant de l'acquisition pris en compte sera plafonné à 50% du coût global de l'opération dont elle est le support dans le cadre du contrat.

4. Durée du contrat

Le contrat d'aménagement régional prend effet à compter de son approbation par la Commission permanente de la Région Ile-de-France et prend fin lorsque l'ensemble des opérations inscrites ayant fait l'objet d'une convention de réalisation ont été soldées, ou le cas échéant par application des règles de caducité conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment de son adoption.

Les opérations prévues au programme prévisionnel du contrat d'aménagement régional doivent être présentées, pour affectation de la subvention de chacune des opérations, à la commission permanente du Conseil régional au plus tard dans un délai de trois ans à compter de la date d'approbation du contrat par la Région. Ce délai peut être prorogé par voie d'avenant (cf. article 9).

5. Elaboration du contrat d'aménagement régional : composition du dossier

5.1 Le choix des opérations retenues au titre du contrat

Le programme du contrat fait l'objet d'une élaboration concertée entre la commune, l'EPCI ou l'EPT et la Région. Une ou plusieurs réunions techniques entre les services de la Région et ceux du bénéficiaire permettent de préciser les données spécifiques du programme. Le dossier de contrat est ensuite déposé par le porteur de projet sur la plateforme des aides régionales, pour instruction par les services régionaux.

5.2 Les pièces du dossier

La commune, l'EPCI ou l'EPT présente un dossier comportant :
- une présentation synthétique de son projet d'aménagement compatible avec les grandes orientations régionales, décliné en programme d'actions pluriannuel;
- la délibération de l'organe délibérant engage la commune, l'EPCI ou l'EPT selon le modèle annexé au présent règlement ;
- la lettre d'engagement du bénéficiaire stipulant l'accueil de stagiaires ou alternants pour une durée de deux mois minimum, conformément à la délibération N° CR 08-16 du 18 février 2016.

5.2.1 Les pièces financières

Doivent être fournis :
- un plan de financement prévisionnel pour chaque opération ;
- un échéancier pluri annuel prévisionnel de réalisation ;
- le cas échéant, une estimation des frais de fonctionnement et d'entretien.

5.2.2 Le dossier technique

Il se compose des pièces suivantes :
- le plan de localisation de l'ensemble des opérations, accompagné d'un dossier photographique des sites concernés ;
- les éléments permettant de juger de la faisabilité et de l'opportunité de chaque opération, justifiant de sa localisation et du choix du processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé et les modalités de la consultation envisagée pour le choix de la maîtrise d'œuvre. (cf. article 2 de la loi MOP du 12 juillet 1985) ;
- le programme, niveau APS au minimum, pour chaque opération comportant : les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage. (cf. art.2 de la loi MOP du 12 juillet 1985).

En cas d'acquisitions, le dossier doit comporter :
- l'estimation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- la promesse ou un acte de vente en cas d'acquisition amiable ;
- l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique en cas d'expropriation et le jugement d'expropriation si l'acquisition conditionne la réalisation de plus de la moitié du contrat.

Les acquisitions réalisées avant la date d'approbation d'un contrat par la commission permanente du Conseil régional peuvent être prises en compte si une délibération de l'organe délibérant conforme à l'article 5.2 du présent règlement est prise au plus tard dans les douze mois qui suivent la signature de l'acte authentique.

5.2.3 Les avis des services déconcentrés de l'Etat et autres structures publiques

Le dossier est complété par l'avis du Directeur Départemental des Finances Publiques de la commune, de l'EPCI ou de l'EPT et, en tant que de besoin, par les avis que les services déconcentrés de l'Etat ou autres structures publiques, tels que les Parcs Naturels Régionaux, peuvent être amenés à donner sur les opérations prévues dans le cadre du contrat, à la demande des services de la Région.

6. Instruction et approbation du dossier

6.1 Instruction

Après examen du dossier, un courrier d'accusé de réception est adressé par la Région au porteur de projet. Ce courrier formule les premières observations que le dossier appelle au regard des objectifs régionaux et de sa conformité au présent règlement.

6.2 Approbation

Un comité de programmation examine en amont les projets proposés par les maîtres d'ouvrage.

La commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France approuve le dossier de contrat ou reporte sa décision dans l'attente d'informations complémentaires.
En approuvant le dossier de contrat, la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France :

- décide de la participation régionale au financement du programme définitivement retenu, par opération, et fixe la dotation prévisionnelle maximum ;
- autorise la présidente du Conseil régional à signer le contrat d'aménagement régional. Il est adressé à la signature du représentant du bénéficiaire.

7. Réalisation du contrat

7.1. Date d'effet du contrat

Le contrat d'aménagement régional prend effet à compter de son approbation par la commission permanente du Conseil régional.

Lors de la même séance, la commission permanente du Conseil régional approuvant le contrat, peut, le cas échéant, affecter les crédits en faveur des opérations prêtes à démarrer et habiliter la présidente du Conseil régional à signer les conventions de réalisation afférentes.

Les opérations ne peuvent débuter avant l'adoption par la Commission permanente des conventions de réalisation dont elles font l'objet.

Le contrat prend fin lorsque l'ensemble des opérations inscrites ayant fait l'objet d'une convention de réalisation ont été soldées ou, le cas échéant, par application des règles de caducité énoncées à l'article 8 du présent règlement.

7.2 Examen des futures opérations en Commission permanente

Les opérations du contrat d'aménagement régional s'inscrivent dans un échéancier prévisionnel de réalisation. La présentation en Commission permanente du Conseil régional des futures opérations de ce contrat est conditionnée par l'engagement du porteur de projet à fournir :

- un plan de financement actualisé,
- un bilan des opérations déjà réalisées,
- un échéancier financier prévisionnel de réalisation actualisé,
- un calendrier prévisionnel opérationnel des actions projetées (maîtrise d'œuvre, permis de construire, consultation des entreprises, date de démarrage des travaux, livraison).

7.3 Visibilité de l'action régionale

La Région assure la fourniture et la pose des panneaux d'information relative à sa participation. Le maître d'ouvrage s'engage à demander ces panneaux suffisamment tôt afin qu'ils soient implantés dès l'ouverture des chantiers.
Il doit également permettre la participation des représentants de la Région aux inaugurations des opérations financées.
En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

8. Versement des subventions

8.1 Bénéficiaires :

Les subventions sont versées à la commune, l'EPCI ou l'EPT signataire du contrat d'aménagement régional.

8.2 Les règles de caducité des autorisations de programme :

Les modalités de versement des subventions et les règles de caducité relatives aux opérations du contrat d'aménagement régional sont celles prévues par le règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment de l'approbation de la convention-cadre.

8.3 Dérogation aux règles de commencement d'exécution :

Conformément au Règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur, les opérations ne peuvent débuter avant l'approbation par la commission permanente des conventions de réalisation dont elles font l'objet, et de l'attribution des subventions correspondantes.

Toutefois :
- Les acquisitions foncières nécessaires aux opérations prévues au contrat pourront avoir été réalisées dans les douze mois au plus précédant la date de la délibération de l'organe délibérant sollicitant un contrat auprès de la Région.
- Le démarrage anticipé des opérations pourra être accepté par la Commission permanente de la Région Ile-de-France s'il est justifié par l'urgence à réaliser l'opération.

8.4 Modalités de versement

Le paiement des subventions ne peut intervenir que sous réserve du respect du programme de l'opération inscrite au contrat par les pièces contenues dans ce dossier.

Une opération peut être définitivement annulée, en partie ou en totalité ; dans ce cas, la commune, l'EPCI ou l'EPT renonce à la subvention régionale correspondante.

Les demandes de paiement doivent être adressées aux services de la Région au fur et à mesure de la réalisation de chaque opération sur un formulaire de " demande de versement

de subvention" dûment rempli, signé. Par ailleurs le bénéficiaire devra présenter un état récapitulatif détaillé et certifié des paiements effectués.

Par opération, le montant de la subvention est limité à sa réalisation effective ; en cas de trop perçu, celle-ci fait l'objet d'un reversement immédiat à due concurrence.

En application de la délibération N°CR 08-16 du 18 février 2016, le bénéficiaire s'engage à accueillir un certain nombre de stagiaires ou alternants pour une durée de deux mois minimum. Le versement du solde est subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement des stagiaires ou alternants (convention de stage signée, contrat de travail signé).

8.5 Respect du contrat

Lorsque la réalisation n'est pas conforme aux engagements contractuels, la restitution des sommes versées par la Région est exigée.
Les pièces justificatives de la conformité au programme des opérations prévues au contrat peuvent être demandées à tout moment par la Région et sont exigées à la clôture du contrat.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

9. Modification du contrat

La commune, l'EPCI ou l'EPT, bénéficiaire d'un contrat, doit en respecter intégralement les dispositions.
Les modifications, apportées unilatéralement par le porteur de projet et/ou le maître d'ouvrage, peuvent entraîner l'annulation du contrat et le remboursement des subventions correspondantes.
Toute modification au contrat devra faire l'objet d'un avenant soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional et notamment dans les cas suivants :

- Si les opérations présentées au titre d'un contrat d'aménagement régional par une commune deviennent d'intérêt communautaire par délibération de l'intercommunalité, les pièces justifiant du transfert de la maîtrise d'ouvrage accompagnent la demande d'avenant.
- Prorogation d'un an au maximum du délai d'attribution par la commission permanente du conseil régional des subventions aux opérations sur justification du maître d'ouvrage. Cette prorogation ne peut être obtenue que deux fois au maximum.

Toute demande d'avenant doit être accompagnée d'une décision de l'organe délibérant de la commune, de l'EPCI ou de l'EPT reprenant les termes et les conditions de sa mise en œuvre.

10. Candidature à un nouveau contrat

Un bénéficiaire ne peut se porter candidat à un nouveau contrat qu'après achèvement du précédent. Les opérations doivent être achevées, le certificat d'achèvement des travaux devant être fourni, et soldées, avec à l'appui le bilan financier et technique de réalisation (cf. annexe 2).

L'adoption d'un nouveau contrat en commission permanente ne peut intervenir avant un délai de trois ans depuis l'adoption du précédent.

Une commune, membre d’un EPCI qui a obtenu un contrat d’aménagement régional portant sur une ou plusieurs opérations à l'échelle intercommunale, peut présenter un contrat pour son propre compte dans le même temps et concernant d'autres opérations.

ANNEXE 1
MODELE DE DELIBERATION

DEPARTEMENT
DES

Nombre de conseillers :
en exercice :
présents :
votants :

Date de la convocation

.....

Date d'affichage

.....

OBJET DE LA DELIBERATION

.....

.....

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL/COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNE/INTERCOMMUNALITE DE

_____

Séance du

_____

L'an deux mil …, le ....., le Conseil Municipal/Communautaire/Territorial régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la Mairie/au siège de l'EPCI, sous la présidence de M....., Maire/Président.

Présents : MM. .....

Absents excusés : MM. .....

Absents : MM. .....

Madame/Monsieur le Maire/Président expose au Conseil Municipal/Communautaire/Territorial les objectifs des contrats d'aménagement régional de la Région Ile-de-France. Ce contrat, d'un montant de ..... € H.T, a pour objet la réalisation des opérations suivantes :
-1) .....pour .....€ HT.
-2) ..... pour ..... € HT.
-…) .....pour .....€ HT.
Le montant total des travaux s'élève à ..... € H.T.

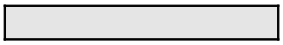
Le Conseil Municipal/Communautaire/Territorial, après en avoir délibéré, approuve le programme des opérations présenté par .....et Madame/ Monsieur le Maire/le Président et décide de programmer les opérations décrites plus haut pour les montants indiqués suivant l'échéancier annexé.

Le Conseil Municipal/Communautaire/Territorial s'engage:
- sur le programme définitif et l'estimation de chaque opération.
- sur le plan de financement annexé.
- sur une participation minimale du montant total du contrat selon les dispositions légales en vigueur.
- sur la maîtrise foncière et /ou immobilière de l'assiette des opérations du contrat.
- sur la fourniture des éléments nécessaires à la présentation à la Commission Permanente du Conseil régional de l'ensemble des opérations prévues au contrat pour attribution de subventions dans un délai de trois ans à compter de son approbation par la Commission Permanente du Conseil régional.
- à assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d'entretien des opérations liées au contrat.
- à ne pas commencer les travaux avant l'approbation du contrat par la Commission Permanente du Conseil Régional et, pour chacune des opérations inscrites au programme, de la convention de réalisation correspondant à cette opération.
- à maintenir la destination des équipements financés pendant au moins dix ans.
- à mentionner la participation de la Région Ile-de-France et d'apposer leur logotype dans toute action de communication.

Le Conseil Municipal/Communautaire/Territorial, après en avoir délibéré, sollicite de Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France l'attribution d'une subvention de .....€ conformément au règlement des contrats d'aménagement régional.

CERTIFIE EXECUTOIRE
Pour extrait conforme, à ....., le .....

Le Maire/le Président,
.....



Contrat d’aménagement régional de la commune/l’EPCI/l’EPT de XXX

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			Année n	Année n+1	Année n+2	Année n+3	Taux %	Montant en €
Opération 1								
Opération 2								
…								
TOTAL								
	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION							

ANNEXE 2
BILAN DES OPERATIONS
-
Contrat d'aménagement régional
de XXX

Date de délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France :

Date de signature du contrat :

OPERATIONS	MONTANT RETENU (HT)	SUBVENTION REGIONALE	ECHEANCIER CONTRACTUEL	BILAN DES OPERATIONS (*)	MONTANT REALISE (HT)	DESCRIPTION DETAILLEE

(*) Opération réalisée en totalité,
(*) Opération réalisée partiellement,
(*) Opération retardée,
(*) Opération annulée,
(*) Opération modifiée.

ANNEXE 6 A LA DELIBERATION : CONVENTION TERRITORIALE D'EXERCICE CONCERTE DES COMPETENCES

Convention territoriale d'exercice concerté des compétences relative au dispositif des contrats d'aménagement régionaux

Signataires

Signature d'une convention entre

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional, dûment habilitée par la Commission Permanente du 22 novembre 2017

ci-après, la « Région »

D'une part,

Et

Le Département X représenté par X, Président du Conseil Départemental, dûment habilité par la délibération n°XX du Conseil Départemental en date du ……

ci-après, le « Département »

ci-après ensemble, les « Parties »

Préambule

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), promulguée le 7
août 2015, a supprimé la clause de compétence générale des Départements et des Régions.

Par ailleurs, elle a posé le principe de l'interdiction du cumul des subventions entre ces deux collectivités pour les projets relevant des compétences à chef de filat, qui s'exercent désormais dans le respect des conditions posées à l'article L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Ce cofinancement demeure néanmoins possible dans le cadre d'une convention territoriale d'exercice concerté des compétences (CTEC) à adopter dans le cadre de la conférence territoriale de l'action publique (CTAP) dans les conditions de l'article L. 1111-9-1 du CGCT.

Au titre de ses compétences relatives à l'aménagement et au développement durable du territoire, pour lesquelles la Région est chef de file, un nouveau dispositif dénommé « contrat d'aménagement régional » a été adopté par délibération n°CR 181-16 du 17 novembre 2016, en vue du financement d'opérations concourant à l'aménagement, au développement et à l'équipement cohérent et durable du territoire régional. Les projets entrant dans les champs thématiques du contrat d'aménagement régional peuvent amener les porteurs à solliciter une subvention du département au titre des dispositifs d'aide mis en place par ce dernier.

Ce dispositif régional a vocation à permettre le financement de projets de maitrise d'ouvrage communale ou intercommunale, notamment dans les champs de l'aménagement, des équipements culturels, sportifs et de loisirs de proximité, de la préservation des éléments patrimoniaux historiques non classés et vernaculaires, des circulations douces et de l'environnement. L'objet du contrat est de réaliser deux opérations minimum pour une durée de trois ans.

En conséquence, l'objectif de la présente CTEC est de permettre de déroger au principe interdisant le cofinancement régional et départemental sur un même projet, dans le cadre du dispositif des contrats d'aménagement régionaux et d'établir une CTEC fixant les modalités de l'action commune de ces collectivités dans le champ d'action de ce dispositif.

Article 1 - objet de la convention

La présente convention a pour objet de prévoir la possibilité d'un cofinancement régional et départemental au profit des opérations faisant l'objet d'un contrat d'aménagement régional et de fixer les modalités dans lesquelles intervient ce cofinancement.

Article 2 – modalités d'interventions financières

La Région dans le cadre de sa compétence aménagement régional, et le Département dans le cadre de sa compétence solidarité des territoires, interviendront selon leur règlement d'intervention respectif afin d'accompagner au mieux les dynamiques et d'apporter aux attentes des communes et des intercommunalités des réponses concrètes.

De même, l'instruction des demandes de subventions sollicitées auprès de la Région ou du Département sera menée de manière indépendante par la collectivité concernée.

Le Département peut s'associer à un contrat d'aménagement régional en s'engageant à cofinancer des opérations retenues dans celui-ci. L'établissement du contrat d'aménagement régional et des opérations subventionnables demeure toutefois de la compétence exclusive de la Région.

Les interventions financières de la Région, dans le cadre du contrat d'aménagement régional, accompagnent tout investissement sur le patrimoine foncier et immobilier du maître d'ouvrage, notamment dans les champs de l'aménagement, des équipements culturels, sportifs et de loisirs de proximité, de la préservation des éléments patrimoniaux historiques non classés et vernaculaires, des circulations douces et de l'environnement. En revanche, il n'a pas vocation à soutenir des études en amont de définition, d'orientation ou d'expérimentation.

Le dispositif des contrats d'aménagement régionaux est un engagement entre la Région Ile-de-France et une commune de plus de 2000 habitants ou un EPCI à fiscalité propre ou un établissement public territorial (EPT). Le contrat est plafonné à 1 million d'euros pour les communes et à 2 millions d'euros pour les EPCI et les EPT.

Pour les projets intégrant une ou plusieurs opérations relevant des thématiques environnementales, une subvention supplémentaire de 500 000 euros maximum est mobilisable pour les contrats communaux et de 1 million d'euros supplémentaires pour les contrats intercommunaux.

Le taux d'intervention maximum de la Région au titre de ce dispositif est de 50% pour les communes sur chaque opération du contrat, et 30 % pour les EPCI à fiscalité propre et les établissements publics territoriaux (EPT).

Le maître d'ouvrage est tenu de s'engager sur une part minimale conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le contrat d'aménagement régional prend effet à compter de son approbation en commission permanente et s'achève lorsque l'ensemble des opérations inscrites ayant fait l'objet d'une convention de réalisation ont été soldées.

Article 3 – Mise en œuvre de la convention

A l'issue de son examen en CTAP, le présent projet de convention est transmis au Préfet de Région Ile-de-France, ainsi qu'aux collectivités signataires.

Les organes délibérants des Parties de la présente convention disposent d'un délai de trois mois pour approuver la convention, qui est signée par leurs présidents respectifs.

Article 4 - comité de suivi et information mutuelle

Un comité de suivi composé conjointement des services régionaux et départementaux se réunit une fois par an en tenant compte du calendrier budgétaire des instances régionales et départementales.

Il permet de faire un état des lieux des financements accordés par chaque collectivité au titre des contrats d'aménagement régionaux.

Par ailleurs, au moins une fois par an, la Région indique aux départements les actions menées dans le cadre de la présente convention, ainsi que les participations financières intervenues. Ce bilan fait l'objet d'un débat en CTAP.

Article 5- durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de son approbation par les assemblées délibérantes et est établie pour une durée de quatre ans.

Dans les conditions prévues par l'article L. 1111-9-1 du CGCT, la présente convention pourra être révisée au terme d'une période de trois ans ou en cas de changement des conditions législatives, réglementaires ou financières au vu desquelles elle a été adoptée.

Article 6 – Prévention et règlement des différends et litiges

En cas de difficulté d'application de la présente convention, la recherche d'une résolution amiable sera privilégiée. A défaut d'accord entre les parties, tout litige à apparaître dans l'exécution de la présente convention sera soumis au tribunal administratif compétent.

Article 7 – Annexe

Le règlement des contrats d'aménagement régionaux.

ANNEXE 7 : CONVENTION FINANCIERE RTE - RIF

Enfouissement des cinq lignes très haute tension sur les communes de CLAMART et DU PLESSIS-ROBINSON

Phase 1 de l'opération

Convention de financement

La **Région Ile-de-France**, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP…….. du …….

ci-après dénommée *« la Région* »,

d'une part

La société anonyme à directoire et conseil de surveillance **Réseau de transport d'électricité (RTE),** sise 1 terrasse Bellini - Tour Initiale - TSA 41000 - 92919 Paris La Défense Cedex, et dont le n° SIRET est : 444 619 258 00023, représentée Monsieur François BROTTES, Président du Directoire

ci-après dénommée **«** *RTE* **»,**

d'autre part

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

Les communes de Clamart et du Plessis-Robinson sont traversées selon un axe nord-sud par le passage de cinq lignes électriques aériennes très haute tension (225 kV). Ce couloir de lignes est une des artères principales de l'alimentation en électricité du sud-ouest de la région parisienne. Il a été retenu comme site pilote, à la suite des mesures nouvelles prises lors du Comité interministériel du Grand Paris le 15 octobre 2015, pour démontrer l'exemplarité d'enfouissement de lignes THT en milieu urbain dense.
Les deux communes souhaitent mettre en souterrain ces lignes électriques afin d'améliorer considérablement l'environnement des foyers, entreprises, établissements hospitaliers et d'enseignement situés à proximité immédiate, et de reconstituer des continuités écologiques avec le réservoir de biodiversité que constitue la forêt domaniale de Meudon.

Ce souhait de mise en souterrain s'appuie également sur une volonté forte de reconquête de ces espaces dédiés pour y développer des projets urbains exemplaires. Les terrains ainsi libérés, situés le long du tramway T6 et du futur T10 à l'horizon 2021 et d'infrastructures routières (demi-échangeur RD 906/A86), permettront la création de nombreux logements et l'arrivée de nombreux emplois. Afin de générer des économies pour la réalisation des travaux de génie civil, en commun pour partie avec ceux du futur T10, les travaux ont débuté en avril 2017.
Ces éléments confèrent à cette opération un caractère exceptionnel de nature à contribuer significativement au dynamisme économique et à l'aménagement durable de l'Ile-de-France.

Une convention d'études a d'ores et déjà été signée le 7 mars 2016 entre RTE et les communes de Clamart et du Plessis-Robinson pour analyser :

- La faisabilité de la mise en souterrain des lignes 225 000 Volts surplombant les deux communes,
- Les répercussions de cette mise en souterrain sur les conditions d'exploitation et la qualité de fourniture de la zone électrique concernée,
- Les opportunités offertes par cette mise en souterrain,
- Le coût de mise en œuvre et les délais de réalisation des travaux,
- Les procédures administratives applicables.

Il convient maintenant de mettre en œuvre la phase 1 de ces opérations et de s'assurer de son financement, c'est l'objet de cette convention :

SONT CONVENUS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention de financement a pour objet de définir les modalités de financement et conditions d'exécution de la phase 1 de l'opération d'enfouissement des cinq ouvrages suivants :

- Moulineaux-Villejust 1 / Pylônes DX 14 à PDA1
- Harcout-Raie Tortue 1 + Raie Tortue-Villejust 1 / Pylônes DX14 à PDA1
- Moulineaux-Villejust 2 / Pylônes DY 14 à PDA1
- Harcout-Raie Tortue 2 + Raie Tortue-Villejust 2 / Pylônes DY14 à PDA1
- Châtillon-Raie Tortue.

Dans cet objectif, la Région accorde à RTE une subvention de 3 000 000 €, correspondant à 21,42 % du montant HT de la phase 1 qui s'élève à 14 000 000 € HT.

Le plan de financement de la phase 1 de l'opération est détaillé dans l'annexe ci-jointe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives à l'opération subventionnée

RTE s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la « fiche projet » précitée.

Article 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

RTE s'engage à recruter 4 stagiaires ou alternants mentionnés dans la fiche-projet pour une durée minimale de deux mois.

RTE saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 : Obligations administratives et comptables

RTE s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire, ainsi que de toute difficulté liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la présente convention.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement du stagiaires ou alternant et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Fournir toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation…) à la demande de la Région. En cas de non-respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessous.

Article 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, RTE s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention

RTE s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements

RTE s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée, RTE est tenu d'en informer préalablement la Région et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques

RTE s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc.

RTE s'engage à apposer de façon systématique le logotype de la Région, selon les principes de la charte graphique en vigueur. La réalisation du panneau, sa pose, et son entretien restent du ressort de RTE.

En plus du panneau d'information de chantier obligatoire, qui doit comporter le montant de la participation régionale et le logo régional, RTE envoie à la direction de la communication de la Région un formulaire de demande de panneau de communication (à télécharger sur www.iledefrance.fr). Si cette demande est acceptée, RTE doit donner toutes facilités à la société d'affichage désignée par la Région dès l'ouverture du chantier et garantir le maintien de ce second panneau dans de bonnes conditions de lisibilité pendant la durée des travaux.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention

RTE s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, RTE autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations de RTE par les services de la Région

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention est transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge du suivi du dossier en lien avec le/la référent(e) communication du pôle.
- en aval : RTE s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs peuvent prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Modalités de versement

La subvention de la Région est versée selon les échéances de réalisation de la phase 1 de l'opération, à savoir :

- les acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention ;
- le solde sur justification par RTE de l'achèvement et du paiement complet de la phase 1 de l'opération subventionnée ; son versement est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération certifié par RTE, ainsi qu'à la production des justificatifs de recrutement des 4 stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Chaque versement de subvention est effectué sur demande de RTE. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement est signée par le représentant légal de RTE qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation…) peut être demandée par la Région. En cas de non-respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessous.

Article 3.2 : Caducité

Dans ce cadre, les règles relatives à la caducité de la subvention applicables sont celles définies par le règlement budgétaire et financier de la Région.

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, RTE n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention est caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'1 an maximum par décision de la Présidente si RTE établit, avant l'expiration du délai de 3 ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Le cas échéant, la prolongation de la durée d'exécution de la présente convention fait l'objet d'un avenant à ce document contractuel,.

A compter de la date de première demande de versement, RTE dispose d'un délai maximum de 4 ans pour présenter le solde de l'opération, à défaut le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, défini à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date fixée dans la fiche-projet et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à RTE.

Elle prend fin avec le versement du solde de la subvention ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par RTE du compte rendu financier de l'action subventionnée et de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par RTE de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse à RTE une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à RTE la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de RTE par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, le cas échéant, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant soumis préalablement à l'approbation de la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

La présente convention comporte la « fiche projet » de l'opération objet de ce document contractuel.

Fait en 2 exemplaires à Paris, le ….

Pour Réseau de Transport d'Électricité (RTE),	*Pour la Région Ile-de-France,*
Le Président du Directoire ***François BROTTES*** *Signature revêtue du cachet de la société*	*La Présidente du Conseil régional* ***Valérie PECRESSE***

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-554

DU 22 NOVEMBRE 2017

POLITIQUE ÉNERGIE CLIMAT - SIXIÈME AFFECTATION 2017- APPROBATION DES CONVENTIONS DE GROUPEMENT DE COMMANDE RELATIVES AUX ASSISTANCES À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LE SCHÉMA RÉGIONAL BIOMASSE ET POUR L'ÉVALUATION DU SCHÉMA RÉGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ÉNERGIE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU Le code de l'énergie ;

VU La loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notammnent son article 188.1 ;

VU La délibération CR 55-10 du 30 septembre 2010 relative à la politique énergie climat ;

VU La délibération CR 43-11 du 23 juin 2011 approuvant le Plan Régional pour le Climat ;

VU La délibération CR 106-11 du 17 novembre 2011 relative à l'appel à projets « Réhabilitation Durable » ;

VU La délibération CR 46-12 du 23 novembre 2012 relative à la politique énergie climat en route vers la transition énergétique ;

VU La délibération CR 88-13 du 22 novembre 2013 relative au renforcement des mesures en faveur de l'efficacité énergétique et de lutte contre la précarité énergétique et sociale dans les politiques régionales en faveur du logement et énergie-climat ;

VU la délibération CR 108-13 du 21 novembre 2013 « cadre régional d'intervention relatif au soutien des structures dans le secteur de l'environnement, à l'ajustement du dispositif « éducation à l'environnement vers un développement durable », à l'adaptation du dispositif « jardins solidaires en Ile-de-France », prorogation des programmes cadres agricoles » ;

VU La délibération CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Île-de-France ;

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Régions 2015-2020 vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Régions 2015-2020 plan Seine ;

VU La délibération CR 80-15 du 24 septembre 2015 relative au partenariat avec la chambre de commerce et d'industrie Paris Ile de France (CCIR) ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du

conseil régional à sa commission permanente ;

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération CR 171-16 du 21 novembre 2016 « Protocole de collaboration entre la Région Ile-de-France, les services déconcentrés de l'État et la direction régionale de l'ADEME : élaboration et mise en oeuvre du Programme Régional pour l'Efficacité Énergétique (PREE) / abrogation du dispositif d'aide aux propriétaires particuliers » ;

VU La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération CP 13-865 du 20 novembre 2013 « Attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale : sixième affectation 2013 » ;

VU La délibération CP 14-438 du 24 septembre 2014 « Politique Energie-Climat régionale, 3ème rapport » ;

VU La délibération CP 16-162 du 15 juin 2016 relative à l'approbation de nouvelles conventions type dans le secteur de l'énergie ;

VU La délibération CP 16-288 du 12 juillet 2016 relative à l'approbation de nouvelles conventions type dans le secteur de l'énergie pour les opération réalisées en DSP ;

VU La délibération CP 16-503 du 16 novembre 2016 « Politique Energie-Climat : 3ème affectation 2017 ;

VU La délibération CP 2017-034 du 27 janvier 2017 « Politique Energie-Climat : 1ère affectation 2017 ;

VU La délibération CP 2017-284 du 5 juillet 2017 « Politique Energie-Climat : 4ème affectation 2017 ;

VU Le budget 2017 de la Région Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU le rapport n°CP 2017-554 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au titre de la « **Politique Energie Climat** » au financement des opérations détaillées en annexe 2, pour un montant prévisionnel maximum de **5 927 231 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 €, à la signature de conventions conformes aux modèles types adoptés par délibération CP 16-162 du 15 juin 2016 modifiée par les dispositions de la délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions aux opérations réalisées par délégation de service public à la signature d'une convention avec chaque bénéficiaire conforme à la convention-type adoptée par la délibération CP 16-288 du 12 juillet 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Article 2

Affecte une **autorisation de programme** d'un montant total de **3 102 650 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » du budget 2017, code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Politique énergie », action 17500105 « Efficacité énergétique », conformément aux éléments du tableau ci-dessous et à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projets N°
Chambre de commerce et d'industrie Région Paris Ile de France	Accompagnement des entreprises à la transition énergétique (Perf'Energie) - ANNEE 3	150 000,00 €	17014282
SDC LA PRAIRIE	MOE	20 400,00 €	17014453
FONCIA VAUCELLES	MOE	13 800,00 €	17014455
LLDS - NANTERRE	MOE	34 500,00 €	17014460
CABINET MASSON ET CIE MASSON IMMOBILIER	MOE	11 290,00 €	17014461
IMMO DE FRANCE PARIS IDF	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014724
FONCIA FRANCO SUISSE	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014734
CABINET DEBAYLE	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014745
OGIM CABINET OGIM BAUER ET ASSOCIES	MOE	57 000,00 €	17014781
JOUBERT PATRICIA	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014782
BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER	Copro-durable 2017	165 840,00 €	17014783
NEXITY LAMY TROCADERO	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014792
FONCIA CHADEFAUX LECOQ	Copro-durable 2017	198 060,00 €	17014809
ACCORD IMMOBILIER CENTURY 21 HARMONY	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014822
CITYA IMMOBILIER CHAPET FROMONT CITYA CHAPET FROMONT	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014836
FONCIA GOBELINS	Copro-durable 2017	143 820,00 €	17014841
FONCIA PARIS	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014842
PROXIGES	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014844
COOPERATION ET FAMILLE	MOE	15 300,00 €	17014845
ATM SARL AGENCE ATM	Copro-durable 2017	92 640,00 €	17014846
LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT	Copro-durable 2017	200 000,00 €	17014854
SYNDIC BENEVOLE DU SYNDICAT DE COPROPRIETAIRES DE	Copro-durable 2017	130 680,00 €	17014860

L'IMMEUBLE FAURE			

Article 3

Affecte une **autorisation de programme** d'un montant total de **2 720 437 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » du budget 2017, code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-009 (171009) « Actions territorialisées », action 17100904 « Energies renouvelables – actions territorialisées », conformément aux éléments du tableau ci-dessous et à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Bénéficiaire	Opération	Subvention régionale	Fiche projets N°
SMREC	REALISATION D'UN DOUBLET GEOTHERMIQUE SUR LE RESEAU DE LA COURNEUVE NORD	1 831 763 €	17014506
SYND MIXTE POUR GEOTHERMIE COULOMMIERS	EXTENSION DU RESEAU AUX RESIDENCES SAINT ANNE ET VAUX	99 294,00 €	17008548
SEAPFA	EXTENSION/DENSIFICATION 2017-2019 DU RESEAU DE CHALEUR DE TREMBLAY	163 370,00 €	17011758
VALLEE DE CHEVREUSE SIOM	SCHEMA DIRECTEUR DU RESEAU DE CHALEUR	5 505,00 €	17013871
SEAPFA	RACCORDEMENT DE L'HOPITAL RENE MURET AU RESEAU DE CHALEUR BIOMASSE DE SEVRAN-ROUGEMENT-PERRIN	83 545,00 €	17014660
SEAPFA	EXTENSION DU RESEAU DE CHALEUR GEOTHERMIQUE DU BLANC MESNIL ET INSTALLATION D'UNE POMPE A CHALEUR	536 960,00 €	17014691

Article 4

Affecte une **autorisation de programme** d'un montant total de **28 055 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » du budget 2017, code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme PR71-009 (471009) « Actions territorialisées », action 471009043 « Energies renouvelables – actions territorialisées », conformément aux éléments du tableau ci-dessous et à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « Energie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projets N°
COMMUNE DE PANTIN	SOLAIRE THERMIQUE - ECOLE AURAY ET LANGEVIN	6 825,00 €	17014136
COMMUNE D' ENGHIEN LES BAINS	PAC SUR EAU DU LAC	21 230,00 €	17014467

Article 5

Affecte une **autorisation d'engagement** d'un montant total de **10 000 €,** disponible sur le chapitre 937 « Environnement » du budget 2017, code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Politique énergie », action 475001033 : « Soutien aux agences, espaces et points info énergie », conformément aux élements du tableau ci-dessous et à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « Energie et changement climatique », action 313 « Accompagnement ».

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projets N°
Conseil départemental 94	SLIME – Service local pour la maîtrise de l'énergie	10 000 €	17004870

Article 6

Affecte une **autorisation d'engagement** d'un montant total de **66 089 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement » du budget 2017, code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable », action 17100803 : « Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement », conformément aux élements du tableau ci-dessous et à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projets N°
CLER	Soutien à l'association tête de réseau	20 000,00 €	17013870
AMORCE	Cotisation 2017	13 689,00 €	17013878
Francilbois	Accompagner la mise en œuvre de la charte construction publique exemplaire	32 400,00 €	17015801

Article 7

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 8

Décide de transférer les 3 subventions suivantes :

- Subvention d'un montant de 14 400 € pour la réalisation d'un audit énergétique en faveur de la copropriété du 7 RUE GEOFFROY SAINT HILAIRE 91000 EVRY transférée au nouveau syndic de copropriété SEGINE ESSONNE attribuée antérieurement par délibération CP 16-503 du 16 novembre 2016
- Subvention d'un montant de 4 050 € pour la réalisation d'un audit énergétique en faveur de la copropriété 5/7 RUE THEODOR MAINGOT ET 19/21 RUE DES OISEAUX 91130 RIS-ORANGIS transférée au nouveau syndic de copropriété SEGINE ESSONNE attribuée antérieurement par délibération CP 16-503 du 16 novembre 2016

- Subvention d'un montant de 7 050 € pour la réalisation d'un audit énergétique en faveur de la copropriété 200/202 RUE ROSENBERG - 201/203 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 91000 EVRY transférée au nouveau syndic de copropriété SEGINE ESSONNE attribuée antérieurement par délibération CP 16-503 du 16 novembre 2016

Article 9

Décide de modifier l'article 4 de la délibération CP 14-438 du 24 septembre 2014 de la manière suivante :

Description	Indicateur technique	Investissement HT	Subvention régionale	
			Taux	Montant
COMMUNE DE GENNEVILLIERS - CHAUFFERIE BIOMASSE - AAP BIOMASSE 4	17 MW	22 558 980 €	4,43 %	1 000 000 €

Article 10

Approuve la convention de groupement de commande pour la passation et l'exécution de marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du Schéma Régional Biomasse (SRB) conclue entre la Région Ile de France et l'ADEME figurant en annexe 3 de la présente délibération et autorise la Présidente à la signer.

Article 11

Approuve la convention de groupement de commande pour la passation et l'exécution d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE), conclue entre la Région Ile de France et l'ADEME figurant en annexe 4 de la présente délibération et autorise la Présidente à la signer.

Article 12

Décide de vendre les certificats d'économie d'énergies issus de la création de la SEM Energies POSIT'IF dont la valorisation financière est estimée au 1er octobre 2017 entre 800 000 € et 900 000 €. Un appel aux acheteurs est émis sur la plateforme EMMY où la valeur des CEE est négociée entre obligés et la Région. Au terme de la négociation, l'offre la plus économiquement la plus avantageuse est retenue.

Autorise la présidente à signer tout acte relatif à cette cession.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

23/11/2017 17:43:51

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**
Action	**17100803 - Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement**

Dispositif : N° 00000446 - Soutien des structures dans le secteur de l'environnement

Dossier	17013870 - ASS TETE DE RESEAU - CLER - COMITE DE LIAISON POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES - 2017			
Bénéficiaire	R8573 - CLER COMI LIAISON ENERGIES RENOUVELABLES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	TTC	50 %	20 000,00 €	

Dossier	17015801 - FRANCILBOIS - INTERPROFESSION REGIONALE DE LA FILIERE BOIS - ACCOMPAGNER LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE BOIS CONSTRUCTION PUBLIQUE EXEMPLAIRE			
Bénéficiaire	R35059 - IRBF IDF INTERPROF BOIS FORET ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 800,00 €	HT	50 %	32 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000446 - Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	52 400,00 €

Dispositif : N° 00000452 - Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement

Dossier	17013878 - COTISATION 2017 - AMORCE			
Bénéficiaire	R27555 - AMORCE MAITRES OUVRAGES PUBLICS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 689,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 689,00 €	HT	100 %	13 689,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000452 - Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	13 689,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100803	66 089,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100904 - Energies renouvelables - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000153 - Aides Géothermie profonde

Dossier	17014506 - SMREC SYNDICAT MIXTE DES RESEAUX D ENERGIES CALORIFIQUES : REALISATION D'UN DOUBLET GEOTHERMIQUE SUR LE RESEAU DE LA COURNEUVE NORD			
Bénéficiaire	R24096 - SMREC SYNDICAT MIXTE DES RESEAUX D ENERGIES CALORIFIQUES			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 831 763,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 105 875,00€	HT	30 %	1 831 763,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000153 - Aides Géothermie profonde	1 831 763,00 €

Dispositif : N° 00000634 - Politique énergie climat

Dossier	17008548 - SYND MIXTE POUR GEOTHERMIE COULOMMIERS : EXTENSION DU RESEAU AUX RESIDENCES SAINT ANNE ET VAUX			
Bénéficiaire	R122008 - SYND MIXTE POUR GEOTHERMIE COULOMMIERS			
Localisation	COULOMMIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 294,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
449 060,75 €	HT	22,11 %	99 294,00 €	

Dossier	17011758 - SEAPFA : EXTENSION/DENSIFICATION 2017-2019 DU RESEAU DE CHALEUR DE TREMBLAY			
Bénéficiaire	R8028 - SEAPFA SYND D EQUIPEMENT ET D AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L AULNOYE			
Localisation	TREMBLAY-EN-FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	163 370,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 134 562,00 €	HT	14,4 %	163 370,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Dossier	17013871 - VALLEE DE CHEVREUSE SIOM : SCHEMA DIRECTEUR DU RESEAU DE CHALEUR			
Bénéficiaire	R8367 - VALLEE DE CHEVREUSE SIOM			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 505,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 020,00 €	HT	25 %	5 505,00 €	

Dossier	17014660 - SEAPFA : RACCORDEMENT DE L'HOPITAL RENE MURET AU RESEAU DE CHALEUR BIOMASSE DE SEVRAN-ROUGEMENT-PERRIN			
Bénéficiaire	R8028 - SEAPFA SYND D EQUIPEMENT ET D AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L AULNOYE			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	83 545,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
540 349,00 €	HT	15,46 %	83 545,00 €	

Dossier	17014691 - SEAPFA SYND D EQUIPEMENT ET D AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L AULNOYE : EXTENSION DU RESEAU DE CHALEUR GEOTHERMIQUE DU BLANC MESNIL ET INSTALLATION D'UNE POMPE A CHALEUR			
Bénéficiaire	R8028 - SEAPFA SYND D EQUIPEMENT ET D AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L AULNOYE			
Localisation	LE BLANC-MESNIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	536 960,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 946 200,00 €	HT	27,59 %	536 960,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000634 - Politique énergie climat	888 674,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100904	2 720 437,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**75 - Politique de l'énergie**
Programme	**175001 - Politique énergie**
Action	**17500105 - Efficacité énergétique**

Dispositif : N° 00000634 - Politique énergie climat

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Dossier	17014282 - CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE DE FRANCE - CCIR - ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES A LA TRANSITION ENERGETIQUE (Perf'Energie) - ANNEE 3			
Bénéficiaire	P0037706 - CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE DE FRANCE - DGA SERVICES AUX ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
531 000,00 €	TTC	28,25 %	150 000,00 €	

Dossier	17014453 - SDC LA PRAIRIE 29 AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 91290 ARPAJON - MOE -			
Bénéficiaire	P0032030 - COPROPRIET RES LA PRAIRIE			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 400,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 800,00 €	HT	50 %	20 400,00 €	

Dossier	17014455 - SDC 59 AVENUE DE PARIS 95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY - FONCIA VAUCELLES - MOE			
Bénéficiaire	P0029651 - FONCIA VAUCELLES			
Localisation	SOISY-SOUS-MONTMORENCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 800,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 600,00 €	HT	50 %	13 800,00 €	

Dossier	17014460 - SDC 25-27 RUE PIERRE LOTI 40-50 RUE DES AULNAIES 95110 SANNOIS -LLDS - MOE			
Bénéficiaire	P0037712 - LLDS - NANTERRE			
Localisation	SANNOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 000,00 €	HT	50 %	34 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Dossier	17014461 - 34-41 BD CHARONNE 75011 PARIS CABINET MASSON ET CIE MASSON IMMOBILIER - MOE			
Bénéficiaire	R14778 - CABINET MASSON ET CIE MASSON IMMOBILIER			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 290,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 580,00 €	HT	50 %	11 290,00 €	

Dossier	17014704 - SDC LE MOULIN RUE DES CLOSEAUX 95130 FRANCONVILLE COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0034545 - LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT			
Localisation	FRANCONVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 021 775,00 €	HT	2,22 %	200 000,00 €	

Dossier	17014724 - SDC GABRIELLE 2 à 4 RUE CHARLES GOUNOD 78370 PLAISIR COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0037833 - IMMO DE FRANCE PARIS IDF			
Localisation	PLAISIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 576 042,00 €	HT	3,59 %	200 000,00 €	

Dossier	17014734 - SDC LES VIGNES 51-53 RUE JEAN BLEUZEN 92170 VANVES COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	R12786 - FONCIA FRANCO SUISSE			
Localisation	VANVES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 217 805,00 €	HT	16,42 %	200 000,00 €	

Dossier	17014745 - SDC 29 DOMAINE DU CHATEAU 91280 CHILLY MAZARIN COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0032073 - CABINET DEBAYLE			
Localisation	CHILLY-MAZARIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
577 324,00 €	HT	34,64 %	200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Dossier	17014781 - SDC LES FEUILLANTS 1-15 RUE ALBERT NEVEU 92140 CLAMART - OGIM - MOE			
Bénéficiaire	P0025783 - OGIM CABINET OGIM BAUER ET ASSOCIES			
Localisation	CLAMART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	57 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 000,00 €	HT	50 %	57 000,00 €	

Dossier	17014782 - SDC 30 DOMAINE DU CHATEAU 91380 CHILLY MAZARIN - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0036209 - JOUBERT PATRICIA			
Localisation	CHILLY-MAZARIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
574 283,00 €	HT	34,83 %	200 000,00 €	

Dossier	17014783 - SDC 9 VILLA BLANCHE 92000 NANTERRE - BELLAJUAN - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0035178 - BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	165 840,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 066 000,00 €	HT	15,56 %	165 840,00 €	

Dossier	17014792 - SDC 19-21 QUAI DE L'OISE 75019 PARIS - NEXITY - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0037853 - NEXITY LAMY TROCADERO			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
779 526,00 €	HT	25,66 %	200 000,00 €	

Dossier	17014809 - SDC 22-24 AV ARISTIDE BRIAND 93190 LIVRY-GARGAN - FONCIA CHADEFAUX LECOQ - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0036197 - FONCIA CHADEFAUX LECOQ			
Localisation	LIVRY-GARGAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	198 060,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 340 699,00 €	HT	14,77 %	198 060,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Dossier	17014822 - SDC LA SOURCE 5 RUE DU PETIT CHATEAU 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0027640 - ACCORD IMMOBILIER CENTURY 21 HARMONY			
Localisation	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 888 792,00 €	HT	10,59 %	200 000,00 €	

Dossier	17014836 - SDC - 4/38 RUE DE GROUSSAY 1/7 SQUARE DE LA PROVIDENCE 78120 RAMBOUILLET - CITYA IMMOBILIER CHAPET FROMONT CITYA CHAPET FROMONT - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0031610 - CITYA IMMOBILIER CHAPET FROMONT CITYA CHAPET FROMONT			
Localisation	RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 201 000,00 €	HT	6,25 %	200 000,00 €	

Dossier	17014841 - SCD 281 RUE DU FAUBOURG SAINT ANTOINE 75011 PARIS - FONCIA GOBELINS - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	R27631 - FONCIA GOBELINS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	143 820,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
854 477,00 €	HT	16,83 %	143 820,00 €	

Dossier	17014842 - SDC - 10 ALLEE DE FONTAINEBLEAU 75019 PARIS- FONCIA PARIS - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	R12432 - FONCIA PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 622 787,00 €	HT	12,32 %	200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Dossier	17014844 - SDC 63-67 RUE JAURES 2-8 ALLEE DE ALYSSES 91300 MASSY - PROXIGES - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0035518 - PROXIGES			
Localisation	MASSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 622 500,00 €	HT	12,33 %	200 000,00 €	

Dossier	17014845 - SDC - 16/22 RUE BIZET 8/14 ALLEE LULLY 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE - COOPERATION ET FAMILLE - MOE			
Bénéficiaire	EXM01758 - COOPERATION ET FAMILLE			
Localisation	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 300,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 600,00 €	HT	50 %	15 300,00 €	

Dossier	17014846 - SDC - 2/4 RUE LAMARTINE 93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS - CABINET ATM & GAILLARD - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	R22363 - ATM SARL AGENCE ATM			
Localisation	LE PRE-SAINT-GERVAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	92 640,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
558 670,00 €	HT	16,58 %	92 640,00 €	

Dossier	17014854 - SDC 13-15 RUE CLAUDE DECAEN 75012 - CABINET LOISELET DAIGREMONT - COPRO DURABLE 2017			
Bénéficiaire	P0034873 - LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 334 874,00 €	HT	8,57 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000634 - Politique énergie climat	3 102 650,00 €

Total sur l'imputation 907 - 75 - 175001 - 17500105	3 102 650,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009043 - Energies renouvelables - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000634 - Politique énergie climat

Dossier	17014136 - COMMUNE DE PANTIN - SOLAIRE THERMIQUE - ECOLE AURAY ET LANGEVIN			
Bénéficiaire	R1261 - COMMUNE DE PANTIN			
Localisation	PANTIN			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération - Hors CPRD			
Montant total	6 825,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 500,00 €	HT	18,2 %	6 825,00 €	

Dossier	17014467 - COMMUNE DE ENGHIEN LES BAINS - PAC SUR EAU DU LAC			
Bénéficiaire	R106 - COMMUNE DE ENGHIEN LES BAINS			
Localisation	ENGHIEN-LES-BAINS			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération - Hors CPRD			
Montant total	21 230,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	14,15 %	21 230,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000634 - Politique énergie climat	28 055,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009043	28 055,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**75 - Politique de l'énergie**
Programme	**475001 - Politique énergie**
Action	**475001033 - Soutien aux agences, espaces et points info énergie**

Dispositif : N° 00000195 - Plan régional énergies- sensibilisation

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-554	Budget	2017

Dossier	17014870 - SERVICE LOCAL D'INTERVENTION POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE (SLIME) - CD 94 - 2017			
Bénéficiaire	R2305 - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	20 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000195 - Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 75 - 475001 - 475001033	10 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014506

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SMREC SYNDICAT MIXTE DES RESEAUX D'ENERGIES CALORIFIQUES : REALISATION D'UN DOUBLET GEOTHERMIQUE SUR LE RESEAU DE LA COURNEUVE NORD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides Géothermie profonde	6 105 875,00 €	30 %	1 831 763,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100904- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMREC SYNDICAT MIXTE DES RESEAUX D'ENERGIES CALORIFIQUES
Adresse administrative : 75 RUE RATEAU
93126 LA COURNEUVE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur DIDIER PAILLARD, Président
N° SIRET : 25930028300035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides Géothermie profonde
Rapport Cadre : CR46-12 du 23/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 24 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la session 2017 de l'appel à projets commun ADEME Région dont la date de clôture était fixée au 15 décembre 2017.

Description :
Le doublet de « La Courneuve nord » (appelé GLCN1-GLCN2) date de 1983. En 2011, le puits GLCN3 a été foré afin de permettre un fonctionnement temporaire en triplet et dans l'optique d'un fonctionnement futur au sein d'un nouveau doublet.
Suite à plusieurs imprévus (dysfonctionnement de l'une des pompes, dégradation de l'état du puits GLCN2,…), la mise en service du triplet a dû être retardée, puis abandonnée au profit de la mise en place directe du nouveau doublet.

Il a donc été décidé début 2016 de réaliser un nouveau forage GLCN4, qui fonctionnera en doublet avec GLCN3.

L'étude de faisabilité du projet a été effectuée au printemps 2016 et a donné des résultats compatibles avec le projet envisagé.

Des pompes à chaleur seront également installées dans le cadre du projet afin de maximiser l'énergie géothermique valorisable et assurer la fourniture d'eau chaude sanitaire à 60°C sans appoint électrique décentralisé.

Le réseau de La Courneuve alimente environ 175 bâtiments de types logements sociaux, copropriétés,

équipements publics, tertiaire et représente 6 870 équivalents logements.

Les caractéristiques du projet sont les suivantes

- Réseau de chaleur :
Total des besoins annuels à n+5 an : 83 000 MWh/an
Rendement réseau : 93 à 97%
Longueur du réseau de chaleur : 22 000 m
Nombre de sous-stations : 104

- Centrale géothermie NORD
Puissance : 7000 kW
Production annuelle : 33 915 MWh/an
Taux de couverture : 39%
Aquifère visé : Dogger
Profondeur GLCN4 : 1770 m
Température tête de puits : 58±2°C
Débit d'exploitation (moyen et max) : 185 m3/h ; 300m3/h

- Centrale géothermie SUD
Puissance : 2000 kW
Production annuelle : 7 105 MWh/an

- Energie d'appoint: Chaudières Gaz (28,3 MW) et Cogénération (5,3 MW thermiques)

- Pompe à chaleur
Puissance : 1800 à 2000 kW
Consommation électrique : 3 000 MWh/an
Production de chaleur : 10 500 MWh/an
COP machine : 4 à 5
COP moyen annuel : 3,5

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE d'augmenter la quantité de chaleur d'origine renouvelable produite pour couvrir les besoins de chaleur et d'eau chaude sanitaire des bâtiments franciliens.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Délibération CR46-12, mesure 13

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX SOUS SOL (FORAGE, DEVIATION, TUBAGE,...)	4 348 600,00	71,22%
TRAVAUX SURFACE (POMPES, ECHANGERU DE CHALEUR, FILTRATION, ELECTRICITE, ADAPTATION BATIMENT)	930 000,00	15,23%
INGENIERIE, ASSURANCES	827 275,00	13,55%
Total	6 105 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	1 831 763,00	30,00%
BENEFICIAIRE + ADEME	4 274 112,00	70,00%
Total	6 105 875,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 831 763,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique énergie climat	2 214 385,40 €
2016	Politique énergie climat	406 485,00 €
	Montant total	2 620 870,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008548

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SYND MIXTE POUR GEOTHERMIE COULOMMIERS : EXTENSION DU RESEAU AUX RESIDENCES SAINT ANNE ET VAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	494 mètres linéaires	201 € / ml	99 294,00 €
		Montant Total de la subvention	99 294,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100904- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE POUR GEOTHERMIE COULOMMIERS
Adresse administrative : 13 RUE GENERAL DE GAULLE
77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Philippe de LA CHAPELLE, Président
N° SIRET : 25770292800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la session 2017 de l'appel à candidatures 'réseaux de chaleur' géré par la Région et l'ADEME dont la date de clôture était le 16 décembre 2016.

Description :
Le réseau de chaleur de la Ville de Coulommiers est placé sous l'autorité du Syndicat Mixte pour la Géothermie de Coulommiers (SMGC).
Le SMGC agit en tant qu'autorité délégante pour la délégation du service public de chauffage urbain. a confié à la société DALKIA la gestion de la production et de la distribution de chaleur
Le contrat de DSP a été signé le 20/06/2012 et court sur une durée de 12 ans à compter du 01/07/2012.
A travers le contrat de DSP, le délégataire s'est engagé à réaliser les ouvrages suivants :
- La densification du réseau et son extension vers les quartiers du Sud de Coulommiers
- L'extension du réseau pour le raccordement de nouveaux abonnés sur les quartiers du Centre Ville, du Grand Morin et de Vaux

Les moyens de productions du réseau (géothermie à 98% en 2015) fournissent du chauffage et de l'eau chaude sanitaire à 3 226 équivalents logements. Les bâtiments alimentés par le réseau de chauffage urbain sont principalement des ensembles de logements et quelques équipements publics.
Le réseau d'eau chaude est d'une longueur totale d'environ 9,4 km répartis en 4 départs qui desservent 36 sous-stations :

- 11 à usage exclusivement résidentiel : bailleurs sociaux en quasi-totalité
- 18 à la Ville de Coulommiers (essentiellement écoles et gymnases)
- 7 à l'hôpital

Le délégataire a en projet le raccordement de deux abonnés, l'un au centre du réseau actuel, la résidence Saint-Anne (gérée par Trois Moulins Habitat) et l'autre au sud du réseau actuel, la résidence Vaux (gérée par I3F). Ces résidences sont à usage d'habitation et sont gérées par des bailleurs sociaux. Il est à noter que le chauffage sur la résidence Vaux se fait par l'intermédiaire de panneaux de sol.
Ce projet s'inscrit en ligne directe avec les attentes fixées au contrat de DSP à savoir la densification du réseau de Coulommiers et son extension vers le quartier de Vaux.
La production de chaleur actuelle pour la résidence Saint-Anne (Trois Moulins Habitat) est assurée par des chaudières fioul. La production de chaleur actuelle pour la résidence Vaux (I3F) est assurée par des chaudières gaz.

Le raccordement de ces 2 résidences nécessite une extension de 494 mètres linéaires de réseau et la création de 2 sous stations. Cela représente une utilisation de 2078 MWh/an de géothermie supplémentaires.

Intérêt régional :
Contribution à l'atteinte de l'objectif de raccorder des bâtiments supplémentaires à des réseaux de chaleur ENR&R inscrit dans le SRCAE

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Délibération CR 46-12, mesure 14

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Génie civil, travaux spécifiques	145 562,28	32,41%
Canalisations	216 808,39	48,28%
Sous stations	53 965,40	12,02%
Ingénierie	32 724,68	7,29%
Total	449 060,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	99 294,00	22,11%
ADEME	99 410,00	22,14%
Délégataire	250 356,75	55,75%
Total	449 060,75	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	99 294,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011758

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SEAPFA : EXTENSION/DENSIFICATION 2017-2019 DU RESEAU DE CHALEUR DE TREMBLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	961 mètres linéaires	170 €/ ml	163 370,00 €
	Montant Total de la subvention		163 370,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100904- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEAPFA SYND D EQUIPEMENT ET D AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L AULNOYE
Adresse administrative : 50 ALLEE DES IMPRESSIONNISTES 93423 VILLEPINTE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Président
N° SIRET : 24930005400072

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la session 2017 de l'appel à projets Région/ADEME 'réseaux de chaleur' dont la date de clôture était le 15 décembre 2016.

Description :
Le réseau de chaleur de Tremblay en France a été créé en 1984 par le SEAPFA en régie. En 2012, après 28 ans de gestion directe, le SEAPFA a acté le principe au recours à la délégation de service public pour la suite de l'exploitation du réseau de chaleur. Suite à la procédure de consultation, le groupement IDEX Energies/Dalkia France a été désigné délégataire du réseau de chaleur pour une durée de 30 ans à partir du 1er janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2043.
La zone Centre-ville de Tremblay en France est une zone urbaine prioritaire développée dans les années 1970/1980. Elle fait l'objet, depuis une dizaine d'année, d'un programme de rénovation urbaine importante. La quasi-totalité des programmes immobiliers sont dédiés au logement (social et copropriété), avec une petite surface commerciale.

Description du réseau actuel :
- 68 bâtiments raccordés dont 4 300 logements
- 66 sous stations
- mix énergétique : 68% géothermie profonde / 32% gaz

Description du programme d'extension prévisionnel :
- extension du réseau de chaleur : 961 ml
- 11 sous stations
- bâtiments à raccorder sur la période 2017-2019 : Résidence Champ du Loup / Descartes, Résistance République, Farge Centre, Farge Sud, Berger Nord 2, Gymnase Jacquart et DOJO, Groupe scolaire Rosenberg et Langevin, Crèche de la Paix, Lycée Pro Hélène boucher, Collège Descartes, Tribunes

Caractéristique du réseau de chaleur à l'issue du programme :
- 10 859 ml
- 74 sous stations
- mix énergétique : 84% géothermie profonde / 26% gaz

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de raccorder plus de bâtiments à des réseaux de chaleur valorisant des énergies renouvelables et de récupération.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Délibération CR46-12, mesure 14, 170 €/ml

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
canalisations	791 338,00	69,75%
sous-stations	269 000,00	23,71%
ingénierie conception	74 224,00	6,54%
Total	1 134 562,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
région	163 370,00	14,40%
ADEME	163 370,00	14,40%
délégataire	807 822,00	71,20%
Total	1 134 562,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	163 370,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	3 000,60 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	101 966,00 €
2015	Aides Géothermie profonde	1 605 385,38 €
2015	Politique énergie climat	220 224,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	42 573,60 €
2016	Politique énergie climat	146 124,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	110 000,00 €
	Montant total	2 211 789,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013871

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VALLEE DE CHEVREUSE SIOM : SCHEMA DIRECTEUR DU RESEAU DE CHALEUR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	22 020,00 €	25,00 %	5 505,00 €
	Montant Total de la subvention		5 505,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100904- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE DE CHEVREUSE SIOM
Adresse administrative : CHEMIN DEPARTEMENTAL 118
91140 VILLEJUST
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS VIGIER, Président
N° SIRET : 25910090700023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier reçu durant l'été n'ayant pu être présenté à une autre commission permanente.

Description :
Dans le cadre de la délégation de service public du réseau de chaleur, le SIOM souhaite faire appel à un bureau d'étude pour réaliser le schéma directeur du réseau. En accord avec les prescriptions techniques publiées par Amorce, le schéma directeur comprendra les parties suivantes :
Diagnostic du réseau et évaluation de la qualité de service fourni ;

- état des lieux des sources de chaleur à proximité ;
- évolutions / développements envisagés du réseau ;
- évolution et intégration contractuelle, politique et juridique ;
- analyse économique, environnementale et sociale ;
- synthèse de l'étude, choix du scénario et plan d'action

En réalisant le Schéma directeur, le Siom et le délégataire du réseau souhaitent obtenir les différents scénarios possibles d'évolution sur le moyen et long terme. Actuellement le réseau est alimenté exclusivement par l'UVE du Siom. Selon de premières estimations, l'UVE pourrait fournir davantage de chaleur si le réseau venait à se développer. De plus le réseau du Siom est relié au réseau de la ville des Ulis qui dispose de ces propres moyens de chauffage (biomasse, gaz). Cette étude permettra de mettre en avant les ordres de priorité de fonctionnement des moyens de productions de façon à être le plus efficace énergétiquement et financièrement.

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de mobiliser toutes les sources d'ENR&R et de développer les réseaux de chaleur

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
CR 46-12, mesure n°12, 25% du montant HT de l'étude

Localisation géographique :
- VILLEBON-SUR-YVETTE
- VILLEJUST
- LES ULIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	22 020,00	100,00%
Total	22 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	5 505,00	25,00%
ADEME	5 505,00	25,00%
BENEFICIAIRE	11 010,00	50,00%
Total	22 020,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 505,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014136

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE PANTIN - SOLAIRE THERMIQUE - ECOLE AURAY ET LANGEVIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	37 500,00 €	18,20 %	6 825,00 €
	Montant Total de la subvention		6 825,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-471009-1700
471009043- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PANTIN
Adresse administrative : 84-88 AV DU GENERAL LECLERC
93507 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bertrand KERN, Maire
N° SIRET : 21930055500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aujourd'hui, Pantin se lance dans la mise en œuvre d'un Plan Climat Energie Territorial (PCET) après avoir achevé un Bilan Carbone® portant sur l'ensemble de ses émissions de gaz à effet de serre directs et indirects. L'enjeu est, outre l'établissement d'un diagnostic initial, l'identification des actions prioritaires à mettre en œuvre pour relever de front le double défi climatique et énergétique.

Description :
Production d'eau chaude par énergie solaire au réfectoire des écoles Auray et Langevin

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de mobiliser toutes les sources d'ENR&R et de développer les réseaux de chaleur

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
CR 46-12 mesure 13

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation solaire thermique	37 500,00	100,00%
Total	37 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fond propre	13 175,00	35,13%
Subvention Région	6 825,00	18,20%
subvention ADEME	17 500,00	46,67%
Total	37 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 825,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	18 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	46 152,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	160 869,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 070 632,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2014	Politique énergie climat	9 746,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	70 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	129 417,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	444 608,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	131 250,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	22 000,00 €
2016	Fonds Propreté	121 169,40 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	25 701,94 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	25 000,00 €
2017	Politique énergie climat	2 250,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	123 544,11 €

	Montant total	3 749 470,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014467

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE ENGHIEN LES BAINS - PAC SUR EAU DU LAC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	150 000,00 €	14,15 %	21 230,00 €
	Montant Total de la subvention		21 230,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-471009-1700
471009043- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ENGHIEN LES BAINS
Adresse administrative : 57 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95880 ENGHIEN-LES-BAINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe SUEUR, Maire
N° SIRET : 21950210100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prévu dans le règlement de cet appel à projet en co-gestion avec l'ADEME

Objectifs :
La mise en place de cette pompe à chaleur est proposée dans le cadre de la remise en état du Pavillon du Lac. Ce bâtiment, situé sur les berges du lac d'Enghien, est un élément important du patrimoine de la ville dans la mesure où c'est un bâtiment classé. Situé entre le casino et les thermes, il est aujourd'hui exploité comme restaurant et est un des lieux touristiques très prisé de la commune.

Description :
PAC permettant la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire, pour une production de 224 MWh / an, soit 19,3 tep.

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de mobiliser toutes les sources d'ENR&R et de développer les réseaux de chaleur

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
CR 46-12 mesure 13

Localisation géographique :

- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation PAC	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention Région	21 230,00	14,15%
subvention ADEME	21 230,00	14,15%
Fonds propres	107 540,00	71,69%
Total	150 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 230,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	4 608,00 €
2014	Soutien aux espaces de travail collaboratif	16 929,50 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	129 486,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	50 000,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	53 420,00 €
2017	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
	Montant total	144 443,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014660

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SEAPFA : RACCORDEMENT DE L'HOPITAL RENE MURET AU RESEAU DE CHALEUR BIOMASSE DE SEVRAN-ROUGEMENT-PERRIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	539 mètres linéaires	155 € / ml	83 545,00 €
		Montant Total de la subvention	83 545,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100904- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEAPFA SYND D EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L AULNOYE
Adresse administrative : 50 ALLEE DES IMPRESSIONNISTES
93423 VILLEPINTE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Président
N° SIRET : 24930005400072

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la session 2017 de l'appel à projets 'réseaux de chaleur' ADEME/Région dont la date de clôture était le 16 décembre 2016.

Description :
Le réseau de chaleur géré par le SEAPFA situé sur la commune de Sevran dessert les quartiers Rougemont – Perrin – Chanteloup. Ce réseau alimente environ 3300 équivalents logements. Les utilisateurs de la chaleur produite sont essentiellement des logements mais également quelques équipements publics.
Dalkia, via une société dédiée « Sevran Energie Biomasse (Sebio) », s'est vu confié la production et la distribution de chaleur suivant un contrat de Délégation de Service Public en date du 1er octobre 2011 pour une durée de 25 ans.
Le SEAPFA, dans le cadre de cette nouvelle DSP, a opté pour la mise en place d'une chaufferie biomasse en conservant la chaufferie d'appoint fonctionnant au gaz naturel et une partie de l'installation de cogénération.

Le réseau d'eau chaude est d'une longueur totale d'environ 6 km répartis en 3 réseaux, Rougemont, Perrin et Chanteloup qui desservent 36 sous-stations :
- 26 à usage exclusivement résidentiel : bailleurs sociaux et copropriétés

- 6 à la Ville de Sevran (écoles et gymnases)
- 4 à des bureaux et commerces

L'hôpital René Muret est situé à l'ouest du réseau actuel. La chaufferie de l'hôpital René Muret est composée de 2 chaudières mixtes (FOD/GN) de 1 681 kW et 2 chaudières gaz de 1 200 kW. Ces 4 chaudières ont été mises en service en 1989. Le projet consiste à remplacer ces moyens de production devenus obsolètes par l'énergie issue du réseau de chaleur.

Pour cela, il est nécessaire de réaliser 539 ml de réseau basse pression en pré-isolé depuis le réseau existant jusqu'à la chaufferie de l'hôpital et d'installer une nouvelle sous station.

Le raccordement de l'hôpital permettra de valoriser 5 056 MWh d'énergie biomasse supplémentaires.

Intérêt régional :
Participation à l'atteinte des objectifs inscrits dans le SRCAE d'augmenter la part d'énergies renouvelables et de récupération dans les réseaux de chaleur et d'augmenter le nombre de bâtiment raccordés à des réseaux de chaleur valorisant ces ENR&R.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Délibération CR 46-12, mesure 14

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
canalisations	303 361,00	56,14%
sous stations	61 976,00	11,47%
génie civil	130 012,00	24,06%
ingénierie conception réalisation	45 000,00	8,33%
Total	540 349,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	83 545,00	15,46%
ADEME	83 545,00	15,46%
Délégataire	373 259,00	69,08%
Total	540 349,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	83 545,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	3 000,60 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	101 966,00 €
2015	Aides Géothermie profonde	1 605 385,38 €
2015	Politique énergie climat	220 224,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	42 573,60 €
2016	Politique énergie climat	146 124,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	110 000,00 €
	Montant total	2 211 789,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014691

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SEAPFA SYND D EQUIPEMENT ET D AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L AULNOYE : EXTENSION DU RESEAU DE CHALEUR GEOTHERMIQUE DU BLANC MESNIL ET INSTALLATION D'UNE POMPE A CHALEUR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 946 200,00 €	27,59 %	536 960,00 €
	Montant Total de la subvention		536 960,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100904- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEAPFA SYND D EQUIPEMENT ET D AMENAGEMENT DES PAYS DE FRANCE ET DE L AULNOYE
Adresse administrative : 50 ALLEE DES IMPRESSIONNISTES 93423 VILLEPINTE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Président
N° SIRET : 24930005400072

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossiers déposés dans le cadre d'appel à projets ADEME Région 'Réseaux de chaleur et 'Pompe à chaleur'.

Description :
Le Syndicat d'Equipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye (SEAPFA) est le concédant du réseau de chaleur de Blanc-Mesnil. Il a délégué le service public de distribution de l'énergie calorifique pour une durée initiale de 25 ans (prolongée de 19 ans par l'avenant n°2) par un contrat de Délégation du Service Public ayant pris effet en date du 1er septembre 2002.

Le réseau de chaleur alimente à ce jour, plus de 4 000 logements en chauffage et en eau chaude sanitaire. Il est constitué de deux antennes principales qui desservent l'ensemble des abonnés. Ces antennes sont ER1, alimentant 4 sous-stations et ER2, alimentant 12 sous-stations.

Le doublet géothermique de Blanc-Mesnil est passé en fonctionnement artésien lors de la construction de la cogénération en 2003. Fin 2011, le débit géothermal était de l'ordre de 80 m3/h avec une température de production de 66°C. Suite aux désordres constatés depuis décembre 2008, le doublet géothermique a

été mis à l'arrêt en mai 2012.
Le doublet ancien a été remplacé par un nouveau doublet géothermique plus performant, permettant de maintenir un taux de couverture en énergie renouvelable au minimum de 75%.

La solution technique retenue est d'installer une pompe à chaleur eau/eau sur le retour de réseau de chauffage en amont des échangeurs géothermiques.
Cette implantation permet d'abaisser la température du réseau en entrée des échangeurs géothermiques afin d'exploiter au maximum la ressource géothermale disponible à ce jour sans pour autant réinjecter de l'eau trop froide dans la nappe souterraine.
En été, lorsque la géothermie suffit seule à fournir la totalité des besoins, la PAC est mise à l'arrêt. En dehors de cette période, deux fonctionnements sont identifiés :
- Hiver : le débit et la température du retour du réseau sont maximaux. La pompe à chaleur fonctionne à pleine charge pour bénéficier au maximum de l'énergie géothermale.
- Mi- saison : le débit et la température du retour réseau sont minimaux. La puissance fournie par la pompe à chaleur est de 75% environ de la puissance qu'elle fournit en hiver, ce niveau de puissance correspondant au dimensionnement économique le plus pertinent pour la PAC au regard des besoins.

Caractéristiques techniques de la pompe à chaleur :
- Consommation annuelle électrique : 2 825 MWh/an
- Quantité d'énergie ENR produite : 6 331 MWh/an
- Taux de couverture : 16,2%

Le taux d'EnR&R injecté dans le réseau est ainsi porté à 87,42%, grâce à la mise en place de la pompe à chaleur en complément du doublet géothermique au Dogger.

Il est également prévu de raccorder 2 groupements immobiliers au réseau géothermique :
OPH93 - Foyer Manouchian : 350 kW / 600 MWh/an (chauffage + eau chaude sanitaire)
Orange - Centre Technique : 170 kW / 200 MWh/an (chauffage uniquement)

Pour cela, une extension de 538 mètres linéaires sera réalisée.

Intérêt régional :
Contribution aux objectifs du SRCAE d'augmenter la part d'énergies renouvelables et de récupération utilisée par les réseaux de chaleur et le nombre de bâtiments raccordés à ces réseaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Délibération CR 46-12, mesures 13 et 14

Localisation géographique :
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Extension du réseau (canalisations et sous stations)	536 200,00	27,55%
Pompe à chaleur (PAC, raéccordement électrique, raccodement hyfraulique, génie civil, maitrise d'oeuvre)	1 410 000,00	72,45%
Total	1 946 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	536 960,00	27,59%
Délégataire + ADEME	1 409 240,00	72,41%
Total	1 946 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	536 960,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	3 000,60 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	101 966,00 €
2015	Aides Géothermie profonde	1 605 385,38 €
2015	Politique énergie climat	220 224,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	42 573,60 €
2016	Politique énergie climat	146 124,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	110 000,00 €
	Montant total	2 211 789,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014282

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE DE FRANCE - CCIR - ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES A LA TRANSITION ENERGETIQUE (PERF'ENERGIE) - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	531 000,00 €	28,25 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-204182-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE DE FRANCE - DGA SERVICES AUX ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
Adresse administrative : 8 AVENUE DE LA PORTE DE CHAMPERRET 75017 PARIS
Statut Juridique : Organisme consulaire
Représentant : Didier Kling, Président
N° SIRET : 13001727000708

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR 80-15 du 24 septembre 2015
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention sur 3 ans

Description :
Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) d'Île-de-France co-élaboré par l'Etat et le Conseil régional et adopté en décembre 2012, fixe pour les secteurs de l'industrie et du tertiaire une réduction de 24 % des consommations énergétiques et de 33 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020.

En cohérence avec le SRCAE, la CCI Paris Île-de-France est très engagée dans la transition écologique et énergétique sous la forme d'interventions spécialisées par département francilien : Transition énergétique pour la CCI Essonne (Démonstrateur Smart Building Paris Ile-de-France), Economie circulaire pour la CCI Versailles-Yvelines, Ecotechnologie pour la CCI Hauts-de-Seine et Smart City pour la CCI Seine-Saint-Denis.

En matière d'efficacité énergétique, la CCI Paris Île-de-France sensibilise et accompagne les entreprises depuis plusieurs années. 40 entreprises ont été ainsi accompagnées sur la période 2011- 2014 en partenariat avec l'ADEME et la DIRECCTE. Elles ont bénéficié d'un diagnostic énergétique avec pose d'appareils de mesure réalisé par des experts thermiciens et d'ateliers thématiques de maîtrise de l'énergie.

Les accompagnements ont permis de proposer différents postes d'économie d'énergie avec des préconisations relevant des « utilités », des procédés industriels (amélioration de la performance, amélioration de la récupération de chaleur), du bâtiment et de son enveloppe. Les préconisations étaient associées à une estimation du coût des investissements proposés avec indication des temps de retour sur investissements.

Forte de ces expériences, la CCI Paris Île-de-France souhaite intensifier les accompagnements des entreprises en matière de transition énergétique. Elle propose pour cela un programme régional, ambitieux, d'accompagnement de 100 PME/PMI sur l'ensemble de l'Île-de-France en efficacité énergétique.

Ce programme francilien contribue à la réduction des gaz à effet de serre et a été valorisé dans le cadre de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques organisée à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015 (COP 21).

Le programme s'inscrit également dans la stratégie Europe 2020 de l'Union Européenne au service d'une économie intelligente, durable et inclusive.

La CCI Paris Île-de-France souhaite s'associer avec les principaux acteurs régionaux de l'Île de- France (ADEME, DIRECCTE, DRIEE, Conseil Régional, Paris Région Entreprises) afin d'amplifier son efficacité et d'inscrire son action dans la politique régionale. La direction régionale de l'ADEME Île-de-France a donné un premier avis favorable à ce nouveau dispositif sur l'ensemble de ces phases.

Le programme s'est déroulé sur une période de 3 ans, à partir de 2015 selon deux phases.

Phase 1 : 100 diagnostics énergétiques « instrumentés »
L'objectif du diagnostic énergie est de proposer des solutions innovantes et ambitieuses d'efficacité énergétique du process, de développement des énergies renouvelables et des énergies de récupération, de rénovation du bâti et de son enveloppe selon les modalités suivantes :

- 5 à 6 jours de conseil individuel réalisés par des experts thermiciens.
- en option : 1 jour d'ingénierie financière, outil d'aide à la décision du choix des solutions préconisées et de leur mode de financement.

Phase 2 : 30 accompagnements à la mise en place d'un Système de Management de l'Energie selon l'ISO 50 001
Pour les PME souhaitant obtenir une reconnaissance internationale de l'organisation mise en place en matière d'efficacité énergétique, la CCI Paris Île-de-France propose suite à la réalisation de la phase 1, un accompagnement à la mise en place d'un système de management de l'énergie ISO 50 001 avec une alternance de sessions collectives et d'appui individuel sur site

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
450 000€ sur 3 ans soit 150 000 par an
CR 80-15 du 24 septembre 2015 article 8

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation d'audit et d'accompagnement des entreprises	531 000,00	100,00%
Total	531 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
150 000,00	28,25%	150 000,00
381 000,00	71,75%	381 000,00
Total	531 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014453

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC LA PRAIRIE 29 AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 91290 ARPAJON - MOE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	40 800,00 €	50,00 %	20 400,00 €
	Montant Total de la subvention		20 400,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COPROPRIET RES LA PRAIRIE
Adresse administrative : 183 AVENUE GABRIEL PERI
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Statut Juridique : Syndicat De Copropriété
Représentant : Monsieur BERTRAND PRETOT, SYNDIC
N° SIRET : 34476189500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Programmer les travaux de rénovation en vue d'améliorer la qualité énergétique de la copropriété
Mission de MOE permettant de passer d'un Cep de 155 kWH/m².an à 86 kWH/m².an

Travaux envisagés :
- Ravalement des façades avec isolation thermique par l'extérieur
- Remplacement des menuiseries
- Remplacement des chaudières
- Isolation des planchers bas
- Remplacement de la ventilation

Description :
année de construction : 1970
nombre de bâtiments : 100
nombre de logements : 260
nombre de lots : 780
surface (m²) : 21937
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

consommation annuelle : 4 560 MWh

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
50% du montant HT du coût éligible

Localisation géographique :
- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de maîtrise d'oeuvre	40 800,00	100,00%
Total	40 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	20 400,00	50,00%
Subvention Région	20 400,00	50,00%
Total	40 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique énergie climat	8 700,00 €
	Montant total	8 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014455

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC 59 AVENUE DE PARIS 95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY - FONCIA VAUCELLES - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	27 600,00 €	50,00 %	13 800,00 €
	Montant Total de la subvention		13 800,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA VAUCELLES
Adresse administrative : 14 RUE DE PARIS
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame FLORENCE THERY, Principal
N° SIRET : 44532305800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : oui
La copropriété est tenue par un calendrier serré de réalisation des travaux.

Objectifs :
Programmer les travaux de rénovation en vue d'améliorer la qualité énergétique de la copropriété

Mission de MOE permettant de passer d'une Cep de 204 kWH/m².an à 82 kWH/m².an
Travaux envisagés :
- Isolation des façades
- Remplacement des menuiseries
- Régulation du réseau de chauffage
- Mise en place d'une ventilation naturelle assistée

Description :

année de construction : 1960
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 144
nombre de lots : 446

surface (m²) : 11 667
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz individuel
consommation annuelle : 1 183 MWh

Détail du calcul de la subvention :
50% du montant HT du coût éligible

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Localisation géographique :
- SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de maîtrise d'oeuvre	27 600,00	100,00%
Total	27 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	13 800,00	50,00%
Subvention Région	13 800,00	50,00%
Total	27 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique énergie climat	5 991,00 €
2015	Politique énergie climat	49 206,00 €
2016	Politique énergie climat	200 000,00 €
2017	Politique énergie climat	240 000,00 €
	Montant total	495 197,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014460

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC 25-27 RUE PIERRE LOTI 40-50 RUE DES AULNAIES 95110 SANNOIS -LLDS - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	69 000,00 €	50,00 %	34 500,00 €
	Montant Total de la subvention		34 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LLDS - NANTERRE
Adresse administrative : 130 AVENUE PABLO PICASSO
92000 NANTERRE
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur EDOUARD DA SILVA
N° SIRET : 40268116700050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La demande de financement étant arrivée en juillet 2017 et le calendrier des coproprietes étant très contraint, reporter le lancement de la maîtrise d'œuvre entrainerait un retard trop important sur le lancement des travaux.

Objectifs :
Programmer les travaux de rénovation en vue d'améliorer la qualité énergétique de la copropriété
Mission de MOE permettant de passer d'une Cep de 189 kWH/m².an à 104 kWH/m².an

Travaux envisagés :
- Ravalement et isolation des façades par l'extérieur
- Remplacement des menuiseries
- Amélioration du réseau de chauffage
- Remplacement du système de ventilation
- Isolation des toitures et planchers bas

Description :

année de construction : 1965
nombre de bâtiments : 6
nombre de logements : 183

nombre de lots : 550
surface (m²) : 15 246
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif
consommation annuelle : 2 988 MWh

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
50% du montant HT du coût éligible

Localisation géographique :

- SANNOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de maîtrise d'oeuvre	69 000,00	100,00%
Total	69 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	34 500,00	50,00%
Subvention Région	34 500,00	50,00%
Total	69 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014461

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : 34-41 BD CHARONNE 75011 PARIS CABINET MASSON ET CIE MASSON IMMOBILIER - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	22 580,00 €	50,00 %	11 290,00 €
	Montant Total de la subvention		11 290,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET MASSON ET CIE MASSON IMMOBILIER
Adresse administrative : 60 BOULEVARD DE CHARONNE 75020 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur PHILIPPE GENEVIER, GERANT
N° SIRET : 67201845400021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Programmer les travaux de rénovation en vue d'améliorer la qualité énergétique de la copropriété
Mission de MOE permettant de passer d'un CEP de 175 kWH/m².an à 82 kWH/m².an
Travaux envisagés :
- Isolation des façades par l'extérieur
- Remplacement des menuiseries
- Equilibrage et régulation du réseau de chauffage
- Mise en place d'une ventilation hygroréglable
- Isolation des toitures et planchers bas

Description :

année de construction : 19673
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 90
nombre de lots : 269

surface (m²) : 5733
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif
consommation annuelle : 913 MWh

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
50% du montant HT du coût éligible

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de maîtrise d'oeuvre	22 580,00	100,00%
Total	22 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 290,00	50,00%
Subvention Région	11 290,00	50,00%
Total	22 580,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 290,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	33 000,00 €
2014	Lutte contre le saturnisme-Partie Commune	4 368,93 €
2014	Politique énergie climat	4 645,75 €
2015	Politique énergie climat	21 700,00 €
2016	Politique énergie climat	10 006,00 €
2017	Politique énergie climat	200 000,00 €
	Montant total	273 720,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014704

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC LE MOULIN RUE DES CLOSEAUX 95130 FRANCONVILLE COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	9 021 775,00 €	2,22 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MANUEL POLO-CANTERO, GESTIONNAIRE DE COPROPRIETE
N° SIRET : 54206101500286

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

A la suite de la réalisation d'un audit global en 2015 et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.

Cep ACTUEL : entre 191 et 323 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D ou E
Emissions GES Actuel : entre 35 et 66 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E, F ou G

Cep PROJET : entre 90 et 97 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C
Emissions GES PROJET: entre 12 et 14 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C

Description :

année de construction : 1964
nombre de bâtiments : 14 dont 9 concernés par la rénovation de niveau BBC
nombre de logements : 440 + 26 commerces
nombre de lots : 1329
surface (m²) : 34 096
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz ou électrique individuel
consommation annuelle :

Les travaux prescrits sont :

- l'isolation des murs par l'extérieur
- l'isolation des planchers hauts et bas
- le remplacement des menuiseries
- l'isolation de la toiture terrasse
- le remplacement des radiateurs
- la rénovation de la ventilation

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des murs	4 459 053,00	49,43%
isolation planchers hauts et bas	1 058 488,00	11,73%
remplacement des menuiseries	763 816,00	8,47%
remplacement des radiateurs	1 288 219,00	14,28%
renovation ventilation	732 199,00	8,12%
honoraires	720 000,00	7,98%
Total	9 021 775,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Certificats économie énergie	212 905,00	2,36%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	2,22%
FONDS PROPRES	8 608 870,00	95,42%
Total	9 021 775,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 090 000,00 €
2015	Politique énergie climat	4 695,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	10 300,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	2 250,00 €
2016	Politique énergie climat	37 245,00 €
2017	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	5 100,00 €
	Montant total	1 149 590,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014724

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC GABRIELLE 2 À 4 RUE CHARLES GOUNOD 78370 PLAISIR COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	5 576 042,00 €	3,59 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMO DE FRANCE PARIS IDF
Adresse administrative : IMMEUBLE SAINT QUENTIN 2000
78990 ELANCOURT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur KARL CHESNEAU, DIRECTEUR D'AGENCE
N° SIRET : 52919641200116

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A l'issue de l'audit global et de sa présentation faite en 2016 et confrontée à la nécessité de mener des travaux ambitieux dont un désamiantage, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.

Cep ACTUEL : entre 158 et 172 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : entre 32 et 36 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : entre 88 et 99 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C
Emissions GES PROJET: entre 18 et 21 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C

Description :

Année de construction : 1972
nombre de bâtiments : 13

nombre de logements : 264
nombre de lots : 800
surface (m²) : 21 271
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif
consommation annuelle : 4 280 MWh

Les travaux prescrits sont :

- l'isolation des façades
- l'isolation des planchers hauts et bas (option)
- le remplacement des menuiseries et des volants roulants
- le remplacement des halls d'entrée
- l'amélioration du réseau de distribution de chauffage
- la rénovation de la ventilation

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	2 676 831,00	48,01%
isolation des planchers haut et bas	727 539,00	13,05%
remplacement des menuiseries	757 384,00	13,58%
amélioration réseau de chauffage	267 728,00	4,80%
rénovation ventilation	577 812,00	10,36%
honoraires	568 748,00	10,20%
Total	5 576 042,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Certificats économies d'énergie	45 079,00	0,81%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	3,59%
FONDS PROPRES	5 330 963,00	95,60%
Total	5 576 042,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014734

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC LES VIGNES 51-53 RUE JEAN BLEUZEN 92170 VANVES COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 217 805,00 €	16,42 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA FRANCO SUISSE
Adresse administrative : 3 RUE CHAUCHAT
75009 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Michèle ABDON STANKOVIC, Directrice
N° SIRET : 58209802600187

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

A la suite de la réalisation d'un audit global en 2015 et confrontée à la nécessité de mener des travaux lourds de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.

Cep ACTUEL : 183 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : 70 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : F

Cep PROJET : 72 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C
Emissions GES PROJET: 23 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C

Les travaux prescrits sont :
- isolation des façades, des planchers bas
- remplacement des menuiseries
- remplacement des chaudières

- rénovation de la ventilation
- éclairage basse consommation

Description :

année de construction : 1973
nombre de bâtiments : 1 / nombre de lots : 59
nombre de logements : 59
surface (m²) : 5282
mode de chauffage actuel : collectif fioul
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : collectif fioul

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :

- VANVES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	755 583,00	62,04%
remplacement des menuiseries	125 323,00	10,29%
remplacement des chaudières	226 117,00	18,57%
rénovation ventilation	71 179,00	5,84%
éclairage basse consommation	39 603,00	3,25%
Total	1 217 805,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Certificats d'économie d'énergie	41 119,00	3,38%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	16,42%
FONDS PROPRES	976 686,00	80,20%
Total	1 217 805,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Politique énergie climat	1 437,50 €
2015	Politique énergie climat	5 100,00 €
2016	Politique énergie climat	20 473,00 €
	Montant total	27 010,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014745

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC 29 DOMAINE DU CHATEAU 91280 CHILLY MAZARIN COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	577 324,00 €	34,64 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET DEBAYLE
Adresse administrative : 183 AVENUE GABRIEL PERI
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur BERTRAND PRETOT, SYNDIC
N° SIRET : 53281821800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global en 2015/2016 et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.

Cep ACTUEL : 148 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : 32 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : D

Cep PROJET : 86 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : B
Emissions GES PROJET: 17 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C

Les travaux prescrits sont :
- isolation des façades
- isolation des planchers bas
- amélioration du réseau de chauffage
- rénovation de la ventilation

Description :
année de construction : 1975
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 40
nombre de lots : 118
surface (m²) : 3585
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif
consommation annuelle : 451 MWh

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	382 768,00	66,30%
amélioration réseau de chauffage	152 379,00	26,39%
amélioration ventilation	42 177,00	7,31%
Total	577 324,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
certificats d'économie d'énergie	5 913,00	1,02%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	34,64%
FONDS PROPRES	371 411,00	64,33%
Total	577 324,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique énergie climat	3 900,00 €

2017	Politique énergie climat	9 113,00 €
	Montant total	13 013,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014781

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC LES FEUILLANTS 1-15 RUE ALBERT NEVEU 92140 CLAMART - OGIM - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	114 000,00 €	50,00 %	57 000,00 €
	Montant Total de la subvention		57 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OGIM CABINET OGIM BAUER ET ASSOCIES
Adresse administrative : 98 RUE DE SEVRES
75007 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame CHRISTINE FRANC, DIRECTRICE COPROPRIETES
N° SIRET : 37824149100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Programmer les travaux de rénovation en vue d'améliorer la qualité énergétique de la copropriété. Les travaux envisagés sont :

- isolation des façades
- réfection des toitures
- isolation des planchers hauts
- remplacement des menuiseries et des occultations
- optimisation en chaufferie
- rénovation de la ventilation

Description :

année de construction : 1960
nombre de bâtiments : 3
nombre de logements : 140
nombre de lots : 197
surface (m²) : 8400
mode de chauffage actuel : gaz collectif

mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
50% du montant HT du coût éligible

Localisation géographique :

- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
honoraires maîtrise d'oeuvre	114 000,00	100,00%
Total	114 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	57 000,00	50,00%
REGION ILE DE FRANCE	57 000,00	50,00%
Total	114 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	57 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique énergie climat	4 938,00 €
	Montant total	4 938,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014782

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC 30 DOMAINE DU CHATEAU 91380 CHILLY MAZARIN - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	574 283,00 €	34,83 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JOUBERT PATRICIA
Adresse administrative : 30 DOMAINE DU CHATEAU
91380 CHILLY MAZARIN
Statut Juridique : SYNDIC BENEVOLE
Représentant : DOMINIQUE SCHOENFELDER, RESPONSABLE DU DOSSIER
Objet : Présidente du syndicat cooperatif de copropriété

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global en 2015 /2016 et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.

Cep ACTUEL : 150 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : 32 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : 87 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C
Emissions GES PROJET: 19 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C

Les travaux prescrits sont :

- isolation des façades
- isolation des planchers bas

- équilibrage des planchers chauffants
- rénovation de la ventilation

Description :

année de construction : 1975
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 40
nombre de lots : 120
surface (m²) : 3585
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60 €/m² plafonné à 200 000 €

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	381 212,00	66,38%
optimisation du chauffage	150 928,00	26,28%
ventilation	42 143,00	7,34%
Total	574 283,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Certificats d'économie d'énergie	5 839,00	1,02%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	34,83%
FONDS PROPRES	368 444,00	64,16%
Total	574 283,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Politique énergie climat	9 216,00 €

	Montant total	9 216,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014783

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC 9 VILLA BLANCHE 92000 NANTERRE - BELLAJUAN - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 066 000,00 €	15,56 %	165 840,00 €
	Montant Total de la subvention		165 840,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER
Adresse administrative : 30 RUE DES TEMPLIERS
78850 THIVERVAL-GRIGNON
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Alexandre LOJA, GERANT
N° SIRET : 50493023100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.

Cep ACTUEL : 163 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : entre 38 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : entre 69 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : B
Emissions GES PROJET: 16 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C

Les travaux prescrits sont :

- isolation des façades
- réfection de la toiture
- remplacement des menuiseries
- remplacement des chaudières

- rénovation de la ventilation

Description :
année de construction : 1979
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 33
nombre de lots : 153
surface (m²) : 2764
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	497 000,00	46,62%
remplacement des menuiseries	249 000,00	23,36%
remplacement de la chaufferie	149 000,00	13,98%
ventilation	35 000,00	3,28%
honoraires	136 000,00	12,76%
Total	1 066 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	165 840,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	Politique énergie climat	24 296,00 €
	Montant total	24 296,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014792

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC 19-21 QUAI DE L'OISE 75019 PARIS - NEXITY - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	779 526,00 €	25,66 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NEXITY LAMY TROCADERO
Adresse administrative : 4 RUE GALILEE
75116 PARIS
Statut Juridique : Syndicat De Copropriété
Représentant : Monsieur MICHEL SALINES, PRES CONS SYNDICAL SDC 19-21 QUAI DE L'OISE 75019
N° SIRET : 48753009902261

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global en 2015, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.

Les travaux prescrits sont :
- réfection de la toiture terrasse
- isolation des planchers bas
- remplacement des menuiseries
- équilibrage et optimisation du réseau de chauffage
- rénovation de la ventilation

Cep ACTUEL : 153 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : 52 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : 76 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : B

Emissions GES PROJET: 26 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : D
Description :
année de construction : 1976
nombre de bâtiments : 2
nombre de logements : 68
nombre de lots : 194
surface (m²) : 4919
mode de chauffage actuel : réseau CPCU
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : réseau CPCU
consommation annuelle : 633 MWh

Les travaux prescrits sont :
- réfection de la toiture terrasse
- isolation des planchers bas
- remplacement des menuiseries
- équilibrage et optimisation du réseau de chauffage
- rénovation de la ventilation

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation planchers hauts et bas	105 124,00	13,49%
remplacement menuiseries	469 892,00	60,28%
optimisation réseau de chauffage	53 956,00	6,92%
ventilation	82 106,00	10,53%
éclairage	15 648,00	2,01%
honoraires	52 800,00	6,77%
Total	779 526,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
certificats économie d'énergie	18 000,00	2,31%
Ville de Paris	213 895,00	27,44%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	25,66%
FONDS PROPRES	347 631,00	44,60%
Total	779 526,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014809

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC 22-24 AV ARISTIDE BRIAND 93190 LIVRY-GARGAN - FONCIA CHADEFAUX LECOQ - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 340 699,00 €	14,77 %	198 060,00 €
	Montant Total de la subvention		198 060,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA CHADEFAUX LECOQ
Adresse administrative : 24 RUE JEAN CHARCOT
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MICHAEL LAMBERT, GESTIONNAIRE COPROPRIETE
N° SIRET : 59202763500040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global en 2016 et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.
Les travaux prescrits sont :
- isolation des façades
- isolation de la toiture et des planchers
- remplacement des menuiseries
- rénovation de la chaufferie
- rénovation de la ventilation
- éclairage basse consommation

Cep ACTUEL : 221 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : 45 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : 93 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C

Emissions GES PROJET: 19 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C
Description :
année de construction : 1967
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 45
nombre de lots : 48
surface (m²) : 3301
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif
consommation annuelle : 683 MWh

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	722 950,00	53,92%
isolation des planchers	146 000,00	10,89%
remplacement des menuiseries	280 300,00	20,91%
renovation de la chaufferie	136 810,00	10,20%
rénovation de la ventilation	47 639,00	3,55%
éclairage basse consommation	7 000,00	0,52%
Total	1 340 699,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
certificats économies énergie	68 000,00	5,07%
CD93	100 143,00	7,47%
REGION ILE DE FRANCE	198 060,00	14,77%
FONDS PROPRES	974 496,00	72,69%
Total	1 340 699,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	198 060,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2017	Politique énergie climat	22 969,00 €
	Montant total	22 969,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014822

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC LA SOURCE 5 RUE DU PETIT CHATEAU 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 888 792,00 €	10,59 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACCORD IMMOBILIER CENTURY 21 HARMONY
Adresse administrative : 10 BIS PLACE DES JACOBINS
72000 LE MANS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ALEXANDRE BATISTA, GESTIONNAIRE
N° SIRET : 38999919400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La demande de financement étant arrivée en juillet 2017 et les entreprises connues depuis juin 2017, le démarrage du chantier a été retardé au maximum pour permettre l'instruction du dossier.

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global en 2016 et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement, la copropriété opère un entretien suivi de son patrimoine et elle souhaite s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.
Les travaux prescrits sont :
- isolation des façades
- isolation des planchers bas
- remplacement des menuiseries
- rénovation de la ventilation
- optimisation du réseau de chauffage

Cep ACTUEL : 203 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : 38 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : 97 KWH/M²/AN

CLASSE DPE : C
Emissions GES PROJET: entre 13 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C

Description :
année de construction : 1967
nombre de bâtiments : 5
nombre de logements : 110
nombre de lots : 199
surface (m²) : 8 440
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz ou électrique individuel

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60e%m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	1 359 390,00	71,97%
remplacement menuiseries	162 860,00	8,62%
optimisation réseau de chauffage	141 379,00	7,49%
ventilation	225 163,00	11,92%
Total	1 888 792,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique énergie climat	2 115,00 €
2015	Politique énergie climat	44 340,00 €
2016	Politique énergie climat	25 321,00 €
	Montant total	71 776,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014836

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC - 4/38 RUE DE GROUSSAY 1/7 SQUARE DE LA PROVIDENCE 78120 RAMBOUILLET - CITYA IMMOBILIER CHAPET FROMONT CITYA CHAPET FROMONT - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	3 201 000,00 €	6,25 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITYA IMMOBILIER CHAPET FROMONT
CITYA CHAPET FROMONT
Adresse administrative : 40 BOULEVARD CHASLES
28000 CHARTRES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DOMINIQUE MONTALBETTI, Directeur
N° SIRET : 41310375500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 février 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global en 2015 et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.
Les travaux prescrits sont :
- isolation des façades
- isolation des planchers hauts et bas
- remplacement des menuiseries
- remplacement des chaudières / optimisation du réseau de chauffage
- rénovation de la ventilation
- éclairage basse consommation
- Instrumentation et suivi des performances

Cep ACTUEL : entre 152 et 190 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : entre 32 et 43 kgeqCO2/m2/an

ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : entre 83 et 94 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : B
Emissions GES PROJET: entre 19 et 21 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C et D

Description :
année de construction : 1976
nombre de bâtiments : 7
nombre de logements : 148
nombre de lots : 153
surface (m²) : 14640
mode de chauffage actuel : gaz
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz
consommation annuelle : 7 440 MWh

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m²SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	1 630 000,00	50,92%
isolation des planchers hauts et bas	184 000,00	5,75%
remplacement des menuiseries	438 000,00	13,68%
optimisation du réseau de chauffage	76 000,00	2,37%
rénovation de la ventilation	319 000,00	9,97%
éclairage basse consommation	8 000,00	0,25%
honoraires	385 000,00	12,03%
entretien et sécurité	141 000,00	4,40%
instrumentation et suivi des performances	20 000,00	0,62%
Total	3 201 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 883 000,00	90,07%
subvention Région	200 000,00	6,25%
CEE	118 000,00	3,69%
Total	3 201 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique énergie climat	6 992,50 €
2016	Politique énergie climat	36 494,00 €
	Montant total	43 486,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014841

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SCD 281 RUE DU FAUBOURG SAINT ANTOINE 75011 PARIS - FONCIA GOBELINS - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	854 477,00 €	16,83 %	143 820,00 €
	Montant Total de la subvention		143 820,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA GOBELINS
Adresse administrative : 100 BD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur David QUINTANA, SYNDIC
N° SIRET : 38820302800070

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et souhaitant réduire son empreinte écologique, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.
Les travaux prescrits sont :
- isolation des façades
- isolation des planchers hauts et bas
- remplacement des menuiseries
- rénovation de la ventilation

Cep ACTUEL : 181 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : 52 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : 79 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : B
Emissions GES PROJET: 21 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : D

Description :

année de construction : 1970
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 38
nombre de lots : 127
surface (m²) : 2397
mode de chauffage actuel : fioul collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : fioul individuel
consommation annuelle : 378 MWh

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation de façades	368 352,00	43,11%
isolation des planchers hauts et bas	120 256,00	14,07%
remplacement des menuiseries	310 686,00	36,36%
renovation de la ventilation	55 183,00	6,46%
Total	854 477,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris	228 000,00	26,68%
certificats économies énergie	17 133,00	2,01%
Region ile de france	143 820,00	16,83%
FONDS PROPRES	465 524,00	54,48%
Total	854 477,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	143 820,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	697 847,75 €
	Montant total	697 847,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014842

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC - 10 ALLEE DE FONTAINEBLEAU 75019 PARIS- FONCIA PARIS - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 622 787,00 €	12,32 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA PARIS
Adresse administrative : 12 RUE LE PELETIER
75009 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Jian VOSSEN, Gestionnaire de copropriété
Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS
N° SIRET : 62205868300138

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global en 2015 et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.
Les travaux prescrits sont :
- isolation des façades
- isolation des planchers hauts et bas
- remplacement des menuiseries
- optimisation du réseau de chauffage
- rénovation de la ventilation

Cep ACTUEL : 199 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : 33 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : D

Cep PROJET : entre 93 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : B
Emissions GES PROJET: entre 15 kgeqCO2/m2/an

ETIQUETTE GES DPE : C

Description :
année de construction : 1978
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 117
nombre de lots : 273
surface (m²) : 7121
mode de chauffage actuel : réseau CPCU
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : réseau CPCU
consommation annuelle : 1 400 MWh

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	650 000,00	40,05%
isolation des planchers hauts et bas	5 330,00	0,33%
remplacement des menuiseries	860 000,00	53,00%
optimisation du réseau de chauffage	37 641,00	2,32%
rénovation de la ventilation	69 816,00	4,30%
Total	1 622 787,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	200 000,00	12,32%
fonds propres	1 422 787,00	87,68%
Total	1 622 787,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Politique énergie climat	6 950,00 €
	Montant total	6 950,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014844

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC 63-67 RUE JAURES 2-8 ALLEE DE ALYSSES 91300 MASSY - PROXIGES - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 622 500,00 €	12,33 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROXIGES
Adresse administrative : 61 RUE JOUFFROY D'ABBANS
75017 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Samy AMINE, Gestionnaire chez PROXIGES
N° SIRET : 53942433300034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global en 2015 et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.
Les travaux prescrits sont :
- isolation des façades
- isolation de la toiture
- remplacement des menuiseries
- remplacement des chaudières
- rénovation de la ventilation

Cep ACTUEL : 219 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Emissions GES Actuel : 49 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : 100 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C

Emissions GES PROJET: 21 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : D
Description :
année de construction : 1963
nombre de bâtiments : 3
nombre de logements : 57
surface (m²) : 4355
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	638 000,00	39,32%
réfection de la toiture	109 000,00	6,72%
remplacement des menuiseries	416 000,00	25,64%
rénovation de la chaufferie	200 000,00	12,33%
rénovation de la ventilation	86 500,00	5,33%
honoraires	173 000,00	10,66%
Total	1 622 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
certificats économies énergie	56 000,00	3,45%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	12,33%
FONDS PROPRES	1 366 500,00	84,22%
Total	1 622 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	Politique énergie climat	32 605,00 €
	Montant total	32 605,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014845

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC - 16/22 RUE BIZET 8/14 ALLEE LULLY 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE - COOPERATION ET FAMILLE - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	30 600,00 €	50,00 %	15 300,00 €
	Montant Total de la subvention		15 300,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATION ET FAMILLE
Adresse administrative : 18 AV ALSACE TOUR BETWEEN - BAT C
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Eric MADELRIEUX, Président
N° SIRET : 58208866200033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La copropriété a souhaité s'engager dans une mission de maitrise d'œuvre en préalable à la définition d'un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.
Les travaux envisagés sont :
- isolation des façades par l'extérieur
- optimisation du réseau de chauffage
- rénovation de la ventilation
- suivi d'exploitation

Cep ACTUEL : 245 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : E
Cep PROJET : 86 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : B

Description :

année de construction : 1965
nombre de bâtiments : 2
nombre de logements : 80

nombre de lots : 238
surface (m²) : 8 535
Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
50% du montant HT du coût éligible

Localisation géographique :
- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de maîtrise d'oeuvre	30 600,00	100,00%
Total	30 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	15 300,00	50,00%
Fond propres	15 300,00	50,00%
Total	30 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	100 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	25 456,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	943 835,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	599 145,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	4 482,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	210 155,00 €
2017	Politique énergie climat	34 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 8 OS 13	1 057 352,97 €
	Montant total	2 874 425,97 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014846

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC - 2/4 RUE LAMARTINE 93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS - CABINET ATM & GAILLARD - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	558 670,00 €	16,58 %	92 640,00 €
	Montant Total de la subvention		92 640,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATM SARL AGENCE ATM
Adresse administrative : 128 RUE ROGER SALENGRO
93140 BONDY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur THIERRY MESGUICH, GERANT
N° SIRET : 34863116900045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC. Les travaux prescrits sont :

- isolation des façades
- remplacement des menuiseries
- réfection de la toiture-terrasse
- isolation des planchers hauts et bas
- remplacement des chaudières / optimisation du réseau de chauffage
- rénovation de la ventilation
- éclairage basse consommation

Cep ACTUEL : 317 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : E
Emissions GES Actuel : 71 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : F

Cep PROJET : 100 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C
Emissions GES PROJET: 21 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : D

Description :
année de construction : 1974
nombre de bâtiments : 2
nombre de logements : 33
nombre de lots : 130
surface (m²) : 1544
mode de chauffage actuel : fioul collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : fioul collectif

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	143 830,00	25,75%
remplacement des menuiseries	107 770,00	19,29%
réfection de la toiture terrasse	28 291,00	5,06%
isolation des planchers hauts et bas	10 582,00	1,89%
optimisation du réseau de chauffage	96 203,00	17,22%
rénovation de la ventilation	54 647,00	9,78%
éclairage basse consommation	10 208,00	1,83%
honoraires	107 139,00	19,18%
Total	558 670,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	92 640,00	16,58%
Fonds propres	466 030,00	83,42%
Total	558 670,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	92 640,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique énergie climat	6 000,00 €
2016	Politique énergie climat	29 550,00 €
	Montant total	35 550,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014854

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC 13-15 RUE CLAUDE DECAEN 75012 - CABINET LOISELET DAIGREMONT - COPRO DURABLE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	2 334 874,00 €	8,57 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 18 BIS RUE DE L OURQ
75019 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : STEPHANE COMPIN, GESTIONNAIRE DE COPROPRIETE
N° SIRET : 54206101500393

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012
Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la réalisation d'un audit global et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC. Les travaux prescrits sont :
- isolation des façades
- isolation des planchers haut et bas
- remplacement des menuiseries
- optimisation du réseau de chauffage
- rénovation de la ventilation
- éclairage basse consommation

Cep ACTUEL : 257 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : E
Emissions GES Actuel : 89 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : 94 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C
Emissions GES PROJET: 29 kgeqCO2/m2/an

ETIQUETTE GES DPE : C

Description :
année de construction : 1972
nombre de bâtiments : 3
nombre de logements : 63
nombre de lots : 102
surface (m²) : 3691
mode de chauffage actuel : réseau CPCU
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : réseau CPCU

Intérêt régional :
Contribution à l'objectif du SRCAE de réduction des consommations énergétiques dans le bâtiment.
Les syndicats de copropriété sont exemptés de l'obligation relative aux 100 000 stages.

Détail du calcul de la subvention :
60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	1 271 540,00	54,46%
isolation des planchers hauts et bas	419 448,00	17,96%
remplacement des menuiseries	513 186,00	21,98%
optimisation réseau de chauffage	74 000,00	3,17%
rénovation de la ventilation	56 700,00	2,43%
Total	2 334 874,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Certificats économies d'énergie	47 000,00	2,01%
Region ile de france	200 000,00	8,57%
fonds propres	2 087 874,00	89,42%
Total	2 334 874,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	Politique énergie climat	4 150,00 €
2017	Politique énergie climat	45 000,00 €
	Montant total	49 150,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013870

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASS TETE DE RESEAU - CLER - COMITE DE LIAISON POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	40 000,00 €	50,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100803- Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLER COMI LIAISON ENERGIES RENOUVELABLES
Adresse administrative : 2B RUE JULES FERRY
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL MAYA, Président
Date de publication au JO : 10 mai 1985
N° SIRET : 35240043600049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un soutien au programme d'actions annuel de l'organisme, les dépenses sont à considérer sur l'ensemble de l'année civile.

Objectifs :
Le CLER est un réseau national qui rassemble des associations dans le domaine des énergies renouvelables. C'est aussi un organisme de formation dans ce domaine. L'association s'est particulièrement investie auprès des collectivités pour les s'engager dans une production et une consommation d'énergie qui autant que possible soit renouvelable. L'objectif du projet est de promouvoir cette démarche en Ile de France.

Description :
Le CLER prévoit pour 2017, trois axes de travail définis ci-dessous.
Des retours d'expérience : le CLER Réseau pour la transition énergétique, avec ses partenaires et en s'appuyant sur son réseau, collectera des retours d'expériences de collectivités ayant mis en place des actions permettant de tendre vers le 100 % énergies renouvelables, que ce soit dans le domaine de la

prospective, du financement des énergies renouvelables ou encore de la gouvernance.
La mise en avant des collectivités les plus avancées : grâce aux retours d'expériences collectés, le CLER mettra en avant les collectivités les plus avancées, notamment au travers d'une carte de France des collectivités ayant mis en place des actions allant vers le 100 % énergies renouvelables.
La promotion du concept de collectivité 100 % énergies renouvelables : le CLER fera mieux connaitre les enjeux et intérêts d'une démarche vers le 100 % énergies renouvelables pour une ville, notamment au travers d'interventions dans des débats et conférences comme les Assises de l'Energie et par un évènement prévu durant l'automne 2017.

Moyens mis en œuvre :
L'association CLER mettra à disposition une salariée affectée sur le projet et la logistique d'un événement parisien qui sera organisé avec les partenaires du CLER à l'automne 2017. L'association met à disposition ses locaux pour héberger les activités de sa salariée.

Intérêt régional : Le développement des énergies renouvelables est un axe fort de la politique régionale. Dans son SRCAE, la Région Ile-de-France s'est fixée comme objectif de multiplier par 1,9 sa production d'énergies renouvelables d'ici à 2020 et d'atteindre ainsi 11 % de la consommation régionale couverte par des énergies renouvelables. Cet objectif contribue à l'amélioration de la qualité de l'air et offre des perspectives en termes de créations d'emplois ou de développement de nouvelles filières. Dans un contexte où la sécurité d'approvisionnement est un enjeu clé et où l'on connait maintenant mieux les bénéfices macro-économiques des énergies renouvelables et le potentiel de création d'emplois, le projet du CLER vise à promouvoir le développement des énergies renouvelables et les liens entre les territoires urbains et ruraux.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois. L'association doit respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Public(s) cible(s) :
Le projet vise à faire connaître aux élus locaux et territoriaux d'Ile de France les outils à leur disposition pour tendre vers 100 % d'énergies renouvelables. Il a également pour objectif de mobiliser un nombre important d'acteurs (particuliers, collectivités, entreprises, associations) et à faire passer d'un niveau précurseur à une échelle plus large en donnant envie d'agir.

Détail du calcul de la subvention
Conformément à l'article 3 au dispositif de soutien aux associations dans le secteur de l'environnement, 50% du montant du projet plafonné à 50 000 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	37 000,00 €
2016	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	20 000,00 €
	Montant total	57 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014870

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SERVICE LOCAL D'INTERVENTION POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE (SLIME) - CD 94 - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	50 000,00 €	20,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-65733-475001-1700
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94054 CRETEIL
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Christian FAVIER, Président
N° SIRET	:	22940028800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Reconduction d'un programme d'action pluri-annuel et préalablement accompagné par la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Mise en œuvre d'un dispositif de visites à domicile - Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie - SLIME - pour la lutte contre la précarité énergétique. Articulation avec une Plateforme Locale de Rénovation Energétique inclusive.

Description :
Des équipes d'ambassadeurs de l'énergie sont formées et dédiées à 3 territoires pilotes. Elles assurent des visites à domicile en prodiguant des conseils comportementaux (éco-gestes) et remettent de petits matériels (lampe basse consommation, multi-prise à interrupteur, chaton de porte, etc...) aux ménages.

Moyens mis en œuvre :
Un ingénieur assure l'animation du dispositif et les relations partenariales. Il est également mobilisé sur les formations techniques.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes en situation de précarité énergétique, qui en définitive seront les bénéficiaires.

Détail du calcul de la subvention :
En appui sur la mesure 1 de la délibération CR n° 46-12 du 23 novembre 2012.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGE D'ANIMATION SLIME	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	10 000,00	20,00%
CD VAL DE MARNE	40 000,00	80,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	95 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	4 951 650,30 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	12 956 555,50 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 157 778,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 261 500,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 567 150,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 800 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	142 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	76 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	530 990,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	450 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 548 361,76 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	-2 217 545,93 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	116 604,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2015	Politique énergie climat	100 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	3 035 865,93 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 090 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	58 900,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	7 401 563,80 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	650 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2017	Programme de résidences d'écrivains (Organismes)	3 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	159 113,17 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
	Montant total	54 248 032,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013878

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COTISATION 2017 - AMORCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	13 689,00 €	100,00 %	13 689,00 €
	Montant Total de la subvention		13 689,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6281-175001-1700
17500103- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMORCE MAITRES OUVRAGES PUBLICS
Adresse administrative : 18 RUE GABRIEL PERI
69100 VILLEURBANNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nicolas GARNIER, Délégué
N° SIRET : 34776211400044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement

Objectifs :
AMORCE, association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur. Fondée en 1987, avec une cinquantaine d'adhérents, elle en fédère aujourd'hui 821.
Cette dynamique d'adhésion se poursuit et concerne un éventail toujous plus large de collectivités et de professionnels. Plus de 552 collectivités territoriales réparties sur l'ensemble de al France (regroupant plus de 60 millions d'habitants, plus de 254 professionnels sont adhérents à AMORCE.

Description :
La Région a adhéré en 2008 à AMORCE au regard des enjeux de plus en plus importants que représentent la valorisation des déchets et l'énergie pour l'Ile-de-France.

Les ressources de l'association proviennent à plus de 75% des cotisations de ses membres, AMORCE ne bénéficie d'aucune subvention. Sa structure financière et la forte représentativité des élus locaux (3/4 des sièges au conseil d'administration) garantissent son indépendance et sa crédibilité pour défendre les positions des collectivités et de leurs partenaires en matière de déchets et d'énergie.

Un lieu d'échanges et d'information

AMORCE constitue un lieu unique de partage des connaissances et des expériences entre collectivités territoriales et professionnels sur les questions de déchets, d'énergie et de réseaux de chaleur.

Ce réseau d'élus et de techniciens de terrain permet à chacun de disposer des informations les plus récentes et les plus pertinentes.
Chaque année, plusieurs actions et manifestations sont organisées en partenariat avec l'ADEME.

La valeur du réseau AMORCE est fondée sur la qualité des informations collectées et diffusées ainsi que sur l'expertise de son équipe technique constituée d'un Pôle de Compétence sur les déchets et d'un Pôle de Compétence sur l'énergie en les réseaux de chaleur. Au fil des années, AMORCE a acquis des connaissances issues du terrain et des compétences qu'elle met à la disposition de ses adhérents.

Moyens mis en œuvre :
Forte de son expertise Amorce contribue depuis plus de 25 ans à l'amélioration des Services Publics Locaux et des politiques écologiques territoriales. L'association accompagne ses adhérents dans l'exercice de leurs compétences et met à disposition des ressources humaines et techniques.
L'association représente ses adhérents auprès des institutions françaises et européennes afin de défendre leurs intérêts et leurs propositions.

En s'appuyant sur les préoccupations des collectivités territoriales, AMORCE fait des propositions aux niveaux national (Gouvernement, Assemblée, Sénat) et européen (Parlement, Commission Européenne) pour améliorer les conditions économiques, techniques et juridiques de gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur par les collectivités territoriales.

AMORCE est en permanence une force de critiques et de propositions, en prise directe avec ses adhérents.

AMORCE est présente dans la plupart des instances nationales (Conseil d'Administration et Commission des aides de l'ADEME, Conseil National des Déchets, Commission d'agrément Emballages, DEEE) ainsi que dans un grand nombre de groupes de travail nationaux (comité EnR, labels énergétiques..). Elle y défend avec exigence et fermeté le point de vue des collectivités territoriales.
AMORCE a largement contribué au Grenelle de l'Environnement.

AMORCE participe à plusieurs réseaux européens. AMORCE est membre actif de l'ACR+ (association européenne des collectivités pour la gestion de déchets), d'Energie Cités (association européenne des collectivités pour l'énergie) et de Euroheat and Power (association européenne des réseaux de chaleur). Cette collaboration permet de connaître les pratiques des autres villes européennes.

AMORCE peut ainsi faire entendre la voix des collectivités territoriales dans l'élaboration de la politique européenne des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur.

Programme de travail 2017 :
LES MANIFESTATIONS 2017
• 10èmes Rencontres AMORCE – Eco-organismes (Jan.-Févr. 2017 – Paris)
• Colloque Energie Avril-mai 2017 :
• Transition énergétique et montages juridiques, fiscaux et financiers
• L'énergie sur le patrimoine des collectivités : moins consommer, mieux acheter et produire localement
• Vers des plans territoriaux de lutte contre la précarité énergétique des collectivités locales,
• Comment massifier/financer la rénovation énergétique ?
• Distribution d'énergies : maîtriser et coordonner le développement de ses réseaux

• Colloque Déchet - Juin 2017 :
• Financer l'économie circulaire : recycler plus et payer moins ?
• Prévention des déchets : mythe ou réalité ?
• Valorisation énergétique des déchets : Quel avenir ?
• Planification des déchets : quels moyens pour quel objectif ?
• 31ème Congrès National d'AMORCE (18 – 20 Octobre 2017 – Clermont-Ferrand)
LES EVENEMENTS 2017
– Assises européennes de la transition énergétique (25-27 Jan. 2017, Bordeaux)
– Assises des déchets (27-28 sept. 2017, Nantes)
– Pollutec (Dec. 2017, Paris)
– Salon des Maires (Paris – 21-23 Nov. 2017)
– Convention nationale de l'ADCF (Automne 2017)
– Conférence des villes – France Urbaine (Automne 2017)
– Congrès de Régions de France (Automne 2017

Intérêt régional : AMORCE est aujourd'hui reconnue comme interlocuteur incontournable de la gestion des déchets par les collectivités territoriales. Les réponses techniques, économiques, juridiques et fiscales aux adhérents, les groupes de travail, les publications et la mise en réseau, la veille juridique et la défense des intérêts des collectivités sont autant de missions d'AMORCE qui participent aux réflexions nationales et aux propositions d'évolutions réglementaires pour une meilleure gestion des déchets dans les territoires.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 689,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	13 635,00 €
2016	Versement des cotisations annuelles à divers organismes agissant dans le domaine de l'environnement	13 635,00 €
	Montant total	27 270,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015801

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FRANCILBOIS - INTERPROFESSION REGIONALE DE LA FILIERE BOIS - ACCOMPAGNER LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE BOIS CONSTRUCTION PUBLIQUE EXEMPLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	64 800,00 €	50,00 %	32 400,00 €
	Montant Total de la subvention		32 400,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IRBF IDF INTERPROF BOIS FORET ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	19 RUE DES CHAMPS CORBILLY 94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur STEPHANE MICHEL, Délégué Général
Date de publication au JO	:	20 mai 2012
N° SIRET	:	49797619100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le déploiement en Ile-de-France de la charte bois construction publique exemplaire est une action préalable au lancement de la stratégie régionale pour la forêt et le bois dont le rapport cadre sera soumis au vote du Conseil régional le 23 novembre 2017. Francîlbois, en tant qu'interprofession régionale de la filière bois, est une pièce centrale dans la mise en œuvre de cette charte, et plus largement dans la structuration de la filière. La consolidation de son rôle d'interface avec les acteurs de la filière garantira l'efficacité de l'action régionale, d'autant que l'interprofession se trouve aujourd'hui dans une situation financière critique.

Objectifs :
La charte bois construction publique exemplaire est un moyen de stimuler le passage à l'acte de construire ou d'aménager avec le bois, d'augmenter la part de bois dans la construction, et d'initier une dynamique d'acquisition de compétences et de culture bois.

L'augmentation du nombre de signataires (une vingtaine d'ici fin 2017) se traduira par un stockage additionnel de CO2 dans les produits bois, limitant ainsi l'empreinte du secteur de la construction sur le changement climatique.

Description :
La charte bois construction publique exemplaire, lancée par les services de l'État, la Région et l'interprofession de la filière forêt et bois d'Île-de-France en octobre 2015, vise à inciter et à engager les maîtres d'ouvrages publics (collectivités, bailleurs sociaux,...) à augmenter la part du bois dans leurs projets de constructions et de rénovations en Île-de-France, en valorisant si possible le bois et les entreprises « locales ». En effet, cette charte comporte un engagement des maîtres d'ouvrages publics et bailleurs sociaux en terme d'intégration d'un volume de bois dans la réalisation d'une construction et d'une rénovation, un plan d'action (exemplarité de la maîtrise d'ouvrage publique, communication, formation, etc.) et une boîte à outils contenant des fiches argumentaires, techniques, informatives et pratiques afin d'aider à la réalisation des engagements.
La mise en œuvre de la charte bois construction publique exemplaire consiste à :
1. Promouvoir la charte auprès des maîtres d'ouvrage publics et des bailleurs sociaux identifiés ;
2. Accompagner les signataires dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets ;
3. Faciliter la mise en relation des signataires avec les professionnels compétents ;
4. Organiser une convention annuelle ayant pour objectif de communiquer sur les résultats obtenus par les projets.

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains:
L'action mobilise le réseau d'acteurs professionnels animé par Francîlbois (programmistes, architectes, bureaux d'études, entreprises, …) auxquels les maîtres d'ouvrage signataires peuvent s'adresser pour acquérir les connaissances nécessaires à la réalisation de leurs projets utilisant le matériau bois.

Moyens techniques:
L'interprofession tiendra à jour et mettra à disposition de la Région un système d'information (base de données des contacts, des échanges, des projets et de leur suivi), un mémento de présentation de la charte à destination des signataires et des acteurs de la construction ainsi qu'un kit d'outils destiné aux signataires et aux référents techniques.

Intérêt régional :
L'intérêt régional vis-à-vis de cette action est en particulier de renforcer le positionnement de Francîlbois, pièce centrale de la mise en œuvre de la future stratégie régionale pour la forêt et le bois, en tant qu'interprofession régionale de la filière forêt-bois
L'association doit respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public visé par l'action est essentiellement composé des acteurs de la maîtrise d'ouvrage publique et des bailleurs sociaux.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif de soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR108-13 du 21/11/2013), les subventions proposées pour le renforcement et la professionnalisation de l'animation de réseau sont d'un montant maximum de 50 000 € correspondant au plus à 50% du montant du projet

associatif consubstantiel à la tête de réseau.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	48 600,00	75,00%
Coûts externes	16 200,00	25,00%
Total	64 800,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	32 400,00	50,00%
Subvention État - DRIAAF (sollicitée)	15 000,00	23,15%
Autofinancement	17 400,00	26,85%
Total	64 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	PASS Filière - Animation du plan d'action	60 000,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	42 094,00 €
2015	PASS Filière - Animation du plan d'action	110 000,00 €
2015	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	88 967,00 €
2016	PASS Filière - Animation du plan d'action	40 000,00 €
2016	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	64 735,50 €
	Montant total	405 796,50 €

ANNEXE 3 : CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE RELATIVE A L'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE SCHEMA REGIONAL BIOMASSE

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE
POUR LA PASSATION ET L'EXECUTION DE MARCHES
D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
POUR L'ELABORATION DU SCHEMA REGIONAL BIOMASSE

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dont le siège est domicilié 35 boulevard des Invalides 75007 Paris.

ci-après dénommée « la Région Ile-de-France »

Et

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement,

Ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé – PB 90406 – 49004 Angers cedex 01, représentée par Monsieur Bruno LECHEVIN agissant en qualité de Président.

ci-après dénommée « l'ADEME »

- *Vu le code général des collectivités territoriales*
- *vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*
- *Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics*
- *Vu la délibération n° CP 2017-554 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 22 novembre autorisant le groupement de commande*
- *Vu la délibération n° CP 2017-034 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 27 janvier 2017 relative au financement du marché*

PREAMBULE

Suite à la loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte promulguée le 17 août 2015, et comme précisé dans l'article L222 – 3-1 du code de l'environnement modifié par l'ordonnance du 27 juillet 2016, « *le représentant de l'Etat dans la Région et le Président du Conseil régional élaborent conjointement un schéma régional biomasse qui définit, en cohérence avec le plan régional de la forêt et du bois et les objectifs relatifs à l'énergie et au climat fixés par l'Union européenne ainsi que ceux en matière de valorisation du potentiel énergétique renouvelable et de récupération fixés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, des objectifs de développement de l'énergie biomasse. Ces objectifs tiennent compte de la quantité, de la nature et de l'accessibilité des ressources disponibles ainsi que du tissu économique et industriel. Les objectifs incluent les sous-produits et déchets dans une logique d'économie circulaire.* ».

Le décret n° 2016-1134 du 19 août 2016 relatif à la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse et aux schémas régionaux biomasse en précise les contenu, périmètre, gouvernance et objectifs.

Dans le cadre de la co-élaboration, il a été décidé entre la Région Ile de France, l'Etat et l'ADEME, d'avoir recours à une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO).

Ainsi, le Conseil Régional d'Île-de-France et l'ADEME ont décidé de confier à des prestataires la mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour l'élaboration du Schéma Régional Biomasse Ile-de-France.

Ces assistants à maitrise d'ouvrage seront mobilisés sur :

- Une mission principale (lot 1) :
    - o l'établissement d'un état des lieux qualitatif et quantitatif des gisements et des potentiels de mobilisation de la biomasse ;
    - o la définition d'un plan d'action qui précise les orientations et actions à mettre en œuvre à l'échelle régionale ou infra-régionale pour favoriser le développement des filières de production et de valorisation de la biomasse susceptible d'avoir un usage énergétique ;
- Deux missions annexes relatives à l'évaluation des dispositifs de soutien au développement de filières de valorisation de la biomasse :
    - o L'appel à projet commun ADEME / Région pour le développement de la méthanisation (lot 2) ;
    - o Le dispositif d'aides aux chaufferies biomasse de petite puissance de la Région (lot 3).

CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région Ile de France et l'ADEME conviennent, par la présente convention de se constituer en groupement, conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, pour la passation, le suivi et l'exécution de marchés d'assistance à maitrise d'ouvrage pour l'élaboration du schéma régional biomasse (3 lots).

Conformément à l'article 28-II de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, la présente convention constitutive du groupement, signée par ses membres, définit les règles de fonctionnement du groupement et confie à la Région la

charge de mener toute la procédure de passation et d'exécution des marchés publics, au nom et pour le compte de l'autre membre.

ARTICLE 2 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes comprend les membres énumérés ci-après :

- la Région Ile-de-France représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE ou son représentant,
- l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) représentée par son Président, Monsieur Bruno LECHEVIN.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement s'engage à :

- participer aux réunions de préparation avant le lancement de la procédure ;
- fournir tous les documents en sa possession jugés nécessaires à la réalisation des missions confiée aux titulaires ;
- Procéder au paiement des prestations conformément aux clauses et au calendrier prévu dans les marchés.

ARTICLE 4 : LE COORDONNATEUR

4.1 : Désignation du coordonnateur

La Région Ile-de-France est désignée comme Coordonnateur du groupement de commandes, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

4.2 : Missions du coordonnateur

1. *Organisation des opérations de passation des marchés publics*

Le Coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des dispositions légales et règlementaires applicables, et en particulier des dispositions du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des procédures de publicité et de mise en concurrence applicables à la passation des marchés d'assistance à maitrise d'ouvrage.

Cette mission implique notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive, que le Coordinateur exécute les actions suivantes :

- la rédaction du dossier de consultation des entreprises ;
- l'envoi de la publicité sur les supports adéquats ;
- la réception et l'ouverture des plis ;
- l'analyse et la sélection des candidatures et des offres ;
- la conduite des éventuelles négociations avec les candidats ;
- la rédaction du rapport d'analyse des offres ;
- les modalités d'achèvement de la procédure (demande des documents à l'attributaire, lettres de rejet, avis d'attribution) ;

- le cas échéant, la relance d'une consultation pour les lots déclarés sans suite ou infructueux.

Le Coordonnateur informe ainsi l'ADEME des grandes phases d'avancement de la passation : envoi de la publicité, proposition d'attribution, notification.

L'ADEME est associée à la décision d'attribution des marchés.

2. *Signature et notification des marchés publics*

Le Coordonnateur est chargé de signer et notifier les marchés et, le cas échéant, les avenants auprès des contractants retenus.

3. *Exécution des marchés publics*

Le Coordonnateur est chargé d'exécuter les marchés au nom des membres du groupement notamment en ce qui concerne l'envoi des ordres de service (OS) et le cas échéant, l'émission des bons de commandes et la conclusion d'avenants, en accord avec l'ADEME.

A ce titre, il assure notamment le contrôle de l'exécution et la constatation du service fait.

4. *Gestion du contentieux*

Le Coordonnateur est chargé de gérer le contentieux lié à la procédure de passation des marchés et durant l'exécution pour le compte des membres du groupement.

Le coordonnateur informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

Le coordonnateur pourra ester en justice pour le compte des membres du groupement, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera précédée de l'accord des parties à la convention.

ARTICLE 5 : PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Compte tenu de la valeur estimée des besoins, les marchés seront attribués à l'issue d'une procédure adaptée dans les conditions définies à l'article 27 du décret n°2016-360, par une consultation unique.

Ils sont allotis en 3 lots comme suit :

- Lot 1 : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage général sur le Schéma Régional Biomasse (SRB), dont une partie forfaitaire et une partie à prix unitaires (bons de commande) ;
- Lot 2 : Evaluation du dispositif de soutien à la méthanisation pour un prix global et forfaitaire ;
- Lot 3 : Evaluation du dispositif de soutien des chaufferies de petite puissance pour un prix global et forfaitaire.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le montant global des marchés est estimé à 174 000 € TTC.

Chaque membre est chargé de l'exécution financière des marchés selon la répartition suivante :

- Pour la partie forfaitaire du lot 1 et l'intégralité des lots 2 et 3 : répartition à parts égales entre la Région et l'ADEME ;
- Pour la partie à prix unitaires du lot 1 et les frais de publication : prise en charge à 100% par la Région.

Les prestataires devront adresser directement les factures à chacun des membres du groupement selon la répartition prévue.

Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture dans la collectivité ou à compter de la date du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

Les marchés d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée supérieure à 2 mois donneront lieu au versement d'une avance de 5%, conformément aux dispositions de l'article 110 du décret n°2016-360. L'avance sera versée intégralement par la Région.

Conformément à l'article 111 du décret, le remboursement de l'avance sera imputé sur les sommes dues au titulaire par la Région, selon un rythme et des modalités fixés par le marché.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Elle prend fin au terme de l'exécution de tous les marchés qui en sont l'objet.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant, approuvé par la Région Ile-de-France et l'ADEME selon les règles qui leur sont propres**.** La modification ne prend effet que lorsque chaque avenant aura être accepté et approuvé par les membres du groupement.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Les membres du groupement s'engagent à préserver la stricte confidentialité des informations et/ou des données, sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient, divulguées par un membre du groupement à un ou plusieurs autres membres dans le cadre de la présente, et sous réserve que le membre du groupement qui divulgue ait indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel.

Par ailleurs chaque membre du groupement s'engage à respecter le secret sur toutes les informations ayant trait au prix, au contenu et conditions des offres qui sont considérées comme confidentielles.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie dans un délai de un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, il sera fait appel à la médiation du Tribunal Administratif de Paris dans le cadre des dispositions de l'article L.213-5 du Code de Justice Administrative.

Pour le Conseil Régional d'Ile-de-France	Pour l'ADEME
La Présidente Valérie PECRESSE	Le Président et par délégation le Directeur de l'Action Régionale Ouest Gwénaël GUYONVARCH

ANNEXE 4 : CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE RELATIVE A L'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'EVALUATION DU SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE
POUR LA PASSATION ET L'EXECUTION D'UN MARCHE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'EVALUATION
DU SCHEMA REGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ENERGIE

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dont le siège est domicilié 35 boulevard des Invalides 75007 Paris.

ci-après dénommée « la Région Ile-de-France »

Et

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement,

Ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé – PB 90406 – 49004 Angers cedex 01, représentée par Monsieur Bruno LECHEVIN agissant en qualité de Président.

ci-après dénommée « l'ADEME »

- *Vu le code général des collectivités territoriales,*
- *vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,*
- *Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,*
- *Vu la délibération n° CP 2017-554 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 22 novembre autorisant le groupement de commande,*
- *Vu la délibération n° CP 2017-284 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 5 juillet 2017 relative au financement du marché,*

PREAMBULE

Selon les termes de l'article L-222-1 du code de l'environnement,

I – « Le préfet de région et le président du conseil régional d'Ile-de-France élaborent conjointement le projet de schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, après consultation des collectivités territoriales concernées et de leurs groupements. »

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie a été approuvé par le Conseil régional le 23 novembre 2012 et arrêté par le Préfet de région le 14 décembre 2012.

III – « Au terme d'une période de six ans, le schéma fait l'objet d'une évaluation et peut être révisé, à l'initiative conjointe du préfet de région et du président du conseil régional, en fonction des résultats obtenus dans l'atteinte des objectifs fixés et, en particulier, du respect des normes de qualité de l'air. »

Dans le cadre d'une évaluation conjointe, il a été décidé entre la Région Ile de France, l'Etat et l'ADEME, d'avoir recours à une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO).

Ainsi, le Conseil Régional d'Île-de-France et l'ADEME ont décidé de confier à des prestataires la mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la rédaction de l'évaluation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie.

L'assistance à maitrise d'ouvrage sera mobilisée sur :

- la rédaction de l'évaluation du SRCAE en appui de l'équipe projet (composée d'agents de l'ADEME, de la DRIEE et de la Région) et en considérant les réflexions des groupes de travail et des acteurs de l'énergie,
- la rédaction d'une synthèse communicante qui permet de rendre accessible, à l'ensemble des collectivités et au grand public, les éléments de l'évaluation.

CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région Ile de France et l'ADEME conviennent, par la présente convention de se constituer en groupement, conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-699 du 23 juillet 2015, pour la passation, le suivi et l'exécution de marchés d'assistance à maitrise d'ouvrage pour l'évaluation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie .

Conformément à l'article 28-II de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, la présente convention constitutive du groupement, signée par ses membres, définit les règles de fonctionnement du groupement et confie à la Région la charge de mener toute la procédure de passation et d'exécution des marchés publics, au nom et pour le compte de l'autre membre.

ARTICLE 2 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes comprend les membres énumérés ci-après :

- la Région Ile-de-France représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE ou son représentant,

- l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) représentée par son Président, Monsieur Bruno LECHEVIN.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement s'engage à :

- participer aux réunions de préparation avant le lancement de la procédure ;
- fournir tous les documents en sa possession jugés nécessaires à la réalisation des missions confiée aux titulaires ;
- Procéder au paiement des prestations conformément aux clauses et au calendrier prévu dans les marchés.

ARTICLE 4 : LE COORDONNATEUR

4.1 : Désignation du coordonnateur

La Région Ile-de-France est désignée comme Coordonnateur du groupement de commandes, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

4.2 : Missions du coordonnateur

1. *Organisation des opérations de passation des marchés publics*

Le Coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des dispositions légales et règlementaires applicables, et en particulier des dispositions du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des procédures de publicité et de mise en concurrence applicables à la passation des marchés d'assistance à maitrise d'ouvrage.

Cette mission implique notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive, que le Coordinateur exécute les actions suivantes :

- la rédaction du dossier de consultation des entreprises ;
- l'envoi de la publicité sur les supports adéquats ;
- la réception et l'ouverture des plis ;
- l'analyse et la sélection des candidatures et des offres ;
- la conduite des éventuelles négociations avec les candidats ;
- la rédaction du rapport d'analyse des offres ;
- les modalités d'achèvement de la procédure (demande des documents à l'attributaire, lettres de rejet, avis d'attribution) ;
- le cas échéant, la relance d'une consultation pour les lots déclarés sans suite ou infructueux.

Le Coordonnateur informe ainsi l'ADEME des grandes phases d'avancement de la passation : envoi de la publicité, proposition d'attribution, notification.

L'ADEME est associée à la décision d'attribution des marchés.

2. *Signature et notification des marchés publics*

Le Coordonnateur est chargé de signer et notifier les marchés et, le cas échéant, les avenants auprès des contractants retenus.

3. *Exécution des marchés publics*

Le Coordonnateur est chargé d'exécuter les marchés au nom des membres du groupement notamment en ce qui concerne l'envoi des ordres de service (OS) et la conclusion d'avenants, en accord avec l'ADEME.

A ce titre, il assure notamment le contrôle de l'exécution et la constatation du service fait.

4. *Gestion du contentieux*

Le Coordonnateur est chargé de gérer le contentieux lié à la procédure de passation des marchés et durant l'exécution pour le compte des membres du groupement.

Le coordonnateur informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

Le coordonnateur pourra ester en justice pour le compte des membres du groupement, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera précédée de l'accord des parties à la convention.

ARTICLE 5 : PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Les marchés seront attribués à l'issue d'une procédure adaptée dans les conditions définies à l'article 27 du décret n°2016-360, par une consultation unique.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le montant global maximal du marché est estimé à 60 000 € TTC.

Pour l'exécution du marché, la Région et l'ADEME participerons à part égale, à hauteur de 50 % chacune.

Les prestataires devront adresser directement les factures à chacun des membres du groupement selon la répartition entre la Région et l'ADEME.

Les prestataires devront adresser directement les factures à chacun des membres du groupement selon la répartition à parts égales entre la Région et l'ADEME ; Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture dans la collectivité ou à compter de la date du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Elle prend fin au terme de l'exécution du marché qui en est l'objet.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant, approuvé par la Région Ile-de-France et l'ADEME selon les règles qui leur sont propres**.** La modification ne prend effet que lorsque chaque avenant aura être accepté et approuvé par les membres du groupement.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Les membres du groupement s'engagent à préserver la stricte confidentialité des informations et/ou des données, sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient, divulguées par un membre du groupement à un ou plusieurs autres membres dans le cadre de la présente, et sous réserve que le membre du groupement qui divulgue ait indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel.

Par ailleurs chaque membre du groupement s'engage à respecter le secret sur toutes les informations ayant trait au prix, au contenu et conditions des offres qui sont considérées comme confidentielles.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie dans un délai de un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, il sera fait appel à la médiation du Tribunal Administratif de Paris dans le cadre des dispositions de l'article L.213-5 du Code de Justice Administrative.

Pour le Conseil régional d'Ile-de-France	Pour l'ADEME
La Présidente Valérie PECRESSE	Le Président et par délégation le Directeur de l'Action Régionale Ouest Gwénaël GUYONVARCH

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-559

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE PRÉVENTION ET DE VALORISATION DES DÉCHETS CINQUIÈME AFFECTATIONS 2017 ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE "EMPLOIS D'INSERTION ENVIRONNEMENT" TROISIÈME AFFECTATION 2017 AVIS SUR L'AVANT-PROJET DE PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS NORMANDIE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement n°360/2012 de la Commission Européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis

VU Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité

VU Le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales

VU Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 541-13 et suivants

VU La délibération n° CR 09-860 du 24 septembre 2009 relative aux Emplois d'insertion environnement (convention type)

VU La délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n° CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation

VU La délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 relative au dispositif Ile-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté

VU La délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la Région vers un objectif « zéro déchet » en Ile de France

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017

VU La délibération n° CR 92-15 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional

VU La délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets

VU La délibération n° CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté

VU La convention passée avec l'Association Urban Deco pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-93-04, approuvée par la délibération n° CP 15-475 du 09 juillet 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2016

VU La convention passée avec l'Association Urban Deco pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-93-01, approuvée par la délibération n° CP 15-364 du 17 juin 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2016

VU La convention passée avec l'Association Etudes et Chantiers IDF pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-91-05, approuvée par la délibération n° CP 15-728 du 08 octobre 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2016

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-559 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets**, au financement des opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets pour un montant un montant total de **269 161,00 €** selon la répartition suivante :

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Subvention Régionale
17014918	Développement d'une smart application de mise en relation entre acteurs pour lutter contre le gaspillage alimentaire	Association Hop Hop Food	25 000,00 €
17014919	Création de la recyclerie spécialisée	Association la Textilerie	16 500,00 €
17014920	Acquisition de composteurs	Communauté d'agglomération Versailles Grand parc	23 509,00 €
17014922	Amélioration de la collecte sélective : mise en place de bornes enterrées	Syndicat Tri Action	3 092,00 €
17014923	Amélioration de la collecte sélective : mise en place de bornes enterrées	Grand Paris Aménagement	51 060,00 €
17014925	Modernisation du centre de tri Paris 15	SYCTOM	150 000,00 €

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets ,modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **269 161,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Code fonctionnel 71 « Actions transversales », Programme PR 71-009 (471009) « Actions territorialisées », Action 471009023 « économie circulaire – déchets - actions territorialisées » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 de la délibération. Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 Volet 3 : « transition écologique et énergétique » Sous-volet 32 : « économie circulaire et économie des ressources» Projet 321 : stratégie de prévention des déchets »

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif **Fonds propreté**, au financement des opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets pour un montant total de **783 039,53 €** selon la répartition suivante :

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Subvention Régionale
17014831	Fonds propreté	Département de Seine et Marne	337 000,00 €
17014832	Fonds propreté	Smetom Geeode	157 800,00 €
17014833	Fonds propreté	Commune du Perreux sur Marne	17 579,53 €
17014834	Fonds propreté	Commune de Mennecy	19 212,00 €
17014835	Fonds propreté	Commune de Villiers sur Marne	119 448,00 €
17014914	Fonds propreté	SIREDOM	132 000,00 €

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016, au titre du dispositif Fonds propreté susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **783 039,53 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Code fonctionnel 72 «actions en matière de déchets», Programme HP 72-001 (172001) «Prévention et gestion des déchets », Action 17200109 –« Fonds propreté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 de la délibération.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Emplois Insertion Environnement** » au financement des opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2.

Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets pour un montant total de **38 040,00 €** selon la répartition suivante :

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Subvention Régionale
EX027511	Soutien pour une insertion durable dans les métiers de la peinture et de la restauration du patrimoine	Urban Deco Concept	5 000,00 €
EX027522	Soutien au poste de chargé de développement eco construction	Urban Deco Concept	10 860,00 €
EX027429	Maison du vélo	Etudes et Chantiers	22 180,00 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 09-860 de la Commission permanente du 24 septembre 2009, modifiée conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative

à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens, ainsi que par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **38 040,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement, code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme HP 71-008 (171008) « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable», action 17100802 « Emplois d'insertion en environnement» du budget 2017.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution définies à l'article 3 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées, en application de l'alinéa 3 et suivants de l'article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé de l'annexe de la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prolongé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
EX027511	Maison du vélo	Urban Deco Concept	01/01/2017
EX027522	Soutien au poste de chargé de développement eco construction	Urban Deco Concept	01/01/2017
EX027429	Soutien pour une insertion durable dans les métiers de la peinture et de la restauration du patrimoine	Etudes et Chantiers	15/04/2017

Article 5 :
Emet un avis favorable à l'avant-projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion de la Région Normandie et à son rapport d'évaluation environnementale associé.

Demande un suivi interrégional, notamment sur l'amélioration de la connaissance des flux.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-559	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**
Action	**17100802 - Emplois d'insertions en environnement**

Dispositif : N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)

Dossier	EX027429 - EIE - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE - Maison du Vélo Saint Denis (Année 3)			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 180,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
352 694,00 €	TTC	6,29 %	22 180,00 €	

Dossier	EX027511 - URBAN DECO CONCEPT: SOUTIEN AU POSTE DE CHARGE DE DEVELOPPEMENT ECO CONSTRUCTION			
Bénéficiaire	EX002287 - URBAN DECO CONCEPT			
Localisation	GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 797,00 €	HT	9,12 %	5 000,00 €	

Dossier	EX027522 - URBAN DECO CONCEPT - SOUTIEN A L'ATELIER ET CHANTIER D'INSERTION (ACI) POUR UNE INSERTION DURABLE DANS LES METIERS DE LA PEINTURE ET DE LA RESTAURATION DU PATRIMOINE - ANNEE 3			
Bénéficiaire	EX002287 - URBAN DECO CONCEPT			
Localisation	GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 860,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
645 000,00 €	HT	1,68 %	10 860,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)	38 040,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100802	38 040,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-559	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**172001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**17200109 - Fonds propreté**

Dispositif : N° 00000977 - Fonds Propreté

Dossier	17014831 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES SUR LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE ET MARNE – ANNEES 2 ET 3			
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	337 000,00 €		Code nature	204131
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
674 000,00 €	HT	50 %	337 000,00 €	

Dossier	17014832 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SMETOM GEEODE (77)			
Bénéficiaire	R20548 - SMETOM SYND MIXTE EST 77 TRAIT ORDURE MENAG			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	157 800,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
263 000,00 €	HT	60 %	157 800,00 €	

Dossier	17014833 - FONDS PROPRETE : COMMUNE DU PERREUX SUR MARNE			
Bénéficiaire	R27 - COMMUNE DU PERREUX SUR MARNE			
Localisation	LE PERREUX-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 579,53 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 299,22 €	HT	60 %	17 579,53 €	

Dossier	17014834 - FONDS PROPRETE : COMMUNE DE MENNECY			
Bénéficiaire	R1158 - COMMUNE DE MENNECY			
Localisation	MENNECY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 212,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 020,00 €	HT	60 %	19 212,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-559	Budget	2017

Dossier	17014835 - FONDS PROPRETE : COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE			
Bénéficiaire	R46 - COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE			
Localisation	VILLIERS-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	119 448,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
199 080,00 €	HT	60 %	119 448,00 €	

Dossier	17014914 - FONDS PROPRETE : ACTIONS PEDAGOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DITES BRISFER			
Bénéficiaire	R12746 - SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
220 000,00 €	HT	60 %	132 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000977 - Fonds Propreté	783 039,53 €

Total sur l'imputation 907 - 72 - 172001 - 17200109	783 039,53 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009023 - Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)

Dossier	17014918 - HOP HOP FOOD : DEVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME DE MISE EN RELATION ENTRE ACTEURS POUR LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE			
Bénéficiaire	P0037891 - HOP HOP FOOD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
82 950,00 €	TTC	30,14 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-559	Budget	2017

Dossier	17014919 - CREATION DE LA RECYCLERIE SPECIALISEE LA TEXTILERIE			
Bénéficiaire	P0037878 - LA TEXTILERIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	16 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 000,00 €	HT	30 %	16 500,00 €	

Dossier	17014920 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE VERSAILLES GRAND PARC : ACQUISITION DE COMPOSTEURS			
Bénéficiaire	R27679 - CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	23 509,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 170,00 €	TTC	35 %	23 509,00 €	

Dossier	17014922 - MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR LE SYNDICAT TRI ACTION			
Bénéficiaire	R4305 - SYNDICAT TRI ACTION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	3 092,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 462,00 €	HT	20 %	3 092,00 €	

Dossier	17014923 - MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Bénéficiaire	R3936 - GRAND PARIS AMENAGEMENT			
Localisation	NEUILLY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	51 060,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
255 300,00 €	HT	20 %	51 060,00 €	

Dossier	17014925 - MODERNISATION DU CENTRE DE TRI PARIS 15ème PAR LE SYCTOM, AGENCE METROPOLITAINE DES DECHETS			
Bénéficiaire	R20100 - SYCTOM SYNDICAT MIXTE CENTRAL TRAITEMENT ORDURES MENAGERES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 609 478,00 €	HT	1,29 %	150 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-559	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	269 161,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009023	269 161,00 €

Annexe 2 Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014918

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : HOP HOP FOOD : DEVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME DE MISE EN RELATION ENTRE ACTEURS POUR LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	82 950,00 €	30,14 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HOP HOP FOOD
Adresse administrative : 279 RUE DU FAUBOURG ST ANTOINE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel MONTAGU, Président

N° SIRET : 82318993100012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Hop Hop Food souhaite expérimenter le don alimentaire à destination de trois publics cibles en précarité alimentaire. Pour cela, elle développe une plateforme électronique géolocalisée permettant la création d'espaces de solidarité alimentaire, et facilite la logistique amont par l'organisation de tournées de collecte des denrées alimentaires issues du don.

Description :
La plateforme digitale HopHopFood est mise à disposition gratuitement des habitants en précarité alimentaire des 3 sites pilotes retenus pour développer le don alimentaire :

- les étudiants de Sceaux (25 à 30 % des 10 000 étudiants de la ville) ;
- les femmes du Palais de la Femme à Paris (400 femmes) ;
- les habitants de la cité HLM de Villemomble (tout ou partie des 1 000 habitants).

L'objectif est de définir, débuter et évaluer l'action sur ces trois sites pilotes permettant la création d'espaces de solidarité alimentaire entre des populations solidaires et d'autres en précarité alimentaire.

La méthodologie retenue, qui sera adaptée à chaque site, repose sur le schéma suivant :

- détermination des besoins, attentes et caractéristiques des démarches à mettre en œuvre avec les acteurs concernés ;
- sensibilisation des habitants du voisinage au gaspillage alimentaire et au don ;
- communication sur la démarche et la plateforme HopHopFood ;
- mise en place des actions de collecte et d'échanges ;
- mesure des échanges / liens sociaux ;
- amélioration de l'ensemble de la démarche et de la plateforme.

Pour rendre opérationnelle ces expérimentations, l'association doit :

- développer sa plateforme et ses applications de mise en relations entre acteurs ;
- faire l'acquisition de matériel informatique et de triporteurs.

Moyens mis en œuvre :
- Convention signée avec la ville de Sceaux
- Collaboration avec l'Université Paris XI Orsay-Sceaux et l'IUT de Sceaux, le Palais de la Femme, ICF Habitat
- Partenariat avec Randstad
- Accompagnement sur l'évaluation du projet par l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA)
- Recours à des services civiques

Intérêt régional :
Les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire relèvent des objectifs du PREDMA (Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés) de diminution des quantités de déchets, et du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Les étudiants en précarité alimentaire de la ville de Sceaux
- Les femmes isolées et migrantes au Palais de la Femme à Paris 11ème
- Les habitants en précarité alimentaire du quartier HLM de Villemomble (93)

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 de l'axe 1 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets qui vise à accompagner les projets de prévention des déchets :

30,14 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 82 950 € TTC, soit une aide régionale de 25 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement de la plateforme et de ses applications	55 000,00	66,31%
Acquisition de matériel informatique	10 000,00	12,06%
Acquisition de triporteurs	17 950,00	21,64%
Total	82 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	57 950,00	69,86%
Subvention Région Ile-de-France	25 000,00	30,14%
Total	82 950,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014919

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION DE LA RECYCLERIE SPECIALISEE LA TEXTILERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	55 000,00 €	30,00 %	16 500,00 €
	Montant Total de la subvention		16 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TEXTILERIE
Adresse administrative : 19 RUE DES CHAUFOURNIERS
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ELSA MONSEGUR, Présidente

N° SIRET : 82998324600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La recyclerie spécialisée la textilerie a vocation à devenir, sur le territoire francilien, un lieu d'éveil au textile écoresponsable à destination du grand public.

Les locaux, mis à disposition par la SEMAEST (, doivent faire l'objet de travaux intérieurs et des équipements, nécessaires au fonctionnement de la recyclerie, doivent être achetés

Description :
La textilerie est une recyclerie, spécialisée dans le textile, qui a pour objectif de :

- sensibiliser le public aux impacts socio-environnementaux de la filière textile ;
- allonger la durée de vie des textiles, linges de maison et chaussures (cours pour réparer,

personnaliser, transformer les vêtements);
- transmettre des savoir-faire en matière d'habillement, et notamment à destination des personnes en situation de handicap ;
- favoriser la mixité sociale et la création de lien par le vêtement.

Elle comprendra un atelier, une boutique, ainsi qu'un espace de convivialité dans les locaux de 133 m² qu'elle va occuper dans le cadre d'un bail civil d'une durée de 3 ans renouvelable qui nécessitent des travaux d'aménagement (verrières, électricité, plomberie).
La textilerie doit également, pour démarrer son activité, acquérir du matériel :

- gros équipement atelier ;
- équipement du coin convivialité ;
- matériel informatique ;
- outillage divers ;
- mobilier ;

L'ouverture de la textilerie permettra :

- la création de 3 postes salariés (coordinatrice, responsable de l'atelier et chargé de l'accueil des dons et du tri textile) dont 2 contrats à durée indéterminée ;
- le détournement de 10 tonnes de textile la première année d'activité pour atteindre 20 tonnes en 2020.

Moyens mis en œuvre :
- Location d'un local auprès de la SEMAEST ;
- Partenariat avec l'association Mode Estime ;
- Convention de reprise des textiles non réemployés non réutilisés avec le Relais ;
- Recours à des intervenants extérieurs pour l'animation des cours et des ateliers ;
- Création d'un site Internet ;
- Supports de communication.

Intérêt régional :
Les actions de réemploi relèvent des objectifs du PREDMA (Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés) de diminution des quantités de déchets, et du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Les habitants de la ville de Paris et des communes voisines
- Les associations qui travaillent avec des associations en situation de handicap
- Les acteurs en recherche de matières textiles à faible impact écologique

Détail du calcul de la subvention :

Il s’agit de la mesure 2 de l’axe 1 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets qui vise à accompagner le développement des ressourceries et du réemploi.

30 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 55 000,00 € , soit une aide régionale de 16 500,00 €.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	18 000,00	32,73%
Equipement, rayonnage et outillage	32 000,00	58,18%
Matériel informatique	5 000,00	9,09%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 000,00	40,00%
Subvention Région Ile-de-France	16 500,00	30,00%
Subvention SYCTOM prévisionnelle	16 500,00	30,00%
Total	55 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	16 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014920

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE VERSAILLES GRAND PARC : ACQUISITION DE COMPOSTEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	67 170,00 €	35,00 %	23 509,00 €
	Montant Total de la subvention		23 509,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC
Adresse administrative : 6 AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur FRANCOIS de MAZIERES, Président

N° SIRET : 24780058400036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc élabore son nouveau programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) et a décidé de poursuivre le déploiement de la pratique du compostage sur son territoire.

Description :

La communauté d'agglomération Versailles Grand Parc, et certaines de ces communes membres, ont distribué depuis 2010, environ 5 600 composteurs, soit un taux d'équipement de 24,25 % des maisons individuelles du territoire de la communauté d'agglomération.
Elle s'est fixée pour objectif d'équiper 30 % des maisons de son territoire sur 5 ans et doit pour cela faire l'acquisition de 1 740 composteurs et de 1 206 bioseaux.

Afin de poursuivre le déploiement de la pratique du compostage sur son territoire, la communauté d'agglomération :
- organisera des réunions d'information sur le compostage (2 sessions annuelles en mars et septembre). Environ 400 personnes y participent chaque année
- fournira gratuitement à l'issue de celles-ci, un composteur et un bioseau ;
- proposera une formation terrain aux habitants qui le souhaitent. Environ une soixantaine de foyer par an y assistent.
- répondra tout au long de l'année aux différentes interrogations des habitants.

Parallèlement, Versailles Grand Parc sensibilise au compostage collectif depuis 2012. Elle fournit pour cela :

- les composteurs (400 ou 600 litres, bois ou plastique) ;
- le broyat nécessaire au démarrage de l'opération ;
- un accompagnement ;
- une formation à destination des copropriétés.

A ce jour, 29 résidences ont été équipées représentant 550 foyers qui compostent.

Moyens mis en œuvre :
- Un agent à temps plein
- Des outils de communication spécifiques (guide, affiche, articles…etc)
- Marché d'acquisition de composteurs
- Formation sur le compostage individuel, formation des référents composteurs pour les résidences ainsi que le suivi sur site (aide au vidage de bacs) par un prestataire

Intérêt régional :
Le développement du compostage et des actions de prévention des déchets contribuant à la diminution des tonnages collectés relèvent des objectifs du PREDMA (Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés) et du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Particuliers (habitats individuels et collectifs)
- Ecoles
- Professionnels
- Administrations

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 de l'axe 1 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets qui vise à accompagner les projets de prévention des déchets :

35 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 67 170,00 € TTC, soit une aide régionale de 23 509,00 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions de composteurs	65 204,00	97,07%
Acquisition de bioseaux	1 966,00	2,93%
Total	67 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	43 661,00	65,00%
Subvention Région Ile-de-France	23 509,00	35,00%
Total	67 170,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 836,00 €
2019	7 836,00 €
2020	7 837,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	16 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 324 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	114 461,10 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	24 549,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 585 657,00 €

2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Fonds Propreté	137 273,86 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	57 200,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	384 483,00 €
2017	Soutien à l'immobilier d'entreprises	105 029,51 €
	Montant total	3 948 653,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014922

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR LE SYNDICAT TRI ACTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	15 462,00 €	20,00 %	3 092,00 €
	Montant Total de la subvention		3 092,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT TRI ACTION
Adresse administrative : 2 PLACE CHARLES DE GAULLE
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean Charles RAMBOUR, Président

N° SIRET : 25950121100025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le syndicat Tri Action poursuit, dans le cadre de l'évolution de son service de collecte, l'externalisation de la collecte des déchets des nouvelles résidences construites sur son territoire.

En partenariat avec les aménageurs et les villes, des bornes enterrées, destinées à la collecte des ordures ménagères résiduelles, des emballages - journaux magazines et du verre sont installées en pied d'immeubles.

Ce sont 3 nouvelles bornes enterrées, desservant 38 logements, qui seront installées.

Description :

L'installation de bornes enterrées permet :

- d'améliorer la qualité du service de collecte proposée, et notamment la propreté et l'hygiène ;
- de faciliter le geste du tri, afin d'augmenter les performances de collecte ;
- de maîtriser les coûts de collecte.

Ainsi, seront insrallées à la résidence tournade à Herblay :

- 1 borne enterrée de 5 m3 pour les ordures ménagères résiduelles
- 1 borne enterrée de 5 m3 pour les emballages ménagers – journaux magazines
- 1 borne enterrée de 3 m3 pour le verre

Le support de communication indiquant le flux de déchets de la borne enterrée pourra être changé facilement lorsque le syndicat s'attachera à harmoniser le code couleur préconisé au niveau national (gris alors que le syndicat dispose d'un parc de contenant à couleur grenat pour les ordures ménagères résiduelles).

Moyens mis en œuvre :
Une convention précise le rôle de chacun (syndicat, aménageur - bailleur, ville d'implantation) en termes d'entretien, de maintenance et de financement :

- la rétrocession éventuelle des emprises sur lesquelles seront installées les bornes (espace public) ;
- la maîtrise d'ouvrage : les travaux de génie civil (déblaiement, dévoiement des réseaux, remise en état de la surface) sont à la charge de l'aménageur, du bailleur ou de la ville ; la pose et la fourniture des équipements à la charge du syndicat ;
- la propreté-maintenance : répartition des rôles entre les bailleurs ou villes (entretien des abords des bornes), le syndicat (nettoyage intérieur, maintenance, renouvellement des bornes amovibles) et la ville (aménagement des dispositif interdisant le stationnement aux abords des bornes) ;
- la communication : le syndicat assure la sensibilisation des riverains (porte à porte, réunion de quartier…) et le suivi des performances (caractérisations) en lien avec les communes (articles dans le bulletin municipal).

Intérêt régional :
L'installation de bornes enterrées, couplée à une communication adaptée, incite les habitants à mieux trier et contribue ainsi au renforcement des performances de recyclage et à la réduction des tonnages d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) prévues dans le PREDMA (Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la résidence concernée.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 de l'axe 2 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets qui vise à renforcer les performances de recyclage :

20 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 15 462,00 €, soit une aide régionale de 3 092,00 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et pose de bornes enterrées	15 462,00	100,00%
Total	15 462,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 370,00	80,00%
Subvention Ile-de-France	3 092,00	20,00%
Total	15 462,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 092,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	2 310,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	56 688,51 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	112 608,94 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	166 693,00 €
	Montant total	338 300,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014923

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR GRAND PARIS AMENAGEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	255 300,00 €	20,00 %	51 060,00 €
	Montant Total de la subvention		51 060,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204181-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS AMENAGEMENT
Adresse administrative : 11 RUE CAMBRAI
75019 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Thierry LAJOIE, Président Directeur Général

N° SIRET : 64203694100036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'aménagement de l'ancien hôpital « Maison Blanche » à Neuilly sur Marne est prévu par tranches sur une vingtaine d'années en raison de l'ampleur du site (60 hectares, 4 000 logements).

Différents objectifs environnementaux ont été fixés comme: le raccordement à un réseau de géothermie, le développement des modes de transport doux et pour la collecte des déchets, l'expérimentation du compostage et l'installation de bornes enterrées.

Description :
La collecte des déchets ménagers de la ZAC « Maison Blanche » s'effectuera via un réseau de bornes enterrées dimensionné en tenant compte des objectifs du programme local de prévention des déchets de

Neuilly sur Marne.

C’est ainsi :que seront installées un total de 69 bornes enterrées dans la première phase de l'opération soit :
- 34 bornes enterrées de 5 m3 pour les ordures ménagères résiduelles
- 23 bornes enterrées de 5 m3 pour les emballages ménagers – journaux magazines
- 12 bornes enterrées de 3 m3 pour le verre

Moyens mis en œuvre :
Le rôle de chacun est défini comme suit :

- les travaux de génie civil sont à la charge de l’aménageur ;
- la construction d’espaces spécifiques pour la collecte sélective, de locaux encombrants, la valorisation des déchets verts et fermentescibles et la réalisation d’un livret d’accueil relèvent des promoteurs ;
- la pose et la fourniture des bornes enterrées sont à la charge de la collectivité ;
- la collecte, l’entretien et le nettoyage des bornes enterrées relèvent du bailleur.

Intérêt régional :
L’installation de bornes enterrées, couplée à une communication adaptée, incite les habitants à mieux trier et contribue ainsi au renforcement des performances de recyclage et à la réduction des tonnages d’Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) prévues dans le PREDMA (Plan Régional d’Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants et commerces de la première phase de la ZAC.

Détail du calcul de la subvention :
Il s’agit de la mesure 3 de l’axe 2 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets qui vise à renforcer les performances de recyclage :

20 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 255 300,00 € , soit une aide régionale de 51 060,00 €.

Localisation géographique :
- NEUILLY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de génie civil nécessaires à l’installation de bornes enterrées	255 300,00	100,00%
Total	255 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	159 840,00	62,61%
Subvention Région Ile-de-France	51 060,00	20,00%
Subvention prévisionnelle commune de Neuilly sur Marne	44 400,00	17,39%
Total	255 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 530,00 €
2019	25 530,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	4 918 577,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 381 820,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 635 548,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	200 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	3 230 277,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	114 300,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 180 402,96 €
2017	Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)	290 000,00 €
2017	Politique énergie climat	363 600,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 2	230 000,00 €
	Montant total	15 856 545,74 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014925

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MODERNISATION DU CENTRE DE TRI PARIS 15ÈME PAR LE SYCTOM, AGENCE METROPOLITAINE DES DECHETS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	11 609 478,00 €	1,29 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYCTOM SYNDICAT MIXTE CENTRAL TRAITEMENT ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 35 BD DE SEBASTOPOL 75001 PARIS 01
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Hervé MARSEILLE, Sénateur-maire de Meudon

N° SIRET : 25750007400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SYCTOM, l'agence métropolitaine des déchets ménagers, souhaite moderniser son centre de tri des déchets recyclables ménagers de Paris 15 afin notamment de pouvoir trier l'ensemble des plastiques comme le prévoit la loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte.

Description :
Le centre de tri des déchets recyclables de Paris 15 :

- est le premier centre de tri du SYCTOM de Paris intramuros ;
- a été mis en service en 2010 ;

- accueille et procède au tri des collectes sélectives multi-matériaux (papiers et emballages en mélange) en provenance de la ville de Paris ;
- dispose depuis 2015 d'une autorisation administrative de 20 000 tonnes par an ;
- n'est pas en mesure de trier les collectes sélectives aux consignes élargies à l'ensemble des plastiques.

Sa rénovation permettra de :

- mettre en œuvre l'extension des consignes de tri des plastiques et de trier les petits emballages métalliques ;
- augmenter la capacité de tri ;
- améliorer l'accessibilité des équipements pour les interventions de maintenance ;
- mettre en conformité la sécurité (installation de protecteurs sur les machines).

Le dimensionnement du centre de tri modernisé sera connu à l'issue de la procédure de consultation. Il est prévu une capacité :

- de traitement a minima de 20 000 tonnes par an ;
- horaire minimale de 6 tonnes par heure.

Moyens mis en œuvre :
- Diagnostic sécurité en 2014
- Etude de faisabilité en 2015-2016
- Marché de conception réalisation en 2017

Intérêt régional :
Le maintien de centre de tri dans Paris intra-muros permet de réduire les distances à parcourir par les camions de collecte et répond ainsi au principe de proximité.

Ce projet est conforme aux objectifs du PREDMA (plan régional d'élimination des déchets ménagers et assimilés) et répond à l'obligation d'extension des consignes de tri à l'ensemble des plastiques du futur plan de prévention et de gestion des déchets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Paris (arrondissements 5, 6, 7, 14 et 15) et à termes, d'autres arrondissements de Paris et des communes voisines dès lors que le centre de tri d'Isséane sera transformé en centre de transfert début 2020.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 de l'axe 1 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets qui vise à renforcer les performances de recyclage des déchets ménagers et assimilés.

Le montant de la subvention représente 1,29 % du montant total de l'opération estimée à 11 609 478 euros , soit 150 000,00 euros.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de conception et contrôles techniques	609 478,00	5,25%
Travaux conception construction	11 000 000,00	94,75%
Total	11 609 478,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 259 478,00	96,99%
Subvention Région Ile-de-France	150 000,00	1,29%
Subvention ADEME prévisionnelle	200 000,00	1,72%
Total	11 609 478,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	75 000,00 €
2019	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	200 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	46 331,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	250 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	8 400,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	250 000,00 €
	Montant total	704 731,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027429

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EIE - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE - MAISON DU VÉLO SAINT DENIS (ANNÉE 3)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	352 694,00 €	6,29 %	22 180,00 €
	Montant Total de la subvention		22 180,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Soutien à l'ACI Maison du Vélo Saint Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 15 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de son caractère multipartenarial et du fait de l'accord des autres financeurs, la seconde année du projet a démarré au 15 avril 2017, comme convenu.

Objectifs :
Soutien au nouveau chantier d'insertion Maison du Vélo à Saint Denis (Plaine Commune)
La Maison du Vélo Associative de St Denis a pour objectif:
- de déployer une offre de service vélo sur le territoire de Plaine Commune pour promouvoir auprès d'un large public l'usage du vélo comme mode de déplacement quotidien;
- de recycler et réemployer en grand nombre des vélos qui étaient initialement destinés au rebut;
- de contribuer à l'animation du quartier centre ville de St Denis (notamment du haut de la rue Gabriel Peri où sera implantée la Maison du vélo, quartier classé Zone Urbaine Sensible);

- d’accompagner 8 personnes en parcours d'insertion en leur proposant un emploi de transition valorisant (animateur, mécanicien cycle), une formation dans le métier de leur choix et un accompagnement renforcé pour les aider à résoudre leurs problématiques sociales et réaliser leur projet professionnel.
- former les usagers à l’entretien et à la réparation de leur vélo, « l’auto-réparation »;
- sensibiliser le grand public à la pratique du vélo et à la conduite à vélo en toute sécurité, « la vélo-école ».

Description :
Forte de son expérience en matière d’atelier vélo solidaire et participatif (Les Ulis depuis 2006 et Clichy depuis 2011), l’association "Etudes et Chantiers Ile-de-France" a répondu en juin 2014, à l’Appel à Projet pour une offre de service vélo sur l’agglomération de Plaine Commune et en a été lauréate.
En matière d'accompagnement à l'emploi durable, les métiers du cycle représentent une niche à exploiter. En effet, le secteur se développe et des mécaniciens/vendeurs sont recherchés par les vélocistes et grandes surfaces dédiées au sport.
Des partenariats avec Cyclocity et la Poste permettent la réalisation de stages d'immersion et quelques sorties en emploi dans le secteur.

- 11 emplois dont 8 postes de mécaniciens cycle en parcours d’insertion et de formation (ACI),
- 1 poste d’animateur en emploi d’avenir,
- 2 postes d’encadrement en CDI, tous recrutés localement.
- 2 jeunes volontaires en service civique et de nombreux bénévoles.

Moyens mis en œuvre :
Les locaux, de 210 m², qui accueillent l'activité sont situés au 120 rue Gabriel Peri à St Denis. Ils sont mis à disposition et ont été remis en état à titre grâcieux par Plaine Commune. Ils se composent d'un espace accueil/atelier et d'un bureau en rez-de-chaussée et de vestiaires/sanitaires, salle de pause et stockage en sous sol.
Ces locaux disposeront du mobilier nécessaire à l’activité : bureaux, chaises, armoires, comptoir, mobilier spécifique vélo : tabourets assis/debout, établis, tableaux de disposition de l’outillage, outillage, 8 pieds d’atelier.
L’action disposera également d’un vélo triporteur à assistance électrique équipé d’une benne pour effectuer les tournées de récupération des vélo-épaves. véhicule 3 places cabine pour transporter de plus grandes quantités de vélos et effectuer des déplacements plus éloignés. Barnums pour les animations hors ateliers.

Tous les mécanicien-ne-s cycles en parcours d’insertion seront équipé-e-s de chaussures de sécurité (légères adaptées à l’activité d’atelier), de gants de protection, de tabliers, de casques, de gilet réflecteur et de vestes polaires.

Moyens humains : 1, 5 encadrant technique. 0,3 ETP coordination insertion et velo. 0,4 ETP : fonctions supports.

Intérêt régional :
Au même titre que les autres ateliers vélo portés par "Etudes Et chantiers IDF", la Maison du vélo de Saint Denis s’inscrit pleinement dans les orientations régionales par une prise en compte exhaustive des dimensions environnementales et d’utilité sociale et d’économie circulaire
L’axe environnemental :
La promotion de la pratique du vélo : la Maison du Vélo animera des séances de vélo-école grâce à un partenariat avec l’association AICV. Ces animations permettront à des enfants et des adultes d’apprendre à faire du vélo mais aussi de sécuriser leur circulation à vélo en ville et d’apprendre à rouler en toute sécurité. Nous visons par ce biais le développement de l’usage du vélo comme mode de déplacement quotidien, comme alternative à la voiture.
L’axe utilité sociale : L’atelier propose aux usagers d’apprendre à réparer eux-mêmes leur vélo et ce,

dans une ambiance très conviviale. Cela conduit les usagers à passer un vrai moment dans l'atelier. En ce sens, l'atelier mobilise les habitants et contribue à l'animation du quartier. Objectifs 600 adhérents par an, participation bénévole (20 bénévoles actifs).
Mixité sociale et de genre : toutes les CSP, les hommes et les femmes, sont représentés dans nos ateliers vélo, et réunis autour de l'entretien et de la réparation de leurs vélos.
Cette subvention ne donne pas lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant. En effet, cette association s'est déjà engagée sur le recrutement de trois stagiaires (quota maximum) sur d'autres chantiers EIE en 2016.

Public(s) cible(s) :
Jeunes sans qualification,
- Bénéficiaires des minimas sociaux,
- Demandeurs d'emploi de longue durée,
- Personnes sans domicile,
- Personnes résidant en zones urbaines sensibles,
- Personnes en situation de handicap.
- Enfants dans le cadre scolaire et périscolaire,
- Adultes à titre privé,
- Adultes en situation de précarité souhaitant pratiquer le vélo au quotidien pour des raisons économiques,
- Salariés des entreprises présentes sur le territoire.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	12 200,00	3,46%
Charges extérieures	38 286,00	10,86%
Autres charges de gestion courante	6 673,00	1,89%
Impôts et taxes	4 500,00	1,28%
Salaires et charges de personnel	242 208,00	68,67%
Médecin du travail, vêtures, cartes de transport	6 827,00	1,94%
Charges indirectes	42 000,00	11,91%
Total	352 694,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de marchandises, animations et adhésions	69 375,00	19,67%
Subvention CA Plaine Communes (sollicitée)	50 000,00	14,18%
Subvention Département 93 (sollicitée)	7 500,00	2,13%
Subvention Région Ile-de-France	22 180,00	6,29%
Subvention État (sollicitée)	115 639,00	32,79%
Subvention Plan Commune PLIE (sollicitée)	50 000,00	14,18%
Subvention Politique de la ville (sollicitée)	38 000,00	10,77%
Total	352 694,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 180,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	201 783,00 €
2016	Passerelles entreprises	55 000,00 €
	Montant total	761 426,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027511

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : URBAN DECO CONCEPT: SOUTIEN AU POSTE DE CHARGE DE DEVELOPPEMENT ECO CONSTRUCTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	54 797,00 €	9,12 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URBAN DECO CONCEPT
Adresse administrative : 19 RUE DU DOCTEUR JEAN VAQUIER
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DELPHINE GOUNANT, Directrice

N° SIRET : 78976102000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : URBAN DECO Concept, un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) pour une insertion durable dans les métiers de la peinture et de la restauration du patrimoine selon les principes de l'écoconstruction et

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un projet multi-partenarial, et pluriannuel, l'association a dû débuter sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France

Objectifs :
- Délivrer une formation qualifiante dans les métiers de la peinture et de la restauration du patrimoine comportant une mention Haute Valeur Environnementale.
- Acquérir de nouvelles compétences techniques et organisationnelles

Description :
URBAN DECO Concept, Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) est un projet associatif qui développe les principes de l'Eco Construction dans la réalisation de ses chantiers.
La subvention proposée dans ce cadre vise à apporter un soutien financier au poste de chargé de développement en éco-construction.

Ce projet nécessite une ingénierie s'articulant autour de 3 axes :
o l'investissement : il s'agit d'acquérir les outils nécessaires à la prise en compte de l'amélioration de la gestion des déchets, du traitement des eaux et de l'amélioration de la pollution de l'air.
o la formation, apportée aux salariés en insertion, avant leur intégration en entreprise, favorise l'émergence d'une véritable réflexion professionnelle sur les notions de sécurité et de développement Durable (évolution des matériaux, réglementation de la gestion des déchets, choix des produits et innovations techniques)
o la conduite du projet est assurée par un chargé de développement insertion durable

Intérêt régional :
Le projet s'attache au respect des normes environnementales dans la conduite des chantiers.
- réflexion sur la valorisation des déchets de chantier, l'utilisation de produits et matériaux recyclés, les circuits courts
- utilisation raisonnée des ressources naturelles (notamment de l'eau), les techniques manuelles et l'utilisation de produits à faible teneur en CO2 sont privilégiées

Public(s) cible(s) :
Salariés en insertion, personnes fortement éloignées de l'emploi qui en se qualifiant lors de la réalisation de ce projet, obtiennent de réelles compétences

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "Emploi Insertion environnement".

Localisation géographique :
- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et Charges	54 797,00	100,00%
Total	54 797,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	9,12%
PRODUCTION	49 797,00	90,88%
Total	54 797,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 500,00 €
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	15 871,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	18 360,00 €
	Montant total	34 231,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027522

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : URBAN DECO CONCEPT - SOUTIEN A L'ATELIER ET CHANTIER D'INSERTION (ACI) POUR UNE INSERTION DURABLE DANS LES METIERS DE LA PEINTURE ET DE LA RESTAURATION DU PATRIMOINE - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	645 000,00 €	1,68 %	10 860,00 €
		Montant Total de la subvention	10 860,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URBAN DECO CONCEPT
Adresse administrative : 19 RUE DU DOCTEUR JEAN VAQUIER
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DELPHINE GOUNANT, Directrice

N° SIRET : 78976102000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : URBAN DECO Concept, un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) pour une insertion durable dans les métiers de la peinture et de la restauration du patrimoine selon les principes de l'écoconstruction

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, étant donné qu'il s'agit d'un projet multi-partenarial, l'association a dû débuter sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
URBAN DECO Concept, un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) pour une insertion durable dans les métiers de la peinture et de la restauration du patrimoine selon les principes de l'écoconstruction et le développement durable (évolution des matériaux, réglementation de la gestion des déchets et innovations techniques).

La volonté d'Urban Deco Concept, véritable vecteur d'insertion professionnelle, est de délivrer des formations en corrélation avec l'évolution des métiers.
Les formations doivent favoriser l'acquisition de compétences techniques et organisationnelles en permanente cohérence avec la réalité socio-économique.

Description :
Il s'agit d'acquérir les outils nécessaires à la prise en compte de l'amélioration de la gestion des déchets, du traitement des eaux et de l'amélioration de la pollution de l'air. Il apparaît primordial de compléter l'acquisition technique en intégrant un apprentissage portant sur le développement durable. La volonté est de délivrer une formation qualifiante au titre de peintre en bâtiment comportant une mention Haute Valeur Environnementale. Une attention toute particulière est également portée sur les chantiers de restauration du patrimoine en veillant aux respects des principes de l'eco construction.

Intérêt régional :
L' utilisation raisonnée des ressources naturelles notamment de l'eau. La valorisation des déchets de chantier , l'utilisation de produits et matériaux recyclés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Seolon le règlement d'intervention "Emploi Insertion environnement".

Localisation géographique :

- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat matériaux	28 000,00	4,34%
Soustraitance-locations et charges locatives, entretien et réparation, assurance, documentation	55 000,00	8,53%
Personnel ext-frais de missions-frais de telephone-service bancaire	50 000,00	7,75%
Cotisation formation	8 000,00	1,24%
Salaires et charges (30 salariés-13 ETP CDDI) + permanents+ medecine du travail+chorum+mutuelle	500 000,00	77,52%
Charges de gestions courantes	4 000,00	0,62%
Total	645 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits, réalisation chantiers	286 440,00	44,41%
CDV / est ensemble+ Terres de france	25 000,00	3,88%
PDI departement 93	9 700,00	1,50%
EIE charge de developpement	5 000,00	0,78%
Subvention Région Ile-de-France	10 860,00	1,68%
Aides aux postes CDDI	238 000,00	36,90%
PLIE/ FSE	50 000,00	7,75%
opca	20 000,00	3,10%
Total	645 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 860,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	15 871,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	18 360,00 €
	Montant total	34 231,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014831

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES SUR LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE ET MARNE – ANNEES 2 ET 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	674 000,00 €	50,00 %	337 000,00 €
	Montant Total de la subvention		337 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204131-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, PRESIDENT

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis quelques années, et malgré l'ouverture de déchèteries, les dépôts sauvages se multiplient sur le territoire de la Seine et Marne. Ces dépôts comportent souvent des produits dangereux comme de l'amiante, des déchets hospitaliers, des déchets de chantiers, des carcasses animales,…
Ceux-ci sont de plus en plus observés sur les accotements ou directement sur la chaussé.
Les actions de ramassage et d'évacuation des déchets de bord de route mobilisent les 12 agents du département en charge des 3 190 km de routes hors agglomération. Le phénomène s'aggrave, car il ne s'agit plus seulement de quelques canettes ou papiers gras jetés négligemment mais de dépôts beaucoup plus importants déversés volontairement.
Ainsi, en 2015, 1 082 tonnes de déchets (dont 27 tonnes d'amiante) ont été ramassées sur les routes départementales, et évacuées vers des structures adaptées, pour un montant total consacré à ce poste

de 662 000 €.

Ce phénomène est constaté dans tout le département de Seine et Marne, même s'il est plus accentué sur la frange urbaine de l'ouest du département. Il concerne toutes les routes, qu'elles soient nationales, départementales ou communales. L'ONF est aussi très impactée, en particulier dans le massif forestier de Fontainebleau.
Par conséquent, le périmètre du projet de lutte contre les dépôts sauvages mené par le Conseil Départemental de Seine et Marne, concerne l'ensemble du domaine public routier départemental hors agglomération, ainsi que ses dépendances par le moyen de partenariats avec l'ensemble des gestionnaires d'infrastructures.
Les objectifs sont les suivants :

- Réduire de 20% des dépôts sauvages en 3 ans, avec le suivi de plusieurs indicateurs : suivi de l'évolution des tonnages ramassés, suivi des coûts de fonctionnement du ramassage, et suivi du non report sur d'autres infrastructures.
- Mettre en place dès le 1er janvier 2017, un observatoire des déchets de bords de route et espaces publics, en lien avec les autres directions du Département et les autres gestionnaires d'infrastructures sur le territoire de la Seine-et-Marne.
- Surveiller l'évolution des comportements au regard des dépôts sur d'autres sites départementaux ou sur des infrastructures des autres gestionnaires, lorsque des actions de prévention sont mises en place sur des sites identifiés.
- Inciter les autres gestionnaires (les collectivités locales, la DIRIF, les sociétés d'autoroute, la SNCF, VNF, l'ONF) susceptibles d'être impactés, à mener des actions préventives en parallèle.
- Expertiser les sites où les solutions traditionnelles peuvent difficilement être mises en œuvre sans effet pervers de report.
- Poursuivre un partenariat avec les collectivités gérant les déchèteries pour obtenir la gratuité.
- Suivre les procédures des plaintes déposées par le Département, afin de faire en sorte qu'elles aboutissent à des sanctions dissuasives, permettant ainsi des recettes en réparation.

Description :
Il s'agit de poursuivre les actions suivantes:

- permettre le tri et le recyclage des centres d'exploitation, en les équipant en box de stockage
- renforcer la sécurité et l'efficacité du ramassage par la création d'un espace d'arrêt sécurisé pour le véhicule de ramassage
- réaliser des travaux de protection (suppression des aires de stationnement ou de parking ; création de merlons et de fossés ; démolition d'accotement stabilisé ou rétablissement d'accotement avec végétalisation ; mise en place d'un grillage.)

Moyens mis en œuvre :
Le service en charge de l'exploitation et des infrastructures du Conseil Départemental de Seine et Marne est maître d'ouvrage.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des usagers et habitants du département de Seine et Marne.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
50% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 674 000,00 €, soit une aide régionale de 337 000,00 €.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Box de stockage et de tri	170 000,00	25,22%
Sécurité de ramassage	50 000,00	7,42%
Mesures de protection	454 000,00	67,36%
Total	674 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	337 000,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France	337 000,00	50,00%
Total	674 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	168 500,00 €
2019	168 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	322 975,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Fonds Propreté	361 250,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €
2016	Soutien aux nouveaux services à la mobilité (Inv)	49 500,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 333 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	15 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €

	Montant total	35 935 184,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014832

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SMETOM GEEODE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	263 000,00 €	60,00 %	157 800,00 €
	Montant Total de la subvention		157 800,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMETOM SYND MIXTE EST 77 TRAIT ORDURE MENAG
Adresse administrative : 14 RUE DE LA MAIRIE
77160 POIGNY
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur Ghislain BRAY, Président

N° SIRET : 25770529300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SMETOM GEEODE exerce les compétences collecte et traitement de 98 communes de Seine et Marne, représentant 87 472 habitants.
Le SMETOM possède un parc de 504 colonnes aériennes réparties sur environ 245 points d'apports volontaires, ainsi que plus de 200 conteneurs semi-enterrés constitués de plus de 100 points d'apports volontaires.
L'ensemble de ces points d'apports fait l'objet de dépôts sauvages, dont le nettoiement est assuré par les communes.
Afin de lutter contre ce fléau, le SMETOM souhaite réaliser une cartographie recensant tous les dépôts et mettre en place des actions de lutte contre ces dépôts sauvages.

Description :
A l'heure actuelle, le SMETOM a engagé une démarche auprès de ses adhérents pour récupérer les pouvoirs de police des maires en matière de déchets.
Le plan de lutte contre les dépôts sauvages du SMETOM est constitué de 5 actions.

Action 1 : mise en place d'une cartographie des dépôts sauvages
Il s'agira de géolocaliser les points d'apport volontaire du SMETOM ; ce travail sera réalisé par un employé de ce dernier, mais demandera du temps, du fait du vaste territoire du SMETOM.

Action 2 : collecte des dépôts sauvages
Le SMETOM fera l'acquisition d'un camion-benne et réalisera la collecte des dépôts sauvages.

Action 3 : mise en place d'une signalétique
Cette dernière sera mise en place sur tous les points d'apport volontaire, soit environ 370 emplacements. Elle permettra d'informer les habitants des risques encourus en cas de dépôts sauvages.

Action 4 : sensibilisation et information
Les habitants et usagers seront informés par voie d'affiche ou par des panneaux de communication. Les animations scolaires intégreront également cette problématique.

Action 5 : mise en place de mesures de répression
Des pièges photographiques seront installés sur l'emplacement de dépôts récurrents. Le SMETOM prévoit dans un 1er temps d'installer 15 pièges photographiques.

Un suivi sera mis en place, notamment grâce à la cartographie, ce qui permettra de mesurer l'impact de la communication de terrain et de la sensibilisation des habitants et usagers.
Le suivi pourra être assuré par des stagiaires ou en interne, après une formation pour l'utilisation de logiciels de cartographie.

Les partenaires seront principalement les communes et leurs services techniques, ainsi que les bailleurs.

De plus, le SMETOM a prévu de réhabiliter et de moderniser son parc actuel de déchèteries, qui sont au nombre de 10, et de développer le réemploi et la réutilisation avec la création d'une ressourcerie. L'accès des déchèteries est libre pour toutes les catégories socio-professionnelles, avec, cependant, un contrôle des flux afin de les quantifier plus finement. La collecte des encombrants dont la fréquence reste à définir devrait être remise en place
Le SMETOM espère que ces mesures ajoutées au plan d'actions permettront de diminuer le nombre de dépôts sauvages.

Moyens mis en œuvre :
Le SMETOM GEEODE est maître d'ouvrage.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Ensemble des usagers et habitants du territoire du SMETOM GEEODE.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 263 000,00 €, soit une aide régionale de 157 800,00 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un camion-benne de 3,5 tonnes	50 000,00	19,01%
Installation de panneaux de signalétique	150 000,00	57,03%
Affiches ou panneaux de communication	60 000,00	22,81%
Installation de pièges photographiques	3 000,00	1,14%
Total	263 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	105 200,00	40,00%
Subvention Région Ile-de-France	157 800,00	60,00%
Total	263 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	78 900,00 €
2019	78 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014833

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : COMMUNE DU PERREUX SUR MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	29 299,22 €	60,00 %	17 579,53 €
	Montant Total de la subvention		17 579,53 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PERREUX SUR MARNE
Adresse administrative : PL DE LA LIBERATION
94170 LE PERREUX S/MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christel ROYER, Maire

N° SIRET : 21940058700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La compétence gestion des dépôts sauvages sur la commune du Perreux sur Marne était assurée jusqu'en 2016 par la Communauté d'agglomération Vallée de la Marne qui a été dissoute suite à la création de l'EPT Paris Est Marne et Bois.
Ce dernier a redonné la compétence nettoiement et collecte des dépôts sauvages à ses communes adhérentes et a gardé celle du traitement.
Le Perreux-sur-Marne doit donc se ré-organiser pour gérer ses dépôts sauvages qui sont en constante augmentation.

La commune souhaite s'engager dans une démarche de réduction de ces dépôts sauvages à travers la mise en place d'actions ciblées curatives, de sensibilisation et aussi d'actions coercitives.

Moyens mis en œuvre :
La commune doit mobiliser l'ensemble des moyens à sa disposition dans un délai court afin d'assurer la reprise de cette compétence en direct.
Elle s'appuie notamment sur des mesures préventives et coercitives en partenariat avec l'Etablissement Public Paris Est Marne et Bois.
Actions préventives à renforcer :
- Coordination avec les déchèteries présentes sur le Territoire de l'Etablissement Public Paris Est Marne et Bois et développement d'un service de collecte des encombrants en porte à porte avec prise de rendez-vous,
- Développement du maillage de corbeilles de rue,
- Patrouilles de la police municipale, et des agents des services techniques,
- Mise en œuvre de campagne de sensibilisation (publication dans le journal municipal, numéro vert, site internet…).

Actions curatives à développer :
- La police municipale doit mener des enquêtes systématiques pour rechercher les contrevenants (NB un arrêté municipal a défini 3 degré d'amendes qui vont d'un montant de 68€ à 1 500€.)
- Le service technique municipal souhaite investir dans un nouveau camion de collecte pour permettre de renforcer l'évacuation des déchets et assurer un nettoyage régulier des lieux. (NB : l'acquisition de celui-ci fait l'objet de la subvention proposée)

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Les partenaires associés sont les administrés (ménages et professionnels), l'Etablissement public Territorial Paris Est Marne et Bois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la commune du Perreux-sur-Marne

Localisation géographique :
- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule de collecte	29 299,22	100,00%
Total	29 299,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 719,69	40,00%
Subvention Région Ile-de-France	17 579,53	60,00%
Total	29 299,22	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	17 579,53 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Construction et aménagement de médiathèques	269 017,00 €
	Montant total	269 017,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014834

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : COMMUNE DE MENNECY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	32 020,00 €	60,00 %	19 212,00 €
	Montant Total de la subvention		19 212,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

N° SIRET : 21910386800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Mennecy s'est engagée dans une politique de réduction des dépôts sauvages sur son territoire par la sensibilisation aux habitants et la verbalisation.

Elle souhaite aujourd'hui renforcer son dispositif par de nouveaux moyens opérationnels : achat de véhicules de collecte des dépôts et équipements (type barrières) pour limiter les accès sur des secteurs de dépôts récurrents.

Description :
A ce jour, huit lieux de dépôts récurrents et particulièrement problématiques du territoire de la ville de Mennecy ont été identifiés dans ce dispositif de lutte contre les dépôts sauvages :

- 3 autour de points de collecte en apport volontaire
- 2 autour de l'habitat vertical
- 3 autour de zones plus rurales

Moyens mis en œuvre :
La Ville de Mennecy s'inscrit dans un dispositif global de territoire de lutte contre les déchets sauvages porté par le SIREDOM, Syndicat Intercommunal pour le Recyclage et l'Énergie par les Déchets et les Ordures Ménagères

L'enjeu est de mutualiser les moyens afin de réduire le tonnage de déchets et leurs coûts de traitement.

Ces nouveaux équipements viennent compléter l'installation prochaine de caméras, la pose de panneaux d'interdiction de dépôts sauvages et surtout un plan d'actions contenant des mesures préventives et curatives mis en œuvre par l'ensemble des partenaires :

• Actions préventives qui seront renforcées :

- Campagnes d'information sur les risques liés aux dépôts sauvages et leurs impacts sur l'environnement et la santé (information sur les panneaux électroniques, sur la lettre municipale, distribution de flyers dans les boites aux lettres, affiches…)

- Sensibilisations au respect de l'environnement auprès des plus jeunes par des interventions éducatives dans les écoles

- Sensibilisations auprès des administrés : création par quartier du dispositif « les Sentinelles de la Nature » qui, par le biais d'une charte s'engagent à dénoncer les nuisances près de chez eux,

• Actions préventives qui seront mises en œuvre :

Création d'une carte de localisation des déchèteries avec leurs spécificités, affichées dans les lieux administratifs ouverts au public.

-- Installation de panneaux « décharge interdite » sur tous les lieux répertoriés (mentionnant, les textes, décrets et les sanctions encourues en cas de décharges sauvages)

• Actions curatives qui seront mises en œuvre :

- Des enquêtes systématiques de la police municipale pour la recherche des contrevenants avec application des pouvoirs de police du maire,

- L'évacuation des déchets et nettoyage régulier des lieux, soit par les équipes des services techniques, soit par les prestataires,

- La mise en place en lien avec « les Sentinelles de la Nature » de journées de nettoyage dans les quartiers impactés, en faisant participer dans un but éducatif les écoles.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Les partenaires associés sont les administrés dans le cadre des « Sentinelles de la Nature » ; l'éducation nationale pour ses journées de nettoyage, le SIARCE, le SIREDOM et le Conseil Départemental de l'Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la commune de Mennecy

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :

60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 32 020,00 € , soit une aide régionale de 19 212,00 €.

Localisation géographique :

- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 2 véhicules électrique pour la collecte	29 420,00	91,88%
Achat de matériel type barrières forestières	2 600,00	8,12%
Total	32 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 808,00	40,00%
Subvention Région Ile-de-France	19 212,00	60,00%
Total	32 020,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 606,00 €
2019	9 606,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	26 250,00 €
2015	Politique énergie climat	6 475,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	7 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	12 423,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	26 507,58 €

2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	7 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 048,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	14 113,40 €
	Montant total	101 816,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014835

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	199 080,00 €	60,00 %	119 448,00 €
	Montant Total de la subvention		119 448,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE
Adresse administrative : PLACE DE L HOTEL DE VILLE
94350 VILLIERS-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques Alain BENISTI, Maire

N° SIRET : 21940079300010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de la Réforme Territoriale, l'Etablissement public Territorial Paris Est Marne et Bois a laissé la compétence nettoiement et collecte des dépôts sauvages à ses communes adhérentes.

Or, la ville de Villiers-sur-Marne constate une augmentation du nombre de dépôts sauvages sur sa commune. En effet, en 2016, ce sont 1 600 dépôts sauvages qui ont été collectés et une cartographie des lieux récurrents a été initiée.

Villiers-sur-Marne souhaite donc, s'engager dans une démarche de réduction de ces dépôts sauvages à travers la mise en place d'actions ciblées curatives, de sensibilisation de l'ensemble des acteurs et aussi des actions coercitives.

Description :
Dans un premier temps, Villiers-sur-Marne souhaite faire réaliser un état des lieux par un bureau d'études qui devra ensuite développer un plan d'actions.

Ce plan d'actions devra :
- hiérarchiser les lieux de dépôts sauvages à traiter en priorité,
- préconiser des moyens d'intervention sur la base de retours d'expériences probantes,
- affiner le programme de pose de caméras (lieux-modèles…),
- mobiliser les partenaires locaux : population, bailleurs, artisans, commerçants… et aussi les villes limitrophes et l'Etablissement Public Paris Est Marne et Bois ayant la compétence déchets ménagers.

Moyens mis en œuvre :
Villiers-sur-Marne dispose déjà de dispositifs qu'il faut renforcer et en a identifié d'autres à créer.

Actions préventives à renforcer :
- Diffusion du règlement de collecte auprès des bailleurs, syndics et sociétés de nettoyage (informations sur les jours et horaires de sorties des déchets, inventaire pour s'assurer que les habitants ont bien un lieu de stockage temporaire des encombrants, …),
- Coordination avec les déchèteries présentes sur le Territoire de l'Etablissement Public Paris Est Marne et Bois,
- Information des artisans / commerçants avec les Chambres consulaires pour rappeler les règles en matière de gestion des déchets issus d'activités professionnelles.

La Ville a déjà mis en place depuis près de 15 ans la Redevance Spéciale sur son territoire.
- Installation de panneaux « décharge interdite » avec les textes, décrets et sanctions liés aux décharges sauvages, sur tous les lieux répertoriés.
- Mise en place d'obstacles (barrières, mobiliers urbains, rochers…) et d'un réseau de caméras pour gêner le déchargement des dépôts.

Actions curatives à développer :
- La ville possède un règlement de collecte qui doit être plus détaillé et spécifique pour les dépôts sauvages afin de permettre une verbalisation plus régulière.
- Des enquêtes systématiques de la police municipale pour la recherche des contrevenants.
- L'évacuation des déchets et nettoyage régulier des lieux, soit par les équipes des services techniques, soit par les prestataires.

Le service municipal de la Propreté urbaine vient d'être renforcé par de nouvelles embauches et souhaite investir dans du nouveau matériel.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Les partenaires associés sont les administrés (ménages et professionnels), les bailleurs, les Chambres consulaires, l'Etablissement public Territorial Paris Est Marne et Bois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Les habitants de la commune de Villiers-sur-Marne

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :

60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 199 080,00 € , soit une aide régionale de 119 448,00 €.

Localisation géographique :

- VILLIERS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude externalisée : diagnostic et proposition d'un plan d'actions	16 680,00	8,38%
Communication : affiches, calicots	2 400,00	1,21%
Caméras	80 000,00	40,18%
Véhicule de collecte	92 000,00	46,21%
Clôtures, Barrières	8 000,00	4,02%
Total	199 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	79 632,00	40,00%
Subvention Région Ile -de-France	119 448,00	60,00%
Total	199 080,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	39 816,00 €
2019	39 816,00 €
2020	39 816,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	9 121,00 €
	Montant total	9 121,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014914

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS PEDAGOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DITES BRISFER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	220 000,00 €	60,00 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND
91090 LISSES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Xavier DUGOIN, Président

N° SIRET : 25910155800049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 23 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le territoire du SIREDOM dispose de nombreux atouts dont un patrimoine et des paysages remarquables qui constituent des éléments indispensables pour la préservation de son identité et de ses particularités.

Or ces dernières années, le SIREDOM doit faire face à la multiplication des dépôts sauvages. En complément d'actions curatives de collecte et de nettoyage, le SIREDOM a initié depuis 2014, la démarche nommée « BRISFER ».
Elle a pour objectif de lutter contre les dépôts sauvages à travers le montage d'actions pédagogiques et environnementales tournées vers sa population la plus jeune, afin que celle-ci se ré-approprie son espace de vie et veille à sa préservation.

Description :
Ces actions sont destinées à la tranche d'âge 16 à 25 ans dont les candidatures sont sélectionnées par les communes en étroite collaboration avec le SIREDOM. Le pilotage est double entre le syndicat et les services jeunesse des communes adhérentes.

Elles consistent en :
- du ramassage de dépôts sauvages sur des sites délimités,
- du débroussaillage et de l'élagage permettant d'ouvrir des chemins pour les promeneurs,
- du nettoyage de sites urbains….

Elles sont animées par le SIREDOM qui prend en charge toute la logistique : camions, matériel de nettoyage, équipement, vêtements, gratification des jeunes participant à ces actions,…

Elles se déroulent pendant les vacances scolaires (durant une semaine et par groupe de huit personnes encadrées par deux animateurs pédagogiques et spécialisés en environnement) soit, sur une année :
- 14 semaines de vacances scolaires
- 84 chantiers (6 chantiers par semaine de vacances)
- 768 jeunes mobilisés.
- 40 tonnes de déchets ramassés.

Celles-ci assurent indirectement la promotion des valeurs citoyennes et permettent à la jeunesse de se familiariser avec les institutions et les valeurs républicaines.

Le SIREDOM souhaite étendre cette démarche en engageant un partenariat avec les lycéens de son territoire en lien étroit avec la Région Ile-de-France.

Moyens mis en œuvre :
Le SIREDOM est maître d'ouvrage.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population située dans la tranche d'âge 16-25 ans pour la participation aux actions mais aussi tout habitant du territoire du SIREDOM qui aura un cadre de vie préservé.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 220 000,00 €, soit une aide régionale de 132 000,00 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 2 camions 9 places	80 000,00	36,36%
Acquisition d'un camion à ridelle	40 000,00	18,18%
Acquisition et création d'outils de communication	30 000,00	13,64%
Acquisition matériel de coupe, de débroussaillage, de nettoyage	30 000,00	13,64%
Acquisition de matériel de protection, d'EPI, de vêtements	40 000,00	18,18%
Total	220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	88 000,00	40,00%
Subvention Ile-de-France	132 000,00	60,00%
Total	220 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	132 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	251 913,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	988 067,30 €
2016	Fonds Propreté	126 120,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 852 657,28 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	779 000,00 €
	Montant total	3 997 758,08 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-544

DU 22 NOVEMBRE 2017

TROISIÈME SESSION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE : DÉSIGNATION DES LAURÉATS ET AFFECTATION DE CRÉDITS

RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION AU CLUB DES MAITRES D'OUVRAGES DE LA MAISON DE L'ARCHITECTURE EN ÎLE-DE-FRANCE (MAIDF)

VERSEMENT D'UNE DERNIÈRE CONTRIBUTION RÉGIONALE À L'ATELIER INTERNATIONAL DU GRAND PARIS (AIGP)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de la construction et de l'habitation ;
VU Le Code de l'urbanisme ;
VU Le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;
VU La délibération CR 74-08 du 26 juin 2008 relative à l'adhésion de la Région Ile-de-France à la maison de l'architecture en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan État Région 2015-2020 ;
VU La délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative à des délégations d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;
VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prolongée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 31-16 du 18 février 2016 portant désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes ;
VU La délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016 approuvant la création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire, modifiée par les délibérations n° CP 2016-608 du 16 novembre 2016 et n° CP 2017-522 du 18 octobre 2017 ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n° CR 2017-120 du 7 juillet 2017 relative, notamment, à l'évolution de la collaboration de la Région à l'Atelier International du Grand Paris (AIGP) ;
VU La délibération n° CP 2017-522 du 18 octobre 2017 modifiant le règlement d'intervention et la convention type du dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-544 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Sélectionne pour cette troisième session les huit projets proposés par le jury, **au titre du dispositif « soutien régional aux initiatives d'urbanisme transitoire sur les fonciers délaissés ou en cours de mutation en Île-de-France »**, tels que présentés dans les fiches projets en annexe n°2 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de participer, **au titre du dispositif « soutien régional aux initiatives d'urbanisme transitoire sur les fonciers délaissés ou en cours de mutation en Île-de-France »**, au financement de ces projets par l'attribution d'une subvention d'un montant total de **661 095 €**, répartis comme suit :

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projets N°
L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE	L'Amin Cie Théâtrale et la ville de Grigny s'associent pour réhabiliter le centre technique municipal en théâtre.	110 055,00 €	EX024553
EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT	Candidature de l'EPA ORSA à l'appel à manifestation d'intérêt "soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire", sur le secteur du Lugo	52 000,00 €	EX024554
COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS	Maison en chantier, quartier partagé !	48 000,00 €	EX024590
ICI ET 2MAINS	Transformation de la Gare de la Grande Ceinture de St-Germain-en-Laye en lieu d'innovation sociétale	95 000,00 €	EX024593
ASSOCIATION ANIMAKT	Investissements pour la mise en place du projet "La Troisième Terre", un lieu social et culturel ancré sur son territoire.	29 140,00 €	EX024602
EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT PARIS SACLAY	Pépinière de plantes indigènes herbacées et arbustives	200 000,00€	EX024610
PLATEAU URBAIN	Demande de subvention pour le projet de Plateforme logistique mutualisée du réemploi en Ile-	53 500,00€	EX024659

	de-France mené par Aurore et Plateau Urbain.		
ASSOCIATION ACTIVILLE	Le 36 Quai de Bobigny, un projet d'expérimentation de pratiques agricoles implanté dans une friche maraîchère visant à devenir un laboratoire de pratiques innovantes	73 400,00 €	EX024662

Subordonne l'attribution des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 2017-522 du 18 octobre 2017.

Autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de ***661 095 €*** disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme PR52-001 (452001) « Territoires stratégiques », action 452001096 « Aménagement durable et innovation urbaine » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif en annexe n°1 à la présente délibération.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020 :
- Volet 6 « Territorial »,
- Sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs »,
- Action 612 « Aménagement durable et innovation urbaine ».

Article 3 :

En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susivisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies à l'article 2 de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches-projets correspondantes ci-annexées.

Dossier-Code	Objet	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
EX024553	L'Amin Cie Théâtrale et la ville de Grigny s'associent pour réhabiliter le centre technique municipal en théâtre.	L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE	30/06/2017
EX024554	Candidature de l'EPA ORSA à l'appel à manifestation d'intérêt "soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire", sur le secteur du Lugo	EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT	30/06/2017
EX024590	Maison en chantier, quartier partagé !	COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS	30/06/2017
EX024593	Transformation de la Gare de la Grande Ceinture de St-Germain-en-Laye en lieu d'innovation sociétale	ICI ET 2MAINS	30/06/2017
EX024602	Investissements pour la mise en place du projet "La	ASSOCIATION ANIMAKT	30/06/2017

	Troisième Terre", un lieu social et culturel ancré sur son territoire.		
EX024659	Demande de subvention pour le projet de Plateforme logistique mutualisée du réemploi en Ile-de-France mené par Aurore et Plateau Urbain.	PLATEAU URBAIN	30/06/2017
EX024662	Le 36 Quai de Bobigny, un projet d'expérimentation de pratiques agricoles implanté dans une friche maraîchère visant à devenir un laboratoire de pratiques innovantes	ASSOCIATION ACTIVILLE	30/06/2017

Article 4 :

Décide de **renouveler l'adhésion au club Maîtres d'ouvrages de la Maison de l'architecture en Île-de-France (MOMA).**

Affecte à cet effet **une autorisation d'engagement d'un montant total de 5 000 €,** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP50-002 (150002) « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000206 « Biennale de l'architecture et de l'urbanisme » du budget 2017.

Article 5 :

Décide de procéder au **versement d'une dernière contribution à l'Atelier International du Grand Paris (AIGP) suite au retrait de la Région Île-de-France conformément à la délibération susvisée**.

Affecte une **autorisation d'engagement d'un montant de 50 000 €** à l'Atelier International du Grand Paris disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP50-002 (150002) « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000205 « Atelier International du Grand Paris » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

23/11/2017 15:11:07

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-544	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**452001 - Territoires stratégiques**
Action	**452001096 - Aménagement durable et innovation urbaine**

Dispositif : N° 00000961 - Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire

Dossier	EX024553 - L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE 29/06/2017 L'Amin Cie Théâtrale et la ville de Grigny s'associent pour réhabiliter le centre technique municipal en théâtre.			
Bénéficiaire	EX003244 - L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE			
Localisation	GRIGNY			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	110 055,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
220 110,00 €	TTC	50 %	110 055,00 €	

Dossier	EX024554 - EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT 29/06/2017 Candidature de l'EPA ORSA à l'appel à manifestation d'intérêt "soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire", sur le secteur du Lugo			
Bénéficiaire	R36319 - EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT			
Localisation	CHOISY-LE-ROI			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	52 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 000,00 €	HT	50 %	52 000,00 €	

Dossier	EX024590 - COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS 30/06/2017 Maison en chantier, quartier partagé !			
Bénéficiaire	R1248 - COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS			
Localisation	L'ILE-SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 000,00 €	HT	34,29 %	48 000,00 €	

Dossier	EX024593 - ICI ET 2MAINS 30/06/2017 Transformation de la Gare de la Grande Ceinture de St-Germain-en-Laye en lieu d'innovation sociétale			
Bénéficiaire	EXM01818 - ICI ET 2MAINS			
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	95 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
190 000,00 €	HT	50 %	95 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-544	Budget	2017

Dossier	EX024602 - ASSOCIATION ANIMAKT 30/06/2017 Investissements pour la mise en place du projet "La Troisième Terre", un lieu social et culturel ancré sur son territoire.			
Bénéficiaire	R22856 - ASSOCIATION ANIMAKT			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	29 140,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 280,00 €	TTC	50 %	29 140,00 €	

Dossier	EX024610 - EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY 30/06/2017 Pépinière Publique de Plantes Indigènes Herbacées et Arbustives			
Bénéficiaire	P0034480 - EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
580 000,00 €	HT	34,48 %	200 000,00 €	

Dossier	EX024659 - PLATEAU URBAIN 30/06/2017 Demande de subvention pour le projet de Plateforme logistique mutualisée du réemploi en Ile-de-France mené par Aurore et Plateau Urbain.			
Bénéficiaire	EXM01830 - PLATEAU URBAIN			
Localisation	ANTONY			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	53 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
107 000,00 €	HT	50 %	53 500,00 €	

Dossier	EX024662 - ASSOCIATION ACTIVILLE 30/06/2017 Le 36 Quai de Bobigny, un projet d'expérimentation de pratiques agricoles implanté dans une friche maraîchère visant à devenir un laboratoire de pratiques innovantes			
Bénéficiaire	EXM00797 - ASSOCIATION ACTIVILLE			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine - Hors CPRD			
Montant total	73 400,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
146 800,00 €	TTC	50 %	73 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000961 - Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	661 095,00 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 452001 - 452001096	661 095,00 €

ANNEXE N°2 : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024590

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS 30/06/2017 MAISON EN CHANTIER, QUARTIER PARTAGÉ !

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	140 000,00 €	34,29 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS
Adresse administrative : 1 RUE MECHIN
93450 L'ILE ST DENIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Mohamed GNABALY, Maire
N° SIRET : 21930039900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire
Rapport Cadre : CR101-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Maison en chantier, quartier partagé !

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Objectifs :
La « Maison en chantier » est un projet de développement social mené au sein d'un pavillon, propriété municipale, afin d'accompagner de manière plus affirmée le projet de NPNRU portant sur les cités Marcel Cachin et Marcel Paul.

Description :
La municipalité a donné l'usage du pavillon situé à l'intersection de ces deux cités à l'association ICI! pour y mener différentes actions :
- une annexe de la Maison du projet du NPNRU L'Île-Saint-Denis/Saint-Ouen qui est située à Saint-Ouen
- un lieu d'initiatives inter-associatives
- un lieu de concertation et d'information concernant le NPNRU et la vie du quartier
- un lieu de diffusion et de partage de savoir-faire artisanaux et techniques.

L'association s'est installée dans les locaux depuis mars 2017. La rénovation et l'aménagement progressif

de la structure doivent permettre d'adapter les espaces aux besoins des habitants, des associations et des partenaires du projet. Des évènements festifs permettront de développer une dynamique locale collective.
Les actions menées ont toutes pour vocation de soutenir le pouvoir d'agir des habitants et de les accompagner tout au long du processus de conception du NPNRU. Sont déjà prévues une ludothèque de chantier, une cantine de quartier, une permanence de l'Atelier populaire d'urbanisme, des chantiers ouverts et formations bricolage, des chantiers de formation et insertion sur les techniques de construction émergentes en matière de réemploi et de matériaux bio-sourcés, des ateliers d'artisans ou des conférences sur les modes d'habiter autrement.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de L'Île-Saint-Denis et plus particulièrement ceux du quartier sud dans le cadre du NPNRU.

Localisation géographique :
- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'œuvre et frais de gestion	20 000,00	14,29%
Réhabilitation et extension du bâtiment	68 000,00	48,57%
Aménagement extérieur et sécurisation du site	16 000,00	11,43%
Viabilisation du site (mise aux normes, fluides...)	12 000,00	8,57%
Equipement et matériel pour rénovation du pavillon	16 000,00	11,43%
Autres frais et aléas pour rénovation du pavillon	8 000,00	5,71%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de L'île-Saint-Denis (porteur de projet)	28 000,00	20,00%
Région Ile-de-France	48 000,00	34,29%
Plaine Commune	12 000,00	8,57%
Subventions privées	32 000,00	22,86%
Subvention d'exploitation (levée de fond, etc.)	20 000,00	14,29%
Total	140 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	48 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	5 100,00 €
	Montant total	5 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024554

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT 29/06/2017 CANDIDATURE DE L'EPA ORSA À L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT "SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE", SUR LE SECTEUR DU LUGO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	104 000,00 €	50,00 %	52 000,00 €
		Montant Total de la subvention	52 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204181-452001-1700
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT
Adresse administrative : 2 AV JEAN JAURES 94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Thierry FEBVAY, Directeur
N° SIRET : 49908428300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire
Rapport Cadre : CR101-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Candidature de l'EPA ORSA à l'appel à manifestation d'intérêt "soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire", sur le secteur du Lugo (Choisy-le-Roi)

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Objectifs :
Le dossier propose une occupation transitoire du site du Lugo, dans le prolongement des Ardoines, où seront réalisés 500 logements desservis par deux arrêts du T Zen 5 d'ici 2023. Le projet prévoit d'investir un vaste espace de 14 hectares, à dominante industrielle et artisanale, afin de mettre en valeur la Seine et le patrimoine industriel du territoire.

Description :
Le Lugo est une zone d'activité économique située entre l'A 86 et le centre-ville de Choisy-le-Roi, entre la

RD 124 et la Seine et la voie ferrée. Ce quartier de 10 ha est très hétérogène, mêlant des activités, de grandes emprises commerciales, de l'habitat et des délaissés. L'EPA ORSA et la ville de Choisy-le-Roi propose de mettre en œuvre les actions de préfiguration du site, inventés dans le cadre d'ateliers participatifs réunissant habitants et architectes. Autour d'une ancienne usine et le long d'axes de circulation, les acteurs du projet prévoient la mise en place d'installations artistiques, de jardins partagés et d'éléments de végétalisation, ainsi que la création d'une promenade et d'un nouveau lien du quartier vers la Seine.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants, usagers et acteurs locaux aux alentours du site.

Localisation géographique :
- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installations artistiques	30 000,00	28,85%
Installations de jardins partagés	14 000,00	13,46%
Travaux de préparation du foncier	30 000,00	28,85%
Mobiliers et jeux urbains temporaires	30 000,00	28,85%
Total	104 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	52 000,00	50,00%
EPA ORSA (Porteur de projet)	52 000,00	50,00%
Total	104 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €
2019	22 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 436 425,00 €
2014	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	700 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	6 570 473,00 €
2015	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	550 000,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	31 000,00 €
2016	Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	326 046,00 €
2016	Nouveaux Quartiers Urbains (2015-2020)	351 635,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	10 535 000,00 €
	Montant total	24 500 579,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024610

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY 30/06/2017 PÉPINIÈRE PUBLIQUE DE PLANTES INDIGÈNES HERBACÉES ET ARBUSTIVES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	580 000,00 €	34,48 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204181-452001-1700
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY
Adresse administrative : 6 BOULEVARD DUBREUIL 91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Philippe VAN DE MAELE, Directeur
N° SIRET : 81805120300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire
Rapport Cadre : CR101-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Pépinière Publique de Plantes Indigènes Herbacées et Arbustives

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC Satory ouest, l'EPA Paris-Saclay souhaite mettre en place une pépinière de plantes locales, à partir de graines récoltées sur site, afin de préfigurer le paysage de demain. L'objectif du projet est de constituer une banque de semences et de pieds mères, essentiellement pour des espèces herbacées et arbustives, afin de permettre dans une phase ultérieure la multiplication du matériel végétal nécessaire à l'aménagement de la trame paysagère de cette ZAC de 230 ha. L'objectif est également de tester les semences et végétaux nécessaires à la reconstitution des zones humides en compensation des aménagements réalisés.

Description :
Le projet d'aménagement de la ZAC prévoit de déployer une armature paysagère mais la filière de production horticole n'est pas capable de satisfaire des demandes à grande échelle, en particulier pour les plantes herbacées indigènes. Le projet 3PIHA vise donc à alimenter le projet d'aménagement de

Satory ouest et sa trame paysagère en semences et plantes, collectées et reproduites in situ. Il s'agit ainsi de créer une nouvelle filière en circuit court dont le débouché est le futur projet d'aménagement du site.
Le projet requiert d'aménager un terrain pour mettre en place la pépinière (1 à 2 hectares), d'acheter le matériel nécessaire à l'activité, de mettre des locaux à disposition et d'être accompagné par des prestataires externes (écologue, botaniste, semencier…).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet s'adresse aux populations riveraines (ville de Versailles principalement) et aux acteurs de la filière horticole.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en état des sols par dépollution et recouvrement de terre végétale provenant de Satory ou de sites Paris-Saclay proches (8 400 m3)	190 000,00	32,76%
Réalisation d'une voie d'accès (30 m linéaire)	28 000,00	4,83%
Branchements réseaux	32 000,00	5,52%
Prestation Ecologue botaniste (collecte de semences et collecte de plantes vivaces)	195 000,00	33,62%
Abri (structure légère)	12 000,00	2,07%
Clôture du site avec protection contre la faune (env. 500 m linéaire)	18 000,00	3,10%
Prestation jardinier (mise en culture et multiplication des plants)	105 000,00	18,10%
Total	580 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EPA Paris-Saclay (porteur de projet)	380 000,00	65,52%
Région Île-de-France	200 000,00	34,48%
Total	580 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	100 quartiers innovants et écologiques	3 350 885,45 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 345 564,56 €
	Montant total	5 696 450,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024553

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE 29/06/2017 L'AMIN CIE THÉÂTRALE ET LA VILLE DE GRIGNY S'ASSOCIENT POUR RÉHABILITER LE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL EN THÉÂTRE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	220 110,00 €	50,00 %	110 055,00 €
		Montant Total de la subvention	110 055,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE
Adresse administrative : 09 CHEMIN DU CLOTAY
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie COLLOMBELLE, Attachée d'administration

Date de publication au JO : 29 septembre 1993

N° SIRET : 40346718600058

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire
Rapport Cadre : CR101-16 du 16/06/2016

Objet du projet : L'Amin Cie Théâtrale et la ville de Grigny s'associent pour réhabiliter le centre technique municipal en théâtre. Ce projet porté par la Cie est une préfiguration de la future salle culturelle.

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Objectifs :
L'initiative prévoit de réhabiliter l'ancien centre technique municipal en théâtre, préfigurant la salle culturelle de Grigny dont la construction est prévue à l'horizon 2020.Il fait écho aux importants travaux de réhabilitation en cours sur l'ensemble du quartier de la Grande Borne, à l'entrée duquel se situe le bâtiment. Cette structure culturelle est envisagée comme un lieu de partage à destination des jeunes Grignois afin de leur permettre de développer une habitude quant à la pratique artistique, de la curiosité,

de la familiarité, de l'empathie pour la culture et le théâtre en particulier. Ce lieu transitoire doit également permettre aux habitants d'appréhender de façon positive les chantiers en cours à la Grande Borne et d'envisager le quartier, pas seulement comme un lieu d'habitation, mais comme un lieu de vie, d'échanges, de sortie, d'initiative. Ce temps de transition doit également permettre de tester certaines approches de politiques culturelles, afin que la programmation du futur centre réponde totalement aux attentes des Grignois.

Description :
L'ancien centre technique municipal se situe à l'entrée du quartier de la Grande Borne, à l'intersection de l'autoroute A6 et de la RD 310 (angle sud-est du quartier). Il s'agit de réinvestir rapidement le site, suite au départ des services techniques, pour éviter l'apparition d'une friche abandonnée et sa transformation en terrain vague. Ce projet permettra de valoriser un espace en attente de réaffection : le bâtiment sera soit réhabilité définitivement pour devenir une annexe de la nouvelle salle culturelle, soit démoli pour permettre la construction de nouveaux logements.
Pour accueillir cet équipement, d'importants travaux de mises aux normes doivent être effectués pour pouvoir accueillir le public, ainsi que la rénovation des façades pour permettre d'identifier rapidement les nouvelles fonctions du site.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce futur équipement transitoire s'adresse aux habitants de Grigny, plus particulièrement aux jeunes, et constituera une offre culturelle qui fait défaut sur ce territoire en zone sensible.

Localisation géographique :
- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Modification de la structure porteuse	77 000,00	34,98%
Travaux divers et aménagement (cloisonnement, électricité, gril technique, etc.)	109 110,00	49,57%
Etudes et honoraires (architecte, préventionniste ERP)	14 000,00	6,36%
Fresques sur façade	20 000,00	9,09%
Total	220 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	110 055,00	50,00%
Apport AMIN Compagnie théâtrale (porteur de projet)	17 155,91	7,79%
ANRU	4 000,00	1,82%
Préfet Région	10 000,00	4,54%
Les Résidences	3 000,00	1,36%
GPS	10 000,00	4,54%
CAF Investissement	15 000,00	6,81%
Mécénat	8 000,00	3,63%
FEDER	42 899,09	19,49%
Total	220 110,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	70 055,00 €
2019	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	180 400,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2017	Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	60 000,00 €
	Montant total	430 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024593

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ICI ET 2MAINS 30/06/2017 TRANSFORMATION DE LA GARE DE LA GRANDE CEINTURE DE ST-GERMAIN-EN-LAYE EN LIEU D'INNOVATION SOCIÉTALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	190 000,00 €	50,00 %	95 000,00 €
	Montant Total de la subvention		95 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ICI ET 2MAINS
Adresse administrative : 14 RUE DU PRIEURE
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LAURENCE BESANCON, Présidente

Date de publication au JO : 21 novembre 2016

N° SIRET : 82833752700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire
Rapport Cadre : CR101-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Transformation de la Gare de la Grande Ceinture de St-Germain-en-Laye en lieu d'innovation sociétale pour promouvoir les actions plus solidaires et responsables, et essaimer au-delà du Territoire.

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Objectifs :
L'initiative propose d'investir la gare de la Grande Ceinture de St-Germain-en-Laye, qui n'est plus un point commercial de la SNCF depuis 2012, en créant un espace de coworking et un tiers-lieu dédiés à l'entreprenariat social. L'objectif du projet est de créer une communauté :
- d'entrepreneurs travaillant dans un espace de coworking « La Ruche » (premier réseau en France pour les entrepreneurs sociaux) ;
- de citoyens désireux de passer à l'action, sensibilisés et accompagnés au sein d'un Tiers-Lieu.

Description :
Le projet se situe au sein de la Gare de la grande ceinture de St-Germain-en-Laye qui appartient à la SNCF. Il est au cœur du projet d'aménagement de l'écoquartier Lisière-Pereire qui sera finalisé en 2017 et du futur Tram 13 Express reliant St-Cyr-L'Ecole à St-Germain-en-Laye prévu en 2020, avec un prolongement ultérieur vers Achères (également dénommé Tangentielle Ouest).
L'occupation transitoire sera contenue dans une partie restreinte du bâtiment (210 m² au sol), compte-tenu des chantiers en cours sur le site (travaux du Tram 13 Express, écoquartier Lisière-Pereire). Elle a vocation à préfigurer une occupation plus ambitieuse : totalité du bâtiment (700 m²), bail de 10 ans. L'espace mobilisé doit donc être aménagé (peinture, électricité, installation d'une mezzanine, etc.). Des appels à projets seront lancés pour identifier les entrepreneurs possibles, en mettant l'accent sur l'innovation digitale au service de la société grâce au partenariat historique entre La Ruche et Orange, qui seront accompagnés au sein du Tiers-lieu, notamment par l'incubateur La Social Factory.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce projet permet d'offrir une offre nouvelle en matière de locaux d'activités à destination des actifs et citoyens du territoire de St-Germain-en-Laye. L'initiative prévoit également une programmation afin d'impliquer la population locale.

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Architecte/ décorateur	10 000,00	5,26%
BET (structures, fluides)	20 000,00	10,53%
Installations courants forts et faibles	40 000,00	21,05%
Création Mezzanine (étude et travaux)	40 000,00	21,05%
Finitions, peinture	15 000,00	7,89%
Chauffage, climatisation	15 000,00	7,89%
Mobilier et équipements divers (écran, vidéo-projecteur, etc.)	50 000,00	26,32%
Total	190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	95 000,00	50,00%
Ici et 2MAINS (porteur de projet)	24 000,00	12,63%
Autre subvention/recette	71 000,00	37,37%
Total	190 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	95 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024602

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION ANIMAKT 30/06/2017 INVESTISSEMENTS POUR LA MISE EN PLACE DU PROJET "LA TROISIÈME TERRE", UN LIEU SOCIAL ET CULTUREL ANCRÉ SUR SON TERRITOIRE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	58 280,00 €	50,00 %	29 140,00 €
		Montant Total de la subvention	29 140,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ANIMAKT
Adresse administrative : 1 RUE EMILE FONTAINE
91160 SAULX LES CHARTREUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sophie ARNOULD LAURENT, Présidente

Date de publication au JO : 14 juin 1997

N° SIRET : 42247205000026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire
Rapport Cadre : CR101-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Investissements pour la mise en place du projet "La Troisième Terre", un lieu social et culturel ancré sur son territoire, porté par Animakt et avec le soutien de la CAF

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Objectifs :
Au sein de deux bâtiments actuellement portés par l'EPFIF, l'association Animakt porte le projet Troisième Terre, un tiers-lieu à vocation sociale, culturelle et artistique. Il s'agit de proposer un espace de vie autre que celui du travail ou de l'habitation, qui permette l'activité, la rencontre, le lien social, l'accompagnement de projets, l'émancipation citoyenne, etc.

Description :

Ce projet est une réponse faisant suite au diagnostic social de la ville de Saulx-les-Chartreux, entamé en 2017, et s'inscrit dans le dispositif Espace de Vie Sociale porté par la CAF. Il se déploie en complémentarité des actions déjà menées par l'association sur la ville. L'obtention de nouveaux locaux est l'opportunité pour mener cette expérience d'un équipement d'un genre nouveau, permettant d'attirer un public élargi et d'envisager de nouvelles initiatives. Pour développer le projet, le lieu doit être rendu fonctionnel, modulable et convivial. Il nécessite des travaux et aménagements divers.

Les objectifs du projet sont de proposer :
- un lieu artistique et social, ouvert au public et proposant une large palette d'activités
- une pépinière pour accompagner les projets des habitants et incuber des projets citoyens grâce à l'espace proposé (deux projets sont déjà identifiés : une pico-brasserie et un fournil à pain)
- un lieu intergénérationnel offrant des activités mêlant différentes générations
- un lieu de sensibilisation écologique proposant des actions de sensibilisation (conférences, débats, sensibilisation au tri, au recyclage, etc.)
- un lieu citoyen pour mener une réflexion sur le vivre-ensemble dans le cadre du futur projet immobillier.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Saulx-les-Chartreux et ses alentours

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation (plomberie, électricité)	5 560,00	9,54%
Chauffage et isolation	8 000,00	13,73%
Equipements de la cuisine (four à pain, piano de cuisson)	8 720,00	14,96%
Equipements techniques (son, lumières,etc)	7 500,00	12,87%
Equipements d'hébergements	13 600,00	23,34%
Aménagement des espaces extérieurs	14 900,00	25,57%
Total	58 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	29 140,00	50,00%
Subvention Conseil départemental de l'Essonne	20 000,00	34,32%
Réserve parlementaire	4 000,00	6,86%
Fonds propres Animakt (porteur de projet)	5 140,00	8,82%
Total	58 280,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	29 140,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	50 000,00 €
2017	Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	50 000,00 €
	Montant total	206 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024659

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PLATEAU URBAIN 30/06/2017 DEMANDE DE SUBVENTION POUR LE PROJET DE PLATEFORME LOGISTIQUE MUTUALISÉE DU RÉEMPLOI EN ILE-DE-FRANCE MENÉ PAR AURORE ET PLATEAU URBAIN.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	107 000,00 €	50,00 %	53 500,00 €
		Montant Total de la subvention	53 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLATEAU URBAIN
Adresse administrative : 6 RUE DU PARADIS
75010 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Gautier LE BAIL, Co-gérant
N° SIRET : 80393911500033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire
Rapport Cadre : CR101-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention pour le projet de Plateforme logistique mutualisée du réemploi en Ile-de-France mené par Aurore et Plateau Urbain.

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Objectifs :
L'initiative consiste à réaliser une plateforme logistique mutualisée du réemploi sur l'ancien site d'Universal Music à Antony, constitué de 10 500 m² d'entrepôts et plus de 6 000 m² de bureaux. La plateforme logistique est un projet qui permet de tester de nouvelles modalités de travail et de nouvelles façons de concevoir la mixité fonctionnelle grâce à la présence sur le site d'un centre d'hébergement et d'entrepôts logistiques. A terme, un plateau technique de formation aux métiers de la restauration pourrait permettre aux habitants comme aux travailleurs et occupants d'obtenir des formations dans ce domaine.

Description :

Le projet est situé dans les anciens entrepôts et bureaux d'Universal Music au 4 avenue Maurice Ravel à Antony. Le projet nécessite de remettre en fonctionnement l'entrepôt et de réaliser différents travaux. Le modèle économique développé prend également en compte ces investissements et les charges annuelles pour proposer un prix de redevance finale de 60 € TTC/m²/an. Ce tarif représente une réelle opportunité pour les structures du réemploi, favorisant ainsi leur déploiement, en cohérence avec les enjeux de développement durable et de transition écologique. L'occupation temporaire de cet entrepôt représente une solution viable pour les activités du réemploi, à faible valeur ajoutée, de disposer d'un site en proche couronne parisienne à des tarifs accessibles.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Les structures de ré-emploi, la Ville d'Anthony et ses habitants

Localisation géographique :
- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux électricité	25 000,00	23,36%
Sécurité incendie et sprinkler	26 000,00	24,30%
Aménagement des espaces communs (mobiliers, peintures, etc.)	30 000,00	28,04%
Déploiement Internet	10 000,00	9,35%
Portes intérieures et extérieures	4 000,00	3,74%
Accès et sécurisation	12 000,00	11,21%
Total	107 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Plateau Urbain (porteur de projet)	53 500,00	50,00%
Subvention Région	53 500,00	50,00%
Total	107 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	33 500,00 €

2019	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024662

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION ACTIVILLE 30/06/2017 LE 36 QUAI DE BOBIGNY, UN PROJET D'EXPÉRIMENTATION DE PRATIQUES AGRICOLES IMPLANTÉ DANS UNE FRICHE MARAÎCHÈRE VISANT À DEVENIR UN LABORATOIRE DE PRATIQUES INNOVANTES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	146 800,00 €	50,00 %	73 400,00 €
	Montant Total de la subvention		73 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-20421-452001-1700
452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ACTIVILLE
Adresse administrative : 119 AVENUE JEAN JAURES
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Youssef JABRI, Président

Date de publication au JO : 28 avril 2012

N° SIRET : 78980458000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire
Rapport Cadre : CR101-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Le 36 Quai de Bobigny est un projet d'expérimentation de pratiques agricoles implanté dans une friche maraîchère visant à devenir un laboratoire de pratiques innovantes au sein de la Plaine de l'Ourcq

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

Objectifs :
Le 36 Quai de Bobigny est un projet d'expérimentation de pratiques agricoles durables sur une parcelle de 675 m², inscrite dans un ensemble de terrains maraîchers situé sis 243 Chemin des Vignes, à proximité du Canal de l'Ourcq. Le lieu vise à devenir un laboratoire d'expérimentation de pratiques durables et responsables appelé « La pépinière ».

Description :
Le projet s'articule autour de la sensibilisation au tri des déchets, à leur réemploi et au compostage - qui sont la vocation initiale de l'association - et d'une réflexion sur l'eau et sur les modes d'approvisionnement du terrain en eau, celui-ci étant privé d'accès en eau et en électricité. L'aménagement de la parcelle cherche à proposer une façon originale d'apporter de l'eau sur les lieux, en se basant sur les différents systèmes de récupération d'eau mis en place par les occupants actuels qui ne sont que partiellement satisfaisants car relativement rudimentaires.
Le projet d'aménagement développe ainsi 3 axes :
- la création d'une zone humide de phytoremédiation
- une activité d'agriculture en aquaponie et en permaculture
- l'accueil du public le plus large possible et la transmission de savoirs
En parallèle, un ensemble d'animations et de projets satellites en faveur de la transition écologiques sont envisagés : conférences, ateliers pratiques, festival de la transition écologique courant 2018, exposition de travaux artistiques autour de la biodiversité.
Ce projet s'inscrit également dans la mise en valeur de l'héritage maraîcher de la ville de Bobigny et des villes environnantes.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants de Bobigny et alentours

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes – ingénierie	17 000,00	11,58%
Achats matières et fournitures (système de pompage, serre, aquaponie, viabilisation, etc.)	69 800,00	47,55%
Prestations de services (développement du système de pompage mobile, assistance et mise en œuvre)	20 000,00	13,62%
Aménagement (viabilisation et travaux)	30 000,00	20,44%
Locations (matériels et engins)	8 000,00	5,45%
Autres fournitures (outils divers pour activités)	2 000,00	1,36%
Total	146 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	73 400,00	50,00%
CGET- Politique de la Ville	20 000,00	13,62%
Fondation France	10 000,00	6,81%
Fondation Truffaut	5 000,00	3,41%
Organisme Privés/Semi-privés	10 000,00	6,81%
Prestations	6 000,00	4,09%
ActiVille/La Koncepterie (Team-Building) (Porteur de projet)	21 000,00	14,31%
Participation des usagers	1 400,00	0,95%
Total	146 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	43 400,00 €
2019	30 000,00 €

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-548

DU 22 NOVEMBRE 2017

STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CINQUIÈME AFFECTATION 2017 POLITIQUE RÉGIONALE EMPLOIS D'INSERTION ENVIRONNEMENT - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - TROISIÈME AFFECTATION 2017 ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE - SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS ET ORGANISMES - DEUXIÈME AFFECTATION 2017 COULÉE VERTE LA TEGEVAL - DUP-PROLONGATION-DEMANDE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU Le code de l'expropriation ;

VU L'arrêté préfectoral n° 2008-253-1 du 9 septembre 2008 portant création du syndicat mixte d'étude et de réalisation de la Coulée Verte de l'Interconnexion des TGV (SMER ITGV) ;

VU L'arrêté interpréfectoral n°2013/1267 du 09 avril 2013 prononçant la déclaration d'utilité publique au profit du SMER pour la partie aménagement et au profit de l'AEV agissant pour le compte de la Région, pour la partie foncière ;

VU La délibération n° CR 52-99 du 16 décembre 1999 du conseil régional d'Île-de-France approuvant l'étude de programmation créant un périmètre d'acquisition régional et autorisant le recours à la procédure de déclaration d'utilité publique pour la maîtrise du foncier du projet de la Coulée Verte de l'interconnexion des TGV ;

VU La délibération n° CR 41-09 du 6 mai 2009 adoptant la nouvelle politique régionale de soutien à l'insertion par l'activité économique ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération N° CR 46-11 du 29 septembre 2011 du Conseil régional d'Île-de-France relative au recours à la procédure de déclaration d'utilité publique pour l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la Tégéval ;

VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013, relative au soutien des structures dans le secteur de l'environnement ;

VU La convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile de France et

l'Agence des Espaces Verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles et les obligations réciproques pour la période 2014-2018 approuvée par la délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014 ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du contrat de plan Etat Région 2015-2020 - approbation du contrat de plan interrégional Etat Régions 2015-2020 Vallée de la Seine - approbation du projet de contrat de plan interrégional Etat Régions Plan Seine 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 92-15 « Délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU Les délibérations n°97-29 du 16 octobre 1997 et n° 99-46 du 30 novembre 1999 du conseil d'administration de l'Agence des Espaces Verts de la Région Île-de-France relative à l'étude de programmation et à la création du périmètre d'acquisition régional de la Coulée Verte de l'interconnexion des TGV ;

VU La délibération n° CP 09-860 du 24 septembre 2009 adoptant une convention type et l'affectation de subventions pour les emplois insertion environnement ;

VU La convention passée avec l'association VIE VERT Chantier insertion Aménagement et entretien de l'espace naturel pour les Emplois insertion Environnement n° 14-95-03, approuvée par la délibération n° CP 14-097 du 30 janvier 2014, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'association VIE VERT Aménagement et entretien des espaces naturels – Année 3 – N° EX027280, pour les Emplois Insertion Environnement n° 14-95-01, approuvée par la délibération n° CP 14-097 du 30 janvier 2014, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'association VIE VERT Amélioration qualité environnementale – Année 3 - N° EX02795 pour les Emplois Insertion Environnement n° 14-95-03, approuvée par la délibération n° CP 14-097 du 30 janvier 2014, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2015 ;

VU La convention passée avec l'Association Confluences relative aux Emplois insertion Environnement n° EIE 14-92-02, approuvée par la délibération n° CP 14-447 du 18 juin 2014, modifiée par l'avenant n° 1 approuvée par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'association INTERFACE FORMATION – N° EX027462 pour les Emplois Insertion Environnement n° 14-75-03, approuvée par la délibération n° CP 14-447 du 18 juin 2014, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-144 du 15 juin 2016

VU La convention passée avec l'association PARIS FLEURS DE COCAGNE – N° EX027400 pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-91-01, approuvée par la délibération n° CP 15-124 du 29 janvier 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-404 du 21 septembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Confluences relative aux Emplois insertion

Environnement n° EIE 15-94-01, approuvée par la délibération n° CP 16-364 du 17 juin 2015 ;

VU La délibération n° CP 15-364 du 17 juin 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « emplois d'insertion environnement » (troisième affectation juin 2015) ;

VU La convention passée avec l'association SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE l'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-95-02, approuvée par la délibération n° CP 15-364 du 17 juin 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvée par la délibération n° CP 16-404 du 21 septembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'association CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION - N° EX025889 pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-94-01, approuvée par la délibération n° CP 15-364 du 17 juin 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 2017-404 du 18 octobre 2017 ;

VU La convention passée avec l'association ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE – N° EX027449 pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-91-07, approuvée par la délibération n° CP 15-728 du 08 octobre 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-404 du 21 septembre 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016 approuvant l'adoption de quatre conventions-type dont deux sont relatives à la biodiversité pour les opérations en investissement et en fonctionnement, et deux autres , et deux autres relatives aux Réserves Naturelles Régionales (RNR) pour les opérations en investissement et en fonctionnement, modifiée par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et délibération n° CP 2017-191du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n°2017-10-19/07 du 19 octobre 2017 du SMER « La Tégéval » relative à la prorogation de la déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition des emprises de la Tégéval ;

VU La délibération n°17-129 du 24 octobre 2017 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à la prorogation de la déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition des emprises de la Tégéval ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

Dans le cadre du projet TEGEVAL :

CONSIDERANT que la maîtrise du foncier n'est pas totale ; que seule une première phase d'acquisition a été réalisée et qu'il convient de poursuivre la procédure sur 8,5 ha environ,

CONSIDERANT que le projet initial n'a pas été modifié de manière substantielle d'un point de vue financier, technique ou environnemental,

CONSIDERANT que le délai pour l'expropriation est limité à 5 ans à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral et qu'il peut être prorogé sans nouvelle enquête publique pour une durée au moins égale,

CONSIDERANT que dans ces conditions il convient de solliciter auprès de Messieurs les Préfets du Val-de-Marne et de l'Essonne, la prorogation de la déclaration d'utilité publique du 09 avril 2013

pour une durée de 5 ans,

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-548 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide, au titre de la **Stratégie régionale pour la biodiversité,** d'attribuer des subventions **d'investissement** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches- projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable du projet, pour un montant total de **449 913 €** selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Nom de l'opération	Subvention	Fiches projet
Commune de Cesson-la-Forêt	Réhabilitation du parc urbain de Cesson-la-Forêt (93)	430 313 €	17014828
Communauté d'agglomération Marne et Gondoire	Réalisation d'un crapauduc sur le site de Bussy-Saint-Martin (77)	19 600 €	17014856

Subordonne l'attribution de ces subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention biodiversité type approuvée par délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **449 913 €** répartie de la façon suivante :

- 430 313 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme PR 71-009 « Actions territorialisées », action « Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité – Actions territorialisées (471009053) du budget 2017. Cette subvention relève du CPER 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 333 « Restauration des milieux ».

- 19 600 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme PR 71-009 « Actions territorialisées », action « Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité – Actions territorialisées (471009053) du budget 2017. Cette subvention relève du CPER 2015-2020, volet 3 «Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 332 « Continuités terrestres».

Article 2

Décide, au titre de la **Stratégie régionale pour la biodiversité,** d'attribuer une subvention de **fonctionnement** pour l'opération désignée dans le tableau ci-dessous et détaillée dans le fiche-projet correspondante ci-jointe en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de **10 000 €** selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Nom de l'opération	Subvention	Fiches projet
Union Nationale de l'Apiculture Française (UNFA)	Programme national « Abeille, sentinelle de l'Environnement » - UNAF	10 000 €	17014862

Subordonne l'attribution de cette subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention biodiversité type susvisée et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement» code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel » programme HP 76-003 « Protection des milieux naturels et des paysages (176003), action « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité » (17600302) du budget 2017.

Article 3

Décide, au titre de la **Stratégie régionale pour la biodiversité**, d'attribuer des subventions **d'investissement** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de **175 771 €** selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Nom de l'opération	Subvention	Fiches projet
Association ESPACES	Travaux de valorisation écologique d'emprises ferroviaires ligne J du transilien dans les Yvelines, à Hardricourt, Rosny-sur-Seine et aux Mureaux	98 540 €	17014780
Commune de Corbreuse	Diagnostic écologique et hydraulique des mares et étangs de Corbreuse (91) - Etudes préalables aux investissements.	4 000 €	17014830
Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	Extension de la Trame Verte et Bleue du territoire de Saint-Quentin-en-Yvelines aux 5 communes nouvelle - Etudes préalables aux investissements.	37 800 €	17014850
Association HALAGE	Projet LIL'O en Seine-Saint-Denis, études et restauration d'un ancien site industriel - volet biodiversité	21 040 €	17014897
Syndicat Mixte de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA)	Restauration écologique du fond de vallée de l'Orge aval – Mise en œuvre du plan de gestion pour 2017	6 897 €	17014912
Commune de la Ville du Bois	Réalisation d'un atlas de la biodiversité communale de la ville du Bois (91) - Etudes préalables aux investissements.	7 494 €	17014840

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention type susvisée et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **175 771 €** disponible sur le chapitre 907 «Environnement» code fonctionnel 71 «Actions transversales» programme HP 71-009 «Actions territorialisées» (171009), action « Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées » (17100905) du budget 2017.

Article 4

Décide, au titre du soutien à l'Agence des Espaces Verts, d'attribuer une subvention de fonctionnement complémentaire, pour la remise en état des propriétés régionales, détaillée dans la fiche-projet correspondante ci-jointe en annexe 2.

Affecte une autorisation d'engagement de **230 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76 001 « Agence des Espaces Verts », action « Moyens de l'AEV » (17600104) du budget 2017.

Article 5

Décide, au titre du **soutien à l'Agence des Espaces Verts**, d'attribuer des subventions **d'investissement** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillée dans les fiches projets correspondantes en annexe 2, pour un montant total de **1 400 000 €**, selon la répartition suivante :

Bénéficiaire	Nom de l'opération	Subvention	Fiches projet
Agence des Espaces Verts	Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades - 2017	600 000 €	17004949
Agence des Espaces Verts	Aménagement et dépenses d'investissement pour la remise en état des propriétés régionales	800 000 €	18001564

Subordonne l'attribution de ces subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 16-157 du 16 juin 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **600 000 €** disponible sur le chapitre 907 «Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme « Agence des Espaces Verts », HP 76-001, action « Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades » (17600103) du budget 2017.

Affecte une autorisation de programme de **800 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme « Agence des Espaces Verts », HP 76-001, action « Aménagements d'espaces verts régionaux » (17600102) du budget 2017.

Article 6

Décide**, au titre du soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable,** d'attribuer **une subvention de fonctionnement** pour la création et l'animation d'ateliers et de visites participatives au sein d'un jardin d'insertion bio, accompagné par le réseau des jardins de Cocagne, détaillé dans la fiche projet correspondante n° 17014903 ci-jointe en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable du projet, pour un montant total de **10 000 €**.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention type approuvée susvisée par délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 937

« Environnement » code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme HP 71-008 « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable », action 17100801 « Education à l'Environnement vers un Développement Durable » du budget 2017.

Article 7

Décide, au titre de la **mise en œuvre des emplois d'insertion pour l'environnement**, d'attribuer des subventions de **fonctionnement** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de **111 310 €,** selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Nom de l'opération	Subvention	Fiches projet
Association VIE VERT	Vie Vert - Aménagement et entretien des espaces naturels – Année 3	1 800 €	EX027280
Association VIE VERT	Vie Vert - Amélioration de la qualité environnementale – Année 3	5 000 €	EX027295
Association ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE	Entretien des rigoles du Plateau de Saclay – Année 3	23 710 €	EX027449
Association INTERFACE FORMATION	Interface Formation « Espaces Verts" Ville de Paris/Paris Habitat - Année 3	17 500 €	EX027462
Association PARIS FLEURS DE COCAGNE	Paris Cocagne Fleurs de Cocagne : des fleurs bio, locales et solidaires au service de l'insertion professionnelle en Ile-de-France - Année 3	17 500 €	EX027400
Association CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION	Confluences Chantiers d'Insertion -Espaces Verts/Compostage - Année 3	17 500 €	EX025889
Association SAUVEGARDE DE L'ENFANCE DU VAL D'OISE	Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Val d'Oise : ACI liaisons douces et accessibilité - Année 3	28 300 €	EX027492

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 09-860 de la Commission permanente du 24 septembre 2009 modifiée conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 20216 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **111 310 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme HP 71-008 « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable », action « Emplois d'Insertion en environnement » (17100802), du budget 2017.

Article 8

Demande la prorogation de l'arrêté inter-préfectoral n°2013/1267 du 09 avril 2013 déclarant d'utilité publique au profit d'une part de l'Agence des Espaces Verts (AEV) agissant pour le compte de la Région Île-de-France et d'autre part du Syndicat mixte d'études et de réalisation de la Tégéval, l'acquisition des terrains relatifs au projet de la coulée verte de l'interconnexion des TGV dite «Tégéval».

L'Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent article et est autorisée à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires en vue de la réalisation de cette opération.

Article 9

Décide, au titre de la politique énergie-climat, d'attribuer une subvention d'investissement d'un montant total de **13 125 €** pour soutenir la réalisation de deux audits architecturaux et énergétiques pour lesquels des offres de maîtrise d'œuvre de conception ont été faites.

Bénéficiaire	Nom de l'opération	Subvention	Fiche projet
Cabinet Frabat	Audit Le Capricorne à Antony	6 875 €	18001562
Cabinet Foncia	Audit Massy Vallée 2 à Massy	6 250 €	18001565

Affecte une autorisation de programme de **13 125 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500105 « Efficacité énergétique », du budget 2017.

Article 10

Décide de participer au financement des actions détaillées en annexe 2, en faveur du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, au titre de 2017.

Numéro de dossier	Objet du dossier	Montant proposé de la décision
12018824	Aides aux investissements matériels relatifs à la création et à la modernisation des entreprises - FISAC 2ème phase	170 604,73 €
14010176	Renforcement de la trame verte et bleue « SRCE - plan de parc » : plantation de haies, mise en place de fosses et d'aménagements hydrauliques sur le chemin communal de Noncienne	30 000,00 €
14010185	Gestion pastorale de la prairie de la gravelle (Saint-Lambert-des-bois)	2 766,00 €
14010189	Travaux de protection d'espèces menacées sur l'ensemble du territoire du parc – 2014	6 600,00 €
14010577	Travaux de restauration de la continuité des rivières : Yvette Vauguien à Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Aulne Bechereau à Bullion, Merantaise Ors à Chateaufort	137 160,00 €
14010583	Appui au développement des circuits courts en agriculture	24 000,00 €
18000187	Equipements informatiques et téléphoniques du Parc 2016/2017	35 999,50 €
18000188	Chantier de Bénévoles et Conseil architectural approfondi	14 181,00 €
18000189	Aides " Chapitre 1 Restauration du petit patrimoine bâti" part Essonne	32 150,00 €
18000191	Financement participatif pour les entreprises de l'ESSONNE	5 000,00 €
18000192	Mise en place d'une maison du tourisme et de l'écomobilité travaux d'aménagement du site	199 027,50 €
18000193	Développement de l'écomobilité sur le territoire du Parc	31 809,00 €
18000194	Aides Chapitre 6 "Biodiversité, faune/flore, Milieux naturels Paysage année 2016-2017" ESSONNE	23 000,00 €
18000195	Aides Chapitre 7 " Gestion de l'eau 2016-2017" ESSONNE	9 000,00 €
18000196	Politique énergétique : Développement des énergies renouvelables dont le bois énergie et la méthanisation	30 766,00 €

18000197	Politique énergétique du Parc 2016-2017 Essonne	7 188,00 €
18000198	Utopies réalistes 2016-2017	19 881,00 €
18000199	Aides "Aménagement et gestion de l'espace public" 2016/2017	46 389,00 €
18000200	Aides " Accompagnement des démarches d'urbanisme"	33 135,00 €
11020105	développement d'outils SIG et d'observatoires du territoire	14 237,18 €
	Total général en investissement	***872 893,91 €***

Numéro de dossier	Objet du dossier	Montant proposé de la décision
11004914	Aides aux communes et intercommunalités pour la mise en œuvre d'un urbanisme innovant et de qualité	49 908,00 €
13006686	Participation expérimentale des habitants dans le cadre du plan paysage et biodiversité de la plaine de Jouars à Montfort	1 200,00 €
13006720	Actions pédagogiques « ma commune dans le parc : hier, aujourd'hui et demain » - année scolaire 2013-2014	11 934,00 €
18000161	Actions éducatives : formation des acteurs éducatifs, création/acquisition de supports pédagogiques, projets fédérateurs	12 860,00 €
18000162	Soutien financier aux projets scolaires (Yvelines)	5 280,00 €
18000163	Livret pédagogique à destination des enseignants et valorisation des projets scolaires	10 123,00 €
18000190	Connaissance et valorisation du patrimoine	43 000,00 €
16007196	Fonds d'intervention pour la valorisation culturelle et patrimoniale du territoire - Année 2016/2017	27 000,00 €
16007197	Favoriser le développement d'un tourisme durable	51 364,00 €
18000167	Entretien des sentiers « découvertes »	11 500,00 €
18000168	Appui filière laine	25 000,00 €
18000169	Appui à la promotion des circuits courts et des savoir-faire	15 000,00 €
18000170	Développement commercial et promotion des filières d'artisanat d'art	12 000,00 €
18000171	Diagnostics techniques, commerciaux et thématiques des entreprises de l'ESSONNE	3 440,00 €
18000172	Promotion de la Maison du Tourisme et de l'Ecomobilité (2016-2017)	8 539,00 €
18000173	Actions 2016 pour la connaissance et le suivi du patrimoine naturel et des relations homme/nature	33 465,00 €
18000174	Charte forestière du territoire	9 373,00 €
18000175	Sensibilisation à la rénovation thermique des habitats et développement des savoir -faire	25 180,00 €
18000177	Restauration des paysages exceptionnels, remarquables et dégradés	25 000,00 €
18000178	Entretien des espaces extérieurs du Parc	10 000,00 €
18000179	Recherche d'innovation dans les projets urbains et les nouveaux modes d'habiter aide pour l'accompagnement d'une démarche innovante et/ou expérimentale de concertation citoyenne	28 119,00 €
18000166	Appui au développement d'une monnaie locale complémentaire	50 000,00 €
18000640	Diagnostics techniques, commerciaux et thématiques des entreprises	11 163,67 €
	Total général en fonctionnement	***480 448,67 €***

Affecte à cet effet :

- Un montant total d'autorisations de programme de **872 893,91 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002046 « Soutien aux programmes d'investissement », du budget 2017.

- Un montant total d'autorisations d'engagement de **480 448,67 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002056 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2017.

Article 11

Les fiches projets détaillées en annexe 2 modifient en conséquence les annexes du contrat de Parc et des conventions des programmes d'actions initialement établis.

Article 12

Décide de participer au financement de l'action détaillée en annexe 2 à la présente délibération en faveur de l'association Scouts et Guides de France, au titre de 2017.

Affecte à cet effet, une autorisation d'engagement de **125 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable », action 17100801 « Education à l'environnement vers un développement durable », du budget 2017.

Article 13

En application des alinéas 3 et suivants des articles 17 et 29 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 1 à 9 de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles inscrites dans le tableau ci-dessous :

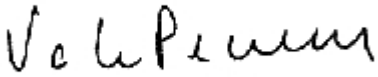
Numéro de dossier	Bénéficiaire	Objet du dossier	Date démarrage anticipé
EX027492	Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Val d'Oise	ACI : liaisons douces et accessibilité - Année 3	01/01/2014
EX027462	Interface Formation	Espaces Verts Ville de Paris/Paris Habitat - Année 3	01/10/2015
EX027400	Association Paris Fleurs de Cocagne	Des fleurs bio, locales et solidaires au service de l'insertion professionnelle en Ile-de-France - Année 3	01/01/2016
EX027280	Association Vie Vert	Aménagement et entretien des espaces naturels – Année 3	01/02/2015
EX027295	Association Vie Vert	Amélioration de la qualité environnementale – Année 3	01/02/2015
EX027449	Association Etudes et Chantiers Ile de France	Soutien à l'ACI – Entretien des rigoles du Plateau de Saclay – Année 3	01/01/2017
EX025889	Association Confluences Chantiers d'Insertion	Chantiers d'Insertion - Espaces Verts/Compostage - Année 3	01/01/2017
17014830	Commune de Corbreuse - 91	Diagnostic écologique et hydraulique des mares et étangs	01/09/2017

17014912	Syndicat Mixte de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA)	Restauration écologique du fond de Vallée de l'Orge aval – Mise en œuvre du plan de gestion pour 2017	27/03/2017
17014840	Commune de la Ville du Bois - 91	Réalisation d'un atlas de la biodiversité communale sur la Ville du Bois	01/09/2017
17014862	Union Nationale de l'Apiculture Française (UNAF)	Programme national « Abeille, sentinelle de l'Environnement »	01/01/2017
17004949	Agence des Espaces Verts	Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades - 2017	01/01/2017
17014903	Association Régionale pour l'Insertion le Logement et l'Emploi	Organisation d'ateliers pédagogiques à Meaux (77) – Les jardins de Cocagne	01/10/2017
18001562	Cabinet Frabat	Audit Le Capricorne à Antony	30/11/2016
18001565	Cabinet FONCIA	Audit Massy Vallée 2 à Massy	25/01/2017
11004914	PNR Haute Vallée Chevreuse	Aides aux communes et intercommunalités pour la mise en œuvre d'un urbanisme innovant et de qualité	08/06/2011
12018824	PNR Haute Vallée Chevreuse	Aides aux investissements matériels relatifs à la création et à la modernisation des entreprises - FISAC 2ème phase	01/01/2012
13006686	PNR Haute Vallée Chevreuse	Participation expérimentale des habitants dans le cadre du plan paysage et biodiversité de la plaine de Jouars à Montfort	01/07/2013
13006720	PNR Haute Vallée Chevreuse	Actions pédagogiques « ma commune dans le parc : hier, aujourd'hui et demain » - année scolaire 2013-2014	02/09/2013
14010176	PNR Haute Vallée Chevreuse	Renforcement de la trame verte et bleue « SRCE - plan de parc » : plantation de haies, mise en place de fosses et d'aménagements hydrauliques sur le chemin communal de Noncienne	01/09/2014
14010185	PNR Haute Vallée Chevreuse	Gestion pastorale de la prairie de la gravelle (Saint-Lambert-des-bois)	01/07/2014
14010189	PNR Haute Vallée Chevreuse	Travaux de protection d'espèces menacées sur l'ensemble du territoire du parc – 2014	01/07/2014
14010577	PNR Haute Vallée Chevreuse	Travaux de restauration de la continuité des rivières : Yvette Vauguien à Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Aulne Bechereau à Bullion, Merantaise Ors à Chateaufort	10/09/2014
14010583	PNR Haute Vallée Chevreuse	Appui au développement des circuits courts en agriculture	01/07/2014
18000161	PNR Haute Vallée Chevreuse	Actions éducatives : formation des acteurs éducatifs, création/acquisition de supports pédagogiques, projets fédérateurs	16/06/2016
18000162	PNR Haute Vallée Chevreuse	Soutien financier aux projets scolaires (Yvelines)	16/06/2016
18000163	PNR Haute Vallée Chevreuse	Livret pédagogique à destination des enseignants et valorisation des projets scolaires	16/06/2016
18000190	PNR Haute Vallée Chevreuse	Connaissance et valorisation du patrimoine	16/06/2016
16007196	PNR Haute Vallée Chevreuse	Fonds d'intervention pour la valorisation culturelle et patrimoniale du territoire - Année 2016/2017	16/07/2016
16007197	PNR Haute Vallée Chevreuse	Favoriser le développement d'un tourisme durable	16/06/2016
18000167	PNR Haute Vallée Chevreuse	Entretien des sentiers « découvertes »	16/06/2016

18000168	PNR Haute Vallée Chevreuse	Appui filière laine	16/06/2016
18000169	PNR Haute Vallée Chevreuse	Appui à la promotion des circuits courts et des savoir-faire	16/06/2016
18000170	PNR Haute Vallée Chevreuse	Développement commercial et promotion des filières d'artisanat d'art	16/06/2016
18000187	PNR Haute Vallée Chevreuse	Equipements informatiques et téléphoniques du Parc 2016/2017	01/07/2016
18000188	PNR Haute Vallée Chevreuse	Chantier de Bénévoles et Conseil architectural approfondi	01/07/2016
18000189	PNR Haute Vallée Chevreuse	Aides "Chapitre 1 Restauration du petit patrimoine bâti" part Essonne	01/07/2016
18000171	PNR Haute Vallée Chevreuse	Diagnostics techniques, commerciaux et thématiques des entreprises de l'ESSONNE	16/06/2016
18000172	PNR Haute Vallée Chevreuse	Promotion de la Maison du Tourisme et de l'écomobilité (2016-2017)	16/06/2016
18000173	PNR Haute Vallée Chevreuse	Actions 2016 pour la connaissance et le suivi du patrimoine naturel et des relations homme/nature	16/06/2016
18000174	PNR Haute Vallée Chevreuse	Charte forestière du territoire	16/06/2016
18000175	PNR Haute Vallée Chevreuse	Sensibilisation à la rénovation thermique des habitats et développement des savoir -faire	16/06/2016
18000177	PNR Haute Vallée Chevreuse	Restauration des paysages exceptionnels, remarquables et dégradés	16/06/2016
18000178	PNR Haute Vallée Chevreuse	Entretien des espaces extérieurs du Parc	16/06/2016
18000179	PNR Haute Vallée Chevreuse	Recherche d'innovation dans les projets urbains et les nouveaux modes d'habiter aide pour l'accompagnement d'une démarche innovante et/ou expérimentale de concertation citoyenne	16/07/2016
18000166	PNR Haute Vallée Chevreuse	Appui au développement d'une monnaie locale complémentaire	16/06/2016
18000191	PNR Haute Vallée Chevreuse	Financement participatif pour les entreprises de l'ESSONNE	16/06/2016
18000192	PNR Haute Vallée Chevreuse	Mise en place d'une maison du tourisme et de l'écomobilité travaux d'aménagement du site	16/06/2016
18000193	PNR Haute Vallée Chevreuse	Développement de l'écomobilité sur le territoire du Parc	16/06/2016
18000194	PNR Haute Vallée Chevreuse	Aides Chapitre 6 "Biodiversité, faune/flore, Milieux naturels Paysage année 2016-2017" ESSONNE	01/07/2016
18000195	PNR Haute Vallée Chevreuse	Aides Chapitre 7 "Gestion de l'eau 2016-2017" ESSONNE	01/07/2016
18000196	PNR Haute Vallée Chevreuse	Politique énergétique : Développement des énergies renouvelables dont le bois énergie et la méthanisation	16/06/2016
18000197	PNR Haute Vallée Chevreuse	Politique énergétique du Parc 2016-2017 Essonne	16/06/2016
18000198	PNR Haute Vallée Chevreuse	Utopies réalistes 2016-2017	16/06/2016
18000199	PNR Haute Vallée Chevreuse	Aides "Aménagement et gestion de l'espace public" 2016/2017	01/07/2016
18000200	PNR Haute Vallée Chevreuse	Aides "Accompagnement des démarches d'urbanisme"	01/07/2016
11020105	PNR Haute Vallée Chevreuse	Développement d'outils SIG et d'observatoires du territoire	01/01/2012

18000640	PNR Haute Vallée Chevreuse	Diagnostics techniques, commerciaux et thématiques des entreprises	17/11/2011

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Actions transversales**
Action	**17100801 - Education à l'environnement vers un développement durable**

Dispositif : N° 00000391 - Education à l'environnement vers un développement durable

Dossier	17014903 - ORGANISATION D'ATELIERS PEDAGOGIQUES A MEAUX (77) - LES JARDINS DE COCAGNE			
Bénéficiaire	P0037266 - ASSOCIATION REGIONALE POUR L'INSERTION LE LOGEMENT ET L'EMPLOI			
Localisation	MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	33,33 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000391 - Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100801	10 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Actions transversales**
Action	**17100802 - Emplois d'insertions en environnement**

Dispositif : N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)

Dossier	EX025889 - CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION - ESPACES VERTS/COMPOSTAGE - ANNEE 3			
Bénéficiaire	P0023453 - CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION			
Localisation	T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
298 075,96 €	HT	5,87 %	17 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	EX027280 - VIE VERT : AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DES ESPACES NATURELS - ANNEE 3			
Bénéficiaire	P0002510 - VIE VERT			
Localisation	VIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
860 334,30 €	HT	0,21 %	1 800,00 €	

Dossier	EX027295 - VIE VERT AMELIORATION QUALITE ENVIRONNEMENTALE ANNEE 3			
Bénéficiaire	P0002510 - VIE VERT			
Localisation	VIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
860 334,30 €	HT	0,58 %	5 000,00 €	

Dossier	EX027400 - PARIS COCAGNE FLEURS DE COCAGNE : DES FLEURS BIO, LOCALES ET SOLIDAIRES AU SERVICE DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE EN ILE-DE-FRANCE - ANNEE 3			
Bénéficiaire	EX004910 - PARIS COCAGNE FLEURS DE COCAGNE AVRAINVILLE			
Localisation	AVRAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
565 891,00 €	HT	3,09 %	17 500,00 €	

Dossier	EX027449 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE ENTRETIEN DES RIGOLES DU PLATEAU DE SACLAY - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 710,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
330 694,00 €	HT	7,17 %	23 710,00 €	

Dossier	EX027462 - INTERFACE FORMATION "ESPACES VERTS" VILLE DE PARIS/PARIS HABITAT - ANNEE 3			
Bénéficiaire	P0000741 - INTERFACE FORMATION			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
367 617,00 €	HT	4,76 %	17 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	EX027492 - SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE : ACI LIAISONS DOUCES ET ACCESSIBILITE - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R31029 - SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
407 847,00 €	HT	6,94 %	28 300,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)	111 310,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100802	111 310,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Actions transversales**
Action	**17100803 - Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement**

Dispositif : N° 00000446 - Soutien des structures dans le secteur de l'environnement

Dossier	15004574 - ASS SCOUTS DE FRANCE ACTIONS EXCEPTIONNELLES COP21 ORGANISER LA COY 11 EN AMONT DE LA COP21			
Bénéficiaire	R30248 - SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	125 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 000,00 €	TTC	69,44 %	125 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000446 - Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	125 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100803	125 000,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100905 - Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	17014780 - TRAVAUX DE VALORISATION ECOLOGIQUE D'EMPRISES FERROVIAIRES LIGNE J DU TRANSILIEN DANS LES YVELINES, A HARDRICOURT, ROSNY-SUR-SEINE ET AUX MUREAUX			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	98 540,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 772,00 €	HT	70 %	98 540,00 €	

Dossier	17014830 - DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE ET HYDRAULIQUE DES MARES ET ETANGS DE CORBREUSE (91) - ETUDES PREALABLES AUX INVESTISSEMENTS			
Bénéficiaire	R1097 - COMMUNE DE CORBREUSE			
Localisation	CORBREUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	40 %	4 000,00 €	

Dossier	17014840 - REALISATION D'UN ATLAS DE LA BIODIVERSITE COMMUNALE SUR LA VILLE DU BOIS (91) - ETUDES PREALABLES AUX INVESTISSEMENTS			
Bénéficiaire	R1138 - COMMUNE DE LA VILLE DU BOIS			
Localisation	LA VILLE-DU-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 494,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 980,00 €	HT	30 %	7 494,00 €	

Dossier	17014850 - EXTENSION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DU TERRITOIRE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78) AUX 5 COMMUNES NOUVELLES - ETUDES PREALABLES AUX INVESTISSEMENTS			
Bénéficiaire	R7382 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN EN YVELINES			
Localisation	CA SAINT QUENTIN EN YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 800,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 000,00 €	HT	70 %	37 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	17014897 - PROJET LIL'O EN SEINE-SAINT-DENIS, ETUDES ET RESTAURATION D'UN ANCIEN SITE INDUSTRIEL - VOLET BIODIVERSITE			
Bénéficiaire	R10910 - HALAGE			
Localisation	L'ILE-SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 040,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 200,00 €	HT	20 %	21 040,00 €	

Dossier	17014912 - RESTAURATION ECOLOGIQUE DU FOND DE VALLEE DE L'ORGE AVAL - MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION 2017			
Bénéficiaire	R7256 - SIVOA SYNDICAT MIXTE DE LA VALLEE DE L ORGE AVAL			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 897,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 794,00 €	HT	50 %	6 897,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	175 771,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100905	175 771,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**75 - Politique de l'énergie**
Programme	**175001 - Energie**
Action	**17500105 - Efficacité énergétique et SEM**

Dispositif : N° 00000634 - Politique énergie climat

Dossier	18001562 - SDC - FRABAT - 31/39 RUE JEAN MOULIN 1/11 RUE DU CAPRICORNE - 92160 ANTONY - AUDIT ENERGETIQUE			
Bénéficiaire	P0006010 - FRABAT			
Localisation	ANTONY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 875,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 500,00 €	HT	41,67 %	6 875,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	18001565 - SDC - FONCIA IMMOBILIAS - 20/38 RUE JEAN ROSTAND - 91300 MASSY - AUDIT ENERGETIQUE			
Bénéficiaire	P0031695 - FONCIA IMMOBILIAS			
Localisation	MASSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 250,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	HT	41,67 %	6 250,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000634 - Politique énergie climat	13 125,00 €

Total sur l'imputation 907 - 75 - 175001 - 17500105	13 125,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176001 - Agence des espaces verts**
Action	**17600102 - Aménagements d'espaces verts régionaux**

Dispositif : N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes

Dossier	18001564 - AMENAGEMENT ET DEPENSES D'INVESTISSEMENT POUR LA REMISE EN ETAT DES PROPRIETES REGIONALES			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	HT	100 %	800 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	800 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 176001 - 17600102	800 000,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176001 - Agence des espaces verts**
Action	**17600103 - Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades**

Dispositif : N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	17004949 - AEV - AIDE A L'ACQUISITION ET A L'AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS, FORETS ET PROMENADES - 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
600 000,00 €	TTC	100 %	600 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	600 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 176001 - 17600103	600 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176001 - Agence des espaces verts**
Action	**17600104 - Soutien à l'AEV**

Dispositif : N° 00000459 - OA / Agence des espaces verts (AEV)

Dossier	17000426 - AEV - AFFECTATION SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	230 000,00 €		Code nature	611
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 429 760,00 €	TTC	100 %	3 429 760,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000459 - OA / Agence des espaces verts (AEV)	230 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 176001 - 17600104	230 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**17600302 - Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité**

Dispositif : N° 00000257 - Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	17014862 - PROGRAMME NATIONAL "ABEILLE, SENTINELLE DE L'ENVIRONNEMENT" - UNAF			
Bénéficiaire	R37015 - UNION NAT APICULTURE FRA NCAISE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6552
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	HT	16,67 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000257 - Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	10 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 176003 - 17600302	10 000,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009053 - Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement

Dossier	17014828 - REHABILITATION DU PARC URBAIN DE CESSON-LA-FORET (77)			
Bénéficiaire	R295 - COMMUNE DE CESSON			
Localisation	CESSON			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux - Hors CPRD			
Montant total	430 313,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
860 626,00 €	HT	50 %	430 313,00 €	

Dossier	17014856 - REALISATION D'UN CRAPAUDUC SUR LE SITE DE BUSSY-SAINT-MARTIN (77)			
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Localisation	BUSSY-SAINT-MARTIN			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Continuités terrestres - Hors CPRD			
Montant total	19 600,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 000,00 €	HT	70 %	19 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	449 913,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009053	449 913,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476002 - Parcs naturels régionaux**
Action	**476002046 - Soutien aux programmes d'investissement**

Dispositif : N° 00000261 - Parcs naturels régionaux - Investissement

Dossier	11020105 - OPERATION N° 713 : DEVELOPPEMENT D'OUTILS SIG ET D'OBSERVATOIRES DU TERRITOIRE-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	14 237,18 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 750,00 €	HT	60 %	14 237,18 €	

Dossier	12018824 - OPERATION N° 753 : AIDES AUX INVESTISSEMENTS MATERIELS RELATIFS A LA CREATION ET A LA MODERNISATION DES ENTREPRISES - FISAC 2ème PHASE-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	170 604,73 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
487 400,00 €	HT	60 %	170 604,73 €	

Dossier	14010176 - OPERATION N°811 : RENFORCEMENT DE LA TRAME VERTE ET BLEUE « SRCE - PLAN DE PARC » : PLANTATION DE HAIES, MISE EN PLACE DE FOSES ET D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES SUR LE CHEMIN COMMUNAL DE NONCIENNE-SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	BONNELLES			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	60 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	14010185 - OPERATION N°812 : GESTION PASTORALE DE LA PRAIRIE DE LA GRAVELLE (SAINT-LAMBERT-DES-BOIS)-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	SAINT-LAMBERT			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	2 766,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 610,00 €	HT	60 %	2 766,00 €	

Dossier	14010189 - OPERATION N°813 : TRAVAUX DE PROTECTION D'ESPECES MENACEES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DU PARC - 2014-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	6 600,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 000,00 €	HT	60 %	6 600,00 €	

Dossier	14010577 - OPERATION N°815 : TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA CONTINUITE DES RIVIERES : YVETTE VAUGUIEN A SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE, AULNE BECHEREAU A BULLION, MERANTAISE ORS A CHATEAUFORT-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	137 160,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
228 600,00 €	TTC	60 %	137 160,00 €	

Dossier	14010583 - OPERATION N°821 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS COURTS EN AGRICULTURE-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	60 %	24 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	18000187 - OPERATION N°857 : EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET TELEPHONIQUES DU PARC 2016-17			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	35 999,50 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 000,00 €	HT	66,67 %	35 999,50 €	

Dossier	18000188 - OPERATION N°862 : CHANTIERS BENEVOLES ET CONSEIL ARCHITECTURAL APPROFONDI			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	14 181,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 400,00 €	HT	66,27 %	14 181,00 €	

Dossier	18000189 - OPERATION N°863 : AIDES POUR LA RESTAURATION DU PETIT PATRIMOINE BATI 2016 (Essonne)			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	32 150,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 000,00 €	HT	73,07 %	32 150,00 €	

Dossier	18000191 - OPERATION N°868 : FINANCEMENT PARTICIPATIF DES ENTREPRISES (Essonne)			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	HT	100 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	18000192 - OPERATION N°870I : MAISON DU TOURISME ET DE L'ECO-MOBILITE - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SITE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	199 027,50 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 000,00 €	HT	94,78 %	199 027,50 €	

Dossier	18000193 - OPERATION N°871 : DEVELOPPEMENT DE L'ECO-MOBILITE SUR LE TERRITOIRE DU PARC NATUREL			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	31 809,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 000,00 €	HT	66,27 %	31 809,00 €	

Dossier	18000194 - OPERATION N°872 : AIDE "BIODIVERSITE, FAUNE/FLORE, MILIEUX NATURELS, PAYSAGES" 2016-17 (Essonne)			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	HT	100 %	23 000,00 €	

Dossier	18000195 - OPERATION N°873/4 : AIDES "GESTION DE L'EAU" 2016-17			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 000,00 €	HT	100 %	9 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	18000196 - OPERATION N°876 : POLITIQUE ENERGETIQUE : DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DONT LE BOIS ENERGIE ET LA METHANISATION			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	30 766,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 426,00 €	HT	66,27 %	30 766,00 €	

Dossier	18000197 - OPERATION N°877/878 : POLITIQUE ENERGETIQUE : REDUCTION DES CONSOMMATIONS			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	7 188,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	HT	89,85 %	7 188,00 €	

Dossier	18000198 - OPERATION N°879 : APPEL A PROJETS "UTOPIES REALISTES" 2016-17			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	19 881,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	66,27 %	19 881,00 €	

Dossier	18000199 - OPERATION N°881 : AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE PUBLIC 2016-17			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	46 389,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	66,27 %	46 389,00 €	

Dossier	18000200 - OPERATION N°882 : AIDE "ACCOMPAGNEMENT AUX DEMARCHES D'URBANISME"			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	33 135,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	66,27 %	33 135,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000261 - Parcs naturels régionaux - Investissement	872 893,91 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 476002 - 476002046	872 893,91 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476002 - Parcs naturels régionaux**
Action	**476002056 - Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR**

Dispositif : N° 00000260 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Dossier	11004914 - OPERATION N° 687 : AIDES AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITES POUR LA MISE EN OEUVRE D'UN URBANISME INNOVANT ET DE QUALITE- REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	49 908,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 000,00 €	HT	60 %	49 908,00 €	

Dossier	13006686 - OPERATION N° 763 : PARTICIPATION EXPERIMENTALE DES HABITANTS DANS LE CADRE DU PLAN PAYSAGE ET BIODIVERSITE DE LA PLAINE DE JOUARS A MONTFORT- REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	60 %	1 200,00 €	

Dossier	13006720 - OPERATION N° 765 : ACTIONS PEDAGOGIQUES « MA COMMUNE DANS LE PARC : HIER, AUJOURD'HUI et DEMAIN » - ANNEE SCOLAIRE 2013-2014-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	11 934,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT	60 %	11 934,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	16007196 - OPERATION N° 867 : FONDS D'INTERVENTION POUR LA VALORISATION CULTURELLE ET PATRIMONIALE DU TERRITOIRE ANNEE 2016/2017-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	HT	60 %	27 000,00 €	

Dossier	16007197 - OPERATION N° 868 : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT D'UN TOURISME DURABLE-REAFFECTATION DU SOLDE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	51 364,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 000,00 €	HT	61,15 %	51 364,00 €	

Dossier	18000161 - OPERATION N° 863 : ACTIONS EDUCATIVES : FORMATION DES ACTEURS EDUCATIFS, CREATION/ACQUISITION DE SUPPORTS PEDAGOGIQUES, PROJETS FEDERATEURS			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	12 860,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 720,00 €	HT	93,73 %	12 860,00 €	

Dossier	18000162 - OPERATION N° 864 : SOUTIEN FINANCIER AUX PROJETS EDUCATIFS REALISES SUR LE DEPARTEMENT DES YVELINES			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	5 280,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 800,00 €	HT	60 %	5 280,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	18000163 - OPERATION N° 865 : LIVRET D'OFFRE PEDAGOGIQUE A DESTINATION DES ENSEIGNANTS ET VALORISATION DES PROJETS SCOLAIRES			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	10 123,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 800,00 €	HT	93,73 %	10 123,00 €	

Dossier	18000166 - OPERATION N° 869 : APPUI AU DEVELOPPEMENT D'UNE MONNAIE LOCALE COMPLEMENTAIRE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	100 %	50 000,00 €	

Dossier	18000167 - OPERATION N° 870 : ENTRETIEN DES SENTIERS DECOUVERTES			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 500,00 €	HT	100 %	11 500,00 €	

Dossier	18000168 - OPERATION N° 872 : APPUI A LA FILIERE LAINE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	HT	100 %	25 000,00 €	

Dossier	18000169 - OPERATION N° 873 : APPUI A LA PROMOTION DES CIRCUITS COURTS ET DES SAVOIR-FAIRE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	HT	100 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	18000170 - OPERATION N° 874 : DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET PROMOTION DES FILIERES "ARTISANAT D'ART"			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT	60 %	12 000,00 €	

Dossier	18000171 - OPERATION N° 875 : DIAGNOSTICS TECHNIQUES, COMMERCIAUX ET THEMATIQUES DES ENTREPRISES EN ESSSONNE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	3 440,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	HT	86 %	3 440,00 €	

Dossier	18000172 - OPERATION N° 877 : SOUTIEN A LA PROMOTION DE LA MAISON DU TOURISME ET DE L'ECOMOBILITE (2016-17)			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	8 539,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 000,00 €	HT	94,88 %	8 539,00 €	

Dossier	18000173 - OPERATION N° 879 : ACTIONS 2016 POUR LA CONNAISSANCE ET LE SUIVI DU PATRIMOINE NATUREL ET DES RELATIONS HOMME/NATURE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	33 465,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 500,00 €	HT	97 %	33 465,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	18000174 - OPERATION N° 880 : CHARTE FORESTIERE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	9 373,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	93,73 %	9 373,00 €	

Dossier	18000175 - OPERATION N° 881 : SENSIBILISATION A LA RENOVATION THERMIQUE DES HABITATS ET DEVELOPPEMENT DES SAVOIR-FAIRE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	25 180,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 025,00 €	HT	89,85 %	25 180,00 €	

Dossier	18000177 - OPERATION N° 883 : RESTAURATION DES PAYSAGES EXCEPTIONNELS REMARQUABLES ET DEGRADES			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	HT	100 %	25 000,00 €	

Dossier	18000178 - OPERATION N° 884 : ENTRETIEN DES ESPACES EXTERIEURS DES EQUIPEMENTS DU PNR HVC			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	100 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-548	Budget	2017

Dossier	18000179 - OPERATION N° 885 : RECHERCHE D'INNOVATION DS LES PROJETS URBAINS ET LES NOUVEAUX MODES D'HABITER ACCOMPAGNEMENT DES DEMARCHES INNOVANTES/EXPERIMENTALES DE CONCERTATION CI			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	28 119,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	93,73 %	28 119,00 €	

Dossier	18000190 - OPERATION N°866 : CONNAISSANCE ET VALORISATION DU PATRIMOINE 2016/2017			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	43 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 000,00 €	HT	87,76 %	43 000,00 €	

Dossier	18000640 - OPERATION N° 710 : DIAGNOSTICS TECHNIQUES, COMMERCIAUX ET THEMATIQUES DES ENTREPRISES			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	11 163,67 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 606,12 €	HT	60 %	11 163,67 €	

Total sur le dispositif N° 00000260 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	480 448,67 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 476002 - 476002056	480 448,67 €

ANNEXE N° 2 : FICHE PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014828

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REHABILITATION DU PARC URBAIN DE CESSON-LA-FORET (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	860 626,00 €	50,00 %	430 313,00 €
	Montant Total de la subvention		430 313,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-1700
471009053- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CESSON
Adresse administrative : 8 ROUTE DE SAINT LEU
77240 CESSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier CHAPLET, Maire

N° SIRET : 21770067300106

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet se situe au niveau du parc urbain au cœur de Cesson-la-Forêt (surface : 12 hectares) qui gère les eaux pluviales de plus de 92 hectares de surface urbanisée. Ce parc urbain est situé dans une zone naturelle du Plan local d'urbanisme pour permettre sa préservation de l'urbanisme. Il est localisé dans une zone principalement pavillonnaire.

Ce Parc est composé de 5 bassins de rétention. Ces bassins sont des zones humides artificielles. Ils ont une apparence de bassin paysager bien intégré dans les bois. Ces bassins communiquent par des canalisations et reçoivent les eaux pluviales des zones pavillonnaires alentour et permettent le stockage des eaux par temps de pluie.

Depuis plusieurs années, il a été constaté une dégradation constante du site avec des baisses de niveaux

d'eaux, des eaux de mauvaise qualité, entrainant les perturbations suivantes : érosion de berges, nuisances olfactives et paysagères. Ces dysfonctionnements perturbent également l'équilibre écologique des bassins et le développement des espèces.
Des inventaires naturalistes ont été réalisés sur le site du projet qui ont montré que le site possède une base de biodiversité intéressante avec des corridors à retravailler et à amplifier.

Le projet vise à appréhender et gérer de manière globale l'ensemble des fonctionnalités du site, dans un objectif de valorisation de la biodiversité.
Sa réhabilitation écologique permettra de répondre à des obligations règlementaires de lutte contre les inondations, de qualité des eaux pour l'accueil de la biodiversité, de continuités écologiques.
L'innovation consiste à valoriser les bassins en créant une réelle zone humide qui permettra d'atteindre un équilibre écologique pour les écosystèmes.
Ce projet est un exemple de démarche de résilience écologique et peut être reproductible sur d'autres zones urbanisées ayant des objectifs de corridors écologiques tout en valorisant des ouvrages de gestion des eaux pluviales.

Description :
La demande de subvention porte sur les postes suivants :

1) les travaux sur le site, avec principalement :
- un travail sur les fonds et les pentes des bassins pour favoriser l'évacuation des eaux, créer des zones humides et favoriser l'implantation d'insectes ;
- la désimperméabilisation de certains fonds de bassin pour permettre une infiltration des eaux ;
- le maintien en eau d'une partie d'un bassin pour favoriser la biodiversité ;
- la mise en place de noues filtrantes ;
- le nettoyage de certains bassins avec réutilisation des boues sur le site ;
- la végétalisation du site : hélophytes, saulaie, prairies humides, praires de talus, prairies de sous-bois ;
- la création d'une mare pour les batraciens en périphérie du parc.

2) la valorisation du site auprès du public et la sensibilisation à la biodiversité
- panneaux de communication et de sensibilisation ;
- information du public en phase travaux et après réalisation ;
- mobilier d'observation de la faune et de la flore.

Intérêt régional :
Le projet est par ailleurs lauréat de l'appel à projet « Investissement Territorial Intégré » (ITI) et peut à ce titre bénéficier d'un soutien financier au titre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).

Il répond à la fois à des objectifs de :
- gestion des eaux pluviales ;
- mise en œuvre des continuités écologique sur le territoire ;
- restauration et préservation de la biodiversité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
action 4 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité

Localisation géographique :

- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation chantier (installation et finalisation)	58 900,00	6,84%
Terrassement	289 750,00	33,67%
Hydraulique	111 130,00	12,91%
Etanchéité / Perméabilité bassins	175 350,00	20,37%
Végétalisation	121 170,00	14,08%
Valoristion / Sensibilisation / Communication / Passerelle d'observation	60 000,00	6,97%
Suivi chantier / Suivi écologique	44 326,00	5,15%
Total	860 626,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FEDER	170 000,00	19,75%
Région Ile de France	430 313,00	50,00%
Autres financeurs	40 000,00	4,65%
Autofinancemet	220 313,00	25,60%
Total	860 626,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	143 437,67 €
2019	143 437,67 €
2020	143 437,67 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	6 519,60 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	300 000,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	600,00 €
2017	Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	17 121,00 €
	Montant total	324 240,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014830

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE ET HYDRAULIQUE DES MARES ET ETANGS DE CORBREUSE (91) - ETUDES PREALABLES AUX INVESTISSEMENTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Diagnostic écologique et élaboration des plans de gestion, création d'espaces protégés	10 000,00 €	40,00 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-171009-1700
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBREUSE
Adresse administrative : RUE DES ECOLES
91410 CORBREUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Denis MOUNOURY, Maire

N° SIRET : 21910175500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Démarrage en septembre pour respecter un cycle d'inventaire faune-flore

Objectifs :
La commune de Corbreuse est investie depuis de nombreuses années dans la préservation de son environnement (mise en place d'une rhizosphère pour le traitement écologique des boues de sa station d'épuration, engagement dans le programme Phyt'Eaux Cités, obtention du label « Terre Saine »).
La commune souhaite poursuivre son investissement en faveur de la préservation de l'environnement en mettant en valeur les zones humides : mares et étangs communaux présents sur le territoire communal. Ces espaces présentent de forts enjeux en termes d'accueil de la biodiversité et de gestion des eaux de

pluies et des potentialités importantes pour l'amélioration du cadre de vie des habitants en tant que lieux de quiétude et de rencontre.

Description :
Il s'agit de réaliser un état des lieux des quatre mares et des étangs de la commune qui constituent une continuité écologique se poursuivant par le ruisseau des Garancières, affluent du ruisseau de l'Etang de la Muette qui rejoint l'Orge. Celui-ci comprend :
- un diagnostic écologique et hydraulique ainsi que l'identification des préconisations d'actions (gestion, restauration et aménagement).

Suite à cet état des lieux, la commune disposera des éléments scientifiques et techniques nécessaires à la mise en œuvre des travaux d'investissements et de gestion pour la restauration des milieux humides et aquatiques.

Intérêt régional :
Action conforme à la stratégie régionale pour la biodiversité de la Région. Un programme d'action et d'investissement hiérarchisé et chiffré est attendu au terme de cette étude.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Action conforme à la stratégie régionale pour la biodiversité de la Région [cf. délibération CR71-13 du 26 septembre 2013].
Action 4 "Milieux naturels et biodiversité, hors continuités écologiques et RNR".

Localisation géographique :
- CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostic écologique et hydraulique des mares	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	4 000,00	40,00%
Subvention Département de l'Essonne	4 000,00	40,00%
Fonds propres	2 000,00	20,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Nouveau contrat rural (CoR)	148 000,00 €
	Montant total	148 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014840

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REALISATION D'UN ATLAS DE LA BIODIVERSITE COMMUNALE SUR LA VILLE DU BOIS (91) - ETUDES PREALABLES AUX INVESTISSEMENTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	24 980,00 €	30,00 %	7 494,00 €
	Montant Total de la subvention		7 494,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-171009-1700
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA VILLE DU BOIS
Adresse administrative : 9 RUE DU GRAND NOYER
91620 LA VILLE DU BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre MEUR, Maire

N° SIRET : 21910665500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Démarrage en septembre pour respecter un cycle d'inventaire faune-flore.

Objectifs :
La commune de La Ville du Bois souhaite poursuivre l'engagement pris depuis de nombreuses années dans la préservation de son environnement (inscription dans le programme Phyt'Eaux Cités, vers le ZéroPhyto, mise en œuvre de programme pédagogiques « découvrir et accueillir la biodiversité à l'école », formation au compostage individuel…).
Elle souhaite ainsi poursuivre son investissement en faveur de la préservation de l'environnement et de la nature en engageant des actions concrètes de protection, de gestion et de valorisation de son patrimoine

naturel et de la biodiversité communale.

Description :
La présente demande de subvention concerne la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale visant à :
- Synthétiser les informations relatives aux enjeux écologiques et paysagers ;
- Compléter les inventaires existants ;
- Préciser les secteurs qui pourraient faire l'objet de protections particulières au regard des enjeux fonciers réglementaires ;
- Proposer un schéma général de protection et de valorisation écologique et paysager du territoire ;
- Proposer des axes d'action et d'investissements pour la réhabilitation de chaque type de milieu et la mise en place d'outil techniques et réglementaires. L'ensemble des propositions est accompagné d'une estimation financière des coûts.

La réalisation de cet atlas s'inscrit dans l'aménagement à venir du parc de la propriété dite « Schneershon » que la collectivité a acquis. Les travaux envisagés sont :
- un éclaircissement au sol de la parcelle boisée centrale,
- la plantation d'essences adaptées,
- une réfection du bassin,
- une mise en perspective depuis la terrasse de la maison vers le jardin des senteurs,
- un aménagement de parkings et divers remises en état des parcelles engazonnées.

Intérêt régional :
Action conforme à la stratégie régionale pour la biodiversité de la Région.
Un programme d'action hiérarchisé et chiffré est attendu au terme de cette étude.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Action 4 Milieux naturels et biodiversité, hors continuités écologiques et RNR.
Action conforme à la stragégie régionale de la biodiversité (cf délibération CR71-13 du 26 septembre 2013).

Localisation géographique :
- LA VILLE-DU-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atlas de la Biodiversité Communale	24 980,00	100,00%
Total	24 980,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile de France	7 494,00	30,00%
Conseil départemental de l'Essonne	12 490,00	50,00%
Fonds propres	4 996,00	20,00%
Total	24 980,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 494,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique énergie climat	49 500,00 €
	Montant total	49 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014850

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EXTENSION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DU TERRITOIRE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78) AUX 5 COMMUNES NOUVELLES - ETUDES PREALABLES AUX INVESTISSEMENTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Etudes, créations, restaurations, aménagements et entretien des continuités écologiques	54 000,00 €	70,00 %	37 800,00 €
	Montant Total de la subvention		37 800,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-171009-1700
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENNAFF
78192 TRAPPES CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel LAUGIER, Président

N° SIRET : 24780045100087

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Communauté d'agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines s'est dotée en 2013 d'un Plan de développement durable (PDD) dont l'un des axes majeur consiste à renforcer son « atout vert » et les activités qui lui sont liées (protection du patrimoine naturel et de sa biodiversité, sports-loisirs, culture, tourisme, services aux populations et aux entreprises, activités économiques dérivées, etc.).
Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération s'est engagée dès 2012 dans une nouvelle étape du

programme d'étude Trame Verte et Bleue (TVB), visant la réalisation du Livre Blanc de Saint-Quentin-en-Yvelines sur la gestion et l'aménagement durables de la TVB et de la biodiversité.
Ces études qui ont bénéficié du soutien financier du Conseil Régional d'Ile-de-France ont déjà été menées à l'échelle des 7 communes de l'ancien périmètre de Saint-Quentin-en-Yvelines (Élancourt, Guyancourt, La Verrière, Magny-les-Hameaux, Montigny-le-Bretonneux, Trappes et Voisins-le-Bretonneux).

Il est proposé d'étendre les études et Livre Blanc TVB sur les 5 communes entrantes (les Clayes-sous-Bois, Plaisir, Villepreux, Maurepas et Coignières)

Description :
L'objectif de cette nouvelle étude est d'intégrer de nouvelles données sur les 5 communes entrantes, et de mettre à jour au besoin les documents et cartographies à l'échelle du territoire à 12 communes afin de :

• Réaliser la synthèse des travaux engagés ces dernières années à Saint-Quentin-en-Yvelines concernant la Trame Verte et Bleue et la biodiversité et compléter les données manquantes. Il s'agira donc de caractériser l'ensemble des continuités écologiques, à savoir : la somme des "réservoirs de biodiversité", des "zones tampon", des "espaces relais" et des "corridors ou continuités écologiques".

• Faire l'analyse des différents éléments répertoriés afin de les hiérarchiser / catégoriser (zonages de protection, forêts, espaces agricoles, friches, parcs et jardins publics, et autres sous-trames), de déterminer leur fonctionnalité, et d'identifier les continuités à préserver, à restaurer, voire à développer.

• Faire des propositions d'investissements et d'actions, à mettre en œuvre, notamment en termes de gestion, d'aménagements et d'amélioration du cadre de vie. Cette proposition de plan d'action devra inclure des pistes financières et positionner les enjeux de la TVB avec les objectifs de développement, de Saint-Quentin-en-Yvelines mais aussi de ceux des territoires voisins.

Intérêt régional :
Cette étude, déclinaison locale du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), actualisée à l'échelle du nouveau périmètre de l'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines doit déboucher sur un programme d'action territorial qui pourrait s'inscrire dans un futur contrat de Trame Verte et Bleu proposé par la Région.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Action conforme à la stratégie régionale pour la biodiversité de la Région [cf. délibération CR71-13 du 26 septembre 2013].
Action 1A Etudes opérationnelles de déclinaison ou d'aide à la décision pour la Trame Verte et Bleue à des échelons territoriaux.

Localisation géographique :
- CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude Trame Verte et Bleue à l'échelle des 12 communes de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	54 000,00	100,00%
Total	54 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	37 800,00	70,00%
Fonds propres	16 200,00	30,00%
Total	54 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 800,00 €
2018	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	62 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 432 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	88 500,80 €
2014	Politique énergie climat	5 000,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	23 077,00 €
2014	Réseau vert et déplacements à vélo en Ile de France	316 200,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	350 530,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	56 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	209 442,81 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	2 400 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	36 156,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	24 000,00 €

2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	18 078,00 €
	Montant total	5 546 684,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014856

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REALISATION D'UN CRAPAUDUC SUR LE SITE DE BUSSY-SAINT-MARTIN (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Etudes, créations, restaurations, aménagements et entretien des continuités écologiques	28 000,00 €	70,00 %	19 600,00 €
	Montant Total de la subvention		19 600,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-1700
471009053- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réaliser un crapauduc.

Description :
Le parc de Rentilly est un élément relais intéressant dans le contexte urbain pour les trames herbacées et humides. Les milieux alentours (les bassins, le Gué Langlois, les milieux boisés) sont favorables aux déplacements des espèces. Toutefois, les murets entravent les échanges et les routes rendent le passage dangereux. Une mortalité importante de Crapaud commun a été mise en évidence sur la RD148 entre le parc de Rentillly et le bassin du Gué Langlois. L'aménagement d'un ouvrage hydraulique existant

sous voirie est proposé, il devra s'accompagner de la mise en place de clôtures côté bassin pour canaliser les passages.
Par ailleurs, le parc est faiblement doté en milieux humides, afin de permettre la reproduction au sein de celui-ci, la création d'une mare boisée est proposée sur l'emprise d'un ancien bassin attesté historiquement.

Intérêt régional :
Préserver la biodiversité en Ile-de-France, en l'occurence la faune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 2 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- BUSSY-SAINT-MARTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Continuités terrestres

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réparation du muret	2 000,00	7,14%
Mise en place de caniveau de collecte	4 000,00	14,29%
Création de la mare	5 000,00	17,86%
Reprofilage des fossés pour l'alimentation de la mare	2 000,00	7,14%
Réalisation d'un muret en bois de hauteur 60 cm / 50 ml avec des glissières	15 000,00	53,57%
Total	28 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	19 600,00	70,00%
Autofinancement	8 400,00	30,00%
Total	28 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 800,00 €
2019	9 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	14 920,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	20 000,00 €
2017	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2017	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	34 920,40 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	546 977,50 €
2017	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	4 000,00 €
2017	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	20 640,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	51 038,00 €
2017	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	22 496,00 €
	Montant total	7 301 310,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014912

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RESTAURATION ECOLOGIQUE DU FOND DE VALLEE DE L'ORGE AVAL - MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Diagnostic écologique et élaboration des plans de gestion, création d'espaces protégés	13 794,00 €	50,00 %	6 897,00 €
	Montant Total de la subvention		6 897,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-171009-1700
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIVOA SYNDICAT MIXTE DE LA VALLEE DE L ORGE AVAL
Adresse administrative : 163 RTE DE FLEURY
91170 VIRY CHATILLON
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur FRANCOIS CHOLLEY, Président

N° SIRET : 25910179800041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 27 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au démarrage des travaux de restauration écologique le 27 mars 2017.

Objectifs :
Le plan de gestion de l'Orge aval, validé en novembre 2013 par le conseil syndical comprend une programmation d'opérations de gestion de la vallée de l'Orge Aval sur 4 ans. La demande de subvention concerne les opérations 2017 pour la part restauration et aménagement.

Description :

• Suppression des érables exogènes (negundo) et des buddleias– Parc du Séminaire et sur secteurs d'apparition
• Opération sur l'alignement de peuplier pour leur remplacement en 2 ou 3 fois par des espèces locales - secteur Archives-Prairie des 5 arches
• Suppression des bambous et ornementales, plantation d'une haie champêtre – secteur Belles Fontaines-Prés Saint Martin
• Création d'une lisière par coupe des ligneux et maintien de la strate arbustive – secteur des Grands aulnes sur la commune de Saint-Germain-les-Arpajon
• Recepage de la haie – secteur du Perray
• Plantation d'une haie champêtre – secteur du Carrouge et du Petit Paris

Les travaux sont réalisés en régie (73jH).

Intérêt régional :
Les opérations sont conformes aux objectifs de la stratégie régionale pour la biodiversité. L'aide ne prend pas en compte la promenade et le mobilier.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Action 2 Préservation, gestion et restauration des continuités écologiques de la trame verte et bleue.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion écologique	13 794,00	100,00%
Total	13 794,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	6 897,00	50,00%
Autres financeurs	4 138,00	30,00%
Fonds propres	2 759,00	20,00%
Total	13 794,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	6 897,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	97 329,50 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	2 343 655,70 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	64 010,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	224 363,72 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	472 606,50 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	81 779,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	921 860,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	56 091,52 €
	Montant total	2 118 741,74 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014780

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX DE VALORISATION ECOLOGIQUE D'EMPRISES FERROVIAIRES LIGNE J DU TRANSILIEN DANS LES YVELINES, A HARDRICOURT, ROSNY-SUR-SEINE ET AUX MUREAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Etudes, créations, restaurations, aménagements et entretien des continuités écologiques	140 772,00 €	70,00 %	98 540,00 €
	Montant Total de la subvention		98 540,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-171009-1700
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- mettre en œuvre le SRCE en contribuant à la formation d'un réseau écologique fonctionnel s'appuyant sur les emprises ferroviaires ;
- participer au Plan Vert en améliorant l'aspect paysager des talus ferroviaires et en y ouvrant des accès ponctuels ;

- procurer un emploi à des personnes en situation d'exclusion tout en leur proposant une formation spécifique et un suivi professionnel et social.

Description :
Dans sa démarche de conversion écologique des espaces végétalisés urbains, Espaces enrichit en biodiversité et valorise les espaces végétalisés de plusieurs gares des lignes L et N du Transilien, de talus de la ligne ferroviaire L du Transilien (Hauts-de-Seine, Yvelines), du RER C (Paris 15ème) et de la Petite ceinture ferroviaire dans l'ouest parisien, ainsi que les espaces verts des 18 kms du tramway T2, en partenariat avec les propriétaires et gestionnaires des sites (SNCF et RATP) et les collectivités concernées.

C'est également le cas pour la ligne J du Transilien dans les Yvelines ; concernant cette ligne, les investissements prévus en 2017-2018 pour construire une trame écologique fonctionnelle portent sur trois talus ferroviaires à Hardricourt, quatre à Rosny-sur-Seine et un aux Mureaux.

Ils consistent :

- à procéder à des aménagements en faveur de la biodiversité : hôtels à insectes, spirales à insectes, abris à papillons (pots en terre cuite retournés, tuiles ou briques, petits nichoirs spécifiques à mettre sous l'avant-toit des bâtiments ou posés contre un tronc abrité) ; rocailles (propices à beaucoup d'espèces : petits mammifères, reptiles, petits papillons, certaines espèces de mollusques) ; refuges à insectes et à hérissons (tas de bois et/ ou conservation de bois mort sur pied, cagettes ou paniers retournés et enfouis sous des feuilles) ; nichoirs à oiseaux ; sont prévus à ce titre :
hôtels à insectes : talus Jean Lhomer, talus rue du Midi (Jean Lhomer/rue de Villiers), talus rue du Midi (rue de Villiers/rue de Sully) à Rosny-sur-Seine ; talus avenue Paul Raoult aux Mureaux ;
spirale à insectes : talus rue Papin (Hardricourt) ;
gîtes à papillons : talus rue de la gare, talus rue du Midi (Jean Lhomer/rue de Villiers), talus rue du Midi (rue de Villiers/rue de Sully) à Rosny-sur-Seine, talus rue Papin, talus avenue de la gare, talus sente de la gare à Hardricourt ;
rocailles : talus rue du Midi (Jean Lhomer/rue de Villiers), talus rue du Midi (rue de Villiers/rue de Sully) à Rosny-sur-Seine, talus avenue de la gare à Hardricourt ;
fagots, gîtes à hérissons : talus rue de la gare, talus rue du Midi (Jean Lhomer/rue de Villiers), talus rue du Midi (Rue de Villiers /rue de Sully) à Rosny-sur-Seine, talus rue Papin, talus avenue de la gare à Hardricourt, talus Avenue Paul Raoul aux Mureaux
Nichoirs à oiseaux : talus rue de la gare, talus rue du Midi (rue de Villiers/rue de Sully) à Rosny-sur-Seine, talus rue Papin (Hardricourt) ;

- à enrichir la trame verte pour la biodiversité avec également un effet esthétique et sur la maîtrise des ruissellements : conversion de gazons en prairies fleuries (prisées par les pollinisateurs comme par les oiseaux insectivores et granivores) ; plantation d'arbustes (la strate arbustive, souvent manquante, est importante pour la continuité de la trame verte);
Dans ce cadre sont prévues des implantations talus rue de la gare, talus rue du Midi (Jean Lhomer/rue de Villiers), talus rue du Midi (Rue de Villiers /rue de Sully) à Rosny-sur-Seine ;

- à procéder à des aménagements spécifiques :
murets de pierres sèches : protégeant les talus du ruissellement et de l'érosion, ils permettent l'accueil et le développement de la biodiversité ainsi que la sensibilisation des voyageurs à la biodiversité en milieu urbain ;
recouvrement par implantation de géotextiles biodégradables : ces filets réalisés en fibre de coco, biodégradables en 3 à 5 ans, permettent de stabiliser les talus et les fortes pentes contre l'érosion, et, après ensemencement de ceux-ci, de lutter contre les espèces exotiques invasives ; à terme les

plantations fixent le talus par entrelacs racinaires ;
Sont prévus à ce titre :
. murets de pierres sèches : talus rue du Midi (Jean Lhomer/rue de Villiers), talus rue du Midi (Rue de Villiers /rue de Sully) à Rosny-sur-Seine, talus rue Papin à Hardricourt
recouvrement par géotextiles : talus rue de la gare, talus rue du Midi (Jean Lhomer/rue de Villiers), talus rue du Midi (Rue de Villiers /rue de Sully) à Rosny-sur-Seine ;

- à mettre en place la signalétique correspondante pour le respect des aménagements et la sensibilisation du public, et conséquemment à ouvrir certains de ces espaces verts de proximité au public (création de sentiers-découverte, installation de petit mobilier) ; sont prévus à ce titre :
deux sentiers-découverte, talus de Rosny-sur-Seine et talus d'Hardricourt.

Les travaux sont réalisés en régie.

Intérêt régional :
Mise en œuvre du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) : les talus ferroviaires et espaces assimilés ou associés sont identifiés au sein du SRCE comme des corridors importants de la trame verte et bleue régionale à renforcer, préserver et à valoriser.
Contribution au Plan Vert régional : l'accès partiel à ces espaces et leur enrichissement en biodiversité avec signalétique adaptée participe de l'accès aux espaces verts et aux services rendus aux franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 2 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- ROSNY-SUR-SEINE
- HARDRICOURT
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de valorisation écologique effectués en régie	140 772,00	100,00%
Total	140 772,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	98 540,00	70,00%
Activit'Y	9 357,00	6,65%
FSE	14 181,00	10,07%
SNCF	15 000,00	10,66%
ASP	1 517,00	1,08%
AESN	2 177,00	1,55%
Total	140 772,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €
2018	58 540,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €

2017	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 770,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €
2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	191 071,30 €
	Montant total	2 034 483,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014897

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET LIL'O EN SEINE-SAINT-DENIS, ETUDES ET RESTAURATION D'UN ANCIEN SITE INDUSTRIEL - VOLET BIODIVERSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	105 200,00 €	20,00 %	21 040,00 €
	Montant Total de la subvention		21 040,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-171009-1700
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALAGE
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elisabeth MASSE-BOURGAIN, Présidente

Date de publication au JO : 26 octobre 1994

N° SIRET : 40116107000032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet Lil'Ô porte un objectif principal de reconquête d'une ancienne friche industrielle. Le projet vise à requalifier le site grâce à des actions de dépollution, de régénération des sols et de végétalisation. Cette opération porte sur le volet biodiversité du projet et comprend les inventaires nécessaires à la programmation des travaux, l'élaboration du plan d'aménagement du site ainsi que les travaux relatifs à la re-perméabilisation d'une partie du site.

Description :
Encadrée par deux bras de Seine, îlot de verdure de 32 hectares, le parc de l'Ile-Saint-Denis bénéficie d'une situation exceptionnelle. Il est séparé à l'extrême ouest, de la pointe septentrionale de l'île par une deux fois deux voies. La pointe à l'ouest du parc est fermée au public pour la tranquillité des espèces préservées.

Le secteur central de 3,6 hectares était utilisé jusqu'à présent par l'entreprise de travaux publics Colas comme base logistique et d'entreposage de matériaux. Le projet vise à restaurer le site en mettant en avant le caractère de démonstration du projet en particulier sur le thème du cycle de la matière organique, d'où le nom de Lil'Ô - laboratoire ilien de la matière organique.

Les sols du site sont composés de remblais et contiennent très peu de matières organiques. Quelques zones polluées vont être dépolluées par l'entreprise Colas et des pollutions légères résiduelles sont attendues compte tenu de l'activité de stockage de matériaux de travaux publics. L'ambition du projet est de restaurer la fertilité des sols sans apport de terre végétale et en limitant les intrants et les excavations de sols.

Le projet nécessite des inventaires faune et flore qui seront couplés à des analyses de sols pour rendre compte du lien entre dynamique du sol et dynamique végétal. L'aide au titre de la politique régionale de la biodiversité porte donc sur :
• des inventaires faunistiques et floristiques du site préalables à la réalisation des travaux,
• l'élaboration du plan d'aménagement du site,
•des actions préalables de re-perméabilisation pour retrouver le terrain naturel sur les parties recouvertes de bitume.

Intérêt régional :
Stratégie régionale de la biodiversité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Actions 4 : Milieux naturels et biodiversité, hors continuités écologiques et RNR

Localisation géographique :
- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Inventaire écologique préalable aux travaux	18 800,00	17,87%
Elaboration du plan d'aménagement du site	16 400,00	15,59%
Travaux de re-perméabilisation	70 000,00	66,54%
Total	105 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	21 040,00	20,00%
AESN	63 120,00	60,00%
Autofinancement	21 040,00	20,00%
Total	105 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 260,00 €
2019	5 260,00 €
2020	5 260,00 €
2021	5 260,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	43 200,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	84 450,00 €
2015	Soutien aux projets socialement innovants	40 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	65 700,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	126 550,00 €
2017	Emploi Insertion Environnement (EIE)	65 700,00 €
	Montant total	455 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001562

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC - FRABAT - 31/39 RUE JEAN MOULIN 1/11 RUE DU CAPRICORNE - 92160 ANTONY - AUDIT ENERGETIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	16 500,00 €	41,67 %	6 875,00 €
	Montant Total de la subvention		6 875,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique et SEM

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRABAT
Adresse administrative : 34 AVENUE CARNOT
91349 MASSY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame AURELIE COHEN, GESTIONNAIRE

N° SIRET : 37798376200065

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 21 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence des travaux

Description :
Nombre de bâtiments : 21
Nombre de logements : 207
Nombre de lots : 210
Année de construction : 1958
Surface (m²) : 16750
Type de chauffage actuel : réseau de chaleur
Production d'eau chaude sanitaire actuelle : réseau de chaleur
Consommation actuelle : 1945 MWh

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement	16 500,00	100,00%
Total	16 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention Région	6 875,00	41,67%
Fond propre	9 625,00	58,33%
Total	16 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique énergie climat	9 107,70 €
2016	Politique énergie climat	5 775,00 €
	Montant total	14 882,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001565

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SDC - FONCIA IMMOBILIAS - 20/38 RUE JEAN ROSTAND - 91300 MASSY - AUDIT ENERGETIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	15 000,00 €	41,67 %	6 250,00 €
	Montant Total de la subvention		6 250,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
17500105- Efficacité énergétique et SEM

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA IMMOBILIAS
Adresse administrative : 13 AVENUE LEBRUN
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame MARLENE PEREIRA, PRINCIPALE DE COPROPRIETE

N° SIRET : 70980136900113

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 21 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence des travaux

Description :
Nombre de bâtiments : 10
Nombre de logements : 136
Année de construction : 1981
Surface (m²) : 22200
Type de chauffage actuel : réseau de chaleur
Production d'eau chaude sanitaire actuelle : réseau de chaleur

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région	6 250,00	41,67%
fond propre	8 750,00	58,33%
Total	15 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique énergie climat	7 900,00 €
	Montant total	7 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004949

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AEV - AIDE A L'ACQUISITION ET A L'AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS, FORETS ET PROMENADES - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	600 000,00 €	100,00 %	600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		600 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204162-176001-1700
17600103- Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes
Rapport Cadre : CR12-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en oeuvre du programme d'aménagements de l'AEV.

Objectifs :
Le rapport a pour objet de procéder à l'affectation nécessaire à la mise en oeuvre du programme d'action 2017 de l'Agence des Espaces Verts, établissement public régional à caractère administratif, chargé de

mettre en oeuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades et, de coordonner en ces domaines les actions de la Région avec celles de l'Etat et de ses établissements publics.

Description :
La dotation 2017 permettra d'honorer les demandes de subvention reçues au titre de la stratégie d'aide aux collectivités de l'AEV, dont il s'agit de la dernière année de mise en oeuvre.

Intérêt régional :
Mise en oeuvre de la convention d'objectifs et de moyens, signée avec la Région fixant pour 2014-2018 les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n° 4 à la convention AEV/Région.

Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des Espaces Verts relative au CR n°12-14 du 13 février 2014.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépense Aménagement d'espaces verts, forêts et promenades	600 000,00	100,00%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	600 000,00	100,00%
Total	600 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	100 000,00 €
2020	100 000,00 €
2021	100 000,00 €

2022	100 000,00 €
2023	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
2017	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2017	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 081 760,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	645 031,69 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	273 430,30 €
2017	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	8 272 950,00 €
	Montant total	91 294 868,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001564

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMENAGEMENT ET DEPENSES D'INVESTISSEMENT POUR LA REMISE EN ETAT DES PROPRIETES REGIONALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	800 000,00 €	100,00 %	800 000,00 €
	Montant Total de la subvention		800 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204162-176001-1700
17600102- Aménagements d'espaces verts régionaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes
Rapport Cadre : CR12-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en oeuvre du programme d'aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts de l'AEV.

Objectifs :
Le rapport a pour objet de procéder à l'affectation nécessaire à la mise en oeuvre du programme d'action 2017 de l'Agence des Espaces Verts, établissement public régional à caractère administratif, chargé de mettre en oeuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades, et de

coordonner en ces domaines les actions de la Région avec celles de l'Etat et de ses établissements publics.

Intérêt régional :
Cette affectation d'un montant de 800 000 € en autorisations de programme permettra à l'AEV de faire face à des opérations urgentes et non prévisibles qui nécessitent des interventions et travaux de remise en état des propriétés régionales, notamment suite à des évacuations récentes de terrains occupés illégalement

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	800 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €

2017	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2017	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 081 760,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	645 031,69 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	273 430,30 €
2017	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	8 272 950,00 €
	Montant total	91 294 868,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 11020105

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 713 : DEVELOPPEMENT D'OUTILS SIG ET D'OBSERVATOIRES DU TERRITOIRE-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	33 750,00 €	60,00 %	14 237,18 €
	Montant Total de la subvention		14 237,18 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2012
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit :
dans l'Axe 1 « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien » - Objectif stratégique 1 ; dans l'Axe 4 « Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole » - Objectifs stratégiques 29, 30 et 32

Description :
Le Parc souhaite mettre en place un observatoire assurant le suivi du territoire et de la Charte 2011-2023. Il s'agit de développer des outils SIG partagés permettant :

- d'améliorer la gestion et l'interprétation des données en interne,
- la création de cartes à la demande et la consultation d'atlas communaux,
- la recherche de données et d'informations sur les données, conformément à la Directive INSPIRE.

Ces outils s'ils sont destinés dans un premier temps à l'équipe du Parc pourront rapidement être ouverts aux communes et partenaires.

Le développement d'un volet « Observatoire économique » en partenariat avec les Chambres de Commerce et de Métiers est également prévu. Il vise à améliorer le repérage, la connaissance et l'analyse du tissu économique pour mieux aider les entreprises et les acteurs économiques locaux (PNR, intercommunalités, communes, Chambre de Commerce, Chambre de Métiers).

Cette opération financera l'acquisition de matériels, logiciels et données SIG permettant la mise en place de ces observatoires et outils.

Suivi et évaluation :

Indicateurs retenus :

- Pourcentage d'indicateurs d'évaluation et de suivi du territoire gérés par les observatoires.
- Amélioration de la disponibilité du SIG en interne et auprès des partenaires.
- Adéquation de l'observatoire économique aux besoins des acteurs.

Moyens mis en œuvre :

Maîtrise d'ouvrage : Parc

Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : FISAC

Public(s) cible(s) :

PNR, Chambres consulaires, Communes

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2011

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N° 713 : DEVELOPPEMENT D'OUTILS SIG ET D'OBSERVATOIRES DU TERRITOIRE	33 750,00	100,00%
Total	33 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	20 250,00	60,00%
CG 78	11 383,88	33,73%
CG 91	2 116,12	6,27%
Total	33 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	14 237,18 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau -	15 600,00 €

	spécifique	
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 12018824

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 753 : AIDES AUX INVESTISSEMENTS MATERIELS RELATIFS A LA CREATION ET A LA MODERNISATION DES ENTREPRISES - FISAC 2ÈME PHASE-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	487 400,00 €	60,00 %	170 604,73 €
	Montant Total de la subvention		170 604,73 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2012
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 3 - Maintien d'un territoire vivant du programme d'actions du Contrat de Parc 2007-2013 - Objectif 3.2 : Dynamiser l'activité économique
Sous-objectif : Maintenir commerces, artisanat et services.

Description :
L'objectif est de maintenir et de développer des centres bourgs et des centres villes vivants, commerçants et dynamiques. Les investissements des entreprises participant à une meilleure

compétitivité, à une pérennité accrue et à l'amélioration ou à la création de nouveaux services marchands en faveur des habitants seront donc aidés financièrement.
Les aides porteront sur des investissements matériels amortissables relatifs à la création, la modernisation ou la mise aux normes des entreprises à l'exclusion des reprises de l'immobilier. Sont également encouragés au titre de ce programme, les investissements favorisant les économies d'énergie et les énergies renouvelables.
Ces aides aux entreprises seront attribuées conformément aux règles d'attribution définies par les textes du FISAC et le règlement intérieur du PNR. Elles seront attribuées fonction des crédits FISAC et OCM sollicités par le PNR et concerneront pour le présent programme les communes yvelinoises du PNR (y compris les communes yvelinoises du périmètre d'extension), sur la fin de budget CPER en cours.
L'attribution des subventions sera systématiquement soumise à l'avis préalable du Comité d'attribution du PNR (composé de techniciens des chambres consulaires, de 3 représentants des collectivités locales et le cas échéant, de la Direction Régionale du Commerce et de l'Artisanat, de la Préfecture des Yvelines et de la Direccte). Cet avis est pris au vu d'un diagnostic économique pouvant être réalisé par les chambres consulaires, par tout organisme agréé type boutique de gestion ou par les techniciens du PNR selon les besoins.
Les Fonds FISAC nécessitant d'être complétés par un abondement des structures demandeuses, le PNR sollicite donc les moyens nécessaires pour valider et budgéter sa demande auprès des services de l'Etat.
Considérant les rythmes d'instruction et niveaux d'accompagnement du développement économique par le PNR, les critères d'éligibilité et les taux d'intervention visé par le FISAC , le montant nécessaire à la réalisation de cet objectif est estimé à 812 334 € € sur une période de dix-huit mois.
La maîtrise d'ouvrage de ce programme sera assurée par le Parc.

Pour rappel, conformément aux règles du FISAC, le Parc peut subventionner l'investissement des entreprises à un taux maximal de 30%, avec un plafond de sa participation fixé à 22.500 € H.T.

Suivi de l'avancement de l'action et évaluation :

Echéancier prévisionnel de réalisation : démarrage de l'action au premier semestre 2011
Indicateurs retenus : Investissements induits, nombre d'entreprises aidées, nombre d'entreprises créées ou sauvegardées, nombre d'emplois créés ou sauvegardés.
Objectif (valeur cible de l'indicateur) : examen de 70 demandes de subventions

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : FISAC conditionné par la phase 2 à demander à la DIRECCTE

Public(s) cible(s) :
Entreprises artisanales et commerciales répondant aux critères d'éligibilité du FISAC (notamment n'excédant pas 1 Million d'Euros de C.A.)

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2012

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION° 753 : AIDES AUX INVESTISSEMENTS MATERIELS RELATIFS A LA CREATION ET A LA MODERNISATION DES ENTREPRISES	487 400,00	100,00%
Total	487 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	292 440,00	60,00%
CG 78	194 960,00	40,00%
Total	487 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	170 604,73 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €

2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14010176

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°811 : RENFORCEMENT DE LA TRAME VERTE ET BLEUE « SRCE - PLAN DE PARC » : PLANTATION DE HAIES, MISE EN PLACE DE FOSES ET D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES SUR LE CHEMIN COMMUNAL DE NONCIENNE-SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 €	60,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73 78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'AXE 1 du projet de Charte 2011-2023 : « GAGNER LA BATAILLE DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES DANS UN ESPACE FRANCILIEN », en particulier dans les chapitres suivants :
- Objectif stratégique n°3 : Maintenir les trames écologiques et paysagères
- Objectifs opérationnels 6 et 7 : Restaurer et préserver la trame verte et paysagère / Restaurer la trame bleue

- Disposition 6.2 : Consolider la sous trame arborée du territoire par le développement des éléments fixes et des continuités écologiques.
- Disposition 7.3 : Maintenir et restaurer les zones humides.

Cette opération concourt à la densification du réseau de mares de la trame spécifique identifiée au plan de Parc sur le plateau de Cernay-Limours.

La plantation des haies et des arbres isolés renforce la trame verte en zone agricole conformément aux préconisations du Schéma Régional de Cohérence Ecologique sur ce secteur.

Description :
La commune de Bonnelles a acquis le chemin de Noncienne en 1996, chemin qui longe une mare départementale inscrite en Espace Naturel Sensible (ENS) des Yvelines. Suite au comblement partiel de la mare et au dépôt de gravats sur le chemin, la commune souhaite protéger ces espaces en délimitant par des haies l'emprise du chemin communal (6m de large sur un linéaire d'environ 1,6km).

Les réflexions sur ce projet sont engagées depuis 2012. Le bornage du chemin réalisé courant l'été 2013 a fait l'objet d'un constat contradictoire partagé par les agriculteurs riverains lors d'une rencontre en novembre 2013.

Sur la base de cette emprise publique clarifiée, le projet a été travaillé selon deux dimensions principales :
- le renforcement de la trame verte et bleue de ce secteur à enjeux particuliers (SRCE et plan de Parc) ;
- l'assainissement et la réfection du chemin pour la promenade. Une fiche opération a déjà été par ailleurs votée pour les travaux de réfection du chemin.

La présente fiche correspond au volet « Trame Verte et Bleue » du projet. Dans le contexte agricole actuel où les pratiques modernes laissent physiquement peu de place aux éléments naturalistes (haies, mares, bosquets, etc.), une solution partielle pour restaurer une trame écologique fonctionnelle consiste à aménager les emprises foncières publiques tout en laissant un accès utile aux besoins des agriculteurs et aux promeneurs.

Objectifs opérationnels :
- Renforcer la trame arborée sur le plateau agricole de Cernay/Limours par l'implantation de haies vives sur l'emprise communale et la création de tronçons plantés d'arbres isolés ;
- Gérer les problèmes de ruissellement qui dégradent le chemin tout en prenant en compte les très forts enjeux Trame Bleue (mares) et les besoins en milieux favorables aux espèces remarquables connues sur le plateau (densification du réseau écologique). La création de fossés, de noues et de mares doit remplir la double fonction d'assainir le chemin et d'enrichir en habitats naturels aquatiques et herbacés.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : commune de Bonnelles
Assistance au maître d'ouvrage : Mission Nature/environnement du Parc pour la partie TVB du projet
Cofinancement sollicité en sus du Contrat de Parc : aucun

Public(s) cible(s) :
Commune de Bonnelles ; usagers du site (randonneurs, touristes etc.)

Localisation géographique :
- BONNELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N°811 : RENFORCEMENT DE LA TRAME VERTE ET BLEUE « SRCE - PLAN DE PARC » : PLANTATION DE HAIES, MISE EN PLACE DE FOSES ET D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES SUR LE CHEMIN COMMUNAL DE NONCIENNE	62 500,00	100,00%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	30 000,00	48,00%
CG 78	20 000,00	32,00%
Commune de Bonnelles	12 500,00	20,00%
Total	62 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €

2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	10 000,00 €
2015	10 000,00 €
2016	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14010185

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°812 : GESTION PASTORALE DE LA PRAIRIE DE LA GRAVELLE (SAINT-LAMBERT-DES-BOIS)-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	4 610,00 €	60,00 %	2 766,00 €
	Montant Total de la subvention		2 766,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'AXE 1 du projet de Charte 2011-2023 : « GAGNER LA BATAILLE DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES DANS UN ESPACE FRANCILIEN », en particulier dans les chapitres suivants :
Objectif stratégique n°3 : Maintenir et développer les trames écologiques et paysagères
Objectif opérationnel 6 - Restaurer et préserver la trame verte et bleue
6.3 - Enrichir la sous-trame herbacée du territoire et rouvrir les fonds de vallée en fonction des critères écologiques et paysagers
Objectif stratégique n°5 : Conserver la biodiversité fragile et/ou remarquable
Objectif opérationnel 12 : Protéger les espaces, habitats et espèces remarquables, restaurer les milieux

altérés
12.1 – Protéger les « Sites de Biodiversité Remarquable » et veiller à maintenir leur richesse
12.2 – Protéger les espèces menacées

Le site est classé en ZNIEFF et en site Natura 2000 – Directive Habitat :
ZNIEFF n°110001498 : Prairie de la Gravelle
Site Natura 2000 FR1100803 : « Tourbières et prairies tourbeuses de la forêt d'Yvelines »

La prairie de la Gravelle, propriété du Parc, est une vaste prairie naturelle humide de 12ha située en fond de vallée à Saint-Lambert-des-Bois. Ce site unique sur le territoire du Parc abrite une faune et une flore exceptionnelle composées notamment de nombreuses espèces menacées et protégées en région Ile-de-France. Le Parc y conduit une gestion extensive par pâturage et fauche depuis 1995.
Les aménagements pastoraux (clôtures herbagères) ont été réalisés en 1994 et montrent aujourd'hui d'importants signes de faiblesse (pieux pourris). Il est nécessaire de prévoir le remplacement des anciens pieux de châtaigniers par des pieux de robinier plus durables dans ces conditions d'engorgement fluctuant des sols.
Par ailleurs la précédente opération pluriannuelle de taille des vieux saules le long du bief et de coupe des rejets d'aulnes au niveau du bas-marais a pris fin à l'hiver 2013. Il est nécessaire de prévoir la prolongation de ces mesures sur 2014 pour garantir la bonne gestion du site.

Description :
L'opération consiste en la réalisation des travaux suivants pour un montant prévisionnel de 23 050 € H.T. :
- Dégagement préalable des fourrés sur la clôture périphérique (700 ml) ;
- Pose de nouveaux pieux en robinier (h : 2,5m) sur les clôtures périphériques et intermédiaire (2 150 ml) ;
- Remplacement des 4 rangs de fils barbelés sur la clôture intermédiaire (350 ml) ;
- Coupe et évacuation des rejets d'aulnes (gestion par tire-sève) dans le bas marais alcalin (1 600 m2).

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse

Cofinancement sollicités en sus du Contrat de Parc : une demande de subvention à hauteur de 80% sera par ailleurs formulée auprès de l'AESN soit une aide de 18 440 €.

Public(s) cible(s) :
Partenaires scientifiques, Randonneurs.

Localisation géographique :
- SAINT-LAMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N°812 : GESTION PASTORALE DE LA PRAIRIE DE LA GRAVELLE (SAINT-LAMBERT-DES-BOIS)	23 050,00	100,00%
Total	23 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Agence de l'Eau Seine Normandie	18 440,00	80,00%
REGION IDF	2 766,00	12,00%
CG 78	1 844,00	8,00%
Total	23 050,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 766,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau -	15 600,00 €

	spécifique	
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	1 800,00 €
2015	966,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14010189

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°813 : TRAVAUX DE PROTECTION D'ESPECES MENACEES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DU PARC - 2014-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	11 000,00 €	60,00 %	6 600,00 €
	Montant Total de la subvention		6 600,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'AXE 1 du projet de Charte 2011-2023 : « GAGNER LA BATAILLE DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES DANS UN ESPACE FRANCILIEN », en particulier dans les chapitres suivants :
- Objectif stratégique n° 3: Maintenir et développer les trames écologiques et paysagères
- Objectif opérationnel n°6 : Restaurer et préserver la trame verte et paysagère.
- Disposition n°6.4 : réduire la fragmentation de l'espace due aux coupures infranchissables par la faune.
- Objectif stratégique n° 5 : conserver la biodiversité fragile et/ou remarquable
- Objectif opérationnel n° 12 : protéger les espaces, habitats et espèces remarquables, restaurer les milieux altérés

- Disposition n° 12.1 : protéger les « sites de biodiversité remarquable » et veiller à maintenir leur richesse
- Disposition n° 12.2 : protéger les espèces menacées

Ce programme est axé sur la protection d'espèces (Chouette chevêche, Chouette effraie) ou groupes d'espèces (Amphibiens), tous cibles de la trame verte et bleue et directement menacés par la dégradation des habitats et la fragmentation du territoire.

Description :
Chouette chevêche :
La Chouette chevêche niche dans les cavités naturelles (arbres creux, trous dans la roche, etc.) et chasse dans des espaces ouverts prairiaux et de bocages. De nombreux facteurs sont responsables de sa disparition inquiétante : contamination de sa chaine alimentaire par les traitements zoo-sanitaires des cheptels agricoles ou de centres équestres, disparition des prairies conduites en extensif, disparition des réseaux de haies et des arbres isolés ou en alignement à cavité, noyade dans les abreuvoirs sur les prairies, mortalité accidentelle par les voitures, etc. Le manque de cavité pour nicher est un élément prépondérant pour le succès de la reproduction, et relativement simple à combler par des nichoirs. Les actions engagées lors de la précédente charte ont permis de restaurer 2 noyaux reproducteurs de chevêches à Bullion et Auffargis. La poursuite de cette reconquête consistera à établir une continuité entre ces noyaux et ceux du nouveau territoire du Parc (les Bréviaires – Saint-léger-en-Yvelines - Poigny-la-Forêt - Gambais) afin de garantir leur pérennité.

¿ Renforcement de la capacité de reproduction des populations et baguage des individus
o Construction de nouveaux nichoirs par une entreprise d'insertion de handicapés, en remplacement de nichoirs dégradés ou en premier équipement de nouveaux sites ;
o Implantation de nichoirs sur les territoires occupés par l'espèce afin de pallier le manque de cavités naturelles ;
o Equipement de systèmes anti-noyade sur les sites comportant des abreuvoirs (centre équestre, pâtures…) ;
o Acquisition de matériel de baguage (compréhension des phénomènes de dispersion de l'espèce dans le contexte du Parc) ;
o Acquisition de matériel pour l'entretien et le suivi des nichoirs (outillage, tubes anti prédateurs, dispositifs anti noyade).

¿ Préservation des milieux favorables à l'espèce : mise en défens d'arbres (fruitiers, saules têtard) au moyen de protections individuelles.

Chouette effraie :
La Chouette effraie niche dans les cavités ou les pièces qui lui sont libres d'accès. De nos jours, la transformation de locaux techniques en habitation, le calfeutrage des bâtiments pour les économies d'énergie ou encore la fermeture des édifices publics contre les oiseaux non-désirés privent la chouette de toute possibilité de nicher. En compensation les actions engagées lors de la précédente charte ont permis de fixer en nichoir jusqu'à 6 couples reproducteurs. Toutefois les effectifs reproducteurs de cette espèce fragile sont très fluctuants selon les années (conditions météorologiques, disponibilité de la ressource alimentaire), ce qui explique que l'offre nécessaire de nichoirs ne se traduise pas automatiquement par un succès d'occupation en continu.

¿ Renforcement de la capacité de reproduction : Implantation de nichoirs sur les communes de l'extension afin de pallier le manque de sites potentiels de nidification (mise en défens des clochers contre les pigeons, fermeture des accès aux granges, greniers, combles…)

Amphibiens :
La mortalité des amphibiens lors de leur migration reproductrice par écrasement par la circulation automobile est une réalité. Les 4 secteurs suivants ont été identifiés au Plan de Parc : RD24 / étang des

vallées à Auffargis, route de Girouard à Yvette / étang du pré du moulin Neuf à Lévis-Saint-Nom, RD 27 / étang de Guiperreux à Hermeray, RD112 / étang des Bruyères à Gambais. L'ensemble de ces sites font l'objet d'une mobilisation des communes, des services du Parc, des écoles, des associations et des bénévoles. Malgré une suspicion d'épidémie par un agent infectieux aujourd'hui écartée, les dispositifs en place permettent de sauver de l'écrasement la grande majorité des peuplements d'amphibien. Chacune des 4 opérations a ainsi permis d'augmenter et de maintenir les effectifs reproducteurs.

¿ Acquisition de matériel pour 4 sites équipés de dispositifs de protection (Auffargis, Gambais, Hermeray, Lévis-Saint-Nom) :
o Bâches plastique, piquets, ficelle, ruban adhésif ;
o Planches (Crapaudrome de Lévis st Nom) ;
o Location de matériel pour la mise en place du dispositif de protection des amphibiens (tarière thermique autoportée).

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse

Partenariats communaux, associatifs ou bénévoles (Communes, Amicale de Lévis, Bonnelles Nature, Naturessonne, CERF, SPA, CAT d'Aigrefoin, commune d'Hermeray, écoles, particuliers…)

Public(s) cible(s) :
Partenaires scientifiques, usagers divers (randonneurs, scolaires, associations naturalistes etc.)

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N°813 : TRAVAUX DE PROTECTION D'ESPECES MENACEES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DU PARC - 2014	11 000,00	100,00%
Total	11 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	6 600,00	60,00%
CG 78	4 400,00	40,00%
Total	11 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	4 000,00 €
2015	2 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €

	Montant total	7 358 316,85 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	4 000,00 €
2015	2 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14010577

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°815 : TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA CONTINUITE DES RIVIERES : YVETTE VAUGUIEN A SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE, AULNE BECHEREAU A BULLION, MERANTAISE ORS A CHATEAUFORT-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	228 600,00 €	60,00 %	137 160,00 €
	Montant Total de la subvention		137 160,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 10 septembre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'AXE 1 du projet de Charte 2011-2023 : « GAGNER LA BATAILLE DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES DANS UN ESPACE FRANCILIEN », en particulier dans le chapitre suivant :
- Objectif stratégique n°3 : Maintenir les trames écologiques et paysagères.
- Objectif opérationnel 7 : Restaurer la trame bleue.
Disposition 7.1 : Restaurer la continuité écologique des rivières.

Cette opération répond aux obligations réglementaires de l'atteinte du bon état écologique des cours

d'eau et des rivières inscrites en liste 2, ainsi qu'aux objectifs du Schéma Régional de Cohérence Ecologique sur ce secteur.

Description :
La France a réaffirmé son engagement en matière de protection de la biodiversité lors du Grenelle de l'environnement en 2007. Sa stratégie repose en grande partie sur le concept de continuités écologiques entre les espaces naturels terrestres et aquatiques. Cet outil d'aménagement du territoire, appelé trame verte et bleue, doit contribuer à enrayer le déclin de la biodiversité.
La France s'est fixé comme objectif d'accéder au bon état écologique pour deux tiers des masses d'eau en 2015.

Un arrêté préfectoral classe les rivières en liste 2 : cours d'eau sur lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant au plus tard dans les 5 ans après publication de la liste.
Les arrêtés de classement des cours d'eau en liste 1 et en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du Code de l'environnement ont été signés le 4 décembre 2012 par le Préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie et publiés au journal officiel le 18 décembre 2012. L'échéance est au plus tard décembre 2017.

Les trois opérations qui suivent font actuellement l'objet de missions de maîtrise d'œuvre en maîtrise d'ouvrage Parc.

L'Yvette à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse
Les travaux concernent la renaturation du tracé de l'Yvette en fond de vallée depuis le parc de la mairie jusqu'à la rue Ditte. Cette opération vient compléter le dévoiement du collecteur d'eaux usées hors de la zone humide de Vaugien et réserve naturelle régionale « Val et Coteau de Saint-Rémy ».
Le montant des travaux est estimé à : 625 000 € H.T.

L'Aulne à Bullion
Les travaux concernent la renaturation de l'Aulne en fond de vallée depuis l'amont du bief du moulin de Béchereau jusqu'au pont de la route des Bordes aux Carneaux. Cette opération fait l'objet d'un suivi scientifique d'efficacité des travaux de la part de l'IRSTEA en partenariat avec le Parc. Après une première phase d'étude sur le déplacement de la Truite fario, la seconde doit s'effectuer avant la fin 2014 sur le cours restauré de l'Aulne.
Le montant des travaux est estimé à : 484 000 € H.T.

La Mérantaise à Châteaufort
Les travaux concernent la renaturation de la Mérantaise au niveau du Domaine d'Ors. Une chute d'eau de plus d'un mètre empêche la libre circulation des poissons et des sédiments. Ce tronçon de rivière fait également l'objet du même suivi scientifique que l'Aulne au moulin de Béchereau et est soumis aux mêmes contraintes d'échéances. Le montant des travaux est estimé à 384 000 € H.T. Cette opération sera imputée pour 350 000 € H.T. sur la précédente opération n°729 à hauteur de 350 000 € H.T.
Le montant de 34 000 € H.T. sera donc complété par la présente opération.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : P.N.R.
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : AESN à 80% pour une subvention de 914 400 € H.T.

Public(s) cible(s) :
communes, usagers

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N°815 : TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA CONTINUITE DES RIVIERES : YVETTE VAUGUIEN A SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE, AULNE BECHEREAU A BULLION, MERANTAISE ORS A CHATEAUFORT	1 143 000,00	100,00%
Total	1 143 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Agence de l'Eau Seine Normandie	914 400,00	80,00%
REGION IDF	137 160,00	12,00%
CG 78	91 440,00	8,00%
Total	1 143 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	137 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €

2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	45 720,00 €
2015	45 720,00 €
2016	45 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14010583

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°821 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS COURTS EN AGRICULTURE-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	40 000,00 €	60,00 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation du solde de l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans la charte 2011 – 2023 du Parc :
Axe 4 – Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la Métropole
- Objectif stratégique n° 13 – Contribuer au développement d'une agriculture et d'une sylviculture diversifiée et écologiquement responsable
- Objectif opérationnel n° 35 – Favoriser la diversification des activités agricoles, les filières courtes et les démarches qualité et environnementales

Description :
Le développement et la structuration des filières courtes en agriculture est un des objectifs de charte du

Parc. Quelques 30 exploitations pratiquent ce mode de commercialisation.

Si le potentiel est important et la demande des consommateurs croissante, il n'en reste pas moins que la disparition des structures d'accompagnement et un véritable frein, voire un handicap sérieux pouvant déstabiliser l'équilibre économique de ces exploitations.
Pour exemple, la fermeture du GIE des fermiers de Rambouillet (plateforme de découpe de viande et de transformation) en 2012 les a contraints à trouver d'autres structures éloignées quelques fois de plus de 100 km. Les coûts et le temps passé sont difficilement supportables.

Le Parc naturel régional souhaite donc mettre en place plusieurs types d'actions afin d'aider au maintien et au développement des circuits courts :

- le soutien à la nouvelle plateforme de découpe qui devrait voir le jour prochainement
- des aides à la promotion des produits agricoles locaux (signalisation, organisation de manifestations…..)
- l'appui à l'installation ou la diversification d'exploitations en circuits courts.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : PNR et particuliers
Financements en sus du Contrat de Parc : néant

Public(s) cible(s) :
Agriculteurs

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N°821 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS COURTS EN AGRICULTURE	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	24 000,00	60,00%
CG 78	13 492,00	33,73%
CG 91	2 508,00	6,27%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €

2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	14 000,00 €
2015	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000187

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°857 : EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET TELEPHONIQUES DU PARC 2016-17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	54 000,00 €	66,67 %	35 999,50 €
	Montant Total de la subvention		35 999,50 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans les outils et moyens du Parc (moyens en termes d'équipement et de travaux) du programme d'actions du Contrat de Parc, phase 2015-2020.

Description :
Le Parc doit renouveler et améliorer régulièrement ses équipements et services informatiques et téléphoniques.

Les acquisitions ou remplacements suivants ont été prévus :
- Remplacement des deux autocommutateurs téléphoniques,
- Remplacement du système de sauvegardes des fichiers,
- Renouvellement du matériel de reprographie à la Basse-Cour,
- Acquisition / remplacement de matériels informatiques, téléphoniques et de logiciels.

Coût prévisionnel de l'opération : 45 000 € H.T.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : Aucun

Public(s) cible(s) :
PNR

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements informatiques et téléphoniques du parc	54 000,00	100,00%
Total	54 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	35 999,50	66,67%
CD 91	2 821,50	5,23%
CD 78	15 179,00	28,11%
Total	54 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	17 999,75 €
2019	17 999,75 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000188

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°862 : CHANTIERS BENEVOLES ET CONSEIL ARCHITECTURAL APPROFONDI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	21 400,00 €	66,27 %	14 181,00 €
	Montant Total de la subvention		14 181,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 3 – VALORISER UN HERITAGE EXCEPTIONNEL ET ENCOURAGER UNE VIE CULTURELLE RURBAINE ET RURALE - de la Charte du Parc. Elle est inscrite au programme d'actions du Contrat de Parc 2007-2013.
Objectif stratégique 9 : Connaître, protéger et valoriser les patrimoines culturels
Objectif opérationnel 24 : Préserver les morphologies urbaines et étudier leurs éventuels prolongements contemporains

Description :
Cette opération a deux objets :

1/ Chantier de jeunes bénévoles :

Le Parc a organisé deux chantiers de bénévoles durant les étés 2014 et 2015 avec l'association Etudes et Chantiers Ile-de-France. Au vu du succès et de l'intérêt de ces deux chantiers, le Parc a souhaité à nouveau organiser un chantier de jeunes bénévoles internationaux d'environ trois semaines durant l'été 2016.
Ce chantier porte :
- d'une part sur la mise en valeur du petit patrimoine bâti qui est abondant sur le site : finalisation de la restauration de la digue de l'étang de pisciculture, pose de nichoirs à chiroptères dans la cave, sondages et fouille des fondations du grand moulin, etc.
- d'autre part sur des éléments paysagers : fin du délierrage de la digue du grand moulin, curage et débroussaillage autour du bassin de la source, élagage et nettoyage dans l'enceinte de la grande grange, etc.

Le Parc s'est rapproché de l'association Etudes et chantiers Ile-de-France pour être l'opérateur de ce chantier.

Montant total pour ce chantier : 8 000 € H.T.

2 / Conseil architectural approfondi

Le conseil architectural approfondi mis en place par le Parc est une mission de conseil déléguée à un architecte indépendant ayant des compétences concernant le patrimoine et la qualité environnementale du bâti. Cette mission porte principalement sur la rénovation / restauration des façades et toitures avec prise en compte des enjeux architecturaux et environnementaux. Pour les projets communaux, cette mission est subventionnée à 70% par le Parc. Pour les projets privés, cette mission est financée à 50 % par le Parc : aide 1 – 1 du guide des aides du Parc.
Le porteur de projet (commune ou particulier) choisit un des 3 architectes présélectionnés par le Parc. Une note est renseignée au fur et à mesure de la mission.
Cette opération prévoit de réaliser au minimum 5 conseils architecturaux approfondis pour les communes et trois pour les particuliers. Soit 8 conseils par an.
Chaque conseil est estimé à 1 675 € H.T.

Le montant total de ces conseils architecturaux approfondis est estimé à 13 400 € H.T.
Montant total de l'opération : 21 400 € H.T.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : Aucun

Public(s) cible(s) :
Pour les chantiers : jeunes bénévoles internationaux
Pour le conseil architectural : tous publics

Localisation géographique :
- YVELINES

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chantiers bénévoles et conseil architectural approfondi	21 400,00	100,00%
Total	21 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	14 181,00	66,27%
CD 78	7 219,00	33,73%
Total	21 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 090,50 €
2019	7 090,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau -	17 100,00 €

	spécifique	
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000189

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°863 : AIDES POUR LA RESTAURATION DU PETIT PATRIMOINE BATI 2016 (ESSONNE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	44 000,00 €	73,07 %	32 150,00 €
	Montant Total de la subvention		32 150,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 3 – VALORISER UN HERITAGE EXCEPTIONNEL ET ENCOURAGER UNE VIE CULTURELLE RURBAINE ET RURALE - de la Charte du Parc. Elle est inscrite au programme d'actions du Contrat de Parc 2007-2013.
Objectif stratégique 9 : Connaître, protéger et valoriser les patrimoines culturels
Objectif opérationnel 24 : Préserver les morphologies urbaines et étudier leurs éventuels prolongements contemporains

Description :
Cette opération a pour objet de provisionner les financements pour la restauration du petit patrimoine bâti pour le territoire de l'Essonne. Les Yvelines sont financées par les opérations budgétaires des années précédentes.

Il s'agit de financer les aides proposées dans le chapitre 1er du Guide des aides du Parc (aides n°1-1 à 1-10). En effet, depuis sa création, le Parc a mené une politique visant à restaurer le petit patrimoine rural bâti non protégé. Il a contribué à de nombreuses réalisations de qualité qui ont sauvegardé et restauré des éléments bâtis comme des façades, des lavoirs, des ponts, des fontaines, des murs, des porches, de la statuaire isolée, etc. Le Parc finance aussi des diagnostics architecturaux et techniques.

Il assure un suivi architectural sur mesure, et, dans certains cas, délègue à un architecte du patrimoine un accompagnement architectural approfondi. Le Parc finance ces opérations à des taux allant jusqu'à 70%

Montant total pour le territoire de l'Essonne : 44 000 € HT.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Communes, particuliers, agriculteurs
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : Aucun

Public(s) cible(s) :
Communes

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aide pour la restauration du petit patrimoine bâti	44 000,00	100,00%
Total	44 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	32 150,00	73,07%
CD 91	11 850,00	26,93%
Total	44 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	16 075,00 €
2019	16 075,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000191

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°868 : FINANCEMENT PARTICIPATIF DES ENTREPRISES (ESSONNE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	5 000,00 €	100,00 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'Axe 4 - Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole - du Contrat de Parc 2007-2013.
Objectif stratégique 12 - Encourager le développement d'une économie écologiquement et socialement responsable
Objectif opérationnel 30 - Maintenir et développer l'artisanat, le commerce et les services de proximité
Objectif opérationnel 32 - Accompagner le développement d'une économie sociale et solidaire

Description :

Le lancement de la première plate-forme Internet française de « banque 2.0 » de financement participatif (ou « crowdfunding ») a été créé en 2013. Ce système de plate-forme de financement participatif permet aux porteurs de projet d'obtenir des avances remboursables de leur communauté et du public : famille, amis, voisins, habitants, réseaux de connaissances, et public d'internautes plus large, catalysé par la collecte initiale et les réseaux sociaux. Cette finance collaborative favorise l'entraide et permet la réussite de projets locaux, créant ou développant de nouveaux commerces et services tout en renforçant les liens sociaux.

Rénovation de locaux, achat de matériel, trésorerie, les types d'investissement finançables sont très variés. Les projets émergeant grâce à ce type de plate-forme ne sont pas ceux que priorisent les banques classiques. Inversement, les commissions liées sont moindres.

Le PNR a souhaité s'inscrire dans cette forme d'économie émergente et faire bénéficier ses entreprises de ces nouveaux modes de financements innovants, tout en donnant aux habitants la possibilité de participer activement au développement local.
Les communes sont force de proposition du choix des projets à soutenir. Elles sont également étroitement associées à la communication sur ces projets, notamment auprès de leurs habitants qui en tant que premiers bénéficiaires des activités ou services créés près de chez eux sont invités à participer aux collectes via journaux municipaux, sites internet et réseaux sociaux.

Ce nouveau dispositif a été expérimenté auprès d'une quinzaine de projets locaux. Ces entreprises sont parvenues à collecter 90 000€ (soit 6 666€ en moyenne auprès de 311 prêteurs). Les projets sont sélectionnés par la commission restreinte « Développement économique et énergie » du PNR. Chaque projet retenu par le PNR et par une plate-forme de financement reçoit une aide du PNR correspondant à la prise en charge des frais d'accès à l'avance remboursable (355€ en moyenne par projet) ou à un prêt participatif d'un montant maximum de 2 000€. A ce jour, 7 prêts ont déjà été remboursés, les autres étant en cours.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : porteurs de projets, internautes

Public(s) cible(s) :
Entreprises, associations et particuliers : entreprises artisanales et commerciales réalisant moins de 250 000 € de CA, associations de professionnels, création d'entreprises, jeunes créateurs, séniors, reconversions et reclassements, etc.
Nature des projets portés : projets atypiques, novateurs ou dont les demandes de crédits sont habituellement rejetées ou mal solutionnées par les organismes classiques, services collectifs, socio-culturels, pédagogiques, transition écologique, projets solidaires, transports, recyclage, travail à domicile, maintien ou création d'activité en commune rurale, etc.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Financement participatif pour les entreprises de l'Essonne	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 500,00 €
2019	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €

2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000192

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°870I : MAISON DU TOURISME ET DE L'ECO-MOBILITE - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	210 000,00 €	94,78 %	199 027,50 €
	Montant Total de la subvention		199 027,50 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans la charte :
Axe 2 – Un territoire périurbain responsable face au changement climatique.
Objectif stratégique 7 - Développer les modes durables de déplacements
Objectif opérationnel 19 : Développer et promouvoir les transports alternatifs à la voiture individuelle
Axe 4 - Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole
Objectif stratégique 14 - Conforter le développement d'un tourisme et de loisirs durables adaptés à tous les publics

Objectif opérationnel 38 : Structurer l'offre touristique du territoire et l'adapter aux clientèles, mettre en réseau les acteurs touristiques

Description :
Cette opération a pour objet de financer le projet de Maison du Tourisme et de l'Ecomobilité, pour lequel le Parc suit un double objectif, conformément aux enjeux inscrits dans sa charte :
- Promouvoir un tourisme durable et un territoire d'exception aux portes de la capitale.
- Réduire l'empreinte écologique de son territoire en favorisant des modes de déplacements alternatifs aux technologies basées sur les énergies fossiles.

L'enjeu est donc d'une part :
- De structurer l'offre touristique à l'échelle du territoire en proposant des prestations liées aux loisirs : information et valorisation des richesses patrimoniales et touristiques, activités de plein air : randonnées pédestres, cyclotourisme, balades équestres ; offres d'hébergements et de restauration, actualité évènementielle, promotion des produits du terroir, prestations d'accompagnement de balades à vélos, loisirs VTT ou encore balades accompagnées par les guides de Parc.
- D'autre part de structurer et développer une offre de services liés aux déplacements de proximité à travers :
  . La location, vente et entretien de vélo et VAE à destination des habitants
  . La valorisation et la promotion de moyens de déplacements alternatifs présents sur le territoire : vélo, marche à pied, covoiturage, auto-partage, auto-stop organisé, transports en commun etc.
  . L'aide à la gestion et réservation de transport à la demande
  . Location de véhicules électriques pour des déplacements ponctuels, de box à vélos sécurisés

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : FDTR

Public(s) cible(s) :
Touristes, excursionnistes, travailleurs pendulaires

Localisation géographique :
- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place d'une maison du tourisme et de l'écomobilité travaux d'aménagement du site	210 000,00	100,00%
Total	210 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	199 027,50	94,78%
CD 91	10 972,50	5,23%
Total	210 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	99 637,50 €
2019	99 637,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau -	15 600,00 €

	spécifique	
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000193

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°871 : DEVELOPPEMENT DE L'ECO-MOBILITE SUR LE TERRITOIRE DU PARC NATUREL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	48 000,00 €	66,27 %	31 809,00 €
	Montant Total de la subvention		31 809,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans la charte :
Axe 4 - Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole
Objectif stratégique 14 - Conforter le développement d'un tourisme et de loisirs durables adaptés à tous les publics.
Objectif opérationnel 19 : Développer et promouvoir les transports alternatifs à la voiture individuelle

Description :

La mission du Parc en termes de développement des modes durables de déplacements se décline de la manière suivante (selon la charte) : "Développer et promouvoir les transports collectifs, améliorer l'intermodalité (bus-fer, voiture-fer, voiture-bus et vélo-fer), favoriser le covoiturage et l'autopartage".

Dans cette optique, cette opération a pour objet de financer des actions de développement de projets en faveur de la mobilité tel qu'inscrits dans la charte du Parc.

Le PNR de la Vallée de Chevreuse étant un territoire à dominante rurale, la majorité des déplacements réalisés à ce jour sur le territoire se font essentiellement en voiture individuelle de part l'isolement de certaines communes mal desservies par les transports en communs, le manque d'aménagement cyclables sécurisés ou encore le fort relief caractéristique de la vallée de Chevreuse.

Le rôle du Parc est donc d'inverser la tendance et d'impulser, soutenir et coordonner les initiatives mises en oeuvre par les communes, associations, entreprises, établissement scolaires etc…qui agissent pour une mobilité économe et respectueuses de l'environnement.

Ces actions ont pu se traduire de la manière suivante (programme pluriannuel) :
- L'aide au déploiement de parkings à vélos dans les communes et de bornes de recharge de vélo électriques.
- L'aide au déploiement de consignes à vélo sécurisées aux abords des gares du territoire éligibles à un financement du STIF.
- Le renouvellement de l'aide à l'achat de vélos électriques pour les professionnels touristiques
- L'aide au déploiement de moyens de transport Intercommunaux pour desservir les centres bourgs isolés.
- Accompagner à la réalisation d'un ou deux aménagements cyclables pour des déplacements pendulaires sur des axes structurants du territoire.

Le montant de cette opération s'élève à 70 000€ sur 5 ans dont une enveloppe budgétaire de 20 000 € prévue pour l'année 2016.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : néant

Public(s) cible(s) :
Communes, associations, habitants du Parc, à préciser en fonction de l'action retenue.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement de l'Ecomobilité sur le territoire du Parc	48 000,00	100,00%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	31 809,00	66,27%
CD 78	16 191,00	33,73%
Total	48 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 904,50 €
2019	15 904,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €

2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000194

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°872 : AIDE "BIODIVERSITE, FAUNE/FLORE, MILIEUX NATURELS, PAYSAGES" 2016-17 (ESSONNE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	23 000,00 €	100,00 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit :
- dans l'Axe 1 « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien » - Objectif stratégique 4
- dans l'Axe 3 « Valoriser un héritage exceptionnel et encourager une vie culturelle rurbaine et rurale » - Objectif stratégique 8

Description :

Cette opération correspond aux aides du chapitre 6 : Biodiversité, faune/flore, milieux naturels, paysages du guide des aides.

Elle a pour objectifs de :
- réaliser des porter à connaissance relatif au patrimoine naturel et de l'impact anthropique,
- intégrer l'environnement, la biodiversité et le paysage dans les infrastructures de transport, les aménagements et les constructions,
- restaurer et préserver la trame verte et paysagère,
- restaurer et préserver la trame bleue,
- favoriser pour la chasse les aménagements et pratiques favorables à la biodiversité,
- protéger les espaces, habitats et espèces remarquables, restaurer les milieux naturels altérés,
- protéger le patrimoine paysager et restaurer les paysages dégradés.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : néant

Public(s) cible(s) :
Communes, agriculteurs, particuliers

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aides Chapitre 6 "Biodiversité, faune/flore, Milieux naturels Paysage année 2016-2017" Essonne	23 000,00	100,00%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	23 000,00	100,00%
Total	23 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	11 500,00 €
2019	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000195

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°873/4 : AIDES "GESTION DE L'EAU" 2016-17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	9 000,00 €	100,00 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'Axe 1 « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien » - Objectif stratégique 4.
Objectif opérationnel 10 : « Réduire le risque inondation, le ruissellement et l'érosion des sols par une gestion des eaux à la parcelle ».
Objectif opérationnel 11 : « Réduire fortement la pollution des eaux ».

Description :
Cette opération correspond au chapitre 7 du guide des aides : gestion de l'eau.

Il s’agit de garantir le bon fonctionnement des écosystèmes et des services écologiques associés.

La gestion de l'eau est l'affaire de tous les acteurs du territoire. Elle nécessite des actions locales pour des résultats qui s'observent à l'échelle globale des bassins versants. Elle concerne la dimension hydraulique autant que la dimension qualitative de la gestion de l'eau.

Les objectifs sont :
- Limiter et compenser l'imperméabilisation des sols à la parcelle en secteurs urbains, et compenser l'effet du ruissellement sur les surfaces agricoles, forestières et naturelles.
- Améliorer la gestion hydraulique des eaux de surface dans les bassins versants naturels.

Les actions subventionnées sont :
- Les diagnostics ruissellement et les plans de gestion des eaux par sous-bassin versant prioritaire.
- Les aménagements de lutte contre le ruissellement en milieu urbain, agricole, forestier et naturel (rétention à la parcelle, création de noues, fossés, mares, etc.).
- L’acquisition de récupérateurs d’eau de pluie.

20 secteurs prioritaires ont été identifiés au plan de Parc dans les Yvelines.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d’ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : Aucun

Public(s) cible(s) :
Communes, agriculteurs, particuliers

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion de l'eau	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 500,00 €
2019	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000196

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°876 : POLITIQUE ENERGETIQUE : DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DONT LE BOIS ENERGIE ET LA METHANISATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	46 426,00 €	66,27 %	30 766,00 €
	Montant Total de la subvention		30 766,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 2 – UN TERRITOIRE PERIURBAIN RESPONSABLE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE - du programme d'actions du Contrat de Parc 2011-2013.
Objectif stratégique 6 : Adopter la démarche « sobriété > efficacité énergétique > énergies renouvelables »
Objectif opérationnel 15 : Aider les agriculteurs à viser l'autonomie énergé que de leur exploitation.
Objectif opérationnel 16 : Accompagner le développement de lières énergé ques renouvelables locales dont le bois-énergie.

Description :
Il s'agit de financer les actions du Parc pour le développement des énergies renouvelables. Ce qui rentre dans le cadre de l'objectif national d'autonomie énergétique des Parcs à l'horizon 2030.

Concernant la méthanisation :
- Le suivi et le montage de 3 projets d'unité de méthanisation (une dans l'Essonne, une sur le plateau de Milon-la-Chapelle, une aux Bréviaires). Notamment animation à la mutualisation en agriculteurs, exploitants, communes ou autres. Aide à la concertation et à l'implantation.
- Le financement d'études de faisabilité d'unités de méthanisation agricole collective ou à la ferme.
- Le financement de matériels spécifiques (menue paille, broyeur, matériel pour la collecte y compris hippomobile, stockage etc.) pour la réalisation d'unité de méthanisation agricole collective et/ou à la ferme.
- Communication, formation à une meilleure gestion des effluents des installations équestres.
- Promotion de la filière, animations pédagogiques.
Pour la méthanisation un des grands objectifs est de permettre la valorisation locale des fumiers équins.

Concernant le Bois énergie :
- état des lieux et connaissance locale du marché du bois bûche : bois de chauffage et d'agrément
- communication, sensibilisation à l'usage du bois énergie par l'élaboration de plaquettes de communication ou l'organisation de formations.
- financement de matériels spécifiques permettant la production locale de plaquette forestière ou de granulés (broyage, criblage, plateforme, séchage, stockage, compactage, etc.)
Pour le bois énergie, il s'agit de travailler à la structuration de la filière au niveau de la production.

Ces actions sont réalisées en partenariat notamment avec Francilbois, la SEM Posit'If, la SEM SIPENR, et les autres acteurs locaux avec lesquels le Parc travaille (ALEC SQY, COSTIC, CIVAM, etc.).

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : Programme de Développement Rural IDF

Public(s) cible(s) :
Communes, grand public, agriculteurs, professionnels des métiers du bois de la forêt et du bâtiment ou de l'aménagement, centres équestres.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Politique énergétique : Développement des énergies renouvelables dont le bois énergie et la méthanisation	46 426,00	100,00%
Total	46 426,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	30 766,00	66,27%
CD 78	15 660,00	33,73%
Total	46 426,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 383,00 €
2019	15 383,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €

2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000197

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°877/878 : POLITIQUE ENERGETIQUE : REDUCTION DES CONSOMMATIONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	8 000,00 €	89,85 %	7 188,00 €
	Montant Total de la subvention		7 188,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 2 – UN TERRITOIRE PERIURBAIN RESPONSABLE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE - du programme d'actions du Contrat de Parc 2011-2013.
Objectif stratégique 6 : Adopter la démarche « sobriété > efficacité énergétique > énergies renouvelables »
Objectif opérationnel 14 : Accompagner les collectivités, les particuliers et les entreprises vers la maitrise de leurs consommations énergétiques.

Description :
Cette opération a pour objet de provisionner les financements du chapitre 5 du Guide des aides du Parc (aides n°5-1 à 5-5).
La présente opération prévoit aussi de financer les conventions d'objectifs avec le COSTIC, l'ATEPS et l'ALEC SQY.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ALEC SQY
Depuis 2008 le Parc a un partenariat soutenu avec l'ALEC SQY pour le développement d'actions de sensibilisation auprès des habitants du territoire. En 2016, le programme d'actions a prévu l'organisation de conférences, le concours de la maison économe, le défi des familles à énergie positive, Espace Info Énergie, l'animation du réseau technique pour les communes en CEP. L'ALEC SQY accompagne également le Parc dans le cadre des Utopies réalistes, des écodéfis, et de la lutte contre la précarité énergétique.
Cette année les nouvelles actions phares ont été le prêt aux particuliers d'une caméra thermique, l'organisation de balades thermographiques, le forum éco habitat, et surtout l'accompagnement de copropriétés horizontales à la rénovation thermique.
Le montant prévu pour la convention 2016 avec l'ALEC SQY a été de : 16 100 euros.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE COSTIC [aide 5-3]
Le partenariat avec le Costic établit depuis 2011 prévoit principalement le financement d'unités d'études, l'animation de réunion techniques, le suivi instrumenté de bâtiment.
Le montant prévu à cet effet pour 2016 a été de 3 900 euros.

LE CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉ (CEP) [aides 5-1 et 5-2]
Le CEP est un dispositif national conseillé par l'ADEME afin d'accompagner les communes durant trois années dans l'analyse, le suivi et l'amélioration de l'ensemble de leurs consommations énergétiques et en eau potable. Donc, dans l'amélioration du bâti communal, de l'éclairage public, du parc de véhicule, etc.
Le Parc est un territoire pilote de ce dispositif en Île-de-France.
Cela fait l'objet d'une convention triannuelle entre l'ALEC SQY et la commune qui s'engage.
Le bilan 2014 du dispositif a montré une baisse de 30% des consommations des bâtiments publics soit une économie de 186 tCO2 sur 6 communes.
Le montant annuel pour les communes de cette adhésion est calculé comme suit :
1,5€/habitant/an pour la phase 1.
1,25€/habitant/an pour les phases 2 et 3.

Coût total des CEP pour le Parc pour une aide à 18 communes des Yvelines sur 22 en CEP sur le territoire du Parc : 38 500 euros en subvention directe aux communes.

AIDE ÉCO ENVIRONNEMENTALE POUR LES INVESTISSEMENTS EN ISOLATION ET INSTALLATION D'ENR [aide 5-4 et 11-2]
Cette aide prévoit financer des travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics et l'installation d'énergies renouvelables par les communes.
Cette aide s'adresse également aux hébergements touristiques.
Une enveloppe de 95 000 euros est prévue à cet effet.

REDUCTION DE LA POLLUTION LUMINEUSE [aide 5-5]
Cette aide du Parc prévoit de financer des équipements concourant à une moindre consommation d'énergie et à la réduction de la pollution lumineuse sur l'existant.

Pour le territoire des Yvelines, une enveloppe de 54 000 euros est prévue à cet effet, dont :
- 16 100 euros en versement direct à L'ALEC
- 176 400 euros en subventions aux communes

Le coût total pour le Parc des CEP pour une aide à 4 communes de l'Essonne sur 22 communes en CEP sur le territoire du Parc : 8 000 euros en subvention directe aux communes.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : ALEC SQY, COSTIC et PNR
Cofinancement sollicité en sus du Contrat de Parc : aucun

Public(s) cible(s) :
Communes, grand public, professionnels (entreprises du bâtiment et maitres d'œuvre), socioprofessionnel touristique

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Politique énergétique : Réduction des consommations	8 000,00	100,00%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	7 188,00	89,85%
CD 91	812,00	10,15%
Total	8 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 594,00 €
2019	3 594,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000198

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°879 : APPEL A PROJETS "UTOPIES REALISTES" 2016-17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	30 000,00 €	66,27 %	19 881,00 €
	Montant Total de la subvention		19 881,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans les 4 axes de la charte Objectifs stratégiques 2 à 7, 10, 12, 14 à 22, 24, 27 à 33, 37

Description :
Cette opération a pour objectifs de :
- répondre à une des missions fondamentales du Parc : l'innovation, en favorisant l'émergence de projets innovants et exemplaires,
- fédérer et faire connaître les initiatives et les démarches expérimentales existant dans le Parc.

Cette opération consiste à financer un fonds d'innovation « Les Utopies réalistes » qui est une aide aux projets urbains, architecturaux et paysagers expérimentaux, innovants et écologiques.

L'appel à projets « Utopies réalistes » correspond à une aide financière et/ou technique (aide 14-1 du Guide des aides). Cette aide se différencie de la plupart des autres aides du Parc par le spectre très large qu'elle peut recouvrir et par la démarche d'appels à projets auprès des acteurs du territoire.

L'aide ne précise pas les champs d'actions afin que les propositions soient les plus larges et transversales possibles. L'équipe technique du Parc est associée en amont des projets pour leur permettre d'être le plus innovant, ambitieux et exemplaire vis-à-vis de la Charte. Le jury de sélection des projets a été assuré par les élus des commissions restreintes concernées par les projets présentés.

Trois sessions de l'appel à projets ont eu lieu depuis 2012 qui ont permis d'accompagner financièrement et techniquement des projets innovants.
Ce dispositif est cadré par un règlement approuvé par le comité syndical du Parc.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : néant

Public(s) cible(s) :
Porteurs de projets publics et privés

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Appel à projets "Utopies réalistes"	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	19 881,00	66,27%
CD 78	10 119,00	33,73%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 940,50 €
2019	9 940,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000199

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°881 : AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE PUBLIC 2016-17

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	70 000,00 €	66,27 %	46 389,00 €
		Montant Total de la subvention	46 389,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'Axe 1 « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien » - Objectif stratégique 5

Description :
Cette opération correspond aux aides du chapitre 2 : Aménagement et gestion de l'espace public du guide des aides (aides 2-1 à 2-8).

Elle a pour objectif d'inciter à aménager l'espace public de façon moins minérale en favorisant la

biodiversité locale et en intégrant le paysage grâce à des matériaux sobres, des aménagements qualitatifs et une gestion différenciée des espaces.

Cette opération comprend notamment :
- le conseil paysager approfondi,
- les études de mise en valeur paysagère des espaces publics,
- les travaux de mise en valeur paysagère des espaces publics,
- les travaux de traitement des points noirs paysagers existants,
- les travaux d'enfouissement des réseaux,
- la création d'abribus,
- l'acquisition de borne-fontaine,
- l'acquisition de barrière de chemin.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : néant

Public(s) cible(s) :
Communes

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement et gestion de l'espace public	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	46 389,00	66,27%
CD 78	23 611,00	33,73%
Total	70 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 194,50 €
2019	23 194,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000200

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°882 : AIDE "ACCOMPAGNEMENT AUX DEMARCHES D'URBANISME"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 €	66,27 %	33 135,00 €
		Montant Total de la subvention	33 135,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
476002046- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit :
- dans l'Axe 1 « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien » - Objectifs stratégiques 2, 3
- dans l'Axe 3 «Valoriser un héritage exceptionnel et encourager une vie culturelle rurbaine et rurale»- Objectif stratégique 22
- dans l'Axe 4 « Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole »- Objectif 28

Description :
Cette opération a pour objectifs de conseiller et accompagner les collectivités dans leurs projets et documents d'urbanisme afin de respecter les objectifs fixés par la Charte : vers un urbanisme endogène et de qualité, fin de l'étalement urbain et du mitage, expérimentation pour un urbanisme innovant, accueil d'activités économiques intégrées dans les tissus urbanisés.

Elle comprend :
- l'approfondissement/expérimentations thématiques des objectifs de la charte dans les documents d'urbanisme (Aide 4-1). Le Parc soutient les communes dans la réalisation de documents d'urbanisme de qualité, innovants et adaptés au territoire, participant de fait à une traduction des objectifs de la Charte. C'est pourquoi la réalisation de diagnostics approfondis en matière de paysage, de morphologie urbaine, d'architecture, de patrimoine, d'environnement et de développement économique doit être favorisée ainsi qu'une prise en compte réglementaire et opérationnelle de ces approfondissements et expérimentations. Cette opération contribue au financement du surinvestissement occasionné par la réalisation d'études thématiques spécifiques plus poussées, telles que des études patrimoniales, des études paysagères et environnementales spécifiques et/ou de démarches innovantes. Le coût pour cette action s'élève à 30 000€.

- l'étude de faisabilité pour l'accueil d'activités économiques dans les projets urbains. Les projets urbains de densification, d'opérations de logements sociaux s'accompagnent bien souvent d'une volonté de développer des activités économiques (artisanat, commerce etc.). Cela implique des enjeux de dynamisme d'un village et d'une revitalisation de centre bourg. Afin d'accompagner ces démarches en précisant la viabilité et faisabilité économique de ces projets, le Parc souhaite soutenir les communes en finançant des études de faisabilité, soit dans le cadre des documents d'urbanisme et/ou d'opérations d'aménagement. Le coût pour cette action s'élève à 20 000€.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : néant

Public(s) cible(s) :
Communes

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aide "Accompagnement aux démarches d'urbanisme"	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	33 135,00	66,27%
CD 78	16 865,00	33,73%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	16 567,50 €
2019	16 567,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €

2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014903

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ORGANISATION D'ATELIERS PEDAGOGIQUES A MEAUX (77) - LES JARDINS DE COCAGNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Education à l'environnement vers un développement durable	30 000,00 €	33,33 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100801- Education à l'environnement vers un développement durable

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION REGIONALE POUR L'INSERTION LE LOGEMENT ET L'EMPLOI
Adresse administrative : 40 BOULEVARD JEAN ROSE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul NATAF, Président

Date de publication au JO : 8 avril 1978

N° SIRET : 31506321400219

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Education à l'environnement vers un développement durable
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence de démarrer le projet au regard de la fin de la période d'exploitation des jardins à l'automne.

Objectifs :
- Création et animation d'ateliers et de visites participatives au sein d'un jardin d'insertion bio, accompagné par le réseau des jardins de Cocagne.

Description :
La création à l'automne 2017 d'un nouveau chantier d'insertion en maraîchage bio au sein d'HORIZON,

association d'insertion sociale et professionnelle, représente une opportunité pour mettre en place des ateliers et visites participatives pour les habitants de Meaux et les bénéficiaires des actions de l'association. Le jardin s'installe sur des terrains mis à disposition par la commune de Meaux, en zone péri-urbaine.

Les objectifs du projet s'inscrivent dans la durée et visent à permettre un retour à l'emploi et l'insertion professionnelle et sociale de personnes en difficulté via les contrats d'insertion et à sensibiliser localement au développement durable et à une alimentation saine et locale, notamment auprès des jeunes publics et en valorisant un site naturel en zone péri-urbaine.

Dans ce cadre, le projet participatif d'animation et de visites comporte les volets suivants:
- Chantiers participatifs réguliers (1 à 2 par trimestre) à destination des publics accompagnés par l'association HORIZON et des bénévoles réguliers sur le jardin avec la construction d'une serre, l'installation d'un système d'irrigation, le désherbage, etc.
- Ateliers réguliers (2 à 3 fois par mois) autour du jardinage naturel et du développement durable à destination de jeunes du territoire.

Tous ces projets doivent également permettre aux salariés en insertion de valoriser le lieu et leur travail, et d'être en contact avec des personnes extérieures. Situé à l'entrée d'un chemin de balade, le jardin sera un lieu de passage et une vitrine de l'activité de l'association. Le maraîchage est en effet une activité qui permet de se reconstruire, grâce au contact avec la nature mais également à la possibilité d'observer le fruit de son travail.

Les dépense retenues sont les suivantes :
- Salaire de l'animateur
- Achat de matériel directement nécessaire pour les animations (outillage, récupérateur d'eau de pluie...)
- Salaire et achat de matériel pour la gestion du site et les aménagements réalisés dans le cadre des animations (cheminements, aménagement des parcelles...)

Intérêt régional :
Conforme aux objectifs du Plan Vert.

Cette action s'inscrit dans les actions menées parla région notamment sur le SRCE et Plan Vert.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaire brut chargé d'un animateur à temps partiel sur un an	10 440,00	34,80%
Achat matériel et outillage nécessaires aux animations	9 560,00	31,87%
Salaire et achat de matériel pour la gestion du site et petits travaux d'aménagement dans le cadre des animations	10 000,00	33,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	10 000,00	33,33%
Communauté d'Agglomération Pays de Meaux	8 000,00	26,67%
Fondation Auchan pour la jeunesse	12 000,00	40,00%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	13 500,00 €
	Montant total	13 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004574

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASS SCOUTS DE FRANCE ACTIONS EXCEPTIONNELLES COP21 ORGANISER LA COY 11 EN AMONT DE LA COP21

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	180 000,00 €	69,44 %	125 000,00 €
	Montant Total de la subvention		125 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE
Adresse administrative : 65 RUE DE LA GLACIERE
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gilles VERMOT-DESROCHES, Président

Date de publication au JO : 15 septembre 2004

N° SIRET : 77568202400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Île-de-France.

Objectifs :
La COY11 a pour objectif de rassembler du 24 novembre au 28 novembre 2015 près de 10 000 jeunes durant 5 jours. Organisée par une équipe internationale d'associations de jeunes, elle se veut être une étape déterminante pour rassembler les jeunes engagés du climat, les jeunes experts en négociations climatiques et plus généralement les jeunes concernés par les enjeux du changement climatique du monde entier.

Description :
La Conférence de la Jeunesse (COY) a lieu chaque année depuis 2004 la semaine précédant la Conférence des Parties (COP) de la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). La COY11 se déroulera donc quelques jours avant la COP21 en 2015.
La COY11 est organisée pour offrir à ces jeunes un moment de rencontre pour échanger, débattre et se former afin de se saisir au mieux des enjeux économiques, énergétiques et climatiques qui émanent de ces négociations et ainsi de pouvoir être acteur du changement pour lutter contre l'évolution climatique à leur échelle. La COY11 se veut ouverte dans une optique intergénérationnelle, de mixité sociale et culturelle afin de créer un sentiment de communauté et de solidarité internationale. La conception et le déroulement respecteront une démarche éco-responsable, dans le but d'informer, de donner et partager des outils entre jeunes sur le changement climatique, impulser le changement et la participation à la prise de décision et d'actions. Cet évènement est soutenu par le secrétariat de la COP21 (rattaché au gouvernement français), et fait partie intégrante du calendrier institutionnel de la CCNUCC.

Moyens mis en œuvre :
Une équipe de bénévoles composée de 13 personnes travaille aujourd'hui pour élaborer le contenu et l'organisation de l'évènement. L'équipe sera rejointe par une personne salariée pour tout l'aspect logistique et gestion, deux responsables de communication et neuf services civiques qui participeront à la mobilisation et à l'organisation de l'évènement.

Intérêt régional :
Faire participer les jeunes franciliens à la COY11 et les sensibiliser à ses enjeux.

Public(s) cible(s) :
Bien que l'action soit d'ampleur internationale, le principal public bénéficiaire de cette action est le public jeune de la région Île-de-France , toutes catégories sociales confondues. En effet, celui-ci représente la plus grande proportion de jeunes touchés par les actions et d'autant plus ici que l'évènement se déroule en Île-de-France.
L'association estime à 10 000 le nombre de jeunes participants à cet évènement sur l'ensemble des 5 jours, et à au moins 2 500 jeunes provenant de la région Île-de-France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs	180 000,00	100,00%
Total	180 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
MAEDI	40 000,00	22,22%
Région IDF	125 000,00	69,44%
Autres produits (cotisations et dons)	15 000,00	8,33%
Total	180 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	125 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique énergie climat	318 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	125 000,00 €
2017	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	5 000,00 €
	Montant total	448 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025889

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION - ESPACES VERTS/COMPOSTAGE - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	298 075,96 €	5,87 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION
Adresse administrative : 28 RUE JOACHIM DU BELLAY
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRAN OIS HUBERT, Directeur

Date de publication au JO : 14 janvier 2012

N° SIRET : 75175905100012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Demande de solde année 3 EIE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet multipartenarial et pluriannuel ayant débuté sans pouvoir attendre la délibération régionale.

Objectifs :
Création d'un chantier d'insertion (activités espaces verts/compostage) sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Val de Bièvre, devenu aujourd'hui Établissement Public Territorial 12.
Un encadrant technique a été recruté pour encadrer et former 8 salariés en insertion tout en menant des activités concourant à l'amélioration de environnement :
- Entretien et aménagement d'espaces verts et naturels ;

- Réduction de déchets à travers une action innovante de compostage collectif de restes de repas d'une Ecole primaire.

Description :
La création de ce chantier d'insertion a permis le recrutement de huit personnes en entrée-sortie permanente, fortement éloignées de l'emploi et pour lesquelles le travail d'accompagnement socio-professionnel a permis pour la plupart d'entre elles d'avoir accès à un emploi stable ou une entrée en formation qualifiante ou diplômante.

Moyens mis en œuvre :
L'encadrant technique effectue :
- l'encadrement et la formation d'une équipe de huit salariés en insertion,
- la réalisation des chantiers,
- l'accompagnement socio-professionnel,
- et le suivi des salariés dans leur parcours d'insertion.

Intérêt régional :
Ce projet permet de réaliser des activités concourant à l'amélioration de la biodiversité et d'expérimenter une action nouvelle de compostage collectif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce dispositif est destiné à un public jeune et adulte, éloigné conjoncturellement ou structurellement de l'emploi (DELD, niveau V ou infra V, personnes sous mains de justice, personnes ayant la RQTH, ...).

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "Emploi Insertion Environnement".

Localisation géographique :
- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	34 725,47	11,65%
Charges externes	18 427,64	6,18%
Autres charges externes	13 396,34	4,49%
Impôts et taxes sur salaire	5 006,20	1,68%
Salaires et charges	209 020,31	70,12%
Dotations aux amortissements	17 500,00	5,87%
Total	298 075,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	104 981,00	35,22%
Subvention collectivité	31 689,00	10,63%
Subvention Département	24 666,67	8,28%
Subvention Région IDF (EIE)	17 500,00	5,87%
Subvention Région IDF (Emploi Tremplin Projet)	3 636,37	1,22%
Directe	114 068,73	38,27%
RQ Mordacs	434,19	0,15%
Uniformation	1 000,00	0,34%
Produit de gestion courante	100,00	0,03%
Total	298 075,96	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	19 506,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	44 358,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	14 000,00 €
2017	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
	Montant total	100 364,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027280

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VIE VERT : AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DES ESPACES NATURELS - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	860 334,30 €	0,21 %	1 800,00 €
		Montant Total de la subvention	1 800,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VIE VERT
Adresse administrative : 5 RUE DE MONGEROULT
95830 CORMEILLES-EN-VEXIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François MICHEL, Président

Date de publication au JO : 20 janvier 2000

N° SIRET : 42984980500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Demande d'aide de base pour l'année 3 de la convention EIE 14-95-01

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet multipartenarial et pluriannuel ayant débuté sans pouvoir attendre la délibération régionale.

Objectifs :
L'objectif est de réhabiliter et entretenir le potager du château de la Roche Guyon, site à forte valeur patrimoniale, par des salariés en insertion dans le cadre d'un chantier d'insertion. L'association emploie 55 personnes.

Description :

Formation : subvention sollicitée : 1800 €
La formation a pour principal objet de dispenser un savoir technique indispensable au recrutement ultérieur du bénéficiaire. Les formations sont réalisées prioritairement en interne. L'expérience est ainsi valorisée pour ce qui concerne les questions liées à l'environnement notamment. Les phases de chantier sont organisées comme des supports d'apprentissage. Les tâches de travail sont explicitées. L'encadrant montre et commente les gestes techniques. Il accompagne plus particulièrement les personnes en difficulté et les nouvelles recrues. A côté des connaissances acquises sur le chantier, sont proposés en interne des apprentissages théoriques dispensés en salle qui font l'objet d'évaluations. Ces évaluations sont le prétexte d'un travail écrit accessible à tous.

Intérêt régional :
Préservation de la biodiversité, prévention de la pollution:
Le Potager de la Roche-Guyon n'utilise aucun produit phytosanitaire depuis sa réhabilitation. Il s'agit également d'envisager la ressource en eau dans le choix des cultures, de privilégier le paillage… Les déchets verts sont compostés sur place et réutilisés ensuite en amendement pour enrichir le sol. La pollinisation naturelle est aussi favorisée par l'accueil de 3 ruches sur le site.
Le potager pourrait ainsi devenir la vitrine des actions menées par le PNR sur le territoire. Il est à noter que le potager bénéficie désormais du label « ecocert » et de la distinction jardin remarquable.
- Paysage, patrimoine :
L'écologie placée au coeur de son action prévoir de faire du lieu une référence conciliant la gestion d'un jardin historique et le respect de l'environnement.
- Ecocitoyenneté :
Chaque jour, l'encadrant du chantier fait la navette avec son véhicule 9 places pour récupérer les salariés à la gare de Magny en Vexin et les emmener sur le chantier. Cela limite l'utilisation de nombreux véhicules personnels. De plus l'encadrant est le garant du port des équipements de sécurité par les salariés en insertion. Il leur dispense la formation pour que le travail se fasse toujours dans le respect des règles de sécurité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "Emploi Insertion Environnement".

Localisation géographique :
- VIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat matériel et fournitures non stockées	31 100,00	3,61%
Sous traitance / Location / Entretien réparation / Assurance	40 900,00	4,75%
Honoraires / Voyages et Déplacements / Frais Structure	123 998,70	14,41%
Formations / Transports / Constructions	2 261,00	0,26%
Salaires et Charges	650 639,60	75,63%
Dotations aux amortissements	11 435,00	1,33%
Total	860 334,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	239 000,00	27,78%
Département - RSA	94 750,00	11,01%
Région IDF / Emploi tremplin	32 000,00	3,72%
Région IDF EIE	1 800,00	0,21%
Région IDF / Emploi tremplin Poste	15 000,00	1,74%
Directe / ASP CUI	6 821,00	0,79%
Directe / Aide aux Postes	431 330,48	50,14%
Agence de l'Eau	6 861,56	0,80%
Produits exceptionnels	32 771,26	3,81%
Total	860 334,30	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	900,00 €
2018	900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	14 900,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	12 160,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	9 300,00 €
	Montant total	36 360,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027295

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : VIE VERT AMELIORATION QUALITE ENVIRONNEMENTALE ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	860 334,30 €	0,58 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VIE VERT
Adresse administrative : 5 RUE DE MONGEROULT
95830 CORMEILLES-EN-VEXIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François MICHEL, Président

Date de publication au JO : 20 janvier 2000

N° SIRET : 42984980500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Demande aide Amélioration qualité environnementale année 3 - Convention EIE 14-95-03

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet multipartenarial et pluriannuel ayant débuté sans pouvoir attendre la délibération régionale.

Objectifs :

- Réhabiliter et entretenir le potager du château de La Roche Guyon, site à forte valeur patrimoniale, par des salariés en insertion dans le cadre d'un chantier d'insertion. Ce site prestigieux allie dans ce projet le culturel, le social et l 'environnemental et permet à des personnes de se réinsérer dans le monde du

travail dans un cadre valorisant ;
- Améliorer la qualité environnementale.

Description :
Le Potager de la Roche-Guyon n'utilise aucun produit phytosanitaire depuis sa réhabilitation. Le travail est mené en commun avec les paysagistes du potager pour utiliser toutes les qualités et capacités des plantes à se défendre entre elles, l'association végétale. Il s'agit également d'envisager la ressource en eau dans le choix des cultures, de privilégier le paillage… Les déchets verts sont compostés sur place et réutilisés ensuite en amendement pour enrichir le sol. La pollinisation naturelle est aussi favorisée par l'accueil de 3 ruches sur le site.
Le Parc Naturel Régional du Vexin français soutient le projet. Le potager bénéficie désormais du lable "ecocert" et de la distinction jardin remarquable. Ces certifications viennent récompenser quatre années d'efforts soutenus des salariés en parcours d'insertion.
Le projet de valorisation du potager-verger consiste à renouer avec son objectif initial de site expérimental s'intéressant à la fois à l'innovation des techniques culturales mais aussi aux progrès sociaux. L'écologie placée au coeur de son action prévoit de faire du lieu une référence conciliant la gestion d'un jardin historique et le respect de l'environnement.
Former les encadrants permettra de réduire les coûts en entretien, en carburant et en émission de CO2 des véhicules de services. De plus, les salariés sont aussi des automobilistes qui utilisent leur véhicule à titre personnel. Former les salariés participera à l'effort de réduction des émissions de GES.

Intérêt régional :
Préservation de la biodiversité, prévention de la pollution ;
Paysage patrimoine ;
Ecocitoyenneté ;
Préservation de l'emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "Emploi Insertion Environnement".

Localisation géographique :
- VIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat matériel et fournitures non stockées	31 100,00	3,61%
Sous traitance / Location / Entretien réparation / Assurance	40 900,00	4,75%
Honoraires / Voyages et Déplacements / Frais de structure	123 998,70	14,41%
Formations / Transports / Construction	2 261,00	0,26%
Salaires et Charges	650 639,60	75,63%
Dotations aux amortissements	11 435,00	1,33%
Total	860 334,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	239 000,00	27,78%
Département RSA	94 750,00	11,01%
Région IDF / Emploi Tremplin	32 000,00	3,72%
Région IDF / EIE	5 000,00	0,58%
Région IDF / Emploi Tremplin Poste	15 000,00	1,74%
Directe / ASP CUI	6 821,00	0,79%
Directe aide aux postes	431 330,48	50,14%
Agence de l'Eau	6 861,56	0,80%
Produits exceptionnels	29 571,26	3,44%
Total	860 334,30	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 500,00 €
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	14 900,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	12 160,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	9 300,00 €
	Montant total	36 360,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027400

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PARIS COCAGNE FLEURS DE COCAGNE : DES FLEURS BIO, LOCALES ET SOLIDAIRES AU SERVICE DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE EN ILE-DE-FRANCE - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	565 891,00 €	3,09 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS COCAGNE FLEURS DE COCAGNE AVRAINVILLE
Adresse administrative : 22 RUE DE LA MARE 91630 AVRAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Sébastien PROT, Directeur

Date de publication au JO : 7 août 2004

N° SIRET : 50045854200049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Fleurs de Cocagne : des fleurs bio, locales et solidaires au service de l'insertion professionnelle en Ile-de-France.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet multipartenarial et pluriannuel ayant débuté sans pouvoir attendre la délibération régionale.

Objectifs :
Permettre aux femmes d'avoir accès à une structure d'insertion résolument axée sur l'amélioration de leur employabilité, avec comme support la création d'un marché de fleurs biologiques utilisant un support

pédagogique valorisant et esthétique. Par ailleurs, il protège l'environnement en étant certifié bio (ECOCERT) et crée de l'emploi en IledeFrance.

Description :
Fleurs de Cocagne d'Avrainville a débuté son activité au 1er trimestre 2014. Dans le cadre de la mise en place de ce chantier d'insertion particulièrement innovant et relevant d'une véritable recherche de développement social, le projet a besoin d'une aide pour le démarrage de l'activité. Un bâtiment d'exploitation de 1000 m2 répartis sur deux étages, une surface de terres de près 8ha et près de 8000 m2 de serres constituent l'outil de travail.

Intérêt régional :
Le projet s'inscrit dans la démarche de commercialisation en circuits courts et de développement des surfaces agricole en bio. L'association contribue à revitaliser un secteur d'activité en perte de vitesse en IledeFrance avec l'arrêt d'exploitations horticoles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "Emploi Insertion Environnement".

Localisation géographique :
- AVRAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	58 740,00	10,38%
Charges externes	46 172,00	8,16%
Autres charges externes	600,00	0,11%
Impôts, taxes et versements assimilés	4 262,00	0,75%
Salaires et Charges	426 811,00	75,42%
Dotations aux amortissements	28 656,00	5,06%
Charges financières	650,00	0,11%
Total	565 891,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Chiffres d'affaires (vente et produciton stockée)	102 451,00	18,10%
Directe	247 653,00	43,76%
Département 91	88 000,00	15,55%
Région IDF (EIE, Aide certification bio)	17 785,00	3,14%
PAC	900,00	0,16%
Fondations privées	65 000,00	11,49%
Produits exceptionnels	28 656,00	5,06%
Autres produits	15 446,00	2,73%
Total	565 891,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 500,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	29 000,00 €
2015	Aide à la certification biologique	583,20 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	49 500,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
2017	Aide à la certification biologique	284,80 €
	Montant total	67 868,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027449

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE ENTRETIEN DES RIGOLES DU PLATEAU DE SACLAY - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	330 694,00 €	7,17 %	23 710,00 €
	Montant Total de la subvention		23 710,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Soutien à l'ACI entretien des rigoles du plateau de Saclay en partenariat avec le Syndicat de l'Yvette et de la Bièvre

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'un projet multi-partenarial, l'association a dû débuter sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Les objectifs généraux des chantiers sont les suivants :
- mettre en activité progressive et assurer un accompagnement renforcé pour une insertion socioprofessionnelle réussie ;

- développer l’autonomie des personnes en les rendant responsables de leurs activités, de leurs parcours ;
- encourager une implication active des jeunes et des adultes à la valorisation du patrimoine de leur territoire.

Description :
Ce chantier est ouvert à 12 personnes en difficultés sociales et/ou professionnelles bénéficiant d’un contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI).
Il se déroule en trois temps bien distincts sachant que le temps de travail est de 26 heures / semaine (du lundi au vendredi) :
• Un temps de production, mené par l’encadrant technique ;
• Un temps d’accompagnement professionnel et social ;
• Un temps de formation pré-qualifiante.

Afin de garantir le bon écoulement des eaux, il s'agit concrètement d'entretenir les rigoles (Granges, Châteaufort, St Aubin, Favreuse) : fauchage annuel des berges, faucardage et ramassage des produits de la coupe, maintenir les milieux naturels ouverts et préserver les bornes royales.

Intérêt régional :
Ce chantier intervient sur les Rigoles du plateau de Saclay, servant à alimenter autrefois le Château de Versailles et permettant aujourd'hui de drainer les eaux du plateau vers la vallée.
L'association procède à des plantations de haies le long des rigoles qui retiennent les berges et permettent l'installation d'une faune aquatique dans l’entrelac des racines, une avifaune et entomofaune dans les parties feuillues.
Il s'inscrit également dans une gestion différenciée des espaces naturels logeant les rigoles.
L'ensemble des actions s'appuie sur la charte de la biodiversité régionale signée par Etudes et Chantiers Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "Emploi Insertion environnement".

Localisation géographique :
- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matières premières, matériel et outillage espaces verts, carburant	14 250,00	4,31%
Charges locatives, maintenance, assurance, télécoms, Transport, Télécom	4 758,00	1,44%
Formation UC12/UC7 CAPA TP, SST, PRAP,	19 701,00	5,96%
Taxes sur les salaires, versement formation professionnelle	4 500,00	1,36%
Salaires encadrants techniques, Accompagnement socioprofessionnel,personnel en insertion, vêtures travail, médecine du travail, transport en commun	245 485,00	74,23%
Charge indirectes	42 000,00	12,70%
Total	330 694,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services : villes du SYB, SNCF, Lyonnaise des eaux	29 968,00	9,06%
Etat : aide contrats aidés CDDI (part fixe et modulable)	132 133,00	39,96%
Conseil départemental Essonne : aides aux postes BRSA	62 182,00	18,80%
Convention SYB / CAPS, année 2	55 000,00	16,63%
Agence de l'eau	8 000,00	2,42%
CRIF : EIE	23 710,00	7,17%
Transferts de charges et produits exceptionnels : OPCA UNIFORMATION, MAIF	19 701,00	5,96%
Total	330 694,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	13 710,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	201 783,00 €
2016	Passerelles entreprises	55 000,00 €
2017	Emploi Insertion Environnement (EIE)	44 832,00 €
2017	Phénix	11 500,00 €
	Montant total	817 758,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027462

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INTERFACE FORMATION "ESPACES VERTS" VILLE DE PARIS/PARIS HABITAT - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	367 617,00 €	4,76 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INTERFACE FORMATION
Adresse administrative : 38 RUE RENE BOULANGER
75010 PARIS 10
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hayet BEN ARBIA DJEHAT, Présidente

Date de publication au JO : 23 août 1995

N° SIRET : 40218568000020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Interface Formation Chantier d'insertion "espaces verts" Ville de Paris/Paris Habitat Année 3

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'un projet annuel et multi-partenarial, l'association a dû débuter sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Objectifs environnementaux - entretien des espaces verts en gestion différenciée (chaque espace bénéficie d'un entretien adapté en fonction de ses caractéristiques et de ses usages) ;
- aucune utilisation de produit chimique sur les sites afin de préserver la biodiversité et éviter ainsi les

pollutions ;
- interventions manuelles privilégiées pour une meilleure protection des ressources environnementales (ex.: pour le ramassage des feuilles, les souffleurs sont très peu utilisés au profit des râteaux) ;
- mise en place d'un compost pour collecter les débris végétaux sur place (suppression du transport) et production d'un engrais naturel, excluant tout produit chimique ;
- ce processus de sensibilisation à l'environnement a également pour objectif de permettre aux publics en insertion souvent repliés sur leurs difficultés sociales et professionnelles (logement, mobilité, santé, éloignement du marché du travail) de s'ouvrir au monde et de prendre conscience qu'en tant que citoyens et consommateurs, leurs comportements quotidiens ont des impacts environnementaux.

Objectifs d'insertion professionnelle - Le chantier d'insertion à travers ses différents volets (l'accompagnement social et professionnel, la formation et le travail) a pour objectif l'insertion professionnelle durable des personnes accueillies.

Description :
Le déroulement du chantier se fonde sur 3 axes :
- Travail :
Les activités principales sont l'entretien (bêchage, binage, désherbage, sarclage, griffage, taille, tonte, découpe de bordures, …), la création (travail du sol et amendement, préparation de semis et pelouses, plantations, massifs, nivelage, petite maçonnerie, …), le nettoyage (ratissage, ramassage de feuilles, évacuation des déchets, compostage, …). L'activité s'exerce de façon à préserver la fertilité du sol, la flore et la faune, et à éviter le gaspillage des ressources et la pollution de l'environnement. Les méthodes et pratiques horticoles enseignées relèvent principalement d'une gestion écologique, en lien avec la Charte Développement Durable de PARIS HABITAT.
- Formation
Un programme de formation de 400 heures est dispensé aux salariés en insertion. Il s'agit de valider les 4 modules du CQP (Certificat de Qualification Professionnelle) « Salarié Polyvalent ». Pour la plupart des salariés, c'est l'obtention d'un premier diplôme donc d'une reconnaissance de leurs compétences professionnelles, ce qui optimise l'accès à l'emploi durable.
- Accompagnement social et professionnel.

Intérêt régional :

Gestion des ressources naturelles et préservation de la biodiversité.
Mise en place d'un compost pour collecter les différents débris végétaux (feuilles mortes, tontes de gazon, etc.). Pour favoriser une gestion de l'eau plus efficace, les végétaux plantés sont adaptés au milieu et nécessitent ainsi un faible apport hydrique.
Les sites sur lesquels l'association intervient, sont gérés de façon différenciée, aucun produit chimique n'est utilisé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respest des lois et règements en vigueur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "Emploi Insertion Environnement".

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 246,97	2,52%
Charges externes	10 420,52	2,83%
Autres charges externes	9 566,38	2,60%
Impôts et taxes sur salaires	3 100,00	0,84%
Salaires et charges	335 123,13	91,16%
Impôt	160,00	0,04%
Total	367 617,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	57 969,00	15,77%
Subventions	23 500,00	6,39%
Conseil Départemental	59 400,00	16,16%
Région IDF	22 500,00	6,12%
Etat - DIRECTE	201 282,00	54,75%
Aide emploi avenir	2 966,00	0,81%
Total	367 617,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 500,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	20 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
	Montant total	55 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027492

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE : ACI LIAISONS DOUCES ET ACCESSIBILITE - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	407 847,00 €	6,94 %	28 300,00 €
	Montant Total de la subvention		28 300,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE
Adresse administrative : 20 RUE LECHARPENTIER
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte WERA, Présidente

Date de publication au JO : 4 novembre 1967

N° SIRET : 78411526300039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Participer par tous les moyens à la protection, à l'éducation de l'enfance et de l'adolescence du Val d'Oise, ainsi qu'à la formation de tout personnel dans ce but.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'un projet pluriannuel et multi-partenarial, l'association a dû débuter sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France

Objectifs :
Le chantier d'insertion "Liaisons Douces et Accessibilité" a pour objectif principal d'insérer des personnes éloignées de l'emploi par une activité économique proposée sur l'agglomération de Cergy-Pontoise. Il vise

à encourager une dynamique positive personnelle, sociale et professionnelle à partir d'une mise en situation de travail sur une période de 6 mois, éventuellement renouvelable

Description :
Le projet nécessite le financement de deux postes d'encadrant permettant de mettre en place un rythme de travail similaire à des entreprises privées. De plus, cela permet de mettre en place des formations (tonte, abattage, débroussaillage, consigne de sécurité, entretien du matériel. Afin de former davantage les salariés des partenariats ont été instaurés pour le permis de conduire, la formation SST, la remise à niveau maths et français.

Intérêt régional :
Sur l'ensemble des chantiers, une gestion différenciée des bois est mise en place afin de faire évoluer favorablement la biodiversité tout en offrant aux promeneurs et riverains un cadre agréable.
Non utilisation d'appareil thermiques sur certains chantiers.
Non utilisation de produits phytosanitaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "Emploi Insertion environnement".

Localisation géographique :
- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers, carburant, petit matériel...)	15 500,00	3,80%
Services exterieurs (entretien materiel, assurance, formation, location...)	18 200,00	4,46%
autres services extérieurs (frais postaux téléphone...)	4 250,00	1,04%
salaires et charges	357 397,00	87,63%
autres (frais généraux, amortissements)	12 500,00	3,06%
Total	407 847,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional	28 300,00	6,94%
Conseil départemental PDI	16 000,00	3,92%
Communauté d'agglomération	60 000,00	14,71%
Aide au poste	172 528,00	42,30%
Communes	47 000,00	11,52%
Conseil départemental marché public	16 000,00	3,92%
Copropriété	10 000,00	2,45%
Vinci	26 599,00	6,52%
Véolia	14 767,00	3,62%
Etat (FIPD poliique ville)	16 653,00	4,08%
Total	407 847,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	18 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	22 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	230 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	35 000,00 €
2014	Soutien à la médiation	7 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	230 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	43 400,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	5 483,00 €
2015	Soutien à la médiation	5 040,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	35 000,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	299 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	28 300,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	35 000,00 €
2017	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	235 000,00 €
	Montant total	1 193 223,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000426

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AEV - AFFECTATION SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
OA / Agence des espaces verts (AEV)	3 429 760,00 €	100,00 %	3 429 760,00 €
		Montant Total de la subvention	230 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-611-176001-1700
17600104- Soutien à l'AEV

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : OA / Agence des espaces verts (AEV)
Rapport Cadre : CR12-09 du 12/02/2009

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 20 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 429 760,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
2017	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2017	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 081 760,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	645 031,69 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	273 430,30 €
2017	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	8 272 950,00 €
	Montant total	91 294 868,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 11004914

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 687 : AIDES AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITES POUR LA MISE EN OEUVRE D'UN URBANISME INNOVANT ET DE QUALITE- REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	85 000,00 €	60,00 %	49 908,00 €
	Montant Total de la subvention		49 908,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 8 juin 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans la charte du Parc 2011-2023, notamment :
Axe 1 - GAGNER LA BATAILLE DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES DANS UN ESPACE FRANCILIEN ; Objectif stratégique 2 : Maintenir le socle naturel et paysager du territoire ; Objectif opérationnel 2 : Maintenir la vocation agricole, forestière et naturelle des espaces non-urbanisés et garantir leur continuité

Objectif opérationnel 3 : Promouvoir une urbanisation endogène, dynamique, sobre et de qualité ; Axe 3 - VALORISER UN HERITAGE EXCEPTIONNEL ET ENCOURAGER UNE VIE CULTURELLE RURBAINE ET RURALE ; Objectif stratégique 8 : Préserver l'identité et la diversité des paysages en intégrant la dimension écologique ; Objectif opérationnel 22 : Préserver les ensembles bâtis, développer un urbanisme et une architecture innovants et de qualité ; Axe 4 - UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL INNOVANT ET DURABLE AUX PORTES DE LA METROPOLE ; Objectif stratégique 11 : Favoriser la mixité sociale et la mixité habitat/activités ; Objectif opérationnel 28 : Diversifier l'offre de logement en matière de petit collectif, locatif, social.

Description :
ider les communes et les EPCI à mettre en œuvre concrètement les objectifs de la Charte, du projet de SDRIF et du Grenelle à travers leurs politiques d'aménagement, notamment les plans locaux d'urbanisme et la construction de logements locatifs sociaux.
A ce titre, le Parc met en place des aides pour participer au financement de :
- démarches urbanistiques expérimentales (telles que le projet BIMBY en cours au Tremblay-sur-Mauldre) visant la mise en œuvre d'un urbanisme endogène (densité, mixité sociale et fonctionnelle, approche environnementale) : subventions aux communes pour faire appel à des équipes spécialisées dans des démarches opérationnelles et prospectives.
- approfondissements thématiques dans les PLU, sous forme de subventions aux communes pour la réalisation par des bureaux d'études d'outils et de dispositifs innovants par exemple pour prendre en compte la trame verte et bleue. Ces cahiers thématiques doivent permettre de répondre aux exigences de la Charte et du Plan de Parc et de les décliner précisément dans chaque composante du PLU.
- accompagnement des communes pour le développement du logement social (repérage de sites adaptés, scénarii de programmes et d'implantation, détermination des montages et financements possibles, encadrement dans le PLU, etc.). Il s'agit de trouver les meilleures stratégies pour chaque commune afin de créer du logement social et de lever les obstacles qu'elles rencontrent en amont de ces projets. Cet accompagnement est spécialement adapté au territoire protégé du PNR, et prend en compte les contraintes urbanistiques de la Charte et du plan de Parc.
Ces aides seront intégrés au guide des aides en cours de réfection.

Démarches urbanistiques expérimentales	40 000
Approfondissements thématiques	40 000
Etudes foncières et urbaines pour le développement du logement social	5 000
TOTAL	85 000

Suivi et évaluation :
Indicateur(s) retenu(s) : nombre d'aides mises en place, nombre d'études et de projets subventionnés.
Objectif (valeur cible de l'indicateur) : 3 nouvelles aides, 15 études ou projets subventionnés.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Communes et EPCI, accompagnement mission urbanisme et architecture du Parc pour cahier des charges et suivi
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : aucun

Public(s) cible(s) :

Communes et intercommunalités

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2011

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N° 687 : AIDES AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITES POUR LA MISE EN OEUVRE D'UN URBANISME INNOVANT ET DE QUALITE	85 000,00	100,00%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	51 000,00	60,00%
CG 78	34 000,00	40,00%
Total	85 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	49 908,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €

2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13006686

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 763 : PARTICIPATION EXPERIMENTALE DES HABITANTS DANS LE CADRE DU PLAN PAYSAGE ET BIODIVERSITE DE LA PLAINE DE JOUARS A MONTFORT-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 €	60,00 %	1 200,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 1 "Ggagner la bataille de la diversité et des ressources naturelles dans un espace francilien" de la Charte du Parc. Elle est inscrite au programme d'actions du Contrat de Parc 2007-2013.
Objectif stratégique 6 : Restaurer et préserver la trame verte et paysagère

Cette opération s'inscrit également dans l'axe transversal "Continuer d'être innovants ensemble" de la Charte du Parc. Elle est inscrite au programme d'actions du Contrat de Parc 2007-2013.
Objectif stratégique A : Contribuer à l'appropriation par les habitants, les acteurs et les visiteurs du Parc d'une culture du développement durable.

Description :
Le Parc a finalisé le Plan Paysage et Biodiversité des Vallées de l'Yvette en 2012. Le bilan méthodologique de celui-ci a révélé un manque d'implication des habitants dans la démarche malgré une programmation culturelle et pédagogique riche.

Le Parc s'est rapproché de chercheurs scientifiques sur la question de la participation habitante pour appréhender l'intérêt et les différentes méthodes de ces dispositifs de démocratie participative.

A l'image de l'expérimentation « BIMBY » menée sur l'habitat individuel, le Parc souhaite expérimenter la coproduction d'un diagnostic partagé avec les habitants de la plaine de Jouars à Montfort dans le cadre du prochain Plan Paysage et Biodiversité.

Afin de mettre en œuvre cette démarche, il est proposé d'ajouter un volet « concertation » au marché d'étude lancé en 2013 pour l'élaboration du Plan Paysage et Biodiversité de la plaine de Jouars à Montfort.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc
Co-financement sollicités en sus du Contrat de Parc : Aucun

Public(s) cible(s) :
Habitants des 11 communes de l'entité paysagère de la plaine de Jouars à Montfort.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N° 763 : PARTICIPATION EXPERIMENTALE DES HABITANTS DANS LE CADRE DU PLAN PAYSAGE ET BIODIVERSITE DE LA PLAINE DE JOUARS A MONTFORT	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile De France	6 000,00	60,00%
CG78	3 373,00	33,73%
CG91	627,00	6,27%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €

2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2013	3 600,00 €
2014	1 200,00 €
2015	1 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13006720

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 765 : ACTIONS PEDAGOGIQUES « MA COMMUNE DANS LE PARC : HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN » - ANNEE SCOLAIRE 2013-2014-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	20 000,00 €	60,00 %	11 934,00 €
	Montant Total de la subvention		11 934,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 2 septembre 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Axes transversaux inscrits dans la charte :
A. Structurer une offre éducative répondant aux enjeux du territoire
A.1 Organiser le réseau des acteurs d'éducation à l'environnement et au territoire
A.2 Promouvoir et accompagner les acteurs et les actions pédagogiques s'inscrivant dans le projet de territoire

B. Mobiliser les acteurs et habitants du Parc
B.1 Développer des actions de sensibilisation/découvertes

Description :
L'opération a pour but d'amener les scolaires à :
- Apprécier les richesses patrimoniales de leur commune et l'intérêt de les préserver ;
- Saisir ce qu'est un Parc et participer au projet de territoire : les élèves sont invités à imaginer des actions pour le Parc de demain ;
- Créer du lien entre les écoles du Parc, mesurer la valeur collective d'un Parc naturel régional.
L'opération permettra par ailleurs de renforcer les liens avec l'Education Nationale et les acteurs éducatifs du territoire Parc.

L'opération consiste à proposer un programme d'actions éducatives fédératrices spécifique à l'échelle nouveau territoire sur le rôle de l'Homme dans l'aménagement des espaces et la préservation des patrimoines. Ce programme nécessite un budget alloué aux interventions pédagogiques.

Contexte de l'opération
- Un territoire élargi : de par leur récente entrée dans le Parc, les équipes enseignantes et les élèves des nouvelles communes n'ont que peu ou pas de connaissances sur ce qu'est un Parc.
- Une politique éducative concertée : sa mise en œuvre passe par un travail partenarial étroit avec les acteurs éducatifs du territoire.

Déroulement de l'opération - Moyens humains
L'opération nécessite une bonne connaissance du projet territoire et des patrimoines communaux.
Elle s'appuie à la fois sur une démarche transversale et sur des approches thématiques ciblées selon les ressources des communes participantes.

Elle comporte 3 phases clés :

1. Une découverte transversale de sa commune et de ce qu'est un Parc naturel régional, animé par la mission Education du Parc et les 2 animateurs prestataires :
- Sortie de terrain / approche transversale pour découvrir les patrimoines de sa commune
- Intervention en classe avec outils pédagogiques pour appréhender et connaître le territoire
Parc (création et enjeux du Parc, fonctionnement, acteurs, …) et saisir le lien entre sa commune et le territoire du Parc : espace géographique, patrimoines remarquables partagés avec d'autres communes,…

2. Un travail ciblé sur une thématique selon les ressources de la commune et le projet de l'enseignant, animé par la Mission Education, les 2 animateurs prestataires et les acteurs éducatifs du territoire selon leur domaine d'interventions :
- Ateliers (en classe et/ou sur le terrain)
Thèmes possibles : espaces naturels avec associations naturalistes, architecture et urbanisme avec les CAUE 78,91, agriculture avec les fermes pédagogiques, ...

3. L'élaboration d'idées/suggestions pour sa commune dans le Parc de demain, animée par la mission Education du Parc, les 2 animateurs prestataires et les acteurs éducatifs du territoire : amener les élèves à porter une réflexion sur un projet en cours ou imaginé en lien avec les enjeux inscrits dans la charte et au regard des thèmes étudiés au cours de l'année.

Restitution finale
Le travail des différentes classes sera valorisé à l'occasion de la fête des Ecoles en juin 2014.

Durée d'intervention
La durée d'intervention pour chaque projet scolaire est de 4 à 5 jours environ.

Moyens mis en œuvre :
Maîtrise d'ouvrage : Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse
Cofinancement sollicité en sus du Contrat de Parc : néant

Public(s) cible(s) :
Scolaires

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N° 765 : ACTIONS PEDAGOGIQUES « MA COMMUNE DANS LE PARC : HIER, AUJOURD'HUI et DEMAIN » - ANNEE SCOLAIRE 2013-2014	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile De France	12 000,00	60,00%
CG78	6 746,00	33,73%
CG91	1 254,00	6,27%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	11 934,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €

2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2013	7 200,00 €
2014	4 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007196

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 867 : FONDS D'INTERVENTION POUR LA VALORISATION CULTURELLE ET PATRIMONIALE DU TERRITOIRE ANNEE 2016/2017-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	45 000,00 €	60,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation du solde de l'opération.

Objectifs :
UNE VIE CULTURELLE RURBAINE ET RURALE - du programme d'actions du Contrat de Parc 2011-2023.
Objectif stratégique 10 : Développer une action culturelle partagée, contemporaine et innovante
Objectif opérationnel 26 : Accompagner, soutenir et valoriser les activités et les acteurs culturels du territoire

Description :
Cette opération a pour objet d'approvisionner les financements du chapitre 13 du guide des aides du Parc. En 2006, le Parc a défini les grands axes de sa politique culturelle et de valorisation des patrimoines. Il a également structuré son action en distinguant les actions auxquelles il apporte son soutien des actions qu'il initie dans le cadre de ses missions de PNR.
Un fonds d'intervention intitulé Valorisation des patrimoines et actions culturelles a été créé pour le financement des projets retenus par la Commission restreinte culture.
Le Comité de sélection des projets culturels, qui avait précédé la Commission restreinte culture, avait défini des critères d'accompagnement des projets, toujours suivis par la commission et que le Comité syndical avait validés. Lors de la commission restreinte du 17 novembre 2014, les critères, qui restent les mêmes, ont été reformulés comme suit :
« La commission restreinte Culture, composée d'élus du Parc, est chargée de traiter toutes les demandes d'aide, de soutien et de partenariat soumises au Parc. Il est à noter que l'utilisation du logo PNR n'est pas libre de droit et doit aussi faire l'objet d'une demande.
Le Parc ne financera pas la démarche personnelle d'un artiste ou d'un groupe, une démarche de création déconnectée des critères évoqués ci-après.
Les projets soumis doivent répondre à plusieurs critères :
¿ Projet répondant aux thématiques, aux enjeux philosophiques du Parc signalés dans la Charte.
¿ Projet réfléchi avec le Parc, bien en amont, dans le cadre d'un véritable partenariat.
¿ Projet se déroulant sur le territoire du Parc et le valorisant :
- Projet se déroulant sur plusieurs communes du Parc. Un projet se déroulant sur une seule commune du Parc ne sera pas aidé.
- Le projet doit par ailleurs pouvoir rayonner sur le territoire
PNRHVC/SD Programme 867 P
Rapporteur : Véronique BOONE BP 2016
- Projet valorisant les patrimoines du Parc.
¿ Projet contribuant à la vie du territoire, permettant la rencontre :
- Projet visant les publics du Parc : les enfants des écoles notamment mais aussi les habitants, les associations… Il faut que la majorité des habitants du Parc puissent en bénéficier.
- Les projets en transversalité seront particulièrement appréciés. Projet associant d'autres partenaires (restaurants, écoles, associations…) et permettant la circulation (randonnée pédestre, à vélo ou à cheval…)
¿ Projet ayant reçu un avis favorable des communes qui l'accueillent ainsi qu'un soutien pouvant être financier, logistique, humain ou un relais en communication.
¿ Projet de qualité professionnelle »
Ce fonds a permis d'apporter un soutien à des manifestations aussi différentes que le Festival Jazz à Toute Heure, le Salon du livre de Chevreuse, le Parcours Portes ouvertes d'ateliers d'artistes d'Hélium, le Festival musical de Calisto 235, les expositions de l'APEVDC, le festival Ravel ...
En prévision des demandes qui seront traitées et des projets retenus en 2016, il est nécessaire de réabonder
le fonds, d'autant plus que de nouvelles demandes sont formulées par des porteurs de projets issus des communes nouvellement entrées dans le Parc.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N° 867 : FONDS D'INTERVENTION POUR LA VALORISATION CULTURELLE ET PATRIMONIALE DU TERRITOIRE ANNEE 2016/2017	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	27 000,00	60,00%
CD 78	15 178,50	33,73%
CD 91	2 821,50	6,27%
Total	45 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €

2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007197

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 868 : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT D'UN TOURISME DURABLE-REAFFECTATION DU SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	84 000,00 €	61,15 %	51 364,00 €
	Montant Total de la subvention		51 364,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation pour solder l'opération.

Objectifs :
Ces opérations s'inscrivent dans :
L'axe 4 : un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole
Objectif stratégique n°14: Conforter le développement d'un tourisme et de loisirs durables adaptés à tous les publics
Objectif opérationnel n°38 : Structurer l'offre touristique du territoire et l'adapter aux clientèles, mettre en réseau les acteurs touristiques.

Objectif opérationnel n°39 : Renforcer la promotion du territoire

Description :
éditions de nouvelles propositions : 20 000 €
Véloscénie : poursuite du partenariat (site internet, dépliant) : 1 500 €
Petit Moulin : définition de la politique éditoriale, élaboration de plusieurs supports de communication dans le cadre de l'ouverture du Petit Moulin à destination des enfants, adultes et du public en situation de handicap, programmation événementielle : 20 000 €
Tourisme et Handicap : le Parc naturel régional a programmé en 2014 et 2015 plusieurs Balades en langues des signes nous souhaitons poursuivre cette programmation en 2016, un travail particulier est également mené avec des enfants autistes : 2 500 €
audits éco défis : 5 000 €
Nouvelle aide : aide à la création d'hébergements insolites. Cette aide est destinée à susciter la création d'hébergements insolites pour lesquels une réelle demande existe mais celle-ci n'est aujourd'hui pas satisfaite : 10 000
Mise en place de la stratégie de développement touristique (étude prévue dans la charte du Parc) : déclinaison du plan d'actions 10 000 € la première année (*Interparc)
Le Baladobus : 1 253 utilisateurs en 2015 cela représente la fréquentation la plus importante depuis le lancement de la ligne nous souhaitons donc continuer à proposer ce service en 2016 : 15 000 €

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
OPERATION N° 868 : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT D'UN TOURISME DURABLE 2016	84 000,00	100,00%
Total	84 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	51 364,00	61,15%
CD 78	28 333,00	33,73%
CD 91	4 303,00	5,12%
Total	84 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	51 364,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000161

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 863 : ACTIONS EDUCATIVES : FORMATION DES ACTEURS EDUCATIFS, CREATION/ACQUISITION DE SUPPORTS PEDAGOGIQUES, PROJETS FEDERATEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	13 720,00 €	93,73 %	12 860,00 €
	Montant Total de la subvention		12 860,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe transversal de la Charte « Continuer d'être innovants ensemble »
Objectif stratégique visé « Fédérer les acteurs du territoire et coordonner les actions s'inscrivant dans le projet de Parc »
Objectif opérationnel A - Structurer une offre éducative répondant aux enjeux du territoire

Objectif opérationnel B - Mobiliser les acteurs et habitants du Parc

Description :
Le Parc soutient les projets éducatifs visant à mobiliser les habitants et acteurs du Parc.
Il apporte ainsi des aides pédagogiques et techniques aux porteurs de projets (scolaires, structures jeunesse et communes) qui se concrétisent par l'organisation de formations et le prêt de supports pédagogiques. Il organise également et soutient des actions fédératrices à dimension éducatives (chantiers nature participatifs, volets pédagogiques d'opérations portée par le Parc tels l'opération « Ma commune dans le Parc » (destinée aux scolaires), les « Plans paysage et biodiversité », …).
1 – Formation des acteurs éducatifs
Le Parc accompagne les acteurs éducatifs professionnels et bénévoles en proposant des formations qui doivent contribuer à la mise en place de projets éducatifs.
Des formations sont ainsi organisées :
-pour les enseignants de l'éducation Nationale
-pour les animateurs communaux dans le cadre des temps d'activités périscolaires (TAP/NAP),
-pour les membres des associations engagées dans une démarche active d'éducation à l'environnement
-pour le grand public, les élus et les techniciens des communes du Parc, en relation avec les enjeux du territoire
Les financements concernent les transports et, selon les cas, les besoins éventuels de prestataires extérieurs et l'acquisition de matériels spécifiques.
Coût prévisionnel : 5 320 € TTC
2 – Réalisation/acquisition d'outils pédagogiques
Le Parc propose différents supports pédagogiques pour soutenir et enrichir les projets visant à faciliter la compréhension par le public des enjeux ou problématiques du territoire.
Plusieurs outils sont prévus et doivent être réalisés ou acquis par le Parc :
-Sur les thématiques du jardin, de la biodiversité, de l'alimentation éco-responsable en réponse notamment aux besoins exprimés par les communes dans le cadre des TAP
-Un outil pédagogique sur le fonctionnement des moulins
-Par ailleurs, le Parc acquiert du matériel à destination des partenaires qui animent des actions éducatives sur le territoire. Ce matériel est disponible en prêt selon leurs besoins.
Coût prévisionnel : 5 000 € TTC
3 – Projets fédérateurs
Le Parc organise également et soutient des actions fédératrices à dimension éducatives (chantiers nature participatifs, volets pédagogiques d'opérations portée par le Parc tels l'opération « Ma commune dans le Parc » (destinée aux scolaires), les « Plans paysage et biodiversité », …
Ces opérations ont pour but d'amener les publics à :
- Apprécier les richesses patrimoniales de leur commune et l'intérêt de les préserver ;
- Saisir ce qu'est un Parc et participer au projet de territoire
Coût prévisionnel : 3 400 € TTC

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Actions éducatives	13 720,00	100,00%
Total	13 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	12 860,00	93,73%
CD 91	860,00	6,27%
Total	13 720,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 430,00 €
2020	6 430,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €

2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000162

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 864 : SOUTIEN FINANCIER AUX PROJETS EDUCATIFS REALISES SUR LE DEPARTEMENT DES YVELINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	8 800,00 €	60,00 %	5 280,00 €
	Montant Total de la subvention		5 280,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement,il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe transversal de la Charte « Continuer d'être innovants ensemble »
Objectif stratégique visé « Fédérer les acteurs du territoire et coordonner les actions s'inscrivant dans le projet de Parc »
Objectif opérationnel A « Structurer une offre éducative répondant aux enjeux du territoire »

Description :
Le Parc apporte un soutien financier aux projets éducatifs scolaires et portés par des structures dédiées à la jeunesse.
Les dossiers de demande d'aide sont évalués et sélectionnés par la commission restreinte Education.
Conditions de financement
Le financement est réservé aux établissements du territoire et des villes portes.
Il concerne :
- les dépenses liées à l'achat de matériel et/ou de ressources pédagogiques en lien avec l'environnement et le développement durable ;
- les dépenses liées aux animations réalisées par des structures éducatives et/ou par des intervenants en lien avec l'environnement ;
Le financement ne concerne pas les projets par ailleurs subventionnés (Classe d'eau, classe à PAC, …) ni les transports.
Critères d'évaluation : le projet doit s'appuyer sur l'environnement et les patrimoines locaux et être en cohérence avec le projet de territoire ; Ambitieux, il doit contribuer à un apprentissage de l'écocitoyenneté, inscrire le public concerné dans une démarche participative et être en conformité avec le socle commun ou le projet éducatif de l'école.
Modalités de financement
L'aide est plafonnée à 500 euros par projet et attribuée aux écoles sur la base de 80 % des dépenses engagées (sous réserve de justificatifs de dépenses).

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Soutien aux projets éducatifs	8 800,00	100,00%
Total	8 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	5 280,00	60,00%
CD 78	3 520,00	40,00%
Total	8 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 280,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000163

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 865 : LIVRET D'OFFRE PEDAGOGIQUE A DESTINATION DES ENSEIGNANTS ET VALORISATION DES PROJETS SCOLAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 800,00 €	93,73 %	10 123,00 €
	Montant Total de la subvention		10 123,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe transversal de la Charte « Continuer d'être innovants ensemble »
Objectif stratégique visé « Fédérer les acteurs du territoire et coordonner les actions s'inscrivant dans le projet de Parc »
Objectif opérationnel A « Structurer une offre éducative répondant aux enjeux du territoire »

Description :
Livret d'offre pédagogique
Dans le cadre de son action éducative, le Parc a programmé pour la rentrée scolaire 2016, une nouvelle édition des livrets d'offres pédagogiques « A l'école du Parc » à l'attention des enseignants du territoire et des villes portes. Deux livrets sont prévus selon les publics visés : un livret à destination des enseignants du primaire et un second adapté aux enseignants des collèges et lycées.
Ceux-ci sont élaborés à partir des offres proposées par le Parc et les acteurs éducatifs locaux.
Cette offre structurée présentant outils, animations et dispositifs existants doit permettre aux enseignants d'identifier les ressources appropriées pour réaliser des projets scolaires de qualité ancrés sur les enjeux du territoire.
Coût prévisionnel : 4 800,00 € TTC
Valorisation des projets scolaires
La « Fête des écoles du Parc » a pour objectif de mettre en valeur les projets menés par les écoles du territoire qui sont soutenues par le Parc. L'évènement doit constituer un temps fort pour les élèves. Les classes participantes sont donc invitées à présenter leurs travaux et à découvrir l'ensemble des projets menés sur le territoire.
L'organisation de ces journées de restitution est entièrement prise en charge par le parc (transports des classes, logistique, accueil).
Sont concernés les établissements scolaires du territoire.
Coût prévisionnel : 6 000,00 € TTC

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Livret pédagogique à destination des enseignants et valorisation des projets scolaires	10 800,00	100,00%
Total	10 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	10 123,00	93,73%
CD 91	677,00	6,27%
Total	10 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 061,50 €
2019	5 061,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000166

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 869 : APPUI AU DEVELOPPEMENT D'UNE MONNAIE LOCALE COMPLEMENTAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	50 000,00 €	100,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe dans l'axe 4 – Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole du programme d'actions du Contrat de Parc 2015-2020.
Objectif stratégique n°12 : Encourager le développement d'une économie écologiquement et socialement responsable

Objectif opérationnel 30 - Maintenir et développer l'artisanat, le commerce et les services de proximité
Objectif Opérationnel n°32 : Accompagner le développement d'une Economie Sociale et Solidaire

Description :
Aujourd'hui, on dénombre 50 monnaies locales complémentaires existantes ou en cours de création en France. Ce développement s'est accéléré grâce notamment à leur reconnaissance dans la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire. Certaines monnaies sont d'initiative citoyenne comme celle de l'EUSKO dans le Pays Basque ou encore l'ABEILLE à Villeneuve-sur-Lot, d'autres sont initiative de collectivités, le Sol Violette à Toulouse, la Sonantes à Nantes ou encore le Galleco à Rennes. Ces monnaies prennent des formes très diversifiées (papier, électronique ou les deux) sur des tailles de territoires parfois très grands ou très modestes.
La monnaie locale s'utilise comme un chèque restaurant et est soumise aux mêmes taxes que n'importe quel autre mode d'encaissement. Elle permet au consommateur de payer un produit ou un service. La valeur de cette transaction continuant ensuite de servir à 100% les commerces de proximité où elle a cours. Le professionnel qui accepte la MLC peut payer ses fournisseurs, ses salariés ou lui-même. A l'échelle du territoire du PNR, la monnaie locale est un outil pour booster l'économie locale, les monnaies locales
circulant en moyenne 3 fois plus vite que l'Euro.
La réussite d'un tel projet tient surtout à l'implication des citoyens et des professionnels qui s'investissent et utilisent la monnaie locale. Afin de valider l'opportunité de mettre en place ce projet, le PNR a réalisé une enquête : 600 personnes (sur 835 réponses) dont 35 professionnels se sont dites intéressées par la démarche.
Le PNR a animé des ateliers visant à expliquer les mécanismes de la monnaie locale
complémentaire et à convaincre les acteurs locaux de s'y impliquer. Le PNR n'a pas
vocation à porter le dispositif, son rôle est d'accompagner la démarche.
Pour ce projet de monnaie locale, le PNR s'est fixé pour objectif à moyen terme :
- 0.5 % du bassin de population (145 000 habitants avec les villes de Gif-sur-Yvette et de Rambouillet) utilise la MLC soit 725 personnes,
- 150 professionnels engagés (avec 3 % de hausse du chiffre d'affaires) dont 30% qui
relocalisent leurs filières d'approvisionnement,
- Une large implication des acteurs du territoire : les associations (Union des Amis du Parc, association de commerçants, CIVAM de l'Hurepoix, Dormir en Vallée de Chevreuse, Réseau des Villes en Transition, les AMAP du Pnr, artisans du monde,…), les Chambres consulaires, les collectivités territoriales.
PROGRAMME D'ACTION 2016 / 2017 :
Le projet de monnaie locale doit s'appuyer sur une démarche participative, l'implication citoyenne est une des clefs de la réussite de ce type de projet aussi, le PNR envisage dans un premier temps, de faire appel à un consultant spécialisé dans la mise en oeuvre de projet participatif. Le consultant a pour rôle de co-animer les réunions de travail, de proposer des outils d'animation participatif et de conseiller l'association de préfiguration dans les choix techniques et le dimensionnement du projet.
La seconde phase a été consacrée au lancement opérationnel du projet :
- Acquisition des outils de gestion de la Monnaie (logiciel de gestion, équipements des professionnels...)
- Emission de monnaie sécurisée et constitution des fonds de garantie,
- Création des outils de communication (site internet, plaquettes, flyers...),
- Organisation d'événementiels (concerts, marchés, projection de films,...) et d'animation pédagogique autour du rôle de la monnaie.
La maîtrise d'ouvrage est assurée par le PNR et la structure gestionnaire de la monnaie.

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Appui au développement d'une monnaie locale complémentaire	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €
2019	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €

2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000167

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 870 : ENTRETIEN DES SENTIERS DECOUVERTES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	11 500,00 €	100,00 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe transversal de la Charte « Continuer d'être innovants ensemble »
Objectif stratégique visé « Fédérer les acteurs du territoire et coordonner les actions s'inscrivant dans le projet de Parc »
Objectif opérationnel A - Structurer une offre éducative répondant aux enjeux du territoire
Objectif opérationnel B - Mobiliser les acteurs et habitants du Parc

Description :
Le sentier de découverte des Maréchaux est ouvert au public depuis de nombreuses années et celui de Maincourt depuis maintenant trois ans. Plusieurs travaux ponctuels d'entretien ont bien sûr été régulièrement réalisés sur ces deux équipements (coupe d'arbres dangereux, débroussaillage, entretien du platelage, réfections ponctuelles du cheminement, …).
Un entretien régulier des deux équipements doit être reconduit.
D'autres dépenses d'entretien de sentiers découverte récemment installés sont également prévues : chemin Jean Racine, autres circuits PNR dotés de panneaux «patrimoniaux »
Coût prévisionnel : 8 500 € *action récurrente en MO
Eco-compteur : Afin d'évaluer la fréquentation des sentiers, il est également prévu d'installer sur chacun d'eux, un éco-compteur. Ces dispositifs, bien intégrés dans l'environnement naturel (quasiment invisibles sur le terrain) ne nécessitent quasiment aucun entretien (plusieurs années sans intervention). Un logiciel d'analyse spécifique permet de comparer les profils horaires semaine/week-end, saison/intersaison et cela sur plusieurs années.
Ces données permettent de programmer au mieux les travaux d'entretien et, si besoin, d'ajuster le niveau de communication nécessaire à une bonne fréquentation des
équipements.
Coût prévisionnel : 3 000 € * action structurante en MO

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Entretien des sentiers découvertes	11 500,00	100,00%
Total	11 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	11 500,00	100,00%
Total	11 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 750,00 €
2019	5 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000168

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 872 : APPUI A LA FILIERE LAINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	25 000,00 €	100,00 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Objectif stratégique n°13 : Contribuer au développement économique d'une agriculture et d'une sylviculture diversifiée et écologiquement responsables
Objectif Opérationnel n°35 : Favoriser la diversification des activités agricoles, les filières courtes, les démarches qualité et environnementales

Description :
La Bergerie nationale de Rambouillet est connue notamment pour son élevage de moutons Mérinos dont les 230 ans ont été fêtés en 2016. Cet élevage fait l'objet d'une production et d'un stockage de laine Mérinos de très grande qualité. Cette laine est transformée en province faute d'ateliers de lavage, cardage et filage en Ile-de-France. Si cet élevage a aujourd'hui comme vocation première la conservation génétique de la race, la très grande réputation de la laine de Mérinos permet aussi d'envisager une relance de la production de laine sur le territoire, grâce au croisement génétique avec d'autres espèces possédées par les éleveurs.
La Bergerie nationale, a initié depuis 2007, le festival des Arts de la laine dont l'objectif est de faire connaître et de valoriser le produit.
Dans le cadre d'un projet de développement local associant la Bergerie Nationale, des agriculteurs possédant un troupeau d'ovins ou intéressés pour se lancer dans une diversification, la relance d'une filière laine peut faire l'objet d'une véritable valorisation. Au-delà de cette filière laine, c'est toute la filière ovine qui est concernée, ses différents usages, tant la viande que les différents usages de la laine (du produit le plus sophistiqué au produit le plus simple), que les capacités d'éco-pâturage des troupeaux de moutons.
Etude sur la connaissance de la filière : Afin de mener à bien ce projet, il convient d'avoir une parfaite connaissance de l'existant à savoir :
- Inventaire agriculteurs producteurs ovins sur les 3 territoires de Parc (nombre de bêtes, races, rapport viande/qualité de laine)
- Inventaire des propriétaires d'ovins hors production (utilisation pour de l'éco-pâturage)
- Débouchés et utilisation de la production (viande et laine)
- Acteurs intéressés par une diversification ovins ou une augmentation du troupeau ou un changement de race plus adapté à la production de laine.
- Evaluation de la qualité des laines locales
Cette étude a été menée en partenariat avec la Maison de l'élevage et réalisée sur une période de 6mois.
Cette étude permet d'évaluer les quantités et les qualités des laines locales et valider l'opportunité de recréer une filière locale (unité de lavage de la laine, micro-filature).
La maîtrise d'ouvrage de ce programme est assurée par le Parc.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Appui à la filière laine	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 500,00 €
2019	12 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €

2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000169

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 873 : APPUI A LA PROMOTION DES CIRCUITS COURTS ET DES SAVOIR-FAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	15 000,00 €	100,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe dans l'axe 4 – Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole du programme d'actions du Contrat de Parc 2015-2020.
Objectif stratégique n°12 : Encourager le développement d'une économie écologiquement et socialement responsable

Objectif Opérationnel n°30 : Maintenir et développer l'artisanat, le commerce et les services de proximité,
Objectif stratégique n°13 : Contribuer au développement économique d'une agriculture et d'une sylviculture diversifiée et écologiquement responsables
Objectif Opérationnel n°35 : Favoriser la diversification des activités agricoles, les filières courtes, les démarches qualité et environnementales

Description :
Depuis 2005, le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse a réalisé un important travail de mise en place du dispositif de la « Marque Parc » en accord avec les objectifs prioritaires de la Charte du Parc, à savoir : maintenir la vocation agricole, forestière et naturelle des espaces non urbanisés et garantir leur continuité, favoriser la diversification des activités agricoles, les filières courtes, les démarches qualité et environnementales, maintenir et développer l'artisanat, le commerce et les services de proximité.
Dans ce cadre, le Parc a créé 5 marques « Produit du Parc » (« Fromage et produit laitier », « Escargot », « Viande bovine, caprine, ovine », « Miel toutes fleurs », « Farine, pain, baguette et pâtisserie »), 3 marques « Accueil du Parc » («Prestation de restauration », «Hébergement » et «Prestation d'accompagnement de loisir et de découverte ») et 1 marque Savoir-faire « Mobilier et menuiserie »). Cette marque a été attribuée à 30 bénéficiaires.
Ces marquages ont également contribué à la structuration de filières courtes inédites en Ile-de-France, notamment la filière céréalière (« blé-farine-pain ») et la filière bois d'oeuvre (« bois-planchemobilier & menuiserie »).
Parallèlement, le Parc a accompagné des projets originaux à l'installation grâce notamment à sa bourse aux locaux, aux subventions à l'installation ou encore ses conseils en matière de création d'activités. Ce sont ainsi installés des artisans savonnier, siropier, brasseur qui au travers de leur savoir-faire contribuent à élargir la gamme des produits locaux.
Afin de valoriser les produits locaux, le Parc a initié une opération de marketing qui s'est concrétisée par la modernisation des outils de promotion des producteurs et des produits locaux, la création de supports marketing différenciés par produit, le référencement de produits et l'installation de présentoirs dédiés chez des distributeurs partenaires.
L'opération a été réalisée en partenariat avec l'association du CIVAM de l'Hurepoix (8 producteurs) et un réseau de distributeurs partenaires (16 distributeurs ; épiceries, commerces, supermarchés, restaurateurs) et a permis de référencer 109 produits et d'en valoriser 104 autres.
Ce programme prévoit de poursuivre l'opération par de nouveaux référencements, des installations de présentoirs dans les commerces et par la réédition de la plaquette « Consommer local » qui permet de valoriser les produits et savoir-faire du Parc.
Dans sa récente étude (Développer l'approvisionnement de la restauration en produits locaux), le CIVAM constate que les producteurs disent vendre l'ensemble de leur production en vente directe. Par ailleurs, les producteurs connaissent des difficultés à livrer les restaurateurs pour de petites quantités de produits.
Les restaurateurs quant eux ont des difficultés à définir leurs besoins (volume, périodicité, types de légumes, contraintes). Les pratiques des chefs de cuisine, habitués à sélectionner leurs produits en fonction de leur état de fraicheur et des opportunités financières sur les marchés de gros, ne leur permettent pas d'anticiper leurs commandes de produits locaux. Dans ce contexte, il est difficile de favoriser les liens entre producteurs et restaurateurs.
Or, les producteurs sont conscients de l'intérêt de voir leur production transformée par le savoir-faire des restaurateurs tout comme les restaurateurs de la notoriété dégagée par la valorisation des productions locales.
Le Parc souhaite poursuivre son action pour le développement des filières locales de qualité en mettant en place des projets structurants (plateforme d'approvisionnement, site de e-commerce de produits locaux, Drive fermier, distributeur de légumes…).Cependant, il est au préalable nécessaire d'évaluer tant l'offre de produits locaux à court et moyen terme que la demande (restaurants hors domicile, commerces).
Bien que certains leviers aient été identifiés (relocalisation du chiffre
d'affaires des producteurs commercialisant hors territoire, implantation d'agriculteurs, diversification d'exploitation en grande culture,…) il convient de procéder à une étude quantitative exhaustive des

potentialités.
Cette étude doit faire l'objet d'enquêtes de terrain de six mois auprès de 40 agriculteurs, 15 commerces et 30 restaurants partenaires. L'étude s'adresse aux professionnels du territoire du Parc et du CIVAM de l'Hurepoix et doit aboutir au dimensionnement de projets structurants.
La maîtrise d'ouvrage de ce programme est assurée par le Parc

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Appui à la promotion des circuits courts et des savoir-faire	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 500,00 €
2019	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €

2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000170

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 874 : DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET PROMOTION DES FILIERES "ARTISANAT D'ART"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	20 000,00 €	60,00 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 4 – Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole - de la Charte du Parc. Elle est inscrite au programme d'actions du Contrat de Parc 2007-2013 :
Objectif stratégique 12 : Encourager le développement d'une économie écologiquement et socialement

responsable ;
Objectif opérationnel 30 - Maintenir et développer l'artisanat, le commerce et les services de proximité

Description :
Le PNR encourage et contribue au développement des métiers d'art, particulièrement depuis 2002 avec la création d'une association (l'AAArt) ayant pour vocation de regrouper et promouvoir les artisans d'art professionnels. Avec le concours du PNR, l'association organise deux Salons annuels des Métiers d'Art (40 exposants et 2000 visiteurs/édition) et participe à des manifestations de référence (Journées nationales des Métiers d'Art, Carrousel du Louvre des Métiers d'art et de Création).
Aujourd'hui, le territoire du PNR est reconnu pour la vitalité économique du secteur des métiers d'art, le PNR de Chevreuse est à ce titre le référent national de la Fédération des Parcs sur cette thématique et il conseille les autres PNR dans leur stratégie de développement de métiers d'art. Avec ce programme, le PNR entend poursuivre l'accompagnement des artisans d'arts et de conforter sa spécificité territoriale.
Ce programme a donc vocation à soutenir les actions collectives mises en place par l'association : Salon des métiers d'art (deux salons un au printemps et l'autre automne), l'ouverture des ateliers lors Journées nationales des Métiers d'Art (50 ateliers ouverts et proposant des animations), la participation au Carrousel du Louvre des Métiers d'art et de Création avec la mise en place d'un stand collectif Interparc regroupant 30 exposants). Il s'agit également d'organiser le regroupement des artisans d'art du PNR lors des nouveaux évènementiels : Salon des métiers d'art de Versailles, Salon des métiers d'art de Saint-Jean-de-Beauregard, Salon envie d'été à Chatou…
Pour accompagner les artisans d'art dans une nouvelle phase de développement commercial le PNR a mis en place une aide individuelle à la participation aux salons métiers art (forfait de 500€ pour le cofinancement des frais de stand) : Salon Maison et objet à Villepinte, Salon Révélation au Grand Palais, Salon Ob'art dans le marais à Paris… Une vingtaine d'artisans d'art sont ainsi accompagnés par le PNR pour assurer un développement commercial de leur activité.
La maîtrise d'ouvrage de ce programme est assurée par le Parc.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement commercial et promotion des filières "Artisanat d'art"	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	12 000,00	60,00%
CD 91	8 000,00	40,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 000,00 €
2019	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau -	15 600,00 €

	spécifique	
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000171

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 875 : DIAGNOSTICS TECHNIQUES, COMMERCIAUX ET THEMATIQUES DES ENTREPRISES EN ESSSONNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	4 000,00 €	86,00 %	3 440,00 €
		Montant Total de la subvention	3 440,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 4 – un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole du Contrat de Parc 2015-2020.
Objectif stratégique 12 : Encourager le développement d'une économie écologiquement et socialement responsable

Objectif opérationnel 30 : Maintenir et développer l'artisanat, le commerce et les services de proximité

Description :
Depuis la création de sa mission développement économique en 1999, le PNR a subventionné les investissements de création ou de développement de 363 entreprises
artisanales et commerciales. Cet appui participe à la préservation et à la dynamisation du tissu économique local.
Les aides financières sont assorties de diagnostics techniques et commerciaux réalisés par les chambres consulaires, par tout organisme agréé type boutique de gestion ou par les techniciens du PNR selon les besoins. Ces diagnostics servent de conseil aux entreprises et de base préalable aux délibérations pour les subventions. Ils sont réalisés sur rendez-vous en entreprise avec un technicien et représentent 1 à 2 jours du temps de travail. Coût=500€/pièce. Ce système a fait ses preuves, contribuant à améliorer les taux de pérennité des entreprises accompagnées par le PNR (près de 85% à + 5ans).
Le PNR propose aussi des diagnostics et audits d'entreprises, en déclinaison des conventions signées avec les Chambres consulaires des Yvelines et de l'Essonne : transmission/reprise d'entreprise et évaluation, RH et entreprises en difficulté, énergie et environnement, mise aux normes « accessibilité ».
Les années 2014-2015, ont permis au PNR d'accompagner les entreprises artisanales,
commerciales et de services dans la mise en accessibilité de leur point de vente. Ce sont ainsi 80 diagnostics accessibilité qui ont été réalisés par les chambres consulaires durant cette période.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostics techniques, commerciaux et thématiques des entreprises de l'Essonne	4 000,00	100,00%
Total	4 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	3 440,00	86,00%
CD 91	560,00	14,00%
Total	4 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 720,00 €
2019	1 720,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000172

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 877 : SOUTIEN A LA PROMOTION DE LA MAISON DU TOURISME ET DE L'ECOMOBILITE (2016-17)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	9 000,00 €	94,88 %	8 539,00 €
	Montant Total de la subvention		8 539,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans la charte :
Axe 4 - Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole
Objectif stratégique 14 - Conforter le développement d'un tourisme et de loisirs durables adaptés à tous les publics

Objectif opérationnel 39 - Renforcer la promotion du territoire

Description :
Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet de réalisation de la Maison du Tourisme et de l'Ecomobilité qui a ouvert ses portes au printemps 2017, et qui a pour objet de financer la promotion des services proposés au sein de cet équipement.
Une campagne de communication sur ce nouvel équipement a été menée afin d'annoncer son ouverture, en direction de deux publics cibles :
- Les habitants du territoire du Parc naturel : bénéficier au quotidien des services liés à la mobilité : location, achat, réparation de vélo et VAE, prestation d'auto-partage et covoiturage, location de véhicules électriques et de box à vélos.
- Les touristes et excursionnistes : bénéficier des prestations de service proposés par le pôle tourisme : informations sur les sites touristiques, activités de loisirs, hébergements, restauration et produits locaux existants ; et par le pôle écomobilité des services de location de vélos et véhicules électriques pour partir à la découverte des richesses du territoire.

Différents moyens ont été employés pour communiquer auprès de ces deux types de clientèles avec une stratégie différente en termes de supports promotionnels et de marketing.
L'approche marketing s'oriente davantage sur les nouveaux services de déplacements alternatifs mis à leur disposition pour favoriser leur mobilité au quotidien dans un souci d'amélioration de la qualité environnementale par la réduction des gaz à effet de serre.
Pour les touristes et excursionnistes, la communication a été envisagée à l'échelle régionale et s'est appuyée pour cela sur divers médias : encart dans la presse régionale, supports touristiques régionaux, réseaux sociaux, affichages grand format dans les gares ou villes à proximité, reportage télé, annonce radio, achat de fichier client ciblé etc…
La valorisation de l'équipement a pu s'appuyer sur l'accessibilité de la Maison de Tourisme et de l'écomobilité située à la sortie du RER B dans un environnement paysager exceptionnel, ainsi que sur la palette de services de mobilité proposés pour découvrir le Parc naturel.
Le coût de l'opération s'élève à 30 000 € sur 5 ans.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Promotion de la maison du tourisme et de l'écomobilité	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	8 539,00	94,88%
CD 91	461,00	5,12%
Total	9 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 269,50 €
2019	4 269,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €

2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000173

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 879 : ACTIONS 2016 POUR LA CONNAISSANCE ET LE SUIVI DU PATRIMOINE NATUREL ET DES RELATIONS HOMME/NATURE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	34 500,00 €	97,00 %	33 465,00 €
	Montant Total de la subvention		33 465,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Un Parc naturel régional est construit sur la base d'un socle naturel remarquable aux niveaux local et régional, voire national. Le projet de territoire inscrit dans la charte repose en partie sur ce patrimoine tout en ayant pour objectif de le préserver et de l'augmenter. L'activité humaine exerce des impacts positifs et négatifs qu'il revient au Parc et à ses partenaires d'identifier, de suivre et d'évaluer afin de pouvoir réagir

en conséquence.
Pour répondre à ces objectifs, la commission « Gestion de l'espace, de la biodiversité et de l'environnement » de la rédaction de la charte, relayée par l'actuelle commission
Biodiversité/Environnement, a donc prévu :
- des outils partagés pour recueillir, analyser, consulter les données du territoire ;
- de fédérer et d'animer les observateurs publics ou privés ;
- de conduire des expérimentations pour prévoir l'évolution de l'environnement local
face aux changements plus globaux (climatique) ;
- de capitaliser et diffuser les expériences et les connaissances auprès de tous.

Description :
1. Installation d'un observatoire web du patrimoine naturel et des relations Homme/Nature du Parc.
C'est un portail Internet qui permet de consulter ou de déposer des données du territoire (cartes, études, données, retours d'expérience, etc.) à destination de tous (modalités paramétrables), de les croiser par choix thématique, géographique, chronologique, etc., afin d'en tirer des analyses croisées.
Il s'agit de mutualiser l'outil informatique web de l'observatoire régional des territoires
développé par Natureparif, et de l'adapter aux ressources et contexte spécifiques du Parc naturel. L'interface est identifiée « Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ». La maintenance serait assurée par Natureparif dans le cadre de l'«interParc régional».
Coût unique et définitif de l'opération : 5 000 € TTC
2. Installation d'une base de données naturaliste partagée.
Depuis 2004 la mission Nature/environnement du Parc gère pour ses usages internes une base de données naturaliste (SERENA de réserves naturelles de France). Récemment, Natureparif a développé une nouvelle base de données appelée CETIA. Celle-ci permet à tout observateur d'Île-de-France de remplir en ligne ses propres
données, et également de consulter l'ensemble des données existantes. Cet outil est plus proche du projet inscrit dans la charte car il est participatif. De ce fait, il permet un gain considérable de temps de saisie.
Coût unique et définitif de l'opération : 1 500 € TTC
3. Actions d'animation du réseau d'observateurs
La connaissance naturaliste est essentielle pour orienter les projets d'aménagement et de planification (PLU) du territoire, hiérarchiser des actions de protection et de valorisation par priorités géographiques, spécifiques ou encore temporelle. Mais la connaissance naturaliste coûte cher en temps humain. Il est donc judicieux de fédérer les acteurs privés et publics qui recueillent déjà des données dans l'intérêt de tous : mieux connaître pour mieux agir, que les données récoltées ne restent pas dans les carnets de terrain mais au contraire servent la cause de la biodiversité dans l'intérêt général.
Il s'agit de financer :
- l'indemnisation kilométrique des naturalistes associatifs bénévoles participants aux
programmes du Parc,
- des expertises ponctuelles de spécialistes de groupes taxonomiques particuliers,
- des formations spécifiques aux besoins du Parc pour les observateurs partenaires,
- l'acquisition de petits matériels nécessaires à la participation à certains inventaires
internationaux, nationaux ou régionaux.
Coût de l'opération 2016 : 6 000 € TTC.
4. Organisation d'un séminaire annuel de partage et de réflexion
Un séminaire annuel de travail avec l'ensemble des partenaires du territoire agissant pour la biodiversité et les ressources naturelles est un élément de cohésion de cette communauté d'observateurs, de valorisation des actions de chacun, de programmation et de cohérence des actions, et d'émergence de vocation.
Coût de l'opération : 2 000 € H.T.
5. Soutien aux travaux de recherche sur les risques de déstabilisation du monde vivant dus au changement climatique
Les Parcs naturels régionaux sont des territoires d'expérimentation et ont pour mission

d’accompagner la recherche scientifique en rapport avec les thèmes de leur charte. Outre les actions principales du Conseil scientifique du Parc (sélection de projets de thèse, missions scientifiques ponctuelles, organisation de rencontres scientifiques, etc.), le Parc porte directement ou accompagne des expérimentations dans le cadre de stages de master 2 par exemple.
Il s’agit de contribuer au financement de petits matériels nécessaires à la conduite
d’opérations de terrain (ex. : sondes, piézomètres, quadras, etc.).
Coût de l’opération : 6 000 € TTC
6. Publications naturalistes, visites démonstratives de terrain, conférences, café/débat,
formation des acteurs tous secteurs Ces actions complètent le volet communication de l'ensemble du dispositif de connaissance et de suivi du patrimoine naturel et des relations Homme Nature. Elles comprennent :
. une publication dans la collection "Découvrir la nature" suite au premier numéro "au
coeur des vallées" ;
. des visites de terrain thématiques pour les élus et partenaires du Parc ;
. autres documents en particulier web.
Coût de l’opération : 14 000 € TTC.
Montant total des 6 actions : 34 500 € TTC.

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Actions 2016 pour la connaissance et le suivi du patrimoine naturel et des relations homme/nature	34 500,00	100,00%
Total	34 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	33 465,00	97,00%
CD 91	1 035,00	3,00%
Total	34 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	16 732,50 €
2019	16 732,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000174

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 880 : CHARTE FORESTIERE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 €	93,73 %	9 373,00 €
	Montant Total de la subvention		9 373,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du Contrat de Parc 2015-2020.
L'axe 1 – Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien
Objectif stratégique n°4 : Garantir le bon fonctionnement des écosystèmes et des services écologiques associés.
Objectif opérationnel 8 – accompagner les forestiers vers une conduite de sylviculture respectueuse de

l’environnement
L’axe 4 – Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole.
Objectif stratégique n°13 : Contribuer au développement économique d’une agriculture et d’une sylviculture diversifiée et écologiquement responsables.
Objectif opérationnel 36 – Accompagner la filière bois
Disposition 36.3 : « le Parc initie la mise en place d’une charte forestière de territoire ».

Description :
Une Charte Forestière de Territoire est un outil d’aménagement et de développement durable des territoires qui permet de prendre en compte les forêts dans leur contexte économique, écologique, social et culturel.
La forêt représente 47% de la superficie du Parc, elle est un élément fort de l’identité et du patrimoine naturel, culturel et paysager du territoire. Elle représente également une ressource économique renouvelable et assure un emploi local. C’est pourquoi la filière bois est soutenue et accompagnée dans ses efforts d’amélioration de la gestion, de sa qualité, de la prise en compte des écosystèmes et de la diversification.
Une charte forestière de territoire permet de préciser l’ambition territoriale d’une gestion écologique des massifs forestiers compatible avec des activités de production à forte valeur ajoutée.
Sur un territoire pertinent au regard des objectifs poursuivis (charte du Parc), une stratégie locale de développement forestier peut être établie à l'initiative d'une collectivité territoriale. Elle se fonde sur un état des lieux et consiste en un programme d'actions pluriannuel visant à développer la gestion durable des forêts situées sur le territoire considéré, et notamment à :
1° Mobiliser du bois en favorisant une véritable gestion patrimoniale, dynamique et durable ;
2° Garantir la satisfaction de demandes environnementales ou sociales particulières concernant la gestion des forêts et des espaces naturels qui leur sont connexes ;
3° Contribuer à l'emploi et à l'aménagement rural, notamment par le renforcement des liens entre les agglomérations et les massifs forestiers ;
4° Favoriser le regroupement technique et économique des propriétaires forestiers, la restructuration foncière ou la gestion groupée à l'échelle d'un massif forestier ;
5° Renforcer la compétitivité de la filière de production, de récolte, de transformation et de valorisation des produits forestiers.
Cette démarche permet la concertation de tous les acteurs locaux de la filière, des élus, des habitants et autres usagers, et de réaliser un plan d’action priorisé.
Le pilotage de la charte forestière est transversal par les thématiques Biodiversité/ Environnement, Paysage et Energie.
Cette démarche est également accompagnée par des cofinancements de la DRIAAF.
La démarche consiste dans une première phase à établir un diagnostic partagé. Un plan d’action coconstruit et concerté est ensuite établi. Le projet est de rassembler tous les acteurs de la filière autour d’un projet fédérateur et durable pour la filière forêt bois locale.
L’élaboration et la mise en oeuvre sont conduites par un comité associant les propriétaires forestiers, leurs mandataires ou leurs organisations représentatives, les professionnels de l'exploitation forestière ou leurs organisations représentatives, des représentants des établissements publics, des associations d'usagers de la forêt et des associations de protection de l'environnement ainsi que des collectivités territoriales concernés.
Ce comité est présidé par un représentant élu d'une des collectivités territoriales.
Le document charte forestière, élaboré de manière concertée, est signé par les acteurs locaux. Le Préfet arrête le périmètre de la charte, ce qui vaut reconnaissance de celle-ci.
La stratégie locale de développement forestier donne lieu à des conventions. Ces conventions, sous réserve du respect des dispositions du code forestier et des règles applicables aux aides d'Etat, peuvent donner lieu à des aides publiques dans des

conditions fixées par décret.
Par exemple, l'une des applications possibles d'une telle charte forestière peut être de concilier production et préservation en se donnant pour objectifs de faciliter la mobilisation du bois dans les peuplements arrivés à maturité tout en prenant en compte l'aspect environnemental (zones humides, zones Natura 2000, les ZNIEFF, les cours d'eau,…) et la multifonctionnalité de la forêt (chemins de randonnée…).
La maîtrise d'ouvrage est assurée par le PNR.

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charte forestière	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	9 373,00	93,73%
CD 91	627,00	6,27%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 686,50 €
2019	4 686,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €

2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000175

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 881 : SENSIBILISATION A LA RENOVATION THERMIQUE DES HABITATS ET DEVELOPPEMENT DES SAVOIR-FAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	28 025,00 €	89,85 %	25 180,00 €
	Montant Total de la subvention		25 180,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée la dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans :
L'axe 2 – UN TERRITOIRE PERIURBAIN RESPONSABLE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE - du programme d'actions du Contrat de Parc 2014.
Objectif stratégique 6 : Adopter la démarche « sobriété > efficacité énergétique > énergies renouvelables

»
Objectif opérationnel 13 : Mesurer les consommations énergétiques et les émissions polluantes du territoire.
Objectif opérationnel 14 : Accompagner les collectivités, les particuliers et les entreprises vers la maîtrise de leurs consommations énergétiques.
Ainsi que dans :
L'axe 3 – VALORISER UN HERITAGE EXCEPTIONNEL ET ENCOURAGER UNE VIE CULTURELLE RURBAINE ET RURALE - du programme d'actions du Contrat de Parc 2014.
Objectif stratégique 9 : Connaître protéger et valoriser les patrimoines culturels
Objectif opérationnel 24 : Préserver les ensembles bâtis et étudier leurs éventuels prolongements contemporains.

Description :
Cette opération a pour objet de financer les actions de communication, de sensibilisation, d'animation, de formation auprès des professionnels et du grand public sur la thématique de la rénovation thermique des habitats, de l'éco-construction et des savoir-faire traditionnels.
En 2016, les actions principales ont été l'organisation de la septième édition du forum éco-habitat du Parc, l'accompagnement de copropriétés horizontales ou de quartiers pour la rénovation énergétique, le déploiement du dispositif « Habiter Mieux », le développement et l'expérimentation de l'utilisation de la terre crue et de la chaux dans la construction.
L'ensemble des actions ci-dessus sont menées en relation avec les acteurs de l'éco construction et des savoir- faire traditionnels en Île-de-France, notamment l'ARENE, l'ADEME, les STAP, les CAUE, l'ALEC-SQY, l'ATEPS, les Chambres Consulaires, les organismes professionnels (FFB et CAPEB), les associations Maisons Paysannes de France, Bâtir Sain, etc.
Le montant prévu pour ces actions est de 8 000€.
La présente opération permet également de financer les aides du chapitre 1 concernant la précarité énergétique, à savoir le conseil architectural approfondi (1.1) et la restauration d'éléments architecturaux d'intérêt patrimonial visibles depuis l'espace public (1.5).
A cet effet un montant de 20 025€ en subventions à des particuliers bénéficiaires du dispositif Habiter Mieux est prévu.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sensibilisation à la rénovation thermique des habitats et développement des savoir -faire	28 025,00	100,00%
Total	28 025,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	25 180,00	89,85%
CD 91	2 845,00	10,15%
Total	28 025,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 590,00 €
2019	12 590,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau -	15 600,00 €

	spécifique	
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000177

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 883 : RESTAURATION DES PAYSAGES EXCEPTIONNELS REMARQUABLES ET DEGRADES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	25 000,00 €	100,00 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 4 – Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole - de la Charte du Parc. Elle est inscrite au programme d'actions du Contrat de Parc 2007-2013 :
Objectif stratégique 12 : Encourager le développement d'une économie écologiquement et socialement

responsable ;
Objectif opérationnel 30 - Maintenir et développer l'artisanat, le commerce et les services de proximité

Description :
Cette opération s'inscrit :
- dans l'Axe 1 « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien » - Objectif stratégique 3

Moyens mis en œuvre :
Le plan de Parc identifie des Ensembles paysagers exceptionnels et des Périmètres paysagers prioritaires sur lesquels des actions de préservation, restauration et intégration sont nécessaires au maintien de la qualité paysagère.
Il s'agit de la valorisation de l'ensemble du site des Vaux de Cernay, des actions en sites classés, en secteur AVAP (Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) mais aussi de bourgs emblématiques. Les actions consistent en la restauration de vues exceptionnelles, de perspectives, de dispositifs paysagers et de traitement de points noirs.
Cette opération a pour objectif de mener des études et des travaux pour agir sur ces paysages identifiés au plan de Parc.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Restauration des paysages exceptionnels , remarquables et dégradés	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 500,00 €
2019	12 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000178

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 884 : ENTRETIEN DES ESPACES EXTERIEURS DES EQUIPEMENTS DU PNR HVC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 €	100,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit :
- dans l'Axe 1 « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien » - Objectif stratégique 3

Description :
Le PNR possède en gestion trois sites ouverts au public : le Petit Moulin des Vaux de Cernay (4 hectares), le Centre d'Initiation Nature des Hauts Besnières à la Celle-les-Bordes (1 hectare), et le gîte de groupe de la Maison de Fer à Dampierre en Yvelines (5000m²).
Les espaces extérieurs de ces équipements doivent être entretenus afin d'assurer l'accueil du public, la mise en valeur des paysages environnants, mais également la mise en place de techniques de gestion innovantes et écologiques (éco pâturage, lutte contre les plantes invasives, etc).
Cette opération permet donc de financer des opérations d'entretien courantes (tontes, tailles, entretien de verger,…), qui sont également le support de formations et d'animations destinées au public scolaire, aux particuliers ou aux professionnels du paysage.

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Entretien des espaces extérieurs du Parc	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €
2019	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €

2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000179

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 885 : RECHERCHE D'INNOVATION DS LES PROJETS URBAINS ET LES NOUVEAUX MODES D'HABITER ACCOMPAGNEMENT DES DEMARCHES INNOVANTES/EXPERIMENTALES DE CONCERTATION CI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	30 000,00 €	93,73 %	28 119,00 €
	Montant Total de la subvention		28 119,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit :
- dans l'Axe 1 « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien » - Objectifs stratégiques 2, 3

- dans l'Axe 3 «Valoriser un héritage exceptionnel et encourager une vie culturelle rurbaine et rurale»- Objectif stratégique 22
- dans l'Axe 4 « Un développement économique et social innovant et durable aux portes de la métropole »- Objectif 28
Cette opération s'inscrit également dans l'axe transversal : « Continuer d'être innovants ensemble » de la Charte du Parc.
- Objectif stratégique A : Contribuer à l'appropriation par les habitants, les acteurs et les visiteurs du Parc d'une culture du développement durable.
- Objectif stratégique B : fédérer les acteurs du territoire et coordonner les actions s'inscrivant dans le projet du Parc.
- Objectif stratégique D : ménager la transversalité, inhérente au développement durable, dans les politiques du territoire et le fonctionnement du Parc.

Description :
Cette opération a pour objectifs de :
- permettre la réalisation d'un appel à projet, sur plusieurs sites préalablement choisis par le Parc et les élus des communes pour leurs enjeux urbains, paysagers, environnementaux, patrimoniaux et architecturaux.
Le principal objectif de cet appel à projet n'est pas de trouver des solutions préconçues et utopistes mais bien d'aller vers des solutions alternatives, innovantes et expérimentales pour une mise en oeuvre facilitée et des coûts moindres pour la collectivité. Les enjeux du mieux vivre ensemble, de reconquête d'espace et de
solutions allant vers une transition écologique et énergétique tout en intégrant le contexte actuel des collectivités seront donc importants.
La mission Urbanisme du Parc initie des études urbaines et de pré faisabilité sur des sites préalablement choisis pour leur potentiel de densification, d'innovation en termes d'urbanisme, de paysage, d'écologie urbaine et de patrimoine. Ces pré-études permettent de dégager des enjeux et des objectifs sur chaque site et sont une base de discussion pour le choix de sites d'expérimentation.
Après validation des élus des communes concernés, de la commission restreinte AUP et de partenaires, un à trois sites d'expérimentation sont retenus pour engager un appel à projets auprès de professionnels /intervenants en aménagement du territoire : urbanistes, architectes, paysagistes, écologues, sociologues, artistes….
Ex. de problématiques et des thèmes qui peuvent être abordés : une dent creuse en coeur de bourg ancien avec des enjeux de densification et de revitalisation du centre, un tissu ancien à forte valeur patrimoniale avec des enjeux de densification, un ensemble d'espaces partagés et délaissés d'un lotissement avec des enjeux de qualité paysagère, de réappropriation des lieux par les habitants, de enjeux de gestion des eaux pluviales…
- accompagner les élus des communes du Parc dans les démarches innovantes et/ou
expérimentales de concertation citoyenne.
Cette fiche a également pour objectif d'abonder l'aide 14.3 « Accompagnement d'une démarche innovante et/ou expérimentale de concertation citoyenne » dont l'objet est de soutenir, dans le cadre de projets d'aménagements, les démarches de concertation citoyennes innovantes (diagnostic partagé, ateliers et conseils citoyens) des Collectivités territoriales, des associations, de porteurs de projet. Il s'agit de répondre à une des missions fondamentales du Parc : l'innovation, en favorisant l'émergence de projets innovants et exemplaires, et de fédérer et faire connaître les initiatives et les démarches expérimentales existantes dans le Parc. Le guide des Aides ne précise pas toutes les démarches pouvant être subventionnées afin que les propositions soient les plus larges et transversales possibles. Elle vise cependant la co-construction de projets d'aménagement (études/travaux) avec les habitants dans les domaines de l'urbanisme, l'architecture, le paysage…Le taux de subvention est de 70% avec un plafond du montant de l'aide maximal de 10 000€TTC.
- suivre les projets de densification soutenus par le Parc, tels que le BIMBY, des projets urbains : suivi des expérimentations et communication sur le retour d'expériences …

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
recherche d'innovation dans les projets urbains et les nouveaux modes d'habiter aide pour l'accompagnement d'une démarche innovante et/ou expérimentale de concertation citoyenne	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	28 119,00	93,73%
CD 91	1 881,00	6,27%
Total	30 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	14 059,50 €
2019	14 059,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €

2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000190

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N°866 : CONNAISSANCE ET VALORISATION DU PATRIMOINE 2016/2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	49 000,00 €	87,76 %	43 000,00 €
	Montant Total de la subvention		43 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 16-240 du 15 juin 2016. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 3 – VALORISER UN HERITAGE EXCEPTIONNEL ET ENCOURAGER UNE VIE CULTURELLE RURBAINE ET RURALE – de la Charte du Parc. Objectif stratégique 9 :
Connaître, protéger et valoriser les patrimoines culturels
Objectif opérationnel 23 : Améliorer la connaissance culturelle du territoire
Objectif opérationnel 25 : Valoriser les patrimoines naturels, paysagers et culturels par des approches

transversales

Description :
Inventaires et études
Afin de répondre à l'ambition de la charte de mieux connaître le territoire, son patrimoine et son histoire, plusieurs types d'inventaires thématiques et d'études sont en cours, élaborés et suivis avec le Service Patrimoines et Inventaire de la Région Ile-de-France, en collaboration avec les communes et les associations historiques :
- Inventaire des cours communes et maisons rurales à l'échelle du territoire élargi
- Approfondissement des inventaires des fermes et des moulins
- Actualisation des données générales dans les communes étudiées
Diffusion et animations
Afin de transmettre aux partenaires mobilisés mais aussi au plus grand nombre le fruit de ces recherches, différentes opérations de valorisation sont prévues :
- Conception et édition d'une plaquette grand public sur les moulins à l'instar de celui réalisé pour les fermes
- Création d'un outil pédagogique sur les moulins, support de médiation pour les écoles ou le grand public
- Organisation de journées de restitution et d'échange autour des thématiques étudiées
- Animations valorisant les sites et les différents patrimoines : animations au château de la Madeleine, au moulin d'Ors, au Petit Moulin… notamment pour les Journées du patrimoine
- Elaboration d'une communication et d'un programme communs pour les Journées du patrimoine
- Réalisation de panneaux patrimoine avec les communes
- Animations de projets culturels à monter avec les autres missions (jour de la nuit…)

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Connaissance et valorisation du patrimoine	49 000,00	100,00%
Total	49 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	43 000,00	87,76%
CD 91	6 000,00	12,24%
Total	49 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	21 500,00 €
2019	21 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18000640

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPERATION N° 710 : DIAGNOSTICS TECHNIQUES, COMMERCIAUX ET THEMATIQUES DES ENTREPRISES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	18 606,12 €	60,00 %	11 163,67 €
	Montant Total de la subvention		11 163,67 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 17 novembre 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention a été allouée à cette opération par délibération CP 11-976 du 16 novembre 2011. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
Cette opération s'inscrit dans l'axe 3 - Maintien d'un territoire vivant du programme d'actions du Contrat de Parc 2007-2013.
Objectif 3.2 : Dynamiser l'activité économique
Sous-objectif : Maintenir commerces, artisanat et services

Description :
Depuis la création de sa mission développement économique en 1999, le PNR a subventionné les investissements de création ou de développement de 232 entreprises artisanales et commerciales. Cet appui participe à la préservation et à la dynamisation du tissu économique local.
En 2011 et après une période réglementaire de carence de cinq ans, le PNR a obtenu une nouvelle enveloppe de cofinancement FISAC / OCM (Opération Collective de Modernisation) pour les aides prévisionnelles aux entreprises de son nouveau périmètre yvelinois agrandi à 45 communes.
Ces aides financières sont assorties de diagnostics techniques et commerciaux réalisés par les chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre de Métiers). Ces diagnostics servent de conseil aux entreprises et de base préalable aux délibérations pour les subventions. Ils sont réalisés sur rendez-vous en entreprise avec un agent consulaire et représentent 1 à 2 jours du temps de travail.
Le PNR assure aussi un accompagnement technique des entreprises -il a notamment signé début 2011 avec la Chambre de Métiers des Yvelines (CMA-Y), une convention listant les diagnostics d'entreprises utiles à la conduite de l'OCM/FISAC. Les investissements des entrepreneurs sont ainsi anticipés, conseillés, analysés et le cas échéant financés.
Le système des diagnostics techniques et commerciaux (coût de 380€/pièce) des demandes de subventions est conservé. Il a fait ses preuves, contribuant à améliorer les taux de pérennité des entreprises accompagnées par le PNR (près de 85% à + 5 ans).
De même, des diagnostics thématiques ciblés ont pu être proposés aux entreprises et pris en charge par le PNR s'il le juge utile : transmission/reprise d'entreprise (400 €) et évaluation (500 €), RH et entreprises en difficulté (340 €), énergie et environnement (225 €), mise aux normes « accessibilité » (225€). Pour les entreprises artisanales yvelinoises, les montants indiqués représentent de 20 à 50% du coût des diagnostics, la CMA-Y prenant à sa charge de 50 à 80% du coût total.
Le FISAC Yvelines permet de financer une partie des moyens nécessaires pour mener ces diagnostics, à hauteur de 30% sont financés par le FISAC (et remboursés après avance de la totalité).
Ce programme est donc composé de deux ensembles :
- une partie Yvelines, estimée à 38.040 €, financée par le FISAC à hauteur de 30%, sur le CPER à 70% (dont 60% pour la Région Ile-de-France et 40% pour le Département des Yvelines).
- une partie Essonne, estimée à 5.000 €, sans financement FISAC, financé sur le CPER à 100% (dont 60% pour la Région Ile-de-France et 40% pour le Département de l'Essonne).
La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Parc.

Suivi et évaluation :
Indicateurs retenus : nombre de diagnostics réalisés, aides attribuées en lien avec les diagnostics, taux de pérennité des entreprises diagnostiquées
Objectif (valeur cible de l'indicateur) : 100 diagnostics, 400 000 € de subventions attribuées, taux de pérennité minimum de 80% (créations d'entreprises) et de 95% (développement) à +3ans des entreprises diagnostiquées.

Moyens mis en œuvre :
Cofinancement sollicité en sus du Contrat de Parc : FISAC (Pour la part Yvelines).
Maîtrise d'ouvrage : assurée par le Parc.

Public(s) cible(s) :
Entreprises artisanales et commerciales répondant aux critères d'éligibilité du FISAC (notamment n'excédant pas 1 Million d'Euros de C.A.).

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostics techniques, commerciaux et thématiques des entreprises	18 606,11	100,00%
Total	18 606,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	11 163,67	60,00%
CD 78	6 266,54	33,68%
CD 91	1 175,90	6,32%
Total	18 606,11	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 581,83 €
2019	5 581,83 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes	64 800,00 €

	d’actions et de promotion des PNR	
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	18 600,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 600,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	35 000,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	362 451,71 €
2017	Parcs naturels régionaux - Investissement	600 733,80 €
	Montant total	7 358 316,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014862

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROGRAMME NATIONAL "ABEILLE, SENTINELLE DE L'ENVIRONNEMENT" - UNAF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	60 000,00 €	16,67 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-6552-176003-1700
17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION NAT APICULTURE FRA NCAISE
Adresse administrative : 26 RUE DES TOURNELLES
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Ordre Professionnel ou Organisme Professionnel
Représentant : Monsieur GILLES LANIO, Président

Objet : le développement, la préservation et la promotion de l'apiculture et plus généralement de l'abeille domestique.

N° SIRET : 32365820300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La visite et l'entretien des ruchers nécessitent un suivi tout au long de l'année.

Objectifs :
Aujourd'hui, plusieurs facteurs participent à la fragilisation des colonies d'abeilles et à leur disparition, notamment : l'emploi de pesticides, les maladies et parasites, et certaines espèces invasives. La disparition des abeilles se traduit par un triste constat : en moins de 50 ans, la qualité et la quantité des pollens se sont considérablement amenuisées puisqu'on estime que 2/3 des pollens, abondants il y a à

peine 50 ans, ont aujourd'hui disparu. La défense de l'abeille favorise la préservation de l'environnement en Ile-de-France et l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens. - Contribuer à la protection de l'abeille, pollinisatrice exceptionnelle dont le rôle est essentiel dans l'équilibre des espèces végétales et le maintien de la biodiversité.

A travers ce programme, il s'agit de :
- contribuer à la protection de l'abeille, pollinisatrice exceptionnelle dont le rôle est essentiel dans l'équilibre des espèces végétales et le maintien de la biodiversité,
- sensibiliser les Franciliens et les médias et communiquer sur le rôle fondamental de l'abeille dans le maintien de la biodiversité,
- favoriser le maintien et le développement des colonies d'abeilles en Ile-de-France,
- développer l'éducation à l'environnement par des actions d'initiation à l'apiculture.

Description :
Depuis 2008, l'Union Nationale de l'Apiculture Française est partenaire de la Région Ile-de-France dans le cadre du programme national « Abeille, sentinelle de l'environnement ®».
La déclinaison de ce programme avec la Région Ile-de-France comporte 2 actions principales :

1- Le suivi des ruchers, la récolte et le conditionnement du miel par des apiculteurs locaux. Les ruches sont installées sur les sites suivants :
Sur le toit du bâtiment du Conseil régional d'Ile-de-France : 37 rue Barbet de Jouy - 75007 Paris
Sur les îles de loisirs de la Région Ile-de-France :
- Saint Quentin en Yvelines, RD 912 - 78190 Trappes
- Val de Seine, Chemin du Rouillard - 78480 Verneuil sur Seine
- Bois le Roi, Rue de Tournezy - 77590 Bois le Roi
- Torcy, Route de Lagny - 77200 Torcy
- Port aux Cerises, Rue du Port aux cerises - 92210 Draveil
- Etampes, 5Av. Charles de Gaulle - 91150 Etampes
- Boucle de Seine, Route de Lavacourt - 78840 Moisson
- Buthiers, 73 Rue des Roches - 77760 Buthiers
- Cergy Pontoise, 29 Rue des Étangs - 95000 Cergy
- Jablines Annet, 77 450 Jablines
- Créteil, 9 Rue Jean Gabin, 94000 Créteil.

2- Les actions de communication autour des ruchers
- Le partenariat « Abeille, sentinelle de l'environnement® » est mis en avant lors de la conférence annuelle de l'UNAF ainsi que dans le dossier de presse adressé aux journalistes.
- Page dédiée au partenariat « Abeille, sentinelle de l'environnement » avec la Région Ile-de-France sur le site du programme, www.abeillesentinelle.net
- Les actions menées dans le cadre du partenariat sont relayées sur le Facebook du programme « Abeille, sentinelle de l'environnement® » ainsi que sur le compte Twitter de l'UNAF : @UNAFapiculture
- Le Conseil régional d'Ile-de-France est cité dans la liste des partenaires du programme dans les supports d'information (plaquettes, flyers, panneaux, hors-série revue de l'UNAF Abeilles & fleurs).

Intérêt régional :
Lors de la séance de la commission permanente du 27 mars 2008 (CP 08-376), la Région a proposé d'adhérer à la charte « Abeille, sentinelle de l'environnement ®».
D'un point de vue naturaliste et de conservation de l'espèce ainsi que son rôle essentiel de pollinisateur, ce projet s'inscrit pleinement dans les objectifs de la politique régionale de la biodiversité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme "Abeille, sentinelle de l'environnement"	48 000,00	80,00%
Contributions volontaires en nature	12 000,00	20,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	10 000,00	16,67%
Région Occitanie (subvention sollicitée)	16 000,00	26,67%
Région PACA (subvention sollicitée)	22 000,00	36,67%
Contributions volontaires en nature	12 000,00	20,00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	45 379,20 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	12 000,00 €
	Montant total	71 379,20 €

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-543

DU 22 NOVEMBRE 2017

ORGANISMES EXTÉRIEURS BÉNÉFICIANT DES CONCOURS DE LA RÉGION DANS LES SECTEURS DE L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

SOLDE SUR SUBVENTIONS 2017
IAU ÎLE-DE-FRANCE - ARENE - NATUREPARIF - ORDIF - BRUITPARIF

AVENANTS AUX CONVENTIONS ENTRE LA RÉGION ET L'IAU ET ENTRE LA RÉGION ET BRUITPARIF

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Urbanisme ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU Le Code de la santé publique et notamment l'article L1311-7 qui prévoit la participation des conseils régionaux à la mise en œuvre des plans régionaux santé environnement ;

VU La loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional ;

VU La délibération n° CP 14-084 du 30 janvier 2014 approuvant la convention avec NATUREPARIF, la convention avec BRUITPARIF et la convention avec l'ORDIF et habilitant le président du conseil régional à les signer ;

VU La délibération n° CP 14-806 du 20 novembre 2014 approuvant la convention avec l'ARENE et habilitant le président du conseil régional à la signer ;

VU La délibération n° CP 15-397 du 9 juillet 2015 approuvant la convention pluriannuelle entre l'IAU Ile-de-France et la Région Ile-de-France et habilitant le président du conseil régional à la signer ;

VU La délibération n° CP 16-009 du 22 janvier 2016 approuvant les avenants aux conventions avec l'AEV, avec le CERVIA, avec NATUREPARIF, avec BRUITPARIF, avec l'ORDIF, avec l'ARENE et avec l'IAU et habilitant la présidente du conseil régional à les signer ;

VU La délibération n° CP 16-116 du 18 mai 2016 approuvant les avenants aux conventions avec l'AEV, avec le CERVIA, avec NATUREPARIF, avec BRUITPARIF, avec l'ORDIF, avec l'ARENE et avec l'IAU et habilitant la présidente du conseil régional à les signer ;

VU La délibération n° CP 16-590 du 16 novembre 2016 approuvant l'avenant à la convention avec BRUITPARIF et habilitant la présidente du conseil régional à le signer ;

VU La délibération n° CP 2017-035 du 27 janvier 2017 attribuant une première affectation de subventions à l'IAU, à l'AEV, à l'ARENE, à NATUREPARIF, à BRUITPARIF, à l'ORDIF et au CERVIA, et approuvant les avenants aux conventions avec NATUREPARIF et avec l'ORDIF et habilitant la présidente du conseil régionale à les signer ;

VU La délibération n° CP 2017-351 du 5 juillet 2017 attribuant une deuxième affectation de subventions à l'IAU, à l'AEV, à BRUITPARIF et au CERVIA ;

VU Le budget de la région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-543 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Attribue un montant de 1 946 840 € de subvention de fonctionnement à l'IAU Île-de-France correspondant aux soldes de subventions 2017 à verser pour les trois organismes associés environnementaux qui intègrent l' Institut.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 946 840 €** selon les modalités suivantes :

- Pour l'ARENE, une autorisation d'engagement de **1 034 960 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 937 « Environnement », Code fonctionnel : 71 « Actions transversales », Programme : HP 71-002 « Démarches de développement durable », Action 17100204 « Fonctionnement de l'ARENE » du budget 2017, et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente.

- Pour NATUREPARIF, une autorisation d'engagement de **630 700 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 937 « Environnement », Code fonctionnel : 76 « Patrimoine

naturel », Programme : PR 76-003 « Protection des milieux naturels et des paysages », Action 476003033 « Soutien à NATUREPARIF » du budget 2017, tel que prévu par le Volet transition écologique et énergétique du CPER 2015-2020 (délibération n° CR 53-15), et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente.

- Pour l'ORDIF, une autorisation d'engagement de **281 180 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 937 « Environnement », Code fonctionnel : 72 « Action en matière de déchets», Programme : HP 72-001 « Prévention et gestion des déchets », Action 17200104 « ORDIF » du budget 2017, et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente.

Article 2 :

Attribue un complément au solde de la subvention de fonctionnement 2017 pour un montant de 500 000 € à l'IAU Île-de-France.

Affecte une autorisation d'engagement de **500 000 €** disponible sur le Chapitre budgétaire : 935 « Aménagement des territoires», Code fonctionnel : 50 « Services communs », Programme : HP 50-002 (150002) « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », Action 15000201 « Agences d'urbanisme » du budget 2017, et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente.

Article 3 :

Approuve l'avenant n°3, joint en annexe à la présente délibération, à la Convention triennale entre l'IAU et la Région Île-de-France, et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

Article 4 :

Attribue un montant de 57 600 € de subvention de fonctionnement à l'association BRUITPARIF.

Affecte une autorisation d'engagement de **57 600 €** disponible sur le chapitre budgétaire 937 « Environnement » du budget 2017, code fonctionnel 78 « Autres actions », Programme HP 78-002 « Lutte contre le bruit », action 17800203 « Soutien à BRUITPARIF ».

Article 5 :

Approuve l'avenant N°4 (joint en annexe à la délibération) à la convention entre la Région Île-de-France et BRUITPARIF qui prolonge cette convention jusqu'au 31 décembre 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

01/12/2017 15:36:56

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-543	Budget	2017

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**50 - Services communs**
Programme	**150002 - Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement**
Action	**15000201 - Agences d'urbanisme**

Dispositif : N° 00000525 - OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)

Dossier	17015524 - IAU- Complément au solde subvention 2017			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	TTC	100 %	500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000525 - OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	500 000,00 €

Total sur l'imputation 935 - 50 - 150002 - 15000201	500 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171002 - Démarches de développement durable**
Action	**17100204 - Fonctionnement de l'ARENE**

Dispositif : N° 00000524 - OA / Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies (ARENE).

Dossier	17009962 - ARENE - AFFECTATION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT- 2EME POUR 2017			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 034 960,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 034 960,00 €	HT	100 %	1 034 960,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000524 - OA / Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies (ARENE).	1 034 960,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171002 - 17100204	1 034 960,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-543	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**172001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**17200104 - ORDIF**

Dispositif : N° 00000526 - OA / Observatoire Régional des Déchets de la Région Ile-de-France (ORDIF)

Dossier	17010324 - ORDIF DEUXIEME AFFECTATION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	281 180,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
281 180,00 €	TTC	100 %	281 180,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000526 - OA / Observatoire Régional des Déchets de la Région Ile-de-France (ORDIF)	281 180,00 €

Total sur l'imputation 937 - 72 - 172001 - 17200104	281 180,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**78 - Autres actions**
Programme	**178002 - Lutte contre le bruit**
Action	**17800203 - Soutien à Bruitparif**

Dispositif : N° 00000527 - OA / Observatoire du bruit en Ile-de-france (BRUITPARIF)

Dossier	17014635 - BRUITPARIF-AIDE AU FONCTIONNEMENT-3EME AFFECTATION EN 2017			
Bénéficiaire	R28305 - BRUITPARIF OBSERVATOIRE REGIONAL DU BRUIT EN IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	57 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 600,00 €	HT	100 %	57 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000527 - OA / Observatoire du bruit en Ile-de-france (BRUITPARIF)	57 600,00 €

Total sur l'imputation 937 - 78 - 178002 - 17800203	57 600,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-543	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**476003033 - Soutien à NatureParif**

Dispositif : N° 00000259 - OA / Observatoire régional de la biodiversité (Natureparif)

Dossier	17009687 - DEPARTEMENT « AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE D'ÎLE-DE-FRANCE » - AFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation - Hors CPRD			
Montant total	630 700,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
630 700,00 €	HT	100 %	630 700,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000259 - OA / Observatoire régional de la biodiversité (Natureparif)	630 700,00 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 476003 - 476003033	630 700,00 €

ANNEXE N°2 : AVENANT A LA CONVENTION TRIENNALE 2015-2018 ENTRE LA REGION ET L'IAU

CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE
ET L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME
DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

AVENANT N°3

La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération n°CP 2017-543 du 22 novembre 2017,

Ci-après dénommée la « *Région* »

d'une part,

L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France, fondation reconnue d'utilité publique par décret du 2 août 1960, sis 15, rue Falguière – 75740 PARIS CEDEX 15, représenté par son Directeur général, Monsieur Fouad AWADA, en vertu de la délégation de signature en date du 31 janvier 2017, et dont le n° SIRET est : 775 684 483 000 65,

ci-après dénommé *« l'IAU îdF* »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ **:**

La convention d'objectifs et de moyens entre l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France a été conclue en 2015 pour une durée de trois années.
Elle a fait l'objet de deux avenants le premier, du 21 mars 2016, pour modifier les modalités de versement de la subvention régionale, le deuxième, du 17 juin 2016, porte sur l'obligation de recruter des stagiaires ou des alternants, ils ont été approuvés respectivement par les délibérations n° CP 16-009 du 22 janvier 2016 et n° CP 16-116 du 18 mai 2016 .

Dans un souci de rationalisation et de mutualisation il est trois organismes associés à l'action de la Région Ile-de-France : Natureparif, de l'Ordif et de l'Arene ont décidé d'intégrer l'IAU-Ile-de-France, c'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1

Le préambule est modifié comme suit :

- Au quatrième paragraphe : « SRDEI » est remplacé par « SRDEII » ;
- Au cinquième paragraphe, est ajouté « de l'environnement » après « de l'aménagement » ;
- Au septième paragraphe, sont supprimées les mentions à l'ARENE et à Natureparif ;

- Le nouveau paragraphe suivant est inséré après le huitième paragraphe :

  Différents champs de l'environnement sont couverts, de longue date, par le département de l'Environnement urbain et rural, le DEUR, et bénéficient à compter de mi-2017 du renfort des équipes issues de Natureparif, de l'Ordif et de l'Arene, anciens organismes associés de la Région dont les activités et les personnels sont transférés à l'IAU îdF :

  - La biodiversité sera traitée par l'Agence régionale de la biodiversité (ARB), dont l'équipe est issue de Natureparif, qui devient un département de l'IAU îdF et qui aura son programme d'études et son budget spécifiques. Sa gouvernance prendra la forme d'un directoire regroupant les membres qui constituaient le conseil d'administration de Natureparif : État, Région, collectivités locales, associations, établissements publics d'études et de recherche, entreprises et personnalités qualifiées. L'ARB contribue au développement des politiques qui permettront de protéger, gérer et valoriser la biodiversité et de tendre vers une meilleure prise en compte des fonctionnalités et écosytèmes ;
  - La thématique des déchets sera traitée par l'équipe issue de l'Observatoire régional des déchets d'Île-de-France (Ordif) qui devient un département de l'IAU îdF et qui aura son programme d'études et son budget spécifiques. Sa gouvernance prendra la forme d'un directoire regroupant les membres qui constituaient son conseil d'administration : État, Région, conseils départementaux, communes et groupements intercommunaux. L'Ordif développe la connaissance, diffuse les informations et favorise les échanges entre les différents acteurs publics, associatifs et privés, en matière de prévention et valorisation des déchets en Île-de-France. Il mène des enquêtes, gère des données, suit des études et apporte son expertise à l'échelle régionale ;
  - Les énergies nouvelles seront traitées par l'équipe issue de l'Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies en Île-de-France (Arene), qui devient un département de l'IAU îdF et qui aura son programme d'études et son budget spécifiques. Sa gouvernance prendra la forme d'un directoire regroupant les membres qui constituaient son conseil d'administration : élus régionaux, représentants de collectivités territoriales, représentants du monde économique, représentants d'associations,

Article 2

L'article 1 est modifié comme suit :

I. le paragraphe 1.2 est complété par un point 5, rédigé ainsi qu'il suit : :

« 5. Diffusion d'informations et de connaissance :
L'apport des compétences et équipes issues de trois organismes associés, par transfert d'activités et de personnels, complète les missions de l'institut en termes de diffusion d'information et de connaissance qui sont en fait des missions partagées. »

II. Le deuxième paragraphe de la partie 1.2 (intitulé « Prospective et recherche ») est modifiée ainsi :

2. Les comités de partenaires

Les comités de partenaires contribuent à enrichir la réflexion sur tout type de sujet entrant dans le champ de compétences de l'IAU îdF, en particulier avec les collectivités ou établissements publics d'Île-de-France. Certains sont spécifiques à une thématique, comme

les déchets autour de l'ORDIF ou la biodiversité autour de l'ARB. D'autres sont formés de groupes particuliers d'acteurs : départements, intercommunalités, Métropole du Grand Paris, le Forum métropolitain du Grand Paris, communes et d'autres partenaires tels que les organismes parapublics, les syndicats techniques, des entreprises privées, dont les opérateurs de réseaux, ainsi que de grands acteurs de l'aménagement et du développement régional, des associations, des fédérations professionnelles et des établissements de recherche.

La Région Île-de-France et les autres institutions siégeant au conseil d'administration de l'IAU îdF pourront participer aux travaux des « comités de partenaires ». Il sera rendu compte des éléments importants issus de ces travaux lors des conseils d'administration.

Article 3

L'article 2 est modifié comme suit :

- **« 2.2. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants**

L'organisme s'engage à recruter 31 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'IAU-IdF saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) résultant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région. »

- **« 2.5. [ex 2.4] Obligations d'information et d'accès aux documents**

L'IAU îdF s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à **l'ordre du jour** des réunions du Conseil d'administration, quinze jours au moins avant leur tenue.
- Faire parvenir les **procès-verbaux** de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur approbation**.**
- Transmettre les informations et documents nécessaires à l'actualisation du dossier permanent tenu par les services de la Région, et en particulier à porter à la connaissance de la Région tout
- les modifications concernant :
  - les statuts,
  - le Président de la Fondation,
  - le Trésorier,
  - la composition du Conseil d'administration et du bureau de l'IAU îdF,
  - la composition des instances de gouvernance de l'ORS, de l'IRDS, et celles des équipes issues de l'Arene, de l'ARB et de l'Ordif,
  - le règlement intérieur de l'IAU îdF,
  - le Commissaire aux comptes,
  - l'organigramme,
  - le comité des partenaires,
  - un éventuel futur conseil scientifique.

- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire trimestriellement, auprès des services opérationnels et fonctionnels de la Région, une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Fournir avant le 31 mai de l'année N les indicateurs d'évaluation de l'année N -1 tels que précisés à l'article 4.2.a et listés en annexe 1.
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc….) et transmettre une copie des notifications ;
- Transmettre les informations et documents nécessaires à la préparation des rapports établis par la Région et relatifs aux organismes associés. »

Article 4 :

Au cinquième paragraphe de l''article 3:

a. le terme : « fonctionnement » est supprimé

b. les imputations budgétaires sont complétées par :

« **.** Chapitre 937 « Environnement » : part de la subvention affectée à l'équipe issue de l'Arene.

. Chapitre 907 et 937 « Environnement » : part de la subvention affectée à l'équipe issue de Natureparif devenu ARB+.

. Chapitre 937 « Environnement » : part de la subvention affectée à l'équipe issue de l'Ordif. »

Article 5

Toutes les stipulations de la convention (consolidée à la suite des 2 premiers avenants) non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……	**Le ……**
Pour la Région Ile-de-France, la Présidente du Conseil Régional	Pour l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France, le Directeur général,
Valérie PÉCRESSE	**Fouad AWADA**

ANNEXE N°3 : AVENANT A LA CONVENTION ENTRE LA REGION ET BRUITPARIF

AVENANT N° 4
PROLONGEANT LA CONVENTION ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET BRUITPARIF JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2018

La Région Ile-de-France,
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération CP 2017-518 du 22 novembre 2017
ci-après dénommée la « Région »

D'UNE PART,

et

BRUITPARIF, observatoire régional du bruit en Île-de-France *(association «loi 1901»)*
situé 32 boulevard Ornano – 93200 SAINT DENIS dont le n° SIRET est 483 921 219 00059
représenté par son Président, Monsieur Didier GONZALES
ci-après dénommé « Bruitparif »

D'AUTRE PART

Après avoir rappelé :

- la convention pluriannuelle conclue entre la Région Ile de France et l'Association BRUITPARIF, approuvée par délibération CP 114-16 du 30 janvier 2014, signée le 3 avril 2014,

- l'avenant N°1 à la convention (portant sur la modification des modalités de versement de la subvention) approuvé par délibération CP 16-009 du 22 janvier 2016, signé le 13 juin 2016,

- l'avenant N°2 à la convention (portant sur l'obligation de recruter des stagiaires pour percevoir les subventions) approuvé par délibération CP 16-116 du 18 mai 2016, signé le 11 juillet 2016,

- l'avenant N°3 (portant sur l'évaluation de la fermeture des voies sur berges rive droite et prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2017) approuvé par délibération CP 16-590 du 16 novembre 2016, signé le 17 janvier 2017.

ARTICLE 1 :

Le présent avenant permet de :

- modifier l'article 5 de cette convention relatif à la date d'effet et à la durée de la convention pour la prolonger jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention, non modifiées par le présent avenant, restent inchangées.

Fait à PARIS, en 2 exemplaires originaux, le

Pour BRUITPARIF	Pour la Région Ile de France
Le Président	**La Présidente**
Didier GONZALES	**Valérie PECRESSE**

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-558

DU 22 NOVEMBRE 2017

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME EN FAVEUR DE L'EAU, DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES - CINQUIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 210-1 et suivants ;

VU Le décret d'approbation du SDRIF n° 2013-1241 du 27 décembre 2013, portant approbation du SDRIF ;

VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du schéma directeur de la région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 – approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Régions 2015-2020 Vallée de la Seine – approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Régions Plan Seine 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 76-15 du 24/09/2015 relative à l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Régions Plan Seine 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée suite à l'examen du rapport n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages » pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 12-816 du 21 novembre 2012, approuvant le contrat de partenariat entre l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la Région ;

VU La délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 approuvant les nouvelles conventions types dans le domaine de l'Eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU La délibération n° CP 16-546 du 13 décembre 2016, relative à l'approbation du règlement d'intervention en faveur de l'Eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le Comité de bassin et Arrêté le 1er décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-558 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide, pour **la protection et la restauration des milieux aquatiques (Contrat de Plan Interrégional Etat Régions « Vallée de la Seine » - Axe n° 1 Gestion de l'espace et développement durable, fiche 1.5 Gestion des berges de Seine et continuités écologiques)**, d'attribuer à chaque maître d'ouvrage des opérations présentées dans les fiches projets numérotées – 17014553 et 17014839 ci-jointes en annexe 2 - une subvention dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de la participation régionale à la base subventionnable de chaque projet, pour un montant total de 422 138.20 €.

Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier	Montant proposé de la décision
ASSOCIATION ESPACES	17014553	ÎLE ST-GERMAIN A ISSY-LES-MOULINEAUX, GRAND BRAS DE SEINE : REHABILITATION DES BERGES DE SEINE AU DROIT DU TERRAIN DE FOOTBALL	22 138,20
SMSO SM AMENAGEMENT GESTION ENTRE BERGES SEINE ET OISE	17014839	CREATION D'UNE ZONE HUMIDE A FORTE VALEUR ECOLOGIQUE A MONTESSON : TRAVAUX D'AMENAGEMENT	400 000,00

Subordonne l'attribution des subventions supérieures à 23 000 € à la conclusion de conventions conformes au modèle approuvé par la délibération n° CP 16-313 (article 17) modifié par la délibération n° CR 2017-51 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 422 138.20 €, disponible sur le chapitre 907 «Environnement» code fonctionnel 71 «Actions transversales» programme PR 71 009 (4 71 009) «Actions territorialisées» - Action 4 71 009 033 «Protection et restauration des milieux aquatiques – Actions territorialisées » du budget 2017.

Article 2

Décide, pour **la prévention des risques d'inondations et la maîtrise des ruissellements (Contrat de Plan Interrégional Etat Régions « Plan Seine » - Volet Gestion des risques d'inondation)**, d'attribuer au maître d'ouvrage de l'opération présentée dans la fiche projet numérotée 17014521 - ci-jointes en annexe 2 – une subvention dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de la participation régionale à la base subventionnable du projet, pour un montant total de 580 000 €.

Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier	Montant proposé de la décision
EPTB ENTENTE PROTECTION CONTRE INONDATION OISE	17014521	AIRE DE RALENTISSEMENT DES CRUES DE MONTIGNY-SOUS-MARLE : MAITRISE D'ŒUVRE TRAVAUX, PROTECTION D'UNE FERME, INSTALLATIONS DE CHANTIER, TERRASSEMENTS	580 000,00

Subordonne l'attribution de cette subvention supérieure à 23 000 € à la conclusion d'une convention conforme au modèle approuvé par la délibération n° CP 16-313 (article 17) modifié par la délibération n° CR 2017-51 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 580 000 €, disponible sur le chapitre 907 «Environnement» - code fonctionnel 74 «politique de l'Eau » programme PR 74 001 (4 74 001) «prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements» - Action 4 74 001 01S «Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements» du budget 2017.

Article 3

Décide, pour **la protection et la restauration des milieux aquatiques (Hors Contrat de plan),** d'attribuer à chaque maître d'ouvrage des opérations présentées dans les fiches projets numérotées –17014474, 17014471, 17011430, 17014472, 17014462, 17011426, 17014645, 17014452, 17014859, 17014603, 17014550, 17004825, 17014583 - ci-jointes en annexe 2 - une subvention dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de la participation régionale à la base subventionnable de chaque projet, pour un montant total de 285 391.82 €.

Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier	Montant proposé de la décision
ASSOCIATION ESPACES	17014550	RECONSTITUTION DE BERGES ET DE MILIEUX HUMIDES RIVE SUD DE L'ETANG DE VILLENEUVE (MARNE LA COQUETTE) ET RIVES NORD DES ETANGS DE VILLE D'AVRAY	30 163,20
COMMUNE DE CHALO SAINT MARS	17014474	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE CHALO-SAINT-MARS	2 840,00
COMMUNE D'EGLY	17014471	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE D'EGLY	1 818,40
COMMUNE DU PLESSIS PATE	17014859	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DU PLESSIS-PATE	2 266,00

COMMUNE DE DRANCY	17014603	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DRANCY	7 800,00
SYB SI YVETTE BIEVRE REST GEST RIGOLES ETANGS PLATEAU SACLAY	17004825	TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA RIGOLE DE SAINT-AUBIN SUR LE PLATEAU DE SACLAY	84 500,00
COMMUNE DE COURTRY	17014452	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE COURTRY	4 378,52
SMSO SM AMENAGEMENT GESTION ENTRE BERGES SEINE ET OISE	17014583	REHABILITATION DE 360 M. DE BERGES DE SEINE A PORT-MARLY, CARRIERES-SUR-SEINE, CROISSY, LIMAY	113 100,00
COMMUNE DU CHATELET EN BRIE	17011426	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DU CHATELET-EN-BRIE	9 000,00
CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY	17014645	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LES ESPACES PUBLICS DE LA COMMUNAUTE PARIS SACLAY	5 460,00
COMMUNE DE MOISSY CRAMAYEL	17011430	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE MOISSY-CRAMAYEL	12 303,00
COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX	17014472	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DU PLESSIS-FEU-AUSSOUX	3 690,00
COMMUNE DE SAINT SOUPPLETS	17014462	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAINT-SOUPPLETS	8 072,70

Subordonne l'attribution des subventions supérieures à 23 000 € à la conclusion de conventions conformes au modèle approuvé par la délibération n° CP 16-313 (article 17) modifié par la délibération n° CR 2017-51 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 285 391.82 €, disponible sur le chapitre 907 «Environnement» code fonctionnel 71 «Actions transversales» programme HP 71 009 (1 71 009) «Actions territorialisées» - Action 1 71 009 03 «Protection et restauration des milieux aquatiques – Actions territorialisées » du budget 2017.

Article 4

Décide, pour **la prévention des risques d'inondations et la maîtrise des ruissellements, (Hors Contrat de plan),** d'attribuer à chaque maître d'ouvrage des opérations présentées dans les fiches projets numérotées – 18001558, 17014525, 17014456, 17010562, 17014558, 17014470 - ci-jointes en annexe 2 – une subvention dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de la participation régionale à la base subventionnable de chaque projet, pour un montant total de 437 910,80 €.

Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier	Montant proposé de la décision
COMMUNE DE PRUNAY SUR ESSONNE	18001558	TRAVAUX DE FORAGE SOUS VOIE FERREE POUR TERMINER L'OPERATION DE MAITRISE DES RUISSELLEMENTS PAR DISPOSITIFS PAYSAGERS	33 150,00
COMMUNE DE GENNEVILLIERS	17014525	AMENAGEMENT DE LA PLACE JAFFEUX A GENNEVILLIERS: DESIMPERMEABILISATION PARTIELLE PAR CREATION D'ESPACES VERTS LINEAIRES	39 804,00
COMMUNE DE VIDELLES	17014456	TRAVAUX DE MAITRISE DES RUISSELLEMENTS SUR LA COMMUNE DE VIDELLES	48 154,80
BASSIN VERSANT AUBETTE DE MAGNY SIAM	17010562	TRAVAUX DE MAITRISE DU RUISSELLEMENT A AMBLEVILLE, CHAUSSY, MAGNY-EN-VEXIN ET NUCOURT	154 202,00
COMMUNE DU KREMLIN BICETRE	17014558	MAITRISE DES RUISSELLEMENTS POUR LES AMENAGEMENTS PAYSAGERS AVENUE CHARLES GIDE AU QUARTIER DES MARTINETS AU KREMLIN-BICETRE	69 360,00
REG LIMOURS SIHA SI HYDRA ASSAI	17014470	AMENAGEMENTS DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS SUR LA PREDECELLE	93 240,00

Subordonne l'attribution des subventions supérieures à 23 000 € à la conclusion de conventions conformes au modèle approuvé par la délibération n° CP 16-313 (article 17) modifié par la délibération n° CR 2017-51 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 437 910,80 €, disponible sur le chapitre 907 «Environnement» - code fonctionnel 74 «politique de l'Eau » programme HP 74 001 (1 74 001) «prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements» - Action 1 74 001 01 «Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements» du budget 2017.

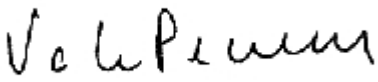
Article 5

En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 1 et 2 et 3 et 4 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

N° dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date éligibilité
17010562	TRAVAUX DE MAITRISE DU RUISSELLEMENT SUR AMBLEVILLE, CHAUSSY, MAGNY-EN-VEXIN ET NUCOURT	BASSIN VERSANT AUBETTE DE MAGNY SIAM	24/05/2017
17011430	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE MOISSY-CRAMAYEL	COMMUNE DE MOISSY CRAMAYEL	15/06/2017

17014456	TRAVAUX DE MAITRISE DES RUISSELLEMENTS SUR LA COMMUNE DE VIDELLES	COMMUNE DE VIDELLES	20/09/2017
17014470	AMENAGEMENTS DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS SUR LA PREDECELLE	REG LIMOURS SIHA SI HYDRA ASSAI	01/09/2017
17014550	RECONSTITUTION DE BERGES ET DE MILIEUX HUMIDES RIVE SUD DE L'ETANG DE VILLENEUVE (MARNE LA COQUETTE) ET RIVES NORD DES ETANGS DE VILLE D'AVRAY	ASSOCIATION ESPACES	01/09/2017
17014553	ÎLE ST-GERMAIN A ISSY-LES-MOULINEAUX, GRAND BRAS DE SEINE : REHABILITATION DES BERGES DE SEINE AU DROIT DU TERRAIN DE FOOTBALL	ASSOCIATION ESPACES	01/09/2017
17014452	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE COURTRY	COMMUNE DE COURTRY	01/09/2017
18001558	TRAVAUX DE FORAGE SOUS VOIE FERREE POUR TERMINER L'OPERATION DE MAITRISE DES RUISSELLEMENTS PAR DISPOSITIFS PAYSAGERS	COMMUNE DE PRUNAY SUR ESSONNE	01/11/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-558	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100903 - Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Dossier	17004825 - TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA RIGOLE DE SAINT-AUBIN SUR LE PLATEAU DE SACLAY			
Bénéficiaire	R16582 - SYB SI YVETTE BIEVRE REST GEST RIGOLES ETANGS PLATEAU SACLAY			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 500,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
211 250,00 €	HT	40 %	84 500,00 €	

Dossier	17011426 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DU CHATELET-EN-BRIE			
Bénéficiaire	R472 - COMMUNE DU CHATELET EN BRIE			
Localisation	LE CHATELET-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	30 %	9 000,00 €	

Dossier	17011430 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE MOISSY-CRAMAYEL			
Bénéficiaire	R792 - COMMUNE DE MOISSY CRAMAYEL			
Localisation	MOISSY-CRAMAYEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 303,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 515,00 €	HT	20 %	12 303,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-558	Budget	2017

Dossier	17014452 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE COURTRY			
Bénéficiaire	R357 - COMMUNE DE COURTRY			
Localisation	COURTRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 378,52 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 895,00 €	HT	16,28 %	4 378,52 €	

Dossier	17014462 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAINT-SOUPPLETS			
Bénéficiaire	R907 - COMMUNE DE SAINT SOUPPLETS			
Localisation	SAINT-SOUPPLETS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 072,70 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 909,00 €	HT	30 %	8 072,70 €	

Dossier	17014471 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE D'EGLY			
Bénéficiaire	R1108 - COMMUNE D'EGLY			
Localisation	EGLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 818,40 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 092,00 €	HT	20 %	1 818,40 €	

Dossier	17014472 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DU PLESSIS-FEU-AUSSOUX			
Bénéficiaire	R852 - COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX			
Localisation	LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 690,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 225,00 €	HT	40 %	3 690,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-558	Budget	2017

Dossier	17014474 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE CHALO-SAINT-MARS			
Bénéficiaire	R1084 - COMMUNE DE CHALO SAINT MARS			
Localisation	CHALO-SAINT-MARS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 840,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 100,00 €	HT	40 %	2 840,00 €	

Dossier	17014550 - RECONSTITUTION DE BERGES ET DE MILIEUX HUMIDES RIVE SUD DE L'ETANG DE VILLENEUVE (MARNE LA COQUETTE) ET RIVES NORD DES ETANGS DE VILLE D'AVRAY			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 163,20 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 544,00 €	HT	30 %	30 163,20 €	

Dossier	17014583 - REHABILITATION DE 360 M. DE BERGES DE SEINE A PORT-MARLY, CARRIERES-SUR-SEINE, CROISSY, LIMAY			
Bénéficiaire	R38681 - SMSO SM AMENAGEMENT GESTION ENTRE BERGES SEINE ET OISE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	113 100,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
377 000,00 €	HT	30 %	113 100,00 €	

Dossier	17014603 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DRANCY			
Bénéficiaire	R1246 - COMMUNE DE DRANCY			
Localisation	DRANCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 800,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 000,00 €	HT	30 %	7 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-558	Budget	2017

Dossier	17014645 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LES ESPACES PUBLICS DE LA COMMUNAUTE PARIS SACLAY			
Bénéficiaire	P0034237 - CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY			
Localisation	CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 460,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 300,00 €	HT	20 %	5 460,00 €	

Dossier	17014859 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DU PLESSIS-PATE			
Bénéficiaire	R1139 - COMMUNE DU PLESSIS PATE			
Localisation	LE PLESSIS-PATE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 266,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 330,00 €	HT	20 %	2 266,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	285 391,82 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100903	285 391,82 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**74 - Politique de l'eau**
Programme	**174001 - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements**
Action	**17400101 - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Dossier	17010562 - TRAVAUX DE MAITRISE DU RUISSELLEMENT A AMBLEVILLE, CHAUSSY, MAGNY-EN-VEXIN ET NUCOURT			
Bénéficiaire	R19798 - BASSIN VERSANT AUBETTE DE MAGNY SIAM			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	154 202,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
385 505,00 €	HT	40 %	154 202,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-558	Budget	2017

Dossier	17014456 - TRAVAUX DE MAITRISE DES RUISSELLEMENTS SUR LA COMMUNE DE VIDELLES			
Bénéficiaire	R1227 - COMMUNE DE VIDELLES			
Localisation	VIDELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 154,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 387,00 €	HT	40 %	48 154,80 €	

Dossier	17014470 - AMENAGEMENTS DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS SUR LA PREDECELLE			
Bénéficiaire	R5456 - REG LIMOURS SIHA SI HYDRA ASSAI			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	93 240,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
420 000,00 €	HT	22,2 %	93 240,00 €	

Dossier	17014525 - AMENAGEMENT DE LA PLACE JAFFEUX A GENNEVILLIERS: DESIMPERMEABILISATION PARTIELLE PAR CREATION D'ESPACES VERTS LINEAIRES			
Bénéficiaire	R1025 - COMMUNE DE GENNEVILLIERS			
Localisation	GENNEVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 804,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 510,00 €	HT	40 %	39 804,00 €	

Dossier	17014558 - MAITRISE DES RUISSELLEMENTS POUR LES AMENAGEMENTS PAYSAGERS AVENUE CHARLES GIDE AU QUARTIER DES MARTINETS AU KREMLIN-BICETRE			
Bénéficiaire	R21 - COMMUNE DU KREMLIN BICETRE			
Localisation	LE KREMLIN-BICETRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	69 360,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
173 400,00 €	HT	40 %	69 360,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-558	Budget	2017

Dossier	18001558 - TRAVAUX DE FORAGE SOUS VOIE FERREE POUR TERMINER L'OPERATION DE MAITRISE DES RUISSELLEMENTS PAR DISPOSITIFS PAYSAGERS			
Bénéficiaire	R1183 - COMMUNE DE PRUNAY SUR ESSONNE			
Localisation	PRUNAY-SUR-ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 150,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
110 500,00 €	HT	30 %	33 150,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	437 910,80 €

Total sur l'imputation 907 - 74 - 174001 - 17400101	437 910,80 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009033 - Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Dossier	17014553 - ÎLE ST-GERMAIN A ISSY-LES-MOULINEAUX, GRAND BRAS DE SEINE : REHABILITATION DES BERGES DE SEINE AU DROIT DU TERRAIN DE FOOTBALL			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	ISSY-LES-MOULINEAUX			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Gestion des berges de la Seine et continuités écologiques - Hors CPRD			
Montant total	22 138,20 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 794,00 €	HT	30 %	22 138,20 €	

Dossier	17014839 - CREATION D'UNE ZONE HUMIDE A FORTE VALEUR ECOLOGIQUE A MONTESSON : TRAVAUX D'AMENAGEMENT			
Bénéficiaire	R38681 - SMSO SM AMENAGEMENT GESTION ENTRE BERGES SEINE ET OISE			
Localisation	MONTESSON			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Gestion des berges de la Seine et continuités écologiques - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 166 550,00 €	HT	34,29 %	400 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-558	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	422 138,20 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009033	422 138,20 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**74 - Politique de l'eau**
Programme	**474001 - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements**
Action	**47400101S - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.**

Dispositif : N° 00000223 - Projet interrégional Seine CPIER

Dossier	17014521 - AIRE DE RALENTISSEMENT DES CRUES DE MONTIGNY-SOUS-MARLE : MAITRISE D'ŒUVRE TRAVAUX, PROTECTION D'UNE FERME, INSTALLATIONS DE CHANTIER, TERRASSEMENTS			
Bénéficiaire	R9429 - EPTB ENTENTE PROTECTION CONTRE INONDATION OISE			
Localisation	Aisne			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Entente Oise-Aisne - Hors CPRD			
Montant total	580 000,00 €		Code nature	204133
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 615 000,00 €	HT	16,04 %	580 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000223 - Projet interrégional Seine CPIER	580 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 74 - 474001 - 47400101S	580 000,00 €

ANNEXE N° 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011426

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DU CHATELET-EN-BRIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	30 000,00 €	30,00 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU CHATELET EN BRIE
Adresse administrative : MAIRIE
77820 LE CHATELET-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain MAZARD, Maire

N° SIRET : 21770100200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Conseil Municipal a fait le choix de ne plus utiliser de produits phytosanitaires sur les espaces communaux.

Description :
L'achat d'une balayeuse-désherbeuse permettra de diversifier les techniques d'entretien et d'optimiser le rendement et les résultats du désherbage alternatif.

Intérêt régional :
Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- LE CHATELET-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Balayeuse-désherbeuse	30 000,00	31,83%
Montant non retenu	64 242,42	68,17%
Total	94 242,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	73 242,42	77,72%
REGION	9 000,00	9,55%
AESN (Sub. prévisionnelle)	12 000,00	12,73%
Total	94 242,42	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011430

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE MOISSY-CRAMAYEL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	61 515,00 €	20,00 %	12 303,00 €
	Montant Total de la subvention		12 303,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOISSY CRAMAYEL
Adresse administrative : 6 PLACE DU SOUVENIR
77557 MOISSY CRAMAYEL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Line MAGNE, Maire

N° SIRET : 21770296800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, l'achat de l'équipement a dû se faire avant l'été afin d'effectuer le désherbage.

Objectifs :
La Commune de Moissy-Cramayel s'est engagée volontairement dans une démarche de préservation de la biodiverstié de ses espaces publics, de la qualité de l'eau ainsi que celle de l'air. Pour ce faire, elle a décidé de supprimer l'utilisation des produits phytosanitaires et de réduire ses déchets verts.

Description :
Cette démarche de protection de l'environnement nécessitant une modification des pratiques, la Commune a décidé d'acquérir du matériel alternatif (mécanique, thermique et électrique) de désherbage.
La Commune de Moissy- Cramayel souhaite acquérir les 10 équipements suivant :
-1 écodésherbeur électrique motorisé type "GLUTTON" à buse d'aspiration avec ses outils accessoires pour municipalités,

-1 désherbeuse automotrice hydrostatique à brosse métallique modèle 'GECKO" avec sa remorque à plateau abaissable,
-1 souffleuse électrique portative type BGA100,
-1 désherbeuse mécanique portative à tête de type BCL121 "Réciprocator",
-1 désherbeuse thermique à vapeur sèche type "AUXIGREEN3" à conducteur marchant,
-1 désherbeuse thermique à gaz à lance sur chariot type "RIPAGREEN",
-2 désherbeuses mécaniques portatives à fils et brosses métalliques type FS560C-EM,
-1 broyeur de végétaux sur châssis porteur autotracté type BVN45 AH25,
-1 désherbeuse bineuse sarcleuse électrique portative type BCL141.

Intérêt régional :
Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- MOISSY-CRAMAYEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel alternatif mécanique, thermique et électrique de désherbage	61 515,00	79,32%
Montant non retenu	16 034,20	20,68%
Total	77 549,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	34 488,70	44,47%
REGION	12 303,00	15,86%
AESN (Sub. prévisionnelle)	30 757,50	39,66%
Total	77 549,20	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 303,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014452

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE COURTRY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	26 895,00 €	16,28 %	4 378,52 €
	Montant Total de la subvention		4 378,52 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURTRY
Adresse administrative : 52 RUE DU GENERAL LECLERC
77181 COURTRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Xavier VANDERBISE, Maire

N° SIRET : 21770139000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, la désherbeuse fait partie des projets qui doivent intervenir prochainement au regard des engagements pris par la commune.

Objectifs :
Progresser vers la suppression totale de l'usage des pesticides par l'achat de matériel adapté.

Description :
La ville de Courtry a engagé en 2016 une démarche de suppression progressive de l'usage de produits phyto-toxiques. De premières interventions (bâchage de massifs et de plantations, implantation de plantes couvre-sol) ont eu lieu en 2016 avec un premier arrêt complet des traitements dans certains secteurs et une réduction dans d'autres, notamment au sein du cimetière. Ces démarches seront étendues en 2017 et complétées par l'acquisition d'une désherbeuse à eau chaude, facilement transportable et qui utilisera en priorité de l'eau de pluie.

Intérêt régional :
Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeuse à eau chaude	26 895,00	100,00%
Total	26 895,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	8 068,00	30,00%
REGION	4 378,52	16,28%
AESN (Sub. prévisionnelle)	13 445,48	49,99%
DEPARTEMENT 77 (Sub. prévisionnelle)	1 003,00	3,73%
Total	26 895,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 378,52 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	133 594,50 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	30 716,00 €
	Montant total	164 310,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014462

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAINT-SOUPPLETS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	26 909,00 €	30,00 %	8 072,70 €
	Montant Total de la subvention		8 072,70 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT SOUPPLETS
Adresse administrative : 27 RUE GENERAL MAUNOURY
77165 SAINT-SOUPPLETS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE, Maire

N° SIRET : 21770437800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Commune s'est engagée volontairement dans une démarche de réduction d'usage des produits phytosanitaires sur les espaces communaux et un diagnostic des pratiques a déjà été effectué.

Description :
Dans ce cadre, l'emploi d'une désherbeuse utilisant des gouttelettes d'eau bouillante, écologique (zéro pesticide) et économique à l'emploi est préconisée.

Intérêt régional :
Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- SAINT-SOUPPLETS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUSE	26 909,00	100,00%
Total	26 909,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	8 072,70	30,00%
REGION	8 072,70	30,00%
DEPARTEMENT 77 (Sub. prévisionnelle)	1 000,00	3,72%
AUTRES FINANCEURS	9 763,60	36,28%
Total	26 909,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 072,70 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	3 421,25 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 €
	Montant total	1 003 421,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014471

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE D'EGLY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	9 092,00 €	20,00 %	1 818,40 €
	Montant Total de la subvention		1 818,40 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EGLY
Adresse administrative : 4 GRANDE RUE
91520 EGLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard MARCONNET, Maire

N° SIRET : 21910207600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Commune d'Égly est engagée depuis 2008 dans le dispositif "Phyt'eaux cités" qu'elle a renouvelé pour la période 2012-2016. Dans la commune, aucun produit phytosanitaire n'est utilisé (hormis pour l'entretien du cimetière). Les agents chargés de l'entretien de la voirie utilisent une binette manuelle pour réaliser le désherbage qui représente plus de 1 300 heures de travail par an, pour l'entretien de 30 km de voirie.

Description :
L'acquisition d'une désherbeuse mécanique est nécessaire pour améliorer les conditions de travail des agents et pour une plus grande efficacité.

Intérêt régional :

Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Cette aide tient compte des montants plafonds de l'AESN (Agence de l'Eau Seine Normandie).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUSE MECANIQUE	9 092,00	100,00%
Total	9 092,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	2 727,60	30,00%
REGION	1 818,40	20,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	4 546,00	50,00%
Total	9 092,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 818,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014472

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DU PLESSIS-FEU-AUSSOUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	9 225,00 €	40,00 %	3 690,00 €
	Montant Total de la subvention		3 690,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS FEU AUSSOUX
Adresse administrative : RUE DE L'EGLISE
77540 LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Isabelle PERIGAULT, Maire

N° SIRET : 21770365100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Commune du Plessis-Feu-Aussoux s'est engagée volontairement en 2007 dans la démarche de réduction d'utilisation des produits phytosanitaires.
Entre 2007 et 2016, la Commune a réduit de 91 % l'utilisation des pesticides. Son objectif à long terme est de ne plus utiliser de produits désherbants sur l'ensemble des espaces gérés en régie.

Description :
L'achat d'une désherbeuse de voirie permettra à l'agent de gagner du temps. La machine permettra d'améliorer l'ergonomie et le confort de travail de l'agent et d'optimiser son temps de travail. Sachant que depuis janvier 2017, l'usage des produits désherbants est interdit sur la voirie, l'outil alternatif lui permettra de répondre à cette exigence.

Intérêt régional :

Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Balayeuse désherbeuse de voirie	9 225,00	100,00%
Total	9 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	3 735,00	40,49%
REGION	3 690,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 (Sub. prévisionnelle)	1 800,00	19,51%
Total	9 225,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 690,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	197 000,00 €
2016	Contrats ruraux	71 020,15 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	39 322,25 €
	Montant total	307 342,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014474

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE CHALO-SAINT-MARS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	7 100,00 €	40,00 %	2 840,00 €
	Montant Total de la subvention		2 840,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHALO SAINT MARS
Adresse administrative : RUE DU DOCTEUR SOLON
91780 CHALO-SAINT-MARS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine BOURREAU, Maire

N° SIRET : 21910130000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Début 2013, la Commune s'est orientée vers une diminution de l'utilisation des produits phytosanitaires.
Par la signature de la convention Phyt'eaux Juine en octobre 2013, la Commune a pu bénéficier d'un accompagnement technique nécessaire à l'arrêt des traitements phytosanitaires.
Un plan de gestion a été engagé et un suivi des pratiques phytosanitaires est réalisé chaque année. Grâce à ce suivi, la Commune a réalisé d'énormes progrès tant au niveau de la réglementation qu'au niveau des pratiques.

Grâce à ces bons résultats, la commune s'engage aujourd'hui à viser la suppression totale de l'utilisation de produits phytosanitaires.

Description :
Pour s'engager dans la suppression de l'usage des produits phytosanitaires, la Commune va se doter

d'une désherbeuse de voirie.

Intérêt régional :
Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- CHALO-SAINT-MARS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeuse de voirie	7 100,00	50,00%
Montant non retenu	7 100,00	50,00%
Total	14 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 810,00	55,00%
Région	2 840,00	20,00%
AESN (Sub. prévisionnelle)	3 550,00	25,00%
Total	14 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 840,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	76 500,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	5 729,60 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	1 750,00 €
	Montant total	7 479,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014603

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DRANCY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	26 000,00 €	30,00 %	7 800,00 €
	Montant Total de la subvention		7 800,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRANCY
Adresse administrative : 908 F PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
93700 DRANCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Christophe LAGARDE, Député-maire

N° SIRET : 21930029000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville n'utilise plus de produits phytosanitaires, ni sur la voirie, ni dans les espaces verts depuis le début de 2017. L'objectif de l'investissement est d'équiper les agents pour un travail plus ergonomique, et pour faciliter l'utilisation des déchets verts.

Description :
Le projet consiste en l'acquisition de débroussailleuses et des jeux de lames et de brosses adaptés et d'un broyeur de végétaux.

Intérêt régional :
Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
12 débroussailleuses	6 420,00	24,69%
12 jeux de lames	500,00	1,92%
Batterie dorsale	1 520,00	5,85%
Débroussailleuse à batterie	908,00	3,49%
Tête Citycut 2 lames	294,00	1,13%
Tapcut tête fil nylon	44,00	0,17%
2 brosses métalliques	120,00	0,46%
1 broyeur de végétaux premium	16 194,00	62,28%
Total	26 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	7 800,00	30,00%
REGION	7 800,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	10 400,00	40,00%
Total	26 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	18 488,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	233 647,00 €
2015	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	9 600,00 €
2015	Passerelles entreprises	39 699,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	11 000,00 €
2016	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	4 800,00 €

2016	Soutien aux contrats de ville	13 543,00 €
2017	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	64 408,95 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	16 950,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	51 923,00 €
	Montant total	1 984 058,95 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014645

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LES ESPACES PUBLICS DE LA COMMUNAUTE PARIS SACLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	27 300,00 €	20,00 %	5 460,00 €
	Montant Total de la subvention		5 460,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY
Adresse administrative : 1 RUE JEAN ROSTAND
91898 ORSAY CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BOURNAT, Président

N° SIRET : 20005623200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Communauté d'Agglomération PARIS-SACLAY (CAPS) est engagée depuis 2009 dans l'opération Phyt'eau Bièvre menée par le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de Bièvre (SIAVB), dans le but d'atteindre le zéro phyto sur son territoire.
En 2016, la CAPS ne traitait plus ni les espaces verts ni les voiries. Depuis 2009, elle a réduit de plus de 90% les quantités de produits phytosanitaires utilisés.
En parallèle, la mise en place de la gestion différenciée des espaces est engagée sur de nombreux sites et sera généralisée après la réalisation d'un plan de gestion prévu dans le cadre de l'opération Phyt'eau Bièvre .

Description :
La valorisation des nouveaux espaces exige un entretien spécifique et très chronophage en particulier en

saison estivale.
Pour ces raisons la communauté d'agglomération envisage l'acquisition de matériel de désherbage alternatif pour permettre à ses agents de pouvoir assurer un entretien adapté. Soit :
- Un désherbeur équipé d'une rampe frontale de 70 cm à vapeur sèche
- Une remorque de transport avec ses accessoires.

Intérêt régional :
Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Cette aide tient compte des montants plafonds de l'AESN (Agence de l'Eau Seine Normandie).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUSE	25 000,00	91,58%
REMORQUE	2 300,00	8,42%
Total	27 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	8 190,00	30,00%
REGION	5 460,00	20,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	13 650,00	50,00%
Total	27 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 460,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	914 694,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	357 917,50 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	334 984,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	165 500,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	115 103,23 €
2016	Soutien aux contrats de ville	13 655,00 €
2017	Terrains Synthétiques de grands Jeux	240 000,00 €
	Montant total	2 141 853,73 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014859

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DU PLESSIS-PATE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	11 330,00 €	20,00 %	2 266,00 €
	Montant Total de la subvention		2 266,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS PATE
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
91220 LE PLESSIS-PATE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain TANGUY, Maire

N° SIRET : 21910494000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Commune du Plessis-Pâté a signé la charte "Phyt'eaux Cités" le 1er septembre 2009 et s'est engagée dans une démarche de réduction, voire d'élimination de l'usage des produits phytosanitaires dans la gestion de ses espaces. Un plan de gestion a été établi à cette fin.

Description :
Afin de poursuivre cette démarche, la Commune souhaite acquérir une désherbeuse autoportée GEKO afin de désherber les caniveaux et les trottoirs et pallier les difficultés rencontrées jusqu'à présent dans ce type d'espaces.

Intérêt régional :

Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-PATE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeuse autoportée	11 330,00	100,00%
Total	11 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	3 399,00	30,00%
REGION	2 266,00	20,00%
AUTRES FINANCEURS (sub. prévisionnelle)	5 665,00	50,00%
Total	11 330,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 266,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	28 379,50 €
	Montant total	28 379,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004825

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA RIGOLE DE SAINT-AUBIN SUR LE PLATEAU DE SACLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	211 250,00 €	40,00 %	84 500,00 €
	Montant Total de la subvention		84 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204182-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYB SI YVETTE BIEVRE REST GEST RIGOLES ETANGS PLATEAU SACLAY
Adresse administrative : 1 RUE JEAN ROSTAND 91400 ORSAY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur FRANCISQUE VIGOUROUX, Président

N° SIRET : 25910093100049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les travaux de restauration projetés concernent la rigole de Saint-Aubin. Cette rigole traverse le territoire des communes de Saint-Aubin et Villiers-le-Bâcle. Les inventaires écologiques réalisés ont permis de définir des prescriptions écologiques concernant les travaux de restauration de la rigole.

Le projet permettra :
• D'améliorer les conditions d'écoulement dans la rigole en aval ;
• De restaurer la continuité hydraulique de la rigole au droit du lieu-dit des Plateaux et ainsi de réduire les apports de la rigole vers la Mérantaise (débit de pointe réduit 76 % et volume réduit de 87 % pour la pluie décennale) ;
• De favoriser l'installation d'une végétation arborée et arbustive en haut de berge par la création de quelques bosquets isolés, ripisylve adaptée aux petits cours d'eau.

Description :
Les travaux et actions de restauration sont :

Restauration écologique de la rigole :
• Travaux préalables, débroussaillage, curage et recalibrage de la rigole sur 2500 ml
• Végétalisation des berges et talus
• La plantation d'espèces végétales conformes à la liste NatureParif

Gestion hydraulique et divers :
• Télégestion des hauteurs d'eau
• Signalétique en bois
• Plans et coordination SPS

Les travaux non retenus du projet sont :
• La réfection de ponceaux
• Le dalot enterré
• Les passerelles

Intérêt régional :
Plan vert : reconstitution de la continuité hydraulique de la Rigole, création d'espaces naturels de qualité accessibles aux riverains.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- SAINT-AUBIN
- VILLIERS-LE-BACLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préalables, débroussaillage, curage et recalibrage	163 500,00	51,74%
Plantations	18 000,00	5,70%
Gestion hydraulique et divers	29 750,00	9,41%
Travaux non-retenus	104 750,00	33,15%
Total	316 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	147 000,00	46,52%
Région	84 500,00	26,74%
Autres financeurs (Sub. prévisionnelle)	84 500,00	26,74%
Total	316 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 500,00 €
2018	30 000,00 €
2019	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	5 600,00 €
	Montant total	5 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014583

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REHABILITATION DE 360 M. DE BERGES DE SEINE A PORT-MARLY, CARRIERES-SUR-SEINE, CROISSY, LIMAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	377 000,00 €	30,00 %	113 100,00 €
	Montant Total de la subvention		113 100,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204182-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMSO SM AMENAGEMENT GESTION ENTRE BERGES SEINE ET OISE
Adresse administrative : 2 PL ANDRE MIGNOT 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur DANIEL LEVEL, Président

N° SIRET : 20001069200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réhabiliter les berges de Seine en améliorant leur richesse écologique.

Description :
- Port-Marly (80 m.) : en rive gauche de la Seine, de part et d'autre d'un rideau de palplanches lié à des installations nautiques, se sont développées deux encoches d'érosion. Celles-ci seront maîtrisées grâce à la mise en place de fûts tronçonnés issus d'élagages ou d'arbres morts dans la ripisylve voisine, avec matériau gravelo-terreux dans les interstices, maintenus par un géotextile biodégradable végétalisé.
- Carrières-sur-Seine (70 m.) : à la suite des récentes crues, la berge est sous-cavée dans quatre secteurs, à proximité de la piste cyclable qui la longe. La berge sera reconstituée par de petits aménagements en génie écologique avec apports de fûts tronçonnés et de terre végétale, comme à Port-Marly.

- Croissy-sur-Seine (60 m.) : quai de l'Ecluse, juste en amont de la rue de l'Ecluse, un ancien tunage bois se déchausse et ne maintient plus la berge longée par une voie communale fréquentée notamment d'engins lourds. Il sera remplacé par un ouvrage de génie écologique constitué de pieux de châtaigniers et de tronçons de fûts issus de la ripisylve, réalisé en deux niveaux.
- Limay (150 m.) : de part et d'autre des piles de l'ancien pont de Limay coté île, la berge est associée à un haut-fond de 5 à 6 m de large favorable à un enrichissement écologique. Le pied de berge présente par ailleurs un léger front d'érosion lié au batillage. Il est ainsi prévu de créer une zone abritée du batillage pour améliorer le potentiel d'accueil de frayères pour les poissons dans le secteur. Ainsi sont prévus :
• La mise en place d'une protection anti-batillage de fûts et de branches implantée de 1 à 3 m de la rive, avec ouvertures pour le passage des poissons ;
• L'enrichissement des milieux de la zone de calme ainsi formée grâce à des apports de graviers et des plantations d'hydrophytes et d'hélophytes ;
• Une diversification de la végétation rivulaire ;
• Un décalage du parcours nautique vers le chenal au droit de l'aménagement.

Intérêt régional :
Mise en oeuvre du SRCE : les berges de Seine sont une continuité écologique majeure.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- CARRIERES-SUR-SEINE
- CROISSY-SUR-SEINE
- LIMAY
- LE PORT-MARLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DECAPAGE ET EVACUATIONS, TAILLE ET ELAGAGE, VEGETALISATION Y COMPRIS ACHATS DE PLANTS ET GEOTEXTILES	377 000,00	73,92%
MONTANT NON RETENU	133 000,00	26,08%
Total	510 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	246 100,00	48,25%
REGION	113 100,00	22,18%
AESN (Sub. prévisionnelle)	150 800,00	29,57%
Total	510 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €
2018	40 000,00 €
2019	33 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 847 766,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 951 500,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	153 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	702 247,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	150 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 519 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	63 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	25 000,00 €
	Montant total	8 183 030,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014839

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'UNE ZONE HUMIDE A FORTE VALEUR ECOLOGIQUE A MONTESSON : TRAVAUX D'AMENAGEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	1 166 550,00 €	34,29 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204182-471009-1700
471009033- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMSO SM AMENAGEMENT GESTION ENTRE BERGES SEINE ET OISE
Adresse administrative : 2 PL ANDRE MIGNOT 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur DANIEL LEVEL, Président

N° SIRET : 20001069200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aménagement d'une zone humide à forte valeur écologique à l'occasion du prolongement d'une digue.

Description :
A l'occasion du prolongement d'une digue de protection contre les inondations située en bord de Seine à Sartrouville en vue de protéger également un quartier pavillonnaire en bord de Seine à Montesson, qui induit une obligation réglementaire de compensation pour préserver le volume d'expansion des crues, les partenaires ont choisi d'aller au-delà de cette obligation pour réaliser, en plus, une vaste zone humide.
Celle-ci comptera plusieurs bras permettant de diversifier considérablement les milieux. Un travail fin sur les niveaux de profondeur et la transition avec le milieu terrestre sera réalisé. Ceci conduira à des temps de submersion et des végétations rivulaires variées. Cette annexe hydraulique attenante et raccordée à la Seine contribuera également à la qualité paysagère du site, aujourd'hui banale. La transition avec le

milieu terrestre se terminera par la création d'un boisement entre la zone humide elle-même. Les cheminements prévus en périphérie préserveront le site du piétinement, éviteront la mise à l'eau de déchets, etc.
Il s'agit plus précisément :
• d'aménager les rives avec des techniques végétales,
• de végétaliser les surfaces terrassées afin de créer de nouveaux milieux et des sites propices à la faune,
• de renaturer les espaces riverains en continuité avec la zone humide par une végétation abondante, arbusive et boisée laissant peu de place aux intrusions humaines, avec des plages plus ouvertes permettant le maintien d'espèces patrimoniales,
• de créer un cheminement afin d'éviter le piétinement des rives,
• de créer un ponceau au droit du raccordement de la zone humide avec la Seine pour rétablir la continuité de cheminement.

Les dépenses éligibles sont les frais de maîtrise d'oeuvre, l'installation du chantier, les terrassements, les travaux de végétalisation, de renaturation et de mise en place des cheminements (dont le franchissement de la connexion à la Seine de la zone humide).

Dans un second temps, l'aménagement des terrains de friche ou de zones boisées délaissées accueillant des terrains de dépôt (situés hors zone inondable) permettra :
- d'augmenter les surfaces en milieux ouverts qui renferment une diversité importante,
- d'obtenir des végétations basses favorables au maintien d'espèces patrimoniales et à la colonisation d'invertébrés sur l'ensemble du site.
L'ensemble (zone humide et milieu terrestre associé) couvrira une superficie de 20 ha. Ce volet de biodiversité terrestre n'est pas concerné par la présente opération.

Intérêt régional :
Mise en oeuvre du CPIER / Vallée de Seine.
Dans le cadre du SRCE : très forte amélioration de la trame verte et bleue régionale que constitue la Seine, avec des effets attendus sur le milieu vivant considérable. Aucune zone humide ou prairie inondable connectée à la Seine n'existe à ce jour dans le secteur sur plus de 100 km, entre Carrières-sous-Poissy à l'aval et la confluence avec l'Yerres à l'amont, secteur auquel il faut ajouter l'Oise de la confluence jusqu'à l'Isle-Adam.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- MONTESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Gestion des berges de la Seine et continuités écologiques

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement : terrassements, élagages et abattages, plantations, création de cheminements et d'un ponceau.	1 166 550,00	100,00%
Total	1 166 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	349 965,00	30,00%
REGION	400 000,00	34,29%
AESN (Sub. prévisionnelle)	416 585,00	35,71%
Total	1 166 550,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 000,00 €
2019	150 000,00 €
2020	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 847 766,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 951 500,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	153 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	702 247,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	150 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 519 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	63 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	25 000,00 €
	Montant total	8 183 030,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014550

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : RECONSTITUTION DE BERGES ET DE MILIEUX HUMIDES RIVE SUD DE L'ETANG DE VILLENEUVE (MARNE LA COQUETTE) ET RIVES NORD DES ETANGS DE VILLE D'AVRAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	100 544,00 €	30,00 %	30 163,20 €
	Montant Total de la subvention		30 163,20 €

Imputation budgétaire : 907-71-20422-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, travaux de débroussaillage à mener en automne.

Objectifs :
Reconstituer 122 m de berges végétales et de milieux humides, soit : 36 m en rive sud de l'étang de Villeneuve à Marne-la-Coquette, 46 m en rive nord de l'étang neuf de Ville d'Avray et 40 m en rive nord du vieil étang de Ville d'Avray

Description :
- Rive sud de l'étang de Villeneuve : la fréquentation intense du secteur et les variations de niveau d'eau causées par le ru de Vaucresson qui traverse l'étang ont dégradé le perré protégeant la berge. Cela conduit à une niche d'affouillement continue linéaire ; par ailleurs, la végétation de rive est sans rapport

avec les milieux humides (arbres et arbustes de parc).
Il est prévu après nettoyage et débroussaillage, de créer 90 m2 de milieux humides et de stabiliser les 36 m de berge concernés, par :
• la constitution d'une assise de grave et de branches anti-affouillement ;
• la reprise du pied de berge en banquette d'hélophytes (boudin de terre et de graviers maintenu par des pieux de bois mort et plantés d'hélophytes) ;
• la végétalisation du bord de rive par un mélange grainier de milieux rivulaires ;
• la protection temporaire de l'ensemble contre les oiseaux d'eau par un filet ;
• la canalisation de la fréquentation par piquets et cordelette.
- Rive nord de l'étang neuf de Ville d'Avray : la berge est protégée par un tunage (planches jointives) qui empêche les échanges terre-eau et bloque les systèmes racinaires des plantes. La fréquentation jusqu'au tunage entraîne un piétinement intense de la strate herbacée.
Il est prévu de créer 138 m2 de milieux humides (3 à 4 m de largeur depuis la berge) le long des 46 m de berge concernés, par :
• le reprofilage en pente douce du pied de berge (démontage du tunage, mise en place d'une banquette d'hélophytes et de plages d'hélophytes ourlant la berge et diversifiant les milieux),
• la végétalisation du bord de rive par un mélange grainier adapté,
• la protection temporaire de l'ensemble contre les oiseaux d'eau par un filet,
• la canalisation de la fréquentation par l'installation de piquets et cordelettes.
- Rive nord du vieil étang de Ville d'Avray : constat et travaux identiques à ceux décrits ci-dessus pour l'étang neuf, avec création de 120 m2 de milieux humides le long des 40 m de berge concernés.
Ces travaux sont faits en régie par l'association Espaces.

Intérêt régional :
Contrat Plaine et Coteaux de la Seine centrale urbaine ;
Dans le cadre du SRCE, amélioration écologique de cet ensemble qui correspond pour l'étang de Villeneuve au tracé du rû de Vaucresson, et pour les étangs de Ville d'Avray à la reconstitution d'un milieu humide propice notamment aux amphibiens et aux odonates.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- VILLE-D'AVRAY
- MARNES-LA-COQUETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Reconstitution de berges et de milieux humides	100 544,00	100,00%
Total	100 544,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	30 163,00	30,00%
REGION	30 163,20	30,00%
AESN (Sub. prévisionnelle)	40 217,80	40,00%
Total	100 544,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	10 000,00 €
2019	10 163,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €

2017	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 770,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €
2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	191 071,30 €
	Montant total	2 034 483,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014553

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ÎLE ST-GERMAIN A ISSY-LES-MOULINEAUX, GRAND BRAS DE SEINE : REHABILITATION DES BERGES DE SEINE AU DROIT DU TERRAIN DE FOOTBALL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	73 794,00 €	30,00 %	22 138,20 €
	Montant Total de la subvention		22 138,20 €

Imputation budgétaire : 907-71-20422-471009-1700
471009033- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux de pied de berges doivent être suffisamment avancés lors de la survenue des crues d'hiver.

Objectifs :
Renaturation de 90 mètres de berge de Seine et maîtrise de l'érosion.

Description :
Cette intervention fait suite aux précédentes menées, entre 2010 et 2015, côté petit bras de Seine pour 198 m de berges. Ce secteur des berges côté grand bras de Seine situé entre la pointe aval de l'île et le pont de Billancourt connaît de fortes contraintes hydrauliques et une érosion sous-fluviale importante. La végétation de peupliers (et autres) est inadaptée aux bords de Seine et la végétation herbacée quasi-inexistante. Un perré de pied de berges est déstabilisé à l'amont et à l'état de vestige à l'aval.

Il est prévu :
- Pour les 45 m aval :
• de reprofiler le pied de berge érodé par des fascines d'hélophytes protégées par un tressage de branches de saule,
• d'abattre les arbres inadaptés,
• de renforcer la ripisylve par des essences typiques des bords de Seine,
• de la diversifier avec implantation d'une strate arbustive et des ouvertures sur la Seine favorable aux milieux enherbés et ménageant des vues ;
- Pour les 45 m amont :
• un reprofilage plus ponctuel (zones de dégradation du perré),
• une végétalisation du perré par mise en place de boudins d'hélophytes dans les interstices , favorables à la faune piscicole,
• des interventions identiques à la partie aval pour le reste.
Le tout est complété par l'enlèvement des gravats, parpaings et autres matériaux ou déchets présents en pied de berge.
Ces travaux sont fait en régie par l'association Espaces.

Intérêt régional :
Participation au SCRCE : Les berges de Seine sont une continuité écologique majeure notamment en milieu urbain ;
CPIER Vallée de Seine ;
Contrat de bassin Plaine et Côteaux de la Seine centrale urbaine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Gestion des berges de la Seine et continuités écologiques

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation des Berges de Seine	73 794,00	100,00%
Total	73 794,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	29 517,60	40,00%
REGION	22 138,20	30,00%
AESN (Sub. prévisionnelle)	22 138,20	30,00%
Total	73 794,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €
2018	7 000,00 €
2019	8 138,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
2017	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 770,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €

2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	191 071,30 €
	Montant total	2 034 483,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010562

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX DE MAITRISE DU RUISSELLEMENT A AMBLEVILLE, CHAUSSY, MAGNY-EN-VEXIN ET NUCOURT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	385 505,00 €	40,00 %	154 202,00 €
	Montant Total de la subvention		154 202,00 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-1700
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BASSIN VERSANT AUBETTE DE MAGNY SIAM
Adresse administrative : 20 RUE DE CROSNE 95420 MAGNY EN VEXIN
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur CHRISTIAN PAUL, Président

N° SIRET : 25950097300013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 24 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux de maîtrise des ruissellements doivent être engagés au plus tôt et avant les périodes de pluies hivernales, pour réduire les risques accidentels liés aux désordres occasionnés.

Objectifs :
De par la configuration du bassin versant de l'Aubette de Magny, les communes d'Ambleville, Chaussy, Nucourt et Magny-en-Vexin connaissent un risque fort de ruissellement et de coulées boueuses. Une étude globale et un plan d'actions prioritaires ont été établis pour lutter contre ces ruissellements par des aménagements d'hydraulique douce du bassin versant.

Description :
Les aménagements à réaliser sont les suivants :
A Ambleville : 3 aménagements : haie-talus-fossé, cassis/noue/talus, cassis/fossé/haie-talus-fossé

A Chaussy : 7 aménagements : saignées, haies-talus-fossé, mare tampon et fossé, saignée et mare tampon, talus-prairie inondable-aménagement de fossé, saignées, saignées et cassis
A Magny-en-Vexin : 4 aménagements : 2 haies sur talus, haie, cassis avec haie/talus/fossé/chemin surélevé
A Nucourt : 3 aménagements en haie-talus-fossé.

Intérêt régional :
Mise en oeuvre du contrat trame verte et bleue de l'Aubette de Magny. Lutte contre les ruissellements par des aménagements végétalisés intégrés du bassin versant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Localisation géographique :
- NUCOURT
- CHAUSSY
- AMBLEVILLE
- MAGNY-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de maîtrise de ruissellement	385 505,00	88,58%
Travaux non retenu	49 691,00	11,42%
Total	435 196,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	165 343,00	37,99%
REGION	154 202,00	35,43%
AUTRES FINANCEURS	115 651,00	26,57%
Total	435 196,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	50 000,00 €
2019	54 202,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014456

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX DE MAITRISE DES RUISSELLEMENTS SUR LA COMMUNE DE VIDELLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	120 387,00 €	40,00 %	48 154,80 €
	Montant Total de la subvention		48 154,80 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-1700
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIDELLES
Adresse administrative : RUE DE LA CROIX BOISSIE
91890 VIDELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard LANDOLFI, Maire

N° SIRET : 21910654900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux de maîtrise des ruissellements doivent être engagés au plus tôt et avant les périodes de pluies hivernales, pour réduire les risques accidentels liés aux désordres occasionnés.

Objectifs :
La commune de Videlles est régulièrement sujette à des désordres liés aux ruissellements, pouvant être particulièrement dommageables à l'occasion d'épisodes pluvieux à fortes intensités : notamment les 23 et 26 juin 2005, le 27 mai 2012, le 22 mai 2016 et du 28 au 31 mai 2016. Dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, la commune souhaite mettre en place un plan d'aménagement et de gestion globale des ruissellements et des eaux pluviales sur son territoire.

Description :
Deux secteurs sont concernés par des aménagements.

- Dans le secteur de la Mare du Gazon :
o améliorer le fonctionnement de la mare pour qu'elle fasse office de tampon,
o limiter son débordement sur chaussée (reprofilage en pentes douces),
o réaménager un fossé (végétalisation).

- Dans le secteur des Roches :
o écrêter le débit provenant du bassin versant par remodelage de parcelles,
o mettre en place des fascines,
o prolonger des fossés,
o implanter deux mares tampon.

Intérêt régional :
Lutte contre les ruissellements par des aménagements végétalisés intégrés du bassin versant, favorables à la trame verte et bleue.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Localisation géographique :
- VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	7 500,00	4,01%
Remodelages de parcelles, de noues, de mares, de fossés, plantations	29 338,00	15,70%
Création de fascines	17 100,00	9,15%
Création de mares	55 505,00	29,71%
Imprévus	10 944,00	5,86%
Montant non retenu	66 462,00	35,57%
Total	186 849,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	56 055,20	30,00%
REGION	48 154,80	25,77%
AUTRES FINANCEURS	82 639,00	44,23%
Total	186 849,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €
2019	18 154,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	14 000,00 €
2017	Nouveau contrat rural (CoR)	148 000,00 €
	Montant total	162 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014470

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMENAGEMENTS DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS SUR LA PREDECELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	420 000,00 €	22,20 %	93 240,00 €
	Montant Total de la subvention		93 240,00 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-1700
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REG LIMOURS SIHA SI HYDRA ASSAI
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
91470 LIMOURS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur BERNARD VERA, Président

N° SIRET : 25910070900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux doivent être engagés avant les pluies hivernales pour réduire les risques liés aux désordres occasionnés.

Objectifs :
Lors des deux épisodes pluvieux exceptionnels survenus en juillet 2000, des dysfonctionnements hydrauliques importants ont été recensés sur le bassin versant de la rivière Prédecelle. Ils se sont caractérisés par des phénomènes d'érosion et l'inondation d'infrastructures et d'habitations, en particulier au niveau de Briis-Sous-Forges, Forges-Les-Bains, Vaugrigneuse et St-Maurice-Montcouronne (hameau de Berchevilliers notamment).
Le Syndicat d'Hydraulique et d'Assainissement de la région de Limours (SIHAL) a souhaité réaliser un programme global d'aménagements permettant de réduire le risque inondation. Ces équipements dont la vocation première est la lutte contre les inondations et les ruissellements visent également à améliorer la qualité de l'eau.
Les interventions font appel à des techniques douces (fossés ralentisseurs, fascines…) comme à des techniques plus lourdes (bassins de rétention, barrages, digues, etc.) organisées dans un schéma global

de protection.
Une première tranche de travaux a déjà été votée (CP du 8 octobre 2015). Les projets proposés en 2017 à l'aide régionale ont fait l'objet de modifications souhaitées par les financeurs (CD 91 et Région) en vue principalement d'une meilleure intégration paysagère. A ce titre les pentes des bords des bassins ont été adoucies (fruit des talus avec un rapport 1/3) permettant aussi une meilleure installation de la végétation propice à la biodiversité.

Description :
En 2017 l'aide régionale porte sur les projets suivants :

• L'ouvrage AM1F1A consiste en un agrandissement du bassin de rétention existant, en rive gauche du Petit Muce, au niveau du giratoire desservant le Golf de Forges-les-Bains. Cet ouvrage aura une capacité totale de 5800 m³ (augmentation de la capacité de l'ouvrage existant de 2 100 m³). Les pentes du talus du bassin ont été adoucies pour passer de 2H/1V à 3H/1V. Ceci conduit à augmenter l'emprise de l'ouvrage sur l'amont de la parcelle (environ 1 680 m² supplémentaires).

• L'ouvrage hydraulique AM1F1B d'une capacité de 3 150 m³, s'inscrit dans le thalweg donnant naissance au Petit Muce, à proximité du carrefour entre la RD 838 et la RD 97 (au sud du chemin menant au hameau de Cormier). L'ouvrage hydraulique AM1F1B intervient en complément de l'ouvrage AM1F1A. Les pentes du talus du bassin sont douces avec un rapport de 3H/1V.

• L'ouvrage AM1B4 correspond à l'aménagement du talweg boisé situé dans la forêt communale de Briis-Sous-Forges pour atteindre une capacité d'environ 8 400 m³. Il est situé au nord et en contrebas du Chemin de la Gironde (CR n°27). En complément de l'aménagement AM1B4, à la demande des financeurs, la possibilité d'associer des aménagements d'hydraulique douce destinés également à limiter les ruissellements sur le secteur amont de ce bassin versant a été étudié. Après étude, la mise en place de dispositifs de diffusions supplémentaires sur le RD 31 peut être envisagée, pour favoriser la dispersion et la ré-infiltration lors d'événement ruisselants notables. Ces aménagements doivent être implantés en concertation avec le gestionnaire de la voirie pour forcer les ruissellements sur la voirie à rejoindre la zone boisée. Ces derniers ne font pas partie du marché actuel.

Intérêt régional :
L'aide apportée par la Région ne concerne que les opérations : de valorisation et d'aménagement des zones d'expansion des crues hivernales intégrées au paysage et favorables à la biodiversité, situées en amont des zones urbanisées. Les ouvrages de génie civil ou hydrauliques sont exclus de ce dispositif. Le plan d'actions doit comporter un volet significatif de mesures préventives, en tête de bassin et à la parcelle.

A noter que l'aide régionale est apportée aux conditions précisées dans l'arrêté préfectoral et en particulier de l'article 6.7 qui prévoit la « mise en œuvre de solutions complémentaires de lutte contre le ruissellement à la source ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bassin AM1F1A	192 000,00	41,03%
Bassin AM1F1B	129 000,00	27,57%
Bassin AM1B14	99 000,00	21,16%
TRAVAUX NON RETENUS (maitrise d'œuvre, foncier, aléas)	47 900,00	10,24%
Total	467 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	140 710,00	30,07%
REGION	93 240,00	19,93%
DEPARTEMENT 91 (Sub. prévisionnelle)	233 950,00	50,00%
Total	467 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	30 000,00 €
2019	33 240,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	5 060,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	732 440,00 €
	Montant total	732 440,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014525

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMENAGEMENT DE LA PLACE JAFFEUX A GENNEVILLIERS: DESIMPERMEABILISATION PARTIELLE PAR CREATION D'ESPACES VERTS LINEAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	99 510,00 €	40,00 %	39 804,00 €
	Montant Total de la subvention		39 804,00 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-1700
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GENNEVILLIERS
Adresse administrative : 177 AVENUE GABRIEL PERI
92237 GENNEVILLIERS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice LECLERC, Maire

N° SIRET : 21920036700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Améliorer le cadre de vie tout en réduisant le volume d'eaux pluviales envoyé au réseau par leur infiltration partielle dans un espace vert linéaire.

Description :
Située au sud de la Ville entre la rue François Kovac et la rue Jaffeux, la place Jaffeux couvre environ 3 000 m², entièrement imperméabilisés par des revêtements d'aspect vétuste. Son réaménagement, outre le partage de l'espace, la réorganisation des flux de piétons, cycles et véhicules motorisés, celle du stationnement et l'amélioration de la luminosité, permettra la création de 1 800 m2 d'espace vert linéaire visant à améliorer le cadre de vie et à infiltrer partiellement les eaux de pluie. Les travaux consistent à démolir les revêtements et séparations existantes et, pour l'essentiel, à modifier le profil de la place avec une zone centrale pour piétons et cycles, bordée de part et d'autre par une bande d'espace vert assez large (plus de 5 mètres).

Intérêt régional :
Contrat de bassin "Plaine et Coteaux de la Seine centrale urbaine" ;
Plan Vert : désimperméabilisation, création d'espaces verts non conçus pour une fréquentation directe mais proches du passage des piétons et cycles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires (repérage de réseaux, géomètre), démolitions, espaces verts	99 510,00	23,89%
Montant non-retenu	317 075,00	76,11%
Total	416 585,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	314 293,00	75,45%
REGION	39 804,00	9,55%
AESN (Sub. prévisionnelle)	62 488,00	15,00%
Total	416 585,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 000,00 €
2018	13 000,00 €
2019	13 804,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	98 921,92 €

2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	37 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	40 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 129 680,00 €
2014	Politique énergie climat	1 000 000,00 €
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	136 233,50 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	142 469,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	512 698,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	1 200 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	107 848,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	415 950,00 €
	Montant total	4 850 800,42 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014558

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAITRISE DES RUISSELLEMENTS POUR LES AMENAGEMENTS PAYSAGERS AVENUE CHARLES GIDE AU QUARTIER DES MARTINETS AU KREMLIN-BICETRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	173 400,00 €	40,00 %	69 360,00 €
	Montant Total de la subvention		69 360,00 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-1700
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 42 RUE DE LA CONVENTION
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc LAURENT, Député-maire

N° SIRET : 21940043900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2014, la Commune du Kremlin Bicêtre a mené une réflexion visant à définir un projet ambitieux et innovant d'aménagement d'espaces publics et ouverts, dénommé le « Ruban vert ».
Il s'agit d'une trame verte et bleue qui s'étend du sud au nord de la Ville, depuis la ZAC des coteaux à Arcueil jusqu'au Parc Kellermann à Paris. La commune souhaite ainsi s'engager dans une démarche exemplaire de développement durable de l'espace public qui se traduira notamment par le respect des principes de biodiversité dans le traitement des espaces. L'aménagement paysager Avenue Charles Gide aux Martinets marque le début de la mise en œuvre du Ruban vert. Le projet s'appuie sur une gestion écologique des eaux pluviales et une multiplication des espaces perméables en pleine terre, mais aussi le cas échéant sur la mise en place de stockages des eaux, de dispositifs alternatifs et/ou de réduction de l'imperméabilisation des sols. Il vise aussi à améliorer qualitativement et quantitativement les plantations et pelouses actuelles par une végétalisation propice à la biodiversité.

Description :
Le projet réalisé sur 5011 m2 comprend :

• 2 nouvelles aires de jeux. Un espace récréatif. La réfection du City Stade
• La réfection des revêtements de sols avec des matériaux le plus possible perméables
• Le remplacement de mobilier urbain
• Le traitement/habillage végétal des pignons des bâtiments d'habitations

Les aménagements qui font l'objet d'une aide régionale sont :

• Les modelés de terrains, la desimperméabilisation et les aménagements de surface pour une meilleure gestion des eaux pluviales
• La végétalisation des espaces libres permettant le respect des critères de biodiversité, de gestion différenciée et la charte zéro Phyto
• La fourniture de végétaux conformes à la liste des espèces préconisées par NatureParif.

Les arbres existants seront conservés dans la mesure du possible en fonction de leur état phytosanitaire.

Intérêt régional :
Retour à la pleine terre et végétalisation des sols répondant aux objectifs du Plan Vert et de la stratégie dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantier, démolition terrassement évacuation	96 500,00	11,13%
Aménagement de gestion des eaux pluviales, surfaces perméables	25 500,00	2,94%
Fourniture et mise en place de végétaux de la liste NatureParif	40 000,00	4,61%
Reprise végétaux 1 an et trottoir rue C. Gide	11 400,00	1,31%
Equipements non-retenus	693 600,00	80,00%
Total	867 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	692 640,00	79,89%
Région	69 360,00	8,00%
Autres financeurs (Sub. prévisionnelle)	105 000,00	12,11%
Total	867 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	20 000,00 €
2019	29 360,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 472,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	40 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	4 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 995,00 €
2017	DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN (INV) : une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes (clôturé)	60 000,00 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	7 075,00 €
	Montant total	126 542,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 18001558

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRAVAUX DE FORAGE SOUS VOIE FERREE POUR TERMINER L'OPERATION DE MAITRISE DES RUISSELLEMENTS PAR DISPOSITIFS PAYSAGERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	110 500,00 €	30,00 %	33 150,00 €
	Montant Total de la subvention		33 150,00 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-1700
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PRUNAY SUR ESSONNE
Adresse administrative : 1 GRANDE RUE
91720 PRUNAY-SUR-ESSONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick PAGES, Maire

N° SIRET : 21910507900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux doivent débuter au plus tôt.

Objectifs :
Finalisation du programme d'aménagements de maîtrise des ruissellements de la commune.

Description :
La 1ère tranche de 30 000 € a été votée à la CP 04-645 du 22/09/2004.
La 2ème tranche de 138 100 € a été votée à la CP 06-551 du 06/07/2006.
Les phases initiales d'aménagements de maîtrise des ruissellements (haies, diguettes, mares, noues...) ont été réalisées.
La 3ème tranche a été votée à la CP 10-908 du 17 novembre 2010. Elle concerne la :
- Sécurisation du chemin digue.
- Recréation d'un exutoire des eaux, supprimé par la voie ferrée.

La présente aide est apportée pour la réalisation de travaux de forage sous voie ferrée afin de terminer l'opération de gestion des eaux de ruissellement.

Intérêt régional :
Finalisation d'un programme d'aménagements connexes à la mise en oeuvre d'un programme PRAIRIE (lutte contre l'érosion et la valorisation de la biodiversité).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Localisation géographique :
- PRUNAY-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	110 500,00	100,00%
Total	110 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	34 350,00	31,09%
Région	33 150,00	30,00%
Département 91	43 000,00	38,91%
Total	110 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	11 000,00 €
2019	11 000,00 €
2020	11 150,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014521

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AIRE DE RALENTISSEMENT DES CRUES DE MONTIGNY-SOUS-MARLE : MAITRISE D'ŒUVRE TRAVAUX, PROTECTION D'UNE FERME, INSTALLATIONS DE CHANTIER, TERRASSEMENTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Projet interrégional Seine CPIER	3 615 000,00 €	16,04 %	580 000,00 €
	Montant Total de la subvention		580 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-74-204133-474001-1700
47400101S- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPTB ENTENTE PROTECTION CONTRE INONDATION OISE
Adresse administrative : 11 COURS GUYNEMER
60200 COMPIEGNE
Statut Juridique : Institution ou Entente Interdépartementale
Représentant : Monsieur GERARD SEIMBILLE, Président

N° SIRET : 25020406200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet interrégional Seine CPIER
Rapport Cadre : CR76-15 du 24/09/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réaliser une digue enherbée permettant de ralentir l'onde de crue par accumulation temporaire supplémentaire des eaux dans un secteur déjà inondable naturellement, ainsi que la protection d'une ferme située dans l'aire d'influence de la surinondation.

Description :
Fruit d'un long travail d'études et de concertation, la stratégie d'aménagement du bassin de l'Oise pour maîtriser le risque d'inondation vise à retenir provisoirement le volume d'eau des crues sur des espaces inhabités, en amont des zones urbanisées. Sept aires de ralentissement des crues, complémentaires les unes des autres, ont été identifiées dans le bassin versant. Deux ont été réalisées avec notamment l'aide de la Région Île-de-France, dans le cadre du précédent Contrat de Plan interrégional plan Seine et

inaugurées en 2009 : Proisy et Longueil-Sainte-Marie, toutes deux sur la rivière Oise.
Il est prévu que deux autres aires de ralentissement dynamique des crues dans le sous-bassin de l'Oise bénéficient de l'aide de la Région Île-de-France au titre de l'actuel contrat de plan interrégional plan Seine, l'une à Montigny-sous-Marle (département de l'Aisne), l'autre à Saint-Michel (département des Ardennes). Comme pour les réalisations précédentes, le plan de financement est le suivant : 1/3 Entente interdépartementale Oise-Aisne, 1/3 Etat, 1/3 Régions concernées (Île-de-France, Grand Est et Hauts-de-France). Une participation attendue de 10% du FEDER pourrait cependant permettre de diminuer la part du maître d'ouvrage.
Le projet de Montigny-sous-Marle consiste en une digue en terre enherbée d'environ 600 mètres implantée en travers du lit majeur déjà inondable de la Serre, affluent de l'Oise, afin d'augmenter cette inondabilité naturelle en permettant à la crue de s'accumuler. A cette digue s'ajoutera une vanne pour régler cette accumulation et un déversoir de sécurité pour qu'elle ne dépasse pas un certain niveau. Quatorze communes seront directement bénéficiaires de l'ouvrage qui participera également au ralentissement et à l'étalement général de la crue pour l'ensemble du bassin. En cas de surinondation effective des terres, les cultivateurs toucheront l'indemnité prévue à cet effet par l'Entente Oise-Aisne en partenariat avec les communes et la profession agricole.
Une première subvention de 65 130 € votée le 16 novembre 2016 a permis de mener les fouilles archéologiques préalables prescrites par arrêté préfectoral en mars 2015.
La présente subvention concerne :
- la maîtrise d'oeuvre travaux ;
- la protection de la ferme de Domécourt située en partie dans la zone de remplissage potentielle (muret de protection, plate-forme en remblai, épaulement en remblai côté retenue, rehaussement et adaptation des accès, gestion des ruissellements venant du coteau) ;
- la phase préalable du chantier principal (installations de chantier, études d'exécutions, dévoiement de réseaux) ;
- l'ensemble des terrassements et des remblais pour la digue.
La dernière tranche à prévoir en 2018 portera sur le génie civil et les équipements divers (vannes, déversoir de sécurité, etc.)

Intérêt régional :
Mise en oeuvre du CPIER Plan Seine

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Référence : CR 76.15 : Annexe à la délibération : CPIER Plan Seine 2015 - 2020

Article 3 - Gestion des risques d'inondation
Paragraphe 3 : Liste des opérations identifiées : Stratégie aléa en bassin de l'Oise : ouvrage d'écrêtement des crues de Montigny-sous-Marle

Annexe 3 au CPIER : Synthèse des projets identifiés potentiellement finançables : ligne 3.8 : ouvrage d'écrêtement des crues de Montigny-sous-Marle.

Localisation géographique :
- Aisne

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Entente Oise-Aisne

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux retenu	3 615 000,00	100,00%
Total	3 615 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	728 992,00	20,17%
REGION IDF	580 000,00	16,04%
ETAT	1 446 000,00	40,00%
FEDER	361 500,00	10,00%
HAUT DE FRANCE	291 369,00	8,06%
GRAND EST	207 139,00	5,73%
Total	3 615 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	180 000,00 €
2018	200 000,00 €
2019	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Projet interrégional Seine CPIER	65 130,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	876 716,00 €
	Montant total	941 846,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-567

DU 22 NOVEMBRE 2017

AFFECTATION D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT POUR PRÉPARER L'ORGANISATION DE LA BIENNALE DE L'ARCHITECTURE, DE L'URBANISME ET DU PAYSAGE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente », modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;

VU La délibération n° CR 50-16 du 18 mars 2016 portant création d'une biennale de l'architecture et de l'urbanisme en Ile-de-France ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

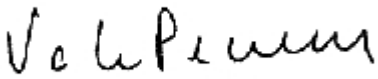
VU le rapport n°CP 2017-567 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 700 000 € disponible sur le chapitre 935 Aménagement des territoires, code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-002 « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », Action 15000206 « Biennale de l'architecture et de l'urbanisme » du budget 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

23/11/2017 15:11:07

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-580

DU 22 NOVEMBRE 2017

PREMIÈRE SESSION DE L'APPEL À PROJET PLAN VERT : DÉSIGNATION DES LAURÉATS ET AFFECTATION DE CRÉDITS 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU Le décret d'approbation du SDRIF n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 ;

VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du schéma directeur de la Région Ile-de-France

VU La convention quinquennale d'objectifs et de moyens conclue avec l'AEV, approuvée par la délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014, modifiée par 5 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 15-248 du 9 avril 2015, n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-157 du 15 juin 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016 et n° CP 2017-405 du 20 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162-17 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional »

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages » pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017, relative au « Plan vert de l'Île-de-France : la nature pour tous et partout » ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-119 du 6 juillet 2017 relative au Règlement d'intervention du Plan Vert de l'Ile-de-France : la nature pour tous et partout ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-580 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Approuve la convention type plan vert présentée en annexe 1 à la délibération.

Article 2

Sélectionne **au titre de cette première session de l'appel à projet Plan Vert** les 16 projets proposés par le jury au titre du dispositif de soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France.

Décide, **au titre du règlement d'intervention du Plan Vert de l'Ile-de-France**, d'attribuer des subventions d'investissement pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnables des projets, pour un montant total de **529 971,07 €** selon la répartition suivante :

Fiche projet	Bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Montant subvention
EX026854	Commune de Pantin	Création du square Magenta à Pantin	30 000.00€
EX026870	Commune de Breuillet	Aménagement paysager du parc des Larris à Breuillet	11 722.50 €
EX026871	Commune de Montfermeil	Création de trois jardins permaculturels à Montfermeil	94 914.00 €
EX026894	Commune de Puteaux	Création de l'espace vert le Passage des Glycines à Puteaux	53 520.00 €
EX026925	Commune de Paris	Création d'un jardin public boulevard Victor, Paris 15	181 875.00 €
EX026929	Commune de Mennecy	Création d'un verger sur la commune de Mennecy	4 462.01 €
EX026939	Commune de Vitry-sur-Seine	Création du jardin Fraternité sur la commune de Vitry-sur-Seine	20 905.50 €
EX026945	Association Logement Jeune ALJ 93	Projet d'aménagement de la résidence Eugène Henaff à Aubervilliers	70 560.00 €
EX026948	Association Paranda Oulam	Aménagement du Champ de la Garde à Nanterre	750.60 €
EX026955	Commune de Saint-Prix	Création de jardins partagés sur la commune de Saint-Prix	9 204.80 €
EX027061	Commune de La Verrière	Création d'un espace de convivialité avec un jardin partagé à Orly Parc sur la commune de la Verrière	2 117.10 €
EX027094	Commune de Champlan	Aménagement de jardins familiaux sur la commune de Champlan	32 818.56 €

EX027298	Commune de Cesson	Création de jardins pédagogiques et partagés dans la ZAC Plaine du Moulin à Vent à Cesson	17 121.00 €

Subordonne l'attribution des subventions inscrites dans le tableau ci-dessus, à la conclusion de conventions conformes à celles figurant en annexe 1 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

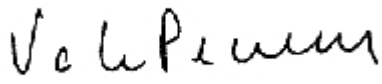
Affecte une autorisation de programme de **529 971,07 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel » programme HP 76-003 « Protections des milieux naturels et des paysages» (176003), action « Plan végétalisation» (17600307) du budget 2017.

Article 3

En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies à l'article 1 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

Fiche projet	Bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Date éligibilité
EX026871	Commune de Montfermeil	Création de trois jardins permaculturels à Montfermeil	01/11/2017
EX026929	Commune de Mennecy	Création d'un verger sur la commune de Mennecy	06/11/2017
EX026940	Commune de Saint-Germain-en-Laye	Projet d'aménagement de l'ENS les Plâtrières à Saint-Germain-en-Laye	02/10/2017
EX026955	Commune de Saint-Prix	Création de jardins partagés sur la commune de Saint-Prix	01/11/2017
EX027061	Commune de La Verrière	Création d'un espace de convivialité avec un jardin partagé à Orly Parc sur la commune de la Verrière	16/10/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 - CONVENTION TYPE DU PLAN VERT EN INVESTISSEMENT

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XX-XXX du XXXXXXXXXXXXXX,,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXXXXXXXXXXX
dont le statut juridique est : XXXXXXXX
N° SIRET : XXXXXXXXXXXXXXXXX
Code APE : XXXXXXXXXXXXXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
ayant pour représentant XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX, fonction XXXXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-119 du 6 juillet 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXXXXX du XXXXXXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXXXXXXXXXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX (référence dossier n°XXXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XXX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXXXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXXXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 25 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité espaces verts.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS E LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Cette obligation s'applique seulement aux personnes de droit privé.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.
Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le parc est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.
Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc

Le bénéficiaire s'engage à apposer de façon systématique le logotype de la Région, selon les principes de la charte graphique en vigueur. La réalisation du panneau, sa pose, et son entretien restent du ressort du bénéficiaire.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le parc autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge du suivi du dossier en lien avec le/la référent(e) communication du pôle.
- en aval : le parc s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
Le soutien régional doit être signalé par une mention explicite apposée sur l'équipement réalisé.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du xxxx et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXXXXXXXXXXXXXX.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la

lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte-rendu annuel financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXXXXXXXX du XXXXXXXXXXXXXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Collectivité : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Nom représentant : XXXXXXXXXXXXXXXXXX, Fonction

ANNEXE N°2 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-580	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**17600307 - Plan de végétalisation**

Dispositif : N° 00001051 - Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement

Dossier	EX026854 - CREATION DU SQUARE MAGENTA A PANTIN			
Bénéficiaire	R1261 - COMMUNE DE PANTIN			
Localisation	PANTIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	30 %	30 000,00 €	

Dossier	EX026870 - AMENAGEMENT PAYSAGER DU PARC DES LARRIS A BREUILLET			
Bénéficiaire	R1074 - COMMUNE DE BREUILLET			
Localisation	BREUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 722,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 075,00 €	HT	30 %	11 722,50 €	

Dossier	EX026871 - CREATION DE TROIS JARDINS PERMACULTURELS A MONTFERMEIL			
Bénéficiaire	R1254 - COMMUNE DE MONTFERMEIL			
Localisation	MONTFERMEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	94 914,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
316 380,00 €	HT	30 %	94 914,00 €	

Dossier	EX026894 - CREATION DE L'ESPACE VERT, LE PASSAGE DES GLYCINES A PUTEAUX			
Bénéficiaire	R1035 - COMMUNE DE PUTEAUX MAIRIE			
Localisation	PUTEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	53 520,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
178 400,00 €	HT	30 %	53 520,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-580	Budget	2017

Dossier	EX026925 - CREATION D'UN JARDIN PUBLIC BOULEVARD VICTOR – PARIS 15EME			
Bénéficiaire	R2 - COMMUNE DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	181 875,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
606 250,00 €	HT	30 %	181 875,00 €	

Dossier	EX026929 - CREATION D'UN VERGER SUR LA COMMUNE DE MENNECY			
Bénéficiaire	R1158 - COMMUNE DE MENNECY			
Localisation	MENNECY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 462,01 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 873,37 €	HT	30 %	4 462,01 €	

Dossier	EX026939 - CREATION DU JARDIN FRATERNITE SUR LA COMMUNE DE VITRY-SUR-SEINE			
Bénéficiaire	R38 - COMMUNE DE VITRY SUR SEINE			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 905,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 685,00 €	HT	30 %	20 905,50 €	

Dossier	EX026945 - PROJET D'AMENAGEMENT DU PARVIS DE LA RESIDENCE EUGENE HENAFF – AUBERVILLIERS			
Bénéficiaire	R36462 - ALJ 93 ASSOCIATION LOGEMENT JEUNE 93			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 560,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
235 200,00 €	HT	30 %	70 560,00 €	

Dossier	EX026948 - AMENAGEMENT DU CHAMP DE LA GARDE A NANTERRE			
Bénéficiaire	R7997 - PARANDA OULAM			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	750,60 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 502,00 €	HT	30 %	750,60 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-580	Budget	2017

Dossier	EX026955 - CREATION DE JARDINS PARTAGES SUR LA COMMUNE DE SAINT-PRIX			
Bénéficiaire	R210 - COMMUNE DE SAINT PRIX			
Localisation	SAINT-PRIX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 204,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 682,67 €	HT	30 %	9 204,80 €	

Dossier	EX027061 - CREATION D'UN ESPACE DE CONVIVIALITE AVEC UN JARDIN PARTAGE A ORLY PARC SUR LA COMMUNE DE LA VERRIERE			
Bénéficiaire	R740 - COMMUNE DE LA VERRIERE			
Localisation	LA VERRIERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 117,10 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 057,00 €	HT	30 %	2 117,10 €	

Dossier	EX027094 - AMENAGEMENT DE JARDINS FAMILIAUX SUR LA COMMMUNE DE CHAMPLAN - COMMUNE DE CHAMPLAN			
Bénéficiaire	R1088 - COMMUNE DE CHAMPLAN			
Localisation	CHAMPLAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 818,56 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
223 712,04 €	HT	14,67 %	32 818,56 €	

Dossier	EX027298 - CREATION DE JARDINS PEDAGOGIQUES ET PARTAGES DANS LA ZAC PLAINE DU MOULIN A VENT A CESSON			
Bénéficiaire	R295 - COMMUNE DE CESSON			
Localisation	CESSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 121,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 070,00 €	HT	30 %	17 121,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001051 - Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	529 971,07 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 176003 - 17600307	529 971,07 €

ANNEXE N° 3 - FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026854

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION DU SQUARE MAGENTA A PANTIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	100 000,00 €	30,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PANTIN
Adresse administrative : 84-88 AV DU GENERAL LECLERC
93507 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bertrand KERN, Maire

N° SIRET : 21930055500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La création de ce square permettra :
- d'apporter un espace de verdure pour lutter contre les îlots de chaleur,
- d'améliorer le cadre de vie en apportant de la végétation, un espace qualitatif et un espace ouvert dans un quartier carencé en espaces verts, très dense et très minéral,
- d'apaiser et de sécuriser le carrefour en apportant de nouveaux usages,
- de faciliter les traversées de l'îlot et permettre une meilleure desserte des points attractifs du quartier,
- de répondre à une demande de davantage d'espace public, de jeux pour enfants et de végétation,
- de s'inscrire dans un maillage de squares dans le quartier avec une offre de jeux complémentaires.

Description :
Le projet du square Magenta est né de la volonté d'offrir aux habitants un espace de respiration et de

verdure dans un quartier très dense et très minéral.
Le parti-pris choisi par le paysagiste est d'avoir un square contemporain, où tout n'est pas donné au premier regard. Des buttes et une végétation libre (arbustes et prairie) viendront créer de la profondeur avec la création de différentes alcôves.
Deux aires de jeux viendront animer le square et répondre à une forte demande dans le quartier. L'entretien du square sera en gestion différenciée et il sera fermé la nuit pour le repos de la végétation.
Des assises en béton ondulées et des tables de jeux de société en bois créeront des lieux de convivialités et d'échange.

Les plantations seront d'essences locales et mellifères. Des zones de vivaces, de graminées et de prairies fleuries sont prévues. Les arbustes seront des formes libres. L'entretien du square sera en gestion différenciée et il sera fermé la nuit pour le repos de la végétation.

Intérêt régional :
Au regard des critères du Plan Vert, la commune de Pantin est très carencée en espaces verts. Le projet se situe dans un quartier très dense, en renouvellement urbain, avec de nombreux logements insalubres. L'intérêt majeur de ce projet est de permettre la création nette de 1 000 m² d'espaces verts. Cette emprise, anciennement occupée par des immeubles, est en grande partie désimperméabilisée. Le projet répondra à une demande d'espaces verts de proximité pour des usages multiples.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant global du projet de square est de 352 400 €.
- Le montant des travaux éligibles est de 114 350 €.
- Le montant subventionnable retenu correspond au coût plafond, soit 100 000 € (1 000 m² X 100 €).
- Le montant de la subvention est de 30 000 € (100 000 € X 30 %) et est inférieur au montant maximal de 500 000 €.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparations des terrains, terrassement, assainissement	30 400,00	8,63%
Clôture	43 300,00	12,29%
Travaux horticoles	40 650,00	11,54%
Mobilier, jeux, revêtement de sols, éclairage (non retenu)	238 050,00	67,55%
Total	352 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	30 000,00	8,51%
ANRU	158 580,00	45,00%
Fonds propres	163 820,00	46,49%
Total	352 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	18 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	46 152,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	160 869,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 070 632,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2014	Politique énergie climat	9 746,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	70 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	129 417,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	444 608,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	131 250,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	22 000,00 €
2016	Fonds Propreté	121 169,40 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	25 701,94 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	25 000,00 €
2017	Politique énergie climat	2 250,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	123 544,11 €
2017	Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	200 000,00 €
	Montant total	3 949 470,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026870

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMENAGEMENT PAYSAGER DU PARC DES LARRIS A BREUILLET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	39 075,00 €	30,00 %	11 722,50 €
	Montant Total de la subvention		11 722,50 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 GRANDE RUE
91650 BREUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard SPROTTI, Maire

N° SIRET : 21910105200112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Par l'aménagement du Parc des Larris, la ville de Breuillet vise à répondre à plusieurs objectifs du Plan Vert :
- Conception d'espaces végétalisés et favorables à la biodiversité avec des espèces locales et non allergènes et contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue
- Création d'espaces verts favorisant les liens sociaux
- Participation à la maîtrise des ruissellements.

Description :
Le projet d'aménagement de ce parc de 14 342m² consiste à :

- planter un verger de fruitiers anciens,
- mettre en place des plantations nouvelles,
- pérenniser une friche en réserve de Biodiversité
- gérer les eaux de ruissellement à la parcelle.

Intérêt régional :
Les plantations de ce parc participeront au maintien de la trame verte locale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant des travaux retenus (39 075€ HT) est dessous du cout plafond (967 100 €).
- Le calcul de la subvention, est inférieure au montant maximal de 500 000 €.

Localisation géographique :
- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plantations	39 075,00	100,00%
Total	39 075,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	11 722,50	30,00%
Fonds propres	27 352,50	70,00%
Total	39 075,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	11 722,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	5 228,00 €

2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 000,00 €
2016	E-administration	12 728,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	9 000,00 €
2017	Soutien à l’équipement des polices municipales	4 359,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	3 000,00 €
	Montant total	204 087,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026871

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION DE TROIS JARDINS PERMACULTURELS A MONTFERMEIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	316 380,00 €	30,00 %	94 914,00 €
	Montant Total de la subvention		94 914,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTFERMEIL
Adresse administrative : 7 - 11 PLACE JEAN MERMOZ
93370 MONTFERMEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Xavier LEMOINE, Maire

N° SIRET : 21930047200194

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux doivent débuter au plus tôt.

Objectifs :
La création de ces 3 jardins, permettra de :
- développer la nature en ville ;
- créer du lien social ;
- développer la biodiversité ;
- montrer que la biodiversité urbaine existe ;
- changer le regard des citadins sur la nature en ville ;
- rendre les citadins acteurs de cette nature de proximité ;
- répondre au besoin d'espaces verts des habitants d'une ville moyenne ;
- lutter contre le changement climatique ;

- améliorer la qualité de l’air.

Description :
En créant trois espaces verts et agricoles, la ville de Montfermeil entend développer des savoirs traditionnels mêlés à des découvertes plus récentes, dans une optique notamment d'accroissement de l'autonomie alimentaire, de production d'une alimentation plus saine, de fertilisation des sols et de réappropriation des savoir-faire.
Ainsi vergers, potagers, mares, ruchers, éco-pâturage, massifs de plantes médicinales, poulaillers seront associés, permettant d'expliquer l'économie circulaire et les grands principes de la permaculture.
Plusieurs terrains municipaux ont été identifiés par la ville sur les 3 quartiers du territoire avec notamment un site rue des Moulins, avenue des Frênes, place Ampère ou encore rue du Lavoir.
Afin de préserver des espaces verts et de répondre aux attentes de ses habitants, la ville, souhaiterait mettre à disposition sur ces 3 sites permaculturels des parcelles au bénéfice des habitants et d’associations ou d’exploitants.

Intérêt régional :
Au regard des critères du Plan Vert, la commune de Montfermeil est non carencée avec facteurs atténuants. Le projet consiste à la mise à disposition de porteurs de projets encore non identifiés de trois parcelles pour des projets agricoles (10 902 m²).
Au regard du SDRIF, les parcelles se situent en espaces boisés à préserver et à valoriser et en espaces verts à préserver et à valoriser.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant global du projet de square est de 474 570 €.
- Le montant des travaux éligibles est de 373 570 €.
- Le montant subventionnable est inférieur au coût plafond et correpond au montant des travaux éligibles.
- Le montant de la subvention est de 112 071 € (373 570 € X 30 %) et est inférieur au montant maximal de 500 000 €.

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	35 154,00	7,41%
Clôtures	153 300,00	32,30%
Remises en état des sites	138 000,00	29,08%
Travaux horticoles	47 116,00	9,93%
Non retenu : Mobilier, éclairage	101 000,00	21,28%
Total	474 570,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	142 371,00	30,00%
Région IDR	94 914,00	20,00%
Métropole du Grand Paris	237 285,00	50,00%
Total	474 570,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	47 457,00 €
2019	47 457,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	28 038,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	6 640,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	105 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	38 000,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	7 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numériques (Fonctionnement)	10 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	103 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 086,15 €
2017	Equipements sportifs de proximité	266 308,80 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	900 000,00 €
	Montant total	1 659 572,95 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026894

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION DE L'ESPACE VERT, LE PASSAGE DES GLYCINES A PUTEAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	178 400,00 €	30,00 %	53 520,00 €
	Montant Total de la subvention		53 520,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX MAIRIE
Adresse administrative : 131 RUE DE LA REPUBLIQUE
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire

N° SIRET : 21920062300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Très attachée à la diversification de ses espaces verts, la ville de Puteaux a choisi d'articuler l'ensemble des fonctions du jardin autour d'une plante vedette, la glycine, et de ses déclinaisons en termes d'ambiance et de couleurs. Il se situe dans le haut Puteaux, à proximité du futur écoquartier des Bergères.
Le passage des Glycines s'organise autour d'une liaison piétonne traversante au cœur de l'ilot urbain, accompagnée par de grandes pergolas.
Une partie de l'emprise concernée sera dédiée à la création de parcelles de jardins familiaux, qui font l'objet d'une demande croissante.

Description :
Le Passage des Glycines s'organise autour d'une circulation principale reliant la rue des Bas Rogers à la rue Pasteur, et reliant l'ensemble des sous-espaces.
Un accès de service est attendu entre les jardins familiaux et la partie publique du jardin.

Intérêt régional :
La commune de PUTEAUX (92) est identifiée comme « très carencée » ;
Nombre de m² créés et ouverts au public : 1 784 m² dont une partie en jardins familiaux
Libre accès au public, donc action sur les liens sociaux

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant des travaux retenu correspond au montant du coût plafond (178 400 €) ; Le montant HT de dépenses liées aux seules plantations étant de 187 262 €.
- Le calcul de la subvention reste en dessous de 500 000 €.

Localisation géographique :
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plantations	178 400,00	100,00%
Total	178 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	124 880,00	70,00%
Région IDF	53 520,00	30,00%
Total	178 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €
2019	33 520,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	199 868,02 €
	Montant total	199 868,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026925

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'UN JARDIN PUBLIC BOULEVARD VICTOR – PARIS 15EME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	606 250,00 €	30,00 %	181 875,00 €
	Montant Total de la subvention		181 875,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PARIS
Adresse administrative : 4 PL DE L'HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

N° SIRET : 21750001600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Objet du projet : Demande de subvention pour la création du jardin boulevard Victor Paris 15è

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Création d'un jardin public sur une emprise d'environ 7 125 m2, destiné à accueillir le futur jardin. Il est situé au sud du 15ème arrondissement, délimité au sud par l'emprise du Parc des Expositions, à l'est par l'emprise du Palais des Sports et au nord par le Boulevard Victor.

Description :
Le programme d'aménagement retenu vise à :
- végétaliser fortement l'espace pour contraster avec le minéral du site,
- favoriser la biodiversité grâce à l'implantation des trois niveaux de strates, arborée, arbustive et

herbacée
- offrir une zone humide renforçant la trame bleue, havre de fraicheur pour les futurs utilisateurs.

Intérêt régional :
Ce projet permettra de :
- créer un nouvel espace vert ouvert au public en zone urbaine dense et d'introduire un îlot de fraicheur urbaine dans un quartier très minéral,
- compléter la TVB locale,
- favoriser la biodiversité grâce à l'implantation des trois niveaux de strates (arborée, arbustive et herbacée),
- gagner de la perméabilité du sol (+ 6 355 m² de sol perméable, notamment en démolissant une station-service pétrolière),
- maximiser l'infiltration dans le terrain en pleine terre afin de récupérer les eaux de ruissellement de l'allée longitudinale et les réutiliser pour alimenter le jardin.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant du projet (travaux du lot espaces verts) s'élève à 1 111 111 € HT, supérieur au plafond de 606 250 € HT d'un espace de 7 125 m².
Le montant de subvention, au taux de 30 % s'élève à 181 875 €, inférieur au plafond de 500 000 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (Lot espaces verts)	606 250,00	54,56%
Montant non retenu	504 861,00	45,44%
Total	1 111 111,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	929 236,00	83,63%
Région	181 875,00	16,37%
Total	1 111 111,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	81 875,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	1 200 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	328 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	299 030,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2014	Pactes pour l'emploi, la formation et le développement économique - Action innovante	20 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	935 632,00 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	3 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 794 673,83 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	464 639,96 €
2015	Innovation et actions pilotes - Fct	10 000,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	80 090,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	16 114 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	120 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	300 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	37 827,14 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	200 000,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	2 189 286,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	407 143,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 941 360,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	106 226,79 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 2	1 230 000,00 €
	Montant total	29 790 908,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026929

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'UN VERGER SUR LA COMMUNE DE MENNECY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	14 873,37 €	30,00 %	4 462,01 €
	Montant Total de la subvention		4 462,01 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

N° SIRET : 21910386800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, le projet doit débuter au plus tôt.

Objectifs :
Par la création de ce verger, la ville de Mennecy vise à répondre à plusieurs objectifs du Plan Vert :
- concevoir des espaces végétalisés et favorables à la biodiversité avec des espèces locales et non allergènes ;
- contribuer à la mise en œuvre de la trame verte et bleue ;
- créer des espaces verts favorisant les liens sociaux.

Description :
Le projet d'aménagement consiste à :

- planter : 200 arbres fruitiers;
- matérialiser des cheminements piétons;
- poser des barrières autour de la mare;
- implanter un rucher;
- créer deux points d'eau;
- mettre des panneaux d'information et de sensibilisation au développement durable.

Le projet sera réparti sur une superficie de 37 708 m² accessible et ouvert au public sur un terrain appartenant à la municipalité.

Intérêt régional :
La création de ce verger permet de développer la biodiversité de cet ancien practice de golf, aujourd'hui transformé en prairie.

Hors territoire carencé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant des travaux retenus (14 873,37 € HT) est dessous du coût plafond (1 567 700 €)
- Le calcul de la subvention, est inférieure au montant maximal de 500 000 €.

Localisation géographique :
- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Abris, protection de ruchers	1 600,12	10,76%	Fonds propres	10 411,36	70,00%
Plantations	13 273,25	89,24%	Région IdF	4 462,01	30,00%
Total	14 873,37	100,00%	Total	14 873,37	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 462,01 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	26 250,00 €
2015	Politique énergie climat	6 475,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	7 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	12 423,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	26 507,58 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	7 000,00 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	612 200,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 048,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	14 113,40 €
	Montant total	714 016,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026939

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION DU JARDIN FRATERNITE SUR LA COMMUNE DE VITRY-SUR-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	69 685,00 €	30,00 %	20 905,50 €
	Montant Total de la subvention		20 905,50 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94407 VITRY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude KENNEDY, Maire

N° SIRET : 21940081900575

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Création d'un espace de nature en ville servant de support à une trame verte et proche d'un espace naturel sensible

Description :
Création d'un jardin arboré ouvert au public de 2 177 m² au coeur du Quartier du Fort.

Intérêt régional :
Créer un nouvel espace vert ouvert au public en zone urbaine dense ; contribuer à la constitution de la trame verte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant des travaux retenus est de 69 685 €, au-dessous du coût plafond de 217 000 €
- La subvention est de 69 685 x 30 % = 20 905.50 € inférieure au montant maximal de 500 000 €

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX : Mise en place des terres et plantations	69 685,00	100,00%
Total	69 685,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	28 779,50	41,30%
Région IDF	20 905,50	30,00%
Ministère de l'intérieur	20 000,00	28,70%
Total	69 685,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 905,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	81 660,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	960 326,00 €
2014	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	100 710,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	31 600,00 €
2016	Politique énergie climat	59 620,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	15 000,00 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	5 850,00 €
	Montant total	1 259 056,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026945

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROJET D'AMENAGEMENT DU PARVIS DE LA RESIDENCE EUGENE HENAFF – AUBERVILLIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	235 200,00 €	30,00 %	70 560,00 €
	Montant Total de la subvention		70 560,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-20422-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALJ 93 ASSOCIATION LOGEMENT JEUNE 93
Adresse administrative : 51 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MOUNIA HARKATI, Présidente

Date de publication au JO : 6 août 1986

N° SIRET : 35355631900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux objectifs principaux ont guidé la conception du projet :
- inverser les priorités d'usage entre voitures et piétons, en transformant le parking en espace dédié aux piétons,
- rechercher un impact climatique positif sur l'environnement, en proposant un aménagement qui diminue l'effet d'îlot de chaleur urbain.

Dans cette optique, le parking est remplacé par une zone arborée et un nouveau revêtement perméable

recouvre le sol, afin de moins retenir la chaleur, ce qui permet aussi d'assurer la gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Ce projet contribuera également à un meilleur cadre de vie tant des riverains que des membres de l'Association. Différents usages seront recherchés grâce à du mobilier modulable.

Description :
Le projet consiste à réaménager un parking situé devant la résidence Eugène Hénaff en un espace extérieur accueillant et agréable pour les résidents, les employés, les visiteurs et le voisinage.
Le projet est porté par l'Association Logement Jeune 93 (Alteralia), qui a constaté que le parvis était progressivement devenu un parking peu sécurisé. Les nombreuses voitures ventouses laissent peu de place à d'autres usages. Cette zone goudronnée devient une fournaise l'été et n'offre pas de zones d'ombres. Conscients de ces enjeux de sécurité et de confort, l'Association Logement Jeune 93 (Alteralia) et le cabinet Fieldwork Architecture ont conçu un projet rendant possible des nouveaux usages, dans un environnement végétalisé.
Le projet propose une démarche particulièrement innovante en associant, sur un même espace, le rafraîchissement de l'air par l'évapotranspiration, c'est-à-dire l'évaporation au niveau du sol et la transpiration des plantes, et la diminution de l'accumulation de chaleur dans le sol, grâce à l'ombre apportée par les arbres.

Intérêt régional :
Au regard des critères du Plan Vert, la commune d'Aubervilliers est très carencée en espaces verts. Le projet se situe dans un quartier très minéral et fortement imperméabilisé, dans un secteur à fort potentiel de densification au SDRIF. L'intérêt majeur de ce projet est de permettre la création nette de 1 339 m² d'espaces verts et de procéder à la désimperméabilisation de 1 046 m². Le projet répondra à une demande d'espaces verts de proximité pour un public varié. Les horaires d'ouverture seront adaptés en période de canicule pour permettre au plus grand nombre de bénéficier des aménités de l'espace vert. Enfin, un dispositif de suivi météorologique de l'effet d'îlot de chaleur urbain avant et après travaux permettra de mesurer et d'évaluer l'impact de la réalisation de ce nouvel espace vert

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant global du projet de square est de 549 125 €.
- Le montant des travaux éligibles est de 503 800 € (coût des études plafonné à 10 % du coût des travaux).
- Le montant subventionnable retenu correspond au coût plafond, soit 235 200 € (2 352 m² X 100 €).
- Le montant de la subvention est de 70 560 € (235 200 € X 30 %) et est inférieur au montant maximal de 500 000 €.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	91 125,00	16,59%
Travaux	425 000,00	77,40%
Suivi du chantier	18 000,00	3,28%
Assurance et contrôle du chantier	15 000,00	2,73%
Total	549 125,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	70 560,00	12,85%
Commune d'Aubervilliers	54 545,00	9,93%
ADEME	140 716,00	25,63%
Mécénas	30 000,00	5,46%
Fonds propres	253 304,00	46,13%
Total	549 125,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	70 560,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil et mise à l'abri des personnes vivant en bidonville	750 000,00 €
2014	Méditerranée	35 000,00 €
	Montant total	535 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026948

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMENAGEMENT DU CHAMP DE LA GARDE A NANTERRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	2 502,00 €	30,00 %	750,60 €
	Montant Total de la subvention		750,60 €

Imputation budgétaire : 907-76-20422-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARANDA OULAM
Adresse administrative : 220 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Aude-Marie FERRIEU, Présidente

Date de publication au JO : 5 janvier 1994

N° SIRET : 39392627400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Par l'aménagement du système de récupération d'eau de pluie et d'irrigation de ce jardin partagé, l'association Paranda Oulam, la ferme du Bonheur vise à répondre à plusieurs objectifs du Plan Vert :
- Création d'espaces verts favorisant les liens sociaux ;
- Participation à la maîtrise des ruissellements.

Description :

Le site géré par la Ferme du Bonheur est ouverte à tous chaque dimanche après-midi pour le défricher, le dépolluer, y planter, semer…
L'aménagement de l'irrigation de l'espace maraichage a pour but d'améliorer l'arrosage quotidien des cultures grâce à une installation mêlant plusieurs techniques, tout en respectant l'esthétique poétique du projet et son caractère expérimental.

Intérêt régional :
Le projet global de la ferme du Bonheur participe à la mise en œuvre d'une marguerite du SDRIF, du Plan Vert et du SRCE.

Territoire carencé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et des règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plantations	2 502,00	100,00%
Total	2 502,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	750,60	30,00%
Fonds propres	1 751,40	70,00%
Total	2 502,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	750,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	16 985,00 €
	Montant total	56 985,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026955

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION DE JARDINS PARTAGES SUR LA COMMUNE DE SAINT-PRIX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	30 682,67 €	30,00 %	9 204,80 €
	Montant Total de la subvention		9 204,80 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT PRIX
Adresse administrative : 45 RUE D'ERMONT
95390 ST PRIX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ENJALBERT, Maire

N° SIRET : 21950574000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux doivent débuter au plus tôt.

Objectifs :
La création de ces jardins partagés par la commune de Saint Prix a pour objectifs :
- de favoriser et développer la biodiversité en plantant des espèces de différentes strates et endémiques,
- de favoriser les liens sociaux au sein du quartier et de la ville par la création d'un lieu de partage que sera la culture du potager,
- de participer à la diversité de la trame verte urbaine et de relier les espaces verts de la ville aux espaces naturels,
- de maîtriser les ruissellements et d'optimiser la ressource en eau notamment par la mise en place de bacs de récupération d'eau de pluie.

Description :
La commune souhaite créer 6 parcelles de jardins partagés sur un terrain de 831m².
Ces parcelles sont limitrophes d'un espace naturel sensible local qui participe à la préservation du territoire naturel de ce territoire.
Offrant une diversité de milieu supplémentaire, ces jardins répondront à des besoins exprimés par des familles de ce quartier.
Chaque parcelle sera équipée d'un cabanon en bois accompagné d'un récupérateur d'eau. Un composteur collectif sera proposé afin de recycler les déchets verts.
Une haie composée d'espèces végétales locales (liste préconisée par Natureparif) sera disposée le long du terrain.
Un cheminement en stabilisé sera dessiné. Les parcelles ne seront délimitées que par une clôture basse en bois et donc laissant libre accès.
Les jardiniers devront respecter leur environnement et l'utilisation de tous produits phytosanitaires ou engrais chimiques sera prohibée.
Le compost et copeaux de l'Eco-jardin, situé à quelques mètres du terrain, pourra être utilisé pour enrichir les parcelles cultivées ou protéger les plantations.

Intérêt régional :
La création de jardins partagés permettra d'ouvrir au public 831 m² d'espaces verts à cultiver, participera à l'amélioration de la biodiversité et l'optimisation de la ressource en eau (maîtrise des ruissellements et utilisation de l'eau de pluie) et facilitera la création de nouveaux liens sociaux.

Hors du territoire très carencé

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant global du projet de square est de 36 819,20 € TTC
- Le montant des travaux éligibles est de 30 682,67 €.
- Le montant subventionnable retenu est 30 682,67 € HT et inférieur au coût plafond de 83 100 € (831 m² x 100 €).
- Le montant de la subvention est de 9 204,80 € (30 682,67 € X 30 %) et est inférieur au montant maximal de 500 000 €.

Localisation géographique :
- SAINT-PRIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux de restauration	2 300,00	7,50%
chemin perméable pour accès jardins	1 250,00	4,07%
clôtures basses séparatives	6 353,50	20,71%
plantations de haies	7 350,00	23,95%
raccordement à l'eau	5 140,00	16,75%
borne de comptage	8 289,17	27,02%
Total	30 682,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	21 477,87	70,00%
Région	9 204,80	30,00%
Total	30 682,67	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 204,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
	Montant total	49 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027061

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'UN ESPACE DE CONVIVIALITE AVEC UN JARDIN PARTAGE A ORLY PARC SUR LA COMMUNE DE LA VERRIERE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	7 057,00 €	30,00 %	2 117,10 €
	Montant Total de la subvention		2 117,10 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA VERRIERE
Adresse administrative : AVENUE DES NOES
78320 LA VERRIERE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nelly DUTU, Maire

N° SIRET : 21780644700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 16 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent démarrer avant l'hiver.

Objectifs :
Objectif général : Développer le lien social
Objectifs opérationnels :
- Créer des espaces de rencontre
- Développer l'usage des espaces verts par les habitants
- Contribuer à l'amélioration du cadre de vie
- Développer les pratiques de jardinage écologiques et durables
- Favoriser l'accès à une alimentation saine pour les ménages les plus modestes

Description :
Orly parc est un quartier d'habitation prioritaire de la Politique de la ville avec 100% de logements sociaux. On y trouve beaucoup de personnes isolées et de familles monoparentales. D'autre part, les différents diagnostics ont fait émerger un besoin en terme de respect de l'environnement et de l'espace public et un manque d'espaces de rencontre et de convivialité.
C'est pourquoi la ville a souhaité créer un espace de convivialité avec un jardin partagé au sein de ce quartier. Le projet consiste à réaménager un espace vert existant inutilisé par les habitants (2 000 m²) pour en faire un lieu de rencontres et d'échanges découpé en 3 espaces :
- un jardin public avec des tables de pique-nique et un barbecue
- un espace partagé de jardinage avec des bacs de culture et 1 ou plusieurs composteurs accessibles à tous.
- un jardin collectif avec 11 parcelles individuelles (750 m²)

Le jardinage se fera sans pesticide.

Intérêt régional :
Ce projet permet de valoriser un espace vert en jardin partagé. Il s'agit ici avant tout d'améliorer le lien social dans le quartier et de favoriser le jardinage. Réaliser en lien avec le centre social et les écoles, il sera le lieu d'animation et de sensibilisation autour des questions du jardinage durable et de l'alimentation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant des travaux retenus est de 7 057 €, au-dessous du cout plafond qui est de 200 000 €
- La subvention est de 7 057€*30% = 2 117.10 €, elle est inférieure au montant maximal de 500 000 €.

Localisation géographique :
- LA VERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement de réseaux d'eaux	5 292,00	74,99%
Acquisition d'un abri de jardin pour le bon fonctionnement du jardin	1 666,00	23,61%
Traitement de l'abri de jardin contre les ravageurs	99,00	1,40%
Total	7 057,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 939,90	70,00%
Région	2 117,10	30,00%
Total	7 057,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 117,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	12 010,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	268 702,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	796 300,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	7 275,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	4 980,00 €
	Montant total	1 089 267,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027094

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AMENAGEMENT DE JARDINS FAMILIAUX SUR LA COMMMUNE DE CHAMPLAN - COMMUNE DE CHAMPLAN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	223 712,04 €	14,67 %	32 818,56 €
	Montant Total de la subvention		32 818,56 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPLAN
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91160 CHAMPLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian LECLERC, Maire

N° SIRET : 21910136700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Par l'aménagement de ces jardins familiaux, la ville de Champlan vise à répondre à plusieurs objectifs du Plan Vert :
- Conception d'espaces végétalisés et favorables à la biodiversité ;
- Création d'espaces verts favorisant les liens sociaux.

Description :
Le projet porte sur la réalisation d'une vingtaine de jardins familiaux, sur un terrain de 6 220 m2. Ces

jardins sont tous divisibles afin de répondre au mieux à la demande des futurs occupants. Une charte fixera notamment les règles du jardinage nature des terrains ainsi mis à disposition.
Le projet prévoit également la plantation de haies pour délimiter les jardins, la plantation d'arbres fruitiers et la plantation d'arbres d'alignement aux abords notamment de la Maison de l'Environnement.

Intérêt régional :
L'aménagement de ces jardins familiaux permet la création et l'ouverture au public de 6 220 m² d'espaces verts en cohérence avec le SDRIF car le site est situé sous une flèche de connexion agricole.

Hors territoire carencé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant des travaux retenus (223 712,04€ HT) est EN dessous du coût plafond (561 000 €).
- Le calcul de la subvention est inférieur au montant maximal de 500 000 k€.
- Le taux d'aide est abaissé afin de ne pas dépasser 70% d'aides publiques.

Localisation géographique :
- CHAMPLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	4 200,00	1,88%
Mobilier : abris de jardins, composteurs récupération eau de pluie	59 565,00	26,63%
Plantations	16 909,84	7,56%
Terrassements, allées	143 037,20	63,94%
Total	223 712,04	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	32 818,56	14,67%
Etat	123 769,63	55,33%
Fonds propres	67 123,85	30,00%
Total	223 712,04	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	32 818,56 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	21 315,99 €
	Montant total	21 315,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027298

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION DE JARDINS PEDAGOGIQUES ET PARTAGES DANS LA ZAC PLAINE DU MOULIN A VENT A CESSON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	57 070,00 €	30,00 %	17 121,00 €
	Montant Total de la subvention		17 121,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600307- Plan de végétalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CESSON
Adresse administrative : 8 ROUTE DE SAINT LEU
77240 CESSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier CHAPLET, Maire

N° SIRET : 21770067300106

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement
Rapport Cadre : CR2017-119 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Conception d'espaces végétalisés et favorables à la biodiversité avec des espèces locales et non allergènes et contribuant à la mise en œuvre de la trame verte ;
- Création d'espaces verts favorisant les liens sociaux

Description :
Création au milieu de la nouvelle ZAC de 850 logements dite Plaine du Moulin à Vent (achevée avec rétrocession de la parcelle concernée par le projet à la Commune), d'une vingtaine de parcelles de différentes tailles pour mettre en œuvre des jardins partagés et jardin pédagogique, à destination du jeune

public du quartier fréquentant la maison de la petite enfance et du groupe scolaire Jules Verne attenant, ainsi qu'aux cessonnais désireux de créer du lien social.

Intérêt régional :
La commune de Cesson (77) n'est pas identifiée comme « très carencée » ;
Nombre de m² créés et ouverts au public : 4 709 m²
Biodiversité par la palette végétale employée
Projet situé aux abords de la ligne TZen 2
Libre accès au public

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Le montant des travaux retenus correspond au montant hors taxe des travaux (57 070 €), étant donné que ce dernier reste en dessous du coût plafond (470 900 €)
- Le calcul de la subvention reste en dessous de 500 000 €

Localisation géographique :
- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Traitements de sols	11 955,00	20,95%
Réseau d'arrosage	4 100,00	7,18%
Clôtures	20 285,00	35,54%
Plantations	4 000,00	7,01%
Equipements-Mobilier	14 030,00	24,58%
Equipements complémentaires	2 700,00	4,73%
Total	57 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	39 949,00	70,00%
Région IDF	17 121,00	30,00%
Total	57 070,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	17 121,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	6 519,60 €
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	300 000,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	600,00 €
	Montant total	307 119,60 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-603

DU 22 NOVEMBRE 2017

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU TOURISME
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT AU TITRE DU FONDS POUR LE TOURISME - CINQUIÈME AFFECTATION 2017
ATTRIBUTION D'UNE DOTATION SPÉCIFIQUE AU CRT ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le CRT ;

VU La délibération n° CP 16-584 du 16 novembre 2016 portant approbation de deux avenants relatifs aux conventions d'objectifs et de moyens des organismes associés dans le domaine du tourisme ;

VU La délibération n° CP 16-659 du 13 décembre 2016 portant approbation d'un avenant relatif à la convention d'objectifs et de moyen du CRT ;

VU La délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017 portant approbation de conventions relatives au dispositif du fonds régional pour le tourisme ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017.

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-603 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe n°2 de la présente délibération par l'attribution de 13 subventions d'un montant maximum de **989 692,50 €.**

Affecte une autorisation de programme de **501 692, 50 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500109 « Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme » du budget 2017.

Affecte une autorisation de programme de **88 000 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500110 «Région multilingue» du budget 2017.

Affecte une autorisation de programme de **400 000 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500111 «Sécurité pour le tourisme» du budget 2017

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement de l'opération « la Semaine de la gastronomie française en Israël » mise en œuvre par le Comité régional du tourisme par l'attribution d'une dotation spécifique d'un montant maximum de **72 000 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **72 000 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 «Fonds de soutien au tourisme » du budget 2017.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	R0009905	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500108 - Fonds de soutien au tourisme**

Dispositif : N° 00001003 - Fonds pour le tourisme Fonctionnement

Dossier	17015503 - DOTATION SPECIFIQUE EN FAVEUR DU CRT POUR L'ORGANISATION DE LA SEMAINE DE LA GASTRONOMIE FRANCAISE EN ISRAEL DU 4 AU 9 FEVRIER 2018			
Bénéficiaire	R16740 - COMITE REGIONAL DU TOURISME PARIS ILE-DE-FRANCE			
Localisation	HORS REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 000,00 €	TTC	100 %	72 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001003 - Fonds pour le tourisme Fonctionnement	72 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 95 - 195001 - 19500108	72 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500109 - Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme**

Dispositif : N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement

Dossier	EX026546 - CREATION D'OUTILS NUMERIQUES POUR LA PROMOTION DU PATRIMOINE DISPARU DE POISSY TELECHARGEABLES SUR TABLETTE ET SMARTPHONE A POISSY 78			
Bénéficiaire	R684 - COMMUNE DE POISSY			
Localisation	POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 456,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 826,00 €	TTC	25 %	10 456,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	R0009905	Budget	2017

Dossier	EX027510 - DEVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION DE MONTAGE DE VIDEOS SOUVENIRS AUTOMATISEE A DESTINATION DES TOURISTES			
Bénéficiaire	EXM02216 - WEMAKETHETRIP VIDEO CUSTOMIZATION			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	30 %	45 000,00 €	

Dossier	EX027630 - REHABILITATION D'UN BATIMENT ANCIEN POUR CREER UN HEBERGEMENT DE GROUPE DE 8 CHAMBRES AVEC SALLE DE REUNION POUR LE TOURISME VERT ET D'AFFAIRES			
Bénéficiaire	R28551 - PARC DE COURANCES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	136 800,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
456 000,00 €	TTC	30 %	136 800,00 €	

Dossier	EX027687 - CREATION D'UN NOUVEAU SITE INTERNET POUR "ESSONNE TOURISME" ADAPTE A APIDAE			
Bénéficiaire	R23305 - COMI DEPT TOURISME 91			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 200,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 000,00 €	TTC	30 %	16 200,00 €	

Dossier	EX027797 - RENOVATION GENERALE DE LA SCENOGRAPHIE, DE LA MEDIATION ECRITE ET DE LA SIGNALETIQUE DE L'EXPOSITION PERMANENTE DE L'AQUARIUM TROPICAL			
Bénéficiaire	P0020799 - ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DOREE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 000,00 €	TTC	30 %	54 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	R0009905	Budget	2017

Dossier	EX027864 – DEVELOPPEMEN D'UN SYSTEME DE COMMENTAIRES DIFFUSES SUR LES SMARTPHONES ET TABLETTES SUR LES BATEAUX CROISIERES			
Bénéficiaire	EXM02271 - SOCIETE D'EXPLOITATION DES VEDETTES DE PARIS TOUR EIFFEL			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	79 236,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
264 120,00 €	HT	30 %	79 236,00 €	

Dossier	EX027953 - CREATION D'OUTILS NUMERIQUES INNOVANTS POUR LE NOUVEAU MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE A CHAMPIGNY SUR MARNE			
Bénéficiaire	P0035686 - MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE			
Localisation	CHAMPIGNY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	TTC	30 %	60 000,00 €	

Dossier	17015529 - MISE EN PLACE DE LA BASE REGIONALE DE DONNEES TOURISTIQUES ET DE LOISIRS "APIDAE"			
Bénéficiaire	R16740 - COMITE REGIONAL DU TOURISME PARIS ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
333 330,00 €	HT	30 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement	501 692,50 €

Total sur l'imputation 909 - 95 - 195001 - 19500109	501 692,50 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500110 - Région multilingue**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	R0009905	Budget	2017

Dispositif : N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement

Dossier	EX027343 - REALISATION DE SUPPORTS DE MEDIATION RENOUVELES POUR LE MUSEE NAPOLEON I^{ER} DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU			
Bénéficiaire	P0016049 - ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINEBLEAU			
Localisation	CA PAYS DE FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 500,00 €	TTC	50 %	23 000,00 €	

Dossier	EX027798 - ADAPTATION DE LA MEDIATION ECRITE ET DE LA SIGNALETIQUE AU PUBLIC ETRANGER : TRADUCTION SUR DIFFERENTS SUPPORTS DE L'AQUARIUM TROPICAL			
Bénéficiaire	P0020799 - ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DOREE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	50 %	30 000,00 €	

Dossier	EX027954 - CREATION D'UNE OFFRE MULTILINGUE POUR DEVELOPPER L'OFFRE TOURISTIQUE DES PUBLICS ETRANGERS DU MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE			
Bénéficiaire	P0035686 - MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE			
Localisation	CHAMPIGNY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	TTC	50 %	35 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement	88 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 95 - 195001 - 19500110	88 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	R0009905	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500111 - Sécurité pour le tourisme**

Dispositif : N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement

Dossier	EX027341 - PROTECTION PERIMETRIQUE DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU			
Bénéficiaire	P0016049 - ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINEBLEAU			
Localisation	CA PAYS DE FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
964 800,00 €	TTC	41,46 %	400 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement	400 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 95 - 195001 - 19500111	400 000,00 €

FICHES PROJETS

FONDS POUR LA MODERNISATION ET LA TRANSITION NUMÉRIQUE DU TOURISME

ACTIONS POUR LA MODERNISATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027630

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : CREATION D'UN HEBERGEMENT DE GROUPE DE 8 CHAMBRES DANS LE DOMAINE DU CHATEAU DE COURANCES AVEC SALLE DE REUNION POUR ACTIVITES DE TOURISME VERT ET D'AFFAIRES 91

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	456 000,00 €	30,00 %	136 800,00 €
	Montant Total de la subvention		136 800,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI du PARC DE COURANCES
Adresse administrative : 13 RUE DU CHATEAU
91490 COURANCES
Statut Juridique : Société Civile
Représentant : Patrick DEEDES-VINCKE, Gérant

N° SIRET : 34229340400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 15/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Réhabilitation d'un bâtiment ancien pour créer un hébergement de groupe de 8 chambres avec salle commune avec vocation de tourisme vert et d'affaires (séminaires, formations, team building)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Une demande existe de la part d'entreprises privées pour des hébergements de groupe avec salle de réunion pouvant accueillir des séminaires d'entreprises ou sessions de formations, en zone verte, avec un niveau élevé de prestation et à proximité de Paris. Il est donc envisagé de développer un hébergement de groupe avec chambres individuelles en lien avec les salles de réunion existantes pour accueillir ces séminaires d'entreprise ou des formations dans l'enceinte du Parc du Château de Courances.

Cet hébergement de groupe pourra aussi accueillir des visiteurs venant à l'occasion des tournois de Polo de Courances ou tout autre public de touristes cherchant à se loger dans la région, au sein du cadre privilégié qu'offre le Parc du Château de Courances.Il s'agit ici de capitaliser sur la notoriété et l'image actuelle du site et d'en augmenter la fréquentation en diversifiant les occasions et les motivations pour se rendre à Courances.

Au cours des dix prochaines années, la SC du Parc de Courances projette ainsi de développer dans l'enceinte du Parc de Courances différents projets: le présent hébergement de groupe, des cottages écologiques destinés à une clientèle de particuliers en location saisonnière, un restaurant bistro et gastronomique s'adressant à la fois aux visiteurs habituels de Courances mais également à une clientèle régionale, nationale et internationale.

Ces projets viennent en complément de l'offre déjà existante au Château de Courances: visite du Château et du Parc, salon de thé et dîners éphémères préparés par des chefs invités à la Foulerie, accueil de tournois de Polo en lien avec la Fédération Française de Polo et possibilité de séjours dans 3 maisons réhabilitées avec l'aide de la Région Ile-de-France en 2013 en gestion avec Pierres d'Histoire.

Description :
La demande d'aide porte sur la réhabilitation d'une maison et d'une grange appartenant aux dépendances du Château:
- gros-oeuvre / VRD / aménagement paysager
- maçonnerie / plâtrerie / isolation
- menuiserie intérieure / agencement
- serrurerie / métallerie
- revêtements / finitions
- menuiseries extérieures
- peinture
- électricité / éclairage
- plomberie / CVC

Moyens mis en œuvre :
Le budget prévisionnel de ce projet est estimé à 456 000 € TTC. Le porteur de projet contribuera sur fonds propres à hauteur de 119 200 € et par un emprunt bancaire à hauteur de 200 000 €. En termes de moyens humains, ce projet sera suivi et porté par l'équipe de la SCI du Parc de Courances, avec l'appui de prestataires extérieurs.

Intérêt régional :
Le Château de Courances accueille une moyenne de 20 000 visiteurs par an qui viennent soit pour visiter le Château et son Parc, soit à l'occasion des tournois de polos. Il s'agit donc d'un site touristique ayant d'ores et déjà une fréquentation significative au niveau régional.

L'objectif du porteur de projet est de proposer, au cours des dix prochaines années, une diversité de développements contribuant à accroître l'offre touristique à Courances (offre d'hébergements, de restauration, etc.) et ainsi à accroître la fréquentation du site, du territoire du Parc naturel régional du Gâtinais, du Pays de Fontainebleau et plus largement de la région Ile-de-France.

Ce projet global à moyen terme et le présent projet d'hébergement de groupe à court terme, contribuent à plusieurs objectifs régionaux de développement du tourisme, et notamment :
* Le renforcement et de diversification de l'offre, par une meilleure diffusion de l'activité touristique sur l'ensemble du territoire et le développement de l'offre de tourisme vert,
* Le développement d'un tourisme d'affaires en Ile-de-France.

Le projet d'hébergement de groupe a pour objectif de capter une clientèle professionnelle qui se tourne habituellement en partie vers des destinations proches mais hors d'Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'hébergement de groupe s'adressera principalement à un public professionnel (séminaires d'entreprises, formations INSEAD, formations dispensées par des consultants: équitherapie, team-building, experiential learning ...). Il sera également mis à disposition d'une clientèle de particuliers lorsqu'il ne sera pas occupé par la clientèle professionnelle, notamment le week-end. Il pourra alors être loué à des touristes venus visiter la région comme à une clientèle de cavaliers venus à l'occasion des tournois de polo organisés à Courances, ou encore à des randonneurs.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Démolitions	11 100,00	2,43%
Gros oeuvre et aménagement paysager	55 152,00	12,09%
Maçonnerie	99 268,00	21,77%
Agencement	46 506,00	10,20%
Serrurerie/métallerie	34 130,00	7,48%
Revêtements	39 753,00	8,72%
Menuiseries extérieures	50 772,00	11,13%
Peinture	23 555,00	5,17%
Electricité	41 658,00	9,14%
Plomberie	54 106,00	11,87%
Total	456 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	200 000,00	43,86%
Fonds Propres	119 200,00	26,14%
Région	136 800,00	30,00%
Total	456 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	136 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027797

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : RENOVATION GENERALE DE LA SCENOGRAPHIE DE L'EXPOSITION PERMANENTE DE L'AQUARIUM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	180 000,00 €	30,00 %	54 000,00 €
	Montant Total de la subvention		54 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-204162-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DOREE
Adresse administrative : 293 AVENUE DAUMESNIL
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Dominique DUCHE, Directeur

N° SIRET : 13000272800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 15/12/2016

Objet du projet : Rénovation générale de la scénographie, de la médiation écrite, de la signalétique et du confort de visite de l'exposition permanente de l'Aquarium tropical et de ses accès entrée et sortie.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Aquarium tropical, créé en 1931, n'a pas bénéficié de rénovation de ses parties techniques et scénographiques depuis 1985. La scénographie actuelle résulte d'un empilement de dispositifs non cohérents et vétustes : fiches signalétiques obligatoires des espèces hétérogènes, supports de ces fiches fragiles et difficilement amovibles, signalétique de circulation inexistante, bacs hauts peu accessibles au jeune public, éclairages à revoir...
Pour autant l'Aquarium constitue un patrimoine essentiel de l'Ile de France, extrêmement connu et apprécié par les familles de Paris et des départements d'ile de France. Les 220 000 à 300 000 visiteurs annuels selon les années apprécient son ambiance feutrée où vivent 750 espèces animales.

L'objectif de ces travaux est de mettre en place une nouvelle scénographie de l'Aquarium qui propose aux visiteurs français et étrangers une véritable plongée dans les eaux tropicales, un confort de visite accru, un ensemble d'informations cohérentes et adaptées aux visiteurs jeunes et adultes, francophones et anglophones, une orientation aisée, qui encourage la découverte, l'observation des espèces et les échanges entre publics. Ce projet doit également respecter l'esprit patrimonial du lieu imaginé par ses architectes : disposition des bacs, fosse aux alligators, planisphères muraux, références aux éléments arts déco du bâtiment. Cette rénovation doit également inclure des dispositifs numériques innovants et favoriser la visite aux personnes empêchées (malvoyants, malentendants). Par ailleurs des travaux d'aménagement pour une complète accessibilité seront engagés ultérieurement à ce projet, pour une mise en conformité réglementaire d'ici 2020.

Description :

1) Création d'une unité graphique pour tous les éléments de médiation écrite présentés
2) Présentation d'informations thématiques et transversales sur le contenu scientifique et technique de l'Aquarium, français - anglais, par la création de surfaces d'informations innovantes et bien réparties et par la réalisation d'applications disponibles sur 4 bornes tactiles
3) Proposition de parcours de visite adaptés à différents publics, sur différents thèmes, par une signalétique spécifique, en français et en anglais
4) Création de zones de savoirs, avec dispositifs de repos et d'informations complémentaires français et anglais
5) Réfection de la médiation écrite autour de la fosse aux alligators : création de nouveaux supports français - anglais
6) Amélioration du confort général de visite par la mise en place de rehausseurs devant les bacs qui pourront également servir de supports de repos ou d'accès à des informations ou des expérimentations, par la reprise des bancs de repos.

Moyens mis en œuvre :

L'établissement s'est déjà engagé à mettre les moyens suivants :

- La constitution d'une équipe projet en interne, pour un temps de travail global estimé à 1000 heures,
- La diffusion à l'été 2017 d'un appel d'offre pour la scénographie, à l'entière charge de l'établissement. A l'issue de cet appel d'offre, un groupement a été retenu : 100% Scénographie et 24 avril,
- Le déblocage d'une somme de 126 k€ TTC en investissement pour la réalisation des travaux qui font l'objet de cette demande d'aide,
- Un financement complémentaire pour des travaux techniques préalables à la rénovation de la scénographie : reprise de maçonnerie et mise en peinture générale,

Un financement complémentaire de 30 k€ TTC pour l'adaptation de la médiation écrite et de la signalétique au public étranger (qui fait l'objet d'une autre demande d'aide auprès de la région)

Intérêt régional :

L'Aquarium tropical qui fait partie du Palais de la Porte Dorée se trouve dans le 12ème arrondissement de Paris, à la lisière du bois de Vincennes et du Parc floral, à 300 mètres du Parc Zoologique de Paris. L'ensemble constitue donc un vivier de biodiversité et de tourisme nature dans Paris même. Cette situation rapprochée de ces quatre entités encourage les visites croisées, pour une découverte en réel des milieux naturels de la planète. Un partenariat tarifaire a d'ailleurs été conclu entre l'Aquarium tropical et Parc zoologique de Paris / Muséum national d'Histoire Naturelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'Aquarium tropical s'adresse à tous types de publics :
- Adultes pour la connaissance des milieux aquatiques, des espèces qui y vivent et pour la sensibilisation à leur préservation,
- Enfants pour l'observation, l'émerveillement, l'éducation et la transmission de messages positifs sur la beauté et la fragilité des milieux tropicaux,

L'Aquarium remplit également une mission éducative auprès des nombreux groupes scolaires accueillis chaque année. Les notions de biodiversité et de développement durable peuvent y être abordées, mais les compétences essentielles d'observation et de travail en groupe y sont développées.
Au-delà de l'objectif de développement de la fréquentation francophone, l'Aquarium cherche à augmenter son attractivité auprès des populations non francophones. La traduction de l'ensemble des supports écrits de médiation est prévue à minima en anglais et également en espagnol si le budget le permet. Il s'agit des supports in situ et des supports en ligne. Cette traduction fait l'objet d'une autre demande de financement.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements scénographiques	140 000,00	77,78%
Graphismes et impressions	40 000,00	22,22%
Total	180 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	126 000,00	70,00%
Région	54 000,00	30,00%
Total	180 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	54 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

ACTION POUR LA MODERNISATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE ET LA TRANSITION NUMÉRIQUE

ACTIONS POUR LA TRANSITION NUMÉRIQUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027864

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEVELOPPEMENT D'UNE SOLUTION INNOVANTE DE DIFFUSION DES COMMENTAIRES, SUR LES SMARTPHONES ET TABLETTES PENDANT LES CROISIERES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	264 120,00 €	30,00 %	79 236,00 €
	Montant Total de la subvention		79 236,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE D'EXPLOITATION DES VEDETTES DE PARIS TOUR EIFFEL
Adresse administrative : PORT DE LA BOURDONNAIS
75007 PARIS
Statut Juridique : SAS
Représentant : Arnaud DANIEL, Directeur général adjoint

N° SIRET : 77570793800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 15/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Demande d'aide pour développer, sur les bateaux croisières, un système de commentaires diffusés sur les Smartphones et tablettes dans la langue sélectionnée, via un réseau local gratuit.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Bateaux Parisiens est leader sur le marché du tourisme fluvial et de la restauration sur la Seine et filiale de Sodexo depuis 1987. Avec 324 collaborateurs en CDI et une centaine de saisonniers chaque année, Bateaux Parisiens accueille plus de 2,5 millions de passagers par an. Soucieux d'offrir à leur clientèle multiculturelle une découverte inoubliable de Paris, ils ont entrepris la réfection totale de 4 trimarans avec un investissement de 22 M€ répartis de 2013 à 2016.

C'est dans un contexte économique difficile depuis 2015, lié aux attentats et à la crue de juin 2016, qui ont engendré une diminution significative de fréquentation (-33% sur l'exercice 2015-2016) d'une part et de chiffre d'affaires (-27% de CA sur la même période) d'autre part, que le dernier trimaran a été finalisé. Cette année, l'entreprise amorce un redressement (CA de 47,4 M€). Des audioguides et une hôtesse proposent des commentaires en 14 langues (dont un commentaire adapté pour les enfants). Malgré cela, ayant eu des demandes croissantes des clients pour que les commentaires soient diffusés partout sur le bateau, ils souhaitent améliorer l'offre et proposer une solution innovante pour répondre à leurs attentes: diffuser les commentaires via leurs Smartphones ou tablettes gratuitement, disponibles à tous moments de la croisière et partout sur le bateau.

Description :
Il est prévu de faire évoluer le système existant en intégrant les commentaires sur les Smartphones et/ou tablettes des clients sur l'ensemble du bateau. Cela se fera par la création d'un réseau local sécurisé (type Wi-Fi), sans sur taxation liée aux datas pour les clients étrangers, donc totalement gratuit pour tous les passagers, quelle que soit leur nationalité. La demande d'aide concerne le financement des développements techniques nécessaires à la mise en place du projet: études détaillées par bateau, développements du système, achat et installation de bornes wifi, hébergement, sécurisation des données et systèmes, câblages des réseaux.

Moyens mis en œuvre :
Etude des différentes possibilités techniques avec analyse des avantages et inconvénients des solutions. La solution retenue sera financée sur fonds propres ainsi que l'aide financière sollicitée auprès de la région.

Intérêt régional :
Ce projet présente plusieurs intérêts pour la région. En effet, le choix de cette solution innovante et plus moderne que des commentaires audio classiques constitue le premier palier d'une transition numérique attendue par de nombreux visiteurs. De plus, la modernisation de l'offre permettra de donner une meilleure image de la destination.
L'outil virtuel utilisé sera accessible à tous et permettra d'améliorer l'expérience client et ainsi augmenter la satisfaction des visiteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ils ciblent l'ensemble des clients qui se compose principalement de touristes français et franciliens ainsi que de touristes étrangers de toute part (14 langues de commentaires concernées). Les familles, les écoles, enfants de tous âges avec le commentaire "enfant", les entreprises et les collectivités font partie également des passagers.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et développements	127 760,00	48,37%
Bornes WIFI	76 360,00	28,91%
Câblages réseaux	40 000,00	15,14%
Autres matériels	20 000,00	7,57%
Total	264 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	184 884,00	71,63%
Région	79 236,00	28,37%
Total	264 120,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	79 236,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027687

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'UN NOUVEAU SITE INTERNET POUR "ESSONNE TOURISME" ADAPTE A APIDAE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	54 000,00 €	30,00 %	16 200,00 €
	Montant Total de la subvention		16 200,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMI DEPT TOURISME 91
Adresse administrative : 19 RUE DES MAZIERES
91025 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Aurélie GROS, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32499232000048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 15/12/2016

Objet du projet : Création d'un nouveau site internet pour Essonne Tourisme adapté à APIDAE et qui présente l'offre en tourisme, produits du terroir et gastronomie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La version actuelle du site internet www.tourisme-essonne.com a été mise en ligne en 2012. Il est la vitrine touristique du département. Le site attire un nombre significatif d'internautes avec près de 200 000 visiteurs uniques en 2014.Le site www.terroir-essonne.com a été lancé en avril 2013. Site officiel du terroir essonnien, il accueille plus de 31 000 visiteurs par an. Ces deux sites internet ont 4 ans et sont devenus obsolètes. Il s'agit de créer un nouveau site internet, unique pour le tourisme et les produits du terroir.

Description :
Le site internet présentera un design adapté à la navigation sur ordinateurs ainsi que sur tablettes et mobiles. L'autre grand changement, consistera à importer une grande partie du contenu via la base d'informations APIDAE qui permet de créer et de diffuser de l'information touristique.

Moyens mis en œuvre :
Renforcement du réseau des référents numérique créé en 2016 avec le Pacte Sud Essonne et élargissement de ce réseau à l'ensemble de l'Essonne; Cofinancement du projet par le Conseil départemental de l'Essonne à hauteur de 37.800 €.

Intérêt régional :
- recensement et qualification de l'offre touristique de l'Essonne qui complète l'offre régionale
- saisie dans APIDAE des événements d'intérêt régional, démultiplication de la communication sur les événements, déclencheurs de visite pour les franciliens
- relais de l'offre de l'Essonne en gastronomie et produits du terroir, également attractifs pour les franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- excursionnistes franciliens
- touristes repeaters sur Paris
- essonniens

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO	6 000,00	11,11%
création du site internet	48 000,00	88,89%
Total	54 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département	37 800,00	70,00%
Région	16 200,00	30,00%
Total	54 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	16 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	10 500,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	10 500,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	15 503,00 €
	Montant total	36 503,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027510

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DEVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION DE MONTAGE DE VIDEOS SOUVENIRS AUTOMATISEE A DESTINATION DES TOURISTES VENANT EN ILE DE FRANCE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	150 000,00 €	30,00 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : WEMAKETHETRIP CUSTOMIZATION VIDEO
Adresse administrative : 6 RUE DES GROUX 94260 FRESNES
Statut Juridique : SAS
Représentant : Pierre De Baecque

N° SIRET : 81929029700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 15/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Développer une application de montage de vidéos souvenirs automatisée à destination des touristes venant en Ile-de-France. L'appli mixerait leurs souvenirs avec des vidéos pro de la région

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif du projet est donc de créer une solution de montage en ligne très simple qui mixe les souvenirs des touristes avec des séquences vidéos pro de la région :
* pour les touristes c'est un film souvenir original et de qualité pro crée en moins de 5 minutes,
* pour la région, c'est une communication innovante qui place les touristes au cœur du process et les transforme en ambassadeurs vidéo.

Description :
Le projet Weem est une solution de montage de vidéos souvenirs automatisée qui mixera les souvenirs des touristes (vidéos, selfies, photos...) avec des séquences vidéos pro. La solution s'appuiera sur leurs données de géolocalisation pour mixer de manière automatique et rapide leurs contenus avec les séquences vidéo pro correspondantes. La solution est pionnière dans l'innovation autour de la création de vidéos.
En effet, il s'agit de la toute première solution à permettre un montage vidéo géolocalisé et en lien avec les expériences vécues par les utilisateurs.

Moyens mis en œuvre :
L'application sera réalisée par le Start up studio Appiway, qui assurera la conception, l'univers graphique, la réalisation et la mise en production pour être rendu accessible aux touristes en version multilingue.

Intérêt régional :
Les bénéfices pour la région sont multiples :

1. **Augmentation de la visibilité web et réseaux sociaux**
Il s'agit de transformer les touristes en ambassadeurs de la région

2. **Fidélisation des clients**
La solution permet de collecter les emails des touristes et ainsi les relancer à partir de leurs souvenirs

3. **Contrôle de l'image et valorisation de la "marque" Ile-de-France**
Le dispositif permet d'enrichir le partage d'expérience des touristes et de mettre l'accent sur des valeurs clés. Plutôt que quelques photos, les touristes partageront une vidéo mettant en scène leurs souvenirs mais contenant aussi des images de la région parisienne, et bien entendu en fin de vidéo un message mettant en avant le site d'infos touristique / une proposition de réservation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le service sera destiné aux touristes visitant la région.
Il valorisera la région mais aussi les lieux qui en font son attractivité. Il aura donc un intérêt fort pour tous les lieux implantés dans la région, que ce soit des monuments, des lieux de loisirs, de sortie...
L'entreprise espère toucher avec cette solution 5% des touristes venant à Paris en année 1, soit de l'ordre de 750 000 utilisateurs. Pour cela, ils vont mettre en place des partenariats de relais de la solution avec différents acteurs du tourisme de la région parisienne (cabarets comme c'est déjà le cas avec le paradis latin et le moulin rouge), monuments, hôtels, loisirs et institutions. Il s'agit donc d'un produit à destination des touristes mais qui pourra être relayé par les lieux.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
création application mobile	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	40 000,00	26,67%
Fonds propres	15 000,00	10,00%
Business Angels	50 000,00	33,33%
Région	45 000,00	30,00%
Total	150 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026546

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'OUTILS NUMERIQUES POUR LA PROMOTION DU PATRIMOINE DE POISSY TELECHARGEABLES SUR TABLETTE ET SMARTPHONE A POISSY 78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	41 826,00 €	25,00 %	10 456,50 €
	Montant Total de la subvention		10 456,50 €

Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POISSY
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
78303 POISSY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Karl OLIVE, Maire

N° SIRET : 21780498800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 15/12/2016

Objet du projet : réalisation d'un point de réalité augmentée concernant l'ancienne prieurale ou église royale Saint-Louis. POISSY

Date prévisionnelle de début de projet : 1er décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Promouvoir l'histoire de Poissy et son attachement à Saint-Louis. Enrichir la connaissance du public sur les vestiges de l'ancienne prieurale et par la suite sur le monastère. Créer un parcours touristique en lien avec le Musée du Jouet, l'enclos de l'Abbaye ou figurent les vestiges de ce monument sur une des parcelles, et continuer la visite touristique vers la Villa Savoye au débouché de la voie sillonant vers le parc Meissonier et la Grange de l'Abbaye.

Description :
- Proposer aux touristes et aux résidents de Poissy, une nouvelle expérience de médiation patrimoniale basée sur la réalité augmentée. Montrer la prieurale telle qu'elle était au XVIII ème siècle (période de référence retenue : 1700) sous la forme d'une reconstitution 3D photo réaliste, assortie de textes et d'iconographie. Mettre en place un dispositif permettant le téléchargement de l'application sur smartphones et tablettes et d'emprunter une ou plusieurs tablettes dans le cas d'une famille au Musée du Jouet, le temps de l'expérience, dont la durée est estimée à 10 minutes.

- Le dispositif objet du projet comportera les livrables suivants, une vue 360° "sphérique" du site tel qu'il se présente actuellement. Cette vue permet de caler la reconstitution 3 D de sorte que l'utilisateur puisse jouer sur des effets de transition saisissants entre le site contemporain et sa représentation en 1700.Un relevé lasergramétrique, une reconstitution 3D en rendu de type maquette blanche.

- Achat de 15 tablettes et d'une licence pour exploitation, un back office, un mini film teaser d'environ 30 secondes pour assurer la promotion du projet, un quizz sera prévu pour donner un caractère ludique à l'application, 3 bornes WI FI à chaque étage.

Moyens mis en œuvre :
Prise de vues 360 sur site au Nikon D5300 sur le point de vue choisi, soit la petite place face au Musée du Jouet. Relevé lasergrammétrique par scanner 3D sur le même point de vue que sur le 360. Appications disponibles en anglais et en français. Mise en texture du modèle 3 D de la prieurale en maquette blanche en vue d'une manipulation objet dans l'application. Mise en texture du modèle 3D à partir des données issues des archives et bases de données AGP; Gestion et suivi de projet. Mise en lumière et rendu 3 D. Intégration sur le panoramique 360 photo. Edition des 2 panoramiques 360, l'un à l'époque actuelle photos, l'autre à l'époque 1700. Création d'un prototype de l'application finale, application Crossplateforme. Développement de l'ensemble des interactions et fonctionnalités prévues pour l'application finale Android/IOS. Achat de 15 tablettes.

Intérêt régional :
Attractivité du territoire renforcée. Déplacement de touristes plus nombreux de l'Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants de la Ville, de toute la Région Ile-de-France et touristes étrangers venant visiter la Villa SAVOYE.

Localisation géographique :
- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Outils numériques de réalité augmentée	41 826,00	100,00%
Total	41 826,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune	31 369,00	75,00%
Région	10 457,00	25,00%
Total	41 826,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 547,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	14 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	35 780,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	132 300,00 €
2014	Politique énergie climat	40 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	19 720,00 €
2015	Construction et aménagement des "Musées de France"	147 065,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	680 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	12 800,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 300,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	44 298,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 700,00 €
2017	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	57 497,66 €
2017	Equipements sportifs de proximité	100 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	103 500,00 €
	Montant total	1 413 960,66 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027953

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CREATION D'OUTILS NUMERIQUES INNOVANTS POUR LE NOUVEAU MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE A CHAMPIGNY SUR MARNE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	200 000,00 €	30,00 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE
Adresse administrative : 88 AV MAX DORMOY
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42086729300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 15/12/2016

Objet du projet : Création d'outils numériques innovants pour le nouveau Musée de la Résistance Nationale à Champigny sur Marne.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le MRN est un collectif qui œuvre depuis 1965 pour répondre à une nécessité essentielle : offrir aux citoyens une structure originale pour transmettre l'histoire de la Résistance et valoriser un patrimoine au cœur la citoyenneté. A ce jour, le musée qui accueille 50 000 visiteurs est situé dans un bâtiment vétuste incompatible avec l'accueil du public et l'exposition des collections.
En 2018, un nouveau bâtiment aux bords de la Marne ouvrira ses portes afin d'accueillir ce musée modernisé et requalifié. Il se situera près du centre-ville et de la future nouvelle gare de Champigny-sur-Marne du métro Grand Paris Express et viendra enrichir l'offre touristique du Val-de-Marne. Il permettra au MRN de devenir un musée exposant l'une des plus belles collections sur l'histoire de la Résistance, avec un espace de médiation culturel.

Les actions présentées permettront d'offrir aux visiteurs des outils numériques innovants.

Description :

- Refonte total du site internet du musée, développement, intégration de données et ligne graphique
- Création d'un plan interactif pour visualiser les lieux de Résistance en Ile-de-France et l'offre muséale et lieux d'histoire et de mémoire régionaux.
- Table-tactile multi-touch en support à la collection du musée.
- Création d'une maquette des maquis résistants.
- Création de jeux interactifs pour sensibiliser le public aux thématiques de la Résistance.

Moyens mis en œuvre :

- Equipe du MRN et de son association à Champigny sur Marne (6 salariés). Partenaires (Conseil départemental du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis, Villes de Paris et de Champigny sur Marne).
- Prestataires de services.

Intérêt régional :
Meilleure valorisation d'une institution muséale régionale et nationale et mise en synergie du MRN avec les autres lieux mémoire et d'histoire d'Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Franciliens, visiteurs français et étrangers.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
refonte totale du site internet du nouveau musée	65 000,00	32,50%
création d'un plan interactif sur les lieux de la Résistance en Ile-de-France	30 000,00	15,00%
création table multitouch sur la collection du musée	55 000,00	27,50%
création d'une maquette des maquis résistants	30 000,00	15,00%
création jeux interactifs sur la Résistance pour le jeune public	20 000,00	10,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
musée de la Résistance	46 000,00	23,00%
subvention Région	60 000,00	30,00%
mécénat	79 000,00	39,50%
département 94	15 000,00	7,50%
Total	200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Construction et aménagement des "Musées de France"	500 000,00 €
	Montant total	500 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015529

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MISE EN PLACE DE LA BASE REGIONALE DE DONNEES TOURISTIQUES ET DE LOISIRS "APIDAE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	333 330,00 €	30,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL DU TOURISME PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 11 RUE DU FG POISSONNIERE 75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric VALLETOUX, Président

Date de publication au JO : 9 janvier 2011

N° SIRET : 30107288000091

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1er décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1er décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre en place un véritable outil de gestion et d'utilisation des données touristiques

Description :
La multiplication des données touristiques (clients, opérateurs, prescripteurs…), en lien avec la transformation digitale du secteur, constitue un gisement d'informations riche mais encore insuffisamment exploité.

Cette multiplication des données, couplée au développement de nouveaux usages, à l'arrivée de nouveaux acteurs (AirBnb, Homeaway-Abritel, Blablacar, etc.) entraîne un accroissement des difficultés dans l'observation des comportements et des flux.L'émergence d'opérateurs touristiques internationaux a mis ainsi la collecte de la donnée au cœur de l'écosystème des destinations majeures.

La Région entend donc se mobiliser pour améliorer la connaissance des clientèles de la destination, afin de pouvoir apporter une information précise utile aux professionnels dans leur choix marketing et de développement .Il est donc nécessaire que l'ensemble des acteurs du tourisme institutionnels se fédèrent et se mobilisent pour rationaliser et unifier la collecte et la diffusion de la donnée de leurs territoires.

C'est pourquoi le Comité Régional du Tourisme, a rejoint le réseau APIDAE. Elle constitue aujourd'hui une plateforme de travail collaborative fédérant 700 acteurs du tourisme à travers quatre régions (Auvergne-Rhône-Alpes, PACA, Occitanie et Île-de-France) et une gamme de services pour accompagner chacun dans la réussite de ses stratégies numériques.

Apidae permet aux représentants d'un territoire de construire leur propre stratégie numérique, de renforcer leur présence sur le Web et de créer des liens avec des partenaires. Les utilisateurs, membres du réseau, constituent un véritable écosystème.

Moyens mis en œuvre :
Les deux éléments forts de cette action sont une plateforme de travail collaborative (la base de données www.apidae-tourisme.com) et une organisation (le réseau Apidae).

Intérêt régional :
Digitalisation de l'ensemble de l'offre touristique régionale

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble du réseau des acteurs publics et des professionnels du tourisme

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
automatisation des collectes de données	150 000,00	45,00%
réalisation de la plateforme	183 330,00	55,00%
Total	333 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRT	233 330,00	70,00%
Subvention région	100 000,00	30,00%
Total	333 330,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	18 261 000,00 €
2015	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	16 572 000,00 €
2016	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	14 500 280,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	500 000,00 €
2017	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	10 000 000,00 €
	Montant total	59 833 280,00 €

AXE RÉGION MULTILINGUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027343

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : REALISATION DE SUPPORTS DE MEDIATION RENOUVELES ET MULTILINGUES POUR LE MUSEE NAPOLEON IER DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	46 500,00 €	49,46%	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-204162-195001-020
19500110- Région multilingue

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jean-François HEBERT, Président de l'Etablissement Public du Château de Fontainebleau

N° SIRET : 13000651300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Réalisation de supports de médiation renouvelés pour le Musée Napoléon Ier du château de Fontainebleau.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le château de Fontainebleau, inscrit au Patrimoine mondial de l'Humanité, est un des fleurons du patrimoine national. Avec 500 000 visiteurs, Fontainebleau est le 4e château le plus fréquenté en France et le 2e en Ile-de-France. Son visitorat est marqué par une répartition de 50% de visiteurs français et 50% d'étrangers, dont beaucoup en provenance de marchés lointains, principalement la Chine. L'Etat a voulu favoriser une dynamique nouvelle en dotant le château d'un schéma directeur de rénovation.

D'un montant de 115 M€ sur 12 ans (2014-2026), cet important programme d'investissements a pour but de mettre le château en conformité en matière de sécurité et de sauvegarde du patrimoine, et de l'accompagner dans son développement par des équipements d'accueil et de confort attendus dans un haut lieu du tourisme mondial. Parallèlement un agenda d'accessibilité programmée (AD'AP) a été élaboré. L'étude de positionnement marketing, conduite en 2016, a permis de démontrer le potentiel de développement touristique exceptionnel de Fontainebleau et le plan d'actions pour y parvenir (objectif de 700 000 à 1 000 000 de visiteurs en 2026). Les collectivités territoriales, parties prenantes de l'étude, ont pu par là même constater le levier de développement économique que constitue le château sur le territoire.

Cette étude a permis de mettre en évidence un axe fort de positionnement autour du personnage de Napoléon, compte tenu de l'atout exceptionnel que constituent l'histoire « napoléonienne » du château, la présence de collections insignes présentées dans le musée Napoléon. Une étude du CRT de 2014 a confirmé le potentiel de développement touristique pour l'Ile-de-France que constituent l'épopée napoléonienne et les lieux qui y sont attachés. Dans ce contexte, proposer aux visiteurs français et étrangers de nouveaux supports de médiation plus performants pour la visite du musée Napoléon constitue une priorité.

Description :
Une reconfiguration partielle du musée Napoléon 1er est en cours ; sa réouverture est prévue le 10 février 2018. D'importantes acquisitions et des dépôts de grandes institutions ou collections privées sont venus enrichir le musée.

Le château de Fontainebleau sollicite l'aide du Fonds régional pour le tourisme afin de contribuer au financement de la réalisation des supports de médiation (panneaux de salle, audioguide et cartels d'œuvre) adaptés au public français et étranger, et en particulier pour la traduction et l'enregistrement du visioguide **en 11 langues différentes** .

Une présentation sensiblement renouvelée et enrichie de ces œuvres patiemment acquises ces dernières années s'accompagnera d'un effort tout particulier porté sur la médiation (audioguide, panneaux de salles et cartels d'œuvres), offrant ainsi au public une compréhension largement améliorée du règne de Napoléon et du rôle que jouèrent les arts dans le système napoléonien. Un dispositif pédagogique destiné aux enfants accompagnera la nouvelle muséographie.

Le château propose actuellement un outil d'audioguidage qui a fait ses preuves, le visioguide. Son taux de prise est exceptionnel car près d'1/3 des visiteurs l'utilisent. Cet outil présente des commentaires pour chaque salle ainsi que des visuels et des compléments d'information sur les œuvres. Il est traduit en 11 langues. C'est sur cet appareil et sur le même principe qu'un parcours renouvelé du musée Napoléon sera proposé en 2018.

Moyens mis en œuvre :
L'établissement public a préparé un avant-projet définitif (APD) pour la réalisation des supports de médiation de type panneaux dans le musée Napoléon 1er.Il finance en outre la rédaction des contenus du parcours audioguidés, sur la base d'un synopsis renouvelé. Ceux-ci doivent désormais être enregistrés, et traduits puis mis en place dans une application adaptée qui sera décliné pour le public en situation de handicap dans un deuxième temps.

Intérêt régional :
Cette nouvelle offre culturelle proposée dans un site historique et culturel majeur fortement identifié par le public étranger au personnage de Napoléon 1er rentre pleinement dans les objectifs d'amélioration de la qualité de l'offre et d'accueil des touristes étrangers de la région Ile-de-France. Il favorise également l'installation d'une région multilingue, plus ouverte et dynamique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cette offre s'adresse aux touristes, français, franciliens et étrangers.

Localisation géographique :
- CA PAYS DE FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rédaction	6 500,00	13,98%
production	40 000,00	86,02%
Total	46 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 000,00	49,46%
EPCF	23 500,00	50,54%
Total	46 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	1 150 000,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	1 150 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	10 000,00 €
2017	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Investissement	117 000,00 €
	Montant total	2 487 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027798

Commission permanente du 22 Novembre 2017

Objet : AQUARIUM TROPICAL : ADAPTATION DE LA MEDIATION ECRITE ET DE LA SIGNALETIQUE AU PUBLIC ETRANGER : TRADUCTION EN ANGLAIS ET AFFICHAGE SUR DIFFERENTS SUPPORTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	60 000,00 €	50,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-204162-195001-020
19500110- Région multilingue

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DOREE
Adresse administrative : 293 AVENUE DAUMESNIL 75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Dominique DUCHE, Directeur
N° SIRET : 13000272800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Adaptation de la médiation écrite et de la signalétique au public étranger : traduction en anglais et affichage sur différents supports de l'Aquarium tropical.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Aquarium tropical, créé en 1931, n'a pas bénéficié de rénovation de ses parties techniques et scénographiques depuis 1985. La scénographie actuelle résulte d'un empilement de dispositifs non cohérents et vétustes : fiches signalétiques obligatoires des espèces hétérogènes, supports de ces fiches fragiles et difficilement amovibles, signalétique de circulation inexistante, bacs hauts peu accessibles au jeune public, éclairages à revoir. Pour autant l'Aquarium constitue un patrimoine essentiel de l'Ile de France, extrêmement connu et apprécié par les familles de Paris et des départements d'ile de France. Les 220 000 à 300 000 visiteurs annuels selon les années apprécient son ambiance feutrée et ses bacs magnifiques où vivent 750 espèces animales. Les visiteurs sont très majoritairement français, mais les 2000 visiteurs étrangers annuels sont en demande d'informations en anglais. Actuellement, aucune information n'est affichée en anglais au sein de l'Aquarium.

L'objectif de ces travaux est donc de rendre accessible au public anglophone l'ensemble de la médiation écrite et de la signalétique. Ce projet contient également la création de supports spécifiques pour les informations en anglais (pages web, signalétique) ou l'extension de supports multilingue.

Description :
1) Création d'une unité graphique pour tous les éléments de médiation écrite présentés
2) Présentation d'informations thématiques et transversales sur le contenu scientifique et technique de l'Aquarium, français - anglais, par la création de surfaces d'informations innovantes et bien réparties et par la réalisation d'applications disponibles sur 4 bornes tactiles
3) Proposition de parcours de visite adaptées à différents publics, sur différents thèmes, par une signalétique spécifique, en français et en anglais
4) Création de zones de savoirs, avec dispositifs de repos et d'informations complémentaires français - anglais
5) Réfection de la médiation écrite autour de la fosse aux alligators : création de nouveaux supports français - anglais
6) Amélioration du confort général de visite par la mise en place de rehausseurs devant les bacs qui pourront également servir de supports de repos ou d'accès à des informations ou des expérimentations, par la reprise des bancs de repos
7) Reprise de la signalétique de sécurité français – anglais : accès, circulation, recommandations, interdictions, toilettes.

La traduction en anglais de l'ensemble des écrits de l'Aquarium accessibles au public au sein de l'Aquarium : Cartels des espèces, panneaux de médiation, contenu des bornes multimédia, signalétique de circulation et de sécurité et supports de parcours thématiques.
L'impression de supports spécifiques pour les éléments traduits, ou la création de supports multilingues afin d'y placer les éléments en français et en anglais
La traduction en anglais des pages du site web : agenda, événements, fiches poissons, renseignements pratiques etc…(à l'exception des archives)
Nouveaux aménagements et supports de médiation proposés au public malentendant et malvoyant

Moyens mis en œuvre :
L'établissement s'est déjà engagé à mettre les moyens suivants :
- La constitution d'une équipe projet en interne, pour un temps de travail global estimé à 1000 heures,
- La diffusion à l'été 2017 d'un appel d'offre pour la scénographie, à l'entière charge de l'établissement. A l'issue de cet appel d'offre, un groupement a été retenu : 100% Scénographie et 24 avril,
- Le déblocage d'une somme de 60 k€ TTC en investissement pour la réalisation des actions qui font l'objet de cette demande d'aide.
- Un financement complémentaire de 126 k€ TTC pour la rénovation générale de la scénographie et de la médiation écrite (qui fait l'objet d'une autre demande d'aide auprès de la région).

Intérêt régional :
L'Aquarium tropical qui fait partie du Palais de la Porte Dorée se trouve dans le 12ème arrondissement de Paris, à la lisière du bois de Vincennes et du Parc floral, à 300 mètres du Parc Zoologique de Paris. L'ensemble constitue donc un vivier de biodiversité et de tourisme nature dans Paris même. Cette situation rapprochée de ces quatre entités encourage les visites croisées, pour une découverte en réel des milieux naturels de la planète. Un partenariat tarifaire a d'ailleurs été conclu entre l'Aquarium tropical et Parc zoologique de Paris / Muséum national d'Histoire Naturelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'Aquarium tropical s'adresse à tous types de publics :
- Adultes pour la connaissance des milieux aquatiques, des espèces qui y vivent et pour la sensibilisation à leur préservation

- Enfants pour l'observation, l'émerveillement, l'éducation et la transmission de messages positifs sur la beauté et la fragilité des milieux tropicaux.

En particulier, l'Aquarium est un lieu propice aux échanges entre générations, entre enfants, parents et grands-parents qui sont souvent d'anciens visiteurs.

L'Aquarium rempli également une mission éducative auprès des nombreux groupes scolaires accueillis chaque année. Les notions de biodiversité et de développement durable peuvent y être abordées, mais les compétences essentielles d'observation et de travail en groupe y sont développées.

Au-delà de l'objectif de développement de la fréquentation francophone, l'Aquarium cherche à augmenter son attractivité auprès des populations non francophones. Un observatoire des publics a été mis en place au Palais de la Porte Dorée. Il permet d'identifier la provenance géographique des visiteurs : environ 1 % seulement sont d'origine étrangère principalement allemands, anglais et américains. Mais ces publics sont très demandeurs d'informations. La traduction de l'ensemble des supports écrits de médiation est prévue en anglais. Il s'agit des supports in situ (fiches espèces, contenu numérique, parcours, panneaux d'information, signalétique…) et des supports en ligne (pages d'informations générales, fiches espèces).

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Traduction	10 000,00	16,67%	Fonds propres	30 000,00	50,00%
Supports multilingues	50 000,00	83,33%	Région	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%	Total	60 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027954

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : TRADUCTION DES SUPPORTS NUMERIQUES ET DE LA SIGNLETIQUE EN PLUSIEURS LANGUES POUR UNE OFFRE MULTILINGUE DANS LE MUSEE DE LA RESISTANCE 94.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	70 000,00 €	50,00 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500110- Région multilingue

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE
Adresse administrative : 88 AV MAX DORMOY
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Thomas FONTAINE ,Directeur

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42086729300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création d'une offre multilingue pour développer l'offre touristique des publics étrangers.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le MRN souhaite avec l'ouverture du nouveau musée en bords de Marne offrir des outils en plusieurs langues en faveur des touristes notamment en faveur des protagonistes étrangers de la seconde guerre mondiale, Anglais et Allemands, qui viendront tout particulièrement visiter ce lieu.

Description :
Cette action vient compléter les actions menées par le musée dans le domaine du numérique. Il s'agit de traduire tous les documents à destination des touristes, en anglais-espagnol-allemand à savoir la signalétique en trois langues étrangères et le site internet.

Moyens mis en œuvre :
- Traduction de documents à destination des touristes, en anglais-espagnol-allemand
- Signalétique en trois langues étrangères.
- Présentation de l'offre touristique en trois langues étrangères

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public étrangers : priorité donné aux langues anglaise, espagnole et allemande.

Localisation géographique :
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
traduction de documents à destination des touristes en anglais,espagnol,allemand	45 000,00	64,29%
signalétique en trois langues étrangeres	10 000,00	14,29%
traduction en langues étrangères du site internet	15 000,00	21,43%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
musée de la Résistance	20 000,00	28,57%
mécénat	15 000,00	21,43%
subvention région	35 000,00	50,00%
Total	70 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Construction et aménagement des "Musées de France"	500 000,00 €
	Montant total	500 000,00 €

AXE SÉCURITÉ POUR LE TOURISME

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX027341

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PROTECTION PERIMETRIQUE DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	964 800,00 €	41,46 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95--195001-020
19500111- Sécurité pour le tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jean-François HEBERT, Président de l'Etablissement Public du Château de Fontainebleau

N° SIRET : 13000651300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Protection périmétrique du château de Fontainebleau

Date prévisionnelle de début de projet : 1er décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1er décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Avec plus de 30 000 œuvres d'art, le château de Fontainebleau est le château le plus richement meublé en France ; il accueille près de 500 000 visiteurs chaque année. Il est insuffisamment équipé pour faire face à la montée du risque en matière de sûreté. Le nouveau dispositif a pour but de lutter à la fois contre le risque de cambriolage et le risque terroriste, par l'installation de caméras aux différentes entrées du domaine.

Description :
Dans le cadre du schéma directeur de rénovation du domaine de Fontainebleau, il est prévu de mettre en place une protection périmétrique rapprochée constituée de caméras de vidéosurveillance de haute technologie raccordées au poste central de sûreté du château. Cette technologie permet une surveillance des individus d'une très grande précision qui sera relayée par des caméras complémentaires de levée de doute dans les cours.

Cette protection répond au à une double exigence: celle de la protection des collections conservées au château, et celle des visiteurs du château qui viennent de plus en plus nombreux et dont l'objectif est de 700 000 à 1 millions de visiteurs à l'horizon 2026.

Comme l'ont montré les diagnostics techniques conduits dans le cadre des études du schéma directeur, le système de sûreté actuel du château est incomplet et vieillissant. La protection en périphérie du château est quasi inexistante. Un programme de mise en sûreté a été élaboré avec l'appui du référent Sûreté du ministère de la culture et de la communication (DG-PAT), lequel comprend plusieurs volets qui seront traités au fur et à mesure de l'avancement du schéma directeur.

Une première tranche de travaux relatifs à la protection périmétrique du château a été inscrite dans la phase 1 du schéma directeur. Celle-ci doit permettre de sécuriser les abords de la cour d'Honneur, avec l'installation de caméras de vidéo-surveillance et le renforcement de protections mécaniques (grilles de clôture). Elle répond aux exigences du plan vigipirate suite à la recrudescence du risque attentat . La seconde tranche était prévue en phase 2 du schéma directeur. A la suite du vol du musée Chinois, survenu en mars 2015, il a été décidé avec l'accord des tutelles de traiter cette opération prioritairement et de réaliser la totalité des travaux dans la phase 1.

Moyens mis en œuvre :
L'établissement public a préparé un avant-projet définitif (APD) pour la mise en place de ce dispositif de protection. Il a en outre financé en 2016-2017 les études.

Intérêt régional :
Le château de Fontainebleau est le deuxième château le plus visité d'Île-de-France après celui de Versailles. Sa notoriété est croissante et sa dynamique de développement en font une cible de plus en plus visible pour les actes de malveillance. Le récent vol survenu au musée Chinois, la multiplication des incidents dans ses espaces extérieurs et intérieurs, et la menace attentat qui pèse particulièrement en région parisienne sont autant d'arguments pour renforcer la protection de ce site.

Classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, et engagé au côté de la ville de Fontainebleau pour classer sa forêt, la destination Fontainebleau constitue un pôle touristique majeur de la région. Cette protection périmétrique mise en place dans un site historique et culturel majeur rentre pleinement dans les objectifs d'amélioration de la qualité de l'accueil des touristes français et étrangers de la région Ile-de-France.
Ce type d'initiative participe de l'image et de la notoriété de la région à l'étranger et favorise ainsi, comme de nombreuses études l'ont démontré, l'augmentation et la répétition des visites.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cette installation s'adresse à tous les usagers du château de Fontainebleau: touristes, français, franciliens et étrangers.

Localisation géographique :
- CA PAYS DE FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de logiciels, licences, serveurs et caméras	612 000,00	63,43%
cablage	208 800,00	21,64%
cheminements	24 000,00	2,49%
protection jardin	24 000,00	2,49%
laser et éclairage	96 000,00	9,95%
Total	964 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	335 537,00	34,78%
Région	400 000,00	41,46%
Fonds propres	229 263,00	23,76%
Total	964 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	200 000,00 €
2019	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	1 150 000,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	1 150 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	10 000,00 €
2017	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Investissement	117 000,00 €
	Montant total	2 487 000,00 €

DOTATION AU COMITÉ RÉGIONAL DU TOURISME

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015503

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DOTATION SPECIFIQUE EN FAVEUR DU CRT POUR L'ORGANISATION DE LA SEMAINE DE LA GASTRONOMIE FRANCAISE EN ISRAEL DU 4 AU 9 FEVRIER 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	72 000,00 €	100,00 %	72 000,00 €
	Montant Total de la subvention		72 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL DU TOURISME PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 11 RUE DU FG POISSONNIERE 75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric VALLETOUX, Président

Date de publication au JO : 9 janvier 2011

N° SIRET : 30107288000091

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 février 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La participation de la Région à cet évènement permettra de valoriser auprès du public israélien le territoire francilien et sa culture gastronomique et touristique, et plus largement l'ensemble de la filière hôtelière de l'Ile-de-France (grands chefs, écoles, entreprises).

Description :
La semaine de la gastronomie française en Israël est une semaine autour de laquelle sont organisés des évènements par le biais des quatre actions suivantes :

- Accompagnement des chefs :

Il s'agit de sélectionner et de prendre en charge le déplacement de maximum huit chefs renommés de la région pour mettre en avant le savoir-faire francilien dans les établissements israéliens partenaires. Ces chefs travailleront en résidence dans des restaurants avec des chefs israéliens et participeront à des master class.

- Actions de promotion en faveur de l'image de la Région

Ce volet "communication et médias" assure la médiatisation de l'évènement et de la participation francilienne dans les réseaux sociaux et sur certains sites internet, ainsi que dans la presse. A ce volet s'ajoutent deux évènementiels (soirée d'ouverture et diner de gala)

- Promotion commerciale

Il s'agit de mettre en avant des produits franciliens auprès des distributeurs alimentaires israéliens : épicerie fine, fromage, biscuiterie haut de gamme, etc.

- Attractivité touristique

Un espace dédié à la Région sera réservé sur le pavillon de France dans le cadre du salon du tourisme « International Mediterranean Tourisme Market ». Cette plateforme annuelle réunit tous les tours opérateurs et agents de voyage israéliens et leurs clients locaux. La mise en avant de la Région sur un espace dédié permettra de positionner la Région Ile-de-France comme destination et de lancer des produits auprès de professionnels.

Intérêt régional :
Cette action participe au rayonnement de la Région ,et tout particulièrement de la gastronomie et des produits français.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public israélien et du Moyen-Orient

Localisation géographique :

- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
accompagnement des chefs	16 800,00	23,33%
actions de promotion et soirées évènementielles	26 200,00	36,39%
promotion commerciale	12 000,00	16,67%
espace Région dans le pavillon de France	17 000,00	23,61%
Total	72 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
dotation Région	72 000,00	100,00%
Total	72 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	72 000,00 €

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	18 261 000,00 €
2015	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	16 572 000,00 €
2016	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	14 500 280,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	500 000,00 €
2017	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	10 000 000,00 €
	Montant total	59 833 280,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-626

DU 22 NOVEMBRE 2017

AFFECTATION D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA RÉGION MULTILINGUE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme ;

VU Le budget 2017 de la Région d'Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

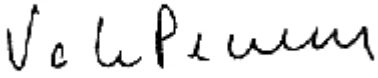
VU le rapport n°CP 2017-626 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **20 000 €** sur le chapitre 939 « action économique» code fonctionnel 95 « Tourisme et thermalisme »-programme HP 95 001 « Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique »-action 19500112 « Région multilingue » pour une assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la création d'une plateforme de formation en ligne dévolue à l'apprentissage des langues étrangères.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

23/11/2017 15:11:08

devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-590

DU 22 NOVEMBRE 2017

PROGRAMME QUALIFIANT TERRITORIALISE 2017 ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE SOUTIEN À DES PROJETS DE FORMATION PORTÉS PAR LES STRUCTURES LOCALES INITIATIVES 77 ET LA COMMUNAUTÉ URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE.

SESSIONS D'EXAMENS ET SOUTIEN DE FONCTIONNEMENT AUX CERTIFICATEURS : RÉAFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales
VU Le Code du travail ;
VU La loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
VU Le régime d'aide exempté n° SA.40207, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;
VU La délibération CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au « service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles» en son annexe 4 « soutien à des projets portés par des structures locales dans le cadre du programme qualifiant territorialisé » et en annexe 6 « financement des sessions d'examens en faveur des certificateurs » ;
VU La délibération CR 06-12 du 17 février 2012 relative à la politique régionale en faveur des Pactes : adaptation du dispositif ;
VU La délibération CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération du CR 2017-162 sur la simplification du Conseil Régional ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n° CP 13-700 du 17 octobre 2013 relative au soutien régional à l'organisation de sessions d'examens de certification pour le programme 2014 ;
VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, et le règlement des subventions PM'UP ;
VU La délibération n° CP 16-617 du 16 novembre 2016 relative au soutien régional à l'organisation de sessions d'examens de certification pour le programme 2017 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-590 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au titre du dispositif *« Soutien à des projets portés par des structures locales dans la cadre du Programme Qualifiant Territorialisé »,* au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de :

- **100 020 €** en faveur de l'association INITIATIVES 77 pour la mise en œuvre d'un parcours de formation dans les métiers de la fibre optique ;

- **33 384 €** en faveur de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise pour former des publics aux métiers industriels de la facture instrumentale.

Subordonne le versement de la subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention- type approuvée par la délibération n° CP 16-453 du 21 septembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **133 404€** disponible sur le Chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme 111006 « Formations qualifiantes et métiers », action 11100603 « Formations qualifiantes et métiers » du budget régional 2017.

Article 2

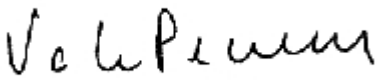
Décide de participer, au titre du dispositif régional « Sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximal prévisionnel de **5 460 €** en faveur du GIP FCIP – CAVA de Créteil.

Affecte une autorisation d'engagement de 5 460 € disponible sur le chapitre « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 11-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation », action 11100403 « actions VAE », code nature 657 « subventions » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 3

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage du 1er janvier 2015, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération N° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération N° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération : état récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-590	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111004 - Accès à l'information et à l'orientation**
Action	**11100403 - Actions VAE**

Dispositif : N° 00000500 - Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs

Dossier	14015537 - GIP FCIP - CAVA DE CRETEIL			
Bénéficiaire	R26516 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE L'ACADEMIE DE CRETEIL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 460,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 550,00 €	HT	100 %	32 550,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000500 - Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	5 460,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111004 - 11100403	5 460,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111006 - Formations qualifiantes et métiers**
Action	**11100603 - Formations qualifiantes et métiers**

Dispositif : N° 00000458 - Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)

Dossier	17015290 - PQT INITIATIVES 77			
Bénéficiaire	R10989 - INITIATIVES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 020,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
145 436,00 €	TTC	68,77 %	100 020,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP 2017-590	Budget	2017

Dossier	17015400 - PQT COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE 2017			
Bénéficiaire	P0034120 - GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 384,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 730,00 €	TTC	64,54 %	33 384,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000458 - Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	133 404,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111006 - 11100603	133 404,00 €

Annexe 2 à la délibération : fiches-projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015290

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PQT INITIATIVES 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	145 436,00 €	68,77 %	100 020,00 €
	Montant Total de la subvention		100 020,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-6574-111006-400
11100603- Formations qualifiantes et métiers

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES 77
Adresse administrative : 49 AV THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Laure FONTBONNE, Présidente

Date de publication au JO : 29 mai 1991

N° SIRET : 38321328700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a pour objectif d'accélérer le déploiement de la fibre optique sur le territoire de Seine et Marne, en formant des publics éloignés de l'emploi au titre de Technicien d'Intervention Télécom 3.0

Description :
La formation de Technicien Intervention Télécom 3.0 (TIT 3.0) est sanctionnée par un titre de niveau IV. Les compétences professionnelles acquises grâce à ce titre permettent d'assurer le raccordement client (privé ou professionnel) et la maintenance du réseau en général. Avec les certifications IT Essentials et CCNA1 de CISCO, les stagiaires sont dotés d'une double compétence leur permettant de leur assurer une pérennité d'emploi post déploiement de la fibre.

Moyens mis en œuvre :

De nombreux partenaires impliqués sur le territoire : COVAGE qui porte la DSP ; Seine-et-Marne Numérique (17 500 heures de clause d'insertion); le Département de Seine-et-Marne et la DIRECCTE 77 pour des financements liés aux postes en insertion; la Région, avec le Pacte Sud 77 et le programme européen LEADER (PQT 2016); Pôle Emploi co-financeur de l'action PQT 2016 ; Un Centre de Formation spécialisé Télécom situé sur la zone du Pacte Sud 77; INITIATIVES 77, Agence Départementale d'insertion, qui a déjà porté 5 actions de 15 bénéficiaires du RSA ; l'entreprise GENERAL CABLE, qui fournit une partie des besoins en câble FO pour les formations; Orange fournit le câble cuivre et CISCO une dotation de matériels spécifiques en complément des infrastructures existantes sur site de formation

Intérêt régional :
Cette action permettra de :
- Répondre à une offre d'emploi importante : de nombreuses demandes mensuelles de recrutement sont effectuées par des entreprises du secteur ;
- Positionner des publics éloignés de l'emploi sur un métier en tension et non couvert par une offre de formation suffisante sur ce territoire et sur l'ensemble des compétences exigées ;
- Contribuer à renforcer l'attractivité économique du sud Seine-et-Marne avec la création et le développement d'une filière numérique regroupant un pôle de formation, un cluster et des services adaptés aux besoins des entreprises

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Homme / Femme, public éloigné de l'emploi de niveau V, bénéficiaires des minima sociaux, DELD, jeunes Mission locale, jeunes issus de l'ASE, TH...
Pré-requis : Permis B obtenu ou en cours d'obtention, ne pas être daltonien, capacité au travail en hauteur, mobilité et connaissances informatiques (logiciels et environnement).

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie projet, secrétariat et gestion	12 510,00	8,60%
Mise en oeuvre de la formation	124 275,00	85,45%
Fournitures matériels	8 651,00	5,95%
Total	145 436,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation pôle Emploi	24 255,00	16,68%
Participation Conseil Départemental	12 510,00	8,60%
Participation Région	100 020,00	68,77%
Valorisation matériels	8 651,00	5,95%
Total	145 436,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €
2018	75 020,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Passerelles entreprises	268 473,75 €
2015	Passerelles entreprises	230 750,00 €
2016	Passerelles entreprises	378 070,00 €
2016	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	196 560,00 €
	Montant total	1 073 853,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015400

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : PQT COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	51 730,00 €	64,54 %	33 384,00 €
		Montant Total de la subvention	33 384,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65734-111006-400
11100603- Formations qualifiantes et métiers

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

N° SIRET : 20005988900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Consolider la filière industrielle de la facture instrumentale existante sur le territoire de la Communauté Urbaine de Grand Paris Seine et Oise, en formant 10 personnes aux attentes des entreprises locales.

Description :
La formation aux métiers industriels de la facture instrumentale a pour objectifs de :

- Former aux spécificités des métiers de monteur, finisseur, clétier, chaudronnier et soudeur de lutherie.
- Apporter des notions d'économie industrielle
- Sensibiliser à l'importance de la relation client-fournisseur
- Conférer des notions de sécurité en industrie
- Sensibiliser aux spécificités des instruments de musique et aux particularités de leurs utilisations (notion d'organologie).

Moyens mis en œuvre :
La Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise assurera le pilotage opérationnel de la maîtrise d'ouvrage. Un comité de pilotage sera mis en place et présidé par la CU GPS&O avec les entreprises et les financeurs pour suivre et faire le bilan de l'action globale. L'organisme de formation sera maître d'ouvrage dans l'exécution de la formation et mettra en place un comité de suivi de formation en partenariat avec les autres organismes de formation, les acteurs de l'emploi, les entreprises et la CU GPS&O.
Les entreprises auront comme rôle de s'assurer de l'adéquation entre le contenu de la formation et leur besoin en recrutement, participer à la sélection des candidats ; dispenser, en bonne intelligence avec l'organisme de formation, certains modules d'enseignement ; mettre à disposition des instruments de musique pour que les stagiaires puissent s'entraîner ; accueillir les candidats lors de l'alternance et les recruter à l'issue.

Intérêt régional :
Contribuer à la valorisation d'une filière industrielle, la facture instrumentale, en soutenant des entreprises de renommée internationale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La formation s'adresse à des demandeurs d'emploi, jeunes éloignés de l'emploi ou des personnes en en reconversion. L'action de formation présuppose que les candidats possèdent un bagage de connaissances suffisant en métallurgie, en manipulation des machines-outils, en soudage et en travail du bois.

Qualifications éligibles à l'entrée dans la formation : CAP serrurier-métallier, CAP Réalisations en Chaudronnerie, Bac Pro Technicien en Chaudronnerie Industrielle, CAP Ajusteur-Monteur, CAP Bronzier, CAP Ferronnier d'art.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de mise en oeuvre de la formation	41 730,00	80,67%
Prestations en nature	10 000,00	19,33%
Total	51 730,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation de la Région	33 384,00	64,54%
Financement GPSO	8 346,00	16,13%
Prestations en nature	10 000,00	19,33%
Total	51 730,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	33 384,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	30 000,00 €
2014	Expérimentations en faveur de l'emploi	44 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement à l'élaboration de la charte et du plan d'actions (Territoires de catégorie 1)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	16 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	25 706,00 €
2016	Fonds Propreté	34 560,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	445 536,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	261 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	21 993,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	178 500,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 773,20 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	187 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	146 571,41 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	24 391,54 €
2017	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	52 500,00 €
	Montant total	1 820 531,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14015537

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : GIP FCIP - CAVA DE CRETEIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	32 550,00 €	100,00 %	32 550,00 €
	Montant Total de la subvention		5 460,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100403- Actions VAE

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE L'ACADEMIE DE CRETEIL
Adresse administrative : 12 RUE GEORGES ENESCO
94025 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Jacques CHERITEL, Président

N° SIRET : 18940910500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Objectifs :
- Organiser, autant que de besoin, et au minimum deux fois dans l'année civile, des sessions d'examen en vue de l'acquisition du CFG, du CAP ou du BEP MC5 Domaines généraux et du CAP ou du BEP MC5 Domaines professionnels, diplômes de niveau infra V du Ministère de l'Education Nationale ;
- Coordonner la mise en œuvre des certifications correspondantes, au minimum deux fois dans l'année, hors des sessions d'examen, en concertation avec les organismes de formation retenus par la Région sur le Programme Régional Compétences des sessions d'épreuves que ce soit au titre de domaines généraux ou professionnels.

Description :
Permettre aux stagiaires inscrits sur les programmes régionaux « Compétences » et « Avenir Jeunes » de bénéficier de jurys et de participer à des sessions d'examens dès la fin de leur formation afin d'accélérer leur insertion professionnelle tout en affranchissant les organismes du calage de leurs sessions de formation sur le calendrier ordinaire des examens.

Intérêt régional :
Régularisation. Il s'agit d'une action qui s'est déroulée du 1er janvier au 31 décembre 2015. La structure ne pourra pas intégrer de stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les demandeurs d'emploi relevant des priorités de la Région ayant suivi les parcours du programme régional Compétences et Avenir jeunes visant les certifications citées en supra.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant prévisionnel maximal correspond à la prise en charge prévisionnelle de l'organisation de sessions d'examen du CFG au bénéfice de 50 candidats du programme régional Avenir Jeunes pour un montant unitaire de 70 €, et l'organisation de sessions d'examens au bénéfice de 90 candidats du programme régional Compétences pour un montant unitaire de 70 € (CAP ou BEP MC5 domaines généraux) ainsi que de 175 candidats du programme régional Compétences, pour un coût unitaire de 130 € (CAP ou BEP MC5 Domaines professionnels).

Elle permet la prise en charge des actions programmées, durant la période de référence, c'est-à-dire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	32 550,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	0,00 €
2014	Ateliers d'animation éducative	21 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €

2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	123 820,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	56 450,00 €
2014	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	32 550,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	23 388,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	13 476,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 767 281,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	47 687,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	115 108,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	79 346,33 €
2015	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	29 750,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 054 650,13 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	-16 657,92 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	9 080,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 251 540,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	61 312,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	179 852,00 €
2016	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	29 750,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	2 602 240,88 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 616 440,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	1 221 429,32 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 071 000,00 €
	Montant total	23 655 471,16 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-556

DU 22 NOVEMBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE - SIXIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Livre II de la 6ème partie du Code du travail ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-07 du 27 juillet 2007 relative au Schéma régional des formations 2007-2013 en Ile-de-France :

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à simplifier le fonctionnement du Conseil Régional ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 17-78 du 8 mars 2017 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – Première affectation 2017 – Institut des métiers et de l'artisanat de Cergy (95) : décision de l'arrêt de la construction de cet institut – Modification des conventions-types investissement travaux et équipements – avenant n° 1 à la convention n° CP 14-491 02 relative à l'acquisition de nouveaux locaux pour le CFA ADAFORSS ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport <%numCX%> présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-556 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Construction et travaux dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 794 577 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par la délibération du 8 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 794 577 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux CFA », action 11200101 « constructions et travaux CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Subvention au profit du CFA du Bâtiment et des Travaux Publics de Rueil-Malmaison (92) pour l'acquisition du terrain sur lequel est implanté le CFA

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement du projet, détaillé en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 500 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention (annexe 3 à la délibération), et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 500 000 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux CFA », action 11200101 « constructions et travaux CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Equipements dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 5 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 713 866,76 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement équipements » adoptée par la délibération du 8 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

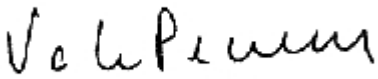
Affecte une autorisation de programme de 713 866,76 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-002 (112002) « équipement des centres de formation d'apprentis », action 11200201 « équipement des centres de formation d'apprentis », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention régionale pour l'acquisition d'équipements pédagogiques du CFA de l'Ecole de Travail ORT à compter du 10 septembre 2017, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 : Travaux d'extension et de réhabilitation du CFA du Bâtiment et des Travaux Publics de Rueil-Malmaison (92)

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions régionales pour les travaux d'extension et de réhabilitation du CFA du Bâtiment et des Travaux Publics de Rueil-Malmaison à compter du 1er janvier 2014, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-556	Budget	2017

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112001 - Construction et travaux dans les CFA**
Action	**11200101 - Construction et travaux dans les CFA**

Dispositif : N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage

Dossier	17014520 - CFA DES METIERS DE L'AERIEN - ACQUISITION DE 3 BATIMENTS SUR LE SITE DE TOUSSUS-LE-NOBLE (78)			
Bénéficiaire	R5959 - AFMAE			
Localisation	TOUSSUS-LE-NOBLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 090 189,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 903 040,00 €	TTC	72 %	2 090 189,00 €	

Dossier	17014823 - CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE RUEIL-MAILMAISON (92) - ACQUISITION D'UN TERRAIN			
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE			
Localisation	RUEIL-MALMAISON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000 000,00 €	TTC	37,5 %	1 500 000,00 €	

Dossier	17014855 - CFA ADOLPHE CHAUVIN - ETUDES POUR TRAVAUX DE RENOVATION			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	OSNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	TTC	50 %	500 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-556	Budget	2017

Dossier	17014858 - CFA DE L'OPTIQUE - TRAVAUX DE MISE AUX NORMES POUR L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE			
Bénéficiaire	R1303 - AEPO ASS ENSEIGNEMT PRI VE OPTIQUE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	64 084,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 105,00 €	TTC	80 %	64 084,00 €	

Dossier	17014863 - CFA PHARMACIE, SANTE, SANITAIRE ET SOCIAL - TRAVAUX DE SECURITE, DE RENOVATION ET D'ACCESSIBILITE SUR LES SITES DE POISSY (78) ET JUVISY-SUR-ORGE (91)			
Bénéficiaire	R1631 - ACPPAV ASS COURS PROF PHARMACIE ACADEMIE VERSAIL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	140 304,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
175 380,00 €	TTC	80 %	140 304,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	4 294 577,00 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112001 - 11200101	4 294 577,00 €

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112002 - Equipement des centres de formation d'apprenti(e)s**
Action	**11200201 - Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s**

Dispositif : N° 00000441 - Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA

Dossier	16011408 - CFA ADOLPHE CHAUVIN - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET INFORMATIQUES			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	OSNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	255 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
510 000,00 €	TTC	50 %	255 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-556	Budget	2017

Dossier	17014522 - CFA ECOLE DE TRAVAIL ORT - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES			
Bénéficiaire	R1667 - ECOLE DE TRAVAIL ORT CTRE DE FORMATION D APPRENTIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	26 076,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 200,00 €	TTC	53 %	26 076,00 €	

Dossier	17014900 - CFA DE L'OPTIQUE - ACQUISITION DE MATERIEL OPTIQUE			
Bénéficiaire	R1303 - AEPO ASS ENSEIGNEMT PRI VE OPTIQUE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	71 705,76 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
89 632,20 €	TTC	80 %	71 705,76 €	

Dossier	17014956 - CFA DE L'INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS (IFPM) - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET INFORMATIQUES			
Bénéficiaire	R18648 - IFPM INST FORM PERF ME TIERS			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	131 680,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
164 600,00 €	TTC	80 %	131 680,00 €	

Dossier	17014959 - CFA DE LA FACULTE DES METIERS DE L'ESSONNE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES POUR LES SITES DE MASSY, EVRY ET BONDOUFLE (91)			
Bénéficiaire	R27047 - FACULTE DES METIERS ESSONNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	155 448,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
194 310,00 €	TTC	80 %	155 448,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-556	Budget	2017

Dossier	17015087 - CFA DES METIERS DE L'AUDIOVISUEL - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET AUDIOVISUELS			
Bénéficiaire	R1674 - AFOMAV ASSOCIATION FORMATION METIERS AUDIO VISUEL			
Localisation	ELANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	73 957,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
142 225,00 €	TTC	52 %	73 957,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000441 - Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	713 866,76 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112002 - 11200201	713 866,76 €

Annexe 2 : fiches projets travaux dans les centres de formation d'apprentis

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014855

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA ADOLPHE CHAUVIN - ETUDES POUR TRAVAUX DE RENOVATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	1 000 000,00 €	50,00 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : études pour travaux de rénovation.

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Le site du CFA Adolphe Chauvin se compose de 6 bâtiments classés ERP sur une parcelle d'une surface totale de 26 140 m2. Leur état sanitaire est aujourd'hui médiocre et des travaux de rénovation doivent être entrepris.

L'ensemble du site devra être mis en conformité d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite dans un délai de 5 ans maximum et une mise à niveau des équipements de sécurité sera réalisée.

Des études sont nécessaires pour la réalisation du programme général de rénovation du site d'Osny.

Description :

Etudes pour travaux de rénovation comprenant :

- programmation : 60 000 €

- études et diagnostics : 130 000 €

- assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) : 40 000 €

- concours : 140 000 €

- maîtrise d'œuvre (APS-APD) : 480 000 €

- assurances : 100 000 €

- divers : 50 000 €

Soit un montant total études de 1 000 000 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 2 5 : commerce, vente, électricité, électronique, mécanique générale. 360 apprentis.

Localisation géographique :

- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programmation	60 000,00	6,00%
Etudes et diagnostics	130 000,00	13,00%
Assistance à maîtrise d'ouvrage	40 000,00	4,00%
Concours	140 000,00	14,00%
Maîtrise d'oeuvre	480 000,00	48,00%
Assurances	100 000,00	10,00%
Divers	50 000,00	5,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	500 000,00	50,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	500 000,00	50,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	400 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 070,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local	25 000,00 €

	ciblés	
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 050,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	136 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	433 488,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	11 100,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	8 263 125,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	320 534,35 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 659 933,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	674 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	23 313 815,00 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	69 300,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	5 439 319,84 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 281 383,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	282 620,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 633 000,00 €
	Montant total	105 482 081,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014520

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA DES METIERS DE L'AERIEN - ACQUISITION DE 3 BATIMENTS SUR LE SITE DE TOUSSUS-LE-NOBLE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 903 040,00 €	72,00 %	2 090 189,00 €
	Montant Total de la subvention		2 090 189,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LA FORMATION AUX METIERS DE L'ARIEN
Adresse administrative : DOMAINE DE VILGENIS
91300 MASSY
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 40989592700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition de 3 bâtiments sur le site de Toussus-le-Noble (78).

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Le projet de développement de l'Association pour la Formation aux Métiers de l'Aérien (AFMAE), élaboré dès 2013 et présenté à la Région Ile-de-France en juin 2014, s'appuyait sur une analyse des besoins des entreprises des secteurs aéronautique, aérien et aéroportuaire sur les bassins d'emploi au nord et au sud de la région Ile-de-France, pour proposer, au plus près de chaque bassin, les formations pertinentes pour répondre à ces besoins.

Le projet AFMAE 2017 devait initialement s'appuyer sur une réimplantation géographique vers Dugny-Le Bourget (93) et Toussus-le-Noble (78) dès la rentrée 2017 et avait fait l'objet d'un accord-cadre, signé en juillet 2015, entre la Région Ile-de-France, la Communauté d'agglomération de l'aéroport du Bourget, Aéroports de Paris (ADP), Air France et l'AFMAE. L'AFMAE avait vocation à rester locataire (respectivement d'ADP et de la société PAS) sur les deux sites.

Au travers de cet accord-cadre, la Région avait formalisé un soutien prévisionnel au projet de l'AFMAE à hauteur de 2 M€ pour financer l'acquisition d'outils pédagogiques (pour les sites de Dugny et Toussus-le-Noble), de 1 M€ pour favoriser la réalisation par ADP à Dugny d'un bâtiment économe en énergie, et de 2 M€ pour accompagner la nécessaire rénovation pour faire du plateau technique de Toussus-le-Noble une école à part entière.

Le projet a aujourd'hui pris sa forme définitive, avec une implantation décidée à la rentrée 2019 sur le site de Bonneuil-en-France (AFMAE locataire d'ADP), un accord de principe entre la société PAS et l'AFMAE pour un rachat par l'AFMAE des 3 hangars de Toussus-le-Noble (aujourd'hui propriété de la société PAS) et la réalisation de travaux d'agrandissement de ces locaux pour la mise en autonomie du site.

Quittant leur implantation historique de Massy, l'AFMAE et son CFA des Métiers de l'Aérien disposeront ainsi à la rentrée 2019, à Bonneuil et à Toussus, de nouvelles installations modernes, performantes et adaptées à leur activité, ce qui, en réponse aux besoins des entreprises des bassins d'emploi concernés, contribuera à la fois à l'efficacité des formations proposées et à la maîtrise des coûts.

Description :

Acquisition de 3 bâtiments comprenant :

- achat des hangars 104, 105 et 106 : 3 360 000 €

- taxe de frais de notaire : 268 800 €

Soit un montant total investissement de 3 628 800 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (80 %), est de 2 903 040 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 2 903 040 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 et 4 : mécanique aéronautique et spatiale, commerce, vente, transport, manutention, magasinage. 470 apprentis.

Localisation géographique :
- TOUSSUS-LE-NOBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 3 hangars	2 688 000,00	92,59%
Taxe et frais de notaire	215 040,00	7,41%
Total	2 903 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	2 090 189,00	72,00%
Organisme gestionnaire : emprunt	812 851,00	28,00%
Total	2 903 040,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 090 189,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	17 500,00 €
2014	Ateliers d'animation éducative	14 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	115 336,00 €
2014	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2014	Soutien aux expérimentations et aux partenariats	23 275,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	575 637,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	20 437,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	96 400,00 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	2 688,00 €
2015	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 019 011,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	89 680,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	234 035,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	580 272,00 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	189 315,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	480 000,00 €
	Montant total	3 012 665,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014858

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA DE L'OPTIQUE - TRAVAUX DE MISE AUX NORMES POUR L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	80 105,00 €	80,00 %	64 084,00 €
		Montant Total de la subvention	64 084,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT PRIVE DE L'OPTIQUE
Adresse administrative : 163 RUE DE SEVRES 75015 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 78444853200043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de mise aux normes pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Dans le cadre de la mise aux normes des établissements recevant le public pour garantir l'accès aux personnes à mobilité réduite, le CFA se voit contraint de procéder à des travaux conséquents.

Les travaux concerneront le marquage des contremarches, l'éclairage, la pose de main courante pour les escaliers ainsi que l'élargissement des accès.

Description :

Travaux de mise aux normes pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite comprenant :

- travaux hall d'entrée : 57 332 €

- travaux 1er étage : 9 540 €

- travaux 2ème étage : 7 122 €

- travaux 3ème étage : 6 738 €

- travaux 4ème étage : 8 778 €

- travaux sous-sol : 5 844 €

Soit un montant total d'investissement de 95 364 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (84%), est de 80 105 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 80 105 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 et 4 : santé. 214 apprentis

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux hall d'entrée	48 160,00	60,12%
Travaux 1er étage	8 015,00	10,01%
Travaux 2ème étage	5 984,00	7,47%
Travaux 3ème étage	5 661,00	7,07%
Travaux 4ème étage	7 375,00	9,21%
Travaux sous-sol	4 910,00	6,13%
Total	80 105,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	64 084,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	16 021,00	20,00%
Total	80 105,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	64 084,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	13 104,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	5 600,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	812 216,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	9 168,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	16 080,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	13 064,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	926 956,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	9 680,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	37 868,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 105 262,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	634 000,00 €
	Montant total	2 979 460,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014863

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA PHARMACIE, SANTE, SANITAIRE ET SOCIAL - TRAVAUX DE SECURITE, DE RENOVATION ET D'ACCESSIBILITE SUR LES SITES DE POISSY (78) ET JUVISY-SUR-ORGE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	175 380,00 €	80,00 %	140 304,00 €
	Montant Total de la subvention		140 304,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES COURS PROFESSIONNELS DE PHARMACIE, SANTE, SANITAIRE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENT ET SCIENCES DE LA VIE
Adresse administrative : 14 RUE GUSTAVE EIFFEL
78306 POISSY
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 78515061600049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de sécurité, de rénovation et d'accessibilité sur les sites de Poissy (78) et Juvisy-sur-Orge (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Les travaux consistent à :

* pour le site de Poissy (78) :

- amélioration de la sécurité des locaux
- rénovation de la terrasse, des peintures des salles de cours, toilettes et couloirs

* pour le site de Juvisy-sur-Orge (91) :

- amélioration et maîtrise des coûts de chauffage par la mise en place de radiateurs

Une mise en conformité pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sera mise en place sur les deux sites.

Description :

Travaux de sécurité, de rénovation et d'accessibilité sur les sites de Poissy (78) et Juvisy-sur-Orge (91) comprenant :

* Pour le site de Poissy :

- installation d'une barrière automatique et d'une ligne électrique sur le parking apprentis : 6 968 €

- remplacement d'un moteur pour barrière parking : 3 175 €

- réfection de l'étanchéité de la terrasse : 69 141 €

- installation d'une alarme intrusion : 6 815 €

- travaux de peinture salles de cours, toilettes et couloirs : 29 986 €

- marquage au sol parking : 4 181 €

- remplacement des éclairages des laboratoires : 4 620 €

- travaux d'accessibilité du parking : 8 820 €

- pose de boutons de présence pour les personnes à mobilité réduite : 1 188 €

* Pour le site de Juvisy-sur-Orge :

- remplacement des radiateurs : 57 336 €

- remplacement détecteur incendie : 3 849 €

- installation d'une barre anti panique : 1 200 €

- travaux de modification du laboratoire pharmaceutique gaz en électricité : 7 546 €

- travaux d'accessibilité des toilettes pour les personnes à mobilité réduite : 14 400 €

Soit un montant total investissement de 219 225 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (80%), est de 175 380 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 175 380 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveau 3 à 5 : santé, travail social. Nombre d'apprentis : 790

Localisation géographique :

- POISSY
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrière automatique et ligne électrique parking apprentis	5 574,40	3,18%
Moteur barrière parking	2 540,00	1,45%
Travaux d'étanchéité de la terrasse	55 312,80	31,54%
Alarme anti intrusion	5 452,00	3,11%
Travaux de peinture salles de cours, toilettes et couloirs	23 988,80	13,68%
Marquage au sol parking	3 344,80	1,91%
Remplacement des éclairages des laboratoires	3 696,00	2,11%
Travaux d'accessibilité du parking	7 056,00	4,02%
Pose de boutons de présence	950,40	0,54%
Remplacement de radiateurs	45 868,80	26,15%
Remplacement de détecteur incendie	3 079,20	1,76%
Installation d'une barre anti panique	960,00	0,55%
Travaux de modification du laboratoire pharmaceutique gaz/électricité	6 036,80	3,44%
Travaux d'accessibilité des toilettes	11 520,00	6,57%
Total	175 380,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	140 304,00	80,00%
Organisme associé - Fonds propres	35 076,00	20,00%
Total	175 380,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 304,00 €
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	136 752,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	35 955,00 €
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	28 000,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	3 675,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 241 738,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	94 228,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	198 302,40 €
2015	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	28 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	-35 216,43 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 020 208,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	97 776,00 €
2016	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	50 274,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	115 750,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 403 345,00 €
2017	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	21 040,00 €
2017	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	72 618,00 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	150 090,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 799 000,00 €
	Montant total	7 990 734,40 €

Annexe 3 : Convention d'investissement entre la Région Ile-de-France, BTP CFA Ile-de-France et la SCI AFOBAT 77 CONSTRUCTION

CONVENTION D'INVESTISSEMENT RELATIVE A L'ACQUISITION D'UN TERRAIN SITUE 35 RUE DU MARQUIS DE CORIOLIS 92500 RUEIL-MALMAISON POUR LE CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE RUEIL-MALMAISON

n° **CP 2017-**

La Région Île-de-France, sise 33 rue Barbet-de-Jouy à Paris (75007), représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2017- du 22 novembre 2017

ci-après dénommée « La Région »

d'une part,

L'Association Régionale des CFA du BTP d'Ile-de-France (BTP CFA IDF)
association loi 1901
dont le siège est situé : 10, rue du Débarcadère 75852 Paris Cedex 17
représentée par son Président : Monsieur Gérard HUGUE
en vertu du procès-verbal du Conseil d'Administration du 14 juin 2016

ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

et

La SCI AFOBAT 77 CONSTRUCTION
Société Civile Immobilière
dont le siège est situé : 56, rue Eugène-Delaroue 77190 Dammarie-les-Lys
représentée par son Gérant : Monsieur Gérard HUGUE
en vertu de

ci-après dénommé « *le maître d'ouvrage* »

d'autre part,

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

La mission de service public de l'apprentissage mise à la charge de la Région par l'article L. 214-12 du code de l'éducation ;

Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, approuvé par la délibération n CR 33-10 du 17 juin 2010 applicable à tout versement de subvention par la Région y compris celle versée au titre de la présente convention, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

L'Association Régionale des CFA du BTP d'Ile-de-France (BTP CFA IDF) est l'organisme gestionnaire du CFA du bâtiment et des travaux publics de Rueil-Malmaison ;

Les stipulations de la convention de création du centre de formation d'apprentis conclue le 01/01/2017, entre la Région et BTP CFA Ile-de-France ;

Les termes de la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016, et plus particulièrement son article 3 et son annexe 3 portant règlement d'attribution de l'aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis ;

L'octroi de la subvention de la Région Ile-de-France concerne uniquement les activités de l'organisme gestionnaire liées à sa mission de service public de l'apprentissage, qui constitue une compétence mise à la charge de la Région par l'article L.214-12 du code de l'éducation ;

SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'opération, relative à l'acquisition d'un terrain situé 35 rue du Marquis de Coriolis 92500 Rueil-Malmaison que la Région Ile-de-France, par délibération n° CP 2017- précitée, a décidé de soutenir financièrement est décrite de façon détaillée dans la « fiche projet » ci-jointe en annexe 1 à la présente convention.

Cette « fiche projet » comporte le descriptif complet de l'opération, ainsi que son plan de financement.

Les références cadastrales du terrain sont :

Parcelle 17 - Section BY -Feuille 000 BY 01

Pour la réalisation de ladite opération, la Région attribue au bénéficiaire une subvention correspondant à 37,50 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 4 000 000 € TTC, soit un montant maximum de subvention de 1 500 000 €. Cette opération sera réalisée par le maître d'ouvrage SCI AFOBAT 77 CONSTRUCTION pour le compte de l'organisme gestionnaire l'Association Régionale des CFA du BTP d'Ile-de-France.

Au titre de la présente convention, le bénéficiaire est autorisé à reverser le montant de la subvention au maître d'ouvrage. La subvention versée par la Région sur le compte de BTP CFA IDF sera intégralement reversée sur le compte de la SCI AFOBAT 77 CONSTRUCTION par le biais du compte courant existant.

Après établissement d'un bail entre BTP CFA IDF et la SCI, une facture de location sera établie selon les modalités définies. Un dividende sera reversé annuellement, montant de la location diminué de la TVA, charges foncières, toutes charges directement liées à l'exploitation.

Le programme d'exécution technique et financier de la subvention régionale est détaillé en annexe 2 à la présente convention.

Article 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE ET DU MAITRE D'OUVRAGE

2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OPERATION SUBVENTIONNEE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, par l'intermédiaire du maître d'ouvrage et de sa responsabilité, l'opération définie dans la « fiche projet » précitée.

2.1.1 Obligations relatives à l'acquisition du terrain

Pendant la durée d'amortissement du bien subventionné par la Région, soit pendant xx ans commençant à courir à compter de la date de prise d'effet du bail signé entre le bénéficiaire et le maître d'ouvrage, le bien ci-dessus défini est affecté exclusivement à la formation d'apprentis, activité portée exclusivement par l'Association Régionale des CFA du BTP d'Ile-de-France. Il est inscrit à l'inventaire du centre de formation d'apprentis (CFA) auquel il est destiné ainsi qu'à l'actif du bilan comptable de ce dernier (en immobilisations financières).

La subvention est dédiée aux uniques activités d'apprentissage et ne procure aucun avantage économique à la SCI maître d'ouvrage. En effet, la SCI s'engage à ce que la subvention ne finance aucune activité économique qui serait éventuellement exercé par elle et/ou sa(ses) filiale(s).

Le maître d'ouvrage s'engage à facturer un loyer annuel. Ce loyer sera révisé chaque année au 1er janvier, selon l'Indice des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) pour la surface à usage de bureaux et selon l'Indice du Coût de la Construction (ICC) pour la surface des ateliers ; l'indice de référence sera précisé dans le bail qui sera signé entre le bénéficiaire et le maître d'ouvrage.

2.1.2 Obligations relatives à la prise de participation dans la SCI AFOBAT 77 CONSTRUCTION

Aucune création de part n'aura lieu car le bénéficiaire, BTP CFA IDF, détient 9999 parts sur 10000.

L'organisme gestionnaire s'engage à informer préalablement la Région de sa volonté éventuelle de se retirer de la SCI. Si ce retrait devait intervenir lors de la durée de la présente convention, la Région se réserverait le droit de demander restitution de la subvention dans les conditions prévues à l'article 4 de la présente convention.

2.1.3 Obligations en cas de cession du terrain

Le bénéficiaire et, le cas échéant, le maître d'ouvrage, sont tenus d'informer la Région de tout projet de vente du terrain objet de la présente convention.

En cas de cession du terrain avant l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire est tenu d'en informer au préalable la Région. Par ailleurs, avant la cession du terrain, le maître d'ouvrage s'engage à porter à la connaissance de l'acquéreur potentiel les obligations résultant de la présente convention qui, s'il les accepte, lui sont intégralement transférées une fois la vente effectuée, par avenant à la présente convention. En cas de refus de l'acquéreur, la partie non amortie de la subvention régionale est restituée à la Région par le bénéficiaire conformément à l'article 4 de la présente convention.

A défaut du respect des dispositions, ci-dessus, le bénéficiaire ou la SCI maître d'ouvrage reversent à la Région Ile-de-France l'intégralité de la subvention perçue au titre de la présente convention par application des dispositions de l'article 4.

2.1.4 Obligations en cas de cessation d'activité

En cas de cessation d'activité, totale ou partielle, du bénéficiaire, ou du centre de formation d'apprentis dont il est l'organisme gestionnaire :

- soit le terrain sur lequel porte la présente convention est cédé à un organisme qui s'engage à poursuivre l'affectation, ci-dessus définie, pour la durée d'amortissement de la subvention restant à courir à compter de la date de cession ;

- soit le bénéficiaire reverse à la Région Ile-de-France la partie non amortie de la subvention régionale à la date de la cessation d'activité conformément à l'article 4 de la présente convention.

2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des aides régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire et le maître d'ouvrage s'engagent à :

- Informer la Région de toute modification survenue dans leur organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire. Cette communication doit être réalisée, dans les deux mois de la survenance de la modification correspondante, par écrit et accompagnée de la copie « authentique » du ou des document(s) probant(s) correspondant(s) ;

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à leur situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement ;

- Conserver pendant dix ans, à compter de l'achèvement de l'opération objet de la présente convention, les documents comptables et les pièces justificatives qui s'y rapportent ;

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Respecter la nomenclature comptable des CFA (avis n° 2003-04 du 01/04/2003 du CNC) : hormis les financements sur emprunt, toutes les subventions, y compris la participation de l'organisme gestionnaire sur fonds propres ou taxe d'apprentissage, doivent faire l'objet d'une reprise de l'amortissement au compte de résultat (comptes 777 et 139) ;

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention, le bénéficiaire et le maître d'ouvrage s'engagent à faire clairement apparaître la contribution régionale en mentionnant expressément « action financée par la Région Ile-de-France » et en apposant le logo régional, conformément à la charte graphique régionale qui leur est communiquée à leur demande par les services de la Région.

Le bénéficiaire et le maître d'ouvrage autorisent, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire et le maître d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 : CADUCITE

Si, à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale la demande de paiement, ladite subvention devient caduque et la convention est résiliée.

Avant son expiration, ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter du premier jour de l'année suivant la date de première demande de versement, (avance ou acompte) le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement d'acompte d'une partie de la subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

3.2.1 : VERSEMENT d'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention régionale par rapport au montant total prévisionnel du coût de l'opération.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production du compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier est revêtu de la signature du représentant du bénéficiaire, de la SCI et d'un expert-comptable ou du commissaire aux comptes ;

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, il est en outre subordonné à la production de l'état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

3.3 : REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention, tel que défini à l'article 1 ci-dessus, constitue un plafond.
Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est avérée inférieure au montant prévisionnel de la dépense subventionnable mentionné à l'article 1 ci-dessus, le montant de la subvention régionale attribué est révisé, en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Il fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, ou d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années défini au paragraphe 3.1 ci-dessus donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région aux fins de reversement par le bénéficiaire.

Article 4 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de bénéficiaire, et plus globalement en cas de non-respect d'une disposition de la présente convention, la résiliation de celle-ci implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région au prorata de la durée d'amortissement restant à courir et dont le montant est calculé comme suit :

Dans laquelle $$Sr = \frac{Sv \times (Dc - Da)}{Dc}$$

Sr représente le montant de la part de la subvention qui doit être restituée à la Région
Sv : montant de la subvention versée
Dc : la durée contractuelle de la convention
Da : durée effective d'affectation des biens subventionnés

Par ailleurs, la Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées,

- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire des comptes rendus d'exécution et financiers des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties, à savoir le .

Elle prend fin à l'expiration de l'obligation d'affectation des biens subventionnés définie à l'article 2.1.1. de la présente convention.

Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Article 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale ou le maître d'ouvrage. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire et une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire et au maître d'ouvrage la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette dernière.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire ou du maître d'ouvrage par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en application de l'article 4 de la présente convention.

Article 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend qui s'élèverait entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention et qui n'aurait pas fait l'objet d'un règlement à l'amiable sera soumis à la juridiction compétente.

La convention comprend les deux annexes suivantes

Annexe 1. « *fiche projet* »

Annexe 2. *« Programme d'exécution technique et financier de l'opération*»

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le _____ *(date de signature)* Le _____ *(date de signature)*

Pour **BTP CFA IDF**,

Le Président

Pour la **Région Ile-de-France**,

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Gérard HUGUE

(signature revêtue du cachet
de l'organisme bénéficiaire)

Le _____ *(date de signature)*

Pour la **SCI AFOBAT 77**,

Le **Gérant**

Gérard HUGUE

(signature revêtue du cachet
de l'organisme bénéficiaire)

Annexe 4 : Fiche projet pour l'acquisition du terrain au profit du CFA du Bâtiment et des Travaux Publics de Rueil-Malmaison (92)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014823

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE RUEIL-MAILMAISON (92) - ACQUISITION D'UN TERRAIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	4 000 000,00 €	37,50 %	1 500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 500 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: BTP CFA ILE DE FRANCE
Adresse administrative	: 10 RUE DU DEBARCADERE 75017 PARIS
Statut Juridique	: Association
N° SIRET	: 77566214100081

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'un terrain

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Le CFA du bâtiment et des travaux publics de Rueil-Malmaison (92) est situé au 35 rue du Marquis de Coriolis à Rueil-Malmaison sur un terrain appartenant à l'association d'entraide et de soutien aux établissements catholiques parisiens (AESP).

Le CFA du bâtiment de Rueil-Malmaison assure la préparation de 8 CAP, 1 BAC PRO et de 2 brevets professionnels dans les métiers du Bâtiment.

Un nouveau bail à construction a été signé au 1er janvier 2011 pour une durée de 40 ans. Ce bail a fait l'objet d'une revalorisation conséquente du montant du loyer.

Le bailleur initial, L'Œuvre de Saint Nicolas, a été absorbé par l'AESP qui est devenue une nouvelle structure par la voie d'un traité d'apport-fusion. L'AESP souhaite vendre le terrain d'une surface d'1 ha sur lequel est implanté le CFA et ne pas être assujettie à la taxation de la valeur des constructions au titre

des revenus fonciers.

Ainsi, l'option retenue par les parties est une acquisition du terrain par la SCI AFOBAT 77 CONSTRUCTION. La subvention sera versée par la Région Ile-de-France à l'organisme gestionnaire qui reversera cette subvention à la SCI AFOBAT 77 CONSTRUCTION qui sera en finalité propriétaire du terrain. Les frais d'achat seront supportés par le vendeur et le bail initial sera maintenu en faveur de l'organisme gestionnaire BTP CFA Ile-de-France. Une renégociation du prix du loyer sera effectuée permettant de réaliser une diminution du montant annuel et aura pour effet une baisse des coûts de fonctionnement du CFA.

Description :

Acquisition d'un terrain comprenant :

- Terrain de 1 ha situé au 35 rue du Marquis de Coriolis à Rueil-Malmaison

Références cadastrales de la parcelle :

Parcelle 17
Section BY
Feuille 000 BY 01

Soit un montant total acquisition de 4 000 000 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 4 et 5 : énergie, génie climatique, structures métalliques, bâtiment, électricité, électronique, travail du bois et de l'ameublement. 330 apprentis.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un terrain	4 000 000,00	100,00%
Total	4 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	1 500 000,00	37,50%
CCCA-BTP	2 500 000,00	62,50%
Total	4 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	35 900,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	95 375,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	420 544,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	133 246,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	6 400,00 €
2014	Soutien aux expérimentations régionales en apprentissage	39 605,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	23 917,50 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	356 626,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	59 439,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 363 645,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	34 350,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	2 356,90 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	442 752,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	310 627,82 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	29 796,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 353 079,57 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 485 118,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 407 859,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	13 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	190 750,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	337 812,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 013 995,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	3 584 000,00 €
2016	Subvention exceptionnelle de fonctionnement aux CFA	380 030,36 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 285 008,00 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	457 716,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	485 932,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	7 396 000,00 €
	Montant total	39 686 569,54 €

Annexe 5 : Fiches projets équipements dans les centres de formation d'apprentis

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011408

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA ADOLPHE CHAUVIN - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET INFORMATIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	510 000,00 €	50,00 %	255 000,00 €
	Montant Total de la subvention		255 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204181-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Organisme Consulaire
N° SIRET	:	13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques et informatiques

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques et informatiques comprenant :

* plateau technique BTS Maintenance des Systèmes : 28 950 €

- platines pneumatiques
- logiciel de simulation
- caméra thermique
- maquettes de mesures physiques

* plateau technique Productique : 86 210 €

- banc de préréglage d'outil de coupe
- machine de mesure tridimensionnelle à commande manuelle

* plateau technique BAC Pro Electrotechnique : 129 190 €

- oscilloscopes
- testeurs d'installations électriques
- pinces multi-métrique
- lots modulaires et volet roulant
- cellule 3D tertiaire
- banc départ moteur
- banc sécurité incendie
- banc câblage industriel et pneumatique
- système domestique
- borne de recharge pour véhicule électrique
- panneau de mise en situation installation voix données images

* plateau technique BTS Electrotechnique : 104 650 €

- coffret chauffage, pack écran et lot coffret
- échelle plateforme et kit d'intervention complet
- divers appareils de mesure
- packs complets
- four et armoire de commande

* Laboratoire de sciences : 20 800 €

- divers matériels et équipements formations industrie
- hotte pour préparation de chimie

* Atelier type "Fab Lab" : 7 970 €

- imprimantes 3D
- divers outillages pour imprimantes

* Equipements informatiques Département Industrie : 27 806 €

- postes informatiques
- extension et mises à jour logiciels
- traceur

* Equipements informatiques Département Vente : 20 804 €

- postes informatiques
- mise à jour logiciel

* Equipements informatiques Pédagogie commun : 74 040 €

- postes informatiques
- coffrets de liaison
- socles pour équipement mobiles
- meubles mobiles
- installation et équipement Wifi

* Equipements informatiques Administratif : 9 580 €

- ordinateurs portables

- tablettes pour relations entreprises

Soit un montant total investissement de 510 000 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Niveaux 2 à 5 : commerce, vente, électricité, électronique, mécanique générale et de précision. 410 apprentis.

Localisation géographique :
- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements plateau technique BTS maintenance	28 950,00	5,68%
Equipements plateau technique productique	86 210,00	16,90%
Equipements plateau technique BAC Pro électrotechnique	129 190,00	25,33%
Equipements plateau technique BTS électrotechnique	104 650,00	20,52%
Equipements laboratoire de sciences	20 800,00	4,08%
Equipements atelier fab lab	7 970,00	1,56%
Equipements informatiques département industrie	27 806,00	5,45%
Equipements informatiques département vente	20 804,00	4,08%
Equipements informatiques pédagogie commun	74 040,00	14,52%
Equipements informatiques administratif	9 580,00	1,88%
Total	510 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	255 000,00	50,00%
Taxe d'apprentissage	255 000,00	50,00%
Total	510 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	55 000,00 €
2018	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €

2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 070,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 050,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	136 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	433 488,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	11 100,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	8 263 125,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	320 534,35 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 659 933,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	674 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	23 313 815,00 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	69 300,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	5 439 319,84 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 281 383,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	282 620,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 633 000,00 €
	Montant total	105 482 081,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014522

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA ECOLE DE TRAVAIL ORT - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	49 200,00 €	53,00 %	26 076,00 €
	Montant Total de la subvention		26 076,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE DE TRAVAIL ORT
Adresse administrative : 4 BIS RUE DES ROSIERS
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 78424186100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les équipements pédagogiques sont nécessaires pour la rentrée de septembre 2017 dans le cadre de l'ouverture de la Mention Complémentaire Maintenance des systèmes embarqués de l'automobile.

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques comprenant :

- 7 véhicules pédagogiques

Soit un montant total investissement de 49 200 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pédagogiques	49 200,00	100,00%
Total	49 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	26 076,00	53,00%
Taxe d'apprentissage	23 124,00	47,00%
Total	49 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	16 076,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	28 080,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	12 391,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	78 265,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	172 764,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	806 861,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	26 996,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	33 339,20 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	85 738,97 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	648 351,00 €

2016	Développeurs de l'apprentissage	34 062,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	36 448,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 291 805,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	633 000,00 €
	Montant total	3 220 627,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014900

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA DE L'OPTIQUE - ACQUISITION DE MATERIEL OPTIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	89 632,20 €	80,00 %	71 705,76 €
	Montant Total de la subvention		71 705,76 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT PRIVE DE L'OPTIQUE
Adresse administrative : 163 RUE DE SEVRES 75015 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 78444853200043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition de matériel optique.

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition de matériel optique comprenant :

- instruments d'optique (frontofocomètres et pupillomètres) : 14 478 €

- perceuses fraiseuses : 258 €

- tables de lecture et meuleuses : 58 419 €

- divers instruments d'ophtalmologie et d'optique : 30 000 €

- vidéoprojecteurs et prise réseau : 3 550 €

Soit un montant total d'investissement de 106 705 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (84%), est de 89 632,20 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 89 632,20 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 et 4 : santé. 214 apprentis

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Instruments d'optique	12 161,20	13,57%
Perceuses fraiseuses	217,00	0,24%
Tables de lecture et meuleuses	49 072,00	54,75%
Divers instruments d'ophtalmologie et d'optique	25 200,00	28,11%
Vidéoprojecteurs et prise réseau	2 982,00	3,33%
Total	89 632,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	71 705,76	80,00%
Taxe d'apprentissage	17 926,44	20,00%
Total	89 632,20	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	71 705,76 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	13 104,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	5 600,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	812 216,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	9 168,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	16 080,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	13 064,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	926 956,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	9 680,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	37 868,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 105 262,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	634 000,00 €
	Montant total	2 979 460,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014956

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA DE L'INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS (IFPM) - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET INFORMATIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	164 600,00 €	80,00 %	131 680,00 €
	Montant Total de la subvention		131 680,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS
Adresse administrative : 4 BOULEVARD DU LEVANT 92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 38426598900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques et informatiques.

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques et informatiques comprenant :

* Equipements pédagogiques : 110 405 €

- divers appareils de soins esthétiques

- divers appareils spécifiques pour les classes BTS

* Equipements informatiques : 54 195 €

- ordinateurs portables et licences

- tables de cours et tables informatiques, supports unités centrales et chaises

Soit un montant total investissement de 164 600 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : coiffure, esthétique et autres spécialités des services aux personnes. 215 apprentis.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pédagogiques	110 405,00	67,07%
Equipements informatiques	54 195,00	32,93%
Total	164 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	131 680,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	32 920,00	20,00%
Total	164 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	81 680,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	31 200,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	77 392,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	1 850,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 598 989,00 €

2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	46 800,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	7 350,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	87 636,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	58 752,00 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	14 692,80 €
2015	Formation de formateurs en CFA	2 850,00 €
2015	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 842 077,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	15 600,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	84 460,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	3 250,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	11 832,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	19 608,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 366 762,00 €
2017	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	9 448,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	195 520,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 340 000,00 €
	Montant total	6 730 919,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014959

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA DE LA FACULTE DES METIERS DE L'ESSONNE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES POUR LES SITES DE MASSY, EVRY ET BONDOUFLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	194 310,00 €	80,00 %	155 448,00 €
	Montant Total de la subvention		155 448,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FACULTE DES METIERS ESSONNE
Adresse administrative : 3 CHEMIN DE LA GRANGE FEU LOUIS
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 45235951600021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques pour les sites de Massy, Evry et Bondoufle (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques pour les sites de Massy, Evry et Bondoufle comprenant :

- tableaux tryptiques (Massy) : 13 201 €

- chaises et tables (Massy) : 13 352 €

- matériel de mise en réseau (Massy) : 32 773 €

- divers matériel informatique (Massy) : 37 058 €

- postes à souder (Bondoufle) : 26 952 €

- postes à électrodes enrobées (Bondoufle) : 14 904 €

- analyseurs numériques données de soudage (Bondoufle) : 2 585 €

- logiciel en bureau d'étude électrique (Evry) : 2 510 €

- platine de régulation frigorifique (Evry) : 2 150 €

- platine de régulation centrale de traitement d'air (Evry) : 4 516 €

- divers appareils de mesure (Evry) : 1 853 €

- logiciel WinRelais (Massy) : 1 980 €

- armoires de fermentation (Evry) : 33 840 €

- grilles pour armoires (Evry) : 1 116 €

- armoires de fermentation viennoiserie (Evry) : 5 520 €

Soit un montant total investissement de 194 310 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 1 à 4 : comptabilité, gestion, informatique, traitement de l'information, finances, banque, assurances, ressources humaines, gestion du personnel, commerce, vente, énergie, génie climatique, accueil, hôtellerie, tourisme, électricité, électronique, secrétariat, bureautique, agroalimenataire, alimentation, cuisine, coiffure, esthétique. 2 410 apprentis.

Localisation géographique :
- MASSY
- BONDOUFLE
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tableaux tryptiques	13 201,00	6,79%
Chaises et tables	13 352,00	6,87%
Matériel de mise en réseau	32 773,00	16,87%
Divers matériel informatique	37 058,00	19,07%
Postes à souder	26 952,00	13,87%
Postes à électrodes enrobées	14 904,00	7,67%
Analyseurs numériques	2 585,00	1,33%
Logiciel en bureau d'étude	2 510,00	1,29%
Platine de régulation frigorifique	2 150,00	1,11%
Platine de régulation centrale de traitement d'air	4 516,00	2,32%
Divers appareils de mesure	1 853,00	0,95%
Logiciel WinRelais	1 980,00	1,02%
Armoires de fermentation	33 840,00	17,42%
Grilles pour armoires	1 116,00	0,57%
Armoires de fermentation viennoiserie	5 520,00	2,84%
Total	194 310,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	155 448,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	38 862,00	20,00%
Total	194 310,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	105 448,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	137 200,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	2 298,45 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	213 152,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	20 392,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	2 150,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	109 808,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 509 258,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	123 600,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	205 744,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	244 900,80 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	14 400,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	-6 523,90 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	505 556,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 636 912,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	50 300,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	226 124,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	10 625,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	300 676,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 695 488,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 328 329,05 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	6 880 000,00 €
	Montant total	30 668 278,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015087

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFA DES METIERS DE L'AUDIOVISUEL - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET AUDIOVISUELS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	142 225,00 €	52,00 %	73 957,00 €
	Montant Total de la subvention		73 957,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LA FORMATION AUX METIERS DE L'AUDIOVISUEL
Adresse administrative : 12 RUE RUBENS
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 34088342000036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : acquisition d'équipements informatiques et audiovisuels.

Date prévisionnelle de début de projet : 27 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements informatiques et audiovisuels comprenant :

* Equipements informatiques : 32 595 €

- ordinateurs

* Equipements audiovisuels : 109 630 €

- console lumière
- serveur de montage
- boîtiers de scène
- matériel de prise de vue et câbles
- enregistreur portable

Soit un montant total investissement de 142 225 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 et 4 : métiers de l'audiovisuel et du spectacle vivant. 30 apprentis.

Localisation géographique :

- ELANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements informatiques	32 595,00	22,92%
Equipements audiovisuels	109 630,00	77,08%
Total	142 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	73 957,00	52,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	68 268,00	48,00%
Total	142 225,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	73 957,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	9 216,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	5 888,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	8 832,00 €
2017	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	4 416,00 €
	Montant total	25 280,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-625

DU 22 NOVEMBRE 2017

APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LA RÉGION ET L'ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE AFFECTATION D'UNE SUBVENTION ANNUELLE DE FONCTIONNEMENT POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code du travail ;

VU Le Code de l'Education ;

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10 (communication des budgets et comptes des autorités administratives) ;

VU La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue, tout au long de la vie 2007/2013 prorogé par délibération CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au « Service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles : politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations » ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 18 juin 2009 relative au « Service public régional de la formation et de l'insertion professionnelle : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » ;

VU La délibération n° CR 61-11 du 23 juin 2011 approuvant la Stratégie Régionale de Développement Economique et d'Innovation ;

VU La délibération n° CR 17-12 du 16 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ;

VU La délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017

VU Le Budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-625 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de soutenir l'association Sports dans la Ville dans le cadre de son programme Job dans la ville, à hauteur de 40 000 € maximum par structure créée et de 10 000 € maximum par structure déjà existante.

Approuve à cet effet la convention avec l'association Sport dans la Ville présentée en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 2 :

Décide de participer au financement de la création et du développement des centres associatifs dans lesquels est mis en œuvre le programme « Job dans la ville », par l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Sport dans la Ville d'un montant maximal prévisionnel de 150 000 €, correspondant à la subvention annuelle 2017.

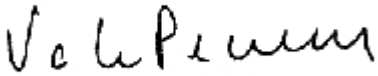
Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, de la convention mentionnée à l'article 1 et figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **150 000 €** correspondant au montant de la subvention annuelle du budget 2017 et disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », au titre du programme HP-11 005 « Mesures d'insertion professionnelle » Nature 657 « Subvention » sur l'action 11100502 « mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 5 de la délibération.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention de fonctionnement de l'association Sport dans la Ville à compter du 1er janvier 2017 conformément à la dérogation prévue à l'article 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 susvisée.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION - CONVENTION ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET L'ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE
ET L'ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE

Entre :

La Région Île-de-France, située 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° CP 2017-625 du 22 novembre 2017,

Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et :
L'organisme dénommé **Sport dans la Ville**
dont le statut juridique est une association, régie par la loi du 1er juillet 1901,
dont le n° de SIRET du siège social est :
adresse : 15 quai de la Gare d'Eau 69009 Lyon
dont le n° de SIRET de l'établissement exécutant l'action est :
adresse :

et représentée par son Président, Nicolas Eschermann,

Ci-après désignée « l'association » ou « Sport dans la Ville »,

D'autre part.

Ci-après désignées ensemble « les parties ».

IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'association « Sport dans la Ville » est la principale association d'insertion par le sport en France et a pour objet de participer au développement de projets d'insertion à caractère social et professionnel, pour venir en aide à des jeunes en difficulté.

Pour ce faire, « Sport dans la Ville » s'attache à garantir la mise en place de programmes en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes habitants des quartiers où l'association intervient notamment par la mise en place de centres socio-sportifs.

Son action s'inscrit dans les objectifs poursuivis par la Région en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes franciliens.

Afin de soutenir leur action, la Région s'engage, en signant avec elle une convention annuelle, à participer à leur financement.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention, répondant aux nouvelles orientations de la Région, fixe les modalités du soutien régional au projet porté par Sport dans la Ville et les engagements de chacune des parties dans le cadre de sa mise en œuvre.

Le périmètre d'intervention de l'association est la région Ile-de-France.

La présente convention précise les objectifs généraux retenus en commun pour le partenariat engagé avec la Région. L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

2.1. Objectifs généraux

L'association intervient dans le cadre des centres socio-sportifs implantés en Ile-de-France, dont elle assure la mise en place et l'animation.

L'implantation d'un nouveau centre socio-sportif est réalisée par Sport dans la Ville, qui en supporte les coûts des études, des travaux et des équipements. En principe, le centre est implanté sur un terrain mis à disposition gratuitement par la commune concernée en vertu d'une convention particulière.

Pour 2017, année sur laquelle porte la présente convention, l'association projette :

- la création de 2 centres;
- le développement de l'activité des 7 centres déjà existants.

Dans tous les centres socio-sportifs dont elle à la charge, à son initiative et sous sa seule responsabilité, Sport dans la Ville s'engage à :

- Mettre en place son programme d'insertion professionnelle « Job dans la Ville », qui a pour objectif d'accompagner dans le temps des jeunes âgés de moins de 25 ans vers une qualification et un emploi ;
- Mettre en place un réseau partenarial fort avec les acteurs locaux en vue d'améliorer l'accès à des stages et emplois pour les jeunes qu'elle accompagne.
- Développer l'activité des centres existants et des nouvelles structures en privilégiant les liens avec les infrastructures sportives déjà existantes, ainsi que le travail partenarial avec les fédérations et ligues sportives.

Identification des objectifs généraux stratégiques :

Objectif général n° 1 : Développer les activités mises en œuvre dans le cadre du programme « Job dans la Ville »

Cet objectif correspond aux actions mises en œuvre (entretiens, ateliers, événements, animations, séjours à l'étranger, formations…), à l'évolution de l'équipe et aux promotions de jeunes suivis chaque année.

Objectif général n° 2 : Renforcer le partenariat avec les entreprises afin de favoriser l'accès à l'alternance et à l'emploi

Cet objectif correspond à la mobilisation des partenaires de Sport dans la Ville ainsi qu'à la mise en relation des jeunes avec les entreprises s'inscrivant dans ce réseau.

Objectif général n° 3 : Accroître l'insertion professionnelle en améliorant les sorties positives vers l'alternance, l'emploi et la formation

Cet objectif reprend la finalité de ce programme, qui est de favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes.

Objectifs spécifiques aux centres déjà existants :

Le soutien régional au développement de l'activité des centres déjà existants est conditionné à l'augmentation du nombre de jeunes suivis dans le cadre du programme Job dans la Ville dans les conditions suivantes : au minimum +30% de jeunes entrés dans le programme pour l'année 2017 par rapport à 2016.

2.2. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n° CR 08-16 du 18 février 2016, Sport dans la Ville s'engage à recruter des stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois par année d'exécution de la présente convention.

L'association saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

L'association informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) à la mise en œuvre de cette obligation.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

2.3. Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.4. Suivi de la réalisation des objectifs

La réalisation des objectifs figurant à l'article 2.1 fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée, sur la base des indicateurs de suivi présentés en annexe 2 et le bilan annuel de situation présenté en annexe 3.

Ces tableaux devront être renseignés et transmis à la Région au plus tard le 30 juin 2018.

2.5. Le cadre budgétaire et comptable

L'association s'engage à :

- Respecter les dispositions légales en vigueur relatives à l'utilisation des fonds publics ;
- Présenter une programmation budgétaire prévisionnelle avec pour objectif la maîtrise des charges de structure ;

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ;
- Adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'association, telles que décrites en préambule et à l'article 2.1.

2.6. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'association s'engage à :

- Répondre à toute demande d'information et de transmission de document relatives à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Fournir les indicateurs d'évaluation de l'année 2017 tels que présentés dans l'annexe 2, ainsi que le bilan annuel de situation tel que présenté dans l'annexe 3, au plus tard le 30 juin de l'année 2018 ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées en amont ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et lui transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

2.7. Obligations administratives

L'association s'engage également à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Faire précéder tous les déplacements de son personnel d'un ordre de mission écrit et signé par le Président de l'association ou par son représentant ; rembourser à son personnel les frais de mission et de représentation, sous réserve de la production d'un compte rendu de la mission.
- Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…)
- Transmettre les comptes annuels du dernier exercice clos de l'association signé par le représentant légal de l'association et par le comptable public.

2.8. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, Sport dans la Ville s'engage à faire apparaître la participation régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, sauf utilisation de la marque territoriale.

Les correspondances avec les destinataires des actions soutenues par la Région dans le cadre de la présente convention indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France et/ou du Fonds Social européen le cas échéant.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France, sauf utilisation de la marque territoriale.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs, sauf utilisation de la marque territoriale.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, l'association s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'association dans sa démarche.

Lorsque le projet subventionné comprend la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, DVD, CD ou tout autre support), l'association s'engage à :
- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication,
- mettre à disposition de la Région au maximum 1% pour chaque type de supports réalisés,
- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne en charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'association s'engage en application du présent article.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

3.1. Modalités de calcul de la subvention

La Région s'engage à soutenir financièrement l'association par le versement de la subvention annuelle pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 2.1, sous réserve du vote annuel du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à l'association, par la commission permanente du Conseil régional.

Sont éligibles les dépenses de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre des missions définies ci-dessus telles que listées en préambule et à l'article 2.1. Le montant de la subvention est calculé par application d'un taux d'intervention précisé à l'article 3.2, et plafonné à :

- 40 000 € par an pour chaque centre créé pendant la durée d'effet de la convention,
- 10 000 € par an pour chaque centre déjà existant et amené à développer son activité.

Les modalités de financement sont fixées pour une année sur la base de la présente convention signée avec le bénéficiaire de la subvention.

3.2. Montant de la subvention annuelle

Le montant de la subvention octroyée par la Région Île-de-France au titre de l'année 2017 est fixé à 150 000 euros soit 25,37% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement liés au programme « Job dans la Ville ».

3.3. Caducité

Pour les subventions de fonctionnement, les règles sont les suivantes :

- Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de un an par décision de la Présidente du Conseil Régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
  Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

- A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.4. Modalités de versement de la subvention

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire sur la base d'un modèle transmis par les services régionaux. La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Le tout est régi par les dispositions du Règlement budgétaire et financier.

- Versement d'une avance :

Le bénéficiaire peut demander le versement d'une avance, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention et dans la limite de 30% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Cette demande sera accompagnée, d'un plan de trésorerie prévisionnel démontrant une insuffisance de trésorerie, daté, cacheté et signé par le représentant légal.

- Versement d'acomptes :

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention et dans la limite de 80% de la subvention prévisionnelle.

Cette demande sera accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant légal.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80% de la subvention.

- Versement du solde :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

La demande de solde sera accompagnée :

- Un compte-rendu financier final de l'action signé par le représentant légal et par le commissaire aux comptes si la structure est soumise à l'obligation statutaire, légale réglementaire d'en nommer un.

Si la structure n'est pas soumise à cette obligation, elle doit produire une déclaration sur l'honneur en attestant, et faire signer le compte-rendu financier final de l'action par le représentant légal et par l'expert-comptable. Si elle ne dispose pas d'expert-comptable, le compte-rendu devra être signé par le représentant légal et le trésorier de la structure ;
Du rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

- D'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- De justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- D'un état récapitulatif des dépenses qui certifie la prise en charge de ces dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement, signé par le représentant légal et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes si la structure en est dotée.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'association de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée. Elle est versée sur le compte ouvert au nom de l'association.

3.5. Révision et restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 2.1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'association, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. En cas de trop perçu, l'association le reverse à la Région.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives :

- au recrutement des stagiaires ou alternants
- à la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

3.6. Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses éligibles à la subvention se composent de dépenses de fonctionnement strictement liées au projet Job dans la Ville, ainsi que les dépenses de matériel dès lors qu'ils sont indispensables à sa réalisation.

Sont exclues de la dépense subventionnable les dépenses relatives à l'animation sportive et découverte, les frais financiers, les dotations aux amortissements et provisions, et les contributions volontaires en nature.

Ces dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2017 conformément à la dérogation prévue à l'article 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16.

ARTICLE 4 : SUIVI DE LA CONVENTION ET EVALUATION DES ACTIONS

Le suivi de la convention annuelle se fera notamment sur la base d'une grille d'indicateurs de suivi construite conjointement avec Sport dans la Ville. Ces indicateurs sont présentés dans l'annexe 2.

Egalement, le suivi s'appuie sur bilan annuel de situation, suivant le modèle présenté dans l'annexe 3.

L'évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la Région.
Les indicateurs de suivi présentés en annexe 2, ainsi que le bilan annuel de situation présenté en annexe 3, sont assortis d'une analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'organisme pour les atteindre.
Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 2.1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Les indicateurs de suivi sont susceptibles d'évoluer à la demande de la Région ou de l'association. L'objectif est de disposer de données de réalisation à travers notamment la transmission d'indicateurs quantitatifs, qualitatifs, fiables et sincères collectés par Sport dans la Ville. Ces tableaux devront être renseignés et transmis à la Région au plus tard le 30 juin 2018.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution, par l'assemblée délibérante, de la subvention à la structure bénéficiaire.

La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention annuelle régionale ou à défaut, par l'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.3.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE LA REGION

A tout moment, y compris à l'issue de la convention, Sport dans la Ville s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'association et par la Commission Permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 2.1.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'association. Dans ce cas, la Région adresse à Sport dans la Ville une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'association la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'association par la Région.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, les indicateurs de suivis présentés en annexe 2, le bilan annuel de situation présenté en annexe 3 ainsi que la « Fiche projet » présentée en annexe 4, adoptés par la délibération n° CP 17-… du 22 novembre 2017.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend qui s'élèverait entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention et qui n'aurait pas fait l'objet d'un règlement à l'amiable sera soumis à la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……	**Le ……**
Pour la Région,	Pour l'association Sport dans la Ville,
la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,	le Président,
Valérie PECRESSE	**Nicolas ESCHERMANN**

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION - INDICATEURS DE SUIVI DU PROGRAMME « JOB DANS LA VILLE »

INDICATEURS DE SUIVI DU PROGRAMME « JOB DANS LA VILLE »

ACTION / PROJET	DESCRIPTIF	ELEMENTS DE SUIVI ET D'EVALUATION	2016	2017
Objectif général n° 1 : Développer les activités mises en œuvre dans le cadre du programme « Job dans la Ville »				
1.1 Activités	Mesurer le niveau d'activité au sein des centres	- Nombre d'entretiens individuels réalisés avec les jeunes (dont filles) - Nombre d'ateliers de préparation au monde professionnel - Nombre de jeunes y ayant participé (dont filles) - Nombre d'événements annuels - Nombre de jeunes y ayant participé (dont filles) - Nombre de cafés de l'emploi - Nombre de jeunes y ayant participé (dont filles) - Nombre de séjours à l'étranger - Nombre de jeunes y ayant participé (dont filles) - Nombre de jeunes ayant bénéficié du financement de la formation BAFA (dont filles)	-	-
1.2 Développement de l'équipe	Evaluer l'évolution de l'équipe induite par le développement et la création de nouveaux centres	- Nombre de responsables d'insertion professionnelle en poste au début de l'année / recrutés pendant l'année (ETP) - Nombre de coordinateurs de programmes en poste au début de l'année / recrutés pendant l'année (ETP) - Nombre d'agents support en poste au début de l'année / recrutés pendant l'année (ETP) - Nombre de directeurs en poste au début de l'année / recrutés pendant l'année (ETP)	-	-

ACTION / PROJET	DESCRIPTIF	ELEMENTS DE SUIVI ET D'EVALUATION	2016	2017
1.3 Public	Connaître les profils des jeunes suivis	- Nombre de jeunes suivis (dont filles) - Nombre de nouveaux jeunes entrés sur le programme - Nombre de jeunes sortis (avec lesquels l'association n'a plus de contact depuis au moins 4 mois) - Age : 16-18 ans – 18-20 ans – Plus de 20 ans - Résidence - Niveau d'études : Niveau VI – Niveau Vbis – Niveau V – Niveau IV – Niveau III – Niveau II et I - Situation des jeunes à l'entrée dans le programme (collège – lycée – post-bac – déscolarisé – autres) - Prescripteur : Mission Locale – Association – Education Nationale – Ville – Recrutement direct par SDLV – Autres (préciser) - Nombres de jeunes également suivis en Mission Locale - Nombres de jeunes bénéficiant d'un autre dispositif régional (Pôle Projet Professionnel, Programme subventionné par la Région, Formation…) - Nombres de jeunes filles inscrites sur L dans la ville	-	-

ACTION / PROJET	DESCRIPTIF	ELEMENTS DE SUIVI ET D'EVALUATION	2016	2017
Objectif général n° 2 : Renforcer le partenariat avec les entreprises afin de favoriser l'accès à l'alternance et à l'emploi				
2.1 Intégration professionnelle au sein des entreprises des jeunes suivis	Evaluer l'effectivité du réseau partenarial	- Nombre de jeunes du programme parrainés (dont filles) - Nombre de jeunes du programme ayant effectués au moins une visite en entreprise - Nombre total de visites en entreprises / nombre total de participants (dont filles) - Nombre d'entreprises accueillant des jeunes pour des visites - Nombre de jeunes du programme ayant effectués au moins un stage en entreprise - Nombre total de stages réalisés par les jeunes du programme - Nombre d'entreprises proposant des stages aux jeunes du programme - Nombre de conventions passées ou de projets portés avec les acteurs de l'insertion (Missions Locales, Pole Emploi, associations, etc…)	-	-
2.2 Mise en réseau informelle	Evaluer la mobilisation des partenaires du programme	- Nombre de rencontres sportives Jeunes/entreprises - Nombre d'évènements parrainés - Autres événements (à préciser)	-	-
2.3 Partenariats	Evaluer l'assise partenariale du programme	- Nombre de partenaires impliqués dans le programme (dont ligues/ fédérations) - Nombre d'actions réalisées avec les ligues et fédérations sportives - Nombre de partenaires ayant accueilli au moins un jeune du programme pour une expérience professionnelle - Nombre de nouveaux partenaires - Liste des cofinanceurs du programme (dont nouveaux) et niveau de contribution par rapport au budget global	-	-

ACTION / PROJET	DESCRIPTIF	ELEMENTS DE SUIVI ET D'EVALUATION	2016	2017
Objectif général n° 3 : Accroître l'insertion professionnelle en améliorant les sorties positives vers l'alternance, l'emploi et la formation				
2.1 Sorties vers l'alternance	Mesurer l'efficacité du programme	- Nombre de jeunes ayant signé un contrat d'apprentissage (dont filles) - Nombre de jeunes ayant signé un contrat de professionnalisation (dont filles)	-	-
2.2 Sorties vers l'emploi		- Nombre de jeunes ayant signé un CDI (dont filles) - Nombre de jeunes ayant signé un CDD de 6 mois ou plus (dont filles) - Nombre de jeunes ayant signé un CDD de moins de 6 mois (dont filles) - Nombre total de contrats signés par des jeunes du programme - Nombres de jeunes ayant créé leur activité (dont filles) - Autres (préciser)	-	-
2.3 Sorties en formations		- Nombre de jeunes ayant entamé une formation qualifiante (dont filles) - Nombre de jeunes ayant entamé une formation non qualifiante (dont filles) - Nombre de jeunes ayant validés leur parcours professionnel (passage dans la classe supérieure ou obtention d'un diplôme – dont filles)	-	-
2.4 Autres sorties		- A préciser	-	-

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION - BILAN ANNUEL DU PROGRAMME « JOB DANS LA VILLE »

JOB DANS LA VILLE - BILAN ANNUEL DE SITUATION

Année du programme								
Nom du centre	**Nom du stagiaire**	**Prénom du stagiaire**	**Date de naissance**	**Prescripteur**	**Date de début de suivi**	**Situation à l'entrée**	**Date de "sortie"** (y compris perdus de vue depuis au moins 4 mois)	**Suite de parcours**

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION - FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011127

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : APPUI REGIONAL AU PROGRAMME "JOB DANS LA VILLE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecoles de la deuxième chance	591 337,00 €	25,37 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-6574-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE
Adresse administrative : 14 RUE DES JEUNEURS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS ESCHERMANN, Président

Date de publication au JO : 22 août 1998

N° SIRET : 42115680300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sport dans la Ville

Objet du projet : appui régional au programme "JOB DANS LA VILLE"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le soutien régional porte sur l'année 2017 pour ce programme, qui a été lancé à la rentrée 2016-2017.

Objectifs :
Le développement du programme Job dans la Ville en région Ile-de-France doit permettre de :
- Favoriser l'accès à une qualification et à l'emploi pour 250 jeunes issus des quartiers prioritaires dans 7 villes en Ile-de-France,
- Développer le programme dans les 7 centres de Sport dans la Ville existants à Bondy, Drancy, Paris, Saint-Ouen, Sarcelles, et Saint-Denis
- Lancer le programme dans 2 nouveaux centres sur le territoire de Gonesse (ouverture septembre 2017)

Description :
Le programme « Job dans la Ville » vise à accompagner chaque jeune dans la définition d'un projet de

formation, d'en suivre sa concrétisation, puis de favoriser son entrée dans la vie active. Il repose sur un accompagnement dans le temps des jeunes. Ce travail est effectué en étroite collaboration avec les acteurs du territoire : centres de formation, structures d'insertion (Arès, FACE, MozaïkRH…), établissements scolaires et CIO, missions locales.

« Job dans la Ville » s'appuie sur un réseau important d'entreprises partenaires, qui ouvrent leurs portes aux jeunes, et dont les collaborateurs sont mobilisés dans l'échange, l'accompagnement et le recrutement des jeunes.

Enfin, le lien créé avec les familles des jeunes renforce l'impact du suivi assuré par l'association.

Les centres de l'association sont situés dans des quartiers choisis par les élus et les services municipaux, en raison des difficultés socio-économiques qui les caractérisent. Le choix de l'implantation repose sur le constat d'un manque d'acteurs capables de proposer des solutions innovantes et durables, assurant étroitement le lien entre entreprises et jeunes, en faveur de la réussite de ces derniers.
Les rencontres avec les jeunes pourront se dérouler au coeur de chaque quartier, sur les terrains de Sport dans la Ville, ou dans des espaces mis à disposition par les partenaires locaux de Sport dans la Ville (centre social, entreprises, mission locale...). Les rencontres peuvent également se dérouler au siège de Sport dans la Ville situé à Paris, près de la Gare du Nord. Un espace « Job dans la Ville » équipé de postes informatiques et de documentation sur les filières d'orientation est dédié à l'accueil des jeunes. Des salles de formation permettent d'y proposer les ateliers de préparation au monde professionnel.
Les entreprises partenaires sont situées sur l'ensemble du territoire d'Ile-de-France. Les visites d'entreprises, les rencontres avec les parrains et les ateliers organisés au siège des entreprises sont donc proposés dans différentes localisations franciliennes.

Pour chacun des jeunes suivis, les priorités de « Job dans la Ville » se déclinent selon les axes suivants :
- Ouvrir de nouvelles perspectives en termes d'orientation, de formation et d'emploi
- Renforcer la confiance en soi, la connaissance du monde professionnel et l'acquisition d'un capital social et relationnel nécessaire à l' « employabilité » future
- Favoriser la rencontre avec des recruteurs et l'accès à des expériences professionnelles
- Travailler en réseau avec les acteurs de la formation et de l'emploi.

Le programme « Job dans la Ville » participe également à lutte contre le décrochage scolaire : le travail de fond mené pour aider chaque jeune à définir une orientation choisie (et non « subie ») et faire émerger des perspectives professionnelles valorisantes, renforce l'implication des jeunes dans leur parcours et évite les ruptures de parcours. Les jeune en phase de décrochage ou déjà déscolarisé bénéficient d'un accompagnement renforcé, en lien avec les familles et les établissements scolaires.

Des actions individuelles et collectives sont mises en oeuvre :

Action individuelles
- Un accompagnement individuel par les « Responsables Insertion » qui rencontrent les jeunes chaque semaine sur le terrain et les suivent à travers des entretiens individuels approfondis. Les Responsables Insertion travaillent avec chaque jeune sur la définition de son projet de formation, sur le suivi de son parcours et son entrée dans la vie active. Ils sont en lien avec les acteurs du territoire (écoles, missions locales, entreprises…) ;
- Le parrainage par des collaborateurs d'entreprises partenaires : le parrain fait découvrir le monde professionnel, apporte des conseils et fait bénéficier à son filleul de son réseau. Les parrains sont formés par Sport dans la Ville. Des temps collectifs réunissant parrains et jeunes sont proposés tout au long de l'année ;
- Le financement de formations BAFA ou Arbitrage : des jeunes sélectionnés sur entretien bénéficient du financement de leur formation par Sport dans la Ville. Ces formations leur permettent d'accéder à des premières expériences professionnelles formatrices et rémunératrices ;
- Le lien avec les familles est assuré par les Responsables Insertion. Des rencontres avec les familles permettent de transmettre aux parents les éléments de connaissance à même de renforcer leur capacité à

suivre le parcours de leurs enfants. Elles renforcent en sens inverse la légitimité du suivi réalisé par les Responsables Insertion.

Actions collectives :
- Des visites d'entreprises et d'organismes de formation sont organisées permettent de faire découvrir aux jeunes les réalités et les codes de l'entreprise, et leur de montrer des secteurs et des métiers qui recrutent ;
- Des ateliers de préparation au monde professionnel : à travers ces ateliers, animés par des formateurs professionnels, chaque jeune a l'opportunité de renforcer sa confiance en soi et de progresser sur sa communication écrite et orale ; des ateliers vidéos, des simulations d'entretien et des actions ciblées sur l'orientation (animés par le CIDJ) sont également proposés ;
- Grâce à la mobilisation du réseau d'entreprises et l'organisation de « Cafés de l'Emploi », chaque jeune a la possibilité de rencontrer des recruteurs et d'accéder à des opportunités professionnelles (stages, CDD, CDI, alternance) ;
- Des évènements fédérateurs sont créés afin de renforcer le lien entre jeunes, entreprises partenaires et Sport dans la Ville. Une soirée de lancement, une cérémonie de clôture ou des rencontres sportives entre entreprises et jeunes favorisent le contact des jeunes avec le monde professionnel et l'envie de s'investir dans le programme. Ces évènements familiarisent aussi les jeunes avec les codes de l'entreprise et encouragent leur maturité professionnelle.

Des actions ponctuelles sont également organisées afin de participer à l'ouverture et à la réflexion des jeunes sur leur place dans la société. Des entrepreneurs seront notamment conviés pour faire part de leur parcours et partager avec des plus jeunes sur le plaisir d'entreprendre. Ces temps collectifs participent à l'ouverture du jeune sur des possibles projets entrepreneuriaux.

Le projet a pour vocation de permettre de lancer le programme « Job dans la Ville » sur de nouveaux territoires et a pour objectif de permettre d'accompagner plus de jeunes dans ce cadre.

Planning du projet :
Janvier 2017 : soirée annuelle « Job dans la Ville » (rassemblant jeunes et parrains)
Vacances d'hiver 2017 : actions ciblées sur le choix des filières d'orientation, la préparation à l'insertion professionnelle et les techniques de recherche d'emploi
Vacances de printemps 2017 : actions ciblées sur les recherches de « jobs d'été » et d'alternances
Avril 2017 : « Café de l'emploi »
Juillet 2017 : Evénement « Job dans la Ville », remise des prix
Septembre 2017 : Accompagnement des jeunes sur la rentrée scolaire et lancement du programme à Gonesse
Octobre 2017 constitution de la promotion « Job dans la Ville » 2017-2018
Vacances de la Toussaint : actions ciblées sur la découverte du monde professionnel (visites d'entreprises et de centres de formation), la dynamique de groupe, la confiance en soi (prise de parole en public…) et sensibilisation à l'entrepreneuriat.
Novembre 2017 : lancement du programme de parrainage.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains
- 5 « Responsables Insertion », salariés à plein temps, soutenus par 2 services civiques, assurent le suivi des jeunes dans leur parcours. Ils coordonnent le projet au plan local, font le lien avec les familles et les acteurs du territoire, s'occupent du coaching sur la formation et l'insertion.
- 1 pôle support « Job dans la Ville » comportant 1 directrice de programme, 1 chargé de mission emploi et 1 service civique, qui fait le lien avec les entreprises, pilote programme de parrainage, organisation des ateliers et formations, accès aux opportunités professionnelles.
Des formateurs professionnels sont sollicités pour l'animation des ateliers. Les parrainages sont assurés par des salariés des entreprises partenaires ; ils bénéficient d'une formation animée par l'association.

Moyens matériels
La rencontre avec les jeunes commence sur les terrains sportifs de Sport dans la Ville implantés au coeur des quartiers. Afin de recevoir les jeunes de manière individuelle et pouvoir organiser des ateliers de formation, Sport dans la Ville a aménagé des locaux dédiés à ses programmes d'insertion professionnelle, près de la Gare du Nord. Les rencontres peuvent également avoir lieu dans chaque quartier au sein des structures locales partenaires.
Sport dans la Ville utilise des moyens de transport pour l'acheminement des jeunes aux ateliers ou visites (location de minibus ou transports en commun). Des frais liés aux communications avec les jeunes (téléphone, SMS) sont également comptabilisés. Des frais de repas sont prévus pour les jeunes avant ou après les actions collectives.
Afin de créer une dynamique de groupe dans la promotion « Job dans la Ville », l'association organise en particulier deux événements annuels, la soirée annuelle « Job dans la Ville » et la Cérémonie de Clôture, qui rassemblent l'ensemble des jeunes de la promotion, les parrains et marraines qui les accompagnent, et les partenaires du programme. Ces deux manifestations sont des temps enthousiasmants et fédérateurs, qui favorisent les échanges entre jeunes et entreprises. Près de 200 participants prennent part à chacun de ces évènements.
Au cours de la Cérémonie de Clôture du programme, des prix sont remis aux jeunes ayant eu la meilleure implication dans leur parcours au cours de l'année.

Intérêt régional :
L'ambition du projet de développement du programme « Job dans la Ville » en Ile-de-France est d'étendre le programme à de nouveaux territoires et de nouvelles communes, afin de couvrir à terme l'ensemble de la région francilienne.

Le projet est actuellement proposé dans 7 territoires d'Ile-de-France : quartiers Rosiers-Chantepie et Vignes Blanches (Sarcelles), Flandre (Paris 19e), Cité Cachin-Jules Auffret (Drancy, Bobigny), Franc-Moisin (Saint-Denis, Aubervilliers). L'objectif pour 2017 est d'intensifier le dispositif dans les territoires existants et de l'étendre à de nouveaux territoires à Gonesse (Marronniers et Fauconnière).

9 territoires prioritaires de la Politique de la Ville, implantés dans 7 communes d'Ile-de-France sont donc concernés par l'action pour cette année.

Par ailleurs, les partenariats sont mis en oeuvre à l'échelle régionale, de même que les mises en relation entre jeunes et entreprises.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
« Job dans la Ville » concerne les jeunes de 16 à 25 ans issus de quartiers Politique de la Ville.

Ils sont majoritairement d'un niveau d'étude V ou infra : jeunes décrochés et sans diplôme, jeunes de 3ème ou en filière professionnelle (BEP, CAP, Bac Pro). Certains sont accompagnés à poursuivre des études supérieures (BTS, Licence…).

Pour 2017, l'objectif est d'accompagner 250 jeunes, dont 45% de jeunes femmes, dans leur parcours de formation et d'insertion professionnelle.

Localisation géographique :

- PARIS
- AUBERVILLIERS
- SAINT-DENIS
- BOBIGNY
- DRANCY
- SARCELLES
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FOURNITURES	5 305,00	0,86%
LOCATIONS ET FRAIS AFFERENTS	98 677,00	16,07%
REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	76 731,00	12,49%
PUBLICITE, PUBLICATIONS	15 330,00	2,50%
DEPLACEMENTS ET MISSIONS	48 937,00	7,97%
IMPOTS ET TAXES	23 179,00	3,77%
FRAIS DE PERSONNEL	315 750,00	51,41%
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 012,00	0,16%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 416,00	1,04%
SERVICES BANCAIRES (exclu de la base subventionnable)	22 066,00	3,59%
DOTATIONS 10 SERVICES BANCAIRES (exclu de la base subventionnable)	821,00	0,13%
Total	614 224,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CREDITS POLITIQUE DE LA VILLE (EC)	20 000,00	3,26%
REGION	150 000,00	24,42%
SUBVENTIONS DES COMMUNES D'IMPLANTATION (EC)	110 000,00	17,91%
ENTREPRISES (EC)	334 224,00	54,41%
Total	614 224,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	15 000,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	10 000,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	15 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	20 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-625	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111005 - Mesures d'insertion professionnelle**
Action	**11100502 - Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées**

Dispositif : N° 00000477 – Sport dans la ville

Dossier	17011127 - APPUI REGIONAL AU PROGRAMME "JOB DANS LA VILLE"			
Bénéficiaire	P0021273 - ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
591 337,00 €	TTC	25,37 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000477 – Sport dans la ville	150 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111005 - 11100502	150 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-565

DU 22 NOVEMBRE 2017

CONVENTION ENTRE LA RÉGION ET L'ASP POUR LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE ET CE JUSQU'AU VERSEMENT DES DEMANDES D'AIDES, DES SUBVENTIONS ET LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS DE MARCHÉS CONCLUS DANS LE CADRE DES POLITIQUES RÉGIONALES RELATIVES À LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (CE) n°1998/2006 de la commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis* publié au JOUE du 28 décembre 2006 n° L.379 ;

VU Le règlement (UE) n°360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1611-7 et D.1611-26-1 ;

VU Le Code du Travail notamment le livre III sixième partie, et notamment l'article L.6341-6 ;

VU Le Code Rural notamment les articles L.313-I et R.313-13 et suivant ;

VU Le Code du Patrimoine livre II, notamment les articles L212-1 à L212-4 ;

VU L'ordonnance n°2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de Services et de Paiement ;

VU L'ordonnance n°2016-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU Le décret n° 2015-909 du 23 juillet 2015 pris pour l'application de l'article L.1611-7 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que l'article D.1611-26-1 de ce code ;

VU La délibération du CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente **;**

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 stages » ;

VU La délibération CR 149-16 du 7 juillet 2016 approuvant le règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU La délibération CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la création du dispositif d'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération CR 162-16 du 23 septembre 2016 adoptant le dispositif du fonds de transition

ESS ;

VU La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017

VU La délibération CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative à l'adoption du nouveau règlement d'intervention TP'up ;

VU La délibération CR 2017-137 du 6 juillet 2017 relative à l'amélioration de la qualité de l'air ; dispositif d'accompagnement des petites et moyennes entreprises franciliennes, tout particulièrement artisanales pour l'acquisition de véhicules propres ;

VU La délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la modification des délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU La délibération CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU La délibération CP 15-464 du 9 juillet 2015 relative aux « Aides aux transports des jeunes en insertion » ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations etsubventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès a l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le fondsde transition ESS, le règlement des subventions PM 'up, TP 'up et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération CP 17 -481 du 18 octobre 2017 relative à l'adoption d'un avenant n° 1 à la convention entre la Région et l'ASP pour l'année 2017 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-565 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

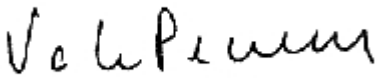
Approuve la convention 2018 et ses annexes à intervenir entre la Région et l'ASP, figurant en annexe à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 :

Compte tenu du montant prévisionnel des frais de gestion de la convention 2018, affecte une autorisation d'engagement d'un montant de :

- 3 749 024,30 € à imputer sur le Chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » - Code fonctionnel 10 « Services communs » - Programme HP10-002 (110002) « Mesures transversales d'accompagnement de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage » - Action 11000201 « Mesures transversales d'accompagnement de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage », nature 622 du budget 2017.
- 10 836 € à imputer sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », Programme HP11-006 « Qualification par la formation continue », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif », nature 657 du budget 2017.
- 14 379,12 € à imputer sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs» programme 50-001 « SDRIF », action 15000101 « SDRIF, études et prospectives », du budget 2017
- 33 076,80 € TTC sur le chapitre 937 « Environnement »- Sous-fonction 73 - Politique de l'air Programme HP73-002 - Actions en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique -17300203 - Actions liées au PRQA et au SRCAE.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

CONVENTION ENTRE LA REGION ET L'ASP POUR LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE ET CE JUSQU'AU VERSEMENT DES DEMANDES D'AIDES, DES SUBVENTIONS ET LE REGLEMENT DES PAIEMENTS DE MARCHE CONCLUS DANS LE CADRE DES POLITIQUES REGIONALES RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE, DE L'EMPLOI ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

RÉGION ILE-DE-FRANCE **L'Agence de Services et de Paiement (ASP)**

CONVENTION ENTRE LA REGION ET L'ASP POUR LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE ET CE JUSQU'AU VERSEMENT DES DEMANDES D'AIDES, DES SUBVENTIONS ET LE REGLEMENT DES PAIEMENTS DE MARCHE CONCLUS DANS LE CADRE DES POLITIQUES REGIONALES RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE, DE L'EMPLOI ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.

La Région d'Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° CP 2017-565 du 22 novembre 2017,
Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

ET :

L'Agence de Services et de Paiement (ASP), établissement public administratif dont le siège est situé 2, rue du Maupas à Limoges (87), représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING,
ci-après dénommée « l'ASP ».

D'autre part,

Après avoir rappelé :

Les dispositions du Code Rural et notamment ses articles L313-I à L313 7 et R313-13 et suivants relatifs à l'ASP ;

Et celles du décret n°2012-1246 du 7/11/2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L1611-7 Alinéa II, et son article D. 1611-26-1 ;

Les dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par la délibération 01-16 du 21 janvier 2016.

Sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de confier, sous la forme d'une convention de mandat, la gestion administrative et financière et ce jusqu'au versement des demandes d'aides, des subventions et le règlement des paiements de marché conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue, de l'emploi et du développement économique et de l'aménagement du territoire à compter du 1er janvier 2018.

Cette convention porte plus spécifiquement sur :

- La gestion administrative et financière jusqu'au versement des aides aux stagiaires de la formation professionnelle continue ;

- La gestion administrative et financière jusqu'au versement des subventions aux organismes soutenus au titre des politiques régionales dans le cadre de la formation professionnelle continue, de l'apprentissage, de l'emploi et du développement économique (ESS), transport ;

- La gestion financière jusqu'au versement des subventions aux organismes soutenus au titre des politiques régionales dans le cadre de l'apprentissage, de l'emploi et du développement économique ; aménagement ;

- La gestion financière jusqu'au versement des dispositifs (subventions et marchés) en faveur des Missions Locales, dans le cadre des conventions de partenariat, et des autres partenariats d'accueil, d'information et d'orientation ;

- La gestion administrative et financière jusqu'au versement du stock des décisions budgétaires antérieures à 2018, soit l'ensemble des dossiers non soldés à cette date (Cf article 10 de la présente convention) ;

- La gestion financière jusqu'au versement des règlements des prestations aux organismes titulaires de marchés publics dans le cadre de la formation professionnelle continue ;

En outre, il est demandé de :

- De réaliser la constitution du fichier des ayants droit à la gratuité des transports ;
- De réaliser la restitution de données comptables et budgétaires et la production de statistiques physiques, financières et de nature socio démographique ;

Les dites missions s'exercent conformément aux dispositions annexées à la présente convention et dans le respect des règles spécifiques imposées par l'Union Européenne pour les actions éligibles au titre du Fonds Social Européen.

Le Président-Directeur Général de l'ASP agit en qualité d'ordonnateur. L'Agent Comptable de l'ASP, comptable public, agit en qualité de comptable assignataire de la dépense réalisée au titre de cette convention.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 2018. Tous les dossiers pris en charge au titre de cette convention seront gérés jusqu'à leur terme par l'ASP.

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'organe délibérant de la collectivité.

ARTICLE 3 : Définition des missions confiées à l'ASP

Article 3.1 : Gestion administrative et financière des aides aux stagiaires de la formation professionnelle

Conformément aux dispositions de l'article L1611-7 III du CGCT, la région confie à l'ASP la gestion des aides aux stagiaires bénéficiaires des programmes régionaux de formation professionnelle. Cette gestion s'exécute conformément aux dispositions des annexes II à VII de la présente convention.

- La rémunération et la protection sociale des stagiaires admis à suivre les formations financées dans le cadre des programmes régionaux de formation professionnelle bénéficiant de l'agrément de la Présidente du Conseil régional ou admis à titre individuel ou collectif sur décision de la Région, dans le respect du Règlement d'intervention régional adopté le 7 juillet 2016 (CR n°149-16 – article 4).
- Le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs régionaux.
- Le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs chéquiers V.A.E (Validation des Acquis de l'Expérience).
- Les indemnités d'hébergement et de transport aux stagiaires qui bénéficient du régime de rémunération au forfait.
- Les cotisations de protection sociale pour les bénéficiaires non rémunérés.

Article 3.2 : Gestion administrative et financière des subventions accordées aux organismes soutenus au titre des dispositifs de la politique régionale en matière de la formation professionnelle, de développement économique et d'aménagement du territoire

Conformément aux dispositions de l'article L1611-7 II du CGCT, la Région confie à l'ASP la gestion des subventions accordées aux organismes bénéficiaires des dispositifs régionaux de formation professionnelle, apprentissage, développement économique aménagement du territoire et transports. Cette gestion comprend :

- l'instruction des demandes,
- la préparation des décisions d'attribution
- le paiement des dépenses relatives aux aides accordées par la Région pour les dispositifs suivants :

    - les Emplois-tremplin : aide à la rémunération
    - le dispositif d'accès à l'apprentissage
    - le dispositif « Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir » (ARREA)

- les primes versées aux employeurs d'apprentis et l'aide au recrutement d'apprentis
- PM'up,
- TP'up
- l'aide aux commerces de proximité en milieu rural
- le fonds de transition ESS
- L'aide à l'acquisition de véhicules propres par les petites et moyennes entreprises franciliennes

Elle est également chargée de la constitution du fichier des ayants droit à la gratuité des transports.

Article 3.3 : Gestion administrative et financière jusqu'au versement des règlements des prestations aux organismes titulaires de marchés publics dans le cadre de la formation professionnelle continue

L'ASP assure, pour le compte de la Région, le règlement des prestations aux organismes de formation titulaires de marchés publics conclus au titre des politiques régionales dans le cadre de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage.

A ce titre, il est demandé à l'ASP de

- Vérification des CRE intermédiaires
  - Collecter et les pièces justificatives exigées par les CCAP ;
  - Assurer un contrôle de cohérence entre les informations contenues dans les pièces, les données de la base SAFIR relatives aux factures générées et les données de la base ASP relatives aux paiements déjà effectués ;
  - Vérifier l'exactitude des calculs de liquidation.

- Vérification des CRE finaux
  - Collecter et les pièces justificatives exigées par les CCAP ;
  - Assurer un contrôle de cohérence entre les informations contenues dans les pièces, les données de la base SAFIR et de la base ASP ;
  - Vérifier l'exactitude des calculs de liquidation.

- Préparation de la validation du solde des marchés publics
  - Sur la base du document récapitulatif de l'exécution du marché fourni par l'ASP et après vérification globale de service fait par la Région, pénalités, bonus ou récupération d'indus sont appliqués le cas échéant.

ARTICLE 4 : Données et statistiques physiques et financières

L'ASP fournit à la Région les comptes rendus physiques et financiers, les statistiques quantitatives et qualitatives socio-démographiques conformément aux stipulations des annexes II à VIII à la présente convention.

ARTICLE 5 : Suivi de l'exécution financière de la convention

Article 5-1 : Suivi financier infra-annuel

Chaque fin de mois, l'ASP produit le compte d'emploi de la convention, signé par le comptable public (cf. tableau X7 de l'annexe VIII) retraçant par dispositif (nomenclature du comptable public de l'ASP) les recettes et les dépenses de la période. Les données sont par ailleurs mises à disposition à la même périodicité dans la base de restitution des données référencées à l'article 9.

Une réunion de revue semestrielle permet le suivi financier, comptable et opérationnel de l'exécution de la convention. Les données utilisées dans les tableaux supports de la réunion sont produits à partir des informations mises à jour dans la base de données référencée à l'article 9.

Article 5-2 : Apurement des comptes annuels

Après clôture de l'exercice 2018 et au plus tard au 31 janvier 2019, l'ASP transmet à la Région :

- un compte d'emploi global annuel récapitulant les opérations de compte de tiers (reports à nouveau, versements de la Région, recouvrement sur OR émis) et des dépenses payées sur l'exercice 2018, établi et signé par l'Agent Comptable de l'ASP. Ce compte fait apparaître le solde de trésorerie de la convention ;
- une note générale analysant l'exécution comptable de chacun des dispositifs mis en œuvre au titre de la convention N ;
- un compte-rendu financier qui justifie, notamment, le solde de chaque compte d'emploi établi par l'Agent Comptable de l'ASP ;
- la liste des comptes d'emplois qui n'ont pas fait l'objet de mouvements au cours de l'exercice afin que la Région en prononce éventuellement la clôture, si la situation le justifie, et décide de l'affectation du solde.

Par ailleurs, l'ASP transmet un état des décaissements et encaissements à rattacher au 31 décembre 2018.

La Région se réserve la possibilité d'émettre un titre de recettes en vue d'apurer une trésorerie excédentaire.

Article 5-3 : Restitution complémentaire d'informations financières et vérification des opérations

Un tableau de suivi comptable par dispositif (type année ASP ou par année de dépenses et n° de dossier IRIS) et par autorisations d'engagement millésimées votées et affectées fait apparaître les niveaux de conventionnement par l'ASP, les paiements effectués et les restes à payer (cf. tableau X8 annexe VIII).. Ce tableau sera à transmettre avant chaque acompte demandé par l'ASP.

Article 5-4 : Ordres de recouvrer

L'ASP est chargée de son émission et son Agent Comptable, en qualité de Comptable Public, diligente les procédures de recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de recouvrer selon les règles fixées par le décret n°2012-1246 du 7/11/2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

L'ASP instruit les demandes de remises gracieuses exprimées par les débiteurs. Elle établit une fiche individuelle d'instruction (cf. tableau X6 de l'annexe VIII) des ressources du demandeur qu'elle transmet par voie électronique à la Région accompagnée d'un état récapitulatif. Ces fiches mentionnent son avis favorable ou non pour une remise totale ou partielle. Les demandes de remise gracieuse des personnes morales ne sont pas admises par l'ASP, ces dernières pouvant bénéficier des dispositions relatives aux procédures collectives.

La Commission permanente de la Région décide soit d'accorder une remise gracieuse totale ou partielle, soit de rejeter la demande. La Région en informe l'ASP qui notifie les décisions aux débiteurs. L'Agent Comptable de l'ASP procède à l'apurement des prises en charge en fonction des décisions exprimées.

Lorsque l'Agent Comptable de l'ASP, comptable public, a diligenté toutes les procédures de recouvrement amiables et contentieuses, celui-ci saisit la Région de propositions d'admissions en non-valeur en motivant sa proposition (disparition du débiteur, insolvabilité du débiteur, créances inférieures au seuil économique de recouvrement forcé etc.). Afin de permettre à l'Assemblée régionale de délibérer, l'ASP transmet à la Région la liste des dossiers concernés.

En cas de désaccord, l'ASP procédera à l'annulation du titre de recette aux fins que la Région puisse poursuivre le recouvrement.

Les sommes admises en remise gracieuse ou en non-valeur sont à la charge de la Région.

ARTICLE 6 : Suivi des organismes bénéficiaires en difficulté

La Région et l'ASP s'informent mutuellement de l'ouverture d'une procédure collective à l'encontre d'un organisme. L'ASP alerte sans délai la Région, par messagerie électronique puis par courrier.

Dès lors qu'un organisme est en difficulté (cessation de paiement, procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation – dissolution, liquidation amiable, etc.), l'ASP communique immédiatement à la Région le tableau récapitulatif de tous les dossiers en cours ou non encore soldés concernant l'organisme.

Dans les délais légaux, l'ASP déclare auprès du mandataire judiciaire les éventuelles créances dues par l'organisme à la Région. Elle en informe la Région.

ARTICLE 7 : Application de la caducité régionale

Des règles de caducité s'appliquent aux subventions régionales en investissement et fonctionnement conformément à l'article 10 du règlement budgétaire et financier de la Région ». Le contrôle du respect de ces règles relève de la Région, l'ASP ne disposant pas de cette capacité à contrôler.

Pour les subventions d'investissement :

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Pour les subventions de fonctionnement :

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Pour les dépenses directes, les engagements restent valables jusqu'à l'achèvement de l'opération conformément aux dispositions inscrites au sein de chaque marchés publics.

ARTICLE 8 : Précontentieux

L'ASP communique à la Région tout élément permettant à la collectivité territoriale de répondre dans les meilleurs délais aux requêtes des services judiciaires.

Dans l'hypothèse d'une saisine directe de l'ASP par les services judiciaires, cette dernière en informe immédiatement la Région.

Si un blocage des paiements doit être envisagé, l'ASP l'effectue avec l'accord préalable de la Région et sauf avis contraire des autorités judiciaires.

ARTICLE 9 : Restitution des données relative à la convention (livrable)

L'ASP, par la présente convention, gère des crédits pour le compte de la Région. Il lui revient d'informer cette collectivité de son activité de gestion.

Pour ce faire, elle met à disposition de la Région toutes les données relatives sur l'exécution budgétaire, comptable, financière et opérationnelle des crédits qu'elle gère.

Après la clôture de l'exercice, une synthèse volumétrique par dispositif est transmise à la Région (cf. tableau X9 de l'annexe VIII).

Ces données, différenciées par dispositif, comportent des indicateurs tant physiques que financiers. Ils sont décrits dans chacune des annexes à la présente convention.

De plus, l'ASP met à disposition de la Région une base de données mise à jour tous les 15 jours et consolidant l'ensemble de ces indicateurs afin de permettre le suivi multicritères décrit en annexe IV. Pour l'aide aux employeurs d'apprentis, l'ASP met à disposition une base de données (CLEA).

L'ensemble des données élaborées ou traitées au titre de la présente convention par l'ASP sont la propriété de la Région et sont mises à disposition sans coût supplémentaire sur une plateforme sécurisée mise en œuvre par l'ASP. La région est informée de la mise à disposition des données au moins une fois par trimestre.

Au terme de la gestion d'une mesure confiée à l'ASP, l'ensemble des données seront restituées à la Région selon les modalités qui seront conjointement définies à l'issue de la mesure

ARTICLE 10 : Dispositions complémentaires

L'ASP poursuit la gestion et le paiement des dossiers non soldés au titre des précédentes conventions : 2017 et antérieures. Elle poursuit la fourniture des données et statistiques relevant de ces dispositifs.

ARTICLE 11 : Obligation de communication

Afin de participer à la notoriété et la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l'ASP s'engage à faire clairement apparaître le financement régional pour toutes les actions relatives à la présente convention, sur les supports de communication, sur les courriers adressés aux organismes bénéficiaires de concours régionaux et aux stagiaires par apposition du logo type.

Ces supports doivent préalablement être validés par la Mission soutien communication du pôle Développement économique, emploi, formation.

S'agissant des documents relatifs aux dispositifs cofinancés par le FSE, le logo de l'Union Européenne doit également être apposé.

ARTICLE 12 : Conservation des pièces justificatives

12.1 Statut des données et documents produits pour le compte de la Région

Tous les documents et données procédant de la gestion administrative et financière exercée par l'ASP pour le compte de la Région relèvent du régime juridique des archives publiques dès leur création.

12.2 Durées de conservation et sorts finaux des données et documents

L'ASP s'engage à conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dispositifs confiés et à l'utilisation des crédits dont elle assure la gestion et le versement pour le compte de la Région et de l'Union Européenne au titre des actions éligibles au Fonds Social Européen (FSE) pendant une durée de 15 ans à compter du solde des dossiers.

Les pièces justificatives relatives aux dispositifs ne comportant pas d'actions éligibles au titre du FSE doivent être conservées pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

Les données des dossiers de rémunération et de la protection sociale des stagiaires sont conservées en vue de la constitution des dossiers de validation des acquis de l'expérience et des dossiers de retraite pendant 60 ans.

Au cours de l'année 2018, des réunions de travail auront lieu entre l'ASP et la Région pour définir conjointement les modalités d'archivage de ces documents et données. Un avenant à la convention 2018 précisera ces modalités d'archivage.

12.3 Procédure d'élimination des données et documents

Pour les données et documents listés au 11.2 dont la durée légale de conservation a expiré, l'ASP s'engage à transmettre à la Région un bordereau d'élimination selon le modèle fourni par les archives régionales (archives@iledefrance.fr), et à passer par un prestataire de destruction sécurisée, qui émettra un certificat de destruction.

12.4 Externalisation de la conservation des données et documents par l'ASP

En cas de conservation des données et documents chez un tiers archiveur, l'ASP s'engage à faire appel à un prestataire agréé pour la conservation d'archives publiques dont la liste est disponible sur le site des Archives de France https://francearchives.fr/fr/section/24437377

12.5 Stockage et conservation des données sur le territoire français

En tant qu'établissement public produisant des archives publiques, l'ASP stocke et traite ses données sur le territoire français.

12.6 Devenir des données et documents en cas de résiliation de la convention

A la clôture ou à la résiliation de la convention, les données et documents en cours de durée légale d'archivage doivent être transmis au nouvel opérateur choisi par la Région.

ARTICLE 13 : Modalités de gestion financière de la convention

Article 13.1 : modalités d'information budgétaire

Le montant des crédits d'intervention de la Région sur les actions et dispositifs couverts par la convention sera notifié par courrier simple à l'ASP, dès le vote du budget primitif 2018 par les élus du Conseil régional.

La Région verse à l'ASP dans la limite des crédits ouverts et affectés :

- le montant nécessaire au règlement :

o des aides aux stagiaires définies à l'article 3.1, ci-dessus ;
o des prestations sur marché public et des subventions versées aux organismes conventionnés définies à l'article 3.2, ci-dessus ;
o des subventions régionales attribuées aux bénéficiaires du dispositif Emplois-tremplin ;
o des primes versées aux employeurs d'apprentis et des aides au recrutement d'apprentis ;
o des subventions régionales attribuées aux bénéficiaires du dispositif PM'UP ;
o des subventions régionales attribuées aux bénéficiaires du dispositif TP'up ;
o des subventions régionales au titre du dispositif A.R.R.E.A. (Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir) ;
o de l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;
o du fonds de transition ESS ;
o de l'aide à l'acquisition de véhicules propres par les PME franciliennes.

- le montant des frais de gestion facturés à la Région conformément aux dispositions de l'article 16.2 de la présente convention et à l'annexe financière.

Article 13.2 : Délégations de signature

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle efficace avant paiement en vue de garantir les intérêts de la Région, celle-ci transmet à l'ASP avant tout commencement d'exécution, la liste des agents habilités à signer par délégation du Président, les documents permettant la liquidation et le paiement des prestations prévues par la présente convention, ainsi qu'un spécimen de leur signature.

La Région s'engage à actualiser ces délégations et spécimens de signature au fur et à mesure des nouvelles nominations et/ou changements de fonction.

En l'absence de communication de documents à jour, la responsabilité de l'ASP serait dégagée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

Article13.3 : Modalités de mise à disposition des fonds par la Région à l'ASP

La Région met à disposition de l'ASP les crédits nécessaires à l'exécution des missions visées à l'article 1 selon les modalités suivantes :

Article 13.3.1 : Appels de fonds

Les fonds sont demandés par l'intermédiaire d'un appel de fonds. Celui-ci doit nécessairement comporter l'indication du numéro de dossier IRIS (hors dispositif Emploi-tremplin projet et ARREA).

Cette mesure s'applique aux délibérations prises par la Région depuis l'année civile 2012.

Article 13.4 : Fonds de roulement

Afin d'éviter toute rupture dans les paiements, la Région met, en outre, à disposition de l'ASP, une provision égale au 1/36ème des dépenses constatées l'année précédente hors frais de gestion, primes et marchés du secteur de la formation professionnelle.

En cours d'exécution, en cas de tensions sur le compte d'emploi, un versement complémentaire de fond roulement, calculé sur la base de 1/36ème des dépenses constatées l'année précédente sur les marchés publics du secteur de la formation professionnelle, pourra être mis à disposition de l'ASP par la Région.

La gestion de ces crédits fait l'objet par l'ASP d'une imputation distincte retraçant chaque tirage de crédit en précisant la destination de la dépense.

Ces tirages sont à considérer comme une recette abondant le crédit des comptes opérationnels par dispositif. Le tableau X5 joint en annexe VIII renseigne ces mouvements.

Dans l'hypothèse où ce compte ferait apparaître un besoin de financement inférieur ou égal à 25 % du versement du 1/36ème initial, il peut être reconstitué au vu du tableau X5 mis à jour et signé du Délégué Régional de l'ASP.

Les appels de fonds présentés par l'ASP et relatifs aux imputations budgétaires supports du versement de ce fonds de roulement seront imputés sur les AE concernées.

Article 13.5 : Dispositions financières complémentaires

L'ASP s'engage, conformément à l'article L.1511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à communiquer à la Région toutes les aides qu'il aurait versées sur le fondement d'un régime d'aide d'Etat.

L'ASP transmettra au mois de décembre de l'année n les informations suivantes (les plus à jour dont il dispose) sur les entreprises et associations ayant bénéficié d'un financement au titre d'un dispositif relevant de la présente convention avec la Région Ile-de-France.

Pour cette dernière liste, l'ASP transmettra ces informations au format de données Excel en complétant le tableau qui lui sera transmis par la Région Ile-de-France.

Liste des informations :

- Raison sociale (en minuscule, sauf la 1ère lettre et les acronymes – Si acronyme, pas de point en séparation des lettres)
- N° Siren (9 chiffres)
- Adresse (n° et nom de rue)

- Code postal (ne pas indiquer le cedex le cas échéant)
- Montant versé (deux décimales – ex. : 25 425,56)
- Type d'aide (subvention, garantie, avance, prêt)

Article 13.6 : Dispositions financières complémentaires

L'ASP assure le versement des aides dans la limite des crédits reçus au titre de l'ensemble des dispositifs visés à l'article 1 de la présente convention.

Le règlement dû à l'ASP par la Région est effectué par virement sur le compte ouvert :

A LA RECETTE GENERALE DES FINANCES AU NOM DE MONSIEUR L'AGENT COMPTABLE DE L'ASP
COMPTE n°10071 75000 00001005165 08

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur d'Ile-de-France.

ARTICLE 14 : Description du Système d'Information

La Région dispose depuis 2010 dans le cadre de son système d'information du secteur de la formation professionnelle continue d'un outil de gestion : SAFIR.

L'ASP dispose d'un outil SI plateforme dématérialisée permettant le suivi des stagiaires de formation professionnelle

ARTICLE 15 : Intérêts moratoires pour les prestations de règlement aux organismes de formation payées dans le cadre d'un marché public

Article 15-1 : Respect des délais de paiement

Les sommes à verser dans le cadre d'un marché public doivent l'être dans le respect du délai global de paiement conformément aux textes en vigueur.

Le délai de paiement maximum est fixé à 30 jours, conformément à l'article 164 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics.
Le délai commence à courir à compter de la réception, par tout moyen permettant de donner date certaine, des demandes de paiement par l'ASP ou directement par la Région selon la nature de celles-ci.

En ce qui concerne les versements des soldes clôturant comptablement les marchés lesquels passent par une validation des services de la Région, ce délai global de règlement se présente comme suit:

Le délai est de 30 jours dont 10 jours pour le Comptable Public de l'ASP, les 20 jours restants se répartissent en 17 jours pour la Région et 3 jours pour l'ASP en qualité d'ordonnateur.

Article 15-2 : Paiement des intérêts moratoires

Dans le cadre des Marchés publics, en cas de non-respect des délais de paiement, les intérêts moratoires sont liquidés par l'ASP dans les conditions prévues par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique :

En cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a le droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

Le point de départ du délai sera la date de réception de la facture en bonne et due forme, après service fait, à l'ASP.

ARTICLE 16 : Coût des missions confiées à l'ASP

Article 16.1 : le coût des missions confiées à l'ASP

Le coût des frais de gestion facturés par l'ASP est détaillé dans l'annexe financière nommée « Tarification ASP ».

Article 16.2 : Modalités de versement des crédits destinés à rémunérer l'ASP

Les crédits destinés à rémunérer l'ASP sont estimés annuellement à partir du nombre constaté de dossiers pris en charge en 2016 ou de la prévision de la volumétrie de dossiers pour 2017.

Sur cette base, une avance correspondant à 25 % du montant total prévu est versée à l'ASP, sur présentation du premier appel de fonds, au début du premier trimestre et d'un tableau présentant le nombre prévisionnel de gestion de dossiers.

Sur cette base, deux acomptes correspondant à 25 % du montant total prévu est versée à l'ASP, sur présentation d'un appel de fonds, au début de deuxième et troisième trimestre.

Un quatrième acompte est effectué en novembre, sur présentation d'un appel de fonds. Il est égal à la différence entre le coût total des prestations réalisées et des sommes déjà versées à cette date jusqu'à la fin du mois de décembre et les sommes déjà versées.

Le solde, donnant lieu à un appel de fonds, est versé sur présentation du compte d'emploi définitif de l'exercice. Il est calculé en fonction du nombre réel de dossiers gérés.

Pour le dispositif A.R.R.E.A., hors prestation informatique, les frais de gestion sont appelés deux fois par an, sur la base d'un appel de fonds semestriel spécifique précisant le nombre de dossiers gérés.

Dans le cadre de la présente convention, la région se réserve le droit d'opérer les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations effectuées par l'ASP pour son compte.

A ce titre, l'ASP s'engage à transmettre sous un délai maximum de dix jours tout document (tableaux ou autre documents) et/ou tout justificatif au paiement de ses frais de gestions nécessaire aux opérations de contrôle. Une pénalité égale à 200€ jour calendaire de dépassement sera appliquée de plein droit, sans mise en demeure, à l'ASP pour tout retard dans la transmission de ces documents.

ARTICLE 17 : Modalités de résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des deux parties. La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prend effet à l'issue d'un préavis de 3 mois. Pendant ce délai, les parties restent tenues par leurs obligations respectives.

ARTICLE 18 : Echanges et réversibilité des données

L'ensemble des données numériques élaborées ou traitées par l'ASP dans le cadre de la présente convention est mis à disposition de la région, sans coût supplémentaire, sur une plateforme sécurisée de l'ASP accessible par la région. Les modalités d'échange de fichiers sont précisées dans l'annexe VII à la présente convention. Ceci n'exonère pas l'ASP de ses obligations de mise à disposition de données notamment statistiques telles que décrites au sein de la présente convention.

La région Ile de France envisage le lancement prochain de la mise en concurrence de la gestion administrative et financière des aides (rémunération, la protection sociale ainsi que les indemnités complémentaires) des stagiaires de la formation professionnelle.

A ce titre et dans l'éventualité d'un changement d'organisme payeur, une demande de modification de la convention sera signée actant du nouveau périmètre d'intervention de l'ASP souhaité ainsi que les modalités de gestion associées.

Par ailleurs, dès réception de la décision de modification de la convention précitée et dans un délai de 10 jours maximum, l'ASP devra prévoir le transfert des données informatiques afférentes à l'ensemble des dossiers demandés, dans un format préalablement validé par le Conseil régional, ainsi qu'un historique des actions menées et de celles qui étaient prévues. Après validation par le Région, le fichier devra être présenté sous un format exploitable sans délai au prestataire désigné par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à la plus grande coopération afin que ce transfert se passe sans difficulté et sans susciter de retard dans la gestion des rémunérations et des dispositifs.

En cas de non transmission des données dans un délai de 10 jours suivant la réception de la décision de modification de la convention, une pénalité égale à 1000 euros par jour calendaire de dépassement sera appliquée de plein droit, sans mise en demeure, à l'ASP pour tout retard dans la transmission de ces données

ARTICLE 19 : Clôture de la convention

Après le dernier paiement, l'ASP poursuit le recouvrement des ordres de recouvrer.

A chaque fin d'exercice comptable postérieur à la date du dernier paiement, le solde des sommes recouvrées est reversé à la Région déduction faite d'éventuels frais de gestion. La clôture de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement de tous les ordres de reversement.

ARTICLE 20 : Confidentialité et respect des normes en matière de traitement des données à caractère personnel

La Région est le responsable de traitement dans la limite des textes pour lesquels cette responsabilité est prévue. L'ASP, au titre de cette convention, est considérée comme sous-traitant au sens de l'article 28 du Règlement (UE) 2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.
Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** »).

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services décrits en articles 3 et 4.
Les opérations réalisées sur les données sont la collecte des données, la vérification de la validité des données, le traitement des données en vue d'assurer le paiement de dossiers, l'archivage ou la suppression des données.
La ou les finalité(s) du traitement sont décrites dans les articles 3 et 4.
Les catégories de données à caractère personnel traitées sont les données d'identification du bénéficiaire individuel de l'aide régionale (nom, prénom, adresse physique, adresse électronique, autres identifiants) et des données nécessaires à l'éligibilité au dispositif (justificatifs de situation prévus dans chaque dispositif).
Les catégories de personnes concernées sont les stagiaires de la formation professionnelle, les bénéficiaires des dispositifs indiqués à l'article 3.2.
Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations à sa disposition et nécessaires pour en assurer le traitement.

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. garantir la **confide**ntialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
4. veiller à ce que les **p**ersonnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

    - s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
    - reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par **défaut.**

6. **Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 72h à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement

responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par messagerie électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Une adresse mail d'alerte sera fournie à l'ASP par le responsable du traitement.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n’est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données (à compter de sa désignation) ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d’analyses d’impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l’autorité de contrôle.

11. **Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s’engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par sa propre PSSI (Politique de sécurité des systèmes d'information).

12. **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Sauf cadre règlementaire spécifique lié notamment à la compatibilité et à l'archivage publics, le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

13. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, dès sa désignation conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit et à compter de mai 2018, un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. En cas de niveau de confidentialité important, les documents demandés seront consultés exclusivement dans les locaux de l'ASP.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

ARTICLE 21 : Règlement des litiges

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

La Région est compétente pour exercer tout contentieux relatif aux dispositifs dont le paiement ou la gestion sont confiés à l'ASP par la présente convention.

Cette disposition ne fait pas obstacle à l'action de l'ASP en matière de recouvrement par son agent comptable.

ARTICLE 22 : Pièces contractuelles

Sont considérées comme pièces contractuelles :

La présente convention qui comprend une annexe financière dénommée « Tarification ASP » et les annexes suivantes :

Annexe I: Dispositions relatives à la gestion et au règlement des aides aux stagiaires de la formation professionnelle

I Rémunération et protection sociale des stagiaires
II Aides individuelles dans le cadre des chéquiers qualifiants et du nouveau dispositif régional
III Aides individuelles dans le cadre des chéquiers VAE

Annexe II : Dispositions relatives à la gestion et au règlement des prestations et subventions aux organismes

I Formation professionnelle continue
II Les Missions Locales (hors chèques mobilité) et les autres partenariats en matière d'accueil, d'information et d'orientation

Annexe III : Dispositions relatives aux dispositifs spécifiques mis en œuvre par la Région dans le cadre de la formation professionnelle continue,

I Emplois-tremplin
II Chèques mobilité
II Gratuité des transports pour les jeunes dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la Région Ile-de-France

Annexe IV : Dispositions relatives à la gestion et au paiement de la prime régionale versée aux employeurs d'apprentis

I Prime régionale versée aux employeurs d'apprentis
II Gestion et paiement de l'aide au recrutement d'apprentis
III Dispositif d'accès à l'apprentissage

Annexe V : Dispositions relatives à la gestion et au paiement des aides au développement économique

I Paiement des subventions attribuées dans le cadre du dispositf PM'up
II Paiement des subventions attribuées dans le cadre du dispositf PM'up
III Dispositif AREA
IV Dispositif Fonds de transition ESS

Annexe VI : dispositions relatives à la gestion et au paiement des aides régionales au titre du dispositif d'aides aux commerces de proximité en milieu rural

Annexe VII : Dispositions relatives à la gestion et au paiement des aides à l'acquisition de véhicules propres par les petites et moyennes entreprises franciliennes

Annexe VIII : Dispositions relatives aux comptes rendus physiques et financiers, aux échanges de données aux statistiques socio-démographiques et à la valorisation des données

Annexe IX : Description des traitements de données des personnes physiques concernés par la convention

Fait en 3 exemplaires originaux

Le	Le
_____	_____
Pour l'ASP, **le Président-Directeur Général**	**Pour la Région Ile-de-France,** **la Présidente du Conseil Régional**
Stéphane LE MOING	**Valérie PECRESSE**

ANNEXE FINANCIERE

Agence de Services et de Paiement

Tarification ASP		Tarifs 2017 HT	Tarifs 2018 HT	Evolution en %
Marchés publics	Marché : instruction dossier	75,83 €	77,05 €	1,61%
	Marché : CRE intermédiaire	35,54 €	36,11 €	1,60%
	Marché : CRE final	23,68 €	24,06 €	1,60%
	Marché : traitement stagiaire	4,15 €		
Subventions	Convention : instruction dossier	55,69 €	56,58 €	1,60%
	Convention : instruction dossier sport	59,25 €	60,20 €	1,60%
	Convention : CRE et paiement	17,54 €	17,82 €	1,60%
	Convention : traitement stagiaire	4,15 €		
Missions locales et chéquiers mobilité	Missions locales : instruction dossier	53,32 €	54,17 €	1,59%
	Missions locales : demande de paiement	26,08 €	26,50 €	1,61%
	Missions locales : traitement stagiaire	3,56 €	3,62 €	1,69%
	Chèque mobilité par structure	367,32 €	373,20 €	1,60%
	Chèque mobilité par milliers de remises	437,25 €	444,24 €	1,60%
	Fichiers gratuité des transports	1 270,93 €	1 291,27 €	1,60%
Emplois tremplin	Emplois tremplin suivi	20,15 €	20,47 €	1,59%
Fonds de transition ESS	tarif instruction dossier	24,25 €	24,64 €	1,61%
	tarif traitement ordre de paiement	6,10 €	6,20 €	1,64%
	restitutions	1 376,85 €	1 398,88 €	1,60%
Chéquier	Chéquier qualifiant	45,03 €	45,75 €	1,60%
	Chéquier VAE	45,03 €	45,75 €	1,60%
Mobilité	Mobilité transnationale	45,03 €		
PM UP	tarif instruction dossier	36,66 €	37,25 €	1,61%
	tarif traitement ordre de paiement	7,05 €	7,16 €	1,56%
	restitutions	1 376,85 €	1 398,88 €	1,60%
TP UP	tarif instruction dossier	36,66 €	37,25 €	1,61%
	tarif traitement ordre de paiement	7,05 €	7,16 €	1,56%
	restitutions	1 376,85 €	1 398,88 €	1,60%
Cofinancement EAV ARREA	Tarif par mois de suivi et de paiement	1,38 €	1,40 €	1,45%
	Forfait restitution de données	4 264,92 €	4 333,16 €	1,60%
Valorisation	**forfait valorisation données**	**29 559,00 €**	**30 031,94 €**	1,60%
Primes aux employeurs d'apprentis	Tarif instruction (aide régionale ou au recrutement)	11,85 €	12,04 €	1,60%
	Tarif par paiement effectué	2,13 €	2,17 €	1,88%
	Forfait maintenant / hébergement	36 235,64 €	36 815,41 €	1,60%
Aide aux commerces de proximité	création de dossier	24,25 €	24,64 €	1,61%
	traitement des factures	6,63 €	6,74 €	1,66%
	paiement	6,10 €	6,20 €	1,64%
	forfait restitution de données	1 350,00 €	1 371,60 €	1,60%
Aide à l'achat de véhicules propres	dossiers instruits phase 1	24,40 €	24,40 €	0,00%
	dossiers instruits phase 2	10,50 €	10,50 €	0,00%
	triatement pièces complémentaires	7,80 €	7,80 €	0,00%
	paiements	2,14 €	2,14 €	0,00%
	forfait de mise œuvre	11 000,00 €		
	restitutions des données	3 000,00 €	3 000,00 €	0,00%
REMU	Dossiers rémunérés - instruction		37,40 €	
	Dossiers rémunérés - paiements	59,87 €	3,67 €	
	Protection sociale	25,92 €	26,33 €	1,58%

ANNEXES A LA CONVENTION

ANNEXE I: DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION ET AU REGLEMENT DES AIDES AUX STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La présente annexe a pour objet de déterminer les modalités de réalisation des missions confiées à l'ASP par l'article 3-1 de la convention.

Ces prestations concernent l'instruction, la gestion et le règlement :

- de la rémunération et la protection sociale des stagiaires
- d'aides individuelles dans le cadre des chéquiers qualifiants
- d'aides individuelles dans le cadre des chéquiers V.A.E.

I - REMUNERATION ET PROTECTION SOCIALE DES STAGIAIRES

La Région confie à l'ASP la rémunération des stagiaires qui suivent un stage de formation agréé.

Pour mémoire, cet agrément de la Présidente du Conseil régional conditionne le financement par la Région de la rémunération desdits stagiaires, à condition qu'il soit délivré selon les modalités prévues par le Code du Travail (Articles L.6341-3 et L.6341-4 du Code du Travail).

La Région transmet à l'ASP, pour chaque formation ouvrant droit à rémunération, une décision d'agrément.

Celle-ci parvenant à l'ASP sous le libellé « arrêté de rémunération » mentionne les dates de formation, la durée, l'effectif ainsi que le volume de mois-stagiaires rémunérés. En raison de leur nombre très important et afin de ne pas alourdir les procédures, l'ASP acceptera les décisions d'agrément bien que ces pièces ne soient pas signées par la Région, contrairement aux pièces contractuelles de rattachement (marchés, conventions, chéquiers qualifiants).

L'ASP est chargée :

- *de mettre gratuitement à disposition des organismes de formation tous les imprimés nécessaires à la mise en œuvre de cette action ;*
- *d'analyser les dossiers de demande de rémunération des stagiaires présentés par les organismes de formation ;*
- *d'informer les stagiaires et les organismes de formation sur la réglementation en vigueur et les montants liquidés ;*
- *de verser, dès le premier mois de formation si la complétude du dossier est effective, le montant mensuel ou horaire attribué à chaque stagiaire conformément aux bases de rémunération fixées par décret, bases complétées, le cas échéant, par un barème régional.*

Les demandes de prise en charge sont établies par les stagiaires qui fournissent toutes les pièces justificatives nécessaires. Les dossiers sont vérifiés par les responsables des organismes qui, après s'être assurés que l'ASP est bien l'organisme payeur compétent, les transmettent complets à la Délégation Régionale de l'ASP, site de Montreuil pour les départements 75, 91, 92 et 94 ou site de Cergy pour les départements 77,78,93 et 95, au fur et à mesure de leur établissement pour traitement.

Pour les jeunes de 16 à 25 ans, les dossiers sont obligatoirement accompagnés d'une fiche « statistiques » complétée par les stagiaires. Cette fiche « statistiques » n'est pas exigée dans les dossiers de demandes de rémunération des stagiaires du dispositif d'accès à l'apprentissage.

Dès réception des dossiers, l'ASP :

- *pour la rémunération :*
  - s'assure que la décision d'agrément est bien respectée. En cas de demande de dépassement par un organisme de formation, en cours d'exercice, l'ASP sollicite systématiquement l'avis de la Région ;
  - fixe le montant mensuel ou horaire attribué à chaque stagiaire conformément au livre III du Code du Travail et, le cas échéant, par application du barème régional. Cette décision est notifiée au stagiaire et au responsable de l'organisme de formation.

- *pour la protection sociale :*
  - détermine le régime de sécurité sociale des stagiaires et informe les stagiaires non immatriculés des démarches à effectuer, ainsi que les organismes de formation.

- *pour les frais de transport et d'hébergement :*
  - fixe le montant mensuel d'hébergement et/ou de transport attribué au stagiaire. Seuls les stagiaires rémunérés sur une base forfaitaire peuvent bénéficier d'indemnités d'hébergement et/ou de transport calculées sur la base des montants prévus par décret n°89-210 du 10 avril 1989 ou tout décret qui viendrait le modifier ou le remplacer.

- *de liquider et de payer :*
  - aux stagiaires les sommes dues au titre de la rémunération et des avantages annexes, en particulier les frais de transport remboursés sur frais réels ;
  - aux organismes de sécurité sociale, les cotisations forfaitaires horaires dues au titre de la protection sociale.

<u>Modalités de versement de la rémunération et des indemnités d'hébergement ou de transport</u>

Les sommes dues au titre de la rémunération sont calculées d'après un état de fréquentation établi et signé par le responsable de l'organisme de formation, de préférence par l'utilisation de l'outil mis à disposition des organismes par l'ASP : Rémunet.

<u>Pour tous les stages se déroulant en Centre de Rééducation Professionnelle (CRP), quelle que soit la date de début :</u>

La réception de l'état de fréquentation permet à l'ASP de régulariser les absences du mois concerné et d'engager le paiement du mois suivant.

Le paiement des quinze derniers jours de stage n'est engagé qu'après réception du dernier état de fréquentation.

<u>Pour tous les autres stages</u> : la rémunération des stagiaires (hors CRP) est versée à terme échu. La réception de l'état de fréquentation du mois M permet de payer la rémunération de ce même mois.

La rémunération est versée dans la limite des droits ouverts par l'agrément.

En cas de fermeture du centre de formation, l'ASP peut verser aux stagiaires l'équivalent de 8 jours ouvrés de vacances rémunérées par an sauf pour les stagiaires des centres handicapés et les stagiaires « jeunes » dont le nombre de jours est fixé à 15 jours calendaires par période de 6 mois par an.

Les stagiaires sont payés par l'intermédiaire de séries de paiement planifiées par l'ASP.

Lors de chaque paiement, l'ASP transmet à chaque stagiaire par le biais du centre de formation un avis de paiement qui lui fournit le détail de la somme versée.

- *d'émettre les ordres de reversement, l'Agent Comptable de l'ASP en effectuant le recouvrement.*

Le responsable du centre de formation doit tenir informée l'ASP de tous les abandons et départs en cours de stage et ce, sans attendre l'établissement de l'état de fréquentation. Si l'ASP est prévenue tardivement et qu'il ne reste aucun versement à faire au stagiaire, un ordre de reversement est émis pour le montant des sommes perçues à tort.

Lorsqu'un stagiaire abandonne une formation sans motif légitime ou est exclu pour faute lourde, la Région peut donner instruction à l'ASP de faire rembourser l'intégralité des sommes perçues indûment.

L'ASP établit en même temps que le premier appel de fonds, une hypothèse de dépense mensuelle par comparaison avec les crédits payés les années précédentes (cf. tableau X1 de l'annexe VII).

Les prévisions de dépense sont ajustées mensuellement au regard des rémunérations effectivement versées le mois précédent par l'ASP. Il en est tenu compte dans les appels de fonds successifs.
Semestriellement, une analyse rétrospective des écarts constatés entre les dépenses prévisionnelles et les dépenses réalisées est menée conjointement par l'ASP et la Région.

Avant le 10 de chaque mois, l'ASP transmet à la Région, par courrier électronique, un appel de fonds avec indication du numéro de dossier IRIS précisant le montant appelé pour le mois suivant calculé de la manière suivante :

le montant des avances versées – les dépenses réalisées + le besoin prévisionnel

Ces données figurent dans le tableau X2 de l'annexe VIII.
A cet envoi, est joint le tableau X1 actualisé.

Au vu des informations, la Région détermine le montant du versement mensuel de la dépense de l'ASP. Les fonds sont versés au plus tard le premier jour du mois.

II – CAS PARTICULIER DES AIDES INDIVIDUELLES DANS LE CADRE DES CHEQUIERS QUALIFIANTS ET DU NOUVEAU DISPOSITIF REGIONAL

Le dispositif « chéquier qualifiant » apporte une approche personnalisée de la formation dans son contenu comme dans son déroulement et permet de répondre à des besoins individuels de formation principalement non encore couverts et dans des secteurs d'activité liés à l'évolution constante du marché du travail où de nouveaux métiers et services apparaissent chaque jour.

A compter du 01/05/2015, cette démarche de soutien régional individualisé a été délégué entièrement à Pôle Emploi. La Région transmettant les moyens d'assurer l'attribution financière du soutien régional à Pôle Emploi, ce dernier assure ainsi une forme de guichet unique, plus lisible et plus rapide dans ses décisions pour les demandeurs d'emploi.

Le déroulé présenté ci-après concerne donc les dossiers Chéquier qualifiants accordés par la Région *avant le 01/05/2015* et les dossiers relatifs au nouveau dispositif d'aides individuelles régionales à venir courant 2018.

Les stagiaires peuvent être notamment :

- des demandeurs d'emploi de moins de 26 ans du réseau d'accueil des Missions Locales ;
- des demandeurs d'emploi de plus de 26 ans inscrits à Pôle Emploi ou à l'APEC ;
- Les publics fragilisés (travailleurs en situation de handicap, demandeurs d'emploi de longue durée, allocataires du RSA ou des minima sociaux, plus de 55 ans…).

La Région délègue notamment aux Missions Locales, à l'APEC, à Pôle Emploi et à CAP Emploi la prescription du « chéquier qualifiant ».

1) Objet

Le Conseil régional confie à l'ASP la gestion et le paiement des aides accordées dans le cadre de ce dispositif. Ces aides sont :

- une aide individuelle au coût de formation des stagiaires ainsi qu'aux coûts annexes (inscription, matériel..) si le Règlement d'intervention régional concerné le prévoit ;
- une rémunération des stagiaires.

1.1 L'aide à la formation des stagiaires

- La Région finance l'attribution d'une aide individuelle au coût de formation ainsi qu'aux coûts annexes (inscription, matériel..) si le Règlement d'intervention régional concerné le prévoit ;

La décision d'aide individuelle signée par le stagiaire et le Président du Conseil régional indique : l'identité du stagiaire, l'intitulé de la formation à suivre, l'organisme de formation, la durée, la période de déroulement de la formation, l'obligation de la signature d'un contrat de formation, le montant de l'aide individuelle attribuée, la part de prise en charge régionale ainsi que la durée de validité de la décision.

Cette aide sera versée par l'ASP soit :

- directement au stagiaire au fur et à mesure des paiements effectués par ce dernier à l'organisme de formation ;
- à l'organisme de formation au fur et à mesure de la réalisation du stage.

Le mode de versement choisi ne pourra faire l'objet de modification en cours de formation.

Le versement de l'aide individuelle sera effectué par l'ASP sur présentation par la Région des pièces suivantes :

Soit, en cas de :

- *versement à l'organisme de formation*

  - présentation d'une facture trimestrielle indiquant les heures effectivement réalisées envoyée par l'organisme accompagnée :
    - de la copie de la décision d'aide individuelle précisant l'acceptation de la subrogation qui a été envoyée par le prescripteur lors de l'entrée en formation du stagiaire ;
    - d'un RIB et une copie de la carte d'identité ou de séjour du stagiaire ;
    - d'une attestation de présence du stagiaire.

- *versement direct au stagiaire*

  - présentation d'une facture indiquant les heures effectivement réalisées par le stagiaire envoyée par l'organisme accompagnée :
    - de la copie de la décision d'aide individuelle ;
    - d'un RIB et une copie de la carte d'identité ou de séjour du stagiaire ;
    - d'une attestation de présence du stagiaire.

Le montant à régler à chaque versement sera calculé par l'ASP en fonction de la prise en charge régionale. Le versement du solde correspondra au reliquat de l'aide régionale attribuée. Un avis de paiement est adressé par l'ASP au bénéficiaire de l'aide, stagiaire ou organisme de formation.

1.2 La rémunération

La Région transmet à l'ASP la décision d'agrément de rémunération au titre du dispositif « chéquier qualifiant » ou du nouveau dispositif régional d'aides individuelles.

Chaque décision d'aide individuelle devra préciser si le stagiaire relève des jeunes de 16 à 25 ans ou des adultes demandeurs d'emploi.

L'organisme de formation adresse à l'ASP une demande d'admission à la rémunération accompagnée d'une copie de la décision d'aide individuelle et établit chaque mois un état de fréquentation.

2) Ordre de reversement

Dans le cas où les états transmis par les organismes de formation font apparaître un trop perçu, l'ASP émet un ordre de reversement au nom du bénéficiaire des paiements désigné par la Région, stagiaire ou organisme de formation, conformément à l'article 5.4 de la convention. Le montant de l'ordre de reversement est égal au montant du trop-perçu.

III AIDES INDIVIDUELLES DANS LE CADRE DES CHEQUIERS VAE

Le dispositif « chéquier VAE » a initialement été créé à titre expérimental pour accompagner et répondre à des besoins individuels tant en accompagnement qu'en formation pour l'obtention d'une certification de validation des acquis de l'expérience.

Les bénéficiaires peuvent être :

- des demandeurs d'emploi ;
- des salariés en cours de licenciement ;
- d'autres publics spécifiques (détenus, travailleurs handicapés…).

La Région confie à Pôle Emploi la prescription du « chéquier unique VAE » sous son contrôle.

La Région confie à l'ASP la gestion et le paiement des aides accordées dans le cadre de ce dispositif comportant deux formulaires :

- concernant l'aide à l'accompagnement VAE (qui comprend un accompagnement méthodologique ainsi qu'un accompagnement post jury) et concernant l'aide au module de formation obligatoire pour les certifications relevant du ministère de la santé : formulaire chéquier unique VAE jusqu'au jury ;
- concernant l'aide à une formation complémentaire préconisée par le jury VAE en cas d'acquisition partielle de la certification visée : formulaire chéquier unique VAE après jury.

➢ Le formulaire chéquier unique VAE jusqu'au jury (correspondant à l'accompagnement classique, complémentaire et les certifications du Ministère de la Santé) :

La Région finance ce module à hauteur d'un montant maximum précisé dans le rapport relatif au dispositif et permettant l'affectation des crédits nécessaires à son fonctionnement.

Il n'est délivré qu'un seul chéquier par demandeur.

Ce module est composé de deux documents :

- Le formulaire unique est une décision d'aide individuelle signée par le bénéficiaire, l'agence Pôle Emploi (APE) (ou tout autre prescripteur) et la Région. Cette décision indique l'identité du bénéficiaire, les coordonnées de l'APE, le nom de l'organisme prestataire de l'accompagnement à la VAE, le coût de la prestation et le choix du versement de l'aide, soit à l'organisme prestataire, soit au bénéficiaire ;
- La facture/attestation de présence signée par le bénéficiaire attestant avoir suivi la prestation et l'organisme prestataire attestant sa réalisation. Elle mentionne les coordonnées de l'organisme prestataire, le nom du bénéficiaire, le nombre d'heures, le coût horaire, le montant total demandé, les dates de début et de fin de la prestation.

Fonctionnement :

Pôle Emploi prescrit le "chéquier unique VAE jusqu'au jury » en adressant à la Région le formulaire dûment renseigné et signé :
- après contrôle et signature de la Région, le formulaire et la facture attestation sont retournés au bénéficiaire ;
- muni de ces documents, le demandeur les remet à l'organisme prestataire ;
- une fois la prestation réalisée, l'organisme prestataire, ou le bénéficiaire adresse ces deux documents accompagnées d'un RIB/RIP du demandeur du versement de l'aide et d'une copie de la carte d'identité ou de séjour du stagiaire à l'ASP qui procédera au paiement.

➢ Le formulaire chéquier unique VAE après jury (correspondant à l'accompagnement post jury et aux actions de formation en vue d'obtenir la certification dans sa totalité) :

La Région finance ce module à hauteur d'un montant maximum précisé dans le rapport relatif au dispositif et permettant l'affectation des crédits nécessaires à son fonctionnement.

Il n'est délivré qu'un seul chéquier par demandeur.

Ce module est composé de deux documents :

- une décision d'aide individuelle signée par le bénéficiaire, Pôle Emploi et la Région. Elle indique l'identité du bénéficiaire, les coordonnées de PE, le nom de l'organisme de formation, le coût horaire, le nombre d'heures, le coût de la formation et le choix du versement de l'aide soit à l'organisme de formation, soit au bénéficiaire ;
- une facture/attestation de présence signée par le bénéficiaire attestant avoir suivi la formation et l'organisme de formation attestant sa réalisation. Elle comprend les coordonnées de l'organisme de formation, le nom du bénéficiaire, le nombre d'heures, le coût horaire, le montant total demandé, les dates de début et de fin de la formation.

Fonctionnement :

- Pôle Emploi prescrit le "chéquier unique VAE après jury" en adressant à la Région le formulaire dûment renseigné et signé ;
- après contrôle et signature de la Région, le formulaire et la facture attestation sont retournés au bénéficiaire ;
- muni de ces documents, le demandeur les remet à l'organisme de formation ;
- une fois la prestation réalisée, l'organisme prestataire, ou le bénéficiaire l'adresse, accompagné d'un RIB/IBAN du demandeur du versement de l'aide et d'une copie de la carte d'identité ou de séjour du stagiaire, à l'ASP qui procède au paiement.

Chaque quinzaine, l'ASP effectue et transmet à la Région, par courrier électronique, un appel de fonds récapitulant par dispositif, pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et par année de lancement, les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final permettant aux services de la Région d'effectuer automatiquement le rapprochement et la ventilation par

action des mandats versés à l’ASP pour couvrir cette dépense. Le modèle du tableau est joint en annexe VIII (cf. tableaux X4).

La Région détermine le montant de la dépense et verse à l’ASP les sommes correspondantes après réception de l’appel de fonds.

ANNEXE II: DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION ET AU REGLEMENT DES PRESTATIONS ET SUBVENTIONS AUX ORGANISMES

I – FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

1 - Marchés publics

Les contrats sont conclus par la Région avec les organismes de formation conformément au Code des Marchés Publics issu du décret n°2006-275 du 1er août 2006 pour les consultations lancées avant le 1er avril 2016, et conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour les consultations lancées à compter du 1er avril 2016.

Dès l'adoption par la Région des dispositifs concernés, l'ASP est destinataire de la délibération d'affectation des crédits ainsi que du numéro de dossier IRIS associé, et du dossier de consultation des entreprises.

La Région élabore les imprimés relatifs aux pièces de paiement et les transmet aux organismes de formation attributaires d'un marché.

Après notification, la Région transmet à l'ASP une copie de l'acte d'engagement accompagnée d'un RIB/IBAN du titulaire du marché et la liste des attributaires extraite des rapports d'analyse des offres (RAO).

L'organisme de formation transmet à l'ASP toutes les pièces en deux exemplaires dont au moins un exemplaire original.

Les factures erronées ou incomplètes sont renvoyées aux organismes par l'ASP avec une information sur le ou les motifs.

Les programmes ou dispositifs régionaux de formation professionnelle continue régis en 2017 selon les règles des marchés publics conformément aux textes cités ci-avant sont ceux rappelés dans les délibérations cadre suivantes :

- CR 58-08 « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles » adoptée par le Conseil régional en juin 2008 ;
- CR 59-08 « Promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels – soutien régional à la formation professionnelle des salariés dans le cadre du schéma régional des formations » adoptée par le Conseil régional en octobre 2008 ;
- CR 54-09 « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles - refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » adoptée par le Conseil régional en juin 2009 ;
- CR 18-10 « Dispositifs régionaux deuxième chance à destination des 16/25 ans » adoptée par le Conseil régional en juin 2010 ;
- Avenir Jeunes (ce dispositif renouvelé en 2010 regroupe les pôles permanents professionnels) ;
- Les Actions pré-qualifiantes ;
- Les Pôles permanents d'accès à la qualification ;
- Le Programme Régional Qualifiant y compris les actions du programme qualifiant territorialisé ainsi que le programme Compétences (en continuité du PRQ ci avant) et

ses compléments, les Formations « Métiers », le groupement de commande Région Pôle Emploi ;
- Les Formations aux compétences de base (Cap Compétences et Formations Transversales) ;
- Les Formations aux métiers de la culture ;
- Les Formations aux métiers de l'environnement ;
- Les Technologies de l'Information et de la Communication ;
- Les Services d'Aide au Domicile des Personnes ;
- Les entretiens conseils en VAE ;
- Dispositif expérimental de formation à l'anglais aéroportuaire ;
- CR 89-14 du 21 novembre 2014 « Décentralisation de la formation professionnelle : clarifier les compétences de la Région pour en simplifier l'accès » ;
- CR 35-15 du 10 juillet 2015 : «Adoption du règlement d'intervention du dispositif de participation régionale au programme Erasmus+, volet « formation professionnelle », action clé 1 « mobilité à des fins d'apprentissage » ;
- CR 48-15 du 10 juillet 2015 : « Mise en œuvre de la décentralisation et partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle ».

2 - Subventions

L'ASP verse aux organismes les subventions prévues par les conventions selon les modalités de gestion suivantes :

- la Région élabore les imprimés et annexes aux conventions et les transmet aux organismes de formation ;
- dès l'adoption par la Région des dispositifs confiés à l'ASP, cette dernière est destinataire de la délibération d'affectation des crédits ainsi que du numéro de dossier IRIS associé, et de la convention-type ;
- dès signature de la convention, la Région adresse à l'ASP un exemplaire de la convention accompagné d'un RIB/IBAN de l'organisme de formation ;
- l'ASP effectue le règlement des subventions conformément aux dispositions de la convention-type de chaque dispositif, notamment aux dispositions relatives à l'application de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens» adoptée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

En cas de non-production des documents visés ci-dessus ou de transmission incomplète ou erronée, le paiement est suspendu.

Chaque versement de subvention aux bénéficiaires est accompagné de l'envoi d'un état détaillé précisant par action de formation concernée, outre le montant, s'il s'agit d'une avance, d'un acompte ou d'un solde.

Quand un trop-perçu est constaté à la clôture de la convention, un ordre de reversement est émis par l'ASP conformément à l'article 5-4 de la convention.

Les programmes ou dispositifs régionaux de formation professionnelle continue régis en 2014 sous forme de subventions sont ceux présentés dans les délibérations cadre suivantes :
- CR 58-08 « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles » adoptée par le Conseil régional en juin 2008 ;
- CR 59-08 « Promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels – soutien régional à la formation professionnelle des salariés dans le cadre du schéma régional des formations » adoptée par le Conseil régional en octobre 2008 ;

- CR 54-09 « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles- refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » adoptée en Conseil régional en juin 2009 ;
- CR 18-10 « Dispositifs régionaux deuxième chance à destination des 16/25 ans » adoptée par le Conseil régional en juin 2010 ;
- CR 17-12 « Renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles » adoptée en Conseil Régional le 16 février 2012 ;
- CR 41-13 « La Région s'engage pour l'emploi » adoptée en Conseil Régional le 20 juin 2013 ;
- CR 17-14 « Soutien à l'association régionale des missions locales » du 14 février 2014 ;
- CR 89-14 « Décentralisation de la formation professionnelle : clarifier les compétences de la Région pour en simplifier l'accès » du 21 novembre 2014 ;
- CR 50-15 du 10 juillet 2015 : « L'action régionale en faveur des personnes placées sous-main de justice en matière d'insertion et de formation professionnelle ».

Suite aux nouvelles modalités de mise en œuvre et de financement votées en 2013 pour les Actions d'Initiative Territoriale (délibération cadre du Conseil régional n° CR 41-13 du 20 juin 2013), les « actions d'accompagnement au placement », rebaptisées « Passerelles entreprises » dès la programmation 2014, ainsi que les Chantiers école, continueront à faire l'objet en 2018 d'un suivi par l'ASP selon les mêmes modalités que celle opérées dans le cadre de la programmation précédente.

Les conventions relatives au financement suivant :

- Avenir Jeunes : Espaces de Dynamique d'Insertion ;
- Les sessions d'examen ;
- L'Accompagnement du mouvement sportif ;
- Les centres régionaux du Conservatoire National des Arts et Métiers ;
- Les Diplômes d'Accès aux Etudes Universitaires, DUMI, BM, BCCEA etc. ;
- L'Accompagnement de la formation des salariés en Congés Individuels de Formation ;
- L'Adaptation des salariés TPE-PME ;
- Les Ateliers et Chantiers-insertion ;
- Les Ecoles de la Deuxième Chance ;
- Le soutien aux entreprises en restructuration ;
- Les mutations économiques ;
- Les Actions d'Initiative Territoriale en faveur de l'emploi : actions d'accompagnement vers l'emploi et action d'accompagnement au placement ;
- Les chantiers école ;
- Le dispositif Clubs Formateurs ;
- Le programme qualifiant territorialisé ;
- Le groupement des créateurs d'entreprises ANGC ;
- Les actions expérimentales ;
- Les actions pour l'emploi des publics les plus fragiles ;
- Les missions locales : subvention de fonctionnement, Parcours d'Orientation Professionnelle, Parrainage, Permis de Conduire ;
- Programme régional de formation des personnels des missions locales ;
- Formation des personnes sous-main de justice.

Chaque quinzaine, l'ASP effectue et transmet à la Région, par courrier électronique, un appel de fonds récapitulant par dispositif, pour les prestations aux organismes (type année ASP et n° IRIS), pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et par année de lancement, les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final permettant aux services de la Région d'effectuer automatiquement le rapprochement et la ventilation par action des mandats versés à l'ASP pour couvrir cette dépense. Le modèle du tableau est joint en annexe VIII (cf. tableaux X4).

La Région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds.

La Région verse à l'ASP pour le 1er janvier 2018, une avance égale au 1/12ème des dépenses liées aux marchés publics, constatées sur les 12 derniers mois. Cette avance est imputée par la Région sur les autorisations d'engagement des dispositifs concernés. Lors des premiers appels de fonds de l'ASP sur les dites imputations budgétaires, la Région impute ces dépenses sur les autorisations d'engagement qui ont servi à financer l'avance du 1/12ème. Une situation comptable est tenue par la Région.

III – LES MISSIONS LOCALES ET LES AUTRES PARTENARIATS EN MATIERE D'ACCUEIL, D'INFORMATION ET D'ORIENTATION

1 - Objet

Le Conseil régional confie à l'ASP la gestion, le suivi et le paiement des subventions, en matière d'Accueil, d'Information et d'Orientation, dont les dispositifs d'accompagnement, aux Missions Locales dans le cadre des conventions conclues avec la Région.

Dès notification de la convention relative à la délégation de l'instruction, de la gestion, du suivi et du paiement, signée entre la Région et l'ASP, cette dernière est destinataire des délibérations, des numéros de dossier IRIS associés aux affectations de crédits, des conventions régionales de partenariat et de financement et de l'ensemble des pièces de suivi, s'agissant des Missions Locales et des conventions et pièces afférentes pour les projets relatifs à l'orientation professionnelle des actifs.

L'ASP assure la gestion, le suivi et le paiement des subventions dès réception des pièces, dans les conditions décrites ci-après conformes aux évolutions des dispositifs votées par la Commission Permanente ou le Conseil Régional (votes en CR de novembre 2016, modifiant les dispositions votées en CP du 20 novembre 2014 (CP 14-768), ou figurant dans la délibération cadre « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles » en date du 26 juin 2008 (CR 58-08)).

Chaque quinzaine, l'ASP effectue et transmet à la Région, par courrier électronique, un appel de fonds récapitulant par dispositif, pour les prestations aux organismes (type année ASP et n° IRIS), pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et par année de lancement, les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final permettant aux services de la Région d'effectuer automatiquement le rapprochement et la ventilation par action des mandats versés à l'ASP pour couvrir cette dépense. Le modèle du tableau est joint en annexe VIII (cf. tableaux X4).

La Région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds.

2 – Dispositifs concernés

2.1 Missions Locales :
- le fonctionnement ;
- le parrainage ;
- les parcours d'orientation professionnelle ;
- l'aide régionale au permis de conduire ;
- les chèques mobilité

2.2 « Autres AIO » :
- l'orientation professionnelle des actifs.

3 - Modalités de gestion relatives au partenariat avec les Missions Locales

Le service régional compétent arrête le montant global de la subvention attribuée à chaque mission locale et le propose au vote de la Commission Permanente : à la dernière Commission permanente de l'année N-1 au plus tard pour l'avance de l'année N (première tranche), et à la Commission permanente du mois de juin de l'année N au plus tard, pour le complément de l'année N (seconde tranche).

Chaque année, au dernier trimestre de l'année N-1, est votée l'avance de l'année N.

Avant la fin du premier semestre de l'année N est voté le complément de l'année N.

Dès l'adoption de la délibération affectant les crédits au titre de l'avance, la Région transmet une notification unique pour chaque mission locale ordonnant les paiements à l'ASP.

Le paiement de l'avance fait l'objet d'un versement unique au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année N.

Le paiement du complément fait l'objet de deux versements :
- un premier versement au plus tard à la fin du deuxième semestre de l'année N correspondant à la part des crédits affectés au fonctionnement de base de la mission locale ;
- un second versement au plus tard au deuxième semestre de l'année N+1 correspondant au solde des dispositifs d'accompagnement.

Chaque versement aux missions Locales est accompagné de l'envoi par l'ASP d'un état détaillé précisant, outre l'objet, le montant, le numéro de paiement, la date d'émission et l'année budgétaire concernée :

- s'il s'agit du versement unique de l'avance (1ère tranche) ;
- du premier versement du complément (2de tranche) ;
- ou du second versement du complément (2de tranche).

LE PARRAINAGE

La Région réceptionne au plus tard à la fin du premier semestre, avant le 15 janvier de l'année N le bilan annuel d'activité de l'année N-1 transmis par chaque structure pour leurs jeunes effectivement parrainés.

L'ASP s'engage à payer, dès réception des fonds, les ordres de paiement signés par la Région.

LES PARCOURS D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE (POP)

L'ASP assure pour le compte de la Région la gestion des Parcours d'Orientation Professionnelle (POP).

Le dispositif POP participe à l'action des missions locales en faveur de l'orientation professionnelle des jeunes.

L'ASP assure, pour le compte de la Région :
- le suivi administratif des parcours réalisés ;
- l'édition des demandes de soldes ;
- le paiement de l'avance et des soldes.

Les obligations des missions locales et de la Région relatives à la mise en œuvre des POP sont inscrites dans la Convention de Partenariat et de Financement. La signature par la Région et la mission locale de l'annexe annuelle technique et financière à la convention déclenche la mise en œuvre des obligations susvisées.

Suivi administratif des parcours réalisés : les missions locales établissent un décompte trimestriel des parcours réalisés sous la forme d'un compte-rendu trimestriel, selon le modèle fourni par la Région.

L'ASP :

- vérifie que chaque mission locale lui a bien transmis le compte-rendu trimestriel, au plus tard le 30 du mois suivant le trimestre échu. A défaut, elle relance les missions locales concernées, dans la limite de trois relances à intervalle de 15 jours. En cas de non-réponse, elle informe la Région de la difficulté d'obtenir les documents ;
- comptabilise le nombre de parcours réalisés pour le programme 2014, le nombre de parcours complets pour les programmes jusqu'à l'année 2013 pouvant faire l'objet d'un financement.

Sont considérés comme réalisés :

1) *les parcours complets*

Pour cela, l'ASP vérifie que chaque jeune a effectué au moins 61h pour les POP collectifs (dont 30h dans la phase d'exploration, puis 30h dans la phase de découverte concrète et 1h en entretien de stratégie d'objectifs) et au moins 25h pour les POP individuels, sur la totalité du parcours.

2) *les parcours interrompus pour cause justifiée*

Seront considérés comme parcours réalisés, et donc comptabilisés lors du solde sur présentation par la mission locale de pièces justificatives afférentes, les parcours interrompus après la phase d'exploration pour cause :

- de retour à l'emploi (copie du contrat de travail ou copie de l'attestation de l'employeur) ;
- d'entrée en formation (copie de l'attestation de l'organisme de formation) ;
- de maladie ne permettant pas de poursuivre le parcours commencé (copie du certificat médical) ;
- de maternité (copie du certificat médical) ;
- de déménagement du stagiaire hors Ile-de-France (attestation sur l'honneur de la mission locale) ;
- d'incarcération (attestation sur l'honneur de la Mission Locale) ;
- de service civil volontaire (copie du contrat d'engagement).

La mission locale devra communiquer à l'ASP les pièces justificatives afférentes au motif d'interruption invoqué, lors du renvoi de la demande de solde préétablie par l'ASP. Dans l'hypothèse où la mission locale est dans l'impossibilité de présenter les pièces justificatives, elle pourra fournir une attestation sur l'honneur selon le modèle fourni par la Région qui en assurera le contrôle.

A défaut, les parcours non achevés ne pourront être comptabilisés.

Etablissement et paiement des soldes : les missions locales informent individuellement par courrier l'ASP de la fin de la réalisation du programme annuel, soit au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

L'ASP :

- établit, à partir des comptes rendus trimestriels et dans les 15 jours suivants, une demande de solde. Ce document contient d'une part, un état récapitulatif définitif du nombre de parcours réalisés ou complets pouvant faire l'objet d'un financement, conformément au mode opératoire et à la convention de partenariat et de financement, et d'autre part, les sommes dues, déduction faite de la première avance ;
- transmet cette demande à la mission locale pour validation ;
- réceptionne la demande de solde validée par la mission locale ;
- transmet la demande de solde à la Région pour validation.

La Région envoie cette demande de solde à l'ASP qui procède au versement.

L'ASP assure l'ensemble des relances nécessaires afin que toutes les demandes de soldes soient établies au plus tard le 30 mars de l'année suivant celle du programme concerné. Elles sont établies au nombre de trois à intervalle de 15 jours. En cas de non-réponse, elle informe la Région de la difficulté d'obtenir les documents.

Pour les jeunes positionnés sur le POP pendant le dernier trimestre du programme, la mission locale a la possibilité de présenter une demande de complément de solde au plus tard le 31 août.

L'AIDE RÉGIONALE AU PERMIS DE CONDUIRE

Description et objectif

Le dispositif régional d'aide au permis de conduire défini par la délibération n° CR 18-10 du 17 juin 2010 « Service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles, dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16/25 ans (espaces dynamiques d'insertion), école de la deuxième chance, aide au permis de conduire », a pour objet de favoriser l'accès à l'emploi des jeunes de 16 à 25 ans en démarche d'insertion professionnelle, en leur permettant d'acquérir le permis B lorsque la réussite de leur projet professionnel le nécessite.

Durée, montant et modalités de l'aide

Le soutien de la Région aux missions locales concerne des projets d'aide au permis de conduire annuels. Un délai prévisionnel de 9 mois est laissé par la mission locale à chaque jeune pour l'obtention du permis de conduire.

La Région soutient le projet de la mission locale dans la limite du montant maximum fixé par délibération et par jeune passant le permis B. En fonction des autres aides mobilisées et des possibilités d'apport de chaque jeune, ce montant est à ajuster dans la limite du plafond fixé par délibération.

Le montant global de l'aide maximale prévisionnelle attribuée à la mission locale par la Région correspond au nombre de jeunes prévu par la mission locale et accepté par la Région, multiplié par le montant maximum de l'aide fixé par délibération.

Instruction des projets

La Région adresse un appel à projets aux missions locales, et instruit en opportunité les projets qui lui auront été présentés. Une délibération en Commission Permanente arrêtera la liste des missions locales bénéficiaires et les montants maximum prévisionnels attribués à chaque mission locale avec laquelle une convention d'une durée de 12 mois sera signée.

L'ASP recevra de la Région copie de cette délibération ainsi que des conventions passées avec chaque mission locale pour son projet d'aide au permis de conduire.

Modalités de versement :

- L'avance :

La mission locale fournit à la Région un « certificat de démarrage » attestant le démarrage du projet. Au vue de la présentation du certificat de démarrage, la Région valide le principe du versement d'une avance de 40 % du montant prévisionnel de la subvention. La Région fait parvenir à l'ASP l'ordre de paiement correspondant. L'ASP effectue le règlement et procède à un appel de fonds, conformément à l'article 12-3-1.

- Un acompte :

La mission locale fournit à la Région un bilan d'exécution intermédiaire. La Région fait parvenir à l'ASP l'ordre de paiement correspondant. L'ASP effectue le règlement et procède à un appel de fonds, conformément à l'article 13.3.1

- Le solde :

Une fois le projet achevé et au plus tard au terme de la convention, la mission locale procède à une demande de solde auprès de la Région comprenant :

- o le bilan financier signé par le représentant habilité de l'organisme et l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté) ;
- o le bilan d'exécution à fournir au plus tard trois mois après la fin de la réalisation du projet.

La Région atteste le service fait, et valide le versement du solde ou émet un ordre de reversement si les réalisations sont inférieures au montant de l'avance versée.

La Région adresse à l'ASP l'ordre de paiement (ou de reversement) correspondant. L'ASP effectue le règlement et procède à un appel de fonds conformément à l'article 13.3.1.

DISPOSITIONS COMMUNES

L'information

La Région est l'unique interlocuteur des missions locales sur l'ensemble des dispositifs gérés par l'ASP qui doit être en mesure de répondre à toute demande téléphonique ou écrite de la Région.

Après chaque versement, l'ASP notifie au tiers le montant payé et son objet conformément aux procédures décrites ci-avant pour chaque dispositif.

Dans le mois qui suit le terme d'une année, l'ASP transmet à chaque mission locale un état réel des paiements réalisés sur l'année civile écoulée en précisant :

- les montants ;
- les dates de mise en paiement ;
- les dispositifs concernés ;
- leurs objets ;
- les contrats ou conventions considérés.

Mise à disposition d'un référent « Missions Locales »

L'ASP s'engage à nommer un référent identifié « Missions Locales», en charge de l'instruction, du suivi, de la gestion et du paiement des dispositifs décrits ci-dessus, interlocuteur privilégié du service compétent de la Région et des missions locales.

4 - Autres partenariats en matière d'AIO

L'objectif est de renforcer l'orientation professionnelle et l'information sur les métiers pour l'ensemble des publics actifs (salariés, demandeurs d'emploi, indépendants).

Projets éligibles

Deux types de projets sont éligibles à l'aide régionale en complémentarité des financements de droit commun :

- aide à un choix raisonné d'orientation professionnelle, par la consultation d'un fonds documentaire (classique ou multimédia) et un accompagnement dans la consultation de celui-ci ;
- accompagnement spécialisé au bénéfice des personnes en situation de handicap, dans le but de faciliter leur accès aux dispositifs de droit commun d'accès à l'emploi, à la formation, à l'orientation professionnelle et à la qualification.

Au moins 100 personnes doivent être visées par le projet d'appui à l'orientation professionnelle des actifs.

Lorsque la Commission permanente vote son soutien au projet déposé, l'ASP reçoit copie de la notification adressée au bénéficiaire, accompagnée de la délibération et du RIB.

Pour les projets d'aide à l'orientation : 75 % maximum du coût total de l'opération, dans la limite maximale de 175 000 € HT et TTC uniquement si le bénéficiaire justifie ne pas récupérer la TVA, par structure bénéficiaire.

Modalités de paiement

L'ASP procède comme suit aux mises en paiement :

- Le versement d'une avance de 20 % du montant prévisionnel de la subvention intervient après signature de la présente convention sur demande du bénéficiaire et sur présentation d'un plan de trésorerie. La Région envoie l'ordre de paiement correspondant à l'ASP.
- Les versements des 1er et 2ème acomptes interviennent sur appel de fonds et au vu d'un document récapitulatif précisant :
    - Compte rendu financier intermédiaire ;
    - Etat récapitulatif des dépenses ;
    - La facture SAFIR.

Chaque appel de fonds est signé par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention, qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Lorsqu'il s'agit d'un organisme public, le comptable certifie que les dépenses prises en charge par l'organisme sont exactes et réelles.

Le versement du solde de la subvention est effectué sur appel de fonds, signé par le représentant habilité de l'organisme, qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération. Il sera en outre assorti d'un rapport d'activité et d'un compte-rendu financier de l'opération, signés par le représentant habilité de l'organisme et l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté).

Les demandes d'acomptes et de solde sont adressées par le bénéficiaire à la Région. Après instruction, celle-ci adresse les ordres de paiement correspondants à l'ASP.

Le bénéficiaire dispose d'un délai d'un an à compter de l'attribution de la subvention pour présenter un premier appel de fonds. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu, en application du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

ANNEXE III : DISPOSITIONS RELATIVES AUX DISPOSITIFS SPECIFIQUES MIS EN ŒUVRE PAR LA REGION DANS LE CADRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE, DES EMPLOIS-TREMPLIN, ET DES EMPLOIS D'AVENIR

Pour les dispositifs suivants, l'ASP a pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la Région :
- Emplois–tremplin ;
- chèques mobilité ;
- mobilité européenne et internationale.

L'ASP effectue le règlement des subventions conformément aux dispositions de la convention-type de chaque dispositif, notamment aux dispositions relatives à l'application de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens» adoptée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

I - EMPLOIS-TREMPLIN

L'ASP a pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la Région relatives aux Emplois-tremplin dont le programme et les modalités d'intervention ont été définis par la délibération n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, modifiée par les délibérations n° CR 27-06 du 17-18 mai 2006, n° CR 92-08 du 20 novembre 2008 et n° CR 08-13 du 14 février 2013.

En 2015, un nouveau règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015 qui vient ajuster les règles de fonctionnement des Emplois-tremplin, suite aux évolutions législatives et à l'évaluation des dispositifs régionaux. Toutefois, ce dispositif ayant été supprimé à la fin de l'année 2015, seuls les postes encore actifs et financés ainsi que les remplacements font encore l'objet d'actes de gestion conformément aux modalités détaillées ci-dessous.

1 - DESCRIPTIF DE LA MESURE

Il convient de se reporter au contenu du règlement d'intervention tel qu'il a été adopté par les délibérations n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, n° CR 27-06 du 17 mai 2006 et du CR 92-08 du 20 novembre 2008 concernant les postes votés par la Commission permanente de la Région entre le 1er janvier 2005 et le 31 décembre 2012.

Pour les postes votés entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2014, l'ASP devra se reporter au règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013.

Pour les postes votés à partir du 1er janvier 2015, l'ASP devra se reporter au règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015.

2 - MODALITES DE GESTION DES AIDES EMPLOIS-TREMPLIN PROJET ET EMPLOIS-TREMPLIN INSERTION-CDI

2-1 Constitution du dossier

Après accord de la Région (délibération en Commission permanente d'affectation des crédits) d'attribuer une subvention au titre des Emplois-tremplin, les documents et justificatifs nécessaires au paiement sont transmis par l'employeur à l'ASP :
- une copie de la convention conclue avec la Région et son annexe n°1 « fiche de présentation du poste » ;
- une copie du contrat de travail signé par les parties ;
- un RIB ou un RIP original ;
- l'annexe n°2 bis, preuve du dépôt de l'offre d'emploi par l'employeur auprès de Pôle Emploi ;
- l'attestation de l'Agence Pôle Emploi ou la Mission Locale déclarant le salarié éligible (annexe n°2) ;
- la déclaration originale d'embauche, de remplacement ou de départ d'un salarié (annexe n°3).

N.B. : pour les missions locales recrutant elles-mêmes un salarié dans le cadre du dispositif, c'est Pôle Emploi qui délivrera l'attestation.

L'ASP vérifie que :
- le contrat de travail de chaque bénéficiaire est à durée indéterminée et que le montant du salaire est au moins égal au SMIC ;
- en cas de contrat de travail à temps partiel, qu'une dérogation a bien été accordée à l'employeur par la Région ;
- dans le cas des Emplois-tremplin insertion-CDI (catégorie d'Emplois-tremplin qui a disparu du nouveau règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013[1]), vérifie que l'annexe 2 est bien accompagnée de l'attestation sur l'honneur signée par l'employeur justifiant que le niveau de qualification du salarié ne dépasse pas le niveau V. Au moindre doute sur ce point précis, l'ASP en réfère directement à la Région ;
- le ou les postes sont pourvus dans un délai de 6 mois à compter de la validation du projet en Commission permanente du Conseil régional ;
- en cas de remplacement, le ou les postes sont pourvus dans un délai de 3 mois à compter du départ effectif de la personne initiale ;
- toute embauche est effectuée après la signature de la convention (N.B. la date de la signature de la convention correspond à la date de la Commission permanente ayant permis l'affectation du ou des postes Emplois-tremplin).

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'ASP ne procède pas au paiement et informe l'employeur du motif de non versement de la subvention en lui retournant les pièces qu'il lui a envoyées.

En cas de contrôle et sur demande expresse de la Région, l'ASP tiendra à sa disposition dans les meilleurs délais :
- une copie de chaque contrat de travail signé ;
- une copie des annexes 2 et 2 bis ;
- une copie de l'annexe 3, c'est-à-dire la déclaration d'embauche ou de remplacement.

[1] Néanmoins, en cas de remplacement du salarié sur cette catégorie d'Emplois-tremplin, l'ASP peut être amenée à gérer encore de tels dossiers pour les employeurs dont la convention court toujours.

D'autre part, l'ASP fournira tous les trimestres à la Région, la liste des conventions qu'elle gère avec la date de recrutement de la (des) personne(s) ainsi que la date de la déclaration d'embauche sur les postes Emplois-tremplin.

Enfin, l'ASP relance par courrier les structures qui ont dépassé le délai des 6 mois de recrutement et fournit la liste à la Région des structures qui renoncent au poste qui leur a été affecté par délibération

La mise en œuvre des différents règlements d'intervention nécessite de la part de l'ASP une vigilance particulière sur le contrôle de la constitution des dossiers, préalablement à tout paiement effectué par l'ASP. En effet, en fonction de l'année du vote de la création de poste, un règlement distinct s'applique avec des critères spécifiques d'éligibilité du public.

Ainsi,
- si le remplacement concerne un poste Emploi-tremplin voté avant le 1er janvier 2013, l'ASP vérifie que l'attestation de l'entité locale de Pôle Emploi ou la mission locale déclarant le salarié éligible (annexe N°2) est bien relative aux critères d'éligibilité des publics visés par la délibération n° CR 92-08 du 20 novembre 2008 ;
- dans le cas des Emplois-tremplin insertion-CDI, vérifie que l'annexe 2 est bien accompagnée de l'attestation sur l'honneur signée par l'employeur justifiant que le niveau de qualification du salarié ne dépasse pas le niveau V ou infra. Au moindre doute sur ce point précis, l'ASP en réfère directement à la Région ;
- si le remplacement concerne un poste Emploi-tremplin voté entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2014, l'ASP vérifie que l'attestation de l'entité locale de Pôle Emploi ou la mission locale déclarant le salarié éligible (annexe N°2) est bien relative aux critères d'éligibilité des publics visés par la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 ;
- si le remplacement concerne un poste Emploi-tremplin voté à partir du 1er janvier 2015, l'ASP vérifie que l'attestation de l'entité locale de Pôle Emploi ou la mission locale déclarant le salarié éligible (annexe n°2) est bien relative aux critères d'éligibilité des publics visés par la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015.

2-2 Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par :

- l'envoi à l'ASP par la Région, après acceptation du dossier, sous format Excel, de la liste des postes affectés avec les éléments suivants :

    - numéro de délibération, date de délibération, année d'affectation, chapitre budgétaire (libellé et code), référence à la fonction (libellé et code), référence au programme (libellé et code), référence à l'action (libellé et code) ;
    - numéro de dossier IRIS associé à la délibération d'affectation des crédits concernée ;
    - numéro de la convention, intitulé du poste, numéro du poste, montant de la subvention affecté ;
    - nom de l'employeur, adresse complète, Code NAF, numéro SIRET ;
    - la transmission à l'ASP par l'employeur des documents mentionnés au 2-1.

2-3 Versement de l'aide

L'aide est versée mensuellement et par avance.

En cas de départ d'un salarié, non remplacé, l'employeur informe immédiatement l'ASP via la déclaration d'embauche, de remplacement ou de départ du salarié. Celui-ci suspendra alors les paiements.

En cas de remplacement temporaire ou définitif sur le poste, l'employeur transmettra à l'ASP une nouvelle déclaration d'embauche accompagnée de l'attestation de l'Agence Pôle Emploi ou de la mission locale justifiant l'éligibilité du salarié.

Le remplacement temporaire (C.D.D.) du titulaire du poste est autorisé s'il résulte d'un congé maternité, congé parental et maladie longue durée mais doit concerner une personne issue des publics visés.

Dans tous les cas de remplacement, l'employeur dispose d'un délai de trois mois à compter du départ de la personne pour procéder au recrutement du ou des remplaçants.

2.4. Suivi des conventions employeurs.

Chaque année à la date anniversaire du recrutement, les employeurs doivent fournir à l'ASP :

- les comptes certifiés par l'association (un bilan comptable et un compte de résultats relatifs à l'activité de la structure de l'année n-1) ;
- un budget prévisionnel pour l'année N.

Par ailleurs, pour les postes votés avant le 1er janvier 2013, *la troisième année d'aide et la dernière année d'aide,* les employeurs fournissent également :

- un accusé de réception du bilan qualitatif Emplois-tremplin qui sera généré suite au remplissage du questionnaire sur la Plate-forme des Aides Régionales.

Pour les postes votés après le 1er janvier 2013, l'accusé de réception du bilan qualitatif Emplois-tremplin, généré suite au remplissage du questionnaire sur la Plate-forme des Aides Régionales, est fourni *la deuxième année d'aide et la dernière année d'aide.*

L'ASP :

- relance par courrier les structures pour récupérer l'ensemble de ces documents ;
- suspend le versement de l'aide en cas de non réception de ces documents ;
- communique régulièrement ces données à la Région et fournit à la Région une liste des structures qui n'ont pas envoyé les documents et dont le versement de l'aide est suspendu.

L'ASP fait parvenir à la Région par voie postale (un envoi par mois) les bilans qualitatifs annuels ainsi que les bilans financiers, comptes de résultats et budgets prévisionnels récupérés auprès des employeurs.

2-5 Appels de fonds

Les appels de fonds de l'ASP devront être adressés à la Région selon le modèle joint.

La Région met à disposition de l'ASP les crédits nécessaires au versement des aides à la rémunération sur appel de fonds, présenté tous les trois mois, conformément aux modèles établis en concertation et ci-joints annexés à la convention.

La Région procède au versement des crédits nécessaires.

Les appels de fonds résultent des calculs suivants :
- la différence entre le montant versé par la Région à l'ASP (intégrant l'avance constituée en fonds de roulement de 150 000 €) et les dépenses réellement effectuées au titre de ce programme ;
- un forfait de trois mois de rémunération pour les postes effectivement pourvus, en gestion par l'ASP ;
- et au vu du solde, reconstitution de l'avance de 150 000 €.

3 - SUIVI ET CONTROLE DU DISPOSITIF

Un contrôle a posteriori est exercé par l'ASP au bout de douze mois à compter de la date de recrutement, sur la base d'un état récapitulatif des recettes liées au financement du poste, tous financeurs confondus et des dépenses liées au poste Emploi-tremplin (annexe n°4 originale), accompagné de la copie de la fiche de paye du dernier mois de la période concernée.

L'annexe n°4 est envoyée tous les douze mois en original par l'employeur à l'ASP, cette période étant décomptée à partir du mois de la première embauche :

- l'aide régionale devra être ajustée le cas échéant au prorata des mois au cours desquels le salarié est effectivement présent et rémunéré ;
- la subvention régionale est à recalculer si le total des aides régionales et/ou départementales Emploi-tremplin, liées au poste, dépasse 90 % de la dépense réellement supportée. Dans ce cas, la subvention est réduite en conséquence et donne lieu à ordre de reversement, au titre de l'année N.

La dépense encourue concerne le titulaire du poste Emploi-tremplin et le remplaçant éventuellement recruté pour pallier une absence.

L'ASP transmet ce document aux employeurs, l'annexe n°4 étant pré-renseignée par l'ASP du montant versé au titre de l'aide de la Région. Ce document sera envoyé une fois le 12ème mois payé. Les versements mensuels se poursuivent jusqu'au 14ème mois inclus et sont interrompus en cas de non réponse de l'employeur.

L'ASP procède aux régularisations éventuelles.

Les états de présence et les feuilles d'émargement seront tenus à disposition de la Région par l'organisme de formation, en cas de contrôle.

4 - SUIVI STATISTIQUE ET FINANCIER

La Région transmettra à l'ASP, après l'adoption de chaque délibération, les données relatives au poste, à l'employeur et à la convention, en version électronique

Suivi statistique :

L'ASP assure la production de statistiques et tableaux de bord.

Outre les tableaux de suivi prévus pour les autres dispositifs à l'annexe VI à la convention, l'ASP assure mensuellement la production de tableaux de bord et de statistiques spécifiques à ce dispositif qui sont transmis sous forme électronique et font apparaître :

- la démographie des bénéficiaires (hommes/femmes, tranches d'âge, publics éligibles visés par les délibérations n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, n° CR 27-06 du 17 mai 2006 et du CR 92-08 du 20 novembre 2008, et les publics éligibles visés par les délibérations n° CR 08-13 14 février 2013 et n° CR 05-15 du 13 février 2015, département et commune de résidence, niveaux d'études, et domaine de spécialité des formations suivies) ;
- le nombre de postes par secteurs d'activités visés par les délibérations n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, n° CR 27-06 du 17 mai 2006 et n° CR 92-08 du 20 novembre 2008, et les publics éligibles visés par les délibérations n° CR 08-13 14 février 2013 et n° CR 05-15 du 13 février 2015, par type - création ou transformation -, par commune et par département, par délibération et par date d'embauche ;
- la typologie des employeurs (statut juridique, effectif salarié, code APE, commune et département) ;
- le suivi du turn-over sur les postes Emplois-tremplin (démission, CDD, CDI, licenciement ou autre).

Suivi financier :

Un compte-rendu financier mensuel, annuel et pluriannuel devra être établi par l'ASP par catégorie d'employeur et communiqué à la Région afin de lui permettre de connaître, au regard des autorisations d'engagement affectées et votées dans les délibérations, les montants engagés (à travers les conventions réellement signées), et les montants payés.

Le détail de ces données est communiqué par transmission en version électronique d'une copie de la base informatique.

L'ASP transmet également à la Région en fin d'année, la liste des postes qui n'ont pas été pourvus au-delà de 6 mois pour les recrutements initiaux et au-delà de 3 mois pour les remplacements.

6 - MODALITES DE GESTION CONCERNANT LES EMPLOIS-TREMPLIN INSERTION-I.A.E.

6-1 Constitution du dossier

Après accord de la Région (délibération en Commission permanente d'affectation des crédits) d'attribuer une subvention au titre des Emplois-tremplin insertion par l'activité économique (I.A.E.), les documents et justificatifs nécessaires au paiement sont transmis par l'employeur à l'ASP :

- une copie de la convention conclue entre la Région et la Structure d'Insertion par l'Activité Economique (S.I.A.E.) ;
- l'annexe 1 de cette convention ;
- le RIB ;
- l'annexe 2 de cette convention.

L'ASP vérifie :
- le montant de la subvention inscrit dans la convention Emplois-tremplin insertion-I.A.E. (article 2.1) et sa conformité avec le montant voté ;
- le contenu de l'annexe 1 ;
- le contenu de l'annexe 2.

Si ces conditions ne sont pas remplies (présence des documents et contenu), l'ASP ne procède pas au paiement et informe la S.I.A.E. du motif de non versement de la subvention en lui retournant les pièces qu'elle lui a envoyées. Une copie de ce courrier est transmise à la Région.

6-2 Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par :

- l'envoi à l'ASP par la Région, sous format Excel, de la liste des S.I.A.E. soutenues avec notamment les éléments suivants :

    - numéro et date de délibération, année et montant d'affectation, référence au chapitre budgétaire, code programme, code action ;
    - nom, adresse de la structure, nom du représentant de la S.I.A.E., numéro de SIRET, numéro de la convention Emplois-tremplin-insertion-I.A.E. ;
    - montant total de la subvention allouée ;
    - la transmission à l'ASP des documents mentionnés au paragraphe 6-1.

6-3 Versement de l'aide

- *pour les Associations* Intermédiaires (A.I.) : un premier versement représentant 60 % du montant total de la subvention allouée et votée est effectué au vu de l'annexe 1. Le solde sera réajusté au vu des heures effectivement réalisées par des personnes non allocataires du RSA socle sur l'année N au vu de l'annexe 2 de chaque convention signée avec les structures ;
- pour les Ateliers Chantier d'Insertion (A.C.I.) : un premier versement représentant 70 % du montant total de la subvention allouée et votée est effectué au vu de l'annexe 1. Le solde sera réajusté au vu du nombre réel de Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (C.D.D.I) pour des personnes non allocataires du RSA Socle qui ont été recrutées au sein de la structure sur l'année N, au vu de l'annexe 2 et des pièces justificatives demandées aux structures ;
- *pour les Entreprises d'Insertion (E.I.) et les régies de quartier* : un premier versement représentant 60 % du montant total de la subvention allouée et votée est effectué au vu de l'annexe 1. Le solde sera réajusté au vu du bilan des pièces justificatives demandées aux structures.

6-4 Appels de fonds

Par quinzaine, l'ASP fait parvenir à la Région un état récapitulatif destiné à appeler les fonds et faisant apparaître en conséquence par type de S.I.A.E. le nom de la structure, le montant de la subvention allouée, le montant du 1er versement et le montant du solde.

6-5 Suivi financier et statistique

Un compte-rendu financier mensuel, annuel et pluriannuel devra être établi par l'ASP par catégorie de S.I.A.E. et communiqué à la Région afin de lui permettre de connaître, au regard des autorisations d'engagement affectées et votées dans les délibérations, les sommes effectivement dépensées par l'ASP par type de S.I.A.E.

Le détail de ces données est communiqué par transmission en version électronique d'une copie de la base informatique.

II – CHEQUES MOBILITE

1 - OBJET

La Région Ile-de-France a décidé de mettre en œuvre une aide au transport des jeunes en Ile-de-France de 16 à 25 ans sans emploi.

Elle est distribuée aux jeunes par les missions locales sous forme de chèques mobilité. D'une valeur nominale de 8 € et 4 €, ces chèques mobilité sont utilisés pour l'achat de titres de transport en Ile-de-France auprès de la RATP, de la SNCF-Transilien et des sociétés de l'Organisation Professionnelle du Transport en Ile-de-France (OPTILE). Ils sont donc acceptés par l'ensemble des transporteurs agréés.

Il s'agit d'une aide accordée aux jeunes sans emploi engagés dans un parcours d'insertion élaboré avec l'aide de la mission locale. Les jeunes qui suivent des stages de formation professionnelle pour lesquels des aides au transport spécifiques existent déjà n'ont pas accès au chèque mobilité.

A titre dérogatoire, la structure d'accueil délivre des chèques mobilité aux jeunes inscrits dans un des dispositifs régionaux d'insertion « Avenir Jeunes, Ecole de la 2ème chance, Action expérimentale d'Impulsion 75 » ou le programme régional qualifiant « compétences » et bénéficiant à ce titre de la gratuité des transports publics durant leur parcours de formation pour couvrir la période précédant l'activation de leur droits à la gratuité.

Cette aide au transport est plafonnée à 80 % du prix du titre de transport et pour une durée de trois mois maximum, en une ou plusieurs périodes. Son attribution et sa modulation sont effectuées par les conseillers qui suivent les jeunes en fonction des instructions fixées par la Région. Dès lors, si le parcours d'insertion du jeune le justifie, la durée de l'aide pourra être portée à six mois.

L'ASP est chargée du suivi des commandes des chèques mobilité, de la fourniture des données statistiques correspondantes, du contrôle de cette aide et du paiement des factures.

2 – MODALITES DE GESTION

Paiement des factures

Les paiements sont réalisés sur factures mensuelles. Trois transporteurs sont actuellement conventionnés.

Les factures sont transmises par la Région à l'ASP.

La Région transmet à l'ASP la convention accompagnée d'un RIB/RIP original, la délibération d'affectation des crédits avec le numéro de dossier IRIS associé.

L'ASP s'engage à payer les versements dès réception des justificatifs de paiement signés par la Région.

Chaque versement aux bénéficiaires est accompagné d'un envoi par l'ASP d'un état détaillé précisant, outre l'objet, le montant, le numéro de paiement, la date d'émission et l'année budgétaire concernée.

Suivi des commandes

L'ASP assure pour le compte de la Région les commandes des chèques mobilité des missions locales habilitées à les distribuer.

La Région transmet à l'ASP la liste de ces structures et les mises à jour nécessaires.

Réception des commandes

Les missions locales adressent leur commande (par courrier, fax ou autre) tous les mois à l'ASP, avant le 02 de chaque mois. Toute commande reçue ultérieurement est reportée sur le mois suivant. L'ASP en informe par courrier les missions locales concernées.

Chaque commande est accompagnée d'un état récapitulatif de consommation pour la période achevée (du 01 janvier de l'année en cours à la date de la commande) et d'un exemplaire du registre détaillé tenu par les missions locales.

Validation des commandes

Un plafond maximum de commande est attribué annuellement à chaque structure. Ce plafond est arrêté pour chaque mission locale par délibération et figure à l'annexe technique et financière de la convention triennale. Le plafond inclut toutes les commandes passées entre les mois de janvier et de décembre.

Pour chaque commande, l'ASP vérifie que l'état de consommation du plafond de la structure lui permet de disposer du montant nécessaire à celle-ci.

Si une mission locale transmet une commande dépassant son plafond annuel (au regard du cumul des commandes passées en cours d'année), l'ASP rectifie la commande en fonction du montant disponible et en informe la structure.

En cas de situation litigieuse, la Région est seule décisionnaire.

Transmission des commandes

L'ASP transmet à la Région avant le 5 de chaque mois un état récapitulatif des commandes incluant pour chaque structure :

- le nom de la structure ;
- le numéro de convention triennale ;
- le code point de livraison et l'adresse de livraison. Ils sont fournis par la Région sur simple demande ;
- le nombre de chèques de 4 € commandés ;
- le nombre de chèques de 8 € commandés ;
- le montant total de la commande ;
- un rappel du plafond attribué ;
- le taux de consommation du plafond incluant la commande en cours ;
- le solde disponible pour chaque structure après la commande en cours.

Ainsi que, pour l'ensemble de la commande :

- le montant total de chèques de 4 € commandés ;
- le montant total de chèques de 8 € commandés ;
- le montant total de la commande.

Information des structures

L'ASP met à disposition des missions locales une version informatique des registres qui contient :

- le nom, prénom, sexe, date de naissance et domicile de chaque bénéficiaire ;
- la date de remise des chèques, le nombre de chèques remis, le motif d'attribution, les titres achetés, les zones du titre et le prix ;
- du numéro au numéro de chèques remis.

Ces registres sont exploités statistiquement selon les conditions prévues à l'annexe VI de la présente convention.

Contrôle de l'aide régionale au transport

A ce titre, elle veille au respect des règles relatives :

- au non-cumul des chèques mobilité avec l'aide forfaitaire prévue en matière de transport pour les jeunes bénéficiaires d'une rémunération dans le cadre de stages et formation continue. L'ASP transmet trimestriellement à la Région, pour chaque mission locale, une information sur l'ensemble des jeunes ayant bénéficié de chèques mobilité et de frais de transport. Elle effectue un rapprochement informatique du nom, prénom, sexe et date de naissance ;
- au non dépassement de la période maximum d'utilisation des chèques mobilité par jeune (trois mois renouvelables une fois). L'ASP transmet trimestriellement à la Région, pour chaque mission locale, une information sur les jeunes ayant bénéficié de chèques mobilité pendant plus de 90 jours et plus de 180 jours.

L'ASP transmet à la Région tous les éléments nécessaires (registres, statistiques, commandes, etc.) à d'éventuels contrôles sur place qui pourront être effectués par la Région.

III. GRATUITE DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES DANS LE CADRE D'UN DISPOSITIF D'INSERTION DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

1 – Objet

La gratuité des transports publics franciliens est accordée aux jeunes, âgés de 16 à 25 ans inclus, résidant en Ile-de-France, sans emploi, sortis du système scolaire, engagés avec le statut de stagiaire de la formation professionnelle dans l'un des dispositifs du Service Public Régional de Formation et d'Insertion Professionnelles de la Région Ile-de-France. Les dispositifs concernés sont les suivants :

- Avenir Jeunes ;
- Programme Régional Qualifiant « Compétences » ;
- Ecoles de la 2ème chance ;
- L'action expérimentale d'Impulsion 75.

2 – Rappel de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les jeunes dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la Région Ile-de-France

Le principe général est l'inscription du jeune bénéficiaire, par l'Agence Solidarité Transport (AST), sur une « liste verte » à partir de la liste des stagiaires de la formation professionnelle continue bénéficiaires de la mesure, mise à disposition par l'ASP. Cette « liste verte » est constituée par l'AST, conformément à la réglementation sur les données nominatives.

Cette « liste verte » permet au bénéficiaire y figurant de charger gratuitement son passe Navigo mensuel.

La gratuité des transports est accordée au bénéficiaire sur la durée de son stage de formation. Son renouvellement est effectué par l'AST par défaut tous les mois. Elle cesse à la fin du mois de sortie de la formation.

Il revient aux stagiaires d'indiquer en ligne à l'AST leur numéro de passe Navigo, puis d'aller charger leur passe Navigo sur un automate de distribution (au guichet d'une gare ou d'une station de métro).

Il revient aux organismes de formation retenus dans le cadre des dispositifs Avenir Jeunes ; Programme Régional Qualifiant « Compétences » ; Ecoles de la 2ème chance ; Action expérimentale d'Impulsion 75 :

- d'informer les stagiaires de la marche à suivre pour obtenir la gratuité en leur remettant une plaquette d'information produite par la Région ;
- d'inscrire les stagiaires :
    - s'agissant de ceux qui sont rémunérés par la Région via l'ASP : pas de démarche particulière, l'inscription des stagiaires dans le cadre de cette rémunération suffit ;

    - s’agissant de ceux qui sont indemnisés par Pôle Emploi : saisir les données demandées sur un extranet dédié mis à disposition par l’ASP ;
- d’accompagner les stagiaires :
    - pour l’obtention du passe Navigo en leur transmettant le courrier explicatif nominatif émanant de l’AST ;
    - pour l’activation du passe Navigo, en les accompagnant, si nécessaire pour effectuer la demande de gratuité en ligne.
- d’assurer le lien avec l’AST : en cas d’incomplétude ou d’incohérence du dossier, le stagiaire et son organisme de formation en sont informés par l’AST.

3 – Rôle de l’ASP

Le rôle de l’ASP est de mettre à disposition de l’AST deux fichiers hebdomadaires des stagiaires ayants-droit, un pour les stagiaires indemnisés par la Région au titre de la partie 6 du code du travail et un pour les stagiaires non indemnisés par la Région.

Les étapes sont les suivantes :

1) L’ASP constitue un fichier des stagiaires rémunérés par la Région à partir de son fichier des demandes de rémunérations publiques au titre de la formation professionnelle continue relevant de la partie 6 du code du travail.

Rappel : une demande d’admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle ne peut être traitée que si toutes les pièces justifiant de l’éligibilité du demandeur sont jointes à l’appui de cette dernière.

L’ASP constitue un fichier des stagiaires non indemnisés par la Région, à partir des données saisies par les organismes de formation sur un extranet dédié que l’ASP met à leur disposition.

Il revient donc à l’ASP, quel que soit le statut des stagiaires au regard de leur rémunération ou indemnisation, de constituer puis d’actualiser la liste complète de tous les stagiaires inscrits sur les formations relevant de l’un des trois dispositifs concernés.

Le repérage des bénéficiaires au sein des dispositifs concernés est effectué comme suit :

- s’agissant d’Avenir Jeunes, de l’Ecole de la 2ème Chance et de l’action expérimentale d’Impulsion 75 : l’intégralité des stagiaires inscrits en formation sont de droit bénéficiaires ;
- s’agissant du Programme Régional Qualifiant « Compétences » : seuls les stagiaires âgés de 16 à 25 ans inclus, à la date d’entrée en stage, sont éligibles à la gratuité.

2) L’ASP met chaque semaine à disposition de l’AST, sur son serveur FTP sécurisé les deux fichiers actualisés des stagiaires ayant droit, nouvellement inscrits, ou dont la date de fin de stage a été modifiée.

Les fichiers comprennent :
- un identifiant unique par stagiaire ;
- le n° d’agrément (n° de convention ou de marché public selon le dispositif) ;
- son identité ;
- sa date de naissance ;
- son sexe ;

- ses coordonnées postales ;
- le libellé de la formation suivie ;
- le nom et l'adresse de l'organisme de formation ;
- le statut de la rémunération ;
- l'indicateur de la création de dossier (indique s'il s'agit d'une création ou modification de dossier) ;
- la date de début de stage ;
- la date de fin de stage prévisionnelle et réelle. Cette date est actualisée par l'ASP en fonction des renseignements que lui adressent les organismes de formation.

3) L'ASP met à la disposition de la Région un état mensuel du nombre de bénéficiaires par sexe et par dispositif inscrits sur le fichier transmis à l'AST.

ANNEXE IV : DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION ET AU PAIEMENT DES DISPOSITIFS EN DIRECTION DE L'APPRENTISSAGE

La présente annexe a pour objet de déterminer les modalités des missions confiées à l'ASP à l'article 1 de la convention.

I PRIME REGIONALE VERSEE AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS

1. OBJECTIF ET DESCRIPTIF DU DISPOSITIF

Ce dispositif s'appuie sur les délibérations n° CR 31-06 du 17 mars 2006, CR 07-11 du 7 avril 2011, CR 05-14 du 13 février 2014 et du CR 28-16 du 18 février 2016, CR 28-16 du 18 février 2016.

Toute nouvelle délibération sera communiquée à l'ASP qui mettra en œuvre les décisions prises par l'exécutif régional.

2. PRINCIPE

Cette prime est destinée aux employeurs du secteur privé et du secteur public (pour ces derniers, à compter de la campagne d'apprentissage 2011 et à l'exception des apprentis employés au Conseil Régional d'Ile de France) ayant conclu un contrat d'apprentissage de 6 à 36 mois avec un(e) jeune d'au moins 16 ans à la date de début du contrat ou 15 ans avec une dérogation des services instructeurs.

Le règlement d'attribution transitoire adopté par délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 s'applique en principe à tous les contrats d'apprentissage signés avant le 1er janvier 2014. Cependant, conformément à ce texte :

- les contrats relevant des campagnes 2009 et 2010 sont soumis au règlement d'attribution adopté par délibération n° CR 31-06 du 17 mars 2006 ;
- s'agissant des contrats de la campagne 2011, les primes dues au titre de la deuxième année de formation sont soumises au règlement d'attribution adopté par délibération n° 07-11 du 7 avril 2011 lorsque le dossier était complet au 31 décembre 2013.

Le règlement d'attribution définitif de la prime à l'apprentissage, également adopté par délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014, s'applique à tous les contrats d'apprentissage signés à partir du 1er janvier 2014.

La prime régionale, composée d'une base forfaitaire *à laquelle peuvent s'ajouter* des majorations cumulables, est versée à chaque fin d'année du cycle de formation. Elle est due à taux plein pour une durée de contrat de 12 mois. Elle est proratisée entre 6 et 36 mois, selon la durée du contrat ainsi qu'en cas de rupture de contrat selon les modalités indiquées dans le règlement d'attribution applicable au contrat considéré.

La prime régionale est versée à l'employeur à condition que la période d'essai soit effectuée, que l'employeur ait retourné son attestation dûment complétée et son RIB et que le CFA ait validé l'assiduité de l'apprenti sur l'outil informatique de l'ASP.

Á compter de la campagne d'apprentissage 2016, la prime régionale est versée en 2 fois pour chaque année du cycle de formation (12 mois).

Pour un contrat inférieur ou égal à 12 mois :

- 500 € après confirmation de la période d'essai par l'employeur (celle-ci est de 4mois minimum à compter du 1er juillet 2015), du retour par l'employeur de l'attestation complétée et de son RIB ;
- 500 € ou montant proratisé, après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin d'année du cycle de formation.

Pour un contrat supérieur à 12 et inférieur ou égal à 24 mois :

- 1ère année :
  - 500 € après confirmation de la période d'essai par l'employeur (celle-ci est de 4 mois minimum à compter du 1er juillet 2015), du retour par l'employeur de l'attestation complétée et de son RIB ;
  - 500 € après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin d'année du cycle de formation.

- 2ème année :
  - 500 € automatiquement, 18 mois après la date de début du contrat, si l'assiduité de l'année 1 a été validée par le CFA
  - 500 € ou montant proratisé, après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin de la 2ème d'année du cycle de formation.

Pour un contrat supérieur à 24 et inférieur ou égal à 36 mois.

Pour les 2 premières années, idem que pour un contrat de 24 mois :

- 3ème année :
  - 500 €, automatiquement, 30 mois après la date de début du contrat, si l'assiduité de l'année 2 a été validée par le CFA ;
  - 500 € ou montant proratisé, après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin de la 3ème d'année du cycle de formation.

Si le CFA indique que l'apprenti n'a pas été assidu durant son année de formation, l'employeur conserve la somme de 500 € qui lui a été versée au titre des 6 premiers mois, mais perd son droit au solde de la prime de l'année de formation concernée. »

L'ASP devra prendre en compte toute modification susceptible d'intervenir dans la composition et les modalités de versement de cette prime.

3. MODALITES DE GESTION

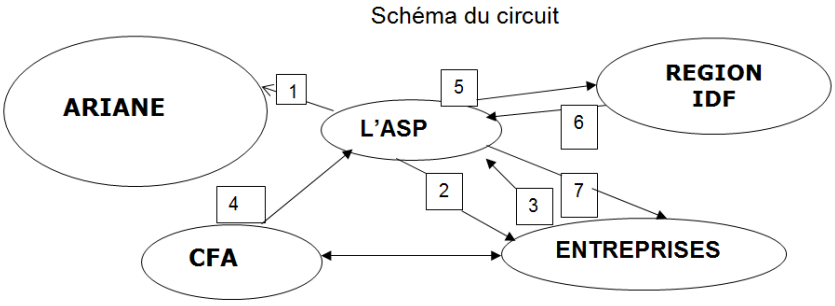
La Région confie à l'ASP la gestion et le paiement des primes versées aux employeurs d'apprentis pour tous les contrats d'apprentissage conclus entre le 1er juin 2009 et le 31 mai 2017.A ce titre, l'ASP est chargée de :

- la récupération informatique de l'ensemble des données des contrats d'apprentissage conclus à compter du 1er juin 2009 sur la base nationale ARIANE ou auprès des chambres consulaires (chambres de commerce, chambres de métiers et chambres d'agriculture), y compris celles qui concernent des contrats signés après le 1er janvier 2017 par des entreprises de plus de 11 salariés tous les 15 jours à compter du 1er octobre ;
- l'envoi des attestations aux employeurs et des relances (jusqu'à trois) ;
- la saisie du RIB de l'employeur et de la date de réception de l'attestation de l'employeur ;
- l'assistance téléphonique technique pour les CFA ;
- la relance des CFA qui n'ont pas validé l'assiduité des apprentis *au mois de novembre* ;
- effectuer les opérations conduisant au calcul de la prime régionale à partir des critères d'attribution définis par la Région et des informations complémentaires transmises par le Centre de Formation d'Apprenti-e-s ;
- du virement de la prime sur le compte bancaire de l'entreprise ;
- de l'envoi à l'employeur, pour chaque versement, d'un avis de paiement où figurent les nom et prénom de l'apprenti-e- ainsi que l'année de formation visée et le montant de la prime versée ;
- de l'envoi à l'employeur d'un courrier lui indiquant qu'il ne peut prétendre au versement de la prime dans le cas de la non-assiduité de l'apprenti au CFA (cf. règlement d'attribution) ;
- produire des éléments statistiques actualisés consultables à partir de son outil (nombre de contrats enregistrés par campagne, nombre de contrats en attente de l'attestation et du RIB de l'employeur, nombre de contrats en attente de la validation de l'assiduité du CFA, nombre de primes à devoir au titre de chaque campagne, et par campagne le nombre de primes versées en 2010, 2011, 2012, 2013 *et au-delà*).

L'ASP met à la disposition de la Région l'ensemble des éléments des contrats enregistrés dans sa base de données, permettant à la Région d'effectuer les requêtes qu'elle souhaite.

Pour ces missions, l'ASP utilisera son outil informatique extranet dont l'accès devra être possible pour chaque intervenant (Région, services d'enregistrement, CFA, employeurs) repéré grâce à une habilitation qui définira les droits de l'utilisateur : consultation, saisie ou mise à jour, requêtes.

Cet outil informatique devra s'adapter au règlement d'attribution voté par la Région et à toute disposition réglementaire.



1) L'ASP récupère sur ARIANE les données des contrats d'apprentissage enregistrés par les Chambres de commerce, de métiers, d'agriculture et des unités territoriales.

Afin d'assurer la qualité de ces données, l'outil informatique de l'ASP devra prévoir des contrôles pour garantir la cohérence, l'intégrité des données et l'absence de doublons ainsi que des mises à jour régulières liées à la vie du contrat.

Concernant les modifications des contrats ayant une incidence sur le versement de la prime (avenant au contrat initial, rupture, changement de coordonnées bancaires ou de CFA …), l'outil de l'ASP devra permettre l'intégration automatique ou la saisie manuelle de ces données avec la date de la mise à jour par les services d'enregistrement.

A partir de la campagne 2011, chaque campagne devra comporter 2 comptes de suivi :

- un pour les contrats privés ;
- un pour les contrats publics avec une reddition des comptes pour le comptable public.

2) L'ASP adresse aux employeurs une attestation à compléter, une demande de RIB, le règlement d'attribution ainsi qu'un courrier d'accompagnement.

L'ASP a la responsabilité de relancer l'employeur à compter de 60 jours après la date d'envoi de l'attestation. Les relances sont effectuées tous les 60 jours. En cas de non réponse dans le délai de 20 jours suivant la 3ème relance, l'ASP en informe la Région et le CFA.

Le CFA et la Région auront la possibilité de télécharger une attestation pour l'adresser à l'employeur qui ne l'aurait pas reçue.

3) L'employeur retourne son attestation complétée et son RIB à l'ASP qui les enregistre dans son outil avec la date de réception.

4) A chaque fin d'année du cycle de formation, le CFA valide, sur l'outil de l'ASP, l'assiduité de l'apprenti et éventuellement renseigne le motif et la date de rupture du contrat.

L'outil doit permettre une requête pour identifier les CFA qui n'ont pas renseigné l'assiduité de leurs apprentis.

L'ASP devra relancer les CFA concernés *au mois de novembre*.

5) L'ASP transmet à la Région les lots de primes à verser pour validation selon les modalités de la présente convention.

6) La Région valide les lots, et met à la disposition de l'ASP les fonds nécessaires au versement des primes.

L'ASP effectue le paiement des primes et adresse aux employeurs un avis de paiement selon le modèle fourni par la Région.

L'ASP transmet numériquement aux services de la Région un lot de dépenses exigibles : contrats donnant lieu à versement de primes référencées à l'année N, N+1, N+2 du contrat dont les conditions de liquidation ont été réunies et validées par l'ASP (production des pièces justificatives : RIB de l'entreprise, attestation de l'employeur signée et assiduité de l'apprenti(e) renseignée par le Centre de Formation d' Apprentis).

Ces lots sont présentés sous forme de tableaux numériques, par campagne et par année du contrat, et comportent les éléments indiqués dans le tableau A1 joint à l'annexe IV.

Les services de la Direction de l'Apprentissage (DA) valident sur la base CLEA les lots et transmettent à l'ASP, par courriel, un accord sur l'exigibilité des primes à verser correspondant aux dits lots.

L'ASP transmet à la Direction de l'Apprentissage, par courrier, les pièces justificatives suivantes, par campagne et, à partir de la campagne 2011 par secteur (privé ou public) :
- un appel de fonds correspondant au montant validé par la Région et comportant le n° de dossier IRIS ;
- le tableau de situation (Recettes/Dépenses) ;
- le tableau A1 ;
- le compte d'emploi du comptable public de l'ASP.

La DA certifie le service fait et au regard des documents transmis, procède au versement des fonds par virement bancaire sur le compte du comptable public de l'ASP.

L'ASP effectue le versement sur le compte de l'employeur d'apprentis, bénéficiaire de la prime, et lui adresse un avis de paiement.

En cas exceptionnel de paiement indu, le Comptable Public de l'ASP est chargé de l'émission des ordres de reversement et du recouvrement en application des dispositions de l'article 14.

A la fin de l'exercice, et avant le 31 janvier 2018, un décompte général et définitif est présenté à la Région afin de pouvoir procéder à la reddition des comptes.

Cette reddition comprend le document suivant : l'état de situation des fonds confiés dûment signé par le Comptable Public de l'ASP (tableau X7 par campagne joint à l'annexe VIII), adressé en 3 exemplaires.

4. ELEMENTS STATISTIQUES ATTENDUS

L'ASP met à la disposition de la Région des éditions statistiques multicritères et notamment dans sa base CLEA les tableaux A2 et A3 :

Tableau A1 : « Extraction vue d'ensemble des primes par campagne» par secteur (privé ou public)», transmis numériquement à chaque livraison de lots pour validation, selon les modalités prévues dans la convention.

Tableau A2 : « Tableau de bord par campagne » par secteur (privé ou public) sur le nombre de contrats intégrés en distinguant les contrats rompus en période d'essai, les contrats rompus hors période d'essai, les contrats pour lesquels l'employeur a retourné l'attestation et son RIB, les contrats pour lesquels l'assiduité a été validée par le CFA.

Tableau A3 : « Suivi de la réalisation par campagne » par secteur (privé ou public) permettant le suivi des primes à verser pour chaque année d'une campagne avec le nombre de primes versées effectivement et les montants associés, en précisant le nombre de primes versées avec une rupture de contrat au cours de l'année.

Tableau A4 : « Etat de situation cumulée des fonds confiés à l'ASP » faisant apparaître les versements de la Région, les paiements effectués par l'ASP par campagne et le solde de trésorerie pour une année civile (Compte d'emploi signé par le comptable de l'ASP selon les modalités prévues dans la convention.

II GESTION ET PAIEMENT DE L'AIDE AUX RECRUTEMENT D'APPRENTIS

1. OBJET DU DISPOSITIF

Ce dispositif s'appuie sur la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015 par laquelle la Région a voté un règlement d'attribution relatif à l'aide au recrutement d'apprentis.

Il a pour objet le versement d'une aide de 1000 € aux employeurs de moins de 250 salariés qui recrutent un premier apprenti ou un apprenti supplémentaire.

2. CONTRATS ET EMPLOYEURS CONCERNES

Ouvrent droit à l'aide les contrats d'apprentissage signés à compter du 1er juillet 2014 par des employeurs de moins de 250 salariés, d'une durée de 6 à 36 mois, avec un(e) jeune d'au moins 16 ans à la date de début du contrat ou de 15 ans avec une dérogation des services instructeurs.

En outre, les employeurs concernés doivent répondre à l'une des conditions suivantes :

- Justifier, à la date de conclusion du contrat, ne pas avoir employé d'apprentis en contrat d'apprentissage ou en période d'apprentissage depuis le 1er janvier de l'année précédente ;

- Justifier, à la date de conclusion du contrat, employer dans le même établissement au moins un apprenti dont le contrat est en cours à l'issue de la période d'essai. Le nombre de contrats en cours dans cet établissement après le recrutement de ce nouvel apprenti doit être supérieur au nombre de contrats en cours dans ce même établissement le 1er janvier de l'année de conclusion du nouveau contrat.

Si la date de conclusion fait défaut, la date de début du contrat sera retenue pour l'instruction du dossier.

La prime régionale est versée à l'employeur à condition que la période d'essai soit effectuée et que l'employeur ait retourné à l'ASP son attestation dûment complétée et son RIB.

L'ASP devra prendre en compte toute modification susceptible d'intervenir dans les conditions d'attribution et de versement de l'aide.

Elle s'engage également, en cas de difficulté d'interprétation du règlement d'attribution de l'aide, à demander par écrit des éclaircissements à la Région.

3. MODALITES DE GESTION

La Région confie à l'ASP la gestion et le paiement des aides au recrutement d'apprentis pour les contrats d'apprentissage mentionnés à l'article précédent.

A ce titre, l'ASP est chargée :

- de la récupération informatique de l'ensemble des données des contrats d'apprentissage signés à compter du 1er juillet 2014 sur la base nationale ARIANE ou auprès des chambres consulaires (chambres de commerce, chambres de métiers et chambres d'agriculture) ;
- de l'envoi des attestations aux employeurs et des relances (jusqu'à trois) ;
- de la saisie du RIB de l'employeur et de la date de réception de l'attestation de l'employeur ;
- du calcul de l'aide régionale à partir des critères d'attribution définis par la Région ;
- du virement de la prime sur le compte bancaire de l'entreprise ;
- de l'envoi à l'employeur d'un avis de paiement où figurent les nom et prénom de l'apprenti-e- ainsi que l'année du contrat et le montant de la prime versée ;
- de la production d'éléments statistiques actualisés consultables à partir de son outil (nombre de contrats enregistrés par campagne, nombre de contrats en attente de l'attestation et du RIB de l'employeur, nombre de primes à devoir au titre de chaque campagne, nombre de primes versées).

L'ASP met à la disposition de la Région l'ensemble des éléments des contrats enregistrés dans sa base de données, permettant à la Région d'effectuer les requêtes qu'elle souhaite.

Pour ces missions, l'ASP utilisera son outil informatique extranet dont l'accès devra être possible pour chaque intervenant (Région, services d'enregistrement, CFA, employeurs) grâce à une habilitation qui définira les droits de l'utilisateur : consultation, saisie ou mise à jour, requêtes.

Cet outil informatique devra s'adapter au règlement d'attribution voté par la Région et à toute disposition réglementaire.

Procédure d'attribution de l'aide

1) L'ASP récupère sur ARIANE les données des contrats d'apprentissage enregistrés par les Chambres de commerce, de métiers et d'agriculture.

Afin d'assurer la qualité de ces données, l'outil informatique de l'ASP devra prévoir des contrôles pour garantir la cohérence, l'intégrité des données et l'absence de doublons ainsi que des mises à jour régulières liées à la vie du contrat.

Concernant les modifications des contrats ayant une incidence sur le versement de l'aide (avenant au contrat initial, rupture, changement de coordonnées bancaires ou de CFA …), l'outil de l'ASP devra permettre l'intégration automatique ou la saisie manuelle de ces données avec la date de la mise à jour par les services d'enregistrement.

2) L'ASP adresse aux employeurs une attestation à compléter, une demande de RIB, le règlement d'attribution ainsi qu'un courrier d'accompagnement.

En l'absence de retour de l'employeur, l'ASP devra relancer ce dernier à compter de 60 jours après la date d'envoi de l'attestation.

3) L'employeur retourne son attestation complétée et son RIB à l'ASP qui les enregistre dans son outil avec la date de réception.

4) L'ASP transmet à la Région les lots d'aides à valider selon les modalités fixées à la présente convention.

5) La Région valide les lots, et met à la disposition de l'ASP les fonds nécessaires au versement des aides.

6) L'ASP effectue le paiement des aides et adresse aux employeurs un avis de paiement selon le modèle fourni par la Région.

L'ASP transmet numériquement aux services de la Région un lot de dépenses exigibles : contrats donnant lieu à versement de primes référencées à l'année du contrat dont les conditions de liquidation ont été réunies et validées par l'ASP (production des pièces justificatives : RIB de l'entreprise, attestation de l'employeur signée).

Ces lots sont présentés sous forme de tableaux numériques, par campagne, et comportent les éléments indiqués dans le tableau A1 joint à l'annexe V.

Les services de la Région valident sur la base CLEA les lots et transmettent à l'ASP, par courriel, un accord sur l'exigibilité des aides à verser correspondant auxdits lots.

L'ASP transmet à la Région, par courrier, les pièces justificatives suivantes, par campagne :

- un appel de fonds correspondant au montant validé par la Région et comportant le n° de dossier IRIS ;
- le tableau de situation (Recettes/Dépenses) ;
- le tableau A1 ;

- le compte d'emploi du comptable public de l'ASP.

La Région certifie le service fait et au regard des documents transmis, procède au versement des fonds par virement bancaire sur le compte du comptable public de l'ASP.

L'ASP effectue le versement sur le compte de l'employeur d'apprentis, bénéficiaire de l'aide, et lui adresse un avis de paiement.

En cas exceptionnel de paiement indu, le Comptable Public de l'ASP est chargé de l'émission des ordres de reversement et du recouvrement en application des dispositions de l'article 13.

Avant le 31 juillet 2018, l'ASP adresse à la Région un décompte général des aides au recrutement d'apprentis par campagne d'apprentissage versées aux employeurs entre le 1er juillet 2017 et le 30 juin 2018 afin que l'Etat puisse procéder à la compensation.

4. ELEMENTS STATISTIQUES ATTENDUS

L'ASP met à la disposition de la Région des éditions statistiques multicritères et notamment, dans sa base CLEA, les tableaux A2 et A3 :

Tableau A1 : «Extraction vue d'ensemble des aides par campagne», transmis numériquement à chaque livraison de lots pour validation, selon les modalités prévues à l'article 8-5 bis.

Tableau A3 : «Suivi de la réalisation par campagne » permettant le suivi des aides à verser pour chaque campagne avec le nombre d'aides versées effectivement et les montants associés, en précisant le nombre d'aides versées avec une rupture de contrat au cours de l'année.

III - LE DISPOSITIF D'ACCES A L'APPRENTISSAGE

En 2016, la Région Île-de-France a adopté une délibération cadre (délibération du 18 février 2016 n° CR 28-16 relatif au plan d'action régional pour un nouvel engagement pour l'apprentissage) portant un nouveau règlement d'intervention pour le dispositif d' « accès à l'apprentissage » applicable aux subventions attribuées au 1er janvier 2017. Le règlement d'intervention, applicable aux subventions attribuées au 1er janvier 2017, a été voté par la Commission permanente du 12 juillet 2016.

Le dispositif « d'accès à l'apprentissage » propose un soutien aux CFA qui s'engagent à développer, outre l'activité spécifique de formation des apprenti(e)s et pré-apprenti(e)s, des actions visant l'accès à l'apprentissage et le soutien des jeunes présentant des difficultés d'insertion en entreprise ou dans les acquisitions de base.

L'aide financière est déterminée tous les ans et porte sur l'année civile.

La Région détermine le montant des subventions à verser aux Centres de Formation d'Apprenti(e)s (C.F.A.).

C'est l'ASP qui en assure le versement.

Modalités de gestion

Le règlement de la participation financière de la Région fait l'objet de deux versements :

- Une avance après transmission d'un document attestant du démarrage du programme, à hauteur de 40 % du montant prévisionnel de l'année concernée ;

- Un solde est versé après agrément par la Région du compte-rendu d'exécution final, appelé « état nominatif ».

Un ajustement est prévu au moment du solde en fonction des prestations réellement réalisées. Toutefois, le montant de l'aide financière versée ne pourra être supérieur au montant prévisionnel de la subvention qui a été attribuée par la Commission permanente.

La Région transmet à l'ASP l'état des sommes à payer, accompagné de la convention (pour l'avance), la délibération d'affectation des crédits ainsi que le numéro de dossier IRIS associé.

L'ASP appelle les fonds conformément à l'article 13.3.1de la présente convention.

Dès réception des fonds, l'ASP verse les montants déterminés par la Région et avise l'organisme gestionnaire par l'envoi d'un état détaillé, indiquant outre le montant, l'action et l'année budgétaire, le numéro de dossier IRIS, la délibération concernée, et s'il s'agit d'une avance ou d'un solde.

En outre, les restitutions attendues de la part de l'ASP sont conformes à celles de l'annexe VIII, à savoir les dispositions relatives aux comptes rendus physiques et financiers, aux statistiques socio-démographiques et à la valorisation des données.

ANNEXE V : DISPOSITIFS D'AIDES AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

I. PAIEMENT DES SUBVENTIONS ATTRIBUEES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF PM'up

Sur la base du décret n°2015-909 du 23 juillet 2015 pris pour application de l'article L 1611-7 du CGCT, la présente annexe a pour objet de déterminer les modalités des missions confiées à l'ASP concernant le règlement des subventions attribuées aux bénéficiaires du dispositif PM'up.

L'ASP s'engage, conformément à l'article L.1511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à communiquer à la Région toutes les aides qu'elle aurait versées sur le fondement d'un régime d'aide d'Etat.

L'ASP transmettra au mois de décembre de l'année n les informations suivantes (les plus à jour dont elle dispose) sur les entreprises et associations ayant bénéficié d'un financement relevant de la présente convention avec la Région Ile-de-France.

1) Objectif et descriptif du dispositif

Ce dispositif s'appuie sur les délibérations suivantes :

- Délibération n° CR 40-10 du 30 septembre 2010 « Plan Priorité PME» approuvant le règlement d'attribution PM'up pour les lauréats des appels à projets de janvier 2012, juillet 2012 et janvier 2013 ;
- Délibération n° CR 23-13 du 25 avril 2013 « Pour une haute Qualité Sociale en Ile-de-France » approuvant le règlement d'attribution PM'up amendé ensuite par la délibération n° CP 15-271 du 17 juin 2015 pour les lauréats des appels à projets de juillet 2013 (totalité des aides), janvier 2014 (aides des années 1 et 2), septembre 2014 (aides des années 1 et 2) et janvier 2015 (aides de l'année 1) approuvant le règlement d'attribution PM'up ;
- Délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 « Les aides régionales aux entreprises : PM'UP – INNOV'UP – TP'UP – BACK'UP » approuvant le règlement d'attribution PM'up pour les lauréats de l'appel à projet de septembre 2015 et les lauréats ultérieurs.

PM'up accompagne les PME-PMI franciliennes à fort potentiel de croissance dans leur développement en France et à l'international. L'ambition de la Région est de leur permettre d'atteindre la taille critique nécessaire pour innover et exporter, et, *in fine*, créer de la valeur et des emplois sur le territoire francilien.

Suite à la refonte du dispositif en juin 2016 (délibération CR 105-16), les modalités de l'aide ont été profondément modifiées avec notamment :
- Instruction « au fil de l'eau » et non plus par appels à projets semestriels ;
- Attribution de l'aide en une tranche unique et non plus en trois tranches annuelles ;
- Simplification des règles de calcul de la subvention.

Les lauréats PM'up bénéficient d'une subvention pouvant atteindre 250 000 € sur trois ans. Ils sont suivis tout au long du projet par un conseiller de la Région Île-de-France.

Les subventions allouées jusqu'en 2013 sont imputées sur les sections budgétaires d'investissement et/ou de fonctionnement en fonction de la nature des projets soutenus. L'attribution se fait sur un rythme annuel, si bien qu'un même projet peut être concerné par un maximum de 6 attributions (1 par section budgétaire et par année). A compter de 2014, les subventions sont imputées sur la seule section d'investissement. A compter de 2016, l'aide fait l'objet d'une attribution unique pour l'ensemble de la durée du projet.

2) Modalités de gestion

La Région confie le règlement des subventions aux bénéficiaires du dispositif PM'up pour toutes les subventions attribuées à compter de la Commission Permanente du 11 octobre 2012.

A ce titre l'ASP verse aux bénéficiaires du dispositif PM'up les subventions prévues par les conventions signées entre la Région et les bénéficiaires, selon les modalités de gestion suivantes :

Le service régional compétent instruit les demandes de subventions du dispositif PM'up et les propose au vote de la Commission Permanente, après consultation du Jury de sélection.

Après attribution des subventions en Commission Permanente, la Région adresse à l'ASP les délibérations d'affectation des crédits et d'attribution des subventions

Après signature des conventions entre la Région et les bénéficiaires de subventions régionales, la Région en adresse un exemplaire à l'ASP, accompagné du RIB.

Après réception et instruction des appels de fonds des bénéficiaires par la Région, celle-ci adresse à l'ASP un ordre de paiement listant les bénéficiaires et les montants de subventions que l'ASP se doit de régler.

L'ASP envoie, par voie postale, un courrier de notification du paiement aux bénéficiaires, selon le modèle fourni par la Région.

Quand la Région constate un trop-perçu, elle en informe l'ASP qui est chargée d'émettre un ordre de reversement conformément à l'article 5.4 de la convention.

Chaque quinzaine, l'ASP transmet à la Région, par courrier électronique, un appel de fonds, par section budgétaire (investissement et fonctionnement), par « cohorte » et par délibération d'affectation. Une « cohorte » correspond à l'ensemble des entreprises lauréates d'un même appel à projet. Cet appel de fonds récapitule pour le dispositif PM'up les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final. Le modèle du tableau est joint en annexe (Annexe 3 - tableaux P1 et P2)

La Région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds.

3) Eléments statistiques attendus

Afin de permettre le contrôle de l'utilisation des fonds régionaux, le pilotage et l'évaluation du dispositif, l'ASP tient à jour des tableaux de bord qu'elle transmettra à la Région de façon bimensuelle. Ces tableaux de bord comprennent un état financier consolidé de la convention, les données de suivi individuel des bénéficiaires et les statistiques d'activité, tels que décrits ci-dessous :

- Etat financier (tableaux P3 et P4) :
  - Une ligne par délibération par section budgétaire avec enveloppe globale allouée, fonds reçus, montant cumulé des ordres de paiement, montant des aides versées aux bénéficiaires, montant des fonds à recouvrir, montant des fonds reversés ;
  - Sous-totaux par appels à projet et par secteurs d'activité.

- Etat des versements (tableau P5) :
  - Une ligne par versement avec N°IRIS, délibération, raison sociale du bénéficiaire, date de l'ordre de paiement, montant, date du versement ;
  - Sous-totaux par appels à projet et par secteurs d'activité.

- Fiche de suivi par bénéficiaire (tableau P6) :
  - Coordonnées du bénéficiaire (bancaires, administratives), date de l'appel à projet, secteur d'activité, suivi des délibérations (N°, date, enveloppe allouée, aides versées et enveloppe disponible), date et montant des ordres de paiement reçus, date et montant des versements réalisés.

II. PAIEMENT DES SUBVENTIONS ATTRIBUEES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF TP'up

1) Objectif et descriptif du dispositif

Voté par délibération n° CR 105-16 des 16-17 juin 2016, TP'up est un dispositif de soutien au développement des TPE de moins de 5 salariés, artisanales ou commerciales. Le soutien régional est une subvention unique, prélevée soit en section de fonctionnement, soit en section d'investissement.
Les dossiers sont instruits par les services de la Région au fil de l'eau (un même projet peut être concerné par deux attributions – une en fonctionnement, une en investissement).

Paiement des subventions : modalités identiques à celles de Pm'up

2) Modalités de gestion

La Région confie le règlement des subventions aux bénéficiaires du dispositif TP'up pour toutes les subventions attribuées en Commission Permanente.

A ce titre l'ASP verse aux bénéficiaires du dispositif TP'up les subventions prévues par les conventions signées entre la Région et les bénéficiaires, selon les modalités de gestion suivantes :

Le service régional compétent instruit les demandes de subventions du dispositif TP'up et les propose au vote de la Commission Permanente, après consultation du Jury de sélection.

Après attribution des subventions en Commission Permanente, la Région adresse à l'ASP les délibérations d'affectation des crédits et d'attribution des subventions

Après signature des conventions entre la Région et les bénéficiaires de subventions régionales, la Région en adresse un exemplaire à l'ASP, accompagné du RIB.

Après réception et instruction des appels de fonds des bénéficiaires par la Région, celle-ci adresse à l'ASP un ordre de paiement listant les bénéficiaires et les montants de subventions que l'ASP se doit de régler.

L'ASP envoie, par voie postale, un courrier de notification du paiement aux bénéficiaires, selon le modèle fourni par la Région.

Quand la Région constate un trop-perçu, elle en informe l'ASP qui est chargée d'émettre un ordre de reversement conformément à l'article 14 de la convention.

Chaque quinzaine, l'ASP transmet à la Région, par courrier électronique, un appel de fonds, par section budgétaire (investissement et fonctionnement), Cet appel de fonds récapitule pour le dispositif TP'up les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final. Le modèle du tableau est joint en annexe (Annexe x - tableaux Px et Py)

La Région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds.

3) Eléments statistiques attendus

Afin de permettre le contrôle de l'utilisation des fonds régionaux, le pilotage et l'évaluation du dispositif, l'ASP tient à jour des tableaux de bord qu'elle transmettra à la Région de façon bimensuelle. Ces tableaux de bord comprennent un état financier consolidé de la convention, les données de suivi individuel des bénéficiaires et les statistiques d'activité, tels que décrits ci-dessous :

- Etat financier (tableaux P3 et P4) :
  - Une ligne par délibération par section budgétaire avec enveloppe globale allouée, fonds reçus, montant cumulé des ordres de paiement, montant des aides versées aux bénéficiaires, montant des fonds à recouvrir, montant des fonds reversés ;
  - Sous-totaux par secteurs d'activité.

- Etat des versements (tableau P5) :
  - Une ligne par versement avec N°IRIS, délibération, raison sociale du bénéficiaire, date de l'ordre de paiement, montant, date du versement ;
  - Sous-totaux par secteurs d'activité.

- Fiche de suivi par bénéficiaire (tableau P6) :

    - Coordonnées du bénéficiaire (bancaires, administratives), date de l'appel à projet, secteur d'activité, suivi des délibérations (N°, date, enveloppe allouée, aides versées et enveloppe disponible), date et montant des ordres de paiement reçus, date et montant des versements réalisés.

III. DISPOSITIF A.R.R.E.A.

Par délibération n° CR 08-13 du 14 Février 2013, la Région a adopté son dispositif d'appui aux Emplois d'Avenir (A.R.R.E.A.) et a défini ses modalités d'intervention. Par délibération n° CR 64-13 du 26 septembre 2013, la Région a apporté quelques aménagements à ce règlement d'intervention.

L'ASP a pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la Région au titre du dispositif susmentionné. Il est à noter qu'il n'y a plus de nouveaux dossiers depuis 2016 et que les derniers engagements contractuels relatifs à l'A.R.R.E.A. s'éteindront en 2018.

1. Descriptif de la mesure

La Région Ile-de-France a décidé d'apporter une aide à la rémunération des Emplois d'Avenir. Elle versera une aide complémentaire à l'aide de l'Etat aux employeurs suivants :

- les associations loi 1901 ;
- les G.E.I.Q. tels que définis à l'article L.1253-1 du Code du travail ;
- lesS.I.A.E. mentionnées aux articles L5132-6 et L5132-5 du Code du travail[1] ;
- les sociétés coopératives (SCIC et SCOP ;
- les fondations (depuis la délibération n° CR 64-13 adoptée le 26 septembre 2013).

La Région participe au financement du poste Emploi d'Avenir, sous réserve de l'émission par les services de l'Etat du Cerfa et que le recrutement soit effectué :

- exclusivement en CDI, sur la base d'un temps de travail hebdomadaire de 35 heures ;
- dans le respect des stipulations de la convention cadre entre l'Etat et la Région relative au développement des Emplois d'Avenir adoptée par le CR n° 08-13.

En l'absence de proposition par l'employeur d'un parcours de formation qualifiant réalisé sur le temps de travail élaboré avec la personne recrutée et les structures d'accompagnement, la Région demande la restitution de ces aides.

La détermination des critères d'éligibilité à l'aide régionale est définie par la Région.

Modalités de l'aide régionale

- Pour les associations et autres employeurs mentionnés au paragraphe plus haut l'aide régionale sera de 20 % du SMIC brut non chargé**,** ce qui portera le taux de prise en charge à hauteur de 95% du SMIC brut.

[1] Entreprise d'Insertion (E.I.) et Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.).

- Pour les associations et autres structures mentionnées au paragraphe plus haut ayant recruté une personne handicapée, l'aide régionale permettra une prise en charge de 25% du SMIC brut non chargé ce qui portera le taux de prise en charge à hauteur de 100% du SMIC brut[1].

Règle de rétroactivité adoptée par la délibération n° CR 64-13 du 26 septembre 2013 : les contrats Emplois d'avenir ayant été signés antérieurement à la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 (entre le 26 octobre 2012 et le 13 février) sont éligibles à l'A.R.R.E.A. mais le calcul de l'aide ne se fait qu'à compter du 26 septembre et la prise en charge ne se fait qu'à compter de cette date.

2. Constitution du dossier

L'employeur remplit un imprimé Cerfa Région (annexe 1) en plus du Cerfa Etat qu'il a renseigné au moment du dépôt auprès de l'agence Pôle Emploi ou de la mission locale lors de sa demande d'Emploi d'Avenir. La Région notifie auprès des prescripteurs un plafond d'aide dans la limite duquel le complément est sollicité.

Il envoie cet imprimé Cerfa Région pour signature dans un délai de 8 jours à compter de la signature du Cerfa Etat. La signature par la Région vaut validation et accord de financement concernant l'aide régionale à la rémunération. La Région fait parvenir à l'ASP cet imprimé Cerfa Région.

3. Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par la réception par l'ASP de l'imprimé spécifique Cerfa Région signé et envoyé par la Région.

4. Versement de l'aide

L'aide financée par la Région est versée par l'A.S.P. mensuellement et à terme échu.

Le versement de la Région et celui de l'Etat seront versés conjointement dans la mesure où l'ASP aura réceptionné en même temps le Cerfa « demande d'aide » signé par l'Etat et l'employeur et la décision de prise en charge complémentaire.

Dans la mesure où la décision de prise en charge complémentaire serait adressée postérieurement au Cerfa « demande d'aide » signé par l'Etat, la contribution de la Région fera l'objet d'un versement à due concurrence de la période écoulée entre la signature du Cerfa Etat et la signature de l'annexe Région au Cerfa et dans les mêmes conditions que l'aide de l'Etat.

Le paiement a lieu avant le 30 du mois au titre duquel l'aide est due.

L'ASP s'engage à vérifier que le montant des aides financées par l'Etat et la Région soit inférieur ou égal aux plafonds indiqués à l'alinéa 1 de ce présent cahier des charges (95% ou 100% du SMIC brut non chargé).

[1] Pour les employeurs non associatifs mais éligibles, le taux de prise en charge de l'Etat étant de 47%, la subvention région représentera alors 50% du reste à charge pour un SMIC brut non chargé.

5. Suivi des conventions employeurs et modalités de reversement et remboursement d'indus

Tous les mois pour les employeurs ayant opté pour la dématérialisation de leurs échanges avec l'ASP (utilisation de SYLAé) et tous les trois mois pour les employeurs ayant conservé leurs échanges avec l'ASP en mode 'papier' et en fin de décision d'attribution, l'ASP demande à l'employeur de renseigner un état de présence permettant de vérifier la présence du salarié en Emploi d'Avenir.

L'état de présence est retourné par l'employeur accompagné de la copie des bulletins de salaire correspondants quand les échanges sont en mode 'papier'.

Dans le cadre de la procédure dématérialisée, l'ASP sera amenée à réclamer des bulletins de salaires aux employeurs ayant fait l'objet d'une déclaration dématérialisée afin de s'assurer de la réalité de la présence du salarié. L'employeur ainsi contrôlé devra fournir les éléments demandés sous peine de voir son aide suspendue et éventuellement qu'une régularisation soit effectuée.

Cet état précise le nombre de jours d'absence non rémunérés et signale, le cas échéant, les ruptures du contrat de travail ainsi que leur motif. En cas de non réception de ce document l'ASP suspend ses versements. Elle suspend également ses versements, sans attendre de recevoir cet état de présence, sur instruction écrite de l'autorité signataire de la décision d'attribution, lorsque celle-ci a été informée par l'employeur d'une rupture avant terme du contrat de travail.

Au vu de ces documents, l'ASP procède si nécessaire à la régularisation des versements. L'ASP demande le reversement du montant des sommes perçues au titre des jours non justifiés par l'employeur ainsi que lorsque les obligations de l'employeur sur le parcours de formation n'ont pas été respectées.

6. Appels de fonds

Pour le paiement des sommes dues, les appels de fonds de l'ASP interviendront selon les modalités suivantes :

- L'ASP transmet bimestriellement à la Région un état prévisionnel des dépenses dont le montant est calculé en fonction des imprimés Cerfa « Région » enregistrés dans sa base informatique.

- L'ASP adresse un appel de fonds à la Région selon le modèle figurant en annexe (ce modèle pourra être adapté en fonction des besoins).

- L'ASP assure le versement des aides dans la limite des sommes reçues et fournit un état liquidatif des paiements à la Région suite à chaque appel de fonds.

7. Suivi financier et statistique[1]

Suivi financier :

L'ASP communique à la Région chaque mois la liste des nouveaux dossiers pris en charge au titre de l'aide régionale sous format Excel avec les informations suivantes :

- Nom de l'Employeur ;
- Numéro de SIRET ;
- Adresse postale du siège social ;
- Adresse postale administrative ;
- Nom du salarié ;
- Prénom du salarié ;
- Date du recrutement ;
- Date de signature de Cerfa Etat ;
- Date de signature de l'imprimé Cerfa Région ;
- Nom de la Mission locale ou Agence Pole Emploi ayant accompagné l'employeur ;
- Profil de la personne recrutée (H/F ; âge ; département du domicile ; ancienneté d'inscription au chômage ; bénéficiaire ou pas des minimas sociaux).

L'ASP produit trimestriellement au Conseil régional un compte rendu des dépenses réalisées, ainsi que des états rendant compte :

- De la répartition des postes cofinancés par type d'employeurs ;
- des effectifs sortants par statut employeur ;
- des effectifs présents et sorties prévisionnelles par statut employeur.

Ce compte rendu financier doit permettre à la Région de connaître, au regard des autorisations d'engagement affectées (correspondant à un plafond d'aides prévisionnel), les sommes engagées et les montants payés.

Données statistiques :

L'ASP assure mensuellement la production de tableaux de bord et de statistiques spécifiques à ce dispositif qui sont transmis sous forme électronique et font apparaître :

- la répartition départementale des employeurs ;
- la répartition par type d'employeurs ;
- la typologie des bénéficiaires (par âge, par niveau, par ancienneté d'inscription au chômage) ;
- la répartition départementale des lieux de domicile des salariés sur des postes Emplois d'Avenir ;
- les montants versés par mois.

[1] Des ajustements pourront être faits sur le reporting statistique demandé dans le cadre de cet alinéa.

IV. DISPOSITIF FONDS DE TRANSITION ESS

1 – DESCRIPTIF DE LA MESURE

Pour le dispositif Fonds de transition ESS, l'ASP aura pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la Région. Le programme et les modalités d'intervention du Fonds de transition ESS ont été définis par la délibération n° CR 162-16 du 23 septembre 2016.

L'ASP prendra en charge toutes modifications et évolutions du dispositif qui pourraient être décidées par la Région par un vote en Commission permanente ou en Conseil régional. Toute modification et évolution fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

L'ASP doit se reporter au contenu du cadre d'intervention tel qu'il a été adopté par délibération n° CR 162-16 du 23 septembre 2016.

Les subventions du Fonds de transition ESS ont été votées lors de la commission permanente du Conseil régional en date du 16 novembre 2016, elles ont fait l'objet de 2 appels à projet ouverts simultanément :

- axe n°1 Améliorer l'employabilité des salariés en insertion et augmenter la proportion de sorties positives, pour accroître leurs chances d'accéder durablement au marché du travail ;
- axe n°2 Encourager l'accroissement d'activité par le lancement de projets mutualisés entre plusieurs structures.

2 - MODALITES DE GESTION DU FONDS DE TRANSITION ESS

2-1 Constitution du dossier

Après délibération en Commission permanente relative à l'attribution d'une subvention au titre du Fonds de transition ESS, les documents et justificatifs nécessaires au paiement sont transmis par le bénéficiaire de la subvention à l'ASP :

- une copie de la convention conclue avec la Région,
- l'accusé de réception du dépôt de l'offre 100.000 stages déposée sur la PAR (plateforme des aides régionales),
- un RIB ou un RIP original.

2-2 Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par l'envoi à l'ASP :

- par la Région, sous format Excel de la délibération relative aux subventions affectées en Commission permanente.

La délibération fait état des :

- nom et adresse du bénéficiaire,
- de l'axe de l'appel à projet (1 ou 2),
- du montant de la subvention.

- par le bénéficiaire des documents mentionnés au 2.1.

2-3 Versement de l'aide

L'aide est versée différemment selon qu'il s'agit de la subvention accordée au titre de l'axe n°1 ou n°2. Dans tous les cas pour ce qui concerne le solde de la subvention, l'ASP ne doit pas procéder aux paiements sans accord écrit de la Région :

- pour l'axe n° 1, les modalités de versement sont :

  - avance de 50 % de la subvention après l'envoi à l'ASP par le bénéficiaire, des éléments du point 2.1 ;
  - deuxième versement de 25 % de la subvention après l'envoi à l'ASP par le bénéficiaire de l'annexe 1, à partir du 2ème semestre de l'année N+1 ;
  - solde de 25 % de la subvention sur transmission de l'annexe 2 validée et signée de la Région.

- pour l'axe n° 2, les modalités de versement sont :

  - avance de 50 % de la subvention après l'envoi à l'ASP par le bénéficiaire, des éléments du point 2.1 ;
  - solde de 50 % de la subvention sur transmission du bilan de l'action validée et signée de la Région ;
  - Ces subventions ne sont pas soumises à une règle de reversement, elles sont acquises au bénéficiaire soit après leur affectation en Commission permanente, soit après le contrôle fait par la Région pour ce qui concerne leur solde, en application des modalités définies dans le cadre d'intervention voté en CR 162-16 le 23 septembre 2016.

2-4 Suivi des paiements

L'ASP communique par trimestre à la Région, sous forme de tableau, une liste détaillée du versement des subventions par bénéficiaire et par tranche (50% - 25 % et solde).

2-5 Appels de fonds

A la signature de la convention avec le bénéficiaire, la Région verse de 50 % du montant du budget voté pour l'année 2017.

Chaque mois, l'ASP transmet à la Région, par courrier électronique un appel de fonds. Ce dernier récapitule les dépenses du mois écoulé, ventilées par axe, selon les modèles ci – après :

Agence de Services et de Paiement

CONVENTION REGION /ASP du

APPEL DE FONDS RELATIF AU DISPOSITIF 'FONDS DE TRANSITION ESS'

PERIODE : Mois de :

		Axe 1	Axe 2	total
1. Report : Trésorerie disponible au 01/01		0,00	0,00	0,00
2. Cumul des recettes encaissées par l'ASP au titre de l'exercice N		0,00	0,00	0,00
3. Reversements et remboursements d'indus sur la période		0,00	0,00	0,00
4. Total des recettes (1+2+3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
5. Cumul des mandatements effectués par l'ASP au titre de l'exercice N		0,00	0,00	0,00
Dont au titre du mois précédent	0,00			
9. Demande de versement (5-4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

ANNEXE VI : AIDE AUX COMMERCES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL

I. OBJECTIFS DE L'AIDE REGIONALE

L'aide régionale a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux.

II. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. TERRITOIRES ELIGIBLES

Les commerces de proximité bénéficiaires de l'aide régionale doivent implanter ou maintenir leur activité, dans les centres villes et centres bourgs :

- des communes de moins de 10 000 habitants, hors Métropole du Grand Paris ;
- ou d'un EPCI rural, dont le siège est situé hors unité urbaine de Paris.

b. BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les commerces de proximité dont l'établissement est situé dans un territoire éligible, et remplissant les conditions suivantes :

- commerces de proximité inscrits au registre du commerce et des sociétés ou justifiant d'une double immatriculation au répertoire des métiers et au registre du commerce et des sociétés ;
- en création, reprise ou développement ;
- sédentaires et non sédentaires ;
- dont le CA est inférieur à 1 M€, et dont le projet porte sur une surface de vente n'excédant pas 300 m² ;
- exerçant une activité de commerce de « quotidienneté » telle que définie par l'INSEE : activité sédentaire ou non sédentaire, pour laquelle les achats des consommateurs sont quotidiens, ou du moins très fréquents :
- le commerce alimentaire spécialisé (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, poissonneries, commerces de fruits et légumes, de boissons, de tabac et autres commerces de détail alimentaires), alimentation générale, supérettes, commerces sur éventaires et marchés, traiteurs, cafés-tabacs, librairies, marchands de journaux, papeteries, et pharmacies ;
- auxquels s'ajoutent les cafés, de même que les restaurants lorsque leurs prestations s'adressent majoritairement à la population locale. Si tel n'est pas le cas, ces restaurants peuvent être pris en compte à condition qu'ils aient un caractère permanent (ouverture au moins 10 mois sur 12, 5 jours par semaine) et que leurs exploitants exercent, en sus, une activité commerciale complémentaire dans leur établissement (épicerie, point poste, dépôt de pain….) ;

- et de manière générale, toute activité concourant à favoriser la revitalisation et l’animation commerciales des territoires ruraux : par exemple, les salons de coiffure, les opticiens, les activités de nettoyage (blanchisserie, teinturerie), fleuristes et jardineries, les commerces d’équipement de la personne ou de la maison.

Sont exclues du bénéfice de l'aide, les entreprises exerçant une activité relevant des secteurs suivants : distribution de carburant et stations-services, banques et assurances, agences immobilières, agences de voyage, activités touristiques, professions libérales, artisanat de production, BTP.

c. INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Les dépenses éligibles à l'aide régionale correspondent aux investissements liés à :

- la mise aux normes (environnementales, sanitaires) et l'accessibilité des personnes handicapées et personnes à mobilité réduite ;
- l'immobilier : aménagement, extension ou modernisation des locaux professionnels (y compris rénovation des vitrines), acquisition de fonds commerciaux et artisanaux ;
- mobiliers/équipements et matériels professionnels (neufs ou d'occasion) : acquisition d'équipements professionnels, acquisition (hors crédit-bail) de véhicules de tournée utilisés par les commerçants pour assurer une desserte itinérante de proximité dans les communes dépourvues d'activités commerciales et leur aménagement, acquisition d'équipements destinés à la sécurisation des entreprises ;
- les études et prestations d'ingénierie spécifiques à la réalisation du projet (étude sur la viabilité économique, évaluation financière de l'entreprise reprise, notamment).

Les dépenses de réparation des dégâts subis par les commerces touchés par les inondations intervenues entre fin mai et début juin 2016, et s'avérant nécessaires pour maintenir leurs activités, sont aussi éligibles. Sont exclus les investissements couverts par les assurances ou pris en charge par les fonds d'urgence régional et/ou national.

Les investissements liés à l'acquisition des murs sont exclus des dépenses éligibles.

III. MONTANT, TAUX ET PLAFOND DE L'AIDE REGIONALE

Pour les dépenses d'investissement :

La Région intervient à hauteur de 30 % maximum des dépenses d'investissement. Le montant maximum de subvention est de 50 000 €. Le montant minimum des dépenses subventionnables est de 10 000 € pour les activités sédentaires et de 7 000 € pour les non sédentaires.

Lorsque l'aide est d'un montant au moins égal à 23 000 €, son versement est subordonné à la signature d'une convention avec la Région.

Pour les aides d'un montant inférieur, le versement s'opère en une seule fois, sur production des factures d'investissements réalisés.

Pour les dépenses d’investissement liées aux études et prestations d’ingénierie spécifiques à la réalisation du projet : la subvention est d’un montant forfaitaire de 800 € par projet.

L'instruction qui consiste en l'examen de l'éligibilité des demandes de subventions est assurée par les services de la Région.

La gestion et le versement des aides sont confiés à l'ASP

IV MODALITES DE GESTION

L'ASP effectue le règlement des subventions conformément aux dispositions de la convention-type de chaque dispositif, notamment aux dispositions relatives à l'application de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens» adoptée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

a. Pour les subventions d'un montant au moins égal à 23 k€

Le règlement d'intervention prévoit le versement de l'aide en 2 temps :

- 50% à la signature de la convention entre la Région et l'entreprise bénéficiaire ;
- 50% sur présentation des factures d'investissements réalisés.

L'ASP procède au versement de l'avance de 50% du montant de l'aide, sur présentation des pièces suivantes, fournies par la Région :

- Délibération CP mentionnant la liste des entreprises bénéficiaires (nom, adresse, nom du dirigeant, montant de l'aide) ;
- Convention signée entre la Région et l'entreprise bénéficiaire, accompagnée de son annexe (fiche projet IRIS) ;
- Tableau de bord extrait d'IRIS mentionnant, pour chaque bénéficiaire, le numéro de dossier IRIS, le montant de l'aide, et autres informations (adresse postale du siège social, adresse postale administrative, numéro Siret, nom du dirigeant) ;
- RIB au nom de l'entreprise (raison sociale), extrait Kbis.

Le versement de l'avance, après vérification des pièces, intervient dans un délai de 15 jours, après leur transmission par la Région.

Concernant le solde des 50% :

- Le solde est versé en une seule fois par l'ASP, sur présentation par l'entreprise bénéficiaire des factures acquittées d'investissements réalisés : ces factures sont envoyées, accompagnées d'une copie de la convention signée avec la Région, par l'entreprise à l'ASP qui procède à la vérification/conformité de la nature et du montant des investissements soutenus, à partir des documents fournis par la Région ;
- L'ASP adresse à la Région un état récapitulatif des demandes de soldes, sous la forme d'un tableau de bord, et par voie électronique ;
- La Région atteste le service fait et valide le versement du solde ou demande à l'ASP d'émettre un ordre de reversement si les réalisations sont inférieures au montant de l'avance versée.

L’ASP procède au versement du solde de la subvention, dans un délai de 15 jours.

b. Pour les aides d’un montant inférieur à 23 k€

Le versement s’opère en une seule fois :

- Sur production des pièces suivantes transmises à l’ASP, qui procède à la vérification/conformité de la nature et du montant des investissements soutenus, à partir des documents fournis par la Région par l’entreprise: factures acquittées d’investissements réalisés, RIB au nom de l’entreprise (raison sociale), extrait Kbis ;
- Sur production par la Région : délibération CP mentionnant la liste des entreprises bénéficiaires (nom, adresse, nom du dirigeant, montant de l’aide), fiche projet IRIS, tableau de bord extrait d’IRIS mentionnant, pour chaque bénéficiaire, le numéro de dossier IRIS, le montant de l’aide, et autres informations) ;
- L’ASP adresse à la Région un état récapitulatif des demandes de subventions, sous la forme d’un tableau de bord, et par voie électronique ;
- La Région atteste le service fait et valide le versement de la subvention.

DONNEES ET STATISTIQUES

Tous les semestres, l’ASP adresse à la Région, par courrier électronique un état récapitulatif (sous format Excel) :

- des subventions versées aux entreprises, par commune et par secteur d’activité ;
- de la nature des investissements financés (reprise de fonds de commerce, mise aux normes, achat d’équipement…).

ANNEXE VII : AIDE A L'ACQUISITION DE VEHICULES PROPRES PAR DES PETITES ENTREPRISES FRANCILIENNES NOTAMMENT ARTISANALES

I OBJECTIFS DE L'AIDE REGIONALE

L'aide régionale a pour objectif d'augmenter la part des véhicules « propres » dans le parc de véhicules utilitaires des petites entreprises franciliennes notamment artisanales.

II CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. Bénéficiaires

Sont éligibles les entreprises, comptant au plus 50 salariés, ayant leur siège en Ile-de-France et dont le chiffre d'affaire annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'€. Les entreprises de transport de marchandises pour le compte d'autrui pour l'acquisition de véhicules de transport de marchandise par route ne sont pas éligibles à ce dispositif.

b. Investissements éligibles

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles doivent concerner les véhicules utilitaires([1]) neufs ou d'occasion électriques, à hydrogène ou au GNV([2]) de PTAC (Poids Total Autorisé en Charge) inférieur à 12 tonnes([3]) inclus.

L'acquisition de ce véhicule pourra être effectuée par son achat directement ou via une location.

Dans le cas de la location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan. La durée du contrat doit être de 2 ans minimum si le locataire acquiert le véhicule loué à l'issue de cette période ou de 5 ans minimum dès lors que le véhicule loué n'est pas destiné à être vendu. Le loueur s'engage à restituer l'aide dans les trois mois suivant la modification du contrat de location si celui-ci déroge aux conditions ci-dessus.

III MODALITES DE L'AIDE

L'aide régionale est imputée au chapitre budgétaire 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerces et autres services »

Dans le cas où l'aide octroyée dans le cadre de ce dispositif est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, elle est attribuée sur le fondement du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

[1] *Sont éligibles les véhicules dont les codes nationaux (colonne J1 de la carte grise) sont CTTE, Dériv-VP, VTSU,VASP et CAM. Sont notamment exclus de ce dispositif les véhicules dont le code est VP.*

[2] *Sont éligibles les véhicules dont les codes nationaux (colonne P3 de la carte grise) sont EL, H2, GN.*

[3] *Colonne F2 de la carte grise.*

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire :

- 6 000 € pour un véhicule utilitaire léger électrique, hydrogène ou GNV (PTAC inférieur à 3,5 tonnes) ;
- 9 000 € pour un véhicule utilitaire électrique, hydrogène ou GNV (PTAC compris entre 3,5 tonnes et 12 tonnes inclus).

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec les autres aides de collectivités ayant le même objet.

Le cumul d'aides publiques est plafonné à 70 % du prix d'achat du véhicule. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Une même entreprise ne peut prétendre à une aide régionale pour plus de 5 véhicules.

Dans le cas de la location, l'aide est versée au loueur qui en répercute la baisse sur les loyers. Le contrat de location doit faire apparaître le coût d'achat du véhicule et l'impact de l'aide sur les loyers.

IV ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le véhicule concerné dans un délai de 5 ans à compter de la date d'acquisition. Dans le cadre d'une location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan.

V MODALITES DE GESTION

a. Réception des dossiers

Les entreprises déposent leur dossier de demande d'aide pour 1 à 5 véhicules sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR), dans un fichier compressé (zip) contenant l'ensemble des pièces justificatives. Ces dossiers sont automatiquement transférés dans IRIS, le logiciel régional de gestion des aides.

La Région, **au minimum une fois par semaine**, procède pour chacun de ces dossiers sur IRIS (disponibles via un tableau de bord) à une demande d'avis d'un tiers, l'ASP, puis envoie la liste des dossiers concernés à l'ASP.

L'ASP peut ensuite se connecter sur la PAR grâce aux identifiants créés spécifiquement à son attention par l'administration IRIS, et télécharger chaque fichier compressé de demande d'aide.

b. Contrôle de l'éligibilité des entreprises

Suite à la transmission des dossiers par la Région à l'ASP, les entreprises reçoivent une réponse dans **un délai de 2 semaines**.

Le formulaire contient toutes les informations permettant de s'assurer de l'éligibilité de l'entreprise :

- Son siège est en Île de France et elle emploie moins de 50 salariés ;
- Ce n'est pas une entreprise de transport de marchandises pour le compte d'autrui (exclues de minimis pour l'achat de véhicules destinés à de tels transports) ;

- Engagements répondant aux impératifs du dispositif, qui pourront faire l'objet de contrôles à postériori.

Rôle de l'ASP :

- Vérifier la complétude du dossier (formulaire, KBis, RIB, attestation de minimis, devis) ;
- Envoyer un accusé de réception complet ou incomplet avec demande de pièces complémentaires, modèles fournis par la Région ;
- Relances éventuelles et réponses téléphoniques concernant l'instruction des dossiers.

En cas d'éligibilité :

- L'ASP détermine le montant de l'aide d'après le type de véhicule ;
- L'ASP envoie une notification au bénéficiaire dans le cas d'un achat et au locataire ainsi qu'au loueur dans le cas d'une location (courriers type Région).

Le bénéficiaire peut désormais acheter son véhicule ou faire son contrat de location (modalités spécifiques décrites ci-dessous).

En cas d'inéligibilité :

L'ASP envoie un courrier de refus expliquant les motifs de non-éligibilité (modèle fourni par la Région).

a. Précisions pour la gestion des aides

Dans le cadre d'un achat :

La notification d'attribution de l'aide est envoyée par l'ASP au bénéficiaire final et l'aide est versée au bénéficiaire final.

Dans le cadre d'une location longue durée :

Le devis du contrat de location signé entre le loueur et le locataire, envoyé pour la demande de l'aide, fait apparaître le coût d'achat du véhicule sur lequel sera calculé le montant de subvention.

La notification d'attribution est envoyée par l'ASP au locataire et au loueur.

Le contrat de location signé entre le loueur et le locataire, envoyé pour le paiement de l'aide, fait mention de l'impact de l'aide sur les loyers et fait apparaître le coût d'achat du véhicule sur lequel est calculé le montant de subvention.

L'aide est versée au loueur qui la répercute sur les loyers du véhicule et un avis de paiement est envoyé au loueur.

Les courriers :

Chaque document (accusé réception, notification, refus, *etc.*) fait l'objet d'un modèle type pré-signé électroniquement par la direction générale adjointe du pôle Cohésion territoriale, par délégation de la Présidente du Conseil régional.

b. Le paiement de l'aide

L'ASP procède au versement en une seule fois, sur production par le bénéficiaire des pièces suivantes transmises à l'ASP, qui procède à la vérification/conformité du véhicule acheté et de la nature et du montant des investissements soutenus :

- factures acquittées d'investissements réalisés ;
- copie de la carte grise des véhicules.

L'ASP réalise le versement de l'aide et envoie un avis de paiement.

L'ASP adresse à la Région un état récapitulatif des aides versées sous la forme d'un tableau de bord, et par voie électronique (cf. données statistiques)

c. Appels de fonds pour le versement des aides

Au fur et à mesures des besoins en trésorerie pour le versement des aides, l'ASP transmet à la Région un fichier électronique d'appel de fonds accompagné d'un courrier signé par l'ASP ainsi que le compte d'emploi des crédits alloués.

d. Contrôles

L'unicité de la subvention pour le véhicule est contrôlée au moment du paiement (suivi des subventions grâce au numéro de série des véhicules (colonne E sur la carte grise) sur la durée de vie du dispositif). Si un véhicule fait doublon :

- Soit cela fait moins de 5 ans, le 1er bénéficiaire n'a pas respecté ses engagements et l'ASP émet un titre de recette pour récupérer la subvention, le 2nd bénéficiaire est éligible ;
- Soit cela fait plus de 5 ans et le nouveau bénéficiaire n'est pas éligible.

L'ASP contrôle le nombre de véhicules financés par entreprise via le numéro SIRET dans le tableau de suivi de l'attribution des aides (ensemble des aides attribuées à un même SIRET).

Afin de contrôler le plafond d'aides publiques (70% du prix d'achat du véhicule), l'ASP, payeur également du bonus écologique sur financement Etat, transmettra tous les semestres au service de la Région concerné, la liste des bénéficiaires de l'aide régionale pour lesquels ce plafond est dépassé.

Cette liste comprendra les informations suivantes :

- N°IRIS
- N°SIRET de l'entreprise
- Nom de l'entreprise
- N° de série du véhicule
- Coût d'achat du véhicule
- Montant d'aide régionale versé
- Montant du bonus écologique versé
- Pourcentage d'aide
- Montant de l'aide régionale à régulariser.

Après validation de cette liste par les services de la Région, l'ASP émettra les ordres à recouvrer à l'encontre des entreprises concernées.

e. Données et statistiques

Tous les semestres, l'ASP adresse à la Région, par courrier électronique, un état récapitulatif (sous format Excel) des aides versées comprenant :

- Les données des entreprises (SIRET, nombre d'employés, coordonnées) ;
- Le montant et la nature des investissements (nombre de véhicules, motorisation, PTAC, numéro de série du véhicule).

ANNEXE VIII : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMPTES RENDUS PHYSIQUES ET FINANCIERS, AUX ECHANGES DE DONNEES, AUX STATISTIQUES ET A LA VALORISATION DES DONNEES

ECHANGES DE DONNÉES

L'ensemble des données élaborées ou traitées par l'ASP pour accomplir les tâches relatives à la présente convention sont mises à disposition de la région y compris pour les données à caractère personnel pour lesquelles la région est responsable de traitement. Elles sont mises à disposition de la région sur une plateforme sécurisée mise à disposition par l'ASP et la région est informée de la mise à jour des données. Les données sont mises à jour à minima tous les trimestres ou plus fréquemment.

Le format des fichiers et les données transmises par l'ASP sont mis au point afin de permettre l'échange de fichiers vers les systèmes d'information régionaux.

CONTENU DES RESTITUTIONS STATISTIQUES

Tableaux de suivi administratif et financier

Afin d'apprécier le déroulement des programmes de formation, l'ASP s'appuie sur les dossiers relatifs au règlement des frais de fonctionnement et des dossiers de rémunération :

- données démographiques de chaque stage (marché ou subvention, hors pôle) figurant sur les listes de stagiaires adressées par les organismes de formation au démarrage puis au cours du déroulement du stage afin de recenser l'intégralité des stagiaires entrés en formation ;
- données physiques et pédagogiques.

Tableaux de suivi général

Tableaux des données financières et budgétaires :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier en vigueur à la Région IDF, ces tableaux doivent permettre de suivre les dispositifs de formation et les enveloppes budgétaires à partir des données suivantes :

- Données prévisionnelles

- Les délibérations (référencées et datées) adoptées par la Région pour mettre en œuvre ses programmes de formation sur l'ensemble du chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » ;
- La répartition des engagements budgétaires au sein de ses délibérations en distinguant le cas échéant le ou les dispositifs de formation concernés ;

- L’imputation budgétaire complète comprenant :

- l’année d’engagement du programme (année d’autorisation d’engagement) ;
- la fonction ;
- le programme ;
- l’action ;
- la nature de la dépense (marchés, subventions, aide à la personne) ;
- le contrat de plan ou de projet ;
- la répartition prévisionnelle des crédits de paiement figurant dans le rapport.

- Données sur les réalisations

L’exécution des paiements correspondant aux délibérations précitées est suivie conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Région, il fait au minimum l’objet d’une actualisation mensuelle :

Les données de prévision et de réalisation sont restituées dans les tableaux de bord suivants :

- tableau de suivi de l’exécution des délibérations adoptées ;
- tableau de suivi budgétaire par dispositif ;
- tableau de détail mensuel d’exécution des dispositifs ;
- tableau de suivi de l’exécution du budget par dispositif ;
- tableau de suivi budgétaire des autorisations d’engagements votées, affectées et réalisées.

Suivant la base de données ASP – formation professionnelle continue et apprentissage pour le dispositif d’accès à l’apprentissage « 9 – situation détaillée des dispositifs (réalisations physiques et financières) ».

Tableaux de suivi général des dispositifs « tableaux de direction »

- par mois calendaire (tableau A) ;
- par année civile (tableau B) ;
- par année de programme (tableaux C : par année de programme et D : par année de programme et avec année(s) de réalisation) ;
- tableau E : par dispositif et par année de programme ;
- tableau F : « suivi des marchés et conventions par dispositif et par année de programme ».

Les tableaux mentionnent :

- le montant de la ou des délibérations mettant en œuvre le programme (3C et 3D) ;
- la/les références de la ou des délibérations mettant en œuvre le programme (à partir des délibérations votées) (3D) ;
- l’année de programme ;
- l’intitulé des dispositifs ;
- le nombre de marchés ou conventions, reçus, soldés et non soldés ;
- l’année de mise en paiement (3D uniquement) ;
- les montants cumulés payés au titre (et ventilés par année de réalisation – tableau 3 D, tel que renseignés actuellement) :

- du fonctionnement ;
- des frais de stage ;
- de la rémunération (cumul, dont jeunes et adultes) ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement émis (fonctionnement, rémunération) ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement perçus (fonctionnement, rémunération) ;
- le montant de non-réalisation constaté (fonctionnement) ;
- le nombre et le montant des admissions en non-valeur (rémunération) ;
- le nombre de places de stage occupées (entrées), ou de prestations réalisées (cumul, dont jeunes et adultes) ;
- le nombre de stagiaires rémunérés par la Région (cumul, dont jeunes et adultes) ;
- la durée entre la date de réception des dossiers de demandes de rémunération transmis par les organismes et la date de paiement de la rémunération aux stagiaires.

Tableaux de suivi par dispositif et par année de programme (tableau n°4)

Au titre des marchés et conventions (fonctionnement) :

- le nombre de marchés, de conventions prévu, pris en charge et soldé ;
- le montant prévisionnel total à payer ;
- le montant des paiements réalisés : total, par année, au cours du mois écoulé ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement émis ;
- le montant des non-réalisations constaté.

Dans ce tableau est précisé le numéro du lot et pas seulement le numéro de l'action ainsi que le montant de l'avance versée au titre du marché.

Au titre des formations, sont précisés :

- le nombre de stages (ou de prestations) prévu, commencé, terminé, non encore commencé ;
- le nombre d'heures ou de semaines de stages prévu, réalisé, non réalisé (total, en centre, en entreprise) ;
- le nombre de stagiaires, rémunérés ou non (ou de prestations) prévu, entré (ou prestations réalisées), non entré (ou prestations non réalisées).

Au titre des rémunérations et aides aux stagiaires prises en charge par la Région, sont précisés :

- le nombre de stagiaires prévu (un fichier sera transmis à l'ASP par la Région, à cet effet), effectivement pris en charge, non encore pris en charge ;
- le montant total à payer prévisionnel (base de rémunération journalière x nombre de jours de formation prévisionnel), payé, restant à payer ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement émis et perçus ;
- le nombre et le montant des admissions en non-valeur.

Pour chaque dispositif, les données renseignées au titre des réalisations, font l'objet :

- de cumuls depuis son démarrage, ventilés par années civiles :
- lorsqu'un dispositif s'adresse à des publics différents : jeunes, adultes, d'une ventilation par types de public ;

- d’une ventilation par types de prestations, lorsqu’un dispositif est composé de prestations spécifiques ;
- de pourcentages par rapport aux données prévisionnelles ;
- d’une ventilation par rubrique budgétaire pour les réalisations d’ordre financier ;
- d’un rappel des cinq dispositifs antérieurs (le cas échéant).

Tableaux de suivi des rémunérations des dispositifs par année civile et par année de programme (tableau n°5)

Ces données pour chaque dispositif, qui distinguent les publics jeunes et adultes, sont établies par année de programme ou par année civile pour le dispositif d’accès à l’apprentissage, elles comportent, notamment :

- le montant total payé, ventilé par année de paiement ;
- le nombre de stagiaires rémunérés, par dispositif depuis son origine ;
- le nombre de mois – stagiaires consommés ;
- les dépenses de rémunération ;
- le montant des charges sociales ;
- les dépenses d’hébergement et des frais de transport ;
- le coût moyen par mois - stagiaire calculé depuis l’origine du dispositif ;
- l’état des dépenses du mois écoulé ;
- le cumul des dépenses de l’année et depuis l’origine du dispositif.
- d’une ventilation par types de prestations, lorsqu’un dispositif est composé de prestations spécifiques ;

Tableaux de suivi des marchés, conventions et avenants – par dispositif et par année de programme (tableau n°6)

Au titre de chaque programme ou dispositif, sont précisés :

- le nom de l’organisme ;
- le numéro du marché ou de la convention ;
- le montant prévisionnel par catégories de prix et cumul ;
- le montant payé (montant et date de chaque paiement effectué par catégories de prix et cumul) ;
- le montant restant à payer par catégories de prix et cumul ;
- le taux de réalisation par catégories de prix et cumul ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement émis, perçus.

Tableaux relatifs aux données physiques et pédagogiques de chaque dispositif

Afin d’apprécier le déroulement des programmes de formation :

Dispositifs relevant d’une prise en charge régionale au titre du fonctionnement :

- pour chaque dispositif ou programme, l’ASP saisit ou récupère les données démographiques de chaque stage (marché ou subvention, hors pôle) figurant sur les listes de stagiaires adressées par les organismes de formation au démarrage puis au cours du déroulement du stage afin de recenser l’intégralité des stagiaires entrés en formation.

Donnés pédagogiques et financières issues des dossiers de rémunération :

- pôles de mobilisation, d'accès à la qualification, linguistiques ;
- rémunération des stagiaires handicapés dans les CRP ;
- stagiaires handicapés inscrits dans les dispositifs autres que les CRP ;
- quotas sanitaires et sociaux.

Ces données doivent, notamment, permettre de rendre compte, pour chaque programme ou dispositif sous la forme de tableaux distincts :

- par domaines d'activités professionnelles et niveau de stage (**tableau n°7**) ;

- du déroulement des stages (**tableau n°8)** ventilés par :

- le nombre de stagiaires (places) ou de prestations : prévu et entré ou réalisé ;
- le nombre d'heures-stagiaires : prévu et réalisé (centre, entreprise, cumul) ;
- le nombre de stagiaires rémunérés et leur statut de rémunération ;
- le flux des entrées et sorties des stagiaires, par département.

- de la situation des stagiaires à l'entrée du stage avec distinction hommes/femmes :

- statut des stagiaires (AREF, rémunération Région, autres, non demandeurs d'emploi) (tableau n°9) ;
- niveau de la dernière classe fréquentée (tableau n°10) ;
- origine des stagiaires par département de résidence (tableau n°11) ;
- nationalité des stagiaires : France, Union Européenne, autres (tableau n°12) ;
- tranches d'âge : 16-18 ans, 19-25 ans, 26-49 ans, 50 ans et plus dont stagiaires jeunes (16 à -26 ans avec fiche de liaison) (tableau n°13) ;
- stagiaires handicapés (tableau n°14) ;
- mobilité géographique des stagiaires entre départements, pour l'Ile-de-France et France Métropolitaine (**tableau n°15**) ;

- de la situation des stagiaires à l'issue du stage (poursuite de formations, emplois, retour Pôle Emploi) **(tableau n°16**).

DONNÉES SPÉCIFIQUES RELATIVES À CERTAINS PROGRAMMES OU DISPOSITIFS

Tableaux spécifiques

- tableau des stagiaires rémunérés par la Région (flux et stock) pour l'ensemble des dispositifs concernés, ventilé par années de programme et par mois (**tableau n°17**) ;
- tableau de restitutions des données relatives au public handicapé, ventilé par années de programme, renseigné à partir des dossiers de rémunération, précisant les montants payés et les données pédagogiques et démographiques (**tableau n°18**) ;
- tableau de l'origine des stagiaires par commune de résidence (**tableau n°19**).

Pour les dispositifs PM'up et TP'up :

- Raison sociale (en minuscule, sauf la 1ère lettre et les acronymes – Si acronyme, pas de point en séparation des lettres)

- N° Siren (9 chiffres)
- Code NAF (niveau 5 - ex. : 03.11Z)
- Nom du dirigeant (en minuscule, sauf la 1ère lettre)
- Adresse (n° et nom de rue)
- Code postal (ne pas indiquer le cedex le cas échéant)
- Montant voté (deux décimales – ex. : 32 256,00)
- Montant versé (deux décimales – ex. : 25 425,56)

Données spécifiques

Pour certaines demandes spécifiques, le pôle Développement économique, emploi et formation définira ses besoins en liaison avec l'ASP, comme la communication de l'ensemble des informations parvenues pour plusieurs stages d'un programme.

Au titre de l'aide au transport des jeunes (chèques mobilité), l'ASP transmet :

- un récapitulatif par structure du montant total des commandes et du nombre de chèques distribués et de leur montant ;
- une analyse statistique par structure par département et sur l'ensemble de la Région :
- de la population des bénéficiaires des chèques ;
- des montants par bénéficiaire et de la durée d'attribution ;
- des motifs d'attribution

Statistiques annuelles demandées par l'Etat

Conformément au décret 94-571 du 11/07/1994 relatif aux modalités d'établissement par les Régions de statistiques en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage demandées par la Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (DARES) du Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, l'ASP doit fournir au plus tard à la fin du mois d'avril de chaque année, un fichier détaillé par stagiaires entrés en formation l'année n-1 de l'ensemble des dispositifs dont il a la charge, ainsi qu'un fichier globalisant, pour chaque organisme, les montants payés pour l'année par dispositif et par marché ou convention.

Le fichier des stagiaires contient l'ensemble des éléments relatifs aux stagiaires provenant des fichiers de rémunération et des listes de stagiaires au démarrage et à la fin du stage ainsi que le numéro de convention ou de marché auquel est attaché le stagiaire.

- N° de stagiaire
- Type-année de programme
- Libellé court programme
- N° Dossier
- N° Action
- Libellé du stage
- Département du stage
- Code INSEE lieu stage
- Niveau du stage
- Groupe de spécialités
- Public
- Statut
- Nationalité
- Date de naissance

- Sexe
- Handicapé
- Niveau du stagiaire
- Dernière classe
- Dernière année d'école
- Date entrée
- Date sortie
- Département de résidence
- Code Postal
- Commune de résidence
- Heures en centre
- Heures en entreprise
- Durée totale
- Indicateur FSE

Le fichier des organismes comporte les données suivantes :

- Type-année de programme
- Dispositif
- Année de paiement
- N° de dossier
- Organisme
- Code postal
- Code INSEE
- Commune
- Montant payé
- Type Bénéficiaire
- Code statut juridique
- Statut juridique

MODALITÉS ET FREQUENCES DES RESTITUTIONS

Modalités des restitutions

- l'ASP communique sous forme électronique, les tableaux mentionnés au paragraphe : « contenu des restitutions » de la présente annexe VI et l'intégralité des données saisies, actualisées relatives aux dispositifs qui lui sont confiés par la Région ;
- dès l'adoption d'un dispositif, la Région communique à l'ASP, sous forme électronique, les données prévisionnelles relatives aux actions de formation pour le fonctionnement (nombre de places de stage prévu, niveau de la formation, groupe de spécialité …) et pour la rémunération (nombre de stagiaires rémunérés prévu, nombre de mois stagiaire, durée hebdomadaire ….) ;
- les évolutions fonctionnelles de la base ASP intégrant le numéro de dossier IRIS dans les restitutions prévues à cette annexe seront réalisées au fur et à mesure de l'analyse des demandes formulées par la Région au cours de l'année 2018.

Fréquence des restitutions

- mensuelles : le 15 de chaque mois, pour les tableaux n°1 à n° 6, n°8 à 15, n°17 et 18 ;
- à l'issue des dispositifs, les tableaux n°7, n°16 et n°19 ;
- sur demande expresse de la Région :
- des statistiques croisant les données pédagogiques et démographiques ;

- les bilans demandés dans le cadre des actions éligibles au FSE.

COMPTE D'EMPLOI PRODUIT PAR LE COMPTABLE PUBLIC DE L'ASP

Périodicité mensuelle et annuelle

Document par dispositif

Situation cumulée du compte d'emploi

ANNEXE IX : DISPOSITIONS RELATIVES AUX DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données à caractère personnel sont les données définies dans l'article 4 du Règlement (UE) 2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. Ce document décrit les traitements qui sont concernés par la présente convention ainsi que les droits et obligations de chacune des parties relativement à ces derniers.

La liste des traitements :

- la gestion des aides aux stagiaires bénéficiaires des programmes régionaux de formation professionnelle ;
- la gestion des subventions accordées aux organismes bénéficiaires des dispositifs régionaux de formation professionnelle ;
- les Emplois-tremplin : aide à la formation et aide à la rémunération ;
- le dispositif d'accès à l'apprentissage ;
- le dispositif « Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir » (ARREA) ;
- les dispositifs d'aide à la mobilité européenne et internationale ;
- le dispositif chèques mobilité ;
- les primes versées aux employeurs d'apprentis et l'aide au recrutement d'apprentis ;
- PM'up ;
- TP'up ;
- l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;
- le fonds de transition ESS ;
- L'aide à l'acquisition de véhicules propres par les petites et moyennes entreprises franciliennes.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-611

DU 22 NOVEMBRE 2017

SOUTIEN RÉGIONAL AUX ACTIONS EXPÉRIMENTALES DE SÉCURISATION DE PARCOURS DE FORMATION TOURNES VERS L'EMPLOI LAURÉATS DE L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT ' 2ÈME CHANCE NUMÉRIQUE ÎLE-DE-FRANCE ' 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code du travail ;
VU La loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale;
VU La délibération CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ; et en particulier son annexe 6 relative à l'expérimentation ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération CR 2017-162 sur la simplification régionale
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017 ;
VU Le régime d'aide exempté n° SA.40207, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;
VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, et le règlement des subventions PM'UP ;
VU La délibération n° CP 2017-172 du du 17 mai 2017 relative à RECONDUCTION D'ACTIONS DE FORMATION AU TITRE DUPROGRAMME REGIONAL QUALIFIANT « COMPETENCES »
VU La délibération n° CP 2017-213 du du 17 mai 2017 relative à l'AFFECTATION POUR LE LANCEMENT D'UNE CONSULTATION FAVORISANT LE DEVELOPPEMENT DES FORMATIONS E-LEARNING ET MULTIMODALES
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;
VU L'avis de la Commission des Finances ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-611 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1:

Désaffecte un montant de 1.500.000 € sur une autorisation d'engagement de 1.500.000 € affectée initialement à l'article 1 de la délibération CP2017-213 du 17 mai 2017, prélevée sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 11-006 (111 006), action 11100603 « formations qualifiantes et métiers », code nature 611 « contrats de prestations de services aux entreprises » sur le budget 2017.

Article 2 :

Désaffecte un montant de 850.000 € sur une autorisation d'engagement de 84 156 000 € affectée initialement à l'article 1 de la délibération CP2017-172 du 17 mai 2017, prélevée sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 11-006 (111006) , action 111 006 03 « formations qualifiantes et métiers », code nature 611 « contrats de prestations de services aux entreprises » sur le budget 2017.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux actions expérimentales 2017 de sécurisation de parcours de formation tournés vers l'emploi » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **4 009 708,02 €.**

Approuve la convention type relative au « Soutien régional aux actions expérimentales 2017 de sécurisation de parcours de formation tournés vers l'emploi » figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée à la présente délibération et autorise le président du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **4 009 708,02 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 11-006 (111006), action 111 006 05 « Formations complémentaires », nature 65738 « subventions » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-611	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111006 - Formations qualifiantes et métiers**
Action	**11100605 - Formations complémentaires**

Dispositif : N° 00000821 - Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi

Dossier	17015516 - O'CLOCK - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2ème CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0035557 - O CLOCK			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	199 880,80 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
285 544,00 €	TTC	70 %	199 880,80 €	

Dossier	17015520 - DORANCO AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	R26781 - DORANCO ESPACE MULTIMEDIA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	159 250,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
285 715,00 €	TTC	70 %	159 250,00 €	

Dossier	17015522 - INSTITUT MINES TELECOM - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	R20814 - INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 930,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
407 430,00 €	TTC	36,55 %	148 930,00 €	

Dossier	17015528 - ASSOCIATION ISIKA - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037981 - ASSOCIATION ISIKA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	160 645,48 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
751 050,00 €	TTC	26,63 %	160 645,48 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-611	Budget	2017

Dossier	17015533 - IFFEN - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037983 - IFFEN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	175 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
400 000,00 €	HT	70 %	175 000,00 €	

Dossier	17015537 - OPENCLASSROMMS - AMI - E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037984 - OPENCLASSROOMS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	199 860,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
315 360,00 €	TTC	63,38 %	199 860,00 €	

Dossier	17015542 - IMPACT NETWORK - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0036233 - IMPACT NETWORK			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	197 050,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
288 826,67 €	TTC	70 %	197 050,00 €	

Dossier	17015543 - LUDO-VIC SAS - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037987 - LUDO-VIC SAS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	70 %	70 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-611	Budget	2017

Dossier	17015544 - MARKET-DISTRIBUTION CONSEIL - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037988 - MARKET-DISTRIBUTION CONSEIL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	98 364,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 520,00 €	HT	70 %	98 364,00 €	

Dossier	17015546 - LINGUAPHONE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037989 - LINGUAPHONE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	140 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	70 %	140 000,00 €	

Dossier	17015547 - INNOV'EDUC, LA STRUCTURE PORTEUSE DE LA WILD CODE SCHOOL -AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0035402 - INNOV EDUC			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	166 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 000,00 €	HT	70 %	166 600,00 €	

Dossier	17015548 - ALTISSIA FRANCE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037990 - ALTISSIA FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	166 792,50 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 275,00 €	HT	70 %	166 792,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-611	Budget	2017

Dossier	17015549 - CERF - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037991 - CERF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	60 %	60 000,00 €	

Dossier	17015551 - SOCIAL BUILDER -AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0023578 - SOCIAL BUILDER			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 318,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
128 637,00 €	HT	38,34 %	49 318,00 €	

Dossier	17015555 - MAKERY / ART 2M- AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	EXM02281 - ART2M			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	133 375,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
266 750,00 €	HT	50 %	133 375,00 €	

Dossier	17015557 - AFPA - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0036809 - AFPA AGENCE NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	112 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
251 200,00 €	TTC	70 %	112 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-611	Budget	2017

Dossier	17015558 - CMA 93- AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	R1463 - CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 834,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
142 620,00 €	TTC	70 %	99 834,00 €	

Dossier	17015566 - UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE- AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	R1495 - UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	110 944,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 736,00 €	TTC	69,02 %	110 944,00 €	

Dossier	17015568 - GOFLUENT AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037985 - GOFLUENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 000,00 €	HT	57,14 %	80 000,00 €	

Dossier	17015569 - EDUCLINE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037997 - EDUCLINE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	95 986,80 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
137 124,00 €	HT	70 %	95 986,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-611	Budget	2017

Dossier	17015570 - HITEMA - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0037986 - HITEMA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	172 970,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
247 100,00 €	HT	70 %	172 970,00 €	

Dossier	17015571 - EGENERATION - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	R26557 - EGENERATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 540,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 200,00 €	HT	70 %	43 540,00 €	

Dossier	17015572 - SIMPLO.CO - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0026087 - SIMPLON CO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 807,44 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
223 200,00 €	HT	66,67 %	148 807,44 €	

Dossier	17015573 - CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	R16521 - CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	126 210,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 300,00 €	HT	70 %	126 210,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-611	Budget	2017

Dossier	17015577 - CFORMAT PRO CONSEIL - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0038000 - CFORMAT PRO CONSEIL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	175 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 000,00 €	TTC	70 %	175 000,00 €	

Dossier	17015578 - ECOLE DES METIERS DE L'INFORMATION - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	R18943 - L ECOLE METIERS DE L'INFORMATION CFD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	105 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	70 %	105 000,00 €	

Dossier	17015689 - L'ECOLE MUTIMEDIA - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0035731 - L ECOLE MULTIMEDIA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	186 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
526 800,00 €	HT	35,42 %	186 600,00 €	

Dossier	17015691 - GROUPE PROMOTRANS - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	R1439 - PROMOTRANS ASS PROMOT SOCIAL FORMAT PROF TRANS ROUT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	140 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	70 %	140 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-611	Budget	2017

Dossier	17015692 - SKILLS4ALL - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0038003 - SKILLS4ALL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	145 250,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
207 500,00 €	HT	70 %	145 250,00 €	

Dossier	17015693 - GECCEL INFORMATIQUE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"			
Bénéficiaire	P0035677 - GECCEL INFORMATIQUE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	142 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
203 600,00 €	HT	69,99 %	142 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000821 - Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	4 009 708,02 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111006 - 11100605	4 009 708,02 €

Fiches Projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015516

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : O'CLOCK - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2ÈME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	285 544,00 €	70,00 %	199 880,80 €
	Montant Total de la subvention		199 880,80 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : O CLOCK
Adresse administrative : 67 RUE HENRI DUNANT
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : DARIO SPAGNOLO

N° SIRET : 81861458800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation 100 % à distance de type SPOC ou en télé présentiel
Certification visée
TP CONCEPTEUR-DEVELOPPEUR INFORMATIQUE NIVEAU 3

Le projet consiste à expérimenter un nouveau modèle de formation mêlant alternance et télé présentiel, avec un une très forte composante d'accompagnement pendant et après la formation
Formations certifiantes diffusé sous forme de direct-vidéo permettant la même interactivité qu'en présentiel, débouchant sur l'obtention des titres RNCP « développeur logiciel » (niveau III) et « concepteur-développeur informatique » (niveau II).

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conduite de projet	4 800,00	1,68%
Ingénierie pédagogique	5 250,00	1,84%
Frais de formation	209 000,00	73,19%
Mise à disposition du tuteur virtuel	41 344,00	14,48%
Accompagnement à l'emploi	17 550,00	6,15%
Frais de communication	7 600,00	2,66%
Total	285 544,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	199 880,80	70,00%
Fonds propres	85 663,20	30,00%
Total	285 544,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 976,16 €
2018	159 904,64 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	138 600,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	61 382,66 €
	Montant total	199 982,66 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015520

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : DORANCO AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	285 715,00 €	70,00 %	159 250,00 €
		Montant Total de la subvention	159 250,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DORANCO ESPACE MULTIMEDIA
Adresse administrative : 12 RUE PLANCHAT
75020 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Shéhérazade SABA LOUFRANI

N° SIRET : 38935885400054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Infographiste metteur en page N4 RNCP

Le projet consiste à expérimenter la mise en place d'un programme de formation complet de 735 h et diplômant en blended learning (72 % de séquences en e-learning avec la création de MOOC)
Dans un deuxième temps le projet visera à terme la création d'une plateforme 100% numérique.
48 demandeurs d'emploi seront formés en un an dès le lancement de l'expérimentation avec un ciblage spécifique sur un public de jeunes de « moins de 26 ans »

Des innovations pédagogiques de type « gamification »sont apportées dans les modules E learning.
Un système de monitoring 24h/24 est proposé afin de permettre un apprentissage en toute autonomie.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Effectifs : 16 par session / 48 par an / 96 sur 24 mois

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépense de personnel	80 000,00	28,00%
Dépenses de fonctionnement	45 000,00	15,75%
Locaux	45 000,00	15,75%
Bibliothèque numérique	3 500,00	1,22%
Prestations externes (Prestations externes mentors/formateurs/tuteurs)	74 000,00	25,90%
Dépenses de communication	31 465,00	11,01%
Dépenses indirectes de fonctionnement (forfait 15%)	6 750,00	2,36%
Total	285 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	200 000,00	70,00%
Partenariats entreprises	85 715,00	30,00%
Total	285 715,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 850,00 €
2018	127 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	177 902,00 €

2016	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	177 902,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	332 102,00 €
	Montant total	687 906,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015522

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INSTITUT MINES TELECOM - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	407 430,00 €	36,55 %	148 930,00 €
		Montant Total de la subvention	148 930,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE
Adresse administrative : 37 RUE DAREAU
75014 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur YVES POILANE, Directeur
N° SIRET : 18009202500089

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
FORMATION HYBRIDE (BLENDED LEARNING)
Certification visée
Certificat de 3 MOOC :

- S'initier à la fabrication numérique
- Programmer un objet avec Arduino

- Imprimer en 3D

Ce projet porte sur une formation aux nouveaux métiers de la fabrication numérique est destiné à un public souhaitant acquérir des compétences tournées vers le code informatique et la production d'objets manufacturés.
Les objectifs du projet FabNum sont:
Développer les compétences des apprenants dans le domaine de la fabrication numérique,
Expérimenter le passage à l'échelle de ce dispositif de formation hybride,
Développer un modèle économique durable pour tous les partenaires.
L'IMT pourra s'appuyer sur l'important réseau des FabLabs Franciliens pour déployer et opérer cette formation à large échelle.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Moyens humains	270 550,00	66,40%
Prestations (vidéo, charte graphique)	13 200,00	3,24%
Transport – hébergement	7 200,00	1,77%
Privatisation des espaces ateliers (FabLabs)	69 440,00	17,04%
Utilisation plateforme MOOC	23 040,00	5,65%
Kits materiel ateliers (cartes électronique, capteurs, moteurs)	24 000,00	5,89%
Total	407 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	148 930,00	36,55%
Appels à projets 2018 (Plan "Makers" ville de Paris, Fondation Telecom, Grande école du numérique)	40 000,00	9,82%
Fonds propres	123 500,00	30,31%
Financement CPF	95 000,00	23,32%
Total	407 430,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 786,00 €
2018	119 144,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	33 750,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	231 859,41 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	14 850,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	146 620,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	12 600,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	10 800,00 €
2017	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	411 886,25 €
	Montant total	786 028,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015528

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ASSOCIATION ISIKA - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	751 050,00 €	26,63 %	160 645,48 €
		Montant Total de la subvention	160 645,48 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ISIKA
Adresse administrative : 6 Rue Danicourt 92240
Statut Juridique : Associations loi 1901 et assimilés (fondations, ONG, ...)
Représentant : Patrick RAKOTOMALALA
N° SIRET : 83208538500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le « Projet ISIKA » est une initiative de formation professionnelle en informatique qui :
• Veut remédier aux phénomènes d'abandon par un tutorat fort assuré par des tuteurs permanents,
• Propose des contenus concrets faisant largement place aux séquences d'apprentissage vidéo pour faciliter la compréhension et la remédiation

ISIKA propose un MOOC orienté formation professionnelle aux métiers du numérique qui couvrent un champ large, depuis les modules de base (en cycle préparatoire) jusqu'aux modules d'expertise (Big Data, IA, IoT, sécurité en cycles d'expertise).
Les contenus des cours sont développés en partenariats avec des entreprises, écoles, universités, centres de formation ainsi qu'en collaboratif avec des contributeurs formateurs indépendants.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
45 à 80 chercheurs d'emploi seront bénéficiaires gratuitement de cette expérimentation sur des durées moyennes de formation envisagées de 900 heures de formation (225 Hres en Présentiel – 675 Hres en Distanciel).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'etablissement	12 000,00	1,60%
Formation des e-tuteurs	12 000,00	1,60%
Maintenance et Admin. Systemes	5 400,00	0,72%
Entretien/nettoyage des locaux	5 800,00	0,77%
Loyer et charges locatives	104 000,00	13,85%
Consommables	7 250,00	0,97%
Assurance	4 000,00	0,53%
Hébergements Cloud et Broadcast	13 000,00	1,73%
Salaires et charges	403 000,00	53,66%
location financiere infio 1 an	26 800,00	3,57%
Publicité et communication	10 000,00	1,33%
dépot de garantie	19 200,00	2,56%
developpement de la plateforme	128 600,00	17,12%
Total	751 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	200 000,00	26,63%
Emprunt	100 000,00	13,31%
Fonds propres	100 000,00	13,31%
Autres (Apport en Capital Risque)	100 000,00	13,31%
Recettes de production	251 050,00	33,43%
Total	751 050,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	32 129,09 €
2018	128 516,39 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015533

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : IFFEN - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	250 000,00 €	70,00 %	175 000,00 €
	Montant Total de la subvention		175 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IFFEN
Adresse administrative : 152 rue de Paris VILLENEUVE SAINT GEORGES
Statut Juridique : Associations loi 1901 et assimilés
Représentant : Abdoul BENAMER
N° SIRET : 80439745300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Technicien d'intervention en froid commercial et climatisation (blended Learning)

L'organisme de formation IFFEN a récemment mené une étude sur la question de la création de nouveaux canaux technico-pédagogiques facilitant l'apprentissage
Ce centre de formation a développé une plateforme E-Learning proposant des solutions efficaces pour se former à distance et de manière personnalisée. Cette plateforme combine théorie & pratique, grâce aux installations 3D qui renforce cet aspect de « mise en pratique virtuelle » sur les différents chantiers.

Innovations pédagogiques : Développement et démocratisation de la réalité virtuelle de l'énergie (frigoriste) dans l'enseignement technique. Cette réalité virtuelle permet aux différents apprenants d'assimiler qualitativement et de se familiariser aux formations dispensées au travers de mise en situation quasi-réelle.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	150 000,00	37,50%
Equipement (casque VR…)	15 000,00	3,75%
Frais techniques, hébergement Web	10 000,00	2,50%
Création du module e-learning RV (non éligible)	150 000,00	37,50%
Frais en nature (déplacements)	5 000,00	1,25%
Etudes & documentations	50 000,00	12,50%
Location salle	15 000,00	3,75%
Frais de promotion et autres coûts marketing	5 000,00	1,25%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	175 000,00	43,75%
Fonds propres	225 000,00	56,25%
Total	400 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	140 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015537

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : OPENCLASSROMMS - AMI - E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	315 360,00 €	63,38 %	199 860,00 €
	Montant Total de la subvention		199 860,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPENCLASSROOMS
Adresse administrative : 7 cité Paradis 75010 Paris
Statut Juridique : Entreprises
Représentant : Pierre DUBUC

N° SIRET : 49386136300064

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation 100 % à distance de type SPOC ou en télé présentiel
Certification visée
Développeur web junior / Développeur d'application / Chef de projet multimédia / Community manager / Data analyst / Développeur en objets connectés / administrateur infrastructure et cloud
Description du projet
La pédagogie OpenClassrooms
Totalement flexible et personnalisée pour mener tous les stagiaires vers la réussite et l'obtention de leur

diplôme. Les parcours sont individualisés pour s'adapter au niveau d'expérience et de connaissances en amont de la formation et au rythme d'apprentissage de chaque stagiaire.
Proposer un grand nombre de parcours dans le champ des Etudes et du développement informatique (métiers sur lesquels la tension est la plus forte en IDF).
Les formations Openclassroom

- une grande flexibilité du rythme de la formation pour s'adapter aux besoins de chaque stagiaire ;
- une forte personnalisation de l'apprentissage permettant de limiter le décrochage et de garantir la motivation de chacun ;
- un coût de formation 5 à 10 fois inférieur aux formations en présentiel, rendant la formation professionnelle accessible à tous ;
- un modèle qui peut se déployer à grande échelle sans contrainte géographique.

Résultats emploi
Le bilan des actions menées par OpenClassrooms en faveur de l'insertion professionnelle est largement positif :

- plus de 50 000 demandeurs d'emploi formés en France,
- un taux d'insertion professionnelle sur nos parcours métiers de 100%,
- un impact positif sur l'emploi de 89-90%.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel - coût d'utilisation de la plateforme - droits d'auteurs des cours en ligne - Frais de portage de diplômes	315 360,00	100,00%
Total	315 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	199 860,00	63,38%
Pole Emploi AIF	115 500,00	36,62%
Total	315 360,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 972,00 €
2018	159 888,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015542

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : IMPACT NETWORK - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	288 826,67 €	70,00 %	197 050,00 €
	Montant Total de la subvention		197 050,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMPACT NETWORK
Adresse administrative : 7 BOULEVARD VOLTAIRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nicolas HAZARD, Président

Date de publication au JO : 26 septembre 2016

N° SIRET : 82287990400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Le projet ne vise pas directement une certification

Description du projet
INCO souhaite mettre en place une formation au métier de dessinateur-projeteur et de technicien de traitement de données à destination de personnes en situation de chômage pour les aider à rejoindre le marché de l'emploi dans un secteur d'avenir.

La formation dure 3 mois et se compose de trois modules complémentaires :

- Formation technique : le stagiaire apprend les bases des logiciels les plus utilisés dans le secteur, ce qu'est un fichier 3D, les normes de protection des données....
- Accompagnement socio-professionnel : le stagiaire reçoit une aide à la rédaction d'un CV, une préparation aux entretiens avec des simulations en conditions réelles.
- Immersion en entreprise: le stagiaire rencontre les acteurs du secteur et effectue des expériences dans des entreprises phares de l'industrie

Les objectifs de programmes sont multiples :

- connaître le maniement des logiciels de conception et de dessin assisté par ordinateur,
- maîtriser les normes et les réglementations en vigueur au sein de son secteur d'activité,
- appréhender les notions de résistance des matériaux,
- savoir évaluer le coût d'un projet,
- maîtriser un ou plusieurs logiciels de Conception et Dessin Assistés par Ordinateur -CAO/DAO- (logiciels Autocad et Microstation)
- dessiner les plans d'ensemble et de détails, actualiser des plans déjà existants.

Par ailleurs, IMPACT NETWORK proposera l'accès libre pour tous à des ressources pédagogiques en ligne : la partie en ligne sera ouverte au plus grand nombre pour agrandir le potentiel d'impact du programme. Les potentiels visiteurs profiteront des vidéos introductives, des modules de développement des soft skills et d'une grande partie des connaissances théoriques qui ne nécessitent pas une présence.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	200 000,00	71,05%
Frais administratifs	14 000,00	4,97%
Loyers et charges	12 000,00	4,26%
Licences annuelles (plateforme en ligne et	37 500,00	13,32%
Communication	8 000,00	2,84%
Hébergement et Transport	7 000,00	2,49%
Maintenance	3 000,00	1,07%
Total	281 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	197 050,00	70,00%
Fonds propres	42 225,00	15,00%
Autres (demande de subventions en cours,	42 225,00	15,00%
Total	281 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 410,00 €
2018	157 640,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	120 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	155 867,73 €
	Montant total	275 867,73 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015543

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LUDO-VIC SAS - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	100 000,00 €	70,00 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LUDO-VIC SAS
Adresse administrative : 188 rue Championnet 75018 Paris
Statut Juridique : Entreprise
Représentant : JACQUES-OLIVIER AMBERG
N° SIRET : 82419449200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formations langue « Anglais à visée professionnelle »
Certification visée
BULATS
Description du projet

Créer et mettre en œuvre un corpus de saynètes plus particulièrement orientées « tourisme »: hôtellerie/restauration et/ aéroportuaire), à raison d'une vingtaine de saynètes par « spécialisation».
La solution « BEST» propose l'accès à une formation en ligne avec accès aux saynètes sur un site web dédié, ainsi qu'en mode « off-line » sur des smartphones, permettant ainsi la répétition d'exercices, qui

est à la base de tout apprentissage.
«BEST» combinera l'aspect apprentissage à l'aspect validation de cet apprentissage, tout au long de cette formation, tant en ligne qu'en mode déconnecté.

Moyens mis en œuvre :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création 20 saynètes	11 000,00	11,00%
Télé-animateurs	45 000,00	45,00%
Online année 1	1 100,00	1,10%
Online année 2	1 100,00	1,10%
Offline année 1	8 000,00	8,00%
Offline année 2	1 000,00	1,00%
Salaires	32 800,00	32,80%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	70 000,00	70,00%
fonds propres	30 000,00	30,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	56 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015544

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MARKET-DISTRIBUTION CONSEIL - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	140 520,00 €	70,00 %	98 364,00 €
	Montant Total de la subvention		98 364,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARKET-DISTRIBUTION CONSEIL
Adresse administrative : 130 rue Compans 75019 Paris

Statut Juridique : Entreprises
Représentant : DAN LUSSATO

N° SIRET : 80044673400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Technicien assistant informatique
Description du projet

Proposer à des jeunes de 16 à 25 ans en situation de décrochage scolaire ou sans emploi d'avoir une deuxième chance à l'aide d'un MOOC suivi d'un SPOC afin d'acquérir des compétences de fabrication numérique, d'être formé sur le métier de « Technicien assistant informatique », d'obtenir un certificat de

qualification professionnelle permettant de sécuriser leur parcours professionnel et d'accéder à un premier emploi.

Intérêt régional :

Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Abonnement Plateforme elearning	11 800,00	8,40%
Sessions IDI	61 410,00	43,70%
Sessions SAS recrutement 10000	10 000,00	7,12%
Suivi de recrutement	6 000,00	4,27%
Jurys	5 500,00	3,91%
Ingénierie SPOOC	45 810,00	32,60%
Total	140 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	98 364,00	70,00%
DEPARTEMENT	10 000,00	7,12%
FONDS PROPRES	10 156,00	7,23%
AUTRES : CO-DEV (Mécénat)	11 000,00	7,83%
AUTRES : GECCEL	11 000,00	7,83%
Total	140 520,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 672,80 €
2018	78 691,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015546

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : LINGUAPHONE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	200 000,00 €	70,00 %	140 000,00 €
	Montant Total de la subvention		140 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LINGUAPHONE
Adresse administrative : 3 rue Scribe 75009 Paris

Statut Juridique : Entreprise
Représentant : Sana Ronda

N° SIRET : 31490048100115

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formations langue « Anglais à visée professionnelle »
Certification visée
BULATS / Bright / certification métier ISQ-OF

Linguaphone propose des parcours de formation liés aux différentes situations de communication professionnelle en anglais à visée professionnelle sous forme de SPOC pour :

- Acquérir le vocabulaire spécifique et les expressions types « un vocabulaire de service » ;
- Communiquer avec les clients en face à face ou par téléphone ;

- Présenter l'établissement, ses services, ses activités ;
- Utiliser les techniques qui permettent de s'assurer de comprendre et d'avoir été compris.

Ces formations permettront aux stagiaires de communiquer à l'oral en anglais avec une plus grande autonomie, spontanéité et précision dans les situations courantes dans le domaine de l'hôtellerie et la restauration.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Référentiel métiers (20)	15 000,00	7,50%
Ingénieie de contenu	20 000,00	10,00%
Evaluation de compétences linguistqiues initiales et écart par rapport à la cible	6 000,00	3,00%
Telepratiques (Tutorats synchrones)	50 000,00	25,00%
Animation spécifiques	29 000,00	14,50%
Ingénierie de Cerification 5 Bright / ISQ)	20 000,00	10,00%
Gestion administrative et suivi poste formation	30 000,00	15,00%
Forfait accès plateforme	30 000,00	15,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	140 000,00	70,00%
Fonds propres	30 000,00	15,00%
CPF	30 000,00	15,00%
Total	200 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	28 000,00 €
2018	112 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015547

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : INNOV'EDUC, LA STRUCTURE PORTEUSE DE LA WILD CODE SCHOOL -AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	238 000,00 €	70,00 %	166 600,00 €
	Montant Total de la subvention		166 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INNOV EDUC
Adresse administrative : 35 RUE SAINT HONORE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : INNOV EDUC

N° SIRET : 79492606300023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Titre professionnel niveau III (Bac +2), Développeur logiciel
Description du projet
Il s'agit d'expérimenter un projet destiné aux personnes éloignées de l'emploi, souhaitant s'orienter vers les métiers du numérique mais non préparées à intégrer une formation professionnalisante et qualifiante, en priorité les jeunes de moins de 26 ans.

Cette « Prépa 2.0 » se déroulera sur deux années :

- Préparation aux métiers du numérique
- Formation de développeur web

Les objectifs pédagogiques :

- Acquérir les compétences essentielles pour les métiers du numérique
- S'initier aux principaux métiers du numérique
- Se former au métier de développeur web

La formation intitulée « Prépa 2.0 » s'appuiera sur les méthodes et innovations pédagogiques qui ont fait leurs preuves à la Wild Code School : des outils et une pédagogie visant à les guider vers l'autonomie dans l'acquisition des savoirs, le "apprendre à apprendre", la responsabilité et l'engagement dans leur réussite professionnelle, via une formation en blended learning.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Masse salariale	146 250,00	61,45%
Loyer et autres charges	81 000,00	34,03%
Budget de fonctionnement	6 750,00	2,84%
Budget de communication	4 000,00	1,68%
Total	238 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rgion	166 600,00	70,00%
Fonds propres	71 400,00	30,00%
Total	238 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 320,00 €
2018	133 280,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015548

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ALTISSIA FRANCE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	238 275,00 €	70,00 %	166 792,50 €
		Montant Total de la subvention	166 792,50 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTISSIA FRANCE
Adresse administrative : 48 RUE DE LA BRUYERE
75009 PARIS
Statut Juridique : Sàrl
Représentant : Nicolas-Louis BOËL

N° SIRET : 53274639300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)

Le dispositif proposé par Altissia constitue une expérimentation. Sur base de l'expertise d'Altissia, le modèle proposé permet de proposer un dispositif de formation en langue anglaise pour les demandeurs d'emploi ou jeunes en insertion professionnelle,

- mise en place et ajustement des actions de tutorat pour un résultat optimal ;
- optimisation des différents « flux utilisateurs » : inscription, accès aux cours en visioconférence, parcours formatifs, etc.
- définition des modes d'évaluation du dispositif et des indicateurs de réussite et de leurs modes de transmission aux intervenants.

Le test de niveau d'Altissia est actuellement dans le processus d'inscription au registre de la CNCP. L'ensemble des pièces du dossier d'inscription ont été transmises et acceptées, et la prochaine tenue de la commission devrait confirmer l'inscription du test Altissia au registre. Dans l'hypothèse où le titre Altissia n'était pas encore inscrit au RNCP lors de la mise en place du projet, Altissia s'engage à organiser le dispositif en vue de l'obtention d'un autre titre inscrit au RNCP.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tuteur dédié	76 800,00	32,23%
Coordination de projet	45 000,00	18,89%
3.000 licences d'accès à la plateforme	45 000,00	18,89%
Hébergement et maintenance	11 250,00	4,72%
Matériel de communication et de sensibilisation	14 400,00	6,04%
Mise en place et déclinaison technique	16 800,00	7,05%
Création et hébergement du site internet	11 250,00	4,72%
Support technique aux utilisateurs	9 375,00	3,93%
Dispositif de sensibilisation	7 200,00	3,02%
Guides d'utilisateurs	1 200,00	0,50%
Total	238 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	166 792,50	70,00%
Fonds propres	71 482,50	30,00%
Total	238 275,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 358,50 €
2018	133 434,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015549

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CERF - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	100 000,00 €	60,00 %	60 000,00 €
		Montant Total de la subvention	60 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERF
Adresse administrative : 23 rue du 8 mai 1945
92000 NANTERRE
Statut Juridique : 9220 Association
Représentant : Frédéric LEFRET
N° SIRET : 41750187100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
CAP Esthétique Cosmétique Parfumerie en Digital Learning et innovation pédagogique.

Description du projet
Le CERF propose de digitaliser la formation au CAP esthétique avec une dominante international Anglais, majeure pour l'insertion professionnelle.
Le diplôme visé est le CAP esthétique, cosmétique et parfumerie (diplôme d'état obligatoire pour exercer, profession à accès réglementée) Code RNCP : 7111, Niveau V.

Nombre d'heures : 140 h en présentiel et plus de 10 h heures de vidéo en Digital Learning, 70 quizz de validation des acquis.
Organisation des tutorats : l'apprenant est suivi chaque jour par le formateur à travers un chat, mail ou téléphone. Il s'agit d'accompagner l'apprenant à travers la plateforme d'e-learning afin de lui permettre une utilisation simple tout en étant sécurisé par la présence en ligne du formateur.
Organisation du présentiel : Il s'agit ici de procéder en classe inversée. Les apprenants découvrent via le Digital Learning les leçons théoriques chez soi, et mettent en pratique ces connaissances en petits groupes.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création du portail	28 800,00	28,80%
Formation à l'utilisation	4 800,00	4,80%
Abonnement annuel utilisation	10 800,00	10,80%
Promotion du projet	7 200,00	7,20%
Ressources pédagogiques	14 400,00	14,40%
Responsable pédagogique (sans tva)	34 000,00	34,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	60 000,00	60,00%
Emprunt	15 000,00	15,00%
CNEP	8 000,00	8,00%
FFEEP	7 000,00	7,00%
Fonds propres	10 000,00	10,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	48 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015551

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SOCIAL BUILDER -AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	128 637,00 €	38,34 %	49 318,00 €
	Montant Total de la subvention		49 318,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIAL BUILDER
Adresse administrative : 40 AV AUBERT
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jérémies PASQUIER, Président
Date de publication au JO : 13 mars 2010

N° SIRET : 53914519300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif de ce programme est de répondre d'une part à un besoin d'accompagnement des femmes dans l'insertion de l'économie numérique et d'autre part répondre à un besoin de recrutement des entreprises pour le poste Administratrice Certifiée Salesforce.
Ce dispositif s'inscrit dans les nouvelles formes d'apprentissages répondant à des nouveaux usages liés au développement d'outils numériques émergeants.
Il s'agit de mobiliser et encourager 60 femmes à s'inscrire et se former au premier module de la plateforme numérique Trailhead (via une classe virtuelle). 15 femmes, sélectionnées parmi les 60 femmes

seront ensuite formées pendant 4 mois en vu du passage à l'examen de certification Administratrice Salesforce et accompagnées sur l'acquisition de compétences générales favorisant le retour à l'emploi.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FRAIS DE COMMUNICATION	9 960,00	7,74%
FRAIS GENERAUX	14 733,00	11,45%
FORMATIONS	45 964,00	35,73%
SALAIRES	57 980,00	45,07%
Total	128 637,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	49 318,00	38,34%
PARIS CODE	20 000,00	15,55%
FONDS PROPRES	14 355,00	11,16%
MECENAT SALESFORCE	44 964,00	34,95%
Total	128 637,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 863,60 €
2018	39 454,40 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	10 000,00 €

2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	15 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015555

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : MAKERY / ART 2M- AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	266 750,00 €	50,00 %	133 375,00 €
		Montant Total de la subvention	133 375,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ART2M
Adresse administrative : 54 RUE GRENETA
75002 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : ANNE CECILE WORMS

N° SIRET : 51182519200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Gestion de la Sécurité des Systèmes d'Information

Description du projet

Ce projet a pour objectif de participer à un écosystème grandissant, celui de la cybersécurité, faciliter l'orientation des jeunes vers les formations en cybersécurité.
La formation « Gestion de la Sécurité des Systèmes d'Information » se compose de 10 modules (700 heures), des cas pratiques et de manipulations ainsi que de la gestion de projet. La formation se complète par un stage en entreprise obligatoire de 300 heures (2 mois).
La formation intègre aussi en amont un volet MOOC afin de permettre une première approche avec le monde de la cybersecurité et, durant la formation, sous la forme d'une hybridation entre le module Corporate English et les contenus du MOOC.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	48 850,00	18,31%
Communication	10 500,00	3,94%
Honoraires intervenants / Assistants pédagogiques	82 000,00	30,74%
Ingénierie pédagogique	35 000,00	13,12%
Mission personnel	3 400,00	1,27%
Salaires	55 600,00	20,84%
Charges sociales	31 400,00	11,77%
Total	266 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	133 375,00	50,00%
COMMUNE (PARIS CODE)	98 000,00	36,74%
FONDS PROPRES	25 000,00	9,37%
MCD (MUSIQUE ET CULTURE DIGITALE)	10 375,00	3,89%
Total	266 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €

2018	112 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015557

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : AFPA - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	160 000,00 €	70,00 %	112 000,00 €
	Montant Total de la subvention		112 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFPA AGENCE NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES
Adresse administrative : 22EME ETAGE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : ELISABETH JOUSSOT-DUBIEN
N° SIRET : 82422814200405

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Conducteur d'Installations et de Machines Automatisées (CIMA)
Description du projet

Le projet consiste à développer un système de formation de conducteurs de machines automatisées et de lignes de fabrications industrielles pour répondre aux besoins des grands groupes de production industrielle et de leurs sous-traitants. Il s'agit d'un SPOC articulant des séquences en centre de formation, des séquences en « e-learning » et 2 périodes en entreprise de 6 semaines chacune.

- Module 1 : Conduire une installation ou une machine automatisée
- Module 2 : Préparer, lancer et arrêter une installation ou une machine automatisée

Les 2 modules sont sanctionnés par des Certificats de Compétences Professionnelles.
Chaque module est conclu par une période d'application et/ou de formation en entreprise de 6 semaines.
Les 2 dernières semaines de la formation, en centre, sont consacrées à la préparation à l'examen et au passage du Titre Professionnel.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses Personnel	102 500,00	40,80%
Sous traitancesous traitance - création de vidéos non éligible	80 000,00	31,85%
Achats prestations techniques	48 000,00	19,11%
Achats de matériels	11 200,00	4,46%
Achats de matières d'oeuvres de formation	1 500,00	0,60%
Dépenses de fonctionnement diverses	8 000,00	3,18%
Total	251 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	200 000,00	79,62%
AUTRES	3 200,00	1,27%
ETAT - DGEFP	48 000,00	19,11%
Total	251 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 400,00 €
2018	89 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015558

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CMA 93- AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	142 620,00 €	70,00 %	99 834,00€
	Montant Total de la subvention		99 834,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT
Adresse administrative : 91 RUE EDOUARD RENARD 93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : PATRICK TOULMET
N° SIRET : 18930001500089

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
TOEC ou BULATS

Description du projet
« CAMPUS NUMERIQUE » est un projet innovant de formation e-learning en 3 volets destinés à l'acquisition de compétences en langues.
1er VOLET : E-LEARNING LANGUE DES SIGNES FRANCAISE - Public visé : tous publics sensibilisés à la problématique d'insertion de personnes souffrant de surdité
2ème VOLET : E-LEARNING FRANÇAIS LANGUE ETRANGERE - Public visé : publics primo-arrivants
3ème VOLET : E-LEARNING ANGLAIS PROFESSIONNEL - Public visé : publics salariés et demandeurs d'emploi dont l'emploi ou le projet professionnel nécessite un niveau de connaissance en anglais professionnel : obtention du TOEIC (Test of English for International Communication) et du BULATS (Business Language Testing Service).
Avantage :
Le format en e-learning de type SPOC (hybride) répond aux besoins des apprenants, notamment en matière de contraintes spatio-temporelles.
Intérêt pour les thématiques au regard des besoins des publics franciliens : apprentissage FLE pour primo-arrivants, public souffrant de handicap, et anglais professionnel.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FORMATEUR LANGUE DES SIGNES	32 400,00	22,72%
FORMATEUR LANGUE ANGLAISE	57 000,00	39,97%
CHARGE DE COMMUNICATION	6 500,00	4,56%
LABORATOIRES DE LANGUE - ESPACES DE TRAVAIL	40 000,00	28,05%
ABONNEMENT WEB	480,00	0,34%
COMMUNICATION	6 240,00	4,38%
Total	142 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	99 834,00	70,00%
Fonds Propres	42 786,00	30,00%
Total	142 620,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 966,80 €
2018	79 867,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	259,95 €
2014	Ateliers d'animation éducative	7 787,50 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	188 928,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	12 008,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	15 675,00 €
2014	PSP - Diplômes des chambres de métiers et de l'artisanat	30 120,00 €
2014	Subvention exceptionnelle de fonctionnement aux CFA	640 500,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 200 669,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	68 125,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	265 552,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	50 935,77 €
2015	Formation de formateurs en CFA	3 600,00 €
2015	PSP - Diplômes des chambres de métiers et de l'artisanat	30 120,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	175 924,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	6 236 865,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	95 375,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	249 936,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	4 975,00 €
2016	PSP - Diplômes des chambres de métiers et de l'artisanat	30 120,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	145 032,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	6 619 849,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 177 000,00 €
	Montant total	21 278 810,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015566

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE- AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	160 736,00 €	69,02 %	110 944,00 €
		Montant Total de la subvention	110 944,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE
Adresse administrative : 200 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 92001 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-François BALAUDE, Président

N° SIRET : 19921204400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formations langue « Anglais à visée professionnelle »
Certification visée
Le DCL (diplôme de compétence en langue) : certification à visée professionnelle, éligible CPL, pour la délivrance duquel l'Université déposera un dossier de demande d'habilitation.
Le CLES (Certificat de Langue de l'Enseignement Supérieur) : niveau B1, ouvert à tous et non lié à un

niveau d'études, pour la délivrance duquel l'Université Paris Nanterre est habilitée
Description du projet

Ce programme proposera des formations en anglais professionnel dans des métiers en tension (tourisme, restauration, hôtellerie) à des publics faiblement qualifiés. L'un des principaux axes du projet sera d'offrir des dispositifs pédagogiques adaptés à ce public (interactions en petits groupes, dispositif hybride, accompagnement à distance).
4 niveaux de langue seront couverts par l'offre de la formation : A1, A2, B1 et B2 (selon le cadre européen commun de référence pour les langues).
Chaque niveau est lui-même composé de 4 modules. Une partie de ces modules sera commune aux 4 secteurs, une autre sera spécifique au secteur d'activité visé :
1. « Accueillir et informer en anglais »
2. « Interagir par téléphone en anglais »
3. « Interagir par e-mail en anglais »
4. « Se préparer à l'insertion professionnelle » (33 h réparties en : 9 h en présentiel en français sur les techniques de recherche d'emploi, 24 h à distance en anglais sous forme d'entretiens individuels comprenant 3 entretiens de 30 minutes chacun et un feedback de 30 minutes, soit 2h par stagiaires x 12 stagiaires).

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie pédagogique de formation (1 ETP)	48 000,00	29,86%
Test oral de positionnement et entretien parcours professionnel	6 048,00	3,76%
Coût de fonctionnement, logistique, informatique, salles équipées, organisation de la certification	12 000,00	7,47%
Responsabilité pédagogique et scientifique du dispositif	1 344,00	0,84%
Coût des enseignements à distance	29 232,00	18,19%
Coût des enseignements en présentiel	21 712,00	13,51%
Communication et prospection (partenaires)	10 000,00	6,22%
Gestion administrative et suivi d'insertion (1 ETP)	32 400,00	20,16%
Total	160 736,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	110 944,00	69,02%
Fonds Propres	39 792,00	24,76%
Partenaires	10 000,00	6,22%
Total	160 736,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 188,80 €
2018	88 755,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	315 000,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	204 400,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	16 750,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	101 250,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	0,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	0,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Soutien aux expérimentations et aux partenariats en faveur du développement d'une politique de mobilité internationale - volets enseignement supérieur et apprentissage	12 450,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	4 000 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	248 850,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	8 000,00 €

2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	-52 764,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	101 250,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	8 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	208 800,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	11 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	101 250,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	179 550,00 €
2017	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	467 000,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	91 125,00 €
	Montant total	6 261 875,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015568

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : GOFLUENT AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	140 000,00 €	57,14 %	80 000,00 €
		Montant Total de la subvention	80 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GOFLUENT
Adresse administrative : 3 BIS RUE DE LA CHAUSSEE
75009 PARIS
Statut Juridique : Entreprise
Représentant : CHRISTOPHE FERRANDOU
N° SIRET : 43346752900064

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formations langue « Anglais à visée professionnelle »
Certification visée
TOEIC, BULATS ou BRIGHT
Description du projet

GOFLUENT propose un accès à une plateforme e-learning d'anglais professionnel pour permettre à 250 demandeurs d'emploi ayant fortement besoin de l'anglais pour être employable :

- D’acquérir des compétences en anglais professionnel opérationnel
- D’obtenir une certification reconnue sur le marché du travail

Les certifications ciblées : TOEIC, BULATS ou BRIGHT
L’accès à la plateforme e-learning (+3000 ressources) et aux modules classes virtuelles : en illimité sur les 24 mois.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Passage examen de certification pour 250 apprenants	24 500,00	17,50%
Accès e-learning pour 250 apprenants	80 000,00	57,14%
Equipes pédagogiques et formateurs	35 500,00	25,36%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	80 000,00	57,14%
Fonds propres	60 000,00	42,86%
Total	140 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 000,00 €
2018	64 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015569

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EDUCLINE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	137 124,00 €	70,00 %	95 986,80 €
		Montant Total de la subvention	95 986,80 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDUCLINE
Adresse administrative : 1 ALL DES HAPHLERIES
78610 LE PERRAY EN YVELINES (78486)
Statut Juridique : Entreprise
Représentant : MORNAC MARIE CLAIRE

N° SIRET : 81168859700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce programme proposera des formations en anglais professionnel pour répondre à l'exigence croissante de cette compétence dans les offres d'emploi.
L'un des principaux axes du projet sera d'offrir des dispositifs pédagogiques adaptés à les formations dispensées par Educline associeront la vidéo le e-learning , le tutorat et la certification.
3 composantes pédagogiques à savoir

- entrainement à l'écrit
- Utilisation de QCM
- Mise en place de 30 cours format live papier permettent de s'entrainer dans les conditions rééle du

TOEIC.
Effectif cible 100 personnes sur 12 mois

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HEBERGEMENT WEB	17 208,00	12,55%
TECHNICIEN SUPPORT	19 200,00	14,00%
PROFESSEURS TUTORATS	38 400,00	28,00%
EXERCICES/QCM/ADAPTIVE LEARNING	9 600,00	7,00%
CHARGES SOCIALES	26 880,00	19,60%
PUBLICITE	6 480,00	4,73%
PASSAGE TOEIC	12 600,00	9,19%
SUPPORT DE COURS ET EXAMEN TOEIC	6 180,00	4,51%
CHARGES ADMINISTRATIF	576,00	0,42%
Total	137 124,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	99 000,00	72,20%
POLE EMPLOI	33 124,00	24,16%
EMPRUNT	5 000,00	3,65%
Total	137 124,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	99 000,00 €
2018	79 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015570

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : HITEMA - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	247 100,00 €	70,00 %	172 970,00 €
	Montant Total de la subvention		172 970,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HITEMA
Adresse administrative : 48 RUE CAMILLE DESMOULINS
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : Entreprise
Représentant : JEAN BAPTISTE TOURNIER

N° SIRET : 48170979800047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Développeur (se) Logiciel du ministère du travail – Niveau 3 - RNCP
Description du projet

Cette formation sera délivrée via la plateforme e-learning asynchrone Teachreo, qui fonctionne en classes virtuelles et à HITEMA pour les mises en situations concrètes (projets), la séquence de TRE : Technique de recherche d'Emploi et la phase de certification. Un stage en entreprise d'une durée de 2 mois

maximum peut venir compléter ce parcours de formation.
A l'issue de cette phase de formation et pour les profils qui le souhaitent, un accès à un cursus en alternance pourra leur être proposé pour viser l'acquisition d'une nouvelle certification professionnelle inscrite au RNCP à niveau 2 : Responsable de Projet Informatique.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MAINTENANCE-HEBERGEMENT	30 000,00	12,14%
RESSOURCES HUMAINES ENCADREMENT	46 100,00	18,66%
FORMATEURS	110 000,00	44,52%
LOCAUX (Présentiel)	36 000,00	14,57%
CERTIFICATEUR	10 000,00	4,05%
COMMUNICATION	15 000,00	6,07%
Total	247 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	172 970,00	70,00%
Fonds propres	74 130,00	30,00%
Total	247 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 594,00 €
2018	138 376,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015571

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : EGENERATION - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	62 200,00 €	70,00 %	43 540,00 €
	Montant Total de la subvention		43 540,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EGENERATION
Adresse administrative : 4 PASSAGE DU POTEAU
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Idir CHABANE, Président

Date de publication au JO : 4 mai 2002

N° SIRET : 44381965100029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Intitulé de la formation : Production et administration d'un projet artistique
Domaine : 13 Groupe de spécialité : 134
Code ROME : |L1302|
Production et administration spectacle, cinéma et audiovisuel
Certification : Code RNCP : 6290
Préciser l'intitulé exact : Administrateur d'entreprise culturelle

Autorité responsable de la certification : NACRE

DUREE TOTALE 300 heures

Le projet a pour vocation de réaliser un programme pilote de formation des administrateurs de projets de spectacle basé sur la méthodologie de l'apprentissage à distance par Blended formation ou formation mixte, correspond à un système de formation hybride qui combine des modalités pédagogiques diversifiées, alternant formation à distance et formation en présentiel.
Cette formation s'adresse aux personnes chargé(e)s de production ou diffusion en charge du montage, de la diffusion et de la vente d'un spectacle au sein de compagnies ou de structures artistiques de spectacle vivant (musique actuelle, théâtre, danse, marionnettes, cirque…).
Ce professionnel saura :

- Connaitre l'environnement du chargé de diffusion / production
- Connaitre les enjeux financiers et matériels de l'organisation et de la production de spectacles vivants
- Mettre en œuvre un projet artistique à l'aide d'une marche à suivre concrète

Par la

- Maitrise l''administration d'un projet artistique.
- Maitrise de La gestion comptable et financière.
- Maitrise du management des ressources humaines.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	800,00	1,33%
Matieres premieres	3 000,00	4,98%
salaires	22 000,00	36,54%
loyer	21 000,00	34,88%
services externes	5 400,00	8,97%
ingenierie de formation	8 000,00	13,29%
Total	60 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	7 000,00	11,63%
Région	44 000,00	73,09%
fonds propres	6 200,00	10,30%
Autres produits	3 000,00	4,98%
Total	60 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 308,00 €
2018	29 232,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015572

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SIMPLO.CO - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	223 200,00 €	66,67 %	148 807,44 €
	Montant Total de la subvention		148 807,44 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIMPLON CO
Adresse administrative : 55 RUE DE VINCENNES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : FREDERIC BARDEAU, PRESIDENT

N° SIRET : 79279132900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Titre professionnel Développeur WEB Niveau III
Description du projet

La formation

Le projet est d'adapter le parcours développeur WEB (Titre niveau III du Ministère de l'emploi) et

d'expérimenter la mise en place d'une formation blended dédiée à l'apprentissage des compétences techniques et des codes de l'entreprise (en associant des entreprises). Un parcours qui vise l'emploi direct ou l'alternance et comprend un accompagnement renforcé des stagiaires en présentiel et un mentorat à distance.

Travail autour de l'innovation pédagogique : mise en place de formation blended ou mixte
Implication forte des entreprises à différentes étapes du parcours

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation des apprenants	169 200,00	56,40%
Ingénierie et accompagnement des apprenants	54 000,00	18,00%
Conception et développement des espaces collaboratifs et des modules en ligne non éligible	66 000,00	22,00%
Matériel non éligible	10 800,00	3,60%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	200 000,00	66,67%
Fonds propres	12 000,00	4,00%
formation professionnelle	40 000,00	13,33%
Mécénat	48 000,00	16,00%
Total	300 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 761,49 €
2018	119 045,95 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	86 940,00 €
2015	Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	43 000,00 €
2015	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	149 530,42 €
2016	Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	200 000,00 €
2016	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	149 530,42 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	516 558,50 €
	Montant total	1 145 559,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015573

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	180 300,00 €	70,00 %	126 210,00 €
	Montant Total de la subvention		126 210,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE
Adresse administrative : 80 RUE JULES FERRY
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gilles DE MEYER, Président

Date de publication au JO : 24 juillet 1989

N° SIRET : 35386977900036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Développeurs intégrateur-trice de medias interactifs (RNCP niv 3)
Description du projet

Le projet du Campus Fonderie de l'image s'adresse à un public sans pré-requis techniques et de qualification dans les métiers du numérique. Le dispositif du Campus est basé sur une multi-modalité intégrant :E-learning, parcours en entreprise, présentiel, individualisation, travail en mode projet et utilisation des tiers-lieux collaboratifs (espace de co-working, fabLab, incubateurs…) du territoire francilien.
Le projet se destine principalement au public jeune et jeunes adultes dont l'objectif est d'accéder à l'emploi par le biais de l'acquisition de compétences professionnelles des métiers du numérique, identifiées dans les titres RNCP délivrés par l'organisme. L'acquisition des compétences s'effectue par des cursus individualisés permettant de valider toute ou partie des titres RNCP par le biais de l'obtention des blocs de compétences.
Parmi les métiers visés par le projet sont :

- Intégrateur-trice web
- Webmaster-trice éditorial-e
- Référent-e digital en entreprise
- Community Manager
- Animateur-trice de réseaux sociaux

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RECRUTEMENT DES STAGIAIRES	4 500,00	2,50%
INGENIERIE PEDAGOGIQUE	15 500,00	8,60%
COUT PEDAGOGIQUE PRESENTIEL	69 860,00	38,75%
COUT PEDAGOGIQUE A DISTANCE	53 130,00	29,47%
COUT PEDAGOGIQUE RESSOURCES	16 000,00	8,87%
EVALUATION	16 310,00	9,05%
TIERS LIEUX	5 000,00	2,77%
Total	180 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	126 210,00	70,00%
FONDS PROPRES	54 090,00	30,00%
Total	180 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 242,00 €
2018	100 968,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	8 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	21 312,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	65 576,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	2 050,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	355 432,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	54 607,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 445 000,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	16 584,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	154 713,60 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	9 596,80 €
2015	Formation des personnes placées sous main de justice	42 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 146,85 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 253 018,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	23 208,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	175 595,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	122 353,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 227 663,00 €

2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 002 000,00 €
	Montant total	4 531 778,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015577

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : CFORMAT PRO CONSEIL - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	250 000,00 €	70,00 %	175 000,00 €
	Montant Total de la subvention		175 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFORMAT PRO CONSEIL
Adresse administrative : 5 PL PIERRE MENDES FRANCE
95160 MONTMORENCY
Statut Juridique : Entreprise
Représentant : POMMIER FRANCINE

N° SIRET : 50257683800044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
TP niveau V « Employé administratif et d'accueil » et niveau IV « Secrétaire assistant/e »
Description du projet

CFORMAT PRO CONSEIL propose un parcours en simulation d'activités à travers le statut de salarié en « télétravail »
En présentiel sur les plateaux techniques tertiaires et espaces de Co-working dans le cadre de la

formation à distance.

Partenariat privilégié avec l'AGEFIPH : accueil de travailleurs handicapés en reconversion professionnelle, entrées/sorties permanentes des parcours de formation individualisés (adaptation des parcours en termes de durée de rythme de contenu, temps partiel.
De 560 H à 900H pour 36 stagiaires.
Il s'agit de sécuriser les parcours d'accès à la qualification des TP niveau V «Employé administratif et d'accueil » et niveau IV « Secrétaire assistant/e » et « secrétaire spécialisée pour intégrer un parcours qualifiant.
Intégrer les bénéficiaires des parcours certifiant dans une EEP (Entreprise d'entraînement Pédagogique) dont l'activité est axée sur l'économie du numérique et au sein de laquelle les stagiaires sont « télétravailleurs salariés».

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES PERSONNELS	130 000,00	52,00%
PRESTATAIRES EDITEURS	60 000,00	24,00%
FRAIS PEDAGOGIQUES	15 000,00	6,00%
LOCAUX	35 000,00	14,00%
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	10 000,00	4,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	175 000,00	70,00%
AGEFIPH	25 000,00	10,00%
EMPRUNT	20 000,00	8,00%
FONDS PROPRES	30 000,00	12,00%
Total	250 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	35 000,00 €
2018	140 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015578

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : ECOLE DES METIERS DE L'INFORMATION - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	150 000,00 €	70,00 %	105 000,00 €
	Montant Total de la subvention		105 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ECOLE METIERS DE L'INFORMATION CFD
Adresse administrative : 10 RUE DES PRAIRIES 75020 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : LONGERINAS François

N° SIRET : 40039622200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Journalisme multimédia (inscrit au rncp)
Description du projet

Le projet Slow formation journalisme souhaite mettre en place une formation à un métier en forte mutation qui pourra être suivi en plusieurs étapes sur un temps long. Dans ce secteur l'obsolescence des compétences l'accès à la formation qualifiante en SLOW formation permettrait de sécuriser l'emploi et la qualification.
L'action a pour but d'expérimenter un dispositif qui proposera sur 2 ans une formation par blocs de compétences en présentiel et à distance 900H total /max et diplômant (journalisme multimedia inscrit au RNCP et éligible au CPF) en blended learning.
Un coaching individuel est prévu par les formateurs et des personnes ressource dans les entreprises pour adapter les moyens proposés en ligne.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INGENIERIE	24 000,00	16,00%
CHOIX ET PARAMETRAGE	7 200,00	4,80%
REALISATION ET MONTAGE VIDEO	18 000,00	12,00%
SUIVI PEDAGOGIQUE COLLECTIF	22 800,00	15,20%
HEURES MONITORAT INDIVIDUEL	18 000,00	12,00%
RECRUTEMENT ET ELABORATION PARCOURS	19 200,00	12,80%
INDEMNITES COMITES EXPERTS	9 600,00	6,40%
SUIVI DE PROJET ET ANALYSE IMPACT	21 600,00	14,40%
COMMUNICATION	9 600,00	6,40%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	105 000,00	70,00%
FONDS PROPRES	30 000,00	20,00%
ALLIANCE INTERNATIONALE JOURNALISTES	2 000,00	1,33%
UNION REGIONALE SCOPS	6 000,00	4,00%
SDC	7 000,00	4,67%
Total	150 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €
2018	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015689

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : L'ECOLE MUTIMEDIA - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	526 800,00 €	35,42 %	186 600,00 €
	Montant Total de la subvention		186 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ECOLE MULTIMEDIA
Adresse administrative : 201 RUE SAINT MARTIN
75003 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : REMY GALLAND

N° SIRET : 40441398100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)

Certification visée
Plusieurs parcours ciblés
Description du projet

Elle souhaite digitaliser ses contenus pédagogiques, les scénariser et les intégrer progressivement dans les parcours de formation, grâce à une pédagogie innovante et interactive fondée sur les principes de la pédagogie inversée.
Les formations intègreront différentes modalités pédagogiques :

- Classes virtuelles et webinaires,
- Apprentissage et évaluation en autonomie,
- Travail individuel et collaboratif sur des projets, en présentiel et à distance,
- Tutorat et mentoring (interactions entre pairs) synchrones et asynchrones,
- Échanges et activités à l'initiative des bénéficiaires, présentiels et en réseau social,
- Accompagnement à la construction du projet professionnel et à la recherche d'emploi

Cette nouvelle approche permettra de proposer des parcours individualisés, flexibles au rythme et à la temporalité modulables, basés sur l'expérimentation, de manière à répondre plus efficacement aux différentes demandes.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHEF DE PROJET	144 000,00	27,33%
CONSULTANTS DIGITAL LEARNING	60 000,00	11,39%
CHARGE DE COMMUNICATION	6 000,00	1,14%
EQUIPE DE FORMATEURS CONCEPTEURS	91 200,00	17,31%
EQUIPE D'INTEGRATEURS DEVELOPPEURS	84 000,00	15,95%
CONSULTANTE ACCOMPAGNEMENT	12 000,00	2,28%
PLATEFORME LMS	43 200,00	8,20%
FOURNISSEUR DE CONTENU DE VIDEO	38 400,00	7,29%
PAGES WEB	12 000,00	2,28%
SALLE DE REUNION	36 000,00	6,83%
Total	526 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	186 600,00	35,42%
FONDS PROPRES	200 200,00	38,00%
AIDES EN NATURE	120 000,00	22,78%
CPF et AIF	20 000,00	3,80%
Total	526 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 360,00 €
2018	149 280,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015691

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : GROUPE PROMOTRANS - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	200 000,00 €	70,00 %	140 000,00 €
	Montant Total de la subvention		140 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROMOTRANS ASS PROMOT SOCIAL FORMAT PROF TRANS ROUT
Adresse administrative : 12 RUE CABANIS
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : GERARD CARDON

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 77568013500933

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formations langue « Anglais à visée professionnelle »
Certification visée
Titre Pomotrans

Description du projet
Le projet « English for Logistics » vise l'intégration d'une modalité d'apprentissage à distance de l'anglais métier dans les titres mis en œuvre par Promotrans notamment :
- TLE : Technicien en logistique d'entreposage,
- Module spécifique « Anglais de la Logistique ».
Il s'agit donc de proposer dans le cadre des titres professionnels de niveau 4 et 3 :
- des parcours en anglais pour assurer des chances de réussite et d'intégration,
- des parcours d'apprentissage et de perfectionnement en anglais spécialisé pour la logistique.
Ce projet d'expérimentation d'apprentissage de l'anglais spécialisé pour l'exploitation logistique vise à combiner une formation 66 % distanciel et présentiel.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plateforme LMS	12 000,00	6,00%
Cout de lancement et communication	24 000,00	12,00%
Charges de déploiement	30 000,00	15,00%
Hébergement	14 000,00	7,00%
Personnels	120 000,00	60,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	140 000,00	70,00%
FONDS PROPRES	60 000,00	30,00%
Total	200 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 000,00 €

2018	112 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	7 304,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	15 700,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	33 072,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	8 640,00 €
2014	Soutien aux expérimentations régionales en apprentissage	6 848,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	219 928,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	18 050,00 €
2015	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	1 651,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	11 696,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	175 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	16 544,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	215 000,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	132 000,00 €
2017	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	5 824,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	120 000,00 €
	Montant total	818 820,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015692

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : SKILLS4ALL - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	207 500,00 €	70,00 %	145 250,00 €
	Montant Total de la subvention		145 250,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SKILLS4ALL
Adresse administrative : 39 RTE DE LA BORDE
78110 LE VESINET
Statut Juridique : Entreprise
Représentant : MARC-NOËL FAUVEL
N° SIRET : 82815451800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation 100 % à distance de type SPOC ou en tété présentiel
Certification visée
Certification des Maitrise des projets digitaux
Description du projet

Il existe une demande très forte sur les formations en gestion de projet, management IT, sécurité des SI et sur les méthodes agiles. Le marché est en attente de profils formés capables d'aider les entreprises à prendre le tournant du digital.

Pour accompagner les projets de transformation numérique des nombreuses entreprises qui cherchent à se digitaliser, SKILLS4ALL propose un cursus de 4 formations :

- Formation ITIL Foundation (Management IT)
- Formation PRINCE2 Foundation (gestion de projets)
- Formation ISO27000 Foundation (Sécurité des SI
- Formation SCRUM Master (méthode agile)

Certification « Certification Maitrise des projets digitaux » des parcours de 15 à 25 heures pour 500 stagiaires.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SOUS TRAITANCE	18 000,00	8,67%
CREATION D UN CURSUS	3 000,00	1,45%
TEMPS DE FORMATEURS	10 000,00	4,82%
LICENCES	162 500,00	78,31%
SUIVI ADMINISTRATIF	14 000,00	6,75%
Total	207 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	145 250,00	70,00%
EMPRUNT	32 250,00	15,54%
ECONOMIES PERSONNELLES	30 000,00	14,46%
Total	207 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 050,00 €
2018	116 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17015693

Commission permanente du 22 novembre 2017

Objet : GECCEL INFORMATIQUE - AMI - FORMATIONS E-LEARNING "2EME CHANCE NUMERIQUE ILE-DE-FRANCE"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	203 600,00 €	69,99 %	142 500,00 €
		Montant Total de la subvention	142 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100605- Formations complémentaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GECCEL INFORMATIQUE
Adresse administrative : 36 AV FREDERIC JOLIOT CURIE
95140 GARGES-LES-GONESSE
Statut Juridique : Entreprise
Représentant : PAUL CALVO

N° SIRET : 40930004300059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi
Rapport Cadre : CR17-12 du 17/02/2012

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide à la formation – formation générale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe de formation
Formation hybride (blended learning)
Certification visée
Parcours de formation Technicien Assistance Informatique (Validés par un titre reconnu RNCP de Niv IV
Parcours de formation Technicien réseau télécom d'entreprise (Validés par un titre reconnu RNCP de Niv IV
Description du projet

Cet organisme propose un programme en blended learning permettant de personnaliser et d'individualiser le parcours de formation.
Ce programme consiste à utiliser le numérique pour personnaliser et individualiser l'accompagnement dans le parcours de formation.
GECCEL a développé une plateforme « myformspace » permettant d'avoir une authentification unique tout au long de leur formation permettant ainsi :
- Avant l'entrée en formation de faire de l'informatif et d'accompagner à l'orientation vers une formation
- Pendant la formation de faire du formatif et du sommatif avec découpage 50% de présentielle 50% de distanciel.

Intérêt régional :
Mise en place de nouvelles modalités pédagogiques de formation.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- HORS REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salles de Formations	18 600,00	9,14%
Centre de ressources	7 800,00	3,83%
Materiel informatique	9 480,00	4,66%
abonnement alphorme	5 040,00	2,48%
Plateforme Tactileo	3 180,00	1,56%
Plateforme learning 360	7 200,00	3,54%
salaire Pedagogie-adminitratif	18 200,00	8,94%
salaire formateurs*(Total brut chargé)	57 000,00	28,00%
salaire redacteurs*(Total brut chargé)	31 200,00	15,32%
salaire chargé de communication*(Total brut chargé)	10 920,00	5,36%
salaire chef de projet	19 500,00	9,58%
prestations formations transverses	5 400,00	2,65%
prestations formations techniques	3 840,00	1,89%
organisation des jurys	6 240,00	3,06%
Total	203 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	142 500,00	69,99%
Département	11 000,00	5,40%
GEN	32 000,00	15,72%
Fonds propres	18 100,00	8,89%
Total	203 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 500,00 €
2018	114 000,00 €

Convention Type

CONVENTION :

ACTION SAFIR :

Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
Direction de la Formation Professionnelle

CONVENTION RENOUVELABLE

RELATIVE AU DISPOSITIF REGIONAL « ACTIONS EXPÉRIMENTALES DE SECURISATION DE PARCOURS DE FORMATION TOURNES VERS L'EMPLOI »

Entre

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° CP……du……, ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

(cette partie est à compléter par le bénéficiaire)
L'organisme dénommé :.....
dont le statut juridique est : *(forme juridique)*.....
dont le n° SIRET et code APE sont : .....
dont le siège social est situé au : *(adresse siège social)*.....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional « Actions expérimentales de sécurisation de parcours de formation tournés vers l'emploi » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR n°17-12 du 17 février 2012.

L'attribution d'une subvention par la Région ainsi que son versement sont effectuées conformément aux dispositions adoptées en Conseil Régional (délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France), et dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XX-XXX du XXXXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir (*nom du bénéficiaire)* au titre de l'année XXX pour la réalisation du projet détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à XX % du budget du projet, soit un montant maximum de subvention de XXXX €.

Le budget prévisionnel du projet est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans la fiche projet jointe à la présente convention.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Fournir le bilan financier et comptable annuel approuvé et certifié par le dirigeant ou par un commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.

Tenir un compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque opération.

En outre, le bénéficiaire s'engage à saisir trimestriellement l'ensemble des informations relatives à l'exécution de la subvention et à générer la facturation par le biais du système d'information régional (SAFIR) permettant son suivi dématérialisé.

Respecter les obligations en matières d'achat de prestations auxquelles il peut être soumis tant au regard du droit français que du droit communautaire.

Appliquer s'il y a lieu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le cas échéant le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

En cas de renouvellement de la subvention, il sera vérifié que lesdites informations ont bien été communiquées à la Région.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.4 CONCERNANT DOKELIO ILE-DE-FRANCE :

L'offre de formation dispensée dans le cadre du présent programme est diffusée sur le site de Défi métiers, le carif-oref francilien.
En conséquence, la structure bénéficiaire a pour obligation de déclarer et mettre à jour ses données (objectifs, contenu, dates et lieux de session, etc.) sur DOKELIO Ile-de-France : https://dokelio-idf.fr.
Cette obligation a pour objectif d'apporter une meilleure lisibilité et visibilité à l'action de formation auprès des bénéficiaires et prescripteurs. En effet, l'information fiabilisée dans DOKELIO Ile-de-France est destinée à alimenter de nombreux systèmes d'information du service public de l'orientation et de l'emploi dont le site de Défi métiers.
Défi métiers accompagne les organismes dans la saisie et l'utilisation de DOKELIO Ile-de-France : base-offre@defi-metiers.fr.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, les auditeurs bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. S'ils souhaitent exercer ce droit pour obtenir communication des informations les concernant, ils doivent en faire la demande par courrier au Pôle Développement Economique, Emploi et Formation - Direction de la Formation Professionnelle, 142, rue du Bac, CS 40 727 - 75 345 Paris Cedex 07.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Toute demande de versement est effectuée à l'initiative de l'organisme. Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Le versement d'une avance à valoir sur les paiements prévus se fait en proportion du taux de la subvention, sur justification du besoin de trésorerie et dans la limite de 20 % du montant de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Article 3.2.1 : Versement d'acompte

Le bénéficiaire peut demander le versement de deux acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux d'intervention énoncé à l'article 1.

Le versement des acomptes est subordonné à la production *(3 documents)* :

- de la demande de versement d'acompte, générée à partir de l'application SAFIR,
- du compte rendu financier intermédiaire,
- du bilan intermédiaire.

Ces documents doivent comporter la signature du représentant de l'organisme, le cachet ainsi que celle de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes *(si l'organisme en est doté).*

Le cumul de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.2 : Versement du solde

Le versement du solde de la subvention est effectué sur appel de fonds, signé par le représentant habilité de l'organisme, qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération.

Le versement du solde est subordonné à la production :

- de la convention de stage ou du contrat de travail dument signé(e) téléchargé(e) sur la PAR ou joint à la demande de solde,
- de la demande de versement du solde, générée à partir de l'application SAFIR,
- du compte rendu financier final,
- d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
- du bilan final.

Ces documents doivent être signés par le représentant habilité de l'organisme et l'expert comptable ou le commissaire aux comptes de l'organisme *(si l'organisme en est doté).*

Par ailleurs, un bilan de situation sera produit et transmis à la Région au plus tard 6 mois après la fin de l'action.

Ces documents seront adressés à la Région. Ils présenteront la modélisation de principes d'organisation et de fonctionnement de l'action et leur extension possible à d'autres programmes régionaux, à d'autres structures financées par la Région.

Le montant total de la subvention ne dépassera en aucun cas le montant prévisionnel fixé par la convention.

Le comptable assignataire est l'Agence de Services et de Paiement, Délégation régionale Ile-de-France, 12 rue Henri Rol-Tanguy, 93555 MONTREUIL cedex.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par le bénéficiaire, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du …….. *(date de démarrage ou à défaut la date de la CP)* et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir la date de la CP d'attribution.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Elle est renouvelable par voie expresse et sous réserve des disponibilités budgétaires.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP ……..

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... **Le.....**

L'organisme **nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire**	**La Présidente** **du Conseil Régional d'Ile-de-France**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-515

DU 22 NOVEMBRE 2017

DISPOSITIF CAP COMPÉTENCES: 2ÈME RECONDUCTION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des marchés publics

VU La partie VI du Code du travail ;

VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU Le règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU La Loi n° 2014/288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au Service public régional de formation et d'insertion professionnelles ;

VU La délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la Décentralisation et Partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle- programme régional Cap compétences 2016 ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative à la délégation du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 au titre de la prorogation du règlement budgétaire et financier voté par le CR 33-10 ;

VU La délibération n° CP 16-166 du 18 mai 2016 relative au programme Cap compétences : affectation complémentaire 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-613 du 16 novembre 2016 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles, dispositif Cap compétences;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis et le règlement des subventions PM'UP.

VU Le budget 2017 de la Région Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-515 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

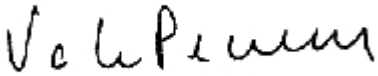
Article 1:

Décide d'affecter, dans le cadre de la reconduction pour 2018 des marchés 9 à 15 du dispositif « Cap compétences », listés en annexe N° 1 à la présente délibération, une autorisation d'engagement d'un montant maximum de **700 000€** disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme HP 11-005 (111005) « Mesures d'insertion professionnelle », action 11100501 « Accès aux savoirs de base » du budget 2017.

Article 2:

La recette prévisionnelle du concours FSE pour la réalisation des actions du programme s'élève à 350 000€. Elle sera imputée sur la rubrique 74 771 du budget régional.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération: liste des marchés reconductibles programme cap compétences

N° du Lot	Intitulé du lot	Territoire concerné	Nom organisme	Effectif prévisionnel	Nombre d'heures stagiaires prévisionnelles en centre + visites en entreprises
9	Développer des compétences en lien avec le Socle -Lot spécifique aux personnes sourdes et malentendantes	Région Ile-de-France	ADPI	70	5 950
10	Français professionnel à visée certifiante *Titre professionnel d'agent d'hôtellerie*	Zone emploi-formation de Meaux	GMTE 77	15	11 025 +15 visites en entreprise
11	Français professionnel à visée certifiante *Titre professionnel Assistant de vie aux familles (ADVF)*	Zone emploi-formation d'Etampes	GRETA DE L'ESSONNE	30	11 100 + 60 visites en entreprise
12	Français professionnel à visée certifiante *Titre professionnel Assistant de vie aux familles (ADVF)*	Zone emploi-formation de Saclay Sud-Est	GRETA DE L'ESSONNE	30	11 100 + 60 visites en entreprise
13	Français professionnel à visée certifiante *Titre professionnel Agent de propreté et d'hygiène*	Zone emploi-formation de Saclay Sud-Est	FACEM	15	11 040 + 32 visites en entreprise
14	Français professionnel à visée certifiante *Titre professionnel Assistant de vie aux familles (ADVF)*	Zone emploi-formation de Paris Petite couronne Nord	GMTI 93	16	11 040 + 16 visites en entreprise
15	Français professionnel à visée certifiante *Titre professionnel Agent de propreté et d'hygiène*	Zone emploi-formation de Créteil	AFPA	32	11 200 + 64 visites en entreprise

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-546

DU 22 NOVEMBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE L'APPRENTISSAGE :
- MODIFICATION DES CONVENTIONS PORTANT CRÉATION DE CFA (RENOUVELLEMENT, PROCÉDURE D'URGENCE, OUVERTURE D'UNE FORMATION)
- CONVENTION DE PARTENARIAT (RÉGION/ACADÉMIES) POUR LA RÉALISATION DE L'ENQUÊTE ' DEVENIR DES APPRENTIS FRANCILIENS '
- FINANCEMENT DES POSTES DE DÉVELOPPEURS TERRITORIAUX, SECTORIELS ET EN CFA
- FINANCEMENT DES CFA FRANCILIENS (AVANCES 2018 ET SOLDES 2017)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code de l'Education ;
VU le Code du Travail et notamment les Livres II et III de la 6ème partie ;
VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république et notamment son article 133 ;
VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (article 42) ;
VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (article 27) ;
VU la délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;
VU la délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;
VU la délibération n° CR 34-15 du 10 juillet 2015 relative à l'adoption d'une nouvelle convention-type portant création de CFA ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil régional
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 02-16 du 21 janvier 2016 portant ouverture d'autorisations de programme et d'engagement, prise en application de l'article 133 de la loi n° 2015-991 du 7 aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 relative au plan d'action régional pour un nouvel engagement pour l'apprentissage ;
VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU la délibération n° CP 98-344 du 8 octobre 1998 relative à l'avenant-type aux conventions de création de CFA ;

VU la délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014 relative à l'adoption des conventions-type des développeurs territoriaux et des développeurs sectoriels et thématiques ;
VU la délibération n° CP 17-018 du 27 janvier 2017 relative au versement d'une avance de subvention globale de fonctionnement pour l'année 2017 ;
VU la délibération n° CP 17-336 du 5 juillet 2017 relative au versement d'une avance complémentaire de subvention globale de fonctionnement pour l'année 2017 ;
VU la délibération n° CP 2017-435 du 20 septembre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage ; dispositif d'accès a l'apprentissage : affectation aux cfa des soldes 2016 ; analyses du déploiement de la politique d'apprentissage : achat de prestations pour des travaux d'études et d'évaluation ; enquête annuelle d'insertion professionnelle des apprentis (ipa) : renouvellement de la convention signée entre la région et les académies
VU le budget de la Région Ile de France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-546 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Renouvellement des conventions portant création de CFA

Approuve les renouvellements de conventions portant création de CFA tels que définis en annexe 1 à la délibération.

Subordonne ces renouvellements à la conclusion avec chaque organisme gestionnaire de CFA concernés, d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n) CR 34-15 du 10 juillet 2015.

Autorise la présidente du Conseil région à signer la convention correspondante.

Article 2 : Ajustement de convention portant création de CFA

Approuve les ajustements à la convention portant création de CFA par procédure d'urgence, tels que présentés en annexe 2 à la présente délibération, et l'ouverture de la licence informatique du CFA Union.

Subordonne l'application de ces ajustements à la conclusion avec chaque organisme gestionnaire des CFA concernés, d'un avenant conforme à l'avenant-type approuvé par la délibération n° CP 98-344 du 8 octobre 1998.

Autorise la présidente du Conseil région à signer l'avenant correspondant.

Article 3 : Evolution du statut de l'ESCP

Approuve la transformation en UFA de l'établissement ESCP de la CCI Paris Île-de-France.

Article 4 : **Enquête « Devenir des apprentis franciliens »**

Approuve la convention de partenariat pour la réalisation de l'enquête « Devenir des apprentis franciliens » entre la Région et les académies de Créteil, Paris et Versailles, présentée en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 100 000€ disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » : Code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage » du budget régional 2017.

Article 5 : financement de postes de développeurs de l'apprentissage territoriaux, sectoriels et thématiques (avance 2018)

Décide de participer, au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », au financement des postes détaillés en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 548 100 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 548 100 € au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage», action 11200302 « Accompagnement de la politique de l'apprentissage », nature 657 « Subventions » du budget 2017.

Précise que le versement de ces subventions est conditionné à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 16-08 du 18 février 2016, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 6 : financement de postes de développeurs de l'apprentissage de CFA (solde 2016)

Décide de participer, au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », au financement des postes détaillés en annexe 5 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 81 750 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 81 750 € au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage», action 11200302 « Accompagnement de la politique de l'apprentissage », nature 657 « Subventions » du budget 2017.

Précise que le versement de ces subventions est conditionné à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 16-08 du 18 février 2016, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 : Financement du fonctionnement des CFA

Autorise le versement des soldes de la subvention prévisionnelle de fonctionnement 2017 et le versement des soldes définitifs de la subvention de fonctionnement au titre de 2016, au vu des budgets prévisionnels 2017 ainsi que des comptes réalisés 2016 (sous réserve de charges non éligibles non déduites à ce jour selon la répartition figurant en annexe 6 à la présente délibération.
Les droits à subvention au titre de l'année 2017 pour chaque CFA seront définitivement arrêtés par la Région après analyse des comptes réalisés 2017, conformément à l'article R 6233-11 du code du travail.

Affecte une autorisation d'engagement de la subvention globale de fonctionnement prévisionnelle 2017 et de la subvention de fonctionnement définitive 2016 de 41 361 224€, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action

11200301 « Financement des CFA », Nature 657 « Subventions» du budget 2017.

Article 8 : Désaffectation d'autorisations d'engagement

Désaffecte une autorisation d'engagement de subvention globale de fonctionnement prévisionnelle 2017 de 3 054 000 €, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200301 « Financement des CFA », Nature 657 « Subventions » du budget 2017 et affectée dans la délibération CP 17-018 du 27 janvier 2017 relative au versement d'une avance de subvention globale de fonctionnement pour l'année 2017.

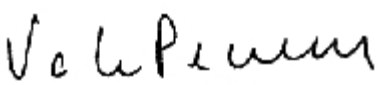
Article 9 : Modification du coefficient de prise en charge régionale pour le financement des formations de certains CFA

Approuve les aménagements de coefficient de prise en charge régionale tels que présentés en annexe 7 à la présente délibération pour l'année 2017.

Subordonne ces aménagements à la conclusion, avec chaque organisme gestionnaire de CFA concerné, d'un avenant conforme à l'avenant-type, approuvé par la délibération n° CP 98-344 du 8 octobre 1998 relative à l'avenant-type aux conventions de création de CFA.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer les avenants correspondants

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Renouvellement de conventions

Renouvellement des CFA au 01/01/2018

Nom court OG	Nom court CFA	Coefficent à compter du 01/01/2018	Renouvellement
ADESA	CFA SACEF	0,61	**Renouvellement**
FORMASUP Paris	CFA FORMASUP Paris	0,40	**Renouvellement**
Paris Sports Développement	CFA Université et Sports	0,30	**Renouvellement**
CESFA	CFA CESFA	0,62	**Renouvellement**
CNFPT	CFA des métiers territoriaux du CNFPT	0,91	**Renouvellement**
FORMAPOSTE Ile de France	CFA Formaposte IDF	0	**Renouvellement**
INFA	CFA INFA	0,40	**Renouvellement**

Annexe 2 : Procédures d'urgence

Nom du CFA	Nom du site	N° du groupe de section	Niveau de la formation	Intitulé du diplôme	Durée de la formation (en mois)	Type de procédure	Effectif maximum convention par année	Effectif supplémentaire en PU
CFA de la Bijouterie Joaillerie	ADAJOBP	13	5	Art et techniques de la bijouterie-joaillerie option : bijouterie-sertissage (CAP)	24	Procédure d'urgence	2	8
CERFAL	UFA EPMI	268	1	Ingénieur EPMI, Génie énergétique et climatique	36	Procédure d'urgence	42	2
CERFAL	UFA ISIT	108	1	Diplôme de traducteur linguiste de l'institut supérieur d'interprétation et de traduction (ISIT)	12	Procédure d'urgence	25	4
CERFAL	UFA ISIT	214	1	Diplôme de traducteur linguiste de l'institut supérieur d'interprétation et de traduction (ISIT)	12	Procédure d'urgence	25	7
CFA CERFAL	UFA Notre-Dame Groupe Saint Vincent de Paul	209	5	Petite enfance (CAP)	12	Procédure d'urgence	12	1
CFA des Compagnons du Tour de France / Agefa PME	St Thibault des Vignes	21	5	Installateur sanitaire (CAP)	24	Procédure d'urgence	18	2
CFA DIFCAM	CFA DIFCAM / Partenaire IUT Descartes	8	3	Gestion des entreprises et des administrations gea option gestion comptable et financiere (DUT)	24	Procédure d'urgence	56	1
CFA de l'Edition	Asfored	3	1	Arts, lettres, langues : litterature, philologie, linguistique spe metiers de l'edition et de l'audiovisuel:lettres et multimedia (MASTER PARIS)	12	Procédure d'urgence	35	15
CFA Energie - Motorisations	Rueil-Malmaison	5	1	Ingenieur specialise en energie et marches, diplome de l'ecole nationale superieure du petrole et des moteurs	16	Procédure d'urgence	30	3
CFA FORMASUP PARIS	Université PARIS DESCARTES	250	1	Master 2 Droit des Activités Numériques	12	Procédure d'urgence	15	6
CFA FORMASUP PARIS	EBS	238	1	PROGRAMME GRANDE ECOLE DE L'EBS	24	Procédure d'urgence	40	6
CFA FORMASUP PARIS	Université PANTHEON SORBONNE	247	1	Master 2 Démographie - Parcours Expert Démographique	12	Procédure d'urgence	10	1
CFA FORMASUP PARIS	Université PANTHEON ASSAS	255	1	Master Management Stratégique et Entrepreneuriat (M_MSE)	12	Procédure d'urgence	44	4
CFA INFA	CFA INFA NOGENT S/M	36	4	ACCOMPAGNATEUR (TRICE) DE TOURISME (TP)	12	Procédure d'urgence	36	24
Total effectifs en PU								**84**

Annexe 3 : Convention de partenariat "Enquête Devenir des Apprentis Franciliens" 2018-2019

CONVENTION DE PARTENARIAT N°

Partenariat pour l'organisation
des Enquêtes Devenir des Apprentis Franciliens
2018 et 2019

Entre :

- La Région Ile-de-France ; située 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris ; représentée par sa présidente en vertu de la délibération n° CP du , ci-après dénommée " la Région " ;

- Les Académies de :

  - Créteil, située 4 rue Georges Enesco 94010 Créteil,
  - Paris, située 12 boulevard d'Indochine 75019 PARIS,
  - Versailles, située 3 boulevard de Lesseps 78017 Versailles,

solidaires et représentées par leurs recteurs, ci-après nommées « les académies » ;

Exposé des motifs :

La Région et les académies de Créteil, Paris et Versailles ont, avec des rôles différents, la responsabilité conjointe de la carte de l'apprentissage d'Île-de-France. Pour mettre en œuvre cette responsabilité, il est essentiel de connaître les conditions dans lesquelles les jeunes issus de l'apprentissage s'insèrent sur le marché du travail à leur sortie.

Parmi les instruments disponibles pour observer les conditions d'accès à l'emploi, l'enquête annuelle nationale d'insertion professionnelle des apprentis (IPA), conçue et pilotée par la direction de l'Evaluation de la Prospective et de la Performance du Ministère de l'Education Nationale et mise en œuvre par les services statistiques académiques et les CFA, peut permettre d'obtenir des résultats régionaux de façon régulière et à un niveau de détail très fin.

Pour améliorer l'exploitation de cette étude au niveau régional, les partenaires de la présente convention se proposent d'engager un partenariat pluriannuel, d'une durée

de deux ans, pour lancer une enquête francilienne sur la base de l'enquête IPA nationale, dans le respect des conditions juridiques qui encadrent cette enquête (notamment la loi du 7 juin 1951 modifiée).

Les objectifs sont :

- La réalisation d'une enquête répondant à la fois aux besoins de l'enquête IPA et de son traitement, ainsi qu'aux interrogations spécifiques portées par la Région ;
- La mise en œuvre d'opérations d'interrogation spécifiques de manière à augmenter le taux de réponse : ainsi les résultats de l'enquête pourront-ils être établis à un niveau de détail correspondant mieux aux besoins des politiques régionales de formation ;
- L'exploitation et l'analyse appropriées à l'échelle francilienne;
- La diffusion des conclusions et des analyses auprès des pouvoirs publics et des équipes éducatives.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser une coopération et une mutualisation des moyens et des démarches entre la Région et les académies d'Ile-de-France pour mettre en place, pour 2018 et 2019, un dispositif permettant d'améliorer la connaissance du devenir des apprentis en Ile-de-France.

Ce projet, construit sur la base de l'enquête nationale IPA, vise à la mise en œuvre d'un aménagement régional du questionnaire et des modalités de collecte et d'exploitation de l'enquête nationale IPA pour les années 2018 et 2019, afin que les signataires puissent disposer d'une information fiable sur le devenir des apprentis et la diffuser, tout en garantissant la mise en œuvre pérenne de l'enquête IPA en Île-de-France.

Cette opération statistique est appelée « Enquête Devenir des Apprentis Franciliens ».

L'« Enquête Devenir des Apprentis Franciliens » intègre :

- ✓ La réalisation auprès du public défini en article 2, à la fois de l' « enquête IPA », telle que définie dans le cadre national, et de « questions complémentaires » présentant un intérêt pour le Conseil régional ;

- ✓ la prise en charge par le Conseil régional, pour 2018 et 2019, de l'organisation de la collecte de l'enquête sous un mode mixte (courriels et relance téléphonique) telle que décrite aux articles 6 et 7 ;

- ✓ La validation commune des fichiers intermédiaires et finaux pour accompagner le déroulement et garantir l'intégration finale des données dans IPA ;

- ✓ L'exploitation et l'analyse commune de l'ensemble des fichiers et résultats de cette enquête partagée.

Article 2 – Champ de l'enquête

L'« Enquête Devenir des Apprentis Franciliens » qui fait l'objet de la présente convention est étroitement articulée à l'enquête IPA nationale. Cependant en ce qui concerne les interrogés, compte tenu des questions complémentaires ajoutées, elle repose sur un champ plus large : l'interrogation de l'ensemble des apprentis en Île-de-France en année terminale d'une formation en 2017 (enquête 2018) et 2018 (enquête 2019).

Article 3 – Pilotage de l'enquête

L'enquête IPA est une enquête nationale du programme statistique public et relève de la loi du 7 juin 1951 modifiée ; les données recueillies sont couvertes par le secret statistique conformément à l'article 6 de cette loi. Elle est soumise au visa du Ministre de l'Economie et des Finances. Elle est de la responsabilité de la Direction de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance du Ministère de l'Education Nationale.

L'enquête « Devenir des Apprentis Franciliens » étant entre autre l'outil de déclinaison régional a l'enquête IPA nationale, elle est placée sous le pilotage commun des académies et de la Région.

Article 4 – Comité de pilotage de l'enquête

Un comité de pilotage rassemblant les trois recteurs des académies d'Ile-de-France ou leurs représentants, ainsi que le vice-président de la Région chargé de la formation professionnelle, de l'apprentissage, de l'alternance et de l'emploi ou son représentant oriente et suit la mise en œuvre de la présente convention.

Le comité de pilotage pilote l'exécution de la présente convention, notamment en précisant les objectifs des analyses, en validant le document de publication et en proposant le renouvellement ou non de la convention de partenariat.

Article 5 – Comité technique de mise en œuvre

Un groupe de travail rassemblant les trois services statistiques académiques ainsi que les directions « apprentissage » et « stratégie et territoires » de la Région assure la construction du questionnaire, la communication de ces nouvelles modalités d'enquêtes auprès des CFA, l'analyse des résultats et la rédaction du document de publication.

Article 6 - Responsabilité des académies et de la Région dans la collecte de l'enquête

Les données étant collectées pour une enquête conjointe, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la transmission et au partage des données indispensable pour la réalisation de cette enquête (déclaration CNIL,

communication commune auprès des CFA leur décrivant les nouvelles modalités, …).

Les académies transmettent à la Région le fichier consolidé des inscrits en apprentissage au plus tard le 31 décembre de l'année n-1.

La Région a en charge l'établissement de la liste de tous les interrogés, complété par les coordonnées dont elle dispose, par croisement du fichier des académies avec son propre SI Glori@.

Dans le cadre d'une communication commune, ce fichier des interrogés est transmis aux CFA pour vérifications et compléments éventuels des coordonnées.

Une fois validé, ce fichier informatique des interrogés est enrichi à la fois de l'INE et d'un numéro d'identification propre à chaque apprenti par la Région, et il est transmis aux services statistiques académiques pour permettre l'établissement du fichier des données statistiques. Il constitue la liste à partir de laquelle est opérée la collecte.

La première partie de la collecte (courriels) est assurée par la Région en interne. Cette phase a une durée prévisionnelle de 2 mois, avec 4 relances des apprentis.

A la fin de cette première phase de collecte, le groupe de travail se réunit pour valider le fichier des non répondants, constitué des données personnelles des personnes à relancer téléphoniquement, et convenir des priorités éventuelles à appliquer pour une meilleure représentativité de la population interrogée, et une meilleure exploitation des données (niveaux, filières…). La phase de relance téléphonique proprement dite est menée par un prestataire de la Région, comme défini à l'article 7.

Article 7 - Déroulement de l'interrogation téléphonique de l'« Enquête d'insertion professionnelle des apprentis en Ile-de-France ».

Le coût et l'organisation de la phase de collecte de l'enquête sont pris en charge par la Région.

Le prestataire est choisi par la Région dans le cadre d'une procédure de marché public dont le cahier des charges est préparé en collaboration avec les services statistiques académiques (appui technique) et conformément aux prescriptions de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Les académies sont prévenues par la Région à la notification du marché. Elles assistent la Région dans la mise en place de l'interrogation téléphonique et le suivi technique du marché, et participent avec elle à la formation du personnel du prestataire.

Le prestataire sélectionné doit contacter par téléphone un maximum de personnes (issues des fichiers d'interrogations) et leur faire remplir le questionnaire (dans la limite du budget affecté à la relance téléphonique). Un taux de réponse minimum pourra être exigé. Le prestataire renvoie les fichiers des réponses selon les normes définies par le cahier des charges. Les résultats de l'enquête transmis par le prestataire concernant les questions relatives au devenir des apprentis ne faisant pas

partie du questionnaire d'origine de l'enquête IPA devront faire l'objet d'un envoi séparé.

Article 8 – Exploitation de l'enquête

Chacun des trois services statistiques académiques vérifie, pour l'Académie dont il dépend, la pertinence et la cohérence des réponses transcrites dans le fichier des enquêtes téléphonique et établit à l'intention de la Région un rapport d'analyse.

Avec l'aide de ce rapport, la Région valide la prestation du prestataire ou demande des travaux complémentaires, sur les bases qui auront été définies dans le cahier des charges.

Une fois la prestation validée, les services statistiques académiques transmettent la partie du fichier final correspondant à l'enquête IPA à la direction de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP) du Ministère de l'Education Nationale. La DEPP calcule les pondérations nécessaires à son exploitation avant de retourner le fichier aux trois SSA d'Ile de France et à la Région.

Article 9 – Analyse des résultats.

L'analyse des résultats, le plan du document de diffusion et la rédaction de celui-ci sont effectués par le comité technique (défini à l'article 5). Ils répondent aux objectifs suivants :

- Constituer un point d'observation du devenir des apprentis en année terminale d'une formation, et des conditions d'insertion pour ceux qui ont mis fin à leur formation initiale après cette année terminale, susceptible d'être agrégé aux observations ultérieures pour une analyse des évolutions de moyen terme.

- Eclairer, par une analyse des nombres et taux de réponse, les académies et la Région sur les possibilités offertes par une exploitation régulière de l'enquête, notamment par l'observation de l'évolution et la stabilité des contrastes entre les conditions d'insertion des divers niveaux et spécialités de formation, ainsi que les pistes d'améliorations.

- Confronter, dans toute la mesure du possible, l'observation effectuée aux enseignements tirés des exploitations précédentes d'IPA dont certains pourront être confirmés ou remis en question par les résultats nouveaux.

L'analyse des résultats débouche également sur une note de synthèse de l'ensemble de l'enquête, dégageant les enseignements utiles aux pouvoirs publics.

Le comité de pilotage suit l'avancement de la réalisation du document de diffusion et le valide avant sa diffusion.

Article 10 – Diffusion de l'analyse

Une fois validée par le comité de pilotage, la note de synthèse tirant les enseignements de l'enquête à l'intention des équipes éducatives et des pouvoirs publics a vocation à être largement diffusée.

Les signataires prennent les dispositions nécessaires pour lui assurer la diffusion la plus large, notamment sur les sites Internet des académies, de la Région, et des CFA qui le souhaitent.

Le document publié porte le double timbre «Académies de Créteil, Paris et Versailles » et « Région Ile-de-France ». Il est muni de la mention : « étude effectuée par les académies de Créteil, Paris et Versailles et la Région Ile-de-France ».

Article 11 – Propriétés des informations et protection des données à caractère personnel

Propriété des informations

Le fichier de l'enquête menée auprès des anciens apprentis des CFA est la propriété conjointe du ministère de l'Education Nationale et de la Région.

Le document de publication sur les conditions d'insertion professionnelle des apprentis validé par le comité de pilotage est la propriété conjointe des académies et de la Région, qui en laissent la reproduction libre du moment que la source est indiquée.

Les données recueillies étant couvertes par le secret statistique, la Région et les SSA s'engagent à ne faire qu'un usage statistique des données transmises, à ne pas chercher à mettre en évidence des cas individuels en recoupant avec d'autres sources, et à ne pas en tirer argument pour des décisions individuelles.

Protection des données personnelles

Les parties à la présente convention s'engagent à respecter la loi du 6 janvier 1978 modifiée et notamment à effectuer les déclarations auprès de la CNIL, à informer les personnes concernées que les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique et qu'elles bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent.

Les parties s'engagent à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Article 12 – Calendrier prévisionnel d'exécution

Date	Opération	Acteur(s)
Décembre	Transmission à la Région de la base SIFA (système d'information de la Région Île-de-France) de l'ensemble des apprentis inscrits dans un CFA franciliens au 31 décembre de l'année N-1	SSA
Janvier	Croisement des fichiers avec GLORIA pour compléter les coordonnées et constituer la liste des interrogés	CRIDF
Janvier	Compléments et/ou apurement éventuels du fichier des jeunes à interroger par les CFA	CFA
Janvier	Validation de la liste des interrogés	Comité technique
1er février – 1er mars	Enquête par mail et suivi	CRIDF
1er mars	Transmission du fichier des retours par mail	CRIDF
1ère quinzaine de Mars	Validation du fichier de la première phase & Création du fichier des relances téléphoniques	Comité technique
Mi-mars	Notification du marché	CRIDF
Mi-mars	Réunion de lancement du marché et remise du fichier des relances au prestataire	CRIDF avec participation SSA
Mi-Mars à fin Mai	Enquête téléphonique	Prestataire
Début Juin	Test d'intégration et de cohérence du fichier	SSA
Fin Juin	Livraison du bilan et du fichier de réponses	Prestataire
1ère quinzaine de juillet	Demande éventuelle de travaux complémentaires	Comité technique
Mi-Juillet	Renvoi du bilan et du fichier de réponses définitifs (en cas de travaux complémentaires)	Prestataire
Septembre	Bilan de l'enquête	Comité de pilotage
Octobre	Réunion sur la trame de la future publication	Comité technique
Début Novembre	Envoi du fichier pondéré de résultats à la Région et aux rectorats	DEPP
Novembre – Décembre	Traitement des données et rédaction de la publication	Comité technique

Article 13 – Date d'effet, durée et suivi de la convention.

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des signataires. La présente convention s'applique aux enquêtes 2018 et 2019 et prend fin après la diffusion la plus large prévue à l'article 10 de la présente convention de l'enquête 2019.

Article 14 – Modification de la convention.

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'organe délibérant de la collectivité.

Article 15 – Résiliation.

La présente convention peut être résiliée à la demande expresse de chacune des parties, de plein droit, à tout moment et pour tout motif. La demande de résiliation se fait par lettre recommandée avec avis de réception. Cette résiliation prendra effet à l'issue d'un délai de 1 mois à compter de la réception de la lettre recommandée.

Si l'enquête est en cours d'exécution, cette résiliation ne peut avoir lieu qu'après la phase de traitement des données, afin d'assurer le traitement des résultats dans des conditions décentes. L'enquête est considérée en cours d'exécution lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est remplie :

- lancement de la campagne de préparation de l'enquête par le ministère (mi-octobre),
- lancement du marché public visant à sélectionner le prestataire par la Région.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

Article 16 – Litiges.

Tout différend qui s'élèverait entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention et qui n'aurait pas fait l'objet d'un règlement à l'amiable sera soumis à la juridiction compétente.

Fait à Paris en quatre exemplaires originaux, le

La Présidente de la Région Ile-de-France

Le Recteur de la Région Académique Île-de-France,
Recteur de l'Académie de Paris

La Rectrice de l'Académie de Créteil

Le Recteur de l'Académie de Versailles

Annexe 4 : Avance 2018 pour les développeurs de l'apprentissage territoriaux, sectoriels et thématiques

AVANCE 2018
Développeurs de l'apprentissage territoriaux, sectoriels et thématiques

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Montant proposé de la décision
17014929	ARFA ASS REG FORM ANIMAT	ARFA ASS REG FORM ANIMAT - AVANCE DAS 2018	16 350,00
17014932	CONVERGENCE 93	CONVERGENCE 93 - AVANCE DAT 2018	50 000,00
17014933	CRMA IDF CHAMBRE REG DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILE DE FRANCE	CRMA IDF CHAMBRE REG DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILE DE FRANCE - AVANCE DAM 2018	65 400,00
17014934	GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE	GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE - AVANCE DAT 2018	25 000,00
17014935	MEVO MOUVEMENT ENTREPRISES VAL D'OISE	MEVO MOUVEMENT ENTREPRISES VAL D'OISE - AVANCE DAM 2018	16 350,00
17014936	INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE	INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE - AVANCE DAT 2018	25 000,00
17014937	MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)	MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF) - AVANCE DAT 2018	25 000,00
17014939	MISSION LOCALE DINSERTION SOCIALE PROFESSIONNELE DES JEUNES	MISSION LOCALE DINSERTION SOCIALE PROFESSIONNELE DES JEUNES - AVANCE DAT 2018	25 000,00
17014940	CLLAJ - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE	CLLAJ - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE - AVANCE DAT 2018	25 000,00
17014941	MISSION LOC MAISONS ALFO	MISSION LOC MAISONS ALFO - AVANCE DAT 2018	25 000,00
17014942	MISSION LOC POUR L EMPLOI DE MARNE LAV	MISSION LOC POUR L EMPLOI DE MARNE LAV - AVANCE DAT 2018	25 000,00
17014943	MISSION LOCALE PARIS	MISSION LOCALE PARIS - AVANCE DAT 2018	50 000,00
17014944	MISSION LOC SUD ESSONNE	MISSION LOC SUD ESSONNE - AVANCE DAT 2018	25 000,00
17014949	MISSION LOCALE DU MANTOIS	MISSION LOCALE DU MANTOIS - AVANCE DAT 2018	25 000,00
17014950	RESEAU ML92	RESEAU ML92 - AVANCE DAT 2018	50 000,00
17014951	MLAVO MISSIONS LOCALES ASSOCIEES DU VAL D OISE	MLAVO MISSIONS LOCALES ASSOCIEES DU VAL D OISE - AVANCE DAT 2018	50 000,00
17014952	MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS	MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS - AVANCE DAT 2018	25 000,00
		Total	**548 100,00**

Annexe 5 : Soldes 2016 pour les développeurs de CFA

SOLDE 2016
Développeurs de CFA

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Montant proposé de la décision
16002901	ADAFORSS	ADAFORSS - SOLDE DA 2016	34 062,50
16002956	CAMAS	CAMAS - SOLDE DA 2016	6 812,50
16002983	FORMAPOSTE ILE DE FRANCE	FORMAPOSTE ILE DE FRANCE - SOLDE DA 2016	13 625,00
16002992	INHNI PARIS INST NAL HY GIENE & NETTOYAGE INDUS	INHNI PARIS INST NAL HY GIENE & NETTOYAGE INDUS -SOLDE DA 2016	13 625,00
17015048	AGEFA PME IDF ASS PROMOTION GESTION FORMATIONS PROFESSIONNELLES INITIALES EN APPRENTISSAGE POUR LES PME ILE DE France	AGEFA PME IDF ASS PROMOTION GESTION FORMATIONS PROFESSIONNELLES INITIALES EN APPRENTISSAGE POUR LES PME ILE DE France - SOLDE 2016	6 812,50
16011170	ASS GESTION CFA INTER ENTREPRISES	ASS GESTION CFA INTER ENTREPRISES - SOLDE DA 2016	6 812,50
		Total	**81 750,00**

Annexe 6 : Financement du fonctionnement des CFA

SOLDES REALISES 2016 - PREVISIONNELS 2017

					SUBVENTION REALISEE 2016											SUBVENTION PREVISIONNELLE 2017						
Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	Code comptable	Coefficient 2016	Subvention réalisée 2016	Subvention prévisionnelle 2016	Avance 2016	Solde prévisionnel 2016 DU	Solde prévisionnel 2016 TROP PERCU	total payé 2016	Charges non éligibles	*Solde 2016 DÛ*	*Solde 2016 TROP PERCU*	Code comptable	coefficient 2017	Subvention prévisionnelle 2017	avance 2017	Solde prévisionnel 2017 DU + internat 2017 (le cas échéant)	Antérieur à 2016	Observation
04C	CFA Alexis-Tingaud	77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	Lycée Polyvalent du Gué à Tresmes	04C	CFA Académique 56C	0	SO	SO	SO	SO	SO	0	0	-24 033	04C	SO		SO		-24 033	
09C	BTP CFA de Nangis	77	NANGIS	Association BTP CFA Ile de France	09C	1,29	1 635 720	1 674 473	907 000	767 473	0	1 674 473	0	0	-38 753	09C	1,29	1 562 222	1 339 000	235 462		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
10C	CFAI 77	77	EMERAINVILLE	ASFO JEUNES 77	10C	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10C	0,29	185 597	133 000	52 597		
11C	BTP CFA d'Ocquerre	77	OCQUERRE	Association BTP CFA Ile de France	11C	0,95	1 299 266	1 366 531	944 000	422 531	0	1 366 531	0	0	-67 266	11C	0,95	1 178 903	1 093 000	96 199		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
17C	CFA Logistique et transport	77	SAVIGNY-LE-TEMPLE	AGALT	17C	0,71	315 008	322 764	255 000	67 764	0	322 764	0	0	-7 756	17C	0,00	0	0	0		avance versée en 2017 = 258 K€, à transférer 86V fusion en 2017
25C	BTP CFA de Noisy le Grand	77	NOISY-LE-GRAND	Association BTP CFA Ile de France	25C	1,10	1 108 664	1 195 215	909 000	286 215	0	1 195 215	0	0	-86 552	25C	1,10	988 062	956 000	32 062		
26C	CFA Ingénieurs 2000	77	CHAMPS-SUR-MARNE	Association INGENIEURS 2000	26C	0,50	2 530 842	2 480 484	2 003 000	477 484	0	2 480 484	0	50 358	0	26C	0,56	2 893 451	2 222 000	671 451		
27C	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	93	BOBIGNY	CMA de la Seine St Denis	27C	0,97	6 269 208	6 536 721	4 479 000	2 057 721	0	6 536 721	0	0	-267 513	27C	0,99	6 028 685	5 177 000	851 685		
28C	CFA Descartes	77	CHAMPS-SUR-MARNE	ADEFSA	28C	0,50	3 173 139	3 272 633	3 017 000	255 633	0	3 272 633	0	0	-99 494	28C	0,68	4 008 188	3 246 000	762 188		
30C	CFA CEFAA	93	VILLEPINTE	C.E.F.A.A	30C	0,80	1 320 713	1 382 130	1 212 000	170 130	0	1 382 130	0	0	-61 417	30C	0,80	1 224 857	1 105 000	126 117		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
31C	CFA Gestes Formation	93	PANTIN	Chambre d'Apprentissage de la Peinture	31C	1,50	617 981	617 948	289 000	328 948	0	617 948	0	34	0	31C	1,50	614 393	494 000	120 393		
32C	BTP CFA de Saint-Denis	93	SAINT-DENIS	Association BTP CFA Ile de France	32C	1,37	1 142 601	1 218 649	719 000	499 649	0	1 218 649	0	0	-76 049	32C	1,37	1 034 761	974 000	60 761		
33C	CFA du Spectacle Vivant et de l'Audiovisuel	93	BAGNOLET	AFASAM	33C	0,71	434 326	446 576	200 000	246 576	0	446 576	0	0	-12 249	33C	0,43	261 118	216 000	45 118		
36C	CFA CAMAS	93	TREMBLAY EN FRANCE	CAMAS	36C	0,10	67 267	48 529	0	48 529	0	48 529	0	18 738	0	36C	0,00	0	0	0		
37C	CFA des Arts du Cirque	93	LA PLAINE ST DENIS	Académie Fratellini	37C	1,32	292 506	276 458	107 000	169 458	0	276 458	0	16 049	0	37C	0,80	186 986	134 000	52 986		
46C	CFA du Marché International de Rungis	94	RUNGIS	Association du CFA de la Poissonnerie	46C	0,40	99 479	101 582	72 000	29 582	0	101 582	0	0	-2 103	46C	1,30	315 320	101 000	214 320		
47C	CFA Environnement et Hygiène des Locaux	94	VILLEJUIF	INHNI	47C	0,00	0	0	147 000	0	-147 000	0	0	0	0	47C	0,00	0	0	0		
48C	CFA Couverture & Plomberie	94	ALFORTVILLE	Eco-Campus du Bâtiment-Grand Paris	48C	0,90	665 982	678 951	358 000	320 951	0	678 951	0	0	-12 969	48C	1,10	794 544	663 000	131 544		
50C	CFA CMA du 94	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CMA du Val de Marne	50C	0,97	2 742 859	2 805 345	2 001 000	804 345	0	2 805 345	0	0	-62 486	50C	0,97	2 647 036	2 062 000	585 036		
51C	CFA SUP 2000	94	SAINT-MAURICE	A.F.U.N.A	51C	0,55	7 446 425	7 922 739	7 280 000	642 739	0	7 922 739	0	0	-476 314	51C	0,65	9 392 828	7 490 000	1 902 828		
55C	CFA AFANEM	94	ALFORTVILLE	AFANEM	55C	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55C	0,00	0	0	0		
56C	CFA de l'Académie de Créteil	94	CRETEIL	FCIP - GIP	56C	0,72	4 276 951	4 274 668	3 299 000	975 668	0	4 274 668	0	2 284	0	56C	0,86	5 225 397	4 071 000	1 154 397		
57C	CFA INFA	94	NOGENT-SUR-MARNE	INFA	57C	0,00	0	0	389 000	0	-389 000	0	0	0	0	57C	0,40	483 668	380 000	103 668		
59C	CFA du Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	93	SAINT-DENIS	Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	59C	0,46	680 571	698 944	402 000	296 944	0	698 944	0	0	-18 373	59C	0,33	510 330	401 000	109 330		
60C	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	77	EMERAINVILLE	CCI Seine et Marne	60C	0,70	4 534 252	4 771 815	4 157 000	614 815	0	4 771 815	0	0	-261 171	60C	0,60	3 639 766	3 276 000	363 766	-23 608	
61C	CFA CMA de la Seine et Marne	77	MELUN	CMA Seine et Marne	61C	0,97	5 668 783	5 628 321	4 287 000	1 341 321	0	5 628 321	0	40 462	0	61C	0,92	5 438 346	4 278 000	1 184 429		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
90C	CFA la Bretonnière	77	CHAILLY-EN-BRIE	EPLEFPA la Bretonnière	90C	1,17	1 603 434	1 587 028	1 156 000	431 028	0	1 587 028	0	16 406	0	90C	1,10	1 518 424	1 076 000	475 990		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
92C	CFA de Grosbois	94	BOISSY-SAINT-LEGER	A.F.A.S.E.C.	92C	0,62	215 385	221 596	187 000	34 596	0	221 596	0	0	-6 211	92C	0,77	273 648	220 000	87 551		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
93C	CFA Mobilité Urbaine Durable - MUD	77	NOISIEL	Association ADA - Développement en Alternance de la Mobilité Urbaine	93C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0	93C	0,00	0	0,00	0		
01P	CFA de la Couture	75	PARIS	ECSCP	01P	0,00	0	0	145 000	0	-145 000	0	0	0	0	01P	0,20	72 870	63 000	9 870		
02P	CFA de l'Alimentation - CIFCA	75	PARIS	CIFCA	02P	0,60	428 745	426 409	382 000	44 409	0	426 409	0	2 336	0	02P	0,60	433 406	341 000	92 406		
03P	CFA INSTA	75	PARIS	INSTA	03P	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0	03P	0,00	0	0	0		
04P	CFA Stephenson	75	PARIS	A.D.F.C.	04P	0,40	1 325 900	1 358 701	1 446 000	0	0	1 446 000	0	0	-120 100	04P	0,40	1 285 293	1 609 000	0		
05P	CFA Ecole de Travail ORT	75	PARIS	Ecole de Travail ORT	05P	0,92	1 224 107	1 275 819	537 000	738 819	0	1 275 819	0	0	-51 712	05P	1,16	1 573 412	633 000	940 412		
06P	CFA Ferroviaire	75	PARIS	AIJF	06P	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0	06P	0,00	0	0	0		
07P	CFA de la Miroiterie	75	PARIS	FORMAP	07P	0,80	162 708	165 620	136 000	29 620	0	165 620	0	0	-2 912	07P	0,80	155 116	132 000	23 116		
10P	CFA de la Librairie et de la Papéterie de Détail	93	MONTREUIL	INFL	10P	1,04	486 996	466 638	229 000	237 638	0	466 638	0	20 359	0	10P	0,85	430 085	226 000	204 085		
11P	CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris	75	PARIS	C.S.F.	11P	1,37	1 611 306	1 687 159	882 000	805 159	0	1 687 159	0	0	-75 853	11P	1,15	1 264 232	916 000	348 232		
15P	Ecole d'ameublement de PARIS	75	PARIS	CAIA	15P	1,17	934 381	949 477	630 000	319 477	0	949 477	0	0	-15 096	15P	1,30	1 019 974	616 000	403 974		
16P	CFA Public Dorian	75	PARIS	Lycée Public Dorian	16P	0,64	596 748	565 808	342 000	223 808	0	565 808	0	30 940	0	16P	0,47	411 539	332 000	0		solde à 0 car BP 2017 non validé OG
17P	CFA Equipement Electrique	75	PARIS	Eco-Campus du Bâtiment-Grand Paris	17P	0,85	1 161 079	1 202 833	831 000	371 833	0	1 202 833	0	0	-41 754	17P	0,90	1 157 065	815 000	342 065		
18P	CFA des Métiers de la Viande	75	PARIS	E.P.B. PARIS	18P	0,71	822 162	827 331	403 000	424 331	0	827 331	0	0	-5 169	18P	0,51	600 661	475 000	125 661		
19P	CFA AFORPA - Métiers de l'automobile	94	ST MAURICE	AFORPA	19P	0,70	2 743 650	2 601 219	1 982 000	619 219	0	2 601 219	0	142 431	0	19P	0,73	3 069 069	2 166 000	903 069		
21P	CFA Audiovisuel	75	PARIS	A.F.O.M.A.V.	21P	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21P	0,00	0	0	0		
22P	CFA St Lambert Formation	75	PARIS	C.A.M.B.A.	22P	0,88	649 789	665 894	410 000	255 894	0	665 894	0	0	-16 104	22P	1,00	700 275	423 000	277 275		
23P	CFA de l'optique - AEPO	75	PARIS	Association pour l'Enseignement Privé de l'Optique	23P	1,24	1 087 745	1 105 262	667 000	438 262	0	1 105 262	0	0	-17 517	23P	1,30	1 112 740	634 000	478 740		
28P	CFA Méderic	75	PARIS	APHRL	28P	0,95	2 217 069	2 136 094	1 420 000	716 094	0	2 136 094	0	80 975	0	28P	0,80	1 877 882	1 440 000	437 882		
29P	CFA des Métiers de la Table	75	PARIS	A.D.M.T.	29P	1,05	3 670 164	3 792 549	2 611 000	1 181 549	0	3 792 549	0	0	-122 385	29P	0,88	2 952 593	2 542 000	410 593		
30P	CFA IGS	75	PARIS	I.G.S.	30P	0,20	957 640	955 444	871 000	84 444	0	955 444	0	2 196	0	30P	0,15	773 855	764 000	9 855		
31P	CFA Public Belliard	75	PARIS	L.P.H. Régional Belliard	31P	0,80	809 106	813 402	673 000	140 402	0	813 402	0	0	-4 296	31P	0,80	804 222	650 000	154 222		
35P	CFA des Métiers de la Gastronomie	75	PARIS	CEPROC	35P	1,19	2 202 982	2 282 096	1 346 000	936 096	0	2 282 096	0	0	-79 114	35P	0,97	1 653 928	1 488 000	165 928		
38P	CFA CCIR Paris Ile-de-France (consolidé)	78	JOUY-EN-JOSAS	CCIR Paris Ile de France	38P	0,65	22 482 501	23 300 193	18 419 000	4 881 193	0	23 300 193	0	0	-817 693	38P	0,65	22 892 413	18 633 000	4 259 413		

SOLDES REALISES 2016 - PREVISIONNELS 2017

					SUBVENTION REALISEE 2016											SUBVENTION PREVISIONNELLE 2017						
Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	Code comptable	Coefficient 2016	Subvention réalisée 2016	Subvention prévisionnelle 2016	Avance 2016	Solde prévisionnel 2016 DU	Solde prévisionnel 2016 TROP PERCU	total payé 2016	Charges non éligibles	*Solde 2016 DÛ*	*Solde 2016 TROP PERCU*	Code comptable	coefficient 2017	Subvention prévisionnelle 2017	avance 2017	Solde prévisionnel 2017 DU + internat 2017 (le cas échéant)	Antérieur à 2016	Observation
39P	CFA de la Pharmacie	75	PARIS	ACPPP	**39P**	0,92	1 410 826	1 364 827	893 000	471 827	0	1 364 827	0	**45 999**	**0**	**39P**	0,95	1 503 359	830 000	**673 359**		
48P	CFA Cycles et Motocycles - INCM	75	PARIS	INCM	**48P**	0,40	341 194	302 409	265 000	37 409	0	302 409	0	**38 786**	**0**	**48P**	0,45	428 059	269 000	**159 059**		
49P	CFA Communication et Création Numérique	93	BAGNOLET	Campus Fonderie de l'Image	**49P**	0,70	1 096 161	1 154 466	1 002 000	152 466	0	1 154 466	0	**0**	**-58 305**	**49P**	0,76	1 251 722	1 002 000	**249 722**		
50P	CFA CERFAL	75	PARIS	CERFAL	**50P**	0,50	7 551 289	7 368 743	6 513 000	855 743	0	7 368 743	0	**182 546**	**0**	**50P**	0,50	7 797 300	5 894 000	**1 903 300**		
51P	CFA DIFCAM	75	PARIS	DIFCAM	**51P**	0,16	352 565	369 609	280 000	89 609	0	369 609	0	**0**	**-17 044**	**51P**	0,16	346 524	0	**346 524**		
52P	CFA CODIS	75	PARIS	A.F.G.D.	**52P**	0,00	0	0	863 000	0	-863 000	0	0	**0**	**0**	**52P**	0,20	513 256	522 000	**0**		solde prév 2017 = trop perçu mettre à 0
53P	CFA de la ACMP	75	PARIS	ACMP	**53P**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**53P**	0,00	0	0	**0**		
55P	CFA de l'ARFA	75	PARIS 16	A.R.F.A.	**55P**	1,17	1 815 211	1 828 096	1 174 000	654 096	0	1 828 096	0	**0**	**-12 885**	**55P**	1,02	1 580 550	1 274 000	**306 550**		
56P	CFA SACEF	75	PARIS	ADESA	**56P**	0,65	3 730 131	3 729 082	2 862 000	867 082	0	3 729 082	0	**1 049**	**0**	**56P**	0,61	3 521 308	2 799 000	**722 308**		
59P	CFA ACE	75	PARIS	ACE	**59P**	0,85	3 462 882	3 450 044	2 755 000	695 044	0	3 450 044	0	**16 645**	**0**	**59P**	0,81	3 424 044	2 630 000	**794 044**	3 806	
60P	CFA-ITE	75	PARIS 16	AGITEA	**60P**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**60P**	0,00	0	0	**0**		
62P	CFA Boulangerie et Pâtisserie	75	PARIS	E.B.P.	**62P**	0,50	298 162	337 701	292 000	45 701	0	337 701	0	**0**	**-39 540**	**62P**	0,50	341 247	270 000	**71 247**		
64P	CFA de l'Assurance	92	PARIS-LA-DEFENSE	IFPASS	**64P**	0,32	528 804	583 723	347 000	236 723	0	583 723	0	**0**	**-54 919**	**64P**	0,00	0	0	**0**		
66P	CFA des Compagnons du Devoir	75	PARIS	A.O.C.D.T.F.	**66P**	0,45	493 263	478 501	423 000	55 501	0	478 501	0	**14 763**	**0**	**66P**	0,46	534 029	391 000	**143 029**		
71P	CFAI Mécavenir	92	PUTEAUX	SUP II MECAVENIR	**71P**	0,48	1 576 487	1 558 251	1 194 000	364 251	0	1 558 251	0	**18 237**	**0**	**71P**	0,48	1 596 702	1 246 000	**350 702**		
72P	CFA ISEP Entreprises	75	PARIS	Association ISEP Entreprises	**72P**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**72P**	0,00	0	0	**0**		
73P	CFA IFRIA Ile de France	75	PARIS	IFRIA	**73P**	0,40	231 220	229 873	161 000	68 873	0	229 873	0	**1 347**	**0**	**73P**	0,40	222 813	183 000	**39 813**		
74P	CFA de l'Edition	75	PARIS	AS.FOR.ED.	**74P**	0,00	0	0	62 000	0	-62 000	0	0	**0**	**0**	**74P**	0,00	0	0	**0**		
75P	CFA de la Bijouterie Joaillerie	75	PARIS	ADABJOP	**75P**	0,70	241 362	234 054	165 000	69 054	0	234 054	0	**7 307**	**0**	**75P**	0,70	249 779	187 000	**62 779**		
76P	CFA PAE	75	PARIS	PARIS-ACADEMIE-ENTREPRISES	**76P**	0,20	659 153	659 556	706 000	0	0	706 000	0	**0**	**-46 847**	**76P**	0,30	965 407	791 000	**174 407**		
78P	CFA FORMASUP Paris	75	PARIS	FORMASUP Paris	**78P**	0,50	5 777 721	5 580 154	3 869 000	1 711 154	0	5 580 154	0	**197 568**	**0**	**78P**	0,40	4 588 345	4 464 000	**124 345**		
79P	CFA Danse Chant Comédie	75	PARIS	AFMDCC - Association Danse Chant Comédie	**79P**	0,90	194 267	232 538	122 000	110 538	0	232 538	0	**0**	**-38 271**	**79P**	1,60	435 240	186 000	**249 240**		
80P	CFA des Compagnons du Tour de France - Ile de France	75	PARIS	Compagnons du Tour de France - Ile de France	**80P**	1,38	953 960	1 004 873	492 000	512 873	0	1 004 873	0	**0**	**-50 914**	**80P**	0,84	632 661	489 000	**158 455**		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
83P	CFA Université et Sports	75	PARIS 16	Paris Sports Développement	**83P**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**83P**	0,30	77 095	62 000	**15 095**		
84P	CFA Bessières	75	PARIS	E.N.C BESSIERES	**84P**	0,20	249 007	266 546	0	266 546	0	266 546	0	**0**	**-17 539**	**84P**	0,02	28 226	21 000	**7 226**		
86P	CFA Santé Animale	75	PARIS	Animal Pro Formation	**86P**	1,02	334 921	345 410	166 000	179 410	0	345 410	0	**0**	**-10 489**	**86P**	0,64	253 648	173 000	**80 648**		
87P	CFA IMC	75	PARIS	Association IMC Alternance	**87P**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**87P**	0,00	0	0	**0**		
88P	CFA des Ressources Humaines	75	PARIS	Association Gestionnaire RH	**88P**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**88P**	0,00	0	0	**0**		
89P	CFA Formaposte IDF	75	PARIS	FORMAPOSTE Ile de France	**89P**	0,00	5 800	0	0	0	0		0	**5 800**	**0**	**89P**	0,00	0	0	**0**		Positionnement 2016 = 5 800 €
90P	CFA SEV	75	PARIS	A.D.A.S.E.V.	**90P**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**90P**	0,00	0	0	**0**		
91P	CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA	75	PARIS	A.D.A.F.A.	**91P**	1,25	2 461 582	2 587 600	1 542 000	1 045 600	0	2 587 600	0	**0**	**-126 018**	**91P**	1,15	2 287 139	1 664 000	**623 139**		
04V	CFA des Métiers du BTP - CFM BTP	78	TRAPPES	CPO.A	**04V**	1,49	1 270 409	1 233 008	588 000	645 008	0	1 233 008	0	**37 402**	**0**	**04V**	0,95	855 229	637 000	**226 419**		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
05V	CFA GARAC	95	ARGENTEUIL	G.A.R.A.C.	**05V**	0,43	1 014 247	984 374	592 000	392 374	0	984 374	0	**29 873**	**0**	**05V**	0,45	1 108 738	820 000	**288 738**		
06V	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	78	POISSY	ACPPAV	**06V**	0,80	2 116 224	2 194 758	1 616 000	578 758	0	2 194 758	0	**0**	**-78 534**	**06V**	0,83	2 155 989	1 799 000	**356 989**		
11V	CFA de la Carrosserie	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	FFC	**11V**	0,60	264 291	263 777	187 000	76 777	0	263 777	0	**515**	**0**	**11V**	0,66	293 573	232 000	**61 573**		
15V	BTP CFA de Brétigny-sur-Orge	91	BRETIGNY-SUR-ORGE	Association BTP CFA Ile de France	**15V**	0,95	1 212 579	1 219 953	1 027 000	192 953	0	1 219 953	0	**0**	**-7 374**	**15V**	0,95	1 214 244	975 000	**239 244**		
16V	BTP CFA d'Ermont	95	ERMONT	Association BTP CFA Ile de France	**16V**	0,95	1 354 416	1 429 856	1 103 000	326 856	0	1 429 856	0	**0**	**-75 440**	**16V**	0,95	1 243 957	1 143 000	**100 957**		
17V	BTP CFA de Rueil Malmaison	92	RUEIL-MALMAISON	Association BTP CFA Ile de France	**17V**	0,99	1 102 913	1 145 816	899 000	246 816	0	1 145 816	0	**0**	**-42 903**	**17V**	0,99	1 045 887	916 000	**129 887**		
24V	CFA PROMOTRANS	95	GONESSE	PROMOTRANS	**24V**	0,20	109 919	130 850	132 000	0	0	132 000	0	**0**	**-22 081**	**24V**	0,23	106 912	120 000	**0**		solde prév 2017 = trop perçue mettre à 0
29V	CFA AFTI	91	ORSAY	AFTI	**29V**	0,60	627 650	692 129	551 000	141 129	0	692 129	0	**0**	**-64 479**	**29V**	0,50	551 710	553 000	**0**		solde prév 2017 = trop perçue mettre à 0
33V	CFA Saint-Jean	95	SAINT-GRATIEN	A.G.C.F.A. Saint-Jean	**33V**	0,80	910 913	898 926	668 000	230 926	0	898 926	0	**11 987**	**0**	**33V**	0,80	935 210	719 000	**216 210**		
34V	CFA IFPM	92	NANTERRE	IFPM	**34V**	1,32	2 346 734	2 352 614	1 263 000	1 089 614	0	2 352 614	0	**0**	**-5 879**	**34V**	1,20	2 116 403	1 340 000	**776 403**		
37V	CFA AFIA	91	MASSY	A.F.I.A.	**37V**	0,15	440 896	493 296	499 000	0	0	499 000	0	**0**	**-58 104**	**37V**	0,15	463 288	394 000	**69 288**		
39V	CFA Eugène DUCRETET	92	CLICHY	FODIPEG	**39V**	1,32	717 221	697 740	297 000	400 740	0	697 740	0	**19 481**	**0**	**39V**	1,35	787 903	465 000	**322 903**		
40V	CFA ESSEC	95	CERGY-PONTOISE	CCIV - ESSEC	**40V**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**40V**	0,00	0	0	**0**		
42V	CFA Vente et Commerce - AFIPE	78	POISSY	AFIPE	**42V**	0,87	1 485 296	1 518 927	1 321 000	197 927	0	1 518 927	0	**0**	**-33 631**	**42V**	0,87	1 442 746	1 215 000	**227 746**		
44V	CFA TRAJECTOIRE	78	GUYANCOURT	TRAJECTOIRE	**44V**	0,50	778 822	703 979	726 000	0	0	726 000	0	**52 822**	**0**	**44V**	0,60	1 012 236	675 000	**337 236**		
45V	CFA Omnisports	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	AFJS IDF - Omnisport	**45V**	0,09	28 223	30 041	23 000	7 041	0	30 041	0	**0**	**-1 818**	**45V**	0,09	31 823	24 000	**7 823**		
47V	CFA Institut de l'Environnement Urbain	95	JOUY-LE-MOUTIER	Association Vecteur	**47V**	0,53	579 678	721 462	442 000	279 462	0	721 462	0	**0**	**-141 784**	**47V**	0,15	168 568	163 000	**5 568**		
49V	CFA AFI 24 Ile de France	92	PARIS-LA-DEFENSE	A.F.I. 24 Ile de France	**49V**	0,60	1 316 260	1 325 038	799 000	526 038	0	1 325 038	0	**0**	**-8 778**	**49V**	0,45	961 322	795 000	**166 322**		
50V	CFA UNION	91	ORSAY	A.U.U.E.	**50V**	0,68	3 828 910	3 806 729	2 597 000	1 209 729	0	3 806 729	0	**22 181**	**0**	**50V**	0,61	3 423 518	2 731 000	**692 518**		
51V	CFA AGEFA PME Ile de France	92	PUTEAUX	AGEFA PME Ile de France	**51V**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**51V**	0,00	0	0	**0**		

SOLDES REALISES 2016 - PREVISIONNELS 2017

					SUBVENTION REALISEE 2016											SUBVENTION PREVISIONNELLE 2017						
Code comptable	Nom du CFA	Dépt du CFA	Ville CFA	Organisme gestionnaire	Code comptable	Coefficient 2016	Subvention réalisée 2016	Subvention prévisionnelle 2016	Avance 2016	Solde prévisionnel 2016 DU	Solde prévisionnel 2016 TROP PERCU	total payé 2016	Charges non éligibles	*Solde 2016 DÛ*	*Solde 2016 TROP PERCU*	Code comptable	coefficient 2017	Subvention prévisionnelle 2017	avance 2017	Solde prévisionnel 2017 DU + internat 2017 (le cas échéant)	Antérieur à 2016	Observation
52V	CFA Commerce, Gestion, Bureautique (Isifa)	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	A.F.A.S.O.P.	**52V**	0,47	485 012	460 269	314 000	146 269	0	460 269	0	**24 743**	**0**	**52V**	0,47	539 867	313 000	**226 867**		
53V	CFA EVE	91	EVRY	AGESUP	**53V**	0,80	6 640 837	6 806 870	3 485 000	3 321 870	0	6 806 870	0	**0**	**-166 033**	**53V**	0,65	5 473 840	4 152 000	**1 321 840**		
57V	CFA des Métiers de l'Aérien	91	MASSY	AFMAE	**57V**	0,29	553 337	580 272	482 000	98 272	0	580 272	0	**0**	**-26 936**	**57V**	0,30	603 893	480 000	**123 893**		
58V	CFA CMA 95	95	EAUBONNE	Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Val d'Oise	**58V**	0,97	4 128 148	4 167 732	2 983 000	1 184 732	0	4 167 732	0	**0**	**-39 583**	**58V**	0,97	4 065 186	3 071 000	**994 186**		
60V	CFA CMA du 78	78	VERSAILLES	CMA des Yvelines	**60V**	1,02	3 055 902	3 135 911	2 885 000	250 911	0	3 135 911	0	**0**	**-80 009**	**60V**	0,97	2 755 626	2 388 000	**367 626**		
61V	CFA de la Maison Familiale du Moulin de la Planche	91	ORMOY-LA-RIVIERE	A.M.F.R. du Moulin de la Planche	**61V**	0,90	453 535	432 099	456 000	-23 901	0	432 099	0	**21 436**	**0**	**61V**	0,90	491 218	345 000	**168 370**		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
62V	CFA Sup de Vinci	92	COURBEVOIE	ADALES	**62V**	0,20	603 011	534 347	326 000	208 347	0	534 347	0	**68 664**	**0**	**62V**	0,20	644 584	427 000	**217 584**		
63V	CFA Energie - Motorisations	92	RUEIL-MALMAISON	AFI	**63V**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**63V**	0,00	0	0	**0**		
64V	CFA Sup Optique	91	PALAISEAU	I.O.T.A.	**64V**	0,40	115 302	123 538	87 000	36 538	0	123 538	0	**0**	**-8 236**	**64V**	0,40	106 678	98 000	**8 678**		
65V	CFA de la MFR de la Grange Colombe	78	RAMBOUILLET	Maison Familiale Rurale de la Grange Colombe	**65V**	1,13	684 374	709 875	585 000	124 875	0	709 875	0	**0**	**-25 501**	**65V**	1,25	700 219	527 000	**215 807**		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
67V	CFA Banque et Finance	75	PARIS	A.F.A.M.B.F. de la Région Ile de France	**67V**	0,20	318 821	306 181	257 000	49 181	0	306 181	0	**12 640**	**0**	**67V**	0,20	312 391	244 000	**68 391**		
68V	CFA AEM	78	CLICHY	Association En Mouvement	**68V**	0,64	1 235 114	1 260 323	481 000	779 323	0	1 260 323	0	**0**	**-25 209**	**68V**	0,00	0	0	**0**		
69V	CFA Gustave Eiffel	91	CHILLY-MAZARIN	OG du Centre Gustave Eiffel	**69V**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**69V**	0,45	322 649	289 000	**33 649**		
70V	CFA CESFA	92	BAGNEUX	CESFA	**70V**	0,60	1 700 136	1 775 568	1 429 000	346 568	0	1 775 568	0	**0**	**-75 432**	**70V**	0,62	1 821 372	1 467 000	**354 372**		
72V	CFA AFFIDA	95	ARGENTEUIL	A.F.F.I.D.A.	**72V**	0,85	1 290 415	1 307 005	1 242 000	65 005	0	1 307 005	0	**0**	**-16 589**	**72V**	0,87	1 422 259	1 070 000	**352 259**		
73V	CFA Ingénieurs	92	BAGNEUX	CEFIPA	**73V**	0,35	1 207 334	1 191 681	1 378 000	0	0	1 378 000	0	**0**	**-170 666**	**73V**	0,50	1 735 935	1 361 000	**374 935**		
79V	CFA C3 CFA	92	ANTONY	C3 CFA	**79V**	0,25	276 146	244 639	429 000	0	0	429 000	0	**0**	**-152 854**	**79V**	0,00	0	0	**0**		
80V	CFA des Comédiens	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	LE STUDIO	**80V**	0,95	131 989	100 527	82 000	18 527	0	100 527	0	**31 462**	**0**	**80V**	0,95	133 924	80 000	**53 924**		
81V	CFA FDME	91	EVRY	Association Faculté des Métiers de l'Essonne	**81V**	0,90	8 732 746	8 695 488	6 046 000	2 649 488	0	8 695 488	0	**37 258**	**0**	**81V**	0,89	8 869 941	6 880 000	**1 989 941**		
82V	CFA LEEM Apprentissage	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	MIS'Apprentissage	**82V**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**82V**	0,00	0	0	**0**		
83V	CFA des métiers territoriaux du CNFPT	92	ISSY-LES-MOULINEAUX	CNFPT	**83V**	1,09	540 040	609 941	352 000	257 941	0	609 941	0	**0**	**-69 901**	**83V**	0,91	420 474	210 000	**210 474**		
84V	CFA académique de Versailles	78	VERSAILLES	GIP-FCIP	**84V**	0,92	1 346 756	1 771 868	1 100 000	671 868	0	1 771 868	0	**0**	**-425 112**	**84V**	0,85	1 618 956	1 313 000	**305 956**		
85V	CFAI AFORP	92	NEUILLY SUR SEINE	AFORP	**85V**	0,40	2 074 025	2 169 477	1 689 000	480 477	0	2 169 477	0	**0**	**-95 451**	**85V**	0,40	1 926 459	1 735 000	**191 459**		
86V	CFA Transport Logistique	78	LE TREMBLAY SUR MAULDRE	AFTRAL	**86V**	0,40	1 314 145	1 272 436	721 000	551 436	0	1 272 436	0	**41 709**	**0**	**86V**	0,45	1 639 244	1 275 000	**364 244**		fusion CFA 17C et 86V, avance 2017 versée 17C (258 K€) ajoutée à avance 86V
87V	CFA du CHEP	78	LE TREMBLAY SUR MAULDRE	CHEP	**87V**	1,05	378 728	415 971	281 000	134 971	0	415 971	0	**0**	**-37 243**	**87V**	1,40	448 348	345 000	**103 348**		
88V	CFA Navigation Intérieure	78	LE TREMBLAY SUR MAULDRE	ANFPPB	**88V**	0,00	6 343	8 649	0	8 649	0	8 649	0	**0**	**-2 306**	**88V**	1,50	409 855	296 000	**143 885**		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017, versement sub DIMA 2016 (coeff = 1)
89V	CFA EDF	78	LES MUREAUX	AFMEE Ile-de-France	**89V**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**89V**	1,00	620 125	0	**620 125**		
91V	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	EPLEA St Germain en Laye - Chambourcy	**91V**	1,21	1 505 272	1 513 732	973 000	540 732	0	1 513 732	0	**0**	**-8 460**	**91V**	1,30	1 641 923	1 210 000	**461 921**		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
92V	CFA CEZ	78	RAMBOUILLET	C.E.Z.	**92V**	1,33	802 080	858 522	425 000	433 522	0	858 522	0	**0**	**-56 442**	**92V**	1,14	641 247	475 000	**234 211**		subvention internat 2017 ajoutée au solde 2017
93V	CFA ADAFORSS	92	LEVALLOIS-PERRET	ADAFORSS	**93V**	0,00	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**93V**	0,00	0	0	**0**		
					188 567 258			**192 070 295**	**143 104 000**	**51 105 592**	**-1 606 000**	**192 603 592**	**0**	**1 365 788**	**-5 445 953**			**186 511 082**	**147 119 000**	**39 995 436**		

41 361 224

Annexe 7 : Modification de coefficient

Code Comptable	Nom du CFA	Modification coefficient 2017	Variation pour 2017	Observations
04P	CFA Stéphenson	De 0.60 à 0.40	-630 000€	Reliquat de TA important
05P	CFA ORT	De 0.53 à 1.16	+ 866 000€	Pour compenser la chute de la collecte de TA
10P	CFA de la Librairie	De 0.63 à 0.85	+111 000€	Financement de la croissance des effectifs
11P	CFA des Fleuristes	De 0.93 à 1.15	+242 000€	Permet de compenser la baisse de la TA
15P	CFA de l'Ameublement	De 0.95 à 1.30	+275 000€	Compenser la baisse de la collecte de TA
17P	CFA de l'Electricité	De 0.72 à 0.90	+230 000€	Permet de répondre au besoin de trésorerie
22P	CFA St Lambert	De 0.70 à 1	+210 000€	Compenser la baisse de la collecte de TA et répondre à un besoin de trésorerie
23P	CFA de l'Optique AEPO	De 0,89 à 1.30	+350 000€	Compenser la baisse de la collecte de TA et répondre à un besoin de trésorerie
28C	CFA Descartes	De 0.62 à 0.68	+350 000€	Compenser partiellement la baisse de la collecte de TA
29V	CFA AFTI	De 0.60 à 0.50	-110 000€	Reliquat de TA important
30P	CFA IGS	De 0.20 à 0.15	-257 000€	Reliquat de TA important
34V	CFA IFPM	De 1.05 à 1.20	+265 000€	Répondre à un besoin de trésorerie
39P	CFA de la Pharmacie	De 0.70 à 0.95	+395 000€	Financement de la croissance des effectifs
39V	CFA Ducretet	De 1.10 à 1.35	+146 000€	Financement de la croissance des effectifs
46C	CFA de la Poissonnerie	De 0.50 à 1.30	+194 000€	CFA en difficulté, permet l'équilibre des comptes 2017
52P	CFA CODIS	De 0.30 à 0.20	-256 000€	Reliquat de TA

				important
53P	CFA ACMP	De 0.35 à 0	-670 000€	Reliquat de TA important
53V	CFA EVE	De 0.61 à 0.65	+337 000€	Permet de financer la hausse des effectifs
58V	CFA de la CMA 95	De 0.89 à 0.97	+335 000€	Permet l'équilibre des comptes 2017
64P	CFA de l'Assurance	De 0.32 à 0	-480 000€	Reliquat de TA important
65V	CFA MFR de la Grange Colombe	De 1.01 à 1.25	+145 000€	Baisse de la collecte de la TA et répondre à un besoin de trésorerie
68V	CFA En Mouvement	De 0.33 à 0	-645 000€	Fin d'activité au 30 juin 2017, utilisation de son report de TA à fin à fin 2016 (+846K€)
72P	CFA ISEP	De 0.50 à 0	-340 000€	Reliquat de TA important
78P	CFA FORMASUP	De 0.50 à 0.40	-1 147 000€	Reliquat de TA important
79V	CFA C3 CFA	De 0.50 à 0	-590 000€	Reliquat de TA important
87V	CFA CHEP	De 1.10 à 1.40	+98 000€	Pour compenser la baisse de collecte de TA
90C	CFA la Bretonnière	De 0.99 à 1.10	+152 000€	Pour compenser la faible collecte de TA
91P	CFA ADAFA	De 0.98 à 1.15	+342 000€	Baisse de la collecte de la TA et répondre à un besoin de trésorerie
91V	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	De 1.21 à 1.30	+115 000€	Permet de financer la croissance des effectifs
92V	CFA CEZ	De 0.92 à 1.14	+124 000€	Permet de compenser la baisse de la collecte de TA
TOTAL			**+977 000€**	La péréquation permet de financer les CFA dont le besoin en collecte de TA a été insuffisant et permet le

				financement du développement de l’apprentissage

TA = Taxe d’Apprentissage

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-563

DU 22 NOVEMBRE 2017

SOUTIEN RÉGIONAL AUX MISSIONS LOCALES AVANCE 2018 ET AJUSTEMENT 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La partie VI du code du travail ;

VU La loi quinquennale 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle modifiée ;

VU La loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale modifiée ;

VU La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU Le protocole 2010 des missions locales signé le 30 septembre 2010 entre l'Etat, l'Association des Régions de France, l'Assemblée des Départements de France, l'Association des Maires de France et le Conseil National des Missions Locales ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au « schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 » ; prorogée par délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au rapport cadre « vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles**»** et notamment de son annexe 1 ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 18 juin 2009 relative au rapport cadre « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formations des personnes privées d'emploi » ;

VU La délibération cadre n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la « Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente ; modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative à « prorogation du règlement budgétaire et financier » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi: 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 185-16 du 17 novembre 2016 relative à l'évolution du cadre de conventionnement des missions locales, présentation de l'accord-cadre Etat/Région/Association Régionale des missions locales Ile-de-France, soutien régional aux missions locales avance 2017 et ajustement 2016 ;

VU la délibération n °CR 185-16 du 17 novembre 2016 relative à l'avenant n°2 à la convention de soutien aux missions locales concernant la modification du financement des missions locales ;

VU La délibération n° CP 14-768 du 20 novembre 2014 relative au « Soutien régional aux missions locales, avance 2015 et ajustement 2014 » et au renouvellement de la convention

triennale de partenariat et de financement ;

VU La délibération n° CP 16-229 du 15 juin 2016 relative à l'avenant n°1 à la convention de soutien aux missions locales concernant le recrutement des stagiaires ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès a l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM 'up, TP 'up et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération n° CP 2017-219 du 17 mai 2017 relative au soutien régional aux missions locales – 2ème affectation, mise en œuvre du règlement d'intervention modifié, lancement d'un appel à projet, présentation d'un avenant de transfert ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-563 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Modification du règlement d'intervention n°CR 58-08, modifié par le CR 185-16

Approuve la modification du règlement d'intervention, adopté par la délibération n° CR 58-08, actualisé par la délibération n° CR 185-16, entérinant la suppression d'un dispositif spécifique, dénommé le Parcours d'orientation professionnelle (POP). Ainsi, les dispositions du paragraphe 1.1.3 de l'annexe 9 de la délibération n°CR 58-08 modifiée, sont abrogées.

Article 2 : Approbation de l'avenant à la convention triennale « soutien aux missions locales 2015-2017» de prorogation pour l'année 2018

Approuve l'avenant de prorogation 2018, de la convention triennale de soutien aux missions locales, approuvée par la délibération n° CR 58-08 tel que présenté en annexe 1 à la délibération et autorise la Présidente à le signer.

Article 3: Attribution d'une subvention de fonctionnement

Attribue aux missions locales, au titre des avances sur la subvention globale de fonctionnement 2018, les subventions indiquées en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **4 679 525 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 111-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation», action 11100401 «soutien aux missions locales », nature 657 « subventions » du budget 2017

Article 4 : Modification de la répartition du nombre de place de Parcours d'Orientation Professionnelle

Modifie la répartition du nombre de places de Parcours d'Orientation Professionnelle 2017 attribuées aux missions locales par la délibération CP 16-229 du 17 mai 2017 selon le tableau présenté en annexe 3 à la présente délibération.

Article 5 : Attribution d'une subvention au titre du dispositif « Parrainage »

Attribue aux missions locales, au titre du dispositif « Parrainage » l'avance de leur subvention 2018, selon la répartition figurant en annexe 2 à la présente délibération.

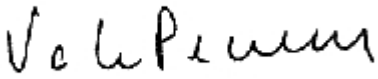
Affecte, au titre du dispositif « Parrainage », une autorisation d'engagement d'un montant de **191 540 € »** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 111-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « soutien aux missions locales », nature 657 «subventions» du budget 2017.

Article 6 : Attribution d'une enveloppe au titre du plafond des chèques mobilité

Attribue aux missions locales, au titre des avances, un montant de **700 000 €** pour le plafond 2018 des chèques mobilité, dont le détail est présenté en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte, au titre du plafond « chèque mobilité» une autorisation d'engagement d'un montant de 700 000€ disponibles sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle », programme HP 111-004 (111004) « accès à l'information et l'orientation », action 11100401 « soutien aux missions locales », nature 657 « subventions » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

AVENANT DE PROROGATION 2018 A LA CONVENTION TRIENNALE DE SOUTIEN AUX MISSIONS LOCALES

Avenant n° 3 à la convention triennale 2015-2017 n° xxxxxxxxxx

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-563 du 22 novembre 2017
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

dont le statut juridique est : .....

dont le n° SIRET est .....

dont le siège social est situé au : .....

.....

ayant pour représentant (nom et qualité) : .....

.....
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

d'autre part,

VU : La délibération n° CP 2017-563 du 22 novembre 2017 relative au soutien régional aux Missions locales : avances 2018 et ajustement du dispositif Parcours d'Orientation Professionnelle 2017.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 – Modification de l'article 22 de la convention concernant la date d'effet et durée de la convention

L'article 22 de la convention est réécrit de la manière suivante :

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2015. La convention triennale est prorogée d'un an par le présent avenant à compter du 1er janvier 2018 et expire le 31 décembre 2018.

ARTICLE 2 – Modification de l'article 3-3 de la convention concernant les modalités de versement de la subvention de fonctionnement

L'article 3-3 de la convention est modifié de la manière suivante :

La subvention annuelle de fonctionnement fait l'objet de deux versements :

Une avance votée en fin d'année N-1 représentant **33,83 %** du montant de la subvention annuelle de fonctionnement de N-1.

Un complément voté au cours du premier semestre calculé sur la base des critères de contexte, d'activité et de résultat, dont le montant prévisionnel est indiqué dans l'annexe technique et financière à la convention.

ARTICLE 3 – Modification de l'article 4 bis de la convention concernant la prise en compte d'un changement de périmètre de la mission locale

L'article 4bis de la convention est réécrit de la manière suivante :

Tout changement de périmètre de la mission locale, permettant de délimiter la zone de couverture de son action auprès des jeunes 16-25 ans, doit être impérativement signalé à la Région dès que les pièces justificatives sont disponibles. Ces modifications de périmètre ne pourront être prises en compte que si ces pièces sont reçues au plus tard deux mois avant la commission permanente actant du calcul de la subvention annuelle.

Afin de garantir la validité des décisions prises au niveau local, l'ensemble des missions locales concernées par le changement de périmètre, devront adresser à la Région les procès-verbaux des assemblées générales respectives ainsi que l'ensemble des documents relatifs à ce changement.

Lors des changements de périmètre, la Région procédera à l'analyse des impacts en termes de couverture pour le cas échéant permettre d'intégrer cette modification dans la base de calcul de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 - Ajustement de l'article 4 de la convention - Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)

L'article 4 de la convention triennale 2015-2017 est complété de la façon suivante :

10 – Obligations relatives à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »

Le bénéficiaire s'engage :

- à recruter, **au titre de l'année 2018, xxx** stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la **Plateforme des Aides Régionales** selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

- à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 5 – Ajustement de l'article 5 de la convention - Versement du solde

L'article 5 – 2 de la convention triennale 2015-2017 est complété de la façon suivante :

Le versement du solde est également subordonné à la production du ou des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 4 du présent avenant (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 6 – Ajustement de l'article 18 de la convention - Restitution de la subvention

L'article 18 de la convention triennale 2015-2017 est complété de la façon suivante :

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

ARTICLE 7 – Ajustement de l'article 21 concernant la modification de la convention

L'article 21 de la convention est complété de la manière suivante :

Il convient d'ajouter que la délibération n° CR 58-08 des 26 et 27 juin 2008 « vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelle », et notamment de son annexe 9 « Règlement d'intervention relatif au soutien régional aux missions locales », actualisée par la délibération n° CR 185-16 du 17 novembre 2016, est modifiée par la délibération n° CP 2017-563 du 22 novembre 2017.

ARTICLE 8 – Abrogation du dispositif d'accompagnement : Parcours d'Orientation Professionnelle

Les articles 6, 7, 8 et 9 de la convention triennale et son annexe 2 « mode opératoire du disposition spécifique Parcours d'Orientation Professionnelle » concernant le dispositif parcours d'orientation professionnelle (POP) sont abrogés.

ARTICLE 9 – Modification de l'annexe 5 - Technique et financière à la convention régionale de partenariat et de financement 2015-2017

L'annexe 5 de la convention triennale est remplacée par le modèle présenté à l'annexe 1 du présent avenant.

ARTICLE 10 – Pièces contractuelles de l'avenant

- le présent avenant ;
- l'annexe 1 à l'avenant.

Fait en 3 exemplaires originaux à Paris,

Le ..... Le .....

Pour la Structure ([1])
(Nom du signataire, titre, signature
et cachet de la structure support)

La Présidente du Conseil Régional,

[1] joindre impérativement la copie de l'acte autorisant la signature du délégataire

Annexe 1 à l'avenant n° 3 modifiant l'annexe 5 à la convention

CONVENTION N° xxxxxxxxxx - Avenant n° 3

Mission Locale de : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXI

ANNEXE 5 - TECHNIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION REGIONALE DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT 2015-2017

Détail des subventions maximales prévisionnelles attribuées

ANNEE 2018

Délibération n° CP 2017-563 du 22 novembre 2017

	AVANCE : PART FIXE ACCORDEE		SOLDE : PART VARIABLE ACCORDEE	TOTAL ANNUEL ACCORDE (= a+b)
	Montant annuel de la subvention de fonctionnement N-1	33,83 % du montant annuel de la subvention de fonctionnement N-1 (a)	sur la base des critères de contexte, d'activité et de résultat après vote du budget régional (b)	
Subvention de fonctionnement (voir détail page suivante)				

	Nombre annuel de places N-1	Nombre de places AVANCE 35 % N-1	MONTANT DE L'AVANCE (a)	Nombre de places SOLDE N	MONTANT SOLDE (b)	TOTAL ANNUEL ACCORDE (= a+b)
Parrainage						

Total des subventions maximales prévisionnelles accordées			

	AVANCE (a)	SOLDE (b)	TOTAL ANNUEL ACCORDE (= a+b)
Plafond chèques mobilité	- €	10 458,80 €	10 458,80 €

Détail du montant annuel de la subvention de fonctionnement 2018 :

CRITERES			Mission locale (A)	Total Ile de France (B)	Part de la ML (C =A / B)	Sous enveloppe régionale (D)	Subvention de la ML (E = C x D)
CONTEXTE 30%	15 %	Nombre de jeunes actifs non occupés					
	5 %	Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois en QPV					
	5 %	Nombre de ménages non assujettis					
	5 %	Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de niveau IV non validé et infra					
ACTIVITE 35 %	10 %	Nombre de 1er accueil					
	25 %	Nombre de jeunes accompagnés					
RESULTAT 35%	10 %	Nombre d'entrées en emploi durable					
	7,5 %	Nombre d'entrées en emploi non durable					
	10 %	Nombre d'entrées en alternance					
	7,5 %	Nombre d'entrées en formation					
						Montant annuel	
						Montant annuel plafonné	

A Le

Le Président de la Mission Locale
ou
son représentant légal dûment habilité par délégation[(1)]
Nom du signataire :
Titre :
Cachet de la Mission Locale

[(1)] joindre impérativement la copie de l'acte autorisant la signature du délégataire

DETAILS DES AVANCES 2018 AUX MISSIONS LOCALES

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2018 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2018	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2018 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2018" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2018" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2018 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2018	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale de Paris	15R75MLPARISF	75	Association Loi 1901	547 902,51 €	*0*	0,00 €	67 327,31 €	*96 181,87 €*	*547 902,51 €*	**615 229,82 €**	5
Mission Locale du Bassin Chellois	15R77MLCHEF	77	Association Loi 1901	37 884,32 €	*11*	3 355,00 €	4 711,00 €	*6 730,00 €*	*41 239,32 €*	**45 950,32 €**	2
Mission Locale de la Brie et des Morins	15R77MLMORF	77	Association Loi 1901	46 459,76 €	*24*	7 320,00 €	3 142,19 €	*4 488,84 €*	*53 779,76 €*	**56 921,95 €**	2
Mission Locale des Boucles de la Marne	15R77MLBOUF	77	Association Loi 1901	35 674,33 €	*0*	0,00 €	4 627,53 €	*6 610,76 €*	*35 674,33 €*	**40 301,86 €**	2
Maison de l'emploi et de la formation Nord-Est 77 / Département mission locale	15R77MLMEAF	77	Association Loi 1901	82 608,66 €	*9*	2 745,00 €	7 425,55 €	*10 607,93 €*	*85 353,66 €*	**92 779,21 €**	2
Mission Locale du Sud Ouest Seine et Marne / Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine	15R77MLMELF	77	Association Loi 1901	84 211,12 €	*0*	0,00 €	6 674,30 €	*9 534,71 €*	*84 211,12 €*	**90 885,42 €**	2
Mission Locale de la Plaine de France	15R77MLPLAF	77	Groupement d'Interet Public (GIP)	36 706,57 €	*0*	0,00 €	4 717,86 €	*6 739,80 €*	*36 706,57 €*	**41 424,43 €**	2
Maison de l'emploi et de la formation de Sénart / activité mission locale	15R77MLSENF	77	Association Loi 1901	50 065,56 €	*0*	0,00 €	5 489,69 €	*7 842,41 €*	*50 065,56 €*	**55 555,25 €**	2
Mission Locale du Bassin Economique de Montereau	15R77MLMONF	77	Association Loi 1901	36 778,28 €	*30*	9 150,00 €	2 911,22 €	*4 158,89 €*	*45 928,28 €*	**48 839,50 €**	2
Mission Locale de la Seine et du Loing	15R77MLSEIF	77	Association Loi 1901	46 320,34 €	*12*	3 660,00 €	4 622,96 €	*6 604,23 €*	*49 980,34 €*	**54 603,30 €**	2
Mission Locale du Provinois	15R77MLPROF	77	Association Loi 1901	37 766,92 €	*3*	915,00 €	5 307,88 €	*7 582,69 €*	*38 681,92 €*	**43 989,80 €**	2
Mission Locale pour l'emploi du Plateau de Brie	15R77MLBRIF	77	Association Loi 1901	47 214,63 €	*16*	4 880,00 €	6 255,80 €	*8 936,86 €*	*52 094,63 €*	**58 350,43 €**	2
Mission Locale pour l'Emploi de Marne la Vallée - Val Maubuée	15R77MLTORF	77	Association Loi 1901	55 590,92 €	*18*	5 490,00 €	12 914,09 €	*18 448,70 €*	*61 080,92 €*	**73 995,01 €**	2
Mission Locale pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes de Saint Quentin en Yvelines et des Environs	15R78MLQUEF	78	Association Loi 1901	83 512,15 €	*0*	0,00 €	16 958,46 €	*24 226,37 €*	*83 512,15 €*	**100 470,61 €**	2
Mission Locale du Mantois	15R78MLMANF	78	Association Loi 1901	97 080,44 €	*0*	0,00 €	17 033,93 €	*24 334,19 €*	*97 080,44 €*	**114 114,37 €**	2
Mission Locale Intercommunale des Mureaux	15R78MLMURF	78	Association Loi 1901	49 264,48 €	*0*	0,00 €	8 783,96 €	*12 548,51 €*	*49 264,48 €*	**58 048,44 €**	2
Mission Locale de Plaisir - Val de Gally	15R78MLPLAF	78	Association Loi 1901	24 972,33 €	*0*	0,00 €	3 299,99 €	*4 714,27 €*	*24 972,33 €*	**28 272,32 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Poissy - Conflans Sainte Honorine - MLIPC	15R78MLPOIF	78	Association Loi 1901	78 201,81 €	*0*	0,00 €	10 535,72 €	*15 051,03 €*	*78 201,81 €*	**88 737,53 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Rambouillet	15R78MLRAMF	78	Association Loi 1901	29 640,44 €	*0*	0,00 €	3 024,42 €	*4 320,60 €*	*29 640,44 €*	**32 664,86 €**	2
Mission Locale de Saint Germain en Laye et des communes environnantes	15R78MLGERF	78	Association Loi 1901	23 519,65 €	*8*	2 440,00 €	3 127,33 €	*4 467,61 €*	*25 959,65 €*	**29 086,98 €**	2

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2018 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2018	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2018 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2018" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2018" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2018 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2018	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale de Sartrouville, Houilles, Maisons-Lafitte, Montesson, Carrières-sur-Seine, Le Mesnil-le-Roi	15R78MLSARF	78	Association Loi 1901	42 221,62 €	*8*	2 440,00 €	7 326,07 €	*10 465,81 €*	*44 661,62 €*	**51 987,69 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Versailles	15R78MLVERF	78	Association Loi 1901	49 076,65 €	*18*	5 490,00 €	5 506,84 €	*7 866,91 €*	*54 566,65 €*	**60 073,49 €**	2
Mission Locale Nord-Essonne	15R91MLNORF	91	Association Loi 1901	57 081,72 €	*24*	7 320,00 €	10 226,99 €	*14 609,99 €*	*64 401,72 €*	**74 628,71 €**	2
Mission Locale des Trois Vallées	15R91MLVALF	91	Association Loi 1901	65 674,26 €	*0*	0,00 €	12 738,00 €	*18 197,14 €*	*65 674,26 €*	**78 412,26 €**	2
Mission Intercommunale Vers l'Emploi (MIVE)	15R91MLCORF	91	Association Loi 1901	50 028,01 €	*37*	11 285,00 €	4 140,42 €	*5 914,89 €*	*61 313,01 €*	**65 453,43 €**	2
Mission Locale Sud-Essonne	15R91MLSUDF	91	Association Loi 1901	37 209,58 €	*15*	4 575,00 €	3 938,03 €	*5 625,76 €*	*41 784,58 €*	**45 722,61 €**	2
Mission Locale d'Evry / DYNAMIQUE EMPLOI	15R91MLEVRF	91	Association Loi 1901	75 572,40 €	*37*	11 285,00 €	7 139,68 €	*10 199,54 €*	*86 857,40 €*	**93 997,08 €**	2
Mission Locale de Grigny	15R91MLGRIF	91	Association Loi 1901	36 000,73 €	*5*	1 525,00 €	7 446,13 €	*10 637,33 €*	*37 525,73 €*	**44 971,86 €**	2
ViTaCiTé, la mission locale	15R91MLMASF	91	Association Loi 1901	81 449,84 €	*0*	0,00 €	3 935,74 €	*5 622,49 €*	*81 449,84 €*	**85 385,58 €**	2
Mission Locale du Val d'Orge	15R91MLORGF	91	Association Loi 1901	51 793,83 €	*18*	5 490,00 €	7 594,78 €	*10 849,69 €*	*57 283,83 €*	**64 878,61 €**	2
Insertion et Développement (I.D.) du Val d'Yerres Val de Seine	15R91MLYERF	91	Association Loi 1901	81 423,11 €	*0*	0,00 €	19 849,10 €	*28 355,86 €*	*81 423,11 €*	**101 272,21 €**	2
Mission Locale des Ulis	15R91MLULIF	91	Association Loi 1901	36 999,22 €	*15*	4 575,00 €	10 424,81 €	*14 892,59 €*	*41 574,22 €*	**51 999,03 €**	2
Maison des Entreprises et de l'Emploi de Vallée Sud Grand Paris	15R92MLSUDF	92	Association Loi 1901	39 318,22 €	*6*	1 830,00 €	7 469,00 €	*10 670,00 €*	*41 148,22 €*	**48 617,22 €**	2
GIP - Mission Locale Intercommunale Asnières sur Seine, Villeneuve La Garenne	15R92MLASVF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	48 101,59 €	*2*	610,00 €	8 220,24 €	*11 743,20 €*	*48 711,59 €*	**56 931,83 €**	2
Mission Locale de Bagneux, Clamart, Fontenay aux Roses, Malakoff - Association ARCHIMEDE	15R92MLBAGF	92	Association Loi 1901	54 943,75 €	*0*	0,00 €	11 592,27 €	*16 560,39 €*	*54 943,75 €*	**66 536,02 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Châtillon, Montrouge	15R92MLCHMF	92	Association Loi 1901	23 774,99 €	*5*	1 525,00 €	3 035,85 €	*4 336,93 €*	*25 299,99 €*	**28 335,84 €**	2
Mission Locale de Clichy - Mission Clichoise pour l'Insertion Sociale Professionnelle des Jeunes	15R92MLCLIF	92	Association Loi 1901	35 028,82 €	*0*	0,00 €	6 902,99 €	*9 861,41 €*	*35 028,82 €*	**41 931,81 €**	2
Mission Locale de Colombes - Association Colombienne pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes de 16 à 25 ans	15R92MLCOLF	92	Association Loi 1901	40 020,35 €	*7*	2 135,00 €	3 344,58 €	*4 777,97 €*	*42 155,35 €*	**45 499,93 €**	2
Partenaires pour l'emploi - Mission locale Rives de Seine	15R92MLCOUF	92	Association Loi 1901	66 273,25 €	*0*	0,00 €	5 327,32 €	*7 610,46 €*	*66 273,25 €*	**71 600,57 €**	2
Mission Locale pour l'Insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes de Gennevilliers	15R92MLGENF	92	Association Loi 1901	32 284,56 €	*11*	3 355,00 €	2 652,80 €	*3 789,71 €*	*35 639,56 €*	**38 292,36 €**	2

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2018 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2018	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2018 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2018" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2018" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2018 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2018	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Seine Ouest Entreprise et Emploi / Maison des Entreprises et de l'Emploi / activité Mission locale	15R92MLARSF	92	Association Loi 1901	64 884,01 €	*0*	0,00 €	7 898,93 €	*11 284,19 €*	*64 884,01 €*	**72 782,94 €**	2
Maison de l'emploi et de la formation de Nanterre / activité mission locale	15R92MLNANF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	48 190,43 €	*8*	2 440,00 €	4 403,41 €	*6 290,59 €*	*50 630,43 €*	**55 033,84 €**	2
Maison de l'Emploi Rueil, Suresnes / activité mission locale	15R92MLRUEF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	29 337,75 €	*0*	0,00 €	3 341,15 €	*4 773,07 €*	*29 337,75 €*	**32 678,90 €**	2
Mission Locale d'Aubervilliers - A.I.S.P.J.A.	15R93MLAUBF	93	Association Loi 1901	64 145,70 €	*0*	0,00 €	10 327,61 €	*14 753,73 €*	*64 145,70 €*	**74 473,31 €**	2
MEIFE - Maison de l'Emploi, de l'Insertion, de la Formation et de l'Entreprise d'Aulnay sous Bois	15R93MLAULF	93	Association Loi 1901	47 169,66 €	*16*	4 880,00 €	11 062,85 €	*15 804,07 €*	*52 049,66 €*	**63 112,51 €**	2
Mission Locale Intercommunale de la MIRE Bobigny, Drancy, Le Blanc-Mesnil	15R93MLMIRF	93	Association Loi 1901	117 141,64 €	*12*	3 660,00 €	16 579,98 €	*23 685,69 €*	*120 801,64 €*	**137 381,62 €**	2
Mission Locale pour l'Emploi de Bondy	15R93MLBONF	93	Association Loi 1901	41 420,30 €	*0*	0,00 €	7 990,41 €	*11 414,87 €*	*41 420,30 €*	**49 410,71 €**	2
Mission Locale pour l'Emploi de la Dhuys	15R93MLDHUF	93	Association Loi 1901	61 101,09 €	*9*	2 745,00 €	6 133,45 €	*8 762,07 €*	*63 846,09 €*	**69 979,54 €**	2
Mission Locale Intercommunale de La Courneuve, Le Bourget, Stains et Dugny	15R93MLCOUF	93	Association Loi 1901	65 341,99 €	*0*	0,00 €	6 049,98 €	*8 642,83 €*	*65 341,99 €*	**71 391,97 €**	2
Mission Intercommunale pour l'Insertion des Jeunes (MIIJ)	15R93MLEPIF	93	Association Loi 1901	71 791,90 €	*14*	4 270,00 €	21 558,55 €	*30 797,93 €*	*76 061,90 €*	**97 620,45 €**	2
Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93	15R93MLMONF	93	Association Loi 1901	107 596,90 €	*0*	0,00 €	22 073,10 €	*31 533,00 €*	*107 596,90 €*	**129 670,00 €**	2
Mission Locale pour l'Emploi Sud 93	15R93MLSUDF	93	Association Loi 1901	43 982,75 €	*5*	1 525,00 €	11 784,37 €	*16 834,81 €*	*45 507,75 €*	**57 292,12 €**	2
Mission Locale de la Lyr - Pantin, Le Pré St Gervais, Les Lilas	15R93MLLYRF	93	Association Loi 1901	46 034,74 €	*0*	0,00 €	5 912,76 €	*8 446,80 €*	*46 034,74 €*	**51 947,50 €**	2
Mission Locale de la Marne aux Bois	15R93MLROSF	93	Association Loi 1901	35 036,79 €	*5*	1 525,00 €	6 420,46 €	*9 172,09 €*	*36 561,79 €*	**42 982,25 €**	2
Mission Locale Intercommunale de St Denis, Pierrefitte - OBJECTIF EMPLOI	15R93MLDENF	93	Association Loi 1901	100 282,20 €	*0*	0,00 €	21 278,41 €	*30 397,73 €*	*100 282,20 €*	**121 560,61 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Sevran, Tremblay en France, Villepinte	15R93MLTREF	93	Association Loi 1901	71 341,89 €	*14*	4 270,00 €	17 057,94 €	*24 368,49 €*	*75 611,89 €*	**92 669,83 €**	2
Mission Locale de Gagny, Villemomble, Les Pavillons sous Bois	15R93MLVILF	93	Association Loi 1901	38 633,41 €	*6*	1 830,00 €	5 056,32 €	*7 223,31 €*	*40 463,41 €*	**45 519,73 €**	2
Mission Locale du Plateau Briard	15R94MLPLAF	94	Association Loi 1901	25 994,85 €	*6*	1 830,00 €	6 481,06 €	*9 258,66 €*	*27 824,85 €*	**34 305,91 €**	2
Mission Locale Intercommunale du Nord Ouest du Val de Marne (INNOVAM)	15R94MLVALF	94	Association Loi 1901	65 090,69 €	*12*	3 660,00 €	17 135,70 €	*24 479,57 €*	*68 750,69 €*	**85 886,39 €**	2
Mission Locale d'Orly,Choisy Le Roi, Villeneuve le Roi, Ablon sur Seine (MLOCVA)	15R94MLORLF	94	Association Loi 1901	47 530,31 €	*5*	1 525,00 €	8 368,89 €	*11 955,56 €*	*49 055,31 €*	**57 424,20 €**	2
A.I.F.P. Mission Locale de la Plaine Centrale du Val de Marne	15R94MLCENF	94	Association Loi 1901	86 062,77 €	*0*	0,00 €	13 563,57 €	*19 376,53 €*	*86 062,77 €*	**99 626,34 €**	2

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2018 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2018	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2018 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2018" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2018" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2018 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2018	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale des Villes du Nord du Bois	15R94MLVNBF	94	Groupement d'Interet Public (GIP)	29 377,01 €	*12*	3 660,00 €	4 969,42 €	*7 099,17 €*	*33 037,01 €*	**38 006,43 €**	2
Mission Locale de Bièvre Val de Marne	15R94MLBIEF	94	Association Loi 1901	50 064,89 €	*9*	2 745,00 €	5 685,22 €	*8 121,74 €*	*52 809,89 €*	**58 495,11 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Maisons Alfort, Charenton Le Pont, Saint-Maur des Fossés, Saint-Maurice	15R94MLALFF	94	Association Loi 1901	40 060,90 €	*0*	0,00 €	4 472,02 €	*6 388,60 €*	*40 060,90 €*	**44 532,92 €**	2
Mission Locale Intercommunale des Bords de Marne	15R94MLBORF	94	Association Loi 1901	74 002,25 €	*12*	3 660,00 €	10 472,83 €	*14 961,19 €*	*77 662,25 €*	**88 135,08 €**	2
GIP-Mission Locale Intercommunale de Villeneuve St Georges, Valenton - VIVA	15R94MLVILF	94	Groupement d'Interet Public (GIP)	32 905,93 €	*6*	1 830,00 €	4 610,38 €	*6 586,26 €*	*34 735,93 €*	**39 346,31 €**	2
Mission Locale des Portes de la Brie	15R94MLPORF	94	Association Loi 1901	35 223,28 €	*12*	3 660,00 €	3 667,03 €	*5 238,61 €*	*38 883,28 €*	**42 550,31 €**	2
Mission Locale Intercommunale d'Ivry-Vitry / GIP d'Ivry-Vitry	15R94MLIVRF	94	Groupement d'Interet Public (GIP)	81 665,23 €	*61*	18 605,00 €	11 125,74 €	*15 893,91 €*	*100 270,23 €*	**111 395,97 €**	2
REFLEXES 95	15R95MLBEAF	95	Association Loi 1901	40 908,59 €	*6*	1 830,00 €	6 007,67 €	*8 582,39 €*	*42 738,59 €*	**48 746,26 €**	2
Mission Locale Argenteuil-Bezons	15R95MLABEF	95	Association Loi 1901	70 161,76 €	*9*	2 745,00 €	11 154,33 €	*15 934,76 €*	*72 906,76 €*	**84 061,09 €**	2
Mission Locale Agir pour la Valorisation par l'Emploi et les Compétences - A.V.E.C.	15R95MLCERF	95	Association Loi 1901	94 824,14 €	*0*	0,00 €	11 178,34 €	*15 969,06 €*	*94 824,14 €*	**106 002,48 €**	2
Mission Locale de la Vallée de Montmorency	15R95MLMONF	95	Association Loi 1901	75 036,46 €	*0*	0,00 €	11 440,19 €	*16 343,13 €*	*75 036,46 €*	**86 476,65 €**	2
Mission Locale SeinOise	15R95MLSEIF	95	Association Loi 1901	58 595,02 €	*15*	4 575,00 €	10 871,89 €	*15 531,27 €*	*63 170,02 €*	**74 041,91 €**	2
A.I.S.P.J. - Mission Locale Val d'Oise Est	15R95MLVALF	95	Association Loi 1901	154 768,65 €	*30*	9 150,00 €	21 279,55 €	*30 399,36 €*	*163 918,65 €*	**185 198,20 €**	2
Mission Locale de Taverny - G.I.P. Insertion	15R95MLTAVF	95	Groupement d'Interet Public (GIP)	28 167,40 €	*5*	1 525,00 €	4 883,66 €	*6 976,66 €*	*29 692,40 €*	**34 576,06 €**	2
Total				4 679 525,00 €	*628*	191 540,00 €	700 000,00 €	1 000 000,04 €	*4 871 065,00 €*	**5 571 065,00 €**	

TABLEAU D'AJUSTEMENT DES PLACES POP 2017

Ajustements parcours d'orientation professionnelle (POP) pour l'année 2017

Mission locale	Nombre initial de places conventionnées (CP mai 2017)	Montant initial (CP mai 2017)	Ajustements des places proposés	Montant des ajustements proposés	Nombre final de places conventionnées après ajustements	Montant final du POP 2017 après ajustements
Mission Locale de Paris	498	275 900 €	0	- €	498	275 900 €
Mission Locale du Bassin Chellois	0		0			
Mission Locale de la Brie et des Morins	111	63 050 €	0	- €	111	63 050 €
Mission Locale des Boucles de la Marne	40	24 000 €	0	- €	40	24 000 €
Maison de l'emploi et de la formation Nord-Est 77 / Département mission locale	111	63 050 €	0	- €	111	63 050 €
Mission Locale du Sud Ouest Seine et Marne / Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine	198	110 900 €	10	5 500,00 €	208	116 400 €
Mission Locale de la Plaine de France	59	34 450 €	0	- €	59	34 450 €
Maison de l'emploi et de la formation de Sénart / activité mission locale	103	58 650 €	0	- €	103	58 650 €
Mission Locale du Bassin Economique de Montereau	103	58 650 €	0	- €	103	58 650 €
Mission Locale de la Seine et du Loing	143	80 650 €	0	- €	143	80 650 €
Mission Locale du Provinois	48	28 400 €	0	- €	48	28 400 €
Mission Locale pour l'emploi du Plateau de Brie	95	54 250 €	0	- €	95	54 250 €
Mission Locale pour l'Emploi de Marne la Vallée - Val Maubuée	91	52 050 €	6	3 300,00 €	97	55 350 €
Mission Locale pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes de Saint Quentin en Yvelines et des Environs	127	71 850 €	0	- €	127	71 850 €
Mission Locale du Mantois	97	55 350 €	0	- €	97	55 350 €
Mission Locale Intercommunale des Mureaux	71	41 050 €	0	- €	71	41 050 €
Mission Locale de Plaisir - Val de Gally	0		0	- €		
Mission Locale Intercommunale de Poissy et Environs - Espace Jeunes pour l'Emploi	96	56 800 €	0	- €	96	56 800 €
Mission Locale Intercommunale de Rambouillet	59	34 450 €	0	- €	59	34 450 €
Mission Locale de Saint Germain en Laye et des communes environnantes	24	15 200 €	0	- €	24	15 200 €
Mission Locale de Sartrouville, Houilles, Maisons-Lafitte, Montesson, Carrières-sur-Seine, Le Mesnil-le-Roi	0		0	- €	0	
Mission Locale Intercommunale de Versailles	63	36 650 €	0	- €	63	36 650 €
Mission Locale Nord-Essonne	91	52 050 €	0	- €	91	52 050 €
Mission Locale des Trois Vallées	198	110 900 €	8	4 400,00 €	206	115 300 €
Mission Intercommunale Vers l'Emploi (MIVE)	75	43 250 €	0	- €	75	43 250 €
Mission Locale Sud-Essonne	24	15 200 €	0	- €	24	15 200 €
Mission Locale d'Evry / DYNAMIQUE EMPLOI	119	67 450 €	0	- €	119	67 450 €
Mission Locale de Grigny	40	24 000 €	0	- €	40	24 000 €
ViTaCiTé, la mission locale	111	63 050 €	0	- €	111	63 050 €
Mission Locale du Val d'Orge	103	58 650 €	0	- €	103	58 650 €
Insertion et Développement (I.D.) du Val d'Yerres Val de Seine	71	41 050 €	8	4 400,00 €	79	45 450 €

Ajustements parcours d'orientation professionnelle (POP) pour l'année 2017

Mission locale	Nombre initial de places conventionnées (CP mai 2017)	Montant initial (CP mai 2017)	Ajustements des places proposés	Montant des ajustements proposés	Nombre final de places conventionnées après ajustements	Montant final du POP 2017 après ajustements
Mission Locale des Ulis	103	58 650 €	0	- €	103	58 650 €
Maison des Entreprises et de l'Emploi de Vallée Sud Grand Paris	0		0	- €		
GIP - Mission Locale Intercommunale Asnières sur Seine, Villeneuve La Garenne	0		0	- €		
Mission Locale de Bagneux, Clamart, Fontenay aux Roses, Malakoff - Association ARCHIMEDE	71	41 050 €	0	- €	71	41 050 €
Mission Locale Intercommunale de Châtillon, Montrouge	111	63 050 €	7	3 850,00 €	118	66 900 €
Mission Locale de Clichy - Mission Clichoise pour l'Insertion Sociale Professionnelle des Jeunes	0		0	- €		
Mission Locale de Colombes - Association Colombienne pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes de 16 à 25 ans	0		0	- €		
Partenaires pour l'emploi - Mission locale Rives de Seine	0		0	- €		
Mission Locale pour l'Insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes de Gennevilliers	51	30 050 €	0	- €	51	30 050 €
Seine Ouest Entreprise et Emploi / Maison des Entreprises et de l'Emploi / activité Mission locale	0		0	- €		
Maison de l'emploi et de la formation de Nanterre / activité mission locale	135	76 250 €	0	- €	135	76 250 €
Maison de l'Emploi Rueil, Suresnes / activité mission locale	0		0	- €		
Mission Locale d'Aubervilliers - A.I.S.P.J.A.	55	32 250 €	0	- €	55	32 250 €
MEIFE - Maison de l'Emploi, de l'Insertion, de la Formation et de l'Entreprise d'Aulnay sous Bois	63	36 650 €	0	- €	63	36 650 €
Mission Locale Intercommunale de la MIRE Bobigny, Drancy, Le Blanc-Mesnil	143	80 650 €	0	- €	143	80 650 €
Mission Locale pour l'Emploi de Bondy	119	67 450 €	0	- €	119	67 450 €
Mission Locale pour l'Emploi de la Dhuys	111	63 050 €	0	- €	111	63 050 €
Mission Locale Intercommunale de La Courneuve, Le Bourget, Stains et Dugny	0		0	- €		
Mission Intercommunale pour l'Insertion des Jeunes (MIIJ)	95	54 250 €	0	- €	95	54 250 €
Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93	0		0	- €		
Mission Locale pour l'Emploi Sud 93	56	32 800 €	0	- €	56	32 800 €
Mission Locale de la Lyr - Pantin, Le Pré St Gervais, Les Lilas	0		0	- €		
Mission Locale de la Marne aux Bois	75	43 250 €	0	- €	75	43 250 €
Mission Locale Intercommunale de St Denis, Pierrefitte - OBJECTIF EMPLOI	15	10 250 €	0	- €	15	10 250 €
Mission Locale Intercommunale de Sevran, Tremblay en France, Villepinte	91	52 050 €	0	- €	91	52 050 €
Mission Locale de Gagny, Villemomble, Les Pavillons sous Bois	0		0	- €		
Mission Locale du Plateau Briard	0		0	- €		

Ajustements parcours d'orientation professionnelle (POP) pour l'année 2017

Mission locale	Nombre initial de places conventionnées (CP mai 2017)	Montant initial (CP mai 2017)	Ajustements des places proposés	Montant des ajustements proposés	Nombre final de places conventionnées après ajustements	Montant final du POP 2017 après ajustements
Mission Locale Intercommunale du Nord Ouest du Val de Marne (INNOVAM)	63	36 650 €	0	- €	63	36 650 €
Mission Locale d'Orly,Choisy Le Roi, Villeneuve le Roi, Ablon sur Seine (MLOCVA)	48	28 400 €	0	- €	48	28 400 €
Mission Locale des Villes du Nord du Bois	39	23 450 €	0	- €	39	23 450 €
Mission Locale de Bièvre Val de Marne	48	28 400 €	0	- €	48	28 400 €
Mission Locale de Maisons Alfort, Charenton, Saint-Maurice, Saint-Maur	51	30 050 €	0	- €	51	30 050 €
Mission Locale Intercommunale des Bords de Marne	55	32 250 €	0	- €	55	32 250 €
GIP-Mission Locale Intercommunale de Villeneuve St Georges, Valenton - VIVA	0		0	- €		
Mission Locale des Portes de la Brie	55	32 250 €	0	- €	55	32 250 €
Mission Locale Intercommunale d'Ivry-Vitry / GIP d'Ivry-Vitry	79	45 450 €	0	- €	79	45 450 €
REFLEXES 95	119	67 450 €	0	- €	119	67 450 €
Mission Locale Argenteuil-Bezons	79	45 450 €	0	- €	79	45 450 €
Mission Locale Agir pour la Valorisation par l'Emploi et les Compétences - A.V.E.C.	127	71 850 €	-45	- 24 750,00 €	82	47 100 €
Mission Locale de la Vallée de Montmorency	87	49 850 €	0	- €	87	49 850 €
Mission Locale SeinOise	95	54 250 €	0	- €	95	54 250 €
A.I.S.P.J. - Mission Locale Val d'Oise Est	194	108 700 €	6	3 300,00 €	200	112 000 €
Mission Locale de Taverny - G.I.P. Insertion	24	15 200 €	0	- €	24	15 200 €
TOTAL	**5 426**	**3 102 300 €**	0	0 €	**5 426**	**3 102 300 €**

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-563	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111004 - Accès à l'information et à l'orientation**
Action	**11100401 - Soutien aux missions locales**

Dispositif : N° 00000263 - Subventions de fonctionnement Missions locales

Dossier	17015286 - AVANCE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX MISSIONS LOCALES 2018			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 679 525,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	4 679 525,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000263 - Subventions de fonctionnement Missions locales	4 679 525,00 €

Dispositif : N° 00000271 - Parrainage

Dossier	17015291 - AVANCE SUBVENTION PARRAINAGE 2018			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	191 540,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	191 540,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000271 - Parrainage	191 540,00 €

Dispositif : N° 00000273 - Chèques Mobilité

Dossier	17015293 - AVANCE SUBVENTION CHEQUES MOBILITE 2018			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	700 000,00 €		Code nature	6557
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	700 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000273 - Chèques Mobilité	700 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-563	Budget	2017

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111004 - 11100401	5 571 065,00 €

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-456

DU 22 NOVEMBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE D'APPRENTISSAGE : AIDE À L'ENTRÉE EN APPRENTISSAGE (AVANCES ET SOLDES)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Travail et notamment le livre 2 de la 6ème partie ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013, prorogé par la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU La délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 relative notamment au règlement d'intervention du dispositif de l'aide régionale à l'entrée en apprentissage ;

VU La délibération n° CR 34-15 du 10 juillet 2015 relative la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2014 dans le domaine de l'apprentissage (mesures financières transitoires liées à la réforme de la taxe d'apprentissage, actualisation de la convention portant création de CFA) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 relative à un nouvel engagement pour l'apprentissage : plan d'action ;

VU La délibération n° CR 112-16 du 16 juin 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : un contrat de performance entre la Région et chaque CFA ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 15-295 du 17 juin 2015 relative à l'affectation de l'aide régionale à l'entrée en apprentissage pour l'année scolaire 2015-2016 ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-268 du 21 septembre 2016 relative à l'affectation de l'aide régionale à l'entrée en apprentissage pour l'année scolaire 2016-2017 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-456 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif d'aide à l'entrée en apprentissage

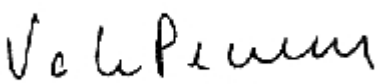
Décide, au titre du dispositif d'aide à l'entrée en apprentissage, de verser aux organismes gestionnaires de CFA mentionnés dans l'annexe n° **2** ci-jointe, une avance de 80% correspondant à l'année scolaire 2017/2018.

Décide, au titre du dispositif d'aide à l'entrée en apprentissage, de verser, aux organismes gestionnaires de CFA mentionnés dans l'annexe n° **3** ci-jointe, les soldes correspondant à l'année scolaire précisée dans l'annexe précitée.

Affecte une autorisation d'engagement de **5 289 404 €** disponible sur le chapitre 931 «Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage», programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 «Accompagnement de la politique d'apprentissage », nature 657 « subventions » du budget régional 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, en fonction de l'année scolaire visée aux annexes **2** et **3**, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier », prorogé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112003 - Qualification par l'apprentissage**
Action	**11200302 - Accompagnement de la politique d'apprentissage**

Dispositif : N° 00000804 - Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage

Dossier	15009587 - CFA de la bureautique appliquée - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1601 - IGS INST GESTION SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 772,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		23 728,00 €	

Dossier	15009608 - CFA Méderic - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R7387 - APHRL ASS PROF HOTELIER RESTAURAT LIMONADIER		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 308,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		89 072,00 €	

Dossier	16009857 - CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1612 - CSFIF CHAMBRE SYNDICALE FLEURISTES IDF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 848,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		64 512,00 €	

Dossier	16009859 - CFA AFI 24 Ile de France - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R13007 - AFI 24 ASS FORM INDUST CHIMIQUES PARACHIMIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 472,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 168,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	16009860 - CFA Stephenson - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1300 - ADFC VENTE DISTRIBUTION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 136,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		48 864,00 €	

Dossier	16009863 - CFA SUP 2000 - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R18387 - AFUNA CFA SUP 2000		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		41 360,00 €	

Dossier	16009876 - CFA Cycles et Motocycles - INCM - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R16105 - INCM INSTITUT NATIONAL DU CYCLE ET MOTOCYCLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 332,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 448,00 €	

Dossier	16009885 - CFA la Bretonnière - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R3667 - LEGTPA LA BRETONNIERE CHAILLY EN BRIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 536,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 864,00 €	

Dossier	16009887 - CFA Environnement et Hygiène des Locaux - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1611 - INHNI PARIS INST NAL HY GIENE & NETTOYAGE INDUS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 320,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	16009889 - CFA de la Couture - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1333 - CHAM SYND COUTURE PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	896,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 544,00 €	

Dossier	16009890 - CFA des Compagnons du Devoir - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R5301 - AOCDTF ASS OUVRIERE COMPAGNON DEVOIR TOUR FRANC		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 016,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		49 664,00 €	

Dossier	16009896 - CFA CCI Paris IdF - ITESCIA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 040,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 160,00 €	

Dossier	16009898 - CFA CCI Paris IdF - GESCIA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 848,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 952,00 €	

Dossier	16009901 - CFA CCI Paris IdF - ESSYM - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 580,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 520,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	16009902 - CFA CCI Paris IdF - ISIPCA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	776,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 824,00 €	

Dossier	16009903 - CFA CCI Paris IdF - SUP de V - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 320,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 080,00 €	

Dossier	16009909 - CFA CCI Paris IdF - GOBELINS, l'école de l'image - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 096,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 104,00 €	

Dossier	16009910 - CFA des Métiers de l'Aérien - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R5959 - AFMAE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	28 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		76 480,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	16009912 - CFA de l'Edition - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R17925 - ASFORED ASS NALE FORM PERFECT PROF EDITION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	400,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 200,00 €	

Dossier	16009916 - CFAI 77 - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R14929 - ASFO JEUNES 77		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 804,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 136,00 €	

Dossier	16009918 - CFA Couverture & Plomberie - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R36737 - CFA COUVERTURE PLOMBERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 824,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		38 656,00 €	

Dossier	16009926 - CFAI Mécavenir - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R10346 - SUPII MECAVENIR ASSOCIATION DE FORMATION ET D'INNOVATION POUR LES METIERS DE L INDUSTRIE ET DE LA MECANIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 280,00 €	

Dossier	16009930 - CFA de l'ARFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R10741 - ARFA ASS REG FORM ANIMAT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 092,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		87 728,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	16009934 - CFA Vente et Commerce - AFIPE - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R19239 - AFIPE ASS FORM INTERPROF PE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 236,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 944,00 €	

Dossier	16009941 - CFA de Grosbois - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R19761 - AFASEC ASS FORM ACTION SOCIALE ECURIE COURSES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 724,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 056,00 €	

Dossier	16009943 - CFA Maison Familiale du Moulin de la Planche - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R6808 - MFR MAISON FAMILIALE RUR DU MOULIN DE LA PLANCHE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 240,00 €	

Dossier	16009945 - CFA Descartes - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R19156 - ADEFSA CTRE FORMATION APPRENTIS DESCARTES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 460,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 240,00 €	

Dossier	16009946 - CFA ADAFORSS - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0030788 - ADAFORSS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	19 040,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		57 360,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	16009957 - CFA CCI Paris IdF - LA FABRIQUE - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 024,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 416,00 €	

Dossier	16009960 - CFA CCI Paris IdF - FERRANDI Paris - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	19 120,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		96 960,00 €	

Dossier	16009961 - CFA FORMASUP Paris - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R9478 - FORMASUP PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	200,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 800,00 €	

Dossier	16009965 - CFA Université et Sports - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R26146 - PARIS SPORT DEVELOPPEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	260,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 440,00 €	

Dossier	16009970 - CFA C3 CFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R32884 - C3 CFA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 320,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 880,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	16009971 - CFA AFANEM - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R36745 - AFANEM ASS FORMA ALTERN NEGOCE MAINTENANCE FNAS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 644,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 256,00 €	

Dossier	16009972 - CFA de l'Académie de Créteil - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R26516 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE L'ACADEMIE DE CRETEIL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 648,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		136 512,00 €	

Dossier	16009974 - CFA FDME - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R27047 - FACULTE DES METIERS ESSONNE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	33 792,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		200 768,00 €	

Dossier	16009976 - CFA INFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R12207 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 196,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		24 944,00 €	

Dossier	16009978 - CFA CCI Paris IdF - ITEDEC - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	65 660,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		65 660,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	16009981 - CFA V3A - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R25568 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 936,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		47 904,00 €	

Dossier	16009987 - CFA CMA de la Seine et Marne - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0014765 - CMA CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DE LA SEINE ET MARNE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	41 240,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		199 040,00 €	

Dossier	16009989 - CFA EDF - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0021094 - AFMEE ILE DE FRANCE ASS FORMATION AUX METIERS DES ENERGIES ELECTRIQUES ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 172,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 288,00 €	

Dossier	16009990 - CFA CCI Paris IdF - INHAC - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	24 344,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		43 936,00 €	

Dossier	17011971 - CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1612 - CSFIF CHAMBRE SYNDICALE FLEURISTES IDF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	62 976,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		62 976,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17011972 - CFA du Bâtiment - Saint-Denis AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 976,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 976,00 €	

Dossier	17011973 - CFA AFI 24 Ile de France AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R13007 - AFI 24 ASS FORM INDUST CHIMIQUES PARACHIMIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 960,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 960,00 €	

Dossier	17011974 - CFA Stephenson AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1300 - ADFC VENTE DISTRIBUTION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	48 256,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		48 256,00 €	

Dossier	17011975 - CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1631 - ACPPAV ASS COURS PROF PHARMACIE ACADEMIE VERSAIL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	93 712,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		93 712,00 €	

Dossier	17011976 - CFA Ecole de Travail ORT AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1667 - ECOLE DE TRAVAIL ORT CTRE DE FORMATION D APPRENTIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	27 568,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		27 568,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17011977 - CFA SUP 2000 AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R18387 - AFUNA CFA SUP 2000		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 320,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 320,00 €	

Dossier	17011978 - CFA du BTP de Nangis AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 672,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 672,00 €	

Dossier	17011979 - CFA du BTP d'Ocquerre AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	45 056,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		45 056,00 €	

Dossier	17011980 - CFA de l'Assurance AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R13005 - IFPASS INSTITUT DE FORMATION DE LA PROFESSION DE L ASSURANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 320,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 320,00 €	

Dossier	17011981 - CFA UNION AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R13011 - UNION UNIV ECONOMIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 400,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17011982 - CFA Gestes Formation AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1625 - CHAMBRE APPRENTISSAGE PEINTURE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 680,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 680,00 €	

Dossier	17011983 - CFA GARAC AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R7752 - GARAC GROUPEMENT APPREN REPARAT AUTO CYCLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	41 536,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		41 536,00 €	

Dossier	17011984 - CFA Commerce, Gestion, Bureautique (Isifa) AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R12963 - AFASOP ASS FORMAT APPRENTISS SUD-OUEST PARISIEN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 400,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 400,00 €	

Dossier	17011985 - CFA du Bâtiment - Brétigny AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	49 152,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		49 152,00 €	

Dossier	17011986 - CFA du Bâtiment - Ermont AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	55 040,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		55 040,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17011987 - CFA Equipement Electrique AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0036409 - ECO-CAMPUS DU BATIMENT - GRAND PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 992,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 992,00 €	

Dossier	17011988 - CFA des Métiers de la Gastronomie AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1471 - CEPROC CTRE FORMATION APPRENTIS CHARCUTERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	86 528,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		86 528,00 €	

Dossier	17011989 - CFA Banque et Finance AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R36735 - ASSOC FORMATION APPRENTI S BANQUE IDF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 240,00 €	

Dossier	17011990 - CFA Cycles et Motocycles - INCM AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R16105 - INCM INSTITUT NATIONAL DU CYCLE ET MOTOCYCLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	23 296,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		23 296,00 €	

Dossier	17011991 - CFA de l'optique - AEPO AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1303 - AEPO ASS ENSEIGNEMT PRI VE OPTIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 792,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 792,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17011992 - CFA des Métiers de la Viande AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1474 - EPB ECOLE PROF BOUCHERIE CFA BOUCHERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	58 112,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		58 112,00 €	

Dossier	17011993 - CFA de la Miroiterie AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R7950 - FORMAP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 936,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 936,00 €	

Dossier	17011994 - CFA CERFAL AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1552 - CERFAL CENTRE REGIONAL DE FORMATION MULTIPROFESSIONNEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	151 904,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		151 904,00 €	

Dossier	17011995 - CFA St Lambert Formation AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1671 - CHAM APPRENT MACONNERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 144,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 144,00 €	

Dossier	17011996 - CFA des Métiers de la Table AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R8449 - ADMT ASS DEVELOP METIER TABLE/ECOLE PARIS MET TABL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	119 936,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		119 936,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17011997 - CFA Boulangerie et Pâtisserie AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R18894 - EBP ECOLE BOULANGERIE & PATISSERIE DE PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	31 488,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		31 488,00 €	

Dossier	17011998 - CFA de la Librairie et de la Papéterie de Détail AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1608 - INFL INST NAL FORM LI BRAIRIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 272,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 272,00 €	

Dossier	17011999 - CFA la Bretonnière AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R3667 - LEGTPA LA BRETONNIERE CHAILLY EN BRIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	32 384,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		32 384,00 €	

Dossier	17012000 - CFA du Bâtiment - Noisy le Grand AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 800,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 800,00 €	

Dossier	17012001 - CFA Environnement et Hygiène des Locaux AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1611 - INHNI PARIS INST NAL HY GIENE & NETTOYAGE INDUS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 640,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 640,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012002 - CFA du Marché International de Rungis AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R29945 - ASS CFA DE LA POISSONNERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 704,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 704,00 €	

Dossier	17012003 - CFA de la Couture AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1333 - CHAM SYND COUTURE PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 752,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 752,00 €	

Dossier	17012004 - CFA des Compagnons du Devoir AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R5301 - AOCDTF ASS OUVRIERE COMPAGNON DEVOIR TOUR FRANC		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	61 184,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		61 184,00 €	

Dossier	17012005 - CFA AFORPA - Métiers de l'automobile AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1645 - AFORPA ASSOC REGIONALE POUR FORMATION PROF AUTO		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	90 768,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		90 768,00 €	

Dossier	17012006 - CFA IGS AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1601 - IGS INST GESTION SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	26 304,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		26 304,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012007 - CFA AGEFA PME Ile de France AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0036940 - AGEFA PME IDF ASS PROMOTION GESTION FORMATIONS PROFESSIONNELLES INITIALES EN APPRENTISSAGE POUR LES PME ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 952,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 952,00 €	

Dossier	17012008 - CFA du Bâtiment - Rueil Malmaison AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 032,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 032,00 €	

Dossier	17012009 - CFA EVE AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R12303 - AGESUP ASS PROMO GES TION CTRE ENS SUP A EVRY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 680,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 680,00 €	

Dossier	17012010 - CFA CCI Paris IdF - ITESCIA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 440,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 440,00 €	

Dossier	17012011 - CFA CCI Paris IdF - Adolphe CHAUVIN AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 192,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 192,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012012 - CFA CCI Paris IdF - GESCIA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 536,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 536,00 €	

Dossier	17012013 - CFA CCI Paris IdF - UPMC AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 040,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 040,00 €	

Dossier	17012014 - CFA CCI Paris IdF - Centre R. DELOROZOY AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 160,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 160,00 €	

Dossier	17012015 - CFA CCI Paris IdF - ESSYM AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 120,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 120,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012016 - CFA CCI Paris IdF - ISIPCA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 360,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 360,00 €	

Dossier	17012017 - CFA CCI Paris IdF - SUP DE VENTE AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 360,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 360,00 €	

Dossier	17012018 - CFA DUCRETET IDF AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R19152 - FODIPEG ASS FORMAT DISTRI PRODUIT ELECTRO GD PUB		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	34 480,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 480,00 €	

Dossier	17012019 - CFA IFPM AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R18648 - IFPM INST FORM PERF ME TIERS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	74 768,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		74 768,00 €	

Dossier	17012020 - CFA CEZ AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R3857 - CEZ CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 984,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 984,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012021 - CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R3665 - LEGTPA AGRICOLE SAINT GERMAIN EN LAYE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	38 272,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		38 272,00 €	

Dossier	17012022 - CFA CCI Paris IdF - GOBELINS, l'école de l'image AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 088,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 088,00 €	

Dossier	17012023 - CFA des Métiers de l'Aérien AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R5959 - AFMAE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	85 904,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		85 904,00 €	

Dossier	17012024 - CFA de la Pharmacie AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1604 - ACPPP ASS COURS PROF & PERFECT EMP & PREPA PHARMA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	64 512,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		64 512,00 €	

Dossier	17012025 - CFA de l'Edition AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R17925 - ASFORED ASS NALE FORM PERFECT PROF EDITION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 360,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 360,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012026 - CFA Méderic AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R7387 - APHRL ASS PROF HOTELIER RESTAURAT LIMONADIER		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	94 272,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		94 272,00 €	

Dossier	17012027 - CFA CMA du 94 AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R5782 - CHAM METIERS VAL DE MARN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	108 080,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		108 080,00 €	

Dossier	17012028 - CFA Omnisports AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R11427 - AFJS IDF ASS JEUNES SPOR TIFS REG IDF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 848,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 848,00 €	

Dossier	17012029 - CFAI 77 AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R14929 - ASFO JEUNES 77		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 880,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 880,00 €	

Dossier	17012030 - CFA Audiovisuel AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1674 - AFOMAV ASSOCIATION FORMATION METIERS AUDIO VISUEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 400,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012031 - CFA Couverture & Plomberie AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0036409 - ECO-CAMPUS DU BATIMENT - GRAND PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	38 656,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		38 656,00 €	

Dossier	17012032 - CFA Communication et Création Numérique AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R16521 - CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 960,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 960,00 €	

Dossier	17012033 - CFA IFRIA Ile de France AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R6830 - IFRIA INST FORM REG IN DUS AGRO ALIMENTAIRES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 360,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 360,00 €	

Dossier	17012034 - CFA ACE AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R17933 - ACE ASS DES COMPTABLES ENSEIGNEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 664,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 664,00 €	

Dossier	17012035 - CFA de la ACMP AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R36734 - ASSO COMPTABLES METIERS ET PROFESSIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 040,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 040,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012036 - CFA Public Dorian AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R3433 - LPO LYC METIER DORIAN PARIS 11EME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 640,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 640,00 €	

Dossier	17012037 - CFA CMA 95 AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R7279 - CHAM METIERS VAL D'OISE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	177 568,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		177 568,00 €	

Dossier	17012038 - CFA CMA du 78 AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R5780 - CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT YVELINES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	124 672,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		124 672,00 €	

Dossier	17012039 - CFAI Mécavenir AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R10346 - SUPII MECAVENIR ASSOCIATION DE FORMATION ET D'INNOVATION POUR LES METIERS DE L INDUSTRIE ET DE LA MECANIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 640,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 640,00 €	

Dossier	17012040 - Ecole d'ameublement de PARIS AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1616 - CAIA APPRENTIS INDUSTRIE AMEUBLEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	34 304,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 304,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012041 - CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1463 - CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	225 408,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		225 408,00 €	

Dossier	17012042 - CFA CODIS AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R18332 - AFGD ASS FORM GRD DIST		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 176,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 176,00 €	

Dossier	17012043 - CFA de l'ARFA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R10741 - ARFA ASS REG FORM ANIMAT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	86 272,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		86 272,00 €	

Dossier	17012044 - CFA Ingénieurs 2000 AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R17725 - ASSOCIATION INGENIEURS 2000		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 200,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 200,00 €	

Dossier	17012045 - CFA Public Belliard AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R3349 - LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	34 128,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 128,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012046 - CFA CEFAA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R18654 - CEFAA CTRE FORM ALTERN APPREN INDUS HOTELTOURI		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	41 760,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		41 760,00 €	

Dossier	17012047 - CFA Vente et Commerce - AFIPE AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R19239 - AFIPE ASS FORM INTERPROF PE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	33 600,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		33 600,00 €	

Dossier	17012048 - CFA Saint-Jean AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R18233 - ASS GESTION CTRE FORMA APPRENTIS ST JEAN CFA ST JEAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	23 040,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		23 040,00 €	

Dossier	17012049 - CFA AFIA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R19154 - CTRE FORMAT APPRENTIS ASS INFORMATICIENS CFA DE L AFIA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 680,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 680,00 €	

Dossier	17012050 - CFA de l'Alimentation - CIFCA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1606 - CIFCA CTRE INTERPROF FORM COMMERCE ALIMENTATION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 960,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 960,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012051 - CFA Institut de l'Environnement Urbain AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R17893 - VECTEUR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	19 824,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		19 824,00 €	

Dossier	17012052 - CFA PROMOTRANS AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1439 - PROMOTRANS ASS PROMOT SOCIAL FORMAT PROF TRANS ROUT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 016,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 016,00 €	

Dossier	17012053 - CFA de la Carrosserie AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1602 - FEDERATION FRANCAISE CARROSSERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 960,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 960,00 €	

Dossier	17012054 - CFA de Grosbois AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R19761 - AFASEC ASS FORM ACTION SOCIALE ECURIE COURSES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 224,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 224,00 €	

Dossier	17012055 - CFA de la MFR de la Grange Colombe AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R6769 - MAISON FAMILIALE GRANGE COLOMBES CFA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 104,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 104,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012056 - CFA de la Maison Familiale Moulin de la Planche AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R6808 - MFR MAISON FAMILIALE RUR DU MOULIN DE LA PLANCHE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 984,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 984,00 €	

Dossier	17012057 - CFA TRAJECTOIRE AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R17935 - TRAJECTOIRE FORMATION CFA LYCEE HOTELIER		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	47 296,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		47 296,00 €	

Dossier	17012058 - CFA Descartes AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R19156 - ADEFSA CTRE FORMATION APPRENTIS DESCARTES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 960,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 960,00 €	

Dossier	17012059 - CFA ADAFORSS AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0030788 - ADAFORSS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	52 816,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		52 816,00 €	

Dossier	17012060 - CFA AFFIDA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R7281 - AFFIDA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 928,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 928,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012061 - CFA DIFCAM AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R17565 - DIFCAM		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 840,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 840,00 €	

Dossier	17012062 - CFA de la Bijouterie Joaillerie AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0022467 - ADABJOP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 272,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 272,00 €	

Dossier	17012063 - CFA Gustave Eiffel AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R7757 - CTRE GUSTAVE EIFFEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 040,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 040,00 €	

Dossier	17012064 - CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R13916 - ADAFA ASS DEVELOP APPRENTIS FRANCILIEN AGRICOL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 240,00 €	

Dossier	17012065 - CFA PAE AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R7755 - PARIS ACADEMIE ENTREPRIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	47 184,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		47 184,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012066 - CFA Danse Chant Comédie AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R25655 - ASS FORMATION METIERS DANSE CHANT COMEDIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 872,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 872,00 €	

Dossier	17012067 - CFA SACEF AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R21321 - ADESA ASS DEVELOP ENTRE SECTION APPRENTISSAGE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 400,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 400,00 €	

Dossier	17012068 - CFA CESFA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R29523 - CESFA BTP CTRE SUPERIEUR FORMAT APPRENTISSAGE BTP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 200,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 200,00 €	

Dossier	17012069 - CFA CCI Paris IdF - LA FABRIQUE AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 192,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 192,00 €	

Dossier	17012070 - CFA Compagnons du Tour de France - Ile de France AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0036529 - COMPAGNONS DU TOUR DE FRANCE ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 096,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 096,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012071 - CFA CCI Paris IdF - CFI - AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	23 312,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		23 312,00 €	

Dossier	17012072 - CFA CCI Paris IdF - FERRANDI Paris AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	96 352,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		96 352,00 €	

Dossier	17012073 - CFA FORMASUP Paris AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R9478 - FORMASUP PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 400,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 400,00 €	

Dossier	17012074 - CFA des Métiers du BTP - CFM BTP AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R22164 - CPO APPRENTISSAGE BTP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	21 072,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		21 072,00 €	

Dossier	17012075 - CFA CAMAS AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R36907 - CAMAS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	31 744,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		31 744,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012076 - CFA Université et Sports AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R26146 - PARIS SPORT DEVELOPPEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 600,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 600,00 €	

Dossier	17012077 - CFA du Spectacle Vivant et de l'Audiovisuel AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R26672 - AFASAM ASS FORM ALTERN SECTEUR AUDIO MULTIMEDIA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 880,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 880,00 €	

Dossier	17012078 - CFA Bessières AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R3370 - LT ECOLE NATIONALE DE COMMERCE PARIS 17EME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 520,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 520,00 €	

Dossier	17012079 - CFA Santé Animale AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0017000 - ANIMAL PRO FORMATION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	23 808,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		23 808,00 €	

Dossier	17012080 - CFA IMC AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R36738 - ASS GESTION CFA INTER ENTREPRISES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 496,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 496,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012081 - CFA C3 CFA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R32884 - C3 CFA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 760,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 760,00 €	

Dossier	17012082 - CFA AFANEM AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R36745 - AFANEM ASS FORMA ALTERN NEGOCE MAINTENANCE FNAS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 720,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 720,00 €	

Dossier	17012083 - CFA de l'Académie de Créteil AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R26516 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE L'ACADEMIE DE CRETEIL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	129 360,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		129 360,00 €	

Dossier	17012084 - CFA FDME AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R27047 - FACULTE DES METIERS ESSONNE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	216 528,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		216 528,00 €	

Dossier	17012085 - CFA des métiers territoriaux du CNFPT AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R5563 - CNFPT CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 312,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 312,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012086 - CFA INFA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R12207 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	24 528,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		24 528,00 €	

Dossier	17012087 - CFA Formaposte IDF AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R40166 - FORMAPOSTE ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	99 472,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		99 472,00 €	

Dossier	17012088 - CFA CCI Paris IdF - L'ÉA - AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	89 680,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		89 680,00 €	

Dossier	17012089 - CFA INSTA AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0007766 - INSTA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 640,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 640,00 €	

Dossier	17012090 - CFA Conservatoire National Arts & Métiers - CNAM AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1472 - CNAM CONSERVATOIRE NAL ARTS & METIERS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 120,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 120,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012091 - CFA V3A AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R25568 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	88 320,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		88 320,00 €	

Dossier	17012092 - CFA Ferroviaire AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0016635 - AIJF ASS POUR INSERTION DES JEUNES DANS SECTEUR FERROVIAIRE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	38 656,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		38 656,00 €	

Dossier	17012093 - CFAI AFORP AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1600 - CFAI AFORP FORMATION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 240,00 €	

Dossier	17012094 - CFA TL - Tremblay S/ Mauldre AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R21703 - AFTRAL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	78 896,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		78 896,00 €	

Dossier	17012095 - CFA UTEC CCI de Seine et Marne AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R1967 - CCI 77 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	76 016,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		76 016,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Dossier	17012096 - CFA du CHEP AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	R3763 - CHEP CENT HORTICOLE PRIVE ENSEIGNEMENT PROMOT LYCEE PRIVE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 984,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 984,00 €	

Dossier	17012097 - CFA CMA de la Seine et Marne AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0014765 - CMA CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DE LA SEINE ET MARNE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	199 888,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		199 888,00 €	

Dossier	17012098 - CFA Navigation Intérieure AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0021067 - ASS NAT FORMAT PROMOT PROFESS BATELLERIE - FORMAPROF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 376,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 376,00 €	

Dossier	17012099 - CFA EDF AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0021094 - AFMEE ILE DE FRANCE ASS FORMATION AUX METIERS DES ENERGIES ELECTRIQUES ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 968,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 968,00 €	

Dossier	17012100 - CFA CCI Paris IdF - INHAC AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	59 808,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		59 808,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/11/2017	N° de rapport	CP2017-456	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000804 - Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	5 289 404,00 €

Dispositif : N° 00000973 - Soutien à l'association nationale des apprentis de France

Dossier	17014435 - Soutien aux actions portées par l'Association Nationale des Apprentis de France (ANAF))			
Bénéficiaire	P0021978 - ANAF ASSOCIATION NATIONALE DES APPRENTIS DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
163 000,00 €	TTC	49,08 %	80 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000973 - Soutien à l'association nationale des apprentis de France	80 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112003 - 11200302	5 369 404,00 €

Tableau des avances 2017-2018

AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE 2017-2018 - AVANCE 80% du montant prévisionnel)

Nom court OG	Tiers IRIS	Nom court CFA	Effectif de jeunes niveau 3 année 1	Montant forfaitaire niveau 3 (100%) €	Effectif de jeunes niveau 4 année 1	Montant forfaitaire niveau 4 (100%) €	Effectif de jeunes niveau 5 année 1	Montant forfaitaire niveau 5 (100%) €	Montant prévisionnel - Aide entrée apprentissage (en €) 100 %	Montants subventions d'avance - Aide entrée apprentissage (en €) 80 %	N° de dossier IRIS
C.S.F.	R1612	CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris			93	29 760,00 €	153	48 960,00 €	78 720,00 €	62 976,00 €	17011971
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Saint-Denis			43	13 760,00 €	78	24 960,00 €	38 720,00 €	30 976,00 €	17011972
A.F.I. 24 Ile de France	R13007	CFA AFI 24 Ile de France	82	8 200,00 €	25	8 000,00 €			16 200,00 €	12 960,00 €	17011973
A.D.F.C.	R1300	CFA Stephenson	184	18 400,00 €	106	33 920,00 €	25	8 000,00 €	60 320,00 €	48 256,00 €	17011974
ACPPAV	R1631	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	13	1 300,00 €	198	63 360,00 €	164	52 480,00 €	117 140,00 €	93 712,00 €	17011975
Ecole de Travail ORT	R1667	CFA Ecole de Travail ORT	63	6 300,00 €	16	5 120,00 €	72	23 040,00 €	34 460,00 €	27 568,00 €	17011976
A.F.U.N.A	R18387	CFA SUP 2000	529	52 900,00 €					52 900,00 €	42 320,00 €	17011977
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du BTP de Nangis	8	800,00 €	62	19 840,00 €	110	35 200,00 €	55 840,00 €	44 672,00 €	17011978
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du BTP d'Ocquerre			43	13 760,00 €	133	42 560,00 €	56 320,00 €	45 056,00 €	17011979
IFPASS	R13005	CFA de l'Assurance	104	10 400,00 €					10 400,00 €	8 320,00 €	17011980
A.U.U.E.	R13011	CFA UNION	30	3 000,00 €					3 000,00 €	2 400,00 €	17011981
Chambre d'Apprentissage de la Peinture	R1625	CFA Gestes Formation	4	400,00 €	29	9 280,00 €	31	9 920,00 €	19 600,00 €	15 680,00 €	17011982
G.A.R.A.C.	R7752	CFA GARAC	84	8 400,00 €	68	21 760,00 €	68	21 760,00 €	51 920,00 €	41 536,00 €	17011983
A.F.A.S.O.P.	R12963	CFA Commerce, Gestion, Bureautique (Isifa)	130	13 000,00 €					13 000,00 €	10 400,00 €	17011984
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Brétigny			43	13 760,00 €	149	47 680,00 €	61 440,00 €	49 152,00 €	17011985
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Ermont			51	16 320,00 €	164	52 480,00 €	68 800,00 €	55 040,00 €	17011986
Eco-Campus du Bâtiment-Grand Paris	P0036409	CFA Equipement Electrique	13	1 300,00 €	70	22 400,00 €	47	15 040,00 €	38 740,00 €	30 992,00 €	17011987
CEPROC	R1471	CFA des Métiers de la Gastronomie			52	16 640,00 €	286	91 520,00 €	108 160,00 €	86 528,00 €	17011988
A.F.A.M.B.F. de la Région Ile de France	R36735	CFA Banque et Finance	28	2 800,00 €					2 800,00 €	2 240,00 €	17011989
INCM	R16105	CFA Cycles et Motocycles - INCM	16	1 600,00 €	46	14 720,00 €	40	12 800,00 €	29 120,00 €	23 296,00 €	17011990
Association pour l'Enseignement Privé de l'Optique	R1303	CFA de l'optique - AEPO	84	8 400,00 €	12	3 840,00 €			12 240,00 €	9 792,00 €	17011991
E.P.B. PARIS	R1474	CFA des Métiers de la Viande			60	19 200,00 €	167	53 440,00 €	72 640,00 €	58 112,00 €	17011992
FORMAP	R7950	CFA de la Miroiterie			13	4 160,00 €	18	5 760,00 €	9 920,00 €	7 936,00 €	17011993
CERFAL	R1552	CFA CERFAL	910	91 000,00 €	130	41 600,00 €	179	57 280,00 €	189 880,00 €	151 904,00 €	17011994
C.A.M.B.A.	R1671	CFA St Lambert Formation	50	5 000,00 €	24	7 680,00 €			12 680,00 €	10 144,00 €	17011995
A.D.M.T.	R8449	CFA des Métiers de la Table	72	7 200,00 €	136	43 520,00 €	310	99 200,00 €	149 920,00 €	119 936,00 €	17011996
E.B.P.	R18894	CFA Boulangerie et Pâtisserie			46	14 720,00 €	77	24 640,00 €	39 360,00 €	31 488,00 €	17011997
INFL	R1608	CFA de la Librairie et de la Papéterie de Détail			77	24 640,00 €	10	3 200,00 €	27 840,00 €	22 272,00 €	17011998
EPLEFPA la Bretonnière	R3667	CFA la Bretonnière	24	2 400,00 €	57	18 240,00 €	62	19 840,00 €	40 480,00 €	32 384,00 €	17011999
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Noisy le Grand			16	5 120,00 €	159	50 880,00 €	56 000,00 €	44 800,00 €	17012000
INHNI	R1611	CFA Environnement et Hygiène des Locaux	28	2 800,00 €	54	17 280,00 €	96	30 720,00 €	50 800,00 €	40 640,00 €	17012001

AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE 2017-2018 - AVANCE 80% du montant prévisionnel)

Nom court OG	Tiers IRIS	Nom court CFA	Effectif de jeunes niveau 3 année 1	Montant forfaitaire niveau 3 (100%) €	Effectif de jeunes niveau 4 année 1	Montant forfaitaire niveau 4 (100%) €	Effectif de jeunes niveau 5 année 1	Montant forfaitaire niveau 5 (100%) €	Montant prévisionnel - Aide entrée apprentissage (en €) 100 %	Montants subventions d'avance - Aide entrée apprentissage (en €) 80 %	N° de dossier IRIS
Association du CFA de la Poissonnerie	R29945	CFA du Marché International de Rungis			16	5 120,00 €	18	5 760,00 €	10 880,00 €	8 704,00 €	17012002
ECSCP	R1333	CFA de la Couture			12	3 840,00 €	30	9 600,00 €	13 440,00 €	10 752,00 €	17012003
A.O.C.D.T.F.	R5301	CFA des Compagnons du Devoir			10	3 200,00 €	229	73 280,00 €	76 480,00 €	61 184,00 €	17012004
AFORPA	R1645	CFA AFORPA - Métiers de l'automobile	53	5 300,00 €	122	39 040,00 €	216	69 120,00 €	113 460,00 €	90 768,00 €	17012005
I.G.S.	R1601	CFA IGS	220	22 000,00 €	34	10 880,00 €			32 880,00 €	26 304,00 €	17012006
AGEFA PME IDF	P0036940	CFA AGEFA PME Ile de France	193	19 300,00 €	2	640,00 €			19 940,00 €	15 952,00 €	17012007
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Rueil Malmaison			39	12 480,00 €	133	42 560,00 €	55 040,00 €	44 032,00 €	17012008
AGESUP	R12303	CFA EVE	196	19 600,00 €					19 600,00 €	15 680,00 €	17012009
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - ITESCIA	118	11 800,00 €					11 800,00 €	9 440,00 €	17012010
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - Adolphe CHAUVIN	98	9 800,00 €	9	2 880,00 €	8	2 560,00 €	15 240,00 €	12 192,00 €	17012011
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - GESCIA	152	15 200,00 €	21	6 720,00 €			21 920,00 €	17 536,00 €	17012012
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - UPMC	13	1 300,00 €					1 300,00 €	1 040,00 €	17012013
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - Centre R. DELOROZOY	95	9 500,00 €	10	3 200,00 €			12 700,00 €	10 160,00 €	17012014
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - ESSYM	64	6 400,00 €					6 400,00 €	5 120,00 €	17012015
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - ISIPCA	55	5 500,00 €	35	11 200,00 €			16 700,00 €	13 360,00 €	17012016
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - SUP DE VENTE	142	14 200,00 €					14 200,00 €	11 360,00 €	17012017
FODIPEG	R19152	CFA DUCRETET IDF	15	1 500,00 €	81	25 920,00 €	49	15 680,00 €	43 100,00 €	34 480,00 €	17012018
IFPM	R18648	CFA IFPM	45	4 500,00 €	98	31 360,00 €	180	57 600,00 €	93 460,00 €	74 768,00 €	17012019
C.E.Z.	R3857	CFA CEZ	14	1 400,00 €	19	6 080,00 €			7 480,00 €	5 984,00 €	17012020
EPLEA St Germain en Laye - Chambourcy	R3665	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	40	4 000,00 €	41	13 120,00 €	96	30 720,00 €	47 840,00 €	38 272,00 €	17012021
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - GOBELINS, l'école de l'image	72	7 200,00 €	13	4 160,00 €			11 360,00 €	9 088,00 €	17012022
AFMAE	R5959	CFA des Métiers de l'Aérien	37	3 700,00 €	324	103 680,00 €			107 380,00 €	85 904,00 €	17012023
ACPPP	R1604	CFA de la Pharmacie			252	80 640,00 €			80 640,00 €	64 512,00 €	17012024
AS.FOR.ED.	R17925	CFA de l'Edition	17	1 700,00 €					1 700,00 €	1 360,00 €	17012025
APHRL	R7387	CFA Méderic	52	5 200,00 €	79	25 280,00 €	273	87 360,00 €	117 840,00 €	94 272,00 €	17012026
CMA du Val de Marne	R5782	CFA CMA du 94	23	2 300,00 €	176	56 320,00 €	239	76 480,00 €	135 100,00 €	108 080,00 €	17012027
AFJS IDF - Omnisport	R11427	CFA Omnisports	2	200,00 €	47	15 040,00 €	26	8 320,00 €	23 560,00 €	18 848,00 €	17012028
ASFO JEUNES 77	R14929	CFAI 77	47	4 700,00 €	20	6 400,00 €			11 100,00 €	8 880,00 €	17012029
A.F.O.M.A.V.	R1674	CFA Audiovisuel					25	8 000,00 €	8 000,00 €	6 400,00 €	17012030
Eco-Campus du Bâtiment-Grand Paris	P0036940	CFA Couverture & Plomberie			33	10 560,00 €	118	37 760,00 €	48 320,00 €	38 656,00 €	17012031
Campus Fonderie de l'Image	R16521	CFA Communication et Création Numérique	98	9 800,00 €	20	6 400,00 €			16 200,00 €	12 960,00 €	17012032
IFRIA	R6830	CFA IFRIA Ile de France	17	1 700,00 €					1 700,00 €	1 360,00 €	17012033
ACE	R17933	CFA ACE	133	13 300,00 €	4	1 280,00 €			14 580,00 €	11 664,00 €	17012034
ACMP	R36734	CFA de la ACMP	38	3 800,00 €					3 800,00 €	3 040,00 €	17012035

AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE 2017-2018 - AVANCE 80% du montant prévisionnel)

Nom court OG	Tiers IRIS	Nom court CFA	Effectif de jeunes niveau 3 année 1	Montant forfaitaire niveau 3 (100%) €	Effectif de jeunes niveau 4 année 1	Montant forfaitaire niveau 4 (100%) €	Effectif de jeunes niveau 5 année 1	Montant forfaitaire niveau 5 (100%) €	Montant prévisionnel - Aide entrée apprentissage (en €) 100 %	Montants subventions d'avance - Aide entrée apprentissage (en €) 80 %	N° de dossier IRIS
Lycée Public Dorian	R3433	CFA Public Dorian	108	10 800,00 €					10 800,00 €	8 640,00 €	17012036
Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Val d'Oise	R7279	CFA CMA 95	18	1 800,00 €	142	45 440,00 €	546	174 720,00 €	221 960,00 €	177 568,00 €	17012037
CMA des Yvelines	R5780	CFA CMA du 78			108	34 560,00 €	379	121 280,00 €	155 840,00 €	124 672,00 €	17012038
SUP II MECAVENIR	R10346	CFAI Mécavenir	33	3 300,00 €					3 300,00 €	2 640,00 €	17012039
CAIA	R1616	Ecole d'ameublement de PARIS			26	8 320,00 €	108	34 560,00 €	42 880,00 €	34 304,00 €	17012040
CMA de la Seine St Denis	R1463	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	24	2 400,00 €	207	66 240,00 €	666	213 120,00 €	281 760,00 €	225 408,00 €	17012041
A.F.G.D.	R18332	CFA CODIS	167	16 700,00 €	11	3 520,00 €			20 220,00 €	16 176,00 €	17012042
A.R.F.A.	R10741	CFA de l'ARFA	16	1 600,00 €	264	84 480,00 €	68	21 760,00 €	107 840,00 €	86 272,00 €	17012043
Association INGENIEURS 2000	R17725	CFA Ingénieurs 2000	65	6 500,00 €					6 500,00 €	5 200,00 €	17012044
L.P.H. Régional Belliard	R3349	CFA Public Belliard	17	1 700,00 €	44	14 080,00 €	84	26 880,00 €	42 660,00 €	34 128,00 €	17012045
C.E.F.A.A	R18654	CFA CEFAA	10	1 000,00 €	47	15 040,00 €	113	36 160,00 €	52 200,00 €	41 760,00 €	17012046
AFIPE	R19239	CFA Vente et Commerce - AFIPE	68	6 800,00 €	62	19 840,00 €	48	15 360,00 €	42 000,00 €	33 600,00 €	17012047
A.G.C.F.A. Saint-Jean	R18233	CFA Saint-Jean			26	8 320,00 €	64	20 480,00 €	28 800,00 €	23 040,00 €	17012048
A.F.I.A.	R19154	CFA AFIA	46	4 600,00 €					4 600,00 €	3 680,00 €	17012049
CIFCA	R1606	CFA de l'Alimentation - CIFCA	45	4 500,00 €	32	10 240,00 €	28	8 960,00 €	23 700,00 €	18 960,00 €	17012050
Association Vecteur	R17893	CFA Institut de l'Environnement Urbain	11	1 100,00 €	5	1 600,00 €	69	22 080,00 €	24 780,00 €	19 824,00 €	17012051
PROMOTRANS	R1439	CFA PROMOTRANS	19	1 900,00 €	21	6 720,00 €	20	6 400,00 €	15 020,00 €	12 016,00 €	17012052
FFC	R1602	CFA de la Carrosserie			9	2 880,00 €	26	8 320,00 €	11 200,00 €	8 960,00 €	17012053
A.F.A.S.E.C.	R19761	CFA de Grosbois	17	1 700,00 €	19	6 080,00 €			7 780,00 €	6 224,00 €	17012054
Maison Familiale Rurale de la Grange Colombe	R6769	CFA de la MFR de la Grange Colombe			8	2 560,00 €	51	16 320,00 €	18 880,00 €	15 104,00 €	17012055
A.M.F.R. du Moulin de la Planche	R6808	CFA de la Maison Familiale du Moulin de la Planche			10	3 200,00 €	29	9 280,00 €	12 480,00 €	9 984,00 €	17012056
TRAJECTOIRE	R17935	CFA TRAJECTOIRE	60	6 000,00 €	68	21 760,00 €	98	31 360,00 €	59 120,00 €	47 296,00 €	17012057
ADEFSA	R19156	CFA Descartes	112	11 200,00 €					11 200,00 €	8 960,00 €	17012058
ADAFORSS	P0030788	CFA ADAFORSS	161	16 100,00 €	27	8 640,00 €	129	41 280,00 €	66 020,00 €	52 816,00 €	17012059
A.F.F.I.D.A.	R7281	CFA AFFIDA	133	13 300,00 €	23	7 360,00 €	25	8 000,00 €	28 660,00 €	22 928,00 €	17012060
DIFCAM	R17565	CFA DIFCAM	73	7 300,00 €					7 300,00 €	5 840,00 €	17012061
ADABJOP	P0022467	CFA de la Bijouterie Joaillerie	3	300,00 €	16	5 120,00 €	31	9 920,00 €	15 340,00 €	12 272,00 €	17012062
OG du Centre Gustave Eiffel	R7757	CFA Gustave Eiffel	56	5 600,00 €			10	3 200,00 €	8 800,00 €	7 040,00 €	17012063
A.D.A.F.A.	R13916	CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA	41	4 100,00 €	76	24 320,00 €	84	26 880,00 €	55 300,00 €	44 240,00 €	17012064
PARIS-ACADEMIE-ENTREPRISES	R7755	CFA PAE	257	25 700,00 €	45	14 400,00 €	59	18 880,00 €	58 980,00 €	47 184,00 €	17012065
AFMDCC - Association Danse Chant Comédie	R25655	CFA Danse Chant Comédie			62	19 840,00 €			19 840,00 €	15 872,00 €	17012066
ADESA	R21321	CFA SACEF	130	13 000,00 €					13 000,00 €	10 400,00 €	17012067
CESFA	R29523	CFA CESFA	15	1 500,00 €					1 500,00 €	1 200,00 €	17012068
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - LA FABRIQUE			14	4 480,00 €	18	5 760,00 €	10 240,00 €	8 192,00 €	17012069

AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE 2017-2018 - AVANCE 80% du montant prévisionnel)

Nom court OG	Tiers IRIS	Nom court CFA	Effectif de jeunes niveau 3 année 1	Montant forfaitaire niveau 3 (100%) €	Effectif de jeunes niveau 4 année 1	Montant forfaitaire niveau 4 (100%) €	Effectif de jeunes niveau 5 année 1	Montant forfaitaire niveau 5 (100%) €	Montant prévisionnel - Aide entrée apprentissage (en €) 100 %	Montants subventions d'avance - Aide entrée apprentissage (en €) 80 %	N° de dossier IRIS
Compagnons du Tour de France - Ile de France	P0036529	CFA Compagnons du Tour de France - Ile de France AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018			39	12 480,00 €	102	32 640,00 €	45 120,00 €	36 096,00 €	17012070
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - Centre des Formations Industrielles	61	6 100,00 €	40	12 800,00 €	32	10 240,00 €	29 140,00 €	23 312,00 €	17012071
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - FERRANDI Paris	78	7 800,00 €	104	33 280,00 €	248	79 360,00 €	120 440,00 €	96 352,00 €	17012072
FORMASUP Paris	R9478	CFA FORMASUP Paris	30	3 000,00 €					3 000,00 €	2 400,00 €	17012073
CPO.A	R22164	CFA des Métiers du BTP - CFM BTP	33	3 300,00 €	14	4 480,00 €	58	18 560,00 €	26 340,00 €	21 072,00 €	17012074
CAMAS	R36907	CFA CAMAS			51	16 320,00 €	73	23 360,00 €	39 680,00 €	31 744,00 €	17012075
Paris Sports Développement	R26146	CFA Université et Sports	20	2 000,00 €					2 000,00 €	1 600,00 €	17012076
AFASAM	R26672	CFA du Spectacle Vivant et de l'Audiovisuel	54	5 400,00 €	10	3 200,00 €			8 600,00 €	6 880,00 €	17012077
E.N.C BESSIERES	R3370	CFA Bessières	19	1 900,00 €					1 900,00 €	1 520,00 €	17012078
Animal Pro Formation	P0017000	CFA Santé Animale			93	29 760,00 €			29 760,00 €	23 808,00 €	17012079
Association IMC Alternance	R36738	CFA IMC	121	12 100,00 €	11	3 520,00 €			15 620,00 €	12 496,00 €	17012080
C3 CFA	R32884	CFA C3 CFA	147	14 700,00 €					14 700,00 €	11 760,00 €	17012081
AFANEM	R36745	CFA AFANEM	27	2 700,00 €	10	3 200,00 €			5 900,00 €	4 720,00 €	17012082
FCIP - GIP	R26516	CFA de l'Académie de Créteil	385	38 500,00 €	128	40 960,00 €	257	82 240,00 €	161 700,00 €	129 360,00 €	17012083
Association Faculté des Métiers de l'Essonne	R27047	CFA FDME	489	48 900,00 €	218	69 760,00 €	475	152 000,00 €	270 660,00 €	216 528,00 €	17012084
CNFPT	R5563	CFA des métiers territoriaux du CNFPT					52	16 640,00 €	16 640,00 €	13 312,00 €	17012085
INFA	R12207	CFA INFA	57	5 700,00 €	51	16 320,00 €	27	8 640,00 €	30 660,00 €	24 528,00 €	17012086
FORMAPOSTE Ile de France	R40166	CFA Formaposte IDF	85	8 500,00 €	133	42 560,00 €	229	73 280,00 €	124 340,00 €	99 472,00 €	17012087
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - L'ÈA - AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018	161	16 100,00 €	164	52 480,00 €	136	43 520,00 €	112 100,00 €	89 680,00 €	17012088
INSTA	P0007766	CFA INSTA	33	3 300,00 €					3 300,00 €	2 640,00 €	17012089
Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	R1472	CFA du Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	14	1 400,00 €					1 400,00 €	1 120,00 €	17012090
GIP-FCIP	R25568	CFA V3A	256	25 600,00 €	165	52 800,00 €	100	32 000,00 €	110 400,00 €	88 320,00 €	17012091
AIJF	P0016635	CFA Ferroviaire	64	6 400,00 €	131	41 920,00 €			48 320,00 €	38 656,00 €	17012092
AFORP	R1600	CFAI AFORP	247	24 700,00 €	68	21 760,00 €	12	3 840,00 €	50 300,00 €	40 240,00 €	17012093
AFTRAL	R21703	CFA TL - Tremblay S/ Mauldre AIDE ENTREE APPRENTI 2017-2018	135	13 500,00 €	53	16 960,00 €	213	68 160,00 €	98 620,00 €	78 896,00 €	17012094
CCI Seine et Marne	R1967	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	339	33 900,00 €	87	27 840,00 €	104	33 280,00 €	95 020,00 €	76 016,00 €	17012095
CHEP	R3763	CFA du CHEP			10	3 200,00 €	29	9 280,00 €	12 480,00 €	9 984,00 €	17012096
CMA Seine et Marne	P0014765	CFA CMA de la Seine et Marne	73	7 300,00 €	128	40 960,00 €	630	201 600,00 €	249 860,00 €	199 888,00 €	17012097
ANFPPB	P0021067	CFA Navigation Intérieure			9	2 880,00 €	12	3 840,00 €	6 720,00 €	5 376,00 €	17012098
AFMEE Ile-de-France	P0021094	CFA EDF	60	6 000,00 €	28	8 960,00 €			14 960,00 €	11 968,00 €	17012099
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - INHAC	50	5 000,00 €	74	23 680,00 €	144	46 080,00 €	74 760,00 €	59 808,00 €	17012100
			9248	**924 800,00 €**	**6278**	**2 008 960,00 €**	**9924**	**3 175 680,00 €**	**6 109 440,00 €**	**4 887 552,00 €**	

Soldes aides 2017

Aide à l'entrée en apprentissage

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2015-2016

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	Nombre d'apprentis concernés	montant du solde	N dossier Iris
APHRL	CFA des metiers de l'hotellerie - Mederic	R7387	111 340,00	89 072,00	102 380,00	368	13 308,00	15009608
IGS	CFA IGS	R1601	29 660,00	23 728,00	31 500,00	276	7 772,00	15009587
			141 000,00	**112 800,00**	**133 880,00**	**644,00**	**21 080,00**	

2 dossiers

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	Nombre d'apprentis concernés	montant du solde	N dossier Iris
ADAFORSS	CFA Adaforss	P0030788	71 700,00	57 360,00	76 400,00	380	19 040,00	16009946
ADEFSA	CFA Descartes de Marne la Vallee	R19156	10 300,00	8 240,00	10 700,00	110	2 460,00	16009945
ADFC	CFA Stephenson	R1300	61 080,00	48 864,00	56 000,00	306	7 136,00	16009860
AFANEM	CFA FNAS - FEDENE - SNEFCCA	R36745	5 320,00	4 256,00	5 900,00	38	1 644,00	16009971
AFASEC	CFA de Grosbois	R19761	6 320,00	5 056,00	7 780,00	50	2 724,00	16009941
AFI 24 Ile de France	CFA AFI 24 Ile de France	R13007	16 460,00	13 168,00	14 640,00	105	1 472,00	16009859
AFIPE	CFA Vente et Commerce - AFIPE	R19239	43 680,00	34 944,00	39 180,00	179	4 236,00	16009934
AFMAE	CFA des Metiers de l'Aerien	R5959	95 600,00	76 480,00	104 720,00	353	28 240,00	16009910
AFUNA	CFA SUP 2000	R18387	51 700,00	41 360,00	47 600,00	506	6 240,00	16009863
AMFR du Moulin de la Planche	CFA de la Maison Familiale du Moulin de la Planche	R6808	12 800,00	10 240,00	12 480,00	39	2 240,00	16009943
AOCDTF	CFA regional des Compagnons du Devoir Ile de France	R5301	62 080,00	49 664,00	71 680,00	238	22 016,00	16009890
ARFA	CFA des Metiers du Sport et de l'Animation - ARFA	R10741	109 660,00	87 728,00	99 820,00	362	12 092,00	16009930
ASFO JEUNES 77	CFA Interprofessionnel de Marne la Vallee	R14929	8 920,00	7 136,00	8 940,00	52	1 804,00	16009916
ASFORED	CFA de l'Edition	R17925	1 500,00	1 200,00	1 600,00	19	400,00	16009912
Association CFA Couverture Plomberie	CFA de la Couverture et de la Plomberie	R36737	48 320,00	38 656,00	44 480,00	143	5 824,00	16009918
Association Faculte des Metiers de l'Essonne	CFA de la Faculte des Metiers de l'Essonne	R27047	250 960,00	200 768,00	234 560,00	1 179	33 792,00	16009974
Association pour la Formation aux Métiers des Energies Electriques IDF	CFA des Métiers de l'énergie Ile-de-France EDF	P0021094	12 860,00	10 288,00	11 460,00	81	1 172,00	16009989
C3 CFA	CFA de l'Institut supérieur des métiers du commerce et de la gestion des	R32884	11 100,00	8 880,00	12 200,00	144	3 320,00	16009970
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - Ecole Grégoire Ferrandi	P0023520	121 200,00	96 960,00	116 080,00	415	19 120,00	16009960
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - Gobelins, Ecole de l'Image - Paris IDF - Les Arts Déco à la	P0023520	11 380,00	9 104,00	14 200,00	101	5 096,00	16009909
CCIR Paris Ile-de-France	rentrée 2014 (fusion ESIV + qq	P0023520	13 020,00	10 416,00	13 440,00	64	3 024,00	16009957
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - ESSYM (Rambouillet - Guyancourt)	P0023520	4 400,00	3 520,00	6 100,00	61	2 580,00	16009901
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - GESCIA (Enghien les bains - Gonesse - Donont)	P0023520	17 440,00	13 952,00	17 800,00	145	3 848,00	16009898
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - INHAC (ex St Gratien - restauration)	P0023520	54 920,00	43 936,00	68 280,00	245	24 344,00	16009990
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - ISIPCA (Versailles)	P0023520	19 780,00	15 824,00	16 600,00	89	776,00	16009902
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - ITEBEC (Aubergenville - Mantes la Jolie -	P0023520	52 900,00	42 320,00	107 980,00	444	65 660,00	16009978
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - ITESCIA (Cergy Pontoise - Versailles - Paris)	P0023520	10 200,00	8 160,00	11 200,00	112	3 040,00	16009896
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - SUP de V (Saint Germain en Laye)	P0023520	12 600,00	10 080,00	13 400,00	134	3 320,00	16009903
CSF	CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris	R1612	80 640,00	64 512,00	71 360,00	228	6 848,00	160009857
CMA Seine et Marne 77 Château Gruber	CFA de la chambre des metiers et de l'artisanat de la Seine et Marne	P0014765	248 800,00	199 040,00	240 280,00	832	41 240,00	16009987
ECSCP	CFA de la chambre syndicale de la haute Couture	R1333	15 680,00	12 544,00	13 440,00	42	896,00	16009889
EPLEA St germain en Laye - Chambourcy - la bretonniere	CFA de l'EPLEFPA agricole - la Bretonniere	R3667	43 580,00	34 864,00	37 400,00	140	2 536,00	16009885
FORMASUP	CFA Formasup Paris	R9478	3 500,00	2 800,00	3 000,00	30	200,00	16009961
GIP - FCIP	CFA Academique de Creteil	R26516	170 640,00	136 512,00	151 160,00	789	14 648,00	16009972
GIP - FCIP	CFA Versailles Academie Avenir Apprentissage - V3A	R25568	59 880,00	47 904,00	64 840,00	324	16 936,00	16009981
INCM	CFA des metiers du Cycles et du Motocycle	R16105	28 060,00	22 448,00	26 780,00	102	4 332,00	16009876
INFA	CFA de l'Institut National de Formation et d'Application	R12207	31 180,00	24 944,00	30 140,00	139	5 196,00	16009976
INHNI	CFA Environnement et Hygiene des Locaux	R1611	37 900,00	30 320,00	31 320,00	149	1 000,00	16009887
MECAVENIR	CFAI Mecavenir	R10346	4 100,00	3 280,00	3 300,00	33	20,00	16009926
Paris Sports Developpement	CFA Universite et Sports	R26146	1 800,00	1 440,00	1 700,00	19	260,00	16009965
			1 923 960,00	**1 539 168,00**	**1 919 940,00**	**8 921**	**380 772,00**	

40 dossiers

42 dossiers

Total des avances versées	**1 651 968,00**
Total des aides versées aux apprentis	**2 053 820,00**
Total des soldes à verser	**401 852,00**
Nombre total d'apprentis concernés	**9 565**

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le 16 NOV. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 16 NOV. 2017
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Gabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-133 du 16 novembre 2017

Approbation d'une convention relative aux missions du service médecine préventive du Centre de gestion pour l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention

LE BUREAU DELIBERANT

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
VU le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;
VU le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;
VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;
VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

DELIBERE

Article 1 Habilite la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts à signer toute convention relative aux missions du service médecine préventive du Centre de gestion pour l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France.

Nombre de votants ..... :	9
Votes POUR ..... :	9
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

CONVENTION RELATIVE AUX MISSIONS DU SERVICE DE MEDECINE PREVENTIVE DU CENTRE DE GESTION POUR LE AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA RÉGION ILE DE FRANCE(75)

Entre les soussignés :

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France, dont le siège est situé 15, rue Boileau - 78000 Versailles, représenté par son Président, Jean-François PEUMERY, en application de l'article 28 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985

d'une part,

Et l' Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France, ci-dessous appelée la Collectivité, représentée par sa Présidente, Anne CABRIT habilitée à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le conseil d'administration par délibération du

d'autre part,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi du n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du service de médecine préventive mis à disposition par le CIG pour une collectivité et les obligations auxquelles chacune des parties s'engage.

Le CIG met à disposition de la collectivité :
- soit un médecin de médecine préventive
- soit un médecin de médecine préventive référent et un(e) infirmier(e)

Font toujours partie intégrante de la convention :
- l'annexe 1 - mise à disposition de l'infirmier en santé au travail
- l'annexe 2 - aménagement du local médical
- l'annexe 3 - tarifs annuels votés par le Conseil d'administration.

Article 2 : Champ d'intervention du service de médecine préventive

Le service de médecine préventive assure la surveillance médicale du personnel de la collectivité estimé environ **à _____ dont _____ agents** devant bénéficier d'une surveillance particulière. Une mise à jour des effectifs est transmise par la collectivité au moins une fois par an au service de médecine préventive du CIG.

La collectivité confie au service de médecine préventive du CIG :

La réalisation des examens complémentaires en fonction du poste occupé par l'agent et des risques professionnels liés à celui-ci (tarifs annexés) : ☐Oui ☐Non

La collectivité s'engage à contacter le médecin de prévention afin d'établir la liste du personnel concerné par les examens cités ci-dessus.

Article 3 : Nature des missions de médecine préventive

Le service de médecine préventive du CIG s'engage à assurer les prestations suivantes :

1-Surveillance médicale des agents :

- examen médical au moment de l'embauche (adaptation du poste à l'agent) une fois la visite d'embauche (recrutement) effectuée par le médecin agréé,
- examens médicaux périodiques au minimum tous les deux ans ou à la demande de l'agent,
- examens médicaux pour les agents nécessitant une Surveillance Médicale Particulière – SMP (personnes reconnues travailleurs handicapés, femmes enceintes, agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ou accident de travail, agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux, des agents souffrant de pathologies particulières) tous les ans ou selon une fréquence définie par le médecin de prévention,
- visite de reprise après arrêt, maladie prolongée, maladie professionnelle, visite de pré-reprise à l'initiative de l'agent ou de son médecin...
- visite à la demande de l'agent, de la collectivité, du médecin traitant...
- la vaccination des agents dans le cadre de leur exercice professionnel.

Actions sur le milieu du travail – correspondant au tiers du temps du médecin dans la collectivité :

- visites des locaux où travaillent les agents, dans l'optique d'une connaissance et d'une amélioration des conditions de vie et de travail dans les services et d'une meilleure prévention des accidents du travail
- surveillance de l'hygiène générale dans les locaux de la collectivité et dans les restaurants,
- conseils pour l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine
- conseils pour la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel,
- conseils pour l'éducation sanitaire,
- conseils sur les projets de construction ou d'aménagements importants des bâtiments de la collectivité et de modifications apportées aux équipements ainsi que ceux liés aux nouvelles technologies,
- propositions sur l'accessibilité des locaux aux agents handicapés,
- participation aux réunions des CT ou CHSCT ou réunion interne (pour reclassement, situations difficiles...),
- élaboration des fiches de risques professionnels,
- rédaction d'un rapport annuel d'activité transmis à l'autorité territoriale,
- collaboration avec les agents chargés de la mise en œuvre ou de l'inspection des règles d'hygiène et de sécurité.

2-Entretiens infirmiers :

Ils ont pour vocation de contribuer à la protection de la santé physique et mentale des agents sur les lieux de travail en collaboration avec le médecin de prévention. Entretiens à l'issue desquels une attestation de suivi infirmier, qui ne comporte aucune mention relative à l'aptitude, est délivrée. Ils sont validés au cours d'une réunion de concertation entre le médecin et l'infirmière pendant laquelle sera décidé le planning de futurs visites ou entretiens.

L'infirmière peut pratiquer des examens et actes complémentaires tels que :

- Visio-test
- Audiogramme
- Exploration fonctionnelle respiratoire
- Tension artérielle
- Suivi vaccinal

L'infirmière peut également effectuer des actions en milieu du travail telles que :

- collaborer à la formation et l'information générale concernant les problèmes de santé publique (alcool, tabac, hygiène alimentaire, autres addictions,...),
- effectuer des visites de locaux,
- participer à des enquêtes et études concernant la protection de la santé des agents,
- réaliser des fiches de risques validées ensuite par le médecin de prévention,
- participer à la réalisation des fiches et études de poste,
- réaliser toute autre tâche en lien avec le service de Médecine Préventive.
- Et toute mission confiée par le médecin conformément au protocole signé en eux.

Article 4 : Organisation des vacations de médecine et des convocations aux visites médicales

4.1 - La collectivité désigne au sein de ses services une personne chargée des convocations qui a connaissance des informations relatives à la présence du personnel et des sujétions spécifiques des services.
Les visites et entretiens infirmiers sont programmées :

- de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 tous les jours ouvrables de la semaine sans dérogation possible.
- toutes les 20 minutes avec un créneau de gestion administrative réparti un le matin et un l'après-midi (soit 21 visites par jour et deux créneaux de gestion administrative)
- toute l'année sauf sur 4 semaines au mois d'août, période de fermeture du Service de médecine préventive ainsi que les jours fériés.
- sur convocation non nominative fournie par le CIG et dûment remplie et transmise à l'agent par la collectivité adhérente. En cas d'absence ou d'indisponibilité d'un agent, il peut être remplacé.

4.2 – En cas d'horaires adaptés ou de jours d'ouverture restreints notamment pendant les congés scolaires ou en cas de circonstances exceptionnelles étudiées au cas par cas souhaités par la collectivité, il est appliqué un tarif majoré.

Les actions en milieu du travail, qui correspondent au tiers temps du médecin, sont programmées :

- par mois,
- toute l'année sauf 4 semaines au mois d'Août, période de fermeture du Service de médecine préventive ainsi que les jours fériés.
- par journée ou demi-journée suivant l'effectif d'agents à consulter par an ou, avec l'accord du médecin, par demi-heure ou heure de travail en fonction de la nature des dossiers et des thématiques à traiter.

Le planning, déterminé entre le CIG et la collectivité est transmis par voie électronique environ un mois à l'avance, il est non modifiable sauf en cas de circonstances exceptionnelles étudiées au cas par cas.

Article 5 : Conditions d'exercice des missions de médecine préventive

Le médecin du service de médecine préventive exerce son activité médicale en toute indépendance et dans le respect des dispositions du code de déontologie médicale et du code de la santé publique.

La collectivité fournit au médecin l'ensemble des fiches de postes, ainsi que la liste des équipements, produits et matériels auxquels les agents ont accès dans le cadre de leur travail. Le médecin est obligatoirement informé, avant toute utilisation de substance ou de produit dangereux de la composition de ces produits et de la nature de ces substances, ainsi que de leurs modalités d'emploi par le service concerné. La collectivité doit remettre au médecin la fiche de données de sécurité de ces produits.

Le médecin du CIG est informé par la collectivité de chaque accident de service et de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel.

Dans le cadre de ses missions en milieu du travail, le médecin doit avoir accès librement aux locaux de la collectivité ainsi qu'aux différents postes de travail.

A la demande du médecin, la collectivité s'engage à lui communiquer tout complément d'information qu'il jugera utile à l'accomplissement de sa mission.

La collectivité s'engage à fournir des locaux d'accueil pour la visite médicale aux normes d'hygiène, de sécurité et de confidentialité (conditions annexées à la présente convention)

En cas de rattachement à un centre de visite en dehors de la collectivité après accord du CIG, le courrier d'acceptation de la collectivité d'accueil est adressé en copie au service de médecine du CIG.

Article 6 : Conditions financières

Les tarifs proposés par le CIG sont annexés au moment de l'envoi de la convention. Ils sont révisables chaque année sur décision du conseil d'administration et sont envoyés après leur vote à la collectivité.

La collectivité s'acquitte pour la vacation d'un médecin d'une dépense fixée et de l'infirmier s'il y a lieu pour 2017.

Vacation du médecin (art.4.1)	62.00 euros
Actions en milieu du travail du médecin et de l'infirmier (art.4.1)	62.00 euros
Entretien infirmier (art.4.1)	36.00 euros
Vacation du médecin tarif majoré (art 4.2)	76.00 euros
Actions en milieu du travail du médecin et de l'infirmier tarif majoré (art 4.2)	76.00 euros
Entretien infirmier tarif majoré (art 4.2)	46.00 euros

La Collectivité est facturée aux conditions financières de l'article suivant :

☒ 4.1 (tarif normal)

☐ 4.2 (tarif majoré)

En cas d'annulation ou de refus de convocations, le montant des participations relatif aux convocations concernées est dû par la collectivité au CIG sauf en cas de circonstances exceptionnelles étudiées au cas par cas. Toutes les visites et actions en milieu du travail programmées par l'envoi du message électronique auquel sont jointes les convocations sont facturées.

Les examens complémentaires et les vaccins sont facturés à la collectivité sur titre de recettes séparé.

Les vaccins inutilisables en raison d'une défaillance ou d'une panne du réfrigérateur sont facturés à la collectivité. En cas de cabinet mutualisé, la somme correspondante est proratisée à l'ensemble des collectivités en fonction de l'effectif déclaré.

Le recouvrement des frais de mission est assuré par le CIG chaque mois à terme échu en fonction des vacations effectuées selon le tarif en vigueur.

Le règlement intervient par mandat administratif dont le montant est versé au :

M. le Payeur Départemental des Yvelines
Paierie départementale des Yvelines
2 bis, rue Montbauron
78000 VERSAILLES

BDF Versailles
30001 * 00866 * C7850000000 * 67
Code IBAN : FR70 3000 1008 66C7 8500 0000 067
BDFEFRPPCCT

Article 7 : Durée, prise d'effet et renouvellement de la convention

La présente convention est convenue pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter de la date de son retour dans les services du centre de gestion, ce retour valant notification de la convention.

Article 8 : Conditions de résiliation

Si la collectivité souhaite dénoncer, sous préavis de 6 mois, la mission de médecine préventive, elle le précise par lettre recommandée avec accusé réception au CIG.
Si le CIG souhaite également résilier la convention, il le fait dans les mêmes conditions.
En cas d'interruption prolongée de la mise à disposition d'un médecin de prévention, le CIG se réserve le droit de mettre fin à la convention en cas d'impossibilité de le remplacer et d'assurer un service adapté. Un préavis de 2 mois est respecté.
Lorsque le service de médecine préventive a mis à disposition un infirmier en santé au travail, celui-ci reste néanmoins en service dans l'attente de l'affectation d'un nouveau médecin ou jusqu'à résiliation de la convention.

Article 9 : Contentieux

Le Tribunal Administratif de Versailles est compétent pour connaître de tout litige relatif à la présente convention.

Fait en deux exemplaires

à Versailles, le

Pour le Centre de Gestion

Le Président,

Pour la Collectivité

Jean-François Peumery
Maire de Rocquencourt
1er vice-président de la Communauté d'Agglomération
de Versailles Grand Parc

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 16 NOV. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le 16 NOV. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-134 du 16 novembre 2017

Relative à l'approbation de l'ajustement du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts

LE BUREAU DELIBERANT

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 34, 38 et 88 ;

VU la délibération N°17-097 du 28 septembre 2017 portant approbation de la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Approuve l'ajustement du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts suivante :

Filière	*Cadre d'emplois*	*Grade*	*Ancien effectif*	*Nouvel effectif*
Administrative	Attaché (Cat. A)	Directeur territorial	0	1
	Attaché (Cat. A)	Attaché	12	11
Technique	Ingénieur (Cat. A)	Ingénieur	12	11

Filière	*Cadre d'emplois*	*Grade*	*Ancien effectif*	*Nouvel effectif*
Emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels	Responsable mission gestion	Sans objet	0	1

Article 2 Les crédits correspondants à la rémunération et aux charges des emplois sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	69
Votes POUR..... :	69
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

ANNEXE 1

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
BUREAU DELIBERANT DU 16 NOVEMBRE 2017

Tableau des emplois permanents

Grade (ou emplois)	Catégorie	Effectifs budgétaires	Emplois créés	Emplois transformés	Total effectifs	Effectifs pourvus
Agents titulaires :						
. Filière technique						
- ingénieur en chef	A	2			2	2
- ingénieur principal	A	9			9	8
- ingénieur territorial	A	12		- 1	11	9
- technicien principal de 1ère classe	B	12			12	9
- technicien principal de 2ème classe	B	7			7	6
- technicien	B	2			2	2
- agent de maîtrise principal	C	3			3	3
- agent de maîtrise	C	3			3	2
. adjoint technique principal 1ère classe	C	1			1	1
. adjoint technique principal 2ème classe	C	2			2	1
- adjoint technique	C	14			14	8
. Filière administrative						
. directeur territorial	A	0		+ 1	1	1
. attaché principal	A	2			2	2
. attaché territorial	A	12		- 1	11	9
- rédacteur principal de 1ère classe	B	3			3	3
- rédacteur principal de 2ème classe	B	2			2	0
- rédacteur	B	5			5	5
- adjoint administratif principal 1ère classe	C	1			1	1
- adjoint administratif principal 2ème classe	C	3			3	3
- adjoint administratif	C	10			10	6
. Filière animation						
- adjoint d'animation	C	2			2	1
. Filière culturelle						
- adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	6			6	6
Total agents titulaires et stagiaires		**113**	**0**	**- 1**	**112**	**88**
Agents contractuels :						
- directeur / directrice général(e)	A	1			1	1
- directeur / directrice	A	1			1	0
-chef du service action foncière	A	1			1	1
- responsable mission paysage	A	1			1	1
- responsable mission gestion	A	0		+ 1	1	1
- chargé(e) de projet	A	1			1	0
- chef de projets informatique	A	1			1	1
. chargé(e) d'opérations foncières	A	1			1	0
- chargé(e) de projet paysagiste	A	3			3	3
- chargé(e) de projet Natura 2000	A	1			1	1
- conservateur RNR	A	1			1	1
- attaché pôle secrétariat général	A	1			1	1
. administrateur réseaux informatiques	A	1			1	1
- chargé(e) de communication	A	1			1	1
- responsable de territoire Education à l'environnement	B	1			1	0
- technicien APEN	B	1			1	0
Total des agents contractuels occupant des emplois permanents		**17**	**0**	**+ 1**	**18**	**13**
TOTAL EMPLOI PERMANENTS		**130**	**0**	**0**	**130**	**101**
Emploi de collaborateur de cabinet		**1**	**0**	**+ 0**	**1**	**0**
TOTAL GENERAL		**131**	**0**	**+ 0**	**131**	**101**

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
BUREAU DELIBERANT DU 16 NOVEMBRE 2017

Tableau des emplois non permanents

Grade	Catégorie	Effectifs budgétaires	Contrat (loi 26/01/1984)	Motif du contrat
- Ingénieur territorial	A	1	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Ingénieur territorial	A	1	art.3-1	Remplacement momentané d'un titulaire indisponible
- Attaché territorial	A	2	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Technicien territorial	B	1	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Emplois d'avenir		10	décret 2012-1211 du 31 octobre 2012	
- Apprentis			loi N°97-940 du 16 octobre 1997	
TOTAL EMPLOIS NON PERMANENTS		**15**		

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 16 NOV. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 16 NOV. 2017
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION
N°17-135 du 16 novembre 2017

Retrait de la délibération du Bureau n°17-099 du 28 septembre 2017 et approbation de de l'avenant n°2 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières - lot n° 4 et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant

LE BUREAU DELIBERANT

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération n°16-003 bis du Conseil d'administration du 8 Février 2016 portant délégation au bureau délibérant ;

VU le marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF - Lot n° 4 (n° 5281), notifié le 8 janvier 2016, d'un montant de 15.382,08 € HT ;

VU la délibération n°16-082 du Bureau du 20 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°1 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières – lot n°4 ;

VU la délibération n°17-099 du Bureau du 28 septembre 2017 portant approbation de l'avenant n°2 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières – lot n°4 ;

VU le courrier du préfet de la région d'Ile-de-France en date du 11 octobre 2017 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 : Retire la délibération du Bureau n°17-099 du 28 septembre 2017 en raison d'une erreur matérielle et d'une erreur de calcul du pourcentage d'augmentation du montant initial du marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières par l'effet des avenants 1 et 2 cumulés.

Article 2 : Approuve la conclusion de l'avenant n° 2 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF - lot n° 4, pour un montant de 6.515.10 € HT.

Le montant cumulé des avenants 1 et 2 est de 8.530.50 € HT. Le montant initial du lot n°4 étant de 15.382,08 € HT, leur incidence financière de +55,45 %.

Par rapport au montant initial cumulé des quatre lots du marché, soit 135.712,44 € HT, l'avenant n°2 du lot 4 représente une augmentation de +4,8 %.

Article 3 : Habilite la Présidente à signer l'avenant n° 2, ci-annexé.

Article 4 : Les dépenses y afférentes seront imputées sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	9
Votes POUR ..... :	9
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

Marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF – Lot 4 (n° 5281)

AVENANT N° 2

A - Identification de l'acheteur public

Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France
Cité Régionale de l'environnement
90-92 Avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN
Tél : 01 83 65 38 00 – Fax : 01 82 82 83 85

B - Identification du titulaire du marché public

ECO7S FACILITIES
14 rue du bois Guillaume
91 000 EVRY
Ulysse.mazari@eco7sfacilities.com
n° SIRET : 808 879 530 00018
Téléphone : 01 85 08 57 77
Fax : 01 85 08 48 63

C - Objet du marché public

- Objet du marché public :

« Prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF » - Lot n° 4.

- Date de la notification du marché public : 8 janvier 2016
- Durée d'exécution du marché public : 36 mois à la date du 1er janvier 2016.
- Montant initial du marché public (TVA 20 %) :
  - Montant HT : 15 382.08 €
  - Montant TTC : 18 458.50 €

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

L'avenant porte sur l'ajout de prestations supplémentaires de nettoyage des nouveaux locaux de Savigny le Temple.

Les nouveaux bureaux étant réceptionnés, les agents de la mission Éducation à l'Environnement de l'Agence y sont affectés de façon définitive, il convient donc d'inclure les prestations de nettoyage de ce nouveau local.

L'article 6-1 « Lieu d'exécution » du CCAP est modifié comme suit :

« Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France
- Lot n°1 Maison Forestière des Rinvals au 6 sente des Rinvals et Maison Forestière des Rinvals au 1, sente des Rinvals 95130 FRANCONVILLE,
- Lot n°2 Maison Forestière route de la Brosse 77164 FERRIERES EN BRIE
- Lot n°3 Pavillon Forestiers Juniors 17 allée de Coubron 93390 CLICHY-SOUS-BOIS,
- Lot n°4 Maison Forestière des Régalles, route des maisons forestières 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE et nouvelle Maison Forestière.

L'annexe 1 du CCAP est modifiée en conséquence, comme suit :

« Les fréquences de passage seront :

· Lot n°4 Maison Forestière des Régalles, route des maisons forestières 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE : 123 m² environ : 1 fois/semaine soit le mardi, ***1 Maison forestière d'une surface de 123 m² : 1 fois par semaine le mardi, 1 fois par trimestre pour le nettoyage des fenêtres et 1 fois par semestre pour le décapage des sols*** *».*

■ Incidence financière de l'avenant 2 :

Cet avenant a une incidence financière sur le montant du lot n° 4 du marché public.

☐ NON ☒ OUI

Montant de l'avenant n°2 (TVA 20 %) :

- Montant : 6 515.10 € HT
- Montant : 7 818.15TTC

Pour rappel, l'incidence financière de l'avenant n°1 était la suivante :

- Montant HT : 2 015,40 €
- Montant TTC : 2 418,48 €

Nouveau montant du marché public après les avenants n°1 et n°2 (TVA 20 %) :

- Montant HT : 23 912.58 €
- Montant TTC : 28 695.10 €

Pourcentage d'écart introduit par l'avenant n°2 (par rapport au montant initial du marché) : **55, 45 %**

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'acheteur public

À Pantin, le

Signature
(Représentant de l'acheteur public)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 16 NOV. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 16 NOV. 2017
La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-136 du 16 novembre 2017

Approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les délibérations N°08-122 du 9 décembre 2008 et N°13-087 du 2 juillet 2013 approuvant la convention de partenariat pour la protection des espaces agricoles et naturels franciliens avec la SAFER et son avenant N°1;

VU la délibération N°17- 024 du 14 avril 2017 portant approbation du budget primitif 2017 ;

VU la délibération N°17-056 du 30 mai 2017 portant approbation du budget supplémentaire 2017 ;

VU la délibération N°17-131 du 19 octobre 2017 « décision modificative N°2 du budget 2017 » ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2011 d'un montant de 2.144.261,56 € relatives à la DUP de la Butte Pinson ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2017, d'un montant de 342.338,55 € ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

VU les avis des domaines sur chaque acquisition envisagée ;

DELIBERE

Article 1 Habilite la Présidente à signer les actes et traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation mentionnés en annexe 1.

Article 2 Habilite la Présidente à mandater, en vue de leur paiement ou de leur consignation, les indemnités correspondant aux opérations mentionnées en annexe 1, pour un montant total de 1.872 € et à mandater les frais d'opérateur foncier liés à ces opérations.

Article 3 Approuve les acquisitions listées en annexe 2.

Article 4 Habilite la Présidente à signer les actes de vente et les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées à l'annexe 2 et à mandater,

Article 5 Un montant de 4.987,40 € d'autorisations de programme du budget 2017, programme 12, est affecté aux opérations énumérées à l'annexe 2.

Article 6 Le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2017, programme 12, s'élève à 337.351,15 €.

Article 7 Prend acte du retrait de 3 parcelles dans le projet d'acquisition auprès des consorts BILLON (PRIF de Moisson dossier N° 183) approuvé par délibération N°13-135 du 26 novembre 2013 et confirme l'acquisition des parcelles mentionnées en annexe 3 au prix révisé de 3.962 €

Article 8 Habilite la Présidente à solliciter des aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les acquisitions foncières relevant de son 9ème programme et, en cas d'attribution de subventions, à signer les conventions financières correspondantes.

Article 9 Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	99
Votes POUR ..... :	0
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

ANNEXE 1

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 460 () BUREL

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	12/08/15	13/04/17	

Prix total : 1 872,00 € **Surface : 0 ha 01 a 30 ca** **Prix au m² : 14,40 €**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95288	GROSLAY	AI	310	0 ha 01 a 30 ca	139

Total Butte Pinson	**0 ha 01 a 30 ca**	**1 872,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**0 ha 01 a 30 ca**	**1 872,00 €**	**Nombre de dossiers : 1**
	Prix moyen au m²	**14,40 €**	

(*) date de signature par l'exproprié du traité d'adhésion

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 561 () HANNIÈRE Préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
13/10/17	12/09/17	29/09/17	0 ha 67 a 29 ca
			Prix principal au m² : 0,6 €/m²

Prix total : 4 037,40 € dont prix principal : 4 037,40 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78643	VERNOUILLET	AP	1238	0 ha 08 a 40 ca	
78643	VERNOUILLET	AP	1243	0 ha 09 a 41 ca	
78643	VERNOUILLET	AP	1327	0 ha 01 a 50 ca	
78643	VERNOUILLET	AP	1545	0 ha 02 a 66 ca	
78643	VERNOUILLET	AP	1547	0 ha 04 a 60 ca	
78643	VERNOUILLET	D	194	0 ha 05 a 96 ca	88
78643	VERNOUILLET	D	236	0 ha 03 a 60 ca	25
78643	VERNOUILLET	D	237	0 ha 03 a 67 ca	25
78643	VERNOUILLET	D	279	0 ha 03 a 85 ca	34
78643	VERNOUILLET	D	332	0 ha 01 a 32 ca	94
78643	VERNOUILLET	D	362	0 ha 03 a 00 ca	103
78643	VERNOUILLET	D	522	0 ha 03 a 60 ca	
78643	VERNOUILLET	D	716	0 ha 03 a 22 ca	210
78643	VERNOUILLET	D	813	0 ha 01 a 25 ca	239
78643	VERNOUILLET	D	976	0 ha 01 a 45 ca	407
78643	VERNOUILLET	D	1036	0 ha 03 a 20 ca	435
78643	VERNOUILLET	D	1047	0 ha 02 a 45 ca	470
78643	VERNOUILLET	D	1058	0 ha 04 a 15 ca	475

Total Butte de Marsinval 0 ha 67 a 29 ca 4 037,40 € Nb dossiers : 1

Moisson (18)

N° de Dossier : 146 () CONNERADE Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
09/09/17	03/10/17		0 ha 18 a 85 ca
950,00 €			Prix principal au m² : 0,5 €/m²

Prix total : 950,00 € dont prix principal : 950,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78255	FRENEUSE	B	1030	0 ha 03 a 70 ca	
78255	FRENEUSE	B	1480	0 ha 05 a 30 ca	

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.
** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition, auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78255	FRENEUSE	B	1597	0 ha 04 a 85 ca	
78255	FRENEUSE	B	1706	0 ha 05 a 00 ca	

Total Moisson	**0 ha 18 a 85 ca**	**950,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL annexe	**0 ha 86 a 14 ca**				
TOTAL annexe	**4 987,40 €**	**Dont Prix principal**	**4 987,40 €**	**dont honoraires**	
	Soit 0,58 €/m²			**Nb dossiers :**	**2**

ANNEXE 3

PRIF de Moisson – Dossier N° 183 – Consorts BILLON
Montant acquisition : 3.962 €

PRIF	Commune	N° INSEE	Sec	N°	Surf. cadastrale
Moisson	MOISSON	78410	A	459	0 ha 4 a 07 ca
Moisson	MOISSON	78410	A	491	0 ha 7 a 71 ca
Moisson	MOISSON	78410	A	552	0 ha 2 a 24 ca
Moisson	MOISSON	78410	A	578	0 ha 1 a 42 ca
Moisson	MOISSON	78410	A	832	0 ha 1 a 30 ca
Moisson	MOISSON	78410	A	952	0 ha 3 a 50 ca
Moisson	MOISSON	78410	A	986	0 ha 1 a 60 ca
Moisson	MOISSON	78410	B	803	0 ha 7 a 90 ca
Moisson	MOISSON	78410	B	817	0 ha 5 a 30 ca
Moisson	MOISSON	78410	C	529	0 ha 3 a 10 ca
Moisson	MOISSON	78410	C	653	0 ha 9 a 85 ca
Moisson	MOISSON	78410	F	27	0 ha 6 a 20 ca
Moisson	MOISSON	78410	F	170	0 ha 26 a 54 ca
Moisson	MOISSON	78410	F	177	0 ha 4 a 00 ca
Moisson	MOISSON	78410	G	189	0 ha 1 a 75 ca
nombre parcelles et surface totale				15	0 ha 86 a 48 ca

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017
Conseil régional

ARRETE N°17-[illegible] du 3/11/17

portant délégation de signature au Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune ;

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives aux 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP et Fonds de cohésion) ;

VU le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4151-1 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional modifié ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 modifié ;

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 modifié ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CR 08-14 du 14 février 2014 et signée le 12 mars 2014 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France et la Préfecture de Seine-et-Marne relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France à la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 mars 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020.

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

(2) - Par convention tripartite Région Île-de-France / Agence de services et de paiement / Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020, la Région a confié aux services déconcentrés de l'État, la fonction de Guichet unique - Service instructeur (GUSI) pour certaines mesures comprenant l'exécution des tâches de réception et d'instruction des demandes de subvention au FEADER, de sélection des dossiers subventionnés conformément aux dispositions du Programme de développement rural et d'instruction des demandes de paiement FEADER ;

(3) La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion, assure la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement rural de la région Île-de-France. En application des dispositions de la convention susmentionnée, elle peut donner délégation de signature au chef du service déconcentré de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides dans le cadre de ce programme et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

ARRETE

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°16-321 du 31 octobre 2016 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional au Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France.

Article 2 : Désignation des délégataires

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France donne délégation de signature à M. Igor KISSELEFF, Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, et à M. Laurent BEDU, adjoint au Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, pour les actes administratifs visés à l'article 3.

Article 3 : Nature de la délégation donnée

La délégation de signature consentie à l'article 2 s'exerce pour la mise en œuvre des dispositifs visés à l'article 4 relevant de la compétence du Conseil régional d'Île-de-France.

Cette délégation comprend la signature :

- des accusés de réception (récépissé, dossier incomplet, dossier complet) ;
- des décisions de refus des aides FEADER SIGC et hors SIGC (inéligibilité ou non sélection) ;
- des décisions d'attribution des aides FEADER SIGC et hors SIGC et des courriers liés ;
- des avenants, des décisions modificatives et des courriers qui y sont liés ;
- des certificats de service fait et des courriers qui y sont liés ;
- des décisions défavorables (déchéance, retrait ou annulation) et des courriers qui y sont liés ;
- des courriers de réponses relatifs aux recours administratifs.

Article 4 : Dispositifs instruits au niveau départemental

Pour la période de programmation 2014-2020, les dispositifs du Programme de développement rural Île-de-France mis en œuvre et instruits au niveau départemental par la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne sont les suivants :

- **Mesure 4 « Investissements physiques » :**
  - 4.1 - Modernisation des exploitations agricoles et améliorations des pratiques ;
  - 4.2 - Transformation et commercialisation des productions agricoles ;

- 4.3 - Amélioration de la desserte forestière ;
- 4.4 - Investissements non productifs.

- **Mesure 6 « Développement des exploitations et des entreprises » :**

- 6.1 - Aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs ;
- 6.1 - Prêts bonifiés ;
- 6.4 - Aide à la diversification non agricole.

- **Mesure 7 « Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » :**

- 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 en milieux ni-agricoles, ni-forestiers.

- **Mesure 8 « Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts » :**

- 8.5 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers, pour les volets :

- Amélioration des peuplements ;
- Contrats NATURA 2000 en forêt.

- **Mesure 10 « Agroenvironnement - Climat » ;**

- **Mesure 11 « Agriculture biologique ».**

Article 5 : Mentions à apposer lors des signatures

Chacune des signatures apposées sur les documents visés à l'article 3 porte la mention suivante : « Par délégation de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Prénom-Nom-Fonction ».

Article 6 : Date d'effet

Le présent arrêté prend effet à compter du 12 novembre 2017 pour M. Igor KISSELEFF et à compter du 1er septembre 2017 pour M. Laurent BEDU.

Article 7 : Contrôle hiérarchique

Le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne et l'adjoint au Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne peuvent subdéléguer la signature pour l'ensemble des actes cités à l'article 3 aux agents placés sous leur responsabilité hiérarchique. Ils assurent le contrôle de la bonne exécution de ces délégations en application de la réglementation en vigueur. Ils organisent pour cela, sous leur autorité, le contrôle hiérarchique habituel leur afférent. Une ampliation de chaque acte de subdélégation de signature est transmise à la Région d'Île-de-France et à l'Agence de services et de paiement.

Article 8 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur général des services de la Région et le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 29 NOV. 2017

Valérie PÉCRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/11/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-219
du 15 novembre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Association interdépartementale pour la gestion du réseau automatique de surveillance de la pollution atmosphérique et d'alerte en Région d'Île-de-France (AIRPARIF).

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'article 2 du règlement intérieur d'AIRPARIF.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°16-78 du 8 avril 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Association interdépartementale pour la gestion du réseau automatique de surveillance de la pollution atmosphérique et d'alerte en Région d'Île-de-France (AIRPARIF) :

- ***Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT,*** *Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/11/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n°17-222
du 20 novembre 2017

Portant désignation des personnalités qualifiées au sein de l'Agence des Espaces Verts (AEV)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU Les statuts de l'Agence des Espaces Verts (AEV).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté 16-15 du 25 janvier 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Sont désignés comme personnalités qualifiées par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Agence des Espaces Verts (AEV) :

- ***Monsieur Etienne de Maginot,*** *Centre régional de la propreté forestière d'Île-de-France/Centre*
- ***Monsieur Christophe Hillairet,*** *Président de la Chambre d'agriculture d'Île-de-France*
- ***Monsieur Guy Crosnier,*** *Président délégué du Conseil départemental de l'Essonne*
- ***Monsieur Michel Fouchault,*** *Agriculteur*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

Conseil régional

ARRETE N° 17-223 MODIFIANT L'ARRETE N° 16-326

Fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU les articles L 4231-3 et L 4134-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional modifié ;

VU l'avis du comité technique du 6 décembre 2016 ;

VU l'avis du comité technique du 3 juillet 2017 ;

VU l'avis du comité technique du 11 octobre 2017 ;

VU l'avis du comité technique du 28 novembre 2017 ;

ARRETE

Article 1er :

Le point IX. de l'article 2 de l'arrêté n° 16-326, est remplacé comme suit :

La Direction des systèmes d'information traite des domaines suivants :

- Conduite des projets informatiques, techniques et bureautiques ;
- Gestion du parc informatique et de son environnement ;
- Définition et exploitation des infrastructures techniques de communication et de télécommunication ;
- Suivi du fonctionnement et de la maintenance des logiciels et progiciels et service.

Elle se compose :

- D'un secrétariat général
- D'une mission « Fonctions transverses »

- D'une mission « stratégie, études et architecture »
- D'un service « Systèmes d'information applications métiers »
- D'un service « projets techniques et bureautiques »
- D'un service « Exploitation et assistance aux utilisateurs »

Article 2 :

I. La composition de la direction du soutien des sites figurant au point III. de l'article 5 de l'arrêté n° 16-326 est remplacée comme suit :

La direction se compose de cinq services :

- Le Service « Soutien sites parisiens »
- Le Service « Travaux maintenance »
- Le Service « Régie – évènementiel »
- Le Service « Accueil »
- Le Service « Sûreté sécurité »

II. La composition de la direction des services aux utilisateurs figurant au point IV. de l'article 5 de l'arrêté n° 16-326 est remplacée comme suit :

La direction se compose de cinq services :

- Le Service « Déplacements »
- Le Service « Réceptions »
- Le Service « Documentation »
- Le Service « Automobiles »
- Le Service « Général »

Article 3 :

Le point IV. de l'article 6 de l'arrêté n° 16-326 est remplacé comme suit :

La direction de la commande publique est garante du respect de la règlementation en matière de marchés publics. Elle conseille les autres pôles en amont sur les procédures, elle leur met à disposition méthodes et outils, et elle contrôle les marchés qui ne seraient pas passés au sein du pôle. Elle passe les marchés à partir d'un certain seuil et a en charge la CAO et les jurys de conception réalisation.

Elle se compose d'une cellule et de quatre services :
- La cellule « CAO contrôle de légalité »
- Le service « Conseils et études marchés »
- Le service « Passation des marchés de prestations intellectuelles »
- Le service « Passation des marchés de fournitures et de services »
- Le service « Passation des marchés de travaux »

Article 4 :

I. Le point I. de l'article 7 de l'arrêté n° 16-326 est remplacé comme suit :

Le pôle lycées a en charge la construction, l'équipement, l'entretien et la gestion des EPLE de la Région. Il intervient également en matière de politiques éducatives.

Il comprend : un bureau des interventions et des régulations rattaché à la Direction générale adjointe ; la mission administration, pilotage et projets transverses (MAPPT) ; la direction de l'administration et gestion des établissements (DAGE) ; la direction des politiques éducatives et transformation numérique (DPETN) ; la direction des grands projets (DGP) ; la direction du patrimoine et de la maintenance (DPM).

II. Le point II. de l'article 7 de l'arrêté n° 16-326 est remplacé comme suit :

La mission administration, pilotage et projets (MAPP), rattachée au directeur général adjoint, comporte un service comptabilité et exécution financière, un service administratif et juridique, et un service budget et suivi financier.

III. Le point III. de l'article 7 de l'arrêté n° 16-326 est remplacé comme suit :

La direction de l'administration et de la gestion des établissements est chargée :
- De l'administration des établissements publics et privés ;
- Des moyens de fonctionnement et de l'analyse financière des EPLE ;
- De l'hébergement, de la restauration et des aides sociales.

Elle se compose d'une mission et de quatre services :
- Mission « Tarification »
- Service « Administration des EPLE et enseignement privé »
- Service «Fonctionnement et analyse budgétaire des EPLE »
- Service « Hébergement, restauration et aides sociales »
- Service « Information, Communication, Conventions, Equipements »

IV. Le point IV. de l'article 7 de l'arrêté n° 16-326 est remplacé comme suit :

La direction des politiques éducatives et de la transformation numérique (DPETN) a pour missions l'élaboration et le suivi des politiques éducatives, l'élaboration de la carte des formations, la lutte contre le décrochage scolaire, la maintenance informatique et la transformation numérique des lycées et du pôle.

Elle se compose de trois services :
- Le service « Carte formations – administration de données »
- Le service « Actions éducatives »
- Le service « Transformation Numérique des Lycées et du Pôle »

Article 5 :

Les dispositions de l'article 2 et du point I. de l'article 3 du présent arrêté entrent en vigueur le 1er décembre 2017.

Les dispositions des articles 1, 4, et des points II. à IV. de l'article 3 entrent en vigueur le 1er janvier 2018.

Article 6 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 28 novembre 2017

David BONNEAU
Directeur général des services

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 05/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 05/12/2017

ARRÊTÉ N°17-224 DU 22 NOVEMBRE 2017

Portant décision de la présidente du conseil régional d'Ile-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le conseil régional

ÉQUIPEMENTS DES EPLE
CESSIONS DE BIENS MOBILIERS ANCIENS ET HORS D'USAGE

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4221-5

VU La délibération CR n°11-10 en date du 16 avril 2010 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à son président

VU L'arrêté n°17-106 en date du 16 juin 2017 portant délégations de signature du pôle « Lycées »

VU La loi n°83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat

VU La circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative à la désaffectation des biens des établissements scolaires et à leurs changements d'utilisation

Décide :

Article 1 :

De procéder à la cession de 10 véhicules dont la liste figure dans le tableau joint en annexe 1.

Article 2 :

D'autoriser la sortie d'inventaire d'un véhicule volé et d'un véhicule sinistré et économiquement irréparable, listé dans le tableau en annexe 2.

Article 3 :

D'autoriser la désaffectation des biens meubles inscrits à l'inventaire des lycées suivants,

- Lycée des métiers Jacques Brel de Choisy le Roi (94),
- Lycée Auguste Renoir d'Asnières (92),
- Lycée La Plaine de Neauphle de Trappes (78),
- EREA Toulouse Lautrec de Vaucresson (92),

présentés en annexe 3.

Pour la Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France et par délégation

Patrick TONDAT
Directeur Général Adjoint des Services
de la Région Île-de-France
en charge du Pôle lycées

ANNEXE 1

LISTE DES VÉHICULES POUR VENTES OU DESTRUCTIONS FUTURES

N° Inventaire	Marque & Type de véhicule	Immatriculation	Date de mise en circulation	Lycée	Ville	Valeur d'achat
2834	CITROEN C15	EC-431-ZK	1996	LYCEE CARNOT	75 - PARIS 17e	8 923,16
43636	RENAULT KANGOO	EA-882-KD	1999	LP NICOLAS LOUIS VAUQUELIN	75 - PARIS 13e	12 155,73
3274	CITROEN BERLINGO	915 NCD 75	2000	LYT ALAIN	78 - LE VESINET	10 637,25
3517	CITROEN JUMPER	444 LZC 75	1997	LYT VOILLAUME	93 - AULNAY SOUS BOIS	15 893,89
3388	CITROEN JUMPER	869 MVJ 75	1999	LP GUSTAVE EIFFEL	91 - MASSY	17 956,21
43637	CITROEN C15	193 LNZ 75	1996	LP GALILEE	75 - PARIS 13e	8 923,16
3089	CITROEN JUMPER	220 MWE 75	1999	LP GUSTAVE EIFFEL	77 - VARENNE S/SEINE	20 617,94
3292	CITROEN BERLINGO	938 NCD 75	2000	LYP MANSART	78 - ST CYR L'ECOLE	10 637,25
3118	CITROEN JUMPER	576 NWW 75	2001	LYP FLORA TRISTAN	77 - MONTEREAU FAULT YONNE	17 842,94
2802	PEUGEOT J5	793 HLW 75	1989	LYT RASPAIL	75 - PARIS 14e	9 505,35

ANNEXE 2

LISTE DES VÉHICULES POUR SORTIE D'INVENTAIRE

N° Inventaire	Marque & Type de véhicule	Immatriculation	Date de mise en circulation	Lycée	Ville	Valeur d'achat
11179	RENAULT TRAFIC	585 RAJ 75	2007	LP GUSTAVE EIFFEL	77 - VARENNE S/SEINE	18 618,72
3196	PEUGEOT PARTNER	760 NPY 75	2001	LP DES 7 MARES	78 - MAUREPAS	9 504,75

ANNEXE 3

Désaffectation des biens meubles inscrits à l'inventaire des lycées suivants :

Lycée des métiers Jacques Brel de Choisy le Roi (94)
Lycée Auguste Renoir d'Asnières (92)
Lycée La Plaine de Neauphle de Trappes (78)
EREA Toulouse Lautrec de Vaucresson (92)

0940141T
ACADEMIE DE CRETEIL
LPO LYCEE DES METIERS JACQUES BREL
90 AVENUE D'ALFORTVILLE
94600 CHOISY LE ROI
Tel : 0148929940

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 3
Numéro d'enregistrement : 32
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 23
Quorum : 12
Nombre de présents : 12

Le conseil d'administration
Convoqué le : 19/12/2016
Réuni le : 29/11/2016
Sous la présidence de : Florian Aujard
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Les membres du conseil d'administration autorisent la proposition de désaffectation d'un tracteur Renault et d'une remorque THEO TRUCKS. Destination souhaitée du bien: vente envisagée.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	12
Pour :	12
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Aujard
Prénom : Florian
7189Signé le: 05/12/2016 10:53:15

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité

LYCEE DES METIERS
JACQUES BREL
90, 100 Avenue d'Alfortville
94600 CHOISY LE ROI – 0940141T
Tél : 01 48 92 99 40

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 29 NOVEMBRE 2016

Demande de désaffectation d'un tracteur et d'une remorque

Désignation	Compte	Montant	Dépréciations subies	N° D'inventaire	Financement Lycée	Financement Année	Compte	Montant	Observations
TRACTEUR Renault	215	16 504,80 €	14 854,32 €	D.00135V	Subvention Région	2007	1312	16 504,80	Vente souhaitée
REMORQUE Théo Trucks	215	13 156,00 €	11 840,40 €	Am00043V	Subvention Région	2007	1312	13 156,00	Vente souhaitée

Fait à Choisy-le-Roi, le 29 novembre 2016

LE PROVISEUR

Lycée des Métiers Jacques BREL Le Proviseur 94600 CHOISY LE ROI

F. AUJARD

LE GESTIONNAIRE

Lycée des Métiers Jacques BREL Le Gestionnaire 94600 CHOISY-LE-ROI

P. VION

République Française
Communauté européenne

(F) **Certificat d'immatriculation**

PREFECTURE DU VAL DE MARNE
94/001/TERMAB/DP05/CR

N° immatriculation	Date du certificat	Date de 1ère immatriculation
8082 YL 94	02/04/2007	03/06/1994

(A) 8082 YL 94 (I) 02/04/2007 (B) 03/06/1994

(C.1) LYCEE JACQUES BREL

(C.4a) EST LE PROPRIETAIRE DU VEHICULE
(C.4.1) 1

90 100 AVE D ALFORTVILLE
022 94600 CHOISY LE ROI

(D.1) FREJAT (D.2.1)
(D.2) SD3200CAVP
(D.3) (E) VF9SD320094003011
(F.1) (F.2) 32000 (F.3)
(G) (G.1) 7500
(J) (J.1) SREM (J.2) (J.3) FOURGON
(K)
(P.1) (P.2) (P.3) (P.6)
(Q) (S.1) (S.2) (U.1)
(U.2) (V.7) (V.9)

(Y.1) 69,00 (Y.2) (Y.3) 69,00

(I.1) 18/03/2002 (A.1) 1194 YX 57

(X.1) VISITE AVANT LE 21/03/2008 A

Pour le Préfet
Le Directeur de la Réglementation
et de l'Environnement

Jean-François LAVIUT

Certificat d'immatriculation COUPON DETACHABLE

LYCEE JACQUES BREL
FREJAT
VF9SD320094003011

8882 YL 94 02/04/2007

07BA 08248

République Française
Communauté européenne

Certificat d'immatriculation

PREFECTURE DU VAL DE MARNE
94/001/TERM5F/OPJI/503

N° immatriculation	Date du certificat	Date de 1ère immatriculation
(A) 1570 YM 94	(I) 10/04/2007	(B) 31/10/1996

(C.1) LYCEE JACQUES BREL

(C.4a) EST LE PROPRIETAIRE DU VEHICULE
(C.4.1) 1

90 AVENUE D ALFORTVILLE
022 94600 CHOISY LE ROI

(D.1) RENAULT (D.2.1)
(D.2) 11GZA1
(D.3) AE385 (E) VF611GZA100018136
(F.1) (F.2) 19000 (F.3) 44000
(G) (G.1) 7986
(J) (J.1) TRR (J.2) (J.3) PR SREM
(K)
(P.1) (P.2) (P.3) GD (P.6) 32
(Q) (S.1) 2 (S.2) (U.1) 81
(U.2) 1500 (V.7) (V.9)

(Y.1) 369,00 (Y.2) 279,00 (Y.3) 648,00

(I.1) 16/03/2007 (A.1) 614CTD 95

(X.1) VISITE AVANT LE 28/02/2008 A

Pour le Préfet
Le Directeur de la Réglementation
et de l'Environnement

Jean-François LAVRUT

Certificat d'immatriculation COUPON DÉTACHABLE

LYCEE JACQUES BREL
RENAULT
VF611GZA100018136

1570 YM 94 10/04/2007 07BA09881

0920131T
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE AUGUSTE RENOIR
137 RUE DU MENIL
92600 ASNIERES SUR SEINE
Tel : 0141323262

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 6
Numéro d'enregistrement : 95
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 29
Quorum : 15
Nombre de présents : 17

Le conseil d'administration
Convoqué le : 06/06/2017
Réuni le : 20/06/2017
Sous la présidence de : Jean-Paul Billet
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.

Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Véhicule - Le CA émet un avis favorable à la désaffectation du véhicule immatriculé : 423 XF 92 (Renault Express)et référencé sous le numéro A G 61 V dans le logiciel de comptabilité patrimonial WINCZ

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	16
Pour :	16
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration
Nom : Billet
Prénom : Jean-Paul
Signé le: 22/06/2017 15:47:01

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Lycée Auguste Renoir

Asnières, le 30 Juin 2017

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Le Préfet des Hauts –de-Seine
Préfecture – Cabinet du Préfet
167-177, avenue Joliot Curie
92013 Nanterre Cedex

Objet : Désaffectation d'un bien : le véhicule Renault Express immatriculé 423 XF 92
PJ : acte du CA

Par ce certificat administratif, je soussigné Jean-Paul BILLET, atteste que le Conseil d'Administration du **Lycée Auguste Renoir – Asnières**, en date du 20 Juin 2017, a émis un **avis favorable** (acte n° 95) à la désaffectation du bien référencé :

Désignation : véhicule Renault Express

N° d'immatriculation du véhicule : 423 XF 92

Date de 1ère mise en circulation : 09/07/1992

N° d'inventaire : AG 61 V

Je sollicite vos services afin de prononcer la désaffectation du bien.

Pour faire et valoir ce que de droit.

L'ordonnateur
Président du Conseil d'Administration
du Lycée Auguste Renoir
Jean-Paul BILLET

137, rue du Ménil 92600 Asnières – Tél. 01 41 32 32 62 – Fax. 01 47 93 25 00
www.lyc-renoir-asnieres.ac-versailles.fr

F

HAUTS-DE-SEINE

Nº IMMATRICULATION (A)	DATE	DATE DE 1re MISE EN CIRCULATION (B)
423 XF 92	09.07.92	09.07.92

NOM (C) Prénoms (C) LYCEE AUGUTE RENOIR
NOM d'époux

DOMICILE (E) 137 RUE DU MENIL
COMMUNE ASNIERES

GENRE	MARQUE (F)	TYPE
CTTE	RENAULT	F40F04

Nº dans la SÉRIE du TYPE (G)	CARROSSERIE	EN.	PUISS.	Pl. ass.
VF1F40F0408226685	FOURGON	ES	007	02

LARG.	SURF.	POIDS T.C.	POIDS à vide	POIDS T.R.	Br. (dBA)	Rég. mot. (tr/mn)
1M60	06M5	01T38	00T81	01T98	82	3940

DATE et Nº CERTIFICAT PRÉCÉDENT
2189

TAXE RÉGION
0805F00

DEKRA Automotive SA
AP29/08/2009
D028543064

DEKRA Automotive SA
A28/08/2
D032562059

DEKRA Automotive SA
S14/11/2011
423 XF 92
D 046246862

DEKRA Automotive SA
A14/09/2012
423 XF 92
D 046709668

DEKRA Automotive SA
S30/07/2014
423 XF 92
D 061922224

DATES VISITES TECHNIQUES (Applica

DEKRA Automotive SA
A30/05/2015
423 XF 92
D 063408108

DEKRA VERITAS AUTO
04/08/2002
D110096624

DEKRA
15.06.2000
D028156 02

DEKRA Automotive SA
AP30/05/2016
423 XF 92
D 068480046

DEKRA VERITAS AUTO
06/06/2002
D068197 69

LE DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION

DEKRA Automotive SA
AP14/09/2013
423 XF 92
D 052982259

DEKRA VERITAS AUTO
D16644670

DEKRA Automotive SA
AP
29/08/2007
D21942040

DEKRA Automotive SA
D24751504

DEKRA VERITAS AUTO
D19261697

0781297L
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE PLAINE DE NEAUPHLE
3 PLACE NAGUIB MAHFOUZ
78190 TRAPPES
Tel : 0130160820

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 9
Numéro d'enregistrement : 72
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 27
Quorum : 14
Nombre de présents : 14

Le conseil d'administration
Convoqué le : 01/06/2017
Réuni le : 29/06/2017
Sous la présidence de : Patricia Raclot
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Sortie d'inventaire : le CA autorise la sortie d'inventaire des biens mis au rebut figurant sur la liste ci-jointe d'un montant de 134 240.69 € sous réserve que la collectivité de rattachement et la collectivité propriétaire ne s'y opposent pas dans le délai de 15 jours qui leur est imparti.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	15
Pour :	15
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Raclot
Prénom : Patricia
Signé le: 05/07/2017 09:56:18

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Date de sortie prévue : 05/07/2017
COMPTE : 215
ANNEE : 2017

FOLIO :1

LISTE DES DEMANDES DE SORTIES

BIENS IMMOBILISES

REF.	DESCRIPTION DES BIENS	ACQUISITIONS				FINANCEMENT			MOTIF DE SORTIE	DEPRECIATIONS SUBIES	VALEUR RESIDUELLE	OBSERVATIONS
		COMPTE	ANNEE	VALEUR TTC	DUREE	COMPTE	MONTANT TTC	ORIGINE				
	REPORT A NOUVEAU			0,00			0,00			0,00	0,00	
Ae00006	FOUR MIXTE	215	2004	19 713,07	10	10681	19 713,07	10693	REB	19 713,07		
Cb00001	DISTILLATEUR	215	2007	2 097,78	10	13181	2 097,78	10692	REB	1 887,93	209,85	
Ec00006	VIDEO SURVEILLANCE	215	2008	86 040,99	10	1312	86 040,99	10692	REB	68 832,72	17 208,27	
Ec00008	VIDEO SURVEILLANCE 2	215	2008	11 500,94	10	1312	11 500,94	10692	REB	9 200,72	2 300,22	
	TOTAUX	215		119 352,78			119 352,78			99 634,44	19 718,34	

Date de sortie prévue : 05/07/2017
COMPTE : 2183
ANNEE : 2017

LISTE DES DEMANDES DE SORTIES

BIENS IMMOBILISES

FOLIO :1

REF.	DESCRIPTION DES BIENS	ACQUISITIONS				FINANCEMENT			MOTIF DE SORTIE	DEPRECIATIONS SUBIES	VALEUR RESIDUELLE	OBSERVATIONS
		COMPTE	ANNEE	VALEUR TTC	DUREE	COMPTE	MONTANT TTC	ORIGINE				
	REPORT A NOUVEAU			0,00			0,00			0,00	0,00	
Ab00001	ORDINATEUR PORTABLE	2183	2003	2 189,42	4	10681	2 189,42	10693	REB	2 189,42		
Ab00002	ORINATEUR	2183	2003	1 859,78	4	1021	1 246,16	10691	REB	1 859,78		
"	"	2183				1311	613,62	10692	"			
Ab00003	ORDINATEUR PORTABLE	2183	2006	1 585,78	4	10681	1 585,78	10693	REB	1 585,78		
Ci00003	MAGNETOSCOPE	2183	2007	2 246,09	10	1312	2 246,09	10692	REB	2 021,40	224,69	
Cl00001	ORDINATEUR	2183	2003	2 015,26	4	10681	2 015,26	10693	REB	2 015,26		
Cl00002	ORDINATEUR	2183	2004	1 003,40	4	13181	1 003,40	10692	REB	1 003,40		
	TOTAUX	2183		10 899,73			10 899,73			10 675,04	224,69	

Date de sortie prévue : 05/07/2017
COMPTE : 2184
ANNEE : 2017

FOLIO :1

LISTE DES DEMANDES DE SORTIES

BIENS IMMOBILISES

REF.	DESCRIPTION DES BIENS	ACQUISITIONS				FINANCEMENT			MOTIF DE SORTIE	DEPRECIATIONS SUBIES	VALEUR RESIDUELLE	OBSERVATIONS
		COMPTE	ANNEE	VALEUR TTC	DUREE	COMPTE	MONTANT TTC	ORIGINE				
	REPORT A NOUVEAU			0,00			0,00			0,00	0,00	
Aa00002	ENSEMBLE BIBLIOTHEQUE	2184	2009	3 988,18	10	13181	3 988,18	10692	REB	2 791,67	1 196,51	
	TOTAUX	2184		3 988,18			3 988,18			2 791,67	1 196,51	

0921935D
ACADEMIE DE VERSAILLES
ETAB.REGIONAL ENSEIGNT ADAPTE TOULOUSE LAUTREC
131 AVENUE DE LA CELLE ST CLOUD
92420 VAUCRESSON
Tel : 0147010918

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 3
Numéro d'enregistrement : 48
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 24
Quorum : 13
Nombre de présents : 16

Le conseil d'administration
Convoqué le : 03/02/2017
Réuni le : 20/02/2017
Sous la présidence de : Lionel Petit
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

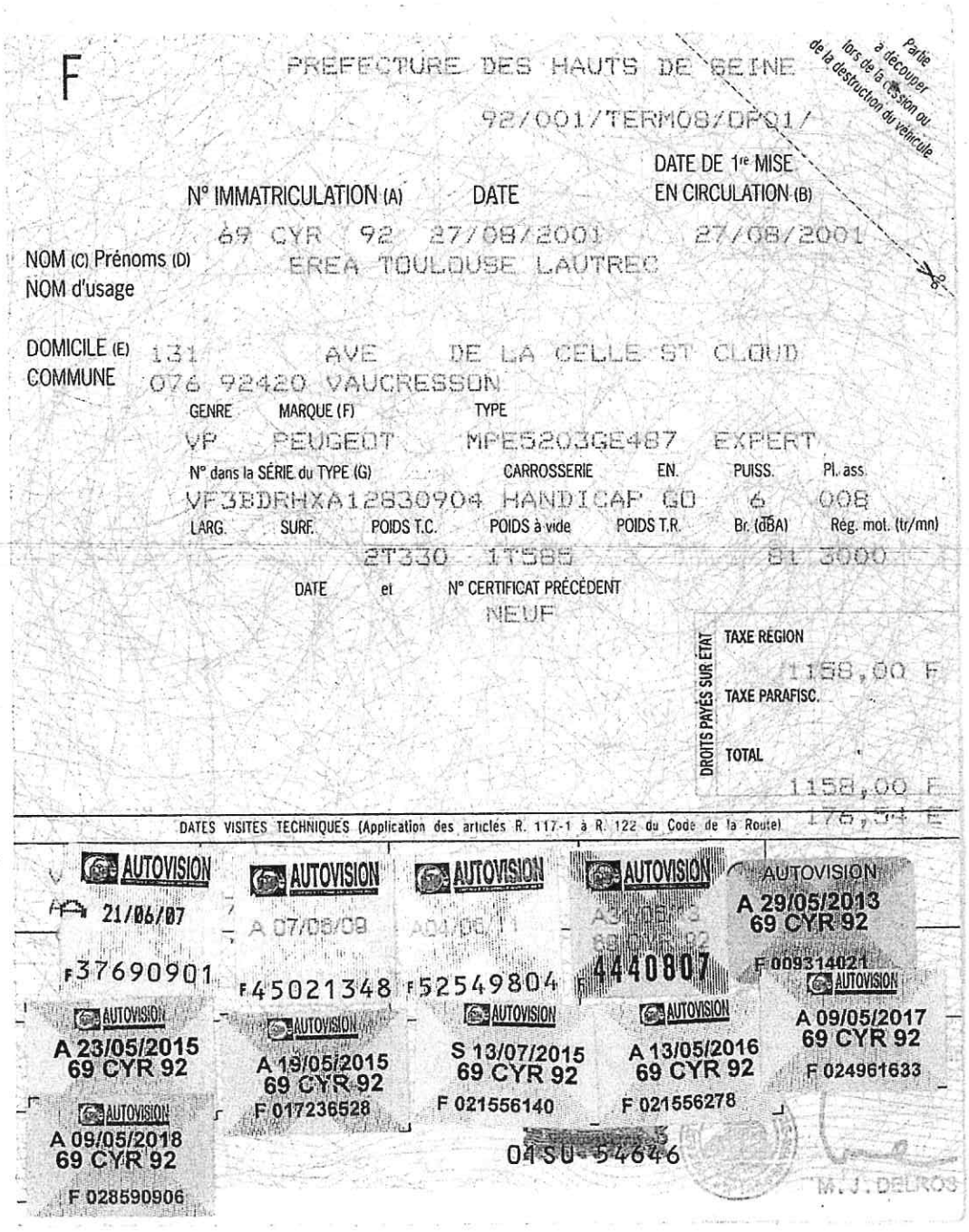
Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

Sur proposition du Chef d'Etablissement, le Conseil d'Administration approuve la demande de désaffectation de 2 véhicules :
Renault Kangoo immatriculé 666CZE 92
Peugeot Expert immatriculé 69 CYR 92

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	16
Pour :	16
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0



F

PREFECTURE DES HAUTS DE SEINE

92/001/TERM08/DPQ1/

Partie à découper lors de la cession ou de la destruction du véhicule

N° IMMATRICULATION (A) 69 CYR 92

DATE 27/08/2001

DATE DE 1re MISE EN CIRCULATION (B) 27/08/2001

NOM (C) Prénoms (D) EREA TOULOUSE LAUTREC

NOM d'usage

DOMICILE (E) 131 AVE DE LA CELLE ST CLOUD

COMMUNE 076 92420 VAUCRESSON

GENRE	MARQUE (F)	TYPE
VP	PEUGEOT	MPE5203GE487 EXPERT

N° dans la SÉRIE du TYPE (G)	CARROSSERIE	EN.	PUISS.	Pl. ass.
VF3BDRHXA12830904	HANDICAP	GO	6	008

LARG.	SURF.	POIDS T.C.	POIDS à vide	POIDS T.R.	Br. (dBA)	Rég. mot. (tr/mn)
		2T330	1T585		81	3000

DATE et N° CERTIFICAT PRÉCÉDENT NEUF

DROITS PAYÉS SUR ÉTAT

TAXE RÉGION 1158,00 F

TAXE PARAFISC.

TOTAL 1158,00 F

176,54 E

DATES VISITES TECHNIQUES (Application des articles R. 117-1 à R. 122 du Code de la Route)

AUTOVISION 21/06/07 F37690901

AUTOVISION A 07/06/08 F45021348

AUTOVISION F52549804

AUTOVISION 4440807

AUTOVISION A 29/05/2013 69 CYR 92 F 009314021

AUTOVISION A 23/05/2015 69 CYR 92

AUTOVISION A 19/05/2015 69 CYR 92 F 017236528

AUTOVISION S 13/07/2015 69 CYR 92 F 021556140

AUTOVISION A 13/05/2016 69 CYR 92 F 021556278

AUTOVISION A 09/05/2017 69 CYR 92 F 024961633

AUTOVISION A 09/05/2018 69 CYR 92 F 028590906

04SU-54646

M.J. DELROS

F

PREFECTURE DES HAUTS DE SEINE

92/003/TER142/0P26/

Partie à découper lors de la cession ou de la destruction du véhicule

N° IMMATRICULATION (A)	DATE	DATE DE 1re MISE EN CIRCULATION (B)
666 CZE 92	12/09/2001	18/07/2001

NOM (C) Prénoms (D) EREA TOULOUSE LAUTREC

NOM d'usage

DOMICILE (E) 131 AV DE LA CELLE ST CLOUD

COMMUNE 076 92420 VAUCRESSON

GENRE	MARQUE (F)	TYPE	
VASP	RENAULT	FCOEHF	KANGOO

N° dans la SÉRIE du TYPE (G)	CARROSSERIE	EN.	PUISS.	Pl. ass.
VF1FCOEHF22593376	HANDICAP	GO	7	006

LARG.	SURF.	POIDS T.C.	POIDS à vide	POIDS T.R.	Br. (dBA)	Rég. mot. (tr/mn)
		1T820	1T230		87	3375

DATE et N° CERTIFICAT PRÉCÉDENT 18/07/2001 3829 SH 53

DROITS PAYÉS SUR ÉTAT

TAXE RÉGION	1351,00 F
TAXE PARAFISC.	
TOTAL	1351,00 F
	205,96 E

AUTOVISION
A 26/09/2015
666 CZE 92
F 018252811

ES VISITES TECHNIQUES (Application des articles R. 117-1 à R. 122 du Code de la Route)

AUTOVISION F37482454 — AUTOVISION F45021269 — AUTOVISION F52549770 — AUTOVISION A01/06/12 F55531225

Hauts de Seine
délégation
...us-Préfet
...ne-Billancourt
R2

...AUQUEUR

↓ PARTIE A PLIER ↓

AUTOVISION
A30/08/13
666 CZE 92
F 4851160

AUTOVISION
A 30/09/2014
666 CZE 92
F 015044211

AUTOVISION
A 24/09/2016
666 CZE 92
F 023143282

AUTOVISION
A 23/09/2017
666 CZE 92
F 026428869

préfet,

UTRB 29962

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

ile de France
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-225
du 23 novembre 2017

Portant désignation des représentants du Conseil régional d'Île-de-France au Comité Régional d'Orientation de la Société anonyme BPI-Groupe.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU le décret n°2013-445 du 30 mai 2013 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des Comités Régionaux d'Orientation de la Société anonyme BPI-Goupe ainsi que le mode de désignation de leurs membres.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°16-79 du 8 avril 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Sont désignés pour représenter le Conseil régional d'Île-de-France au Comité Régional d'Orientation de la Société anonyme BPI-Groupe :

- ***Madame Alexandra DUBLANCHE,*** *Vice-Présidente du Conseil régional d'Île-de-France*
- ***Monsieur Franck MARGAIN,*** *Conseiller régional d'Île-de-France*
- ***Monsieur Benjamin CHKROUN,*** *Conseiller régional d'Île-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

ile de France
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-226 du 24 novembre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L. 4231-3 1er alinéa,

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 91-15 du 18 décembre 2015 relative à la désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Désigne Monsieur Jean-François LEGARET, conseiller régional, pour représenter la présidente du Conseil régional à la présidence de la commission de délégation de service public.

Donne délégation de signature à Jean-François LEGARET pour signer les contrats de délégations de service publics ainsi que l'ensemble des actes nécessaires à leur passation.

ARTICLE 2 :

Abroge l'arrêté n° 16-330 du 21 novembre 2016.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-227 du 24 novembre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-2 et L. 4231-3 1er alinéa,

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics et notamment son article 91,

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente,

VU la délibération n° CR 2017-166 du 23 novembre 2017 désignant les membres de la commission d'appel d'offres et du jury de conception-réalisation,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Désigne Monsieur Jean-François LEGARET, conseiller régional, pour représenter la présidente du Conseil régional à la présidence de la commission d'appel d'offres et du jury de conception réalisation.

Donne délégation de signature à Jean-François LEGARET pour signer les marchés entrant dans la compétence de la commission d'appel d'offres et du jury de conception réalisation, ainsi que l'ensemble des actes nécessaires à leur passation.

ARTICLE 2 :

Abroge l'arrêté n° 17-205 du 27 octobre 2017.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-228 du 24 novembre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-2 et L. 4231-3 1er alinéa,

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics et notamment son article 89,

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente,

VU la délibération n° CR 2017-166 du 23 novembre 2017 désignant les membres du jury de concours,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Désigne Monsieur Jean-François LEGARET, conseiller régional, pour représenter la présidente du Conseil régional à la présidence des jurys de concours.

Donne délégation de signature à Jean-François LEGARET pour signer les marchés entrant dans la compétence des jurys de concours, ainsi que l'ensemble des actes nécessaires à leur passation.

ARTICLE 2 :

Abroge l'arrêté n° 17-205 du 27 octobre 2017.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 17-231
Du 28 novembre 2017

Relatif à la composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article R.541-21 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment ses articles 8 et 9 ;

VU le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 16-654 du 13 décembre 2016 relative à la proposition de composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

ARTICLE 1

La composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France est fixée comme suit :

Membres

REGION

- Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional Île-de-France, ou Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT son représentant ;
- Madame Anne CABRIT, Conseillère Régionale ;
- Madame Sophie DESCHIENS, Conseillère Régionale ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

- Madame Brigitte MARSIGNY, Conseillère Régionale ;
- Monsieur Olivier DOSNE, Conseiller Régional ;
- Monsieur Benoît CHEVRON, Conseiller Régional ;
- Monsieur Thibault HUMBERT, Conseiller Régional ;
- Monsieur Didier GONZALES, Conseiller Régional ;
- Madame Véronique COTÉ-MILLARD, Conseillère Régionale ;
- Monsieur Jean-François VIGIER, Conseiller Régional ;
- Monsieur Bruno MILLIENNE, Conseiller Régional ;
- Monsieur Régis CHARBONNIER, Conseiller Régional ;
- Madame Roseline SARKISSIAN, Conseillère Régionale ;
- Monsieur Olivier THOMAS, Conseiller Régional ;
- Monsieur Mounir SATOURI, Conseiller Régional ;
- Madame Sylvie FUCHS, Conseillère Régionale ;
- Madame Huguette FATNA, Conseillère Régionale ;

- Monsieur Bernard BRETON, Vice-Président de la commission Agriculture, environnement et ruralité du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER).

COLLECTIVITES TERRITORIALES ET GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES

- Les huit représentants des Conseils Départementaux d'Île-de-France :

  - Madame Anne HIDALGO, Présidente du Conseil Départemental de Paris (CD75) ;
  - Madame Isoline MILLOT, Vice-Présidente en charge de l'environnement et du cadre de vie du Conseil Départemental de Seine-et-Marne (CD77) ;
  - Monsieur Pierre BEDIER, Président du Conseil Départemental des Yvelines (CD 78) ;
  - Monsieur François DUVOVRAY, Président du Conseil Départemental de l'Essonne (CD 91) ;
  - Monsieur Yves REVILLON, Vice-Président en charge de l'environnement et du patrimoine non scolaire du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine (CD 92) ;
  - Monsieur Belaide BEDREDDINE, Vice-président à l'écologie urbaine du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis (CD93) ;
  - Monsieur Bruno HELIN, Conseiller Départemental en charge de la lutte contre les nuisances, de l'élimination des déchets, de systèmes d'information et de l'aménagement numérique du Conseil Départemental du Val-de-Marne (CD94) ;
  - Monsieur Daniel DESSE, Vice-Président délégué à l'environnement et au développement durable du Conseil Départemental du Val d'Oise (CD95) ;

- Les représentants de l'ensemble des collectivités ou de leurs groupements compétents en matière de collecte et de traitement des déchets :

  - Monsieur Antoine BRUNNER, Chef du service de l'expertise et de la stratégie de la Ville de Paris ;
  - Madame Valérie LYON, Vice-Présidente en charge des déchets ménagers et du tri sélectif de la Communauté de Communes du Pays de Creçois ;
  - Monsieur Alfred STADLER, Vice-Président en charge de l'environnement, de la collecte et du traitement des déchets de la Communauté de Communes Plaines et Monts de France ;
  - Monsieur José DERVIN, Président de la Communauté de Communes des deux Morin ;
  - Monsieur Philippe FOURMY, Vice-Président au sein de la Communauté de Communes du Pays Fertois ;
  - Monsieur Fernand VERDELLET, Vice-Président en charge de l'aménagement opérationnel et des travaux de Val d'Europe Agglomération ;
  - Monsieur Jean-François COPE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux ;
  - Monsieur Pierre EELBODE, Président de la Communauté de Communes du Pays de l'Ourcq ;
  - Monsieur Jean-Luc GRIS, 13ème Vice-président délégué à la gestion et à la valorisation des déchets de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise ;

- Monsieur Bernard GROUCHKO, 9ème Vice-président « Développement durable, Environnement, Collecte et traitement des ordures ménagères de la Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucles de Seine ;
- Monsieur Jacques PELLETIER, Président de la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse ;
- Monsieur Jacques GUERIN, Vice-Président chargé des déchets de la Communauté de Communes des Portes de l'Île-de-France ;
- Monsieur Denis FLAMANT, Vice-président de la Communauté de Communes Gally Mauldre ;
- Monsieur Rémi LUCET, Vice-Président en charge des déchets de la Communauté de Communes Cœur d'Yvelines ;
- Monsieur Thierry ESSLING, Conseiller communautaire délégué à la mise en valeur de l'environnement, à la collecte et à la valorisation des déchets, à l'eau, à l'assainissement et aux autres réseaux de la Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines ;
- Monsieur Luc WATTELLE, Vice-Président de la commission environnement de la Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc ;
- Madame Sylvie CARILLON, Vice-Présidente en charge de l'environnement de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres - Val de Seine ;
- Monsieur Yves VILLATE, Vice-Président en charge du cadre de vie de la Communauté de Communes de l'Etampois Sud Essonne ;
- Monsieur Jean-Marc FOUCHER, Président de la Communauté de Communes entre Juine et Renarde ;
- Monsieur Gilles LE PAGE, Vice-Président en charge des déchets ménagers de la Communauté de Communes du Val d'Essonne ;
- Monsieur Michel BOURNAT, Président de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay ;
- Monsieur Eric BRAIVE, Vice-Président en charge de la valorisation des déchets de Cœur d'Essonne Agglomération ;
- Monsieur Benoit BLOT, Conseiller territorial délégué aux déchets ménagers de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris;
- Monsieur Xavier PERICAT, Conseiller territorial au sein de l'Etablissement Public Territorial Boucle Nord de Seine ;
- Madame Christiane BARODY-WEISS, Vice-présidente de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris – Seine Ouest ;
- Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Ouest la Défense ;
- Monsieur Daouda SANOGO, Conseiller technique de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol ;
- Monsieur Pierre-Yves MARTIN, Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est ;
- Madame Marie-Rose HARENGER, Vice-Présidente en charge de la collecte et de la prévention des déchets de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble ;
- Monsieur Denis REDON, Conseiller délégué à la propreté et aux déchets urbains de l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune ;
- Madame Marie-Hélène MAGNE, Vice-Présidente déléguée à la collecte, le traitement et la valorisation des déchets, la lutte contre les pollutions et nuisances de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois ;
- Monsieur Laurent CATHALA, Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Sud Est Avenir ;
- Madame Stéphanie DAUMIN, Vice-Présidente en charge de la transition énergétique, de la gestion et la valorisation des déchets, et des enjeux aéroportuaires de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre ;
- Monsieur Jean-Marie ROLLET, Conseiller délégué à la prévention, à la collecte et à la valorisation des déchets de la Communauté d'Agglomération Cergy Pontoise ;

- Monsieur Luc STREHAIANO, Président de la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée ;
- Monsieur Christian PUECH, Président de Beauce Gâtinais Valorisation ;
- Monsieur Francis CHOUAT, Président de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart ;
- Monsieur Hugues TRETON, Délégué de la commune de Lardy au Sedre de la Région Etampes ;
- Monsieur Benoit PETITPREZ, Président du SICTOM de Rambouillet ;
- Monsieur Christian SCHOETTL, Président du SICTOM du Hurepoix ;
- Monsieur Guy PELISSIER, Président du Syndicat Mixte pour la Destruction des Ordures Ménagères et la Production d'Energie (SIDOMPE) ;
- Madame Emilie LAMBERT, Directrice adjointe des services techniques du Syndicat Intercommunal de Destruction des Résidus Urbains (SIDRU) ;
- Monsieur Jean Paul BAUDOT, Président du Syndicat Intercommunal d'Evacuation et d'Elimination des Déchets (SIEED) ;
- Madame Marie Hélène KUNSCH, Directrice Générale du SIETOM de la région de Tournan-en-Brie ;
- Monsieur Anasthasio DIOGO, Vice-Président chargé de la politique de réduction des déchets du SIETREM de Lagny-sur-Marne ;
- Monsieur Bernard ANGELS, Président du Syndicat Mixte pour la Gestion et l'Incinération des Déchets Urbains de la Région de Sarcelles (SIGIDURS) ;
- Monsieur Vincent DELAHAYE, Président du Syndicat Intercommunal de Massy et Antony pour le Chauffage Urbain (SIMACUR) ;
- Monsieur Jean-François VIGIER, Président du Syndicat Mixte des ordures ménagères de de la Vallée de Chevreuse (SIOM) ;
- Madame Anne THIBAULT, Vice-Présidente en charge des déchets du SIREDOM ;
- Monsieur Yves JEGO, Président du SIRMOTOM de Montereau ;
- Monsieur Benoit PETITPREZ, Président du Syndicat Intercommunal pour le Traitement et la Valorisation des Déchets (SITREVA) ;
- Monsieur Christophe FONTANET, Directeur Général du SITRU ;
- Monsieur Jean-Luc PERROT, Directeur du Syndicat Intercommunal pour la Valorisation et le Traitement des Résidus Urbains (SIVATRU) ;
- Madame Magali-Anne COUNIL, Directrice générale Adjointe du SIVOM de la vallée de l'Yerres et des Sénarts ;
- Monsieur Bernard RODIER, Président du SMETOM de la vallée du Loing ;
- Monsieur Jean-François KLEIN, responsable collecte du SMETOM GEEODE ;
- Monsieur Jean-François LEGER, Président du SMICTOM de la région de Coulommiers ;
- Monsieur Michel BENARD, Président du SMICTOM de la région de Fontainebleau ;
- Monsieur Didier GABRIEL, Président du SMIRTOM du Vexin ;
- Monsieur Axel URGIN, Président du SMITDUVM Syndicat Mixte Intercommunal de Traitement des déchets Urbains du Val-de-Marne ;
- Monsieur Franck VERNIN, Président du SMITOM CENTRE OUEST SEINE-ET-MARNAIS ;
- Monsieur Patrick BRIET, Vice-Président du SMITOM NORD SEINE-ET-MARNE ;
- Monsieur Jacques GAUTIER, Président du SYCTOM ;
- Monsieur Gilbert AH YU, Président du Syndicat AZUR ;
- Monsieur Michel VERNA, Vice-Président aux déchèteries du Syndicat Emeraude ;
- Monsieur Jean Charles RAMBOUR, Président du Syndicat Tri-Action ;
- Madame Joëlle HARNET, Présidente du Syndicat Tri-Or ;
- Monsieur Pascal SIMONNOT, Président du SIRTOM du Sud Francilien ;
- Monsieur Aurélien PREVOST, Directeur Général de la régie personnalisée pour la valorisation et l'exploitation des déchets de la Région de Rungis (RIVED) ;
- Monsieur Mohamed RAFIK, Directeur du SYTRADEM ;
- Monsieur Pascal GOUHOURY, Président de la Communauté d'Agglomération Pays de Fontainebleau.

ETAT

- Monsieur Michel CADOT, Préfet de la Région Ile-de-France, préfet de Paris ;

- Les 7 Préfets des départements d'Île-de-France (hors Paris) ou leurs représentants :

- Monsieur Jean-Luc MARX, Préfet, Préfecture de Seine-et-Marne ;
- Monsieur Henri KALTEMBACHER, Chef de l'unité départementale de la Préfecture des Yvelines ;
- Monsieur Laurent OLIVE, Chef de l'unité départementale de la Préfecture de l'Essonne ;
- Monsieur Fabrice FAUCHER, Chef du bureau de l'environnement et des installations classées de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;
- Monsieur Marc WENNER, Directeur du développement durable et des collectivités locales de la Préfecture de Seine-Saint-Denis ;
- Monsieur Laurent PREVOST, Préfet, Préfecture du Val-de-Marne ;
- Madame Marie-Cécile COURTOIS, directrice de la coordination et de l'appui territorial de la Préfecture du Val d'Oise.

- Monsieur Michel DELPUECH, Préfet de Police (Paris) ;

- Les représentants des services déconcentrés de l'Etat :

  - Monsieur Jérôme GOELLNER, Directeur Régional de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) ;
  - Monsieur Gilles LEBLANC, Directeur Régional et Interdépartemental, Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement (DRIEA) ;
  - Monsieur Thierry CHILLAUD, Directeur Adjoint de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRIAAF) ;
  - Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale, Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) ;
  - Monsieur Jean-Luc FLORA, Responsable de la mission logement durable et précarité énergétique, Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL).

- Madame Delphine FORESTIER, Responsable du service environnement extérieur de l'Agence Régionale de la Santé (ARS);
- Monsieur Jean-Marie CHAUMEL, Directeur Adjoint de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie Île-de-France (ADEME) ;
- Monsieur Didier LE CARRE, Chef du service investissement de l'industrie et des collectivités de l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET ORGANISMES PUBLICS

Les représentants des chambres consulaires suivantes :

- Monsieur Michel VALACHE, Président de la commission du développement économique de la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Île-de-France (CCI PIDF) ;
- Monsieur Michel DUBAULT, Conseiller technique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne (CCI 91) ;
- Monsieur Jean-Robert JACQUEMARD, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne (CCI 77) ;
- Monsieur Hervé BILLET, Président de la Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) ;
- Monsieur Timothée VIAL, Coordinateur du développement durable de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France (CRMA) ;
- Monsieur Stéphane BERDOULET, Vice-Président de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) d'Île-de-France.

Les représentants des organismes suivants :

Opérateurs de la gestion des déchets :

- Madame Fabienne PIOTELAT, Présidente du groupe Île-de-France de la Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement (FNADE) ;
- Monsieur Bernard HEYD, Secrétaire Adjoint du Syndicat National des Entrepreneurs de la Filière Déchet (SNEFID) ;
- Monsieur Erwan LE MEUR, Président de la filière BTP de la FEdération des ENtreprises du REcyclage (FEDEREC) ;
- Monsieur Alain HEIDELBERGER, Secrétaire Général du Syndicat Professionnel pour le Recyclage et l'Elimination des Déchets dangereux (SYPRED) ;
- Madame Isabelle CONCHE, Secrétaire Générale du SYndicat pour la Valorisation et l'Elimination des Déchets (SYVED) ;
- Monsieur Patrick BROUD, Président de la Fédération Nationale des Syndicats de l'Assainissement et de la maintenance industrielle (FNSA) ;
- Monsieur Hubert BRUNET, Président du SYndicat des Professionnels du Recyclage en Agriculture (SYPREA) ;
- Monsieur François PRZYBYLKO, Vice-Président du Syndicat des Recycleurs du BTP (SRBTP) ;
- Monsieur Albert ZAMUNER, Président de l'Union Nationale des Exploitants du Déchet (UNED).

Secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (entreprises, maitrise d'ouvrage, fournisseurs de matériaux) :

- Monsieur Alexandre ROUFFIGNAC, Représentant de la Fédération Française du Bâtiment Grand Paris (FFB Grand Paris) ;
- Monsieur Jean-Paul CHARPENTIER, Trésorier de la Fédération Française du Bâtiment Région Île-de-France 78-91-95 (FFB Île-de-France) ;
- Monsieur Stéphane DROUET, Délégué à l'économie circulaire et à la gestion des déchets de chantier de la Fédération Française du Bâtiment de Seine et Marne (FFB 77) ;
- Monsieur Vincent GROSSHENNY, Président de la commission qualité environnement développement durable de la Fédération Régionale des Travaux Publics d'Île-de-France (FRTP) ;
- Monsieur Jonathan SALMON, Secrétaire Général de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) ;
- Madame Christine LECERF, Présidente de l'Institut pour la Conception Eco-responsable du Bâti (ICEB) ;
- Monsieur Cyril GALY-DEJEAN, Chargé des relations institutionnelles de la Confédération du commerce de Gros et International (CGI) ;
- Monsieur Frédéric SAMBOURG, Président de la Fédération des Magasins de Bricolage (FMB) ;
- Madame Marie ARNOUT, Vice-Présidente de la Fédération du Négoce de Bois et des Matériaux de Construction (FNBM) ;
- Monsieur Bruno HUVELIN, Président de l'Union Nationale des Industries de Carrières Et Matériaux de construction IDF (UNICEM) ;
- Monsieur Marco CANCEDDA, Président du collège granulats Île-de-France de l'Union Nationale des Producteurs de Granulats (UNPG) ;
- Monsieur Xavier ROBERT, Représentant du Syndicat National des Entreprises de Démolition (SNED) ;
- Monsieur Jérôme DAMIENS TESSIER, Représentant du Syndicat Français de l'Industrie Cimentière (SFIC) ;
- Madame Isabelle CHINARDET-CANTINEAU, Représentante de l'Union nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNFSA) ;
- Monsieur Frédéric WILLEMIN, Directeur de l'ingénierie environnementale de la Société du Grand Paris (SGP) ;
- Monsieur Jean-Luc VIDON, Président de l'Union sociale pour l'Habitat en Île-de-France (AORIF).

Secteurs d'activités industrielles et gros producteurs de déchets :

- Madame Mathilde TIMSIT, Responsable du département Santé Sécurité Environnement de l'Union des Industries Chimiques (UIC) Ile-de-France ;
- Monsieur Jean-Claude DUGENY, Président du Centre National des Professions de l'Automobile de la région Île-de-France (CNPA) ;
- Monsieur Jacques CHIRAT, Président de l'Union Nationale des Industries de l'Impression et de la Communication (UNIIC) ;
- Madame Sophie GILLIER, Chargée de mission à l'association PERIFEM, association technique du commerce et de la distribution ;
- Madame Frédérique LEHOUX, Déléguée Générale de GECO Food Service ;
- Madame Margo HARLEY, Présidente de la délégation région Ile-de-France et DROM COM du réseau Restau'Co ;
- Monsieur Hervé LECESNE, Président de l'Association Régionale des Industries alimentaires (ARIA) ;
- Monsieur Denis PENOUEL, Directeur Général Adjoint du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP).

Professionnels et établissements de santé :

- Monsieur Guilhem BICHET, Conseiller ordinal du Conseil régional de l'Ordre de pharmaciens d'Île-de-France ;
- Madame Christelle WAYSBORT, Elue au Conseil régional de l'Ordre des vétérinaires d'Île-de-France ;
- Monsieur Jean-Pierre BATARD, Médecin généraliste de l'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) médecins libéraux d'Île-de-France ;
- Madame Sylvie BARROS, Trésorière de l'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) infirmiers libéraux d'Île-de-France ;
- Monsieur Christian BONAL, Président de l'Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (URIOPSS) ;
- Madame Marie GOUGEROT, Déléguée Régionale de la Fédération de l'Hospitalisation Privée Île-de-France (FHP) ;
- ,Madame Alice Jaffré, Déléguée Adjointe de la Fédération Hospitalière de France Île-de-France (FHF) ;
- Monsieur Théo CHRISTOPHE, Responsable achat logistique au sein de l'Hôpital de la Porte Verte de la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne privés non lucratifs (FEHAP) ;
- Monsieur Didier BOURDON, Chargé de mission développement durable à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (APHP) ;
- Monsieur Vincent CLUZAUD, Président de l'Association Française des Diabétiques (AFD).

Acteurs du transport :

- Madame Régine BREHIER, Directrice Générale de HAROPA Ports de Paris ;
- Monsieur Didier BENSE, Directeur Réseau Ferré de France (RFF) ;
- Monsieur Jean-Edouard HELLER, Commercial grands comptes de Forwardis ;
- Monsieur Bertrand NEVEUX, Responsable Bureau Promotion du Réseau de Voies Navigables de France (VNF).

Acteurs du foncier :

- Monsieur Jean Baptiste SCHWEIGER, Directeur de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural d'Île-de-France (SAFER) ;

- Madame Isabelle HATTON, Directrice des travaux du patrimoine de l'Etablissement Public Foncier d'Île-de-France (EPF) ;
- Madame Emélie MAHEUT, Déléguée aux sites et sols pollués de Grand Paris Aménagement.

ECO ORGANISMES

Les représentants des éco-organismes en charge des déchets des ménages et des professionnels suivants, relevant des principales filières à Responsabilité Elargie des Producteurs (REP) :

- Emballages ménagers et papiers graphiques :
  - Monsieur Olivier LE CLECH, Directeur Régional de CITEO ;
  - Monsieur Georges ORTOLA, Président d'Adelphe.
- Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) :
  - Madame Christine RENAUD, Coordinatrice nationale du développement d'Ecologic ;
  - Monsieur Sébastien PARTIDA, Responsable national de la collecte d'Eco-systèmes ;
  - Monsieur Hervé GRIMAUD, Directeur Général de Récylum.
- Piles et accumulateurs portables :
  - Monsieur Irchaad HOSSEN, Responsable des relations extérieures de Corepile ;
  - Monsieur Emmanuel TOUSSAINT D'AUVERGNE, Directeur de Screlec.
- Textiles, linges de maison et chaussures :
  - Monsieur Alain CLAUDOT, Directeur Général d'EcoTLC.
- Eléments d'ameublement :
  - Monsieur Séverin PRATS, Responsable national tri et valorisation d'Eco-mobilier ;
  - Madame Adèle FROUARD, Responsable des audits et RSE de Valdelia.
- Déchets Dangereux Spécifiques (DDS) :
  - Monsieur Pierre CHARLEMAGNE, Directeur Général d'EcoDDS.
- Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) perforants produits par les patients en auto-traitement :
  - Monsieur Romain GIRARD, Référent Opérations chez DASTRI.

ASSOCIATIONS

Les représentants des associations agréées de protection de l'environnement suivantes :

- Madame Flore BERLINGEN, Directrice de Zero Waste France ;
- Monsieur Francis REDON, Administrateur de la Fédération Régionale de France Nature Environnement (FNE) Île-de-France ;
- Madame Alma DUFOUR, Chargée de campagne sur les modes de production et de consommation responsables des Amis de la Terre.

Les représentants des associations agréées de consommateurs suivantes :

- Monsieur Noumadi KAMARA, Administrateur régional de l'UFC Que Choisir Île-de-France ;
- Madame Catherine BIDOIS, Responsable du secteur environnement de l'Union Régionale Île-de-France Consommation Logement Cadre de Vie Île-de-France (CLCV) ;
- Monsieur Michel MITTENAERE, Président de la Confédération Nationale du Logement (CNL).

Les représentants des acteurs du secteur du réemploi et de la réutilisation suivants :

- Monsieur Martin BOBEL, Coordinateur du Réseau Francilien du Réemploi (REFER) ;
- Monsieur Hugo ARNAUD, Responsable du pôle Communication et Développement d'Emmaüs.

ARTICLE 2

La commission consultative d'élaboration et de suivi peut associer à ses travaux des experts et organismes techniques concernés.

ARTICLE 3

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 17-102 du 12 juin 2017 relatif à la composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

ARRETE N°17-232
Du 28 novembre 2017

Relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article R.541-21 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment ses articles 8 et 9 ;

VU le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

ARTICLE 1

Les modalités de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France sont celles décrites dans le règlement intérieur annexé au présent arrêté, approuvé par la CCES du 26 juin 2017.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ELABORATION ET DE SUIVI DU PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

En application de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la Région Ile-de-France est compétente en matière d'élaboration, de suivi et de révision du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets.

L'article R. 541-21 du Code de l'environnement prévoit la constitution d'une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par la Présidente de Région.

Article 1 : Objet du règlement intérieur

Le présent règlement a pour objet de définir les modalités de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (ci-après « CCES ») du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (ci-après « PRPGD ») de la Région Ile-de-France, tel que défini à l'article R. 541-21 du Code de l'Environnement.

Chapitre 1 – Rôle de la CCES du PRPGD

Article 2 - Rôle de la CCES

La CCES est une instance de consultation dans le cadre de l'élaboration et du suivi du PRPGD de la Région Ile-de-France. Les avis qu'elle rend demeurent strictement consultatifs (article R. 541-22 du Code de l'Environnement).

- **Article 2.1 - Elaboration et révision du PRPGD**

La CCES émet un avis consultatif :

- sur le projet de plan et sur le rapport environnemental prévu par l'article L. 122-6 du Code de l'Environnement, soumis par la Présidente de la Région Ile-de-France (article R. 451-22-I du Code de l'Environnement)
- le cas échéant, sur le projet de plan, soumis par le Préfet d'Ile-de-France (article R. 451-22-IV du Code de l'Environnement)
- sur les éventuelles propositions de révision partielle ou complète du PRPGD proposées par la Présidente de la Région Ile-de-France dans le cadre de l'évaluation (article R. 541-26 du Code de l'Environnement)

Conformément à l'article R. 541-26 du Code de l'Environnement, l'évaluation du plan, établie par le Conseil Régional, au moins tous les six ans, est transmise pour information à la CCES.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

- **Article 2.2 - Suivi du bilan annuel du PRPGD**

Dès l'adoption du plan, la CCES se réunit a minima une fois par an, pour l'étude du rapport de suivi annuel relatif à sa mise en œuvre, que la Présidente de la Région Ile-de-France lui présente, conformément à l'article R. 541-24 du Code de l'Environnement.

Le rapport de suivi est établi par les services de la Région Ile-de-France qui peuvent avoir recours à des experts externes.

Chapitre 2 – Composition de la CCES du PRPGD

Article 3 - Composition de la CCES

La composition de la CCES est fixée par arrêté de la Présidente de la Région Ile-de-France, autorité compétente, conformément à l'article R. 541-21 du Code de l'Environnement. Cet arrêté est notifié à chaque membre de la CCES.

La CCES est composée a minima, conformément à l'article R. 541-21 du Code de l'Environnement, de représentants de collectivités territoriales, de leurs groupements compétents en matières de collecte et de traitement de déchets, de l'Etat, des organismes publics concernés, des organisations professionnelles concernées, des éco-organismes et des associations agréées de protection de l'environnement.

La Présidente de la Région Ile-de-France peut modifier, par arrêté, la composition de la CCES, tout au long de l'élaboration et du suivi du plan, notamment pour tenir compte des évolutions imposées par la réglementation et des éventuels remplacements définitifs de membres.

Tout membre de la CCES, empêché d'assister à une réunion, peut donner pouvoir à toute autre personne de sa structure ou à un autre membre de la CCES. Chaque membre de la commission peut recevoir un pouvoir au maximum.
Le pouvoir (*modèle en annexe*), doit être adressé signé à l'adresse mail : plansdechets@iledefrance.fr au plus tard la veille du jour de la réunion. Les pouvoirs remis le jour de la séance ne sont pas acceptés.

Article 4 - Modalités de remplacement définitif des membres de la CCES

Lorsqu'un membre démissionne, décède ou perd la qualité en raison de laquelle il avait été nommé pour tout autre motif (par exemple fin du mandat électif ou des fonctions), la structure représentée par ce membre prévient le service de la Région en charge du secrétariat de la CCES et propose un remplaçant.

Un membre de la CCES peut également à tout moment demander à ne plus faire partie de la CCES en prévenant par mail ou par courrier le service de la Région en charge du secrétariat de la CCES.

La Présidente de la Région Ile-de-France prend dans les deux cas un arrêté modifiant la composition de la CCES.

Chapitre 3 – Fonctionnement de la CCES

Article 5 - Le Président de la CCES et son rôle

La Commission est présidée par la Présidente de la Région Ile-de-France ou son représentant.

La Présidente appelle les affaires inscrites à l'ordre du jour et décide la priorité des questions abordées. Elle peut décider librement leur renvoi à une séance ultérieure et proposer l'ajout de points urgents.

La Présidente dirige les débats et accorde la parole. Elle intervient à tout moment et peut donner la parole à un expert pour présenter un dossier ou participer au débat.

Elle décide s'il y a lieu de soumettre une question ou un sujet au vote.

Article 6 – Secrétariat de la CCES et son rôle

Le secrétariat de la CCES est assuré par le service de la Région Ile-de-France en charge de l'élaboration et du suivi du PRPGD.

Il est chargé de préparer les séances de la CCES, de rédiger et d'envoyer les comptes rendus de réunions.

Une adresse électronique dédiée (plansdechets@iledefrance.fr) permet l'échange avec le service en question.

Article 7 – Convocation des membres de la CCES

La CCES se réunit dans les locaux de la Région Ile-de-France, ou, le cas échéant, dans un autre lieu, précisé dans la convocation.

La Présidente convoque la CCES chaque fois qu'elle le juge utile, ou que la règlementation l'impose, et établit l'ordre du jour.

Les convocations émanant de la Présidente, ou de son représentant, et l'ordre du jour, sont envoyés aux membres de la CCES par tous moyens, y compris par courrier électronique, au moins sept (7) jours calendaires avant la date de tenue de la CCES.

Les documents jugés utiles à la réunion sont transmis aux membres de la CCES (par messagerie électronique, ou via une plateforme en ligne). D'autres documents (compte-rendu de groupes de travail...) peuvent être mis à disposition des membres (par messagerie électronique ou via une plateforme en ligne).

Article 8 – Accès aux séances

Les réunions de la CCES ne sont pas publiques.

Seuls y assistent :

- les membres de la CCES ;
- les personnes auxquelles des membres de la CCES ont donné pouvoir ;
- les agents de la Région Ile-de-France et les éventuels prestataires extérieurs associés aux travaux de la CCES ;
- toute autre personne physique ou morale susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière invitée à participer aux débats par la Présidente de la CCES ou son représentant.

Article 9 - Restitution des travaux de la CCES

Le secrétariat de la CCES assure l'établissement d'un compte-rendu de chacune des réunions. Ce compte-rendu synthétique indique notamment le nom et la qualité des personnes présentes, excusées, absentes et représentées, les questions traitées, les avis recueillis et les décisions prises par la CCES.

Il est adressé à tous les membres de la commission. Ces derniers peuvent faire remonter leurs remarques et commentaires au service en charge du secrétariat de la CCES jusqu'à 15 jours ouvrés après cet envoi.

La retranscription des débats est mise à disposition des membres de la CCES.

Article 10 – Recueil de l'avis et vote de la CCES

Le recueil de l'avis de la CCES consiste en ce que chaque membre présent puisse s'exprimer et donner son avis.

Les votes se déroulent à main levée, ou par voie électronique si la salle le permet, à la majorité simple des membres et des personnes ayant pouvoir présents.

Chapitre 4 - Application et modification du règlement intérieur

Article 11 - Application du règlement intérieur

Le présent règlement est adopté, selon les conditions décrites ci-dessus, lors de la première réunion de la CCES, et est immédiatement applicable.
La Présidente de la CCES est chargée de la bonne application du présent règlement qui est annexé à l'arrêté de composition.

Article 12 - Modification du règlement intérieur

Toute modification à porter au règlement intérieur peut être proposée par la Présidente de la CCES ou par des membres de la CCES, sous forme d'une demande écrite adressée à la Présidente.

LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION CONSULTATIVE

Présidente de la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Formulaire de pouvoir

Je soussigné *(e)* *(nom, prénom et structure)*,

.....
.....
.....
.....

membre de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Région Ile-de-France donne, par la présente, tous pouvoirs à

(nom, prénom, structure)

.....
.....
.....
.....

pour me représenter à ladite commission qui aura lieu

le *(date)*

.....
.....

à *(heure)*

.....
.....

En conséquence, je l'autorise à prendre connaissance de tous les documents, à participer à toutes les discussions et à donner son avis.

Fait à *(ville)*

.....
.....

le *(date)*

.....
.....

Signature du mandant, précédée de la mention " bon pour pouvoir "

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/11/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

ARRETE N° 17-233 du 28 novembre 2017

Relatif à la désignation de la présidence de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article R.541-21 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment ses articles 8 et 9 ;

VU le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 16-654 du 13 décembre 2016 relative à la proposition de composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU l'arrêté n°17-180 du 18 octobre 2017 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT;

VU l'arrêté nominatif n° 17-231 du 28 novembre 2017 relatif à la composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

ARTICLE 1

La présidence de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France est déléguée à Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-Président chargé de l'écologie et du développement durable, en cas d'absence ou d'empêchement de la présidente du conseil régional.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 01/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 01/12/2017

île de France
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-234
du 30 novembre 2017

Portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la délibération n° CP 2017-562 du 22 novembre 2017 relatif au bilan de l'action régionale au profit des Fonds de compensation du handicap des MDPH d'Ile-de-France et attributions de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine du handicap.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour la signature d'une entente entre la Région Île-de-France et la Commission Communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale le 1er décembre 2017 :

- ***Monsieur Pierre DENIZIOT,*** *conseiller délégué spécial en charge du handicap*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 12/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 12/12/2017

Conseil régional

ARRETE N° 17-235

portant délégations de signature du Pôle « Patrimoine et moyens généraux »

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL

D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités locales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional modifié ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Daniel DAEHN, directeur général adjoint en charge du Pôle patrimoine et moyens généraux, à l'effet de signer tout acte, décision, tout contrat et ses avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel DAEHN, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Mme Isabelle AVENTUR, adjoint au directeur général adjoint du Pôle patrimoine et moyens généraux.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Daniel DAEHN et de Mme Isabelle AVENTUR, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à Mme Guylène ROTTIER, directrice de soutien des sites.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Daniel DAEHN, de Mme Isabelle AVENTUR et de Mme Guylène ROTTIER, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à M. Frédéric BLETTERY directeur des services aux utilisateurs.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Isabelle GRIERE, chef du service budgétaire et comptable à la mission d'administration, de pilotage et de projets transverses, à l'effet de d'engager et de signer les bons de commande et liquidation des factures jusqu'à hauteur de 30 000 € TTC (trente mille euros) à l'exception de ce qui relève de la direction de soutien des sites et de la direction des services aux utilisateurs et tout acte portant constatation du service fait à l'exception de ce qui relève de la direction de soutien des sites et de la direction des services aux utilisateurs dans la limite d'un montant de 30 000 € TTC (trente mille euros).

Direction du soutien des sites

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Guylène ROTTIER, directrice du soutien des sites, à l'effet de signer toute décision, tout ordre de mission, tout contrat et ses avenants et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 90 000 € TTC (quatre-vingt-dix mille euros) ainsi que tout acte portant constatation du service fait, constatation conforme à l'original, notamment à l'original du marché remis par le titulaire en vue de permettre le nantissement, toute pièce relative à l'exécution des programmes d'études et des programmes de travaux, notamment les permis de construire et de démolir et toutes les autres demandes d'autorisations administratives, les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans les compétences de la direction.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Guylène ROTTIER, directrice de soutien des sites, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 6 du présent arrêté, à Mme Sandrine LERAY-BODARD, directrice adjointe de soutien des sites.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à M. Laurent POUPIN, chef du service travaux et maintenance, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC (cinq mille euros) et tout acte portant constatation du service fait entrant dans la compétence du service.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à M. Sacha TRKLJA, adjoint au chef du service sûreté sécurité, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de

commande jusqu'à hauteur 5 000 € TTC (cinq mille euros) ainsi que tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Christine ZAMBONI-DALOUCHE, chef du service réunions et évènementiel, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC (cinq mille euros) ainsi que tout acte portant constatation du service fait entrant dans la compétence du service.

Direction des services aux utilisateurs

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à M. Frédéric BLETTERY, directeur des services aux utilisateurs du Pôle patrimoine et moyens généraux, à l'effet de signer toute décision, tout ordre de mission, tout état de frais, tout contrat et ses avenants et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 90 000 € TTC (quatre-vingt-dix mille euros) ainsi que tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences de la direction.

Article 12 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric BLETTERY, directeur des services aux utilisateurs, délégation de signature est donnée à M. Jean-Philippe BARRAUD, directeur adjoint des services aux utilisateurs dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 11 du présent arrêté.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Mme Martine WITON, chef du service déplacements, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande et d'états de frais jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC (huit mille euros) et tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service dans la limite d'un montant de 8 000 € TTC (huit mille euros).

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Sophie MONGISON, chef du service automobiles, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC (cinq mille euros), tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service dans la limite d'un montant de 5 000 € TTC (cinq mille euros) et les actes (demande d'immatriculation, retrait de cartes grises, dépôt de plainte) relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France, gérés par le service automobiles.

Article 15 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie MONGISON, chef du service automobiles, délégation est donnée à M. Gilles ZUCCARELLI, adjoint au chef du service automobiles, à l'effet de signer les actes (demande d'immatriculation, retrait de cartes grises,

dépôt de plainte) relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France, gérés par le service automobiles.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Mme Maguy POUPIN, chef du service réceptions, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC (huit mille euros) et tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service dans la limite d'un montant de 8 000 € TTC (huit mille euros).

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Mme Madeleine BAHLOUL, chef du service documentation par intérim, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande dans la limite de 5 000 € TTC (cinq mille euros) et tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service dans la limite d'un montant de de 5 000 € TTC (cinq mille euros).

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Mme. Aude JEUNE, adjoint au chef du service GENERAL, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC (cinq mille euros) et tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service dans la limite d'un montant de de 5 000 € TTC (cinq mille euros).

Article 19 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 16-351 en date du 20 décembre.

Article 20 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 30 novembre 2017

Valérie PECRESSE